Chamberblietchen

2005-2006

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2005-2006

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1, 2, 3, 4	35
CR n°2	Séances n°5, 6	83
CR n°3	Séances n°7, 8	131
CR n°4	Séances n°9, 10, 11, 12, 13	187
CR n°5	Séances n°14, 15, 16, 17	243
CR n°6	Séances n°18, 19, 20, 21	299
CR n°7	Séances n°22, 23, 24	363
CR n°8	Séances n°25, 26, 27	419
CR n°9	Séances n°28, 29, 30	475
CR n°10	Séances n°31, 32, 33	531
CR n°11	Séances n°34, 35, 36, 37	595
CR n°12	Séances n°38, 39, 40, 41	643
CR n°13	Séances n°42, 43, 44	699
CR n°14	Séances n°45, 46	763
CR n°15	Séances n°47, 48, 49	819
CR n°16	Séances n°50, 51	867

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Rapport d'activité de la session parlementaire 2005-2006



L'année parlementaire 2005 / 2006

51 séances publiques. 162,50 heures de débats en plénière. 83 projets de loi évacués. Plus de 500 réunions de commissions. 679 questions parlementaires (écrites) adressées aux membres du Gouvernement - sans parler des 8 heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 69 questions, des 19 questions urgentes, des 5 questions avec débat ; des interpellations, des débats d'orientation et de consultation …

Ces quelques chiffres-clé de la session 2005/2006 seront développés - parmi tous les autres - dans le présent rapport d'activité qui fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis l'ouverture de la session 2005/2006 le 11 octobre 2005 jusqu'à sa clôture le 10 octobre 2006.

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2005-2006

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
Déi Gréng	7 députés
ADR	4 députés
Indépendant	1 député

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la Circonscription du Sud	Appartenance politique
ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy	CSV
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
GRETHEN Henri	DP
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	Indépendant
MAROLDT François	CSV
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 1 ADR 1 Indépendant

Députés de la circonscription du Centre	Appartenance politique
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BETTENDORF Niki	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	Appartenance politique
CALMES Emile	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR



Députés de la Circonscription de l'Est	Appartenance politique
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL: 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2002	2003	2004	2005	2006
Professions indépendantes	**25**	**28**	**28**	**23**	**23**
avocat / notaire	12	11	11	7	7
médecin / vétérinaire / pharmacien	3	2	2	1	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	4(2)	4(2)	4(2)	11(1)	11(1)
agriculteur / viticulteur	1	1	1	2	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	5	10	10	2	2
Salariés secteur privé	**12**	**10**	**10**	**11**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	4(1)	2(1)	2(1)	2	2
journaliste	2	1	1	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	6	7(1)	7(1)	9(3)	9(3)
Salariés secteur public	**23**	**22**	**22**	**26**	**26**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	2	2	4	4
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	5	5	0	0
fonctionnaire	16(2)	15(1)	15(1)	22(1)	22(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé - le Doyen d'âge - préside la Chambre.

Le Bureau

L'article 7 du Règlement interne de la Chambre des Députés dispose que:

«Art. 7.- (1) Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international. Il décide de la composition des délégations, sauf en ce qui concerne celles aux assemblées internationales.

(2) Le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents.

(3) Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

(4) Le Bureau peut confier à un ou plusieurs de ses membres des tâches générales ou particulières relevant de la compétence du Bureau. En même temps sont fixées les modalités d'exécution de ces tâches.»

Le Bureau de la Chambre s'est réuni dix-neuf fois au cours de la session 2005-2006.

Le Bureau s'est composé comme suit: M. Lucien Weiler, Président; MM Jos Scheuer, Niki Bettendorf et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch, Robert Mehlen, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

Monsieur Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, renonçant à son mandat de député avec effet au 9 octobre 2006, les membres du Bureau proposent en leur réunion du 18 septembre 2006 de lui conférer l'honorariat de ses fonctions.

D'après les missions qui lui sont conférées par le Règlement interne, le Bureau a représenté la Chambre des Députés dans le cadre de visites parlementaires et gouvernementales.

Ainsi le Bureau a reçu en visite officielle:

Monsieur Svetozar Marovic, Président de la République de Serbie et Monténégro (18.10.2005)

Monsieur Janez Jansa, Premier Ministre de la République de Slovénie (19.10.2005)



Monsieur Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de la République de Malte (14.11.2005)

Une délégation du groupe d'amitié interparlementaire Koweït-Luxembourg du Majles Al-Ummah (Assemblée Nationale) de l'Etat du Koweït (26.04.2006)

Monsieur Paavo Lipponen, Président du parlement de la République de Finlande (01.09.2006)

Une délégation du Bureau a été reçue en visite officielle à l'Assemblée nationale de la République de Slovénie du 9 au 11 mai 2006 sur invitation de son Président, Monsieur France Cukjati.

En leur réunion du 13 février 2006 les membres du Bureau se sont vus présenter la synthèse du rapport sur les élections législatives et européennes en 2004. L'étude a été réalisée par l'Unité de Recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg de l'Université du Luxembourg et contient une analyse historique et sociologique des institutions et des acteurs politiques ainsi qu'une étude qualitative des stratégies des acteurs du système politique au début et pendant la campagne électorale. Elle renseigne également sur l'offre médiatique lors de la campagne électorale et étudie le comportement de l'électorat.

La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents se compose de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés et des Présidents des groupes politiques MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen et M. François Bausch. M. Gast Gibéryen a adhéré à la Conférence des Présidents jusqu'au 1er mai 2006, date à laquelle l'ADR a perdu le statut de groupe politique à la suite de la décision de M. Aly Jaerling d'assurer son mandat parlementaire en qualité de député indépendant.

Au cours de la session 2005-2006, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 24 fois pour régler les questions administratives de la Chambre, pour décider des questions relatives à l'organisation de ses travaux et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

Pour ce qui est du déroulement des séances publiques, la Conférence des Présidents s'est vouée particulièrement au volet du temps de parole, ceci dans le souci de préserver un équilibre entre le rapporteur, les orateurs mandatés et le Gouvernement.

Enfin, elle a émis un avis sur 25 projets de règlement grand-ducal dont elle était saisie.

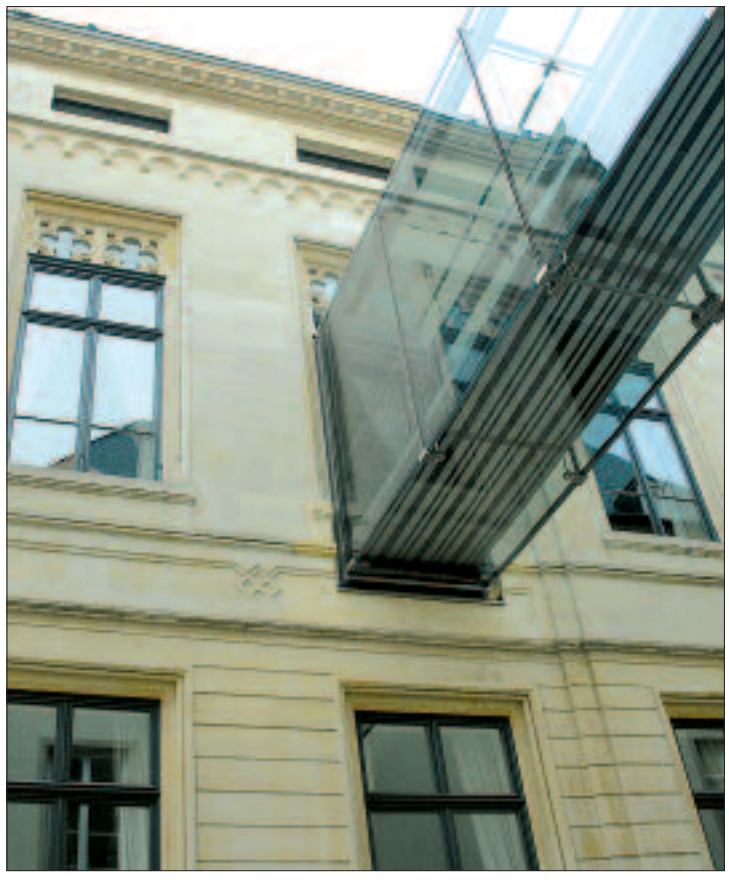
Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernent leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.



Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Transports

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission des Travaux publics

Commissions spéciales

Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

Synthèse des travaux des commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Président: Grethen Henri (DP)
Vice-Présidents: Wolter Michel (CSV)
Bodry Alex (LSAP)

Membres:
CSV: Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
LSAP: Castegnaro John, Fayot Ben
DP: Flesch Colette
Déi Gréng: Bausch François
ADR: Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2005-2006, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes s'est réunie à 25 reprises.

Monsieur le Ministre des Travaux publics est venu présenter aux membres de la Commission le bilan financier des grands chantiers de l'Etat en date du 29 mai 2006. Auparavant, la Commission a consacré encore plusieurs réunions à la finalisation de nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure. Cette nouvelle procédure devrait permettre d'éviter à l'avenir les dépassements nombreux et systématiques des budgets alloués aux différents projets de construction d'infrastructures par l'Etat. Sa conception a tenu compte des propositions des différents groupes parlementaires et Monsieur le Ministre des Travaux publics y a également participé. En date du 6 février 2006, M. Frank Reimen est venu proposer que cette procédure soit également appliquée aux projets d'infrastructure ferroviaire. Le 13 mars 2006, la Commission a examiné l'avis du service juridique de la Chambre des Députés au sujet de la nouvelle procédure. Elle a retenu la version définitive de la nouvelle procédure le 3 avril 2006 et l'a ensuite communiquée au ministère des Travaux publics et au ministère des Transports. Au cours de la réunion du 10 juillet 2006, le texte de la procédure a été adaptée aux projets d'infrastructure ferroviaire.

Le 14 novembre 2005, la Commission a entendu les représentants de la SNCI qui se proposait d'émettre un bon d'épargne à capital croissant avec la garantie de l'Etat. Au cours de la réunion du 19 décembre 2005, la Commission a été informée du fait que la SNCI a décidé de ne pas lancer cette opération.

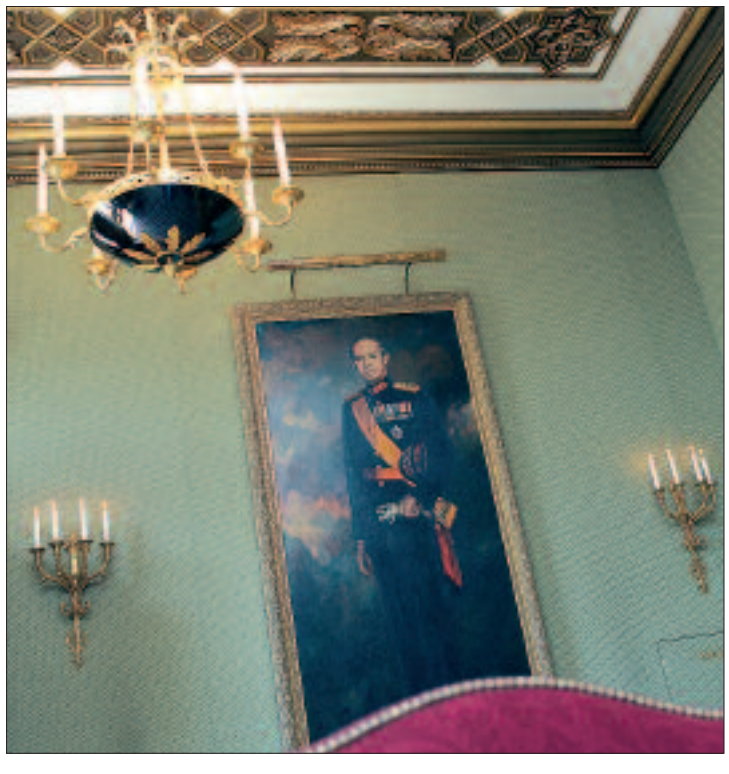
Les 5 et 19 décembre 2005, Monsieur le ministre des Travaux publics est venu informer la Commission au sujet de l'adaptation du programme de construction du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg d'une part et de l'extension du bâtiment Konrad Adenauer d'autre part.

Le 9 janvier 2006, Monsieur le ministre des Travaux publics a informé les membres de la Commission de l'état d'avancement des travaux et des nouvelles contraintes concernant la réalisation de la liaison Micheville.

Le 20 février 2006, la Commission a assisté à une entrevue avec des représentants du ministère des Finances au sujet de la surveillance budgétaire au niveau de l'Union européenne dans le cadre du Pacte de Stabilité et de Croissance et des implications pour la politique budgétaire luxembourgeoise.

Monsieur le ministre des Travaux publics a présenté l'évolution de la situation concernant l'autoroute de la Sarre le 24 avril 2006.





En date du 15 mai 2006, Monsieur le ministre du Trésor et du Budget a présenté à la Commission à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (et à la Commission des Finances et du Budget) les recettes et les dépenses de l'Etat du premier trimestre 2006.

Ensemble avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes ont procédé à un échange de vues avec une délégation de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement de Lituanie le 16 mai 2006.

Monsieur le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a présenté l'évolution du programme « eGovernment » aux membres de la Commission en date du 26 juin 2006.

La Commission (avec la Commission des Finances et du Budget) a eu une entrevue avec une délégation de la Commission des Finances du Parlement finlandais le 7 septembre 2006. Elle a également assisté à un échange de vues avec des représentants de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement de Slovénie en date du 21 septembre 2006.

Au cours de cette session parlementaire, la Commission a également approuvé les comptes annuels 2004 de la Chambre des Députés.

Rapports spéciaux de la Cour des Comptes:

La Cour des comptes a procédé à la présentation de son rapport spécial relatif à la mise en œuvre du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire entre l'Etat et les CFL au cours de la réunion du 14 février 2005. La Commission avait adressé plusieurs questions au Ministère des Transports afin de s'assurer que, comme il l'avait annoncé dans sa réponse à la Cour, les recommandations de cette dernière ont bien été mises en pratique. La Commission a finalement adopté un projet de rapport au cours de la réunion du 5 décembre 2005 (rapporteur: M. John Castegnaro).

Le rapport spécial de la Cour des Comptes sur le contrôle de l'exécution des sixième et septième programmes quinquennaux d'équipement de l'infrastructure touristique a été présenté aux membres de la Commission en date du 3 octobre 2005. Suite à une entrevue avec Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 7 novembre 2005, la Commission a adopté un projet de rapport le 23 janvier 2006 (rapporteur: M. Lucien Clement).

La Cour des Comptes a présenté à la Commission ses rapports spéciaux sur les établissements publics soumis à un contrôle annuel 2002 et 2003 le 7 novembre 2005. Le projet de rapport a été adopté le 24 avril 2006 après que la Commission ait procédé à l'examen de rapports intermédiaires pendant plusieurs réunions et assisté à une entrevue avec M. Gillen, Président du Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau du Kirchberg le 27 mars 2006.

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le remboursement de la TVA en matière de logement le 25 novembre 2004. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a donné ses explications au sujet des constatations de la Cour lors de la réunion du 28 février 2005. Après réception de nouvelles données, la Commission a adopté son rapport le 10 juillet 2006 (rapporteur: M. Alex Bodry).

Le rapport spécial de la Cour des Comptes portant sur le Fonds de la protection de l'Environnement a été présenté à la Commission le 21 novembre 2005. Un échange de vues avec Monsieur le ministre de l'Environnement a eu lieu le 23 janvier 2006. Le projet de rapport relatif à ce rapport spécial a été adopté au cours de la réunion du 2 octobre 2006 (rapporteur: M. Roger Negri).

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial concernant les programmes quinquennaux d'équipement sportif et le Fonds d'équipement sportif national le 12 juin 2006. Monsieur le ministre des Sports a procédé à un échange de vues avec les membres de la Commission le 24 juillet 2006. Un projet de rapport sera adopté au cours de la prochaine séance parlementaire.

Projets de loi:

Le projet de loi 5350 portant règlement du compte général de l'exercice 2003 a été examiné, avec l'avis de la Cour des Comptes, le 13 décembre 2004 (rapporteur: Mme Colette Flesch). L'avis du Conseil d'Etat y relatif a été examiné le 21 novembre 2005 et le projet de rapport adopté le 5 décembre 2005.

La Commission s'est vue présenter par la Cour des Comptes son rapport relatif au projet de loi 5488 portant règlement du compte général de l'exercice 2004 le 19 décembre 2005 (rapporteur: M. Robert Mehlen). L'avis du Conseil d'Etat a été publié en date du 2 mai 2006. Le projet de rapport a été discuté au cours de la réunion du 2 octobre 2006.

Les membres de la Commission ont assisté à la présentation du projet de loi 5591 portant règlement du compte général de l'exercice 2005 par Monsieur le ministre du Trésor et du Budget le 20 juin 2006.

Commission des Pétitions



Président: Gira Camille (Déi Gréng)
Vice-Présidents: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse (CSV)
Err Lydie (LSAP)

Membres:

CSV:	Doerner Christine, Santer Patrick, Schank Marco
LSAP:	Diederich Fernand, Spautz Vera
DP:	Bettel Xavier, Brasseur Anne
ADR:	Koepp Jean-Pierre

Au cours de la session parlementaire 2005-2006, la Commission des Pétitions s'est réunie à sept reprises.

Au cours de sa réunion du 08 mars 2006, la Commission a examiné la recommandation 20-2006 du Médiateur, recommandation formulée suite au dépôt de la pétition n° 267 concernant la demande de réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998. Dans le même ordre d'idées, elle a procédé à un échange de vues général sur la procédure à adopter face aux recommandations émanant des services du Médiateur. Elle a, par ailleurs, examiné la pétition n°269 contre la transposition de la Directive 98/44/CE.
Au cours de la réunion jointe du 16 mars 2006 avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, il a été, une nouvelle fois, procédé à l'examen de la recommandation du Médiateur 20-2006 mentionnée ci-dessus.

Au cours de la réunion du 06 avril 2006, les membres de la Commission ont continué leur échange de vues sur une procédure générale à adopter face aux recommandations émanant du service du Médiateur, puis ils ont procédé à un débat sur l'opportunité de l'éventuelle révision des articles 27 et 67 de la Constitution.

Lors de la réunion du 27 avril 2006, les membres de la Commission ont eu un échange de vues avec M. le Médiateur.

Au cours de la réunion du 15 juin 2006, il a été débattu sur les conclusions à tirer suite à la réunion avec M. le Médiateur. Les membres de la Commission ont ensuite examiné la réponse de M. le Ministre des Transports concernant la pétition n° 254 contre les nuisances émises par le terrain d'aviation de Noertrange, puis ils ont examiné une nouvelle pétition: la pétition n°271 contre l'instruction ministérielle du 15 février 2006 concernant l'inscription en classe de 3e de l'enseignement secondaire.

Au cours de la réunion du 13 juillet 2006, les membres de la Commission ont examiné la pétition n°272 concernant l'exiguïté des infrastructures au Lycée technique d'Ettelbruck et ont décidé d'effectuer une visite des lieux pour se faire une idée plus précise de la situation. Cette visite a eu lieu le 27 septembre 2006.

Commission du Règlement

Président: Gibéryen Gast (ADR)
Vice-Présidents: Santer Patrick (CSV)
Angel Marc (LSAP)
Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Wolter Michel
LSAP: Fayot Ben, Schreiner Roland
DP: Bettel Xavier, Flesch Colette
Déi Gréng: Bausch François

Au cours de la session 2005 - 2006, la Commission du Règlement s'est réunie à trois reprises pour examiner différentes propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés. Ces modifications seront finalisées et soumises au vote de la Chambre durant la session 2006 - 2007.



Commissions permanentes

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural



Président: Oberweis Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Schneider Romain (LSAP)
Goerens Charles (DP)

Membres:
CSV: Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
DP: Wagner Carlo
Déi Gréng: Kox Henri
ADR : Mehlen Robert

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a analysé, lors de la session 2005-2006, les projets de loi suivants:

4673B - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la loi du 24 mai 1998

5380 - Projet de loi portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a eu des échanges de vues concernant le Plan de Développement rural et à l'article 17 de la loi du 18 août 1990 modifiant l'alinéa 1er de l'article 12 de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles avec les associations suivantes:

- Greenpeace;
- Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl;
- Vereenegung fir biologeschen Landbau Lëtzebuerg asbl;
- Lëtzebuerger Baurejugend et Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer.

Deux échanges de vues ont eu lieu avec Monsieur le Ministre Fernand Boden, Monsieur le Ministre Jean-Louis Schiltz et avec Monsieur le Ministre Nicolas Schmit, sur la Sixième Conférence ministérielle de l'OMC (Hong Kong, 13-18 décembre 2005).

La commission a en outre reçu des explications de M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la fusion SEG et FHL en une nouvelle société coopérative dénommée Convis.

La commission a eu un échange de vues avec un représentant du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur la "Stratégie Nationale du Grand-Duché de Luxembourg pour la période de programmation du développement rural 2007-2013". Dans le même contexte, le Gouvernement a présenté le Plan de développement rural 2007-2013 aux membres de la commission. L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture a présenté dans ses locaux le programme GIS (Geographisches Informations System).

Par ailleurs, la commission a rencontré les représentants de la Chambre Professionnelle des Agriculteurs, Viticulteurs et Horticulteurs Luxembourgeois en vue de la préparation de la nouvelle loi agraire, et a reçu des explications sur l'agriculture et l'environnement naturel ainsi que sur la formation et le nouveau Centre de compétences

La commission a visité des terrains, situés sur le territoire de la commune de Betzdorf, devant faire l'objet d'une mesure de renaturation de la Syre. Elle a aussi visité des infrastructures du Département Environnement et Agro-biotechnologies du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann.

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Président: Bodry Alex (LSAP)
Vice-Présidents: Sauber Marcel (CSV)
Flesch Colette (DP)

Membres:
CSV: Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
LSAP: Castegnaro John, Scheuer Jos
DP: Grethen Henri (remplaçant: Brasseur Anne pour le volet Sports)
Déi Gréng: Kox Henri (remplaçant: Huss Jean pour le volet Sports)
ADR: Mehlen Robert (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Sports)

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a évacué, lors de la session 2005-2006, les projets de loi suivants:

5175 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention contre le dopage, ouvert à la signature, à Varsovie, le 12 septembre 2002;

5537 - Projet de loi portant a) approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005; b) modification de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport;

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits;

5380 - Projet de loi portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés;

5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005;

5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002;

Le projet de loi 4673B portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la loi du 24 mai 1998 a été analysé en commission.

Un échange de vues a eu lieu avec M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur sur l'organisation du marché de l'électricité et du gaz naturel (deux avant-projets de loi portant transposition de directives européennes) et sur la performance énergétique des bâtiments d'habitation (avant-projet de règlement grand-ducal portant transposition d'une directive européenne).

Deux autres échanges de vues ont eu lieu avec M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur sur les projets d'extension des capacités de stockage de pétrole au Luxembourg et sur l'offre publique d'achat de Mittal-Steel sur Arcelor.

La commission a en outre analysé les propositions de directive sur la libéralisation des services et « Reach ».
Le Gouvernement a présenté le deuxième Plan National d'Allocation des Quotas en commission. Au courant de la session 2005-2006, la commission a organisé les travaux dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne et du débat d'orientation sur la politique énergétique du Luxembourg.



Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents: Maroldt François (CSV)
Brasseur Anne (DP)

Membres:
CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Hetto-Gaasch Françoise, Sunnen Fred
LSAP: Castegnaro John, Diederich Fernand
DP: Meisch Claude
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Formation professionnelle)
ADR: Henckes Jacques-Yves



1) Débats et sujets généraux

Après avoir désigné, le 6 décembre 2005, un nouveau vice-président, suite au décès inopiné de Mme Nelly Stein (CSV), les membres de la commission ont eu une entrevue avec Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur l'enseignement et la situation linguistique . Une étude a été préparée par des chercheurs du Centre d'études sur la situation des jeunes en Europe (CESIJE - http://www.cesije.lu) sur demande du MENFP. Elle a pour but de tracer la «Sociologie de l'enseignement des langues dans un environnement multilingue» en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises.

Le 20 décembre 2005, la commission a poursuivi ses travaux par une entrevue avec des représentants ministériels sur l'échec scolaire et un échange de vues relatif à l'étude sur l'apport des cours de/en langue maternelle à la réussite des élèves portugais.

L'échec scolaire et les conditions qui pourraient aider les jeunes dans leur apprentissage ont fait l'objet de plusieurs réunions et entrevues de l'année 2006, à commencer, en janvier, avec la continuation des discussions sur les raisons des nombreux échecs scolaires étant à l'origine de la sortie de l'école de plusieurs centaines de jeunes qui se retrouvent sans qualification ni diplôme . L'échange de vues a été poursuivi le 14 mars 2006.

Lors de la réunion du 17 janvier 2006, les membres de la commission ont entendu le rapport pour 2005 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (www.ork.lu et http://www.ork.lu/PDFs/rapport2005.pdf). La présentation portait surtout sur les enfants et jeunes en situation de détresse et sur l'échec scolaire. Elle a été suivie d'un échange de vues avec des membres de l'organisation de défense des droits des enfants.

Le projet de loi portant sur l'organisation d'un lycée fonctionnant en journées continues avait été voté avant les vacances d'été de 2005 (doc- parl 5434). Après deux trimestres, le groupe DP a demandé à ce que la commission parlementaire se renseigne sur sa mise en place et sur le fonctionnement du «Neie Lycée». L'échange de vues avec les représentants gouvernementaux et le directeur du Neie Lycée a eu lieu le 14 février 2006.

Lors de la réunion du 28 mars 2006, les membres de la commission du Travail et de l'Emploi se sont joints aux membres de la commission de l'Education nationale pour une présentation et un échange de vues relatif au projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions dans lesquelles les demandeurs ont accès à la formation prévue à l'article 14 de la loi du ... relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

La réunion du 06 juillet 2006 fut en grande partie consacrée à la présentation des conclusions de l'étude sur la motricité des élèves luxembourgeois. http://www.script.lu/documentation/publication_studie_gesundheit_leistungsfaehigkeit.phtml

2) Travaux législatifs

Le projet de loi 5328 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), déposé en 2004, avait déjà été instruit au cours de trois réunions au mois de mai et juin 2005. Les travaux parlementaires ont seulement pu continuer au mois de mai 2006, suite à l'émission par le Conseil d'Etat d'un avis complémentaire relatif à une série d'amendements gouvernementaux. Le projet de rapport a été présenté et adopté le 13 juin 2006 et le projet de loi a pu être voté en juillet.

Le projet de loi 5328 s'inscrit dans la ligne d'action du programme gouvernemental de 1999 qui avait préconisé une réforme du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires et un recentrage sur son activité première qui est la prise en charge psychologique des élèves et leur orientation, afin de répondre aux développements survenus depuis sa création par la loi du 1er avril 1987.

Les dispositions prévues confirment notamment que le CPOS a pour mission essentielle de chaperonner les acteurs concernés par l'orientation des élèves de l'enseignement secondaire.

Les idées clés du projet:
- Le CPOS est l'organe responsable directement devant le Ministre de l'Education pour la coordination, l'évaluation et la mise en œuvre des actions générales en matière d'orientation arrêtées par le ministre. Les Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires (SPOS) sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du CPOS, alors que le directeur de l'établissement scolaire dispose de l'autorité administrative sur le service établi en son établissement. Cette double autorité sur les SPOS doit assurer la mise en œuvre d'une politique d'orientation cohérente sur le plan national et appliquée dans le fonctionnement des établissements particuliers.
- Le projet prévoit encore de renforcer la collaboration entre les différents organismes compétents pour l'orientation professionnelle par le biais de la commission nationale d'information et d'orientation.
- De même, le projet de loi renforce le dispositif de prise en charge des jeunes en situation psychique précaire.
- En ce qui concerne l'information relative au cursus professionnel et universitaire, celle-ci étant du ressort des services du Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES), ainsi que des organes ayant l'information scolaire et professionnelle dans leurs attributions, le Centre proposera essentiellement des conseils en orientation scolaire et professionnelle.
- Le nouveau service de médiation est appelé à anticiper des actions en justice mettant en cause les autorités scolaires avec les élèves respectivement les parents d'élèves suite à des désaccords au niveau scolaire.

Le projet de loi 5561 autorise le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international. Le projet de loi sous rubrique fut déposé le 24 mars 2006. La commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a entamé ses travaux le 29 juin 2006 en désignant M. Fernand Diederich rapporteur du projet de loi sous rubrique. L'examen du texte et l'analyse de l'avis du Conseil d'Etat du 20 juin 2006 ont eu lieu au cours de la même réunion. Le rapport fut présenté et adopté lors de la réunion du 6 juillet 2006.

D'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique quelque 150 jeunes âgés de 12 à 15 ans, en provenance de tous les pays, arrivent chaque année au Luxembourg et demandent à être scolarisés en fonction de leurs capacités intellectuelles. L'accès aux études secondaires classiques leur reste souvent fermé, alors qu'ils possèdent parfaitement les capacités intellectuelles pour suivre des études de ce niveau. Cependant, il leur est souvent difficile d'acquérir dans un laps de temps court des compétences élevées en français, ils n'arrivent pas à maîtriser en sus la langue allemande au même niveau que leurs camarades qui sont passés par l'école primaire luxembourgeoise.

Il est encore souligné que parmi les possibilités mises à l'étude en vue d'améliorer l'efficacité de l'école luxembourgeoise et d'augmenter ainsi le succès scolaire de tous les étudiants, la création de classes préparant au baccalauréat international a été proposée par le Gouvernement dans le projet initial comme étant la solution la plus pragmatique pour introduire, ceci dans un cadre limité à un établissement, des classes internationales d'enseignement secondaire, où le français est la langue véhiculaire pendant toute la durée de la formation. On notera enfin que cette option concrétise également l'objectif d'élargir les possibilités d'un enseignement alternatif au sein de l'école publique, tel que préconisé dans le programme gouvernemental.

Dans ce sens, la création d'une possibilité pour ces enfants de suivre des études secondaires dans l'école publique luxembourgeoise représente une contribution au maintien de l'attractivité du site économique luxembourgeois, mais au-delà aussi et surtout une contribution à l'égalité des chances pour des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer le minerval exigé par des écoles privées.

Au mois de mai 2006, la commission parlementaire a entamé les travaux relatifs au projet de loi 5337 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation, en désignant un rapporteur et en procédant à un premier examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat.

La commission a consacré plusieurs réunions à ce projet (22 mai 2006, 13 juin 2006 et 6 juillet 2006). Suite à un examen détaillé de l'avis du Conseil d'Etat, elle a discuté et adopté une série d'amendements qui ont été envoyés à la Haute Corporation pour avis, en juillet 2006.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président: Sunnen Fred (CSV)
Vice-Présidents: Fayot Ben (LSAP)
Flesch Colette (DP)

Membres:
CSV: Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
DP: Brasseur Anne
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçants: Huss Jean pour le volet Recherche, Loschetter Viviane pour le volet Culture)
ADR: Henckes Jacques-Yves (remplaçant : Mehlen Robert pour le volet Culture)



Les travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture étaient largement dominés par des thèmes en relation avec la mise en place de la nouvelle Université du Luxembourg.

Suite au décès du premier recteur, M. Tavenas, son successeur, M. Rolf Tarrach a trouvé le temps pour une entrevue avec la commission parlementaire le 7 novembre 2005.

Le 25 novembre 2005, les membres de la commission ont entendu une première fois deux représentants de l'OCDE en mission au Luxembourg. L'échange de vues a porté sur l'étude tendant à évaluer le système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation.

Suite à une demande du groupe parlementaire DP du 19 janvier 2006 et une motion du groupe parlementaire «Déi Gréng» du 1er février 2006, la commission parlementaire a eu un échange de vues avec le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le choix du Gouvernement relatif à l'implantation des différentes facultés de l'Université du Luxembourg. Le Gouvernement a finalisé les plans et projets concernant les facultés et le site d'Esch-Belval au cours des mois de mars et avril 2006.

Le 24 avril 2006 M. le Ministre de la Culture a présenté aux membres de la commission parlementaire les plans d'implantation de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ainsi que de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education sur la terrasse des hauts fourneaux. Le 17 mai 2006, la commission a visité ces sites d'implantation sur la friche de Belval-Ouest.

Au cours des mêmes entrevues du mois d'avril et du mois de mai 2006, M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a présenté le plan de développement quadriennal de l'Université du Luxembourg.

Le 13 février 2006, la commission a donné suite à une demande du groupe parlementaire «Déi Gréng» relative à l'organisation d'une visite des annexes de la Bibliothèque nationale. Le 13 février 2006, la commission a procédé à la visite de la Bibliothèque Nationale (bd. F.D. Roosevelt) et d'une de ses annexes, située au Bd du Prince Henri. Au mois de mars 2006, les membres de la commission ont visité les deux annexes de la Bibliothèque nationale situées au Kirchberg. Au mois d'avril a eu lieu un échange de vues avec le Ministre de la Culture suite aux visites des différents locaux de la Bibliothèque nationale.

Evacuation de projets de loi

En décembre 2005, la commission a examiné le projet de loi 5478 portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003. Suite à la discussion et l'adoption du rapport, le projet fut voté le 22 décembre 2005.

Au cours de la réunion du 23 mars 2006 furent entamés les travaux relatifs au projet de loi 5461 portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe, du projet de loi 5462 portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres et l'Etat d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004 et du projet de loi 5479 portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003.

Ces trois projets furent évacués conjointement en séance publique au mois de mai 2006.

Le projet de loi 5532 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998 a également été examiné lors de deux réunions de la commission parlementaire et a pu être évacué en mai 2006.

Autre sujet de discussion

Au cours de sa réunion du 4 avril 2006, la commission a procédé à un échange de vues avec M. Robert Garcia, coordinateur de l'année de la culture 2007, au sujet des préparatifs en cours, ceci suite à la demande du groupe parlementaire du POSL du 1er mars 2006.



Commission de l'Environnement

Président: Negri Roger (LSAP)
Vice-Présidents: Oberweis Marcel (CSV)
Gira Camille (Déi Gréng)

Membres:
CSV: Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
LSAP: Angel Marc, Schneider Romain
DP: Calmes Emile, Goerens Charles
ADR: Mehlen Robert

Lors de la session parlementaire 2005-2006, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 24 occasions.

Au cours de la réunion du 20 octobre 2005, la Commission a examiné et adopté quatre projets de rapport, relatifs aux projets de loi:

5044 - concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction;
5217 - concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;
5445 - portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003;
5459 - modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Au cours de la réunion du 30 janvier 2006, elle a examiné les projets de loi:
5507 - autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec - l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et - la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC) ;
5508 - modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

5510 - relatif aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004; - établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre - créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; - modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Elle a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du premier projet et M. Roger Negri comme rapporteur des deux suivants. Elle a examiné les trois textes ainsi que les avis respectifs du Conseil d'Etat. Par ailleurs, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues en vue de l'organisation d'un débat d'orientation sur la chasse.

Lors de la réunion du 01 février 2006, la Commission de l'Environnement a organisé une entrevue avec des représentants de l'Action Solidarité Tiers Monde et deux experts d'Amérique latine au sujet des problèmes environnementaux liés à la production pétrolière

Au cours de la réunion du 08 février 2006, la Commission a effectué une visite du SIDEC dans la cadre de l'examen du projet de loi 5507 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement

mécanique et la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC).

Le 09 février 2006, la Commission a adopté les projets de rapport relatifs aux projets de loi 5507 et 5510 mentionnés ci-dessus. Elle a par ailleurs examiné une série d'amendements au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Pour finir, la Commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du débat d'orientation sur la chasse et a poursuivi son échange de vues concernant l'organisation des travaux y relatifs.

Le 06 mars 2006, toujours dans le cadre de ce débat d'orientation, la Commission a procédé à un échange de vues avec des fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts. Elle a ensuite poursuivi l'examen d'une série d'amendements au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Elle a enfin eu un échange de vues sur la procédure à adopter pour traiter les dossiers européens.

En date du 09 mars 2006, conjointement avec la Commission du Travail et de l'Emploi, la Commission de l'Environnement a procédé à un échange de vues avec des représentants gouvernementaux au sujet de la demande du groupe parlementaire Déi Gréng de recevoir la liste des établissements qui tombent sous le catalogue de la Directive «Seveso».

Le 22 mars, elle a continué l'examen d'une série d'amendements au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Elle a par ailleurs poursuivi la préparation du débat d'orientation sur la chasse puis procédé à un échange de vues sur la procédure à adopter pour traiter les dossiers européens.

Au cours de la réunion du 24 avril 2006, la Commission s'est vue présenter une étude sur le potentiel luxembourgeois en matière de réduction des émissions de CO2. Par ailleurs, elle a nommé M. Monsieur Marc Angel comme rapporteur du projet de loi 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit et entamé l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat. En dernier lieu, la Commission a continué ses travaux préparatoires au débat d'orientation sur la chasse.

En date du 27 avril 2006, la Commission de l'Environnement a, avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, procédé à un échange de vues concernant la préparation d'un débat d'orientation sur la politique énergétique du Luxembourg. Ces travaux se sont poursuivis en date des 11 mai et 18 mai 2006.

Le 08 mai 2006, la Commission a examiné une série d'amendements au projet 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. Dans le cadre de la préparation du débat d'orientation sur la chasse, elle a élaboré un cahier des charges concernant la réalisation d'une étude comparative du droit européen de la chasse. Pour finir, elle a désigné M. Marc Angel comme rapporteur du projet de loi 5513 portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000 et a procédé à l'examen du projet et de l'avis du Conseil d'Etat.

En date du 10 mai 2006, la Commission de l'Environnement et la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont effectué une visite des terrains situés sur le territoire de la commune de Betzdorf, devant faire l'objet d'une mesure de renaturation de la Syre.

Au cours de la réunion du 01 juin 2006, la Commission a procédé à un échange de vues avec Mme Sylvie Andrich-Duval, Rapportrice du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ; 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée ; 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée. La Commission a ensuite adopté le projet de rapport relatif au projet de loi 5513 portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000. Ensuite, la commission a désigné M. Roger Negri comme Rapporteur du projet de loi 5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, puis a examiné le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat.





Le 19 juin 2006, conjointement avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter le deuxième Plan National d'Allocation des Quotas (PNAQ). Les deux commissions ont ensuite procédé à un échange de vues à ce sujet, échange de vues qui s'est poursuivi le 04 juillet 2006.

Au cours de la réunion du 20 juin 2006, la commission parlementaire a poursuivi l'examen du projet 5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et de l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a adopté une série d'amendements.

Lors de la réunion du 29 juin 2006, elle a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. Elle a également procédé à un bref échange de vues quant à l'opportunité d'un retrait éventuel du projet de loi 3938 complétant la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

Le 04 juillet 2006, la Commission de l'Environnement a adopté le rapport relatif au projet de loi 5206 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit.

Au cours de la réunion du 11 juillet 2006, elle a procédé à un échange de vues concernant les détails pratiques de l'étude à élaborer dans le cadre du débat d'orientation sur la chasse.

En date du 20 juillet, la Commission de l'Environnement et la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont procédé à un échange de vues avec les deux ministres concernés au sujet des projets de remembrement.

Le 20 septembre 2006, la Commission de l'Environnement a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Elle a ensuite examiné le projet de loi 5446 portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7) ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y relatif. Pour finir, elle a désigné M. Roger Negri comme rapporteur du projet de loi 5582 portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005, puis a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

En date du 25 septembre, la commission parlementaire a effectué une visite du CRP Henri Tudor et du CRTE.

Le 4 octobre 2006, la commission a procédé à un échange de vues concernant les détails pratiques de l'étude à élaborer dans le cadre du débat d'orientation sur la chasse. Elle a ensuite adopté les projets de rapport relatifs aux projets 5508 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et 5582 portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Président: Frank Marie-Josée (CSV)
Vice-Présidents: Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Meisch Claude (DP)
(sauf pour le volet Egalité des chances)

Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Arendt Nancy, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Angel Marc (remplaçante: Err Lydie pour le volet Egalité de chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Spautz Vera (pour le volet Egalité des chances)
DP: Bettel Xavier, Grethen Henri (pour le volet Egalité des chances)
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Egalité des chances)
ADR: Jaerling Aly

Dans cadre de la nouvelle procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets, la commission a rendu son avis quant aux projets la concernant.

La commission a continué les travaux relatifs au projet de loi 5161 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 2. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 3. de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; 4. du Code du Travail (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) et a examiné divers amendements gouvernementaux. Elle a également adopté des amendements parlementaires.

Elle a eu un échange de vues avec des représentants de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand dans le contexte de la présentation du rapport 2005 de l'ORK.

La commission a examiné le projet de loi 5012 portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000 (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank), voté à la Chambre



des Députés le 11 octobre 2006.

La commission a également instruit le projet de loi 5517 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval).

Elle a eu, en outre, un échange de vues au sujet de la philosophie des maisons relais, demandé par le groupe parlementaire «Déi Gréng».

Elle a encore examiné, en réunion jointe avec la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le projet de loi 5337 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation (Rapporteur: M. Jos Scheuer).

En réunion jointe avec la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, elle s'est vue présentées les conclusions du Comité interministériel institué en matière d'individualisation des droits de pension.

La commission a entamé la discussion sur le rapport quinquennal concernant la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement.

En ce qui concerne le volet «Egalité des chances»:

La commission a reçu des explications sur l'élaboration d'un plan d'action national d'égalité par le Ministère de l'Egalité des chances. En collaboration avec ce dernier, elle a organisé un séminaire CEDAW (Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women) et du Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes.

Sur invitation du Ministère de l'Egalité des chances, la commission a accueilli le Gender Team Dr. Anne Roesgen et Dr. Ronald Schulz, qui ont assuré une séance de formation sur le thème suivant: «La mise en œuvre du gendermainstreaming» - Terminologie, application dans les textes législatifs.

Le Ministère de l'Egalité des chances a également offert à la commission, en réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget, un exposé par le Dr. Gabriele Michalitsch (Wirtschaftsuniversität Wien) sur le thème: «Grundlagen von Gender Budgeting».

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président: Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Diederich Fernand (LSAP)
Bettendorf Niki (DP)

Membres:
CSV: Maroldt François, Meyers Paul-Henri, Santer Patrick
LSAP: Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
DP: Grethen Henri
Déi Gréng: Adam Claude (remplaçant: Braz Felix pour le volet Media et Communications)
ADR: Gibéryen Gast

Lors de la session parlementaire 2005-2006, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à 12 occasions.

En ce qui concerne le volet «Fonction publique et Réforme administrative», les travaux de la Commission peuvent être résumés de la façon suivante:

Au cours de sa réunion du 18 octobre 2005, la Commission a examiné le texte du projet de loi 5149 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, ainsi que de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat y afférent. En ce qui concerne les projets 5485 et 5486 modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, la commission parlementaire a désigné M. Paul-Henri Meyers comme rapporteur des deux projets et a examiné les textes ainsi que l'avis commun du Conseil d'Etat.

Au cours de la réunion du 27 octobre 2005, la Commission a poursuivi et achevé ses travaux concernant le projet de loi 5149 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, en adoptant le projet de rapport y afférent. Par ailleurs, la Commission a poursuivi ses travaux concernant les projets 5485 et 5486, travaux qu'elle a continué lors de sa réunion du 08 décembre 2005. Puis, en date du 13 décembre 2005, elle a adopté le projet de rapport y relatif.

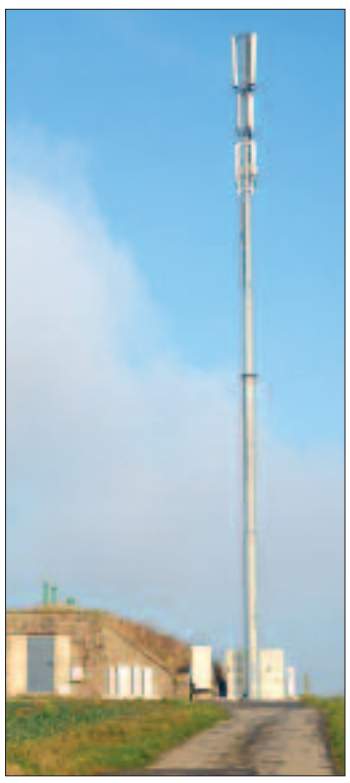
Lors de la réunion du 08 février 2006, la Commission a entamé ses travaux concernant le projet de loi 5524 relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC, en nommant M. Paul-Henri Meyers rapporteur du projet et en procédant à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat. La Commission a, lors de la réunion du 23 février 2006, adopté le projet de rapport concernant ce projet de loi.

Au cours de la réunion du 20 juin 2006, la Commission a examiné, dans le cadre du projet de loi 5533 relatif à la lutte antitabac, une proposition d'amendement ayant pour objet d'insérer une disposition modificative de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat.

Au cours de la réunion du 05 juillet 2006, la Commission a nommé M. Paul-Henri Meyers rapporteur du projet de loi 5583 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat. Elle a ensuite examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Puis, au cours de sa réunion du 27 septembre, elle a poursuivi l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat et a examiné des amendements gouvernementaux au projet.

En ce qui concerne le volet «Media et Communications», les travaux de la Commission peuvent être résumés de la façon suivante:

Au cours de sa réunion du 11 septembre 2006, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications a examiné le projet de loi 5598 sur la construction d'autoroutes de l'information et a procédé à



un échange de vues avec M. le Ministre délégué aux Communications à ce sujet.

Le 22 septembre 2006, la commission parlementaire a procédé à un échange de vues avec Madame Viviane Reding, Commissaire européenne chargée de la société de l'information et des médias, sur la politique de la Commission européenne dans le domaine des médias et de la société de l'information.

Au cours de sa réunion du 9 octobre 2006, la Commission a procédé à un échange de vues avec Monsieur le Directeur général de l'Entreprise des Postes & Télécommunications sur les projets envisagés par les P&T concernant les réseaux téléphoniques et de télédistribution, ainsi que l'accès Internet. Elle a, par ailleurs nommés MM. Patrick Santer et François Maroldt respectivement rapporteurs des projets de loi:
5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001,
5499 - Projet de loi portant approbation - de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi que de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994, Minneapolis, le 6 novembre 1998 et Marrakech, le 18 octobre 2002; - des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence des plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences des plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994), de Minneapolis (1998) et de Marrakech (2002).

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président: Mutsch Lydia (LSAP)
Vice-Présidents: Stein-Mergen Martine (CSV)
Bettendorf Niki (DP)

Membres:
CSV: Arendt Nancy, Frank Marie-Josée, Meyers Paul-Henri
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
DP: Wagner Carlo
Déi Gréng: Huss Jean (remplaçant: Bausch François pour le volet Sécurité sociale)
ADR: Jaerling Aly



Au cours de la session 2005/2006, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans la réunion du 10 novembre 2005, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5146 modifiant différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance et elle a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 17 novembre 2005, la commission a eu un échange de vues avec une délégation de la COPAS et elle a continué à examiner le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. La commission a adopté des amendements parlementaires au cours de sa réunion du 24 novembre 2005. La commission a procédé, dans sa réunion du 15 décembre 2005, à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par Mme Lydia Mutsch.

Dans la réunion du 17 novembre 2005, M. le Ministre de la Santé a encore donné des explications sur le dispositif mis en place au plan national et européen en prévision d'une éventuelle pandémie de grippe aviaire.

Dans sa réunion du 12 janvier 2006, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5448 relatif aux tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques et scientifiques. Dans cette même réunion, les experts gouvernementaux ont présenté le projet de loi. Dans sa réunion du 4 mai 2006, la commission a entendu les explications et une prise de position du Gouvernement au sujet de l'avis du Conseil d'Etat.

Dans sa réunion du 18 janvier 2006, la commission a eu un échange de vues avec l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes sur des sujets d'actualité en matière de politique de la santé.

Le Ministre de la Santé a présenté dans la réunion du 26 janvier 2006 le bilan technique de la période de couverture 1999 - 2005 du régime général de pension.

Dans cette même réunion du 26 janvier 2006, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5528 portant approbation de la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 ainsi que des Protocoles additionnels et la commission a examiné le projet de loi.

Dans sa réunion du 9 février 2006, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5533 relatif à la lutte antitabac. Le projet de loi a été présenté à la commission par M. le Ministre de la Santé et la commission a procédé à un large échange de vues. Dans ses réunions du 18 mai 2006 et des 15 et 22 juin 2006, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat ainsi que des propositions d'amendements introduites par les groupes politiques «Déi Gréng», DP et ADR. Dans sa réunion du 15 juin 2006, la commission a également eu un échange de vues avec M. le Ministre de la Santé et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur la problématique du tabagisme passif sur le lieu de travail. Dans sa réunion du 5 juillet 2006, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch.

Dans sa réunion du 9 mars 2006, M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale M. Mars di Bartolomeo a donné des explications sur l'état actuel d'avancement des principaux dossiers européens de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans cette même réunion du 9 mars 2006, la commission a désigné Mme Claudia Dall'Agnol comme rapportrice du projet de loi 5543 portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans et elle a examiné le projet de loi.

Dans sa réunion du 17 mars 2006, la commission a eu une entrevue avec M. le Député Jean Leonetti, président et rapporteur à l'Assemblée nationale de la mission d'information sur l'accompagnement de la fin de vie.

Dans une réunion jointe de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances, le 15 juin 2006, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Egalité des chances et M. Mars di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, ont présenté les conclusions du Comité interministériel institué en matière d'individualisation des droits de pension.

Dans sa réunion du 13 juillet 2006, la commission a entendu les explications de M. le Ministre de la Santé Mars di Bartolomeo sur l'évaluation des risques sanitaires liés aux proliférations de Legionella dans l'eau des tours aéroréfrigérantes de la Centrale nucléaire de Cattenom.

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Schank Marco (CSV)
Vice-Présidents: Klein Jean-Pierre (LSAP)
Helminger Paul (DP)

Membres:
CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred
LSAP: Diederich Fernand, Mutsch Lydia
DP: Calmes Emile
Déi Gréng: Gira Camille
ADR: Jaerling Aly

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a commencé la session 2005-2006 par le projet de loi 5484 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg (Rapportrice: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen), voté à la Chambre des Députés le 8 décembre 2005.

Elle a discuté de la procédure à suivre sur la proposition de loi 5005 visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures.

Elle a examiné le projet de loi 5493 portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (Rapporteur: M. François Maroldt), voté à la Chambre des Députés le 2 février 2006.

Elle a également examiné le projet de loi 5378 portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003 (Rapporteur: M. Marco Schank), voté à la Chambre des Députés le 2 février 2006.

La commission a suivi une demande du groupe parlementaire «Déi Gréng» au sujet des nouvelles priorités du Gouvernement en matière de projets d'investissement pour les années 2006 et 2007, plus précisément quant aux répercussions éventuelles de ces décisions sur la politique d'investissement des communes. Par ailleurs, le groupe des Verts souhaitait obtenir des informations concernant la perspective des recettes en matière d'impôt commercial communal.

Dans le cadre de son bilan intermédiaire sur la démarche de mise en œuvre de l' «IVL», la commission a notamment discuté sur les plans sectoriels «Transports», «Zones d'activités économiques», «Logement» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers».

Les travaux de la commission ont abouti dans le débat de consultation 5547 sur la mise en œuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) (Rapporteur: M. Marco Schank), qui a eu lieu le 18 mai 2006 à la Chambre des Députés.

Suite à une demande du groupe politique «Déi Gréng», la commission a examiné, en ce qui concerne le Fonds communal de dotation financière, la recette effective pour l'année 2005 et la perspective de moins-values substantielles pour les communes.
Sur demande du groupe parlementaire DP, la commission a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la démission du président de la commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

La commission a instruit le projet de loi 5548 portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988 (Rapporteur: M. Fred Sunnen), voté à la Chambre des Députés le 13 juillet 2006.

Elle a encore instruit le projet de loi 5565 portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen (Rapporteur: M. Marco Schank), voté à la Chambre des Députés le 13 juillet 2006.

Elle a en outre examiné le projet de loi 5521 portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 (Rapporteur: M. François Maroldt), voté à la Chambre des Députés le 13 juillet 2006.



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président: Fayot Ben (LSAP)
Vice-Présidents: Glesener Marcel (CSV)
Goerens Charles (DP)

Membres:
CSV: Arendt Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
LSAP: Angel Marc, Err Lydie
DP: Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration)
Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
Déi Gréng: Bausch François (remplaçants: Braz Felix pour le volet Immigration, Huss Jean pour le volet Coopération)
ADR: Henckes Jacques-Yves (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Défense)



Au courant de la session ordinaire 2005 / 2006, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration se sont réunis à 51 reprises. Leurs travaux étaient dominés par des thèmes aussi variés que le projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, la situation au Proche-Orient, les négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du Commerce, ou encore l'analyse de propositions législatives européennes et la transposition des directives européennes en droit luxembourgeois. A relever que les membres luxembourgeois du Parlement européen sont activement impliqués dans les débats et informent régulièrement sur la position du Parlement européen.

Affaires étrangères

Travaux législatifs

Dans le volet «affaires étrangères», la commission a élaboré des rapports concernant les douze projets de loi suivants:

- projet de loi 5325 portant approbation du Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000
- projet de loi 5422 portant approbation du Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002
- projet de loi 5431 portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002
- projet de loi 5463 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, signé à Bruxelles, le 22 novembre 2004
- projet de loi 5475 portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001
- projet de loi 5505 portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973
- projet de loi 5506 portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991
- projet de loi 5512 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004
- projet de loi 5515 portant approbation du Traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne (intitulé abrégé)
- projet de loi 5531 portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004
- projet de loi 5536 portant approbation de la Convention relative à l'adhésion (des dix nouveaux Etats membres de l'Union européenne) à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg, le 14 avril 2005 (intitulé abrégé)
- projet de loi 5564 portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz

Entretiens dans le cadre des visites officielles à la Chambre des Députés

Au courant de la session ordinaire 2005 – 2006, les membres de la commission ont rencontré les délégations respectivement les responsables politiques suivants:

- 18 octobre 2005 - M. Svetozar Marovic, Président de la République de Serbie et Monténégro (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 19 octobre 2005 – M. Janez Jansa, Premier Ministre de la République de Slovénie (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 14 novembre 2005 – M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de la République de Malte, accompagné d'une délégation parlementaire (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 13 février 2006 – M. Nicolae Vlad Popa, sénateur roumain
- 14 février 2006 – délégation de la Commission constitutionnelle et juridique de la Chambre des Députés de la République tchèque
- 26 avril 2006 – délégation du groupe d'amitié interparlementaire Koweït-Luxembourg du Majles Al-Ummah (Assemblée nationale) de l'Etat du Koweït
- 16 mai 2006 – délégation de la Commission du contrôle budgétaire du Parlement de Lituanie
- 1er juin 2006 – délégation de la Commission des Affaires étrangères du Parlement de Bulgarie
- 13 juin 2006 – visite d'une délégation de la République démocratique du Congo
- 29 juin 2006 – M. Aldo Ajello, Représentant spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs africains
- 1er septembre 2006 – M. Paavo Lipponen, Président du Parlement de la République de Finlande (réunion jointe avec le Bureau de la Chambre des Députés)
- 9 octobre 2006 – M. James T. Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM)

Visites en retour

Lors de la session ordinaire 2005 - 2006, les membres de la commission ont effectué deux visites en retour, la première auprès de leurs homologues russes et la deuxième auprès de leurs homologues macédoniens.

Ainsi, une délégation de la commission s'est rendue à Skopje au mois de mars 2006, sur invitation de l'Assemblée nationale macédonienne. Les parlementaires luxembourgeois ont procédé à un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires européennes, les membres de la Commission de la Défense et de la Sécurité ainsi qu'avec les membres de la Commission de la politique étrangère. La délégation a également rencontré le Président de l'Assemblée nationale, la Ministre des Affaires étrangères, la Vice-Présidente du Gouvernement chargée de l'intégration européenne et de l'assistance étrangère, ainsi que des représentants de la Chambre de Commerce.

En avril 2006, une autre délégation de la commission s'est rendue à Moscou sur invitation du Conseil de la Fédération russe et de la Douma. Les députés ont notamment eu un échange de vues avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères de la Douma respectivement avec leurs homologues du Conseil de la Fédération. Au cours de leur séjour, les parlementaires ont également rencontré le conseiller du Président Poutine pour les relations internationales et le Président de la Douma d'Etat de Moscou.

Autres travaux

En date du 24 octobre 2005, une délégation de la commission a accueilli Mme Rebiya Kadeer, appartenant à la minorité chinoise des Ouïghours, et des représentants d'Amnesty International Luxembourg.

Le 7 novembre 2005, la commission a analysé le projet de loi 5500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006, en organisant entre autres un échange de vues avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a informé les membres de la commission en date du 17 novembre 2005 sur le résultat d'une visite au Nigeria.

En date du 28 novembre 2005, les membres de la commission ont discuté avec un spécialiste de la Commission européenne sur les négociations au sein de l'Organisation mondiale du Commerce et la préparation de la Sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Le 5 décembre 2005, la commission a procédé ensemble avec les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à un échange de

vues avec le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, avec le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ainsi qu'avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur la Sixième Conférence ministérielle de l'OMC. Les ministres ont par ailleurs rencontré les membres en date du 16 janvier 2006 pour donner des précisions sur les résultats de ladite conférence.

La commission a procédé le 6 février 2006 à un échange de vues sur la déclaration du Ministre des Affaires étrangères sur les vols allégués du CIA par l'aéroport du Luxembourg et en date du 6 mars 2006, les parlementaires ont discuté sur une résolution concernant le camp de Guantanamo.

Le 15 mai 2006, les membres ont eu un échange de vues sur un courrier de l'ASTM (Action Solidarité Tiers Monde) concernant la situation aux Philippines.

L'Agence des Droits fondamentaux de l'Union européenne était à l'ordre du jour d'une réunion du 10 juillet 2006.

Les réunions du 19 juillet, 2 et 28 août et 25 septembre 2006 étaient consacrées à la situation au Proche-Orient. Le Ministre des Affaires étrangères a tenu informés les membres de la commission sur les développements du conflit et a donné des explications notamment sur les efforts diplomatiques de la communauté internationale, le rapatriement des ressortissants européens ainsi que sur la résolution 1701 et la mise en place de la FINUL. Le Ministre de la Défense a également donné des précisions sur la participation luxembourgeoise.

Affaires européennes

La transposition des directives en droit luxembourgeois était à l'ordre du jour d'un échange de vues avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration en date du 24 octobre 2005. La même question a été abordée lors des réunions des 6 et 13 février, 29 mai et 9 octobre 2006.

En date du 14 novembre 2005, la commission a discuté sur le programme législatif et de travail de la Commission européenne pour 2006.

Au cours de la réunion du 28 novembre 2005, les membres de la commission ont analysé le Plan D (Démocratie, Dialogue, Débat) de la Commission européenne.

Le 19 décembre 2005, les membres de la commission ont procédé ensemble avec les membres de la Commission des Finances et du Budget à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les résultats de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005, et plus particulièrement sur les perspectives financières 2007-2013.

Lors de la réunion du 23 janvier 2006, la commission a procédé à un échange de vues sur la stratégie européenne de la Chambre des Députés et s'est informée sur les réflexions du gouvernement sur le plan D (Démocratie, Dialogue, Débat) de la Commission européenne.

En date du 30 janvier 2006, les membres ont commencé la mise en œuvre de la stratégie européenne de la Chambre des Députés. La commission assure un rôle de coordination en analysant les listes des documents européens classifiés en «documents A» (documents sans intérêt particulier d'un point de vue politique ou économique) et en «documents B» (documents méritant un examen plus détaillé), listes préparées par le greffe. Elle étudie aussi les documents B qui sont dans sa compétence.

Le Président de la délégation auprès de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) a informé en date du 6 mars 2006 sur le résultat de la réunion des Présidents des délégations.

Les 13 mars et 3 avril 2006, les membres de la commission ont organisé une réunion jointe avec la Commission du Travail et de l'Emploi sur l'éventuelle prolongation de la période transitoire pour les travailleurs des nouveaux Etats membres.

En date du 27 mars 2006 était inscrit à l'ordre du jour un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la réunion du Conseil européen des 23 et 24 mars ainsi que sur le processus d'élargissement de l'Union européenne aux pays du Balkan.

Les membres ont analysé la contribution française pour des améliorations institutionnelles à partir du cadre des traités existants en date du 15 mai 2006. Lors de la même réunion, les députés ont discuté sur la question du siège de diverses institutions européennes.

En date du 29 mai 2006, la délégation auprès de la COSAC a présenté le bilan de la XXXV[e] COSAC qui s'est déroulée à Vienne, les 22 et 23 mai 2006.

Les réunions des 12 et 26 juin 2006 étaient consacrées au débat constitutionnel en Europe.

Le 19 juin 2006, le Ministre des Affaires étrangères a informé la commission sur les résultats de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 juin 2006.

Lors de sa réunion du 10 juillet 2006, la commission a analysé le livre vert de la Commission européenne concernant l'initiative européenne en matière de transparence.

En date du 17 juillet 2006, les membres ont été informés sur les conclusions de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui s'est déroulée les 30 juin et 1er juillet 2006 à Copenhague. Lors de la même réunion, les députés ont discuté sur le développement des relations entre le Parlement européen et les Parlements nationaux.

Le 18 septembre 2006, la commission a écouté le compte rendu de la réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC, qui s'est déroulée le 11 septembre 2006 à Helsinki et a préparé une visite de Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des relations institutionnelles et de la stratégie de communication.

Le 25 septembre 2006, la commission a eu un échange de vues sur un questionnaire de la COSAC et le 9 octobre 2006, les membres ont rencontré la représentante permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne.

Défense

Travaux législatifs

Le 17 novembre 2005 et le 6 mars 2006, les membres ont discuté sur les suites à réserver au projet de loi 5400.

Avis de la commission sur la participation luxembourgeoise à certaines opérations de maintien de la paix

Consultée sur base de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix, la commission a donné son avis sur la participation luxembourgeoise à plusieurs opérations de maintien de la paix, et notamment à la mission EUBAM Rafah, aux missions d'observation électorale en Biélorussie, en Ukraine et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et lors du référendum sur l'indépendance du Monténégro, à la prolongation de la mission ISAF en Afghanistan, à la participation à la mission EUSEC en République démocratique du Congo et à la participation à la FINUL au Liban.

Coopération

Le 20 février 2006, le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a présenté le rapport annuel 2004 de la coopération luxembourgeoise au développement. Lors de la même réunion, la commission a procédé à un échange de vues avec une délégation de Lux-Development et avec une délégation du Cercle de Coopération des ONG.

Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire est venu en commission le 19 juin 2006 pour discuter sur les enjeux et l'état actuel des accords de partenariat économique ainsi que sur l'audit organisationnel de la Direction de la Coopération au Développement.

Autres travaux

En date du 21 novembre 2005, les membres de la commission ont procédé à un échange de vues sur le rapport d'activités 2004 du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants. Les parlementaires se sont particulièrement intéressés aux projets qui visent la coopération au développement.

Immigration

Travaux législatifs

Le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection et la proposition de loi 5302 modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ont été analysées lors des réunions des 17 et 24 octobre 2005, 28 et 30 novembre 2005, 13 mars 2006 et 3 avril 2006.

La commission a en outre entamé l'examen des deux projets de loi suivants:

- projet de loi 5572 portant

1. transposition
- de la directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers;
- de la directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985;
- de la directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers;
- de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers.

2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant
1. l'entrée et le séjour des étrangers;
2. le contrôle médical des étrangers;
3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

- projet de loi 5577 portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Visite de deux centres de rétention

Dans le contexte de la construction d'un centre de rétention au Luxembourg, une délégation de la commission a visité en janvier 2006 le centre de rétention de Zurich (Ausschaffungsgefängnis) et en date du 26 juin 2006 l'établissement concordataire de détention administrative de Frambois (Genève).

Autres travaux

En date du 19 octobre 2005, une délégation de la commission a rencontré des représentants du Comité des Demandeurs d'Asile Africains Engagés.

La réunion du 16 mai 2006 était consacrée à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur le conflit entre mandat d'arrêt, demande d'extradition et demande d'asile.



Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement



Président: Haupert Norbert (CSV)
Vice-Présidents: Spautz Vera (LSAP), Grethen Henri (DP)

Membres:
CSV: Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
LSAP: Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
DP: Calmes Emile
Déi Gréng: Kox Henri
ADR: Koepp Jean-Pierre (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Logement)

16.11.2005: Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale

1.12.2005: Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale (suite)

16.3.2006: Examen de la recommandation du Médiateur concernant le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 ayant trait au Fonds du Logement (réunion jointe avec la Commission des Pétitions)

10.5.2006: Présentation des nouvelles mesures en faveur du logement par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

3.7.2006: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5534 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans et examen du projet de loi; examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale

5.7.2006: Examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5534 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans ainsi que présentation et adoption d'un projet de rapport.

Commission des Finances et du Budget

Président: Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP)
Goerens Charles (DP)

Membres:
CSV: Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
LSAP: Fayot Ben, Negri Roger
DP: Meisch Claude
Déi Gréng: Bausch François
ADR: Gibéryen Gast (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Place financière)

Au cours de la session parlementaire 2005-2006, la Commission s'est réunie à 50 reprises (contre 28 l'année précédente).

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2006:

Le rapporteur du budget pour 2006, M. Roger Negri, a été nommé le 14 septembre 2005. L'examen du projet de budget pour 2006 (document parlementaire 5500) a débuté le 20 octobre 2005 et s'est terminé par l'adoption du rapport complémentaire de la Commission en date du 7 décembre 2005.

En tout, la Commission a consacré 11 réunions à l'examen du budget au cours de la session 2005-2006 (elle y avait consacré 7 réunions au cours de l'année précédente). Au cours de ces réunions, la Commission a entendu l'Administration des Contributions directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat. Le 31 octobre 2005, la Commission a eu une entrevue avec Messieurs le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports au sujet des projets infrastructurels de l'Etat qui ont fait l'objet d'un moratoire décidé par le gouvernement, ainsi que sur les projets d'investissements dont la réalisation n'est pas tenue en suspens. Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques à la Commission le 9 novembre 2005 et la Commission a également entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2005. Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, ainsi que Monsieur le Directeur de l'Inspection Générale des Finances ont présenté le programme pluriannuel des dépenses au cours de la réunion du 10 novembre 2005. La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 18 novembre 2005. Le 22 novembre 2005, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de l'Environnement sur le budget de son département et adopté un amendement.

Visites et échanges de vues:

En date du 14 septembre 2005, la Commission des Finances et du Budget, a procédé à un échange de vues avec Monsieur Alain Lamassoure, Membre du Parlement européen, sur la question des ressources propres de l'Union Européenne.

Le bilan des activités de l'année 2005 de la SNCI a été présenté aux membres de la Commission le 28 mars 2006.

Le 25 avril 2006, les membres de la Commission ont participé à une journée d'information organisée par la Banque Centrale du Luxembourg notamment au sujet de la politique monétaire et de la stabilité financière.

En date du 15 mai 2006, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a présenté à la Commission des Finances et du Budget (et à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes) les recettes et les dépenses de l'Etat du premier trimestre 2006.

Dans le cadre de la présidence autrichienne, Monsieur Laurent Mosar, Président de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés de Luxembourg, a participé à une conférence qui a eu lieu à Vienne le 29 mai 2006 et réunissant les présidents des Commissions des Finances des 25 parlements nationaux de l'UE. La conférence avait pour thèmes principaux le maintien de la concurrence fiscale au sein de l'UE ainsi que la lutte contre la fraude fiscale.

La Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse a invité les membres de la Commission des Finances et du Budget à participer à un exposé sur le «gender budgeting» le 14 juin 2006.

MM. Charles Goerens et Roger Negri ont participé à la réunion des Commissions des Finances des parlements nationaux de l'Union européenne qui a eu lieu à Bruxelles le 21 juin 2006 au sujet des ressources propres de l'Union européenne, de l'incidence des nouvelles perspec-



tives financières 2007-2013 sur les budgets des Etats membres et les priorités pour le budget de 2007.

Les membres de la Commission ont participé à une visite de la Banque Centrale Européenne (BCE) en date du 6 juillet 2006. Après avoir assisté à des présentations concernant la politique et les moyens de communication mis en œuvre par la BCE et les moyens de recherche dont dispose la BCE, ils ont pu suivre une conférence de presse donnée par Monsieur Jean-Claude Trichet, Président de la BCE. La visite s'est clôturée par une entrevue avec Monsieur Trichet.

Le 11 juillet 2006, la Commission a assisté à une entrevue avec Monsieur le ministre du Trésor et du Budget au sujet de la législation en matière de holdings 1929.

La Commission (avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes) a eu une entrevue avec une délégation de la Commission des Finances du Parlement finlandais le 7 septembre 2006. Elle a également assisté à un échange de vues avec des représentants de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement de Slovénie en date du 21 septembre 2006.

Autres projets de loi traités:

Parmi les projets de loi les plus importants de cette session parlementaire figure le projet de loi 5540 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ayant pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2004/25/CE concernant les offres publiques d'acquisition (OPA). Cette transposition devait être accomplie au plus tard le 20 mai 2006 et a suscité beaucoup d'intérêt au niveau international vu le projet d'OPA de Mittal sur Arcelor.

Après avoir examiné le projet de loi, l'avis du Conseil d'Etat ainsi que les avis de diverses parties au cours de trois réunions, la Commission des Finances et du Budget a décidé de déposer des amendements au projet de loi en date du 22 mars 2006 (rapporteur: M. Laurent Mosar). Les amendements de la Commission concernant le renforcement de l'implication des représentants du personnel dans la réaction d'une société visée à une offre, la différenciation des seuils pour le déclenchement des mécanismes du retrait et du rachat obligatoires ainsi que la non-applicabilité des sanctions pénales prévues par la loi à des démarches effectuées par un offrant avant l'entrée en vigueur de la loi ont recueilli l'assentiment du Conseil d'Etat – tout comme celui, extrêmement médiatisé, portant sur la définition de la liquidité des titres de l'offrant. La Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat le 6 avril 2006 et adopté le projet de rapport du projet de loi le 27 avril 2006.

Le projet de loi 5504 portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques; 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu a fait l'objet de trois réunions de la Commission des Finances et du Budget (rapporteur: M. Lucien Thiel). Après avoir soumis des amendements au Conseil d'Etat, la Commission a adopté le projet de rapport en date du 19 décembre 2006. La nouvelle loi constitue une mise en pratique des annonces des gouvernements précédent et actuel qui avaient pour but de promouvoir une solution pragmatique d'imposition des intérêts, non seulement pour les non-résidents, mais également pour les résidents. L'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les intérêts payés au Luxembourg s'inscrit donc, d'une part, dans la foulée de la retenue à la source pour les non-résidents, introduite en application de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne. D'autre part, elle met fin au traitement fiscal désavantageux des résidents par rapport aux non-résidents.

Le projet de loi 5429 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition (…) transpose les mesures communautaires introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS. La nouvelle loi actualise la loi sur les comptes des établissements de crédit en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS. Par ailleurs, la présente loi complète d'ores et déjà les informations à publier dans l'annexe des comptes publiés des établissements de crédit en transposant anticipativement un article de la proposition de directive concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés. La Commission a examiné le contenu du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat au cours d'une réunion du 12 janvier 2006; le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 9 février 2006.

Le projet de loi 5487 relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg – à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement – à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement avait pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association Internationale de Développement et du Fonds Asiatique de Développement. La contribution luxembourgeoise à la 14e reconstitution des ressources de l'AID s'élève à 28,83 millions d'euros et s'opère par l'émission de trois bons du trésor de 9.610.000 euros chacun, répartis sur les années budgétaires 2006, 2007 et 2008. Le montant de la participation luxembourgeoise au Fonds Asiatique de Développement est fixé à 2.925.819 euros. Cette contribution s'opère par l'émission de quatre bons du trésor de 731.455 euros chacun, répartis sur les années 2005, 2006, 2007 et 2008. Le projet de rapport relatif à ce projet de loi (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 9 février 2006.



Le projet de loi 5489 sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances (…) a fait l'objet de deux réunions de la Commission. La nouvelle loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière d'assurances introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS. Elle actualise la loi sur les comptes des établissements d'assurance et de réassurance en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS. Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 7 mars 2006.

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5415 relative aux abus de marché a été adopté le 14 mars 2006 (rapporteur: M. Lucien Thiel). Cette loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière de lutte contre les abus de marché. Le champ d'application du projet de loi est large puisqu'il concerne toute personne physique ou morale ayant accès au marché et tout instrument financier admis à la négociation sur un marché réglementé ou pour lequel une procédure d'admission est en cours. La Commission a adopté des amendements au projet de loi en date du 12 janvier 2006 et examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 14 mars 2006.

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5558 portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté au cours de la réunion du 13 juin 2006. Dans le cadre de ce projet de loi, la Commission a organisé une entrevue avec Monsieur le ministre des Finances au sujet de la modernisation des administrations fiscales qui a eu lieu le 5 juillet 2006. La nouvelle loi a pour objet de doter les administrations fiscales d'un organe de gestion répondant aux besoins d'une administration moderne fonctionnant sur base d'une direction collégiale. Elle renforce également la collaboration entre les trois administrations fiscales en vue d'une amélioration dans la lutte contre la fraude fiscale, d'un recouvrement plus efficace des créances fiscales et d'une simplification des procédures administratives par l'élimination des doubles emplois.

Le projet de loi 5580 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant(…) transpose dans notre législation un premier paquet de mesures retenues dans l'avis du Comité de Coordination tripartite du 28 avril 2006 destinées à assurer l'équilibre des finances de l'Etat et à augmenter la compétitivité de notre économie. Afin de limiter les effets de l'inflation élevée, le Gouvernement a proposé à la Chambre des Députés de fixer l'application des tranches indiciaires pour la période 2006-2009 à respectivement décembre 2006, janvier 2008 et janvier 2009 (avec quelques précisions supplémentaires). Il propose ensuite de neutraliser du point de vue de l'échelle mobile des salaires les taxes et accises prélevées sur certains biens pour être affectées à des objectifs écologiques ou de santé publique. Finalement, la nouvelle loi prévoit l'abrogation du système d'indexation actuel de sorte que les différentes prestations familiales et l'indemnité de congé parental sont désormais fixées à leur valeur nominale. La même démarche est adoptée pour empêcher la progression automatique du montant du forfait d'éducation. Le projet de rapport de ce projet de loi a été adopté le 22 juin 2006 (rapporteur: M. Norbert Hauepert).

Le contenu du projet de loi 5520 relative à la surveillance des conglomérats financiers (…) ainsi que l'avis du Conseil d'Etat ont fait l'objet de la réunion du 19 juillet 2006. Le rapporteur, M. Lucien Thiel, a présenté son rapport au cours de la réunion du 12 septembre 2006, date de l'adoption du rapport.

Le projet de loi 5389 portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs (…) et l'avis du Conseil d'Etat ont été examinés par la Commission le 19 juillet 2006. Le projet de rapport a été adopté au cours de la réunion du 19 septembre 2006 (rapporteur: M. Lucien Thiel).

Au cours de chaque session parlementaire, la commission examine et adopte un certain nombre de projets de loi relatifs à la fiscalité. Parmi ces projets figure le projet de loi 5492 portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 dont le projet de rapport a été adopté le 12 septembre 2006, ainsi que le projet de loi 5503 portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs. L'objectif de la directive 2004/56/CE est d'améliorer la coopération entre les autorités compétentes des administrations fiscales des États membres, d'abréger la durée des procédures à suivre en cas de demande d'assistance pour accélérer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et pour clarifier certains points de l'ancienne directive controversés à l'étranger.

Quelques conventions tendant à éviter les doubles impositions entre le Luxembourg et d'autres pays (projet de loi 5460 entre le Grand-Duché et la Lettonie, 5473 entre le Grand-Duché et la Lituanie, 5497 entre le Grand-Duché et Israël, 5498 entre le Grand-Duché et les dix Etats membres entrés dans l'Union européenne en 2004) ont également reçu l'aval de la Commission des Finances et du Budget.

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président: Meyers Paul-Henri (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP)
Flesch Colette (DP)

Membres:
CSV: Doerner Christine, Santer Patrick, Sauber Marcel
LSAP: Err Lydie, Negri Roger
DP: Helminger Paul
Déi Gréng: Braz Felix
ADR: Henckes Jacques-Yves

1. Débats et sujets généraux

a) Echange de vues sur le principe de la séparation des dates des élections législatives et européennes et de procéder à une analyse des éventuels problèmes constitutionnels qui pourraient se poser dans ce cas

Il s'agit avant tout de résoudre les problèmes suivants:

1. la tenue simultanée des élections législatives et européennes, ainsi que la question des doubles candidatures;
2. la revalorisation du débat politique sur les thèmes européens.

La commission constate, quant au premier point, qu'une simple séparation dans le temps des deux scrutins ne produit pas nécessairement les effets escomptés. Or, le risque d'une longue campagne électorale avec certains effets paralysants est réel et la double candidature reste toujours possible (p.ex. un membre du Gouvernement peut se porter candidat au scrutin européen). Une autre critique susceptible d'émerger est l'aspect financier quant à la tenue de deux scrutins espacés dans le temps.

Quant au deuxième point, la commission estime qu'on ne peut parler d'un débat purement européen, alors que l'échelon européen a toujours des implications sur le plan de la politique nationale. Le vœu de sensibiliser l'électorat quant aux dossiers européens passe par une discussion ciblée au sein de la Chambre des Députés ce qui demande un effort supplémentaire à fournir par l'ensemble des députés.

Il existe un consensus (i) à réduire de 12 à 6 le nombre des candidats pour les élections européennes et (ii) à œuvrer dans l'intérêt de l'électeur afin que les doubles candidatures ne soient plus possibles à l'avenir.

La commission fait état d'un problème constitutionnel, à savoir celui de prévoir la dissolution du Parlement avant l'échéance de la période législative d'une manière autre que par l'intervention du Grand-Duc (article 114 de la Constitution), comme le critère de l'urgence politique n'est pas donné dans l'hypothèse projetée.

b) Echange de vues sur une éventuelle révision constitutionnelle de l'article 37 de la Constitution

La commission, estimant qu'une transposition accélérée des actes communautaires s'impose, a décidé de faire parvenir un courrier au Président de la Chambre des Députés, informant ce dernier que la commission est d'accord pour continuer les discussions nécessaires et invitant le Gouvernement, s'il entend s'engager dans cette voie, à élaborer un projet de loi détaillant l'agencement, dont notamment le rôle institutionnel du pouvoir législatif, et les modalités de cette procédure de transposition des actes communautaires accélérée.

Il existe des matières qui intéressent davantage le pouvoir législatif que d'autre. Ainsi, il faut que cette procédure de transposition des actes communautaires accélérée contienne un mécanisme, modulant l'intervention du pouvoir législatif pour telle ou telle matière.

Les membres de la commission rappellent que le Gouvernement dispose, en fonction de la matière, d'une option, estime de prévoir un système analogue en faveur de la Chambre des Députés.

La commission est d'avis qu'il faudrait prévoir un délai, calculé à partir de la publication de l'acte communautaire dans le JOCE, endéans lequel le Gouvernement est obligé de déposer le projet de loi afférent. Il considère que le Gouvernement, participant par l'intermédiaire de ses représentants dans les différents groupes de travail et d'experts au niveau de l'Union européenne à l'élaboration d'un acte communautaire, dispose déjà d'un certain nombre d'informations lui permettant d'entamer de manière plus tôt la rédaction d'un projet de loi

c) Visite de travail d'une délégation de la Commission des lois constitutionnelles et de la législation de la Chambre des Députés de la République tchèque (réunion jointe de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et la Commission juridique)

Cette visite de travail s'inscrit dans la quête des membres de la commission tchèque d'approfondir le fonctionnement de la Chambre des Députés.

d) Echange de vues avec des membres du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise sur l'opportunité d'introduire le luxembourgeois comme langue nationale dans la Constitution luxembourgeoise

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise est d'avis qu'il est important de mentionner dans la Constitution luxembourgeoise le luxembourgeois comme langue nationale. Aux termes de l'article 29 de la Constitution luxembourgeoise «La loi réglera l'emploi des langues en matière administrative et judiciaire.». C'est la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues qui dispose en son article 1er que «La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.».

Or, de l'avis du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, cette formulation est non sans équivoque, dans la mesure où à peu près 40% des résidants sont des non luxembourgeois.

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise plaide également pour l'introduction dans la Constitution luxembourgeoise d'un article dont la formulation a été reprise de l'article II-81 de la Constitution européenne et libellé comme suit: «Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.». Comme le Luxembourg se caractérise par la multitude des nations, races et langues, cet article indiquerait que tous ses habitants jouissent au même titre de la protection de l'Etat.

Il est proposé d'insérer dans la Constitution luxembourgeoise un article 2bis libellé comme suit:

«Art. 2bis.

La langue du Grand-Duché de Luxembourg est le luxembourgeois.

Les langues luxembourgeoise, française et allemande sont les langues administratives et judiciaires.»

Il est affirmé que l'inscription du régime linguistique dans la Constitution luxembourgeoise rendra une modification de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, voire l'adoption d'une nouvelle loi sur le régime des langues inévitable. En ce qui concerne la deuxième proposition de texte du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise concernant l'interdiction de toute discrimination, l'orateur est d'avis qu'il faut également discuter du statut des langues parlées par les minorités présentes au Luxembourg, par exemple le portugais. De même, il ne faut pas oublier l'impact des différentes conventions internationales signées et ratifiées par le Luxembourg et par lesquelles il s'est formellement engagé à éliminer toute forme de discrimination en raison de la langue.

Les membres de la commission soulignent qu'il importe d'identifier au préalable les éventuelles conséquences juridiques qui découleront de l'inscription de la langue luxembourgeoise dans la Constitution luxembourgeoise, norme juridique supérieure. Constatant l'absence d'une majorité qualifiée au sein de la commission permettant de progresser dans les discussions sur l'inscription de la langue luxembourgeoise dans la Constitution, il est décidé d'y revenir au courant du mois d'octobre 2006.

e) Echange de vues sur la problématique de l'expropriation pour cause d'utilité publique

f) Echange de vues en relation avec la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure décidée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes au cours de sa réunion du 20 juin 2005

g) Echange de vues au sujet de la recommandation du Médiateur d'instituer un Conseil supérieur de la Justice

La commission décide d'aborder ce point dans une réunion jointe avec la Commission juridique dans le cadre du débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg sous le point «Institutions», où le volet administratif et matériel de la Justice en général sera examiné.

2. Travaux législatifs

a) 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

Premier vote: 16 février 2006

Second vote: 17 mai 2006

Loi du 1er juin 2006 (Mémorial A 2006, n° 100, page 1.826)

Comme dans notre loi fondamentale les articles 68, prévoyant l'irresponsabilité du député, et 69, traitant de l'inviolabilité du député, portent dans leur ensemble sur les deux volets de ce que l'on qualifie d'immunité parlementaire, on a attendu que la procédure législative relative à l'article 69 soit arrivée à un stade permettant de présenter en séance publique les propositions de révision des deux articles précités.

L'article 68 consacre le premier volet de l'immunité parlementaire, à savoir l'irresponsabilité du député dans l'exercice de ses fonctions, le second volet en étant l'inviolabilité, relevant de l'article 69.

L'irresponsabilité parlementaire soustrait le député à toute action judiciaire tant civile que pénale



pour les opinions et votes émis dans l'exercice de ses fonctions.

b) 5458 - Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat (Rapporteur: M: Paul-Henri Meyers)

Dans son avis du 23 décembre 2005, le Conseil d'Etat formule trois observations:

1. il y est souligné que le projet de loi sous rubrique ne procède pas à une réforme en profondeur du Conseil d'Etat, mais se limite à proposer un premier train de mesures consistant en l'augmentation du nombre de ses membres de 21 à 27 unités,
2. la Haute Corporation estime qu'il y a lieu de se pencher sur la question d'un renforcement parallèle quant à l'organisation administrative et structurelle. Elle propose de recruter un bibliothécaire-documentaliste et de renforcer le cadre supérieur pour en porter le nombre de trois à quatre agents,
3. le Conseil d'Etat propose, à des fins de fidélisation de son personnel, d'instituer au profit des carrières moyenne et supérieure une prime de formation, à l'instar des administrations fiscales.

Il est d'avis qu'il serait essentiel de disposer au préalable de précisions sur le deuxième train de mesures envisagé par le Gouvernement.

Les membres de la commission estiment qu'il y a lieu de se pencher sur le rôle futur que devra assumer le Conseil d'Etat; s'agira-t-il d'une sorte de deuxième chambre ou au contraire d'une espèce de prolongation du pouvoir exécutif?

Constatant l'existence parmi les groupes politiques représentés au sein de la commission de la volonté d'entamer des discussions approfondies sur le rôle institutionnel futur du Conseil d'Etat, la commission conclut qu'il n'y actuellement pas lieu à poursuivre l'examen du projet de loi sous rubrique.

c) 3923B - Proposition de révision de l'article 11, paragraphe (2) de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

Premier vote: 16 mars 2006

Second vote: 21 juin 2006

Loi du 13 juillet 2006 (Mémorial A 2006, n° 124, page 2.140)

Comme l'inscription de l'égalité entre femmes et hommes à l'article 11 de la Constitution doit être considérée comme urgente, la commission propose que la Chambre des Députés adopte, et ce sans disposer de l'avis afférent de la Haute Corporation, l'article 11, paragraphe (2) dans la teneur suivante:

«(2) Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.

L'Etat veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Les membres de la commission soulignent le caractère autonome du paragraphe précité par rapport aux autres paragraphes de l'article 11 de la Constitution, notamment le paragraphe (3).

d) 3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1er de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

e) 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution (Auteur: M: Paul-Henri Meyers)

Dans aucun autre Etat européen, l'intervention du pouvoir législatif est prévue en matière de naturalisation.

Les décisions en matière de naturalisation prises par la Chambre des Députés en vertu de l'article 10, paragraphe (1), après un délibéré à huis clos, sont considérées comme relevant du pouvoir législatif souverain et ne peuvent être assimilées à des décisions administratives, encore qu'en «l'occurrence, le pouvoir législatif ne fait œuvre générale et impersonnelle, mais particulière et personnelle; il remplit aussi une mission d'administration» (Francis Delpéré: Droit constitutionnel, tome I, deuxième édition, page 137).

Les décisions de naturalisation prises dans la forme et selon la procédure actuellement prévues ne donnent pas entièrement satisfaction aux exigences juridiques et aux normes fixant les garanties des citoyens de voir traiter leurs dossiers par une instance de recours impartiale et indépendante.

Si les décisions de naturalisation sont comparables ou assimilables à des décisions administratives, il est préférable qu'elles soient prises par le pouvoir exécutif sur la base d'une loi fixant, dans la mesure du possible, les conditions et modalités précises et permettant au demandeur de s'adresser, en cas de refus, à une instance juridictionnelle pour voir réexaminer sa demande.

Pour la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle cette approche, répondant mieux à une conception juridique moderne des droits du citoyen, permet de donner à la législation sur la nationalité plus de cohérence, alors que toutes les autres décisions en matière de nationalité sont prises par décision ministérielle et peuvent faire l'objet d'un recours devant les tribunaux civils.

Comme l'article 9 de la Constitution énonce d'une façon générale que «La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile […]», il ne parait pas nécessaire de réserver à l'article 10 un libellé modifié.

L'abrogation de l'article 10 de la Constitution doit aller de pair avec une modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise. Cette loi doit fixer la procédure administrative à respecter en cas de naturalisation et prévoir, le cas échéant, des dispositions transitoires.

f) 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution (Auteur: M. Paul-Henri Meyers)

L'article précité, inscrit dans le chapitre II relatif aux libertés publiques et aux droits fondamentaux, consacre le droit de propriété comme un droit fondamental. Ce droit est cependant susceptible d'une dérogation importante motivée par l'utilité publique. Cette disposition invariablement inscrite dans la Constitution luxembourgeoise depuis 1848 n'a jamais été considérée comme un droit absolu. Des lois successives ont admis la possibilité de l'expropriation et habilité les pouvoirs publics à engager les procédures pour obtenir les immeubles indispensables à la réalisation d'un objet d'intérêt général.

D'une façon générale on constate que dans le passé la législation en matière d'expropriation visait à ménager à la fois les intérêts privés et l'intérêt général Dans l'élaboration de la proposition de révision de l'article 16 de la Constitution, la Commission a comparé également la situation au Luxembourg avec les mécanismes de l'indemnisation en cas d'expropriation appliqués en Belgique et en France dont les dispositions constitutionnelles sont identiques à l'article 16 de la Constitution luxembourgeoise.

Tant la Cour d'arbitrage belge que le Conseil constitutionnel français interprètent ces textes d'une façon moins sévère que la Cour constitutionnelle luxembourgeoise alors que ces juridictions admettent, en matière d'expropriation, la possibilité d'un transfert de propriété sans que l'exproprié ait été indemnisé préalablement d'une façon complète.

Le texte proposé pour compléter l'article 16 de la Constitution rétablit dans une large mesure la situation juridique ayant existé avant les arrêts précités de la Cour constitutionnelle. Le texte, tout en garantissant le droit fondamental de la propriété privée doit permettre aux pouvoirs publics d'avoir recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique et de mener la procédure à terme dans un délai raisonnable.

g) 5436 - Proposition de révision des articles 9, 51 (7), 52 et 53 de la Constitution (Auteur: M. Félix Braz)

Il s'agit de réagencer la Constitution afin qu'il soit permis de définir l'électorat appelé à participer à un référendum organisé sur base de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution dans le sens de le rendre accessible aux étrangers communautaires résidant au Luxembourg. La voie proposée n'est pas exclusive, mais il s'agit, entre autres, de faire avancer les discussions à ce sujet.

La présente proposition de révision a pour but de modifier et de préciser le dispositif constitutionnel afin de permettre à l'avenir au législateur de définir le corps électoral appelé à participer aux différents scrutins électoraux et référendaires, soit dans une loi ordinaire, soit dans une loi spéciale.

Commission des Transports

Président:	Schreiner Roland (LSAP)	
Vice-Présidents:	Spautz Marc (CSV)	
	Braz Felix (Déi Gréng)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Schank Marco
	LSAP:	Angel Marc, Negri Roger
	DP:	Grethen Henri, Helminger Paul
	ADR:	Koepp Jean-Pierre



La Commission des Transports a évacué, lors de la session 2005-2006, les projets de loi suivants:

5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980;

5529 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire b) la loi du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

5465 - Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics) la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000

La Commission parlementaire a en outre eu des entrevues avec M. le Ministre des Transports sur l'aviation civile luxembourgeoise, les conclusions de la Tripartite «Chemins de Fer», les rôles futurs respectifs des autorités aéroportuaires, le projet Eurocaprail et avec les représentants des syndicats FNCTTFEL-Landesverband et FCPT-Syprolux.

M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Transports ont présenté les travaux de transformation de l'échangeur Bricherhaff au Kirchberg.

La Commission a aussi examiné la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Transports.

Les conclusions du groupe de travail «Etat/Ville de Luxembourg» relatives à la mise en œuvre du système «train tram/Train urbain» ont été présentées aux membres de la commission. La motion de M. Felix Braz sur le trafic cycliste a été analysée en commission le 24 avril 2005.

En ce qui concerne les dossiers européens, la commission a été informée dans plusieurs réunions par M. le Ministre des Transports sur les dossiers figurant à l'ordre du jour du Conseil européen Transport.



Commission des Travaux publics



Président: Clement Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Scheuer Jos (LSAP)
Calmes Emile (DP)

Membres:
CSV: Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel
LSAP: Diederich Fernand, Schreiner Roland
DP: Brasseur Anne
Déi Gréng: Loschetter Viviane
ADR: Mehlen Robert

9.1.2006: Entrevue avec le Ministre des Travaux publics au sujet a) de l'adaptation du programme de construction du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg b) des constructions en faveur des institutions européennes

8.3.2006: Examen de la demande du groupe Déi Gréng au sujet des futurs projets routiers

5.5.2006: Désignation d'un rapporteur pour les projets de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et 5551 relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg; examen des projets de loi ainsi que des avis du Conseil d'Etat

12.5.2006 Présentation et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5551 relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg; examen du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et de l'avis du Conseil d'Etat (suite)

17.5.2006: Visite des sites d'implantation de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ainsi que de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education sur la terrasse des hauts fourneaux sur la friche de Belval-Ouest (ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

22.5.2006: Examen du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et de l'avis du Conseil d'Etat (suite)

1.6.2006: Examen du projet de loi 5198 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée et de l'avis du Conseil d'Etat (suite)

13.6.2006: Visite du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean à Luxembourg-Kirchberg (ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

6.9.2006: Nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat: examen de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Travaux publics en vue de leur approbation par la Chambre des Députés

14.9.2006: Nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat: examen de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Travaux publics en vue de leur approbation par la Chambre des Députés (suite)

20.9.2006: Nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat: examen de la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration au Ministère des Travaux publics en vue de leur approbation par la Chambre des Députés (suite)

Commission du Travail et de l'Emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP), Bettendorf Niki (DP)

Membres:
CSV: Kaes Ali, Spautz Marc, Wolter Michel
LSAP: Schneider Romain, Spautz Vera
DP: Calmes Emile
Déi Gréng: Loschetter Viviane
ADR: Jaerling Aly

Au cours de la session 2005/2006, la Commission du Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 23 novembre 2005, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a informé la Commission du Travail et de l'Emploi sur la situation actuelle du chômage et a présenté ensuite un aperçu général des pistes de réflexion à poursuivre en matière de lutte contre le chômage.

Dans sa réunion du 11 janvier 2006, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5386 1. complétant la transposition de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail; 2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés; 3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie; 4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail. Dans cette même réunion, la commission a adopté une deuxième série d'amendements parlementaires à ce projet. Dans sa réunion du 8 mars, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat et a adopté une nouvelle série d'amendements parlementaires avant d'examiner le troisième avis complémentaire du Conseil et d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes.

Dans la réunion du 11 janvier 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a encore désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 5501 modifiant 1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi. Dans cette même réunion, la commission a examiné le projet de loi. Dans ses réunions des 2 et 23 mai 2006, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat. La commission a adopté des amendements parlementaires dans sa réunion du 27 juin 2006. Elle a examiné l'avis complémentaire du Conseil et a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes dans sa réunion du 7 juillet 2006.

Dans la réunion du 11 janvier 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a fait le point sur les principaux dossiers européens discutés lors du Conseil européen des Affaires sociales du 8 décembre 2005. Dans la réunion du 8 mars, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, a donné des explications concernant l'ordre du jour du prochain Conseil européen des Affaires sociales. Dans la réunion du 28 mars 2006, M. le Ministre a résumé l'état d'avancement de la procédure de transposition des directives européennes. Dans la réunion du 20 juin 2006, le Ministre du Travail et de l'Emploi a donné des explications conernant les résultats du Conseil européen «Emploi et Affaires sociales» du 1er juin 2006.

Dans sa réunion du 1er février 2006, la commission a eu un échange de vues avec M. David



Grubb, expert chargé auprès de l'OCDE de la réalisation de l'audit sur l'Administration de l'Emploi.

Dans sa réunion du 23 février 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le nouveau bulletin de l'emploi.

Dans cette même réunion du 23 février 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a désigné son président M. Marcel Glesener comme rapporteur du projet de loi 5435 1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et 2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes et elle a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. La commission a continué l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat le 14 mars 2006. Dans ses réunions du 28 mars et du 4 avril 2006, la commission a adopté des amendements parlementaires. La commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans sa réunion du 27 juin 2006 avant d'adopter le rapport établi par le président-rapporteur Marcel Glesener dans sa réunion du 4 avril 2006.

Dans une réunion jointe du 9 mars 2006, la Commission de l'Environnement et la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec des représentants gouvernementaux au sujet de la liste des établissements qui tombent sous le catalogue de la Directive «SEVESO», suite à la demande du groupe parlementaire Déi Gréng.

Dans des réunions jointes du 13 mars 2006 et du 3 avril 2006 la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de la Défense et de la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues relatif à la libre circulation des travailleurs sur une éventuelle prolongation de la période transitoire pour les travailleurs des nouveaux Etats membres et ont analysé plusieurs règlements grand-ducaux concernant le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dans une réunion jointe du 28 mars 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi et la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ont un échange de vues sur le projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions dans lesquelles les demandeurs d'asile ont accès à la formation prévue à l'article 14 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Dans sa réunion du 30 mars 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a eu un échange de vues avec M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, sur la situation économique et industrielle actuelle et l'évolution par rapport à l'emploi.

Dans sa réunion du 4 avril 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le rapport d'activités 2005 de l'Administration de l'Emploi à la commission.

M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté les conclusions du Comité de coordination tripartite - volet Emploi - à la commission dans la réunion du 9 mai 2006.

Dans sa réunion du 16 mai 2006, la commission a examiné le projet de loi 5518 portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum ainsi que l'avis y relatif du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 23 mai 2006, la commission a continué avec l'examen des articles et elle a adopté des amendements parlementaires.

Dans ses réunions des 13 et 20 juin 2006, la Commission du Travail et de l'Emploi a examiné le projet de loi 5346 portant introduction d'un Code du Travail et le projet de loi 5420 portant abrogation des lois codifiées au sein du Code du travail ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, avant d'adopter dans sa réunion du 4 juillet 2006 le rapport établi par le rapporteur M. Marc Spautz.

Dans sa réunion du 20 juin 2006, la commission a présenté une proposition d'amendement au projet de loi 5533 relatif à la lutte antitabac ayant pour objet d'y insérer un article II nouveau reprenant les dispositions de protection antitabac sur le lieu de travail figurant au projet de loi 5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail.

Dans sa réunion du 11 juillet 2006, le CEPS/INSTEAD a présenté son étude «Evaluation de l'efficacité des mesures pour l'emploi» à la Commission du Travail et de l'Emploi.

Dans sa réunion du 19 septembre 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté l'état actuel d'avancement des projets de loi actuellement pendants devant la Commission du Travail et de l'Emploi.

Dans sa réunion du 27 septembre 2006, la commission a désigné M. Marc Spautz comme rapporteur du projet de loi 5559 portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier.

Dans la réunion du 27 septembre 2006, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a encore présenté la version amendée du projet de loi 5144 relatif à la lutte contre le chômage social.

Commission juridique



Président: Santer Patrick (CSV)
Vice-Présidents: Err Lydie (LSAP)
Bettel Xavier (DP)

Membres:
CSV: Doerner Christine, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent
LSAP: Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
DP: Flesch Colette
Déi Gréng: Braz Felix
ADR: Henckes Jacques-Yves

1. Travaux législatifs

a) 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle (Rapportrice: Mme Christine Doerner)

Le projet de loi sous rubrique a été examiné par la Commission juridique les 18 et 25 janvier, 22 mars, 10, 17 mai et 31 mai 2006.

Le projet de loi a été voté le 28 juin 2006.

b) 5352 - Projet de loi concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle, modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales

La Commission juridique a examiné le projet de loi sous rubrique lors des réunions du 1, 8 et 22 février, 8 et 15 mars, 21 juin et 5 juillet 2006.

Le projet de loi a été voté le 12 juillet 2006.

c) 5405 - Projet de loi portant approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000, 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002 et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003 (Rapporteur: M. Patrick Santer)

La Commission juridique a examiné le projet de loi sous rubrique lors de la réunion du 1er février 2006.

Le projet de loi a été voté le 16 février 2006.

d) 5412 Projet de loi sur les équipes communes d'enquête (Rapporteur: M. Patrick Santer)

La commission juridique a examiné le projet de loi dans ses réunions du 9 novembre 2005 et du 1 février 2006.

Le projet de loi a été voté le 16 février 2006.

e) 5354 - Projet de loi portant 1. introduction notamment de l'instruction simplifiée, du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, 2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et 3. abrogation de différentes lois spéciales (Rapportrice: Mme Christine Doerner)

La commission a examiné le projet de loi dans ses réunions des 26 octobre 2005 et 7 décembre 2005 et du 18 janvier 2006.

Le projet de loi a été voté le 31 janvier 2006.

f) 4843 Projet de loi relatif au nom patronymique des enfants (Rapporteur : M. Laurent Mosar)
3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants (Auteure: Mme Lydie Err)

5106 Proposition de loi relative aux prénoms des enfants (Auteur : M. Laurent Mosar)

La commission a examiné le projet de loi sous rubrique, ainsi que les deux propositions de loi dans ses réunions du 26 octobre, du 30 novembre 2005.

La proposition de loi n°5106 a été intégrée dans le projet de loi n° 4843.

La proposition de loi n°3873 n'a pas été intégrée dans le projet de loi, de sorte qu'il a fait l'objet d'un projet de rapport distinct adopté lors de la réunion du 13 décembre 2005.

La loi a été votée le 15 décembre 2005.

g) 5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 28,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers).

La commission a examiné le projet de loi sous rubrique dans ses réunions des 28 juin et 20 septembre 2006.

Le projet de loi a été voté le 12 juillet 2006.

h) 5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal et du code d'instruction criminelle (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers)

La commission a examiné le projet de loi sous rubrique dans ses réunions du 28 juin, 5 juillet et 20 septembre 2006.

i) 5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (Rapporteur: M. Patrick Santer)

La commission a examiné le projet de loi dans sa réunion du 20 septembre 2006.

2. Débats et sujets généraux

a) Débat d'orientation sur la sécurité intérieure au Luxembourg (5511) sur base d'un rapport à élaborer au sein de la Commission juridique

Dix réunions ont été consacrées pendant la session parlementaire 2005-2006 au débat d'orientation sous rubrique. Les travaux ont débuté par l'organisation d'entrevues non publiques avec les acteurs concernés, à savoir des représentants de la Police grand-ducale, des autorités judiciaires (procureur d'Etat près du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,

parquet général, juge d'instruction directeur), des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats de Luxembourg, du SCAS, du SAV, du Centre de Médiation, de la Jugend-an Drogenhëllef, du Procureur général, de l'établissement pénitentiaire de Schrassig et de l'Info Prison asbl en date du 22 janvier 2006, ainsi qu'avec des représentants de la Direction des Douanes et Accises lors d'une réunion ultérieure. En date du 24 mai 2006, les membres de la Commission juridique ont visité les locaux des services de la Police judiciaire.

La Commission juridique a dressé une liste des points - regroupés sous les volets intitulés respectivement «police», «justice» et «exécution des peines» - devant être examinés en commission, dont le premier volet a déjà fait l'objet d'une discussion en réunion.

La continuation des discussions sur les deuxième et troisième volets, y inclus les visites auprès des établissements et services concernés, est prévue pour la session parlementaire 2006-2007.
b) Discussion et analyse des recommandations de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (l'ORK) dans le domaine relevant de la compétence des deux commissions (réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse et de la Commission juridique)
Les commissions parlementaires ayant été invitées par le Président de la Chambre des Députés à analyser les recommandations de l'ORK contenues dans son rapport pour l'année 2005, la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse a pris l'initiative d'inviter les membres de la Commission juridique à une réunion jointe en date du 21 février 2006 aux fins d'en discuter les aspects la concernant.

c) Echange de vues avec Monsieur le Ministre de la Justice quant aux témoignages repris dans la presse luxembourgeoise au sujet de l'attentat à la bombe commis il y a vingt ans contre les installations de radionavigation à l'aéroport de Luxembourg

M. le Ministre, ainsi que le Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, ont donné les informations nécessaires sur l'état d'avancement de l'enquête judiciaire relative à la série d'attentats à la bombe ayant secoué le Luxembourg pendant les années 1985 et 1986.

d) Visite de travail d'une délégation de la Commission constitutionnelle et juridique de la Chambre des Députés du Parlement de la République tchèque (réunion jointe de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle)

Cette visite de travail s'inscrit dans la quête des membres de la commission tchèque d'approfondir le fonctionnement de la Chambre des Députés.

Commissions spéciales

«Réorganisation territoriale du Luxembourg»

Président: Wolter Michel (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP) ,Meisch Claude (DP)

Membres:		
	CSV:	Clement Lucien, Meyers Paul-Henri, Schank Marco,
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Mutsch Lydia
	DP:	Calmes Emile
	Déi Gréng:	Gira Camille
	ADR:	Gibéryen Gast

Au sujet de la définition et de la répartition des missions et compétences entre l'Etat et les communes, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a exposé la position du Gouvernement à la commission.

Elle a également eu un échange de vues avec les représentants du SYVICOL pour connaître la position de celui-ci.

En outre, elle a examiné les prises de position des différents groupes et sensibilité politiques.

La commission a eu un échange de vues avec la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur l'organisation future de l'enseignement préscolaire et primaire sous l'angle d'un éventuel transfert de compétences en matière d'organisation scolaire, de nomination du personnel et du financement de ce dernier et des répercussions de ces modifications sur le système éducatif.

La commission a poursuivi ses travaux par une analyse des zones d'activités économiques sous tous leurs aspects.

Plus spécialement, elle a étudié la répartition des compétences entre l'Etat et les communes :

- dans les domaines de la prévention et de la gestion des déchets, et de la gestion forestière;
- en matière d'enseignement et d'enseignement musical;
- dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables;
- dans le domaine du transport public;
- en matière de politique de l'eau;
- dans les domaines des structures pour jeunes, des structures pour personnes âgées, de l'encadrement social des citoyens et de l'encadrement scolaire;
- en matière d'infrastructures dans le domaine du sport, de la culture, du tourisme, du troisième âge, des enfants et de la jeunesse.



Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Délégation

La délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) s'est composé pendant la session 2005-2006 de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Député, Président de la délégation et Vice-Président du CPI; M. Ali Kaes, Président de la Commission 4 «Environnement et Agriculture»; M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Aly Jaerling, M. François Maroldt et M. Romain Schneider, membres effectifs; M. Gast Gibéryen, M. Henri Grethen, M. Marcel Oberweis, M. Roland Schreiner, Mme Vera Spautz et M. Lucien Thiel, membres suppléants.

Historique

Le Conseil Parlementaire Interrégional a été créé le 17 février 1986 à Metz. Il est l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région Sar/Lor/Lux/Rhénanie-Palatinat/Wallonie et se compose des présidents de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, du Landtag de Rhénanie-Palatinat, du Landtag de la Sarre, du Conseil Régional de Lorraine et du Conseil Régional Wallon, qui y siègent de droit, et de six membres de chacune des cinq assemblées, désignés par elles.
Les missions sont:

- de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région par une étroite collaboration transfrontalière entre les régions;
- de contribuer à terme au développement d'une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines qui sont de la compétence normative de chacune des régions.

Le 30 juin 2006, le Conseil Parlementaire Interrégional s'est aggrandi en acceptant comme nouveaux membres le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la Communauté germanophone de Belgique. Le nombre de délégués par Région a été apporté à 10. Les changements y respectifs de la délégation luxembourgeoise sont mis en pratique pour la session 2006-2007.

Activités

Les six commissions du Conseil Parlementaire Interrégional (Affaires économiques; Affaires sociales; Transports et Communications; Environnement et Agriculture; Enseignement, Formation, Recherche et Culture; Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours) élaborent des recommandations qui sont ensuite discutées et adoptées par l'assemblée plénière du CPI.

L'assemblée plénière du 13 janvier 2006 à Mayence s'est penché notamment sur le développement de la Maison de la Grande Région et a adopté une recommandation en faveur de l'élaboration d'un concept de fonctionnement par les exécutifs de la Grande Région. L'édition d'une carte routière de la Grande Région informant sur les attractions touristiques, le bilan du programme d'action communautaire Comenius visant à promouvoir les partenariats entre établissements scolaires ainsi que la coordination transfrontalière des mesures de sécurité et de protection contre les catastrophes ont fait l'objet de trois autres recommandations adoptés le 13 janvier 2006.

Le 20e anniversaire du CPI et l'adhésion des Parlements de la Communauté germanophone et de la Communauté française de Belgique au CPI étaient au centre des débats de l'assemblée plénière du 30 juin 2006 à Mayence. Les membres du CPI se sont en outre exprimés en faveur d'une coopération dans les domaines du tourisme et de la culture ainsi que pour l'amélioration de la coopération transfrontalière de la police et des douanes de la Grande Région.

Les recommandations adoptées en séance plénière sont accessibles au site Internet du Conseil Parlementaire Interrégional (www.cpi-ipr.com).

Les thèmes européens et le Parlement européen

Stratégie européenne de la Chambre des Députés

Etant donné l'importance croissante des affaires européennes pour les politiques nationales et après la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour mieux assurer le contrôle parlementaire des affaires européennes, et pour identifier les dossiers porteurs d'enjeux importants pour le Luxembourg, la Chambre des Députés suit de plus près les dossiers européens. Le Bureau de la Chambre a décidé que les questions européennes doivent bénéficier d'une attention particulière et plaide pour une meilleure information des députés afin de les familiariser avec l'actualité européenne, pour l'identification au stade le plus précoce possible des dossiers porteurs d'enjeux nationaux, pour une transposition accélérée des directives en droit national et pour l'utilisation des moyens de communication de la Chambre afin de rapprocher l'Europe des citoyens. L'objectif poursuivi est d'informer les députés au moment le plus précoce et de la manière la plus efficace et la plus rapide possible sur les dossiers européens.

Grâce au référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, la Chambre des Députés a eu l'occasion de discuter davantage des sujets européens avec les citoyens. Elle l'a fait à travers un certain nombre d'auditions à l'Hôtel de la Chambre, de réunions dans les différentes régions du pays, voire à travers l'installation d'un forum de discussion sur Internet et l'organisation d'un parlement des jeunes. Par ailleurs, la Chambre a utilisé ses propres moyens de communication afin d'informer les citoyens et a largement contribué à engager cette discussion d'envergure avec la société civile.

Cependant, le référendum a également révélé que les citoyens ne connaissent que de façon embryonnaire le fonctionnement des institutions européennes, les compétences conférées à l'UE par les Etats membres et la raison de certaines évolutions et décisions prises à ce niveau supranational et qu'ils se posent des questions sur la sécurité de l'emploi et les retraites, sur le niveau de vie, sur les migrations et la sécurité interne ainsi que sur les conséquences d'un nouvel élargissement de l'Union.

La Chambre des Députés est ainsi déterminé à tirer des conclusions de ce premier grand rendez-vous avec les citoyens au sujet de l'Europe et à dialoguer de façon continue avec les citoyens sur les politiques qu'il convient de mettre en œuvre afin de rendre l'Europe en mesure de relever les défis du 21e siècle.

Après le double rejet du traité constitutionnel en 2005, l'année 2006 a commencé avec « une période de réflexion », qui était mise à profit pour permettre un large débat dans chacun des Etats membres, associant tant les citoyens, la société civile, les partenaires sociaux, les parlements nationaux, que les partis politiques. Pour sa part, la Commission européenne a posé avec son «Plan D» (comme Démocratie, Dialogue et Débat) les bases d'un dialogue approfondi sur l'avenir de l'Europe et a lancé un vaste débat sur les relations entre les institutions de l'Union européenne et les citoyens. Le Parlement européen a également participé à ce débat par le biais du rapport sur la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne des députés européens M. Andrew Duff, (Groupe Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe, Royaume-Uni) et M. Andreas Voggenhuber (Les Verts, Autriche). Une rencontre interparlementaire, rassemblant des députés européens et nationaux, a été organisée au Parlement européen pour discuter du futur de l'Europe et de réfléchir à quelques questions fondamentales à propos de la nature et de la finalité de l'Europe.

Marché intérieur

L'année 2006, tout comme 2005, a été caractérisée par des efforts de finalisation du Marché intérieur. Suite à la révision à mi-chemin de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi par la Commission européenne, l'accomplissement du Marché intérieur a été pressentie comme une priorité absolue, en particulier l'intégration des services au Marché intérieur. La directive sur les services dans le Marché intérieur, également connue sous le nom de « directive Bolkestein », qui vise à mettre en œuvre l'une des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne, a été vivement discutée jusqu'à ce que le Parlement européen trouve un compromis en première lecture. Cet accord en première lecture, modifiant profondément le projet initial, a ouvert la voie pour un accord entre les trois institutions européennes (le Parlement européen, la Commission et le Conseil).

Les Etats membres ont repris l'essentiel des amendements proposés par le Parlement européen, et la directive service fut adoptée en novembre. Ainsi, le fameux principe du pays d'origine qui aurait permis aux prestataires de services de travailler aux conditions de leur pays d'origine a été remplacé par le principe de la libre prestation de services. Ce principe retient, entre autres, que l'Etat membre dans lequel le service est fourni, est obligé d'assurer le libre accès et la liberté d'exercer une activité de service sur son territoire. Cependant, conformément au droit communautaire, ce sont les règles en matière de conditions d'emploi, y compris celles énoncées dans des conventions collectives de l'Etat membre dans lequel le service est fourni qui s'appliquent. La directive adoptée essaie d'ouvrir plus largement le Marché intérieur des services à la concurrence transfrontalière sans détériorer pour autant le modèle social européen.

L'objectif de la nouvelle législation est de faciliter l'établissement et l'activité professionnelle à l'étranger. Chaque Etat membre doit créer par exemple un «guichet unique», un bureau de coordination pour toutes les entreprises désirant exercer un service, qui s'occupera de toutes les formalités. Le maintien des acquis sociaux aux salariés est assuré par le fait que le prestataire devra se soumettre au droit du travail et au droit social de l'Etat dans lequel il exerce son activité, même en cas d'une prestation occasionnelle du service. Certains services sont exclus de la directive, comme les services d'intérêt général qui n'ont pas de caractère économique (l'éducation par exemple) et les services sociaux lorsqu'ils sont exercés par les Etats membres ou des prestataires mandatés par l'Etat, ainsi que tous les services qui font l'objet d'une directive plus spécifique.

La stratégie de Lisbonne

Lors de la présidence luxembourgeoise en 2005, le Conseil européen procéda à une révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne. Il s'est avéré que les objectifs de 2010 ne pourraient pas être atteints si les Etats membres ne montraient pas plus d'initiative. Il fut donc décidé de recentrer les priorités sur la croissance et l'emploi tout en mettant en place une procédure de rapport, les «programmes nationaux de réforme». Durant la phase de consultation des PNR, les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités et défendre les programmes devant les parlements nationaux; les PNR encouragent donc de vrais débats nationaux sur les objectifs de la stratégie de Lisbonne et les réformes entamées dans les Etats membres.

Le Parlement européen a essayé d'influencer les objectifs de la stratégie de Lisbonne par la création d'un groupe de coordination responsable de l'élaboration d'une position du Parlement européen relative à la stratégie de Lisbonne. Chaque année, ce groupe de coordination prépare un rapport à l'attention du Conseil européen de printemps qui s'occupe de la relance économique et des politiques de croissance. Pour le rapport de 2006, M. Robert Goebbels était désigné comme co-rapporteur.

Pour M. Goebbels, ce rapport ne devait pas aboutir à un catalogue de mesures, mais se concentrer sur des thèmes et des domaines spécifiques. Ainsi, le rapport porta sur les conséquences de l'évolution démographique de la population, sur la création d'une stratégie d'investissement européenne cohérente axée sur les quatre priorités proposées par la Commission, dont la recherche, le développement et l'innovation, l'éducation, la formation tout au long de la vie, ainsi que sur la création d'un environnement favorable à l'activité économique. Le rapport rappela également qu'une politique cohérente et efficiente en matière d'énergie était indispensable pour assurer la croissance économique en Europe et une prospérité durable aux citoyens européens.

Au cœur de la stratégie de Lisbonne, la recherche fait partie du « triangle de la connaissance » qui doit renforcer la croissance et l'emploi de l'Union européenne (UE) dans une économie mondialisée. Le septième programme-cadre de recherche, qui est le principal programme de l'UE pour le financement de la recherche, est une occasion pour l'UE de mettre sa politique de recherche à la hauteur de ses ambitions économiques et sociales en consolidant l'Espace européen de la recherche (EER), l'équivalent d'un «Marché commun» dans le domaine de la recherche. L'objectif à long terme est de faire de l'Union européenne la première zone de recherche au monde. Le septième programme-cadre, représentant une enveloppe de plus de 54 milliards d'euros pour la période 2007-2013, deviendra ainsi en termes d'importance le troisième instrument financier de l'Union européenne.

Dans le cadre de cette stratégie, il a par ailleurs été décidé de créer un Institut Européen de Technologie, le futur instrument européen de coordination de la recherche et de l'innovation. Mme Erna Hennicot-Schoepges a été nommé rapporteur au sein de la commission Culture et Education pour ce projet. L'Institut aura pour fonction de dynamiser le triangle du savoir composé du monde de la recherche, de l'industrie et de l'université

Politique énergétique

La politique énergétique, en particulier la sécurité des approvisionnements énergétiques et la dépendance vis-à-vis de la Russie, a également été un sujet tout au long de l'année 2006. Les députés européens ont demandé d'unir les forces et de mettre en marche une véritable politique européenne de l'énergie, qui vise à réduire la dépendance de l'Union vis-à-vis des énergies fossiles, d'assurer un approvisionnement énergétique sûr et de promouvoir l'efficacité énergétique ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables. Concrètement, les députés européens souhaitent des objectifs contraignants pour 2020 et une révision des quotas d'émission en matière de réduction des dioxydes de carbone. L'efficacité énergétique doit devenir une priorité horizontale pour toutes les politiques de l'Union. L'UE doit se doter, de l'avis des députés, d'un cadre politique stable à longue échéance, avec un objectif de 25% d'énergies renouvelables d'ici à 2020 et une feuille de route pour atteindre l'objectif plus ambitieux de 50% d'énergies renouvelables d'ici à 2040. Les députés ont souligné que l'Union doit parler d'une seule voix vis-à-vis des pays producteurs afin de renforcer sa position.

M. Claude Turmes en tant que membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie a suivi avec attention le dossier de l'énergie, comme en témoignent ses interventions en plénière du Parlement européen. Le député des Verts s'est prononcé contre d'autres fusions sur le marché de l'énergie pour créer des champions européens. Il faut réguler les marchés de manière adéquate et indépendante, tout en séparant les réseaux et les intérêts des sociétés énergétiques. Il a appelé à poursuivre des objectifs à long terme axés sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de CO2. Les défaillances du réseau électrique européen ont prouvé que l'Europe avait besoin de plus d'investissements dans les réseaux énergétiques et d'un régulateur européen qui soit en mesure d'améliorer les connexions entre les différents marchés nationaux.

M. Turmes critique le Livre Vert de la Commission pour une politique énergétique européenne parce qu'elle inclut l'énergie





Robert Goebbels



Erna Hennicot-Schoeppges



Astrid Lulling



Lydie Polfer



Jean Spautz



Claude Turmes

nucléaire comme source d'énergie dans la discussion. Pour le député des Verts, le nucléaire est une question relevant de la subsidiarité, une question nationale. Selon lui, la Commission européenne abuse de la discussion à propos du Livre Vert sur la sécurité d'approvisionnement pour relancer le nucléaire.
M. Robert Goebbels, qui suit de près les dossiers touchant aux questions énergétiques, a souligné dans une intervention en plénière que les économies d'énergie et une meilleure efficience énergétique doivent constituer une première priorité de l'Union européenne. L'Europe devra investir davantage dans la recherche sur l'efficience énergétique, sur les énergies renouvelables, sur la séquestration du carbone, sur le charbon propre, sur la sûreté nucléaire et sur la fusion. L'Union devra mettre en place une politique énergétique plus solidaire, et éviter un partage des marchés au profit des oligopoles.

Perspectives financières

Après de longs débats, qui avaient déjà commencé sous la Présidence luxembourgeoise, un accord a pu être trouvé dans un trilogue entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission en matière de perspectives financières pour la période entre 2007-2013. Le Parlement européen a réussi au dernier moment à faire accepter par les Etats membres la mise à disposition de 4 milliards d'euros supplémentaires, destinés à des programmes considérés comme prioritaires par le Parlement. Les députés européens ont expliqué que même si les montants supplémentaires obtenus étaient faibles, le Parlement, pour répondre aux défis politiques de l'Union européenne élargie, a réussi à assurer le financement des programmes présentant une plus-value européenne, par exemple le maintien du budget pour le programme Erasmus, qui permet à 170.000 étudiants par année d'obtenir une bourse pour des études à l'étranger.

Elargissement de l'UE

L'adhésion de deux nouveaux pays, en l'occurrence la Roumanie et la Bulgarie, qui vont rejoindre l'Union européenne au 1er janvier 2007 pour la porter à 27 membres et la discussion sur les futurs élargissements ont donné lieu à des discussions tendues. L'Union européenne a essayé de trouver un nouveau consensus sur l'élargissement qui met l'accent sur la valeur stratégique et de l'encouragement de la démocratie que représente l'élargissement. Ce consensus tient par ailleurs de la capacité d'agir de l'Union tout en intégrant de nouveaux membres. Cette nouvelle stratégie a été discutée par la commission des affaires étrangères du Parlement européen, dont Mme Lydie Polfer et M. Jean Spautz sont membre, respectivement membre suppléant. La commission des affaires étrangères a défini le concept de la «capacité d'intégration» de l'Union. La notion de capacité d'intégration signifie que les institutions de l'Union doivent, après chaque nouvelle adhésion, être en mesure de fonctionner correctement et démocratiquement, de pouvoir financer les activités de façon appropriée et d'atteindre leurs objectifs politiques.
La nouvelle stratégie en matière d'élargissement souligne que les élargissements précédents ont été des réussites, qu'ils ont renforcé l'Union européenne en favorisant sa croissance économique, en renforçant son rôle dans le monde et en promouvant le développement de nouvelles politiques de l'Union européenne et qu'ils ont encouragé la démocratie, la paix et la prospérité en Europe. Mais, la nouvelle stratégie tire des leçons de l'expérience passée. A l'avenir, l'élargissement doit tenir compte de quelques facteurs clefs: il faut une réforme institutionnelle avant tout nouvel élargissement pour préserver la capacité d'agir de l'Union; les implications budgétaires sur la politique agricole et sur les fonds structurels doivent être mieux analysées; les réformes du système judiciaire doivent être placées au début des négociations et non à la fin; l'opinion publique doit être mieux prise en compte.

Secteur vitivinicole et alcools

Mme Astrid Lulling, Présidente de l'Intergroupe Viticulture, Tradition, Qualité du Parlement européen, suit de très près les propositions de la Commission européenne pour une réforme de l'OCM Vin. En effet, la Commission européenne propose de réformer en profondeur l'organisation commune du marché vitivinicole. Le projet qui vise à accroître la compétitivité des producteurs de vin de l'UE a donné lieu à des échanges de vue très soutenus, notamment parce qu'il prévoit l'arrachage de 440.000 ha de vignes, soit disant pour inciter les producteurs peu compétitifs à quitter le secteur et parce qu'il propose l'interdiction de l'ajout de saccharose. En tant que Présidente de l'Intergroupe vins, Mme Lulling jouera un rôle important dans la négociation de la position du Parlement européen.
Mme Astrid Lulling a également été nommée rapporteur de la proposition visant à un rapprochement des taux d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées dans les différents Etats membres. La proposition, destinée à actualiser les taux d'accises au regard de l'inflation a examiné l'effet du système actuel sur le bon fonctionnement du marché intérieur, la concurrence par les écarts de niveau des accises entre les différents types de boissons alcooliques, la valeur réelle actuelle des taux minimums qui ont été fixés en 1992 et les objectifs du traité de l'UE en général. La proposition de la Commission européenne conclut qu'une plus grande convergence est nécessaire entre les taux d'accises appliqués dans les différents États membres, afin de réduire les distorsions de concurrence et la fraude. En effet, Mme Lulling s'est opposée à la majoration des taux d'accises qu'elle qualifiait d'arbitraire parce que la proposition ne vise que certains types d'alcools et contraire aux objectifs de Lisbonne. Les Etats membres n'ont pas pu se mettre d'accord sur une telle majoration à l'occasion du dernier Conseil Ecofin en novembre.

Question du siège du Parlement européen

La question du siège du Parlement européen à Strasbourg, soulevée notamment par la collecte d'un million de signatures de citoyens à travers l'Union européenne a été d'un intérêt particulier pour les députés luxembourgeois. M. Goebbels qui fait partie de la commission du contrôle budgétaire, responsable de l'achat des bâtiments à Strasbourg, a plaidé en faveur de l'achat de ces bâtiments en vue de maintenir le siège à Strasbourg.
Mme Astrid Lulling, élue comme l'une des cinq questeurs du Parlement européen, qui sont responsables des questions administratives et financières intéressant directement les députés et leurs conditions de travail, et de ce fait membre du Bureau du Parlement européen a également fait campagne en faveur de la ville de Strasbourg.
Mme Polfer s'est également prononcée en faveur du maintien du Parlement européen à Strasbourg et a souligné les raisons historiques qui parlent pour cette ville à la frontière germano-française comme siège des institutions européennes. Mme Polfer a ouvertement critiqué l'initiative de la collecte de signatures contre la ville de Strasbourg et l'a qualifié comme «peu opportune et démagogique».
M. Jean Spautz a souligné que le discours mené actuellement en faveur de Bruxelles et contre Strasbourg ne reprenait que des arguments matériels et ne tiendrait pas compte de la symbolique du siège à Strasbourg. M. Spautz a rappelé que les pères fondateurs de l'Europe avaient eu d'autres raisons pour choisir Strasbourg qui étaient d'ordre politique, historique et symbolique.

Culture et éducation

2008 sera l'année européenne du dialogue interculturel. L'année du dialogue interculturel est un instrument qui s'adresse à tous ceux qui vivent dans l'Union européenne et qui encourage les citoyens d'apprendre à vivre ensemble harmonieusement et à surmonter les différences inhérentes à la diversité culturelle, religieuse et linguistique, non seulement entre les cultures des différents Etats membres, mais également entre les différents groupes culturels et religieux à l'intérieur des Etats membres. Mme Erna Hennicot-Schoepges a travaillé en tant que rapporteur sur le programme de l'année du dialogue interculturel.
Il convient de rajouter qu'en tant que rapporteur sur le rapport d'initiative « un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme », Mme Hennicot a réussi à concilier des positions très contrastées sur un sujet sensible. Le rapport, tel qu'il a été adopté comporte désormais pratiquement tous les amendements déposés par Mme Hennicot et le groupe PPE-DE avec des objectifs clairs et équilibrés.

Politique environnementale REACH

Une autre proposition qui a pendant longtemps particulièrement retenu l'attention particulière des députés européens luxembourgeois a pu être bouclé en décembre. Après trois années de débats le Parlement européen a donné, mercredi 13 décembre 2006, à une très large majorité, son aval au compromis négocié avec le Conseil sur la réglementation REACH. Une large majorité des députés européens ont estimé qu'un équilibre avait ainsi été trouvé entre les intérêts des consommateurs et de l'environnement d'une part et l'industrie européenne des produits chimiques de l'autre. Cinq députés européens luxembourgeois ont soutenu le compromis, à l'exception de M. Turmes, qui estime que le règlement adopté constitue certes un progrès mais que le principe de substitution de produits toxiques a été largement bafoué par le compromis du Parlement.
L'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques, baptisé REACH (Registation, Evaluation and Authorisation of CHemicals en anglais) doit permettre de passer au crible environ 30.000 substances chimiques présentes dans les produits de consommation courante soupçonnés d'être dangereux pour la santé humaine et l'environnement et qui sont produites ou importés vers l'Union en quantité supérieure à 1 tonne par an. En effet, la législation actuelle n'a permis que d'analyser les substances dans les produits mises au marché après 1981, soit à peine 3000 substances. REACH va créer un système unique d'enregistrement pour les substances existantes et pour les substances à créer.
REACH rend obligatoire l'analyse de la dangerosité des produits et la recherche de des substances ou technologies alternatives plus sûres. Si des substances alternatives plus sûres existent, un plan de substitution devra obligatoirement être soumis par les producteurs dans le but de remplacer les substances dangereuses par des alternatives moins nocives. S'il n'existe pas de produits alternatifs, les producteurs devront présenter un plan de recherche et de développement dans le but d'en trouver. La Commission a le droit de retirer toute autorisation à un produit si des produits alternatifs sont disponibles.
REACH règle également la politique d'information au consommateur. La chaîne de distribution, ainsi que les consommateurs qui le demandent, devront être informés de la présence de toute substance chimique en quantité supérieure à 0,1% du poids total du produit, tout en respectant des règles spécifiques relatives à la protection des informations confidentielles commerciales. Une classification et l'étiquetage conséquent des substances dangereuses deviendront obligatoire pour toutes les substances chimiques produites dans l'UE ou importées dans l'UE et seront accessibles à tous.

Industrie

Mme Erna Hennicot-Schoepges a été rapporteur du projet de réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien (SESAR) et à la constitution de l'entreprise commune SESAR. Ce projet constitue le volet technique du projet sur le «Ciel unique européen». SESAR est considéré comme un outil indispensable pour faire face à l'augmentation du trafic aérien qui devrait plus que doubler dans les vingt prochaines années.

Les séances publiques

1. La procédure législative

La Chambre a, tout comme le Grand-Duc, le droit d'initiative en matière législative L'initiative de la Chambre - ou initiative parlementaire - s'appelle proposition de loi, alors que l'initiative du Grand-Duc - ou initiative gouverne¬mentale - s'appelle projet de loi. La Chambre instruit et discute les projets ou propositions de loi dont elle est saisie. Elle les approuve ou les rejette par voie de vote.

La procédure de confection d'une loi est réglée par le législateur et entourée par la Constitution d'une série de garanties. Aucun projet, aucune proposition ne peut faire l'objet d'un vote définitif avant que le Conseil d'Etat ait donné son avis. Pour certains projets de loi l'avis de la Chambre professionnelle compétente est également requis.

Chaque projet et proposition de loi est d'abord renvoyé par la Conférence des Présidents à la commission parlementaire compétente qui examine le document et fait rapport à la Chambre. Tout amendement introduit au projet de loi initial par le Gouvernement ou une commission parlementaire doit être soumis à nouveau à l'avis du Conseil d'Etat.

Le rapport de la commission est présenté en séance publique de la Chambre par le rapporteur de la commission. La présentation du rapport est suivie de la discussion générale dans laquelle peut intervenir chaque membre de la Chambre.

Après la discussion générale la Chambre des Députés se prononce, en règle générale, à quatre reprises sur les projets et propositions de loi.

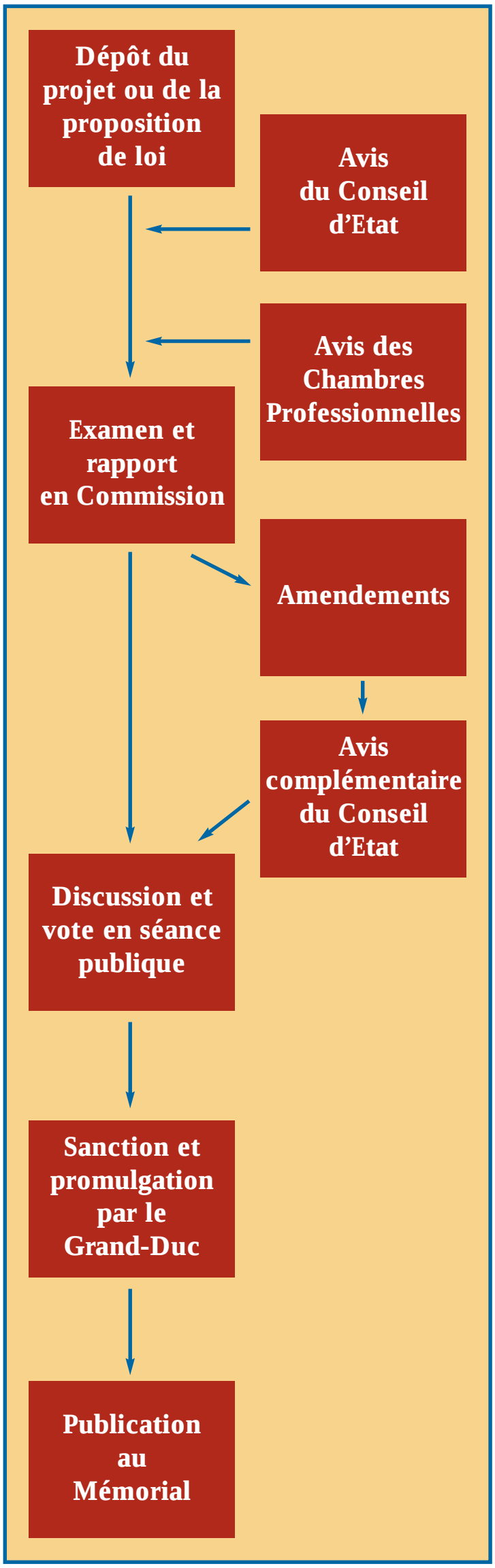
D'abord il y a lieu de relever le vote article par article. Si, au cours du vote article par article (premier vote réglementaire) des articles ont été rejetés ou des amendements approuvés sans avoir été examinés par le Conseil d'Etat, celui-ci devra de nouveau être entendu.

Après avoir obtenu l'avis du Conseil d'Etat, la Chambre se prononce une seconde fois (second vote réglementaire), après une nouvelle discussion relative aux modifications introduites lors de la discussion article par article.

Après le second vote réglementaire, la Chambre procède au vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi (premier vote constitutionnel).

Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'Etat, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel. Au cas contraire, le second vote constitutionnel ne peut intervenir qu'après un délai de trois mois.

La loi entre en vigueur par la sanction et la promulgation du Grand-Duc qui y appose sa signature. Elle entre en vigueur trois jours francs après sa publication au Mémorial.



2. Le contrôle du gouvernement et l'orientation du débat politique

La Constitution réserve à la Chambre, organe du pouvoir législatif, une série de moyens d'action sur le Gouvernement, organe du pouvoir exécutif. Le contrôle de la Chambre s'exerce aussi bien en matière financière qu'en matière politique et administrative.

En matière financière, le contrôle du Gouvernement par la Chambre consiste dans le vote annuel du budget et des impôts, le droit d'arrêter chaque année les comptes de l'Etat et une certaine surveillance exercée sur la gestion du patrimoine public.

Aucun impôt ni aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peuvent être établis que par la loi. La Chambre peut demander la présence des membres du Gouvernement à ses séances publiques. Elle a le droit de leur poser des questions et de leur adresser des interpellations au sujet de questions qui sont d'ordre public. Elle peut également mener des débats de consultation et d'orientation. Chaque député a en outre le droit de déposer des motions. Elle peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une opposition, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement, etc.

Les questions et les heures d'actualité

Chaque député a le droit de poser des questions au Gouvernement. Le Député qui désire poser une question au Gouvernement en remet le texte écrit au Président de la Chambre qui le remet au Ministre compétent. La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet.

Les motions et résolutions

Chaque député a le droit de déposer des motions adressées au Gouvernement. Elles peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une approbation, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement.

Chaque député a le droit de déposer des résolutions qui s'adressent à la Chambre. Tout comme les motions, elles peuvent concerner de multiples sujets et inciter le Gouvernement à prendre certaines initiatives.

Les interpellations

Chaque député a le droit d'interpeller le Gouvernement au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de sa politique générale.

Les débats

La Chambre peut organiser des débats de consultation à l'initiative du Gouvernement et elle peut organiser des débats d'orientation sur des sujets d'intérêt général déterminés. A cette fin, elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question.



Les séances publiques

Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel

1) 26.10.2005 **5044** Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 29.10.2002
Loi du 30 novembre 2005. Mémorial A, N°200, p.3218

2) 26.10.2005 **5217** Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 09.10.2003
Loi du 25 novembre 2005. Mémorial A, N°204, p.3262

3) 26.10.2005 **5424** Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 2 décembre 2005. Mémorial A, N°198, p.3172

4) 26.10.2005 **5425** Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 2 déecembre 2005. Mémorial A, N°198, p.3189

5) 26.10.2005 **5445** Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005
Loi du 2 décembre 2005. Mémorial A, N°207, p.3280

6) 26.10.2005 **5459** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.04.2005
Loi du 25 novembre 2005. Mémorial A, N°206, p.3272

7) 15.11.2005 **5149** Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.05.2003
Loi du 9 décembre 2005. Mémorial A, N°205, p.3268

8) 15.11.2005 **5431** Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005
Loi du 2 décembre 2005. Mémorial A, N°199, p.3206

9) 15.11.2005 **5447** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005
Loi du 9 décembre 2005. Mémorial A, N°209, p.3316

10) 15.11.2005 **5451** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.03.2005
Loi du 9 décembre 2005. Mémorial A, N°208, p.3302

11) 08.12.2005 **5475** Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°219, p.3704

12) 08.12.2005 **5484** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg
Rapporteur: Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 14.06.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°222, p.3727

13) 14.12.2005 **5500** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2006
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°217, p.3387

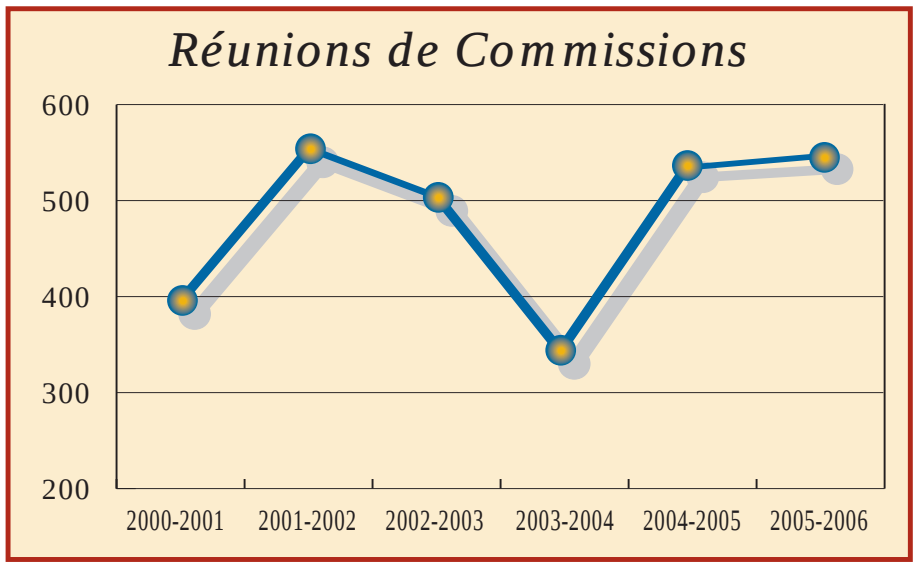
14) 15.12.2005 **4843** Projet de loi relatif au nom des enfants
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2001
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°224, p.3758

15) 15.12.2005 **5350** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003
Rapporteur: Madame Colette Flesch
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.06.2004
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°45, p.824

16) 15.12.2005 **5398** Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 15.11.2004
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°223, p.3743

17) 21.12.2005 **5465** Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 21.04.2005
Loi du 25 janvier 2006. Mémorial A, N°17, p.458

18) 21.12.2005 **5504** Projet de loi portant 1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;
3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du



4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°214, p.3366

19) 22.12.2005 **5146** Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 20.05.2003
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°215, p.3370

20) 22.12.2005 **5478** Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003
Rapporteur: Madame Martine Stein-Mergen
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°220, p.3708

21) 22.12.2005 **5485** Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.06.2005
Loi du 23 décembre 2005. Mémorial A, N°216, p.3382

22) 31.01.2006 **5354** Projet de loi portant: 1. introduction notamment de l'instruction simplifiée, du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, 2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et 3. abrogation de différentes lois spéciales
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.06.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°47, p.1074

23) 01.02.2006 **5325** Projet de loi portant approbation du Protocole no. 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°49, p.1104

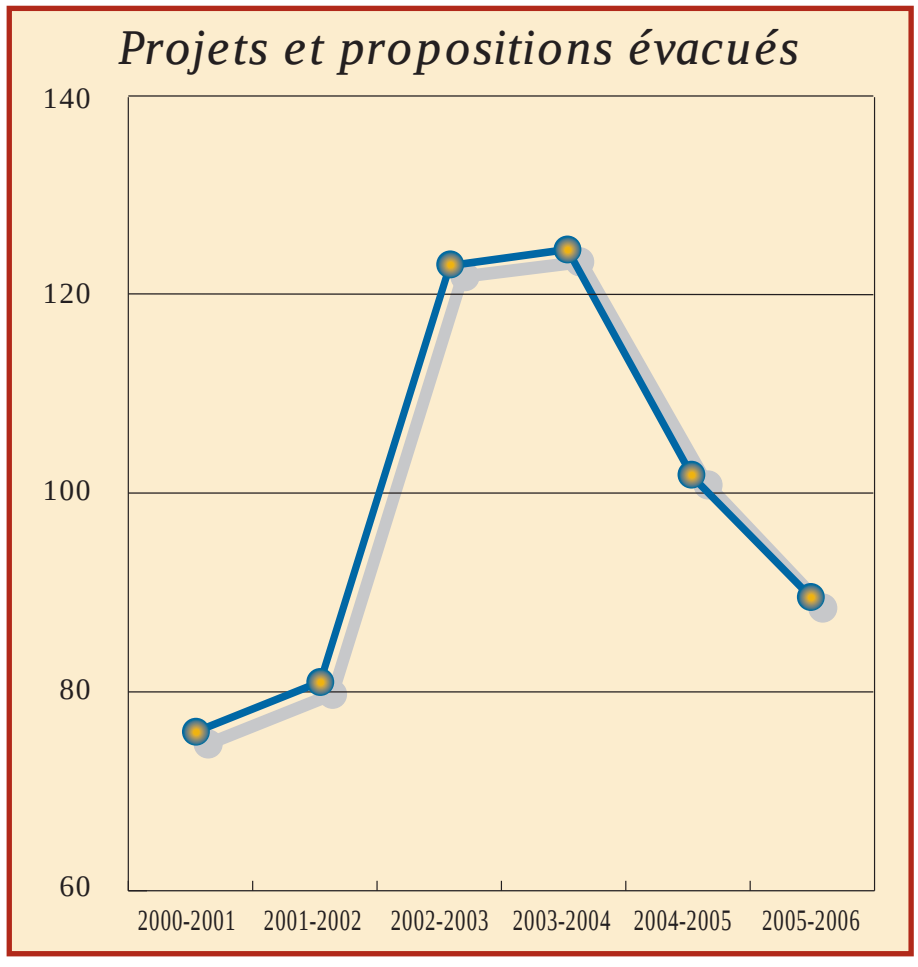
24) 01.02.2006 **5422** Projet de loi portant approbation du Protocole no. 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°49, p.1105

25) 01.02.2006 **5423** Projet de loi portant approbation du Protocole No 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°49, p.1107

26) 01.02.2006 **5463** Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 15.04.2005
Loi du 10 mars 2006. Mémorial A, N°63, p.1274

27) 01.02.2006 **5505** Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005
Loi du 6 mars 2006. Mémorial A, N°50, p.1115

28) 02.02.2006 **5378** Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003
Rapporteur: Monsieur Marco Schank
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de



l'Immigration, le 07.09.2004
Loi du 16 mars 2006. Mémorial A, N°56, p.1155

29) 02.02.2006 **5493** Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics
Rapporteur: Monsieur François Maroldt
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 16.08.2005
Loi du 13 mars 2006. Mémorial A, N°56, p.1154

30) 14.02.2006 **5507** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec - l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et - la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°59, p.1223

31) 15.02.2006 **4673B** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 07.06.2000
Loi du 7 avril 2006. Mémorial A, N°68, p.1326

32) 16.02.2006 **5405** Projet de loi portant a) approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles le 30 novembre 2000 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles le 28 novembre 2002, et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003; b) modification de la loi du 29 mai 1998 portant approbation de la Convention sur la base de l'article K.3 du Traité de l'union européenne portant création d'un Office européen de police (Convention Europol), signé à Bruxelles, le 26 juillet 1995
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°60, p.1230

33) 16.02.2006 **5412** Projet de loi sur les équipes communes d'enquête
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 03.12.2004
Loi du 21 mars 2006. Mémorial A, N°57, p.1162

34) 16.02.2006 **5429** Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition: - de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers - des articles 5 et 9 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales - de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.01.2005
Loi du 16 mars 2006. Mémorial A, N°55, p.1146

35) 16.02.2006 **5460** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°64, p.1286

36) 16.02.2006 **5473** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°65, p.1300

37) 16.02.2006 **5487** Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg – à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement – à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005
Loi du 30 mars 2006. Mémorial A, N°61, p.1252

38) 16.02.2006 **5510** Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 26.10.2005
Loi du 27 mars 2006. Mémorial A, N°59, p.1224

39) 15.03.2006 **5489** Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification: de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger: de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005
Loi du 27 avril 2006. Mémorial A, N°92, p.1770

40) 15.03.2006 **5497** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de l'Etat d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°81, p.1446

41) 15.03.2006 **5498** Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005
Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°80, p.1432

42) 15.03.2006 **5503** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 18.10.2005
Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°84, p.1486

43) 15.03.2006 **5512** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005
Loi du 27 avril 2006.
Mémorial A, N°80, p.1430

44) 15.03.2006 **5524** Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 21.12.2005
Loi du 19 avril 2006.
Mémorial A, N°71, p.1359

45) 04.04.2006 **5415** Projet de loi relative aux abus de marché et portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.12.2004
Loi du 9 mai 2006.
Mémorial A, N°83, p.1470

46) 05.04.2006 **5386** Projet de loi 1. transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail; 2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés; 3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie; 4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail; 5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant 1. transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services; 2. réglementation du contrôle de l'application du droit du travail
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.10.2004
Loi du 19 mai 2006.
Mémorial A, N°97, p.1806

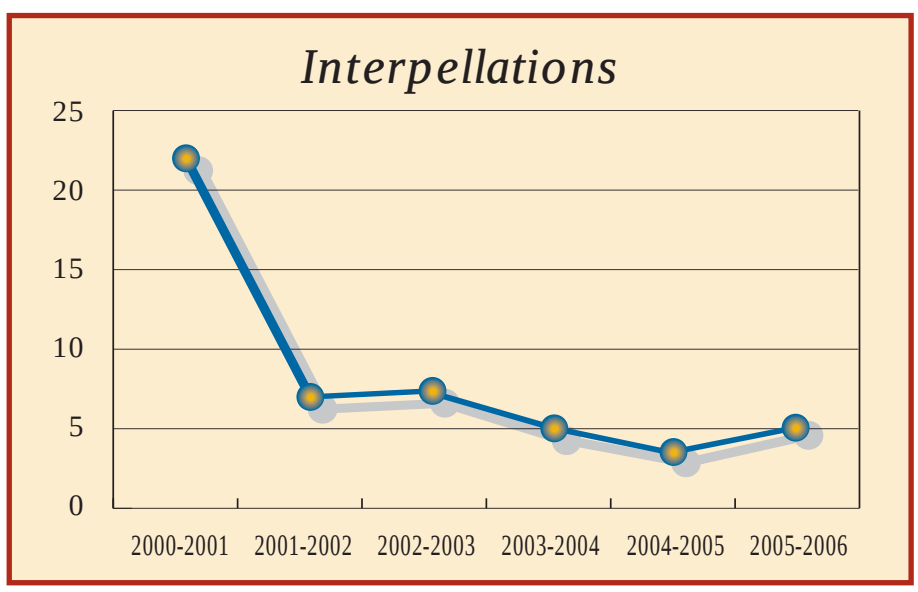
47) 05.04.2006 5474 Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
Loi du 16 mai 2006.
Mémorial A, N°91, p.1738

48) 05.04.2006 **5509** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 25.10.2005
Loi du 21 juin 2006.
Mémorial A, N°115, p.2049

49) 05.04.2006 **5531** Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006
Loi du 15 mai 2006.
Mémorial A, N°90, p.1700

50) 04.05.2006 **5540** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.02.2006
Loi du 19 mai 2006.
Mémorial A, N°86, p.1510

51) 16.05.2006 **5530** Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux



ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006
Loi du 15 juin 2006. Mémorial A, N°112, p.1956

52) 17.05.2006 **5461** Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Loi du 23 juin 2006. Mémorial A, N°117, p.2056

53) 17.05.2006 **5462** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres et l'Etat d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005
Loi du 23 juin 2006. Mémorial A, N°117, p.2061

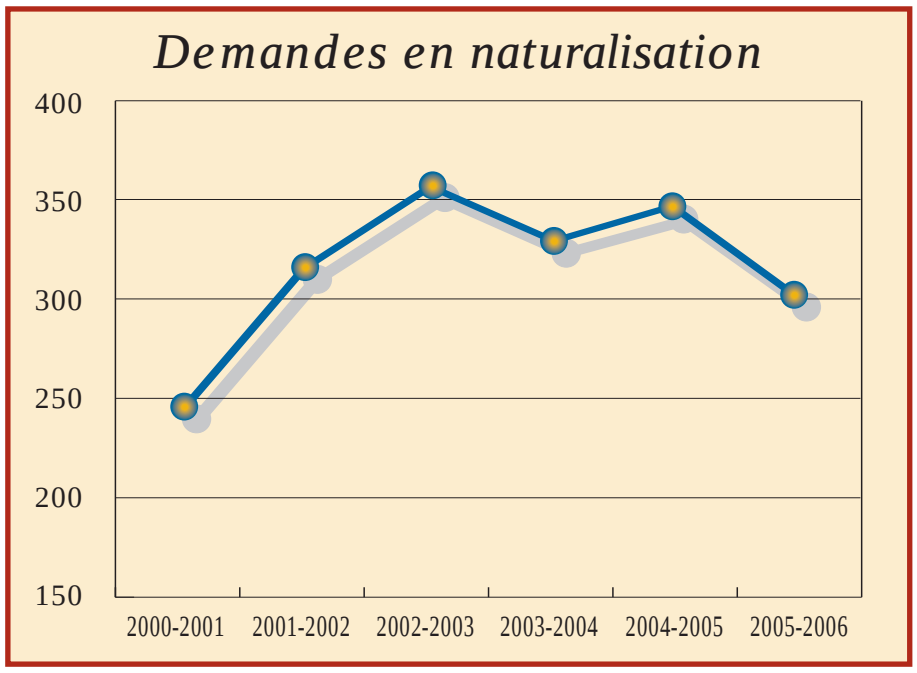
54) 17.05.2006 **5479** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses Etats membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005
Loi du 21 juin 2006. Mémorial A, N°116, p.2052

55) 17.05.2006 **5532** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998
Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

56) 17.05.2006 **5536** Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006
Loi du 21 juin 2006. Mémorial A, N°116, p.2052

57) 17.05.2006 **5551** Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 14.03.2006
Loi du 19 juin 2006. Mémorial A, N°118, p.2084

58) 23.05.2006 **5430** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005



59) 21.06.2006 **5328** Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 21.04.2004

60) 21.06.2006 **5506** Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005

61) 21.06.2006 **5513** Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

62) 21.06.2006 **5564** Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.04.2006

63) 27.06.2006 **5580** Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant 1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements; 3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; 2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; 4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; 5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée

scolaire; 7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; 8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 31.05.2006
Loi du 27 juin 2006. Mémorial A, N°114, p.2040

64) 28.06.2006 **5356** Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.06.2004

65) 29.06.2006 **5515** Projet de loi portant approbation - du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, le République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne - de l'Acte final signés à Luxembourg, le 25 avril 2005
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

66) 11.07.2006 **5206** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 08.09.2003

67) 11.07.2006 **5307** Projet de loi relative à la sécurité générale des produits
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 09.03.2004

68) 11.07.2006 **5529** Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire b) la loi du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics
Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 13.01.2006

69) 12.07.2006 **5216** Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 06.10.2003

70) 12.07.2006 **5352** Projet de loi 1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle; 2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales; 3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises; 4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif; 5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; 6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme; 7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse; 8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.06.2004

71) 12.07.2006 **5435** Projet de loi 1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et 2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.01.2005

72) 12.07.2006 **5501** Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 13.10.2005

73) 12.07.2006 **5534** Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 31.01.2006

74) 12.07.2006 **5576** Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.05.2006

75) 13.07.2006 **5346 / 5420** Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail
Rapporteur: Monsieur Marc Spautz
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.06.2004

76) 13.07.2006 **5521** Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002
Rapporteur: Monsieur François Maroldt
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 09.12.2005

77) 13.07.2006 **5533** Projet de loi 1) relatif à la lutte antitabac; 2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail; 5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité

sociale
Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.01.2006

78) 13.07.2006 **5548** Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988
Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006

79) 13.07.2006 **5558** Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006

80) 13.07.2006 **5561** Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international
Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

81) 13.07.2006 **5565** Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen
Rapporteur: Monsieur Marco Schank
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 06.04.2006

Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel

1) 25.10.2005 **5442** Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004
Rapporteur: Monsieur Ben Fayot
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005
Loi du 25 novembre 2005. Mémorial A, N°197, p.3170

2) 05.04.2006 **5437** Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
Rapporteur: Madame Lydie Err
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.01.2005
Loi du 5 mai 2006. Mémorial A, N°78, p.1402

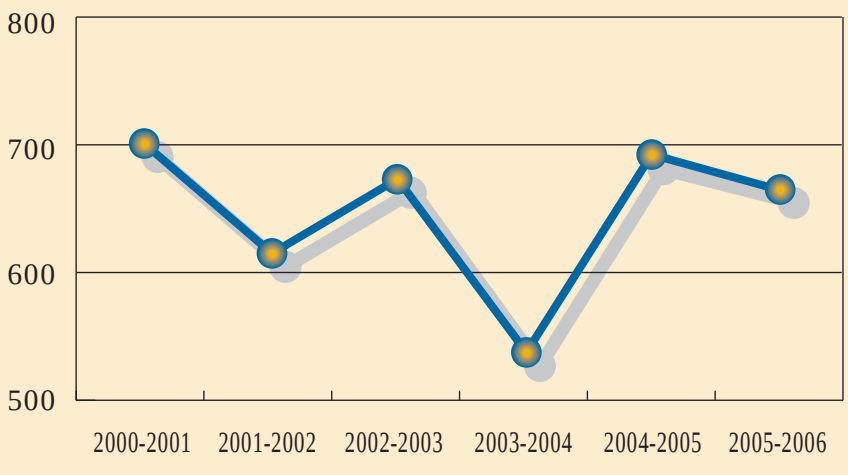
Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel

1) 17.05.2006 **4285** Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution
Dépôt: Monsieur Lucien Weiler, le 05.03.1997
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 1er juin 2006. Mémorial A, N°100, p.1826

2) 17.05.2006 **4939** Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution
Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 17.04.2002
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 1er juin 2006. Mémorial A, N°100, p.1826

3) 21.06.2006 **3923B** Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution
Dépôt: Monsieur Georges Margue, le 19.04.1994
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Questions parlementaires



Autres évacuations

1) 06.04.2006 **5542** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Motions adoptées

1) 01.02.2006 Motion de M. Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

2) 04.05.2006 Motion de M. Félix Braz relative au trafic cycliste

Résolutions adoptées

1) 15.11.2005 Résolution de M. Charles Goerens sur l'Iran

2) 20.12.2005 Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran

3) 14.03.2006 Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp de Guantanamo

4) 06.04.2006 Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des comptes

Heures d'actualité

1) 15.11.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie

2) 15.11.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur la politique du logement

3) 29.11.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng au sujet de la Bibliothèque nationale

4) 22.12.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto

5) 31.01.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig

6) 31.01.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse

7) 14.02.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures

8) 14.03.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière

9) 16.05.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative au "1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO2" du Ministère de l'Environnement

10) 23.05.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique

11) 27.06.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg

12) 27.06.2006 Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel

Débats de consultation

1) 21.12.2005 Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire

2) 06.04.2006 Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général

3) 18.05.2006 Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept für Luxemburg)

Débats d'orientation

1) 16.11.2005 Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne

2) 20.06.2006 Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche au Luxembourg

Débats

1) 13.10.2005 Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur les priorités politiques du Gouvernement

2) 30.11.2005 Débat sur la déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

3) 31.01.2006 Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker,

Premier Ministre, Ministre d'Etat relative à l'OPA de Mittal Steel sur ARCELOR

4) 16.03.2006 Débat au sujet de la déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

5) 03.05.2006 Débat sur la déclaration de politique générale sur l'état de la Nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

6) 27.06.2006 Débat sur la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel

Interpellations vidées

1) 02.02.2006 Interpellation de M. Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste

2) 04.04.2006 Interpellation de M. Emile Calmes sur la gestion de l'eau

3) 16.05.2006 Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet de la politique agricole

4) 28.06.2006 Interpellation de M. Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg

5) 29.06.2006 Interpellation de M. Marco Schank sur le tourisme

Déclarations

1) 12.10.2005 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, sur les priorités politiques du Gouvernement

2) 16.11.2005 Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

3) 29.11.2005 Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

4) 31.01.2006 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat relative à l'OPA de Mittal Steel sur ARCELOR

5) 15.03.2006 Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

6) 02.05.2006 Déclaration de politique générale sur l'état de la Nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

7) 27.06.2006 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel

Questions avec débat

1) N° 0004 Jacques-Yves Henckes (19.12.2005) au Ministre du Travail et de l'Emploi (02.02.2006) Droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés privés dans le secteur public

2) N° 0005 Fernand Diederich (30.01.2006) au Ministre de la Famille et de l'Intégration (14.02.2006) Bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement

3) N° 0006 Henri Kox (02.05.2006) Libéralisation des services (Retirée par la Conférence des Présidents le 15.06.2006)

4) N° 0007 Roland Schreiner (31.05.2006) au Ministre des Transports (21.06.2006) Suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005

5) N° 0008 Patrick Santer (13.06.2006) au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration (29.06.2006) Négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

Divers

1) 11.10.2005 Assermentation de Mme Sylvie Andrich-Duval

2) 15.11.2005 Présentation d'une liste de 3 candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un conseiller de la Cour des comptes

3) 01.02.2006 Renouvellement de la nomination du commissaire aux comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement

4) 14.03.2006 Etablissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'Etat

5) 06.04.2006 Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004

Séances publiques – Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1ère session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1ères session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1ère session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

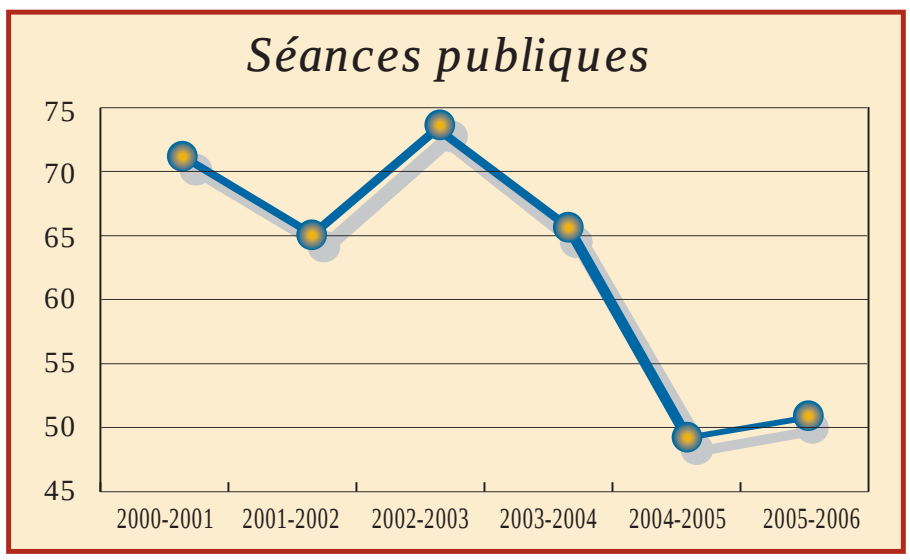
Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1ère session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2005-2006:
162,57 hrs (51 séances)



Chambre des Députés **Rapport d'activité de la session parlementaire 2005-2006**

Supplément commun aux quotidiens: d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services du Greffe de la Chambre des Députés. ***Photos:*** Chambre des Députés, Alain Rischard, Isabelle Finzi, Fabrizio Pizzolante, Martine May, Paulo Lobo, Nathalie Flenghi, Christian Simon. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Differdange. ***Concept et coordination générale:*** BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

La Salle des Séances – Session 2006-2007

Gouvernement


Angel
Marc


Diederich
Fernand


Castegnaro
John


Dall'Agnol
Claudia


Negri
Roger


Schreiner
Roland


Spautz
Vera


Bettel
Xavier


Grethen
Henri


Krieps
Alexandre


Helminger
Paul


Calmes
Emile


Henckes
Jacques-Yves


Jaerling
Aly

Indépendant


Scheuer
Jos


Schneider
Romain


Err
Lydie


Fayot Ben
Président du groupe parlementaire


Bodry
Alex


Mutsch
Lydia


Klein
Jean-Pierre


Wagner
Carlo


Meisch
Claude


Goerens Charles
Président du groupe parlementaire


Brasseur
Anne


Flesch
Colette


Koepp
Jean-Pierre


Gibéryen
Gast


Mehlen
Robert

CSV

LSAP

DP
Demokratesch Partei

DÉI GRÉNG

adr
Alternativ Demokratesch Reformpartei


Sunnen
Fred


Glesener
Marcel


Meyers
Paul-Henri


Schank
Marco


Haupert
Norbert


Wolter Michel
Président du groupe parlementaire


Clement
Lucien


Santer
Patrick


Mosar
Laurent


Frank
Marie-Josée


Spautz
Marc

Arendt
Nancy

Bausch François
Président du groupe parlementaire

Loschetter
Viviane

Huss
Jean

Schaaf
Jean-Paul

Hetto-Gaasch
Françoise

Maroldt
François

Thiel
Lucien

Sauber
Marcel

Andrich-Duval
Sylvie

Gantenbein-Koullen
Marie-Thérèse

Kaes
Ali

Stein-Mergen
Martine

Oberweis
Marcel

Doerner
Christine

Braz
Felix

Adam
Claude

Kox
Henri

Gira
Camille

Orateur

Présidence

CSV

Reiter Benoît
Secrétaire Général adjoint

Weiler Lucien
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire Général

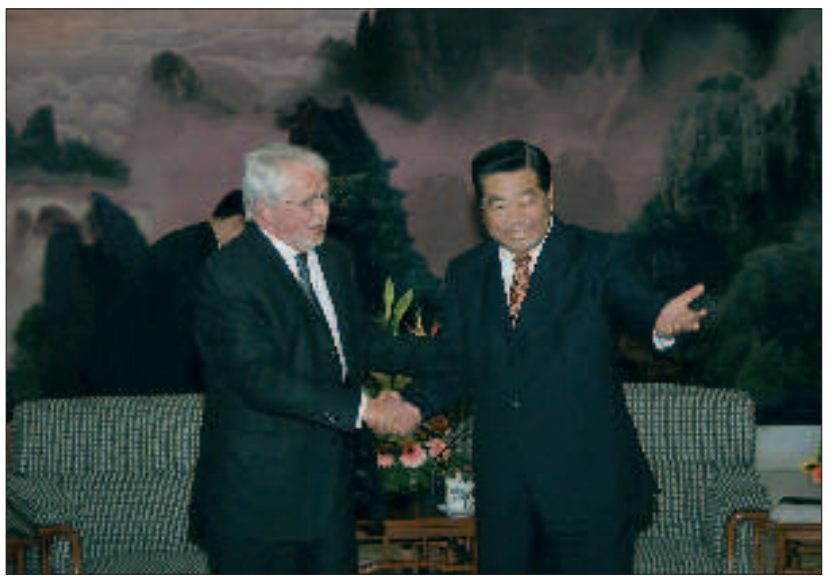
Compte rendu des séances publiques
N° 1 – Session ordinaire 2005-2006

SESSION ORDINAIRE 2004-2005
49e séance, mardi 11 octobre 2005
SESSION ORDINAIRE 2005-2006
1re séance, mardi 11 octobre 2005
2e séance, mercredi 12 octobre 2005
3e séance, jeudi 13 octobre 2005
4e séance, jeudi 13 octobre 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Visites officielles en Chine et en Mongolie

Voyage au cœur de deux univers



M. Lucien Weiler, reçu par M. Jia Qinglin …

La Chine et la Mongolie – deux pays voisins certes, mais sans ressemblance aucune. Fin septembre, le Bureau de la Chambre des Députés, sous la conduite de son Président M. Lucien Weiler, a eu l'occasion de visiter ces mondes si différents. Impressions d'un voyage au cœur de deux univers.

Arrivée à Pékin. Grâce à l'escorte policière le trajet entre l'aéroport et le centre ville ne prend qu'une bonne demi-heure. Sans escorte il faudrait sans doute avoir plus de patience, à une heure de pointe. L'ère des artères bouchées de vélos semble révolue. Aujourd'hui trop de voitures freinent le trafic. La capitale chinoise est une ville moderne, à l'instar des métropoles européennes. Une ville en pleine mutation. Se développant à un rythme infernal, si l'on en croit ceux qui ont eu le privilège de visiter Pékin dans un passé récent… et qui ont du mal à retrouver leurs repères d'antan. Signe du développement économique rapide? Oui, mais sans doute l'approche des Jeux Olympiques de 2008 y est également pour quelque chose. Pékin se fait une beauté pour accueillir le monde.

Entretiens politiques au Grand Palais du Peuple, Place Tiananmen. Jia Qinglin, Président de la «Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC)» (dont les missions sont comparables à celles du Conseil d'État luxembourgeois) est le premier interlocuteur de la délégation luxembourgeoise qui rencontre ensuite Wu Bangguo, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale (le Parlement chinois), considéré comme le numéro trois de la hiérarchie politique du pays.

D'emblée les Présidents respectifs constatent et soulignent l'excellence des relations économiques et politiques qui lient la grande République populaire et le petit Grand-Duché. Identité de vues également quant à l'évolution souhaitable de ces mêmes relations: «Rien ne devrait nous empêcher de les intensifier davantage!» L'année 2006 – avec une visite d'État de S.A.R. le Grand-Duc en Chine et l'ouverture d'un consulat général du Luxembourg à Shanghai – pourrait être fort propice à cette ambition.

Finalement les interlocuteurs chinois rendent hommage aux efforts déployés par le Gouvernement luxembourgeois pendant sa Présidence du Conseil de l'UE afin de convaincre les partenaires européens de lever l'embargo sur les armes à destination de la Chine, même si ces efforts ne furent pas couronnés de succès. Le Président du Parlement luxembourgeois quant à lui salue les efforts consentis par les autorités chinoises pour promouvoir davantage la démocratie et l'État de droit.

La question taïwanaise est également évoquée: «La position luxem-bourgeoise n'a pas évolué», dit M. Weiler. Le Gouverne-

(Suite page 2)





… et M. Wu Bangguo, Président du Parlement chinois

En mémoire de Mme Nelly Stein

Mme Stein, députée du parti chrétien-social depuis 1989, s'est éteinte le 12 août à l'âge de 67 ans.

Institutrice de formation, Mme Stein s'intéressait particulièrement à toutes les questions relatives aux jeunes et à l'enseignement. C'est ainsi qu'en 2004 elle était rapportrice du projet de loi sur l'Université du Luxembourg et, en 2003, du projet sur le Centre de Musiques Amplifiées (Rockhal).

Elle présidait la Commission parlementaire de l'Enseignement, de la Recherche et de la Culture, était membre de la Commission des Travaux publics et de la Commission du Règlement et siégeait au Parlement Benelux.

Mme Stein était également très engagée au niveau local: de janvier 1994 à décembre 2002 elle exerçait les fonctions de maire de Schifflange après y avoir siégé pendant douze années au conseil communal.



Lors de sa séance publique du 11 octobre 2005, la Chambre des Députés a rendu hommage à la défunte avant d'observer une minute de silence en signe de deuil *(cf. 49e séance publique)*.

Visites officielles en Chine et en Mongolie

Voyage au cœur de deux univers



La «Skyline» de Shanghai



La délégation luxembourgeoise devant la «Grande Muraille»

(Suite de la page 1)

grand-ducal reste attaché au principe de ce qu'on appelle la *«one China policy»*: un État, deux systèmes.

Connaître un pays, c'est connaître son histoire et son héritage culturel. Là encore, la Chine impressionne et fascine. Après la «Cité interdite» au cœur et la «Grande Muraille» devant les portes de Pékin, la délégation luxembourgeoise se rend à Xi'An, dans l'un des berceaux de la civilisation chinoise, pour y admirer la fameuse armée en terre cuite, vieille de plus de 2.000 ans, découverte il y a une trentaine d'années. Décidément, en Chine tout est gigantesque – même les vestiges des temps passés.

Mais l'arrêt à Xi'An, chef-lieu de la province Shaanxi, et l'entretien avec les autorités provinciales amènent à une autre conclusion: les grandes villes des provinces intérieures du pays n'échappent pas à l'élan du développement.

Et puis: Shanghai. Le visage moderne de la Chine. La ville symbolisant l'essor et l'expansion économiques du pays. 3.000 gratte-ciels de construits, 3.000 autres en chantier ou en planification. Shanghai dévore quelque 25% de la production mondiale de ciment!

La moitié des grues du monde travailleraient en Chine, dit-on… avec, à l'évidence, une forte concentration sur cette métropole comptant 18 millions d'habitants. Invraisemblable? À la vue d'une «skyline» qui réduit Manhattan au rang d'une simple agglomération majeure de la côte est des États-Unis, les derniers doutes – si doutes il y avait – s'envolent. Et l'on comprend les bonnes raisons qui ont amené Arcelor à s'installer ici, dans le Sud-Est de la Chine: il n'y a rien de meilleur que l'acier pour assurer la stabilité de toutes ces constructions géantes.

Avec une croissance annuelle de 15%, Shanghai contribue à elle seule à la moitié du PIB de la Chine. D'ici quinze ans, sauf accident de parcours, la ville pourrait s'imposer comme le centre économique, commercial et financier de la planète.

Les absents ont toujours tort! D'où la décision du Grand-Duché de renforcer sa présence à Shanghai grâce à l'ouverture d'un consulat général, salué par les autorités locales et nationales. Un consulat doté d'un «Board of Economic Development» chargé d'attirer de plus en plus d'investisseurs luxembourgeois sur le marché de demain. À l'instar de l'entreprise Rotarex dont les soupapes équipent aujourd'hui quelque 80% des mobylettes à moteur LPG circulant dans les rues de Shanghai.

Mais qu'on ne s'y trompe pas: malgré Shanghai, la Chine reste un pays en voie de développement. Son PIB a beau égaler celui de l'Italie, sa population reste 23 fois plus nombreuse. Et la plupart des 1,3 milliards de Chinois continuent à vivre dans la pauvreté, loin des grandes villes, au milieu des campagnes.

Comme le font – à quatre heures de vol de Shanghai, direction nord-ouest – la majorité des 2,6 millions de Mongols.

Shanghai – Oulan-Bator. Le contraste le plus total. Même la route menant de l'aéroport au centre de la capitale mongolienne est dans un état pitoyable – dû au manque de moyens financiers certes, mais également au froid glacial qui, en hiver, fait descendre les températures à moins 30 degrés. Les quelques routes du pays le vivent moins bien que les hommes.

La Mongolie est un pays pauvre. L'élan et l'euphorie des économies asiatiques lui sont étrangers. La Mongolie est un pays riche … en histoire: En 2006, elle célébrera le 800e anniversaire de ce qu'on appelle le «Grand État Mongol». Elle se souviendra du passé (guerrier) glorieux de l'ère d'un certain Gengis Khan. Mais elle se rappellera également des déboires vécus dans son passé plus récent, tiraillée par les Chinois et les Russes qui l'encerclent. Du début des années 1920 à 1990, la Mongolie était sous l'emprise de l'empire soviétique. Depuis la chute de ce dernier, le pays a entamé une série de réformes politiques (qui commencent à porter des fruits) et économiques (dont les effets se font attendre).

La Mongolie et le Luxembourg: c'est une drôle d'amitié qui lie les deux pays. Elle est due en partie à la fascination que le Premier Ministre luxembourgeois semble éprouver pour ce pays lointain. Si la Mongolie a été élevée au rang des pays éligibles aux crédits de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), c'est en grande partie grâce à l'engagement personnel de M. Juncker. Les autorités mongoliennes ne sont pas prêtes à l'oublier.

Près de la moitié des Mongols vivent dans la capitale Oulan-Bator. L'autre moitié se perd dans les énormes campagnes et vastes plaines: le territoire de la Mongolie fait cinq fois la superficie de la France. Le centre de diagnostique des maladies cardio-vasculaires, projet financé par la coopération luxembourgeoise, tient justement compte de ces distances. Les médecins de province sont reliés par Internet aux compétences des spécialistes à l'hôpital Shastin d'Oulan-Bator. Les patients consultent dans leur région, ce qui, d'une part, permet une économie de temps et d'argent considérable et, d'autre part, évite que de plus en plus de citoyens n'aillent s'installer dans la capitale. La première phase de ce projet d'un million d'euros vient à son expiration à la fin de l'année. Le Luxembourg est disposé à accompagner une deuxième phase tout comme il n'exclut pas une augmentation générale de son engagement dans la coopération au développement en Mongolie.

Un dicton mongol dit qu'il vaut mieux voir une fois que d'entendre mille fois. C'est vrai pour la Mongolie et pour la Chine.



M. Weiler rencontre le Président de la Mongolie



Paysage mongolien



Prestation de serment de Mme Sylvie Andrich-Duval

À la suite du décès de Mme Nelly Stein, la Chambre des Députés a procédé à l'assermentation de Mme Sylvie Andrich-Duval, premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social pour la Circonscription du Sud (cf. 1re séance publique). *Photo «tageblatt»*

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber
online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

M. Lucien Weiler à La Haye

Visite officielle placée sous le signe de l'amitié

Les 5 et 6 octobre 2005, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés effectuait une visite officielle auprès du Président de la Chambre des Représentants des États Généraux des Pays-Bas. L'amitié entre les deux nations ainsi que les thèmes européens d'actualité ont dominé cette première visite officielle du Président Lucien Weiler dans un pays de l'Union européenne.

À son arrivée au «Binnenhof» à La Haye, bâtiment où siègent le Gouvernement et le Parlement, le Président de la Chambre des Députés fut accueilli par son homologue néerlandais Frans Weisglas, Président de la Chambre des Représentants des États Généraux des Pays-Bas. Lors d'un entretien entre les deux Présidents furent abordés surtout les résultats des référendums respectifs – le «non» néerlandais et le «oui» luxembourgeois – et les conséquences qui s'ensuivent ainsi que les initiatives pour dialoguer avec la population, rapprocher l'Union européenne davantage des citoyens et concilier les populations avec cette Europe qui se construit.

L'actualité européenne fut ensuite discutée avec des membres de la Commission des Affaires internationales et européennes. M. Lucien Weiler a relevé dans ce contexte qu'il ne faut pas confronter les citoyens continuellement à de nouveaux problèmes mais plutôt trouver des solutions et donner des réponses aux soucis existants.

Lors du dîner officiel offert par le Président de la Chambre des Représentants en l'honneur de l'hôte luxembourgeois, M. Frans Weisglas a souligné les bonnes relations entre les Pays-Bas et le Luxembourg: «Non seulement avons-nous une histoire commune, mais encore partageons-nous souvent les mêmes points de vue, même si ce n'est pas toujours le cas, comme le récent référendum l'a montré. Mais cela justement enrichit le débat.» M. Weiler a également insisté sur «les bonnes relations, l'excellente coopération et l'amitié qui existent depuis toujours entre nos deux pays». Le Président de la Chambre des Députés a ensuite relevé l'importance du Benelux, ces trois pays qui, ensemble, «ont depuis toujours joué un rôle important au sein de l'Union européenne. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg doivent rester cette force motrice.»

Le lendemain, le Président de la Chambre des Députés a été accueilli au Sénat par le Sénateur Paul Russell, également Consul général honoraire du Luxembourg à Amsterdam. Un déjeuner offert à l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg aux Pays-Bas, lors duquel le Président a eu l'occasion de rencontrer des personnalités néerlandaises du monde politique, économique et administratif, a clôturé cette visite officielle.



Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Dans le cadre de la quatrième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a eu lieu à Strasbourg du 3 au 7 octobre 2005, la délégation luxembourgeoise a été reçue pour une visite d'information auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme par M. Dean Spielmann, juge luxembourgeois et Mme Véronique Lang, juriste luxembourgeoise au Greffe de la Cour.

La délégation sous la conduite de son Président, M. Marcel Glesener, a pu entendre, après une introduction du juge luxembourgeois, les exposés du Président de la Cour, M. Luzius Wildhaber, de son Vice-Président, M. Christos Rozakis, ainsi que les explications des juges belge, Mme Françoise Tulkens, néerlandais, M. Egbert Myjer, et andorran, M. Josep Casadevall.

La délégation composée de M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err, MM. Norbert Haupert et Jean Huss était accompagnée du Représentant permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe, S.E. Monsieur l'Ambassadeur Ronald Mayer, et de la Secrétaire de la délégation. Elle a vivement apprécié les explications des membres de la Cour surtout que, d'une part, le sujet «Équilibre institutionnel au Conseil de l'Europe» est un des thèmes en discussion au sein de l'Assemblée parlementaire et que, d'autre part, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker fera un rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sur la base des décisions prises lors du Sommet de Varsovie et compte tenu de l'importance de la dimension humaine de la construction européenne.



(de gauche à droite): M. Egbert Myjer, Mme Rita Mayer-Fischer, Mme Véronique Lang, M. Jean Huss, Mme Lydie Err, M. Dean Spielmann, M. Marcel Glesener, Mme Toiny Thommes-Gerbec, M. Ronald Mayer, Mme Françoise Tulkens, M. Norbert Haupert

Du 7 au 9 septembre 2005 à New York

Deuxième Conférence mondiale des Présidents de parlement

Cinq ans après la Première Conférence, les dirigeants des assemblées législatives du monde entier se sont à nouveau réunis les 7, 8 et 9 septembre 2005 au siège de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à New York. Organisée par l'Union Interparlementaire (UIP) [i] et rassemblant plus de 150 Présidents de parlement, cette Deuxième Conférence mondiale poursuivait essentiellement le but de réfléchir aux moyens pour donner une dimension parlementaire à la coopération multilatérale.



M. Lucien Weiler entouré de MM. Frans Weisglas, Président de la deuxième Chambre des États Généraux des Pays-Bas (à gauche) et de M. Herman De Croo, Président de la Chambre des Représentants belge (à droite)

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Président de l'UIP, le sénateur chilien Sergio Páez a demandé aux parlementaires et délégations présents d'observer une minute de silence en hommage aux victimes du récent ouragan Katrina. Dans son discours, il a ensuite insisté sur le fait que le moment est venu pour engager une alliance stratégique entre les deux institutions que sont les Nations Unies et l'Union Interparlementaire, la première représentant les gouvernements, la seconde les législateurs et donc l'avis des peuples.

Le Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Dennis Hastert, n'a pas pu participer à l'ouverture de la conférence comme initialement prévu. Il a dû se rendre aux funérailles du Président de la Cour Suprême. Dennis Hastert a cependant adressé un message aux participants délivré par le Congressman David Dreier. Dans ce texte il a salué l'accent mis par la conférence sur la manière dont les parlements peuvent contribuer à la démocratie.

Les parlements et la coopération multilatérale: relever les défis du 21e siècle

Les présidents de parlement avaient l'occasion de prendre la parole autour du thème «les parlements et la coopération multilatérale». De nombreux orateurs ont ainsi développé l'idée d'une implication plus forte des différents parlements dans ce domaine. Ce fut notamment le cas des représentants de la Belgique. Selon le Président de la Chambre des Représentants belge Herman De Croo, «il appartient aux parlements de développer, par le truchement de l'Union Interparlementaire, associée plus étroitement à l'action de l'ONU, une culture de la démocratie à même d'assurer la paix, la dignité humaine, le respect des droits humains, le développement durable et le progrès social». Le représentant belge a ajouté que l'UIP doit assurer son rôle de contrepoids parlementaire des Nations Unies. Dans le même contexte, la Présidente du Sénat belge Anne-Marie Lizin a proposé de doter l'ONU d'une véritable assemblée parlementaire comme c'est d'ailleurs le cas pour des organisations telles l'OSCE. Ce serait à l'Union Interparlementaire de jouer ce rôle.

Lors de son intervention dans la salle de l'Assemblée générale du siège de l'ONU, le Président de la Chambre des Députés du Luxembourg Lucien Weiler a présenté deux réponses à la question de savoir comment impliquer plus efficacement les parlements dans la coopération multilatérale.

La première relève du domaine de la coopération parlementaire internationale: les forums parlementaires internationaux. Ce sont des forums indispensables de dialogue, d'échange d'idées et d'expérience, appelés aussi à élaborer et à thématiser de nouvelles ambitions dans les domaines les plus divers; des forums, s'ils s'y prennent bien, qui peuvent figurer de conscience internationale; des forums de contrôle et de contrepoids des organisations internationales. Mais, selon Lucien Weiler, cette coopération multilatérale a des «limites parlementaires, car en dernière instance ce sont les pouvoirs exécutifs qui décident».

D'après le Président de la Chambre des Députés, la politique nationale est un deuxième terrain d'influence. «C'est sur le plan national que nous sommes appelés à agir en prenant autant que possible influence sur la politique extérieure et internationale des gouvernements nationaux.» Lucien Weiler a ainsi cité l'exemple de la coopération au développement: «Si le Luxembourg dépense aujourd'hui près de 1% de son PIB pour l'aide aux pays en voie de développement, je peux vous dire que le Parlement que j'ai l'honneur de présider y est pour une partie déterminante. Le Parlement luxembourgeois a durant de longues années thématisé la coopération au développement, sensibilisé l'opinion publique, interpellé le Gouvernement.» Selon le Président de la Chambre des Députés, il ne faut donc pas sous-estimer le poids politique des parlements sur la politique internationale de leurs gouvernements respectifs. Lucien Weiler a invité ses collègues parlementaires à être courageux et déterminés dans la prise d'influence sur la politique internationale de leurs gouvernements.

Déclaration finale: combler le déficit démocratique dans les relations internationales; un plus grand rôle pour les parlements

La Deuxième Conférence mondiale des Présidents de parlement s'inscrit dans le prolongement de la première réunion organisée en 2000 à l'occasion du Sommet du Millénaire à l'ONU. Dans leur déclaration finale, les présidents de parlement ont réaffirmé les conclusions de jadis par lesquelles ils s'engagent à assumer des responsabilités accrues dans les relations internationales. Ainsi les parlements devraient être activement engagés sur la scène internationale en contribuant notamment aux négociations internationales, en suivant le déroulement, en surveillant la mise en œuvre par les gouvernements des instruments adoptés et en veillant au respect des normes internationales et de l'État de droit.

Une première étape a certainement été franchie par l'octroi à l'UIP du statut d'observateur auprès de l'ONU. L'Union Interparlementaire souhaite dans ce contexte l'élaboration d'un partenariat stratégique entre les deux institutions et lance un appel à une interaction et une coordination plus fortes avec les Nations Unies.

À l'instar de la Première Conférence en 2000, la déclaration finale de la Deuxième Conférence des Présidents de parlement sera présentée aux chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront en sommet au même endroit du 14 au 16 septembre 2005. Selon les dirigeants des assemblées législatives, l'ONU doit rester la pierre angulaire de la coopération mondiale. Ils encouragent le Secrétaire général de l'ONU à poursuivre le processus de réforme engagé. Dans son discours devant les parlementaires M. Kofi Annan a d'ailleurs réitéré la nécessité de nouvelles réformes. Le sommet de la semaine prochaine serait dans ce contexte non pas un aboutissement, mais un point de départ.

---

i) Fondée en 1889 et basée à Genève, l'UIP compte 141 parlements nationaux et 7 assemblées parlementaires régionales associées. L'UIP, organisation internationale des Parlements des États souverains, dispose d'un bureau à New York en tant qu'observateur permanent auprès de l'ONU.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

À l'ordre du jour de la XXXIV^e COSAC:

Contrôle parlementaire de la PESC et Traité établissant une Constitution pour l'Europe



Plus de deux cents parlementaires des Parlements nationaux de l'Union européenne, du Parlement européen et des pays candidats se sont réunis les 10 et 11 octobre 2005 à Londres pour assister à la XXXIV^e COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires). La Chambre des Députés était représentée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les représentants des différents Parlements ont discuté sur le contrôle parlementaire de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) par les Parlements nationaux et sur les derniers développements concernant la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Plusieurs Parlements nationaux sont en train d'établir un dialogue avec les citoyens sur l'Europe ou de revoir leurs méthodes de travail, l'accent étant davantage mis sur le contrôle du respect du principe de la subsidiarité.

Les parlementaires ont également échangé leurs vues sur le contrôle parlementaire des études d'impact que la Commission européenne effectue pour ses propositions législatives. M. John Prescott, Vice-Premier Ministre britannique a répondu aux questions des députés, qui ont également entendu les explications du Secrétaire général adjoint de la Commission européenne, M. Moavero Milanesi. Les parlementaires ont d'ailleurs salué la volonté de la Commission européenne de mieux collaborer avec les parlements nationaux.

Étaient également à l'ordre du jour des thèmes concernant l'organisation interne de la COSAC, notamment le bilan des premiers mois d'existence du secrétariat permanent de la COSAC devenu opérationnel le 15 janvier 2004.

À noter que la XXXV^e COSAC se déroulera à Vienne au printemps 2006 sous présidence autrichienne.

Les jeunes bénévoles de la Fédération des Sapeurs-Pompiers à la Chambre des Députés



Le bénévolat, un permis de conduire à 16 ans, la participation des jeunes aux décisions politiques: ces sujets ont été développés au Parlement des Jeunes qui a siégé pendant l'après-midi du 4 octobre 2005 à la Chambre des Députés.

Lors d'un week-end préparatoire une quarantaine de jeunes entre 8 et 16 ans avaient élaboré leurs différents rapports sur les thèmes qui les intéressent: l'égalité des chances entre hommes et femmes, le permis de conduire, le droit de vote et de participation, les drogues ainsi que les pompiers bénévoles.

Ils ont pu adresser leurs souhaits au Gouvernement, représenté par le Ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Halsdorf, et la Ministre de la Famille, Mme Marie-Josée Jacobs.

En présence de la Grande-Duchesse Maria Teresa, ce Parlement des Jeunes a été l'occasion non seulement d'écouter les jeunes, mais aussi de leur expliquer les rouages politiques.

Les interventions du Président du Parlement, M. Lucien Weiler, leur ont fait connaître des notions telles qu'ordre du jour, référendum, rapport ou démocratie parlementaire.

La présence des jeunes sapeurs-pompiers à la Chambre des Députés a démontré la valeur éducative de leur corps qui les a accompagnés dans l'articulation de leurs vœux et souhaits.

Visite de courtoisie de S.E. Mme Ann Wagner, Ambassadeur des États-Unis

Le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler a accueilli en date du 15 septembre 2005 Son Excellence Mme Ann Wagner, Ambassadeur des États-Unis récemment accrédité.

Cette visite de courtoisie fut l'occasion de mettre au point les derniers détails de la visite au Luxembourg de l'honorable J. Dennis Hastert, Président de la Chambre des Représentants du Congrès américain.

La situation actuelle dans les régions touchées par l'ouragan Katrina, les moyens déjà mis en œuvre par le Luxembourg et les efforts qui pourront encore être déployés pour aider les personnes touchées par la catastrophe ont été au centre de l'entretien. L'Ambassadeur des États-Unis a dans ce contexte vivement remercié le Grand-Duché de son appui concret.

Le Président de la Chambre des Députés et l'Ambassadeur ont ensuite abordé les relations bilatérales entre le Luxembourg et les États-Unis.



Entrevue avec M. Alain Lamassoure

«Financer les dépenses européennes par des recettes européennes»



(de gauche à droite) MM. Roger Negri, Ben Fayot, Alain Lamassoure, Laurent Mosar, Gast Gibéryen

«L'Union européenne devra disposer à moyen terme de ressources financières propres pour financer son action politique.» Au cours d'une entrevue avec la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés en date du 14 septembre 2005, M. Alain Lamassoure, rapporteur au Parlement européen sur les ressources propres de l'UE, a signalé que les ressources propres étaient prévues dans le Traité de Rome.

Faisant l'historique des ressources financières de l'Union, M. Lamassoure a pu démontrer qu'au fil des décennies les cotisations nationales (basées sur les recettes de TVA et le RNB de chaque État membre) avaient pris de plus en plus d'envergure - au dépens des ressources propres que sont les droits de douane ou les prélèvements agricoles. Les contributions nationales au budget européen correspondraient aujourd'hui à 90% des recettes totales de l'UE.

«Ce système ne fonctionne plus», a conclu M. Lamassoure. L'échec des négociations sur les perspectives financières au Conseil européen de juin l'aurait d'ailleurs démontré. Il pense que le système actuel sera néanmoins appliqué jusqu'en 2013, «quitte à le rendre plus simple et plus juste». Il prédit une «montée en puissance» des ressources financières propres à la suite de cette échéance et propose que leur calcul soit basé sur l'une ou plusieurs de ces quatre options: sur les droits d'accises sur les produits pétroliers, sur la TVA, sur le revenu des sociétés et/ou sur les services de télécommunication.

Le divorce: une situation injuste pour beaucoup de femmes

Le 13 septembre 2005, le Président de la Chambre des Députés a évoqué devant la presse la situation des femmes en instance de divorce ou divorcées.

Le Président a analysé avant tout la question de la sécurité financière des femmes dans le cadre d'un divorce pour causes déterminées. Il a estimé que la jurisprudence a évolué ces derniers 10 à 15 ans dans un sens défavorable aux femmes.

Selon Lucien Weiler, la jurisprudence interprète trop restrictivement les critères qui sont à la base des dispositions légales.

Dans l'état actuel de notre législation, tout le monde s'accorde pour dire qu'en cas de divorce chacun des époux doit, dans la mesure du possible, subvenir par ses propres moyens à son entretien.

Mais l'état de besoin du créancier d'aliments doit être apprécié en fonction de ses conditions normales de vie et compte tenu notamment de:

- l'âge
- l'état de santé
- la formation professionnelle
- l'intérêt des enfants
- le marché de l'emploi.

Le Président a, entre autres, estimé que la jurisprudence se focalise trop sur la capacité du travail des femmes sans suffisamment prendre en considération la situation délicate du marché du travail et l'impossibilité pour beaucoup de femmes de trouver un emploi.

Le Président a proposé de réformer au plus vite la législation en se basant sur les propositions contenues dans le projet de loi déposé par le Ministre de la Justice, propositions qui pourraient être complétées par les idées des différents groupes politiques.



M. Lucien Weiler et Mme Lisi Haas

Le lundi 19 septembre

M. Dennis Hastert, Président de la Chambre des Représentants du Congrès américain, en visite au Luxembourg

Le lundi 19 septembre 2005, le Président de la Chambre des Représentants du Congrès américain, J. Dennis Hastert, a effectué une visite au Luxembourg.

À son arrivée au Findel, le numéro trois américain a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler, en présence de l'Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, S.E. Mme Ann Wagner. Les deux présidents se sont retrouvés dans le courant de l'après-midi pour un entretien au cours duquel les relations entre le Luxembourg et les États-Unis ont été abordées sous différentes facettes. Dans ce contexte le caractère d'excellence de ces relations bilatérales a été souligné. La situation dans les régions touchées par l'ouragan Katrina fut également un des thèmes de discussion et notamment la gestion des catastrophes naturelles et l'avenir des régions sinistrées.

Lucien Weiler et J. Dennis Hastert se sont ensuite rendus à Osweiler. Après avoir déposé des fleurs au monument de la Deuxième Guerre mondiale en souvenir des soldats américains, le Président de la Chambre des Représentants a inauguré le nouveau centre d'incendie qui porte son nom. De nombreuses personnalités ont assisté à cette cérémonie.

Après sa visite en mars 2001, en décembre 2002 et en décembre 2004, J. Dennis Hastert s'est rendu pour la quatrième fois au Luxembourg. Lors de son déplacement en 2004, le Président de la Chambre des Représentants avait posé la première pierre du centre d'incendie à Osweiler.



M. Dennis Hastert et M. Lucien Weiler (à gauche)

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (11.10.2005)

COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Président:	Grethen Henri (DP)	
Vice-Présidents:	Wolter Michel (CSV)	
	Bodry Alex (LSAP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP:	Castegnaro John, Fayot Ben
	DP:	Flesch Colette
	GRÉNG:	Bausch François
	ADR:	Mehlen Robert

Commission des Pétitions

Président:	Gira Camille (GRÉNG)	
Vice-Présidents:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse (CSV)	
	Err Lydie (LSAP)	
Membres:	CSV:	Doerner Christine, Santer Patrick, Schank Marco
	LSAP:	Diederich Fernand, Spautz Vera
	DP:	Bettel Xavier, Brasseur Anne
	ADR:	Koepp Jean-Pierre

Commission du Règlement

Président:	Gibéryen Gast (ADR)	
Vice-Présidents:	Santer Patrick (CSV)	
	Angel Marc (LSAP)	
Membres:	CSV:	Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Wolter Michel
	LSAP:	Fayot Ben, Schreiner Roland
	DP:	Bettel Xavier, Flesch Colette
	GRÉNG:	Bausch François

COMMISSIONS PERMANENTES

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président:	Fayot Ben (LSAP)	
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Arendt Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP:	Angel Marc, Err Lydie
	DP:	Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration)
		Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
	GRÉNG:	Bausch François (remplaçants: Braz Félix pour le volet Immigration, Huss Jean pour le volet Coopération)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves (remplaçant: Koepp Jean Pierre pour le volet Défense)

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président:	Schank Marco (CSV)	
Vice-Présidents:	Klein Jean-Pierre (LSAP)	
	Helminger Paul (DP)	
Membres:	CSV:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred
	LSAP:	Diederich Fernand, Mutsch Lydia
	DP:	Calmes Emile
	GRÉNG:	Gira Camille
	ADR:	Jaerling Aly

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président:	Oberweis Marcel (CSV)	
Vice-Présidents:	Schneider Romain (LSAP)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
	DP:	Wagner Carlo
	GRÉNG:	Kox Henri
	ADR:	Mehlen Robert

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Président:	Haupert Norbert (CSV)	
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP)	
	Grethen Henri (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
	DP:	Calmes Emile
	GRÉNG:	Kox Henri
	ADR:	Koepp Jean-Pierre (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Logement)

Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

Président:	Bodry Alex (LSAP)	
Vice-Présidents:	Sauber Marcel (CSV)	
	Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
	LSAP:	Castegnaro John, Scheuer Jos
	DP:	Grethen Henri (remplaçant: Brasseur Anne pour le volet Sports)
	GRÉNG:	Kox Henri (remplaçant: Huss Jean pour le volet Sports)
	ADR:	Mehlen Robert (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Sports)

Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Président:	Scheuer Jos (LSAP)	
Vice-Président:	Brasseur Anne (DP)	
Membres:	CSV:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Hetto-Gaasch Françoise, Maroldt François, Sunnen Fred
	LSAP:	Castegnaro John, Diederich Fernand
	DP:	Meisch Claude
	GRÉNG:	Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Formation professionnelle)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Commission de l'Environnement

Président:	Negri Roger (LSAP)	
Vice-Présidents:	Oberweis Marcel (CSV)	
	Gira Camille (GRÉNG)	
Membres:	CSV:	Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
	LSAP:	Angel Marc, Schneider Romain
	DP:	Calmes Emile, Goerens Charles
	ADR:	Mehlen Robert

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président:	Sunnen Fred (CSV)	
Vice-Présidents:	Fayot Ben (LSAP)	
	Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
	DP:	Brasseur Anne
	GRÉNG:	Adam Claude (remplaçants: Huss Jean pour le volet Recherche, Loschetter Viviane pour le volet Culture)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves (remplaçant: Mehlen Robert pour le volet Culture)

Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Président:	Frank Marie-Josée (CSV)	
Vice-Présidents:	Dall'Agnol Claudia (LSAP)	
	Meisch Claude (DP) (sauf pour le volet Égalité des chances)	
Membres:	CSV:	Andrich-Duval Sylvie, Arendt Nancy, Schaaf Jean-Paul
	LSAP:	Angel Marc (remplaçante: Err Lydie pour le volet Égalité des chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Spautz Vera (pour le volet Égalité des chances)
	DP:	Bettel Xavier, Grethen Henri (pour le volet Égalité des chances)
	GRÉNG:	Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Égalité des chances)
	ADR:	Jaerling Aly

Commission des Finances et du Budget

Président:	Mosar Laurent (CSV)	
Vice-Présidents:	Mutsch Lydia (LSAP)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
	LSAP:	Fayot Ben, Negri Roger
	DP:	Meisch Claude
	GRÉNG:	Bausch François
	ADR:	Gibéryen Gast (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Place financière)

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président:	Meyers Paul-Henri (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP)	
	Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Doerner Christine, Santer Patrick, Sauber Marcel
	LSAP:	Err Lydie, Negri Roger
	DP:	Helminger Paul
	GRÉNG:	Braz Félix
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Commission juridique

Président:	Santer Patrick (CSV)	
Vice-Présidents:	Err Lydie (LSAP)	
	Bettel Xavier (DP)	
Membres:	CSV:	Doerner Christine, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent
	LSAP:	Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
	DP:	Flesch Colette
	GRÉNG:	Braz Félix
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (11.10.2005)

Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président:	Thiel Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Diederich Fernand (LSAP)	
	Bettendorf Niki (DP)	
Membres:	CSV:	Maroldt François, Meyers Paul-Henri, Santer Patrick
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
	DP:	Grethen Henri
	GRÉNG:	Adam Claude (remplaçant: Braz Félix pour le volet Media et Communications)
	ADR:	Gibéryen Gast

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président:	Mutsch Lydia (LSAP)	
Vice-Présidents:	Stein-Mergen Martine (CSV)	
	Bettendorf Niki (DP)	
Membres:	CSV:	Arendt Nancy, Frank Marie-Josée, Meyers Paul-Henri
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
	DP:	Wagner Carlo
	GRÉNG:	Huss Jean (remplaçant: Bausch François pour le volet Sécurité sociale)
	ADR:	Jaerling Aly

Commission des Transports

Président:	Schreiner Roland (LSAP)	
Vice-Présidents:	Spautz Marc (CSV)	
	Braz Félix (GRÉNG)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Schank Marco
	LSAP:	Angel Marc, Negri Roger
	DP:	Grethen Henri, Helminger Paul
	ADR:	Koepp Jean-Pierre

Commission du Travail et de l'Emploi

Président:	Glesener Marcel (CSV)	
Vice-Présidents:	Castegnaro John (LSAP)	
	Bettendorf Niki (DP)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP:	Schneider Romain, Spautz Vera
	DP:	Calmes Emile
	GRÉNG:	Loschetter Viviane
	ADR:	Jaerling Aly

Commission des Travaux publics

Président:	Clement Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Scheuer Jos (LSAP)	
	Calmes Emile (DP)	
Membres:	CSV:	Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel
	LSAP:	Diederich Fernand, Schreiner Roland
	DP:	Brasseur Anne
	GRÉNG:	Loschetter Viviane
	ADR:	Mehlen Robert

COMMISSION SPÉCIALE

Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

Président:	Wolter Michel (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP)	
	Meisch Claude (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Meyers Paul-Henri, Schank Marco,
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Mutsch Lydia
	DP:	Calmes Emile
	GRÉNG:	Gira Camille
	ADR:	Gibéryen Gast

Assemblées parlementaires internationales

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
M. Marcel Glesener (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
M. Norbert Haupert (CSV)
Mme Anne Brasseur (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

Membres effectifs:
M. Marcel Glesener (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
M. Norbert Haupert (CSV)
Mme Anne Brasseur (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Jacques-Yves Henckes (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Membres effectifs:
M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE
M. Patrick Santer (CSV)
M. Alex Bodry (LSAP)
M. Paul Helminger (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Aly Jaerling (ADR) de 2007 à 2009

Membres suppléants:
M. Marcel Sauber (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Niki Bettendorf (DP)
Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

Membres effectifs:
M. Marc Spautz (CSV)
M. Marc Angel (LSAP)
Mme Colette Flesch (DP)

Membres suppléants:
M. Fred Sunnen (CSV)
Mme Lydia Mutsch (LSAP)
(DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard
M. Jean-Pierre Koepp (ADR) de 2004-2006

Assemblée parlementaire euro-méditerranénne (Euromed)

Membres effectifs:
Mme Martine Stein-Mergen (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Emile Calmes (DP)

Membres suppléants:
Mme Christine Doerner (CSV)
Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)

Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
M. Lucien Weiler (CSV), Président de la section luxembourgeoise
M. Jos Scheuer (LSAP)
M. Michel Wolter (CSV)
M. Henri Grethen (DP)

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)
M. Marcel Oberweis (CSV)
Mme Lydia Mutsch (LSAP)
M. Roger Negri (LSAP)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)
M. Jean-Pierre Koepp (ADR)

Membres suppléants:
M. Marco Schank (CSV)
M. Jean-Paul Schaaf (CSV)
M. Marc Angel (LSAP)
M. Fernand Diederich (LSAP)
M. Emile Calmes (DP)
M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)
M. Aly Jaerling (ADR)

Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:
M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI
M. François Maroldt (CSV)
M. Ali Kaes (CSV)
M. Romain Schneider (LSAP)
Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Aly Jaerling (ADR)

Membres suppléants:
M. Lucien Thiel (CSV)
M. Marcel Oberweis (CSV)
Mme Vera Spautz (LSAP)
M. Roland Schreiner (LSAP)
M. Henri Grethen (DP)
(DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2004 à 2006

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

M. Laurent Mosar (CSV)
M. Ben Fayot (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)
M. François Bausch (DÉI GRÉNG)
M. Gast Gibéryen (ADR)

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de Madame la Députée Nelly Stein
2. Clôture de la session ordinaire 2004-2005 et ouverture de la session ordinaire 2005-2006

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d État

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

1. Hommage à la mémoire de Madame la Députée Nelly Stein

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

Op dësem Dag, deen eng nei parlamentaresch Sessioun alaut, hu mer déi traureg Flicht, eiser laangjähreger Kolleegin Nelly Stein ze gedenken. Si huet eis den 12. August fir ëmmer verlooss. Während hirer Vakanz an der Schwäiz ass si ganz onerwaart am Alter vu 67 Joer vun eis gaangen.

Näischt huet drop higedeit, datt eis jovial Kolleegin bei der Rentrée net méi dobäi wär, mä dat eidelt Pult hei am Sall hält eis déi batter Realitéit virun Aen.

D'Nelly Stein konnt op eng laang politesch Carrière zréckkucken. Zënter 1989 huet si an de Reie vun der CSV d'Interesse vun de Bierger am Parlament vertrueden, a bis zu de Wahle vum leschte Joer konnt si sech op e ganz staarkt Vertraue vun de Wieler stäipen.

Et war net vun ongefeier, datt si hir gréisst politesch Satisfaktioun um Gebitt vun der Educatioun, vum Enseignement a vun der Famill fonnt huet. De stännege Kontakt mat Kanner a Jugendlechen an deem sozialen Ëmfeld, dat dozou gehéiert, huet déi fréier Léierin zur Iwwerzeegung bruecht, datt d'Erzéiung net hannert de Schoulmaueren ophalen dierf.

Getrei hire Grondprinzipien huet d'Nelly Stein dann och e groussen Deel vun hirer Fräizäit zesumme mat de Schëfflenger Guiden a Scoute verbruecht an do fir eng gesond Mëschung vu Spill an Eescht gesuergt.

Doriwwer eraus huet hire politeschen Interessi besonnesch de Geschécker vun hirer Heemechtsgemeng Schëffleng gegollt, an där si ganzer 21 Joer laang als Conseiller gewierkt huet, dovun néng Joer als Buergermeeschter.

Hir grouss Erfahrung am pedagogesche Beräich huet um politesche Plang hiren Néierschlag an enger Rei vu Projete fonnt iwwert d'Erzéiung, d'Ausbildung an d'Kultur am Allgemengen, vun deenen d'Uni Lëtzebuerg sonner Zweifel déi gréisst Resonanz hat.

Als Rapportrice huet si op deem Terrain net nëmme Sachkenntnis an Engagement gewisen, mä signifikant war hir Konklusioun, déi si eis esou dacks un d'Häerz geluecht huet: «Ayons le courage de nos idées!» – eng Liewensastellung, déi d'Nelly Stein als Politikerin an als Privatmënsch geprägt huet.

An der Chambersitzung vum 13. Juli sollt et da fir d'lescht sinn, wou d'Madame Stein sech als Rapportrice fir den Enseignement musical hei am Parlament agesat huet.

Dat politescht a privat Wierke vun der sympathescher, jovialer a mënschennoer Politikerin, där parteiiwergräifend vill Sympathie gegollt huet, wäert weider seng Kreesser zéien: hei an der Chamber, an hirer Gemeng a bei deene ville Schüler, déi op hirem Wee an d'Erwuesseneliewe vum Nelly Stein begleet a geprägt goufen.

Si alleguerten, mir alleguerte wäerten d'Nelly Stein an allerbeschter Erënnerung halen.

Ech ginn elo d'Wuert un den Här Michel Wolter, Fraktiounspresident vun der CSV.



M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. August huet eis Kolleegin, eis Frëndin Nelly Stein eis fir ëmmer verlooss. Mir erweisen him haut als Parlament déi leschten Éier. D'Fraktiounspresidente vun alle Parteien an der Chamber hu mech gebieden, net nëmmen am Numm vun der CSV, mä och an hirem Numm dem Nelly ze gedenken.

Eisen éischte Gedanke geet un dem Nelly seng Famill. Si sinn déi, déi am meeschte betraff sinn. Si verléieren e léiwe Mënsch, eng Schwëster, eng Tatta, eng Grousstatta.

Déi massiv Presenz vun aktuellen Deputéierten an och vu fréiere Kolleegen hei am Haus vun alle Fraktiounen um Nelly senger Begriefnesmass huet scho gewisen, a wéi enger héijer Estime hatt iwwert d'Parteigrenzen ewech an dësem Haus stoung.

D'Date vum Nelly Stein sengem politeschen Engagement sinn a leschter Zäit schonn e puermol ugefouert ginn, an och elo grad nach eng Kéier vum Chamberspresident widderholl ginn: 16 Joer laang Deputéiert, 21 Joer an der Schëfflenger Lokalpolitik engagéiert an néng Joer Buergermeeschter vun der Gemeng Schëffleng. Dat packt een net, wann een net en ausseruerdentlecht Mooss Interessi huet un de Mënschen, un de Leit hirem Uleies an un de Bierger hire Suergen.

D'Nelly Stein war eng Fra, déi ni no sech selwer a stänneg no hire Matmënsche gekuckt huet. A wann e Mënsch sech an der Politik esou verhält, da gëtt dëst Verhalen och vum Wieler honoréiert, wéi dem Nelly säi Wahlresultat iwwer bal e Véierelsjorhonnert et weist. E perséinlecht Format wéi dem Nelly säint fënnt déi Unerkennung, déi et verdéngt.

D'Nelly Stein war ëmmer e Mënsch vun der Schoul a fir d'Schoul. Dat muss net iwwerraschen. Dem Nelly säi Beruff war dee vun der Léierin, duerno vum Lycéesprofesser, an hatt huet e mat Leif a Séil ausgeübt a gelieft. Genausou wéi et spéider säi politeschen Engagement fir seng Gemeng a fir säi Land mat vollem Asaz a permanenter Disponibilitéit gelieft huet.

Als Mënsch vun der Schoul an der Ausbildung huet d'Nelly Stein während laange Joren déi parlamentaresch Kommissioune vun der Educatioun an dem Héichschoulwiese presidéiert. All gréisser Projeten an dësem Beräich an deene leschte 16 Joer si vun him begleet ginn. Hatt war e kompetenten a gesichte Gespréichs- an Diskussiounspartner fir déi successiv Ministeren an dësem Beräich.

Säin Numm wäert awer ëmmer verbonne bleiwe mat dem Gesetz iwwert d'Universitéit Lëtzebuerg, deem säi parlamentaresche Rapporteur hatt war. Dem Nelly Stein säi Glawen un dëse Projet a säi resoluten Asaz dofir waren entscheedend Grënn fir de Succès vum Unisgesetz. Et ass besonnesch traureg, dass et dem Nelly net méi wäert gegonnt sinn, fir d'Entwécklung vun eiser Uni an deenen nächste Jore selwer matzeerliewen.

D'Nelly Stein hannerléisst an eiser Fraktioun eng eidel Plaz an et hannerléisst eng eidel Plaz an eiser Chamber. Well d'Liewe virugeet, musse mer de Sëtz vum Nelly nei besetzen, an dat wäerte mer de Mëtteg mat der Vereedegung vum Sylvie Andrich-Duval och maachen. Et ass ni besonnesch agréabel, d'Successioun vun engem verstuerwene Kolleeg unzetrieden, an och fir d'Sylvie ass dëst net einfach. Ech wënschen him vill Erfolleg a senger neier Charge als Deputéiert.

Dem Nelly wëll ech soen: Merci, Nelly, fir all déi Jore vun Asaz, Fläiss an Engagement an eiser Fraktioun an an der Chamber. Merci am Numm vun de Kolleegen a Merci och ganz perséinlech vu mir fir deng Frëndschaft, deng Fairness, deng Éierlechkeet an déi Freed, mat där s du déi Aarbecht gemaach hues an eis dacks domat ugestach hues. Mir wäerten dech vermëssen a mir wäerten dech net vergiessen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech wëll da soen, datt d'Chamber der Famill an Trauer hiert déift an opriichtegt Bäileed ausdréckt.

Loosse mer opstoen, fir der Verstuerwener am Stëllen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Clôture de la session ordinaire 2004-2005 et ouverture de la session ordinaire 2005-2006

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en Son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 20. September 2005 huet de Grand-Duc Henri dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, d'Session ordinaire 2004-2005 zouzemaachen.

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, de Grand-Duc huet mech duerch den Arrêté grand-ducal vum 20. September 2005 autoriséiert, d'Chambersessioun, déi ordinaire vun de Joren 2004 an 2005, zouzemaachen, an duerch deeselwechten Arrêté vum selwechten Dag déi vun de Joren 2005 an 2006 opzemaachen.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Chamber kënnt no enger kuerzer Ënnerbriechung erëm zesummen.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.10 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

LES MOMENTS FORTS DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2004-2005



XXXIIIe COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires) organisée à Luxembourg dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE (17. & 18.05.2005)



À l'approche du référendum, trois auditions publiques avaient été organisées par la Chambre des Députés permettant à la société civile de s'exprimer sur le projet de Traité constitutionnel.



Ouverture de la session ordinaire 2004-2005 par S.A.R. le Grand-Duc Henri (12.10.2004)



Séance solennelle de commémoration en l'honneur de S.A.R Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte (14.01.2005)



Visite du Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan à la Chambre des Députés (17.11.2004)



Les treize réunions d'information dans les différentes régions du pays au sujet du projet de Traité constitutionnel ont attiré plus de 3.000 citoyen(ne)s intéressé(e)s.



Première rencontre parlementaire sur la stratégie de Lisbonne, coprésidée par MM. Josep Borrell, Président du Parlement européen et Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés (16. & 17.03.2005 à Bruxelles)

Ordre du jour

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval
2. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
3. Composition des commissions parlementaires
4. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
5. Communication

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d État

(Début de la séance publique à 15.14 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass nees op.

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op, esou wéi mer dat jo elo just gesinn hunn. D'Madame Nelly Stein ass den 12. August 2005 gestuerwen. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir:

Déi Kandidaten, déi op jiddfer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzefëieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun op dat vakant Deputéiertemandat suergt, an de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 2. September 2005 hunn ech mech also un d'Madame Sylvie Andrich-Duval vun Diddeleng gewandt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süde steet.

An hirem Bréif vum 5. September 2005 huet d'Madame Sylvie Andrich-Duval matgedeelt, datt si bereet ass, d'Mandat weiderzefëieren, dat duerch de Stierffall vun der Madame Nelly Stein fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

«1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

Wéi vill sinn et der?

Une voix.- Siwen.

M. le Président.- D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

der Madame Françoise Hetto, dem Här Henri Kox, der Madame Nancy Arendt, dem Här Norbert Haupert,…

(Interruptions diverses)

…dem Här François Bausch,…

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Nach zwéin.

M. le Président.- …dem Här Robert Mehlen…

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

M. le Président.- …an dem Här Aly Jaerling.

Plusieurs voix.- Aaahhh, ooohhh!!!

(Hilarité et interruptions diverses)

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 13. Juni 2004 ze préiwen, virun allem wat d'Madame Sylvie Andrich-Duval betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.17 à 15.32 heures)

Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer elo grad constituéiert hunn, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: der Madame Françoise Hetto, dem Här Henri Kox, der Madame Nancy Arendt, dem Här Norbert Haupert, dem Här François Bausch, dem Här Robert Mehlen an dem Här Aly Jaerling. D'Madame Hetto gouf zur Rapportrice an ech selwer zur Presidentin vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden deemno drëm, der Madame Rapportrice d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. D'Wuert huet dann elo d'Madame Rapportrice, déi honorabel Madame Françoise Hetto. Madame Hetto!

Rapport de la Commission de vérification

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Mesdames, Messieurs, la Commission ad hoc m'a chargée de faire le rapport suivant:

Madame Nelly Stein est décédée le 12 août 2005.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause. Le Président de la Chambre, pendant la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

(Coups de cloche de la Présidence)

Par lettre du 2 septembre 2005, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Madame Sylvie Andrich-Duval, premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social pour la Circonscription du Sud. Par lettre du même jour il en a informé le Premier Ministre.

Par lettre du 5 septembre 2005, Madame Sylvie Andrich-Duval a fait savoir qu'elle accepte de continuer le mandat de député de Madame Nelly Stein.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent. Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004.

Des procès-verbaux des résultats des prédites élections il résulte que Madame Sylvie Andrich-Duval, demeurant à Dudelange, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social dans la Circonscription du Sud et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite au décès de Madame Nelly Stein.

Madame Sylvie Andrich-Duval a fait savoir au Président de la Chambre qu'elle accepte de continuer le mandat de Madame Nelly Stein par lettre du 5 septembre 2005.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn also d'Gesetzer an eist Reglement respektéiert ginn an deemno kann d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Nelly Stein ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Ech géif da bieden, d'Madame Sylvie Andrich-Duval an de Sall ze féieren.

Prestation de serment de Madame Sylvie Andrich-Duval

Madame Andrich, ech bieden Iech den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand fir den Eed ofzeleeën a sot mer no: «Je le jure.»

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vun Ärem Eed. Madame, domadder sidd Der Member vun dëser Chamber an ech ginn Iech och direkt d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ënnert dësen Ëmstänn an deem héijen Haus vun der Chamber unzetrieden, hat ech mer sécher net virgestallt. De plötzleche Verloscht vun eiser Frëndin Nelly Stein léisst eis alleguer déif betraff.

Zënter mengem Untrëtt 1997 am Comité an duerno als Presidentin vun de Chrëschtlech-Soziale Frae vum Bezierk Süden, hunn ech d'Nelly, als eng vu menge Virgängerinnen, besonnesch kennen a schätze geléiert. Si war virun allem als Fra an der Politik e Virbild fir Nowuesspolitikerinnen an huet d'Fraen ëmmer nees encouragéiert a motivéiert fir sech aktiv a mat Selbstvertrauen an der Politik ze engagéieren.

Dat war och hire leschte Message un eis op dem Forum fir d'Gemengewahlen-Kandidatinne vun der CSF Süden, den 13. Juli vun dësem Joer. Hiert national- a kommunalpolitescht Engagement war gezeechent duerch Kompetenz a virun allem eng grouss Mënschlechkeet. Als frëndlechen an entgéintkommende Mënsch war si ëmmer no bei de Leit, fir déi si sech ëmmer nees agesat huet.

D'Nelly huet ouni vill Ophiewes als Fra hire Mann an der Politik gestallt. Si hannerléisst sécherlech e grousst Lach am politesche Liewen zu Lëtzebuerg. Eng schwéier Ierfschaft also, déi ech haut hei untrieden. Et ass mer awer eng grouss Éier, mech där Erausfuerderung a Verantwortung ze stellen an dem Nelly Stein eng wierdeg Nofolgerin ze sinn.

Fir mech ass et eng Selbstverständlechkeet, dat Vertrauen, dat d'Wielerinnen an d'Wieler a mech gesat hunn, net ze enttäuschen. Als Stack-Diddelenger, méi genee Bierenger Meedche fillen ech mech natierlech menger Heemechtsstad besonnesch verbonnen. Et ass jo och gutt, wann Diddeleng nach een zousätzlecht Sproochrouer kritt, mä doriwwer eraus wäerten d'Uleies vun der Regioun Süden an d'Wuel vun alle Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg mer wichteg sinn.

No menger laangjähreger Beruffserfahrung als Responsabel vu verschiddenen Institutiounen am direkte Kontakt mat Kanner, Jugendlechen, Fraen a Familljen an Nout, duerno als Regierungsrot am Familljeministère, läit et op der Hand, dass meng Prioritéit bei der Familljepolitik läit, eng Familljepolitik, déi op dem Pilier vun der Chancëgläichheet berout. De Mënsch a senger Gesamtheet muss am Mëttelpunkt vun der Politik stoen, an d'Famill ass ee wichtege Baustee vun eiser Gesellschaft. Dass dës Famill awer haut anescht ausgesäit wéi fréier, dat ass bekannt. Wann ee weess, wéi vill Familljen ausenaner briechen an ëmmer méi Leit, ob jonk oder al, eleng dostinn a sozial isoléiert sinn, da bedeit dat och Misère.

Duerfir muss d'Politik sech deem neie gesellschaftlechen Ëmfeld stellen an e Kader schafen, deen et engersäits erméiglecht, datt all Famill hire Liewensmodus ka wielen, an anerersäits déi Problemer, déi sech hir kënne stellen, wéi Famill a Beruff ënnert een Hutt ze kréien, kënne geléist ginn.

D'Schafe vun enger kannerfrëndlecher Gesellschaft am Respekt vun de Kannerrechter muss weiderhi prioritär sinn, well egal wéi sinn d'Kanner ëmmer dat schwächste Glidd vun der Ketten. Dat ass de Fall bei Scheedung mam Suergerecht a Besuchsrecht. Preventiv awierken ier et zu Problemer kënnt ass néideg. Dozou gehéieren eng gewaltfräi Basiserzéiung am Elterenhaus, genuch Zäit an een offent Ouer fir d'Kanner souwéi d'Servicer fir d'Familljen, déi vernetzt matenee schaffen, an eng Schoul, déi effikass op dat spéidert Beruffsliewe virbereet.

Déi Kanner, déi mat manner Chancen op d'Welt kommen, sief dëst duerch e physeschen, psycheschen oder sozialen Handicap, dierfe selbstverständlech net ausgegrenzt ginn. Fir eis Jugend gëtt et ëmmer méi wichteg, dass si e Réckhalt huet nieft dem Elterenhaus an ausserhalb vun der Schoul. Kanner a Jugendlecher fäeg ze maachen, hiert Liewen ze meeschteren a spéider Verantwortung ze iwwerhuelen, erlaabt et, eng Gesellschaft vun Toleranz a Respekt zesumme mat allen Netlëtzebuerger an eiser Mëtt opzebauen.

Eng Gesellschaft, wou Solidaritéit a Bénévolat keng eidel Wierder sinn a wou d'sozial Cohésioun erhale bleift. D'Solidaritéit tëschent de Generatiounen dierf selbstverständlech net ze kuerz kommen. Eis eeler Matbierger hunn e Recht drop, esou laang wéi méiglech aktiv ze sinn, e würdege Liewensowend ze verbréngen, wou hire verschiddene Fleegebedürfnisser Rechnung gedroe gëtt. An all deene Beräicher huet eis Familljen- a Chancëgläichheetsministesch an deene leschte Jore schonn enorm vill an d'Wee geleet. Dëst verlaangt och eng verantwortlech Investitiounspolitik, wou de Stat nieft de Gemengen, mä och zesumme mat Europa gefuerdert ass.

Duerch déi Roll, déi de Wielerwëlle mir viru sechs Joer als Fraktiounsspriecherin vun der CSV am Diddelenger Gemengerot zougedeelt an e Sonndeg bestätegt huet, konnt ech mech och mat deene verschiddensten Dossiere befaassen, esou och mat Stadentwécklung a Landesplanung. D'Ëmsetze vun den IVL-Kritären hei zu Lëtzebuerg wäert eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun der Zukunft sinn. Dofir wäert déi kohärent Planung vun eisen Investitiounen an öffentleche Bauten oder aner Infrastrukturen ee vu menge weidere Kärpunkte sinn. Hei hu besonnesch d'Regioun Süden an d'Stad Diddeleng groussen Entwécklungspotenzial.

Eng gemengeniwwergräifend, regional an europäesch Approche ass awer net nëmmen op dësem Gebitt néideg. Dofir befaassen ech mech och e Stéck mat der Kollaboratioun tëscht de Benelux-Staten, déi jo schonn hei zu Lëtzebuerg eng laangjähreg Traditioun huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert probéieren mäin Deputéiertemandat ganz am Sënn vum Nelly Stein, mat Kompetenz, Engagement, no bei de Leit an net ouni déi néideg Dosis Humor auszeüben.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Andrich.

2. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général

Mir kommen dann zur Ernennung vum Chambersbüro. Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chamberreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbüro, esou wéi mer e bis elo haten, bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Ech gesinn allgemeng Zoustëmmung. Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber ebenfalls averstanen, d'Nominatioun vum Här

Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2005-2006 ze erneieren?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

De Büro bleift deemno fir d'Sessioun 2005-2006 an där Form bäibehalen, wéi en an der Sitzung vum 3. August 2004 agesat gouf.

Dat heescht:
ech selwer als President;

Vize-Presidenten:
1. den Här Jos Scheuer,
2. den Här Niki Bettendorf,
3. den Här Laurent Mosar;

Memberen:
déi Häre Michel Wolter,
Ben Fayot,
Henri Grethen,
François Bausch,
Robert Mehlen,
Lucien Clement
an Alex Bodry;

Generalsekretär:
den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt doriwwer a Kenntnis gesat.

3. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, kruten d'Deputéierten eng Lëscht ausgedeelt mat der Zesummesetzung vun dëse Kommissiounen.

Dozou sinn eng Rei Ännerungsvirschléi säitens de Fraktioune vun der CSV an der LSAP agaangen:

- An der Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports ersetzt den Här Marco Schank d'Madame Martine Stein-Mergen;

- an der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ersetzt d'Madame Françoise Hetto-Gaasch d'Madame Nelly Stein;

- an der Commission de l'Enseinement supérieur, de la Recherche et de la Culture ersetzt d'Madame Martine Stein-Mergen d'Madame Nelly Stein;

- an der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Françoise Hetto-Gaasch,

- d'Madame Lydie Err ersetzt den Här Marc Angel fir de Volet Égalité des chances an där Kommissioun;

- an der Commission des Travaux publics ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Nelly Stein

- an an der Commission du Règlement ersetzt och d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Nelly Stein.

Gëtt et nach weider Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat der Lëscht an den Ännerungsvirschléi, déi ech elo just virgedroen hunn, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

4. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer zu der Kompositioun vun den Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales. Et ass do ebenfalls eng Lëscht mat der Zesummesetzung vun den Delegatioune bei den internationale parlamentaresche Versammlunge verdeelt ginn.

Bis elo sinn Ännerungsvirschléi vun de Fraktioune vun der CSV an deene Gréngen agereecht ginn, wat d'Zesummesetzung vum Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux ubelaangt:

- D'Madame Sylvie Andrich-Duval an den Här Marcel Oberweis ersetzen déi Dammen Nelly Stein a Marie-Josée Frank;

- den Här Félix Braz gëtt Membre effectif an den Här Camille Gira gëtt Membre suppléant.

D'DP-Fraktioun huet virgeschloen, datt innerhalb vun der COSAC den Här Paul Helminger duerch den Här Charles Goerens ersat gëtt.

Gëtt et nach aner Ëmännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat där Lëscht, esou wéi se ausgedeelt ginn ass, a mat den Ännerungsvirschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dës Lëscht gëtt ebenfalls am Compte rendu veröffentlecht.

5. Communication

Dann hunn ech folgend Kommunikatioun ze maachen:

Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 131 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre appelé aux fonctions de Président de la Cour des Comptes.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

a) être de nationalité luxembourgeoise,

b) jouir des droits civils et politiques,

c) offrir les garanties de moralité requises,

d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,

e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviseur d'entreprise, droit et science politique.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dës Kommunikatioun gëtt vum Greffe an der Press veröffentlecht.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Den Här Statsminister freet d'Wuert nach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech si supposéiert muer de Moien eng Ried iwwert déi allgemeng politesch Prioritéite vun der Regierung fir déi nächst Méint virzeleeën. Et ass esou, dass ech mech net gutt spieren, well ech e fuerchtbaren Hexeschoss hunn – wat Eenzelner vun Iech ouni all Zweifel mat gréisster Satisfaktioun zur Kenntnis huelen.

(Hilarité)

Dat bréngt mat sech, dass ech déi Ried selbstverständlech hale wäert. Et bréngt awer gläichzäiteg mat sech, dass se wahrscheinlech net an integraler schréftlecher Versioun muer de Moie wäert virleien, well ech muss een Deel dovun zwar preparéieren, mä awer fräi virdroen.

Ech géif also fir deen zweeten Deel vun der Ried geschriwwen Opmierksamkeet ufroen, well ech weess net, ob et méiglech wäert sinn, se am Laf vum Dag jiddferengem zougänglech ze maachen. Ech hoffen, dass Der Verständnis dofir hutt.

Laacht net wann ech mech sëtzen, wann ech gelift!

(Hilarité)

M. le Président.- Wann d'Parlament och a verschiddene Beräicher net ëmmer all Versteesdemech fir d'Regierung huet, sou denken ech, datt an dësem Fall op alle Bänke Versteesdemech fir de Wonsch an d'Suerge vum Statsminister do ass.

Also, muer de Moien um zéng Auer mécht den Här Statsminister eng Deklaratioun iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung, an iwwermuer wäerte mer dann hei am Parlament dës Deklaratioun debattéieren.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.51 heures)

MERCREDI, 12 OCTOBRE 2005 2E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d État

(Début de la séance publique à 10.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir héieren haut de Moien dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker seng Deklaratioun iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung.

Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lag vun der Natioun hätt eng intensiv Ried verdéngt, mä dës Ried béckt sech net iwwert d'Gesamtsituatioun vum Land. Si beschränkt sech drop, d'politesch Prioritéite vun der Regierung fir déi nächst Méint ze beschreiwen. Sou huet d'Chamber et gewollt, an esou wëll ech et och halen.

An iwwregens, de politesche Kalenner ass esou, dass et och guer net anescht geet. Haut an aacht Deeg gëtt de Budgetsentworf fir d'Joer 2006 hei an der Chamber vum Budgetsminister abruecht, an dee Budget wäert mat Sécherheet méi grëndlech, ech denken och méi kontrovers diskutéiert gi wéi seng Virgänger. Mir kréie Budgetsdebatten, an deene muss Faarf bekannt ginn.

Vum 24. Oktober u lafen déi sektoriell Eisebunnstripartite an déi grouss Kompetitivitéitstripartite. Si wäerte bis an déi éischt Méint vum nächste Joer lafen. Et gëtt villes do ze bespriechen a munches hei ëmzesetzen.

Am November diskutéiert d'Chamber d'Lëtzebuerger Editioun vun der Lissabonner Reformagenda. Eréischt no där Diskussioun schéckt d'Regierung hiren nationale Reformprogramm op Bréissel, vun deem mer gären hätten, dass et een nationale Plang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung soll ginn.

Fir den 1. Dezember vun dësem Joer da musse mer d'Aktualiséierung, déi siwent un der Zuel, vun eisem Stabilitéitsprogramm am Kader vun der Wirtschafts- a Währungsunioun virleeën, deen dann am Januar/Februar 2006 vun der EU-Kommissioun a vun deenen aneren EU-Finanzministere wäert beuerteelt ginn. D'Beuerteelung wäert frëndlech bleiwen, mä manner frëndlech wéi soss, an d'Recommandatiounen an d'Kritike wäerte stramm ginn, méi stramm wéi bis elo.

Dës Terminer, dës Rendez-vousën, déi hunn et alleguerten a sech. D'Regierung wäert se offensiv a voluntaristesch ugoen.

Eisen Usproch, eis Ambitioun fir déi nächst Zäit an déi Zäit no der nächster Zäit ass kloer. Mir brauche Modernisatioun do, wou mer net virukommen, a Remodernisëierung do, wou mer amgaang sinn zréckzefalen. Innovatioun, Transformatioun, Integratioun: Ronderëm dës Begréffer organiséiere sech d'Modernisatioun an d'Remodernisatioun. An d'Ëmsetzungsmethod vun hinne mësche sech Convictioun a Moderatioun.

Mir spieren a mir wëssen – och wa mer dat heiansdo guer net wësse wëllen –, dass mer och hei am Land un Ännerungen an u Veränderungen net laanschtkommen. Mä mir wëllen dës Changementer net mat brachialer Rambo-Logik duerchsetzen, mä si argumentativ plädéieren. Mä Moderatioun brauch Zäit a Moderatioun gesäit ëmmer e bëssen no Zécken an no Sichen aus. Dëse Risiko huele mer a Kaf. Net gären a Kaf! Mä mir huelen en a Kaf, soulaang wéi mer eis iwwert d'Zil vun eise Beméiungen eens bleiwen: D'Objektiv ass et, déi kuerz- a mëttelfristeg Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft méi zolidd ze maachen an hir Stäerkten ze notzen, fir d'sozial Solidaritéit an de sozialen Zesummenhalt iwwer Jorzéngten, dat heescht och a grad fir déi nei Generatioun, méi nohalteg staark ze maachen.

Moderatioun, Dir Dammen an Dir Hären, geet net ouni Nolauschteren.

Mir hu während der EU-Referendumscampagne wuel vill geschwat, mä awer och gutt nogelauschtert. Net alles, wat mer héieren hunn, hat mam eigentlechen Thema ze dinn. Et sief dann. Mä villes, wat gesot ginn ass, war schonn no um Thema drun. A mir wëllen dëst Thema, nämlech d'Aart a Weis wéi d'Europäesch Unioun sech entwéckelt a wéi mir Lëtzebuerger Plaz op där europäescher Orbit fannen, konsequent weiderbehandelen.

D'Europadiskussioun – sou kéint een den Androck hunn – ass den 10. Juli eriwwer gewiescht. Et gesäit heiansdo aus, wéi wa se op en Enn komm wier. Et gesäit heiansdo esou aus, wéi wann dat, wat an der Debatt gesot ginn ass, elo lues a lues géif op d'Säit geluecht ginn. Ech mengen, d'Europadebatt fänkt elo eréischt richteg un!

Mir mussen um europäesche Ball bleiwe fir e richteg spillen ze kënnen. D'Sozialpartner, d'Zivilgesellschaft, d'Parlament, d'Parteien, déi net duerchorganiséiert Deeler vun der Gesellschaft, d'Künstler, d'Schréftsteller, d'Denker vum Méiglechen a vum Onméiglechen, d'Leit alleguer mussen op den Terrain a matspillen.

Mä si mussen och matspille wëllen. Wa mer eng Informatiounsversammlung iwwert d'Bolkestein-Direktiv ofhalen – en einfache Rappel: D'Lëtzebuerger Regierung bleift strikt opposéiert alle Formë vun duerch d'Hannerdier agefouertem Sozialdumping –, wa mer also öffentlech iwwert d'Bolkestein-Direktiv diskutéieren, da mussen déi, déi ech genannt hunn, och kommen a sech zu Wuert mellen.

A wa mer öffentlech driwwer berotschloen, wéi mer déi sozial Dimensioun vun Europa festege kënnen – an déi muss ausgebaut a gefestegt ginn –, da brauche mer Ge-

spréichspartner, déi hir Bibelen an hir Fibelen – dat sinn einfach Lecturen – an de Bibliothéike loossen, mä déi bereet sinn, sech mat den europäesche Gesetzestexter auserneen ze setzen. Dat ass méi ee komplizéierte Liesstoff!

Wa mer an der Chamber an an hire Kommissiounen déi europäesch Rendez-vousë virbereeden – an dat wëlle mer vill méi systematesch maache wéi bis elo –, da brauche mer kloer Indikatiounen, keng gepléckte Schlagwierder! An alle Fäll awer brauche mer kloer Wierder. Och wa genéiert Geschnoffels a Genoschels heiansdo méi einfach schéngt.

Sou ass et fir d'Regierung kloer, a mir soen dat ouni Gêne, dass mer all Form vu Friemefeindlechkeet a vu Friemenhaass – an däers war Gott weess während der Referendumscampagne genuch ze besichtegen – stramm oflehnen a strikt bekämpfen. Si passen net zur moralescher Geschäftsgrondlag vun eisem Land. Passt op op déi onerwaart grouss Effete vun deene vermeintlech klengen Ausrutscher am Denken an an der Sprooch!

Déi noutwendeg, all Dag dagesaktuell Europadebatt musse mer an engem regelrechten nationalen Europaforum zesummelafe loossen. Dëse wäert vum Minister Nicolas Schmit animéiert ginn, an hie wäert konkret Handlungsvirschléi dozou virbereeden. Wann den nationalen Europaforum bis leeft, wann en op Trapp kënnt, a mat him alleguer déi, déi d'Gefill hunn, et géif net genuch iwwer Europa geschwat ginn, da wäerte mer mierken: Europa, dat gesäit heiansdo no Glamour aus, et ass awer haart Knachenaarbecht, déi vill Zäit kascht an déi vill Energie brauch. Net nëmmen d'Regierung soll Zäit hunn, an net nëmmen d'Regierung soll hir Energie verwenden, fir déi Debatt ze féieren.

An déi Debatt iwwer Europa an déi europäesch Saachen an a Verlängerung vun där Debatt iwwer Europa an déi europäesch Saache mussen eis Iwwerleeungen iwwer eist Matenee mat deenen, déi net Lëtzebuerger sinn, selbstverständlech afléissen. Dat geet zesummen.

Déi, déi soen, d'Integratioun vun den Auslänner hei am Land wier réusséiert, soen eppes, wat mer alleguer zesumme gäre gleewen. D'Wierklechkeet ass awer heiansdo ganz anescht: Et bilde sech heiheem, wéi am Rescht vun Europa, regelrecht Parallell-Gesellschaften. Mir brauchen dofir en neit Immigratiounsgesetz, dat dat vun 1972 ersetzt an e revidéiert, e méi voluntaristescht Integratiounskonzept viraussetzt.

D'Diskussioun heiriwwer, d'Diskussioun och iwwer eis Sprooch – oder soll ee besser soen iwwer eise Sproochesystem? – fänkt an dësem Wanter un a soll am nächste Wanter ofgeschloss ginn. De Justizminister wäert am spéide Fréijoer vum nächste Joer e Gesetzesprojet iwwert d'duebel Nationalitéit virleeën, d'Educatiounsministesch wäert d'Debatt iwwer eis Sprooch op der Regierungssäit begleeden.

Eng Fro, Här President, déi Lëtzebuerger an net Lëtzebuerger am selwechte Mooss betrëfft an am selwechte Mooss betraff mécht, dat ass d'Fro nom Liewen an nom Stierwen. Mir schreiwen net vir, wéi zu Lëtzebuerg gestuerwe soll ginn. De Stat deet gutt drun, sech do Grenzen opzëerleeën, wou leschtendlech den eenzelne Mënsch mat sech selwer ganz eleng ass. Mä e muss sech mat der Fro beschäftegen, wéi den eenzelne Mënsch, dee mat sech selwer eleng ass, stierwe wëllt. Dofir leet de Gesondheetsminister nach am November e Gesetzesprojet iwwert d'Stierfbegleedung vir, e Gesetzesprojet, deen dee vun der fréierer Regierung ersetzt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Schoul, d'Bildung, d'Ausbildung gi Lëtzebuerger an net Lëtzebuerger zesummen eppes un. An zwar méi wéi nëmmen eppes. Dat wat an der Schoul a während der Schoulzäit schif geet, dat kritt een am Liewen dacks net méi zurechtgebéit.

Mir wëllen déi grouss Atoutë vun eisem Schoulsystem erhalen. Dofir wëlle mer d'Schoul zesumme mat den Elteren, mat de Schüler a besonnesch den Enseignantë weiderentwéckelen. Am Gespréich mat den Enseignantë fält op, dass der vill vun hinnen d'Gefill hunn, hir Aarbecht, hiren Engagement, hiren Dévouement géifen net op déi richteg Resonanz an der Gesellschaft stoussen. Dobäi maache si eng nobel, eng schéin Aarbecht a si hunn ee grousst Stéck Lëtzebuerger Zukunft all Dag an der Hand. Et ass falsch, si fir all Fehlentwécklung an der Schoul haftbar ze maachen, mä et ass richteg, mat hinnen zesummen ze probéieren, dass all Kand eng Chance op Erfolleg am Liewe kritt.

Et hunn awer net all Kanner Erfolleg. Esou hunn tëschent November 2003 an November 2004 1.200 Schüler hire Schoulparcours ofgebrach. Ee Véierel vun hinnen huet sech an auslännesche Schoulen ageschriwwen, een anere Véierel huet eng Aarbecht fonnt, een drëtte Véierel befënnt sech a sou genannte Formatiounsmoossnamen. Een anere Véierel, dee leschte Véierel awer, ass weder am Ausland nach um Aarbechtsmaart nach a Formatioun. Dee leschte Véierel mécht ganz einfach näischt, ass doheem oder soss éierens. Dat ass hiren Échec, dat ass och eisen. An et ass net akzeptabel, dass deen Échec all Joer 300-mol wiisst.

Eis Gesellschaft, och a grad eis jonk Gesellschaft, ass extrem heterogen ginn. D'Schoul muss selbstverständlech probéieren, dës Heterogenitéit ze géréieren. Mir mussen eis fräimaache vun där Iddi, all Schüler kënnt deeselwechte Programm am selwechte Rhythmus absolvéieren. Dofir muss d'öffentlech Schoul d'Schouloffer méi breet maachen. Déi lescht Regierung huet domat ugefaang, dës Regierung mécht domat weider.

Den Neie Lycée ass eng wichteg Etapp op deem Wee. D'Festleeë vun engem Kompetenzsockel fir all Stuf vun der Schoulausbildung, vum Préscolaire bis un d'Enn vun der Scolaritéit, ass eng aner. D'Educatiounsministesch wäert, zesumme mat allen Acteure vun der Schoul, dës Kompetenzsockele festleeën, besonnesch – an dat ass net einfach – wat dat verlaangtent Sproochwëssen ubelaangt.

D'Schoulgesetz vun 1912 gëtt reforméiert. Een neien Avant-projet de loi geet an deenen nächsten Deeg a Consultatioun a soll virum Summer vum nächste Joer heibannen déposéiert ginn.

D'Reform vun der Beruffsausbildung kënnt geschwënn. Dat neit Beruffsausbildungsgesetz schreift sech an an d'Logik vun der liewenslänglecher Weiderbildung, definéiert d'Profiler vun all Handwierk nei an organiséiert déi modulär Ausbildung.

Mä d'Schoul, déi fënnt net nieft dem Liewe statt. Dofir muss se d'Liewensgewunnechten an d'Liewensëmstänn vun Elteren a vu Kanner maximal berücksichtegen. Mir brauchen och an der Gemeng eng fakultativ Ganzdagsschouloffer, mir musse virufueren Opfanga Begleedungsstrukture fir déi Kleng, virun an no der Schoul, a méi grousser Zuel unzebidden. Famill a Beruff kënnen net getrennt, si mussen zesumme gesi ginn.

An d'Schoul hält net mat der Schoul op. D'Léieren an d'Bäiléiere si liewenslänglech ginn. Iwwer 53.000 Leit hu sech d'lescht Joer weiderbilde gelooss; dat ass impressionant. Eist Land steet un der Spëtzt vun der europäescher Entwécklung. Deen Effort gëtt konsequent weidergefouert. Eng kompetitiv Wirtschaft brauch d'Qualifikatioun – déi dauerhaft Qualifikatioun – vun deenen, déi an hir schaffen.

Här President, zu deem Stéchwuert „Kompetitivitéit" wier villes ze soen. An der Regierungserklärung vum 4. August 2004 hunn ech zu deem Stéchwuert – dat eigentlech en Aarbechtswuert ass – alles gesot wat fir déi ganz Legislaturperiod gëllt.

D'Kompetitivitéit, dat ass ee breede Begréff, dee villes enthält.

Et gëtt Kreesser hei am Land, fir déi reduzéiert d'Kompetitivitéitsfro sech eigentlech op déi vum Index. Dës Fro stellt sech, mä si stellt sech ëmmer och – an ëmmer nëmmen och – am Zesummenhang vun der Erhalung vum soziale Fridden: Och de soziale Fridden ass e wiesentlecht Standuertargument. Den Index erlaabt e Minimum un organiséierter nationaler Lounpolitik – jiddferengem seng Pei gëtt un d'Inflatioun ugepasst. D'Indexéierung schaaft esou e Fräiraum, deen dezentraliséiert, betribsbezunnen Tarifpolitik méiglech mécht, deen net alles iwwer ee Leesch zitt. Wann een den Index ofschaaft, da gëtt déi Tarifpolitik, déi haut betribsbezunnen an dezentraliséiert ass, vun engem Dag op deen aneren national, an domat wäerten d'Ekonomie an d'Patronat a besonneschem Mooss nëmmen ze verléieren hunn.

D'Regierung hält dofir un der Indexéierung vu Léin a Gehälter fest. Mä mir verspären eis net enger Diskussioun iwwer eng limitéiert Indexneiregelung, déi de Prinzip vun der Indexéierung respektéiert, well d'Indexéierung bréngt d'Kompetitivitéit prinzipiell net a Gefor. Mä mir si bereet, mat de Sozialpartner iwwert d'Zesummesetzung vum Indexwuerekuerf ze diskutéieren: Alkohol an Tubak mussen net am Wuerekuerf stoen. D'Pëtrolsprodukter awer mussen drastoe bleiwen, well hir Erhéijung – besonnesch déi rezent – verdeiert d'Liewe vum Duerchschnëttsbierger an engem ganz gehéirege Mooss.

Mir sinn och bereet, iwwert d'Aféierung vun enger maximaler Indextranche ze diskutéieren, wa se héich genuch op der Gehälterskala usetzt. Déi, déi héich Léin hunn, déi brauchen net noutwendegerweis all Kéiers déi voll Indexéierung vun hirer Pai. Mä déi net esou vill hunn, déi brauche se, déi brauche se och total. Si brauche se ëmsou méi wéi mer an der Regierung der Opfaassung sinn – ouni eis an d'Tarifautonomie wëllen anzemëschen –, dass eist Land eng moderat Lounpolitik muss bäibehalen, déi sech strikt un de Produktivitéitserhéijungen ausriichte soll.

Iwwert déi Froe wëlle mer mat de Sozialpartner zilorientéiert an ergebnisorientéiert an der Tripartite verhandelen.

Wa mer wëlle komplett kompetitiv bleiwen, da musse mer eis Wirtschaftsinfrastruktur kontinuéierlech komplettéieren. Dat huet all Regierung bis haut versicht, gemaach a meeschtens och fäerdeg bruecht. Dat mécht och déi heiten, dat versicht och déi heiten, an dat wäert och déi heite fäerdeg bréngen. Mä dës Regierung mécht dat net iergendwéi, si mécht et op der Grondlag vun deene Prinzipien, déi d'lescht Joer an der Regierungserklärung opgefouert goufen.

Am Laf vun deenen nächste Méint konzentréiere mer d'wirtschaftlech Diversifizéierung op e puer Achsen.

D'Promotioun vum Wirtschaftsstanduert a vun der Finanzplaz geet beschleunegt virun. Den Tresor- an de Wirtschaftsminister reesen nach am November mam Grand-Duc an den arabesche Raum, fir dës bis elo vun eis e bëssen négligéiert Regioun méi fir Lëtzebuerg an u Lëtzebuerg ze interesséieren. Den Tresorminister ass am Oktober an den USA, fir fir eis Finanzplaz, déi nees amgaang ass sech ze fänken, ze werben.

Virun allem awer wëlle mer Lëtzebuerg zu enger Haaptadress vun der E-Technologie an der Welt an an Europa maachen. Grouss Nimm wéi AOL an Amazon sinn haut schonn d'Flaggschëffer vun där Politik, déi vum Finanzminister a vu senge Kolleege konzentréiert gesteiert gëtt. De Siège vu Skype, deem gréissten internationalen Internet-Téléphonie-Provider, dee viru kuerzem vun eBay opkaaft ginn ass, huet a behält – dat ass eis gëschter confirméiert ginn – säi Siège hei zu Lëtzebuerg. Mat anere groussen internationale Playere lafe vill verspriechend Kontakter.

Dës zukunftsträchteg Aktivitéit fënnt, wann och bei wäitem net nëmmen, an engem gënschtege steierlechen Ëmfeld statt, dat mer hei zu Lëtzebuerg iwwer Joren a Jorzéngte geschafen hunn. Dat Ëmfeld, dat steierlecht, wëlle mer erhalen, an dofir sprécht déi lëtzebuergesch Regierung sech och géint déi vun der EU-Kommissioun proposéiert Direktiv aus, déi déi indirekt Steierbasisregelen am E-Beräich wëllt änneren doduerch, dass de Prinzip vum Pays d'origine duerch dee vum Pays de destination géif ersat ginn.

Mä domat, mat där Ofwierhaltung zu Bréissel, geet et net duer! Mir mussen an deenen nächste Méint eis Dateschutzgesetzgebung adaptéieren, fir dass se an déi nei gewuesse Landschaft passt. Mir mussen déi Connectivitéitsdefiziter, déi mer partiell nach hunn, séier behiewen a mir mussen eis ëm d'Verbesserung vun der Präisstruktur an deem Beräich bekëmmeren. Mir wëllen eis intensiv an offensiv als Exzellenzzentrum fir Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie weltwäit profiléieren.

Fir d'Entwécklung vun den Teleservicer, besonnesch vun der digitaler Televisioun, ze pushen, setze mer vum 1. Januar 2006 un den TVA-Saz fir déi digital Servicer op 3% erof.

Mat der CLT fänke mer un iwwert d'Erneierung vum Konzessiounsvertrag ze verhandelen, obschonn deen eréischt am Joer 2010 ofleeft. Mir wëlle Planungssécherheet fir de Mediestanduert Lëtzebuerg hunn.

D'Lëtzebuerger Wirtschaft behält all hir Chancen. Mir maachen aus der SNCI ee regelrecht Gestaltungsinstrument vun eiser wirtschaftlecher Entwécklung andeem mer si zu enger kompletter Förderbank an de Beräicher Diversifikatioun a Konsolidatioun maachen. Domat setze mer hir Effortë vun de rezente Méint fort an deene si sech duerch de Kooperatiounsvertrag mam europäeschen Investitiounsfong an duerch d'Moderniséierung vun hire Kreditinstrumenter nei Muskele ginn huet.

D'SNCI huet och hir Interventiounsméiglechkeeten am Beräich vun der Recherche duerch d'Opleeë vun enger Fuerschungsfacilitéit verbreedert. D'Recherche bleift eng Regierungsprioritéit: Si huet sech an de leschte fënnef Joer versechsfacht, déi öffentlech Recherche wäert am Budget 2006 0,3% vum PIB ausmaachen, Zil bleift et si op 1% unzehiewen an d'Gesamtrecherche, déi privat an déi öffentlech, op 3% vun eisem PIB erunzeféieren. D'Recherche zu Lëtzebuerg fënnt haaptsächlech op der Universitéit a ronderëm d'Universitéit statt.

Dës Universitéit wäert sech op Doktorater an op spezialiséiert Master-Diplomer konzentréieren. Mir wëllen net op méiglechst ville Gebidder wéineg ubidden, mä op wéinege Gebidder villes ubidden, esou dass och d'Universitéit Lëtzebuerg eng regelrecht Kompetitivitéitsfabrik fir eist Land ka ginn.

Déi Universitéit wäert am Joer 2006 200 Studente méi hu wéi an dësem Joer, a si wäert am Joer 2010 4.600 bis 4.800 Studenten hunn an am Joer 2015 héchstens 6.000 Studenten. Ech soen dat, well ech déi abenteuerlechst Zuelen heiansdo doruechter liesen. Mir brauchen akademesch Fokusséierung zu Lëtzebuerg, mir brauche keng universitär Megalomanie!

Och de Flughafe wëlle mer a sengem gesamte Potenzial dynamiséieren. Net méi Flich an net méi Flugbewegunge wëlle mer op Lëtzebuerg kréien, mä méi Aktivitéite solle kënnen um Findel, virun allem am logistesche Beräich, stattfannen. Dat wëlle mer um Findel, dat wëlle mer och op der Bunn a mat der Bunn, wou mer ab der Eisebunns-Tripartite vum nächste 24. Oktober d'Frachtzukunft an iwwerhaapt d'Struktur vun eiser Bunn thematiséiere wäerten. Mir befannen eis an Europa an enger Atmosphär vu Liberaliséierung, mä mir sichen typesch Lëtzebuerger Léisungen, heiansdo lëtzebuergesch lëtzebuergesch Léisungen. Mir sinn nämlech keng fanatesch Liberaliséierer, mir wëllen net d'Démolitioun vun den CFL, mä hir sozialverträglech an équilibréiert Adaptatioun un d'Zukunft.

D'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie an d'Erhale vun eise Standuertvirdeeler hu wiesentlech mat der Betribsbesteierung ze dinn. Mir hunn eis Betribsbesteierung an deene leschte fofzéng Joer fundamental verbessert, d'Besteierung wéi och d'Abgabelaascht, déi op de Betriber louch. Do wou et sech als noutwendeg wäert erausstellen ajustéiere mer se weider, mä ech kënnege fir d'nächst Joer keng Ofsenkung vun de Betribssteieren un. Op der internationaler Besteierungsskala leie mer zwar net honnertprozenteg optimal, mä mir leien awer nach gutt, an all weider steierlech Ofsenkung am Intérêt vun de Betriber muss genauestens, an zwar am gesamteuropäesche Kontext, studéiert ginn. Déi Iwwerleeung féiere mer, si wäert awer fir d'Joer 2006, wéi gesot, keng Veränneru ng vun der Betribsbesteierung zur Folleg hunn.

Zur Effizienz vun enger Ekonomie, grad vun eiser, gehéieren effikass Infrastrukturen. Trotz enker Finanzlag wäerten d'Investissementskreditter sech am Joer 2006 op héijem Niveau bewegen. Dat gëllt fir all Infrastrukturberäicher. Mir musse wëssen: Iwwert deen normale Statsbudget kënne mer mat deenen normale budgetäre Finanzéierungsmethoden déi geplangten an noutwendeg Investissementsausgaben net méi integral finanzéieren.

Vum iwwernächste Statsbudget un, also vun deene vun 2007 un, musse mer eis öffentlech Investissementer deelweis anescht finanzéieren. Wat de Budget net eleng packt, dat muss an öffentlech-privater Kooperatioun finanzéiert ginn. De Stat muss net alles selwer bauen an alles selwer finanzéieren. E kann och baue loossen, wahrscheinlech souguer dacks méi bëlleg. Dat wäerte mer maachen, well dat musse mer maachen. Mir diskutéieren dat selbstverständlech mat der Chamber fir dee beschte Wee an déi adequat Instrumenter ze fannen, fir dat kënnen ze maachen.

Hei zu Lëtzebuerg diskutéiere mer net genuch iwwert d'Energiepolitik. Dat ass ëmsou méi erstaunlech wéi d'Energiefacturë vum Land déck sinn a well d'Energiekäschten, déi op de Betriber laaschten, et a sech hunn. Mir sinn zu 99% vun den Energieimporter aus eisen dräi Nopeschlänner ofhängeg. Et läit duerfir op der Hand, dass mer d'Ofsécherung vun eisem Energieapprovisionnement an deenen nächste Méint diskutéieren an och décidéiere mussen. Dës Diskussioun muss sech ronderëm d'Diversifikatioun vun eisen Approvisionnementsweeër dréinen, muss sech mat der Entwécklung vun eiser Produktiounsinfrastruktur beschäftegen a sech un der Entwécklung vun eiser Distributiounsinfrastruktur interesséieren.

Kyoto an de gesonde Mënscheverstand – dat ass nämlech heiansdo bal datselwecht – ver-

laangen, datt mer zu enger méi duerchorganiséierter Energieeffikassitéit hei am Land kommen. D'Förderung vun alternativen Energiequellen an alle Beräicher, och an deem vun der Landwirtschaft, däerf net weiderhi lächerlech gemaach ginn, si muss konsequent entwéckelt ginn. Selbstverständlech ass dobäi d'Relatioun téschent öffentlech ze bestreidende Käschtepunkten a realiséierter Energieeffizienz net aus den An ze verléieren.

Et ass och evident, datt mer mussen Energie spueren, grad a besonnesch am Beräich vum Wunnengsbau; do kënne mer nach eppes maachen. À terme musse mer Niddregenergie-Standardë respektéieren, déi iwwer eng nei Wärmeschutzverordnung wäerten agefouert ginn. Mir wäerten an deenen nächste Méint Propositiounen iwwer eng méi staark Besteierung vun den Autoe mat engem héijen CO_2-Ausstouss virleeën.

Den öffentlechen Transport muss weider ausgebaut ginn. D'Kreditmassen, déi him zougefouert ginn, klammen och am Budget fir d'Joer 2006 relativ substanziell. Mir mengen duerch d'Stad misst een Tram fueren. Mir zweifele kee Moment drun, dass deen neie Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg dat iwerhaapt net kann anescht gesinn.

(Brouhaha général)

Eng gesond Ëmwelt, een nohaltegt Wuessen, ee responsablen Ëmgank mat Energie, ee konsequenten Investissement a méi Mobilitéit: Dat sinn och Standuertvirdeeler. Wien dat anescht gesäit, dee muss et soen, an e muss et virun allem beweisen.

Et gëtt keng modern Ekonomie, wann dat Land, an deem se sech ofspillt, sech net selwer resolut an d'Zuchloft vum 21. Jorhonnert stellt. D'Ëmsetze vum Integréierte Verkéiers- a Landesplanungskonzept, kuerz IVL, soll eisem Land dee Moderniséierungsschub vereinfachen. Mir mengen, dass all Joer am Hierscht d'Chamber am Kader vun enger Orientéierungsdebatt iwwert d'Ëmsetzung vun den IVL-Pläng debattéiere soll. D'Schwéierpunkter vun deenen Debatte gesäit ee gutt: Belval, ee Projet, deen absolut Prioritéit an den Ae vun der Regierung genéisst – dat gëtt heiansdo bezweifelt, ech froe mech firwat –, d'Nordstad, sektoriell Pläng. An deene verschiddenste Beräicher sinn d'Elementer, déi an deenen Debatte mussen zur Sprooch kommen.

D'Opstelle vun deene sektorielle Pläng brauch schrecklech laang Zäit. Mir si Weltmeeschter vun de Prozeduren a vun de Consultatiounsverlängerunge ginn. Während där Zäit, wou se opgestallt ginn, däerf et keen Entwécklungsstëllstand an deene Beräicher ginn, déi duerch déi sektoriell Entwécklungspläng direkt tangéiert ginn. Déi wirtschaftlech Entwécklung geet virun, si waart net op déi lescht Trouvaillen, Raffinessen a Raffinementer, zu deenen alleguerten déi fäeg sinn, déi sech ëm déi Froen zu Lëtzebuerg bekëmmeren. Mä si mussen déi Initiativen am wirtschaftleche Beräich an am wirtschaftlechen Usiedlungsberäich, déi grouss Linnen, d'Philosophie, d'Basiskonzepter vum IVL selbstverständlech respektéieren.

Wësst Der, dat geet net, dass all Partei permanent, a wat méi Wahlzäite sinn, wat se méi gespréicheg doriwwer ginn, d'Wichtegkeet vun der Landesplanung ënnersträicht, a wann da Landesplanung geschitt, da sinn alleguer déi aner Saachen op eemol méi wichteg wéi d'Landesplanung. Hei brauch een ee sech équilibréierend, weiderentwéckelt, normaalt Verhältnis téschent Landesplanung an deenen anere Politikberäicher.

Am Beräich vum IVL ginn ech zu Protokoll – mä eigentlech bräicht ech dat net zu Protokoll ze ginn –, dass et selbstverständlech keng Zwangsfusioune vu Gemenge wäert ginn.

Lo si se alleguer sou frou, dass se do sinn. Et kritt kee seng Märei ewechgeholl. Deen, dee wëllt dra sëtze bleiwen, dee kritt se héchstens vum Wieler ewechgeholl, wéi mer dat kierzlech eréischt an Erfahrung bruecht hunn.

Mä richteg ass a wichteg ass am Gesamtthema vun der administrativer a politescher Neiorganisatioun vun dem nationalen Territoire, dass all Bierger, egal wou e wunnt, datselwecht Recht op déiselwecht Gronderfëllung vun deeneselwechte Grondbesoinen huet wéi déi aner Leit am Land och.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Moderniséiere vum Land, d'Verbesserung vun eiser Kompetitivitéit, d'Optiméierung vun eisem fiskalen Ëmfeld: Dat sinn alles nëmmen eidel Wierder, wann déi politesch Ustrengungen, déi ronderëm dës Begréffer gravitéieren, hiert Objektiv net erreechen. An dat Objektiv ass d'Vollbeschäftegung. Ech gehéieren zu deenen almoudesche Politiker, déi menge Vollbeschäftegung wier méiglech, Vollbeschäftegung wier néideg a Vollbeschäftegung misst sinn.

Vollbeschäftegung heescht net, dass jiddfereen ëmmer eng Aarbecht huet, dat weess ech och. Mä Vollbeschäftegung heescht, dass jiddfereen, dee schaffe wëllt an dee schaffe kann, och eng Aarbecht muss kënne fannen. Ech soen net, dass nëmmen deen eppes wäert wier, dee schafft. Mä ech soen awer, dass deen, dee schafft weess, wat e wäert ass. An dofir däerfe mer eis an Europa net mat Massenaarbechtslosegkeet offannen. An dofir däerfe mer eis och heiheem net mat dem permanenten Uklamme vun der Aarbechtslosegkeet offannen. D'Aarbechtslosegkeet ass keng Fatalitéit; si däerf eis net aschléiferen. Hir Bekämpfung, d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, net d'Bekämpfung vun den Aarbechtslosen, ass eng Noutwendegkeet, déi eis muss permanent waakrech halen.

D'Aarbechtslosegkeet – ech hunn et gesot – klëmmt och heiheem. Sécher: Si ass net esou héich wéi an eisen Nopeschlänner. Mä si ass ze héich, a si muss méi niddreg ginn. Dat geet net vum selwen an net vun haut op muer. Mir mussen eis Kräfte bündelen, déi vum Stat, déi vun de Betriber, déi vun de Gewerkschaften, déi vun de Leit, déi schaffen, an och vun deenen, déi keng Schaff hunn, fir hir op de Läif ze récken.

Ech hu gesot d'Aarbechtslosegkeet wier keng Fatalitéit. Si däerf dann och net esou behandelt ginn, wéi wa se eng wier. Wa Betriber restrukturéieren, wa Personalofbau aus wirtschaftleche Grënn an d'Haus steet, wann d'Effektiver aus ökonomeschen Ursaache mussen ofgesenkt ginn, da gëtt et zwee Weeër, fir dat ze maachen: Entloossungen ouni Nuance oder awer intelligent restrukturéieren.

Den Aarbechtsminister huet d'Sozialpartner viru méi wéi zwee Joer mat Iwwerleeungen zur Festegung vun der Beschäftegung am Restrukturéierungsfall befaasst. Hien huet e Gesetz – wéi dat esou schéin op Lëtzebuergesch heescht – iwwert den «Maintien de l'emploi» ugereegt.

Mir sinn an der Regierung der Opfaassung, dass d'Sozialpartner net séier genuch op dës Propositioune reagéiert hunn, an dass keen adequaten Echo op déi ministeriell Initiativ komm ass. Mir wëllen net weider waarden an hunn den Aarbechtsminister dofir gebieden, seng Iwwerleeungen an e Gesetzesprojet ze kleeden, deen hei am Parlament wäert abruecht ginn. D'Opstelle vun engem Sozial-Audit, d'Encouragéiere vun temporärer Arbeitnehmerüberlassung, Outplacement, temporär Aarbechtszäitreduktioun an aner Formen ebe vun intelligentem Restrukturéiere wäerten d'Kärelementer vun deem Gesetzesprojet sinn.

Wann d'Aarbechtslosegkeet klëmmt, wann d'Beschäftegungsverhältnisser zur Précaritéit tendéieren, wann d'Angscht ëm d'Aarbechtsplaz ëmgeet, wa kee méi sou richteg weess, wéi et soll weidergoen, dann hunn déi einfach Rezepter Héichkonjunktur. Deenen, déi der Zerstéckelung an dem Zerschloe vun eiser aarbechtsrechtlecher Uerdnung, vun eisem Kënnegungsschutz an anere Schutzinstrumenter aarbechtsrechtlecher Natur d'Wuert rieden, wëlle mer soen: Mir maachen déi Moud net mat, déi an eenzelne vun eisen Nopeschlänner virexerzéiert gëtt. Deenen, déi mengen, d'Léisung vun den Aarbechtsmaartproblemer géif an allgemengen Aarbechtszäitreduktioune leien, soe mer: Mir fänken domat net un, well et huet néierens eppes ënner Form vun durablë Resultater bruecht.

Deenen, déi d'Opfaassung hunn, et géif duergoen d'Aarbechtslosenentschiedegung allgemeng no ënnen ze corrigéieren, d'Indemnité de chômage erofzesetzen, soe mer, dass mer hei keng radikal Kierzunge virschloen, well déi meeschte Leit, déi keng Aarbecht hunn, éierlech beméit sinn, eng Aarbecht ze sichen. De Stat muss si finanziell begleeden duerch déi hinnen operluechte Period vun Inaktivitéit, ansonsten si ënnert d'Aarmutsgrenz rëtschen.

Mä mir si selbstverständlech bereet, am Kader vun der Tripartite a vum stännege Beschäftegungscomité déi bestehend Aarbechtsplazbeschafungsmoossname kritesch ze préiwen.

Mir stellen, ech muss soen net ouni Verdrëss lechkeet, ëmmer nees fest, dass déi sou genannten aktiv Aarbechtsplazbeschafungsmethoden, besonnesch wa se sech am Rayon vum Stat oder um Niveau vun de Gemengen ofspillen, net zu enger gesteigerter Beschäftegungsfäegkeet, zu méi Employabilitéit féieren, mä ganz dacks zu gréisster Passivitéit bei der Sich no enger anerer Aarbecht féieren.

Dofir musse mer eis mat der Fro beschäftegen, ob déi Indemniséierung vun deenen temporäre Beschäftegungsinstrumenter a -verhältnisser net no ënne muss revidéiert ginn. Vill Leit, besonnesch vill jonk Leit, déi an esou temporäre Beschäftegungsverhältnisser beim Stat a bei de Gemengen ënnerwee sinn, maachen alles, fir definitiv op deene Plaze kënnen ze bleiwen, wou se temporär beschäftegt gi sinn, well se am Chômage waren.

Si hale ganz einfach dacks op selwer no enger Aarbecht ze sichen. Or déi Beschäftegungsverhältnisser temporärer Natur däerfen net zu enger aarbechtsmaartpolitescher Parkplaz féieren, wou déi, déi drop stinn, alles maachen, fir se net ze verloossen an en Dauerabonnement op deene Plazen ze kréien. Doriwwer musse mer selbstverständlech séier a konkrete Gespréicher mat de Sozialpartner schwätzen.

Ech si keen Unhänger dervun, d'Zumutbarkeetsregele fir d'Unhuele vun enger Aarbechtsplaz onzoumutbar ze maachen. Mä och d'Leit hei am Land musse wëssen: An eisen Zäite kritt net méi jiddfereen déi Aarbechtsplaz gebak, vun där e mengt en hätt en Usproch op si. Och d'Lëtzebuerger musse wëssen, dass op Schichte muss geschafft an op Schichte ka geschafft ginn. Dat ass net nëmme fir d'Auslänner. Dat ass och fir Leit, déi Lëtzebuerger sinn. An och si musse bereet sinn – déi Leit, déi hei am Land keng Aarbecht hunn –, heiansdo méi wäit op d'Aarbecht ze fueren, wa keng aner Méiglechkeet besteet, fir eng aner Aarbecht ze kréien a fir aus dem Chômage erauszekommen.

Dofir brauche mer d'Zumutbarkeetsregelen net radikal ze iwwerpréiwen, mä mir musse se emol eng Kéier iwwerkucken, fir ze gesinn, zu wat fir nuancéiert Ëmgangsforme mer an deem Beräich kënne kommen.

Da sinn ech ëmmer nees iwwerrascht, wann ee gesäit, mat wat fir enger Begeeschterung d'Betriber probéieren, hir Leit an d'Préretraite – an d'Prépensioun – ze entloossen. Et ass ëmsou méi iwwerraschend, well aflossräich Kreesser vum Patronat net midd ginn, pausenlos eng Debatt iwwert d'Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit unzemahnen. Ech sinn iwwerhaapt net dergéint, dass mer eng roueg Diskussioun driwwer féieren, ob net vun iergendengem Joer, nom Joer 2012 u mer lues a lues all Joer een, zwee Méint méi laang schaffe mussen, fir dass déi zukünfteg Finanzéierung vun eise soziale Sécherungssystemer ka garantéiert ginn. Doriwwer muss ee rouegt Gespréich méiglech sinn.

Mä ech sinn awer eréischt bereet dat Gespréich ze féieren, wann déi, déi derfir zoustänneg sinn, dass déi Leit tëschent 50 a 60 Joer, déi schaffe kënnen an déi schaffe wëllen, entweder hir Aarbecht behalen, oder, wa se hir Aarbecht verluer hunn, an engem anere Betrib agestallt ginn. Ech halen dat fir relativ witzlos, een ze nerve mat Gespréicher iwwert d'Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit bis 70 Joer, wann déi, déi 53 Joer hunn a keng Aarbecht hunn, keng Aarbecht méi fannen.

Fir d'éischt muss ee weisen, ier ee Fuerderunge ka formuléieren, déi wäit doriwwer erausginn. Déi Diskussioune féiere mer. D'Beweiser fir d'Méiglechkeet, Leit iwwer 50 Joer an ënner 60 Joer anzestellen, déi sinn net vun der Regierung ze erbréngen, déi sinn haaptsächlech vun deenen ze erbréngen, déi eis pausenlos mat enger Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit wëllen ënnerhalen.

Deen einfache Wee, deen einfache soziale Restrukturéierungswee, deen huet zu Lëtzebuerg een Numm: Deen nennt sech „Préretraite-ajustement". All Betrib ass wéi geckeg, soubal wéi Schwieregkeeten am Betrib bestinn, d'Instrument vun der Préretraite-ajustement – géint deem seng Aféierung se, niewebäi bemierkt, heftegst waren – ze aktionéieren, fir de Personalofbau kënne sozialverträglech – dat ass en dann – ze gestalten.

Mir wëllen net méi, dass am Fall vun enger Restrukturéierung vun engem Betrib deen éischte Gedanken deen ass, d'Préretraite-ajustement unzefroen. Mir hätte gären, dass dat Instrument, wat deier ass, manner dacks gebraucht gëtt, a mir verhandele mat de Sozialpartner iwwert d'Erhéijung vun dem Bäitrag, deen all Betrib muss bezuelen, wann a sengem Betrib Préretraite-ajustement duerchgefouert gëtt. Fir komplett ze sinn, fügen ech derbäi, d'Préretraite fir Schichtleit a fir Nuetsleit gëtt selbstverständlech net ofgeschaaft. D'Préretraite-ajustement iwwregens och net, mä déi gëtt ëmorganiséiert.

Mir brauchen och ee Gespréich mat de Sozialpartner – mä och mat eis selwer – driwwer, wéi een d'Interimsaarbechten, dat heescht déi zäitweileg Beschäftegung, kann notzen, fir aarbechtslose Mënschen eng Beschäftegung ze ginn a fir se fit a flott fir de regulären Aarbechtsmaart ze halen. Et ass besser, wann een am Chômage ass, et huet een eng zäitweilig Beschäftegung, déi engem nei Chancen um Aarbechtsmaart gëtt, wéi dass ee während engem Joer oder anerhalleft Joer beschäftegungslos doheem sëtzt, seng Indemnité de chômage kritt an all Dag manner beschäftegungsfäeg gëtt.

D'Frontalieren hunn dat anscheinend gutt verstan, well déi besetze praktesch all Interimsplazen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir hätte gären, dass och déi Leit, déi hei am Land keng Aarbecht hunn, méi regelméisseg op Interimsplazen zréckgräifen, fir sech beschäftegungsfäeg ze halen, an dat an engster Zesummenaarbecht mam Arbeitsamt maachen.

D'Ofschafe vum Mindestloun ass een anere Schlager, deen ee regelméisseg héiert. D'Regierung schaaft d'Gesetzgebung iwwert de Mindestloun net of – dat wier jo och gelungen. An anere Länner gëtt iwwert d'Aféierung vum Mindestloun diskutéiert, da gesinn ech net, firwat dass mir zu Lëtzebuerg sollen déi Éischt sinn, déi en ofschafen. Obschonn et mech am däitsche Wahlkampf amüséiert huet ze gesinn, dass een aus der Nopeschgéigend e Mindestloun vun 1.400 Euro virschléit an dann als Kommunist vun all Mënsch traitéiert gëtt, während en zu Lëtzebuerg bei 1.503 Euro läit. Mir sinn alleguer Kommunisten a mir sinn et gär, wann et ëm de Mindestloun geet. Et gëtt jo och soss bal keng méi, also ass et besser mir bekëmmeren eis selwer ëm déi Saachen.

(Hilarité)

De Mindestloun, dee gëtt net ofgeschaaft, mä mir mussen eis d'Fro stellen, wa jonk Leit, déi keng ofgeschlosse Schoulausbildung hunn, an engem Betrib eng Beschäftegung fannen, wou se während där Initialbeschäftegung, wou se an deem Betrib sinn, eng betribsbezunnen Ausbildung, eng Betribsqualifikatioun kréien, ob mer net sollen d'Méiglechkeete schafen, fir ee sou genannten Ausbildungsmindestloun anzeféieren, ee sou genannte Qualifizéierungs- a Formatiounsmindestloun, deen déi Leit géifen offréiert kréien, déi no hirer Schoulausbildung, déi se ofgebrach hunn an déi se mat kenger Qualifikatioun ofgeschloss hunn, eng Aarbecht fannen, wou probéiert gëtt hinnen dat Noutwendegt fir dee Betrib bäizebréngen, ënnert der Maassgab allerdéngs, dass um Enn vun esou engem rémunéréierte Beschäftegungsverhältnis och d'Aussiicht op eng Aarbechtsplaz steet. Doriwwer ass ze schwätzen, dat ass net ze dekretéieren.

Och iwwert den Zougank vun EU-Bierger zu Deeler vun eiser Fonction publique muss frësch diskutéiert ginn. Et kann net sinn, dass d'Lëtzebuerger alles maachen, fir eng Aarbechtsplaz beim Stat oder bei de Gemengen ze fannen, mä se d'Aarbechtsplazen an der Privatwirtschaft awer haaptsächlech den net Lëtzebuerger wëlle reservéieren. Ech soen lech, dass dat enges Dags eng schrecklech Schiflag hei am Land gëtt. An dat wäert och enges Dags ee Stéck vum Ongléck vun dësem Land ausmaachen, wa mer déi Tendenz do net gebremst kréien. An dofir musse mer mat jiddferengem, deen dat ugeet, schwätzen an iwwert déi Fro och verhandelen, iwwert d'Fro vun der méi breeder Ouverture vun der Fonction publique fir EU-Bierger.

Et gëtt vill Betriber, Dir Dammen an Dir Häre, déi schaffe gutt mam Arbeitsamt zesummen. Et gëtt der natierlech och, déi foutéiere sech där Saach total. Den Aarbechtsmaart, dee ka sech net der Aarbechtsmaartverwaltung upassen. Et ass schonn esou, dass d'Aarbechtsmaartverwaltung, d'Arbeitsamt, sech dem Aarbechtsmaart muss upassen. Op ville Pläng an op ville Plaze geschitt dat och. Mä fir d'Betriber ze encouragéieren, méi kontinuéierlech, méi intensiv mam Arbeitsamt zesummenzeschaffen, schaaft den Aarbechtsminister ee Präis, deen all Joer deem Betrib soll zouerkannt ginn, deen op eng besonnesch gutt Aart a Weis mam Arbeitsamt a mat engem gudde Succès zesummegeschafft huet.

Da stinn déi sou genannte Beschäftegungsinitiativen dacks an der Kritik. Mueneches wat hir Funktiounsweis ubelaangt ass ze iwwerpréiwen. Mä d'Beschäftegungsinitiative selwer mussen awer virubestoen, well si beschäftegen an der Regel Leit, déi um normalen,

regulären Aarbechtsmaart strikt keng Chance hunn oder nach keng Chance haten. A wann een d'Beschäftegungsinitiativen ofschaaft, da stierzt een déi Leit net nëmmen an aarbechtsmaart-politescht Ongléck, mä an deem Mooss wou et sech oft ëm d'jonk Leit handelt, gëtt hire ganze familiären Ëmkrees mat an de Misär gezunn.

Ech akzeptéieren, dass Deeler vum Patronat heiansdo soen, d'Beschäftegungsinitiative géifen hinne Konkurrenz maachen. Ech hätt manner Schwieregkeeten, d'Justifikatioun vun deem Reproche nozevollzéien, wann ech d'Garantie hätt, d'Sécherheet hätt, d'Gefill hätt, a wann ech kéint dru gleewen, dass déi, déi an de Beschäftegungsinitiative beschäftegt sinn, dann an deene Betriber, deene se anscheinend Konkurrenz maachen, géife beschäftegt ginn. Dofir hätt ech gären, dass een emol méi ee räsonnabelt, rouegt Gespréich iwwert déi Affären do féiert. D'Beschäftegungsinitiative ginn deelweis ëmorganiséiert, si bleiwen awer als een, a mengen Aen, wichtegt Instrument vu sozial orientéierter Aarbechtsmaartpolitik bestoen.

Iwwert dës Froen an iwwer anerer, déi een net kann intensiv aus Zäitgrënn hei behandelen, wäerte mer diskutéieren, well mer eis mat der Aarbechtslosegkeet net offanne wëllen. Si ass keng Fatalitéit, mä si ass d'Schicksal vu ville Leit, déi gäre géife schaffen oder déi besser hätten ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn Iech iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ënnerhal, iwwert d'Moderniséierungsimpulser, déi mer brauchen, iwwert d'Aart a Weis wéi een d'Aarbecht zu Lëtzebuerg soll a ka gesinn. Et feelt ee Wuert iwwert d'Wunnen zu Lëtzebuerg. Well wunnen ass wichteg.

Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddfereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. Wann ech – obschonn d'Zäit dofir nach laang net komm ass – haut Bilan ze zéien hätt iwwer meng politesch Aarbecht, da fält mer – dat wäert Iech jo net wonneren – schrecklech vill Guddes an.

(Hilarité)

Mä ech fannen – an ech considéréieren dat als ee groussen, och perséinlechen Échec –, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn.

Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no wat déi aner maachen a si gesinn net wéi se kënne matmaachen.

Ech fanne mech mat där Fehlentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart net of. Dofir hätt ech gären, dass mer alleguer zesummen eis där Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg objektiv orientéiert frësch unhuelen.

A Saache Wunnengsbau leeft näischt wann et tëschent dem Stat an de Gemengen net leeft. Munch Iddi ass hei an der Vergaangenheet ugestouss ginn, wéineg Iddië sinn ëmgesat ginn. Ech hätt gären, dass Stat a Gemeng hirer Responsabilitéit fir d'Leit nees gerecht ginn. Si ginn dat de Moment net. Ech soen dat mat Insistenz fir d'Regierung an ech soen dat ouni Indulgenz fir d'Gemengen.

Ech schloen nach eng Kéier ee regelrechte Wunnengsbaupakt tëschent dem Stat an de Gemenge vir. Ech hätt gären, dass de Stat an d'Gemengen zesummen, do wou et geet, do wou et noutwendeg ass, an et ass bal iwwerall noutwendeg, Wunnengsentwécklungspläng ausschaffen, Wunnengsentwécklungspläng an deenen de Stat seet a wat fir engem Mooss an opgrond vu wat fir enge Kritären en déi Gemengen ënnerstëtzt, déi enger Vergréisserung vun hirem Wunngebitt op dem Territoire vun hirer Gemeng zoustëmmen. D'Gemenge packen d'Folgekäschte vun der demographescher Explosioun a vun der Wunnengsexpansioun ganz einfach net eleng, op jidde Fall net all Gemeng. Duerfir muss de Stat hei hëllefen. Mir mussen zesumme Baulandreserven uleeën.

Mir mussen d'Offer um Wunnengsmaart stäerken, net d'Demande weider ënnerstëtzen. D'Demande gëtt zolidd genuch ënnerstëtzt. D'Offer muss vergréissert ginn. Ech plädéieren, gradewéi de Wunnengsbauminister, fir eng massiv Verbreederung vum Bail emphytéotique – fir deen et scheinbar kee lëtzebuergescht Wuert gëtt. Ech plädéiere fir d'Virkafsrecht vun de Gemengen. Ech plädéieren derfir, dass mer d'Gesetzgebung iwwert déi kommunal Grondsteier esou wäit flexibiliséieren, dass d'Gemenge méi héich Steieren op deene Baulandterrainë kënnen imposéieren, déi net zu Bauzwecker genotzt ginn.

(Interruption)

Et ass net eis Absicht, Bauterrainen ze besteieren, déi Leit fir hir Kanner a Reserv halen, mä et ass eis Absicht, Besteierungsimpakter do ze erzilen, wou manifest Baulandspekulatioun virläit.

Déi steierlech Moossnamen, déi duerch d'Gesetz vum 20. Juli 2004 zur Ënnerstëtzung vum Wunnengsbau agefouert ginn, gi bis zum Joer 2007 verlängert. Mir fuere viru mat eisem Effort am Beräich vun de Mietwunnengen. An ech soen et nach eng Kéier: De Stat däerf sech, muss sech prett halen – ech hu geléiert, dass dat net esou einfach ass –, déi Terrainen, déi e selwer huet, zu verbëllegte Präisser op de Baumaart ze bréngen. Mir brauchen an deenen nächste Joren e Plus vu 15.000 Wunneenheeten a mir maachen alles, fir dass mer dat fäerdeg bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alles wat ech Iech gesot hunn, an nach vill aner Saache méi, lafen am Statsbudget an doriwwer eraus an de Statsfinanzen zesummen. D'Statsfinanze renseignéieren eis driwwer wou mer stinn, wouhi mer ginn, wat mer kënnen, wat mer net méi kënnen a wat mer esou bal nach net wäerte fäerdeg bréngen.

Fir eng laang Ried kuerz ze maachen: Mir hunn d'lescht Joer Defizit gemaach, mir maachen ës méi dëst Joer a mir maachen ës nach méi d'nächst Joer.

Fir eng laang Beschreiwung kuerz ze halen: Ech hat dat, iwwregens am Numm vun der Virgängerregierung, am November 2003, bei der Presentatioun vum Budget fir d'Joer 2004, heibannen ugekënnegt andeem ech gesot hat, dass d'Budgete fir 2004, 2005 an 2006 géifen där ginn, déi mat zu deene schwéierste wäerte gehéiert hunn, déi mer zënter der Mëtt vun den 80er Joren haten.

Mir haten am November 2003 een Defizit vun 1,8% fir d'Joer 2004 ugekënnegt an der Bréissler Kommissioun déi Prognos matgedeelt; si ass och publizéiert ginn. Dat war virun de Budgetsdebatte fir d'Joer 2004, dat war iwwregens och laang Zäit genuch virun de leschte Chamberwahlen. Déi, déi notamment mir dauernd ënnerstellen, mir hätten d'Zuele verstoppt bis no de Wahlen, déi hunn ee relativ distant Verhältnis zur Wourecht, wann ech kucken, wéini dass wat publizéiert a bekannt gemaach ginn ass. Mir hunn dann awer am Joer 2004 en Defizit vun 0,6% kritt, also dräimol manner wéi deen, dee mer ugekënnegt haten. Am November 2003, also virun de Wahlen, hu mer fir d'Joer 2005 ee prévisiblen Defizit vun 2,3% op Bréissel gemellt. Dee wäerte mer och grosso modo kréien.

Den Defizit fir d'Joer 2005 an den Defizit, dee mer am Joer 2006 kréien, dat heescht net, dass mer d'Stabilitéitskritäre vun der Währungsunioun net géife respektéieren. D'Feinanalys vun der Kommissioun wäert weisen, dass eisen héije Reserveniveau am Gesamtstat an eis niddreg Statsverschëldung eis nach ëmmer kuckenswäert erschénge loossen.

Mä ech wëll Iech net verstoppen, dass d'Kommissioun eis de leschte Méindeg an der Eurogroup fir d'éischte Kéier den Ufank vun engem béise Fanger gemaach huet – ech si jo President vun deem Club, dat ass pénibel –, wuelwëssend dass am Joer 2004, eisen Defizit war do 0,6%, d'Moyenne vum Euro-Defizit 2,7% war an d'Statsschold an der Euro-Moyenne zéngmol méi héich war wéi bei eis.

Si huet hir Iwwerleeunge virun allem op d'Joer 2005 opgestallt, wou mer op een Defizit vu méiglecherweis 2,3% zousteieren, mä dat gesäit een eréischt wann d'Konte wierklech ofgeschloss sinn, während eis Partner an der Moyenne 2,8% Defizit am Joer 2005 wäerten hunn. A si gesäit virun allem grouss Risiken op eis zoukomme fir d'Joer 2006 an déi Joren duerno, wa mer net energesch géigereagéieren.

Fir eng laang Explikatioun ganz kuerz ze maachen: Déi eigentlech Ursaach vun eise budgetäre Problemstellunge läit net prioritär zu Lëtzebuerg, mä se läit an Europa, dat et net fäerdeg bréngt, un dat robust Weltwirtschaftswuesstum unzeknäppen. De Problem läit awer och heiheem. Wa jiddfereen ëmmer nëmme seet, de Problem läit an Europa, da geschitt näischt. Fir d'éischt musse mer emol déi Problemer léisen, déi mer selwer hunn. De Problem läit och heiheem. E läit net prioritär op der Recettësäit, obschonn eenzel Recettë wéi d'TVA onerwaart an onverständlech falen; den Impakt vun individuellen a spezifesche Remboursementer kann dëse Phenomeen net wierklech erklären. E läit éischter op der Säit vun de Statsausgaben, an zwar am Phenomeen vun den automateschen Ausgabespréng läit d'Erklärung vun deem Virgang.

Mat Ausnahm vun der TVA a vun den UEBL-Recetten evoluéieren déi aner Recettë plus ou moins normal, d'Lounsteier entwéckelt sech trotz Steierreform souguer iwwer Erwaarde gutt.

Mä op der Ausgabesäit quiitscht et partiell zolidd.

Wann ech dee sou genannten Zentralstat kucken, dat heescht de Budget iwwert deen Dir all Joer heibannen diskutéiert an ofstëmmt, dann hunn d'Ausgaben e Plus vun 10,8% am Joer 2004 verzeechent, d'Einnahmen awer nëmmen eng Augmentatioun vun 8%. Ersetzt dës Zuelen duerch déi prévisibel Zuele vum Joer 2005 – Ausgabe vun 10,6%, Einnahme plus 5,3% –, da gesitt Der wat lass ass.

An elo stellt Iech emol d'Joer 2006 vir.

Dat wirtschaftlecht Ëmfeld ass net gutt, d'Inflatioun ass héich. D'Wirtschaft an Europa wiisst ëm nëmmen 1,2%. Och wa mer zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum vu bis zu 4% kënnen hunn, esou musse mer dach awer zur Kenntnis huelen, dass eis klassesch Ofsazmäert an Däitschland, Frankräich an an der Belsch ganz géhéiereg ënnert der net Reprise vun der europäescher an deenen dräi nationalen Ekonomië leiden. D'Uelechpräisser si staark ugeklommen. Si wäerten dauerhaft am Joer 2006 iwwer 60 Dollar pro Barrel bleiwen. Dat dréckt selbstverständlech op d'Revenuë vun de Leit an de Betriber, d'Steiere kommen un d'Stocken an déi automatesch Dépensen hirersäits lafen einfach virun.

De Budgetsminister huet de Budget vum Joer 2004 strikt exekutéiert. Dofir hu mer 2004 dräimol manner Defizit gemaach wéi mer op Bréissel gemellt haten.

De Budgetsminister exekutéiert de lafende Budget mat strenger Hand, soss géife mer méi Defiziter maache wéi déi, déi mer op Bréissel gemellt hunn an déi mer heiheem ugekënnegt haten.

De Budgetsminister ass amgaang de Budget 2006 – an enger hallwer Stonn fuere mer domat virun – mat, wéi ech muss soen, penetranter Rigueur opzestellen, soss géife mer all Defizitexperienzen, déi mer jee zu Lëtzebuerg haten, an deem nächste Joer sprengen.

Nach ass et awer esou, dass mer am Joer 2006 ee breeden Defizit kréie wäerten, deen eis interpelléiere muss an dee méi héich leie wäert wéi deen Defizit, dee mer am Joer 2005 kréie wäerten.

Am Liicht vun där Entwécklung huet een zwou Méiglechkeeten: Mir kënnen ofwaarden, Téi drénken an drop laueren, dass eis Taass sech nees vum selwe fëllt; mir kënnen awer och handelen a selwer duerfir suergen, dass mer net esou séier esou vill a kuerzer Zäit aus där klenger Taass, déi mer hunn, beieneen drénken. Vläicht hu mer jo emol guer net esou vill Duuscht wéi mer mengen, dass mer ës missten hunn.

D'Regierung mengt, et wier eng Politik nieft dem Dill, wa mer elo d'Steiere géifen an d'Luucht setzen. Dat wier einfach, de Finanzminister gëtt vernannt, am Ufank spruddelen d'Steiereinnahmen, mä no e puer Joer geet eis Wirtschaft schlamm an d'Leit fänken un ze hippen. Mir héijen d'Steieren net, mä mir kënnen awer och de Steiertarif net un d'Inflatioun upassen. Deen Effort musse mer dem Steierzueler zoumudden. Hien huet dat net gär. Ech och net. Et ass awer esou.

Mir kënnen och net egal wéi egal wou spueren. D'Investitioune mussen héich bleiwen. Mir hunn déi héchsten Investitiounsquot an Europa a mir wëlle se behalen. Mä ech hunn Iech elo éinescht gesot, dass mer se an engem méi gestrecktenen Aspuerungsprozess mussen anescht – méi modern eigentlech – an enger öffentlech-privater Partnership finanzéieren.

Mä mir kënnen an deenen nächste Joren – Eenzelner, och ech, sinn net midd ginn dat an der Wahlcampagne ëmmer erëm ze soen – déi iwwert de Statsbudget finanzéiert Sozialleeschtungen net unhiewen. Sou kann et zum Beispill an dëser Legislaturperiod keng Erhéijung vum Kannergeld ginn.

Mä et gëtt awer Plazen a Plagen, wou mer zesummen iwwer Aspuerunge mussen nodenken – besser: iwwert d'Ofbremse vum automateschen Uwuesse vun eise Statsdepensë mussen nodenken.

D'Regierung hätt dat kënnen ex cathedra décidéieren, vun engem Budget zum aneren, quasi vun haut op muer. Dat hätt awer zu Onrou an zu Ausenanersetzunge gefouert. Mir wëllen dat net, well d'Provokatioun féiert zu Antagonismen, déi der Léisung vun de Problemer net dinglech sinn. Dofir setze mer – erënnert Iech un eis Methodebeschreiwung vum August 2004 an der Regierungserklärung – op den Dialog, op Verhandlung an op Moderatioun.

Mir wëllen iwwer Aspuerunge verhandelen. Heibanne fir d'éischt, selbstverständlech. An der Majoritéit – wahrscheinlech och. Mat der Oppositioun – op alle Fall. Dobaussen – fir d'zweet, mat de Sozialpartner an der Tripartite an och bilateral.

Mir mussen iwwert d'Finanzéierung vun eiser sozialer Sécherheet verhandelen. 2,4 Milliarden Euro lafe Joer fir Joer iwwert de Statsbudget an d'Sécurité sociale, bal 900 Milliounen eleng fir d'Rentekeesen. D'Sécurité sociale, a besonnesch d'Rentekeesen hu Reserven an Iwwerschëss, déi zu engem groussen Deel aus dem Statsbudget kommen. Ouni Stat géif et keng Iwwerschëss a keng Reserve ginn. Ouni d'Beiträg vun deenen anere Leit iwwregens och net. Iwwert dee Finanzflux musse mer schwätzen: Iwwert d'staatlech Contributiounen un d'Rentekeesen, d'staatlech Finanzéierung vun de Pensiounen, d'staatlech Partizipatioun un de Krankekeesen an un der Fleegeversécherung, gradwéi iwwert d'Finanzéierung vun der Mammerent a vun de Babyjoren. Roueg Gespréicher musse mer doriwwer féieren, ouni virgefaasste Meenung op eiser Säit an ouni excessiv Tabuzone bei deenen aneren.

Mir wëllen driwwer schwätzen, ob all déi iwwert de Budget, direkt oder indirekt, finanzéiert Sozialleeschtunge lafend voll un den Index mussen adaptéiert ginn oder ob hei Zwëscheléisungen envisageabel sinn.

Mir musse mat de Sozialpartner d'Aspuerungspotenzial am Beschäftegungsfong sichen.

Mir mussen d'Finanzéierungsrelatioune Stat-Gemengen, besonnesch beim Bezuele vum Schoulpersonal, a Gespréicher mam Syvicol iwwerpréiwen.

Mir musse Verständnis derfir kréien, dass Leit, déi vu staatleche Leeschtunge profitéieren a sech e Beitrag dozou kënnte leeschten, un där Finanzéierung vun dëse Leeschtungen eemol méi oder eemol manner käschtendeckend partizipéieren. Dat zielt fir d'Kannerversuergung, dat zielt och a grad fir de Gestehungspräis vun der Waasserversuergung.

Mir mussen iwwert d'Reorganisatioun, am Sënn vun der budgetärer Aspuerung an am Sënn vun der adequater Personalbedienung, vun der Tâche vun den Enseignantë mat deenen hire Gewerkschafte schwätzen.

Mir brauchen e Gespréich mat der Statsbeamtegewerkschaft iwwert d'Bremse vun deem lounsteigernden Impakt vun den automateschen Avancementer a mir brauchen elo schonn e Gespréich mat där Gewerkschaft iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vun der Lounpolitik beim Stat an de Joren 2007, 2008 an 2009, déi nach méi moderat muss ginn wéi déi, déi mer fir dës Joren haten.

Voilà, Här President, dat war et, wat ech Iech wollt soe a wat ech Iech ze soen hat. Dee leschten Deel war net noutwendegerweis ganz schéin. E war awer néideg.

Mir stiechen net, Här President, bis iwwer zwee Oueren an der Krisis, wéi Eenzelner eis dat wëlle gleewen dinn. Mä mir gesinn awer, dass et net einfach kann esou virugoen. Et gehéiert zu de Gebuertsfeeler vun der Demokratie, dass déi, déi warnen, dass déi, déi haut lues maache wëllen, fir dass mer muer nach Vitesse genuch hunn, net zu deen extrem beléifteste Politiker gehéieren. À voir!

Mir wëllen eis fir d'Zukunft nei opstellen. Dofir setze mer eis an, dofir verhandele mer och. Mir wëllen, dass déi, déi no eis kommen, och nach vun eisem Sozialmodell profitéiere kënnen. Mir wëllen, dass d'Solidaritéit lieweg bleift; mir wëllen net, dass se stierft, well mer se haut ze vill strapazéieren.

Mir Lëtzebuerger packen dat, wa mer alleguer upaken, fir eis a fir déi, déi no eis kommen. Mir Lëtzebuerger hunn et nach ëmmer gepackt – wa mer fréi genuch ugepaakt hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun, eng Deklaratioun, déi mer muer de Moie vun néng Auer un a muer de Mëtteg vun hallwer dräi un hei am Plenum diskutéiere wäerten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.08 heures)

Ordre du jour

1. Communications

2. Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d État

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wéi üblech net, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn awer folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5491** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations)

Dépôt: Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 27.07.2005

2. **5492** - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Dépôt: Monsieur le Ministre des Finances, le 08.08.2005

3. **5493** - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 16.08.2005

4. **5494** - Projet de loi portant création d'une réserve d'assistants pédagogiques auprès des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Dépôt: Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 06.09. 2005

5. **5495** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit)

Dépôt: Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 09.09.2005

6. **5497** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

7. **5498** - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

8. **5499** - Projet de loi portant approbation - de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi que de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994, Minneapolis, le 6 novembre 1998 et Marrakech, le 18 octobre 2002; - des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence des plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences des plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994), de Minneapolis (1998) et de Marrakech (2002)

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.10.2005

3) Par lettre du 1er septembre 2005 Madame la Députée Anne Brasseur a informé le Président de la Chambre qu'elle désire interpeller le Gouvernement au sujet de l'Université du Luxembourg.

4) Par lettre du 7 juillet 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 6 au 9 juin 2005:

- recommandation contenant une proposition de recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil européen et du Conseil sur le plan d'action de l'Union européenne contre le terrorisme;

- recommandation à l'intention du Conseil européen et du Conseil sur la prévention des attentats terroristes ainsi que la préparation et la réaction à ceux-ci;

- recommandation à l'intention du Conseil européen et du Conseil sur la protection des infrastructures vitales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme;

- résolution sur les défis politiques et les moyens budgétaires de l'Union élargie 2007-2013;

- résolution sur les progrès enregistrés en 2004 dans la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE);

- résolution sur la protection des minorités et les politiques de lutte contre les discriminations dans l'Europe élargie;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord relatif au programme international pour la conservation des dauphins;

- position sur «Renforcer la compétitivité européenne: conséquences des mutations industrielles sur la politique et le rôle des PME»;

- résolution sur les liens entre immigration légale et illégale et l'intégration des migrants;

- résolution sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne;

- résolution sur la réforme des Nations Unies;

- résolution en vue de la réussite du sommet UE-États-Unis qui se tiendra le 20 juin 2005 à Washington DC;

- résolution sur l'Azerbaïdjan;

- résolution sur l'inclusion sociale dans les nouveaux États membres.

- résolution sur l'inclusion sociale dans les nouveaux États membres.

Par lettre du 31 août 2005 il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 22 au 23 juin 2005:

- résolution sur la modification de la décision du 4 juin 2003 portant adoption du statut des députés au Parlement européen;

- résolution sur la recherche dans le domaine de la sécurité – les prochaines étapes.

Par lettre du 7 septembre 2005 il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 4 au 7 juillet 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole modifiant l'accord relatif aux transports maritimes entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie,

- résolution sur Promouvoir les technologies au service du développement durable: plan d'action de l'Union européenne en faveur des écotechnologies,

- résolution sur la proposition relative à une décision du Conseil modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique" l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au Dom de la Communauté européenne, du protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et transferts dépolluants),

- résolution sur l'appel mondial à l'action: Abolissons la pauvreté,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada sur le traitement des données relatives aux informations anticipées sur les voyageurs (API)/dossiers passagers,

- résolution sur la situation politique et l'indépendance des médias au Belarus,

- résolution sur les relations entre l'Union européenne, la Chine et Taïwan et la sécurité en Extrême-Orient,

- résolution sur l'incidence des activités de prêt de la Communauté européenne dans les pays en développement,

- résolution sur l'accélération de la mise en œuvre du plan d'action communautaire relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvefl1ance et aux échanges commerciaux (FLEGT).

Par lettre du 5 octobre 2005 il lui a enfin fait parvenir copie des documents adoptés au cours de la période de session du 5 au 8 septembre 2005.

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République libanaise sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Géorgie concernant certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier;

- résolution sur les violations des droits de l'homme en Chine, notamment en matière de liberté de religion.

Haut de Moie fänke mer u mat der Dikussioun an den Debatten iwwert d'Deklaratioun, déi den Här Statsminister gëschter iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung hei an der Chamber ofginn huet. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch a Gibéryen.

D'Debatt geet u mam éischte Riedner, dem honorabelen Här Michel Wolter.

Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Ried vum Premier gëschter Moien iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung an domadder och vun der CSV-LSAP-Majoritéit hu mer, mengen ech, de Retour an d'Nationalpolitik ugefaang.

Dat no ustrengenden 18 Méint, an deene mer Phenomeener haten, déi mer zu Lëtzebuerg net esou kennen. Mir haten an 18 Méint net manner wéi dräi Wahlen. Mir haten eng Présidence, an dat kascht an engem klenge Land mat wéineg Staff a mat wéineg Méiglechkeete vill méi Energie wéi dat an anere Länner de Fall ass. D'Présidence, déi eng unanime Unerkennung vun der Leeschtung vun eiser Regierung an och vun eisem Premier mat sech bruecht huet, huet – wéi konnt et anescht sinn – déi politesch Themewelt vun deene leschte Joren dominéiert, well souwuel d'Ministeren wéi och d'Beamten – an dach ganz wesentlech d'Ministeren an d'Administratiounen – enorm Ressourcen do hu misse bannen.

De Referendum, dee sech direkt dorunner ugeschloss huet – an dee vu vill vun eis am Ufank e bësse wéi eng akademesch Sitzung mam Vollek ugesi gi war –, huet sech aus enger Rei vun Evénementer, déi net noutwendegerweis national gesteiert waren, zu enger ganz haarder Ausenanersetzung en fin de compte ugelooss. Deen „Neen" a Frankräich an an Holland huet och hei zu Lëtzebuerg eng Debatt lassgetréppelt, där d'Politik sech gestallt huet an och huet misse stellen.

Ech muss soen, dass et eng extrem interessant Experienz war, am Sënn dass ee villes gewuer ginn ass, vill ganz flott Saachen an Ureegungen, déi am Kader vun där Debatt gefouert gi sinn, dass een awer och villes iwwert de moraleschen Zoustand vun engem Deel vun eiser Bevölkerung gewuer ginn ass, an dass ee sech an enger Rei vun Themekomplexen eeschtlech Suerge muss maachen, wann d'wirtschaftlech Situatioun vun eisem Land sech géif verschlechteren, wéi dann d'Reaktioune wieren – wou mir eis als Lëtzebuerger ganz gären ëmmer de schéine Mäntelchen ëmdinn wat d'Relatiounen zu eisen auslännesche Matbierger an och eis Integratiounspolitik ugeet.

D'Gemengewahle schlussendlech bündele ganz vill Kräften an deene leschte Wochen an och elo nach am Virfeld fir d'Wahlen ze gewan-

nen, an elo fir ze kucken, fir d'Schäfferéit ze bilden. Och dat huet an der Politik heibannen an dobausse vill Aarbecht, vill Energie an deenen eenzelne Parteie kascht. Déi Gemengewahlen erlaben net eng nationalpolitesch Konklusioun ze zéien. Et huet ee ganz kloer gesinn – an dat Land op Land of –, dass et sech ëm eng reng lokalpolitesch Wahl gehandelt huet, wou all d'Parteie mat Héichten a mat Déiften ze rechnen hunn.

Eenzeg Ausnahme sinn an engem gewëssene Mooss héchstwahrscheinlech eis Kolleege vun deene Gréngen, déi méi flächendeckend zougeluecht hu wéi aner Parteien, mä och do gëtt et deen een oder anere Bémol, notamment zu Esch, wou aus der Majoritéit eraus bei wäitem net dat Resultat gemaach ginn ass, wat si sech selwer erwaart haten.

Déi aner dräi grouss Parteien, déi an der Chamber vertruede sinn – vum ADR wëll ech iwwerhaapt net an deem Zesummenhang schwätzen –, hu jee no Konstellatioun Héichten an Déifte missen erliewen, déi awer ganz oft lokalpolitesch hir Ursaache fonnt hunn an déi och do ze siche sinn.

Mir kommen also, no Présidence, Referendum a Gemengewahlen, zréck an den nationalpoliteschen Agenda. Ech géif wëllen e puer Wuert zur Method soen, déi de Statsminister gewielt huet fir den Opbau vu senger Ried ze gestalten. Ech selwer a vill vun eis heibanne ware gespaant, wéi déi Ried géif ausgesinn. Géif de Statsminister mat de fäerdegen Iddiën a Virschléi vun der Regierung zu enger Rei vun Themekomplexe virun d'Chamber kommen an déi hei virleeën? Oder géif hien eng méi virsiichteg Variant huelen, andeem en Themekomplexer, déi an deenen nächste Méint ustinn, uschneit an eng Rei vu Pisten opzeechent, laanscht déi géif diskutéiert ginn? Hien huet sech fir déi zweet Variant entscheed. Mir begréissen dat och.

Wann, kann ech mer virstellen, elo vun der Oppositioun wäert gesot ginn, dass net all Äntwert op all Fro an der Ried vum Statsminister dran ass: Ech kéint mer ganz gutt virstelle wat, wann hien en anere Wee gesicht hätt an en anere Wee fonnt hätt, dann d'Reaktioun gewiescht wär. Da wär gesot ginn: Ex cathedra, vun uewen erof, ouni Dialog, ouni mat de Leit ze schwätze gëtt en fin de compte schonn alles hei op den Dësch geluecht an décidéiert.

Mir hu fonnt, dass de Statsminister eng ganz realistesch Oplëschtung an Appréciatioun vun de Problemer gemaach huet. Hien huet eng ganz Rei vu Pisten ugedeit, op deenen hie mat deenen eenzelne Leit wëllt diskutéieren. Wann ech soe mat deenen eenzelne Leit diskutéieren, da klassescherweis an deene Mechanismen, déi mer eis an deene leschte Jorzéngten zu Lëtzebuerg ginn hunn, notamment d'Tripartite generell a sektoriell, Tripartiten, déi an deenen nächste Wochen a Méint ustinn.

Ech hunn awer och a senger Ried fonnt, dass hien op enger ganzer Rei vu Plaze verstäerkt d'Roll an d'Importenz vun der Chamber an de Vierdergrond gesat huet. Stéchwuert Lissabon-Strategie, wou ganz staark och op d'Kompetenz an op d'Mataarbecht vun der Chamber gepocht gëtt. Och an enger Rei vun aneren Domäner huet de Statsminister kloer an däitlech gemaach, dass hien net ouni a laanscht d'Chamber eng Rei vun Décisioune wëllt huelen.

Fir eisen Deel hu mer véier Schwéierpunkten an der Ried vum Statsminister ausgemaach:

1. De Volet Vollbeschäftegung, Aarbechtsmaart, sozial Sécherheet als A an O vun der sozialer Cohésioun an als Basis fir en harmonescht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg.

2. E resolut Bekenntnis zur wirtschaftlecher Weiderentwécklung an nei Technologien, an nei Domäner. Den Opruff fir déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir den Ëmbau, deen dat bedeit, kënnen ze packen.

3. D'territorial Reorganisatioun an dem IVL.

Selten war an der Vergaangenheet an enger Ried vun engem Statsminister esou vill Referenz gemaach ginn op déi noutwendeg Zesummenhäng, déi an der Politik bestinn tëschent deenen eenzelne Facteuren: wunnen, schaffen, sech bewegen, modern a kompetitiv, administrativ Strukturen op lokalem, regionalem an nationalem Plang.

Als een, dee sech a senger fréierer Funktioun an der Regierung ganz staark fir déi doten Themen agesat huet, huet deen Akzent vun der Ried selbstverständlech och meng Opmierksamkeet an och meng Approbatioun fonnt. Nu bleift et, dass niewent dem Ukënnegen an niewent dem Opstelle vun de Problemer een och an enger nächster Phas an d'Ëmsetzen an an d'Realiséierung vun den Ännerungen da muss kommen. Ech kommen am weidere Verlaf vu menger Ried dorobber nach zréck.

A véiertens, wéi e Strëch duerch déi ganz Ried huet sech d'budgetär Rumm duergestallt, déi amgaangen ass sech ze änneren: Einnahmen, déi nach steigen, awer manner vläicht wéi an der Vergaangenheet, Ausgaben, déi extrem héich leien, Budgetsdefiziter, déi och viru Lëtzebuerg net méi Halt maachen. Alles dat huet ee wéi e Filigranstréch duerch seng Ried an en fin de compte als Kader vu senger ganzer Ried ëmmer erëm gesinn.

Ech wéilt dann och am Numm vun eiser Fraktioun zu deenen eenzelne Schwéierpunkten, wéi mir se ausgemaach hunn, Stellung huelen, woubäi et selbstverständlech net méiglech ass, op all eenzelnen Aspekt anzegoen an ee sech bei deenen eenzelne Punkten op e puer Elementer konzentréiere muss.

Zum Kapitel Vollbeschäftegung an Aarbechtsmaartsituatioun fënnt et d'Approbatioun vun der CSV an och dat kloert Bekenntnis vun eiser Partei, dass de soziale Kahlschlag mat eis net wäert stattfannen. De Statsminister huet a senger Ried op enger Rei vu Plazen dorobber opmierksam gemaach. Hien huet eng Rei vu Pisten annoncéiert an uginn op deenen diskutéiert kéint ginn.

Zum engen den Index. Den Index, wou hie gesot huet, dass um Prinzip vum Index net ze rüttele wier, mä dass een iwwert d'Zesummesetzung vum Wuerekuerf eng Diskussioun mat de Sozialpartner kënnt féieren.

Mir deelen dat, mir wëlle just opmierksam maachen op d'Geforen, wat d'Argumentatioun ubelaangt, wat d'Zesummesetzung vum Wuerekuerf ubelaangt. Mir fannen, dass et eng ganz geféierlech, eng ganz riskant Diskussioun ass, wann een ufänkt, eenzel Elementer aus engem Wuerekuerf erauszehuelen, an dass een déi an eng kohärent Argumentatioun muss kënnen aféieren, fir dass se och vun de Leit novollzéibar ass.

D'Stéchwuert Tubak an Alkohol ass genannt ginn als Beispiller, déi een aus dem Wuerekuerf kéint eraushuelen. D'Stéchwuert Bensin ass gebraucht ginn als en Element, wat absolut net a Fro kënnt, dass et erausgeholl gëtt.

Elo kann ee beim Tubak ouni weideres verstoen, dass, wann et sech bei der Präisgestaltung vum Tubak ëm Elementer handelt, déi politesch gesteiert Elementer beinhalten an eng Richtung Gesondheetspolitik, notamment an eng Richtung, dass soll manner gefëmmt ginn, een net onbedéngt an esou engem Zeenario deen Deel vun der Ausgab am Index permanent a voll ëmfänglech kann a soll aféiere loossen.

Dat Gläicht gëllt beim Alkohol. Et muss een allerdéngs ganz gutt oppassen, dass een et dann op déi doten Elementer limitéiert, fir net an eng Situatioun ze kommen, dass een eng Diskussioun lasstrëppelt op aneren Deeler a Komponente vum Wuerekuerf, wou ee sech dann de Reproche muss maachen, dass selwecht gelagert Elementer net déiselwecht Appréciatioun géife kréien.

Stéchwuert Bensin. Et ass ganz kloer, dass am Bensinspräis haut voluntaristesch politesch Elementer dra sinn, notamment fir energiepolitesch a sozialpolitesch Moossnamen ze bezuelen. Wann een also beim Tubak a beim Alkohol eng gewëssen Argumentatioun féiert, da muss een oppassen, dass ee vun anerer Säit net beim Bensin déiselwecht Argumentatioun deen anere Wee ronderëm geféiert dohinnergehale kritt, fir ähnlech Aussetzungsmechanismen an den Indexkuerf eranzebréngen.

Déi maximal Indextranche ass ugeschwat ginn. Mir kënnen esou eng Diskussioun mat féieren, et ass d'ailleurs eng Diskussioun, déi schonn esou al ass wéi d'Politik vum Index hei zu Lëtzebuerg. Mir verstinn allerdéngs och, dass ee ganz genau muss oppassen, an d'CGFP huet dat jo gëschter Owend scho gesot, dass een dann am Loungefüge, besonnesch am öffentlechen Déngscht, net duerch Entkäppe vun der Indexadaptatioun op engem gewëssene Revenusmontant an d'Situatioun kënnt, dass een eng aner Verdeelung vun der Gehälterpyramid en fin de compte domadder erreecht.

Setzt een d'Limite awer esou héich un, dass et en fin de compte am öffentlechen Déngscht kee méi betrëfft, da kënnt een natierlech an d'Situatioun, dass dat ganzt Spill engem net ganz vill bréngt, well d'Betriber, déi en fin de compte jo de Käschtepunkt vun där ganzer Operatioun bezuelen, sech da mat dem Management vun hire Betriber sehr wohl op aner Mechanisme kënnen eenegen, fir d'Gehaltspolitik ze steieren, déi net onbedéngt mat Index gebonnenen Elementer ze dinn huet.

De Mindestloun steet net zur Debatt. Dat fanne mer gutt. Allerdéngs muss een oppassen: Wann een iwwer Mindestloun a Produktivitéit schwätzt, a besonnesch wann een um ënneschte Bord vun eise Leit schwätzt, déi um Aarbechtsmarché sinn, dass d'Diskrepanz tëschent Produktivitéitszousteigerung a Mindestloun net ze grouss gëtt, well ee soss eppes erreecht, wat een net wëllt, nämlech dass d'Betriber massiv probéieren an deenen dote Kategorië keng Leit méi anzestellen, déi een dann am Chômage erëmfënnt.

Do muss een also ëmmer ganz gutt den Equiliber fannen tëschent Upassung vum Mindestloun, Adaptatioun vum Mindestloun a senger Entwécklung mat där vun der Produktivitéit vun der Wirtschaft. Gëtt de Gap do ze grouss, dann erreecht een net dat, wat ee gären hätt.

De Statsminister huet méi eng breet Offer an der Schoulpolitik ugemahnt. Mir si mat där Analys d'accord, well mer alleguer gesinn, dass eis Gesellschaft sech ännert. Eis Gesellschaft ass manner homogen wéi se fréier war. D'Familljeverhältnisser ännere sech, d'sozial Zesummesetzung vun eiser Gesellschaft ännert sech. Allerdéngs däerf de Message net dee ginn, dass et ëmmer méi liicht gëtt. PISA huet eis gewisen, dass de Contraire de Fall ass. Wëlle mer an der Konkurrenz vun der europäescher Politik, déi sech hei zu Lëtzebuerg jo och haaptsächlech op der Bildung, der Ausbildung an der Weiderbildung vun eise Leit reflétéiert, wëlle mer an där Spiral mathalen, da musse mer no Modeller sichen, déi et erlaben eise Kanner déi beschtméiglech Ausbildung par rapport zu hire Moyene mat op de Wee ze ginn.

D'Fro, déi sech also fir eis stellt, ass déi: Wéi kënne mer de Kanner hëllefe bei der Bewältegung vun deene Problemer, déi se hunn? Wéi kënne mer hinnen hëllefen, méiglechst individuell, fir dee Wee ze packen, deen et hinnen erlaabt herno hir Plaz an der Gesellschaft ze fannen, wëssend dass d'Familljen, d'sozial Verhältnisser an och d'Liewensverhältnisser amgaange sinn ze changéieren?

Duerfir gi mer mat an eng Diskussioun iwwer eng verbreedert Offer Richtung Ganzdagsschoul oder awer och Hausaufgabenhëllef, also zousätzlechen Encadrement.

Mir verschléissen eis och net enger Diskussioun iwwer eng Erweiderung vun der Zäit, déi an der Schoul soll verbruecht ginn, wann et dann drëm geet déi Kompetenzsockelen ze erreechen, déi sollen definéiert ginn. Mir soe just, dass mer am Vierdergrond souwuel vun de mënschleche Ressourcen, déi mer hunn, wéi och vun de budgetäre Moyenen, déi mer hunn, den Equiliber musse fannen tëschent der Noutwendegkeet da weidert zousätzlecht Personal anzestellen, wëssend haut schonn, dass een iwwergroussen Deel vun eise jonken Universitairen net méi an de wirtschaftleche Prozess, mä an de Schoulsystem wäert erafléissen a mer doduerch ëmmer méi auslännesch Fachleit op Lëtzebuerg musse kréien, fir déi aner Plazen an der Wirtschaft ze besetzen.

An op där anerer Säit och selbstverständlech d'Limite vum budgetäre Kader. Alles dat: Leit, verbreedert Offer, dat kascht Geld. Déi Sue mussen zur Verfügung gestallt ginn. A wann een – ech soen dat ëmmer – 100 huet an engem Budget an et gëtt een enger Partie méi, da muss een och driwwer diskutéiere wat fir enger Partie dass ee manner gëtt.

Fir eis, als CSV, ass déi dote Politik eng prioritär Politik, déi ze ënnerstëtzen ass, well et geet schliesslech hei ëm d'Zukunft vun eisem Land.

Den drëtten Aspekt: den Aarbechtsmaart. Virun der Diskussioun Lissabon, virun der Diskussioun, déi mer musse féieren, dem Programm, dee mer mussen eraginn, stellt sech d'Fro wat fir eng Korrekturen dass mer musse virhuele fir déi Kritären, déi mer bei Lissabon mussen erfëllen, wat d'Kompetitivitéit an och d'Aarbechtsmaartsituatioun ubelaangt, kënnen ze erfëllen. Mir wäerten an deenen nächste Wochen d'Geleeënheet kréien, intensiv doriwwer ze diskutéieren.

Bis elo muss ee soen, dass net ganz vill Neies um Dësch läit par rapport zu deem, wat an deene leschte Joren an deem doten Domän schonn diskutéiert ginn ass: d'Reform vum Aarbechtsamt, d'Zäitverträg verfeineren, On-line-Aarbecht eng rechtlech Rumm ginn ass alles richteg, ass alles gutt; d'Fro, déi sech stellt, dat ass, wann opgrond vu wirtschaftlechen Entwécklungen, déi sech maachen an Europa, d'Aarbechtslosenzuel zu Lëtzebuerg weider an deem Rhythmus géif klamme wéi se an deene leschte Jore geklommen ass, wou d'Limitë vun den Adaptatiounen an engem bestehende System ophalen a wou d'Noutwendegkeet, fir zu anere Mesuren ze gräifen, ufänkt.

Schlussendlech an deem Kapitel begréisse mer ausdrécklech d'Aussoe vum Premier wat d'Integratiounspolitik ubelaangt. Zum sozialen Ausgläich gehéiert och d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger. D'Ausgrenzung ass den éischte Schrëtt zu sozialem Onfridden. Do wäert d'Regierung an der CSV e konstruktiven an engagéierte Partner fannen.

D'wirtschaftlech Weiderentwécklung stoung am Statsminister senger Ried ganz kloer resolut ënnert dem Zeechen, dass mer an déi nei Technologien era musse kommen, dass mer e Wirtschaftsstanduert wëlle ginn, dass mer an neien Domäne vun der Wirtschaft wëlle Fouss faassen an dass mer och do eng europäesch Kompetenz gären hätten.

Mir begréissen an ënnerstëtzen déi Aussoen ausdrécklech. Mir brauchen an der E-Technologie e gesetzlechen Encadrement, deen et de Betriber erlaabt, op eng konkurrenziell Aart a Weis par rapport zum Ausland ze fonctionnéieren. Mir brauchen awer och, wa mer dat wëlle maachen, Datenautobunnen, déi musse fonctionnéieren, fir dass dee Commerce do ka fonctionnéieren.

A wann ech dat soen, dann ass et well ech ëmmer nees dann zréckkommen op d'Investissementspolitik, déi muss gemaach ginn, an op d'Prioritéiten, déi an der Investissementspolitik musse gemaach ginn. A mir brauche schlussendlech och, well mer net iwwerall alles kënne leeën, eng Rei gutt geziilten Emplacementer, IVL-konform Emplacementer, wou mer déi doten Aktivitéiten ubidden. Et ass illusoresch ze mengen, dass mer iwwerall am Land alles um Niveau vun den Investissementer kënne maachen, a mir brauchen do eng geziilte Politik.

Dat ass e Ganzt, wat iwwergeet an d'Universitéit, eng Universitéit, déi kleng awer oho soll sinn, déi net alles wëllt emräissen, mä déi sech geziilt a konzentréiert op eng Rei vu Schwéierpunkte soll konzentréieren, déi Recherche-orientéiert ass, a wa se Recherche-orientéiert soll sinn, och no bei der Recherche muss ugesiedelt sinn, fir dass déi Symbios tëschent Universitéit a Recherche ka fonctionnéieren. Mir si fir eng Excellenz an enger Rei vun Domäner.

Ech muss elo soen, dass an Zeitungsartikelen an anere Stellungnahmen, déi een déi lescht Wochen a Méint kritt huet, een net ëmmer d'Impressioun hat, dass dat, wat de Statsminister gëschter als Rumm do virginn huet, och am leschten Detail esou vun deene Leit gesi gëtt, déi um Terrain schaffen. Mir sinn deemno ganz zefridden och, dass d'Madame Brasseur eng Interpellatioun ugekënnegt huet, well mer mengen, dass et wichteg ass, dass mer an dësem Moment an der Chamber iwwert d'Ausriichtung vun der Universitéit diskutéieren. D'ailleurs ass jo och de Recteur vun der Universitéit an deenen nächsten Deeg an där zoustänneger Chamberskommissioun present.

Mir brauchen och bei der Uni, der Recherche, der Fuerschung eng Symbios, déi sech och um Niveau vun der Standuertpolitik ausweist.

Mir sinn och erfreet driwwer, dass d'Moyenë vun der Recherche, vum öffentlechen Deel vun der Recherche an d'Luucht gesat solle ginn. Mir hunn eng Versechsfachung vun de Kreditter an deene leschte sechs Joer kannt. Mir ënnerstëtzen d'Regierung an hirem Effort fir dee ganze Komplex E-Technologie, Universitéit a Fuerschung zu engem Kompetenzzentrum vun enger Lëtzebuerger Politik ze maachen.

Mir däerfen, Dir Dammen an Dir Häre, awer net an deem ganze Komplex vergiessen, dass d'Zukunft vun eiser Wirtschaftspolitik net nëmmen E-Technologië sinn, dass et net nëmmen drëm geet, héich qualifizéiert Spëtzeplazen eis ze organiséieren, déi wuel ganz vill Steieren erabréngen, mä awer nëmmen engem Deel vun eiser Bevölkerung och eng Aarbechtsplaz fir d'Zukunft kënne bidden. Dofir menge mer, dass een och um

Niveau vun der Industrie eng Diversifikatiounspolitik muss bestreiden, dass een nei Industriebetriber an d'Land muss kréien. Dat ass natierlech méi einfach gesot wéi gemaach. Den industriellen Deel vun eiser wirtschaftlecher Leeschtung ass nëmmen nach bei 10% vun der gesamter wirtschaftlecher Leeschtung ugesiedelt, mä d'Kyoto-Contrainten zum engen, d'Biergerinitiativen a Standuertproblemer zum anere maachen eis do d'Liewen net einfach, an dees musse mer eis bewosst sinn.

Den drëtte Schwéierpunkt an dem Statsminister senger Ried: den IVL an d'territorial Reorganisatioun. Ech hunn et gesot, et war e breeden Deel a senger Ried. Mir begréissen dat. Ech géif op dëser Plaz nëmmen op dräi Aspekter dovunner wëllen agoen, well dat do en fin de compte eng Ried fir sech an en Thema fir sech scho wier.

Deen éischten Aspekt, deen dem Statsminister am meeschten um Mo läit an um Häerz läit, dat huet ee gëschter ganz kloer gesinn, dat ass dee vum Wunnen. Hien huet souguer vun engem perséinlechen Echec geschwat. Wann e seet Echec vu senger Politik, dann och der Politik vun deene successive Regierungen, déi responsabel waren.

D'Präisser géifen ëmmer weider an d'Luucht goen, d'Präisspiral géif net gebremst ginn; dat obschonn eng ganz Rei vu Mesuren an deene leschte Jore geholl gi sinn, fir deem entgéintzesteieren. Hie schwätzt an deem Kontext vun enger besserer Koordinatioun tëschent Stat a Gemengen, vu Wunnengsbaupakt a Wunnengsbauentwécklungspläng, vun enger finanzieller Begleedung vun de Folgekäschte fir d'Gemengen, déi sech resolut am Domän vun der Erweiderung vun hire Leit géifen asetzen.

Hie mahnt eng méi staark Benotzung vum Bail emphytéotique a vum Virkafsrecht fir d'Gemengen un a schwätzt schlussendlech vun enger Flexibiliséierung vun der kommunaler Grondsteier, fir d'Baulandspekulatioun anzedämmen; dat Ganzt ze gesinn an enger Rumm, déi sech als Zil 15.000 nei Wunnengen an deenen nächste Joren – bei deenen en allerdéngs net weider preziséiert huet, ëm wéi vill Joren dass et sech do handelt – gesat huet.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat doten ze einfach ass, fir déi allengeg Schold der Regierung oder deene successive Regierunge wëllen ze ginn. Ech si frou – dat éiert de Statsminister –, dass en déi Ausso gemaach huet. Ech mengen allerdéngs, dass d'Fro vum Wunnen a vun der Entwécklung vun de Präisser da wesentlech méi breet unzesiedelen ass wéi just un der Fro, ob d'Regierung hir Hausaufgaben do gemaach huet oder net, well d'Regierung nëmmen een Acteur an deem ganze Secteur ass a well d'Regierung – ausser mer wäre bereet ganz aner Weeër ze goen – och net den determinante Facteur ass an allen Domänen, déi deen dote Beräich beschäftegen.

Ech wëll mech explizéieren. Et gëtt gesot, et gëtt net genuch Bauland op de Marché bruecht. Et muss een allerdéngs wëssen, dass mer am Kader vun der IVL-Etüd festgestallt hunn, dass mer an de bestehende Perimetere vun deenen 118 Gemengen, 116 Gemenge vum 1. Januar vum nächste Joer un, net manner wéi 6.200 ha leien hunn, déi haut schonn ausgewise sinn zur Bebauung.

Elo seet een: 6.200 ha, wat ass dat? Pipifax? Neen! Dat sinn 2,3% vun eisem gesamten Territoire, an et ass een Drëttel vun der bebauter Fläch. Mir hunn also en Drëttel vun där zu Lëtzebuerg bebauter Fläch haut schonn an de bestehende Perimeteren dran, déi also de prinzipiellen Accord vun de Gemenge schonn hunn, fir enger Bebauung zougefouert ze ginn; dovun iwwer 60% vun de Flächen eleng am Wunnengsbau.

Zweetens, et ginn all Joer am Intérieur säit enger Rei vu Jore 6.000 Wunnunitéiten autoriséiert. 6.000 Wunnunitéiten! Ech setzen dat an de Kontext mat deene 15.000, déi de Statsminister gesot huet. Eleng am Joer 2004 si mengen Informatiounen no am Intérieur iwwer 6.000 Wunnunitéite genehmegt ginn.

Et stellt sech also d'Fro, firwat déi Wunnunitéiten net op de Marché kommen, a firwat déi Baulandreserven, déi jo solle kommen, déi mer zum ganz groussen Deel schonn hunn an de bestehende PAGen, net op de Marché kommen. Do fannen ech fënnef verschidden Argumentatiounen, Grënn aus menger Erfahrung, firwat dass dat de Fall ass.

Zum engen d'Prozeduren. Zum Deel si sécher eis Prozedure schwiereg. Mir hu probéiert duerch an am Gesetz vun 2004 déi Prozeduren ze vereinfachen an hinnen e Kader ze ginn. Et muss sech elo weisen, ob déi Ëmännerungen aus dem Gesetz vun 2004 duerginn, fir eng Beschleunegung vun de Prozeduren duerchzeféieren.

Wëssend allerdéngs, dass een och do net alles ka maachen, well mir an engem Rechtsstat liewen, an ee Rechtsstat bedeit, dass wann eng Persoun eppes wëllt entwéckelen, eng aner Persoun sech eventuell doduerch an hire Rechter léséiert ka fillen an och d'Moyenë muss hunn, fir kënnen Oppositioun op deene Plazen, déi dofir do sinn, anzeleeën, wann esou eng Bebauung gemaach gëtt.

Zweetens, et gëtt manifestement eng Rei Gemengen, déi bremsen. An zwar aus zwee Phenomeener:

Ee Phenomeen, dee selwer gesteiert ass an net méi wéi e gewëssent Mooss all Joer wiisst, well en net akzeptéiert, dass gréisser Lotissementer an engem Stéck op de Marché kommen, mä dat schéin an Tranchë geschitt. Dat aus enger ganzer Rei vu lokalpoliteschen, och investissementspoliteschen Ursaachen eraus.

Zum aneren awer och aus dem Drock, deen aus Biergerinitiative kënnt. Een typesche Phenomeen, dee mir an der Stad an och op anere Plaze kennen – ech ka mech aus menger Zäit un ee ganz schéint Beispill zu Sandweiler erënneren –, ass wa Leit sech niewent enger grénger Wiss eng Plaz kafen an dann der Meenung sinn, dass déi gréng Wiss op éiweg Zäit déi gréng Wiss muss bleiwen, och wann den Terrain niewendrun am Bauperimeter als eng Plaz, déi zur Bebauung virgesinn ass, ausgewisen ass, an dann natierlech mat alle Moyenen – politescher, rechtlecher – probéieren ze verhënneren, dass d'Entwécklung vun deenen Terrainen, déi niewent hirem leien, dann och realiséiert gëtt.

Deen drëtte Phenomeen ass fir mech ganz kloer dee vun de Propriétairen. D'Grondpropriétairen hei zu Lëtzebuerg sinn eng Minoritéit vun de Leit. D'Grondpropriétéit ass net an eiser Bevölkerung esou verdeelt, dass vun honnert jiddfereen een Honnertstel vum Terrain huet, mä d'Propriétairë sinn eng Minoritéit. Op all de Plazen – egal wou een als Buergermeeschter wëllt eng Entwécklung fannen – fënnt een ëmmer déiselwecht Leit erëm, a ganz oft sinn dat Leit, déi schonn esou vill realiséiert hunn, dass fir si a fir hir Generatioun hannendrun zum Deel scho gesuergt ass, an déi net wëlles hunn, eng weider Entwécklung vun hiren Terrainen ze maachen.

Dat an deene leschten 20 Joer d'autant plus, well jo en fin de compte den Zouwuess u Gewënn, dee si doduerch erreechen, dass se den Terrain leie gelooss hunn, méi héich ass wéi den Zouwuess, dee si kritt hätte wa si hir Suen op der Bank platzéiert hätten. Och dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass ee Phenomeen, deen een an enger gesamtheetlecher Analys vum Problem net aus den Aen däerf loossen.

Véiertens, d'Promoteure selwer, wou et zwou Zorte gëtt: Zum engem déi Promoteuren, déi nach ee Baubetrib hunn – ech wëll déi ganz kloer differenzéiere vun deene Promoteuren, déi kee Baubetrib hunn. D'Promoteuren, déi ee Baubetrib mat 100 bis 400 Leit hannendrun hunn, deene si Aarbecht musse ginn, hunn éischter d'Tendenz ze kucken eng Mehrjahresplanung ze maachen, déi hinnen et erlaabt, d'Capacitéit vun hirem Betrib op engem Joer auszelaaschten an eng Previsioun ze hunn op déi nächst dräi bis fënnef Joer, dass hire Betrib – an domat och d'Responsabilitéit, déi si fir hir Leit hunn – dat kann anhalen. Déi Leit sinn net dorun interesséiert an engem Joer alles, wat si autoriséiert kritt hunn, ze realiséieren op d'Gefor hin, dass hire Betrib déi Joren hannendrun net méi déi néideg Auslaaschtung huet a se domadder an aner Schwieregkeete kommen.

Op där anerer Säit gëtt et eng Rei vu Promoteuren, déi – géif ech emol soen – an deene gudde Jore keng Terraine kaf hunn, an déi elo zu egal wat fir engem Präis den Terrain musse kafe fir am Marché kënnen ze bleiwen. Déi dreiwen natierlech d'Präisspiral an d'Luucht.

Fënnefte Facteur, deen hei zu Lëtzebuerg am internationale Verglach awer och ganz kloer ass, dat ass deen, dass mir hei zu Lëtzebuerg vill méi deier baue wéi am Ausland, sou dass et also net nëmmen eng Fro ass vum Baulandspräis, mä dass et och eng Fro ass vum Realisatiounspräis vun deem eenzelne Gebai.

Wann een also déi eenzel Punkte kuckt, déi do matspillen, da muss ee sech d'Fro stellen: Wann een an eng aner Politik wëllt erakommen, wann ee gäre méi Terrain op dem Marché hätt, wat sinn dann d'Facteuren op déi ee kann agéieren? An do falen eis der e puer an, déi ee misst prioritär gesinn.

A vun deenen hunn ech leider een net an der Ried vum Statsminister erëmfonnt, an dat ass d'Fro vun der Expropriatioun. D'Fro vun der Expropriatioun als Moyen fir der öffentlecher Hand d'Méiglechkeet ze ginn, fir op där Plaz, déi IVL- an och PAGs- konform ass, d'Entwécklung vun der Gemeng virunzedreiwe par rapport zu anere Plazen, déi net esou interessant sinn.

Ech weess, dass dat eng ganz schwiereg Diskussioun ass, well déi bis déif an d'Privatrecht erageet. Ech weess awer och, dass, wa mir dee Problem do net eng Kéier uginn, wa mir net eng Kéier seriö doriwwer diskutéieren, wéi mir et da fäerdeg brénge fir op enger Rei vu Plaze massiv Terrain kënnen ze kafen – an zwar net nëmme kafen, mä och zu engem Präis, deen esou ass, dass deen Terrain och nach zu engem akzeptabele Präis herno un den Endabnehmer, dat heescht un d'Leit, ka verkaaft ginn –, mir dann der Problematik, Regierung hin, Regierung hier, net wäerte Meeschter ginn.

De Statsminister huet an deem Kader iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemenge geschwat. Et stellt ee fest – an och a senger Ried huet een nees festgestallt –, dass ëmmer méi Chargen op eis Gemengen duerkommen.

Eleng an dëser Ried huet hie vun enger Kooperatioun um Niveau vun der Wunnengsbaupolitik a vun enger Erweiderung vum Schoulencadrement geschwat. Nei Chargen, nei Erausfuerderungen, déi op d'Gemengen duerkommen an déi nei Belaaschtunge fir d'Gemenge mat sech bréngen. Et muss ee sech also d'Fro stellen: Sinn eis Gemengen, déi aus dem Ufank vum 19. Jorhonnert kommen, an hirem Opbau esou gerüst, fir all deenen neien Erausfuerderungen am familljepoliteschen an am sozialpolitesche Beräich kënnen entgéintzekommen? Eis Äntwert ass éischter, dass dat net de Fall ass.

Dofir begréisse mir déi Diskussioun, déi den A an O en fin de compte ass fir ze soen, mir musse kompetent Sockelen och bei de Gemengen definéieren. Mir musse kucken, wat si Mindestkritären, Mindeststandarden, déi ee muss kënnen ubidden, an da musse mir de Courage hunn, dann och eis Gemengelandschaft no deene Konklusiounen, déi sech doraus erginn, ze readaptéieren.

Dobäi ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro ob mir d'Fusiounen iwwer Zwangsfusiounen oder iwwer fräiwëlleg Fusioune maachen, fir mech nëmmen een Deel vun der Fro. Well zur Fro vun der Kompetitivitéit vun der Gemeng stelle sech nach eng Rei vun anere Froen:

1. Wéi definéiere mir déi Masse critique, déi noutwendeg ass?

2. Wéi brénge mir et fäerdeg, um Niveau vum administrative Personal aus dem 19. Jorhonnert erauszekommen? Wéi brénge mir et fäerdeg, seriö administrativ an technesch Servicer net nëmmen an deene grousse Gemengen, mä och an deene méi klenge Gemengen un d'Funktionéieren ze kréien?

3. Wéi organiséiere mer de politeschen Encadrement vun deem Ganzen?

Ech hu gelies, dass de Parteipresident vun der LSAP an engem Artikel gëschter gesot huet, dass mir mussen op eng Trennung vun der lokalpolitescher an der nationalpolitescher Kompetenz kommen. Dat ass eppes wat ech an dëser Chamber och schonn eng Kéier gesot hunn, well mer gesinn, dass mir am Kader vun der europäescher Erweiderung an der Chamber an Zukunft Deputéierte mussen hunn, déi sech vill méi mat national- an europapolitesche Froe beschäftegen, a vill méi Budget an Zäit mussen hunn, fir d'Europapolitik kënnen ze begleeden, wéi dat haut de Fall ass.

Wann d'Chamber awer eng Zesummesetzung vu Lokalpolitiker, déi och nach derniewent Nationalpolitik maachen, bleift, wäerte mir ni där doter Erausfuerderung gerecht ginn. Domadder och net deenen Erausfuerderungen, déi de Statsminister ugekënnegt huet, wéi hie gesot huet, dass hie gären hätt, dass d'Chamber sech an eng Rei vun national- an europapoliteschen Domäner méi staark involvéiert wéi dat haut de Fall ass.

Mir mussen also am Kader vun där doter Diskussioun doriwwer diskutéieren, wéi mir mam Député-maire, mam Conseiller-maire, mam Échevin-maire an Zukunft virufueren. Wéi fuere mer mam Deputéierte virun a wéi brénge mer et fäerdeg, dass mer déi regional Komponent, dat heescht déi Fro vun Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, déi mer säit dem 1999er Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire an eisem Beidel dran hunn, och mat Liewe kënnen erfëllen.

Domadder huet ee lokal- a regionalpolitesch d'Hausaufgab fir eng Persoun, fir ee Persounegrupp, fir ee Persounentyp sécher ze definéieren an et géif engem op där anerer Säit erlaben – do sinn ech mam Här Bodry d'accord –, dass an Zukunft d'Chamber sech méi spezifesch a méi verstäerkt ëm aner Saache bekëmmert. Ech si mer allerdéngs bewosst wat fir een enorme Mentalitéitswandel dass dat doten alles viraussetzt ier mer an esou eng Richtung wëllen a kënne kommen.

Drëtt Stéchwuert: Reorganisatioun – an dobäi däerf een och de Käschtepunkt net aus den Ae verléieren. Och hei soen ech nees: Wa mer iwwer Reorganisatioun schwätzen a mer et besser wëlle maachen, an dat Eenzegt, wat dobäi erauskënnt ass, dass et méi deier gëtt, well mer nei Strukture musse schafen, déi mer haut net hunn, a well mer net wëllen un d'Grondphilosophie goen. Mer mussen doduerch nei Intermédiairespositiounen a -strukturen schafen. Dat Ganzt gëtt folglech herno méi deier wéi et en fin de compte justifizéiert ass. Mir hunn och de Krich an deem heiten Domän net gewonnen.

Leschten Aspekt an dësem Domän: den öffentleche Verkéier. 25% „modal split", dat ass e Pak, 25% „modal split", dat ass en Doublement vun de Bewegungen, déi d'Leit an Zukunft am öffentleche Verkéier maachen. Dat ass net nëmmen eng Fro vu Mentalitéitswandel, dat ass och eng Fro vun enorm vill Geld.

Wann ee gesäit, wat den IVL definéiert huet, a wann een den IVL seriö hélt – dat ass jo d'Viraussetzung vun där ech ausginn –, dass e gesot huet: Mir hunn e Réckgrat, dat mer mussen definéieren aus Zentrum, Stad, Süden, Frichen an Nordstad, déi ze definéieren ass, an den öffentlechen Transport muss prioritär laanscht déi Achs organiséiert ginn, dann ass et kloer, dass niewent dem Modell K, dee jo décidéiert ass an deen eng Ubannung op de Findel an op de Kierchbierg virgesäit vum bestehende Schinnennetz, eng Prioritéit muss bei der Linn Esch-Stad leien, aus enger Rei vu Grënn op déi ech nach wäert zréckkommen.

Wann ech awer weess, dass de Modell K eng Milliard Euro kascht, dat heescht den Investissementsvolume vun eisem Stat fir e ganzt Joer, toutes catégories confondues, an ech weess, dass ech da vun Esch an d'Stad nach eng Linn muss bauen, déi och nach eng Kéier datselwecht kascht, also nach eng Kéier e Joer Budget kascht, da stellt ee sech d'Fro wéi mer dann op d'Iddi komme fir nach aner Saachen unzemahnen, déi do derniewent an deem dote Beräich nach solle kommen, well da baue mer jo nach en drëtt Joer Investissementspolitik vun eisem Stat an deen doten Domän eran, an da stellt sech opgrond vun der veränderter wirtschaftlecher Situatioun awer ganz kloer d'Fro vun de Prioritéiten, déi ee sech setzt bei der Ëmsetzung vun enger Politik.

Véiertens, d'budgetär Rumm. Dat véiert Kapitel vum Statsminister senger Ried, do huet ee ganz kloer gespuert, ouni dass en an den Detail wollt a konnt goen, well mer jo nach eng budgetspolitesch Diskussioun kréien, dass mer an enger neier Situatioun sinn. Wuel nach an enger spezieller Situatioun, well mer contrairement zu deenen aneren europäesche Länner keen Abroch hunn um Niveau vun der Einnahmesäit, quoique mer am Joer 2004 nach 8% Augmentatioun vun de Recetten haten an am Joer 2005 5,3% hunn; mer eis also och eeschtlech Gedanken iwwert d'Einnahmesäit vun eisem Budget maache mussen, mä de Problem sech ganz kloer op der Ausgabesäit erëmfënnt.

Mir hu Progressioune vun iwwer 10% vun eisem Budget op der Ausgabesäit, an dat iwwer eng Rei vu Joren. De Gap tëschent Einnahmen an Ausgabe gëtt ëmmer méi grouss, an net nëmme gëtt de Gap tëschent Einnahmen an Ausgabe méi grouss, mä de Fait, dass mer eis et erlaben, Budgetsausgabe vun iwwer 10% pro Joer ze hunn, ass menges Wëssens eenzegaarteg op der Welt. Net emol China erlaabt sech Joer fir Joer d'Ausgabe vum Budget iwwer 10% klammen ze loossen, well s de einfach deng Facteuren, déi noutwendeg sinn, fir d'Einnahmen ze sécheren, fir déi dote Progressiounstauxen ze kréien, net méi ënner Kontroll kanns halen.

Mir kommen an deenen nächste Joren also un d'Limitë vu Maastricht erun, an de Statsminister huet

zu Recht eng Rei vu Pisten och an dësem Domän ugeschnidden, wou hie gesot huet: Wou ass dann den Haaptproblem, dee mer hunn? An den Haaptproblem, dee mer hunn op der Ausgabesäit, ass ganz kloer deen, dass mer eng Iwwerproportioun vun automatesch sech reguléierenden Ausgaben an eisem Budget dran hunn. Hien huet an deem Kontext vun de staatleche Kontributiounen un d'Rentekeesen, un d'Finanzéierung vun de Pensiounen, un d'Participatioun u Krankekeesen- a Fleegeversécherungen an un d'Finanzéiere vu Babyjoren an der Mammerent appeléiert, als en Total vun 2,4 Milliarden Euro, déi dës Domäner ausmaachen an eisem Budget.

Wann ee weess, dass eise Budget op der Ausgabesäit eppes iwwer 7 Milliarden huet, op der Einnahmesäit zurzäit, ouni Friemfinanzéierung, fir d'Joer 2006 iergendwou an de Barragen iwwer 6 Milliarde wäert leien, da weess een, dass eleng deen doten Deel vun den Ausgaben am Budget bal 40% vum Gesamtvolume vun den Ausgabe vun eiser Budgetspolitik ausmécht.

Wëssend awer och wéi d'Mammerent d'lescht Joer diskutéiert ginn ass, maachen ech mer net ze vill Illusiounen driwwer, Här Statsminister, ob mer dann déi Rou an déi, wéi soll ech soen, Serenitéit, déi Dir ugemahnt hutt, fir déi doten Diskussioun ze féieren, ob mer deen Tounfall dann och wäerten erreechen, wann et dann iwwert déi theoretesch Considératiounen an d'praktesch Ëmsetzung vun där Politik geet.

Eppes ass sécher, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert net akzeptéieren, egal wéi, dass mer a belsch Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg kommen. Déi déi belsch Politik an deene leschte Wochen an Deeg verfollegt hunn, déi gesinn hunn, wéi penibel, wéi schwiereg et ass fir e gesamt Land, fir d'Feeler vun enger Generatioun vu virdrun nees auszebigelen, déi et no siwe Joer mat ganz vill Krämpes gepackt hunn, fir vun 160% Defizit PIB op 90% Defizit PIB erofzekommen, déi nach weider Aschnëtt an e System elo mussen erantransportéieren, dee schonn net ganz roseg ass, déi verstinn, dass, wann een an engem Land lieft, wou Budgetsreserve sinn, wann een an engem Land lieft, wou ee keng Statsschold huet, een alles muss maachen, fir net an déi dote Situatioun ze kommen.

An do wäert Dir, Här Statsminister, an der CSV-Fraktioun e ganz treien Alliéierte fannen, wann et drëm geet fir déi dote Politik ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat 2004 bei der Deklaratioun vun der Regierung gesot, dass an der Politik alles zesummenhänkt, dass ee vill eenzel Felder vun der Politik ka kucken, vill Weeër ka beschreiden, mä dass et iergendwou tëschent deenen eenzelne Weeër Interconnexioune gëtt an dass sech en fin de compte alles ëmmer nees op enger Plaz erëmfënnt.

Ech géif dat op engem Beispill, dat ech zesummegesat hunn aus enger ganzer Rei vun Défien, déi de Statsminister gëschter a senger Ried ugeschwat huet, eng Kéier wëllen deklinéieren, an zwar op der Interrelatioun, déi ech gesinn tëschent Budget, wirtschaftlecher Entwécklung, Aarbechtspolitik, IVL, Energiepolitik, Uni Lëtzebuerg a Modernisatioun, Mobilitéit an der Stad, Mobilitéit an d'Stad eran an aus der Stad eraus a schliesslech nees Budget, deen alles vu vir eraus a vun hannen eraus konditionéiert. Also alles Elementer, déi de Statsminister gëschter op engem oder op deem aneren Deel vu senger Ried ugewannt huet.

Mir gesinn, wa mer d'Einnahmesäit vun eise Recettë kucken, dass besonnesch um Niveau vun de Betribssteieren d'Recetten net méi esou wuesse wéi se an der Vergaangenheet do waren a wéi mir et och gären hätten. Méi Wirtschaftswuesstum, méi wirtschaftlech Aktivitéit, méi wirtschaftlech Diversifikatioun, dat ass d'Erausfuerderung vun der Zukunft; wéinst de Steiere selbstverständlech, den Einnahmen, déi mer kréien, mä awer och wéinst de Leit, déi eng Aarbechtsplaz sollen a musse fannen. Dat sinn also Léisungshëllefen, déi mer fir de Problem hunn.

D'Wirtschaft haut ass net méi d'Wirtschaft vu gëschter. Mir hu just nach en Undeel vun 10% vun der Industrie um nationale PIB. Méi Wirtschaftswuesstum bedeit méi Industrie, bedeit nei Betriber, bedeit méi an nei Aktivitéitszonen. Industrieaktivitéit kann net egal wou stattfannen.

Den IVL huet eis als Leitinstrument op den Terrain vun der Betribsusiedlung gefouert. Den IVL geet vun enger Symbios aus tëschent den Entwécklungszentren Nordstad, Stad Lëtzebuerg a Regioun Süden, besonnesch vun de Frichen, awer och vun anere geet hien aus als Réckgrat vun der Wirtschaftsentwécklung an als Conditio sine qua non, dass e „modal split" vu 25% a 15, 20 Joer iwwerhaapt erreechbar ass, well een och an deem Beräich eng Rei vu Masse-critiquë brauch, déi noutwendeg si fir eppes un d'Fonctionnéieren ze kréien.

Dës Symbios brauch hir konkret Materialisatioun duerch eng nei Schinneverbindung tëschent der Stad an Esch. Déi kascht esou vill, dass net méi alles – ech hunn et scho gesot – op deem Terrain an deenen nächsten 20, 25 Joer an de Programm ka gesat ginn, wëssend – an ech hunn et och scho gesot – dass eleng de Modell K, deen décidéiert ass, ronn eng Milliard Euro wäert kaschten.

D'Verbindung vun der Stad op Esch ass awer kruzial fir d'Standortpolitik vun der Uni Lëtzebuerg an domadder fir d'Innovatiouns- an d'Modernisatiounspolitik an de Spëtzesecteure vun eiser Wirtschaft. Si ass och wichteg fir d'Restrukturatioun vun engem ganzen Deel vun eisem Land, wou een Drëttel vun de Leit wunnen.

Studéieren, Recherche, Start-up, wirtschaftlech Linken, wéi se op Belval definéiert ginn – an duerfir hu mer Belval jo deemools definéiert –, setze viraus, dass een eng kompetent Ubannung un den öffentlechen Transport par rapport zur Haaptstad an an der Haaptstad par rapport zu deene wesentleche Punkten, dat heescht d'Gare an de Findel, wou d'Leit aus dem Ausland kommen, hisetze kann.

Wa mer eis dorobber eens setzen, dass dat doten d'Prioritéite sinn, de Modell K plus déi dote Verbindung, da kann ee selbstverständlech net am selwechten Otemzuch och nach eng Tramslinn, eng Full-Fläch-Tramslinn duerch d'Stad maachen. Oder et setzt een d'Prioritéiten anescht: Et seet een, d'Prioritéit vun der Politik ass den Tram duerch d'Stad, wëssend dass an deem Moment dann d'Verbindung Esch-Stad net an deenen nächsten 20, 25 Joer gebaut ka ginn.

Wann dat esou ass, dass dat d'Prioritéit ass – an och do huet den IVL eis Äntwerte ginn –, da muss een also d'Fro stellen: Wéi kréie mer d'Mobilitéit an der Stad an de Gréff? D'Prioritéiten do, dokumentéiert duerch de Modell K, sinn zum engen d'Ubannung un den TGV, zum aneren d'Neierschléissung oder d'Ubannung vun de wirtschaftlechen Entwécklungszentre Kierchbierg, Findel, Cloche d'Or un den öffentleche Verkéier an, drëttens, déi systematesch Ubannung vun neie Schoulinfrastrukturen un den öffentlechen Transport. Net d'Nidderschreiwe vum öffentlechen Transport op eng Plaz an dann de penibele Versuch den öffentlechen Transport op déi Plaz ze kréien, esou wéi et an der Vergaangenheet de Fall war.

Wann dat eis Prioritéite sinn – Ubannung un den TGV, Erschléissung vu wirtschaftlechen Entwécklungszonen, Neigestaltung vun de Schoulzentren –, da kréie mer à long terme manner Busverkéier an der Stad an eng aner Alternativ.

Wa mer manner Busverkéier an der Stad mëttelfristeg hunn, stellt sech d'Diskussioun iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Tramverbindung duerch den Zentrum vun der Stad anescht. Dat d'autant plus dass ech awer iterativ an aus der Stad Lëtzebuerg eraushéieren hunn, dass, och wat den Zentrum vun der Stad ubelaangt, d'Stad Lëtzebuerg eng ganz aner Politik wëllt maachen, nämlech d'Eraushuele vun enger Rei vu Betriber an d'Peripherie wou eng gutt Ubannung un den öffentlechen Transport besteet an d'Reorganisatioun vum Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg hin nees zu Wunngéigenden, wou méi Leit mat Famillje kënnen a solle wunnen.

Datselwecht gëllt an deem Kontext fir de Lampertsbierg. Dofir hu mer an der Konklusioun vum IVL jo schonn décidéiert, dass mer e Lycée vum Lampertsbierg géifen erofhuelen an deen op d'Frichen, op déi nei erschlosse Cloche d'Or géife setzen, wou eng direkt Ubannung un den öffentlechen Transport stattfënnt.

Dofir hu mer – den Här Fayot an ech selwer – ëmmer nees ugemahnt, dass, wa mer en zweet Standbeen vun der Uni Lëtzebuerg an d'Stad géife bréngen, mer misste kucken, dass mer eng Friche géife fannen – zum Beispill d'Friche vun Dummeldeng; ech ka mer awer och anerer virstellen –, déi un den öffentlechen Transport ugebonnen ass, fir an enger intelligenter Strategie iwwer 20 Joer den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten, Wunnquartieren ze maachen an d'Wirtschaftsaktivitéiten dohinner ze leeën, wou mer opgrond vu budgetäre Contrainten décidéiert hunn, dass mer den öffentlechen Transport hiféieren.

An dofir soen ech, dass sech dat alles mateneen am Fong verbënnt: Wunnengspolitik zum engen, Standuertpolitik zum aneren, Usiedelung vu Betriber zum Drëtten, d'Organisatioun vum öffentlechen Transport zum Véierten. An dat Ganzt an enger wirtschaftlecher Rumm, déi et erlaabt, net nëmmen an engem Secteur an an engem Domän ze investéieren, mä déi et erlaabt, och an deenen anere Secteure vun eiser Wirtschaft an Zukunft nach eng intelligent an zukunftsorientéiert Politik ze maachen.

E lescht Glidd an dëser Ketten ass d'Energie. Ech muss soen, dass dee leschte Rapport Ewringmann, dee mer de leschte Mount kritt hunn, zimlech alarmant an enger ganzer Rei vun Domäner ass. Fuere mer esou weider wéi bis elo, da wäerte mer d'Attraktioun vun engem och nëmmen hallefweegs emissiounsintensiven Industriebetrib hei zu Lëtzebuerg net méi kënne maachen. Wa mer awer keng Industrie kënnen ubidden – an net all Industrie, déi et gëtt, ass haut schonn esou, dass se sech op d'Kyoto-Bilanz mat null wäert auswierken –, da kréie mer e substanzielle Problem fir déi Onqualifizéiert ënner eis an eiser Gesellschaft, deene mer keng Aarbechtsplaz méi kënnen ubidden an déi net an der Welt vum E-Commerce nécessairement eng Plaz fannen.

Eisen Energiesecteur ass extrem pëtrolsofhängeg. Eis Stroumproduktioun an d'Standbeen, déi se ass, musse mer seriö iwwerdenken. Mir mussen also Sputt schafen, wa mer industriell Produktioun hei zu Lëtzebuerg wëlle weider behalen. Ausser mer géifen d'TGV-Zentral zu Esch komplett zoumaachen, zu enger Rei vu Saachen, déi am Ewringmann senger Etüd proposéiert gi sinn, a bei deenen ech awer net dovunner ausginn, dass dat eis wäert esou séier geléngen. Mir mussen also Sputt schafen, fir kënnen nei Industrien zu Lëtzebuerg unzesiedelen.

An do muss ech leider soen, dass all Sonnekollektere vun der Welt dat net wäerte schaffen an hirer gebündelter Kraaft, och wa mer se ënnerstëtzen, fir eis déi Sputten ze schafen, déi do noutwendeg sinn.

Alternativ ass dann den Tanktourismus op der Lee. Nu stellen ech mer awer d'Fro, wëssend, wat den Tanktourismus haut am Budget vun eisem Stat ausmécht – bal och nees 1 Milliard Suen –, wéi mer et da kuerz- oder mëttelfristeg fäerdeg bréngen, op déi doten Einnahmequell ze verzichten aus all deene Saachen eraus, déi ech probéiert hunn an deene leschte 54 Minutten hei ze entwéckelen an déi och noutwendeg sinn, wat déi zukünfteg Gestaltung vun eisem Land ugeet.

Wa mer en „modal split" vu 25% als Méiglechkeet an d'A faassen, dann ass dat e Mëttel fir Energie à long terme ze spueren. Mä et bedéngt awer – an ech mengen dat wollt ech heimadder beweisen –, dass an eiser Politik, an der Konzentratioun vun eiser Politik déi Weeër, déi mer ugaange sinn, nämlech déi vun der horizontaler Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen Acteuren, an Zukunft méi verstäerkt ginn an déi gesamtpolitesch an déi gesamtbudgetär Parameteren am A behale musse ginn.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, zu menger Konklusioun. De Statsminister huet a véier Felder an eisen Ae Prioritéite gesat. Et si véier Felder, déi enk matenee verstréckt sinn, déi enk matenee verstrëppt sinn. Et si véier Felder, déi ganz vill Energie wäerte brauchen. Grouss Erausfuerderunge kommen op eis duer. Alleguerte wäerte mer se net léise kënnen. Mä villes a Verschiddenes mussen a wäerte mer och an der Politik aneschters maachen.

Déi nächst Méint, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten eis weisen, ob mer bereet sinn, nei Weeër ze goen, an zwar zum Deel méi séier wéi mer et vläicht gären hätten. An e puer Woche geet d'Eisebunnstripartite un. D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Endegt d'Eisebunnstripartite a Form vun engem weidere Rentendësch oder endegt d'Eisebunnstripartite als e wierkleche reelle Wëllen, engem Lëtzebuerger Betrib eng Chance an engem konkurrenzielle Marché, deen europawäit ëmmer méi schwéier gëtt, ze sichen?

Ech si perséinlech gespaant op dat, wat an där Tripartite do zu deem gesamte Komplex wäert erauskommen. Et ass eng Chance, déi mer hunn. A mir sollen déi Chance notze fir eng Lëtzebuerger Solutioun op d'Been ze setzen, déi sech net eleng doduerch auszeechent, dass se méi Suen am Budget kascht, well ech net gesinn, wéi mer am Budget weider Fräiraim kéinte schafen, fir esou eng Politik kënnen ze bezuelen.

Mir mussen d'Lissabon-Strategie ofginn. Mir kréien an deenen nächste Wochen dozou eng Debatt hei an der Chamber. De Statsminister huet et gëschter gesot. Do musse mer eis bekennen zu där neier Welt, déi kënnt, a mir musse Pisten uginn, souwuel wat d'Wirtschaftsentwécklung wéi och wat d'Aarbechtsmaartentwécklung ubelaangt, wéi mer da mengen, dass mer am Horizont 2010 dee Wee wëlle beschreiden, dee virun eis läit.

Mir kréien eng Kompetitivitéitstripartite, wou sech dann och muss beweisen, ob d'Sozialpartner bereet sinn, op en anere Wee matzegoen, an net dass mer an deenen dach zimlech enke Kadere bleiwen, déi an deene leschte Jore begaange si ginn.

Mir mussen eise Stabilitéitsprogramm fir déi nächst Jore virleeën. Dat heescht déi ganz Fro vun der budgetärer Entwécklung op déi nächst Jore wäert an deem Kader gestallt ginn. A last but not least déi ganz Froe vun der territorialer Reorganisatioun, dem Ëmsetze vum IVL, der Virbereedung vun eisem Land, ob et elo 500.000, 600.000 oder 700.000 Awunner huet. Dat ass eppes, wat op der Lee vun der Politik an deenen nächste Jore steet.

Eis Fraktioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass bereet, deen dote Pad matzetrëppelen. Och wann et, an dat sinn ech mer sécher, net ëmmer en einfache Pad wäert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Dem Land geet et schlecht. De Premier huet en Hexeschoss an den Oppositiounsriedner huet eng Sciatique. Nun ass dat net dat Schlëmmst, wat d'Land beweegt, well mir gi bei den Dokter a mir kréien eng Medezin verschriwwen an da geet et eis deemnächst schonn erëm besser. Mä haut wëlle mer dann iwwert déi Medezin diskutéieren, déi mer dem Land verschreiwe fir déi Problemer ze léisen, déi d'Land huet, fir op déi Erausfuerderungen ze reagéieren, déi sech am 21. Jorhonnert eisem Grand-Duché stellen.

Eigentlech sollt et jo eng Deklaratioun vum Premierminister iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung sinn. Wann een awer do nogelauschtert huet an och nach eng Kéier opmierksam nogelies huet, da kann et éischter esou interpretéiert ginn, wéi wann et eng Deklaratioun iwwert d'Froe wier, déi d'Regierung sech, dem Land an de Sozialpartner stellt an déi dann elo deemnächst emol sollen diskutéiert ginn.

Dës Deklaratioun ass zu Recht mat Spannung erwaart ginn, well mir aus engem Joer erauskommen, wou een awer e bëssen innenpolitesche Stëllstand net konnt verstoppen, wat ze erklären ass, wat kee Virworf soll sinn.

Mir haten d'Présidence: eng gutt Présidence fir Lëtzebuerg a fir Europa. Mir hunn eis Gedanke gemaach iwwert de Referendum, mir hunn eis engagéiert fir de Referendum, an déi allermeescht heibannen hu sech engagéiert fir de Jo, an d'Lëtzebuerger sinn deem och majoritär suivéiert.

Mir hate Gemengewahlen, déi a ville vun eise Käpp natierlech och am Laf vun deene leschte Wochen a Méint eng wichteg Roll gespillt hunn. Mir als Demokratesch Partei waren der Meenung, den Zäitpunkt wier komm, fir elo Kloertext ze schwätzen, fir Tacheles ze rieden a fir konkret Initiativen ze proposéieren an dann och ëmzesetzen.

Et gouf schonn déi lescht Jore vill iwwer gewësse Sujeten debattéiert an diskutéiert an et wier elo un der Zäit gewiescht fir ze handelen. Froe wéi den Index, de Mindestloun, d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie an aner wichteg Froen iwwert d'Zukunft vun eisem Land hätte jo eigentlech och scho kënnen an engem Koalitiounsaccord beäntwert ginn. Wa mir all déi dote Froen elo erëm eng Kéier solle mat ganz, ganz ville Partner diskutéieren, da kann et jo nëmmen esou sinn, datt entweder de Regierungsprogramm dorobber keng Äntwert gëtt, oder datt d'Regierung dat wat an hirem Programm steet eigentlech net méi als Guideline fir déi nächst Jore wëllt ugesinn. Oder dës Regierung ass sech och net eens a wat fir eng Richtung et da soll goen a wat elo konkret soll geschéien.

De Premierminister Juncker huet gesot, datt d'Deputéierten an de Budgetsdebatten hei sollte Faarf bekennen. Nun, mir als Demokratesch Partei haten eis erwaart, datt d'Regierung an dëser Deklaratioun géing Faarf bekennen, mä mir fanne wéineg Faarf a wéineg Konkretes doranner erëm. Villes war eigentlech wéi d'Orakel vun Delphi, wat an e puer Wochen, an e puer Joer dann iergendwéi nach eng Kéier kann nogelies ginn an dann esou oder aneschters kann interpretéiert ginn. Ech mengen et wier un der Zäit gewiescht, fir méi kloer Propositioune virzeleeën. Hei ass sech a ganz, ganz ville Sujeten ëmmer erëm eng Hannerdier opgehale ginn.

Faarf bekannt – an dat ass luewenswäert – huet de Premierminister an engem Sujet, dee ganz vill diskutéiert ginn ass, och grad an där Gemengewahlcampagne, nämlech am Wunnengsbau. Faarf an d'Gesiicht kritt huet do haaptsächlech de Wunnengsbauminister Fernand Boden, deen zënter zéng Joer deen Dossier do géréiert, wéi en héieren huet, datt de Premier dann d'Verantwortung fir den Échec vun där Politik iwwerhélt.

Mir hunn eng Rei vu Propositiounen dann erëm eng Kéier presentéiert krut, déi och net nei sinn, fir d'Problemer um Wunnengsmaart an de Grëff ze kréien, fir där Explosioun vun de Präisser vun de Loyeren an de Baupräisser iergendwéi kënnen entgéintzewierken.

Iwwer eng Erneierung an eng aner Ausriichtung vun der Grondsteier ass hei gëschter net fir d'éischt geschwat ginn, mä fir d'x-te Kéier, iwwer Baulandreserven och, iwwert de Bail emphytéotique – och dat schéngt mer net nei ze sinn – an iwwer eng staatlech Ënnerstëtzung fir déi Gemengen, déi wëlle wuessen, déi selbstverständlech noutwendeg ass. Mir konnten eis doriwwer hei och schonn déi eng oder déi aner Kéier ënnerhalen.

Dat doten ass schonn ugekënnegt ginn an et ass elo un der Zäit fir et dann och ze realiséieren. Déi Propositiounen, déi gemaach si ginn, deele mer, an Dir wäert e Partner doranner fannen, fir op d'mannst an der Diskussioun ze kucken, wéi een et dann herno genee kann ausfeilen, fir et dann am Laf vun deenen nächste Méint schnell ëmzesetzen.

Ech wëll awer nach eng Kéier dorun erënneren, datt grad bei der Problematik wat d'Baupräisser an d'Loyeren ubelaangt mir eis eben do och an engem Domän bewegen: Dat ass e Marché. Dat ass wéi wann een op de Maart Tomate kafe geet an et si méi Leit do, déi wëllen Tomate kafen, wéi Leit do sinn, déi Tomate wëlle verkafen. Da geet de Präis eben och an d'Luucht, an hei ass et och esou.

Duerfir musse mer kucken, datt gebaut gëtt. Mir mussen déi Aktivitéit ënnerstëtzen, mir däerfe se net bremsen, mä mir mussen awer op där anerer Säit gradsou kucken – an och dat hu vill vun eis diskutéiert am Laf vun der Gemengewahlcampagne –, datt d'Liewensqualitéit garantéiert bleift. Liewensqualitéit fir déi Leit, déi dann nei an e Quartier solle wunne kommen, Liewensqualitéit awer och fir déi Leit, déi schonn an deenen eenzelne bestehenden Uertschaften, an deene bestehende Quartiere ronderëm wunnen. Dofir brauche mer ebe grad eng urbanistesch sënnvoll Planung, eng Planung no sënnvolle Kritären.

Mir hunn – a mäi Virriedner, de Michel Wolter, huet et gesot – en neit Gesetz kritt, dat jo grad an der éischter Phas nach eng Kéier dozou bäigedroen huet, datt manner konkret a schnell gebaut ginn ass wéi mer eis dat doduerjer erhofft haten. Mä trotzdeem hoffe mer, datt mer mat deem neie Gesetz, nodeems et am August vun dësem Joer dann nach eng Kéier iwwerschafft ginn ass, nodeems elo déi éischter handwierklech Problemer, déi nach dra waren, erausgeholl gi sinn, dann elo e Gesetz hu mat deem mer an de Gemengen, mat deem mer mam Aménagement du Territoire kënnen zesumme schnell schaffen, fir datt do wou wëllt a ka gebaut ginn dann och schnell ka gebaut ginn, an dat awer – wéi gesot – no sënnvollen urbanistesche Kritären.

Mir mussen och kucken, datt mer eng sozial Mixitéit an eise Quartieren hunn, an datt eis Gemengen ebe kontrolléiert wuessen, sou datt mer net op eemol an enger Gemeng vun 3.000 op 6.000 Awunner ginn, mä datt mer dat iwwer e puer Generatioune kënne steieren. Dat, mengen ech, sinn eng Rei vu Prioritéiten, déi och mat deem dote Gesetz kënne gesat ginn.

Natierlech ass et esou, datt, wann d'Gemengen d'Kompetenz hunn, fir hiren eegene Wuesstum ze steieren, se dann op där anerer Säit awer och musse kucken – soss wier et keng responsabel Gemengepolitik –, wat dat fir Folgekäschte mat sech bréngt. A mir wëssen, datt déi net kleng sinn.

Gemengen, déi sech wëlle vergréisseren, Gemengen, déi wëlle Bauterrainen ausweisen, Gemengen, déi wëllen nei Awunner bei sech ophuelen, dat ass eng grouss Belaaschtung fir d'Schoulinfrastrukturen a fir aner öffentlech Infrastrukturen. Da muss hinnen natierlech och deementspriechend gehollef ginn, a mir hoffen, datt dat wat hei gëschter alt erëm eng Kéier versprach ginn ass dann och elo relativ schnell a konkret an d'Tat ëmgesat gëtt.

Faarf bekannt huet de Premier och an engem anere Kapitel, dat eigentlech och zu engem Échec gehéiert, nämlech zum Emploi. De Chômage klëmmt lues a lues, mä lues awer sécher. Och wann eng Regierungspartei ganz kloer a ganz grouss plakatéiert hat: „Mir paken et un" nach virun de leschte Chamberwahlen, kënne mir net erkennen, weder wat d'Aarbechtsmaartpolitik ubelaangt nach an der Wirtschaftspolitik, wou sech bis ewell ganz konkret eppes gedoen huet.

Mir froen eis: Wat ass eigentlech d'Rezept vun dëser Regierung fir op de Problem um Aarbechtsmaart, fir op de steigende Chômage ze reagéieren? Well och déi Propositiounen, déi mer gëschter erëm eng Kéier presentéiert kritt hunn, sinn net allze nei.

Et ass eng konkret effektiv derbäikomm, dat ass déi vum Ausbildungsmindestloun. Mä och do steet dann erëm hannendrun – am Niewesaz –, datt dat nach soll fir d'éischt mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Dir fannt e Partner an eis wann Der lech Gedanke maacht iwwer CAT-Kontrakten, iwwert déi eenzel Mesure-pour-l'emploien, fir ze kucke wou et wierklech Sënn mécht deene jonke Leit ze hëllefen a wou mer vläicht kontraproduktiv sinn, wou mer vläicht d'Ausbildungszäite vun deene jonke Leit do fréizäiteg hëllefen ofzebriechen, fir an esou Mesuren eranzekommen.

Ech weess vu wat ech schwätzen. Ech hu vill jonk Leit bei mir um Büro sëtzen. D'lescht Joer nach e 17-Jähregen, dee gesot huet: „Ech hunn en Noexamen. Ech packen deen zimlech sécher net." Et waren zwar nach dräi Wochen Zäit an ech hu gesot: „Elo géi emol heem bei deng Bicher an da packs du deen." Mä dee wollt, datt hien dann ee Joer op der Gemeng géing ënnerdaach kommen, fir sech dann iergendwann duerno erëm eng Kéier vläicht eppes aneschters ze iwwerleeën. Dunn hunn ech gesot dat kéim mat mir net a Fro. E soll gefällegst seng Schoul maachen, e soll säin Diplom maachen an dann hätt hien herno däitlech besser Chancen op eng Aarbechtsplaz.

Mir däerfen et deene Jonken do net ze einfach maache fir aus der Schoul erauszekommen an an esou Mesuren eranzekommen, well no deene Mesurë ginn déi richteg Problemer fir déi dote jonk Leit eben erëm un. Do kann ee vläicht – an duerfir muss een oppassen, wéi ee grad deen Ausbildungsmindestloun do ausfeilt – e gewëssene Widdersproch erausliesen an deem wat gëschter presentéiert ginn ass, well och den Ausbildungsmindestloun soll net d'Incitatioun ginn, fir déi normal Ausbildung éischter ze verloossen, well een duerno vläicht méi schnell dann an eng aner Mesure erëm kann erakommen.

Den Travail intermédiaire, den Travail intérim ass sécherlech nach ausbaufäeg. De Premierminister huet et richteg gesot, datt mir hei am Land haaptsächlech Frontalieren hunn, déi an där doter Branche täteg sinn. Wichteg wier et, wa mer do wëllen e Schratt no vir kommen, datt mer eng enk Zesummenaarbecht hätte mat der Administration de l'emploi an deenen Interimsfirmen, fir datt eben och déi Leit, déi hei am Land op der Sich sinn no enger Aarbecht, an deen dote Secteur kënnen erakommen, datt se och emol eng Kéier temporär kënne placéiert ginn, fir Erfahrung ze sammelen, fir Kontakter mat Betriber ze kréien, an duerno vläicht dann, wann et gutt geet, eng fest Ustellung kënne kréien.

Mä wa mer iwwer Sujete wëllen diskutéieren, a mer sollen eis de Bléck no vir an an d'Zukunft net verschléissen, da solle mer och kucken, ob net vläicht grad wat den Aarbechtsmaart ubelaangt déi privat Aarbechtsvermëttlung awer eng Hëllef kënnt sinn hei am Land. Dat sinn Diskussiounen, mengen ech, wou mer haut net eng kloer Äntwert kënnen drop ginn a wou een haut och keng kann erwaarden, mä wou ee sech keng Denkbarrièren an de Wee soll stellen.

Mir op jidde Fall si bereet, och esou Diskussiounen ze féieren. Mir mengen, datt jiddfereen, deen iwwer esou eng Aarbechtsvermëttlung géing placéiert ginn, de Placeur vun der ADEM géing entlaaschten, a mir mengen, datt och do eng Rei vun Aspuerméiglechkeete wären; grad wa mer ëmmer erëm, wat d'Finanzpolitik ubelaangt, schwätzen, datt d'Recetten net deem entsprieche wat mer op där anerer Säit vu Wënsch, op jidde Fall vun Dépensen, hunn.

Ech selwer hat bei de leschte Budgetsdebatten eng Motioun hei eraginn, fir een Audit ze maachen iwwer all déi Mesuren, déi iwwert de Fonds pour l'emploi finanzéiert ginn. Dat sinn der eng Hällewull, an ech mengen et ass wierklech un der Zäit, datt mer kucken: Wat bréngen déi eenzel Mesuren? Wou hëllefe se engem Mënsch, deen op der Sich ass no enger Aarbecht, méi schnell eng Aarbecht ze fannen? A wou ass et wierklech einfach just eng Parkplaz fir ee während engem oder zwee Joer a Beschäftegung ze bréngen, ouni datt hien herno besser Chancen hätt op eng definitiv Aarbechtsplaz?

Och do, mengen ech, muss een awer kucken: Wéi effikass sinn déi Mesuren organiséiert? Brauche mer esou vill eenzel Initiativen niefteneen? Féiert dat net zu onnëtzen administrative Käschten?

Wa mer iwwert den Aarbechtsmaart schwätzen, da komme mer net derlaanscht och iwwert d'Schoul ze schwätzen. Dir kennt eng ganz Rei vu Propositiounen a vun Iwwerleeunge vun der Demokratescher Partei an deem Kontext an ech wëll hei nach wierklech eng Kéier den Zesummenhang ënnersträichen.

Wa mer Problemer um Aarbechtsmaart hunn, da sinn et jo haaptsächlech déi jonk Leit, déi keng Formatioun hunn, net nëmmen, mä haaptsächlech oder zum ganz groussen Deel. Dofir ass eis Schoul gefuerdert. Natierlech kann net jiddfereen Universitaire ginn, natierlech kann net jiddfereen e Bac kréien, mä mir mussen eis wierklech konzentréieren op déi Kompetenzen, déi jonk Leit brauchen, wa se aus der Schoul erauskommen.

An do gi mer dem Gefill net lass, datt d'Politik vun dëser Regierung an déi falsch Richtung geet, wéi zum Beispill mat de Promotiounskritären, wou jo net wéineg Enseignantsgewerkschaften och gesot hunn: Dat dote kann et net sinn, do maache mer et ze einfach, do brénge mer d'Schüler vläicht bis zum Diplom, mä dann, wa se duerno de Schratt op den Aarbechtsmaart sollen a wëlle maachen, da scheitere se dorunner, well dee richtegen Exame fänkt eréischt beim richtege Liewen, beim Antrëtt an den Aarbechtsmaart un, an dee packe se da ganz, ganz oft net. Mir mussen also kucken, wéi mer den Échec scolaire kënnen évitéieren, mä, wéi gesot, mat deene Methode wéi d'Regierung dat zum groussen Deel mécht gesi mer dat um falsche Wee.

Eng Reform vun der Beruffsausbildung ass noutwendeg, dat gëtt vun eis ënnerstëtzt. D'ailleurs ass se vun der Madame Brasseur an der viregter Regierung zum groussen Deel och virbereet ginn. Wa mer soen, déi Jonk musse méi laang an der Schoul bleiwen, si däerfen net ze fréi aus der Schoul erauskommen, ouni Diplom op den Aarbechtsmaart, ma da solle mer da wierklech kucken, fir schnell d'Schoulflicht eropzesetzen. Dat war gefuerdert an engem Projet de loi vun der viregter Regierung, deen den Appui vun der ganzer viregter Regierung hat; dee Projet de loi ass dunn awer leider zréckgezu ginn. Duerfir ass eben och emol d'Eropsetze vun der Schoulflicht op 16 Joer leider momentan vum Dësch.

Wat eis Wirtschaft brauch, wéi mer eis Wirtschaft wëllen no vir brénge, wéi mer nei ekonomesch Secteuren hei wëllen développéieren, ass och gëschter an der Ried vum Statsminister ugekënnegt ginn. Do ass vun Exzellenzzentre geschwat ginn. Mir hu Branchen an der Ekonomie, déi gutt forméiert Leit brauchen, a mir verstinn net wéi mer probéieren, op där enger Säit Secteuren ze développéieren, wou héich qualifizéiert Leit sollen herno eng Aarbecht fannen, op där anerer Säit probéiere mer, datt d'Mëttelméissegkeet an eiser Schoul zum Standard gëtt. Dat passt op jidde Fall net iwwereneen. Esou kréie mer weder déi richteg Leit forméiert fir an deene Secteuren täteg ze sinn nach déi richteg Betriber heihinner fir dann och deene Leit hei am Land eng Aarbecht ze proposéieren, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn.

Dat Kapitel, op dat wuel am meeschte gespaant gewaart ginn ass am Premier sengen Erklärungen, war dat vun der Kompetitivitéit. Mir sinn och d'accord, datt mer nach méi mussen an d'Fuerschung investéieren. Ech ginn dovunner aus, jiddfereen heibannen. Et ass eis Zukunft. Do kënnen déi Produiten haut entwéckelt gi mat deene mer muer eis Aarbechtsplaze garantéieren, mat deene mer muer Geld verdéngen.

Mir wëlle grad ewéi Dir, a mir si frou et och esou kloer ze héieren, eng Universitéit, déi net alles ubitt, déi sech net verheddert a ganz villen Domänen, mä déi dat wat se mécht gutt ubitt an eng héich Qualitéit proposéiert. Et ass dat wat mer hei am Land brauchen, et ass och dat wat mer mat eise Mëttele kënne realiséieren.

An der Fuerschung musse mer eis awer och eng Kéier Gedanke maachen iwwert déi Panoplie vun Acteuren, déi mer an deem Domän hunn, a mir mussen och eng Kéier kucke wéi privat Fuerschung an öffentlech Fuerschung niefteneen a vläicht besser mateneen nach kënne fonctionnéieren, well wa mer Uwendungsnofuerschung wëlle bedreiwen, also Fuerschung, déi wierklech och eppes bréngt, wou mer och kënne mat de Betriber zesummen e Produit herno entwéckelen, deen da wierklech der Kompetitivitéit vun eisem Land, dee wierklech den Aarbechtsplazen eppes bréngt, deen nei ekonomesch Aktivitéiten an d'Land hei bréngt, da musse mer déi zwee Fuerschungsvolete méi enk zesummeféieren.

Duerfir sinn ech frou – an de Michel Wolter huet dat virdru jo och scho gesot –, datt meng Fraktiounskolleegin, d'Anne Brasseur, do eng Interpellatioun ugefrot huet, fir datt mer eis a Rou heibannen och eng Kéier kënnen iwwert d'Universitéit, iwwert d'Fuerschung ausschwätzen.

Den Index soll dann och Diskussiounsstoff gi fir déi nächst Wochen a Méint tëschent de Sozialpartner. D'Demokratesch Partei wäert sech do enger Diskussioun net verschléissen. Wann een héieren huet wat gëschter proposéiert ginn ass, datt iwwert de Wuerekuerf duerchaus ka mat dëser Regierung diskutéiert ginn, datt zum Beispill Tubak an Alkohol kënnen erausgeholl ginn aus dem Wuerekuerf, dann ass dat awer eng aner Ausso wéi de Premier selwer nach virun e puer Wochen – du ware mer virun de Gemengewahlen – gemaach huet, wou hie gesot huet dat kéim jo alles guer net a Fro a wou säi Wirtschaftsminister zimlech al ausgesinn huet, well dee grad déi doten Iwwerleeunge virdrun ugestrengt hat.

Och d'LSAP huet gemengt virun de Gemengewahlen nach schnell missen e Communiqué ze maachen, datt mat hinnen da guer keng Reform vum Indexsystem méiglech wär. „Eine grundlegende Reform" – an ech zitéieren hei – „des Indexsystems steht für die Sozialisten nicht auf der Tagesordnung." Dee Communiqué ass am September erausgaangen. Haut seet de Premierminister am Numm vun der ganzer Regierung, datt dann effektiv iwwer eisen Indexsystem kann, soll a muss diskutéiert ginn.

Déi Propositiounen, déi gemaach gi sinn, sollen effektiv diskutéiert ginn. Eng maximal Indextranche fir ze kucken, datt den Index eben nach just bis zu engem gewëssene Plaffong dann applizéiert gëtt, an datt bei deem wat doriwwer erausgeet eben den Index net automatesch erfält, mä dat dann éischter tëschent de Sozialpartner herno muss diskutéiert ginn, tëschent Arbeitnehmer an Arbeitgeber, an datt den Alkohol an den Tubak aus dem Wuerekuerf sollen erauskommen.

Wann een awer innerhalb vun e puer Wochen esou contradictoire Messagë gëtt, da freet ee sech wéi d'Leit hei am Land nach kënne Vertrauen an d'Politik vun där doter Regierung hunn. Déi maximal Indextranche ass eng Iddi, déi een op där enger Säit begréisse kann, well jo natierlech den Index als Haaptmissioun huet, d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen; d'Leit consomméiere jo net hire ganze Revenu. Leit, déi ee klenge Revenu hunn, consomméiere méi ee groussen Deel, an duerfir musse mer natierlech och kucken, datt den Index dann do méi staark applizéiert gëtt wéi bei Leit, déi e grousse Revenu hunn, well déi net alles an de Konsum ginn.

Op där anerer Säit, wa mer den Index wëllen esou orientéieren, datt et da wierklech der Kompetitivitéit vun eise Betriber eppes bréngt, wou den Index jo grad an der Industrie, also ganz oft och bei méi niddrege Léin e Problem duerstellt, da wësse mer, datt déi heite Mesure, nämlech d'Indextranche ze plafonnéieren, relativ wéineg wäert brénge fir d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen.

D'Betribsbesteierung war ganz kuerz een Thema, well einfach gesot a kloergestallt ginn ass – wat gutt ass, datt mer elo eng kloer Ausso hunn! –, datt et keen Thema ass, datt et zu kenge Reduktioune

wäert kommen. Bei de leschte Budgetsdebatten huet den deemolege Rapporteur Laurent Mosar hei net nogelooss fir Propositiounen ze maachen, fir och ëmmer erëm an d'Diskussioun ze bréngen, datt et misst zu steierlechen Erliichterunge fir d'Betriber kommen.

Nun, de Premierminister huet hei spéitstens elo kloergestallt, datt d'Regierung zu dësem Zäitpunkt op d'mannst keen Handlungsbedarf gesäit, obschonn, wéi gesot, den Här Mosar nach viru knapps engem Joer do ganz konkret Propositiounen op den Dësch geluecht huet. Eis géing allerdéngs interesséieren, grad an deem doten Domän: Wat sinn déi mëttelfristeg, déi laangfristeg Strategië wat d'Betribsbesteierung vun der Regierung ubelaangt? Doriwwer huet ee gëschter séier wéineg héieren.

Dann e Kapitel, wat eis zum Denken ugereegt huet, a wou mer elo e bësse méi kloer gesinn, wou d'Rees déi nächst Joren da soll higoen, wann ee kuckt, wat eigentlech tëschent den Zeile gëschter hei presentéiert ginn ass. Et ass dat Kapitel iwwert den Defizit vum Stat, vun den öffentleche Finanzen am Allgemengen, a wou mer ganz schnell dann awer och bei de Rentereserve gelant sinn. Mir sinn d'accord, datt ee muss feststellen, datt d'Eegendynamik vum Sozialbudget effektiv grouss ass an doduerjer eben och zu engem Defizit vun den öffentleche Finanze wäert féieren.

Et ass och an eisen Aen esou, datt et momentan net ubruecht wier fir d'Sozialdépensë weider unzehiewen. Et gëtt och gesot, datt et keng Steiererhéijunge soll gi fir den Defizit do auszegläichen. Och dat fënnt d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei, well d'Steiererhéijungen zu dësem Zäitpunkt natierlech Gëft wiere fir de Konsum, an net nëmmen zu dësem Zäitpunkt: Och doriwwer eraus briecht de Wuesstem weider of a mir kréien doduerjer net méi an d'Keess, mä mir kréie manner an d'Keess.

Allerdéngs si mer enttäuscht, gradwéi mer dat d'lescht Joer ware beim Budget, datt elo och scho kloer ass, datt fir 2006 d'Steiertabell net wäert un d'Inflatioun ugepasst ginn. Wann also op där enger Säit gesot gëtt, et kënnt keng Steiererhéijung, da kréie mer se awer hei lues a lues schläichend, ouni datt d'Leit dobaussen am Land zwar vill dovunner matkréien, mä awer datt et esou ass, datt et dem Stat insgesamt méi an d'Keesse bréngt.

An ech wëll nach eng Kéier eng Fro och hei an de Raum stellen, déi mäi Fraktiounskolleeg, de Charles Goerens, an ech an der Finanzkommissioun scho bei den Diskussiounen d'lescht Joer zum Statsbudget gestallt haten: Ass da gewosst, wat déi Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun bréngt? Wat bréngt dat ganz konkret dem Finanzminister, dem Budgetsminister méi an de Statssäckel? Mir hu bis haut keng Äntwert kritt. Nun, ech huelen un, datt d'Regierung dat jo awer weess, soss géife se jo net mordicus drop beharren, datt eben d'Steiertabell net soll ugepasst ginn.

Virun e puer Wochen – wou da méi kloer wéi virdrun op jiddfer Fall gesot ginn ass, datt et zu engem Defizit d'lescht Joer, dëst Joer an d'nächst Joer an den öffentleche Finanze wäert kommen – huet de Premier annoncéiert, datt een no elegante Weeër, elegante Manéiere misst siche fir déi Budgetsenkpäss do ze iwwerbrécken.

Nun, Eleganz an d'Finanzpolitik, dat kann eppes mateneen ze dinn hunn. Mir ass allerdéngs net ganz kloer gewiescht, op jiddfer Fall zu deem Zäitpunkt, wat et da mateneen ze dinn hätt, wat déi elegant Weeër, déi elegant Manéier do kéinte sinn.

Eis schéngt et elo no der Deklaratioun vu gëschter méi kloer ze sinn, nämlech et ass de Bléck op d'Rentereserven. Et ass eben dat, wat schonn d'lescht Joer an der Koalitiounserklärung ugekënnegt ginn ass, wat bis ewell net realiséiert ginn ass, dat soll elo lues a lues preparéiert ginn, nämlech datt d'Mammerent dann net méi iwwert de Statsbudget soll finanzéiert ginn, mä datt mer lues a lues Argumenter geliwwert kréien, firwat et dann inévitabel soll sinn, datt mer se iwwert d'Rentekeese musse finanzéieren. Dëse Gréff an d'Rentekeese gëtt also elo mat där doter Argumentatioun lues a lues preparéiert.

Mä ech wäert lech eppes soen: D'DP wollt d'lescht Joer do net matmaachen. D'DP wäert dëst Joer do net matmaachen. An déi Demokratesch Partei wäert och d'nächst Joer do net matmaachen.

(Interruption)

Een Thema, ee Wuert wat eigentlech ganz gefeelt huet an der ganzer Erklärung, wat awer a villen Erklärunge virdrun ëmmer erëm gebraucht ginn ass, ass dat vun der Nohaltegkeet – Nohaltegkeet weder um ekologesche Plang, Nohaltegkeet weder um soziale Plang, Nohaltegkeet dann och net um finanzielle Plang.

Dat, wat hei preparéiert gëtt, nämlech ze soen, mir wëllen déi aktuell Enkpäss am Statsbudget, an den öffentleche Finanzen dann iwwerbrécken, andeems mer op Reserven an de Pensiounskeesen zréckgräifen, dat ass alles aneschters wéi nohalteg, well mer doduerjer eben eis haut vläicht e kuerzfristege Finanzspillraum verschafen, datt mer haut vläicht kuerzfristeg e gewëssene Spillraum méi am Statsbudget hunn, mä datt mer awer doduerjer muer, iwwermuer an och duerno aner a vill méi grouss a méi gewalteg Problemer wäerte kréien.

Zesumme mam demographesche Wandel, zesumme mat der inverséierter Alterspyramid wäerte mer dann nach verstäerkt laangfristeg Finanzéierungsproblemer fir d'Rente kréie fir déi nächst Generatiounen, fir déi jonk Leit vun haut. An et ass dat eng vun den Ursaachen, firwat déi Demokratesch Partei dobäi net kann an net wëllt matmaachen. Dës Politik ass net nohalteg, och wa se a rouege Gespréicher sollt zustane kommen iwwert déi nächst Wochen a Méint. Esou eng Politik ass vill ze vill kuerzfristeg ausgeriicht. Esou eng Politik ass Flickwerk. Esou eng Politik doktert un den Instrumenter vum 20. Jorhonnert, amplaz nei Konzepter fir dat 21. Jorhonnert ze entwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP huet Propositioune virgeluecht an der Vergaangenheet op eiser Journée parlementaire an och haut an dëser Debatt, wéi mer kënnen deenen Erausfuerderunge begéinen, deene Problemer begéinen am 21. Jorhonnert. Wa mer vun der Sécherheet, vun der Ofsécherung vun de Rente schwätzen, da kommt mir diskutéieren – wa mer schonn iwwer wichteg Sujetë sollen diskutéieren hei am Land –, wéi mer kéinte weider Elementer vu Kapitaldeckung eben an eise System erakréien.

Dat wat d'Regierung wëlles huet, ass nämlech genau de Contraire. Genau de Contraire! Well duerch d'Rentereserven hu mer en Element am öffentleche System vu Kapitaldeckung lues a lues ugeluecht an dat wëlle mer elo ofbauen. Mir mengen, datt een an déi aner Richtung misst goen. Do kann ee sech ganz villes virstellen, wou een haut net an esou enger Debatt bis an den Detail ka Propositiounen op den Dësch leeën. Mä dat si Sujeten, déi solle mer zesummen diskutéieren.

Och iwwert d'Krankeversécherung ass ze schwätzen a wéi mer do d'Explosioun vun de Käschte kënne bremsen a wat fir ee Luxus ee muss a kann iwwer Zousazversécherungen ofdecken. Dat gëtt haut scho gemaach, a mir musse kucken, wou eis dat nach an Zukunft ka weiderhëllefen.

Eng Negativsteier wier ee Sujet, dee wäert ass diskutéiert ze ginn. Wéi kënne mer eise Steiersystem an déi sozial Ëmverdeelungen, déi mer souwuel iwwert d'Steiere wéi iwwert d'Sozialleeschtunge maachen, méi effikass orientéieren? Wéi kënne mer déi Reiwungsverloschter do an eiser Ëmverdeelungsmaschinerie évitéiere respektiv reduzéieren?

Wa mer soen, mir wëllen an d'Fuerschung investéieren, ma da musse mer awer och a Fuerschung investéieren, déi eppes bréngt, do wou mer mat vir bäi sinn. Da kënne mer net all Debatt hei am Land ofwiergen, wéi déi, déi zum Beispill iwwert d'Gentechnologie gefouert gëtt. Da kënne mer net soen, mir wëllen net diskutéieren iwwer Stammzellefuerschung hei am Land, wat jo hei d'Chamber an hirer Majoritéit leider zum Bedauere vun eiser Fraktioun gesot huet.

Mir gehéieren net zu deenen, déi do alles wëllen erméiglechen, mä mir gehéieren zu deenen, déi awer kloer wëlle reglementéieren, kloer Konditioune wëlle schafen, an dann och den Acteuren an esou Secteuren no bausse wëlle matdeelen, wat hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. Déi Kloerheet besteet op jiddfer Fall am Moment net. An op jiddfer Fall wëllt dës Majoritéit se och net schafen, wahrscheinlech well se do wéi op villen anere Punkten net eens ass.

D'Simplification administrative war kaum een Thema an der Deklaratioun vu gëschter. Obschonn et en Thema ass, en Thema bei de Bierger vun dësem Land, en Thema bei de Betriber vun dësem Land. De Premier huet gesot, Lëtzebuerg wier Weltmeeschter an de Prozeduren. Da kommt, mir schafe se of! Da kommt, mir kappe se! Da kommt, mir maache se méi strikt, méi schnell a méi kloer, fir datt jiddfereen do méi schnell kann domadder eens ginn, datt op där enger Säit de Stat manner Aarbecht domadder huet an op där anerer Säit d'Bierger, d'Betriber manner opgehale ginn an hirer Aktivitéit.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hat Dir net de Statssekretär fir d'Réforme administrative?

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hätten en och nach gäre weider gehalen, Här Mehlen, dann hätte mer déi doten Aarbecht gäre gemaach, gradsou wéi mer eis Ustrengunge weidergefouert hätte fir den e-Government, e Stéchwuert, dat den Här Krecké, wou hien nach hei op der Oppositiounsbänk souz, ëmmer erëm an d'Diskussioun bruecht huet a vun deem een awer elo ganz, ganz wéineg nach héiert.

Kommt, mir setzen eis do Ziler an diskutéieren doriwwer, wéi mer se kënnen erreechen; d'Zil zum Beispill fir lues awer sécher op eng Regierung, op eng Verwaltung ouni Pabeier ëmzeklammen.

D'„public private partnership" war gëschter een Thema. Ech si frou doriwwer, well mer effektiv an enger Situatioun sinn, an där de Stat sech net méi kann alles erlaben, an där de Stat net méi fir alles kann zoustänneg sinn, an an där mer duerch eng gescheit, eng intelligent Kollaboratioun tëschent dem öffentleche Secteur, dem staatleche Secteur, tëschent de Gemengen a private Betriber kënnen Déngschtleeschtungen, Infrastrukture méi schnell, méi käschtegënschteg schafen an zur Verfügung stellen. Firwat eréischt ab 2007? Dat froe mer eis do. Wéi gesäit déi „public private partnership" an den Ae vun der Regierung aus? Wat fir eng Richtung kritt déi? Fir wat fir eng Projete soll déi genotzt ginn? Dat géing eis interesséieren nach gewuer ze ginn.

Fir d'ekonomesch Aktivitéit hei am Land ze ënnerstëtzen, brauch net alles hyperinnovativ ze sinn. Mir hunn de Mëttelstand vermësst an der Deklaratioun. De Mëttelstand, deen nach ëmmer d'Réckgrat vun eiser Ekonomie ass. De Mëttelstand, dee seng Clienten hei an der Regioun huet. De Mëttelstand, dee globaliséierungsresistent ass, well en eben net op globale Weltmäert muss d'Konkurrenz fäerten. Dee Mëttelstand brauch Terrainen, dee Mëttelstand brauch ebe manner Prozeduren, manner administrativ Hürden, fir kënnen aktiv ze ginn.

Wat maachen déi Betriber, déi aus de Start-upen erauskommen? Wou gi se hin? Wou kréie se eng Zukunft? Wou kënne se sech nidderloossen? Wéi ass et mat deenen Technologieparken, déi am Koalitiounsaccord proposéiert sinn? Bis ewell hu mir séier wéineg dovunner héieren.

D'Finanzplaz – dat huet eis enttäuscht – war och keen Thema an dëser Deklaratioun, an den Här Fayot wäert de Schweess schonn op der Stir hunn, well hie fäert ech hätt eng Motioun hei bei mir, déi ech géif déposéieren, iwwert d'Ofschafung vun der Verméigenssteier…

(Interruptions diverses)

Mir maachen eent nom aneren, Här Premierminister. Mir wäerte bei deem dote Sujet um Ball bleiwen, wéi och bei der Aféierung vun enger Taxe libératoire op Kapitalerträg, déi der Finanzplaz géing hëllefen, déi offensichtlech gewollt war beim Koalitiounsaccord, mä wou jo offensichtlech och nach ëmmer dës Majoritéit am Detail sech net eens ass. Meng Fro: Wéini ass et esou wäit? Gëschter hu mir näischt doriwwer héieren. Eng Diskussioun dann iwwert d'Taxe d'abonnement, fir d'Fongenindustrie hei am Land nach méi kompetitiv ze maachen, kéint een och féieren. Dat sinn, wéi gesot, déi Diskussiounen, déi mir eis virstellen.

Mir proposéieren och dem zoustännege Budgetsminister sech op d'Rees ze beginn an déi ausländesch Bankzentren an do mat deene responsabele Leit an der Maison mère ze diskutéieren, esou wéi de Wirtschaftsminister dat och mécht mat deene Wirtschaftsacteuren, déi hei am Land täteg sinn, fir d'Lienen ze halen, fir d'Promotioun weiderzemaachen, fir Kontakter ze knäppen an och schonn zesumme mat deene Leit an Zukunft ze kucken, wéi d'Finanzplaz sech déi nächst Joren hei zu Lëtzebuerg développéiere kann.

D'Gemengefinanze sinn an enger Rei vun Niewenaspekter ugeschnidde ginn, zum Beispill d'Finanzéierung vun de Schoulmeeschteschgehälter. Doriwwer soll ee sech eng Kéier ënnerhalen, mä dat schéngt mir net dee wichtegsten Aspekt ze sinn. Den Impôt foncier, d'Käschtendeckung wat d'Waasser ubelaangt, wat jo soll kommen, wou mer op d'Ëmsetzung vun där Waasserdirektiv jo waarden, fir datt een och weess wéi schnell et soll goen, a wat fir engem Rhythmus datt d'Gemenge sech dorobber mussen astellen.

Dann ass nach eng Kéier iwwert déi obligatoresch Aufgabe vun de Gemenge Rieds gaangen, mä trotzdeem vermësse mer, datt dat doten net zu engem Ganze féiert. A mir kënne jo effektiv net déi Punkten do eenzel diskutéieren, mir musse virun allem wat d'Gemengefinanzen ubelaangt nach doriwwer erausgoen. An do, Här Premierminister, musse mer natierlech dann och mat an de Kontext vun der Gewerbesteier erandiskutéieren, well och d'Gemengefinanzen eleng ze diskutéieren ouni d'Gewerbesteier an d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen, dat féiert eis net weider.

Mir ware frou a fillen eis bestätegt, datt eng kloer Ausso hei geholl ginn ass zu de Gemengefusiounen, datt dës Regierung elo net fir erzwonge Gemengefusiounen ass. Souwuel am Pabeier vum Innenminister iwwert d'Territorialreform wéi och an deene Remarquen, déi CSV-no-Kreesser ëmmer erëm gemaach hunn, déi offensichtlech an deene Pabeieren do enk matgeschafft hunn, war et bis ewell nach net esou kloer, datt et zu kengen erzwongene Gemengefusioune géing kommen.

Nun, mir hoffen, datt mir awer déi Diskussioun kënne weiderféieren. Mir hoffen, datt mer eng sachlech Diskussioun an där Spezialkommissioun kréien iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen, iwwer Punkten, déi mer diskutéiere mussen, wéi mer regional Kollaboratiounen an deenen eenzelne Regioune vun eisem Land mat deene concernéierte Gemenge besser organiséiere kënnen, wéi mer kucken, datt d'Opdeelung vun de Kompetenze Stat a Gemengen da wierklech ass.

Mä och do musse mir de Fonctionnement vun de Gemengen diskutéieren. Et geet net einfach duer eng Kaart ze presentéieren an ze soen: Dir schafft zesummen, da geet et besser! Mir musse kucken – a mäi Virriedner huet et zum Deel op jidde Fall ugeschwat: Wat ass dat administratiivt Personal, dat d'Gemengen haut brauchen? A wat fir eng Rechtsstrukturen däerfe se eragoen? Wat solle se selwer maachen? Wat solle se a Kollaboratioun mat anere maachen?

Mir hunn och d'Thema Sécherheet vermësst. Wann dat net sollt zu de Prioritéite vun dëser Regierung gehéieren, géing eis dat wonneren. Ëmmerhin ass de staarke Koalitiounspartner an dëser Regierung gewielt gi mam Slogan „De séchere Wee" an trëtt jo och haut nach ëmmer domadder op. Mir hätten eis gewënscht, datt een do eng Rei vun Äntwerte kritt hätt iwwert déi Froen, déi am Raum stinn. Den Innenminister hat, wat mer gutt fannen, annoncéiert, och hie wier derfir fir de lokalen Agente méi Kompetenzen ze ginn. Nun, wéi ass et domadder? Ass dat elo d'Positioun vun der Regierung? Schaffe si dorunner, a wéini kann een domadder rechnen?

Am Wahlkampf ass jo vill iwwert de Recrutement bei der Force publique geschwat ginn, a mir hätte gär Kloerheet, ob dës Regierung dann déi Effortë vun der Virgängerregierung weiderféiert, ob mir weider wëlle 60 zousätzlech nei Postë fir Poliziste schafe pro Joer, oder ob et elo erofgesat gëtt. Vun eenzelnen CSV-Mandatairë gouf jo gesot, et wier net méiglech fir déi Effortë weiderzeféieren. D'Regierung soll wann ech gelift do Kloerheet schafen.

Ee Kapitel, dat mech perséinlech am meeschten enttäuscht huet an der Ried vum Statsminister, war dat iwwer Europa. Wéi schnell mir doriwwer ewechgaange sinn, datt mir eng flott Debatt haten iwwer Europa virum Referendum, datt mir eng gutt Présidence gemaach hunn, datt vill Leit sech emol vläicht fir d'éischte Kéier hei am Land mat Europapolitik ganz intensiv beschäftegt hunn an datt eigentlech jo jiddereen no deem Referendum gesot huet: Ma mir mussen eis zesummesetzen, fir datt mir déi Diskussiounen do weiderféieren, fir datt mir regelméisseg Diskussioune kréien.

Elo keng Konklusiounen dorauser ze zéien, mä einfach ze soen, mir brauchen een nationalen Europaforum, wou dann alles vu vir un erëm eng Kéier diskutéiert gëtt! Dobäi hat ech awer wierklech d'Impressioun, datt hei am Haus eng grouss Majoritéit géing fonnt gi fir d'Trennung vun Europa- a vu Chamberwahlen. Eppes wat d'Demokratesch Partei scho länger gefuerdert hat. Eppes wat vill Leit dobaussen net verstinn, firwat mir et net maachen. Eppes wat am Laf vun deene

leschte Méint vu bal sämtleche Parteien hei am Haus ëmmer erëm ugeschwat a gefuerdert ginn ass, fir datt mir eng separat europapolitesch Debatt hei am Land kréien, eng regelméisseg Debatt, fir datt mir d'Mandatairë getrennt kréien, fir datt mir eis Méi gi wierklech d'Wichtegkeet vun Europa, vun dem europäeschen Unificatiounsprozess a vun der ganz konkreter an der alldeeglecher Europapolitik ze weisen, awer och fir se ëmmer erëm an der Realitéit dobausse mat de Leit ze diskutéieren, se ze ënnersträichen a se eben net nëmmen ab und zu emol heiansdo zum Dialog ze bieden.

Fir datt mer eis net falsch verstinn: Mir fannen deen Europaforum eng gutt Saach, mir wëllen do matmaache mat eisen Iddien, mat eiser Iwwerzeegung. Dir wësst wou mer, wann et ëm Europa geet, stinn. Mä mir hate gemengt, datt mir do wou mir eis eens wären, do wou mir kënne Konklusiounen zéien, se haut scho kéinten ëmsetzen. Wann dat wierklech net de Fall ass, wann dat vun deenen anere Parteien hei elo net gewënscht ass, da wäerte mir insistéieren, datt déi Proposition de loi vun der Madame Polfer a vum Här Grethen, déi viru längerer Zäit – '99, mengen ech, war et – agereecht ginn ass, endlech op den Ordre du jour kënnt, fir do Neel mat Käpp ze maachen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir hunn d'Impressioun wéi wann d'Regierung duerch deen Europaforum alt erëm eng Kéier eng grouss Diskussioun lancéiere wëllt an doduerjer hir erspuert géing bleiwen, datt hir Mandatsperiod géing verkierzt ginn. Dorëms kann et net goen, ëm sechs Méint méi laang oder méi kuerz. Et geet drëms fir de Leit d'Geleeënheet ze ginn, haut an an Zukunft regelméisseg separat iwwer Europa ze diskutéieren an ofzestëmmen.

Deen Europaforum ass dann och e gutt Beispill wéi een an enger ganzer Rei vu Sujeten, wou d'Regierung sech net eens ass, probéiert, d'Diskussiounen esou laang ze féiere bis een da vläicht iergendwann eng Kéier e Konsens fënnt oder bis et keen Thema méi ass. An duerfir schéngt et hei esou ze sinn, datt ebe wéineg Konkretes ugekënnegt ginn ass. Duerfir schéngt et esou ze sinn, datt vill Diskussiounsronnen ugekënnegt gi sinn. Duerfir schéngt et hei esou ze sinn, datt déi op jidde Fall, déi sech erwaart haten, datt mir hei e grousse Schratt no vir géinge maachen, datt d'Leit am Land elo géinge wëssen, wou geet et hin am Laf vun deenen nächste Joren, datt déi vun där doter Deklaratioun enttäuscht sinn.

Nun, et schéngt esou ze sinn, datt eben och bei anere kruziale Froen d'Regierungsparteien, d'Regierungspartner sech net eens sinn. Ech hunn der hei a menger Interventioun eng Rei opgezielt, wéi d'Verméigenssteier, wéi d'Territorialreform, wéi den Index, wéi d'Mammerent an dat alles. Déi Differenzen do schéngen d'Ursaach ze si firwat d'Deklaratioun vum Här Premierminister hei mat enger ugezunnener Handbrems presentéiert ginn ass.

Et ass schued, mir hoffen, datt et net ze spéit ass fir awer trotzdeem am Laf vun deenen nächste Wochen a Méint iwwer wichteg Sujete kënnen hei ze diskutéieren a schnell zu Konklusiounen ze kommen. D'Demokratesch Partei wäert sech weder der Diskussioun nach dem konkrete Matëmsetzen do verweigeren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'Ried vum Premierminister huet den Tour vun enger Partie vu wichtege Problemer vum moderne Lëtzebuerg gemaach. Dëst ass den Astieg an eng Debatt, déi Mëtt November weidergeet mat deem, wat mer dann hei an der Chamber iwwert den nationale Plang am Kader vun der Lissabon-Strategie wëlle maachen. Dat gëtt eng grouss Diskussioun iwwer ons Kompetitivitéitssituatioun am Zesummenhang mat der sozialer an ekologescher Dimensioun.

Mir hu selbstverständlech dann am Dezember ons Budgetsdiskussioun. Dat ass e Ganzt, esou dass ech der Meenung sinn, dass et verstänneg war, dass de Statsminister eng geraffte Ried bruecht huet, an där hie selbstverständlech net all Problemer konnt uschneiden.

Déi Problemer, déi hien ugeschnidden huet, sinn net alleguerten nei Problemer. Déi stelle sech jo och schonn eng ganz Zäit, och schonn an der viregter Legislatur vun 1999 bis 2004, wou en anere Koalitiounspartner an der Regierung souz. Et sinn eng ganz Partie Problemer och vun där Koalitioun net geléist ginn, an ech hu mat Erstaune gehéiert, wéi de Virriedner eng Partie Saachen hei monéiert huet, fir déi seng Partei fënnef Joer laang Zäit hat, se ze léisen, wou allerdéngs dann näischt geschitt ass.

Wat mer an der Ried vum Statsminister gefall huet, dat war, dass et fir d'éischt e Rappel war vun enger Partie Engagementer fir déi nächst Méint. Dat heescht also fir déi lescht Méint vun 2005 an déi éischt Méint vun 2006. Zum Beispill, dass mer an där wichteger Fro vun der Immigratioun en neit Gesetz wëlle maachen, wat mer versprach kréie fir d'nächst Joer. D'Gesetz vun 1972 muss erneiert ginn. Mir sinn an enger ganz neier Situatioun vun Awanderung, anescht op jidde Fall wéi 1972.

Ech hunn och festgehalen, dass mer an där wichteger Fro vun de Sproochen zu Lëtzebuerg wëllen eng Diskussioun am kommende Joer kréien. D'Erzéiungsministesch huet jo eng Etüd iwwert d'Sproochen an der Schoul opginn. Sécher ass et fir d'Kohäsioun vun onsem Land äusserst wichteg, dass mer iwwert d'Sproochesituatioun an iwwert dat, wat mer fir d'Integratioun vun auslännesche Matbierger zu Lëtzebuerg wëlle maachen, schwätzen.

Mir sinn amgaangen en neit Asylgesetz fäerdeg ze maachen, och wichteg fir héich sensibel gesellschaftlech Problemer. Et gëtt ons och gesot an der Deklaratioun, dass mer e Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit am Fréijor 2006 virgeluecht wäerte kréien, och erëm eng Kéier e wichtegen Aspekt fir d'Integratioun vu Matbierger an ons Gesellschaft a fir d'Kohäsioun vun onser Gesellschaft.

E gesellschaftspolitesche Problem vun heijer Brisanz ass dat Gesetz iwwert d'Stierfbegleedung, wat ons fir den November 2005 versprach gëtt.

Déi gesamt Reflexioun iwwert d'Schoul bis zum schoulflichtegen Alter soll am Kader vun dem Schoulgesetz, vun der Reform vum Gesetz vun 1912 virgeholl ginn. Mir hunn och eng Vereinfachung vun der Dateschutzgesetzgebung fir déi nächst Méint versprach kritt.

De 24. Oktober fänkt d'Tripartite mat der d'CFL, eng héich wichteg Tripartite fir besonnesch och deen Deel vum Fret bei der CFL ze retten, also eng wesentlech Approche fir den öffentleche Schinnendéngscht zu Lëtzebuerg ze erhalen an auszebauen, wou mer héchstwahrscheinlech net laanscht e wichtege finanziellen Apport vum Stat wäerte kommen.

Déi Tripartite ass an deene vergaangene Méint vum zoustännege Minister gutt preparéiert ginn an interne Gespréicher an Aarbechtsgruppen. Dat ass also eng Aarbecht, déi trotz der Présidence virugaangen ass an déi elo an där Tripartite dann hiren Ofschloss soll fannen.

Et gëtt also, wéi hei an där Ried ugedeit, eng ganz Partie Aarbechten, déi schonn amgaange sinn an déi och fir onst Land wichteg sinn.

Meng Erfahrung seet mer, dass mer zügeg musse schaffen an der Regierung wéi och an der Chamber an am Statsrot, fir alles an deenen nächste knapp véier Joer iwwert d'Bühn ze kréien. Et ass eng Reformpolitik, déi mer ons virgeholl hunn. Ech géif soen, et ass eng Aart roueg Revolutioun, déi mer wëllen an dësem Programm virhuelen; an déi roueg Revolutioun, déi bedeit natierlech, dass mer an der Koalitioun an och mat de Sozialpartner a mat deenen anere Parteie schwätzen, fir ganz schwéier Reformen heiansdo duerchzekréien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et muss also eppes am Land bougéieren. Dat geet sécher duerch d'Initiativ vun der Politik. D'Politik muss de Wee virweisen. Politesche Wëllen, politesche Courage mussen déi Reformen droen. Vill Dialog gehéiert dozou. An deenen héich sensiblen Themen, déi de Statsminister ugeschnidden huet, huet hien awer och d'Dialogbereetschaft ënnerstrach an och d'Moderatioun.

Mir hunn alleguerten d'Erausfuerderung déi Problemer esou objektiv wéi méiglech unzegoen an ons mat esou mann wéi méiglech Clichéën a Préjugéën doranner ze beginn.

Dat heescht awer och, dass dat natierlech net op d'Politik beschränkt bleiwe kann an och net op d'Sozialpartner. Do muss och d'Gesellschaft dobausse matmaachen. Mir mussen d'Gesellschaft an all hiren Deeler dovunner iwwerzeegen, dass se eng Verantwortung huet an där Manéier, wéi dat Land hei gestallt gëtt. Dobäi muss d'Politik sech virhuelen, vill nozelauschteren, roueg nozelauschteren an dann Décisiounen ze huelen. An natierlech musse mer, fir et politesch kënnen ze erreechen, d'Leit iwwerzeegen, dass déi Reforme richteg sinn, dass se och équilibréiert sinn, dass se vläicht Sacrificë vun deem engen a vun deem anere verlaangen, mä dass se dozou féieren, d'Zukunft vun onse Kanner ze gestalten.

Här President, vu wat gi mer aus? En Horrorzeenario oder en drasteschen Austéritéitscours passt net an d'Bild vun engem räichen, sozial héich stehenden, moderne Land, wéi Lëtzebuerg et ass. Onst Land huet haut nach, a besonnesch haut och vill Atouten a vill Chancen. Zu onsen Trëmp gehéiert ons Oppenheet no baussen. Dat muss een ëmmer erëm soen. Dat hu mer jo bei der Referendumscampagne gehéiert, wéi heiansdo d'Leit dozou stinn. Dat ass e wesentlechen Tromp vun onsem Land. Et ass och onst regionaalt an europäescht Ëmfeld, wat en Tromp fir ons ass.

Dozou gehéiert ons Upassungsfäegkeet, ons Sproochevielfalt, onsen Zesummenhalt – wa mer deen da fäerdeg bréngen –, de soziale Fridden duerch en héich entwéckelte soziale System, dee keen a Fro stellt, ons aktiv a produktiv Mënschen, ob dat Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger sinn.

Trotzdeem musse mer agesinn, dass mer vill Erausfuerderunge virun ons hunn, zum Beispill an der Aarbechtswelt. Besonnesch an der Aarbechtswelt vum private Secteur gëtt et manner stabil Verhältnisser an ëmmer méi Wonsch no Flexibilitéit. D'Deelzäitaarbecht an den Interim entwéckele sech. Ons Betriber spieren de Konkurrenzdrock ëmmer méi. Onse Stat an ons Verwaltung gi méi komplex. Souguer zu Lëtzebuerg fänken d'Weeër duerch d'Bürokratie un ze laang ze ginn. Mir kommen net weider, dat ass richteg, mat der Simplifikatioun do, administrativ.

Nei Gesetzer schafen och ëmmer nei Rigiditéiten. Dat neit Gemengegesetz huet eigentlech net zu méi Flexibilitéit gefouert; et huet scho misse geännert ginn. Aner Änneronge ginn och nach gebraucht oder sinn annoncéiert. Och fir d'Landesplanung solle mer ons hidden, ze vill éiergäizeg Strukture wëllen opzebauen, fir déi mer einfach d'Leit an och d'Mëttelen net méi hunn.

De Chômage zu Lëtzebuerg geet och trotz alle staatleche Moossnamen net zréck. Onse klengen Territoire bréngt et net fäerdeg, ons Leit zu engem normale Präis ze logéieren an an ons Infrastrukturen opzehuelen. Ons Schoul produzéiert säit Joren ze vill Échecen an ze vill Ongläichheet. Sécher ass dat alles – wéi gesot – näischt Neies, mä et gëtt elo Zäit, dass eppes geschitt.

Här President, d'Finanzsituatioun ass méi ugespaant wéi an der leschter Legislatur – och dëst ass näischt Neies –, et huet een et, vun 2002 un, gesi kommen. Den 3. Dezember 2003 huet de Statsminister hei an der Chamber gesot, ech zitéieren: „D'Situatioun vun eiser Wirtschaft a vun eisem Budget ass eescht." A weider, ech zitéieren nach eng Kéier: „Ech hu selwer gesot, dass, wann et net zu enger däitlecher Erhuelung vun der Ekonomie kënnt, dat déckt Enn dann am Budget 2006 do ass, an dass mer da mussen agéieren." Fin de citation.

Une voix.- Virun de Wahlen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Virun de Wahlen. Den deemolegen LSAP-Fraktiounschef Jeannot Krecké huet den 9. Dezember 2003 an der Chamber virausgesinn, dass déi haaptsächlech Voleten am Joer 2006 op null sinn an 2007 ënner null. Och en aneren LSAP-Spriecher, den Alex Bodry, huet drop higewisen, dass spéitstens 2006, ech zitéieren hien aus dem Chamberbericht, „dat ganzt Kaartenhaus, wat d'CSV-DP-Majoritéit an deene leschte Joren opgebaut huet, zesummebrieche wäert." Fin de citation.

Une voix.- Et läit keen drënner.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Elo wësse mer, Här President, dass den Defizit sech effektiv 2006 wäert weiderentwéckelen, verglach mat 2004 an 2005. Mir wäerte bei de Budgetsdebatten, beim Budgetsdépot d'nächst Woch dozou méi héieren a mir wäerten och bei de Budgetsdebatten am Detail drop zréckkommen.

Ech wollt awer just zu de Finanzen nach eppes soen: Mir sinn elo dräi Deeg no de Gemengerotswahlen, dat ass jo och e wichtege politeschen Datum gewiescht. Et kann een net eleng d'Finanzlag vum Zentralstat kucken; et muss een déi global Situatioun vun der öffentlecher Hand kucken, an dozou gehéieren d'Gemengen, déi un de Recettë vum Stat hänken.

De Statsminister huet eng Partie Saache gesot, déi d'Gemengemammen a -pappen opreegen, anerer déi se erfreeën. D'Gemengen hätte gäre Finanz- a Planungssécherheet fir hir Investitiounen an hir Déngschtleeschtungen. Dat ass absolut gerechtfertegt, a wann de Stat sech selwer méi Flexibilitéit, zum Beispill bei den Investissementer, wëllt oder muss ginn, da misst een de Gemengen dëst och zougestoen. Dat ass jo zwar bis elo vum Stat ëmmer refuséiert ginn.

Wat d'Gemengen ugeet ass et och richteg, dass all Bierger, egal wéi grouss seng Gemeng ass, Recht op modern Déngschtleeschtungen huet. Dëst muss d'Haaptprioritéit an onsen Iwwerleeungen iwwert d'Réforme territoriale sinn an dozou gehéiert natierlech och eng kloer Beschreiwung vun de respektive Kompetenzen an de Finanzmëttel vu Stat a Gemengen. Dozou gehéiert natierlech och d'Transparenz bei de staatleche Subventioune fir d'Gemengen.

Här President, e Reformprozess muss zesummenhängend si fir nohalteg ze sinn. Dofir ass d'Lissabon-Strategie wichteg, well se ons zwéngt, endlech iwwergräifend Moossnamen ze huelen, déi déi wirtschaftlech, sozial an ekologesch Dimensioun betreffen. Si zwéngt ons, aus der Logik vun den eenzelne Ministèren an Departementer eraus an eng vernetzt Logik eranzegoen. Am November wäerte mer doriwwer schwätzen a kommen dann dorobber zréck.

Ech wollt awer fir d'éischt eng wichteg Prioritéit vun onser Fraktioun hei e bësse méi ausféierlech behandelen: Et handelt sech ëm d'Aarbecht an d'Vollbeschäftegung. Ech wëll hei drun erënneren, dass d'Chamber den 31. Mee 2005 no enger Debatt, déi vun onsem Kolleeg John Castegnaro gefrot gi war, eestëmmeg, mat aacht Enthalungen, eng Motioun ugeholl huet, déi d'Fro vum Chômage ausféierlech behandelt huet. Dës Motioun seet alles zur Analys vum Chômage zu Lëtzebuerg a gëtt och vill Pistë wat geschéie muss.

Trotz méi geschafenen Aarbechtsplazen geet de strukturelle Laangzäitchômage säit 2001 an d'Luucht. Hien trëfft besonnesch Leit ouni Qualifikatioun: Deelarbeitnehmer an Arbeitnehmer mat engem Handicap. Et gëtt vun ëm déi 3.000 Leit geschwat, déi an där Situatioun sinn a schwéier ze vermëttele sinn. Och jonk Leit hunn et oft schwéier an den Aarbechtsmaart eranzekommen. Et gëtt e puer honnert Jonker, déi iwwerhaapt net an d'Léier erakommen, well se kee Schoulofschloss hunn. Ofgesi vum enorme Käschtepunkt stellt dat op Dauer e gravë soziale Problem duer. Wat mat esou Kanner a jonke Leit geschitt, déi sech ausgestouss fillen a keng Hoffnung op eng Plaz an der Gesellschaft hunn, kann ee sech liicht virstellen.

Ons Motioun vun deemools seet och, dass et keng einfach Léisunge gëtt, mä dass eng global Approche néideg ass. Dobäi spillt natierlech och déi fundamental Astellung fir bestehend Aarbechtsplazen ze erhalen eng Roll. De Kampf fir bestehend Aarbechtsplazen – eppes wat een och an anere Länner gesäit –, fir net einfach strukturell Emännerungen a Betriber hinzehuelen, mä ze probéieren, déi ze diskutéieren, fir eben déi Aarbechtsplazen ze erhalen, déi do sinn.

De Maintien de l'emploi ass dobäi eng wesentlech Pist, an ech wëll ënnersträichen, dass bei deem Maintien de l'emploi natierlech d'Betriber op hir sozial Verantwortung mussen higewise ginn. Dofir ass et wichteg, dass d'Regierung hei kloergemaach huet, dass se elo aktiv gëtt an dass se dozou e Projet de loi virleeë wëllt. Och an de Kollektivverträg misst ee vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplaze schwätzen.

Mir begréissen, dass un eng Précariséierung oder eng Ëmkrempelung vum Aarbechtsrecht net geduecht gëtt. Gradsou begréisse mer déi kloer Ofso un d'Tendenz, de Mindestloun wëllen ofzeschafen. E Mindestloun fir Jugendlecher ouni Qualifikatioun kann en interessant Mëttel fir den Astieg an eng Formatioun am Betrib an domat an d'Beruffsliewen duerstellen.

Et ass wichteg, dass d'Regierung déi Ausso gemaach huet zu der Noutwendegkeet vun de Beschäftegungsinitiativen. Dat ass e wichtege Message un d'Solidarwirtschaft. Déi Solidarwirtschaft huet eng aner, eng sozial Logik, déi et an onser Gesellschaft weider muss ginn, déi net reng d'Logik ass vum

pure Profit, déi mer jo normalerweis an deem Kapitalismus hunn, wéi mer en hunn. Mir brauchen dofir schnell en ëmfaassend Gesetz fir deem Secteur endlech Rou a Sécherheet ze ginn.

Här President, eng zweet wesentlech Prioritéit fir ons Fraktioun ass d'Wunnen. Mir hu scho säit Joren op deem Gebitt vu Leit aus onser Fraktioun Propositioune gemaach. Dëst ass e massive Problem, deen et säit Jore gëtt, net an dëser Regierung eleng. D'Spekulatioun huet d'Präisser vun de Wunnengen a vun den Terrainen op en Niveau eropgedriwwen, deen eigentlech net méi supportabel ass, deen et normale Leit net méi erlaabt, fir sech en Terrain ze kafen an en Haus drop ze bauen.

Mir hu säit Jore konkret Virschléi virbruecht. Oft sinn déi jo och vun der Regierung an der viregter Legislatur belächelt ginn; och vum Wunnengsbauminister, muss ech leider soen. Mir begréissen et, dass elo eng méi radikal Ausriichtung vun der Logementspolitik kënnt.

Fir erëm op normal Verhältnisser ze komme muss d'öffentlech Hand – an dorënner zielen ech natierlech de Fonds du Logement, d'Société nationale des Habitations à bon marché, de Fonds d'Urbanisation vum Kierchbierg an d'Gemengen – massiv Wunnenge schafen. Et gëtt vu 15.000 geschwat. Wéi séier dat ka realiséiert ginn, dat gëtt net gesot.

Et geet Rieds vun engem Wunnengsbaupakt tëschent dem Stat an de Gemengen. Egal wéi een dat nennt muss dofir eng gutt an einfach Zesummenaarbecht tëschent dem Stat an de Gemengen entstoen. Déi staatlech Instanze sollen ouni iwwerdriwwe Bürokratie mat de Gemengen zesummeschaffen.

D'öffentlech Hand muss och dofir suergen, dass et fir Privatleit interessant gëtt Terrainen op de Maart ze bréngen. Dat ass jo bis elo duerch Mesuren an der viregter Legislatur probéiert ginn, et ass net an deem Mooss gelonge wéi sech dat erwaart gi war. Déi incitative Mesuren, déi déi viregt Regierung geholl hat an déi jo 2007 auslafen, mussen engem Bilan ënnerzu ginn, an da muss et sech weisen, ob mer aner Mesuren, zum Beispill d'Besteierung vun Terrainen, mussen décidéieren.

An der Ried vum Statsminister waren interessant Pisten, zum Beispill eng Modulatioun vun der Grondsteier, fir Baulücken an net bebauten Terrainen am Bauperimeter méi staark ze treffen, fir domat dann och d'Leit ze bewegen déi Terrainen op de Maart ze bréngen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Eng fonkelnei Iddi!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här Mehlen, et ass sécher keng fonkelnei Iddi, mä et ass awer wichteg, dass se gesot gëtt. Fir mech stellt se ee qualitative Sprong an enger Wunnengsbaupolitik duer, well et weist, dass de Stat op déi Manéier méi Responsabilitéit doranner hëlt.

Et ass net eleng de Stat, deen hei aktiv gi muss, mä och d'Stied. Ech kennen elo besonnesch d'Situatioun an der Stad Lëtzebuerg; et muss ophéieren an enger Stad wéi Lëtzebuerg, dass Wunnengen am Stadkär, an zentrale Quartiere géint d'Bestëmmunge vum Bebauungsplang zu Büroen ëmtransforméiert ginn, well einfach Büroe méi abréngen, wéi wann ee Mënschen a Wunnengen huet. Dofir mussen d'Gemenge Mëttelen an d'Hand kréie fir dogéint virzegoen.

Ech hunn ëmmer erëm am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg dogéint protestéiert. De Schäfferot huet mir da gesot, si hätte keng Mëttelen an der Hand ausser vläicht Leit um Pénal unzekloen, mä ech menge schonn, dass Bautereglementer a Bebauungspläng do si fir respektéiert ze ginn. Dat ass d'Vue eben, déi eng Kollektivitéit huet vun enger Stad, vun enger Wunnengseenheet, déi se wëllt duerchsetzen, an d'Gemenge mussen d'Méiglechkeet kréien, déi Vue vun der Stad duerchzesetzen. Et ass kuerz vum Jean-Marie Halsdorf, dem Innenminister, vun enger Tax geschwat ginn, fir esou Machenschaften ze verhënneren. Et wier interessant ze héiere wéi dann deen Dossier elo weidergeet, wat den Innenminister do wëlles huet.

Ech fannen et och gutt, dass mer elo endlech op de Wee vum Bail emphytéotique ginn, fir op déi Manéier d'Terrainspräisser erofzedrécken. Mir begréissen och, dass dru geduecht gëtt d'Virkafsrecht vun de Gemenge bei Grondstécker fir Wunnengen anzeféieren, fir domat eben d'Spekulatioun op Terrainen am Bauperimeter ze ënnerbannen. Et ass jo vum Michel Wolter hei dorop higewise ginn, dass nach 60.000 Hektar Bauland an de Perimetere vun de Gemengen zur Verfügung stinn. Et wier also wichteg, dass mir eis uerdnungspolitesch Mëttele ginn, fir déi Terrainen op de Maart ze kréien, fir op déi Manéier kënnen, sief et duerch d'öffentlech Hand, sief et duerch Privatleit, weider ze bauen.

Dat alles sinn natierlech laang- a mëttelfristeg Mesuren, déi héchstwahrscheinlech a fënnef oder zéng Joer a weider gräife wäerten. Et mussen och Mëttele ginn, déi direkt gräifen. De Stat kéint zum Beispill d'Garantie de l'État endlech ausdehnen an domat den Zougang zu private Wunnenge méi einfach maachen.

Et kann och net sinn, dass zum Beispill eng gutt Mesure, déi schonn 2003 décidéiert gouf, nämlech d'Caution locative, och elo Enn 2005 aus technesche Grënn anscheinend nach ëmmer net operationell ass. All Bierger, deen eng Wunneng loune muss a bis zu fënnef Méint Loyer als Kautioun hannerleeë muss, waart mat Ongedold op déi Kautioun vum Stat.

Mir begréisse schliesslech och d'Ausso an der Ried vum Statsminister, dass do wou d'Gemenge Wunnenge schafen, se bei hiren Infrastrukture vum Stat gehollef kréien.

Déi drëtt grouss Prioritéit vun eiser Fraktioun, Här President, ass d'Schoul. Jiddfereen huet an der Zwëschenzäit erkannt, dass d'Schoul op allen Niveauen, vum Précoce bis zur Uni, déi grouss Avenue hin zur moderner Wëssensgesellschaft ass. Mir brauchen dofir e groussen Effort um Plang vun der Innovatioun an der Schoul. E sozialen Effort, fir Chancëgläichheet endlech ze realiséieren.

D'Verzahnung vun der Schoulproblematik mat der Beschäftegungsfro läit op der Hand. Kanner, déi d'Schoul net packen, hunn haut wéineg Chance eng anstänneg Plaz ze fannen. Kanner aus benodeelegte Familljen hu manner Chance an der Schoul. Nach ëmmer huet e Kand vun engem net qualifizéierten Aarbechter 10% Chance an de Lycée ze goen, e Kand vun engem Cadre supérieur 80% Chance. All Joer verloosse méi wéi dausend Kanner eis Schoul ouni eng ofgeschlosse Bildung. Si si muer vis-à-vis vun der Konkurrenz, vu ville gutt ausgebilte Frontalieren, hoffnungslos ënnerleeën.

An der Schoul fänke mer ni bei null un. An de leschte Joren, net nëmmen an dëser Legislatur, mä och an de leschte Joren gouf an der Schoul Neies geschaf. De Précoce ass vun ënne gewuess, de Préscolaire an de Primaire hu sech inhaltlech erneiert, och methodesch ass villes do geschitt, um Terrain. Och am Secondaire ass villes erneiert ginn, a sinn och vill interessant Schoulversich vun den Enseignanten ënnerholl ginn.

Trotzdeem bleiwen d'Échecen ze héich. D'Chancëgläichheet ass nach wie vor ongenügend. Déi Échecen hunn Ursaachen, déi un den Inhalter leien, natierlech och, wéi scho gesot, um soziokulturelle Gefäll. D'Sproochen, op jidde Fall esou wéi mir se enseignéieren, sinn a ville Fäll ze héich an ze onflexibel Barrièren. E Schüler aus Lëtzebuerg kann hei zu Lëtzebuerg keen Infirmiersdiplom kréien, wann hie Schwieregkeeten am Franséischen huet. An Däitschland kann hien dat, an da kënnt hien erëm op Lëtzebuerg mat sengem Diplom. Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg bei dëser Schoulorganisatioun eng Dosen an der Belsch brevetéiert Spillschoulsjofferen als Chargéeën agestallt, déi net titulariséiert kënne ginn, well se eng Partie Finessë vun der däitscher Grammaire net kennen.

Den Échec kënnt also dohir, dass d'Schoul sech net genuch un d'Kanner vun haut upasst, dat heescht un d'Schoulpopulatioun vun haut, déi ganz verschidden an ënnerschiddlech ass.

Ech war ëmmer der Iwwerzeegung an ech sinn et och nach, dass d'Schoul sech permanent erneiere muss. Dofir brauche mer den Innovatiounswëlle vun de Schoulleit, mir brauchen d'Partnerschaft mat den Elteren a mir brauchen eng andauernd kritesch Evaluatioun vun der Schoul. Mir brauchen och en Opschaffe vun der Sproochesituatioun an de Kompetenzen, déi mer vermëttele wëllen, a mir begréissen, dass d'Erzéiungsministesch Mady Delvaux dat waarmt Eisen endlech upaakt.

Selbstverständlech sinn dat zentral Froen, déi musse begleet gi vun engem Ugebuet vu Ganzdagsschoul, och am Préscolaire an am Primaire, well besonnesch an de Stied d'Elteren net d'Méiglechkeet hunn, hir Kanner esou op d'Schoul ze preparéiere wéi dat gewënscht ass.

Fir dobäi komplett ze sinn, ass d'Schoul selbstverständlech net den eenzege Wee zur Wëssensgesellschaft. Et gëtt haut vill Kommunikatiounsmëttelen, déi Wëssensvermëttlung maachen; et gëtt Bibliothéiken an et gëtt Erwuessenebildung; et gëtt ganz vill Initiativen. Dat Wesentlecht ass, dass mer déi Initiative gutt matenee koordinéieren, fir dass se déi méiglechst grouss Effikassitéit hunn.

Här President, 20 Joer laang hunn ech mech an der Lëtzebuerger Politik mat Fuerschung an Héichschoulbildung beschäftegt. 20 Joer laang si mer amgaang ze probéieren, ons jorhonnertelaang Oflehnung vum Intellektuellen, vun Héichschoulbildung a Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ofzeleeën an eppes Verstänneges an Zesummenhängendes op d'Been ze kréien.

Haut héiert een op alle Bänken, iwwerall dobaussen an alle Milieuen gëtt d'Fuerschung als eppes absolut Noutwendeges unerkannt. Mir hunn do säit den 80er Jore munches opgebaut. D'Prozenter sinn allerdéngs nach ëmmer net brillant, wann ee se vergläicht mat dem Ausland. Mä d'Zueleprozenter soen nach laang net alles. Ech weess aus deem, wat d'Regierung fir d'Lissabon-Strategie virleet, dass d'Politik op deem Gebitt extrem éiergäizeg ass, a mir begréissen dat.

Mir hu privat Fuerschung, déi ganz héich ass, déi och net vun de Besoinë vu Lëtzebuerg bestëmmt gëtt, mä vun de Besoinë vu grousse Konzerner. Mir hunn öffentlech Fuerschung an der Uni, an de Centres de recherche publics wéi och an öffentlechen Instituter, a mir hunn ugewannt Fuerschung iwwer Luxinnovation. An doriwwer steet de Fuerschungsfong mat senge Kreditter. Déi Mëttele musse besser gebëndelt ginn, fir dass e Maximum erauskënnt.

D'Unisgesetz geet an där Hisiicht net ganz wäit. Et geet och net drëm eng Megafuerschungsstruktur opzebauen, mä an der Haaptsaach d'Rivalitéit géinteneen ze verhënneren.

Zur Uni wollt ech kuerz e Wuert soen, well et trotzdeem eng zentral Institutioun ass fir d'Erneierung vum Land. Ech fannen zwar onst Unisgesetz vun 2003 nach ëmmer net gutt, obschonn ech et matgestëmmt hunn, well d'Uluecht vun deem Gesetz vill vun de Problemer erkläert, mat deenen déi Uni ze kämpfen hat an nach huet; mir hunn awer gesot, mir loossen déi Uni emol ulafen, ier mer un dat Gesetz fréckele ginn.

Ech wënschen op jiddfer Fall vu ganzem Häerzen, dass dës Uni réusséiert. An d'LSAP wëllt de Minister an déi Responsabel an der Uni dobäi voll a ganz ënnerstëtzen, well et gëtt zu Lëtzebuerg nach ëmmer vill Leit, déi géint d'Uni sinn oder komesch Usiichten iwwert déi Uni hunn. Mir hu se als LSAP laang gefrot, wéi vill vun de Parteien heibannen net ëmmer waarm dofir waren. Mir begréissen et dofir, dass d'Regierung sech mat aller Energie asetzt fir déi Uni an dass se dobäi ëmmer méi d'Ënnerstëtzung vun der Wirtschaft an der Gesellschaft insgesamt wëllt.

D'Uni soll net nëmme Waasserdréier vun der Wirtschaft sinn. Sécher muss se sech verzahne mat verschiddene Besoinë vun der Wirtschaft; sécher ass et och eng Sanktioun vun der Recherche, wa se et fäerdeg bréngt, an der Wirtschaft unzekommen.

Mä déi Uni an och déi Fuerschung sollen innovativ a kritesch ons Lëtzebuerger Realitéit hannerfroen. Si soll der Innovatioun, der Innovatioun op alle Pläng Been zu Lëtzebuerg maachen.

Här President, de Referendum iwwert de Verfassungsvertrag huet ons vill interessant Messagë bruecht. Een dovunner betrëfft d'Verhältnis vun de Lëtzebuerger zu der grousser Ouverture vun onsem Land. Ons Bevölkerung klëmmt an der Haaptsaach duerch nei Auslänner, wéi och ons aktiv Bevölkerung duerch nei Frontaliere klëmmt. Dëst geet net ouni Reaktioun vun de Lëtzebuerger. Vill, déi géint d'europäesch Verfassung gestëmmt hunn, hunn och géint déi hirer Meenung no ze grouss Öffnung vum Land gestëmmt.

Elo muss een de Lëtzebuerger ee fir alle Mol soen, dass onst Land ouni Öffnung net liewe kann, an dass ons Wirtschaft Mäert brauch vun dobaussen, dass ons Wirtschaft sech upasse muss, fir sech ze entwéckelen.

Zu allen Zäite sinn zu Lëtzebuerg Betriber verschwonnen, si Produktiounen an d'Ausland transferéiert ginn, sinn nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg entstan. Lëtzebuerg ass dofir net ënnergaangen, mä huet et ëmmer erëm fäerdeg bruecht, weiderzekommen.

An deem Zesummenhang wëll ech soen, dass mer net méi helleg musse si wéi de Poopst, dat heescht méi europäesch wéi déi aner. Oft kritiséiere Wirtschaftskreesser, dass mer bei der Transpositioun vun Direktive méi contraignant sinn, wéi dat eigentlech néideg ass, an doduerch onser Kompetitivitéit schueden. Dat féiert och zu Problemer bei der Ëmsetzung vun esou Texter, déi eigentlech net néideg sinn.

Mir mussen et an Europa an zu Lëtzebuerg fäerdeg bréngen, ons Öffnung no baussen ze verbanne mat engem zolitte Sozialmodell. An dofir muss een natierlech och déi Ängschte verstoen an erklären an op déi Ängschten awierken, déi bei de Leit bestinn. D'Politiker mussen de Leit doriwwer Ried an Äntwert stoen. Mir wësse jo, dass grouss Phrasen iwwer Europa haut manner hëllefe wéi gedëllegt Nolauschteren a gedëllegt Erklären.

Ech wëll och ganz kloer ënnersträichen an ënnerstëtzen, wat de Statsminister zu der Astellung vu verschiddene Leit vis-à-vis vun de Frieme gesot huet. Friemenhaass gëtt et iwwerall an och bei ons, an dogéint muss een am Klenge wéi am Grousse mat Courage iwwerall untrieden. Dogéint muss een och virun allem duerch Integratioun an Zesummesi schaffen. Vill Leit komme bei ons fir e bessert Liewen ze féieren; mir mussen d'Kraaft opbrénge mat hinnen zesummen onse Wuelstand auszebauen an och si dovunner profitéieren ze loossen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, si zu engagéierte Bierger vun onsem Land ze maachen, déi mat ons schaffen.

D'Referendumscampagne war fir déi, déi dorunner deelgeholl hunn, e formidabelen Exercice vu geliefter Demokratie. Nom Referendum ass gesot ginn, elo misst den europäeschen Débat weidergoen. Et hat een awer d'Impressioun, dësen Débat wär e Sonndeg, den 10. Juli um 5 Auer nomëttes zesummegefall wéi e Soufflé. Dofir ass et wichteg, dass mer ons Gedanke maachen, wéi mer dat dann elo zustane kréien, wéi mer den europäeschen Débat zu Lëtzebuerg weiderféieren. Ech gesinn do keng honnert Mëttelen. Ech mengen net, dass et Sënn huet akademesch Sëtzungen iwwer Europa ze organiséieren. Et heescht sech informéieren, schaffen, Problemer kennen, Problemer probéieren ze léisen. Mir brauchen dofir fir d'éischt Transparenz an europäeschen Dossieren.

Mir brauchen natierlech „accountability" – wéi een esou schéi seet am internationale Jargon – vun der Regierung, well si ass ee vun deenen zwee Gesetzgeber an Europa. Si muss selbstverständlech der Chamber Ried an Äntwert stoen, mä mir brauchen och vun der Chamber, vun de Kommissiounen, vun all Fraktioun eng permanent Opmierksamkeet fir déi nei europäesch Gesetzer a Reglementer.

De Statsminister huet den nationalen Europa-Forum annoncéiert. Mir waarde mat Spannung drop a mir wäerten och matmaachen, wa mer gefuerdert ginn. En attendant wär allerdéngs scho vill erreecht, wa jiddferee vun de 60 Deputéierten heibannen all Dag de Bulletin vun der Agence Europe géif liesen, deen ee jo gratis op de Schierm kritt, wann een da wëllt.

Mir mussen ons doriwwer eraus mat der politescher Integratioun vun deenen auslännesche Matbierger beschäftegen. Beim Referendum ware véier vu fënnef Parteien d'accord hei an dëser Chamber, fir d'EU-Bierger un deem Referendum deelhuelen ze loossen. Dat war aus verfassungsméissegen Ursaachen net méiglech. Mir mussen ons Verfassung zum Referendum esou gestalten, dass mer dat an Zukunft realiséiere kënnen, wa mer dann de politesche Wëllen dofir hunn.

Mir wëllen och, dass méi Netlëtzebuerger an d'Gemengepolitik agebonne ginn. Déi heiteg Prozedur vun der Aschreiwung an d'Wielerlëschten annerhalleft Joer virun de Gemengewahlen ass net motivant. Mir solle se onser Meenung no duerch eng automatesch Aschreiwung an d'Wielerlëschten ersetzen. All Auslänner misst dann dës Aschreiwung duerch e positiven Akt entweder unhuelen oder refuséieren. Et wier onser Meenung no een zimlech radikaalt Mëttel, fir dann op déi Manéier auslännesch Bierger an d'Gemengepolitik anzebannen. Wann dat nun net konsensfäeg wier, soll een op d'mannst den Délai, fir sech an d'Wielerlëschten anzeschreiwen, méi no bei de Wahltermin setzen. Dat heescht op d'mannst sechs bis dräi Méint, wéi et dann eben technesch méiglech ass, fir dat ze maachen.

Mir mussen ons Gedanke maachen iwwert déi Ausnahmebedéngunge bei de Gemengewahlen, déi

Derogatiounen, déi mer duerch de Vertrag vu Maastricht bei der Europäescher Biergerschaft kritt hunn. Mir sollen déi iwwerpréiwen a mir hu jo elo iwwer zéng Joer Erfahrung domat. Ech menge schonn, dass mer eng Bestandsopnahm doriwwer sollte maachen.

A schliesslech sollte mer d'Europawahlen eescht huelen, endlech eescht huelen. Ech mengen, wa mer se eescht huelen a wa mer dee System net méi wëllen, dee mer elo hunn, wou mer Leit wiele loossen, déi manifestement net wëllen an d'Europaparlament goen, da brauche mer an Zukunft nëmme méi sechs Kandidaten amplaz zwielef. Mir hunn déi zwielef jo deemools 1978 an d'Gesetz gesat, well mer woussten, dass vill Leit géifen op d'Lëschte kommen, déi net wéilten an d'Europaparlament goen. Mir sollen ons also mat sechs Kandidate begnügen.

Déi, déi an d'Europaparlament gewielt ginn, mussen awer vu virera soen, dass si dat Mandat unhuelen, à moins dass do wierklech aner Ursaache sinn, déi se dorunner géifen hënneren.

Mir brauchen e politeschen Accord tëschent de Fraktiounen, tëschent de Parteie fir hir Kandidate fir d'Europaparlament nëmmen op enger Lëscht kandidéieren ze loossen. Dir wësst, dass mer dat net kënne per Gesetz verbidden, well mer net d'Incompatibilitéit vun de Kandidaturen iwwerhaapt aféiere kënnen; dat muss e politeschen Accord sinn. An ech gesi keng Ursaach, dass dat net méiglech wier, well mir hunn deen Accord bei der Besetzung vun de Mandater, wou mer och gesot hunn, dass mer dee Cumul vum nationalen a vum europäesche Mandat net wëllen. Dat wieren also Mesuren, déi mer huele kéinte fir eben déi Europawahl méi seriö ze maachen.

Une voix.- D'Trennung?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Fir d'Trennung, selbstverständlech, d'Trennung vun deenen Europawahlen a vun der Nationalwahl. Woubäi een natierlech, wëll ech hei soen, sech muss iwwerleeën, ob een dat fir dës Legislatur mécht oder ob een dat iwwer eng Gesetzesännerung fir kommend Legislature mécht. Do ass den Denkprozess bei enger Partie Fraktiounen nach net ofgeschloss, well et ass net evident, dass een elo eng Legislatur einfach d'autorité verkierzt. Esou einfach geet dat net, besonnesch och, well mer jo awer eng Regierung mat engem Programm hunn, deen op fënnef Joer besat ass.

Här President, fir ofzeschléissen dräi Konklusiounen:

Éischtens gefält den Toun vun der Regierungserklärung ons. Modernitéit, sozial Verantwortung an d'Bereetschaft zum Dialog si wesentlech Aspekter fir eng gutt Politik zu Lëtzebuerg. Si stinn an dëser Ried vum Statsminister.

Zweetens fanne mer ons Prioritéiten an där Ried erëm: ons Prioritéite fir d'Schaffen, fir d'Wunnen, fir d'Chancëgläichheet an der Schoul, a mir fanne se erëm mat deem néidegen Nodrock duergeluecht.

Dréttens erkenne mer de Wëlle vun der ganzer Regierung, Reformen an de kommende Méint aktiv an zesummenhängend weiderzedreiwen an doduerch Lëtzebuerg e gutt Stéck weiderzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Domat géif ech proposéieren, dass mer d'Debatte fir haut de Moie géifen ofschléissen. Mir fueren haut de Mëtteg um hallwer dräi weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.27 heures)

JEUDI, 13 OCTOBRE 2005 — 4E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d État

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Mir fuere weider mat der Diskussioun iwwert d'Erklärung vum Statsminister. Als éischte Riedner haut de Mëtteg ass den honorabelen Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement (suite)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Enn vun den 90er Joren hunn ech mech eng Kéier bei Budgetsdebatten op dësem Pult fierchterlech opgereegt. Ech mengen – wa meng Erënnerung nach gutt ass –, et war iwwer e Stroossebauprojet, deen de Statsbudget deier kascht huet, a mat deem mir net averstane waren. Do hunn ech gesot, eigentlech hätte mer, generell gesinn, beim Lëtzebuerger Stat e grousse Problem, mir hätten ee Misär, dat wier, datt mer Enn den 90er Joren, an där Situatioun wou mer do waren, ze vill Suen an der Keess haten. Duerfir hu mir eis keng respektiv net genuch Gedanke missen oder brauchen iwwert d'Käschten-Notzen-Rechnunge bei eenzelne Projeten ze maachen.

An haut, Enn 2005, ass d'Situatioun natierlech wesentlech aneschters wéi se Enn den 90er Jore war. Mir hunn haut net méi déi Iwwerflosssituatioun. Mir si selbstverständlech net an enger Kris. Och déi Gréng warne viru Katastrophismus, mä et kann een awer emol behaapten, datt de Speck verbraucht ass, an datt elo an deenen nächste Joren iwwerleeënd Virgoe wäert ustoen.

Mir brauche sécherlech elo net alles anescht ze maachen, mä wat awer interessant ass oder d'Politik och méi interessant wäert maachen: Mir musse Choixen treffen. Mir kënnen, wann ech d'Beispill vum Verkéier eraushuelen, an Zukunft net méi duebelgleiseg fueren, op zwee Niveauen usetzen, eng duebel Strategie fueren; net méi gläichzäiteg massiv an den öffentlechen Transport investéieren a weider massiv esou oniwwerluechte Stroosse bauen, wéi mer dat an den 90er Joren, zum Beispill, gemaach hunn.

Mir mussen an deenen nächste Méint a Joren och Faarf bekennen als politesch Parteien, als Fraktiounen an dësem Parlament. Kee ka sech méi hannert dem Bam verstoppen. Mir Gréng sinn och der Iwwerzeegung, datt sech bei deenen Debatten an deenen nächste Méint a Joren an der Parteielandschaft wäert d'Spreu vum Weizen trennen. Well et ass esou: Vu datt kee sech méi hannert dem Bam ka verstoppen a jiddferee muss hannert dem Bam erauskommen a prezis Stellunge bezéien zu deene Punkten hei, muss och jiddferee soe wou e steet. An da wäerte mer gesinn, wou wien déi richteg Konzeptioune fir d'Zukunft an dësem Land huet.

Et geet och net méi an der Zukunft, datt ee ka wichteg Décisiounen huelen ouni sech iwwert den Notzen an de Käschtepunkt gläichzäiteg Gedanken ze maachen. Mir musse Lëtzebuerg fit maache fir datt déi nächst Generatioun och nach kann an deem nämlechte Wuelstand liewe wéi dat haut de Fall ass. De Choix, dee mer ze treffen hunn, ass eiser Meenung no ob mer wëlle weiderfueren eng Politik op Käschte vun de kommende Generatiounen ze maachen oder fir déi nächst Generatiounen ze maachen.

An eiser Partei, déi sech besonnesch fir eng laangfristeg Ëmgehensweis am Intérêt och vun där nächster Generatioun asetzt, ass et relativ kloer fir wat fir ee Beräich oder fir wat fir eng Richtung mir eis an der Politik verschriwwen hunn. Mir fannen dat ganz spannend, ganz interessant, well eigentlech e Retour zum Inhalt an der politescher Debatt wäert kommen, an duerfir freeë mer eis och op déi spannend an interessant Diskussiounen, déi elo wäerten ustoen.

Ech wëll och dem Fraktiounspresident vun der CSV soen, datt mir als Oppositiounspartei net der Meenung sinn, datt et schlecht war fir net d'office als Regierung heihinner ze kommen a lauter virgefaasste Meenunge virzedroen, mä datt mir et richteg fonnt hu fir heihinner ze kommen an ze soen, wou déi grouss Chantiere laut der Meenung vun der Regierung sinn, eng Rei Pisten opzezeechne wat d'Regierung mengt an awer offen doriwwer ze diskutéieren. Duerfir si mir och der Iwwerzeegung, datt de Premierminister déi an eisen Ae wichteg Problemfelder eigentlech a senger Ried gëschter all beschriwwen huet. Duerfir ass meng Reaktioun haut och einfach am Opbau, well ech ka quasi chronologesch Äntwerten op déi eenzel Problemfelder, sou wéi se hei gëschter beschriwwen gi sinn, ginn.

Vläicht am Virfeld den europapolitesche Dossier.

Ech wëll mech haut net ze laang domadder befaassen, well mir hunn dat an der Vergaangenheet, haaptsächlech virum Referendum, scho gemaach a mir kréie jo virun allem nach, well jo och eng aussepolitesch Debatt usteet, genuch Geleeënheete fir dat am Detail ze maachen. Sécherlech kënne mir eis deem, wat gëschter hei gesot ginn ass, nëmmen uschléissen a just nach eng Kéier dorop hiweisen, datt ee sech natierlech, fir d'europapolitesch Debatt hei am Haus, um Niveau vun der Exekutiv an och am Dialog mat der Zivilgesellschaft méi eescht ze huelen, och duerfir d'Moyenen op allen Niveaue muss ginn.

Dat heescht, mir erënneren nach eng Kéier dorun, datt och hei am Parlament eigentlech eiser Meenung no den Apparat nach net genuch ausstaffféiert ass fir déi do Diskussioun wat d'europapolitesch Dossieren ubelaangt esou kënnen unzegoen. Virun allem muss eppes um Niveau vun de Fraktioune passéiere wa mer dat dote wëlle bewältegt kréien. Ech wëll elo net méi am Detail op de Rescht agoen. Dat wäert ech an deenen nächste Wochen hei am Parlament bei der europapolitescher Debatt maachen.

Ech wäert direkt dann och zum éischte Punkt, dee beschriwwe ginn ass, iwwergoen. Dat ass dee vun de Problemer, déi mer mat der Integratioun an der Lëtzebuerger Gesellschaft hunn. Wa mer eng Gesellschaft hu wéi mir se entretemps hei am Land kennen, wou mer iwwer 300.000 Beschäftegter hunn, a wou d'Verhältnis bei deene Beschäftegten, wéi déi Aarbechtsplaze besat sinn, entre-temps esou ass – ech géing et och elo e bëssen iwwerspëtzt formuléieren –, datt déi, déi d'politesch Rechter hei an dësem Land hunn, dat heescht d'Wahlrecht um nationalen Niveau, entweder direkt beim Stat oder a staatlech protégéierte Secteure schaffen, an déi, déi keng Rechter hunn, gréisstendeels am privaten, produktive Secteur oder an anere manner geschützte Secteure schaffen, dann ass et kloer, datt een net nëmmen en demokratesche Problem – e Problem vun demokrateschen Defiziter – huet, mä da kritt een dorauser och en décke politesche Problem. Et riskéiert ee mëttel- bis laangfristeg reformonfäeg ze ginn.

A well dëse Problem eis als Gréng scho laang bekannt ass, hu mir keng Méi gescheit, och schonn an den 90er Joren, dëst Thema ouni Tabu unzegoen a relativ vill Proposen auszeschaffen. Mir sinn och der Meenung, datt een an den 90er Joren do scho vill hätt missen handelen. Leider war dat awer bei där viregter Koalitioun – mä och bei deene virdrun – net an deem Ausmooss méiglech, obschonn, wéi gesot, déi Problemlag do bekannt ass. Duerfir hu mer elo en immense Retard kritt a mir sinn natierlech frou doriwwer, datt elo emol endlech do den Handlungsbedarf unerkannt ginn ass a Gesetzesinitiativen ugekënnegt gi sinn.

Et gëtt dräi Beispiller un deenen een dat besonnesch ka festmaachen, mä dat sinn awer nëmmen déi offensichtlechst.

Dat Éischt ass natierlech, datt mer am Beräich vun den Aarbechtsplazen dat musse maache wat de Premier gëschter hei am Numm vun der Regierung – ginn ech dovun aus – ugekënnegt huet, datt mer méi eng grouss Ouverture an der Fonction publique musse maachen. Déi Gréng hunn nach ëmmer kritiséiert, datt mer ze vill restriktiv Bestëmmungen do hätten.

Dat Zweet ass, datt mer endlech d'Thema vun der duebeler Nationalitéit uginn, an natierlech de ganze Sproocheproblem, deen domadder verbonnen ass. Ech wëll dorun erënneren, datt mir virun e puer Joer, wéi mir d'Nationalitéitsgesetz zu Lëtzebuerg reforméiert hunn, hei ugeprangert hunn, datt mer d'Impressioun haten, datt deemools éischter nach eng Bremsapproche an deem Kontext ugewannt ginn ass. Mir hunn deemools och eng Proposition de loi eraginn – et war deemools nach d'Madame Renée Wagener – wou mer, éischtens, d'duebel Nationalitéit dran ugaange sinn, mä net nëmmen.

Mir hunn nach eng ganz Rei Initiative geholl an och Motiounen hei erabruecht wou mer déi ganz Fro vun der Sprooch, haaptsächlech och d'Lëtzebuerger Sprooch als Integratiounsinstrument, ugaange sinn. Mir hu gemengt, datt ee misst als Stat do seng Responsabilitéit iwwerhuelen, datt et net géing duergoen, fir Appeler ze maachen, datt d'Lëtzebuerger Sprooch misst en Integratiounsvehikel ginn, mä datt een et deenejeenegen, vun deenen ee géif verlaangen, datt se d'Sprooch léieren, et och misst organisatoresch méiglech maachen. A mir hu gesot, et missten éischtens méi Coursen organiséiert ginn, et missten Hëllefen un d'Entreprisen zur Verfügung gestallt ginn fir hire Leit déi Coursen unzebidden, et misst iwwer esou Saache wéi Congé linguistique an esou weider an esou fort nogeduecht ginn.

Alles dat Saachen, déi virun dräi Joer nach net an deem Mooss eescht geholl gi sinn, leider, kann ee soen. Et freet eis awer duerfir, wéi gesot, datt elo an deem dote Beräich endlech den Handlungsbedarf erkannt ginn ass, a mir hoffen dann och, datt eis Propositionde-loien, déi mir scho viru Jore mat de Motiounen eraginn hunn, erëm mat op den Ordre du jour gesat ginn, datt een dat alles zesummen hei kann diskutéieren an endlech do kann handelen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Een zweete Punkt ass, géif ech emol beschreiwen, d'Gesellschaftspolitik generell, déi hei beschriwwe ginn ass. An ech wëll do natierlech och soen, datt et eis freet, datt unerkannt gëtt, datt mer eis Gesellschaft am Beräich Gesellschaftspolitik weider musse moderniséieren.

Et ass gëschter hei ee wichtegt Thema vun eiser Gesellschaft ugeschwat ginn, nämlech dat, datt duerch de Fait eleng datt an eiser Gesellschaft d'Leit ëmmer, Gott sei Dank, méi laang liewen a méi al ginn, se och ëmmer méi Zäit kréie fir sech mat deem eruréckenden Enn vun hirem Liewen ausenaner ze setzen, datt doduerjer déi ganz Problematik vu Stierfbegleedung misst méi op den Ordre du jour kommen. Mir wëllen och direkt hei soen, datt mir all Mesurë wäerte

matdroen, déi an d'Richtung gi vun enger aktiver Stierfbegleedung, sief et de palliative Beräich bis awer och alles wat dozou soss nach gehéiert.

Mä mir sinn awer der Iwwerzeegung, Här Statsminister, datt et net domadder duergeet, well wann een dat mécht, wat Dir hei gëschter gesot hutt, datt de Stat net d'Recht huet de Leit hire Choix ewechzehuele wéi se mam Enn vun hirem Liewen ëmzegoen hunn, da muss een och an deem Kontext iwwert d'Selbstbestëmmung um Enn vum Liewe vun de Mënschen de Courage hunn iwwert dat Ganzt ze diskutéieren, dat heescht et muss een de Mënschen och de Choix loossen, datt se selwer kënnen décidéiere wéini se wëlle stierwen an datt net de Stat dat décidéiert.

Och do hu mir als Gréng an deene leschte Jore vill um Thema geschafft. Den Här Huss huet mat der Madame Err zesummen eng Proposition de loi ausgeschafft, an déi Gesetzesproposition de loi, do hätte mer gär, datt déi an deem dote Kontext och nach eng Kéier matdiskutéiert gëtt, well do geet et ëm näischt aneschters wéi ëm eng Depenaliséierung vun der Stierfhëllef, also et geet ëm näischt aneschters wéi datt mer de Leit um Enn vun hirem Liewen de Choix loosse wéi si d'Enn vun hirem Liewe gesinn.

Drëtte Punkt, Här President, d'Schoulpolitik. Et ass evident, et kléngt scho bal entre-temps hei am Haus banal, wann een drop hiweist, datt eise Schoulsystem muss reforméiert ginn. Et besteet souwisou Eestëmmegkeet an deem Haus hei doriwwer. D'Geeschter trenne sech, géing ech natierlech awer soen, wann et dorëms geet iwwert d'Konzeptiounen ze diskutéiere wéi een eis Schoul da soll reforméieren oder wat d'Zilsetzung vun der Reform si soll.

Mir als Gréng sinn der Iwwerzeegung, datt d'Educatiounsministesch mat hirem Neie Lycée ee richtegen Ulaf geholl huet an an déi richteg Richtung geet. Mir hunn dat och hei gesot wéi mer d'Gesetz virum Summer gestëmmt hunn, datt, wann et an déi do Richtung weidergeet, een op eis Ënnerstëtzung ziele kann. Mä mir soen awer och gradsou däitlech, datt et natierlech net duergeet mat der Schafung vum Neie Lycée, mä datt och aner Elementer am schoulesche Beräich wichteg sinn, wann déi Reform soll eng Kéier zu engem Succès, zu engem gudden Enn gefouert ginn.

Ech wëll nëmmen zwee Aspekter eraussträichen, wou mir awer mengen, datt déi och musse gradsou staark an d'Diskussioun komme wéi deen éischten, deen ech elo zitéiert hunn.

Deen éischten Aspekt ass dee vun der Formation an Orientation professionnelles. Et ass relativ kloer, datt d'Beruffsausbildung wéi mer se haut kennen net méi am Geréngsten deem entsprécht, wat mer am 21. Jorhonnert bräichten. D'Orientation professionnelle misst eiser Meenung no de fond en comble reforméiert ginn. Et misst iwwer Saachen endlech och erëm diskutéiert ginn, wéi zum Beispill datt verschidde Beruffer erëm opgewäert ginn, den Handwierksberäich zum Beispill niewent den akademesche Beruffer. Alles dat muss genausou staark op de Métier geholl ginn, wéi elo eng Neiausriichtung vum Secondaire oder vun der Schoul insgesamt.

Den zweeten Aspekt, Här President, deen dozou gehéiert, dat ass d'Ganzdagsbetreiung. Mir liewen am 21. Jorhonnert, mä mir ware schonn der Meenung, datt Enn dem 20. Jorhonnert et kloer wär, datt d'Familljestrukturen an eiser Gesellschaft wesentlech geännert hunn. An duerfir hu mer schonn um Enn vum 20. Jorhonnert eng ganz Rei Propose gemaach, zënter datt mer an dëser Chamber sinn, déi ee misst ëmsetzen, fir datt deene verännerte Familljestrukture vun haut Rechnung gedroe gëtt a virun allem, datt mer och dem Fait Rechnung droen, datt mer an enger Gesellschaft scho sinn, a mir hoffen nach méi dra wäerte kommen, wou d'Beruffstätegkeet fir Mann a Fra eng Selbstverständlechkeet gëtt. Duerfir ass et och relativ kloer, datt aner Besoinen entstane sinn am Beräich vun deem Aspekt vun der Erzéiung.

Mir sinn och der Meenung, Här President, datt am Moment d'Erzéiung hei zu Lëtzebuerg an zwee Deeler gespléckt ass. Mir maachen engersäits hei zu Lëtzebuerg esou wéi wann et e schouleschen Deel géing gi vun der Erzéiung an e familiären Deel vun der Erzéiung. Fir eis ass et awer kloer, datt d'Kanner u sech eppes Ganzes sinn an datt een déi zwee Deeler net ka vuneneen trennen an ee se duerfir muss matenee kucken.

Duerfir ass et natierlech wichteg, datt een engersäits zwar an Zukunft definéiert, wa mer iwwer Ganzdagsbetreiung schwätzen, wat dann elo déi staatlech an déi kommunal Aufgabe sinn an eiser Gesellschaft, a mir begréissen och, datt d'Regierung, esou wéi si et gëschter hei ugekënnegt huet, wëllt an d'Richtung goe vun enger fräiwëlleger Ganzdagsbetreiung, mä mir mengen awer, datt dat ënner zwou Konditioune misst passéieren. A mir hätten och gäre Kloerheet an deenen nächste Wochen an Diskussiounen doriwwer, ob d'Regierung déi zwou Konditioune wëllt applizéieren.

Dat Éischt ass: Fir eis ass et relativ kloer, datt déi Ganzdagsbetreiung an d'öffentlech Hand gehéiert. Dat muss eng staatlech oder kommunal Aufgab sinn, a mir dierfen net do ufänken ze privatiséieren.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Deen zweete Punkt ass, Här President, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt d'Koordinatioun vun dëser Betreiung integral muss am Educatiounsministère sinn, well mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt d'Erzéiungspolitik ee Ganzt ass an datt een do net kann, wéi virdru gesot, déi an zwee Deeler splécken, engersäits familljepolitesch an anerersäits éducatiounspolitesch. Duerfir menge mer, datt d'Koordinatioun dovunner integral muss am Educatiounsministère sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Une voix.- Allez!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also, Madame Minister, ech ginn dovunner aus, datt mer an der Gemeng Lëtzebuerg oder hei op der Chamberstribün an deenen nächste Méint a Joren nach genuch Geleeënheete kréien, fir déi doten Aart a Weis vun Diskussiounen ze féieren.

Une voix.- Passt just op, dass et beienee passt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat wäerte mer da gesinn, ob dat beienee passt.

Une voix.- Da passt et net beieneen.

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Véierte Punkt, d'Wirtschaftspolitik.

Här President, et ass natierlech richteg, datt mer eis iwwert d'Standuertpolitik ënnerhalen. Ech fannen et och emol gutt, datt mer endlech hei gesot kritt hunn, datt d'Regierung sech wëllt eng Strategie gi wéi da soll diversifizéiert ginn. Mir mussen eis natierlech d'Fro stellen: Wat wëlle mer maachen? Wouhinner wëlle mer goen? Wat wëlle mer an Zukunft hei zu Lëtzebuerg maachen? A wa mer dat definéiert hunn, dann eréischt kënne mer och kucken, ob déi Instrumenter, déi mer am Moment hunn, déi richteg sinn a wéi ee se muss agencéieren, fir datt mer déi Ziler, déi mer eis setzen, erreechen.

Mir als Gréng mengen awer, datt mer eis musse vun där Iddi befreien, déi awer, hu mer de Verdacht, nach ëmmer e bësse virherrscht, wéi wann een an der Diversifizéierungspolitik an haaptsächlech an der Industriepolitik kënnt esou maache wéi wann een hei zu Lëtzebuerg nach kënnt an deenen nächste Joren oder Jorzéngte vill nei Aarbechtsplaze schafen am klasseschen Industriesecteur, esou wéi mer e kannt hunn zu Lëtzebuerg tëschent 1945 an 1980.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng soen dat hei, datt mir frou si wa mer iwwerhaapt déi Aarbechtsplazen, déi mer haut an deem Secteur hunn, do kënnen halen. A mir gleewen net dorunner, datt et méiglech wäert sinn an deem klassesche Schwéierindustriesecteur wéi mer en, wéi gesot, tëschent 1945 an 1980 kannt hunn, datt mer do nach kéinten neier hei op Lëtzebuerg unzéien, well ech mengen, datt mer entre-temps jo awer eis musse bewosst sinn, datt mer een Héichlounland sinn, an esou wéi d'Verdeelung sech mécht bei deenen Aarbechtsplazen éischter aner Regiounen an der Welt an och an Europa wäerten attraktiv si fir esou Secteuren.

Wann ech dat soen, dann heescht dat natierlech net, datt mir der Iwwerzeegung sinn, datt een net nei Betriber am Industrieberäich misst op Lëtzebuerg kréien, nei Betriber am produktive Secteur misst kréien, mä et muss ee sech awer bewosst sinn, datt dat mat Sécherheet ganz anerer sinn an der virun allem och sinn, déi net déi Envergure hu wéi zum Beispill déi klassesch Schwéierindustrie, déi mer am leschte Jorhonnert zu Lëtzebuerg haten. Wa mer dat net maachen, da mengen ech, da maache mer eis selwer eppes vir.

An da muss een natierlech kucken, wa mer déi Analys gemaach hunn, wat sinn eis Atouten, wéi kënne mer déi stabiliséieren a wéi kënne mer déi ausbauen, fir datt mer déi Secteuren heihinner kënnen unzéien, déi mer mengen, datt mer eng Chance kënnen hu fir se och heihinner op Lëtzebuerg ze kréien.

De Statsminister huet gëschter dräi Pilieren opgezielt, dat si Piliere gewiescht, déi entweder scho fest zu Lëtzebuerg verankert sinn oder déi amgaange si sech fest zu Lëtzebuerg ze verankeren, wou hien eng Rei Propose gemaach huet a wéi eng Richtung ee misst goen, fir déi entweder ze festegen oder nach auszebauen.

Deen éischte Pilier ass natierlech d'Finanzplaz, deen zweeten ass dee ganze Beräich vun den E-Technologien, an deen drëtten ass de Beräich vun der Kommunikatioun an am Speziellen dee vun der Telekommunikatioun. An ech wëll och vun hei aus vun eiser Fraktioun nach soen, datt mir all eis Ënnerstëtzung wäerte brénge fir all Initiative matzedroen, déi an d'Richtung gi fir déi doten dräi Secteuren ze festege respektiv auszebauen.

Mä mir mengen awer, datt et nach ee véierte gëtt, deen ee ganz wichtegen ass an deen ee wierklech net soll ënnerschätzen, a wou d'Regierung gutt berode wär sech dee méi genau ënnert d'Lupp ze huelen an ze kucke wat se maache ka fir deen och op Lëtzebuerg ze kréien, an dat ass dee vun den Ëmwelttechnologien am breetste Sënn.

Am breedste Sënn, well e geet vum Energieberäich iwwert den Aspekt vun den nowuessende Rohstoffer, Stéchwuert den Ëmbau vun der chemescher Industrie, dee weltwäit wäert ustoen, bis zu deenen neie produktive Beräicher fir öffentlech Transportmëttelen auszebauen, well – an dovunner si mer iwwerzeegt – duerch d'Problematik vum öffentlechen Transport am 21. Jorhonnert, och am Beräich vun der Produktioun, esou Saache wäerten eng onwahrscheinlech Relance kréien.

Wann ech dat soen, da muss ee sech bewosst sinn, datt et hei ëm Saache geet, déi gewalteg wirtschaftlech Potenzialer hunn. Hei verstoppe sech hannert deene fir d'Mënschheet iwwerliewenswichtege Beräicher gewalteg wirtschaftspolitesch Potenzialer, wou mer solle genau kucken, déi ze analyséieren, an och kucken, wat hei zu Lëtzebuerg machbar ass, fir esou Beräicher op Lëtzebuerg ze kréien.

Mir mengen, datt mer eng ganz Rei Atouten hunn duerch Secteuren, déi mer schonn hei hunn, wéi d'Finanzplaz oder de Secteur vun den E-Technologien, an natierlech datt mer eng gutt insgesamt Infrastruktursituatioun hunn, fir kënnen esou Beräicher op Lëtzebuerg ze kréien.

Här President, mir begréissen och déi Instrumenter, déi solle verbessert ginn, déi hëllefe fir Betribsgrënnungen oder Betribsausbau ze kréien, an do un éischter Stell natierlech, datt d'SNCI soll an eng staatlech Förderbank ëmgewandelt ginn. Mir wëlle just drop hiweisen, datt, wann dat gemaach gëtt, e besonnesche Stellewäert och op Kleng- a Mëttelbetriber muss geluecht ginn. Well grad am héich technologesche Beräich sinn et zum Beispill – an dat brauch een nëmme weltwäit ze kucken – oft innovativ Mëttelbetriber, déi am interessanteste sinn an am flexibelste sinn an am innovatiivste sinn. Duerfir solle mer wierklech, wa mer déi staatlech Förderbank dann elo deementspriechend schafen, ganz kloer och dat beuechten.

Natierlech si mer och an deem Kontext frou, datt d'Recherche zu Lëtzebuerg méi e grousse Stellewäert soll kréien, datt mer sollen op 1% vum PIB an der Recherche eropgoen. Mä mir warnen awer dovir, datt mer elo wéint där schlechter, défavorabeler Situatioun, déi mer haut hunn, am Eifer des Gefechts an eng Aart Recherchewahn verfalen a mengen ouni Iwwerleeung alles maachen ze missen an alles op Lëtzebuerg ze huelen, inklusiv ganz fragwürdeg Saachen, vun deenen nach ze beweisen ass, datt si dann och herno eppes bréngen, sougutt fir d'Ekonomie wéi fir d'Mënschheet insgesamt.

Mir sinn och där fester Iwwerzeegung, vu datt et sech hei jo ëm öffentlech Gelder, ëm eng öffentlech Recherche handelt, déi mer solle förderen, datt d'öffentlech Recherche nimools dierf ausschliesslech der Profitlogik verschriwwe ginn, mä datt öffentlech Recherche och déi kollektiv Interessen ze vertrieden huet, donc all déi Aspekter, déi dozougehéieren, mat agebaut musse ginn.

Am Besteierungsberäich, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir natierlech frou, datt gesot gëtt hei, datt 2006 bei der Betribsbesteierung zum Beispill näischt passéiert, dat heescht mer net weider massiv Steiere wäerte reduzéieren. A mir begréissen och, datt gesot gëtt, mir kucken, ob mer tëschent 2007 an 2009 net kënne ganz geziilten, spezifesch Mesuren ergräifen eventuell fir eenzel ekonomesch Branchen oder Secteuren.

Ech wëll och soen, datt dat schonn 2002 eis Meenung war, wéi mer 2002 d'Betribssteieren einfach massiv erofgesat hunn: Mir hätten deemools scho léiwer gehat, amplaz datt ee mat der Géisskan verdeele geet, et hätt een deemools déi Sue geholl fir domadder deemools scho geziilt a spezifesch virzegoen an ze kucken, wat dann iwwerhaapt zu Lëtzebuerg fir d'Lëtzebuerger Ekonomie d'Bedürfnisser sinn. Da misst ee wahrscheinlech haut manner beim Budget stöhnen, wéi mer dat elo musse maachen am ordinäre Budget déi nächst Joren, a virun allem hätt een dann och schonn ebe vill méi cibléiert eenzel ekonomesch Secteure kënnen ënnerstëtzen.

Fir eis ass et relativ kloer, Här President, och an der Steierpolitik kann een net méi alles maachen an Zukunft. Et muss een och do Choixen treffen. Wa mer an Zukunft gären zum Beispill alles dat maachen, wat mer eis alleguer esou schéin hei virhuelen – héich öffentlech Investitiounsausgaben tätegen, massiv investéieren an Ausbildung a Fuerschung, gläichzäiteg den Zesummenhalt vun der Gesellschaft garantéieren, zwar de Sozialstat méi selektiv ausriichten, awer nach eng héichwäerteg sozial Begleedungsstruktur bestoe loossen –, dann ass et relativ kloer, da muss een och op der Recettësäit beim Stat Fouss beim Mol halen an et muss ee sech gutt iwwerleeën am steierleche Beräich, wat een an Zukunft mécht.

Ech wëll och zu deem soen, wat ee schonn an deene leschte Wochen e bëssen tëschent den Zeile konnt liesen, nämlech datt d'Regierung zwar direkt keng Steiererhéijunge géing plangen, mä datt d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun eng verstoppte wier, datt déi gréng Fraktioun déi Richtung vun der Regierung deelt an et richteg fënnt, well duerch dat wat mer gemaach haten 2001 op kee Fall iergende Besoin besteet fir an deenen nächste Joren och nach d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen.

Wann een natierlech iwwer d'Kompetitivitéit schwätzt, Här President, an dat ass net erstaunlech, da muss ee vun der Ekonomie schwätzen, an da schwätzt ee jo iwwer méi Facteuren. Ech wëll deen, iwwert deen natierlech am meeschten ëmmer geschwat gëtt, eréischt um Schluss behandelen a fir d'éischt zu deem kommen, vun deem mir der Iwwerzeegung sinn, datt e mindestens esou eng grouss Roll, wann net souguer méi eng grouss Roll spillt wéi dee leschten: Dat ass dee vun de modernen Infrastrukturen, déi ee brauch.

Ech mengen, et ass kloer, mir wëssen et, mir sinn en Héichlounland a mir wëllen dat jo och bleiwen. Doriwwer schéngt jo och en allgemenge Konsens ze sinn. Duerfir ass et dann evident, datt een eiser Meenung no d'Prioritéit bei der Ausgabesäit an der Zukunft op d'Verbesserung vun deenen Infrastrukture muss leeën, bei deene mer am Moment Defiziter hunn. Dat heescht natierlech och, datt een do soll räsonnabel virgoen, datt een an Zukunft natierlech d'Käschten-Notzen-Rechnung muss maachen. An ech hoffen duerfir, datt, wa mer déi dann an Zukunft maachen, se zum Beispill am Stroossebau dann och an Zukunft gemaach gëtt, wa mer dann nei Projete sollen diskutéieren. An der Vergaangenheet war dat bis elo net de Fall.

Wann ech kucken, wat elo um Dësch läit vun neie Projeten, da stellen ech alt erëm eng Kéier fest – a mir wäerten nach d'Geleeënheet kréien heiriwwer ze diskutéieren –, datt dat och bei deenen neie Projeten nach net wäert de Fall sinn. Mir sinn awer der Iwwerzeegung, datt bei öffentlechen Investitiounsausgaben eng ganz Rei Beräicher zentral sinn an datt do muss eng absolut Prioritéit leie bei der Ausgabesäit an deenen nächste Joren, well dat déi Aspekter sinn, déi, wann et ëm d'Kompetitivitéit geet, am ausschlaggebendste fir eis an deenen nächste Jore wäerte sinn.

Da kommen ech zum zweete Volet, nämlech deem, deen awer am meeschten diskutéiert gëtt. Do wëll ech awer och direkt vun Ufank u soen, datt ech der Iwwerzeegung sinn, oder meng Fraktioun der Meenung ass, datt, wann een iw-

wert d'Kompetitivitéit schwätzt an iwwer Léin schwätzt, de soziale Fridden och en Argument ass fir d'Kompetitivitéit ze garantéieren. Wa mer an engem Land géinge liewe wéi zum Beispill Frankräich, wou mer Streiken am laufenden Band hunn, ech weess net, ob, wa mer zu Lëtzebuerg an där Situatioun wieren, dat onbedéngt dozou géing bäidroen, datt den Investitiounsklima sech géing terribel verbesseren hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer dann diskutéieren iwwert dee leidegen Index an iwwert déi Leier, déi een effektiv vu Patronatssäit ëmmer erëm virgespillt kritt, da solle mer dach wann ech gelift awer emol eng Kéier seriö dee Verglach och do maachen an déi Debatt vum Index och op där Säit entkrampfen doduerjer, datt mer ophalen ze mengen, d'Lounupassung un den Index wier elo nu wierklech dat gréissten Hindernis zu Lëtzebuerg, fir datt nach öffentlech Investissementer hei kënne getätegt ginn.

Duerfir ass et fir eis kloer, den Indexsystem an d'Lounupassung un den Index ass en Instrument wat sech hei zu Lëtzebuerg als gutt erwisen huet an als solches net a Fro gestallt dierf ginn an och bestoe bleiwe muss. Allerdéngs muss ee sech awer Froen driwwer kënne stellen. An do deele mer dat, wat vun der Regierung opgeworf ginn ass: Och wann een de Mechanismus als richteg fënnt, da muss ee sech awer nach eng Kéier d'Fro stellen, ob de Mechanismus als solches, esou wéi en haut fonctionnéiert, där Zilsetzung nach entsprécht, déi e gesat kritt huet wéi en agefouert ginn ass.

Dann ass natierlech emol fir d'éischt eng Kéier eng Äntwert ze ginn op déi Fro, wat dann eigentlech d'Zilsetzung war vun deem Mechanismus vun de Lounupassungen un den Index. Fir eis ass et op alle Fall kloer, wann een eng Definitioun doriwwer wéilt maachen, datt dann d'Definitioun folgendermoosse misst ausgesinn: Mir hunn eng ganz Rei Grondbedierfnesser an der Gesellschaft, wou et verdammte Flicht ass vum Stat duerfir ze suergen, datt all Mënsch an dëser Gesellschaft, egal wou en op der sozialer Skala steet, e Recht huet un déi Grondbedierfnesser ze kommen an déi ze befriddegen. An dat heescht am Kloertext, datt et esou muss sinn, datt ee sech all déi Produkter a Servicer, déi zu de Grondbedierfnesser gehéieren, muss kënne leeschten. Dat heescht am Kloertext, datt et net esou dierf sinn, datt d'Kafkraaft vun de Leit esou ënnert d'Rieder geréit duerch zum Beispill inflationär Tendenzen, datt ganz Deeler vun eiser Gesellschaft sech d'Grondbedierfnesser net méi kënne leeschten.

Elo muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob am 21. Jorhonnert d'Grondbedierfnisser nach ëmmer déi nämlecht si wéi am 20. Jorhonnert. Et gëtt sécherlech eng Rei Aspekter, déi absolut mënschlech Aspekter sinn, wou dat evident ass, datt een dat ka mat Jo beäntwerten. Wann een do denkt un Iessen, Drénken, Erhuelen, Wunnen, Kultur an esou weider, dann ass et evident, datt dat nach ëmmer elementar Grondbedierfnesser si vun de Mënschen esou wéi am 20. Jorhonnert.

Et muss een awer allerdéngs och do soen, datt d'Ausgestaltung vun deene Grondbedierfnesser sech verännert huet, an datt een och eleng dowéinst muss kënnen doriwwer diskutéieren. Wann een haut iwwert den Index-Wuerekuerf diskutéiert, muss ee sech jo awer emol kënnen ukucken, ob dat an alle Fäll nach Sënn mécht fir déi Kategorie fir déi en haaptsächlech do ass, oder ob een net muss doriwwer diskutéieren.

Deen zweete Punkt ass, datt mer natierlech haut och eng ganz aner Lounstruktur hu wéi an de 60er oder an de 70er Joren. Et huet sech jo awer eppes gedoen tëschent 1960 an 2005 an der Lounstruktur zu Lëtzebuerg. An do ass et fir eis och kloer, am Intérêt vun alle Betraffenen, virun allem vun deenen, déi et hei am meeschte brauchen, datt ee muss kënnen diskutéieren iwwer esou Saache wéi maximal Indextranchen.

Eent ass awer fir eis kloer, Här President: Et gëtt eng ganz Rei Saachen, déi ziele fir eis net zu de Grondbedierfnesser vun der Mënschheet.

Tubak an Alkohol bezeechne mir als Gréng net als e Grondbedierfnes vun der Mënschheet. Et ass jiddferengem säi Recht, esou vill ze fëmme wéi e wëllt an esou vill ze drénke wéi e wëllt. Mä ech mengen net, datt ee kéint definéieren, datt dat e Grondbedierfnes ass vun der Mënschheet. An duerfir ass et och fir eis kloer, datt et muss méiglech sinn, iwwer esou Produkter ze diskutéiere wann et ëm den Index geet.

An, Här President, mir si bereet, konstruktiv bei där doter Reform matzediskutéieren, allerdéngs ënner enger Bedingung: D'Ziler musse vun Ufank u genau definéiert sinn. D'Zil dierf net si fir de System ofzeschafen oder deen esou auszehielechen, datt e keng Wierkung méi huet. Dat ass fir eis kloer. Wann dat Zil festgeschriwwen ass a kloer definéiert ass, si mir bereet, op deen dote Wee matzegoe fir iwwert déi dote Saachen ze diskutéieren.

Fënnefte Punkt, Här President: d'Energiepolitik. Mir sinn als Gréng der Meenung: Wa mer d'Energiefro net am 21. Jorhonnert geléist kréien, da brauche mer iwwer ganz vill Saachen net méi ze diskutéieren. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt entre-temps d'Energiefro ganz zentral ginn ass. Wann d'Äntwert op déi Fro do net kënnt, da brauche mer iwwer Wirtschaftspolitik an iwwer Sozialpolitik net méi ze schwätzen, well da wäert et ganz schwéier ginn där iwwerhaapt nach ze maachen.

An ech wëll dat un zwee Beispiller beschreiwen:

Dat éischt ass – dat gëtt och scho bal langweileg, datt mer als Gréng dat nach hei beschreiwen – den Zesummenhang vun Ëmwelt a Klima, am Kontext vun der Energiepolitik. Mir hunn elo ganz rezent erëm nei Etüde virgeluecht kritt, déi eis Klimaverännerungen an haaptsächlech d'Envergure, d'Vitesse an d'Dramatik nach eng Kéier däitlech virun Ae gefouert hunn. Si hu festgehalen, datt d'Problematik schonn entre-temps vill méi dramatesch ass wéi et eis léif ass.

Dat sinn Etüden, déi net opgestallt gi vu Büroen, déi deene Gréngen elo besonnesch no stinn, mä dat si wëssenschaftlech Etüdëbüroen, déi aus deene verschiddenste Beräicher kommen. An duerfir ass et och relativ kloer, datt d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen een iwwerliewenswichtegt Zil ass fir d'Mënschheet engersäits, mä awer och een iwwerliewenswichtegt Zil ass fir all Wirtschaftsstanduert anerersäits.

Wa mer et net fäerdeg bréngen, ewechzekomme vun de fossile Brennstoffer bei der Energieerzeugung, dann ass et relativ kloer, da lande mer schnurstracks an der Katastroph an an der Sakgaass. An awer musse mer leider haut feststellen, datt mer zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer eng staark Navigation à vue och an deem Beräich gemaach hunn. Mir hunn de Problem, obschonn deen eis bewosst war – an ech wëll soen, obscho souguer eenzel Ëmweltministere couragéiert dorun erugaange sinn –, awer nach verdrängt a mir hu gemengt mer kéinten eis deelweis awer erëm an d'Täsch léie wann et dorëms gaangen ass, virun allem konkret Mesuren ze ergräifen an deem Zesummenhang.

Et stellt sech souguer haut eraus – dat si mer net méi spéit wéi an deene leschten Deeg gewuer ginn –, datt mer bei eisem statistesche Material, wat mer benotzt hu fir eis CO_2-Tonnen, déi mer bei dem Allocatiounsprotokoll zegutt haten, ze berechnen, relativ miserabel a schlampeg virgaange sinn. Well laut deenen neisten Donnéeën, déi mer elo hunn, si mer dovun ausgaangen, datt mer laut dem Allocatiounsplang 10 Milliounen Tonnen CO_2 pro Joer émettéiere kéinten; et sinn der awer en fait nëmmen 9. Dat heescht am Kloertext, duerch dee Fait, datt mer eis op net preziist Material hei zu Lëtzebuerg baséiert hunn, wäert eis Rechnung, déi mer musse bezuelen, nach een décke Krack méi deier gi wéi mer geduecht haten.

Mä firwat si mer an deem Dilemma? Mä mir sinn an deem Dilemma well mer eis Hausaufgaben net gemaach hunn. Den Ëmweltminister huet elo kierzlech op der Ökofoire missen erklären, d'Probabilitéit, datt mer d'Zilsetzung bis 2012 net wäerten erreechen, wier héich. Dann huet dat domadder ze dinn, datt mer d'Hausaufgaben net gemaach hunn.

Mir hu se virun allem an engem Beräich net gemaach, dat ass am Verkéiersberäich. Wann hei virdru geschwat ginn ass – ech mengen et war den Här Wolter, deen et opgeworf huet, – vun dem Industrieberäich an deem heiten Zesummenhang, do muss ee soen, et ass net den Industrieberäich, deen de Moment eise Problem ass, et ass de Verkéiersberäich, deen eis de Problem schaaft. A mir hunn do, wéi gesot, d'Hausaufgaben net gemaach.

Mir hunn et weder fäerdeg bruecht, iwwert deen ominéisen Tanktourismus seriö ze diskutéieren, nach hu mer deen néidege politesche Courage gehat, oder loosse mer soen, mir hunn aus alle méigleche Calculen eraus wichteg Projeten, déi eis am Verkéiersberäich hätte kënne weiderbréngen, op d'laang Bänk geschoben. Dat ass en immense Constat d'échec, dee mer haut mussen zéien.

Da kënnt nach dobäi, datt mer och nach eng ganz Rei öffentlech Ausgaben, haaptsächlech am soziale Beräich, gemaach hunn. Dëst a gewësser Ofhängegkeet vun de Recettë vum Tanktourismus, wat et eis net méi einfach wäert maachen an deenen nächste Joren doriwwer ze diskutéieren.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir eis Gréng ass de Constat vu Klimapolitik, deen haut do um Dësch läit, eigentlech eng Failliteerklärung vun der Ëmweltpolitik hei zu Lëtzebuerg vun deene leschte 25 Joer.

(Interruption)

An, Här President, wann een iwwert d'Energiepolitik schwätzt, da muss een natierlech och haut den Zesummenhang gesinn, dee sech entre-temps evidenterweis ergëtt, nämlech tëschent Engergiepolitik engersäits a Wirtschaftspolitik anerersäits. Wa mer haut iwwert de Präis vum Pëtrol oder iwwert de Präis vum Uelech stöhnen, a wa mer gesinn, datt déi klengste Kris op der Welt kann dozou bäidroen, datt de Wuesstem weltwäit a Fro gestallt gëtt, da musse mer eis jo bewosst sinn, datt dat och Grënn huet.

Mir waren an deene leschten 30 Joer net fäeg, ëmzedenken an eis ze befreie vun där Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffer engersäits, mä virun allem vum Pëtrol anerersäits. Dat obschonn, wéi gesot, an deene leschten 20 Joer genuch gesot a geschriwwe ginn ass, datt dat doten op eis géing zoukommen.

Mir mussen eis jo och bewosst sinn: Mir si bei där Ofhängegkeet a bei deene Risiken, déi dat entretemps fir d'Ekonomie mat sech bréngt, eréischt um Ufank. Well de Moment si mer jo nach net an engem Stadium vu Pëtrolsknappheet. Mir sinn a folgender Situatioun: Duerch déi Pays-émergentë wéi China oder Indien zum Beispill ass natierlech am Moment d'Demande wesentlech méi grouss gi wéi d'Offer. Duerfir spillt dat natierlech schonn deementspriechend op de Präis. Dobäi kënnt natierlech deen übleche Phenomeen an enger kapitalistescher Ekonomie, deen dann natierlech mécht, datt ewéi geckeg spekuléiert gëtt. Dat mécht de Präis och net méi bëlleg.

Mä, stellt Iech emol vir: Wa mer nach 20, 30, 40 Joer waarden, ier mer hei ee Changement erbäifëieren, an och nach an d'Situatioun kommen, datt wierklech d'Offer vu Pëtrol op der Äerd ufänkt knapp ze ginn, wat dat fir een Zeenario gëtt! Ech brauch Iech jo sécherlech net méi ze beschreiwen. Eleng déi Krisen, déi mer de Moment hunn, hunn eis däitlech virun Ae gefouert wat fir eng Risike mer do insgesamt gesellschaftspolitesch an och virun allem wirtschaftspolitesch lafen.

Duerfir, déi Verknäppung tëschent Ekonomie an Ekologie: Wa se eng Kéier huet misse bewise ginn, dann huet se sech an deene leschte Wochen eleng op der Engergiefro bewisen. Et gëtt duerfir héich Zäit, datt mer dat erkennen an datt mer erauskommen aus der Ofhängegkeet vum Uelech insbesonders, mä vun de fossile Brennstoffer am Allgemengen. Sou datt mer natierlech op dee Wee ginn.

Et ass richteg, wann hei gesot gëtt – an dat huet och nach ni ee vun eis dementéiert –, datt een net kann duerch honnertdausende Solarzellen op den Diecher vun de Leit mengen, et géing een eleng domadder de Problem vun der Energiefro léisen. Et ass eng Mëschung vu ganz ville Saachen, déi mécht, datt een de Problem do geléist kritt an aus der Ofhängegkeet erauskënnt. Dat geet u bei der Energieeffizienz insgesamt, sougutt am produktive Beräich, an der Industrie, am Beräich vu Logement oder anere Beräicher an der Gesellschaft wéi awer och an den Techniken, déi mer mussen erfannen, fir datt mer méi energieeffizient kënne funktionéieren, bis hin zu den alternativen Energien.

Wann ech dat soen, da muss ech natierlech och dobäifügen, datt een et och hei, esou schwiereg wéi et och ass, kann an deem Sënn positiv gesinn, well sech erëm eng Kéier enorm wirtschaftlech Potenzialer hannendru verstoppen. Wann ech am Ufank gesot hunn, datt deen heite Secteur deen ass, dee mat Sécherheet wäert am meeschten Aarbechtsplazen an deenen nächsten 30, 40 Joer schafen, dann ass dat ebe wéinst deem Zeenario, deen ech hei elo beschriwwen hunn. Duerfir sinn ech frou, datt de Premierminister gëschter hei gesot huet, datt misst Schluss sinn domadder, datt alternativ Energië belächelt ginn.

Ech sinn och duerfir frou, datt dat emol endlech aus dem Mond vun engem Regierungsvertrieder komm ass, well ech wëll awer drun erënneren, datt mer d'lescht Joer hei bei de Budgetsdebatten nach e Budgetsberichterstatter haten, nämlech den Här Mosar, deen e Rapport geschriwwen huet, dee sech gewäsch hat wat d'Lächerlech-Maachen ubelaangt vun den alternativen Energien. Duerfir ass et gutt, datt de Premierminister hei selwer emol eng Kéier d'Heft an d'Hand hëlt a seet was Sache ist an deem dote Beräich. Mir hoffen dann och, wa mer dann an de Budgetsdebatten dëst Joer Diskussioune wäerte kréien, datt dat dann anescht diskutéiert gëtt wéi d'lescht Joer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- De Verkéiersberäich, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir freeën eis do natierlech iwwer eng Rei Ukënnegungen. Ech wëll vläicht just ee Saz soen zum Findel an och eng Fro stellen.

Et ass eis net esou richteg kloer wat dat heescht, d'Logistik um Findel ausbauen. Mir hoffen, datt mer do nach e bësse Prezisioune kréien an Zukunft, mä ech muss awer soen, Här President, mir sollen och oppassen, datt, wa mer iwwert de Flugverkéier schwätzen, mer eis bewosst sinn, datt mer do eng Nisch entre-temps besetzen, déi och a Problemer wäert geroden, haaptsächlech am Gidderverkéier, an deenen nächste Joren.

Ech kann Iech soen, wa mer emol eng Kéier wäerten diskutéieren, och am Kader vu Kyoto an den CO_2-Emissiounen, iwwert de Kerosin – an dat wäert sécherlech kommen an deenen nächste Joren –, da musse mer oppassen, datt mer eis net hei och a falsch Illusioune beginn an ze vill op esou Saache setzen. Mä bon, ech wëll emol gär fir d'éischt Prezisiounen hu vum Transportminister wat dat dote wäert bedeiten.

De Verkéiersberäich, Här President, do wëll ech soen, datt mir eis doriwwer freeën, datt d'Regierung der Meenung ass, datt den öffentlechen Transport misst massiv ausgebaut ginn, datt dës Regierung bereet ass, d'Investitioune massiv an deem Beräich weiderzedreiwen, datt se wëllt an deem Kontext och en Tram an d'Stad bauen.

Als Bedeelegte vun enger eventueller neier Koalitioun an der Stad muss ech soe freet et mech natierlech besonnesch, datt d'Regierung elo schonn ukënnegt, datt se bereet ass ze hëllefen eng Léisung ze fanne fir de Stadkär. Et ass natierlech besonnesch wichteg, datt de Premierminister dat hei betount huet, well mir wësse jo alleguerten, datt d'Stad Lëtzebuerg dat net wäert kënne finanzéieren, an ech wëll soen, datt, egal wat fir eng Variant mir wäerte fanne fir de Stadkär, dovunner keng wäert bëlleg ginn. Duerfir si mer natierlech frou, datt mer hei eng Bekräftegung kritt hu vum Premierminister fir do positiv drun erunzegoen a konstruktiv do eng Léisung ze sichen.

Här President, ech wëll just nach ofschléissend heizou soen, datt mer natierlech och eppes besonnesch begréissen – an ech stellen och do fest, datt d'Regierung ëmmer méi intensiv eis Pabeiere liest: Mir haten am Januar dëst Joer eng Pressekonferenz, wou mer eng Rei Propose gemaach hunn iwwert d'Reform vun der Autossteier, a gëschter ass eppes hei ugekënnegt ginn, wat eis natierlech besonnesch erfreet, dat ass, datt mer d'Autossteier endlech reforméiere wäerten an datt emol déi belount ginn, déi ëmweltbewosst Autoe kafen, an déi net belount ginn, déi net ëmweltbewosst Autoe kafen.

Wéi gesot, mir sinn erfreet driwwer, datt eis Texter ëmmer méi Gehéier fanne bei der Regierung. An och do kann ech ukënnegen: Wann déi Reform sollt ugepaakt ginn, da wäerte mir selbstverständlech do konstruktiv matschaffen, fir datt mer do eppes beweegt kréien.

De sechste Punkt, Här President, den IVL. Et ass scho gesot gi virdrun, mir brauchen e Lëtzebuerg vun de kuerze Weeër, an och déi Gréng deelen d'Meenung – dat wäert sécherlech net iwwerraschen –, datt d'Bedeitung vun der Landesplanung muss eescht geholl ginn, an datt et natierlech muss esou sinn, datt an Zukunft kee sech méi kann och do hannert engem Bam verstoppen, datt, wa mer Lëtzebuerg wëlle weiderentwéckelen, an zwar esou, datt et awer nach vivabel soll bleiwen, datt mer nach iwwerhaapt Akzeptanz fanne bei de Leit fir verschidde Saachen ze entwéckelen, da musse mer d'Landesplanung eescht huelen.

Ech mengen, datt mer hei an dësem Parlament awer och emol mussen iwwer eppes diskutéieren – an ech si frou, datt den Innenminister dohanne sëtzt –, well ech héieren de Moment nëmmen iwwerall, datt mer jo anscheinend an d'Richtung solle goe vum Einwoh-

nerzeenario beim IVL; Dir wësst, et ware méi Zeenarie beim IVL entwéckelt ginn. Et ass allerdéngs esou, ech weess net wou mer dat décidéiert hunn, well mir hunn eis jo nach ni richteg driwwer ënnerhalen, wat mer da wierklech wëllen.

Ech mengen, et wär awer emol un der Zäit, Här Innenminister, datt mer och an dësem Parlament dann emol eng Kéier eng Debatt géinge féieren iwwert déi Studie do an dann emol hei an enger Motioun festhalen, wouhinner mer goe wëllen, well ech wëll net erliewen, datt mer elo an eng Richtung ginn…

Une voix.- Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …an dann a sechs oder aacht Méint op eemol déi eng Partei seet: Ah neen, domadder ware mir nimools d'accord. Déi aner seet: Mir hätten am léifsten dat gehat. An dann um Schluss mer néierens eng Beschlossfaassung fannen, wou da jidderee konnt Faarf bekenne firwat hien eigentlech steet. Duerfir hoffen ech, datt mer hei relativ séier eng Debatt kréien an datt mer dann an enger Motioun emol eng Kéier festhalen, alleguerten hei zesummen, wou da jidderee muss soe wat hie wëllt a wat fir een Zeenario mir eigentlech wäerten ustriewen.

De siwente Punkt, Här President, d'Beschäftegungspolitik. Mir begréissen natierlech och, datt d'Regierung nei Weeër wäert goen, och Weeër, déi mir an deene leschte Joren net midd gi sinn hei opzezielen, haaptsächlech nei Weeër am Beräich nei Aarbechtszäitmodeller. Mir mengen, datt effektiv net nëmmen nei Potenzialer fir d'Beschäftegungspolitik doranner leien, mä datt och déi nei Familljemodeller, déi nei Situatioun an der Famill do nei Besoine geschafen hunn, déi maachen, datt mer mussen iwwer nei Aarbechtszäitmodeller schwätzen.

Mir mengen och, eleng wa mer gär d'Fraenerwerbsquot zu Lëtzebuerg erhéijen – an dat ass jo en Zil och bei Lissabon hei zu Lëtzebuerg, mir stinn nach ëmmer net besonnesch gutt do –, datt mer eleng och dowéinst mussen iwwer nei Aarbechtszäitmodeller diskutéieren.

Mir sinn och frou, datt mer hei d'Impressioun hunn, datt d'Regierung sech bei der Reform vum Aarbechtsrecht éischter no Skandinavien orientéiert wéi nom angelsächsesche Modell, well alles dat wat hei gëschter opgezielt ginn ass schéngt jo éischter an déi Richtung ze goen. Dat erfreet eis, dat begréisse mer, well mir sinn nämlech der Meenung, datt effektiv de skandinavesche Modell net nëmme méi sozial ass wéi den angelsächsesche Modell, mä datt en och besser Resultater opzeweisen huet bei der Bekämpfung vum Chômage wéi den angelsächsesche Modell.

Duerfir, wéi gesot, mir kucken natierlech elo gär den Detail, wat dobäi wäert erauskommen. Mir hu jo e Gesetzesprojet ugekënnegt kritt. Mir kucken eis deen un an da wäerte mir op alle Fall konstruktiv kritesch dorunner matschaffen.

Nach e leschte Saz hei, deen d'Beschäftegungsinitiative betrëfft. Och hei menge mer, datt Handlungsbedarf besteet. Et gëtt eiser Meenung no an der Gesellschaft eng ganz Rei Beräicher, wou de klassesche Marché net interesséiert ass déi iwwerhaapt ze besetzen.

Ech wëll nëmmen een eraushuelen. Mir sinn, wéi gesot, haut an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, dat heescht wou eng eeler Bevölkerung ass, déi ëmmer méi laang och vun hirer Pensioun ka profitéieren. Do entstinn eng Hällewull vu Services de proximité zum Beispill. Dat si Servicer wou de Marché am Moment glat net drun interesséiert ass, a wou mir der Meenung sinn, datt zum Beispill Beschäftegungsinitiativen interessant Nische kéinte besetzen, fir do Besoinen ze erfëllen, déi an der Gesellschaft bestinn, an domadder natierlech och ze hëllefen um Aarbechtsmarché e positive Bäitrag ze leeschten.

Den aachte Punkt, Här President, de Logement. Do kann ee jo nëmme soen: endlech! Well wéi mer déi lescht Mesuren hei décidéiert hunn, Dir kënnt lech erënneren, mäi Kolleeg Camille Gira huet hei eng Ried gehalen a gesot, mir géingen zwar déi Mesuren alleguer matstëmmen, mä mir wären der fester Iwwerzeegung, datt, wa mer net de Volet vun der Spekulatioun géingen ugoen, mer dann de Problem vun der Pénurie beim Logement net géingen an de Gréff kréien.

Ech hunn dat mat relativem Elan am Gemengewahlkampf an der Stad ëmmer als Beispill geholl, wéi ech gelies hunn an enger Zäitschréft, datt eng Etüd erauskomm ass an deene leschte Wochen, wou erausfonnt ginn ass, datt zum Beispill de Präis vun den Terrainen an der Stad Lëtzebuerg entre-temps iwwert dem Präis ass vun den Terrainen an der „City" zu London. Dunn hunn ech da gesot: Okay, mir hunn zu Lëtzebuerg sécherlech e Mëssverhältnis tëschent der Offer an der Demande, mä et ass awer och kloer, datt dat Mëssverhältnis net esou ass, datt mer entre-temps Präisser hu beim Bauland, déi méi héich si wéi déi an der „City" vu London. An et ass och duerfir relativ kloer, datt d'Spekulatioun do e wesentlechen Aspekt ass, an et ass och dee Genre vu Spekulatioun vun deem hei gëschter geschwat ginn ass, deen usteet.

Et geet net drëms Leit elo ze bestrofen, déi en Terrain hunn, wéi de Premier gëschter hei gesot huet, dee se hale fir hir Kanner, oder soss Saachen. Et geet hei wierklech ëm déi Leit, déi bewosst, geziilt a massiv Spekulatioun bedreiwen. An ech muss awer soen, wa mer iwwert déi Mesure diskutéieren, wann déi soll agencéiert ginn, déi mer jo viru kuerzem agefouert hunn, datt ee steierlech Virdeeler huet am Moment wann een Terrainë verkeeft, do hu mir deemools gesot: Wa mer net da fir e Virverkafsrecht fir d'öffentlech Hand suergen, da spille mer de Promoteuren an d'Gräpp.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt, wann een haut de Bilan zitt, dat awer passéiert ass, datt wahrscheinlech zu engem grousse Mooss sécher éischter kleng Propriétairen hir Terrainen effektiv verkaaft hunn duerch dee steierleche Virdeel, deen do geschaf ginn ass, mä datt déi an engem gréissere Mooss gréisser Promoteuren opkaaft hunn, déi elo nach méi am Besëtz si vu grousse Quantitéite vu Bauland wéi virdrun.

Duerfir, wa mer dann elo déi Reform uginn, da musse mer och dat bedenken, an ech mengen, et ass jo och hei betount ginn, datt soll gekuckt ginn, ob d'öffentlech Hand net e Virkafsrecht kritt an deem dote Beräich. Mir mengen, datt dat e wesentlechen, eigentlech de sprangende Punkt och ass, wa mer wëllen ee Meter weiderkommen, niewent awer enger ganzer Rei anerer, muss ech soen, déi den Här Wolter de Moien hei ugeschwat huet, déi mer och richteg fannen.

Néngte Punkt, Här President, a leschten ass d'sozial Sécherheet. Et ass absolut noutwendeg, datt mer iwwert d'Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet insgesamt diskutéieren. Mir mussen nei Weeër sichen. Et geet hei och kloer net drëms, oder dierf kloer net drëms goen, fir einfach mam décken Hummer an de Sozialstat ze schloen. Dat steet net un. Dat ass och net dat, wat de Problem ass, mä et gëtt e Problem bei der Finanzéierung, deen eng Rei Ursaachen huet, a mir mussen nei Weeër sichen. Zum Beispill un éischter Stell bei der Finanzéierung als solches mengen ech, datt mer niewent der loungebonnener Komponent bei der Finanzéierung vun der Sécurité sociale och eng aner musse fannen.

Et muss ee sech vläicht awer eng ganz Rei Modeller ukucken am Ausland, déi et scho gëtt – Stéchwuert Biergerversécherung. Ech wëll elo net soen, datt een déi onbedéngt soll uwenden, mä ech mengen, et soll ee sech dat a Rou alles ukucken an dann iwwerleeën, wéi ee Wee een do geet. Mir wäerten eis op alle Fall och do eis eege Gedanke maachen an eis Proposen zum richtegen Zäitpunkt maachen.

En zweete Punkt, Här President, dat ass de Käschtepunkt als solches beispillsweis beim Krankewiesen, beim Gesondheetswiesen. An do muss ech awer soe fannen ech dee Wee, deen d'Regierung wëllt goen, zum Deel e gefäierleche Wee.

Mir hunn am Moment eng Solidargemeinschaft an der Krankekeeseversécherung. A mir mussen oppassen, datt déi Solidargemeinschaft bestoe bleift, déi Solidargemeinschaft och tëschent deene klengen an deenen „décken", also deene grousse Verdénger. An och wann et vläicht gutt kléngt, wann een elo seet, wa mer iwwer Eegebedeelegung schwätzen: Kënne mer an Zukunft dann net an d'Richtung goen, fir ze soen, datt ab engem gewëssene Revenu déi Leit méi Eegebedeelegung musse bréngen?

Da muss ee soen, sécherlech deet dat deenen net wéi a sécherlech kënnen déi dat gutt verkraaften. Mä mir mussen awer oppassen, well dat ee gefäierleche Réckschlag ka ginn, well wa mer ëmmer méi an déi dote Richtung ginn, da gëtt den Drock natierlech vun enger ganzer Rei Kategorien an eiser Gesellschaft ëmmer méi staark fir drop hinzeschaffen, fir ze soen: Am léifste géinge mir den öffentleche System ganz ofschafen.

(Interruption)

Ech hunn net gesot, et wier bis elo geschitt, Här Di Bartolomeo. Ech wëll just hei drop hiweisen, op Basis vun där Propos, déi gëschter hei formuléiert ginn ass, wat d'Risike sinn, jee nodeem a wat fir eng Richtung ee sech beweegt. Och wann déi Propos vläicht a priori plausibel kléngt an och gutt kléngt, weisen ech drop hin, datt sech aner Geforen hannendru verstoppen, déi gefäierlech sinn.

Gëschter ass hei déi Propos gemaach gi vun enger méi grousser Eegeparticipatioun bei de Leeschtunge vu Leit, déi méi héich Revenuën hunn. An dofir wëll ech nach eng Kéier hei betounen, datt mir soen, datt ee muss oppassen, datt dat net dozou féiert, datt mer ëmmer méi erauskommen oder ëmmer méi Leit och op eemol Interesse hu fir ze soen: „Wat läit eis um öffentleche System? Mir hu souwisou genuch Moyenë fir eis privat ofzesécheren. Donc hu mer dann och Intérêt Drock op d'Politik ze maachen, fir datt mer do guer näischt méi brauchen ze bezuelen."

Da soen ech lech, da komme mer an eng Situatioun, da gëtt d'Finanzschwieregkeet sécherlech op der Einnahmesäit vill méi grouss. An dofir menge mir och, datt et natierlech Aspuerpotenzialer gëtt am System an datt een och virun allem bei deene soll usetzen an net an deem anere Beräich.

Deen éischten ass natierlech dee Beräich vun der Preventioun. Bon, ech wëll deen elo net méi haut am Detail opzielen. Ech mengen, dat maache mer bei enger anerer Geleeënheet nach. Mä et ass e wichtegen, a mir sinn der Meenung, wann een deen eescht hëlt, datt do Nieweneffekter Aspuerpotenzialer wäerte sinn.

Da kënnt esou en Aspekt wéi de Mëssbrauch vu Medikamenter; sécherlech ee wichtegen. Et kënnt den Aspekt vun den Infrastrukturen, déi mer hei am Land hunn, vun dem rationellen Ëmgank mat eisen öffentleche Gesondheetsinfrastrukturen. Mir mussen eiser Meenung no an deenen nächste Joren ebe vill méi oppassen, datt et ophéiert, datt d'Spideeler duerch de Fait, datt se iwwerall alles maachen, eng Logik uwenden, déi dra besteet, datt een no Rentabilitéit fonctionnéiert a jiddfereen dann natierlech alles gemaach kritt, well dat dozou gehéiert, fir datt d'Spidol herno zum Beispill rentabel fonctionnéiert.

Mir sinn de Moment an enger Situatioun, datt mer e gudde Gesondheetsservice an eiser Gesellschaft hunn. Mä et ass gewëssenermoossen e Self-service ginn, an zwar een, wou kee méi an der Keess sëtzt. Ech mengen dofir ass den Enjeu fir erëm ze kucken, datt dee Self-service, dee mer do hunn, eigentlech ofgesat gëtt, respektiv datt erëm een an d'Keess gesat gëtt, deen awer och erkläert, datt een net méi egal wat ka maachen. Dat heescht, d'Prioritéit muss si bei der Bekämpfung vum Mëssbrauch am System an net bei der Verschlechterung vun de Leeschtungen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- An, Här President, bei de Rente muss ee soen, och wann et de Moment positiv bei de Keesen ausgesäit, datt dat och awer en Trugschluss ass, well mir eis och do de Problemer bewosst musse sinn. Och do wëll ech net erëm eng Kéier déi ganz Situatioun am leschten Detail duerleeën: éischtens d'Kippe vun der Alterspyramid, mä zweetens awer och eis künstlech Situatioun mat de Recetten, déi mer hunn duerch déi vill Aarbechtsplazen, déi mer geschafen hunn, an déi vill Frontalieren, déi mer erabruecht hunn, fir déi mer eng Kéier mussen erëm Leeschtungen zréckbezuelen. Ech wëll déi elo net erëm eng Kéier hei am Detail analyséieren. Herno kréie mer nach genuch Geleeënheet dat ze maachen. Dat heescht, mir mussen dat alles erëm eng Kéier diskutéieren.

Dann heescht dat natierlech net, datt een och do an d'Richtung soll goen, fir den öffentleche Rentesystem ze ënnerhielechen. Mä et muss een eng Rei Saachen diskutéieren a maachen an Zukunft, fir datt mer och där nächster Generatioun nach en öffentleche System erhalen, dee vu Qualitéit ass, esou wéi mer en haut kennen.

An dann ofschléissend e Saz zu der Mammerent, Här President. Eis Positioun bleift kloer: Mir si strikt dergéint, datt d'Mammerent finanzéiert gëtt iwwert d'Pensiounskeesen. Wat mir zu der Mammerent mengen, dat hu mer oft genuch hei gesot, an eis Léisungsvirschléi sinn och bekannt an där Hisiicht. Mir kommen och dorobber nach eng Kéier zréck, wann et esou wäit ass.

Här President, ech wëll ofschléissen andeem ech am Numm vun eiser Fraktioun hei soen, datt mer effektiv zu Lëtzebuerg op enger Kräizung de Moment stinn, wou mer eis mussen d'Fro stellen, wat fir ee Wee mer an deenen nächste Jore wäerten aschloen, an datt all Partei an dësem Land gefuerdert wäert sinn an deenen nächste Jore fir ze soen, wat fir ee Wee si wëllt aschloen, an datt kee sech méi kann derlaanscht stielen, kloer Aussoen ze maachen. Mir freeën eis op déi Debatt. Mir sinn der Meenung, datt se spannend gëtt. Mir sinn der Meenung, datt se interessant gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Deklaratioun, déi den Här Statsminister gëschter hei gemaach huet, ass sécherlech net nëmmen dobaussen am Land, mä och a virun allem hei an der Chamber vun deenen eenzelne Fraktioune mat Spannung erwaart ginn.

Et ass eng Deklaratioun, déi zwee Deeg no de Gemengerotswahle komm ass, an et ass eng Deklaratioun, vun där am Fong virun de Chamberswahlen d'Oppositiounsparteie gesot hunn, datt duerch si no de Chamberswahlen, an dann no de Chamberswahlen no de Gemengerotswahlen am Fong eréischt iwwert d'Finanzsituatioun vum Land richteg Liicht erabruecht géif ginn, an datt zu deem Zäitpunkt eventuell och e sozialen Ofbau ze fäerte wier.

D'CSV huet virun de Chamberswahlen bei der Oppositioun eng gewësse Katastrophestëmmung monéiert a vu bëllege Populismus an esou geschwat, an huet de Leit d'CSV als de séchere Wee virgefouert. Mir wëssen, datt de Statsminister sech net gären esou géif virféiere loossen, datt hien elo géif zwee Deeg no de Wahlen heihinner kommen an eng Deklaratioun maachen, déi wierklech der Oppositioun an där doter Ausriichtung géif komplett Recht ginn. Mir hunn net gegleeft, datt hie géif direkt heihinner kommen an d'Kaz aus dem Sak loossen. Mir hunn dofir gëschter opmierksam nogelauschtert an dach awer eng ganz Rei vun Aussoe relevéiert, déi hei gemaach si ginn, déi et a sech hunn a leider dat confirméieren, wat grouss Deeler vun der Oppositioun virun de Chamberswahle gesot hunn.

Ech zitéiere kuerz eng Ausso vum Här Statsminister: „Mir spieren a mir wëssen – och wa mer dat heiansdo guer net wësse wëllen –, dass mer och hei am Land un Ännerungen an u Veränerungen net laanschtkommen." Jiddferee weess, datt et an engem Land permanent muss Ännerungen, Veränerunge ginn, mä d'Fro, déi sech stellt, ass: Wat fir eng Veränerungen, a virun allem wien treffen dës Veränerungen?

Ier ech, Här President, méi op deen nationalpolitesche Volet aginn, wëll ech kuerz e Wuert verléieren iwwert d'Europäesch Unioun, well den Här Statsminister dat och gëschter hei a senger Aleedung gemaach huet. Den Här Statsminister huet gesot, datt nom Referendum vum 10. Juli d'Europadiskussioun net däerf um Enn sinn. Däers ware mer eis heibanne virum 10. Juli parteiiwwergräifend eens, datt déi Diskussioun misst permanent weidergoen. An de Statsminister huet gesot: „A mir wëllen dëst Thema, nämlech d'Aart a Weis wéi d'Europäesch Unioun sech entwéckelt a wéi mir Lëtzebuerger Plaz op där europäescher Orbit fannen, konsequent weiderbehandelen."

Et ass hei vun alle Fraktiounen ëmmer gesot ginn, mir mussen d'Diskussioun mam Bierger méi intensiv féieren iwwert d'europäesch Politik. Mir musse méi mat de Leit schwätzen; mir mussen och méi op de Leit hir Suergen héieren. Mä et huet een awer esou d'Impressioun, datt, wann déi Aussoe gemaach gi fir méi mat de Bierger ze schwätzen, eng ganz Rei vu Politiker domadder mengen, datt si dem Bierger misste méi hir Meenung octroyéieren an net esou dem Bierger hir Meenung iwwerhuelen.

Dat ass eng Saach, déi elo hei d'Leit kloer bewise kritt hunn an der Fro vun der Türkei, wou mir wëssen, datt d'Suerge vu ville Leit, déi beim Referendum mat Nee gestëmmt hunn, och mat engem Bäitrëtt vun der Türkei ze gesi sinn. Duerfir hunn déi Leit och geduecht, datt, wa gesot gëtt et misst méi Dialog gefouert ginn, och een Dialog gefouert géif ginn, datt d'Suerge vun de Leit och géife gehéiert ginn an datt elo net einfach géif den 3. Oktober iwwer Bäitrëttsverhandlungen décidéiert ginn.

Et ännert och näischt un der Saach, datt den Här Statsminister am Virfeld vun deenen Diskussioune gesot huet, datt hien iwwerzeegt wier, datt d'Türkei ni géif Haapt- oder definitive Member vun der Europäescher Unioun ginn. Dat ass eng Ausso, déi dozou déngt…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ass dat dat eenzegt Thema, wat Dir nach…

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Gira, Dir hutt einfach keng Loscht ze waarden. Mir hu jo awer eng Stonn Zäit elo, gedëllegt Iech. Mir hunn och nach aner Themaen. Dir misst jo awer och wëssen, Här Gira,…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu geduecht mir géingen hei iwwer Lëtzebuerg schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir schwätzen hei iwwert d'Deklaratioun vum Här Statsminister vu gëschter, an den Här Statsminister huet hei gëschter iwwert d'Europäesch Unioun geschwat, a wann ech mech net iren dann huet virun enger gudder Stonn Äre Fraktiounskolleeg, de Kolleeg Bausch, och mat der europäescher Politik ugefaangen. Dir hutt also deem schlecht nogelauschtert. Doriwwer eraus, Här Gira, wësst Dir jo awer, datt mir eis vu kengem, a scho guer net vun Iech, virschreiwe loossen, wat mir hei soe missten.

(Interruption)

Jo, an ech hunn Iech eng Äntwert ginn, datt mer…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da loosst elo den Här Gibéryen schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Déi Ausso vum Här Statsminister kënne mir net esou akzeptéieren. Déi ass am Fong nëmme fir Zäit ze gewannen, well esou wéi mir haut soen, mir musse mat der Türkei Verhandlungen ufänken, well mir hinnen dat schonn iwwer 20, 30 Joer versprach hunn, esou wäert och an zéng, 15 Joer, wann déi Verhandlungen ofgeschloss sinn an déi Kritären, déi haut gesat gi sinn, erfëllt sinn, da gesot ginn: Ma mir hu jo mat hinnen ugefaangen ze diskutéieren, mir hunn déi Verhandlungen ofgeschloss an da musse mir si och elo eranhuelen.

Mir fannen, datt een net hätt sollen dohinner goen. Mat der Türkei hätt ee sollen eng privilegéiert Partnerschaft maachen, a mir wäerten och alles ustrengen, datt, wann et eng Kéier sollt esou wäit kommen, mir da wäerten hei am Land ee Referendum iwwert déi dote Fro kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dem Här Gira eng Freed ze maache kommen ech dann op déi méi national politesch Situatioun.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Finanzsituatioun vum Stat, do wëll ech och mat engem Zitat vum Här Statsminister ufänken. Fir eng laang Ried kuerz ze maachen, huet hie gëschter gesot: „Mir hunn d'lescht Joer Defizit gemaach, mir maachen ës méi dëst Joer, mir maachen ës nach méi d'nächst Joer." Hien huet och hei gesot, datt d'Europäesch Kommissioun, den Eurogroup, Lëtzebuerg e béise Fanger gemaach huet iwwert d'Stabilitéitskritären 2005/2006 an déi Joren duerno.

Hien huet gesot: „Op der Ausgabesäit quiitscht et partiell zolidd." Den Zentralstat hätt 2004 op der Ausgabesäit e Plus vun 10,8% an op der Recettësäit ee vun 8%; 2005 op der Ausgabesäit e Plus vun 10,6% an op der Recettësäit e Plus vu 5,3%. An da seet hien: „Da gesitt Der wat lass ass. Elo stellt Iech emol d'Joer 2006 vir." An da gëtt gesot, datt et iwwerraschend wier, datt d'TVA géif zréckgoen op der Recettësäit, an et gëtt gesot, dat huet net eleng mat Remboursementer ze dinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn emol gëschter Owend nach eng Kéier séier d'Budgetsdebatte vum leschte Joer a vu virzjoert nogelies, do war d'TVA ee vun den Haaptsujeten. Et ass deemools hei kloer gesot ginn – an et ass och an der Finanzkommissioun gesot ginn –, datt mer musse wëssen, datt déi TVA an deenen nächste Jore wäert zréckgoen, well ebe vun där Verwaltung engersäits d'Avancementer geheicht gi sinn. Mir hunn och d'Retarde relativ opgeschafft, mir hu se no erugezunn, a mir haten och relativ héich Remboursementer ze maachen, déi zu engem gewëssenen Deel zréckbezuelt gi sinn. Bei der Kombinatioun vun deenen dräi war gewosst, datt dann eben déi Joren duerno manner TVA géif erakommen. Duerfir ass dat keng Iwwerraschung, et ass eng logesch Konsequenz vun där Situatioun wéi mer se virun zwee Joer an d'lescht Joer hei virfonnt hunn.

Et ass och proposéiert gi fir d'Finanzéierung vun den Investissementsausgaben, d'Infrastrukturen iwwer öffentlech-privat Kooperatioun ze maachen. Mir hunn hei als ADR och schonn an der Vergaangenheet ëmmer dorop higewisen, datt mir eng Rei vun Investitiounen iwwert d'Garantiegesetz gemaach hunn. D'Garantiegesetz bedeit, datt déi Remboursementer, déi mir un d'Garantiegesetz remboursëiere mussen, wat fir eis eng Schold ass, awer laut de Maastrichter Kritären net däerfen als eng Schold ugesi ginn. Dat heiten ass elo e Wee, wou mir wahrscheinlech iwwer privat Investitioune Remboursementer wëlle bezuelen iwwer eng länger Zäit, déi mir dann och als Location, Vente oder Loyer betruechten an net als eng Statsschold.

Et muss een ëmmer wëssen, egal wéi een et dréit, et kann een da vläicht soen, mir hunn net vill Statsschold, well mer se ebe laut de Maastrichter Kritären net esou ugerechent kréien, mä et ass en Engagement wéi eng Schold, wat de Stat och iwwert déi nächst Jorzéngte muss remboursëieren.

Et ass och gesot ginn, et géif keng Steiererhéijung gemaach ginn. Dat ass richteg, wann een dat seet, mä dann däerf een net gläichzäiteg awer soen, datt een d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasst. Wann ee mengt als Regierung d'Vollek, d'Leit am Land géifen eng Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun verkraaften, da soll een dat soen, mä da soll een net an engem Otemzuch gläichzäiteg soen et géif ee keng Steiererhéijung maachen, well och dat ass eng Steiererhéijung. A mir hunn dat elo schonn e puer Joer hannerenee gemaach, datt mir d'Steiertabell net un d'Inflatioun upassen, an domadder automatesch dann awer eng Steiererhéijung maachen, ouni datt deen eenzelne Bierger et esou direkt mierkt.

Ech wëll an deem Zesummenhang drun erënneren, Här President, datt, wéi mer hei déi Steierreform gemaach hunn, mir 2001 als ADR dorop higewisen hunn, datt mer duerch déi Steierreform jo substanziell Entlaaschtunge gemaach hunn, souwuel fir d'Betriber wéi fir d'physesch Persounen, mä datt awer eng ganz Rei vu Leit, deenen hir Revenuë méi bescheide sinn, mëttel a kleng Revenuen, déi keng Steieren duerfir bezuelt hunn an duerfir och keng Steiererliichterunge kruten, also vun der Steierreform net konnte profitéieren.

Mir sinn deemools higaangen a mir hu proposéiert fir eben eng Negativsteier anzeféieren, de Crédit d'impôt, wou mer soen, virun allem an der Optik vu Steiergerechtegkeet, datt de Stat jiddferengem gläich soll hëllefen, well de Stat hei am Fong Leit, déi vill verdéngen, vill Steiere bezuelen, iwwer Abattementer eng Ënnerstëtzung gëtt, mä deene Leit mat bescheidenem Revenu keng Ënnerstëtzung gëtt.

Et ass net richteg, datt de Stat engem Frais de déplacement hëlleft bezuelen, deen an enger héijer Lounkategorie ass, an op där anerer Säit een, deen an enger klenger Lounkategorie ass, dee kritt vum Stat bäi. An alleguerten déi Abattementer, déi mer hunn, bréngen also all deene Leit mat bescheidenem Revenu näischt; an de Stat hëlleft Leit mat héijem Akommes do Dépensen ze maachen, Investitioune ze maachen, wou de Stat dru partizipéiert. Duerfir hu mir eben déi Negativsteier proposéiert, de Crédit d'impôt, fir datt jiddferee fir déiselwecht Saach datselwecht vum Stat kritt. Deen, deen da Steiere bezilt, kritt dat vun de Steieren ofgerechent, an deen, dee keng Steiere bezilt, misst dat ausbezuelt kréien.

Mir hunn och deemools drop higewisen a mir ginn elo lues a lues zu där Tendenz hin, wa mir dat kombinéiere mat de Gemengen, wann d'Finanze bei de Gemengen net méi esou stëmmen an d'Gemenge ginn hin, si hiewen dann hir Taxen an hir Steieren an de Gemengen, da kann ee wuel soen, een, deen op der Steierreform relativ interessant Zommen agespuert huet, dee kéint dann och eng Erhéijung vun Taxen an esou verkraaften. Mä déi Leit, déi och näischt bei de Steiere matkritt hunn, mussen awer och déi Taxen a Steiererhéijunge vun der Gemeng bezuelen. A wann een dat da global gesäit, da fänkt déi Steierpolitik u sozial ongerecht ze ginn. Duerfir mengen ech misst een a priori u Steiergerechtegkeet denken, wann ee sech un d'Steiere mécht.

Et ass och gesot ginn, datt d'Kannergeld an deenen nächste Joren net géif erhéicht ginn. Ech wëll just drun erënneren, fir de sozialistesche Kolleegen hir Mémoire e bësselchen opzefrëschen, datt an hirem Wahlprogramm stoung, d'Kannergeld géif ëm 75 Euro pro Kand a pro Mount erhéicht ginn, wa si géifen an d'Regierung kommen. Mir héieren also elo haut, datt mir och deen Deel vun hirem Wahlprogramm scho kënne sträichen an aus deem Informatiounsblat erausrappe kënnen. Ech halen op, well ech fäerte ganz wann ech fäerdeg sinn, da bleiwen nach just d'Deckelen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ginn elo net méi an den Detail a vun der Finanzpolitik. Mir fänken elo gläich mat de Budgetsdebatten un, an da wäerte mer déi Situatioun do méi am Detail an e puer Wochen hei diskutéieren.

Eng aner Fro, déi hei opgeworf ginn ass, war gëschter den Index. De Statsminister seet, d'Regierung hält un der Indexéierung vu Léin a Gehälter fest, an „mä mir verspären eis net enger Diskussioun iwwer eng limitéiert Indexneiausriichtung". Et ass geschwat ginn hei iwwert d'Zesummesetzung vum Wuerekuerf; Pëtrolsprodukter mussen drastoe bleiwen – ech hoffen, datt se integral drastoe bleiwen –, an Alkohol an Tubak mussen net am Wuerekuerf stoen.

Dat ass eng Iwwerleeung, déi mir deelen. Mäi Kolleeg Jean Colombera huet de 16. Oktober 2003 hei an der Chamber eng Motioun eragereecht, fir datt ee soll den Alkohol an den Tubak aus dem Wuerekuerf eraushuelen. Déi Motioun ass deemools mat de Stëmme vun de Gréngen an eis mat Jo gestëmmt ginn.

(Interruption)

D'LSAP hat sech enthalen an d'Regierungsparteien CSV an DP hu géint déi Iddi gestëmmt. Mir sinn also frou, datt elo knapp zwee Joer méi spéit och do en Ëmdenke komm ass, a wéi schonn esou oft gutt Iddien, déi aus der Oppositioun kommen, dann iergendwéi an zwee, dräi Joer als d'Iddië vun der Regierung erëmkommen. Mä domadder kënne mer liewen; d'Haaptsaach ass, déi Iddië setze sech duerch. Wéi gesot kënne mir eis domadder averstanen erklären.

Wichteg ass awer, Här President, datt, wa mer esou eppes am Wuerekuerf änneren, dann net op eemol, wéi d'Spréchwuert seet, den Appetit iwwert dem lesse kënnt, an datt d'Regierung da mengt, si kënnt méi an dee Wuerekuerf ännere goen an dann eng regelrecht Indexmanipulatioun virhuelen. Da spille mer net méi mat! Mä wéi gesot, dat dote kann eiser Meenung no roueg aus dem Indexwuerekuerf erausgeholl ginn.

Et ass och geschwat gi vun enger maximaler Indextranche. Doriwwer kann een diskutéieren. Et muss een natierlech iwwert d'Héicht diskutéieren. An do wäert wahrscheinlech de Sträitpunkt kommen, well d'Vergaangenheet ebe weist, datt jiddfereen déi Héicht wahrscheinlech do gesäit, wou seng Revenuë sinn. D'Diskussioun vun der Héicht, a mir wëssen och, datt am Volleksmond dobaussen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann een dat géif maachen, da géif et net vill bréngen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift?

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wann een dat géif maachen, da géif et net vill bréngen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat et verstanen, Här Statsminister, mä ech hu gemengt, et wier esou wichteg, datt et zweemol misst gesot ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech ka mat manner Indexupassung liewen, an Dir iwwregens och.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir zwee och, mir zwee sinn eis doranner eens.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo. Dann hu mer emol schonn den Niveau no uewe stoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech géif mengen, Här Statsminister, heibanne kéint jiddfereen eppes verkraaften.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Volleksmond gëtt ëmmer, wann iwwert den Index geschwat gëtt, gesot, d'Pond Botter gëtt fir deen een esou vill méi déier wéi fir deen aneren. Dat ass wuel richteg. An duerfir geet déi leideg Diskussioun vun der maximaler Indextranche oder vun enger eenheetlecher Indextranche ëmmer erëm op en Neits un, wa mer den Index hunn. An alleguer déi, ob et Politiker oder Gewerkschaftler sinn, déi dann an d'Diskussioun erakommen, mierken, datt et awer vill méi einfach ass, doriwwer ze diskutéiere wéi et an d'Praxis ëmzesetzen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A gi mat an d'Türkei.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass fir Iech vläicht net esou komplizéiert wéi fir eis, mä mir hunn duerfir awer eng Positioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Gehälterskala leeft nämlech de Risiko, datt, wa mer dat laangfristeg géife maachen, se sech géif zesummenzéien. An do läit eben de Problem: Brénge mer et da fäerdeg, dat iwwer Lounverhandlungen oder esou zum Ausgläich ze bréngen? Awer an deem Fall dann huet d'maximal Indextranche erëm ënnert dem Strëch kee Wäert gehat. Mir mussen also oppassen, datt mer net higinn an e System entwéckelen, wou mer d'Gehälterhierarchie stéieren, well da schafe mer eis aner Problemer.

Et kann een och d'Fro emol stellen, wien dann haut hei am Land den Index kritt. Wann een dat esou kuckt, da gesäit een, datt awer bal jiddferee vum Index profitéiert. D'Salariéë kréien en alleguerten, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur. Mir hu virun engem Joer oder virun der Summervakanz d'Gesetz gestëmmt, duerch dat och den Dokteren hir Honorairen, oder alleguer deenen hir Honorairen, déi vun der Krankekeess Honorairë kréien, un den Index gebonne gi sinn. D'Fräiberuffler, d'Commerçantë kënnen et zum Deel récupéréieren iwwert de Präis. Déi pensionéiert Baueren, well déi eng Pensioun kréien, kréien en och. D'Architekten an d'Ingenieursbüroen, déi fir den öffentleche Secteur schaffen, wann do d'Gehältermass an d'Luucht geet, ginn och hir Honorairen an d'Luucht, si kréien et also och.

Esou datt, wann een de Krees zoumécht, bal jiddfereen den Index kritt huet. Ech géif soen, mat Ausnahm vun de Baueren, déi aktiv schaffen, déi keen Index kréien, an deenen hir Präisser op där anerer Säit awer fix Präisser sinn, déi normalerweis gebonne sinn. Dofir soen ech, wann een also an enger gewëssener nationaler Solidaritéit seet, ma jiddferee kritt jo den Index a jiddferee kann dovunner profitéieren, dann däerf een awer net vergiessen, datt et awer och nach Kategorië gëtt, déi en net kréien, an déi missten eben iwwer aner Weeër en Ausgläich kréien. An da muss een och wëssen…

(Interruption)

Ech hu gesot, déi kënnen et wéinstens zum Deel, Här Clement, iwwert d'Präisadaptatiounen erëm eranhuelen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, wa mer iwwer eng maximal Indextranche schwätzen, wiem dat eppes soll bréngen. Wa mer se elo uleeë bei zwee-, dräimol dem soziale Mindestloun, da bréngt dat souwisou dem ganze Mëttelstand, dem Handwierk, dem Commerce näischt. Da bréngt et am Fong geholl nëmmen deene Betriber eppes, déi Beschäftegter hunn, déi dodriwwer verdéngen. Ech weess net, wat fir enge Secteuren am Privatsecteur et eppes bréngt, dem Bankesecteur an esou virun, an dann dem Stat, deen och Leit huet, déi dodriwwer verdéngen – da bréngt et am Fong deenen eppes. Mä et bréngt dem Mëttelstand an deene Kategorien näischt, déi Leit oder gréisstendeels Leit zu niddrege Léin beschäftegt hunn.

Et sief, datt ee géif higoen an et géif ee soen, ma mir maachen et um Mindestloun. Mä ech mengen do gi mer eis doudsécher ni eens, datt een et kann esou niddreg usetzen, da géif et just deenen am Commerce och nach näischt bréngen.

Et ass also eng Problematik, déi sech liicht annoncéiert, mä wou d'Léisung an d'Äntwert ganz komplizéiert sinn. Méi richteg wier et, wa mer et géife fäerdeg bréngen, als Regierung an alleguer, d'Inflatioun ze bremsen, da géif d'Diskussioun ëm den Index sech net stellen. Dat wier déi allerbeschte Léisung.

En anere Punkt, Här President, dat ass de Chômage, oder d'Vollbeschäftegung, déi mer wëlle maachen. Wa mer d'Entwécklung vum Chômage hei am Land kucken, dann hate mer 2001 7.102 Leit, dat waren 3,6%, dat ware souwuel déi Leit, déi Demandeurs d'emploi ware wéi déi, déi a Beschäftegungsmoossnamen waren.

Firwat huelen ech 2001 als Ausgangspositioun? Ma, well deemools den Här Statsminister bei der Lag vun der Natioun gesot huet, de Chômage wäert weider falen. Mir hunn awer festgestallt, datt en net weider gefall ass, mä datt de Chômage weider geklommen ass. A gelungenerweis huet den Här Statsminister sechs Woche virun de leschte Chamberswahlen, nämlech de 27. Abrëll, erëm eng Kéier gesot, feststoe géif awer elo schonn, et géif besser um Aarbechtsmaart goen, an d'Aarbechtslosegkeet wier am Februar op 2,2% gaangen, am Mäerz géif se nach eng Kéier zréckgoen, an dat géif och esou weidergoen. Dat heescht virun de Wahlen ass se erëm eng Kéier gefall, an no de Wahlen ass de Chômage awer weider geklommen. A mir waren elo am August 2005 bei 12.732 Leit, dat sinn 9.532, déi ageschriwwe sinn als Demandeurs d'emploi, an 3.200, déi a Beschäftegungsmoossname sinn.

Dat heescht de Chômage ass weider geklommen, konträr zu deem, wat den Här Statsminister zweemol, 2001 an 2004, hei bei der Lag vun der Natioun deklaréiert huet, nämlech datt de Chômage géif zréckgoen.

Mir sinn awer frou, wann hien hei seet: „Deenen, déi der Zerstéckelung an dem Zerschloe vun eiser aarbechtsrechtlecher Uerdnung, vun eisem Kënnegungsschutz an anere Schutzinstrumenter aarbechtsrechtlecher Natur d'Wuert rieden, wëlle mer soen: Mir maachen déi Moud net mat, déi an eenzelne vun eisen Nopeschlänner virexerzéiert gëtt."

Mä et gëtt dann awer direkt hannendru relativéiert, wann hien da seet: „Deenen, déi d'Opfaassung hunn, et géif duergoen d'Aarbechtslosenentschiedegung allgemeng no ënnen ze corrigéieren, d'Indemnité de chômage erofzesetzen, soe mer, dass mer hei keng radikal Kierzunge virschloen, well déi meeschte Leit, déi keng Aarbecht hunn, éierlech beméit sinn, eng Aarbecht ze sichen." E seet: „Mir huele keng radikal Aarbechtslosenentschiedegung vir." – Keng radikal, dat heescht also, et gëtt eng virgeholl, mä et gëtt keng radikal virgeholl. Ech mengen, et ass déi Nuance, déi am Text läit. Et kann een also net virdru soen: „Mir wëllen deene soen, dat maache mer net mat" an ee Saz hannendru seet een awer: „Mir maachen eng Kierzung."

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hu jo awer gesot, wat fir eng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här Statsminister, Är Ried gëschter war awer ëmmer esou opgebaut, datt fir d'éischt alles a Botter war, an dann hannendrun, schéin agepaakt, ass et dann awer esou, datt jiddfereen, deen opgepasst huet an et gelies huet, awer verstanen huet, datt et net esou absolut war, wéi et an där éischter Ausso gesot ginn ass. Hei och, wéi gesot, sot Dir fir d'éischt deenen: „Dat maache mer net mat", an da sot Dir hannendrun: „Mir huele keng radikal Kierzung vun der Aarbechtslosenentschiedegung vir."

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi aner Länner hunn dat gemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi aner Länner ronderëm eis hunn dat gemaach, eng radikal Kierzung.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir schwätzen hei net vun deenen anere Länner, mir schwätzen hei vun deem, wat Dir gëschter gesot hutt. Dir sot fir d'éischt, et gëtt keng Kierzung gemaach, an ee Saz hannendru sott Dir, et gëtt keng radikal Kierzung.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An da soen ech, wat fir eng Kierzungen datt mer maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An da soen ech, also gëtt eng Kierzung gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat hunn ech och gesot, an et ass gutt, datt Dir dat widderholl hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hätt Dir den éischte Saz net brauchen ze soen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Soss hätt Dir e gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah dach! Ech kennen lech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu mech nach ni…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, Dir kennt mech an ech kennen lech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu mech nach ni zu Ärem Spriecher gemaach, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat hätt och nach gefeelt! Et héiert een, dass ech mech och nach ni zu Ärem Denker gemaach hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerfir musse mer ons mat der Fro beschäftegen, ob déi relativ héich Indemniséierung vun den temporäre Beschäftegungsverhältnisser net no ënne muss revidéiert ginn. Dat ass d'Erklärung zu deem Saz gewiescht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômageproblem hei zu Lëtzebuerg…

(Coups de cloche de la Présidence)

…kann een net direkt mam Chômageproblem an deenen anere Länner vergläichen. D'Zuelen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, sinn net identesch mat deenen an anere Länner. Mir sinn ee Land wat all Joer zousätzlech Nettoaarbechtsplaze schaaft. An deem leschte Joer, vun dem 1. Semester d'lescht Joer op dëst Joer, hu mer bal 8.000 Nettoaarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg nei geschaaft. Déi sinn allerdéngs zu 80% vun de Frontaliere besat ginn. Där waren 1988 24.500 hei am Land, 2004 110.000 an ausganks dëst Joer iwwer 115.000. Mir mussen also wëssen, datt net de Problem ass Aarbechtsplaze schafen, mä de Problem ass fir déi Leit, déi hei am Land eng Aarbecht sichen, op déi Aarbechtsplazen ze kréien. Dat ass eise prioritäre Problem.

Do gëtt et zwou Moossnamen – fir se op déi haaptsächlechst ze regruppéieren: Dat sinn déi, déi méi laangfristeg wierken an déi, déi méi kuerzfristeg wierken. Laangfristeg ass ouni Zweifel den Enseignement. Mäi Kolleeg Roby Mehlen wäert herno nach méi am Detail dorobber agoen. Dee muss op den Aarbechtsmaart ausgeriicht ginn. Mä mir musse wëssen, datt dat keng kuerzfristeg Reaktioune wäerte bei der Aarbechtsplazbeschafung sinn. Dobäi kommen d'Formation continue an d'Fuerschung. Dat sinn déi dräi Haaptpilieren, mä déi, wéi gesot, keng kuerzfristeg Léisung wäerte bréngen.

Kuerzfristeg musse mer eis d'Fro stellen: Wéi ass dat dann, datt mer déi Leit, déi mer hei hunn, net an den Aarbechtsmaart integréiert kréien? Mir mussen och wëssen, datt eis Industriegesellschaft hei am Land sech an de leschten 20 Joer fundamental entwéckelt huet an anescht ginn ass. Mir hunn an de 50er, de 60er, de 70er Joer zum Beispill eng Stolindustrie gehat, déi iwwer 30.000 Leit beschäftegt huet an déi an hire Reie 15.000 bis 20.000 Leit beschäftegt huet, déi keng oder eng kleng Qualifikatioun haten. Mä déi Aarbechte gëtt et haut net méi. Duerfir hu mer och do méi e groussen Drang vu Leit mat manner oder kenger Qualifikatioun, déi eng Aarbecht sichen.

Et däerf ee sech net der Illusioun higinn – an do deelen ech d'Gedanke vum François Bausch –, datt mir hei nach eng Kéier grouss Industriebetriber, virun allem lounintensiv Industriebetriber, kréien. Där wäerte mir keng méi hei a Lëtzebuerg kréien. Mir kréie se nach vläicht an Europa. Soss gi se sech an aner Äerddeeler nidderloossen, wou d'Lounkäschten absolut niddreg sinn. Domadder musse mer eis offannen.

Duerfir musse mer kucke wat mer mat deene Leit maachen, déi mer soss awer an deenen Industriebetriber ënnerkritt hunn. An duerfir soe mir, d'Regierung a mir alleguer zesumme missten zwee Appele maachen: een un d'Patronat, awer och een un d'Salariat. E Patronat, wat och muss eng national Solidaritéit, eng national Verflichtung agoen. Si profitéiere jo och vun de Standuerter, déi Lëtzebuerg huet.

A wa mer soen, datt mer esou vill nei Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft hunn – all déi Joren, an och dëst Joer –, a wa mer gesinn, datt d'Nidderloossung hei a Lëtzebuerg wäit iwwert der europäescher Moyenne läit, dann ass Lëtzebuerg jo awer nach ëmmer attraktiv fir d'Betriber. Da kann et net sinn, datt Betriber just d'Standuertvirdeeler hei fir sech unhuelen an awer wat d'Leitastellen ubelaangt mengen, se bräichten net onbedéngt op…

(Coups de cloche de la Présidence)

…d'Résidenten hei zréckzegräifen.

An duerfir soe mer: Och d'Betriber hunn déi Responsabilitéit fir ze kucken, fir déi Leit, déi hei um Arbeitsamt gemellt sinn, wann nëmme méiglech eranzehuelen. Well wa mer deene Leit eng Plaz ginn, dann huet de Stat manner Chômage a mer hunn dat Geld fir aner Politiken ze maachen. A wann déi Leit geséchert Revenuë kréien, kënne se sech och perséinlech mat hirer Famill méi engagéieren an Investitioune wéi Haiser an esou virun, wat och erëm eiser Ekonomie zegutt kënnt.

De Salariat muss och ëmdenken. Do deelen ech d'Meenung, déi gëschter hei gesot ginn ass, well mer ebe Secteuren hunn, wou mir eis iwwer Jorzéngte lues a lues erausgezunn hunn, wou mir am Fong gemengt hunn, dat wiere Secteuren an déi mir am Prinzip net méi géife gehéieren oder bräichten dranzegoen. Mir mussen awer och an déi Secteuren. Ech denken do net nëmmen un d'Handwierk, mä ech denken och do un de Secteur vum Bau, wou mer erëm mussen eng Politik maachen, fir eis Leit ze bewegen, fir eben och an déi Secteure schaffen ze goen.

D'Interimsaarbechten, d'Beschäftegungsmoossnamen an d'Beschäftegungsinitiativen, menge mir, misst een och vläicht méi an engem gebündelte Gesetz erabréngen an net ze vill differenzéiert maachen, well een och d'Gefill huet, datt de klenge Betrib dobaussen haut duerch déi Rei vu Moossnamen net méi richteg doduerchgesäit. Duerfir muss een oppassen.

D'Betriber, do si mir och der Meenung, datt ee Leit, déi schwéier ze placéiere sinn, vläicht nach méi misst ënnerstëtzen, awer mat engem Engagement, datt déi Leit och herno mussen eng Aarbechtsplaz fannen. Dat kann dach net sinn, datt mir als Stat géifen de Betriber hëllefen, Leit ze bezuelen, a wann deenen hir Zäit ofleeft, da mussen déi Leit erëm goen. Also och mat dem System, datt déi Leit och musse fest Engagementer kréien.

Et héiert ee ganz vill an de Betriber vun der Konkurrenz, déi tëschent dem Stat, de Gemengen an dem Privatsecteur ass. Et ass schued, datt mer eben déi Situatioun hei am Land hunn, mä et ass awer eng Realitéit. Vill Betriber soen lech, datt se aus Prinzip keng Lëtzebuerger méi astellen, well vill vun deene just déi Aarbecht als eng Salle d'attente ugesinn, bis se beim Stat oder bei de Gemengen eng Plaz kréien an da fortginn.

Duerfir soen och vill Betriber: Mir sinn net onbedéngt bereet, a Leit, an eng Qualifikatioun ze investéieren, wa se eis herno dach awer fortlafen. Och do muss eng Regierung kucken, datt e gesonden Equiliber tëschent öffentlechem a privatem Secteur ass, fir datt och de Privatsecteur kann déi Leit huelen an och eng gewësse Garantie huet, datt se och do bleiwen.

Et ass diskutéiert gi fir d'Fonction publique fir EU-Bierger opzemaachen. Dat ass eng Fro, déi ee spezifesch ka behandelen, mä ech wëll se an dësem Kontext behandelen. Deemno wat fir eng Kategorie mer beim Stat wëllen opmaache fir d'EU-Bierger bäizehuelen, da lafe mer de Risiko, datt d'Betriber och déi Leit, wa se Résident sinn, net méi astellen, well se da soen, da ginn déi och bei de Stat. Da gräifen déi nach méi op Frontalieren zréck. Mir mussen also och do oppassen, datt mer net an eng Richtung ginn, déi eis herno nach méi Problemer mécht an der Situatioun öffentleche Secteur vis-à-vis vun de Beschäftegten am Privatsecteur.

Wunnengsbau, Här President, do huet den Här Statsminister gëschter hei de Mea culpa gemaach wann e seet: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddfereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. (…) Ech considéréieren dat als e grousse perséinlechen Échec, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn." Dat ass natierlech eng kloer Ausso. Mä et ass awer och eng einfach Ausso.

(Interruption)

Well wann an esou engem wichtegen Domän e Statsminister heihinner kënnt an hie seet, datt hie vun 1991 un alles gemaach huet, a mir hunn dann dee Fiasko als Resultat, dee mer am Ableck am Wunnengsbau hei am Land hunn, da geet et och net duer, mengen ech, datt de Statsminister da seet, hie géif dat als e perséinleche groussen Échec unhuelen an dann och nach säi Wunnengsbauminister domat aschléisst.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Oho, oho!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Juncker, dat Mannst wier gewiescht, fir wéinegstens no baussen ze weisen, datt et en Échec ass an datt Der et och éierlech mengt, Dir hätt zumindest de Wunnengsbauminister ausgewiesselt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma neen! Dat ass mäin!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat wier de Minimum…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, Dir maacht jo esou laang Politik wéi ech. Wat ass dann Äre gréisste perséinlechen Échec? Gitt och emol een esou zou. Fält lech näischt an?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ka mer keen esou grousse virstelle wéi deen heiten.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt awer net vill Fantasie.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat heiten ass dee gréisste politeschen Échec, deen iwwerhaapt kann ee Politiker hunn!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Statsminister, hei zu Lëtzebuerg war et een Atout – an ech géif soen et war dee gréissten Atout, dee mer haten –, datt all Lëtzebuerger, ob et en Aarbechter war bis erop bei den Direkter, sech hei an dësem Land eng Wunneng fir seng Famill konnt bauen. Dat war déi gréisste Liewensqualitéit, déi et hei zu Lëtzebuerg ginn ass. An dat hu mer haut net méi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Obschonn Dir hei behaapt, Dir hätt vun 2001 un alles gemaach, fir datt dat sollt verhënnert ginn. Dir hutt net alles gemaach, soss wier et verhënnert ginn. Et ass d'Resultat vun Ärer Politik,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt haut normal Bierger hei am Land sech keng Wunneng méi kënne leeschten!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mat Ausnahm vu Fréiseng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, Här Statsminister, Dir waart scho besser.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir awer och!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech huelen un, datt dat mam Hexeschoss ze dinn huet. Wie weess wéi dee sech auswierkt, well Dir waart scho besser.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et war méi e Schoss wéi e Rass.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat do war e Schoss an d'Blannt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et war e Schoss an d'Hex, Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, an dat wat ech hei soen, dat ass am Fong vun der CSV hirem Koalitiounspartner och ganz däitlech gesot ginn, zwar elo net wéi se an der Regierung waren, mä ier se an der Regierung waren, well an hirem Wahlprogramm hat d'LSAP stoen: „Die CSV, die seit je-

her verantwortlich für den Wohnungsbau ist, hat die Entwicklung total verschlafen. Demnach muss es richtig heißen: CSV – de séchere Wee an eng liewenslänglech Verscholdung." Dat huet d'Sozialistesch Aarbechterpartei an hirem Wahlprogramm virun de Chamberswahle geschriwwen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Beschäftegt Iech emol e bësse mat de Sozialisten, dat gefält mer gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn Iech gesot, Här President, datt et ee vun deene gréissten Atoute war, datt jiddereen hei am Land konnt seng Wunneng kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Allez!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et deet mer Leed, Här President, datt den Här Statsminister mengt hie misst déi Fro hei an d'Lächerlecht zéien, dat war d'lescht Joer schonn de Fall, mä et wier besser hie géif sech méi Gedanken driwwer maachen a kucken de Problem geléist ze kréien, well wann haut eng Koppel muss zu zwee schaffe goen a Schold ophuelen iwwer 40 Joer fir kënnen en Haus zréckzebezuelen, dann ass dat schummeswäert fir dëst Land!

A wa mer haut ëmmer méi Lëtzebuerger hunn, déi mussen an d'Grenzregioune wunne goen, well se hei am Land sech keen Haus méi leeschte kënnen a selwer dann zu Frontaliere ginn, dann ass dat nach méi schummeswäert fir dëst Land, an da géif ech net als Statsminister dat an d'Lächerlecht zéien, mä da géif ech mech schummen, datt ech an esou engem Land zéng Joer, eelef Joer heihinner kommen a soen, ech hätt alles gemaach, fir datt dat net de Fall wier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma ech ka mech wéinstens schummen, mä Dir kënnt dat emol net! Dat ass d'Differenz tëschent eis zwee, Här Gibéryen. Ech ka mech schummen, wann ech eppes net fäerdeg bruecht hunn.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma da schummt Iech. Da schummt Iech a laacht net driwwer!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech laachen net doriwwer, mä schummt Dir Iech och emol heiansdo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, wann ech eng fléie loossen, da maachen ech et, mä hei hutt Dir eng fléie gelooss an Dir hutt de Beweis erbruecht, datt Dir net fäeg sidd…

(Interruptions)

Och wann d'Madame Jacobs Iech elo hei wëllt vun der Säit hëllefen, dat déngt näischt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma duerfir gëtt se bezuelt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt de Beweis erbruecht, datt Dir an zéng Joer de Problem net geléist krut, mä datt e vu Joer zu Joer méi krass ginn ass; dat ass eng Realitéit.

(Interruption)

An ech hunn Iech hei vun eiser Säit aus schonn e puermol gesot wou d'Léisung vum Problem läit, well alles dat wat Dir gemaach hutt, dat ass nëmme Gepléischters, dat bréngt et net. De Problem ass ganz einfach ze léisen, mä da musst Dir de politesche Courage hunn – an ech hunn dat e puermol gesot an ech soen Iech et nach eng Kéier –: De Baupräis, dat ass eng Affär vun der Offer a vun der Demande.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, lauschtert no! A wann d'Offer net méi stëmmt, da geet de Präis an d'Luucht. An d'Offer gëtt géréiert vun de Gemengen. Et sinn d'Gemengen, déi d'Bauland fräiginn an doriwwer décidéieren.

(Brouhaha général)

Dach, et sinn d'Gemengen, déi iwwert d'Perimeteren…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da loosst elo emol den Här Gibéryen schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …bestëmmen, mä d'Gemenge bremsen…

(Interruptions)

M. le Président.- Gitt him emol eng Chance fir ze soe wat hie wëllt.

Une voix.- Et ass dach fir ze laachen.

M. le Président.- Loosst den Här Gibéryen emol seng Iddi ausformuléieren an da kënnt Dir duerno protestéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dass si ëmmer esou nervös ginn! Ech verstinn dat net. Et ass jo awer eng fein Diskussioun dat Ganzt hei.

(Interruption)

Här President, de Statsminister huet gëschter mat Recht hei gesot, Här Gira, datt d'Gemengen och mussen d'Folgekäschte vun esou enger Wunnengsbaupolitik kënnen droen. A wann d'Gemengen net d'Garantie hunn, déi Folgekäschte kënnen ze droen, da bremse se mam Bau vu Lotissementer an esou virun. An do läit de Problem.

Ech schwätzen elo net vun hei enger Bauplaz oder do enger Bauplaz, mä intensive Wunnengsbau an enger Gemeng, dat bedeit och, datt d'Infrastrukturen, d'Folgekäschten, vun der Crèche ugefaangen iwwert d'Structure d'accueil, d'Kantin, d'Schoulen, sportlech, kulturell, technesch, administrativ Infrastrukturen, alles Saachen – mir schwätze jo ëmmer vu Basisservicer –, déi all Bierger am Land, egal wou hie wunnt, wou hie lieft, muss kréien; a wat och richteg ass, mä da muss eng Gemeng och à même si fir déi ze maachen.

A wann d'Gemengen déi Moyenen net kréien, da bremsen d'Gemengen. A vill Gemenge kéinte méi intensiv Wunnengsbaupolitik bedreiwen, wa si sécher wieren, datt si och d'Folgekäschte kéinten droen. A soulaang wéi d'Gemengen net déi finanziell Moyene kréien, a mir hunn an deene leschten zéng, 15…

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum Här Gira?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, den Här Gira ka mir eng Zwëschefro stellen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hu ganz einfach reagéiert, well dat wat den Här Gibéryen erzielt ganz einfach net richteg ass.

Am IVL ass kloer bewise ginn, dass mer de Moment schonn an den aktuelle Perimeteren, genehmegt vun de Gemengen, Plaz hu fir 700.000 Leit. Also kënnen d'Gemenge guer net bremsen. Mä et sinn déi Propriétairen, déi déi Terrainen hu fir déi 700.000 Leit ënnerzebréngen, déi se net op de Marché bréngen. Wann ech als Gemeng nach 15 Hektar zu Biekerech am Perimeter leien hunn, déi mir net gehéieren, dann hunn ech jo guer keen Afloss, ob se op de Marché kommen oder net. Et ass einfach net richteg wat Dir erzielt.

Här Gibéryen, et si Leit, déi spekuléieren. Et si Leit, déi Terrainen zréckhalen, an doru läit et an net un de Gemengen!

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Datt et Leit ginn, déi spekuléieren, dat schéngt mir eng ganz normal Saach ze sinn, dat streit och keen of. Dat streit keen of, datt et Leit ginn, déi spekuléieren.

(Interruption)

A jiddereen, deen en Terrain huet, Här Braz, dat ass och e bësse mënschlech, versicht de Maximum vu Geld fir säin Terrain ze kréien. Dat ass eng ganz normal Saach. Et ass keen, deen higeet a seet: Ech kéint elo esou vill kréien, mä ech ginn den Terrain fir manner eraus.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ma wat ass dann dem Statsminister seng Schold?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma d'Schold ass déi, datt d'Gemengen – an ech sinn do net mam Här Gira d'accord –, well och eng Gemeng kann, och wann en Terrain am Perimeter läit, iwwer hir Reglementer an Oplagen de Wunnengsbau steieren. D'Gemeng kann dat steieren, ob et séier geet oder net séier geet, ob se wëllt oder net wëllt.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- A wéi dann?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, dat gëtt dach…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Beim neie Bautegesetz sinn dach Délaien anzehalen. Dir schwätzt einfach egal wat hei!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kënnt eleng iwwert de Wee vun de Konditiounen, déi Dir setzt, et onméiglech maachen, datt gebaut gëtt, oder Dir kënnt d'Präisser esou deier maachen, datt se net realiséiert ginn. Dat kann eng Gemeng maachen, wa se wëllt. Duerfir, wéi gesot, d'Gemenge mussen à même gesat gi fir eben d'Folgekäschte kënnen ze erbréngen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Esou, elo ass en duerchereneen.

Une voix.- Elo ass et eriwwer. Dat war et.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stat huet an deene leschten zéng, 20 Joer, an dat war engersäits gutt, kënnen, fir et an ale Frangen auszedrécken, 100 Milliarde Reserven uleeën. Op där anerer Säit hunn d'Gemengen zesummen an deenen 20 Joer hir Schold missen eropsetzen, esou datt haut d'Gemengen zesumme 25 Milliarden aler Frange Schold hunn. An do gesi mer, datt et en Déséquiliber gëtt tëschent de staatleche Recetten, tëschent dem Stat an de Gemengen, do ass eppes net méi richteg ausgeglach.

Och déi Léisungen, déi mir haten – an dat hu mir och deemools hei gesot wéi mir d'Enregistrementstaxen erofgesat hunn –, dat huet net méi Bauland fräiginn, mä dat huet just dozou gefouert, datt d'Präisser an d'Luucht gaange sinn. Wa kee Bauland fräi ass, da gëtt einfach e Maximum u Präisser bezuelt. An d'Präisser sinn eng Zäit laang mat 2.000 bis 3.000 Euro de Mount a verschiddene Regiounen op den Ar hei am Land gewuess. Dat och grad an enger Zäit wéi mir d'Enregistrementstaxen erofgesat hunn.

Dat ass deene Leit am Endeffekt net zegutt komm, mä déi Suen huet de Promoteur oder deen, deen d'Terraine verkaaft huet, automatesch op de Präis dropgeschloen. An och wa mer elo vun der Grondsteier schwätzen, wou mir domat averstan sinn, datt mer eng Spaltung vun de Grondsteiere maachen, fir datt d'Gemenge kënnen eventuell, wa se mengen et géif spekuléiert ginn oder et géif Land zréckgehale ginn, eben op deenen Terrainen d'Grondsteier erhéijen, däerfe mer eis nach net allze vill dovunner erwaarden.

Haut bezilt een an enger duerchschnëttlecher Gemeng fir en Haus mat 10 Ar Land 50 Euro Grondsteier d'Joer. A wa mer och nach higinn a mir verzéngfachen dat, da sinn et 500 Euro, déi een da muss bezuelen. Wa mer awer wëssen, datt ee fir een Ar Land 50.000 Euro a méi kritt an d'Progressioun am Ablack vill méi staark ass wéi déi Grondsteier, souguer wa mer se géinge verzéngfachen, da muss ee wëssen, da soen d'Leit: Ma da bezuelen ech eben nach meng Grondsteier, och wa se zéngmol méi héich ginn ass, awer ech halen den Terrain nach ëmmer, well e gëtt am Joer vill méi wäert wéi eben d'Grondsteier héich ass. Duerfir muss een also och wëssen, datt dat eng Méiglechkeet ass, mä ech géif soen et däerf ee sech och vun där doter Moossnam net allze vill erwaarden.

D'Virverkafsrecht fir d'Gemenge kann een akzeptéieren.

De Bail emphytéotique ass och eng Propositioun, déi mir ënnerstëtzen.

Här President, mir kënnen eis vläicht awer och eng Kéier parteiiwwergräifend zesummesetzen. Et ass elo eng gutt Zäit, no de Wahlen, wou ee kéint a Rou schwätzen – et muss emol net an enger öffentlecher Sitzung sinn –, wou een am Fong sech eens gëtt, wouhi mer wëllen an där doter Politik hei am Land histeieren, well mir musse wëssen, datt den Drock op de Wunnengsmaart net méi kleng gëtt.

Et ass geschwat gi vu 15.000 Wunnengen an deenen nächste Joren, well mer wëssen, datt mer elo schonn an am leschte Joer erëm 8.000 netto Aarbechtsplaze geschaaft hunn. An et ass och normal, datt d'Leit versichen esou no wéi méiglech bei d'Aarbechtsplaze wunnen ze goen. Dann dierft deen Drock do net ofhuelen.

Et ass sécherlech keen heibannen, dee seet, mir mussen de wirtschaftleche Wuesstum bremsen. Mä mir mussen eis vläicht iwwer e puer prinzipiell Froen eens ginn, well mat där doter Politik, wéi mer se elo maachen, nämlech datt alles op e permanente Wuesstum opgebaut ass, léise mer de Problem am Fong net, mä mir rullen e virun eis ewech; e gëtt ëmmer méi grouss a mir iwwerloossen en deene kommende Generatiounen.

Duerfir wär et vläicht net schlecht, wann ee sech parteiiwwergräifend no de Wahlen och eng Kéier doriwwer géif austauschen. Obschonn ech och soen, datt et keng Patentléisung dofir gëtt, mä et kéint een de Problem awer eventuell aus dem politesche Sträit eraushuelen a sech op wesentleche Punkten eens ginn.

D'Sozialpolitik, Här President, ass an dem Statsminister senger Deklaratioun op deenen zwou leschte Säite relativ konkret ginn, oder – wéi soll ech soen? – méi zesummegefaasst ervirbruecht ginn. An et huet mech e bësse gewonnert, datt an der Debatt vun haut am Fong meng Virriedner sech net esou intensiv mat deem, wat op deenen zwou leschte Säiten an der Deklaratioun steet, beschäftegt hunn, well et ass am Fong dat, wat et a sech huet.

Ouni onbedéngt konkret ze ginn, huet den Här Statsminister sech esou ausgedréckt, datt am Fong méi tëschent den Zeile stoung, wéi dat schwaarz Gedréckt ausgemaach huet. En huet gesot, datt mer iwwert d'Bremse vum automateschen Uwuesse vun eise Statsdépensen nodenke mussen. Dat schéngt mer eppes ze sinn, wat een am Prinzip ëmmer misst maachen, datt een doriwwer nodenkt. An et hätt ee virun allem och missen doriwwer nodenken an deenen Zäiten, wéi mer mam Géisskaneprinzip hei am Land verdeelt hunn.

Mir mussen iwwert d'Finanzéierung vun eiser sozialer Sécherheet „verhandelen". „D'Sécurité sociale, a besonnesch d'Rentekeesen hu Reserven an Iwwerschëss, déi zu engem groussen Deel aus dem Statsbudget kommen. Ouni Stat géif et keng Iwwerschëss a keng Reserve ginn. (…) Iwwert dee Finanzflux musse mer schwätzen." D'staatlech Contributioun un d'Rentekeesen, d'staatlech Finanzéierung vun de Pensiounen, d'staatlech Participatioun un d'Krankekeesen an der Fleegeversécherung, d'Finanzéierung vun der Mammerent a vun de Babyjoren – alles dat sinn déi Aussoen, déi de Statsminister gëschter gemaach huet.

A wann een da gesäit, datt dat an engem Kapitel vun Iwwerleeungen zum Aspuere vu Statsdépensen ass, da kritt een natierlech d'Gefill, datt dat doten nëmme ka bedeiten, datt de Stat sech wëllt ganz oder zum Deel senger Verflichtung vis-à-vis vun de Sozialversécherungen entledegen. Da kënnt een net derlaanscht fir festzestellen, wann een dat gesäit, datt de Stat net méi wëllt esou vill an d'Pensiounskeesen, an d'Krankekeesen an an d'Fleegeversécherung bezuelen, wéi dat bis elo de Fall war.

De Stat huet eng Verflichtung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Eise Pensiounssystem ass opgebaut, fir datt e laangfristeg finanzéierbar ass, op 24% Cotisatioun, an dovunner sinn 8% Cotisatioun vum Stat. An ech kann dorun erënneren, wéi mer dee berühmte Renteklau viru Joren diskutéiert hunn – de Kolleeg Castegnaro ka sech och drun erënneren –, deemools huet de Stat als Kompensatioun gesot, hie géif seng Cotisatioun vu 7 op 8% eropsetzen. An eis Pensioune sinn nëmme laangfristeg finanzéierbar, wa mer och déi Cotisatioun bei deene 24% loossen, an de Stat senger Verflichtung an Zukunft nokënnt. Et kann een net en cours de route higoen a soen, ech komme menger Verflichtung net méi no.

D'Pensiounskeesen am Privatsecteur hunn natierlech an ale Frangen iwwer 200 Milliarde Reserven. An dann ass d'Tentatioun nun emol ebe grouss, wann et e bësse méi knapps gëtt, fir ze soen: Ma da ginn ech Geld dohinner sichen, wou et ass. Mä mir brauchen déi Reserven, well, wa mer elo soen, datt mer esou vill Aarbechtsplazen hei schafen an all Joers an am leschte Joer 7-, 8-, 9-, 10.000 Aarbechtsplazen, da wësse mer och, datt an 20, 30 Joer esou vill Leit a Pensioun ginn an datt mer dann eben en Intérêt drun hunn, fir déi Reserven ze behalen a se laangfristeg souguer auszebauen. Am Abléck hu mer, wéi gesot, iwwer 200 Milliarden aler Frang, wat dräi Joer Dépensen ausmécht.

An Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer gëschter Owend emol eppes iwwerluecht an

et ass mer duerno erëm an de Kapp komm, datt virun enger gewësser Zäit een hei am Land war, dee vun enger Rentemauer geschwat huet. Et ass mer awer net méi agefall, wien et war,…

(Interruptions)

…an dunn op eemol hunn ech gëschter Owend geduecht, ech mengen, et war den Här Juncker. A wéi ech dunn awer hei gelies hunn, datt de Stat senge Verflichtungen net méi wëllt ganz nokommen, hunn ech gesot, et kann hien net gewiescht sinn, well et ass jo awer eng Persoun, déi bekannt ass fir hir Gradlinegkeet, an dee kéint jo net de Paradox a sech selwer sinn, andeem hie viru Jore vun enger Rentemauer geschwat huet, an datt en elo op eemol mengt, hie kéint awer aus deene Pensiounsreserve Gelder eraushuelen.

Oder et sief, datt hien deemools vun enger Rentemauer geschwat huet a keng fonnt huet, an datt hien elo geduecht huet: „Wann s de keng hues, da muss de elo selwer eng bauen, da muss de eben an d'Reserve goen, fir datt mer dann awer eng Kéier déi Rentemauer kréien, vun där s du deemools gepriedegt hues."

Mir wëllen also ganz kloer soen, datt hei déi Reserve musse bestoe bleiwen.

Mir ginn dem Verdacht hei net lass, Här President, datt dat Ganzt mat der Mammerent zesummenhänkt. Mir wëssen, datt dem Här Statsminister säin Hobby et war, fir d'Mammerent aus de Pensiounskeesen ze bezuelen. Do ass hie widdert eng Rentemauer natierlech gerannt, well am Land ausser him bal keen d'accord war, fir déi Mammerent aus de Pensiounskeesen ze finanzéieren.

Ech ginn dem Verdacht net lass, Här President, datt hei en Trick ugewannt gëtt.

Une voix.- Neen!?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat heescht, wann ech déi véier bis fënnef Milliarden net aus de Pensiounskeese kréien, déi ech gär hätt, fir d'Mammerent ze bezuelen, dann dréine mer et elo ëm, da bezuele mer der elo véier bis fënnef manner all Joer an d'Pensiounskeesen an.

An duerfir wäerte mir dat, Här Juncker, ganz genau observéieren, an och déi géif ech dozou invitéieren, déi dergéint waren, datt d'Mammerent aus de Pensiounskeese bezuelt gëtt, déi mussen och elo dergéint sinn, datt net den ëmgedréite Wee gefuer gëtt, well ënnert dem Strëch ass et Speck a Schwéngefleesch, just datt den Här Juncker seng Milliarden aus de Pensiounskeese konnt eraushuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Juncker ass natierlech e wäitsichtege Mënsch…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an duerfir huet hien den 29. Abrëll 2004 hei an der Chamber gesot, Här Juncker: „Deen Defizit an der Administration centrale krit ee regléiert doduerch, dass een Iwwerweisungen un d'Sécurité sociale net géif maachen." Dat huet en also schonn d'lescht Joer gesot. Mä en huet d'lescht Joer awer nach e Saz hannendru gesot: „Da géif – technesch gesinn, well ech hunn dat jo net wëlles – dat do stoe bleiwen, bei deem aneren net als Recette kommen, da wär d'Administration centrale an der Rei an d'Sécurité sociale wär net méi an der Rei."

Dat war natierlech och den 29. Abrëll, dat war zoufälleg sechs Woche virun de leschte Chambers-wahlen. Dunn ass also net un d'Reserve gaange ginn, do ass gesot ginn, mir huelen dat net, well dann hätte mer wuel d'Administration centrale an der Rei, mä eis Sécurité sociale wier net méi an der Rei.

An dat wat d'lescht Joer richteg war, Här Statsminister, dat ass och dëst Joer nach richteg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An an zéng Joer!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, dat ass och dëst Joer nach richteg, dat heescht also, wann Dir dat maacht, datt Dir net méi déi Suen an d'Pensiounskeesen an an d'Sécurité sociale wëllt iwwerweisen, dann ass d'Sécurité sociale net méi an der Rei. Mä déi muss an der Rei bleiwen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat ass se dann elo an der Rei?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Juncker, wann ech gelift, Dir wëllt elo oflenken, Dir kritt mech net ofgelenkt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma, Dir hutt grad mat mir geschwat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Well soss misst Dir, Här Juncker, an zéng Joer erëm heihinner kommen an erëm eng Kéier Äre gréissten Échec agestoen, datt Dir et nämlech net fäerdeg bruecht hutt, fir d'Pensiounskeesen ofzesécheren, mä datt Dir duerch Är Politik versot hutt, an nämlech garantéiert Pensiounen an Zukunft net méi méiglech wäerte sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech fäerten an zéng Joer, da begéinen ech lech net méi hei.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dofir hutt Dir schonn an deene leschte Joren d'Krankekeesen iwwert d'Pensiounskeese sanéiert; Dir hutt d'Préretraite finanzéiert an Dir wëllt un d'Mammerent.

Dat heescht also, Här President, elo gëtt schonn ugedeit, datt ee misst am Joer 2012 de Pensiounsalter eventuell ëm zwee, dräi Méint d'Joer hiewen. Dat heescht also, mir ginn elo hin, mir ginn net méi sou vill Geld eran, a mir soen direkt d'Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. An dat ass nun emol eng Kéier esou: Wann ech manner cotiséieren a manner Reserve kréien, da muss ech entweder de Leit, déi schaffe ginn, hir Cotisatiounen héijen, oder ech muss d'Leeschtungen erofsetzen.

Mir mussen och hei op eppes oppassen: Wa mir hei am Land dee Pensiounsaltersantrëtt hätte wéi mir en am Ausland hunn, dee méi héich ass, dann hätte mer wahrscheinlech och méi en héije Chômage hei am Land an e wier vläicht vergläichbar mat deem am Ausland. Duerfir mengen ech muss een och déi Diskussioun féieren.

Dann ass weider gesot ginn, mir wëllen driwwer schwätzen, ob all déi iwwert de Budget direkt oder indirekt finanzéiert Sozialleeschtunge lafend voll un den Index mussen adaptéiert ginn. Ech géif grad mengen, am Wuert vun der Sozialleeschtung géif d'Äntwert dorobber leien: Et ass jo eng Sozialleeschtung, et ass net iergendwéi eppes, wat mer verschenken, a grad déi Leit, déi Sozialleeschtunge kréien, brauche se! Ech mengen, do dierft et iwwerhaapt keng Gedanken driwwer ginn.

Ech kann emol net verstoen, datt een doriwwer nodenkt fir dann ze mengen, datt ee Sozialleeschtungen net méi bräicht un den Index unzepassen. Eng Sozialleeschtung, d'Wuert seet et, déi muss un den Index ugepasst ginn.

Här President, wa mir mussen de Sozialpartner d'Aspuerungspotenzial am Beschäftegungsfong sichen, alles dat zesumme bedeit net méi an net manner wéi sozialen Ofbau! An ech mengen d'Kolleege vum LCGB hunn dat och scho virausgesinn, wéi se virun e puer Woche geschriwwen hunn: „LCGB sagt heißen Herbst voraus." Fanger ewech vun de Paien an dem Index! „Der Index dürfe nicht angetastet werden, auch am Warenkorb dürfe nicht gebastelt werden, so die Warnung an Wirtschaftsminister Jeannot Krecké." An ähnlech Téin hu mer beim OGB-L fonnt. Dat heescht haut kéint am Fong den LCGB schonn erëm en neie Communiqué erausginn an net nëmme soen, et wier de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, mä e misst och elo d'ganz Regierung oder den Här Statsminister derbäisetzen.

Une voix.- Neen, neen, et ass awer besser ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wa mer dann haut d'„Tageblatt" opschloen, da gëtt dat am Fong, wat ech elo hei gesot hu vun deem sozialen Ofbau, ganz däitlech ënnermauert. Wann do am Leitartikel steet: „Über den Arbeitseifer der Regierenden wäre nicht zu klagen, wäre da nicht dessen Stoßrichtung, denn die roch penetrant nach Sozialabbau. Doch der Schein trügt. In sämtlichen sozialpolitischen Bereichen, die Juncker gestern angesprochen hat und die er mit den Sozialpartnern debattieren will, möchte er den Rotstift ansetzen. Reform, früher mit sozialem Fortschritt gleichgesetzt, bedeutet heute Rückschritt. Die Rezepte sind nicht neu. Sie werden bereits im Ausland angewandt und stammen aus der neoliberalen Küche. Seit gestern gehört auch die Regierung zu diesem illustren Kreis.

Dass der Staat sich dabei mit Blick auf die ansehnlichen Reserven der Sozialversicherung einiger seiner Verpflichtungen entledigen will, muss jeden aufhorchen lassen. Eine Diskussion über den Beginn eines geordneten Rückzugs des Staats aus Pensions- und Krankenkassen oder Pflegeversicherungen. Es ist eine sozialpolitische Revolution auf Kosten der sozial Schwächeren. So langsam wird klar, warum die Rede zur Lage des Landes nicht im Mai, zwei Monate vor dem Referendum und fünf Monate vor den Kommunalwahlen, abgehalten werden konnte."

Här President, mir gesinn dat also och an anere Keesser, sou datt ech net eleng hei stinn. An dat war d'Zeitung vum Koalitiounspartner! Dat léisst jo awer déif blécken. Wann d'Zeitung vum Koalitiounspartner een Dag no der Erklärung vum Statsminister esou eng kloer Sprooch hei schwätzt, da musse mer wëssen, déi wësse jo wahrscheinlech och e Stéckelche weider.

An engem weidere Punkt gëtt gesot, mir mussen d'Finanzéierungsrelatioun Stat-Gemenge besonnesch bei den Zuele vum Schoulpersonal mam Syvicol iwwerpréiwen. Och dat ass eng Ausso. Ech weess, – an de President vum Syvicol weess dat och –, datt d'Gemengen éischter tendéieren, datt de Stat soll d'Käschte vum Léierpersonal ganz iwwerhuelen, fir domat de Gemenge finanziell entgéintzekommen. Wann ech awer weess, datt dat heiten an deem Kapitel steet fir beim Stat Aspuerungen ze maachen, da kéint een unhuelen, d'Regierung wéilt hei an déi aner Richtung goen.

Dat heescht, den Här Statsminister werft eng Fro op, mä en hat net de Courage fir ze soen, mir wëlle mat hinne schwätzen doriwwer, datt se solle méi oder manner bezuelen. En hätt dat solle maachen. Esou muss een unhuelen, datt e mengt, d'Gemenge missten nach méi um Léierpersonal bezuelen, well et steet am Kapitel vun Aspuerunge vum Stat – a mir wëssen alleguer, datt d'Gemenge gären hätten, an och mat Recht, datt eben d'Käschte vum Léierpersonal musse méi staark vum Stat, wa méiglech souguer integral, iwwerholl ginn.

Käschtendeckend Kannerversuergung d'accord, mat sozialpolitesche Mesuren. D'Gestehungskäschte vun der Waasserversuergung ass e Problem, dee mer schonn diskutéiert hunn.

Da gëtt och geschwat vun der adequater Personalbetreiung, vun der Tâche vun den Enseignanten. Och do ginn ech dovun aus, datt hei net dru geduecht ginn ass fir d'Tâche vun den Enseignanten erofzesetzen, well et jo am Kader vun den Erspuernisser ass. Esou datt ech dann drun denken, datt d'Regierung virhuet fir d'Tâche eventuell eropzesetzen.

Ech wëll just soen, datt mir als ADR et deemools falsch fonnt hunn, wéi den deemolegen Unterrechtsminister, den Här Boden, d'Tâche erofgesat huet. Mir hu gesot, dat war eiser Meenung no schoulorganisatoresch dee gréisste Problem, deen d'Gemengen an hirer Schoulorganisatioun duerno kruten. An et ass haut nach net besser.

Mir haten deemools gesot, mir hätte léiwer gesinn, datt, wann Der wierklech gemengt hat et misst eppes dru gemaach ginn, Dir hätt deene Leit méi am Gehalt ginn an Dir hätt d'Tâche net erofgesat. Dann hätte mer eis vill Problemer erspuert a mer hätten eis Schoulen haut méi mat qualifizéiertem Léierpersonal besat wéi dat de Fall ass. Mä och do hätt ech erwaart, datt de Statsminister zumindest gesot hätt, a wat fir eng Richtung hie wëllt schwätzen. Mir ginn dovun aus, datt e wëllt driwwer diskutéieren, d'Tâche eropzesetzen.

Iwwert d'Grenze vun de Lounsteieren, den Impakt vun den automateschen Avancementer beim Stat, do seet e kloer ëm wat et geet. En huet och geschwat iwwer eng méi moderat Lounpolitik an de Joren 2007-2008.

Mir hunn e puer Woche virun de Gemengerotswahlen den Accord salarial hei matgestëmmt, an et ass och deemools gesot ginn, dat wier fir de Statsbudget ze droen. Et ass awer gelungen, wa mer dann deene Leit zoufälleg dräi Woche virun de Gemengerotswahlen nobezuelen, an dann zwee Deeg no de Gemengerotswahlen awer soen, an deenen nächste Jore musse mer Lounmoderatioun maachen, mir mussen déi automatesch Avancementer bremsen, mir mussen d'Tâche vun den Enseignanten eropsetzen, a wa mer eng maximal Indextranche aféieren, dann huele mer och nach deene Gehälter, déi iwwert deem Maximum leien, en Uwuessen ewech.

Dann hätt een och sollen dee Courage hunn, fir dat virun de Gemengerotswahlen ze soen, an et hätt een net sollen eng Nobezuelung nach e puer Deeg virun de Wahle maachen, an no de Wahle seet een dann awer nach eng ganz Rëtsch wat een do nach an Zukunft net méi wëllt maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een also virun allem deenen zwou leschte Säite vun der Deklaratioun vum Här Statsminister of, datt, egal wat gesot gëtt vun der Majoritéit oder vun der Regierung, et géif kee sozialen Ofbau gemaach ginn, mer wäerten an deenen nächste Jore sozialen Ofbau kréien. An et kann een nëmmen hoffen, datt an eiser Gesellschaft, awer och virun allem hei an der Chamber, déi Leit – an do maachen ech virun allem en Appel un déi an de Majoritéitsparteien, déi aus de Kreesser vun de Gewerkschafte kommen, ech denken un d'Kolleege vum LCGB a vum OGB-L heibannen –, et verhënneren, datt mer dee sozialen Ofbau kréien, deen hei am Statsminister senger Deklaratioun virgeschriwwen a programméiert ginn ass.

De Stat huet aner Spillraim. E soll seng Aarbecht maachen. Et ass net hei am Land den Zäitpunkt komm wou mer kënne sozialen Ofbau maachen. Da muss de Stat emol op anere Plaze seng Hausaufgab maachen.

Här President, mir wäerten op jidde Fall kengem sozialen Ofbau hei an dësem Haus zoustëmme soulaang wéi de Stat seng Hausaufgaben net gemaach huet a mir rechnen mat der Ënnerstëtzung vun all deenen, déi fir eng wierklech gerecht Sozialpolitik sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Statsminister huet en Hexeschoss, an d'Land huet eng ferm Gripp. Ech wëll hoffen et ass keng vun där gefäierlecher Zort. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Statsminister säin Hexeschoss vergeet erëm séier. Dat hoffe mir, och wann hie gemengt huet hei am Sall wären der, déi esou schlecht wieren, fir sech iwwer säi klenge Misär ze freeën.

Mä d'Gripp, déi eist Land huet, vergeet net a si ka sech zu enger gefäierlecher Longenentzündung entwéckelen, wann net seriö dergéintgehale gëtt. D'statsministerlech Deklaratioun, Här President, weist, datt néierens an der Welt, och hei zu Lëtzebuerg net, d'Beem an den Himmel wuessen. Dat wosste schonn eis Virfahren. Mä wéi et schéngt ass déi Weisheet am Laf vun der Zäit verluer gaang. Déi Impressioun huet ee jiddefalls wann een d'Politik vun deene leschte Jore kuckt.

Lëtzebuerg ass defintiv an der Normalitéit ukomm. Dat mécht d'Politik awer – an dat ass de positiven Aspekt dobäi – méi interessant. Ech muss zouginn, datt et an der Vergaangenheet, a praktesch déi ganz Jore wou ech dësem sou genannten héijen Haus ugehéieren, meeschtendeels frustrant war hei Oppositioun ze maachen, well et war ëmmer Geld genuch do fir all Problemer ze léisen, fir bal all Wënsch, a wa se nach esou koppeg waren, ze erfëllen an um Plang vun den Investitiounen all méiglechen Unfug ze dreiwen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, den Här Statsminister huet hei gesot, mir misste Faarf bekennen. Ech fannen dat gutt, well ech fannen, datt an der Vergaangenheet ganz dacks net genuch Faarf bekannt ginn ass. Ech wëll mech, well d'Zäit jo och e bësse limitéiert ass, op e puer Aspekter vu senger Deklaratioun beschränken. Dat ass de Chômage am Zesummenhang mat eiser Formatioun. Dat ass d'Reorganisatioun vun der Fonction publique, de Secteur Energie, d'Infrastrukturen an zum Schluss vläicht e puer Wuert iwwert d'Finanzen.

De Chômage, an ech mengen dat wësse mer alleguer scho laang, ass hei net de Problem vun den Aarbechtsplazen, och net vun deenen, déi nei kreéiert ginn, mä et ass de Problem an alleréischter Linn vun der Qualifikatioun, awer och – an do hutt Dir Recht, Här Statsminister – an enger zum Deel limitéierter Bereetschaft fir eng schwéier, eng désagréabel oder manner gutt Schaff unzehuelen.

Dir sot, wien d'Aarbechtsmoossnamen oder d'Beschäftegungsinitiativen, wéi Dir se nennt, ofschafe wëllt, dee produzéiert Aarbechtsloser ouni Aussiicht op Placement. Dat ass fir eis d'Ageständnis vum Scheitere vun der Schoulpolitik vun de leschte Joren an ech géif souguer soe Jorzéngten. Et ass och

d'Ageständnis vun enger ganz laanger falscher Schoulpolitik. Mä et ass virun allem eng kollektiv Katastroph fir all eenzelne Jonken, deen dovu betraff ass hei am Land, a fir dat ganzt Land.

Den Här Statsminister huet a senger Deklaratioun gesot, an ech wëll et hei widderhuelen, well een et eigentlech och an der Oppositioun net méi dramatesch kéint formuléieren: „Et hunn awer net all Kanner Erfolleg. Esou hunn tëschent November 2003 an November 2004", also an engem Joer, „1.200 Schüler hire Schoulparcours ofgebrach." An hie schwätzt vun engem Véierel, deen „weder am Ausland nach um Aarbechtsmaart nach a Formatioun" ass. „Dee (…) Véierel mécht ganz einfach näischt, ass doheem oder soss éierens. Dat ass hiren Echec, dat ass och eisen", seet de Statsminister. An deen Echec wiisst all Joer 300-mol.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Situatioun an där mer sinn, an dat ass d'Situatioun, déi sech och an nächster Zäit net ännere wäert, well souguer wa mir et muer géinge fäerdeg bréngen, eise Schoulsystem esou emzekrempelen, datt wéinstens déi gréisst Défaillancen, déi dra sinn, kéinten ausgebigelt ginn, dann hätte mer nach ganz Joergäng, déi ënnerwee sinn an déi scho vun ënnen erop hier beschädegt sinn a wou et immens schwéier wäert ginn, dee Retard wettzemaachen. Well dat, wat een an der fréister Jugend, an der fréister Ausbildung verpasst huet, dat léisst sech herno net méi nohuelen.

Ech hunn hei en Zitat vum 1. Juli vun dësem Joer aus dem „Lëtzebuerger Wort". Dat ass eng Zeitung, déi steet a fir d'Wourecht an och fir d'Recht, an duerfir kann et jo net falsch sinn. Do ass e Journalist vum „Lëtzebuerger Wort", deen zitéiert hei den Här Paul Reckinger, President vun der Handwierkerkammer, dee seet: „Die jungen Leute, die heutzutage aus der Schule kämen, könnten nicht mehr schreiben, lesen oder rechnen, sagte der Präsident der Handwerkerkammer Paul Reckinger." Esou steet et hei am „Lëtzebuerger Wort" vum 1. Juli 2005. Duerfir wiere si als Handwierksbetriber net méi fäeg, eppes mat deene Leit unzefänken.

Kann d'Zukunft vun engem Land méi schwaarz ausgesi wéi wann een dat do realistesch kuckt? Mir kennen all de President vun der Handwierkerkammer a mir wëssen, datt hien net egal wat seet.

Ech hunn d'Bestätegung och vun Enseignanten, déi am Enseignement technique schaffen. Si soen, datt et frustrant wier, datt et bal net auszehale wier fir mat deene jonke Leit, déi dann aus dem Primaire kommen, ze schaffen, well hinnen einfach d'Basiskenntnisser feelen op déi ee kann opbauen.

An dann erënneren ech mech un de Statsminister Juncker – ech hoffen, datt en et héiert – aus enger Deklaratioun zum État de la Nation vum 7.5.1998, dat sinn elo siwe Joer hier. Do huet hie vun den Illettréen hei am Land geschwat. Ech zitéieren hien: „Aus dëser Grupp vu richtegen Illettrés a vu jonke fonctionnellen Analphabeten erwiisst eng erwuesse Populatioun, déi tëschent 7,5 an 10% vun der Gesamtpopulatioun ausmécht." Wann ech gelift, „fonctionnellen Analphabeten"! Dës Zuelen an déi Problemer, an déi dës Zuelen eraféieren, mussen eis op d'Allerschäerfst interpelléieren.

(Interruption)

Et si siwe Joer ëm!

A wann een da liest, datt de President vun der Handwierkerkammer dëst Joer seet, si kéinte weder rechnen nach liesen nach schreiwen, da muss ech soen, Här Statsminister, Félicitatioune fir dat wat an deene siwe Joer geleescht ginn ass. A wann Dir heihinner kommt, Dir sot dee gréissten Echec oder Mësserfolleg wär dee vun den deiere Bauterrainen an dem deiere Bauen hei zu Lëtzebuerg, da soen ech Iech, deen heiten ass nach méi grouss, well dee geet direkt un d'Zukunft vun eiser Jugend a vun dësem Land.

Ech hätt gären, Här President, e puer Wuert iwwer eis Virstellungen zur Schoul gesot, well et geet jo net duer, datt ee kritiséiert, et muss een och soe wéi een et wëllt besser maachen.

Une voix.- Aaahhh!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech hoffen, an et ass jo och virgesinn, datt mer all Joer eng Debatt hei an der Chamber doriwwer féieren, speziell iwwert d'Schoul, datt mer do d'Geleeënheet kréien, dat wierklech am Detail ze exposéieren. Ech wëll hei just soen, datt all oberflächlecht Gepiddels, wat an där leschter Zäit, an deene leschte Jore gemaach ginn ass, wat ganz dacks drop…

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Dach, mir hätte gären, dass d'Leit erëm liesen, schreiwen a rechne léieren. Ech hunn dat décidéiert, an da wäert Dir mir dach net soen,…

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo, et geet jo net duer, datt een et ëmmer erëm widderhëlt.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- …dass dat Gepiddels ass! An d'Method fir schreiwen ze léieren ass am éischte Schouljoer reforméiert ginn, et gëtt eng nei Fibel. Fir do d'Resultater ze gesinn, brauch een e bëssen Zäit. Déi Kanner sinn elo nach net um Aarbechtsmarché, déi sinn eréischt am zweeten oder am drëtte Schouljoer.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Madame Brasseur, vläicht fanne mer besser Zäit fir eng Kéier doriwwer ze schwätzen. Ech wëll just soen…

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Oh mat Iech hunn ech awer keng Loscht mech doriwwer ze ënnerhalen.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo, ech hunn zwar Loscht mat jiddferengem doriwwer ze schwätzen, well ech fannen dat ass e Problem, dee bal all Mënsch hei am Land betrëfft.

Ech wëll just soen, datt, wa mer gutt wëlle Schoul halen, da muss et vläicht net onbedéngt elo risege Spaass maachen, mä da muss een zum Beispill Zäit hunn. Kanner, déi ënner Drock an ënner Zäitstress léiere mussen, déi léieren net. An Enseignanten, déi ënner Zäitdrock a Stress mussen enseignéieren, hu Problemer fir de Léierstoff eriwwerzebréngen.

Dat wat Dir fäerdeg bruecht hutt, dat ass iwwer eng ganz Partie Saachen – Dir awer net eleng, mä och schonn Är Virgänger – d'Schoulzäit, wann ech op meng Zäit zréckkucken, kontinuéierlech ze reduzéieren an de Problem zu engem groussen Deel an d'Elterenhaiser ze verlageren, wou mer feststellen, dat huet PISA eis jo eindeuteg bescheinegt, datt e groussen Deel vun der Enseignementslaascht an den Haiser läit, bei de Famillje läit. Do wou déi Tâche ka gemaach ginn, well optimal Konditioune virherrschen, do ass den Erfolleg – ech mengen de Kolleeg Ben Fayot huet dat de Moien och nach ugesprach gehat. An do wou dat familiäert Ëmfeld net do ass, do hu mer den Echec, a mir gesinn, datt deen ëmmer méi grouss gëtt.

Ech wëll awer nach e puer Wuert just soen, datt mir der Meenung sinn, datt déi Reform vill méi déif muss an de Fonctionnement vun der Schoul goen, datt de Leeschtungsgedanke muss erakommen, datt de Konkurrenzgedanke muss erakommen, datt mer eng öffentlech Schoul brauchen, déi gratis ass fir jiddfereen, mä déi ähnlech funktionéiert wéi eng gutt Privatschoul normalerweis funktionéiert.

Wa mer dat net fäerdeg bréngen, da kréie mer nach vill méi eng grouss Zweedeelung hei am Land, nämlech datt déi, déi sech et leeschte kënnen, d'Kanner an déi Privatschoule schécken; an da kommen se, well wann d'Nofro do ass, da kënnt d'Offer och, wou se déi Offer kréien, egal wat et kascht. An déi, déi sech et net leeschte kënnen, dat sinn déi, déi dobäi ënnert d'Rieder kommen. Dat ass och net eleng vu mir, dat huet d'„Lëtzebuerger Wort" och scho virun zéng Joer geschriwwen.

Wa mer vun der Schoul schwätzen, da schwätze mer an deem Zesummenhang och e bësse vun der Famill, well ouni datt d'Schoul an d'Famill zesummeschaffe kann et net funktionéieren. Dat wësse mer. A mir wëssen, datt haut grouss Defizienzen do sinn. Ech hu gëschter vun engem ganz renommiéierten Universitéitsproff, deen eng Etüd gemaach huet an Däitschland, op engem seriöen däitsche Sender héieren, datt 20% vun den däitsche Jugendleche seriö psychesch krank sinn. Richteg psychesch krank! Dat ass eng Etüd, déi elo gemaach ginn ass. An deene leschte siwen, aacht Joer huet deen Taux sech verduebelt.

Ech weess net wéi et hei zu Lëtzebuerg ass, mä mir wëssen, datt dat gesellschaftlecht Ëmfeld, de gesellschaftleche Nährbuedem hei zu Lëtzebuerg net ganz vill anescht ass wéi an Däitschland. Et géing mech interesséieren, wéi déi Situatioun sech de Moment presentéiert virum Hannergrond vun enger onwahrscheinlecher Zuel vu Leit, déi Psychopharmaka schlécken; vun enger onwahrscheinlecher Zuel vu Suiciden, déi ni richteg dobaussen an hirer ganzer Integralitéit zum Virschäi kënnt.

A mir brauchen eis iwwerhaapt iwwer en ëmmer méi steigenden Drogeproblem, engem onwahrscheinlechen, onkontrolléierten Alkoholkonsum bei Jugendlechen, déi nach vill ze vill jonk si fir Alkohol ze konsuméieren, emol net ze ënnerhalen.

Wann d'Gesellschaft an deem Domän krank ass, da ka selbstverständlech d'Schoul och net méi alles erreechen. Da komme mer op déi grouss Diskussioun iwwert déi Tatsaach, dass mer ëmmer nëmmen dat Wirtschaftlecht am A hunn, an da gemengt gëtt, wat mer méi Fraen iergendwou an en Aarbechtsprozess erakriten, wat et besser wär.

Här President, mir hunn zu all Zäit gesot, mir wëllen eis net doran amëschen, wéi d'Famillje sech organiséieren. Mä mir ginn awer ze bedenken, datt, wann d'Wuel vum Kand am Sënn vun enger optimaler Perséinlechkeetsentwécklung, och vun enger optimaler intellektueller a berufflecher Formatioun soll am Mëttelpunkt stoen, da musse mer dat virrangeg am A behalen. An da musse selbstverständlech do, wou d'Erzéiung an de Beruff matenee kombinéiert musse ginn, d'Viraussetzunge geschaaft ginn.

Här Statsminister, do si mer op enger Linn, mä mir mussen op där anerer Säit awer och capabel sinn, all deenen, déi sech wëllen Zäit huelen a Kanner erzéien a se fir d'Liewe fit maachen a se och an hirer Perséinlechkeet fit maachen, datt se den Erausfuerderungen – an déi ginn net méi kleng, se gi méi grouss – standhalen an der Zukunft, Zäit ze gi fir hir Kanner, Zäit, fir se ze erzéien. Mir mussen an Zukunft méi Wäert dorop leeën.

An deem Zesummenhang, Här Statsminister: Dir hutt zu Recht ee vun de gréisste Problemer, wann net déi gréisst Erausfuerderung vun der Zukunft ugesprach, an dat ass déi vun der Integratioun vun den Auslänner hei zu Lëtzebuerg, a just d'Integratioun vun den Auslännerkanner, déi, wéi mer gesinn, an der Formatioun dee gréissten Undeel vum Echec hunn an och am mannsten herno an der Weiderformatioun op déi méi héich Niveauë kommen.

Mir hëllefen Iech, wou et nëmme méiglech ass. Mir sti voll hannerun Iech an där Bezéiung, datt mer eng optimal Integratioun hei musse realiséieren, soss – ganz besonnesch a wirtschaftlech schwieregen Zäiten – wäerte mer hei eist blot Wonner erliewen.

Et geet ganz sécher ëm d'Sprooch – iwwert déi musse mer eis ënnerhalen. Et geet awer och drëm, datt mer deene Kanner duerch eng Schoul, déi fonctionnéiert an déi net op d'Elterenhaus setzt zum Deel, absolut déiselwecht Chance gi wéi de Lëtzebuerger Kanner, datt se spéiderhin, wa se vu sech aus déi néideg Viraussetzunge bréngen, deeselwechte Parcours kënnen duerchlafen am berufflechen, am gesellschaftleche Liewe wéi d'Lëtzebuerger.

E Wuert iwwert d'Fonction publique. Här Statsminister, Dir hutt net ëmsoss beklot, datt mer – ech weess net genau, wéi Dir Iech ausgedréckt hat – bal Weltmeeschter wären an de Prozeduren an den Délaien. Do si mer eis eens.

Den Här Meisch huet de Moie scho vun der Réforme administrative geschwat. Ech war der Meenung allerdéngs, d'Demokratesch Partei wär vläicht e bësse schlecht placéiert doriwwer ze schwätzen, wann ee fënnef Joer laang e Statssekretär huet, deen domat chargéiert ass, exakt dat do ze maachen, an da kënnt een heihinner lamentéieren, datt dat net virugaange wär. Ech fannen, da läit ee ganz liicht niewent dem Dill.

Här Statsminister, Dir hutt den 2. Abrëll 1998 hei an der Dysfonctionnementsdebatt – Dir kënnt Iech wahrscheinlech erënneren, et war eng ganz interessant Debatt – iwwert de Fonctionnement vun eisem Statsapparat geschwat. An do waren e puer Aussoen, déi mech wierklech geprägt hunn, déi mech frappéiert hunn, nämlech wéi Dir Är Impuissance gesot hutt vis-à-vis vun de Leit, déi beim Stat schaffen.

Dir hutt d'Chamber gefrot, wat fir e Betrib weltwäit ee vum éischten op den zweete Stack ka versetzen. An d'Äntwert war: „De Lëtzebuerger Stat kann dat net. Wann ech een déplacéiere vun engem Büro an deen aneren, da kréien ech e Prozess gemaach, well gesot gëtt, dat do wier en Déplacement, deen enger Sanktioun géif gläichkommen. Et ass net fir d'éischt, wou dat mir géif geschéien; et ass pausenlos amgaang mer ze geschéien."

Dir hutt an deemselwechten Débat gesot: „Mä wat ech mengen, wat mer brauchen, ass e Ministergesetz. Ech fannen e moderne Stat brauch e Ministergesetz, wou d'Chamber ganz genau draschreift, wou d'Responsabilitéit vum Minister ufänkt a wou d'Responsabilitéit vum Minister ophält." 1998, dat sinn och scho siwe Joer erëm!

Ech ka mech net erënneren, datt mer hei esou e Ministergesetz gestëmmt hätten an eise Ministeren, déi jo responsabel si fir alles, och do, wou se vläicht net direkt schëlleg sinn, déi Handhab ginn hätten, déi se brauche fir hiren Apparat un d'Dréien ze kréien. Wann ech Iech gutt verstanen hunn, wann een dat noliest, dann hu se dat jo zu deem Moment net gehat an dann hu se dat jo wahrscheinlech haut och nach net. Och dat ass eng miserabel Bilanz.

Ech erënneren drun, datt sengerzäit e Conseiller an der Regierung namens Claude Frieseisen e ganzt Buch erausbruecht huet, wat een alles kënnt besser maachen. Dat ass e kompetenten a fläissege Beamte gewiescht, deemools bei der Regierung.

Plusieurs voix.- Haut och nach!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Hien ass och haut nach do, wou en haut schafft, genausou kompetent a fläisseg. Ech weess net, wat hien driwwer denkt, mä ech kënnt seng Enttäuschung awer verstoen, wann hie kuckt, wat alles vu senge gudden Iddien net ëmgesat ginn ass. Och do, Här Statsminister, ass en décken Echec an Ärer soss jo zimlech glänzender Carrière ze verzeechnen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt nach e Wuert soen – de Kolleeg Gibéryen hat schonn driwwer geschwat…

M. le Président.- Jo, Här Mehlen, Är Zäit leeft gläich of.

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Neen, et si siwe Minutten.

M. le Président.- Är Riedezäit.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- E Wuert iwwert d'Gehälterpolitik. Den ADR huet jo ëmmer dann, wann en net matgestëmmt huet, virgeworf kritt, hie wär géint d'Statsbeamten. Ech muss soen, wann een haut gesäit, an där Situatioun, wou mer si mat deene finanzielle Contraintenten, datt mer vläicht an der Vergaangenheet besser gehat hätten, oder wéinstens déi, déi dat ëmmer esou mat grousser Begeeschterung gestëmmt hunn, sech ze iwwerleeën, wat se do laangfristeg géinge festleeën. An Dir beklot net zu Onrecht, datt den Zentralstat e risegt Uwuesse vu senge lafende Käschten huet.

E Wuert iwwert d'Energie. Et huet mech gefreet, Här Statsminister, datt Dir Iech zimlech intensiv domadder befaasst hutt, well dat gëtt an deenen nächste Jore ganz sécher e ganz wichtegt a ganz schwieregt Thema. Mir wëssen, wat eis Engagementer am Kyoto-Vertrag sinn, a mir kënnen eis elo schonn esou lues ausrechnen, wat dat kaschte wäert, well mir kréien d'Kéier net méi. Mir kréie se net méi, well iwwer all déi Jore gemengt ginn ass, dat géing sech schonn esou vum selwe schosselen.

Et ass geschlof ginn, et ass näischt gemaach ginn. Ech ënnersträichen dat, wat Dir gesot hutt, emol e klengen Usaz, datt ee soll zum Beispill bei den Autoen, deenen, déi wierklech e Mordsverbrauch hunn, iwwert d'Steiere probéieren, emol d'Leit dozou ze bréngen, fir ze iwwerleeën, ob een dann net besser hätt en Auto ze kafen, dee manner verbraucht.

Ech begréissen, datt Dir dovunner schwätzt um Gebitt vun den erneierbaren Energien an – ech wëll net laang dobäi bleiwen, well mer kréie jo deemnächst e groussen Débat doriwwer –, datt d'Land- an d'Forstwirtschaft do soll intensiv agebonne ginn. Et gëtt wahrscheinlech kee System wéi dee vun der Fotosynthes, deen amstand ass, d'Sonnenenergie esou effikass ëmzesetzen. Do läit e risegen Terrain.

Ech froen Iech awer, well leider ass den Här Landwirtschaftsminister net do: Wou sinn d'Initiative vun der Regierung? Wou ass dat, wat doriwwer erausgeet, einfach ze soen: „Ma, mir gi jo e Subsid, wann een eppes mécht."? Wou ass dat? Wou ass d'Fuerschung, déi de Leit hëlleft, wou sinn déi Experten, déi d'Leit begleeden, déi hinnen hëllefen hir Projeten ëmzesetzen? Wou gëtt et eng Strategie, déi dat Risepotenzial vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft ausnotzt, wou 10% vun de Flächen einfach am Kader vun der EU-Agrarpolitik brooch-

leien, déi ee kënnt notzen, wou de ganze Bësch zum allergréissten Deel net genotzt gëtt? Wou gëtt et déi Strategie? Wou gëtt et déi Iddien an d'Führerschaft vun der Lëtzebuerger Regierung fir dat ëmzesetzen – ausser deem, wéi gesot, datt mer soen: „Mir hunn e Gesetz, a wann d'Leit eppes maachen, da kréie se jo e Subsid."?

Zu den Infrastrukturen, Här President, an an deem Zesummenhang zum Verkéierskonzept. De Moien ass gesot ginn, en „modal split" vu 25 zu 75. De Spriecher vun der CSV-Fraktioun huet hei ausgerechent, wat de Modell K – dat ass jo den Zuch ronderëm Stad, deen eng Milliard Frang soll kaschten, wou mer dann de Problem eventuell solle léisen. Ech gesinn net, wann een d'Leit mam Zuch ronderëm d'Stad féiert, wéi een domadder de Verkéiersproblem an d'Stad eran an aus der Stad eraus geléist kritt.

Mir hu ganz kloer gesot, datt mir dofir sinn, fir datt déi véier, fënnef Eisebunnslinnen, déi hei an der Stad op der Gare zesummelafen, sollen iwwert den Tunnelsystem, esou wéi e vun engem privaten Ingenieur entworf ginn ass, ënnert der Stad erduerch mat enger Partie Haltestatiounen d'Leit an d'Stad erabréngen an och erëm esou aus der Stad erausbréngen, esou wäit wéi et méiglech ass.

Mir kéinten eis den Tram, deen Dir der Gemeng Lëtzebuerg gëschter wäermstens recommandéiert hutt, mat deem Dénge spueren, well mer wëssen iwwerhaapt net, ob mer en emol realiséiere kënne mat där Topographie, mat deene Brécken, déi net ëmmer amstand sinn dat ze droen, an esou weider an esou fort.

A wa mer de Modell K bezuelt hunn, da kënnt dat anert, wat den Här Wolter jo och gesot huet, d'Eisebunnsstreck vun Esch erop, déi soll jo nach eng Kéier datselwecht kaschten. Ech froe mech wou dann d'Geld fir dee berühmten Tram nach soll sinn, ofgesinn dovun, datt een net weess, ob dat iwwerhaapt funktionéiere kann, a wéi deen Tram deen Afflux vun all deene Leit do ënnen op der Zentralgare iwwerhaapt soll packen.

Et kënnt een iwwert d'Infrastrukturen och nach munches soen. An der Vergaangenheet si fierchterlech Feeler gemaach ginn. Mir haten et jo! Mir bauen eng Nordstrooss mat Tunnelen, d'Halschent sinn Tunnelen a Brécken, wou een et och anescht hätt kënne maachen. Mä dat war jo kee Problem. Da rëtschen d'Tunnelen nach. Da muss de Stat nach eng Kéier bezuelen, well e sech e bëssen onglécklech do ugeluecht huet.

Et kënnt een dat Ganzt wat sech do uewen um Kierchbierg gedoen huet, wou mer eng gutt Verkéiersinfrastruktur haten an d'Méiglechkeet fir de Rank ronderëm d'Stad zouzemaachen duerch d'Verbindung vun der Tréierer Autobunn op d'Areler Autobunn, dat ass alles zerstéiert gi mat engem Milliardenopwand, fir eng Situatioun ze schafen, déi haut vill méi schlecht ass wéi se virdru war. Ech fueren doriwwer heem. Ech wéisst gäre wéi vill all Dag do un CO_2 an d'Loft geblose gëtt, wou d'Leit ewell bei de roude Luuchte mussen halen, wou se fréier konnte riichtduerch fueren.

Här President, ech kommen zum Schluss, well ech gesi meng Riedezäit ass um Enn. Den Här Statsminister huet d'Problemer hei opgezeechent. Dat kann een him net ofstreiden. Mä d'Solutiounen, déi hien opgezeechent huet, sinn zimlech flou.

Hie seet meeschtens: Mir mussen driwwer nodenken. Mir musse schwätzen. Mir musse verhandelen. Mir musse kucken. Mir soen „d'accord", Lëtzebuerg huet jo esou e bëssen e Konsensmodell, wann en da fonctionnéiert, mä duerno mussen d'Décisiounen awer geholl ginn. A wa kee Konsens fonnt gëtt, da musse se awer geholl ginn. D'Politik ass gewielt fir Décisiounen ze huelen an net fir Gespréicher unzereegen.

Déi dräi traditionell Parteie si fir déi aktuell Situatioun am Lëtzebuerger Land – an ech erënneren nach eng Kéier un de Misär am Enseignement an dee mat deenen Aarbechtsbeschafungsmoossnamen, oder wéi ee se och ëmmer nennt, déi keng nohalteg Solutioun duerstellen – verantwortlech. Si mussen och dofir riichtstoen. Mir als ADR si bereet eis Verantwortung an der Zukunft och ze iwwerhuelen, och da wann et vläicht déi eng oder aner Kéier schwéier ass.

Mir sinn net bereet – dat huet mäi Fraktiounschef Gast Gibéryen scho gesot – hei Sozialofbau ze bedreiwen, wann een op där anerer Säit Geld kann aspueren. Mä mir sinn op kee Fall bereet, Här President, d'Verantwortung ze iwwerhuele fir d'Feeler an d'Ënnerloossungen, déi an der Vergaangenheet geschitt sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, domat ass d'Debatt ofgeschloss. Zum Schluss vun der Debatt huet de Statsminister Jean-Claude Juncker nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif um Enn vun dëser Debatt gären op eng Rei vu Froen agoen, déi am Laf vun därselwechter gestallt gi sinn, respektiv ronderëm déi mat enger Eleganz, déi ech nëmme partiell konnt bewonneren, laanschtgefuer ginn ass.

Ech wollt fir d'éischt soen, fir dass dat an den Annale vum Haus gutt zréckbehale gëtt, dass et net esou ass, dass ech déi Erklärung eréischt am Oktober wollt virleeën; ech wollt déi Erklärung am Juli virleeën, an dat ass net u mir gescheitert, dass ech se hu missen op den Oktober verleeën.

Alleguer déi, déi sech also an hirem Primitivkasten hei domat beschäftegt hunn, et hätt een déi Erklärung op den Oktober geluecht, well een am Mee oder am Juli, pardon, bestëmmte Saachen net hätt kënnen oder net wëlle soen, déi solle sech drun erënnere wéi et dozou komm ass, dass d'Chamber souverän décidéiert huet, dass déi Erklärung net am Juli no dem Referendum, mä dass se am Oktober wier.

A well se am Oktober war a well déi nächst Erklärung zur Lag vun der Natioun, erëm esou eng richteg, am Mee, denken ech, vum nächste Joer stattfënnt, huet déi heiten Erklärung nëmmen iwwer politesch Prioritéite fir déi nächst Méint gehandelt an, wéi den Här Fayot, dee jo „generesch" denkt, fir emol e Lëtzebuerger Néologisme hei ze erfannen, esou richteg gesot huet, a geraffter Form misse virgedroe ginn, dohir konnt se net flächendeckend sinn.

Et ass jo nach eng Zäit laang esou, dass keen aneren an d'Situatioun kënnt hei eng Erklärung zur Lag vun der Natioun virzedroen. Ech wëll all deenen, déi déi Hoffnung net opginn hunn, dat eng Kéier kënnen ze maachen, soen, dass dat esou einfach net ass fir iwwer alles dat ze schwätze wat wichteg ass an engem Land a ronderëm dat Land, wat wichteg ass fir déi Mënschen, déi an engem Land wunnen, an dat innerhalb vun engem Zäitraum, deen awer mat maximal zwou Stonne grousszügeg a parlamentareschen Termë gemooss wier, ënnerdaach ze kréien.

Duerfir stéiert et mech eigentlech all Joer – dat ass d'Beleidegung, déi de Redakter vu Riede liicht emfënnt –, dass esou vill Kolleege sech drop konzentréiere fir a laangen Erklärungen hei opzelëschte wouriwwer dass alles net geschwat ginn ass. Ech hu mer dat elo am Oktober ganz genee opgeschriwwe wouriwwer nach hätt solle geschwat ginn. An ech wëll am Mee net héieren, dass dat laang a langweileg gewiescht wier, wann ech op alleguerten déi Themen do agaange sinn. Well wann een dat mécht, dann dauert esou eng Ried laang. Dat gëtt och keng gutt Ried. Et ass jo och net ëmmer erwaart, dass ee gutt Rieden hält. Et genéiert och heiansdo wann ee gutt Rieden hält. Mä wann een dat alles wëllt besichen, wat awer alles op seng eege Fassong betruecht wichteg ass, well et Mënsche betrëfft, da sinn dat laang Übungen, déi ee muss maachen, an da gëtt et och laang Debatten duerno.

Well wann ech géif Zäit domat verbrénge fir an dëser Äntwert op déi Debatt hei, déi gutt war, elo emol ze bemängelen, wat ech an där Ried gesot hunn a wat vu kengem Riedner behandelt ginn ass, a mech och mat der Fro géif beschäftegen, firwat dass eigentlech kaum ee sech domat ofginn huet, da géif jo déi zweet Interventioun wesentlech méi laang gi wéi déi éischt. Duerfir gesi mer eis am Mee erëm an da schwätze mer emol iwwer alles dat, wouriwwer Dir dës Kéier net wollt schwätzen.

Da läit jo méi um Dësch. Dann ass dat jo méi kloer. An da kann ee jo seng Meenung méi kloer doriwwer soen, well et ass nämlech d'Absicht vun deem, deen d'Regierung féiert, fir esou vill Kloerheet wéi méiglech: endgülteger, provisoresch mëttelfristeger bis zum Mount Mee erbäizeféieren, well mer zoufällegerweis hei am Land och op eenzelne Positioune keng Zäit ze verléieren hunn a well een och muss Previsibilitéit zu enger méi iwwerpréifbarer Dimensioun vu Lëtzebuerger Politikgestaltung maachen.

Ech hunn eigentlech wéineg auszesetzen un deem wat hei an dëser Debatt – zu Recht, wéi ech fannen – iwwert dat Europäescht un eisem eegenen Denke gesot ginn ass. Mä mir sinn eis alleguer eens driwwer, dass déi Campagne, déi mer ronderëm de Referendum gefouert hunn, däitlech zudag triede gelooss huet, dass déi europapolitesch Diskussioun zu Lëtzebuerg un enger méi déiwer Intensitéit nëmme ka gewannen, dass mer méi Leit un den europäesche Saache mussen interesséieren, dass mer eis selwer och un eenzelnen europäesche Saache musse méi interesséieren.

Dat ass natierlech eng Fuerderung, déi fir d'éischt un d'Parlament selwer zréckgeet. Den Här Fayot huet – ouni an d'Anekdot ofzerëtschen, well hien huet vun engem Aarbechtsinstrument geschwat – drop opmierksam gemaach, dass et strikt net verbueden ass – ech kenne keng diesbezüglech Dispositioun aus dem Reglement –, fir all Dag d'„Agence Europe" ze liesen.

Ech hu mir virgeholl – mä dat dauert nach schrecklech laang, ech weess net, ob ech mech dann dorunner kann erënneren –, wann ech eng Kéier Deputéierte sinn, all Dag der Regierung zéng Froen iwwer europapolitesch Initiativen ze stellen, déi ënnerwee sinn, well et duerchaus wënschenswäert wier, wann d'Regierung schonn net selwer informéiert oder sech net beséilt spiert selwer ze informéieren, emol nozefroen, wéi dann d'lëtzebuergesch Positioun an eenzelne Froen ass.

Dat géif ënner anerem dozou bäidroen, dass mir emol méi séier lëtzebuergesch Positiounen heiansdo géife kréien, wann et ëm d'Behandlung vun deenen Themen do geet, an dass een dat dann och kontrovers diskutéiert.

Mir haten nach net eng Debatt hei am Plenum iwwert d'Bolkestein-Direktiv. Ech soen hei quiitschfidel a roueg, dass mir all sozialen Dumping an der Bolkestein-Direktiv oflehnen, an dat ass mir och esou gemengt. Dat huet net nëmmen eppes mat eisem Land ze dinn, mä och mat der Aart a Weis, wéi an Europa mat de Mënschen, déi schaffen, ëmgespronge gëtt.

Ech hu gläichzäiteg gesot, mä keen huet de Widdersproch nëmmen notéiert, dass, wann et ëm d'E-Technologië geet, mir eis resolut dogéint wieren, dass de Prinzip vum Pays d'origine vun der Kommissioun a vum Ministerrot a vum Parlament géif zur Dispositioun gestallt ginn. Well mir ënner anerem déi Betriber zu Lëtzebuerg hunn.

Et hat ee vu menger Wäitsiicht geschwat, ech mengen, et war den Här Mehlen. Dir waart selten esou wäertvoll wéi haut. Wann Dir et net waart, da war et den Här Gibéryen, mä Dir sidd jo Zwillingen.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Haaptsaach, et ass gesot ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir sidd zesumme komm an Dir verschwannt och zesummen, dat ass esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do kritt Der nach vill gro Hoer bis dohinner!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Grad wéi Dir wäerte mir och net éiweg hei bleiwen, dat steet fest.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä, wann ech hei fortginn, dann décidéieren ech dat selwer, bei Iech geet et ëmgedréint. Dat ass d'Differenz. Ech sinn awer frou…

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir hutt Iech ewell dacks an Äre Pronosticë geiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, mä alleguer déi Pronosticen, déi Dir virun annerhallwem Joer iwwer mäi Schicksal gemaach hutt, déi si grëndlech doniewent gaang. Insofern loossen ech et gären op de Wetteifer vun de Pronosticen ukommen.

Mä jiddefalls sinn ech frou, soulaang wéi Dir do sidd, well mat Iech kritt een interessant Gespréicher, zum Beispill folgend: Mir soen also, wann et ëm d'Besteierung geet vun den E-Commerce-Ariichtungen zu Lëtzebuerg, da bleift et beim Pays d'origine. D'TVA, déi hei bezuelt gëtt, gëtt hei bezuelt, obschonn d'Leeschtungen an Däitschland, a Frankräich, an England oder Amerika oder soss éierens higinn.

Wann et awer ëm aner Leeschtunge geet, da soe mer, do mussen d'Gesetzer ziele vun deem Land, wou d'Leeschtung higeet. Wou mir Leeschtungen exportéieren, soe mir, eist Gesetz zielt, do wou mir Leeschtunge bezéien, soe mir, eist Gesetz zielt. Ech wëll dorop opmierksam maachen: Ech verteidegen dat och zu Bréissel.

Dass ech awer fonnt hätt, wann ee scho Widdersprëch sicht, a se dohinner siche geet, wou se net sinn, dass ee se do fënnt, wou se leien, kann ech net soen.

An da gesäit een emol, wat mir der fir sinn, wéi mir funktionéieren an deemselwechte Beräich, woubäi deen een ëm d'Mënsche geet an deen aneren ëm d'Déngschtleeschtungen, mä d'prinzipiell Froestellung ass déiselwecht: Dass mir eis d'Saachen dréinen, sou wéi mir se gären hätten.

Et gëtt iwwregens gutt Argumenter, fir si kënnen ënnerschiddlech ze dréinen, mä et muss een awer emol d'Widdersprëch vun deem gesinn. An dass déi Widdersprëch net detektéiert ginn, féieren ech zréck op eng mangelhaft Intensitéit vun eisen europapoliteschen Debatten, déi mir net prinzipiell ausriichten, mä déi mir als séier konjunkturell Dossier fir Dossier ënnerschiddlech wëssen ze gestalten, an da si mer heiansdo irritéiert, wann am Rescht vun Europa anerer heiansdo sech eng Meenung iwwer Lëtzebuerg bilden, déi mer net esou ganz gären héieren, wa mer se nolauschteren.

An dofir mengen ech – ech huelen dat als Beispill –, dass et gutt wier, wann een esou Debatte heiansdo méi an d'Déift géif féieren. Ech weess och net mech richteg dorun ze erënneren, wéini fir d'lescht hei eng Plenumsdebatt iwwert d'REACH-Direktiv stattfonnt huet.

(Interruption)

Jo, jo, ech wëll soen, et ass entretemps an der REACH-Direktiv villes geschitt, do sinn Amendementen an der zoustänneger Ëmweltkommissioun vum Europäesche Parlament ugeholl ginn; do gëtt et ee ganze Cortège vu Lobbyisten – där enger an där anerer –, déi duerch déi legislativ Instanze vun der Europäescher Unioun déferléieren. Ech gesinn net richteg, wéi mir dann elo dorop reagéieren; et kann een et esou oder esou maachen.

Ech hunn zum Beispill mat mengem Frënd Ëmweltminister doriwwer eng kontrovers Diskussioun, wou hien iwwregens d'Tendenz huet Recht ze kréien, well ech mech an deene leschten dräi Deeg emol erëm eng Kéier e bësse méi domat beschäftegt hunn. Mä zumindest hate mir awer eng Diskussioun doriwwer.

Ech hätt gären, dass mir d'Leit hei am Land mat op de Wee huelen, wann esou eng Législatioun lues a lues entsteet, fir ze kucken, wat d'Argumenter, wat d'Awänn, wat d'Hiweiser vun deenen aneren ubelaangt.

An dat, wat ech mat Bolkestein a mat REACH festmaachen, kann ech och iwwert d'Aarbechtszäit-Direktiv soen, an iwwermuer hunn ech aneres. Ech mengen, et sinn de Moment eppes honnert Direktiven amgaang vun de Ministeren zu Bréissel examinéiert ze ginn, an et bleift abenteuerlech a mengen Aen – ech soen dat och séier autokritesch, dat ass guer keng Parlamentsbeschimpfung, déi ech hei maachen –, déi Aart a Weis bleift abenteuerlech fir mech, wéi mir déi europäesch Virgäng, parlamentaresch, innenpolitesch hei am Land begleeden. Deen eenzegen Trouscht, deen een huet, dat ass, dass et soss néierens besser ass wéi hei.

An Dänemark ass et nëmme besser – mä dat brénge mir hei am Land jo och net fäerdeg –, well si eng minoritär Regierung hunn, dofir mussen déi an den Exame goen ier si op Bréissel ginn.

Mä ech géif fannen, dass et gutt wier, gutt fir d'Regierung a gutt fir d'Parlament, dass virun deene Bréisseler Sitzungen – an déi fänken net eréischt un, wann d'Ministeren untrieden, mä déi fänken an den Aarbechtsgruppe vum Conseil un – d'Parlament an d'Ministere sech méi intensiv géifen iwwert déi Froen austauschen.

Dat ass, wéi ech gesot hunn, wäit ewech vum europäesche Gipfel-Glamour; dat ass ganz no u béiser Knachenaarbecht, déi een do muss maachen. Dofir solle mir déi och zesummen, wéi ech fannen, organiséieren.

Ech hunn hei ugemahnt, dass mir een nationalen Europaforum solle plangen. Dat war net geduecht – do hunn déi vläicht Recht, déi soen, dass ech net ëmmer kloer schwätzen –, dass mir elo Institutioune benennen, déi do regelméisseg a Sitzunge sollen zesummekommen, fir iwwer Europa ze schwätzen. Wat ech mat nationalem Europaforum mengen, dat si vill Foren, vill Plaze vu Begéignung, vill Plaze vun Diskussioun, wou iwwer Europäesches geschwat gëtt a wat een dann iergendwou, an dat zwar am Parlament an an der Regierung, muss zesummeféieren.

An ech mengen net, dass dat d'Plazen oder d'Plaz wier, fir iwwert déi Fro ze diskutéieren, wéi mir dann an Zukunft mat dem Datum a mat der Aart a Weis vun den Europawahle verfueren. Ech mengen, dat ass nu wierklech eng Décisioun, déi d'Politik ka selwer heibannen huelen, hei si mir an engem Parlament, an engem gewielteten, an heibanne muss déi Décisioun geholl ginn.

Ech hunn doriwwer net geschwat, well d'Regierung doriwwer keng prezis endgülteg festgeluechte Virstellung huet. Ech weess aus deenen zwou Regierungsparteien, iwwregens och e bëssen aus den Oppositiounsparteien, dass doriwwer jo méritoirement diskutéiert gëtt, Argumentekatalog nieft Argumentekatalog. Dat ass jo guer net esou evident, fir dat ze klären.

Ech sinn e bëssen amüséiert driwwer, muss ech soen, dass ee mengt, dass een dat Onverständnis fir Europa, wat een heiansdo begéint huet an der Referendumscampagne, zauberstafméisseg doduerch kéint léisen, dass een déi zwou Wahlen do géif vuneneen trennen. Dat ass jo vun engem Ridicule, deen eigentlech misst Massestierwen ausléisen, sech virzestellen, et géif duergoen, fir elo zwee verschidde Sonndeger innerhalb vun enger Period vu sechs Méint zwee verschidde Parlamenter ze wielen, an doduerch géife mir alleguer zu héichkarätegen Europaspezialisten hei eruwuessen. Dat ass dach guer net de Problem!

Wann déi Trennung vun deenen zwee Wahle kann hëllefen, eng méi staark Opmierksamkeet fir europäesch Froen erbäizeféieren, da sinn ech jo net dogéint. Mä da muss een och op seng Wortwahl oppassen. Et kann een net dauernd soen – an déi, déi dat dauernd soen, hunn nun emol Recht –, dass een Europapolitik an Innenpolitik net strikt trenne kann, dass et ëm déiselwecht Meenungen, déiselwecht Iwwerzeegungen, ëm déiselwecht Argumenter an der Saach geet an deenen zwee Beräicher vu Politikgestaltung heiheem an an Europa, an da mengen, et kéint een déi Wahlen ausernee rappen, esou wéi wa si guer näischt mateneen ze dinn hätten.

Ech wéilt all Kéier, wann Europawahlen an Europa sinn, wier deeselwechten Dag an all Land eng Europawahl an eng Parlamentswahl, dann hätt ee kloer an anstänneg d'politesch Verhältnisser vum Moment gemooss opgrond vun enger Debatt, déi souwuel d'Innenpolitik betrëfft wéi d'Europapolitik.

Zu Lëtzebuerg musse mer – dofir däerf een net verzweifelen – dat iwwer eng Regierungskris maachen, fir dass een dat institutionell propper iwwert de Wee kritt. Dat kann een à tout moment organiséieren, wann ee Loscht huet, mä dat geet awer als argumentativ Basis net grad duer.

Wa mer iwwer Chemiepolitik schwätzen, wa mer iwwer Aarbechtsrecht schwätzen, wa mer iwwer Aarbechtsmaartpolitik schwätzen, wa mer iwwer wirtschaftlech Kompetitivitéitsfroe schwätzen, wa mer iwwer Währungs- a Wirtschaftspolitik schwätzen, da sot mir emol, wat do europäesch drun ass a wat do nëmmen national drun ass. Ech kennen net vill Themen, déi net och parallell an der Europäescher Unioun traitéiert ginn. Souguer Froen, déi si eigentlech näischt uginn, gi jo dauernd an der Europäescher Unioun diskutéiert, wéi wann et eng quasi Zoustännegkeet an eng quasi Kompetenz-Kompetenz duerch d'Erobere vun eppes, wat engem net zousteet, géifen an der Europäescher Unioun ginn.

Ech fannen dat dach gutt, dass eng Partei zu deemselwechten Ament gemooss gëtt an hire Grondmeenungen, an hiren Detailfestleeungen zu Politikberäicher, deeselwechten Dag, ob et ëm Europa geet oder ëm d'Nationalwahl.

De Problem, dee mer hei am Land hunn, dat ass jo net deen iwwert dee mer ëmmer schwätzen, mä, dass een déi zwou Wahle muss auserneen halen. Ech sinn och d'accord, wann dat de Wëlle vum Souverain ass – dat heescht vun der Chamber –, dat ze splitten. Da kann een dat vun iergendwéini u maachen.

De Problem ass, dass d'Leit gäre wéissten, wie se mat wat fir engen Iwwerzeegunge wouhinner schécken wa se e wielen. An dofir halen ech dat – wat den Här Fayot an aner Kolleegen och elo a scho fréier gesot hunn; ech och alt schonn – fir méi richteg, dass een deeselwechten Dag dem Wieler eng kloer Offerte mécht.

Et gëtt déi, déi wëllen hiert Mandat an Europa ausféieren, an déi kandidéieren op enger europäescher Lëscht. An et gëtt déi, déi hiert Mandat wëllen zu Lëtzebuerg ausféieren, an déi kandidéieren op enger nationaler Lëscht; anstatt dass mer ëmmer dee Spektakel do hunn, dass deeselwechten Dag d'Leit op zwou Lëschte sinn. Ech Geck ëmmer mat. Ech si scho fënnefmol an d'Europäescht Parlament gewielt ginn, dovu véiermol als Beschten am Land, an ech sinn nach ëmmer hei, zum Verdross vu villen.

(Hilarité)

Mä dat ass jo net seriö.

A mir missten et als Parteie jo fäerdeg bréngen deeselwechten Dag zwou getrennte Lëschten, an déi europäesch Lëscht mat sechs Kandidaten an net mat 12, virzeleeën; dass d'Leit da wëssen, wie wouhi geet.

Da kënnt et net vir, dass een, deen an Europa gewielt gëtt, och Minister gëtt. Well wann e sech op d'Europalëscht setzt, wëllt hie jo soen: Ech wëll net an der Lëtzebuerger Regierung sinn, ech wëll am Europaparlament sinn. Dat Eenzegt wat ka geschéien – dat däerf een da kengem verbidden, duerch d'Uwuesse vum Volume vun der europarlamentarescher Demokratie – ass, dass deen, deen an d'Europaparlament gewielt gëtt, ka Kommissär ginn. Da kann dee vun deem Nächstfolgenden op senger Lëscht ersat ginn.

Mä mat Ausnahm vum Kommissärsmandat gesinn ech eigentlech kee valable Grond, dass een, deen op enger Europalëscht gewielt gëtt, dat Mandat net unhëlt. Dofir solle mer an aller Rou doriwwer schwätzen, an net wéi mäi Frënd Henri Grethen, deen normalerweis awer an aller Rou iwwer alles schwätzt, eng postpubertär Begeeschterung erkenne gelooss huet fir d'Mandat vun der Regierung esou wäit wéi méiglech ze verkierzen.

(Hilarité)

Dir riskéiert mat Sécherheet erëmgewielt ze ginn, mä ob d'Regierung erëmgewielt gëtt, dat weess een ni.

(Hilarité)

Ech soen, do sinn ech egoistesch gepoolt an deene Saachen. Dat war jo eng Anekdot an eng scherzhaft Bemierkung, wéi den Henri Grethen der an engem onwahrscheinlech gutt gefëlltene Kanister dauernd mat sech ronderëmdréit.

(Hilarité)

Mir sollen déi Saach hei seriö ugoen an ech menge perséinlech, ech schwätzen do awer net fir d'Regierung, ech wëll dat hei direkt dobäi soen, dass mir roueg kënnen déi nächste Kéier nach deeselwechten Dag wiele goen, mat zwou getrennte Lëschten, ënnert der Viraussetzung, déi ech hei gesot hunn, dass d'Leit sech engagéieren.

An d'Leit kann een net beléien. Et belitt een d'Leit nëmmen ee Mol. Wa mer eis alleguer zesummen engagéieren, dass mer dat esou handhaben, da mengen ech net, dass doraus eng gréisser Turbulenz géing entstoen. Mä et ass un der Chamber, net un der Regierung, fir déi Fro iwwert d'Wahlen ze klären. Ech wollt just eng Kéier meng perséinlech Meenung doriwwer soen.

Dann hunn ech an der Ried vum Spriecher vun der Demokratescher Partei – deen haut de Mëtteg aus engem dausendprozenteg novollzéibare Grond net kann hei sinn, duerfir schwätzen ech vun der Demokratescher Partei an net vun hirem President – e bësse verwonnert zur Kenntnis geholl, dass vun der liberaler Säit bemängelt ginn ass, déi Ried wier net kloer gewiescht.

Esou ganz verwonnert sinn ech net doriwwer, well esou kloer war se jo och net. Stellt Iech mol eng Sekonn vir, se wier esou kloer gewiescht wéi Der se gäre gehat hätt. Wat hätt Der da gesot?

(Interruption)

Elo muss ech schonn 20 Joer mat dem, wéi ech fannen an der Saach, am Verhalen an am Behuelen, total onberechtegte Virworf liewen, ech géif kengem nolauschteren, ech géif net dialogéieren, et géif näischt ënnert der Transparenz geschéien, ech géif mech iwwert d'Leit ewechsetzen, an dann ass d'Iwwerraschung grouss, wann een, well ee jo lues a lues an d'Maturitéit erawiisst…

(Hilarité)

Dat hutt Der nach net esou gemierkt. Ech muss drop opmierksam maachen, fir dass dat opfält.

(Hilarité)

Dass een da seet, lauschtert emol: Hei sinn d'Problemer, an hei sinn eng Rei vu Pisten iwwert déi mer schwätzen, an elo schwätze mer emol mat alle Mënschen doriwwer. Mat deenen organiséierten a mat deenen net organiséierten ass jo doriwwer ze schwätzen.

Kuckt emol de Bundeskanzler Schröder, deen ass nach e puer Wochen am Amt – ech bedaueren iwwregens ausdrécklech säin Ausscheeden aus dem Amt, well et ass ee Mann, dee sech mat der Zäit séier gentil an amicalement fir lëtzebuergesch Saachen a lëtzebuergesch Politik interesséiert huet, ech emfannen also iwwerhaapt keng Satisfaktioun driwwer, dass den Här Schröder net méi Bundeskanzler ass – an deen ass enges Dags an d'Parlament gaangen, am Mäerz 2003: „Also elo soen ech Iech emol eppes iwwert d'Joer 2010 an ech soen Iech och ganz genau wéi dat elo geet."

Dunn hu se zwee Joer verluer mat Streiken, mat Tapage, mat Duercherneen, Kaméidi an der Partei, Kaméidi mat deenen anere Parteien, Kaméidi mat de Gewerkschaften, Kaméidi mat de Patronen, fir mat engem grousse Retard déi eigentlech Reformerfuerdernisser – Reforme vun deenen ech eenzel Elementer iwwregens guer net appréciéiert hunn – ëmzesetzen.

Wann ech heihinner kommen, den 12. Oktober mengen ech war et, an ech soen Iech: Elo hu mer nogeduecht an hei ass d'Resultat an elo maache mer dat esou, dann ass dat esou wéi mir gewinnt sinn hei am Land mateneen ze fueren. Dat kann ee gutt fannen oder schlecht, ech fannen et éischter gutt, dann hu mer Feier am Stréi. A mir kënnt et drop un elo emol de Sënn dofir ze schäerfen, dass et eng Rei vu Problemer gëtt, déi mer mussen upaken an der ganzer Breet vun der Politik an dass mer déi mussen heibannen zesummen diskutéieren a mat de Sozialpartner mussen zesummen diskutéieren.

Ech gesinn dat iwwregens guer net, ech wëll dat soen, als esou een Elementarspill tëschent Oppositioun a Regierung. Mir sinn alleguer vun deeneselwechte Leit gewielt. Et gëtt der esou Eenzelner heibannen, déi wielen d'Leit ëmmer zesummen, wann ech dat richteg gesinn, an do fannen déi eng sech net automatesch an der Regierung an déi aner an der Oppositioun erëm. Am Süde gëtt et vill Leit, déi hunn den Henri Grethen gewielt a mech. Gott sei Dank méi der mech wéi hien, mä trotzdeem...

(Hilarité et interruption)

Mä ech wëll soen, Här Grethen, mir kenne jo och vill Leit, déi Iech gewielt hunn a mech gewielt hunn an et hunn der och vill den Här Asselborn gewielt a Gott sei Dank nach méi mech. Wat seet deen engem aus, dee Wahlsystem, dee mer hunn an deen den Här Fayot heiansdo zu Recht partiell bemängelt? Et ben, d'Leit hunn eng kollektiv Erwaardung un d'Politik. Si hu schonn den Androck Regierung oder Oppositioun, dass dat zwar wichteg ass, mä dass et eng Rei Saache gëtt, besonnesch wann et ëm hir Zukunft geet, wou se gären hätten, dass déi, déi d'Vertraue vum Vollek hunn, sech zesummenhuelen, zesummesetzen an déi Problemer léisen. Duerfir hunn ech och bewosst drop verzicht, obschonn ech mer Virstellungen iwwer Eenzelnes maachen, wat der och, déi haut an der Oppositioun sinn, wëssen, dass een dat soll anescht ugoen.

Ech hat d'lescht Joer, wéi mer d'Regierungserklärung hei virgedroen hunn, relativ vill Gewiicht drop geluecht, dass mer wëlle Moderatioun zu der Regierungsmethod maachen. Dat heescht nolauschteren, dat heescht och schwätzen. Dat heescht diskutéieren, dat heescht vergläichen, dat heescht zesummeleeë fir dann ze probéieren, dat Bescht fir dat Ganzt dobäi erauszekréien. A wat mer méi Reforme kënnen zesumme maachen, ëmsou besser gëtt dat Reformwierk och wat mer fir eist Land hei kënnen hannerloossen, wa mer eist Mandat am Joer 2009 dohinner zréckginn, wou et hierkënnt, nämlech bei d'Lëtzebuerger Vollek.

Dat muss net alles am Sträit geschéien, an duerfir soll een emol deene Reformprozesser, deenen Erneierungsprozesser, deene Moderniséierungs- a Remoderniséierungsnoutwendegkeeten, déi an d'Haus stinn, eng Chance ginn an emol kucke wéi lieweg a wéi zoupakend dass global Demokratie zu Lëtzebuerg ka sinn. Mat globaler Demokratie mengen ech net nëmmen déi gewielten Demokratie, mä och déi Demokratie, déi et an der Zivilgesellschaft gëtt, well déi hëlleft jo d'Demokratie am Gesamtspektrum méi komplett ze maachen. Duerfir musse mer iwwer eng Rei vu Saachen diskutéieren.

Ech hunn dat ugemahnt haaptsächlech zum Schluss vun der Ried, well dat mer wichteg schéngt, an do hunn ech wierklech keng virgefaasste Meenung. Ech hätt just gären, dass mer emol deeselwechte gefaasstenen Androck eis vermëttelen iwwert d'Situatioun an där mer sinn an déi lues a lues, an dozou hu mer alleguer bäigedroen, erugewuess ass. Wa mer zesummen eppes fäerdeg bruecht hunn, wat dann op eemol net méi fonctionnéiert, da musse mer och zesumme kucke wéi mer et erëm un d'Fonctionnéiere kréien.

Da kann een net soen: Elo sinn déi eng an der Regierung, déi sollen d'Saach un d'Fonctionnéiere kréien. An déi aner, déi an der Oppositioun sinn, déi soen: Elo si mer an der Oppositioun, an da sollen déi sech emol ploen. An déi, déi an der Regierung sëtzen, soen dann: Déi do hunn elo hei déck téinen, mä déi waren nach virun e puer Joer an der Regierung, da solle se elo kucken, dass se dat an d'Rei kréie wat se do verbrach hunn.

Déi grouss Problemer, déi mer hunn, notamment am Beräich vun der Sécurité sociale, hu mer ëmmer alleguer zesumme gemaach. Ëmmer alleguer zesumme gemaach! Aus gudden oder aus schlechte Grënn, mä mir hu se ëmmer zesumme gemaach. Déi eng hu méi gedréckt, déi aner hu méi gezunn, déi eng stounge méi op der Brems an déi aner hate méi Muskelkraaft fir de Weenchen a Bewegung ze bréngen, mä mir hunn et ëmmer zesumme gemaach.

All Problemer, déi mer an der Sécurité sociale hunn, sinn d'Gesamtresultat vun de jorzéngtelaangen Ustrengunge vun alle Lëtzebuerger Parteien. Esou ass dat! An da muss ee mer am Millimeter weisen, där Millimetere fënnt een och, wou mer net als politesch Zentralinstanz hei am Land alleguer eisen Deel dozou bäigedroen hätten, fir déi Situatioun erbäizeféieren, déi jo gutt ass, well se eng anstänneg Leeschtungsverdeelung och vu soziale Prestatiounen hei zu Lëtzebuerg zur Folleg hat. Mä ech hätt gären, dass een driwwer diskutéiert wéi dat virugeet, ob dat kann esou virugoen, ob mer dat packen op Dauer. An do muss een a laangen Zäitraim denken. Do kann een net soen: Wat ass an deenen nächsten dräi Méint, an den nächste sechs Méint? Do musse mer schonn e bësse méi wäit kucken.

An déi Virstellung, déi besonnesch den Här Gibéryen hei virdréit, et géif dem Statsminister drëm goen, fir elo hei esou ee kénge Grëff an d'Rentekeesen ze maachen, ass net richteg. Ech hunn nach keen dra gemaach. Do hutt Dir méi opzeweise wéi ech bis elo. Dorëms geet et net, well ech hat dat jo – an ech wousst emol guer net méi, dass ech dat heibanne gesot hat, mä et stéiert mech net, dass ech et gesot hunn – den 29. Abrëll 2004, dat war kuerz virun engem aneren Datum, gesot, dass, wann ee Budgetsleeschtungen ëmschicht, doduerch, dass ee se iwwert d'Reserve vun de Pensiounsfonge bezuele léisst, een domat um Gesamtbild vun de Statsfinanzen – wann een dat mat engem Eurobléck kuckt, an dat ass jo deen eenzegen, dee richteg ass – guer näischt ännert.

Wann hei gesot gëtt: De Statsminister wëllt – vun deem kann ee jo egal wat soen – an d'Reserve goe vun de Pensiounskeesen, fir doduerch Suen am Budget ze gewannen, dann hëlleft dat dem Stats- a Finanzminister iwwerhaapt näischt, well dat wat mer an der Eurogroup kucken – do sinn ech jo och täteg am Niewenjob, wuerfir een heiansdo muss wäit Reese maachen, Här Gira, a séierer –, wann een aus de Reservekeese géif Suen eraushuelen, fir staatlech Leeschtungen do finanzéieren ze loossen, da kucken déi wéi ech a wéi d'Kommissioun zu Bréissel, wann et ëm d'Renteregimer geet, eenzeg an eleng wéi vill Suen an engem Joer erakommen a wéi vill Suen an engem Joer erausginn.

An dat ass den Defizit oder den Iwerschoss. Déi kucke guer net wat an der Keess läit. Dat kucke se net

beim Statsbudget. Dat kucke se och net bei de Rentekeesen. Si kucken eenzeg an eleng: Wat entsteet an engem lafende Joer vu Mehreinnahmen oder vu Mehrausgaben?

Duerfir däerf ee sech do net der Virstellung higinn, et géif sech hei ëm deen Trick handelen, fir d'Zuelen zu Bréissel méi schéin ze maachen, well déi ginn…

(Interruption)

Majo, dat ass jo gutt. Ech halen dat zréck, dass Der net mengt, dass et dat wier. Dat entsteet guer net doduerch. Ëmschichtunge kann ee maachen aus ville Grënn, mä dat ass net d'Resultat wat ee kann domat erreechen, well Der gesot hutt, et géif ëm d'Reserve goen. Wann Der gesot hätt et geet ëm d'Joresbeiträg, da si mer an enger anerer Diskussioun, mä Dir hutt vun de Reserve geschwat. An dat sinn nun emol déi, déi do leien, an déi zielen net an där Rechnung...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Ech hu vum Stat senge Verflichtunge vis-à-vis vun de Pensiounskeese geschwat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Jo, an de Stat huet just d'Verflichtung, annerhallefmol eng Joresreserv unzeleeën an net 3,2-mol. Mä dat wëll ech guer net diskutéieren, well dat hëlleft eis jo...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* An d'Gesetz? Wat seet dann d'Gesetz?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* 3,2-mol steet net dran, neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Dat ass just ee Minimum.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Jo, an ech hätt ëmmer gären, dass de Minimum esou héich ass wéi méiglech, an et gëtt anerer, déi hätten ëmmer gären de Maximum esou séier wéi méiglech beim Minimum, mä dat ass eng Differenz, déi mer nun emol mateneen hunn.

(Interruption)

Ech wëll just soen: Et kann ee keng Budgetsleeschtungen aus den eigentleche Reserve vun de Pensiounskeese bezuelen. Toujours est-il oder nach ass et, dass een einfach muss e rouege Bléck op eng Tatsaach werfen, déi et awer a sech huet: Mir ginn an engem Joer 2,4 Milliarden Euro iwwert de Statsbudget an d'Sécurité sociale! Et gëtt keen anert Land an Europa, och Dänemark net, wat ähnlech niddreg Soziallaaschten huet wéi Lëtzebuerg, wat esou een héich fiskaliséierte System vu Sécurité sociale huet wéi mir.

Ech sinn nodrécklech dofir, dass een eng zu engem grousse Mooss fiskaliséiert Sécurité sociale huet, well mir mat där Eenzeger sinn, déi net d'Aarbecht iwwerbelaaschte ginn duerch Sozialabgaben, mä dass mer dat iwwer esou oder esou geaart Steiere maachen, ouni domat d'Aarbecht ze penaliséieren.

Ech sinn awer schonn der Meenung, wann et ëm d'Finanzéierung vun der Sécurité sociale geet – déi Klammer maachen ech op –, dass et och aner Sorte vu Revenuë gëtt, déi ee belaaschte kann an déi näischt mat der Aarbecht ze dinn hunn. Entweder féiert een déi Revenuen, déi een do anzitt, an de Statsbudget oder et féiert ee se direkt an dee soziale Sécherungssystem.

Dat ass eng Diskussioun, déi mer mussen hunn. Dat hunn ech hei ausdrécklech wëlle mat uspriechen. Mä mer musse wëssen, dass mer am Joer ronn 900 Milliounen Euro, dat si bal 40 Milliarde Lëtzebuerger Frang an d'Rentekeese féieren, plus déi Provisiounen – wann ech se kann esou nennen –, déi mer mussen uleeën oder organiséieren, fir d'Pensiounen am öffentlechen Déngscht ze bezuelen, well mer einfach ee System hunn, historesch entstan, wou mer eis mat engem gewëssene Prozentsaz vun der Masse cotisable un der Finanzéierung vun de Rente bedeelegen.

Doriwwer kann ee jo da laang streiden, ouni dass direkt d'Sozialmodeller a Gefor kommen, ob een dat muss esou halen oder net. Do sinn déi zwou Méiglechkeete méiglech. Mä ech hätt just gären, dass, wann een dat ënner kengen Ëmstänn wëllt änneren, obschonn een et partiell kënnt änneren, een dat da weess an dass ee sech dann drëms bekëmmert, wou mer dann am Statsbudget spueren, well mer mengen déi Automatismen do, déi klammen d'nächst Joer ëm 4%, déi stinn net zur Dispositioun fir budgetär am Gesamtvolume ze räsonéieren.

Eleng duerch d'Sécurité sociale geet de Budget vum Joer 2006 ëm 4% an d'Luucht, duerch déi staatlech Transfertleeschtungen an d'Sécurité sociale. Ech hätt gären, dass déi, déi soen: Dat do ass esou, dat muss esou bleiwen – et gëtt gutt Grënn dofir, dass dat och kann esou bleiwen –, all Kéier, wann de Budgetsminister heihinner kënnt a seet, eise Budget klëmmt esou vill, déi 4% ofzéien, well do kann de Budgetsminister guer näischt maachen, fir déi Dépense do ënner Kontroll ze kréien. Hie ka guer näischt maachen, hien exécutéiert ee Gesetz, wat mer zesumme wollten a wat mer dann eben zesummen décidéieren net ze änneren.

Mä et gëtt keen anert Land an Europa, deem säi Budget och nëmmen ëm 4% géif klammen, well déi meeschte Budgete klamme minus 2% oder maximal plus 3%. Eise klëmmt eleng duerch d'Sécurité sociale ëm 4%. Ech bekloe mech net doriwwer. Ech hätt just gären, dass een dat weess, dass mer déi Automatismen ageschriwwen hunn, dass do déck Montanten transferéiert ginn, déi zilorientéiert sinn – dat streiden ech jo guer net of –, während jiddfereen, dee Minister ass oder Minister war, jo weess, dass e muss fir 100.000 Frang streiden, dass wichteg, kleng Saachen – an et gëtt vill kleng Saachen, déi an der Zomm wichteg sinn – iwwerhaapt net kënne gemaach ginn, well einfach déi Automatismen am Statsbudget esou sinn, dass déi Suen net zur Verfügung stinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wëlle mer d'Gestaltungshoheit iwwer eise Budget erëmkréien oder wëlle mer dauernd Fremdbestimmung erliewe vun der Ekonomie, déi eis an de Budget era bestëmmte Leeschtungen implantéiere geet, op där hir Gestaltung an op där hir Profiléierung, op där hir Kanalleef mer iwwerhaapt keng Awierkung hunn. Dat ass eng Diskussioun, déi mer als Politik – au sens noble du terme – eng Kéier musse féieren.

Datselwecht zielt fir d'Krankekeesen, datselwecht zielt fir d'Fleegeversécherung. Dat huet eng praktesch Bewandnis fir d'zukünfteg Gestaltung vun de Statsfinanzen, wou ee muss Kloerheet hunn. Ech sinn der Meenung, dass een do munches kann änneren, mä ech sinn awer och der Meenung, dass et gutt Grënn gëtt, fir dat net ze änneren. Et hänkt vum Gesamtkontext of an deem een eppes mécht, a vun de Gesamtpäck of mat deenen ee probéiert Politik ze maachen.

An engem Saz, wa mer gesot kréien: „Et ass gutt, haalt lech do ewech.“, da fale vill aner Kritiken zesummen, déi een net méi ka formuléieren, wann ee seet, dat doten, dat muss bleiwen, wéi et ass. C'est tout le débat. Nieft den Zuelen, nieft den eigentlechen Zilrichtunge vun de Politiken, ass dat doten den Enjeu vun der politescher Aussprooch, wa mer domat fäerdeg sinn.

Dann hu mer eng Rei aner Saachen an där Erklärung gesot, déi nun awer kloer waren. Dat do war jo just eng Indikatioun a wat fir eng Richtung, dass een Diskussioune soll féieren.

Ech hunn zum Beispill gesot, dass d'Regierung wëllt ee Gesetz abréngen iwwert de Maintien pour l'emploi, d'„Festegung vun der Beschäftegung“ hu mer dat op Lëtzebuergesch iwwersat. Et huet net all Spriecher gesot, ob hien domat d'accord ass oder net.

(Interruption)

D'accord, ech hunn een héieren, dee gesot huet, e wier domat d'accord. D'liberal Partei huet net gesot – obschonn dat ganz kloer war – si wier domat d'accord.

Ech hu gesot, et kënnt sinn, dass mer missten driwwer diskutéieren, ob ee vum Joer 2012 un net, esou wéi dat iwwerall ronderëm eis geschitt – zënter gëschter och an der Belsch – all Joer misst een, zwee Méint méi schaffen, well mir kënne jo net nëmme bis 2020 oder 2025 goen. Et ass scho gutt e bësse méi wäit ze kucken, well iwwert d'Halschent vun eise Pensiounen an d'Ausland geschéckt gëtt. An déi Leit hunn en Usproch op déi Pensioun, déi se duerch hiert Schaffen hei am Land erwierkt hunn.

Am Zesummenhang vun där Fro misst ee fir d'éischt d'Fro klären, wéi et da kënnt gemaach ginn, dass déi, déi beschäftegungsfäeg sinn an déi tëschent 50 a 60 Joer al sinn, emol eng Chance kréien ze schaffen, wa se wëllen. Elo gesinn ech éischtens emol Gewerkschaften, déi do séier excitéiert da schonn do lassginn op déi Affär do, a soen, de Statsminister huet emol net vun deene geschwat tëschent 50 a 60 Joer. Et muss ee liesen, ier een op de Vëlo klëmmt, liesen, wat gesot ginn ass, nolauschteren, wat gesot ginn ass. Et ass ausdrécklech an engem Zesummenhang erwähnt ginn.

An ech héieren de Radio RTL a sengem Animatiounsdeel soen: „Sidd Dir mam Statsminister d'accord, dass mir vun 2012 musse méi schaffen? Rufft un a sot Jo oder sot Neen.“

(Hilarité)

Wësst Der, ech hu jo näischt géint Animatioun, heiansdo droen ech jo och zu där bäi,…

(Hilarité)

…mä et soll een de Leit net eng Fro stellen, déi kee gestallt huet. Et muss ee soen: „Mir, RTL, sinn der Meenung, dass Dir vun 2012 u musst méi schaffen, obschonn déi tëschent 50 a 60 Joer net schaffen. Sidd Dir d'accord oder dergéint?“ Mä sot net, de Juncker huet gesot déi eng sollen doheem bleiwen an déi aner solle méi laang schaffe goen. An da wäert ech iergendwéini liesen, et wier erëm eng Meenungsëmfro gemaach ginn, wou de Statsminister a senger Politik, där onsozialer, där asozialer oder mat sengem sozialpoliteschen Ofbauprogramm, vum Lëtzebuerger Vollek massiv an d'Rimmer zréckgehäit gi wier. Also, seriö Froe soll een och seriö diskutéieren.

Ech hunn näischt héiere vun der liberaler Partei iwwert déi Iwwerleeung, ob et net richteg wier aus Grënn och vum Gesamtéquiliber, och dem stëmmungsméissege Gesamtéquiliber hei am Land, den öffentlechen Déngscht méi opzemaache fir d'EU-Bierger. Et war jo kloer, wat ech do gesot hunn, do kann ee jo Neen oder Jo soen. Mä et soll een net soen, de Statsminister seet näischt Klores, well op dat wéineg, bësse Klores, wat ech do hat, kënnt dann awer keng adequat Äntwert drop.

Oder wéi ech gesot hunn, wann dëst an dat géif réaménagéiert ginn, misst een déi Beschäftegungsinitiative bäibehalen. Do hunn déi eng Jo gesot, mä déi liberal Partei huet net gesot, ob se där Meenung ass oder enger anerer, oder vläicht dëser oder därer, oder ob ee misst mat engem schwätzen oder kucken, esou dass dat wat ee mir esou virwerft, ech do net richteg dementéiert gesinn hunn an der massiver Stellungbezéiung zu där Fro.

Do, wou ech net ganz kloer sinn, well ech net wëll provozéieren an diskutéieren, wëllt d'Regierung och nolauschteren ier se décidéiert, well décidéiere wäert se an alle Fäll – mir si keen Diskussiounsclub –, mä et ass een nëmmen dann ee gudden Décisiounsclub, wann ee virdrun diskutéiert huet, mä d'Essenz vun der politescher Conduite ass d'Décisioun. Mir sinn hei bei der Virbereedung vun der Décisioun, net bei der Aufschiebung vun der Décisioun.

Do, wou ech gesot hunn, wéi mer mengen, dass et misst goen, do kënnt keng Äntwert, an do, wou mer soen, elo schwätze mer doriwwer, ob een et kann esou maachen, do gëtt gesot, dat do war net ganz kloer. C'est curieux!

An dobäi sinn ech iwwerzeegt, hätt ech gesot, esou maache mer et elo, da wier gesot ginn: „Also, déi hunn nach net verstanen, wéi ee muss regéieren.“ Kuckt emol, a wann ech soen – dat kascht mech jo awer eppes, déi, déi mech gutt kennen, wëssen dat –, ech wier déck mat der Nues bäigelaf an engem Beräich, zum Beispill deem vum Logement, da soen d'Auguren, déi, déi schreiwen an déi heibanne flüsteren: „Dir wollt dem Boden do eng Kleng kraachen.“ Ech hunn ausdrécklech am Zesummenhang mat der Steierpolitik do geschwat, wou ech den Echec festgestallt hunn. Wann ech da soen, do wier et net esou gaangen, wéi ech et gär gehat hätt, an ech géif dat als een Echec considéréieren, da fannen ech et eigentlech gelungen, fir sech doriwwer lëschteg ze maachen. Éierlech gesot! Wann ech elo all Dag heihinner géif kommen a soen: „Elo hunn ech eng fléie gelooss.“, da kënnt Dir soen: „Elo geet et duer, géi denger Wee, du léiss der dauernd fléien.“

Dass een heihinner kënnt a seet: Do hu mer dat net fäerdeg bruecht, an do ware mer ze vill dru bedeelegt, fir dat doten ze bewierken, da fannen ech dat kee gudde Stil, mä jiddfereen ass fir säin eegene Stil zoustänneg. Fir dann awer esou ze soen, dat ass ze einfach.

Fir ee Feeler guttzemaachen, falls et ee Feeler war, muss een e fir d'éischt emol agesinn an da kann ee sech eréischt druginn, fir e guttzemaachen. Dofir mengen ech net, dass dat esou en autobiographeschen Tiefgang war, wann een hei seet, dass ee sech an enger Fro net esou duerchgesat hätt wéi een et gär gemaach hätt.

Et geet jo net ëm mech. Ech hu mäin Haus an ech ka mer och eent leeschten. Et geet ëm déi Leit, déi sech keent leeschte kënnen an déi gären eent hätten. An dat considéréieren ech als eppes, wou mer eis als Lëtzebuerger Politik – a mat där hunn ech eppes ze dinn an dofir soen ech dat fir mech – net mat deene richtegen Instrumenter un déi Saach erugemaach hunn.

Ech sinn iwwregens der Meenung, dass, wann déi richteg Instrumenter, déi elo préconiséiert ginn als déi richteg, 1991 agesat gi wieren, et da bal déiselwecht Leit wieren, déi elo soen: Dat doten hätt scho laang misse geschitt sinn. Déi, déi deemools gejaut haten, déi deemoleg Regierung – dat war déiselwecht wéi elo – géif sech un der Privatproprietéit vergräifen, déi géif net Rücksicht huelen op d'Liewensëmstänn vu Mënsche mat Kanner a mat Familljen. Esou wier dat da gaangen.

Well wann ech elo emol ausrechne géif: Wa vum Stat alleguer déi Steieren, déi op dem Wunnengsbau louchen – an de Stat huet ëmmer vill um Wunnengsbau verdéngt a verdéngt haut guer näischt méi drun –, nach op de Wunnenge géife leien, wéi géifen dann d'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg ausgesinn? Da wëll ech mer dat guer net virstellen. Et muss ee wahrscheinlech heiansdo op eng laang Period zréckkucken, well d'Diskussioun jo tendéiert méi laang gezunn a méi global ze ginn.

Wann ech och liesen an héieren: Aflossräich Kreesser vum Patronat briechen ënnert der Laascht vun der Belaaschtung zu Lëtzebuerg zesummen. Ech soe jo net, dass déi minimal ass, mä ech soen, si ass kleng par rapport zu där, déi an anere Länner ze droen ass.

An ech géif mer emol nach eng Kéier virstellen, wann alles nach esou wier wéi et war! 1989, wéi ech Finanzminister gi sinn zum Beispill – et huet ee jo ëmmer d'Tendenz d'Geschicht an esou Perioden anzedeelen –, wéi héich dass d'Kierperschaftssteier du war! Wéi héich dass d'Steier op de Spëtzeverdénger war. Wéi ech Finanzminister gi sinn, war déi 68,8%, si ass elo 38,x%. Wéi héich dass d'Loun-Summe-Steier war. Et weess schonn haut kee jonken Entrepreneur méi wat dat ass. Mat wéi vill Milliarden dass d'Betriber all Joer un der Finanzéierung vun der Kannergeldkeess deelgeholl hunn.

Ech wëll de Lëtzebuerger Patrone soen: Et ass villes geschitt wat een och zu Recht erwaarde léisst, dass dat kee frommt Gebiet ass wann een op déi Responsabilitéit vun de Betriber hiweist wat d'Beschäftegung vu Mënschen an engem Land ubelaangt. Do si vill Virleeschtungen erbruecht ginn. Et ass net fir dauernd ze soen: D'Steiere mussen erof, d'Betribssteiere mussen erof, hei muss nach eppes gemaach ginn, do muss nach eppes gemaach ginn. Mir hätten och gären, dass hei eppes géif gemaach ginn. Zum Beispill, dass d'Leit iwwer 50 Joer net einfach erausgehäit ginn; zum Beispill, dass d'Leit vun 53 Joer, déi eng Aarbecht sichen, eng Aarbecht fannen, anstatt dass eis erkläert gëtt, d'Leit misste bis 70 Joer schaffe goen.

Dofir sollen déi Saachen emol erëm eng Kéier zesummegesteckelt beieneen am Gesamtkuch dohinnergeluecht ginn, fir dass een emol gesäit wat fir ee wäite Wee dass mer déi lescht Jore gaange sinn. A wann dat alles falsch gewiescht wier an dat alles esou gelooss gi wier: A wat fir enger Situatioun wiere mer dann eigentlech, wa mer déi Saachen net geännert hätten an deene leschten 20 Joer an deenen d'Verantwortung fir déi Politikberäicher do ze droe war?

Ech hu gesot et géif keng Steiererhéijung kommen. Da gëtt mer gesot: Déi Netupassung un d'Inflatioun vum Steiertarif, dat ass eng Steiererhéijung. Dat kann een esou gesinn. Et ass och schwéier dat eigentlech richteg falsch ze maachen, muss ech soen. Mä ech hunn e relativ gutt Joresgedächt-

nis. Ech weess ganz genau a wat fir Joren dass dat gemaach ginn ass an a wat fir Joren net. An ech weess ganz genau a wat fir Joren dass mer dat zesumme mat engem gemaach hunn, wann et gemaach ginn ass, an a wat fir Joren dass mer dat zesummen net gemaach hunn, wann et mat engem net gemaach ginn ass.

An do sinn alleguer déi emol dobäi op där Säit oder op där Säit, déi an deene leschten 20 Joer Regierungsverantwortung gedroen hunn. Dofir kann een net, wëll ech de liberale Kolleege soen, den abrupte Politikwiessel elo hei wëllen a soen, et misst all Joer de Steiertarif un d'Inflatioun ugepasst ginn.

Ech sinn ëmmer beméit, wann een esou vun enger Regierungséquipe an déi aner kënnt, d'lerfschaft maximal ze respektéieren an net alles direkt ze änneren, an dofir hu mer dat doten och elo emol nach einstweilen esou belooss. Woubäi et ganz evident muss sinn, dass, wann een d'Méiglechkeet huet dat ze maachen, een dat och muss maachen. Besonnesch an deene méi niddrege Steiertabelleberäicher, wou dat noutwendeg ass, a wou et eigentlech net vill bréngt wann een et all Joer mécht, well een da keng Ëmgestaltungsraim huet fir dann e bëssen am Tarif Säuberungsmanövre virzehuelen, déi strukturell eng aner Anlag géife gi vun der Steierlandschaft.

De Spriecher vun „d'Liberal Partei" huet och – an dat ass eng Fro, déi ech berechtegt fannen – gefrot, wéi dat dann elo virugeet a Saache Quellesteier a Verméigenssteier. Och den Här Grethen hat dat kierzlech op enger Pressekonferenz gefrot. Ech wëll dozou soen, dass mer eis jo musse félicitéieren, dass mer – an do wëll ech mech ausdrécklech och beim Här Grethen bedanken, well dee mer an deem Beräich Politik enorm vill gehollef huet – an Europa déi Fro vun der Kapitalertragsbesteierung geregelt kritt hunn.

Dat hëlt enormen Drock vun eiser Finanzplaz ewech a léisst eng méi prévisibel Geschäftsgestaltung iwwer eng laang Period zou. Dat brauch d'Finanzplaz, fir déi mer iwwregens – nach eng Äntwert op d'Debatt – amgaang sinn, Publicitéit a Promotioun ze maachen. Ech hat gëschter ausdrécklech erwähnt, dass den Här Frieden nach dëst Joer an Amerika fiert, nodeem en och schonn op e puer anere Plaze war.

Vum 1. Juli un, duerch e Gesetz wat och dëst Haus gestëmmt huet, mat alle Stëmmen, wa meng Erënnerung richteg ass. Neen, mam ADR net.

Une voix.- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dach?

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Du war ech net hei. Ech weess et net.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn lech elo net gekuckt doweinst, Här Koepp. Ech weess net méi ob den ADR dat gestëmmt huet, well Dir hutt jo gesot, et géif der Finanzplaz schueden – also misst Der dergéint gestëmmt hunn –, dass déi Leit, déi Zënserträg vu Steiere bezuelen, während déi, déi eng Pei hunn, keng…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech kann hinne soen: Si hunn dergéint gestëmmt.

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also mir fannen dat elo net direkt eraus.

Une voix.- Mir kucken et no.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Schwätzt emol nach eng Kéier dodriwwer.

Jiddefalls ass dat eng Gesetzgebung, déi der Finanzplaz net schued, well duerch déi excellent gutt Verhandlung, déi déi lescht Regierung gefouert huet, ass d'Assiette vun där Steier eigentlech esou harmlos fir d'Finanzplaz, och duerch d'Produktëmschréftung, dass se sech haut souguer öffentlech selwer freet, firwat dass se sech eigentlech 20 Joer laang dergéint gewiert huet, dass mer dat géife maachen. Dat ass fir sech déi nächst 20 Joer ze verhalen, wann nach eng Kéier esou Froen opkommen.

Ech hu schonn e puermol erkläert – schonn an der leschter Regierung iwwregens an och an dëser –, dass déi Gesetzgebung den 1. Januar 2006 – dat ass elo geschwënn – a Kraaft trëtt, an dass gläichzäiteg d'Verméigenssteier op deene physesche Persoune vum 1. Januar 2006 un ofgeschaaft gëtt, well mer déi zwee Punkten als Equilibermass ëmmer wollten halen. Dat geschitt, an ech hoffen, dass mer och an dem legislative Prozess, dee schwiereg ass, och bei der administrativer Virbereedung vun deem nationalen Deel vun der Quellesteier, wou ee muss kucken ob een eng aner oder exakt déi identesch Assiette hëlt wéi déi vun den Nonrésidenten, déi Gesetzgebung fristgerecht iwwert d'Bühn kréien.

Mä d'Absicht vun der Regierung ass, dat wëll ech dem Här Grethen an dem Här Meisch soen, fir déi Duebelgesetzgebung – Verméigenssteier ofgeschaaft op de physesche Persounen, an d'national Quellesteier 10%, mat héijem Fräiraum, wéi mer dat ëmmer gesot hunn –, op deemselwechten Datum anzeféieren.

Eng aner Steiererhéijung, déi kënnt – dat hei ass jo en Ausglach vu Steier erop a Steier erof –, ass – ech hunn dorunner geduecht opgrond vum Här Mehlen senger Interventioun – déi speziell Tax, déi mer op d'Alkopops leeën, well mer der Meenung sinn, dass een do net einfach kann tatenlos nokucken. Et ass eng grouss Suerg vum Gesondheetsminister wéi déi jonk Leit ëmmer méi ofrëtschen am Konsum vun deenen Alkoholikaen do. Aner Länner hunn dat och gemaach. Et ass mat der europäescher Rechtskompatibel-Gestaltung net esou evident, wat een do ka maachen a wat een net ka maachen. Mir hunn awer do e Wee fonnt. Ech wëll lech just mäi Verdacht soen. Mir maachen dat, well et net ka sinn, dass déi Saache méi bëlleg si wéi anerer.

Am Ausland ass de Konsum och zréckgaangen. Elo maachen ech emol all Wett heibannen, all Wett!, dass en zu Lëtzebuerg vläicht net erofgeet. An da kucke mer emol op all Problemer, déi jonk Leit hunn, wierklech eppes mat der Schoul ze dinn hunn oder vläicht mat bestëmmte Verhalensweisen doheem.

Well wann am Ausland esou eng massiv Steiererhéijung kënnt, dann hunn déi jonk Leit net méi Sue genuch fir sech dat ze kafen. Elo kucke mer emol wéi dat heiheem geet. An da schwätze mer emol eng Kéier an aller Rou doriwwer, ob dat dann eppes bruecht huet fir déi Steieren do ze erhéijen, wuerfir ech nodrécklech sinn, well een domat och zum Ausdrock bréngt, wat een an der Politik gär als Resultat hätt a wat net.

Dofir ass dat eng Saach, déi mech ëmdreift, dass mer all Joer 300 jonk Leit hunn, déi eigentlech verschwannen, well se sech net op deene Plazen nom Schoulofbroch erëmfannen, wou mer se normalerweis vermuten. Doriwwer musse mer och an engem méi konzentréierten Débat schwätzen, ouni, wéi dat ëmmer an der Schoulpolitik hei am Land geschitt – ech hunn dat ni richteg verstanen, do sinn ëmmer déi eng, déi deem anere soe wat hien hei falsch gemaach huet an do falsch gemaach huet, et misst jo awer och an deem Beräich méiglech sinn, an et ass jo nach vun all Minister leschtenenns och probéiert ginn a keen huet dat richteg esou a Musek gesat kritt, dass d'Leit sech emol alleguer, ouni sech a Regierungs- an an Oppositiounsbléck erëmzefannen, mat deenen heiansdo dramatesche Schoulfroen do beschäftegen.

Et ka jo net sinn, dass all Joer 300 jonk Leit hir Schoul ophalen an iergendwou verschwannen. Déi si wahrscheinlech doheem oder soss éierens, wéi ech gëschter gesot hunn. Wat geschitt da mat deene jonke Leit? A wat fir e Potenzial vun – ech weess net wéi ech dat soll ausdrécken – Gefor oder Ongléck oder Misär ass do amgaange sech erunzebilden? An eigentlech sinn ech géint déi Iddi, wéi den Här Castegnaro iwwregens och, fir dee Qualifizéierungsmindestloun do anzeféieren, well ech ginn u sech net gären un de Mindestloun fréckelen, well et weess een ni wou et ophält. Dofir wëll ech direkt soen: Et hält do op wou mer ufänken, also méi wäit kann et net goen, mä doriwwer brauche mer een Accord vun de Sozialpartner.

Meng Iddi ass eigentlech, fir deene Leit nach eng Chance ze ginn, dann nach awer eng Kéier op den Aarbechtsmaart kënnen ze kommen, dass een dann ee Mindestloun ënnert dem Mindestloun bezilt fir déi Zäit, wou dann déi Defiziter, déi se aus der Schoul matbruecht hunn, kënne probéiert ginn erëm behuewen ze ginn, well soss gesinn ech net richteg wéi mer dat maachen.

Well wa mer se erëm an déi klassesch Beschäftegungsfilièrë stiechen, souwuel d'Beschäftegungsinitiative wéi CAT oder all déi Instrumenter, déi mer hunn, an do kréie se de Mindestloun oder méi wéi de Mindestloun, da fille se sech wuel mat där finanzieller Ausstattung, déi se dee Moment hunn, an dann ass d'Begeeschterung net grouss fir sech weiderzebilden oder fir sech ëmzeorientéieren. Ech weess net, ob dat richteg ass, dass mer deene Jonken esou – ech drécke mech net gären esou aus, well dat kléngt esou domm – d'Suen einfach nogeheien anstatt se am gudde Sënn vum Wuert ze fuerderen, fir dass se selwer virukommen, fir dass se méi verdéngen.

Ech kennen e ganze Koup vu Leit, de Minister Biltgen och, déi si souguer an enger Initiativ, domat mengen ech net nëmmen d'Beschäftegungsinitiativen, a wann déi op de regulären Aarbechtsmaart kommen, da verdénge se manner wéi wa se op engem Aarbechtsmaartplacéierungsinstrument gewiescht wieren. Dat heescht, wa se bis richteg schaffe verdénge se manner wéi während där Zäit wou se op de regulären Aarbechtsmaart virbereet gi sinn. Et soll kee mer soen, dass dat eng gutt Politik wär.

Dat hunn ech alles selwer verbrach. Dat war ech ganz eleng. Mä et muss een awer herno moossen, ob dat haut nach richteg ass. Ech wëll lech soen, an deene Jore wou déi Gesetzer entstane sinn, an den 80er Joren, du ware mer an enger ganz anerer Situatioun. Do sinn och keng Aarbechtsplazen entstanen an der regulärer Ekonomie. Aarbechtsplazschafung leeft eréischt zënter dem Ufank vun den 90er Joren erëm mat zolittem Tempo, an dofir muss ee sech vläicht mat deene Froen do beschäftegen. Dat musse mer selbstverständlech och mat de Sozialpartner zesumme maachen.

Dofir mengen ech, dass mer bei all deem wat eis esou trennt a bei all deem wat eis esou heiansdo géinteneen dreift eng Rei vu kruziale Problemer hei am Land hunn, déi mer mussen zesummen ugoen, zesummen heibannen och, zesumme mat ville Mënschen dobaussen, fir dass mer déi bescht Léisungsmëttel fannen, fir dass d'Problemer vun eisem Land kënne geléist ginn.

Elo hu mer d'nächst Woch, Här President, den 19., mengen ech, Budgetsdépôt. Ech entschëllege mech elo schonn, dass ech net kann hei sinn, net well ech d'Absicht hätt mäin Hexeschoss éternel ze verlängeren – ech soen de Leit iwwregens alleguer Merci, déi mer haut scho geschriwwen hu wéinst mengem Hexeschoss, c'était touchant –, mä den nächste Mëttwoch empfänken ech de slowenesche Premier en visite officielle, an et ass mat den Zäiten einfach net esou ausgaangen, dass ech kéint moies um zéng Auer an d'Chamber kommen. Dofir sinn ech net hei.

Den Här Budgetsminister wäert lech bei där Geleeënheet – mä mat der Opstellung vum Budget si mer nach net fäerdeg – mat deem Zuelematerial fir d'Joer 2006 konfrontéieren. An ech hunn lech gesot, dass mer e breeden Defizit am Joer 2006 kréien a bei aller Dichtegkeet, déi den Här Frieden huet, gesinn ech hien och net, dass hien dee wesentlech par rapport zu deem wat en elo ass kéint méi schmuel maachen. E bleift also am Géigesaz zum Minister ganz breet.

(Hilarité)

Dass mer déi defizitär Situatioun hunn ass éischtens préoccupant, mä awer net surprenant. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, an et kënnt mer schonn op déi Feststellung un, dass mer dat beim Dépôt vum Budget 2003 heibannen annoncéiert haten. Nodeem Eenzelner gesot hunn d'Regierung gëtt eréischt d'Zuelen no de Wahle bekannt, hu mer am September an och am Dezember 2003 gesot: Wann et net zu enger däitlecher Reprise vun der Wirtschaft kënnt – gemengt war déi europäesch, net déi national, well déi leeft mat 4% dräimol iwwert dem Duerchschnëtt vun der europäescher Ekonomie –, da ginn d'Budgeten 2004, 2005 a besonnesch 2006 ganz schwiereg.

An deem Mooss wou d'Wuesstumsaussiichte vun der Euro-Ekonomie fir d'Joer 2006 1,2% sinn, dat trotz enger robuster Tenue vun der Weltwirtschaftsperformance, fuere mer viru Problemer ze kréien. Déi kann een net doduerch behiewen, dass een d'Steieren op de Betriber erhéicht. Hätte mer se déi lescht Joren gehéicht, hätte mer manner Aktivitéit. Déi kann een och net doduerch behiewen, dass een d'Lounsteier erhéicht, well trotz Steierreform, déi Eenzelne jo ze wäit gaange war, klëmmt d'Lounsteier tëschent 16 a 17% de Moment. Déi klëmmt also unhalend gutt, bedéngt och duerch eng relativ héich Nettokreatioun vun Aarbechtsplazen. Dat kann een och net doduerch behiewen, dass een d'Steiere senkt op de Betriber.

Ech hunn d'Gefill, dass mer zwar net op deem ënneschten Niveau ukomm sinn, deen ee kann upeile wat d'Betribsbesteierung ubelaangt. Ech gesinn och am Ausland, ronderëm, also och an Däitschland, ob rout oder schwaarz, mä elo si se jo zesummen, eng Ofsenkung vun der Kierperschaftssteier ënner eisem Niveau. Dat musse mer natierlech alles am A behalen a kucke wéi eisen Instrumentarium par ailleurs soll ugepasst ginn, woubäi ech hei, mengen ech, kënnt ausschléissen, dass et am Budget 2006, dat ass och vun de liberale Kolleegen hei ageklot ginn, zu enger Ëmännerung vun der Taxe d'abonnement géif kommen.

Ech gesi wuel Schwieregkeeten an deem Beräich, mä awer fir d'Joer 2006 nach keng Noutwendegkeet hei géigenzereagéieren. An dofir ass dat eng Situatioun vun de Finanze beim Stat, déi Besuergnis erregend ass an déi mer och net kënnen esou beloossen.

Mir kommen nominal no un Defizitgrenzen erun, déi an der Maastrichter Logik normalerweis d'Klacke laude loossen. Mä déi heibannen, déi sech mam Stabilitéitspakt, och mat senger reforméierter Versioun, auskennen, wëssen, dass mer net e bedrohlecht Gewitter um Enn vun der Prozedur ze erwaarden hunn, well dann d'Reserve gekuckt ginn, souwuel déi beim Stat wéi déi an der Sécurité sociale, well dann d'Statsschold gekuckt gëtt, déi bei eis eben zéngmol méi niddreg ass wéi an deenen anere Länner, well dann déi intern „liability" gekuckt gëtt, där mir net esou vill hu wéi déi aner Länner.

Mä et muss een awer weisen, wann een op esou eng Situatioun zousteiert, bei engem Wirtschaftswuesstum vu 4%, engem Wirtschaftswuesstum wou een eigentlech keen Defizit am Budget dierft hunn, wann d'Wirtschaft 4% wiisst, wat een amgaangen ass ze ënnerhuelen, fir déi Situatioun esou ze korrigéieren. Besonnesch wann déi sech puert mat enger fir eis Verhältnisser an eigentlech duerch d'Ëmstänn am Ausland net ze erklärender exzessiv héijer Inflatioun, déi natierlech staark bedéngt ass duerch d'Evolutioun vun de Pëtrolspräisser – déi bleiwen awer däitlech iwwer 60 Dollar de Barrel am Joer 2006 an déi wäerte keng dramatesch Korrektur no ënne kennen – an déi och bedéngt ass duerch e relativ héijen Impakt vun den administréierte Präisser an der Inflation sous-jacente, an der Käerinflatioun.

An eiser Inflatioun stiechen 1,4% administréiert Präisser. Dat si Präisser, déi vun der Regierung a vun de Gemenge festgeluecht ginn. Déi, déi d'Taxe festleeën, musse wëssen, dass dat inflationär Wierkungen huet, woubäi ech mengen, dass dat bei eis och doduerch bedéngt ass, dass d'Pëtrolspräisser eigentlech administréiert Präisser an hirem Maximum sinn an dofir wahrscheinlech och Agank fannen an déi Rubrik. Deem Rätsel si mer nach de Moment op der Spur.

Dat heescht, mir hunn do eng Problemballung: héich Inflatioun, schwaacht Wirtschaftswuesstum bei eisem däitschen an eisem franséischen Noper, keen exzessiivt grousst Wuesstum bei eisem belschen Noper – déi si bei 2% –, eng unhalend Rezessioun am holländesche Geschäftsraum, een Ofbrieche vun eenzelne Südmäert vun der Euro-Achs, ee staarkt Tassement vum britesche Wuesstum, wat sech fir d'Joer 2006 ofzeechent, sou dass ech net gesinn, dass mer exportgedriwwen Elementer genuch kënnten an eis Relance vun der Croissance erakréien, déi mer eigentlech misste kënnen erwaarden, wann d'gesamteuropäesch Ekonomie erëm richteg géif dréinen.

Elo ass eng Saach erstaunlech – an da ginn ech mech –: Den Här Gibéryen huet zu Recht d'Fro – ech hat se gëschter ugesprach – vun der TVA gestallt. Eng hefteg Debatt hat ech och mat him, wa meng Erënnerung mech net täuscht, am Dezember 2003, wou mer de Budget 2004 gemaach hunn, well den Här Gibéryen ëmmer gesot huet, et

kommen esou vill Remboursementer, et steet esou vill aus, wat mer mussen zréckbezuelen, a gemengt huet, dat wiere Betriber hei zu Lëtzebuerg.

Ech hunn him deemools erkläert, wéi dat wier, mä ech entdecken awer dauernd nei Saachen. Den Direkter vum Enregistrement, deen äussert sech jo och – méi däitlech zu mir, wéi ech mech wuel zu him äusseren.

(Hilarité)

Parce que c'est de la peine perdue… Dat ass awer näischt wat heihinner gehéiert.

Mä mir hunn de Problem bei der TVA, dass mer engem grousse Betrib en enorm héije Remboursement musse ginn, deen an d'Honnerte vu Millioune geet. Dat huet also näischt mat eise klenge Betriber heiheem ze dinn. Wann ech aus de Statistike vum Enregistrement déi Recetten eraushuelen, déi mer duerch AOL an Amazon an anerer hunn – dat war scho gutt, dass mer déi kritt haten, soss géif ech dem Budgetsminister net wënschen d'nächst Woch heihinner missen ze kommen, an et erfreet jiddferee sech ewell un deene Recetten, och déi, déi se fréier emol heiansdo dénigréiert hunn –, an awer och den Impakt erauszéien vun deem décke Remboursement un ee Betrib, da stellen ech nawell fest, wann ech also dat Positiivt an dat Negatiivt eraushuelen, dass d'TVA-Recette amgaang ass, sech negativ ze entwéckelen.

Domat musse mer eis selbstverständlech beschäftegen, an zwar net nëmmen d'Regierung, mä ech mengen, dat geet eis alleguer eppes un. Do ass natierlech Fraude dran, dat kann een net ofstreiden. D'Fraude ass nämlech grouss am Beräich vun der TVA; do muss och eng geharnescht Aktioun erfollegen. Dat ass iwwregens net esou einfach, wéi Eenzelner dat heiansdo an d'Zeitung schreiwen.

D'Karussell-Fraude ass och schwéier ze detektéieren, do muss een och Leit hunn, déi dat kënne maachen. Eis Leit um Enregistrement sinn eigentlech méi domat beschäftegt, d'TVA-Fraude, déi am Ausland passéiert, ze examinéieren, wéi d'TVA-Fraude, déi am Inland passéiert, wéinst der interadministrativer Kooperatioun, déi mer do mussen assuréieren. Mä wann ech dat alles erausrechnen, wéi gesot, da bleift ee Problem.

Obschonn et zu Lëtzebuerg keen Abroch vun der Kafkraaft gëtt, obscho mer eng Steierpolitik gemaach hunn, déi Kafkraaft derbäiginn huet, obscho mer eng Lounpolitik hunn, souwuel beim Stat – déi war iwwregens fir d'Joer 2006 moderat – wéi och am Privatsecteur, wou se sech un der Produktivitéit ausriicht, déi awer reell Lounaugmentatiounen huet, mer also eigentlech „eng national Lounpolitik" hunn, wann ech dat tëschent Gänseféissercher kann esou nennen, wéi keen anere Wirtschaftsraum an Europa se huet: Steieren erof a Léin erop, wéineg Aarbechtslosegkeet a keng Zënsbelaaschtung, déi duerch Statsschold am Budget bedéngt wier, méi eng ideal Situatioun kann een net hunn! Obschonn dat esou ass, mierkt een, dass de Konsum zu Lëtzebuerg amgaang ass, sech no ënnen…

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Ech froen herno, wien et war.

(Hilarité)

…sech no ënnen ofzesenken.

An ech weigere mech eng stupid Ried ze halen, obschonn ech eigentlech Loscht hätt, sou iwwer patrioteschen – iwwer ekonomesche Patriotismus. Mä ech mengen, dat ass, wann ee wierklech aus deem allerleschte Lach päift, wou een dat mécht.

Mä eppes wëll ech just de Leit soen – vu dass souwisou 80% vun de Leit ëmmer rose mat mer sinn, kënnt et jo op e bëssen net un –: Sou geet dat och net, dass mer hei op eenzelne Produkter déi niddregste Steieren hunn, dass mer déi héchste Léin hunn, dass mer déi héchste Pensioun hunn, dass mer déi héchste Renten hunn an dass d'TVA am Ausland verdéngt gëtt. Ech hätt se gär hei am Land.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Statsminister Merci fir seng Ausféierungen. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 25., 26. a 27. Oktober. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.02 heures)

Sommaire des séances publiques

Session ordinaire 2004-2005

Hommage à la mémoire de Madame la Députée Nelly Stein p. 561

Clôture de la session ordinaire 2004-2005 et ouverture de la session ordinaire 2005-2006 p. 561

Les moments forts de la session parlementaire 2004-2005 p. 562

Session ordinaire 2005-2006

Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval p. 1

Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général p. 1-2

Composition des commissions parlementaires p. 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 2

Communication p. 2

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement p. 2-5

Communications p. 6

Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement p. 6-27

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Suppléent co un aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

onten u rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

onception, saisie de texte et ise en pa ge:
Polygraphic SA, Luxembourg

oncept et coor dination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

•

An der Stad
umKl29(Coil)o
umKl40(Elo/ims

•

Zu Esch
umKl24/455.25Mz

•

An der Gemeng Déifferdang
umKl29

•

An der Gemeng Diddeleng
umKl32

•

An der Gemeng Nidderaanwen
Kl29

An der Gemeng Bartreng
umKl40/455.25Mz

•

Zu Walfer
umKl29/367.25Mz

•

Zu Biwer an zu Wecker
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Bous
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Bërmereng *umKl40/455.25Mz*

•

An der Gemeng Konter
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Dippech
umKl40/455.25Mz

An der Gemeng Dikrech
umKl19/287.25MH

•

Zu Iermsdref
umKl40/455.25Mz

•

Zu Esch-Sauer
umKl40/455.25Mz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Hieffenech
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Hesper
umKl40/455.25Mz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Mamer
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Manternach
umKl40/455.25Mz

•

An der Gemeng Medernach
umKl40/455.25Mz

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 1 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0464	M. Gast Gibéryen	Congé de circonstance en cas d'accouchement
0468	Mme Marie-Josée Frank	Trafic de transit sur le territoire luxembourgeois
0472	Mme Anne Brasseur	Université du Luxembourg
0473	Mme Claudia Dall'Agnol	Restauration scolaire
0474	Mme Marie-Josée Frank	Réseau routier de l'est du pays
0475	M. Marcel Oberweis	Octroi du statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine
0478	M. Ben Fayot	Législation en matière de protection des consommateurs
0479	M. Marcel Oberweis	Système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
0480	M. Claude Meisch	Autoroute Luxembourg/Sarre (liaison entre l'A13 et l'A3)
0481	Mme Vera Spautz	Société des transports routiers Speralux S.A.
0482	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Processus de Bologne (système de grades académiques)
0483	M. Marcel Oberweis	Circuit cyclable dans la Grande Région
0484	M. Aly Jaerling	Répercussions de la pollution de l'environnement sur la santé de la population du canton Esch
0485	M. Aly Jaerling	Répercussions de la pollution de l'environnement sur la santé des animaux du canton Esch
0486	M. Jean-Pierre Koepp	Adaptation des loyers à la situation économique actuelle
0487	M. Xavier Bettel	Problématique des enfants mineurs fugueurs
0489	M. Carlo Wagner	Trafic de poids lourds
0490	Mme Anne Brasseur	Implantation de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation ainsi que de la Bibliothèque nationale sur un site unique
0491	Mme Anne Brasseur	Infrastructures scolaires du Lycée technique pour professions de santé
0492	M. Xavier Bettel	Formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale
0493	M. Xavier Bettel	Bateau assurant la sécurité sur la Moselle
0494	M. Xavier Bettel	Périmètre d'habitation des membres de la Police grand-ducale
0495	M. Xavier Bettel	Heures d'ouverture des commissariats de proximité
0496	M. Aly Jaerling	Prime d'encouragement écologique
0497	M. Marcel Oberweis	Réorientation et restructuration de l'Agence de l'Énergie
0498	M. Ali Kaes	Taux de rémunération des heures de chômage partiel
0499	M. Ali Kaes	Carrière du préposé d'urgence de l'Administration des Services de Secours
0500	M. Carlo Wagner	Infrastructures d'éducation physique du Lycée classique d'Echternach
0501	M. Ben Fayot	Évolution du trafic fret à l'aéroport de Luxembourg
0502	M. Jean-Pierre Koepp	Remboursement d'analyses médicales
0503	Mme Nancy Arendt	Enseignement de l'histoire de l'Union européenne dans les lycées
0504	Mme Nancy Arendt	Aménagement extérieur de la Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte
0505	M. Marcel Oberweis	Enseignement d'étudiants issus des pays cibles de la coopération au développement luxembourgeoise
0506	M. Félix Braz	Fonctionnement des commissions consultatives pour étrangers
0507	M. Félix Braz	Travail d'étudiants
0508	Mme Nancy Arendt	Modernisation et agrandissement de la clinique pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg
0509	M. Alex Bodry	Surveillance du marché postal par l'Institut Luxembourgeois de Régulation
0510	M. Aly Jaerling	Réglementation de la vente des boissons alcooliques
0511	M. Félix Braz	Titre de voyage pour étrangers
0512	M. Félix Braz	Transfert de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement vers le site Esch/Belval
0513	Mme Nancy Arendt	Lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance
0514 cf. 0541	Mme Claudia Dall'Agnol	Vote obligatoire
0515	M. Xavier Bettel	Autorisation de décollage et d'atterrissage des avions de la société MK Airlines
0517	M. Marcel Oberweis	Instauration d'une place en commémoration des atrocités survenues à Srebrenica
0518	Mme Nancy Arendt	Excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise
0541 cf. 0514	M. Aly Jaerling	Vote obligatoire

Question 0464 (3.6.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **congé de circonstance en cas d'accouchement:**

Virun e puer Deeg ass am öffentlechen Déngscht en neie Gehälteraccord ofgeschloss ginn. An dësem Accord ass ënner anerem eng «Augmentation du congé de circonstance en cas d'accouchement de deux jours ouvrables» virgesinn.

Dës berechtegt Neierung entsprécht awer enger gesellschaftlecher Noutwendegkeet an alle Secteuren. Et handelt sech heibäi ëm eng Fro, déi also de gesamte Salariat betrëfft.

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Wéini gedenkt d'Regierung de legalen «Congé de circonstance en cas d'accouchement» och am Privatsecteur per Gesetz ëm zwee Deeg ze verlängeren?
2. Wann neen, ass dann esou en Zweeklassesystem am Land a gesellschaftlecher Hisiicht iwerhaapt drobar a gëtt domadder net de soziale Fridde gestéiert?

Réponse (17.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La question parlementaire en question concerne une possible extension au secteur privé de la prolongation de deux journées de la durée du congé de circonstance en cas d'accouchement, telle qu'introduite dans le secteur public par accord salarial.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi, initialement saisi de la question, a considéré que le problème posé engageait le Gouvernement dans son entièreté et a saisi le Gouvernement en Conseil.

Dans sa réunion du 30 septembre 2005, le Gouvernement a décidé de ne pas réserver actuellement une suite favorable à cette demande.

En effet, la prolongation du congé de circonstance dans le secteur public résultant d'un accord entre partenaires sociaux de ce secteur, même si entérinée par loi, le Gouvernement décide d'attendre les discussions à mener avec les partenaires sociaux dans le cadre du Plan national de Réforme (Stratégie de Lisbonne). En attendant, comme dans le secteur public, il sera loisible aux partenaires sociaux du secteur privé d'aborder la question dans le cadre de leurs négociations collectives.

Question 0468 (8.6.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **trafic de transit sur le territoire luxembourgeois:**

Le péage pour poids lourds («LKW-Maut») sur le réseau autoroutier allemand est entré en vigueur le 1er janvier 2005. Depuis cette date, les poids lourds en provenance de l'Allemagne empruntent de plus en plus souvent des voies détournées sur le réseau routier de l'Est de notre pays et contreviennent ainsi aux dispositions des règlements grand-ducaux du 5 mai 1994, du 2 novembre 2002 et du 17 novembre 2003 ayant comme objectif de réduire considérablement le trafic de transit sur le territoire luxembourgeois. Ces contraventions concernent notamment la RN11 Luxembourg-Echternach à partir de la sortie d'autoroute «Waldhof» en direction d'Echternach, la N1 Luxembourg-Grevenmacher à partir de la sortie d'autoroute «Potaaschbierg», la N10 dite «Route des vins» longeant la frontière germano-luxembourgeoise ainsi que le triangle Mondorf-les-Bains-Schengen-Remerschen. S'y ajoute le phénomène du tourisme pétrolier aux stations d'essence situées aux abords de la frontière, qui sont particulièrement convoitées par les camions quittant l'autoroute A1. Il va sans dire que la qualité de vie des habitants de la région concernée est en train de se détériorer considérablement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. N'est-il pas opportun d'inciter la Police grand-ducale à effectuer plus de contrôles sur les tracés précités afin de pénaliser les poids lourds qui contreviennent aux dispositions légales susmentionnées?
2. Voyez-vous au niveau de la signalisation autoroutière un moyen pour informer les chauffeurs de poids lourds des conséquences éventuelles en cas de non-respect des dispositions légales en vigueur?
3. Est-il envisagé de modifier les règlements grand-ducaux d'une façon plus contraignante par une adaptation vers le haut des amendes en cas de contravention?

Réponse (5.8.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Députée attire l'attention sur les infractions de plus en plus fréquentes à la législation régissant la circulation des poids lourds en provenance de l'étranger et transitant par le Luxembourg. Les cas où des poids lourds en transit par notre pays quittent l'itinéraire leur imposé par la législation précitée se multiplieraient en particulier dans les régions de l'Est du pays par des véhicules en provenance de l'Allemagne, avec toutes les conséquences négatives que cela comporte pour les riverains concernés.

La circulation des poids lourds en transit par le Luxembourg est régie par le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique. L'objet de cette réglementation tient au souci de dévier le trafic lourd sur le réseau autoroutier partout où cela est possible. Les motifs en sont l'augmentation de la qualité de vie des riverains habitant le long des traversées de localités par les routes nationales, exprimée en termes d'amélioration de la sécurité routière et de réduction notamment des émissions nocives et sonores en provenance du trafic lourd.

Le règlement grand-ducal précité a été amendé en dernier lieu par voie de règlement grand-ducal du 17 novembre 2003, suite à l'ouverture du dernier tronçon de l'autoroute A13. À cette occasion, une attention particulière a été réservée aux doléances des communes de l'Est du pays; en effet, les dispositions réglant la circulation des poids lourds en provenance de l'Allemagne et transitant par le Luxembourg ou circulant entre la Rhénanie-Palatinat et la Sarre en traversant notre pays ont été rendues plus contraignantes dans le sens qu'il est interdit aux conducteurs de ces véhicules de quitter le réseau autoroutier luxembourgeois, avec comme objectif de réduire considérablement le nombre de poids lourds empruntant les traversées de localités dans cette région.

Par ailleurs, dans ce même ordre d'idées et suite à des concertations entre la Sarre et le Luxembourg, les autorités sarroises ont adapté leur signalisation routière de sorte à diriger le trafic de poids lourds sur l'axe autoroutier A8/A13 via l'échangeur de Perl/Borg.

Depuis, dans un souci d'assurer l'efficacité des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994, précité, la Police grand-ducale procède régulièrement, ainsi que par des actions ciblées, à des contrôles du respect de la législation en question. À titre d'illustration, pendant le 1er semestre 2005, le nombre de

contrôles en matière de transit de poid s lourds s'élève à 101 rien que pour la région de l'Est du pays, ce qui représente plus de 72% du nombre total des contrôles de l'espèce effectués sur le plan national.

Quant à l'idée de recourir à la signalisation routière comme moyen d'information des conducteurs de poids lourds sur les conséquences éventuelles en cas de non-respect de l'itinéraire de transit prescrit, je me dois d'attirer, d'une manière générale, l'attention sur la vocation principale des signaux routiers qui, à côté d'une fonction de guidance et d'orientation, consiste à indiquer de façon matérielle aux usagers de la route la réglementation en vigueur sur le tronçon qu'ils empruntent. Par ailleurs, une telle approche, outre le risque de créer un précédent, qui pourrait facilement être étendu à des situations similaires, serait-elle en conflit avec la Convention de Vienne de 1968 sur la signalisation routière ainsi qu'avec l'Accord européen de 1971 la complétant.

Les infractions au règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994, précité, sont punies conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Elles sont sanctionnées par un avertissement taxé de 145 euros. La proposition de l'honorable Députée d'adapter vers le haut le montant de la taxe à percevoir en cas de contravention nécessitera une adaptation de la réglementation en question. Je chargerai la Commission de Circulation de l'État d'examiner tant l'opportunité que les modalités d'une telle mesure.

Question 0472 (9.6.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**Université du Luxembourg:**

Dans une interview publiée récemment par l'hebdomadaire «Revue» (1er juin 2005), le recteur de l'Université de Luxembourg soulève un certain nombre de problèmes. Ainsi déplore-t-il notamment des prises de décision trop lentes, un budget trop limité et un manque d'autonomie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du recteur?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'accorder plus d'autonomie au recteur en limitant les pouvoirs du Conseil de Gouvernance?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter de 50% les crédits mis à disposition de l'université?
- Quelles seront les priorités en ce qui concerne la recherche?

Réponse (11.7.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En tant que Ministre en charge de l'enseignement supérieur, je cultive un dialogue soutenu et régulier avec Monsieur le Recteur de l'Université du Luxembourg. Ce dialogue porte sur le développement de l'Université et ce dans le respect total de l'autonomie de cet établissement public.

S'agissant du budget de l'Université du Luxembourg pour l'exercice 2006 et notamment l'augmentation à prévoir, la procédure budgétaire est en cours. L'augmentation sera fonction, entre autres, de la pertinence des demandes formulées par l'Université. À l'heure actuelle, le dialogue entre l'Université et mes services porte essentiellement sur cet aspect. Par la suite, les propositions budgétaires seront discutées entre mes services et les services du Ministre du Budget. Les décisions définitives seront prises en octobre. Il y a lieu de rappeler que le budget de l'Université du Luxembourg a déjà augmenté de 50% de 2004 à 2005.

Pour ce qui est des lignes de recherche, l'Université a engagé une procédure de définition d'axes prioritaires, procédure en plusieurs temps comprenant notamment une consultation des milieux socio-économiques. Ces consultations ont lieu en ce moment.

Question 0473 (10.6.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **restauration scolaire:**

Alors que le Gouvernement précédent avait préconisé dans son accord de coalition la privatisation pure et simple de la restauration scolaire, l'accord de coalition conclu entre les partis formant le Gouvernement actuellement en place ne se prononce pas au sujet de la restauration collective dans les établissements de l'enseignement postprimaire. En même temps une soumission publique a été lancée le 7 juin 2005 afin d'adjuger, parmi d'autres, l'exploitation de certaines cantines scolaires qui ont été gérées en régie directe par le Ministère de l'Éducation nationale jusqu'à présent.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre entend poursuivre la politique d'externalisation de la restauration scolaire dans les établissements de l'enseignement postprimaire entamée par le Gouvernement précédent?
- Est-ce que Madame la Ministre peut d'ores et déjà se prononcer sur le mode de gestion, privée ou publique, des cantines scolaires dans les lycées actuellement en voie de réalisation ou de planification, à savoir les lycées techniques de Redange-sur-Attert, Junglinster et Belval-Ouest?
- Combien de personnel est employé dans les cantines scolaires gérées en régie directe par le Ministère de l'Éducation nationale? Madame la Ministre peut-elle me fournir un tableau comparatif sur l'évolution des effectifs pour la période allant de 1995 à nos jours?
- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les conclusions de l'audit qui a été effectué au sein du Service des Constructions, des Équipements scolaires et de la Restauration scolaire en 2003?

Réponse (16.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Il est prévu de maintenir la situation telle qu'elle se présente pour le moment dans les établissements de l'enseignement postprimaire où la restauration scolaire fonctionne en régie directe, c'est-à-dire que les restaurants scolaires sont gérés par l'Administration du Ministère.
2. Les restaurants scolaires des nouveaux lycées en construction et à construire fonctionneront sous régie privée, c'est-à-dire qu'ils seront gérés par des entreprises de restauration collective.
3. Actuellement 83 personnes sont employées dans les restaurants scolaires fonctionnant en régie directe; elles prestent au total 2.866 heures/semaine. En 1995/1996 l'effectif était de 44 personnes avec 2.157 heures de travail, et en 1999/2000 il était de 68 personnes avec 2.278 heures de travail.
4. En 2003, un audit externe relatif au fonctionnement des restaurants scolaires avait été commandité par l'Inspection générale des Finances. À la suite de cet audit de nouvelles procédures ainsi qu'un programme informatique approprié ont été élaborés et mis en place à partir de janvier 2004 en vue de garantir une organisation optimale et transparente.

Question 0474 (13.6.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **réseau routier de l'est du pays:**

Le CR122 traversant la localité d'Olingen est particulièrement surchargé par le transit de poids lourds lorsque la RN14 entre Biwer et Graulinster est fermée à ces derniers. Or, il s'avère que ce trafic s'aggrave de jour en jour et génère des nuisances sonores et environnementales de plus en plus insupportables pour les habitants de cette petite localité.

Lors de la réalisation de l'autoroute A1, il avait été promis aux autorités communales de Betzdorf que la RN1 allant de Luxembourg vers Grevenmacher serait réaménagée sur le tronçon Niederanven-Roodt/Syr-Banzelt-Berg de façon à ce que les poids lourds ne puissent plus l'emprunter pour se rendre vers Luxembourg ou Grevenmacher. Force est de constater que l'autoroute A1 est fonctionnelle depuis des années sans qu'il y ait eu une amélioration de la situation du trafic sur la RN1.

Le revêtement routier du CR134 entre Beyren et Mensdorf et entre Wormeldange et Flaxweiler se trouve dans un état désastreux. Cette situation perdurant depuis des années, une remise en état de la route s'impose dans les meilleurs délais afin d'assurer la sécurité des usagers du tronçon concerné.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Quelle est la solution proposée pour réduire le transit dans la localité d'Olingen?
- Quand est-il prévu d'entamer la transformation de la RN1 afin d'y réduire le trafic de poids lourds?
- Est-il envisagé de remettre en état le CR134 entre Beyren et Mensdorf et entre Wormeldange et Flaxweiler?

Réponse (22.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans le passé certains grands chantiers réalisés dans le cadre du réaménagement de la N14 entre Biwer et Graulinster, comme la traversée de Boudlerbaach et la suppression du passage à niveau à Biwer, ont été à l'origine d'un barrage complet de la N14 avec déviation du trafic en direction de Olingen-Rodenbourg-Junglinster. Le renforcement de l'infrastructure routière entre Biwer et Graulinster sera terminé sous peu et d'autres travaux seront engagés sur l'axe routier du CR122 avec le réaménagement de la traversée de Rodenbourg.

Dans le cadre de ces travaux, le croisement entre le CR122 et le CR129 à la sortie de Rodenbourg sera modifié dans le sens d'un changement de priorité à la hauteur dudit croisement. La route en direction de Gonderange sera une route à priorité tandis que le trafic en provenance de Junglinster en direction de Olingen devra céder le passage en faveur du trafic Gonderange-Rodenbourg-Olingen.

Cette mesure devrait entraîner un apaisement de trafic sur l'axe du CR122 Rodenbourg-Olingen-Banzelt.

En ce qui concerne la RN1, il faut dire qu'avec la mise en service de la section II, Munsbach-Potaschberg de l'autoroute de Trèves en juin 1992, le trafic à l'intérieur des localités de Roodt/Syr et de Berg a fortement diminué.

En ce qui concerne la transformation de la RN1 il faut tenir compte du fait qu'elle constitue un itinéraire pour transports exceptionnels à partir du port de Mertert, de sorte qu'un rétrécissement sur toute la longueur ne peut pas être envisagé. Des aménagements ponctuels au droit de la chaussée peuvent toutefois être réalisés. De tels aménagements ponctuels sont prévus dans le cadre de la construction d'un accès en direction de la nouvelle école à Roodt/Syr.

En ce qui concerne l'état dégradé du CR134 Beyren-Mensdorf et du CR122 Wormeldange-Flaxweiler, l'Administration des Ponts et Chaussées va réaliser des réfections locales dans les meilleurs délais possibles.

Question 0475 (13.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**octroi du statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine:**

La lutte contre la pauvreté et le développement durable dans les pays cibles constituent les objectifs majeurs de la politique de coopération luxembourgeoise. Grâce à cette dernière le Luxembourg contribue à la stabilité et à la prévention de conflits dans le monde entier.

Dès le début des opérations militaires dans les Balkans, le Grand-Duché de Luxembourg s'est activement engagé envers la population civile. Depuis la cessation des combats en 1995, notre pays a poursuivi les efforts de reconstruction des pays de l'ex-Yougoslavie ce qui a sans doute contribué à la stabilité de cette région à la lisière de l'Union européenne.

Cette aide s'est manifestée par la reconstruction de nombreuses infrastructures scolaires et médicales, la réparation de conduites d'eau et le développement rural.

La volonté primaire de notre engagement a consisté dans le désir de mettre en œuvre tout ce qui pourrait dynamiser l'économie locale et de donner un nouvel espoir aux peuples martyrisés. Selon les informations obtenues auprès des responsables du Ministère de la Coopération, depuis la fin du conflit militaire, le Luxembourg a investi quelque six millions d'euros dans la région des Balkans qui est devenue la 12e région cible de notre pays.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Sachant que la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, la FYROM vont entrer à moyen terme dans l'Union européenne, ne devrait-on pas songer à donner le statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine en vue d'atteindre le niveau économique et social des pays voisins?
- En vue de faire progresser le développement de la Bosnie-Herzégovine et ceci notamment au travers de l'éducation des jeunes, ne devrait-on pas entamer voire intensifier les relations sur ce plan en y associant les services compétents de l'Université du Luxembourg?

Réponse (18.7.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense:*

L'objectif principal de la coopération luxembourgeoise est la lutte contre la pauvreté. À cet effet un des critères utilisés pour déterminer les pays cibles est la position qu'ils occupent dans le classement du PNUD sur le degré de développement humain. Les dix pays cibles actuels de la coopération luxembourgeoise figurent dans la seconde moitié du classement. Quant à la Bosnie-Herzégovine, elle se situe en position 66 sur 177 pays, soit dans la première moitié du tableau. De même, selon la classification du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement économique, la Bosnie-Herzégovine ne figure pas parmi les pays les moins avancés, mais parmi les pays a revenu intermédiaire. Ces deux constats rendent donc difficile la possibilité d'attribuer le statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine.

Toutefois, ceci n'exclut pas des actions ponctuelles en faveur de la Bosnie-Herzégovine où le Gouvernement luxembourgeois finance un programme de formation dans le domaine bancaire et financier via l'Agence de Transfert de Technologies financières. De même, par le biais du cofinancement et des accords-cadres, le Gouvernement luxembourgeois soutient également des ONG dans la mise en œuvre de projets dans les secteurs sociaux et la promotion de la paix et de la non-violence.

S'agissant des relations entre l'Union européenne et la Bosnie-Herzégovine, il convient de rappeler qu'en 2000 cette dernière fut le premier pays de l'ex-Yougoslavie à bénéficier d'un plan d'action (Road Map 2000) en vue de son rapprochement vers l'Union européenne. Cette vocation de la Bosnie-Herzégovine à adhérer à terme à l'Union européenne a été rappelée en juin 2003 lors du Sommet de Thessalonique entre l'UE et les Balkans occidentaux. Le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA) fournit le cadre pour la politique de l'UE envers la région des Balkans jusqu'à leur adhésion une fois les critères de Copenhague et la conditionnalité inhérente au PSA respectés. Dans le cadre du PSA, la Bosnie-Herzégovine bénéficie actuellement de l'assistance communautaire via le programme Cards et de mesures commerciales autonomes unilatérales accordées par l'UE, notamment un libre accès au marché de l'UE pour la quasi-totalité des produits - y compris agricoles - hormis quelques exceptions. Actuellement, la Bosnie-Herzégovine met en œuvre les réformes nécessaires afin d'atteindre les critères requis pour entamer les négociations d'un Accord d'Association et de Stabilisation avec l'UE, pas supplémentaire vers sa future adhésion à l'Union européenne.

Question 0478 (16.6.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **législation en matière de protection des consommateurs:**

En date du 27 octobre 2004 le règlement 2004/2006/CE relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'ap-

plication de la législation en matière de protection des consommateurs fut adopté par le Parlement européen et le Conseil. Le règlement établit un cadre d'entraide dont les autorités chargées de l'application de la législation visée pourront bénéficier pour la mise en place d'une meilleure coopération administrative entre États membres, notamment pour agir contre les infractions intracommunautaires. Par ailleurs, les États membres sont tenus de nommer des autorités publiques chargées de surveiller le respect des dispositions relatives à la protection des consommateurs ainsi qu'un bureau de liaison unique chargé de la coopération transfrontalière avec les organismes des autres États membres et de doter ces autorités d'un minimum de compétences et de moyens en matière d'investigations.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer à quel stade se trouve la mise en œuvre du règlement précité au Luxembourg?
- Quand est-ce que Monsieur le Ministre compte mettre en place le bureau de liaison unique tel que défini à l'article 3, lettre d) du règlement? Quel sera son statut et de quels moyens disposera-t-il?
- De quels pouvoirs Monsieur le Ministre compte-t-il investir les fonctionnaires chargés de l'investigation d'infractions éventuelles?
- Le règlement visant les seules infractions intracommunautaires, comment Monsieur le Ministre entend-il assurer le même niveau de protection pour les consommateurs résidant au Luxembourg que pour les consommateurs d'autres États membres de l'Union européenne?
- L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) étant le seul organisme ayant un intérêt légitime à voir cesser ou interdire les infractions intracommunautaires au sens du règlement en question, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'impliquer davantage cet organisme dans la lutte contre de telles infractions?

Réponse (19.8.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les questions soulevées se réfèrent au règlement 2004/2006/CE relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs publié le 9 décembre 2004 au Journal officiel des Communautés européennes. Comme indiqué dans la question parlementaire, l'objectif poursuivi par ce texte législatif est d'améliorer la coopération des autorités publiques chargées de l'application de la législation en matière de protection des consommateurs pour lutter contre les infractions intracommunautaires.

Contrairement à la plupart des États membres, le Grand-Duché ne connaît pas de système généralisé de l'application du droit par des autorités administratives comme c'est le cas par exemple pour la France avec la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes. Au Luxembourg, le droit de la consommation est appliqué par les juridictions compétentes, de sorte qu'avec ce nouveau règlement le Luxembourg doit créer des autorités administratives chargées d'appliquer le droit de la protection des consommateurs. Devant cette toile de fond, je voudrais aborder les questions qui m'ont été soumises:

- Les travaux pour assurer la mise en conformité du Luxembourg aux dispositions communautaires se font dans le cadre de la codification du droit en matière de politique de protection des consommateurs qui devra déboucher sur le Code des consommateurs.
- Le bureau de liaison unique ne devra être pleinement opérationnel qu'au moment où les chapitres II et III du règlement portant sur l'assistance mutuelle deviendront applicables, en l'occurrence le 29 décembre 2006. Néanmoins, il importe que le Luxembourg procède rapidement à la désignation de ce bureau de liaison unique afin qu'il puisse suivre l'implantation du réseau communautaire que la Commission s'emploie d'ores et déjà à préparer activement, notamment par la formation des agents concernés. Sans qu'une décision définitive ne soit encore prise à cet égard, j'estime que la Direction de la consommation pourrait être le point de contact idéal du côté luxembourgeois.
- Les pouvoirs des autorités compétentes constituent certes l'un des points les plus sensibles du règlement pour le Luxembourg. Avant de se prononcer sur cette question, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur évaluera les possibilités offertes par l'article 4, paragraphe 4, qui permet aux autorités compétentes d'exercer leurs pouvoirs sous le contrôle des autorités judiciaires. Il procédera notamment à l'analyse des options retenues dans d'autres législations, comme la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence où l'attribution des pouvoirs d'enquête à l'Inspection de la concurrence a déjà été matière à discussion.
- Il est vrai que le règlement ne vise que les infractions intracommunautaires. Je reste toutefois soucieux d'offrir aux consommateurs résidant au Luxembourg et confrontés à un litige opposant deux parties localisées au Grand-Duché la même protection que celle applicable dans des situations transfrontalières. Sans vouloir anticiper les travaux de mon département, j'estime que les dispositions protectrices du règlement devraient couvrir tant les infractions intracommunautaires que celles purement nationales.
- L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs est en effet l'unique organisme actuellement agréé au titre de la loi du 19 décembre 2003 sur les actions en cessation pour intenter des actions en cessation pour la protection des intérêts collectifs des consommateurs. Cette possibilité d'agir lui était déjà ouverte dans le cadre de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur. Mon département encourage activement l'ULC à lancer de telles actions judiciaires en raison de l'impact important de cet instrument. La convention qui lie l'ULC à l'État énumère la poursuite d'actions judiciaires en cessation d'actes illicites comme actions éligibles susceptibles d'être cofinancées par l'État.

Question 0479 (16.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **système européen d'échange de quotas d'émission à gaz à effet de serre:**

Depuis le 1er janvier 2005, l'Union européenne a mis en place le système d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre en vue de réduire la pollution atmosphérique dans la Communauté de façon économiquement efficace. Le protocole de Kyoto a été mis en vigueur le 16 février 2005. Ce dernier prévoit pour le Luxembourg, d'ici 2012, une réduction des émissions de CO_2 de 28% par rapport à 1990, soit environ trois millions de tonnes.

Durant la première période d'échange, désignée comme «phase d'apprentissage», qui s'étend de 2005 à 2007, le système est limité aux émissions de CO_2. Cependant à partir de 2008, il s'ouvre à tous les autres gaz à effet de serre à savoir le gaz carbonique, le méthane, l'oxyde d'azote, les hydrofluorocarbures, les perfluorocarbures et l'hexafluorure de soufre.

Afin de faire avancer au mieux la réduction des gaz à effet de serre, le protocole de Kyoto a prévu différentes mesures dites mécanismes de flexibilité dont notamment l'échange des droits d'émissions, la Mise en Oeuvre Conjointe MOC et le Mécanisme de Développement Propre MDP.

Ces outils vont permettre aux pays industrialisés et forts émetteurs de gaz carbonique de mettre en œuvre des projets de réduction d'émissions de CO_2 hors de l'UE et de comptabiliser les crédits d'émission ainsi générés dans leurs résultats finaux. En plus, on pourrait ainsi stimuler le transfert de technologies en direction tant des pays en voie de développement voir les MDP que des autres nations avancées signataires du Protocole de Kyoto par le biais de la MOC.

Actuellement, le monde se voit confronté à la flambée des prix énergétiques et en aval, aux prix croissants pour les quotas d'émissions. En Europe les entreprises concernées subissent des amendes de 40 euros par tonne de CO_2 émise au-delà des quotas autorisés. En guise de comparaison, le prix d'un crédit d'émissions est passé de sept euros en décembre 2004 à 20 euros en mai 2005 et la Commission européenne estime que le prix atteindra les 26 euros et plus.

À l'heure actuelle, bon nombre d'observateurs estiment que les conditions sont très prometteuses pour le succès d'un marché international des droits d'émissions des gaz à effet de serre. L'Europe s'engage d'ailleurs sur cette voie depuis le 1er janvier 2005. Les experts prévoient que le protocole de Kyoto va créer un marché de 300 milliards d'euros pour des technologies dites «environnementales» grâce aux différents mécanismes de flexibilité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Quelles actions ont déjà été entamées par le biais du fonds de financement des mécanismes de Kyoto?
- Ne devrait-on pas en outre considérer que le protocole de Kyoto n'est qu'une première initiative prise par la communauté internationale dans la lutte contre le changement climatique et que tout devra être mis en œuvre pour sensibiliser le public et le rendre conscient dudit protocole, voire les conséquences en découlant?
- Dans ce contexte ne devrait-on pas associer la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication de l'Université du Luxembourg à l'élaboration de la nouvelle stratégie d'action nationale?

Q 3

Réponse (11.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député fait référence au marché international des droits d'émission des gaz à effet de serre.

Il est vrai que nous sommes maintenant confrontés à une hausse des prix pour les quotas d'émission. Si en 2003-2004 un prix entre trois et cinq euros par tonne de CO_2 était normal, en juin 2005 ce prix est de 25 euros par tonne, tendance croissante.

Or, avec la mise en place du système européen d'échange de droits d'émission au 1er janvier 2005 et l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto le 16 février 2005, cette évolution était prévisible. Dans leur plan national d'allocation de quotas, beaucoup d'États membres indiquent qu'ils doivent recourir aux mécanismes de Kyoto qui sont des activités de projets (mise en œuvre conjointe et mécanisme pour un développement propre) et l'échange de droits d'émissions. En outre, les pénalités financières prévues dans le cadre du système européen sont de 40 euros par tonne de CO_2 pour la période 2005-2007 et de 100 euros par tonne de CO_2 pour la période 2008-2012, ceci en cas de dépassement des quantités de quotas attribués. Donc, il y a forcément encore beaucoup de marge de manœuvre au niveau des prix des quotas.

Dans son plan national d'allocation, le Luxembourg a également indiqué devoir recourir aux mécanismes de Kyoto. Par la loi du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission, un fonds de financement des mécanismes de Kyoto a été créé. Pour l'année en cours, ce fonds a été doté d'une enveloppe de cinq millions d'euros.

Le Luxembourg a signé des accords de participation au «Community Development Carbon Fund» et au «Biocarbon Fund» de la Banque Mondiale à titre de dix et cinq millions USD sur une période de huit ans respectivement.

Le Ministère de l'Environnement a chargé le Dr. Ewringmann du «Finanzwissenschaftliches Forschungsinstitut an der Uni Köln» d'une analyse des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau national. Le 8 juin 2005, j'ai présenté à la presse le programme prévisionnel en la matière.

Dans une première phase, un certain nombre d'ateliers seront organisés qui auront pour thème les possibilités de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO_2 dans les différents secteurs (e.a.: transports, industries, habitations) de même que les conséquences économiques et sociales de la protection du climat. Il me paraît évident que les différents acteurs concernés vont être appelés à participer aux ateliers, et la Faculté des Sciences de l'Université du Luxembourg aura son rôle à jouer.

Question 0480 (16.6.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**autoroute Luxembourg/Sarre (liaision entre l'A13 et l'A3):**

Le drame ayant eu lieu hier sur l'autoroute A13 à Frisange à hauteur de l'échangeur de Hellange soulève un certain nombre d'interrogations. Bien que le brouillard ait été un facteur déterminant pour provoquer une série de carambolages il faut toutefois se demander si une telle tragédie n'aurait pas pu être évitée. En effet, l'échangeur de Hellange constitue une solution de fortune sur deux voies pour garantir la liaison avec l'A3 étant donné que l'État n 'a pas pu procéder à l'expropriation des terrains nécessaires afin que l'A13 puisse se poursuivre sur quatre voies sur le tronçon en question.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les circonstances exactes de ce drame?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire où en est la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la finalisation de l'A13 permettant de garantir une liaison à quatre voies avec l'A3?
- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'une telle tragédie doit être évitée à tout prix à l'avenir et qu'il s'agit d'une situation intenable demandant à ce que l'on agisse au plus vite dans l'intérêt de tous les automobilistes et motocyclistes empruntant l'autoroute A13?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quelles mesures il entend prendre pour éviter des accidents tels que décrits ci-dessus en attendant la finalisation du tronçon à quatre voies assurant la liaison entre l'A13 et l'A3?

Réponse (8.8.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le Ministre des Travaux publics est évidemment au courant des accidents tragiques qui sont intervenus le 15 juin 2005 sur la liaison avec la Sarre.

À la problématique liée à la situation spécifique du «by-pass» de Hellange, s'ajoutait exceptionnellement ce jour à 7.00 heures du matin, heure du premier accident, une nappe de brouillard extrêmement dense aux environs immédiats de ce «by-pass».

Dans un premier temps, quelques conducteurs ont dépassé d'autres engins à l'approche, voire à l'intérieur de la zone de rétrécissement, précédant le «by-pass» proprement dit - bien au-delà de l'emplacement des panneaux de limitation de vitesse et de défense de dépassement -, obligeant ainsi d'autres usagers (notamment des camionneurs) à entreprendre des manœuvres de freinage risquées, avec malheureusement les conséquences que nous connaissons.

Par la suite, il y a eu l'accident mortel, dont il faut préciser qu'il s'est produit vers 10.00 heures du matin (à un moment, où le brouillard s'était déjà dissipé) à une dizaine de kilomètres du «by-pass» et sur un tronçon d'autoroute qui aurait dû permettre au conducteur de se rendre compte de la présence du bouchon à une distance bien au-delà de 700 mètres. Les PMV de CITA en amont avertissaient les usagers de la route du danger.

Pour ce qui est enfin du dossier d'expropriation des terrains à Hellange je tiens à préciser que cette affaire est entre les mains de la justice et qu'il est difficile de s'avancer sur une date pour ce qui est du dénouement de ce litige - dénouement que j'espère rapide.

L'Administration des Ponts et Chaussées examinera l'utilité d'un renforcement supplémentaire de la signalisation à l'approche directe de la zone de rétrécissement du «by-pass», mais je tiens à souligner que seul l'achèvement du tronçon d'autoroute manquant permettra de résoudre définitivement ce problème.

Question 0481 (17.6.2005) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant la **société des transports routiers Speralux S.A.:**

Dans un communiqué de presse publié en date du 15 juin 2005, le syndicat du secteur des transports OGB-L/ACAL dénonce certaines pratiques contraires au droit du travail qui seraient appliquées au sein de la société de transports routiers Speralux S.A. ayant son siège social à Munsbach.

À en croire ces allégations, la société en question aurait introduit un régime prévoyant des pénalités à l'encontre de chauffeurs qui, selon l'employeur, seraient à l'origine d'un manque à gagner pour la société. Ainsi, des coûts liés à des retards de livraison, au péage, au nettoyage des camions ou à une consommation de carburant jugée trop élevée par l'employeur seraient imputés aux chauffeurs concernés. Les montants en question seraient déduits directement du salaire de ces derniers. Le syndicat affirme avoir reçu une cinquantaine de plaintes de la part de ses membres jusqu'à présent.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des allégations susmentionnées?
- Monsieur le Ministre entend-il intervenir dans cette affaire?

Réponse (10.8.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La question parlementaire concerne un administré spécifique et est donc à finalité strictement individuelle.

En dépit de ce constat, qui pourrait amener à réfléchir sur la recevabilité de la question, je peux néanmoins informer l'honorable Députée que j'ai chargé l'Inspection du Travail et des Mines en date du 30 juin 2005 à effectuer une enquête approfondie sur l'entreprise incriminée par Madame la Députée.

L'enquête a été réalisée, selon mes informations, le 14 juillet 2005.

En vertu du principe que les questions parlementaires doivent être à portée générale respectivement concerner l'intérêt général, il ne m'appartient pas de publier davantage de détails sur ce dossier individuel, non seulement pour des raisons de discrétion nécessaire aux suites de l'enquête mais aussi en vertu de la législation sur la protection des données individuelles.

En cas de constatations d'infractions les suites administratives et judiciaires, le cas échéant, prévues seront données par les institutions compétentes.

Question 0482 (17.6.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Processus de Bologne (système de grades académiques):**

Le «Processus de Bologne» entamé en juin 1999 entend instaurer un système de grades académiques facilement lisibles et comparables, incluant la mise en oeuvre du supplément au diplôme, c'est-à-dire un document joint à un diplôme d'études supérieures qui vise à améliorer la transparence internationale et à faciliter la reconnaissance académique et professionnelle des qualifications. Ce système sera essentiellement fondé sur deux cycles: un premier cycle utile pour le marché du travail d'une durée d'au moins trois ans (bachelor) et un deuxième cycle (master) exigeant l'achèvement du premier cycle. Le processus vise donc à faire converger les systèmes d'enseignement supérieur en Europe vers un système plus transparent qui placerait les systèmes nationaux diversifiés dans un cadre commun reposant sur trois cycles - Licence/Bachelor, Master et Doctorat.

Ceci dit que dorénavant des titres avec une dénomination claire de la profession ne seront plus décernés. À titre illustratif, l'étudiant qui souhaite devenir éducateur gradué aura un «bachelor en action éducative et sociale», sans pour autant préciser si ce diplôme lui permet par après de poser sa candidature pour un poste d'éducateur gradué ou d'assistant social. Des rivalités réciproques me semblent préprogrammées. Rappelons encore que l'article 57 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg modifie la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales en supprimant la section d'études supérieures préparant au diplôme d'éducateur gradué ainsi que toutes les dispositions contenant les termes «éducateurs gradués», ce qui pourrait conduire à la conclusion que la profession en tant que telle est abolie.

Quant aux éventuelles études complétant un diplôme universitaire dans la branche précitée, il importe aux yeux des concernés que les études de «master» spécialisantes soient en relation directe avec les études antérieures afin d'éviter que les éducateurs gradués soient obligés de changer leur profession. Des«masters» en management ou en thérapie familiale seraient deux exemples pour une telle spécialisation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Culture et de la Recherche:

- Quelles sont les professions couvertes par le «bachelor en action éducative et sociale»?
- Est-ce que l'on peut sous-entendre par cette nouvelle dénomination que les anciennes inégalités de reconnaissances de titres seront enfin supprimées et que chaque diplômé «bachelor» pourra désormais postuler pour un poste exigeant un «Bac+3»?
- Quelles sont les études de «master» proposées pour ces étudiants détenteurs du «bachelor en action éducative et sociale»?
- Est-ce que les éducateurs gradués de l'ancien régime pourront poursuivre au même titre que les «bachelor» des études de «master»?

Réponse (22.7.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Conformément aux dispositions du Processus de Bologne, le bachelor est un grade générique dans les domaines de l'action sociale et éducative. Le bachelor dont question reprend ce critère et donne, en principe, accès aux professions de l'éducateur gradué et de l'assistant social. L'accès à l'emploi se fait donc à partir du grade de bachelor.

À l'heure actuelle, les travaux des équipes de l'Université portent sur la mise en place du programme de bachelor et non pas sur un éventuel programme de master.

Dans l'éventualité d'un programme de master, l'ancien diplôme de l'éducateur gradué n'y donnera pas automatiquement droit d'accès; ceci étant, la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg prévoit, à son article 9, la validation des acquis professionnels.

Question 0483 (21.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **circuit cyclable dans la Grande Région:**

Le Luxembourg dispose actuellement d'un réseau de pistes cyclables de quelque 600 km. Dans les années à venir le Ministère envisage, en étroite collaboration avec les autorités locales et syndicales, d'agrandir ce réseau à 900 km afin d'assurer une meilleure liaison entre les principaux centres touristiques du pays et d'accroître la possibilité pour les touristes et la population autochtone de découvrir notre pays à bicyclette.

Dans le même ordre d'idées, le projet pour la création d'un circuit cyclable dans la région SaarLorLux Rhénanie-Palatinat reliant les villes de Luxembourg, Trèves, Sarrebruck et Metz a été lancé il y a quelques années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Quel est l'état d'avancement de ce projet interrégional, projet créant en aval des emplois dans le domaine du tourisme?
- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations précises sur le projet du réseau européen de pistes cyclables en relation avec le projet REVER (réseau européen de voies vertes)?

Réponse (22.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. C'est en 2002 qu'est née l'idée quant à la création d'un circuit cyclable transfrontalier entre la Sarre, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg.

Le projet s'est concrétisé en 2005. Actuellement, la véloroute SaarLorLux se présente comme suit:

- Le projet a été présenté officiellement cette année lors d'une conférence de presse à l'ITB à Berlin conjointement avec un premier dépliant d'appel.
- Parallèlement un balisage uniforme pour l'ensemble de l'itinéraire a été mis en place.

Du côté luxembourgeois, il s'agit en l'occurrence de l'itinéraire qui mène de Schengen via Remich, Ellange/Gare et Hassel jusqu'à la capitale, puis prend le chemin vers Junglinster, Echternach et Rosport jusqu'à Wasserbillig.

- La réalisation d'un guide touristique est en train d'être finalisée et sa parution est à prévoir dans les semaines à venir.

2) L'assemblée constituante de la nouvelle association dénommée AEVV - Association Européenne des Voies Vertes - s'est tenue à Namur, Belgique, le 8 janvier 1998. Les statuts ont été signés par 17 représentants d'institutions et d'associations de plusieurs pays européens, dont le Ministère du Tourisme pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Entre 1999 et 2003, dans le cadre d'un projet Interreg II C, des représentants de quatre États membres du Nord Ouest de l'Union européenne, notamment la France, la Belgique, l'Irlande et le Grand-Duché de Luxembourg, ont travaillé ensemble à la réalisation d'une partie du futur REseau Vert EuROpéen. Ainsi est né le projet REVER.

Les objectifs du projet étaient:

- l'engagement d'une réflexion commune et la mise en commun des savoir-faire en matière de développement de réseaux de voies vertes à l'échelle de l'AMNO;
- la création de réseaux d'échanges d'expérience;
- la promotion et le développement d'un réseau international de voies de communication réservées à tous les usagers non-motorisés;
- relier sur de longues distances les agglomérations et les pôles d'intérêt, permettant ainsi le (re)développement de régions rurales;
- encourager la protection et la mise en valeur du patrimoine lié à ces infrastructures (anciennes gares, ouvrages d'art, signalisation ferroviaire...).

Concrètement le projet comprenait les actions suivantes:

- études: réalisation d'un schéma directeur et choix de tracés;
- échanges d'expériences: organisation de tables rondes et de colloques;
- élaboration de projets pilotes (itinéraire: Charles le Téméraire);
- communication: création d'une base de données sur les voies vertes et édition d'une brochure.

Ce projet nous a permis de participer et de suivre de près la création d'un réseau vert européen, tout en évitant que notre pays ne soit écarté d'autres grands projets européens dans ce domaine, comme par exemple le projet Eurovélo, dont l'objectif est la réalisation d'itinéraires cyclables à travers toute l'Europe.

Dans cette optique je puis dès lors confirmer qu'une partie de notre réseau sera intégrée dans un grand axe Nord-Sud et plus spécialement dans la route N°5 menant de Londres à Rome.

Question 0484 (27.6.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **répercussions de la pollution de l'environnement sur la santé de la population du canton Esch:**

Am Kanton Esch (Esch-Schëffleng an Emgéigend) gouf, opgrond vun Analysen, viru kuerzem Alarm geschloe wéinst Geméis, dat duerch toxesch Vergëftungen net méi genéissbar war.

D'Geméis gëtt also ënnersicht, d'Leit aus der Emgéigend awer anscheinend net.

Dëst obwuel eng Rei vun deene Leit an deene Betriber schaffen oder no dobäi wunnen, wou déi toxesch Substanze produzéiert ginn.

Et gëtt een och ëmmer méi oft mat Gesondheetsschied konfrontéiert, déi virdrun net bekannt waren a wou och keen d'Ursaache kennt.

Dofir stelle sech dës Froen:

1. Sinn och medezinesch Kontrolle respektiv Analysë bei de Leit vun Arcelor an der Emgéigend gemaach ginn nodeem bekannt war, datt d'Geméis net méi genéissbar war duerch toxesch Vergëftung?
2. Wann neen, gedenkt den Har Minister dat dann nach an d'Wee ze leeden?
3. Wier et net am Interesse vun der Gesondheet vun de Leit aus der Emgéigend vun Arcelor, fir regelméisseg Kontrollen iwwer toxesch Belaaschtung duerchzeféieren, besonnesch bei Kanner, schwangere Fraen a bei de Leit, déi op Arcelor schaffen?
4. Sinn dem Här Minister Fäll bekannt vun neie Gesondheetsschied, déi kënnten op toxesch Vergëftunge schléisse loossen?

Réponse (18.7.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En raison de la technicité du premier volet de la réponse celle-ci est rédigée en langue française.

Depuis 1996 Arcelor a procédé à plus de 9.000 analyses toxicologiques. La procédure interne prévoit des analyses sanguines pour chaque travailleur exposé plus de 16 heures par semaine dans ou autour des aciéries électriques: si le résultat indique des valeurs de plomb inférieures à 20µg/100 ml de sang, donc s'approchant de la moyenne de la population non exposée, le travailleur continue à son poste; si les valeurs se situent entre 20 et 40µg/100 ml, une consultation avec le médecin du travail est organisée; pour des valeurs supérieures à 40µg le travailleur est extrait du milieu de travail pendant trois mois et on procède à un dosage d'autres métaux lourds (cadmium, fer, etc.).

Alors qu'au début de la mise en place des aciéries électriques les valeurs moyennes de plomb approchaient 40µg/100 ml, ces valeurs diminuent continuellement depuis six années de sorte qu'actuellement dans plusieurs aciéries, notamment Differdange et Belval, aucune valeur n'atteint 15µg/100 ml. Parmi les mesures qui ont permis la diminution de ces taux il faut surtout noter la mise en place d'aspirations plus efficaces des poussières chargées de métaux, et les nombreuses conférences de sécurité qui avaient pour but de sensibiliser les travailleurs à respecter toutes les consignes d'hygiène sur le lieu de travail.

Le dosage des dioxines se fait conformément aux autorisations d'exploitation tous les cinq ans sur un échantillon de travailleurs exposés. Les dernières analyses de 2004 ne signalent aucune anomalie par rapport à l'exposition de base de la population générale.

Quant à l'opportunité de réaliser des analyses sur la population vivant à proximité des aciéries électriques, je voudrais rendre l'honorable Parlementaire attentif à une étude comparative de la charge en dioxines du lait maternel de mères vivant à proximité des aciéries et de mères vivant à l'écart de ces installations. Quoique le lait maternel réagisse d'une manière particulièrement sensible à des charges toxiques environnementales de tous genres aucune différence significative n'a pu être enregistrée.

Par ailleurs il convient de noter qu'environ 10% seulement de la charge en dioxines ont pour origine l'air ambiant, circonstance qui est de nature à rendre très aléatoires les conclusions que l'on pourrait tirer d'une étude comparative même menée à grande échelle et à grands frais sur la population générale.

Mes services n'ont pas connaissance de problèmes de santé susceptibles d'être reliés aux contaminations toxiques visées par l'honorable Parlementaire.

Question 0485 (28.6.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **répercussions de la pollution de l'environnement sur la santé des animaux du canton Esch:**

Am Kanton Esch (Esch, Schëffleng an Ëmgéigend) gouf opgrond vun Analysë viru kuerzem Alarm geschloe wéinst Geméis, dat duerch toxesch Vergëftungen net méi genéissbar war.

D'Geméis, awer besonnesch d'Gréngs, an der Ëmgéigend wou déi toxesch Wäerter festgestallt goufen, gëtt vun Déiere konsuméiert - zum Beispill vu Kanéngercher, déi entweder gezillt oder op der Juegd geschoss gi fir dem Mënsch säi Konsum an doduerch an den lesswuerekrees erakommen.

De Konsum vu verseuchtem Geméis oder Gréngs kann den natierleche Lieweslaf vun den Déieren negativ beaflossen, an déi toxesch Vergëftunge kënnen eventuell och dem Mënsch beim Konsum vun dem Fleesch schueden.

Duerfir stelle sech dës Froen:

1. Sinn och Kontrolle beim Gréngs, dat eventuell vun Déiere kënnt konsuméiert ginn, duerchgefouert ginn op eventuell toxesch Vergëftungen?
2. Wann neen, gedenkt den Här Minister dat duerchzeféieren?
3. Sinn Analysë bei Déieren duerchgefouert ginn, déi an der exposéierter Regioun liewen?
4. Wann neen, wier esou eng Mesure net onbedéngt noutwendeg, fir Klorheet iwwert d'Ausmooss vun deenen toxesche Vergëftungen op d'Déieren ze kréien?

Réponse (16.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Et ass eng bekannten Tatsaach, datt de wäitaus gréissten Deel vun der Belaaschtung vum Mënsch mat toxesche Stoffer, besonnesch mat Dioxinen, aus der Liewensmëttelketten hierkënnt. An an där Liewensmëttelkette sinn et d'Liewensmëttel, déi vum Déier kommen, déi dobäi déi gréisste Roll spillen.

Well dat esou ass, muss all Land aus der Europäescher Unioun all Joer e Programm vun Analysen duerchzéien, déi op Échantillone gemaach ginn, déi Déierefudder an Déiereprodukter entholl gi sinn.

D'Miessungen, déi de Laboratoire de Contrôle et d'Essai vun der Administration des Services techniques de l'Agriculture säit 1999 bei Déierefudder virgeholl huet, hu keng erhéichte Wäerter un Dioxinen nogewisen.

Och d'Kontrollprogrammer vu Réckstänn, déi d'Administration des Services vétérinaires säit 1997 bei Déieren, déi fir de mënschleche Konsum geduecht sinn, virgeholl huet, hu bis elo nach keng anormal Wäerter u PCB erginn, wat vun den Dioxinen dérivéiert Moleküle sinn.

Wéi 1999 an 2000 eng gréisser Kris vun Dioxinen an der Belsch ausgebrach war, sinn heizuland an engem groussen Ausmooss Échantillonen op Déierefudder an Déiereprodukter geholl ginn, déi och negativ waren, wat Dioxinen a PCB betrëfft.

Dëst Fréijoer goufen dann nach Eeër analyséiert vun Hénger, déi zu Schëffleng fräi dobausse gehale ginn. Och déi Wäerter hunn déi vun der communautärer Reglementatioun festgeluechte Maximalwäerter net erreecht.

Gréngs, dat eventuell vun Déiere kënnt verziert ginn, gëtt net speziell kontrolléiert. D'Ëmweltverwaltung kontrolléiert allerdéngs Gréngs aus dem Gaart. Wann de sou genannten Interventiounswäert iwwerschratt gëtt, gëtt d'Bevölkerung dorop opmierksam gemaach.

Question 0486 (29.6.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**adaptation des loyers à la situation économique actuelle:**

D'Loyersgesetz vum 29. August 1987 gesäit am Artikel 1 d'Berechnung vum Loyer vir fir déi Wunnengen, déi virum 10. September 1944 gebaut goufen.

Laut dësem Gesetz, leschten Alinea vum 1. Artikel, sollten dës Chifferen der wirtschaftlecher Situatioun duerch ee groussherzoglecht Reglement all dräi Joer ugepasst ginn, wat awer ni geschitt ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wat sinn déi genee Grënn firwat dës Chifferen net ugepasst goufen?
2. D'Loyerskommissioun vun enger Gemeng, déi heiriwwer ze befannen huet, u wat fir eng Kriterie muss déi sech halen?

Réponse (3.8.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Zënter laanger Zäit sinn de Wirtschafts- a Sozialrot a vill aner Leit a Gruppéierungen hei am Land der Meenung, datt am Kader vun der Revisioun vum Loyersgesetz vun 1955 keen Ënnerscheed bei der Berechnung vum Loyer méi soll gemaach ginn tëschent de Wunnengen, déi virum 10. September 1944 gebaut goufen, an deenen, déi duerno eréischt opgeriicht goufen.

An der Tëschenzäit ass den neien Text, deen dësen Ënnerscheed aus der Welt schaaft, an der legislativer Prozedur esou wäit virukomm, datt den Avis vum Conseil d'État all Moment misst virleien.

Dat ass d'Ursaach firwat keng Upassungen an der Vergaangenheet gemaach goufen.

D'Loyerskommissioune musse sech natierlech nëmmen un déi Bestëmmungen halen, déi dee Moment a Kraaft sinn, wou si eng Affär tranchéieren.

Question 0487 (29.6.2005) de **Mme Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **problématique des enfants mineurs fugueurs:**

Il me revient qu'en Belgique il existe actuellement un débat concernant la problématique des enfants mineurs fugueurs. Le Gouvernement se pose des questions concernant l'accueil des enfants fugueurs récidivistes ainsi que de la possibilité de médiation avec les parents ou encore du suivi de ces enfants.

De ce fait j'aimerais savoir de la part de Madame le Ministre de la Famille et de la Jeunesse:

- Si Madame le Ministre dispose de chiffres concernant le nombre de fugues de la part de mineurs ces cinq dernières années?
- Dans l'affirmative, si Madame le Ministre peut me faire part de ces données?
- Si Madame le Ministre peut m'informer des structures d'accueil ainsi que des mesures qui sont entreprises au Luxembourg dans le cas d'enfants fugueurs récidivistes?

Réponse (16.8.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En matière de fugues, le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne dispose de données précises que pour le Centre socio-éducatif de l'État (CSEE). Le règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 portant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs de l'État stipule que toute fugue est signalée aux services de l'ordre, au procureur d'État, au juge de la jeunesse et au président de la Commission de Surveillance et de Coordination. D'ailleurs, la Commission de Surveillance et de Coordination et la direction du CSEE analysent mois par mois les fugues enregistrées et examinent les mesures à prendre pour prévenir celles-ci.

Fugues de garçons du centre de Dreiborn entre 2000 et 2004:

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	122	123	132	114	103
Nombre de mineurs ayant fugué	55	50	52	53	40
Nombre total de pensionnaires	111	92	107	103	101

Fugues de filles du centre de Schrassig entre 2000 et 2004:

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	94	65	187	104	95
Nombre de mineurs ayant fugué	26	28	46	36	42
Nombre total de pensionnaires	90	75	78	70	87

Le CSEE, en collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, a réalisé une étude dont l'objectif consistait à mieux comprendre le phénomène des fugues et la typologie des fugueurs afin d'avoir une réponse institutionnelle adéquate.

- Le prototype du fugueur au CSEE fuit avant tout ses frustrations. Il s'agit de fugues plutôt brèves, de un à sept jours, qui se font dans le contexte de conflits avec la discipline, le règlement d'ordre interne ou pour des motifs personnels (rejoindre des copains ou la famille).
- D'autres cas de figure concernent les fugueurs dont la motivation primordiale consiste à fuguer pour consommer des substances psychotiques.
- D'une manière générale 60 à 70% des garçons fuguent pour une courte durée (un à sept jours) alors que 30 à 40% des garçons fuguent pour une durée supérieure ou égale à six mois. Chez les filles on note 70 à 80% de fugues de courte durée et 20 à 30% fuguent pour une durée supérieure à six mois. Ces mineurs sont majoritairement des jeunes étrangers, placés par les instances judiciaires au CSEE suite à un délit commis sur le territoire grand-ducal (vols, cambriolages). Ces jeunes étrangers fuguent du CSEE peu de temps après leur placement et quittent le territoire national sans donner un signe de vie par la suite.

Il y a lieu de rappeler deux facteurs:

- Les internats de Dreiborn et de Schrassig constituent des centres «ouverts».
- Le nombre de fugues inclut les «fugues de longue date». Un certain nombre de jeunes de nationalité non luxembourgeoise restent inscrits sur la liste des fugueurs jusqu'à l'âge de la majorité alors qu'ils ont pu rejoindre leur pays d'origine.

Les mineurs fugueurs accueillis dans des centres d'accueil ou des familles de placement doivent être signalés au juge compétent. Les «récidivistes» risquent un placement au CSEE.

D'après les renseignements de la police un nombre grandissant d'adolescents fugue des familles sans que celles-ci n'en avertissent les forces de l'ordre. Il est entendu que les collaborateurs des nombreux services sociaux intervenant en milieu ouvert sont obligés de signaler aux autorités compétentes tout mineur fugueur qu'ils rencontrent. Conscients de cette obligation, les fugueurs évitent de tels contacts et se réfugient dans des abris de fortune.

Au Luxembourg les instances concernées par le problème - ministères, administrations communales, police, magistrats, services sociaux - se concertent régulièrement pour analyser le phénomène et élaborer des solutions qui garantissent aux jeunes concernés un maximum de protection.

Question 0489 (29.6.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **trafic de poids lourds:**

Actuellement beaucoup de citoyens non seulement des communes de Mertert-Wasserbillig et de Grevenmacher mais de l'ensemble des communes de la Moselle se plaignent du trafic grandissant de poids lourds dans leurs villages respectifs. En plus de la baisse évidente de la qualité de vie due au bruit, beaucoup de citoyens constatent des fissures dans leur habitation dues aux vibrations engendrées par les poids lourds à haut tonnage. Il va de soi que ce trafic supplémentaire engendre des nuisances de moins en moins supportables pour les citoyens concernés. Selon mes informations la construction d'un pont reliant le territoire luxembourgeois au territoire allemand entre Mertert et Grevenmacher pourrait remédier sensiblement à cette situation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du trafic grandissant de poids lourds dans les communes le long de la Moselle?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la construction d'un pont reliant le territoire luxembourgeois au territoire allemand entre Mertert et Grevenmacher, avec accès direct sur l'autoroute Luxembourg-Trêves s'avère indispensable?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il lancer un tel projet? Quels pourraient en être les délais?

Réponse (22.9.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'on peut effectivement constater un trafic grandissant de poids lourds circulant sur la route nationale N10 entre Schengen et Wasserbillig.

Une étude de trafic récente montre un déséquilibre important entre le nombre de poids lourds entrant au pays sur l'autoroute A13 Saarbrucken-Luxembourg et le nombre de poids lourds sortant du pays sur le même axe autoroutier.

La construction d'un pont reliant l'Allemagne et le Luxembourg à la hauteur du pont de Mertert, avec accès direct à l'autoroute de Trêves, tel que suggéré par l'honorable Député, permettrait un délestage important des centres de Grevenmacher et de Wasserbillig.

La réalisation d'un tel projet devrait se faire en collaboration étroite avec les autorités allemandes qui, quant à elles, appuient la construction du raccordement de la Bundesstrasse B49 à la hauteur de Igel à l'autoroute de Trêves.

Afin d'avancer dans cette affaire, le département des Travaux publics se propose de faire élaborer une étude de comparaison entre ces deux projets transfrontaliers en prenant en considération les critères suivants:

- la capacité d'évacuation, les temps de parcours, les conditions de confort et de sécurité;
- l'intérêt économique sur base d'une analyse de rentabilité;
- l'incidence des deux projets sur l'environnement naturel et humain.

Question 0490 (4.7.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**implantation de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation ainsi que de la Bibliothèque nationale sur un site unique:**

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoit que «à coté de la Cité des Sciences à Belval-Ouest, le Gouvernement s'efforcera, dans un souci d'optimisation des ressources, de rassembler à moyen terme sur un site unique, situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance ainsi que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation».

Il me revient que le Gouvernement a non seulement l'intention d'implanter la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation à Belval-Ouest, mais d'y installer également la Bibliothèque nationale.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Si ces informations sont exactes.
2. Si oui, quelles sont les raisons de ce choix contraire au programme gouvernemental?
3. Si Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation ainsi que la Bibliothèque nationale devront rester implantées sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Réponse commune (22.7.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°0490 de Madame la Députée Anne Brasseur concernant l'implantation de l'Université du Luxembourg et de la Bibliothèque nationale, nous avons l'honneur de nous référer aux réponses de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux questions parlementaires N°0286 de Monsieur le Député Marc Angel et N°0430 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu N°8 et N°12/2004-2005)*.

La démarche décrite dans ces réponses est en train d'aboutir; le groupe de travail, dont il est fait état dans ces réponses, aura terminé ses travaux d'ici la fin du mois de juillet et nous en saisirons alors le Gouvernement en conseil.

Question 0491 (4.7.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **infrastructures scolaires du Lycée technique pour professions de santé:**

Depuis sa création en 1995 le Lycée technique pour professions de santé ne dispose pas d'infrastructures scolaires adéquates ré-

pondant aux besoins de l'enseignement.

Dans ce contexte j'aimerais savoir pourquoi le projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé n'a toujours pas été déposé alors que l'architecte a été désigné en 2002 suite à un concours, que le programme de construction a été arrêté, que les plans ont été finalisés et que les terrains prévus, situés route de Thionville à Luxembourg, appartiennent à l'État.

Réponse commune (10.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Lors de la réunion interministérielle du 24 juillet 2001, il avait été décidé de réaliser le bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé sur les terrains dits «Munhowen» à Luxembourg-Gare (propriété de l'État). Vu la surface limitée du terrain d'implantation, il avait également été retenu que les infrastructures sportives ne seraient pas réalisées. En août 2001 une première étude avait été réalisée par l'Administration des Bâtiments publics sur base d'un programme de construction datant du 5 octobre 2000.

Il s'est cependant avéré que pour réaliser le programme de construction arrêté, ledit terrain était insuffisant. Le comité d'acquisition a alors entamé des négociations avec deux propriétaires privés qui n'ont toutefois pas abouti.

Il a par la suite été trouvé un accord avec les CFL pour des terrains leur appartenant. En juin 2003 l'architecte a réalisé les premiers plans pour vérifier la faisabilité du projet sur ces terrains.

Il s'est montré qu'il est possible de réaliser ce projet en acceptant certaines contraintes et en adaptant le projet à la spécificité du terrain.

Dans la mesure où le programme de construction d'octobre 2000 a évolué au cours des années, le Ministère de l'Education nationale a présenté en septembre 2004 un projet remanié et adapté à la situation actuelle du Lycée technique pour professions de santé.

Le nouveau programme tient compte d'une série de demandes supplémentaires par rapport au programme initial et notamment d'une redéfinition de salles d'enseignement clinique et de salles spéciales ainsi que de l'ajout d'une salle de sport avec deux unités, un restaurant avec cuisine, ainsi qu'un parking souterrain avec 100 emplacements.

Les plans d'architecte sont actuellement en phase APS (avant-projet sommaire) finalisée et le dossier a été soumis début mai à la Commission d'Analyse critique. Par la suite les études pour la phase APD (avant-projet définitif) pourront continuer en vue de présenter, suivant la nouvelle procédure, le projet de loi à la Chambre des Députés.

Question 0492 (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le problème de la formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale a été sou levé. Il semblerait que cette formation ne soit pas adéquate et que le matériel de formation ne soit pas complet.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus et me donner de plus amples informations sur le matériel existant pour la formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire comment il entend remédier à la situation?

Réponse (5.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Tous les membres affectés à un Service de Police de la Route suivent une formation spécialisée de conduite moto d'une durée de quatre semaines ainsi qu'une formation particulière d'une semaine pour la conduite de voitures. Ces formations sont bien évidemment adaptées aux conditions de conduite en mission policière. Au-delà de cette formation initiale un recyclage annuel pour la conduite moto est organisé. Par ailleurs tous les formateurs suivent régulièrement des cours pour formateurs auprès des forces de police des pays voisins.

La formation me semble dès lors adéquate. Par ailleurs, le Gouvernement continuera à supporter tous les efforts tant au niveau de la formation de base que de la formation continue et spécialisée visant à perfectionner les méthodes de travail de la police.

Question 0493 (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **bateau assurant la sécurité sur la Moselle:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., l'on a été informé qu'un bateau permettant d'assurer la sécurité sur la Moselle dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne a été acquis. Cependant, il a été relevé qu'aucun membre de la Police grand-ducale ne disposait d'un permis adéquat autorisant la navigation sur la Moselle et que ce bateau se trouverait toujours dans un hangar à Hollerich.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner de plus amples informations sur la question soulevée ci-dessus?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire comment il entend remédier à la situation?

Réponse (5.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans le cadre de ses missions la Police grand-ducale est appelée à assurer la police fluviale et à veiller au respect des règles de la navigation intérieure et des sports nautiques. Afin d'assumer pleinement cette mission, la police s'est dotée des moyens nécessaires tant en ce qui concerne le personnel et sa formation que les équipements.

Par la mise en œuvre de ce concept, qui par ailleurs est tout à fait indépendant de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Gouvernement poursuit sa politique de modernisation de la police pour assurer une sécurité optimale des citoyens.

Question 0494 (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **périmètre d'habitation des membres de la Police grand-ducale:**

À une question parlementaire datant du 14 septembre 2004 concernant le périmètre d'habitation des membres de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre m'avait informé que cette disposition allait être d'application mais que certaines dérogations pouvaient être sollicitées pour déroger à ce principe.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nombre de dérogations qui ont été acceptées depuis l'entrée en vigueur de cette disposition?

Réponse (5.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il convient tout d'abord de rappeler que les règles relatives au périmètre d'habitation existaient depuis bien avant la loi sur la Police grand-ducale. Pour les besoins de la réorganisation des forces de l'ordre et plus particulièrement au vu des nombreux changements d'affectation durant les premières années de cette réorganisation, ces règles ont été temporairement suspendues pour une durée de trois ans et demi.

Depuis la fin de cette période transitoire, soit au 31 décembre 2004, 73 dérogations ont été acceptées.

Question 0495 (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **heures d'ouverture des commissariats de proximité:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le problème des heures d'ouverture des commissariats de proximité (CP) a été soulevé. En effet, certains commissariats de proximité aimeraient changer leurs heures d'ouverture afin de permettre entre autres aux citoyens de se rendre aux commissariats entre 06.00 heures et 08.00 heures du matin ainsi que de 18.00 heures à 20.00 heures, donc avant ou après leurs heures de travail. Cependant, il semblerait que de telles heures d'ouverture ne soient pas possibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'expliquer pourquoi il n'est pas possible de modifier certaines heures d'ouverture des commissariats de proximité?

Réponse (5.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans l'organisation de la Police grand-ducale, le commissariat de proximité constitue l'échelon qui assure le lien le plus proche avec le citoyen et qui entretient des relations privilégiées avec les autorités locales. L'organisation des heures d'ouverture du commissariat de proximité incombe au commandant du commissariat de proximité, qui fixe ces heures d'ouverture en concertation avec la direction régionale de la police et les responsables des administrations communales en fonction des besoins locaux.

Dans le cadre de cette concertation rien ne s'oppose à des ouvertures entre 06.00 et 08.00 respectivement de 18.00 à 20.00 heures. D'ailleurs un certain nombre de commissariats ont opté pour une ouverture en dehors des heures de travail.

Question 0496 (5.7.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **prime d'encouragement écologique:**

Ëmmer méi oft sinn ech als Deputéierte mat Kritike vu Matbierger konfrontéiert, wat d'Ausbezuele vun der „Prime d'encouragement écologique" ugeet, déi d'Leit sollt incitéieren an Techniken z'investéieren, dei d'Produktioun vu Stroum op Basis vun erneierbaren Energiequellen erméiglechen.

Vun den Zoustännegen am Ministère ginn d'Leit, wa se dann do nofroen, vertréischt, et wiere méi Dossieren erakomm wéi erwaart, sou datt sech e Retard erginn hätt. Momentan wier een amgaang d'Prime fir d'Dossiere vum leschte Joer auszebezuelen. Déi vun 2005 géingen eréischt an dräi Méint drukommen.

Dës Retarde bedeiten awer fir d'Leit, déi an esou Anlagen investéiert hunn a mat der Prime fest gerechent hunn, eng zousätzlech finanziell Belaaschtung (Zënskäschten). Esou riskéiert aus dem Encouragement en Découragement ze ginn.

Dofir dës Froen:

1. Wie kënnt fir déi genannt an duerch d'„lenteur administrative" entstanen Zousazkäschte vun de Bierger op?
2. Wéi vill Zäit mussen déi Leit, déi haut eng Ufro fir déi genannte Prime agereecht hunn, arechne bis datt se hir Prime iwwerwise kréien?
3. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuele fir den Traitement vun den Dossieren an d'Ausbezuele vun de Primen esou séier ewéi méiglech a bedeitend ze beschleunegen?

Réponse (30.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Am Joer 2005 sinn 1.270 Demandë fir d'Prime agereecht ginn. Am Moment dauert et ongefeier néng Méint bis den Eenzelne seng Prime ausbezuelt kritt. D'Ursaache fir dësen Zäitintervall sinn engersäits bedéngt duerch déi vill méi héich wéi erwaarten Zuel vun Demanden, déi instruéiert musse ginn, an anerersäits duerch déi onvollstänneg Demanden, déi presentéiert ginn. Bei de Primë sinn et quasi 50%, déi net komplett sinn a wou supplementar Informatioune mussen nogefrot ginn.

Wat de groussen Zäitintervall zwëschent dem Erareechen an dem Ausbezuelen ubelaangt, sinn ech mir där Problematik voll a ganz bewosst a wëll den zoustännege Service ausbauen an zousätzlech d'Informatioun un d'Leit verbesseren, fir datt d'Zuel vun den onkompletten Dossiere sech op ee Minimum beschränkt.

Et war näischt virgesi gi fir esou eng grouss Zuel vun Dossieren ze beaarbechten. D'Personal vun dem zoustännege Service ass kuerz no Untrëtt vun der neier Regierung schonns eng éischte Kéier staark eropgesat ginn: vun dräi Leit op néng Leit. Ech weisen drop hin, dass am 1. Semester 2004 2.484 Dossiere beaarbecht gi sinn an am 1. Semester 2005 5.338. Dës Leit hunn net nëmmen als Aufgab d'Dossiere vun de Primen ze instruéieren, mä och déi vun de Bäihëllefen op der Investitioun, wou nach aktuell 5.900 Dossieren ze traitéiere sinn.

Et si keng Dispositiounen am Reglement virgesinn, déi déi eventuell duerch de Retard entstanen Onkäschte géifen ofdecken.

Question 0497 (5.7.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **réorientation et restructuration de l'Agence de l'Énergie:**

L'utilisation de combustibles fossiles entraîne le rejet dans l'atmosphère d'une grande quantité de gaz carbonique, gaz qui contribue à l'augmentation de l'effet de serre dont les conséquences sont néfastes pour l'homme et l'environnement. Le protocole de Kyoto, mis en vigueur le 16 février 2005, n'oblige pas seulement les pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, il définit également un cadre général de développement durable qui tient compte des trois éléments fondamentaux que sont l'environnement, l'économie et le volet social.

En vue d'optimiser ce développement durable, l'accord de coalition prévoit la création d'une unité de recherche ayant pour mission de collecter et de traiter entre autres toutes les données relatives aux domaines de l'énergie et de l'environnement. Cette nouvelle structure devrait être placée sous l'autorité du Ministère d'État.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'état actuel de la réorganisation et de la restructuration de l'Agence de l'Énergie?
- Quel est le rôle que l'Agence de l'Énergie réformée pourrait jouer au sein de la structure de recherche susmentionnée?
- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le dossier de la création du réseau de conseillers énergétiques communaux et régionaux, collaborant avec l'Agence de l'Énergie?

Réponse (3.8.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'Agence de l'Énergie a joué au cours des dernières années un rôle important dans le secteur de l'énergie à Luxembourg. Aussi bien dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie que dans le domaine des énergies renouvelables, l'Agence de l'Énergie a pu conclure avec succès maintes actions et projets concrets en la matière.

Actuellement, l'Agence de l'Énergie se concentre principalement sur la consolidation de ses activités et est en train de se préparer aux défis donnés par la libéralisation des marchés de l'énergie et par les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre du processus de Kyoto. À cette fin, l'Agence de l'Énergie collabore de façon intense avec les Ministères de l'Environnement et de l'Économie et du Commerce extérieur à tous les niveaux.

Dans le proche futur, l'Agence de l'Énergie prévoit d'améliorer principalement ses prestations dans les domaines de la consultation, de l'information et de la sensibilisation au Luxembourg. Pour pouvoir remplir les missions supplémentaires dans ce domaine, il est prévu d'augmenter à court et à moyen terme les effectifs de l'Agence de l'Énergie.

Dans le cadre de la définition de la stratégie en matière de politique énergétique et de protection du climat, engagée par les Ministères de l'Environnement et de l'Économie et du Commerce extérieur, il est prévu d'entreprendre des réflexions quant à un rôle plus actif de l'Agence de l'Énergie. Ces réflexions poursuivent le but d'iden-

tifier et de définir les principaux domaines d'intervention futurs de l'Agence de l'Énergie. Il va sans dire que ces réflexions ne pourront se faire qu'en accord avec les partenaires actuels de l'Agence de l'Énergie.

En ce qui concerne la structure de recherche évoquée, l'Agence de l'Énergie se tient prête à y collaborer dans la mesure où elle estime avoir les compétences requises. Il y a cependant lieu de constater qu'une implication plus ou moins grande de l'Agence de l'Énergie dans cette structure pourrait rendre nécessaire un accroissement de son personnel.

Concernant la création du réseau de conseillers énergétiques communaux et régionaux, il y a lieu de constater que cette idée avait été soumise au Ministre de l'Environnement du Gouvernement sortant. Il est prévu d'intégrer dans les actions de réflexion mentionnées ci-dessus les idées de la création d'un réseau de conseillers énergétiques communaux afin de sonder si le concept proposé au Gouvernement précédent harmonise toujours avec les nouvelles stratégies du Gouvernement en matière de politique énergétique et de protection du climat.

Question 0498 (5.7.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **taux de rémunération des heures de chômage partiel:**

L'article 11 de la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi prévoit que l'indemnité de compensation correspondant à la première tranche de 16 heures est prise en charge par le travailleur et l'employeur selon des taux de participation à convenir entre parties, sans que la part à supporter par le travailleur puisse excéder huit heures par mois. L'État prend en charge l'indemnité de compensation avancée par l'employeur pour les heures de travail perdues au-delà de 16 heures par mois de calendrier.

Selon le règlement grand-ducal du 15 septembre 1975 portant fixation du taux d'indemnisation des chômeurs partiels, le taux de l'indemnité de compensation est fixé à 80% sur salaire horaire brut normal du travailleur sans que celui-ci puisse toutefois dépasser le montant de 250% du salaire social minimum horaire revenant à un travailleur non qualifié âgé de plus de dix-huit ans.

Il résulte de ces deux textes une disparité entre d'une part le salarié et d'autre part l'employeur dans la prise en charge des pertes financières pendant la période du chômage partiel, le salarié subissant une perte de 100% de salaire pour les premières huit heures de chômage à laquelle s'ajoute une perte de 20% pour les huit heures subséquentes indemnisées par l'employeur. Une telle disparité semble inéquitable aux yeux du soussigné pour lequel les deux parties concernées devraient être mises sur un pied d'égalité et subir chacune une perte de 100%. En d'autres termes, le soussigné estime que le salarié devrait se voir indemniser les huit heures de chômage par l'employeur à raison de 100% de son salaire horaire brut normal.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement entend remédier à la situation en modifiant notamment le règlement grand-ducal de septembre 1975 précité et fixer le taux de l'indemnité de compensation à charge de l'employeur et du salarié à 100% du salaire horaire brut normal du travailleur sans toutefois que le taux d'indemnité de compensation à charge de l'État pour les heures de travail perdues au-delà de 16 heures par mois de calendrier ne puisse dépasser 80% du salaire horaire brut normal du travailleur.

Réponse (5.8.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le règlement grand-ducal du 15 septembre 1975 invoqué par l'honorable Député fixe le taux d'indemnisation des chômeurs partiels à 80% du salaire horaire brut normal du travailleur et la prise en charge de cette indemnité de compensation, partagée entre le travailleur, l'employeur et l'État, est réglementée à l'article 11 de la loi modifiée du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi.

En effet cet article dispose qu'en ce qui concerne la répartition du coût entre travailleur et employeur des 16 premières heures non prises en charge par l'État, les taux de participation respectifs sont à convenir entre les deux parties, sans que la part à supporter par le travailleur ne puisse excéder huit heures par mois.

Dans les entreprises liées par convention collective de travail, ces taux de participation sont à fixer d'un commun accord entre les parties signataires de la convention.

Il appartient dès lors aux partenaires sociaux, et non pas au législateur ou au Gouvernement, de veiller à ce que d'éventuelles disparités entre les pertes respectives des travailleurs et des employeurs soient éliminées et ce indépendamment du taux d'indemnisation, qui restera fixé à 80% du salaire horaire brut normal.

Question 0499 (6.7.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **carrière du préposé d'urgence de l'Administration des Services de Secours:**

La loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours prévoit dans son article 43 que: «Les fonctionnaires de la carrière du préposé d'urgence en activité de service au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi bénéficient d'une reconstitution de carrière par la prise en compte des dispositions de l'article 39 de la présente loi». L'article 39 de la loi précitée dispose que: «Le préposé du Service d'Urgence (grade 4) bénéficie d'un premier avancement au grade 6 après trois années de grade. Il avancera au grade 7 après six années de grade à condition d'avoir subi avec succès un examen de promotion. Il bénéficie d'un troisième avancement au grade 8 après vingt années de grade et d'un quatrième avancement au grade 8bis après trente années de grade». Par année de grade, il y a lieu d'entendre le temps passé par l'agent dans sa carrière après sa nomination effective.

Certaines personnes concernées n'ont pas toujours été dans la carrière du préposé d'urgence au Service 112 de l'Administration des Services de Secours, mais étaient occupées antérieurement par d'autres services ou administrations étatiques. L'article 18 de la loi modifiée du 18 novembre 1976 portant organisation de la protection civile prévoyait que: «Le temps passé au service de l'État, déduction faite d'une période de trois années, soit comme fonctionnaire de l'État, soit comme employé de l'État, soit comme ouvrier de l'État, sera mis en compte pour les avancements en grade prévus à l'article 13 ci-dessus». Cette disposition transitoire a été abolie par la loi du 12 juin 2004 précitée. Dès lors, quelques employés de l'État occupés au central téléphonique de secours d'urgence ne bénéficient plus de ces possibilités d'avancement en grade plus favorables.

Considérant l'importance du travail effectué par ces employés, j'aimerais demander à Messieurs les Ministres de la Fonction publique et de l'Intérieur s'ils ne jugent pas nécessaire d'amender la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours (p.ex. par le biais de la loi budgétaire) afin de tenir compte des cas précités.

Réponse commune (19.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Nous aimerions d'abord préciser que la question de l'honorable Député a trait à la carrière individuelle de deux fonctionnaires de l'État et le mode de mise en compte de leurs années de service antérieurement à leur engagement auprès de l'ancien Service national de la Protection civile.

Nous voudrions ensuite relever que la carrière du préposé du Service d'Urgence a été revalorisée de façon substantielle par la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours. En effet, si antérieurement à l'entrée en vigueur de cette loi, la carrière en question s'étendait du grade 3 au grade 7quater (échelon de fin de carrière: 282 p.i.), elle fut reclassée du grade 4 au grade 8bis (339 p.i.), soit une augmentation de 57 p.i. D'autre part, le préposé du Service d'Urgence s'est vu attribuer par cette même loi une prime d'astreinte de 22 p.i., «liée à la fonction», c.-à-d. attribuée à tous les fonctionnaires de cette carrière, sans égard aux heures de travail effectivement prestées la nuit ou les samedis, dimanches et jours fériés.

Il échet de souligner que durant la période législative 1999-2004, la carrière du préposé du Service d'Urgence fut la seule et unique carrière reclassée par une disposition légale.

Question 0500 (6.7.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **infrastructures d'éducation physique du Lycée classique d'Echternach:**

Le Lycée classique d'Echternach dispose actuellement de deux salles de sports ne correspondant plus aux normes de sécurité. Par ailleurs, ces salles ne semblent plus répondre aux exigences d'un cours d'éducation physique approprié. La piscine communale étant fermée pour cause de transformations, les élèves n'ont pas la possibilité de suivre des cours de natation. À Echternachbrück, de l'autre côté de la frontière, à quelque 400 m du lycée, se trouve une piscine ouverte. Cette piscine serait toutefois facilement accessible. En effet les élèves pourraient s'y rendre à pied en ne traversant qu'une seule fois la route par un passage à piétons; le reste du chemin étant constitué de trottoir.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation natio nale et de la Formation professionnelle:

1. Madame le Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus?

2. Madame le Ministre peut-elle m'informer quand le Lycée classique d'Echternach disposera d'une infrastructure appropriée pour l'éducation physique?

3. Est-ce que Madame le Ministre n'estime pas qu'au vu des circonstances précitées l'utilisation de la piscine à Echternachbrück devrait être rendue possible aux élèves du Lycée classique d'Echternach si les conditions climatiques le permettent?

4. Dans le cas où la piscine à Echternachbrück ne pourrait pas être utilisée par les élèves du Lycée classique d'Echternach, est-ce que Madame le Ministre peut me dire si elle voit d'autres alternatives permettant d'assurer un cours de natation, d'autant plus que ces cours paraissent les mieux appropriés à la pratique de l'éducation physique lors de températures particulièrement élevées telles qu'elles ont été enregistrées ces dernières semaines?

Réponse (5.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. La piscine communale d'Echternach que le lycée loue pour assurer ses cours de natation a été fermée pour raisons techniques le 20 juin. Elle rouvrira le 15 octobre. Compte tenu de la période pendant laquelle les classes chôment, le nombre de leçons d'éducation sportive pendant lesquelles un cours de natation ne peut pas être assuré se limite à quelques unités.

2. Vouloir recourir pendant ces quelques leçons à une piscine située dans un camping à Echternachbrück n'est pas possible, du fait que n'étant pas située sur le territoire luxembourgeois, cette infrastructure n'est pas soumise à la réglementation de la sécurité dans la Fonction publique.

3. L'affirmation que les salles de sport du Lycée classique d'Echternach ne correspondraient plus aux normes repose sur des informations erronées. Ces infrastructures sont contrôlées régulièrement quant à leur conformité aux normes établies par la réglementation de la sécurité dans la Fonction publique. Le prochain contrôle sera d'ailleurs effectué le 27 août 2005.

4. La modernisation des installations d'éducation sportive est en cours. En 2004 une salle de musculation a été installée.

Question 0501 (7.7.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**évolution du trafic fret à l'aéroport de Luxembourg:**

Il me revient que les vols de gros avions porteurs sont de plus en plus fréquents à l'aéroport de Luxembourg, probablement du fait du développement des activités du cargo-center. Si les avions de Cargolux ne sont pas en cause, étant donné qu'ils sont de type récent, il semble que le nombre de vols d'avions très bruyants a augmenté ces derniers mois. Cette situation n'est pas sans créer des inconvénients sérieux pour les habitants de la ville qui habitent sous les trajectoires empruntées par ces avions, surtout s'il s'agit de vols de nuit.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution du trafic fret à l'aéroport de Luxembourg en 2005 et surtout sur l'arrivée et le départ d'avions particulièrement bruyants qui ne correspondent pas aux normes les plus exigeantes en matière de bruit et de consommation d'essence?
- Qu'en est-il de l'évolution du nombre de vols de nuit dans le domaine du fret aérien?
- Les trajectoires indiquées par l'aéroport de Luxembourg sont-elles toujours respectées par les avions en cause?

Réponse (26.8.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

D'une manière générale on peut dire que les vols fret constituent environs 20% du total des mouvements internationaux.

1. L'évolution du trafic fret et sa quote-part par rapport aux mouvements internationaux se présentent comme suit:

	2004			2005		
mois	Fret	Intl. IFR	%	Fret	Intl. IFR	%
janvier	770	4.109	19	943	4.378	22
février	856	4.272	20	889	4.235	21
mars	960	4.772	20	1.081	4.900	22
avril	868	4.869	18	1.050	5.175	20
mai	924	4.977	19	1.021	5.273	19
	4.378	22.999	19	4.984	23.961	21

Accroissements des mvts fret 14% par rapport à 2004
Accroissements des mvts int. 4% par rapport à 2004

2. Quant au bruit il y a lieu de noter que conformément au règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg tous les avions (à réacteurs) opérant à Luxembourg sont obligés d'être certifiés conformément au dispositions de l'Annexe 16 volume 1, Chapitre 3 de l'OACI, donc la catégorie la plus contraignante qui existe à l'instant.

Au même règlement existe encore la possibilité pour les avions du Chapitre 2 d'opérer à Luxembourg avec une exploitation limitée à la plage horaire de 07:00 à 22:00 heures locales. Toutefois, depuis le 1er avril 2002 et selon la réglementation européenne, ces avions n'ont plus le droit d'opérer en Europe.

3. Dans le domaine des vols de nuit (vols opérés entre 23:00 et 06:00 heures locales) il y a lieu de constater le développement suivant (janvier à juin inclus):

	2004	2005	Variation
Vols fret	228	360	Augmentation de 57,9%
Vols passagers	188	153	Réduction de 18,6%
Total	416	513	23,3% de plus

4. En ce qui concerne le respect des trajectoires empruntées par les avions il y a lieu de mentionner que le Gouvernement s'est doté d'une nouvelle réglementation (projet de règlement grand-ducal) fixant des critères précis à respecter au décollage et à l'atterrissage sous peine d'amendes administratives à charge des contrevenants. Ce projet se trouve en procédure d'approbation législative.

Question 0502 (7.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **remboursement d'analyses médicales:**

Viru ronn zwee Joer hu Laboratoiren aus dem Land eng Demande bei der Krankekeesenunioun gemaach fir verschidden Analysen (z.B. fir «Marqueurs immunologiques et inflammatoires coprologiques» oder «Stress oxydant»), déi bis elo gratis vun de Laboratoirë gemaach gi sinn, vun de Krankekeese rembourséiert ze kréien.

Dëst engersäits well fir verschidde vun dësen Analysë wëssenschaftlech Dossiere bei der «Commission de Nomenclature» vun der Krankekeesenunioun eragereecht gi sinn, awer nach keng Äntwert kruten, an anerersäits well et de Laboratoiren opgrond vu wirtschaftlechen Iwwerleeungen net méi méiglech ass, dës Analysë gratis ze offréieren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Firwat ginn dës Analysen net vun de Krankekeese rembourséiert?
2. Wat sinn déi genee Grënn firwat vun der «Commission de Nomenclature» bis haut zënter zwee Joer nach keng Äntwert komm ass?
3. Wéini ass hei mat enger Äntwert am Interesse vun de Patienten ze rechnen?

Réponse (19.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Conformément à l'article 65 du Code des Assurances sociales, les actes, services professionnels et prothèses dispensés par les prestataires de soins et pris en charge par l'Assurance maladie maternité sont inscrits dans sept nomenclatures différentes; la nomenclature des laboratoires en fait partie.

Les demandes d'inscription de nouveaux actes de la part des laboratoires ou de tout autre prestataire ne sont pas ipso facto inscrites dans les nomenclatures. La «Commission de Nomenclature» prévue à l'article 65, paragraphe 7 du Code des Assurances sociales étudie toute proposition d'inscription, de modification ou de suppression d'actes, de services ou de fournitures après avoir entre autres:

- évalué les nouveaux besoins de la part des utilisateurs, le cas échéant, les demandes des médecins pour pratiquer de nouvelles analyses;
- évalué le caractère scientifique des nouvelles propositions; faute d'experts luxembourgeois en la matière, nous nous référons à des expertises étrangères, procédures qui peuvent prendre plusieurs mois;
- évalué et vérifié le coût de ces nouvelles analyses déjà inscrites dans les nomenclatures de nos pays voisins (Belgique, France, Suisse).

Après délibération et vote, la commission émet des recommandations circonstanciées aux Ministres de la Sécurité sociale et de la Santé, au Collège médical et au Conseil supérieur des professions de la santé, saisis pour avis.

Les recommandations de la commission s'inspirent du principe de base inscrit à l'article 23 du Code des Assurances sociales et qui prévoient que: «Les prestations à charge de l'assurance maladie doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés et ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.»

Concernant les analyses citées par l'honorable Député («Marqueurs immunologiques et inflammatoires coprologiques», «Stress oxydant»), celles-ci ne sont pas encore inscrites dans les nomenclatures de nos pays voisins et les médecins spécialistes luxembourgeois n'en ont pas encore fait la demande.

Question 0503 (11.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**enseignement de l'histoire de l'Union européenne dans les lycées:**

Au vu de l'actualité politique récente, qui a été dominée par la Présidence luxembourgeoise du Conseil européen et le référendum pour le traité constitutionnel, il est à constater que le citoyen luxembourgeois, dont notamment les jeunes, n'est pas assez informé sur l'importance de l'intégration européenne, le rôle du Luxembourg en Europe ainsi que sur l'idée fondatrice de l'Union européenne.

Les cours d'histoire dans nos lycées du secondaire et du secondaire technique commencent en classe de 7e généralement par l'âge de pierre paléolithique et néolithique, suivie par l'histoire des Celtes au Luxembourg, l'Égypte, la Mésopotamie, et se terminent avec l'Hellénisme. Les périodes historiques sont par la suite successivement traitées jusqu'à la classe de première.

Il est indéniable que certaines de ces périodes sont d'une importance fondamentale pour comprendre et appréhender le développement et l'histoire de l'Europe (guerre des trente ans, la Révolution française, congrès de Vienne, etc.). Il reste cependant à constater que l'histoire récente de l'Europe et du Grand-Duché, et notamment l'histoire de l'intégration européenne, ne sont traitées qu'en classes terminales.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Dans le contexte du référendum du 10 juillet 2005, est-ce que le Ministère a donné la consigne claire aux professeurs d'histoire, d'instruction civique et de COMOCO de mettre un accent particulier sur l'histoire européenne récente ainsi que sur le rôle du Luxembourg dans le processus de l'intégration européenne?
2. Est-ce qu'on pourrait envisager d'une façon générale de mettre un accent particulier sur l'histoire récente de l'Union européenne ainsi que sur le rôle que le Grand-Duché y a joué?
3. Y aurait-t-il la possibilité de commencer à un stade plus précoce par l'étude de l'histoire de l'intégration européenne dans nos lycées et lycées techniques?

Réponse (19.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'a pas donné de consignes particulières aux enseignants dans le contexte du référendum du 10 juillet 2005.

2. Les programmes actuels d'histoire, d'éducation civique et sociale et de connaissance du monde contemporain prescrivent l'étude de l'histoire de l'Union européenne et des institutions européennes. Les cours portent entre autres sur l'histoire constitutionnelle et politique de l'Europe des XIXe et XXe siècles, sur la construction européenne, l'élargissement de la CEE et ses défis sous l'angle des relations internationales, ainsi que sur le fonctionnement des institutions politiques luxembourgeoises et européennes.

Les professeurs fondent leur cours sur des manuels édités par le Ministère de l'Éducation nationale qui sont régulièrement adaptés à l'évolution des institutions politiques luxembourgeoises et européennes. Les élèves sont censés faire des exercices pratiques s'appuyant sur l'actualité.

3. Dès l'école primaire et dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, les élèves apprennent à connaître la géographie et l'histoire du Grand-Duché de Luxembourg et sa place en Europe contemporaine. Les programmes de l'enseignement secondaire technique sont en principe conçus de façon à ce que les élèves puissent être informés des réalités géographiques, historiques, sociales, culturelles et politiques avant d'atteindre l'âge de 18 ans.

Il n'en est pas nécessairement de même en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire ou secondaire classique. J'ai toutefois demandé à la Commission nationale des Programmes d'aménager le programme de façon à ce que tous les élèves puissent traiter le XXe siècle au plus tard en classe de IIe.

Question 0504 (11.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**aménagement extérieur de la Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte:**

À l'occasion de la semaine d'inauguration de la Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, le grand public a pu découvrir les architecture et acoustique spectaculaires de la salle. Si les travaux à l'intérieur des locaux ont bien pu être terminés avant l'inauguration, l'aménagement extérieur du site n'est pas encore achevé, ce qui engendre un certain nombre de problèmes notamment de circulation à la fin d'une soirée musicale. Faute d'une signalisation adéquate, des embouteillages à la sortie du parking souterrain sont régulièrement à l'ordre du jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics.

- Quels sont les délais prévus pour la finalisation de l'aménagement extérieur de la salle de concerts?
- Ne faudrait-il pas envisager des mesures provisoires, comme le guidage par des policiers tel qu'il a été le cas lors de l'inauguration de la salle, afin d'assurer la fluidité du trafic à la sortie du parking après des soirées exceptionnelles durant cette période intermédiaire?

Réponse (19.8.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Nancy Arendt il y a lieu de préciser que c'est le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg qui est en charge de la réalisation du parking et de la Place de l'Europe, de sorte que les problèmes soulevés par Madame la Députée ont été soumis à l'avis de Monsieur le Président dudit Fonds.

Il résulte de cet avis que les travaux d'aménagements extérieurs de la Place de l'Europe sur la partie longeant l'avenue J.F. Kennedy seront achevés suivant le planning prévisionnel actuel dans le courant du mois de novembre de cette année.

En ce qui concerne l'évacuation du parking après les concerts, la sortie du parking de la Place de l'Europe en direction de la ville se fait par la voie de desserte qui donne accès à l'avenue J.F. Kennedy après le passage d'un panneau de signalisation indiquant la priorité.

La présence du pont Champangs'hiel limité à deux fois deux voies bordées d'un passage piéton ne permet pas d'aménager une voie d'accélération latérale pour faciliter la liaison de la voie d'accès avec l'avenue.

Ceci étant, à la fin des concerts, aux heures avancées de la soirée, le trafic sur l'avenue se trouve plutôt réduit, de sorte que l'évacuation de la voie de desserte au moyen d'une simple signalisation «priorité» devrait pouvoir s'effectuer normalement.

Le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg se propose toutefois d'examiner la possibilité de régler le trafic au moyen des feux tricolores qui sécurisent le passage piétons qui se trouve juste en amont de la sortie de la voie de desserte. La solution consisterait à rajouter une signalisation à la sortie de la voie de desserte et de conférer la priorité à celle-ci en cas d'accroissement du trafic sur ladite voie de desserte (comptage via détecteur dans le corps de chaussée).

Par ailleurs l'exploitant du parking, fort de l'expérience du mois de juin dernier, se propose d'inverser la circulation à l'intérieur du parking, mesure qui devrait avoir pour effet d'accroître l'utilisation de la sortie en direction du rond-point Serra, permettant ainsi de délester d'autant la sortie en direction de la ville.

Finalement, étant donné que l'évacuation de 600 à 700 véhicules au même moment prend obligatoirement du temps, il y a tout lieu de supposer que les visiteurs de la philharmonie vont adopter un comportement en conséquence, profiter du cadre exceptionnel de la philharmonie et étaler leurs départs.

Question 0505 (11.7.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**enseignement d'étudiants issus des pays cibles de la coopération au développement luxembourgeoise:**

Le développement socio-économique tant souhaité en Afrique préconise l'approvisionnement en énergie, une des conditions les plus importantes. Hélas, les peuples du continent souffrent d'une pénurie en énergie commerciale, l'infrastructure d'approvisionnement existante ne satisfait que 30% de la population du milieu urbain. Les régions rurales ne disposent en matière d'énergie que de choix limités entre autres le bois. Pourtant l'Afrique dispose d'importantes ressources d'énergies renouvelables.

L'Union européenne a toujours considéré le développement en Afrique comme une de ses priorités de l'aide humanitaire et des efforts considérables ont été déployés notamment dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Lutter contre les fléaux tels que la dégradation des terres, la sécheresse et la désertification suite aux changements climatiques, représente l'élément clé de cet engagement. L'utilisation accrue des énergies renouvelables présente un des piliers du développement durable. Faire de l'agriculture un domaine clé et de soutenir l'instauration de marchés agricoles régionaux en représente un autre pilier.

Étant donné que la communauté mondiale ne réussit pas à trouver les réponses adéquates à la réduction de la pauvreté, et que les «Objectifs du Millénaire» pour le développement ne peuvent être atteints, les pays industrialisés se trouveront sous peu confrontés aux masses d'individus se dirigeant vers les pays industrialisés.

Afin de stabiliser, voire d'accroître les chances des peuples d'Afrique, un accent primordial devra être mis sur l'éducation. Le processus de solidarité donnera jour à la transformation sociale tant souhaitée.

Depuis des années, la coopération luxembourgeoise s'efforce de s'engager dans les domaines de l'éducation et de la formation, la formation professionnelle et l'enseignement technique en particulier. Afin de pouvoir garantir un enseignement efficace sur le terrain, les pays ont besoin de cadres tels que scientifiques, ingénieurs et enseignants.

À côté des activités déjà développées, le Luxembourg pourrait y ajouter une nouvelle. L'Université du Luxembourg pourrait accueillir annuellement une vingtaine de détenteurs du baccalauréat de nos pays cibles africains, dont les frais de séjour seraient couverts par les autorités compétentes luxembourgeoises.

En contrepartie, ces étudiants devraient souscrire de retourner, une fois leurs études universitaires terminées, dans leurs pays natals et s'y engager en qualité de coopérant pour une durée d'au moins dix ans. Leur présence sur le terrain présenterait un gain considérable pour le développement socio-économique et éducatif des populations de nos pays cibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

En vue de poursuivre les démarches en matière de coopération déjà entamées, ne devrait-on pas, dans ce cadre d'activités, rechercher le soutien du NEPAD, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique?

Le développement socio-économique et éducatif en Afrique nécessitant de jeunes cadres, ne pourrait-on pas inviter l'Université du Luxembourg d'entreprendre les démarches décrites ci-dessus?

Ne devrait-on pas créer au sein de l'Université du Luxembourg une cellule ayant comme attributions l'élaboration de contacts avec les responsables de nos pays cibles en Afrique et ceci en étroite collaboration avec les services du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire?

Réponse (5.8.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans le cadre de son recrutement d'étudiants venant de pays non membres de l'Union européenne, l'Université du Luxembourg, en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, a organisé, pour la rentrée 2005/2006, les examens spéciaux d'entrée à l'Université dans deux des pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Ce dispositif a notamment pour objectif de permettre à ces étudiants de faire leurs études universitaires à l'Université du Luxembourg. Ce dispositif est complété par un système de bourses attribuées par l'Université, bourses qui sont réservées prioritairement aux étudiants ressortissants de pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

De façon générale il convient de noter qu'il s'agit là d'une première démarche dans un processus de coopération qui connaîtra des évolutions certaines.

Question 0506 (13.7.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **fonctionnement des commissions consultatives pour étrangers:**

Dans le cadre de la participation politique des non-Luxembourgeois, les commissions consultatives peuvent jouer un rôle certain. Encore faut-il qu'elles se réunissent pour pouvoir travailler.

- Une étude a-t-elle été faite quant au fonctionnement des CCE, aux sujets traités par elles, aux questions soumises par le pouvoir communal à ces instances consultatives?
- Le Gouvernement peut-il fournir un aperçu du nombre de CCE existantes et le nombre des réunions tenues par ces CCE en 2004 conformément à l'article 10 du règlement grand-ducal du 5 août 1989?
- Quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport aux communes qui sont dans l'obligation d'avoir une CCE et qui ne se réunit pas une seule fois pendant l'année alors qu'un règlement grand-ducal prévoit précisément un minimum d'une réunion par trimestre?
- Combien de fois le Gouvernement est-il intervenu à ce propos en 2004?
- Le Gouvernement entend-il réformer les dispositions règlementaires existantes?

Réponse commune (25.8.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La loi du 22 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché du Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers prévoit dans son chapitre 5.2, article 24, alinéa 2 que le Conseil national pour Étrangers aura parmi les commissions de travail nécessaires à l'exécution de sa mission «une commission spéciale permanente chargée de traiter les sujets relatifs aux commissions consultatives communales pour étrangers».

C'est cette commission qui suit les travaux des CCE, organise annuellement une rencontre par circonscription des membres des CCE devant permettre des échanges des bonnes pratiques et des blocages existants.

Bonnes pratiques et blocages ont été recensés par ladite commission au fil des années. Le Luxembourg compte à l'heure actuelle 85 commissions consultatives communales. Nous ignorons le nombre exact de réunions alors que des 85 commissions il y en a eu 21 qui ont communiqué le compte rendu de leurs réunions à la Ministre de la Famille et de l'Intégration tel que prévu à l'article 10 du règlement grand-ducal.

Il y a eu par le passé des courriers entre la commission permanente du Conseil national pour Étrangers, par le biais de leur ministre de tutelle, à savoir la Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Ministre de l'Intérieur, courrier qui a donné lieu à des circulaires rappelant aux communes les dispositions du règlement grand-ducal du 29 mars 1995.

En 2004, il y a eu une intervention. La Présidente du Conseil national pour Étrangers est entrée ponctuellement en contact avec le Commissaire de district de Luxembourg et de Diekirch afin de leur signaler le non-respect du règlement par certaines communes aux fins d'intervention.

Il faut cependant savoir que l'actuel règlement ne prévoit aucune sanction pour les communes qui ne se conforment pas au règlement existant.

Voilà pourquoi l'ancien Conseil national pour Étrangers à la fin de son mandat en juin 2004 avait finalisé un projet de modification du règlement existant, l'avis du Syvicol entendu. Dès son adoption, il sera soumis à la Ministre de la Famille et de l'Intégration et au Ministre de l'Intérieur pour étude.

Question 0507 (13.7.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **travail d'étudiants:**

La loi du 22 juillet 1982 règle le travail des étudiants pendant les vacances scolaires. Elle concerne les jeunes de moins de 26 ans inscrits dans un établissement scolaire au Luxembourg.

Les étudiants originaires d'un pays non membre de l'espace économique européen peuvent-ils prétendre à ce type de travail? Dans l'affirmative, existe-t-il une base légale qui imposerait un permis de travail pour ce cas de figure?

Comme la loi de 1982 ne mentionne aucune condition de nationalité, elle s'adresse aussi bien aux étudiants luxembourgeois qu'aux étrangers.

Je voudrais connaître l'interprétation de Messieurs les Ministres quant à l'accès d'étudiants à une occupation temporaire et qui ne donne pas le statut de travailleur?

Si l'Université du Luxembourg veut prétendre à un certain universalisme, elle ne peut dès lors pas être aussi rébarbative à l'égard des étudiants venant de pays du Tiers Monde en les coinçant dans un système d'autorisation par permis, qui ne produit pas de réponse appropriée dans un délai raisonnable.

Réponse commune (11.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les dispositions légales relatives à l'occupation des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires ne mettent pas en échec la législation applicable en matière d'emploi de main-d'œuvre étrangère.

Il ressort tant des dispositions de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, que des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, que la notion de travailleur englobe toute personne qui exécute pour le compte d'autrui, contre rémunération ou non, un travail manuel ou intellectuel.

L'étudiant qui tombe dans le champ d'application des dispositions légales ci avant énumérées reste donc soumis à l'obligation du permis de travail.

Puisque l'Université du Luxembourg est une université à vocation internationale et pour la rendre attrayante pour les bons étudiants, le Gouvernement a retenu, en vue d'offrir à ces étudiants, à côté d'excellents programmes de recherche et d'enseignement, un cadre de vie tout aussi attrayant et excellent, de leur permettre d'exercer une activité rémunérée pour financer les dépenses quotidiennes qui font partie de ce cadre de vie, pendant les vacances d'été et même accessoirement aux études sous certaines conditions cependant.

En effet, afin d'éviter que l'inscription à l'université ne devienne qu'un manière déguisée pour accéder plus facilement au marché de l'emploi, le Gouvernement entend limiter cet accès à l'étudiant qui est inscrit à temps complet à l'Université du Luxembourg et qui en est à sa deuxième année d'inscription à l'université étant entendu que la première inscription s'est soldée par un succès. La situation intermédiaire du travail pendant les vacances d'été, à cheval entre deux années académiques, est également considérée sous cet objectif, de sorte que le caractère approprié ou non de la réponse dépendra de l'assiduité de l'étudiant, le délai étant toujours un délai raisonnable en fonction des circonstances.

Question 0508 (13.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **modernisation et l'agrandissement de la clinique pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg:**

En 1966 une clinique pédiatrique (fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte) a été mise en service. Depuis 1975 cette clinique fait partie du Centre hospitalier de Luxembourg. Actuellement, des travaux de modernisation et d'agrandissement du site sont en cours et vont durer jusqu'à fin 2006. Les nouvelles chambres vont permettre l'accompagnement des enfants par un parent. Des services performants de polyclinique et radiologie, un hôpital de jour, un service des soins intensifs, des chambres mère/enfants dans le Service de Néonatologie et une unité d'hospitalisation de psychiatrie infantile compléteront l'offre de ce Service.

Un Service de Garde pédiatrique quotidien et ininterrompu est offert par cet établissement hospitalier. Des critiques quant à l'organisation de ce Service m'étant revenues, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Comment le Service de Garde pédiatrique est-il organisé à la clinique pédiatrique?
2. Combien de personnes employées sont affectées au total et par équipe à ce Service?
3. Est-ce que Monsieur le Ministre est satisfait du fonctionnement de ce dernier?
4. Est-ce que les travaux de modernisation et d'agrandissement auront un effet bénéfique sur l'organisation du Service en question?

Réponse (19.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'emblée je voudrais rendre l'honorable Parlementaire attentive au fait que les travaux de modernisation et d'agrandissement de la clinique pédiatrique se prolongeront jusqu'en 2008, et non pas jusqu'à fin 2006 seulement. Actuellement l'aile nord est en construction et hébergera entre autres le Service policlinique urgences au rez-de-chaussée. Ces locaux seront disponibles à partir de l'automne 2006 et faciliteront encore plus l'accueil des enfants que ne le font déjà aujourd'hui les structures très modernes du Pavillon modulaire.

L'honorable Parlementaire fait état de critiques quant à l'organisation du «Service de Garde pédiatrique quotidien et ininterrompu» sans préciser davantage, de sorte qu'une réponse ciblée est difficile.

Le Service de Garde à la clinique pédiatrique est assuré pendant les nuits, les samedis, dimanches et jours fériés par un pédiatre plein-temps sur place secondé par un médecin en voie de spécialisation en pédiatrie également sur place. Pendant la journée des samedis, dimanches et jours fériés, cette équipe est actuellement renforcée par un voire deux médecins (en fonction des besoins) au niveau du Service des Urgences. Dans ce groupe participent une douzaine de pédiatres indépendants installés en ville.

À côté de cette permanence sur place de pédiatres et d'urgentistes, une garde de disponibilité est assurée par les chirurgiens pédiatriques, les neurologues pédiatriques et les pédopsychiatres.

À ma connaissance, depuis le transfert du Service policlinique urgences dans les locaux du Pavillon modulaire en février 2003 allant de pair avec une augmentation du staff médical et de soins, les doléances de la part des patients et de leurs familles ont nettement diminué.

Question 0509 (14.7.2005) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **surveillance du marché postal par l'Institut Luxembourgeois de Régulation:**

Parmi les missions de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) figure la surveillance du marché postal qui a fait l'objet d'une ouverture progressive à la concurrence.

Il s'avère qu'une société privée distribue régulièrement du courrier de masse d'un poids de 20 à 50 g aux ménages.

Cette distribution est de qualité plus que médiocre et se situe dans un domaine de services réservé aux P&T.

Malgré une action en justice et une réclamation auprès de l'ILR, cette société peu scrupuleuse continue à exercer ses activités illégales au Luxembourg portant ainsi atteinte à la qualité du Service public postal.

- Quels sont les moyens de contrôle et d'intervention à la disposition de l'autorité de régulation pour mettre fin à de telles pratiques contraires à la loi?
- Le Gouvernement envisage-t-il, le cas échéant, de conférer à l'ILR des moyens d'action plus efficaces pour pouvoir exécuter la plénitude de ses attributions légales?

Réponse (1.9.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*Parmi les nombreuses missions lui confiées dans le cadre de la surveillance de la libéralisation graduelle du marché postal, la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux, par son article 24 a), avait chargé l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) «de veiller au respect du service réservé par les opérateurs postaux ne bénéficiant pas du droit d'exploitation de ces services».

Dans une première étape l'ILR a contacté les opérateurs alternatifs actifs sur le marché luxembourgeois afin de les obliger de lui soumettre des déclarations de services leur procurant le droit de prester des services non réservés.

Au cours de l'année 2001, l'Institut a exprimé trois blâmes assortis de trois interdictions d'effectuer certaines opérations envers trois opérateurs alternatifs qui ne se conformaient pas à la nouvelle législation.

Une première réunion avec le Procureur d'État a eu lieu en 2002, suivie d'une autre réunion en 2003 ayant pour objet d'organiser une mission de contrôle des opérateurs alternatifs, actifs sur le terrain. Suite à ces entrevues, un contrôle en collaboration avec des agents du Service régional des Polices spéciales a eu lieu le 7 juillet 2003.

Lors de ce contrôle certaines infractions ont été constatées, les opérateurs dûment entendus en leurs moyens de défense et pénalisés en conséquence.

La loi du 20 décembre 2002 portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux (la Loi) a permis au Ministre de tutelle de l'ILR de conférer la qualité d'Officiers de Police Judiciaire (OPJ) à des agents de l'Institut afin de leur permettre de constater eux-mêmes les éventuelles infractions.

C'est ainsi qu'en date du 19 juillet 2005, en se basant sur l'article 34 (3) de la Loi, les OPJ de l'ILR, avec le soutien des agents du Service régional des Polices spéciales, ont intercepté cinq camionnettes d'un seul et même opérateur, dont chacune contenait des envois appartenant à la catégorie des services postaux réservés.

Depuis lors, un rapport additionnel a été adressé par l'ILR au Parquet pour être annexé au procès-verbal dans le cadre d'une plainte déposée le 22 mars 2004 par l'Entreprise des Postes et Télécommunications auprès du juge d'instruction avec constitution de partie civile contre la société et les responsables en question pour non-respect du monopole postal.

Un jugement dans cette affaire est toujours en attente. Étant donné que l'introduction d'une action en justice n'a pas d'effet suspensif, ladite société ne pourra pas être empêchée de continuer à exercer les activités incriminées.

La libéralisation du marché postal européen continue de progresser, conformément à la Directive européenne du 10 juin 2002, de sorte que le seuil du service réservé, limité actuellement aux envois de correspondance jusqu'à 100 g, sera abaissé dès le 1er janvier 2006 à 50 g.

Il faut donc en conclure que tôt ou tard, des opérateurs alternatifs entreront ou élargiront leurs activités sur le marché postal et que l'Entreprise des Postes et Télécommunications doit jouer la carte de la compétitivité à la fois sur le plan de la qualité de service et sur celui des coûts.

Question 0510 (18.7.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **réglementation de la vente des boissons alcooliques:**

D'Regierung plangt e Gesetz virzeleeën, dat de Verkaf vun Alkohol u Jugendlecher ënner 16 Joer generell verbitt a gläichzäiteg d'Besteierung vun de sou genannten Alkopops an d'Luucht setzt.

Eng rezent Etüd vun der däitscher «Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung» iwwert de Konsum vun Alkopops huet gewisen, datt, nodeems an Däitschland d'Besteierung vun den Alkopops substanziell gehéicht ginn ass, de Konsum vun dëser Zort Alkohol massiv zréckgaangen ass. D'Etüd weist awer och op eng nei Gefor hin, an zwar op déi vun alkoholhaltegem Polver, dat am Waasser opgeléist gëtt. An Däitschland ass geplangt, och dëse Polver ze besteieren oder eventuell ze verbidden.

Duerfir stellen sëch dës Froen:

1. Wéi wäit ass d'Regierung mat der Ausaarbechtung vun dem neie Gesetz?
2. Ass virgesinn dëse Polver och méi héich ze besteieren oder eventuell de Verkaf hei zu Lëtzebuerg komplett ze verbidden?

Réponse (16.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Et ass elo schonn iwwert dat sou genannte Cabaretsgesetz verbueden, fir Jugendlecher ënner 16 Joer an de Caféen Alkohol ze zerwéieren. De Verbuet soll elo vervollstännegt ginn duerch e Verbuet fir Jugendlecher ënnert där Altersgrenz Alkohol ze verkafen, egal wou et ass, dat heescht ganz besonnesch an den Epicerien, Supermarchéen an Tankstellen. De Verbuet steet an deem Avant-projet de loi dran, deen och méi streng Moossnamen a Saachen Tubak virgesäit. Dësen Avant-projet ass am Regierungsrot prinzipiell guttgeheescht ginn. En ass uganks Juli bei déi divers Instanzen an d'Konsultatioun gaangen a kënnt dann nach eng Kéier an de Regierungsrot zréck, wann all Stellungnahme virleien. Da gëtt den definitiven Text festgeluecht an de Projet an der Chamber deponéiert.

D'Fro vun der Besteierung vun den Alkopops, déi technesch ganz komplex ass, gëtt an deem Avant-projet net behandelt. Ech hunn iwwert de Sujet Korrespondenz mam Finanzminister gefouert. De Regierungsrot huet de Prinzip vun enger méi héijer Besteierung vun den Alkopops ugeholl. Déi «taxe additionnelle» soll iwwert de Wee vum Budgetsgesetz 2006 festgeluecht ginn, a si géif da vum 1. Januar 2006 un opgehuewe ginn.

Déi méi héich Besteierung géif och fir déi Produkter gëllen, déi ënner Form vu Polver um Maart sinn.

Question 0511 (18.7.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **titre de voyage pour étrangers:**

Par règlement grand-ducal du 26 janvier 2005, les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers ont été fixées. Aux termes du règlement grand-ducal, le titre de voyage est un document délivré à des personnes résidant régulièrement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et dont l'identité et la nationalité sont établies, mais qui ne sont pas en mesure d'obtenir un passeport national de la part des autorités de leur pays d'origine.

Certaines personnes se trouvent en attente de leur passeport national depuis 2001. Une dizaine de personnes du Kosovo, pour lesquelles des preuves d'identités ont été fournies et ayant pu donner les preuves des démarches qu'elles ont faites auprès des ambassades, sont toujours sans titre de voyage à l'heure actuelle.

- Combien de demandes de titre de voyage ont été introduites depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 26 janvier 2005?
- Quelle est la répartition par nationalités des personnes qui ont introduit une demande de titre de voyage?
- À ce jour, combien de titres de voyage ont été délivrés par le Ministère des Affaires étrangères?

Réponse (25.8.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

- Depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 26 janvier 2005, cent demandes de titre de voyage ont été introduites auprès du Bureau des Passeports, des Visas et Légalisations.
- La répartition par nationalités des personnes qui ont introduit une demande de titre de voyage est comme suit:

Passeports pour étrangers

	délivrés	en suspens
Serbie-Monténégro	46	25
Russie	8	
Rwanda	7	
Ouzbékistan	7	
Estonie	2	
Bulgarie	1	
Burundi	1	
Sierra Leone	1	
Iran		1
Albanie		1

- À ce jour 73 titres de voyage ont été délivrés par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, alors que 27 demandes sont en cours de traitement par les services compétents.

Question 0512 (18.7.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **transfert de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement vers le site Esch/Belval:**

En page 6 du numéro 6/2005 de «d'handwierk», le Ministre de l'Intérieur, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, est cité de la manière suivante: „Es steht nämlich fest, dass der definitive Sitz des Wasserwirtschaftsamtes in den Industriebrachen in Esch-Belval sein wird. Das gleiche könnte für die Umweltverwaltung der Fall sein."

- Est-ce que la décision quant au nouveau site de l'Administration de la Gestion de l'Eau est définitive? Si non, quand sera-t-elle prise?
- Est-ce que toutes les divisions seront transférées vers Esch/Belval? Qu'en est-il en particulier du laboratoire?
- Quand est-ce que la décision sur le transfert de l'Administration de l'Environnement vers le site Esch/Belval sera prise?

Réponse commune (13.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Suivant son programme du 2 août 2004, l'actuel Gouvernement «s'efforcera de mettre en place une politique de refocalisation des services publics, claire dans ses objectifs et transparente dans sa mise en œuvre, permettant de contribuer à la modernisation de la culture et du fonctionnement de la fonction publique en agissant sur les critères organisationnels d'une administration trop géographiquement concentrée sur le territoire».

En tant que Ministre responsable de l'aménagement du territoire, j'estime qu'il est de mon devoir de donner le bon exemple en matière de délocalisation des administrations et services de l'État. C'est pour cette raison que je soutiens pleinement l'implémentation de l'Administration de la Gestion de l'Eau sur le site des friches d'Esch/Belval.

Pour ce qui est du transfert du laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau, il est prématuré de se fixer définitivement alors qu'il convient encore d'analyser en détail les avantages d'un éventuel déménagement de cette division sur le nouveau site du Laboratoire National de Santé à Dudelange.

Finalement, s'agissant du transfert de l'Administration de l'Environnement vers le site d'Esch/Belval, aucune décision n'est encore prise; les pourparlers en la matière se poursuivent.

Question 0513 (18.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance:**

Au cours des dernières années, l'Union européenne s'est activement engagée dans l'élaboration de mesures concrètes visant à lutter contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance. Malgré les efforts déployés, le dernier rapport annuel de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) confirme une augmentation des tendances racistes dans plusieurs États membres de l'Union européenne. À titre d'exemple, il résulte d'une étude réalisée par l'Université de Leipzig que le phénomène du racisme deviendrait à nouveau de plus en plus menaçant en Allemagne du fait qu'un quart de la population aurait une tendance xénophobe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Existe-t-il au Luxembourg des données statistiques fiables qui ont trait au phénomène du racisme ou de la xénophobie?
- Dans l'affirmative quels sont les organismes chargés de la collecte des données?
- En cas de réponse négative, quels sont les acteurs luxembourgeois qui peuvent être chargés de faire une étude à ce sujet?
- Par quels moyens le Gouvernement luxembourgeois peut-il lutter contre ce phénomène? Peut-on envisager de mettre sur pied une campagne de sensibilisation en la matière qui sera initiée par le Gouvernement?

Réponse commune (19.9.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'honorable Madame Arendt est préoccupée par la recrudescence des tendances racistes et xénophobes en Europe et aimerait recevoir des précisions sur la situation dans notre pays.

Dans leur réponse commune à la question parlementaire N°0408 de l'honorable Monsieur Félix Braz qui s'était intéressé aux mêmes problèmes le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et le Ministre de la Justice ont fourni les précisions qui font l'objet des trois premiers volets de la question de l'honorable Madame Arendt, réponse à laquelle il est renvoyé pour autant que de besoin *(cf. compte rendu N°12/2004-2005)*.

Pour le dernier point de la question relative aux campagnes de sensibilisation le Ministère de la Famille et de l'Intégration peut fournir les informations suivantes:

Le Luxembourg, par l'intermédiaire du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers/Ministère de la Famille et de l'Intégration, est engagé dans la lutte contre les discriminations raciales et religieuses de par ses compétences qui lui ont été attribuées par la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, dès le début du programme d'action communautaire de lutte contre les discriminations - programme communautaire (2000-2006) visant à renforcer les directives 2000/78/CE et 2000/43/CE - le Luxembourg s'est investi dans des projets concrets de sensibilisation et d'information du grand public, dans une première étape, par la publication d'affiches et de dépliants explicitant les implications de ces nouvelles directives. Ces projets sont cofinancés par la Commission européenne. Un deuxième projet élaboré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration/ Commissariat du Gouvernement aux Étrangers a visé un renforcement de cette campagne et s'articule autour de trois axes majeurs: formations, campagne médiatique auprès du grand public et soutien des activités/campagnes des organisations non gouvernementales nationales. Un troisième projet est actuellement en cours. Il vise à sensibiliser notamment les directeurs des ressources humaines, les délégués du personnel, les responsables communaux, les praticiens du droit. Il cible aussi le grand public grâce à des activités diverses et la diffusion d'un spot publicitaire au cinéma et à la télévision.

Question 0514 (18.7.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **vote obligatoire:**

Le vote obligatoire constitue un élément essentiel de notre démocratie et il s'est avéré que dans un pays tel que le Luxembourg le vote obligatoire s'inscrit dans la logique selon laquelle l'électorat n'est pas seulement un droit mais une véritable fonction.

À cet égard la loi électorale du 18 février 2003 stipule dans son article 89 que «le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales». Les électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises sont, selon ladite loi, cités devant le juge de paix.

Étant donné que l'article 90 de la même loi prévoit qu'«une première abstention non justifiée est punie d'une amende de 100 à 250 euros», je me demande si les abstentions non excusées sont vraiment suivies par les autorités. En plus, ce même article prévoit qu'en «cas de récidive dans les cinq ans de la condamnation, l'amende est de 500 à 1.000 euros.»

Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nombre d'électeurs n'ayant pas pris part au vote pour le référendum et dont les excuses n'ont pas été admises?

De même j'aimerais savoir si ces électeurs non excusés sont punis d'une amende ou s'ils sont simplement avertis?

Dans le cas où les électeurs non excusés ne sont ni avertis et ni punis par les autorités, Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer pour quelles raisons la loi n'est-elle pas appliquée comme prescrite par le législateur?

Par ailleurs, serait-il possible de savoir le nombre de non participations par commune?

Question 0541 (4.8.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **vote obligatoire:**

Eise politesche System fonctionnéiert op Basis vun enger Wahlflicht. Wien op der Wielerlëscht ageschriwwen ass, mä net wiele geet, muss dem Friddensriichter seng Grënn mat den entspriechende Justifikatioune matdeelen (Art. 89 vum Wahlgesetz). Wann de Friddensriichter déi Excuse als fondéiert ugesäit, kënnt et net zu enger Strofverfolgung.

De Procureur d'État mécht dann, e Mount no der Proklamatioun vum Resultat, pro Gemeng eng Lëscht vun deene Wieler, déi net wiele waren an deenen hir Excuse net akzeptéiert gouf. Dës Netwieler ginn da virun de Friddensriichter zitéiert. D'Strofmooss läit tëscht 100 an 250 Euro. Am Fall wou dësen Netwieler schonns bei de leschte Wahle net wiele war, läit d'Amende tëscht 500 an 1.000 Euro.

D'Zuel vun de Wieler, déi hirer Flicht beim Referendum vum 10. Juli net nokoumen, louch bei 21.108 Persounen. Insgesamt goufen nëmmen 199.609 Stëmmziedele gezielt.

Mengen Informatiounen no soll d'Justiz, vis-à-vis vum Ausmooss vun deem Problem, ugewise gi sinn, dës Leit net ze verfollegen.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi eng Instruktioune krut de Parquet par rapport zu deene Wieler, déi onexcuséiert (oder ouni valabel Excuse) net um Referendum deelgeholl hunn?
2. Wéi bewäert de Justizminister de genannten a strofbare Phenomeen - ass dësen als Ausdrock vun Onzivilitéit ze gesinn, vis-à-vis vun där eng «Null-Toleranz-Politik» misst applizéiert ginn?
3. Falls d'Netwieler net zur Rechenschaft gezu ginn, bedeit dat, datt d'Regierung net méi hannert dem System vum «Vote obligatoire» steet?
4. Ass deemno vu Säite vun der aktueller Regierung mat der Ofschafung vun der Wahlflicht ze rechnen - a wann neen, firwat paradoxerweis net?

Réponse (16.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

- Aucune instruction n'a été donnée par le Gouvernement aux autorités judiciaires visant à ne pas poursuivre les violations à la loi électorale visées à la question parlementaire.
- Le Gouvernement ne prévoit pas d'abolir le vote obligatoire.

Question 0515 (19.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**autorisation de décollage et d'atterrissage des avions de la société MK Airlines:**

Il me revient qu'en date du 25 juin 2005, un avion cargo de la société MK a décollé à 23h55 da la piste 6 de l'Aéroport du Findel. J'avais déjà posé à Monsieur le Ministre un certain nombre de questions concernant cette société, qui a vu son nombre de pays lui interdisant d'atterrir augmenter de semaines en semaines.

En effet, il semble que cette société utilise de nombreux aéronefs qui ont déjà plus de 25 ans et que ces dernières années de nombreux accidents ont eu lieu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer ce décollage du 25 juin?
- Dans l'affirmative, de quelles autorisations dispose cette compagnie pour pouvoir voler de nuit?
- Si Monsieur le Ministre peut m'indiquer le nombre de décollages de nuit qui ont eu lieu depuis un an ainsi que les compagnies qui en ont fait usage?
- Si Monsieur le Ministre peut m'informer du nombre de pays qui ces cinq dernières années ont déjà retiré les autorisations à MK Airlines pour atterrir sur leur territoire?
- Ne serait-il pas opportun de soumettre à autorisation particulière toute opération d'aéronefs ayant plus de 15 ou 20 ans?

Réponse (26.8.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Il est confirmé que le 25 juin un avion de la compagnie MK Airlines a décollé à 23h51 heures locales.
2. Le vol précité étant un vol régulier, il y a lieu de préciser que conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg, les décollages sont autorisés jusqu'à 24h00 heures locales et partant le vol en question n'avait pas besoin d'autorisation spéciale.
3. Les vols de nuit sont comptabilisés entre 23h00 et 06h00 heures locales. Pour 2004 il y a eu 877 mouvements. Pour 2005 on comptabilise 426 mouvements (mai inclus) et toutes les compagnies qui desservent l'aéroport par des vols réguliers sont concernées.
4. D'après les renseignements dont disposent mes services, la compagnie MK Airlines n'est actuellement pas soumise à un refus de droit de trafic en Europe.
5. La navigabilité des avions n'est pas fonction de leur âge. Beaucoup de grandes compagnies de renommée mondiale exploitent des avions dans cette tranche d'âge en toute sécurité.

Question 0517 (20.7.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**instauration d'une place en commémoration des atrocités survenues à Srebrenica:**

Le 11 juillet 2005 cette enclave au Nord-Est de la Bosnie-Herzégovine à proximité de la frontière avec la Serbie a connu des atrocités les plus cruelles envers l'Humanité perpétrées depuis la Deuxième Guerre mondiale sur le territoire européen. En quelques jours 8.000 personnes ont été massacrées avec une sauvagerie extrême.

Ce territoire, décrété en 1993 comme zone de sécurité sous protection des Nations Unies, a été sacrifié par le commandement onusien et livré aux mains des soldats serbes. Srebrenica représente le dernier grand massacre de la guerre en Bosnie et en est l'épisode le plus tragique. Il a été symptomatique de l'échec de notre politique dans la région des Balkans.

Le monde s'est souvenu des horribles massacres de Srebrenica en ce mois de juillet 2005 en déclarant que les peuples doivent cultiver le consensus sur les valeurs qui garantissent la paix. Le sang ayant coulé et l'horreur s'étant déchaînée, la tristesse des survivants restera gravée dans notre mémoire.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Afin de ne pas effacer de notre mémoire les atrocités les plus horribles depuis la Deuxième Guerre mondiale ayant eu lieu à Srebrenica, ne devrait-on pas désigner un endroit de commémoration à Luxembourg? Le parvis devant le Centre national sportif et culturel «Coque» me semble un endroit prédestiné pour un tel site du souvenir collectif.

Réponse (5.8.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Petite ville minière située en Bosnie orientale, à deux heures de vol de notre pays, Srebrenica est devenue aux yeux du monde le symbole des violences perpétrées et de la folie meurtrière qui se déchaîna lors du conflit bosniaque entre 1992 et 1995. Assiégée par les forces serbes dès les premiers mois de la guerre et gonflée par l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés musulmans venus des villes voisines, Srebrenica fut déclarée «zone de sécurité» par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 16 avril 1993, ce qui n'empêcha pas les forces serbes de s'en emparer par la force le 11 juillet 1995 et, comme le rappelle à juste titre Monsieur le Député, d'y perpétrer le plus important massacre commis en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon la Croix-Rouge internationale on compta 7.000 morts ou disparus parmi la population masculine musulmane de Srebrenica au terme de cette tuerie. D'autres sources parlent de 8.000 à 10.000 victimes. On estime en outre que 23.000 femmes et enfants furent déportés dans les 30 heures qui suivirent le massacre.

Si ces faits ont entraîné l'inculpation pour génocide des chefs politique et militaire serbes par le Tribunal pénal international de La Haye, montrant ainsi la capacité de réaction de la communauté internationale, ils ont également provoqué de nombreuses discussions concernant la passivité sur le terrain des responsables civils et militaires de cette même communauté.

Ces événements tragiques soulignent, si besoin en est, la nécessité qu'il y a de nous doter des moyens et des instruments qui nous permettront d'éviter que de telles ignominies ne se reproduisent sur le territoire européen. La consolidation de l'Europe que nous avons commencé à construire dans les années 50 pour faire de notre continent un espace de paix durable, va dans ce sens. C'est pourquoi, et tout en partageant ici encore l'avis de Monsieur le Député que le souvenir du martyre que vécut la population de Srebrenica devra à tout jamais rester gravé dans notre mémoire, j'estime indiqué que cela se fasse à travers une initiative globale dans le cadre européen et moyennant le choix d'un lieu de mémoire hautement symbolique pour la construction européenne. Je m'engage en tout cas à oeuvrer en faveur d'une telle démarche.

Question 0518 (20.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise:**

Aujourd'hui l'excision féminine est toujours pratiquée dans de nombreux pays africains et surtout au Burkina Faso et au Mali, pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le taux de circoncision féminine dépasse les 80% au Burkina Faso et, jusqu'à 94% de toutes les jeunes filles du Mali sont excisées. Cet acte brutal n'est pas dicté par l'Islam pratiqué par la moitié de la population du Burkina Faso et la majorité des Maliens (90%) mais accompli au nom du rite et de la tradition. Les mutilations sexuelles, souvent effectuées dans des conditions primitives et antihygiéniques, compromettent gravement la santé des femmes et constituent sans conteste une atteinte grave à leur intégrité physique. Elles entraînent des complications de santé à court et à long terme allant de l'infection grave à la mort. En outre, les jeunes filles excisées éprouvent beaucoup de problèmes lorsqu'elles sont enceintes et ont plus de difficultés au moment de l'accouchement. Elles connaissent notamment plus d'accouchements prématurés et courent un risque plus grand de décès.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Les programmes au développement englobent-ils des campagnes de prévention et de sensibilisation des femmes et des hommes aux problèmes de santé engendrés par l'excision afin de contrer cette pratique?
- Dans l'affirmative, quels sont les finalités et le contenu de ces campagnes?
- Quelles sont les mesures concrètes envisagées sur le terrain?
- Quels sont les moyens financiers engagés à cet effet?

Réponse (8.8.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense:*

L'excision est un phénomène qui touche une majorité de femmes dans les pays sahéliens, partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise. Pratique ancestrale, l'excision est profondément ancrée dans le vécu et les cultures ouest africaines. Les stratégies de lutte frontales et agressives contre l'excision n'ont bien souvent pas été concluantes. Au contraire, elles ont souvent suscité un repli culturel et la recherche d'une nouvelle légitimité.

Le Luxembourg intègre bien dans ses programmes de coopération en Afrique de l'Ouest des campagnes de prévention et de sensibilisation des femmes et des hommes aux problèmes de santé engendrés par l'excision afin de contrer cette pratique. Ceci est particulièrement le cas au Mali où l'excision touche une grande majorité de femmes. Cela est également le cas dans une moindre mesure au Sénégal et au Burkina Faso où des projets touchent indirectement à cette importante question.

Depuis 2000, la Coopération luxembourgeoise a décidé de soutenir un projet de l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) visant à appuyer les efforts du Gouvernement et de la société civile du Mali dans la lutte contre l'excision. Je me suis longuement entretenu avec les responsables de ce projet lors de ma dernière visite au Mali et j'ai pu ainsi m'assurer de même qu'au cours de mes autres entretiens au Mali de la pertinence de celui-ci.

Au cours d'une première phase de ce projet d'un budget de 416.582 euros, les activités suivantes ont été menées de 2000 à 2003:

- sensibilisation des familles les personnes influentes qui prennent la décision de l'excision;
- plaidoyer à l'endroit des leaders religieux, communautaires, administratifs et politique afin d'avoir leur adhésion à l'abandon de l'excision;
- formation des médias traditionnels et modernes afin de les utiliser dans le cadre de la lutte contre l'excision;
- politique de communication pour le changement de comportement dans la zone pilote de Bougouni (40 villages) où quater animateurs et un superviseur étaient chargés de faire de la sensibilisation de proximité.

Pour ce faire les six stratégies suivantes ont été utilisées:

1. le plaidoyer auprès des décideurs politiques, administratifs, communautaires et religieux;
2. le renforcement des capacités à travers la formation des structures étatiques et non étatiques impliquées dans la lutte contre l'excision;
3. l'animation/sensibilisation des populations à travers les activités des animateurs à Bougouni, les émissions radiophoniques et les ateliers et séminaires.
4. les études et recherches sur la pratique de l'excision;
5. les voyages d'échange d'expériences avec les pays connaissant le phénomène de l'excision comme le Mali;
6. le suivi et l'évaluation des actions entreprises.

La première phase de ce programme a permis d'atteindre les résultats suivants:

- baisse de la prévalence de l'excision entre 1996 (EDSII: 94,8%) et 2001 (EDSIII: 91,7%) de 3%;
- 60 000 personnes sensibilisées dans la zone pilote de Bougouni;
- 250 leaders religieux musulmans sensibilisés à Bougouni et dans le reste du pays;
- 800 femmes sensibilisées à Bougouni;
- plusieurs milliers de personnes touchées à travers les émissions radiophoniques;
- 50 journalistes des radios et presse écrite formés et sensibilisés;
- formation de 60 médecins et sages femmes;
- 10.000 étudiants sensibilisés;
- 60 communicateurs traditionnels sensibilisés et formés;
- 70 parlementaires et secrétaires parlementaires sensibilisés;
- 40 associations et ONG ont bénéficié des formations du projet;
- contribution à la création du Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE)

En termes qualitatifs, ce programme a conduit à une évolution importante des mentalités et des comportements. Il a permis de lever le tabou sur l'excision. Les discussions à ce sujet se font désormais ouvertement. Il a également permis de traduire concrètement l'engagement du Gouvernement dans la lutte contre l'excision (se traduisant entre autres par la prise en compte de l'excision dans la loi sur la Santé de la Reproduction), d'appuyer la multiplication et la fédération des associations et ONG impliquées dans ce domaine. Elle a aussi eu pour conséquence l'engagement d'un nombre important de personnes à ne plus faire exciser leurs filles.

Ce premier appui a abouti à une vraie prise de conscience des effets néfastes de la pratique de l'excision. L'année 2002 a vu la création du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) et l'engagement de nombreux parlementaires, élus communaux, leaders religieux et communautaires contre la pratique de l'excision. Mais l'excision reste très présente au Mali et il est nécessaire de poursuivre les activités afin de parvenir à l'abandon de cette pratique.

Étant donné l'engagement du Gouvernement malien et les résultats atteints lors du premier appui, la Coopération luxembourgeoise a décidé à partir de 2004 de poursuivre son appui pour quatre ans au Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) à hauteur de 445.333 euros.

Une des innovations de ce second appui est d'apporter une assistance médicale directe aux jeunes filles et aux femmes victimes de complications liée à l'excision.

Dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise, certains appuis participent à la lutte contre l'excision:

- au Sénégal, la Coopération luxembourgeoise a appuyé, en partenariat avec l'UNFPA, la création d'un centre pour adolescents à Kédougou dans le Sénégal oriental où l'excision est fortement pratiquée - un des objectifs de ce centre est de faciliter la reconversion sociale et économique des exciseuses;
- au Niger, toujours en partenariat avec l'UNFPA, la Coopération luxembourgeoise apporte un appui au projet Maternité sans risque dans la région d'Agadez. Le but de celui-ci est de contribuer à la réduction de la forte mortalité maternelle et à l'amélioration de la santé de la reproduction des populations de la région d'Agadez. Alliant prévention et prise en charge médicale, ce projet contribue à réduire les risques liés aux suites de l'excision;
- au Burkina Faso, à travers un important projet bilatéral de sécurité transfusionnelle, la Coopération luxembourgeoise participe à la disponibilité et à la qualité de produits sanguins au niveau national et local; les femmes victimes des complications liées à l'exciseuse font partie des bénéficiaires de ce programme.

Enfin, vous trouverez ci-joint un DVD regroupant différents films sur des projets de notre coopération dans le secteur de la santé en Afrique de l'Ouest. Celui concernant l'excision au Mali fait l'objet d'un documentaire intitulé «le PASAF, un pas vers l'abandon de l'excision» *(DVD à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Compte rendu des séances publiques
N° 2 – Session ordinaire 2005-2006

5e séance, mardi 25 octobre 2005
6e séance, mercredi 26 octobre 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

M. Marović à la Chambre des Députés

«Notre avenir est en Europe!»

«Nous saluons le début des négociations en vue d'un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne et sommes ouverts à un rapprochement avec toutes les institutions européennes!» Telles étaient les paroles du Président de Serbie et Monténégro, M. Svetozar Marović, lors de sa visite à la Chambre des Députés. Le Président a ajouté que son pays comptait respecter ses obligations en transférant notamment le criminel de guerre présumé Ratko Mladić au Tribunal Pénal International.

«La stabilité de toute une région dépend de l'avenir du Kosovo et, là encore, les solutions pourraient passer par l'Europe», disait M. Marović qui préfère une européanisation du Kosovo à une balkanisation de l'Europe.

L'Union de Serbie et Monténégro est formellement opposée à l'indépendance du Kosovo, a souligné le Ministre des Affaires étrangères de Serbie et Monténégro, M. Vuk Drašković, qui accompagnait son Président, tout en plaidant pour «plus qu'une autonomie, mais moins qu'une indépendance». Tout changement des frontières pourrait à nouveau enflammer la région.

Les diverses négociations sont tributaires de l'issue d'un référendum en 2006: le peuple est appelé à voter pour ou contre le maintien de l'Union entre la Serbie et le Monténégro.

Le Président Marović a été reçu par le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Jos Scheuer, qui fut entouré au cours de l'entretien d'une délégation du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.



M. Svetozar Marović signe le Livre d'or de la Chambre des Députés sous les yeux de M. Jos Scheuer (à gauche)

113e Assemblée de l'Union interparlementaire

M. Pier Ferdinando Casini élu à la présidence de l'Union interparlementaire



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Lucien Weiler, M. Niki Bettendorf

Près de cinq cents parlementaires représentant cent quarante pays ont assisté à la 113e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est déroulée du 16 au 19 octobre 2005 à Genève. Le Parlement luxembourgeois était représenté par M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Niki Bettendorf, Vice-Président, ainsi que par M. Henri Grethen et Mme Christine Doerner.

C'est au cours d'une réunion de l'Assemblée plénière que M. Pier Ferdinando Casini, Président de la Chambre des Députés italienne, a été élu pour succéder à M. Sergio Páez, Sénateur chilien, à la présidence de l'Union interparlementaire.

Dans le cadre de leurs travaux les représentants parlementaires ont notamment analysé les dossiers suivants:

- les catastrophes naturelles: le rôle des parlements en matière de prévention, de relèvement et de reconstruction ainsi que la protection des groupes vulnérables;

- les rôles respectifs du parlement et des médias pour que le public ait une information impartiale, exacte et vérifiable, en particulier sur les conflits armés et la lutte contre le terrorisme;

- migration et développement;

- l'importance de la société civile et son interaction avec les parlements et autres assemblées élues démocratiquement pour l'évolution et le développement de la démocratie.

Les catastrophes naturelles: Le rôle des parlements en matière de prévention, de relèvement et de reconstruction ainsi que la protection des groupes vulnérables

La 113e Assemblée de l'UIP confirme notamment la nécessité de mettre en place une stratégie internationale efficace de prévention des catastrophes ainsi que d'efforts résolus pour faciliter les activités de sauvetage, de secours, de relèvement et de reconstruction après une catastrophe et prie instamment les parlements de jouer leur rôle pour que les fonds nécessaires soient mis à disposition.

Les rôles respectifs du parlement et des médias pour que le public ait une information impartiale, exacte et vérifiable, en particulier sur les conflits armés et la lutte contre le terrorisme

L'Union interparlementaire demande notamment aux parlements d'assumer, devant leur État et leurs citoyens, conformément au droit interne et aux obligations internationales de leur État, la responsabilité de contrôler la mise en œuvre et l'application des lois nationales et des accords internationaux qui ont été conclus pour combattre et prévenir les conflits armés et le terrorisme.

Migration et développement

L'UIP prie instamment les gouvernements, en coopération avec la communauté internationale, d'intensifier les efforts visant à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, contribuant ainsi à l'élimination des situations qui contraignent à l'émigration, comme la pauvreté, les effets néfastes des activités humaines sur l'environnement, le manque d'aide publique au développement ou encore les carences en matière de gouvernance.

L'importance de la société civile et son interaction avec les parlements et autres assemblées élues démocratiquement pour l'évolution et le développement de la démocratie

La 113e Assemblée de l'Union interparlementaire invite notamment les parlements à concevoir, conjointement avec leurs gouvernements, des programmes qui promeuvent l'enseignement des valeurs démocratiques comme la liberté, l'égalité en droit ainsi que la liberté d'association et souligne qu'il est bien plus facile de les défendre dans une société organisée et bien informée. Les parlementaires sont par ailleurs invités à lancer et à mettre en œuvre des projets propres à faciliter la participation du public et l'éducation des jeunes, des hommes et des femmes, éclairant ainsi la société civile sur le mode de fonctionnement et les fonctions des assemblées.



(de gauche à droite) M. Henri Grethen, Mme Christine Doerner, M. Niki Bettendorf

Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Promotion de la Francophonie



M. Claude Frieseisen et M. Henri Grethen

Du 19 au 21 octobre 2005 a eu lieu à Monaco la XVIII[e] Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. La Chambre des Députés y fut représentée par Monsieur le Député Henri Grethen accompagné par le Secrétaire général Claude Frieseisen

Les 110 parlementaires en provenance des différents pays européens membres de la Francophonie ont principalement débattu sur les moyens de promotion de la Francophonie.

«La Francophonie reposera d'abord sur sa capacité à transmettre une image et un discours modernes et à atteindre le plus grand nombre sur tous les continents. (…) Mettre la Francophonie en avant de la scène n'enlèvera rien à son rêve et ses valeurs. Au contraire utilisons ces armes pour conforter son projet politique: Défendons l'idée de communication comme outil de développement car c'est dans l'échange et de l'échange que naît le développement…» C'est avec ces mots que le chargé de mission Europe Freddy Deghilage a introduit le sujet.

Les missions stratégiques de la Francophonie

Les parlementaires réunis à Monaco sur invitation du Conseil national (Parlement) de la Principauté ont tous réaffirmé leur attachement aux objectifs de la Francophonie définis en 2004 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Quatre missions et huit objectifs y ont été identifiés dans lesquels la Francophonie peut et doit jouer un rôle majeur:

1re mission: Promouvoir la langue française et la diversité culturelle

1er objectif: Renforcer l'usage et assurer la promotion de la langue française

2e objectif: Préserver et mettre en valeur la diversité culturelle et linguistique

2e mission: Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme

3e objectif: Consolider la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit

4e objectif: Contribuer à prévenir les conflits et accompagner les processus de sortie de crise, de transition démocratique et de consolidation de la paix

3e mission: Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche

5e objectif: Contribuer à l'effort international pour permettre aux États et Gouvernements d'assurer l'accès de tous les enfants à un cycle complet d'études primaires, en éliminant les disparités entre les sexes

6e objectif: Favoriser l'enseignement, la formation et la recherche orientés vers le développement et l'emploi

4e mission: Développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité

7e objectif: Contribuer par la coopération aux efforts de réduction de la pauvreté dans une stratégie de développement durable

8e objectif: Contribuer à l'intégration des pays en voie de développement (PVD) et des pays les moins avancés (PMA) francophones à l'économie mondiale.

La Francophonie, une instance internationale mal connue

Les membres des différents parlements représentés ont acquiescé que la Francophonie nécessite une nouvelle politique de communication en vue d'être mieux connue du grand public.

L'appartenance à la Communauté francophone mérite d'être révélée au plus grand nombre car porteuse de valeurs et d'un projet politique essentiel. En effet il convient de faire connaître aux populations le rôle joué par la Francophonie en faveur de l'humanisme et de la démocratie, de la promotion et de la protection de la diversité culturelle et linguistique, du développement et de la solidarité.

Il fut constaté que la Francophonie s'exprime aussi bien dans les secteurs du livre et du disque que dans ceux de la télévision et d'Internet et que le développement du marché des biens culturels renforcé par l'essor du numérique est exponentiel. Par ailleurs on a rappelé le rôle historique et précurseur des organisations et associations dans la diffusion et la promotion de la Francophonie.

Dans une résolution l'Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a invité les acteurs de la Francophonie à mener une politique de communication positive s'appuyant largement sur les médias grand public, à développer le sentiment d'appartenance à une même famille, le tout dans le but de la rapprocher de la population.

L'Assemblée a demandé par ailleurs à TV 5 de relayer les grandes manifestations organisées par les différentes instances de la Francophonie, d'organiser davantage d'émissions et de débats sur la Francophonie, ses valeurs, son rôle dans le monde, de créer une émission de jeux valorisant la créativité langagière francophone.

Finalement les parlementaires ont émis un avis favorable au parrainage d'un événement de Mondovision de la chanson qui, s'adressant aux pays appartenant à la Francophonie, permettrait à ceux-ci de participer et aux artistes de faire valoir leur culture et leur langue, car il serait porteur à la fois de diversité et de solidarité.

Pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Les parlementaires ayant participé à la XVIII[e] Assemblée régionale Europe le 19 au 21 octobre 2005 à Monaco, convaincus que la diversité culturelle est au cœur du débat sur le développement démocratique et sur la gouvernance mondiale, conscients qu'elle constitue un patrimoine commun de l'humanité et rappelant que l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est depuis de nombreuses années engagée en faveur de la reconnaissance, par le droit international, du droit des États de définir et de mener des politiques culturelles aujourd'hui menacées par la libéralisation du commerce des biens et des services culturels, ont finalement appelé les gouvernements membres de la Francophonie européenne à déposer, dans les meilleurs délais, auprès de leur parlement respectif, la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par la Conférence générale de l'Unesco pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion, les parlementaires de l'espace francophone européen s'engageant à faire diligence.

Dépôt du projet de budget pour 2006

Le projet de loi N°5500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 a été déposé le mercredi 19 octobre 2005 par le Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden. Il a été remis aux mains du rapporteur M. Roger Negri (LSAP) qui est en charge de l'analyse du projet en vue des débats budgétaires qui auront lieu, comme de coutume, début décembre.

Projet de budget selon la loi sur la comptabilité

	2005 Budget définitif	2006 Projet de budget	Variation en %
Budget courant			
Recettes courantes	6.828,7	7.223,7	5,8%
Dépenses courantes	6.303,1	6.852,2	8,7%
Excédents	525,6	371,5	...
Budget en capital			
Recettes en capital	73,8	104,3	41,3%
Dépenses en capital	706,1	777,1	10,1%
Excédents	-632,3	-672,8	...
Budget total			
Recettes totales	6.902,5	7.328,0	6,2%
Dépenses totales	7.009,2	7.629,3	8,8/%
Excédents	-106,7	-301,3	...

(en millions d'euros)



(de gauche à droite): MM. Roger Negri, rapporteur, Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, Laurent Mosar, Président de la Commission parlementaire des Finances et du Budget et Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés

Présentation du rapport du médiateur Marc Fischbach à la Chambre des Députés



M. Marc Fischbach transmet son rapport à M. Lucien Weiler

Il s'agissait du premier rapport couvrant une année entière, l'institution du médiateur n'ayant été créée qu'en mai 2004. Depuis lors bon nombre de citoyens ont eu recours à la possibilité qui leur est offerte de trouver assistance et conseil lors d'un différend avec l'administration.

Le médiateur, rattaché à la Chambre des Députés, est une instance indépendante qui ne reçoit d'instructions d'aucune autorité. Lorsqu'il estime que la demande d'un particulier est fondée, il a différents moyens d'agir: il peut recommander à l'administration de revenir sur ses décisions et même d'améliorer son mode de fonctionnement pour tenir compte des critiques émises.

La publicité est un autre moyen de faire changer les choses: chaque année le médiateur présente son rapport à la Chambre des Députés. Il est disponible en version imprimée et aussi sur le site Internet www.ombudsman.lu

Tout citoyen qui s'estime lésé par un acte de l'administration peut saisir le médiateur, soit oralement, soit par écrit: Marc Fischbach, médiateur, 36, rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg, tél. 26 27 01 01, e-mail: ombudsman@ombudsman.lu

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Quatrième partie de la session ordinaire de 2005

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en session ordinaire à Strasbourg du 3 au 7 octobre 2005. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, les membres effectifs, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, MM. Norbert Haupert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

Après l'ouverture de la première séance par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée et à l'élection de Mme Maria Postoico comme Vice-Présidente de l'Assemblée au titre de la Moldova.

Après l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Monaco le 1er septembre 2005, l'Assemblée a approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente, pour passer ensuite à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- politique de codéveloppement comme mesure positive de régulation des flux migratoires,

- disparitions forcées,

- femmes et religion en Europe avec l'intervention de Mme Asma Jahangir, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la liberté de religion et de conviction ainsi que le discours de M. Ekmeleddin Ihsanoğlu, Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique,

- éducation et religion,

- fonctionnement des institutions démocratiques en Moldova,

- respect des obligations et engagements de l'Ukraine,

- l'OCDE et l'économie mondiale avec l'intervention de M. Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE,

- mariages forcés et mariages d'enfants,

- le Conseil de l'Europe et la politique européenne de voisinage (PEV) de l'Union européenne avec l'intervention de M. Elmar Brok, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen,

- graves violations des droits de l'Homme en Libye - traitement inhumain de personnel médical bulgare,

- l'accès aux soins et les problèmes linguistiques dans la région de Bruxelles-capitale en Belgique,

- le coût de la Politique Agricole Commune (PAC) et les

- procédures d'asile accélérées dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Au cours de cette quatrième partie de session de 2005 ont été élus, en un seul tour de vote, M. Mateo Sorinas Balfego comme nouveau Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, et en deux tours de vote, le Suédois M. Thomas Hammarberg comme nouveau Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. A eu lieu également une seule discussion selon la procédure d'urgence, notamment sur l'Europe face à la grippe aviaire - mesures préventives dans le domaine de la santé.

En dehors de la communication de M. Fernando d'Oliveira Neves, Secrétaire d'État aux Affaires européennes du Portugal, représentant la Présidence du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- l'allocution de M. Marian Lupu, Président du Parlement de Moldova,

- l'allocution de M. Volodymyr Lytvyn, Président du Parlement de l'Ukraine, et

- le discours de M. Miguel Ángel Moratinos, Ministre des Affaires extérieures et de la Coopération de l'Espagne.

L'Assemblée a adopté dix résolutions et dix recommandations en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Audience au Palais grand-ducal



(photo: François Aussems / Lëtzebuerger Journal)

(de gauche à droite) 1re rangée: M. François Bausch, M. Niki Bettendorf, M. Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc, M. Jos Scheuer, M. Laurent Mosar, M. Ben Fayot. 2e rangée: M. Henri Grethen, M. Claude Frieseisen, M. Alex Bodry et M. Robert Mehlen

Comme il est de coutume à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal, dans l'après-midi du vendredi, 14 octobre 2005, le Président, les Vice-Présidents et les membres du Bureau de la Chambre des Députés.

Visite du Premier Ministre slovène



M. Janez Janša entouré des délégations slovène et luxembourgeoise

Au cours de sa visite officielle à Luxembourg, le Premier Ministre de la République de Slovénie, M. Janez Janša, a également rencontré une délégation parlementaire composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (CAEEDCI).

Les députés luxembourgeois ont profité de l'occasion pour se renseigner plus particulièrement sur les premières expériences du pays au sein de l'Union européenne (la Slovénie faisait partie des dix États qui ont adhéré à l'UE au 1er mai 2004) et sur son développement économique.

D'après les renseignements du Premier Ministre, le bilan des dix-sept premiers mois en Europe est très satisfaisant. M. Janša a souligné que la population slovène restait très attachée à son choix de rejoindre l'Union européenne, même si les «non» français et néerlandais au projet de Traité constitutionnel ou encore l'échec des négociations sur les perspectives financières avaient soulevé certains doutes sur la force de l'élan européen parmi ses concitoyens.

La situation en Serbie et Monténégro, pays voisin de la Slovénie qui attache une grande importance à la stabilité au sein de cette union, a également été abordée.

M. Janša a été accueilli par M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés. La réunion de travail fut présidée par M. Ben Fayot, Président de la CAEEDCI.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

5044 - Projet de loi

concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction

Le présent projet de loi vise à transposer, en droit national, la directive 1999/105/CE du 22 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction.

Le domaine couvert par ce projet est un domaine réglementé depuis plus de trente ans (directive 66/404/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des matériels forestiers de reproduction et directive 71/161/CEE du Conseil du 30 mars 1971 concernant les normes de qualité extérieure des matériels forestiers de reproduction commercialisés à l'intérieur de la Communauté). La nouvelle directive 1999/105/CE apporte plus de transparence et de clarté à la législation existante.

D'une part, le projet de loi 5044 a pour objet la conservation et la promotion de la diversité biologique des forêts, la régénération de ces forêts et leur reboisement. Ceci est en effet essentiel car les forêts couvrent une grande surface du territoire de l'Union européenne et jouent un rôle social, économique, environnemental, écologique et culturel important. Il est nécessaire d'adopter des approches et des actions spécifiques pour les différents types de forêts, compte tenu de leur grande diversité au sein de l'UE.

D'autre part, le projet de loi 5044 vise à favoriser la libre circulation des matériels forestiers de reproduction dans la Communauté.

Il est divisé en différents chapitres:

- les dispositions relatives à l'admission des matériels de base;

- les dispositions relatives à la récolte, à la production et à la commercialisation des matériels forestiers de reproduction;

- les dispositions relatives à l'identification des matériels forestiers de reproduction;

- les dispositions relatives au contrôle des matériels forestiers de reproduction.

Dépôt par
M. Charles Goerens,
Ministre de l'Environnement,
le 29.10.2002

Rapporteur:
M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

03.02.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.09.2005	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.10.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
26.10.2005

5217 - Projet de loi

concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement

Le projet de loi 5217 se propose de transposer en droit national la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information environnementale et abrogeant la directive 90/313/CEE.

La directive 90/313/CEE du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement avait été transposée en droit national par la loi du 10 août 1992 concernant:

- la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement

- le droit d'agir en justice des associations de protection de la nature et de l'environnement.

Cette directive 90/313/CEE avait lancé un processus visant à changer la manière dont les autorités publiques abordent la question de la transparence, en instaurant des mesures destinées à garantir l'exercice du droit d'accès du public à l'information en matière d'environnement.

La directive 2003/4/CE étend le niveau d'accès à l'information en matière d'environnement prévu par la directive 90/313/CEE. Elle adapte cette dernière à l'évolution des technologies de l'information, en une sorte de directive «de deuxième génération», reflétant les changements intervenus dans les modalités de création, de collecte, de stockage et de transmission de l'information.

La directive 2003/4/CE a pour objectif de rendre compatibles les dispositions du droit communautaire avec la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Cette Convention vise à favoriser le respect du principe de la transparence du processus décisionnel et à assurer un appui concret du public aux décisions prises dans le domaine de l'environnement. À ce titre, elle vise à promouvoir l'éducation écologique afin de mieux faire comprendre ce que sont l'environnement et le développement durable.

Le but du présent projet de loi est de légiférer sur le premier volet de la Convention (accès à l'information).

Dépôt par
M. Charles Goerens,
Ministre de l'Environnement,
le 09.10.2003

Rapporteur:
Monsieur Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

26.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.10.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2004	idem
17.01.2005	idem
03.02.2005	Examen et approbation des amendements proposés par la commission
07.07.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.09.2005	Réexamen du projet de loi
20.10.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
26.10.2005

5424 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres et la Communauté andine et ses pays membres, à savoir la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela.

Après la vague de démocratisation qu'a connue l'Amérique latine et après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne en 1986, la Communauté européenne a réaffirmé sa volonté de renforcer ses relations avec l'Amérique latine, l'objectif étant de renforcer la compréhension politique, économique et culturelle entre les deux régions pour favoriser le développement du partenariat stratégique.

L'Accord de dialogue politique et de coopération a été négocié en 2002 et est destiné à se substituer à l'Accord-cadre de coopération de 1993 entre la Communauté économique européenne et l'Accord de Carthagène et ses pays membres et à la déclaration conjointe sur le dialogue politique entre l'Union européenne et la Communauté andine de 1996.

L'Accord institutionnalise le dialogue politique et crée de nouveaux domaines de coopération, à savoir les droits de l'Homme, la prévention des conflits, l'immigration ainsi que la lutte contre le trafic de stupéfiants et le terrorisme.

À relever enfin que l'Accord de dialogue politique et de coopération constitue un compromis qui est une condition sine qua non pour le lancement du processus de négociation d'un accord d'association avec l'Union européenne pour pouvoir établir une zone de libre-échange, association conditionnée par l'achèvement du Doha Round de l'OMC pour le développement et par l'existence d'une intégration régionale suffisante entre les pays andins.

Dépôt par
M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

Rapportrice:
Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

11.04.2005	Désignation d'un rapporteur
03.10.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
26.10.2005

5425 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, et les États d'Amérique centrale, à savoir Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.

Par le passé, l'Amérique centrale a été affectée à plusieurs reprises par des conflits internes, mais semble être entre-temps sortie de l'ère de l'instabilité politique et a réalisé des progrès notables au niveau de la résolution des conflits, de la démocratie et du développement économique. Par contre, la région reste régulièrement victime de catastrophes naturelles.

Les objectifs poursuivis par l'Accord sont notamment les suivants:

- le renforcement du dialogue politique dit de «San José» pour consolider la paix et la démocratisation;

- la coopération dans la lutte contre la drogue et la criminalité;

- le soutien du processus d'intégration régionale;

- la création de conditions favorables à la négociation d'un accord d'association, qui mènerait à l'établissement d'une zone de libre-échange;

- la consolidation de l'État de droit;

- le développement socio-économique équitable.

À noter aussi que l'Accord étend le champ d'application couvert par la coopération à la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale, en incluant notamment une clause de réadmission pour le rapatriement des immigrés illégaux, sur simple demande du pays de destination, et des mesures d'assistance pour le contrôle aux frontières.

Dépôt par
M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

Rapportrice:
Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

11.04.2005	Désignation d'un rapporteur
03.10.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
26.10.2005

5442 - Projet de loi

portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (ci-après le «Traité»), qui contient un préambule et quatre parties comprenant 448 articles, les trente-six protocoles, les deux annexes ainsi que l'acte final comprenant cinquante déclarations.

<u>L'élaboration du Traité</u>

La préparation du Traité a été confiée à la Convention sur l'avenir de l'Europe, composée de représentants des Parlements nationaux, du Parlement européen, des Gouvernements nationaux et de la Commission européenne, associant aussi au dialogue des acteurs sociaux, comme les représentants du Comité économique et social et du Comité des Régions, ainsi que des représentants syndicaux et patronaux.

À noter que la Conférence intergouvernementale, appelée à prendre une décision définitive, a largement suivi le document élaboré par la Convention.

<u>La structure du Traité</u>

La première partie précise les valeurs et les objectifs sur lesquels l'Union se fonde. Elle établit les compétences de l'Union, les institutions et les procédures décisionnelles.

La deuxième partie intègre dans le Traité la Charte des droits fondamentaux, qui énonce les droits et libertés des citoyens et les principes qui y sont rattachés.

La troisième partie détaille les politiques et le fonctionnement de l'Union européenne.

La quatrième partie contient les dispositions générales et finales, dont les modalités d'adoption et de révision de la Constitution.

Parmi les protocoles, l'on peut citer notamment le «Protocole sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne» et le «Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité», introduisant le mécanisme d'alerte précoce. Ce principe permet à chaque chambre d'un Parlement national d'adresser à la Commission européenne, dans un délai de six semaines, un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime qu'un projet d'acte législatif de l'Union ne respecte pas le principe de subsidiarité. Si les avis motivés représentent un tiers de voix, la Commission européenne doit réexaminer son projet.

<u>Les principaux avantages du Traité</u>

Le rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration retient plus particulièrement les six avantages suivants:

- Le Traité regroupe, dans un texte unique, l'ensemble des traités eu-

ropéens existants, à l'exception du Traité établissant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).

- Le Traité regroupe et affirme les valeurs et les normes sur lesquelles repose l'Union européenne.

- Le Traité apporte plusieurs améliorations sur le plan institutionnel, toutes destinées à augmenter la visibilité des fonctions et l'efficacité des institutions: président permanent du Conseil européen, Ministre des Affaires étrangères de l'Union, président permanent de l'euro groupe et généralisation de la codécision avec la majorité qualifiée au Conseil.

- Le Traité permet des avancées démocratiques importantes, avec le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, l'implication des Parlements nationaux dans le processus législatif européen ainsi que l'affirmation de la démocratie représentative et participative.

- Le Traité renforce la politique extérieure et de sécurité commune, avec un accent particulier mis sur la politique de sécurité et de défense.

- Le Traité étend les compétences de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité intérieure et de la justice et permet d'avancer plus efficacement sur la voie d'un espace européen plus sûr pour les citoyens dans leur vie quotidienne.

Les principaux changements au niveau institutionnel

Le Traité contient une série d'innovations importantes concernant l'organisation et la structure, tout comme le fonctionnement et l'interaction des institutions de l'Union, qui sont dorénavant un nombre de sept: Parlement européen, Conseil des Ministres, Commission européenne, Cour de Justice de l'Union européenne, Cour des Comptes, Conseil européen et Banque centrale européenne.

Le Parlement européen

Le nombre de sièges du Parlement européen ne dépasse pas sept cent cinquante, la représentation de chaque État membre variant entre six et quatre-vingt-seize sièges, selon un critère de dégression proportionnelle.

Les attributions actuellement reconnues au Parlement européen sont confirmées, leur portée étant parfois même étendue. La fonction de colégislateur du Parlement européen est consacrée grâce au fait que la procédure de codécision est érigée en procédure législative ordinaire, les cas d'application de cette procédure étant par ailleurs augmentés par rapport au Traité CE, notamment en ce qui concerne l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

Le Conseil européen

Le Conseil européen est composé des chefs d'État et de Gouvernement des États membres et du Président de la Commission, ainsi que d'une personnalité qui le préside. Le Ministre des Affaires étrangères participe également aux travaux du Conseil européen.

Le Président du Conseil, qui est élu à la majorité qualifiée par le Conseil européen pour une période de deux ans et demi, renouvelable une fois, ne peut pas exercer de mandat national. Il préside et anime les travaux du Conseil européen, en assure la préparation, et assure notamment à son niveau la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la Politique étrangère et de sécurité commune.

Le Conseil européen est chargé de donner à l'Union européenne les impulsions politiques nécessaires à son développement et d'en définir les orientations et priorités politiques générales. Le Traité précise la portée de ces attributions dans certains domaines, p. ex. en politique économique, dans le domaine de l'emploi, dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice et en ce qui concerne l'action extérieure de l'Union.

Le Conseil des Ministres

Le Traité consacre le principe selon lequel le Conseil siège en différentes formations, un système de rotation égale entre les États membres étant établi en ce qui concerne la présidence des différentes formations. La Conférence intergouvernementale a retenu un projet de décision qui sera adoptée à l'entrée en vigueur du Traité. Ce projet, contenu dans une déclaration à l'acte final de la Conférence, prévoit un système de présidences par équipes de trois États membres, déterminées en fonction de la diversité et des équilibres géographiques dans l'Union, pour une durée de dix-huit mois.

Le Conseil statue en règle générale à la majorité qualifiée, les autres règles de vote (unanimité, majorité simple) ne s'appliquant que dans les cas explicitement prévus par le Traité. En ce qui concerne le calcul de la majorité qualifiée, la méthode actuelle reste applicable jusqu'au 31 octobre 2009. À partir du 1er novembre 2009, la majorité qualifiée est fondée sur le principe de la double majorité des États (elle est atteinte avec le vote favorable d'au moins 55 % des États membres) et de la population (au moins 65 % de la population de l'Union européenne).

La Commission européenne

Le compromis suivant a été trouvé en ce qui concerne la composition de la Commission:

- La première Commission nommée après l'entrée en vigueur du Traité, donc celle dont le mandat s'étalera en principe entre 2009 et 2014, sera composée d'un ressortissant pour chaque État membre.

- À partir de 2014, la Commission sera composée d'un nombre de membres correspondant aux deux tiers du nombre des États membres, le Conseil européen pouvant décider, à l'unanimité, de modifier ce nombre. Un mécanisme de rotation égale entre États membres sera mis en place.

À noter que le Traité n'apporte pas de changements radicaux en ce qui concerne les attributions de la Commission.

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Union

La fonction du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ne constitue pas une nouvelle institution, mais une fonction particulière ayant un statut sui generis et présentant des liens à la fois avec le Conseil et avec la Commission, dont il est le Vice-Président.

Le Ministre est chargé de conduire la Politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que la Politique de défense commune de l'Union. Il représente l'Union sur la scène internationale et préside la formation des Affaires étrangères du Conseil.

Dépôt par
M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

28.02.2005	Organisation des travaux
	Désignation d'un rapporteur
07.03.2005	Examen du texte du projet de loi
	Détermination de la date des auditions et des sujets
25.04.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.05.2005	Organisation des travaux
06.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 12.07.2005

Second vote constitutionnel: 25.10.2005

5445 - Projet de loi

portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003

Le présent projet de loi porte approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, qui a été signé le 21 mai 2003 lors d'une réunion extraordinaire des Parties à la Convention d'Aarhus. Ce Protocole a pour objet de promouvoir l'accès du public à l'information par l'établissement de registres cohérents et intégrés des rejets et transferts de polluants (PRTR: Pollutant Release and Transfer Registers) à l'échelle nationale. Il se rapporte au paragraphe 9 de l'article 5 de la Convention d'Aarhus qui dispose que *«Chaque Partie prend des mesures pour mettre en place progressivement, compte tenu, le cas échéant, des processus internationaux, un système cohérent de portée nationale consistant à inventorier ou enregistrer les données relatives à la pollution dans une base de données informatisée structurée et accessible au public, ces données étant recueillies au moyen de formules de déclaration normalisées. Ce système pourra prendre en compte les apports, les rejets et les transferts dans les différents milieux et sur les lieux de traitement et d'élimination sur le site et hors du site d'une série donnée de substances et de produits découlant d'une série donnée d'activités, y compris de l'eau, de l'énergie et des ressources utilisées aux fins de ces activités».*

Le Protocole de Kiev obligera les Parties à communiquer leurs émissions dans l'eau, l'air et les sols pour 86 polluants dès lors que celles-ci dépassent certains seuils. Ces informations seront mises à la disposition du public par l'intermédiaire de registres nationaux cohérents et structurés, actualisés annuellement. L'accessibilité de ces registres au public doit être aisée, notamment via Internet, avec la possibilité de former un recours judiciaire pour toute personne s'estimant lésée dans ses droits en matière d'information. Le public aura en outre la possibilité de participer à l'élaboration du registre national.

Dépôt par
M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

27.09.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.10.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.10.2005

5459 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Ce projet de loi modifie l'article 5 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, qui prévoit l'établissement d'un plan national et de plans sectoriels de gestion de déchets. Cet article est adapté sur les points suivants:

- le projet de loi sous rubrique, contrairement à la loi modifiée du 17 juin 1994, concerne toutes les catégories de déchets et n'établit pas une liste précise des déchets visés;

- il y a lieu de préciser qu'il s'agit de la réalisation respectivement d'un projet de plan national et de projets de plans sectoriels;

- le plan national et les plans sectoriels peuvent être déclarés obligatoires, en tout ou en partie, par un règlement grand-ducal;

- il est introduit une consultation du public sur support électronique qui est accompagnée d'un avis publié dans la presse et qui peut être complétée par des réunions d'informations;

- les plans finalisés sont également publiés sur support électronique.

L'information et la consultation du public visent tant l'élaboration que la révision du plan national et des plans sectoriels. Ces modifications interviennent à cause de l'article 2 de la directive 2003/35/CE qui prévoit la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et notamment ceux concernant les déchets.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.04.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

27.09.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.10.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.10.2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Communications

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre

3. Ordre du jour

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/Kirchberg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N° 52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
- Question N° 53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé
- Question N° 54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé

5. Ordre du jour *(suite)*

6. 5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale)

7. Ordre du jour *(suite)*

8. 5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 *(suite)*

(Second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5501** - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi; 4. la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 13.10.2005

2. **5502** - Projet de règlement grand-ducal portant modification de l'article 3 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.10.2005

3. **5503** - Projet de loi mettant en oeuvre la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 18.10.2005

4. **5500** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Budget, le 19.10.2005

5. **5504** - Projet de loi portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005

6. **5505** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005

7. **5506** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005

8. **5507** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec - l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et - la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005

9. **5508** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005

10. **5509** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 25.10.2005

3) Quatrième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en session ordinaire à Strasbourg du 3 au 7 octobre 2005. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, les membres effectifs, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, MM. Norbert Haupert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

Après l'ouverture de la première séance par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée et à l'élection de Mme Maria Postoico comme Vice-Présidente de l'Assemblée au titre de la Moldova.

Après l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Monaco le 1er septembre 2005, l'Assemblée a approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente, pour passer ensuite à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- politique de codéveloppement comme mesure positive de régulation des flux migratoires,
- disparitions forcées,
- femmes et religion en Europe avec l'intervention de Mme Asma Jahangir, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la liberté de religion et de conviction ainsi que le discours de M. Ekmeleddin Ihsanoğlu, Secrétaire Général de l'Organisation de la Conférence islamique,
- éducation et religion,
- fonctionnement des institutions démocratiques en Moldova,
- respect des obligations et engagements de l'Ukraine,
- l'OCDE et l'économie mondiale avec l'intervention de M. Donald J. Johnston, Secrétaire Général de l'OCDE,
- mariages forcés et mariages d'enfants,
- le Conseil de l'Europe et la politique européenne de voisinage (PEV) de l'Union européenne avec l'intervention de M. Elmar Brok, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen,
- graves violations des droits de l'Homme en Libye - traitement inhumain de personnel médical bulgare,
- l'accès aux soins et les problèmes linguistiques dans la région de Bruxelles-capitale en Belgique,
- le coût de la Politique Agricole Commune (PAC) et les
- procédures d'asile accélérées dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Au cours de cette quatrième partie de session de 2005 ont été élus, en un seul tour de vote, M. Mateo Sorinas Balfego comme nouveau Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, et en deux tours de vote, le Suédois M. Thomas Hammarberg comme nouveau Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. A eu lieu également une seule discussion selon la procédure d'urgence, notamment sur l'Europe face à la grippe aviaire - mesures préventives dans le domaine de la santé.

En dehors de la communication de M. Fernando d'Oliveira Neves, Secrétaire d'État aux Affaires européennes du Portugal, représentant la Présidence du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- l'allocution de M. Marian Lupu, Président du Parlement de Moldova,
- l'allocution de M. Volodymyr Lytvyn, Président du Parlement de l'Ukraine, et
- le discours de M. Miguel Ángel Moratinos, Ministre des Affaires extérieures et de la Coopération de l'Espagne.

L'Assemblée a adopté dix résolutions et dix recommandations en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Il reste à signaler que dans le cadre de cette session la délégation luxembourgeoise a été accueillie par notre juge à la Cour européenne des droits de l'Homme, M. Dean Spielmann, pour une visite de ladite institution.

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre

D'Presidentekonferenz huet sech an hire leschte Réunioune mam Rôle vun der Chamber befaasst a virgeschloen, eng Rei vu Projets a Propositions de loi vum Rôle ze sträichen, well se an der Zwëschenzäit géigestandslos gi sinn.

D'Lëscht vun deene Virschléi ass un d'Deputéierte verdeelt ginn.

Ech froen elo d'Chamber, ob se domat averstanen ass, dës Projete vum Rôle ze sträichen. Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Lëscht vun dëse Projete gëtt integral am Compte rendu veröffentlecht.

Liste des projets et propositions de loi à retirer du rôle des affaires:

3405 - Proposition de loi ayant pour objet la modification de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État (M. Jean-Paul Rippinger)

3530 - Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1989 modifiant et complétant la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts, modifiant la loi du 7 avril 1909 sur la réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts (M. Jup Weber)

3540 - Proposition de loi concernant la modification de la loi du 22 juillet 1982 concernant l'occupation d'élèves et d'étudiants pendant les vacances scolaires (M. Lucien Lux)

3560 - Proposition de loi concernant les conditions de paiement en exécution des marchés publics de travaux et de fournitures (M. Henri Grethen)

3561 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 27 novembre 1984 relative à l'accès au secteur financier et à sa surveillance (M. André Hoffmann)

3627 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (M. Jup Weber)

3697 - Proposition de loi relative à l'utilisation des fibres ligneuses et ayant pour but la protection des écosystèmes forestiers (M. Jup Weber)

3783 - Proposition de loi visant la création d'un Fonds national d'Investissement (M. John Schummer)

3791 - Proposition de loi portant modification de l'article 118 et 162 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu telle qu'elle a été modifiée (M. Henri Grethen)

3875 - Proposition de loi portant restriction de la publicité en faveur des véhicules automoteurs (M. Jean Geisbusch)

3882 - Proposition de loi relative à la gestion des déchets (M. Emile Calmes)

3933 - Proposition de loi sur les établissements classés (M. Emile Calmes)

4048 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale (M. Jean-Paul Rippinger)

4157 - Proposition de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt pour un montant global de 2,5 milliards (Mme Anne Brasseur)

4231 - Proposition de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques (Mme Anne Brasseur)

4283 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (M. Henri Grethen)

4358 - Proposition de loi relative à la réduction de l'amplitude journalière des salariés du secteur du transport de personnes par route et au contrôle afférent (M. Marc Zanussi)

4539 - Proposition de loi autorisant le Gouvernement à créer

1. l'établissement public «Centrale culturelle Belval» et

2. autorisant cet établissement public à participer comme membre fondateur au groupement d'intérêt économique «Société de gestion de l'espace Belval» (M. Robert Garcia)

4547 - Proposition de loi portant modification de l'article 2 de la loi électorale du 31 juillet 1924 (M. Henri Grethen et Mme Lydie Polfer)

4600 - Proposition de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des Ministères (M. Alex Bodry)

4773 - Projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois en matière de construction de routes de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

5058 - Proposition de loi portant habilitation pour le Grand-Duc de

réglementer certaines matières (M. Alex Bodry)

5208 - Projet de loi ayant pour objet la création d'un établissement public sous la dénomination «Centre National de Gestion du Trafic» pour l'exploitation du centre de contrôle du trafic

5438 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (Mme Colette Flesch)

5441 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (M. Aly Jaerling)

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 14. Oktober Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung.

Duerno féiere mer eng Debatt iwwert de Projet de loi 5442, den Traité vun der Europäescher Verfassung, fir uschléissend am Second vote constitutionnel doriwwer ofzestëmmen.

Bei dësem Vote ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert, an de Vote par procuration ass hei net erlaabt.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Projets de loi 5424 a 5425, zwee Kooperatiounsofkommen tëschent de Memberstate vun der Europäescher Unioun mat verschiddene latäinamerikanesche Länner. Béid Projete ginn nom Basismodell an enger Diskussioun behandelt.

Duerno hu mer

- de Projet de loi 5044 iwwert d'„Matériels forestiers de reproduction", nom Modell 1;

- de Projet de loi 5217 iwwert d'Informatioun am Ëmweltberäich, nom Modell 1;

- de Projet de loi 5445, e Protokoll iwwert d'Schadstoffregësteren, nom Modell 1, an

- de Projet de loi 5459 iwwert d'Gestioun vun den Offäll, och nom Modell 1, an ofschléissend traitéiere mer dann nach eng Rei vun Demandes en naturalisation.

Opgrond vum Avis vum Statsrot muss de Projet de loi 5485 iwwert de Statsbeamtestatut op e spéideren Zäitpunkt verluecht ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Den Här Grethen freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut als éischte Punkt um Ordre du jour eng Heure de questions wou mer eis sollen als Deputéiert un d'Regierung wende kënnen.

Ech stelle fest, dass am Moment vu 15 Membere vun der groussherzoglecher Regierung der véier an der Chamber sinn. Qualitativ héichwäerteg, mä awer nëmme véier vu 15!

(Interruption)

Insgesamt hu mer matgedeelt kritt, dass sechs Ministeren haut Zäit hätten, fir an d'Chamber ze kommen.

Här President, ech fannen dat net an der Rei, a meng Fraktioun protestéiert dergéint.

Une voix.- Et sinn der elo scho fënnef!

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, jo, et kommen der héchstens sechs haut! Sou ass et ugemellt, Här President,…

(Interruptions diverses)

…an ech fannen, wann d'Chamber sech d'Méi gëtt, Här President, fir eng ganz Année parlementaire am Viraus - jiddfereen huet jo de Kalenner kritt vum Greffe - ze soen, wéini Sitzung ass, a vu dass ech och e puer Joren an enger Regierung war, weess ech, dass et misst méiglech sinn, dann déi Datume laang am Viraus ze markéieren, an déi Wochen, wou Sitzung ass, dënschdes vun dräi bis véier, hei an der Chamber ze sinn. Dat wier elementare Respekt virun der Chamber!

Ech géif Iech bieden, Här President, bei der Regierung ze intervenéieren, dass d'Regierungsmemberen, ausser si hätten imperativ europäesch oder international Obligatiounen - sech géifen d'Disziplin operleeën, fir dënschdes, wann eng Heure de questions virgesinn ass, hei an der Chamber ze sinn.

Ech hätt zum Beispill gären haut de Mëtteg den Transportminister gefrot, wéi da seng éischt Impressioune vun der Eisebunnstripartite gewiescht wieren.

(Hilarité)

Firwat en net hei ass? Vläicht ass en amgaang mat deene ville Gespréichspartner, déi en huet, nach eng nei Diskussioun ze féieren. Mä ech géif mer wënschen, Här President, dass an Zukunft d'Regierungsmemberen esou wäit wéi méiglech hei wieren!

An eppes Zweetes wollt ech och zu eisem Ordre du jour soen. Mir hunn haut déi zweet Lecture vun deem wichtegen Traité iwwert d'Europäesch Verfassung. Ech hätt mer och gewënscht, dass d'Regierung mat dem President an dem Vizepresident vun der Regierung hei gewiescht wier, fir eis ze soen - nodeem d'Lëtzebuerger Vollek sech an enger Majoritéit zu deem Traité bekannt huet -, wéi et elo weidergeet, fir eis eventuell och ze soen, wéi dëse Weekend op deem informelle Conseil d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung wär. Ech mengen, dass se dat dem Respekt virun der Chamber schëlleg wier!

Ech hoffen, dass dat hei net Schoul mécht, mä dass an Zukunft d'Regierung hei an der Chamber present ass.

Plusieurs voix.- Très bien, très bien!!!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Très bien, très bien, très bien!!!

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Opgrond vun deem, wat den honorabelen Här Grethen gesot huet, kann ech dat an deem Sënn ënnerstëtzen, wou d'Presidentekonferenz an hirer leschter Réunioun der Meenung war, dass, vu dass de Kalenner vun der Chamber laang Zäit am Viraus bekannt ass, et esou sollt sinn, dass all déi Regierungsmemberen, déi net duerch imperativ international Obligatioune respektiv och duerch déi eng oder déi aner national Obligatioun, déi net ze verhënneren ass, verhënnert sinn, sech sollen dënschdes bereet halen, fir an der Chamber hei Ried an Äntwert ze stoen.

D'Froe vun den Deputéierte kënne jo nëmmen esou ausgeriicht sinn opgrond vun der Lëscht vun de Presenzen, déi d'Regierung eis virleet, a vu dass d'Présidence eriwwer ass, war d'Presidentekonfernz där Meenung, dass et awer misst méiglech sinn, dass eng gréisser Majoritéit vun der Regierung dënschdes misst kënnen disponibel sinn, fir op d'Froe vun der Chamber ze äntwerten.

Deementspriechend denken ech, dass d'Regierung sech dat zu Häerz hélt. Ech weess, dass haut eng Rei vu Ministere wierklech net kënnen hei sinn, well se esou Obligatiounen hunn, déi wierklech net ofzesoe sinn an déi scho laang am Viraus geplangt sinn. N'empêche dass mer eis wënschen, dass an Zukunft déi Ministeren, déi effektiv d'Méiglechkeet hunn, fir kënnen hei an der Chamber ze sinn, dat och op hirer Lëscht ukräizen, an d'Deputéierten deementspriechend kënnen hir Froen agencéieren.

Elo huet fir d'éischt d'Madame Minister Jacobs gefrot an da kritt d'Madame Flesch… À moins dass d'Madame Jacobs d'accord ass, dass fir d'éischt d'Madame Flesch hir Bemierkunge mécht an dann d'Madame Jacobs dorop äntwert. Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, motion d'ordre: Ech wär lech dankbar, compte tenu vun deem wat Der gesot hutt, wann Der ons kéint soen, wat déi verschidden Empêchementer vun deene verschiddene Ministere sinn, déi haut net kënnen an der Chamber sinn.

M. le Président.- Madame Flesch, ech muss lech soen, dass ech den Detail vun allen Empêchementer net hunn. Ech weess awer, dass et zum Beispill deen een oder deen anere Minister gëtt, dee sech de Moment net am Inland ophält, mä deen am Ausland ass wéinst Obligatiounen, déi en am Virfeld kontraktéiert huet.

Wann Der awer wëllt an drop haalt, sinn ech bereet fir nofroen ze loosse bäim Secrétaire général vum Conseil de Gouvernement, wou deenen eenzelne Ministeren hir Obligatioune sech haut de Mëtteg situéieren.

D'Madame Minister vun der Famill, d'Madame Marie-Josée Jacobs, huet d'Wuert. Madame Jacobs!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wollt just soen, datt de Minister Halsdorf an ech de Mëtteg hei sinn an och ugemellt waren an awer keng Question parlementaire ze beäntwerten hunn.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dat éiert déi Ministeren, déi, och wa keng Froe vun Deputéierten hei u se sinn, sech Zäit huelen, fir an d'Chamber ze kommen an eis Debatten ze suivéieren.

Voilà, dat also dann zum Ordre du jour. Domadder schléisse mer dee Punkt of an da komme mer zur Froestonn, déi mer haut de Mëtteg uberaumt hunn, Froestonn un d'Regierung, effektiv. Et sinn net allze vill Froen agaangen un eis Regierung; et sinn der véier un der Zuel. Mir huele se der Rei no.

Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Déi éischt Fro ass d'Fro N° 51 vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Hierschtfoire an den Ausstellungshalen um Kierchberg. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/ Kirchberg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro riicht sech un de Wirtschaftsminister. Mir wëssen, datt mer bis de leschte Weekend nees erëm eng Kéier Hierschtfoire haten, déi, wéi déi Editioune virdrun och, beim Public a virun allem och bei den Exposanten e grousse Succès kannt huet.

Elo ass et awer esou, datt ech an der Press gelies hunn, datt vu Joer zu Joer ëmmer méi auslännesch Exposantë géingen op der Foire matmaachen. Ech wollt emol froen, ob dat ka confirméiert ginn, ob den Här Minister do konkret Zuelen huet, ob dat och esou ze verstoen ass, datt déi Lëtzebuerger Exposanten dann ofhuelen, datt d'Zuel vun de lëtzebuergesche Betriber, déi do matmaachen, da géing zréckgoen an op wat dat kéint zréckzeféiere sinn.

Elo kann ee sech virstellen, datt dat virun allem och op den Drock vun auslännesche mëttelstänneschen Entreprisen zréckzeféiere wier, déi hei op de Marché vu Lëtzebuerg kommen, fir hei d'Konkurrenz méi grouss ze maachen. Dat kann eng vun den Explikatioune sinn. Mä ech huelen un, de Wirtschaftsminister huet sech do méi intensiv Gedanke gemaach a kann eis dozou Opklärung ginn.

A wa mer scho bei der Foire sinn, wollt ech froen, ob et en neie Moment gëtt wat de Site vun de Foireshalen ubelaangt, dee jo schonn an der Diskussioun war fir eventuell vum Kierchbierg enzwousch aneschters hi kënnen délocaliséiert ze ginn. Ech wollt froen, ob de Minister do nei Momenter huet, déi en der Chamber kéint matdeelen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister, dee just vun enger ustrengender Promotiounsrees an d'Vereenegt State vun Amerika erëmkënnt, ass haut de Mëtteg present a gëtt eis eng Äntwert op dem Här Meisch seng Fro.

Här Minister Krecké!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Et ass wahrscheinlech well net vill Froen do sinn, dass Der déi do duerchgoe gelooss hutt, well a mengem fréiere Liewe war ech jo emol hei an där Chamber, an do ass ofgemaach ginn, dass an enger Froestonn dem Minister misste Froe gestallt ginn, op déi en einfach esou kënnt äntwerten, ouni dass en do eng Armada vu Leit misst mobiliséieren. Duerfir wollt ech lech och proposéieren, Här President…

(Interruptions diverses)

Jo, jo, jo! D'Heure de questions ass net eng Saach vun Zuelen! Ech ginn hei gefrot - ech sinn elo just aus Amerika erëm…

(Hilarité)

…«Peut-il me dire combien d'entreprises étrangères ont participé à l'édition 2005?»

Do muss ech nofroe bei der Foire. Do muss ech meng Beamte froen. Déi Froestonn hei war gemengt,…

(Interruption)

…dass ee politesch… An ech äntwerten op déi zwou Saachen.

(Interruption)

Jo, Madame Flesch, dat war d'Gepflogenheet déi Zäit wéi ech 15 Joer an der Chamber war.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Den Här Fayot huet gefrot.

M. le Président.- Also kommt,…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Et konnt jo ni en Detail dra sinn.

M. le Président.- …reizt elo den Här Krecké net.

(Hilarité)

Hie versicht eis elo emol eng Äntwert ze ginn.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Sot Här President, wann Der emol also…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, Dir waart de Moment net gefrot.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, ech erlabe mer also dem Här Meisch op seng éischt Froen, déi op Zuele baséieren, schréftlech ze äntwerten. E versteet, dass ech net all Eenzelne konnt zielen. Ech war net do, an ech muss meng Beamte froen, fir dass se dat do nosichen. Dat verstitt Der, Här Meisch.

Souwéisou, de Prinzip, deen Der aus de Chiffre wëllt erausliesen, nämlech deen, firwat dass vläicht eventuell méi auslännesch Entreprisen do gewiescht wieren: Ech weess net, wat fir eng Konklusioun een doraus kënnt zéien. Ech weess et net.

Mä mat Sécherheet kann ech lech awer soen, wat ech vun där leschter Fro halen. Déi Foireshale sinn am Moment op enger Plaz, wou se elo schonn eng Rei Jore sinn. Mir wëssen, dass se och e bëssen enk gehale sinn duerch de Centre de conférences, dee mir als Regierung do provisoresch installéiert hunn - déi viregt Regierung huet dat gemaach -, an dass dat si natierlech hënnert, ass sécher. Et bréngt hinnen awer och am Moment Recetten, déi sécher sinn, déi se vläicht soss net hätten.

Mir hunn och net drop gewaart an hunn d'lescht Joer drop geäntwert, wéi de President vun der Luxexpo déi Fro gestallt huet. Mir hunn analyséiert: Wat sinn déi Kritären, déi eventuell kënnte maachen, dass een do géing bleiwen, a wat sinn déi, déi et géinge maachen, dass een net géing do bleiwen.

Een Haaptpunkt, deen ech gesinn, ass - an do ass Ären Noper besser beroden, vu dass hien nach à l'initiative war vun deem Projet -, et hänkt ganz dervun of, wéi déi Gare, déi douewen op de Kierchbierg kënnt, ausgeriicht gëtt. Wann dat eng Gare gëtt, wou schwéier Zich kommen, wann dat eng Gare gëtt, wou déi mussen dréien, da ginn d'Aarbechten esou, dass eng Luxexpo, a mengen Aen, net méi do kann existéieren. Dat ginn nämlech iwwer Joren esou vill Aarbechten, dass een einfach muss soen: Dat geet net.

Wann et elo eng Gare gëtt, déi zumindest elo emol an der Ufangsphas géing säitlech vun der Luxexpo sinn a wou liicht Gefierer géingen iwwert de Boulevard eropkommen, da kënnt d'Luxexpo nach existéieren.

Et ass also d'Optioun Transport, menger Meenung no, déi un alleréischter Stell wäert décidéieren, ob d'Foiren nach do bleiwe wou se haut sinn oder net. Dat ass, menger Meenung no, den éischte Punkt. Et ka sinn, dass, jee nodeem wéi d'Optioun ass - an déi ass nach net definitiv -, d'Luxexpo net méi do méiglech ass wou se haut ass.

Déi zweet Fro, déi ee sech kënnt stellen ass déi, ob een net e Site hätt, wou een et besser kënnt arrangéieren, wou ee méi Expansiounsméiglechkeeten hätt. Da muss ee wëssen, dass ee muss kucken, dass et gutt ugebonne muss sinn u Schinn, un öffentlechen Transport selbstverständlech a wa méiglech och un eng Auobunn. Wa muer de liichten Tram dohinner fiert, ass dat douewen de Fall. Dat ass net op all Plaz de Fall, wou et méiglech wier.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Foire weiderhi soll um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg bleiwen.

Et ass d'Foire vu Lëtzebuerg, duerfir soll se och an der Stad Lëtzebuerg bleiwen. Da bleift net méi ganz vill iwwreg. Am Süde vun der Stad gëtt et nach Méiglechkeeten. Da mussen awer och nach Gespréicher mat der Gemeng doriwwer gefouert ginn. Mä mir hunn awer gemengt, mer géingen déi eréischt da féieren, wa mer wierklech d'Obligatioun gesinn, fir do fortzekommen.

Et ass also fir de Moment einfach d'Saach en suspens gesat, well mer déi Décisioun vum Transport net hunn a well mer, soubal mer déi hunn, d'Optioun kënnen huelen, ob mer dann elo definitiv géinge fortgoen oder net. Dir verstitt also, dass do nach e puer Optiounen op sinn, an dass ech lech am Moment net méi ka liwwere wéi dat, wat ech lech elo gesot hunn. D'Chifferen, déi liwweren ech lech mat der Interpretatioun no.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass d'Fro N° 52 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Réckféierung vun Asylanten.

Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, am Juli dëst Joer huet den Aussen- an Immigratiounsminister annoncéiert, datt hien am Laf vum Mount August géing eng 100 Demandeurs d'asile en fin de droits an hiert Heemechtsland zréckféieren. Mir sinn dunn awer gewuer ginn, datt et der anscheinend awer nëmmen eng 20, 30 oder 40 wieren, déi zréckgefouert gi wieren, an datt déi aner anscheinend verschwonne wieren.

An Tëschenzäit si se awer nees ërem alleguer do. Duerfir wier ech also frou ze wëssen, wéi dann elo effektiv d'Zuele sinn, wéi vill der vun deenen Dausend dann elo effektiv zréckgefouert gi sinn - fräiwëlleg an onfräiwëlleg - a wéi mer elo mat der Situatioun an Zukunft eens ginn, fir datt dat Gesetz wat mer gestëmmt hunn och ka respektéiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den delegéierten Aussen- an Immigratiounsminister, den Här Schmit, huet d'Wuert. Här Schmit!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, ech mengen hei ass e Chiffer genannt ginn - effektiv schéngt haut de Mëtteg vill mat Chifferen operéiert ze ginn - vun 1.000. Mä ech mengen, do ass e klenge Malentendu, an zwar ass ni gesot ginn - esou wéi ech et op jidde Fall verstan hunn, an ech hu jo awer och heiansdo en Ouer wann iwwer esou Saachen diskutéiert gëtt -, datt 1.000 Leit géingen am Summer zréckgefouert ginn. Ech soen lech ganz éierlech, et wier praktesch onméiglech, eleng scho vun de Méiglechkeete wat Avionen oder och Personal ugeet, déi géifen den Accompagnement assuréieren, fir 1.000 Leit an esou enger kuerzer Zäit zréckzeféieren.

Dat wat gesot ginn ass, dat war, datt et ëm 1.000 Leit hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi déboutéiert sinn, déi also all Recoursen épuiséiert hunn an déi natierlech iergendwann mussen - an esou schnell wéi méiglech, wa méiglech - zréckgefouert ginn. Dat ass also dee Chiffer vun 1.000 Leit. Et huet also ni ee gesot, mer géifen an zwee Méint 1.000 Leit zréckféieren. Ech menge souguer aner Regierunge mat ganz anere Moyenen hätte scho Schwieregkeeten, fir dat einfach esou hinzekréien.

Wat elo d'Chiffren ubelaangt, sou kann ech dem honorabelen Deputéierte soen, datt mer am Joer 2005 am Ganzen 268 Leit bis ewell zréckgefouert hunn, dorënner 131, déi duerch e Retour forcé zréckgefouert gi sinn, an 137, déi volontairement heemgaange sinn.

Fir elo déi dräi Méint, besonnesch d'Summerméint, déi jo direkt ugesprach gi sinn, well et sech jo do ganz oft ëm Leit handelt, déi Kanner hunn, déi hei zu Lëtzebuerg scolariséiert waren, a well mer jo décidéiert hunn, keng Famillje während de Schoulméint zréckzeféieren, esou kann ech soen, datt am Ganzen am Juli, August a September 120 Leit zréckgefouert gi sinn, an dovu ware 77 Départs volontaires.

Ech mengen déi Affär vun der Zréckféierung, vun de Rapatriementer, dat ass keng agréabel Saach an dat ass och net eng Saach vu Chifferen, vu Kontabilitéit. Do geet et net drëm, e Chiffer ze maachen, wéi dat emol an der franséischer Press geheescht huet, mä do geet et drëm fir ze kucken, op eng human a korrekt Aart a Weis déi Leit, déi eben net méi d'Recht hunn hei zu Lëtzebuerg ze sinn, an hiert Land zréckzebréngen. Dofir maache mer och Efforten, fir datt dat och geschitt.

Dat ass keng einfach Missioun. Well et do drëm geet emol éischtens heiansdo d'Leit ze lokaliséieren, well déi Leit jo net iergenwou ëmmer sëtze bleiwen, wou ee seet, dass se eigentlech solle wunnen, mä si och bougéieren, ass et net ëmmer einfach, fir déi Leit dann zréckzeféieren, wa se dat sollten.

Wat d'Gesetz ubelaangt, mengen ech, datt dat Gesetz eigentlech un der Situatioun net vill ännert. D'Gesetz gesäit eng Prozedur vir, éischtens fir dass d'Dossiere méi schnell solle bëendegt ginn. Si sollen also net dräi, véier Joer hei sëtzen, mä si solle méi schnell duerch déi Prozedur goen. Dat ass den Objektiv vum Gesetz.

An natierlech gëllt et dann ons d'Moyenen ze ginn, datt, wann een definitiv um Enn vun enger Prozedur ukomm ass, wann een déboutéiert ass, een dann och de Wee heem muss untrieden, a wa méiglech op eng human Aart a Weis, dat heescht iwwer e Retour volontaire, bei deem déi Leit dann och finanziell accompagnéiert ginn. Et ass eigentlech nach ëmmer onse fermë Wëllen, déi Politik weiderzeféieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi drëtt Fro, déi vum honorablen Här Niki Bettendorf iwwert d'Reglementatioune vun der alternativer Medezin. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, ënnert der viregter Regierung an der Santéskommissioun hate mer mengen ech en excellenten Débat d'orientation hei an der Chamber gefouert wat komplementar Medezinnen ubelaangt wéi d'Homeopathie, d'Akupunktur, d'Chiropraxie an d'Osteopathie, a mir hunn och deemools an der Chamber eng Motioun gestëmmt, an där mer da gesot hunn: «…à réglementer en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, notamment en ce qui concerne les formations et les qualifications des prestataires; à compléter la liste des professions de santé prévue dans la loi».

Ech mengen, mir perséinlech läit vun deene véier Professions de santé besonnesch d'Osteopathie um Häerz, well mer hei zu Lëtzebuerg eng Associatioun vun Osteopathen hunn, a mir hunn ëmmer méi Kinéën, déi Osteopathie ubidden. Ech si perséinlech der Meenung, dass et déck Zäit ass, dass mer hei reglementéieren.

Vu dass mer d'Regierung virun zwee Joer opgefuerdert hunn, déi Aarbecht ze maachen, wéisst ech da gäre vum Här Minister vun der Santé: Sinn déi Démarchen, déi mer do geholl hunn, entaméiert?

Wa jo, wéi wäit si mer am Développement vun deenen Aarbechten, a wat sinn eventuell déi éischt Konklusioune vun dësen Aarbechten?

Här Minister, ech waarden op Är Äntwert. Merci am Viraus.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Fir d'éischt wëll ech dem Här Niki Bettendorf bäiflichten, dass mer effektiv e ganz gudden Débat d'orientation haten, deen och de Mérite hat mat enger klorer Motioun ofzeschléissen, mat där d'Chamber der Regierung eng Rei vun Direktive ginn huet fir d'Reglementatioun vun de Médecines complémentaires.

Et ass effektiv esou, dass mer an deene leschte Méint eis vill Aarbecht gemaach hunn, fir prioritär d'Professioun vun den Osteopathen ze reglementéieren als Profession de santé. De Projet de règlement grand-ducal ass fäerdeg a wäert an deenen nächste 14 Deeg bis dräi Wochen an de Regierungsrot goen, fir dass d'Regierung e kann an d'Berodung eraginn.

Ech wëll dem Här Bettendorf soen, dass ech mech an der Formulatioun vun deem Reglement integral un d'Oplage vun der Chamber gehalen hunn, déi an der Motioun formuléiert waren, an déi net onbedéngt op de Jubel vun deenen engen oder anere Groupements professionnels treffen. Mir hunn awer gemengt, dass mir déi Motioun vun der Chamber sollten eescht huelen an net eegestänneg de Wëlle vun der Chamber op d'Kopp geheie sollten.

Wéi gesot, de Reglement iwwert d'Osteopathie wäert ganz schnell op den Instanzewee goen, an dann noeneen wäerten déi aner Professions de santé drukommen, déi och nach am Gespréich sinn, wéi zum Beispill de Chiropraktiker. Bei der Homeopathie an der Akupunktur, do geet et jo net ëm Professions de santé, do geet et ëm d'Reglementatioun vun der Aktivitéit, déi vun Doktere muss ausgeübt ginn.

Ech hu gläichzäiteg eise Servicer d'Instruktioun ginn, dass se, wa se amgaang sinn, déi Professiounen ze reglementéieren, hir Aarbechten erëm sollten ophuelen, fir och d'Reglementatioun vum Psychotherapeut unzegoen, dee besonnesch bei Kanner vill gefrot ass.

Voilà, dat gesot wëll ech lech Merci soen an nach eng Kéier ëm Indulgence biede fir déi Regierungsmemberen, déi haut de Mëtteg net konnten hei sinn, well - an dat ass eng Explikatioun, déi den Här Grethen vläicht net weess - déi lescht Froestonn hei am Parlament den 31. Mee war, also viru bal sechs Méint. Mir halen eis awer selbstverständlech, och wann d'Froestonn nëmme sporadesch ass, zur Dispositioun vun der Chamber.

Merci.

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- D'Chamber ass souverän.

M. le Président.- Jo, also ech mengen och, Här Minister Di Bartolomeo, Dir waart hei op d'Tribün komm, fir op eng Fro ze äntwerten, an net fir Commentairen ofzeginn iwwert d'Aart a Weis wéi d'Chamber hir Aarbechten organiséiert.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Mir hu Rücksicht op d'Présidence geholl. Dat deet mer elo scho Leed!

M. le Président.- Dofir géif ech drëm bieden, Här Minister, lech un dat ze halen, wat eist Reglement virgesäit, an zwar hei op Froen ze äntwerten a Commentairen ze ënnerloossen.

Mir kommen dann zu där leschter Fro vun haut de Mëtteg, der Fro vum honorablen Här Mehlen iwwert d'Bekämpfung vum Alkoholkonsum bei deene Jonken. Och déi Fro adresséiert sech un den Här Gesondheetsminister, deen elo ganz attentif nolauschtert.

- Question N° 54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. De Problem vum Alkoholkonsum bei eise jonke Leit, heiansdo schonn an engem ganz fréien Alter, ass e ganz gravë Problem, an d'Regierung huet jo och deklaréiert, dass se deem emol op engem Gebitt wëllt entgéinttrieden, dat ass dat Gebitt vun den Alkopops, déi, wéi den Här Statsminister kierzlech hei deklaréiert huet, méi deier gemaach solle ginn. En huet awer gläichzäiteg seng Zweifel driwwer geäussert, ob dat dann elo zu deem gewënschten Effet géif féieren.

Mä mir wëssen, datt dat net deen eenzege Problem ass an datt och op anere Plaze vu Jonken, déi nach ze jonk sinn, Alkohol ze konsuméieren, Alkohol a grousse Moosse konsuméiert gëtt, an deem Mooss, datt d'Rettungsdéngschter heiansdo mussen intervenéieren a jonk Leit, déi bal klinesch dout sinn, iergendwou mussen hifféieren.

Dofir geet meng Fro an déi Richtung: Wat ass säitens der Regierung envisagéiert, fir iwwert déi Verdeierung vun den Alkopops, wat esou eng - ech wëll net soen Einstiegsdrog ass, mä esou e System ass, fir déi Jonk un den Alkohol ze gewinnen, fir dass se dovunner ofhängeg ginn, wat ass also doriwwer eraus geplangt, notamment fir op Baler zum Beispill e bësse méi schaarf ze kontrolléieren, ob dann tatsächlech respektéiert gëtt, datt Jonker keen Alkohol do sollen zerwéiert kréien?

Ech hunn emol eng Kéier mat engem Vertrieder vun der Police - oder deemools war et nach d'Gendarmerie grand-ducale - geschwat. Deen huet mer geäntwert: „Mengt Dir, mir géifen op esou Plazen eragoen an do den Alter vun deene Jonke kontrolléieren?“

Dofir meng Fro, ganz einfach: Ass och envisagéiert vläicht op aneren Terraine méi konsequent an deelweis vläicht souguer repressiv virzegoen?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech brauch jo sécher net ze soen, wéi gär ech op Froen äntwerten, nodeem ech der jorelaang vill gestallt hunn.

(Interruptions)

Ech waarden drop.

M. le Président.- Herno beklot Der lech erëm, dass Der keng Zäit hutt. Kommt elo zu Ärer Äntwert.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech mengen, Dir hutt e puer Préjugéen, Här President!

(Hilarité)

Ech wäert alles maache fir dass ech mech u meng Zäit halen.

Et ass effektiv richteg, dass d'Regierung dat décidéiert huet - an de Finanzminister huet dat virun e puer Deeg ugekënnegt - an d'Alkopops vill méi deier wäert maachen. Dee séissen Alkohol oder déi Alkopops, déi wéi Limonade schmaachen awer relativ vill Alkohol hunn, wäerten ëm 600 Euro op den Hektoliter - produit fini - taxéiert ginn, dat si 6 Euro op de Liter, dat sinn 1,5 Euro op 0,25 Liter. Déi kleng Fläsche sti schéi gekillt an de Regaler vun de Grande-surfacen an an den Tankstellen a si quasi en Encouragement fir déi Jonk, fir sech ze zerwéieren.

Also do ass schonn eng Moossnam, déi direkt hannendru muss kommen, an zwar dass een den Handel opfuerdert, dat sinn ze loossen. Well do sinn déi Jonk viséiert a keen aneren, well mir drénken dat doten nämlech an normalen Zäiten iwwerhaapt net, an dofir soll een den Handel mat an d'Gebiet huelen.

Dann ass mat dem Projet iwwert den Tabagisme geplangt, de Mindestalter festzeleeën ënnert deem alkoholescht Gedrénks net däerf u Jonker verkaaft ginn. Dat heescht, et wäert an Zukunft net nëmmen an de Bistroen, mä och op allen anere Plaze verbuede gi fir Alkohol u Kanner vu manner wéi 16 Joer ze verkafen. Da wëssen déi Erwuesse wéinstens u wat se sech ze halen hunn, a wa se et verkafen, da musse se sech bewosst sinn, dass se sech strofbar maachen.

Well awer mat Verbuet a finanzieller Belaaschtung net alles ze erreechen ass, wäerte mer parallell dozou eng seriö Informatiounspolitik, eng Sensibiliséierungspolitik maachen, zesumme mam Drogepreventiounszentrum, dee schonn am Virfeld eng excellent Aarbecht gemaach huet. Ech wëll just drun erënneren, dass hir Etüd eigentlech d'Politik sensibiliséiert huet fir aktiv ze ginn, a si wäerten eis och an deem Sënn begleeden.

Da wäerte mer konsequent déi méi gesond Liewensaart a -weise promouvéieren, an zwar scho ganz fréi, an der Schoul, iwwer eng Reform vun der Santé scolaire an an enker Zesummenaarbecht mam Schoulministère. Mir wäerten de Kontakt mat deene Jonke sichen. Dass dat och wëllkomm ass bei deene Jonken, weist eng spontan Ëmfro, déi bei engem Jugendradio gemaach ginn ass, wou 3.000 Leit gefrot gi si wat se géifen dovunner halen, wann de Mindestalter op 16 Joer festgeluecht géif ginn, a wou 83% vun deene Jonken d'accord waren, dass esou eng Limitatioun géif kommen, wat eis encouragéiert, op deem dote Wee weiderzegoen.

Ech soen lech Merci.

An ech war an der Zäit!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domadder si mer um Enn vun eiser Froestellung ukomm.

5. Ordre du jour *(suite)*

Fir der Demande vun der Madame Flesch, fir gewuer ze gi wou eis Regierungsmembere sinn, déi haut de Mëtteg net hei sinn, nozekommen, hunn d'Servicer vum Greffe ganz schnell geschafft, an ech kann lech deementspriechend folgend Kommunikatioune maachen:

- Den Här Statsminister ass de Moment nach, sou wéi Der wësst, zu Paräis op enger Visite, déi hie gëschter an haut do gemaach huet,

- den Här Ausseminister Asselborn ass a Finnland,

- den Här Schiltz ass zu Leads an England,

- den Här Boden an d'Madame Modert sinn um Conseil Agriculture,

- den Här Frieden ass an de Vereenegte Staten op Promotiounsmissioun fir eis Finanzplaz,

- den Här Biltgen befënnt sech zu Düsseldorf,

- den Här Wiseler ass aus verständleche Privatgrënn haut de Mëtteg net hei

- an den Här Lux ass deen Eenzegen, wou mer et net genee erausfonnt hunn.

(Interruption)

Den Här Lux schéngt - sou wéi eis gesot gëtt - op engem Workshop an der Chambre des Métiers ze sinn. Ech kann dat awer net mat leschter Sécherheet soen, mä och hie schéngt hei eng ganz valabel Excuse ze hunn, dass hien haut de Mëtteg net hei ass, sou dass vun deenen néng Ministeren, déi haut net hei sinn, mengen ech, keen ee Grond hätt, deen net ze justifiéiere wier, fir datt hien haut de Mëtteg net hei wier.

Ech hoffen domadder der Demande vun der Madame Flesch Satisfaktioun ginn ze hunn an all Versteesdemech vun hirer Säit ze hunn, dass néng Regierungsmemberen haut de Mëtteg net kënnen hei sinn.

Une voix.- Déi haten all e Grond.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, mir hunn all Versteesdemech wann e Regierungsmember a sengem Amt international muss ënnerwee sinn, mä mir hu kee Versteesdemech dofir, dass, wann een elo kuckt, dass zum Beispill no eisem Plang am Mee, dënschdes de 16. Mee soll eng öffentlech Sitzung sinn, dat ka jiddferee sech an de Kalenner androen an dann hëlt hie keng Obligatioun fir dee Mëtteg un.

D'Zil vu menger Interventioun war, d'Regierungsmemberen ze sensibiliséieren, dass si hire Kalenner sollen esou organiséieren, dass se wa méiglech dënschdes, wa Chamber ass, tëschent dräi a véier Auer hei sinn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech muss soen, Här Grethen, ech hu vollt Verständnis dofir an dat ass och meng Suerg. Ech muss allerdéngs soen, wa mir e Kalenner hunn, de franséische Statspresident huet och e Kalenner.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech schwätzen net vum Statsminister.

M. le Président.- An de Statsminister muss natierlech, wann en eng Visite zu Paräis mécht, op där enger Säit kucken, wat de Kalenner vun der Chamber ass, an…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Dofir hunn ech vollt Versteesdemech. Ech schwätze guer net vum Statsminister, ech hat mech jo méi wëllen un den Här Lux wenden.

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt, d'Madame Flesch freet dozou nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ganz kuerz. Mir stëmmen haut am zweete Vote constitutionnel iwwert de Vertrag vun der Europäescher Verfassung of. Während Wochen, während Méint ass d'Regierung duerch d'Land gezunn - a mir mat -, an ech begréissen dat, an dat war och gutt, fir ze soen, wéi wichteg dass dat ass.

Wann de Statsminister haut zu Paräis ass, hunn ech vollt Verständnis dofir, mä dann hätt hien an d'Présidence vun der Chamber missen dofir suergen, dass d'Debatt iwwert den zweete Vote constitutionnel kann a Presenz vum Statsminister a vum Ausseminister stattfannen.

Ech hunn all Respekt fir den Här Minister aux Affaires européennes, mä nach schéngt et mir no all deem, wat mer Wochen a Méint laang gehéiert hunn iwwert d'Wichtegkeet vun dëser Debatt, iwwert den Europäesche Vertrag, dass de Vertrag et wäert gewiescht wär, dass d'Chamber et wäert gewiescht wär an dass de Respekt virum Lëtzebuerger Vollek et wäert gewiescht wär, dass de Statsminister an den Ausseminister bei dëser Debatt dobäi wären. Wann dat net haut hätt kënne sinn, dann hätt et kënne muer sinn oder iwwermuer, mä mech stéiert et, wann déi zwee Haaptverantwortlech vun deem Vertrag haut net an der Chamber sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Madame Flesch, Dir schwätzt vun der Concertatioun tëschent dem Statsministère an der Présidence vun der Chamber. Ech denken, dass Der mat der Présidence vun der Chamber d'Conférence des Présidents vun der Chamber gemengt hutt. Well nämlech wéi d'Conférence des Présidents deen Ordre du jour vun haut de Mëtteg opgestallt a fixéiert huet, dass haut de Mëtteg d'Debatt iwwert den Traité constitutionnel sollt stattfannen, huet, wa meng Erënnerunge richteg sinn, eis virgeleeën, dass de Stats- an den Ausseminister haut net hei kënnte sinn.

Une voix.- Iech vläicht, mä eis net.

M. le Président.- Jo, ech mengen awer a weess - an d'Kolleegen aus der Conférence des Présidents kënne jo dann dozou Stellung huelen -, dass, wéi mer déi Conférence des Présidents do haten, mer eng Lëscht vun deene Membere vun der Regierung virleien haten, déi haut kéinten hei sinn, a wa meng Erënnerunge richteg si war gewosst, dass de Statsminister an ech mengen och den Ausseminister haut net kéinten hei sinn. Trotzdeem huet d'Conférence des Présidents décidéiert, dee Punkt haut op den Ordre du jour ze stellen. Dat zur Kloerstellung zu deem, wat d'Madame Flesch virdru gesot huet.

Ech denken awer, dass mer elo déi Debatt definitiv kënnen ofschléissen an dass mer dann zu där Debatt iwwert den Traité constitutionnel kommen.

(Interruption)

Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëllt awer just zur Korrektur soen, dass mer déi Lëscht awer, wat fir eng Ministeren hei wären, wa meng Erënnerung ganz gutt ass, nach net donneschdes an der Conférence des Présidents leien haten.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Très bien.

M. le Président.- Also ech hu kee Problem domadder, mir kënnen dat nochecken, mä de Vertrieder vun der Regierung war an der Conférence des Présidents an ech menge souguer, dass mer doriwwer an der Conférence des Présidents debattéiert haten, datt verschidde Regierungsmemberen haut net kéinten hei sinn. Mir kënnen dat nokucken, well ech hu jo Versteesdemech fir dat, wat d'Madame Flesch seet, mä wann awer d'Conférence des Présidents vun der Chamber hei en connaissance de cause den Ordre du jour esou fixéiert huet, da musse mer awer och deem Rechnung droen, an dann hätt och esouguer gären, dass mer dat géifen nochecken.

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Sou, elo komme mer awer zur Debatt. Dir wësst, dass mir den 28. Juni dëst Joer hei an der Chamber de Projet 5442 iwwert den Traité vun der Europäescher Verfassung an éischter Lecture ugeholl hunn, an an hirer Resolutioun vum 8. Juli hat d'Chamber décidéiert, de Second vote constitutionnel vum Resultat vum Vote ofhängeg ze maachen, wat de Referendum vum Juli géif bréngen.

Vun 193.751 gültege Stëmmen hu sech 109.510 fir a 84.241 géint den Text vun der Europäescher Verfassung ausgeschwat. Deemno stëmmt d'Chamber haut no enger Diskussioun am Second vote constitutionnel iwwert dëse Projet of. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Goerens, den Här Bodry, den Här Bausch, den Här Gibéryen an d'Madame Spautz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert!

6. 5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, mir bréngen haut mat engem zweete Vote zum Gesetz iwwert den Europäesche Verfassungsvertrag ons Ratifikatiounsprozedur zu Enn a ginn domat dat 13. Land, wat dee Vertrag unhëlt.

Dee Vertrag lieft also. Ech sinn iwwerzeegt, dass e schlussendlech och a Kraaft triede wäert, wann dann all Land seng Responsabilitéit hëlt.

Et gëtt der sécher vill, déi gären hätten, dass dee Vertrag dout wär. Dat ass eng grouss Koalitioun vun all Zorte Leit. Do gëtt et Länner, déi esou mann wéi méiglech Europa wëllen. Et ass zum Beispill net erstaunlech, dass Groussbritannien, Dänemark oder Schweden direkt nom franséischen Neen ëmgefall sinn. Et gëtt och politesch Kräfte vun der extremer Riets bis zur extremer Lénker, déi vun Ufank u géint Europa waren. Déi eng haten an hunn en anere Gesellschaftsmodell wéi deen demokrateschen am Sënn. Déi aner wëllen net op den Nationalismus als politesch Waff verzichten.

Géint déi Koalitioun muss eng Koalitioun vu Länner a vu politesche Kräfte stoen, déi am europäesche Projet weider d'Garantie vu Sécherheet, vu Stabilitéit, vu Wuelstand a vu Fortschrëtt gesinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, eng zweet Lecture vun engem Gesetz ass eppes Seelenes an onser Chamber. Dës Kéier maache mer se, well mer als Chamber - an Dir hutt et éinescht gesot - eestëmmeg décidéiert hunn, d'Vollek ëm seng Meenung ze froen. Mir hunn dovunner déi endgülteg Ratifikatioun vum Verfassungsvertrag ofhängeg gemaach. De Referendum war begleet vun enger lieweger a kontroverser öffentlecher Debatt. Et war en Héichpunkt vun onser politescher Geschicht.

Dat positiivt Resultat vum Referendum vum 10. Juli 2005 erlaabt ons haut, méi wéi dräi Méint duerno, de verfassungsméissegen zweete Vote virzehuelen.

Dee Referendum war keng Formsaach. Dee Referendum engagéiert d'Politik. De Fait, dass mer déi Debatt an dee Vote hei zu Lëtzebuerg haten, gëtt ons eng grouss Verantwortung, nämlech dofir ze suergen, dass dee Vertrag weiderlieft, dass en iwwerall ratifizéiert gëtt an dass en endlech a Kraaft trëtt. Dëst ass d'Verantwortung vun all deene Länner, déi de Vertrag bis elo ugeholl hunn, an och vun deene Länner, déi en nach mussen unhuelen.

Här President, wann dann och den Ausgang vum Referendum kloer ass, muss d'Interpretatioun dovunner ons weider beschäftegen. Glécklecherweis hu mer jo Sondagë vun nom Referendum zur Verfügung, fir dat emol ze kucken. Interessant sinn dobäi d'Motivatioune vum Jo a vum Neen an engem Land, wat traditionell ganz europafrëndlech ass. Beschäftege mer ons mat de villen Neen-Soer.

37% vun den Neen-Soer, gëtt ons gesot, hei zu Lëtzebuerg fäerten negativ Auswierkunge vun der europäescher Eenegung op d'Beschäftegung, Delokalisatiounen a Verloscht vun Aarbechtsplazen. D'Bolkestein-Direktiv huet dobäi eng wesentlech Roll gespillt. 23% vun den Neen-Soer fannen, dass d'Wirtschaftssituatioun zu Lëtzeburg ze schlecht ass, 22% fannen, dass Europa net sozial genuch ass. Doniewent kommen 11%, déi d'Europäesch Unioun als ze vill liberal ugesinn, 17% och als ze vill komplex.

Vill vun den Neen-Soer kommen aus Schichte vun der Lëtzebuerger aktiver Bevölkerung, déi durch d'Globaliséierung an d'international Konkurrenz wirtschaftlech a sozial a Gefor gerode kënnen. Et ass also och e Protest géint d'Zoustänn an der Wirtschaft: ze vill sozial a wirtschaftlech Onsécherheet, ze vill Flexibilitéit, net genuch Ofsécherung um europäesche Plang géint profitorientéiert Tendenzen, déi de Mënsch, den Aarbechter net respektéieren.

Aus deenen Ursaachen eraus musse mer ons mat dem soziale Modell beschäftegen, dee mer europawäit duerchsetze wëllen. D'Europäesch Unioun mat hire 450 Milliounen Awunner muss sozial Regelen hunn. Niewent de soziale Regelen um nationale Plang mussen et der um europäesche Plang ginn, soss gëtt d'Europäesch Unioun, dat musse mer eis soe loossen, net méi vun de Mënschen akzeptéiert.

Dëst ass sécher méi séier gesot wéi gemaach. Et gëtt vill Onklorheeten doriwwer, wat een dann ënner sozialem Europa versteet. Iwwregens muss een de Leit och soen: Dat soziaalt Europa gëtt et schonns. Villes ass duerch de Sozialdialog vu Patronat a Salariat erreecht ginn. Déi bestehend Verträg hunn erlaabt, europawäit Aarbechts- a Gesondheetsschutz anzeféieren.

Mä nach stellt sech eng fundamental Fro, déi een net midd soll ginn ëmmer erëm ze stellen. All Land, och Lëtzebuerg, wëllt déi wesentlech Aspekter vu sengem Sozialsystem selwer géréieren an décidéieren. Soulaang dat esou ass, brauch een net ze erwaarden, dass d'Europäesch Unioun am Soziale vill weider Kompetenze kritt. Et kann awer net sinn, dass een als Sozialmodell nëmme gesäit, duerch weider Liberaliséierung méi Aarbechtsplazen ze schafen.

Ech kann also ënnersträichen a matdroen, wat den Europäesche Gewerkschaftsbond zum Beispill viru kuerzem zum europäesche Sommet vum 27. Oktober an England erklärt huet. Zu dem europäesche Sozialmodell gehéiert d'Verantwortung vun der öffentlecher Hand, vun der Europäescher Unioun gradewéi vun de Memberlänner, fir Vollbeschäftegung, öffentlech Déngschter a sozial a wirtschaftlech Kohesioun.

Dozou gehéieren déi fundamental sozial Rechter wéi zum Beispill d'Streikrecht, de Schutz géint ongerechtfertegt Entloossungen, anstänneg Aarbechtskonditiounen, d'Gläichheet vu Mann a Fra an d'Netdiskriminéierung. Dozou gehéieren de soziale Schutz, mä natierlech och Instrumenter vum Sozialdialog a gesondheetlech an aarbechtsrechtlech Regelen.

Vill vun deenen Objektiver, dat wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen, sinn am Verfassungsvertrag enthalen, souwuel am éischte wéi am zweeten an och am drëtten Deel. Si sinn zum Beispill och duerch den Asaz vu Gewerkschaftler a vu sozialisteschen, chrëschtlechen an demokratesche Politiker am Konvent an och an der Regierungskonferenz zustane komm.

Doniewent hunn d'europäesch Gewerkschafte Fuerderungen un d'Stats- a Regierungschefe geriicht, wéi zum Beispill Norme fir de Schutz vun Interimsarbeitnehmer anzeféieren, eng Revisioun iwwert d'europäesch Comités d'entreprise an eng drastesch Revisioun vun der Bolkestein-Direktiv virzehuelen. Ech erënneren un dat wat de Statsminister Juncker hei d'lescht Woch gesot huet an deem Zesummenhang: Mir si géint all wëll Deregulatioun op deem Plang. Dozou gehéiert sécher och eng europäesch Regulatioun fir Delokalisatiounen a Restrukturatiounen. Beim Détachement vun Arbeitnehmer mussen dem Empfängerland seng Regele weider gëllen.

Et steet also vill op der sozialer Agenda vun Europa a jiddfereen huet dobäi seng Verantwortung: d'Patronat wéi och d'Salariat, d'Gewerkschaften an natierlech d'Politik, déi national wéi déi europäesch.

Vun der Manéier wéi mer déi Objektiver virubréngen hänkt och d'Adhesioun vun der Aarbechterschaft a vum Salariat insgesamt un Europa of.

Här President, en aneren Aspekt vum Nee bei onsem Referendum an och am Ausland ass d'Erweiderung. 17% vun den Neen-Soer zu Lëtzebuerg wëllen d'Türkei net an der Europäescher Unioun, 13% lehne weider Erweiderungen of. Aner rezent Ëmfroe bestätegen déi Skepsis vun de Lëtzebuerger vis-à-vis vun neien Erweiderungen, wat näischt Neies ass, wann een och déi Skepsis kuckt vis-à-vis vun deene vergaangenen Erweiderungen, déi den 1. Mee 2004 a Kraaft getratt sinn.

Et muss een dofir de Bierger erklären an och mat hinnen een öffentlechen Débat doriwwer féieren, dass d'Erweiderungen dem europäesche Kontinent - also ons selwer, onsem Land och - Rou a Stabilitéit bréngen. Dat kritt een natierlech net zum Nulltarif. Dat geet och net eleng op dem diplomatesche Wee. Dat heescht also, mir mussen och politesch esou Erweiderungen erklären a verdeedegen an op déi Manéier och de Leit plausibel maachen.

Här President, mir hunn dat hei och bei Entrevuën an der Chamber erfuer. D'Länner vum Balkan hunn déi europäesch Perspektiv néideg, fir sech zu friddlechen Natiounen ze entwéckelen. Konkret heescht dat fir d'éischt, dass wirtschaftlech a politesch Relatioune mat hinne mussen opgebaut ginn. Mat Serbien-Montenegro gëtt elo en Accord fir Zesummenaarbecht a Stabilisatioun verhandelt. Datselwecht soll mat Bosnien-Herzegowina geschéien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wie mat Politiker aus all de Regiounen a Länner vum Westbalkan schwätzt, héiert dass déi europäesch Perspektiv hir eenzeg Hoffnung ass. Nëmmen domat kënne se aus hirem Schlamassel erauskommen an hir Géigend nei gestalten. Nëmmen domat kënne se hiren Nationalismus, hiren oft gewaltsamen Nationalismus, hir ethnesch, reliéis a politesch Konflikter iwwerwannen, a mir hunn en ureegenen Interesse drun, dass dat geschitt.

Fir d'Europäesch Unioun selwer steet um Spill, dass souwuel d'Erweiderung op 25 a geschwënn op 27 Länner a méi net ouni besser Institutiounen a Prozeduren iwwert d'Bühn geet. Dëst ass an der Verfassung dran. Ouni dës Verfassung kënne mer keng weider Erweiderung méi verkraaften. Dat verstinn d'Leit ganz gutt, an dat sollen d'Regierunge sech och zu Häerz huelen.

Här President, fir eng grouss Majoritéit vun de Leit ass den europäesche Projet ëmmer nach hire Liewenshorizont; et ass onst natierlecht Ëmfeld. De Verfassungsvertrag huet zum Zil, déi erweidert Europäesch Unioun an hire Grondwäerter a -prinzipien ze festegen, hire Fonctionnement méi effikass ze maachen, hir aussen- a sécherheetspolitesch Dimensioun ze stäerken, de Raum fir Fräiheet, Gerechtegkeet a Sécherheet ze entwéckelen.

Dëse Verfassungsvertrag schreift sech an d'Unificatioun vum europäesche Kontinent an, déi nom Zweete Weltkrich ugefaangen huet. Et däerf ee jo anscheinend hautësdags net méi vu Krich a Fridde schwätzen. Et ass jo wéi et schéngt esou natierlech, dass dat keen Argument méi ass. Mä dach muss ee soen, dass d'Länner vun der Europäescher Unioun säit 60 Joer kee Krich méi ënnert sech haten.

Säit Jore kann een an Europa fräi zirkuléieren. D'Natioune kënnen déi aner net méi ugräifen, weder politesch nach militäresch oder wirtschaftlech. Den Euro ass eng Garantie fir monetär an domat och wirtschaftlech Stabilitéit.

Trotz munche Problemer muss ee soen, dass eise Wuelstand an Europa insgesamt nach ni esou héich war wéi an de leschte Joren. Fir deen Zoustand ze erhalen a weiderzeentwéckele muss d'Europäesch Unioun weider gefestegt ginn. Dat ass net gottgegeben. D'Unioun besteet nëmmen duerch de gemeinsame Wëlle vun de Länner gemeinsam ze schaffen. A wann dee politesche Wëllen net méi do ass, geschitt näischt a fält alles auserneen.

Här President, wat hu mer erreecht wa mer haut den zweete Vote huelen? Ons Bescheidenheet seet ons, dass domat d'Kris vun Europa net geléist ass. Mir hunn awer erreecht, dass 13 vu 25 Länner sech zum Vertrag ausgeschwat hunn. Et ass nämlech d'Recht vun all Land, sech zu deem Vertrag auszeschwätzen. Et kann net sinn, dass zwee Länner, Frankräich an Holland, fir se alleguer géife schwätzen. Dëst wär d'Negatioun vun der Logik vun enger Unioun vu fräie Partnerlänner. De Ratifikatiounsprozess geet also weider. D'Statsa Regierungschefen hunn dat Mëtt Juni 2005 gesot a gewënscht.

Et ass also d'Responsabilitéit, dat wëll ech awer och hei ënnersträichen, vum Europäesche Rot, dee Prozess weiderzedreiwen.

Den Europäesche Rot, wien ass dat? Mä dat sinn d'Vertrieder vum Verfassungsgeber an Europa. De Verfassungsgeber an Europa, dat sinn d'Memberlänner a soss keen! Et ass weder d'Kommissioun nach soss iergendeng europäesch Institutioun. Et sinn d'Länner, déi d'Responsabilitéit fir déi Verfassung hunn, an et sinn d'Länner, déi déi Verfassung musse weiderdreiwen.

Wa mer dann um Enn vum Prozess ukommen, da gëtt gezielt, wien dofir ass a wien dergéint ass. An da muss gekuckt ginn, ob dee Vertrag op de Métier geholl gëtt oder net. Fir den Ableck si mer en attente - bekanntlech soll de Rot jo am Fréijoer 2006 de Bilan vun der Reflexiounsperiod zéien. Ech mengen, wat déi Attente méi schnell eriwwer ass, wat et besser ass. An Europa geet natierlech näischt mam Briecheisen; Gedold ass ëmmer eng wichteg Komponent an eng wichteg Tugend an Europa, mä déi Gedold däerf net iwwerstrapazéiert ginn. Ech mengen, Europa muss weidergoen, an d'Elementer fir dat Weidergoe sinn an dëser Verfassung. An dofir sollen d'Statsan d'Regierungschefen de Länner spéitstens am Fréijoer soen, hir Ratifikatioun esou schnell wéi méiglech ofzeschléissen.

Här President, déi Réflexiounsperiod, déi de 16., 17. Juni annoncéiert an agelaut ginn ass, muss all kloer denkende Mënsch dozou bréngen, sech Froen iwwert de Verfassungsvertrag ze stellen.

Dee Vertrag enthält bekanntlech dräi Deeler. Deen éischte beschreift kuerz a bündeg wat d'Europäesch Unioun ass, wat fir Wäerter se verfollegt, wéi se fonctionnéiert. Ech gesinn net, ausser e puer Detailer, wat een dann dorunner auszesetzen huet. Et sief dann et wär een net fir d'Maartwirtschaft, mä zum Beispill fir eng staatlech organiséiert Wirtschaft, oder et sief, dass een der Europäescher Unioun verbitt sech ëm hir Sécherheet no baussen an no bannen ze bekëmmeren.

Den zweeten Deel, dat ass d'Charta vun de Grondrechter. Dat ass zum groussen Deel d'Mënscherechtskonventioun, déi nom Zweete Weltkrich demokratesch Wäerter a Mënscherechter an Europa festgeschriwwen huet, plus e soziaalt Kapitel, wat den europäesche Sozialmodell prägt. Sécher kann een déi Charta nach ausbauen, et kann een nach weider Rechter a Flichten dobäisetzen, mä fundamental ass se net contestabel.

Den drëtten Deel besteet aus Elementer, déi virun der Ratifikatioun vum virleiende Vertrag gréisstendeels schonn a Kraaft waren.

Zu der Reflexioun wëllt déi britesch Présidence eppes bäidroen. Iwwermuer soll zu Hampton Court iwwert den europäesche Sozialmodell geschwat ginn. Wouhin dat goe soll, ass fir Lëtzebuerg, mengen ech, a fir vill politesch Kräften an Europa kloer: Mir wëlle keen Ofbau vum Sozialmodell; mir wëllen en Ausbau vu soziale Regulatiounen um europäesche Plang; mir wëlle Schutz vun der europäescher Wirtschaft géint d'Deregulatioun duerch d'Globalisatioun. Dat ass eng kruzial an eng zentral Fro fir d'Akzeptanz vun der Europäescher Unioun.

Wéini elo déi Reflexiounsperiod ofgeschloss soll ginn, weess eigentlech keen. Mä deen Zoustand kann net éiweg weiderdaueren. Bis zum Fréijoer 2006 soll déi wichteg Viraarbecht geleescht ginn. Ech mengen, da wär et awer un der Zäit en Inventaire ze maachen, wat dann elo u Kritik um virleiende Verfassungstext virzebréngen ass. Déi Länner, déi zécken de Vertrag ze ratifizéieren, déi musse mat der Sprooch eraus. Och wann ech perséinlech net gesinn, wat dann elo um Vertrag geännert soll ginn, weess ech awer och, dass dee Vertrag net perfekt ass. Et ass wéi alles an Europa d'Resultat vun engem Kompromëss zwëschent 25 Länner.

Den Neen a Frankräich, zum Beispill, soll jo anscheinend aus der Oppositioun zu engem onreguléierte fräie Maart oder zum iwwerdriwwene Liberalismus an Zäite vu Globalisatioun oder zu ongenügender Sozialpolitik hierkommen. Mä da misst jo dat Land och Virschléi an déi Richtung nom Wëlle vu senge Wieler, vu sengem Vollek maachen!

Oder wann an Holland de Verloscht vun der nationaler Souveränitéit eng Suerg ass, da muss dat verdéift ginn. Gëtt et schläichend Souveränitéitsverloschter an der Europäescher Unioun? Wa jo, wien ass dofir responsabel? Ass dann net d'Europäesch Unioun grad eng Garantie fir den europäeschen Natiounen hir Eegenheet an hir Onofhängegkeet an enger globaliséierter Welt ze erhalen?

Wéi kritt dann e klengt Land wéi Holland, oder och wéi Lëtzebuerg, eng Souveränitéit erëm, déi jo ëmmer zu allen Zäite vun der Welt ronderëm beschränkt an a Gefor gesat gouf?

Ech gesinn also, Här President, d'Kritiken, ech gesinn och Geknouters, mä ech gesinn awer néierens de Wëllen an de klore Geescht, méi e wäit gehende Kompromëss zum Beispill am sozial- a wirtschaftspoliteschen Deel ofzeschléissen, fir deem entgéintzekommen, wat dann d'Biergerinnen an d'Bierger anscheinend verlaangen.

Ech mengen, esou kann dat net weidergoen, a souguer dee Plang D vun der Kommissioun fir Dialog, Debatt an esou weider geet do net duer. Wann dann de Ruff no Nobesserungen zum Vertrag kloer ass, menge mer och, dass e Konvent kënnt weider nëtzlech Aarbecht leeschten, fir doriwwer ze verhandelen. Virun allem awer musse mer eng nei Dynamik an dee ganze Prozess erakréien; fir déi Dynamik, mengen ech, ass jiddferee verantwortlech.

Här President, fir ofzeschléissen: Mir komme mat deem legislativen Akt, dee mer haut de Mëtteg setzen, zum Ofschloss vun engem laange Prozess. En huet eigentlech am Dezember 2000 mam Vertrag vun Nice ugefaangen, dee Vertrag, dee jiddfereen als ongenügend fir eng erweidert Unioun ugesäit. De Prozess ass weidergaang mam Europäesche Rot vum Dezember 2001, deen déi wesentlech Froen iwwer Europa gestallt huet an de Konvent ageruff huet. De Konvent huet seng Aarbecht vum Mäerz 2002 bis zum Juni 2003 gemaach, duerno huet eng Regierungskonferenz den Text weiderverhandelt, an en ass den 29. Oktober 2004 ënnerzeechent ginn.

Net grad ee Joer duerno huet eng knapp Majoritéit vu Länner - mat eis elo, wa mer dat dann esou maachen -, de Vertrag ratifizéiert. Ech si frou, dass eis Ratifikatioun net grad ee Joer no der Ënnerzeechnung ofgeschloss gëtt - domat huet Lëtzebuerg seng Hausaufgab gemaach. De glécklechen Ofschloss dovunner entbënnt eis awer net vun eiser Verantwortung, weider an Europa fir de Vertrag an d'Europäesch Eenegung anzetrieden. Ech sinn zudéifst iwwerzeegt, Här President, dass dëst eng Schicksalsfro fir Lëtzebuerg an och fir ganz Europa ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter ageschriwwen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 8. Juni hu mer hei an der Chamber d'Décisioun geholl, dass den zweete Vote, dee mer haut virhuelen, ofhängeg wier vum Referendum, dee mer den 10. Juli ofgehalen hunn. D'Chamber huet den 28. Juni an engem éischte Vote den Text vun der Europäescher Verfassung hei an der Chamber ugeholl, a mir hu gesot, dass mer eis nom Referendum, wann deen da positiv géif ausgoen, nach eng Kéier an der Chamber géifen erëmbegéinen, fir an engem zweete Vote dann déi definitiv Décisioun ze huelen. Mir hunn eis un dat Versprieche gehalen. De Wieler, de Bierger huet den 10. Juli seng souverän Décisioun geholl, an deemno huele mer elo den zweete parlamentaresche Vote iwwert d'Ratifikatiounsgesetz.

Et war en interessanten Débat, dee mer déi éischt Halschent vun dësem Joer haten, d'Verkoppelung vun europäescher Présidence an europapolitescher Debatt. Et war keng Séance académique, wéi verschidde Leit gemengt hunn dass et eng géif ginn an deem Moment wou se gemengt hunn, dass een déi ganz Saach engem Referendum géif ënnerleeën, mä et war eng Diskussioun wou d'Vollek eis op seng Aart a Weis, mat senger Sprooch, déi Ängschten an déi Gefiller matgedeelt huet, déi et huet. Déi Ängschten, déi Gefiller, déi Meenunge si queesch duerch de Gaart gaangen. Vum absoluten Nee bis zum enthusiastesche Jo huet een alles u Meenungen an un Äusserungen an där Debatt héieren.

Et sinn eng ganz Rei vu Kritike geäussert ginn - den Här Fayot huet se elo just nach eng Kéier widderholl. Haaptsächlech ass et ëm d'Vitesse vun der Erweiderung gaangen. Et ass ëm d'Fro gaange wou Europa soll ophalen oder net ophalen, et ass ëm d'Fro gaange vu Lëtzebuerg an deem Europa, wat ëmmer méi grouss gëtt, an domadder ëm d'Angscht, dass mer ëmmer méi kleng ginn an deem Ganzen, et ass ëm Liberaliséierungsfroe gaangen, ëm d'Fro ob de Bierger, de Mënsch an där neier Welt an där mer sinn, nach déi Roll als Eenzelne spillt, déi e fréier emol gespillt huet. Jee, et ass iwwer eng ganz Rei vu Punkte kontrovers diskutéiert ginn an et war gutt, dass mer déi Debatt eng Kéier gefouert hunn.

Mat deem Vote, dee mer haut huelen, ass da mat 15 Länner d'Ratifizéierungsprozedur ofgeschloss. Et goufe bis elo véier Referenden, dovu sinn der zwee mat Jo - mat engem däitleche Jo -, zwee mat Neen - mat engem däitlechen Neen - ausgaangen an eelef parlamentaresch Ratifikatiounen. 15 vu 25 Länner hu sech ausgedréckt an op zéng Länner waarde mer nach, déi hir Meenung solle soen.

Deen Text, dee mer haut stëmmen, beinhalt fir eis eng ganz Rei vu wesentleche Verbesserungen - wann en dann a Kraaft soll trieden - par rapport zur Situatioun an där Europäescher Unioun vun haut. Et ass dat d'Argumentatioun, déi eis Fraktioun, eis Partei dozou bruecht huet, fir de Leit ze recommandéieren, fir Jo ze stëmme beim Referendum, an déi eis och dozou beweegt huet, fir souwuel bei deem éischte Vote wéi och bei deem zweete Vote Jo zu där Europäescher Verfassung ze soen.

Déi Verfassung, wa se dann a Kraaft trëtt, bréngt fir eist Land eng ganz Rei vu wesentleche Verbesserunge par rapport zur Situatioun wéi mer se haut kennen. Ech wëll net nach eng Kéier am Detail op déi ganz Diskussioun agoen; mir haten, wéi gesot, den 8. Juni, den 28. Juni, nom Ausgang vum 10. Juli, ech mengen et muss den 12. Juli gewiescht sinn, d'Méiglechkeet an d'Geleeënheet am Detail op den Text anzegoen.

De Kolleeg Fayot, deem ech nach eng Kéier wëll Merci soe fir seng exemplaresch an déif gräifend Aarbecht an dësem Domän, huet elo nach eng Kéier déi wesentlech Punkte widderholl a pour le reste - an dat huet ee jo och un der Presenz vun enger Kamera vun RTL hei matkritt - schéngt sech den Intérêt de Mëtteg méi dorobber ze konzentréieren, ob den Här Jaerling dann den Owend nach an der ADR-Fraktioun ass oder net. Dat gi mer jo da spéitstens an där enger oder anerer Minutt oder an där enger oder anerer hallwer Stonn gewuer.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Zerbriecht Iech net mäi Kapp.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Sou wéi ech Är Fraktioun kenne geléiert hunn an dëser Debatt, Här Jaerling, kéint ech mer virstellen, dass der fir d'x-te Kéier d'Kéier kritt a léiwer beim Fraktiounsstatus zu fënnef bleift, wéi dass Der Iech d'Bléiss géift gi fir ee vun Äre Memberen auszeschléissen an domadder eng ganz Rei vu Privilegien, déi Dir awer ganz gären hei an der Fraktioun hutt. Mä Dir wäert eis an dëser Debatt alt nees iwwerraschen.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et war nach ni d'Diskussioun fir een auszeschléissen, Här Wolter. Dir sidd amgaang ze spannen.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir wäerten déi Diskussioun dann an deenen nächste Minutten a Stonne ganz gespaant novollzéien. Ech géif mech deemno wëllen dorop limitéieren, nach eng Kéier e puer Aspekter vun der Debatt ze widderhuelen an opzegräifen, déi an eisen Aen déi wichtegst sinn.

Éischtens déi, dass mer frou sinn, dass Lëtzebuerg Jo gesot huet zu engem Text - ech hunn et gesot -, dee fir eis wesentlech Verbesserungen am Fonctionnement vun der Europäescher Unioun an och eng Stäerkung vun der Roll vun eisem Land an där zukünfteger Unioun wäert mat sech bréngen. Egal wéi et elo ausgeet, ob mer oder ob mer net déi Barre fatidique vun 20 respektiv 25 Länner um Enn vum Ratifizéierungsprozess wäerte kréien, mir sinn am Peloton vun deenen, déi fir een Europa sinn, dat zu méi soll funktiounsfäeg bleiwen.

Mir hunn als Grënnungsstat eis Responsabilitéit geholl a mir bleiwe bei där Meenung, déi mer schonn am Juni hei zum Ausdrock bruecht hunn, dass, falls och Deeler dann iergendwann eng Kéier frësch misste verhandelt ginn, mer als Lëtzebuerg mat enger besserer Ausgangspositioun bei esou Verhandlunge géife stoe wéi dat de Fall wier wa mer Nee gestëmmt hätten.

Zweetens, d'Referendumscampagne hei zu Lëtzebuerg huet ganz kloer d'Noutwendegkeet vun enger permanenter politescher Debatt iwwer Europa, säi Wee, säin Inhalt a säin Zil hei zu Lëtzebuerg bewisen. Ganz vill Leit hu sech un der Debatt bedeelegt. Den Intérêt un der Debatt war grouss, a mir mengen, dass d'Diskussioun viru soll goen. Mir haten net genuch Diskussiounskultur iwwer Europa zu Lëtzebuerg. D'Intensitéit vun der europapolitescher Debatt ass ëmgedréit proportionell zur Wichtegkeet vun der Roll, déi eist Land zënter iwwer engem hallwe Jorhonnert an Europa spillt.

De Statsminister huet en Europaforum ugekënnegt, en Europaforum, dee mer explizit begréissen, ee Forum, deen e Forum fir all déi Leit soll sinn, déi sech mat deene Froe vun Europa, mat de Froe vun der Integratioun vu Lëtzebuerg an Europa beschäftege wëllen. Europa soll keen abstrakten, keen entrécke Charakter hunn, mä Europa soll de Leit op eng Aart a Weis no bruecht ginn, dass si och verstinn - bis an de leschten Detail eran -,

wat den Intérêt vun Europa fir eist Land an deene leschte Jore war an och nach ass.

Drëttens, ech hu gesot mir brauche méi Europa zu Lëtzebuerg, mir brauche méi lëtzebuergesch Begleedung an Europa, an dat ass an eisen Ae ganz kloer eng Aufgab fir eis Chamber. Trëtt dësen Traité a Kraaft, wäert sech déi politesch Aarbecht vun der Chamber a vun dem eenzelnen Deputéierten an deenen nächste Jore grondleeënd ännere par rapport zu deem wat mer haut kennen.

Europapolitesch Sujeten, europapolitesch Themen, europapolitesch Agendae wäerten am Liewensoflaf vum Deputéierten eng ëmmer méi grouss Roll spillen. Och do, Dir Dammen an Dir Hären, musse mir dann eis Verantwortung iwwerhuelen, wann et drëm geet als Deputéierten, als Volleksvertrieder déi Roll an Europa ze spillen, déi noutwendeg ass, fir dass eist Land a méi engem groussen Europa op der Landkaart bleift.

Véiert a lescht Remarque ass dann déi, déi elo lues a lues, nodeem dann den Owend de Fall vum Här Jaerling gekläert ass, héchstwahrscheinlech eis…

(Interruptions)

…déi nächst Deeg a Woche wäert beschäftegen. D'Diskussioun huet jo ugefaangen…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dat ass déi Diskussioun, wéi a wou an op wat fir enger Plaz a welleche Stellewäert déi nächst Europawahlen dann am politesche Kalenner vun eisem Land sech wäerten artikuléieren.

Et gëtt Leit, déi mengen, dass ee mat enger Trennung vum Datum eleng de wesentleche Problem, dee sech stellt, kéint léisen. De wesentleche Problem stellt sech an hiren Aen doranner, dass déi europapolitesch Debatt net intensiv genuch gefouert gëtt an am Fong vun de Leit colportéiert gëtt oder iwwerholl gëtt an der Meenung, dass déi Leit, déi en fin de compte gewielt ginn am Kader vun den Europawahlen, d'Mandat an Europa net unhuele wäerten.

Mir sinn der Meenung, dass dat eng falsch Debatt ass, well just den Datum réckelen ännert guer näischt um Fong vun der Debatt wa weider duebel Kandidaturen zougelooss ginn. Dofir komme mer zréck op dat wat mer an de Koalitiounsverhandlunge mat der LSAP ofgemaach hunn, nämlech dass, wann den Datum vun den Nationalwahlen an Europawahlen an Zukunft um selwechten Datum bleift, een dann eng Initiativ soll huele fir ze verhënneren, dass deeselwechten Dag gläichzäiteg Kandidaten op zwou verschiddene Lëschte kandidéiere kënnen.

Den Här Meyers wäert am Numm vun der CSV-Fraktioun an deenen nächste Wochen am Kader vun der Institutiounskommissioun eng Propositioun virbrénge fir den Artikel 52 vun der Verfassung dahingehend ze änneren, fir ze verhënneren, dass, wann an Zukunft op engem Dag zwou Wahle sinn, ee ka Kandidat op zwou verschiddene Wahllëschten um selwechten Dag sinn.

Mir mengen, dass mer mat där Initiativ am Fong deem entgéintkomme wat d'Leit dobausse gären hätten a wat een dobausse bei de Leit an der Diskussioun héiert, nämlech dass se verschidde Leit wielen an aner Leit d'Mandat am Europaparlament unhuelen.

Mir sinn net der Meenung, dass de Fait, dass een den Datum wiesselt, dass een en no vir oder no hanne réckelt, d'Chamberwahl oder d'Europawahl, eleng de Problem géif léisen, dee sech en fin de compte an den Diskussiounen erauskristalliséiert, déi d'Leit hunn.

Mir assortéieren dat mat enger zweeter Propositioun, nämlech där fir d'Kandidatenzuel vun zwielef op sechs Kandidaten erofzesetzen. Dans la mesure wou ee Candidature unique huet, ass déi Noutwendegkeet, déi d'ailleurs 1978 agefouert ginn ass, fir mat duebele Lëschten ze fueren, an eisen Aen och net méi ginn.

Alternativ - an dat hunn ech gëschter gesot - kënne mer eis awer och virstellen, dass een eng Déclaration sur l'honneur géif maachen. Dass een also géif soen, wann ee sech dorobber net géif eeneg ginn, fir mat Candidature unique ze fueren - wat eis Preferenz hätt, déi mir d'ailleurs scho virun zwou Wahle gemaach haten a wou mer keen Accord vu kenger Partei dozou kruten -, wann een also op déi Propositioun keen Accord géif fannen, kënne mir eis och virstellen, dass een alle Kandidaten, déi op der Europalëscht sinn, eng Déclaration sur l'honneur géif ofhuele fir ze soen, dass, wa se dann an d'Europaparlament gewielt sinn, se sech am Virfeld engagéieren, d'Mandat am Europaparlament unzehuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Déi kleng Ännerung eleng géif schonn duergoen, dass bei eis an der Partei, an dat garantéieren ech lech, eng ganz Rei Leit, déi en nationalpolitescht Mandat ustriewen, net méi vum selwen op d'Europalëscht géife goen. A wat bei eis an der Partei richteg ass, ass héchstwahrscheinlech an deene meeschten anere Parteien net falsch.

Mir wëllen also net an eng Diskussioun erantriede wéi se de Kolleeg Bodry vun de Sozialiste gëschter nach eng Kéier lancéiert huet, fir ze soen, dass een d'Legislatur soll verkierzen, oder wéi säi Vizepresident vun der LSAP d'lescht Woch an engem Artikel un de Statsminister gesot huet, fir d'Legislaturperiod ze verlängeren. Et misst ee sech do eens ginn, ob ee se wéilt verkierzen oder se wéilt verlängeren.

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, dass een do soll bleiwe wou een ass: Alternativ A, dass ee seet Candidature unique mat Reduktioun op sechs Kandidaten; Alternativ B, Déclaration sur l'honneur vun de Kandidaten, déi sech engagéieren, wa se an d'Europaparlament gewielt ginn, fir dann d'Mandat am Europaparlament unzehuelen. An eisen Aen ass dat eng adequat Äntwert op déi Froen, déi d'Leit sech dobausse gestallt hunn an déi se eis och an deene leschten zwou Wahle mindestens schonn dobausse regelméisseg gesot hunn.

Entre parenthèses wëll ech soen, dass d'Leit dat zwar op där enger Säit soen, op där anerer Säit awer schéi regelméisseg an den Europawahlen deene Leit déi meeschte Stëmme gi vun deene se vun Ufank un awer trotzdeem wëssen, dass se net drun denken an d'Europaparlament ze goen. Mä dat ass eng aner Diskussioun.

Zum Ofschloss wéilt ech dat widderhuelen, wat den Här Fayot elo just gesot huet: Et ass den Ofschloss vun enger laanger Prozedur, vun engem laange Prozess, dee mer hei matmaachen. Eis Partei ass der Meenung, dass deen Traité wesentlech Verbesserungen, bei allen Ängschten, Iwwerleeungen, Fäertereien, déi ee kann ausdrécken, par rapport zur jëtzeger Situatioun mat sech bréngt. Mir sinn der Meenung, dass, wann deen Traité géif ugeholl ginn, en Europa géif virubréngen, dass en et géif erlaben, dass Europa zu 25 funktiounsfäeg géif bleiwen, an dofir stëmme mir vun der CSV, wéi an der éischter Liesung och, an der zweeter Liesung geschlossen hei fir dee Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Deen nächste Riedner ass den honorablen Här Charles Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun eiser Verfassung ratifizéiert de Grand-Duc d'Traitéen, a mir als Chamber hunn d'Aufgab fir haut den Ofschloss ze maache vun engem wichtege Prozess, vun enger wichteger Prozedur. Et ass dee leschten Akt, dee mer maachen nodeem mer an éischter Lecture dem Traité constitutionnel mat enger ganz breeder Majoritéit eis Zoustëmmung ginn hunn, mat 55 Stëmmen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Den zweeten Akt war de Referendum, dee Lëtzebuerg net esou gutt gepackt huet wéi mir dat alleguer, déi de Vertrag mat Jo gestëmmt haten, gehofft haten. An dee leschten ass am Fong elo hei fir d'Prozedur, esou wäit wéi se legislative Charakter huet, ofzeschléissen.

Mir hunn alleguer vill geléiert an deem Prozess. Mir hu ganz groussen Undeel geholl un der öffentlecher Debatt dobaussen. D'Chamber huet keng Méi gescheit fir duerch d'Land ze goen an d'Leit ze iwwerzeege vun der Noutwendegkeet vun der Ratifikatioun vun deem Traité, an ech muss och wierklech soen an deene Joren alleguer, wou ech Politik maachen, war dat do awer eng vun den intensiivsten an interessanteste Phasen, déi mer haten. Et war wierklech en Dialog, wou et ëm d'Substanz gaangen ass, wou et ëm d'Zukunft vum Land gaangen ass, wou et ëm d'Quintessenz vun de vitalen Interesse vun dësem Land goung, a mir kënnen dat nëmme begréissen.

Dat Eenzegt wat ee bedauere kann, dat ass, datt deen Débat elo schéngt ofgeschloss ze sinn. Dat ass an dat wier net gutt, wa mer eis do géifen aus der Debatt ofmellen. Et muss virugoen. Et muss heibanne virugoen an och dobaussen. Et muss virugoen, well déi Ängschten, déi geäussert goufen, an ech wëll elo emol deene meeschten, déi mat Nee gestëmmt hu beim Traité constitutionnel während dem Referendum, ënnerstelle si hätten effektiv Ängschte gehat: Ängschte virun der Zukunft, Ängschte virun der Ouverture vun der Ekonomie op de Rescht vun Europa, Ängschte virun der Ouverture vun Europa op de Rescht vun der Welt. Do muss een an där emotionaler Debatt - Emotiounen, déi elo bekanntlech zréckgaange sinn - awer kucken, datt een déi falsch Argumenter an déi Illusioun awer duerch rational Argumenter paréiert.

Ech huelen ee Beispill: Et ass gemengt ginn et hätt eppes mat der Erweiderung vun der Europäescher Unioun no der Türkei ze dinn. Mir gesi jo awer elo opgrond vun där ganzer Evolutioun säit dem 10. Juli, datt, esou wéi ugekënnegt a wéi mer et och gesot hate während där ganzer Debatt iwwert de Referendum, déi Négociatiounen elo ugefaangen hunn, datt d'Europäesch Unioun elo virun e puer Wochen d'Décisioun geholl huet fir mat der Türkei Bäitrëttsverhandlungen ze féieren.

Et ass an deem ganzen Débat duerchblécke gelooss gi wéi wann d'Adoptioun vum Traité constitutionnel dee Prozess kéint accéléréieren. Il n'en est strictement rien. Dee Prozess do ass ugekéiert ginn opgrond vun de bestehenden Texter.

A Frankräich ass de Moment eng Debatt amgaang iwwert d'Ouverture vun der EDF op de Kapitalmäert. Och do gëtt gefaart de Service public, deem och d'Stroumversuergung gehéiert, wier besser geschützt wann den Traité net a Kraaft géing trieden. Vu datt den Traité bis elo nach net a Kraaft getrueden ass, ass dat hei am Fong d'Preuve A plus B, datt och déi Debatt falsch gefouert ginn ass.

Et ass eis vläicht net gelongen, genuch Leit dobaussen ze iwwerzeegen, datt mer hei am Land en Intérêt dorun hunn, fir awer déi Avancées sociales, déi an deem ganze Vertragswierk stinn, wat Objet war vum Referendum, weiderzebréngen. Dofir muss een natierlech et fäerdeg bréngen, datt de Vertrag ratifizéiert gëtt vu 25 Länner. Dee Moment kënne mer de Beweis erbréngen, datt ee mat deem Vertragswierk méi wäit kënnt, och a puncto Sozialpolitik, wéi dat mat de bestehende Vertragswierker de Fall ass.

Et sinn och Plans B versprach ginn oder an Aussiicht gestallt ginn. Ech hu bis haut nach kee Plan B gesinn. Dat Eenzegt wat mer bis elo gesinn hunn, dat ass ee Plan D vun der Europäescher Kommissioun, eng Europäesch Kommissioun, déi sech och säit dem 10. Juli, dat wëll ech ganz kloer soen, net mat Ruhm bekleckert huet an där ganzer Debatt.

Ech denken notamment un déi Ausso vum Här Barroso, President vun der Kommissioun, deen Zweifel un der Liewensfäegkeet vun deem Vertragswierk opkomme gelooss huet. Hien ass awer elo deen Allerleschten, deen esou eng Zweifel dierft äusseren, wëssend datt mer et hei mat enger Wett op d'Zukunft ze dinn hunn, déi ganz vill Iwwerzeegungsaarbecht brauch a bestëmmt näischt kann ufänke mat deem Demotivatiounsschub, deen dann duerch eng onglécklech Äusserung vum Kommissiounspresident gemaach gëtt.

Duerfir de Plan D, dee kann awer och nëmme just eng Chance hu fir dobaussen eriwwerzekommen, wann d'Kommissioun mat enger Zong schwätzt a sech un dat hält wat och de Conseil européen beschloss hat, nämlech de Vertrag net als dout ze erklären, mä dem Vertrag eng weider Chance ze ginn duerch eng verlängert Reflexioun, déi och dann Ulass gëtt zu aneren Debatten.

Mir wënschen eis also, datt alleguer déi, déi Verantwortung an deem Domän hunn: bei der Kommissioun ugefaang, iwwert de Conseil an den eenzelne Memberstaten an och hei am Land, sech wierklech op dat Wesentlecht beschränken an deenen Avancéeën, déi dat Vertragswierk hei méiglech gemaach huet oder géing méiglech maachen, wann et géif a Kraaft trieden, zum Duerchbroch verhëllefen.

Mir wäerten hei an der Chamber, wa mer d'Konklusiounen aus deem ganzen Débat richteg zéien, eis och mussen ëmorganiséieren. Mir wäerte musse vill méi fréi iwwer eenzel Texter schwätzen. Mir hate gëschter nach an der Commission des Affaires étrangères eng Debatt iwwert d'Ratifikatioun vun den europäeschen Direktiven. Deen Défi do ass een duebelen, well engersäits hu mer ee relativ grousse Retard opzeschaffen an zweetens wësse mer wéi een dee Retard kann opschaffen, nämlech doduerch, datt een am Virfeld sech autosaiséiert vun den Direktiven, vun de Proposition-de-directive-Texter, déi an déi spezifesch Kommissiounen hëlt an dann doriwwer scho befënnt ier d'Regierung hire leschten Accord zu engem Text am Conseil vun de Ministeren hëlt.

Den Défi ass een duebelen, well mer engersäits Retarden opzeschaffen hunn an anerersäits vill méi fréi eis mussen an d'Debatten aschalten. Dat gëtt net einfach an dat beweist och, datt hei d'Chamber am Fong a puncto Europapolitik ee ganz wesentlecht Wuert matzeschwätzen huet. Déi vun de Kolleegen heibannen - dat sinn der net wéineg -, déi periodesch op Bréissel an déi eenzel Kommissiounen invitéiert gi vum Europaparlament, fir iwwert d'Aussepolitik ze schwätzen, iwwert d'Sécherheetspolitik, iwwer „Justice et Affaires intérieures", iwwert de Paquet financier, wëssen, wéi enk datt d'National- an d'Europapolitik op deem dote Gebitt matenee verzahnt sinn.

Ech hat selwer de Privileg fir an e puer Sitzungen d'Chamber mat anere Kolleegen ze vertrieden an ech kann Iech soen, datt déi Debatte ganz utile sinn an datt et eis do och geléngt Sproochregelungen ze fanne wéi mer kënne weiderfueren. Eng vun deene leschte gudde Rencontren, déi ech an dësem Zesummenhang wëll erwähnen, dat ass déi vum Här Lamassoure, dee virun d'Finanzkommissioun gaangen ass, fir och ze kucke wéi mer kënnen an Zukunft de Finanzement vun der Europäescher Unioun op méi eng zolidd a berechenbar Basis stellen.

Mir hunn eis als Parlament fréi an deen Débat do ageschalt a mir kënnen och elo schonn d'Argumenter an d'Géigenargumenter weien, a mir kënnen dann och, an dat ass ganz legitim, national Intérête geltend maachen an där Debatt. Déi verschwannen net mat Europa, mä déi kann een dann am Kader vun enger Gesamtapproche, vun enger responsabeler Approche mat abréngen. A wat een dat méi fréi mécht, wat et besser ass a manner de Goût huet vum Empêcheur de tourner en rond. Ech géing mer also wënschen, datt mer déi Lektioune richteg zéien, datt mer eis och d'Moyene gi fir eis esou ze organiséieren, datt dat weidergeet.

Elo kënne mer laang épiloguéiere ronderëm d'Fro, ob et utile ass fir laang ze schwätzen iwwert d'Europawahlen. Ech hu perséinlech do eng Meenung. Ech sinn der Meenung, datt een déi Fro do an hir Importenz net soll iwwerschätzen, jiddefalls net a Bezuch op d'Akzeptanz vum Vertragswierk oder net. Wann nämlech déi Fro géing eng iwwerragend Roll spillen, dann hätt dat a Frankräich an och an Holland, wou déi zwou Wahle ganz kloer getrennt sinn, net dierfen zu där doter Oflehnung féieren. Dat do geet bestëmmt net duer fir elo d'Fro ofzefäerdegen, ob ee soll d'Wahlen deeselwechten Dag maachen oder net, mä et ass jiddefalls en Hiweis, datt ee muss vill méi nuancéiert un déi do Problematik erugoen, an et soll een déi an hirer Fro net iwwerdreiwen.

Tatsaach ass, datt een, deen als Deputéierte wëllt seng Aufgab richteg maachen, zu iwwer 50% vu senger Zäit sech muss mat europäesche Froen ofginn, an Tatsaach ass och, datt deen, deen am Europaparlament ass oder am Conseil européen oder an engem Conseil vun de Ministeren, an iergendengem Fachrot, sech och muss Gedanke maache wat den Impakt vun där doter Politik op d'national Gegebenheeten ass.

An eng vun deene grousse Froen, déi eis haut plot, dat ass jo déi: Wéi kënne mer eis - an dat sinn d'Ängschte vun de Leit - an enger Period vu Globalisatioun esou organiséieren, national an och mat aneren zesummen, datt mer déi Effete vun där brutaler, vun där wëller Globalisatioun kënnen atténuéieren op eist nationaalt Gebaren. An do hu mer eng enorm Chance, datt mer eis kënnen hannert deem Paravent vun der Europäescher Unioun esou organiséieren, datt mer zwar eis net kënnen dem Défi vun der Globalisatioun entzéien, mä datt mer awer zumindest kënne verschiddenen Avancéeën, déi do op eis duerkommen, d'Spëtzt briechen.

Dat gëllt fir déi nächst WTO-Verhandlungen, déi an d'Haus stinn an déi vun enger onwahrscheinlech grousser Importenz sinn, net nëmme fir déi Ronn, dee fënneften Deel, dee Lëtzebuerg an der grande exportation muss erafëieren, mä och fir de Fonctionnement vum europäesche Binnemaart, well dat wat an de Regelen, déi de

Welthandel bestëmmen, géllt, dat ass net neutral op d'europäescht Handelsliewen an och net op eist nationaalt Gebaren an deem doten Domän.

Wann een d'Méiglechkeet huet e bësse mat Leit ausserhalb vun der Europäescher Unioun ze schwätzen, da gëtt dës Europäesch Unioun nach ëmmer als e groussen Hoffnungsträger an e wichtegen Ankerpunkt betruecht. An et gëtt wierklech keng crédibel Alternativ, jiddefalls keng Alternativ, déi esou gutt wier, datt se eis géif vun deem duebelen Effort vum Approfondissement a vum Elargissement entbannen.

Ech mengen, déi Messagen hu mer an deem ganzen Débat versicht eriwwerzekréien. Ech mengen d'Chamber ka sech honoréieren, datt se dat intensiv gemaach huet, an ech mengen och gutt gemaach huet. Ech wollt och an deem Kompliment do d'Personal vun der Chamber, wat do all Dag mat dobausse war, mat aschléissen a se opfuerderen, sech och prett ze hale fir eventuell en nächsten Exercice, wann nach eng Kéier esou een op eis duerkéim.

Wann ech soen, datt d'Chamber a mir als Politiker alleguer, jiddefalls an der ganz grousser Majoritéit, pour ainsi dire tout le monde, bereet sinn an deenen Debatten do matzemaachen, da muss niewent der Bereetschaft vun der Chamber fir ze dialoguéieren awer och eng ganz kloer Bereetschaft dobaussen erkennbar gi fir déi Offer vum Dialog opzehuelen.

Nun ass et awer esou, datt d'Société civile och näischt esou Homogenes ass wéi dat heiansdo duergestallt gëtt, well eenzel Deeler an där Société civile hunn an deem Débat do ganz gutt matgemaach, ob se elo dofir waren oder dogéint, mä et ass mir awer och net eleng opgefall, datt der an där Société civile och sinn, déi iwwert déi do wichteg Froe keng Meenung haten. Ech ginn dovun aus, bei deenen, déi sech net doriwwer geäussert hunn, datt deenen hir Interessen a ganz enke Grenze sinn. Vun deene jiddefalls huele mer de Virworf net un, mir hätten eist net gemaach fir d'Leit ze iwwerzeegen, well fir Meenunge kënne mateneen auszetausche muss een emol fir d'alleréischt eng Meenung hunn.

Mir haten eng Meenung, mir sinn dofir kritiséiert ginn. Et ass gemengt ginn d'Chamber géif souwisou, egal wat géing geschéien, dat hei stëmmen. Dat war net esou. Mir kënnen och haut den Owend soen, datt d'Chamber Wuert gehal huet. D'Chamber huet Wuert gehal, obscho mer alleguer als Gelungener betruecht ginn dobaussen, well mer eis un dat hale wat mer ofgemaach haten, un dee Pakt, dee mer virgeschloen hunn an un deen den Här Fayot - deem ech och wëll Merci soe fir seng gutt Aarbecht an deem ganze Prozess - nach eng Kéier erënnert huet. Mir hunn eis hei an enger Resolutioun och eestëmmeg déi Kéier dofir ausgeschwat, fir deem wat den 10. Juli géing erauskomme beim Referendum Rechnung ze droen.

Ech hunn elo vun deenen allermeeschten hei an der Chamber geschwat. Ech wëll elo wierklech kee Sträit a menger Noperschaft hei an der Chamber kréien, mä mir fält op an engem Interview am Forum, datt d'Madame Vera Spautz do zimlech provokativ gëtt - wat ee vun hir net gewinnt ass, well si géing sech wahrscheinlech léiwer d'Zong ofbäisse wéi provokativ ginn -, an hir Provokatioun besteet doranner, fir an deem Interview ze soen, datt d'Deputéierten aus dem Süde sech missten iwwerleeën, mat Hibléck op den Ausgang vum Referendum, ob se sollten dofir stëmmen, Jo oder Neen. Si huet allerdéngs net d'Äntwert geliwwert, ob ee soll dofir stëmmen oder dergéint. Ech hat gemengt, déi Fro wier gekläert.

Ech sinn also emol gespaant wéi dat do ausgeet, an ech hoffen och, datt mer den Owend am Fong an deem Message, deen dës Chamber ofgëtt, a voller Harmonie si mat deem wat mer, net nëmme säit dem 10. Juli, mä och en amont vun där Debatt, un Zeechen no bausse vun eis ginn hunn. Ech sinn also voller Vertrauen, datt mer och zu där Resolutioun stinn, déi mer virum Referendum geholl hunn, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den 10. Juli huet sech eng Majoritéit vun de Lëtzebuerger per Referendum fir den Text vun enger europäescher Verfassung oder engem Verfassungsvertrag ausgeschwat. Et war eng kloer Majoritéit. Et war eng Majoritéit, déi net contestabel ass, mä et war awer eng Majoritéit, dat muss een aschränkend soen, déi alles anescht wéi iwwerwältegend war.

Et bleift e Fait, dass eng däitlech Majoritéit vun de Lëtzebuerger Jo zu deem Entworf vun engem europäesche Verfassungstraité gesot huet, mä et ass awer eng staark Minoritéit, déi och iwwert hiren Neen eng grouss Skepsis a souguer deelweis eng Oflehnung par rapport zu Europa, zu Deelaspekter vun Europa manner vläicht wéi zum Text selwer, zum Ausdrock bruecht huet.

Andeem d'Chamber an éischter Lecture dee Verfassungstext guttgeheescht huet, geet also haut déi legislativ Ratifikatiounsprozedur weider mat deem zweete Vote, deen d'Verfassung virschreift; dat ass eigentlech dann dee leschten Akt vum Parlament a vun der ganzer Prozedur.

Als LSAP wäerte mer dësen Text stëmmen. Mir confirméieren domadder déi Positioun, déi mer als Partei ageholl hate beim éischte Vote hei an der Chamber, den 28. Juni dëst Joer, a mir unerkennen a respektéiere selbstverständlech och déi souverän Entscheedung vum Lëtzebuerger Wieler, wéi mer dat am Virfeld och hei an der Chamber ugekënnegt haten.

Ech mengen et soll een nach eng Kéier erviruffen, erënneren, dass deen europäeschen Traité dräi Haaptziler verfollegt: Europa méi demokratesch, Europa méi transparent an Europa méi wierksam ze maachen.

E Fait ass, dass par rapport zu den aktuellen Traitéen, déi elo gëllen, deen neien europäeschen Traité keng Régressioun duerstellt, kee Recul a kengem eenzege Punkt beinhalt, dass Verbesserungen dra sinn, besonnesch an deenen Deeler 1 an 2, den éischten Deel, deen iwwert d'Institutioune schwätzt, den zweeten Deel, deen d'Charta vun de Grondrechter festleet, an dass souguer an deem ganz contestéierten an deelweis och contestablen drëtten Deel, deen awer haaptsächlech déi bestehend Traitéen iwwerhëlt, eenzel positiv Modifikatiounen dra sinn, wéi zum Beispill déi horizontal Sozialklausel, déi an deem drëtten Deel vum Traité dran ass.

Deen neien Text ass, mat all sengen Imperfektiounen, déi esou en Text muss hunn, deen deen dote Werdegang hannert sech huet an deen dee gemeinsamen Nenner do muss reflektéieren tëschent 25 verschiddene Länner, tëschent verschiddene politeschen, philosopheschen a kulturelle Sensibilitéiten, an deene Kompromësser, déi e beinhalt, a bleift an eisen Aen als gemeinsame Verfassungsentworf dee beschtméiglechen Text, dee momentan méiglech ass, deen opgrond vun deem politesche Kräfteverhältnis an Europa an an deenen eenzelne Memberstaten an dësem Moment denkbar ass.

D'Kräfteverhältnis am Europaparlament, d'Kräfteverhältnis an deene 25 nationale Parlamenter respektiv nationale Regierungen an dat Kräfteverhältnis an Europa - an dat soen ech och als Vertrieder vun der LSAP - ass momentan kee sozialistescht. An déi lescht Wahlen, déi komm sinn an Däitschland a besonnesch a Polen, maache sécherlech d'Situatioun an d'Debatt mat den Diskussiounen net méi einfach an deenen nächste Wochen a Méint zu deenen dote Froe vun Europa. Wann ee gesäit, dass sech notamment a Polen en traditionell konservativen, nationalistesche Kurs duerchgesat huet, deen de vent en poupe huet, sou wäert dat sécherlech net dozou bäidroen, déi Diskussioun an Europa méi einfach an der nächster Zäit kënnen ze féieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Fir eis Partei war a bleift et richteg, dass mer de Referendum hei zu Lëtzebuerg duerchgefouert hunn, an et war a bleift richteg, dass mer Jo zu deem doten Text gesot hunn als Partei. Och wann Deeler vun eisem Electorat beim Referendum eis net op deem Wee do gefollegt sinn; wat iwwregens praktesch fir all d'Parteie géllt, déi eng méi, déi aner manner, jiddereen huet Deeler vum Electorat, déi net déi Positioun an deem Referendum zu Dag bruecht hunn, wat hir Parteien, wann een dat kann esou soen, offiziell als Positioun duergeluecht hunn. Dat muss selbstverständlech all Partei ze denke ginn an dat gëlt selbstverständlech och fir d'LSAP. Mir mussen eis natierlech mat dem Text selwer, mä och mat deene Kritiken zum Text ausenaner setzen.

Ech mengen de Ben Fayot ass a sengem exzellente Rapport hei, deen hie virgedroen huet, op déi zwee wesentlech Punkte vun Oflehnungsgrënn agaangen. Déi sozial Veronsécherung, Existenzängschte vu ville Bierger am Zesummenhang mat Europa, am Zesummenhang mat der Globaliséierung, an déi zweet Fro vun der EU-Erweiderung, woubäi oft e Lien besteet vun deem engen zu deem aneren. Alles dat, wat hie gesot huet, brauch ech net nach eng Kéier hei ze widderhuelen, dat fënnt meng honnertprozenteg Zoustëmmung.

Mir mussen eis also verstäerkt mat deenen dote Froen ausernee setzen an och konkret weisen, dass Europa versicht Deeläntwerten op déi Ängschten do ze ginn. Dat wäerte mer erëmfannen an der Erëmnégociatioun vun der sou genanntener Bolkestein-Direktiv, an déi Fro do wäerte mer erëmfanne bei der Nécessitéit fir och de sou genannte Service d'Intérêt général an Europa ze definéieren.

Dat musse mer an deenen nächste Méint ronn kréien, dat gehéiert zu där ganzer Fro vun der Liberaliséierung vun den Déngschtleeschtungen an Europa. An esou Iddië wéi Globaliséierungsfongen an Ähnlecher sinn interessant Iddien, déi awer probéieren op eng Rei vu Kritiken an Ängschte vun de Bierger anzegoen. Déi Debatten, mengen ech, musse mer féieren a mer musse se och zu Konklusioune féieren an deenen nächste Méint.

Et sinn am Fong véier Kärfroen, déi sech stellen an der Debatt ronderëm Europa, déi direkt mat deem heite Prozess vun der Verfassung ze dinn hunn, mä déi awer och sécherlech doriwwer eraus vu grousser Bedeitung sinn.

Déi éischt Fro: Wat ass d'Endzil vun der Europäescher Unioun? Wat wëlle mer eigentlech als Endzil erreechen?

Déi zweet Fro: Wat sinn d'Grenze vun där Europäescher Unioun, och besonnesch déi geographesch Grenze vun där Europäescher Unioun? Wat sinn d'Ambitioune vun enger europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik? A schliesslech, wat fir eng Zukunft gesi mer fir eisen europäesche Sozial- a Wirtschaftsmodell?

Dat sinn déi grondleeënd Froen, déi an deenen Debatten, deenen nationalen an deenen europäeschen, ronderëm Europa wäerten zum Kärstéck gehéieren a wou et och wichteg ass, dass all politesch Partei versicht sech an deenen doten Debatten ze positionéieren.

Déi Debatt soll jo e bëssen eng Äntwert op dat Nee vun de franséische Wieler, dat Nee vun den hollännesche Wieler zu deem europäesche Verfassungsvertrag duerstellen, an ech muss soen, dass ech meng Enttäuschung hei muss ausdrécken iwwert dat, wat bis elo eigentlech an där sou genannter Denkphas - ech mengen et wär wierklech méi richteg et als Denkpaus ze bezeechnen - vun neien Iddië komm ass.

Déi Décisioun fir déi Denkperiod do anzeleeën an eigentlech de Ratifizéierungsprozess ze suspendéiere während enger Rei vu Méint bis zum Fréijoer d'nächst Joer, déi d'Regierungs- an d'Statschefe geholl hunn am Juli dëst Joer, dozou muss ee soen, dass an deenen éischten dräi, véier Méint do net herrlech vill passéiert ass op euroäeschem Plang, mä och op nationale Pläng ass an Europa net schrecklech vill passéiert. Dat schéngt jo e gewëssenen, géif ech soen, Problem duerzestellen, wéi ee soll erauskommen aus där Situatioun, an där mer an Europa stinn an deem Prozess, deen awer momentan relativ festgefuer ze si schéngt wat d'Ratifikatioun vun deenen neien europäeschen Traitéen ugeet.

Et muss een elo ofwaarden, wat dee sou genannte Plan D fir Demokratie, Dialog an Débat vun der Kommissioun mat sech bréngt, ob dat nëmme Sloganen an eidel Wierder sinn, oder ob sech hannendru wierklech de reelle Wëlle verstoppt, fir bis d'Fréijoer d'nächst Joer eng grouss öffentlech Debatt an Europa a sämtleche Memberstaten ze féieren, fir Äntwerten ze fannen op déi Kritiken an domadder ze probéieren, Europa erëm en eigentlecht Zil ze ginn an nei Impulser fir déi ganz europäesch Politik ze schafen.

Et gesäit een, dass am Europaparlament, géif ech soen, vun allen Institutioune momentan nach am meeschten iwwer all déi dote Froen diskutéiert gëtt, an dass do zwar vill diskutéiert gëtt, mä dass et do bal esou vill Meenunge gëtt wéi Leit an deem Europaparlament sinn. Dat sinn der relativ vill. Wann ee kuckt wat an deene leschte puer Wochen nëmme vun Iddien alles do komm ass vu verschiddene Säiten, da mécht een dat net onbedéngt méi optimistesch iwwert de Fortgang vun där doter Diskussioun.

Wann ee kuckt wat déi parlamentaresch Berichterstatter Duff a Voggenhuber vu sech ginn hunn, déi soen, et soll een elo deen alen Text vergiessen an direkt un en neie Verfassungstext erugoen; wann een dann d'Iddi derniewent hält vun engem Elmar Brok, deen de Contraire behaapt, dee seet: Neen, elo setze mer de Verfassungstext a Kraaft esou wéi e virläit an duerno maache mer dann direkt en neie Prozess vu Revisioun vun deem Verfassungsvertrag; oder wann ee Leit wéi de Jo Leinen oder anerer och vun der sozialistescher Fraktioun héiert, déi soen: Loosse mer eis fir d'éischt manner ëm den Text bekëmmeren, mä ëm de Kontext vun der Diskussioun iwwert d'europäesch Verfassung a loosse mer fir d'éischt déi praktesch Dossiere léise wéi zum Beispill d'Finanzperspektiven, loosse mer eis do eens setzen op deene wesentleche Punkten, déi elo an der politescher Diskussioun an Europa sinn, an da loosse mer kucken, wéi mer da weiderfuere mat dem Ratifikatiounsprozess ronderëm déi nei europäesch Verfassung, da gesäit een, wéi wäit dat ausernee geet.

Wat ee besonnesch erféieren deet, dat ass awer déi allgemeng Stëll bei deenen eenzelnen nationale Regierungen an och bei deenen eenzelnen nationale Parlamenter. Ech mengen, do soll ee keen ausklammeren, mir sinn do alleguer am selwechte Boot. Dat ass eng ganz zögerlech Debatt, déi do ugeet an eenzelne Länner.

Irland schéngt e bësse virzepreschen an där doter Form, andeem se de Forumsystem iwwerholl hunn a versichen do also eng öffentlech Debatt national ze féieren. Et war emol och eng eenzel Initiativ an der Belsch. Och zu Lëtzebuerg war eng Initiativ geholl gi vum delegéierte Minister, dem Nicolas Schmit, deen och eng Rei vu Leit, Perséinlechkeeten hei zesummegeruff huet, fir iwwert d'Zukunft vun Europa, notamment och vum sozialen Europa ze diskutéieren.

Dat si gutt Initiativen, an där brauche mer vill méi an deenen nächste Méint, wa mer wëllen aus där Sakgaass do erauskommen, wou mer manifestement dra si fir de Moment, a wou kee méi esou richteg weess, wéi dee ganze Prozess erëm soll richteg ugekuerbelt ginn.

Besonnesch, an do stëmmen ech dem Ben Fayot ausdrécklech zou, kann een natierlech vun deene Staten erwaarden, déi sech mat Non ausgedréckt hunn, respektiv déi eigentlech net méi ratifizéiere wëllen, dass si elo mat Iddië kommen, dass si elo mat konkrete Virschléi kommen, wou se dann Ännerunge vum Text wëlle kréien, fir dass ee kann iwwerpréiwen, ob déi Modifikatiounen do, déi si am Kapp hunn, konsensfäeg sinn, ob déi kënnen den Accord fanne vun deenen aneren, ob iwwerhaapt eng Chance besteet den Text op deem engen oder deem anere Punkt ze änneren.

Fir dat kënnen ze maache mussen awer emol Iddië kommen, musse Virschléi kommen, fir ze préiwen ob et iwwerhaapt denkbar ass, an eng punktuell Revisioun vun deem urspréinglechen Text eranzegoen.

Ech perséinlech si ganz skeptesch, ebe wéinst deene Majoritéitsverhältnisser, déi een an Europa an deenen eenzelne Memberstaten huet, ob sech fundamental eppes un deem Text, esou wéi en haut virläit a wéi d'Lëtzebuerger Parlament sech och uschéckt e guttzeheeschen, ännere kann.

Do ass eng Regierung, déi d'Ausnahm duerstellt, dat ass déi franséisch. Mä dat geet och net grad an der Harmonie iwwert d'Bühn, do schéngt och d'Konfusioun méi staark ze si wéi d'Kohesioun an deem Ganzen. Den Här Douste-Blazy ass net midd ginn a leschter Zäit vun enger Avantgarde ze schwätzen, vun engem Noyau dur ze schwätzen, vun engem Groupe pionier ze schwätze vun europäesche Staten, déi elo misste virpreschen. Dat ass déi al Theorie vun de Cerclen, vun den Noyauduren, déi missten eng Initiativ huelen.

Op där anerer Säit bréngt den Här Sarkozy dat dann nach an en anert Kleed eran a schwätzt vun deene sechs Groussen, deene sechs grousse Länner, déi missten eng Initiativ huelen. Dat riskéiert natierlech um Bockel ze lafe vun deene ville mëttleren a klenge Memberstate vun der Europäescher Unioun, a wat d'Gemeinsamkeet tëschent Länner wéi Frankräich a Polen a Spuenien ass, an Italien an, an, an, dat ass mer och éischter nach e bëssen onkloer. Esou dass ech mengen, dass och déi dote Beiträg eis an der allgemenger Diskussioun an Europa häerzlech wéineg konkret weiderbréngen an där Fro, déi eis haut beschäftegt.

Ech mengen also, dass et ganz kloer ass, dass mer als Lëtzebuerg, als dat 14. Land wat deen heiten EU-Verfassungsentworf guttheescht, eis och mussen zu Wuert mellen an där Debatt do. Dat do ka keng Fro sinn, déi een anere Länner iwwerléisst an an där een einfach nëmme Spectateur wär vun enger Debatt, déi anerer géife féieren.

Och wa mer hei Faarf bekennen an där Diskussioun mat där Ofstëmmung haut am Parlament, ass et awer gradesou kloer, dass mer eis mussen zu Wuert mellen an dass mer an där Debatt do och probéiere mussen ze hëllefen aus där verfuerener Situatioun erauszekommen.

Dee Jo, dee mer haut ginn, kann eng kleng Hëllef an där Diskussioun do duerstellen. Et ass jo net wéi wa mer näischt géife soen an där Debatt. De Jo, dee sech am Referendum duerchgesat huet, dee sech och haut an der Chamber an der zweeter Lecture wäert duerchsetzen, dat ass e Jo, deen eppes ausseet, deen unerkennt, dass en Effort gemaach ginn ass fir Europa weiderzebréngen, dee beweist, dass mer à ce stade mengen, dass opgrond vun deem Kräfteverhältnis dat doten deen Text ass, deen nach wie vor - et sief mir géifen enges Bessere beléiert ginn - e Konsensus kann duerstellen tëschent alle Staten.

Ech wollt awer nach virun allem op eppes hiweisen an dat widderhuelen, wat ech schonn am Numm vu menger Fraktioun gesot hu bei der éischter Lecture hei am Parlament: Et ass egal wéi de Referendum ausgeet, mä mir mussen zwou Saachen hei als Parlament maachen, an dat si wichteg Hausaufgaben, déi op eis duerkommen, an déi ka keen eis esou richteg ewechhuelen.

Éischtens emol musse mer d'Chamber an d'Aarbechtsweis vun der Chamber, wat europäesch Dossieren ugeet, enger fundamentaler Reform ënnerwerfen. Do brauche mer net onbedéngt nei Texter oder Gesetzer, mä do brauche mer haaptsächlech de politesche Wëlle fir dat ze maachen, fir dass mer eis selwer Aarbechtsinstrumenter ginn, dass mer eis selwer Prozedure ginn, déi natierlech versiche mat der Regierung ofzeschwätzen, wéi mir un europäesch Dossieren eruginn, a wat fir engem Stadium dass mer un europäesch Dossieren eruginn, wéini dass mer eis als Parlament politesch äusseren zum Inhalt vu Propositiounen, vun Direktiven.

Dat kann net esou bleiwe wéi et elo traditionell ass, dass mer dat ganz zum Schluss maachen, wann all Décisioune scho geholl si ginn am Virfeld. Dat musse mer an enger fréierer Phas vun der europäescher Prozedur maachen, an dat bedeit, dass mer eis Aarbechtsweis awer total ëmkrempelen an dass mer eis och Mëttele ginn, fir dat ze maachen.

Zweete Punkt ass gradesou kloer d'Fro: Wéi kënne mer erreechen, dass mer zumindest bei den Europawahlen och eng Debatt iwwer Europa kréien? Elo gëtt et x Weeër fir dat ze maachen. Ech mengen net onbedéngt, dass den Datum vun den Europawahlen de kruziaalste Punkt an deem Ganzen ass. Et ass eent vun den Elementer, déi ee muss berücksichtegen. Ech mengen also, dass ee villes muss kucken.

Wéi kënne mer erreechen, dass mer bei deenen Europawahlen, bei deem Rendez-vous, deen een all fënnef Joer huet iwwert d'Bestëmmung vun den nationale Vertrieder am Europaparlament, och eng öffentlech Debatt hei zu Lëtzebuerg iwwer Europa kréien?

Dat ass ganz schwéier, wann d'Nationalwahle gläichzäiteg falen, an duerfir ass déi Diskussioun jo komm, fir terminméisseg déi zwou Saachen ze trennen. Et muss een natierlech soen, dass an deene Länner - dat si jo all déi aner -, wou een déi Trennung huet, do oft bei Europawahlen och iwwer Nationales diskutéiert gëtt, a virun allem iwwer Nationales diskutéiert gëtt, an oft nëmmen an zweeter Instanz och europäesch Froe wierklech am Virdergrond vun der öffentlecher Debatt stinn.

Et ass och net onbedéngt déi grouss Léisung, wa mer dat trennen. Wat natierlech och interessant ass a wat nach dobäikënnt, dat ass, dass mer eppes erreechen, nämlech dass déi Leit, déi gewielt ginn, och akzeptéieren an d'Europaparlament sëtzen ze goen an dat Mandat auszeübe wat se kritt hunn.

Mir hunn awer hei Bedenken op dee Wee ze goen, wéi d'CSV et elo wëllt maachen, fir d'Verfassung ze änneren an eng Aart Onvereinbarkeet bei Kandidaturen an d'Verfassung eranzeschreiwen. Dat ass eppes wat contraire ass zu eisem System wéi mer et bis elo kennen. Wa mer dat maachen, da musse mer et awer bei all Wahle maachen, an da musse mer och garantéieren, dass Leit, déi sech fir d'Nationalwahle mellen, hir Mandater unhuelen.

(Interruption)

An da musse mer och do kucken, wann do Onvereinbarkeete bestinn, ob déi iwwerhaapt nach Kandidat bei nationale Wahlen däerfe sinn. Oder muss een déi Fro vun der Onvereinbarkeet net am Virfeld klären? Wann een elo also op dee Wee geet, wéi d'CSV dat wëllt maachen, da mengen ech musse mer eng global Léisung hunn an da musse mer kucken, wat an der Vergaangenheet vläicht emol schif gelaf ass op där enger oder anerer Plaz, an da kucken, ob een dat ka verfassungsméisseg an en akzeptabelt Kleed erabréngen. Dat ass fir mech äussert fraglech an ech gleewen also éischter, dass mer mat der Reduzéierung vun de Kandidature scho villes erreechen.

Wa mer vun zwielef op sechs erofginn, dann ass d'Begeeschterung fir op den éischte Plazen ze verzichte scho vill méi kleng, well de Risiko, dass op eemol kee méi kënnt noréckelen, ass da relativ grouss. Wann een dat och nach ka verbanne mat enger Éierenerklärung vum eenzelne Kandidat, dass hie seet, ech huelen dat Mandat un, wann de Wieler dat esou fir richteg fënnt, wann hie mech stäerkt fir mech op déi richteg Plaz do ze schécken, da mengen ech, dann hätte mer scho villes erreecht. An ech spieren iergendwéi eraus, wa mer e Konsens hei wëllen tëschent de Parteie kréien, dass mer eis wahrscheinlech an déi dote Richtung wäerten hi bewegen. All de Rescht gëtt relativ komplizéiert an et wäert d'Schwieregkeet sinn, mengen ech, eng grouss Mehrheit op all deenen anere Punkten hei zesummenzebréngen.

Här President, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. De Ben Fayot huet gesot, dëse Verfassungstext ass net dout. Dat ass richteg, soss géife mer haut wahrscheinlech net doriwwer diskutéieren. Dëse Verfassungstext ass eleng schonn net dout, well d'Majoritéit vun de Memberstaten an der EU e scho guttgeheescht hunn.

Dësen Text - soten aner Leit - ass an Anästhesie, en ass am Déifschlof, a mir hätte gären als Sozialisten, dass hien an d'Reanimatiounsabteilung géif kommen, an dass mer et fäerdeg bréngen, iwwer eng Ukuerbelung vun der öffentlecher Debatt ze kucken, ob et eng Alternativ zu deem Text gëtt, déi hire Wee ka goen, déi konsensfäeg ass, oder op de gemeinsamen Nenner ze kucken, deen nach wie vor deen doten Text haut ass. A wann dat de Fall ass, mengen ech, dass deen Text effektiv net dout ass an dass e ganz oder deelweis wäert iergendwann eng Kéier an deenen nächste Joren a Kraaft trieden. Duerfir mengen ech, dass dee Jo, dee mer haut an der Chamber soen, net e symbolesche Jo ass, mä e Jo ass, deen en Impakt no baussen huet, an duerfir solle mer deen och méiglechst kräfteg ausdrécken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll direkt do enchaînéiere wou mäi Virriedner opgehalen huet, fir ze soen, datt et effektiv vläicht no baussen e bëssen esou ausgesinn hätt wéi wann dat heiten haut eng Formalitéit wär, wéi datt mer eigentlech just géingen aus formale Grënn de Knäppchen haut drécke fir deem Rechnung ze droe wat beim Referendum den 10. Juli erauskomm ass, sou wéi mer eis d'Wuert ginn haten an den Debatten am Juli an déi Resolutioun jo ofgestëmmt hu wou mer gesot hunn, mir géinge strictement dat respektéieren, wat d'Leit soen.

Mä ech mengen effektiv, datt et hei schonn eng éischt Etapp muss sinn, wou een och e bësselchen iwwert dat erauskuckt; wéi meng Virriedner dat och bis elo gemaach hunn. An ech wëll vläicht emol nach eng Kéier am Virfeld drun erënneren, fir dann herno eng Rei Proposen ze maache wéi mir mengen - mengen ass elo vill gesot - oder loosse mer soen, wéi mir eis kéinte virstellen, datt een en Auswee kéint aus där Situatioun hei fannen.

Mir hunn eis majoritär an eiser Partei entscheed, fir fir dëse Verfassungstext ze stëmmen, aus haaptsächlech véier Grënn:

Deen éischten dat war, datt mer gesot hunn, mir hu bis elo an der Europäescher Unioun eng Unioun gehat, déi haaptsächlech op wirtschaftspolitesch Elementer opgebaut huet, et sinn an den 90er Joren nach déi monetär derbäikomm, mä wat eigentlech gefeelt huet, dat ass eng Definitioun vu Wäerter an Ziler wou mer wëllen histeieren an där Unioun, wéi mer déi Unioun am sozialen, am demokrateschen, am ekologesche Beräich gesinn. An deem éischte Kapitel ginn déi Wäerter an Ziler relativ däitlech a gutt formuléiert. Do gëtt ganz genau beschriwwen, a wéi eng Richtung datt mer déi Europäesch Unioun wëlle vum Inhalt aus hier gestalten.

Een zweete Punkt, firwat mer majoritär der Meenung waren, datt ee soll Jo stëmmen, dat war, datt déi Charta vun de Grondrechter méi eng Verbindlechkeet kritt, datt se virun allem och fir deen Eenzelnen an Zukunft juristesch aklobar wär an datt dat natierlech insgesamt, wat déi gemeinsam Grondrechter ubelaangt an deene 25 respektiv gläich 27 Länner, e wichtege Schrëtt no vir wär am Beräich vun de Mënscherechter.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Een drëtte Punkt, dat war d'Reform an d'Verbesserung vun eisen Institutiounen.

Un éischter Stell natierlech d'Erweiderung vun de Rechter vum Europaparlament. Iwwert dës Verfassung ginn déi Rechter staark erweidert, an d'Europaparlament gëtt méi doduerjer zu engem richtegen europäesche Législateur.

Un zweeter Stell war natierlech d'Aféierung vum Principe de subsidiarité, dat heescht, méi e grousst Matsproochrecht vun den nationale Parlamenter - am Virfeld vun der Ausaarbechtung vun an Zukunft dann net méi europäeschen Direktiven, mä europäesche Gesetzgebungen. Ech mengen, dat ass e ganz wichtegen Aspekt an dat ass elo scho vu villen heibanne gesot ginn, datt mer selbstverständlech musse kucken - och wann déi Verfassung hei net a Kraaft trëtt - wäitgehendst awer dee Prinzip do schonn unzewennen an eis d'Moyenen och dofir ze gi fir e kënnen unzewennen.

Mir sinn amgaangen um Niveau vum Greffe oder hu schonn eng ganz Rei vu Saachen ëmstrukturéiert an dat wëlle mer nach weiderféieren. Mir wëllen och nach eng ganz Rei Saachen um Niveau vun de Fraktioune verbesseren, fir datt mer dee Principe de subsidiarité do scho kënnen uwennen, obschonn en eigentlech nach net besteet.

An un drëtter Stell bei der Reform vun den Institutioune war, datt mer eng besser Stëmmegewiichtung kréichen, wann Décisioune sollen um europäeschen Niveau an Zukunft falen.

Dann dee véierte grousse Volet, dat waren eng ganz Rei nei demokratesch Rechter, déi duerch deen Text geschafe gi waren oder ginn. Dat ass natierlech un éischter Stell d'Festschreiwung - wat eiser Meenung no ganz wichteg ass - vum europäesche Sozialdialog, sou wéi mer en zu Lëtzebuerg scho laang kennen, dat heescht en erhiewen op europäeschen Niveau, donc definitiv an d'europäesch Traditioun verankeren, an dann natierlech och esou Saache wéi d'Initiativrecht vun de Biergerinnen a Bierger, dat sollt iwwert dësen Text agefouert ginn. Dat waren déi, résuméiert gesot, grouss Punkten, déi eis iwwerzeegt hu fir ze soen, d'Glas ass méi voll wéi eidel an donc fir Jo ze stëmmen.

D'Fro, déi ee sech natierlech elo effektiv muss stellen: Wat geschitt mat deene positiven Elementer do? An ech kommen och nach eng Kéier op eng Rei Niewesaachen ze schwätzen an deem Kontext, déi awer wichteg sinn, déi am Zesummenhang sti mat deene ville Leit, déi den Text kritiséiert hunn an déi dergéint agetruede sinn.

Mir hunn natierlech eng ganz Rei Zeenarioen, déi sech kéinten ofzeechnen. Den Här Bodry huet zu Recht hei op eng ganz Rei abenteuerlecher higewisen, déi am europäesche Parlament zur Diskussioun stinn, an hien huet och op den Här Voggenhuber higewisen, wat jo ee Vertrieder ass vun der grénger Bluttgrupp, mä wou ech awer muss soen, datt ech mech mat deem, wat den Här Voggenhuber bis elo zum Beschte ginn huet, guer net kann ufrënnen.

Zum Beispill déi waghalseg Iddi fir ze mengen, et misst een elo d'office en neie Konvent aruffen an dann e ganz neien Text aushandelen an da kéim do op wundersame Weise eppes terribel Besseres eraus. Ech hunn net doru gegleeft wéi mer dësen Text hei zur Ofstëmmung haten an ech gleewen nach manner drun an der Situatioun wou mer elo sinn, obschonn een effektiv muss soen, datt am Europaparlament zumindest eng Diskussioun stattfënnt an datt sech do d'Méi gemaach gëtt fir ze kucken, wéi kënne mer dann elo aus där Situatioun erauskommen.

Vill méi katastrophal gesäit et aus op deem Niveau wou eigentlech d'Initiativ am meeschte misst kommen, nämlech bei der Kommissioun. An ech sinn definitiv frou, datt déi Gréng den Här Barroso net gestëmmt hunn an deem Europaparlament, well et stellt sech ëmmer méi eraus, datt den Här Barroso dee schwaachste Kommissiounspresident ass, dee mer wahrscheinlech iwwerhaapt an der Europäescher Unioun oder an der Geschicht vun Europa bis elo haten.

Well mat deenen Initiativen, déi deen Här hëlt, trëppelt en entweder op Glatäis an hie vertrëppelt sech direkt, oder hien hëlt keng, wéi an deem heiten Dossier, wou en einfach alles lafe léisst. Dat ass natierlech äussert bedauerlech an et muss ee wierklech hoffen, datt d'Kommissioun sech awer elo an deenen nächste Méint zesummegerappt kritt an datt se eng Rei Initiativen hëlt fir dee Prozess erëm unzekuerbelen.

Et ass awer, mengen ech, grad wichteg, datt mer op Basis vun deene véier Punkten do an Zukunft beweisen, datt mer wëlles hunn déi weiderzebréngen, well wann een emol kuckt wéi d'Diskussioun an deene meeschten europäesche Länner an och zu Lëtzebuerg gelaf ass, da kann een awer gesinn, datt déi meescht Kritiken, déi bei deene komm sinn, déi Nee gesot hunn, op deene véier Punkten do baséiert hunn.

Dat heescht, vu datt mer jo elo deen Text do am Moment emol nach net kréien, all déi méi - loosse mer emol entre guillemets soen - „negativ Saachen", déi an deem Kapitel III beschriwwe sinn, si jo a Kraaft, déi gëtt et haut; an alles dat, wat positiv ass, wat Verbesserunge sinn, hu mer net. Duerfir ass et awer wichteg, wa mer wëllen deenen iwwer 40%, deene meeschten, Rechnung droen, déi zu Recht, jiddfereen zwar a verschiddene Saachen, mä déi awer all an deem Zesummenhang gréisstendeels d'Emprise gewisen hunn, datt mer versiche mussen, grad déi Kapitelen awer iergendwéi gerett ze kréien.

An déi Kritiken - an do ass och zu Recht vum Här Bodry drop higewise ginn -, et ass an alle Parteien esou gewiescht, datt et gréisstendeels minoritär Stréimunge gi sinn, déi Problemer mam Text haten. Och bei eis huet ee Véirel vun eisem Kongress dergéint gestëmmt. Mir hunn een Deputéierten an eise Reien, dee géint deen Text war an och nach ass, dee sech natierlech just un d'demokratesch Spillregelen hält an enger Partei, mä et geet jo awer elo drëms ze kucken, wa mer ebe feststellen, datt wéi gesot déi meescht Kritike kommen, da muss ee versichen, grad déi doten Elementer ze retten.

An do gëtt et eng Rei Proposen, déi een awer vläicht kënnt maachen. Et muss ee sech awer wierklech d'Fro stellen, an an ausländnesche Parlamenter sinn déi Proposen zum Deel komm, ob een net de Versuch start, datt een zumindest zum Beispill dat Kapitel 1, déi Wäerter an déi Ziler, an och d'Kapitel 2, d'Grondrechtecharta, vläicht emol eng Kéier separat kéint an d'Diskussioun bréngen. Dat heescht, datt een e bësselchen, loosse mer emol esou soen, dat wat an deem gesamten Text, an deem décken Text steet awer e bëssen ausernee splitte geet an dann eenzel Elementer versicht herno frësch an d'Diskussioun ze bréngen.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt, wann een d'Kapitel 1 an 2 an Europa géing an d'Diskussioun bréngen, mer do wahrscheinlech grouss Majoritéite krite fir déi duerchzesetzen. A wéi gesot, et ass sech d'Fro ze stellen, ob een net esou Initiativen hëlt.

Da sinn awer och aner Aspekter wichteg. Et ass virdrun hei gesot ginn: Mir mussen d'europäesch Debatt méi féiere fir och ze beweisen, datt mer déi iwwer 40%, déi Nee gestëmmt hunn, datt mer deenen hir Suergen eescht huelen. Ech mengen do gëtt et och an der Praxis genuch Geleeënheeten.

Mir féieren eng Diskussioun an deenen nächste Wochen hei am Parlament iwwert d'Lissabon-Strategie. Och do gëtt et vill Aspekter dran, déi mat den Ängschten a Suergen ze dinn hu vun de Géigner, vun deene Leit, déi géint d'Verfassung gestëmmt hunn. Dat heescht, wa mer hei beweise kënnen iwwert déi Debatt an der Chamber an iwwert déi Beschlossfaassung, déi Resolutioun, déi mer huelen, datt mer dann déi Ängschten a Suergen eescht huelen, men-

gen ech droe mer och e gudden Deel dozou bäi, datt mer erëm eng aner Diskussioun kréien iwwert d'Zukunft vun engem europäesche Verfassungstext.

Ech mengen awer och, datt ee muss eng Diskussioun an dësem Parlament féieren an deenen nächste Méint iwwert den Ëmgank mat dem Referendum, an zwar op e puer Niveauen. Dat Éischt ass emol, mir haten jo schonn e bëssen eng Diskussioun kritt ufanks dës Joers wéi mer iwwer Ausféierungsbestëmmunge geschwat hunn. Bon, aus dem Zäitdrock eraus si mer do net vill weiderkomm. Mir wëssen all haut firwat.

Mir hunn déi Diskussioun nach eng Kéier kritt an der Schlussphas vum Referendum, an ech menge si gëtt wierklech wichteg, wa mer wëllen an Zukunft évitéieren, datt mer ähnlech Zeenarioe kréie wéi mer se elo hate bei deem Referendum, wou een awer muss feststellen, datt de Pour an de Contre e bësse komesch gelaf sinn a komesch diskutéiert gi sinn, well keng fest Kritären do waren.

Ee Beispill erausgeholl. Ech hunn eng Kéier hei am Juli nom Referendum gesot, wéi mer de Bilan gezunn hunn, datt et fir mech net normal ass, datt iergendee sech kann definéieren als Vertrieder vum Non an da kritt deen eng mega Plattform, ouni dass hien de Beweis muss erbréngen, datt hien an der Gesellschaft awer iergendeng gewëss, eng hallefwees akzeptabel oder seriö Representativitéit huet. Et geet net hei drëm fir d'Méiglechkeeten anzeschränke fir zum Referendum ze kommen oder fir Leit keng Ausdrocksméiglechkeeten ze ginn, mä et muss een awer eng Rei Kritäre festsetzen, datt déi Diskussioun och dann eng aner Qualitéit ka kréien, wa mer an Zukunft Referendume sollen ofhalen.

(Interruption)

An da musse mer awer och, Här Jaerling - ech si frou, datt Der e klengen Tëscheruff maacht, well ech kommen elo bei Äre Punkt -, eng Diskussioun féieren iwwert den Ëmgank mam Resultat vum Referendum. An do bleift emol fir d'éischt ze soen, datt ech natierlech och erstaunt war iwwert déi Aussoe vun der Madame Vera Spautz am Forum, déi op eemol an eng Richtung geet fir ze soen: Majo, eigentlech sinn ech Süd-Deputéierten an ech fille mech donc just de Süd-Deputéierte verflicht an donc an där Logik do misst ech hei am Parlament Nee stëmmen, well am Süden déi meescht Leit jo Nee gestëmmt hunn.

Ech wëll éischtens emol der Madame Spautz soen, datt dat contraire ass zu der Positioun vun hirer eegener Partei. Ech kucken den Här Fayot, deen ëmmer e grousse Virkämpfer war fir eng Reform vun eisem System, deen éischter ëmmer geduecht huet - aus gudde Grënn, fanne mir als Gréng - an der Logik vun engem eenzege Wahlbezierk. Bon, dovu si mer natierlech nach wäit ewech, mä zumindest déi politesch Argumentatioun, déi en ëmmer gefouert huet, ass absolut richteg.

An ech mengen awer, datt mer net ufänke sollen elo hei Diskussiounen ze féieren iwwert d'Zukunft, wa mer iwwer Referendume schwätzen, datt mer dann ufänken a Bezierker oder, et kann een nach méi wäit goen, och nach a Stied ze kucken. Et kann ee jo och nach kucken, wou am Süden am meeschten dergéint gestëmmt ginn ass a wann dann zu Esch et 57% waren an zu Déifferdeng nëmme 54%, da kënnen déi zu Esch zweemol Nee stëmmen. Also dat bréngt eis net weider.

De Referendum huet eigentlech d'Logik vun engem eenzelne Wahlbezierk. De Referendum huet net d'Logik vun de Bezierker. Beim Referendum stëmmt dat ganzt Vollek of iwwer eng Fro, mat Jo oder Neen, an dann ass d'Resultat wéi et nun eemol ass. Wann et Jo ass, dann ass eis Fraktioun der Meenung, da muss een dat respektéieren. Wann et Neen ass, da muss ee selbstverständlech den Nee respektéieren an dann ass deen Text fort. An dat war och d'Logik an där mer eis zu Recht jo engagéiert haten.

Da wëll ech dem Här Jaerling soen, datt ech dat besonnesch erstaunlech fanne bei him, well jo awer ëmmerhi seng Fraktioun hei eis nach Lektiounen ausgedeelt huet am Juli, wéi eng Motioun hei erabruecht ginn ass a mir opgefuerdert gi sinn, mir wieren ze feig fir, wann et géing mat Neen ausgoen, dann hei och en zweete Vote ze huelen an op de Knäppche mat Neen ze drécken.

Also, wann ech awer dann an där Logik bleiwe vun där Motioun do - Dir hutt déi jo mat ënnerschriwwen -, dann huelen ech jo un, dass Der awer och nach haut am Geescht vun där Motioun denkt vun deem wat Der viru fënnef Méint fir richteg fonnt hutt, da muss ech awer soen, an där Logik misst Der dann op alle Fall haut hei mat Jo stëmmen. Dat schéngt mer awer ganz evident ze sinn, well ansonsten…

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Den Här Huss och.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, den Här Huss ass ganz richteg a senger Logik. Den Här Huss stëmmt haut mat Jo. Den Här Jaerling awer huet do en décke Problem, an den ADR kritt doduerjer och een décke Problem…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Loosst dat emol eis Suerg sinn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …vun demokratescher Legitimatioun.

(Interruptions diverses)

Här President, den ADR ass jo elo an enger Phas vun Nodenken iwwert d'Struktur an d'Zukunft vun där Partei hirem Numm, a si hunn décidéiert den „A" an den „R" aus dem Numm ze sträichen, esou datt just nach den „D" géif iwwreg bleiwen. Ech mengen an där Logik, Här President, dann décidéiert direkt, maacht ganz Aarbecht a sträicht den „D" mat eraus. Dann ass dat e bësselche méi éierlech.

Neen, also ech mengen et muss ee wierklech awer oppasse wéi een do mam Wielerwëllen ëmgeet. Fir eis ass et op alle Fall kloer: Wa mer nach gären hätten, datt Referendumen an Zukunft an den Ae vun der Bevölkerung fir fënnef Sou crédibel bleiwen, da kënne mir als…

(Interruptions diverses)

Wéi ass et dann do gaangen, Här Jaerling?

(Interruption)

Här President, hei zielt de Prinzip: Wann ee mat engem Steen an e Koup Hënn geheit, da billt deen, dee getraff ginn ass. Här Jaerling, Dir wësst ganz genau, datt Der hei schlecht Kaarten hutt.

M. le Président.- Loosst eis beim Thema bleiwen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wa mer hei de Wielerwëlle wëllen eescht huelen a wa mer gäre virun allem hätten, an dat ass dat Wichtegst, datt Referendumen an Zukunft nach fir zwee Sou solle seriö geholl ginn, da musse mer dat respektéiere wat erauskënnt, och wann et eis net gefält.

Dat wëllt net heeschen, datt een duerno seng Meenung perséinlech muss änneren. Ech mengen, dat hunn den Här Fayot an ech deemools och hei gesot. Och wann et Neen ausgaange wier mam Referendum, dann hätt ech natierlech deen heiten Traité net ratifizéiert, mä ech hätt awer meng Meenung natierlech net d'office geännert. Dat ass jo den Ënnerscheed tëschent engem senger perséinlecher politescher Meenung an deem wat am Resultat beim Referendum erauskomm ass. An ech mengen dat ass dat wéi mir op alle Fall e Referendum gesinn a wéi mir op alle Fall och gesinn, datt ee muss mat esou eppes ëmgoen.

Här President, ech wëll ofschléissend nach just ee Saz soen zu där Fro vun den Europawahlen. Ech mengen et zeechent sech of, datt mer eis alleguerten eens sinn, datt mer wëllen eppes hei erauskréien, woumat mer wëllen all de Leit beweisen, datt mer éischtens Europa wëllen en anere Stellewäert ginn, an zweetens datt mer dee Wonsch vun de Leit wëllen eescht huele, datt net méi op deene Lëschte Leit kandidéieren, déi net herno och déi Mandater unhuelen. Dat heescht, datt mer déi duebel Kandidaturen évitéieren.

Mir sollen déi Weeër all kucken. Et sinn der elo eng Rei schonn opgezeechent ginn. Mir si bereet op all Wee matzegoen. D'Haaptsaach ass, datt d'Resultat wat erauskënnt dat ass wat d'Leit gären hätten. Dat ass dat Wichtegst, an ech hoffen, datt mer relativ séier do ënnert de Parteien zu enger Eenegung kommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Juli huet Lëtzebuerg an engem Referendum iwwert den EU-Verfassungsvertrag ofgestëmmt mat deem bekannte Resultat: 56,52% hu Jo gestëmmt, 43,48% hunn Nee gestëmmt. D'Chamber setzt haut dëst Resultat op legislativem Plang ëm.

Mir wëssen, datt hei zu Lëtzebuerg de Referendum laut eiser Verfassung net décisionnel ass. Duerfir hunn och mir als ADR schonn uganks des Joers eng Proposition de loi eraginn, fir eis Verfassung ëmzeänneren, fir datt e Referendum décisionnel sollt ginn. Dat war net machbar, sief et opgrond vum politesche Konsens oder opgrond vun Zäiten.

D'Chamber huet deem Rechnung gedroen andeem se den 8. Juni heibannen eng Resolutioun gestëmmt huet, wou se festgehalen huet: «décide de ne procéder au second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe». Dat heescht an anere Wierder: Wa beim Referendum d'Resultat Nee gewiescht wier, hätte mer haut hei déi Diskussioun net gefouert an den Traité wier net ratifizéiert ginn.

D'Parteien - a mäi Fraktiounspresidentskolleeg François Bausch huet elo grad hei gesot, d'CSV, d'LSAP, d'DP an DÉI GRÉNG, déi als Parteie fir de Jo agetratt sinn an och haut déi Meenung nach ëmmer hunn, hätten de Wielerwëllen an deem Sënn respektéiert, datt den Traité net ratifizéiert gi wier, wann de Referendum mat Neen ausgaange wier.

Deeselwechte Prinzip stelle mer fest an anere Länner. A Frankräich, wou de President an déi grouss Majoritéit vun der Politik fir de Jo waren, ass opgrond vun engem Referendum en Neen-Resultat erauskomm an deen ass awer décisionnel bei hinnen. Den Traité ass do och net ëmgesat ginn. Datselwecht hu mer an Holland gesinn, wou souwuel d'Regierung wéi déi grouss Majoritéit vun de Parteie fir de Jo waren, mä wéi d'Resultat Nee war ass den Traité och net ëmgesat ginn. Datselwecht wier opgrond vun der Resolutioun, déi den 8. Juni hei d'Chamber geholl huet, och hei zu Lëtzebuerg de Fall gewiescht.

Den ADR war fir den Neen an den ADR steet och haut nach zu engem Neen zu deem Traité, mä den ADR huet gesot e géif och, an dat war vun Ufank un eis Meenung, de Wielerwëlle respektéieren, wat d'Vollek souverän a geheime Wahlen décidéiert, a wann d'Vollek mat Jo géif stëmmen, da géife mir och den Traité ratifizéieren, a wann et Nee wier, da géif en net ratifizéiert ginn. Dat zum Prinzip.

Et ass kloer, Här President, an dat wëll ech net verstoppen, datt dat bei eis an der Partei a sécherlech och an deenen anere Parteien zu Diskussioune gefouert huet. Et gëtt keng Partei, déi ka soen, datt hir Memberen oder hiert Electorat zu 100% hannert der Meenung vun der eenzelner Partei steet. Bei där enger méi, bei där anerer manner. Mä keng Partei ka vu sech behaapten, datt all hir Memberen honnertprozenteg hannert der Meenung vun der Partei stinn. An dat war bei eis och net aneschters an dat ass och net aneschters.

Mir hunn dann och bei eis intensiv diskutéiert, och kontradiktoresch diskutéiert. Mä ech muss alleguer déi enttäuschen, déi an de leschten Deeg gemengt hunn, d'Blutt géif fléissen, d'Messere wiere gewetzt ginn: Geet deen een aus der Partei eraus oder flitt deen aneren aus der Partei eraus? Alles dat, do muss ech Iech enttäuschen, wäert net geschéien.

(Brouhaha général)

Une voix.- Et dauert nach e bëssen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, et dauert net nach e bëssen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Den ADR ass an dëser Prozedur vun der europäescher Fro ee Wee gaangen, deen net einfach war - dat wëlle mir net verkennen -, mä dat huet awer dee Virdeel gehat, datt mer zum Schluss vun der Diskussioun eng kloer Positioun an den europapolitesch wichtege Froen haten, déi eis och fir d'Zukunft wäert eng Linn ginn op där mer eis wäerte weiderhi bewegen. A mir wäerten och aus där ganzer Diskussioun Konsequenzen zéien. Dat bleift ganz sécher, well mir eng Partei sinn, déi sech a Fro stellt an déi amgaangen ass sech ze erneieren.

Mir wäerten och dee Wee fäerdeg bréngen a mir wäerten en zu engem positive Resultat féieren. Dat kënnt Der esou sécher si wéi ech hei stinn. Mir hu scho munche Stuerm an eiser Parteigeschicht, déi 17, 18 al ass, erlieft a mir sinn nach ëmmer gestäerkt aus deene Positiounen erauskomm. Mir wäerten dat och dës Kéier fäerdeg bréngen, datt mer an dem Kader vun där Erneierung, souwuel programmatesch wéi strukturell, wäerten déi néideg Konsequenzen zéien, fir datt mer an Zukunft méi fest - dat gi mer gären zou -, méi zolidd an esou wichtege Froe kënnen no bausse stoen.

Dat gesot, Här President, wëll ech soen, datt den ADR also alleguer déi muss enttäuschen, déi gemengt hunn, haut géif beim ADR Blutt fléissen. Mir sinn de Mëtteg geschlossen hei erakomm a mir ginn den Owend och erëm geschlossen als Fraktioun hei eraus, an da musst Der Iech da leider un eppes aneschters wennen, mä bei eis fannt Der haut dee Problem do net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten haut - a mäi Virriedner huet dat och net gemaach - net méi am Detail iwwert deen Traité hei diskutéieren. Dat hu mer virun dem 10. Juli gemaach. Mä et kann een awer vläicht eng Kéier kuerz drop agoe wat d'Haapturaache ware firwat datt déi eng Leit mat Jo an déi aner Leit mat Nee gestëmmt hunn.

Wann een dem Eurobarometer gleewen deet, dann ass de Gros vun deene Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn, dat ware praktesch 60%, déi géint eng ze schnell Erweiderung waren, besonnesch wat eng Vollmemberschaft vun der Türkei ubelaangt. Sozialpolitesch Froe stounge vir. Delokalisatioun vun de Betriber, Liberalisatioun vun de Servicer, Chômage a weider esou Froe stounge vir.

D'Ursaachen, firwat d'Leit mat Jo gestëmmt hunn, waren: d'Iwwerzeegung zu Europa, déi europäesch Weiderentwécklung, de Fridden an Europa an esou weider. Woubäi ee muss soen, datt och déi Leit, déi fir den Nee waren, genausou fir de Fridde si wéi déi, déi fir de Jo waren. Wichteg ass och ze gesinn, wann een den Eurobarometer an all déi Analysë kuckt, datt souwuel déi Leit, déi fir de Jo waren, wéi déi, déi fir den Nee waren, hei zu Lëtzebuerg awer an hirer ganz grousser Majoritéit, an dat läit an alle Fäll iwwer 80%, sech fir Europa, fir d'Europäesch Unioun ausgeschwat hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ob déi Verfassung dout ass ass eng Fro, déi ëmmer erëm optaucht. An och haut de Mëtteg hu meng Virriedner iwwert déi Fro hei geschwat. Déi eng hu gesot, si géif op der Intensivstatioun leien, an déi aner hu gesot, si wier net dout. Déi aner hu gesot, si géif liewen a si géif erëm opbléien an esou virun.

Fest steet awer och, wann haut 13 Länner ratifizéiert hunn a wa muer souguer 23 Länner ratifizéiert hätten, datt, fir datt den Traité kann a Kraaft trieden, all 25 Länner mussen den Traité ratifizéiert hunn. A genausou fest war et no dem Nee vun de Fransouse vum 29. Mee, wéi déi mat 54,68% Nee gestëmmt hunn, an dem Nee vun den Holländer den 1. Juni, déi mat 61,7% Nee gestëmmt hunn, datt deen Traité an dëser Form ni kéint a Kraaft trieden, et sief déi Länner géifen nei Referendume maachen a si kréichen dann e majoritäre Vote, dee Jo wier als Resultat. Et weess awer jiddereen, datt dat net wäert de Fall sinn. Duerfir ass deen Traité hei dout.

Och wa mir haut hei als Lëtzebuerg e ratifizéieren, dann hu mir eis Prozedur domadder ofgeschloss. Mä et däerf keen de Leit dobausse weismaachen, datt Europa deen Traité an dëser Form jeemools wäert erliewen.

Elo kann ee soen, et ass Ausso géint Ausso an d'Geschicht wäert eis weise wie Recht wäert behalen. An et kéint een och elo hei eng ganz Rei vun Zitater bréngen vu Perséinlechkeeten oder vu groussen auslänneschen unerkannte Presseorganer, déi alleguer geschriwwen hunn, datt deen Traité dout ass, an net zulescht de Kommissiounspresident, deen elo virun e puer Wochen och eng Ausso gemaach huet, déi dat nach eng Kéier confirméiert.

A wa mer zréckdenke virun den 10. Juli, wéi eisen Ausseminister an engem mémorabele Face-à-face op der Televisioun RTL Lëtzebuerg war, wou hien dunn och gesot huet, den Traité wier dout.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iergendwann an enger anerer Form kritt Europa een Traité. Et ass dann een Traité, deen eiser Meenung no net méi Verfassung heescht. Et ass en Traité, dee méi kuerz gëtt, dee sech méi op dat Wesentlecht beschränkt. Et ass en Traité, deen Europa Grenze gëtt, an et muss en Traité ginn, dee fir d'Bierger novollzéibar Garantië gëtt wat hir Ängschte sinn, wat sozialpolitesch d'Entwécklung an Europa ass.

Wann d'Leit net novollzéibar déi Ängschten duerch konkret Politiken an Texter geholl kréien, wäerten aner Länner aus Europa, och vläicht Lëtzebuerg, et net méi fäer-

deg bréngen, fir e wesentlechen Traité vun enger gréisserer Envergure duerchzekréien, wa se net och higinn a si maachen e Referendum. An dat ass och gutt esou.

Et ass iwwer 50 Joer gebaut ginn, ouni datt Leit gefrot gi sinn. Et ass 50 Joer iwwert d'Käpp vun de Bierger décidéiert ginn. Et war och, menger Meenung no, d'Absicht fir d'Leit net un der europapolitescher Fro ze interesséieren, well doduerch konnten déi, déi Europa dirigéiert a gefouert hunn, vun den europäesche Fonctionnairë bis zu dem Lobbyismus, Europa an eng Direktioun dirigéieren, wou d'Leit sécherlech net an alle Punkte matgaange wieren, wa se vun Ufank un ageweit gi wiere.

Haut hunn d'Leit elo emol d'Matsproocherecht kritt a si hunn hir Meenung zum Ausdrock bruecht. An Zukunft wäert an Europa, ech wëll mech widderhuelen, ni méi en Traité duerchkommen, wann net de Suerge vun de Leit doranner Rechnung gedroe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei zu Lëtzebuerg musse mer eis d'Fro iwwert de Referendum stellen. Mir sinn nach wie vor der Meenung, datt dëst Parlament misst ons Constitutioun änneren an dem Referendum hei zu Lëtzebuerg och een décisionnelle Charakter ginn. Vill Leit hunn et als eng Farce ugesinn, datt se d'Méiglechkeet kréie fir iwwert de Wee vun engem Referendum hir Meenung zum Ausdrock ze bréngen, an d'Parlament awer, theoretesch gesinn, kéint maache wéi et wéilt.

A well mer alleguer heibannen, aus alle Parteien an alle Fraktiounen, festgestallt hunn, datt dat eng Suerg vun de Leit war, huet dunn och d'Parlament déi Décisioun geholl wou et gesot huet: Mir respektéieren d'Resultat vum Referendum, fir eben där berechtegter Kritik, déi vun de Leit, vun de Bierger komm ass, Rechnung ze droen. Mir mussen also de Courage hei kréien an ons virhuelen eis Verfassung ze änneren, fir datt sech déi Fro an Zukunft, wann e Referendum kënnt, net méi stellt. Mä wann d'Bierger a fräien a geheime Wahlen eng Décisioun huelen, dann ass déi Décisioun do fir jiddfereen, an zwar definitiv.

Et muss een och iwwert d'Campagne schwätzen, déi mer bei dësem Referendum gemaach hunn. Et war sécherlech fir eis alleguer eng flott Erfahrung. Et war eng Erfahrung, well mer et ni fäerdeg bruecht hunn, d'Leit un engem politeschen Thema esou ze interesséieren, wéi dat wierklech am Virfeld vun deem Referendum hei de Fall war.

Mä et muss een awer och feststellen, datt déi Campagne eesäiteg gelaf ass. Et muss ee wëssen, datt d'Regierung fir bal iwwer 900 Milliounen Euro eng Campagne gemaach huet - also mat Steiergelder - …

Une voix.- Dat sinn der awer vill.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- 916.000 Euro, entschëllegt. 916.000, dat sinn 38 Milliounen an ale Frang.

(Interruption)

Dir waart bal erschreckt, well Dir hutt geduecht: Dann hätt se trotzdeem nach kéinte besser sinn, Här Fayot.

Also fir 916.000 Euro huet d'Regierung eng Campagne gemaach, déi eesäiteg war. Et ass och bei de Leit am Land emfonnt ginn, datt et net richteg ass, datt eng Regierung mat Steiergelder eng eesäiteg Campagne mécht. Och d'Press huet zwar hir Fräiheet, mä déi Campagne huet och eng gewësse Pressenënnerstëtzung kritt. Verschidde Presse si jo awer méi wéi eesäiteg an déi Campagne do eragaangen.

Duerfir musse mer, eiser Meenung no, och e Gesetz kréien iwwert d'Finanzéierung vu Campagnen am Kader vum Referendum. Et muss gesot ginn, wat fir eng Méiglechkeeten datt ee kritt. Do sinn ech mam Kolleeg François Bausch eens: Et muss ee kucke wéini ee representativ ass an net, wéi de Kolleeg Bausch gesot huet, fir den Neen. Et muss een och soen, wéini ass ee representativ fir de Jo. Also et muss een déi zwou Säite scho mat eranhuelen: Wéini kann ee soen, ech si wierklech déi, déi Jo vertrieden, a wéini sinn ech déi, déi den Nee vertrieden. Wann déi Kritäre prezis sinn an et erfëllt een déi, da mussen, eiser Meenung no, déi zwou Säiten déiselwecht finanziell Moyene kréie fir eng équivalent Campagne ze maachen an d'Bierger équivalent ze informéieren.

Dat war dës Kéier, muss een hei soen, de Fall net. An och dat ass eng Spekulatioun: Wann et eng équivalent Campagne gewiescht wier, da soen déi eng, da wier sécherlech den Neen erauskomm. Déi aner soen, de Jo hätt awer gewonnen. Wéi gesot, dat bleift spekulativ. Dat ka kee beäntwerten. Mä richteg ass, datt déi Campagne eesäiteg war, datt se net ausgeglach war.

Ee weidere Punkt, Här President: D'Diskussioun, déi sollt iwwer Europa weidergefouert ginn. Do ware mer eis virun dem 10. Juli eens. A mir waren eis och nach no dem 10. Juli eens. Éierlech musse mer alleguer de Mea culpa soen, datt awer no dem 10. Juli déi Diskussioun ofgeflaut ass, an datt mer et net fäerdeg bruecht hunn…

(Interruption)

Dat ass egal.

Mä mir hunn net fäerdeg bruecht fir déi Diskussioun iergendwéi an enger Form oprecht ze halen. Et wäert och schwéier sinn déi Diskussioun erëm opliewen ze loossen. Et sief, datt mer eis als Parteien heibanne géifen déi Moyene gi fir déi europapolitesch Froen an de Vierdergrond ze stellen. Verschidde Virriedner hunn och gesot, an et schéngt jo e Konsens ënnert de Parteien heibannen ze sinn, datt mer eis, souwuel wat d'Verwaltung vun der Chamber wéi vun de Fraktiounen ugeet, mussen d'Moyene ginn, datt déi europapolitesch Themen hei wierklech kënnen debattéiert ginn.

Wa mer se heibannen an engem fréie Virfeld debattéieren a mir zéien d'Société civile oder d'Chambres professionnelles mat erun, da bréngen mer et och fäerdeg, datt déi Debatten iwwert d'Chamber erausginn an datt se dann an der Société civile, an de Chambres professionnelles, an de Gewerkschaften, a Patronats-, Salariatsorganisatiounen an an de Medien thematiséiert ginn, an dann eben zu engem politeschen Thema ginn. Dat ass menger Meenung no ee vun deene kruziale Weeër wéi mer et dierfte fäerdeg bréngen, datt déi europapolitesch Froe méi interessant fir d'Politik an domadder och méi interessant fir Lëtzebuerg ginn.

Wa mer da soen, Här President: Mir musse méi mat de Leit iwwer Europa schwätzen, da gëtt et do, menger Meenung no, zwou Approchen. Déi eng soen: Jo mir schwätze méi mat de Leit fir hir Suergen ze erkennen a fir Äntwerten op hir Suergen ze fannen. An déi aner mengen dann awer: Mir musse mat hinne schwätze fir hinnen eis Meenung an de Kapp eranzeklappe bis se op eemol soen: Jo, esou ass et.

Duerfir hunn och vill Leit, déi an där ganzer Diskussioun hir Besuergnis iwwer eng Erweiderung vun Europa, virun allem wat d'Türkei ubelaangt, zum Ausdrock bruecht hunn, elo gesot, si géife méi mat eis diskutéieren a schwätzen. Hei zu Lëtzebuerg si laut enger Ëmfro vum Eurobarometer nëmmen 22% fir e Bäitrëtt vun der Türkei. Elo soen d'Leit: Déi grouss Majoritéit ass dergéint, mä et ass net mat eis geschwat ginn, et ass net op eis gelauschtert ginn, mä d'Politik décidéiert ganz einfach riicht an eng Richtung virun.

Duerfir ass et och fir d'Leit schwéier novollzéibar a gleefbar wann d'Politik seet: Mir wëllen an Zukunft méi mat de Leit diskutéieren. D'Leit gleewen dat net. Si hunn - an et gëtt een deem Gefill net lass - éischter d'Iwwerzeegung, datt op se agehämmert gëtt, datt se solle schlécken an akzeptéieren, wat eng bestëmmte politesch Klass a Lobby mengt wier gutt fir si alleguer. Duerfir wäert och do e schwéiere Wee ze maache sinn. Mä mir si bereet mat an déi Diskussioun ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op enger Journée parlementaire hu mer eis och Gedanke gemaach - wat de Mëtteg hei ugeklongen ass - wat d'Europaparlamentswahlen ubelaangt. Mir hunn och proposéiert fir d'Zuel vun de Kandidate vun zwielef op sechs erofzesetzen. Mir hunn am Fong duerfir plädéiert fir een Décalage tëschent deenen zwou Wahlen ze maachen, net eleng wat d'Lëschten ubelaangt, mä a priori fir déi politesch Diskussioun iwwer Europa kënnen ze féieren. Well wa mer éierlech sinn, hu mer an deene leschte Wahlen, wou ëmmer d'Europaparlamentswahlen an d'Nationalwahlen zesumme stattfonnt hunn, déi Diskussioun iwwert d'Europaparlament awer nëmmen unter „ferner liefen" gefouert.

D'Leit, an och d'Politiker wahrscheinlech, diskutéieren ebe bei esou Wahlen éischter iwwer nationalpolitesch wéi europapolitesch Themen. Duerfir kënnt, wann déi Wahlen deeselwechten Dag sinn, déi europapolitesch Debatt an alle Fäll ëmmer ze kuerz. Eleng aus där Ursaach eraus, mengen ech, wier et wichteg, datt ee se géif décaléieren, fir datt een zwou separat Debatte féiert. Duerfir brauch een dat kee Joer auserneen ze leeën. Eiser Meenung no géifen dräi Méint duergoen, fir datt een déi Diskussioune kéint separat féieren.

Här President, et ass haut vun der CSV eng Propositioun hei gemaach ginn, oder virun e puer Deeg schonn, wou gesot ginn ass, si géife proposéieren d'Verfassung esou ze änneren, datt een nëmme méi op enger Lëscht kéint kandidéieren. Ech behaapten haut hei, wa mer gären d'CSV géifen uschmieren, da misste mer alleguer soen: Mir si mat där Iddi averstanen. Well ech sinn haut dovun iwwerzeegt, datt d'CSV déi Iddi selwer net wëllt. Mä si huet dat schonn déi leschte Kéier gemaach. Si huet eppes...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir maacht eng Propositioun wou Der wësst, datt wahrscheinlech déi aner alleguer Nee soen. Da kënnt Der herno bei d'Leit goen a soen: Gesitt Der, mir wollten dohinner goen, mä déi aner sinn net matgaangen.

Mir als ADR hunn déi Propositioun och gemaach, déi den Här Wolter subsidiaresch gemaach huet. Awer mir hu se als Éischt gemaach, datt mer soen: Kommt mer loossen de Leit dat fräi. Mä jiddfereen, dee Kandidat ass, mécht eng Deklaratioun op seng Éier a seet: Wann ech gewielt ginn, da ginn ech och an d'Europaparlament. An dat ass, menger Meenung no, déi eenzeg richteg Propositioun. A wann een déi Deklaratioun net wëllt maachen, da weess de Bierger jo och, wou hie mat deem Kandidat drun ass.

Also, dat ass déiselwecht Propositioun wéi mir se op eiser Journée parlementaire gemaach hunn. Duerfir géif ech soen, wann ech haut hei héieren, datt aner Fraktiounen och déiselwecht Meenung hunn, datt d'CSV sech am Fong hir Proposition de loi kéint spueren, well da weess se jo schonn, datt hei kee Konsens ze fannen ass.

Mä wéi gesot, wa mer d'CSV wéilten e bësse lackelen, da géife mer alleguer soen, mir sinn domat d'accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An da wär d'CSV déi, déi am schlechsten dru wier, well se dann hir Iddi misst ëmsetzen.

Dat gesot, Här President, mengen ech, solle mer haut d'Konklusioun zéien, datt mer an dësem Dossier vum Traité fir vill Leit Neiland hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, datt mer e Wee gaange sinn, deen interessant war an duerch dee mer villes bäigeléiert hunn, duerch dee mer d'Leit fir d'Europapolitik interesséiert hunn.

Mir als ADR-Fraktioun stëmme mat Ausnahm vum Kolleeg Aly Jaerling, dee mat Nee wäert stëmmen, dësem Traité zou. Mir bleiwen awer als ADR bei eisem Neen zu deem Traité.

A mir soen och, et ass gutt, datt deen Traité hei ni wäert a Kraaft trieden, an et ass och gutt, datt nimools méi wäert en Traité a Kraaft triede mat deem de Suergen an den Ängschte vun de Leit net Rechnung gedroe gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Lescht Riednerin fir haut ass déi honorabel Madame Vera Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Majoritéit vun de Lëtzebuerger - 56,52% - hu Jo zum europäesche Verfassungsvertrag gesot. 43,48% soten Neen. Besonnesch am Süde vum Land, dem bevölkerungsräichsten an industriellen Deel vum Land, hunn d'Biergerinnen an d'Bierger aus de Gemenge mat Nee gestëmmt. D'Analys, déi verschidde Politiker, a fairnesshalber muss ech soen och Vertrieder aus anere Kreesser direkt no der Bekanntgab vun deem Resultat gemaach hunn, war alles aneschters wéi objektiv an iwwerluecht, den 10. Juli.

Hiren Aussoen no konnt een nëmmen dovunner ausgoen an et esou interpretéieren, dass de Süde vum Land entweder rietsradikal oder lénksradikal gi wier. Ausserdeem waren et och déi „naiv" - an ech setzen dat tëschent Guillemeten - an „ondankbar" Aarbechter esou wéi déi Jugendlech, déi schold sinn un deem Süddebakel, well si alleguer keng politesch Kultur hunn an och nach ni e Krich erlieft hunn.

Tirang op, Tirang zou - an d'Saach war gelaf. De Referendum ass eriwwer an d'Analys zum Wahlausgang ass eng vielfälteg. D'Gemengewahle sinn och eriwwer an d'Resultater si bekannt. Et ass et sech immens einfach gemaach, wa behaapt ginn ass, dass d'Géigner vum Verfassungsvertrag Kommunisten, lénk Spënner a Populiste wieren, well si sech fir d'Gemengewahlen hätte wëlle profiléieren a sech domadder an Zeen setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn, hunn eng ganz Rei Bedenke geäussert, déi mir als Politiker eescht sollten huelen an och net weider ignoréiere sollten. Déi Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn, hunn eis e Message mat op de Wee ginn. Si si géint déi neoliberal Ausriichtung vun deem Vertrag. Si hunn Angscht virun der Aarbechtslosegkeet an Europa, awer virun allem hei, wou si kéinten dovunner betraff ginn. Si si géint eng Direktiv Bolkestein, déi och elo nach net vum Dësch ass, a si fannen, dass de Vertrag um wirtschaftleche Plang ze liberal oder neoliberal ass.

Vill Leit hunn awer och eis hei an der Chamber an och der Regierung e weidere Message mat op de Wee wëlle ginn. Si wëllen en demokratesche Sozialstat an net den Ofbau vum Sozialstat, an dat och hei zu Lëtzebuerg. No der Deklaratioun vun eisem Statsminister iwwert den État de la nation an no der Virstellung vum Statsbudget d'lescht Woch hei an der Chamber däerf ee sech awer - eventuell berechtegterweis - froen, ob d'Regierung dës Ängschte vun deene Leit dann och eescht hëlt.

Ech wëll nëmmen e puer Stéchwierder nennen - ech denken et ass haut net d'Plaz, well mer beim Budget drop zréckkommen - wéi déi geplangten zukünfteg Finanzéierung vun de Kannerbetreiungsstrukture respektiv d'Finanzéierung vum öffentlechen Transport, de Renten, de Sozialversécherungen an esou weider an esou weider.

Wa mir haut elo den zweete Vote vum Vertrag huelen, da sollt et awer wéinstens méiglech sinn, wéinstens elo an och hei am Haus déi kritesch Stëmmungen a Meenungen zouzeloossen an eis esou domat selwer als Politiker och eescht ze huelen.

Une voix.- Très bien.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- D'Glafwürdegkeet vun der Politik a vun eis alleguerte steet och op der Dagesuerdnung vun haut. Eng ganz Rei Leit, Memberen a Wieler vu sämtleche Parteien heibannen - och menger - hunn den 10. Juli mat Nee gestëmmt. Et waren insgesamt 43,48%.

Sinn dat elo alles Kommunisten? Dann hätt déi Partei jo misse bei de leschte Gemengewahlen e formidabelt Resultat maachen!

Mir brauchen a mir wëllen eng europäesch Verfassung. Mä dësen Text, iwwert dee mir haut ofstëmmen, an do sinn ech anerer Meenung wéi mäi Kolleeg Ben Fayot oder anerer hei am Haus, dësen Text ass menger Meenung no hifälleg, fir net dat Wuert ze gebrauchen: dout.

Eng ganz Rei Leit heibannen, an zu deene gehéieren ech och, hu beim éischte Vote hei an der Chamber mat Jo gestëmmt, aus Grënn wéi Fraktiounsdisziplin oder dem Virworf, d'Gemengewahle sti virun der Dier an d'Populiste wëlle sech mat deem Thema Referendum profiléieren.

(Interruptions diverses)

Dat hunn ech ganz kloer net gemaach, an iwwregens den Här Huss och net, an ech sinn och néierens opgetrueden.

Wann ech awer elo haut nach eng Kéier mat Jo stëmmen, genau wéi den Här Huss, dann aus Respekt virun dem Resultat vum Referendum. Obwuel ech och perséinlech der Meenung sinn, dass Ännerungen an dem Text komme wäerten. Dësen zweete Vote ass déi logesch Konsequenz vun där Prozedur, déi mir eis hei an der Chamber ginn hunn.

Aus Respekt virun de Grënn, Ursaachen a Befierchtunge vun de Wieler vum Nee beim Referendum, an aus menger eegener Iwwerzeegung eraus, wäert ech mech an deenen nächste Wochen a Méint iwwerall dofir asetzen, wou et méiglech ass, fir dass et net, a ganz besonnesch net hei zu Lëtzebuerg, zu engem Sozialofbau komme wäert. Den Nee war, wéi mäi Kolleeg Ben Fayot gesot huet, och e Protest gewiescht.

Fir op déi Bemierkunge vum Här Goerens, deen net heibannen ass, a virun allem vum Här Bausch anzegoe betreffend dem Forum-Artikel, do fannen ech et schonn erstaunlech, wann ech eng provokativ Bemierkung - eng provokativ Bemierkung! - am Forum maachen, andeem ech gesot hunn, d'Südgemengendeputéierte misste sech eventuell iwwerleeë mat Neen ze

stëmmen, wa se de Vote vun hire Leit géifen eescht huelen - et war eng provokativ Bemierkung -, datt den Här Bausch sech dodriwwer échaufféiert a sech net échaufféiert wann de Statsminister oder de Budgetsminister Deklaratiounen iwwer geplangte Reforme maachen, déi méi wéi eng provokativ Bemierkung sinn an hoffentlech net sollen a Kraaft trieden.

M. le Président.- Erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Bausch?

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess net, Madame Spautz, ob Dir dat matkritt hutt wat ech gesot hunn an deene leschten annerhallwe Wochen zu der Deklaratioun vum Statsminister: Do war méi wéi eng Kritik dran, mä ech ginn dovunner aus, datt mer hei beim Referendum sinn an datt mer hei iwwert den Ausgang vum Referendum schwätzen, dat ass jo eppes aneschters wéi dat. Mir kënne jo net hei alles matenee vermëschen, mä ech menge meng Aussoe ware méi wéi kritesch zu deene Saachen, déi de Statsminister gesot huet.

M. le Président.- Wéi war Är Fro, Här Bausch?

(Hilarité)

D'Fro! Dir hat gefrot, fir eng Fro ze stellen.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Fro war, ob et en Ënnerscheed gëtt tëscht der Debatt vun haut an där vun der leschter Woch.

M. le Président.- Voilà, Madame Spautz.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Dir hutt Recht, an da ginn ech lech eng Äntwert zréck: Besonnesch mengen ech dass, wéi Dir och virdrun iwwert d'Verhale vum ADR an der Opléisung geschwat hutt - obwuel ech déi haut de Mëtteg net wäert wëlle verteidegen heibannen, well mer do ënnerschiddlecher Meenung sinn -, och déi Bemierkunge menger Meenung no net an dem Kader vun den Debatten hei vum Referendum placéiert gewiescht sinn.

Ech mengen domadder hätt ech op déi Netfro vun lech geäntwert.

M. le Président.- Dont acte.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Op där anerer Säit wier ech awer och frou elo hei ze héieren, wéi eng Schrëtt d'Regierung oder deen Deel vun der Regierung, deen haut de Mëtten hei ass, gedenkt ze ënnerhuelen, fir d'Diskussioun an den Débat mat de Wieler och vum Neen ze organiséieren an op hir ënnerschiddlech Befierchtungen an Iwwerleeungen anzegoen a se eventuell jo och iwwerzeegt ze kréien an Zukunft.

Wéi geet deen Débat, deen ugekënnegt ginn ass, weider a wéini?

Zum Schluss just nach folgend Bemierkung: D'Majoritéit vun den Neen-Wieler huet aus Angscht virun engem europäesch geleetenen oder veruerdnete Sozialofbau géint de Vertrag gestëmmt. Gläichzäiteg huet den Nee sech awer och un eis heibanne geriicht, un d'Regierung an un d'Chamber. Et ass also un eis, alles drunzesetzen, fir dass hir Befierchtungen net Realitéit ginn, an dat och net hei zu Lëtzebuerg. Hei am Haus wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint d'Geleeënheet hunn doriwwer ze schwätzen, dëst am Kader vun den Debatten iwwert de Budget oder deenen ugekënnegten Debatten a Gespréicher iwwert d'Reformen, déi déi zwee Ministeren ugekënnegt hunn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Spautz.

7. Ordre du jour *(suite)*

Ier ech der Regierung d'Wuert ginn, wollt ech kuerz op d'Interventioun vun der Madame Flesch haut de Mëtteg zréckkommen, déi an zimlech schaarfe Wierder kritiséiert huet, dass virun allem de Statsminister net bei dëser Debatt haut de Mëtteg dobäi ass an dass d'Concertatioun tëschent Statsminister a Présidence net richteg geklappt hätt.

Ech wëll der Madame Flesch soen, well si net dobäi war, datt d'Presidentekonferenz an hirer Sitzung vum 14. Oktober, wou den Ordre du jour vun haut fixéiert ginn ass, e Schrëftstéck mat der Disponibilitéit vun de Membere vun der Regierung virleien hat. Dorop stoung, dass fir haut, de 25. Oktober, den Här Nicolas Schmit disponibel wier fir hei am Numm vun der Regierung Stellung ze huelen zum Traité, an dass fir muer, de 26. Oktober, den Här Premierminister an den Här Nicolas Schmit disponibel wiere fir Stellung ze huelen.

En connaissance de cause huet d'Presidentekonferenz awer déi Debatt op haut fixéiert. Sachant très bien, dass de Statsminister an och den Här Ausseminister net kënnen hei sinn, ass eis vum Vertrieder vun deene Gréngen aus der Presidentekonferenz confirméiert ginn, dass mer dat an der Presidentekonferenz debattéiert hunn. Eleng déi fënnef Fraktiounschefen hunn décidéiert, déi Debatt haut de Mëtteg ze organiséieren, sachant dass de Premierminister net do ass.

(Interruption)

Dat fir kloergestallt ze hunn, wéi et hei mat där Interventioun ass, déi d'Madame Flesch gemaach huet.

Madame Flesch, Dir frot nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, erlaabt mer ze bedaueren, dass d'Conférence des Présidents déi Décisioun geholl huet. Ech bleiwen nach wie vor der Meenung, dass et am Intérêt gewiescht wär vun dëser Debatt a vun der Wichtegkeet vun deem Vote, dee mer elo huelen, bei deem mer alleguerte gebiede sinn, perséinlech present ze sinn, dass den Här Statsminister an den Här Ausseminister, déi jo d'Haaptartisane vun deem Text sinn an déi ons opgefuerdert hunn, während Wochen a Méint querein duerch d'Land ze goen, hätte kënnen derbäi sinn.

Ech kann nëmme mäi Bedaueren zum Ausdrock bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Fayot freet d'Wuert nach.

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, ech wollt just soen, dass dat richteg ass wat Dir gesot hutt. Et war awer d'Absicht vun der Presidentekonferenz fir eng Debatt iwwert deen Traité ze maachen. Ech fannen dat Wesentlecht dobäi ass, dass dës Chamber déi Debatt hat. Ech hunn och vollt Vertrauen an den Här Nicolas Schmit als Ministre délégué aux Affaires européennes fir op déi Froen an där Debatt ze äntwerten.

Den Här Schmit, wëll ech soen, huet an dëser Négociatioun vun deem Traité an och duerno an der Présidence eng grouss Roll gespillt. En ass e ganz intime Kenner vum Europaparlament a vun allen Développementer, déi an Europa sinn. Ech fannen, dass et éischtens emol eng gutt Debatt war, an zweetens, dass et och wichteg ass, dass den Här Schmit ons elo Äntwerten op ons Froe gëtt. Ech fannen och, dass mer dat gutt gemaach hunn als Conférence des Présidents fir déi Debatt haut, en Dënschdeg de Mëtten, ze maachen.

M. le Président.- Also ech denken, Här Fayot, dass et schonn esou war, dass d'Presidentekonferenz dat Vertrauen, wat Dir an den Här Schmit elo ënnerstrach hutt, animéiert fir d'Décisioun esou ze huelen, an dass och d'Vertraue vum Här Grethen, deen domat d'accord war, gradwéi den Här Wolter, Dir selwer an d'Vertrieder vun deene Gréngen, domat ënnermauert ass an dass domat gekläert ass, wéisou dass den Här Schmit haut de Mëtteg d'Regierung vertrëtt.

Den Här delegéierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

8. 5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel *(suite)*

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen Deputéierten, Dir Häre Deputéierten, ech wëll dee Punkt, deen Der elo eigentlech ofgeschloss hutt, net verlängeren. Mä ech wëll mech just bei der Madame Flesch entschëllegen, datt si sech haut muss mat mir begnügen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech muss just derbäi soen, ech hat déi grouss Éier - an ech fannen dat ass fir mech wierklech eng grouss Éier -, d'Présidence an domat den europäesche Conseil am Europaparlament ze vertrieden, wéi d'Europaparlament deen nämlechte Vote geholl huet, deen haut d'Lëtzebuerger Parlament hëlt. Dat heescht, wou d'Europaparlament mat enger écrasanter Majoritéit de Verfassungsvertrag ugeholl huet. Mä domat, mengen ech, ass déi Debatt eriwwer.

Ech wëll virun allem och dem Rapporteur an all deenen, déi un dëser Debatt deelgeholl hunn, Merci soen, well et ass effektiv eng ganz wichteg Debatt fir d'Lëtzebuerger Land a fir Europa. Ech mengen, et ass och e wichtege Vote, deen haut geholl gëtt, an et ass net ee Vote - wann ech mech elo ganz salopp dierf ausdrécken -, deen een einfach esou mat lénks fir d'Kaz en quelque sorte hëlt. Et ass e Vote, deen nach ëmmer e Signal duerstellt, och fir déi aner Europäer.

No 68 Joer hat Lëtzebuerg erëm e Referendum, an ech muss soen, dass jiddferee bei där Campagne zu Wuert komm ass, jiddfereen huet mat diskutéiert. Mir konnten alleguer zefridde si mat deem Débat, deen effektiv hei am Land konnt gefouert ginn. Souwuel déi, déi sech dofir agesat hunn, mä och déi, déi eng ganz Rei Froen opgeworf hunn an déi dergéint waren, verdéngen eise Respekt. Ech mengen, déi Referendumscampagne war e gesonde Prozess fir d'Lëtzebuerger Demokratie, a mir mussen eigentlech domat extrem, extrem zefridde sinn.

Ech wëll och den Engagement vun der Chamber besonnesch ervirhiewen an der Chamber Merci soen, déi sech mat all hire Memberen extrem engagéiert huet, déi och iwwert déi vill diskutéiert Hearingen trotz allem enger Rei vu Leit d'Wuert ginn huet, déi och dovun absolut gudde Gebrauch gemaach hunn. Duerfir kann een net soen, et wier nëmmen ee Camp zu Wuert komm an deen aneren net.

De Referendum huet Ulass gi fir hei zu Lëtzebuerg e wichtegen a liewegen Débat iwwer eng Verfassung, iwwert d'Virdeeler vun der Verfassung fir Europa, fir Lëtzebuerg ze féieren. Mä en huet awer och Ulass gi fir datt ons Bierger hir Suergen, hir Froen an hir Veronsécherungen iwwer Europa konnten ubréngen.

Ech mengen, dës Suergen, dës Veronsécherungen, déi sinn net op daf Ouere gefall, wéi ech dat elo virdrun héieren hunn. Ech ka garantéieren, datt mer déi 43,48%, déi sech géint deen Text ausgeschwat hunn, net einfach op d'Säit schieben an elo ignoréieren. Et muss ee sech also mat deem Resultat ausernee setzen. Dat war fir d'éischt emol e kloert an däitlecht Resultat un deem net ze deuten ass.

Et ass eng kloer Majoritéit vu Lëtzebuerger Wieler, déi sech fir d'Verfassung ausgeschwat hunn. Si hunn dat an engem schwierege Kontext gemaach, wou net nëmmen deen Débat hei zu Lëtzebuerg gefouert ginn ass, mä wou och déi auslännesch Débaten - deen a Frankräich, deen an Holland, an anere Länner - op Lëtzebuerg agewierkt hunn. A mir hu jo och erlieft, datt eng Rei vu Protagoniste vum Nee ganz aktiv Campagnen hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn an d'Argumenter vum Neen hei verteidegt hunn.

Mä d'Lëtzebuerger hu sech net bëire gelooss. Si hu verstanen, datt si e staarkt Europa mat staarken demokrateschen Institutioune brauchen. Well e Land wéi Lëtzebuerg brauch nëmmen en Europa wou et kloer ass wou seng Plaz a seng demokratesch Rechter leien. En Europa wou d'Institutioune geschwächt sinn, wou et keng kloer Regele méi gëtt, wou eigentlech dat Ganzt nom Maartprinzip fonctionnéiert, an domat däitlech genuch ass, ass net dat Europa wat onst Interesse schützt. A besonnesch - an ech soen dat och - en erweidert Europa, wou mir effektiv nëmmen ee vu 25, a muer ee vu 27 a méi, sinn.

Si hu verstanen, datt dëse Verfassungsvertrag net zu engem europäesche Superstat féiert, datt an dësem Vertrag d'Kompetenze besser definéiert sinn, datt mer awer och op enger ganzer Rei vu Froen an enger ganzer Rei vun Domäne méi Europa brauchen, e bessert Europa, en Europa wat méi effikass décidéiert, wat méi effikass demokratesch kontrolléiert gëtt. Sécherheet no bannen, no baussen ass eng Fro, wou mir Lëtzebuerger e staarkt Europa brauchen. Immigratiounsproblematik ass eng Fro wou mir Lëtzebuerger e staarkt an en effikasst Europa brauchen. Vun der Aussepolitik wëll ech iwwerhaapt net schwätzen. Mir hunn also all Intérêt drun, datt dëse Verfassungsvertrag enges Dags a Kraaft trëtt, well en u sech eis Intérêten, eis Rechter besser verteidegt, besser séchert wéi déi aktuell Verträg.

D'Bierger hunn och fir dëse Vertrag gestëmmt, well se verstan hunn, datt dëse Vertrag eigentlech hir eege Rechter besser garantéiert, si als europäesch Bierger besser verteidegt. D'Charta vun de fundamentale Rechter: Wie kann hei an dësem Haus d'accord sinn, datt si einfach d'Baach erageet, fir dat emol ganz einfach e bësse brutal ze soen?

D'Initiativrecht vun de Bierger: Wie kann einfach considéréieren, datt dat eng Bagatell ass? Méi ee wichtege Rôle fir d'Nationalparlament, ech mengen Dir sidd déi Lescht, déi dat géife contestéieren. Méi Dialog mat der Zivilgesellschaft iwwert déi grouss Froen, déi d'Europäer uginn.

(Interruption)

A besonnesch - ech hat e Grousspapp, deen huet schlecht héieren …

(Hilarité)

…eng gefestegt Plaz fir de sozialen Dialog. Dialog zwëschent de Sozialpartner, besonnesch an der Entwécklung vun engem méi sozialen Europa, an ech menge vill vun deenen Interventiounen hunn iwwert déi sozial Dimensioun vun Europa traitéiert. De Sozialdialog, deen an där Verfassung eng nei Dimensioun soll kréien, muss an Europa gefestegt ginn.

Ech wëll besonnesch dorop agoe wat d'Madame Spautz, mä awer och den Här Fayot gesot hunn iwwert déi Messagen, déi mer krute vun deenen 43,48% vu Wieler, déi fonnt hunn, datt eigentlech de Suergen, de Veronsécherungen net genuch an dësem Text Rechnung gedroe ginn ass. Sécher ware si net géint Europa, si waren eigentlech ganz oft fir méi Europa, fir e bessert Europa, fir méi Sozialpolitik op europäeschem Plang. Si sinn awer och, an dat muss een och zougestoen, vläicht enger Rei vun Illusiounen op de Läim gaangen, well déi, déi hinne versprach haten: „Stëmmt Neen an da geet alles besser, well mir hunn de Plang hei schonn an der Täsch wéi mer a kierzester Zäit e bessere Verfassungsvertrag op den Dësch leeën“, do gesi mer haut, datt dat alles net esou einfach ass.

Mir mussen awer déi Vertrauenskris, déi sech a Frankräich bemierkbar gemaach huet, och wann do de Vote multipel Explikatiounen huet, esou wéi wahrscheinlech och hei zu Lëtzebuerg, eescht huelen. Mir dierfen dee Vote net ignoréieren. Déi Messagë si kloer, d'Angscht ëm déi wirtschaftlech a sozial Zukunft steet ouni Zweifel am Mëttelpunkt vum Neen.

De Ben Fayot huet déi Sondagen explizéiert, déi weise wat d'Haaptpunkten, d'Haaptmotivatioune ware firwat d'Leit Nee gestëmmt hunn. Aarbechtslosegkeet, net genuch soziaalt Europa, wäit, Här Gibéryen, virun der Türkei, déi nëmme mat 17% als Motivatioun kënnt firwat d'Leit géint dee Verfassungsvertrag do gestëmmt hunn.

D'Angscht virum sozialen Dumping ass effektiv eng Suerg, eng Angscht, déi mer musse seriö huelen, och wann d'Leit eigentlech ganz oft vun Europa méi erwaarde wéi Europa bidde kann, well d'Kompetenze vun Europa net illimitéiert sinn. Kee wëllt jo - an ech mengen den Här Fayot huet dat gesot -, datt déi Kompetenzen och am soziale Beräich illimitéiert sinn, datt een also kéint praktesch an Europa diktéiere wéi eng Sécurité sociale an engem Land muss ausgesinn.

Mir mussen also kucke wéi mer där Perceptioun vun engem Europa, wat net genuch op de Bierger zougeet, Rechnung droen, wéi mer och den Débat iwwert déi wirtschaftlech a sozial Froe besser duerstellen. Wéi mer natierlech och a konkreter europäescher Politik duerch een Text wéi d'Bolkestein-Direktiv, duerch een Débat iwwert d'Aarbechtszäit an Europa kloer Messagë ginn, datt dat Europa effektiv sech net ofschneit vun der Aarbechtswelt.

Europa ass eigentlech laang Zäit mat zwee wichtegen Aspekter identifizéiert ginn: de Fridden - an do wësse mer, datt mer alleguer vläicht een ze kuerzt Gediechtnis hunn, datt déi jonk Generatioun eigentlech de Fridden als eng Normalitéit ugesäit - an d'Prosperitéit. An et ass well verschidde Leit vun där Prosperitéit ausgeschloss sinn, well de Chômage sech op 20 Milliounen erhéicht huet an Europa, datt eben déi Reaktioune kommen.

An ech kann lech, Madame Spautz, garantéieren, datt dee Vote an de Südgemengen och muss eng Reaktioun kréien, datt an deene Gemengen debattéiert muss ginn, datt am Kader vun engem europäesche Forum, och an deene Gemengen, mä natierlech net eleng an deenen, mat de Leit muss iwwert déi Problemer diskutéiert

ginn, déi si veranlasst hunn, Neen ze stëmmen.

Ech muss dobäi nach ee Wuert soen, wat eigentlech kee gesot huet, wat mech mindestens esou beängschtegt wéi dee Risque, datt Europa sech vun der Aarbechtswelt vläicht e bëssen entkoppelt, dat ass ee Risque, deen d'ailleurs an anere Sondagen, déi an anere Länner gemaach gi sinn, bekräftegt gëtt, wou eng grouss Majoritéit vun Aarbechter a Beamte soen, datt si eigentlech net eppes vun Europa erwaarden, wat hir eege Prosperitéit, wat hir eege Sozialsécherung ugeet. Dat ass eng inquiétant Evolutioun.

Mä et gëtt nach eng aner inquiétant Evolutioun, an dat ass de Vote vun deene jonke Leit. 62% vun deenen zwëschen 18 a 24 hunn Nee gestëmmt. 50% vun deenen zwësche 25 an 39. Wann een da kuckt: Wéi hunn déi Leit gewielt iwwer 55? Si hu mat 72% Jo gestëmmt. Mir gesinn also, d'Gediechtnis un de Krich ass nach ganz do bei deenen, déi 55 Joer hunn. Bei deene Jonke sinn eigentlech déi Ängschten, déi Suerge vill méi present. An op déi Froe musse mer agoen.

Mir mussen also e wierklechen Dialog, och mat deene jonke Leit, féieren, déi sech eigentlech net méi mat Europa esou staark identifizéieren, obwuel jo Europa misst e Mobilisatiounsprojet si fir jonk Leit, e grousse Projet op deen eigentlech déi ganz Welt kuckt, mä deen och e positive Rôle an der Welt kann hunn. Eigentlech misst dat eng ganz Rei jonk Leit mobiliséieren, fir sech dofir ze engagéieren. Ech mengen dat ass een Débat wäert, an och d'Chamber muss sech där Missioun unhuelen, fir mat deene jonke Leit en Débat ze féieren. Ech kommen herno nach dorop zréck, wa mer vläicht iwwert d'Organisatioun vun deem Débat schwätzen.

Et ass eng Normalitéit, déi gefeierlech ass, wann déi Jonk considéréieren, datt Europa si näischt méi ugeet, datt si eigentlech mat Europa näischt méi um Hutt hunn, datt Europa hinnen näischt méi bréngt. Dat ass ouni Zweifel e groussen Iertum, well si reesen ouni Grenzen, si studéieren a verschiddene Länner, si kréien hir Diplomer unerkannt, si kënnen, wa si dat wëllen, a verschidde Länner schaffe goen. Dat sinn alles Acquisën, déi et ouni Europa net géif ginn. Mä déi schéngen esou selbstverständlech ze sinn, datt si eigentlech par rapport zu deene méi irrationalen, wéi Dir, Här Goerens, gesot hutt, Argumenter net de Poids maachen.

Mir mussen also den Hiewel op der richteger Plaz usetzen, och hei zu Lëtzebuerg. An den Hiewel ass ouni Zweifel bei deene sozialen an ekonomesche Froen. Et ass net falsch, e Conseil européen ze organiséieren, wou iwwert den europäesche Sozialmodell oder d'Variante vum europäesche Sozialmodell diskutéiert gëtt. Ech mengen d'Europäer hunn einfach e gewëssent Sécherheetsbedürfnis, an dat mécht effektiv d'Spezifissitéit vun dësem Kontinent aus par rapport zu aneren. Dat mécht awer och d'Liewensqualitéit vun de Mënschen op dësem Kontinent aus par rapport zu anere Kontinenter.

Nun ass awer eng Realitéit do, déi mer einfach net kënne verneenen, dat ass d'Globaliséierung. Vill Leit gesinn an Europa eigentlech, esou wéi den Här Gerhard Schröder dat an engem rezenten Artikel geschriwwen huet, en Trojanescht Päerd vun der Globaliséierung.

Mir mussen also de Leit verständlech maachen, wat och Verschiddener schonn hei gesot hunn, datt Europa net de Problem ass, mä Europa, an nëmmen Europa kann eng Léisung si fir déi Globaliséierung sozial an human ze gestalten. Duerfir ass natierlech och deen Débat, deen d'Chamber wäert féieren iwwert d'Lissabon-Strategie, e wesentlechen Débat.

D'Lissabon-Strategie soll net identifizéiert gi mat enger formidabeler Entreprise fir eigentlech de Sozialstat ze démanteléieren. Dat war net d'Intentioun vun deenen, déi d'Lissabon-Strategie konzipéiert hunn, an dat war doudsécher net d'Intentioun vun deenen, déi d'Lissabon-Strategie moderniséiert an adaptéiert hunn an déi probéiert hunn, datt déi Lissabon-Strategie och en neien Encrage, souwuel an den europäeschen Demokratië wéi och an den Opinion-publiquë soll kréien.

Europa ass also kee Synonym fir d'Sozialrechter ofzebauen, an dat muss also och de Message si vun engem Conseil européen iwwert den europäesche Sozialmodell. Et muss de Message sinn, datt Europa nei Chancë bitt. Nei Chancen, net fir eng Élite, fir eng kleng Zuel, mä fir eng grouss Majoritéit vun de Leit, vun deene schaffende Leit.

Mir mussen déi Chancen nëtzen, duerch Recherche, duerch Formatioun; mir mussen déi Potenzialitéiten, déi an Europa leie fir gemeinsam virzegoen, och besser nëtzen - an dozou gehéiert ouni Zweifel och d'Adoptioun, an zwar d'rapid Adoptioun vun de Finanzperspektiven, déi effektiv, wa se net adoptéiert ginn, Europa a Schwieregkeete plongéieren, an de Solidaritéitsgedanken, dee jo och e ganz staarke Gedanken an Europa ass -, soss kann dat Europa nëmme schwächen an e gewëssent Auserneendrifte vun eise Länner bewierken. Nëmmen duerch e gemeinsaamt Virgoen, duerch eng dynamesch Wirtschaftspolitik kënne mer eis europäesch sozial Systemer adaptéieren, an zwar adaptéiere géint de Schock vun der Globaliséierung, mä awer och adaptéiere géint de Schock vun den demographeschen Entwécklungen, déi mer och net ganz einfach kënnen ignoréieren.

Europa muss kloer maachen, datt et net fir Sozialdumping steet, an ech soen e Message kloer dobäi, deen och ëmmer méi gesot gëtt: net fir Fiskaldumping. Et kann net esou sinn, datt gewëssen Entreprisen, wéi mer dat elo an der Vergaangenheet gesinn hunn, hei eng Entreprise zoumaachen, iergendwou Aarbechtsplaze vun engem Land op en anert verleeën, ganz einfach aus fiskalesche Grënn.

Mir brauchen an Europa e gewëssenen Niveau vu fiskaler Harmoniséierung, besonnesch bei de Betriber. Dat entsprécht och engem Solidaritéitsgedanken an dat entsprécht och engem Europa wat sech politesch entwéckelt.

Wa mer déi Verfassung net hunn, da steet zur Dispositioun ob dat Europa hei sech zu enger politescher Unioun nach weider kann entwéckelen. Eng Unioun, déi och op Wäerter opgebaut ass - wat eigentlech manner kloer war an deenen Texter vu virdrun. An déi Reflexiounsperiod, déi elo ageleet ginn ass um Conseil am Juni, déi soll eben déi Kloerstellunge bréngen, déi soll d'Leit eigentlech participéieren doen un engem Débat iwwer wat si sech vun Europa erwaarden.

Mir haten e Referendum, et gëtt eng ganz Rei Länner, déi kee Referendum haten, mä och déi Leit sollen zur Sprooch kommen, net nëmmen déi, wou e Referendum ofgehale ginn ass.

13 Länner - wann d'Chamber hei e positive Vote hëlt - hunn dann den Owend deen Text ratifizéiert. Et sinn nach zwee Länner, déi praktesch um Punkt si fir en ze ratifizéieren: d'Belsch, wou nach ee regionaalt Parlament muss säin Accord ginn, an Estland.

Dat ass also eng Zwëschebilanz mat enger Majoritéit vu Länner, praktesch 15 vu 25, wou der zwee bis elo Nee gesot hunn. Mir wëssen et gëtt kee Plan B. Mir hunn also keng Iddi an der Täsch, wéi ee kuerzfristeg deen Text kéint änneren oder verbesseren.

Mir mussen also drop zielen, datt et iergendwann eng politesch Relance vum Prozess gëtt, datt sech eng Rei Länner zesummendinn a kloer maachen, datt si hannert deem Projet do stinn, an deenen anere kloer maachen, datt si musse soen, wat si dann elo vun deem Projet erwaarden. Et sinn net déi, déi ratifizéiert hunn, déi sech explizéiere mussen, mä et sinn déi, déi Problemer hate fir deen Text ze ratifizéieren, déi soe musse wat se gären hätten, fir eventuell iwwert déi Hürd do ze kommen.

Do ass am Juni 2006 eng Zwëschebilanz virgesinn. Mir sollen eis also keng Illusioune maachen, dee Prozess wäert e bësse méi laang daueren, wéi initialement ugeholl ginn ass. Déi national politesch Kalennere kënne mer net einfach zwësche Klammere setzen, déi gëtt et, déi sinn do, an et muss een also och kucken, wéi een domat eens gëtt, fir eben le moment venu déi politesch Relance ze kréien, déi Dynamik an dee Prozess erëm dranzeleeën, deen Europa brauch an hannert deem mir Lëtzebuerger och mussen aktiv stoen.

E lescht Wuert iwwert den Débat hei zu Lëtzebuerg. Mir waren eis all eens, datt mer e gudden Débat haten, a mir wëllen eigentlech deen Débat weiderféieren. Elo kënne mer deen Débat awer net eleng féieren. Ech mengen et ass zwar ganz agréabel an interessant, deen hei zesummen ze féieren, mä d'Wichtegkeet läit doranner fir e mat deene Leit dobaussen ze féieren, fir deenen op hir Froen ze äntwerten, fir deenen eigentlech de Goût fir den Débat ze ginn; an dat ass dat Schwieregst.

Wéi huet de Statsminister gesot? Si musse bereet si matzespillen, si mussen och komme wann et kee Referendum hannendru gëtt a si mussen och bereet sinn hei hir Meenung ze soen, ze diskutéieren, hir Erwaardungen ze bréngen, well et kann een nëmmen dann engem nolauschteren, wann deen och bereet ass eppes ze soen. Mir erwaarden, datt d'Lëtzebuerger eis soen, wat si an deenen nächste Jore vun Europa weider erwaarden.

Ech mengen ouni wëllen op d'souveränt Recht vun der Chamber wëllen ze empiétéieren - ech géif mer dat, Här President, net erlaben -, mä d'Chamber huet en zentrale Rôle an deem Débat, net nëmme fir eng besser Kontroll iwwert d'Europapolitik ze kréien, mä och fir an deem Débat mat dem Bierger weiderzefueren, wéi Der dat während der Campagne gemaach hutt.

D'politesch Parteien dierfen Europa net nëmmen esou par la bande entdecke wann et ëm d'Europawahle geet. An ech hunn och do déi Messagen all héieren. Ech mengen do muss een eng Léisung fannen, eng pragmatesch Léisung…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst geschwënn zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Dat ass meng éischte Kéier wou ech an der Chamber schwätzen, Här President.

(Hilarité et interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et ass awer wichteg, well dat gëllt fir jiddereen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Also musse mer och kucke fir hei Modalitéiten ze fannen, fir an de politesche Parteien en Débat ze féieren, an zwar iwwert de Wahldag vun den Europawahlen eraus d'Leit an de politesche Parteie fir Europa ze mobiliséieren an ze motivéieren.

D'Sozialpartner op alle Schichte sinn ugeschwat ginn. Souguer wa mer an enger Tripartite diskutéieren, diskutéiere mer net nëmmen ënner Lëtzebuerger iwwer Lëtzebuerger Problemer, mä mir diskutéieren och largement iwwer europäesch Froen, an et ass natierlech extrem wichteg fir d'Chambres professionnelles och mat anzebezéien an iwwert dee Wee och d'Sozialpartner.

Ech mengen de Comité économique et social, dee schonn e gewëssene Rôle bei gewëssene spezifesche Froen huet - an deen iwwregens während der Présidence eng gutt Aarbecht gemaach huet -, dee kéint ee méi abezéien an déi Europadebatt. Mä doriwwer eraus dierf een de Bierger selwer net vergiessen! D'Institutioune si wichteg, mä och deen individuelle Bierger ass wichteg.

An de Gemengen, a besonnesch an deene Gemenge wou kloer zum Ausdrock komm ass, datt Problemer do sinn, muss erëm méi iwwer Europa geschwat ginn. Déi Jonk mussen erëm fir Europa interesséiert ginn. An de Schoulen ass et normal, dass ee Programmer iwwer all Saachen huet, ausser iwwer Europa; eppes wat en Deel vun eisem alldeegleche Liewen ass, dat gëtt eigentlech an de Schoulen ignoréiert. Mir mussen also och hei kucke fir déi Jugendlech iwwer interessant a flott Programmer ze motivéieren, iwwer Jumelagen, iwwer méi Engagement, iwwer méi Formatioun fir Europa.

Ech mengen déi Tâche - ech bleiwen elo kuerz, fir net ze vill laang ze iwwerzéien, fir datt mer all kënnen heemgoen - ass enorm. Mir brauchen en Engagement vu jidderengem, well et geet hei net nëmmen ëm eis eegen Zukunft, et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner, et geet ëm d'Zukunft vun engem Kontinent, dee sech vill Froe stellt an enger Welt, déi amgaang ass sech ze veränneren.

Mä ech sinn eigentlech extrem confiant, datt mer d'Vertraue vun de Bierger erëm an Europa, an d'Politik - well Politikverdrossenheet an Europaverdrossenheet ginn oft zesummen - kënnen zréckgewannen an domat där Verfassung erëm e Wee opmaachen.

Ech garantéieren Iech, déi ass weder dout nach op der Intensivstatioun, si ass elo e bëssen op Äis geluecht.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Flesch huet d'Wuert nach gefrot.

(Interruptions)

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Merci villmools. Dir sidd sécher net iwwerrascht, wann ech lech d'Wuert froen en application vum Artikel 35, Paragraph 8 vun onsem Reglement.

Den Här Schmit huet gemengt, et wär perséinlech gemengt gewiescht, wéi ech gesot hunn,…

(Interruptions)

…de Statsminister an den Ausseminister wären net do a mir missten ons mat him begnügen. An engem Zesummenhank, deen den Här Schmit gradesou gutt kennt wéi ech, sinn ech dat Allerlescht wat géif säin Engagement, seng Connaissancen a seng Kompetenz wëllen a Fro stellen.

(Interruptions)

Meng Observatioun hat e reng institutionellen Aspekt.

Déi Debatt, déi mer hei féieren, déi mer haut weiderféieren, endegt net haut. Den Här Schmit huet selwer mat Eloquenz elo dorobber higewise wat ons nach erwaart. Déi muss also weidergeféiert ginn, well de Conseil européen sech en Délai de réflexion ginn huet a well mer mussen dës Zäit verwäerten, fir déi Leit, déi Nee gestëmmt hunn, ze iwwerzeegen, dass dat Europa, wat mer zesumme gebaut hunn, dësem Land – mir denke jo elo emol hei am nationale Kader – enorm vill bruecht huet an der Vergaangenheet an och an der Zukunft nach wäert ganz vill bréngen.

Et ass dowéinst, well déi Debatt soll weidergoen, dass et mer geschéngt huet, dass et wichteg wär, dass mer géingen e ganz groussen Éclat dëser Debatt ginn. A wann den Här Schmit seet, dass déi Jonk net méi un Europa gleewen, dann deelen ech seng Meenung net. Fir si ass Europa eng Selbstverständlechkeet, well se déi Vergaangenheet, déi déi Generatiounen iwwer 55 erlieft hunn, net erlieft hunn.

Mir musse se nei motivéieren, fir dass se mat ons zesummen dorunner schaffen, dass mer e bessert Europa kréien, en Europa, an deem kee sozialen Ofbau ass, a wou mer alleguerten zesumme stolz kënnen drop sinn, dass mer net nëmme Lëtzebuerger sinn, mä Europäer.

Et ass an deem Sënn, Här President, dass ech gewënscht hätt, dass de Statsminister an den Ausseminister bei dëser Debatt kéinten derbäi sinn. Ech wëll hoffen, dass an där Debatt, déi elo kënnt, an déi nach net gewonnen ass, déi mer zesumme musse féieren, si do present sinn.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Domadder ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert dëse Projet. Ech erënneren nach eng Kéier drun, datt eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an datt de Vote par procuration net erlaabt ass. D'Ofstëmme fänkt un.

Second vote constitutionnel

De Projet de loi 5442 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten um hallwer dräi erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.16 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Ordre du jour

2. 5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

5425 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

(Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration)

3. Dépôt d'une motion

4. Projets de loi 5424 et 5425 (suite)

(Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

5. 5044 - Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5217 - Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5445 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5459 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Lucien Lux, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Mir kommen dann direkt zu dem éischte Punkt vun haut, der gemeinsamer Diskussioun vun de Projete 5424 a 5425, zwee Kooperatiounsofkommen tëscht de Memberstate vun der Europäescher Unioun a verschiddene latäinamerikanesche Länner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Goerens an den Här Angel.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deenen zwee Projets de loi, déi matenee behandelt ginn, déi honorabel Madame Nancy Arendt.

Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Pardon, Madame Arendt, wann Dir ee Moment erlaabt. Den Här Grethen hätt nach gär d'Wuert.

1. Ordre du jour

M. Henri Grethen *(DP)*.- Meng Fraktioun huet eng Fro. Den Här Meisch huet eng Question urgente erageschéckt. Ech wollt froen, Här President, ob Dir do géift d'Urgence unerkennen oder net.

M. le Président.- Ech muss lech soen, Här Grethen, dass ech mech zënter 9 Auer de Moie praktesch duerchgehend bis elo op mengem Büro opgehalen hunn a mer bis de Moment nach keng Question d'urgence virgeluecht ginn ass.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Da kucke mir dat no.

M. le Président.- Da froe mer an de Servicer no, wou déi gegebenenfalls drun ass. Ech ginn lech eng Äntwert, soubal eis eng virläit.

(Interruption)

Et gëtt mer matgedeelt, Här Grethen, dass bis ewell keng Question urgente vun der Demokratescher Fraktioun erakomm ass.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Da schéngt eppes net richteg ze sinn.

M. le Président.- Et geet vläicht mat där Matière wéi et haut mat eise Computeren hei geet: Si ginn ëmmer méi sophistiquéiert a si gi manner oft.

(Hilarité)

Mir checken also no, Här Grethen, wou gegebenenfalls Är Question urgente drun ass.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Si ass elo do. Den Här Meisch huet se dem Här Generalsekretär ginn.

M. le Président.- Dat gëtt mer am Moment matgedeelt, an hei gëtt se mer iwwerreecht, Här Grethen. Ech kucke mir dat un an ech deelen lech mat, soubal eng Décisioun gefall ass.

Elo huet d'Madame Arendt d'Wuert.

2. 5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

5425 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du projet de loi 5424

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice*.- Merci, Här President. Wéi Dir elo scho grad gesot hutt, déi zwee Gesetzestexter, de 5424 an de 5425, figuréieren um Ordre du jour…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir der Madame Arendt hire Rapport!

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice*.- Merci, Här President.

Déi zwee Projete figuréiere just ënner engem Punkt um Ordre du jour. Duerfir hunn ech mer erlaabt, dëse mëndleche Rapport an déi zwee Accorden zesummen ze presentéieren. Am Schrëftlechen hunn ech dat selbstverständlech getrennt gemaach an ech sinn och do wesentlech méi an den Detail vun de Projet-de-loien agaangen.

Här President, wann Dir erlaabt géif ech fir d'éischt op den Accord mat der Andescher Gemeinschaft agoen, well deen zweeten, deen d'Relatioune mat den zentralamerikanesche State betrëfft, a ganz ville Beräicher deem éischte gläicht. Et si souguer verschidden Artikele praktesch identesch iwwerholl ginn. Duerfir wollt ech bei dësem Rapport nach just déi Elementer ervirhiewen, déi anescht sinn.

Beim Gesetzesprojet 5424 geet et dorëms, den Accord vum politeschen Dialog a vun der Kooperatioun tëschent der Europäescher Unioun an hire Memberstaten op där enger Säit, an der Andescher Gemeinschaft op där anerer Säit, deen de 15. Dezember 2003 zu Roum ënnerschriwwe gouf, ze approuvéieren. Déi Andesch Communautéit ass 1969 am Accord de Cartagena gegrënnt ginn. De sou genanntenen „Andepakt“ ass e latäinamerikaneschen Integratiounsorganismus, dee fënnef Länner regroupéiert, an zwar sinn dat Bolivien, Kolumbien, Ecuador, Peru a Venezuela.

Déi andesch wirtschaftlech Relatioune mat der EU representéieren ongeféier 0,8% vun der globaler Zomm vum europäeschen Handel, während ëmgedréint déi Europäesch Unioun et op eng Gesamtzomm vu 14,1% fir den andesche Marché bréngt. Déi Andesch Gemeinschaft profitéiert vun engem Système de préférence généralisé – also e generelle Preferenzesystem –, deen den Entwécklungsländer e favoriséierten Accès fir an d'Europäesch Unioun ze importéieren erlaabt.

Konkret heescht dat, datt 90% vun hire Produkter, déi an d'EU importéiert ginn, keng Douanestax ze bezuele brauchen. Dëse System bréngt also mat sech, datt méi eng grouss Diversifikatioun vun de landwirtschaftleche Produkter ugereegt gëtt, an dann domadder och e wesentleche Bäitrag an der ganzer Drogeproblematik - am Kampf géint d'Drogen also - geleescht gëtt.

Zënter de 70er Jore besteet tëschent der Europäescher Unioun an der andescher Regioun eng Relatioun an der Entwécklungshëllef, virun allem am Beräich vun der Educatioun, der Gesondheet an dem Logement. D'Europäesch Unioun ass och den Haaptdonnateur fir dës Regioun. D'Sue sinn haaptsächlech virgesinn am Kampf géint d'Aarmut an d'Drogen, mä awer och fir déi regional Integratioun weiderzedreiwen.

Här President, an deene leschten 20 Joer huet d'Europäesch Unioun sech mat deene verschiddene Länner aus Latäinamerika en institutionelle Kader ginn, deen en ausgedehntene politeschen Dialog, eng speziell Considératioun fir hire gemeinschaftleche Kampf an der gesamter Drogeproblematik an awer och eng intensiv Kooperatioun mat favoriséierten Douanestariffer mat sech bréngt.

Ech sinn a mengem Rapport och kuerz op d'Geschicht vun der Relatioun tëschent Latäinamerika an der Europäescher Unioun agaangen a beliichten awer och déi Accorden, déi fir déi zwou Regiounen - wou mir hei déi zwee Rapporte virleien hunn - vun extremer Wichtegkeet sinn.

Déi éischt politesch Kontakter tëschent der Europäescher Unioun a Latäinamerika, wou een op alle Fall vun engem politeschen „Méi-No-Kommen“ a vun enger Kooperatioun schwätze kann, datéiere vun 1976. Zu dësem Zäitpunkt huet och scho vun europäescher Säit de Wonsch bestanen, fir d'Entwécklungshëllef weider ze verdéiwen an och mat enger technescher a finanzieller Kooperatioun ze verbannen.

Militäresch Diktatur kënnt allerdéngs an deene gréissten Deeler vun dëse Regioune vir. Och d'Verdéiwung vun der Strategie vun enger autozentrescher Entwécklungshëllef huet schnell en Enn vum Rapprochement tëschent der Europäescher Unioun a Latäinamerika bruecht.

Et ass eréischt mat den 80er Joren – mat der Well vun Demokratiséierung, déi ganz Latäinamerika berouert huet, a selbstverständlech och mam Bäitrëtt vu Portugal a vu Spuenien an d'Europäesch Unioun –, datt sech déi Lienen tëschent deenen zwou Regiounen nees frësch consolidéiert hunn. D'Enn vun den 90er Joren huet Hoffnungen op en neie Rapprochement mat sech bruecht, mam Zil, mëttelfristeg e strategesche Partenariat op d'Been ze setzen.

An deene vergaangenen 20 Joer goufen eng Rëtsch Accorden tëschent der Europäescher Unioun an de latäinamerikanesche Staten ënnerschriwwen. Et gouf schonn een Accord virdrun. Mä deen zweeten, dee wichtegsten Accord, deen ech einfach hei ervirhuelen – deen aneren ass e schrëftlechen Accord –, ass dee vum 23. Abrëll 1993, deen zu Kopenhagen mat der Andescher Gemeinschaft a mat den zentralamerikanesche Staten als en Accord cadre vun der Kooperatioun ënnerschriwwe gouf. Dësen Accord hat als fundamentalen Objektiv ze consolidéieren, d'Relatiounen ze verdéiwen an och ze diversifizéieren. D'Demokratiséierung, d'Mënscherechter, de Rechtsstat, déi regional Integratioun an de Kampf géint d'Aarmut, dat waren déi zentral Theme vun dësem Accord.

1995 huet d'Europäesch Unioun an eng Rei aner südamerikanesch Staten een Accord fonnt, deen d'Kontroll vun de chemesche Substanzen, déi dozou déngen Drogen hierzestellen, regléiere soll; e schrecklech wichtegen Accord an der gesamter Drogeproblematik.

Am Juni 1999 war e Sommet zu Río, wou fir d'éischte Kéier an der Geschicht d'Regierungs- an d'Statschefe vun 33 latäinamerikanesche Staten a vun deene 15 europäesche Länner zesummekomm sinn, fir de Wonsch ze äusseren, eng Verfestegung vun deenen zwou Regioune weiderzedreiwen an op politeschem a kulturellem Plang d'Basen ze leeë fir en Développement vun engem strategesche Partenariat.

Zënter dem Joer 2000 froen déi zwou Regiounen, ëm déi et hei bei de Rapporte geet - déi andesch an déi zentralamerikanesch -, fir een Accord d'association verbonne mat enger Fräihandelszon mat der Europäescher Unioun ze kréien. Mä duerch d'Réticencë vu verschiddenen europäesche Länner konnt dëse Wonsch nach ëmmer net erfëllt ginn.

De 15. Dezember 2003 zu Roum goufe schlussendlech déi zwee Kooperatiouns- an Dialogsaccorden ënnerschriwwen, déi mir haut solle ratifizéieren. Dëse wichtegen Accord constituéiert deen éischte Schratt zu enger Fräihandelszon wann, awer nëmme wann, genuch regional Integratioun erëma virzefannen ass an dee berühmtene Cycle de Doha komplettéiert ass.

Als Cycle de Doha gëtt déi aktuell Verhandlungsroll vun der Welthandelsorganisatioun, der WTO, bezeechent. Hei geet et ënner anerem dorëms, den Entwécklungsländer e bessere Maartzougang an d'Industriestaten ze gewähren, wat d'Agrarprodukter ubelaangt, a wou sämtlech Länner unanime mussen d'accord sinn.

2005 ass zwar kee weideren Accord ënnerschriwwe ginn, mä ech wollt awer op d'Wichtegkeet vun engem gemeinschaftleche Communiqué, deen zu Lëtzebuerg vun der andescher an der europäescher ministerieller Versammlung ausgaangen ass, hiweisen, wou dat gemeinsaamt Objektiv en Accord d'association mat enger Fräihandelszon bleift.

Mä et ass awer och vun de Ministere begréisst ginn, datt eng regelméisseg Evaluatioun iwwert déi ekonomesch regional Integratioun néideg wär, a wann dann de Moment komm ass, et zu enger Fräihandelszon kéint féieren, awer nëmmen da wann - an ech zitéieren aus dem Communiqué: «Tout sera mis en œuvre pour faire en sorte que le cycle de Doha progresse autant que possible sur la voie d'une conclusion rapide. Tout accord de libre échange doit se fonder sur les résultats du programme de Doha pour le développement et sur la réalisation d'une intégration économique régionale suffisante.»

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du projet de loi 5425

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweete Projet de loi 5425 ass d'Ratifikatioun vum Dialogsaccord mat den zentralamerikanesche State Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua a Panama.

Bei dëse Staten handelt et sech ëm relativ aarm Länner, an hei ass och eng Differenz mam éischte Rapport ze maachen, well zwee vun deene Staten, op alle Fall wat déi lëtzebuergesch Relatioun mat hinnen ubelaangt, nämlech El Salvador an Nicaragua, gehéieren zu de Pays cibles vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik. Zwee Länner wou ee muss wëssen, zum Beispill am Fall vun Nicaragua - ech hunn och elo dee schlëmmsten erausgepickt -, datt 95% vun de Leit, déi do wunnen, mat manner wéi zwee Dollar den Dag mussen auskommen.

Dës State si leider och ganz schrecklech vill vun Naturkatastrophe betraff. Wien erënnert sech net un d'Wirbelstierm Mitch am Joer 1998 an och un d'Michelle am Joer 2002, an och virun zwou Woche waren erëm frësch Biller um Fernseh ze gesinn, wou alt erëm dës Regioun frësch betraff war. Et muss een och soen, datt d'Wilma alt erëm an där Géigend do ass, net wäit op alle Fall vun dëser Regioun ewech. Eis Hëllef an och déi vun europäescher Säit geet natierlech an där doter Regioun och nees vill méi am Beräich vum Neesopbau weider.

D'Haaptartikele vun deenen zwee Projeten, de 5424 an de 5425, sinn iwwer 95% déiselwecht. Erlaabt mer also hei just déi wierklech wichteg Artikelen ervirzebréngen.

Am Artikel 2 gëtt eisem Vertragspartner - ech hunn et virdru schonn e puermol gesot - eng Perspektiv vun engem Associatiounsaccord ugebueden, verbonne mat engem Fräihandelsofkommes, wann de sou genannten Doha-Prozess ofgeschloss ass.

E weideren Artikel hält dee regelméissegen Dialog fest vun de Politiker an den héije Regierungsbeamten am Beräich vun der Sécherheet, der Stabilitéit, der regionaler Entwécklung, der Preventioun an dem Bäileeë vun de Konflikter, de Mënscherechter, der Verstäerkung vum demokratesche Gouvernement, dem Kampf géint Drogen, dem Wäisswäsche vun de Suen, der Korruptioun an der onerlaabtener Immigratioun.

Wichteg aus europäescher Siicht ass den Artikel, deen déi regional Integratioun betrëfft vun hire jeeweilege Partnerregiounen. Sou solle si op Wonsch vun der Europäescher Unioun hin op wirtschaftlechem Plang méi enk zesummeschaffen. Duerch d'Kooperatiounsverträg kéint Europa hinnen hëllefen, fir eng fräi Circulatioun vu Persounen, Wueren, Servicer a Kapital an hirer Regioun opzebauen.

Bei der Andescher Communautéit gëtt de Kooperatiounsaccord nach méi prezis, well do hält en och eng Hëllef bei der Organisatioun a beim Opbau vun enger andescher Zollunioun fest, an d'Vereinfachung, d'Moderniséierung an d'Harmonisatioun vun den abléicklechen Douanestariffer sinn och festgeschriwwen.

Déi existent Zesummenaarbecht am Domän vum Kampf géint Droge gëtt festgeschriwwen an nach weider ausgebaut; d'Formatioun, d'Educatioun an d'Behandlunge vun der Toxicomanie kommen dobäi an och d'Verhënnerung vun neien illegale Plantatiounen, virun allem an deene méi prekären, méi zerbriechleche Regiounen.

E weidere ganz interessanten Artikel aus Lëtzebuerger Siicht ass den Artikel 49. Dësen Artikel betrëfft déi illegal Immigratioun. An der Zukunft sollen elo Etüde gemaach gi firwat et Immigratioune gëtt. D'Emsetze vum Réfugiésstatut, dee konform zur Konventioun vu Genève vun 1959 ass, ass festgehalen, wéi awer och d'Kritäre vun der Admissioun. De Retour an humane Konditiounen ass séchergestallt, an op Basis vun dësem Artikel kënne Statsugehéireger vun engem Ënnerzeechnungsland, déi illegal an der Europäescher Unioun sinn, an hiert Land zréckgewise ginn, déi Urstate mussen hinne just déi néideg Pabeieren zur Verfügung stellen. Selbstverständlech gëllt dës Prozedur och ëmgedréint, also dat heescht, wann ee vun eise Bierger illegal bei hinnen um Terrain wär, datt hien dann och erëm bei eis kéint zréckkommen, wat natierlech manner de Fall ass.

De leschten Artikel, op deen ech wëll agoen, ass dee vun der Kooperatioun am Kampf géint den Terrorismus. Den Informatiounsfloss vun de Bekämpfungsmethoden, wéi d'Wuert et scho seet, soll fléissen, den Erfahrungsaustausch wéi awer och d'Preventioun vum Terrorismus sinn d'Objektiver, déi sech mat dësem Accord och gesat gi sinn.

Här President, déi zwee gesetzlech Projete goufen den 21. Dezember 2004 vun eisem Här Ausseminister déposéiert an de Statsrot huet seng positiv Avisen den 22. Mäerz 2005 gemaach. Hien insistéiert awer drop, datt eng regelméisseg Evaluatioun vun de realiséierte Fortschrëtter am Verglach vun de festgehalenen Objektiver vun de Kooperatiounsaccorde muss gemaach ginn.

Eis Baussekommissioun huet sech den 3. Oktober 2005 mat de Gesetzprojete befaasst an huet dunn och d'Rapporten ugeholl. Ech wär selbstverständlech och frou, wann déi zwee Rapporten hei och Är Zoustëmmung kéinte fannen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot fir eng Motioun ze déposéieren. Här Jaerling!

3. Dépôt d'une motion

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President.

Nodeem dass den Här Statsminister hei eng Rei Pisten opgezeechent huet, wéi een dann an der nächster Zukunft soll politesch virgoen, fir déi desastréis Budgetssituatioun an de Gréff ze kréien, an nodeem dass dann awer och doraus erausgeklongen ass, dass an enger Rei Punkten, besonnesch am Sozialberäich an anere Beräicher, d'Diskussioun mat de Forces vives de la nation soll stattfannen, an dat besonnesch mat de Sozialpartner, wou mer jo da wëssen, dass, wa mer mat de Sozialpartner Diskussioune féieren, dat dann am Kader vun der Tripartite soll geschéien, hate mer schonn an der leschter Period verlaangt, dass d'Deputéierte sollen, fir da kënnen ze verfollege wéi déi Evolutioun ass, e Verbatim vun der Tripartite zougestallt kréien.

Well dann awer déi leschte Kéier geduecht ginn ass, dass dat géif ze wäit goen, hu mer dat och agesinn, sou dass awer dann elo an dëser Situatioun, wou jo awer dann d'Tripartite stattfënnt, déi agefouert ginn ass fir a Krisesituatioune Léisungen ze proposéieren, d'Chamber vun Ufank u misst mat agebonne ginn an dass dann awer och d'Chamber soll d'Recht kréien, fir vun deenen Tripartitesitzungen e Rapport ze kréien, dass d'Deputéierte kënnen novollzéie wat do geschitt, fir dann och kënnen en connaissance de cause vu virera mat drun ze schaffen, fir Léisungen ze fanne fir déi Problemer, déi dann elo an deem Beräich ufalen.

Duerfir wëll ech dann och an deem Sënn hei eng Motioun hannerleeën, déi d'Regierung opfuerdert, den Deputéierten e Rapport vun den Tripartitesitzungen zouzestellen.

Motion

D'Volleksvertriederkummer,

- nodeem d'Regierung bei hire Prioritéiten eng Rei Pisten opgezeechent huet fir dem Budgetsdefizit entgéintzewierken;

- nodeem datt matgedeelt gouf, datt d'Diskussioun iwwer méiglech Léisungen a voller Transparenz soll mat alle Forces vives de la nation geschéien a besonnesch mat de Sozialpartner;

- nodeem kloer ass, datt dësen Dialog sech wéi schonn esou oft haaptsächlech an der Tripartite wäert ofspillen;

- déi eenzel Volleksvertrieder awer missten a voller Sachkenntnis iwwert déi Diskussiounen a Virschléi kënnen uerteelen,

fuerdert d'Regierung op,

aus de Sëtzunge vun der Tripartite e Rapport redigéieren ze loossen, deen de Volleksvertrieder zougestallt gëtt, fir datt se zu all Moment iwwert d'Diskussiounen aus der Tripartite informéiert sinn.

(s.) M. Aly Jaerling, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Pierre Koepp, M. Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Goerens ageschriwwen. Den Här Goerens huet d'Wuert.

(Interruption)

Pardon, den Här Grethen.

4. 5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

5425 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003 (suite)

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, am Numm vum Här Goerens däerf ech den Accord vun eiser Fraktioun zu deenen zwee Projete bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President. Ech wollt och den Accord vun eiser Fraktioun zu deenen zwee Projete ginn.

Ech wëll awer extra der Madame Arendt Merci soe fir deen ausféierleche Bericht, net nëmmen hei an der Chamber, mä och an der Kommissioun, wou si déi zwee Projete getrennt hat an eis all d'Detailer virgestallt huet. Och all Respekt fir dee schréftleche Rapport.

An eng drëtt Remarque wollt ech maachen. Ech wollt drun erënneren, dass et Parlamenter gëtt hei an Europa wou Accorde wéi déi do einfach ouni Rapport ofgestëmmt ginn. Ech fannen et awer gutt, dass mir hei zu Lëtzebuerg bei esou Accorden e Rapport maachen, e schréftlechen an e mëndlechen, well esou ginn net nëmmen déi Deputéierten aus der aussepolitescher Kommissioun informéiert, mä och déi Deputéierten hei an der Plénière an doriwwer eraus och d'Leit dobaussen. Ech wollt dat just eng Kéier ënnersträichen an, wéi gesot, selbstverständlech stëmme mir déi zwee Projete mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den Här Grethen huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et ass eigentlech net ze entschëllegen, mä ech wollt der Madame Rapporteur Merci soe fir hir ausféierlech Rapporten a mech bei hir entschëllegen, well et war elo praktesch scho fir d'zweet geschitt, dass meng Fraktioun hir net fir hire Rapport félicitéiert huet. Ech wëll mech also duerfir nach eng Kéier an aller Form bei hir entschëllegen.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir huelen Akt dovunner.

Ech gesinn d'Madame Arendt ass ganz zefridden an ech ginn dann dem Här Ausseminister d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, Här President, ech géif mech uschléissen - ouni mech ze entschëllegen, wat den Henri Grethen elo gemaach huet - an och am Numm vun der Regierung Iech, Madame Arendt, Merci soe fir déi zwee Rapporten, déi eis Unerkennung verdéngen. Ech wëll just vläicht zwee Sätz soen, well Dir hutt hei alles op den Dësch geluecht wat ze soe war.

Mir haten de 26. an de 27. Mee dëst Joer hei am Kader vun eiser Présidence eng wichteg Réuniouun mat all de Länner vun der Communauté andine an Zentralamerika. Dat war eng Réunioun wou mer gespuert hunn an der Unioun, dass ganz, ganz vill Wäert a Latäin- an an Zentralamerika geluecht gëtt op dat wat hei an Europa geschitt, an déi Länner alleguerte wëllen, dass Europa e staarkt Europa ass, e politescht Europa ass, wat op der Landkaart zielt. A mir hei hunn en ëmgedréinten Intérêt, mir si selbstverständlech och ganz staark un der Stabilitéit an där ganz dynamescher Regioun vun der Welt interesséiert, a mir wënschen eis, dass déi Zesummenaarbecht, déi néideg ass tëschent deene Länner, iwwerweit.

Déi Accorden, déi Dir an der Chamber stëmmt, hunn eigentlech e ganz ambitiéise Charakter. Et sinn zwee Aspekter derbäi, déi wichteg sinn. Dat Éischt ass d'Institutionalisatioun an och de Renforcement vum Dialogue politique. Dann zweetens ass et och, Dir hutt dat gesot, d'Erweiderung vum Champ d'application, dat heescht mir schwätzen elo hei och an neien Domäner wéi zum Beispill der Migratioun, wéi der Prévention des conflits, wéi der gudder Gouvernance an och der Lutte géint den Terrorismus.

Et muss een awer och hei kloer soen, dass et keng Accords d'association sinn. Et ass keen Traité de libre échange. Där Traitéen hu mer mat zwee Länner vun do, dat ass mat Mexico a mat Chile, a mir sinn och amgaangen an der Europäescher Unioun esou Accorden auszehandele mat de Länner vum Mercosur, also vu Südamerika. Mä d'Zil ass fir d'éischt dës Accorde guttzeheeschen an dann ebe lues a lues op Accorde vun engem libre échange ze kommen.

Ekonomesch gesinn hutt Der ganz Recht fir ze ënnersträichen, an et muss ee vläicht dat och hei nach eng Kéier soen, dass effektiv de Wäert vun den Echangen tëschent der Europäescher Unioun an der Communauté andine zum Beispill 15 Milliarden Euro am Joer 2004 waren. Dat si 14,5% vum Commerce vun där Communautéit, a mir kommen do no Amerika op der zweeter Plaz, als Europäesch Unioun. Mat Zentralamerika, wat jo och méi eng kleng Entitéit ass, si mer elo bei 4 Milliarden Echangë mat deene Länner, als Union européenne. Och do hu mer 12% vun dem Total vun den Echangen, och do leie mer un zweeter Plaz no Amerika.

Dann e leschte Punkt, Dir hutt et an Ärem Rapport ugeschnidden, wou Der d'Konklusioune vun eiser Réunioun hei vum Mee iwwerholl hutt. Den nächste Sommet tëschent der Europäescher Unioun an eben de Länner aus Latäin- an Zentralamerika ass zu Wien méi wéi sécher d'nächst Joer am Mee, an do soll eng Revalorisatioun gemaach gi vun alleguerten deene Relatiounen, déi op béide Säite bestinn. A mir hoffe wierklech, wéi ech gesot hunn, am Numm vun enger gudder Zesummenaarbecht, déi jo geostrategesch ganz, ganz wichteg ass tëschent där Géigend an eiser Géigend, dass dee Sommet wäert e Sommet sinn, wou e Succès ze verzeechnen ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Vu dass eis héich sophistiquéiert Ofstëmmungsanlag haut net fonctionnéiert musse mer par appel nominal ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Voilà, dat war d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5424. De Projet ass eestëmmeg ugeholl ginn. Ech hoffen, dass Dir dat alleguerten esou matkritt hutt.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Norbert Haupert), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par M. Ali Kaes), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Marc Angel), Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François

Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann als Nächst iwwert de Projet de loi 5425 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5425 ass och à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Norbert Haupert), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par M. Ali Kaes), Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Marc Angel), Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif d'Regie bieden awer ze kucke fir déi Maschinn erëm un d'Goen ze kréien.

(Hilarité)

Sou, mir kommen dann zum nächste Projet de loi, zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5044 iwwert d'Matériels forestiers de reproduction. Riedezäit: Modell 1. Ageschriwwe si bis elo: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider, wann ech gelift.

5. 5044 - Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5044 geet et ëm d'Ëmsetze vun der europäescher Direktiv 1999/105/CE. Dës Direktiv regelt d'Kommerzialiséierung vun der Fortplanzung vun de Bëscher.

Dëse Projet de loi gouf den 29. Oktober 2002 an der Chamber déposéiert. De Conseil d'État huet an der éischter Liesung eng Rei Oppositions formelles ausgesprach, déi derzou gefouert hunn, datt eng Rei Regierungsamendementer gemaach goufen.

An deem éischten Avis complémentaire vum Statsrot goufen erneit eng Rei Formulatiounen an Iwwerleeungen a Fro gestallt, sou datt eng zweet Serie vun Amendementer säitens der Regierung huet misse gemaach ginn. No dësen Ännerungen, déi gréisstendeels de Remarquë vum Statsrot entsprach hunn, konnt de Projet de loi den Accord vum Statsrot kréien a gouf an der zoustänneger Ëmweltkommissioun debattéiert an unanime ofgeseent. Rapporteur vum Projet de loi war 2002 den Här Gusty Graas genannt ginn, an de 27. September dëst Joer huet d'Kommissioun mech als Rapporteur bestëmmt.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz op de Projet anzegoen, ouni an déi lescht technesch Detailer anzewierken.

(Interruption)

Dës Donnéeë fannt Dir a mengem hoffentlech detailléierte Rapport op 48 Säiten erëm. De Projet de loi 5044 transposéiert d'EU-Direktiv 1999/105/CE an nationaalt Recht. Duerfir wëll ech probéieren, méi no op déi grouss Eckwäerter vun dëser Direktiv anzegoen. Dës Direktiv huet als Objektiv d'Erhalung an d'Promotioun vun der biologescher Villfalt vun de Bëscher, dobäi abegraff: d'genetesch Villfalt vun den Holzaarten engersäits, an anerersäits d'fräi Zirkulatioun vun deene sou genannten „matériels forestiers de reproduction", also dem Bamsom an der Europäescher Communautéit.

D'Direktiv modifizéiert op eng substanziell Aart a Weis déi al Direktiven a berücksichtegt, datt d'Sylviculture changéiert huet. Dat éischtens duerch d'progressiv Erweiderung vun der EU an zweetens duerch déi technologesch Evolutioun. D'Direktiv harmoniséiert och d'Definitioune vum Bamsom op déi Manéier, datt se esou wäit wéi méiglech mat dem System, dee vun der OCDE applizéiert gëtt, iwwerenee stëmmen.

D'Direktiv gëtt de Memberlänner awer och d'Méiglechkeet, méi strikt Dispositiounen op nationalem Niveau anzeféieren. Dat fir ze verhënneren, datt et zu enger Verkümmerung vun de Beemaarten an der Biodiversitéit kënnt. Eise Projet de loi 5044 transposéiert also dës europäesch Direktiv.

Am Résumé kann ee folgend Schwéierpunkte festhalen:

1. d'Erhalung an d'Promotioun vun der Villfalt vum Bësch, awer och d'Regeneratioun an d'Duerchforstung vun de Bëscher;

2. d'fräi Zirkulatioun vum Bamsom an der EU, hei agedeelt a véier Kapitelen:

a. d'Dispositiounen iwwert d'Admissioun vun de Matériels de base;

b. d'Dispositiounen iwwert d'Récolte, d'Produktioun an de Verkaf vum Som;

c. d'Dispositiounen iwwert d'Identifikatioun vum Som, an natierlech

d. d'Dispositiounen iwwert de Contrôle.

Dës Dispositioune fannt Dir all an eisem Projet de loi. Erlaabt mer se net all, wéi schonn ugeschwat, opzezielen an duerfir op d'Annexë vum Projet de loi hinzeweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, erausgepickt e puer Detailer aus eisem Projet de loi:

Am Artikel 8 gëtt d'Forstverwaltung gehalen e Registre national ze erstellen.

Gradesou seet den Artikel 9, datt all Fournisseure mussen offiziell bei der Forstverwaltung ageschriwwe sinn. All Importatioun vu Som muss der Forstverwaltung notifizéiert ginn.

Am Artikel 18 gëtt drop higewisen, datt all Bamsom muss duerch e Certificat maître beluecht sinn. All Som aus Drëttlänner muss mat engem Certificat maître oder engem offiziellen Zertifikat aus dem Herkunftsland beluecht sinn.

Den Artikel 26 gesäit vir, datt de Suivi vun der Récolte oder Importatioun vum Som bis zur Liwwerung un den Endverbraucher vun der Forstverwaltung respektiv der Administration des Services techniques de l'Agriculture duerchgefouert gëtt.

Den Artikel 28 leet déi Agente fest, déi habilitéiert sinn, Infractioune festzestellen.

Dir gesitt, datt dëse Projet engersäits technescher Natur ass, awer anerersäits och Urgencecharakter duerstellt, well Lëtzebuerg gouf schonn am Februar condamnéiert wéinst dem Netëmsetze vun dëser Direktiv a riskéiert, datt eng Procédure d'astreinte lancéiert gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss am Numm vun eiser Fraktioun e puer Wierder un lech ze riichten. Opgrond vun den Iwwerleeunge vum Statsrot, der Regierung an der Ëmweltkommissioun fannt Dir en Text vir, dee standhaft ass an eis erlaabt, d'europäesch Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Duerfir ginn ech am Numm vu menger Partei d'Zoustëmmung zu dësem Projet an ech soen lech Merci fir Är grouss Opmierksamkeet bei dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank dem honorabelen Här Romain Schneider Merci ze soe fir dee flotte Rapport, deen hie gemaach huet, souwuel schréftlecher wéi och mëndlecher Aart. Hien huet a sengem Rapport, dee relativ voluminéis ass, all déi Punkten zréckbehalen, déi mir an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Hien huet elo grad gesot, dee Gesetzesprojet gesäit zwee Elementer vir: de fräien Handel vum Geseems an der Europäescher Unioun an dernieft awer - wat vill méi wäertvoll ass - d'Erhalen an d'Promotioun vun der Biodiversitéit vun all eise Bëscher, an dat ganz speziell an der Rumm vun der nohalteger Entwécklung. Et ass eng ganz wichteg Aufgab, well mir jo schonn - wéi et elo grad gesot ginn ass - eng Kéier vun der Europäescher Kommissioun wéinst Netëmsetzung condamnéiert gi sinn. Mä et ass awer ni ze spéit eppes besser ze maachen.

An der Europäescher Unioun bedecken eis Bëscher eng grouss Surface. Dovu kann ee sech ganz schnell iwwerzeegen, wann een emol eng Kéier d'Biller vum Satellit kuckt. Do gesäit ee ganz schéin, datt an eisem Land iwwer en Drëttel vun der Fläch mat Bësch bedeckt sinn. Net fir näischt ass Lëtzebuerg scho virun 200 Joer „Département des Forêts" genannt ginn.

Notamment huet de Bësch awer dräi grouss Funktiounen: En huet eng ökologesch Funktioun, eng wirtschaftlech an eng biologesch; an eng derbäigesat: eng sozial. Et muss duerfir eist Uleies sinn, de Bësch ze protégéieren a seng Qualitéit eropzesetzen.

Datt sech bei der Ausaarbechtung vun dëser Direktiv vill Méi gemaach ginn ass, beweist den Artikel 2. Do gi mat ganz vill Akribie all déi méiglech Zorte vu Planzen opgefëiert, a speziell d'Seemereie fir d'Uplanze vun neie Bëscher. Si ginn a véier Gruppen ënnerscheed: 1. där identifizéierter; 2. där selektionéierter; 3. där qualifizéierter, a 4. där getestener.

Wann déi Produkter fir d'Reproduktioun dann den offizielle Label kritt hunn, da gi se enger fënnef Joer laanger Inspektioun vun der Administration des Eaux et Forêts ënnerworf a kontrolléiert. Dat gëtt gemaach fir datt eise Bësch seng vill Funktiounen nach op eng laang Dauer erfëlle kann. An duerfir mussen och da Regele getraff ginn, fir ebe Bëschplanzen a Seemereien zouzeloossen.

An där Direktiv gëtt och extra drop higewisen, datt d'Seemereien, déi genetesch modifizéiert sinn, also OGMen, nëmmen dann agesat ginn, wa se keng Gefor bedeite fir de Mënsch an och fir de Bësch selwer. Op déi Manéier kënnen d'Originë vum Saatgut garantéiert ginn an an de Bësch gëtt dat bruecht fir déi nohalteg Forstwirtschaft ze garantéieren. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt och erreecht, datt nëmme qualitativ héichwäerteg Bëschplanzen a Seemereien an den Handel kommen.

E wichtegt Element awer an deem Zesummenhang ass dann och d'Zertifizéierung an d'Kennzeechnung vun de Bëschplanzen an de Seemereien. Och mussen all Liweranten an Händler offiziell registréiert ginn. Et kënnen esou keng Grauzonen entstoen: datt Leit mat Saachen op de Marché kommen, déi mer net kéinte kontrolléieren.

D'Verwaltung vun den Eaux et Forêts ass duerfir gehalen, een nationale Register unzeleeën, fir all déi Planze festzehalen, déi an den Asaz kënne kommen. Opgrond vun dësem Register kann eng Lëscht vun deene Basismaterialer erstallt ginn, déi d'Produktioun vu Seemereien erlaben. Et gëtt hei eendeiteg gesot, datt déi Betriber d'Recht hunn, Reproduktiounsmaterialer, déi ebe vun der genannter Verwaltung eng Approbatioun kréien, ze récoltéieren, ze produzéieren an ze kommerzialiséieren. Domat ka quasiment all Abus ausgeschalt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dëse Gesetzesprojet erméiglecht grad dem Bëschbesëtzer - a mir hunn där vill hei am Land, iwwer 13.500 - am Fall vun enger Neiplanzung oder enger Verjüngung vu sengem Bësch op garantéierte Som a Bëschplanzen zréckzegräifen. Him leien all déi néideg Informatioune vir.

Dëst sinn domat déi wichteg Viraussetzunge fir eng ökologesch Stabilitéit, eng Betribssécherheet an eng Leeschtungsfäegkeet vun eise Bëscher, an dat am Aklang mat där gewënschter nohalteger Forstwirtschaft. Well mir jo wëssen, datt mir hautdësdags amgaange sinn, d'Zertifikatioun vun de Bëscher ze maachen, sief et elo mat PEFC oder FSC, ass dëst Gesetz eng wichteg Basis.

E leschte Punkt da vu menger Interventioun fir ee speziellt Gebitt. Eis Regierung huet am Joer 2002 d'Décisioun geholl fir en nationale Réseau vun Naturbëscher opzebauen, de sou genannten „Réseau national de réserves forestières intégrales". Dat sinn d'Bëscher, déi sech fräi iwwerlooss sinn an déi ongefëier 5% vun der Bëschfläch ausmaache sollen.

Mat dëser Kreatioun wëllt Lëtzebuerg e Réseau opbauen aus deem déi néideg Reproduktiounsstoffer fir eis Bëscher gewonne kënne ginn. Domat wëllt eist Land awer och d'Konventioun iwwert d'Biodiversitéit, déi mer op der Rio-Konferenz ugeholl hunn, respektéieren. Et muss dofir eist gemeinsaamt Uleies sinn, déi biologesch Villfalt vun eisem Patrimoine forestier ze erhalen an doriwwer eraus awer och auszebauen.

Derniewent spillt de Bësch jo och eng ganz grouss Roll an der Rumm vum Protokoll vu Kyoto. De Bësch kann als eng sou genannte Senke vum CO_2 ugesi ginn. All gesonde Bësch bënnt dofir während sengem Wuesstem honnerte vun Tonnen CO_2, an déi droen eben net zur Temperaturerhéijung an zum Klimawandel bäi. De Bësch huet och eng aner Aufgab, en hëlleft nämlech Stëbsparticulen ze bannen an aus der Atmosphär erauszehalen.

Dat wichtegst Zil vun dem Gesetzesprojet ass sécherlech, de Bësch a senger gesamter genetescher Villfalt ze erhalen an ze verbesseren. Et ass eng Liewensweisheit, déi beseet, dass mir ouni e gesonde Bësch net liewe kënnen. A well der CSV esou vill un der Liewensqualitéit läit, bréngen ech heimat den Accord vun der Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och dem Rapporteur, dem Här Schneider, ze félicitéiere fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Souwuel dee schréftleche wéi dee mëndleche waren esou komplett, datt deem net méi vill bäizefügen ass. Dat, wat gefeelt huet, huet mäi Virriedner hei komplettéiert. Si hunn allen zwee op déi ekonomesch, ekologesch, biologesch, awer och sozial Funktioun vum Bësch higewisen; op d'Wichtegkeet, déi de Bësch bei eis hei am Land huet, awer net nëmme bei eis hei am Land, mä a ganz Europa.

Si hunn op déi grouss Diversitéit vun de Bëscher innerhalb vun der EU higewisen an op d'Nécessitéit, datt d'biologesch Vielfalt vun an och an de Bëscher an der ganzer EU soll erhale ginn, dëst all Kéiers dann och am Respekt virun der Spezifissitéit vun deene verschiddenen Zorte Bëscher. Datt dat nëmme ka geschéie wa gemeinsam Regele festgesat ginn, dat schéngt evident ze sinn, gemeinsam Regelen, déi ganz al sinn, well de Gros vun deenen Direktiven op deene mer haut schaffen aus de Jore '66 bis '71 sinn.

Wéi gesot, eng nohalteg Bewirtschaftung vun eise Bëscher mécht ganz bestëmmt Sënn. Et war awer och dat de Sënn, mengen ech, vun der leschter Regierung fir déi Direktiv a Form vun deem Gesetz hei ëmzesetzen. An et ass selbstverständlech, datt ech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu deem Gesetz hei ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, nom exzellente Rapport vum Här Schneider an deem exzellenten Exposé vu menge Virriedner bleift mir nach just hinzuzefügen, dass déi Gréng selbstverständlech dee Projet och wäerte stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Mehlen ass als nächste Riedner ageschriwwen.

Une voix.- Ech hunn d'Vullegripp.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wëll mech mengem Virriedner uschléissen an och dem Rapporteur Merci soen, deen hei duergeluecht huet ëm wat et geet. Ech wäert mech duerfir och

nëmmen op e puer Commentairë limitéieren.

Ech wëll just vun der Geleeënheet profitéiere fir hei fir Lëtzebuerg d'Wichtegkeet vun eise Bëscher ze ënnersträichen. Dat ass eppes wat mer zwar ëmmer erëm hei soen, mä wann een awer d'Realitéit dobausse kuckt, da muss ee feststellen, datt mer eis Bëscher awer an engem gewëssene Mooss, oder wéinstens d'Potenzial wat eis Bëscher hunn an engem gewëssene Mooss bis elo vernoléissegt hunn. D'Bëscher hunn eng wichteg Funktiouun, dat ass scho gesot ginn, et kann een eng ganz Partie Elementer opzielen: d'Filtratiouun vun der Loft, d'Bildung, d'Bannung vu Sauerstoff an d'Schafung vun erneierbaren Energien.

Ech wëll dorun erënneren, datt mer laut enger Etüd, déi rezent gemaach ginn ass, 380.000 Megawatt Stonnen eleng aus dem Holz aus eise Bëscher kéinte gewannen, mat engem Equivalent vu ronn 35 Millioune Liter Mazout. Dat muss ee sech emol virun Aen halen.

D'Bëscher suergen och fir en équilibréierte Waasserhaushalt, deen ëmmer méi wichteg gëtt am Zuch vun dem Klimachangement, wou mer gesinn, datt d'Nidderschléi vläicht net ofhuelen, mä datt se vill méi konzentréiert de Wanter kommen a vill manner de Summer. De Bësch späichert d'Waasser a gëtt et kontinuéierlech un eis Baachen an eis Flëss of, dat ass eng wierklech net ze ënnerschätzend Funktiouun. E suergt fir Temperaturausgläich, a wa mer da géingen, wat ech hoffen an ech menge wou mer eis alleguer eens sinn, an Zukunft eis Bëscher méi konsequent notzen, da géinge last but not least och zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf.

Dee Projet hei geet ëm - an den Intitulé seet et schonn - de Matériel de reproduction. Et ass gutt, datt eng gewësse Garantie festgehale gëtt, datt d'genetesch Vielfalt vun eise Bëscher a vun all deenen Espècen, déi mer kënnen an eise Bëscher verwenden, garantéiert gëtt, mä datt och eng gewësse Selektiouun gemaach gëtt, dat heescht, datt mer, esou wéi dat an der traditioneller Landwirtschaft schonn ëmmer gemaach ginn ass, probéiere vun deene beschten a leeschtungsfäegste Beem ëmmer erëm Nokommen ze zillen, wat mer och schéngt eng Noutwendegkeet ze sinn an enger Welt, wou d'Klima permanent ännert, wou d'Loftzesummesetzung och net méi grad optimal ass, a wou een der da vläicht vun deene Beem, déi am resistentste sinn, nozillt.

Et kann een der Meenung sinn, datt dat Ganzt e bësse wäit an den Detail geet. Mir schwätze permanent vu Simplification administrative, dat hei ass erëm e Beispill, wann een d'Perfektiouun wëllt virundreiwen, wéi wäit datt ee ka goen. Ech hoffen, datt all déi Leit, déi dovu concernéiert sinn, ouni allze vill groussen administrativen Opwand trotzdeem domat eens ginn. Domadder wëll ech och den Accord vun eiser Fraktiouun ginn.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat ass d'Diskussioun fäerdeg. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Ech wëll der Chamber, dem Rapporteur an de Kolleege Merci soen och fir déi Beiträg, déi iwwert dat erausgaange si wat d'Gesetz enthält, awer d'Wichtegkeet vun de Bëscher op enger Rei vu Gebitter zréckbehalen hunn.

Ech mengen, et dierft elo, no deem Retard, dee mer scho geholl hunn an der Transpositiouun, sinn, dass déi zoustänneg Verwaltung, eis Forstverwaltung, ganz schnell mat der Ëmsetzung vun dësem Gesetz ufänkt, de Regëster gebilt gëtt an dass mer och d'Méiglechkeete kréie fir d'Kontrollen, fir dass mer wierklech eng durabel Gestioun vun eise Bëscher mat deem Instrument hei kënne maachen, dat agekleet och an de communautairë Kader, wou de Regëster jo och zu Bréissel mat ugemellt gëtt.

Ech wëllt dem Kolleeg Oberweis och soen, dass ech de Souci vum Weiderkomme bei den Naturbëscher, deen Engagement, dee mer geholl hu fir op 5% ze kommen, och eescht huelen. Ech si frou, dass mer an der Tëschenzäit bei zwee Projeten, deem vu Bartreng an deem vu Beetebuerg, konnten op de Wee vum Classement vum Naturbësch goen. Ech mengen, dass dat de richtege Wee ass. Esch och, Här Braz, deen hat ech elo leider vergiess: Bartreng, Beetebuerg an Esch. Duerfir sinn ech frou, dass mer dëse Projet ganz schnell hei an der Chamber konnten traitéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen domadder zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet. Ech denken, dass eis Elektronik an der Zwëschenzäit erëm fonctionnéiert. Loosse mer emol probéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5044 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz (par M. Patrick Santer), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Interruption)

Här Scheuer!

(Interruption)

Jo, da musst Der Iech an Ärer Fraktiouun ëmfroen, Här Scheuer, ech kann dat net vun hei uewe gesinn, beim beschte Wëllen net.

(Interruption)

Ech kann Iech nëmme soen, dass ech hei uewe 60 Jo-Stëmmen enregistréiert hunn. Also denken ech, dass…

(Hilarité et interruptions)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Dann huet en anere Fanger fir mech gedréckt.

M. le Président.- Dann ëmfrot Iech emol vläicht beim Här Fayot. Hie weess wou déi Jo-Stëmm vun Iech hierkënnt.

Här Fayot?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt eppes Technesches froen. Déi Procuratioune si jo fir déi Deputéiert, déi net do sinn. Duerfir fannen ech et och net richteg, dass deenen hir Computeren op sinn, dat heescht, kënne fonctionnéiere wa se net do sinn. Ech mengen dat misst een nokucken, dass nëmmen déi Computeren op si vun deenen Deputéierten, déi deen Dag do sinn.

Une voix.- Et gëtt ëmmer méi komplizéiert.

M. le Président.- Ech wëll Iech soen, Här Fayot, dass eis Installatioun an der Zwëschenzäit esou sophistiquéiert ass, wa mer se nach mat e puer Saache chargéieren, da fäerten ech, da geet se op eemol guer net méi.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Kee Vertrauen an d'Technik.

M. le Président.- Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wëll drop opmierksam maachen, dass dat de Moment net uweist, wie fir wie par procuration ofgestëmmt huet.

M. le Président.- Jo.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Eben, Här President!

M. le Président.- Ech wëll Iech soen, Här Grethen, ech hat mech elo endlech gewinnt un deen Apparat hei. Elo ass eng ganz nei Installatioun hei. Ech gesinn och praktesch näischt méi hei op mengem Tableau!

(Hilarité)

Une voix.- Da fäert Der och näischt!

M. le Président.- Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5217 iwwert d'Informatiouun am Ëmweltberäich. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Gira an den Här Mehlen. Als éischte Riedner huet de Rapporteur d'Wuert, den honorabelen Här Marcel Oberweis.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Hei setzt mech och nach op d'Lëscht. Ech sinn et.

M. le Président.- Pardon, de Rapporteur ass net den Här Marcel Oberweis, mä den Här Roger Negri.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert. An den Här Calmes?

(Interruption)

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

6. 5217 - Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, déi Gesetzesprojeten, déi haut de Mëtten nach um Ordre du jour stinn, betreffen allen dräi d'Ëmsetzung vun der Aarhus-Konventioun, déi Lëtzebuerg schonn de 25. Juni 1998 ënnerschriwwen huet, an där mer hei an der Chamber den 13. Juli vun dësem Joer eis Zoustëmmung ginn hunn.

Ech erënneren drun, dass d'Aarhus-Konventioun dräi grouss Ziler verfollegt, déi dozou féiere sollen, dass d'Biergerinnen an d'Bierger sech aktiv un der Gestaltung vun der Ëmweltpolitik bedeelegen.

(Interruption)

An engem éischte Volet verflichte sech d'Staten, déi dës Konventioun ratifizéiert hunn, hire Bierger en direkten Zougang zur Informatiouun am Ëmweltberäich ze ginn a se ze encouragéieren, vun dësem Recht Gebrauch ze maachen. Op dës Manéier hoffen d'Signatairen, d'Bierger fir d'Ëmweltproblemer ze sensibiliséieren an hinne bewosst ze maachen, dass si selwer e wichtege Bäitrag zur Ëmweltpolitik leeschte kënnen.

Am Mëttelpunkt vum zweete Volet vun der Aarhus-Konventioun steet d'Participatiouun vun de Bierger wann et ëm wichteg Décisioune geet, déi d'Ëmwelt betreffen. Bei Projeten, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, sollen d'Bierger vun Ufank u mat agebonne ginn an net, wéi dat bis elo de Fall war, eréischt um Enn vun der Prozedur.

Den drëtte Volet vun der Aarhus-Konventioun gesäit vir, dass déi bedeelegt Staten den Accès zur Justiz am Ëmweltberäich erliichteren, esou dass keen dru gehënnert gëtt, säi Recht anzekloen, well d'Prozesskäschten ze héich sinn oder well d'Prozeduren ze laang daueren.

D'Aarhus-Konventioun gouf net nëmme vun deenen eenzelnen EU-Memberlänner, mä och vun der Europäescher Unioun ënnerschriwwen. Op EU-Niveau sinn zwee vun deenen dräi Voleten, déi ech elo grad hei ugeschwat hunn, ëmgesat ginn. Fir deen drëtte Volet iwwert den Accès zur Justiz gëtt am Moment un enger neier Direktiv geschafft.

Zum éischte Volet vun der Aarhus-Konventioun iwwert den Accès zur Informatiouun am Ëmweltberäich steet haut als Éischt de Projet de loi 5217 op eisem Ordre du jour an der Chamber. Eigentlech hate mer geplangt, schonn am Juli iwwert dëse Projet de loi ofzestëmmen, zur selwechter Zäit wou mer eis fir d'Ratifizéierung vun der Aarhus-Konventioun ausgeschwat hunn. Kuerzfristeg hu sech dunn awer Froe gestallt, déi mir onbedéngt kläre wollten, éier mer der Chamber dëse Rapport virleeën.

De Projet de loi 5217 gouf den 9. Oktober 2003 an der Chamber deponéiert. De 26. Oktober 2004 gouf ech als Rapporteur designéiert. Et huet sech a verschiddene Sitzungen an der Ëmweltkommissioun erausgestallt, dass nach parlamentaresch Amendementer ze maache sinn, déi dann am respektiven Avis complémentaire vum Statsrot vum 5. Juli 2005 analyséiert goufen, a wou mer de Rapport zum Projet de loi den 20. Oktober adoptéiert hunn.

De Gesetzesprojet, deen elo virläit, remplacéiert d'Gesetz vum 10. August 1992. Well d'Gesetz vun 1992 net nëmmen den Accès zur Informatiouun, mä zum Deel och den Accès zur Justiz betrëfft, wollte mer an der Ëmweltkommissioun dat aktuellt Gesetz bestoe loossen a mat deem neie Gesetz just den Accès zur Informatiouun am Ëmweltberäich nei regelen, esou wéi dat an der EU-Direktiv virgesinn ass.

Et huet sech dunn awer erausgestallt, dass dëst net méiglech wier ouni eng Insécurité juridique ze schafen. Als Kompromëss hu mer dunn an der Ëmweltkommissioun festgehal, déi respektiv Recommandatioune vum Statsrot sengem éischten Avis unzehuelen an déi Dispositiounen aus dem aktuelle Gesetz vun 1992, déi den Accès zur Justiz betreffen, an deem neie Gesetz ze iwwerhuelen. An zwar dëst soulaang bis déi europäesch Direktiv vum drëtte Volet vun der Aarhus-Konventioun iwwer justement den Accès zur Justiz virläit, a wou dës Direktiv an deem Moment zügeg an nationaalt Recht ëmgesat muss ginn.

Här President, de Projet de loi 5217 bréngt fir Lëtzebuerg, wat den Zougang zur Informatiouun vun de Bierger am Ëmweltberäich betrëfft, eng nei Approche mat sech. Jiddferee kann deemno bei den öffentlechen Déngschtstellen no Informatioune froen, ouni e spezifeschen Intérêt nozeweisen. Déi betraffen Administratiouun ass da verflicht, dës Informatiouun esou séier an onkomplizéiert wéi méiglech zur Verfügung ze stellen, ouni dass dem Interesséierten doduerch grouss Käschten entstinn. Natierlech wäerten et ëmmer Informatioune ginn, déi confidentiel sinn, mä am Prinzip ass am Ëmweltberäich den Zougang zur Informatiouun fräi. Ausnahmen dozou sollen et esou wéineg wéi méiglech ginn. Déi mussen dann och ganz kloer justifiéiert ginn.

De Projet, deen hei virläit, gesäit och nei Délaie vir. Déi concernéiert Administratiouun muss bannent engem Mount op eng Demande reagéieren, andeem si déi gefroten Informatioune gëtt oder, wann d'Demande vläicht net prezis genuch formuléiert war, no méi enger genauer Formuléierung vun der Demande freet. Den Délai vun engem Mount kann ëm e weidere Mount verlängert ginn, wann et sech ëm eng ganz komplex Demande handelt, déi eng opwändeg Recherche verlaangt. An deem Fall muss den Demandeur esou séier wéi méiglech iwwert dës Verlängerung informéiert ginn.

Deem virleiende Gesetzesprojet no mussen déi betreffend Verwaltungen awer och aktiv fir d'Diffusioun vun Ëmweltinformatiouun suergen. Dozou gehéieren ënner anerem Basisdokumenter am Beräich vum Ëmweltschutz, Plangen a Programmer aus der Ëmweltpolitik, Rapporten, Impaktstudien an esou weider. Besonnesch géeegent fir esou eng Diffusioun ass natierlech den Internet. Mä d'Leit mussen och an anerer Form Zougang zu dëser Informatiouun hunn. Si solle sech kënnen op der Plaz renseignéieren a Kopië kréien. Eenzel Dokumenter sollen och um Pabeier publizéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zu dësem Projet de loi och e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun soen: Dëse Gesetzesprojet verännert net nëmmen e puer Prozeduren. Et ass deen éischte Schratt fir d'Aarhus-Konventioun ëmzesetzen, déi hei am Land e Mentalitéitswandel soll ustoussen. Et geet hei net nëmmen ëm den Ëmweltschutz, och wann d'Konventioun sech op dëse Beräich beschränkt. Et geet virun allem drëm, dass eis Verwaltunge sech nach méi no bausse fir d'Bierger opmaachen, fir dass déi Aart a Weis, wéi d'Décisioune getraff ginn, méi transparent gëtt.

D'Bierger sollen net nëmmen um Pabeier e Recht op Informatiouun hunn. Si sollen och encouragéiert ginn, vun dësem Recht Gebrauch ze maachen. Well oft ass et jo esou, dass d'Bierger hir Rechter net voll ausschöpfen, well an der Praxis eng Rei vun Hindernisser bestinn, déi duerfir suergen, dass ee scho muss e ganz seriöen Effort maachen, wann een déi Rechter, déi een am Prinzip huet, tatsächlech notze wëllt.

An der Aarhus-Konventioun ass och d'Iddi vun nach méi biergerfrëndleche Verwaltungen dra verankert. Verwaltungen, déi no bausse kloer signaliséieren, dass se am Déngscht vun de Bierger stinn. „Mir si fir Iech do; mir freeën eis op Ären Interessi; mir äntwerte gär op Är Froen“: Dat ass de Message, dee soll vun enger Verwaltung ausgoen, déi an hirer Approche am Sënn vun der Aarhus-Konventioun schafft.

Et ass dat d'Gefill wëllkomm ze sinn an en Uspriechpartner ze hunn, deen een eescht hëlt, dat

d'Bierger encouragéiert, fir sech iwwert dat ze informéieren, wat an der Ëmweltpolitik hei zu Lëtzebuerg geschitt. A mir brauche gutt informéiert Bierger wa mer wëllen, dass méi Leit Verständnis hu fir déi Politik, déi mir maachen, an dass och méi Leit un der Gestaltung vun dëser Politik deelhuelen.

Sécher, dat ass net ëmmer ganz bequem. Et ass natierlech méi einfach d'Décisiounen am stillen Kämmerlein ze treffen a se dann dem Public iwwert d'Medien zoukommen ze loossen. D'Konsequenz dovunner ass awer ganz kloer, dass d'Leit dobaussen ëmmer méi d'Gefill hunn, dass d'Décisioune souwisou iwwer hir Käpp ewech getraff ginn an dass et dofir iwwerhaapt kee Wäert huet, fir sech fir d'Politik ze interesséieren. Amplaz dass mir eis doriwwer bekloen, dass den Interesse un der Politik ëmmer méi kleng gëtt, musse mer Weeër fannen, fir d'Bierger erëm anzebannen, an déi ënnerschiddlech Forme vu Participatioune musse méi ënnerstëtzt ginn.

Mir mussen elo en éischte Schrëtt an déi Richtung maachen, an den Ëmweltschutz schéngt hei genau dee richtegen Thema ze sinn, fir d'Bierger direkt unzespriechen. Tatsächlech ass dat e Sujet, dee jiddfereen eppes ugeet. Proppert Drénkwaasser, gesond Liewensmëttel, propper Loft, schéin, natierlech Landschaften - dorënner ka jiddferee sech eppes virstellen a jiddferee weess, wéi wichteg dat ass fir seng perséinlech Liewensqualitéit.

Flott beim Thema Ëmweltschutz ass och, datt besonnesch jonk Leit sech staark dofir interesséieren, a wann et eis geléngt d'Philosophie, déi hannert der Aarhus-Konventioun steet, an d'Realitéit ëmzesetzen, brénge mir et och vläicht fäerdeg, dass méi jonk Leit politesch aktiv ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Aarhus-Konventioun ass deemno net nëmmen e Bäitrag zum Ëmweltschutz, mä och eng Stäerkung vun der Demokratie. Béides läit eiser Fraktioun um Häerz, an domat ginn ech hei den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet elo als éischte Riedner den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister. Erlaabt mer am Ufank dem Roger Negri Merci ze soe fir säi Rapport - schréftlecher Aart an och mëndlecher Aart. Et ass net esou evident, all déi Saachen, déi mir a stonnelaangen Diskussioune beieneerafen, an enger flotter Form dann duerzeleeën.

Erlaabt mer awer och am Ufank e bësse méi grouss auszehuelen. Ech wëll just soen, datt dat 19. Jorhonnert…

(Interruption)

Jo, ech fänke méi wäit un, mä ech sinn awer séier fäerdeg.

(Hilarité)

Dat 19. Jorhonnert ass duerch d'Mobilitéit mat der Entwécklung vun der Eisebunn, dem Automobil, dem Tëlefon an der Telegrafie geprägt ginn. Dat 20. Jorhonnert, dat mir elo just hannerun eis bruecht hunn, war geprägt duerch deen immensen Energiehonger, dee grad déi industriell Länner bewisen hunn. Mir hunn eis mat fossilen Energien ofgedeckt a mir hunn de Computer agefouert.

Dëst Jorhonnert ass d'Jorhonnert vum Wëssen a vum Schutz vun der Ëmwelt. D'Konferenz vu Rio huet et kloer gesot. Mir solle global denken, awer lokal handelen, an dat, andeem mer dem Bierger all Informatiounen zu senger Ëmwelt kënne ginn. Fir awer am Sënn vun engem breeden Ëmweltschutz ze handelen, brauche mir also all Informatiounen.

Mir gesinn, dass sech Veränneren an der Ëmwelt breet maachen. Kee vun eis kann de Klimawandel verleegnen. Dofir ass et gutt, wann – éischtens – dem Matbierger den Accès zu all den Ëmweltinformatiounen, iwwert déi d'Verwaltunge verfügen, garantéiert gëtt; an och doriwwer eraus all déi Informatiounen dem Public zougänglech gemaach kënne ginn. An dat speziell op deem elektronesche Wee.

Grad elo, wou mir de 16. Februar de Kyoto-Protokoll a Kraaft gesat hunn, kritt den Zougang zu den Ëmweltinformatioune méi eng grouss Bedeitung. A wann ee sech d'Konsequenze vum Kyoto-Protokoll virun Aen hält – notamment mir hei am Lëtzebuerger Land –, da weess een, datt jiddfereen elo gefuerdert ass. Wann an dësem Gesetz dem Matbierger den Accès zur Ëmweltinformatioun garantéiert soll ginn, da muss awer vun him erwaart ginn, dass hie sech eendeiteg zum Prinzip vum „pollueur-payeur" bekennt. Dat ass net fir all Mënsch esou evident, mä mir fänken u mat klenge Schrëtter.

Mir sollen de Bierger dofir och opmierksam maachen op d'Portée, déi sech och aus der Onkenntnis vu senger Ëmweltinformatioun erausschielt. Wa mir déi gefuerdert nohalteg Entwécklung realiséiere wëllen, wa mir eis fir d'Biodiversitéit asetze wëllen a wa mir eis där erschreckender Kluft tëschent de räichen an den aarme Länner bewosst ginn, da muss jiddferee seng Aktivitéite mat dem Ëmweltbrëll kucken.

All Mënsch huet d'Recht fir an engem ökologesche Gläichgewiicht mat der Natur ze liewen, an zwar esou dass seng Gesondheet protégéiert gëtt. Domadder wiisst awer och bei all Bierger déi Flicht, fir un dem Prozess vun der Erhalung an der Verbesserung vu senger Ëmwelt matzeschaffen. Esou gëtt dann och den Terrain prepariéert duerch dëst Gesetz hei, fir de Matbierger an d'Entscheedungsprozesser mat anzebannen.

Grad an dësem Prozess dierfe mir net vergiessen, dass niewent allen Acteuren aus dem wirtschaftlechen a politesche Liewe besonnesch eis Schoul, eis Kanner, déi muer oder iwwermuer un d'Schalthiewele kommen, eng eminent wichteg Roll zougewise kréien.

D'CSV gesäit dofir d'Vernetzung vu sechs Eckpunkten als eng eminent wichteg Aufgab un, an dat an der Rumm vun der nohalteger Entwécklung. Dat sinn: d'Wirtschaft, d'Ëmwelt, d'Erzéiung, d'Informatioun, de soziale Volet an och doriwwer eraus déi ethesch Iwwerleeungen.

Wéi schonn ugedeit soll mat dësem Gesetz déi europäesch Direktiv iwwert den Zougang vun der Öffentlechkeet zu den Ëmweltinformatiounen aus dem Joer 2003 an dat nationaalt Recht ëmgesat ginn. Si soll d'Direktiv aus dem Joer 1990 ersetzen. Dat virleiend Gesetz soll den éischte Pilier vun der Aarhus-Konventioun duerstellen.

Déi Konventioun huet dräi Objektiver, nämlech den Zougang vun der Öffentlechkeet zu den Ëmweltinformatiounen, d'Bedeelegung vun der Öffentlechkeet un den décisionnelle Prozesser, an als Lescht dann den Accès à la justice ze regelen. Grad well d'Mënschen ëmmer méi Zougang zur Informatioun sichen, soll duerch dëse Gesetzesprojet nach méi eng grouss Sensibiliséierung vun der Ëmweltproblematik bei dem eenzelne Bierger erreecht ginn.

Wat nun d'Informatioun iwwert d'Ëmwelt ubelaangt, sou soll déi ënner alle Forme virleien, sief et zum Beispill ënnert Textform, ënner Bildform, ënner Geräichform, op elektroneschem Support oder ënner soss enger anerer materieller Form.

Mir mussen doranner och dann Informatiounen zu eise Liewensgrondlagen, dat sinn de Buedem, d'Atmosphär an och d'Waasser, festleeën. Doriwwer eraus mussen och d'Donnéeën iwwert d'Emissiounen an d'Immissiounen, de Kaméidi, d'Energie, d'Strahlung an Offäll opgeschriwwe ginn. D'Rapporten iwwert d'Uwendung vun der Ëmweltlégislatioun sollen och dem Bierger zur Verfügung gestallt ginn.

Vu ganz grousser Wichtegkeet - schéngt eis - sinn dofir all d'Donnéeën iwwert d'Gesondheet vum Mënsch. Grad dat gesi mir jo elo erëm eng Kéier mat der Vullegripp, oder virdru mat der BSE-Kris. All Informatioune mussen ons zougefouert ginn. An dobäi steet speziell d'Sécherheet vun eisen Iesswueren am Mëttelpunkt.

Déi öffentlech Verwaltungen - sief dat déi national, déi regional oder lokal - sinn also gehalen, all Informatiounen zur Asiicht bereetzehalen. Et muss eng Lëscht vun deenen Autoritéiten opgestallt ginn, déi iwwert déi Informatioune verfügen. Do muss och vermierkt ginn, op wat fir enger Plaz déi Informatioune leien. Net all Mënsch kann dat jo vu virera wëssen! Dat bezitt sech zum Beispill op international Accorden an Traitéen, op d'Ëmweltpolitik vun eiser Regierung oder Impaktstudien.

Am Artikel 4 ginn all déi Méiglechkeeten opgezielt, ënner welche Bedingungen den Zougang zu enger Ëmweltinformatioun verweigert ka ginn. Och dat ka jo virkommen, ënner anerem wann d'Fro ze vill generell ass, wann Informatiounen iwwer en Dossier gefrot ginn, deen nach net fäerdeg ass, oder wann awer Froe gestallt ginn, déi am Speziellen e confidentiellë Charakter droen. Am Spezielle kritt ee keng Äntwert op eng Fro, wann et zum Beispill ëm d'national Sécherheet geet oder international Beziehungen a Fro gestallt kënne ginn.

Den Accès zur Informatioun ass och geregelt ginn. De Froesteller kann direkt Asiicht kréien an d'Registeren, oder et kann him eng Kopie zougestallt ginn. Doniewent kann d'Informatioun och iwwert den elektronesche Wee zougestallt ginn.

De virleiende Gesetzesprojet mécht och Aussoen iwwert den Accès à la justice am Fall vun engem Refus d'information. Géint dee Refus kann awer jiddfer Bierger dann e Recours virum Tribunal administratif areechen.

Déi öffentlech Verwaltunge solle sech an dësem Zesummenhang dofir asetzen all hir Informatiounen transparent no baussen ze brénge. Et ass elo grad ugesprach ginn: Déi modern Technologië vun der Telekommunikatioun erlaben dat ganz speziell.

D'Verwaltunge mussen och dozou ugehale ginn, all Informatiounen um neieste Stand ze halen. Et soll duerch dëse Projet ganz eendeiteg den éischte Pilier vun der Aarhus-Konventioun ëmgesat ginn.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wollt ech dann nach just dorop hiweisen, dass net nëmmen den Zougang zu den Ëmweltinformatioune geregelt gëtt, mä doriwwer eraus och festgehale gëtt, dass all Atteinte un eis Ëmwelt oder un d'Gesondheet vun de Mënschen, déi eng Gefor brénge kann, vun den Autoritéite bekannt gemaach muss ginn.

Ech mengen dëse Projet de loi ass en éischte Schrëtt zu enger méi partizipativer Demokratie. Duerch dëse Projet de loi kréien d'Bierger dobaussen elo d'Chance sech endlech aktiv an de Beräich vun der Ëmweltpolitik anzemëschen. Ech hoffen op alle Fall, dass se déi Méiglechkeeten och ausnotzen, net dass mir hei eppes an d'Gesetz schreiwen an dann dach dobausse keen dat notze wëllt.

Ech bréngen duerfir och dann den Accord vun der CSV-Fraktioun hei eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och hei wëll ech dem Rapporteur, dem Här Negri, félicitéiere fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et fält mer och schwéier an dësem Fall deem, wat hien hei presentéiert huet respektiv wat mäi Virriedner hei gesot huet, nach vill bäizefügen.

Effektiv ass et esou, datt 1998 déi sou genannt Aarhus-Konventioun an d'Liewe geruff ginn ass. Dat huet mat sech bruecht, datt eng Direktiv aus dem Joer 1990 muss ëmgeännert ginn opgrond vun där mer 1992 e Gesetz dann hei haten iwwert den Accès à l'information respektiv den Droit d'agir en justice fir déi verschidden Associatiounen aus dem Ëmweltberäich.

Et ass dorop higewise ginn, datt et hei drëms geet fir den Accès vum Public un d'Informatiounen net nëmmen ze garantéieren an doduerch d'Politik am Ëmweltberäich méi transparent ze gestalten, mä och déi nei Technologië vun den Informatiounen ze gebrauche fir dem grand public dat méi liicht ze maachen. Dëst dann natierlech ëmmer am Sënn vum Schutz vun eiser Ëmwelt, vun der Natur. Et muss hei ënnerstrach ginn, datt d'Natur, d'Ëmwelt sech net selwer ka verteidegen, si selwer kann net schwätzen an net schreiwen, fir sech ze verteidegen, esou datt aner Leit dat maache mussen.

Ganz oft gëtt vun den Ëmweltorganisatioune kritiséiert, datt dat hei net wäit genuch geet oder net séier genuch virugeet. Et muss ee just drun erënneren, datt mer fir deen éischte Volet vun der Aarhus-Konventioun, dem Accès à l'information, Direktiven hunn. Fir deen zweeten, d'Participation du public au processus décisionnel, ass och eng Direktiv do, wou mer jo dann herno dat an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung afléisse loossen. Fir den Accès à la justice ass a sech d'Konventioun do, déi een och als Basis duerfir kéint huelen, déi awer nach net um europäeschen Niveau geregelt ass, wou awer eng Direktiv an Ausaarbechtung ass.

Et gëtt elo gesot, dat hei géif dann och net séier genuch goen. Et muss ee soen, datt d'Ëmweltlégislatioun dach awer eng relativ nei Législatioun ass an aner Législatiounen hunn awer vill méi laang Zäit gebraucht fir verbessert ze ginn, wat d'Informatioun ugeet, wéi dat bei der Ëmweltlégislatioun hei de Fall war. Net méi spéit wéi haut hu mer dräi Gesetzer iwwert dat hei. Bon, déi eng mengen et géif net wäit genuch goen, déi aner mengen et géif ze wäit goen. Ech mengen et läit och un der Politk hei dee gëllene Mëttelwee ze fannen, well dat eent muss net onbedéngt gutt sinn, a mäi Virriedner huet jo dorop higewisen.

Et ass net gutt, datt d'Décisiounen am dunklen Kämmerlein geholl ginn. Ech mengen et soll ee schonn esou vill Transparenz wéi méiglech an d'Décisiounen och am Ëmweltberäich eranhuelen. Op där anerer Säit muss een awer och oppassen, datt mer net ze vill Hemmschong an d'wirtschaftlech Entwécklung leeën. Ech mengen dee gëllene Mëttelwee wier hei dee richtegen. Et ass och dat wat mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei kënnen ënnerstëtzen.

Duerfir kann ech dann den Accord am Numm vun eiser Fraktioun hei bréngen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen Dir kënnt mech verstoen, ech hunn eng relativ elle Gripp erwëscht. Ech hoffe bis auf weiteres, dass et net d'Vullegripp ass, a wann et déi sollt sinn, da géing ech lech selbstverständlech mat Zäit informéieren.

(Brouhaha général)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et direkt am Ufank soen: Déi Gréng wäerte sech enthale bei dësem Projet. Op där enger Säit si mir selbstverständlech frou iwwer Fortschrëtter, déi hei festgehale ginn am Beräich vum Droit à l'information, wat d'Ëmwelt ubelaangt, mä mir stellen awer zur gläicher Zäit fest, dass mer am Beräich vum Accès à la justice net méi an net manner maache wéi de Status quo vun 1992 ze zementéieren.

Et ass flott ze gesinn, dass mer elo den éischte Pilier vun der Aarhus-Konventioun ëmsetzen, an do kann een tatsächlech vun engem Qualitéitssprong wat d'Recht op Informatioun am Ëmweltberäich ubelaangt schwätzen. Jo, et kann ee scho bal vun engem Paradigmewiessel ausgoen. Tatsächlech war et bis elo esou, dass, wa Bierger a Biergerinne gären Informatioun gehat hätten, se d'Verwaltungen an d'Gemengen hu misse froen. Haut ass et schonn esou, wann Der den Text genau gelies hutt, dass d'office Verwaltungen a Gemengen eng ganz Rei relevant Informatiounen iwwert d'Ëmwelt mussen zur Verfügung stellen, ouni dass iwwerhaapt ee se freet.

Dat ass sécherlech scho revolutionär an duerfir mengen ech awer och, dass et net duergeet an deem ganze Kontext do elo haut dat Gesetz hei ze stëmmen an ze mengen da géing dat do funktionéieren. Ech menge schonn, dass eng gréisser ugeluechte Sensibiliséierungscampagne bei de Verwaltungen an och bei de Gemengen néideg wier, well ech kennen, Här President, Verwaltungen an och Gemengen, déi sech haut, 13 Joer no der Verabschiedung vum Gesetz vun 1992, nach schwéier dinn iwwerhaapt, souguer wa Leit Informatioune froen, déi néideg Informatiounen zügeg erauszeginn. Ëmsou méi schwéier kann ech mer virstellen, dass déi Verwaltungen an déi Gemenge sech wäerte mat deem neie Gesetz dinn. Duerfir wier et gutt wann hinne géif geholl ginn.

Ech mengen awer och, dass dat hei e Beräich ass, wou d'Regierung ka beweisen, wéi eescht se et mat eLuxembourg mengt. Déi nei Technologien offréiere sécherlech eng Hällewull vu Méiglechkeeten, den Zougang zu Informatiounen am Ëmweltberäich ze erliichteren, mä da muss ee se awer och effikass asetzen. A wann een op eng Rei Homepagë vu gewësse Ministèrë geet, dann zweifelt een awer nach heiansdo drun, ob mer dat esou richteg am Gréff hunn.

Deslescht wollt ech gewësse Saachen um Familljeministère kucke goen. Du sinn ech op d'Homepage gaangen, a wat stoung do? De Programm vun der Présidence vum éischte Semester vun 2005. Dat ass net grad déi aktuellsten an déi dréngendst Informatioun, déi mer brauche géingen. Do schéngt et also wéi wann nach villes ze maache wier. A wa mer dat hei wierklech eescht huelen, wat an deem Gesetz steet, da mussen, mengen ech, nach eng Rei Effortë gemaach ginn.

Ech muss awer dem Ëmweltminister a senger Verwaltung zougestoen, dass do grouss Effortë gemaach gi sinn, an dass een haut schonn op der Homepage vum Ëmweltministère, mä virun allem awer och vun der Ëmweltverwal-

tung sech ganz gutt kann dokumentéieren an eng ganz Rei wichteg Informatioune fënnt. Do kann ee schonn och e Kompliment ausdrécken.

Ech wéilt och dem Ëmweltminister suggéréieren, vläicht Kontakt mam Gemengesyndikat SIGI opzehuelen, fir zesumme mat der Ëmweltverwaltung vläicht e Plang opzestellen, a wéi enger Form dass da Gemengen och sollte vun hinne gehalen Informatiounen, vläicht och an enger koordinéierter Form, no bausse bréngen, sief dat Kopië vu Kommodosgenehmegungen, sief dat Analysë vun hirem Drénkwaasser. Et wier jo flott, wa Leit, déi an hirer Gemeng wëllen dat kucke goen, net op all Gemeng een anere System géinge fanne wéi dat presentéiert wier. Vläicht wier eng Koordinatioun mam SIGI wënschenswäert a vläicht kéint een do eng flott Aarbecht maachen, fir dass Leit sech och bei deenen 116 verschiddene Gemengen erëmfannen. Dat sinn alles Saachen, déi mir begréissen a wou mir och erwaarden, dass eng grouss Sensibiliséierungscampagne geschitt.

Mir bedaueren awer, Här President, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn am Kader vun dësem Gesetz gradesou e Qualitéitssprong am Beräich vum Accès à la justice, besonnesch fir d'ONGen, ze maachen. Ech menge schonn, dass mer d'Geleeënheet gehat hätten. Am Kontext vum Artikel 6.5 hu mer jo souwisou elo schlussendlech d'Bestëmmungen aus dem Joer 1992 iwwerholl, an et waren Iddien do, et waren Texter do. Ech menge schonn, dass et hätt misse méiglech sinn, ee Schrëtt ze maachen. Mä wat hu mer gemaach? Amplaz ee Schrëtt no vir ze maachen zementéiere mer de Status quo vun 1992.

Dat ass an eisen Aen awer duebel bedauerlech, well wierklech d'Bestëmmunge vun 1992 alles, mä net progressiv sinn. Deemools hunn déi unerkannten ONGe wuel d'Recht kritt, am Beräich vu verschiddene Gesetzer awer nëmmen. Ech betounen, dass verschidden Ëmweltgesetzer sech als Partie civile konstituéieren. Mir hunn awer nach ëmmer kee Recht géint individuell Autorisatiounen ze kloen. Dat ass vill manner progressiv wéi an deene meeschten Nopeschlänner, an dat féiert zu esou cocassë Situatiounen, wéi dat Beispill, wat schonn e puermol genannt ginn ass: De Mouvement écologique konnt an der Belsch géint den IKEA kloen, mä kéint mat eiser aktueller Législatioun zum Beispill net géint eng Autorisatioun vun enger SOTEL-s-Leitung kloen. Dat fanne mir wierklech net normal.

Den Ëmweltminister huet eis e puermol an der Kommissioun berouegt a gesot: „D'Regierung wëllt dat do nohuelen. Mir wäerten dat an deenen eenzelne sektorielle Gesetzer maachen." Här President, ech muss awer hei eis Skepsis zum Ausdrock bréngen, an zwar aus dräi verschiddenen Ursaachen:

Éischtens, ech géing och nach dem Ëmweltminister zoutrauen, dass hien dat do wéilt maachen. Ech stelle mer awer e ganz e bësse Froen, wéi de Koalitiounspartner dat do gesäit. Ech hat bei der Verabschiedung vun der Aarhus-Konventioun schonn drop higewisen, dass de Sprecher vun der CSV schonn deemools uklénge gelooss huet, dass si awer relativ skeptesch wäre wat den drëtte Pilier ubelaangt. Alles wat den Här Oberweis haut gesot huet, huet net duerno geklonge wéi wann d'CSV an Tëschenzäit hir Meenung an deem dote Punkt geännert hätt. Et wier och net fir d'éischt, dass eng Rei Kreesser an der CSV, déi der Wirtschaft relativ no stinn, géinge verhënneren, dass den ONGe méi elementar Rechter géingen zougedeelt ginn.

Zweet Ursaach, dass mer skeptesch sinn, dat ass: Wa mer deen do Wee wielen an elo dat do an all sektoriellem Ëmweltgesetz wëllen änneren, da froen ech mech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi laang si mer domadder nach amgaangen? Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, dass scho bei x Geleeënheeten, wann erëm nei Gesetzer komm sinn, am Ëmweltberäich d'ONGen ëmmer erëm versprach kruten: „Dat do geet an d'Rei." Elo diskutéiere mer schonn 13 Joer doriwwer, et ass nach näischt geschitt.

Ech muss Iech soen, Här President, mech erënnert dat do ganz e bëssen un dat Spillchen, wat mer elo schonn zënter 20 Joer mat der Impaktstudiendirektiv, wat d'Strooss ubelaangt, dreiwen. Zënter 1985 gëtt et déi europäesch Direktiv a bis haut, Här President, ass se fir de Stroossebau an den Eisebunnsbau nach ëmmer net ëmgesat. Ech hunn erëm am Kontext vun dësen Diskussiounen nogefrot. Dann heescht et: „Nach een Amendement a mir sinn derduerch." Ech froe mech wierklech, ob ech nach eng Kéier d'Chance kréien, hei ze erliewen, dass Lëtzebuerg endlech konform ass mat der Impaktstudiendirektiv.

Drëtt Ursaach firwat mer skeptesch sinn ass, dass mer fäerten, dass, wann een dat do esou ugeet an dat an all sektoriellem Gesetz ëmsetzt, ee riskéiert, dass et an deenen eenzelne Gesetzer ganz ënnerschiddlech ëmgesat gëtt.

Den Här Lux weist eis op e Projet de loi am Kontext Kommodo hin, wou hie seet: „Gesitt Der, do maache mer elo schonn deen éischten Effort. D'ONGe kréien d'Recht ënner gewësse Konditiounen ze kloen." Dat gesäit dann op deen éischte Bléck ganz gutt aus. Wann een awer genee hikuckt, da gesäit een, dass am Text steet, dass dat nëmme fir Betriber aus der Annex 3 vun der Direktiv zielt.

Wann ee sech dann emol draknéit, da gëtt ee gewuer, dass mer där Betriber praktesch keng zu Lëtzebuerg hunn. Dat heescht, theoretesch kréien do d'ONGen e kloert Recht géint individuell Autorisatiounen. Mä et gëtt vläicht all 30 Joer eng Kéier esou eng Autorisatioun hei zu Lëtzebuerg ausgedeelt, esou dass dat e reng theoretescht Recht ass. Mir hätten eis do erwaart, dass een zumindest awer all Betriber vun der Klass 1 erageholl hätt.

Den Här Lux äntwert mer dann: „Dat ass an der Aarhus-Konventioun net virgesinn." Do huet e Recht. Mä d'Aarhus-Konventioun – dat steet ganz kloer fest – ass eng A-minima-Konventioun. Dat heescht, näischt verhënnert, dass e Stat méi wäit geet wéi dat, wat effektiv an der Konventioun ass. An ech mengen, et hätt eis gutt zu Gesiicht gestan, dat do Recht op all Betriber vun der Klass 1 auszeweiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Här Lux et bis zum Enn vun der Legislaturperiod fäerdeg bréngt, den Accès à la justice fir d'ONGen an alle sektorielle Gesetzer zefridde stellend ze verankeren, da spendéieren ech ganz gären eng Fläsch Schampes. Dir verstitt awer, Här President, dass ech wéinst deene genanntenen Ursaachen elo grad, awer nach weiderhi relativ skeptesch bleiwen. Duerfir wäerte mir och bei eiser Enthalung bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen Här Robert Mehlen. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och eisersäits e Merci un de Rapporteur. D'Aarhus-Konventioun huet dräi Voleten: Deen éischten ass den Accès à l'information, deen zweeten ass d'Participation du public un den Décisiounen a verschiddenen Aktivitéiten, an den drëtten: den Accès à la justice. Haut solle mer deen éischten ëmsetzen: den Accès à l'information. Ech wëll direkt soen, datt mir grondsätzlech selbstverständlech domat d'accord sinn. Hei geet et ëm d'Transparenz am Ëmweltberäich. Wa mer soen Ëmwelt, da wësse mer, datt dat jiddferee betrëfft, egal wou e wunnt, egal wou e schafft. Dat ass d'Loft, déi mer alleguer gemeinsam ootmen. Et ass d'Waasser, wat mer consommëieren oder wat mer och fir soss Aktivitéite gebrauchen. Et ass de Buedem op deem eis Nahrungsmëttele wuessen. Et ass de Kaméidi, dee jiddferengem an d'Oueren dréngt. Et sinn entre-temps Strahlungen an elektronesch Wellen. Et kann een och souguer soen, datt d'Klimainformatioune mat drënner falen.

Transparenz ass néideg. Et ass wichteg, dass jiddfereen Zougang zu deenen Informatiounen huet, ouni datt hie sech muss géint Réticencen an der Verwaltung duerchsetzen. Ech wëll drun erënneren, datt dat e grousse Schrëtt ass, well et war nach laang net ëmmer esou. Et ass emol eng Kéier e Statsminister ginn - wann ech mech gutt erënneren, ass et de Virgänger vun deem, deen haut am Hôtel de Bourgogne sëtzt -, deen de Beamten emol eng Kéier ferm e Maulkuerf verpasst hat.

Hei ass et esou, datt mer am Fong geholl duerch d'Gesetz verhënneren, datt esou eppes iwwerhaapt jeemools nach eng Kéier ka passéieren. Datt wéinstens an dësem Beräich, d'Leit d'Recht hunn d'Informatiounen ze froen, an datt mer Gott sei Dank duerch déi nei Technologien d'Méiglechkeet hunn, emol e ganz groussen Deel Informatiounen, déi ee gären hätt, einfach iwwer Internet kënne sichen ze goen.

Selbstverständlech kann een déi Approche nëmme guttheeschen. Mir wäerten duerfir och dat Gesetz hei stëmmen.

Ech wëll ofschléissend soen, et géing eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dat och an anere Beräicher géingen aféieren. Ech hu virun enger Zäit e ganz interessant Buch gelies vun engem Auteur, deen heescht Hans Leyendecker, an d'Buch heescht „Die Korruptionsfalle". Dee weist drop hin, datt zum Beispill am Beräich vun de Marché-publicen a gewësse skandinavesche Länner alles, wat d'Marché-publicen ubelaangt, muss op sinn. Den Accès à l'information muss jiddferengem fräi zougänglech sinn. Dat fir ze verhënneren, datt munch Saache passéieren, déi am Prinzip net sollten an däerfte passéieren. Mä vläicht komme mer dann och nach eng Kéier dozou.

Jiddefalls gi mir selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Regierung kritt nach d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, Här President.

M. le Président.- Den Här Meisch? Hei zum Projet?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, jo, information du public.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, et ass…

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President,…

M. le Président.- Ech si just iwwerrascht, well ech dat net wosst, datt den Här Meisch nach géing d'Wuert ergräifen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir si kuerz a schnell entschloss.

M. le Président.- Den Här Meisch huet also d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Mir hunn de Mëtten d'Geleeënheet fir iwwer eng Rei vun neie Gesetzer am Ëmweltberäich ze schwätzen. Nu sinn déi sécherlech wichteg an noutwendeg fir de Schutz vun deem Eenzelnen, fir de Schutz vun eiser natierlecher Ëmwelt, op där anerer Säit stinn déi awer och ëmmer erëm am Verdacht. Et ass och dorobber, wou ech eigentlech dann erauswëll, datt doduerch awer déi wirtschaftlech Aktivitéit riskéiert gebremst ze ginn, datt mer doduerch nei Administratiounen an nei Hürde schafe fir eenzel Betriber, déi sech hei am Land wëlle fräi développéieren.

Eppes wat mer jo awer brauchen, grad och an Zäiten, wou mer vu méi Chômage schwätzen. Ech hu grad gelies, datt haut op dem 1. Oktober hei am Land eng Hürd vun 10.000 Chômeuren iwwerstiege ginn ass. Duerfir verstinn ech eigentlech net, datt de Wirtschaftsminister, nodeems hien aus Amerika zréckkomm ass - sécherlech eng sënnvoll Initiativ fir dohinner ze fueren - e ganz pessimistesche Bilan vu senger Rees gemaach huet. Hien huet gesot, datt et eben net vill bruecht hätt dohinner ze fueren, well hien do Froe gestallt kritt hätt, wou hie keng konkret Äntwerten hätt kënnen drop ginn. Wou hie gefrot ginn ass: Wéini, wann ech elo décidéiere mat mengem Betrib op Lëtzebuerg ze kommen, kann ech dann do ufänken? Wéini kann ech mech implantéieren? Wéini hunn ech d'Autorisatiounen?

De Minister huet selwer gesot - a mir hunn et alleguerte gëschter Owend um Radio an op der Tëlee héieren -, datt hie keng Äntwerten op déi dote Froe kéint ginn, well eben eng Rei vun administrativen Hürde mëttlerweil ze héich sinn. An dat kann et jo awer net sinn! Mir sinn eis hei sécherlech eens, datt de Schutz vun deem Eenzelnen, de Schutz vun deem, deen an de Betriber schafft, de Schutz vun der natierlecher Ëmwelt, datt dat eng vun de Prioritéite muss sinn, mä datt mer awer kucke mussen, datt mer dann déi Gesetzer, déi mer stëmmen, an den Délaien och kënnen anhalen, an datt mer déi Autorisatioune schnell kënne ginn.

Virun allem déi Approche, déi de Wirtschaftsminister dobäi hat, ass dat, wat mech an eis demokratesch Fraktioun op jidde Fall hei an dësem Haus stéieren. An ech weess net, ob mer do déi Eenzeg sinn, et géing mech wonneren, an et wär traureg, wa mer déi Eenzeg sinn, déi dorunner Ustouss géingen huelen.

Duerfir, Här President, hunn ech och gemengt, datt et wichteg wär, eng Question urgente ze stellen, fir hei de Minister ze froen, ëm wat fir eng Betriber et dann do geet, wat fir eng Betriber ganz konkret interesséiert waren, fir op Lëtzebuerg ze kommen, an deenen en huet misse soen, hie kéint hinnen op hir Froe keng Äntwert ginn.

Ech wéisst och gär, wat fir eng Administratiounen dann eigentlech do viséiert sinn. Fillt sech hei den Här Lux als Ëmweltminister - en ass jo hei - vläicht ugesprach? Et wär interessant, dat hei de Mëtten awer gewuer ze ginn.

Op jidde Fall wäre mer frou vum Här Krecké dann awer wierklech gesot ze kréien, wat fir eng Administratiounen, wat fir eng Verwaltungen, wat fir eng Ministèren hien dann do viséiert huet.

Eigentlech ass dat eng Faillite-erklärung vun der ganzer Regierung, déi mer do gëschter Owend vum Wirtschaftsminister presentéiert kritt hunn,…

(Interruption)

…wann hien einfach esou seet, hie kéint do näischt maachen, et kéint ee keng nei Betriber méi an d'Land huelen, well d'Administratiounen net schnell genuch schaffen. An d'Regierung mécht jo offensichtlech näischt dergéint, an et ass…

(Interruptions diverses)

Mir schwätzen hei iwwer Informatioun; mir schwätzen hei iwwer Ëmweltgesetzer; mir schwätzen och iwwert d'Konsequenze vun enger Rei vun Ëmweltgesetzer. A mir schwätzen hei, Här President, vun Information au public, an do muss ech mech awer wonneren, wann elo hei Kolleegen am Haus soen, mir dierften iwwer esou wichteg Problemer, déi eist Land jo offensichtlech huet an op déi Ministeren opmierksam maachen, hei an dësem Haus net schwätzen!

(Interruption)

Wann den Här President d'Urgence vun där Fro do unerkannt hätt, dann hätte mer kënnen an engem anere Kontext doriwwer schwätzen. An och do, wa mer haut de Mëtten iwwer Information au public schwätzen, da fannen ech et traureg, datt mer net d'Geleeënheet kritt hunn, aneschters iwwert dee Sujet hei ze schwätzen, well et ass allemol derwäert, fir iwwerhaapt doriwwer ze schwätzen.

Eis interesséiert eben och, wat d'Regierung maache wëllt, net nëmmen de Wirtschaftsminister, well déi ganz Regierung…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst elo emol den Här Meisch a Rou seng Ausféierunge maachen.

M. Claude Meisch *(DP).*- …, well déi ganz Regierung ass hei concernéiert.

Den Ëmweltminister wäert eis mat Sécherheet elo direkt dorobber eng Äntwert ginn, wat hie wëlles huet a sengen Departementer ze maachen, fir datt et méi schnell geet, datt mer méi schnell kënnen äntwerten, datt mer méi schnell Autorisatioune kënne ginn.

Ech sinn eigentlech optimistesch, datt déi Fro do oder déi Ausso vum Wirtschaftsminister dozou bäigedroen huet, eis alleguerten e Stéckelche waakreg ze maachen, virun allem d'Regierung waakreg ze maachen.

Mir als Demokratesch Partei wäerten dohannert bleiwen, datt mer Opklärung kréien iwwert dee Problem do, a virun allem datt mer an enger Rei vu Wochen hei iwwer konkret Propositioune vun der Regierung kënnen diskutéieren, fir dee Malaise do opzehiewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hat fënnef Joer Zäit, fir dat do ze maachen, Här Meisch.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Fënnef Joer!

M. le Président.- Den Här Mehlen wëllt nach eng Zousazremarque maachen, wann ech dat richteg verstinn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wollt dem Orateur eng Fro stellen, Här President. Ech wollt hie froen, wat fir eng Partei fënnef Joer laang de Statssekretär fir d'Réforme an d'Simplification administratives hat.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Wann Dir déi Äntwert net selwer wësst, gehéiert Dir net heihinner.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wollt et vun Iech selwer héieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, där Remarque ass eigentlech näischt dobäizefügen.

Ech wëll awer nach soen, datt déi Zäit, wou eise jëtzege Fraktionschef, den Henri Grethen, Wirtschaftsminister war, hie sech zesumme mat Verwaltungen, zesumme mat Gemengen un den Dësch gesat huet, zesumme mat deene Betriber, déi interesséiert waren op Lëtzebuerg ze kommen, fir dann déi dote Problemer ze léisen an do

huet et dann och iergendwéi geklappt.

Et ass eben déi Attitüd vum Wirtschaftsminister, déi eis stéiert, fir ze soen: „Ech kann näischt maachen.“ Dat stëmmt net, hie kéint eppes maachen!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Ech weess net, ob den Här Minister Lux och hei fir den Här Minister Krecké zoustänneg ass, mä op jidde Fall kritt elo emol den Här Minister Lux d'Wuert zu dësem Projet de loi…

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Dat ass ganz léif.

M. le Président.- …an zu de Remarquen, déi d'Deputéierte gemaach hunn.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt vläicht mat deem Leschten ufänken, nämlech där ganz galanter Aart a Weis vum Här Meisch, fir awer zu senger Question urgente ze kommen, andeem ech natierlech soen, dass de Wirtschaftsminister selwer sech sécherlech wäert eng Freed maachen, fir eis ze explizéieren, wat hie mat sengen Aussoe gemengt huet am Prezisen.

Ech ka fir mäin Deel soen - dat war jo déi Fro, déi Dir u mech geriicht hutt -, datt ech an der éischter Woch vum September vun dësem Joer, dat ass also net laang hier, déi dräi Patronatsfederatiounen: d'FEDIL, d'Confédération luxembourgeoise du Commerce an d'Fédération des Artisans empfaangen hunn, fir mat hinnen allen dräi ze schwätzen iwwer hir Relatioune mat dem Ëmweltministère a mat der Ëmweltverwaltung.

Ech hu vun hinnen allen dräi gesot kritt, dass se ganz zefridde wären iwwert déi Aart a Weis, wéi se géinge behandelt ginn. Mir hunn zréckbehalen, dass mer an der drëtter Woch vum Januar d'nächst Joer eis géingen e ganzen Dag zesummesetzen, fir am Detail am Kommodo nach déi eng oder déi aner Verbesserungen ze maachen, zum Beispill fir ISO-Standardmoossen ze huelen, déi et nach méi schnell géife maachen.

Mä déi dräi ware ganz zefridden, esou dass, wann also geschwat gëtt dobaussen iwwert d'Lourdeur administrative, den Ëmweltminister sech net betraff fillt, well hien d'Gefill huet, dass dat a senge Verwaltungen, besonnesch wat de Kommodo ubelaangt, mä och wat d'Naturschutzgesetz ubelaangt, ganz gutt fonctionnéiert.

Ech wëll iwwregens soen, dass dat ganz gutt fonctionnéiert a ganz schnell geet, net nëmme wann den Ëmweltminister Jo seet - wat a 95% de Fall ass -, mä och wann hien Nee seet, wéi zum Beispill am Zesummenhang mat der Héichspannungsleitung vun der SOTEL, wou, Här Meisch, Dir jo mat mir enger Meenung waart als Buergermeeschter vun Déifferdeng, dass mer do sollen Nee soen.

Et ass deementspriechend gutt, dass mer, souwuel wa mer Jo soe wéi wa mer Nee soen, dat schnell maachen. Jiddefalls am Ministère an an der Verwaltung hunn ech d'Gefill, dass dat ganz gutt fonctionnéiert.

Zu dem Gesetz selwer wollt ech ganz kuerz schwätzen, well ech mengen, datt de Rapporteur, den Här Negri, esou wéi mir dat jo scho vun him gewinnt sinn, dat wéi ëmmer souwuel an der Kommissioun wéi och hei op eng excellent Aart a Weis gemaach huet. Déi eenzel Riedner sinn och nach eng Kéier op déi dräi Voleten agaangen.

Ech wëll vläicht dofir just Stellung huelen, engersäits zum Volet 1, dee mer haut gemaach hu mat dem Droit à l'information. Do wollt ech just drun erënneren, dass deen Droit à l'information an déi Ëmsetzung jo net nëmme gëlle fir de Stat, mä do wëll ech eng Kéier ganz prezis soen, dass dat hei all öffentlech Institutiounen, och d'Gemengen, och d'Gemengesyndikater betrëfft. Ech mengen, et ass also méi breet ze gesinn, wéi et nëmmen eleng ze focaliséieren op dem Stat seng Verwaltungen a Ministèren.

Ech denken och, dass et richteg ass bei eLëtzebuerg - ech mengen de Kolleeg Gira huet dat gesot - de Versuch ze maachen, nach do méi wäit ze kommen. Ech war frou, dass hien den Internetsite vum Ëmweltministère genannt huet, an ech wëll dozou vläicht och soen, dass mer dëst Joer an engem Concours vun 120 europäeschen Ëmweltsiten, déi kontrolléiert gi sinn, op déi drëtt Plaz komm sinn.

Ech mengen, et ass fir d'Mataarbechter, déi dat do maachen, och eng Kéier hei ervirzehiewen, dass do e ganz groussen Effort gemaach gëtt, fir schnell aktualiséiert Informatiounen erauszeginn, déi eis dann och weiderbréngen.

Et däerft ee vläicht en passant awer och soen, dass mat deem heite Gesetz elo net, wann et am Mémorial steet, d'Informatiounsflicht ugeet. Ech mengen, dass och haut schonn, souwuel beim Stat wéi an de Gemengen, dach awer d'Bierger net ëmmer nëmme virun zouenen Diere stinn an net befriddegt ginn an hiren Demanden, déi se hunn. Hei gëtt et elo e Recht, dat ass de Sprong, dee mer hei maachen. Et gëtt e Recht. Et ass en aklobaart Recht, wat een huet.

Mir hunn och eng Méiglechkeet, wann e Refus virläit, fir schnell iwwer e Référé kënnen eng Décisioun ze kréien. An deem Sënn ass et ee Sprong, dee mer hei maachen, ouni awer, wéi gesot, dass dat elo totaalt Neiland ass.

Vum zweete Volet, deem vun der Partizipatioun, si mer amgaangen - net nëmmen an der Ëmweltkommissioun, mä och an anere Kommissiounen - d'Ëmsetzung ze maachen. Ech hoffen, dass mer do schnell virukommen, wann en Amendement vun der Bautekommissioun nach beaarbecht ass beim Conseil d'État, dass mer dann och déi Méiglechkeet kréien, um Volet 2 weiderzekommen.

De grousse Problem ass ouni Zweifel den drëtte Volet vun der Aarhus-Konventioun, nämlech den Accès à la justice. Ech muss awer soen, an ech bleiwen dobäi, och nodeem wat mer an der Kommissioun dru geschafft hunn, dass de Qualitéitssprong - an duerfir verstinn ech net esou richteg d'Abstentioun vun deene Gréngen haut de Mëtte bei dësem Deel vun der Aarhus-Konventioun -, dee mer gemaach hu beim Accès à la justice d'Ratifikatioun war vun der Konventioun vun Aarhus hei an der Chamber virun der grousser Vakanz. Domadder ass de Prinzip vum Accès à la justice consacréiert ginn, an ech kommen nach eng Kéier zréck op deen Avis…

(Interruption)

Dir sot, mir hätten déi hei verpasst. Net nëmme war dat hei eng aner Geleeënheet - hei hu mer iwwert den Accès à l'information geschwat -, mä mir haten deemools eng Majoritéit heibannen - ech mengen, et war souguer eng Unanimitéit bei der Ratifizéierung.

Ech wëll nach eng Kéier zitéieren, wat de Service juridique vum Ministère eis an engem Avis virgeluecht huet an der Kommissioun, fir ze soen: «Il est permis d'affirmer que la question de l'effet direct de la convention d'Aarhus est réel et non pas purement théorique», well en och zur Konklusioun kënnt, och op Grond vu Jurisprudenzen an anere Länner, déi d'Aarhus-Konventioun schonn an hiert nationaalt Recht ëmgesat hunn, dass hei eng direkt Applikatioun scho wäert gesi ginn. Ech mengen, dat ass also de Paradigmewiessel, dee mer op deem Gebitt gemaach hunn.

Elo ass et kloer, wa mer an europäesche Gefilde bleiwen, dass fir déi Direktiv, déi op Grond vum drëtte Volet vun der Konventioun vun Aarhus misst geholl ginn, fir dat do prezis an déi eenzel Gesetzer nach ëmzesetzen, sech keng Begeeschterung fënnt. Ech hunn hei schonn eng Kéier bei der Diskussioun iwwer Aarhus gesot, dass ënner eiser Présidence genau zwee Länner vu 25 oder vu 24, vu dass mir keng Meenung ausgedréckt hunn als Présidence, gesot hu mir sollen op deem Gebitt weiderfueren, fir déi Aarbechten ze féieren.

D'britesch Présidence mécht um Gebitt vun dem Accès à la justice näischt, guer näischt, an ech hat d'lescht Woch e Gespréich mam éisträicheschen Ëmweltminister, deen d'Présidence vum 1. Januar un iwwerhélt, an och bei deem ass et an de Prioritéite vun hirer Présidence net virgesinn op deem Gebitt do eppes weider ze maachen, esou dass et kee Sënn huet op eng Direktiv ze waarden. Mir mussen d'Ratifikatioun vun der Konventioun vun Aarhus, déi hei eestëmmeg décidéiert ginn ass, als de Point de départ huelen, fir an de sektorielle Gesetzer, also vertikal, all Kéiers do wou mer d'Geleeënheet hunn, elo dat nach ze preziséieren, mä wa sech eng Kéier ee Fall stellt, da mengen ech schonn, dass d'Konventioun vun Aarhus genuch hiergëtt, fir dass d'Geriichter deem Accès à la justice vun den ONGen och géife Rechnung droen.

Et ass als Beispill gesot ginn, an ech sinn net responsabel hei fir déi eng oder aner Fraktioun aus der Majoritéit, mä Tatsaach ass, dass d'Regierung bei der éischte Kéier, wou se dat virleien hat, beim Gesetz iwwert de Kommodo-Inkommodo, do den Text hei deponéiert huet, deen elo beim Conseil d'État läit pour avis, wou den Accès à la justice esou virgesinn ass wéi an der Konventioun vun Aarhus.

Awer an där Konventioun, ech menge mir setzen elo dat ëm, a wann Dir sot dat betrëfft dann nëmmen déi grouss Betriber innerhalb vun den IPCC zum Beispill an den IEE, mä ech mengen, dat ass dat wat an der Konventioun vun Aarhus virgesinn ass. Mir hunn eis an der Regierungserklärung engagéiert dat ëmzesetzen an ech mengen et ass och dat wat mer da maachen.

Bei anere Gesetzer, déi elo kommen, et ass nach e Gesetz iwwert d'Décheten deponéiert an da gëtt dat och nach eng Kéier d'Geleeënheet dat op de Métier ze huelen an ze kucken, ob ee bei där Geleeënheet nach an engem Amendement, dee mer an der Kommissioun da kënnen diskutéieren, dat och mécht.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Duerfir gëllt den Engagement vun der Regierung fir beim Accès à la justice déi Ëmsetzung vertikal, net horizontal, an deenen eenzelne Gesetzer elo ze preziséieren en sachant bien dass de Qualitéitssprong, dee mer gemaach hunn, hei d'Transpositioun vun der Konventioun vun Aarhus war, an haut ze preziséieren duerch e Recht wat de Bierger haut huet, fir Ëmweltinformatioune bei alle staatlechen a parastaatlechen Entreprisen ze kréien. Ech mengen, dat ass e Sprong no vir, deen allemol verdéngt hätt, dass mer hei eng Unanimitéit gehat hätten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5217 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz (par M. Patrick Santer), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5445. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Negri.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

7. 5445 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Projet de loi 5445 gi mer gefrot dem Protokoll vu Kiew zouzestëmmen, dee sech mat dem Enregistréiere vum Ausstouss an den Transfertë vu Stoffer befaasst, déi der Ëmwelt schueden. Dëse Protokoll gouf den 21. Mee 2003 zu Kiew vun de Parteie vun der Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen am Kader vun der Informatiounspolitik, déi dës Konventioun virgesäit.

D'Aarhus-Konventioun hält dozou an hirem Artikel 5 iwwert d'Sammelen an d'Verbreede vun Ëmweltinformatioune fest, dass déi Staten, déi der Konventioun ugehéieren, op nationalem Niveau e kohärente System aféieren, fir d'Donnéeën iwwer Polluanten ze registréieren. Si sollen dëse System wa méiglech op internationalem Niveau ofgläichen a mat Hëllef vu standardiséierte Formulairen dofir suergen, dass bestëmmten Entreprisen, déi Schuedstoffer fräisetzen, regelméisseg Informatioune mussen dozou ofginn ëm wat fir eng Offallstoffer et sech handelt an engem spezifesche Beräich a wat domadder geschitt. Op Grond vun dësen Donnéeë soll dann e Regëster opgestallt ginn, dee fir de Public zougängeg ass.

Mat der Ratifizéierung vum Protokoll vu Kiew verflichte sech Staten esou e Regëster no genau definéierte Kritären unzeleeën. Fir d'EU-Länner ass dat net wierklech eppes ganz Neies, well si hu schonn e Regëster. Am Prinzip muss dee bestehende System deemno just ausgeweit an ugepasst ginn. Den neie Regëster heescht dann och net méi EPER, European Pollutant Emission Register, mä Pollutant Release and Transfer Register, kuerz PRTR genannt.

Bis elo ass et esou, dass d'EU-Direktiv 96/61/CE, déi méi bekannt ass ënnert dem Numm IPPC-Direktiv, Integrated Pollution Prevention and Control, an hirem Artikel 15 virschreift, dass d'Memberstaten den Inventaire erstellen an d'Informatioun iwwert den Ausstouss vu Schuedstoffer a Verursacher un d'Kommissioun weiderleeden. All dräi Joer ginn dës Donnéeën da vun der Kommissioun veröffentlecht. Ënnert dem Numm EPER gouf op eng Décisioun vun der Kommissioun hin esou een europäesche Regëster geschaf, deen zënter Februar 2004 fonctionnéiert. Och wann dëse Regëster a villen Hisiichten de Fuerderunge vum Protokoll vu Kiew entsprécht, esou geet dëse Protokoll awer elo hei ee Stéck iwwert dat eraus wat d'EPER am Moment leescht.

Erfaasst ginn net nëmmen d'Emissiounen a Loft an a Waasser, mä och d'Verschmotzung vum Buedem. Den EPER erfaasst am Moment 50 verschidde schiedlech Stoffer, den neie Regëster PRTR wäert der 86 erfaassen. Den EPER gesäit vir, dass bestëmmten Typë vun Entreprisen, déi e bestëmmte Seuil vun Emissiounen iwwerschreiden, musse genau Informatiounen iwwert dës Emissioune weiderginn. Dem Protokoll vu Kiew no sollen awer och aner Quelle vu schiedleche Substanze mat berücksichtegt ginn, wéi zum Beispill de Verkéier.

Den neie Regëster soll net nëmme méi all dräi Joer aktualiséiert a veröffentlecht ginn, mä all Joer. Nei ass och, dass d'Bierger beim Zesummestelle vun dësem Regëster sollen e Wuert kënne matschwätzen. Fir dass de Protokoll vu Kiew op EU-Niveau kann ëmgesat gi musse souwuel déi virdru genannten IPPC-Direktiv iwwert d'Vermeiden an d'Reproduzéiere vun Emissioune verännert ginn, wéi och déi modifizéiert Direktiv 91/689/CE iwwert d'gefäierlech Offallstoffer. Dës Ëmsetzung vum Protokoll vu Kiew wäert an deenen nächste Wochen iwwer en europäescht Reglement gemaach ginn, dat en integréierte Regëster fir den Ausstouss an d'Transfertë vun ëmweltschiedleche Stoffer schaaft an den aktuellen EPER-System ersetzt.

Här President, wat bedeit dat do alles fir Lëtzebuerg? De Gesetzesprojet 5445, deen elo hei virläit, gouf den 23. Februar 2005 an der Chamber deponéiert. Nom Statsrot sengem Avis vum 5. Juli gouf ech de 27. September als Rapporteur bestëmmt. De Rapport hunn ech der Ëmweltkommissioun den 20. Oktober presentéiert, wou en och adoptéiert ginn ass.

Aus dem Protokoll vu Kiew dränge sech um nationale Plang eng Modifikatioun vum Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés op, esou wéi de Statsrot dat och a sengem Avis festgehalen huet. Dëse respektive Projet de loi ass och schonn deponéiert ginn ënnert der Nummer 5453. Dem Statsrot säin Avis läit och scho vir a mir wäerten eis als nächst an der Ëmweltkommissioun domat befaassen, fir en hei an der Chamber kënnen esou séier wéi méiglech ze presentéieren.

D'Ëmsetzung vum Protokoll vu Kiew geschitt och am Kader vun enger Reform, déi de Bierger d'Ëmweltpolitik méi no brénge soll. Fir si ass jo net méi déi komplizéiert Entstehungsprozedur wichteg, mä wichteg ass d'Resultat, wat herno dobäi erauskënnt.

Wa mer dat alles, wat mer elo gesot hunn a wat de Protokoll vu Kiew virgesäit, an d'Praxis ëmsetzen, wäert et fir d'Bierger ganz einfach sinn, sech doriwwer ze informéieren, wat fir eng Zort vun Aktivitéit wat fir eng schiedlech Substanze fräisetzt an a wat fir enger Quantitéit. D'Bierger kënne sech doriwwer informéieren, wat mat deene Substanze geschitt a si kënnen aktiv dorun deelhuelen, dass déi Informatiounen, déi si do kréien, am Laf vun der Zäit nach méi komplett an nach méi einfach zougänglech sinn.

Mir hoffen op dës Manéier méi eng grouss Sensibilitéit bei de Leit fir dëse Sujet ze erreechen an domadder den Drock op d'Verursacher vun der Ëmweltverschmotzung ze erhéijen, esou dass si sech verstäerkt dorëm beméien hir Emissiounen am Sënn vum Kyoto-Protokoll ze reduzéieren. Duerfir ass et och positiv, dass de Regëster, dee soll geschaf ginn, och diffus Quelle mat erfaasst, fir dass net den Androck entsteet, dass déi Dosen Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg concernéiert sinn, ganz eleng fir d'Verschmotzung vun eiser Ëmwelt verantwortlech sinn. Et geet eben net duer, dass een deenen Entreprisen héich Ëmweltoplage mécht. Mir mussen et och fäerdeg bréngen, den Individualverkéier, dee ganz wesentlech zu eisen héijen Emissioune bäidréit, ze reduzéieren.

Heimat bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Oberweis. Här Oberweis!

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank erëm eng Kéier dem Roger Negri Merci ze soe fir dee Rapport, deen hie gemaach huet, schréftlecher a mëndlecher Aart.

Mir hunn et hei de Mëtteg quasi mat der Ëmwelt ze dinn. Et geet ëm ee weidere Protokoll am Ëmweltschutz; et ass elo grad ausféierlech gesot ginn. An der Rumm vun der Aarhus-Konferenz zu Kiew ass et den 21. Mee 2003 zu dësem Unhuele komm. Am Ganzen hunn do 36 Länner matgemaach.

(Interruption)

Ech wëll et och kuerz maachen. Et ass scho villes hei gesot ginn. D'Haaptzil vum Protokoll besteet an der Kreatioun vun engem nationale Register, dem sou genannte PRTR, an deen dann d'Émissiounen an den Transfert vu schiedleche Stoffer ageschriwwe solle ginn. Doduerch soll engersäits eis Natur viru geféierlechen Agréffer geschützt ginn, an d'Matbierger sollen awer och méi ee groussen Abléck an déi sou genannten Ëmweltpolitik kréien.

86 schiedlech Stoffer, déi an déi natierlech Liewensressourcen: de Buedem, d'Waasser an d'Loft agefouert kënne ginn, mussen an dee Register ageschriwwe ginn. Et läit hei op der Hand, dass de Public via déi modern Telekommunikatiounselementer, wéi den Internet, all déi Informatioune gratis kann agesinn.

D'Informatiounen hunn ee villfälteg Charakter. Engersäits d'Emissioune vun Treibhausgase vun engem Betrib, d'Stoffer, déi fir de sauere Ree responsabel sinn, d'Fräisetzung vu Schwéiermetaller oder gëftege Substanze wéi Dioxin a Furanen. An doriwwer eraus sollen d'Matbierger och an de Prozess vun der Ausaarbechtung vun dem Register agebonne ginn. Och dat ass hei nei.

An hirem Rapport schwätzt sech d'Chambre des Métiers zum Beispill duerfir aus, dass dëse Register vun de kompetenten Autoritéiten opgestallt soll ginn an net vun de Betriber. Déi wëllen awer hir Hëllef gäre mat erabréngen, well si si scho mat aneren Aufgaben iwerlaascht.

Da kann een och an deem Zesummenhang drop hiweisen, dass een europäesche Register vun den Emissioune vu Schuedstoffer, den EPER, schonn zënter dem Joer 2004 besteet. Dee renseignéiert eis iwwer zwielef Betriber hei am Land an e weist och d'Donnéeën iwwer zwielef Schuedstoffer aus. Sécher sinn et der nach méi, mä mir sollen emol ufänke mat den zwielef éischten, an da gesi mer virun.

De virleiende Protokoll vu Kiew gesäit, wéi gesot, d'Schafung vun dem nationale Register vir. Well dee Register méi Informatiounen opweise soll, kann deen anere Register, den EPER, elo iwwerholl ginn. Domat brauche mer och net d'Gesetzgebung iwwert de Kommodo-Inkommodo ze änneren, well all déi néideg Informatioune ginn duerch dësen neie Register ofgedeckt.

Dee Punkt ass awer nach interessant, well et gëtt jo geschwat vun Emissiounen a vun Transfert. Am Artikel 7 gëtt extra dorop higewisen, dass iwwert d'Tonnagë vun de Schuedstoffer Informatioune musse bruecht ginn. Sou muss zum Beispill all Betrib, deen am Joer iwwer zwou Tonne geféierlech Stoffer eraustransferéiert, dat mellen, oder awer een, deen 2.000 Tonnen aner Offäll am Joer produzéiert, muss duerfir suergen, dass säi Betrib domadder am Register ageschriwwe gëtt. Och muss gesot ginn, wat mat de Stoffer geschitt, wéi se recycled oder eliminéiert ginn.

Nach ee lescht Wuert zu der internationaler Kooperatioun. Dir wësst jo alleguerten, dass Lëtzebuerg e klengt Land ass, an all Emissioun oder Transferten, déi am Ausland emittéiert ginn, och bei eis hir schiedlech Wierkunge kënnen droen. Duerfir muss derfir gesuergt ginn, dass all déi Partner, déi dëse Kiew-Protokoll ënnerschriwwen hunn, all déi néideg Informatiounen iwwert d'Emissiounen an d'Transferten erausginn an och austauschen. Iwwert déi international Gremie soll duerfir gesuergt ginn, dass de Public fir dës Thematik sensibiliséiert gëtt. An duerch d'Notzung vun den Ëmwelttechnologië muss den Ausstouss vu Schuedstoffer reduzéiert ginn.

Mir hu virdru gehéiert - dat ass jo elo wichteg fir eis Betriber -, dass déi scho vill Engagementer am Beräich vum Ëmweltschutz geholl hunn. Wéi vill Betriber kréien hei am Land Ëmweltpräisser fir hir gutt Politik, déi se am Sënn vun der Ëmwelt an och vum Mënsch senger Gesondheet maachen?

Am Numm vun der CSV-Fraktioun bréngen och ech heimat den Accord a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den Här Calmes huet als Nächsten d'Wuert. Här Calmes!

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass just fir dem Här Rapporteur fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport ze félicitéieren. Deem ass näischt méi bäizefügen. Et ass eben een Aarhus-Nomëtteg, dee mer haut hei hunn. Alles huet domat ze dinn. Do ka kee kommen a soen déi viregt Regierung hätt näischt gemaach fir dem Public…

Une voix.- Dat ass net richteg.

M. Emile Calmes *(DP).*- …méi Informatioun zouzegestoen. Wéi gesot, hei geet et ëm e Register, wou dann déi polluant Rejeten alleguer sollen opgefouert ginn. Elo emol an enger éischter Phas um nationalen Niveau. Mä esou wéi ech iergendwou gelies hunn, soll dat Ganzt da jo an een europäesche Register iwwergoen, fir dat dann nach méi transparent a grenziwwerschreidend ze gestalten.

Wéi gesot, dat hei ass ee ganz gutt Gesetz an et geet an déi richteg Richtung virun. An deem Sënn kann ech den Accord och vun eiser Fraktioun zu deem Gesetz hei bréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, den Här Rapporteur a meng Virriedner hunn alles gesot. Ech brénge just nach d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Mehlen kritt dann d'Wuert. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, et ass net fir nach eng Kéier op de Continu vum Gesetz anzegoen. Ech wëll och dem Rapporteur Merci soen. Ech hu vläicht eppes net richteg verstanen. An Ärem schréftleche Rapport haalt Dir fest, datt: «En résumé une adaptation de la législation commodo/incommodo n'est pas nécessaire et ceci pour les arguments suivants:», dann zielt Dir déi dräi op. Ech hu gemengt an Ärem mëndleche Rapport wier duerchgeklongen, datt dat dann elo awer géing gemaach ginn, vu datt de Projet déposéiert wier. Iergendwou hunn ech gemengt, eng Kontradiktioun doran ze spieren. Vläicht kënnt Dir eng Explikatioun dozou ginn.

Ech wëll awer generell soen, datt mir selbstverständlech och dëse Projet, dee sech an déiselwecht Linn wéi déi virdrun areit, wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Här Mehlen, Merci. Dann den Här Minister Lucien Lux. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Ech wëll ganz kuerz der Chamber Merci soen, fir och dat heiten elo Aarhus-gerecht gestalt ze hunn. Ech mengen, dass d'Ëmweltverwaltung hei d'Aufgab huet fir dat esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen.

Ech mengen, wat déi scheinbar Kontradiktioun, op déi den Här Mehlen nach higewisen huet, ugeet esou gëllt dat, wat am schréftleche Rapport geschriwwe ginn ass, dass eng Ëmännerung

vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz net noutwendeg ass. Ech mengen, dass et och esou verstane war an ech hunn et och esou verstanen. Ech sinn duerfir frou, dass mir dat hei de Mëtten esou schnell konnten iwwert d'Bühn bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5445 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz (par M. Patrick Santer), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Jos Scheuer);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet fir haut de Mëtteg, dem Projet de loi 5459 iwwert d'Gestioun vun den Offäll. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen - all déi Orateuren, déi schonn de ganze Mëtte bei all deene Projeten ageschriwwe waren.

Fir d'éischt huet elo den attitréierte Rapporteur vun de Mëtteg, den Här Roger Negri, d'Wuert.

8. 5459 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Projet de loi 5459 iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vum Offall steet am Zesummenhang mat dem zweete Volet vun der Aarhus-Konventioun.

Dëse Volet betrëfft d'Participatioun wéi gesot vum Public bei der Ausaarbechtung vu bestëmmte Pläng a Programmer am Ëmweltberäich op Basis vun der Direktiv 2003/35/CE. Déi EU-Direktiv fuerdert d'Aféierung vun einfache Prozeduren, déi et de Bierger erméiglechen u wichtegen Décisiounen, déi d'Ëmweltpoltik betreffen, deelzehuelen. Wann deemno Pläng oder Programmer am Ëmweltberäich ausgeschafft ginn, mussen d'Bierger vun Ufank u mat agebonne ginn. Dat heescht, dass d'Informatiounen un de Public musse virleien, a wéi engem Zäitraum déi respektiv Pläng oder Programmer fäerdeg gestallt ginn, wéi d'Prozedure sinn a wat fir eng Verwaltungen domadder befaasst sinn.

Et muss kloergestallt sinn, wat fir eng Optiounen et gëtt a wat fir eng Argumenter fir a géint déi eng oder déi aner Variantë schwätzen. Dorauser muss sech fir de Public d'Méiglechkeet dann erginn, eege Virschléi ze maachen, déi an enger ugemessener Form berücksichtegt musse ginn.

Dës EU-Direktiv 2003/35/CE betrëfft eng ganz Rei vun Direktiven. Véier vun dësen Direktive betreffen den Offall, geféierleche Sondermüll, Batterien an Akkuen, Verpakungen a Verpakungsoffall. Fir d'EU-Direktiv 2003/35/CE an Nationalrecht ëmzesetzen, musse mir ënner anerem dat modifizéiert Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vun Décheten änneren. Mir mussen den Artikel 5 vun dësem Gesetz upassen, deen den nationale Plang an déi sektoriell Pläng fir d'Gestioun vum Offall betrëfft. Hei muss d'Participatioun vun de Bierger beim Ausschaffe vun dësem Plang mat ageschriwwe ginn.

Ech resüméieren elo kuerz, wéi déi Prozedur an Zukunft soll ausgesinn no dem neien Artikel, dee jo den Objet vun dësem Projet de loi 5459 haut ass. Just éischt ee Saz iwwert de Contenant: De Projet de loi 5459 gouf den 9. Oktober 2003 an der Chamber deponéiert. Nom Avis vum Statsrot vum 7. Mee 2005 sinn ech de 27. September als Rapporteur designéiert ginn an hunn och dëse Rapport den 20. Oktober an der Ëmweltkommissioun presentéiert, an dee Rapport ass och deeselwechten Dag adoptéiert ginn.

Zum Contenu vum Projet de loi 5459: Et ass esou, dass de Minister vun der Ëmweltverwaltung an enker Kollaboratioun mat anere Verwaltungen: de Gemengen, de Gemengesyndikater an anere Concernéierten, e Projet fir ee generelle Gestiounsplang fir den Offall ausschaffe léisst. Dëse generelle Gestiounsplang kann eng Rei vu sektorielle Pläng enthalen, déi ënnerschiddlech Zorte vun Offall betreffen. Den Entworf fir dee generelle Gestiounsplang muss da veröffentlecht gi via Internet, awer och iwwert d'Publikatioun vun Extraiten a mindestens véier Lëtzebuerger Dageszeitungen. Vun deem Moment u kann de kompletten Dossier während zwee Méint vun allen Interesséierten agesi ginn.

D'Bierger hunn an deenen zwee Méint d'Méiglechkeet Umierkungen a Virschléi ze maachen. Dës Virschléi mussen an enger ugemiessener Form berücksichtegt ginn. De generelle Gestiounsplang an déi sektoriell Pläng musse mindestens all fënnef Joer eng Kéier iwwerschafft ginn.

Wann et wichteg Ëmännerunge gëtt, wéi zum Beispill am Beräich vum technologesche Fortschrëtt, déi eng nei Form vu Gestioun méi sënnvoll maachen, mussen déi Pläng direkt adaptéiert ginn. Wann de generelle Gestiounsplang an déi sektoriell Pläng deemno iwwerschafft ginn, mussen d'Bierger do nach erëm bedeelegt ginn, an zwar no därselwechter Prozedur, wéi ech se scho beschriwwen hunn. Dat modifizéiert Gesetz gesäit ausserdeem vir, dass all nei Gestiounspläng och erëm via Internet a mat Hëllef vun anere Medië veröffentlecht ginn.

Wéi scho bei deenen zwee viregte Projete sinn ech der Meenung, dass de Gesetzesprojet, dee mer hei virleien hunn, net nëmmen dofir suergt, dass mer eis den internationalen Normen, virun allem an Europa upassen, mä virun allem och dofir suergt, dass d'Bierger fir den Ëmweltschutz sensibiliséiert ginn.

Op länger Siicht wäert et méiglech sinn, méi eng performant Ëmweltpolitik ze maachen duerch dës nei an transparent Approche am Ëmweltberäich. Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wéi de Rapporteur, de Roger Negri, elo grad erkläert huet, geet et an dësem Projet ëm d'Ofännerung vum Artikel 5 vun dem Gesetz vun 1994 iwwert d'Preventioun an d'Gestioun vum Offall.

Sou wéi et och aus dem schréftleche Rapport ervirgeet, berout dës Modifikatioun op der Transpositioun vun der europäescher Direktiv, déi elo grad genannt ginn ass, enger vun dräi EU-Direktiven, déi d'Obligatioune vun der Aarhus-Konventioun aus dem Joer 1998 ëmsetze sollen, enger Konventioun, déi net nëmmen d'EU ënnerschriwwen huet, mä och Lëtzebuerg, an déi mir de leschte Juli, nämlech den 13. Juli, hei an der Chamber ugeholl hunn.

Duerch d'Aarhus-Konventioun an déi jeeweileg europäesch Direktive si mir verflicht d'Bierger ze encouragéieren, sech ze engagéieren, wann nei Pläng a Programmen ausgeschafft ginn, déi d'Ëmwelt betreffen. D'Bierger musse vu vireran informéiert ginn an d'Méiglechkeet och kréien, aktiv an d'Entscheedungsprozesser mat eranzeklammen.

Dëse Gesetzesprojet ass ee vun deenen éischten, wou de Prinzip vun der Participatioun vun de Bierger bei der Ausaarbechtung vu Pläng a Programmen am Beräich vun der Ëmwelt, also deen zweete Volet vun der Aarhus-Konventioun, ëmgesat gëtt.

Beim Projet de loi kréien déi interesséiert Leit net nëmmen d'Méiglechkeet, sech un der Elaboratioun vum generelle Plang iwwert d'Gestioun vun den Décheten ze bedeelegen, si kënnen och un der Ausschaffung vun de verschiddene sektorielle Pläng participéieren, déi am Kader vum generelle Plang erstallt ginn, wéi de Rapporteur elo grad erkläert huet.

Dofir gëtt den Artikel 5 op verschiddene Punkten deementspriechend ëmgeännert, esou dass déi interesséiert Bierger mat Zäit informéiert ginn an d'Méiglechkeet kréie sech aktiv um Entstehungsprozess ze bedeelegen.

Dat heescht ganz einfach, de Bierger gëtt - dat ass hei nei - ex ante via d'geschriwwe Press informéiert, wann een neie Projet am Beräich vun der Gestion des déchets virläit. Iwwert de Wee vun den neie Medië kann de Projet dann och consultéiert an debattéiert ginn. No der Publikatioun kann d'Öffentlechkeet sech aktiv un der weiderer Gestaltung an Ausleeung vun dëse Projete bedeelegen, andeems all Interesséierte seng Bemierkungen a Suggestiounen direkt un de Ministère ka viruginn. Dës Bemierkungen a Suggestioune sollen dann och an der Ausschaffung vun definitive Pläng hiren Nidderschlag fannen.

Dës Virgehensweis ass ganz de Géigendeel vun haut, wou oft de Bierger eréischt am Nohinein, also ex post, zougelooss gëtt, wann de Gros vun den Entscheedunge schonns geholl gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, während den Diskussiounen iwwert den EU-Verfassungsvertrag ass opgefall, dass d'Leit der Politik ganz dacks reprochéiert hunn, d'Entscheedunge géifen ëmmer hannert hirem Réck geholl ginn an dass hir Meenung eréischt da gefrot géif ginn, wann d'Décisioune schonns laang getraff wieren. Dofir fuerdere si eng méi grouss Transparenz a Participatioun bei wichtegen Entscheedungen.

Ech mengen, dëse Projet de loi hei ass een éischte Schratt fir eng méi participativ Demokratie. Duerch dëse Projet de loi kréien d'Leit dobaussen d'Chance, sech aktiv un der Ëmweltpolitik ze bedeelegen. Loosse mer hoffen, dass se dës Méiglechkeeten och elo benotzen an och ze notze wëssen. An dësem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Calmes.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, alles wat gesot ginn ass, ass richteg gewiescht bis elo. Och ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a selbstverständlech den Accord zu engem Gesetz bréngen, wat och vun der

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

viregter Regierung schonn déposéiert gi war.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci dem Rapporteur fir all seng Rapporte vun de Mëtten an den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet.

M. le Président.- Här Gira, Merci. Den Här Mehlen!

Une voix.- Très bien.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Excellent!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech maachen et och kuerz.

Et ass zu Recht drop higewise ginn, datt et hei net nëmmen ëm d'Informatioun, mä och schonn e Schratt méi wäit geet, nämlech ëm d'Participatioun vun de Leit un deene Pläng. Dat ass gutt, dat ass begréissenswäert; an ech wollt just ee Wuert zur Situatioun soe wéi mer se de Moment am Offallberäich hunn.

Si ass net zefridde stellend. Ech menge mir däerfen eis net domat offannen, datt de Moment nach esou vill Wäertstoffer einfach deponéiert ginn. Vläicht kënnt eng Generatioun hannendrun, déi nees alles eraushëlt a probéiert et deelweis erëm ze verwäerten.

Ech hu viru kuerzem héieren oder gelies, datt an Däitschland d'Bestriewungen zum Beispill drop erauslafe fir den Offall zu 100% ze verwäerten, fir einfach guer näischt méi verluer goen ze loossen. Et gëtt nei Techniken, nei Procédéen, déi vun Instituter entwéckelt gi sinn, déi net allze vill Aarbechtsopwand bedéngen an trotzdeem et méiglech maachen, praktesch alles ze recycléiere wat et doranner gëtt.

Als een, deen dem landwirtschaftleche Beräich relativ no steet, kann ech och nëmme bedaueren, datt mer de Moment nach ëmmer e groussen Deel vun eisen organeschen Offäll einfach deponéieren, obschonn datt dat eng Matière ass, déi eng gewëss Valeur huet a virun allem och eng gewëss energetesch Valeur huet. Ech hoffen, datt mer esou séier wéi méiglech Procédéë fannen, datt mer déi Saachen do alleguer kënnen erëm verwäerten.

Dat gesot, fannen ech, datt dat hei e gudde Projet ass, well e wahrscheinlech duerch säi Contenu dozou bäidréit, datt mer op deem Wee do e bësse méi séier virukommen. Duerfir wäerte mer en och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Da kënnt nach d'Regierung un d'Rei, den Här Minister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Merci, Här President. Ech mengen, dass dëst Instrument zu engem gudde Moment kënnt, wou mer déi éischt Consultatioune lancéiere fir d'Revisioun vum Offallwirtschaftsplang vum Joer 2000. Ech mengen, dat gëtt dann d'Geleeënheet déi Participatioun wierklech esou breet wéi méiglech ze maachen. Dofir wëllt ech der Kommissioun a virun allem dem Président-rapporteur e grousse Merci soe fir dee gudden Nomëtte fir d'Ëmwelt, dee mer an der Chamber haut haten.

Merci.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5459.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5459 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz (par M. Patrick Santer), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err (par M. Jos Scheuer), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatioune stoen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

9. Demandes en naturalisation

De Huis clos ass ausgesprach.

(Le huis clos est prononcé à 16.47 heures et levé à 16.51 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 35 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Eng Demande gouf am zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat dräi Ännerunge vum Numm oder Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 26 octobre 2005

1. AFLALO Albert, né le 18 septembre 1963 à Fès (Maroc), demeurant à Bereldange

2. AFLALO Marie-Laure, née le 22 octobre 1966 à Fès (Maroc), demeurant à Bereldange

3. AFLALO David Patrick, né le 9 octobre 1959 à Fès (Maroc), demeurant à Bereldange

4. ALVES TEIXEIRA Artur Joaquím, né le 17 mai 1982 à Vale de Bouro/Celorico de Basto (Portugal), demeurant à Niederfeulen

5. AMLUMYONG Yurananth, né le 19 décembre 1981 à Bangkok (Thaïlande), demeurant à Lintgen

6. BOUFASSA Azouaou, né le 25 novembre 1946 à Igoufaf (Algérie), demeurant à Frisange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BOUFASSA Michel.

7. CAETANO SANTANA Colette, née le 22 mai 1971 à Ettelbruck, demeurant à Bourglinster

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SANTANA Colette.

8. DA MOURA CORREIA Antonio, né le 7 mars 1970 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Differdange

9. SILVA CABRAL Nazarina, née le 12 novembre 1976 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Differdange

10. DOS SANTOS RODRIGUES LOBO Paulo Jorge, né le 16 juillet 1964 à Alhos Vedros/Moita (Portugal), demeurant à Differdange

11. GOMES GARCIA Filomena Maria, née le 19 février 1955 à Arganil (Portugal), demeurant à Schifflange

12. GUERRERO Dinorah Mercedes, née le 30 avril 1961 à Santo Domingo (République Dominicaine), demeurant à Hautcharage

13. KHOSHABA ZEYA William, né le 25 juin 1964 à Mossoul (Iraq), demeurant à Mersch

14. ABLAHAD MATTI Bayan, née le 23 février 1971 à Bagdad (Iraq), demeurant à Mersch

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de ABLAHAD MATTI Bettina.

15. LATIĆ Daut, né le 4 juillet 1955 à Lagatore/Yvangrad (Yougoslavie), demeurant à Esch-sur-Alzette

16. LI Tim, né le 13 août 1966 à Hong Kong (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

17. TANG Fung Ho, née le 21 juillet 1968 à Hong Kong (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

18. LOSHAJ Behare, née le 5 avril 1975 à Decan (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

19. MUHOVIĆ Sanela, née le 27 décembre 1973 à Yvangrad (Yougoslavie), demeurant à Dudelange

20. OLOMANI Mugni, né le 24 juillet 1970 à Debar (Macédoine), demeurant à Ettelbruck

21. ON Bich Ngoc, née le 4 juin 1933 à Cholon (Vietnam), demeurant à Luxembourg

22. RAATH Wayne, né le 16 juin 1970 à Johannesburg (Afrique du Sud), demeurant à Luxembourg

23. REXHEPI Mehmed, né le 1er janvier 1973 à Uroševac (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

24. SABANOVIĆ Haris, né le 12 mars 1974 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Vianden

25. SOMO SHAMANA Haroun, né le 20 juin 1976 à Zakho (Iraq), demeurant à Mersch

26. STANDER Caval Renée, née le 28 janvier 1963 à Cape Town (Afrique du Sud), demeurant à Kopstal

27. SULANJAKU Agron, né le 27 septembre 1953 à Elbasan (Albanie), demeurant à Differdange

28. PIKU Liri, née le 1er mars 1954 à Elbasan (Albanie), demeurant à Differdange

29. SULANJAKU Mikel, né le 5 décembre 1978 à Elbasan (Albanie), demeurant à Differdange

30. SULANJAKU Oltjon, né le 14 mai 1977 à Elbasan (Albanie), demeurant à Differdange

31. TOTO Fatmir, né le 8 mars 1954 à Tirana (Albanie), demeurant à Howald

32. WALKIERS Renée Marie Germaine Rachel, née le 11 mai 1949 à Eupen (Belgique), demeurant à Heisdorf

33. WANG Dongfa, né le 16 janvier 1969 à Zhejiang (Chine), demeurant à Rumelange

34. WUN Chun Kwok, né le 14 janvier 1965 à Hong Kong (Chine), demeurant à Weiswampach

35. GONG Yanling, née le 6 février 1969 à Chang Sha City/Hunan (Chine), demeurant à Weiswampach

Demande en naturalisation adoptée en second vote constitutionnel par la Chambre des Députés le 26 octobre 2005

POZEGIĆ Fatima, née le 2 avril 1970 à Rainci Donji (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schifflange

Mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 15., 16. a 17. November. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 28

Retrait du rôle des affaires de la Chambre pages 28-29

Ordre du jou page 29, page 31, page 38

Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/Kirchberg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 29-30

- Question N° 52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 30

- Question N° 53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé page 30

- Question N° 54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé page 30

5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel pages 31-38, pages 38-39

Ordre du jour page 40

5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

5425 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003 pages 40-41, pages 41-42

Dépôt d'une motion page 41

5044 - Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction pages 42-43

5217 - Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement pages 43-47

5445 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003 pages 47-48

5459 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 48-49

Demandes en naturalisation page 49

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 2 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0519	M. Laurent Mosar	Implication de l'arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe relatif au mandat d'arrêt européen
0520	Mme Nancy Arendt	Troubles du comportement alimentaire (anorexie/boulimie)
0521	Mme Anne Brasseur	Dégagement de la place Auguste Laurent à Luxembourg-Limpertsberg
0522	M. Henri Kox	Représentant de l'État au sein du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our (SEO)
0523	M. Marco Schank	Aménagement d'une piste cyclable à Wiltz
0524	M. Roland Schreiner	Participation aux frais des foyers de jour conventionnés pour enfants
0525	M. Robert Mehlen	Restructuration de la Cepal
0526	M. Jean-Pierre Koepp	Assistants techniques médicaux
0527	M. Jean-Pierre Koepp	Maladie infectieuse provoquée par le Hantavirus
0528	M. Aly Jaerling	Ligne d'autobus 312 (Esch-sur-Alzette/Mondercange/ Reckange-sur-Mess)
0529	M. Robert Mehlen	Enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0530	M. Jean-Pierre Koepp	Assistants techniques médicaux
0531	Mme Marie-Josée Frank	Formation des enseignants de l'enseignement primaire et préscolaire
0532	M. Xavier Bettel	Vaccins contre la grippe aviaire
0533	M. Jean-Pierre Koepp	Assistants techniques médicaux
0535	M. Alex Bodry	Construction d'un rond-point à l'entrée de Dudelange
0536	M. Jean-Pierre Koepp	Giratoire à Schinker entre Hoscheid et Hosingen
0537	M. Aly Jaerling	Trafic routier à Hobscheid
0538	M. Jean-Pierre Koepp	État du CR324 de Hosingen à Wilwerwiltz
0539	M. Aly Jaerling	Campagne d'information dans le cadre du référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe
0540	M. Jean-Pierre Koepp	Contournements des localités de Clervaux, Troisvierges, Heinerscheid et Hosingen
0542	M. Aly Jaerling	Facturation du «roaming» par les opérateurs de téléphonie mobile
0543	M. Henri Kox	Participation de l'État dans les sociétés anonymes
0544	M. Carlo Wagner	Application de la réglementation sur le trafic de poids lourds en transit sur le réseau autoroutier
0545	M. Jean-Pierre Koepp	Primes à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement
0546	M. Henri Kox	Précisions sur le représentant de l'État au sein du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our (SEO)
0547	M. Xavier Bettel	Conformité des infrastructures aéroportuaires du Findel aux recommandations de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)
0548	M. Claude Meisch	Éclairage diurne et port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent
0549	Mme Colette Flesch	Répartition des charges relatives aux parties communes et aux éléments d'équipement commun dans les copropriétés des immeubles bâtis
0551	M. Xavier Bettel	Introduction d'une taxe «environnementale» sur les billets d'avion
0552	M. Xavier Bettel	Transposition des exigences communautaires en matière de protection des passagers en cas de retard d'un avion ou «overbooking»
0553	M. Xavier Bettel	Fonctionnement du service de transports publics «Late Night Bus»
0554	M. Robert Mehlen	Danger d'une épidémie de grippe aviaire
0555	M. Aly Jaerling	Ligne d'autobus 250 (Redange-sur-Attert/Luxembourg)
0556	M. Robert Mehlen	Maintenance des avions
0557 urgente	M. Xavier Bettel	Secours offert au Portugal dans sa lutte contre les incendies
0558	M. Claude Meisch	Entreprises de taxis
0559	M. Claude Meisch	Hausse des prix pétroliers
0560	M. Claude Meisch	Mesures pour alléger l'impact du trafic à supporter par les localités frontalières luxembourgeoises suite à l'ouverture d'un nouveau centre d'ameublement près d'Arlon (IKEA)
0561	M. Ben Fayot	Droit d'atterrissage à Luxembourg d'un avion-cargo «Antonov 12»
0562	M. Xavier Bettel	Sécurité aérienne
0563 urgente	M. Claude Meisch	Formulaires pour les déclarations de candidature pour les élections communales
0564 cf. 0578	M. Emile Calmes	Mise sur le marché européen de produits génétiquement modifiés
0565	M. Marc Spautz	Transparence des coûts des prestations en nature du secteur hospitalier
0566	M. Jacques-Yves Henckes	Immigration au Luxembourg
0567	Mme Nancy Arendt	Port du casque obligatoire pour les cyclistes
0569	M. Marcel Oberweis	Sensibilisation au tarif «Nova-Naturstroum» fourni par la Cegedel S.A.
0570	M. Marcel Oberweis	Hausse des températures estivales à Luxembourg-ville
0571	M. Claude Meisch	Moyens budgétaires pour encourager l'engagement d'apprentis adultes
0572	M. Emile Calmes	Gaz d'échappement de véhicules à moteur diesel
0573	M. Claude Meisch	Recrutement de chargés de mission dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au cours du 1er semestre 2005
0575	M. Emile Calmes	Hausse des prix des produits pétroliers
0576	Mme Colette Flesch	Retours assistés et rapatriements forcés des demandeurs d'asile
0577	M. Claude Meisch	Transport public dans la région Rumelange, Bettembourg et Esch-sur-Alzette
0578 cf. 0564	M. Emile Calmes	Importation et mise sur le marché européen d'un OGM (colza GT73)
0579	M. Xavier Bettel	Sécurité de l'aviation civile (établissement de listes noires)
0580	M. Emile Calmes	Affiliation en tant qu'indépendant des délégués à la gestion journalière de certaines sociétés
0581	M. Emile Calmes	Promotion de la création et de la modernisation d'entreprises
0582	M. Jacques-Yves Henckes	Mise sur le marché de carburants sans soufre
0583	M. Emile Calmes	Envoi d'un groupe d'intervention chargé des missions humanitaires dans la région sinistrée au Sud des États-Unis (ouragan Katrina)
0584	M. Emile Calmes	Aide en faveur d'opérations de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie
0585	M. Robert Mehlen	Enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0586	M. Romain Schneider	Service de garde des pharmacies
0587	M. Xavier Bettel	Logements pour étudiants
0588	M. Robert Mehlen	Répercussions de la hausse des prix pétroliers sur le secteur agricole
0590	M. Ben Fayot	Désaffectation des quartiers d'habitation
0591	M. Roland Schreiner	Inscriptions à l'Université du Luxembourg
0592	M. Félix Braz	TGV Bruxelles-Luxembourg
0593	M. Ben Fayot	Évolution du trafic fret de nuit à l'aéroport de Luxembourg
0594	M. Marcel Oberweis	Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
0597	M. Xavier Bettel	Introduction d'un péage pour poids lourds sur les routes luxembourgeoises
0598	Mme Colette Flesch	Limitation dans l'enseignement supérieur belge du nombre d'étudiants ne résidant pas depuis longtemps en Belgique
0599	M. Xavier Bettel	Situation des femmes à la suite d'un divorce

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0602	Mme Marie-Josée Frank	Remplaçants dans l'enseignement préscolaire et primaire
0604	M. Xavier Bettel	Ligne de chemin de fer reliant Luxembourg à Liège
0606	M. Claude Meisch	Impact de la hausse des prix pétroliers sur les recettes de l'État
0608	M. Claude Adam	Service du «Samu Social» de la Croix-Rouge luxembourgeoise
0609	M. Emile Calmes	Réforme des dispositions en matière d'impôt foncier
0610	M. Emile Calmes	Réduction des émissions de CO_2 (Protocole de Kyoto)
0611	M. Ben Fayot	Inscriptions d'électeurs étrangers pour les élections communales d'octobre 2005
0637	Mme Martine Stein-Mergen	Numerus clausus pour les études en médecine en Belgique

Question 0519 (20.7.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implication de l'arrêt de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe relatif au mandat d'arrêt européen:**

Il est rappelé que les dispositions de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen ont été transposées en droit allemand par le biais d'une loi du 21 juillet 2004. Or, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, saisie d'une plainte dans le cadre d'une demande d'extradition d'un ressortissant germano-syrien à l'Espagne, vient de décider que le mandat d'arrêt européen était contraire à la constitution allemande, et que partant la transposition devait être considérée comme nulle et non advenue.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles sont les implications concrètes de la décision de la Cour constitutionnelle quant à la mise en vigueur du mandat d'arrêt européen de manière générale, et plus particulièrement dans le cadre des demandes d'extradition émises par notre pays et adressées aux autorités allemandes compétentes? La décision de la Cour constitutionnelle doit-elle s'interpréter comme bloquant toute procédure d'extradition y compris en matière de terrorisme dans l'attente que l'Allemagne ait modifié sa législation interne?

Réponse (5.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La décision de la Cour constitutionnelle allemande ne concerne que l'Allemagne dont la Constitution contient une disposition spécifique sur l'extradition des ressortissants nationaux.

En ce qui concerne l'application du mandat d'arrêt européen en Allemagne à la suite de cet arrêt, je vous indique ci-après la position officielle des autorités allemandes qui m'a été transmise le 21 juillet par le Ministre de la Justice de la République fédérale d'Allemagne.

„Bis zum Inkrafttreten eines neuen deutschen Gesetzes zur Umsetzung des Rahmenbeschlusses ist die Auslieferung deutscher Staatsangehöriger an einen anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union nicht mehr möglich.

Die Auslieferung ausländischer Staatsangehöriger und staatenloser Personen aus Deutschland wird aber weitestgehend im bisherigen Umfang und in Anlehnung an die Vorgaben des europäischen Haftbefehls erfolgen. Die deutschen Behörden werden nach Festnahme eines Verfolgten in Deutschland zum Zwecke der Auslieferung auf Grund eines Europäischen Haftbefehls, auf Grund einer Ausschreibung im Schengen-Informations-System oder auf Grund einer Interpol-Fahndung die zuständigen ausländischen Gerichte oder Staatsanwaltschaften bitten, die erforderlichen Auslieferungsunterlagen innerhalb einer angemessenen Frist vorzulegen.

Das deutsche Recht lässt auch weiterhin zu, dass deutsche Ersuchen um Fahndung nach flüchtigen Personen und um deren Auslieferung aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union nach Deutschland nach den Grundzügen des Rahmenbeschlusses zum Europäischen Haftbefehl gestellt werden. Deutsche Gerichte und Staatsanwaltschaft können hierzu, wie bisher, Haftbefehle ausstellen und in die Form eines 'Europäischen Haftbefehls' kleiden."

Question 0520 (20.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **troubles du comportement alimentaire (anorexie/boulimie):**

L'anorexie, la boulimie ou l'alternance des deux (anorexie-boulimie) représentent les formes les plus graves et les plus préoccupantes des troubles du comportement alimentaire. L'anorexie se traduit par un amaigrissement, une perte d'appétit, un refus de manger et une aménorrhée (interruption des règles). Malgré une perte de poids importante (qui peut aller jusqu'à 50% du poids normal pour l'âge) l'anorexique se trouve toujours trop grosse et son désir éperdu de minceur la pousse à un comportement mettant en danger sa propre existence (restriction alimentaire, jeûne, prise de diurétique, de laxatif, vomissements).

La boulimie entre dans le cadre des addictions, elle est parfois qualifiée de toxicomanie sans drogue. Les conduites boulimiques consistent en des épisodes de compulsion alimentaire (crises), au cours desquels la personne mange une très grande quantité de nourriture de manière incontrôlée. Ensuite, elle utilise des moyens pour éliminer l'excès de calories ingérées, en se faisant vomir, en utilisant des laxatifs ou des diurétiques, en faisant de l'exercice physique ou en s'imposant des restrictions alimentaires de type anorexique.

Des statistiques internationales montrent que dans les pays occidentaux les troubles alimentaires sont en augmentation depuis les années 70. L'existence de «troubles partiels» (où seulement une partie des critères diagnostiques est présente) enregistre également une hausse nette.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Combien de cas de boulimie et d'anorexie sont connus au Grand-Duché?
2. Comment ces cas connus ont évolué durant les dernières décennies?
3. Quel est le nombre estimé de personnes concernées au Luxembourg?
4. Quelle est la répartition par sexe des personnes atteintes au Grand-Duché?

   Trop souvent les personnes atteintes d'un trouble alimentaire n'osent pas consulter un professionnel, car le mot «psychothérapie» leur fait peur ou parce qu'elles espèrent pouvoir s'en sortir seules. Or, les probabilités de guérison sont nettement plus élevées lorsque le trouble est détecté et traité de manière précoce.
5. Quelles thérapies sont offertes au Grand-Duché?
6. Quelles thérapies sont prises en charge par les caisses de maladie?

   Les causes des troubles du comportement alimentaire sont multiples. La culture actuelle basée sur la minceur et la beauté comme signes extérieurs de succès et de bonheur a une incidence certaine sur le développement de troubles alimentaires. On observe également des problèmes de communication au sein de la famille ainsi que dans le milieu scolaire et sportif.
7. Est-ce que Monsieur le Ministre estime nécessaire de sensibiliser les entraîneurs et les enseignants sur la problématique des troubles du comportement alimentaire?
8. Existe-t-il une formation pour ces groupes de personnes d'autorité afin qu'ils puissent réagir le cas échéant de façon appropriée?

Réponse (16.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'anorexie mentale ainsi que la boulimie sont des maladies qui ne sont pas à déclaration obligatoire au Luxembourg. Dès lors mes services ne disposent pas des chiffres réclamés par l'honorable Parlementaire.

Il n'y a pas de raison pour que la situation soit différente au Luxembourg que dans les autres pays européens et on peut donc supposer que ces troubles alimentaires graves augmentent aussi dans notre pays depuis les années 70. Les chiffres d'une étude sur le BMI (body mass index) menée pendant l'année scolaire 2000/2001 par la Direction de la Santé sur les élèves de l'enseignement classique et technique sont d'ailleurs de nature à étayer cette supposition.

Il est d'ailleurs connu que ces troubles touchent beaucoup plus fréquemment les jeunes filles.

Le traitement de ces troubles très graves (notamment l'anorexie mentale) est très lourd et très long. Il se faisait essentiellement dans des centres spécialisés à l'étranger avant l'ouverture du Service de Psychiatrie juvénile à l'Hôpital du Kirchberg. Souvent un éloignement du milieu familial s'avère d'ailleurs nécessaire. Les formes moins graves, apparaissant aussi chez des personnes adultes, peuvent être prises en charge en ambulatoire; ainsi, le CHL offre par exemple des groupes de thérapie dans le cadre de son hôpital psychiatrique de jour. Tous ces traitements, au Luxembourg et à l'étranger, sont en principe pris en charge par les caisses de maladie.

La problématique de l'alimentation tout court a gagné beaucoup en importance ces dernières années avec, en Europe aussi, des taux de plus en plus élevés d'obésité chez les enfants et les jeunes. Au Luxembourg plusieurs projets sont en cours d'élaboration. Le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé ont tous les deux inscrit des crédits conséquents dans leurs propositions budgétaires pour 2006 afin de promouvoir ensemble un projet «santé à l'école» dont le thème principal sera l'alimentation et l'exercice physique.

Déjà actuellement nos équipes de santé scolaire collaborent activement avec les SPOS pour le dépistage et la prise en charge précoce des troubles alimentaires de type «anorexie-boulimie» chez les élèves. Dans le cadre du projet «santé à l'école» ces efforts pourront être intensifiés.

Question 0521 (21.7.2004) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **dégagement de la place Auguste Laurent à Luxembourg-Limpertsberg:**

Des pavillons préfabriqués installés sur la place Auguste Laurent à Luxembourg-Limpertsberg ont hébergé pendant des années des élèves du Lycée de Garçons. Depuis un an ces pavillons ne sont plus utilisés comme salles de classe par le Lycée de Garçons. Or, un de ces pavillons se trouve toujours sur la place Auguste Laurent, fait qui ne contribue certainement pas à l'esthétique de celle-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi un de ces pavillons préfabriqués n'a pas encore été enlevé?
- Quand prévoit-on de dégager la place Auguste Laurent de ce pavillon?

Réponse (25.8.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Anne Brasseur relative à un pavillon préfabriqué resté installé sur la place Auguste Laurent à Luxembourg-Limpertsberg, je puis fournir l'information que ce dernier pavillon a été déménagé le 4 août 2005 pour être réinstallé sur le site «ARBED-Schifflange» où se trouve une annexe du Lycée technique Victor Hugo à Esch-sur-Alzette.

Question 0522 (21.7.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **représentant de l'État au sein du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our (SEO):**

- Pour quelles raisons est-ce que le représentant de l'État au sein du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our (SEO) et président de celui-ci a été démis de ses fonctions?
- Le Ministre peut-il confirmer les informations selon lesquelles ce fonctionnaire est actif dans une société d'investissement et que par conséquent, il y eut conflit d'intérêt entre son mandat au sein du conseil d'administration et ses activités d'investisseur en bourse?
- Si oui, est-ce que des mesures disciplinaires ou autres sont envisagées?
- À l'avenir, comment est-ce que le Ministre entend éviter des situations analogues de conflits d'intérêts?

Réponse (3.8.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Contrairement aux affirmations de l'honorable Député, Monsieur Jean-Paul Hoffmann n'a pas été démis de ses fonctions au sein de la Société Électrique de l'Our. En effet, son mandat étant venu à échéance en mai 2005, il n'a tout simplement pas été renouvelé.

Dans ce contexte je tiens à rappeler la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme. Celle-ci prévoit entre autres les modalités de nomination et de révocation des représentants de l'État dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'État est actionnaire.

Question 0523 (22.7.2005) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**aménagement d'une piste cyclable à Wiltz:**

La piste cyclable PC20 fait la liaison entre la frontière belge et Kautenbach et traverse entre autres les communes de Winseler et de Wiltz. Bien que la majorité des travaux soit déjà achevée, notamment les tronçons Wiltz-frontière belge et Kautenbach-Merkholtz/halte, la réalisation de la liaison Merkholtz/halte-Wiltz est pour l'instant suspendue. Selon mes informations l'aménagement du tronçon susmentionné comporte des difficultés techniques et une réalisation dans l'immédiat ne semble pas possible.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Où en est l'état d'avancement du dossier en question?
- Quelles sont les raisons exactes de l'interruption des travaux pour la piste cyclable entre Merkholtz/halte et Wiltz?
- Quand les travaux peuvent-ils être repris en vue de la finalisation de la piste cyclable PC20?

Réponse (30.8.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La réalisation du tronçon Merkholtz/halte-Wiltz de la piste cyclable PC20 est prévue en deux parties.

En ce qui concerne la première partie, un premier lot est actuellement en cours de réalisation. En effet, cet été un pont enjambant la Wiltz a été construit parallèlement à un ouvrage analogue portant la voie ferrée. Cet ouvrage destiné à supporter des charges lourdes permet de désenclaver des terrains sis de l'autre côté de la voie ferrée et a donné ainsi à la SNCFL la possibilité de supprimer un passage à niveau.

Le deuxième lot mènera la PC20 de Merkholtz/halte vers l'ancienne carrière de l'État et est en cours de finalisation. La mise en adjudication des travaux pourra se faire après acquisition des emprises. Le début des travaux peut être envisagée pour l'exercice 2006.

La deuxième partie reliera le chemin existant près du ruisseau «Himmelsbach» à la station ferro-

viaire «Halte Paradiso» d'où il existe un chemin vicinal vers Niederwiltz.

Le projet afférent comportera le réaménagement d'un ponceau enjambant la Wiltz ainsi qu'une trémie permettant le passage de la PC20 sous la voie ferrée. Le début des travaux afférents peut être envisagé pour 2007.

Il ressort des explications développées ci-dessus qu'il n'y a pas eu d'interruption des travaux mais que la réalisation du projet s'est trouvée ralentie compte tenu de la nécessité d'une coordination avec la SNCFL.

Question 0524 (22.7.2005) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **participation aux frais des foyers de jour conventionnés pour enfants:**

Selon une information du Service technique INFOPLA, le Ministère de la Famille ne prendrait plus en charge les frais de démarrage, comme par exemple les produits de nettoyage, le matériel de bureau, etc. lors de la création d'un foyer de jour conventionné pour enfants.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que l'information reçue par le Service technique INFOPLA est correcte?
- Selon la convention type entre l'État et un foyer de jour pour enfants, quels sont les frais pris en charge par le Ministère, quel est l'apport de la commune concernée et quelles sont les obligations à remplir par le gérant, en l'occurrence une a.s.b.l.?
- Est-ce que la convention type a été modifiée récemment?
- Quelle est l'envergure de la participation de l'État aux frais des foyers de jour conventionnés pour enfants au niveau national par an?

Réponse (26.8.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le cadre de la mise en place de crèches et de foyers de jour conventionnés pour enfants, les communes mettent à disposition de l'organisme gestionnaire des locaux adéquats. L'État peut, en vertu de la loi du 8 septembre 1998, signer avec l'organisme gestionnaire une convention en vue du financement du déficit d'exploitation de la crèche ou du foyer de jour pour enfants en question. Outre une participation financière de l'État aux frais de fonctionnement, le signataire d'une convention peut également bénéficier d'un subside aux frais d'équipement. Ce subside, versé par le Fonds pour les Investissements socio-familiaux, couvre les frais d'équipement en mobilier pour tous les locaux, cuisine et bureau inclus. Depuis peu, les frais de démarrage, constitués de produits consommables à court terme (produits de nettoyage, matériel de bureau), ne sont plus pris en charge par ce Fonds. Comme tous les produits consommables, ces frais sont dorénavant repris dans les frais de fonctionnement, remboursés par l'État après déduction des recettes.

L'apport de la commune se limite à la mise à disposition de l'infrastructure et à l'entretien de celle-ci et des alentours.

L'organisme gestionnaire, une association sans but lucratif ou une fondation, est responsable de la prestation de ce Service. Il prend en charge les frais d'entretien (chauffage, électricité, téléphone, assurances, alimentation, comptabilité, peinture, entretien des équipements, etc.) et les frais de personnel.

Cette répartition des rôles est en place depuis environ 25 ans et a fait ses preuves.

Conformément au décompte 2004, la participation de l'État aux frais de fonctionnement et aux frais d'équipement des crèches et des foyers de jour conventionnés pour enfants s'est élevée à 18.763.130 € respectivement à 866.201 €.

Question 0525 (25.7.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **restructuration de la Cepal:**

D'Beméiungen, fir d'Ariichtunge vun der Cepal am Kader vun engem Restrukturéierungsprogramm ze retten, stoussen ëmmer erëm op Schwieregkeeten. Mengen Informatiounen no ass dat och am Käresecteur de Fall, wou den Zesummeschloss «Silocentrale/Cepal» mat dem «Allgemenge Verband» bis elo haaptsächlech opgrond vu finanzielle Problemer net gelongen ass. Och déi fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft esou wichteg Saatbaugenossenschaft, déi bis elo d'Gebailechkeete fir d'Ënnerbréngung vun hiren Ariichtunge bei der Cepal zu Miersch gelount hat a se opgrond vun der aktueller Situatioun gäre kafe géif, steet wéinst den héije Präisvirstellunge vun der Cepal viru finanziellen Erausfuerderungen, déi praktesch net ze bewältege sinn.

Well d'Regierung am Secteur vun der Schwéngszuucht mat vollem Engagement drop gehalen huet, fir der Cepal d'Schwéngszuuchtstatioun «Kuelbecherhaff» ofzekafen a se zu engem moderate Präis un déi nei Bedreiwerorganisatioun aus SEG/Cepal an Herdbuchverband ze verlounen, éier iwwerhaapt eng Eenegung fonnt war, erlaben ech mer dës Froen un déi zoustänneg Ministeren ze riichten:

1. Wär et net ubruecht, dëse Modell mat deemselwechte staatlechen Engagement am Käresecteur unzewenden, well de Kärebau an eiser Landwirtschaft op d'mannst esou vill Bedeitung huet wéi d'Schwéngsproduktioun?
2. Ass d'Regierung grondsätzlech bereet, déi betreffend Installatiounen zu Miersch (Siloen, Fuddermëttelfabrik, Somkärestatioun) vun der héich verschëllter Cepal ofzekafen an deene respektive Genossenschaften dës Ariichtungen zu engem akzeptable Präis ze verlounen?
3. Wann neen, wéi ass dann déi ënnerschiddlech Approche vun der Regierung vis-à-vis vu Schwéngssecteur a Käresecteur ze erklären?

Réponse commune (25.8.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Prenant appui sur l'intention déclarée du Gouvernement de procéder à l'acquisition du Centre de sélection et d'expérimentation «Kuelbecherhaff» en vue d'une future location à une nouvelle structure à créer entre la Fédération des Herd-Books Luxembourgeois (FHL) et le Service Élevage et Génétique (SEG), Monsieur le Député demande si une telle démarche ne pourrait pas être appliquée à l'égard des installations du site agroalimentaire à Mersch au profit d'autres associations agricoles et notamment à l'égard des installations actuellement prises à bail par la «Saatbaugenossenschaft».

La réponse à la question posée doit être négative.

En effet, le «Kuelbecherhaff» constitue un centre de recherche et d'expérimentation reconnu d'utilité publique qui, par des actions de recherche au niveau de la sélection et de la production porcines et par la vulgarisation des connaissances auprès de tous les acteurs du secteur, vise la sauvegarde et la relance du secteur porcin largement déficitaire par l'établissement d'une filière porcine répondant aux spécificités de la situation des exploitations agricoles et de la demande qualitative des consommateurs en viande porcine. C'est en fonction de ce statut et de ces objectifs et sur base d'un avis concordant émis dans une étude récente que le Gouvernement a décidé l'acquisition du «Kuelbecherhaff» qui se justifie, pour les mêmes raisons, par rapport aux articles 87 et 88 du Traité UE relatifs aux aides d'État.

Au contraire, les associations ou coopératives visées par la question parlementaire constituent toutes des entreprises de transformation ou de commercialisation de produits agricoles opérant dans un but de lucre. Mises à part les aides à l'investissement prévues par la loi agraire du 24 juillet 2001, toute autre aide directe ou indirecte en leur faveur serait incompatible avec les articles 87 et 88 du Traité UE.

Question 0526 (25.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **assistants techniques médicaux:**

D'Aféierung vum Gesetz iwwert d'Neiorganisatioun vun de Rettungsdéngschter mat Datum vum 12. Juni 2004 huet et mat sech bruecht, datt de Gesondheetsdéngscht (Kontrolldéngscht, Service médico-sapeur), deen am Innenministère säit 1983 bestanen huet, och huet missen nei organiséiert ginn.

Fir dësem neie Gesetz Rechnung ze droen, hunn all déi fréier Mataarbechter, déi jorelaang trei Déngschter geleescht haten, missen hir medezinesch Formatioun virleeën, well d'Gesetz verlaangt am Artikel 14 ganz kloer «des assistants techniques médicaux» (ATM). Dës Leit konnten dat awer leider net, an domat konnte si dësem Service net méi weider déngen.

Elo sinn ech awer erstaunt ze héieren, datt vun deenen nei agestallte Persounen eng ganz Rei dës Bedéngungen (ATM) anscheinend awer net erfëllen?

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Goufen dës Plazen öffentlech ausgeschriwwen?
2) Wéi vill Persoune vu wéi vill hunn déi néideg Qualifikatioun (ATM) an dësem Service?
3) Firwat goufen hei net Persoune mat deenen néidege Qualifikatiounen agestallt?
4) Op wat fir enger Basis ass dëst Gesetz ofgeännert ginn? Hei ass eng berufflech Qualifikatioun ganz genee virgeschriwwen, firwat gouf déi anescht ausgeluecht? Wien dréit hei d'Responsabilitéit a wie kann esou Entscheedungen treffen?
5) Wa bei A-Kraaft-Triede vun deem neie Gesetz net genuch qualifizéiert Personal um Aarbechtsmaart zur Verfügung stoung, firwat ass dann net op déi Leit zréckgegraff ginn, déi ewell jorelaang hei trei Déngschter geleescht haten?

Réponse (19.8.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Wéinst den éischter techneschen Detailer, déi ech muss a menger Äntwert op dem Här Koepp seng parlamentaresch Fro ginn, erlaben ech mir dës op Franséisch ze formuléieren.

Sous l'empire du règlement grand-ducal du 7 mai 1992 portant organisation du Service d'Incendie et de Sauvetage, la surveillance médicale des sapeurs-pompiers était assurée par des médecins et des assistants techniques du Service médical. Cette réglementation ne précisait ni la qualité, ni le degré de formation de ces assistants techniques.

La loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de secours dispose que le Service médical est dorénavant placé sous la tutelle de la division administrative, technique et médicale et que «le Service médical est assuré par des médecins et des assistants techniques médicaux» (ATM). La lecture de l'exposé des motifs de la loi fait apparaître que le terme d'ATM ne vise pas une profession déterminée, mais exige que les personnes appelées à assister les médecins doivent faire partie d'une profession de santé. En effet, la profession de l'ATM proprement dite (ATM en laboratoire, ATM en radiologie, etc.) ne correspond pas au profil des personnes chargées d'assister les médecins du Service médical. Le profil de ces personnes rentre plutôt dans le cadre de l'infirmier et de l'aide-soignant puisque ces assistants doivent contribuer à réaliser certains actes techniques à visée diagnostique, dont notamment:

- la mesure de la taille et du poids;
- la mesure de la force des mains;
- la détermination de l'acuité visuelle et du champ visuel;
- la détermination de l'acuité auditive;
- la mesure des paramètres respiratoires;
- l'enregistrement d'un ECG de repos;
- la mesure de la tension artérielle et du pouls;
- le contrôle des gaz du sang à l'aide d'appareils automatiques;
- le recueil de données biologiques par technique de lecture instantanée sur les urines.

Pour suffire aux exigences légales, seules les personnes qui peuvent se prévaloir d'un diplôme relevant d'une profession de santé et de l'autorisation d'exercer cette profession (infirmier, aide-soignant) sont donc admises à travailler au Service médical. Cependant, les infirmiers et aides-soignants ne peuvent y poser que les actes qui leur sont attribués par les dispositions réglementaires respectives.

Donc, les personnes actuellement chargées d'assister les médecins et qui sont nommées par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ont toutes une formation en une profession de santé.

Les assistants techniques médicaux et les médecins sont tous des volontaires qui, dans la majorité des cas, font partie depuis des années du Service médical et l'Administration des Services de secours n'est nullement en manque de volontaires et ne connaît pas de problèmes de recrutement. Il y a lieu de souligner que le mode de recrutement des agents de l'État n'est pas applicable aux volontaires des services de secours.

Question 0527 (25.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **maladie infectieuse provoquée par le Hantavirus:**

Zu Lëtzebuerg sinn zënter Mäerz bis elo eelef Mënschen un dem geféierlechen Hantavirus erkrankt. Dëse Virus, deen duerch Mais iwwerdroe gëtt, ass an de Regiounen ëm Beefort, Weilerbaach wéi Ettelbréck a Miersch festgestallt ginn. Dëse Virus kann eng geféierlech Krankheet ervirruffen, déi bis zu Niereversoen oder ënner Bluddunge féiere kann.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Firwat gouf vum Mäerz bis de Juli gewaart, ier dës dach gefëierlech Infektiounskrankheet mat hire Virsiichtsmoossname fir d'Leit publizéiert gouf?
2) Sinn an de leschten zéng Joer an eisem Land weider esou Krankheetsfäll festgestallt ginn?
3) Gi Moossname geholl fir géint d'Mais, déi dëse Virus iwwerdroen, virzegoen?

Réponse (16.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Sporadesch Fäll vun Infektioune mat Hantavirus Typ Puumala triede schonn zënter Joren an Zentraleuropa an och zu Lëtzebuerg op; bis elo huet onse Statslaboratoire zwee bis dräi Fäll vun dëser Krankheet pro Joer diagnostizéiert.

Den Hantavirus Typ Puumala provozéiert eng Krankheet, déi glécklecherweis an der Regel net esou schlëmm ass wéi déi, déi vun deene méi bekannten Hantaviren aus Amerika oder Asien ervirgeruff gëtt.

Bei enger Infektioun mat engem Hantavirus Typ Puumala kann et just a vereenzelte Fäll zu Komplikatioune kommen, déi e Spidolsopenthalt néideg maachen. Sou Komplikatioune sinn haaptsächlech Niereproblemer, déi bis zu enger Dialyse féiere kënnen.

D'Behandlung vun der Krankheet ass haaptsächlech symptomatesch, dat heescht datt déi verschidde Krankheetszeechen, déi optauchen (wéi Niereninsuffizienz), musse behandelt ginn; et gëtt kee spezifescht Traitement géint de Virus.

Am Joer 2005 sinn am Mäerz eng, am Abrëll zwou, am Mee zwou an am Juni véier esou Hantavirus-Infektioune gemellt ginn. Am Juli sinn nach zwee Fäll derbäi komm. Déi Fäll sinn an e spezialiséierte Referenzlaboratoire a Frankräich geschéckt ginn, deen den Diagnostic vum Statslaboratoire confirméiert huet.

Dunn ass et kloer ginn, dass mer et dëst Joer mat enger Heefung vu Fäll ze dinn hunn, déi iwwert dat Normaalt erausgeet. Dëst ass op eng ausseruerdentlech Vermehrung bei der «Rötelmaus»-Populatioun dëst Joer zréckzeféieren.

Eng Enquête huet festgestallt, dass déi gemellte Fäll alleguer aus enger bestëmmter Regioun vum Land komm sinn, a gläichzäiteg hunn ons Nopeschlänner matgedeelt, dass och bei hinnen onerwaart vill Fäll opgetratt sinn. Dunn ass décidéiert ginn, e Communiqué ze maache mat engem Katalog vu Virsiichtsmoossname fir déi Leit, déi Risikoaktivitéiten ausüben.

Et muss een ëmmer gutt iwwerleeën, ier een esou Communiquéen erausgëtt, well dës liicht onnëtz Panik bei de Leit ausléisen, an et jo net ubruecht wär, wann elo kee méi an de Bësch spadséiere géif goen.

De Réservoir vun der Hantavirus-Infektioun Typ Puumala ass d'Rötelmaus (Clethrionomys glareolus). Dëst ass eng Wullmaus, déi besonnesch am Bësch, um Bëschrand an och an Hecke virkënnt. Well de Wunnraum vun dëser Maus also haaptsächlech de Bësch ass, mécht et kee Sënn fir d'Rötelmaus auszerotten. Vill méi mussen déi Leit, déi Risikoaktivitéiten an deem Wunnraum ausüben, sech schützen.

Op där anerer Säit soll dës Maus sech awer och net an den Haiser oder ze vill no bei den Haiser usiedelen.

Duerfir huet d'Direktioun vun der Santé an hirem Communiqué Recommandatiounen un d'Populatioun gemaach, wéi ee sech soll verhalen, fir keng Mais bei d'Haiser unzelackelen.

Fir déi Leit, déi e Befall mat Mais hunn, goufe Recommandatioune gemaach, wéi een där Plo kann Här ginn.

Question 0528 (25.7.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **ligne d'autobus 312 (Esch-sur-Alzette/Mondercange/Reckange-sur-Mess):**

D'Buslinn 312 vun Esch-Uelzecht op Monnerech a Recken op der Mess fiert och d'Aktivitéitszon zu Éileng am Brill un. All Wochendag fiert dës Linn vun Esch aus a vu mueres 8 Auer 10 bis owes 18 Auer 15 am Zwoustonnentakt op Recken op der Mess.

Vun der Aktivitéitszon zréck op Esch fiert dës Linn fir d'Iescht awer schonns ëm 15 Auer 30. Dat bréngt mat sech, datt Leit, déi normal Bürosstonne schaffen, keng Méiglechkeet hunn, fir mam öffentlechen Transport vun Esch op hir Schaff zu Éileng ze fueren.

Duerfir folgend Froen:

- Wa schonns eng Buslinn vun Esch-Uelzecht bis op Recken geet, wier et dann net nëmme konsequent, dëse Busdéngscht och fir déi normal Schaffzäiten (vun 8.00 - 12.00 Auer a vu 14.00 - 18.00 Auer) ze offréieren?
- Gedenkt den Här Minister dëser Nofro Rechnung ze droen an d'Buslinn 312 esou ze regléieren, datt och déi Leit, déi Bürosstonne schaffen, kënne mam öffentlechen Transport op hir Schaff zu Éileng fueren - a wa jo, wéini?

Réponse (6.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

D'Buslinn 312 ass un éischter Stell fir de Schülerverkéier agefouert ginn a gëtt och bal ausschliesslech vun de Studenten aus der Gemeng Recken benotzt, déi zu Esch an engem Lycée ageschriwwe sinn.

Säit engem Joer gëtt et eng spezial Klass fir berufflech Ausbildung zu Éileng. Duerfir goufen dräi weider Fahrten tëscht Esch and Éileng agesat, déi deene Schoulzäiten ugepasst sinn.

Wann dem Här Deputéierte Jaerling no nach en anere Bedarf fir dës Linn besteet, deen net ofgedeckt ass, géing ech him virschloen, sech direkt u mäi Service am Transportministère ze wenden, dee sech ëm d'Organisatioun vum öffentlechen Transport këmmert.

Mat méi prezisen Ugaben iwwert d'Aarbechtsplazen, iwwert d'Aarbechtszäiten an iwwert d'Zuel vun den Interesséierten ass et dem Service méiglech, de Fahrplang vun der RGTR Buslinn 312 souwuel mueres wéi och owes unzepassen.

Question 0529 (26.7.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**enquête dans l'affaire «Bommeleeër»:**

An der Retrospektiv op d'Affär vum Bommeleeër kommen ëmmer erëm nei Elementer zum Virschäin. Sou ass am Reportage vun haut, dem 25. Juli 2005, bei RTL-Télee vun engem Tounband geschwat ginn, op deem d'Stëmm vun engem vun den deemolegen Acteuren ze héiere wär. Dësen Tounband wär - dem Reportage no - och ni der Öffentlechkeet zougänglech gemaach ginn (zum Beispill iwwer Radio an Televisioun), fir bei der Identifikatioun vun den Täter weiderzekommen. Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Kënnt Dir dës Duerstellung bestätegen?
2. Wa jo, wéisou ass net probéiert ginn, dësen Tounband mat Hëllef vun der Populatioun auszewäerten? Wien dréit d'Responsabilitéit fir dës Décisioun?
3. Wa jo, sidd Dir bereet - och elo, 20 Joer duerno, wou gesot gëtt, d'Enquête wär nach net ofgeschloss - alles ze ënnerhuelen, fir dësen Tounband der Öffentlechkeet mat Hëllef vun de moderne Kommunikatiounsmëttelen zougänglech ze maachen, fir eventuell an der Enquête weiderzekommen?
4. Wat géif gegebenenfalls géint esou eng Virgoensweis schwätzen?

Réponse (30.8.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Haut, grad ewéi am Joer 1985, huet de Justizminister keen Zougang zu Piècen aus engem strofrechtlechen Dossier.

D'Justizautoritéite sinn déi eenzeg, déi zoustänneg si fir esou en Dossier, deen iwwerdeems dem Secret de l'instruction ënnerläit.

Question 0530 (26.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **assistants techniques médicaux:**

Bei dem medezineschen Test (Contrôle médical) fir d'Beruffspompjeeën, deen all puer Joer erneiert muss ginn, gëtt laut Gesetz vum 12. Juni 2004, Artikel 14, op Personal zréckgegraff mat enger ATM-Qualifikatioun (assistants techniques médicaux) fir dësen Test ze begleeden.

Laut mengen Informatiounen trëfft dëst awer an der Praxis net zou, an dëse medezineschen Test gëtt duerchgefouert vun Infirmieren aus de Beruffspompjeeën.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Si meng Informatioune korrekt? Wa jo, besti keng Méiglechkeete fir d'Gesetz anzehalen (zum Beispill duerch d'Erunzéie vun aneren Experten)?
2) Wéi kann an esou enger Prozedur de sou genannten «secret médical» garantéiert ginn? Misst hei net eng Ännerung kommen, a wéi gesäit dës aus?

Réponse (19.8.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

D'Beruffspompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg ginn all zwee Joer engem strenge medezineschen Test ënnerworf, een Test, deen engersäits aus enger allgemenger Ënnersichung besteet, déi vum «Service médical de la division administrative, technique et médicale» vun der «Administration des Services de secours» duerchgefouert gëtt, an anerersäits aus enger «épreuve d'effort» an, am Fall wou et néideg ass, ginn nach zousätzlech spezifesch Tester vu spezialiséierten Dokteren am Spidol duerchgefouert.

Wat d'Fro vun der Qualifikatioun vun de medezinesch-techneschen Assistente betrëfft, déi den Doktere vum «Service médical» beim medezineschen Test vun de Beruffspompjeeën zur Säit stinn, wëll ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0526 vum 25. Juli 2005 vum Här Deputéierte Jemp Koepp hiweisen, déi datselwecht Thema behandelt *(cf. ci-avant)*. Déi graduéiert Infirmieren, déi am «Service Incendie et Ambulance» vun der Stad Lëtzebuerg schaffen, hëllefen als fräiwëlleg medezinesch Assistenten am «Service médical» a gi beoptragt, zousätzlech spezifesch medezinesch Tester ze organiséieren, déi vu spezialiséierten externen Dokteren duerchgefouert ginn. Wéi all medezinescht Personal mussen och si hiren deontologesche Code respektéieren a fale selbstverständlech och ënnert d'medezinescht Beruffsgeheimnis.

Question 0531 (26.7.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **formation des enseignants de l'enseignement primaire et préscolaire:**

La loi du 12 août 2003 a prévu que les formations offertes à l'Institut Supérieur d'Études et de Recherches Pédagogiques (ISERP) soient reprises par l'Université du Luxembourg et dispensées pendant une période de transition prenant fin à l'issue de l'année académique de 2007-2008. Ces formations dispensées à l'actuel ISERP ne seront pas transférées telles quelles mais seront réformées pour répondre aux exigences universitaires, étant donné que dans certains pays de l'OCDE, la formation dispensée pour les instituteurs et institutrices constitue une formation universitaire de 240 à 300 crédits ECTS, affichant une composante forte dans les domaines des sciences sociales et établissant des liens avec la recherche en sciences humaines. À l'époque des discussions sur le projet de loi N°5059 qui est devenu la loi précitée, il a été question d'une formation d'un «bachelor» professionnel comprenant 180 crédits ECTS au moins.

Dans une interview dans le quotidien «d'Wort» du 25 juillet 2005, le Ministre de l'Enseignement supérieur a fait savoir que le groupe d'experts chargé de la réforme de la formation de l'instituteur a conclu qu'il était nécessaire de prévoir 240 crédits ECTS et que le Gouvernement s'était rallié aux conseils de ce groupe d'experts. Plus concrètement cela veut dire que les études s'étendront sur une durée de quatre ans.

Or, nombreux sont les candidats qui veulent poursuivre leurs études d'instituteur en Belgique qui ne prévoit actuellement que des cycles d'une durée de trois ans. Les étudiants luxembourgeois ayant terminé leurs études en Belgique doivent actuellement passer un examen pour être embauché par la suite.

Dans ce contexte et au vu de la réforme projetée de la formation à l'UdL j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche si les étudiants ayant poursuivi leurs études en Belgique conservent les mêmes conditions d'admission dans l'enseignement préscolaire et primaire au Luxembourg. Est-ce que les diplômes belges sont équivalents aux diplômes délivrés par l'UdL après quatre années d'études?

Réponse (8.8.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En vertu de la directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil, les détenteurs d'un diplôme donnant accès dans le pays dans lequel il a été obtenu à une profession réglementée, conservent ce droit dans un autre pays de l'Union européenne, pour autant que le cycle d'études post-secondaires orienté sur l'exercice de la profession déterminée ait une durée minimale de trois ans.

Le grade de bachelier, d'une valeur de 180 ECTS ou d'une durée de trois ans, délivré par les institutions d'enseignement supérieur spécialisées belges, donne accès à la carrière de l'enseignement préscolaire ou primaire en Belgique. En vertu de la directive susmentionnée, les étudiants titulaires d'un grade belge de bachelier ont les mêmes conditions d'admission et doivent se soumettre au même concours d'admission à la carrière de l'instituteur d'enseignement préscolaire ou primaire, que les étudiants titulaires d'un bachelor en sciences de l'éducation, d'une valeur de 240 ECTS ou d'une durée de quatre ans, délivré par l'Université du Luxembourg.

Question 0532 (27.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **vaccins contre la grippe aviaire:**

La grippe aviaire fait de nouveaux ravages en Asie. Ainsi trois personnes auraient succombé en Indonésie au virus H5N1 et ce dans une région éloignée des zones où se trouvent les élevages de volailles contaminées.

Le Gouvernement britannique prévoit d'acquérir deux millions de doses du vaccin susceptible de protéger l'homme contre la grippe aviaire en attendant qu'un vaccin efficace contre le virus H5N1 soit développé. La France, le Canada, l'Australie et les États-Unis envisageraient eux aussi de constituer un stock de vaccins (l'antivirus Tamiflu) afin de se prémunir contre une pandémie de grippe aviaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Luxembourg envisage-t-il d'acquérir des vaccins contre la grippe aviaire?
- Quelles autres mesures nationales sont envisagées en cas de pandémie de grippe aviaire?

Réponse (19.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le vaccin est le moyen médical le plus important pour prévenir la grippe et pour atténuer ses conséquences sanitaires pendant une pandémie. Comme l'honorable Député le souligne à juste titre un vaccin contre le virus H5N1 de la grippe aviaire n'est pas encore commercialisé, mais sur l'impulsion de l'OMS des recherches sont en cours dans différents pays et les essais cliniques sont sur le point d'aboutir. Le problème de la fabrication du vaccin réside dans le fait que le virus H5N1 a un effet létal sur les œufs de poule embryonnés, milieu de culture habituel pour la production de vaccins. Pour supprimer les gènes létaux du virus, il faut le modifier en appliquant les méthodes de la «génétique inverse» avant de pouvoir le cultiver sur des œufs embryonnés. Ces techniques, étant brevetées et protégées par des droits de propriété intellectuelle, sont très coûteuses et demandent l'application de règles de biosécurité plus strictes sur les sites de production.

Comme le Luxembourg ne dispose pas de structures de fabrication de vaccins, je me suis concerté avec mon homologue allemand pour garantir, à travers les laboratoires allemands, un accès au vaccin approprié en cas de pandémie. Les responsables de la Direction de la Santé sont en contact direct avec les autorités allemandes pour poursuivre les travaux d'avancement dans la fabrication vaccinale.

L'administration de vaccins efficaces contre les souches humaines aux personnes fortement exposées au risque d'être en contact avec des volailles infectées peut réduire la probabilité de coinfection chez l'homme par des souches aviaires et humaines et donc le risque d'échanges de gènes. Dans ses campagnes de vaccinations la Direction de la Santé ne cesse d'insister sur cette vaccination saisonnière surtout auprès des professionnels de la santé et des personnes à risques. Bien entendu la vaccination saisonnière ne protège pas contre une grippe aviaire de type H5N1, mais réduit les risques que ce virus soit véhiculé par un virus grippal humain et puisse permettre la transmission interhumaine du H5N1.

Par ailleurs, après l'épidémie de grippe aviaire de 2003 aux Pays-Bas, le Luxembourg avait constitué un stock d'antiviraux. Contrairement à ce que pense l'honorable Député les antiviraux ne sont pas des vaccins, mais des médicaments qui se sont avérés efficaces dans le traitement d'une infection H5N1 chez l'homme, pourvu qu'ils soient pris endéans les 48 heures après l'apparition des premiers symptômes. En cas de pandémie déclarée et en attendant que des vaccins soient disponibles, les antiviraux sont la principale intervention médicale pour réduire la morbidité et la mortalité. Récemment une nouvelle commande d'antiviraux a été signée avec le laboratoire producteur pour élargir des stocks précédents.

Enfin un large éventail d'interventions non médicales est prévu en cas de pandémie surtout pour endiguer la propagation de la maladie et chez l'homme et chez les animaux. Ces mesures se concentrent sur la recherche et le retraçage des contacts possibles, sur l'amélioration de l'hygiène personnelle, sur des mises en quarantaine, sur des restrictions de déplacement, sur les moyens de protection individuelle, etc. L'OMS a publié des recommandations d'une trentaine de mesures non médicales à appliquer dans les différents stades d'une situation prépandémique et en cas de déclaration d'une pandémie. Il va sans dire que le Luxembourg s'est inspiré de ces recommandations dans la préparation de la lutte contre une pandémie.

Question 0533 (28.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **assistants techniques médicaux:**

Zu Lëtzebuerg schéngt et an de medezinesche Beruffer e Manktem un Infirmierë mat enger Ausbildung als «Assistant technique médical» (kuerz ATM) ze ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Minister an den Här Minister:

1) Wéi vill Persounen hunn an de leschten 20 Joer eng Ausbildung zum ATM ofgeschloss?
2) Besteet e Manktem u Personal an deem Beräich zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi vill, a wéi gedenkt d'Regierung dëse Problem ze léisen?

Réponse commune (1.9.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Beim Infirmier oder der Infirmière mat enger Spezialisatioun als technesch-medezineschen Assistent handelt et sech ëm den «Assistant technique médical de chirurgie», deen am Operatiounssall schafft.

1. Zënter dem Joer 1985 hunn ëm 100 Schüler dës Formatioun vun 18 Méint erfollegräich ofgeschloss. Et si momentan 16 Schüler an der Ausbildung, déi all schonn eng Aarbechtsplaz an Aussiicht gestallt kruten.
2. Am Allgemengen ass et esou, datt momentan éischter ze wéineg wéi ze vill Kandidaten un der Formatioun interesséiert sinn. Duerfir maachen d'Servicer vum Erzéiungs- a vum Gesondheetsministère d'Schüler während den Informatiounsséancen, déi an de Lycée-techniquen organiséiert ginn, och op de Beruff vum ATM de chirur-

gie opmierksam. Well d'Zuel vun den Aarbechtsplazen awer éischter geréng ass, muss ee virsiichteg bleiwe wat d'politesch Incitatioun an dës Richtung ubelaangt an et muss een ëmmer am A behalen, wat déi reell Besoinen um Terrain sinn.

Question 0535 (28.7.2005) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **construction d'un rond-point à l'entrée de Dudelange:**

Conformément à la loi votée au Parlement, le nouveau Laboratoire National de Santé sera construit prochainement à Dudelange.

Les plans détaillés sont en voie d'élaboration. La zone d'implantation du bâtiment a été reclassée et les travaux préparatoires sur le terrain sont imminents.

- J'aimerais savoir quel sort le Gouvernement entend réserver à l'avant-projet de loi préparé par l'Administration des Ponts et Chaussées relatif à la construction d'un rond-point à la sortie «Burange» de la Collectrice du Sud?
- Ce projet n'est-il pas indispensable à la gestion durable du trafic routier à l'entrée de Dudelange?

Réponse (25.8.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le réaménagement et la sécurisation de l'échangeur de «Dudelange-Burange» figurent bien au programme des travaux du Gouvernement. L'avant-projet sommaire du «Rond-Point Burange» étant achevé, l'élaboration de l'avant-projet définitif pourra être prochainement entamée.

Le coût estimatif des travaux sera calculé sur base de cet avant-projet définitif et un projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à l'exécution des travaux pourra, dès lors, être soumis à la Chambre des Députés selon la nouvelle procédure retenue.

Question 0536 (28.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **giratoire à Schinker entre Hoscheid et Hosingen:**

D'Schinkerkräizung op der E420/N7 an dem Statswee CR322 huet sech mat de Joren zu enger geféierlecher Kräizung entwéckelt, an dëst speziell an de Spëtzestonne vum Verkéier a wann Niwwel ass.

Heizou hat ech och eng parlamentaresch Ufro gestallt mat Datum vum 8. Januar 2004, wou déi deemoleg Bauteministesch mer den 13. Februar 2004 folgend Äntwert ginn huet:

«Dofir lafen och Studien, fir dës Kräizung nei ze gestalten, an e Virentwerf wäert an deenen nächste Méint presentéiert ginn.»

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi ass d'Stellung vun dëser Regierung fir dës Kräizung ze entschäerfen; ee Kreesverkéier oder ee kräizungsfräie Verkéiersknuet mat enger Bréck?
2) Wéi wäit sinn déi zitéiert «Studien» fortgeschratt?
3) Fir wéini ass mat der Presentatioun vun deem versprachene Virentworf ze rechnen?

Réponse (30.8.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Jean-Pierre Koepp kann ech nëmmen dat confirméieren, wat meng Virgängerin, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges, schonn dem Här Koepp op seng Ufro vum 8. Januar 2004 an dem Här Deputéierten Emile Calmes op seng Ufro vum 18. Mee 2004 geäntwert huet, an zwar, datt souwuel de Ministère wéi och d'Stroossebauverwaltung sech dem Sécherheetsproblem vun der Kräizung um Schinker bewosst sinn, an datt e Bureau d'études den Optrag huet, fir e kräizungsfräie Verkéiersknuet ze studéieren *(cf. compte rendu N°10/2004-2005 - question parlementaire N°2561 et compte rendu N°16/2004-2005 - question N°2749).*

De Bureau d'études huet och scho verschidde Propositioune gemaach, mä e soll nach weider Variante studéieren, fir datt eng Léisung zréckbehale gi kann, déi souwuel vun der Sécherheet hier wéi och vum Käschtepunkt hier Satisfaktioun gëtt.

Et kann een domat rechnen, datt am Hierscht vun dësem Joer d'Virentwërf virleien, sou datt eng definitiv Entscheedung ka getraff ginn, wéi eng Variant zréckbehale gëtt, an op Basis dovunner dann den Ausféierungsprojet ausgeschafft gëtt.

Question 0537 (1.8.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **trafic routier à Hobscheid:**

D'Kräizerbucherstrooss aus Richtung Kräizerbuch, géi biergof no Habscht, ass eng vill befuere breet Strooss, déi zu exzessiven Iwwerschreidunge vun der erlaabter Vitesse verféiert.

Besonnesch geféierlech an och kaméidisméisseg schwéier ze erdroen ass déi grouss Unzuel vu Camionen a soss Schwéiergefierer, déi an d'Uertschaft erofjauwen. Besonnesch geféierlech gëtt dat dann an der Kéier, déi an Habscht eraféiert. De Risiko, datt hei emol e schwéiert Accident geschitt, ass extrem grouss.

Duerfir dës Froen:

1. Ass dem Här Minister dës Geforequell bekannt?
2. Wat gedenkt den Här Minister hei ze ënnerhuelen, fir datt d'Sécherheet an d'Liewesqualitéit vun den Awunner vun Habscht verbessert ginn?
3. Besteet hei net d'Méiglechkeet vun enger Ëmgehungsstrooss, besonnesch fir déi schwéier Gefierer?

Réponse commune (11.10.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député attire l'attention sur la sécurité routière à Kreuzerbuch.

Suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État en-dehors des agglomérations, nombre de doléances de citoyens à travers le Grand-Duché me sont parvenues.

Comme la sécurité de tous les usagers de la route me tient particulièrement à cœur, j'ai chargé un groupe de travail ad hoc de la Commission de Circulation de l'État de vérifier le bien-fondé des doléances et d'élaborer, le cas échéant, un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 29 mars 2004 précité.

La Commission vient de finaliser l'avant-projet de règlement grand-ducal en question qui sera soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais.

Suite à une visite des lieux à Kreuzerbuch et à Gäichel, le groupe de travail estime que les conditions de sécurité des usagers de la route et en particulier des riverains justifient pleinement la mise en place d'une limitation de la vitesse à 50 km/h.

Dans cette même optique, il est prévu de rétrécir la largeur de la chaussée à six mètres dans le cadre d'un projet de lotissement entre Kreuzerbuch et Hobscheid.

En ce qui concerne le point 3. de la question parlementaire, il échet de souligner que la moyenne annuelle du nombre de véhicules empruntant le tronçon de route dont question dans les deux sens est respectivement de 1.000 voitures automobiles à personnes et de 160 véhicules d'une masse maximale autorisée supérieure à 3,5 t (camions, autobus, autocars) par jour.

Comparés à des situations similaires se présentant ailleurs, les chiffres recensés ne justifient pas la construction d'un contournement à ce stade.

Question 0538 (2.8.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**état du CR324 de Hosingen à Wilwerwiltz:**

Den Ufahrtswee fir op d'Wëlwerwolzer Kontrollstatioun, de CR324 vun Housen op Wëlwerwolz, ass ongeféier zur Halschent an zwar vu Pënsch op Boukels an engem schlechten Zoustand, dëst speziell fir schwéier Gefierer.

Et sinn haaptsächlech dräi Streckenofschnëtter, déi an engem schlechten Zoustand si fir schwéier Gefierer, an zwar am Ausgang vu Pënsch d'Bréck tësche Pënsch a Boukels an zu Boukels am Duerf selwer. An enger Äntwert mat Datum vum 10. Juni 2004 op eng parlamentaresch Fro huet déi deemoleg Ministesch dervu geschwat, datt d'Servicer vu Ponts et Chaussées dee Moment mat enger deementspriechender „Étude de faisabilité afférente" beoptraagt wären *(cf. compte rendu N°16/2003-2004 - question parlementaire N°2724).*

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi wäit ass déi zitéiert „Studie" fortgeschratt?
2) Fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?

Réponse (30.9.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierte Jean-Pierre Koepp kann ech Folgendes soen:

Op Basis vun der vun de Servicer vun de Ponts et Chaussées ausgeschaffter „Étude de faisabilité" ass Mëtt dëses Joers een Ingenieursbüro beoptraagt ginn e Projet fir den Ëmbau vum CR324 vu Pënsch op Boukels ze studéieren. Dobäi solle beim Avant-projet eng etlech Varianten ausgeschafft gi fir eng optimal Léisung ze fannen.

Et kann een dermat rechnen, dass d'Bauverwaltung Mëtt 2006 Léisungsvirschléi wäert presentéieren.

Question 0539 (2.8.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **campagne d'information dans le cadre du référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe:**

Fir de Referendum vum 10. am Heemount 2005 ass vun der Regierung mat groussem Opwand eng «Informatiounscampagne» organiséiert ginn.

Aus diverse Quelle gouf ech gewuer, datt eng éischt Campagne schonns fäerdeg war. Dës éischt Campagne wier awer nom Nee vun de Fransousen an den Hollänner fale gelooss ginn a grondleeënd nei ausgeschafft ginn, wat natierlech en Impakt op d'Käschte vun dëser Campagne muss gehat hunn.

Duerfir folgend Froen:

I. Wéi vill huet déi ganz Informatiounscampagne vun der Regierung fir de Referendum vum 10. Juli alles an allem kascht?

II. Stëmmt et, datt eng éischt Informatiounscampagne fäerdeg war an dunn, ugesiichts vun den neien Amenter (Nee vun de Fransousen an Hollänner), eng nei ausgeschafft gouf?

III. Wa jo, wat waren déi genee Grënn fir dës Décisioun, a wéi vill zousätzlech Käschten huet se mat sech bruecht?

Réponse (8.9.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Regierung huet fir hir Informatiounscampagne am Ganzen e Montant vun 916.000 Euro engagéiert. Si ass momentan amgaang, den exakte Bilan vun der Campagne ze maachen. Et ass awer elo scho kloer, datt dëse Budget net ganz opgeschafft ginn ass.

Prioritäert Zil vun der Regierungscampagne war, d'Bierger an d'Wieler z'encouragéieren, sech iwwert den Traité an d'Aktualitéit ronderëm den Traité z'informéieren. Den Haaptslogan vun der Campagne huet dëst Zil ënnerstrach: „Informéiert lech".

Um operationelle Plang war d'Campagne vun Ufank un an zwou Haaptaktiounsphase geplangt. An enger éischter Phas - der Informatiounscampagne - huet d'Regierung jiddfer Bierger d'Meiglechkeet ginn, sech gratis een Exemplaire vum Traité op all Gemeng vum Land an iwwer aner Weeër ze besuergen. Iwwer eng Broschür «tous ménages», Zeitungsannoncen a verschidde Radiospoten huet d'Regierung iwwert den Inhalt vum Traité informéiert an dobäi déi grouss Linnen an déi fir Lëtzebuerg wichteg Detailfroe vum an am Traité méi verständlech gemaach. Niewebäi huet d'Regierung en detailléierten Internetsite www.verfassung-fir-europa.lu opgebaut, deen all d'Informatiounen zentraliséiert huet.

An enger zweeter Phas - der Sensibiliséierungscampagne -, déi zesumme mat der éischter Phas als ee Ganzt an der Virbereedung vun der Campagne decidéiert gi war, ass zousätzlech iwwer een Téleespot an ee Radiospot den Akzent op d'historesch Wichtegkeet vum Referendum fir Lëtzebuerg an d'Roll vu Lëtzebuerg an Europa geluecht ginn.

Fir kënnen op aktualitéitsbezunne Froen anzegoen, war d'Abezéiung vun de Resultater vun de franséischen an hollännesche Referenden an d'Campagne vun Ufank un an der Preparatioun vun de verschiddenen Aktiounsphasen ageplangt ginn.

Et sinn deemno am Laf vun der Campagne keng zousätzlech Käschten entstanen.

Nom 1. Juni war an der Campagne eng Paus ageluecht ginn, fir de Konklusioune vum Europäesche Rot vum 16. a 17. Juni iwwert d'Fortféierung vum Ratifikatiounsprozess kënne Rechnung ze droen.

Question 0540 (3.8.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **contournements des localités de Clervaux, Troisvierges, Heinerscheid et Hosingen:**

D'Liewensqualitéit an d'Sécherheet ass an den Dierfer Klierf, Ëlwen, Hengescht an Housen staark ageschränkt duerch dee villen Duerchgangsverkéier. Oft ass et och esou, datt schwéier Gefierer all Méi hu fir duerch dës Dierfer ze fueren.

Et gëtt ewell jorelaang vu Contournementer ëm dës véier Uertschafte geschriwwen a geschwat, ouni datt awer bis elo eppes Konkretes virzeweise wär, wat d'Liewensqualitéit an d'Sécherheet géif verbesseren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéiwäit sinn déi eenzel Pläng zu dëse véier Contournementer fortgeschratt a fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?
2) Wéi ass den Timing, wat den Ufank vun dësen eenzelnen Aarbechte betrëfft?

Réponse (14.9.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Fir d'éischt ass ze soen, dass d'europäesch Direktiv 85/337/ CEE ofgeännert duerch d'Direktiv 97/11/CE virgesäit, datt all gréissere Projet muss analyséiert ginn, fir festzestelle wat fir en Impakt hien op d'Ëmwelt huet. Eng Kommissioun, déi mat Vertrieder vun alle betraffene Ministèrë besat ass, muss iwwer all déi grouss Projeten an d'Prozedure befannen.

Déi véier genannte Projete sinn den Ament a verschiddene Stadien:

1. Wat de Contournement vun Ëlwen betrëfft wier ze soen, datt zwou Nordvarianten der genanntener Kommissioun ënnerbreet gi sinn. Op Interventioun vu menger Virgängerin ass och eng Impaktnotiz iwwer eng Südvariant gemaach ginn a gëtt deemnächst der Kommissioun zougestallt.
2. Beim Contournement vun Housen gouf an den 90er Joren een Avant-projet erstallt. Deen ass elo erëm opgegraff gi fir en ze aktualiséieren an da mat enger Impaktnotiz der Kommissioun virzeleeën.
3. Bei der Nordëmgehung vu Klierf ass d'Stroossebauverwaltung derbäi, dee vum Ingénieursbüro ausgeschaffte Virentworf ze ënnersiche fir dem Ministère eng Propositioun ze maachen, a wéi enger Richtung soll weider studéiert ginn.
4. Wat de Contournement vun Hengescht betrëfft ass viru kuerzem e Bureau d'études beoptraagt gi fir en Avant-projet sommaire auszeschaffen.

Dës véier Projete stinn alleguer am Programm vum IVL, mä et ass elo wuel nach verfréit fir iwwer e genauen Timing vun hirer Realisatioun eppes ze soen.

Question 0542 (5.8.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **facturation du «roaming» par les opérateurs de téléphonie mobile:**

Wann een am Ausland vu Lëtzebuerg aus op sengem Handy ugeruff gëtt, facturéiere verschidden Telekommunikatiounsbetriber deem, deen ugeruff gouf, d'Käschte vun der Auslandskommunikatioun. Deen, deen ugeruff huet, bezilt nëmmen d'Käschte vun engem nationalen Uruff. Jiddefalls betrëfft dat d'Besëtzer vu virbezuelten Handyskaarte mat der Optioun „Roaming".

Dëst ass an deem Sënn inakzeptabel, well deen Uruff an déi entspriechend Käschte jo net vun där Persoun, déi ugeruff ginn ass, initiéiert goufen.

Duerfir dës Froen:

1. Misst déi genannt Facturatiounspraktik net ënnersot ginn?

2. Wat gedenkt den zoustännegen Här Minister hei ze ënnerhuelen?

Réponse (19.9.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre délégué aux Communications:*

Et ass richteg, wat den Här Deputéierten Aly Jaerling a senger Fro schreift iwwert d'Käschten, déi ee verrechent kritt wann een am Ausland op sengem Handy ugeruff kritt.

Wann een e Lëtzebuerger Handysabonnement huet an et gëtt een am Ausland ugeruff, kritt een dat vu sengem Handysoperateur doheem verrechent. Et schwätzt een an dësem Fall vun engem Uruff am Roaming, also engem Handy, deen net méi a sengem normale Réseau doheem funktionéiert, mä iergendwou an der Welt en Uruff entgéint hëlt. Dësen Uruff kascht an der Regel deejéinege Sue fir de Roaming, deen den Uruff unhëlt, obschonn hien net den Uruff initiéiert huet.

Virop muss gesot sinn, datt dës Praxis vun den Operateure bei der Facturatioun d'Regel am europäeschen Telekommunikatiounsmarché ass a guer keng besonnesch Situation fir Lëtzebuerg ass. Eng Ännerung vun dëser Praxis ass och dofir schonn net méiglech, well d'Lëtzebuerger Operateuren hei mat deenen aneren Operateuren an der Welt op dëser Basis zesummenschaffe mussen.

Dës Praxis ass och duerchaus sënnvoll, wéi kuerz beluecht soll ginn. Ausserdeem ka sech de Konsument mat Handy och géint eventuell héich an onerwaart Gebühre protegéieren, wann een esou Gespréicher am Ausland sollt kréien.

Wann een doheem eng Lëtzebuerger Handysnummer wielt, da weess ee jo net wou déi ugeruffe Persoun sech grad ophält. Duerfir wär et jo net richteg, wann den Uriffer misst eventuell héich Auslandstariffer bezuelen. An do kënnt nach derbäi, datt ee jo net emol kontrolléiere kéint ob déi ugeruffe Persoun och wierklech am Ausland war a wat d'Gespréich dohinner kascht. Mä et ass scho richteg, datt deen, deen ugeruff gëtt, déi Käschte vum Auslandsgespréich iwwerhëlt. Ëmmerhi wëllen dës Leit jo am Ausland ënner hirer lëtzebuergescher Handysnummer erreechbar bleiwen a mussen deemno och fir dëse Service bezuelen.

Wann een déi Käschten net wëllt, da muss ee säin Handy mat der Mailbox ausmaachen. Domat kann een ëmmer nach telefonéieren, et kritt een awer keng Iwwerraschunge méi, wat eventuell Käschte vun Uriff op den Handy berëfft. Allgemeng bräicht een nach méi a besser Informatioune vun den Operateure fir de Konsument, fir eventuell „béis" Iwerraschungen ze vermeiden.

Ausserdeem ginn et Bestriewungen op europäeschem Plang, un deenen den Institut Luxembourgeois de Régulation agebonnen ass, fir déi dacks als exzessiv héich kritiséiert Roamingsgebühre vun den internationale mobilen Operateuren ze reduzéieren.

Question 0543 (9.8.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **participation de l'État dans les sociétés anonymes:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État dans des sociétés anonymes:

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des participations de l'État et des personnes morales de droit public dans des sociétés anonymes?
- Je voudrais également connaître le nombre exact des administrateurs représentants de l'État ou d'une personne morale de droit public dans chaque S.A. concernée, ainsi que le nom et le statut professionnel (fonctionnaire de l'État ou autre) de ces personnes.

Réponse commune (15.9.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les participations de l'État sont publiées sur le site Internet de la Trésorerie de l'État www.ts.etat.lu/participations.

Le Gouvernement ne dispose pas d'une liste de tous les administrateurs représentant l'État dans ces sociétés. Evidemment, pour chacune des sociétés, le ministre compétent pourra informer la Chambre des noms de ses représentants qui par ailleurs sont publiés au RCS.

Question 0544 (9.8.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**application de la réglementation sur le trafic de poids lourds en transit sur le réseau autoroutier:**

À partir des années 80 le Grand-Duché de Luxembourg s'est doté d'une réglementation interdisant au trafic lourd en transit de quitter le réseau autoroutier. Le but de cette réglementation tient au souci de protéger les riverains des traversées de routes nationales contre les incommodations dues au passage des poids lourds.

Dans sa réponse à une récente question parlementaire ayant trait au contrôle et aux poursuites des infractions commises contre ces interdictions, Monsieur le Ministre des Transports vient de confirmer l'intention du Gouvernement de renforcer la surveillance par les organes de police et de rendre plus sévères les sanctions en cas de non-respect de l'interdiction précitée *(cf. ci-avant - question parlementaire N°0489)*.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire si de nombreux chauffeurs de camions étrangers sont verbalisés pour ne pas avoir respecté la prédite réglementation en s'approvisionnant en carburant à des stations de service situées en dehors du réseau autoroutier?
2. Existe-t-il à ce sujet des statistiques sur les avertissements taxés dressées dans le cas particulier de l'inobservation de l'interdiction de quitter l'autoroute pour aller faire le plein?
3. Est-il défendable dans l'optique de la sécurité de la circulation de se laisser former des queues de poids lourds sur les bretelles d'accès des aires de service autoroutières (notamment à la hauteur des aires de Berchem, de Capellen et de Wasserbillig) ou sur les bandes d'arrêt d'urgence en amont, lorsque par période de grande affluence la capacité de ces aires s'avère régulièrement insuffisante pour accueillir l'ensemble des routiers voulant encore faire le plein de leur unité de transports sur le territoire luxembourgeois?
4. Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien d'accidents causés par télescopage des poids lourds à l'arrêt ont été recensés au cours des trois dernières années?
5. Le problème de sécurité précité ne pourrait-il pas être désamorcé en identifiant des stations de service situées à proximité du réseau autoroutier et en permettant l'approvisionnement autorisé en carburant des poids lourds en transit, à condition que l'accès de ces stations puisse se faire à partir de l'autoroute sans passer par des fonds bâtis (exemple: autoroute A4)?

Réponse (13.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En matière de transit du trafic lourd la Police grand-ducale a émis 712 avertissements taxés depuis le 1er janvier 2004 jusqu'au 31 juillet 2005.

Les motifs pour le non respect à la réglementation en matière de transit sont diverses (raccourci, approvisionnement en carburant, bouchons, jours fériés, etc.).

La législation nationale interdit le stationnement sur les bandes d'arrêts d'urgence des autoroutes et les forces de l'ordre veillent au respect de ces dispositions dans un esprit de sécurité routière.

Une adaptation des infrastructures aux circonstances devrait, le cas échéant, être examinée par le Ministère des Travaux publics, compétent en la matière.

Les statistiques ne renseignent pas sur les causes des accidents de télescopage ni sur les véhicules impliqués, mais au cours des trois dernières années la Police grand-ducale n'a recensé que 19 accidents de télescopage sur autoroutes (y compris les bretelles d'accès des aires de service autoroutières) en cas d'arrêt (constats à l'amiable et PV).

La proposition de l'honorable Député de rendre plus libérale la réglementation en matière de transit des poids lourds va à l'encontre de la réglementation et de la politique actuelles qui visent à augmenter la qualité de vie des riverains des autoroutes.

L'autorisation pour les poids lourds de ne se rendre qu'à certaines stations de service non autoroutières, équivaudrait à un traitement inégal des concessionnaires des stations de service.

Question 0545 (10.8.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **primes à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement:**

D'Lëtzebuerger Baueren, déi eng méi naturno Agrarwirtschaft bedreiwen, kréie fir hire manner u Verdéngscht eng zousätzlech Bäihëllef vum Stat. Laut dem Här Minister sengen eegenen Aussoe krite ronn 700 Baueren eng staatlech Ënnerstëtzung, dëst op Grond vun engem groussherzogleche Reglement aus dem Joer 2001.

An der Lëtzebuerger Press war awer elo an de leschten Deeg ze liesen, datt d'Bauere sech beschwéieren, datt anscheinend Gelder, déi am Joer 2002 an dësem Kontext well genehmegt gi woren, nach net ausbezuelt goufen. Dëst trëfft anscheinend och fir d'Joren 2003 an 2004 zou.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Demandë goufen effektiv an de leschte Joren am Kader vun dësem Programm gestallt an ass hei och eng regional Opstellung festgehale ginn a wéi gesäit dës aus?
2) Wéi héich ass dee gesamte Chiffer pro Joer vun dësen Demanden?
3) Wéi ass aktuell den Timing, wat d'Ausbezuele vun de Bäihëllefe vun 2002 ubelaangt, a wéi ass et mat de Joren 2003 an 2004?
4) Wéi vill Prozent vun den insgesamt ugefrote Bäihëllefe si bis elo nach net ausbezuelt ginn?
5) Wat ass d'Ursaach firwat dës Bäihëllefe bis haut nach net konnten ausbezuelt ginn a wéi gedenkt den Här Minister dës Prozedur méi schnell virunzedreiwen?

Réponse (7.10.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère aux mesures agroenvironnementales prévues au règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel et s'interroge sur le taux de participation, les délais d'exécution et les délais de paiement.

Ad 1

À titre liminaire, je voudrais préciser que le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 précité informe une multitude de régimes d'aides à finalité agroenvironnementale qui sont en plus partiellement cumulables. Des données précises et détaillées concernant les demandes relatives aux différents régimes d'aides figurent aux rapports d'activité publiés annuellement par ce département ministériel. Globalement il en ressort qu'en 2002, 403 exploitants ont introduit une ou plusieurs demandes, avec un total de 689 demandes. Pour 2003, ces chiffres s'élèvent à 276 exploitations et à 373 demandes et en 2004 à 193 exploitations et à 228 demandes. En tenant compte de certains doubles emplois, incompatibilités, modifications et retraits de demandes, quelque 700 exploitants participent actuellement à une ou plusieurs mesures proposées.

À noter qu'une répartition régionale de ces données n'est pas disponible.

Ad 2

Étant donné que les aides concernées sont liées soit à la surface exploitée soit à la charge de bétail, le montant total des aides allouées annuellement varie en fonction de la fluctuation de ces paramètres. Ainsi le montant total des aides se chiffre à 1,2 mio € pour 2002, à 1,9 mio € pour 2003 et à 2,1 mio € pour 2004.

Ad 3

Pour 2002, les paiements réalisés s'élèvent à 975.324,82 € pour sept mesures majeures. Il reste encore à payer 228.000 €, dont 48.000 € sont actuellement en cours de paiement et 180.000 € seront ordonnancés dans les prochains mois.

Pour l'année 2003, les paiements déjà effectués s'élèvent à 1.574.074,14 € pour sept mesures majeures. Il reste encore à payer 330.000 €, dont 125.000 € sont actuellement en cours de paiement et 205.000 € seront ordonnancés dans les prochains mois.

Pour l'année 2004, les paiements déjà effectués s'élèvent à 960.000 € pour trois mesures majeures. Il reste encore à payer 1.167.000 €, dont 860.000 € sont actuellement en cours de paiement et 307.000 € seront ordonnancés dans les prochains mois.

Ad 4

Pour 2002, le pourcentage des paiements en souffrance est de 15%. Ce pourcentage est de 10% pour 2003 et de 15% pour 2004.

Ad 5

Les retards de paiement sont dus à un concours des circonstances qui ont considérablement alourdi la gestion des dossiers. Parmi ces circonstances on peut citer:

- le succès impressionnant du programme dès son lancement fin 2002,
- le nombre élevé de programmes différents, leur degré de complexité et surtout le fait que beaucoup d'agriculteurs ont opté pour des combinaisons de mesures partiellement ou totalement incompatibles, ainsi qu'un nombre élevé de demandes de modification d'anciennes demandes (non encore expirées) du régime d'aides précédant, qui a sérieusement retardé la gestion administrative des dossiers,
- les contrôles d'éligibilité des parcelles se sont avérés plus fastidieux, surtout en raison du fait qu'un bon nombre de dossiers était incomplet au niveau des plans et des extraits cadastraux.

Ceci dit, je voudrais souligner que le personnel du Service concerné vient d'être renforcé de sorte que les retards regrettables dans les paiements pourront être rattrapés dans les mois à venir.

Question 0546 (9.8.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **précisions sur le représentant de l'État au sein du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our (SEO):**

Tout en remerciant Monsieur le Ministre pour sa réponse rapide à ma question initiale, je constate néanmoins qu'elle reste incomplète et souhaite donc reformuler ma question:

- Monsieur le Ministre a précisé que le représentant de l'État au sein du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our (SEO) et président de celui-ci n'a pas été démis de ses fonctions, mais que son mandat n'a tout simplement pas été renouvelé. Pourquoi est-ce que ce mandat n'a pas été renouvelé?
- Le Ministre peut-il confirmer les informations selon lesquelles cette même personne est ou était active dans une société d'investissement et que cela donnait lieu à un conflit d'intérêt entre son mandat au sein du conseil d'administration et ses activités d'investisseur en bourse?

Réponse (6.9.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le mandat de Monsieur Jean-Paul Hoffmann en tant que président du conseil d'administration de la Société Électrique de l'Our étant venu à échéance en mai 2005, j'ai décidé de nommer le fonctionnaire en charge de la direction générale de l'Énergie et des Communications à ce poste. Le fait de ne pas avoir renouvelé le mandat de Monsieur Hoffmann est donc à voir dans le contexte d'une réorganisation de la direction de l'énergie.

Pour ce qui est de votre deuxième question, force est de constater que Monsieur Hoffmann était bien le président d'Investas, mandat dont il a entre-temps démissionné.

Vu que la part de capital de la SEO librement négociée à la Bourse de Luxembourg est très limitée et que le dividende annuel est fixé depuis la création de la société dans le cadre du «Staatsvertrag» conclu entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement de Rhénanie-Palatinat, un conflit d'intérêt en rapport avec la SEO ne semble pas être donné.

Question 0547 (12.8.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **conformité des infrastructures aéroportuaires du Findel aux recommandations de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI):**

En marge des enquêtes en cours pour déterminer les causes et les responsabilités de l'accident d'un Airbus A340 lors de son atterrissage à l'Aéroport de Toronto, la Fédération Internationale des Associations des Pilotes de Ligne (FIAPL) vient de reprocher aux autorités aéroportuaires torontoises la non-conformité de l'aménagement des alentours de la piste aux recommandations de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI).

Selon ces recommandations les aéroports devraient comporter en bout des pistes des zones libres de tout obstacle d'au moins 240 m de longs. Or, à Toronto ce n'était pas le cas, alors que l'Airbus a fini sa course dans un ravin situé à seulement 160 m de la fin de la piste utilisée pour son atterrissage.

- Au regard des événements du 2 août dernier à Toronto, Monsieur le Ministre des Transports peut-il me confirmer que les infrastructures aéroportuaires du Findel et en particulier l'aménagement du pourtour de la piste répondent en tous points aux exigences définies en la matière par l'OACI?
- Quels sont, le cas échéant, les éléments non conformes, et quel est le risque potentiel d'accident, sinon le risque d'aggravation des conséquences d'un éventuel accident qu'ils comportent?
- En référence à l'accident d'un Eurojet Embraer de Luxair en septembre 2003 les précautions valant pour les bouts de piste ne devraient-elles pas s'appliquer au même titre sur les côtés latéraux de la piste d'atterrissage de notre aéroport?

Réponse (6.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'aménagement du pourtour de la piste à l'aéroport de Luxembourg répond et dépasse les recommandations formulées par l'OACI. En effet, au bout des deux pistes, il y a une surface plane disponible d'une longueur de 300 m pour la piste 06 et de 250 m pour la piste 24.

Il en est de même pour les accotements de piste. En fait, l'OACI recommande, pour le gabarit des avions qui atterrissent régulièrement à l'aéroport, d'aménager des accotements lorsque la largeur de la piste est inférieure à 60 m. Il y a lieu de préciser que la piste de l'aéroport a une largeur de 60 m. Néanmoins, des accotements ont été aménagés à Luxembourg et ont une largeur, à l'endroit le plus étroit, de 50 m.

Question 0548 (12.8.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**éclairage diurne et port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent:**

Le 18 novembre 2004 j'avais demandé à Monsieur le Ministre des Transports s'il y aurait un intérêt pour la sécurité routière à rendre obligatoires, d'une part, la présence à bord des véhicules de gilets fluorescents destinés à mieux rendre visibles les occupants contraints de quitter le véhicule en cas d'incident, et d'autre part, l'utilisation de jour des feux de croisement sur les véhicules circulant sur les routes publiques *(cf. compte rendu N°4/2004-2005 - question parlementaire N°0180)*.

Comme Monsieur le Ministre avait à l'époque confirmé l'intérêt de mes positions comme mesures permettant d'améliorer la sécurité de la circulation routière et que suite à la question parlementaire N°0458 de Monsieur Henckes *(cf. compte rendu N°13/2004-2005)* il a déclaré vouloir rendre obligatoires les gilets fluorescents, j'aimerais aujourd'hui savoir quel est l'état de préparation des dispositions légales susceptibles d'imposer l'éclairage diurne et à quand nous pourrons nous attendre à la mise en vigueur tant des dispositions prescrivant la présence à bord des gilets précités que de l'obligation de conduire de jour avec les feux de croisement allumés.

Réponse (19.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur l'état d'avancement des préparations tendant à introduire l'éclairage diurne des véhicules et à rendre obligatoire la présence à bord d'un véhicule d'un gilet de sécurité fluorescent.

Dans ce contexte des groupes de travail de la Commission de Circulation de l'État élaboreront des propositions de modifications du Code de la Route. À cette occasion, les possibilités de l'introduction de l'éclairage diurne seront étudiées et les modalités de l'introduction d'un gilet de sécurité, comme par ailleurs d'un triangle de sécurité, seront arrêtées.

Au vu de la procédure d'approbation nécessaire à la mise en vigueur de ces nouvelles dispositions, une fois le texte des modifications du Code de la Route arrêté, on peut raisonnablement admettre que celles-ci deviendront applicables au cours de l'année 2006.

Question 0549 (17.8.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **répartition des charges relatives aux parties communes et aux éléments d'équipement commun dans les copropriétés des immeubles bâtis:**

Les dispositions de l'article 7 de la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis concernant la répartition des charges relatives aux parties communes et celles entraînées par les éléments d'équipement commun sont source de nombreuses difficultés entre copropriétaires, tant dans les assemblées générales que devant les tribunaux.

Le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, statuant en instance d'appel, a confirmé le 22 février 2005 que l'utilité de l'ascenseur, en tant qu'élément d'équipement commun est identique pour chaque lot d'habitation, quelles que soient sa surface et sa situation dans l'immeuble (excepté le rez-de-chaussée) et que, en conséquence, les dépenses et charges sont identiques pour chaque lot d'habitation.

Au vu des nombreuses difficultés entre copropriétaires en cette matière et de cette récente décision judiciaire, le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile de préciser la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis de telle sorte qu'une nette différentiation soit opérée entre répartition des charges relatives aux parties communes (répartition proportionnelle aux quotes-parts de millièmes) et celles entraînées par les éléments d'équipement commun (répartition à parts égales entre lots d'habitation)?

Si tel devait être le cas, le Ministre est-il disposé à déposer un projet de loi à cette fin?

Réponse (7.10.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La jurisprudence citée par Madame la Députée s'inscrit dans le contexte légal et l'approche générale de l'article 7 de la loi susmentionnée.

Aucune difficulté particulière n'a été signalée depuis la date de ce jugement au Ministère de la Justice à propos des dispositions de l'article 7 de la loi du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis concernant la répartition des charges.

Si de nombreuses difficultés devaient résulter de cette jurisprudence, le Gouvernement est disposé à examiner une éventuelle clarification des dispositions légales applicables.

Question 0551 (18.8.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**introduction d'une taxe «environnementale» sur les billets d'avion:**

La Commission européenne vient de faire part de son intention de soumettre prochainement ses propositions sur la façon de réduire l'impact de l'aviation civile sur l'environnement et le changement climatique.

Je voudrais savoir à ce sujet de la part de Monsieur le Ministre des Transports quel est le sort qui en définitive a été réservée à la proposition qu'il avait soutenue activement au cours de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en ce qui concerne la taxation fiscale du kérosène. Est-ce que l'issue qu'a connue ce dossier donne satisfaction au Gouvernement luxembourgeois?

Comme il est maintenant question de grever les billets d'avion d'une taxe destinée à alimenter le budget «environnement» de l'Union européenne, quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois et en particulier de son Ministre de l'Environnement et des Transports face à cette nouvelle initiative communautaire?

L'impact en termes d'allègement de la facture environnementale due à l'aviation tout comme les répercussions financières et autres pour les compagnies luxembourgeoises peuvent-ils dores et déjà être mesurés? Quelle sera la majoration de prix du transport aérien avec laquelle le passager luxembourgeois devra compter?

Quel est l'état d'avancement des projets de règlement grand-ducal initiés encore par le Ministre des Transports précédent, Monsieur Henri Grethen, et concernant plus particulièrement:

- des taxes aéroportuaires plus élevées pour les avions bruyants et des tarifs réduits pour les appareils de génération plus récente faisant moins de bruit;
- une augmentation des surtaxes pour vols de nuit;
- l'obligation, sous peine d'amende administrative, pour les équipages de suivre des corridors prescrits en-dehors du survol de localités, à l'approche et au décollage du Findel.

Est-ce que le Conseil d'État s'est déjà prononcé sur ces projets et, dans l'affirmative, à quand remonte cet avis et que dit-il en substance?

Réponse (6.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député n'est pas sans ignorer que la base légale des deux projets de règlements grand-ducaux cités dans sa requête repose en larges parties sur les dispositions inhérentes au projet de loi N°5273 ayant pour objet de modifier

1. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne,
2. la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'Administration de l'Aéroport,
3. la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de l'aviation civile et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile,
4. la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare.

Il s'en déduit que l'application des dispositions ayant trait aux taxes aéroportuaires et à la fixation des trajectoires d'approche et de décollage dépendra de l'aboutissement du projet de loi N°5273 préqualifié et de son entrée en vigueur.

Le projet de loi N°5273 a fait entretemps l'objet d'aménagements résultant des observations formulées par le Conseil d'État en son avis N°46.502 du 22 mars 2005 pour faire assurer sa conformité aux prescriptions constitutionnelles, complété par les avis N°46.686 et N°46.687 relatifs aux projets de règlements grand-ducaux précités. Ainsi les dispositions inhérentes aux sanctions et à la récidive ont été intégrées dans le dispositif du projet de loi cité supra.

S'agissant de l'éventuelle taxation du kérosène ou de l'idée de grever les billets d'avion d'une taxe destinée à financer l'aide au développement, les derniers renseignements dont dispose la Direction de l'Aviation civile remontent à propos du Conseil informel «ECOFIN» s'étant déroulé le 9 septembre 2005 à Manchester.

En ce qui concerne la taxation du kérosène, il semble très difficile de trouver un accord sur le plan purement communautaire au vu des situations de distorsion de concurrence à laquelle s'expose le secteur aérien européen sans se diriger vers une solution qui engloberait également les pays tiers.

Le prélèvement d'une taxe sur les billets d'avion a été proposé dans l'optique de financer les programmes d'aide au développement retenus à l'agenda des «Objectifs du Millénaire» au sein des Nations Unies et faisant suite aux conclusions du sommet G8 de Gleneagles.

Actuellement les débats qui ne viennent que de débuter au sein des États membres de l'Union européenne portent sur la question de savoir si un tel prélèvement à instaurer par les États membres s'effectuera sur la base d'une contribution volontaire ou obligatoire. Signalons que le Grand-Duché de Luxembourg souscrit pleinement aux objectifs précités et que la coopération luxembourgeoise a déjà atteint et même dépassé l'objectif d'une aide publique au développement équivalant à 0,7% du revenu national brut.

L'absence de fixation d'une quelconque assiette ou de taux ainsi que l'absence de modalités concrètes pour la mise en œuvre d'une telle taxation rendent matériellement illusoire toute détermination de l'impact sur l'environnement, tout comme il s'avère trop prématuré pour mesurer les répercussions sur le prix des billets d'avions.

Question 0552 (18.8.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **transposition des exigences communautaires en matière de protection des passagers en cas de retard d'un avion ou «overbooking»:**

Selon la presse internationale le Grand-Duché de Luxembourg se serait fait épingler par la Commission européenne pour ne pas avoir transposé convenablement les exigences communautaires en matière de protection des passagers en cas de retard d'un avion ou en cas de refus d'embarquement («overbooking»).

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer en quoi consistent concrètement ces reproches? En particulier, est-il correct qu'au Luxembourg il n'existe toujours pas d'instance de recours en cas de litige entre la compagnie aérienne fautive et ses clients et que le droit luxembourgeois ne prévoit pas non plus d'amendes pour sanctionner des compagnies récalcitrantes en matière d'indemnisation des passagers devenus victimes d'un retard ou d'un refus d'embarquement?
- Depuis quand le Luxembourg se trouve-t-il en porte-à-faux par rapport aux exigences communautaires?
- Quelles sont les raisons du retard pour transposer des dispositions dont la mise en œuvre constituerait pourtant un apport sensible en matière de protection du consommateur?

Réponse (4.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Il est vrai que le Luxembourg a fait l'objet d'un avis motivé de la Commission européenne en date du 14 juillet 2005 en raison de la non-communication de l'organisme national appelé à être mis en place conformément aux dispositions de l'article 16 du règlement (CE) N°261/2004 du Parlement et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol.

Les retards lors de la mise en application dudit règlement ont été engendrés en particulier par les démarches entreprises par les Ministères des Transports et de l'Économie en vue de la recherche de l'entité la plus appropriée pour accueillir les plaintes des passagers lésés.

En date du 6 septembre 2005, le Conseil de Gouvernement a tranché la question et a désigné la Direction de la Consommation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur comme organisme chargé de l'application du règlement (CE) N°261/2004 précité.

Il me paraît utile de souligner que la Direction de l'Aviation civile ayant assuré ce rôle à titre intérimaire n'a pas été saisie de plaintes de passagers concernant la violation de leurs droits.

Question 0553 (18.8.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **fonctionnement du service de transports publics «Late Night Bus»:**

L'introduction du «Late Night Bus», très souvent sur initiative d'autorités communales ou d'associations locales privées, a montré qu'une offre de transports publics en-dehors des horaires usuels répond à une forte demande notamment de la part des jeunes disposés à renoncer à la voiture privée pour leurs sorties nocturnes, si une alternative valable existe coté transports publics.

Le programme de coalition du Gouvernement prévoit d'encourager la mise en place du «Late Night Bus».

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quels sont les services de «Late Night Bus» qui fonctionnent à l'heure actuelle et à qui en revient l'initiative?

L'offre en place a-t-elle évolué au cours des derniers douze mois et Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les initiateurs et les modalités de fonctionnement des services nouvellement créés au cours de cette période?

Quelles sont par ailleurs les initiatives concrètes prises par le Gouvernement pour promouvoir cette offre?

Quels sont en outre les projets du Gouvernement pour combler les lacunes qui selon un récent communiqué des Jeunes socialistes semblent surtout se manifester dans ce contexte dans le Bassin minier?

Réponse (14.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite obtenir des renseignements sur les activités de transports du type «Late Night Bus».

En conséquence des objectifs fixés par le Gouvernement dans l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004, le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 s'est vu adopter un montant de 250.000 euros destiné à subventionner les communes et syndicats de communes du Grand-Duché de Luxembourg prenant l'initiative d'offrir aux habitants de façon régulière des moyens de transports en commun pour les déplacements nocturnes.

Par lettre circulaire, toutes les communes ont été informées de leur droit à un subside pour un Service dit «Late Night Bus», ainsi que des consignes d'obtention d'un tel subside.

Jusqu'au 1er septembre 2005, un quart des communes du Grand-Duché a introduit une demande en obtention d'un tel subside. Étant donné que les communes pourront introduire leurs demandes jusqu'au 30 novembre 2005, il est cependant difficile à estimer quel sera le nombre définitif de communes mettant à disposition de leurs citoyens un Aéroport du type «Late Night Bus».

Pour ce qui est du défaut de services «Late Night Bus» dans le Bassin minier, tel que cité dans la question de l'honorable Député, il reste à préciser que l'initiative de mise en place d'un tel service revient aux destinataires du subside susmentionné.

Question 0554 (19.8.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **danger d'une épidémie de grippe aviaire:**

A Fachkreesser besteet de Moment eng grouss Besuergnes, datt déi asiatesch „Vogelgrippe", ausgeléist duerch de Virus H5N1, kënnt vu Russland op Westeuropa iwwergräifen an dat besonnesch, well Wandervigel de Virus am Hierscht iwwer grouss Strecke kënnen transportéieren a bei eis Vigel oder Fiedervéi kënnten ustiechen.

Eng besonnesch Gefor geet dobäi fir de Mënsch vun engem mutéierten H5N1-Virus aus, deen am schlëmmste Fall zu enger gewalteger Pandemie kënnt féieren. Dës Gefor wier laut Spezialisten de Moment esou grouss wéi säit Jorzéngten net méi. En Impfstoff ass bis op weideres net a gréissere Quantitéite verfügbar. Dat eenzegt Mëttel, wat hëllefe kënnt, ass ee säit Jore verfügbaart Medikament, wat d'Vermehrung vum Virus am Kierper vun der betraffener Persoun blockéiert. Et gëtt Recommandatiounen, datt d'Regierungen dëst Medikament op d'mannst fir 20% vun hire Populatioune sollten a Reserv halen.

Aus dëse Grënn géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Aschätzung vun der Regierung iwwert d'Gefor vun esou enger weltwäiter Epidemie?
2. Wat fir Mesurë si bis elo ergraff ginn, respektiv hutt Dir wëlles ze ergräifen, fir d'Bevölkerung maximal virun dëser Gefor ze schützen? Wéi héich sinn am Besonneschen d'Reserven u verfügbare „Virusblocker"?
3. Wat geschitt de Moment um europäesche Plang, fir e Maximum u Preventioun sécherzestellen?

Réponse (13.9.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'asiatesch Vugelgripp war schonn d'Thema vun der parlamentarescher Ufro N°0532 vum Här Deputéierte Xavier Bettel. Ech wëllt dofir op meng Äntwert hiweisen, déi ech den 11. August ginn hunn *(cf. ci-avant)*.

D'Gefor vun enger weltwäiter Epidemie ass dëse Moment nach schwéier anzeschätzen, mä bis nei wëssenschaftlech Erkenntnisser virleien deelt Lëtzebuerg d'Approche vun der OMS an der Europäescher Kommissioun, déi eng Rei Virsiichtsmoossnamen uroden.

Wéi ech schonn dem Här Bettel op seng Ufro matgedeelt hunn, hu mer elo ganz rezent eng nei Bestellung vun engem antivirale Medikament opginn, fir eise Stock ze vergréisseren. Dat Medikament kënnt agesat ginn, wann e Mënsch vum Virus H5N1 befall géif ginn. An éischter Linn géifen dann déi Leit preventiv dat Medikament kréien, déi berufflech mat deem Virus a Kontakt kënne komm sinn.

Um europäesche Plang besteet en Iwwerwaachungsplang fir Hausgefligel an Zuchvigel. Et ass och en Importstopp fir Gefligel a Gefligelprodukter agefouert ginn, déi aus Länner kommen, an deene Fäll vun der Vugelgripp opgetruede sinn. D'Anhale vun deem Importverbuet gëtt, wat Lëtzebuerg ubelaangt, op eiser eenzeger Aussegrenz, dat heescht dem Findel, kontrolléiert.

Elo uganks September kommen zu Bréissel d'Vertrieder vun der Kommissioun mat den Experten aus de Memberstaten zesummen, fir eventuell nach zousätzlech Moossnamen ze décidéieren.

Question 0555 (19.8.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **ligne d'autobus 250 (Redange-sur-Attert/ Luxembourg):**

D'Buslinn 250 vu Réiden un der Atert an d'Stad Lëtzebuerg ass bis elo ëmmer all Stonn befuer ginn, an zwar vu mueres 5.04 Auer un.

Ab dem 1. am Hierschtmount 2005 soll dat awer net méi de Fall sinn.

Zum Beispill gëtt d'Linn um 6.04 Auer net méi befuer, obwuel datt ëm dës Zäit, mengen zouverléissegen Informatioune no, tëschent siwe bis zéng Leit dës Linn fir hire Wee op d'Schaff benotzen.

Wa mer wëllen, datt méi Leit op den öffentlechen Transport ëmklammen, verstinn ech net wéisou esou Buslinnen ofgebaut ginn. Fir d'Notzung vum öffentlechen Transport attraktiv ze maachen, misst jo grad an deem Beräich d'Offer ausgebaut ginn.

Duerfir dës Froen:

1. Si Kontrollen iwwert d'Benotzerzuel vun der Linn 250 duerchgefouert ginn, ier décidéiert gouf verschidde Fuerzäiten ofzeschafen?
2. Wa jo, wéini sinn dës Kontrollen duerchgefouert ginn?
3. Wat sinn d'Grënn vun den Änneronge vun de Fuerzäite vun der genannter Buslinn?
4. Wéisou gi Buslinnen ofgeschaaft, wa mer gären hätten, datt d'Leit, a besonnesch déi, déi am Beruffsliewe stinn, den öffentlechen Transport solle benotzen?

Réponse (6.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Un der Buslinn 250, déi vu Réiden un der Atert an d'Stad fiert, ass guer keng Ännerung ab dem 1. September 2005 virgesinn.

Question 0556 (22.8.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **maintenance des avions:**

Meng Froe bezéie sech op de rezente Fligeraccident bei Athen, deen, de leschten Informatiounen no, op e mangelhaften Entretien vun der Onglécksmaschinn kënnt zréckzeféiere sinn. Et gëtt vun engem allgemeng ongenügenden Entretien vun de Maschinne bei der Gesellschaft „Helios" a souguer vu Pressioun op d'Personal, wat fir den Entretien zoustänneg ass, geschwat. An deem Kontext géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt an Europa eng Fluggesellschaft den Entretien vun hire Maschinne ka vernoléissegen, ouni datt eng vun dëser Gesellschaft onofhängeg Kontrollinstanz dëst feststellt an entspriechend intervenéiert?
2. Wéi ass um internationale Plang séchergestallt, datt den techneschen Entretien vun alle Fligeren, déi am grenziwwerschreidende Loftverkéier täteg sinn, de Virschréften entsprechend gemaach gëtt?
3. Wéi gëtt - am Interessi vun eiser Sécherheet - assuréiert, datt all Maschinnen, déi Lëtzebuerg ufléie respektiv iwwerfléien, technesch an engem Zoustand sinn, deen de Virschréften entsprécht?
4. Wat fir Méiglechkeeten huet eis Regierung fir Apparaten, deenen hiren techneschen Zoustand als zweifelhaft kann ageschat ginn, d'Iwwerfléie vun eisem Territoire ze verbidden?

Réponse (4.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Am Zesummenhang mat deene leschten tragesche Fligeraccidenter, wëllt den honorablen Deputéierten Explikatiounen iwwert d'technesch Sécherstellung an den Ënnerhalt vu Fligere kréien.

D'OACI, d'Organisatioun fir international zivil Loftfahrt, definéiert an der Annex 8 zu der Konventioun vun Chicago déi grouss Linne wéi den Ënnerhalt vun engem Fliger, dee grenziwwerschreidend flitt, soll ofgehale ginn. Baséierend op deene Richtlinnen, muss dann all Land seng eege Regele fir den Ënnerhalt vun den Fligere festsetzen. D'OACI auditéiert regelméisseg all Memberlänner iwwert déi korrekt Ëmsetzung vu senge Richtlinnen.

An der Europäescher Unioun ass d'EASA, d'Agence fir d'Sécherheet an der ziviler europäescher Loftfahrt, zoustänneg fir dës Regelen am Numm vun allen EU-Memberstaten ze definéieren an als europäesch Reglementer ëmzesetzen.

D'Memberstate si verflicht ze iwwerwaachen, ob hir Fluggesellschaften dës Regelen anhalen. D'EASA hirersäits auditéiert d'Memberstate fir sécherzestellen, datt si hir Iwwerwaachungskompetenze korrekt ausféieren.

Dëse Kontrollsystem huet sech iwwert d'Joren hi bewährt a gëtt kontinuéierlech verfeinert. D'Accidentequoten an Europa waren nach ni op esou engem niddrege Stand wéi an dësem Jorzéngt. Mä och dee beschte Kontrollsystem kann emol versoen. Awéifern dëst awer beim Fligeraccident vun der Gesellschaft „Helios" a Griichenland matgespillt huet, steet nach aus.

Fir den Afluch oder Iwwerfluch vun engem Fliger ze genehmegen, gëtt fir d'alleréischt emol kontrolléiert ob dem Fliger an der Fluggesellschaft hir Pabeieren an Dokumenter an der Rei sinn. Am Fall vun engem Afluch kann dann och nach décidéiert ginn, eng SAFA-Inspektioun um benannte Fliger duerchzeféieren. De SAFA-Programm, dee vun der CEAC, der europäescher Konferenz fir zivil Loftfahrt, gesteiert gëtt an an deem Lëtzebuerg aktiv zënter Jore matschafft, ass deemno en zousätzlechen Hiewel fir am éischtgenannte Kontrollsystem matzewierken.

Sech baséierend op déi Erkenntnisser, déi während dësen Inspektioune festgestallt ginn, kënnen da Moossnamen ergraff gi géint en défaillantë Fliger oder géint d'Fluggesellschaft am Respekt vun internationalen a communautairen Dispositiounen. Zu deene Mesuren zielen d'Immobilisatioun vum Fliger bis seng Navigabilitéit erëm gewährleescht ka ginn oder a gravéierende Fäll e komplette Verbuet fir all Fliger vun engem betraffenen Opérateur d'Statsgebitt unzefléien oder ze iwwerfléien.

Question urgente 0557 (22.8.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **secours offerts au Portugal dans la lutte contre les incendies:**

Le Portugal est frappé par d'importants incendies depuis quelques semaines. De nombreux pays européens ont décidé d'envoyer une aide à ce pays qui en a fait la demande. Certains pays ont envoyé des sapeurs-pompiers, d'autres des moyens logistiques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Luxembourg compte aider le Portugal dans les plus brefs délais face à ces incendies?
- Dans l'affirmative, par quels moyens?

Réponse (1.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

D'une manière générale, une aide à des pays tiers n'est fournie par les services de secours que dans le cadre d'une demande d'assistance générée soit par le Gouvernement de l'État faisant face à une situation d'exception, soit par la Commission européenne sur la base de la décision du Conseil de l'UE du 23 octobre 2001 instituant un mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des institutions de secours relevant de la protection civile et suite à une requête afférente de l'État membre ou d'un État ne faisant pas partie de l'UE.

Dans le cas présent, une assistance fut demandée par le Portugal par le biais du M.I.C. (Monitoring and Information Center) de la Commission de l'UE le 20 août 2005 à 20h30 (heure de Luxembourg). La demande d'assistance portait uniquement sur la mise à disposition de matériel d'extinction, plus particulièrement d'avions et d'hélicoptères spécialisés pour l'extinction de feux. Le CSU 112, qui est le point de contact 24h/24 officiel, a généré une réponse le 20 août 2005 à 22h00 informant le M.I.C. que les services de secours luxembourgeois ne sont pas en mesure de fournir l'aide demandée, alors que le Luxembourg ne dispose pas de ce type d'avions ou d'hélicoptères.

Le M.I.C. de la Commission européenne fonctionnant 24h/24 transmet au moins une fois par jour une fiche d'information au CSU 112 qui informe sans délais les responsables du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ainsi que de l'Administration des Services de Secours si d'autres moyens sont requis.

Question 0558 (23.8.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **entreprises de taxis:**

Depuis un certain temps les reproches à l'adresse de plusieurs entreprises de taxis se multiplient quant au non-respect des conditions de travail imposées aux chauffeurs et quant à l'application non conforme des exigences tarifaires.

1. Messieurs les Ministres des Transports et de l'Économie peuvent-ils préciser de quelles irrégularités concrètes il est question en l'espèce?
2. Les entreprises de taxis sont-elles régulièrement contrôlées et, si oui, avec quelle intensité et avec quel résultat au sujet d'éventuelles irrégularités commises dans les domaines visés ci-avant?
3. Les apparentes irrégularités concernant les conditions de travail ont-elles donné lieu à des enquêtes judiciaires ou administratives et, si oui, avec quel résultat notamment en ce qui concerne l'application d'éventuelles sanctions pénales ou administratives?
4. Est-il vrai par ailleurs que l'une ou l'autre entreprise de taxis ait procédé à des manipulations illicites de ses taximètres pour majorer unilatéralement les tarifs imposés par le Ministre de l'Économie? À condition que ces manipulations aient eu lieu, celles-ci ont-elles été facilitées par le fait que ces mêmes entreprises de taxis se trouvent par ailleurs autorisées à autocertifier la conformité technique des taximètres utilisés et leur installation conforme dans les voitures qui en sont équipées?
5. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer si des taxis offrent régulièrement leurs services à l'Aéroport du Findel sans disposer des autorisations requises à cet effet? Dans l'affirmative quelles sont les mesures prises pour mettre un terme à cette concurrence déloyale?

Réponse commune (3.10.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Des irrégularités sur les tarifs des courses en taxi nous ont été signalées dès la publication du nouveau règlement grand-ducal du 9 juillet 2004 fixant des prix maxima pour courses en taxi. Des contrôles effectués le 20 juillet 2004, le 26 novembre 2004 ainsi que le 14 janvier 2005 auprès d'entreprises de taxis ont révélé des irrégularités concernant les tarifs appliqués aux clients.
2. Le dossier a été transmis une première fois au Parquet du Tribunal d'arrondissement qui a prononcé un avertissement contre une société en novembre 2004, tout en précisant que la première récidive entraînera des poursuites. Les rapports des contrôles suivants ont de nouveau été transmis en date du 26 janvier 2005 pour suites au Parquet. Selon nos informations il n'a pas encore été statué sur l'affaire.
3. Par lettre circulaire du 21 mars 2005, la Fédération des patrons loueurs de taxis et d'ambulances ainsi que 62 entreprises de taxis ont été invitées à afficher visiblement les tarifs dans leurs véhicules. Cette mesure permet aux clients de vérifier les tarifs appliqués par les entreprises de taxis et de repérer

celles qui appliquent des prix supérieurs aux prix maxima autorisés.

4. En ce qui concerne l'autocertification de la conformité technique des taximètres, accordée en 1997 à une entreprise de taxis, il sera mis fin à cette pratique qui, loin de faire ses preuves, est à la source du malaise qui règne en ce moment dans le secteur des taxis.
5. Pour ce qu'est du non-respect des dispositions du règlement grand-ducal du 9 juillet 2004 fixant les prix pour courses en taxi, le Ministre des Transports ne manquera pas de pendre les décisions qui s'imposent à l'Aéroport de Luxembourg, seule partie du secteur des taxis tombant sous les compétences du Ministère des Transports, conformément à l'article 3, sub 2) de la loi du 18 mars 1997 portant réglementation des services de taxis.

Question 0559 (23.8.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **hausse des prix pétroliers:**

Les prix des produits pétroliers qui ont pratiquement doublé aux cours des 18 derniers mois ont atteint un niveau inquiétant et les experts annoncent des augmentations supplémentaires.

J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quel a été jusqu'à présent l'impact de cette hausse spectaculaire des prix pétroliers sur l'évolution indiciaire ainsi que sur le produit intérieur brut.

Est-ce que les produits pétroliers sont à l'origine de la reprise de l'inflation notée sur le plan national qui place entre-temps notre pays au premier rang parmi les États membres de l'Union européenne en ce qui concerne le renchérissement du coût de la vie?

Sinon, y a-t-il d'autres facteurs responsables de cette évolution qui risque d'entamer la compétitivité de notre économie et qui par ailleurs réduit à néant l'effort d'épargne des particuliers alors que le taux d'inflation a dépassé celui des intérêts payés par les banques?

Quelles sont les initiatives que le Gouvernement a prises ou envisage de prendre pour juguler les effets de l'envolée des prix pétroliers sur l'économie nationale, sur l'emploi ainsi que sur le pouvoir d'achat des ménages?

N'est-il pas temps d'arrêter un plan national d'ensemble susceptible d'endiguer l'impact du phénomène en prévoyant sur le plan de la consommation d'hydrocarbures les mesures d'économie et de compensation utiles pour alléger la facture?

Réponse (13.10.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Évolution du prix du pétrole sur les 18 mois et perspectives sur le marché international comparaison avec pays UE

Le mouvement ascendant rapide des prix des produits pétroliers, amorcé dès janvier 2004, a porté ceux-ci en août 2005 à un niveau supérieur de 41% à celui de décembre 2003. Pendant la même période, l'indice des prix à la consommation a connu une progression de 4,3%, alors que celle d'un indice général regroupant tous les biens et services à l'exclusion des produits pétroliers n'a été que de 2,9%. L'impact direct de la hausse spectaculaire des prix pétroliers sur l'évolution indiciaire est donc à chiffrer à 1,4 point de pourcent pour la période de décembre 2003 à août 2005. Autrement dit, la hausse des prix des produits pétroliers est directement responsable du tiers de l'inflation générale enregistrée sur cette période.

Le taux d'inflation sur douze mois s'est situé en août à 2,74%, alors que le taux correspondant de l'indice général «hors produits pétroliers» s'est limité à 1,91%. L'apport des prix pétroliers au taux d'inflation est donc actuellement à chiffrer à 0,83 point de pourcent. Il est vrai que l'inflation au Luxembourg n'est actuellement pas négligeable!

Il y a un large consensus auprès des experts et des partenaires sociaux que l'indice des prix national (IPCN) est l'indicateur le plus adéquat pour mesurer la hausse des prix dans notre pays. En effet, l'évolution de l'indice communautaire (IPCH) est fortement biaisée par le fait qu'en raison de la comparabilité statistique, les indices harmonisés des États membres doivent inclure les dépenses de consommation effectuées par les non-résidents.

Dans le cas spécifique du Luxembourg, ceci conduit pour les carburants et les produits de tabac à des pondérations qui sont un multiple de ce qu'elles sont dans l'indice national (IPCN) ou dans les indices harmonisés d'autres États membres. Dans la situation actuelle, ces pondérations (carburants 87,7 pour mille dans l'IPCH contre 18,4 dans l'IPCN; tabac 114,5 pour mille contre 11,4 pour mille) provoquent des progressions de l'IPCH qui n'ont plus aucun rapport avec la réalité économique vécue par la population. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) place le Luxembourg au premier rang parmi les États membres de l'Union européenne en ce qui concerne le renchérissement des biens et services de la consommation privée.

Le tableau suivant fournit un aperçu sur les taux d'inflation au Luxembourg, dans les pays de la zone euro et dans l'UE (situation du mois d'août):

Finlande	1,0
Pays-Bas	1,6
France	2,0
Allemagne	1,9
Portugal	2,5
Autriche	1,9
UE25	2,1
Zone euro	2,1
Irlande	2,1
Italie	2,2
Luxembourg IPCN	2,7
Belgique	2,9
Espagne	3,3
Grèce	3,6
Luxembourg IPCH	4,3

Il en ressort que l'inflation au Luxembourg, telle qu'elle est mesurée par l'IPCN, est bien supérieure de 0,6 point de pourcent aux moyennes communautaires, mais qu'elle reste inférieure à celle observée en Belgique par exemple.

2. Impact des prix pétroliers sur l'évolution de l'activité et des prix à la consommation

Le Statec - dans sa Note de Conjoncture N°2 de 2004 - a présenté une simulation macroéconomique de l'effet d'un choc provenant d'une forte hausse du prix du pétrole de 25% sur trois années. Comme la demande étrangère s'adressant au Luxembourg s'en ressentirait négativement, le choc pétrolier se solderait par une baisse du PIB de 0,2% pourcent. Les prix à la consommation augmenteraient de 0,1 à 0,2% et le chômage de 0,1 point de pourcent.

Une forte augmentation des prix de l'or noir peut donc amputer significativement notre croissance et peser sérieusement sur la croissance de l'emploi.

Quant à l'incidence des prix du pétrole sur l'indice des prix à la consommation national (IPCN), une simulation récente montre qu'un baril à 60 $ entraîne une inflation plus forte cette année ainsi qu'en 2006. À 70 $ le baril, l'inflation atteindrait même 3,2% l'année prochaine avant de se replier.

Prévisions d'inflation

	Observations			Prévisions	
	2003	2004	2005	2006	2007
			Variation annuelle en %		
Inflation (IPCN) - scénario central (baril à 65 USD)	2,0	2,2	2,6	2,8	2,1
Inflation (IPCN) - scénario alternatif 1 (baril à 60 USD)	2,0	2,2	2,6	2,5	2,0
Inflation (IPCN) - scénario alternatif 2 (baril à 70 USD)	2,0	2,2	2,7	3,2	2,2

Source Statec (au 6 septembre 2005)

3. Comparaison de l'indice des prix

Quant aux facteurs autres que le renchérissement des produits pétroliers qui, au cours de douze mois écoulés, ont contribué à porter l'inflation au niveau actuel, peu de faits marquants sont à mentionner. Certaines des hausses qui ont eu les plus fortes incidences sur l'inflation sont liées étroitement à la flambée des prix pétroliers, comme notamment celles de l'électricité (incidence de 0,14 point de pourcent dans le taux d'inflation de 2,74%) et du gaz naturel (incidence de 0,11 point de pourcent). Les seules autres qui soient suffisamment significatives pour être mentionnées sont celles des loyers (incidence de 0,16 point de pourcent), des services d'entretien et de réparation des automobiles (incidence de 0,13 point de pourcent), des produits de tabac (incidence de 0,11 point de pourcent), des acquisitions d'automobiles (0,10 point de pourcent) et des produits de boulangerie et pâtisserie (0,10 point de pourcent). Il est probable que si les tendances inflationnistes sont actuellement plus fortes au Luxembourg que dans d'autres États membres de l'UE, ceci s'explique davantage par la meilleure situation conjoncturelle et la demande plus forte qui en résulte que par des facteurs inflationnistes spécifiques.

4. Incidence sur la compétitivité

La compétitivité des entreprises est un sujet qui mérite une attention très soutenue. Dans la mesure où l'inflation se traduirait par des coûts de production plus élevés - notamment salariaux - et que la hausse de la productivité du travail ne serait pas en mesure de contrebalancer ces derniers, nous pourrions enregistrer une dégradation de notre position compétitive, dommageable pour la croissance et remploi. L'innovation et la recherche, la formation continue et la qualité des produits et des services peuvent favoriser la productivité et amortir les hausses de prix. Cette forme de compétitivité hors coût fait l'objet du Plan national prévu par la Stratégie de Lisbonne.

5. Incidence sur l'épargne

Il faut distinguer l'épargne et l'investissement.

Avec l'entrée en vigueur de l'euro, les taux d'intérêts (débiteurs) à long terme se sont progressivement détendus et atteignent des niveaux historiquement bas. Les taux d'intérêts réels sont une aubaine pour les entreprises qui peuvent financer plus facilement leurs plans d'investissement; des taux d'intérêt réels bas sont une chance pour les ménages qui souhaitent acquérir des biens de consommation durables ou un bien immobilier.

Les faibles taux d'intérêt (créditeurs) incitent les épargnants à placer leur patrimoine de manière à bénéficier de rendements plus importants, quitte à accepter un risque plus élevé.

La place financière du Luxembourg offre de nombreux produits très adaptés et une panoplie très complète des services à leurs clients qui devraient permettre d'éluder - du moins partiellement - les effets indésirables d'une inflation jugée excessive.

6. Pertes de pouvoir d'achat

Quant aux pertes de pouvoir d'achat des ménages, il faut rappeler que le mécanisme d'indexation automatique des salaires protège efficacement la grande majorité des sources de revenus contre une érosion par l'inflation.

J'ai demandé au Statec, en collaboration avec l'observatoire de la compétitivité, de présenter un rapport sur l'inflation et plus précisément sur les indicateurs de mesure, les déterminants et les conséquences sur la croissance, l'emploi et la cohésion sociale.

7. Initiatives du Gouvernement pour juguler les effets sur l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages

À la demande du Conseil et de la Commission européenne, l'Office des Prix a été remplacé par l'Inspection à la Concurrence et le Conseil de la Concurrence. Aux instruments traditionnels de contrôle des prix ont été substitués les instruments de la politique de concurrence.

J'ai demandé à l'Inspection de la Concurrence de présenter des propositions concrètes, dans le respect de la loi et du Traité, qui visent à rapprocher les prix des biens de consommation de leur niveau concurrentiel de manière à maintenir les prix à la consommation à un niveau compétitif.

8. Plan énergie

Afin de mettre en œuvre une meilleure efficacité énergétique au Luxembourg, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est actuellement en train de mettre en œuvre différentes initiatives.

Les programmes d'aide institués par des règlements grand-ducaux récents stimulent le recours à des énergies renouvelables et à une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Ils constituent un important pas dans la promotion des énergies pouvant substituer des produits pétroliers ou gaziers. Les programmes visent également une utilisation plus rationnelle de l'énergie, particulièrement au niveau de la bâtisse nouvelle et existante.

Par la réforme de la législation en matière de l'isolation thermique des immeubles et par la mise en place d'un système de certificats de performances énergétique, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur espère pouvoir contribuer considérablement à une amélioration durable de la qualité de la bâtisse au Luxembourg.

Par la mise en œuvre d'une directive européenne sur les biocarburants, il est prévu d'incorporer progressivement dans les carburants distribués à Luxembourg des biocarburants pour arriver à un pourcentage de quelque 5% de biocarburants d'ici 2010.

Les investigations du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur visent avant tout un système d'aide économiquement efficace pour soutenir les énergies renouvelables et les technologies permettant de mettre en œuvre une utilisation plus rationnelle de l'énergie.

Question 0560 (24.8.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **mesures pour alléger l'impact du trafic à supporter par les localités frontalières luxembourgeoises suite à l'ouverture d'un nouveau centre d'ameublement près d'Arlon (IKEA):**

L'ouverture près d'Arlon d'une grande surface spécialisée dans l'ameublement ménager ne restera pas sans impact sur le trafic à supporter par les axes routiers qui y mènent et dont certaines routes traversent les localités frontalières luxembourgeoises. Les initiatives locales lancées notamment par les habitants de Clemency et des villages voisins contre les répercussions négatives de ce projet sur leur qualité de vie ne semblent pas avoir connu l'appui souhaité du Gouvernement en général et du Ministère de l'Environnement en particulier à en juger de par la déception que reflète le récent communiqué de la „Lokalinitiativ Kéinzeg". J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement et des Transports:

- Quelles ont été les mesures prises par le Gouvernement pour soutenir les habitants vivant le long des axes routiers menant vers le nouveau centre d'ameublement?
- Quelle est plus particulièrement, de l'avis du Ministre, la valeur de l'argumentaire développé par la „Lokalinitiativ Kéinzeg" contre l'implantation dudit centre?
- Quelles sont les initiatives que Monsieur le Ministre compte prendre en sus pour alléger notamment l'impact du trafic dans les localités concernées?

Réponse (30.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Meisch relative aux répercussions sur le trafic automobile de l'ouverture d'un centre d'ameublement à Sterpenich sur les localités frontalières luxembourgeoises, j'aimerais fournir les précisions suivantes:

Le Gouvernement est conscient des craintes exprimées par les habitants des localités frontalières luxembourgeoises relatives à une augmentation du trafic automobile induite par l'ouverture dudit centre d'ameublement.

Par ailleurs l'argumentation de la „Lokalinitiativ Kéinzeg" à l'encontre de l'implantation de ce centre pourrait s'avérer correcte du moins en ce qui concerne le territoire belge.

Il faut savoir que le classement des terrains visés en zone d'activité date d'une vingtaine d'années alors que les procédures d'information et de participation des populations résidant de l'autre côté des frontières nationales n'étaient pas encore en vigueur.

Le Gouvernement luxembourgeois est toutefois intervenu en tant que réclamant dans la phase de consultation menant à l'établissement du permis unique pour la construction et l'exploitation du centre d'ameublement visé. Les arguments y développés en termes de répercussions de trafic automobile sur le territoire luxembourgeois n'ont toutefois pas été pris en compte dans le cadre de cette procédure du fait que la législation en matière d'établissement de permis unique ne permet pas de tenir compte de ce type d'incidences sur l'environnement et la population d'un État voisin.

Enfin, le Gouvernement luxembourgeois a soutenu les actions de la „Lokalinitiativ Kéinzeg", du Mouvement écologique et des personnes privées ayant intenté un recours en annulation de permis unique auprès du Conseil d'État belge.

En ce qui concerne le 3e tiret de la question parlementaire sous rubrique, je me permets de vous renvoyer à l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui répartit les compétences entre l'État et les autorités communales en matière de circulation routière.

L'article 5 précité dispose que les autorités communales peuvent réglementer la circulation sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements communaux concernent la circulation sur la voirie vicinale ou la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations.

Les dispositions concernant la voirie de l'État à l'extérieur des agglomérations sont reprises dans des règlements ministériels ou des règlements grand-ducaux pris sur initiative du Ministère des Travaux publics, ensemble avec le Ministère des Transports.

Avant de mettre en œuvre des mesures quelconques, je propose aux autorités locales de procéder à des enquêtes sur les lieux afin de pouvoir déterminer l'origine et la destination du trafic traversant les localités énumérées dans la question parlementaire.

Dans l'hypothèse où l'augmentation de la densité du trafic résulte essentiellement de l'ouverture d'une grande surface dans les environs d'Arlon, une présignalisation directionnelle adéquate contribuerait déjà à guider les conducteurs vers le site de la grande surface.

Question 0561 (24.8.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **droit d'atterrissage à Luxembourg d'un avion-cargo «Antonov 12»:**

Il me revient que les habitants des quartiers et localités situés dans l'environnement direct de l'aéroport sont gravement lésés dans leur qualité de vie par un avion gros porteur qui fait escale plusieurs fois par semaine à l'aéroport de Luxembourg.

Renseignements pris, il s'agit d'un Antonov 12, utilisé par diverses compagnies de fret, de construction ancienne, équipé de quatre turbopropulseurs dont le bruit assourdissant et les traînées de gaz salissantes incommodent plusieurs fois par semaine et aussi tard dans la soirée lesdits habitants.

Il est vrai que les autorités luxembourgeoises sont assez démunies face à ce type de situation, étant donné que la certification des avions relève de la compétence des États de conception ou de construction des aéronefs.

Dans le cas présent cependant il semble bien que la certification de l'Antonov 12 qui donne droit à l'atterrissage à Luxembourg a été délivrée par l'Union soviétique, ce qui nous reporte au moins quinze ans en arrière.

Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est dans l'intention du Gouvernement d'intervenir auprès des autorités russes pour revoir ladite certification ou du moins auprès des compagnies qui exploitent cet avion pour leur signaler les graves inconvénients que cause leur avion?

Réponse (6.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Tel que le relève à juste titre l'honorable Député, c'est l'État constructeur d'un aéronef qui est compétent pour la certification d'un aéronef. Dans le cas de l'aéronef Antonov 12 il s'agit de l'Ukraine en sa qualité d'un des «États continuateurs» de l'ancienne Union soviétique.

Il est à signaler que l'avion concerné se trouve en conformité avec les exigences internationales en matière de limitation de nuisances sonores et que ce type d'appareil est également autorisé à desservir des aéroports situés dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Cela étant, les droits d'atterrissage sont accordés sur la base d'accords aériens bilatéraux conclus entre le Luxembourg et plusieurs «États continuateurs» de l'ancienne URSS. Retirer ces droits unilatéralement reviendrait à mettre en cause l'équilibre des droits échangés et serait certainement suivi de mesures de rétorsion par les États concernés.

Il est vrai que les autorités luxembourgeoises seules ne disposent pas de moyen d'action contraignant vis-à-vis des États exploitant l'appareil en question. Tout au plus pourrait-on s'imaginer une action communautaire qui serait à initier par l'Agence Européenne de Sécurité Aérienne (EASA), cette dernière étant désormais seule compétente sur le plan communautaire en matière de certification des avions.

Question 0562 (24.8.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **sécurité aérienne:**

Les récentes catastrophes d'avions ont soulevé la question de la sécurité aérienne avec une nouvelle acuité, surtout que des négligences des compagnies impliquées au niveau de la maintenance de leurs avions ne peuvent plus être écartées.

En juin 2005 le Conseil «Transports» de l'Union européenne avait approuvé une nouvelle proposition de directive de la Commission permettant d'identifier les compagnies susceptibles d'être interdites dans l'espace communautaire en cas d'incidents ou de défectuosités répétés de leurs avions mettant en cause la sécurité technique en cours de vol.

Je souhaite dans ce contexte avoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports des réponses aux questions suivantes:

- Quand est-ce que les nouvelles prescriptions communautaires entreront en vigueur?
- Est-il vrai que de l'avis de certains États membres et de plusieurs associations de pilotes professionnels les prescriptions en projet restent insuffisantes pour vraiment pouvoir en la matière séparer le bon grain de l'ivraie?
- Quelles sont à cet égard les mesures en vue pour compléter le dossier communautaire?
- Le Gouvernement luxembourgeois serait-il en particulier d'accord pour appliquer un cadre réglementaire plus contraignant que les exigences communautaires en projet, si l'un ou l'autre de nos pays voisins, dont par exemple la France, mettrait en vigueur ses projets actuellement en discussion qui prévoient l'introduction d'un label de qualité obligatoire pour les compagnies souhaitant emprunter l'espace aérien français?
- Selon quelles formes et avec quelle intensité les avions immatriculés au Luxembourg ou utilisant l'Aéroport du Findel sont-ils contrôlés par les autorités luxembourgeoises? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées à ce sujet?
- Ces contrôles sont-ils effectués avec la même compétence, avec la même étendue et avec la même régularité que dans les autres États membres de l'Union européenne? Monsieur le Ministre peut-il également à ce sujet fournir des données chiffrées?

Réponse (6.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'information des passagers du transport aérien, sur l'identité du transporteur aérien effectif et la communication des informations de sécurité par les États membres auquel se réfère l'honorable Député a été adopté par le Conseil «Transports» de l'Union européenne le 21 avril 2005. S'agissant d'un texte soumis à la procédure de codécision, la proposition dont question devra recueillir l'aval du Parlement européen. Il est dès lors matériellement impossible de se prononcer sur une quelconque date précise quant à l'entrée en vigueur desdites dispositions.

Le rapporteur du Parlement européen a présenté début septembre un catalogue de 36 amendements visant à améliorer et à préciser davantage l'établissement d'une «liste noire» à l'échelon communautaire en suggérant notamment une harmonisation de ses critères d'établissement. Une majorité des États membres partage en larges parties les propositions du Parlement européen visant à pallier les imperfections du texte initial de telle sorte que la Présidence britannique de l'Union européenne entend aboutir à un accord en première lecture au Conseil «Transports» de décembre 2005.

L'établissement de «listes bleues», la création d'un label de qualité comprenant le nom des compagnies aériennes les plus efficaces au niveau de la sécurité, constitue un complément aux «listes noires» d'interdiction pour donner aux passagers diligents une image plus nette de l'ensemble du paysage des compagnies aériennes.

L'introduction d'un label bleu devrait suivre la même logique que l'établissement d'une «liste noire» pour éviter toute situation de distorsion sur le plan communautaire et reposer sur un inventaire de critères harmonisés. Toute démarche purement nationale à ce sujet comprend le risque de créer davantage de confusion dans la tête des passagers confrontés à une multitude de labels hétéroclites.

Alors que les avions immatriculés au Luxembourg sont contrôlés par la Direction de l'Aviation civile suivant un programme d'entretien et un faisceau de visites obligatoires et inopinées prédéterminés en fonction de l'utilisation des avions concernés, cette même Direction procède ponctuellement à des inspections de sécurité sur des aéronefs étrangers, avant tout sur des aéronefs provenant de pays non communautaires.

Les inspections dont il est question supra se basent sur le programme harmonisé des inspections au sol SAFA (Safety Assessment of Foreign Aircraft), élaborées et perfectionnées par la CEAC (Conférence Européenne de l'Aviation Civile) et les JAA (Autorités conjointes de l'Aviation).

Elles se déroulent sur l'aire de trafic, portant principalement sur les documents et manuels relatifs à l'aéronef, les licences des équipages de conduite, l'état apparent de l'aéronef et la présence et l'état des équipements obligatoires de sécurité.

Les rapports d'inspection seront centralisés dans une base de données informatisée de l'EASA (Agence Européenne de Sécurité Aérienne). Le futur cadre législatif communautaire ne prescrit pas de seuil minimal pour ce qui est du nombre d'inspections à effectuer par État membre mais recommande une inspection par mois pour les petits pays européens.

Actuellement les ingénieurs compétents et qualifiés de la Direction de l'Aviation civile procèdent à deux ou trois inspections par mois. Le Luxembourg a réalisé 16 inspections en 2005 sur des avions provenant de douze États différents ce qui le place aux premiers rangs en matière de contrôles proportionnellement à son trafic aérien (la Belgique a réalisé 38 inspections, le Danemark 33...).

Question urgente 0563 (24.8.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **formulaires pour les déclarations de candidature pour les élections communales:**

Les formulaires pour les déclarations de candidature pour les élections communales du 9 octobre 2005 viennent d'être envoyés aux différentes communes luxembourgeoises. Les candidats doivent être présentés au moins trente jours avant celui fixé pour le scrutin (art. 227 de la loi électorale), donc au plus tard le 9 septembre prochain, c'est-à-dire dans moins de trois semaines.

Ces formulaires pour les déclarations de candidature se révèlent cependant être lacunaires et perfectibles quant à leur forme. L'article 228 stipule que la liste des candidatures doit indiquer les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité des candidats ainsi que des électeurs ou du conseiller communal sortant ou en fonction qui les présentent. Or, la colonne réservée à la nationalité du candidat fait défaut. En outre la dimension des cases, notamment celles réservées au domicile, ne permet pas de les compléter de façon adéquate.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces défauts concernant les formulaires pour les déclarations de candidature pour les élections communales du 9 octobre 2005? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?
- Est-ce que de nouveaux formulaires sont en préparation?
- Qu'advient-il des formulaires déjà déposés?
- Doit-on nécessairement remplir les formulaires de déclarations de candidature préimprimés ou suffit-il de fournir par écrit toutes les informations requises par la loi électorale (art. 228)?

Réponse (1.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le livre III de la loi électorale du 18 février 2003, comportant les dispositions sur les élections communales, s'applique pour la première fois lors des élections communales du 9 octobre 2005. Une révision des formulaires mis à la disposition par le Gouvernement lors des élections communales régies par l'ancienne loi électorale, notamment de ceux relatifs aux déclarations de candidatures, s'est donc avérée nécessaire.

Malheureusement, les nouveaux formulaires pour les déclarations de candidatures, à savoir tant ceux applicables dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle que ceux applicables dans les communes qui votent d'après le système de majorité relative ne prévoient pas de case pour indiquer la nationalité des candidats, une exigence pourtant inscrite respectivement aux articles 228 et 201.

Cette omission regrettable, qui a même échappé fors du contrôle des épreuves des formulaires, ne saurait être redressée en temps utile avant les élections communales du 9 octobre 2005. L'impression de nouveaux formulaires est cependant envisagée dans les meilleurs délais et permettra de disposer de formulaires conformes à la loi lors d'élections communales futures. Les dimensions des cases, notamment pour l'inscription de l'adresse du domicile, seront également reconsidérées à cette occasion.

Il est évident que les listes de candidats et les déclarations de candidature déjà déposées à cette date en vue des élections communales du 9 octobre 2005 sont et restent valables, même à défaut d'une inscription expressis verbis de la nationalité des candidats sur le formulaire même. Étant donné que l'indication par les candidats aux élections communales de leur nationalité est une exigence légale, les candidats n'auront certainement pas manqué de remplir cette formalité de quelque manière que ce soit. Il est dans ce contexte à noter que tous les documents que les candidats sont éventuellement appelés à produire pour faire preuve de leur éligibilité (tels qu'un extrait du casier judiciaire, un certificat de résidence ou encore un certificat d'inscription sur les listes électorales) comportent l'indication de leur nationalité. En outre, l'article 192 de la loi électorale dispose pour les candidats ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne qu'ils doivent obligatoirement appuyer leur candidature d'une déclaration précisant entre autres leur nationalité; ce document fait en conséquence partie intégrante de leur candidature.

D'autre part, il est loisible aux intéressés d'ajouter les données sur la nationalité des candidats sur les formulaires fournis par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, par exemple à côté du nom du candidat. L'indication pourrait même se faire sur une pièce séparée faisant partie intégrante de la candidature. Parmi ces possibilités les intéressés choisiront le moyen adéquat pour communiquer la nationalité des candidats, une mention qui fait défaut sur les formulaires de déclaration de candidature préimprimés.

Comme il est de la compétence du président du bureau de vote principal de la commune respective de vérifier si les candidats ont fourni toutes les données requises par la loi électorale et s'ils remplissent toutes les conditions d'éligibilité, il lui appartient de faire compléter, le cas échéant, les documents reçus par les données faisant défaut au moment du dépôt des déclarations de candidatures.

Finalement, je me permets de préciser que la confection et la fourniture des différents formulaires électoraux par le Gouvernement ne relèvent pas d'une obligation légale. Au contraire, tout comme par le passé, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a

offert ses bons offices pour proposer différents formulaires destinés à fournir une aide lors de l'application des dispositions de la loi électorale.

Pour ceux qui se heurteraient à la configuration du formulaire fourni, il est rappelé que l'usage des formulaires mis à disposition par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est entièrement facultatif. Il est dès lors loisible à ceux qui ne veulent pas recourir aux formulaires préimprimés de confectionner par leurs soins un formulaire adéquat. En effet, comme la loi électorale ne détermine pas de modèle ni pour les déclarations de candidatures, ni pour les listes de candidats, il n'est même pas nécessaire de déposer ces déclarations et listes sous la forme dactylographiée. Bien sûr, les documents à déposer devront renseigner toutes les données requises respectivement par l'article 201 ou par l'article 228 de la loi électorale.

Question 0564 (25.8.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **mise sur le marché européen de produits génétiquement modifiés:**

À la suite du Conseil Environnement de l'Union européenne du 24 juin dernier, le Ministre de l'Environnement s'est vanté, en sa qualité de Président en exercice du Conseil, du succès remporté sur la Commission européenne en relation avec le maintien des interdictions en place contre la mise sur le marché européen de produits génétiquement modifiés.

Moins de deux mois plus tard le même Ministre de l'Environnement s'est insurgé dans les médias contre la décision de la Commission d'autoriser l'importation en Europe de maïs transgénique en provenance d'Amérique.

Ces évènements m'amènent à interroger Monsieur le Ministre de l'Environnement sur les points suivants:

- Comment sont réparties les compétences communautaires en matière de mise sur le marché européen de produits transgéniques entre la Commission et le Conseil?
- Tout en supposant que les Ministres de l'Environnement étaient dans leur bon droit de se prononcer le 24 juin 2005 contre l'ouverture du marché commun à des produits génétiquement modifiés et tout en notant que la Commission a, forte des compétences qui sont les siennes, ignoré la position du Conseil, n'aurait-il pas été préférable de trouver sur la question un terrain d'entente dans le cadre du dialogue interinstitutionnel plutôt que de se limiter à des conclusions politiques, apparemment sans valeur juridique contraignante pour la Commission qui semble de droit détenir le pouvoir de décision en la matière?
- Quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre entend entreprendre vis-à-vis de la Commission européenne - de façon bilatérale ou de concert avec d'autres États membres - pour convaincre celle-ci du bien-fondé des déclarations de la Présidence luxembourgeoise à la sortie du Conseil du 24 juin dernier?

Question 0578 (2.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**importation et la mise sur le marché européen d'un OGM (colza GT73):**

Suite à la décision de la Commission européenne d'autoriser l'importation et la mise sur le marché d'un OGM (colza GT73) dans l'Union européenne, Monsieur le Ministre de l'Environnement a ouvertement critiqué la procédure décisionnelle des institutions européennes. Rappelons que bien qu'une majorité d'États membres se soit exprimée au niveau du Conseil des Ministres contre la décision de la Commission européenne, cette position n'a pu rassembler de majorité qualifiée (basée sur le nombre d'habitants).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre entend-il faire des démarches afin d'aboutir à une réforme de la procédure décisionnelle au niveau des institutions européennes? Si oui, lesquelles?
- Étant donné que Monsieur le Ministre a ouvertement critiqué la décision de la Commission susmentionnée, peut-il me donner des précisions quant à sa vision relative à une réforme de la procédure décisionnelle au niveau des institutions européennes?
- Monsieur le Ministre pense-t-il que la meilleure solution serait d'aboutir à un système où les décisions seraient prises à la majorité simple?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un tel système risquerait d'être préjudiciable au Luxembourg dans d'autres domaines, comme par exemple la fiscalité?

Réponse (30.9.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. Le Conseil Environnement du 24 juin 2005 a rejeté, à la majorité qualifiée, chacune des huit propositions de décision soumises par la Commission visant à obtenir la levée des mesures de sauvegarde prises par certains États membres à l'encontre de plusieurs variétés de plantes transgéniques qui avaient été autorisées dans l'Union européenne.

Il s'agit plus précisément des mesures de restriction ou d'interdiction provisoires de l'utilisation et de la vente d'organismes génétiquement modifiés, prises par:

- l'Autriche, l'Allemagne et le Luxembourg sur le maïs Bt 176;
- l'Autriche à l'encontre des maïs T 25 et MON 810;
- la France et la Grèce sur le colza Topas 19/2;
- la France à l'encontre des colza MSI x RF1.

22 États sur 25 ont voté contre les propositions de la Commission; le Royaume-Uni a voté en faveur de la levée des clauses de sauvegarde, la Suède et la Finlande s'abstenant; la République tchèque a voté contre la levée pour un seul des huit produits (maïs T25), et le Portugal en faveur du seul MON 810.

Le Conseil Environnement du 24 juin 2005 n'a pas réussi à dégager une majorité qualifiée ni pour l'adoption ni pour le rejet de la proposition de la Commission relative à une décision visant à autoriser la mise sur le marché d'un produit à base de maïs génétiquement modifié pour améliorer sa résistance aux insectes (MON 863).

À la suite dudit Conseil, la Présidence luxembourgeoise s'est déclarée satisfaite des résultats clairs atteints, tout en mettant l'accent sur les principes de subsidiarité et de précaution. Le Commissaire à l'Environnement, quant à lui, a pris note du souhait exprimé par les États membres de pouvoir davantage exercer ces principes en la matière, tout en insistant sur le fait que la décision prise par le Conseil ne remet pas en cause la législation UE en vigueur et ne serait pas de nature à faciliter les discussions en cours au niveau de l'OMC.

Pour ce qui est des clauses de sauvegarde, la réflexion menée par la Commission quant à la suite à donner aux décisions en question envisage trois options possibles:

- la Commission revient devant le Conseil avec les mêmes propositions;
- la Commission présente une proposition modifiée par exemple en y ajoutant des clauses temporaires ou conditionnelles;
- la Commission présente une nouvelle proposition législative spécifique tombant sous le coup de la procédure de codécision.

Pour ce qui est du maïs MON 863 et étant donné qu'aucune majorité qualifiée n'a été atteinte, que ce soit pour approuver ou pour rejeter la proposition (absence de décision du Conseil), le dossier a été renvoyé à la Commission, à laquelle il appartient - en application du Traité - de trancher en pareil cas, c'est-à-dire de prendre la décision finale.

2. Depuis l'entrée en vigueur de la directive 2001/18 CE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, trois substances ont été évaluées et approuvées:

- maïs NK 603, l'autorisation accordée le 19 juillet 2004 est limitée à l'utilisation spécifique des importations de ce maïs à des fins d'alimentation animale ou de traitement industriel, une autre décision autorisant son utilisation dans l'alimentation humaine étant escomptée dans les prochains mois;
- maïs MON 863, l'autorisation accordée le 8 août 2005 concerne l'importation et l'utilisation comme aliment pour animaux, mais non la culture ainsi que l'utilisation en tant que denrée alimentaire;
- colza GT73, l'autorisation accordée le 31 août 2005 concerne l'importation et l'utilisation comme aliment pour bétail, mais non la culture ainsi que l'utilisation à des fins alimentaires.

Ces autorisations ont été accordées suite à une évaluation approfondie des risques. Dans les trois cas, l'Autorité alimentaire européenne de sécurité des aliments a - dans le cadre de l'évaluation scientifique - jugé ces produits aussi sûrs que les maïs/colza traditionnels. En outre, les produits sont soumis aux nouvelles règles rigoureuses en matière d'étiquetage et de traçabilité qui sont entrées en vigueur en avril 2004. Finalement, leur surveillance après commercialisation sera assurée par un identifiant unique, qui leur sera assigné pour permettre leur traçabilité.

3. Dans un communiqué de presse du 11 août 2005, j'ai regretté profondément la décision prise par la Commission permettant d'autoriser la commercialisation du maïs transgénique MON 863. Dans ce même communiqué, j'ai souhaité «au vu d'une majorité de l'opinion publique méfiante, voire même opposée à l'égard des OGM et devant une grande majorité d'États membres très réservés, que la Commission consacre plus de soin à la prise d'une telle décision, qui aurait certes mérité une nouvelle concertation avec les États membres et une prise de contact avec les experts et les ONG». Dans ce contexte je renvoie également à la déclaration faite par le Commissaire à l'Environnement, suite au Conseil Environnement de juin 2005, je cite: «…ce qui ne fait aucun doute toutefois, c'est que le vote d'aujourd'hui transmet un signal politique qui indique que les États membres souhaiteraient peut-être revoir certains aspects du système existant».

C'est à la lumière de ces considérations que j'entends sensibiliser les responsables politiques au niveau de l'Union européenne en vue d'un examen critique des fondements juridiques et scientifiques des propositions déjà présentées et à venir, sans toutefois oublier les implications pour le marché intérieur de l'Union et pour ses partenaires commerciaux.

Question 0565 (29.8.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **transparence des coûts des prestations en nature du secteur hospitalier:**

Au Luxembourg, les relations entre les prestataires de soins (à l'exception des médecins) et l'assurance maladie sont réglées de façon différente suivant qu'il s'agit de prestations dispensées dans le secteur hospitalier ou en dehors de ce secteur.

Dans le secteur extra-hospitalier, le principe du paiement à l'acte d'après un tarif fixé par convention collective suivant une nomenclature s'applique. Les actes et services des médecins et médecins-dentistes ainsi que des professionnels de la santé qui ne sont pas des salariés d'un hôpital sont pris en charge d'après les nomenclatures et aux tarifs prévus dans les conventions collectives, même s'ils sont prestés en milieu hospitalier. Grâce à la nomenclature des tarifs médicaux, il existe donc une certaine transparence dans la tarification des prestations médicales car même si le patient ne dispose pas d'une information claire sur la signification des codes figurant sur ses factures, il connaît néanmoins le montant qui va lui être remboursé par la caisse de maladie.

Dans le secteur hospitalier par contre, la transparence du système de tarification fait défaut. À titre d'exemple, un patient nécessitant une intervention chirurgicale ne dispose d'aucune information sur les coûts de l'opération, ni sur l'honoraire demandé par le médecin. Ceci est dû au fait que les relations entre les prestataires du secteur hospitalier et l'assurance maladie ne sont pas réglées suivant le principe du paiement à l'acte, mais suivant le principe de la budgétisation. L'Union des Caisses de Maladie prend en charge les prestations du secteur hospitalier d'après des budgets arrêtés séparément pour chaque hôpital sur base de son activité prévisible pour l'exercice à venir.

En vue d'une plus grande transparence des coûts des prestations médicales et afin d'accroître la responsabilisation des patients, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le public ne devrait-il pas disposer d'un accès direct à la nomenclature des tarifs médicaux soit via Internet soit sur demande auprès des caisses de maladie afin d'assurer une plus grande transparence?
- Ne pourrait-on pas envisager d'intégrer dans les factures à régler par le patient des informations claires et précises sur la signification des codes médicaux?
- Si on veut responsabiliser et rendre les patients attentifs aux coûts croissants dans le domaine de la santé, ne serait-il pas opportun de leur envoyer à la fin de chaque année un relevé détaillé de toutes les prestations médicales qui ont été prises en charge par leur caisse de maladie respective?

Réponse (30.9.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'une manière générale, le problème de la publication des données financières individuelles concernant le coût des maladies prises en charge par l'assurance maladie a été analysé par la Commission des Statuts de l'Union des Caisses de Maladie, ce notamment sur d'itératives initiatives des délégués des salariés.

La Commission des Statuts a décidé de s'abstenir de choisir une approche prévoyant une information systématique des assurés sur le coût des traitements subis, notamment par une information périodique allant au-delà de celle qui leur est fournie à l'occasion de la liquidation des frais avancés et remboursés par les caisses de maladie.

Cette approche a été choisie non seulement en raison de la complexité de la forme de la présentation de ces données, qui, pour atteindre le but recherché, doit subir des transformations et interprétations compréhensibles des libellés, mais surtout en raison de deux autres considérations:

Cette information provoque la comparaison du montant des cotisations avec les prestations reçues. Or, pour la plupart de la population subissant en cours d'année des traitements bénins, le constat que la contribution est largement supérieure à la valeur des prestations peut inciter une consommation accrue de prestations. Or, justement le principe de solidarité des cotisants veut que les excédents en cotisations récoltés sur les uns puisse profiter à la couverture des coûts parfois énormes dans des situations de maladies graves subies par les autres.

Si le coût des traitements ambulatoires peut encore être explicité avec une facilité et une exactitude toutes relatives, il n'en est pas ainsi pour les traitements stationnaires à l'hôpital. Ceux-ci sont décomptés dans le cadre de la budgétisation avec des mécanismes complexes qui ne reflètent aucunement le prix réel pouvant être affecté au traitement d'un assuré donné.

Ainsi, le prix facturé pour un passage OP dans le cadre d'une intervention chirurgicale relativement banale (par exemple une appendicectomie), subie dans une même salle opératoire qu'une intervention compliquée (par exemple une ostéosynthèse dorsale par voie intérieure) est identique. Ce coût est en effet le résultat de la répartition globale de cette entité sur tous les assurés concernés. Une telle information ne serait pas véridique et inciterait à des interprétations erronées dans les deux sens. Cette approche serait possible tout au plus dans le cadre des DRG (diagnostic related groups). Il s'agit de groupes de malades homogénéisés pour lesquels le coût global du traitement hospitalier est déterminé pour chaque hôpital sur la base de la pathologie exactement identifiée et dont les frais de traitement sont semblables.

Concernant l'accès direct à la nomenclature ou aux autres tarifs, il n'existe actuellement peu de moyens qui soient plus conviviaux que l'Internet. Les nomenclatures, les tarifs, les statuts, les conventions, les lois et les règlements sont entièrement publiés sur le site www.secu.lu. À part cela existent également des documents papiers, des brochures spécifiques publiées par certaines organisations et finalement le Journal officiel, «le Mémorial».

Il est également de ma connaissance que la plupart des caisses de maladie diffusent des contenus spécifiques désirés par les assurés sur support écrit à la demande des personnes intéressées ou renvoient à des publications accessibles au public.

La signification des codes est détaillée dans les nomenclatures. Les médecins sont invités, tant par la convention que par le code de déontologie médicale, à produire un libellé clair sur les mémoires d'honoraires ou à fournir aux patients toutes les explications qui s'y rapportent.

Finalement, je voudrais informer l'honorable Député que j'ai invité les responsables de l'Union des Caisses de Maladie d'élaborer des exemples illustrant d'une manière

compréhensible le coût réel de certaines interventions courantes dans le milieu hospitalier.

Question 0566 (29.8.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**immigration au Luxembourg:**

Duerch e Gesetz vum 29. Abrëll 2004 huet sech Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gi fir am Kader vun der EU-Osterweiderung, déi den 1. Mee 2004 a Kraaft getrueden ass, Iwwergangsbestëmmunge fir den Zoufloss vu Salariéen aus den neien EU-Länner virzegesinn. Esou huet Lëtzebuerg an enger éischter Phas, fir datt et net zu enger onkontrolléierter Massenemigratioun vu Salariéen aus den neien EU-Länner op eisen Aarbechtsmaart kënnt, den Zouzuch vu Salariéen aus dëse Länner bis den 1. Mee 2006 ageschränkt mat der Méiglechkeet dës Bestëmmungen nach weider ze verlängeren.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ginn d'Iwwergangsbestëmmunge vu Lëtzebuerg iwwert den Zoufloss vu Salariéen aus den neien EU-Länner iwwert den 1. Mee 2006 eraus verlängert a fir wéi laang an aus wat fir Grënn?
2) Wann neen, ass eng Analys gemaach gi wéi sech d'Ophiewe vun dësen Iwwergangsbestëmmungen op eisen Aarbechtsmaart, deen den Ament iwwer 12.000 Aarbechtsloser zielt, auswierkt a wa jo, mat wéi enge Resultater?
3) Ass sech schonns mat den Nopeschlänner ofgeschwat gi fir sech an där Fro op eng gemeinsam Linn festzeleeën a concertéiert virzegoen?

Réponse (6.10.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

L'honorable Député aimerait savoir si la loi du 29 avril 2004 portant modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main d'œuvre étrangère sera reconduite afin de prolonger pour une nouvelle durée de trois ans, la période pendant laquelle peuvent être imposées des restrictions à la libre circulation des travailleurs salariés des nouveaux États membres ayant adhéré à l'Union européenne en date du 1er mai 2004 (à l'exception des travailleurs salariés originaires de Chypre et de Malte).

Il est à l'heure actuelle prématuré de répondre à la question posée.

Ainsi sur le plan de l'Union européenne, l'échange d'informations qui aidera la Commission européenne à rédiger son rapport sur le fonctionnement des restrictions qu'elle doit présenter au Conseil en janvier 2006 ne vient que de démarrer.

Sur le plan national, le Gouvernement a invité les instances compétentes à lui soumettre dans les meilleurs délais un rapport circonstancié sur l'afflux de main-d'œuvre originaire des huit nouveaux États membres depuis le 1er mai 2004.

Sur base de ces deux rapports le Gouvernement décidera en temps opportun s'il y a lieu de prolonger la période transitoire, telle que prévue dans les traités d'adhésion.

Lors de sa prise de décision, il ne négligera certainement pas de prendre en considération les intentions exprimées par les Gouvernements des pays voisins.

Question 0567 (30.8.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **port du casque obligatoire pour les cyclistes:**

La bicyclette connaît une grande popularité comme moyen de locomotion. Si la plupart des cyclistes pratiquent un vélo loisir (randonnée et tourisme à vélo, sur route ou à VTT) ou un vélo sportif (course, BMX, cyclo-cross, Trial), le vélo comme moyen de déplacement revient également en force dans le paysage urbain, apparaissant comme une solution face à l'engorgement automobile et à la pollution.

Le recours à la bicyclette peut néanmoins comporter des risques. D'après les chiffres du Statec, 23 cyclistes ont été impliqués dans des accidents corporels en 2003, alors que ce chiffre s'est élevé à 26 en 2002 et à 28 en 2001. Pour le premier semestre 2005, 12 cyclistes ont été blessés dans un accident (aucun tué), alors que pour le premier semestre 2004, la statistique s'élève à 19 blessés (aucun tué).

La discussion autour de la sécurité des cyclistes est régulièrement alimentée par la revendication du port obligatoire du casque, par le fait que parmi les blessures les plus courantes chez les cyclistes accidentés figurent les traumatismes crâniens, avec ou sans perte de connaissance, ainsi que les fractures du crâne dans les cas les plus graves. Les jeunes enfants sont particulièrement vulnérables en cas de chute car ils n'ont pas le réflexe de se protéger le visage avec les bras. Le monde des cyclistes à travers l'Europe est divisé concernant l'imposition du port obligatoire du casque. Bon nombre de cyclistes avancent surtout des raisons esthétiques pour ne pas devoir le porter. Des études récentes semblent toutefois s'imposer qui plaident en faveur du port du casque comme moyen efficace pour réduire les blessures crâniennes et les lésions cervicales. Notons finalement que les cyclistes professionnels sont aujourd'hui obligés de porter un casque lors des courses (p.ex.: Tour de France).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Transports:

- Est-ce que le port du casque est obligatoire pour les cyclistes au Luxembourg?
- En cas de réponse négative, quelle est la situation légale au sein de l'UE?
- Voyez-vous l'opportunité de modifier notre législation dans le sens décrit ci dessus?
- Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement luxembourgeois pour sensibiliser les cyclistes au port d'un casque?

Réponse (11.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Suite à votre requête du 29 août 2005, j'ai l'honneur de vous informer sur la situation actuelle des cyclistes au Grand-Duché concernant le port de casque.

1. Le port de casque n'est pas obligatoire au Luxembourg. Le Code de la Route luxembourgeois ne prévoit aucune disposition législative dans ce sens.
2. Au sein de l'UE la législation varie d'un pays à l'autre. La Commission n'envisage pas de légiférer sur le port obligatoire de casque pour cyclistes car elle estime que les autorités régulatrices des États membres doivent rester compétentes en ce qui concerne l'usage des bicyclettes et les conditions de leur utilisation.
3. Une modification du Code de la Route plaidant en faveur du port de casque obligatoire ne pourrait se faire qu'après consultation préalable de tous les partenaires engagés dans le monde du cyclisme.

   En ce qui concerne les manifestations sportives et les coupes scolaires le port de casque est d'ailleurs obligatoire.

   Cependant il faut bien doser nos efforts dans le souci permanent d'une sécurité routière accrue, d'une part, et d'une politique volontariste en faveur du développement de la mobilité douce (le vélo en tant que moyen de transport), d'autre part. Dans le cadre de nos efforts en matière de mobilité douce le sujet du port de casque obligatoire fait partie de la discussion.
4. La semaine de mobilité du 16 au 22 septembre 2005 est à la base d'une politique de sensibilisation en matière de mobilité douce. L'introduction au niveau local de diverses mesures sécurisantes telles que les zones à 30 km, les chemins aménagés pour les cyclistes, sont à la base d'un nouveau partenariat entre les différents acteurs de la circulation.

   Un élément de cette campagne, qui ne se limite pas à la seule semaine de mobilité, consiste dans l'incitation du port de casques pour cyclistes.

Question 0569 (31.8.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **sensibilisation au tarif «Nova-Naturstroum» fourni par la Cegedel S.A.:**

Au cours des dernières années, la production d'énergie électrique à partir de sources d'énergies renouvelables telles que le soleil, le vent, l'eau ou la biomasse a connu un grand succès au Luxembourg. Malgré les efforts déployés, notamment via les programmes d'aides financières du Gouvernement, la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie électrique de notre pays est encore insuffisante sachant que d'ici 2010 la part des énergies renouvelables dans la fourniture d'énergie électrique totale devra s'élever à 5,7%.

À titre d'exemple, la part des énergies renouvelables dans le réseau de la Cegedel S.A. s'est élevée en 2004 à 199.000.000 kWh ce qui a représenté seulement 5,3% de l'énergie totale fournie aux clients.

Afin de mettre à disposition de l'électricité «verte» à leurs clients, Cegedel S.A. a lancé en mai 2003 le produit écologique «Nova-Naturstroum», énergie électrique achetée auprès de Greenpeace energy eG en Allemagne. La part d'énergie renouvelable dans le mix de «Nova-Naturstroum» s'élève à 90%, le reste provenant de la cogénération.

Sachant que le prix des énergies fossiles connaît une croissance vertigineuse, on ne peut que déplorer le nombre médiocre de clients du tarif «Nova-Naturstroum». En mars 2005, le nombre de souscriptions a seulement atteint 796 clients résidentiels et professionnels et onze clients moyenne tension dont six communes, ce qui représente une consommation annuelle de 5.734.578 kWh.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- L'État en tant qu'actionnaire de la Cegedel S.A., ne devrait-il pas lancer un appel aux citoyennes et citoyens afin de recourir à la fourniture d'énergie électrique tarif «Nova-Naturstroum» conformément au principe du développement durable?
- La certification des centrales de production d'énergie renouvelable étant un atout dans le marché des énergies, Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des précisions quant à l'état actuel de cette procédure?

Réponse (7.10.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la première partie de la question qui propose que l'État prenne un rôle plus actif dans le cadre de la promotion du tarif «Nova-Naturstroum» offert par la société Cegedel S.A., je suis d'avis que la promotion de ses produits, dont le produit «Nova-Naturstroum», revient exclusivement à Cegedel!

Cegedel a, pour ce faire, participé moyennant un stand d'information à la Foire du Printemps 2005 ainsi qu'à deux reprises à l'OEKO-Foire en 2004 et en 2005. Cegedel a par ailleurs fait une large campagne pour le tarif «Nova-Naturstroum» à travers sa publication trimestrielle «Watt's Life» du mois de novembre 2004. Elle a joint en outre aux factures adressées à tous ses clients un dépliant reprenant toutes les informations pertinentes relatives au tarif «Nova-Naturstroum».

Cegedel est appuyée dans ses efforts de promotion du tarif «Nova-Naturstroum» par la «Nova-Naturstroum a.s.b.l.» qui regroupe outre Cegedel, l'Agence de l'Énergie et l'a.s.b.l. Natura. Ainsi la «Nova-Naturstroum a.s.b.l.» a organisé une conférence de presse le 21 avril 2005 pour promouvoir les «primes Nova» en bon gérant du «Fonds Nova». Pas moins que quinze différents médias ont assisté à l'époque à cette conférence de presse. En plus, l'Agence de l'Énergie accompagne les efforts susmentionnés par des informations afférentes diffusées aux visiteurs du Parc de l'Énergie à Remerschen.

Ceci dit, il apparaît que malgré tous ces efforts, le nombre de clients privés intéressés au tarif «Nova-Naturstroum» n'augmente plus que très doucement depuis plusieurs mois pour s'élever aujourd'hui à 800 clients privés et professionnels. Il m'importe de faire remarquer que le tarif «Nova-Naturstroum» de Cegedel ne s'adresse actuellement qu'aux seuls clients de Cegedel et non pas aux nombreux clients d'autres distributions qui actuellement n'offrent pas encore ce tarif à leurs clients malgré l'offre de Cegedel vis-à-vis de ces distributions.

Concernant la certification des centrales de production d'énergie renouvelable, aucune procédure particulière n'est actuellement en vigueur ni envisagée sur un plan national du fait que le Luxembourg a opté pour une solution de type «feed-in» à travers le tarif garanti à la production d'électricité sur base des énergies renouvelables et de la cogénération. Ce système est financé par le biais du fonds de compensation. Un système recourant aux certificats verts ne donnerait de sens qu'avec un système de soutien basé sur des quotas.

Au cas où le Luxembourg se décidait un jour à adopter un système de certificats verts, il serait indiqué pour un petit pays tel que le nôtre, de se rattacher à un système mis en place par l'un de nos pays voisins eu égard le fardeau administratif engendré par un tel système.

Question 0570 (31.8.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **hausse des températures estivales à Luxembourg-ville:**

Selon une étude récente réalisée par le Fonds mondial pour la nature, les températures moyennes d'été des capitales européennes ont augmenté depuis les années 1970 de 1 à 2,2°C. La plus forte hausse a été constatée à Madrid avec +2,2°C, Luxembourg a connu un accroissement de 2°C passant ainsi à 22,5°C. Cette hausse considérable des températures est certainement une conséquence directe du réchauffement global de l'atmosphère, due aux émissions croissantes des gaz à effet de serre.

D'après les constatations du Fonds, cette hausse devrait se poursuivre dans les années à venir si les pays industrialisés et les pays émergents ne revoient pas leur politique énergétique. Même si les conséquences du changement climatique ne sont pas encore toutes connues, elles se feront certainement sentir partout sur la planète et modifieront grandement notre environnement. Les inondations, tempêtes, pluies torrentielles et sécheresses sont d'ores et déjà les premiers signes du changement climatique, bien que la corrélation finale ne soit pas encore démontrée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les résultats de l'étude en question?
- Dans l'affirmative, ne devrait-on pas dès lors propager et renforcer la production d'énergie à partir de sources moins émettrices de gaz à effet de serre à savoir les sources d'énergie renouvelable telles que l'éolienne, l'énergie solaire et la biomasse?
- Dans quelle mesure une application plus sévère du règlement grand-ducal du 24 juillet 2000 portant application de la directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant pourrait-t-elle contribuer à améliorer la situation à venir?

Réponse (6.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1 et 2: Selon le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, instauré sous la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la température moyenne sur terre a augmenté de 0,6°C depuis la fin des années 1800. On s'attend à ce qu'elle continue à augmenter de 1,4 à 5,8°C d'ici à l'an 2100 ce qui constitue un rapide et profond changement.

Le Ministère de l'Environnement favorise une politique énergétique ayant comme objectifs principaux de réduire les émissions de CO_2 et autre gaz à effet de serre au Luxembourg et de promouvoir les énergies renouvelables pour réduire significativement la dépendance actuelle des énergies fossiles.

Dans ce contexte il y a lieu de mentionner la mise en vigueur en août 2005 du nouveau régime d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissements qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable.

Les subventions dans le domaine des énergies renouvelables ont été largement augmentées par rapport au programme antérieur. L'accent est mis sur les habitations à performance énergétique élevée ainsi que sur l'énergie solaire thermique.

Ad 3: La directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril, reprise dans le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000, a pour premier but d'améliorer la qualité de l'air afin de:

- protéger notamment la santé humaine en limitant les teneurs dans l'air ambiant du dioxyde de soufre (SO_2), du dioxyde d'azote (NO_2), des particules inhalables et du plomb,
- protéger les écosystèmes et la végétation en limitant les teneurs en dioxyde de soufre (SO_2) et en dioxydes d'azote (NO_x).

Les teneurs en SO_2 et en plomb dans l'air ambiant ont déjà atteints des niveaux très faibles. Des efforts restent à faire en milieu urbain pour le NO_2.

La réglementation des substances polluantes citées dans cette directive, avec introduction de valeurs limites, ne concerne pas spécifiquement des gaz à effet de serre. Les valeurs limites appliquées actuellement au niveau national et à l'échelle de l'Union européenne sont déjà suffisamment sévères et un renforcement de ces valeurs limites n'apportera pas l'amélioration souhaitée de la situation spécifique de réchauffement de l'atmosphère, attribuable aux émissions des gaz à effet de serre.

Question 0571 (31.8.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **moyens budgétaires pour encourager l'engagement d'apprentis adultes:**

Pour encourager les employeurs à engager un apprenti adulte l'Administration de l'Emploi (ADEM) et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MEN) remboursent aux employeurs la différence entre le salaire minimum et l'indemnité de l'apprenti. À ce qu'il paraît les moyens budgétaires auprès du MEN dans ce domaine sont épuisés ce qui résulte dans le fait que les remboursements pour les employeurs ayant engagés des apprentis n'ont pas pu être versés à ceux-là depuis un certain temps.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre peut-elle me confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent l'insuffisance des moyens budgétaires dans ce domaine auprès du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle?
- Quelles sont les initiatives que Madame le Ministre a déjà prises ou est disposé à prendre pour remédier à cette situation?
- Madame le Ministre n'estime-t-elle pas que de tels problèmes puissent contribuer à mener les employeurs à ne plus engager ou à engager moins d'apprentis adultes?

Réponse (30.9.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je confirme les faits relatés dans la question de l'honorable Député. Au moment de la préparation du budget pour l'exercice suivant, le nombre des candidats inscrits à l'apprentissage des adultes n'étant pas encore connu, les montants prévus au budget ont toujours un caractère estimatif. C'est par ailleurs la raison pour laquelle le crédit budgétaire en question est un crédit non limitatif et sans distinction d'exercice.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a déjà adressé au Ministère du Budget une demande de dépassement des crédits budgétaires prévus, afin de lui permettre de procéder aux remboursements des indemnités complémentaires aux employeurs ayant engagé des apprentis adultes.

Je n'estime pas que les problèmes soulevés contribueront à mener les employeurs à ne plus engager ou à engager moins d'apprentis adultes. Depuis 1999, le nombre des candidats adultes a augmenté continuellement et les employeurs apprécient le système de l'apprentissage des adultes avec ses avantages, tant pour les candidats, que pour les employeurs.

En coopération avec les départements du Travail et de l'Emploi et du Budget, je veillerai à ce que des retards de remboursement des indemnités complémentaires en question soient évités dans la mesure du possible.

Question 0572 (1.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **gaz d'échappement de véhicules à moteur diesel:**

Au vu des caractéristiques cancérogènes attribuées aux particules se trouvant dans les gaz d'échappement des véhicules fonctionnant au diesel, la Commission européenne envisagerait d'imposer prochainement la présence de filtres sur les véhicules nouvellement mis sur le marché.

- Je voudrais savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement et des Transports s'il peut confirmer ce projet et si, dans l'affirmative, il peut me dire quand cet équipement sera obligatoire.
- La réglementation communautaire dont question prévoit-elle aussi le «rétrofitting» des véhicules en circulation?
- Sachant qu'entre-temps plus de la moitié du parc automobile luxembourgeois est équipée de moteurs diesel, existe-t-il déjà des projets concrets en vue d'organiser une opération d'une telle envergure?

  De l'avis du Gouvernement allemand les gaz d'échappement des véhicules à moteur diesel immatriculés avant 1999 comporteraient des particules particulièrement dangereuses de sorte que, le cas échéant, des interdictions de circuler seront prévues en site urbain pour ces véhicules.
- Les craintes des autorités allemandes sont-elles partagées par le Gouvernement luxembourgeois?
- Monsieur le Ministre serait-il d'accord de suivre l'exemple allemand dans la mesure où les interdictions de circulation susmentionnées viendraient à être mises en vigueur outre-Moselle?
- Combien de véhicules, voitures particulières, autobus et véhicules utilitaires, seraient concernés par pareille interdiction?

Réponse (6.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports:*

Il est un fait que les fumées d'échappement ont un impact important sur la qualité de l'air et la santé humaine, notamment dans les zones urbaines où la circulation automobile est particulièrement dense.

1. Monsieur Verheugen, membre de la Commission européenne, a lancé au début de l'année 2005 une initiative intitulée «Cars 21» qui vise à rendre l'industrie automobile européenne (la) plus compétitive dans le droit fil de la stratégie de Lisbonne. Du point de vue environnemental, les ambitions énoncées dans le cadre de cette initiative sont de faire en sorte que «l'automobile européenne du futur soit la plus novatrice en matière environnementale» et que l'industrie automobile européenne soit, au niveau mondial, «la plus respectueuse de l'environnement».
2. Bon nombre d'acteurs politiques ont exprimé le souhait d'aboutir rapidement à l'adoption de normes conduisant à la généralisation du filtre à particules sur les véhicules particuliers diesel et renforçant les exigences en matière d'émissions d'oxydes d'azote. C'est ce que propose le projet de norme dit «Euro 5», soumis à consultation par la Commission européenne à l'ensemble des partenaires en date du 15 juillet 2005. Les nouvelles valeurs limites «Euro 5» devraient faire l'objet d'une proposition formelle d'ici fin 2005 et devraient entrer en vigueur au plus tard pour 2010. Ledit projet s'inscrit dans le cadre du programme dénommé CAFE (Clean Air for Europe) qui a fourni la base technique pour la préparation d'une stratégie thématique sur la pollution de l'air en voie de finalisation.

   La proposition soumise à consultation vise à une réduction des émissions de particules des véhicules diesel de 80% et des émissions d'oxydes d'azote de 20%, qui posent les problèmes les plus graves en termes de santé publique. Pour les voitures à essence, la proposition vise à une diminution des émissions de Nox et celles des hydrocarbures de 25%. En outre, la proposition a comme objectif d'étendre les normes aux voitures particulières d'une masse supérieure à 2,5 t tels les SUV et les véhicules 4x4 d'un poids supérieur à 2.500 kg.

   Dans ce contexte l'introduction d'une valeur limite d'émission de particules de 5 mg/km – soit une division par cinq par rapport à la norme Euro 4 applicable depuis le 1er janvier 2005 – conduira à équiper tous les véhicules particuliers diesel neufs d'un filtre à particules.
3. Une série d'États membres ont introduit ou envisagent d'introduire des mesures économico fiscales ayant pour objet d'accélérer le passage à des véhicules plus «propres». Outre notamment une majoration de la taxe à l'immatriculation sur les cartes grises pour les véhicules très émetteurs de CO_2, la France a décidé un crédit d'impôt renforcé pour la voiture «propre»; l'Allemagne a décidé un allégement fiscal pour l'équipement anticipé des véhicules en filtres à particules.
4. Les récentes discussions en Allemagne dans le contexte des dépassements des valeurs limites pour les particules fines dans l'air ambiant ont provoqué que les constructeurs automobiles allemands ont annoncé qu'à partir de 2006 des filtres à particules seraient prévus sur toutes les nouvelles voitures diesel.

Au Luxembourg sont immatriculées quelque 150.000 voitures diesel. Le processus de renouvellement de ce parc est d'environ 20.000 voitures par an. Une réduction progressive des émissions de particules fines en provenance du trafic routier devrait donc se manifester tout au long des années à venir suite au renouvellement normal du parc des voitures diesel.

Des mesures supplémentaires sont envisagées pour accélérer ce processus:

1. Augmentation progressive des taxes pour les voitures diesel qui ne sont pas équipées avec des filtres à particules efficaces et le cas échéant
2. Interdiction de circulation en cas de dépassement des valeurs limites de la qualité de l'air ambiant.

Il y a lieu de mentionner que des mesures pour réduire les émissions de particules fines en provenance des camions, bus et machines de chantier devraient également être prises (par exemple filtres à particules obligatoires pour certains types de véhicules).

Question 0573 (1.9.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **recrutement de chargés de mission dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au cours du 1er semestre 2005:**

Pour les besoins de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au cours du 1er semestre 2005, le Gouvernement avait pris soin de renforcer les effectifs de l'Administration gouvernementale engagés dans les travaux de la Présidence par un certain nombre de chargés de mission.

Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer combien de chargés de mission avaient été recrutés dans ce contexte? Quelle fut l'affectation des différents intéressés et sous quel statut légal eut lieu leur mise au travail? Quel en a été l'impact budgétaire?

Comme les missions auxquelles ces personnes ont été affectées sont entre-temps venues à leur terme, je voudrais en outre savoir, s'il est vrai que le Gouvernement est en train de procéder à l'engagement définitif d'un certain nombre de chargés de mission. Des postes en nombre suffisants ont-ils été réservés à cet effet dans le cadre du numerus clausus? Sinon, sur quelle base légale le Gouvernement entend-il procéder aux engagements en cause?

Les chargés de mission engagés ou à engager dans le cadre de cette opération massive de recrutement ont-ils tous passé avec succès le concours d'admission? Quels sont par ailleurs les critères appliqués pour sélectionner les intéressés admis à une situation définitive au sein de l'Administration de l'État? Ces critères s'appliquent-ils de façon uniforme à l'ensemble des Ministères ou Ministres en charge des différents ressorts concernés et bénéficient-ils d'une marge d'appréciation personnelle pour choisir les candidats à retenir?

Réponse commune (13.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Comme cela s'était déjà pratiqué lors de la dernière Présidence luxembourgeoise en 1997, le Gouvernement a eu recours à un renforcement en personnel auxiliaire en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au cours du premier semestre 2005. Il s'agissait en l'occurrence de quelque 180 chargés de mission qui étaient pour la plupart du temps engagés sous le régime de l'employé de l'État avec un contrat à durée déterminée. La coordination du recrutement et la gestion de ce personnel ont été effectuées par le département des Affaires étrangères, alors que les chargés de mission eux-mêmes étaient affectés aux différents départements ministériels et administrations selon les besoins respectifs de ces derniers.

La très grande majorité de ces contrats à durée déterminée sont venus à expiration le 31 août dernier. Dans la mesure où certains départements ou administrations disposaient à cette date d'une vacance de poste appropriée, quelques chargés de mission ont pu être engagés par après et de manière définitive, soit sous le régime de l'employé de l'État, soit sous forme d'une admission au stage de fonctionnaire stagiaire à condition bien sûr qu'ils aient réussi au dernier examen-concours ou se trouvaient être inscrits sur la liste de réserve à l'issue d'un examen-concours auquel ils s'étaient présentés avec succès à une date antérieure.

À ces vacances de poste sont venus s'ajouter un certain nombre de nouveaux postes inscrits au numerus clausus de 2005. Le numerus clausus de l'exercice budgétaire 2005 prévoit en effet dix-neuf postes de renforcement qui y ont été inscrits afin de donner la possibilité à un nombre limité d'anciens chargés de mission de pouvoir le cas échéant être recrutés de manière définitive. Dans la même perspective, le Gouvernement proposera dans le cadre du projet de budget pour l'exercice 2006 onze postes de renforcement supplémentaires. L'affectation définitive de ces postes s'est faite ou se fera de façon à couvrir des besoins en personnel effectifs et prioritaires constatés au niveau des administrations et des services dans le cadre de la mise au point du numerus clausus des exercices respectifs.

En ce qui concerne la suite du processus de recrutement ainsi entamé, tous les chargés de mission qui le souhaitent pourront se soumettre aux épreuves des prochains examens-concours soit d'automne 2005, soit de printemps 2006. Les postes de renforcement qui seront disponibles à ce moment ne pourront être brigués que par des candidats qui auront réussi à ces examens-concours ou qui figureront sur la liste de réserve établie sur base d'examens-concours antérieurs. Ces examens-concours sont par ailleurs ouverts à tous les jeunes universitaires candidats à un poste auprès de l'État, avec ou sans expérience acquise pendant la Présidence luxembourgeoise. Il est évident que lors de ce processus de recrutement les procédures et critères de sélection prévus par les textes en vigueur qui sont destinés à garantir le recrutement des meilleurs éléments ont été et seront scrupuleusement respectés.

Question 0575 (2.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **hausse des prix des produits pétroliers:**

Suite aux hausses vertigineuses des prix des produits pétroliers au cours des derniers mois et devant la perspective d'un prix du pétrole durablement élevé, le Gouvernement français vient de lancer l'idée d'un abaissement de la vitesse autorisée sur autoroute de 130 à 115 km/h.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres:

- Si le Gouvernement luxembourgeois estime que pareille mesure peut contribuer à sensibiliser le public à un effort accru d'économie d'énergie et contribuer à alléger la facture pétrolière nationale?
- Dans l'affirmative, si le Gouvernement luxembourgeois pourrait envisager de reprendre l'idée du Gouvernement français?

  Le Ministre des Finances et de l'Économie belge a proposé de faire participer les ménages aux plus-values fiscales réalisées par l'État sous l'effet de l'augmentation des prix pétroliers.
- Que pense le Gouvernement luxembourgeois de pareille proposition?

Réponse (5.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la première partie de la question de l'honorable Député Emile Calmes relative à l'idée lancée fin août par le Gouvernement français d'abaisser la vitesse autorisée sur autoroute de 130 à 115 km/h pour faire face aux hausses des prix des produits pétroliers au cours des derniers mois, je puis vous fournir les informations suivantes:

Le Gouvernement luxembourgeois considère que toute mesure d'économie d'énergie, qui de plus va de paire avec des bénéfices environnementaux et des économies pour le public, mérite d'être encoura-

gée. Dans le même état d'esprit que le Gouvernement français, qui a émis une recommandation aux automobilistes d'abaisser la vitesse sur autoroute, une telle incitation du public pourrait utilement faire partie d'une prochaine campagne de sensibilisation au Luxembourg.

En complément à la récente «semaine de la mobilité», dont l'objectif était de rendre le public attentif à la nécessité de changer de comportement en matière de mobilité en optant pour les transports en commun comme moyen le plus économique et le plus écologique pour se déplacer, d'autres campagnes de sensibilisation pourront faire appel aux conducteurs pour modifier leurs habitudes et comportements vers une conduite dite plus écologique. En effet, la vitesse de pointe n'est qu'un facteur parmi d'autres influant sur la consommation de carburant sur une distance donnée: état (entretien) de la voiture, style de conduite, utilisation rationnelle du véhicule (covoiturage), etc. jouent également un rôle. À côté d'une réduction des dépenses pour l'utilisateur, les cobénéfices en termes d'augmentation de la sécurité et de réduction des nuisances environnementales seront non négligeables.

En réponse à la deuxième partie de la question de l'honorable Député Emile Calmes relative à la proposition du Ministre des Finances et de l'Économie belge de faire participer dans son pays les ménages aux plus-values fiscales réalisées par l'État sous l'effet de l'augmentation des prix, je puis vous fournir les informations suivantes:

Le Gouvernement luxembourgeois, après un large échange de vues sur l'ensemble de ce dossier y compris les répercussions économiques et sociales des récentes augmentations des prix pétroliers, a conclu dans sa réunion du 6 septembre 2005 que la réponse au problème posé doit se situer au niveau de la mise en œuvre d'aides publiques et spécifiques, surtout en faveur des couches sociales défavorisées.

C'est ainsi que le Gouvernement a décidé une reconduction au 1er janvier 2006 de l'allocation de chauffage accordée aux personnes à revenu modeste, allocation que le Conseil de Gouvernement a relevée de 50% par rapport à la campagne 2005. Par ailleurs, tous les ménages ayant bénéficié d'une allocation en 2005 profiteront de cette augmentation et se verront verser un complément correspondant à 50% du montant déjà touché. Enfin le Gouvernement fera analyser l'opportunité d'un ajustement des seuils d'éligibilité pour l'allocation de chauffage 2006.

Question 0576 (2.9.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant les **retours assistés et rapatriements forcés des demandeurs d'asile:**

Le 21 juillet 2005, le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration avait présenté lors d'une conférence de presse les dernières statistiques relatives aux demandes d'asile au Luxembourg et s'était exprimé sur les priorités du Gouvernement en la matière. À l'occasion de cette conférence de presse, le Ministre avait annoncé qu'il enverrait sous peu une lettre à toutes les personnes concernées pour les encourager une dernière fois à accepter le rapatriement assisté. Les personnes qui continueraient à refuser cette offre seraient passibles d'un retour forcé au cours des prochaines semaines.

- À combien de personnes une telle lettre fut-elle adressée? Est-il exact qu'un grand nombre de ces lettres n'ont pas atteint les destinataires? Le Ministre peut-il fournir des données chiffrées précises à ce sujet?
- Quel a été le nombre de retours assistés et celui de rapatriements forcés depuis le 21 juillet 2005?
- Ces chiffres correspondent-ils à ceux qui avaient été envisagés lors de la conférence de presse du 21 juillet? Si tel ne devait pas être le cas, quelles en sont les raisons? Quelles sont les initiatives envisagées par le Gouvernement pour l'avenir?

Réponse (7.10.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Sur les 532 lettres envoyées à 83 familles (315 personnes) et à 449 personnes seules (764 personnes au total), 160 lettres (18 familles, 67 personnes et 142 personnes seules, soit un total de 209 personnes) n'ont pas atteint leurs destinataires. Des recherches entreprises par la police, il y a lieu de conclure que ces personnes ne se trouvent plus au Luxembourg.

Sur les 555 personnes ayant reçu la lettre, 185 personnes se sont présentées au Ministère de la Famille et de l'Intégration en vue d'un départ assisté dans leur pays d'origine. Les 370 personnes qui ne se sont pas présentées ont été signalées à la police. Or il est fort probable que parmi ces 370 personnes, un certain nombre ait également quitté le Luxembourg. La police a entamé des recherches à ce sujet.

Sur les 185 personnes qui se sont présentées au Ministère de la Famille et de l'Intégration, 72 profitent actuellement respectivement d'une autorisation de séjour provisoire et d'une tolérance pour des raisons humanitaires ou médicales, 89 sont dans l'attente de la délivrance d'un titre de voyage pour pouvoir retourner, 24 sont retournées dans leur pays d'origine.

Le Gouvernement regrette que seulement un nombre limité de personnes aient accepté l'offre et l'assistance de l'État, réitérés dans ma lettre leur adressée en date du 26 juillet 2005, pour retourner dans leur pays d'origine pendant la période des vacances scolaires. Le Gouvernement continuera à promouvoir l'idée d'un retour en toute dignité, surtout en ce qui concerne les familles avec enfants. Encore faudra-t-il que les personnes concernées agissent en parents responsables et acceptent ce retour assisté. Au cas contraire, le Gouvernement se verra obligé à recourir, malgré lui, à des retours forcés.

En total toutefois, 109 personnes sont retournées dans leur pays d'origine entre le 21 juillet et le 30 septembre de cette année. 68 de ces retours se sont effectués moyennant l'assistance de l'État, 41 sous escorte policière.

Afin de permettre à l'honorable Députée de comparer le nombre de ces retours à d'autres chiffres clefs en matière d'asile, je joins en annexe un tableau récapitulatif portant sur la période du 1er janvier 1999 au 31 août 2005.

Statistiques en matière d'asile 1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (31/08)	Total
Demande d'asile	2921	621	687	1042	1549	1577	578	**8975**
Incompétences (Dublin)	124	50	70	89	136	613	254	**1336**
Accords su statut de réfugié	2	17	89	44	62	82	87	**383**
Autorisations de séjour pour raisons humanitaires*	/	13	353	35	106	219	140	**866**
Tolérances**	/	/	/	/	43	88	249	**380**
Retours								
- volontaires	*55*	*290*	*184*	*190*	*610*	*325*	*114*	***1768***
- forcés	/	/	*40*	*4*	*98*	*56*	*116*	***354***
- total	55	290	224	234	708	381	230	**2122**

* autorisations de séjour provisoire pour raisons humanitaires, accordées sur examen individuel du dossier. Il s'agit notamment de personnes qui, dans leur pays d'origine, risquent des traitements inhumains et dégradants conformément à l'article 3 CEDH, qui ont une vie familiale au sens de l'article 8 CEDH au Luxembourg, ou enfin des personnes pour lesquelles le médecin de contrôle de la Sécurité sociale conclut qu'elles souffrent d'une maladie d'une gravité exceptionnelle qui doit être soignée au Luxembourg pour une durée indéterminée.

** personnes pour lesquelles il existe un empêchement matériel temporaire au rapatriement. Il s'agit notamment de personnes pour lesquelles le médecin de contrôle de la Sécurité sociale conclut qu'elles souffrent d'une maladie d'une gravité exceptionnelle qui doit être soignée au Luxembourg pour une durée déterminée. Ces chiffres incluent également les minorités du Kosovo qui ne sont actuellement pas encore rapatriées.

Question 0577 (2.9.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **transport public dans la région Rumelange, Bettembourg et Esch-sur-Alzette:**

À partir du 1er septembre 2005 les relations de transports en commun ont subi différentes mutations incisives dans la région entre Rumelange, Bettembourg et Esch-sur-Alzette.

S'il faut apprécier à leur juste valeur la création de relations directes entre Ottange, le Kaylthal et Luxembourg, ainsi qu'entre les localités de Fennange, de Huncherange et d'Esch-sur-Alzette, il faut par contre se demander si, en présence du raccordement ferroviaire de Rumelange, la première des relations précitées n'aurait pas pu être organisée par une intensification du service ferroviaire entre Rumelange et Luxembourg, surtout que le temps de parcours du train promet d'être inférieur à celui de l'autobus, notamment aux heures de pointe.

Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire les motifs qui ont conduit à cette solution a priori difficilement compréhensible comme créant, parallèlement à l'infrastructure ferroviaire en place, une nouvelle ligne d'autobus devant pour partie emprunter des axes routiers très congestionnés aux heures de pointe et s'avérant dès lors en termes de parcours moins attractive que le train?

Au vu de la part élevée de la contribution publique dans la couverture du prix de revient des transports en commun est-il rationnel d'investir en même temps dans le maintien d'une infrastructure ferroviaire existante dont le service est négligé au profit d'une nouvelle ligne d'autobus longeant pratiquement sur l'intégralité du parcours le chemin de fer? Quels sont pour les deux services en question les montants annuels en jeu à charge du budget de l'État?

Les mêmes interrogations sont de mise face à la création de la nouvelle ligne d'autobus de Fennange vers Esch-sur-Alzette qui suit également à partir de Noertzange le tracé du chemin de fer.

Les innovations précitées qui ont été apportées à la desserte d'autobus sont-elles compatibles avec les objectifs du concept IVL visant à privilégier le développement de pôles et de sous-pôles régionaux pour réduire les déplacements («circuler moins, circuler mieux, circuler partout»)?

Monsieur le Ministre peut-il me dire au vu des innovations précitées, si ses services et les CFL projettent à moyen terme la fermeture du service sur l'antenne ferroviaire vers Rumelange?

Réponse (4.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'ancienne ligne d'autobus 307 de Rumelange-Kayl-Huncherange à Bettembourg avait pour but de compléter l'offre de transport public du chemin de fer sur le même axe. Cette offre complémentaire se justifiait entre autres par le fait qu'une partie des agglomérations desservies par la ligne d'autobus sont situées à grande distance d'une des gares ferroviaires.

Le fait que plus de 90% des voyageurs avaient utilisé ladite ligne d'autobus pour transiter par la gare de Bettembourg à destination de Luxembourg, avait amené mon département de faire droit à la demande des utilisateurs concernés et de diriger une nouvelle ligne d'autobus 197 directement vers Luxembourg.

L'offre du chemin de fer sur ce même tracé, concentrée aux heures de pointe, n'est nullement affectée par cette ligne d'autobus, ni d'ailleurs par le nouvel itinéraire de la ligne 307 entre Bettembourg et Esch-sur-Alzette. Cette ligne s'adresse en principe aux voyageurs de Huncherange et Fennange, dépourvus de toute relation ferroviaire.

Il s'ensuit que la réorganisation du transport public par route introduite au 1er septembre 2005 et ayant comporté, outre les lignes prémentionnées 197 et 307, également une nouvelle ligne 212 entre Rodange, Niederkorn et Luxembourg, constitue une amélioration sensible dans l'offre actuelle du Sud du Grand-Duché.

Je profite à l'occasion pour souligner que le nombre de voyageurs des transports publics a généralement augmenté. Ainsi une centaine de personnes de plus utilisent les autobus du trajet Ottange-Rumelange-Kayl vers Luxembourg déjà dès les deux premières semaines.

J'estime donc que ces mesures prises au niveau de l'offre du transport public vont clairement en direction de nos objectifs d'un «modal split» de 25% de déplacements en transport public.

Question 0579 (6.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **sécurité de l'aviation civile (établissement de listes noires):**

La décision de plusieurs États membres de l'Union européenne d'établir des listes noires de compagnies aériennes interdites d'atterrissage et de décollage sur leurs aéroports en guise de réaction à la récente multiplication d'accidents d'avions pour partie dus à des déficiences techniques a été qualifiée par le Ministre des Transports d'«excès de zèle».

Monsieur le Ministre estime-t-il que dans les conditions actuelles où la confiance du public dans la sécurité de l'aviation civile est entamée de façon dramatique, les initiatives prises par au moins deux de nos pays voisins suivant en cela l'exemple des États-Unis, de la Suisse et du Royaume-Uni, constitue une réaction excessive aux déficiences mises à jour par certaines compagnies aériennes en ce qui concerne la maintenance de leurs avions?

L'intention de la Commission des Transports du Parlement européen, dans le cadre des amendements qu'elle entend proposer par rapport au projet de directive adopté par le Conseil Transports encore sous présidence luxembourgeoise, d'aller beaucoup plus loin et de proposer des critères communs pour l'établissement de ces listes nationales à réunir dans une liste communautaire ainsi que la validité pour l'ensemble de l'Union européenne de toute interdiction d'atterrissage prononcée par un État membre ainsi que l'appui apporté à cette démarche par la Commission européenne doivent-ils également aux yeux de Monsieur le Ministre être taxés d'«excès de zèle»?

Le fait de qualifier les initiatives précitées de nos pays voisins d'«excès de zèle» signifie-t-il que dans la mesure où une compagnie aérienne bénéficiant de droits d'atterrissage au Findel se retrouverait sur une des listes noires nationales dont il conteste le bien-fondé, il ne verrait pas d'intérêt à interdire à cette compagnie l'utilisation de notre aéroport?

Réponse (13.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les amendements du Parlement européen visant à élaborer des critères communs pour l'établissement d'une «liste noire» communautaire ont été intégralement repris dans le projet de règlement auquel fait référence l'honorable Député.

Il est indéniable que la malheureuse vague d'accidents aériens mortels observée lors de la période estivale passée a eu pour effet «positif» de provoquer un changement d'attitude et de convaincre bon nombre d'États membres de l'Union européenne de la nécessité absolue d'établir une liste commune. Cette prise de conscience très récente, qui ne s'était pas encore manifestée d'une manière si prononcée lors des discussions du texte initial du projet de règlement précité au cours de la Présidence luxembourgeoise, a influé sur les travaux du sein du Conseil de

l'Union européenne permettant de prendre en compte l'intégralité des amendements du Parlement européen visant justement à élaborer un catalogue de critères communs devant servir à l'établissement d'une «liste noire» communautaire.

Le Luxembourg a toujours soutenu pareille «approche communautaire» du problème qui est la seule piste permettant de garantir une solution efficace et cohérente aux interrogations et inquiétudes des passagers concernant la sécurité aérienne alors que la mobilité intracommunautaire va croissante et que l'Europe est en train de créer un «ciel unique».

Le Luxembourg n'a d'ailleurs jamais contesté le bien-fondé de l'établissement d'une liste noire quelconque (nationale ou internationale), mais il a critiqué que la création de telles listes nationales sans recours à des critères communs aboutirait à une juxtaposition de listes nationales hétéroclites sans réelle valeur pour les passagers et les consommateurs qui seraient confrontés aux contradictions inévitables d'un tel système. Un passager avisé ne comprendrait pas pourquoi un transporteur alpha serait banni dans un pays X de l'Union européenne et pourrait librement user de ces droits d'atterrissage dans les autres États membres.

L'utilisation de critères purement nationaux cache un risque latent que des considérations étrangères à la sécurité aérienne ne viennent influer sur la décision d'un État membre à voir bannir telle compagnie ou les transporteurs d'un tel État de son espace aérien. Fait est de constater qu'aucune des compagnies impliquées dans un accident en 2005 ne se trouvait inscrite sur l'une ou l'autre liste nationale.

Le règlement dont il est question supra présente le mérite qu'il crée l'instrument juridique (faisant défaut actuellement) de pouvoir légalement étendre une interdiction prononcée dans un État membre à tout le territoire de l'Union européenne, étant donné que les critères motivant une telle décision reposeront désormais sur une base commune.

Question 0580 (6.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**affiliation en tant qu'indépendant des délégués à la gestion journalière de certaines sociétés:**

La loi du 25 juillet 2005 modifie entre autres le Code des assurances sociales. Les administrateurs, commandités ou mandataires de sociétés anonymes, de sociétés en commandite par actions ou de sociétés coopératives des secteurs de l'artisanat, de l'industrie et du commerce, délégués à la gestion journalière et sur lesquels repose l'autorisation d'établissement, seront affiliés à l'avenir comme indépendants.

Cette affiliation en tant qu'indépendant pourra se faire malgré l'existence d'un lien de subordination au sein de la société. Selon la Confédération luxembourgeoise de Commerce (clc), il en résultera en cas d'une nouvelle nomination ou en cas de modification des circonstances juridiques dans le chef de la société que les dirigeants:

- «ne profiteront pas de la conservation de la rémunération en cas de maladie pendant le mois de survenance et les trois mois subséquents,
- doivent avoir été affiliés auprès de la Sécurité sociale pendant cinq ans au moins, dont six mois comme indépendant, pour pouvoir toucher des allocations de chômage,
- devront payer tant la part patronale que salariale pour l'assurance pension,
- risquent de perdre leur protection en matière de droit de travail puisqu'ils sont soumis au droit commercial,
- doivent s'attendre à une augmentation des coûts de la gestion,
- seront considérés comme indépendants à être affiliés dans leur pays de résidence s'ils ne résident pas au Luxembourg».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse voire les craintes de la clc?
- Comment entend-il, le cas échéant, remédier à la situation?
- Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la requête de la clc relative à la création d'un vrai statut de dirigeant d'entreprise, applicable à tous les secteurs et prévoyant une uniformisation non discriminatoire de la base légale au regard du droit du travail, de la fiscalité, du droit de la faillite, de la Sécurité sociale et, le cas échéant, du droit d'établissement?

Réponse (4.10.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À titre préliminaire il y a lieu de relever que les modifications intervenues au niveau de l'affiliation des dirigeants d'entreprise à la Sécurité sociale ne sont pas le fait de la loi du 25 juillet 2005 modifiant le Code des assurances sociales, qui avait uniquement pour objet de faire un toilettage des textes, rendu nécessaire par l'évacuation non coordonnée de différentes mesures législatives, adoptées à la fin de la législature 1999-2004, mais résultent exclusivement de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. le Code des assurances sociales, et obéissent dès lors prioritairement à des considérations de la législation sur le droit d'établissement plutôt qu'à des considérations du droit de la Sécurité sociale, appelé à intervenir subsidiairement en cas d'échéance d'un risque couvert. Il ne revient pas au droit de la Sécurité sociale de définir un statut professionnel, qu'il soit salarié ou non salarié, mais de se positionner à l'égard de ces statuts en vue de garantir une protection sociale appropriée à tous les groupes socio-professionnelles.

Compte tenu de l'harmonisation progressive des différents régimes de Sécurité sociale il ne subsiste d'ailleurs guère de différence en matière de couverture des différentes catégories socioprofessionnelles, à l'exception de la période de carence en matière d'indemnités pécuniaires de maladie. Toujours est-il que l'abrogation de cette période de carence comporterait une charge financière supplémentaire. Jusqu'à présent les milieux concernés n'ont guère manifesté de velléités pour assumer cette charge supplémentaire en contrepartie d'une couverture plus étendue, correspondant à celle des salariés.

À des prestations identiques correspondent des cotisations identiques. Il n'y a au niveau des cotisations de Sécurité sociale pas de différenciation d'après le statut professionnel; la répartition éventuelle des parts de cotisation ne change finalement rien au poids économique des charges sociales pour l'entreprise.

Question 0581 (6.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **promotion de la création et de la modernisation d'entreprises:**

En vue de promouvoir la création et la modernisation d'entreprises, Monsieur le Ministre avait soumis à la Chambre en 2003 un projet de loi portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les taux exacts dont peuvent bénéficier les entreprises pour les aides prévues dans le cadre du projet de loi pour les investissements en faveur de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles?
- Combien de telles demandes ont été enregistrées depuis l'entrée en vigueur du projet de loi mentionné? Combien de ces demandes ont connu une suite favorable? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées à ce sujet?

Réponse (4.10.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse à la question parlementaire N°0581 du 2 septembre 2005 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant le régime «protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles» du cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Peuvent bénéficier d'une aide d'un niveau maximal brut de 15% des coûts éligibles les investissements des petites et moyennes entreprises destinés à satisfaire à de nouvelles normes communautaires en matière environnementale, pendant une période de trois années à compter de l'adoption de ces normes.

Peuvent bénéficier d'une aide d'un niveau maximal brut de 30% des coûts d'investissements éligibles toutes les entreprises qui auront procédé à des investissements leur permettant de dépasser les normes communautaires applicables en matière d'environnement ou à des investissements éligibles réalisés en l'absence de normes communautaires obligatoires.

Peuvent bénéficier d'une aide d'un niveau maximal brut de 40% des coûts d'investissements éligibles toutes les entreprises qui auront procédé à des investissements en matière d'économies d'énergies, d'énergies renouvelables ou de production combinée d'électricité et de chaleur.

Une demi douzaine de demandes ont été enregistrées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. Un dossier a été refusé étant donné que la société en question ne disposait pas des autorisations requises. Les autres dossiers sont en phase d'instruction. À toutes fins utiles, je tiens à signaler que suite à une excellente collaboration avec la Direction générale «Concurrence» de la Commission européenne, l'accord de cette dernière nous permettant d'appliquer le régime d'aide en question nous est parvenu au mois de mai 2005.

Question 0582 (6.9.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **mise sur le marché de carburants sans soufre:**

Les carburants sans soufre permettent d'améliorer significativement les performances des convertisseurs catalytiques des gaz d'échappement. Un carburant «sans soufre» se définit par une teneur en soufre inférieure ou égale à 10 mg/kg (ppm).

En mai 2001 la Commission européenne a proposé l'introduction obligatoire de l'essence et du diesel «sans soufre». L'introduction devrait se faire progressivement à partir du 1er janvier 2005 pour devenir obligatoire à partir de 2011. Cependant, ladite directive fut modifiée en mars 2003 pour préciser que «les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour que, en temps voulu et au plus tard le 1er janvier 2005, du carburant diesel d'une teneur maximale en soufre de 10 mg/kg soit commercialisé sur leur territoire» (article 4, paragraphe 2, point d). L'article 3, paragraphe 2, point d) fixe pareille chose pour l'essence sans plomb.

Pourtant, à la différence avec d'autres pays européens, on se doit de constater qu'au Luxembourg on ne peut pas acheter de l'essence ou du diesel sans soufre.

Dès lors les questions suivantes s'imposent:

1. Pour quelles raisons les stations de service luxembourgeoises n'offrent-elles pas encore de carburant sans soufre?
2. Quand les automobilistes luxembourgeois disposeront-ils d'essence et de diesel sans soufre?
3. Est-ce que le Gouvernement a déjà engagé des pourparlers avec les milieux professionnels dans ce contexte et quels sont les problèmes éventuels à résoudre?
4. Dans une première phase les deux formes de carburant sont vouées à coexister. Les carburants sans soufre étant plus coûteux que ceux avec, le Gouvernement envisage-t-il à subsidier pour des raisons écologiques les carburants sans soufre (baisse des accises) afin d'encourager leur utilisation?

Réponse (7.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La qualité de l'essence et en particulier le carburant sans soufre est l'objet d'une directive européenne (directive 98/70/CE). L'Union européenne introduit ainsi de nouvelles spécifications environnementales applicables aux carburants pour réduire les émissions polluantes des voitures, à savoir l'interdiction de la commercialisation de l'essence plombée et l'obligation de disponibilité de carburants sans soufre dans le territoire de l'Union.

Par ailleurs, la directive 2003/17/CE établit que les États membres doivent garantir à partir du 1er janvier 2005 au plus tard l'approvisionnement de l'essence sans plomb et du carburant diesel d'une teneur en soufre maximale de 10 mg/kg.

Le Luxembourg essaie de se conformer depuis le 1er janvier 2005 à ses obligations communautaires. Néanmoins il y a lieu de constater que ledit produit pétrolier n'est, au stade actuel, pas encore prêt sur le marché luxembourgeois pour les raisons suivantes:

- le Gouvernement n'a jusqu'à récemment pas reçu de demande d'autorisation de mise sur le marché d'un carburant sans soufre;
- avant que le nouveau produit puisse être commercialisé, les entreprises pétrolières doivent d'abord mettre leur stock existant à zéro.

L'introduction pour la mi-novembre 2005 du nouveau type de carburant permettra aux automobilistes luxembourgeois de disposer de carburant sans soufre.

En ce qui concerne les pourparlers avec les milieux professionnels concernés, il y a lieu de soulever que le principal problème consistait à mettre les stocks à zéro, c'est-à-dire à vider les cuves afin de pouvoir remplir les stocks pétroliers avec le carburant répondant aux nouveaux critères de qualité.

Compte tenu de la différence de prix qu'engendrera l'introduction de ce nouveau type de carburant, ceci présuppose un certain mode de coexistence. En attendant la cotation du carburant sans soufre à la Bourse du pétrole à Rotterdam, le Gouvernement envisage de soutenir le changement et le surcoût par un taux différentiel.

L'essence et le gazole à 10 ppm demeurent très intéressants et la réduction de la teneur en soufre constitue le moyen le plus simple de réduire davantage les émissions des principaux polluants produites par tout le parc automobile en augmentant les performances et notamment la durée de vie des systèmes de réduction des émissions.

Question 0583 (6.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**envoi d'un groupe d'intervention chargé des missions humanitaires dans la région sinistrée au Sud des États-Unis (ouragan Katrina):**

Dans le cadre de la catastrophe causée par l'ouragan Katrina, le Luxembourg a décidé d'envoyer un groupe d'intervention chargé des missions humanitaires dans la région sinistrée aux Sud des États-Unis. La situation dans la région concernée reste très précaire, notamment en ce qui concerne la sécurité. Au cours des derniers jours, la garde nationale a dû avoir recours aux armes pour contrôler la situation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Coopération de l'Action humanitaire:

- En quoi consiste exactement la mission des spécialistes luxembourgeois?
- Est-ce que Messieurs les Ministres ont déjà connaissance de l'endroit où seront engagés ces spécialistes?
- Est-ce que des mesures concrètes ont été envisagées afin d'assurer sur place la sécurité des personnes envoyées dans la région sinistrée?

Réponse commune (30.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense:*

- En quoi consiste exactement la mission des spécialistes luxembourgeois?

Les membres du groupe d'intervention disposent d'une expertise dans divers domaines dont notamment le traitement de l'eau, la mise à disposition d'eau potable ou le pompage d'eau avec des pompes à très haute capacité.

Il a été convenu avec le «Technisches Hilfswerk» Allemagne (THW) que les experts luxembourgeois fonctionneront au sein des équipes de celui-ci et effectueront des missions quotidiennes définies en étroite collaboration avec les responsables opérationnels du THW.

Lors des premiers jours de leur mission aux États-Unis, les experts luxembourgeois ont participé à l'installation de plusieurs pompes à haute capacité ainsi qu'à l'organisation de l'acheminement de matériel de secours allemand supplémentaire.

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont déjà connaissance de l'endroit où seront engagés ces spécialistes?

L'équipe luxembourgeoise est engagée dans la ville de New Orleans.

- Est-ce que des mesures concrètes ont été envisagées afin d'assurer sur place la sécurité des personnes envoyées dans la région sinistrée?

L'envoi de l'équipe d'assistance luxembourgeoise est entouré de toutes les précautions qu'il est possible de prendre sur le plan national. Afin de pouvoir assurer au maximum la sécurité des participants luxembourgeois à la mission d'assistance, il a été décidé de les intégrer dans une entité plus large extrêmement bien préparée pour ce genre de missions.

En effet, l'équipe luxembourgeoise est intégrée dans les équipes du «Technisches Hilfswerk» d'Allemagne, qui a été mis à l'épreuve lors d'interventions antérieures en Iraq et en Afghanistan, présentant toutes un facteur de risque élevé.

Afin de garantir un maximum de sécurité aux intervenants, l'armée américaine a décidé de loger nos experts au sein d'un porte-hélicoptères de l'armée américaine dans le port de New Orleans.

Il va sans dire que les experts luxembourgeois ont été sélectionnés en raison de leur formation spécifique en la matière qui leur permettra de nouer des contacts étroits avec les autorités américaines sur les lieux du sinistre, avec l'ensemble des autres équipes d'intervention européennes sur le terrain ainsi qu'avec le coordinateur européen en matière de secours, tous équipés de moyens de communication satellitaires garantissant à tout moment le maintien des contacts.

Durant toute la durée de la mission, les experts luxembourgeois resteront en outre en étroite communication avec les responsables de l'Administration des Services de Secours qui reçoivent quotidiennement des informations sur la situation de la part du Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophes de l'OTAN (EADRCC), du Monitoring and Information Centre (MIC) de la Commission européenne et de la direction des opérations du THW allemand. Avec les informations reçues localement les experts luxembourgeois connaîtront donc à tout moment l'état de situation dans la région.

Un facteur de sécurité supplémentaire est constitué par l'application des règles d'intervention de l'ONU qui prévoient que les secours envoyés sont sous l'ordre du «local emergency management agency» qui établit sur le terrain un système sécuritaire. Par ailleurs seront organisés régulièrement des briefings sécuritaires avec les autorités locales (garde nationale, armée américaine,…).

Question 0584 (6.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**aide en faveur d'opérations de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie:**

La loi du 22 février 2004 prévoit que les ministres compétents peuvent accorder une aide en faveur d'opérations de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie réalisées par les entreprises industrielles ou de prestations de services.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les taux exacts dont peuvent bénéficier les entreprises pour les aides prévues aux investissements de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergie renouvelables?

Combien de telles demandes ont été enregistrées depuis l'entrée en vigueur de la loi mentionnée? Combien de ces demandes ont connu une suite favorable?

Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées à ce sujet?

Réponse (7.10.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Toute entreprise, constituée sous forme de société commerciale de droit luxembourgeois, dans la mesure où son activité est exercée au Grand-Duché de Luxembourg, qui réalise un investissement en faveur de la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables telles que définies à l'article 2 de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables, peut bénéficier d'une aide ne pouvant pas dépasser 40% des coûts éligibles de l'investissement.

Les petites et les moyennes entreprises réalisant un investissement tel que décrit ci-dessus peuvent bénéficier d'une majoration d'aide de 10 points de pourcentage en brut. Toutefois, ces plafonds s'appliquent «toutes aides confondues» de sorte que les aides à la production sont également prises en compte.

Le nombre total des demandes d'intervention publique en rapport avec des investissements en faveur de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables au titre de la loi du 22 février 2004 s'élève à 10 au 1er septembre2005.

Toutes les demandes introduites ont bénéficié d'un suivi administratif approprié, notamment par l'engagement de la procédure de demande d'information supplémentaire.

La commission spéciale prévue à l'article 11 de la loi du 22 février 2004 a avisé à ce jour six demandes.

Deux autres demandes ont été classées sans suites étant donné que les projets afférents ont été abandonnés par leurs promoteurs.

Les six demandes avisées positivement concernent des projets comportant un investissement prévu de 24.751.042 euros. Les aides engagées au titre des instruments prévus par la loi du 22 février 2004 (aides à l'investissement) en faveur de ces projets totalisent 2.500.000 euros.

Le nombre total des demandes introduites au Ministère de l'Économie et du au Commerce extérieur concernant la production d'électricité à partir de sources renouvelables depuis l'introduction de la loi se répartissent sur les diverses technologies comme suit:

Technologie	Projets	Coûts
Énergie éolienne	7[1]	24.604.042
Énergie photovoltaïque	2[2]	170.000
Énergie hydrodynamique	1	147.000
TOTAL	10	24.921.042

1 deux demandes ne précisent pas le montant de l'investissement
2 une demande ne précise pas le montant de l'investissement

Question 0585 (7.9.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**enquête dans l'affaire «Bommeleeër»:**

Aus Ärer Äntwert op meng Fro vum 25. Juli *(N°0529 - cf. ci-avant)* iwwer en Tounband mat der Stëmm vun engem vun de Bommeleeër huelen ech zur Kenntnis, datt Dir keen Zougang zu Piècen aus engem strofrechtlechen Dossier hutt. De Procureur d'État huet awer gläichzäiteg öffentlech deklaréiert, datt et sengen Informatiounen no keen esou en Tounband géif ginn. Doraus ergëtt sech, datt an dëser Affär eng Säit net d'Wourecht seet.

Well an dëser Saach d'Glafwierdegkeet vun de Justizorganer an engem gravéirende Mooss a Fro gestallt ass, an e groussen Deel vun der Populatioun duerch déi vill Pannen an Ongereimtheeten an der Enquête iwwert d'Bommeleeër-Affär irritéiert ass, géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

Bleift et elo bei dëse widderspréchlechen Aussoen oder kritt dës Affär en Nospill?

Wann et sech bei dëser Behaaptung ëm eng falsch Ausso handelt, déi evidenterweis der Glafwierdegkeet vun der Justiz schued, wat gëtt ënnerholl fir dëse Schued ze reparéiere respektiv dee Betreffenden entspriechend de gesetzleche Bestëmmungen duerfir zur Verantwortung ze zéien?

Réponse (22.9.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Ech gesinn net wat tëscht den Aussoe vum Justizminister an dem Procureur soll widderspréchlech sinn. Ech hunn als Justizminister gesot, datt ech net weess wat am strofrechtlechen Dossier ass, dat heescht ech weess net ob doran esou eng Pièce läit wéi déi vun där den Här Deputéierte schwätzt. De Procureur, deen Accès zum Dossier huet, seet, datt et esou eng Pièce (en Tounband) net gëtt.

Question 0586 (7.9.2005) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **service de garde des pharmacies:**

Il me revient que pendant le weekend du 3 au 4 septembre les deux pharmacies situées à Wiltz ainsi que la pharmacie de Hosingen et celle de Troisvierges étaient simultanément fermées. Les personnes concernées, résidant dans ces communes respectivement dans des communes avoisinantes, ont partant été obligées de se rendre à Colmar-Berg ou à Vianden pour se procurer les médicaments prescrits dans une pharmacie de garde.

À cet égard, Monsieur le Ministre pourrait-il m'éclairer quant au contenu des dispositions relatives aux services de garde à prester par les pharmacies et notamment me faire savoir s'il y a des dispositions spécifiques en ce qui concerne une couverture géographique adéquate?

Par ailleurs, Monsieur le Ministre pourrait me faire savoir quels sont les moyens à sa disposition pour éviter qu'une telle situation, particulièrement difficile à vivre pour les personnes à mobilité réduite, ne se reproduise plus à l'avenir?

Réponse (4.10.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'obligation de participer au service de garde des pharmacies se trouve inscrite dans l'acte de concession signé par chaque concessionnaire qui se voit attribuer une concession.

Le plan de garde est établi par le Syndicat des pharmaciens et soumis à mon approbation, et cela en règle générale pour toute une année de calendrier. Ce plan est établi par régions.

Aux dates visées par l'honorable Parlementaire c'était la pharmacie de Hosingen qui était de garde pour le Nord, suivant les prévisions du plan de garde, ensemble avec celle de Colmar-Berg. En fait cependant, suite à un changement de titulaire à la pharmacie de Hosingen intervenu au mois d'août, cette officine n'a pas encore effectué la garde les 3 et 4 septembre et a été remplacée par celle de Vianden, sans que mes services aient été avertis de ce changement.

Le Syndicat des pharmaciens m'a fait parvenir le plan de garde pour tout le pays pour l'année 2006. Ce plan ne donne pas entièrement satisfaction pour ce qui est d'une bonne couverture géographique de la garde pharmaceutique, et cela au Nord mais aussi au Sud du pays. Pour cette raison je me réunirai prochainement avec le Syndicat pour voir modifier le plan dans le sens d'une meilleure couverture géographique.

Question 0587 (7.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **logements pour étudiants:**

À la veille de la rentrée universitaire au Luxembourg, le logement des étudiants s'étant inscrits à l'Université du Luxembourg semble, selon les informations parues dans la presse, toujours constituer un problème majeur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Estime-t-il l'offre en logements pour étudiants au Luxembourg satisfaisante?
- Pense-t-il que la prise en mains de la gestion du dossier des logements pour étudiants par l'Université elle-même constitue la meilleure solution tant du point de vue financier qu'en ce qui concerne le but recherché?
- Est-il vrai que l'offre en place au Luxembourg est sensiblement moins généreuse que celle connue dans d'autres villes universitaires européennes de taille comparable? Monsieur le Ministre peut-il fournir à cet égard des données chiffrées permettant de comparer la situation luxembourgeoise à celle des villes universitaires qui nous entourent?
- Les loyers à payer ne pénalisent-ils pas l'attrait d'une inscription à l'Université du Luxembourg?
- N'y aurait-il pas avantage à ne pas laisser à la seule initiative publique l'organisation du logement estudiantin, mais à étendre l'offre en place à des logements mis à disposition sur l'initiative de propriétaires immobiliers privés à côté ou le cas échéant ensemble avec des acteurs déjà actifs en la matière? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il procéder?

Réponse (6.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Au 15 septembre 2005, l'Université du Luxembourg dispose de 169 logements à mettre à la disposition des étudiants. S'y ajouteront au cours des prochaines semaines et en phases successives 72 logements supplémentaires sis dans l'enceinte du Couvent des Sœurs Dominicaines rénové. L'offre en logements pour étudiants sera étoffée par la suite grâce aux diverses initiatives prises par le Gouvernement en matière de création de logements pour étudiants.

Lors de sa réunion du 25 avril 2003 le Conseil de Gouvernement a décidé de confier la gestion des logements pour étudiants à l'Université du Luxembourg. Une unité spécialisée qui s'occupe de la gestion administrative et technique des logements a été mise en place. Dans une optique de service à l'étudiant, je suis d'avis qu'il est essentiel que l'étudiant qui s'inscrit à l'Université puisse, au même endroit, se renseigner sur les possibilités de logement. L'Université du Luxembourg a été conçue comme une institution alliant recherche et enseignement et qui, pour favoriser la vie étudiante, offre tous les services y relatifs. Par ailleurs, l'Université dispose d'un appareil technique suffisant pour assurer la gestion technique des logements. Lui confier donc la gestion du parc locatif permet de réaliser des économies d'échelle.

Pour ce qui est du nombre de logements à prévoir à moyen terme, l'objectif est d'offrir des logements à 20% des étudiants inscrits à l'Université. À Trèves, le Studentenwerk met à disposition des logements pour quelque 11% des étudiants inscrits; à Sarrebruck ce pourcentage est de 8%, à Nancy-Metz il est de 11% et à Louvain-la-Neuve il est de 21%.

L'objectif des 20% vise à accroître l'attrait de l'Université du Luxembourg en mettant des logements à prix raisonnable à la disposition d'un nombre important d'étudiants et ce dans un environnement locatif caractérisé par des loyers élevés.

Les initiatives prises par le Gouvernement dans le domaine de la création de logements pour étudiants favorisent l'initiative privée. D'autre part il y a à l'évidence une large place pour l'offre privée en ce domaine qui est bienvenue et par ailleurs souhaitée.

Question 0588 (8.9.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **répercussions de la hausse des prix pétroliers sur le secteur agricole:**

Déi rezent Präissteigerung am Energiesecteur, notamment wat d'Äerduelechprodukter ubelaangt, trëfft d'Landwirtschaft ganz besonnesch haart. Dat betrëfft natierlech de Mazout, dee fir landwirtschaftlech Maschinne gebraucht gëtt, mä och aner energie-ofhängeg Produktiounsmëttel, wéi zum Beispill d'Stickstoffdünger. Donieft dreift d'Inflatioun, déi duerch d'Deirecht vun den Uelechprodukter accéléréiert gëtt, ënner anerem duerch den Effet vun den Indextranchen, déi méi séier erfalen, d'Produktiounskäschte weider an d'Luucht.

Contrairement zu anere Secteure kann d'Landwirtschaft dës Käschtesteigerungen net iwwert d'Präisser vun hire Produkter opfänken, well déi aktuell EU-Präispolitik drop ausgeriicht ass, fir d'Präisser vun den Agrarprodukter sou wäit wéi méiglech erofzedrécken. Virum Hannergrond vun der prekärer Akommessituatioun vun eiser Landwirtschaft an eisem Wäibau a well bis op weideres net mat enger Entspanung um Uelechmaart ze rechnen ass, géif ech duerfir gäre folgend Froen un lech riichten:

1. Deelt Dir dës Aschätzung vun der aktueller Situatioun?
2. Sidd Dir bereet eng Kompensatioun fir dës Käschtesteigerung an d'A ze faassen?
3. Op wat fir eng Manéier kënnt sou eng Kompensatioun onbürokratesch an effikass praktizéiert ginn?

Réponse (19.10.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En vue de pouvoir apprécier la situation de revenu en agriculture et l'incidence des hausses récentes des produits pétroliers, il convient de tenir compte des faits suivants:

- En prenant en considération le réseau comptable agricole qui comprend les résultats de quelque 470 exploitations agricoles luxembourgeoises, l'évolution pluriannuelle (1996-2003) montre une croissance moyenne de 3,25% du revenu agricole. Ainsi, en réalité, la situation de revenu en agriculture n'est pas aussi précaire que décrite par Monsieur le Député. Les tableaux annexés montrent cette évolution ainsi que celle des principaux paramètres qui déterminent le revenu. Ils montrent également que c'est avant tout grâce à une politique agricole active menée par le Gouvernement que l'écart de revenu entre l'agriculture et d'autres secteurs comparables a pu être stabilisé et a même tendance à diminuer ces dernières années. C'est aussi dans cette optique que les tendances suivantes se dégagent en analysant les indicateurs de revenu sur la période indiquée:

- croissance légère seulement de la marge brute totale par exploitation (+1-2% par année), et cela malgré un accroissement plus important de la taille;
- augmentation tendancielle des coûts fixes et notamment des amortissements de +5% par année;
- différence marge brute - coûts fixes en recul depuis 1998;
- forte croissance des aides non liées à la production de +12% par année.

On peut en déduire que la croissance du bénéfice agricole à moyen terme est essentiellement due à l'augmentation du volume d'aides étatiques payées aux agriculteurs. Des investissements très onéreux en agriculture diminuent cependant le revenu. Afin d'améliorer davantage la situation de revenu, il est nécessaire d'utiliser surtout ces réserves qui sont de la responsabilité directe de l'entrepreneur agricole et que celui-ci peut influencer.

- En analysant plus en détail les données du réseau comptable et notamment en comparant les frais d'énergie (fuel, gasoil, électricité, lubrifiants) par rapport aux dépenses totales on constate que ces frais sont actuellement de l'ordre de 4% seulement. L'incidence de cette fraction des coûts sur le résultat général de l'entreprise est ainsi limitée. Des actions visant la réduction du niveau des charges fixes (amortissements) et la rationalisation de l'utilisation du matériel, qui relèvent de la gestion de l'exploitation par l'agriculteur, peuvent avoir un effet positif beaucoup plus important sur le revenu que l'effet négatif de l'augmentation des frais d'énergie.
- En consultant par analogie les indices des prix calculés par le Service d'Économie rurale afin de pouvoir apprécier les variations de prix des biens et services consommés en agriculture pour la période de janvier 2005 à juillet 2005, on constate que le poste «énergie et lubrifiants» augmente de 22,5% alors que l'indice input I (global) passe de 107,47 à 109,58 points, soit une augmentation de 2,0% seulement. Puisque c'est donc plutôt l'évolution globale des prix des moyens de production agricole qui influe sur le revenu agricole et non l'évolution de prix d'un ou plusieurs postes pris isolément, l'affirmation que la hausse des prix des produits pétroliers affecte fortement le revenu agricole doit être relativée.

Ceci dit, il est un fait qu'à l'instar d'autres secteurs de l'économie, notamment l'industrie, l'augmentation rapide du prix des produits pétroliers et énergétiques sur le coût de production ne peut pas être neutralisée à brève échéance par le secteur agricole au moyen d'un relèvement du prix de vente des produits.

Il convient toutefois de constater qu'avec le renchérissement des produits pétroliers, des opportunités nouvelles se présentent pour le secteur agricole et les industries agro-alimentaires et qu'à moyen et long terme, la position concurrentielle du secteur agricole vis-à-vis des autres secteurs de l'économie pourrait s'améliorer. L'agriculture va ainsi profiter d'un renchérissement de l'énergie, et c'est d'ailleurs l'option unique en vue d'un développement durable:

- agriculture comme producteur d'énergies renouvelables;
- meilleure situation de prix des produits agricoles (aliments,…) riches en énergie;
- le phénomène du transport va diminuer avec le renchérissement des produits pétroliers impliquant moins de pollution et plus de régionalité.

À côté des utilisations alimentaires, les utilisations à des fins énergétiques deviennent en effet économiquement intéressantes dans la mesure où le différentiel entre le coût de production des produits agricoles à usage énergétique et le prix des produits pétroliers diminue. Ainsi le Gouvernement encourage le développement de nouvelles filières pour l'utilisation des produits agricoles. Les activités suivantes sont en plein développement:

- production de biocarburants (biodiesel produit à partir de colza);
- production de biogaz;
- production de chaleur à partir de biomasse (agriculture, sylviculture, industries de transformation liées à l'agriculture respectivement à la sylviculture);
- production d'énergie électrique dans de petites centrales hydro-électriques;
- utilisation de l'énergie solaire thermique et photovoltaïque.

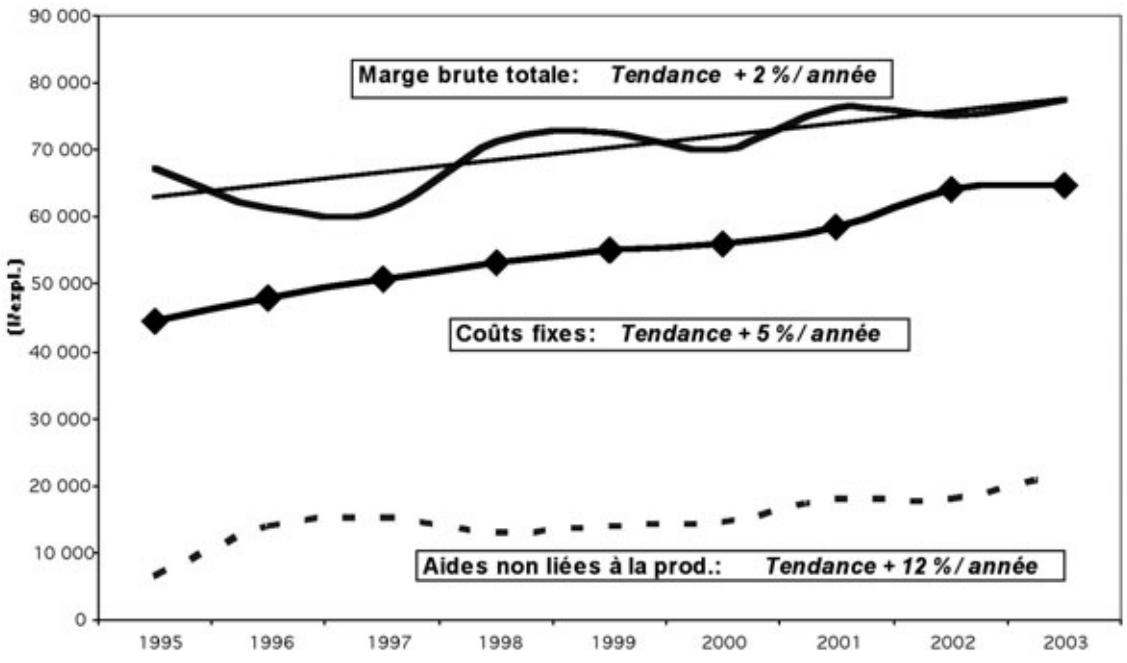
Les considérations développées ci-dessus doivent servir de guide dans l'action politique. Il convient donc de mettre l'accent, au niveau de la politique, sur les efforts à faire en matière d'économies d'énergie et de développement du secteur des énergies renouvelables.

Annexe: Indicateurs de revenu sur la base du réseau comptable

Annexe: Évolution des principaux indicateurs technico-économiques

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Taille échantillon	*342*	*368*	*391*	*425*	*490*	*470*
SAU par exemple (ha)	*61,9*	*64,4*	*64,8*	*65,4*	*69,2*	*71,8*
Cheptel (UB)	*87*	*89*	*90*	*91*	*91*	*90*
Chiffre d'affaires	**126 500**	**131 300**	**131 300**	**138 700**	**143 000**	**147 550**
Coûts variables	55 100	58 750	61 350	62 500	68 100	70 050
Marge brute totale	**71 400**	**72 650**	**69 950**	**76 200**	**74 900**	**77 500**
Coûts fixes	**44 600**	**47 050**	**47 850**	**51 850**	**55 050**	**56 200**
dont amortissements	25 420	26 950	27 100	29 000	30 300	33 600
dont aides investissement	- 2 300	- 2 900	- 3 150	- 3 400	- 4 450	- 6 750
dont fermages	4 750	4 900	4 950	5 300	5 950	6 250
dont intérêts	4 200	4 250	5 150	6 000	5 850	5 050
Marge brute - coûts fixes	**26 800**	**25 600**	**22 100**	**24 350**	**19 850**	**21 300**
+ Aides non liées à la production	**12 900**	**13 750**	**14 350**	**17 700**	**17 700**	**21 850**
Bénéfice	**40 800**	**39 350**	**38 850**	**44 350**	**38 850**	**43 350**

Graphique: Évolution des principaux indicateurs économiques



Question 0590 (9.9.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **désaffectation des quartiers d'habitation:**

À l'approche des élections communales le débat politique s'empare à nouveau d'un problème récurrent qui s'est posé dans beaucoup de communes importantes, mais en particulier dans la ville de Luxembourg dès les années soixante-dix. Il s'agit de la transformation de maisons d'habitation en espaces de bureau, au mépris du règlement des bâtisses et du plan d'aménagement général.

Il s'agit pour la seule ville de Luxembourg du chiffre mirobolant de 80.000 m² ainsi enlevés à l'habitat.

Selon les responsables communaux, le seul moyen de la commune pour intervenir contre cette infraction à la réglementation communale serait de poursuivre les contrevenants au pénal, ce à quoi semblent rechigner ces responsables puisque l'évolution en question s'est poursuivie pendant les trois dernières décennies et n'a cessé de s'enfler.

Le 16 novembre 2004 j'avais posé une question orale à Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins autres que d'habitation.

Monsieur le Ministre avait alors annoncé une réflexion à ce sujet.

J'aimerais savoir où en est cette réflexion et quels moyens l'État compte donner aux communes pour éviter la désaffectation des quartiers d'habitation de nos villes.

Réponse (7.10.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Monsieur le Député Ben Fayot s'inquiète de la désaffectation des quartiers d'habitation de nos villes par la transformation de maisons d'habitation en espaces de bureaux. Il est conscient que toute transformation de ce genre est réalisée au mépris du plan d'aménagement général et du règlement sur les bâtisses de la commune et constitue dès lors une infraction.

Étant donné que nous vivons dans un État de droit, toute personne qui dérange l'ordre public en ne se pliant pas aux règles que la société s'est données et qui commet ainsi une infraction à la loi doit pouvoir être punie. Le régime des peines est ancré dans notre législation et les infractions contre les règlements communaux sont punissables. Les infractions commises contre les règlements sur les bâtisses constituent des délits sanctionnés par des peines correctionnelles.

Il appartient dès lors aux autorités communales et plus particulièrement au bourgmestre chargé de l'exécution des règlements de police de veiller au respect de la réglementation en vigueur sur le territoire communal. C'est donc lui qui devrait entreprendre les démarches nécessaires pour faire arrêter les situations contraires au plan d'aménagement général de la commune et engager les procédures judiciaires adéquates contre les contrevenants.

Le Gouvernement ne voit pas la nécessité de modifier dans ce contexte la législation en vigueur étant donné que les textes offrent des moyens appropriés pour faire face à la situation. Dans le respect du principe de l'autonomie communale il est évidemment loisible aux autorités communales, chargées de la gestion de leur territoire, d'intervenir ou de ne pas intervenir en l'occurrence. Elles sont en tout cas seules responsables de la mise en œuvre de la politique d'aménagement communal et de développement urbain sur leur territoire.

Pour être complet je voudrais signaler que les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sont en train d'examiner la possibilité d'introduire un impôt communal sur les terrains et immeubles laissés totalement ou partiellement à l'aban-

don, à l'instar de ce qui existe notamment à Bruxelles.

Question 0591 (9.9.2005) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **inscriptions à l'Université du Luxembourg:**

Le 1er septembre 2005 le délai d'inscription pour le semestre d'hiver 2005 à l'Université du Luxembourg est écoulé. Depuis lors les candidats sont informés soit de leur admission aux études, soit du refus de leur candidature. Or, il s'avère qu'en cas de refus les raisons ayant motivé la décision ne sont pas communiquées aux intéressés. De surcroît un certain nombre de candidats ont reçu leur réponse sous forme de courrier électronique adressé à plusieurs personnes («mailing»), les adresses étant visibles pour tous les destinataires du courrier.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Au total, combien de demandes d'inscription ont été posées pour le semestre d'hiver 2005? Combien d'étudiants ont été admis et par analogie combien de demandes ont fait l'objet d'un refus?
- Monsieur le Ministre peut-il me communiquer ces chiffres ventilés selon la nationalité et le lieu de résidence des candidats?
- Comment le nombre de demandes, d'admissions et de refus se répartit-il sur les trois facultés de l'université? Quelle est la part des différentes filières de formation (bachelor, master, cours complémentaires en droit luxembourgeois, etc.)?
- Qui est-ce qui procède à la sélection des étudiants et selon quels critères précis?
- Quels sont les principaux motifs qui sont à l'origine des refus exprimés par les instances universitaires?
- Dans l'intérêt d'une meilleure transparence de la procédure d'inscription à l'Université du Luxembourg, ne serait-il pas opportun de mentionner explicitement les raisons ayant motivé le refus d'une candidature?
- Afin de garantir le respect de la vie privée et la protection des données personnelles des candidats, ne serait-il pas opportun de les informer individuellement du sort de leur candidature?
- Est-ce que les étudiants luxembourgeois ayant déjà poursuivi des études à l'étranger ont accès aux études à l'Université du Luxembourg au même titre que les étudiants postulant pour la première fois à des études universitaires?

Réponse (13.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Au 15 septembre 2005, 2.990 étudiants étaient inscrits au titre du semestre d'hiver 2005/2006 à l'Université du Luxembourg. La répartition par faculté est la suivante:

Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication: 752

Faculté de Droit, d'Économie et de Finances: 1.199

Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation: 1.039.

À noter que ces chiffres ne sont pas définitifs étant donné que pour un certain nombre de formations les délais d'inscription ont été étendus.

Pour ce qui est des refus, ceux ci se ventilent ainsi selon les facultés et selon la nationalité et le lieu de résidence des candidats:

Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication

Bachelor professionnel en ingénierie et informatique

3 candidats refusés, dont

1 de nationalité sénégalaise résidant en Allemagne

1 de nationalité sénégalaise résidant au Sénégal

1 de nationalité chinoise résidant en Allemagne

Master of Science in Information an Computer Science

39 candidats refusés,

répartition par nationalité: algérienne (2), américaine (2), belge (1), camerounaise (5), colombienne (1), finlandaise (1), française (2), indienne (3), iranienne (2), marocaine (7), nigériane (2), libanaise (1), pakistanaise (1), roumaine (2), sénégalaise (2), espagnole (1) syrienne (1), tunisienne (2), turque (1)

répartition par pays de résidence: Algérie (2), Cameroun (1), Colombie (1), Finlande (1), France (2), Allemagne (1), Inde (3), Iran (2), Laos (1), Liban (1), Luxembourg (8), Maroc (4), Pays-Bas (1), Pakistan (1), Roumanie (2), Sénégal (2), Espagne (1), Syrie (1), Suisse (1), Tunisie (2), Turquie (1)

CES médecine/pharmacie

25 candidats refusés, dont

23 de nationalité allemande résidant en Allemagne

1 de nationalité ivoirienne résidant au Luxembourg

1 de nationalité iranienne résidant au Luxembourg

Faculté de Droit, d'Économie et de Finances

Bachelor en Informatique de Gestion

1 candidat de nationalité tunisienne, résidant au Luxembourg, refusé

Master of Science in financial Economics

7 candidats refusés, dont

1 de nationalité française résidant au Luxembourg

1 de nationalité belge résidant en Belgique

1 de nationalité belge résidant au Luxembourg

1 de nationalité luxembourgeoise résidant au Luxembourg

1 de nationalité chinoise résidant en Belgique

1 de nationalité chinoise résidant au Luxembourg

1 de nationalité portugaise résidant au Luxembourg

Master en Droit européen

1 candidat de nationalité iranienne, résidant au Luxembourg, refusé

Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation

Bachelor en Sciences de l'Éducation

252 candidats refusés, dont

231 de nationalité luxembourgeoise

1 de nationalité belge

3 de nationalité bosniaque

1 de nationalité allemande

2 de nationalité française

14 de nationalité portugaise

tous résidant au Luxembourg

Bachelor en Sciences éducatives et sociales

41 candidats refusés, dont

1 de nationalité autrichienne

1 de nationalité espagnole

1 de nationalité française et belge

1 de nationalité française

34 de nationalité luxembourgeoise

3 de nationalité portugaise

tous résidant au Luxembourg

Pour ce qui est de l'admission des candidats, il convient de distinguer entre deux cas de figure: soit l'accès à la formation est ouvert, soit l'accès est régi par un numerus clausus. Dans le premier cas de figure - accès ouvert - l'accès aux études est régi par l'article 12[1] - Accès aux études - de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Le deuxième cas de figure - accès régi par un système de numerus clausus - est prévu au point (5) de l'article 12 susmentionné.

Dans le cadre des formations à accès ouvert, les refus d'admission ont été motivés par le fait que les candidats ne remplissaient pas les conditions prévues à l'article 12 déjà cité. Pour les formations à numerus clausus les étudiants refusés sont ceux qui n'ont pas réussi à se classer en rang utile à la suite des épreuves d'admission spécifiques aux formations.

Quant à l'avant-dernière question, j'ai effectivement eu connaissance d'un envoi collectif de lettre de refus («mailing»). J'ai immédiatement fait informer les responsables de l'Université de ma désapprobation de cette méthode. Il m'a été assuré qu'une telle procédure n'aurait plus cours à l'avenir et que, dans un souci évident de protection de la vie privée, les candidats seraient dorénavant informés individuellement du sort de leur candidature.

Les étudiants luxembourgeois qui ont entamé leurs études supérieures dans une université étrangère et qui désirent poursuivre à l'Université du Luxembourg ont accès aux études selon les dispositions de l'article 12 de la loi du 12 août 2003.

Question 0592 (12.9.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **TGV Bruxelles-Luxembourg:**

Le quotidien belge «La Libre Belgique» publie dans son édition du 8 septembre les conclusions d'une étude du bureau bruxellois Stratec relative au projet EuroCap-Rail. Le projet EuroCap-Rail vise la réalisation d'une ligne à grande vitesse reliant les trois capitales européennes Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Ce projet a été retenu parmi les projets d'infrastructures ferroviaires prioritaires (réseaux transeuropéens de transport RTE-T).

L'étude de marché a été commandée par la SNCB et les Chemins de Fer Luxembourgeois et porte sur le potentiel de la ligne sur sa partie Bruxelles-Luxembourg en termes de voyageurs.

Selon les conclusions de l'étude Stratec, le «TGV Bruxelles-Luxembourg» ne serait pas pertinent. Le bureau Stratec plaide contre la réalisation du projet contredisant ainsi l'évaluation socio-économique et de rentabilité du projet faite par la Région wallonne lors de l'introduction du dossier à la Commission européenne.

Pour Stratec le gain de temps réalisé (40 à 42 minutes) serait insuffisant pour attirer des clients et donc pour justifier les investissements nécessaires.

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de cette étude?
- Quelles sont les conclusions qu'il en tire?
- Le Gouvernement continuera-t-il à s'engager en faveur du projet EuroCap-Rail, projet vital pour le Grand-Duché?
- Quelles sont les initiatives que le Gouvernement envisage de prendre?

Réponse (7.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le projet EuroCap-Rail vise l'interconnexion ferroviaire des trois villes sièges européennes, c'est-à-dire Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante.

En matière d'EuroCap-Rail, les Gouvernements belge et luxembourgeois réunis en conseil commun le 15 juillet 2005 ont notamment retenu qu'

«en matière de mobilité et de transport, le projet EuroCap-Rail, inscrit parmi les projets transeuropéens prioritaires, permet de relier entre elles les villes d'accueil des institutions européennes tout en offrant la possibilité aux nombreux travailleurs frontaliers de profiter de services de plus grande qualité.

La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg se félicitent des progrès intervenus en seulement une année. Le consultant Stratec a effectué pour le compte de la SNCB et des CFL une étude de marché quant au potentiel généré par le projet particulièrement en terme de nombre de voyageurs. Cette étude est terminée depuis ce mois de juillet 2005; ses résultats sont en voie de validation.

En ce qui concerne les travaux d'infrastructure en Belgique, il est prévu de moderniser l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg.»

Faisant suite au sommet susmentionné, les CFL ont été invités à se concerter avec la SNCB, coadjudicateur de l'étude Stratec, afin de disposer dans les meilleurs délais d'un document validé par les deux opérateurs. Suivant les dernières informations reçues de la part des CFL, les conclusions à tirer de l'étude Stratec seront disponibles fin octobre 2005.

Sur initiative luxembourgeoise, l'idée de la mise en place d'un groupe financier a été relancée. La première réunion s'est tenue à Luxembourg le 20 septembre 2005. Le groupe de travail est notamment chargé d'analyser le volet financier de l'ensemble du projet de manière, notamment, à pouvoir présenter un dossier concret aux instances européennes.

Le Gouvernement luxembourgeois ne s'est pas encore prononcé en ce qui concerne les options à prendre en attendant les conclusions à tirer de l'étude Stratec. Ce qu'on peut retenir à ce stade c'est que le Luxembourg met une priorité sur le gain de temps et une exécution rapide des travaux.

Question 0593 (12.9.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**évolution du trafic fret de nuit à l'aéroport de Luxembourg:**

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre à une question de ma part sur les mouvements à l'aéroport de Luxembourg *(cf. ci-avant - question parlementaire N°0501)*, je voudrais revenir au problème des vols de nuit.

La réponse de Monsieur le Ministre spécifie que sur les six premiers mois de 2004 et de 2005, les vols de nuit fret ont augmenté de 57,9% (de 228 en 2004 à 360 en 2005), alors que les vols passagers ont diminué de 18,6% (de 188 en 2004 à 153 en 2005) pendant la même période. On peut donc constater qu'il y a en moyenne deux mouvements d'avions gros porteurs par nuit, ce qui n'est pas sans impact sur les quartiers environnants.

En ce qui concerne les vols de nuit fret j'aimerais savoir

- quel est le nombre exact de départs et d'arrivées;
- quelles sont les raisons précises de ces dérogations à l'interdiction des vols de nuit à l'aéroport de Luxembourg;
- quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour endiguer cette évolution néfaste pour le repos nocturne des habitants de la ville.

Réponse (6.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Pour l'année 2005, août inclus, les détails concernant les vols fret pendant la période de 23:00 à 06:00 heures locales sont les suivants:

Arrivées 182, Départs 289, soit au total 471 mouvements.

Les raisons de ces mouvements sont entièrement conformes aux dispositions du règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg et ces mouvements se font sous le couvert de l'article

[1]

Art. 12. Accès aux études

(1) L'accès en première année d'études universitaires est ouvert aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou du diplôme de technicien dans une spécialité correspondant aux études universitaires envisagées ou de diplômes ou certificats étrangers reconnus équivalents par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'accès aux non-titulaires d'un des diplômes pré spécifiés est ouvert aux étudiants ayant, soit satisfait aux épreuves d'un examen spécial d'entrée organisé par l'Université, soit pouvant se prévaloir d'une expérience et d'acquis professionnels. Dans ce dernier cas, l'accès est subordonné à la présentation d'un dossier et à un entretien devant une commission ad hoc instaurée par le recteur à cet effet et composée de trois enseignants chercheurs de la faculté en question.

(3) L'admissibilité aux deuxième et troisième niveaux est accordée aux détenteurs soit d'un grade ou d'un diplôme sanctionnant le niveau précédent et inscrit au registre des titres déposé au Ministère ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, conformément à l'article 2 de la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur, soit d'un grade ou d'un diplôme sanctionnant un niveau ou une période d'études reconnus équivalents par le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, notamment sur base des dispositions des sections V et VI de la Convention sur la Reconnaissance des Qualifications relatives à l'Enseignement supérieur dans la Région européenne, faite à Lisbonne le 11 avril 1977.

(4) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa (3), l'accès aux non-titulaires d'un des diplômes pré spécifiés est ouvert aux étudiants ayant, soit satisfait aux épreuves d'un examen spécial organisé par l'Université, soit pouvant se prévaloir d'une expérience et d'acquis professionnels. Dans ce dernier cas, l'accès est subordonné à la présentation d'un dossier et à un entretien devant une commission ad hoc instaurée par le recteur à cet effet.

(5) Pour certaines filières, le recteur peut décider que l'inscription d'un étudiant qui satisfait aux conditions énumérées sub (1), (2) et (3) ne sera validée qu'après un entretien et un examen dont les modalités sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 14.

13 (dérogations permanentes), hormis les cas où le Ministre des Transports a, en conformité avec l'article 19, délivré onze autorisations spéciales (neuf départs et deux arrivées). Ces autorisations ne sont en principe délivrées que lors du transport de marchandises critiques tels que matières périssables, animaux vivants ou produits pharmaceutiques.

Dans une première approche pour endiguer le nombre croissant des mouvements de nuit, l'autorité a décidé qu'il y a lieu d'appliquer d'abord le principe du «prix fort» pour inciter les compagnies à réfléchir à l'opportunité financière et de rentabilité du vol avant d'utiliser, même en régime de dérogation permanente, le créneau de 23:00 à 06:00 heures.

Un projet de règlement grand-ducal déterminant les taxes aéroportuaires est en instance d'approbation législative, projet où notamment les taxes pour vols de nuit sont augmentées substantiellement. Si cette politique ne produisait pas rapidement des résultats alors il devrait être envisagé de «tailler» dans l'exploitation aéroportuaire telle que définie à l'heure actuelle.

Question 0594 (12.9.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre:**

Le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, entré en vigueur le 1er janvier 2005, s'applique aujourd'hui à quelque 12.000 installations en Europe et couvre plus de 45% des émissions de CO_2.

Pour la première phase de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto de 2005 à 2007, 19 industries luxembourgeoises possèdent une autorisation d'émission délivrée par le Gouvernement. Ces industries se sont vu attribuer gratuitement des quotas d'émission de gaz à effet de serre d'une quantité totale de 3,35 millions de tonnes par an jusqu'en 2008, y compris une réserve annuelle de 125.000 tonnes pour les nouveaux entrants. Selon le Protocole de Kyoto, les entreprises qui réduisent leurs émissions par rapport aux quotas alloués pourront revendre leur excédent, celles qui les augmentent devront en acheter.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que huit mois après la mise en place du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre toutes les entreprises tombant sous le champ d'application de la loi du 23 décembre 2004 pourront respecter les plafonds d'émission prévus par le plan national d'allocation de quotas d'émission de CO_2?
- Dans la négative, quelles entreprises seraient susceptibles de recourir au marché européen des permis d'émission afin d'acquérir des quotas supplémentaires?

Réponse (13.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Selon la loi du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, l'exploitant d'une installation concernée par ce système doit déclarer à la fin de chaque année civile à l'Administration de l'Environnement les émissions de l'année écoulée.

Comme le système d'échange a démarré le 1er janvier 2005, l'Administration n'a pas pu recevoir ces déclarations. En outre, elles doivent être certifiées par un vérificateur agréé.

À ce stade je n'ai pas reçu d'informations de la part d'un exploitant que les quotas attribués à son installation seraient insuffisants.

Question 0597 (14.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**introduction d'un péage pour poids lourds sur les routes luxembourgeoises:**

Monsieur le Ministre des Transports vient d'annoncer son projet d'introduire un péage pour les poids lourds sur les routes luxembourgeoises.

- La décision de Monsieur le Ministre a-t-elle été influencée par l'annonce de Monsieur Daerden, Ministre wallon de l'Équipement et du Patrimoine, de vouloir introduire à partir du 1er janvier 2006 un système de péage par vignette pour l'utilisation des autoroutes et routes nationales traversant la Wallonie?
- Si a priori l'intention d'empêcher les camions voulant contourner l'obligation de payer la «Maut» allemande en empruntant des itinéraires passant par le Luxembourg est louable en soi, je voudrais savoir si Monsieur le Ministre entend appliquer ce péage aux seuls camions étrangers ou si la taxation en question va être étendue aux camions luxembourgeois?
- Dans la mesure où uniquement les véhicules étrangers seraient concernés, pareille approche serait-elle compatible avec le droit communautaire?
- Le péage en question va-t-il s'appliquer aux seules autoroutes ou va-t-il valoir également sur les routes de campagne?
- À partir de quel tonnage va-t-il s'appliquer?
- Quelle est la forme prévue de prélèvement des taxes? Quel sera le coût d'installation du système et quels en seraient les frais d'exploitation? Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur Daerden qu'un système de vignette serait le plus adapté, étant donné que l'introduction en serait la plus facile.
- Est-ce que les milieux professionnels luxembourgeois ont été conseillés en la matière? Quelle a été leur réaction? Monsieur le Ministre est-il d'avis que face à la hausse vertigineuse des produits pétroliers frappant de plein fouet le secteur des transports, le moment est bien choisi pour majorer le prix de revient des entreprises de transports et pour affaiblir la compétitivité des transporteurs luxembourgeois qui seront les principaux affectés par le péage projeté comme effectuant le plus grand nombre de kilomètres sur le territoire luxembourgeois?

Réponse (3.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La réalisation de l'objectif d'une politique de transport durable tant au Luxembourg que dans l'Union européenne requiert une tarification efficace et effective qui en application du principe de l'«utilisateur/pollueur-payeur» devrait davantage intégrer tous les coûts qu'engendrent les différents choix des moyens de transport.

L'accentuation des efforts tendant à introduire des systèmes de charges kilométriques dans les différents États membres de l'Union européenne en témoigne d'ailleurs. L'annonce politique faite par un membre du Gouvernement wallon en matière de tarification d'utilisation d'infrastructure, qui se trouvait relativisée dans les 24 heures à plusieurs égards dont du côté des autorités fédérales belges, n'est qu'un exemple à cet égard.

Indépendamment de cet événement je n'exclus pas pour l'avenir l'introduction d'un système de charges kilométriques au Luxembourg en remplacement du système actuel pour poids lourds à savoir le système de droits d'usage «Eurovignette».

Tout comme le droit d'usage existant, toute tarification kilométrique est appelée à respecter le cadre communautaire en vigueur, en l'occurrence la directive 1999/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures.

En vertu de ladite législation communautaire le droit d'usage comme d'ailleurs toute charge kilométrique doit revêtir un caractère non discriminatoire. Le droit d'usage ou le péage est donc à acquitter aussi bien par le transporteur étranger que par le transporteur établi au Grand-Duché de Luxembourg lorsqu'il emprunte le réseau autoroutier luxembourgeois. Ce principe du droit communautaire restera valable pour toute future législation en la matière.

La directive 1999/62/CE vise les poids lourds d'une masse maximale autorisée supérieure ou égale à 12 tonnes. Dans sa proposition de modification de ladite directive la Commission européenne a rabaissé le champ d'application aux poids lourds d'une masse maximale autorisée supérieure ou égale à 3,5 tonnes. Cet élément fait partie de la position commune du Conseil qui a pu être dégagée suite à l'accord politique en mars dernier sous présidence luxembourgeoise.

Dans son article 7, la même directive précise notamment que les droits d'usage et péages ne sont perçus que pour l'utilisation d'autoroutes et d'autres routes à plusieurs voies dont les caractéristiques sont analogues à celles des autoroutes. Il y a lieu de souligner que dans le cadre du compromis politique retenu sous présidence luxembourgeoise cette restriction est appelée à disparaître dans une future directive. Ainsi, un État membre aura la possibilité de soumettre à droit d'usage/péage le réseau secondaire afin notamment d'empêcher que les poids lourds se replient sur les routes nationales, régionales et locales pour éviter le paiement du droit d'usage/péage. Cependant, je concède bien volontiers que le texte communautaire appelé à modifier la directive susvisée se trouve encore en procédure de codécision et qu'il convient d'attendre le résultat de la deuxième lecture du Parlement européen.

Entre-temps, le Luxembourg reste pays membre de l'accord «Eurovignette» et continue à soumettre, conformément à la loi modifiée du 24 février 1995 relative à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, l'utilisation d'une autoroute ou d'une route à caractère similaire sur le territoire du Grand Duché de Luxembourg à un droit d'usage.

Question 0598 (14.9.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **limitation dans l'enseignement supérieur belge du nombre d'étudiants ne résidant pas depuis longtemps en Belgique:**

Q 30

Madame Marie-Dominique Simonet, Ministre de l'Enseignement supérieur en Communauté française de Belgique, a déclaré dans un entretien au quotidien «La Libre Belgique» qu'elle souhaite limiter dans les facultés le nombre d'étudiants qui ne résident pas depuis longtemps en Belgique.

- Le Ministre a-t-il connaissance de ces déclarations?
- Quelles sont actuellement les modalités selon lesquelles les étudiants luxembourgeois sont admis dans les universités et institutions d'enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique?
- Quels sont les accords existant à ce sujet entre le Luxembourg, d'une part, et la Belgique et ses Communautés, de l'autre?
- La Ministre belge ayant indiqué vouloir faire adopter une proposition en ce sens d'ici un an, quelles sont les initiatives envisagées par le Gouvernement luxembourgeois pour permettre aux étudiants luxembourgeois de continuer à l'avenir à avoir accès aux universités et aux institutions d'enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique?

Réponse (11.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai pris connaissance de l'interview de Madame la Ministre Marie-Dominique Simonet publiée dans «La Libre Belgique» du samedi 10 septembre 2005.

Actuellement, les étudiants luxembourgeois qui veulent poursuivre leurs études supérieures en communauté française de Belgique doivent faire homologuer leur diplôme de fin d'études secondaires par les autorités de la Communauté française. Cette procédure d'homologation est obligatoire pour tous les étudiants détenteurs de diplômes de fin d'études secondaires autres que ceux émis par la Communauté française.

En règle générale, les relations en matière d'enseignement supérieur entre le Grand-Duché de Luxembourg et les trois communautés de Belgique ainsi qu'avec la région de Bruxelles-Capitale sont régies par la loi du 24 juin 2004 portant approbation des accords de coopération avec les communautés susmentionnées. Un arrêté ministériel belge datant de 1973, modifié en 1981 et en 1985, règle l'octroi des équivalences aux titulaires des certificats sanctionnant les premières années d'études universitaires au Luxembourg.

Par ailleurs, un décret belge promulgué le 1er juillet 2005 stipule que la sélection des étudiants en médecine se fait à l'issue de la première année d'études, par l'institution universitaire belge dans laquelle les étudiants sont inscrits; le Gouvernement de la Communauté française de Belgique fixe les nombres globaux d'étudiants qui recevront une attestation leur permettant de poursuivre leurs études en deuxième année de médecine ou de dentisterie.

Mes services ont eu une première réunion de concertation avec les services de Madame la Ministre Simonet en date du 19 septembre 2005.

Question 0599 (14.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **situation des femmes à la suite d'un divorce:**

Monsieur Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, vient de lancer dans les médias luxembourgeois un appel afin de régler au plus vite la situation des femmes les plus démunies à la suite d'un divorce. Dans son appel, Monsieur Weiler déplore «une dérive de la jurisprudence dans la direction opposée de celle qu'avait voulue le législateur». Selon Monsieur Weiler, beaucoup de femmes, surtout celles de 35 ans et plus, seraient laissées à l'abandon et leur situation serait «indigne».

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des déclarations de Monsieur Weiler?
- Quelles sont actuellement les modalités selon lesquelles est réglée l'attribution des pensions alimentaires?
- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de Monsieur Weiler qu'un projet de loi réformant l'attribution des pensions alimentaires serait une possibilité permettant d'améliorer rapidement la situation de nombreuses femmes à la suite d'un divorce?

Réponse (22.9.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'avis du Président de la Chambre des Députés souhaitant une réforme du régime des pensions alimentaires en cas de divorce rejoint l'opinion du Gouvernement. Je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député au projet de loi portant réforme du divorce qui a été déposé à la Chambre le 20 mai 2003. L'exposé des motifs de ce projet de loi précise dans ce contexte que le Gouvernement «estime nécessaire de modifier également le système actuel des pensions alimentaires en le rendant plus équitable. En effet, le système actuel créé des disparités importantes entre les deux époux dont souffrent principalement les femmes. Le Gouvernement estime que le secours pécuniaire ne doit pas simplement avoir un caractère alimentaire, mais qu'il doit également indemniser dans une certaine mesure la disparité que la rupture du mariage créé dans de nombreuses situations en tenant compte plus particulièrement de la durée du mariage et du temps déjà consacré ou qu'il faudra encore consacrer à l'éducation des enfants.»

Le Gouvernement espère que ce projet de loi, déjà avisé par le Conseil d'État, pourra être examiné dans les meilleurs délais par la Chambre.

Question 0602 (15.9.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **remplaçants dans l'enseignement préscolaire et primaire:**

En cas d'absence d'un membre du corps enseignant dans l'enseignement primaire, la recherche d'un remplaçant incombe dans la majorité des cas soit aux autorités communales, soit à l'enseignant absent, une démarche posant un certain nombre de problèmes au niveau de l'organisation quotidienne de l'enseignement préscolaire et primaire dans les communes. Ces dernières sont entre autres obligées d'établir des contrats de travail avec le remplaçant qui sont régulièrement sujets à discussion lors des séances du conseil communal, même si la relation de travail temporaire s'est terminée depuis longtemps.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) N'est-il pas opportun d'instaurer un système centralisé et simplifié au niveau régional qui permettrait d'optimiser les remplacements des enseignants absents, afin de pouvoir garantir un déroulement parfait de l'enseignement préscolaire et primaire?
2) Parmi les éléments à réformer, voyez-vous un moyen pour

abolir les délibérations sur les contrats de travail au sein du conseil communal?

Réponse (19.10.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En cas d'absence d'un instituteur, le remplacement incombe aux autorités communales. La procédure est réglée par l'article 12 de la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. Cette disposition vaut autant pour les cas où un enseignant doit être remplacé, que pour le cas où en début d'année scolaire un poste ne peut pas être occupé par un enseignant breveté.

La réserve de suppléants, qui compte actuellement 282 personnes, a été créée pour faciliter la gestion des remplacements des enseignants. Il est vrai qu'à l'heure actuelle tous les membres de la réserve de suppléants sont affectés à des communes pour pallier à des vacances de postes, dues à la pénurie d'enseignants brevetés.

À moyen terme cependant, les membres de la réserve de suppléants qui ne sont pas occupés par une commune pour une année scolaire entière pourront être affectés aux bureaux régionaux des inspecteurs conformément à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002 modifiant l'article 71 de la loi scolaire. Cette mesure déchargera en grande partie les communes de la gestion du remplacement des instituteurs.

Il faut toutefois relever que les communes resteront dans l'obligation de procéder à des remplacements ponctuels, si le nombre des membres de la réserve affectés à un bureau régional des inspecteurs n'est pas suffisante pour assurer tous les remplacements dans les arrondissements d'inspection concernée, conformément à l'article 12 de la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, qui stipule qu'en cas d'absence de candidats de la réserve de suppléants «le conseil communal peut procéder au remplacement pour une durée déterminée, sous le statut de l'employé privé, d'un instituteur par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements, délivrée par le collège des inspecteurs de l'enseignement primaire. En cas d'urgence, le collège des bourgmestre et échevins peut conclure avec le remplaçant un contrat de travail à durée déterminée. Le contrat de travail est soumis à l'approbation du conseil communal dans sa prochaine réunion...».

Même si la réserve de suppléants réussit à soulager les communes dans leur tâche de procéder au remplacement des instituteurs absents, elle ne pourra se soustraire à l'obligation de conclure des contrats à durée déterminée avec les remplaçants, engagés par leurs soins.

Question 0604 (16.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **ligne de chemin de fer reliant Luxembourg à Liège:**

Dans son édition des 6 et 7 août dernier le quotidien «Tageblatt» informe ses lecteurs d'une prochaine rencontre prévue entre les Ministres des Transports luxembourgeois et belge pour décider du sort de la ligne de chemin de fer reliant Luxembourg à Liège.

- Quels sont les résultats que Monsieur le Ministre des Transports compte ramener de cette rencontre avec son homologue belge, au-delà des engagements pris par la SNCB qui selon sa récente réponse à la question N°0449 garantiraient la pérennité du service international sur cette ligne *(cf. compte rendu N°13/2004-2005)*?
- En vue de réduire le temps de parcours entre Luxembourg et Liège, est-il dans les intentions du Gouvernement luxembourgeois, comme le laisse sous-entendre l'article de presse précité, de remettre éventuellement sur le métier l'aménagement technique des voies?
- Quels seraient les tronçons visés par de tels travaux d'infrastructure? Côté luxembourgeois ces travaux iraient-ils au-delà des projets prévus dans le cadre de la stratégie «mobilitéit.lu» et approuvés par le législateur? À quand le Gouvernement entend-il réaliser les travaux autorisés par la Chambre des Députés?
- Quant aux travaux supplémentaires éventuels destinés à réduire le temps de parcours, avec quel délai de réalisation faut-il compter et quel en serait le coût? Assumant que ces travaux s'étendraient des deux côtés de la frontière, qui en assumerait la charge financière?
- De l'avis de Monsieur le Ministre suffit-il de réduire le temps de parcours et de mieux adapter les horaires des trains aux TGV de la réalisation Bruxelles-Cologne s'arrêtant en gare de Liège pour assurer le niveau de rentabilité suffisante exigée par la SNCB ou ne faut-il pas prioritairement pour s'approcher de cet objectif faire mettre en place par les CFL et la SNCB un concept d'exploitation attractif, conformément aux arrangements déjà trouvés dès la fin des années 90 avec la Belgique?
- Enfin des investissements supplémentaires dans l'infrastructure de la ligne Luxembourg-Liège, ne risquent-ils pas surtout du côté belge d'entamer les fonds budgétaires requis pour améliorer la ligne Luxembourg-Bruxelles qui au vu de l'intérêt de disposer d'une relation par chemin de fer performante avec Bruxelles devrait a priori bénéficier d'une toute première priorité au niveau de nos raccordements ferroviaires avec la Belgique?

Réponse (17.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 16 septembre 2005 Monsieur le Député Xavier Bettel voulait connaître la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet EuroCap-Rail et du sort de la ligne de chemin de fer reliant Luxembourg à Liège.

En matière de ligne de chemin de fer reliant Luxembourg à Liège, les Gouvernements belge et luxembourgeois réunis en conseil commun le 15 juillet 2005 ont notamment retenu que la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg confirment le statut international de la liaison Luxembourg-Liège conformément aux memoranda of understanding conclus les 20 juin 1991 et 8 décembre 1992, tout en invitant prioritairement la SNCB et les CFL à soumettre un concept d'exploitation commun tenant compte des considérations stratégiques quant à l'avenir de cet axe.

L'entrevue du 5 octobre 2005 avec Monsieur Renaat Landuyt, Ministre de la Mobilité et de l'Économie sociale de la Belgique, nous a réaffirmé dans notre détermination de réaliser le projet EuroCap-Rail qui vise en fait l'interconnexion ferroviaire des trois villes sièges européennes, c'est-à-dire Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante. Cette réalisation se fera dans la mesure du possible sous forme d'une prolongation de la branche Strasbourg-Luxembourg du TGV Est-Européen vers Bruxelles.

Question 0606 (16.9.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**impact de la hausse des prix pétroliers sur les recettes de l'État:**

Au cours des derniers mois nous avons connu une hausse vertigineuse des prix des produits pétroliers. Aujourd'hui les prix ont atteint un niveau inquiétant et les experts annoncent des augmentations supplémentaires.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances quel a été jusqu'à présent l'impact de cette hausse spectaculaire des prix pétroliers sur les recettes de l'État. Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées précises à ce sujet?
- Quelle a été la plus-value due à l'augmentation de la TVA sur les produits pétroliers à partir du 1er janvier 2005? Monsieur le Ministre peut-il également à ce sujet fournir des données chiffrées?

Réponse (7.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Les hausses de prix des produits pétroliers à la pompe observées depuis le début de l'année n'ont pas d'incidence sur les recettes d'accises à volume égal de vente. En effet, les accises sont définies comme un montant fixe par litre et n'évoluent pas en fonction du prix à la pompe. Il en va différemment des recettes de TVA grevant la vente de produits pétroliers qui se définissent comme un pourcentage du prix de vente à la pompe, accises incluses.

Il est toutefois impossible de déterminer avec précision le montant supplémentaire de TVA qui a été perçu en raison des augmentations qui n'ont été apportées que successivement au prix à la pompe au cours de l'année, d'un côté et, d'un autre côté, en ce qui concerne l'impact sur le budget de l'État et sur les charges des entreprises, il y a lieu de préciser que le transporteur professionnel faisant le plein de carburant diesel, ne supporte en définitive pas le coût de la TVA. En raison de sa qualité d'assujetti à la TVA, le transporteur peut en effet faire valoir le droit à déduction de la taxe en amont. Ainsi, l'ordre de grandeur de l'impact des hausses de prix, sous toutes ces réserves, sur les recettes de TVA pourrait se situer entre 15 et 20 mio € en 2005.

Quant au dernier volet de la question, il est à souligner que la hausse de la TVA de 12% à 15% ne concernait que l'essence sans plomb. L'impact budgétaire mécanique de cette mesure en 2005 devrait se chiffrer à quelque 17,5 mio € supplémentaires.

À noter finalement que les hausses de recettes dues à la TVA se situent dans un contexte budgétaire délicat, dans la mesure où les recettes fiscales indirectes présentent en général une tendance à la baisse.

Question 0608 (19.9.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Service du «Samu Social» de la Croix-Rouge luxembourgeoise:**

Le projet-pilote «Samu Social» de la Croix-Rouge luxembourgeoise, subventionné par le Ministère de la Famille, a été lancé en mai 2003 dans treize communes du sud du pays. Ce Service est actuellement assuré par des assistantes et assistants sociaux en dehors de leurs heures de bureau.

- Vu la réponse de Madame Jacobs à la question parlementaire N°0192 du 26 novembre 2004 posée par l'honorable Député Ben Fayot *(cf. compte rendu N°5/2004-2005)*, le Gouvernement a-t-il l'intention d'élargir le Service du «Samu Social» au niveau national?
- Est-ce que le Ministère de la Famille a l'intention de faire conduire une étude qualitative externe du «Samu Social» avant une extension de ce Service au niveau national?

Réponse (19.10.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En date du 7 octobre 2005, la Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Directeur de la Croix-Rouge ont décidé d'un commun accord de suspendre à partir du 31 décembre 2005 le projet pilote «Samu Social» dans sa forme où il a fonctionné durant trois années (depuis mai 2003).

Ils ont constaté avec satisfaction que durant cette période les travailleurs sociaux intervenant avec beaucoup d'engagement dans les différentes conditions d'urgence ont pu gérer efficacement les situations très lourdes et complexes qu'ils ont rencontrées.

Comme prévu, le projet pilote sera évalué aussi bien de façon interne qu'externe quant à son mode de fonctionnement, son efficacité et son coût.

Une décision définitive en ce qui concerne l'avenir du Service «Samu Social» sera prise lorsque les conclusions qui se dégageront de l'analyse de l'expérience pilote seront disponibles.

Question 0609 (20.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **réforme des dispositions en matière d'impôt foncier:**

À l'occasion d'une table ronde organisée par le quotidien «Lëtzebuerger Journal» sur les défis des communes, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement avait l'intention de procéder à des modifications concernant l'impôt foncier („Wir werden etwas unternehmen in Sachen Grundsteuer.").

- Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement concernant l'impôt foncier?
- Si une modification de l'impôt foncier est prévue, Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il envisage une réforme des dispositions en matière de l'impôt foncier dans le but d'enrayer la rétention de terrains à bâtir pour des raisons de spéculation?

Réponse (11.10.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Depuis quelques années déjà le secteur communal demande une réforme de l'impôt foncier. Dans le cadre du débat à la Chambre des Députés en 2003 sur la répartition des compétences entre l'État et les communes, une motion y relative a été acceptée. Par la suite le programme gouvernemental de 2004 a repris le sujet sous son chapitre «Logement» en précisant dans le cadre de l'offre immobilière que «Le Gouvernement proposera l'institution d'un dispositif plus contraignant afin de parvenir à une augmentation sensible de l'offre immobilière. L'impôt foncier sera réformé dans cette perspective et son taux relevé de manière substantielle pour l'application de cet impôt à des cas de rétention immobilière dans un but de spéculation. S'agissant d'un impôt communal par essence, une réforme de l'impôt foncier ne supprimera pas la possibilité de modulation du niveau précis de l'impôt. Celui-ci continuera d'évoluer dans une fourchette raisonnable. Cette réforme pourra également contenir l'introduction d'une taxe spéciale sur des immeubles bâtis qui ne sont pas occupés pendant une certaine période. Elle portera également sur la notion de la valeur unitaire».

Le même programme gouvernemental prévoit sous le chapitre «Politique fiscale, SNCI et participations de l'État» que «Sur le plan de l'immobilier, le Gouvernement proposera au Conseil supérieur des Finances communales de s'engager dans une réflexion de modernisation de l'impôt foncier, notamment en vue de l'objectif d'augmenter l'offre de terrains à bâtir».

S'agissant d'une question qui relève de la politique d'impôts du pays en général qui concerne tant les particuliers que les entreprises et qui n'est pas sans répercussions sur la politique économique du pays, la réforme de l'impôt foncier est un chantier qui ne peut s'ouvrir que sous la direction du Ministre des Finances.

Voilà pourquoi le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, en date du 28 février 2005, a saisi Monsieur le Ministre des Finances du dossier en question en lui demandant de lui faire part de ses intentions et réflexions y relatives. Monsieur Fernand Boden, en sa qualité de Ministre du Logement en a été informé par courrier du 6 avril 2005. À l'heure actuelle le dossier est en phase instruction.

Question 0610 (20.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **réduction des émissions de CO_2 (Protocole de Kyoto):**

À l'occasion de l'ouverture de la 18e édition de l'Oekofoire, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Luxembourg n'était pas en mesure d'atteindre les objectifs fixés par le Protocole de Kyoto concernant la réduction des émissions de CO_2 pendant les prochaines années. «En 2004, nous avons déjà dépassé les quotas fixés par l'année 1990 et nous allons probablement atteindre cette année la limite des 13 millions de tonnes [...] il est irréaliste de penser que nous atteindrons le niveau de 9 millions de tonnes au cours des trois prochaines années.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les objectifs de Kyoto en matière d'émissions de CO_2 ne peuvent pas être atteints?
- Comme Monsieur le Ministre a déclaré qu'il ne veut pas perdre des yeux les objectifs de Kyoto, peut-il me dire quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement en vue d'une réduction des émissions CO_2? Dans quels domaines Monsieur le Ministre voit-il des possibilités pour une réduction sensible de ces émissions?

Réponse (4.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député se réfère à mon discours tenu à l'occasion de l'ouverture de l'Oekofoire 2005.

En ce qui concerne le changement climatique, j'ai souligné que nous avons besoin:

- d'une offensive en matière d'efficacité énergétique et de mesures d'économie d'énergie;
- de développer davantage les énergies renouvelables;
- de remodeler les régimes de soutien dans le sens d'une stratégie globale durable et efficace.

J'ai dit que nous rencontrons un problème engendré par la dynamique du développement de ces dernières années. Nous avons atteint en 2004 la base de départ de l'année 1990 (année de référence du Protocole de Kyoto) et nous atteindrons vraisemblablement les 14 millions de tonnes de CO_2 cette année. Comme notre budget d'émission auquel nous avons droit pendant la période 2008-2012 (période d'engagement du Protocole de Kyoto) est de 9 millions de tonnes de CO_2 par an, ceci signifie que nous dépassons de 4 millions de tonnes ce budget d'émission.

Donc, si nous voulons atteindre notre objectif de réduction de 28% par des mesures nationales, nous devons revenir au niveau de 9 millions de tonnes de CO_2 en 2008. Ce qui veut dire que nous n'avons qu'un délai de trois ans pour réduire de 4 millions de tonnes.

J'ai dit qu'il est irréaliste de penser que nous pouvons atteindre ce niveau de 9 millions de tonnes au cours des trois prochaines années. Il faudra par conséquent également recourir aux mécanismes de Kyoto (échange de droits d'émissions, projets CDM et JI) pour tout ce que nous ne pouvons réduire chez nous!

L'honorable Député me demande quelles sont les raisons pour lesquelles les objectifs de Kyoto ne peuvent pas être atteints?

Ces raisons ont été évoquées dans notre plan national d'allocation (avril 2004) et discutées lors du hearing du 31 mars 2004 organisé à la Chambre des Députés.

Nous n'avons pas les potentiels de réduction typiques que possèdent les autres pays; les réserves existantes grâce au remplacement de vieilles centrales électriques ou installations industrielles par des installations nouvelles et performantes n'existent pas chez nous.

Dans le secteur de la production d'électricité il y a peu de réserves d'économies, sauf si nous voulons renoncer à la cogénération et fermer la nouvelle turbine de Twinerg.

Je vois certainement des potentiels de réduction dans le domaine des bâtiments existants. Nous pouvons aussi limiter la croissance des émissions de CO_2 grâce à de nouveaux bâtiments à basse consommation énergétique.

Il reste surtout le secteur des transports, dont les émissions de CO_2 sont gonflées par la vente d'essence aux non-résidents. Or, simplement y renoncer n'est pas évident.

Le contexte est beaucoup plus complexe que l'on ne pense. Nous ne pouvons pas interdire le transit ou chasser les touristes ni les frontaliers.

Evidemment nous devons garder à vue notre bilan Kyoto:

- en diminuant notre consommation énergétique;
- en développant un mélange intelligent des énergies renouvelables soleil, vent, biomasse, biogaz et eau;
- en donnant la priorité aux transports publics;
- en élaborant une analyse sévère mais réaliste de l'exportation des carburants et en relation avec ceci des stratégies à moyen et à long terme.

Nous devons commencer un dialogue ouvert sur la situation pour utiliser aux mieux nos chances.

J'ai chargé le «Finanzwirtschaftliches Forschungsinstitut an der Uni Köln», sous la direction du Dr. Ewringmann, d'une analyse de nos potentiels de réduction des émissions de CO_2.

Nous avons prévu dans ce contexte toute une série de manifestations/séminaires. Un premier séminaire est prévu pour le 12 octobre à 9.00 heures, y sont également invités les membres de la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés. Nous y présenterons et discuterons les premiers résultats du bilan énergétique et les perspectives pour notre politique en matière de changement climatique.

Question 0611 (20.9.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **inscriptions d'électeurs étrangers pour les élections communales d'octobre 2005:**

Selon un bilan réalisé par le SeSoPI-Centre Intercommunautaire en collaboration avec le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers, la progression des inscriptions d'électeurs étrangers pour les élections communales d'octobre 2005 se situe à 73% par rapport à l'année 1999.

Sachant qu'en 1999 seulement 138 des 3.226 candidats aux élections communales étaient de nationalité étrangère, soit 4,3%, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont le pourcentage et le nombre de candidates et de candidats non luxembourgeois dans les communes votant au scrutin proportionnel et au scrutin majoritaire?
- Quelle est l'évolution par rapport à 1999?
- Est-ce que Monsieur le Ministre pourra me fournir une description du profil des candidats étrangers (nationalité, sexe, âge etc.)?

Réponse (17.10.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Dans les communes votant au scrutin proportionnel le nombre des candidats non luxembourgeois s'élève à 163, ce qui correspond à un pourcentage de 7,59%; dans les communes votant au scrutin majoritaire, le nombre des candidats non luxembourgeois est de 20, ce qui correspond à 1,91%. Au total 183 (resp. 5,73%) des 3.196 candidats aux élections communales sont de nationalité étrangère.

2. La progression de la participation de candidats non luxembourgeois se situe à 33,26% par rapport à 1999.

3. Le profil des candidats non luxembourgeois se présente comme suit:

a) nationalités:

- Allemands	(10,93%)
- Anglais	(1,09%)
- Autrichiens	(1,64%)
- Belges	(8,74%)
- Espagnols	(2,73%)
- Français	(7,65%)
- Grecs	(1,23%)
- Italiens	(22,40%)
- Néerlandais	(8,74%)
- Portugais	(34,97%)

b) âge:

- < 20	:	1,1%
- 21-30	:	11,4%
- 31-40	:	18,2%
- 41-50	:	35,2%
- 51-60	:	27,3%
- 61-70	:	5,1%
- > 71	:	1,7%

En ce qui concerne une analyse plus détaillée du profil des candidats non luxembourgeois (sexe, profession, etc.), je me permets de renvoyer l'honorable Député à l'étude du SeSoPI-Centre Intercommunautaire.

Question 0637 (4.10.2005) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **numerus clausus pour les études en médecine en Belgique:**

En Belgique le «numerus clausus» est une limitation du nombre d'étudiants qui peuvent se voir décerner leur diplôme en fin de cursus. Ce nombre est défini par le Gouvernement fédéral et son application est régie par les communautés. L'application du «numerus clausus» en médecine et médecine dentaire, qui avait été supprimée en 2003, est rétablie par la Communauté française. Actuellement, il existe un «numerus clausus» en médecine, en médecine dentaire, en kinésithérapie et en médecine vétérinaire.

Bien avant l'instauration du «numerus clausus» en médecine, les associations médicales ainsi que les milieux académiques concernés ont attiré l'attention sur la nécessité d'une convention liant les autorités belges, d'une part, et l'État luxembourgeois, d'autre part, qui garantisse le transfert en Belgique sans «numerus clausus» des étudiants luxembourgeois ayant effectué leur première année d'études médicales à l'UdL. À ce jour une telle convention fait toujours défaut. Récemment, des étudiants luxembourgeois, inscrits en première année à Luxembourg, ont dû abandonner cette idée et s'inscrire auprès d'une université belge.

Une convention avec les universités belges francophones est cependant d'autant plus justifiée par le fait qu'il existe désormais un troisième cycle en médecine à l'Université du Luxembourg, qui est également accessible aux étudiants belges sans aucune restriction. Les doyens de ces universités avaient d'ailleurs suggéré cette démarche lors d'une réunion avec les responsables du 3e cycle à l'UdL.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture:

1. Est-ce qu'une convention entre les autorités belges et le Gouvernement luxembourgeois est en préparation?
2. En cas de réponse positive, quelle est la date probable de sa signature?
3. En cas de réponse négative, quelles sont les raisons de ce retard?

Réponse (11.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Jusqu'à présent l'accès en deuxième année de médecine dans une des cinq faculté de la Communauté française de Belgique, des étudiants ayant effectué la première année de leurs études médicales au Luxemburg, était réglé par une arrêté ministériel belge datant de 1973 et modifié en 1981 et 1985. Cet arrêté réglait l'octroi des équivalences aux titulaires des certificats sanctionnant les premières années d'études universitaires au Luxembourg. Les modalités pratiques de la coopération étaient organisées par le Centre Universitaire, et plus tard, l'Université du Luxembourg, ensemble avec les institutions d'enseignement supérieur de Communauté française.

Cette situation a été fondamentalement changée par une nouvelle législation belge qui ne permet plus cette forme de coopération.

En effet, un décret pris par le Ministère de la Communauté française de Belgique, promulgué le 1er juillet 2005 et produisant ses effets au 1er juin 2005, stipule que la sélection des étudiants en médecine et en dentisterie se fait à l'aide d'un examen concours à l'issue de la première année d'études. Ce même décret fixe la répartition des attestations d'accès en deuxième année entre les cinq institutions universitaires de la Communauté française. Chaque année avant le 1er juin le Gouvernement de la Communauté française arrête, pour chaque premier cycle dont les études sont structurées en deux parties, le nombre global des attestations d'accès qui seront délivrées l'année suivante.

L'Université du Luxembourg ne faisant pas partie de cinq institutions universitaires de la Communauté française de Belgique auquel des quotas d'attestations sont attribuées, il n'est pas possible aux étudiants inscrits en première année de médecine à l'Université du Luxembourg au titre de l'année académique 2005/2006, de poursuivre en deuxième année dans une université belge en 2006/2007.

Mes services n'ont pas été informés au préalable de ces changements et nous n'avons eu connaissance de ces nouvelles dispositions qu'à la mi-juin 2005. J'ai alors immédiatement contacté mon homologue, Madame la Ministre Marie-Dominique Simonet, pour essayer de trouver une solution qui permette aux étudiants ayant effectué la première année de leurs études médicales à l'Université du Luxembourg de continuer leur formation dans une université belge.

Lors d'une réunion de concertation entre mes services et ceux de Madame la Ministre Simonet en date du 19 septembre 2005, mes services ont été informés du fait qu'étant donné que les nombres globaux d'attestations avaient été fixés, une inscription en deuxième année d'étudiants provenant de l'Université du Luxembourg ne serait pas possible pour l'année académique 2006/2007. Les étudiants inscrits en première année de médecine à l'Université du Luxembourg en ont été informés par l'Université le 22 septembre 2005. Mes services ont proposé un soutien en matière d'inscription, d'homologation du diplôme de fin d'études secondaires et de logements aux étudiants qui ont choisi de s'inscrire directement à l'Université Catholique de Louvain. Deux étudiantes ont profité de cette offre. Les autres étudiants ont opté pour la poursuite de leurs études en deuxième année en France ou en Allemagne.

Des négociations en vue de l'élaboration d'une convention entre les autorités belges et le Gouvernement luxembourgeois sont en cours. La prochaine réunion de concertation est prévue à Bruxelles début novembre 2005.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Compte rendu des séances publiques
N° 3 – Session ordinaire 2005-2006

7e séance, mardi 15 novembre 2005
8e séance, mercredi 16 novembre 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Visite officielle du Président du Parlement maltais

«L'immigration clandestine est aussi une affaire européenne»

Le Président de la Chambre des Députés de la République de Malte, M. Anton Tabone, a insisté sur la dimension européenne de la politique d'immigration lors de ses entretiens au Parlement luxembourgeois avec le Président M. Lucien Weiler et une délégation du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Malte, le plus petit pays de l'Union européenne, héberge actuellement 3.000 immigrés clandestins dans ses centres de détention.



Les Présidents des Parlements malte et luxembourgeois entourés de leurs délégations.

«Cette problématique devrait concerner toute l'Union européenne, et non seulement les pays méditerranéens», a dit encore M. Tabone. En cette matière comme en d'autres, Malte aurait un rôle à jouer en Méditerranée, surtout en tant que nouveau membre de l'Union européenne.

L'entrée de Malte dans l'Union européenne a été un autre sujet de discussion. «Nos deux parlements, avec d'autres parlements de petits pays, devraient travailler sur un calendrier commun, afin de se positionner encore mieux dans le cortège européen», a souligné le Président Tabone, tout en relevant que les petits parlements ont des moyens restreints pour accomplir le même travail législatif que les grands.

Malte a ratifié le Traité sur la Constitution européenne par voie parlementaire en juillet. Un référendum avait eu lieu sur son accession à l'Union européenne: 54% des électeurs étaient favorables à l'entrée de Malte dans l'UE - entrée devenue effective au 1er mai 2004.

Le Président de la République du Mali a reçu M. Weiler



Au cours de sa visite d'État à Luxembourg, S.E. M. Amadou Toumani Touré, Président de la République du Mali, a reçu en audience le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. L'entrevue en tête-à-tête a eu lieu au Palais grand-ducal le 9 novembre 2005.

51e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

M. Marc Spautz, M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch et Mme Lydia Mutsch ont représenté la Chambre des Députés à la 51e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO), qui s'est déroulée du 11 au 15 novembre 2005 à Copenhague et à laquelle ont assisté plus de 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées.

L'Assemblée présidée par M. Pierre Lellouche, membre de l'Assemblée nationale française, a adopté des résolutions concernant le soutien des forces de l'opposition au régime du Président du Belarus Alexandre Loukachenko et a proposé de surveiller l'élection présidentielle de juillet 2006. En Géorgie, le retrait des troupes russes des bases militaires sera suivi de près.

Une des priorités de l'Alliance est d'aider l'Ukraine à éliminer les dangereux stocks d'armes et de munitions excédentaires datant de la guerre froide. L'Assemblée a rappelé que les élections législatives en Azerbaïdjan du 6 novembre 2005 (surveillées par des membres de l'APO, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe) n'étaient pas conformes aux normes démocratiques internationales.

Un groupe spécial sera par ailleurs créé qui aura la tâche de mener au cours des prochains mois une étude sur la réforme de l'institution en vue de l'adapter aux défis du 21e siècle.

Les orateurs ont souligné que l'Alliance, du fait de sa position unique sur la scène internationale, est appelée à jouer un rôle politique de plus en plus important, comme l'ont attesté les interventions humanitaires après le passage de l'ouragan Katrina et le tremblement de terre au Pakistan.

Le Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, ainsi que M. Anders Fogh Rasmussen, Premier Ministre du Royaume de Danemark ont pris la parole durant la séance plénière de la session.

Site Internet de l'AP-OTAN
http://www.nato-pa.int/



(de gauche à droite) M. Fernand Vanetti, Premier Secrétaire de l'Ambassade du Luxembourg, M. Marc Angel, Député, Vice-Président de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'APO, M. Fred Sunnen, Député, Mme Colette Flesch, Députée, S.E. M. Gaston Stronck, Ambassadeur du Luxembourg, Mme Lydia Mutsch, Députée, M. Marc Spautz, Député, Président de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'APO.

NOUVELLES LOIS

5149 - Projet de loi

déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Le projet de loi 5149 reprend les dispositions initialement inscrites dans le projet de loi 4891 portant réforme du statut général des fonctionnaires de l'État. Ces dispositions formaient à l'origine un article spécifique, finalement séparé du projet de loi initial faisant l'objet d'un projet indépendant.

Le projet de loi 5149 permettra à l'autorité de nomination de procéder à des nominations à durée déterminée pour les fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes. Il leur confère un mandat renouvelable de sept ans. L'exposé des motifs du projet de loi énumère plusieurs considérations qui ont amené à l'élaboration de ce texte:

- les fonctionnaires visés par le présent projet de loi dirigent très souvent des dizaines, voire des centaines d'agents publics. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit de fonctionnaires dotés de capacités particulières, qui sont des spécialistes en leur matière et qui ont fourni un travail exemplaire, très souvent dans l'administration qu'ils sont appelés à diriger. Toutefois, les fonctions de direction exigent des capacités humaines et relationnelles qui n'ont pas toujours été mises à épreuve auparavant;
- la situation des fonctionnaires qui occupent les fonctions dirigeantes diffère de celle des autres fonctionnaires à deux niveaux. Tout d'abord, ils n'ont pas besoin de satisfaire aux conditions d'examen et de stage s'appliquant à tous les autres fonctionnaires. Il en résulte que l'autorité hiérarchique ne peut pas les soumettre à la période probatoire à laquelle sont soumis les fonctionnaires. Ensuite, les fonctionnaires qui occupent des postes dirigeants sont très souvent nommés en dehors des critères de sélection traditionnels suivant lesquels sont choisis leurs collègues de rang inférieur. Il est donc logique de permettre au Gouvernement de mettre fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Les fonctionnaires dont le mandat temporaire ne sera pas renouvelé n'encourront pas la perte de leur emploi, mais feront l'objet d'un changement de fonctions. Les conséquences de ce changement de fonctions sont clairement précisées dans le projet de loi.

Le texte du projet de loi ne sera applicable qu'aux fonctionnaires dirigeants nommés après l'entrée en vigueur de la future loi et n'aura pas d'effets rétroactifs.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

11.05.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.10.2005	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.10.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

5431 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale (CPI), accord qui précise et complète les dispositions du statut de la Cour relatives aux privilèges, immunités et facilités accordées à la Cour et à son personnel sur le territoire des États parties.

Les privilèges et immunités du personnel de la Cour comprennent notamment une immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions, la liberté de circulation, la non-imposition des salaires et des traitements perçus au titre de l'activité au service de la Cour, l'inviolabilité de la correspondance officielle, l'absence de contrôle des changes et le droit d'importation et de réexportation en franchise des effets personnels.

Les avocats et les collaborateurs occasionnels de la Cour, tels que les témoins, les experts, les victimes et leurs représentants légaux, bénéficient également de certaines immunités pour garantir leur indépendance, notamment de l'immunité de juridiction pour les actes relatifs à la collaboration avec la Cour, de la liberté de circulation ou encore de l'inviolabilité des documents et du matériel relatif à la collaboration avec la Cour.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

09.05.2005	Désignation d'un rapporteur
25.10.2005	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

5447 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 1er décembre 2004.

C'est la première fois que les relations internationales en matière de sécurité sociale entre la Bulgarie et le Luxembourg sont régies par un instrument international. Cette nouvelle convention met ainsi fin au vide juridique en garantissant les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la convention conclue avec la République de Bulgarie suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

21.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

5451 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Bucarest en date du 18 novembre 2004.

C'est la première fois que les relations internationales en matière de sécurité sociale entre la Roumanie et le Luxembourg sont régies par un instrument international. Cette nouvelle convention met ainsi fin au vide juridique en garantissant les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la convention conclue avec la Roumanie suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.03.2005

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

21.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Communications
2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre
3. Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens
4. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes
5. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie

   (Débat)
6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement

   (Débat)
7. 5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. Accueil de M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation
9. 5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
10. 5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

    (Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
11. Résolution de M. Charles Goerens au sujet de l'Iran
12. 5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

    (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech kann de Moment d'Regierung nach net froen, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet, well se nach net vertrueden ass.

1. Communications

Da wëll ech der Chamber folgend Kommunikatioune maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5510** - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004:

a. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

b. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto, et

c. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 26.10.2005

2. **5512** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

3. **5513** - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

3) Du 19 au 21 octobre 2005 a eu lieu à Monaco la XVIIIe Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. La Chambre des Députés y fut représentée par Monsieur le Député Henri Grethen accompagné par le Secrétaire général Claude Frieseisen.

Les 110 parlementaires en provenance des différents pays européens, membres de la Francophonie ont principalement débattu sur les moyens de promotion de la Francophonie.

«La Francophonie reposera d'abord sur sa capacité à transmettre une image et un discours modernes et à atteindre le plus grand nombre sur tous les continents. (...) Mettre la Francophonie en avant de la scène n'enlèvera rien à son rêve et ses valeurs. Au contraire utilisons ces armes pour conforter son projet politique: Défendons l'idée de communication comme outil de développement car c'est dans l'échange et de l'échange que naît le développement...» C'est avec ces mots que le chargé de mission Europe Freddy Deghilage a introduit le sujet.

Les missions stratégiques de la Francophonie

Les parlementaires réunis à Monaco sur invitation du Conseil national (Parlement) de la Principauté ont tous réaffirmé leur attachement aux objectifs de la Francophonie définis en 2004 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Quatre missions et huit objectifs y ont été identifiés dans lesquels la Francophonie peut et doit jouer un rôle majeur:

1re mission: Promouvoir la langue française et la diversité culturelle

1er objectif: Renforcer l'usage et assurer la promotion de la langue française

2e objectif: Préserver et mettre en valeur la diversité culturelle et linguistique

2e mission: Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme

3e objectif: Consolider la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit

4e objectif: Contribuer à prévenir les conflits et accompagner les processus de sortie de crise, de transition démocratique et de consolidation de la paix

3e mission: Appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche

5e objectif: Contribuer à l'effort international pour permettre aux États et gouvernements d'assurer l'accès de tous les enfants à un cycle complet d'études primaires, en éliminant les disparités entre les sexes

6e objectif: Favoriser l'enseignement, la formation et la recherche orientés vers le développement et l'emploi

4e mission: Développer la coopération au service du développement durable et de la solidarité

7e objectif: Contribuer par la coopération aux efforts de réduction de la pauvreté dans une stratégie de développement durable

8e objectif: Contribuer à l'intégration des pays en voie de développement (PVD) et des pays les moins avancés (PMA) francophones à l'économie mondiale.

La Francophonie, une instance internationale mal connue

Les membres des différents parlements représentés ont acquiescé que la Francophonie nécessite une nouvelle politique de communication en vue d'être mieux connue du grand public.

L'appartenance à la Communauté francophone mérite d'être révélée au plus grand nombre car porteuse de valeurs et d'un projet politique essentiel. En effet il convient de faire connaître aux populations le rôle joué par la Francophonie en faveur de l'humanisme et de la démocratie, de la promotion et de la protection de la diversité culturelle et linguistique, du développement et de la solidarité.

Il fut constaté que la Francophonie s'exprime aussi bien dans les secteurs du livre, du disque que dans ceux de la télévision et d'Internet et que le développement du marché des biens culturels renforcé par l'essor du numérique est exponentiel. Par ailleurs on a rappelé le rôle historique et précurseur des organisations et associations dans la diffusion et la promotion de la Francophonie.

Dans une résolution l'Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a invité les acteurs de la Francophonie à mener une politique de communication positive s'appuyant largement sur les médias grand public, à développer le sentiment d'appartenance à une même famille, le tout dans le but de la rapprocher de la population.

L'Assemblée a demandé par ailleurs à TV*5* de relayer les grandes manifestations organisées par les différentes instances de la Francophonie, d'organiser davantage des émissions et des débats sur la Francophonie, ses valeurs, son rôle dans le monde de créer une émission de jeux valorisant la créativité langagière francophone.

Finalement les parlementaires ont émis un avis favorable au parrainage d'un événement de Mondovision de la chanson qui, s'adressant aux pays appartenant à la Francophonie permettrait à ceux-ci de participer et aux artistes de faire valoir leur culture et leur langue, car il serait porteur à la fois de diversité et de solidarité.

Pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Les parlementaires ayant participé à la XVIIIe Assemblée régionale Europe, les 19 au 21 octobre 2005 à Monaco, convaincus que la diversité culturelle est au cœur du débat sur le développement démocratique et sur la gouvernance mondiale; conscients qu'elle constitue un patrimoine commun de l'humanité et rappelant que l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est depuis de nombreuses années engagée en faveur de la reconnaissance, par le droit international, du droit des États de définir et de mener des politiques culturelles aujourd'hui menacées par la libéralisation du commerce des biens et des services culturels ont finalement appelé les gouvernements membres de la Francophonie européenne à déposer, dans les meilleurs délais, auprès de leur parlement respectif, la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par la Conférence générale de l'Unesco pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion, les parlementaires de l'espace francophone européen s'engageant à faire diligence.

4) Par lettre du 27 octobre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 26 au 29 septembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Bulgarie sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Croatie sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche thonière et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Union des Comores concernant la pêche au large des Comores, pour la période allant du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2010;

- résolution sur le 25e anniversaire de Solidarność et son message pour l'Europe;

- résolution sur la dépendance vis-à-vis du pétrole;

- résolution sur le Sommet mondial de l'ONU (du 14 au 16 septembre 2005);

- résolution sur la situation au Belarus;

- résolution sur les relations entre l'Union européenne et l'Inde: un partenariat stratégique;

- résolution sur le Programme d'action européen pour la sécurité routière - Réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée, et

- résolution sur la Tunisie.

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre

Wat de Rôle vun der Chamber ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, d'Proposition de loi 3931 vum Här René Kollwelter iwwert d'Recoursrecht vun den Associatiounen ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Sträicht se ewech.

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert, Här Grethen.

3. Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, sou huet d'Presidentekonferenz an enger Réunioun vum 9. November fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg befënnt d'Chamber iwwer verschidde Mandater bei der Cour des Comptes.

Duerno hu mer op Ufro vun der LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reform vun der Psychiatrie, an op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Wunnengspolitik.

Uschléissend

- de Projet de loi 5447, e Sozialofkommes mat Bulgarien, nom Basismodell;

- de Projet de loi 5451, e Sozialofkommes mat Rumänien, nom Basismodell;

- de Projet de loi 5149 iwwert d'Nominéierung vun héijere Beamten am Statsdéngscht, nom Modell 1, an

- de Projet de loi 5431, en Ofkommes iwwert dat internationaalt Strofgeriicht, nom Basismodell.

Muer um hallwer dräi fänkt d'Sëtzung u mat enger Orientéierungsdebatt iwwert d'Stratégie de Lisbonne. Duerno hu mer dem Här Aly Jaerling seng Motioun iwwert d'Debatten, déi an den Tripartitesverhandlunge gefouert goufen.

A schliesslech maachen déi Häre Ministere Lucien Lux a Jean-Marie Halsdorf eng Deklaratioun iwwert de sektorielle Plan directeur „Décharges pour déchets inertes".

D'Sitzung vu muer ka gegebenenfalls iwwer hallwer siwen erausgoen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Den Här Grethen an den Här Goerens hunn d'Wuert gefrot.

Den Här Grethen fir d'éischt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech als Vertrieder vu menger Fraktioun an der Conférence des Présidents schwéieren Häerzens domat averstan erkläert, dass haut keng Heure de questions wier. Ech hunn dat gemaach aus Versteesdemech fir d'Contraintë vun eenzelne Kolleegen.

Ech muss awer dës Geleeënheet benotzen, Här President, fir drop opmierksam ze maachen, dass d'Regierung oder eenzel Regierungsmembere relativ zéi si fir op Questions parlementaires ze äntwerten. Wann eng Question parlementaire, déi am Juli gestallt gëtt, a wou Dir, Här President, an Ärer quasi grenzenloser Guttheet och nach…

(Hilarité)

…d'Regierung autoriséiert hutt fir den Délai op de 4. November ze verlängeren, an haut nach keng Äntwert do ass, da fannen ech dat net an der Rei. Meng Kolleegen a menger Fraktioun sinn deementspriechend irritéiert iwwert déi Désinvolturen, déi d'Regierung vis-à-vis vun der Chamber huet.

Här President, ech géif lech bieden ze insistéieren, dass déi Froen, déi nach net beäntwert sinn, a Froen, déi aus dem Juli datéieren - fir déi Dir och eng Verlängerung accordéiert hutt -, spéitstens muer beäntwert wieren. Wier dat net de Fall, misst ech erëm eng Kéier op dës Tribün komme fir dann awer d'Fro virdroen ze loossen.

M. le Président.- Ech kann dem honorabelen Här Grethen seng Interventioun hei verstoen. Ech verstinn och d'Gefiller vu senger Fraktioun an ech wäert deementspriechend bei deene Ministeren, déi hei en cause sinn - den Här Grethen war esou gentil fir hei keng Nimm ze nennen, mä ech wäert se schonn erausfannen -, haut de Mëtten intervenéieren, dass mer déi Äntwerte kréien.

Dann huet den Här Goerens d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech froen d'Wuert fir den Ordre du jour ofgeännert ze kréien an deem Sënn, datt mer gär hätten, datt eng Resolutioun soll op den Ordre du jour geholl ginn iwwert déi onsäglech Deklaratioune vum President vun der République Islamique vum Iran de 26. Oktober 2005, wou en notamment verlaangt huet, datt Israel misst vun der Kaart radéiert ginn.

Mir fannen, datt dat do e ganz graven Incident ass. Et kann een deen net onwiddersprach loossen. Besonnesch e klengt Land ass dru gehalen, ganz wachsam ze sinn, wann et drëm geet fir duerfir ze suergen, datt Dispositiounen, déi an der UNO-Charta sinn an déi ëm d'Existenz vun de State ginn, respektéiert bleiwen.

An deem Sënn déposéieren ech lech eng Resolutioun, déi a ganz knappen Termë gehal ass, duerfir awer mat ganz vill Determinatioun d'Chamber opfuerdert fir de President vum Iran a sengen Deklaratiounen ze condamnéieren. Si gëtt och gedroe vun de Vertrieder vun all deenen anere Fraktiounen: den Här Fayot, den Här Wolter, den Här Gibéryen, den Här Bausch a menger eegener Ënnerschréft.

Résolution

La Chambre des Députés,

- consternée par les déclarations du Président de la République Islamique d'Iran du 26 octobre dernier selon lesquelles l'État d'Israël devrait être «rayé de la carte»;

- considérant l'article 2 paragraphe 4 de la Charte des Nations Unies, qui dispose que «Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies»;

- rappelant que ce principe est au cœur des négociations en cours et visant à mettre un terme au conflit israélo-palestinien;

- condamne sans réserve les propos tenus par le chef d'Etat iranien en date du 26 octobre dernier.

(s.) Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Michel Wolter.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Ech denken, dass d'Chamber kee Problem huet, dass mer am Laf vun der Sitzung vun haut, och an der Sitzung vu muer heiriwwer debattéieren an och ofstëmmen.

Ech géif d'Fraktiounspresidente bieden, mer matzedeelen, wéini dass et hinnen am genehmsten ass fir déi Resolutioun, déi den Här Goerens déposéiert huet, ze diskutéieren.

4. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes

Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an d'Artikelen 116 bis 131 vum Chamberreglement et virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Postë vum Conseiller bei der Cour des Comptes op. Dës Lëscht gëtt dann iwwert d'Regierung dem Grand-Duc virgeluecht.

D'Chamberreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration gestëmmt ginn.

Une voix.- Ah!

M. le Président.- D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Et gëtt och iwwer jiddfer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Vote du premier candidat

Ech géif elo bieden, dass mer d'Wahlziedele géifen ausdeelen an duerno maachen ech den Appel nominal fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Resultat vum éischte Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	45
Blank Wahlziedelen:	2
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	43
Absolut Majoritéit:	22

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

Här Ralph KASS	42
Här Carlo MULBACH	0
Här Marc REITER	1

Den Här Ralph Kass huet déi absolut Majoritéit kritt mat 42 Stëmmen. Hien ass domat als éischte Kandidat gewielt.

* * *

Mir wielen elo deen zweete Kandidat.

Vote du deuxième candidat

Ech géif bieden, d'Wahlziedelen auszedeelen. Duerno maache mer den Appel nominal.

Appel nominal

D'Resultat vum zweete Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	44
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	43
Absolut Majoritéit:	22

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Här Carlo Mulbach	42
2. Här Marc Reiter	1

Den Här Carlo Mulbach huet mat 42 Stëmmen déi absolut Majoritéit kritt. Hien ass domat als zweete Kandidat gewielt.

* * *

Mir wielen elo den drëtte Kandidat.

Vote du troisième candidat

Ech géif bieden, d'Wahlziedelen auszedeelen.

Appel nominal

D'Resultat vum drëtte Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	45
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	44
Absolut Majoritéit:	23

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

Den Här Marc Reiter ass mat 43 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun an 1 wäissen Ziedel als drëtte Kandidat gewielt.

D'Kandidatelëscht, déi dem Grand-Duc ënnerbreet gëtt, presentéiert sech folgendermoossen:

- éischte Kandidat: den Här Ralph Kass;

- zweete Kandidat: den Här Carlo Mulbach an

- drëtte Kandidat: den Här Marc Reiter.

D'Chamber huet sech ebenfalls mat dräi Mandatsverlängerungen innerhalb vun der Cour des Comptes ze befaassen.

D'Presidentekonferenz huet virgeschloen, an dësem Fall, gemäss den Artikelen 131 an 128 vum Chamberreglement, den Artikel 4 (5) unzewenden, deen der Chamber et erlaabt, op eng Ofstëmmung ze verzichten.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Deemno froen ech d'Chamber ob si domat averstanen ass, d'Mandat vum Här Marc Gengler als President vun der Cour des Comptes ze verlängeren.

(Assentiment)

Ass d'Chamber ebenfalls domat averstanen, d'Mandat vum Här Patrick Graffé als Vizepresident vun der Cour des Comptes ze verlängeren?

(Assentiment)

Ass d'Chamber schliesslech domat averstanen, d'Mandat vum Här Tom Heintz als Conseiller vun der Cour des Comptes ze verlängeren?

(Assentiment)

Deemno sinn déi Häre Marc Gengler, Patrick Graffé an Tom Heintz an hirem Amt bei der Cour des Comptes bestätegt ginn.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie

Fir haut de Mëtteg huet d'sozialistesch Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reform vun der Psychiatrie ugefrot.

D'Riedezäit ass am Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeweils fënnef Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein-Mergen, den Här Carlo Wagner, den Här Jean Huss an den Här Jaerling.

D'Wuert huet elo d'Madame Claudia Dall'Agnol als Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet.

Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. 27% vun allen Erwuessenen an der EU leiden all Joers u psychesche Krankheeten; an dës Krankheete sinn zu engem gudden Deel mat schold, dass all Joers 58.000 Menschen an der EU hirem Liewen en Enn setzen. Verschidden Etüde ginn dovunner aus, dass d'Depressiounen am Joer 2020 déi heefegst Krankheetsursaach wäerte sinn.

Dës Zuelen, déi d'Europäesch Kommissioun am Oktober am Kader vun hirem Gréngbuch iwwert déi psychesch Gesondheet publizéiert huet, sinn eescht ze huelen an d'Proposen an d'Mesuren an dësem Gréngbuch sinn als Suite ze gesi vun der Deklaratioun vun Helsinki, déi am Januar dëst Joer vun 52 Staten ënnerschriwwe gouf.

D'Schwéierpunkte leien dobäi op der Promotioun vun der psychescher Gesondheet, der Preventioun, dem Kampf géint d'Stigmatisatioun an der Diskriminatioun vu psychesch Kranken, hir Behandlung, Betreiung an och d'sozial Integratioun.

Zu Lëtzebuerg - dat zu de Signatairë vun där Deklaratioun gehéiert - huet an der Psychiatrie, mam Rapport vum Professer Häfner am Joer 1993, eng nei Zäitrechnung ugefaangen an zënterhier sinn och e gudden Deel vun de Recommandatioune vun dësem Expert ëmgesat ginn.

Elo awer, zwielef Joer méi spéit, wier et Zäit fir en Tëschebilan ze zéie fir ze kucke wou eis Psychiatrie steet, wat geschitt ass, wou weideren Handlungsbedarf ass a wéi een d'Weiche muss fir d'Zukunft stellen.

Andeems d'Regierung eng nei Etüd an Optrag ginn huet, huet jo och de Gesondheetsminister nach eemol gewisen, datt d'Regierung gewëllt ass an décidéiert huet, d'Reformen am Beräich vun der Psychiatrie virunzedreiwen.

Zënter Juli ass och d'Dezentraliséierung Realitéit; net méi den CHNP zu Ettelbréck, mä véier allgemeng Spideeler sinn zënterhier zoustänneg fir déi akut Psychiatrie.

Den Iwwergang war net ëmmer ganz einfach - ech erënneren u verschidde Mëssstëmmungen am CHNP, déi wuel och domadder ze dinn haten, datt d'Ännerungen net genuch preparéiert gi waren.

De Professer Rössler bewäert dës Etapp vun der Dezentraliséierung jiddefalls ganz positiv, grad wéi och den Ausbau vun de Plazen an den Dageskliniken an d'Jugendpsychiatrie um Kierchbierg.

Mä doniewent weist de Professer Rössler op eng ganz Rei vu Problemer hin. Vun deenen ech hoffen a gleewen, datt d'Regierung gewëllt ass, se konsequent unzegoen.

Et feelen zum Beispill Vollzäit betreite Wunnstrukturen. D'WHO recommandéiert do 0,3 bis 0,5 Wunnplazen op 1.000 Awunner. Lëtzebuerg kënnt awer grad emol op 0,25. D'Konsequenz ass fir vill Leit dramatesch, vill chronesch Kranker landen dem Professer Rössler no an de Strukture fir Sansabrien oder gehéieren zu den etleche Laangzäitpatienten am CHNP. De Minister ka mer sécher Informatioune ginn, wat am Beräich vun de betreite Wunnstrukturen elo fir d'Zukunft geplangt ass.

D'Nosuerg an d'Nobetreiung schéngen iwwerhaapt e grousse Problem ze sinn. Och an der Jugendpsychiatrie gëtt et do e grousse Manque, mä net nëmmen do. Well fir Patienten net komplett aus hirem Ëmfeld ze rappen, wann et net wierklech néideg ass, a fir se erëm an hiren normalen Alldag ze reintegréiere gëtt et zënter 2001 de SPAD, d'Soins psychiatriques à domicile, deen ënnert der Leedung vum CHNP fonctionnéiert.

De SPAD betreit am Moment ronn 110 Patienten a fonctionnéiert mat 7,5 Équivalents temps plein Personal. Am Ufank gëtt probéiert Patienten, déi kuerz virdrun eben entlooss goufen, zwee- bis dräimol d'Woch ze besichen. Duerno, no zwou bis dräi Wochen, ass dat leider aus Zäit-, mä och aus Personalmangel nëmmen nach eng Kéier d'Woch méiglech. Déi Leit bräichten awer méi Betreiung, och fir Réckfäll virzebeugen. Dofir meng Fro: Ass den Ausbau vun dësem wichtege Service geplangt?

Ech wëll an deem Zesummenhang och emol generell betoune wéi wichteg et ass fir dezentral Strukturen ze schafen. Et soll een, wann et nëmme méiglech ass, d'Leit do betreien, wou hir Problemer entstane sinn: an hirer sozialer Struktur, hirem Ëmfeld, hirer Famill, mä och op der Aarbecht. Se musse léiere sech och deem ze stellen, wat se krank mécht, well nëmmen esou kann hinnen och effektiv an op laang Zäit gehollef ginn.

Am Zesummenhang mam Thema Aarbecht gëtt de Professer Rössler iwwregens den Ateliers thérapeutiques am Allgemengen och eng gutt Zensur, just och do feelt et hannen a vir u Plazen. An dat virun allem, well net genuch probéiert gëtt déi Leit, déi do schaffen, erëm an den Aarbechtsmarché ze integréieren.

Zum Thema CHNP, eng Fro zum Gebai - ech mengen Dir hutt lech se alleguerten erwaart -, zum Héichhaus. Datt dëst Gebai kee Wonnerwierk un Architektur duerstellt ass bekannt, mä virun allem ass et awer och net méi fir déi heiteg Therapie am Sënn vun enger moderner Psychiatrie gëeegent.

Wuel war dëst Héichhaus, wéi et 1966 gebaut gouf, a bestëmmter Hisiicht souguer fortschrëttlech, well an enger Zäit, wou d'Groussraumzëmmeren nach d'Regel waren, goufen hei Eenzel- an Zweebettkummere kreéiert, mä et ass awer nun emol als zoue Struktur concipéiert ginn. An anere Wierder: Dat bestehend Gebai ass enger moderner Psychiatrie net méi würdeg. Deemools, kéint een eigentlech resüméieren, wou d'Gebai geschafe ginn ass, war d'Philosophie: De Patient ass eise Feind a mir mussen eis géint hie schützen. Haut heescht awer Psychiatrie virun allem matenee schaffen, an duerfir ass dat Gebai einfach net gëeegent.

D'Fro also un de Minister: Wat domadder maachen? Ofrappen? Wou kéimen déi Servicer dann hin, a géifen an deem Fall och méi kleng an dezentraliséiert Strukture geschafe ginn?

A senger Etüd kritiséiert de Professer Rössler, datt eise Sozialversécherungssystem net optimal op d'Bedürfnisser vun de psychesch Kranken an och op d'Virsuerg ofgestëmmt ass. Kënnt Der, Här Minister, eis vläicht méi genee erklären, wat déi eenzel Problemer hei sinn an ob de Wëllen do ass fir och hei Ofhëllef ze schafen?

Méi prezis misst ee vläicht och emol eng Kéier hannerfroen, ob déi ugewannte gestaffelt Tarifstruktur, dat heescht am Ufank vun enger Aweisung en héijen Tarif, deen da

progressiv ofhëlt, onbedéngt der Realitéit um Terrain Rechnung dréit, beziehungsweis ob déi heiteg Tarifstruktur net potenziell Abusën erliichtert. Well ënnert de Beräich Psychiatrie fale vill verschidde Krankheetsprofiler, déi och net alleguer d'selwecht behandelt ginn.

An deem Sënn misst des Weideren och emol analyséiert ginn, wéi laang oder wéi kuerz den Openthalt war vun deene Patienten, déi réckfälleg ginn, ob Patiente mussen entlooss ginn, well vläicht net genuch Better zur Verfügung stinn, etc. Ech mengen dat wären och wichteg Donnéeë fir déi Leit, déi gegebenenfalls déi Tarifstruktur iwerdenke sollen.

E grousse Problem an der Psychiatrie si jo och d'Depressiounen. Zu Nürnberg gouf 2001-2002 e sou genanntent „Nürnberger Bündnis" géint Depressiounen duerchgefouert, dat et erlaabt huet, d'suizidal Handlungen ze reduzéieren. D'Patiente siche bei Problemer jo normalerweis fir d'éischt hiren Hausdokter op, an et ass u sech seng Fäegkeet, fir eng Depressioun ze erkennen, déi entscheedend ass fir de weidere Versuergungswee vum Patienten. Et ass also wichteg primär op d'Fortbildung vun den Hausdokteren ze setzen.

Den zweete Volet besteet an der Opklärung vun der Öffentlechkeet. Well un der Behandlung an un der Betreiung vun depressive Persounen net nëmmen den Dokter bedeelegt ass, huet dëst Bündnis als drëtten Usazpunkt op eng multiprofessionell Zesummenaarbecht an den ënnerschiddlechste Beruffsgruppe gesat. Et goufen zum Beispill Schoulmeeschteren, Paschtéier, Fleegepersonal, Apdikteren, Polizisten a sou weider a sou fort zum Thema Depressioun a Suizid weiderforméiert. D'Fro: Compte tenu vun deene gudde Resultater, déi se zu Nürnberg haten, wär dat doten net och eng Approche, déi sënnvoll wär, fir hei zu Lëtzebuerg auszeprobéieren?

Esou eng Sensibiliséierung vu verschiddenen Acteure wär och gutt fir richteg Depressiounen ze identifizéieren. Jiddereen huet Phasen a sengem Liewen, wou et em emol gutt an och emol manner gutt geet. Dat heescht awer net automatesch, datt en ënner enger Depressioun leit oder datt e Medikamenter bräicht. Vill ze vill schnell awer gi leider sou genannte Psychopharmaka verschriwwen, déi awer gegebenenfalls och grousse Schued kënnen uriichten. Wann Antidepressiva, Opputsch-, Berouegungs- a Schlofpëlle massiv oder iwwer länger Zäit verschriwwe ginn oder awer wann opfält, datt sou genanntenen „doctor hopping" gemaach gëtt, fir eben un esou Medikamenter ze kommen, da mengen ech misst am Interessi vum Patient nogefuerscht ginn, ob hei keng Abusë gedriwwe ginn.

Wuelverstanen ass dat hei elo kee Plädoyer géint déi Zort vu Medikamenter, well wa se richteg agesat ginn, da sinn ech och der Meenung, dass se kënnen hëllefen, mä, an dat soll een ëmmer am Hannerkapp behalen, se kënnen awer och ofhängeg maachen. An et gi Fäll, wou Patienten no haarde Méint beim Psychiater endlech vun de Pëlle lass sinn an dann duerno vum Hausdokter erëm déiselwecht verschriwwe kréien. Ech mengen do misst Alarm geschloe ginn.

An dësem Sënn géif ech och gäre vum Minister wëssen, ob hien nom Beispill vun der rezenter Antibiotika-Campagne eng ähnlech Campagne wéilt starte géint den Abus vu Benzodiazepinen. Hei geet et ëm d'Gesondheet vun de Leit an doriwwer eraus och ëm d'Nohaltegkeet vun eisem Gesondheetssystem. Et däerf een nämlech net vergiessen, datt et finalement d'Allgemengheet ass, déi d'Käschte vun dësen an och aneren Abusë muss droen. De Message ze vermëttelen, datt d'Pëllen net ëmmer an onbedéngt déi bescht an déi richteg Léisung si fir Problemer ze léisen, heescht awer och op Preventioun setzen, a ganz wichteg ass et hei och op déi jonk Generatioun zouzegoen a si unzeschwätzen.

Duerfir ass awer en Ëmdenke bei de Krankekeesen onëmgänglech. Nach ëmmer bezilt se ze vill de Kranken an net an d'Preventioun. De Minister huet jo scho bei aneren Themen ugedeit, datt hei en Ëmdenke kéim. Abee, an der Psychiatrie ass dat Ëmdenke bluttnoutwendeg, eng aner Optik mat eranzebréngen, an zwar am Virfeld Leit opzefänken ier se eben ofrutschen. Ech mengen dëst an hirem Sënn, am Sënn och vun de Krankekeesen an och am Sënn vun der Allgemengheet.

Domat Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen ageschriwwen. Madame Stein!

Débat

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Suivisplang vum Häfner-Plang läit vir. De Professer Rössler huet um Santésdag zu Mondorf méi wäitschweifeg referéiert iwwer psychesch Krankheet a Gesondheet. Hien huet besonnesch drop insistéiert, dass mer eis musse kloer sinn, dass an awéiwäit psychesch Affektioune Vollekskrankheet sinn.

Dës Ausso, Dir Dammen an Dir Hären, steet fir d'CSV-Fraktioun am Mëttelpunkt vun där ganzer Reform. Si muss just nach an d'Käpp eran. Psychesch Krankheet betrëfft net Aussenseiter, si kann haut, muer oder iwwermuer jidderee vun ons treffen.

Wesentlech nei ass, dass mer net méi exklusiv vu Kranke schwätzen a vu Krankheet, mä villméi vun der Promotioun vu geeschteger Gesondheet, esou wéi dat vun der OMS proposéiert gëtt. An nëmme wa mer et fäerdeg brénge ons an dëser Reform déi heite Betruechtungsform unzëeegnen, brénge mer et och fäerdeg, eppes fir d'Liewensqualitéit vun alle Bierger ze maachen, si als aktiv Mënschen am Liewen, an esou wäit dat méiglech ass, am produktive Liewen ze erhalen, andeem jidderengem seng Stäerkten a seng Méiglechkeete kënne voll ausgeschöpft ginn.

Am Mäerz war eise Sujet d'Dezentraliséierung vun de psychiatresche Kliniken, mä psychescht Leide spillt sech net nëmmen op dësem Niveau of, déi alleréischt Stuf vun der Prise en charge ass déi vu Mënsch zu Mënsch. De Professer Rössler huet kloer duergestallt, dass vun alle Leit, déi psychesch Symptomer weisen, der nëmmen eppes méi wéi d'Halschent och behandelt ginn. Wou sinn dann déi aner?

Sinn et déi, déi sech Dag fir Dag op hir Aarbechtsplaze schleefen, well si sech hirer Tâche net gemooss, net gewuess fillen, well si gemobbt ginn? Wéi wäit ass d'Kultur vun der Aarbechtspsychologie a -psychiatrie hei zu Lëtzebuerg? Sinn et déi Schüler, déi Échec-scolairë musse verkraaften, ouni dass si vun enger eenegermoosse fonctionnéierender Familljestruktur kënnen opgefaange ginn?

Ech wëll ganz kuerz en anere Sujet ernimmen, iwwert deen a leschter Zäit vill geschwat gëtt: Wat bréngt d'Schüler dozou sech ze suicidéieren? Wat fir e Leidenswee hu si schonn hanneru sech ier se sech zu dësem fatale Schrëtt entschléissen?

Op d'mannst eng Konsequenz, mengen ech, misste mer aus där onglécklecher Selbstmordserie zéien, nämlech déi, dass d'Unterrechtsstrukturen, sou wéi se sinn, dësen Ufuerderungen net entspriechen. D'Professeren, déi jo schliesslech och Pedagoge sinn, mussen oder missten, épauléiert vun dem entspriechende Fachpersonal, un Hand vun engem Tutorat perséinlech Problemer vun hire Schüler - an net nëmmen hir Prüfungen - kënne bewäerten a gegebenenfalls déi richteg Traitementer uleieren.

Dëse Wee gëtt undeitungsweis am Neie Lycée gesicht - an ech sinn och e bëssen houfreg drop, dass d'Stad Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère gëschter e Pilotprojet an der Schoulkommissioun ofgeseent huet, wat d'Léierpersonal soll selwer befäegen, Léierschwieregkeeten ze erkennen, ze ermoossen a se souguer en charge ze huelen, wann et da liichter sinn.

D'Psychiatrie gëtt also net nëmme vu Psychiatere gemaach. D'Krankheet entsteet an an aus onsem deeglechen Ëmfeld a muss och do kënnen erkannt ginn an en charge geholl ginn.

Déi nächst Ulafstell ass dann - wéi d'Madame Dall'Agnol et och scho gesot huet - an deene meeschte Fäll den Hausdokter. Hei kann ech bestätegen, wat och am Rapport ernimmt ass: d'Generalistë si schonn haut amgaangen an der Formation continue e Programm op dësem Gebitt duerchzezéien an dat mat der Ënnerstëtzung vum Ministère.

Een nächste Wee féiert dann an d'Praxis vun engem Psychiater. Hei ass ons Versuergung zwar, wat d'Zuel vun de Psychiatere betrëfft, ganz passabel; allerdéngs si si méi an de Stied konzentréiert, wat wäert vun hinnen eng méi strukturéiert Zesummenaarbecht mat den Hausdokteren erfuerderen.

Dee leschte Schrëtt op dësem Wee féiert da schliesslech an d'Spideeler. Och hei ass erëm e Périple virgeluecht: d'akut Spideeler fir d'akut Phas, de CHNP a senger neier Roll fir déi chronesch Affektiounen a schlussendlech déi dem CHNP ugegliddert ambulant- a semi-ambulant Strukturen.

D'akut Spideeler hunn hir Aufgaben iwwerholl. Et gëtt sech awer Suerge gemaach iwwert d'Zuel vun de Better. D'Décisioun, ob a wéi laang eng stationär Behandlung néideg ass, däerf nëmme vun der Pathologie an net vun der Disponibilitéit vu Better ofhänken.

D'Dezentraliséierung ass och um gudde Wee. Ech hu gëschter mat engem Hausdokter geschwat - deen ech gutt kennen, et ass mäi Mann -, deen esou e Patient a sengem Environnement behandelt. Dee Mann wunnt a sengem Appartement, hie verfügt iwwer eng ambulant Prise en charge duerch eng Infirmière psychiatrique, si begleet hie bei den Dokter, wann en da krank ass oder wann e Medikamenter brauch. Hannendru stinn d'Psychiatere vun Ettelbréck, fir wann néideg ass ëmzelenken an ze ënnerstëtzen. De Patient ass also no der Sortie vum CHNP net méi sech selwer iwwerlooss an hien ass och net méi laang wéi néideg am Spidol.

An deene leschte Jore si bei ons iwwregens eng ganz Rei Aufgaben op eng excellent Aart a Weis vun de sou genannten «autres professions de santé», infirmières psychiatriques asw. an d'Hand geholl ginn, och bei ons ass esou lues de Begréff «prise en charge pluridisciplinaire» kee Friemwuert méi. Ech wëll hei och ganz besonnesch d'Betreiung vun de Prisonnéier zu Schraasseg ernimmen.

Eng Rei Problemer sinn nach net geléist an dat geet och aus dem Häfner-Nofolgebericht kloer ervir. Een dovunner ass d'Prise en charge vun der Co- a Polymorbiditéit. Dëst ass awer e grousst Kapitel vun der Psychiatrie, well et haaptsächlech eeler Patiente betrëfft a vun hinnen erëm besonnesch déi dement, déi, wa se da wéinst enger somatescher Krankheet musse behandelt ginn, eng ganz Statioun duerchenaner brénge, déi den Ëmgang mat der Demenz net am Griff huet, oder awer an der Psychiatrie leien, wou dann erëm d'medizinesch Kompetenze musse vu bausse kommen. Hei sinn d'Zauberwierder och erëm de «Maintien à domicile» oder an der Fleegestruktur an eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent de Spidolsdéngschter.

Och d'Toxicoe wëll ech an dëse kuerze Minutten net vergiessen. Ech erënneren u meng Interventioun vum leschte Februar: Et hapert nach u Regelen am Kader vun der Substitutioun, d'Ausdeele vun Heroin u Schwéiersüchteger ass nach ëmmer net realiséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'OMS - wéi jo schonns gesot, hir Deklaratioun iwwert d'Santé an net d'Maladie mentale - leet e grousse Wäert op d'Preventioun oder, nach méi e schéint Wuert, d'Promotioun vun der Gesondheet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Stein, Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass mer ons mussen an deenen nächste Joren dës Aufgab zu Häerz huelen. Sou kann et nëmmen zu enger Enttabuiséierung vun der psychescher Krankheet kommen. Déi allerwichtegst Konsequenz wier awer d'Verhënnerung vun der Pathologie tout court.

An hei e lescht Beispill, Här President: Eng adequat Prise en charge mère/enfant kéint zum Beispill verhënneren, dass a Problemfamilljen d'psychesch Krankheet vu Generatioun zu Generatioun weidergeet - och dat gëtt et hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport Rössler, dee scho virdrun ernimmt ginn ass, hëlt d'Situatioun vun der Psychiatrie hei am Land ënnert d'Lupp a kuckt notamment wéi d'Recommandatioune vum Professer Häfner am Joer 1993 effectivement ëmgesat gi sinn.

Allgemeng kënne mer feststellen, dass sech déi ugestrieften Dezentralisatioun vun der Psychiatrie hei am Land positiv entwéckelt huet, och wann nach munches ze maache bleift. Och wëll ech drun erënneren, dass effectivement déi Dezentralisatioun hei am Land jo virgesinn ass duerch de Plan hospitalier vum Abrëll 2001.

D'Haaptzil vun där ganzer Politik vun Dezentralisatioun ass eng sou genannten Destigmatiséierung vun der Psychiatrie, Här President, a selbstverständlech deementspriechend och eng besser Integratioun hei zu Lëtzebuerg an der Gesellschaft.

Mir wëssen alleguerten, dass dat keng einfach Aufgab ass, handelt et sech dach hei drëm et fäerdeg ze bréngen, fir och an eiser Gesellschaft allgemeng e grousse Mentalitéitswiessel kënnen erbäizebréngen.

Dofir, wéi gesot, brauch esou eng Reform eng gewëssen Zäit, an ech mengen et wier illusionär gewiescht, fir ze mengen, dass de Professer Rössler géif op d'Konklusioun kommen, dass hei zu Lëtzebuerg déi Dezentraliséierung komplett vollbruecht wär.

Et kënnt jo och nach dobäi, dass effectivement déi dote Krankheet e breede Spektrum kennt; ech wëll nëmmen erënneren un d'Verhalensstéierungen oder Suchtkrankheeten an esou virun.

Zu esou enger Reform gehéiert selbstverständlech awer och - an dat avant tout an enger éischter Phas -, dass een déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung stellt. Ech mengen op alle Fall kënnen ze soen, dass déi viregt Regierung an deem doten Domän, dat heescht deem erschreckenden Nachholbedarf, dee mer 1999 an den Infrastrukture vun de Spideeler allgemeng, mä awer och am Domän vun der Psychiatrie kannt hunn, op alle Fall ganz vill geleescht huet; sou gëtt och am Allgemengen den Hôpitaux généraux am Rapport Rössler eng excellent infrastrukturell Ausstattung beschäinegt.

Ech hunn awer d'éinescht gesot, et bleift nach villes ze dinn. Beispillsweis de CHNP muss senger Roll als Rehabilitatiounsstruktur, wéi et de Plan hospitalier 2000 virgesäit, gerecht ginn.

Eng Ëmstrukturéierung a fënnef sou genannte Fachzentre soll jo ugepeilt ginn, a mir sinn iwwerzeegt, dass dat dee richtege Wee ass an dass déi Problematik schnellstens muss ugepaakt ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass et, wat d'Kompetenzen am CHNP ubelaangt, dorunner net feelt, an op där anerer Säit sinn och déi néideg finanziell Moyenen am Finanzéierungsgesetz vun 1999 virgesinn.

Eng aner Problematik, déi sech stellt, dat ass déi vun den Hôpitaux du jour. Den Hôpitaux du jour, wou an deene leschte Joren och vill dru geschafft ginn ass, mä déi mer nach musse weider förderen.

Och - an et ass schonn d'éinescht hei ugeklongen - eng global komplett Reform vun der Psychiatrie muss multidisziplinär ugepaakt ginn. Et muss zu enger ganz enker Zesummenaarbecht komme vun deene verschiddenen Acteuren, déi hei matspillen.

Bei der Dehospitaliséierung muss an eisen Aen nach méi Wäert op de Suivi vun de Patiente geluecht ginn, notamment wat d'Foyers médicalisés, déi sou genannte Logements cadrés oder betreite Logementer ubelaangt. Dës Foyere solle bekanntlecherweis eng besser Integratioun förderen.

Datselwecht gëllt och selbstverständlech fir d'Ateliers thérapeutiques. An ech wëll drun erënneren, dass beispillsweis ënnert der viregter Regierung während fënnef Joer de Budget vun der Psychiatrie extrahospitalière ëm sage und schreibe 80% an d'Luucht gaangen ass, vun 3,8 op 6,9 Milliounen Euro, dass betreite Logementer ëm 41% an d'Luucht gaange sinn op 107 an dass mer et während deene fënnef Joer souguer fäerdeg bruecht hunn, d'Atelier-thérapeutiquë méi wéi ze verduebelen op 260 Unitéiten.

Ech wëllt hei awer net fortgoen ouni effectivement d'Wichtegkeet vun der Kanner- an der Jugendpsychiatrie ze ënnersträichen. Do maachen och zënter Joren de Centre hospitalier an och de Kierchbierg neierdéngs, wat d'Psychiatrie infantile ubelaangt, excellent Aarbecht. An et ass d'éinescht scho vun der Madame Stein ugeklongen: Wat gëtt et méi Dramatesches, wéi déi Nouvelle, déi mer an de leschten Deeg kritt hunn, dass hei zu Lëtzebuerg dräi, véier Kanner dee sou genannte Fräidoud gewielt hunn! Och do, mengen ech, muss een onbedéngt drop hiweisen, dass eng Détection précoce indispensabel ass an och dass de Suivi weider muss verbessert ginn.

An där ganzer Reform…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Wagner, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, meng Virriednerin hat eng Minutt iwwerschratt, duerfir… Ech hale mech an deenen Termen, Här President, wann et geet. Ech si ganz schnell.

Et muss och e wëssenschaftleche Rot bäigeholl ginn. Et solle notamment Qualité-standarden opgestallt ginn. Och dat ass wichteg, fir zäitlech weiderzekommen.

Här President, ech wëllt dee Moment domadder ofschléissen. Ech si fest iwwerzeegt, mat menger Partei zesummen, dass hei zu Lëtzebuerg deen eenzege Wee an der Psychiatrie dee vun der Dezentralisatioun ass.

Ech géif Iech bieden, Här President, alt d'nächte Kéier bei all Riedner de sou genannte Chronometer direkt bei null unzestellen an net eréischt no 30 Sekonnen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Dir gesitt wouhin datt Toleranz féiert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, bei deem engen…

M. le Président.- Neen, neen, ech hat och d'Madame Stein ënnerbrach. Ech géif also d'Riedner bieden, well mer eis zum Zil gesat hunn, eist Reglement anzehalen, Iech esou anzeschéissen, datt Der kënnt an Ärer Zäit iwwert d'Ronne kommen.

Nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss, vun deem ech weess, datt en a senger Zäit bleiwe wäert.

(Interruptions)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, trotzdeem e Wuert zu Ärer Remarque iwwert d'Toleranz. Dat ass ganz gutt, mä et ass a fënnef Minutte schwéier, Wesentleches iwwer eng gesamt Psychiatriereform ze soen.

Trotzdeem dann éischtens eng kuerz Remarque zu der Aktivitéit vun deene Grénge virun 2004, wou mer an enger Pressekonferenz an a Stellungnahmen eng Rei vu Kritike gemaach haten, engersäits par rapport zu deem Gebai, dem Building vun Ettelbréck, wat an eisen Ae skandaléis vun der Architektur hier ass.

Zweetens hate mer Kritike gemaach par rapport zum Placement an zu den Zwangsmesuren. Mir haten och kritiséiert, datt am Fong den Häfner-Bericht 1992 um Dësch louch an datt bis 2004 an eisen Aen awer ze wéineg geschitt ass fir deen ze implementéieren. Mir hate gefuerdert, datt méi extrahospitaliär sozial Betreiungsstrukture misste geschaf ginn a mir hate gesot, datt d'Preventioun fir eis vu fundamentaler Bedeitung ass.

Haut hu mer de Rössler-Rapport virleien. Dorunner ginn och eng Rei vu Kritiken nach ëmmer gemaach an et gëtt op Lacunen higewise vun eiser Psychiatrie, mä dee Rössler-Rapport ass am Fong eng Aktualiséierung vum Häfner-Rapport mat Virschléi vu Reforme vun eiser Psychiatrie. Dee Rapport ass am Fong d'Basis fir d'Ausaarbechtung vun engem nationalen Aktiounsplang, dee mer jo elo solle bis Enn Januar eventuell virgeluecht kréien, wat mer ganz gutt fannen.

Et kann ee soen, datt d'Zilsetzunge vum Rössler-Rapport am Wesentlechen an därselwechter Linn leie wéi d'Recommandatioune vum Conseil de l'Europe, wéi d'Helsinki-Konferenz oder och wéi d'EU-Aktiounspläng fir d'Psychiatrie fir 2005 an 2010.

Als Gréng si mer d'accord mat deenen neie Prinzipien, ewech vun der Stigmatiséierung an Isoléierung vun deene psychesch Kranken an Institutiounen an hin zur Preventioun vu psychesche Krankheeten, hin och zur Prioritéit vun ambulanter, dezentraler, gemengennoer Behandlung viru stationärer Behandlung, hin och zum Schwéiergewiicht op Rehabilitatioun a Posttherapie an extrahospitaliären, soziale Betreiungsstrukturen, mam Zil, eng wäitgehendst sozial Reintegratioun vun deene Kranken an e normaalt Wunnen, an e normaalt Schaffen, an e normaalt Liewen ze erreechen.

Beim CHNP zu Ettelbréck gesi mer zwou Prioritéiten: éischtens, no der Kritik vu virdrun, den Ofrëss vun deem Building, dee fir eis wichteg wier, mat deelweisen Neibauten, déi misste gemaach ginn; an dann zweetens deen neie Rôle vum CHNP, dee jo elo gesi gëtt an der Haaptsaach an der Rehabilitatioun vu chroneschen, méi schwéier kranke Patienten.

Am Konzept vum Här Rössler ginn am Detail am Fong fënnef Propositioune fir Ettelbréck ausgeféiert:

Éischtens, dat soll e Centre de prévention, vun der Fréierkennung sinn, wou d'Fro sech fir eis och nach stellt vu Fuerschung doriwwer;

en zweeten Aspekt, et soll e sozialpsychiatresche Center ginn;

dréttens, et soll Leit versuergen, déi an der Dépendance sinn;

véiertens, Leit, déi eeler Leit sinn, déi also eng geriatresch-psychiatresch Betreiung brauchen, a

fënneftens, d'Forensik, déi fir zéng Leit am Duerchschnëtt soll do gemaach ginn.

Am Prinzip kënne mer mat deene Virschléi d'accord sinn. Onkloer ass mir an deem Rössler-Rapport just eppes, dat ass inwiewäit datt och déi chronesch Rehabilitatioun kënnt dezentraliséiert ginn oder net. Ob dat soll gemaach ginn oder net. Elo kënnt de Minister mer dorop nach Äntwert ginn.

Den Här Rössler huet och drop higewise wat déi reng Dezentraliséierung vun der Akutpsychiatrie ubelaangt, datt déi elo a véier Spideeler realiséiert ass, datt do eventuell e fënneft Spidol kënnt néideg sinn. Och do kënnt den Här Minister mer Auskunft driwwer ginn.

Fir déi Gréng huet déi héchste Prioritéit awer virun allem den Ausbau vun extrahospitaliären, soziale Betreiungsstrukturen, wou nach ëmmer haut grouss Lacunë bestinn. Zuelen: 111 Plazen, déi mer am Moment anscheinend hunn; Besoinen, nom Här Rössler, ronn 350. Do ass duerch den Idealismus um Terrain villes schonn opgebaut ginn, mä do feelt awer och nach ganz vill, an do si mir der Meenung, datt do dee schnellstméiglechen Ausbau méiglech wier a Richtung Norde vum Land, well do am wéinegste besteet, a mir mengen, datt d'Prioritéit vu méi Personal grad och an deenen extrahospitaliäre Strukture misst gewährleescht ginn, och besser Qualifikatiouns- a Weiderbildungsméiglechkeete fir d'Personal an och insgesamt méi Interdisziplinaritéit.

Wat d'Ateliers thérapeutiques ubelaangt, mengen ech, do huet och den Här Rössler gesot, datt do eng gutt Aarbecht geleescht gi wier, mä do misste vläicht Effortë gemaach ginn an Zesummenaarbecht mam Ministère du Travail, fir datt et do zu enger besserer Reintegratioun an den éischten, an den Haaptaarbechtsmaart kéint kommen.

Ech kommen dann zur Konklusioun, Här President. Déi Gréng hunn eng positiv Grondhaltung wat déi grouss Leitlinne vun der neier Reform ubelaangt. Mir mengen awer, datt et néideg ass, datt et zu enger ganz anerer Dynamik misst kommen, wéi dat an deene leschten zéng bis zwielef Joer de Fall war.

Mir brauchen endlech och e modernt an de psychesch Kranke respektéierend Gesetz iwwert d'Placementer an der Akutpsychiatrie an och iwwer psychiatresch Zwangsmesuren. Ech hoffen, datt dat Gesetz esou schnell wéi méiglech kënnt!

Mir soe Jo zur Prioritéit fir d'Preventioun an d'Fréierkennung. Mir mengen awer och, datt d'Preventiounsfuerschung do derbäi e grousse Schwéierpunkt misst sinn, well et muss ee sech jo d'Fro stellen - si ass och hei scho gestallt ginn -, firwat esou vill Leit psychesch krank ginn, Depressiounen, Angschtphobien, Hyperaktivitéit an esou virun, an esou virun.

Wat ass do den Apport vun der Aarbechtswelt? Wat ass den Apport vun der Ëmwelt? Wat ass den Apport vun Ëmweltgëfter, eventuell? Wat ass den Apport vun der Ernährung? Wat ass den Apport vun Drogen? Wat ass den Apport vu Famill a Schoul? Wat ass den Apport vun Zukunftsängschten, déi d'Leit kënnen hunn?

All déi Saache missten erfuerscht ginn, fir da méi geziilt Preventioun kënnen ze maachen. A bei där Preventioun ass de Gesondheetsminister net eleng gefuerdert, mä do sinn eng ganz Rei aner Ressorten, Ministèren och mat gefuerdert,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Huss!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- …Ëmwelt, Aarbecht, Educatioun, Famill an esou virun. A schliesslech menge mer, datt och eng wëssenschaftlech Begleedung an e Management vun där gesamter Psychiatriereform absolut noutwendeg wier.

E puer Saachen - Här President, dat ass mäi leschte Saz - wäerten dofir natierlech Geld kaschten, mä e puer Saache wäerten ëmgekéiert awer och kënne Geld aspueren do derbäi. Fir eis Gréng ass op jidde Fall kloer, datt Investitiounen an d'Hëllef fir psychesch Kranker eng elementar sozial Verflichtung vun eiser Gesellschaft ass.

Merci.

M. le Président.- Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass wichteg gewiescht, dass mer endlech ewechkomme vun enger Psychiatrie am Fong, déi just ugesinn ass als Rouegstellung vum Patient, fir dass en dann eng Zäit laang roueg gestallt gëtt an dann duerno erëm an d'Ëmwelt erausgelooss gëtt, ouni dass em awer effektiv gehollef ginn ass. An ech denken do besonnesch u ganz vill Suchtkranker, déi iwwert dee Wee gaange sinn a wou se erëm an hiert Ëmfeld erëmkomm sinn ouni dass hinnen effektiv gehollef ginn ass.

Et si vill Zuele genannt ginn, et gëtt vun Dezentraliséierung geschwat. Ech wëll mech vläicht e bësse méi befaasse mam Inhalt vun der Psychiatrie. D'Virstuf vun der Psychiatrie ass u sech d'Psychologie, dat heescht eng gesond psychologesch Betreiung vu virerof an alle Beräicher a besonnesch am Gesondheetswiese schéngt mer awer als Preventivstuf déi alleréischte Stuf ze sinn.

Besonnesch an de Schoulen a besonnesch och bei Kanner, déi Problemfäll sinn, déi hyperaktiv sinn oder déi einfach mat der Ëmwelt net eens ginn, schéngt et mer awer wichteg, dass awer och do, an deem Beräich, an der Virstuf vun der Psychiatrie méi an och ganz groussen Handlungsbedarf wier, fir do eventuell virzebauen.

An do ass et erstaunlech, dass do awer am Fong déi psychologesch Betreiung net vun der Krankekeess rembourséiert gëtt, wann Elteren zum Beispill hir Kanner wëlle psychologesch betreie loossen, ausser si maachen dat an der Schoul bei de Schoulpsychologen. Mä wa se dat privat wëlle maachen, gëtt dat vun der Krankekeess net rembourséiert. Do misst am Fong, besonnesch awer am Gesondheetsberäich iergendwéi en Hoff gemaach ginn, Här Minister, dass awer do och kënnt deene Leit, déi sech Suerge maachen ëm hir Kanner an déi hir Kanner wëlle psychologesch betreie loossen, gehollef ginn.

Wat elo d'Psychiatrie u sech ubelaangt, esou hunn ech e bësse Problemer, fir dat ze pauschaliséieren, well et gëtt verschidden Zorte vu psychesch Kranken. Et gëtt der, déi effektiv gesondheetlech psychesch krank sinn. Et gëtt der awer och, déi psychesch krank erkläert si wa se kriminell Akte maachen oder esou. Ech géif awer do kucken, dass mer besonnesch an deene Beräicher och missten eng kloer Trennung maachen. Et si Leit, déi psychesch krank sinn, déi behandelt ginn, well se süchteg sinn. Och dat gëtt als eng psychesch Krankheet ugesinn. Do schéngt mer awer, dass een do muss kloer Trennunge maachen an dass een och do, besonnesch am Beräich vun der Psychiatrie, muss op e Wee goen, wou dat kloer getrennt gëtt.

Wat wichteg ass a wat och fonctionnéiert, dat sinn déi Therapie-Atelieren, wou effektiv Leit erakommen, déi awer iwwert déi Aarbecht, déi se do maachen, an iwwert déi Betreiung, déi se do hunn, e gewësse Selbstwäert erëmfannen. Dat schéngt mer am Fong an dësem Fall dat Wichtegst ze sinn. Well wa mer d'Ursaache vun de Suicidë kucken, da gesäit ee jo awer, dass vill Jonker éischtens emol näischt méi wësse mat sech unzefänken, Zukunftsängscht hunn an dann och iergendwéi kee Selbstwäert méi hunn, well se keng Alternativ an dëser Gesellschaft fannen, an dass se doduerch am Fong psychesch esou belaascht ginn, dass se eben dee schreckleche Wee do wielen.

Och do schéngt mer - wéi den Här Huss richteg gesot huet -, dass awer onbedéngt muss Ursaachefuerschung gemaach ginn. Dat ass jo am Fong d'Aarbecht vun der Psychologie fir eben op deem Wee eng gutt Preventioun ze maachen. Dat heescht also, d'Psychiatrie ass net en isoléierten Deel vum Gesondheetswiesen. Et ass praktesch den Endstadium vun enger mentaler Krankheet vun de Leit, wou een awer misst am Virfeld bei deenen anere Facteuren, deenen aneren Acteuren, déi mer do hunn - an dat ass eben d'Psychologie, besonnesch an der Schoul, besonnesch bei de Kanner -, wierklech virbauen an och der Psychologie méi e grousse Wäert an allen Deeler vum Gesondheetsberäich bäimiessen.

Ech géif mengen, dann hätt een e Ganzen. Dann hätt een den Zyklus zou. Dat schéngt mer awer och e wichtegt Element.

Wat ech hei awer och nach wollt mat an d'Diskussioun bréngen, mä ech géif awer mengen, dass mer déi Richtlinne grosso modo gesinn, an dee Wee, deen elo ageschloe ginn ass, dee richtegen ass. Well, ech mengen, all déi, déi virun e puer Joer zu Ettelbréck derbäi waren an déi schrecklech Zoustänn do gesinn hunn, wéi et do vu sech gaangen ass, déi si frou, dass mer elo endlech e Wee fonnt hunn, dass mer emol endlech op dee richtege Wee ginn.

Mir wëllen och ni méi esou Biller gesinn, déi eis un d'Biller wéi aus den Ostblockstaten erënneren, wou d'Gare bal gradesou schlëmm ausgesäit. Ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass, dass mer elo e richtege Wee fonnt hunn, mä mir mussen awer konsequent all Fakten, déi am medezinesche Beräich méiglech sinn, zesumme spille loossen, fir dass mer do endlech eng seriö psychiatresch Behandlung vun deene Leit kréien, déi et awer och derwäert sinn, dass mer eis besonnesch Méi ginn, fir deenen erëm hire Selbstwäert ze ginn.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis virgeholl fir d'psychesch Krankheeten an dat mentaalt Wuelbefannen d'selwecht unzepake wéi dat allgemengt Wuelbefannen.

(Interruption)

D'psychesch an d'physesch Gesondheet sinn e Ganzt, an et muss ee se, mengen ech, och d'selwecht ugoen. Dat heescht, iwwert d'Gesondheetsförderung, d'Gesondheetserhalung, d'Fréierkennung an dann d'Schafe vun deene Strukturen, déi noutwendeg si fir déi verschiddenst Situatiounen, wann da Krankheeten optrieden, qualitativ esou gutt wéi méiglech an esou no wéi méiglech bei de Leit kënnen ze garantéieren.

Et ass virdru vun alle Riedner - deenen ech Merci soe fir déi exzellent Interventiounen - drop insistéiert ginn, dass d'psychesch Erkrankungen net méi eng kleng Minoritéit vu Leit betreffen, déi een aspäert an déi een dann net méi gesäit. Internationale Statistiken zufolleg kënne bis zu 50% vun de Leit iergendeng Kéier am Laf vun hirem Liewe méi seriö psychesch Problemer kréien. Et ass also schonn am allgemengen, an eisem eegenen Intérêt, dass mer d'Psychiatrie esou gutt wéi méiglech upaken. A wa mer dann net betraff sollte sinn, am Intérêt vun deene Leit, déi kënne Problemer hunn.

Ech wëll hei keng Verdéngschter verdeelen an ech wëll och net, dass een deem aneren op d'Schëller klappt an och keng Scholdzouweisunge maachen. Ech stelle just fest, dass zënter 1992 d'Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg e wäite Wee zréckgeluecht huet, awer nach eng ganz Rei vun Etappe viru sech huet. Mériten, déi op de Johny Lahure zréckginn, deen d'Etüd Rössler an Optrag ginn huet, duerno d'Implementéierung vun de Reformen an d'Spidolspläng. Mäi Virgänger, de Carlo Wagner, deen d'Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie op d'Weiche gestallt huet, déi mer elo bis zum 1. Juli 2005 och an d'Realitéit ëmgesat hunn, wat - wëll ech ënnersträichen - net ëmmer esou evident war.

Well an der Psychiatrie bei laang agefuerenen an agetrëppelte Pied ass et net esou, dass een einfach just brauch op e Knäppchen ze drécken, fir dass alles an der Rei ass. Dat ass eng ganz komplex Prozedur. Duerfir wëll ech deene Leit, déi um Terrain matgeschafft hunn, an alleréischter Linn dem CHNP, bei deem et ëm d'Liewegt gaangen ass, awer och deene véier akute Spideeler mat hire Leit, Merci soen, dass deen Iwwergank eigentlech nahtlos ouni gréisser Problemer stattfonnt huet, an dass no e puer Méint - bei aneren ass et schonn e bësse méi laang - déi akut Psychiatrie sech bewäert huet an der dezentraliséierter Optik.

Well ganz wéineg vun deene Leit, déi akut behandelt ginn, haut nach an eng zoue Laangzäitstruktur mussen eragoen, dat ass eng absolut Minoritéit. Déi meescht, wa se aus der akuter Phas entlooss ginn, kënnen duerch déi dezentraliséiert Strukturen, duerch d'Réseauen, duerch d'Dokteren an duerch Soins à domicile gutt an no bei hirem Doheem behandelt ginn. Herno kommen ech nach eng Kéier dorop zréck.

Et weist sech och, dass duerch déi Dezentraliséierung selbstverständlech dem CHNP e gudden Deel vun de Patiente verluer gaangen ass. Et ass nach e Brochdeel vun deene Patienten, déi zu Ettelbréck internéiert oder behandelt ginn. Elo kann ee soen, dat wär en Drama. Ech géif mengen, et ass eng riseg Chance fir an der Psychiatrie mat Hëllef och vum CHNP, deen iwwer Jorzéngten eng exzellent Aarbecht geleescht huet, an deen - däerf een net vergiessen - an deene leschte Jore scho vill Dezentraliséierung an Ëmstellung matgemaach huet. Et soll een also de CHNP net mat deene risegen, vereenzelte grujeleche Gebaier identifizéieren, mä de CHNP ass vill méi e komplext Gebilde ginn, mat enger ganzer Rei vu Facetten.

Ech mengen, dass et en enorme Fortschrëtt ass, dass mer eis Psychiatrie esou diversifizéiert hunn, wéi dat an der Vergaangenheet geschitt ass. Mir hunn zur Destigmatiséierung - ech sinn nach net um Enn -, zur Dezentraliséierung bäigedroen, zur Endinstitutionaliséierung a Richtung ambulant a gemengenno oder patientenno Behandlung. Mir hunn och kloer iwwert d'Reform de Message ginn, dass d'Problemer do sollen ugepaakt ginn, wou se bei de Leit entstinn, an op deene Plazen, wou se entstinn. Mir hunn nach mat enger ganzer Rei vu groussen Erausfuerderungen ze kämpfen, an déi Dezentraliséierung war net ouni Konsequenzen.

Eppes awer, wat mer eis als Haaptzil gesat hunn, dat ass d'Continuité des soins an der Psychiatrie esou ze sécheren, wéi an deenen anere Beräicher vun der Medezin, vun deene liichte Strukturen iwwert déi akut Strukture bis zu de Laangzäita Rehabilitatiounsstrukturen. Wa mer nämlech den Hospitalier, ob dat elo akut Spideeler sinn oder de CHNP ass, zréckfueren, da musse mer aner Strukturen a genügendem Mooss zur Verfügung hunn, ënner anerem Hôpitaux du jour, wou mer weider wäerten opbauen. An nächster Zukunft ginn der an d'Planung an an de Bau. Mir hunn an der Zwëschenzäit eng Rei vun Hôpitaux du jour.

Mir hunn d'Soins à domicile psychiatriques, wou mer e ganz gudden Usaz hunn a wou mer duerch dat neit Potenzial oder dat neit Entwécklungspotenzial vum CHNP mat sengem Personal nei Perspektive kréien, fir de Réseau vun de Soins à domicile op regionalem Plang auszebauen a flächendeckend unzebidden.

Da selbstverständlech een Aktivitéitsfeld: d'Zesummenaarbecht vun de Strukture mat den Doktoren um Terrain, de Generalisten an och de Spezialisten, de Psychologen, déi erwähnt gi sinn, déi am Moment kee Gesondheetsberuff sinn, wou mir eis awer als Missioun geholl hunn, a wou schonns eng Kéier en Usaz war, fir de Psycholog als Gesondheetsberuff ze definéieren, an dann och eng Prise en charge bei deenen Aktivitéiten, déi een als noutwendeg ugesäit, kënnen ze envisagéieren.

Den Ausbau vun de Réseauen - mir hunn eng Rei vu Réseauen, mir hunn eng Rei vu Foyere mat Berodungszentren - muss flächendeckend geséchert ginn, well mir hunn nach vill ze vill wäiss Plazen op der Landkaart.

D'Kreatioun vun zousätzlechem Wunnraum - dat ass vun der Madame Dall'Agnol ugeschwat ginn -, wou et nach Handlungsbedarf gëtt a wou een, wann een dat ugebuede kritt an enger Gemeng oder an engem Quartier, net brauch zesummenzefueren oder Angscht ze hunn, well déi Strukturen, déi iwwer Land bestinn, sinn allgemeng exzellent akzeptéiert, hu sech exzellent développéiert, an déi Noperschaft zwëschent Strukturen an de Leit, déi do wunnen, ass eng exzellent.

Dann: Ubannung vun de soziale Servicer an d'Betreiung, Atelierthérapeutiquen, wou mer e ganz gutt Netz hunn, mä wou ech awer den Akzent duebelgleiseg setzen. Atelier, Schaffen an Therapie, déi zesummekommen, a wann d'Therapie dann esou wäit ass, dass déi Leit an den Ateliere stabiliséiert sinn, da musse mer Brécken an den éischten Aarbechtsmaart fäerdeg bréngen. Do brauche mer Partnerschaft - dat ass net esou evident.

Ech wëll just nofroen, Här President, ech hu 15 Minutten?

M. le Président.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Gutt, da ginn ech Gas...

Une voix.- Dir hutt zwee Drëttel erof.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, ech si mer däers bewosst.

(Hilarité)

Et heescht Brécken an den éischten Aarbechtsmaart bauen, wou d'Ateliers thérapeutiques am Handicap bereet sinn eng Missioun ze iwwerhuelen, an Zesummenaarbecht mat der ADEM, a wou mir vun der ADEM erwaarden, dass eis Leit aus den Ateliers thérapeutiques eng Chance um Aarbechtsmaart kréien. Mir hunn eng Rei vun Erausfuerderungen an den akute Spideeler, déi sinn an der Zwëschenzäit bekannt, an ech stelle fest, dass déi akut Spideeler an der Zesummenaarbecht mat dem CHNP a mat de Réseaue ganz gutt schaffen.

Erausfuerderung CHNP. Sécher, dat ass eng Erausfuerderung fir déi zoustänneg Autoritéiten, awer och fir de CHNP selwer a fir säi Personal. Mir hunn an deene leschte Jorzéngte vill Maueren a Saache Psychiatrie ofgebaut, elo musse mir d'Maueren an de Käpp, och beim Personal ofbauen an déi noutwendeg Mobilitéit schafen.

Well wann ee seet, d'Patienten hunn e Recht do behandelt ze gi wou se am beschte behandelt kënne ginn, da musse mer och dem Personal kënnen zoumudden do ze schaffe wou se dem Patient am meeschte kënne bréngen. An do gëtt et vill Méiglechkeeten. Wat den Avantage ass, dat ass, dass mer dat Personal budgétiséiert hunn, dass et also net dorëms geet, dass mer onbedéngt mussen zousätzlecht Personal fannen, mä dass mer déi Mëttelen, dat Personal, déi Suen, déi mer investéieren, richteg investéieren, fir dass et dem Patient am meeschte bréngt.

Den Ausbau vun de Soins à domicile - dat hunn ech lech gesot. Dann nei Strukture wéi zum Beispill déi, déi mer geplangt hu fir méi problematesch Jugendlecher, déi feelplacéiert sinn am Prisong, besser kënnen ze behandelen, an eng ganz Rei vun aneren Aufgaben, déi am Moment am CHNP ugeduecht sinn, wou d'Mëttelen am Rahme vum Spidolsplang do sinn, wou et scho vill Projete gi sinn, a wou mir elo hoffen, dass et net nëmme Projeten, mä Realitéite wäerte ginn. Mir hunn nach e ganze Koup Missioune virun eis wat Strukture fir Kanner a Jugendlecher ugeet.

Ech muss lech soen, ech fille mech gradsou concernéiert vun deem wat an deene leschten Deeg un Nouvellen iwwert de Selbstmord vu jonke Leit erausgaangen ass, an ech wäert et och net zouloossen, dass esou Nouvellen dann no e puer Wochen erëm vergiess sinn, a mech net domat offannen, dass mer mat de Selbstmordraten an dem Duerchschnëtt vun deene Jore virdru louchen.

Mir leie mat de Suicidestatistiken hei zu Lëtzebuerg méi héich wéi den europäeschen Duerchschnëtt! Mir gehéieren zu deene Länner, déi e seriöe Problem an deem dote Beräich hunn, a mir sollten dat multidisziplinär upaken an et net einfach erëm vergiesse well et eis arrangéiert, well mer bei deem dote Problem, wéi bei anere Problemer, déi mat Liewen an Doud ze dinn hunn, gär op d'Säit kucken. Hei solle mer net op d'Säit kucken, mir sollen eis der Erausfuerderung stellen.

Preventioun, Fréierkennung, besser Behandlung vun den Depressioune mat der Suggestioun fir bei de Psychopharmaka eppes Ähnleches ze maache wéi bei den Antibiotiken. Wou ech honnertprozenteg ënnerschreiwen, mä wou een och op de Message muss oppassen. Et ass net fir d'Psychopharmaka ze verdäiwelen, mä fir ze soen, Psychopharmaka solle richteg ugewannt ginn, also de bon usage vum Medikament. Net einfach soen: Medikamenter, fort domat! Mä se richteg applizéieren.

An do si mer amgaang eis d'Mëttelen ze ginn, fir eng nuancéiert Campagne ze maachen, déi de falsche Gebrauch soll verhënneren an net soll d'Impressioun ginn, dass, wann een engem Psychopharmaka verschreift, richteg verschreift, een eppes Schlechtes mécht. Dat ass de Message, dee mer mussen eriwwerbréngen.

Eng besser Politik fir d'Preventioun vun der Toxicomanie, jo, awer net nëmme Preventioun, net nëmme Behandelen, och Posttherapie, wou et ganz wichteg ass a wou och de CHNP eng wichteg Roll ze erfëllen huet, och beim Alkoholismus.

Dir gesitt also, et bleift e ganze Koup ze maachen. A mir wäerten dat opgrond vun den Empfehlunge vum Professor Rössler maachen an opgrond vun deene gudde Suggestiounen, déi an deem neie Grupp zustane komm sinn, wou mer de CHNP, den Hospitalier an den Extrahospitalier, ronderëm en Dësch bruecht hunn; hoffentlech muer mat enger Rei vun aneren Acteuren, wou mer d'Doktere vum Terrain, Generalisten a Psychiateren, mat dobäi hunn, am Rahme vum Gréngbuch vun der Kommissioun an am Rahme vun der Deklaratioun vun Helsinki.

Just am Telegrammstil nach fir op d'Froen anzegoen, déi mer gestallt gi sinn.

D'Placementsgesetz, do hu mer en Duerchbroch. D'Santé, de Secteur psychiatrie zesumme mat der Justiz sinn an engem ganz gudde Geescht amgaang doriwwer ze diskutéieren, wéi mer dat kënne méi transparent maachen.

Den Här Huss huet gefrot, awéifern dass een d'Rehabilitatioun kann dezentraliséieren. Selbstverständlech. Zousätzlech Abteilungen an de Spideeler elo net, mä wann de Besoin do wär - do muss een eng Zäit hunn, bis dass dat sech agependelt huet.

Dann, d'Psychologie, do hunn ech drop geäntwert.

An dann zum Schluss d'Konklusioun: Wéi solle mer dat bezuelen? Jo, et ass méiglech, dass mer op där enger oder anerer Plaz Mëttele brauchen. Mä wann ech lech soen, mir hu schrecklech vill Mëttelen elo do, a Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner mat deenen héchsten Ausgaben am Beräich Psychiatrie, mir mussen et elo fäerdeg bréngen, fir déi héchsten Ausgaben och mat der héchster Wierksamkeet fir d'Patienten ze investéieren, ze applizéieren, da si mer e gudde Schratt viraus.

Ech soen der Chamber e ganz häerzleche Merci, dass se déi heite Reform esou positiv an esou engagéiert matbegleet.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister, domat ass dëse Punkt ofgeschloss.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet fir haut de Mëtteg eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Wunnengspolitik ugefrot. Et sinn ageschriwwen: den Här Clement, den Här Meisch, d'Madame Spautz an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo den Här Henri Kox als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech am Ufank vu menger Interventioun kuerz e Passage vum Här Statsminister senger Deklaratioun iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung vum 12. Oktober 2005 hei an der Chamber zitéieren: „Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert." An e Passage méi spéit heescht et: „An ech considéréieren dat als e grousse perséinlechen Échec, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn."

Dëst si ganz kloer Aussoen, déi kaum besser vun der Oppositioun hätte kënne gesot ginn. Dëst ass eng regelrecht Failliteerklärung fir d'Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg. Respekt fir dem Statsminister seng Ausso!

Eng Hällewull vu Mesuren an Ukënnegunge goufen a ginn ëmmer nees an dësem Dossier geholl, mat nach ëmmer deeneselwechte schlechte Resultater. Aus dëser Failliteerklärung loosse sech aus menger Siicht zwou Feststellungen zréckbehalen: Entweder waren a sinn déi sëllech Mesuren an Instrumenter déi falsch, oder et sinn der nach ëmmer net genuch, fir op dës grouss Erausfuerderung vun der Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg effektiv an nohalteg kënnen ze reagéieren, oder hei hunn déi responsabel Leit hir Hausaufgaben net richteg gemaach.

Här Wunnengsbauminister, ech ginn emol dovun aus, dass et awer éischter un deene falsche Mesurë respektiv Instrumenter läit.

Erlaabt mer dofir nach eng Kéier den Här Statsminister ze zitéieren: „Ech wier frou, wann d'Chamber d'Regierung regelméisseg a stramm géif interpelléieren iwwert d'Fortschrëtter, déi mer bei eise Beméiungen erreechen." Fir dëst awer an der néideger politescher Seriositéit kënnen ze maachen, ass et wichteg, den Ist-Zoustand an d'Effektivitéit vun de Mesuren an Instrumenter ze kennen, respektiv wéi eng nei Mesuren nach geholl musse ginn. Eréischt da léisst sech dat och besser no e puer Méint iwwerpréiwen an e Réckbléck maachen, respektiv eng propper Bilanz zéien. Soss lafe mer Gefor, dass et just erëm eng Ukënnegungsdebatt bleift.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deenen onmëssverständleche Wierder vum Statsminister ass et dofir der grénger Fraktioun wichteg, de genauen Ist-Zoustand haut ze kennen. Dofir sollte mer haut en neie Fixpunkt setzen, fir an der Zukunft eng propper Bilanz kënnen ze zéien. Dëst erlaabt eis och spéider ëmmer nees d'Fro ze stellen, wéi effikass eis Mesurë sinn a wou mer mat eiser allgemenger Wunnengspolitik zu Lëtzebuerg dru sinn.

Erlaabt mer, Här Wunnengsbauminister, lech haut eng Rei vu Froen ze stellen, déi sech souwuel aus der Regierungserklärung wéi aus der Deklaratioun vum Statsminister erausliese loossen.

Wéi a wou steet et mat der gemeinsamer Plattform oder nach mat dem sou genannte Pakt tëschent dem Stat an de Gemengen? Wat gëtt sech vun där Plattform erwaart? Wéi eng Instrumenter si geplangt fir d'Effektivitéit vun dëser Plattform ze evaluéieren? Wou si mer mat den Aarbechte vun dem Plan sectoriel „logement" drun? Wéi oft a wéi konstruktiv schafft dee Groupe de travail, dee sech mat dësem Dossier befaasst? Entsprécht d'Kompositioun vun deem Groupe de travail den Erwaardunge vum Wunnengsbauminister? Wéini kënne mer mat den éischte Resultater rechnen? Wat verspréicht sech de Minister vun dësem Instrument?

„Ech plädéiere fir d'Virkafsrecht vun de Gemengen. Ech plädéieren derfir, dass mer d'Gesetzgebung iwwert déi kommunal Grondsteier esou wäit flexibiliséieren, dass d'Gemenge méi eng héich Steier op deene Baulandterraine kënnen imposéieren, déi net zu Bauzwecker genotzt ginn."

Une voix.- Très bien.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Esou wäit nach en Zitat aus dem Statsminister senger Deklaratioun.

Här Wunnengsbauminister: Wéini an no welleche Kritäre kënnt dann elo déi Reform vun der Grondsteier? Iwwer Jore gëtt elo schonns iwwert d'Reform vun der Grondsteier diskutéiert, ouni dass hei e konkrete Virschlag virläit. Wëssend iwwert déi vill Diskussiounen, déi mer nach hei wäerte féieren, muss hei esou séier wéi méiglech eng Propos op den Dësch kommen. Datselwecht géllt natierlech och fir d'Virkafsrecht vun de Gemengen. Och do meng Fro: Wéini kënnt déi Propos?

„Ech soen et nach eng Kéier: De Stat wäert déi zum Baue géeegent Terrainen, déi en huet, zu verbëllegte Präisser op de Baumaart bréngen. Mir brauchen an den nächste Joren e Plus vu 15.000 Wunneenheeten. Mir maachen alles, fir dass dat fäerdeg bruecht gëtt." Och dat e weidert Zitat vum Statsminister. Och hei wëll ech vum Wunnengsbauminister wëssen, wéi vill Bauterrainen dann de Stat elo effektiv huet, fir se direkt kënnen op de Baumarché ze ginn. Wéi gedenkt d'Regierung dëst an der Praxis ëmzesetzen?

Dann nach e klengen Auszuch aus der Regierungserklärung: Wéi wäit sinn d'Aarbechte bei der Evaluatioun vun den Honoraireskritäre vun den Notairë bei den Immobilientransaktiounen? Och dat an der Praxis e grousse Problem dobaussen.

«Le Carnet de l'habitat sera mis en oeuvre à brève échéance», esou steet et jiddefalls an der Regierungserklärung. Och do meng Fro: Wou si mer bei dësem Projet drun? Ech erwaarde mer mat dësem Instrument eng ganz flott Dynamik dobaussen, wa se richteg ëmgesat gëtt. Wéi eng aner Mesuren an Instrumenter si vun der Regierung an deem Zesummenhang nach geplangt?

Zum Schluss wär ech frou, wann Dir mir awer nach d'Ursaach kéint soe fir d'Ofsoe vun der Logementskommissioun, déi fir muer de Moien ugesat war a wou d'Loyersgesetz hätt sollen…

(Interruption)

Jo, ech kommen direkt drop zréck. Ech weess, dass d'Kompetenz beim Här Haupert läit…

(Interruptions)

…an ech froen den Här Haupert oder den Här Boden, ob do natierlech eng Kommunikatioun war. Kéint et sinn, dass dat Loyersgesetz no deene Kritike vum Statsrot an och vun enger Ausso vun der sozialistescher Vizepresidentin, nozeliesen an der Press vum leschte Freideg, iwwert dat sou genannte Loyersgesetz, elo iwwerschafft gëtt…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här Kox, dierf ech lech eng Fro stellen?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo, wann ech gelift.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Deelt Dir dann den Avis vum Statsrot?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Wat gelift?

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Deelt Dir den Avis vum Statsrot?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech froen Iech! Duerno kënne mer gären nach eng Debatt doriwwer hunn. Ech wëll einfach d'Ursaach wëssen. Muer de Moie wär eng Debatt virgesinn an enger Chamberskommissioun, wou Der selbstverständlech och ageluede waart. Ech froen einfach, ob Der kënnt Stellung dozou huelen. Wann dat net de Fall ass, dann huelen ech dat zur Kenntnis. Ech wollt just froen, ob dat Gesetz elo nach iwwerschafft gëtt oder ob et souguer ganz zréckgezu gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Kox, dat hei wär awer eng gutt Geleeënheet, fir virum Land Är Meenung ze soen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Voilà!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech stelle fest, dass den Här Fayot e komescht Verständnes huet vu Parlamentarismus. Normalerweis stellen d'Deputéierten der Regierung Froen an net ëmgedréit.

Une voix.- Richteg.

M. le Président.- Normalerweis loossen d'Deputéierten de Riedner schwätzen an ënnerbriechen en net andauernd.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech mengen, Här President, et wär eng gutt Saach, wann zum Beispill eng Fraktioun eng Heure d'actualité ufreet, dass se dann och hir Meenunge géif ausdrécken.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da musst Der eis méi Riedezäit ginn. An zéng Minutten, Här Fayot, do wësst Der ganz genau, dass dat net méiglech ass. Mir sinn hei fir Froen ze stellen a fir soss näischt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An déi aner Persoun huet fënnef Minutten, oder wéi?

(Brouhaha général)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, déi gréng Fraktioun huet eng Heure d'actualité gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Di Bartolomeo huet an der leschter Legislaturperiod 15 Interpellatiounen hei gemaach!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bausch! Här Bausch!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, Dir hutt jo gesinn zu wat dat gefouert huet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Bausch, ech géif Iech bieden Ärem Fraktiounskolleeg, dem Här Kox, seng Riedezäit net ewechzehuelen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Heiansdo muss een d'Sozialisten emol e bëssen op d'Plaz setzen, Här President!

M. le Président.- D'Sozialiste berouege sech och elo an den Här Kox fiert weider.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Kox kënnt och zum Schluss, well ech weess, wann ech ze vill Froen hei stellen…

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, Dir waart de Moment och net gefrot ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä ech äntweren awer emol.

M. le Président.- Jo.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Mir kommen elo zréck op meng Froen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll domadder d'Debatt och schonn ofschléissen.

(Hilarité)

Ech wollt innerhalb vun deenen zéng Minutte selbstverständlech bleiwen. Ech hunn eng ganz Rei vu Froe gestallt. Et geet mir haut drëm e Fixpunkt ze setzen an ech si gespaant op déi ausféierlech Äntwerten an ech wäert Iech verspriechen, dass mer deen heiten Exercice a sechs Méint erëm widderhuelen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir sidd en décken Optimist.

Une voix.- Dir och!

M. le Président.- Dat ass jo net verbueden.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet, wéi schonn ugekënnegt, opgrond vu verschiddenen Aussoen, déi de Statsminister hei an der Chamber gemaach huet, dës Heure de questions ugefrot.

Ech wëll awer - an den Henri Kox huet et gesot, hien huet eng Hällewull vu Froe gestallt -, Här President, en Appel un Iech maachen. Wann den Här Boden déi all muss beäntweren, da géif ech mengen, da misst den Här Boden op d'mannst eng hallef Stonn oder eng Dräivéirelstonn Zäit kréien, fir déi Froen do alleguer ze beäntweren.

M. le Président.- Jo.

(Interruption)

Lauschtert, Här Kox, wat ass dann de Problem?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just soen, dass een op déi Froe ganz kuerz a prägnant kënnt äntwerten.

M. le Président.- Jo.

Une voix.- Et brauch een nëmmen ze wëllen.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, ech géif Iech emol all bieden, de Riedner hei zu Wuert kommen ze loossen.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Während der Period vun 1994 bis 2004 huet de Stat 1,4 Milliarden Euro ënnert der Form vun direkten an indirekte Bäihëllefen an de Bausecteur accordéiert. Dat ass - wann een dat esou kuckt - e ganz impressionante Montant. Mä trotz dësem relativ breeden Engagement vum Stat, an och nach ofgesinn vun anere steierleche Mesuren, ass d'Resultat mat Sécherheet am Endeffekt net esou, wéi mer eis dat heibannen erhofft an och virgestallt haten.

D'Situatioun um Lëtzebuerger Wunnengsmaart ass déi, wéi mer se alleguerte kennen. Si ass sécherlech net ganz esou dramatesch. Mä d'Präisspiral no uewen, wat de Bauterrain ubelaangt, konnt mat Sécherheet net gebremst ginn, an d'Offere vum Bauland selwer, wéi déi vun de Wunnengen, kënnen d'Nofro nach ëmmer net befriddegen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, d'Fro vum Wunnraum an d'Fro vun der Entwécklung vun de Präisser ass awer net eleng an och net ausschliesslech - géif ech soen - d'Responsabilitéit vun der Regierung. Sécherlech ass d'Regierung ee vu verschiddenen Acteuren an dësem Secteur. Natierlech sinn ech där Meenung, datt de Wunnengsbau och weiderhi vu staatlecher Säit hier muss begleet ginn. Dat stellt sécherlech keen heibannen a Fro, an dat soll och esou bleiwen.

D'Iddi vun der Flexibiliséierung vun der kommunaler Grondsteier fir d'Baulandspekulatioun anzedämmen, fënnt selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vun der CSV. Vun dëser Baulandzréckhalungssteier huet de Statsminister schonns an der Ried zur Lag vun der Natioun 2002 geschwat. Deemools huet hien an Aussiicht gestallt, nodeems mer déi verschidde Steiermesurë geholl hunn, wann déi net géifen zu deem gewënschten Zil féieren - dat heescht, datt d'Offer vum Bauterrain vergréissert gëtt an doduerch och de Wunnengsproblem besser an de Grëff ze kréien ass -, fir an deem Fall méi repressiv virzegoen.

Ënner „méi repressiv" verstinn ech virun allem, datt d'Grondsteier op net bebautem Bauterrain zolidd an och spierbar ugehuewe misst ginn. Natierlech musse bei esou engem Modell Abattementer an Exemptioune virgesi sinn, sécherlech fir Leit, déi Kanner hunn, mä ech mengen och dem landwirtschaftleche Secteur, do wou d'Baueren hiren Areal nach selwer bewirtschaften,…

(Interruption)

…muss do Rechnung gedroe ginn.

Här Gibéryen, Dir kënnt herno och nach zéng oder fënnef Minutte schwätzen. Mä loosst mech wann ech gelift elo hei schwätzen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass schéin Iech nozelauschteren.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, ech huelen dat un. Dir maacht dat och mat grousser Intensivitéit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech géif mer et ni zoutrauen.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Oh!

(Interruption)

Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir erlaabt dem Här Clement ganz wéineg.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här Henckes, Gott sei Dank sidd Dir als ADR fir näischt zoustänneg hei am Land, well soss wieren et chaotesch Zoustänn heibannen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ka kee méi eng schlecht Faillite maache wéi dat do.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, op dësem prezise Punkt ass wuel d'Regierung gefuerdert. Mä si ass awer net eleng gefuerdert. Mir sinn hei allerguerte gefuerdert. Mä virun allem mussen och d'Gemengen hei matspillen,…

(Interruption)

…well et handelt sech hei an dësem Fall ëm eng reng kommunal Steier. Dem Statec no geet d'Unzuel vun den Autorisatiounen - dat hu mer d'lescht Woch gesinn - fir Wunnengszwecker säit 2002 konstant an d'Luucht. 2004 sinn d'Autorisatioune fir ze bauen ëm 22% geklomm, a fir 2005 gëtt mat enger Progressioun vu bis 40% gerechent. Wéi Dir gesitt gi permanent nei Baugenehmegungen ausgestallt. Et kann ee bal soen, et boomt richteg an dësem Secteur trotz deenen Interpretatiounsschwieregkeeten, déi dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal mat sech bruecht huet.

Et gi sécherlech verschidden Ursaachen, déi d'Problemer um Wunnengsmaart erklären:

Éischtens, et gëtt eng gewësse Réticence bei verschiddene Gemenge fir gréisser Lotissementer an enger Kéier op de Marché ze setzen. Dat aus lokalpoliteschen, mä och aus investissementspoliteschen Ursaachen eraus, wat een och zum Deel ka verstoen.

Zweetens, et ass e Fait, datt dee gréissten Deel vun der Grondpropriétéit am Besëtz vu jener Minoritéit vu Leit ass, déi et zum Deel aus finanzielle Grënn guer net méi néideg hunn, weider Terrainen op de Marché ze bréngen. Ech mengen, just do kënnt déi Flexibiliséierung vun der kommunaler Grondsteier deem entgéintwierken.

Drëttens, et gëtt Promoteuren, déi net méi direkt e Baubetrib sinn, mä déi awer am Moment Terrainen zu bal astronomesche Präisser opkafe ginn, fir mat Benefiss - wat allerdéngs och hiert gutt Recht ass - weiderzeverkafen. Mä dat wat awer stutzeg mécht ass, datt si nach ëmmer Keefer fannen, fir zu dësen astronomesche Präisser, fir an där Präisklass do matzehalen.

Dat allerdéngs léist de Problem fir déi Kleng- a Mëttelverdénger hei zu Lëtzebuerg net. Déi sinn aus finanzielle Grënn vun dësem Marché ausgeschloss. Fir allerdéngs…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir wësst et, wann Der op déi aner Säit vun der Musel kuckt.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech weess dat, Här Mehlen. Ech weess, datt ech zu Réimech wunnen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Just déi aner Säit.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, jo. Do gëtt et och nach aner Saachen, déi aner Säit. Dir kéint eigentlech emol duer wunne goen, da geséicht Der wéi et do ausgesäit.

(Interruption et hilarité)

Jo, op jidde Fall hätt Der dem Lëtzebuerger Land gedéngt! Jo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Iech vergeet d'Laachen herno, Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Op jidde Fall wier dat eng Moossnam fir op engem liberale Marché entgéintzewierken, wann een d'Angebot géintiwwer vun der Offer géif augmentéieren.

E leschte Punkt, deen ech nach…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Clement, Dir musst wierklech zum Schluss kommen; et deet mer Leed.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, also ech kréie bestëmmt zwou Minutte vum ADR, Här President.

E leschte Punkt, deen ech nach wollt uschneiden ass deen, datt mer hei zu Lëtzebuerg par rapport zum Ausland méi lues bauen. Hei ass et wichteg, datt mer déi nei Prozeduren aus dem erneierte Gesetz iwwert den Aménagement communal esou schnell wéi méiglech en musique setzen.

Här President, ech wëll dann ophalen. Ech wëll just nach soen, datt et mat Sécherheet keen Allheelmëttel an och kee Wonnermëttel gëtt - och net vun den Oppositiounsparteien -, fir de Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg 100%eg an de Grëff ze kréien. Mir als CSV sinn op jidde Fall bereet mat op déi Pist ze goen, déi ech elo hei opgezielt hunn. Mir sinn och bereet op Piste vun anere Parteien, wa se sech droe loossen, matzegoen an do matzehëllefen, de Problem, wat de Wunnengsbau hei am Land ugeet, ze léisen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann net ganz mat mengem Virriedner d'accord sinn, dee gesot huet, d'Situatioun um Wunnengsmaart wier net katastrophal. Wann dat esou wier, da froen ech mech firwat säi Parteikolleeg, de Premierminister, hei virun enger Rei vu Wochen eng eegen Défaite, eng Défaite vun der Regierung, an ech mengen domadder awer och eng Défaite vu senger Partei, déi elo schonn ëmmerhi 25 Joer fir deen doten Domän hei am Land zoustänneg ass, zouginn huet.

(Interruption)

Mir haten deen doten Dossier net, Här Di Bartolomeo. Wann Dir Iech mat responsabel spiert, da kann ech Är Äusserung awer elo ganz gären esou interpretéieren a mir notéieren dat dann emol als Koalitiounspartner, wann Dir mengt Dir hätt och nach domadder eppes ze dinn.

(Interruptions diverses)

Mir brauchen elo net de Schëllegen ze sichen. Kloer ass, datt d'Situatioun net gutt ass. Mir mierken, datt d'Terraine méi deier ginn. Mir mierken, datt d'Loyere méi deier ginn. Mir mierken och zusehends - deen een oder deen anere kennt een oder liest an den Zeitungen -, datt et gang und gäbe ass, datt een an d'Ausland wunne geet. Jonk Lëtzebuerger, déi hei näischt méi fanne wat se kënne bezuelen, implantéiere sech déi aner Säit vun der Grenz. Dat ka jo net déi Propositioun sinn, déi mer maachen, fir datt déi jonk Leit sech nach een Eegentum kënnen uschafen.

(Interruption)

D'Analys ass och schnell gemaach wa mer zréckkucken. Virun 30 Joer hate mer hei am Land 100.000 Awunner manner. Dat heescht, et si méi Awunner vu baussen erakomm. Dat ass jo net, datt dat lauter Lëtzebuerger wiere well mer eis därmoosse géinge fortplanzen. Déi Tendenz hält jo och nach weider un. Ganz vill vun deenen, déi all Dag haut an d'Land schaffe kommen, déi versiche vläicht och sech eng Kéier hei iergendzwouch fest ze implantéieren, fir datt och hir Kanner kënnen hei an d'Schoul goen an och hei eng Plaz fannen an esou weider.

Deen Drock op de Wunnengsmaart wäert och déi nächst Zäit net noloossen. Et sinn eng ganz Rei vu soziologeschen Evolutiounen, déi do mat eraspillen. Virun enger Rei vu Jorzéngten ass et nach net déi grouss Zuel vu Singlehaushalte ginn. Et ass och nach net déi grouss Zuel vun Zweepersounenhaushalte ginn. Déi grouss Famill mat Mann, Fra, Kanner, wou d'Grousseltere vläicht och nach ënner engem Daach gewunnt hunn, war déi Zäit nach éischter d'Regel. Och dat dréit derzou bäi,

datt haut een aneren Typ vu Logement gebraucht gëtt, an datt méi Wunnenge gebraucht ginn.

Mir stellen also fest, datt d'Demande an d'Luucht gaangen ass. D'Offer ass eben net an deem Mooss an d'Luucht gaangen, och wann am Laf vun deene leschte Joren d'Bauaktivitéit däitlech zougeluecht huet. Mä trotzdeem si mer nach ëmmer an enger Situatioun, datt mer méi Leit hunn, déi eng Wunneng sichen, wéi Leit, déi eng Wunneng ubidden. Dann ass et eben déi logesch Konsequenz, datt d'Präisser an d'Luucht ginn.

Mir mussen also kucken: Wéi ka méi gebaut ginn? Mir mussen awer och kucken: Wéi kënne mer, wa gebaut gëtt, d'Liewensqualitéit garantéieren?

Mir brauche keng Wunnsiloen, nëmme fir d'Leit ënnerdaach ze kréien, mä mir brauchen e gudden, zäitgemëissen Urbanismus. Do sinn natierlech och d'Gemenge gefuerdert fir ze kucken, wann an hirer Gemeng gebaut gëtt, wa se mat op deen dote Wee ginn, fir dat ze steieren an ze kanaliséieren. Mä virun allem sinn d'Gemenge gefuerdert am Nachhinein d'Folgekäschten dovunner ze meeschteren.

Wa Gemenge bereet sinn, méi Awunner opzehuelen, wa Gemenge bereet sinn, de Perimeter auszeweide respektiv innerhalb vun hirem bestehende Perimeter zousätzlech Awunner opzehuelen, d'Bauaktivitéit also ze förderen, da musse se awer op där anerer Säit och gehollef kréie bei deene Folgekäschten, a mir wëssen, datt dat eng grouss Investitioun ass, oft bedéngt un Infrastrukturen, an datt déi Efforten eben net ganz einfach a ganz eleng ze schëllere sinn.

An do sinn ech frou, datt de Statsminister virun e puer Wochen nach eng Kéier confirméiert huet, datt dat, wat awer elo schonn e puer Joer an der Diskussioun ass, nämlech datt déi Gemenge geziilt solle gehollef kréien, déi bereet sinn ze wuessen, nach ëmmer um Ordre du jour steet. Leider ass et allerdéngs och nach net deementspriechend ëmgesat ginn. Mir hoffen dann awer elo, datt, wann déi Erkenntnis elo esou lues a lues awer bei jidderengem duerchgedrongen ass, datt mer e Problem um Wunnengsmaart hunn, déi Mesure awer och schnellstens op den Instanzewee geet.

D'Besteierung war och scho bei mengem Virriedner en Thema. Ech mengen och net, datt dat en Allheilmëttel ass an datt mer elo och do solle kucke fir net alles an een Dëppen ze geheien. Den Här Clement huet Recht, wann hie seet, mir musse kucken, datt mer dem Bauerebetrib, deen Terrainen och am Perimeter leien huet, seng Existenz awer nach kënne garantéieren, mir musse kucken, wat geschitt wa Leit Terraine reservéiere fir hir Kanner, wann déi herno vläicht awer eng Kéier dann net dorobber bauen. Alles dat sinn awer eng ganz Rei vun Detailfroen, déi mer mussen analyséieren, éier mer op deen dote Wee ginn, well soss riskéiere mer ze schnell ze schéissen an do vläicht méi futtizemaache wéi mer gutt maachen.

Nach eng Kéier - an dat ass och en Appel - : Wa mer bauen, net egal wéi bauen. Ökologesch bauen ass do mat Sécherheet och e Stéchwuert. Mir wëssen, datt en enormt Potenzial grad am Wunnengsbau stécht fir Energie anzespueren, an duerfir musse mer och kucken, datt mer, wa mer an Zukunft bauen, dat vu virera mat considéréieren. Och do si jo d'Gemengen zum Deel gefuerdert, fir mat op dee Wee ze goen a fir ze soen: An eisem PAG weise mer e gewëssene Prozentsaz vu Gebidder aus, wou mer da méi ëmweltfrëndlech Standarde wëlle favoriséieren.

D'Iddië sinn a villen Diskussiounen eigentlech schonn ausgetosch ginn. Nun, et geet net duer se unzekënnegen, se mussen ëmgesat ginn a se mussen dringend ëmgesat ginn. An d'Demokratesch Partei wäert, wann et nëmme geet, dobäi och eng Hand mat upaken.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass déi honorabel Madame Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Jore steet mat enger gewësser Regelméissegkeet den Dossier vun der Wunnengspolitik, respektiv der Wunnengsbaupolitik op der Dagesuerdnung; dëst ëmmer besonnesch staark ronderëm Wahlterminer.

Zënter Jore gëtt et opgrond vun enger Rei Ënnersichungen, déi an deem Beräich gemaach ginn, ënner anerem der berühmtener LIP-Studie, zimlech kloer Aussoe wou d'Problemer leien. Eng Rei vun deene Mesuren, déi virgeschloe gi sinn, ginn op de richtege Wee a weisen eng Rei Piste vir, mä leider feelt et un de Projeten.

Wann de Premierminister elo zougëtt - mat enger gewësser Gêne, wéi hie seet, iwwert de Logement ze schwätzen -, an der Wunnengsfro versot ze hunn, dann ass dat vun him wahrscheinlech éierlech gemengt, mä déi vill Leit, déi perséinlech dovunner betraff sinn an no bezuelbarem Wunnraum sichen, kënne sech fir déi Ausso do näischt kafen oder lounen.

Et muss een awer och soen, dass de Premier wuel net eleng fir den Échec zoustänneg ass, obwuel hien dat als Chef vu senger Regierung oder och vun de Regierunge virdru selwer assuméiere muss.

A senger Ried zur Deklaratioun iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung schléit de Premier dann och eng Rei vu Mesurë vir, déi awer schonns méi wéi eng Kéier proposéiert gi sinn, wéi d'Erhiewe vum Wunnraum, deen eidel steet oder falsch genotzt gëtt, oder d'Uleeë vu Baulandreserven an esou weider an esou weider an esou weider; eng Rei hu mer der héieren haut de Mëtten. Déi Mesurë si just nach ni ugewannt respektiv ëmgesat ginn.

E puer Wierder zu de Gemengen. D'Gemeng Lëtzebuerg an d'Gemeng Esch sinn déi zwou Gemengen, déi niewent Sozialwunnengen, zum Beispill mam Fonds du Logement zesummen, de gréisste Park u Gemengewunnengen hunn; soziale Wunnengsbau, Gemengewunnengen. Als Gréissenuerdnung: D'Gemeng Esch huet iwwer 400 gemengeneege Wunnengen. Dat sinn der vill fir eng Gemeng wéi Esch, mä verglach mat der allgemenger Situatioun um private Wunnengsmaart sinn et der bei wäitem net genuch. Ageschriwwen, vu Leit, déi a Fro kommen zu Esch, sinn iwwer 400 Familljen.

D'Gemenge kréien eng finanziell Ënnerstëtzung vum Ministère bei der Renovatioun an Instandhaltung vun hirem Wunnengspark, déi sech mëttlerweil op 75% erhéicht huet - dat ass jo och net näischt. Fir awer weidere Wunnraum fir akommensschwaach Leit a Familljen ze schafen, brauche mir Gemengen awer och hei Gelder fir d'Infrastrukturen, déi bei Neibaute gebraucht ginn, och finanzéieren ze kënnen. Ech denken do zum Beispill un d'Schoulen an esou weider, d'Crèchen - Beispiller ginn et der genuch.

Ech wëll e weideren anere Punkt opwerfen, deen awer an d'Diskussioun iwwert d'Wunnengsproblematik och mat eragehéiert. Ëmmer méi Leit hunn a kréien an Zukunft massiv Problemer, fir bezuelbare Wunnraum ze fannen. An ech schwätzen do net eleng vun deene Leit zum Beispill, déi den RMG, de Chômage oder de soziale Mindestloun kréien a sech déi horrend Loyeren net méi leeschte kënnen, vu Wunnengskaf kann do schonns iwwerhaapt keng Ried sinn.

Op där anerer Säit fänken awer och Leit respektiv Familljen u Problemer ze kréien, déi an der mëttlerer Akommensschinn leien. Si verdéngen ze vill, fir vun den Hëllefe vum Stat kënnen ze profitéieren, an op där anerer Säit awer net genuch, fir sech eng dezent Wunneng respektiv en Haus kafen ze kënnen.

An dëst bréngt e weidere Punkt mat sech, deen och heibanne bekannt ass. D'Problematik vun deem wat een „schwaarz Bezuelen" nennt. Dat heescht, en Deel vum Kafpräis, dee festgehale gëtt tëschent dem Vendeur an dem Acheteur, gëtt offiziell an den Akt geschriwwen, ënnert der Hand ass awer eng Zomm ausgemaach ginn, déi zousätzlech „schwaarz" bezuelt gëtt an déi de Keefer akzeptéiere muss, fir dass hie säin Appartement respektiv säin Haus iwwerhaapt kritt - mat Beispiller kéint ech déngen.

Den Dossier vum Logement a seng ganz Problematik ass schonns jorelaang bekannt an huet sech ëmmer méi zougespëtzt. Eenzel isoléiert Mesuren, wéi zum Beispill de Projet de loi vum Mietsgesetz, hëllefen eis do eleng och net weider.

Am Avis vum Statsrot iwwert d'Mietsgesetz ënnersträichen och si, datt d'Pénurie vun de Wunnengen net duerch eng gesetzlech Reglementatioun iwwert d'Fixatioun vun de Loyere ka geregelt ginn. Ech kréien um Terrain mat, a menger Funktioun op der Gemeng, dass mir duerch dat Gesetz souguer en anert Feld vu Problemer dobäi wäerte kréien an opmaache wäerten.

Mir sinn op ville Pläng gefuerdert: d'Regierung, de Stat an d'Gemengen. All déi Mesuren, déi schonns laang an der Diskussioun sinn, mussen elo gestart ginn, zesummen an net isoléiert.

Zum Schluss wëll ech nach eng perséinlech Suggestioun maachen. Viru Joren, wou d'Aarbechtslosegkeet ugefaangen huet sech zu engem seriöe Problem hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen, ass emol vu Gewerkschaftssäit gefuerdert ginn - a fir en net ze nennen, vu mengem Kolleeg John Castegnaro -, mir bräichten e Full-time-Aarbechtsminister fir sech deem Thema eeschthaft unzehuelen. Ech mengen, dass d'Zäit elo komm ass och e Full-time-Wunnengsminister anzesetzen, fir dës Problematik an de Grëff ze kréien. Och e regelméissegen Débat, a méi oft wéi all sechs Méint, mengen ech, wier an der Chamber hei néideg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, den CSV-Spriecher huet hei mat Recht ervirgestrach, datt d'Bauen zu Lëtzebuerg méi deier ginn ass, d'Terrainspräisser sinn an deene leschten zéng Joer ëm 100% geklommen an d'Baupräisser ëm 80%. Et gesäit een - an hien huet et richteg ervirgestrach -, datt déi Leit mat klengerem a mëttlerem Akommes ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir hei Terrainen ze fannen an datt se mussen an d'Ausland goen.

Ech wëll do awer déi Schlussfolgerung fir den CSV-Spriecher matzéien a soen: Dat ass d'Resultat vun der CSV-Logementspolitik! Well si huet den zoustännege Finanzminister, si huet de Logementsminister a si huet den Innenminister.

(Interruptions diverses)

Wann also ee responsabel ass fir déi Mëssstänn do, dann ass et d'CSV! Dat ass ganz kloer, an ech mengen, dat huet och am Land jiddferee bekäppt, souguer den Här Statsminister, well e koum et heihinner op d'Tribün offiziell dem ganze Land annoncéieren.

(Interruption)

An d'CSV, dat ass effektiv de séchere Wee an d'Ausland fir d'Leit mat klengerem a mëttlerem Akommes, déi nach baue wëllen.

Wat déi gréng Kolleegen ugeet, do hunn ech mat ganz vill Intérêt gelauschtert, wat si eis hei sollte proposéieren. Mä mat Ausnahm vun e puer Iddien, déi éischter u grénge Kommunismus denke loossen, ass net vill do erauskomm.

Do war eng Iddi, déi se bruecht hunn, dat ass déi berühmt Iddi vum Virkafsrecht. A Frankräich ass et agefouert gi vun der Union de la gauche, a mir hunn och gesi wat et bruecht huet, well de Rapport vun engem franséische sozialisteschen Deputéierten…

Une voix.- Ass d'CSV och elo kommunistesch ginn?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …huet deen Ablack ënner anerem festgehalen, datt dat zwou Saache mat sech gezunn huet:

- éischtens, eng Verdeierung vu sämtlechen Immeublen, well eng Tëschefinanzéierung vun dräi Méint huet misse gemaach ginn an där Zäit, wou d'Gemeng dat Virkafsrecht sollt gebrauchen;

- zweetens ass et just nëmmen an 2% vun de Fäll gebraucht ginn.

Eng aner Iddi, déi hei opgeworf ginn ass, ass déi vun der Grondsteiererhéijung. Och do muss een dann direkt soen, datt, wann een esou eppes mécht, dat och zu näischt féiert. Woufir? Well een d'Bauterraine vu Leit, déi fir hir Kanner eppes wëlle reservéieren, jo net besteiere kann. Fir déi Leit, déi e Bauerebetrib hunn, do kann een et och net maachen, a fir déi Betriber, déi Promoteuren, déi Bauhären, déi an enger Prozedur sinn, do kann een et och net gebrauchen, well et ass jo net hire Feeler, wann et laang dauert.

Mir mengen au contraire, datt dat Ganzt muss op dräi Themen duerchgezu ginn. Éischtens, d'Offer méi grouss maachen, a wann een zum Beispill d'Prozedure fir gréisser PAPe kuckt, déi heiansdo zu Lëtzebuerg fënnef Joer an heiansdo zéng Joer daueren - mir kënnen e puer Beispiller an der Stad nennen -, do ass et ganz kloer, datt dat zu Prête féiert, an datt déi Prêten dann natierlech och op de Kafpräis geschloe ginn. Mä do sinn d'öffentlech Instanzen, do ass den Innenminister zoustänneg, fir d'Prozeduren ze abrégéieren a mat de Gemengen zesummen ze kucken, fir do d'Prozedure méi kuerz ze maachen. Well et ass doduerjer wou ee méi Terrainen an och méi Bauprojeten duerchgezu kritt.

Zweetens, de Prêt à taux zéro. Mir hunn en deelweis a mir mengen e misst generaliséiert ginn. Et ass och do, wou een de Leit am beschte kann hëllefen.

Drëttens geet et och drëm, datt, wann d'Gemenge retizent sinn, fir verschidden Investissementer ze maachen, et och um Stat ass, fir deen Ablack ze hëllefen, datt déi Nieweninfrastrukturkäschten an d'Infrastrukturkäschte matgedroe ginn.

Dat sinn déi dräi Weeër, déi an eisen Ae wichteg sinn, déi mer mussen duerchzéien. D'CSV-Politik huet op jidde Fall op dësem Gebitt total versot.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, de Wunnengsbauminister, den Här Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun hat eng Heure d'actualité ugefrot; Heure d'actualité, do hunn ech ëmmer gemengt dat wär fir e ganz dréngenden, akuten aktuelle Problem hei ze diskutéieren, wou deen ee géif Virschléi maachen an deen anere géif dann zu deene Virschléi Stellung bezéien.

Ech hunn näischt dovunner gehéiert, ech hunn nëmme Froe gehéiert. An ech menge wann ee wëllt an der Wunnengsbaupolitik virukommen, da muss een zesummeschaffen. Et ass dat de Message am Fong, deen de Statsminister ginn huet. Mir mussen eis alleguer concernéiert fillen, alleguer Responsabilitéit iwwerhuelen: an der Regierung, an der Chamber, an de Gemengen an och zesumme mam Privatsecteur. Et muss och jidderee konkret a konstruktiv Virschléi maachen, déi da kontrovers diskutéiert ginn, a jidderee muss da seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Esou hat ech mir dat e bësse virgestallt an esou stellen ech mir dann och déi nächst Diskussiounen hei an der Chamber vir.

Den Här Kox huet d'Erklärung vum Statsminister erëm eng Kéier zitéiert, déi Sätz, déi him dora gefalen. Hie seet, dat wier eng Failliteerklärung vum Statsminister. Wann ee Faillite erkläert, dann hält een op. Den Här Statsminister huet net gesot hie géing ophalen. Am Contraire, hien huet gesot hie géif sech net mat där Situatioun offannen, do misst een zesummen drop reagéieren, an hien huet gesot, Stat a Gemenge mussen e Pakt maachen, si mussen zesummen dee Problem do versichen ze léisen. D'Regierung eleng bréngt näischt fäerdeg, a wa Stat a Gemengen net gemeinsam hir Responsabilitéit iwwerhuelen, da geschitt net ganz vill an dësem Domän.

Also de Stat an d'Gemengen sinn hei zesumme gefuerdert fir eppes ze maachen. An ech wëll soen, ech si gradesou enttäuscht wéi de Statsminister, datt no villen Efforten an no ganz villen Ustrengungen an no ville Moossnamen, déi geholl gi sinn, awer dat wichtegst ugepeilten Zil vu bezuelbarem Wunnengsbau fir Kleng- a Mëttelverdénger net esou erreecht ginn ass wéi mir dat gäre gehat hätten. Ech deelen dës Enttäuschung, wéi gesot, datt trotz allen Ustrengungen d'Präisspiral net konnt gestoppt ginn an datt besonnesch d'Baulandpräisser esou an d'Luucht gaange sinn, datt dat restlos iwwerdriwwen ass.

Ech wëll soen, och wann eng Rei vu Liichtblécker um Horizont optrieden, kann ech mech net mat där Feelentwécklung offannen an ech sinn och bereet fir weiderzeschaffen, fir datt mer gemeinsam kënnen deem entgéintwierken.

Ech wëll awer och soen, datt net geschlof ginn ass, datt net näischt gemaach ginn ass. Am Contraire, well jo de Statsminister, als Finanzminister, an ech, als Wunnengsbauminister, ugeschwat sinn, wëll ech dann emol e puer Zuelen hei nennen. Eng wichteg Moossnam ass déi vun der TVA. Déi 12%, déi een erëmbezuelt kritt, do huet de Stat vun 1992 un, wéi d'Moossnam also agefouert ginn ass, bis 2004 653 Milliounen Euro u 54.345 Propriétairë bezuelt. Also 653 Milliounen Euro! Wann een dat géif a Lëtzebuerger Frangen ausdrécken, da wär dat nach vill méi impressionant.

Une voix.- Et geet duer.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Eleng déi staatlech Bäihëllefe fir 2004 leie bei 150 Milliounen Euro. 150 Milliounen Euro! An do sinn nach eng ganz Rei vu Steierermässegungen an - erliichterungen net dobäi.

Dovunner si 70 Milliounen Euro TVA-Erëmbezuelung an 80 Milliounen Euro si Bäihëllefen, déi de Logementsminister gëtt, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, fir datt op där enger Säit déi Kleng- a Mëttelverdénger et méi liicht kréien, trotz schwierege Konditiounen, oder et nach erméiglecht kréie sech en Eegenheem unzeschafen, an op där anerer Säit, wou d'Baupromoteuren a besonnesch déi öffentlech gehollef kréien, fir datt se kënnen d'Offer vergréisseren an doduerch d'Präisser och kënne gedréckt ginn.

An ech géif soen, dës Moossnamen hunn dozou gefouert, datt hei am Land trotz där Präisentwécklung 67% vun de Stéit en Eegenheem hunn. Dat gëtt et net a villen europäesche Länner, ech wëll dat soen. Also, et ass net alles falsch an alles schlecht…

(Interruption)

…an et ass net alles d'Baach erofgaangen. Mir stinn nach net esou schlecht do, mä et ass eng Entwécklung ze verzeechnen, déi mer net méi dierfen an och net méi kënnen akzeptéieren an do muss jidderee mathëllefen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Wann de Stat an d'Gemengen net zesummeschaffen, da kënne mer esou vill schwätze wéi mer wëllen, mer kënnen honnert Debatten hei maachen, mä mer erreechen näischt. An dat ass dat wat och d'Ausso war vum Statsminister. Et ass och déi Fro, déi den Här Kox da gestallt huet: Wéi ass et mat deem Pakt tëschent Stat a Gemengen? Wéini kënnt dee Pakt a wéi evaluéiert Der dee Pakt?

Ech wëll soen, datt mer och do net geschlof hunn. Mir hunn e Gesetz gemaach vum 8. November 2002 iwwert d'Construction d'ensembles. Do hu mer de Gemenge gesot: Mir verstinn, datt Der heiansdo finanziell Problemer hutt, duerfir erhéije mer déi Gelder, déi Der kritt, wesentlech.

Eng Gemeng, déi Mietwunnengsbau mécht, kritt 70% oder fir e renge Mietwunnengsbau 75% vun de Käschte bezuelt. Eng Gemeng, déi Gréngplaze mécht, déi Spillplaze mécht, kritt 70% bäigeluecht. Eng Gemeng, déi duerch de soziale Wunnengsbau muss eng Crèche maachen, eng Schoulklass maachen, kritt 50% bäigeluecht. Eng Gemeng, déi een Terrain opkeeft, fir dorauser Bauland ze maachen, kritt 40% vum Käschtepunkt bäigeluecht. Also, dat Gesetz sollt am Fong d'Gemengen ureegen Efforten ze maachen.

Déi, déi wierklech matgemaach hunn, dat waren de Fonds du Logement an d'Société nationale des habitations à bon marché. Ech muss soen et sinn e puer Gemengen, déi sinn dee Pakt mat ugaangen, mä vill Gemengen hu Raute gewénkt.

Ech wëll just soen, wéi ech en Erfolleg vun deem Pakt do gesinn. Den Innenminister muss jo Kritären ausschaffe wéi hien déi Nofolgekäschte vum Wunnengsbau vun de Gemenge wëllt begläichen, ausserhalb vun deem wat de Wunnengsbauminister mécht, wa soziale Wunnengsbau gemaach gëtt, well do gi mer jo 50% bäi. Den Innenminister muss also och Kritären ausschaffen, wéi hien dann déi Gemengen, déi bereet sinn ze wuessen an de Wunnéngsbau ze förderen, dobäi begleet.

Ech hoffen, datt dat dozou féiert, datt da vill där Gemengenentwécklungspläng geschaf ginn. Ech weess net wéi et an der Réimecher Gemeng ass, ech weess net wéi et an der Déifferdenger Gemeng ass, ob déi, an hire Prioritéiten elo fir déi nächst Period, esou ee Gemengenentwécklungsplang ageschriwwen hunn. Wann ech där vun de Gemenge vill kréien, a wann d'Gemenge bereet sinn, wesentlech méi ze maache wéi an der Vergaangenheet, da soen ech, ass dee Pakt, dee mer maachen, en Erfolleg. Mir hunn an deenen nächsten zéng Joer an deem aachte Programme de construction d'ensembles 10.800 Wunneenheete virgesinn, wann d'Gemengen hei mathëllefen.

Ech wëll just e puer Beispiller soen. Ech hunn och matverfollegt, datt an der Wahlcampagne vun der Stad Lëtzebuerg gesot ginn ass, do wären a sechs Joer 60 Wunnenge geschafe ginn. Ech weess net, ob et richteg ass oder net, mä ech soen et just. Ech hunn et matverfollegt. Wa se der elo 2.000, oder loosse mer soe pro Joer 300 géife maachen, dat wieren der 1.800 a sechs Joer. A wann aner Gemenge géife mathëllefen, da géife mer de Problem geléist kréien. Et geet net, datt de Fonds du Logement bal eleng öffentlechen a bëllege Wunnraum schaaft.

Ech hunn näischt gehéiert, Här Kox, iwwert de Bail emphytéotique. Dat ass fir mech dat wesentlecht Mëttel fir d'Präisser erofgedréckt ze kréien. Do ginn am Fong d'Käschte vum Bauland neutraliséiert. Wat fir eng Gemeng huet bis elo een Terrain bereetgestallt fir Wunnengsbau sous forme de bail emphytéotique? Wat fir eng? Et sinn der zwou, déi ugekënnegt hunn, datt se et wëlle maachen: Dat ass d'Gemeng Esch an d'Gemeng Mamer. Ech weess net, ob eng aner et scho gemaach huet.

Une voix.- Jo, jo!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Da sot mer wéi vill Dir der gemaach hutt. Ech géif dat gär wëssen.

Wat d'Gemenge maachen, dat ass: Si stellen d'Gewerbezonen zur Verfügung sous forme de bail emphytéotique fir Industrien a Betriber drop opzeriichten, mä net fir Wunnengsbau ze maachen. Also wann elo vill Gemenge mathëllefen dat ze maachen, gëtt dat e Succès.

Une voix.- Alt nëmmen drop!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Réserve-foncièrë solle geschaf ginn, huet de Statsminister gesot.

(Interruption)

Deen Eenzegen, dee bis elo Réserve-foncièrë geschafen huet, ass de Fonds du Logement: 60 ha. Wann elo eng Rei vu Gemenge kommen a soen: Mir schafen do an do Réserve-foncièren, an ech leeë jo 40% beim Akafspräis vun den Terrainen bäi, da kréie mer eng Léisung. Also ech menge schonn, datt den Erfolleg wesentlech ofhänkt vun der Bereetschaft vun de Gemenge fir matzehëllefen, mat ze investéieren, déi Prioritéit do ze notzen an hir Responsabilitéit mat ze iwwerhuelen.

Ech mengen, dat ass also eng Äntwert op déi Fro, déi den Här Kox gestallt huet: Wat haalt Dir vum Pakt tëschent Stat a Gemengen? Ech si bereet mat dem Innenminister de Pilgerstab ze huelen a bei eng Rei vu Gemengen ze goen. Ech hoffen awer och, datt eng Rei vu Gemenge sech selwer mellen, datt mir net bei jiddferee mussen uklappe goen a soen: Wëllt Der vläicht oder wëllt Der vläicht net? Ech mengen, d'Gemenge mussen do selwer hir Responsabilitéit mat iwwerhuelen an do mat virgoen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Da kuckt emol an der CSV…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dir hutt da gefrot…

Wat gelift?

M. le Président.- Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Am Allgemengen ass et emol wéi d'Madame Polfer…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Majo, ech wär frou doriwwer. Ech weess just, ech war bei enger derbäi wou esou eppes ausgeschafft ginn ass: d'Gemeng Iechternach. Do ass eng vun de Prioritéite vun hirem Programm fir e Gemengenentwécklungsplang ze maachen. Hätte vill aner Leit sech esou engagéiert, da wär et vläicht op méi Plazen esou gewiescht.

(Interruptions)

Dann ass gefrot ginn iwwer de Plan sectoriel «logement». D'Kommissioun fir dëse Plang opzestellen ass jo geschaaft ginn…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif bieden hei dem Minister nozelauschteren!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- D'Erstellung vun de Plan-sectorielen ass an der Verantwortung vun dem Innenminister a Minister vum Aménagement du Territoire. Do ass also eng Kommissioun gemaach gi wou hien sechs Vertrieder huet. Ech hunn der véier. Do kommen Experten derbäi, an d'Qualitéit vun der Aarbecht hänkt ganz sécher vun der Qualitéit vun den Experten of, déi do bäigezu ginn. Mä jiddferee weess, e Plan sectoriel ass eng Oeuvre de longue haleine, a mir kënnen net waarde bis dee fäerdeg ass, éier mer kucke fir am Wunnengsbau méi Neel mat Käpp ze maachen.

Dann huet den Här Kox gefrot: Wéini kënnt d'Reform vun der Grondsteier, déi jo de Statsminister ugereegt huet? Ech mengen d'Grondsteier - hutt Der selwer gesot - ass e schwierege Problem. Dat ass eng kommunal Steier. Also, d'Grondsteier gëtt net vun uewen erof dekretéiert. D'ailleurs sinn do den Innenminister an de Finanzminister zoustänneg fir d'Grondsteier. Do muss e Kadergesetz ëmgeännert gi wat méi Flexibilitéit schaaft. Do denken ech, datt am Finanzministère doru geschafft gëtt.

An zweetens muss eng Flexibilitéit kommen, datt d'Gemenge kënnen - dat wat mer gären hätten - wa Baulandterrainen aus Spekulatiounsgrënn zréckbehale ginn, do den Taux esou héich maachen, datt wierklech d'Leit motivéiert ginn, fir dorobber ze bauen. Dat ass natierlech an der Hand vun de Gemengen. D'Gemenge mussen dann och bereet sinn, déi Méiglechkeeten ze notzen.

Mä ech weess, datt Leit dës Reform vun der Grondsteier notze wëlle fir ganz aner Saachen ze maachen! Den Eenheetspräis a Fro ze stellen, fir méi Recetten an d'Gemengen ze kréien. Alles dat ass kontraproduktiv fir de Wunnengsbau! Dat verdeiert de Wunnengsbau gradesou wéi dat Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, wat scho modifizéiert ginn ass.

Dat Gesetz sollt jo d'Prozedure vereinfachen an et sollt och derfir suergen, datt méi rationell, méi dicht gebaut gëtt, fir datt méi Wunnraum op engem gewëssen Territoire ka geschaaft ginn. Ech hoffen, datt d'Prozeduren och méi kuerz ginn, an datt mer déi Elementer, déi nach dra sinn, déi eventuell präissteigerend Akzenter kënne setzen, dann eliminéiert kréien, wa mer feststellen, datt do Elementer dra sinn, déi d'Präisser net drécken, mä se erhéijen. Ech hunn net meng Berouegung, datt keng där Elementer méi an deem Gesetz dra sinn. Déi mussen dann eben eliminéiert ginn. Dat also, wéi gesot, zu där doter Problematik.

D'Virkafsrecht vun den öffentlechen Institutiounen: Ech mengen, wa mer gären hätten, datt d'Gemenge solle Réserve-foncièrë schafen, datt se sollen Terrainen sous forme de bail emphytéotique op de Maart ginn, fir datt den Terrainspräis - an dat ass de Grondproblem - eliminéiert gëtt, da muss ee kucken, wéi een de Gemenge méi Méiglechkeete gëtt fir zu deem Terrain ze kommen. Si kënne se zum Maartpräis kafen, da kréie se vu mir 40%. Dat géif jo schonn derzou féieren, datt de Präis géif gedréckt ginn. Souguer wa se dat géife maachen.

Mä ech mengen awer, datt se och missten eng Méiglechkeet kréien, wann e gréisseren Terrain ugebuede gëtt, datt se kënnen do e gewësse Virkafsrecht ausüben, fir datt méiglechst schnell op deem Terrain ka gebaut ginn, fir datt en net eventuell vun engem kaaft gëtt, fir en nach zréckzebehalen an dann esou drop ze bauen, wéi hien et gären hätt. Och dat ass e Problem, dee mer musse geléist kréien.

Haut kritt ee praktesch keen Terrain méi ze kafe fir selwer drop ze bauen, mä et muss ee praktesch mat engem Promoteur drop bauen. Och dat ass e Problem, dee mer nëmme geléist kréien, wa Stat a Gemengen allen zwee zesumme méiglechst vill Terrainen op de Maart ginn, wou d'Leit kënnen no anere Kritäre bauen.

Dir hutt gefrot: Wéi ass et da mat dem Stat sengen Terrainen? Mir sinn amgaangen - dat heescht, et ass fäerdeg -, d'Domäneverwaltung, déi zoustänneg ass fir d'Statsimmeubelen, déi huet eng Banque de données gemaach, wou se also eng Evaluatioun gemaach huet: Wou si bebaubar Statsterrainen? A mir sinn och amgaangen ze kucken, Ähnleches fir d'Gemengen ze maachen, datt mer also wëssen: Wou si Statsterrainen? A wat fir enge Gemengen ass och Bauland, a wou ass d'Gemeng eventuell scho Propriétaire? Datt mer gemeinsam kucken, an där Aktioun, déi mer wëlle mat de Gemenge maachen, fir da massiv déi Terrainen, déi do sinn, zur Verfügung ze stellen.

Net nëmmen den öffentlechen, mä och eventuell de private Baupromoteure wëll ech soen: Hei ass en Terrain, dee stelle mer zur Verfügung sous forme de bail emphytéotique. Och e private Promoteur kann dann no engem Cahier des charges offréieren. Da muss ee Konditiounen a Kritären opstellen, datt dat, wat als Präis erauskënnt fir dat Haus, wat dorobber gebaut gëtt, e Präis ass, dee räsonnabel a bezuelbar ass. An ech mengen och do mussen erëm eng Kéier Stat a Gemeng zesumme kucke wou hir Méiglechkeete sinn, wou Reserve sinn, an déi da gemeinsam op de Maart ginn.

Dann ass gesot ginn, an den nächste Jore solle 15.000 Wunnenge gebaut ginn. Loosse mer esou soen: Ech hoffen, datt mer beim Bau vun de Wunnechten en zolitte Wuesstem kréien. Ech wëll zwar och soen: Et ass net, datt do näischt geschitt ass. All déi Efforten, déi mer gemaach hunn, hunn awer scho gewësse Resultater mat sech bruecht. Ënner anerem huet de Statec viru kuerzem eng Etüd erausginn an och den Observatoire de l'habitat huet seng Zuelen erausginn. Do gesäit een, datt d'Zuel vun de Baugenehmegungen am éischte Semester 2005 ëm 31,4% an d'Luucht gaangen ass. Dat weist also, datt eng Steigerung vun de Baugenehmegungen do ass. Mir mussen elo kucken, datt méiglechst schnell dorobber gebaut gëtt.

An dat ass awer net eng eemoleg Entwécklung. 2002 hate mer 2.956 Baugenehmegungen. 2003 hate mer der 3.364, plus 13,8%. 2004 hate mer der 3.919, plus 16,5%. A wéi gesot, am éischte Semester 2005 sinn der 31,4% derbäikomm. Obschonn am éischte Semester Problemer ware mat deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal. Do misst also d'Stad Lëtzebuerg elo am zweete Semester wesentlech ophuelen. Dat misst also d'Zuelen nach verbesseren.

Et gesäit een also, all déi Ureizmoossnamen, déi mer de Gemengen an de Privatpromoteure ginn hunn, och déi steierlech Moossname vun de Plus-valuen op den Terrainen, déi een zur Verfügung stellt, fir drop ze bauen, datt déi wesentlech erofgesat gi sinn, hu menger Meenung no derzou gefouert, datt méi Terrainen op de Maart kommen, datt also d'Zuel vun de Baugenehmegungen an d'Luucht geet. De Bau vu 15.000 Wunneenheete misst a fënnef Joer erreecht sinn.

De Stat an déi öffentlech Promoteure gi mam gudde Beispill vir. De Fonds du Logement huet sech als Zil gesat, op d'mannst déi Zuel vun den Haiser, déi se bauen, ze verduebelen. Op d'mannst ze verduebelen! Wa jiddferee sech dat géif als Beispill huelen a versichen dat ze maachen, an déi privat Promoteure géifen och méi schnell déi Terrainen, déi zur Verfügung stinn, bebaue loossen, ech mengen, da kréiche mer de Problem an de Gréff, da kéime mer iwwert 3.000 realiséiert Wunnenge pro Joer, an da géif deen akute Problem ganz sécher méi schnell erofgoen.

Ech sinn nach ëmmer der Meenung - an dat huet och de Statsminister gesot, och wann heiansdo doriwwer de Geck gemaach gëtt -, datt, wann d'Offer wesentlech vergréissert gëtt, d'Präisser erofginn. Mir hunn dat och gemierkt am Bürosberäich: Wéi op eemol ze vill Bürosraim do waren, sinn d'Präisser drastesch erofgaangen, an ech hoffen, datt och dat neit Mietsgesetz, iwwert dat ech och e Wuert wollt soen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

(Hilarité)

Zwou Minutten, Här President. Entschëllegt mech.

…datt dat neit Mietsgesetz och dozou féiert,…

Ech hunn de Fuedem verluer, entschëllegt mech, Här President.

(Interruptions)

D'Präisser? D'Präisentwécklung. Voilà.

M. le Président.- Jo, d'Präisser.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …datt dat och dozou féiert, datt de Wunnengsbau ugekuerbelt gëtt.

Wat mierke mer zum Beispill hei an der Stad Lëtzebuerg? Hei ass jo d'Zuel vun de Baugenehmegungen a vun de gebauten Haiser drastesch erofgaangen. Woufir ass dat? Mä well vill Wunnengen a Büroen ëmtransforméiert gi sinn, an de Schäfferot hat am Fong keng Handhab dofir. Hei kritt en am neie Mietsgesetz eng Handhab fir ze sanktionéieren a fir Moossnamen ze ergräifen, datt dat net geschitt. Doduerch datt bei Bürosgebaier en Iwwerhang do ass, kéinten och elo, menger Meenung no, eng Rei vu Promoteuren higoen an déi Wunnhaiser, déi si a Büroen transforméiert hunn, erëm zréck als Wunnechten ëmänneren.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister, Dir musst elo Schluss maachen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, ech maachen elo Schluss.

M. le Président.- Ech kann net zouloossen, datt d'Deputéierte sech mussen un hir Zäit halen an datt d'Regierung op där anerer Säit sech esou vill Zäit eraushëlt. Dat gëtt net vun den Deputéierten akzeptéiert, dat deet mer Leed, mä et ass esou.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Gutt. Also ech hoffen, datt dat neit Mietsgesetz méiglechst schnell kënnt, datt et awer net esou kënnt wéi de Statsrot dat aviséiert huet. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt keen dat hei gesot huet, souguer d'Madame Spautz huet den Avis vum Statsrot positiv zitéiert. Also wa mir d'Präisser vun de Loyeren net méi no uewen géife fixéieren, da géif alles besser hei am Land. Ech sinn der Meenung, datt dat net dee richtege Wee wier. Ech soen Iech dat ganz éierlech an ech kämpfen dogéint, datt deen Avis vum Statsrot esou duerchgeet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dee Punkt och ofgeschloss a mir kommen dann zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat heescht de Projet de loi 5447, eng Sozialkonventioun mat Bulgarien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo ass ageschriwwen, ganz eleng, den Här Bettendorf. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

7. 5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5447 ass eng Konventioun am Beräich vun der Sécurité sociale mat der Republik Bulgarien. De Projet de loi gouf den 23. Februar 2005 vum Ausseminister Jean Asselborn déposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 14. Juni ginn, d'Chamberskommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale huet dëse Projet diskutéiert a kuerz drop unanime votéiert, dat den 28. Juni 2005.

Dës Konventioun ass net, wéi vill anerer an der Sécurité sociale, eng Konventioun, déi bestehend Rechter verbessert, mä et ass déi éischt bilateral Konventioun mat Bulgarien an dëser Matière. Et gëtt also en Enn gesat un dee juristesche Vide, dee bestanen huet, wa Persounen alternativ oder successiv enger Gesetzgebung am Beräich vun der sozialer Sécherheet ënnerlouchen. Och dës Konventioun baséiert natierlech um communautäre Reglement 1408/71, wat d'Rechter vun de Migranten am Beräich vun der Sécurité sociale an der EU definéiert, sou wéi d'Linne vun all anere bilaterale bestehende Konventiounen, déi Lëtzebuerg an dëser Matière ofgeschloss huet.

Zur Erënnerung, d'europäescht Reglement fixéiert jo als Grondbasis dräi grouss Prinzipien, deen éischten „Égalité de traitement", deen zweeten d'Exportatioun vun de Prestatiounen an deen drëtten d'Totalisatioun vun deenen eenzelne Perioden. De Champ d'application vun dëser Konventioun fënnt een erëm an de Beräicher vun der Assurance maladie maternité, der Assurance accident de travail, der Assurance pension, do souwuel d'Alters-, d'Invaliden- an d'Hannerbliwwenepensiounen, souwéi och der Prestation chômage an der Prestation familiale - mat zwou liichten, awer wichtegen Ännerungen an dëse Beräicher, op déi ech spéider wäert agoen. Ausgeschloss sinn d'Législatioune vun der Assistance sociale souwéi vun de Prestatiounen un d'Krichsaffer.

D'Konventioun applizéiert sech op all Bierger an dat ouni Distinctioun vun der Nationalitéit - an hei suivéiert Lëtzebuerg e bilateraalt Ofkommes mat der Europäescher Unioun, wat ebe just dës Netdistinctioun regéiert.

De Prinzip vun der Konventioun baséiert drop, datt den Aarbechter där Législatioun ënnerläit wou hie seng Aarbecht exerzéiert, dat heescht d'Derogatioun gëtt och kloer definéiert wann den Aarbechter détachéiert ass oder wat d'Aarbechter vum Transportwiesen ubelaangt.

A sechs Kapitele vun der Konventioun fanne mer d'Regelen erëm, déi an deenen eenzelne Beräicher spillen. Den éischte Beräich, de Beräich vun der Assurance maladie maternité, den zweete Beräich, d'Rechnungsmodalitéite bei den Alters-, Invaliden- an Hannerbliwwenerenten, den drëtte Beräich, d'Indemnisatiounen, déi Aarbechtsaccidenter a Beruffskrankheete betreffen, de véierte Beräich, d'Prestatioune bei engem Stierffall, hei zum Beispill d'Käschte fir d'Begriefnis, de fënnefte Beräich, de Chômage, an de sechste Beräich, d'Familljenzoulagen.

D'Konventioun suivéiert also d'Richtlinne vun anere bestehende bilaterale Konventiounen, wéi ech gesot hunn, mat zwou Exceptiounen.

Déi éischt ass déi: Wat d'Prestations familiales ubetrëfft, gouf hei ganz kloer drageschriwwen, datt si net ausbezuelt gi vun deem Land wou d'Persoun schafft, mä vun do wou d'Kanner hire Wunnsëtz hunn. Dëst erlaabt eis deene Problemer, déi duerch de Contraire vun dësem Prinzip entstane sinn an déi an anere Konventioune festgesat sinn, an zwar datt dësen ausbezueltene Betrag iwwerdimensionéiert war par rapport zum Liewensniveau vum Land an deem d'Kand säi Wunnsëtz hat, aus de Féiss ze goen.

Zweetens: D'Ausnahm ass déi vun der Chômageregelung, déi net den europäesche Prinzip vun der Exportatioun vun de Chômagerechter garantéiert. Dat heescht also, datt eng Persoun hir Chômagerechter ka mathuelen an en anert Land an do da maximal während 90 Deeg och de Chômage ka bezéien, wärenddeem si op der Sich no enger Aarbechtsplaz ass. Dëse Prinzip gouf also an dëser Konventioun net festgehalen.

Ervirzehiewe war och nach, datt dës Konventioun och d'Services d'urgence a Bulgarien couvréiert; dës Servicer, déi a Bulgarien dem Ministère de la Santé ënnerstinn an net de Krankekeesen. All Lëtzebuerger Assuré profitéiert also vun dëse Servicer wann hien a Bulgarien en Accident hätt.

Une voix.- Hie kënnt esou séier wéi méiglech erëm heem.

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Séier erëm heem. Jo.

(Hilarité)

Et brauchen och keng Iwwergangsbestëmmunge festgesat ze ginn, well, wa Bulgarien an d'EU kënnt, automatesch de Règlement communautaire spillt, ausser an deene Beräicher, wéi gesot, déi méi positiv a virdeelhaft wäerte sinn.

De Conseil d'État huet dëse Projet positiv aviséiert, a wéi gesot d'Kommissioun huet en unanime approuvéiert. Erlaabt mer, Här President, zum Schluss am Numm vu menger Fraktioun och dësem Text zouzestëmmen an elo scho mäi mëndlechen Accord zu dësem Projet ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Bettendorf.

Discussion générale

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, ech wëll et kuerz maachen. Den Här Rapporteur huet eis am Detail an dëse wichtege Projet agefouert, hien huet dat exzellent gemaach, hien huet dëse Projet ganz flott presentéiert, sou wéi dat an der Vergaangenheet och ëmmer gemaach ginn ass.

An der Kommissioun gouf et Unanimitéit zu dësem Projet, an ech muss Iech soen, dass eis Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, dësem Projet mat Begeeschterung zoustëmmt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Wëllt nach een d'Wuert froen?

Jo, Madame Stein-Mergen!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Jo, ech géif och am Numm vun der CSV-Fraktioun deem exzellente Rapport, deen hei elo grad gemaach ginn ass, näischt méi bäifügen, an den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Dann ass et elo un der Regierung. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Vu dass de Rapporteur déi zwee Projeten op esou eng excellent Aart a Weis,…

(Interruptions diverses)

…zwou Konventiounen, ee Projet, op esou eng excellent Aart a Weis presentéiert huet, bleift mer just der Kommissioun an him Merci ze soen a menger Freed Ausdrock ze ginn, dass, nodeem dës an déi nächst Konventioun vun deenen zwee Länner schonn am Parlament ratifizéiert sinn, mir dat och elo kënne maachen, an dass mir an deenen nächste Wochen a Méint d'Accords administratifs kënnen ausschaffen. Dat mécht ëmsou méi Freed, well Lëtzebuerg a Frankräich an e Jumelage mat Rumänien eragaange waren, fir dat Land beschtméiglech op seng Entrée an d'Communautéit virzebereeden.

Merci.

M. le Président.- Gutt, domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5447 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. Accueil de M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation

Mesdames, Messieurs, chers collègues, permettez-moi d'interrompre nos travaux un instant pour saluer M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, et les membres de la délégation qui l'accompagne pendant sa visite officielle au Luxembourg.

Monsieur le Président, au nom de nous tous, je vous souhaite la bienvenue à la Chambre des Députés et vous assure de l'honneur que nous éprouvons de recevoir dans notre enceinte le Président du Parlement de Malte.

Persuadé que les relations parlementaires entre nos deux pays ne manqueront pas de souder nos efforts et nos aspirations communes au niveau de la construction européenne, je vous souhaite un agréable séjour au Luxembourg.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

Mir kommen dann zu deem nächste Projet, dat ass de Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo ass bei dësem Projet de loi just den honorabelen Här Bettendorf ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider!

9. 5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi 5451 ass dës Kéier eng Konventioun am Beräich vun der Sécurité sociale mat Rumänien.

De Projet de loi gouf den 22. Mäerz 2005 vum Ausseminister Jean Asselborn déposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 14. Juni ginn, genau deeselwechten Datum wéi bei der Konventioun mat Bulgarien. An d'Chamberskommissioun huet genau wéi am Fall Bulgarien och den 28. Juni unanime dëse Projet de loi votéiert.

Dës Konventioun ass, wéi gesot, wéi déi vidru mat Bulgarien, déi éischt bilateral Konventioun an dëser Matière a probéiert also hei de juristesche Vide an der Sécurité sociale, dee bis elo bestanen huet, ze regelen. Och dës Konventioun baséiert natierlech um communautäre Reglement 1408/71, wat d'Rechter vun de Migranten am Beräich vun der Sécurité sociale an der EU definéiert, esou wéi d'Linne vun all deenen anere bilaterale bestehende Konventiounen, déi Lëtzebuerg an dëser Matière ofgeschloss huet.

Ech wëll hei net nach eng Kéier déiselwecht Faiten a Punkten opzielen, mä mech beschränken op dat wat bei der Konventioun mat Bulgarien gesot gouf a just déi spezifesch Punkten opziele vun dëser Konventioun mat Rumänien, awer derniewent, mengen ech, d'Deckrumm vun der Konventioun nach eng Kéier opféieren, dat och am Respekt virun de rumäneschen Autoritéiten.

Et ass jo kloer, datt am Champ d'application vun dëser Konventioun nees déiselwecht Beräicher erëmzefanne si vun der Assurance maladie maternité, der Assurance accidents du travail, der Assurance pension, dat souwuel Alters-, Invaliden- an Hannerbliwwenepensiounen an och d'Beräicher vum Chômage a vun de Prestations familiales.

Virun allem sinn et hei erëm, genau wéi am Bulgarien-Projet, déiselwecht zwou Ännerungen, déi spezifesch an zwee Beräicher erëmzefanne sinn, an derniewent nach en drëtte spezifesche Punkt, dee mer am Projet vu Rumänien wäerten erëmfannen, wat déi medezinesch Behandlung an engem Land ubetrëfft. Ausgeschloss sinn, genau wéi an deem anere Projet, och hei erëm eng Kéier d'Législatioune vun der Assistance sociale an d'Prestatiounen un d'Krichsaffer.

D'Konventioun applizéiert sech och hei op all Bierger an dat ouni Distinctioun vun der Nationalitéit. De Prinzip vun der Konventioun baséiert op deem, datt, genau wéi bei där anerer, och den Aarbechter där Législatioun ënnerläit, wou hie seng Aarbecht exercéiert.

An deene sechs Kapitelen, déi ech virdrun opgezielt hat, ginn déi eenzel Regelen erëm eng Kéier erkläert. Ech erlabe mer se net nach eng Kéier opzezielen, ech menge si ware virdru genau preziséiert ginn.

D'Konventioun suivéiert also all déi bilateral Richtlinnen, déi mer an de Konventiounen hunn, ausser dann, wéi gesot, zwou grouss Ausnahmen an eng Particularitéit.

D'Ausnahme si genau déiselwecht wéi bei Bulgarien. Éischtens, wat d'Prestations familiales ubetrëfft gëtt hei ganz kloer drageschriwwen, datt se net ausbezuelt gi vum Land wou d'Persoun schafft, mä vun deem Land, wou d'Kanner hire Wunnsëtz hunn. Wat de Chômage ubetrëfft ass et och kloer, datt, wann een an en anert Land geet, d'Chômagerechter net kënnen an dat Land mat virugeholl ginn, also och net ka spillen, datt deen Ament ka während 90 Deeg de Chômage an deem anere Land ausbezuelt ginn.

Eng wichteg Particularitéit fanne mer awer an dëser Konventioun mat Rumänien erëm, wat d'Autorisation préalable ubelaangt, fir sech an deem anere Land behandelen ze loossen. Rumänien huet dës Méiglechkeet aus der Konventioun gestrach, fir eben ze vermeiden, datt grouss Käschte géifen op si duerkommen, wann d'Leit sech géifen an eisem Land behandele loossen. Dëst ass och ze verstoen, wann een d'Präisënnerscheeder vun enger Behandlung a Rumänien an a Lëtzebuerg kennt.

Et brauchen och, wéi am Fall vu Bulgarien, keng Iwwergangsbestëmmunge festgesat ze ginn, well, wa Rumänien an d'EU kënnt, automatesch de Règlement communautaire spille wäert, ausser an deene Beräicher, wéi gesot, déi méi virdeelhaft wäerte sinn.

De Conseil d'État huet och dëse Projet akzeptéiert a positiv aviséiert mat engem Apport vu klenge Remarquen, déi mer mat afléisse gelooss hunn, an d'Kommissioun huet en unanime votéiert. Erlaabt mer, Här President, zum Schluss dann nach eng Kéier am Numm vun eiser Fraktioun och hei meng Zoustëmmung ze ginn zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den eenzegen ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Bettendorf.

Discussion générale

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, hei ass et d'selwecht wéi am Projet virdrun, ech wëll och hei dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

Ech muss vläicht ee Wuert bäifügen. D'Rumänen hunn dee Passus sträiche gelooss, wann d'Leit sech hei bei eis behandele loossen, dass dat net zréckbezuelt gëtt bei hinnen. Si hunn och Recht, wa se dat maachen, well mer mussen alleguerte wëssen, dass momentan schonn a Moldawien 300.000 Leit e rumänesche Pass hunn. A wa Rumänien an d'Europäesch Unioun erakënnt, ass et och un Europa an u Rumänien selwer, fir do opzepassen, dass d'Dieren net späraangelwäit opgemaach ginn, well wann ee weess, dass a Rumänien d'Leit 25 Dollar de Mount verdéngen a se da ganz einfach kënnen e rumänesche Pass kréien, dann ass et einfach fir a Lëtzebuerg oder an Europa eranzekommen.

Also mir, als Demokratesch Partei, stëmmen dësem Projet selbstverständlech zou, wéi mer dat ëmmer gemaach hunn, mä u Rumänien selwer ass et awer och fir opzepassen, dass net all Diere späraangelwäit opgemaach ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. D'Madame Stein kritt nach d'Wuert.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Och zu dësem Projet géing d'CSV-Fraktioun hiren Accord ginn. Merci.

M. le Président.- Den zoustännege Minister, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech hat eigentlech bei där viregter Geleeënheet scho Mäint zu deenen zwee Projete gesot, esou dass ech just nach brauch Merci ze soen.

M. le Président.- Mä Dir wësst, dass ech ëmmer frou sinn, wann Dir Iech zu Wuert mellt, duerfir wollt ech Iech d'Wuert nach eng Kéier ginn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, an ech verspriechen Iech och ausnahmsweis meng Riedezäit net ze iwwerschreiden.

M. le Président.- Speziell, Här Minister, wann Der esou kuerz sidd wéi dës Kéier.

(Hilarité et interruption)

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5451 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Jos Scheuer), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Här Castegnaro!

(Interruption)

Mir wäerten dat hei uewe kontrolléieren.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

D'Chamber huet d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ginn.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zum Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Grethen, den Här Diederich an den Här Adam. Kee vum ADR?

(Interruption)

Neen. Très bien.

Dann huet elo de Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

10. 5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5149 gesäit vir, datt Beamten, déi spezifesch opgelëschte Funktiounen, sou genannte Fonctions dirigeantes, ausüben, op siwe Joer, renouvelable natierlech, genannt ginn. Dës nei Bestëmmunge betreffen nëmmen déi Beamten, déi nom A-Kraaft-Triede vum Gesetz, wat mer elo ofstëmme wäerten, op esou Fonctioune genannt ginn.

Här President: Wéi eng héich Statsbeamte sinn dann elo konkret vun dësem Projet betraff? Et sinn dëst, wann ech se opzielen däerf:

den Directeur général oder den Directeur général adjoint, de President oder d'Presidentin, ausser de President vum Conseil arbitral des Assurances sociales, well deen engem Magistrat assimiléiert ass, en Direkter, e Sous-Direkter, en Directeur adjoint, en Administrateur général, e Premier Conseiller de Gouvernement, e Ministre plénipotentiaire, de Chef d'état-major, de Chef d'état-major adjoint, de Kommandant vum Centre militaire, e Premier Inspecteur des Finances, e Premier Inspecteur vun der Sécurité sociale, de Premier Conseiller de direction, de Commissaire oder d'Commissaire de Gouvernement, de Secrétaire général oder en Inspecteur général, en Inspecteur général adjoint.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech erspueren Iech déi Graden, déi an deene Funktiounen do assimiléiert sinn.

D'Magistratur…

(Interruption)

Da fir den Här Goerens, et sinn d'Graden: 16, 17, 18, S1, A13ter, A14bis, P13, P14, E6, E7 an E8.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Gär geschitt.

D'Magistratur ass wéinst där an eiser Verfassung, an och an aner internationalen Traitéen, verankerter Onofhängegkeet vun der Justiz net vun dësem Gesetz betraff.

Här President, deen heitege Projet de loi huet schonn eng laang Virgeschicht, déi bal siwe Joer undauert, also schonn eng laang Zäit. E geet schonn op de Koalitiounsaccord vun 1999 zréck, wou tëschent der CSV an der DP Folgendes ofgemaach gouf: «une plus grande responsabilisation des cadres dirigeants de l'Administration sera introduite, avec possibilité pour l'autorité hiérarchique de mettre fin prématurément à leur fonction».

Am Kader vum Projet zur Reform vum Statsbeamtestatut war eng deementspriechend Regelung zur Nominéierung vu bestëmmte Beamte mat enger besonnescher Verantwortung virgesinn. Deemools huet sech dat net «Fonctions dirigeantes» genannt, mä «Postes à responsabilité particulière».

De Statsrot hat bei dem Projet zur Reform vum Statsbeamtestatut eng ganz Rei vun Opposition-formellen zu där proposéierter Regelung gemaach. Ënner anerem well d'Lëscht vun deenen «Postes à responsabilité particulière» sollt per Règlement grand-ducal festgehale ginn, wat dem Statsrot no zu arbiträren Décisiounen hätt kënne féieren. Déi deemoleg Regierung huet duerfir décidéiert fir e separate Projet zu dësem Punkt auszeschaffen.

Am virleiende Projet 5149, deen den 20. Mee 2003 deponéiert gouf, ass nëmmen nach Rieds vun der Beschränkung op siwe Joer vun der Ernennung vu verschidden héije Statsbeamten. E schreift sech net méi an d'Rei vun der Reform vum Statsbeamtestatut. Déi viregt Regierung hat awer Amendementer agereecht, déi näischt mat dëser Matière ze dinn haten. Konkret goung et ëm d'Ofschafe vun der Alterslimite vu 45 Joer fir den Accès zur Fonction publique.

De Statsrot huet dës Vermëschung vun zwou verschiddene Matièren an engem Projet de loi ferm kritiséiert a proposéiert, heizou e separate Projet de loi auszeschaffen. Dat ass dann och am Juni vun dësem Joer geschitt. De Projet 5485 ass amgaangen an där zoustänneger Kommissioun diskutéiert ze ginn.

Här President, d'Aféierung vun der Nominatioun vu bestëmmte Beamten op verantwortungsvolle Plaze fir siwe Joer - natierlech mat Renouvellement - huet verschidde Grënn. Déi viregt Regierung hat am Exposé des motifs dräi Grënn ugi fir déi zäitlech Begrenzung anzeféieren:

Éischtens: Déi concernéiert Statsbeamte sinn dacks déi iewescht Chefe vun heiansdo honnerte Statsbeamten. Dës Plaze verlaangen net nëmme besonnesch Fachkompetenzen, mä och Kompetenze wat Personalmanagement ubelaangt. Grad hir leschtgenannte Kompetenze musse si als Chef vu grousse Verwaltungen eréischt beweisen, wat virdru weder festgestallt nach getest konnt ginn.

Zweetens: Fir déi concernéiert Postë sinn och keng Examen oder Stagezäite virgeschriwwe wéi et bei aner Statsbeamtecarrièren de Fall ass. Dat heescht, datt dës héich Statsbeamte bis elo agestallt gi sinn, ouni datt si virdru konkret op hiert Leeschtungsverméige getest goufen.

Drëttens hunn dës héich Statsbeamten net déi normal Selektiounsweeër am lëtzebuergesche Statswiesen hannert sech. A wann eng Regierung ee schonn ernennt, dann ass et och nozevollzéien, sou seet den Exposé des motifs, datt dës Regierung oder eng Regierung drop - mir schwätze jo vu siwe Joer, dat heescht, et geet iwwer eng Legislaturperiod eraus -, ouni an den Arbitraire ze falen, och enger Ernennung en Enn bereede kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi huet ausserhalb vu Regierung a Parlamentskommissioun net nëmme Frënn. Am Contraire, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass alles anescht wéi frou iwwert dëse Projet de loi. Si fäert, datt d'Méiglechkeet fir virzäiteg de Funktioune vun engem Cadre dirigeant en Enn ze maachen, contraire zu de Prinzipe vun der Neutralitéit an Onofhängegkeet vun der Fonction publique wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Déi héich Statsbeamte wieren elo méi staark dem Wëlle vum Pouvoir politique ausgeliwwert. Esou schreift d'Statsbeamtechamber: «La Chambre des Fonctionnaires ne saurait cautionner que l'administration publique soit dégradée au niveau d'un instrument de politique partisane aux mains du Gouvernement. Elle recommande au Gouvernement de s'assurer avant toute nomination à un poste de responsabilité que son candidat est» - an ech zitéieren - „the right man" oder „woman in the right place".

Och wann de Statsrot den Text positiv aviséiert huet, zielt en net grad zu deene gréisste Frënn vun dësem Projet de loi. Hie stellt fest, datt heimadder eng signifikant Derogatioun zum Prinzip vun der liewenslänglecher Ernennung vun engem Fonctionnaire institutionaliséiert gëtt. D'Affirmatioun, datt dës zäitlech Ernennung op bestëmmte Fonctiounen d'Inamovibilitéit vun de Statsbeamten a Fro stelle soll oder eng Derogatioun zu deem Prinzip duerstelle soll, muss relativéiert ginn.

Op där enger Säit sinn hei nëmme ganz bestëmmte Statsbeamte concernéiert, déi limitativ opgezielten héich Fonctiounen ausübe sollen. No deene siwe Joer - et kënnen der och 14 oder 21 sinn - wou se dës Fonctiounen ausgeübt hunn, gi se net aus der Fonction publique entlooss. Si bleiwen an der Fonction publique am Statut vum Statsbeamten op der héchster Fonctioun vun der Carrière supérieure, am selwechten Échelon, oder, wann et kee korrespondenten Échelon gëtt, deen Échelon just drënner.

Op där anerer Säit muss een ervirhiewen, datt mat dësem Projet de loi keen Neiland betruede gëtt. Et gëtt schonn hei zu Lëtzebuerg fir bestëmmte Statsbeamten eng zäitlech Beschränkung vun hirer Amtszäit. D'Direktioun an de Comité exécutif vun der Spuerkeess, vum ILR, vun der Commission nationale de protection des données oder vun der CSFF kann een hei opzielen. Et kann een och déi Statsbeamten opzielen, déi Posten op enger internationaler oder europäescher Institutioun ophuelen, déi dann och dacks genuch op Zäit benannt ginn.

An der Belsch zum Beispill hu se och eng Mandatszäit agefouert. Déi héich Statsbeamte gi mat engem an der Belsch onüblechen engleschen Term bezeechent: „Topmanager". A si ginn nach just fir sechs Joer genannt. Si ginn am Kader vun enger neier Rekrutéierungsprozedur ausgesicht, wou se op Kompetenzen um technesche Plang wéi och um mënschleche Plang getest ginn. Dräi Méint no hirer Ernennung musse se e Plan de gestion presentéieren, wou se e strategescht an operatiivt Zil ernennen. All zweet Joer gëtt hir Aarbecht vun Experten evaluéiert. No deene sechs Joer kënnen dës Beamten oder Topmanager net automatesch nach eng Kéier op déiselwecht Plaz genannt ginn. Am Contraire, si mussen erëm eng Kéier déi ganz Rekrutéierungsprozedur frësch duerchlafen.

A mengem schréftleche Rapport fannt Dir och Beispiller aus Däitschland, Holland an Italien, wou och déi zäitlech Aschränkung oder Mandatszäit fir héijer Statsbeamten agefouert ginn ass.

Wat geschitt elo no dem Oflaf vun dëse siwe Joer? Der Meenung vun der Kommissioun an der Philosophie vum Projet no brauch keng Décisioun geholl ze ginn, wann d'Mandatszäit ofgelaf ass. Et brauch just nach eng Décisioun geholl ze ginn, wann de Beamten no deene siwe Joer fir nees nei siwe Joer op dës Plaz weider nominéiert gëtt. Et gëtt also kee Recht op e Renouvellement. Dee Statsbeamten, deen op déi Plaz genannt gëtt, weess vun Ufank un, datt hie fir siwe Joer genannt gëtt an datt no siwe Joer e Renouvellement méiglech ass, mä keen Droit acquis ass.

Ech wëll nach eng Kéier hei zum Schluss soen, datt dat Gesetz keen Effet rétroactif huet an nëmme fir déi Beamte gëllt, déi nom A-Kraaft-Triede vun dësem Gesetz op esou Fonctions dirigeantes benannt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun hat dëse Projet de loi an och déi Amendement-gouvernementauxen analyséiert. De Rapport ass ouni Géigestëmm adoptéiert ginn. D'CSV-Fraktioun wäert natierlech hiren Accord zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir deen ausféierleche Rapport. Ech géif just bedaueren, dass en elo zum Schluss gesot huet, dass dëse Rapport eestëmmeg ugeholl ginn ass.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Neen, ouni Géigestëmm.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ouni Géigestëmm, wat eng Nuance ass.

(Interruptions)

Mä hien hätt och kënne soen, dass en net eestëmmeg ugeholl ginn ass.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ech wollt Iech dat iwwerloossen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Dir sidd vun enger Gentillesse! Här President, den Här Santer ass vun enger Gentillesse, déi net all Member vu senger Partei auszeechent.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Dat ass well Chrëschtdag ass.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, am Juni 1999, wéi mer vum Formateur ënnert den Daach vum Landwirtschaftsministère invitéiert waren, fir do déi nei Koalitioun ënner, wéi soll ech soen, emol net deene beschte materielle Viraussetzungen auszehandelen - et war nämlech schrecklech waarm, dat war sécher fir eis ze péngegen, dass d'Wahlresultat net konform zu den Erwaardunge war - , du war dat do ee vun deene Punkten, déi d'Kolleege vun der CSV, déi Verhandlungsdelegatioun, opgeworf hunn, et war ee vun deenen, déi se am meeschte gepéngegt hunn a se net schlofe gelooss hunn. Duerfir hu mer eis dann no laange Verhandlungen dozou breetschloe gelooss, mat op dee Wee do ze goen - woubäi et eis net ganz wuel war. Et war eis net ganz wuel, well mer eis gefrot hunn: Wat fir engem Arbitraire maache mer do d'Dier op?

Selbstverständlech gouf et schonn eng Rei Funktiounen, zum Beispill an der Spuerkeess, wou dat schonn applizéiert ginn ass. Och do muss ech soen, Här President, an d'Zäit feelt mer wéinst deene Modeller, déi hei an där leschter Legislaturperiod agefouert gi sinn, fir op déi eenzel Fäll anzegoen a fir ze kucken, ob bei engem selwechte Verhale bei deem engen a bei deem aneren net ieren aner Regele gespillt hunn! An do kéint ee ganz konkret ginn, mä ech mengen, well et perséinlech Fäll sinn, brauch een do elo net op dëser Tribün drop anzegoen. Déi, déi interesséiert sinn, deene sinn ech awer gär bereet, dat en aparté en long et en large ze erklären.

(Hilarité)

Mir hunn eis och gefrot, ob et net intelligent wier, ier een een op esou e Posten nennt, sech gutt ze iwwerleeën ob déi Persoun, Mann oder Fra, och d'Qualifikatioun hätt, déi fir dee Postë verlaangt gëtt. Well dat ass déi wichtegst Fro. De Chef de département, den zoustännege Minister - well hei zu Lëtzebuerg ass et jo esou, dass deen, deen d'Tutelle iwwer en Departement huet, den Droit de proposition huet, an dass gewéinlech de Regierungsrot en och suivéiert - muss mat sech zu Kouer goen a sech froen: Ass déi Persoun gëeegent fir déi Aufgaben, déi ech hir wëll iwwerdroen?

A wann hie sech gëiert huet, dann huet e sech jo elo fir siwe Joer gëiert. Virdrun hat hie sech, net fir éiweg, mä bis an d'Pensioun gëiert. Elo huet e sech nëmme fir siwe Joer gëiert. Mä besonnesch mat dësem Gesetz, well net déi automatesch Erneierung kënnt, muss hie sech méi wéi jee Froe stellen, ob e sech net gëiert huet.

An dëser Legislaturperiod kënnt dat jo net vir, well et stellt sech jo elo d'Fro, wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, dann trëtt et den éischten Dag vun deem Mount nodeem et am Mémorial publizéiert ginn ass a Kraaft.

Ech kéint mer virstellen, well et e Gesetz ass, wat awer besonnesch der CSV um Häerz läit, dass de Minister vun der Fonction publique des mains et des pieds wäert maachen, dass dat nach am November an de Mémorial kënnt. An da géif dëst Gesetz den 1. Dezember a Kraaft trieden.

Ech huelen och un, wann dat esou ass, wann deen Timing stëmmt - a wann et e Mount méi spéit ass, dann ass et den 1. Januar -, dass bis dohinner keen héije Beamte méi genannt gëtt, dass elo de Regierungsrot keng nei Nominatioune virhëlt ier dëst Gesetz a Kraaft ass, fir sech och déi Méiglechkeeten ze loossen, déi duerch dëst Gesetz geschaf ginn.

Mä wann dann no siwe Joer - an dat ass jo net an dëser Legislaturperiod, Gott sei Dank, mä an där nächster - deen een oder deen anere säi Mandat net erneiert kritt, da muss dee sech jo Froe stellen, deem säi Mandat net erneiert gëtt, mä déi, déi censéiert sinn, d'Aktioun vun der Regierung ze kontrolléieren, déi musse sech och Froe stellen - d'Chamber also. D'Chamber muss sech d'Fro stellen all Kéier dann, wann engem héije Fonctionnaire säi Mandat net ëm eng siwe Joer erneiert gëtt: Firwat ass dat geschitt?

Här President, ech sinn an där Situatioun. Ech hat am Transportministère e Mataarbechter, ech wëll net soen, säi Mandat ass net erneiert ginn, hien huet vu sengem Minister, ech géif soen - erlaabt mer den Ausdrock - relativ schäinhelleg gesot kritt, e soll op déi Plaz goen, wou en och géif bezuelt ginn dofir.

Här President, ech weess, wat déi Plaz un Aarbecht implizéiert. De Minister weess et och. An ech fannen, dass déi Aart a Weis - an dat ass dat, wat mech elo stéiert - wéi do de politeschen Arbitraire - de politeschen Arbitraire! - spillt, net an der Rei ass. Well wann dee Beamte Member vun der Sozialistescher Aarbechterpartei gewiescht wier, da wier dat ganz sécher net geschitt. Well et ass ganz sécher net, well en incapabel ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da wier et och e politeschen Arbitraire gewiescht.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Da wier et och e politeschen Arbitraire, mä an engem anere Sënn gewiescht. Do huet den Här Gibéryen Recht. A wann den Här Gibéryen Recht huet, huet e Recht.

(Hilarité)

Ech wëll einfach nëmmen un deem Beispill weisen, dass dat mech zum Nodenke bruecht huet an et huet mech am héchste Mooss irritéiert. Et enttäuscht mech, well et bis elo an all Lëtzebuerger Regierung d'Regel war, dass een d'Leit net sanktionéiert huet, well se eng aner politesch Opfaassung haten! An dat ass mäi Gefill, do kritt kee mech dovun erof! Dat ass hei an deem Fall geschitt, ech bedaueren dat, an ech bedaueren, dass de Statsminister, als de Primus inter Pares an der Regierung, do deem Dreiwen net Einhalt gebueden huet.

Ech si mer bewosst, dass, wann een héich Fonctionnairen nennt, wann déi Fonctionnairen net déi Leeschtung bréngen, dat Astoe fir d'Aarbecht hunn, een da muss d'Méiglechkeet hunn - an duerfir wäert och meng Fraktioun dëst Gesetz stëmmen -, fir sech vun esou engem Beamten op där Fonctioun ze trennen. Mä ech fäerten - an dat ass meng grouss Angscht -, dass hei dem Arbitraire Dier an Aangel opgemaach gëtt.

Fir meng Partei kann ech soen, dass mir - och an der Zukunft, och wann ech net méi dobäi sinn - dat net géife maachen, well mir hunn et an der Vergaangenheet bewisen, dass mir, egal wat fir eng politesch Opfaassung en héije Beamten hat an och e Beamten aus der mëttler Carrière, deem dat ni ze spiere ginn hunn. Mir hunn ëmmer nëmme gekuckt, schaffe se oder schaffe se net, maache se hir Aarbecht gutt oder maache se hir Aarbecht schlecht, dat waren d'Kritären a keng aner. Duerfir wäerte mir dëst Gesetz stëmmen.

Mä ech wollt lech hei all déi Bedenken, déi mir hunn, nach eng Kéier artikuléieren. Ech wollt och froen, ob dat hei dann elo och mutatis mutandis an anere Gesetzer fir de Secteur communal gëllt? Do gëtt et jo och Leit, déi iwwert dem 16 sinn. Gëllt dat hei och fir déi Léit aus dem sou genannte Secteur assimilé, déi jo all Kéier fir sech reklaméieren, dass se misste wéi de Stat behandelt ginn an nach consultéiert ginn? Et kéint ee vläicht am Kader vun der Tripartite mat der FNCTTFEL an dem Syprolux diskutéieren, ob dat och fir d'Eisebunn gëllt, wat jo ee vun de Secteurs assimilés ass. Ob och do dann déi Regelen, net nëmme fir de Comité de direction, mä och fir déi aner Postes à responsabilité agefouert ginn.

Jee, bei dësem Text kommen, niewent all deene Bedenken, déi een huet duerch d'Verhale vun eenzelne Regierungsmemberen, wou ee sech eigentlech net hätt kënne virstellen, Här President, dass dat zu Lëtzebuerg méiglech ass, all déi Froen dobäi.

Ech perséinlech, Här President, fir mäi Protest ze artikuléiere géint déi Aart a Weis, wéi mer d'Leit, déi mir op alle Fall zur vollster Satisfaktioun, ech wëll net soe gedéngt, mä gehollef hunn, behandelen, wäert mech bei dësem Projet enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport an deem hien all déi wichteg Punkte vum Gesetz beliicht huet, esou datt ech mech op e puer Bemierkunge beschränke kann.

Esou ass deenen eenzelnen Awänn vum Conseil d'État duerch eng Rei Regierungsamendementer Rechnung gedroe ginn, esou dass de Statsrot sech juristesch a legistesch mat där Versioun, déi eis hei virläit, averstan erkläert huet, esou zum Beispill wat déi viséiert Fonctions dirigeantes ubelaangt, déi an dem éischten Artikel vum Gesetz genau opgefouert gi sinn.

Sécher hunn déi Beamten, déi vun de politesche Responsabelen a Fonctions dirigeantes beruff gi sinn, sech duerch hir Aarbechtsweis, hire Fläiss an hir Fachkenntnisser ausgezeechent; Qualitéiten, déi et hinnen och erlaben an hiren neie Funktioune gutt Aarbecht ze leeschten. An eenzelne Fäll kënnen awer Leit a führender Positioun sech vläicht net als déi richteg erweisen, ënner anerem wat hiert Duerchsetzungsvermëigen, hir Managerqualitéiten oder hir Roll als Chef vun enger Verwaltung uginn. Doniewent kënnen am Liewe vun engem Beamten och Evénementer oder Ännerungen, Entwécklungen antrieden, déi zur Konsequenz hunn, datt hien net méi mat därselwechter Begeeschterung an deemselwechten Engagement un d'Problemer erugeet.

Ech wëll an deem Zesummenhang just un d'Aussoe vum Ombudsmann erënneren, wéi hie säi Rapport viru kuerzem an der Chamber gemaach huet. Hei soll kengesfalls generell Kritik un de Statsbeamte geübt ginn, am Géigendeel, déi allermeescht vun hinne maachen eng gutt Aarbecht, dovu kënne mir eis hei all Dag iwwerzeegen. Et geet awer dorëm, dass déijéineg, déi net zur allgemenger Satisfaktioun funktionéieren, hir Aarbechtsweis iwwerdenken an ännere sollen, an hei kënnen a mussen och déi Leit aus de Fonctions dirigeantes hir Verantwortung iwwerhuelen, dëst am Intérêt vun enger optimaler Administratioun fir all Bierger.

Wann och oft behaapt gëtt, datt d'Politik vun deenen eenzelne Parteie sech net wesentlech ënnerscheet, esou stëmmt dat awer nëmme bedingt. Oft kënnt et nämlech no enger neier Regierungsbildung zu neien Orientéierungen, Ausriichtungen, neie Projeten an den eenzelne Ministèren, déi méiglechst schnell a konsequent sollen ëmgesat ginn. Heibäi sinn d'Beamten aus der Fonction dirigeante fir d'Ministere wichteg Mataarbechter a Beroder, déi d'Aufgab hunn, déi vun de Politiker décidéiert Politik ze konkretiséieren.

Ass dat net de Fall a kënnt et hei zu Spannungen, déi iwwer länger Zäit net kënnen ausgeraumt ginn, esou muss et dem zoustännege Minister, dee jo och déi politesch Verantwortung dréit, erlaabt sinn, duerch eng Neibesetzung vun der Fonction dirigeante fir eng besser Ëmsetzung vun de politeschen Décisiounen ze suergen.

An dësem Projet de loi soll kengeswees dem Arbitraire politique Dier an Aangel opgestouss ginn. Déi meescht Beamten, déi hir Aarbecht zur vollster Zefriddenheet vun hire politesche Chefe verriichten, wäerten och mat dësem Gesetz näischt ze fäerten hunn. Kee Minister huet Intérêt drun op hir wäertvoll Mataarbecht an Erfahrung fir déi Zäit no engem éischte Septennat ze verzichten.

An deem Sënn mengen ech, datt een an dësem Projet net de wichtege Prinzip vun der Nomination à vie vum Beamten a Fro stellt an datt et eng Rei Argumenter gëtt, déi d'Opportunitéit vun dësem Projet de loi beleeën. Dofir wëll ech heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt eng ganz Rei Beispiller vun Direktiounsmemberen, déi an der Qualitéit vum Fonctionnaire op sechs Joer op hire Posten nominéiert sinn - de Rapporteur, den Här Santer, huet se ugefouert hei. Ech wëll him och Merci soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Beispiller gëtt et bei der Spuerkeess, beim Commissariat aux Assurances a bei der Commission de Surveillance du Secteur financier. Déi Mandater, déi do op sechs Joer lafen, kënnen erneiert ginn, a wa se dat ieren net ginn, da geschitt deene Leit och nach net vill, si kommen an hiren ale Statut an an hiert aalt Gehalt zréck.

Déi Fonctionnairen, vun deene mir hei beim Projet 5149 schwätzen, brauche keen extrae Stage ze maachen oder keen extraen Examen ze maache fir an hir Funktioun ze kommen. Si ginn ausserhalb vun deenen normalen traditionelle Kritären, déi bei de Statsbeamtecarrièrë virgeschriwwe sinn, vun der Regierung nominéiert. Et schéngt eis logesch, datt si och um Enn vun hirem Mandat, an dësem Gesetz ass jo d'Mandat op siwe Joer festgeluecht, zréck an hir al Carrière kënne geschéckt ginn, wann dat sech als noutwendeg erweist. Schonn eleng de Fait, datt dëst Mandat op siwe Joer ausgeluecht ass an net op fënnef, misst jo dann der politescher Willkür, déi och vum Här Grethen hei ugeschwat ginn ass, e Rigel virschieben, dat heescht dat ass geduecht fir dat ze verhënneren.

Déi Gréng wäerten dësem Projet de loi zoustëmmen, mä, an do wëll ech och dann dat opgräifen, wat den Här Grethen hei ugefouert huet, déi Gréng - an den Här Grethen huet hei e flott oder een net flott Beispill zitéiert - wëllen och kee politeschen Arbitraire bei de Statsbeamtecarrièren.

Mir sinn nämlech der Meenung, datt hei d'Geleeënheet gewiescht wier fir och iwwert d'Schafung vun engem Cabinet politique ze diskutéieren an esou eng Schafung an d'Aen ze faassen. Mir sinn der Meenung, datt et gutt wier, wa bei engem Regierungswiessel e Minister eng kleng Zuel vu Beroder kéint mat a säi Ministère bréngen. Dës Beroder missten e Spezialstatut hunn, och mat enger besonnescher Besoldungsstruktur, an hir Mandatsdauer misst där vum Minister ugepasst sinn. Dës politesch Beroder dierfte keng Weisungsbefugnis am Ministère hunn. Mir kréichen eng propper Trennung téschent administrativer a politescher Gestioun.

Am Moment léise mer esou Problemer nom typesch lëtzebuergesche Modell. D'Ministeren huele Leit vun därselwechter Bluttgrupp an hire Ministère. Dat kann zu Jalousie an Ongerechtegkeete féieren a bréngt och eng Politiséierung vun der administrativer Spëtzt. Wann dann dës politesch Bluttgrupp am Ministère changéiert, da kann dat och Problemer mat sech bréngen, wat da mat esou Beamte ka passéieren - mir hunn elo grad ee Beispill gesot kritt.

Wann dann elo argumentéiert gëtt, eist Land wier ze kleng, wie wier da scho bereet esou e Risiko anzegoen a fir op fënnef Joer seng Carrière beim Stat ze verloossen, fir dann op esou e bëssen abenteuerleche Wee ze goen; ben, do féiere mir just un, datt vun den Deputéierten hei jiddereen am Fong geholl esou e Risiko agaangen ass. Hei si ganz vill Leit, déi eben aus enger Carrière erausgaang sinn, fir hei fënnef Joer an der Chamber ze schaffen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann ass…

(Interruptions)

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Häre vum ADR, d'Diskussioun ass ofgeschloss.

(Interruption)

Dir kënnt lech nach aschreiwen.

Ass d'Diskussioun ofgeschloss?

(Assentiment)

Dann huet d'Regierung d'Wuert, fir d'éischt den zoustännege Minister, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho gesot gi vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi gudde Rapport, datt dëse Projet eng laang Geschicht huet. Eng laang Geschicht, déi effektiv 1999 deelweis ugefaangen huet ënnert deene Konditiounen, wéi den Här Grethen se beschriwwen huet.

Et war relativ waarm, an et ass an dem Regierungsprogramm zu kloren an däitlechen Aussoen trotz der Hëtzt, déi déi Zäit war, komm. Aussoen, déi vun deenen zwee Koalitiounspartner vun '99 egal wéi gedroe gi sinn. An Aussoen, déi och an der Legislaturperiod zwëschen 1999 an 2004 an engem Gesetzesprojet an an dem Amendement zu deem Gesetzesprojet, engem zweete Gesetzesprojet an nach Amendementer zu deem zweete Gesetzesprojet, dee vun der Madame Polfer an dem Här Schaack ausgeschafft ginn ass, sengerzäit op den Dësch komm sinn an an de Chamberskommissiounen, an de Beruffschamberen an am Conseil d'État duerchdiskutéiert gi sinn.

Dës Regierung huet u sech an hirem Regierungsprogramm festgeschriwwen, datt se dee Projet, deen um Dësch geleeën huet, géing analyséieren, analyséieren op Basis vun den Avisë vum Conseil d'État. Dat ass gemaach ginn. Déi Propositioune vum Conseil d'État sinn alleguer hei mat

agebaut ginn. Vum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires ass de Wonsch mat agebaut ginn no enger Trennung an zwee Projeten; deen hei Projet vun deem getrennt, deen d'45-Jores-Limite sollt ofschafen. Dat zur Geschicht vun dësem Projet.

Also eng Geschicht, déi schonn eng grouss Mark huet a wou een d'Aarbecht vu ville Parteien dra gesäit, déi mir awer effektiv - an ech soen dat kloer an däitlech, an ech genéiere mech och net duerfir - wichteg schéngt an deenen Zilsetzungen, déi dëse Projet huet. Wat ass seng Zilsetzung? Wat ass seng eenzeg Zilsetzung? Seng eenzeg Zilsetzung, dat ass d'Effikassitéit vun der Verwaltung ze verbesseren.

Fir mech ass et e wesentleche Prinzip, datt gutt fonctionnéierend Verwaltungen och eng Responsabilitéit, eng responsabel Féierung an eng effikass Féierung brauchen. Ouni eng Direktioun, déi effikass ass, ouni e Chef vun der Verwaltung, dee seng Responsabilitéiten dréit, dee seng Responsabilitéite wëllt huelen, fonctionnéiert eng Administratioun net uerdentlech. De Chef d'administration ass a mengen Aen den Aangelpunkt vun de Responsabilitéiten, d'Rad vun deem d'Responsabilitéiten ausginn.

Wéi an allem wat soll uerdentlech fonctionnéieren, muss hie Kompetenzen hunn, muss hien och d'Bereetschaft hunn, fir d'Responsabilitéit ze huelen, a muss hien och d'Bereetschaft hunn, fir Décisiounen ze huelen. Hien ass och deejéinegen, op deen dee politesch Verantwortleche sech muss kënne verloossen, fir seng eege Responsabilitéit kënnen duerchzesetzen. Wann Dir als politesch Responsabelen an eng Administratioun kommt, da musst Dir kënnen dee Programm, wat Äre politesche Programm ass, mat de Beamten och duerchsetzen, an Dir musst op Beamte kënnen zréckgräifen, déi hir Responsabilitéiten huelen, soss geet dat alles net.

Ech mengen, dat ass fir mech de wesentlechen Aspekt. Dee Gesetzestext hei ass een Instrument méi, wat erlaabt, dat, wat als politesche Programm steet, och an d'Realitéit ëmzesetzen, an och ze garantéieren, datt dat geet; dat och dem Politiker erlaabt, seng Responsabilitéite schlussendlech ze huelen, andeem hie säi Programm um Terrain ëmgesat kritt, an him en Deel vun de Moyenen dofir gëtt.

Elo sinn eng Rei Argumenter opgefouert ginn, och hei an der Diskussioun. Et ass gesot gi vun der Chambre des Fonctionnaires, d'Regierung bräicht jo nëmmen ze kucken, wa se eng Décisioun géing huelen, fir „the right man or the right woman in the right place" ze huelen. Den Här Grethen huet dat e wéineg widderholl, andeem hie gesot huet, mä wann een een nennt, ma da muss ee kucken an décidéieren, datt een och dee Richtegen hëlt, well soss muss ee sech duerno Froe stellen, wat fir eng Décisioun een da bei enger Nominatioun geholl huet.

Also, wann dat alles esou einfach wär bei der Nominatioun, da géinge mer vill Saache ganz anescht ëmgesat kréien. Mä wat ass dann d'Realitéit? D'Realitéit ass, wann Dir eng Nominatioun maacht - ech kommen aus dem Enseignement -, wann Dir eng Nominatioun maacht vun engem Schouldirekter, zum Beispill, als Minister, ma dann nennt Dir jo ganz oft deen Enseignant, vun deem Dir wësst, datt hie korrekt Schoul hält, datt hie säi Beruff als Proff gutt mécht an datt hien do sech richteg uerdentlech kann duerchsetzen.

Nun ass awer de Problem, datt d'Fachkompetenz net onbedéngt datselwecht ass wéi d'sozial Kompetenz, datt d'Fachkompetenz net onbedéngt datselwecht ass wéi d'Direktiouns- an d'Décisiounskompetenz. E gudde Proff, e gudden Ingenieur, e gudde Wëssenschaftler ass net onbedéngt Synonym mat engem gudden Administratiounschef.

Dat Zweet, wat do hannendrun ze soen ass, dat ass, datt, wann Dir déi Décisioun huelt, och Dir kee Stage hutt, och keng Proufzäit hutt, och keng Méiglechkeet hutt, fir ze kucken, ob deejéinegen, deen Dir erausgewielt hutt, dee Kompetenzen aus engem anere Beräich huet, dann och déi noutwendeg Kompetenzen huet, fir déi Direktioun ze iwwerhuelen.

An dat mécht eben déi Situatioun net esou einfach, wéi se hei beschriwwe gëtt mat "right man in the right place". Dat ass e wéineg eng einfach Descriptioun vun der Situatioun, déi mer hunn. Och an deenen Décisioune kann ee sech nun einfach iren; an dann ass et awer extrem wichteg, datt deen Iertum net 10, 20, 25 Joer eng Verwaltung blockéiert, mä datt een no siwe Joer ka soen, datt en d'Méiglechkeet huet, fir eng aner Décisioun ze huelen.

En anere Reproche, dee gemaach ginn ass, ass, et géing heimat de Prinzip vun der Nomination à vie ënnerbrach ginn. Dat ass och vun der Chambre des Fonctionnaires gesot ginn. Mä ech soen, dat ass awer a kengem Moment an dësem Projet de Fall. Deejéinegen, dee genannt ass, dee bleift Fonctionnaire, an zwar à vie. Dat ass jo net hei a Fro gestallt. Dat, wat a Fro gestallt ass, dat ass, datt ee kann op deem Grad, op deem Responsabilitéitsgrad, wou een ass, wann ee gesäit, datt et net do geet, datt ee kann dee Responsabilitéitsgrad anescht benennen. An deejéinege fält da mat Modalitéiten an déi Carrière zréck, déi hie virdrun hat. Dat ass gréisstendeels de Grad 16. Ech muss soen, dat ass och beim Stat en extrem gutt bezuelte Grad. Ech mengen net, datt sech do en iergendwelche Problem - reelle Problem - géing stellen.

Da gëtt gesot, de Prinzip vun der Neutralitéit an der Independenz ass a Fro gestallt. Mä ech soen, dat ass sécherlech net méi wéi virdrun de Fall, just - dat wëll ech hei nach soen -, datt een hei eben d'Méiglechkeet kritt, fir en Iertum ze berichtegen, an dat seet och den initialen Text am Exposé des motifs, dee sengerzäit d'Madame Polfer an den Här Schaack déposéiert haten, wou drasteet: «Jusqu'à présent l'incompétence du fonctionnaire et plus particulièrement de celui qui exerce des fonctions dirigeantes, qui ne constitue pas à proprement parler une faute disciplinaire, ne pouvait être sanctionnée.»

Genau dorëms geet et, a genau dat a just dat gëtt an dësem Text gemaach, wou dann nach opgepasst gëtt, datt eben den Délai vu siwe Joer geholl gëtt, net dee vu fënnef Joer, fir dat ebe vun der politescher Aktualitéit ze trennen.

An da kann een, Här Adam, eng Diskussioun féieren iwwert déi Cabinet-ministérielen, esou wéi se an anere Länner bestinn. Dat ass och eng Diskussioun, déi een net däerf scheien. Et ass awer just esou, datt hei kloer an däitlech en aneren Objektiv geholl ass, eng aner Décisioun geholl ass, ënner anerem well mer awer hei zu Lëtzebuerg sinn, a well sech d'Problemer vun der Réaffectatioun vu Leit, déi notamment vu bausse kommen, ganz anescht géinge stellen, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Mä wat ech prinzipiell wollt soen, et ass en aneren Objektiv, dee mat dësem Projet suivéiert gëtt.

Den Här Santer huet gesot, wéi et sech am Ausland géing verhalen. An all deene Länner niewendrun hu se esou oder ähnlech Systemer ganz oft mat manner Opfangmechanisme wéi déi, déi an dësen Text agebaut ginn.

Fir all déi, déi am Parlament nach net iwwerzeegt sinn, wëll ech dräi Beispiller nenne vu Beamten, déi vum Parlament ofhänken, wou dat ouni Diskussioun scho laang Joren décidéiert ass an exercéiert gëtt: De Generalsekretär vun dësem Parlament muss all Joer frësch genannt ginn an huet eng Durée déterminée op ee Joer; d'Membere vun der Cour des Comptes hunn eng Durée déterminée op sechs Joer renouvelable, an de Médiateur huet eng Durée déterminée op aacht Joer non renouvelable. - Dat fir déi héich Posten, déi vum Parlament ofhänken.

An als Anekdot wëll ech just nach soen, datt mer hei mat 162 Postë momentan ze dinn hunn, déi vun dësem Text concernéiert sinn. Dovunner sinn der 65 Schouldirekteren oder Directeur-adjointen, 20 Premier Conseilleren oder Administrateuren an 18 Ministres plénipotentiaires - dat ass am Fong dat, ëm wat et hei geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, an deene Fraktiounen, déi deen Text hei stëmmen, och Merci fir de Jo zum Text.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5149 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Henri Grethen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

11. Résolution de M. Charles Goerens au sujet de l'Iran

Ech wollt d'Chamber froen, wéini dass mer eis d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Goerens haut de Mëtten déposéiert huet, solle virhuelen? Kënne mer direkt ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Voilà, wie fir d'Resolutioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass à l'unanimité ugeholl.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale. Bis elo ass just den Här Bettel ageschriwwen. D'Wuert huet elo den Här Ben Fayot, stellvertriedend fir de Rapporteur, den honorabelen Här Angel. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

12. 5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur, en remplacement de M. Marc Angel.*- Här President, ech muss den Här Angel, Rapporteur vun dësem Projet, entschëllegen, dee fir d'Chamber am Ausland ass. Dir héiert also elo duerch mäi Mond den Här Angel als Rapporteur schwätzen.

Här President, d'Cour pénale internationale, also den internationale Strofgeriichtshaff ass am Juli 1998 zu Roum duerch eng Konventioun décidéiert ginn.

(Interruption et hilarité)

Deem viraus si gaangen déi international Tribunäl fir Jugoslawien a fir Ruanda.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi Konventioun iwwert d'Cour pénale internationale ass den 1. Juli 2002 a Kraaft getratt. De Sëtz vun deem Geriichtshaff ass zu Den Haag. Bis elo hunn 139 Länner déi Konventioun, dee sou genannte Statut vu Roum, ënnerschriwwen. 99 Länner hunn dee ratifizéiert.

Déi Cour huet als Vocatioun fir iwwer eenzel Leit - also Individuen - Geriicht ze halen, an zwar iwwer véier grouss Zorte vu Crimen: Génocide, also Völkermord; Crimë géint d'Mënschheet; Krichsverbriechen an och Ugrëffscrimen, also Crimes d'agression.

Dat sinn déi véier Delikter, géint déi dëse Geriichtshaff soll virgoen. Bis haut huet de Procureur vun deem Geriichtshaff dräi Enquêten ugestiwwelt: eng géint Crimen an der République Démocratique vum Kongo am Juni 2004, och an Uganda am Juli 2004, an am Darfour, also am Sudan, am Juni 2005.

Den 9. September 2002 gouf zu New York en Accord ënnerzeechent iwwert d'Privilegien an d'Immunitéite vum Personal vun deem internationale Strofgeriicht. Et muss ee wëssen, dass déi Cour pénale internationale keen Organ vun der UNO ass, mä eng onofhängeg Organisatioun, déi op engem internationale Vertrag baséiert. Duerfir kann also déi Cour pénale internationale net vun dem Schutz vun der Konventioun iwwert d'Privilegien an d'Immunitéite vun der UNO aus dem Joer 1946 bénéficiéieren. Et ass also néideg, eppes Neies, Spezifesches fir den internationale Strofgeriichtshaff ze maachen. Dat ass deen Accord, deen eis hei virläit, iwwert dee mer haut ze décidéieren hunn.

Déi Privilegien an Immunitéite sinn natierlech konform oder liéiert un déi eenzel Fonctiounen, déi et op dem internationale Strofsgeriichtshaff gëtt. Sou zum Beispill si se verschidden oder verstäerkt. De Procureur, de Procureur adjoint, d'Jugen an de Greffier kréien déiselwecht Privilegien an Immunitéite wéi d'Chefe vun diplomatesche Missiounen. Déi kënnen also souzesoe komplett geschützt ginn, esou wéi Ambassadeuren a Chefe vun diplomatesche Missiounen a frieme Länner. Virun allem sinn déi Privilegien an Immunitéiten iwwert hiert Mandat eraus gülteg. Dat heescht, wann hiert Mandat eriwwer ass, sinn déi Privilegien an Immunitéiten nach a Kraaft.

Den zweeten Niveau betrëfft de Greffier adjoint, d'Personal vum Büro vum Procureur an dann och d'Personal vum Greffe. Esou geet et da weider erof. Do kënnt dann och nach d'Personal wat lokal rekrutéiert gëtt, do wou dann eben déi Enquêtë vum Procureur geschéien. An natierlech gëtt et och een Niveau Protektioun fir d'Vertrieder vun deene Staten, déi ebe virum Geriichtshaff optrieden.

Derbäi kommen nach niewent deene Privilegien an Immunitéiten op deenen eenzelnen Niveauen, déi ech opgezielt hunn, Dispositiounen, déi de Schutz vun occasionnellë Kollaborateure vun deem internationale Strofgeriichtshaff concernéieren. Sou zum Beispill d'Défense oder Experten, Témoinen - also Zeien, déi viru Geriicht optrieden -, natierlech och Victimen. Also alleguerten déi Leit, déi mat deem Strofgeriichtshaff a Kontakt kommen, gi geschützt.

Dat sinn expressément Lektiounen, déi gezu gi sinn aus deenen Tribunäl, déi fir Jugoslawien an och fir Ruanda opgeriicht gi waren a wou ebe constatéiert ginn ass, dass eng ganz Partie Faillë bestanen hunn, fir dat auszebigelen. Fir déi international Geriichtsbarkeet do wierklech funktionéieren ze doen, sinn dann och déi Dispositiounen an deen Accord hei komm.

Et muss een och nach ënnersträichen, dass fir den Ableck kee Lëtzebuerger Ressortissant op iergendeng Manéier mat deem Strofgeriichtshaff do ze dinn huet, sief et als Riichter, sief et als Expert oder a soss enger Fonctioun. Dat kann awer nach alles kommen. Selbstverständlech si mer jo hei eréischt am Ufank vum Fonctionnement vun esou engem Strofgeriichtshaff.

Ech mengen, de Vote vun dësem Accord, dee mer haut huelen - an ech hoffen, dass dee Vote eestëmmeg wäert sinn - wäert dozou bäidroen, dass dës Strofgeriichtsbarkeet, déi mer international asetzen, zu enger Moraliséierung féiert vun der Welt a vun der Manéier, wéi an der Welt zwësche Länner an zwëschen Individuë gehandelt gëtt, fir dass méi Moral an déi Konflikter erakënnt.

Op déi Manéier sollen dann och kënnen Auteure vun deene schreckleche Crimen, déi een dorëmmer constatéiert, verfollegt ginn. Et soll keen, deen esou e Crime begaangen huet, ongestrooft dovukommen. Ech mengen, dat ass eng wesentlech Mesure an der moderner Welt, well mer gesi jo, dass schrecklech vill Leed an Duercherneen dorëmmer geschitt.

Ech wëll also heimat dëse Bericht ofschléissen an trotzdeem dem Rapporteur, dem Här Angel, Merci soe fir déi Aarbecht, déi hien an der Kommissioun gemaach huet. Ech wëll och am Numm vu menger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun, den Accord heizou bréngen an Iech bieden, massiv dësem Accord zouzestëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als Riedner ass den Här Xavier Bettel ageschriwwen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen dem Här Fayot Merci, dass en dem Här Angel seng Ried esou gutt virgelies huet.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

Une voix.- Dat ass dach gemeng!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, dat ass jo gesot ginn! Ech verstoppe jo näischt.

Une autre voix.- Ech ginn op d'Geriicht mat Iech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Angel sot, hien hätt se jo preparéiert. Op jidde Fall, Här Fayot, et war jo e ganz technesche Sujet, vun deem déi meescht heibanne vläicht och net alles verstanen hunn.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dës Kéier hat ech awer nogelauschtert.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Op jidde Fall, Här President, soen ech Iech Merci…

Une voix.- Et ass en neie Schnapp doruechter.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Op jidde Fall, Här President, soen ech dem Här Fayot Merci fir seng Erklärungen a bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem heite Projet.

Une voix.- Ass dat net wonnerbar?

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, et ass kee Riedner méi ageschriwwen. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Just fir all deene Merci ze soen, déi un deem Projet hei geschafft hunn.

(Hilarité et applaudissements)

Ech si frou, datt deen esou grouss Zoustëmmung fënnt.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5431. Den Text steet am Document parlementaire 5431[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5431 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Enthalung a kengem Neen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Deem ass esou.

Da wollt ech Iech nach soen, dass domadder eis Sëtzung vun haut eriwwer ass. Muer um hallwer dräi ass déi nächst Sëtzung.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.21 heures)

MERCREDI, 16 NOVEMBRE 2005

8E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne
   (Débat - Motions - Votes)
4. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites
   (Vote)
5. Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech wëll wëssen, ob d'Regierung dem Parlament eng Kommunikatioun ze maachen huet. Här Minister Krecké!

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, et gesäit een, datt ech net méi d'Gewunnecht hunn, vu datt Dir d'Charte e bësse geännert hutt, vun deem wat een hei um Schierm huet.

(Hilarité)

Ech wollt Iech soen, datt mat Datum vum 7. November de Grand-Duc dem Wirtschaftsminister d'Autorisatioun gëtt, e Projet de loi ze déposéieren, dee gemaach ass fir d'Kreatioun vun engem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services.

5516 - *Projet de loi relatif à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services modifiant*

- la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'Énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport,

- la loi du 27 août 1997 relative à la sécurité générale des produits,

- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

et abrogeant

- la loi du 22 mars 2000 relative à la création d'un Registre national d'accréditation, d'un Conseil national d'accréditation, de certification, de normalisation et de promotion de la qualité et d'un organisme luxembourgeois de normalisation, modifiant la loi du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de Commissaire du Gouvernement, portant création d'un Service de l'Énergie de l'État, et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vum Projet de loi 5516, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5514** - Projet de loi portant

   1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm le 27 mai 2005, et

   2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

2. **5515** - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

- de l'Acte final signés à Luxembourg, le 25 avril 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Stratégie de Lisbonne. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sauber, den Här Meisch, den Här Bodry, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Jaerling. Als éischte Riedner huet den honorabelen Här Marcel Sauber d'Wuert. Här Sauber!

3. Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne

M. Marcel Sauber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dat, wat een haut den Agenda vu Lissabon nennt, am Fong also d'Konklusioune vum Sommet vu Lissabon am Joer 2000, huet folgend Zilsetzung, an ech zitéieren do: «La stratégie de Lisbonne vise à faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi, d'une plus grande cohésion sociale et d'un respect de l'environnement.» Dat Ganzt op den Horizont vun 2010 gekuckt.

Op Lëtzebuergesch iwwersat musse mer eis deemno folgend Froe stellen: Wéi kënne mer déi europäesch Wirtschaft esou fit maachen, datt se net nëmme konkurrenzfäeg gëtt vis-à-vis vun deene grousse Wirtschaftsbléck op der Welt, mä och eng Äntwert gëtt op eng Viraussetzung: Wéi realiséiere mer d'Transitioun vun eiser traditioneller Ekonomie an eng Wëssensgesellschaft? Wéi kënne mer d'Vollbeschäftegung erreechen, a wéi sollen d'Akzenter vun deenen eenzelne Länner gesat ginn, fir déi national Wirtschaft ze stabiliséieren an erëm nei unzekuerbelen?

D'CSV begréisst et, datt ënnert der Lëtzebuerger Présidence am Joer 2005 den Objectif Lissabon méi wäit gespaant gouf an niewent dem Wirtschaftsaspekt och zwou weider gläichrangeg Komponente mat erageholl goufen, nämlech déi sozial a mënschlech Komponent ënner all hire Facetten an d'Notioun vun der Nohaltegkeet.

Op europäeschem Plang gouf dat, wat mer nennen „grandes orientations de politique économique" engersäits, de „Pacte de stabilité et de croissance" anerersäits, konkretiséiert, dat Ganzt ergänzt duerch Iwwerleeungen zum Erreeche vun der Vollbeschäftegung.

Dem fréieren hollännesche Premier Wim Kok säi Bericht iwwert de Fortgank oder besser gesot de quasiéchec vun der Ëmsetzung vun dem Lissabonner Agenda am November 2004 huet als Resultat gehat, datt neie Wand an déi Gesamtproblematik erakoum.

Déi eenzel Länner droen an hire respektive Plans nationaux deene vun der Bréisseler Kommissioun ausgeschaffte Recommandatiounen, deene sou genannte Lignes directrices dann och Rechnung. Heibäi leet all Land seng Gewiichtung vun deene Mesuren, déi et proposéiert, esou fest wéi et him noutwendeg schéngt. Dat Ganzt an der Optik „pour une Europe compétitive, sociale et durable".

D'Chamber ass haut befaasst mat dem Lëtzebuerger nationale Plang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung. Dat Dokument dréit elo nach de Charakter vun engem Projet a soll no eisem Débat formaliséiert an dann un d'Bréisseler Kommissioun weidergeleet ginn.

Am Délai si mer net méi esou ganz. D'Date limite fir d'Plans nationaux ofzegi war de 15. Oktober 2005, mä do wäerte mer elo och net eleng do stoen. D'Kommissioun evaluéiert dann déi national Pläng a soll am Januar 2006 en Zwëschebericht ofginn. Virun dësem contraignantë Kalenner sti mer also am Verzuchszwang, an d'Méiglechkeeten, fir substanziell Ännerungen an de Lëtzebuerger Projet eranzekréien, schénge mer éischter limitéiert ze sinn.

D'CSV begréisst et, datt de Projet de plan national op enger breeder Consultatioun opbaut. D'Beruffsorganisatiounen an d'Sozialpartner goufe mat agebonnen. Déi concernéiert Chamberskommissiounen, ënnert der Koordinatioun vun der Ekonomieskommissioun, hunn hir Point-de-vuen un d'Regierung weidergeleet. D'Tripartite huet iwwert de Projet getaagt, wou menges Wëssens awer keen definitive Konsens sech erausgeschielt huet. A schlussendlech ass elo d'Chamber an hirem Plenum domat befaasst.

Bei der Lecture vun deem virleiende Projet war mäi Gefill an enger éischter Approche, datt ganz vill an dësem Pabeier enthalen ass, datt ganz wichteg a verschiddentlech ganz déif gräifend Reformen a Mesuren ugeschnidde ginn, datt deelweis souguer vill Eenzelmoossname méi kloer definéiert goufen, datt anerer nach weider misste studéiert ginn, awer och

datt der souguer eng ganz Partie feelen, an net onbedéngt déi onwichtegst, oder se ganz vag gehale sinn.

An enger zweeter Approche vun dësem Pabeier, deen ech dann emol an e Gesamtkontext, an deen e schlussendlech gehéiert, setzen, ass meng Konklusioun an och déi vun der CSV-Fraktioun déi, datt dëse Projet an enger mëttelfristeger Perspektiv en eminent wichtege Complément zu anere wichtege rezente politeschen Deklaratiounen ass.

Wann ech dëse Plan national zesumme liese mat der Déclaration de politique générale vum Premier, der Déclaration vum Budgetsminister an de Realitéiten aus dem Inhalt vum Budget 2006, awer och mat der Regierungserklärung, dat Ganzt virun dem europäeschen Hannergrond vun de «grandes orientations de politique économique», de contraignanten Ufuerderunge vun dem Pacte de stabilité, deen elo och fir Lëtzebuerger Perspektiven Auswierkunge mat sech bréngt, awer och de Recommandatiounen iwwert d'Sozial- an d'Beschäftegungspolitik, wann ech also dee Plan national an deen dote Kontext setzen, wou en absolut higehéiert, dann ergëtt en eng ganz valabel a wichteg Zilsetzung fir d'Zukunft.

Vernetzt denken ass hei méi wéi jee noutwendeg. Aus deem Ganzen ass méi wéi kloer erauszeliesen, datt hei am Land d'Beem och net an den Himmel wuessen, datt eis Wirtschaft onbedéngt a séier en neien an zousätzlechen Opwand brauch, datt déi 10.100 Chômeuren, déi mer elo hunn, kloer drop hiweisen, datt am Sozialberäich zousätzlech an deelweis nei iwwerluecht muss ginn, an datt eis Wëssensgesellschaft onbedéngt zousätzlech gepusht gi muss.

Mir sinn deementspriechend alleguer gefuerdert duerch de Seriö vun der Problematik an der Noutwendegkeet, zukunftsträchteg an nohalteg Léisungen unzegoen. Alleguer, dat heescht: d'Politik, Regierung a Parlament, d'Sozialpartner, d'Société civile a schlussendlech jidder Eenzelnen. Verschidde méi kruzial Froen, déi elo net an dësem Pabeier stinn - ech géing soe mat Recht -, leien de Sozialpartner zurzäit als Diskussiounsthema vir. Si hunn eng besonnesch wichteg Roll am Kader vum Lëtzebuerger Modell ze spillen.

D'CSV begréisst de logeschen Opbau vun dem Plan national, deen ënner engem éischte Kapitel déi grouss wirtschaftlech Orientatiounen ënnerdeelt an eng makroekonomesch Approche a mikroekonomesch Reformvirschléi enthält. Dat zweet grousst Kapitel behandelt dann d'Richtlinnen iwwert d'Beschäftegung. Wéi ee roude Fuedem zitt sech duerch déi zwee Kapitelen den Nohaltegkeetsprinzip.

A menger weiderer Interventioun wäert ech elo net op sämtlech Lignes directrices an national Äntwerten agoen. Ech wäert mech op eng limitéiert Zuel vun Theme beschränken.

Ech schécken dann och emol gläich viraus, datt et gutt ass, datt déi dräi Pilieren - wirtschaftlech Impulser, sozial- an aarbechtspolitesch Orientéierungen an nohalteg Entwécklung - mateneen an dësem Plang behandelt ginn.

Eng modern sozial ausgeriichte Marktwirtschaft kënnt net méi derlaanscht och Ëmweltkritären, Energieversuergung an Nohaltegkeet an e mëttelfristeg orientéierten Entwécklungsplang mat anzebauen. Dat geschitt an dësem Plang.

De Constat, datt mer hei am Land wirtschaftlech a beschäftegungspolitesch eng ganz Rei vu Problemer hunn, deen ass gemaach, och wa verschidde Beruffsgruppen dat vläicht elo nach net esou empfannen oder ze spiere kréien. Eis Wirtschaft huet Problemer, net nëmme Konkurrenz- a Kompetitivitéitsproblemer an enger méi globaliséierter Welt, mä och Strukturproblemer, Diversifikatiounsproblemer, Kompetenz- an Innovatiounsproblemer - fir emol e puer Beispiller ze nennen, Problemer, déi sech elo erausschielen an déi, wa mer nach mëttelfristeg um Ball bleiwe wëllen, geléist musse ginn.

Et geet leschten Enns jo drëm, de Liewensniveau, dee mer elo gewinnt sinn, ze erhalen a wa méiglech an der globaliséierter Wirtschaft mëttelfristeg weiderzeschreiwen. D'konsequent Moderniséierung vum Land ass eng Noutwendegkeet ginn; eng Noutwendegkeet, déi eis alleguer concernéiert, eng Noutwendegkeet, déi et och mat sech bréngt, datt iwwer esou munches nei muss diskutéiert ginn.

D'CSV-Fraktioun weist drop hin, datt de wirtschaftleche Succès, dee mer bis elo kannt hu mat senge positiven Auswierkungen op eisen allgemenge Liewensstandard och e Succès ass vun dem Lëtzebuerger Sozialmodell. Esou munches konnt duerch Konsensus erreecht ginn, wat sech positiv op d'Wirtschaft an d'Beschäftegung ausgewierkt huet. De Lëtzebuerger Modell ass méi wéi jee gefuerdert a gëtt virun nei Feierprouwe gestallt, dat Ganzt an der Optik, mëttelfristeg souwuel d'Wirtschaft wéi och d'Beschäftegung ze konsolidéieren an auszebauen.

D'CSV huet Vertrauen an de Lëtzebuerger Modell, an de Premier wäert mat senge Ministerkolleeginnen a -kolleege mat vill Geschéck a Fangerspëtzegefill verschidde kruzial Themen, déi elo schonn ugeschnidde sinn, mat de Sozialpartner an der Tripartite op de Leescht huele missen. Dëst steet net esou kloer an eisem nationale Plang. Zwëschen den Zeile geet et awer kloer ervir.

Dir Dammen an Dir Hären, mat Recht geet aus dem Pabeier ervir, datt de Wuesstem d'Basis ass vun der Beschäftegung. Et gëtt nun eemol keng zousätzlech Aarbechtsplazen ouni zousätzleche Wuesstem. Wuesstem, Innovatioun a Vollbeschäftegung sinn net vuneneen ze trennen. Wann ee Wuesstem a Beschäftegung seet, da seet een och Betriber an et seet een och Stat. D'Betriber si gefuerdert, fir sech deem ëmmer nei a séier evaluéierende Maart unzepassen; dem Stat seng Roll ass et d'Ëmfeld fir d'Betriber esou ze gestalten, datt déi noutwendeg Upassungen un de Maart och kënne geschéien.

De Stat ass awer och gefuerdert säin Deel dozou bäizedroen, datt déi strukturell Upassung, d'Diversifizéierung also, méiglechst gutt geschéie kann - dat Ganzt net an der Optik vun der Wirtschaft als Selbstzweck, mä an der Optik vun dem Erhale a vum Ausbau vun der Beschäftegung an der Liewensqualitéit vun eiser Gesellschaft, mëttel- a laangfristeg gekuckt.

D'CSV-Fraktioun stellt fest, datt d'Äntwerten op de Lignes directrices an déi richteg Richtung ginn. Wou et also drop ukënnt, dat ass déi virgezeechent Richtlinne beschtméiglech an esou séier wéi méiglech um Terrain praktesch elo ëmzesetzen. Fir en nohaltege Wuesstem ze erreechen, ass d'Wirtschaftsstabilitéit eng makroekonomesch Viraussetzung. Dee relativ niddrege Verschëldungsprozentsaz am Budget ass hei dank enger virsiichteger an ëmsiichteger Finanz- a Budgetspolitik aus der Vergaangenheet e Virdeel.

Dat verhënnert allerdéngs net, datt mer och Budgetsproblemer fir déi kommend Joren hunn a ganz seriö Konsolidatiounsmesuren duerchgezu musse ginn; dat net nëmme beim Stat, mä och bei de Gemengen. Hei wäert et an deene kommende Joren net mat einfachem Gepléischters duergoen. Et geet och ëm Strukturelles. Ech verweisen an dësem Kontext och op deen elo ganz rezent erschingene Bericht zum Budget vun der Banque Centrale, déi Perspektive fir Lëtzebuerg opzeechent, déi absolut net roseg sinn.

D'Regierung huet och schonn duerch de Mond vum Premier a vum Budgetsminister erkläert, datt eng fundamental Reevaluatioun vun de Prioritéiten am Budget a vun der Ëmverdeelung vun de Budgetmëttel geschitt. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Vuen, déi noutwendeg sinn, fir déi strategesch Objektiver ze erreechen, déi mer als verantwortlech Politiker eis selwer setzen am Rumm vun enger mëttel- a laangfristeger Zilsetzung.

Als Viraussetzung fir Aarbechtsplazen ze schafen, gëllt et, kuerz- a mëttelfristeg de Fortbestand vun eiser Ekonomie an enger pondéréierter Budgetspolitik ze erhalen. D'Regierung huet an dësem Sënn wëlles bis Mëtt vum nächste Joer eng zesummenhängend Strategie auszeschaffen - dat geet aus dem Pabeier ervir -, fir de Fortbestand vun eisem Sécurité-sociale-s-System ze festegen, an deem dat Gläichgewiicht, dat mer elo tëschent de Generatiounen a mat de Generatiounen hunn, bestoe soll bleiwen.

De Premier huet jo an dësem Beräich schonn esou munch Pisten opgezeechent an ugesprach. Datt déi praktesch Ëmsetzung nach vill Kappzerbrieches a Verhandlung mat an zwëschent de Sozialpartner brénge wäert, dierft gewosst sinn. Mä hei muss all Partner seng Responsabilitéit iwwerhuelen, a wuel esou munches matbréngen.

Dobäi dierf net vergiess ginn, datt mer och hei am Land aarm Leit hunn; Leit, deenen et elo schonn net esou gutt geet; Leit, déi net konnten - aus welche Grënn och ëmmer - um Wuelstand deelhuelen. Hir Problemer verdéngen eis besonnesch Opmierksamkeet.

A senger Deklaratioun huet de Statsminister ënnerstrach, datt d'Parlament bei all deene wichtegen Diskussiounen an Initiative mat agebonne gëtt an deementspriechend mat an d'Verantwortung gesat gëtt. D'CSV-Fraktioun begréisst dat an ass och bereet, hiert dozou bäizedroen, datt dat Ganzt e Succès gëtt.

Am mikroekonomesche Beräich spillt den Objektiv Wëssensgesellschaft eng wichteg Roll. Mir hunn zurzäit net onbedéngt eng gutt Plaz am europäesche Kontext vun de sou genannte Recherche an Développement. Dat soll elo anescht ginn. Vun 1,8% vun dem Produit intérieur brut am Joer 2004 solle mer 2008 bei 2,4 an 2010 iwwer 3% leien, mat deene parallellen Auswierkungen op den Emploi. D'CSV begréisst net nëmmen déi virgeschloen Orientéierungen a Propositiounen, mä stellt och fest, datt de Budget fir d'Joer 2006 scho ganz konkret där virgeschloener Optik entgéintkënnt.

Recherche fondamentale oder Recherche appliquée - dat eent oder dat anert, oder awer dat eent an dat anert? Meng Fraktioun ass der Meenung, datt mer souwuel dat eent an dat anert maache sollen, datt mer awer dobäi déi richteg Akzenter setze mussen. Wou et eiser Meenung no drop ukënnt, dat ass, datt déi eenzel Chercheuren, ob an öffentlechen oder a private Centres de recherche et de développement net niewenteneen, mä matenee schaffen. Vernetzt Denken a Schaffen an eng zilstrebeg Koordinatioun vun deenen eenzelne Kräfte sinn hei noutwendeg. Der Uni Lëtzebuerg dierft an dësem Kontext ganz besonnesch eng wichteg Aufgab zoufalen.

D'Recherche- a Wëssensgesellschaft ass net de l'art pour l'art. D'Resultat muss sech och um Terrain erëmfannen, dat heescht an der Beschäftegung och ausserhalb vun de Centre bei de Betriber an der Innovatioun.

De Plan national dréit dann och der Förderung vun der Innovatioun an all hire Forme Rechnung. D'Regierung ass gewëllt d'Innovatiounseffortë vun de Betriber, ob nei oder bestoend, besonnesch ze ënnerstëtzen. Op dës Manéier kënne munch nei Aarbechtsplaze geschafen oder awer, an dat ass wuel esou wichteg, bestoend Aarbechtsplaze konsolidéiert an erhale ginn.

An Aussiicht gestallt gëtt dann och d'Ausaarbechtung an d'Realisatioun vun engem besonnesche pluriannuellen nationale Plang fir d'Innovatioun an d'Grënnung vun Entreprisen. An dësem Zesummenhang soll dann och d'Zesummenaarbecht vun de Betriber an Etablissementer, déi an der Recherche aktiv sinn, souwuel hei am Land wéi awer och grenziwwerschreidend, renforcéiert ginn.

Der Förderung an der Kreatioun an dem Developpement vun neie Betriber gëtt am Plang eng ganz Ribambelle Mesuren zougesprach an en huet eng besonnesch Bedeitung kritt. Dat ass och gutt esou, mä déi traditionell a bestoend Betriber, déi dierfen net ze kuerz kommen. Och hiert Ëmfeld muss et hinnen erlaben, sech weider unzepassen un déi ëmmer erëm nei Ufuerderunge vum Maart. Dat net zulescht och am Interessi vun hire Mataarbechter an de Beschäftegten am Allgemengen. Et si jo besonnesch si, déi zu deem héije Stand vun der Beschäftegung hei am Land bäigedroen hunn.

Wann eis exposéiert Wirtschaftsleit esou gären eist Land am Ausland als dat Land vun de kuerze Verwaltungsweeër verkafen, an dat och eventuell nach bei nei ugelackelten auslännesche Betriber muer wouer maachen, sou ginn ech awer ze bedenken, datt fir déi bestoend alagesiesse Lëtzebuerger Betriber dat meeschtens net de Fall ass.

An hei geet et ëm d'Masse vun de Betriber, haaptsächlech ëm déi Mëttel- a Klengbetriber, déi de Gros vun eise Salariéen ausmaachen, déi awer nach e ganz grousse Potenzial vu Wuesstum hunn, deen de Moment einfach broochläit, well fir si d'Weeër einfach net kuerz sinn. Well trotz alle politesche Verspriechen, Verwaltungs- a gesetzlech oder reglementaresch Hürden einfach net méi an deenen normalen Délaie kënnen iwwerwonne ginn.

Si mir eis also richteg bewosst, datt mir "made in Luxembourg" d'Kreatioun vun enger ganzer Mass vun Aarbechtsplazen einfach virun eis erausdrécken, wann net souguer verhënneren? Ech hunn näischt dergéint, datt ee sech bei auslännesche Betriber, déi op Lëtzebuerg komme sollen, an déi eng Dosen oder e puer Dose Leit beschäftegen, domat ka bretzen.

Mä ech hätt awer eppes dergéint, wa mer der Problematik vun deene laangen an deelweis onméigleche Weeër fir déi bestoend Betriber mat hirer Auswierkung op de Beschäftegungsmaart net dee Stellewäert géife bäimoossen, deen dee verdéngt. Dës Problematik ass och eng fir d'Zukunft. D'Erhalen an den Ausbau vun de Betriber kënnt vläicht an der Prosa vun dem Plan national net esou direkt genuch zum Virschäin, muss awer um Terrain konkret ugepaakt ginn. D'CSV ass sech dëser Problematik voll bewosst a wäert sech och fir dës net onwesentlech Erausfuerderung asetzen.

Eng méi breet Diffusioun vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ënnerschreiwe mer och voll mat. D'Grënnung vu LuxTrust dierft d'Viraussetzung fir d'Signature électronique an domat och fir den Developpement vun dem e-Commerce liwweren.

Ambitiéis, awer gutt, ass sonder Zweifel dat gesatent Zil, aus Lëtzebuerg eng Virzugsplaz fir d'Uwendung vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië fir Betriber an och fir Privatleit ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ausgehend dovun, datt hei zu Lëtzebuerg d'Industrie d'Grondlag vun der wirtschaftlecher Entwécklung, an domat och der Sozialentwécklung war, gëtt festgestallt, datt déi traditionell industriell Basis am relative Verglach staark zu Gonschte vun de Servicer zréckgaangen ass. D'Presenz vun enger effizienter konkurrenzfäeger Industrie ass a bleift och fir d'Zukunft virrangeg.

D'Regierung favoriséiert an dësem Beräich eng Partie Virschléi, déi dann an de Lignes directrices heeschen: «une meilleure connaissance de la compétitivité», «un renforcement de la société de connaissance», mä dann awer och méi konkret, «un marché de travail plus flexible réagissant plus facilement aux sollicitations des entreprises» an «un climat favorisant la compétitivité des entreprises via la réduction de la charge administrative globale». An dësen zwee leschte Punkte läit och esou munche Sprengstoff dran an iwwert d'Detailer wäert nach verschiddentlech vill ze schwätze sinn. Och hei musse mer nom Lëtzebuerger Modell Konsensusse sichen a fannen.

Méi wéi jee gëllt et an den Ae vun der CSV-Fraktioun déi Konkurrenzavantagen, déi mer nach hunn, ze consolidéieren an auszebauen. Do geet et ëm d'Längt vun den administrativen Décisiounsweeër, ëm Loun- a Lounniewekäschten, ëm Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit, d'Rationalisierung vun der Verwaltungsaarbecht.

Et geet awer och ëm Landesplanung an Implantatioun vu Betriber. Wou sollen déi nei Betriber ugesidelt ginn? De Plan sectoriel «Zones d'activités» wäert eng besonnesch Bedeitung am Landesplanungsëmfeld kréien, woubäi d'Ëmwelt an de Kyoto-Accord mat an d'Iwwerleeungen erafléisse mussen, d'Energieversuergung geséchert ass an zu kompetitive Präisser ka bezu ginn. An dësem Beräich geet et och ëm d'Entwécklung vun neien an erneierbaren Energien. Alles Elementer, déi méi einfach gesot wéi gemaach sinn. D'CSV ass sech dëser Problematik voll bewosst a wäert och op dësem Gebitt hire konstruktive Bäitrag bréngen.

D'Problematik vun der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktive gëtt am Kader vun dem Marché intérieur beliicht. Datt mir hei zu Lëtzebuerg e substanzielle Retard bei der Ëmsetzung hunn, läit op der Hand. An datt hei eppes geschéie muss, ass evident. Eis Fraktioun begréisst besonnesch déi Ausso am Plan national, datt soll verhënnert ginn, zousätzlech zu de Virschréfte vun den europäeschen Direktiven nach weider national Contraintë matanzebannen. Duerch eng däraarteg Praxis maache mer et eisen eegene Betriber méi schwéier, an d'Konkurrenzverhältnis zu anere Länner gëtt gestéiert. D'Analys ex ante vun de Propositions de directives duerch d'Parlament kéint am Virfeld och esou munches verhënneren, à condition datt d'Parlament sech och déi néideg Viraussetzunge gëtt fir dat ze maachen, wat guer net esou einfach dierft sinn.

An dem Produit national brut (PNB) an an der Beschäftegung kënnt de Servicer eng besonnesch Bedeitung zou. Mir begréissen et, datt d'Regierung gewëllt ass, e richtege Bannemaart fir d'Servicer ze ënnerstëtzen, woubäi de Lëtzebuerger Modell erhale bleiwe muss. Wa Lëtzebuerg sech och fir de Prinzip vum Pays d'origine ausdréckt, esou dierf dëse Prinzip sech net op d'Aarbechtsrecht bezéien. Fir d'Aarbechtsrecht muss déi national Lëtzebuerger Gesetzgebung bestoe bleiwen.

Dir Dammen an Hären, och an der Zäit vun der Globalisatioun vun der Wirtschaft, dem neien Elan bei der Industrie, der Consolidéierung an dem Ausbau vum Secteur vun de Servicer, spillen déi Kleng- a Mët-

telbetriber weider eng bedeitend Roll. Dat ass net nëmme wouer fir d'Formatioun vun eiser Jugend, woubäi et sech iwwregens ëmmer méi erausstellt, datt den duale Formatiounssystem, dee mer haut hunn, ganz wichteg ass, well eben d'Jugend dee Moment schonn eng Praxis aus dem Betrib mat erabréngt wa si Plaze sicht. Dat ass haaptsächlech wouer um Plang vun der Beschäftegung.

Ausser deene Virschléi, déi mer am Plan national erëmfannen, an dat queesch duerch eng Rei vu Lignes directrices, besteet och nach e Programm, deen am Mëttelstandsministère ausgeschafft ginn ass. Dës Punkte sinn alleguer wichteg, an zwar besonnesch: d'Vereinfachung vun den administrative Contrainten an d'Vernetzung téschent eenzelne Verwaltungen; d'Stimulatioun vun dem Entrepreneursgeescht; weider geziilte Finanzementsméiglechkeeten; d'Ënnerstëtzung beim Premier établissement; genuch Déchargen oder Förderung an Ausbau vun de Betriber, wou elo d'Loi cadre jo schonn haut eng wichteg Roll spillt.

Mä och hei geet et net mat Programmer a Leitlinnen duer. Um Terrain muss nach munches nogeholl ginn, fir datt d'PME och weider déi Roll spille kënnen, déi hinnen zousteet. Ech hu mer alt schonn iwwerluecht, datt, wann een duerch ganz geziilte Mesuren um soziale Plang et géing fäerdeg bréngen, datt déi Kleng- a Mëttelbetriber zousätzlech Leit géingen astellen, déi elo am Chômage sinn, da kéint een domat méiglecherweis verschidden Zilgruppe vum Chômage besser a méi produktiv an de Grëff kréien. Affaire à suivre.

Vläicht ass et och esou, datt bestehend Mesuren, déi schonn hir Effikassitéit hunn, dobausse bei de Betriber net genügend bekannt gi sinn. Do, mengen ech och, wär e klengen Nachholbedarf vun Informatioun.

Lëtzebuerg an Europa heescht awer och Lëtzebuerg un Europa esou ubannen am bildleche Sënn, datt Europa net laanscht Lëtzebuerg fiert. Eng Prioritéit besteet ouni Zweifel doran, datt eis grenziwwerschreidend Infrastrukturen un déi europäesch Infrastrukturen ugebonne sinn a ginn. Dat gëllt fir d'Eisebunn, y compris TGV, dat gëllt fir d'Stroossennetz, dat gëllt och fir eise Flughafen.

Bestëmmt kaschten déi Prioritéiten eng Staang Geld, mä si sinn an eisen Aen noutwendeg, wa mer bildlech gesinn den Zuch net verpasse wëllen. Si sinn och dringend, an den IVL spillt och hei eng ganz substanziell Roll. De politeschen Débat wäert an dëser Matière an Zukunft bestëmmt méi interessant ginn. D'Eisebunnstripartite gëtt eis elo schonn e klenge Virgeschmaach.

Op dem Plang vun den Infrastrukture maache sech awer och nei an zousätzlech Opportunitéiten op. Doduerch, datt eist Land zentral läit, kënnen duerch d'Zesummespill vun dëse verschiddenen Transportméiglechkeete Logistikservicer a gréisserem Mooss hei Fouss faassen, wat sech dann och positiv op d'Beschäftegungspolitik auswierkt.

Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi verschidde Lignes directrices, déi mer eis am nationale Plang ginn, an an deene Schwéierpunkten, déi ech elo ugeschnidden hunn, leeft kloer wéi e roude Fuedem de Problem vun der Beschäftegung mat derduerch. Dat ass esou gewollt. Iwwert d'Beschäftegung an de Chômage ass hei an der Chamber viru kuerzem, Enn Mee, en Débat de consultation geféiert ginn. An dësem sinn eng ganz Rei Iwwerleeungen a Suggestioune gemaach ginn, déi zesummegefaasst an enger Motioun vum Marcel Glesener déposéiert goufen. D'Propositioune vun der Motioun fanne mer och am Plan national erëm.

Et ass onëmgänglech, d'Beschäftegungspolitik an enger globaler Approche unzegoen. Dës Approche muss déi verschidden Acteuren, déi an d'Beschäftegungsproblematik agebonne sinn, mat an d'Verantwortung zéien. D'Beschäftegungspolitik concernéiert souwuel d'Wirtschafts- wéi d'Mëttelstandspolitik, d'Erzéiungs-, d'Ausbildungs- an d'Weiderbildungspolitik wéi och d'Familljen- an d'Fraepolitik.

Mat Recht weist d'Commission du Travail et de l'Emploi vun der Chamber drop hin, datt, wéi vu Bréissel eis virgeschloen, nei Weeër mussen ageschloe ginn. Wann an der Vergaangenheet den Akzent vun der Beschäftegungspolitik doranner louch, de Chômage ze bekämpfen, esou soll an Zukunft de Schwéierpunkt méi dorop geluecht ginn, de Chômage ze verhidden. D'CSV ënnerstëtzt déi um Plan national festgehale Vuen. D'Vollbeschäftegung usteieren ass dat gesatent Zil. Dat heescht och d'Qualitéit an d'Produktivitéit vun der Aarbecht verbesseren.

Den Aarbechtsprogramm „Éducation et Formation 2010", ausgeschafft vun deene fir d'Educatioun an d'Formatioun zoustännege Ministèren, proposéiert eng Strategie an en Ensembel vu Mesuren, déi ëmgesat solle ginn. Den Investissement an d'Mënschen, an d'Aarbechtskraaft ass a bleift e wesentleche Schwéierpunkt fir eng kompetitiv Wirtschaft ze entwéckelen a fir d'sozial Kohesioun ze erhalen.

D'Inadéquatioun zwëschent der Offer an der Demande op eisem Aarbechtsmaart bréngt et mat sech, datt trotz deene villen zousätzlechen Aarbechtsplazen, déi geschaaft goufen, mer fir Lëtzebuerger Verhältnisser vill ze vill Leit hunn, déi eng Plaz sichen. Fir deem entgéintzewierken, gëllt et méi wéi jee an d'Ausbildung an an d'Weiderbildung ze investéieren, och hei nei Pisten opzezeechnen a se un déi effektiv Besoine vun de Betriber beschtméiglech unzepassen.

D'Approche globale an der Beschäftegungspolitik begräift dann awer och, niewent den Aspekter Education, Formation, Formation continue, déi vun der Conciliatioun zwëschen Aarbecht a Familljeliewen, déi vun der Sécherheet an der Gesondheet an déi vun den aarbechtsrechtleche Bedingungen en général.

Déi an de Plans d'action nationaux en faveur de l'emploi en matière de qualité et de productivité du travail et en matière de cohésion sociale proposéiert Initiative gi fortgesat, woubäi awer och déi bestehend Mesuren, d'Mesures de réinsertion, enger Analys op hir Effikassitéit ënnerzu ginn.

All Chômeur ass e Chômeur ze vill.

D'Aféierung vun engem System vu Maisons relais, also Strukturen, déi d'Kanner vu schaffenden Elteren och no der normaler Schoulzäit betreie wäerten, ass eng noutwendeg Viraussetzung, besonnesch wa méi Fraen um Aarbechtsprozess sollen deelhuelen. Och de Wee zréck an d'Beruffswelt kënnt ëmmer manner laanscht eng adequat Formatioun a Weiderbildung.

Weider ass et an eisen Aen un der Zäit, am Beräich vun eisem Sozialversécherungssystem deene Persounen, déi aus familiäre Grënn net oder net laang genuch schaffe gaange sinn, well se sech ëm hir Kanner gekëmmert hunn, eege Pensiounsrechter ze ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Eng Modernisatioun vun eisem Sozialversécherungssystem implizéiert och de Splitting vun de Pensiounsrechter am Kader vun enger Scheedung a méi wäit gekuckt d'Individualisatioun vun dëse Rechter.

Gläiche Loun bei gläicher Aarbecht fir Mann a Fra muss do, wou en nach net besteet, eng Realitéit ginn. Am Beräich vun der Vermëttlung vun den Aarbechtskräfte spillt d'ADEM haut schonn eng ganz wichteg Roll, dat och bei deenen eenzelne Mesuren, fir d'Leit an den Aarbechtsprozess eran- oder erëm eranzeféieren. Och hei sinn zousätzlech Initiativen erfuerdert, fir datt d'Administratioun mat där néideger Dynamik an Effikassitéit op hir nei an och al Missioun reagéiere kann.

Méi Flexibilitéit awer och méi nei Aarbechtsformen, wéi zum Beispill den Télétravail, e System vun „compte épargne temps", an dann och den Travail volontaire à temps partiel sinn unzepaken, woubäi eng Précarisatioun vun den Aarbechtsplaze soll vermidde ginn.

Och dierft de Sozialpartner an der Rumm vun de Kollektivvertragsverhandlungen e gréissert Diskussiounsfeld opgoen iwwer spezifesch Secteur- oder Betribsaspekter am Beräich vun der Organisatioun vun der Aarbecht an der beschtméiglecher Ofsécherung vun der Aarbecht an der Formation permanente.

Fir ofzeschléisse géif ech soen: Il y a du pain sur la planche. Mir sti mat an der Verantwortung. Loosse mer zesummen déi spannend, awer ongeheier wichteg Problematiken ugoen a kuerz- a mëttelfristeg déi Léisunge mathëllefe sichen a realiséieren, déi nun emol noutwendeg sinn, fir datt mer och muer eisem Land a sengen Awunner déi Gesellschaftsform an dee Liewensstandard, dee mer eis wënschen, erhalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Prozess vu Lissabon definéiert eng ganz Rei vu ganz ambitiéisen Objektiver, en huet eng ganz ambitiéis Zilsetzung. Am Zentrum dovunner steet nämlech d'Ekonomie, déi europäesch Ekonomie, fir eng Ekonomie vun der Wëssenschaft dorauser ze maachen, an dat gläichzäiteg déi kompetitiivst vun der Welt, an dat bis nëmmen 2010.

Dat ass net einfach, dat rësele mer net aus dem Aarm, obschonn een et vläicht hätt kënne mengen. A ville Länner ass dat wahrscheinlech och gemengt ginn, well mir hunn d'lescht Joer festgestallt, datt nach net vill an deenen allermeeschte Länner an där dote Richtung geschitt ass bis ewell. Duerfir ass gesot ginn: Ma elo soll emol all Land fir sech selwer eng Strategie développéieren an déi op europäeschem Niveau dann zesummeféieren, fir datt mer ukommen, fir datt jiddereen, do wou hie Verantwortung dréit a sengem Land, seng Hausaufgabe ka maachen.

Dat ass wichteg, well wa mer et net fäerdeg bréngen, méi kompetitiv ze ginn an Europa an net nëmmen hei am Land, mä a ganz Europa, da kënne mer mat Sécherheet och net deen europäesche Modell, dee jo oft a Kontrast gesat gëtt zu engem amerikanesche Modell oder zu engem asiatesche Modell, ofséchere fir d'Zukunft; wéi gesot, wa mer et net fäerdeg bréngen, op wirtschaftlechem Plang eis Stäerkt ze verteidegen, eis Stäerkt auszebaue fir d'Zukunft, fir déi nächst Joren a Jorzéngten. An duerfir musse mer och hei am Land eis Hausaufgabe maachen, eise Bäitrag dozou bréngen. Wann net jiddereen dat op senger Plaz mécht, da kann dee groussen Exercice do net réusséieren.

D'Fro stellt sech also: Wat fir eng Strategie gi mir eis hei zu Lëtzebuerg, fir dat Zil do ze erreechen? A wa mer kucken, wat fir eng Strategie mer brauchen, musse mer fir d'éischt kucken: Wat sinn dann elo déi grouss Erausfuerderungen? Wéi kréie mer Lëtzebuerg, wéi kréie mer Europa méi kompetitiv gemaach? Wéi kréie mer Europa op déi grouss Erausfuerderunge vun der Wëssensgesellschaft ausgeriicht? Wat sinn déi Erausfuerderungen?

Nun, mir sinn haut an enger globaler Konkurrenz, wou ronderëm d'Welt jidderee mat jidderengem ëmmer méi a Konkurrenz kënnt. Mondialiséierung, Globaliséierung, dat sinn déi Schlagwierder, déi mer net nëmmen an der Politik, mä och an der ekonomescher Diskussioun an an der sozialer Diskussioun ëmmer erëm méi oft héieren.

De Risiko vun Délocalisatiounen ass eppes, dat mer kennen; dat ass eppes, wat eis Suerge mécht; dat ass eppes, wat de Leit hei am Land an op villen anere Plaze Suerge mécht.

Ech wëll just nach eng Kéier un déi Debatten erënneren, déi mer gefouert hunn, an déi Diskussioun, déi mer mat de Leit och hei am Land haten, iwwert de Referendum fir eng gemeinsam Europäesch Verfassung. A wa mer et virdrun nach net woussten, dann hu mer do gemierkt, datt dat eng vun den zentrale Suergen ass vun de Leit.

Mir sinn haut a méi enger grousser Europäescher Unioun, wou dee Prozess vläicht nach net zu Enn komm ass, déi och vläicht muer nach eng Kéier méi grouss gëtt, wou de Bannemaart dann och all Kéiers méi grouss gëtt, wou d'Konkurrenz méi grouss gëtt, wou och nei Länner bäikommen, déi nei Philosophië mat erabrénge wat zum Beispill hir Steiersystemer ubelaangt, an dat och eis all Kéiers erëm virun nei Erausfuerderunge stellt.

D'Informatiounsgesellschaft ass jo eigentlech schonn eng Realitéit ginn. Mir liewen domadder. Mir hunn eis domadder offonnt. Mir wëssen awer, datt net jiddere sech bis ewell domadder offonnt huet, a mir musse kucken, datt jiddereen un där Informatiounsgesellschaft do kann deelhuelen. A wa mer haut vun neien Technologië schwätzen, da menge mer net nëmmen d'Informatiounstechnologien, mä da menge mer och eng Gentechnologie, da menge mer eng Nanotechnologie an alles dat, wou ebe grad haut an de Fuerschungslaboe queesch ronderëm d'Welt, net nëmmen hei, mä queesch ronderëm d'Welt gefuerscht gëtt a wou nei…

(Interruption)

M. le Président.- Entschëllegt, Här Minister, mir verstinn Iech hei uewen net. Dir musst Äre Mikro umaachen.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Den Här Minister huet mech invitéiert an de Centre de recherche public Gabriel Lippmann ze kommen, fir mech iwwert d'Nanotechnologie ze informéieren.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Voilà! Fir datt Der gesitt, wat zu Lëtzebuerg geschitt.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech hunn emol nach net gesot, datt dat net géing zu Lëtzebuerg geschéien. Ech hu just gesot, datt mer eben och doriwwer missten diskutéieren, wa mer iwwer nei Technologië schwätzen, datt dat net nëmmen Informatiounstechnologië wieren, datt dat och Nanotechnologie ka sinn, datt dat Gentechnologie ka sinn. An datt mir jo net eleng dorunner fuerschen an do an deem Domän aktiv sinn, ech mengen dat wësse mer jo och.

Mir musse kucke wien déi Haaptacteuren op der Weltbühn sinn. Dat ass net nëmmen Europa, dat ass och net nëmmen Amerika, dat ass muer China an Indien. Länner, déi mer virun e puer Joer nach guer net op eiser Rechnung haten, wa mer vu Konkurrente geschwat hunn. Länner, déi virun e puer Joer vläicht eis just emol lues a lues bekannt gi sinn, well se Bëllegproduiten hei um europäesche Marché probéiert hunn ofzesetzen, mä Länner, déi haut eben net nëmme méi als Client fir déi europäesch Produiten optrieden, Länner, déi lues a lues ëmmer méi selwer ekonomesch Aktivitéiten, am Ufank oft an Zesummenaarbecht mat den europäeschen Entreprisen, bei sech développéieren, doduerjer den Transfert vum Know-how garantéieren a lues a lues dann awer och dozou iwwerginn, am Fuerschungsberäich, am Developpement vun neie Produite méi wäit ze goen a wierklech och den europäeschen Entreprisë Konkurrenz ze maachen, a wou mer wierklech riskéieren, vun deem engen oder aneren ofgehaangen ze ginn. Och dat ass eng Realitéit, déi mer mussen am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie wëlle schwätzen.

Duerfir ass et eben och wichteg, datt mer op Innovatioun setzen. Duerfir ass et wichteg, datt mer op nei Produite setzen, well wa mer mengen, datt mer, just andeems mer eis al, eis bestoend Stäerkte géinge weider verteidegen, kéinten eppes fir d'Zukunft maachen, da fäerten ech, da si mer schif gewéckelt.

Nu stellt sech d'Fro, ob dee „Plan national pour l'innovation et le plein emploi", wéi en heescht, all deenen doten Défië Rechnung dréit. An ech fäerten en dréit hinnen net alleguerte Rechnung. Eng Rei vun deenen Erausfuerderungen, déi ech opgezielt hunn, sinn emol knapps erwähnt an deem doten Dokument, an eigentlech ass dat Dokument och net vill méi wéi eng Zesummestellung, e Potpourri vun Iddien, déi am Laf vun deene leschte Joren hei an op anere Plaze scho genannt gi sinn.

Et fënnt ee ganz vill dorauser aus dem Regierungsprogramm 2004. Et fënnt ee ganz vill aus der Deklaratioun vum Premier Jean-Claude Juncker iwwert d'Prioritéite vun der Regierung. Et fënnt een och déi eng oder aner Iwwerleeung, déi scho bei der Presentatioun vum Budget mat ugekënnegt ginn ass. Et fënnt een do Iwwerleeungen, déi op Patronatssäit, déi op Gewerkschaftssäit gefuerdert gi sinn am Laf vun deene leschte Méint. Et fënnt een Iwwerleeungen dran, déi aus Ëmweltkreesser stamen.

Et ass eigentlech e Sammelsurium vun all deenen doten Iwwerleeungen, mä leider ass et eben och oft net méi bliwwe wéi eng onverbindlech Absichtserklärung. Et ass dat, wat ee kann en Orakel vun Delphi nennen, wou jiddereen e bësse vu sech selwer dran erëmfënnt, wou jiddereen dat dra liese kann, wat hien ebe grad dra liese wëllt.

An et mierkt een, datt eigentlech net den Exercice gemaach ginn ass, fir da wierklech eng kloer Strategie ze entwéckelen, fir wierklech och dann Décisiounen ze huelen, wou deen een an deen anere sech hei am Land net eens sinn, wou d'Regierung hätt kënne soen: Ma kommt, elo gi mer an déi dote Richtung. Neen, et sinn einfach déi eenzel Iddien, déi heiansdo contradictoire sinn, beienee geschriwwe ginn, an et stellt ee fest, datt mer net de Courage haten, an dësem Plan national eis selwer a Fro ze stellen, datt mer ganz oft eben net de Courage haten, déi ausgetrëppelt Weeër ze verloossen.

Wa mer vun der Kompetitivitéit vun eisen Entreprisë schwätzen, da maache mer dat jo, well d'Wirtschaft kee Selbstzweck ass, da maache mer dat, well mer duerch eis Entreprisen alleguerten eist Brout verdéngen, da maache mer dat, well mer duerch kompetitiv En-

treprisen eise Sozialstat kënnen och an Zukunft finanzéieren, an da si mer ganz schnell bei der sozialer Sécherheet.

Den Zesummenhang tëschent Kompetitivitéit vun den Entreprisen a sozialer Sécherheet ass jo haaptsächlech doduerjer ginn, datt mer hei am Land duerch niddreg Lounniewekäschten et bis ewell fäerdeg bruecht hunn, ganz vill Leit an Aarbecht ze halen, ganz vill Aarbechtsplazen och ze schafen, eise Betriber eben net Schwieregkeeten ze maachen, iwwermoosseg finanziell Belaaschtungen opzebürden, wa se Aarbechtsplaze schafen. Also muss dat, mengen ech, och an Zukunft eent vun eisen Haaptziler bleiwen.

Da musse mer awer kucke wéi mer dat dote kënne realiséieren. Da musse mer kucken a wat fir engen Entwécklunge mer eis dra befannen. Da wësse mer, datt, wa mer zum Beispill vun de Rente schwätzen, mer an deem aktuelle System dat vläicht net fir déi nächst an déi iwwernächst Generatioune kënne garantéieren, datt mer eis d'Fro stelle mussen, wéi mer net nëmmen héich a gutt Rente kënne garantéieren, mä wéi mer och sécher Rente kënne garantéiere fir déi jonk Leit vun haut, fir déi kommend Generatiounen.

Déi Rentemauer, déi jo ganz oft hei am Haus an op anere Plazen, notamment och an deene vergaangene Joren - a leschter Zäit zwar manner - vum Premier Jean-Claude Juncker, genannt ginn ass, déi Rentemauer, wa se dann existéiert, däerf net méi no réckelen, mä mir musse kucke se duerch geschéckt Mesuren, duerch Adaptatioune vun eisem System méi wäit ewech ze réckelen.

D'Demokratesch Partei - ech brauch Iech et net an Erënnerung ze ruffen - huet scho viru Joren Iwwerleeungen dozou ugestrengt, Propositioune gemaach. Eis Iwwerleeunge ginn haaptsächlech an déi Richtung, fir den zweeten an drëtte Pilier auszebauen, datt mer grad méi immun gi géint déi demographesch Entwécklungen, déi mer hei am Land an op anere Plaze kennen. Datt eben och eng Generatioun, zum Deel op jidde Fall, fir sech selwer herno kann uspueren, datt mer net drop ugewise sinn, datt mer bis an all Éiwegkeet ëmmer erëm dee Wuesstem vun Aarbechtsplazen an domadder vu Leit, déi contribuéieren, och hei am Land musse sécherstellen, well dat eben net ka séchergestallt ginn, virun allem net an Zäitraim, déi Generatiounen ëmfaassen.

Mir sollen éierlech mat deene jonke Leit sinn, mir sollen hinnen haut och scho soen, datt, fir e Stéck méi Ofsécherung am Alter ze hunn, et haut vläicht de richtege Wee ass, e Stéck méi Eegevirsuerg, e Stéck méi Participatioun direkt mat virzegesinn.

Wa mer da bei deenen Diskussiounen a bei deene Sujete sinn, déi mer déi lescht Wochen hei an op anere Plazen diskutéiert hunn, wou jo ganz oft och d'Rentereserve viséiert gi sinn, fir de Budget an den Equiliber ze bréngen, fir aktiv Politik nach kënnen ze maachen, well do et jo schéngt esou ze sinn, datt d'Leit déi Suen, déi jo zwar net do leien, mä et gëtt oft esou duergestallt wéi wa se do géinge leien, datt d'Leit se net wëllen do leie loossen an domadder wëlle Politik maachen.

Mir mussen awer wëssen, datt dat ebe grad d'Sécherheet ass fir d'Zukunft, datt dat grad eng Viraussetzung ass, datt déi Rentemauer eben net an zéng Joer kënnt, mä datt se vläicht eréischt an 20, an 30 oder a 40 Joer kënnt, an datt dat eben och eng Viraussetzung ass, datt mer déi Rentereserven do net touchéiere ginn, fir ebe mëttel- a laangfristeg kënnen niddreg Sozialbäiträg hei am Land ze garantéieren, wat eben e Kärelement vun eiser Wettbewerbsfäegkeet ass.

Datt mer gemeinsam Ustrengunge musse maachen, wat d'Gesondheetsversuergung an och de Finanzement vun der Gesondheetsversuergung ubelaangt, brauch ech hei net ze rappeléieren, grad nodeem gëschter d'Generalversammlung vun der Krankekeesenunioun do eng Décisioun geholl huet. Mir mussen dat Spuerpotenzial, dat nach an deem Secteur besteet, ausnotzen. Mir mussen Abusen ofschafen. Duerfir ass et wichteg, datt déi Mesuren, déi ënnert der leschter Regierung - ënnert dem Gesondheetsminister Carlo Wagner - an d'Weeër geleet gi sinn, eben och an dëser Regierung weidergefouert ginn. An dee Wee musse mer ganz geziilt weidergoen.

Mir mussen awer och an deem Domän e bësse méi wäit denken. Mir mussen och do kucken: Wat fir e Gesondheetssystem brauche mer an zéng Joer? Wat fir eent brauche mer an 20 Joer? Wat kann d'Groussregioun dozou bäidroen, datt mer och nach an der Groussregioun Synergië fannen? Wat fir eng konkret Preventiounsmooss-name musse mer dann op där enger Säit finanzéiere fir ebe mëttelfristeg och kënnen anzespuere wat herno bei der Krankheetsbekämpfung géing ufalen? Wat fir en Dépistage brauche mer vu Krankheeten? An esou weider. Ouni Fuerschung si mer net innovativ. Do si mer eis alleguerten eens. Mir als Demokratesch Partei kënnen dat mat béiden Hänn ënnerschreiwen.

Fuerschung ass allerdéngs e ganz vasten Domän. Wa mer eis dann elo op déi europäesch Ziler konzentréiere fir ze soen, datt mer mëttelfristeg 1% vum PIB, öffentlech Ausgaben, am Fuerschungsdomän brauchen, dann, mengen ech, geet dat net duer. Da musse mer eis gläichzäiteg froen: A wat fir engem Domän wëlle mer fuerschen? Wat fir eng Fuerschung wëlle mer iwwerhaapt hei am Land ënnerstëtzen?

Mir als Demokratesch Partei wëllen eis do op d'Betribsnofuerschung konzentréieren. Mir wëllen eng Fuerschung hei am Land, déi konkret uwendbar ass. Mir wëllen eng Fuerschung a Koordinatioun mat der Ekonomie, mat de Betriber. Well et geet net duer, datt mer hei am Land eis Dépensen am Fuerschungssecteur eropsetzen, fir en europäescht Zil oder en Zil, dat mer eis dann elo selwer ginn hunn, ze erreechen. Mir musse kucken, datt eben herno och déi Resultater hei am Land kënnen ugewannt ginn, fir datt mer dat eigentlecht Zil, dat do derhannert stécht, erreechen, nämlech nei Produiten hei am Land kënnen ze entwéckelen, ze produzéieren, ze vermaarten an domadder laangfristeg Aarbechtsplazen hei am Land opbauen ze kënnen.

Mir wären eigentlech och mat 1/2% Ausgaben an déi öffentlech Fuerschung vum PIB zefridden, wa mer domat eben d'Produiten, déi herno hei géinge produzéiert ginn, nei kéinten entwéckelen an Aarbechtsplazen hei am Land géinge schafen, wéi datt mer just eenzeg an eleng en Zil vun 1% ustriewen.

Et ass gesot ginn, mir hu vill Acteuren. De Fuerschungsminister huet der och dovunner zitéiert, déi hei am Land an der öffentlecher Fuerschung täteg sinn. Et sinn dat eng ganz Rei vu Centre-de-recherchen: D'Universitéit, de Fonds national pour la recherche existéiert, an d'Uni Lëtzebuerg kënnt do derbäi. Mir liesen am Plan national, datt eng Koordinatioun do noutwendeg ass. Elo freet ee sech: Geet eng Koordinatioun do duer? Oder: Wéi enk muss déi Koordinatioun sinn? A misste mer do awer net eng Kéier iwwerleeën, ob déi vill Acteuren, déi an deem Domän an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg täteg sinn, ob dat rationell geschafft ass, ob mer net wierklech misste kucken de ganze Fuerschungssecteur hei am Land nei opzestellen an nei ze strukturéieren.

Wa mer d'Fuerschung wëllen ënnerstëtzen, da geet dat mat Sécherheet net nëmmen iwwert déi öffentlech Moyenen, déi mer doranner investéieren. Et ass jo och hei am Land esou, datt de Privatsecteur däitlech méi an d'Fuerschung investéiert, wéi dat den öffentleche Secteur momentan mécht. An dat soll, mengen ech, och esou bleiwen. Et wär gutt wann et esou géif bleiwen, mä et geet net nëmmen iwwert d'Gelder, déi zur Verfügung gestallt ginn. Et geet och ëm de legale Kader, deen da besteet. Fuerschungsinstituter an Entreprisen, déi hei wëlle Fuerschung bedreiwen, déi musse wësse wat se hei am Land däerfen, wat se net däerfen a wat se och muer nach däerfen an net däerfen. Duerfir brauche mer e klore legale Kader wat d'Biotechnologie oder aner Technologien ubelaangt.

An ech kommen nach eng Kéier op meng Propositioun zréck fir sech dann endlech eng Kéier - sief et wann et net hei am Haus däerf sinn, dann op enger anerer Plaz - eens ze ginn, wat mer dann elo am Domän vun der Stammzellefuerschung hei am Land däerfe maachen. Eng Diskussioun, déi 2002/2003 ugekuerbelt ginn ass, wou den nationalen Ethikrot den Avis virgeluecht huet, wou awer offensichtlech bei de Majoritéitsparteien de Wëllen net do ass fir dat dann och kloer an e legale Kontext kënnen ëmzesetzen.

Wa mer fuerschen, däerfe mer och net an allem fuerschen. Mir sollen eis eng Rei vu konkreten Ziler a gewëssenen Domäner ginn. Mir musse kucken, datt mer eng Clusterbildung tëscht de Fuerschungsinstituter fäerdeg kréien; tëscht de Betriber, déi Fuerschung bedreiwen, an deene Betriber, déi déi Fuerschung do herno dann och konkret kënnen uwenden an ëmsetzen.

Mir bräichten eigentlech e Konzept fir all eenzelnen Domän wou mer Fuerschung bedreiwen, fir déi Leit an déi Acteure ronderëm den Dësch ze kréien; fir ze kucke wat fir eng Geldmoyene mer kënnen zur Verfügung stellen, wou mer de privaten Entreprisë bei hirer Fuerschung an hirem Domän kënne Suen zur Verfügung stellen oder kënnen eng Hand mat upaken; fir ze kucke wat an hirem Domän de legale Kader ass, a wou mer dee vläicht nach kënnen esou adaptéieren, datt d'Fuerschung herno nach méi interessant hei zu Lëtzebuerg gëtt. Alles dat si Froen, déi musse mer herno Domän fir Domän och ofklapperen.

A wann et haut esou ass, datt déi privat Fuerschung eigentlech déi öffentlech Fuerschung scho bei wäitem iwwertrëfft, dann ass dat Gott sei Dank haaptsächlech well et eng Rei vu gréissere Betriber gëtt, déi an der Fuerschung aktiv sinn. Mir wëssen awer, datt dat net duergeet, datt virun allem ëmmer méi kleng- a mëttelstänneg Betriber sech och mussen iwwerleeën, wéi se innovativ kënne bleiwen, wéi se vu Resultater vu Fuerschung kënne profitéieren, wéi se och selwer an der Fuerschung kënnen aktiv ginn. Well och si konkurréieren ëmmer méi op engem globale Marché, an och si brauchen nei Produiten, fir laang- a mëttelfristeg kënnen ze iwwerliewen. Och do, mengen ech, solle mer eng Hand mat upaken, grad bei deene Kleng- a Mëttelbetriber, fir se ze encouragéieren, sech weider an der Fuerschung ze engagéieren.

Wa mer an d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg investéieren a wann dat zu konkrete Resultater féiert, dann ass awer nach laang net séchergestallt, datt dat herno och hei zu Lëtzebuerg ugewannt gëtt, an datt dat herno zu Lëtzebuerg dann och zu Aarbechtsplaze wäert féieren. Wann nämlech de wirtschaftlechen Encadrement net stëmmt, da féiert dat vläicht zu Aarbechtsplazen, awer net hei zu Lëtzebuerg! Well dat Wëssen, dat do geschafe gëtt, dat kann iwwerall ronderëm de Globus ugewannt ginn. Also musse mer eis weiderhi Gedanke maachen, wéi mer dann och grad an deenen doten Domäner - wa mer vu Spëtzentechnologië schwätzen - de Kader hei zu Lëtzebuerg esou strukturéieren, datt déi Resultater aus eiser eegener Fuerschung dann, wa mer d'Efforten eropsetzen, och ëmgesat ginn an a konkret a wirtschaftlech Aktivitéite münden.

D'Steierlaascht ass do, mat der Sécherheet, ee vun den Haaptelementer, déi mer musse berücksichtegen. Déi Betriber, déi produzéieren - Betriber aus dem Déngschtleeschtungssecteur -, vergläichen d'Steierlaascht mat deenen an anere Regiounen. Si vergläichen natierlech och wat se hei am Land vu Steiere musse bezuele par rapport zu deem, wat se un öffentlechen Infrastrukture virfannen, par rapport zu deem, wat se um Aarbechtsmaart vu qualifizéiertem Personal virfannen. Et ass also net eleng déi Steierlaascht, mä trotzdeem ass dat e wichtegt Element.

Et war wichteg, datt déi viregt Regierung, och ganz besonnesch ënnert dem Impuls vun der Demokratescher Partei, derzou bäigedroen huet, datt mer méi en attraktiivt steierlecht Ëmfeld, och fir d'Betriber hei am Land, fannen. Dovunner hu mer déi lescht Jore profitéiert, an och dat wäert nach déi nächst Joren e wichtegt Argument sinn, fir nei Betriber, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien.

Et ass vill vu mengem Virriedner an deene leschten Deeg a Woche vun administrativen Hürde geschwat ginn. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet selwer zouginn, datt et him schwiereg wär nach nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, well eng Rei vun Administratioune keng kloer Äntwerte kéinte ginn, wéini datt eng Betribsgenehmegung, zum Beispill, kéint ausgestallt ginn. Ech fannen, datt dat keng Excuse däerf sinn, mä trotzdeem weist et awer op de Malaise hin.

Mir géingen eis wënschen, datt, wann dat dote wierklech déi Zentralfro wär, fir e Betrib op Lëtzebuerg ze kréien, dann de Wirtschaftsminister sech mat senge Kolleegen aus der Regierung, mat den Administratiounen a mat all deene Concernéierten un den Dësch géing setzen a wierklech kucken, schnell geziilt Äntwerten op déi Froen do ze kréien. Dat misst grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg jo awer nach méiglech sinn. Dat misst jo grad hei zu Lëtzebuerg eisen Atout sinn, datt mer et fäerdeg bréngen, schnell ze reagéieren a schnell Äntwerten ze ginn.

Ech gesinn, den Här Krecké ass hei. Ech hat him grad eng Question parlementaire dozou gestallt, wat hien eigentlech mat deenen Aussoe gemengt hat, wat fir eng Administratiounen dann net schnell genuch oder net konkret genuch hätte kënnen op seng Froen äntwerten. Souwäit ech weess, hunn ech bis ewell nach keng Äntwert kritt. Mä wann den Här Krecké herno nach d'Wuert ergräift, da kann hien eis bestëmmt konkret am Detail soen, wat fir eng Administratiounen hie gemengt hat, an och wéi wäit hie scho mat deene Kolleegen aus der Regierung ofgemaach huet, wat dann elo deemnächst dergéint ze ënnerhuele wär.

Fir datt mer grad hei am Land nei wirtschaftlech Aktivitéiten aus deenen dote Beräicher kënnen halen a weiderentwéckelen, brauche mer gutt forméiert Leit. Mir brauche Spezialisten, mir brauchen Allrounder, mir brauche Leit, déi eng gesond Basisformatioun hunn, eng zolidd Grondausbildung also. Mir brauchen e Kader, fir datt déi Leit, déi eng zolidd Grondausbildung hunn, sech stänneg kënne weiderentwéckelen, weider kënne léieren, sech développéieren. Well de Fortschrëtt bleift net stoen, a wa mer wëlle grad an deenen doten Domäner hei zu Lëtzebuerg aktiv bleiwen, da musse mer Leit hunn, déi permanent un der Spëtzt vum Fortschrëtt kënne mathalen.

Mir sollen och do éierlech mat deene Jonke sinn, déi haut an der Situatioun sinn, datt se an der Schoul sinn, datt se sech iwwerleeën: Wat wëll ech spéider eng Kéier ginn? Wat wëll ech vu Beruffsperspektiven hunn? A wa mer deenen elo, wéi et am Plan national steet, soen, datt mer hinnen e Certificat mat op de Wee ginn, wou dann dropsteet, datt se eng Kéier e Vakanzenjob gemaach hunn a vläicht bei de Scoute Chef waren oder als Fussballstrainer engagéiert waren, dann hu se zwar erëm eng Kéier een Diplom méi, dee se bei hiren CV kënnen derbäileeën, mä ech mengen net, datt dat de Patron wäert därmoossen iwwerzeegen, well jiddereen, deen iergendwann eng Kéier an engem Virstellungsgespréich dobäi war, deen huet dat dote vu sech aus gesot a vu sech aus dem zukünftege Patron erkläert, datt dat ee vu sengen Atoute wier. Dat geet awer net duer.

An do hunn ech d'Impressioun wéi wa mer deene Jonken awer erëm eng Kéier eng virtuell Welt géinge virmaachen, datt se ee Certificat an de Grapp kréien, wou se mengen dann elo dat grousst Lous gewonnen ze hunn, fir eng sécher Aarbechtsplaz, eng sécher Zukunft hei am Land kënnen ze hunn. Nun, esou ee Certificat wäert duerfir net duergoen.

Et ass jo och dat eng vun deenen zentrale Kritiken un der Educatiounspolitik, déi mir als Demokratesch Partei net midd ginn ze formuléieren, wou mer d'Impressioun hunn, datt mer d'Zil hunn, méi Diplomiérter aus der Schoul ze kréien, an dat ass gutt, mä datt dat eleng net duergeet. Et geet eleng net duer, d'Lat erofzeleeën, fir datt méi Schüler kënnen driwwersprangen. Mir musse kucken, datt mer méi Schüler driwwer kréien, obschonn d'Lat op engem héijen Niveau bleift, well herno wann déi Schüler op den Aarbechtsmaart kommen, spéitstens da geet dee richtegen Examen un, nämlech dee vum alldeegleche Liewen, an do hëlleft e Certificat vum Vakanzenjob näischt an do hëlleft och een Diplom näischt, net eleng op jidde Fall, wann net och déi néideg Kenntnisser a Kompetenzen hannendru stinn.

Mir musse wëssen, datt do wou mer Problemer hunn op eisem Aarbechtsmaart, virun allem bei deenen, déi wéineg Formatioun hunn, déi keng Formatioun hunn, déi d'Schoul ofgebrach hunn, datt déi a Konkurrenz stinn an der Groussregioun mat zéngdausenden an honnertdausende vu gutt forméierte Leit, déi mobil sinn, déi motivéiert sinn, déi ganz gären op Lëtzebuerg schaffe kommen. A wa mer et net fäerdeg bréngen, eise Jonken déi beschte Formatioun mat op de Wee ze ginn, da gesinn ech schwaarz, datt mer vun där Zuel, vun 10.000 Chômeuren, déi mer leider virun e puer Wochen iwwerschratt hunn, ganz schnell erëm géingen erofkommen.

Mir brauchen, fir nach ee Moment bei der Formatioun ze bleiwen, och gutt forméiert Leit am Spëtzeberäich, wa mer Fuerschung wëllen développéieren, wa mer den Déngschtleeschtungssecteur weider wëllen développéieren, wa mer an deene Spëtzentechnologien hei zu Lëtzebuerg och wëlle produzéieren, da brauche mer Ingenieuren, mir brauche Wëssenschaftler a mir brauchen Dokteren.

Duerfir ass et gutt, datt mer eng Uni Lëtzebuerg hunn. Duerfir ass et gutt, datt dat ee vun deene Weeër ass, fir méi jonk Leit ze en-

couragéieren, e Studium ze maachen, an duerfir musse mer natierlech och kucken, datt ee mat deem Diplom, deen een herno op der Uni Lëtzebuerg an de Grapp gedréckt kritt, domadder déi beschte Qualifikatioun ka virweisen an dee beschte Bagage mat op de Wee kritt, fir eben och am akademesche Beräich herno kënnen täteg ze sinn.

Mir musse wëssen - an dat ass och keng Neiegkeet, a mir hunn et an der Vergaangenheet gemaach -, datt mer och eng Formation continue brauche fir Akademiker, fir datt och déi d'Méiglechkeet kréien, an hire Betriber kënnen ze schaffen an op där anerer Säit gläichzäiteg kënnen un der Spëtzt vum Progrès mat weiderzegoen. Dat ganz besonnesch an deene Sparten, wou mer staark sinn an eiser Ekonomie, wou mer vill Beschäftegter hunn, wou mer vill Betriber hunn an an deenen Domäner, déi mer an Zukunft nach wëlle weider développéieren; se sinn am Plan national alleguerten opgezielt.

De Chômage hänkt natierlech enk - ech hunn et gesot - mat der Formatioun zesummen. Déi Zuel vun 10.000 Aarbechtsloser soll eis alleguerten erféieren dinn! Et ass net laang hier, do hate mer just d'Halschent vun där Zuel vu Leit, déi op der Sich waren no enger Aarbecht. Mir musse wëssen, datt och nach eng Kéier iwwer 3.000 an deenen eenzelne Beschäftegungsmesuren engagéiert sinn, déi och keng fest Zukunftsperpektiv - leider nach keng fest Zukunftsperspektiv - hunn, andeem se eng fest Plaz hätten. A mer mussen ee fir allemol och dovunner erofkommen, Mount fir Mount déi Zuelen do ze kommentéieren, Joer fir Joer nozekucke wéi de Chômage wiisst a gläichzäiteg eigentlech ëmmer erëm déiselwecht Analys ze maachen an déiselwecht Mesuren unzekënnegen.

Natierlech ass et esou, datt all Chômeur e Chômeur ze vill ass, datt dat e fierchterlecht individuellt Schicksal ass, datt mer all Effort musse maachen, deene Leit ze hëllefen eng nei Plaz ze fannen, mä dat sinn allgemeng Sätz, déi jiddereen direkt ënnerschreiwe kann. Mir musse kucke wéi mer dat wierklech ëmsetze kënnen. An déi Mesuren, do hunn ech nu wierklech d'Impressioun, déi zënter enger Rei vu Joren do sollen ëmgesat ginn, hunn et bis ewell net bruecht, soss wiere mer net bei 10.000 Leit hei am Land, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht.

Eigentlech wousste mer jo och net, wou mer wéilten higoen. Ech zitéieren den Aarbechtsminister, deen nach Enn 2003 gesot huet, am Arbeitsamt wier eigentlech alles an der Rei, mir bräichten eis do ëm Ëmstrukturatiounen an ëm Neiorientatioune keng Suerg ze maachen. E Joer méi spéit huet hien dat - ech fannen et gutt, datt hien asiichteg war - schonn aneschters gesinn. Och do huet hie gesot, datt mer eigentlech eng Etüd elo misste maachen, fir dann ze kucke wéi mer eist Arbeitsamt fit maachen, fir op d'Problemer vum Aarbechtsmaart geziilt kënnen ze reagéieren.

Dat war Enn 2004. Et huet awer bis elo gedauert bis mer dann héieren hunn, datt déi Etüd, déi do ugekënnegt ginn ass, vun der OECD géing gemaach ginn. Ech fäerte bis déi Etüd fäerdeg ass, da leie mer schonn erëm e gutt Stéck iwwert deenen 10.000 Chômeuren. Mir sollen d'Problemer détectéieren a mir sollen drop reagéieren. An et ass esou - mengen ech, an do si mer eis alleguerten eens mëttlerweil heibannen, an ech hoffen net, datt nach iergendeen drun zweifelt -, datt eben och d'Arbeitsamt ee vun de Problemer ass, datt mer d'Leit net schnell genuch vermëttelt kréien, datt ebe bei der steigender Zuel vun Aarbechtsplazen hei am Land déi Leit, déi hei am Land um Aarbechtsmaart op der Sich sinn, net um Aarbechtsmaart kënnen op déi eidel Plaze vermëttelt ginn.

Do muss een eben dann och eng Kéier ee Schratt méi wäit goen. Do kann een net einfach ëmmer nëmme bei därselwechter Analys bleiwen a bei deeneselwechte Mesuren. Kommt mer ginn eng Kéier hin a mir stellen eis d'Fro awéiwäit vläicht Privatentreprisen, déi och Aarbechtsvermëttlung maachen dierften, do e Complément kéinte sinn, do eng Hëllef kéinte si fir d'Aarbechtsamt. Dat ass jo bis ewell net méiglech, mä ech géing mengen, datt all Chômeur, deen iwwer eng privat Aarbechtsvermëttlung vermëttelt géing ginn, ee Chômeur wier, deen an der Statistik manner dra wier, an dat wier och ee Chômeur ëm dee sech d'Placeure vum Arbeitsamt manner bräichten ze këmmeren.

Mir brauche méi eng intensiv Zesummenaarbecht, och hei am Land, tëschent der Administration de l'Emploi an den Interimsfirmen. Et ass ugekënnegt gi vum Premierminister - wann ech mech richteg erënneren -, mä mir mussen da ganz geziilt och kucken, datt mer an der Zesummenaarbecht tëschent dem Arbeitsamt an deene Firmen, déi hei am Land täteg sinn, déi Leit och kënnen am Interimsberäich placéieren, e Beräich, dee bis ewell jo quasi just vu Grenzgänger hei am Land besat ass, wou awer e gewëssent Potenzial do ass. Wou mer de Schratt tëschent dem zweeten an dem éischten Aarbechtsmaart, déi Barrière, déi do oft besteet, kënnen duerchbriechen, wou Leit erëm eng Chance kréien an den éischten Aarbechtsmaart zréckzekommen.

Da musse mer eis och d'Fro stellen, wou eist Aarbechtsrecht awer punktuell misst vereinfacht ginn, ouni et ze zerschloen, mä awer virun allem do ze kucken, wou mer Laangzäitaarbechtslosen, déi wéineg Chancë bis ewell haten, erëm zréck an den Aarbechtsprozess ze kommen, duerch eng Derogatioun zum Aarbechtsrecht Chancen eröffne kënnen, fir op den éischten Aarbechtsmaart erëm eranzekommen.

Ech hat e bëssen d'Impressioun wéi wa mer am Laf vun deene leschte Joren, wa mer iwwer Aarbechtsmaartpolitik geschwat hunn, haaptsächlech den zweeten Aarbechtsmaart am Viséier haten. Mir kënnen um zweeten Aarbechtsmaart net esou vill Mesurë proposéieren an esou vill Beschäftegungsmoossname proposéieren, datt mer jiddereen do a Beschäftegung kréien. D'Haaptzil muss den éischten Aarbechtsmaart bleiwen. D'Haaptzil muss bleiwen, déi Leit, déi fäeg sinn, déi Capacitéite matbréngen, fir um éischten Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen, dann och do erëm ënnerdaach ze kréien.

Dat geet awer och nëmmen, wa mer eng Rei vu Grondwourechten akzeptéieren, wann een déi däerf soen, ouni direkt duerfir kritiséiert ze ginn oder an den Eck gestallt ze ginn, wou een allermeeschtens net higehéiert. An d'Fro, déi mer eis solle stellen: Wéini schaaft e Patron eng Plaz? Dat ass nun eben emol dann de Fall, wann hien e Retour kritt vun deem, deen hie beschäftegt, deen op d'mannst gradesou grouss ass, wann net méi grouss ass, wéi dat wat hie fir déi Plaz do muss bezuelen.

Mir mussen och kucke wat fir eng Aarbechtsplaze mer hei am Land nach kënne schafen. Ech gehéieren net zu deenen an ech wëll och net, datt meng Fraktioun an dee Reflex verfält, wéi d'LSAP virun de Wahle vun 2004 verfall ass, wou op eemol gesot ginn ass: Ma mir mussen Aarbechtsplazen, mir musse Betriber an d'Land kréien, déi beschäftegungsintensiv sinn. Dat kléngt gutt, dat wier natierlech déi beschte Mesure, fir déi 10.000 Chômeure ganz schnell ofzebauen, mä d'Realitéit - an déi gesäit spéitstens de Wirtschaftsminister haut an - ass jo eng aner.

Da musse mer kucken, da solle mer de Leit och dat net versprechen, wa mer et herno net kënnen halen. Eigentlech, wa mer d'Analys ganz genee an éierlech maachen, stelle mer jo fest, datt et schwiereg wäert ginn, d'Domäner hei am Land weider wäerten ze implantéieren, wou d'Aarbechtskäschten e ganz groussen Deel vun de Produktiounskäschten ausmaachen. An dat ass nun eben emol e Fait!

Wa mer deen net respektéieren a wa mer deen net agesinn, da fäerten ech, da léie mer eis selwer an d'Täsch, eis selwer an all deene Leit, déi amgaang sinn eng Formatioun ze maachen, all deene Leit, déi sech selwer froen, wou si hir eegen Zukunft och um Aarbechtsmaart hei am Land gesinn, a virun allem awer eis selwer, wa mer eis hei Gedanke maachen iwwert den Aarbechtsmaart, Gedanke maachen, vun deenen ech kengem géing ënnerstellen, datt hie sech déi net aus gudden Ursaachen eraus géing maachen.

Eigentlech war jo de Lissabon-Prozess lancéiert ginn, fir datt all Land nach eng Kéier déif a sech géing goen, fir wierklech ze kucken, wat et doheem aneschters kënnt maache wéi an der Vergaangenheet, wou et vläicht op falsche Pisten ënnerwee war, déi bis elo net déi Resultater bruecht hunn. Et ass eben dat, wat een och vermësst hei bei dësem Plan national pour l'innovation et pour le plein emploi. Et ass wéi gesot eng Zesummestellung vu Mesuren, déi schonn ugekënnegt gi sinn. Et si lauter al Hitt, déi do beienee gestallt gi sinn; et ass eigentlech wéineg innovéiert gi bei dësem Plan national. An et ass dat, wat ze bedaueren ass.

Mir kommen net weider hei am Land - virun allem wann et ëm d'Zukunftsdossiere geet, virun allem, wann et ëm d'Kompetitivitéit vun de Betriber geet a virun allem och net, wann et ëm den Aarbechtsmaart geet -, wa mer mat de Rezepter aus dem 20. Jorhonnert probéieren, ee vun deenen zentrale Problemer, eng vun deenen zentralen Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert kënnen ze begéinen.

Mir brauchen do nei Denkustéiss. Ech hu probéiert där e puer hei an d'Diskussioun ze ginn. Ech ginn zou, et sinn der nëmmen e puer, mä trotzdeem weisen déi nei Pisten, datt et méiglech ass, eben och déi ausgetrëppelt Weeër hei am Land ze verloossen, fir datt mer muer nach kompetitiv sinn, fir datt mer muer och nach Statsrecetten hunn, fir datt mer muer eis och nach déi sozial Ofsécherung kënne leeschten, déi mer eis jo alleguerten hei an dësem héijen Haus wënschen.

An Dir hutt et héieren, datt mer net begeeschtert sinn iwwert de Plan national, datt mer awer gradesou gutt soen, datt do eng ganz Rei vu gudden Iddien drastinn. Ech hunn net de Contraire behaapt an ech wéilt de Contraire och net behaapten, mä mir mengen, datt déi Iddien eigentlech net wäit genuch ginn, datt mer eigentlech nach hätten an eis goe sollen an eis selwer a Fro stelle sollen, ier mer deen dote Plan national géingen zréckbehalen.

A fir dat nach eng Kéier däitlech ze maachen, Här President, hunn ech am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun preparéiert, déi ech dann hei ganz gäre géing abrëngen, duerch déi mer eng Rei vun neie Pisten och nach eng Kéier kënnen undiskutéieren, an d'Chamber an d'Regierung sech e Programm kënne gi fir d'Zukunft, fir op déi aner Themen, déi leider an dësem Plan national net opgeworf gi sinn, nach eng Kéier zréckzekommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi tend à réaliser à l'horizon 2010 «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement»;

- considérant que chaque État membre de l'Union européenne a été appelé à élaborer un programme national de réforme suite à la révision de la stratégie de Lisbonne au cours de l'année 2005;

- considérant le plan national pour l'innovation et le plein emploi (PNR) que ses auteurs entendent intégrer dans la stratégie de Lisbonne;

- constatant cependant que le PNR constitue un patchwork des documents «Compétitivité du Luxembourg: une paille dans l'acier» de M. Lionel Fontagné, de la prise de position y relative de l'OGB-L et du LCGB intitulée «Pour un modèle social sans faille», de l'accord de coalition du Gouvernement PCS-POSL et de la dernière déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement;

- considérant les discussions sur le plan national pour l'innovation et le plein emploi menées par les différentes commissions de la Chambre des Députés et les partenaires sociaux;

- considérant que la discussion sur un «programme de réforme du Grand-Duché de Luxembourg» ne vient que de commencer;

- considérant les prochaines réunions du comité de coordination tripartite sur la compétitivité du Luxembourg;

- considérant l'importance des mesures proposées dans le PNR pour assurer un développement durable de l'économie, de la politique sociale en général, de la politique de l'emploi en particulier ainsi que de l'environnement;

- regrettant que le PNR se limite à la proposition d'une panoplie de mesures isolées et, partant, manque d'une approche intégrée de développement durable telle qu'elle a été préconisée par les auteurs de la stratégie de Lisbonne ayant justement demandé une «approche de croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement»;

- déplorant que le PNR reste très vague sur des points essentiels de la stratégie de Lisbonne (consolidation des budgets de l'État central, politique budgétaire, financement des systèmes de sécurité sociale,…);

- notant toutefois qu'il importe d'amorcer dès maintenant un processus permettant de garantir la pérennité de notre système de sécurité sociale;

- considérant que les dépenses destinées à la Recherche dans le projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2006 constituent 0,3% du PIB;

- prenant acte que la Recherche publique devrait atteindre suivant les objectifs définis par le Gouvernement 1% du PIB dans les années à venir;

- notant que le Gouvernement souhaite que le Produit intérieur brut de la Dépense Intérieure en Recherche et Développement - Recherche publique et Recherche privée - dépasse d'ici 2010 3%;

- soulignant qu'à côté de ces objectifs il est tout aussi important de continuer à créer des conditions favorables au développement de nouvelles activités au Luxembourg;

- relevant que le savoir et le savoir-faire sont à la base de tout progrès et qu'il convient de ce fait d'offrir un enseignement et une formation permettant d'être à la hauteur des attentes;

- constatant que le chômage ne cesse d'augmenter et que la mise en œuvre de mesures concrètes permettant d'infléchir cette tendance font toujours défaut;

invite le Gouvernement

- à modifier le PNR tout en adoptant une approche intégrée de développement durable;

- à prendre les mesures nécessaires afin de maintenir à long terme les charges salariales à un niveau bas;

- à faire en sorte, au vu de l'évolution démographique de notre pays, que les générations à venir puissent également jouir d'un régime de pensions digne de ce nom;

- à promouvoir une politique de Recherche & Développement en concertation étroite avec les entreprises et trouvant une application concrète;

- à mettre non seulement l'accent sur la Recherche mais également sur le maintien des charges fiscales à un niveau compétitif;

- à continuer de créer les infrastructures nécessaires au développement de nouvelles activités;

- à simplifier de manière conséquente les procédures administratives;

- à garantir un enseignement et une formation permettant aux jeunes d'acquérir les connaissances nécessaires leur permettant d'être compétitifs sur le marché du travail;

- à endiguer la tendance qui consiste à ce que de plus en plus de jeunes quittent l'enseignement sans diplôme;

- à prendre les mesures nécessaires afin que l'Université de Luxembourg offre des études supérieures spécialisées et d'un niveau élevé à ses étudiants;

- à combattre le chômage en quittant les sentiers battus, en réformant l'Administration de l'Emploi, en permettant la création de bureaux de placement privés et en encourageant la collaboration entre l'ADEM et les bureaux d'intérim;

- à définir sur la toile de fond de l'échéance de 2010 prévue par la stratégie de Lisbonne des objectifs, étapes et priorités politiques claires et coordonnés;

- à donner des précisions sur les mesures de consolidation budgétaire à caractère structurel envisagées par le Gouvernement et qui selon le projet de plan national pour l'innovation et le plein emploi «porteront sur les dépenses sociales mais qui ne s'y limiteront pas»;

- à présenter des détails sur les objectifs et lignes directrices que le Gouvernement s'est donnés pour les négociations à mener avec les partenaires sociaux dans le cadre de la tripartite;

- à consulter la Chambre des Députés avant, pendant et après les réunions de la tripartite;

- à informer la Chambre des Députés du suivi du PNR qui lui sera réservé au niveau européen et au niveau national.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen, Carlo Wagner.

M. le Président.- Merci.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Voilà, Här President. Dat war et vu menger Säit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Deen nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Chamber debattéiert haut an öffentlecher Sitzung iwwert der Lëtzebuerger Regierung hiren éischten nationalen Aktiounsplang wat d'Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie ugeet, déi jo zum Zil huet, fir Europa zu méi Wuesstum an zu Vollbeschäftegung ze bréngen. Dat eleng ass schonn, mengen ech, remarquabel, well jiddferee weess, dass all Joers sëlleche Berichter, Rapporte vun nationale Regierungen un d'Kommissioun op Bréissel geschéckt ginn an dass et äussert seelen ass, dass eigentlech déi Dokumenter, ier se vun der Regierung un d'Kommissioun kommunizéiert ginn, och virdrun an enger öffentlecher Debatt an an der Chamber hei am Detail kënne gekuckt a begutacht ginn.

Et ass also schonn, mengen ech, e wichtege Punkt, dass dat Engagement, wat d'Regierung geholl huet a wat d'Chamber och verlaangt huet, wéi mer iwwert d'Relance vum Prozess vu Lissabon am leschte Joer diskutéiert hunn, respektéiert ginn ass, an dass also hei net einfach e Rapport per Post oder per Mail, wéi dat haut wär, op Bréissel geschéckt gëtt, mä dass dee virdun an enger Virversioun diskutéiert gëtt, nach kann amendéiert ginn opgrond vun där Debatt vun haut de Mëtten, an dann eréischt weidergereecht gëtt un d'Europäesch Kommissioun, déi hirersäits jo wëllt eng Evaluatioun maache vun deene verschiddenen nationale Pläng, déi bei hir erakomm sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëll drun erënneren, dass ënnert der Lëtzebuerger Présidence an och mat dem aktive Matwierke vun der Lëtzebuerger Regierung et probéiert ginn ass, mat der Europäescher Kommissioun zesummen, déi Strategie vu Lissabon, déi ganz staark am Sand stieche bliwwe war, erëm eng Kéier eropzehuelen, an opgrond vun dem Rapport vun dem Expertegrupp ënnert der Presidentschaft vum Wim Kok dann och eng nei Relance ze brénge mat méi strikten Engagementer, mat méi Obligatioune fir déi national Regierungen, niewent deem, wat vun der Europäescher Kommissioun an deem Ganze muss gemaach ginn.

Wat jo opgefall ass, an dat ass och deelweis kritiséiert ginn, dat ass eng gewësse Reorientéierung, déi déi Lissabonner Strategie vu Kommissiounssäit kritt huet, an déi och am Kok-Dokument hiren Nidderschlag fonnt huet, andeem sech méi staark elo op wirtschaftlech a sozial Froen axéiert ginn ass, wouduerch d'Wettbewerbsfäegkeet vun der europäescher Wirtschaft an de Virdergrond geréckelt ass wéi och d'Schafe vu méi Aarbechtsplazen.

Fir d'LSAP-Fraktioun bleift awer ganz kloer, dass de Gedanke vun der Nohaltegkeet -och wann en net méi expressis verbis deeselwechte Stellewäert an deenen eenzelne Ligne-directricë fënnt wéi am Ausgangsdokument vun der Lissabon-Strategie - net vergiess däerf ginn, dass de schounenden Ëmgang mat den natierleche Ressourcen an eisen Aen net an där ganzer Diskussioun däerf verluer goen, an dass dat fir eis eng wichteg Bedeitung huet, och wann et selbstverständlech periodesch zu Neigewiichtungen tëschent deenen eenzelnen Elementer vun der Strategie ka kommen.

Et ass duerfir och erfreelech an eisen Aen, dass dee Lëtzebuerger Plang op där eenzeger Ligne directrice, déi sech eigentlech nach mat Ëmweltfroen an Energiefroe beschäftegt - dat ass d'Ligne directrice 11 -, probéiert, eng ganz Rëtsch vun Iddien eranzebréngen, eng ganz Rëtsch vun Iddien développéiert. Et ass also ee vun deene Punkten, déi e relativ staarkt Gewiicht an der Lëtzebuerger Contributioun fannen, an dat kann een eigentlech nëmme begréissen.

Ech bleiwen der Meenung, an do hëlt meng Vergaangenheet mech erëm an, dass héich Ëmweltstandarden och fir d'Industrie, och fir d'Betriber net en Hemmschuh fir d'wirtschaftlech Entwécklung duerstellen, mä héich Ëmweltnorme si gutt, well se da forcéieren an déi lescht Technologien ze investéieren, déi am zukunftsträchtegste sinn, an och well se eppes dozou bäidroe kënnen, fir d'Moderniséierung vun eisem Wirtschaftsapparat virunzedreiwen, an also eppes Positives kënnen duerstellen. Si förderen d'Recherche a si kënne laangfristeg e Kompetenzvirdeel a kee Kompetenznodeel fir déi eenzel Betriber duerstellen, déi an déi lescht verfügbar Technologien investéieren an an hirem Betrib och domadder produzéieren.

Derniewent sinn Ëmwelt- an Energietechnologien nun eben ee vun deenen dynameschste Wirtschaftssecteuren iwwerhaapt, déi et op der Welt an och an Europa gëtt. Et ass selbstverständlech, dass Lëtzebuerg net däerf ofsäits stoen, wann et drëm geet ze probéieren, dat héicht Entwécklungspotenzial, wat an deem dote Wirtschaftsberäich stécht, och voll auszenotzen, wat eis ugeet.

Mir wëssen natierlech, dass mir net déi Eenzeg sinn, déi esou denken, mä dass an allen anere Länner ähnlech Entwécklunge sinn, mä mir däerfen do net hannendra geroden an deem Konkurrenzkampf, dee sech do mécht.

Viraussetzung fir dat doten ass natierlech, dass och eng Bereetschaft muss sinn, vu staatlecher Säit besonnesch, fir déi Ëmstellung vun de Betriber ze koppele mat öffentleche Subventiounen, mat öffentlecher Berodung a Begleedung vun de Betriber an deem doten Ëmwandlungsprozess, deem se sech mussen ënnerwerfen, wa se laangfristeg kompetitiv wëlle bleiwen.

Dozou gehéiert selbstverständlech och dee ganze Volet vun der Vereinfachung vun den administrative Prozeduren, déi net muss op Käschte vun der Qualitéit goen. Wann ee kuckt, wat bis elo vun deenen eenzelnen nationale Regierungen erakomm ass, da ginn ech dovunner aus, dass elo, wann ech kann den Informatioune vun der Europäescher Kommissioun Glawe schenken, 16 vun deene 25 Rapport-nationalen um Ufank vun der Woch zu Bréissel enregistréiert waren. De 17. Oktober, dat heescht am eigentlechen Délai, waren et der néng vu 25. De Lëtzebuerger Rapport kënnt also e bësse méi spéit wéi den eigentleche Stéchdatum, mä op jidde Fall net ze spéit.

Et gëtt jo och eng ganz Rëtsch vun Explikatiounen, firwat dass dat esou ass, an dorënner besonnesch och awer déi noutwendeg Consultatioune vun de Sozialpartner, wou et jo wichteg ass, dass se am Virfeld gefouert gi sinn. Duerfir - mengen ech - soll een net pingeleg sinn, wann do bei e puer och e Verzug ze verzeechnen ass. Wat eigentlech gëllt ass dat, wat hannen erauskënnt.

Als LSAP-Fraktioun gesi mer an dem nationale Plang e Regierungsdokument, wat eng Prezisioun an e Weiderschreide vum Regierungsprogramm vun 2004 duerstellt. Ech mengen, dat ka jo keng Kritik sinn, wann ee feststellt, dass eng Regierung eigentlech dat wëllt ëmsetzen, weiderféieren a weiderentwéckelen, wat se sech virun engem gudde Joer fir déi Legislaturperiod als Programm ginn huet. Ech géif mer éischter Froe stelle wa se elo eppes ganz aneschters géif wëlle maache wéi dat, wat se 2004 gemeinsam festgehalen huet.

Ech fannen et also nëmme logesch, dass dat Dokument hei an deem Sënn keng Iwwerraschungen hiergëtt - an et kann een och net vun alen Hitt schwätzen -, mä dass d'Regierung nach eng Kéier hire politesche Wëllen ënnersträicht fir hire Programm ëmzesetzen, an do natierlech liicht Adaptatioune mécht, déi sech opgrond vun der Entwécklung vun deene leschte Méint vläicht als noutwendeg erweisen.

Mir gesi virun allem an dem nationale Plang och den Ausdrock vun engem politesche Wëllen zur Reform, zu enger aktiver Politik vum Stat an de Beräicher Wirtschaft a Soziales; net eng Abdankung vum Stat, mä e Stat, dee wëllt eng aktiv Roll spillen, deen hei zu Lëtzebuerg eng voluntaristesch Politik wëllt maache fir méi Wuesstem a Vollbeschäftegung, eng aktiv Politik an de Beräicher Ausbildung a Schoul a besonnesch och an der Fuerschung. De Stat zitt sech also net zréck. De Stat wëllt gestalten, wëllt och ëmgestalten, net nëmme kuerz- a mëttelfristeg. Dat muss seng Aufgab ginn.

Mir däerfen net ëmmer nëmme vu Wahltermin zu Wahltermin kucken. Dat ass an der Vergaangenheet oft genuch gemaach ginn. Mir mussen iwwert déi Échéance vu fënnef Joer erauskucken. D'Regierung wëllt dat hei maachen a si begëtt sech jo elo grad an dëse Méint an eng ganz schwiereg, sensibel Diskussioun mat de Sozialpartner. Selbstverständlech kënnt déi Diskussioun iwwert déi nei Weichenstellung, déi an deem engen oder anere Beräich muss gemaach ginn, och hei zu Lëtzebuerg an d'national Politik mat eran.

Et geet ëm déi laangfristeg Ofsécherung vun eisem Sozial- a Gesellschaftsmodell, dee mer nëmme kënnen erreechen:

Wa mer d'Bereetschaft an de Wëllen zum Handelen hunn, an net zu engem Aussetzen an zu engem Schéischwätze vun de Problemer;

wa mer d'Bereetschaft an de Wëllen zu engem echten Dialog an zur Moderatioun hunn, an net zu engem autoritären Diktat vun uewen, a wa mer d'Bereetschaft an de Wëllen hunn, pragmatesch virzegoen a schrëttweis Léisungen ze sichen an och ëmzesetzen.

Ech erkennen déi Iddien an deem heiten nationale Plang erëm, wéi ech se och an der Regierungsdeklaratioun vum Premier virun e puer Wochen an dësem Parlament erëmerkannt hunn.

Dëse Plang steet natierlech och deelweis ënnert dem Androck vun enger ugespaantener Finanzsituatioun, besonnesch beim Stat, wou de budgetären Equiliber zumindest no de Maastricht-Berechnungen zënter enger Rei vu Joren - net eréischt zënter dem Budgetsprojet fir 2006 - net méi ginn ass. Ech wëll och betounen, dass dat an eisen Aen net d'Resultat vun der Politik vun dëser Regierung ass.

Et ass zu engem gudden Deel d'Konsequenz vun engem Konjunkturabroch, deen an de Joren 2001/2002, deelweis 2003 ze verzeechne war, a parallell dozou - an do kann een déi viregt Regierung net aus hirer Verantwortung erausbannen - zu de stänneg steigende staatlechen Dépensen a besonnesch och Engagementer, wou mer elo iwwerraschenderweis feststellen - anscheinend -, dass hir Finanzéierung an alle Punkten net laangfristeg garantéiert ass.

Et muss ee ganz kloer soen, dass déi Rechnung, déi déi viregt Regierung hat, fir eng Duuschtstreck mat Unzape vun de Reserve kënnen ze iwwerbrécken - déi okkult an déi offiziell Reserve vun de Fongen a vun de Steieren - net opgaangen ass, well zwar de Wirtschaftswuesstem erëm no uewe weist, mä mer awer mierken, dass d'Einnahme sech net am selwechte Rhythmus astellen. Duerfir si mer elo an där relativ schwiereger Situatioun, déi mer kennen an déi jo och an deene leschte Wochen och emol eng Kéier, mengen ech, méi schounungslos duergestallt ginn ass.

Et schéngt sech och erauszestellen, dass entgéint deem, wat och de Premier nach virun zwee Joer behaapt huet, sech elo hannert enger Rei vu konjunkturelle Problemer och strukturell Problemer däitlech maachen, och wat d'Gestaltung vum Statsbudget ugeet. An dat, mengen ech, sollt een hei och besonnesch ervirsträichen. Et gëtt also e Grond fir ze handelen. Et gëtt e gudde Grond fir d'Problemer ze nennen, sech mat de Problemer ze beschäftegen an ze versichen déi Problemer ze léisen.

Mä et gëtt awer och - dat soen ech mat därselwechter Däitlechkeet - kee Grond hei a Panik an a Katastrophestëmmung ze verfalen, kee Grond och andauernd vun enger Kris ze schwätzen. Ech sinn der bescheidener Meenung, dass mat engem Wuesstem vu ronn 4% pro Joer mat dausende vun Aarbechtsplazen, oder Zouwuess vun der aktiver Bevölkerung vu Joer zu Joer ëm zegdausend, een net ka vun enger Lëtzebuerger Wirtschaft schwätzen, déi an engem stännege Krisenzoustand wier. Wéi misst een dann déi Wirtschafte kennzeechnen, déi an der Moyenne vun der EU, vun der Eurozon leien? Well Lëtzebuerg huet praktesch den duebele Wirtschaftswuesstum wéi d'Moyenne vun den Eurozonlänner.

Mir sollten also duerfir och hei pragmatesch virgoen. D'Lëtzebuerger Wirtschaft an d'Lëtzebuerger Sozialwiese brauche keng Päerdskueren esou wéi se am Ausland massiv gemaach gi sinn an nach amgaang si geplangt ze ginn, well eis Eckdate ginn dat net hier. Mir sinn der Meenung, dass mer och mat enger ganzer Rëtsch méi klenge Moossnamen an homeopatheschen Dose virukommen an och Zukunftsgestaltung hei zu Lëtzebuerg kënne maachen.

Mir sinn net der Meenung, dass déi Lëtzebuerger Wirtschaft, eist Sozialwiesen - wat zum Deel no anere Regele funktionéiert, anescht opgebaut ass an och muss op aner Contraintë Rücksicht huele wéi déi Modelle vu méi grousse Länner -, einfach kann auslännesch Modelle kopéieren a se eent zu eent hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen, wann een no Léisunge sicht. Mir musse scho sécherlech kucke wat sech am Ausland deet, ob ieren déi gutt Experienzen eraus sinn, a kucken, ob se zu Lëtzebuerg och kéinte gräifen opgrond vun eise spezifeschen Donnéeën. Mä mir sinn awer der Meenung, dass sécherlech kee Grond besteet fir elo e Spuerfestival a sämtleche Beräicher duerchzeféieren. Selbstverständlech leeë mer Prioritéite fest, mä et besteet och sécherlech kee Grond fir eng Erhéijung vun der Steierlaascht an d'Aen ze faassen.

Wichteg ass et an eisen Aen, dass mer eis Bannennofro, déi ëmmer och e Motto vun eiser Wirtschaft war a besonnesch och vun eisem Handel ass, net ofwiergen duerch eng Rei vu Moossnamen, déi d'Leit kéinten découragéieren ze consméieren. Dat wier grad dat, wat mer an dësem Moment och hei zu Lëtzebuerg net bräichten.

Mir brauchen och eng differenzéiert Approche wat de Problem vun der Aarbechtslosegkeet ugeet. An den Aarbechtsminister huet ëmmer drop higewisen, dass mir en atypeschen Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg hunn, well mer eigentlech eng Inadaptatioun vun der Offer an der Demande hei an eisem Land hunn. Déi Donnée ass haut nach ëmmer richteg.

Duerfir ass et ganz kloer - mä d'Regierung weess dat -, dass mer bei Adaptatiounen, bei Ofännerunge vun eiser Chômagesgesetzgebung och mussen oppassen, dass mer deem Atypeschen och Rechnung droen an dass een och hei net einfach ka Modeller aus dem Ausland iwwerhuelen an da soen: Dat maache mer och elo hei zu Lëtzebuerg; mä dass een ëmmer kuckt: Wat kann ee vun deem iwwerhuelen? Wat kann am positive Sënn Wierkung hei zu Lëtzebuerg hunn? Et muss een also zilorientéiert a prezis duerchgefouert Moossnamen an d'Ae faassen, fir dass net déi falsch am Endeffekt getraff gi vun esou Ofännerunge vun eiser Législatioun an deem dote Beräich.

Selbstverständlech, an dat solle mer systematesch a sämtleche Beräicher maachen: Mir brauchen eenzel Moossnamen am Sozialberäich wéi och an anere Beräicher, an de Courage no enger Rei vu Joren eng kritesch Bewäertung vun deem ze maachen, wat gemaach ginn ass, fir ze kontrolléieren, ob et da gegraff huet, an ob deen Investissement, deen do gemaach ginn ass, déi öffentlech Gelder, déi agesat gi sinn, och Wierkung gewisen hunn, a wéi een et kann derzou bréngen, dass se nach besser gräifen.

Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Beschäftegungsmoossnamen, déi de Stat an d'Liewe geruff huet, wou mer déi kritesch Bewäertung do maache mussen. Och wann ee weess, dass een dann als Stat a Gemenge sech selwer muss kritesch kucken.

Wann ech d'Beispill vun den CATen huelen, ass et jo ganz kloer, dass do effektiv de Formatiounsgedanken op ville Plaze verluer gaangen ass an deene leschte Joren - wann e jee do war! Do brauch ee kengem aneren d'Schold ze ginn. Et muss ee sech selwer bei der Nues huelen als Stat an als Gemengen, déi op déi Leit do zréckgräifen. Ech fäerte ganz, wann een do eng detailléiert Analys mécht, da stellt ee fest, dass op ville Plazen, besonnesch och vläicht am staatlechen an am parastaatleche Secteur, do esou Leit a Beschäftegungsmoossnamen agesat ginn, déi eigentlech op Postë sëtzen oder eng Aarbecht ausüben, déi bal e permanente Charakter hunn. Och doraus musse mer awer bereet sinn, déi néideg Konklusiounen ze zéien.

Bäi aller Virléift, déi ee ka fir den éischten Aarbechtsmaart hunn, wësse mer awer och, dass et eng ganz Rëtsch vu Leit gëtt, vläicht e Véirel oder en Drëttel vun deenen, déi als Demandeurs d'emploi ageschriwwe sinn, déi net ze vermëttele sinn. Déi si ganz einfach um éischten Aarbechtsmaart, bei allen Efforten, déi ee mécht, net ze vermëttelen.

Mir brauchen also och en zweeten Aarbechtsmaart. Loosse mer deen net schlecht a loosse mer deen net kleng rieden. Mir brauchen en zweeten Aarbechtsmaart, fir déi dote Leit ze beschäftegen, fir hirem Liewen an engem gewëssene Mooss och e Sënn ze ginn an der Gesellschaft. Dat musse mer also hunn. Ech kann duerfir net op dee Wee matgoen, wéi d'DP dat ugedeit huet, déi hei wierklech den zweeten Aarbechtsmaart schlecht riet an alles wëllt ausschliesslech op den éischten Aarbechtsmaart setzen. Wann een d'Analys mécht vun der Zesummesetzung vun eisen Demandeurs d'emploi, da weess een, dass mer deen zweeten Aarbechtsmaart do onbedéngt brauchen, an dee muss och eigentlech gestäerkt ginn.

Wann een e verännert ekonomescht Ëmfeld virfënnt, wann een eng vernetzt, eng globaliséiert Wirtschaft huet, da muss selbstverständlech eng Bereetschaft do sinn zu engem Ëmdenken. Da muss een dat allerdéngs esou maachen, dass een d'Essenz vun engem Lëtzebuerger Sozialmodell net op d'Kopp gehäit. Duerfir ass et fir eis kloer - ech wëll et nach eng Kéier soen -, dass, wat d'Indexéierung vu Loun, Gehälter a Pensiounen un d'Präisentwécklung ugeet, déi muss bäibehale ginn.

Dozou gehéiert och d'Festhalen un engem aneren traditionelle Prinzip, deen och an eiser Aarbechtsgesetzgebung verankert ass, dat ass, dass d'Aarbechtsrecht d'application territoriale ass. Den Droit du travail ass eng Loi d'ordre, an déi

muss eigentlech d'application territoriale bleiwen. Dat spillt sech natierlech och an eiser Haltung erëm par rapport zur sou genannter Bolkestein-Direktiv, zur Direktiv Service vun der Europäescher Kommissioun, déi an hirer Urversioun inakzeptabel bleift. Si war et virum Referendum, si bleift et och nom Referendum.

Do muss een natierlech elo kucken, wat d'Meenungsstréim am Europaparlament a besonnesch och an deenen eenzelnen Nationalstate sinn, a kucke wéi een do u sech déi noutwendeg Ouverture vun dem Marché vun de Servicer ebe mat der Verhënnerung vun engem Sozialdumping verbanne kann. Do gesi mer eigentlech zwou Méiglechkeeten, fir dat ze maachen: Duerch eng méi kloer restriktiv Délimitatioun vum Champ d'application vun där Direktiv oder/an duerch eng Definitioun vum Service économique d'intérêt général. Dat sinn, mengen ech, déi zwou Pisten, déi een do ka verfollegen, fir eben eist gemeinsaamt Zil ze erreechen an engem Sozialdumping do kënnen e Rigel virzeschieben.

Als LSAP-Fraktioun wëlle mer, dass dësen nationale Plang och am Liicht vu méi Chancëgläichheet a souguer méi Chancëgerechtegkeet ze liesen ass. Dat gëllt fir d'Ausriichtung, fir d'Gewiichtung vun de Reformen, déi musse kommen. Dat gëllt fir d'Verdeelung vun de Laaschte wéi och der Integratioun vum Eenzelnen an d'Gesellschaft an an d'Beruffsliewen.

Duerfir begréisse mer besonnesch och deen Akzent, deen an dësem Plang dran ass an deen och an der Regierungspolitik kloer affirméiert ginn ass: den Akzent op d'Bekämpfung vum Échec scolaire; den Akzent op nei Weeër an der Aus- a Weiderbildung; den Akzent op d'Noutwendegkeet vun enger zweeter Chance, fir den Zougang zum Aarbechtsmaart vun deem Eenzelne kënnen ze verbesseren. Dat sinn an eisen Aen déi richteg Prioritéiten, besonnesch wann de Wee als Endzil d'Schafe vun enger grousser europäescher Wëssensgesellschaft huet.

Gradesou begréisse mer déi Développementer, déi an deem Plang dra sinn, déi d'Recherche an den Développement uginn, déi d'Informatiounstechnologië betreffen, wat och Zukunftscréneauë sinn, mat deene mer zu Lëtzebuerg mussen net nëmme mathalen, mä un där hir Spëtzt mer eigentlech probéiere mussen eis an Europa eropzeschaffen.

Wichteg schéngt mer awer och ze sinn, bei allen Objektiver - mir hu jo esou quantifizéierbar Objektiver am Beräich vun der Recherche -, dass mer do net nëmme sichen, fir déi ze erreechen, an dann awer e bëssen de Contenu eigentlech négligéieren an deem Ganzen. Wichteg si jo net nëmmen déi Zommen, déi mer investéieren, fir dass mer am Tableau gutt stinn, mä wichteg schéngt mer ze sinn, dass mer ëmmer erëm d'Suerg hunn, fir och ze iwwerleeën an eis d'Fro ze stellen: Investéiere mer an déi richteg Beräicher? Leie mer richteg mat deene Fongen, an déi mer ëmmer méi an deen dote Beräich vu Recherche an Développement erapompele vu staatlecher Säit?

Eng Rei vu Virriedner hunn op d'Noutwendegkeet higewisen, fir grad an deem dote Beräich all Acteuren net nëmmen zesummenzebréngen, mä all Acteuren dozou ze bréngen och zesummenzeschaffen. Dat misst jo eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn. Awer de Fait, dass jiddfereen dat hei widderhëlt, weist, dass do Problemer sinn.

Dat ass eigentlech bedauerlech, esou wéi mer och wéineg Verständnis duerfir hunn - mä jiddferee weess, dass déi Phenomeener bestinn -, dass et och nach Reschtbestänn u Kompetenzgerangel a Rivalitéiten tëscht deenen eenzelne staatleche Stelle gëtt an deenen dote wichtege Beräicher.

Dat ass eigentlech net gutt an dat ass eppes, wat wierklech kuerzfristeg verschwanne muss, soss kann déi ganz Strategie do fir d'Lëtzebuerger Land net opgoen.

Am wirtschaftlechen Deel fält besonnesch op, dass eng ganz Rëtsch vu Recommandatiounen och aus rezenten Etüden a Rapporten deelweis behäerzegt gi sinn. Dat sinn dann zousätzlech Iddien, déi am Laf vun deene leschten zwielef Méint nach an déi Iddien derbäikomm sinn, déi schonn am Regierungsprogramm vun 2004 waren.

Dat beweist och, dass esou Etüden net ëmsoss sinn, mä dass d'Regierung probéiert, dat Bescht aus deene Rapporten an Etüden erauszezéien, fir se an hir konkret Politik vun deenen nächste Joren afléissen ze loossen. Dat ass och sécherlech de richtege Wee.

Voll averstane si mer mat deem, wat hei drasteet a wat och de Wirtschaftsminister besonnesch ëmmer an deene leschte Méint an de Virdergrond gestallt huet: D'Noutwendegkeet fir eng koordinéiert, geziilte Betreiung vun Investisseuren zu Lëtzebuerg ze maachen, ouni déi hei déi Wirtschaft net ka bestoen. Mir sinn ugewisen zu Lëtzebuerg op privat Kapital, wat bereet ass, hei zu Lëtzebuerg ze investéieren a bestehend Betriber an an nei Betriber. Dat ass selbstverständlech nieft där Aktioun, déi vun öffentlecher Hand gemaach gëtt, essenziell fir e Weiderkomme vun eisem Land an deem dote Beräich.

Duerfir all eis Ënnerstëtzung fir de Versuch, eng administrativ Vereinfachung ze maachen, fir déi kleng Weeër zu de Verwaltungen an tëschent de Verwaltunge méi staark zur Geltung ze bréngen, wéi dat vläicht haut ëmmer gemaach gëtt; a besonnesch awer och déi kleng Weeër zu de politeschen Décideuren, wat en Atout ass fir Lëtzebuerg, a wou keen anert Land esou schnell ka mathalen, dass mer dat och schlussendlech probéieren an Evidenz ze stellen. Dat ass eng Stäerkt, dat ass eng Trompkaart, wann et sech ëm den Ausbau vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg handelt.

Den Avantage vun dësem Regierungspabeier ass sécherlech och, dass hei de Versuch gemaach gëtt, eng vernetzte Politik am soziale Wirtschaftsberäich haaptsächlech opzezeechnen. Dass dat net honnertprozenteg vläicht gelongen ass an deem heite Fall, erkläert sech och zum Deel duerch déi Aart a Weis, wéi esou Pläng zustane kommen, déi opgebaut sinn op Contributioune vun deene verschiddene concernéierte Ministèrë mat engem Ministère, deen dann d'Aufgab huet, dat Ganzt ze koordinéieren. Ech als een, deen och emol eng Kéier horizontal Kompetenzen hat als Landesplanungsminister, weess, wéi schwéier esou eng Operatioun ass.

Hei ass e Plang, un deem selbstverständlech - dat gesäit een och - verschidden Auteure mat drugeschafft hunn, mä wou de Versuch gemaach ginn ass, eben déi Contributiounen esou ze gewiichten, dass déi ganz Regierung do hannendru steet, an et esou ze maachen, dass eigentlech déi wesentlech Aspekter an déi néideg Prioritéiten zur Geltung kommen. Ech mengen, dass dat och hei gelongen ass.

Der Regierung hiren éischte Versuch, aus dësem nationale Plang vun hir selwer e Pakt vu Lëtzebuerg ze maachen, ass net duerchgaangen. Mä dat muss awer d'Zil bleiwen! Dat hei däerf eigentlech net nëmmen en Dokument vun der Regierung bleiwen.

Ech hoffen, dass mer, wa mer spéitstens an dräi Joer déi Diskussioun hei erëm féieren - well deen heite Plang huet jo eng Dauer vun dräi Joer, an an dëser Mandatsperiod wäert d'Chamber a wäert d'Regierung sech nach eng Kéier mat engem zweeten nationale Plang iwwert d'Lissabon-Strategie ze beschäftegen hunn -, da bis dee Moment et fäerdeg bruecht hunn, aus deem Ganzen net en Aarbechtsdokument vun enger Regierung ze maachen, mä wierklech e Pakt ze maachen, wou all wesentlech gesellschaftlech Kräften, och d'Politik, hannendru stinn, fir dëst Land hei weiderzebréngen an dësem Land seng Zukunft esou ze preparéieren, dass et och laangfristeg senge Bierger kann en héijen Niveau vu Wuelstand garantéieren.

Dësen éischten Essai vun der Regierung ass an eisen Ae positiv ze bewäerten. Et kënnt ee sech iwwerleeën - mä ech hu beim Duerchbliedere vun deem engen oder aneren auslännesche Plang festgestallt, dass déi dat och net gemaach hunn -, ob een, wann een deem Plang méi e contraignantë Charakter wëllt ginn, net kënnt bei deem zweeten Entworf sech virstellen, dass een no deenen eenzelne Sparte sech konkret Zilsetzunge gëtt, probéiert déi ze quantifizéieren, a schlussendlech dann och dat Ganzt mat engem konkreten Zäitplang versäit, fir esou wierklech en Aktiounsplang aus deem Ganzen ze maachen.

Sécherlech wär et och wënschenswäert, déi Consultation préalable, déi d'Regierung duerchgefouert huet, déi sech elo haaptsächlech op d'Tripartitepartnere beschränkt huet, méi grouss opzemaachen an och aner gesellschaftlech Kräften an déi Virconsultatioun do mat eranzehuelen. Dat schéngt eis essenziell ze sinn, wann ee wëllt e Maximum vu Leit hannert esou engem Plang stoen hunn an deem Plang do dat néidegt politescht Gewiicht och wëllt ginn.

D'Chamber war mat implizéiert, d'Chamber huet dat gemaach mat deene Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn, och mat deem, géif ech soen, Zäitraum, deen zur Verfügung steet, dee war net immens.

Et wär wënschenswäert, dass, wann en Avant-projet besteet, de Sozialpartner zougestallt gëtt, vläicht d'Chamber och kënnt d'selwecht behandelt gi wéi d'Sozialpartner. Dat wär net schlecht, mat allem Respekt fir d'Sozialpartner, fir dass mer eigentlech do kënnen à arme égale un deen Dossier do erugoen an dass mer esou och kënnen e bësse méi Zäit hunn, fir eis mam Fong vun deem Plang do vun der Regierung och besser nach kënnen auserneen ze setzen.

D'Regierung huet eng ganz Partie vun Iddien, déi an deene Contributioune vun deenen eenzelne Chamberskommissiounen dra waren, iwwerholl. Mir géifen eis wënschen, dass déi eng oder aner Iddi, déi verluer gaangen ass, vläicht nach kënnt elo vun der Regierung mat opgegraff ginn.

Här Minister, mir hunn Iech en Tableau zoukomme gelooss, wou mer opgelëscht hunn, wat fir eng Iddien dat waren. Déi meescht si vun der Regierung zréckbehale ginn aus deene Contributioune vun de Chamberskommissiounen, mä et waren der e puer dobäi, déi net zréckbehale gi sinn.

Ech wëll der e puer hei opzielen, déi fir eis eng gewësse Wichtegkeet hunn, an déi mengen ech awer och eigentlech an der Linn vun deem leien, wat d'Absichte vun der Regierung sinn, wou et awer net schlecht wär, fir déi vläicht mat kënnen ze iwwerhuelen.

Et ass d'Fro vun den Industriebroochen, dat heescht prioritär d'Ëmnotzung vun den Industriebroochen, fir d'wirtschaftlech Entwécklung ze beschleunegen. Et ass de Lien, dee vun der wirtschaftlecher Entwécklung och muss gemaach gi mat der Landesplanung, mat dem Leitprogramm vun der Landesplanung.

Eppes schéngt eis och ganz wichteg ze sinn, nämlech de Punkt, dass mer eis Régimes d'aide iwwerdenken. Dat wëllt ee vläicht Bréissel net onbedéngt schreiwen, mä et wier ubruecht, dass een awer déi staatlech Subventiounen, déi d'Regierung asetzt, sief et fir Betriber, sief et fir d'Aktivitéitszonen, sief et och fir d'Recherche, sollt nach eng Kéier iwwerpréiwen, eng Kéier kritesch kucken, a vläicht sech d'Fro stellen, ob déi Kritären nach ëmmer déi richteg sinn.

Ech huelen ee Beispill: Ass et richteg, dass eigentlech just Industriezone bezuschuusst gi vun der Regierung? Ass et haut net och richteg, dass aner Aktivitéitszonen eigentlech och misste vun der Regierung Mathëllefe kréien, wa se Méiglechkeeten opmaachen, et zum Beispill méiglech maachen, am Beräich vu ganz zukunftsfördernde Secteuren nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien? Dat sinn alles Froen, déi een, mengen ech, sollt an aller Rou eng Kéier diskutéieren, a wou ee bereet muss sinn, déi Régime-d'aiden, déi zum Deel - wat d'Aktivitéitszone betrëfft - schonn op d'Krisejore vun de 70er Joren zréckginn, nach eng Kéier kritisch ze kucken an do vläicht dat eent oder anert änneren.

Eis schéngt och wichteg ze sinn, dass ee vläicht géif mentionnéieren, dass d'Législatioun iwwert d'Faillitë soll ëmgeännert ginn, an och dass ee soll méi schnell Prozedure virgesi fir d'Homologatioun vun auslänneschen Diplomer, wou och vill Zäit vergeet, fir dass eenzel Spëtzeleit eigentlech kënnen hei zu Lëtzebuerg op deene Plaze schaffen. Dat graff gesot zu deem dote Punkt.

Mir ass opgefall, dass d'Demokratesch Partei, déi jo eng harsch Pressekonferenz gëschter hat, hei e bësse méi mollo mollo un déi Saach erugaangen ass. Si huet gëschter der Regierung virgeworf, si géif mat de Rezepter vum 20. Jorhonnert un d'Problemer vum 21. Jorhonnert erugoen. Ech fäerten, wann een d'Demokratesch Partei géif eleng gewäerde loossen, dann hätte mer op eemol Zoustänn wéi am 19. Jorhonnert, an den Zäite vum Urkapitalismus, well wann een einfach schwätzt, dass…

(Interruption)

Jo, ech kënnt och nach aner Zitater hei ufëieren.

(Interruption)

Menger Usiicht no, wann een d'Kritik mécht, deen heite Plang wär net prezis, et schwätzt ee vum Orakel vun Delphi. Ech mengen, grad virdrun hate mer d'Orakel vun Déifferdeng,…

(Hilarité)

…wat hei geschwat huet, well éierlech gesot: Ech sinn net méi schlau elo wéi ech virdru war, an ausser al Hitt aus dem DP-Wahlprogramm hunn ech eigentlech och hei net vill héieren. A wat d'Leit vum DP-Wahlprogramm halen, dat ass jo och zënter dem leschte Joer bekannt.

(Interruptions diverses et coup de cloche de la Présidence)

Här President, ech géif mer erlaben zum Schluss nach eng Motioun eranzebréngen. Ech hat gehofft, et wär méiglech eng Motioun vun alle Fraktiounen hei ze maachen. Dat war de Wonsch, dee mer eigentlech an der zoustänneger Ekonomieskommissioun haten, Et ass mer elo awer kuerz virun hallwer dräi matgedeelt ginn, dass dat net wäert de Fall sinn. Duerfir géif ech mer hei erlaben, eng Motioun anzereechen, déi d'Ënnerschréften dréit vun den Deputéierten aus de Majoritéitsfraktiounen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant que la stratégie dite de Lisbonne constitue la pierre angulaire dans un processus lancé en l'an 2000 et qui doit faire de l'Union européenne «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde» d'ici l'an 2010;

- rappelant que suite à la révision de mi-parcours de la stratégie au cours de l'année 2005, sous présidence luxembourgeoise, chaque État membre de l'Union européenne est tenu d'élaborer un programme national de réforme pour une période de trois ans;

- considérant que l'appropriation des objectifs de la stratégie de Lisbonne par tous les acteurs concernés, notamment à travers leur participation à l'élaboration du plan national de réforme, joue un rôle primordial dans la mise en œuvre de la stratégie au niveau national;

- considérant qu'une large consultation de tous les partenaires sociaux a eu lieu avant la finalisation du texte;

- considérant l'importance des mesures proposées pour assurer la compétitivité de l'économie luxembourgeoise, pour soutenir la création d'emplois de qualité et partant, pour lutter efficacement contre le chômage;

- considérant que la Commission européenne procédera à l'évaluation des programmes nationaux de réforme en janvier 2006;

- se félicitant d'avoir saisi l'occasion, par le biais de sa contribution écrite ainsi qu'à travers un débat d'orientation, de débattre du contenu du plan avant sa transmission à la Commission européenne;

invite le Gouvernement

- à tenir la Chambre des Députés au courant à intervalles réguliers des progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan national et de l'évaluation effectuée par la Commission européenne et se réserve le droit d'organiser, en temps utile, un débat sur la mise en application du plan.

(s.) Alex Bodry, John Castegnaro, Ben Fayot, Marcel Sauber, Michel Wolter.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a sech kann ech ganz vill vun deem ënnerschreiwen, wat mäi Virriedner elo hei gesot huet, sief et vun der nohalteger Entwécklung, sief et vun der Form, wéi dat Dokument hei entstanen ass, sief et och deels wat d'Inhalter ubelaangt.

De Schluss, bon, där Polemik wëll ech mech net uschléissen. Awer ganz vill, wat hien iwwert d'Form an den Inhalt gesot huet, wëllt ech awer hei och nach e bëssen eng Kéier vu menger Säit widderhuelen.

Vläicht am Ufank, et ass zwar scho gesot ginn, ech wëllt awer trotzdeem nach eng Kéier de genaue Wortlaut widderhuelen, deen 2000 do niddergeluecht ginn ass, deen heescht nämlech: «…l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale dans le respect de l'environnement.»

Ech mengen, dee Saz sollte mer eis an deem ganzen Text ëmmer erëm virun Aen halen, well mer soss séier erëm an al Konzepter, effektiv Konzepter vum 20. Jorhonnert wäerte verfalen. Also, mir sollten eng Regioun ginn, déi de Motor vun der Weltgemeinschaft duerstelle soll, baséierend op enger dynamescher Wëssensgesellschaft, am Aklang mat enger nohalteger Entwécklung. Eng nohalteg Entwécklung also, déi op dräi gläichberechtegt Saile berout: déi ekono-

mesch, déi sozial an déi ekologesch.

Déi dräi Saile ginn zwar och ëmmer nees zitéiert, an et gëtt och ëmmer nees helleg versprach a versécher t, wéi wichteg e gläichberechtegt Behandele wier. Kuckt een awer déi konkret Proposen, déi schlussendlech um Dësch leien, kann een net méi onbedéngt vun enger gläichberechtegter Betruechtung ausgoen.

Déi ekonomesch Entwécklung vun de leschte Jore war an ass och alles anescht wéi zefridde stellend. Wa mer awer déi sozial Entwécklung ukucken, da stellt een awer och fest, dass déi sozial Sail awer och ufänkt onstabil ze ginn. Déi rezent Entwécklung a Frankräich an och an aneren europäesche Länner weist, dass mer oppasse mussen, a wéi eng Richtung mir de Sozialstat entwéckelen a reforméiere wëllen. Hei si mer amgaangen, eis en zolitte Schnapp ze huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Wa mer elo awer och nach déi drëtt Sail oder den drëtte Pilier ukucken an analyséieren, a wéi engem Zoustand deem seng Stabilitéit ass, esou stellen ech hei awer schonn eng schwéier, oder besser gesot eng extrem Onstabilitéit fest. Ech mengen, ech brauch net op d'Stierm an d'Katastrophe vun dësem Summer hinzeweisen. De Klimawandel ass scho Realitéit. D'Fro, déi sech stellt, ass just nach mat wéi enger Heftegkeet mir dee Wandel wäerten erliewen. Dofir ass fir mech d'Bewältegung vum Klimawandel an e méi schounenden Ëmgang mat den natierleche Ressourcen déi Erausfuerderung vum 21. Jorhonnert.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat ass mer déi Feststellung op deenen dräi Saile vun der Nohaltegkeet esou wichteg? Ech sinn nämlech där fester Iwwerzeegung, dass, wa mer den Akzent vun der europäescher Entwécklung just no kuerzfristegen ekonomesche Kritären ausriichten an net verstinn, dass déi sozial an ekologesch Komponenten en integrale Bestanddeel vun enger moderner Wirtschaftspolitik an duerfir gläich staark ze berücksichtege sinn, gëtt déi nächst Kris ëmsou méi hefteg. Dëst ass net nëmmen eng Erkenntnis, déi mir hei an Europa maachen, mä déi gëtt och an aneren, aussereuropäesche Länner gemaach.

Och an engem risege Land wéi China sinn et déi Iwwerleeungen, déi ëmmer méi an d'Diskussioun erageluecht ginn. Esou weist déi momentan chinesesch Wirtschaft e Wuesstem op, dee sengesgläichen op der Welt sicht. Dee baséiert op enger rasanter Zounahm vum Verbrauch un Energie an un natierleche Ressourcen. Wann de Wirtschaftswuesstem an de leschte Jore bei 8 bis 9% louch, esou louch dee vum Energiezouwuess bei iwwer 20%. Dës Entwécklung féiert noutgedronge fréier oder spéider an eng Sakgaass.

Dëst ass keng Ausso vu mir, mä d'Ausso vum Vize-Ëmweltminister aus China, nozeliesen an enger grousser däitscher Wochenzäitschréft. An deemselwechten Artikel ass och nach nozeliesen, dass, wa China sech net enger nohalteger Entwécklung verschreift, säi momentane Wirtschaftswuesstem deemnächst vun den Ausgabe fir d'Ëmweltschied ze begläichen erëm opgefriess gëtt.

Zréck awer zum Plan national pour l'innovation et le plein emploi. Wann ech mer elo de Lëtzebuerger Beitrag zur Lissabon-Strategie ukucken an de Brëll vun der Nohaltegkeet opsetzen, ginn ech d'Impressioun net lass, dass dat Gläichgewiicht vun deene virgenannte Sailen an dëser Strategie net esou richteg entwéckelt ass.

«La négligence ou la prise en compte tardive de défis environnementaux tels que le changement climatique ou la pollution atmosphérique risquent de nuire à la qualité de la vie et d'entraîner des dommages environnementaux irréversibles ainsi que des coûts nettement supérieurs à ceux de l'action préventive, ce qui entraverait la croissance économique et affecterait négativement les finances publiques.» Dësen Abschnitt geheiert duerfir an d'Introduktioun. Dee steet nämlech an dësem Plang, mä just bei der Ligne directrice vum Environnement. Wa mer dat als Leitbild vun dësem Strategiepabeier géife vir drastellen, hätte mer schonn eppes erreecht.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ier ech mech mam Inhalt vun dësem Pabeier wëll ausenaner setzen, mengen ech, dass et awer nach eng Kéier wichteg wär, d'Aart a Weis wéi dat Dokument hei entstanen ass ze kommentéieren. An ech zitéieren och do nach eng Kéier: «Il est retenu que la réussite du processus de révision de la stratégie de Lisbonne, récemment entamé, présuppose une plus large participation des parlements nationaux et le concours structuré et organisé de la société civile. Telle est la condition indispensable pour que l'indifférence et la méfiance qui, jusqu'à présent, ont caractérisé les opinions publiques face à ce thème puissent à moyen terme faire face à la compréhension et à l'adhésion. Les organes représentatifs du dialogue social devront également être associés à ce processus.»

Souwäit en Auszuch aus dem Synthesepabeier vum Här Bodry vun der éischter gemeinsamer Kommissiounssëtzung mat Vertrieder aus der Regierung, de 14. Februar hei an der Chamber.

Ech stellen awer haut hei fest, dass dëst wéi esou oft nëmmen e Wonschdenke war. Dee groussaartegen Dialog huet menges Wëssens jiddefalls net esou stattfonnt. Et sief vläicht just an engem Gremium: dee vun der Tripartite. D'Société civile hunn ech an dësem Prozess vergebens gesicht. Ech wéisst jiddefalls net wéini a wou esou eng Plattform geschafe gouf fir mat der Société civile dës Strategie ze diskutéieren…

M. le Président.- Här Kox, den Här Lux huet de Fanger gewisen. Solle mer him d'Wuert ginn?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Däerf ech vläicht soen, dass fir d'Contributioun, déi de Ministère de l'Environnement draginn huet, eng Concertatioun stattfonnt huet mat allen ONGen am Beräich vum Ëmweltschutz zu der Strategie vu Lissabon. Et ass also falsch ze behaapten, dass Der vergebens no iergendengem Dialog mat der Société civile sicht.

Plusieurs voix.- Très bien! Voilà!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Très bien, mä dat ass an engem Beräich, a wann Der sot mat…

(Interruption)

…all den Associatiounen, wëll ech just widderhuelen, dass ech dat och Ärem Mataarbechter gesot hunn, dass eng Rei vun Organisatiounen net an deem Colloque agelued waren, an dass dee Colloque net ëmmer gläichberechtegt besat wär.

(Interruption)

Ech ginn lech Recht, dass do duerchaus eng Consultatioun leeft.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Och den Dialog, deen tëschent der Chamber an der Regierung gelaf ass, kann ech éischter als en Dialog vun engem Laanschtenee wéi engem Matenee charakteriséieren. Den Här Bodry huet jo virdrun drop higewisen, dass och deels ënnert de Ministerien déiselwecht Problematik war, an dass och do déi horizontal Verbindungen net ëmmer an dëser Dokumentatioun zréckzefanne sinn.

Ofgesi vun dëser éischter Réunioun hei de 16. Februar ass keng weider gréisser Réunioun aberuff ginn. An ech hunn déi éischt Réunioun hei an der Chamber emol guer net esou schlecht fonnt fir kënnen an d'Thema eranzestëmmen. Och déi eenzel Chamberskommissiounen hu sech méi oder manner relativ séier mat der Ligne directrice ausenaner gesat. Eng déif gräifend Analys oder Diskussioun gouf awer, mengen ech, kaum gefouert.

Et sinn awer och e puer Chamberskommissiounen - an dat wëll ech awer hei ënnersträichen -, déi hir Aarbecht net esou schlecht gemaach hunn. Och d'Memberen aus der Ekonomieskommissioun - déi souzesoen d'Roll vum Mister Lissabon vun der Chamber representéiert, esou wéi se de Wirtschaftsminister dëst Joer bekanntlech fir d'Regierung iwwerholl huet -, huet just déi eenzel Dokumenter gesammelt an der Regierung weidergeleet. Iwwert déi eenzel Beiträg vun den eenzelne Kommissiounen hu mer eis net ënnerhalen. Esou ass et och kaum verwonnerlech, dass et net zu engem gemeinsame Pabeier oder enger gemeinsamer Stellungnahm hei ka kommen.

(Interruption)

Dat eenzegt Gremium, dat sech méi oder manner gemeinsam mat dem Strategiepabeier vun der Regierung ausenaner gesat huet, war d'Gremium vun der Tripartite. Wéi esou oft war et an der Tripartite wou déi meeschten Diskussioune gefouert goufen. Ech wëll hei net de wichtege Rôle vun der Tripartite a Fro stellen. Respekt nach eng Kéier nodréiglech fir déi gutt a wichteg Aarbecht, besonnesch a Krisesituatiounen, déi dat Gremium säit iwwer 25 Joer geleescht huet! Ech mengen awer, dass d'Fro duerchaus berechtegt ass, an duerfir erlaben ech mer se haut och hei ze stellen: No wéi engem Schema an no wéi enge Kritäre gëtt den Zäitpunkt definéiert? Wéini a firwat gëtt grad nëmmen d'Tripartite an e Prozess agebonnen? A wéini firwat net?

Et sinn nämlech eng ganz Rei vu Leit aus der Société civile, déi sech déiselwecht Fro do stellen. Ëmsou méi et bei dësem wichtege Prozess net nëmmen ëm eng kuerzfristeg ekonomesch a sozialpolitesch Ausriichtung geet, mä ëm eng Strategie fir d'Zukunft oder besser gesot ëm eng Strategie fir eist Land endlech op d'21. Johrhonnert virzebereeden.

Firwat muss et grad d'Tripartite sinn, déi ausschlaggebend muss sinn, mat wéi engen Inhalter en Dokument op Bréissel geschéckt gëtt oder net? Ech stelle mer jiddefalls do eng Rei vu Froen. Ech komme mer dann nämlech e bëssen iwwerflësseg vir, wann ech an enger parlamentarescher Kommissioun sëtzen, déi kuerz no esou enger Tripartitesronn stattfënnt, wou dann e Regierungsdokument diskutéiert gëtt, dat souwéisou schonn net méi den Originaltext vun der Regierung, mä eng verwässert Tripartitesversioun duerstellt. Gläichzäiteg däerf awer kaum nach un deem Text gefréckelt ginn, well soss de mühsam ausgehandelte Kompromiss direkt erëm op d'Kopp gestallt gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Erschwéierend kënnt dann dës Kéier och nach derbäi, dass d'Finaliséierung vum Lissabonner Strategiepabeier grad zu deem Zäitpunkt stattfënnt, wou de Statsminister seng politesch Prioritéite vun der Regierung vun den nächste Méint duerleet. Et versteet sech vum selwen, dass eng Vermëschung do net ausbleift an déi néideg Diskussiounen iwwert déi längerfristeg Perspektiven net gefouert ginn. Hei sinn et ëmmer déiselwecht Leit, déi ëmmer nees iwwert déiselwecht Problematik diskutéieren.

Sou wéi schonn aganks gesot, hätte mir eis vun der grénger Fraktioun méi eng breet an déif gräifend Diskussioun gewënscht. Duerfir hätte mer et och gäre gesinn, dass emol aner Leit sech an de Prozess hätte kënnen aklicken, esou wéi dat och praktesch ausgemaach war an och duerfir am Synthesepabeier vum Här Bodry vun der éischter Réunioun esou festgehalen ass.

Besonnesch bei engem Projet wéi deem heiten, wou et ëm déi zukünfteg Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Politik geet, souzesoe Lëtzebuerg fit ze maachen am Kontext vun engem europäesche Bannemaart an enger ëmmer méi globaliséierter Wirtschaft.

«La définition des grandes lignes et mesures concrètes présentées dans ce programme national s'est donc faite dans le cadre d'une concertation large entre pouvoirs exécutif et législatif, ainsi qu'entre pouvoirs publics et partenaires sociaux», sou wäit d'Zitat aus dem Dokument. Wann dat do soll stëmmen, da war ech jiddefalls déi lescht zéng Méint an engem anere Film.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat den Inhalt vun dësem Pabeier ugeet si mer alles anescht wéi zefridden. Vill vun deene Moossnamen, déi sech an dësem Pabeier erëmfannen, fënnt een duerfir och schonn an aneren Dokumenter, just vläicht mat engem aneren Titel. Derbäi kënnt nach, dass déi Moossnamen och nach deelweis esou vag gehale sinn, dass eng praktesch Ëmsetzung duerfir kaum méiglech ass, well déi néideg Instrumenter net definéiert sinn.

Mir vun der grénger Fraktioun hätten eis méi eng kloer Sprooch gewënscht. Statt enger Usammlung vu méigleche Moossname wär et vläicht méi sënnvoll gewiescht, wann ee sech jeeweils nëmmen op e puer Ziler beschränkt hätt. Gläichzäiteg hätt ee sech awer och misse Gedanke maachen iwwert déi praktesch Ëmsetzung andeems een déi néideg Instrumenter definéiert hätt, fir dem Usproch vun engem Plan national pour l'innovation et le plein emploi gerecht ze ginn.

Mir ginn d'Gefill net lass, dass der Chamber hir Proposen net esou richteg an dësem Pabeier erëmzefanne sinn. Duerfir ënnerstëtzen ech dat, wat den Här Bodry virdru gesot huet, dass d'Regierung sech nach eng Kéier sollt d'Méi maachen, dat ze iwwerkucken. Mä wat bekanntlech jo net ass, ka jo nach ëmmer eemol kommen.

„Plan national pour l'innovation et le plein emploi", esou emol de vill verspriechenden Titel vun dësem Dokument. Bei esou engem Titel misst et jo just nach wibbele vun innovative Moossnamen. Et misst e regelrechten innovative Fuedem duerch dëst Dokument ze fanne sinn. Mä neen, wäit gefeelt! Wou bleift do d'Opbrochstëmmung? Wou bleiwen d'Äntwerten op d'Froen aus dem 21. Jorhonnert? Wéi scho gesot, ech kann dat och hei ënnerstëtzen, d'Äntwerten, déi hei deels dra sinn, sinn effektiv zum gréissten Deel Äntwerten aus dem 20. Jorhonnert. Esou wäit vläicht déi allgemeng Bemierkungen.

Fir déi méi konkret wëllt ech vläicht ufänke mat deem Deel, dee grad eisem Wirtschaftsminister esou vill um Häerz läit, nämlech seng onermiddlech Sich no neien Industrien. Dobäi ass et jo net ze iwwerhéieren, wéi schwéier d'Usidele vun neie klassesche Produktiounsfirmaen op Lëtzebuerg mëttlerweil ginn ass. Mä ech mengen, dass déi Erkenntnis jo awer net nei ass. D'Zäit vun de klassesche Produktiounsfirmaen an der Schwerindustrie an engem Hochlohnland wéi Lëtzebuerg ass einfach eriwwer. Dat wëllt awer net onbedéngt heeschen, dass mer an der Zukunft keng esou eng Industrie méi wäerte fannen, mä d'Sich muss méi cibléiert virgeholl ginn. Duerfir wonnert et mech, dass mer nach ëmmer keng genau Analys iwwer eis wirtschaftlech Schwächten a Stäerkten duerchgefouert hunn.

D'Zil, mengen ech, ass awer kloer, dass d'Zukunft hei zu Lëtzebuerg éischter am Déngschtleeschtungssecteur ze sichen ass wéi an der Industrie. D'Verhältnis ass haut schonn 80:20. Wann nach Industrie, da just nach héich spezialiséierter, wou d'Plus-value éischter op dem Know-how wéi op der Produktioun läit.

Ech weess och net, ob mir dat Land ginn, dat sech e wirtschaftlecht Standbee mat de Biotechnologien opbaue wäert. Hei stellt sech natierlech d'Fro: Wéi eng Biotechnologie? Biotechnologie ass net gläich Biotechnologie, an do géif ech gären dat, wat den Här Meisch virdrun hei ugefouert huet, och ënnerstëtzen, fir endlech d'Diskussioun lasszebriechen, wat mer dann do genee wëllten a verstinn ënner Biotechnologie.

Och wat d'Kapitel vun der Recherche ugeet, stinn eng ganz Rei vu Pisten an dësem Bericht. Konkretes, a wéi eng Richtung ee schlussendlech soll goen, steet net dran. Pisten, wéi d'Communication, d'Technologie de l'environnement, d'Logistik, d'Biotechnologie, den Droit, d'Ekonomie an esou weider; dat alles, alles an näischt oder e Bréif un de Kleeschen.

Ganz konkret hätt ee sech zum Beispill e Beräich aus der Technologie de l'environnement eraushuelen an ausformuléiere kënnen. Mir hu jo bekanntlech e Kyoto-Problem an dee gouf jo och ausféierlech gëschter Mëtteg nach vum Ëmweltminister duergeluecht an ass och haut ausféierlech an der Press nozeliesen. Firwat huele mer net e Beräich aus deem eraus a formuléieren e bis zum Schluss duerch? Eent vun de groussen CO_2-Reduktiounspotenzialer ass bekanntlech d'Notzung vun de Sonnekollekteren. An deem Beräich ass awer och nach vill Fuerschungspotenzial. Firwat net eng Plattform an dësem Beräich grënnen?

Eng Formulatioun am Bericht hätt kënnen esou ausgesinn: Identifikatioun vun engem Problem, Problem ass den CO_2, do gëtt et bekanntlech en Nohuelbedarf vu Lëtzebuerg. Zweetens, de Beräich Fuerschung. Hu mer Méiglechkeeten, an deem Beräich Fuerschung hei a Lëtzebuerg ze maachen? Et gi genuch Leit, déi sech mat deem Beräich scho beschäftegen, sief dat an der Schoul - wou ech virdru war -, sief dat um IST - wou den Här Oberweis war - oder sief dat verschidde Fuerschungszellen am Süden.

Am Beräich Industrie hätt ee kënne cibléiert no Firmae sichen an där hir Kollekterproduktioun hei zu Lëtzbuerg opbauen. Ech weess, dass viru Joren esou Démarchen an och Ufroen do waren.

Am Beräich Handwierk hätte mer kënnen Informatioun a Formation continue ubidden, Ureizer, fir Firmen ze grënnen, schafen, Potenzialer ausmaachen a Formatioune mat den Architekten duerchféieren.

Am Beräich initial Formatioun an der Schoul, nei Formatiounen opbauen. An Éisträich gëtt et zum Beispill scho laang de Solarteur.

Am Beräich Grand public Ureizer schafen, Informatiounscampagnen ausschaffen an Energieberoder an de Gemengen implantéieren.

Esou oder ähnlech hätt ee kënne vill konkret Fallbeispiller, déi och nach dem wichtegsten Zil vun der nohalteger Entwécklung gerecht ginn, an dëse Bericht erafléisse loossen.

E weidert gradesou wichtegt Beispill wär zum Beispill dat vun der Formatioun vun de Sproochen. Mir wëssen alleguerten, dass Lëtzebuerg do mat senge respektiven Immigratiounsschüler immens Problemer huet. Och do hätte mer kënnen, ausgehend vun enger Problembeschreiwung, wéi zum Beispill der Orientatioun vun eise Kanner, der Formatioun vun de Formateuren, Methode wéi ee Sproochen nei kann erléieren an esou weider formuléieren, eng cibléiert Fuerschung zesummestellen, Synergië sichen tëschent der Uni Lëtzebuerg a klenge Fuerschungszellen, fir den Apprentissage tout au long de la vie dobaussen an de Schoulen ze verbessere respektiv schlussendlech bei de Schoule selwer unzepaken, der Formation des formateurs, ee vun deene wichtegste Kritären an der nächster Zäit.

Mat dësem Fallbeispill hätt een domat och kënnen e Lien schafen tëschent de Lignes directrices 22, 23 a 24, wou et ëm d'Problemer vun der Formatioun an der Schoul an der Formation continue dobausse beim Handwierk geet, an de Lignes directrices 7 an 8, déi jo u sech mat der Fuerschung ze dinn hunn a wou do steet „établir un espace européen de la connaissance".

Wann ech scho bei de Lignes directrices 22, 23, 24 sinn, wëll ech awer och nach e puer Wierder dozou soen. Villes wat do steet, besonnesch wat d'Formation professionnelle ugeet, kann ech deelen, woubäi et mer hei erëm konkret net wäit genuch an den eenzelne Formatioune geet. Ech hu selwer 14 Joer an enger Formation professionnelle an engem Lycée technique geschafft. Wann ech elo do liesen, ech zitéieren: „Au niveau des contenus de formation le Gouvernement entend passer d'un enseignement fondé principalement sur le savoir vers un enseignement qui se fonde sur les compétences", da fannen ech deeselwechte Saz nach eng Kéier zréck, dee mer 1990 schonn eng Kéier formuléiert hunn. Ech hunn och do ganz aktiv deemools an deem Projet Prof matgeschafft, wou dëse Saz praktesch als Leitmotiv figuréiert huet.

Wat ass awer säitdeem passéiert? Dës Reform, déi mer deemools ugefaangen hunn, ass successiv démontéiert ginn, esou dass mer haut erëm do sti wéi 1990. Dobäi hunn ech perséinlech vill gutt Erfahrunge mat dësem Prinzip gemaach. Nach haut schaffen eng Rei vu menge Kolleegen, deels a parascolairen Aktivitéiten, no dësem Prinzip. Ech hunn ëmmer un dee Prinzip gegleeft a gleewen nach haut un en. Leider hu mer awer ëmmer misse kämpfen, fir dëse Prinzip och innerhalb vum normalen Unterrecht kënnen ënnerzekréien. D'Konsequenz war, dass mir eis ëmmer méi a fräiwëllegen, parascolairen Aktivitéiten zréckgezunn hunn.

Ech hoffen duerfir, dass déi nei Unterrechtsministesch dëse Prinzip mat der néideger Kontinuitéit weiderdéveloppéiert. Wa mer eiser Jugend erëm méi Loscht mat op de Wee gi selwer kënnen eppes ze realiséieren an hir Kompetenzen no hire Stäerkten auszebauen, da brauche mer se net spéider duerch gekënstelt Moossnamen opzefänken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Mir mussen oppasse bei eisem Dialog, wéi mer mat de Verléierer vun eisem System ëmginn. Och däerfen d'Reforme vum Sozialstat net bei deene Schwächsten ugoen. Wa schonn de Sozialhiewel soll ugesat ginn, da solle mer wann ech gelift zweemol, dräimol kucke wie genau domat betraff ass.

Et ass net eis Jugend, déi esou schlecht ass a gären aus der Schoul geet, fir duerno Arbeitslosegeld ze kréien. Kee wëllt säi Liewe laang ofhängeg vum Stat sinn. Wa mir et awer fäerdeg bréngen, eis Schoul esou ze reforméieren an eist Ugebot un d'Schwächten an d'Stäerkte vun de Schüler kënnen upassen, mengen ech, dass mer hei och nëmme Gewënner erëmfannen. Ech hu jiddefalls ganz vill flott Erfahrunge beim Projektunterrecht gemaach an hunn haut nach ganz vill gudde Kontakt mat mengen Exprojetsschüler.

Fir dëst awer an d'Praxis ëmzesetzen, brauche mer de Support vun der ganzer Gesellschaft. Wann ech Gesellschaft soen, verlaangen ech awer och vun der Gesellschaft, dass mer déi Schüler respektiv déi Schoultypen net weider däerfe stigmatiséieren. Mir mussen eng nei Campagne starten, fir d'Lycée-techniquen nei ze revaloriséieren. Wann eis dat geléngt, kënne mer vill vun deenen 20%, déi hir Schoul ofbriechen, zréckgewannen.

E Kapitel, wat relativ vill Säite vun dësem Dokument anhëlt, ass d'Kapitel vun der Ëmwelt. Wann een no de Säite jugéiere misst, géif déi ekologesch Sail vun der Nohaltegkeet relativ stabil stoen. Bei der méi detailléierter Analys fält awer op, dass hei och erëm vill studéiert gëtt a kaum konkret Moossnamen opgezielt ginn. Dir verstitt, dass ech hei vill kéint bäifügen; ech wëll awer nach just eng Pist oder e puer Pisten hei opzielen.

Eent vun de wichtegsten Instrumenter, déi een an der Ëmweltpolitik kennt, nämlech dat vun enger ekologescher Steierreform, gëtt erëm nëmme weider studéiert. An dobäi si schonn eng etlech Etüden heiriwwer gemaach ginn. D'Ëmweltkommissioun huet och ausdrécklech an hirer Stellungnahm drop higewisen, fir dës Steier ëmzesetzen.

Ech zitéieren: «La commission recommande au Gouvernement de mettre en œuvre une reforme écologique des impôts.» D'Förderung vun den alternativen Energië soll och an Zukunft weidergoen. Wann ech mer awer souwuel den Inhalt wéi d'Ëmsetzung vun den neie Reglementer ukucken, hunn ech awer meng Zweifel. Firwat schreiwe mer net hei an d'Dokument, wéi en Zil mer genau an den erneierbaren Energië bis 2010 wëllen erreechen? Vill vun den Ëmweltpunkte sinn deemno äussert vag gehalen an ouni konkret Ziler an Instrumenter ze definéieren.

Esou ähnlech wéi bei der Fuerschung hätt een och hei kéinten e Fallbeispill beschreiwen. Esou zum Beispill mat der Autosteier. Mir wëssen alleguerten, dass déi net nohaltegen Ziler entsprécht. Si ass weder ekologesch nach sozial nach ekonomesch. Do brauch een net ze schreiwen, d'Adaptatioun géif studéiert ginn. No der Pressekonferenz vum Här Lux vu gëschter soll, neen, muss do stoen, dass déi Steier muss kommen.

Vläicht nach e puer Wuert zur Kannerbetreiung, déi jo och hei an enger Ligne directrice beschriwwe gëtt. Mir wëssen alleguerten, dass mer an deem Beräich nach ganz vill Effortë musse maachen. Dëst ass eng Äntwert op brennend Froen aus dem 21. Jorhonnert, bei där emol eng Kéier eng Zuel an der Dokumentatioun genannt ass, mä déi Zuel stellt eis jiddefalls bei wäitem net zefridden.

Et gëtt nämlech eng ganz kloer Korrelatioun tëschent de Kannerbetreiungsstrukturen an der Fraebeschäftegung. Hei muss Lëtzebuerg nach e ganz groussen Effort ënnerhuelen, well d'Zuele fir sech schwätzen. Esou ass d'Fraebeschäftegungsquot vun 52% am Joer 2003 op 50,6% am Joer 2004 gefall. D'Zil an der Lissabon-Strategie si 60%. An enger Wëssensgesellschaft wéi Lëtzebuerg kënne mer eis et net leeschten, fräiwëlleg op gutt ausgebilten Aarbechtskräften ze verzichten.

E weider ganz heikelt Thema ass dat vun den Déngschtleeschtungsrichtlinnen. An dësem Dossier si schonn eng ganz Rei vu Pirouettë gedréint ginn: «En ce qui concerne la libéralisation du marché des services, les Députés présents préconisent le retrait pur et simple de la proposition de directive dite Bolkestein.» Esou wäit vläicht just nach en Zitat aus dem Synthesepabeier vum Här Bodry vum 16. Februar. Esou steet et jiddefalls net am Strategiepabeier vun der Regierung. Vläicht kann de Wirtschaftsminister dozou jo nach Stellung huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Ausféierung a wëll mech dem Schlusssaz vun der Introduktioun aus dem Strategiepabeier uschléissen, dee seet: «Les défis auxquels la société, l'économie, l'environnement font face sont surmontables et offrent même de nouvelles opportunités de croissance et de création d'emplois.» Dëst gëllt awer nëmmen dann, wa mer och deen néidege Courage hunn, endlech Neel mat Käpp ze maachen.

Ech mengen deen Débat, dee mer haut hei féieren, huet fir mech eréischt ugefaangen. Mir sollten net waarde bis déi dräi Joer verstrach sinn, fir en nächste Rapport op Bréissel ze schécken. Vill Diskussiounen, déi mer während der Campagne zum Referendum haten, hunn drop higewisen, dass de Besoin dobaussen do ass, fir grad och iwwert déi Theme mat der Sociétéit ze diskutéieren.

Ech op jidde Fall si prett, mir si jiddefalls prett an deem Processus matzehëllefen an duerfir soen ech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt ëm d'europäesch Constitutioun huet gewisen, datt mir an enger politescher Kris stiechen. D'Bierger stellen de Politiker, stellen der Politik schwéier Froen. Si hunn Angscht virun der Globaliséierung, si fäerte fir hir Aarbechtsplaz, fir den Niveau vun hire Pensiounen, si fäerte fir de Gesondheetssystem, dee se kennen an appréciéieren, a si fäerte fir de Liewensniveau.

Si gesinn, datt net nëmmen d'wirtschaftlech Ëmfeld sech permanent ännert, mä och d'Gesellschaft: Déi traditionell Wäerter ginn a Fro gestallt, d'Immigratioun gëtt méi komplex an d'Familljeliewe kënnt ëmmer méi ënnert staarken Drock, well et ëmmer méi schwiereg gëtt, fir den Equiliber ze fannen tëschent dem Privat- an dem Familljeliewen engersäits an dem beruffleche Liewen anerersäits.

Mir liewen an enger Zäit vu Reformen an déif gräifenden, rapiden Ëmännerungen. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wat fir eng Technologien ons Kanner haut an onse Schoulen hunn, mat wat fir engen Technologië se haut mussen ëmgoen, an da gesi mer schonn a wat fir enger Welt vu muer si hir Aarbechtsplaze musse gesinn. Et gesäit een och, datt mir selwer an der Vergaangenheet ënnert ganz aneren Ëmstänn ons Studië gemaach hu wéi déi, déi mer haut kennen.

D'Politik ass gefuerdert, fir Äntwerten ze ginn, kloer Äntwerten op d'Ängschte vun de Bierger. Deen nationale Programm am Kader vun der Stratégie de Lisbonne ass e gudde Kader fir doriwwer ze diskutéieren a fir och d'Ängschte vun de Leit ewechzehuelen.

D'Lissabon-Strategie gouf lancéiert am Joer 2000. D'Zil war et, fir aus Europa an zéng Joer, dat heescht bis 2010, déi kompetitiivst Wirtschaft op der Welt ze maachen an domadder de Wuelstand an d'Aarbechtsplazen an d'Sozialwiesen an Europa ze retten an ze konsolidéieren.

Fënnef Joer duerno muss een d'Fro stellen, wou mer dann elo sinn, a mir musse feststellen, datt an deene leschte fënnef Joer näischt op deem Gebitt gemaach ginn ass - speziell hei zu Lëtzebuerg net. An dat ass dat, wat bedauerlech ass fir e Land, wat awer deen héchste Liewensniveau huet an Europa, an an deem et deemno gëllt, speziell Efforten ze maachen.

Den europäesche Sozialmodell huet 20 Millioune Chômeuren an eng Produktivitéit, déi wäit ënnert där vun Amerika läit, deen an de Wëssenschafte manner diplomëiert Leit ervirbréngt wéi Indien, an och wann een d'Recherche, d'Breveten an d'Technologië kuckt, da gesäit een, datt mer och do wäit hannendra sinn - och zu Lëtzebuerg.

Wa mir eise Sozialmodell wëllen erhalen, baséierend op Solidaritéit a Gerechtegkeet an op Leeschtung, da muss alles gemaach ginn, fir datt mir Méiglechkeete schafen, datt eis Kanner, datt eis Leit, déi ablécklech scho schaffen, der Konkurrenz gewuess sinn, datt se an der Welt vu muer kënnen hire Mann respektiv hir Fra stoen. Mir musse méi staark ginn an de Bierger hëllefen, fir sech där Globaliséierung ze stellen, fir d'Chancen dovun ze notzen an de Geforen aus dem Wee ze goen.

Mä Europa muss och do budgetär hëllefen. A wann ee gesäit, datt 40% vun den Ausgabe vum Budget geduecht si fir d'Agrarpolitik, da gesäit ee ganz kloer, datt do net déi richteg Akzenter gesat ginn,…

(Interruptions diverses)

…datt do musse Reforme gemaach ginn an datt ee muss kucke fir méi Sue fir d'Industrie, fir d'Servicer an esou weider, och fir eng nohalteg Entwécklung, duerchzesetzen.

Et ass dach absurd, wann ee gesäit, datt an der Agrarpolitik an der EU franséisch Parfumen am Export subsidiéiert ginn, well dat en Agrarprodukt ass. Et ass dach absurd, wann ee gesäit, datt mer an Drëtt-Welt-Länner Agrarproduite subsidiéiert verschécken an datt deen Ablack domat déi Agrarpolitik an deene Länner futtigemaach gëtt, esou datt déi obligéiert sinn, an Agrarproduiten an Europa ze investéieren.

Globaliséierung heescht och, datt mer iwwert d'Welthandelsorganisatioun, iwwert de Bureau international du travail, Spillregele mussen hunn, fir där Globaliséierung ze begéinen. Deen nationale Plang, dee mer elo diskutéieren, reit sech an dee ganze Phenomeen, an déi ganz Evolutioun an. Am Prinzip hätt e misse vun der Regierung - esou hat d'EU et festgehalen - de 15. Oktober dëst Joer déposéiert ginn. Dat war d'Deadline. Mä wann ech richteg informéiert sinn, hunn nëmmen néng Länner déi Deadline do kënne respektéieren. A mir si frou, datt mer kënnen driwwer diskutéieren. Mir verstinn och, datt d'Regierung an där kuerzer Zäit no der Présidence net vill Zäit hat fir dee Plang am Detail auszeschaffen. Mä et muss een awer elo festhalen, datt dat, wat mer hei virleien hunn, voll gutt Intentiounen, mä relativ vag ass.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här Henckes, wéi hätte mer mat der Chamber deen Débat hei kënne féieren, wa mer en de 15. Oktober ofginn hätte wëllen? Kënnt Dir mer dat erklären?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Minister, ech constatéiere just nëmmen. Ech maache kee Reproche. Ech sichen eng Explikatioun. Ech soe just nëmmen, datt et relativ kuerzfristeg war, mä datt mer awer och dann - elo kënnt d'Fuerderung un Iech - d'nächst Joer, wa mer nees erëm eng Kéier iwwert dee Plang hei schwätzen - well Dir musst dee Plang jo am Oktober 2006, esou huet d'EU et virgesinn, hei aktualiséieren -, deen Ablack vun Iech méi Prezisioune wëlle kréien.

Ech denken notamment dorunner, datt ee muss am Kader vun där Prezisioun soen, wie wat mécht a wéi et gemaach gëtt. Do muss villes méi prezis ginn. Dat heescht och, datt en Timing festgeluecht gëtt wéini eppes geschitt an datt et och chiffréiert gëtt. Dat heescht, datt ee muss soe wat fir eng budgetär Mëttele gebraucht ginn, an datt dat alles vill méi prezis gemaach gëtt. Mir gesinn, datt aner Länner - ech hunn där Pläng gekuckt - do op deem Gebitt méi wäit gaang sinn. Ech ginn zou, datt d'Regierung an och d'Chamber dat elo vläicht e bësse kuerzfristeg hu misse maachen. Mä da solle mer awer elo déi Zäit bis den Oktober 2006 notze fir do méi Prezisiounen ze kréien.

Well dat, wat mer elo virleien hunn, dat ka verschiddentlech interpretéiert ginn. Et ka ganz positiv interpretéiert ginn, datt mer domadder alles réusséieren. Et kann awer och esou interpretéiert ginn, datt hei de Sozialofbau total agelaut gëtt. An dat däerf et garantéiert net ginn!

Une voix.- Très bien!

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass do, wou etlech Geforen an deem Text dra sinn a wou ee versteet, datt d'Regierung sech bedeckt hält, speziell an engem Ablack, wou se och nach budgetär Diskussioune féiert iwwert de Problem vun de Krankekeesen an aner Saachen, déi de Statsminister bei der Geleeënheet vun der Deklaratioun vun der Lag vun der Natioun hei deklaréiert huet.

Et muss een awer elo oppassen, datt d'Regierung net d'Lissabon-Strategie an den nationalen Aktiounsplang hëlt an deen an de Virdergrond stellt fir iwwert dee Wee e gewëssene Sozialofbau hei am Land wëllen duerchzesetzen. Well dat sinn zweeërlee Puer Schong. Dat eent geet drëm fir eis Ekonomie nohalteg ze entwéckelen, fir se méi kompetitiv ze maachen, an dat anert si budgetär Enkzwäng. Ganz oft si se zwar no beienaner, mä nach muss een awer déi zwou Saache vuneneen trennen. Ech wëll net, datt déi noutwendeg Adaptatioun vun eiser Ekonomie un d'Welt vu muer an de Kader vu budgetären Enkpäss eleng géing eragesinn. Dat wier schlecht fir dat, wat soll hei duerchgezu ginn.

Et gesäit een, datt dat Nationaalt an dat Europäescht ganz enk mateneen zesummeginn. Ech wëll nëmmen un d'Bolkestein-Direktiv erënneren, déi hei schonn öfters diskutéiert ginn ass, a wou mer wëssen, datt den nächste Méindeg am Europaparlament an där zouständeger Kommissioun wesentlech Akzenter gesat ginn, fir datt déi Bolkestein-Direktiv ënner enger modifizéierter Form - wat fir eng, weess ech net - da kéint am Januar 2006 duerchgezu ginn.

Och do erwaarden ech mer, datt d'Regierung, datt déi zoustänneg Lëtzebuerger Parlamentarier aus dem Europaparlament d'Intérête vun enger Liberaliséierung vun der Servicer zwar virgesinn, mä awer esou, datt et net zu Sozialdumping kënnt an datt déi national Gesetzgebunge respektéiert ginn. Mä net nëmmen déi um Niveau vun dem Sozialen a vum Aarbechtsrecht, och um Niveau vun der Protection des consommateurs, och um Niveau vun de Kontrakter a vum Strofrecht. Et ass keen einfachen Dossier, mä mir wäerten awer do gesinn a wat fir eng Richtung et geet wann ee vun Europa a vu Li-

beraliséierung vu Servicer schwätzt.

Deen nationalen Aktiounsplang, dee mer elo virleien hunn, Här President, do muss ee soen, datt een duerch déi vag Formuléierung Schwieregkeeten huet fir sech mat villem do ausenaner ze setzen. Mä wann elo am Laf vum nächste Joer d'Regierung higeet a si preziséiert e méi, da kënne mer méi an de politeschen Débat erakommen an op verschidde Punkten Alternative proposéieren, wa mer et fir néideg fannen.

Fir déi aner Punkten, déi opgestallt sinn, iwwert d'Educatioun an esou weider, do huet d'ADR-Fraktioun schonn hir Propositiounen an der Vergaangenheet duergeluecht. Mä et muss een awer e puer Saachen, e puer Punkten ervirsträichen.

Lëtzebuerg ass an Europa dat Land, dat deen héchste Liewensniveau huet, dat deen héchste PIB pro Awunner huet. Mä et muss een awer feststellen, datt mer, wat den Erzéiungsniveau ugeet, un 22. Plaz vu 25 Länner leien. Dat ass schlecht! Dat bedeit, datt mer net méi à même si fir an enger kompetitiver Gesellschaft deen héije Liewensniveau ze erhalen an datt mer deen Ablack mussen op ausländnesch Fachkräften zréckgräifen.

An do ass ee vun den Haaptdéfien, déi un d'Land an och un dës Regierung gestallt ginn, fir deem Trend do entgéintzewierken. Mir mussen nees kompetitiv ginn. Eis jonk Leit mussen nees kënne mat standhalen a sech der Konkurrenz stellen, well soss geet et hei ganz, ganz schlecht. Dësen Niveau muss sech also staark verbesseren.

Dat Zweet, wat mer feststellen, dat ass, datt d'Produktivitéit vun eisem Land sech an de leschte Joren insgesamt a statistesch gesi liicht verschlechtert huet, ëm 0,7%. Och do gesäit een, datt sech Problemer stellen. Mir musse kucke fir iwwer verschidde Mesuren, déi mer virgesinn hunn, déi Produktivitéit nees ze rétabléieren. Eng vun deene Mesurë gesi mer doranner, datt d'Regierung muss e staarke Kampf géint d'Inflatioun bedreiwen.

An do muss ee festhalen, datt ënnert där viregter Regierung munches schlecht gelaf ass, an datt Propositiounen duerchkomm sinn, datt zum Beispill Accisen um Tubak gehéicht ginn, an datt dat dann nees erëm derzou féiert fir negativ Répercussiounen op den Index ze kréien. Mir hunn deen Ablack proposéiert fir dee ganzen Tubak aus dem Index erauszehuelen, a mir si frou, datt d'Regierung elo op dee Wee wëllt goen an eis Iddi do iwwerholl huet.

Ee Punkt, wou ech méi drop insistéiere wëll, dat ass dee vun der Fuerschung. D'Fuerschung ass e Problem, deen an eisem Land, menger Meenung no, an der Vergaangenheet falsch beliicht ginn ass an och elo, wann ech de Pabeier gesinn, dee mer hei zur Debatt hunn. Mir gesinn d'Fuerschung haaptsächlech an engem Gebitt vun der öffentlecher Fuerschung. Do stellt sech emol fir d'éischt eng Fro: Firwat soll gefuerscht ginn? Mat wat fir enge Leit? Well do ass nach keng Äntwert ginn. A mir héieren, datt Leit aus der Fuerschung soen, datt dee Budget, déi Enveloppe, déi do virgesinn ass, zwar considérabel ass, mä datt d'Chercheure feele fir dat ze maachen.

Dat Zweet, wat mer festhale mussen, dat ass, datt an der Vergaangenheet an och elo Lëtzebuerg um Niveau vun der privater Fuerschung net méi kompetitiv ass. Wann ee gesäit, datt hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech Fuerschung gemaach gëtt an zwou groussen Entreprisen, da muss een ëmmer fäerten, datt déi sech net délocaliséieren, well et ass méi rentabel a méi encadréiert, fir zu Diddenuewen, zu Arel oder zu Tréier Fuerschung ze maachen, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Do läit eng grouss Gefor dran an dat ass déi, datt op eng Kéier de private Secteur, wann iergendee Bureau d'études dat eng Kéier norechent, datt hie besser huet ze délocaliséieren, dann och fortgeet.

Ech wëll duerfir drun erënneren, datt ech am Abrëll 2004 eng Proposition de loi déposéiert hat, fir e Crédit d'impôt recherche virzegesinn, wou mer géingen net nëmmen déi utilitaire Recherche ënnerstëtzen, déi noutwendeg ass, déi Aarbechtsplaze schaaft, bien entendu, mä och déi fundamental Recherche, déi noutwendeg ass, wann ee wëllt um internationale Gebitt mat an der Recherche duerchzéien.

Et gesäit een, datt do e ganz staarken Handlungsbedarf ass. Hei ass d'Regierung gefuerdert, fir méi prezis ze ginn. Et ass och do wou mir waarden, wann ee seet, datt muss gekuckt ginn iwwert d'Fiscalitéit, dat ass, datt mer schnellstens do mat engem Projet de loi kommen oder datt Dir meng Proposition de loi iwwerhuelt, an datt mer deen Ablack kënnen Neel mat Käpp maachen, well et ass Urgence do, fir ze reagéieren, soss riskéiere mer op eng Kéier, datt een Deel vun der Fuerschung hei vu Lëtzebuerg fortgeet.

Et gesäit een och, datt mer mussen an d'Fuerschung investéieren, well d'Zuel vun de Breveten, déi hei déposéiert ginn, permanent zréckgeet. Mir sinn do op engem ganz, ganz schwaachen Niveau. Och do mussen Akzenter gesat ginn, well d'Fuerschung, souwuel déi fundamental wéi déi méi utilitaire, schaaft Aarbechtsplazen en tant que tel. A wann dann nach e Brevet entwéckelt gëtt, datt verschidde Saachen e Succès kréien, dann ass et natierlech och esou, datt se sech kënnen zu Lëtzebuerg etabléieren.

Ech géing och nach eng Kéier bei der Regierung intervenéieren an notamment beim Wirtschaftsminister, wou ech frou sinn, datt hie versicht, esou wéi seng Virgänger dat gemaach hunn, fir Betriber an d'Land ze bréngen. Ech géing awer och drop insistéieren, datt net nëmmen an de Servicer soll gekuckt ginn, fir Betriber heihinner ze kréien, mä och um Gebitt vun der Industrie. Well mir brauchen och Aarbechtsplaze fir déi 8 bis 10% Leit, déi net oder wéineg qualifizéiert sinn.

Dat ass net einfach an enger globaliséierter Welt, wou speziell bei den onqualifizéierten Aarbechter d'Konkurrenz am haartsten ass. Mä et gesäit een, datt dat am Ausland méiglech ass, an England notamment, datt si et op verschidde Punkte fäerdeg bruecht hunn, a mir sollen eis un esou Beispiller inspiréieren, datt mer dat och hei zu Lëtzebuerg kënnen duerchzéien.

Mir sinn also als ADR bereet, fir mat der Regierung ze diskutéieren, fir Lëtzebuerg méi kompetitiv ze maachen, fir eiser Jugend eng Chance ze ginn an der Welt vu muer méi staark ze sinn, mä mir sinn awer dergéint, datt et zu Sozialofbau kënnt. Déi zwou Saache musse mer kucken, fir se zesummen ze diskutéieren, a mir erwaarden eis vun der Regierung, datt se d'nächst Joer en temps utile mat méi konkrete Propositiounen heihinner kënnt, an datt mer deen Ablack och zesumme kënnen no den zukünftege Weeër sichen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass elo den Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Strategie vu Lissabon kucken, wou ech iwwregens soen, dass se scho fënnef Joer laang um Dësch läit, dass et also net eng Zäitfro war fir hei konkret Propositiounen op den Dësch ze leeën, an och déi Propositioune vun der Regierung an hire Partner, déi ech hei virleie gesinn, da kënnt et mer vir, wéi wann ech e puer Méint hei zréckversat wier. Et kënnt mer nämlech esou vir, wéi wa mer hei nach bei den Diskussiounen iwwert den Traité constitutionnel wieren, well d'Strategie vu Lissabon huet genee déiselwecht Ausriichtung wéi den Traité, an zwar eng absolut wirtschaftlech orientéiert Ausriichtung, an d'Proposen, déi vun der Regierung hei virleien, gesi gradesou aus, déi ginn och an déi Richtung.

Den Här Henckes huet hei schonn dovu geschwat. Och wéi mer d'Resultat hate vum Referendum iwwert den Traité constitutionnel, dunn hu mer dann op eemol festgestallt, dass hei am Land leider besonnesch eis Salariéë gewëssen Ängschten haten, an dass mer deenen Ängschte sollen entgéintwierken an absolut alles musse maachen, fir hinnen déi Ängschten ze huelen. Ech sinn och ee vun deenen, deen Angscht huet, elo nach Angscht huet, awer net fir mech, mä méi fir eisen Aarbechtsmaart a ganz besonnesch fir eis Salariéen, well deene ginn hir Ängschte mat dësem Pabeier, deen hei virläit, a mat der Strategie vu Lissabon garantéiert net ewechgeholl.

À propos Aarbechtsmaart: Do geet an de Regierungsproposë Rieds vun engem méi flexible Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. An deem soll dann och den Accès fir d'EU-Bierger op eisen Aarbechtsmaart nach méi favoriséiert ginn.

Ech sinn do der Meenung, just de Contraire misst de Fall sinn, wa mer gären eis Chômeuren ënnerdaach hätten. Wa mer wëllen d'Vollbeschäftegung viséieren, wat jo hei den Objektiv ass, esou wéi dat och an de Visioune vun der Lëtzebuerger Regierung an op deemselwechte Pabeier ugedeit gëtt, da gëtt et fir mech perséinlech nëmmen eng valabel Ligne directrice: All Betrib, dee sech hei am Land wëllt nidderloossen, dee soll als Oplag kréien, dass hien e bestëmmte Prozentsaz vu Salariéë muss engagéieren, déi hei um Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn. An all Betrib, deen hei am Land etabléiert ass, muss, wann hien en Neien astellt an dëse Prozentsaz net erfëllt, een astellen, deen hei um Aarbechtsmaart zur Verfügung steet. Och wa mer da vläicht mussen higoen an deem Betrib e puer Méint eng Ënnerstëtzung ginn, während deem den neie Mataarbechter muss ugeléiert ginn. Dat wier op jidde Fall fir mech déi eenzeg effikass Mesure, déi eis Chômagezuel kënnt erofdrécken.

D'Betriber kommen nämlech net wéinst eise schéinen Aen hei an d'Land, mä wéinst fiscalen an aneren Avantagen, déi se hei ugebuede kréien. Da solle se och eng moralesch a besonnesch eng solidaresch Verflichtung opgedrängt kréien. Ech mengen, dat huet den Här Statsminister och a senger kierzlecher Deklaratioun uganks dëser Sessioun hei duerchklénge gelooss. Souguer den Här Wirtschaftsminister huet dat och e bëssen duerchklénge gelooss bei engem neie Betrib, deen hien doënnen an Italien siche gaangen ass, wéi wann hie wëllt an déi Richtung goen. Mä wa se dat scho mengen, da solle se dat och duerchzéien.

Wann ech awer eng Strategie vu Lissabon gesinn, déi europäesch gesi fonctionnéieren a Vollbeschäftegung brénge soll, da stellen ech mer awer eng Rei Froen, wéisou dass et an dësem Europa an an alle Strategien, déi bis elo hei entworf gi sinn, nach net fäerdeg bruecht ginn ass, eng Strategie ze entwéckelen, wou d'Betriber emol dohinner kommen, wou d'Chômeure sinn. An do denken ech emol eleng un dee Vide économique, dee praktesch 100 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg hei besteet, a wou mer et net fäerdeg bréngen, och Betriber dohinner ze kréien.

Den Text, deen d'Regierung proposéiert, ass engersäits ganz vag, anerersäits weist en awer kloer, wou et higoe soll. Do soll den Télétravail erëm favoriséiert ginn, d'Heemaarbecht soll promouvéiert ginn an et gëtt weiderhin zougelooss, dass den Interim sech ausbreet. Et ass inakzeptabel, dass mat der Tëleeaarbecht a mat der Heemaarbecht e weideren onkontrolléierbare parallellen Aarbechtsmaart opgebaut gëtt an deem just nach d'Wuer Aarbecht bezuelt gëtt an all sozial Aspekter op Käschte vum Salarié ofgewälzt ginn. Och d'Beschäftegungsmesurë solle weider ausgebaut ginn, wat e weideren onsënnege parallellen Aarbechtsmaart ass.

Et geet also net a Richtung vun enger Festegung vum primären Aarbechtsmaart, et geet weider a Richtung Flexibiliséierung. Eng Flexibiliséierung, déi, wa mer se elo net stoppen, esou wäit ka goen, dass mer iergendwann eng Kéier och hei am Land amerikanesch Verhältnisser kréien oder souguer a ganz Europa, wou de Salarié geschwënn nach muss bezuelen, fir iwwerhaapt dierfe schaffen ze goen. An eng Flexibiliséierung, wou d'Salariéen, a besonnesch déi jonk, keng fest Situatioun hunn a sech dann och keng Zukunft kënnen opbauen, well se bei kenger Bank déi néideg Kreditter kréien, fir sech eben ze etabléieren.

Wann ech dann deen een oder aneren Text aus de Regierungspropositioune liesen, da gëtt mer kloer, dass hei verschiddentlech eppes geschriwwe gouf, nëmme fir eppes geschriwwen ze hunn. Et steet do „atteindre le plein emploi“: Do ka jo awer kee Mënsch net d'accord sinn, awer null Virschléi wéi een da soll dohinner kommen.

«Améliorer la qualité et la productivité du travail»: Wat d'Produktivitéit ubelaangt, do ginn d'Virschléi scho méi konkret, awer ëmmer op Käschte vun de Salariéen. Do solle jo och eng Inspektioun an e Conseil vun der Konkurrenz drop oppassen, dass d'Produktivitéit dat iewescht Gebot bleift.

Oder et steet zum Beispill an den Texter: «favoriser une politique environnementale balancée, promotion d'une politique énergétique compétitive, promotion de l'écoefficacité». Wat dat heescht a wou dat soll hiféieren, dat muss elo emol iergendee mer erklären. Vläicht kann den Här Wirtschaftsminister dat dann herno maachen.

Oder et geet Rieds vun enger Favoriséierung fir den Antrëtt an den Aarbechtsmaart. Do ass een eenzege positive Punkt, deen ech doranner fonnt hunn: Et schéngt, dass d'Aarbecht finanziell méi attraktiv gemaach soll gi fir d'Chômeuren. Eng luewenswäert Propos. Mä wéi soll dat an d'Praxis ëmgesat ginn?

Den Aussoe vum Statsminister no soll d'Regierung jo och un de Mindestloun fréckele goen. Betribsmanager kréien all Kéiers den Hick, wa si dat Wuert Mindestloun oder Index héieren. Da wäert jo awer kee mengen, dass si de Chômeuren eng Extrawurscht broden. Déi meescht Chômeure wëlle just eent, an dat ass Aarbecht an e feste Revenu. An dat kënne mir hinnen emol net bidden. Geschweige dann och nach attraktiv a finanziell interessant Aarbecht.

A wat d'Konte fir d'Aarbechtsstonnen ze stocken ubelaangt, also, ech mengen, domadder sinn ech jo awer scho guer net d'accord. Dat gëtt eng geféierlech Flexibiliséierung vun der 40-Stonne-Woch oder vun der normaler kollektivvertraglech festgeluechter Aarbechtszäit. An dat geet alt erëm kloer op Käschte vun der Liewensqualitéit an der Gesondheet vum Salarié.

All Aarbechtszäitverkierzung, déi hei am Land erkämpft ginn ass - a si sinn all erkämpft ginn, mir hu se net geschenkt kritt -, war geduecht fir dem Salarié a senger Famill hir Liewensqualitéit ze verbesseren a seng Gesondheet ze schützen. An elo geet et genau an déi aner Richtung, wat alt erëm eng Kéier op Käschte vun de Salariéë geet.

Wat déi ugekënnegt Verlängerung vun der Liewesaarbechtszäit ubelaangt, och do gi mer an déi falsch Richtung. Eis Prépensioun an eis Préretraite sinn Instrumenter, déi eis hei am Land behitt hu viru Massenentloossung a gläichzäiteg awer och déi Salariéë belount hunn, déi iwwer 40 Joer geschafft hunn. An dat soll och esou bleiwen!

Et kann net sinn, dass d'Regierung elo higeet a versicht de Rentesystem laangfristeg duerch eng länger Liewesaarbechtszäit ze garantéieren, an op där anerer Säit sech awer net genéiert, d'Rentekeesen als Self-Service ze benotzen, fir Beschäftegungsmesüren ze finanzéieren, oder awer elo deen anere Wee geet a manner wëllt zur Finanzéierung vun de Keese bäidroen, an dat op Käschte vun de schaffende Leit, déi dofir dann elo méi laang musse schaffe goen. Dat kënnt op kee Fall a Fro!

Do gesäit ee jo, dass d'Rentenofsécherung nach laang net garantéiert ass, an dass déi verschidde Regierungen ëmmer erëm de Wee fannen, fir un eis Rentesystemer fréckelen ze goen. Dofir ass et ganz sécher gutt - an dat wäert och esou bleiwen -, dass den ADR sech dofir asetzt, dass dat net a Fro kënnt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dann ënnersträicht d'Regierung och d'Nécessitéit, d'Salairë favorabel zu der Beschäftegung ze gestalten. Dat ass dach een herrlecht Wuert, gell?! Dat heescht awer grad näischt anescht wéi weiderhi moderat Lounpolitik. Dat heescht weiderhi massiv Faveuren un d'Betriber, an d'Salariéen, déi kënnen dann nach just op déi nächst Indextranche hoffen.

Här President, dëst bemierkt, an ouni weider an den Detail ze goen, stinn ech där Strategie vu Lissabon ganz skeptesch géintiwwer, och wann eng Rei Usätz dra sinn, déi ee kéint matvertrieden.

Ech stinn och deem, wat d'Regierung do proposéiert un nationale Mesuren, ganz skeptesch géintiwwer, mä ech sinn awer der Meenung - an dat ass wéi den Här Henckes gesot huet -, dass ee kann iwwer alles diskutéieren, dass ee muss Weeër fannen, awer Weeër, déi net eesäiteg sinn, an op kee Fall däerfen et Weeër sinn, déi erëm op Käschte vun deene Schwaachste vun eiser Gesellschaft ginn, ob dat elo d'Salariéë sinn oder ob dat d'Rentner sinn.

Et däerf op kee Fall eise Sozialsystem a Fro gestallt ginn, an ech kann Iech dofir, Här Wirtschaftsminister, an och der ganzer Regierung wäermstens un d'Häerz leeën: Passt gutt op, dass Dir net eesäiteg fuert, well ech kann Iech da soen, wéi ech dat schonn eng Kéier gesot hunn: Da gëtt et kee waarmen Hierscht, da gëtt et eng länger Äiszäit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Generaldiskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung. Fir d'éischt huet den Här Jeannot Krecké, Wirtschaftsminister, d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren eng Rei Saachen net ze widderhuelen, déi virun allem vläicht déi explikativ Elementer duerstelle vun der Lissabon-Strategie als solches.

Mä ech wëll nach eng Kéier hiweisen op dee Saz, deen hei jo x-mol

zitéiert ginn ass iwwert déi Lissabon-Strategie, dass do dräi Dimensiounen dra sinn: eng wirtschaftlech, eng sozial an eng technologesch. An deem Saz, dee besonnesch am Ufank den Här Sauber ervirgestrach huet, ass dat dran. A fir déi ze erreechen, fir an déi Dimensiounen eranzekommen, sinn effektiv zwee Objektiver méi kloer, nämlech dat vum Wuesstum an dat vun der Vollbeschäftegung.

Et ass am Laf vun der Zäit, well dee Prozess net direkt ofgeschloss war am Joer 2000 an där Form, ee weidere Pilier dobäikomm, sou dass mir u sech dräi Pilieren hunn: dee wirtschaftlechen, dee sech haaptsächlech och e bësse mat der Konkurrenzfäegkeet vun eisem Land ausenaner setzt, dee vun der sozialer Kohesioun an dee vum Respekt virun der Ëmwelt, deen zum Schluss bäikomm ass.

Zu engem gewëssene Moment vun der Diskussioun, dorunner wëll ech erënneren, hat een d'Impressioun, dass déi dräi Pilieren net méi richteg respektéiert géinge ginn, dass vläicht dee wirtschaftlechen ee Moment ze vill iwwerhand hat. Ech wëll dorun erënneren, dass et ënner eiser Présidence ass, dass dee Rééquiliber komm ass. Ech wëll och dorun erënneren, dass mir probéiert hunn an eiser Äntwert, och déi Pilieren ze ënnersträichen an ze stäerken, déi ebe just ee Moment vläicht méi kuerz komm sinn, nämlech dee vun der sozialer Kohesioun an dee vum Respekt virun der Ëmwelt. Et gi jo ganz breet gefächert Diskussioune gefouert, ob mir deemools am Joer 2000 ze vill ambitiéis waren, wéi mir zu Lissabon gesot hunn, wat mir géingen ustriewen. Mir haten eis d'Lat ganz héich geluecht.

An der Zwëschenzäit sinn eng Rei Saache geschitt. Éischtens hu mir déi Bulle gehat, déi eng Depressioun mat sech bruecht huet op de ganze Bourssen an domat op sämtleche Mäert. Mir haten den 11. September, deen och eng Morositéit, een Zweifel eropbruecht huet, wat mat sech bruecht huet, dass vill Saachen, déi mir eis virgeholl hunn, ee Moment gepaust hunn.

Dat drëtt Element, wat 2000 net esou kloer war, ass dat vun der Globaliséierung gewiescht. Sécherlech schwätze mir schonn zéng Joer dovun. Eréischt säit engem, zwee Joer spiert ee reell an effektiv, wat dat do heescht. Bis dohinner hu mir dovu geschwat, elo fänke mir et un ze spieren, all Dag op allen Niveauen. An et ass kloer, dass déi Entwécklung säit 2000 och Suergen an der Bevölkerung evirrifft, Suerge bei deenen, déi ëm eng Aarbecht fäerten. Den europäesche Sozialmodell ass ee Moment a Fro gestallt ginn, an dofir war et noutwendeg, dass een no fënnef Joer awer eng Kéier gesot huet: Jo, wou si mir dann elo drun?

D'Evaluatioun vum Grupp Wim Kok war haart an huet gesot: Dat, wat mir eis virgeholl hunn, si mir wäit ewech ze erreechen. Seelen ass esou schonungslos, mengen ech, eng Evaluatioun vu fënnef Joer Aarbecht an all deene 15 Länner - mir sollten déi aner zéng mat bäihuelen, wat och een Element war, wat vläicht net an deem Mooss agerechent war, mä hätt missen agerechent ginn - gemaach ginn, wéi dat hei de Fall war.

Mir sinn higaangen a mir hunn eng Reorientatioun au niveau européen virgeholl, ënner Lëtzebuerger Presidentschaft, an elo - an dat ass ee vun den Haaptpunkten - hu mir gesot, muss et verlagert ginn op deen nationalen Deel. Dat ass fir sécherzestellen, dass mir éischtens méi effikass Mesuren huelen, dass déi Leit, déi doriwwer schwätzen, och méi hannendru stinn, well si selwer direkt national betraff sinn an do musse riichtstoen, gradesou wéi d'Regierung dat haut mécht vis-à-vis vun der Chamber a gradesou wéi si sech muss ausenaner setze mat der Société civile, mat de Sozialpartner an engem Dialog.

Dat ass geschitt, Här President, och wann hei besonnesch och den Här Kox eenzel Saache gemengt huet soen ze missen, déi einfach net stëmmen. Déi stëmmen net!

Deen Dialog, dee mir mat der Chamber sollte féieren, wier schwéier gewiescht an där Form ze féieren. Den 10. Juli koum d'Kommissioun erof…

(Interruption)

Dach, en ass gefouert ginn, mä doduerch si mer jo ee Mount a Verspéidung. Dat wëll ech lech awer soen. Et huet nämlech ee mir de Virworf gemaach, dass mir a Verspéidung sinn. Dat ass ee vun de Grënn. Ee vun de Grënn! Den 10. Juli war d'Kommissioun eréischt heinidden, fir eis ze soen, wat si gär vun eis hätt. Dir wësst dat, well si ass mat der Chamber zesummekomm. Do hu mir drop gehalen net nëmmen, dass si mat eis sollt schwätzen, mä och mat lech sollt schwätzen. Mir hunn drop gehal, datt si och mat de Sozialpartner schwätzt. Dat ass och geschitt.

Mir woussten dann eréischt kloer, wat gefrot wier vun eis. Dat dierft Dir net vergiessen, an zu deem Zäitpunkt hu mir jo missen och an de Ministèren higoen opgrond vun deem, wat mir do als Virgab haten, emol kucken, wat mir dorënner géife verstoen. Dat ass geschitt bis den 23. September. Zu gläicher Zäit war ech selwer jo awer bei lech an der Kommissioun, an Dir hutt lech déiselwecht Strukture ginn, fir d'selwecht virzegoe wéi mir. Dir hutt och eng Kommissioun mat der Koordinatioun beruff, Dir hutt dat och gemaach an hutt eis dat Dokument eraginn.

Mir hunn een Dialog gefouert, esou wéi - dat wëll ech jo awer virausschécken - bis elo nach keen iwwer iergendee Plang, dee vun iergendenger Regierung erausgeschéckt ginn ass, mat der Chamber gefouert ginn ass. Esou ass bis elo nach keen Dialog mat der Chamber gefouert gi wéi haut. An och iwwert déi Elementer, déi den Här Bodry opgezielt huet, a wou Eenzelner gemengt hunn, mir géingen hei jo souwisou schwätzen a mir géingen näischt méi änneren.

Ech wäert lech proposéiere wat ech menge wat een nach opgrond vun Ären Interventiounen hei kann änneren. Dat hu mer och no der leschter Tripartite gemaach. Dat war och net nëmme pour la gloire. Mir hunn eng Rei Ännerunge virgeholl, an duerfir si mer Schrëtt fir Schrëtt virugaangen, duerfir si mer net einfach an eiser Prozedur parallell gelaf, sondern Schrëtt fir Schrëtt. Dat huet doduerch méi laang gedauert. Dat ass richteg.

Vergiesst just eppes net - an ech kommen och op d'Situatioun, déi mer virfannen, zréck - : Mir schécken hei elo e Programm eraus, dee fir eenzel Leit ze vag an net prezis ass. Ech wëll lech just soen, mir krute gesot tëschent 30 a 40 Säiten. Kann ee mir soen, wéi ee méi prezis kéint ginn, wéi dat hei elo schonn de Fall ass, an dat do anhalen?

Dat wier nëmme méiglech wann een dann, wéi Eenzelner gemengt hunn, hätt kënne beispillsweis e globalen Text maachen anstatt no Lignes directrices ze fueren. Dat hätt ee kënne maachen. Ech war anerer Meenung. Ech hu gesot mir ginn eng Äntwert op déi eenzel Ligne-directricen, fir dass et méi kloer ass, wat mer an deenen eenzelne Punkte wëlle maachen.

Dat wëllt jo net heeschen, dass, wann iwwer eng Ausriichtung vun der Politik nëmmen eng Ligne directrice ass, déi domat manner wichteg ass. Dat gesinn ech iwwerhaapt net, sondern dat ass hei wierklech sektoriell. Déi Ligne-directricë si jo net vun eis eleng definéiert ginn, mä déi si vu sämtlechen europäesche Länner an Zesummenaarbecht ausgeschafft ginn.

Dee Plang hei soll elo fir dräi Joer eng Gültegkeet hunn. Mä, eng Gültegkeet am Fong emol nëmmen ee Joer, well mir mussen d'nächst Joer en Updating schécken. Mir mussen en neien, oder zumindest e Bericht maachen, wat mer gemaach hunn a wat mer net gemaach hunn. Selbstverständlech wäerte mer dee mat lech beschwätzen. An ech wäert jo och, mengen ech, kee Geheimnis verroden, vu dass de Premierminister dat alles ugekënnegt huet, dass elo - a mir fänken e Freideg nach eng Kéier un - d'Gespréicher weiderginn. Mir sinn e Freideg engagéiert mat der Tripartite, mat allen Elementer, déi den Emploi ubelaangen.

M. le Président.- Här Krecké, entschëllegt ee Moment. Erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Brasseur?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu kee Problem. Ech sinn zwar net frou, wann ech mëtten an engem Saz ënnerbrach ginn, mä enfin.

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Mä, da maacht Äre Saz fäerdeg. Entschëllegt, Här Krecké.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Da stellen ech d'Fro net, wann dat den Här Minister dérangéiert. Ech soen him Merci fir dee Respekt, deen hie vis-à-vis vun der Chamber huet.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu gesot, Dir sollt Är Fro stellen! Ech hunn elo gestoppt. Ech hu just fonnt, dass ech hätt kënne mäi Saz fäerdeg maachen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Minister…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Madame Brasseur, stellt Dir déi Fro, déi Dir wëllt stellen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wollt den Här Minister froen, ob hien ons elo kënnt soen, wat da wierklech mat deene 25 nationale Rapporten zu Bréissel géing geschéien. Dat ass eng Fro, déi ech hei gestallt hu wéi de Représentant vun der Kommissioun hei war. Et ass eng Fro, déi ech och an enger vun deene Kommissiounssitzungen, déi d'Chamber intern hat, gestallt hunn. An et ass eng Fro, op déi ech nach ëmmer keng Äntwert krut. Ech wier frou, wann de Minister ons géing soen, wat dann elo zu Bréissel mat deene 25 verschiddene Rapporte vun deene 25 Membersstate géing geschéien.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Kuckt Madame Brasseur, wann Der mech de Saz ausschwätze gelooss hätt, da wier ech bei deem Saz duerno dohinner komm. Ech war nämlech amgaang ze erklären, dass mir…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Schhhhhh!

M. le Président.- Loosst mer roueg bleiwen!

Une voix.- Et géing een net soen, datt hien emol an der Chamber war!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech war amgaangen ze erklären, dass mir musse selwer mellen, wat mer elo gemaach hunn a wat mer net gemaach hunn, dass mir eis also musse rechtfertege bei deem, wat mer an nächster Zäit maachen. D'Kommissioun op hirer Säit mécht e Screening - wéi si dat nennen - vun deem, wat mir elo schécken.

Dir hutt am Ufank vun der Sitzung e Schema ausgedeelt krut, Madame Brasseur, dee ganz genau seet, wat elo geschitt. Elo geschitt Folgendes: Enn Januar gëtt d'Kommissioun hir Meenung iwwert déi eenzel Rapporten. An deem Text, deen ech lech de Mëtteg ausgedeelt hunn, steet: "Commission Annual Progress Report". Dat heescht, zu all eenzelne seet se dat a mécht Proposë fir e méiglechen Updating - ech hu leider nëmmen den engleschen Text hei leien -, "Proposes for possible Update" vun de Lignes directrices als solches. Si gëtt dat an déi eenzel Conseilsformatiounen eran.

Am Mäerz gëtt um europäesche Conseil gekuckt, ob dat, wat gefrot gi war, éischtens, vun de Länner gemaach ginn ass, zweetens, ob een net eenzel Saache misst anescht gesinn. Da kréie mir dat erëm. Da kënnt eng Adaptatioun vun deem, wat gefrot ginn ass, erëm bei eis zréck, an da musse mir eis erëm dorop ausriichten. Dat ass de Wee wat geschitt.

Mir kréien eng Äntwert vun der Kommissioun op dat, wat mer eraginn. Mir musse soen, wat mer schlussendlech an der Zwëschenzäit gemaach hunn. D'nächst Joer ëm dës Zäit fënnt wahrscheinlech - hoffentlech e Mount éischter - deen Débat statt iwwert dat, wat d'Kommissioun gesot huet, awer net nëmmen doriwwer, mä wat mir doropshi gesot hunn.

Dat ass de Werdegang. Et ass, mengen ech awer, relativ kloer, wat mat eisem Rapport geschitt. Déi wäerten dee kritesch beuerteelen. E geet an déi eenzel Conseilen eran, wéi déi Ligne-directricen ëmgesat gi sinn. Da geet en zréck an de Conseil européen, an dee seet, ob déi Ligne-directricen esou stoe bleiwen oder net. Ech mengen, dat do ass awer kee Geheimnis, wat ech verroden. Ech hunn dat do och an der Kommissioun explizéiert, déi éischte Kéier wéi ech do war, well och dat do ass näischt wat elo absolut nei ass.

Ech kommen nach eng Kéier zréck op de Punkt, dass dat hei relativ vag an onprezis wier. Ech hu gesot, et ass ugekënnegt op eng ganz Rei konkrete Punkte vum Premierminister - an do ware jo awer déi meescht Deputéierten hei -, op wéi enge Punkten d'Diskussioun elo géing weidergoen a preziséiert ginn. Ech mengen, méi kloer an däitlech kann een net soen, wat an deenen nächste Schrëtt ze geschéien huet.

Här Meisch, ech muss lech soen, wann ech lech héieren hunn, kann ech de Gros vun deem, wat Dir erzielt, mat ënnerschreiwen. Well Dir hutt am Fong geholl exakt datselwecht gemaach wéi dat, wat Der eis virwerft. Dir hutt eng Beschreiwung gemaach vun deem, wat ass. Dir hutt der Regierung gesot, et wier e Sammelsurium vu ville Saachen. Dat ass prezis och dat, wat Dir an Ärer Beschreiwung esou gemaach hutt. Dir hutt gesot, et géing e bësse feelen u Courage. Ech soen, dass da jiddfereen…

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech kënnt nach vill Säite schreiwen, da kréich ech nach vill Aarbecht.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Meisch, ech soen, dass jiddfereen heibanne ka Juge sinn, ob de Courage an Ärer Motioun méi grouss ass wéi dee vun der Regierung, wann Der dee sollt a Fro gestallt hunn. Ech kommen awer gären op eenzel Punkte vun där Motioun zréck, wann Der wëllt.

Dir frot, dass de Leit éierlech sollt gesot ginn, wat een da sollt ënnerhuelen. Dir schwätzt vun enger Rentemauer - wann et da méiglecherweis soll eng ginn -, wat een do soll maachen. An da seet ee sech: Wa schonn ee seet, Dir hutt kee Courage an Dir sollt de Leit éierlech soen, wat Der mengt, da geet een dovun aus, dass Dir awer elo sot, wat da Sache ass. Wann ech awer liesen, wat Dir doropshin schreift, da muss ech soen, da bleiwen ech awer sur ma faim. Da bleift Der nach wäit hannert deem zréck. Ech kommen herno op déi eenzel Punkte vun lech zréck.

Ech wollt just soen, dass ech déi ganz Froen, déi mir gestallt gi sinn, mer erwaart hat - wann dann net vun der Majoritéit, well et do zu enger gudder Zesummenaarbecht komm war, och mat Deeler vun der Chamber um Niveau vun deenen eenzelne Kommissiounen -, dass d'Oppositioun eis elo géing soen, wou mer solle méi prezis sinn, wa mer net prezis genuch waren. Ech muss soen, op deene Punkten hunn ech awer vermësst wat soll kommen.

Et ass richteg, dass et e Moderniséiere vun eisem Regierungsprogramm ass. Et ass richteg. Et ass och richteg, dass an der Zwëschenzäit scho Saache geschitt sinn.

Mir hunn eng Rei Studië maache gelooss. Déi waren net do virun annerhallwem Joer, wéi deen éischte Regierungsprogramm geschriwwe ginn ass. Wéi den Här Bodry dat gesot huet, ass deem Rechnung gedroe ginn, entgéint deem, wat viru Joren emol geschitt ass, wou vill Studië gemaach gi sinn an ni eppes erfollegt ass. Hei hunn eng ganz Rei Studien hiren Nidderschlag fonnt.

Mir hunn eng Upassung gemaach vun enger Rei Démarchen, déi mer ugefaangen hunn. A sécherlech ass et richteg, dass ee vläicht an der Duerstellung ka soen, et vermësst ee vläicht eng Handschréft. Mä et ass och net eng Handschréft, et sinn eng Rei Ministèren, déi Elementer eraginn hunn.

Ech kommen herno drop zréck, wat mir alles vun lech, vun der Chamber doranner geholl hunn. Mir hunn eng ganz Rei Elementer vun lech erageholl! An dat, wat mer net erageholl hunn, hunn ech gefrot, solle se mer opzeechnen. Ech soen lech: Dat ass rose wéineg. Do sinn e puer Saachen, do hunn ech eng Opstellung vun der Chamber gefrot, an déi krut ech vun der Chamber, net vum Ministère…

(Interruption)

Jo, lauschtert, dat do ass awer e bëssen einfach. Ech froe fir eng Opstellung vun der Chamber ze kréien, wat mer net gemaach hunn. Ech kréien déi. Ech hunn déi hei viru mer leien an ech wäert herno dorop agoen. Ech gesinn net, wou déi grouss Elementer sinn, déi mer do net sollen iwwerholl hunn. Ech kommen awer Punkt fir Punkt dodrop, wann Der dat gär hätt…

M. Claude Meisch *(DP).*- An der Ëmweltkommissioun, do ass eng wäiss Case.

Une voix.- Jo! Dat wat Der iwwerholl hutt, zum Beispill. An d'Ëmweltkommissioun proposéiert, dat ass eng vun deene Kommissiounen, déi…

Une autre voix.- Déi stoungen alleguer am Text vun der Kontributioun.

Une autre voix.- Neen, déi stoungen net am Text.

(Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, den Här Lux huet mir gesot, wann et nu wierklech en Text gëtt, wou alles iwwerholl ginn ass, dann ass et deen!

Une voix.- Alleguer!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Com-*

merce extérieur.- Neen, neen! Nu lauschtert!

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä da verstinn ech näischt méi un Ärem Pabeier, wéi en d'Chamber selwer hei erausgëtt. Et deet mer Leed. Den Här Lux huet mir gesot, hien hätt all déi Punkten iwwerholl. Mä wien dann elo um Ursprong dovunner ass, dat ass nämlech eng ganz interessant Fro. Ob et d'Chamber war, déi um Ursprong vun deem dote Punkt, beispillsweis um Environnement, war, ob et net den Environnementsminister selwer war, dee bei lech eng ganz Rei Saache gesot huet.

Mä wann et zu esou enger gudder Zesummenaarbecht komm ass, da loosse mer eis dach net bekloen. Wéini huet dann d'Chamber an deem Mooss kënnen ee Bäitrag leeschten, deen awer esou säin Nidderschlag fonnt huet? An ech hunn nach wie vor, wéi gesot, Är Opstellung hei an ech kann net feststellen, wou déi grouss Divergenze sinn.

Här President, et si Saachen, déi hunn an der Welt hei geännert, dat hunn ech gesot, an déi onstabil Situatioun, déi mer och politesch hunn, huet jo eng ganz Rei Auswierkunge gehat, sief et beispillsweis an alle Froen, déi d'Energie betreffen. Et koum zur Explosioun vun den Energiepräisser; dat war virun anerhallwem Joer an deem Mooss net de Fall. Mir haten och net déi Elementer, déi dozou gefouert hunn, dass et zu deenen Energiepräisser komm ass. Duerfir ass et normal, dass een eng Adaptatioun mécht vun deem, wat een deemools festgeluecht huet.

Och an Europa sinn Elementer komm, déi mir mat a Betruecht geholl hunn. An, Här Henckes, ech muss lech soen, d'Diskussioun ëm den Traité constitutionnel war jo hei zu Lëtzebuerg net ëmsoss. Si huet jo mat sech bruecht, dass sech eng ganz Rei Froe gestallt hunn zu eenzelne Punkten. An ech muss lech soen, ech kéint lech Zeil fir Zeil bal soen, wou mer wat gesot hunn. Ech ginn lech ee Beispill, d'fräi Zirkulatioun vun den Travailleure bei deenen aacht neie Memberlänner, déi nach ausstinn. Do hu mir eng encadréiert Démarche elo virgesinn, net een einfacht Opmaachen, wéi et dunn ee Moment virgesi war.

Mir hu schonn déi Suergen héieren, déi eis Leit eis hei gesot hu bei där doter Debatt. Mir hunn och déi Suergen héieren, déi op där anerer Säit an der Recherche an op anere Punkten aus der Wirtschaft komm sinn. Duerfir sinn iwwert d'Permis de travail och Saachen hei gesot ginn, déi kloer an däitlech weisen a wat fir eng Richtung dass et geet. Dat heescht, dass mir eng Rei Spezialisten hei op Lëtzebuerg musse kréien. Dat sinn awer Saachen, déi drastinn.

Mir hunn och de Froe vun der Erweiderung Rechnung gedroen. Wat e bësse feelt a wat e bëssen Onsécherheet bruecht huet, sécherlech besonnesch bei deem Volet - et dierf een net vergiessen, dat hei ass den nationale Volet, et gëtt jo nach een europäesche Volet -, dat ass, dass d'Perspectives financières nach net definéiert sinn. Dat ass e Makel, deen ass esou.

Normalerweis hätt, wann een déi Konklusioune vum Fréijoerssommet hëlt, dat säin Nidderschlag misse fannen am Juni an de Perspectives financières, vu dass dat de Budget ass. Dat hätt seng logesch Suite misse kréien. Dir wësst, dass dat net geschitt ass. Dat ass net gutt. Ech mengen, dass Lëtzebuerg awer wierklech alles gemaach huet, fir dass et sollt eng logesch Konsequenz ginn; dat ass just net geschitt. An der Zwëschenzäit sinn och e ganze Koup Länner, wann ee vergläicht mat virun anerhallwem Joer, wat d'Defiziter ubelaangt an enger anerer Situatioun wéi se et virdru waren. Dat heescht et huet sech op europäeschem Plang munches geännert.

Och hei zu Lëtzebuerg huet sech munches geännert. Mir kommen an eng Period, wou mer déi Wuesstumsziler, déi mer eis gesat hunn opgrond vun enger Rei Diskussiounen, déi mer an deene Jore virdru gefouert hunn, net erreechen. Mir sinn an enger Period, wou et zu engem Zouhuele vum Problem um Aarbechtsmaart komm ass, deen an deem Mooss virun anerhallwem Joer net do war. Mir hu méi eng héich Inflatioun, déi ganz kloer bedéngt ass duerch d'Energiepräisser, well d'Inflation sous-jacente ass méi oder wéineger um selwechte Punkt wou se virdru war. An ech wëll lech drop hiweisen, dass déi héich Inflatioun - fir déi, déi sech esou vill Suerge maachen - quasi déiselwecht ass wéi déi, déi mer an deene Jore virdrun haten. Mä den Ënnerscheed ass deen - an ech rieden dat net schéin -, dass déi ronderëm eis méi niddreg si wéi deemools. Déi waren deemools mat eis héich, déi sinn awer elo ënnerschiddlech.

Mir hunn, an dat hutt Der bei de Budgetsvirstellunge matgedeelt kritt, eng Situatioun, wou eng Degradatioun vun eiser Defizitopstellung erauskomm ass. Mir mussen deem jo awer Rechnung droen an duerfir ass et einfach: Dee Plang hei weist eng ganz Rei Pisten op, wou mer redresséiere mussen. Dat ass notamment am makroekonomeschen Deel, an deem éischten Deel, wou gesot gëtt: Hei musse mer op e puer Saachen oppassen.

Deen, deen awer elo wierklech seet, et wier net prezis: Solle mer dat dann alles draschreiwen, wat de Budgetsminister an de Premier hei gesot hunn zu deem doten Thema, an deem leschte Mount? Dat hätte mer kënnen draschreiwen, well et ass jo gesot ginn, et ass du domaine public. Mä nach eng Kéier: An esou e Plang kann een awer net alles eraschreiwen, wat do virdru gesot ginn ass a wat awer, mengen ech, villes prezisséiert huet, wat hei vläicht nëmme liicht ugedeit ginn ass.

Firwat ass déi Situatioun och fir eis am Moment esou schwiereg? Mir sinn a méi enger schwiereger wirtschaftlecher Situatioun, och hei zu Lëtzebuerg, a mir hunn e Problem vu Perceptioun bei de Leit. Et gi Leit, déi si sech däers bewosst, well se dagdeeglech am Kontakt d'Konkurrenz vu bausse spieren, d'Konkurrenz vun deenen an Europa, mä awer och vun all deenen anere Regiounen. A mir hunn e ganze Koup Leit, déi spieren déi Konkurrenz iwwerhaapt net. Ech mengen, deen, deen hei zu Lëtzebuerg lieft an der öffentlecher Funktioun, an enger Gemeng oder am Sozialsecteur schafft, dee spiert jo keng Konkurrenz, spiert jo net wat op eemol zu Schanghai entsteet, spiert net wat iergendwou zu Detroit ass, dat spiert dee jo net.

Ech maache jo och do kengem e Virworf, mä do si Sensibilitéiten, deenen ee muss Rechnung droen. Duerfir ass gesot ginn, musse mer emol fir d'éischt e ganze Koup Gespréicher nach doriwwer eraus féieren, wéi déi, déi mer elo gefouert hunn, an dat wäerte mer maachen, well et gëtt villes hei gesot vun Délocalisatiounen, als Beispill, wat de Leit Suerge mécht. Deementspriechend sinn et net ëmmer Délocalisatiounen, déi spillen, mä et sinn och einfach d'Mäert, déi op eemol anzwousch anescht sinn. Mäert, déi anzwousch anescht sinn, an net einfach just, dass ee seet, aus Käschtegrënn oder aus deenen an deene Grënn ginn ech vu Lëtzebuerg fort fir anzwousch anescht ze goen.

An och déi ganz Geschicht, déi erzielt gëtt, vun deenen neien États membres. Do wëll ech drop hiweisen, do gëtt Panik gemaach, déi net noutwendeg ass. Ech soen lech, dass déi Mäert, déi fir eis Betriber opgaange sinn an deenen neien États membres, dat iwwerweit bei wäitem déi Nodeeler, déi mer doduerch hunn, dass vläicht dat eent oder dat anert elo do produzéiert gëtt.

Et huet guer kee Wäert, fir do Panik ze maachen. Dat ass e falsche Krich, dee mer féieren. Eis Wirtschaft huet wesentlech méi grouss Exporter dohinner, wéi se der an Asien oder an Amerika huet. Kuckt dat emol eng Kéier! Wesentlech méi grouss Exporter. Duerfir, do sinn et Opportunitéite ginn. Sécherlech kann een net ëmmer nëmmen op der Gewënnersäit sinn, et gëtt och déi eng oder déi aner Opportunitéit, déi, wa se eng Plattform sicht an Europa, vläicht net méi op Lëtzebuerg kënnt, och net méi no Däitschland kënnt, och net a Spuenien geet, mä vläicht a Polen oder an d'Tschechei.

Sécherlech ass do eng Konkurrenz komm, mä och mir hu jorelaang anere Konkurrenz gemaach doduerch dass mer Avantagen ugebueden hunn; a mir probéieren dat och haut nach. De Problem ass just deen, dass, wéinst de Restriktiounen um Niveau vun de staatlechen Hëllefen, wéinst enger staarker Harmonisatioun um Niveau vu souwuel den Accisen, der TVA, awer haaptsächlech den direkte Steieren, een net méi ka maache wat ee wëllt. Dat heescht, eng ganz Rei Avantagen, Atouten, déi mer haten, si vläicht an deem Mooss net méi do.

An ech soen lech, et ass awer méiglech där ganzer Entwécklung d'Stir ze bidden. Et muss een éischtens op d'Qualitéit setzen an zweetens muss een d'Hausaufgabe maachen. Et muss een d'Aufgaben heiheem maachen. Mir sollen net dauernd eng Diskussioun féieren, dass mer ëmmer nëmmen d'Saache vu baussen eragedroe kréien. Et ass wouer, mir kréien der eng Rei vu baussen eragedroen. Mir wäerten net décidéieren, wou muer d'CDe gemaach ginn, wou Televisioun gemaach gëtt a wou den Auto soll gebaut ginn. Dat décidéiere mir net, dat gëtt anzwousch anescht décidéiert. An do si mir ofhängeg dovun. Mä mir kënnen awer dofir suergen, dass mir op eiser Säit alles, wat méiglech ass, gemaach hunn, all Viraussetzunge geschaf hunn, dass mer dat Potenzial, wat mer hunn - an et ass méi grouss wéi mer et aschätzen -, och voll ausnotzen.

Ech wëll net ze vill op deen Deel agoen, deen de makroekonomeschen Deel ubelaangt. Et ass awer net schlecht an Zäiten, wou mer elo iwwert de Budget schwätzen, dass een eng Kéier d'Struktur vun eise Recettë kuckt.

Ronn ee Véirel, an do huelen ech nëmmen zwou Steieren, kënnt eleng aus der Betribssteier - an do wësse mer, dass de gréissten Deel vum Secteur financier kënnt - plus aus der Taxe d'abonnement. Dat heescht, eleng do weist een erëm eng Kéier - well et brauch een net d'Lounsteier an all déi induzéiert Servicer, déi hannendru stinn, ze rechnen, wat dat ausmécht - wéi vill Impakt dat huet, wann een un där Schrauf dréit. Duerfir, de Finanzsecteur ass a bleift e Secteur, deen ee muss absolut am A behalen, an duerfir si mer och verstäerkt déi lescht Méint amgaangen Démarchen ze maachen, fir de Finanzsecteur dobaussen a besonnesch eenzel Industrië vun deem Finanzsecteur méi bekannt ze maachen.

30% kommen iwwert d'TVA an d'Accisen eleng eran. Ech brauch jo hei keng Zeechnung ze maachen, dass déi Consommatioun, déi dat do bewierkt, keng Consommation interne ass. Dat ass zum gréissten Deel eng Consommatioun vun aneren, wat also heescht, dass mer ofhängeg sinn - an hei si mer bal bei engem Drëttel vun der Recette - vun der Consommatioun vu Leit, déi net hei wunnen.

Drëtt Saach, d'Akommes vun de Persoune bréngt och, dat hänkt dovun of wou ee kuckt, just d'Traitementssteieren oder et hëlt een déi vun der Assiette mat bäi, déi vum Akommes, da gi mer zwëschent 25% an 30%, jee no de Joren, vun eisem Akommes do sichen. Da musst Der awer erausrechnen, mir hunn hei mëttlerweil a mir wäerte geschwënn 120.000 Frontalieren hunn. Déi bezuelen haut hir Steieren hei zu Lëtzebuerg, déi bezuelen haut hir Sozialversécherung hei zu Lëtzebuerg. Déi maache glécklecherweis déi Aarbecht hei zu Lëtzebuerg ouni déi et net géing goen.

Mä déi wäerten iergendwann net méi déi Aarbecht hei zu Lëtzebuerg maachen, well se an d'Pensioun ginn oder zréck bei sech ginn, an déi wäerten dann net méi hei Steiere bezuelen op där Pensioun, déi se wahrscheinlech kréien, a si wäerten och net méi TVA-Retombéeë bréngen duerch de Konsum. An et handelt sech ëm eng grouss Zomm vu Leit, well wou geet een e Land sichen, wou 40% vun deene Leit, déi hei schaffen - 40% vun deene Leit, déi hei schaffen! -, muer, wa se eng Kéier net méi hei schaffen, hire Konsum, hir Steieren anzwousch anescht bezuelen?! Mir hunn also eng Rei Saachen, déi mer mussen hannerfroen.

An der Tripartite vum Dezember, dat ass déi zweetnächst, déi ugesot ass, wëlle mer eis nämlech mat Froe vum Budget beschäftegen. An därselwechter Zäit mécht d'Chamber dat jo och. Ech hoffen, dass mer dann Identité-de-vuen och doraus kënnen dégagéieren, net nëmmen op der Recettësäit, iwwert déi ech nach laang kënnt schwätzen - mä dat iwwerloossen ech dem Budgetsminister dann dee Moment -, mä och op der Dépensësäit.

Wa mir Dépensë virweise vu méi wéi 8,8%, bei engem Wuesstem vun 3% d'lescht Joer, da musse mer eis awer Froe stellen! A wann ee weess, dass da 6 bis 6,5% dovunner bedéngt sinn duerch Automatismen, ouni dass een iergendwou e Wuert geschwat huet an der Regierung iwwer eng nei politesch Ausriichtung, da gesäit een, wat fir eng Défiën op dat Land hei duerkommen.

Wann ee weess, iwwert dee Plang hei eraus - an hei ass jo virgezeechent, an der Ligne directrice 1, wat d'Ziler mëttelfristeg sinn -, wat mer mussen anhale laut dem Pacte de stabilité, da waart ee jo net bis ee bei minus dräi ass. Bei minus eent muss ee scho reagéieren, a muss een 0,5 pro Joer ofbauen, wann een a gudde Joren ass. A mat 3% kréie mer deenen net gesot, dass mir a schlechte Jore sinn. Duerfir musse mir eng ganz Rei Saachen ënnerhuelen.

Et huet kee Wäert, dass mer mat Saachen operéieren, andeem jiddfereen en aneren Indicateur hëlt oder eng aner Zuel. Hei zielt just eng Zuel, dat ass déi sec Zuel vu 95. Dat ass deen Defizit, deen dee Stat hei huet; dat ass deen Defizit, deen déi Administration centrale huet. Dat ass déi eenzeg, déi zielt. Well all dat anert notzt guer näischt. Alles, wat mer ënnerhuelen, muss mat där Zuel herno gemooss ginn.

Duerfir soen ech, do kommen eng Rei Froen op eis zou, op déi d'Chamber jo hir Äntwerten an dësem Mount wäert jo dann och bréngen.

Wat deen zweeten Deel ubelaangt vun de Lignes directrices, deen Deel, et kéint ee soe microéconomique, dee geprägt ass duerch dat, wat mer um Niveau vun der Wirtschaft ënnerhuelen, um Niveau vum Environnement, um Niveau vun der Energiepolitik, um Niveau vun den Infrastrukturen. Dat ass dee mëttelsten Deel, woubäi dee leschten Deel…

Ech gesinn den Aarbechtsminister ass erëmkomm. Deen hat virdru schonn heiansdo d'Nerve verluer, wéi en eenzel Saachen héieren huet. Duerfir ginn ech net op säin Domän an; hie soll dat selwer maachen.

Ech wëll nach op deen Domän agoen, deen awer…

(Interruption)

Gelift? Ech maachen dat jo och.

(Interruption)

Majo, ech schwätze jo doduerch net zum Emploi.

D'Diversifikatioun ass ugeschwat ginn. Ech verweisen och drop, dass de Problem e bëssen deen ass, dass den Här Sauber jo probéiert huet ze ënnersträichen, d'PMEe missten och ënnerstëtzt ginn. Dir hat d'Impressioun, mir géingen nëmmen déi grouss Industrien ënnerstëtzen.

Ech géing lech awer opfuerderen, den Text eng Kéier och nach mat deem Brëll ze kucken, da gesitt Dir och souwuel an der Simplification administrative, dass permanent drop higewise ginn ass, dass d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft jo déi vun de PMEen ass, an dass déi mussen ënnerstëtzt ginn. An och, an ech si mat lech d'accord, et geet net nëmmen drëm, ausländnesch Investisseuren ze hoféieren, mä et muss een och eise Betriber genau datselwecht offréieren. Et wëllt jo och keen deen Ënnerscheed maachen.

Ech géing gär anhand vun engem oder zwee oder dräi Betriber emol eng Kéier kucken: Wéi ass dann d'Prozedur, a wéi laang huet se gedauert, a wou si mer hänke bliwwen? Dat wäerte mer emol kucken.

An, Här Meisch, Dir hutt mech gefrot, wou dann de Problem ass. Ech ginn dovun aus, dass d'Memberen aus Ärer Fraktioun lech natierlech amplement bericht hunn, wat Dir als Responsabele vun der Réforme administrative an deene fënnef Joer alles gemaach hutt, fir dass et besser ass.

Ech mengen, ech ginn dovun aus, dass Dir eng Analys gemaach hutt vun deene ville Mesuren, déi Dir an där Zäit - ech war net an der Regierung - wahrscheinlech duerchgedréckt hutt, esou dass am Fong geholl déi Fro, déi ech gestallt hunn, aus Ärer Siicht misst total falsch sinn. Do stinn ech gären an.

Dir misst soen: „Här Krecké, Dir leit total derniewent. Mir hunn eng Réforme administrative duerchgefouert. Mir haten e Statssekretär, deen huet nëmmen dat gemaach, an Dir sidd derniewent." Ech soen lech awer, dat ass net d'Gefill, wat d'Wirtschaft huet; dat ass net d'Gefill, wat d'Leit hunn, déi dorobber schaffen. An duerfir gëtt et och…

M. Henri Grethen *(DP).*- A véier Joer ass et vill besser.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Meisch, an als éischt Simplification administrative hunn ech zu menge Beamte gesot gehat, awer net eréischt haut, wéi Dir mir et gesot hutt, mä virun dräi Deeg hunn ech gesot, déi Fro beäntwert Der net, well ech beäntwere se mëndlech.

Et geet hei net drëm, dass et eng Administratioun, ee Punkt ass. Dorëms geet et net! Et ass och net esou liicht erauszefannen, wou et ass. Aus deem ganz einfache Grond, jee nodeem wat fir ee Projet dass et ass, läit de Problem anzwousch anescht a läit och d'Responsabilitéit anzwousch anescht.

Ech soen och, dass all eenzel Fonctionnaire, all eenzel Administratioun gutt Grënn huet. A passt op, déi gi meeschtendeels op e Gesetzestext zréck, deen hei gemaach ginn ass. Si sinn an der Exekutioun vun engem Gesetzes-

text - ganz oft. A Simplification administrative begräift och d'Reglementéieren. Dat heescht och "better" reglementéieren heibannen! Ech souz och an där Chamber; ech maache mir ganz vill Virwërf fir eenzel Saachen, déi ech mat hei initiéiert hunn. Ech hunn dee Constat mat Sécherheet gemaach.

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP).*- An dëser Regierung schéngt et elo Moud ze sinn, Reue und Leid ze kloen.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hätt léiwer gehat, an där Regierung virdru wier dat geschitt, dann hätte mer e puer Problemer manner, wann dat geschitt wier.

Ech soen op alle Fall, dass et also net ee Punkt ass, mä dass d'Zomm net méi stëmmt. D'Zomm stëmmt net méi! All gutt Argumenter vun all Eenzelnen zesummegezielt - et deet mer Leed - ass net méi gutt a stëmmt net méi.

An duerfir hunn ech gesot, dass mer Schwieregkeeten hunn, an duerfir hunn ech gesot, dass mer musse reagéieren, an duerfir musse mer dat do unhand vu Fallbeispiller maachen.

Et ass also net, Här Meisch, dass Dir elo fäerdeg bréngt ze soen: Ech bréngen et net fäerdeg, Dir bréngt et och net fäerdeg menger Meenung no, et ass déi Administratioun, et ass dee Fonctionnaire, et ass dee Minister, deen en faute ass. Dat ass guer net d'Fro, dat ass och guer net de Fall. Duerfir…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Dir eng Fro vum…

(Interruption)

Här Meisch!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, dass d'Zomm dovunner einfach net gutt ass. Dat heescht, d'Resultat vun deem, wat mir bidden, Här Meisch, ass net gutt. Do musse mer besser ginn, méi effikass ginn. Mä et ass, jee nodeem wat fir e Projet et ass, en anere Knuet.

Une voix.- Maacht et, Här Krecké! Maacht et!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, ech maachen et.

M. le Président.- Här Minister, eng Zwëschefro vum Här Bausch.

Une voix.- An da kucke mer!

Une autre voix.- Mir paken et un!

Une troisième voix.- Jo, jo!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, ech wollt Iech froen, Dir schwätzt vun "better regulation"; en plus zitt Dir jo dann eng Bilanz vun Ärer eegener Aarbecht als Parlamentarier virdrun hei, vun där Der sot, Dir géingt Iech fir si selwer mat der Nues huelen, an datt alles schlecht war.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, et war net alles schlecht, mä ech soen, dass ech eng Rei Saache matgedroen hunn, vun deenen ech haut mierken…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Maja, voilà! Kënnt Dir preziséieren, well dat ass nämlech héich interessant, well ënnert deem "better regulation" versteet jo all Mënsch eppes aneschters. Do gëtt et der, déi soen zum Beispill - ech soen dat emol e bëssen iwwerspëtzt -, d'Ëmweltgesetzer insgesamt wären zu 80% iwwerflëisseg, well déi géingen…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Meng Zäit leeft weider. Ech soen Iech et just elo schonn e puermol.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …d'Ëmweltgesetzer insgesamt wäre schlecht zu 80%; si géingen effektiv dozou féieren, datt mer eng Iwwerreglementatioun hätten. Duerfir si fir déi „better regulations" zum Beispill, datt ee manner reguléiert am Ëmweltberäich, an am soziale Beräich kënnt een datselwecht soen.

Duerfir wann Dir doriwwer schwätzt, da kann een doriwwer sécherlech vill Wierder verléieren, a wann Dir dann och nach dee Bilan zitt vun Ärer Vergaangenheet, da weess ech awer gär prezis, a wat fir enge Beräicher datt Dir do och Iech Asche aufs Haupt schmiert, wéi Dir dat virdrun elo gemaach hutt.

(Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Bausch, ech wäert dat dann nach eng Kéier maachen. Mä ech maachen dat net haut, et ass net den Objet vun der Diskussioun vun haut.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et ass awer wichteg, fir weider méi gewuer ze ginn.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Abee, wann Dir mir nach 20 Minutte gitt, au grand damne vun Äre Kolleegen…

(Interruptions et coup de cloche de la Présidence)

Also, Här Bausch, leet Äre Kapp a Rou. Dir kritt eng Äntwert vu mir.

(Interruptions)

Wat déi eenzel Secteuren ubelaangt, ginn ech net ze vill drop an. Ech menge mir hunn der eng Rei definéiert, déi mer uviséieren, mä et ass sécher, dass een heiansdo een ugebuede kritt, deen een net uviséiert huet, mä zu deem soe mer jo net, mir géingen en net huelen. An dat ass mir geschitt. Dat ass mer och scho geschitt.

Bon, wat d'Innovatioun an d'Recherche ubelaangt, hu mer eng ganz Rei Pisten. Ech kann elo nëmme staunen, dass Dir sot, et wier net kloer genuch, wat mer doranner wëllen.

Et ass ganz kloer. Eischtens, ech wëll gären als Wirtschaftsminister mat Sécherheet, dass d'Recherche esou no wéi méiglech un de Betriber gemaach gëtt. Ech hätt gären, dass se esou betribsnah wéi méiglech geschitt. Si geschitt am Moment bal nëmme betribsintern. Betribsintern kann och heeschen, dass, wann de Betrib fortgeet, dann all Wësse mat fort ass. Ech ka mer deen een oder anere Betrib hei virstellen, mat deem, wann e fortgeet, eis hei zu Lëtzebuerg eng riseg Kompetenz vu Recherche verluer geet.

Duerfir muss ee kucken, savant déi Aarbechten, déi gemaach ginn, ze mëschen an esou Projeten zwëschent dem Betrib, zwëschent dem CRP an zwëschent der Uni beispillsweis - wie weess och zwëschent där enger oder anerer Administratioun.

Wann een dat net mécht an et léisst een et eleng an de Betriber - mir si frou, dass mer déi am Moment esou hunn -, da kann et sinn, dass, wann dee Betrib muer eng Kéier seng Fuerschungen anzwousch anescht mécht, dann dat ganzt Wësse fort ass.

Duerfir muss et zu enger enker Zesummenaarbecht kommen. An duerfir ass et net egal, wéi een dat do upaakt, Här Henckes. Ech hoffen, ech hunn Iech och domat eng Äntwert ginn op déi puer Suergen, déi Dir ausgedréckt hutt.

Mir hunn och hei am Land e Moderniséierungsprozess probéiert. Den Här Lux huet en Deel vun Aarbechten eraginn, um Niveau vun den Infrastrukturen, öffentlechem Transport an esou weider. Et ass d'Ligne directrice 14 oder 15, mengen ech.

Une voix.- 16.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- 16. Do kann een noliesen, wat an nächster Zäit op deem Punkt geschitt. Duerfir mengen ech, dass do och konkret Unhaltspunkte sinn. D'Signature électronique - wou anscheinend jo gesot gëtt, mir géinge scho laang doriwwer schwätzen - gëtt elo den nächste Freideg ënnerzeechent. A vun do aus u rulle mer domadder.

D'Centrale des bilans, soen ech Iech, ass ee vun de grousse Punkte vun enger Simplification administrative a vun enger méi grousser Effikassitéit hei zu Lëtzebuerg. Mä si ass nach net duerch de Bësch. Mir mussen nach all Administratioun esou wäit kréien, dass se och dorunner zaapt, wou d'Informatioune sinn.

Mir sinn e ganze Prozess amgaange fir den Entrepreneuriat, fir den Esprit d'entreprise hei ganz anescht ze ënnerstëtzen. Mat Campagnen, mat Colloquen, mat all Méiglechem probéiere mer dat méi no un d'Schoul ze bréngen: De Betrib méi no un d'Schoul, d'Schoul méi no un de Betrib, fir de Leit emol ze soen, dass et net nëmmen eng Säit gëtt, nämlech: Schnell op d'Gemeng, schnell bei de Stat, schnell op eng Plaz ze goen, wou ee wa méiglech net mat der Realitéit vun der Konkurrenz behaft ass.

Ech weess, dat ass jiddferengem säin Uleies. Mä mir mussen et fäerdeg bréngen, dass hei erëm Pionéiergeescht kënnt, dass mir selwer Saache maachen an net waarden.

Déi eng soen, mir huelen ze vill Auslänner eran. Mä da sot mir emol: Kuckt emol an den Entreprisen, wie ganz oft déi dreiwend Kraaft ass. Wien huet dann déi Iddien heiansdo erabruecht? Loosst mer dach éierlech sinn! Do si ganz vill vun eisen auslännesche Matbierger, déi déi bruecht hunn! An, kommt mir maachen eis dach näischt vir: Mir selwer mussen och erëm eng Kéier eisen Deel dozou bäidroen an net nëmme waarden, dass Auslänner sech bei eis niderloossen.

Mir mussen d'Fro vun der Energie erëm selwer an d'Hand huelen. Mir definéieren net de Präis vum Barrel, mä mir definéieren awer beispillsweis wéi d'Äerduelechprodukter hei verkaf ginn, wéi se gelagert sinn, stockéiert ginn, wat fir eng Reserve mer hunn a wéi mer se kënnen asetzen.

(Interruption)

Une voix.- Maacht emol méi lues!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir definéiere wéi hei d'Elektresch verdeelt gëtt. Mir definéieren, wéi de Präis vum Elektreschen ass. Mir maachen dat och am Gas. Mir si voll amgaangen doran. Leet Äre Kapp a Rou.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, loosst den Här Minister schwätzen!

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir sinn amgaangen un der Effizienz…

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …a Froe vun der Energie ze schaffen. Et sinn also e ganze Koup Domänen, déi zum Deel ugedeit sinn, mä zum Deel och am Moment nach an Ausaarbechtung sinn an duerfir si mer op eenzelne Punkte vläicht méi vag.

E wichtege Punkt ass dee vun de Servicer. Ech géing awer wierklech där Chamber hei soen, dass deen éischte Prinzip, op dee mer mussen hei oppassen, net d'Vereinfachung ass. Deen, dee mengt, doduerch dass hie just seet, de Pays d'origine dierfe mir op kee Fall akzeptéieren, dee mécht d'Halschent, wann net zwee Drëttel vun eiser ganzer Wirtschaft futti. Dat soen ech Iech.

Une voix.- Ass et esou?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat ass esou. Also muss een higoen a soen: Mir si fir ee ganze Koup Elementer vun deem Pays d'origine. Mä mir sinn net duerfir, dass dee Prinzip beispillsweis am Aarbechtsrecht ugewannt gëtt. Dat kann ee roueg dissociéieren. Ob een dann ëmmer logesch a kohärent mat sech ass, dat ass eng Fro, déi ech léiwer net beäntwerten. Mä ech wëll Iech soen: «On n'est pas à une incohérence près.» Mir wëssen awer och, wat dorunner hänkt. Also, et kann een hei forsch Saache behaapten, wat dee Punkt do ubelaangt. Da géing ech mech awer och gären ausenaner setze mat de Suiten dovunner.

Dat ass datselwecht wann ee vum Bensinspräis schwätzt. Dat ass datselwecht wann ee vum Dieselpräis schwätzt. Dann, wann ech gelift, net vereinfachen, mä dann, wann ech gelift, kucken: Wat hänkt hannendrun? An duerfir wäert déi Regierung hei mat Sécherheet dofir suergen, dass déi sozial Auswierkungen, déi befaart ginn, net antrieden. Si wäert awer och mat Sécherheet dofir suergen - do wou et méiglech ass -, dass d'Texter méi kloergestallt ginn.

Haut gëtt et fir d'Servicer keng Basis mat Ausnahm vun där vum Marché intérieur. An déi vum Marché intérieur, déi ass total liberal. Do ass alles op. A wann een am Moment virun de Geriichter klot, da gëtt nëmmen no deenen doten Texter gekuckt. No engem aneren Text gëtt net gekuckt, well et sinn déi eenzeg, déi existéieren. An duerfir ass eng Déngschtleeschtungsdirektiv wichteg, well een do eng Rei Saache ka festschreiwen. Wann ee se haut net festschreift, soen ech Iech, da gëtt no deenen ale Regele vum Marché intérieur jugéiert. Dat ass net esou einfach wéi et heiansdo duergestallt gëtt.

Et si vill, vill, vill Méiglechkeeten, wou mer herno vun de Magistrate gesot kréien, wat geschitt, an net wou d'Politik décidéiert, wat geschitt. Déi Déngschtleeschtungsdirektiv wéi se do ass ass ënner eiser Présidence gestoppt ginn. Mä si ass net zréckgezu ginn. Firwat? D'Présidence ka keng zréckzéien! Dat gëtt et einfach bei där Prozedur net. Dat kann nëmmen d'Kommissioun.

Eleng dat Wuert Bolkestein erschreckt d'Leit jo schonn einfach. Vun engem Marketing-Point de vue hätt d'Kommissioun et kënne maachen. Wann déi dat net mécht, da gëtt et just eng Méiglechkeet: Et muss ee kucke se ze verbesseren, sou wäit et ëmmer nëmme méiglech ass. Duerfir net einfach soen: Dat do musse mer elo vum Dësch huelen, dass mer keng hunn. Domat hu mer kee Problem geléist.

Une voix.- Très bien.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Duerfir ass dat do net esou einfach.

Ech wëll Iech soen, Här President, dass ech akzeptéieren, dass dat hei - an dat huet och een ënnerstrach, ech weess net méi wien et war - nëmmen e Plang ass. Ech mengen, et war den Här Bodry. A säi Wonsch war, dass et e Pakt gëtt. Et kann nach kee Pakt ginn. Ech wëll dat ënnersträichen, well dat hei ass dem Plang vun der Regierung no Consultatioun vun der Société civile - net genuch, wéi den Här Kox seet. Je veux bien. Et ass méiglech, mä et ass awer net wéi wann et net geschitt wier. Dass vläicht déi eng oder déi aner Organisatioun net gefrot gi wär, dat gestinn ech gär an. Mä an där kuerzer Zäit hu mer missen e Choix treffen.

Une voix.- Aha.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass mat de Sozialpartner geschitt. Et kann eréischt e Pakt ginn dann, wa mir och wierklech spieren: Hei am Land steet jiddfereen derhannert. Am Moment ass et de Plang vun der Regierung, dee mir op Bréissel schécken. Duerfir hoffen ech, dass dat och eng Kéier e Pakt gëtt. Duerfir wäerte mer déi vill Gespréicher féieren, an duerfir wäerte mer dann och selbstverständlech, Här Kox, mat deene Leit, mat deene mer nach net geschwat hunn, schwätzen.

Ech wëll Iech awer och soen: D'Diversifikatioun, d'Wirtschaftspolitik limitéiert sech nu wierklech net op d'Solarenergie.

(Interruptions diverses)

Dir sidd do e bëssen… Här Kox.

(Interruption)

Oh neen, neen, neen! Wann ech gelift.

M. le Président.- Calme, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wëll just… Et ass e Fallbeispill an et ass och als solches opgezielt. Et kann een net méi an den Detail goen, wann en allgemenge Plang net méi wéi 30 bis 40 Säite beinhalt. Da kann een dat net maachen. Aner Leit géingen eis doudsécher soen, dass mer e Koup Saache vergiess hätten, wann s de elo e puer Säiten zu engem eenzelnen Thema geschriwwen hues.

Duerfir wëll ech da kloerstellen, dass et net méiglech war, op deene Punkten esou prezis ze ginn. Mir ware mam Här Lux zesummen an x Workshopen, déi virgesi sinn. Ech menge siwen oder aacht. Iwwert déi do Froen hu mer schonn ugefaangen ze diskutéieren. Da loosse mer dat ofwaarden.

M. le Président.- Här Minister, ech wëll Iech just soen, Dir hutt d'Zäit elo iwwerschratt. Dir hutt awer nach zéng Minutte fir zu de Motiounen ze schwätzen. Wann den Här Minister Biltgen awer och nach wëllt schwätzen, da géing ech denken, dass Dir awer geschwë misst zum Schluss kommen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Majo, da soen ech Iech...

Une voix.- Dat Ganzt berout op engem Artikel aus dem Reglement, deen den Här Krecké deemools proposéiert hat.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, an deemools ass en Artikel bei eis zréckbehale ginn, dee seet, d'Regierung, wa se freet - an ech évoquéieren den Artikel 80 heimadder -, …

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …dass ech déi zwou Minutte méi laang ka schwätzen.

(Brouhaha général)

Här President, mir sinn zu Lëtzebuerg net an enger Kris, mä mir sinn an enger kritescher Situatioun.

Une voix.- Da kann en elo nach schwätzen.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat muss sech einfach jiddferee soen. Mir sinn net an enger Kris, mä mir sinn an enger kritescher Situatioun.

(Interruption)

All déi Problemer, déi mer virun eis gesinn, sinn net oniwwerbréckbar. Mir kéinten et fäerdeg bréngen, mä da brauche mer awer och eng Démarche, wou mer net vläicht an all Richtungen zéien, mä wou mer grosso modo a Richtung vu Modernisatioun vun eisem Land zéien, méi Dynamik an eist Land bréngen, vu gleewen un de Succès vun engem Modell Lëtzebuerg, deen et ginn ass, mä och nach dru gleewen an en net futtirieden. Mä awer och wëssen, dass de Status quo keng Alternativ ass, an dass et e Changement op e ganze Koup Punkte muss ginn. Punkten, déi d'Regierung ugedeit huet an déi se elo mat de Sozialpartner a mat Iech wäert beschwätzen.

Ee Wuert zu de Motiounen. Déi éischt Motioun, oder och déi zweet Motioun, ass selbstverständlech kee Problem. Ech hu gesot, dass dat, wat Der hei frot, dass Der à intervalle régulier au courant gesat gitt: Mir wëllen als Regierung an deem Prozess weiderfuere wéi mer elo mat Iech geschafft hunn.

Et wier gutt, wann Dir Iech vläicht déiselwecht Struktur géingt bäibehalen, och fir de Prozess weiderzeverfollegen. Da wier et méi einfach wéi wa mer elo missten an x Kommissioune rennen. Ech hunn also iwwerhaapt kee Problem domat.

Wéi gesot, ech hunn awer ganz vill Problemer mat där Motioun, déi d'Kolleege vun der DP eragereecht hunn. Si freet nämlech als alleréischt: «modifier le PNR». Ech muss Iech soen: Mir änneren nach eng Rei Saachen heidrun. Ech hu keng Zäit méi. Ech soen dann awer deene Leit, déi sech Suerge gemaach hunn, dass ech eng ganz Rei vun Ären Elementer elo wäert an den Text mat integréieren, esou wéi ech se geliwwert krut vun der Chamber.

Ech muss soen, wann hei steet mir wieren ze vag, hei steet: „déplorant que le PNR reste très vague", an da steet hannendrun, wesentlech méi prezis dann, „notant toutefois qu'il importe d'amorcer dès maintenant un processus permettant de garantir la pérennité de notre système de sécurité sociale", also wierklech, Här Meisch, dat ass wesentlech méi prezis.

Ech muss soen, ech kann dat doten net akzeptéieren, et ass mir ze vill vag. Ech wier frou gewiescht, wann Dir Iech hätt kënnen ausenaner setzen op prezis Aussoen dann zu deem, wat Dir wëlles hutt. Dir sot hei guer näischt, an duerfir soen ech, et huet kee Wäert bei Punkten esou wéi Dir se hei évoquéiert de Plang dahingehend ze änneren. Ech wäert dat respektéieren, wat d'Chamber an engem Konsens iwwer hir Kommissioun eis eraginn huet, dat wäert ech mat abauen. Ech kann net mat abauen, wéi gesot, well et mir net prezis genuch ass a vill ze vill vag, wat Dir mer hei proposéiert.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert. Dir hutt nach ganz genau véier Minutten an zwielef Sekonnen Zäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Biltgen faasst sech ëmmer kuerz, dat ass kee Problem.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Véier Minutten an zwielef Sekonnen.

M. le Président.- Plus zwou Minutte vun Ënnerbriechungen, déi derbäikommen, dann hutt Der sechs Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech maachen et kuerz. Ech hu festgestallt, eigentlech e bëssen iwwerraschend, dass wéineg iwwert deen drëtten Drëttel vu Lignes directrices geschwat ginn ass, déi, déi mam Emploi ze dinn hunn. Duerfir maachen ech et och kuerz, well ech kann dat souwisou net a véier Minutte maachen, a vu dass mer eng Kéier décidéiert haten, mir sollen op d'mannst eemol am Joer, wann net zweemol am Joer iwwer Chômage schwätzen, dann hätt ech léiwer mir géifen eis eng Kéier Zäit huelen, fir méi laang iwwer all déi Saachen ze diskutéieren, wéi elo just an dräi Minutten.

Zwee Wuert just dozou, well ech ëmmer héieren: Jo, elo maacht Der eppes, elo iwwerleet Der eppes, wuerfir hutt Der dat net viru fënnef Joer iwwerluecht?

De Chômage ass, wéi déi ganz Ekonomie, ëmmer total am Erneierungsprozess dran. Viru fënnef Joer huet d'Banque Centrale du Luxembourg geschriwwen, mir hätten zu Lëtzebuerg kee Chômage, mir hätte just Chômage frictionnel. Dat war och déi Zäit esou. 50% vun de Leit hate keng Qualifikatioun. Deemools hate mer schonn e Problem, fir verschidde Leit ënnerdaach ze kréien. Et waren der awer vill manner wéi haut.

Duerno hu mer e Chômage conjoncturel kritt, notamment well d'Banke restrukturéiert hunn. Där Leit hu mer iwwregens haut nach am Chômage, well et muss ee wëssen, dass virun zéng, 15 Joer d'Banken zum Beispill ganz vill Leit aus de Carrières moyennes rekrutéiert hunn, Leit, déi eng Première gemaach hunn, Leit, déi een CATP banque gemaach hunn. Déi Qualifikatioune sinn haut net méi gesicht. Haut sinn anerer gesicht. Där hu mer der awer nach haut am Chômage, där dote Leit, an och haut geroden der an de Chômage, déi also eng Qualifikatioun, eng Experienz hunn, an déi musse mer ënnerdaach kréien.

Wat awer nei ass zënter zwee Joer, dat ass eigentlech, wa mer d'Zuele kucken, da sinn all déi, déi eng Formation supérieure hunn, do ass d'absolut Zuel zréckgaangen zënter zwee Joer; mir hunn der vill manner. Mir sinn erëm op deem Niveau wéi virdrun, obwuel d'allgemeng Zuel vun Demandeurs d'emploi an d'Luucht gaangen ass. Mä wat gestiegen ass, dat ass déi Zuel vun deenen Netqualifizéierten, déi ganz oft dann och vermindert leeschtungsfäeg sinn. An dat eenzegt Wuert, wat ech soe wëll, dat ass, dass ech nach wie vor - an et hunn anerer et och hei gemaach op der Tribün - fir e sou genannten zweeten Aarbechtsmaart plädéieren, well mer einfach feststellen, dass déi dote Leit keng Chance kréien.

Well wann d'Betriber - an ech si frou iwwert dem Marcel Sauber seng Remarque iwwert d'Roll och vun de Kleng- a Mëttelbetriber - bereet wieren, där dote massiv anzestellen, wou mir och hëllefe ginn - ech sinn amgaang eng ganz Aktioun mat de Gemengen ze maachen, fir Handicapéierter aus dem Reclassement externe anzestellen -, wann déi géifen agestallt ginn, da wier et gutt, mä ech stellen awer fest, dass déi net agestallt ginn. Ech verstinn och d'Betriber zum Deel wa se soen, d'ADEM schéckt eis net déi richteg Leit, duerfir hätte mer gär, wéi och hei d'DP et verlaangt huet, eng Privatiséierung vun der ADEM.

De Problem vun „si schécken eis net déi richteg Leit" ass: Och dat si Mënschen! Dat sinn iwwer 5.000 Leit, déi do fragiliséiert sinn um Aarbechtsmaart. An déi ginn einfach net geholl, wann e Betrib anerer kann astellen, déi einfach méi Leeschtung bréngen. An duerfir musse mer op deem anere Plang weiderschaffen. Ech sinn duerfir frou, dass mer haut oder gëschter den Avis vum Statsrot kritt hunn iwwert d'Beschäftegungsinitiativen, fir dass mer och kënnen op deem Projet weiderschaffen.

De Chômage, dat ass eigentlech mäi Wuert hei, an zwee Joer hu mer erëm aner Problemer an duerfir muss een dauernd adaptéieren. Eppes, wat viru fënnef Joer ganz effikass war, kann haut net méi effikass sinn, an eppes, wat mer haut erfannen, ass vläicht a fënnef Joer och net méi effikass. Et muss een einfach dat maachen. Duerfir kann ech dat och net akzeptéieren, fir ze soen: Il faut quitter les sentiers battus. Mir maachen näischt aneschters wéi dauernd les sentiers battus a mir kucken, dass jiddferee seng Verantwortung iwwerhëlt.

Ech hoffen, dass eben d'Betriber och hir Verantwortung iwwerhuelen. Mir hunn elo schonn eng ganz Partie vu Mëttelen, wou d'Betriber bëlleg un netqualifizéiert Leit kommen, zum Beispill d'Stages d'insertion. Där ginn der awer net vill profitéiert bis elo, an ech hoffen, dass mer dann e Freideg an der Diskussioun vun der Tripartite et och fäerdeg bréngen, dass ebe méi vun deene Moossnamen, déi de Stat elo schonn huet, fir Leit an den éischten Aarbechtsmaart ze bréngen, och profitéiert gi vun de Betriber aus, fir d'Leit ze huelen. Mä dat ass méi einfach gesot wéi gemaach.

Dann e Wuert zu der Recherche, well der relativ vill de Mëtten iwwert d'Recherche geschwat hunn, wat ech aussergewéinlech begréissen, fir Iech just ze soen, dass Der ëmmer erëm an auslännesche Rapporte liest, d'Lëtzebuerger Recherche publique, dat ass dat allerlescht - esou an deem Genre -, well mir hannendra sinn. Elo muss ee wëssen, dass d'Recherche publique zu Lëtzebuerg effektiv zurzäit 0,30% vum PIB an net 1% vum PIB ausmécht. Dat huet awer zwou Ursaachen:

Déi éischt ass déi, dass mer eréischt '87 ugefaangen hu mat der Recherche publique an dass, wann een d'Progressioun an den absolute Chiffere kuckt, ganz vill komm ass. An dass ech souguer selwer heiansdo wëll ganz e bësse bremsen, well et huet kee Wäert, dass mer einfach nëmme Sue mat „Recherche" markéieren a mir gi se iergendwou aus, nëmme well et Recherche ass, an et ass keng Effikassitéit fir eis Wirtschaft hannendrun.

Déi zweet Ursaach, dass mer op 0,30% sinn, dat ass, dass de PIB dauernd héich gewuess ass. Wann Dir de Budget kuckt, soe mer um Budget si mer op 0,30% a wa mer dann herno d'Konte kucken, da si mer ënner 0,30%. Wuerfir, obwuel mer dauernd augmentéiert hunn? Mä wuel well de PIB méi liicht an d'Luucht gewuess ass. Et huet eng Kéier ee Journalist mech gefrot: Wat stellt Dir Iech vir, fir esou séier wéi méiglech op 1% ze kommen? Wat wier déi bescht Method? Du sot ech: Déi bescht Method, dat wier emol de PIB zu Lëtzebuerg frecktzemaachen, wann deen erofgeet a mir bleiwe mat den Dépensen d'selwecht, da si mer op 1%. Duerfir déi Aussoen do, mir kucke just 0,3%, 0,4%, dat ass ëmmer mat Vorsicht ze genéissen.

Wat wichteg ass, an dat ass hei ugeklongen an dat ass och e Souci vun eis, dat ass, fir d'Recherche besser zu Lëtzebuerg ze koordinéieren, well mer zu Lëtzebuerg net alles kënne maachen a well mer zu Lëtzebuerg sollen en double emploi verhënneren. Do si mer amgaang mat der Uni ze kucken, wat fir eng Axe de recherche mer do maachen, an do wou d'Uni Axe-de-recherchë mécht a wou Saache sinn, déi an CRPe sinn, soll och d'Uni dat koordinéieren.

Mir baue vun 2006 un op de Frichen zu Belval d'Cité des Sciences, déi dräi Pfeiler kritt: Uni, Recherche, well CRPen dohinner komme mam Technoport, an och d'Plaz fir d'Start-upen. An deem Sënn kann ee sech virstellen, dass do, wou mer elo e Problem hunn, mat der Koordinatioun vun den Traitements des matériaux, déi beim Centre de Recherche public Lippmann a Centre de Recherche public Henri Tudor ugesidelt sinn, dass, wa mer dat alles op de Frichë Belval hunn, d'Uni dat dote ganz liicht koordinéiere kann. Koordinéiere soen ech, well awer eng Partie deier Equipementer och net mussen doubléiert ginn, mä sollen an den CRPe bleiwen, do wou se sinn. Haaptsaach ass, d'Recherche gëtt koordinéiert.

Da sinn eng Partie Saachen, déi mer elo schonn aus de Centres de recherche publics erausgeholl hunn an an d'Uni gesat hunn, wéi zum Beispill de Laboratoire de droit économique, deen am Centre de Recherche public Lippmann war, deen elo an d'Uni integréiert ass, wéi de LIASIT, deen och eriwwerkënnt an d'Uni. Et sinn awer eng Partie Saachen, déi och an Zukunft mussen an de Centres de recherche publics bleiwen, well soss d'Uni och géing congestionnéieren. De Centre de Recherche public Henri Tudor mécht ganz vill Innovatioun, méi Innovatioun oft wéi Recherche, wat awer fir vill PMEe ganz wichteg ass. Dat muss och do bleiwen.

Voilà, et sinn also eng ganz Partie Iddien, déi mer elo schonn amgaange sinn ëmzesetzen, d'Koordinatioun setze mer schonn ëm, mer waarden net elo nach ee Joer, mä fir e Concept d'ensemble ze maachen hu mer d'OECD bestallt, en Audit ze maachen. Do wëll ech Iech dann invitéieren, déi Leit, déi an der Kommissioun sinn, beim Fred Sunnen - Wéi heescht déi Kommissioun?...

(Interruption)

…Also wéi mäi Ministère -, dass Der de 25. d'OECD empfänkt, an all déi aner dierfe jo och dohinner goen, also all déi, déi wëlle mat der OECD diskutéieren, déi eis soll e Rapport maachen iwwert d'Effikassitéit an d'Koordinatioun vun der Recherche, invitéieren ech dann déi Debatt do de 25. an der Kommissioun opzehuelen.

Ech wäert, vu dass ech elo op 51 Minutten a 45 Sekonne sinn, dann all déi aner Gedanken, déi ech zu der Recherche publique zu Lëtzebuerg hunn, a wat der ganz vill sinn, versichen een aneren Dag mat Iech hei ze deelen, well ech soss vun Ärem President déi lescht Hoer ausgerappt kréien, déi ech nach hunn.

Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi agereecht gi sinn. D'Motioun vum honorabelen Här Meisch: Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot, da maache mer dat.

(Interruption)

Jo.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt kuerz Stellung zu der Motioun huelen. Am grousse Ganze kéinte mer se deelen, mä et sinn zwee Tireten dobäi mat deene mer net direkt averstan sinn. Dat ass een op der drëtter Säit „sur le maintien des charges fiscales à un niveau compétitif", do ass eis dat e bëssen ze onkloer. Respektiv dat mat der ADEM, och do menge mer, dass mer éischter op den dänesche Modell sollte goen. Duerfir wäerte mer eis bei där Motioun enthalen.

M. le Président.- Très bien. Da fänkt d'Ofstëmmung un.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: M. Lucien Weiler;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Robert Mehlen.

Motion 2

Elo zur Motioun 2, déi vum honorabelen Här Bodry déposéiert ginn ass. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass fir déi Motioun?

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, dass d'Motioun - cela ne fait pas de doute - majoritär ugeholl ginn ass.

(Interruption)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling iwwert d'Informatioun vun den Deputéierten iwwert d'Debatten, déi an de Réunioune vun der Tripartite gefouert ginn.

4. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites

Wëllt d'Regierung dozou Stellung huelen?

(Négation)

Da komme mer zum Vote. Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer de Vote électronique.

Vote

D'Motioun vum Här Jaerling ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 21 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

S'est abstenu: M. Emile Calmes.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, enger Regierungserklärung iwwert de sektorielle Plan directeur „Décharges pour déchets inertes". D'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

5. Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer sécher, dass heibannen e grousse Konsensus doriwwer ass, dass dëse Schrëtt, dës Deklaratioun, déi d'Regierung hei mécht, déi ech am Numm vu mengem Kolleeg Lucien Lux an a mengem eegenen Numm maachen, eppes wäert bréngen am Beräich vum Bauschutt, well et ass gewosst, dass mer e Plan directeur sectoriel iwwer Bauschutt brauchen.

Do brauch een nëmmen an d'Zäit zréckzekucken, an ech hunn dat och gemaach a mir hunn dat all gemaach a wëssen, dass mer säit iwwer 20 Joer, wat d'Entsuergung vu Bauschutt ugeet, e Problem hei am Land hunn. Mir haten deemools kommunal Dreckstippen, déi sinn iwwert d'Offallgesetz vun 1994 verbuede ginn, well se net méi dem Stand vun der Technik entsprach hunn.

Datselwecht Gesetz vun 1994, d'Offallgesetz, huet d'Gestioun vum Bauschutt iwwer regional Deponië gefuerdert. Mä e wichtege Punkt war awer op där anerer Säit och d'Schafe vu Siten, déi eng ekonomesch Gréisst hunn, fir dass déi Déchargen eben nom technesche Stand, nom aktuellen technesche Stand kënne bedriwwe ginn, a fir dass och - an dat ass deemools och schonn iwwerluecht ginn - d'Distanzen tëschent de Chantieren an den Deponien esou kleng wéi méiglech gehale ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An der Vergaangenheet war et och esou, dass d'Regionaliséierung leider net konsequent konnt duerchgesat ginn. Et waren net zu all Moment flächendeckend Déchargen do. D'Netz war net esou operationell, wéi ee sech dat gewënscht hätt. D'Konsequenz war déi, dass eng grouss Konzentratioun vun der Bauschuttentsuergung op e puer wéinege Plaze war; et waren zwou, dräi Plazen am Land, op deene sech dat ganz ofgespillt huet. An aus deem Bléckpunkt eraus waren natierlech wéineg Capacitéiten do, déi du séier erschöpft waren. Et si laang Waardezäiten entstanen, fir iwwerhaapt tippen ze kënnen. Et war also e grousse Problem, deen dozou gefouert huet, dass méi wéi eng Kéier d'Situatioun am Bausecteur gebrodelt huet.

Et war effektiv fir d'Entrepreneure praktesch onméiglech en Devis ze maachen. Dowéinst ass et natierlech dozou komm - an dat ass och gewosst -, dass vill Entrepreneuren illegal Weeër gaange sinn, fir de Bauschutt lasszeginn. Si sinn op sou genannte Remblaië gaangen an d'Ausland. Dat huet der Ëmwelt net ganz vill bruecht; et huet hir éischter grousse Schued bäibruecht. D'Landschaften hu sech nohalteg verännert, d'Biotope si futtigemaach ginn an d'Buedemstrukture goufen zerstéiert.

Fir de Bausecteur huet dës Situatioun natierlech dozou gefouert, dass nëmme méi kompetitiv Offere gemaach konnte ginn, wann illegal Entsuergungsméiglechkeeten do waren. Duerfir si mer elo frou, dass mer an eng besser Situatioun kommen, an eng Situatioun, déi generell vill méi kompetitiv ass.

Firwat si mer eigentlech an déi Situatioun komm? Wann een dat wëllt prezis ënnersichen, stellt ee fest, dass am Fong geholl keng richteg Struktur do war, fir esou Siten erauszesichen. Et war keng Methodik do. D'Ëmweltverwaltung huet versicht e regionale Réseau ze maachen, mä deen néidege legalen a reglementäre Background huet leider gefeelt.

En plus hate mer ganz oft dat, wat hei zu Lëtzebuerg eng Spezialitéit ass, déi sou genannten Nimby-Effekter, Not-in-my-backyard-Effekter also, wouduerch am Fong geholl verhënnert ginn ass, dass esou Deponien entstane sinn. An dobäi ass am grousse Ganzen emol net gewosst, wat u sech de Bauschutt ass a wat een dorënner versteet.

Wann ech d'Offallgesetz kucken, do steet Déchets inertes, da mengen ech, dat si mineralesch Offäll, déi aus verschiddene Bauaktivitéiten ufalen. An der Praxis sinn dat Buedem a Steng aus Excavatiounen, et sinn Zillen a Bëton aus Ofbrochaarbechten an och mineralescht Material aus Stroossenaarbechten.

Et sinn och an deem Kontext hei am Land Schätzunge gemaach ginn, an do kommen Zuelen eraus, déi enorm sinn. All Joer fale méi wéi néng Milliounen Tonne Bauschutt hei zu Lëtzebuerg un. Dat ass enorm! Wann een dat a Meter Kibb ausdréckt, komme mer op fënnef Millioune Meter Kibb. Et gesäit een also, dass dat grouss, ganz grouss Volumë sinn. Et gesäit een awer och, wann een da méi genee kuckt, dass 75% vun deene Volumen natierleche Buedem sinn.

Wat geschitt elo do mat deem Bauschutt? Nun, 40% vun deem Bauschutt gi recycléiert. Firwat nëmme 40%? Ma, well ganz vill am Fong a Géigenden hei am Land gebaut gëtt, wou Leem ass. A Leem léisst sech schwéier bis guer net sënnvoll recycléieren, esou dass déi Reschter, déi mer hunn, a sech duerch hir Natur kee Problem duerstellen. Et ass natierlecht Material, mä et ass éischter, well enorm Quantitéiten opkommen - ech hunn et jo elo gesot, méi wéi fënnef Millioune Meter Kibb -, an et ass dat am Fong geholl, wat de Problem ausmécht.

D'Regierung wollt eben der Situatioun Här a Meeschter ginn an huet duerfir e Plan directeur sectoriel, dee mer jo haut an déi lescht Phas hei bréngen, iwwer Bauschuttdeponien an d'Liewe geruff. Dat ass scho geschitt am Joer 2002, wéi eise Statsminister deemools op därselwechter Tribün, wéi ech haut an hei, bei der Ried iwwert d'Lag vun der Natioun - et war de 7. Mee 2002 - am Fong geholl déi Ukënnegung gemaach huet.

Et stellt ee sech elo d'Fro, firwat mer dann als Instrument e Plan directeur sectoriel mussen huelen, also een, dee sech op den Aménagement du Territoire berifft. Nun, wann een elo am Detail kuckt, wat dat Ganzt heescht, firwat mer dee Plan directeur sectoriel hunn, da gesäit een och, firwat dass mer dëse Wee hu misse wielen.

Dëse Wee huet nämlech Virdeeler. Éischtens bitt hien eis eng duebel Base légale. Déi éischt Base légale ass déi vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire vum 21. Mee 1999. Duerch dëst Gesetz gëtt am Fong geholl eist Land a sechs Regiounen opgedeelt.

Dëst Gesetz schreift och vir, dass een d'Landesplanung esou muss maachen, dass een de Raum rational notzt, dass een d'Landschafte schützt an dass een och eng responsabel Gestioun vun der Ëmwelt mécht a vun den natierleche Ressourcen.

Dee Plan directeur, deen duerch dëst Gesetz agefouert gëtt, stellt also en Instrument duer, dat et eis erméiglecht an engem Beräich, dee verantwortlech ass fir e grousse Landschaftsverbrauch - an dat gesi mer jo mat där heiter Problematik -, aktiv ze ginn. Hei kréie mer duerch dëst Instrument nei Méiglechkeeten, déi néideg Orientatiounen, wéi d'Gesetz se virgesäit, an déi Objektiver ëmzesetzen.

Et gëtt eng obligatoresch Prozedur festgeluecht, wéi an Zukunft all déi nei Sitë sollen erausgesicht ginn, an doduerch kréie mer sécherlech e vill méi objektiven Débat. An déi betraffe Gemenge kënne jo an där Versioun, déi elo hei virläit, am Décisiounsprozess matdiskutéieren; si ginn direkt mat agebonnen.

Déi zweet legal Basis ass d'Offallgesetz. Dëst schreift vir, dass en nationalen Offallplang ausgeschafft muss ginn, deen een dann duerch sektoriell Pläng preziséiert. An dësen Nationalplang, dee gëtt et scho säit bal fënnef Joer, oder méi wéi fënnef Joer, säit dem Joer 2000. Hei ass och e Kapitel dran iwwer Bauschutt an och iwwert d'Regionaliséierung vun den Deponien.

Den Nodeel allerdéngs vun dësem Plang, dat ass deen, dass en am Fong geholl net obligatoresch erkläert gouf, esou dass en net kann an der Praxis bindend agesat ginn. A well awer déi ganz Problematik, dat ass eis jo kloer, eng offallwirtschaftlech Moossnam ass, ass et och kloer, dass een och muss e Bezuch op d'Offallgesetz maachen, an dat geschitt jo dann hei mat dësem Reglement.

Wéi ass elo dee Plan directeur sectoriel opgestallt ginn?

De Premier huet am Joer 2002 - ech hunn dat jo elo grad gesot -, de 7. Mee eng Annonce an der Chamber gemaach. Doropshi gouf e Règlement grand-ducal geholl, deen en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff huet. An deem Aarbechtsgrupp ware Leit vum Innenministère, vum Wirtschaftsministère, vum Bauteministère, vun der Forstverwaltung a vun der Ëmweltverwaltung. An dernieft war och nach e Vertrieder vum Bausecteur genannt ginn, fir dass spezifesch Punkte gehéiert ginn.

Dësen Aarbechtsgrupp huet du folgend Démarche gehat: Fir d'éischt huet en eng Analys gemaach vun der Situatioun am Beräich vum Bauschutt. Dunn huet e gekuckt, wat misst gemaach gi fir déi Objektiver ze erreechen, an dann och, wat fir een Handlungsbedarf bestéing. Dernieft gouf och nach ee Listing gemaach vun all deenen Déchargen, déi dee Moment an der Exploitatioun waren, gradesou och vun deene Projeten, déi dee Moment nach an der Maach waren.

Eng weider Etapp dann, dat war d'Definitioun vun de Regiounen, no deene sech de Réseau vun de Bauschuttdeponien orientéiere sollt. Hei hunn och zwee Aspekter prioritär gespillt: Éischtens, d'Quantitéite vu Bauschutt, déi ufalen, an zweetens dann, d'Weeër eben. Dat heescht, dat bestoend Stroossennetz, dat mer brauchen, fir den Trafic - an dat ass, mengen ech, ëmmer déi wichtegst Zilsetzung - esou kuerz wéi méiglech ze halen. Aus dëser Approche - op dësen zwee Niveauen: d'Quantitéit Bauschutt an d'Weeër - ass festgehale ginn, dass missten néng Regiounen entstoen, wou sech eleng dräi Regiounen op d'Stad Lëtzebuerg oder op d'Gemeng Lëtzebuerg opdeelen.

Am Kader vun de Consultatiounen hu mer festgestallt, dass verschidde Gremien, déi sech zum Beispill mam Aménagement du Territoire befaassen oder awer de Statsrot oder awer d'Chambres professionnelles Remarquë gemaach hunn, an déi hunn och gesot, dass et net gutt ass, dass mer hei néng Regioune maachen, dat wier net konform mat der Opdeelung vum Programme directeur de l'aménagement du territoire.

Mir sinn eis däers och bewosst, dass dat esou ass, mä et muss een awer och bedenken, dass, wéi de Programme directeur de l'aménagement du territoire an d'Liewe geruff ginn ass - dat war de 27. Mäerz 2003 -, et scho kloer war, dass d'Ziler vum Programme directeur vu Bauschuttdeponië sollte sinn, fir d'Nuisancë vum Camionsverkéier esou kleng wéi méiglech ze halen. Datselwecht Dokument huet dann och gesot, dass mer déi Sitë missten iwwert d'ganzt Land, iwwert dee ganzen nationalen Territoire verdeelen. Mä, de Maillage, dee misst sech op Basis vun deene kierzeste Weeër maachen.

A wann ee weess, dass dat Instrument eng prospektiv Planung mécht, dat heescht an d'Zukunft kuckt mat enger beschtméiglecher raimlecher Ofdeckung, wat d'Bauschuttsdeponiecapacitéiten ugeet, da muss ee verstoen, dass een, wann een dann an der Problematik och dee sou genannten „iwwergëuerdnete Proximitéitsprinzip" asetzt, fir dann eben d'Deponien esou no wéi méiglech bei déi eenzel Schantercher ze kréien, dann ass et kloer, dass wann een déi Logik bis un d'Enn denkt, dass een dann op déi Logik vun néng Regiounen an net nëmme sechs kënnt.

Dat spezifescht Zil konnt erreecht ginn, well mer déi Akzenter gesat hunn an déi Prioritéite ginn hunn, déi dës Problematik verdéngt, a well mer eis net nëmmen op urbanistesch Iwwerleeungen a Betruechtungen - géif ech soen - fixéiert hunn. Well urbanistesch Elementer spille besonnesch ebe beim Programme directeur de l'aménagement du territoire.

Elo geet et drëm fir Planungsregiounen esou ze kucken, wéi mer se elo hunn. Et kann och sinn, dass mer déi ännere mussen. Der wësst, dass mer deemnächst wäerten an der Réforme territoriale iwwer méi effikass Planungsregiounen, wat d'funktionell Andeelung vun eisem Land ugeet, diskutéieren. Do wäerte mer kucken, ob dat gutt ass, wéi d'Geriichter am Land de Moment opgedeelt sinn. Mir wäerte kucken, ob d'ITM wéi mer se elo am Land verdeelt hunn, ob dat et bréngt. Mir wäerte kucken, oder d'Chamber wäert och kucken, wéi d'Ponts et Chaussées am Land funktionéieren. Dat wäert also och nei Iwwerleeunge bréngen, wat d'Regionaliséierung an d'Regiounen ugeet.

Deen neie sou genanntene „Projet STAR" proposéiert am Fong geholl laanscht d'Autobunnen a laanscht d'Schinnesegmenter Deponië mat enger Fotovoltaik opzemaachen. Wa mer dëse Projet sollten effektiv realiséieren, da kréie mer och en neit Gesamtbild vum Bauschutt hei zu Lëtzebuerg.

De Réseau vun den Deponien, wéi ass deen entstanen? Gutt, mir hunn déi regional Deponien, déi mer bis elo haten, opgedroen. Mir hunn da gekuckt wéi eng nach an der Maach sinn, a mir hunn och gekuckt, ob déi den Evaluatiounskritären, déi am Aarbechtsgrupp festgehale waren, géifen entspriechen. Dat ass dann an de Règlement grand-ducal iwwerholl ginn. Doduerch hu mer dann déi Situatioun an deem Pabeier, deen Dir ausgedeelt kritt hutt. Der gesitt dann, wou am ganze Land déi Deponië sinn.

Deen heite Plan sectoriel funktionéiert anescht wéi e Plan sectoriel „Lycées", zum Beispill. Well am Lycée ass et jo esou, wa Schoule gebaut ginn, do ginn d'Schüler dran. A wann d'Schüler fäerdeg sinn, kommen nei Schüler an déi Schoul. Bei Bauschuttdeponien ass eng aner Logik. Wann eng Bauschuttdeponie voll ass, da muss een eng nei sichen. An dat ass net einfach, mä do muss…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dir kënnt awer net d'Schüler mam Dreck verwiesselen.

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech hunn an dësem Fall zwee Plan-sectoriellë matenee verwiesselt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Verglach!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Matenee verglach. An zwar dee vun de Lycéeën a vun de Bauschuttdeponien. Ech wollt just soen, d'Methodologie ass eng ganz aner. Bei deem enge sinn et Schüler, déi ginn, an da kommen neier. Beim Dreck ass et esou: Wann et voll ass, dann ass et voll. Da muss ee sech also eng Methodologie ginn. Et muss een objektiv Kritären opstellen. Dat geschitt heimat. Et muss een déi betraffe Gemenge mat abezéien. An doduerch kréie mer déi néideg Objektivitéit an déi néideg Transparenz.

Dat Ganzt, wat ech lech elo hei gezielt hunn, dat fannt Der och an deem sou genanntenen Document technique, deen annexéiert ass zum Règlement grand-ducal. Dësen Document technique ass och d'Basis vum Avant-projet vum groussherzogleche Reglement fir de Plan directeur sectoriel.

D'Consultatiounen, nach e puer Wierder, wéi déi verlaf sinn. D'Consultatioune sinn am Februar 2004 lassgaangen, wou d'Gemengen ugeschriwwe gi sinn. 118 Gemenge sinn ugeschriwwe ginn. 104 Gemengen hunn en Avis ofginn, néng Gemengen en negativen Avis. Déi aner waren also allegueerte mam Plang averstanen, mä et goufen natierlech vu ville Gemenge Kommentare gemaach.

Déi meescht Kommentare waren iwwert d'Vertriedung vun de Gemengen an der Commission de suivi. Hei gouf nämlech kritiséiert, datt an der Kommissioun nëmmen déi Gemenge sollte vertruede sinn, déi op hirem Terrain potenziell Sitë fir eng Bauschuttdeponie hätten. Et ass sécher net méiglech - dat si mer eis all bewosst - fir all Gemengen un den Aarbechte vun der Kommissioun deelhuelen ze loossen. Mä mir hunn d'Bedenke vun

de Gemengen awer berechtegt fonnt a mer hu se och gedeelt. Duerfir ass och elo an der Versioun, déi hei virläit, an der Kommissioun e Vertrieder vum Syvicol.

Wat d'Prozedur elo ugeet, no där de Site sollt erausgesicht ginn, do muss festgestallt ginn, dass se allgemeng gutt akzeptéiert ginn ass. Do gouf et haaptsächlech just Kritik un der Tatsaach, dass d'Gemengen hei och nëmme konsultativ vertruede wieren. Dass se am Fong geholl net konnte matschwätzen.

Eng aner Kritik, déi och formuléiert ginn ass - oder eng Bemängelung -, dat war déi, dass d'Gemengen nëmmen dräi Méint Zäit hätten, fir en Avis ofzeginn. Den definitive Projet elo: Wat hu mer do gemaach? De Gemengevertrieder gëtt e gläichberechtegte Partner. Also, säin Avis ass net nëmme méi consultatif. D'Bäibehale vun den dräi Méint hu mer awer si gelooss. Mir mengen, wann een deen Délai géif méi laang maache wéi dräi Méint, da géif d'Prozedur onnéideg laang ginn. Dat wier net gutt. Also, mir bleiwen elo bei dräi Méint.

En anere Kritikpunkt, deen och nach an der Consultatioun opgeworf ginn ass, dat war deen, dass d'Déchargë verschidde Präisser hätten. Hei gouf och bemängelt, dass d'Gemengen och verschidden Taxen ophiewen. Mir wëssen, dass d'Bauschuttdeponië privat bedriwwe ginn, an d'Exploitantë sinn net déiselwecht, och vu Präisser net déiselwecht, well d'Spezifissitéite vun den Deponien och net déiselwecht sinn.

Wat elo d'Gemengentaxen ugeet, do kenne mer dat alleguerten. D'Gemengepolitiker wëssen, wat Gemengenautonomie ass. All Gemeng ass fräi déi Taxen ze froen, déi si fir néideg a richteg hält.

(Interruption)

Doduerch entstinn dann eben déi Präisser an der Entsuergung vu Bauschutt, déi entstinn. Sécherlech, wann d'Präisser héich sinn, ass dat net gutt fir déi öffentlech Finanzen. Mä dat ass nun emol esou. Un déi Problematik kann een net dru réckele goen. D'Problemer, déi ech Iech elo genannt hunn, si reell. Mir kënne se awer net am Kader vun engem Plan directeur sectoriel léisen.

Schliesslech ass och nach e leschte Punkt, deen de Lucien Lux vläicht méi interesséiert, staark kritiséiert ginn. Dat ass deen, dass näischt an deem Ganzen iwwer Vermeidung an iwwer Verwäertung drasteet. Dat ass och richteg. Mä hei däerf een och net vergiessen, dass dee Plang sech mat der Deponie befaasst. A sech ass déi éischt legal Basis den Aménagement du territoire, an déi huet näischt direkt mat esou Aspekter ze dinn. Hei muss een also och an déi spezifesch Gesetzgebung eragoen, fir dann an dësem Fall ze légiféréieren.

Wat déi Gemengen ugeet, déi sech an dësem Fall - déi néng Gemengen hat ech jo ugeschwat - géint de Plang ausgeschwat hunn: Et muss ee feststellen, dass et nëmme Gemenge waren, déi direkt oder indirekt mat dëser Problematik, mat enger Décharge befaasst waren. Si hunn och meeschtens nëmmen op déi Déchargen argumentéiert, déi hinnen dann eben en Dar am A waren, loosse mer et emol esou formuléieren.

Derniewent schlussendlech hate mer nach zwee Avisën, déi een och am Kader vun enger Prozedur brauch, déi vun deem sou genannte CSAT. Dat ass de Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire, an och dee vum Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT). Si hunn den 29. November 2004 an den 29. Abrëll 2005 Stellungnahmen ofginn.

Déi Avisë sinn a sech verschidden. Et ass a sech esou, dass op där enger Säit den CSAT, de Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire, a senger Stellungnahm kritiséiert huet, dass de Plan sectoriel vun de Bauschuttdeponien eng aner territorial Opdeelung virgesäit wéi de Programme directeur. Den CIAT dergéint, de Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire, akzeptéiert a sengem Avis dës Ënnerschiddlechkeet. Senger Senger Meenung no - esou steet am Avis - läit an der Spezifissitéit vun dësem Plang an an der inhärenter Dynamik vun den Déchargen, dass eis Siten net no urbanen Unzéiungspunkten erausgesicht kënne ginn, mä mat de Kritäre vum Ëmweltschutz, dem Schutz vun de Populatiounen, an domat verbonnen der Berücksichtegung vum Stroosseréseau.

De CIAT ass also der Meenung, dass duerch e strikte Respekt vun der regionaler Opdeelung aus dem Programme directeur déi duerch dëse Plan directeur sectoriel erwënschten Ziler net erreecht kéinte ginn. Hie proposéiert dann och dës Problematik - an dat wäerte mer och maachen - am Conseil de coordination vum IVL ze ënnerbreeden.

Här President, aus all dësen Iwwerleeungen ass den Text nach eng Kéier iwwerschafft ginn. Déi wesentlech Ännerunge sinn dann déi heiten:

Éischtens: De Plang kritt déi duebel legal Basis, an zwar d'Gesetz iwwert den Aménagement du territoire an d'Offallgesetz.

Zweetens: An der Commission du suivi sinn d'Gemengen duerch de Syvicol vertrueden.

Drëttens: Bei den Aarbechten iwwer e bestëmmte Site ass déi betraffe Gemeng un dësen Aarbechten als gläichberechtegte Partner bedeelegt an net méi nëmme mat enger Voix consultative.

Véiertens: De Bauschutt soll net méi obligatoresch op d'Déchargë goe vun där Regioun an där de Schantje läit, mä an déi Décharge, déi am nooste vum Schantjen ass. Esou kann assuréiert ginn, dass den Transportwee ëmmer dee kierzesten ass, ganz nom iwwergeuerdnete Proximitéitsprinzip, sou wéi ech et jo virdru schonn erkläert hat.

Fënneftens: D'Buergermeeschteren nennen an hire Baugenehmegungen déi Décharge, déi am nooste läit.

Dëse modifizéierten Text, wou dës Elementer all dra sinn, gouf nach eng Kéier am Juni 2005 an der Regierung approuvéiert. E goung nach an de Statsrot an an d'Chambres professionnelles pour avis an d'Remarquë goufen dann och nach afléisse gelooss. Dat si just redaktionell Adaptatiounen.

D'Konklusioun also ass déi heiten, Här President: De Plan directeur sectoriel iwwer Bauschuttdeponien ass en Instrument, dat erméiglecht eis also: éischtens, e bessere Suivi ze kréie wéi d'Situatioun am Bauschutt ass, fir da mat deene richtegen Instrumenter zur richteger Zäit reagéieren ze kënnen; zweetens, eng kohärent Verdeelung vun de Bauschuttdeponien an engem Netz iwwert d'ganzt Land sécherzestellen, fir esou och onnéideg laang Transportweeër ze vermeiden; an drëttens, eng objektiv an transparent Prozedur ëmzesetzen, fir nei Déchargen ze fannen. Ech mengen, mat dësem Plang misst et wierklech méiglech sinn, definitiv de Problem vu mangelnden Deponiecapacitéite fir Bauschutt ze léisen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Innenminister. Wëllt een dozou Stellung huelen? Den Här Camille Gira kritt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech weess net wéi et Iech geet, mä ech sinn elo relativ frustréiert, dass, nodeem mer hei eng Deklaratioun vun der Regierung iwwer e wichtege Plan sectoriel héieren hunn, et net virgesinn ass, dass mir als Chamber eis méi implizéiere wéi fir dat do héieren ze hunn an dann eis den Owend am Bett Gedanken doriwwer ze maachen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Hei verlaangt Dir Saachen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech. Mä dach. Mä dach.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech weess net wat Dir am Bett maacht.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Oh! Dat soen ech Iech dach net, Här Grethen, gellt.

Mä ech ka mech erënneren, dass mer scho bei anere Plan-sectoriellen eng Form fonnt haten. Ech erënneren notamment un deen iwwert d'Lycéeën - deen éischte mengen ech -, deen opgrond vum Gesetz vun 1999 op de Wee gaang ass, dass mer do eng Méiglechkeet fonnt haten, dass och d'Chamber kéint dat, wat d'Regierung dann an engem Plang konzentréiert hat, diskutéieren.

(Interruption)

Ech muss och soen, dass an deem heite Plang, wou, mengen ech, an deene leschten zwee Joer gutt Aarbecht geleescht ginn ass, net méi ganz vill Sprengstoff dran ass. Ech hunn dat Gefill et ass ës vill erausgeholl gi vis-à-vis vun deem, deen an deene leschte Joren dra war. Mä ech weess awer, dass zum Beispill, wann dee vun de GSMe muer hei optaucht an och dobausse méi wäit wäert goen, dann de Sprengstoff erëm do ass.

D'Regierung huet gesot, iergendeng Kéier géing e Plan sectoriel „transport", „logement" an esou weider kommen.

(Interruption)

Ech mengen, do si mer eis eens, dass et net ka sinn, dass hei eng Deklaratioun gemaach gëtt an da war et dat. Duerfir géing ech souwuel de President bieden, fir vläicht an der nächster Conférence des Présidents doriwwer ze diskutéieren, wéi mer an Zukunft domat ëmginn, respektiv och den Här Halsdorf, dem Landesplanungsminister, dass mer eng Form fannen. Sief et, dass d'Regierung en Débat de consultation all Kéiers automatesch freet, sief et, dass an der Conférence des Présidents einfach d'office décidéiert gëtt eng Debatt duerno ze féieren.

Ech menge schonn, dass vill vun eis zu deem heite Plan sectoriel - mä doudsécher och zu deenen, déi kommen - wäertvoll a konstruktiv Remarquen ze maachen hätten, déi ebe grad an deem hei Stadium awer och nach kéinten an de Règlement grand-ducal afléissen, sou dass ech frou wier, wa mer eis zesumme géingen d'Käpp zerbriechen, fir déi nächste Kéier eng e bësse manner frustrant Prozedur fir d'Deputéierten ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Da kënnt Dir besser schlofen an Zukunft.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Voilà!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci, och fir seng Suggestioun. Ech wäert déi weider un d'Conférence des Présidents leeden.

Wëllt soss nach een dozou d'Wuert ergräifen?

Une voix.- Mir kréien nach eng Debatt.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, wiere mer domadder um Schluss vun eisem Ordre du jour ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 29. an den 30. November. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.38 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 50

Retrait du rôle des affaires de la Chambre page 50

Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Charles Goerens pages 50-51

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes page 51

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie pages 51-54

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement pages 54-58

5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004 page 58

Accueil de M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation page 58

5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004 pages 58-59

5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État pages 59-61

Résolution de M. Charles Goerens au sujet de l'Iran page 61

5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002 pages 61-62

Dépôt d'un projet de loi page 62

Communications page 62

Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne pages 62-75

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites pages 75-76

Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 76-77

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 3 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0255	M. Lucien Thiel	Modification du taux de la taxe applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière
0392	M. Lucien Thiel	Fonds d'investissement
0516	M. Xavier Bettel	Mariage des couples homosexuels
0534	M. Claude Adam	Réaménagement du site de Schoenfels
0550	M. Aly Jaerling	Relèvement de l'âge de la retraite
0568	M. Emile Calmes	Non-respect des conditions de travail
0574	M. Emile Calmes	Transport public
0589	M. Ben Fayot	Ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe
0595	Mme Lydia Mutsch M. Fred Sunnen	Implantation d'une partie de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval
0596	M. Robert Mehlen	Réduction de la consommation d'énergie dans le secteur public
0600	M. Emile Calmes	Utilisation rationnelle de l'énergie et énergies renouvelables
0601	M. Robert Mehlen	Utilité publique
0603	M. Xavier Bettel	Gestionnaires de maisons relais pour enfants
0605	M. Xavier Bettel	Prolongation de la ligne de chemin de fer ICE Berlin-Cologne
0607	M. Marc Spautz	Projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation du service de protection et de prévention
0612	M. Camille Gira	Participation du Premier Ministre, Ministre d'État, à une manifestation électorale du parti CDU à Mayence
0613	M. Marcel Oberweis	Assurance en responsabilité civile des sylviculteurs privés
0614	M. Jacques-Yves Henckes	Étude Cargolux/Boeing sur la réduction des nuisances sonores des avions décollant et atterrissant au Findel
0616	M. Claude Meisch	Élaboration d'un document sur la réforme territoriale par le Cercle Joseph Bech
0617	M. Marcel Oberweis	Télétravail
0618	Mme Colette Flesch	Création d'une deuxième chambre criminelle
0619	M. Claude Meisch	Ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe
0620	M. Claude Meisch	Sécurité des élèves et des enseignants
0621	Mme Anne Brasseur	Construction d'une ligne de haute tension de Belval vers la France pour l'alimentation en énergie électrique de la société Arcelor
0622	M. Marcel Oberweis	Normes ISO 14.000
0623	M. Ben Fayot	Problématique des numéros dits de service
0624	M. Gast Gibéryen	Loi électorale (entrée en fonction des nouveaux conseils communaux)
0625	M. Xavier Bettel	Mise en oeuvre des conclusions du consultant McKinsey sur l'adéquation des structures de travail de la Direction de l'Aviation civile
0626	M. Xavier Bettel	Stages auprès du Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg offerts aux agents CFL dans le cadre de la campagne de prévention des CFL contre les «accidents de trajet»
0627	M. Xavier Bettel	Nombre d'avions de ligne et de transport immatriculés au Luxembourg
0628	M. Aly Jaerling	Bénévolat dans le domaine des clubs sportifs
0629	M. Gast Gibéryen	Cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale LEADER+
0630	M. Xavier Bettel	Examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier
0631	M. Claude Meisch	Projet d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg
0632	M. Xavier Bettel	Bilan de la semaine de la mobilité
0633	M. Claude Meisch	Respect des droits de l'Homme au Togo
0634	M. Xavier Bettel	Incident technique au Centre pénitentiaire de Schrassig
0635	M. Marc Spautz	Incapacité de travail/Critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité
0636	M. Emile Calmes	Centrale turbine gaz vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette
0638	M. Robert Mehlen	Coup de bêche et mise en chantier symboliques d'une station d'épuration
0639	M. Alex Bodry	Agréments pour organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du Travail et des Mines
0644	M. Niki Bettendorf	Sécurité du site pétrolier de Bertrange
0645	M. Xavier Bettel	Modernisation de l'axe ferroviaire Luxembourg-Bruxelles
0646	MM. Ben Fayot et Roland Schreiner	Développement de chemins de fer communautaires
0647	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Lux-Development
0648	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Arcelor, Cegedel, SEO, Agence de l'Énergie, Luxembourg Congrès, Luxgaz Distribution, Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, SOTEG, SNCI et Entreprise des P&T
0651	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Société nationale des habitations à bon marché et Fonds du Logement
0652	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Centre national sportif et culturel
0653	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL
0654	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Fonds de Belval, Fonds de rénovation de la vieille ville et Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg
Session ordinaire 2005-2006		
0656	M. Marc Spautz	Les personnes «pacsées» dans le cadre de la loi électorale
0657	M. Robert Mehlen	Transport d'animaux
0658	M. Félix Braz	Lettre de convocation identique pour tous les électeurs indépendamment de leur nationalité
0659	M. Xavier Bettel	Communautés de transport
0660	M. Xavier Bettel	Ouverture à la concurrence des transports publics par chemin de fer et par autobus
0662	M. Marcel Oberweis	Consommation d'alcopops par les mineurs
0665	M. Ben Fayot	Réduction des missions de sécurité Euratom par la Commission européenne
0669	M. Claude Meisch	Proclamation des résultats officiels du scrutin des élections communales de Luxembourg-Ville
0670	M. Claude Meisch	Délai de demande d'inscription aux élections communales des ressortissants étrangers
0671	M. Xavier Bettel	Limitation de la migration des étudiants étrangers au sein de l'Union européenne
0672	M. Xavier Bettel	Stocks de vaccins contre la grippe saisonnière
0674	M. Xavier Bettel	Trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire à Schrassig
0675	M. Claude Meisch	Coopérations renforcées au sein de l'Union européenne
0679	M. Emile Calmes	Réglementation de la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques
0680	M. Emile Calmes	Exercice de sauvetage dans l'enceinte de l'aéroport du Findel
0681	M. Emile Calmes	Réduction de l'utilisation d'emballages non biodégradables
0682	M. Xavier Bettel	Lutte contre le virus de la grippe aviaire H5N1
0684	M. Marcel Oberweis	Politique de coopération au développement en matière d'éducation dans les pays cibles africains
0685	M. Aly Jaerling	Participation financière à l'organisation d'un parcours Formule 1 à Francorchamps
0686	M. Carlo Wagner	Établissement public «Fonds de compensation»
0687	M. Marcel Oberweis	Formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique
0688	M. Aly Jaerling	Organisation du transport en commun pour les étudiants de l'Université du Luxembourg
0689 cf. 0694	M. Laurent Mosar	Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2005-2006		
0690	M. Xavier Bettel	Création d'un office national de l'enfance
0692	M. Carlo Wagner	Effectifs des commissariats à proximité
0693	Mme Claudia Dall'Agnol	Étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles
0694 cf. 0689	M. Charles Goerens	Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
0698	M. Aly Jaerling	Sécurité des places assises et des places debout des autobus
0699	M. Marc Spautz	Disponibilité du véhicule spécialement aménagé pour les personnes handicapées en vue de l'obtention du permis de conduire
0700 urgente	M. Jean Huss	Grippe aviaire
0706	M. Henri Grethen	Mise en service d'un train-tram au Luxembourg
0713	M. Xavier Bettel	Construction d'un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg
0717 urgente	M. Aly Jaerling	Stocks de vaccins contre la grippe saisonnière
0721	M. Gast Gibéryen	Camping municipal Horizon à Mondorf-les-Bains

Session ordinaire 2004-2005

Question 0255 (21.1.2005) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant la **modification du taux de la taxe applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière:**

En date du 1er octobre 2004, l'Administration de l'Enregistrement a émis une circulaire interne destinée à l'usage de ses services. Cette circulaire modifie avec effet immédiat le taux de la taxe applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière, taux qui passe de 12% à 15%.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que la décision du directeur de l'Enregistrement a été prise après concertation avec le Ministère des Finances?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient que cette décision a comme conséquence directe un renchérissement des outils informatiques utilisés notamment dans le secteur financier?

En effet, les banques, compagnies et courtiers d'assurances, gestionnaires d'OPC et autres professionnels du secteur financier ne récupèrent, au mieux, que partiellement la TVA et sont donc plus lésés que d'autres entreprises par le relèvement du taux à 15%. En plus ce secteur sera confronté dans les années à venir à des investissements importants afin d'adapter les logiciels aux normes et règles leur imposées par le législateur et les instances de régulation. Bien qu'il soit difficile de chiffrer avec précision le coût qu'implique cette décision, il est néanmoins possible d'en évaluer l'envergure.

D'une part, l'on peut estimer que le droit à déduction de la plupart des banques oscille entre 5% et 20%, tandis que celui de la majorité des gestionnaires d'OPC et des compagnies d'assurances est encore plus faible et parfois même de 0%.

D'autre part, des études internationales ont révélé que les dépenses informatiques globales des banques varient entre 14,5% à 19,8% de leurs coûts opérationnels. Il en résulte que les coûts de software et les frais d'implémentation y liés se chiffrent à un montant situé entre quatre millions et six millions d'euros pour une banque de taille moyenne (effectif de 300 personnes).

L'application du taux de TVA de 15% au lieu de 12% implique donc un coût dépassant 100.000 euros par entité moyenne, montant à multiplier évidemment par le nombre d'entreprises concernées pour déterminer l'impact total de la mesure pour l'ensemble de la place.

- Est-ce que le Ministre estime que la façon de procéder de l'Administration est compatible avec la politique générale du Gouvernement d'offrir aux entreprises un environnement fiscal (fiscalité directe et fiscalité indirecte) favorable, stable et donc prévisible?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage la façon de procéder de l'Administration en ce qui concerne l'effet immédiat de la mesure ne donnant aux entreprises aucune possibilité de prendre leurs dispositions?

- Comment se fait-il que le public n'ait pas été informé de cette circulaire? Elle n'a en effet pas été adressée aux assujettis, ni publiée, rendant la politique d'information de l'Administration peu transparente. À ce propos il est à noter qu'elle n'est même pas mentionnée sur le site de l'Administration. La publicité de ce type de mesure est donc laissée aux bons soins des associations professionnelles et des fiduciaires.

- Si l'annulation de cette décision se révélait impossible, pourrait-il être envisagé par Monsieur le Ministre d'autoriser la bonification pour investissements de ce type qui malgré les demandes réitérées des milieux professionnels ne peuvent toujours pas bénéficier du système des bonifications pour investissements prévues en matière d'impôt sur le revenu des collectivités?

Réponse (21.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Par circulaire N°712 du 1er octobre 2004, Monsieur le Directeur de l'Enregistrement a défini la position de son administration quant au taux de TVA applicable aux cessions de logiciels, à la maintenance de logiciels et à l'assistance technique en la matière.

Une circulaire n'ayant force contraignante qu'à l'égard des agents de l'administration, chaque assujetti concerné est en droit de contester cette interprétation administrative devant les juridictions compétentes. Alors que la détermination des éléments constitutifs d'un impôt est réservée à la loi, il ne peut être souscrit à l'affirmation portée au deuxième alinéa, que «cette circulaire modifie avec effet immédiat le taux de la taxe applicable».

Compte tenu de la portée interne de cette interprétation, la responsabilité quant au contenu incombe à l'administration.

Question 0392 (7.4.2005) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant les **fonds d'investissement:**

L'industrie des fonds d'investissement est devenue l'un des piliers porteurs de la place financière de Luxembourg. Bien que non soumis à l'impôt des collectivités, les fonds d'investissement sont devenus pourtant un contributeur fiscal important, ceci à travers la taxe d'abonnement. Avec l'autre grand contributeur à cette taxe, les sociétés holding, les OPC ont généré 358 millions d'euros au titre de taxe d'abonnement en 2003.

Étant donné que le taux de la taxe d'abonnement varie entre 0 et 0,05% sur l'avoir net selon le type d'OPC, l'exploration statistique du poids économique des différents types de fonds s'avère difficile, voire impossible.

Or, il est indispensable de disposer de données chiffrées détaillées lorsqu'on veut procéder à une analyse approfondie de ce segment de l'activité de notre place financière. À défaut de ces informations, les réflexions stratégiques en vue de développer l'industrie des fonds doivent se baser sur des estimations et des extrapolations dont le manque de précision ne permet pas une analyse fiable.

Aussi saurais-je gré à Monsieur le Ministre de bien vouloir me renseigner sur le détail des rentrées au titre de la taxe d'abonnement ventilées aussi bien selon les sources (holdings et OPC) que selon le type d'OPC.

Réponse (21.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Concernant les recettes réalisées par l'État en relation avec la taxe d'abonnement à charge des titres de société, j'ai l'honneur de vous informer du détail suivant qui résulte d'une classification effectuée par l'administration compétente pour l'année 2003:

Sociétés holding:	45,8 mio €
OPC	312,0 mio €

D'autre part, la CSSF a-t-elle procédé à une ventilation des organismes de placement collectif sur la base du montant de la recette totale perçue en 2003. Il en suit que 30 à 35% des actifs nets étaient soumis au taux de 0,01% et que 5% étaient exonérés.

Question 0516 (19.7.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **mariage des couples homosexuels:**

Il me revient qu'actuellement au Luxembourg, un ressortissant belge connaît de graves ennuis avec l'administration. En effet, ce dernier s'est marié en Belgique avec un ressortissant non communautaire. Pour des raisons professionnelles il a dû quitter la Belgique et venir s'installer au Luxembourg.

Il s'est donc adressé aux administrations luxembourgeoises pour remplir les conditions administratives et on lui aurait répondu que la personne avec laquelle il s'était marié en Belgique ne pouvait rester au Luxembourg car notre pays ne reconnaît pas une telle union.

En 2001, Monsieur le Ministre de la Justice avait répondu qu'une telle reconnaissance serait contraire à l'ordre public.

Depuis lors le mariage a été ouvert aux homosexuels en Belgique et en Espagne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, est-ce que Messieurs les Ministres ne pensent pas que le Luxembourg devrait légiférer en la matière pour éviter de telles situations?

- Dans la négative, est-ce que Messieurs les Ministres estiment toujours qu'une telle reconnaissance serait contraire à l'ordre public?

Réponse commune (16.11.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Il est évident que le Luxembourg n'ait pas pu reconnaître en 2001 un partenariat ou un mariage étranger entre personnes du même sexe, alors que de tels mécanismes juridiques étaient à l'époque contraires à la législation luxembourgeoise. La situation a changé avec la loi luxembourgeoise du 9 juillet 2004 relative aux partenariats, de sorte que les partenariats étrangers de personnes du même sexe ne sont désormais plus contraires aux principes du droit civil luxembourgeois et peuvent donc être traités de la même façon sur le territoire luxembourgeois que les partenariats de droit luxembourgeois.

Question 0534 (28.7.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **réaménagement du site de Schoenfels:**

Ayant pris note dans la presse que le Conseil de Gouvernement vient de décider l'aménagement d'un centre de thérapie près du château à Schoenfels, un site qui avait été prévu depuis des décennies pour l'Administration des Eaux et Forêts, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que le réaménagement du site de Schoenfels (donjon, ancienne ferme, parc) sera traité comme un ensemble, c'est-à-dire comme un grand chantier, ou bien est-ce que les travaux d'aménagement du centre thérapeutique devront être considérés comme chantier isolé?

- Est-ce que le projet de la réalisation d'une station d'épuration à Schoenfels et la construction d'une piste cyclable reliant les localités de Schoenfels et de Mersch seront traitées avec la même priorité?

- Est-ce que les moyens budgétaires pour la restauration du donjon du château et la revalorisation du parc sont disponibles?

- Quels bureaux de l'Administration des Eaux et Forêts seront aménagés à Schoenfels et dans quel laps de temps est-ce que ces projets seront réalisés?

Réponse commune (2.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En ce qui concerne la 1re question, il y a lieu de rappeler la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Culture et de Monsieur le Ministre des Travaux publics à la question parlementaire N°0453 du 26 mai 2005 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu N°13/2004-2005)* dont il ressort que le réaménagement du site de Schoenfels ne peut pas être considéré comme un grand chantier étant donné que plusieurs départements ministériels sont concernés:

1) La restauration du donjon est effectuée sous la responsabilité du Service des Sites et Monuments nationaux et financée par des crédits du département de la Culture.

2) L'aménagement du parc sera exécuté par l'Administration des Eaux et Forêts et financé par le budget du département de l'Environnement, ceci cependant sous réserve de l'accord du Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3) Le réaménagement de l'ancienne ferme pour les besoins de l'Administration des Eaux et Forêts, d'un centre d'accueil pour la réserve naturelle Mamerdall et l'installation d'un atelier thérapeutique pour toxicomanes sera assuré par l'Administration des Bâtiments publics, département des Travaux publics.

En ce qui concerne la 2e question, Monsieur le Ministre de l'Environnement me confirme que la réalisation d'une station d'épuration à Schoenfels et la construction d'une piste cyclable reliant les localités de Schoenfels et de Mersch bénéficient d'une égale priorité. En effet, la station d'épuration est une nécessité depuis longtemps et la piste cyclable constitue un élément complémentaire du projet du centre d'accueil.

En ce qui concerne la 3e question, il y a lieu ici également de rappeler la réponse à la question parlementaire précitée N°0453 du 26 mai 2005 de Monsieur le Député Marcel Oberweis. Il en ressort que les travaux de restauration restants du donjon, confiés au Service des Sites et Monuments nationaux, se limiteront, à courte échéance, à des travaux de menuiserie (châssis de fenêtres, parapets portes), de restauration des crépis extérieurs et intérieurs, et, à longue échéance, à des travaux de stabilisation des voûtes de la salle du 3e étage.

En ce qui concerne la revalorisation du parc, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'aménagements de petite envergure qui pourront être réalisés dans le cadre des crédits réguliers de l'Administration des Eaux et Forêts.

En ce qui concerne la 4e question, le programme prévoit l'aménagement de bureaux pour différents services de l'Administration des Eaux et Forêts, en l'occurrence pour le cantonnement forestier de Mersch, l'arrondissement Conservation de la Nature Centre, les préposés forestiers des triages de Mersch-Ouest, Mersch-Est et la brigade forestière de Mersch.

D'autre part, le projet prévoit l'intégration de salles polyvalentes pour le Centre d'accueil de la réserve naturelle Mamerdall.

Quant au timing, il y a lieu de préciser qu'après réception de l'approbation du projet par les départements ministériels concernés, les dossiers d'autorisation seront élaborés et soumis pour accord aux autorités communales et au Ministère de la Culture. L'élaboration des plans d'exécution et des bordereaux de soumission pourra être commencée, d'après les prévisions actuelles, début 2006. Les procédures de mise en adjudication publique et les travaux seront entamés par la suite.

Question 0550 (18.8.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **relèvement de l'âge de la retraite:**

D'EU-Staten hu sech als Zil gesat, den tatsächleche Rentenantrëttsalter eropzesetzen. Dësen Objektiv huet och hei am Land dozou geféiert, datt z.B. versicht gëtt, Salariéen, déi virun e puer Joer nach ouni Problem hir Invaliderent zougestan kritt hätten, mat alle Mëttelen esou laang wéi méiglech aus der Rent erauszehalen.

Esou wonnert et een net, wann d'Leit rosen op Informatioune reagéieren, datt grad d'EU mat hiren eegene Fonctionnairë ganz aneschters verfiert. Et war en däitscht Presseorgan, dat de Public doriwwer informéiert hat, datt EU-Fonctionnairen op Wonsch schonns mat 50 Joer an d'Pensioun entlooss kéinte ginn. Dee Pensiounsofschlag, deen da fälleg ass, kéint vun der EU-Kommissioun awer deelweis erlooss ginn, an ab 55 Joer wier guer keen Ofzuch méi virgesinn.

Ausserdeem wier eng Regelung virgesi ginn, datt EU-Fonctionnairë mat 50 kéinte goen, an zwar mat 65% vum leschte Gehalt, fir Plaz ze maache fir nei Fonctionnairen aus deenen neien EU-Staten. Dës Regelung huet d'EU-Keesen - a Lëtzebuerg ass hei dee gréisste Pro-Kapp-Nettozueler - 30 Milliounen Euro kascht.

Duerfir folgend Froen:

1) Setzt sech d'Lëtzebuerger Regierung och op EU-Niveau dofir an, datt den effektive Rentenantrëttsalter ugehuewe gëtt, also och de Rentenantrëttsalter vun EU-Fonctionnairen, oder gëllt dat just fir d'Salariéë vun den EU-Memberstaten?

2) Genannt Privilegie goufe virun engem Joer am neie Statut vun den EU-Fonctionnairë fixéiert. Wéi war d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem neie Statut?

3) Wann d'Regierung mat dësem neie Statut d'accord war, ass d'Regierung da grondsätzlech och bereet, déi aktuell national Bestëmmung vum Rentenantrëttsalter ze reforméiere resp. ganz ofzeschafen a just nach de Kritär vu 40 Versécherungsjoren als determinant zréckzebehalen?

4) Ass der Regierung bekannt, datt hei am Land Leit schaffen, déi schonns méi ewéi 40 Renteversécherungsjoren opweises hunn, jo, Leit mat méi ewéi 40 Versécherungsjoren nach an de Chômage kommen oder eng medezinesch attestéiert Invaliditéit net unerkannt kréie respektiv reklasséiert ginn?

Réponse commune (27.10.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Fir d'éischt wëll ech den Här Deputéierten informéieren, dass déi zwee éischt Punkte vu senger Fro eigentlech de Ministère des Affaires étrangères betreffen an dofir och an Zesummenaarbecht mat dëse Servicer beäntwert gi sinn.

1) D'Lëtzebuerger Regierung ass nach ëmmer der Iwwerzeegung, dass et wichteg ass, den effektive Rentenantrëttsalter ze respektéieren, an dëst souwuel op nationaler Ebene wéi och op EU-Ebene. Duerch positiv Moossnamen, wéi zum Beispill d'Reforme vun der Invaliditéit, kënne vill Leit nach weider op enger hire Capacitéiten ugepasster Aarbechtsplaz schaffen.

Déi Ziler, déi mer ons zesummen an der EU am Kader vun der Lissabon-Strategie gesat hunn, bleiwe fir d'Regierung nach ëmmer aktuell. De reforméierte Prozess, deen ënner Lëtzebuerger Présidence am Conseil vum Fréijoer zustane komm ass, beinhaltet nach ëmmer dës Ziler, mat eng klenger Nuance: nämlech, dass d'Ustrengungen, déi jiddfereen an der EU maache muss, fir déi gemeinsam Objektiver ze erreechen, ofhänke vun de verschiddene bestehende Situatiounen, vun deene jiddferee fortgoe muss.

Mir däerfen och net vergiessen, dass déi Décisiounen, de Rentenalter systematesch erofzesetzen, an engem sozialwirtschaftleche Kontext geholl goufen, deen et haut ënnert där Form net méi gëtt. Dëse Prinzip vu sozialer a wirtschaftlecher Noutwendegkeet betrëfft dann och d'Personalpolitik vun den EU-Institutiounen. Déi ugehend Budgetsdiskussiounen, déi mer momentan op EU-Niveau féieren an déi ënner Lëtzebuerger Présidence net konnten am Conseil ofschloss ginn, loosse ganz staark d'Impressioun, dass de Budget-Postë vun den administrative Käschte vun der EU-Institutioun, deen och d'Pensiounsrechter vun den EU-Beamte beinhaltet, staark ënner Beschoss steet, esou dass ee sech schlecht virstelle kann, dass hei eng Entwécklung entstoe kéint, déi géint de generellen Trend an der Unioun géif goen.

2) Fir dës Fro ze beäntwerten ass et wichteg e puer Kommentaren ze maachen zum Introduktiounstext vum Här Jaerling. Et ass richteg, dass den neie Statut erméiglecht, de Pensiounsalter erofzesetzen, awer am Prinzip nëmme géint e Verloscht vun dem Pensiounsniveau. Nëmmen ënner bestëmmten Ëmstänn ass en Erofsetze vum Pensiounsalter ouni Verloscht méiglech; et ass net de generelle Fall.

Wéi den Här Jaerling et seet, gëtt et och d'Méiglechkeet fir Beamten, méi fréi ze goen, fir Plaz ze maache fir nei Beamten aus bestëmmten EU-Länner. Dës Moossnam huet haaptsächlech als Objektiv, fir der Quotepolitik an de Personalfroe vun den EU-Institutioune gerecht ze ginn no der Erweiderung an engem Kontext vu finanziell limitéierte Mëttele fir europäesch administrativ Käschten.

Déi Regelung gesäit gewëss Avantagë fir déi Leit vir, déi méi fréi an d'Pensioun goe wëllen, mä global gesinn ass déi Regelung mëttelfristeg budgetär neutraliséiert. D'Suerg vun dem aktuariellen Ausgläich vum Pensiounsregime ass ganz wichteg fir d'Memberstaten: Net méi rezent wéi den 12. Oktober huet d'Kommissioun dem Conseil e Virschlag virgeluecht, dee virgesäit, de Cotisatiounstaux vun de Pensioune fir EU-Beamte vun 9,25% op 10,25% eropzesetzen. D'Regierung huet de Projet iwwert den neie Statut ënnerstëtzt, no der Regel vun der qualifizéierter Majoritéit.

Dëse Projet kann net verstane ginn als en Usaz, fir d'EU-Beamten op eng ganz verschidde Manéier ze behandele wéi den Trend an den EU-Staten et virgëtt. Gewëssen transitoresch Dispositioune waren noutwendeg fir spezifesche politesche Situatioune Rechnung ze droen, mä de fundamentale Geescht vum neie Statut steet net a Kontradiktioun mat deem wat an den EU-Länner passéiert.

A wat d'Konzept vum Nettozueler ubelaangt, do ass d'Regierung nach ëmmer der Iwwerzeegung gewiescht, dass et net vill ausseet iwwert d'wirtschaftlech-finanziell Relatioun tëschent engem Land an der Unioun.

Wat elo d'Äntwerte fir déi Punkten 3) a 4) betrëfft, esou ass ze widderhuelen, dass deen allgemengen Trend an Europa an d'Richtung vum Eropsetze vum Pensiounsalter geet. Esou huet d'OECD schonn e puermol op déi negativ Folge fir d'Finanzéierbarkeet vun de Pensiounssystemer higewisen, déi ee fréizäitegt Ausscheeden aus dem Aarbechtsprozess mat sech bréngt.

Och d'Schlussfolgerunge vun der Présidence vum Europarot vum 15. a 16. am Lenzmount 2002 ginn an dës Richtung. Si soe nämlech, dass „bis d'Joer 2010 gekuckt muss ginn, den Duerchschnëttsalter, mat deem déi berufflech Tätegkeet ophält, progressiv ëm fënnef Joer eropgesat muss ginn". Duerch d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 22. am Broochmount 2002 ass versicht ginn, fir déi Verséchert méi laang am Aarbechtsprozess ze halen.

Ech verweisen an dësem Zesummenhang op d'Wierder vum Här Statsminister a senger Erklärung iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung vum 12. am Wäimount 2005 wou hien am Kapitel „Préretraite a Prépensioun" op déi ganz Problematik agaang ass an erkläert huet, dass Gespréicher tëschent Regierung, Parlament, Patronat a Gewerkschaften doriwwer stattfanne mussen.

Question 0568 (30.8.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **non-respect des conditions de travail:**

Selon un article de presse paru le 29 août 2005 dans «La Voix du Luxembourg» il semble que les reproches à l'adresse de plusieurs entreprises de construction se multiplient quant au non-respect des conditions de travail.

Ce comportement des entreprises aurait de graves conséquences sur de nombreux chantiers, notamment sur celui de la Cité judiciaire où «les conditions minimales de sécurité ne sont plus réunies». L'Inspection du Travail et des Mines aurait connaissance de ces faits, mais ne serait pas encore intervenue.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de contrôles de chantiers ont été effectués par l'Inspection du Travail et des Mines à partir du 1er janvier 2005 et combien d'irrégularités concernant les conditions de sécurité ont été notées lors de ces contrôles?

- Le chantier de la Cité judiciaire a-t-il été parmi les chantiers contrôlés? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si d'éventuelles irrégularités ont été constatées lors de ces contrôles?

Réponse (11.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

ad1)

J'ai connaissance de l'article de presse cité.

Selon l'administration compétente, l'Inspection du Travail et des Mines, il ne s'agit cependant pas en l'occurrence de la relatation objective de faits, mais d'un texte manifestement non impartial, se basant apparemment de manière peu différenciée sur des extraits de communiqués de presse, tirés en plus de leur contexte, et d'allégations contredites par la réalité.

S'il est vrai que le reproche de respect moins strict des conditions de travail des travailleurs du bâtiment durant la période consécutive aux congés intempéries (exceptionnellement prolongés du début de l'année en cours) peut paraître exceptionnellement, parfois, fondé à l'égard de certaines entreprises, l'on ne saurait toutefois faire état d'un phénomène durable généralisé. Il faut reconnaître que, pour certains chantiers isolés, des échéances contractuelles irréalistes, potentiellement inductives de durée de travail excessive voire de non-respect des périodes de repos minimales, ont été imposées par les maîtres d'ouvrages, sur avis des concepteurs techniques des projets immobiliers. L'ITM intervient alors selon sa loi organique.

Le chantier particulier de la Cité judiciaire ne figure a priori pas dans cette dernière catégorie, ce d'autant plus qu'une tentative unilatérale d'aménagement de la durée du travail par l'association momentanée en charge du projet, en contradiction avec des accords d'entreprises antérieurement souscrits dans les formes légales, et ce d'ailleurs même avec l'assentiment des délégations du personnel respectives, a été censurée et redressée par la Direction de l'Inspection du Travail et des Mines.

ad 2)

Sur un total de 444 contrôles effectués par les différents services de l'ITM, au courant des neuf premiers mois (jusqu'au 30 septembre) de l'année 2005:

- 51 n'ont pas donné lieu à objections,

- 250 se sont soldés par des conseils, voire instructions données aux différents acteurs en cause,

- 220 des chantiers ont donné lieu à des avertissements divers (écrits et oraux) assortis de délais de mises en conformité, tant relatifs à la sécurité/santé au travail qu'au droit du travail proprement dit,

- 40 chantiers ont fait l'objet de fermetures administratives partielles ou totales.

ad 3)

Le chantier de la Cité judiciaire a été contrôlé deux fois par l'ITM durant la période de référence, la dernière descente sur site ayant eu lieu avant le congé collectif.

Les irrégularités constatées, qualifiables de non graves et ne dépassant pas la moyenne inhérente aux sites en construction d'une envergure correspondante, ont été immédiatement, sinon endéans les délais impartis, redressées par les entreprises correspondantes.

La coopération de la maîtrise d'ouvrage respectivement de la coordination sécurité/santé avec les autorités de contrôle est actuellement qualifiable d'efficiente, à l'opposé notamment de celle entretenue, lors de la phase initiale du projet, avec les acteurs sécuritaires patronaux d'une des entreprises de l'association momentanée.

Question 0574 (2.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **transport public:**

Au vu des récentes déclarations intempestives à la radio du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, estimant que les cinq dernières années ont été perdues en ce qui concerne l'investissement dans une offre plus attrayante des transports publics j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres:

- Quels sont les projets concrets actuels du Gouvernement pour promouvoir les transports en commun?

- S'ils peuvent m'indiquer à titre de comparaison pour les législatures 1994-1999 et 1999-2004:

- Quelles furent les sommes budgétaires investies dans l'organisation des transports publics?

- Quelle fut l'évolution du kilométrage parcouru par les trains en service public national et régional transfrontalier ainsi que par les autobus du RGTR, des CFL, du TICE et de la Ville de Luxembourg?

- Combien de matériel roulant nouveau fut commandé pour le service voyageurs assuré par les CFL?

- Quels furent les grands projets d'investissement élaborés et soumis au législateur, pour développer le réseau ferré national?

- Quelles sont par ailleurs les initiatives nouvelles prises dans les domaines précités par le Gouvernement actuellement en place?

Réponse commune (21.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports et de l'Environnement* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Par sa question parlementaire du 2 septembre 2005, l'honorable Député Mil Calmes souhaite être renseigné sur le développement des transports publics pendant les législatures 1994-1999 et 1999-2004 ainsi que sur les initiatives concrètes que le Gouvernement a prises en vue de leur amélioration.

1. En ce qui concerne les projets concrets actuels du Gouvernement pour promouvoir les transports en commun, il convient de relever les éléments suivants:

a) La loi du 29 juin 2004 sur les transports publics vient de confier toutes les missions en relation avec l'organisation des transports publics à un établissement public, dénommé Régie Générale des Transports Publics (RGTP), dont le conseil d'administration est composé de cinq personnes.

Une approche intégrée pour l'organisation des transports publics ne peut cependant uniquement générer des plus-values substantielles si les opérateurs nationaux CFL et RGTR ainsi que les opérateurs publics régionaux, voire locaux, tels que les TICE et les AVL sont associés à la planification de l'offre. Or, l'article 7 de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics dispose que les membres du conseil d'administration ou de la direction, les gérants, les conseillers ou les propriétaires d'une société qui exerce des activités de transport de personnes ne peuvent devenir membres du conseil d'administration de la RGTP. De ce fait, les opérateurs précités sont exclus de l'organe de décision de la RGTP.

Si cette séparation entre l'autorité organisatrice et les opérateurs s'impose en vertu de la réglementation européenne notamment en présence de décisions qui résultent de l'exercice du pouvoir public (conclusion de contrats de service public; établissement, modification et suppression de services de transports publics, etc.), elle doit néanmoins être assouplie sinon éliminée en matière de coopération entre les opérateurs, de promotion en faveur des transports publics ou encore de communication avec le public (tâches d'une centrale de mobilité).

Le projet de loi modifiant la loi du 29 juin 2004 précitée dans ce sens a été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 25 mars 2005 et déposé à la Chambre des Députés le 21 avril 2005.

Le projet de loi se propose ainsi de maintenir la fonction d'autorité organisatrice au sein du Ministère des Transports et de compléter cette fonction en vertu du principe de la complémentarité par une entité de concertation et de coopération, par une Communauté des Transports („Verkehrsverbund"), successeur juridique de l'établissement public «Régie Générale des Transports Publics».

L'organisation des transports publics continue à porter sur les transports publics par rail et par route à caractère national et transfrontalier. Le Ministre des Transports peut cependant conclure des conventions en matière de transport public avec des communes et des syndicats de communes ayant comme objet principal l'activité de transport public.

Les missions principales seraient ainsi exécutées par le Ministre des Transports, assisté par la Communauté des Transports qui fait des propositions y relatives. Les missions dites secondaires, dans le domaine des activités de promotion des transports publics ainsi que de la communication avec le grand public par le biais de l'information intégrée sur les lignes, itinéraires et horaires ou encore de la gestion centralisée des réclamations seraient assumées par la Communauté des Transports.

La structure d'organisation projetée des transports publics vise donc une répartition claire des missions entre:

- l'État en tant qu'autorité organisatrice des transports publics,

- les opérateurs chargés de l'exploitation des transports publics et

- la Communauté des Transports, organisme de coopération réunissant des représentants de l'État, des communes, des usagers et des opérateurs.

Au vu du départage des responsabilités entre le Ministre des Transports en tant qu'autorité organisatrice et la Communauté des Transports en tant qu'entité de concertation et de coopération dans le domaine des transports publics, les opérateurs clé actuels (AVL, TICE, SNCFL et FLEAA) peuvent être représentés au conseil d'administration de la Communauté des Transports. Les prescriptions du règlement (CEE) 1893/91 se trouvent pleinement respectées étant donné que la distinction fonctionnelle entre l'autorité organisatrice et les exploitants censés fournir les prestations de transport requises reste ainsi garantie

b) Sur le terrain, le Gouvernement actuel a entre-temps réalisé les projets suivants:

- Réaménagement et extension du parking d'accueil P&R avec gare routière sur le site de la Gare de Bettembourg;

- Extension du parking d'accueil P&R en gare de Schieren;

- Renouvellement des quais en gares de Mamer (réalisé) et Bertrange-Strassen (travaux en cours);

- Réaménagement et extension du parking d'accueil P&R en gare de Bertrange-Strassen (travaux en cours);

- Aménagement d'installations d'information aux voyageurs en gares de Pétange et Rodange (réalisé en grande partie).

c) A côté des projets de grande envergure entre-temps approuvés par le législateur (cf. point 2d ci-dessous), le Gouvernement est en train de renouveler et de moderniser le réseau ferré luxembourgeois afin d'y améliorer la sécurité et d'augmenter la capacité de ligne. Il s'agit en l'occurrence des projets suivants:

Réseau ferré luxembourgeois en général

Projets en cours

Projet	*Libellé*
	Plan de sécurité
F.03008	Aménagement d'un réseau radio mobile numérique ERTMS/GSM-R (partie infrastructure)
F.98007	Renouvellement de 62 passages à niveau automatiques
F.04004	Confortement de tranchées rocheuses
F.00027	Suppression de passages à niveau sur le réseau ferré luxembourgeois (partie Fonds du Rail)
F.99028	Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des trains
F.00039	Acquisition d'une installation de test et de simulation pour postes de signalisation informatisés
F.01017	Confortement de tranchées rocheuses
F.00024	Sécurisation des ouvrages d'art par pose de contre-rail
F.00025	Optimisation des installations de télécommunication sur le réseau ferroviaire
F.98038	Étude technique pour l'installation d'un système de contrôle de la vitesse sur l'infrastructure ferroviaire luxembourgeoise
F.00018	Réaménagement des pistes le long des voies sur le réseau ferré luxembourgeois
	Qualité du service voyageurs
F.04002	Gares de Luxembourg et Ettelbruck; installation préchauffage pour voitures voyageurs
F.99051	Divers gares et haltes; amélioration de la qualité des infrastructures mises à disposition des voyageurs
F.01020	Construction et amélioration d'abris pour voyageurs
F.00013	Restauration intégrale ou partielle de souterrains à voyageurs
	Modernisation des équipements fixes
F.04301	Modernisation des équipements fixes
	installations signalisation
	installations réchauffage d'aiguilles
	voies, appareils de voie et rails
	installations de traction électrique
	bâtiments du Fonds du Rail
	installations techniques et de protection
F.95017	Lignes diverses; remplacement de fils et câbles 3 et 25 kV
F.98023	Aménagement d'un réseau de câbles à fibres optiques
F.03307	Renouvellement de voies et d'appareils de voie et remplacement de rails sur le réseau ferré luxembourgeois
F.00015	Renouvellement de voie et d'appareils de voie et remplacement de rails sur le réseau ferré luxembourgeois
F.00022	Aménagement de supports spéciaux antigraissage dans les aiguilles des appareils de voies sur le réseau ferré luxembourgeois
F.03301	Optimisation des installations de signalisation
F.99019	Gares de Luxembourg, Bettembourg, Esch/Alzette, Pétange et Wasserbillig; renouvellement des autocommunateurs téléphoniques
F.00045	Lignes diverses; remise en état d'ouvrages d'art dans le cadre de renouvellement des voies
F.00034	Gares diverses; remise en état général des Bâtiments Voyageurs
F.03302	Réaménagement de pistes le long des voies
F.03010	Modernisation des installations de télécommunication
F.99030	Lignes diverses; remise en état des installations «voie et travaux» des passages à niveau
F.03009	Acquisition d'une installation de test et d'écolage pour équipements de télécommunication
F.03304	Gares diverses; renouvellement des quais à voyageurs
F.03303	Gares diverses; aménagement des installations de protection au réseau ferroviaire
F.00032	Gares diverses; remplacement d'éclairage
F.03309	Renouvellement et mise en conformité des installations de génie technique de bâtiments appartenant à l'infrastructure ferroviaire
F.00038	Gares diverses; aménagement d'installations de réchauffage d'aiguilles
F.01021	Renouvellement et remise en état des installations de génie technique de bâtiments appartenant en pleine propriété à l'État
	Grands investissements
F.99017	Lignes diverses; aménagement de nouveaux quais

Projets à entamer

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
F.05004	Sécurisation de talus
F.05001	Modernisation et uniformisation des installations de passages à niveau
F.02308	Suppression de passages à niveau sur le réseau ferré luxembourgeois (partie infrastructure)
F.05003	Sécurisation par la modernisation systématique des demi-aiguilles des appareils de voie du type TJD-S54-190-1:9 posés entre 1989 et 1998
F.00011	Aménagement d'un système de commande automatique des itinéraires-trains
	Qualité du service voyageurs
F.04001	Equipement de référence des gares appartenant au Fonds du Rail
	Modernisation des équipements fixes
F.05301	Modernisation des équipements fixes
	- installations signalisation
	- télécommunication
	- installations réchauffage d'aiguilles
	- voies, appareils de voie et rails
	- assainissements
	- quais
	- installations de protection
	- installations de traction électrique
	- bâtiments du Fonds du Rail
	- installations techniques et de protection
F.00021	Aménagement de nouvelles voies et de nouveaux appareils de voie tertiaires sur le réseau ferré luxembourgeois

Projets à approuver

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
F.06001	Mise en conformité des Postes Directeurs de Luxembourg, Ettelbruck et Bettembourg
F.06002	Aménagement d'une installation de simulation pour postes de signalisation informatisés destinée à la formation du personnel de gestion du réseau
	Qualité du service voyageurs
F.06003	Construction et amélioration d'abris pour voyageurs
	Modernisation des équipements fixes
F.06301	Modernisation des équipements fixes VT
	voies, appareils de voie et rails
	ouvrages d'art (T)
	bâtiments du Fonds du Rail (T)
	assainissement (T)
	installations techniques et de protection (T)
F.06302	Modernisation des équipements fixes STC
	installations de signalisation (S)
	installations de réchauffage d'aiguilles (S)
	installations de télécommunication (T)
	installations de traction électrique(C)
F.06004	Remplacement de la fixation des rails sur différents tronçons de voie
F.06005	Gares diverses; remplacement d'installations d'éclairage
F.06006	Remise en état générale de bâtiments appartenant à l'infrastructure ferroviaire

Projets à venir

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
	Sécurisation de tunnels
	Qualité du service voyageurs
	Gares diverses; remise en état des marquises
	Modernisation des équipements fixes
	Gares diverses; mise en conformité des accès aux quais à voyageurs pour personnes à mobilité réduite
	Modernisation des équipements fixes VT
	voies, appareils de voie et rails
	bâtiments du Fonds du Rail
	installations techniques et de protection
	Modernisation des équipements fixes STC
	installations signalisation
	installations réchauffage d'aiguilles
	installations de traction électrique

Gare de Luxembourg

Projets en cours

Projet	Libellé
	Plan de sécurité
F.02024	Remise en état du viaduc «Pulvermuhle»
F.98024	Gare de Luxembourg; optimisation des installations de signalisation
	Modernisation des équipements fixes
F.03011	Modernisation du centre de téléconduite du central sous-station
F.02012	Modernisation de l'interface homme-machine du poste de signalisation informatisé en Gare de Luxembourg

Projets à entamer

Projet	Libellé
	Modernisation des équipements fixes
F.04006	Construction d'un bâtiment multifonctionnel pour le service Installations Fixes

Projets à approuver

Projet	Libellé
	Modernisation des équipements fixes
F.06007	Modification des installations de traction électrique en Gare de Luxembourg-Triage
F.06008	Adaptation des installations de traction électrique en relation avec la modernisation des infrastructures à voyageurs

Projets à venir

Projet	Libellé
	Modernisation des équipements fixes
	Gare de Luxembourg; modernisation des installations de traction électrique comprenant la régularisation des caténaires des voies principales et le remplacement des fils et câbles
	Gare de Luxembourg; renouvellement du saut-de-mouton de la ligne de Zoufftgen à Luxembourg

Ligne Luxembourg-Troisvierges /frontière

Antennes Ettelbruck-Diekirch, Ettelbruck-Bissen et Kautenbach-Wiltz

Projets en cours

Projet	Libellé
	Qualité du service voyageurs
F.95018	Gares de Mersch, Kautenbach et Clervaux; construction, reconstruction et restauration intégrale ou partielle des souterrains à voyageurs
F.02025	Gare de Dommeldange; reconstruction et prolongement du souterrain à voyageurs
	Modernisation des équipements fixes
F.02021	Ligne de Kautenbach à Wiltz; modernisation de l'infrastructure ferroviaire
F.03018	Renouvellement des installations de voie sur le tronçon de ligne entre Clervaux et Troisvierges/ frontière
F.00014	Ligne de Kautenbach à Wiltz; renouvellement de l'infrastructure ferroviaire
F.01019	Ligne Kautenbach-Wiltz; consolidation de divers ouvrages de soutènement
F.03031	Sécurisation du talus rocheux situé côté gauche entre les P.K. 48,100 à Ettelbruck
F.03015	Poses de gaines souterraines entre le poste de distribution électrique de Flébour et le point d'arrêt ferroviaire de Michelau
F.00047	Aménagement d'un embranchement temporaire au lieu-dit «An der Kléck» à Lorentzweiler
F.97001	Ligne Luxembourg-Troisvierges; consolidation du P.R. situé au P.K. 54,147 et réfection de l'isolation
F.01031	Gare de Wiltz; réaménagement complet de l'ancienne halle à marchandises

F.02020 Sécurisation du tunnel de Cruchten; projet pilote

Projets à entamer

Projet Libellé

Plan de sécurité

F.03014 Remise en état des ponts-rivière sur la Clerve aux points kilométriques 66,765 et 67,114 à Wilwerwiltz

F.03013 Reconstruction du passage inférieur et pont-rivière au point kilométrique 85,112 à Troisvierges

F.04007 Construction d'un nouveau bâtiment commun à Ettelbruck

Projets à approuver

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.06009 Renouvellement des installations de voie sur le tronçon de ligne entre Luxembourg et Heisdorf

Projets à venir

Projet Libellé

Plan de sécurité

Suppression du passage à niveau à Lorentzweiler (participation Fonds du Rail)

Modernisation des équipements fixes

Renouvellement des installations de voie sur le tronçon de ligne entre Ettelbruck et Kautenbach

Renouvellement du pont-rivière au point kilométrique 46,930 à Ettelbruck

Ligne Luxembourg-Wasserbillig /frontière

Antennes Wasserbillig-Mertert/ Port et Berchem-Oetrange

Projets en cours

Projet Libellé

Plan de sécurité

F.03019 Modernisation des installations de signalisation et de télécommunication des postes de Wecker, Roodt, Oetrange et Sandweiler/Contern

F.99005 Gare de Wasserbillig; modernisation et renouvellement des installations fixes

Modernisation des équipements fixes

F.95024 Modernisation et renouvellement des infrastructures situées entre les P.k. 12,500-34,500 de la section de voie Oetrange-Wasserbillig

F.03022 Tronçon de voie Berchem/Nord-Oetrange et courbe de raccordement d'Alzingen; renouvellement complet d'installations de voie

F.03021 Mise à niveau des installations de traction électrique en gare de Wecker

F.03020 Installation d'un câble de protection à fibre optique aérien sur le tronçon d'Oetrange à Wasserbillig

F.00030 Ligne Luxembourg-Wasserbillig; élargissement et remise en état du pont-rivière au P.K. 31,620

F.00031 Ligne de Berchem à Oetrange; remplacement du tablier du pont-rivière au P.K. 1,706

Projets à entamer

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.97010 Luxembourg-Wasserbillig; remplacement des tabliers du passage inférieur situé au P.k. 12,809 (Oetrange)

Projets à approuver

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.06010 Gares Oetrange et Wecker; adaptation aux installations fixes dans le cadre de l'aménagement d'un poste centralisé avec intégration dans le Poste de Signalisation de Wasserbillig

Projets à venir

Projet Libellé

Plan de sécurité

Port de Mertert; modernisations des installations ferroviaires

Modernisation des équipements fixes

Elargissement et remise en état du pont-rivière au point kilométrique 21,933 à Olingen

Ligne Luxembourg-Zoufftgen/ frontière

Antennes Luxembourg-Alzingen et Bettembourg-Dudelange et triage de Berttembourg/Dudelange

Projets en cours

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.99008 Ligne Zoufftgen à Luxembourg; renouvellement de voie complet entre Bettembourg et Luxembourg

F.03025 Consolidation du mur de soutènement situé entre les points kilométriques 0,699 et 1,000 à Bettembourg/frontière

F.03023 Triage central de Bettembourg-Dudelange; renouvellement et modernisation des freins de voie principales N. 1 à 3

F.99048 Ligne Zoufftgen-Luxembourg; reconstruction du P.I. situé au P.K. 9,952

F.02016 Gare de Bettembourg-Triage, centre opérationnel et bâtiment commun; remise en état façades, isolation toiture et fenêtres

F.98004 Modernisation des installations logistiques du triage central de Bettembourg

F.00023 Renouvellement des infrastructures du magasin IF à Bettembourg

F.02022 Gare de Bettembourg, remplacement du central des installations de détection incendie au Poste Directeur et centre opérationnel

F.99025 Gare de Bettembourg; aménagement d'installations de réchauffage d'aiguilles supplémentaires

Grands investissements

F.01026 Triage Bettembourg-Dudelange; extension du faisceau de débranchement

Projets à entamer

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.03026 Renouvellement partiel d'installations de voie sur le tronçon de ligne entre Bettembourg/frontière et Livange

F.03024 Gare de Bettembourg; modernisation des postes de commandes téléphoniques universels

F.01025 Ligne Bettembourg-Dudelange/Usines; renouvellement du câble de télécommunication longue distance

Projets à approuver

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.06011 Gare de Bettembourg; renouvellement des installations de voie

F.06014 Gare de Bettembourg; construction d'une plateforme de ferroutage Modalohr

Projets à venir

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

Gare de Bettembourg; construction d'un nouveau terminal intermodal Bettembourg-Dudelange

Triage Bettembourg-Dudelange; renouvellement et extension des faisceaux de réception et de débranchement et voie de circulation

Gare de Bettembourg; renouvellement des installations fixes

Ligne Bettembourg-Dudelange; renouvellement de voie et d'appareils de voie

Création de voies de garage supplémentaires à Bettembourg, magasin et équipe mobile de Bettembourg

Ligne Bettembourg-Esch/Alzette-Pétange

Antennes Nortzange-Rumelange, Brucherberg-Scheuerbusch, Tétange-Langengrund et Esch/ Alzette-Audun/le/Tiche

Projets en cours

Projet Libellé

Plan de sécurité

F.01030 Gare d'Esch/Alzette; modernisation et renouvellement des installations fixes

F.99043 Ligne de Bettembourg à Esch/Alzette; construction souterrain pour piétons en vue de la suppression du P.N. 91a à Schifflange

Qualité du service voyageurs

F.03016 Réaménagement des infrastructures des alentours de la Gare d'Esch/Alzette

Modernisation des équipements fixes

F.96001 Gares de Noertzange, Tétange et Rumelange; renouvellement et modernisation des installations fixes des gares

F.00004 Ligne Luxembourg-Esch/ Alzette; renouvellement complet de voie sur différents tronçons de voie

F.03017 Création d'un embranchement unique Arbed à Belval-Usines

Projets à entamer

Projet Libellé

Plan de sécurité

F.03027 Gare d'Esch/Alzette; remplacement des garde-corps vétustes du viaduc

Projets à approuver

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.06013 Renouvellement de différents tronçons de voie sur la ligne de Bettembourg à Esch/Alzette

Projets à venir

Projet Libellé

Plan de sécurité

Suppression de passages à niveau à Schifflange

Gare de Noertzange; renouvellement des installations fixes (souterrain à voyageurs, quais, signalétique)

Gare de Belval-Usines; renouvellement des installations fixes

Renouvellement des installations fixes en gare de Differdange

Renouvellement des installations de voie de la ligne interusines Profilarbed Differdange-Esch/ Belval

Ligne Luxembourg-Rodange/ frontière

Projets en cours

Projet Libellé

Qualité du service voyageurs

F.98039 Gare de Rodange, aménagement d'une gare routière, travaux de voirie

Modernisation des équipements fixes

F.96002 Gare de Pétange et Rodange; renouvellement et modernisation des installations fixes des gares

F.02019 Consolidation de talus entre Pétange et Luxembourg

Projets à entamer

p.m.

Projets à approuver

p.m.

Projets à venir

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

Gare de Pétange; renouvellement de voie et d'appareils de voie du faisceau de remisage

Ligne Luxembourg-Pétange; renouvellement de la voie existante

Ligne Luxembourg-Kleinbettingen/frontière

Antenne Kleinbettingen-Steinfort

Projets en cours

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.03028 Aménagement d'un nouvel arrêt pour le lycée de Mamer

Projets à entamer

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

F.03029 Modernisation des postes de commande téléphoniques universels des gares de Kleinbettingen, Capellen, Mamer et Betrange/Strassen

Projets à approuver

p.m.

Projets à venir

Projet Libellé

Modernisation des équipements fixes

Renouvellement partiel des installations de voie sur différents tronçons de ligne

2.a. Les crédits budgétaires investis dans l'organisation des transports publics évoluent comme suit:

Année	Transports publics par rail	Transports publics par route
1994		37.108.632,87 €
1995		38.404.878,97 €
1996		40.772.125,39 €
1997	57.024.261,34 €	42.597.824,54 €
1998	55.556.311,15 €	55.128.294,39 €
1999	53.907.927,93 €	58.793.276,09 €
2000	55.841.627,17 €	65.228.431,26 €
2001	68.435.621,10 €	71.106.681,99 €
2002	71.080.116,16 €	79.126.803,98 €
2003	75.302.108,39 €	87.978.912,00 €
2004	84.800.261,98 €	95.331.497,00 €
2005 (prévisible)	114.000.000,00 €	98.630.000,00 €
2006 (prévisible)	117.768.745,00 €	113.116.000,00 €

b. Le kilométrage parcouru par les moyens de transports publics par route évolue comme suit:

réseau	RGTR/CFL	TICE
1994	18.083.511 km	2.010.000 km
1995	19.982.295 km	2.010.500 km
1996	21.574.049 km	2.600.000 km
1997	22.142.709 km	2.650.000 km
1998	23.314.330 km	2.850.000 km
1999	24.638.564 km	2.850.000 km
2000	25.514.819 km	2.900.000 km
2001	27.627.962 km	2.900.000 km
2002	30.060.931 km	2.950.000 km
2003	32.250.974 km	3.100.000 km
2004	33.518.140 km	3.100.000 km
2005 (prévisible)	35.837.427 km	3.405.000 km
2006 (prévisible)	37.016.000 km	4.234.900 km

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Les voyageurs-kilomètres par les moyens de transports publics par rail évoluent comme suit:

Année	CFL
1994	289.000.000 km
1995	286.000.000 km
1996	284.000.000 km
1997	295.000.000 km
1998	300.000.000 km
1999	310.000.000 km
2000	332.000.000 km
2001	346.000.000 km
2002	267.800.000 km
2003	262.300.000 km
2004	266.100.000 km
2005 (prévisible)	267.800.000 km
2006 (prévisible)	269.600.000 km

(changement des critères d'appartenance à partir de 2002)

c. Les CFL sont en train d'acquérir un nombre important de matériel roulant susceptible d'être utilisé dans le cadre des transports publics par rail:

type	nombre	places assises	places debout	places totales	investissement
TER 2Nng (9 livrées)	12	4.080	540	4.620	100 Mio €
Voitures 2 Niveaux entièrement livrées	85	11.000	/	11.000	125 Mio €
Total places		20.496	2.140	22.636	386 Mio €

Il y a lieu de remarquer que les CFL ont acquis 20 locomotives bi-tension de la série 4000 destinées

prioritairement à la traction des nouvelles voitures à deux niveaux.

d. Les grands projets d'investissement suivants ont été soumis à l'approbation du législateur pendant les deux législatures précédentes:

Projets en cours de finalisation

- Ligne de Zoufftgen/frontière à Luxembourg; renouvellement complet des voies existantes entre Bettembourg/frontière et Luxembourg;

- Ligne de Zoufftgen/frontière à Luxembourg; aménagement d'une troisième voie dans le Triangle de Fentange, augmentation de la capacité de ligne par l'optimisation des blocks de section et intégration du poste de Berchem dans le Poste Directeur de Luxembourg;

- Renouvellement de voie, d'appareils de voie et du Poste Directeur en gare de Wasserbillig;

- Renouvellement et modernisation des installations fixes des lignes de Noertzange à Rumelange et de Tétange à Langengrund, en particulier dans les secteurs de gares

- Modernisation et renouvellement des installations fixes en Gare d'Esch-sur-Alzette

- Modernisation et sécurisation de l'infrastructure ferroviaire de l'antenne de Kautenbach à Wiltz;

- Renouvellement complet d'installations de voie sur le tronçon de ligne Berchem/Nord-Oetrange et la courbe de raccordement d'Alzingen.

Projets en cours de réalisation

- Mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg;

- Création d'un faisceau de remisage pour le matériel roulant en Gare de Luxembourg

- Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des trains et installation d'un système de contrôle de vitesse sur l'ensemble du réseau;

- Alimentation du réseau ferré luxembourgeois en énergie électrique de traction dans l'optique du trafic au début du 21e siècle.

Projets à entamer

- Ligne de Luxembourg à Wasserbillig; mise à double voie du tronçon de ligne entre Hamm (Pulvermuhle) et Sandweiler;

- Ligne de Luxembourg à Wasserbillig; modernisation des installations de signalisation et de télécommunication des postes de Wecker, Roodt, Oetrange et Sandweiler-Contern;

- Réseau ferré luxembourgeois; aménagement d'un réseau numérique intégré ERTMS/GSM-R;

- Raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel, d'une part, à la ligne de chemin de fer Luxembourg-Gouvy, dite Ligne du Nord, et, d'autre part, à la ligne de chemin de fer Luxembourg-Wasserbillig;

- Construction d'une antenne ferroviaire Belval-Usines - Belvaux-Mairie;

- Construction d'un arrêt Belval-Usines et d'un parking d'accueil P&R;

- Construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie Nord de la Gare de Luxembourg, raccordement d'une des voies par un tunnel nouveau à voie unique et réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg.

3. Afin de répondre aux attentes de la clientèle utilisant les transports publics et afin d'améliorer ceux-ci, le Gouvernement actuel prend les initiatives suivantes:

En matière des transports publics par rail

- Desserte de Virton à partir de mi-décembre 2006;

- Prolongation d'un train régional de Trèves jusqu'à Schweich à partir de mi-décembre 2005;

- Aménagement d'une nouvelle gare routière en Gare d'Esch-sur-Alzette;

- Réaménagement des infrastructures en Gare de Luxembourg, notamment en vue de l'arrivée du TGV Est-Européen en Gare de Luxembourg à partir de 2007.

En matière de transports publics par route

Ligne 118 Trèves – Mesenich – Luxembourg (+50% de voyageurs = 800 par jour). Renfort du service par 3 autobus supplémentaires au 1er mai 2005.

Ligne 130 Grevenmacher – Luxembourg (cadence insuffisante). Augmentation de la cadence à toutes les 30 minutes le 1er mai 2005 (mise en service de 2 autobus)

Ligne 172 Frisange – Luxembourg. Nouvelle ligne desservant le P+R installé à la frontière française à Frisange le 1er mai 2005 (mise en service de 3 autobus).

Ligne 202 Oberkorn – Belvaux – Luxembourg. Nouvelle ligne créée le 1er mai 2005 pour renforcer la ligne existante 203 Differdange –Belvaux - Luxembourg (mise en service de 3 autobus supplémentaires).

Ligne 575 Bigelbach – Longsdorf – Gilsdorf – Diekirch. Création d'une ligne à horaire cadencé le 1er mai 2005, tenant compte e.a. des besoins des élèves des localités concernées (mise en service d'un autobus supplémentaire)

Des renforts ont dû être installés en outre le 1er mai 2005 sur les lignes 110 Echternach – Luxembourg, 431 Ansembourg – Mersch, 200 Bettembourg – Kockelscheuer – Luxembourg et 555 Heinerscheid – Hosingen – Diekirch – Ettelbruck.

À l'occasion de la rentrée scolaire au 1er septembre 2005, les mesures suivantes se sont montrées indispensables pour garantir un fonctionnement normal du réseau du transport public.

Nouvelles lignes 197 Ottange – Rumelange – Luxembourg (prévue dans les propositions) et 212 Rodange – Niederkorn – Luxembourg (2 x 2 bus).

Des extensions de l'offre ont été réalisées sur les lignes 340 Clemency – Luxembourg, 338 Septfontaines – Koerich – Luxembourg et 504 Haller – Ermsdorf – Ettelbruck (3 bus).

Enfin des autobus de renfort aux heures de pointe ont été nécessaires sur les lignes scolaires suivantes:

- 342 Bascharage – Mamer

- 338 Koerich – Cap – Mamer

- 131 Grevenmacher – Luxembourg

- 193 Hassel – Hesperange – Geesseknäppchen

- 107 Beaufort – Junglinster – Luxembourg

- 510 Elvange – Bissen – Ettelbruck

- 520 Redange – Feulen – Ettelbruck

L'impact budgétaire de 30 autobus supplémentaires aux heures de pointe est estimé à 5.850.000 € par an.

À partir du 19 septembre 2005, le syndicat des TICE a augmenté la cadence de 5 lignes principales de 30 à 15 minutes, d'où un dédoublement de l'offre pour les voyageurs.

En même temps, une ligne supplémentaire 14 a été créée sur la relation Rodange – Bascharage – Sanem – Niederkorn – Differdange à une cadence de 30 minutes.

L'impacte pour l'exploitation a été le suivant:

Matériel roulant: + 6 autobus

Personnel de conduite: + 31 chauffeurs

Kilométrage: + 1.220.000 km

Grâce à cette réorganisation qui a pour résultat un dédoublement de l'offre sur tout le réseau, l'efficacité dans l'exploitation a pu être sensiblement améliorée, ce qui se fait remarquer au niveau d'une augmentation du budget de l'État de 10,35% (augmentation de l'offre +100%).

En matière de réalisation de parkings d'accueil P&R et de gares routières

- Gare routière à Echternach;

- Gare routière à Ettelbruck;

- Gare routière à Vianden;

- Gare routière et parking d'accueil P&R à Remich;

- Gare de transbordement à Heinerscheid;

- Gare de transbordement et parking d'accueil P&R à Mondorf-les-Bains;

- Parking d'accueil P&R à Machtum;

- Parking d'accueil P&R à Livange-Terminus;

- Parking d'accueil P&R à Heffingen;

- Gare routière et parking d'accueil P&R à Goebelsmuhle (projet suivi par l'Administration des Ponts et Chaussées);

- Réaménagement de la gare routière à Esch-sur-Alzette;

- Extension du parking d'accueil P&R à Dudelange-ville (négociations en cours);

- Extension du parking d'accueil P&R à Wilwerwiltz (négociations en cours).

* * *

Notons finalement que la réalisation de ce programme ambitieux en matière d'amélioration de l'offre des services de transports publics se traduit par une augmentation des moyens budgétaires de quelque 30% pour l'exercice budgétaire 2006 en comparaison avec 2005.

Unité: millions d'euros

Objet	Budget voté 2005	Projet de budget 2006
Réseau ferré		
Fonctionnement	206,00	232,00
Investissement	71,70	163,00
S.-total réseau ferré	277,70	395,00
Réseau routier		
Fonctionnement	120,61	135,71
Investissement	7,11	4,12
S.-total réseau routier	127,71	139,85
Total	405,41	584,85

Q 38

Question 0589 (8.9.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe:**

Lors du Conseil européen des 16 et 17 juin 2005, il a été retenu que la ratification du Traité constitutionnel continuerait même après le «non» de la France et des Pays-Bas, mais que les États membres pourraient se donner une pause de réflexion avant de le ratifier.

Depuis lors, le Luxembourg a manifesté son intention d'approuver ce Traité par le vote en première lecture de la loi portant ratification du Traité le 28 juin 2005, puis par le référendum du 10 juillet 2005. D'autres États membres (Chypre, Malte) ont également ratifié le Traité entre-temps.

L'Union européenne doit se rendre compte qu'elle ne peut laisser une bonne partie des États membres ratifier le Traité constitutionnel et les autres faire comme s'ils n'étaient pas concernés par ce Traité.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer quelle sera la démarche du Conseil pour organiser cette ratification dans des délais raisonnables?

- En particulier, est-ce que le Conseil entend préciser le calendrier de la ratification pour les États membres qui n'ont pas encore ratifié? Y a-t-il des indications de la part de ces États membres sur leurs intentions?

- En outre, comment le Conseil entend-il mettre à profit la pause de réflexion décidée par le Conseil européen pour mener une discussion de fonds sur les aspects sur lesquels s'interrogent les citoyens, comme l'Europe sociale, les délocalisations, le chômage, la globalisation et le rôle de l'Europe dans la gouvernance internationale?

- Y a-t-il des initiatives de la présidence britannique à cet égard, et si oui dans quel sens?

Réponse (17.11.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Il n'appartient pas au Conseil de l'Union d'organiser les procédures de ratification du Traité constitutionnel dans les différents États membres qui ne l'auraient pas encore fait, ni d'imposer le respect des délais fixés à son entrée en vigueur. L'article IV-447, paragraphe 1er, du Traité constitutionnel dispose ainsi que «le traité est ratifié par les hautes parties contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives». Par ailleurs, il convient de noter que le paragraphe 2 du même article prévoit que le «traité entre en vigueur le 1er novembre 2006, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procède le dernier à cette formalité».

La déclaration N°30 annexée à l'acte finale du Traité constitutionnel stipule quant à elle que «si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question».

En attendant, le Conseil européen des 16 et 17 juin dernier a pris acte des référendums négatifs en France et aux Pays-Bas. Une déclaration des chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité constitutionnel stipule qu'il est nécessaire d'entreprendre une réflexion commune à cet égard. Cette période de réflexion servira notamment à permettre un large débat dans les États membres. Les chefs d'État et de Gouvernement soulignent que les récents développements ne remettent pas en cause la validité de la poursuite des processus de ratification et sont convenus que le calendrier de la ratification dans les différents États membres sera si nécessaire adapté. Les chefs d'État et de Gouvernement se sont fixés rendez-vous au premier semestre 2006 «afin de procéder à une appréciation d'ensemble des débats nationaux et de convenir de la suite du processus». Nous nous situons donc encore au début de cette période de réflexion.

Le Gouvernement, comme le Premier Ministre l'a annoncé dans sa déclaration de politique générale, considère en effet que le débat sur l'Europe ne s'est pas achevé avec le référendum du 10 juillet. Le débat, qui sera organisé dans les mois à venir, devra s'adresser aux citoyens en général, ainsi qu'à tous les acteurs de la vie politique et sociale.

Ce vaste débat et dialogue sera organisé, tel qu'annoncé par le Premier Ministre, dans le cadre d'un «forum national sur l'Europe», animé par le Ministre délégué aux Affaires étrangères. Une importance particulière sera accordée aux dimensions économiques et sociales de l'Union européenne.

La Présidence britannique a organisé dans ce contexte le sommet informel de Hampton Court, principalement consacré à l'Europe face à la globalisation. La Commission a présenté son propre programme destiné à organiser le débat sur l'Europe, étant entendu que chaque État membre doit organiser son propre débat durant la période de réflexion. La présidence britannique présentera un premier rapport au Conseil européen de décembre.

Les modalités de ce débat et dialogue au Luxembourg, qui consiste d'abord à «donner la parole aux citoyens sur l'Europe», seront coordonnées avec la Chambre des Députés.

Question 0595 (13.9.2005) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* et **M. Fred Sunnen** *(CSV)* concernant l'**implantation d'une partie de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval:**

En date d'aujourd'hui nous avons pris connaissance par la voie des médias des déclarations récentes d'un professeur de l'Université du Luxembourg selon lesquelles le site de Belval ne se prêterait pas à l'implantation future d'une partie de l'Université du Luxembourg.

Impliqués dès le début dans les travaux de planification et de mise en œuvre au sein de la société de développement Agora, les soussignés aimeraient poser les questions suivantes au quatre Ministres concernés, à savoir le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Enseignement supérieur, le Ministre des Travaux publics et le Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que le Gouvernement a été informé des déclarations précitées de la part d'un membre du corps enseignant de l'Université du Luxembourg?

2) Est-ce que le Gouvernement confirme sa position officielle quant à la décentralisation d'infrastructures administratives, éducatives et culturelles sur le site Belval?

3) Le Gouvernement dispose-t-il de nouveaux éléments quant à la faisabilité et la mise en œuvre des projets en cours tant de part des investisseurs publics que de la part des investisseurs privés?

4) Est-ce que lesdites déclarations ont des répercussions sur l'intention du Gouvernement de présenter dans les meilleurs délais le programme de construction pour l'installation future de l'Université du Luxembourg?

5) Est-ce que les Ministres pourront nous renseigner quant aux pourparlers du Gouvernement avec le recteur et la direction de l'Université quant à la mise en œuvre du projet?

6) Quel est l'état d'avancement des projets de l'État sur les quatre sites prioritaires Belval, Terres Rouges, Ehlerange et Differdange-Rodange?

Réponse commune (28.10.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*, de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ad 1)

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas été informé au préalable des déclarations anonymes faites apparemment par un professeur de l'Université du Luxembourg au sujet de l'implantation de l'Université du Luxembourg sur les friches de Belval-Ouest. Comme les enseignants-chercheurs de l'Université du Luxembourg ont le statut d'employé privé et non pas celui de fonctionnaire, ils ne sont pas soumis à l'obligation de réserve.

Ad 2)

Le Gouvernement confirme sa position officielle quant à la décentralisation d'infrastructures administratives, éducatives et culturelles sur le site Belval découlant du principe supérieur de la déconcentration concentrée inscrit dans le Programme directeur d'aménagement du territoire et l'IVL ainsi que dans les accords de coalition.

Ad 3)

En ce qui concerne les projets étatiques, nous renvoyons au point 6 de notre réponse à la question des honorables Députés.

Au niveau communal deux projets de la commune de Sanem sont à relever:

- le projet de construction du CIPA dans le quartier Belval-Nord,

- le projet de construction d'un groupe scolaire dans le quartier Belval-Sud.

En ce qui concerne les projets privés:

Belval-Nord

- Juin 2005: PAP déposé à la commune de Sanem en vue de la commercialisation de huit lots fonciers destinés à la construction de logements

- Octobre 2005: finalisation de six contrats de vente de parcelle en vue de la construction de 230 logements (cinq investisseurs) - premières livraisons 2008

Terrasse des Hauts Fourneaux

- Dexia phase 1 (35.000 m^2): livraison octobre 2006 moyennant la réalisation par Agora d'un accès au niveau -2 du parking

- Belval Square: réalisation d'un hôtel de 80 chambres; livraison prévue 2009

- Multiplan: programmation d'un complexe loisirs-commerce-logement; livraison prévue 2008 (35.000 m^2)

- Condor: programmation d'un complexe commerce-bureau-logement; livraison prévue 2009-2010 (43.000 m^2).

Square Mile

- Négociations en cours pour la vente de trois parcelles pour la réalisation d'immeubles, showroom-PME-bureaux.

Ad 4 et 5)

Il faut remarquer que la déclaration faite par un professeur de l'Université du Luxembourg et qui concerne l'aspect des contaminations du sol ne constitue aucun élément nouveau dans le dossier.

En effet, préalablement à la planification de la reconversion du site de Belval, diverses études ont été effectuées pour caractériser et quantifier les contaminations du sol. Ces investigations ont effectivement relevé que certaines aires présentent une pollution.

Sur base de ces connaissances, un plan d'assainissement et de sécurisation a été élaboré. Ce plan prévoit l'enlèvement de certaines zones hautement polluées. D'autres zones dont la pollution est de moindre importance et qui ne risquent pas d'avoir un impact négatif sur l'utilisation faite sur le site sont laissées en place et sécurisées moyennant les constructions à réaliser.

La description de cette situation faisait partie intégrante du concours d'urbanisme. L'aspect des pollutions du sol et les procédures envisagées de décontamination et de sécurisation du site ont également fait l'objet de présentations aux Commissions de l'environnement des deux communes concernées. Finalement les modalités d'assainissement et de sécurisation ont fait l'objet au cours de l'année 2003 d'une procédure commodo-incommodo avec enquête publique qui a abouti en date du 30 janvier 2004 à l'octroi de l'autorisation ministérielle N°1/03/0400.

Par conséquent les déclarations faites par le professeur en question ne changent en rien la position officielle du Gouvernement qui réitère sa volonté de décentraliser des infrastructures administratives, éducatives et culturelles sur le site de Belval-Ouest. À cette fin le Fonds Belval, avec les responsables de l'Université du Luxembourg et ceux des Centres de Recherche publics concernés sont en train d'élaborer le programme de construction de la future Cité des Sciences. Un workshop ayant eu lieu les 25, 26, 27 et 28 septembre et réunissant tous les acteurs concernés a ainsi permis de définir les grands axes d'urbanisation de la Terrasse des Hauts Fourneaux, et ce conformément au Plan d'Aménagement Général adopté.

Ad 6)

Concernant Belval-Ouest

Belval-Ouest reste la priorité des priorités de l'État.

Les résultats du concours relatif à l'aménagement de la place du Stahlhof laissent entrevoir un début d'aménagement pour 2006, également dans la perspective de permettre la liaison entre l'immeuble Dexia et la future gare.

L'état d'avancement des projets de l'État s'y présente comme suit:

- La Rockhal vient d'être inaugurée et un parking provisoire de 600 places a été mis en place et à disposition pour cette première grande infrastructure étatique sur le site.

- La pose du premier tuyau du réseau de chaleur du GIE Sudcal pour les environs immédiats de la centrale TGV vient d'avoir eu lieu en date du 3 octobre 2005. Ce projet est essentiel à un développement durable notamment dans le cadre de la reconversion du site d'Esch-Belval.

- La loi autorisant le Gouvernement d'entreprendre les travaux de stabilisation des hauts fourneaux, première phase du projet de la conservation des hauts fourneaux, a été voté le 15 octobre 2003. Les travaux de première urgence sont d'ailleurs achevés à ce jour. En avril 2005 le Gouvernement a validé le concept de conservation des hauts fourneaux.

- Le projet de loi relatif à la construction des Archives Nationales, deuxième grand projet de la Cité des Sciences, a été déposé au Greffe de la Chambre des Députés en date du 7 juin 2004. Deux autres projets à savoir le Premier Bâtiment Administratif et l'Incubateur d'entreprise ont fait l'objet d'un avis de la Commission Analyse Critique.

- Le Fonds Belval a réalisé en 2004 le bâtiment provisoire pour le CRP Gabriel Lippmann, qui actuellement est déjà en exploitation et qui a été inauguré en avril 2005.

- Les études d'ensemble de la Cité des Sciences se poursuivent - un workshop afférent de trois jours organisé par le Fonds Belval sur le thème de la validation ou l'adaptation du masterplan en fonction de l'évolution des besoins de l'Université s'est tenu du 26 au 28 septembre 2005 - et d'autres projets sont à l'étude, notamment le nouveau Lycée technique Sanem-Belval dont le résultat du concours d'architecture a été proclamé le 18 juin dernier.

Concernant la liaison Micheville qui constitue en quelque sorte l'épine dorsale de la desserte routière du site de Belval-Ouest:

- Le Gouvernement s'est engagé à assurer dans les meilleurs délais la desserte du site. Il a par conséquent pris le parti de soumettre le projet d'ensemble en deux étapes à la Chambre des Députés, procédure qui permet d'accélérer la réalisation du boulevard urbain.

- Une première de loi de financement pour la phase 1 du tunnel Micheville a été votée le 5 juin 2005. Elle concerne essentiellement la construction de la structure portante du tunnel sous la zone urbanisée du site de Belval-Ouest ainsi que celle de l'accès Sud au site de Belval-Ouest avec raccordement provisoire sur le CR168.

Un deuxième projet de loi à réaliser en complément et concernant la phase 2 comportera principalement le passage sous les voies ferrées, la partie en territoire français, la technique spéciale du tunnel, le contournement de la cité Raemerich ainsi que les nouveaux échangeurs autoroutiers d'Ehlerange et de Lankelz.

Notons encore que le détail de ce deuxième projet sera défini sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées.

Concernant les autres sites prioritaires

Étant donné que depuis le débat d'orientation concernant la revalorisation des friches industrielles de la Région Sud à la Chambre des Députés en date du 2 juin 2005 il n'y a pas eu d'éléments nouveaux substantiels sur les autres sites mentionnés, nous renvoyons les honorables Députés aux procès verbaux du débat en question, notamment au discours prononcé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Question 0596 (13.9.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **réduction de la consommation d'énergie dans le secteur public:**

An der aktueller Situatioun ass et souwuel aus ökologescher wéi och aus ökonomescher Siicht méi wéi jee ubruecht, fir an alle méigleche Beräicher Energie anzespueren. Duerfir ass d'Initiativ vun der Regierung ze begréissen, fir d'Populatioun iwwert d'Hëllefe bei Energiespuermoossnamen an der Notzung vun erneierbaren Energien opzekläre. Mä och de Stat ass e grousse Verbraucher vun Energie, an Ären eegenen Aussoen no gëtt et och hei e grousst Spuerpotenzial.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wéi héich estiméiert Dir dëse Spuerpotenzial beim Hëtze vun öffentleche Gebaier, an Tonne Mazout respektiv CO_2 pro Joer ausgedréckt?

2. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir datt och dëst Potenzial esou séier an esou effikass wéi méiglech genotzt gëtt?

3. Gëtt et an dësem Kontext e konkrete Sanéierungsprogramm, a wéi ass hei d'Zesummenaarbecht mat dem Ministère vun den öffentleche Bauten?

4. Wann et keen esou e Programm gëtt, ass d'Regierung awer gewëllt, op dësem Gebitt d'Sanéierung systematisch virunzedreiwen?

Réponse (26.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

D'Consommatioun fir d'Statsgebaier ze hëtze gëtt am Moment op ronn 17,65 Millioune Liter Mazout equivalent geschat. Et kann een dovunner ausgoen, datt grosso modo 20% kéinten agespuert ginn. Dat machen also ronn 3,52 Millioune Liter Mazout equivalent pro Joer aus.

De Stat ass sech der Problematik vum Klimaschutz voll a ganz bewosst a wëllt och mat guddem Beispill virgoen. Et gouf duerfir deen néidege Kader bei de Bâtiments publics kreéiert, an zwar iwwert e Fong mam Titel: «mise en route de l'entretien préventif et systématique des bâtiments; fonds d'entretien et de rénovation». Dëse Fong wäert déi bestehend budgetär Artikelen ab 2007 bei öffentleche Bauten ersetzen.

Dëse Kader erlaabt et, déi energetesch Sanéierunge mat der néideger Systematik duerchzeféieren.

Et muss een awer och an dësem Kontext ernimmen, datt net bis 2007 gewaart gëtt, bis energetesch Sanéierungsmoossnamen duerchgeféiert ginn, si gi schonns haut bei all gréisser Embauaarbechte mat berücksichtegt.

Och bei Neibaute gëtt vun Ufank u Wäert op Energieeffizienz an Asaz vun erneierbaren Energië geluecht. Sou gëtt bei all Neibau d'office 1% vun den Investitiounskäschte geholl fir an erneierbar Energien ze investéieren.

Et besteet eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Émweltministère an dem Ministère vun den öffentleche Bauten am Beräich Energieeffizienz an energetesch Sanéierung vu bestehende Gebaier. Heiraus resultéiert zum Beispill eng Richtlinn wat den energetesche Standard bei Schoulen ubelaangt.

Question 0600 (14.9.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**utilisation rationnelle de l'énergie et énergies renouvelables:**

En matière d'énergies renouvelables des aides financières sont accordées à des personnes physiques pour la réalisation de projets d'investissement ayant pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables. Le nouveau règlement y relatif vient d'être publié. Certains propriétaires d'installations, pour lesquelles ils se sont pourtant vu accorder une aide financière sur base de l'ancien règlement grand-ducal, attendent depuis plusieurs mois le versement de cette aide.

De plus il existe un nouveau règlement grand-ducal datant du 3 août 2005 accordant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, de la biomasse et du biogaz. Il s'avère que le versement des primes accordées sur base de l'ancien règlement grand-ducal se fait également attendre.

D'après le communiqué de l'ALPER (Association luxembourgeoise pour la promotion des énergies renouvelables), environ 150 emplois se seraient vus supprimés dans la branche des énergies renouvelables, alors que 150 emplois supplémentaires seraient en danger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons exactes pour ces retards?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

- Combien de dossiers ont reçu le feu vert pour une aide financière respectivement une prime d'encouragement sans qu'aucun versement n'ait encore été effectué?

- Comment expliquer que des installations identiques ne soient pas subventionnées de la même manière?

- Pourquoi plusieurs demandes sont à introduire pour une même installation?

- Monsieur le Ministre estime-t-il l'information et les renseignements de la part de son Ministère satisfaisante?

- Doit-il faire face à un manque d'effectifs?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'affirmation de l' ALPER selon laquelle 150 emplois se seraient vus supprimés, alors qu'autant d'emplois seraient en danger?

Réponse (27.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Il est vrai qu'on doit noter un retard substantiel dans l'instruction des dossiers de demandes d'aides à l'investissement des installations d'énergie renouvelables ainsi que ceux concernant les primes écologiques accordées dans le cadre de l'injection d'électricité dans le réseau électrique; électricité pro-

duite à la base d'une source d'énergie renouvelable.

En effet, le Gouvernement actuel s'est vu confronté dès son entrée en fonction avec une avalanche de dossiers de demandes. Dans ce contexte il faut remarquer que l'article budgétaire pour l'exercice 2004 était libellé à deux millions d'euros, alors que la charge réelle pour l'exercice 2004 prévoyait environ 41,8 millions d'euros. L'effectif personnel trouvé en place au moment de l'entrée en fonction du Gouvernement était de trois personnes. L'instruction des dossiers en temps utile était impossible à réaliser avec cet effectif. C'est pourquoi j'ai procédé en automne de l'année 2004 à une augmentation substantielle du personnel, à neuf personnes, avec le résultat que le nombre des dossiers instruits a pu être doublé. Il reste encore 7.200 dossiers à instruire: 6.000 concernant les aides à l'investissement et environ 1.200 concernant les primes d'injection.

En outre, une analyse spécifique est en train d'être réalisée visant à trouver des solutions adéquates pour réduire davantage les délais d'instruction.

En ce qui concerne la question des installations identiques qui ne sont pas subventionnées de la même manière, on ne peut que remarquer que les dispositions du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 sont claires au sujet du mode de subventionnement. Plus précisément le règlement prévoit qu'un pourcentage précis des frais effectifs est accordé par installation éligible. L'Administration se tient scrupuleusement au mode de calcul prévu par le règlement grand-ducal.

Quant à la question de la pluralité de plusieurs demandes à introduire pour une même installation, on ne peut que supposer que l'honorable Député vise les installations photovoltaïques collectives. Dans ces cas le règlement grand-ducal précité est également clair; les demandes ne peuvent être instruites que par tranche de 4 kW.

Pour améliorer les contraintes administratives, le nouveau règlement grand-ducal du 3 août 2005 prévoit explicitement que les demandes pour une installation collective peuvent dorénavant être introduites par l'intermédiaire d'un représentant légal qui gère pour le compte des divers propriétaires les dossiers de demande.

En ce qui concerne l'information, il y a lieu de relever que celle-ci se fait à plusieurs niveaux et par plusieurs médias dont les principaux sont énumérés à la suite:

- publication d'une brochure relative au régime d'aides pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement distribuée à tous les ménages et disponible sur le site Internet du Ministère en format PDF;

- présentation du régime des aides à l'occasion de l'Oeko-Foire en septembre 2005 et à la foire d'automne 2005;

- explications supplémentaires sur le site Internet du Ministère de l'Environnement;

- organisation de conférences et de cours pour les milieux professionnels concernés;

- mise en place d'une hotline au sein de l'Administration de l'Environnement.

Il en résulte que le public intéressé bénéficie d'une large information.

En ce qui concerne la suppression de 150 emplois, avancée par l'association ALPER, je ne suis pas en mesure d'affirmer ces déclarations, car outre les déclarations orales faites par ladite association aucune indication concrète n'a pu été livrée jusqu'à ce jour à ce sujet.

Question 0601 (15.9.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**utilité publique:**

An Ärer Äntwert op meng Fro vum 25. Juli iwwert den Opkaf vum Kuelbecherhaff duerch de Stat sot Dir, de Kuelbecherhaff wier e „Centre de recherche et d'expérimentation reconnu d'utilité publique" an et wier op Basis vun dësem „Statut", wou d'Regierung décidéiert hätt fir dës Ariichtungen opzekafen.

Dës Duerstellung féiert mech dozou folgend Froen un lech ze riichten:

1. Wéi a wou ass d'Notioun vun der „Utilité publique" an eiser Gesetzgebung respektiv Reglementatioun définéiert?

2. Wat fir en offiziellen, reglementareschen oder décisionnellen Akt muss geschéien, fir engem Etablissement de Statut vun der „Utilité publique" zouzespriechen?

3. Wat fir Konditioune mussen erfëllt sinn, fir datt e privaten Etablissement de Statut vun der „Utilité publique" kann zougesprach kréien?

4. Wat fir finanziell Avantagen däerf d'Regierung sou Etablissementer, déi de Statut vun der „Utilité publique" hunn, zoukomme loossen am Kader vun der Gesetzgebung respektiv der betreffender Reglementatioun?

5. Wéini an duerch wien ass de Statut vun der „Utilité publique" dem Kuelbecherhaff-Zentrum zougesprach ginn?

Réponse (18.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à ma réponse fournie à sa question parlementaire du 25 juillet 2005 au sujet de l'intention du Gouvernement de procéder à l'acquisition du Centre de sélection et d'expérimentation «Kuelbecherhaff» pour s'enquérir sur le caractère d'utilité publique reconnu à ce centre *(cf. compte rendu N°2/2004-2005 - question parlementaire N°0525)*.

La notion d'utilité publique n'est pas couverte par une définition précise et limitative résultant d'une disposition légale ou réglementaire. Cette notion figure dans d'itératifs textes légaux pour justifier une mesure exceptionnelle ou dérogatoire, notamment en matière d'expropriation, de protection de la nature ou d'aides publiques.

D'ailleurs, souvent des expressions similaires sont employées pour souligner le caractère d'utilité publique d'une mesure, d'une action ou d'un investissement.

Ainsi la loi du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture prévoyait l'allocation de subsides extraordinaires pour des projets d'investissement «qui présentent un intérêt prépondérant pour l'ensemble des agriculteurs».

Dans le même ordre d'idées, la Commission européenne a donné en 1992 son feu vert au subventionnement du Centre de sélection et d'expérimentation au motif «qu'il s'agit d'une action de recherche dans l'intérêt général du secteur et de vulgarisation des connaissances nouvelles auprès de tous les membres du secteur».

C'est ainsi qu'en date du 2 décembre 1983 le Conseil de Gouvernement a décidé de reconnaître au Centre de sélection et d'expérimentation «Kuelbecherhaff» le caractère d'utilité publique, compte tenu de la situation précaire du secteur porcin et de l'impact économique escompté par sa création.

Question 0603 (16.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **gestionnaires de maisons relais pour enfants:**

Dans le Mémorial A N°123 du 10 août 2005 est publié un règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants.

Nonobstant du fait que le dossier de l'accueil des mineurs en dehors des heures scolaires fait intervenir aussi bien des responsabilités communales que celles relevant de l'Éducation nationale et qu'il aurait donc été normal de faire contresigner ledit règlement non seulement par la Ministre de la Famille, mais également par les Ministres en charge de l'Éducation nationale et de l'Intérieur, tant le préambule que le dispositif du règlement appellent nombre d'interrogations et contiennent nombre d'incongruités qu'il me semble utile de faire clarifier par la Ministre du ressort. Aussi aimerais-je savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Pourquoi ledit règlement n'a-t-il pas été soumis à l'avis des chambres professionnelles compétentes dont notamment la Chambre des Employés privés et la Chambre de Travail comme concernant du personnel relevant de par son statut professionnel de ces dernières?

- Par contre il semble qu'il y ait eu consultation d'un comité de concertation non autrement défini au préambule. De quel organisme s'agit-il et quel en est le statut légal?

- Quels sont les motifs invoqués pour avoir mis ledit règlement grand-ducal en vigueur par la voie de l'urgence, alors que presque sept ans se sont écoulés entre l'entrée en vigueur de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique qui en constitue apparemment la base légale, et la prise d'effet du règlement?

- Quelles sont par ailleurs les autorisations requises en sus par d'autres lois et règlements dont question à l'article 4?

- Est-il normal que seulement 80% du personnel des maisons de relais doivent avoir une qualification professionnelle répondant aux critères somme toute très peu exigeants de l'article 10? Un encadrement approprié des enfants est-il assuré en particulier dans l'hypothèse où par le jeu des congés et tournées de travail les enfants se trouvent par moments placés sous la seule responsabilité d'agents sans qualification professionnelle adéquate?

- Est-il en outre normal que des maisons relais accueillant une cinquantaine d'enfants puissent assurer les repas de ces derniers sans devoir pour cela recourir à du personnel de cuisine qualifié (cf. article 14)?

- Dans la mesure où l'accueil périscolaire n'est pas assuré en régie propre par les communes elles-mêmes, mais confié à des tiers, gestionnaires de maisons relais agréées, les communes seront-elles tenues de procéder à l'adjudication de cette mission par voie de soumission publique? Quel est à cet égard l'avis du commissaire des soumissions de l'État?

- Quelles réponses Madame la Ministre peut-elle livrer par rapport aux craintes exprimées par le secteur conventionné concerné et notamment au sujet du futur statut de l'éducateur gradué diplômé?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention de se concerter avec l'ensemble du secteur conventionné concerné ainsi qu'avec les communes? Dans l'affirmative quand est-ce que cette concertation aura-t-elle lieu?

Réponse (2.10.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Me référant à la question parlementaire N°0603 du 16 septembre 2005 de l'honorable Député Monsieur Xavier Bettel relative au règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

La déclaration gouvernementale d'août 2004 prévoit d'accentuer, dans le cadre d'une meilleure harmonisation entre la vie familiale et la vie professionnelle, les efforts en matière d'extension de l'offre de structures d'accueil temporaire et flexible pour enfants. En effet, l'offre en matière d'accueil est largement insuffisante pour répondre aux besoins réels des familles aussi bien au niveau du nombre de places disponibles qu'au niveau de la flexibilité offerte. Selon l'expérience des structures d'accueil actuellement en place, le nombre d'enfants bénéficiant d'un accueil en dehors des heures de classe est de 40% toutes les régions confondues. Aux termes du Statec le nombre d'enfants domiciliés au Grand-Duché et âgés entre 0 et 14 ans s'élève en 2004 à 84.900, la demande en vue d'un accueil périscolaire pour ces mêmes enfants peut dès lors être estimée à 34.000. À titre comparatif, le nombre d'enfants bénéficiant en 2004 des prestations d'accueil cofinancées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'élève à 8.000.

En vue de remédier à la situation existante le concept de la prise en charge des enfants en dehors des heures de classe a été révisé et arrêté par la voie de l'urgence par règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants. Ce nouvel concept vise entre autres à encourager les responsables communaux à organiser un accueil flexible pour enfants tout en leur garantissant une autonomie de gestion. Lors de l'élaboration du nouvel concept plusieurs concertations ont eu lieu au préalable. Ainsi, le Comité de concertation prévu par l'article 16 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et qui réunit:

- les Ministres de la Famille, de la Promotion féminine, de la Jeunesse ainsi que de la Santé ou leurs représentants;

- quatre représentants des organismes gestionnaires ayant conclu pour leur(s) service(s) une convention avec l'État;

- quatre représentants des organismes gestionnaires disposant pour leur(s) service(s) de l'agrément, sans toutefois avoir conclu une convention avec l'État;

- quatre représentants des syndicats les plus représentatifs

a été convoqué pour se concerter sur le règlement dont question. Un examen article par article a abouti à l'élaboration définitive du texte de règlement.

Outre les conditions requises pour l'obtention de l'agrément gouvernemental, ledit règlement prévoit une série de nouvelles mesures visant à répondre aux lacunes relevées. Parmi ces mesures il y a lieu de citer entre autres l'extension des plages d'ouverture et des activités offertes. Contrairement à l'ancien régime suivant lequel les différentes prestations furent organisées et agréées de façon individuelle, la maison relais constitue une entité au sein de laquelle sont organisées différentes activités dont certaines sont obligatoires tandis que d'autres peuvent être offertes sur décision de l'organisme gestionnaire. 80% du personnel d'encadrement de la maison relais doit être qualifié au sens de l'article 10 du règlement grand-ducal. Auparavant le personnel d'encadrement qualifié des foyers de jours et des services de restauration scolaire a été fixé à 50% au moins.

Quant aux autorisations requises en vertu de l'article 4, il s'agit des dispositions d'autres lois et règlement concernant notamment l'accessibilité, la sécurité, l'hygiène ou encore la salubrité.

Le nombre de couverts déterminant l'engagement d'au moins un agent détenteur du CATP de cuisinier a été arrêté à 60.

Il est entendu que les administrations communales constituent un partenaire prioritaire au niveau de la création, du financement et de l'évaluation des maisons relais pour enfants. Toute commune prenant l'initiative d'instituer une maison relais pour enfants, au niveau de la gestion, a trois options:

- être gestionnaire et exécuter les missions avec un personnel propre,

- être gestionnaire et confier l'exécution des missions – en tout ou en partie – à des prestataires externes,

- confier la gestion et l'exécution des missions à un prestataire externe.

Dans les deux derniers cas de figure il est conseillé aux administrations communales de procéder à l'adjudication de cette mission par voie de soumission publique.

Aux termes de l'article 6 de la convention «maison relais pour enfants» 30% au plus des heures d'encadrement sont assurées par des agents faisant valoir une qualification de type au moins bac+3. Un encadrement de qualité requiert la contribution de personnes faisant valoir des formations psychosociales ou pédagogiques solides qui sont en mesure de définir et de respecter un cadre d'intervention qui considère les ambitions multiples de la maison relais. Ainsi, il est recommandé que la direction de toute unité soit confiée à une personne disposant d'une formation de type bac+3. Ainsi, la maison relais constitue plutôt un nouveau champ d'activité de l'éducateur gradué.

Question 0605 (16.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **prolongation de la ligne de chemin de fer ICE Berlin-Cologne:**

La compagnie nationale des chemins de fer allemands (DB AG) est actuellement en train d'étudier la faisabilité d'une prolongation à Trèves de la relation ICE Berlin-Cologne.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports s'il peut confirmer ce projet et si, dans l'affirmative, il a déjà entrepris les initiatives utiles pour en prévoir une prolongation supplémentaire au-delà de Trèves jusqu'à Luxembourg, point de jonction possible avec le TGV-Est européen appelé à relier la ville de Luxembourg à partir de 2007.

- Quelle a été la réaction des autorités ferroviaires allemandes à une telle intervention?

Réponse (3.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Actuellement la relation de Luxembourg à Berlin est desservie quotidiennement par quatre trains IC entre Luxembourg et Cologne avec changement direct quai à quai vers

les trains ICE Cologne-Berlin, tant à l'aller qu'au retour. Les temps de transbordement en gare de Cologne sont de six ou sept minutes. Toutes ces dessertes affichant un temps de parcours total entre Luxembourg et Berlin de moins de huit heures resteront inchangées pour le service horaire 2005/2006, c'est-à-dire jusqu'à mi-décembre 2006.

La DB AG mettra effectivement en place une paire de train ICE quotidienne reliant Trèves à Berlin et ce à partir du 11 décembre 2005. Les horaires seront les suivants:

Aller				Retour
05.00	↓	Trèves	↓	23.52
13.17	↓	Berlin	↑	15.41

Mis à part l'incompatibilité technique de prolonger les trains ICE jusqu'à Luxembourg, la question du bien-fondé commercial d'un tel prolongement doit être posée, vu les horaires très hâtifs et tardifs à Trèves auxquels il faudrait ajouter un temps de parcours d'au moins 45 minutes de et vers Luxembourg et vu les temps de parcours tout aussi compétitifs des quatre allers-retours avec rupture de charge à Cologne.

Question 0607 (19.9.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation du service de protection et de prévention:**

Le projet de règlement grand-ducal sous rubrique a pour objet l'organisation et les missions du service de protection et de prévention tel que défini à l'article 6 de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail, loi qui a retenu le principe de la création d'un tel service.

Ledit règlement grand-ducal a été avisé par différentes chambres professionnelles et récemment par le Conseil d'État. Ce dernier a, dans son avis du 5 juillet 2005, fait valoir «que la mise en œuvre de la fonction de travailleur désigné a trait à l'organisation de la protection de la santé qui fait, en vertu de l'article 11, paragraphe 5 de la loi fondamentale, partie des matières réservées par la Constitution à la loi». Il remarque encore que «depuis la révision du 19 novembre 2004, l'article 32, paragraphe 3, dispose que dans ces matières, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi». D'après le Conseil d'État d'autres dispositions développées dans le projet de règlement grand-ducal sous rubrique seraient dépourvues de base légale.

Il conclut principalement à un rejet d'approbation du règlement grand-ducal en question.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement entend modifier le projet de règlement grand-ducal en tenant compte des observations et remarques critiques du Conseil d'État?

- Dans l'affirmative, comment entend-il procéder?

- Compte tenu du fait que le dépôt du projet de règlement grand-ducal en question date du 9 décembre 2002 et que ce projet concerne une matière particulièrement sensible, à savoir la sécurité et la santé des travailleurs au travail, peut-on envisager que les modifications éventuellement envisagées soient rédigées respectivement déposées dans les plus brefs délais, afin de permettre aux entreprises luxembourgeoises de se conformer aux exigences de sécurité tant européennes que nationales? Dans quel délai approximatif le Gouvernement pense-t-il que les modifications pourront être définitivement adoptées?

Réponse (18.11.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation du service de prévention et de protection est un projet rentrant dans un ensemble comprenant en plus les projets de règlement grand-ducaux relatifs à la formation des travailleurs désignés et à la formation ainsi qu'à l'agrément des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Suite aux avis du Conseil d'État, il s'avère nécessaire de retravailler ces trois projets, dont les deux derniers ont une priorité certaine.

Ces projets seront revus, ensemble avec les acteurs intéressés (travailleurs désignés et coordinateurs de sécurité et de santé), ainsi qu'avec les partenaires sociaux, afin de les rendre mieux applicables après leur adoption.

Les nouveaux avant-projets concernant ces trois matières devraient être présentés au Conseil de Gouvernement début de l'année prochaine.

Question 0612 (20.9.2005) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **participation du Premier Ministre, Ministre d'État à une manifestation électorale du parti CDU à Mayence:**

Suivant les informations de la presse, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a participé le 15 septembre 2005 à une manifestation électorale du parti CDU à Mayence.

Comme Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État vient de préciser dans le cadre de la conférence de presse hebdomadaire qu'il avait simplement «accepté une invitation d'un parti ami», j'aimerais avoir des précisions sur la prise en charge des frais pour le déplacement à Mayence.

Réponse (9.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Comme la quasi-totalité de mes collègues membres du Conseil européen j'ai répondu favorablement à l'invitation de nos amis politiques allemands de participer à leur campagne en vue des élections fédérales du 18 septembre écoulé.

Contrairement à la plupart d'entre eux j'ai limité ma participation à deux interventions seulement.

À la demande de Madame Angela Merkel, candidate à la chancellerie de la République fédérale d'Allemagne, j'ai prononcé un discours public le 15 septembre 2005 à Mayence. À cette occasion je me suis entretenu au cours d'une séance de travail consacrée aux problèmes européens avec Madame Merkel et d'autres responsables démocrates-chrétiens allemands de l'observation par l'Allemagne des règles du pacte de stabilité et de croissance réformé sous ma responsabilité pendant la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. J'ai mené ces entretiens dans ma qualité de président de l'eurogroupe auquel incombe la charge de veiller à la bonne application du pacte, charge qui implique des échanges politiques réguliers avec les responsables politiques des pays membres de la zone euro.

Vu que mon déplacement en Allemagne était consacré pour une large part à mes obligations de président de l'eurogroupe, il m'aurait semblé peu opportun de laisser prendre en charge mes frais de voyage par la CDU.

Question 0613 (20.9.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**assurance en responsabilité civile des sylviculteurs privés:**

Au Luxembourg, les forêts servent de plus en plus de lieux de récréation pour la détente, la promenade et la pratique d'activités sportives. 54% des forêts, soit environ 48.000 ha, appartiennent à des propriétaires privés. Le reste, environ 40.000 ha, est détenu par les communes, l'État et les établissements publics. Si en principe les forêts appartenant à des propriétaires privés sont accessibles au public, d'après la coutume, il n'en demeure pas moins que ces derniers sont responsables des dommages éventuels causés à des tiers.

C'est ainsi que le Groupement des Sylviculteurs, organe représentatif des propriétaires forestiers privés et regroupant environ 1.500 des 13.000 propriétaires privés, offre à leurs membres la possibilité de souscrire une assurance en responsabilité civile qui couvre le propriétaire forestier en cas de dommage ou d'accident survenu à un visiteur. 1.183 sylviculteurs privés propriétaires de 19.800 ha ont souscrit à cette assurance collective jusqu'au 31 décembre 2004. Or, 11.500 propriétaires privés représentant environ 26.000 ha de forêts (en moyenne 2,2 ha/parcelle) ne sont pas en possession d'une telle assurance notamment parce qu'ils ne sont souvent pas au courant du fait qu'ils sont responsables de chaque accident survenu en leur forêt. D'autres n'ont souscrit aucune assurance tout simplement parce qu'ils ne sont pas prêts à en supporter le coût.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que le Ministre estime que les propriétaires privés ont à supporter unilatéralement le coût d'une telle assurance sachant que les terrains sont librement accessibles au public?

- Le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de pallier aux carences du système actuel et de permettre un traitement équitable de tous les propriétaires de forêts privées, et ce dans l'intérêt des usagers?

- Dans l'affirmative, quelles solutions sont envisagées concrètement?

Réponse (10.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire adressée par Monsieur le Député à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet de la responsabilité civile des propriétaires forestiers privés m'a été transmise par ce dernier pour des raisons de compétence. Elle appelle de ma part la réponse suivante:

1. Le propriétaire forestier privé n'est pas obligé d'ouvrir sa forêt au public. Cependant, force est de constater qu'il lui est difficile, voire impossible de refuser tout accès au public de sorte qu'il doit tolérer l'accès du public à sa propriété. Le visiteur, lui, ne fait en général pas la différence entre la forêt étatique et la forêt privée et il quitte souvent les chemins balisés pour traverser la forêt en tous sens.

Or, en cas d'accident dû, par exemple, à la chute d'une branche, que ce soit sur un chemin balisé ou non, le propriétaire en tant que gardien de la chose ayant causé l'accident est en principe responsable des dommages subis par la victime et ce en vertu des articles 1382 et suivants du code civil. Il s'ensuit qu'aucun propriétaire ne pourra empêcher d'être engagé dans un procès en responsabilité civile.

Cependant, même si les dispositions précitées du code civil sont formulées de manière générale, l'issue d'un tel procès dépendra toujours du cas particulier qui relève de l'appréciation souveraine des tribunaux. Dès lors l'affirmation de l'honorable Député consistant à dire que les propriétaires privés «sont responsables de chaque accident survenu en leur forêt» doit être relativée.

Cela n'empêche que, pour le propriétaire individuel qui se voit impliqué dans un tel procès en responsabilité, les conséquences financières risquent d'être lourdes. Il est dès lors vivement recommandé à tout propriétaire forestier privé de souscrire une assurance responsabilité civile couvrant les risques qu'il encourt en sa qualité de propriétaire forestier.

Ceci dit, il est dans l'intérêt de notre société que l'intégralité de nos forêts puisse à l'avenir encore être gérée suivant le principe de la multifonctionnalité, en vue de pouvoir assurer l'ensemble des fonctions productives, sociales et protectrices qu'une forêt est amenée à jouer et il serait regrettable de voir des propriétés forestières privées se fermer à l'usage collectif sous l'effet d'une prise de conscience des risques de responsabilité qu'engendre une telle ouverture pour le propriétaire privé.

Dans le contexte des résolutions des Conférences ministérielles sur la Protection des Forêts en Europe, la résolution N°3 de Vienne énonce qu'il y a lieu de «préserver et augmenter les dimensions sociales et culturelles de la gestion forestière durable en Europe».

Le «Programme forestier national», établi de manière consensuelle dans le cadre d'un processus participatif important, énonce un certain nombre de stratégies et de mesures à appliquer à la forêt et le point 16 dispose: «Les activités récréatives se déroulent en forêt sans entrer en conflit avec ses fonctions de protection ou de production».

Conscient du rôle important que joue la forêt privée dans le paysage luxembourgeois, au niveau du développement rural et dans les domaines récréatif et de protection, le Ministère de l'Agricul–ture, de la Viticulture et du Développement rural vise un équilibre entre les rôles économique, écologique et sociale des forêts et ce dans le contexte du développement durable. À cet effet, la politique forestière tente de concilier tant l'intérêt du public que celui du propriétaire privé.

2. Le problème de la responsabilité des propriétaires forestiers étant à voir dans le cadre des principes généraux de la responsabilité civile applicables à tout citoyen, il n'est dès lors guère concevable que l'État puisse prendre en charge efficacement et équitablement la totalité ou une partie du coût de l'assurance responsabilité civile des propriétaires forestiers privés.

À noter, toutefois, que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural accorde aux propriétaires forestiers privés un certain nombre de types de subventions ponctuelles pour encourager certaines mesures exécutées conformément à la politique forestière préconisée par le Ministère, comme par exemple les aides aux mesures forestières (règlement grand-ducal du 10 octobre 1995), les aides en faveur de la diversité biologique (règlement grand-ducal du 22 mars 2002), les aides agricoles ou la mise à disposition de conseillers techniques pour le «Groupement des Sylviculteurs». Dans cet ordre d'idées il serait aussi envisageable d'établir un dialogue entre le département du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et les propriétaires privés afin de rechercher des solutions conjointes au problème évoqué par l'honorable Député.

Question 0614 (21.9.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**étude Cargolux/Boeing sur la réduction des nuisances sonores des avions décollant et atterrissant au Findel:**

De nombreux habitants de la ville de Luxembourg et de Niederanven espèrent que le bruit des avions décollant et atterrissant au Findel soit réduit dans les limites du possible. Dans ce contexte une étude Cargolux/Boeing a été établie il y a environ deux ans. Cette étude suggère, preuve à l'appui, de nouvelles voies d'approche pour les phases de décollage et d'atterrissage des avions. Selon l'étude en question ces voies amèneraient une réduction sensible des nuisances sonores.

Or, jusqu'à présent cette étude n'a pas connu de suite.

J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous me confirmer que l'étude précitée a bien été remise à votre prédécesseur?

2. Pouvez-vous me faire connaître les principales conclusions de cette étude?

3. Si comme je l'espère les conclusions visant à modifier les voies d'approche sont concluantes quant à une réduction des nuisances sonores occasionnées par les avions en approche et au décollage, est ce que vous envisagez de prendre les mesures nécessaires pour quelles soient appliquées?

4. Si non, quelles sont les raisons qui vous amènent à conclure qu'il ne faut pas donner suite aux conclusions de l'étude?

Réponse (7.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député d'enquiert sur les résultats d'une étude au sujet des voies d'approche pour les phases du décollage et d'atterrissage des avions.

Le Ministère a activement participé aux travaux du groupe de travail établi par Cargolux par l'intermédiaire de l'administration de l'aéroport.

Les principales conclusions peuvent être scindées en deux volets, à savoir:

a. adaptations dans l'exploitation des avions au sol et en vol;

b. modifications des trajectoires normalisées de départ et d'arrivée existantes.

Les réductions de bruit telles que développées dans l'étude ont été accueillies très favorablement par les autorités respectant ainsi les efforts entrepris par Cargolux pour minimiser pour autant que faire se peut les impacts acoustiques de leurs opérations sur les communautés avoisinantes.

Toutefois, il convient de préciser que le modèle utilisé pour l'étude se base sur une piste horizontale, ce qui n'est pas le cas pour l'aéroport de Luxembourg, et l'étude n'adresse pas les modifications afférentes requises de l'infrastructure aéroportuaire ni les solutions techniques pour leur mise en œuvre.

En fait, la réalisation de ces réductions de bruit va de pair avec des changements d'emplacement des installations de radionavigation. Sachant que les bâtiments existants ou projetés de bâtiments ainsi que les postes de stationnement des avions existants ou projetés peuvent avoir des répercussions néfastes sur le fonctionnement de

ces installations, il s'agissait en premier lieu d'adresser ces sujets. Puisque ces points sont désormais clarifiés, une étude détaillée sera commandée auprès d'une firme spécialisée en la matière afin d'étudier la faisabilité technique des modifications afférentes ainsi que l'impact financier de ces modifications.

Question 0616 (22.9.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**élaboration d'un document sur la réforme territoriale par le Cercle Joseph Bech:**

Dans une interview radiodiffusée sur les ondes de RTL-Radio Lëtzebuerg en date du 21 septembre 2005, un membre du Cercle Joseph Bech et membre actif du PCS a affirmé que des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur auraient participé à l'élaboration d'un document publié par ledit cercle de réflexion, demandant entre autres la réduction du nombre de communes de 118 à 46 unités. Dans cette même interview il a été dit ce qui suit:

Cercle Bech: „Ech weess, datt de Jean-Marie Halsdorf intensiivst u Virstellungen a Propositioune bastelt, déi deem, wat mir proposéieren, net wäit aus de Féiss lafen (...) Mä am Endeffekt besteet awer tëschent dem Jean-Marie Halsdorf an eis an där heier Saach awer keng grouss Dissonanz."

Journaliste: „Et ass och vläicht besser, well déi Reforme goufe jo zum Deel ausgeschafft vun zwee héije Beamte vum Innenministère mengen Informatiounen no. War de Jean-Marie Halsdorf doranner mat ageweit?"

Cercle Bech: „Hie weess manifestement, datt déi Leit, vun deenen Dir schwätzt, bei eis am Club sinn."

Journaliste: „Also, et gëtt ganz enk Lienen tëschent dem Jean-Marie Halsdorf, dem Cercle Joseph Bech an dem Innenministère."

Le représentant du Cercle Bech a donc confirmé que deux hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur ont participé activement à l'élaboration dudit document.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du Cercle Joseph Bech? Dans la négative, quelles en sont les raisons? Dans l'affirmative, ces vues correspondent-elles au document officiel du Ministère «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg»?

2. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que les deux fonctionnaires en question ont collaboré avec le Cercle Joseph Bech, un club de réflexion proche du Parti Chrétien Social? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il approuvé cette collaboration?

3. Quelles sont les fonctions exactes que ces hauts fonctionnaires occupent au sein du Ministère de l'Intérieur? Est-ce que ces fonctionnaires sont aussi impliqués dans les discussions en vue d'une réforme territoriale au sein du Ministère?

4. Sachant que deux hauts fonctionnaires ont activement participé à l'élaboration d'un document hautement politique, Messieurs les Ministres de l'Intérieur et de la Fonction publique sont-il d'avis que l'impartialité des deux hauts fonctionnaires dans ce dossier précis est encore garantie? Dans la négative, quelles sont les conclusions que Messieurs les Ministres entendent en tirer?

Réponse commune (15.11.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En réponse à la question de Monsieur le Député Claude Meisch, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'en ce qui concerne le volet de la réforme territoriale et administrative, les vues et idées du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ont été formulées dans le document officiel du Ministère mentionné par l'honorable Député et présenté le 9 mai 2005 devant la Commission spéciale «Réorganisation territoriale» de la Chambre des Députés, alors que le document en question date déjà du 29 avril 2005.

Ledit document a été établi à la demande de la Chambre des Députés en vue de lancer les débats au sein de ladite Commission spéciale à laquelle il appartient dès à présent de discuter de la réforme territoriale à opérer sur base des propositions ministérielles et en considérant l'apport des différents groupes parlementaires.

Il est probable qu'en dehors des propositions formulées par les groupements politiques d'autres idées ou revendications seront formulées par des groupes du monde associatif ou organisations de la société civile à propos de ladite réforme.

Partant et dans le respect de la liberté d'expression, le Ministre n'a pas à s'exprimer officiellement sur les vues d'un groupe de réflexion en particulier, mais il en prend acte en tant que contribution à un débat qui est lancé.

Il doit être évident que le document intitulé «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative» présenté le 9 mai 2005 devant la Commission spéciale constitue la position claire et définitive du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, en attendant le résultat des travaux parlementaires.

Ensuite, il convient de préciser certains principes fondamentaux régissant notre État de Droit.

Tout d'abord, notre Constitution garantit un certain nombre de libertés individuelles à tous les citoyens, dont notamment celle de l'opinion et celle de s'associer.

Ces mêmes libertés sont protégées par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales par laquelle notre pays est lié.

Il va sans dire que l'État en sa qualité d'employeur se doit de respecter les libertés individuelles garanties par les textes fondamentaux. Il n'a par conséquent pas à s'intéresser aux opinions politiques ou philosophiques de ses agents ou à leur appartenance à un parti politique ou une autre association, mais il ne doit prendre en considération que leur attitude dans l'accomplissement de leurs missions et le respect de leurs obligations statutaires.

Dans ce contexte le Ministre n'a pas à suivre de près les activités privées de ses collaborateurs, ce qui se justifie d'autant plus qu'aucun des hauts fonctionnaires impliqués dans le dossier de la réforme territoriale et administrative n'a donné lieu par son comportement dans l'exercice de sa fonction à une crainte quelconque concernant son impartialité.

Question 0617 (22.9.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **télétravail:**

Les premières réflexions sur le télétravail remontent au début des années '80 grâce notamment au développement des technologies de l'information et de la communication. Cette «nouvelle» forme de travail rencontre de nos jours un regain d'actualité notamment parce qu'elle apparaît comme une des solutions permettant aux entreprises de faire face à un environnement de plus en plus concurrentiel marqué par des ajustements constants.

L'évolution des mentalités est également un facteur de croissance du télétravail. De plus en plus de salariés conçoivent l'idée d'exercer leur activité professionnelle en dehors du lieu de travail traditionnel, et ce d'autant plus s'ils aspirent à un meilleur équilibre entre leur vie professionnelle et familiale ou privée.

Le télétravail constitue dès lors une piste intéressante pour augmenter le taux d'activité de manière générale et plus particulièrement le taux d'activité des salariés âgés ainsi que celui des femmes. Il est rappelé dans ce contexte que les travailleurs âgés de plus de 50 ans représentent environ 13,6% de la population active occupée au Luxembourg[1] et que le taux d'activité des femmes se situe aux alentours de 54,7%. Or, l'un des principaux objectifs de la stratégie de Lisbonne, principe réaffirmé lors du Conseil de Luxembourg en début d'année, est d'augmenter au niveau de l'Union européenne tant le taux d'emploi des travailleurs âgés que celui des femmes, taux qui devraient atteindre 50% respectivement 60% en 2010.

Si au niveau de la fonction publique une loi du 19 mai 2003 donne une assise juridique à cette forme «atypique» de travail, il n'en est rien au niveau du secteur privé, ce qui n'est pas sans nourrir des inquiétudes tant au niveau des salariés qu'au niveau des employeurs, et ce d'autant plus que cette nouvelle forme de travail n'est pas sans comporter certains dangers et risques de dérives.

Il est dans ce contexte rappelé que le 16 juillet 2002 a été signé un accord-cadre européen sur le télétravail. Cette signature est la première expression d'un véritable accord entre partenaires sociaux au niveau européen et même s'il ne présente pas de caractère juridique contraignant il incite les partenaires sociaux au plan national à réfléchir sur les règles à adopter. Il est encore rappelé qu'au niveau national la loi du 30 juin 2004 sur les relations collectives de travail a créé un nouvel instrument juridique, à savoir les accords interprofessionnels du travail, instrument qui devra être mis en œuvre.

Lors d'un exposé devant les membres de la Commission du Travail et de l'Emploi en début de l'année législative 2004-2005, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a informé la commission parlementaire que le Gouvernement allait consulter les partenaires sociaux au sujet de ces accords pour déterminer avec eux les questions qui feraient l'objet de négociations entre partenaires sociaux en précisant que le télétravail constituerait assurément un des dossiers les plus sensibles.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement a d'ores et déjà pris contact avec les partenaires sociaux respectivement si un calendrier pour les discussions et négociations a déjà été arrêté?

- En cas de réponse négative, le Gouvemement entend-t-il intervenir rapidement? Et de quelle manière, sachant qu'il s'est engagé à intervenir subsidiairement en l'absence d'un accord entre les partenaires sociaux dans un délai raisonnable?

[1] Chiffres au 31 mars 2003

Réponse (27.10.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député dans sa question parlementaire le télétravail constitue certainement une piste intéressante en vue de l'augmentation du taux d'activité dans l'esprit de la stratégie de Lisbonne.

Afin de donner une assise légale à cette forme atypique de travail très complexe le Gouvernement a considéré que les partenaires sociaux étaient les mieux à même de développer des idées à ce sujet, alors qu'au niveau communautaire le sujet à également fait l'objet d'un accord entre partenaires sociaux.

Entre-temps les premiers pourparlers ont eu lieu entre partenaires sociaux au niveau national et un premier résultat de ces négociations est prévu pour fin 2005.

En attendant le résultat de ces réflexions le Gouvernement n'entend pas à l'heure actuelle prendre d'initiative légale.

Question 0618 (22.9.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **création d'une deuxième chambre criminelle:**

Dans un article paru dans la presse luxembourgeoise le 15 septembre 2005, le Procureur d'État adjoint, Monsieur Jean-Paul Frising, a plaidé pour la création d'une deuxième chambre criminelle („Eigentlich gäbe es nur eine Lösung, ...nämlich die Schaffung einer zweiten Kriminalkammer") compte tenu de la surcharge actuelle de la chambre criminelle.

- Le Ministre a-t-il connaissance des déclarations précitées?

- Partage-t-il l'analyse du Procureur d'État adjoint?

- Est-il en particulier d'avis que la création d'une deuxième chambre criminelle permettrait d'améliorer la situation?

- De façon générale, quelles sont les initiatives envisagées par le Gouvernement pour remédier à la surcharge actuelle de la chambre criminelle et répondre aux exigences de la Cour des Droits de l'Homme, notamment quant au respect d'un délai raisonnable?

Réponse (27.10.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le fait est qu'il y a régulièrement un nombre élevé d'affaires criminelles à évacuer.

D'après les renseignements de Monsieur le Procureur d'État la chambre criminelle près du Tribunal de Luxembourg a rendu comme juge du fond 26 jugements en la matière durant l'année judiciaire écoulée. L'examen de ces affaires a pris en tout 83 audiences.

Depuis le début de l'année judiciaire 2005/2006 et jusqu'à fin novembre 2005, dix affaires criminelles sont fixées devant la chambre criminelle. Ces affaires prendront selon les prévisions du Parquet quelque 40 audiences.

Actuellement dix affaires sont renvoyées devant la chambre criminelle et seront fixées prochainement.

S'il est difficile de chiffrer avec la dernière précision le nombre d'affaires criminelles pendantes, l'instruction étant encore en cours, ou se trouvant dans la procédure de renvoi, on peut, selon le Parquet de Luxembourg, avancer le chiffre de 12 à 15 affaires pour les situations visées.

L'évacuation de ces affaires pose souvent des problèmes. Le seul fait de trouver toujours des dates convenant aux experts, avocats et témoins n'est pas toujours chose aisée.

Si le nombre d'affaires criminelles a augmenté, ceci est dû à une augmentation de faits de nature criminelle selon les critères du code pénal.

Par ailleurs, à force de fixer prioritairement les affaires mettant en cause des personnes en détention préventive, les autres affaires risquent de prendre du retard.

Eu égard à tous les problèmes évoqués ci-avant, Monsieur le Procureur d'État adjoint Jean-Paul Frising a émis la suggestion de l'examen de la piste d'une deuxième formation de juges, susceptible de siéger comme chambre criminelle, parallèlement à la formation principale, si les nécessités l'exigeaient. J'estime qu'il s'agit d'une réflexion intéressante que je demanderai aux autorités judiciaires d'examiner plus en détail.

Question 0619 (23.9.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe:**

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a déclaré ce mercredi 21 septembre à Bruxelles, au lendemain d'un séminaire avec ses 24 collègues, que la ratification du traité constitutionnel serait reportée d'au moins deux à trois ans après son rejet par la France et les Pays-Bas. Selon le journal «Le Monde», M. Barroso aurait déclaré qu'«il n'y aura pas de Constitution dans les années à venir, c'est évident, regardons cela en face». Dans le journal «Le Figaro», il est cité comme suit: «Dans un avenir proche nous n'aurons pas de Constitution. (...) Arrêtons d'entretenir l'illusion d'une Constitution, arrêtons les discussions transcendantales sur l'avenir de l'Europe et mettons-nous au travail sur la base des traités existants.»

Considérant qu'il s'agit ici d'une nouvelle position de la Commission européenne ayant plaidé jusqu'ici pour la continuation du processus de ratification, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois partage-t-il les vues de la Commission européenne? Dans l'affirmative, quelle implication cette décision aura-t-elle sur le processus de ratification du traité constitutionnel en Europe et au Luxembourg? Dans la négative, comment le Gouvernement entend-il réagir?

- Monsieur le Premier Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement croit toujours à un redémarrage du processus de ratification du traité au sein de l'Union européenne? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il procéder pour relancer le processus de ratification?

Réponse (9.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Barroso, a expliqué à plusieurs reprises depuis le 21 septembre qu'il serait illusoire de considérer que le projet de traité constitutionnel européen pourrait entrer en vigueur pendant les deux années à venir.

Le Gouvernement luxembourgeois à son tour a fait savoir - avant, pendant et après la campagne référendaire luxembourgeoise - qu'il ne pensait pas que le traité soumis au vote des Luxembourgeois entrerait en vigueur au terme initialement convenu.

Le Gouvernement luxembourgeois continue de penser que la pause de réflexion et d'explication décidée lors du Conseil européen de juin doit être mise à profit pour relancer le processus de ratification.

Il appartiendra à chaque Gouvernement d'organiser ce débat sur le

plan national et à la Commission de le mener au plan communautaire.

Dans la récente déclaration de politique générale que le Gouvernement a présentée à la Chambre il a exprimé les grandes lignes de sa démarche en la matière.

Question 0620 (23.9.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **sécurité des élèves et des enseignants:**

Il me revient qu'en date de ce jour un individu armé aurait été aperçu à l'heure de midi sur le territoire du Campus Geesseknäppchen et aurait sérieusement menacé la sécurité des élèves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et Monsieur le Ministre responsable de la Sécurité publique intérieure:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres ont connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, peuvent-ils me dire si des mesures de sécurité ont été prises afin d'assurer la sécurité des élèves et des enseignants? Dans l'affirmative, lesquelles?

- La police a-t-elle été informée de cette menace? Dans l'affirmative, est-ce que l'individu dont question a pu être arrêté?

- Les parents des élèves ont-ils été informés de cet incident?

- Enfin, est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent me dire si des mesures de sécurité sont prévues en général sur les campus scolaires à travers le pays afin de garantir la sécurité des élèves? Dans la négative, quelles en sont les raisons respectivement est-ce que de telles mesures seront prévues à l'avenir?

- En général, la police est-elle outillée et entraînée pour intervenir au cas où un ou plusieurs individus menaceraient sérieusement des enseignants et/ou élèves?

Réponse commune (22.11.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le jeudi 22 septembre 2005, vers l'heure de midi, des policiers se trouvaient effectivement aux alentours du Campus scolaire Geesseknäppchen. Ces policiers participaient à une opération de recherche d'un malfaiteur, lancée suite à l'agression d'une personne âgée, qui avait eu lieu vers 11h20 heures au boulevard Marcel Cahen à Merl.

Lors de cette opération, les policiers furent en contact avec des membres du corps enseignant du campus ainsi qu'avec le chef de sécurité de la «International School of Luxembourg».

Il y a lieu de préciser que l'auteur recherché par la police, et arrêté le 29 septembre 2005, n'était pas armé et ne se trouvait pas dans l'enceinte scolaire. Voilà pourquoi les parents d'élèves n'ont pas été informés.

En ce qui concerne la sécurité des enseignants et des élèves, il faut rappeler que la Police grand-ducale entretient des relations étroites avec la direction des différents établissements et organise une présence policière régulière aux alentours des sites scolaires.

Question 0621 (27.9.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **construction d'une ligne de haute tension de Belval vers la France pour l'alimentation en énergie électrique de la société Arcelor:**

En date du 26 septembre 2005 Monsieur le Ministre de l'Environnement a refusé de donner son accord pour la construction d'une ligne de haute tension (225kV) de Belval vers la France. Cette ligne a été demandée par la société Arcelor afin de sécuriser son alimentation en énergie électrique. Monsieur le Ministre de l'Économie a ouvertement déclaré être déçu de cette décision du Ministre de l'Environnement et a parlé d'un mauvais signal pour l'industrie luxembourgeoise.

Voilà pourquoi je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

a) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la position du Gouvernement en la matière, vu les deux positions opposées des ministres susmentionnés?

b) Devant la toile de fond des discussions sur la compétitivité de notre économie, le Gouvernement est-il prêt à chercher une solution adéquate ensemble avec les responsables d'Arcelor? Est-ce qu'un raccordement souterrain serait envisageable?

c) Le Gouvernement est-il en principe opposé à un approvisionnement en électricité provenant d'une centrale nucléaire française?

Réponse (15.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Députée Madame Anne Brasseur m'interroge sur l'attitude du Gouvernement concernant la construction d'une ligne de haute tension de Belval vers la France, l'autorisation y afférente ayant été demandée par la société Arcelor afin de sécuriser son alimentation en électricité.

La question de l'honorable Députée appelle plusieurs éléments de réponse:

1. La décision de refus de Monsieur le Ministre de l'Environnement, prise dans le cadre des compétences qui sont les siennes propres, n'appelle pas de commentaire, sauf celui que je ne vois pas que Monsieur le Ministre de l'Environnement aurait pu décider autrement vu les contraintes que fait peser sur lui la législation relative à la protection de la nature de 2004, législation adoptée par le Gouvernement précédent et à l'initiative d'un ministre libéral de l'Environnement.

2. Le Gouvernement se tient prêt à envisager un tracé alternatif que Sotel pourrait proposer. Par ailleurs le Gouvernement attend les conclusions à tirer de l'étude commandée par le Ministre de l'Économie sur l'approvisionnement énergétique du pays.

Question 0622 (28.9.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **normes ISO 14.000:**

En septembre 1996 l'Organisation internationale de Normalisation a élaboré les premières normes ISO 14.000 pour atteindre les objectifs définis en termes de développement durable.

Elles fournissent les éléments d'un système de management environnemental et ont pour mission d'aider les entreprises à définir ou préciser leurs actions en faveur de l'environnement via la maîtrise de l'impact de leurs activités, produits ou services. Elles ne fixent pas de résultats stricts à atteindre, mais promeuvent plutôt l'optimisation des méthodes de travail et des mécanismes permettant de réduire les incidences environnementales et ceci via une approche stratégique globale des politiques, plans et actions de l'entreprise en matière d'environnement.

Dans ce contexte il est important de préciser que la certification ISO 14.000 passe tout d'abord par la vérification de la conformité aux lois et règlements relatifs à l'environnement.

Ainsi, les impacts sur l'environnement tels que la consommation de combustible, d'électricité et de papier, les déplacements professionnels, le rejet des eaux usées et la gestion des déchets sont évalués et comparés aux normes existantes.

Une telle démarche proactive en faveur de l'environnement est certainement valorisante pour une entreprise et peut donner entre autres les atouts suivants:

- amélioration de la performance environnementale;

- coût réduit de la gestion des déchets;

- économie de coûts dans la consommation d'énergie et des matériaux;

- amélioration de l'image environnementale de l'entreprise auprès des citoyens;

- acquisition d'un avantage concurrentiel sur son marché.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes:

- Au Luxembourg, combien d'entreprises sont certifiées suivant les normes ISO 14.000?

- Dans ce contexte quel est le nombre total des demandes reçues dans le cadre de l'article 2 de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes et instituant un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises (Article 6 - aides pour services de conseil - du règlement grand-ducal du 19 février 2005 portant exécution de l'article 2 de la loi du 30 juin 2004) et quel est le coût total des aides financières déjà accordées?

- Dans le cadre du processus de Lisbonne, Messieurs les Ministres envisagent-ils de sensibiliser encore davantage nos entreprises aux principes du développement durable et aux normes environnementales y afférentes?

Réponse commune (7.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En réponse à la question parlementaire N°0622 du 28 septembre 2005 de Monsieur le Député Marcel Oberweis concernant les normes ISO 14.000, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Ad 1. Le Ministère de l'Environnement n'est pas compétent en matière de certification ISO 14.000. L'Administration de l'Environnement gère le système EMAS («Environmental Management and Audit Scheme») qui a intégré la norme ISO 14.001 comme système de management environnemental. Le système EMAS va plus loin, notamment en ce qui concerne l'exigence d'établir une déclaration environnementale et d'assurer la participation des employés à la mise en œuvre de l'EMAS.

Actuellement une seule entreprise dispose de la certification EMAS. D'après le Guide luxembourgeois de la qualité 2005 établi par le Mouvement luxembourgeois pour la qualité, 27 entreprises disposent de la certification ISO 14.001.

Ad 2. Depuis la mise en vigueur de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a traité 430 dossiers de demande reçus dans le cadre de l'article 2 de la loi en question. Une seule demande visait le subventionnement d'une certification ISO 14.000. Dans ce cas précis, le Ministère a accordé une aide financière de 9.930 euros.

Ad 3. Dans le cadre du Plan national de Réforme de la Stratégie de Lisbonne, il est rappelé que la protection de l'environnement et la compétitivité ne sont nullement antinomiques, mais bien complémentaires et que des solutions «win-win» peuvent être dégagées par une politique volontariste en ce sens.

Conformément à la ligne directrice intégrée 11, qui accorde une priorité à la diffusion rapide de technologies respectueuses de l'environnement et aux écotechnologies, le Gouvernement estime primordial que les politiques énergétique et environnementale respectent tant les aspects écologiques qu'économiques et soient, par conséquent, évaluées selon le concept d'écoefficience en tant que concept fondamental de l'estimation de la performance environnementale.

Dans ce contexte on peut relever principalement trois axes d'intervention:

- favoriser la R&D, l'innovation et la production d'écotechnologies, produits et services et promouvoir de nouvelles technologies de production écoefficaces, tant en matière de protection de l'environnement qu'en matière énergétique;

- améliorer la transparence et la prédictibilité des règles applicables en matière de protection de l'environnement par un recours plus systématique aux normes préétablies et aux vérifications de leur respect;

- internaliser les externalités négatives et instaurer progressivement un système de prix reflétant le coût réel de certaines ressources naturelles, tout en respectant le principe de l'équité de l'imposition et en évitant d'augmenter la pression fiscale.

Question 0623 (28.9.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **problématique des numéros dits de service:**

J'ai récemment été rendu attentif à la problématique des numéros dits de service, tels les numéros de help-desk en Belgique, France et Allemagne (qui permettent d'accéder entre autres aux services après-vente pour des appareils électroménagers etc.). En effet, en règle générale il n'est possible d'appeler ces numéros qu'à partir de l'État qui les héberge.

Or, cet état de choses constitue non seulement un désavantage pour le consommateur luxembourgeois p.ex., qui achète un bien dans la Grande Région - et ne peut profiter des services connexes par le biais du numéro de service -, mais au-delà aussi un frein possible au développement économique national dans la mesure où la «non-accessibilité» de ces numéros en dehors de l'État d'origine constitue à maints égards un désavantage concurrentiel pour l'entreprise désireuse de vendre et d'exporter ses biens ou services à partir du Grand-Duché.

Dans ce contexte je serai tout d'abord intéressé à apprendre la position des deux ministres concernés par rapport à cette problématique.

En deuxième lieu, Messieurs les Ministres pourraient-ils me faire savoir si ce problème est actuellement thématisé au niveau de l'Union européenne, notamment dans le cadre de la libre circulation des services ainsi que de la protection des consommateurs, et dans l'affirmative me communiquer l'état actuel des choses?

Enfin, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'éclairer sur les moyens d'actions et solutions techniques dont nous disposons au niveau national pour permettre l'accessibilité des numéros de service luxembourgeois au-delà des frontières nationales?

Réponse commune (17.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre délégué aux Communications:*

Les numéros téléphoniques (ressources de numérotation) sont gérés de manière tout à fait indépendante dans chacun des 25 États membres de l'Union européenne, conformément au principe de territorialité et sous l'autorité d'un organisme national. Les préfixes «internationaux» restent les clefs d'accès aux abonnés au téléphone des différents réseaux nationaux. La notion de «marché unique» n'avance qu'à très petits pas dans le secteur des services de communications électroniques.

Comme le souligne l'honorable Député, certains numéros du réseau national ne sont accessibles qu'à partir de ce réseau. Il s'agit de numéros dits «à revenus partagés», numéros qui donnent accès à des services de contenu comme les services d'après-vente, et ceci gratuitement dans la plupart des cas, ou d'informations payantes comme les programmes de manifestations culturelles ou les services de renseignements téléphoniques par exemple. Dans ces cas, l'opérateur téléphonique facture un surplus qu'il transmet à l'abonné appelé.

À l'opposé des simples numéros d'abonnés, les numéros «à revenus partagés» ne sont pas repris dans les contrats d'interconnexion entre opérateurs, contrats à la base de la connectivité internationale.

Cette exclusion est motivée par les arguments suivants:

- une inclusion de ces numéros dans les contrats d'interconnexion est commercialement difficilement justifiable, le marché visé étant principalement national,

- avec un numéro à revenu partagé on n'établit pas une communication téléphonique classique, mais on fournit l'accès à un contenu. Or la réglementation du contenu obéit à d'autres règles que celles établies pour le secteur des réseaux et services de communications électroniques,

- l'Internet s'établit de plus en plus en produit de substitution à ces numéros.

Si le désavantage pour le consommateur ayant acheté à l'étranger est manifeste, rien n'empêche cependant des entreprises exportant des biens et des services à partir d'un État membre de l'UE de se faire attribuer des numéros à revenu partagé dans tous les États membres de leur choix, cette limitation à l'État d'origine ne représente pas plus un désavantage concurrentiel que l'étendue géographique de l'État d'origine.

Au niveau communautaire la Commission européenne vient de publier en septembre 2005 une étude qui fait état des obstacles à surmonter pour parvenir à un marché unique pour les services à valeur ajoutée accessibles à partir de numéros à revenu partagé. L'étude propose des scénarios différents pour remédier à la situation actuelle, scénarios qui seront analysés et discutés au sein des groupes de travail rapportant au Conseil européen.

Le texte intégral de l'étude est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/information_society/policy/ecomm/info_centre/documentation/studies_ext_consult/index_en.htm

Enfin, la solution au problème n'est point technique, mais contractuelle, les contrats d'interconnexion entre opérateurs devant régler les aspects financiers de l'accessibilité transfrontière à des numéros «gratuits» pour l'usager appelant ou «payants» à cause du contenu diffusé.

Question 0624 (29.9.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **loi électorale (entrée en fonction des nouveaux conseils communaux):**

Duerch dat neit Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 hunn och eng ganz Rei gesetzlech Bestëmmunge fir d'Gemengewahle geännert. Bei der geneeër Analys vun enger Rei vun dëse Bestëmmunge gleewen ech op eng Onstëmmegkeet gestouss ze sinn.

Esou steet am Artikel 186, datt «Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de six ans, à compter du 1er janvier qui suit leur élection, nonobstant les dispositions de l'article 187».

Elo seet awer den Artikel 187, datt «L'entrée en fonctions du nouveau conseil communal se fait dès que les nominations et, le cas échéant, les assermentations du bourgmestre et des échevins ont été opérées».

Duerch deen «nonobstant» vum Artikel 186 géing dat am Zesummespill mam Artikel 187 eventuell bedeiten, datt déi al Gemengeréit bis den 1. Januar 2006 a Funktioun sinn, egal wéini déi nei Gemengeréit assermentéiert respektiv nominéiert ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Innenminister:

1) Wat fir eng Interpretatioun gëtt de Minister vun deenen zwee uewe genannten Artikelen?

2) Misst, wann et sech ëm eng Onklorheet handelt, d'Gesetz net iwwerschafft ginn?

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Ech si verwonnert vum Här Deputéierte Gibéryen eng Ufro ze kréien iwwert d'Interpretatioun vun engem Gesetzestext, deen hien als Member vun der Chamber selwer mat gestëmmt huet. Ech wëll dem Här Gibéryen d'Artikelen 186 an 187 vum Wahlgesetz awer gären erklären.

Den Artikel 186 gesäit vir, dass d'Membere vum Gemengerot fir sechs Joer gewielt sinn an dass déi sechs Joer vum 1. Januar no de Wahlen u gerechent ginn, dëst «nonobstant» vun den Dispositioune vum Artikel 187. Genau gesot bedeit dës Dispositioun, dass den neie Gemengerot wuel virum 1. Januar ka seng Funktiounen ophuelen, dass déi sechs Joer awer trotzdeem ab dem 1. Januar gerechent ginn.

Den Artikel 187, deen eng Neierung bréngt am Verglach mam fréiere Wahlgesetz, seet, dass den neie Gemengerot säin Amt untrëtt, soubal wéi d'Nominatiounen a gegebenenfalls d'Vereedegunge vum Buergermeeschter a vun de Schäffe gemaach sinn.

Eng ganz wichteg Roll spillt heibäi d'Vereedegung: Eréischt nodeems e Kandidat de virgeschriwwenen Eed geleescht huet, kann hie seng Funktiounen ophuelen. Déi Buergermeeschteren a Schäffen, déi virdrun am „alen" Gemengerot en anert Mandat haten, mussen dësen Eed natierlech och leeschten; déi Buergermeeschteren a Schäffen, deenen hiert Mandat direkt erneiert gëtt, brauchen dësen Eed net nach eemol ze leeschten. D'Conseilleren, déi nei gewielt goufen, mussen och en Eed leeschten ier si kënnen hir Funktiounen erfëllen, woubäi d'Conseilleren, déi direkt erëmgewielt goufen, dësen Eed net nach emol leeschte mussen.

Deen neie Gemengerot kann eréischt valabel délibéréiere wann d'Majoritéit vu senge Memberen den Eed geleescht huet. Soubal also den neie Gemengerot a Funktioun ass, halen automatesch d'Aktivitéite vum ale Gemengerot op an d'Mandat vu senge Memberen ass zu Enn: Déi al Gemengeréit sinn also kengesfalls automatesch bis den 1. Januar a Funktioun.

Question 0625 (30.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en œuvre des conclusions du consultant McKinsey sur l'adéquation des structures de travail de la Direction de l'Aviation civile:**

Début 2004 le Gouvernement précédent avait chargé le consultant McKinsey d'une étude sur l'adéquation des structures de travail de la Direction de l'Aviation civile et sur l'état de la mise en œuvre de la loi du 19 mai 1999. Les conclusions de l'étude avaient par la suite encore été validées par ce Gouvernement le 11 juin 2004, et il revint au nouveau Ministre des Transports de présenter les conclusions en question à la Commission des Transports de la Chambre des Députés le 11 octobre 2004.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il me dire où en est la mise en œuvre de ces conclusions à l'heure actuelle?

- Qu'en est-il notamment de la transposition des exigences communautaires concernant la sécurité et la sûreté aériennes et aéroportuaires ainsi que la protection de l'habitat riverain contre les incommodités dues au trafic aérien autour des aéroports?

- Les relations avec le Bureau Veritas ont-elles entre-temps été régularisées, et si oui dans quelle forme? Les nouvelles règles de coopération interdisent-elles en particulier à Bureau Veritas de travailler pour des compagnies aériennes que ce bureau est chargé de contrôler pour compte de l'administration publique?

Réponse (11.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député fait référence à l'étude du consultant McKinsey de 2004 sur la réévaluation de l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises. Quant aux orientations générales de l'étude, il y a lieu de relever que la répartition des responsabilités dans le domaine aéronautique a été ajustée entre les différents acteurs qui sont la Direction de l'Aviation civile, l'Administration de l'Aéroport, la société de l'aéroport lux-Airport et finalement le transporteur aérien Luxair. Ce processus ne pourra cependant être définitivement clôturé (notamment les relations de compétence en matière d'infrastructure et de gestion aéroportuaire entre lux-Airport et Luxair) qu'avec l'aboutissement du dossier de la construction de la nouvelle aérogare.

Pour ce qui concerne l'organisation interne de la Direction de l'Aviation civile dont notamment l'élément de renforcement des effectifs, les procédures pour le recrutement des deux agents «coordinateur et inspecteur de sûreté» sont en phase finale.

Les pourparlers avec le Bureau Veritas sur les relations d'affaires sont en cours et les travaux sur la redéfinition du cadre juridique feront prochainement l'objet d'une proposition des services juridiques respectifs qui précisera le champ de compétence dont le Bureau sera chargé pour le compte de l'administration publique. Le cadre juridique sera par la suite complété par une annexe technique qui renseignera en détail sur la nature, le niveau et l'ampleur des interventions respectives de la Direction de l'Aviation civile et du Bureau Veritas vis-à-vis des acteurs de l'industrie.

L'honorable Député relève en particulier le volet «de la transposition des exigences communautaires concernant la sécurité et la sûreté aériennes et aéroportuaires ainsi que la protection de l'habitat riverain contre les incommodités dues au trafic aérien autour des aéroports».

S'agissant de la sécurité aérienne (safety), les travaux de mise en œuvre de la directive 2004/36 dite «directive SAFA» (Safety assessment of foreign aircraft), ont été entamés dans l'optique d'organiser le contrôle des avions de pays tiers empruntant les aéroports communautaires ainsi que de collecter et centraliser l'information sur les éventuels constats effectués afin de mettre à la disposition de tous les États membres de l'Union européenne les renseignements sur les manquements aux règles internationales de sécurité aérienne. Les travaux de mise en œuvre doivent cependant tenir compte de la récente évolution du cadre communautaire liée à l'établissement d'une «liste noire» européenne des compagnies aériennes considérées comme peu sûres.

Dans le domaine de la sûreté aérienne (security) le Luxembourg ne connaît aucun retard de transposition.

Quant à la question des nuisances sonores, l'aéroport de Luxembourg se trouve en dessous du seuil d'applicabilité minimal fixé dans les définitions et calculé d'après les règles de computation de la directive 2002/30 relative à la gestion du bruit. La Commission européenne et le Luxembourg se trouvent en instance contentieuse devant la Cour de Justice des Communautés européennes sur la question de la nécessité de transposer un acte juridique qui, du point de vue matériel, ne viendrait pas à s'appliquer.

Question 0626 (30.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **stages auprès du Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg offerts aux agents CFL dans le cadre de la campagne de prévention des CFL contre les «accidents de trajet»:**

La direction des CFL annonce dans la presse syndicale l'organisation, avec le Centre de Formation pour Conducteurs de Colmar-Berg, de stages de conduite pour automobilistes et motocyclistes en signalant que ces cours s'insèrent dans la campagne de prévention des CFL contre les «accidents de trajet».

Tout en soulignant le caractère louable de toute initiative destinée à contribuer à l'amélioration de la sécurité sur nos routes, je note que les CFL prennent à charge un tiers des frais d'inscription de leurs agents auxdits cours.

Est-ce que Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut me dire si, en application du principe d'assimilation des régimes salariaux publics, pareils cours sont également offerts par l'État et les communes à leurs agents, et si l'État et les communes assument à leur tour une prise en charge partielle des frais d'inscription de leurs agents respectifs à de tels cours?

Réponse (9.11.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'honorable Monsieur Xavier Bettel pose un certain nombre de questions concernant l'organisation de stages de conduite au Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg destinés aux agents de l'État et des communes.

En réponse permettez-moi de vous fournir les informations suivantes.

L'Institut national d'administration publique a organisé en 2004 et 2005 cinq cours de perfectionnement destinés aux chauffeurs de bus et de camion engagés dans les services de l'État et des communes. Ces cours, organisés en collaboration avec le Centre de Formation pour Conducteurs à Colmar-Berg, étaient orientés autour des sujets suivants:

a. Conscience du danger et responsabilité du chauffeur

b. Technique de la conduite

- slalom

- freinage avec et sans ABS

- freinage avec évitement avec et sans ABS

- distance entre deux véhicules

- descente avec évitement d'obstacles

- montée (ASR)

- rond-point et conduite en virage

- tous les exercices pratiques se déroulent sur des surfaces à coefficient de friction très bas pour éviter l'usure des pneus et du matériel et pour amplifier les fautes.

c. Technologie

- ABS

- frein moteur

- retarder

- pneus

d. Conduite économique et écologique.

Les cinq cours ont été suivis par 55 agents de l'État et des communes et le prix de chaque cours s'élevait à 1.837 €. Ces frais ont été pris en charge intégralement par l'Institut national d'administration publique.

Question 0627 (30.9.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **nombre d'avions de ligne et de transport immatriculés au Luxembourg:**

Les récentes catastrophes d'avions ont soulevé la question de la sécurité aérienne avec une nouvelle acuité, surtout que des négligences des compagnies impliquées au niveau de la maintenance de leurs avions ne peuvent plus être écartées?

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'avions de ligne immatriculés au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il également fournir des données chiffrées concernant le nombre d'avions de transport immatriculés au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'hélicoptères sont immatriculés au Luxembourg?

- Selon quelles règles et dans quel rythme les avions et les hélicoptères immatriculés au Luxembourg sont-ils contrôlés par les autorités luxembourgeoises? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées à ce sujet?

Réponse (26.10.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En date du 10 octobre 2005, le registre luxembourgeois des aéronefs comporte 60 aéronefs utilisés à des fins commerciales pour effectuer du transport aérien sous couvert d'une licence luxembourgeoise de transporteur aérien.

Parmi ces 60 aéronefs figurent:

- 18 avions utilisés pour le transport de marchandises;

- 38 avions et 4 hélicoptères utilisés pour le transport de passagers.

En tout le registre luxembourgeois des aéronefs comporte 13 hélicoptères.

Les aéronefs effectuant du transport aérien doivent être entretenus selon les règles définies par le règlement (CE) 2042/2003 relatif au maintien de la navigabilité des aéronefs et des produits, pièces et équipements aéronautiques et relatif à l'agrément des organismes et des personnels participant à ces tâches.

Les aéronefs subissent un contrôle technique tous les trois ans au cours duquel la Direction de l'Aviation civile s'assure que ces aéronefs sont en état de navigabilité et que l'entretien programmé a bien été effectué.

Les compagnies aériennes, responsables de l'entretien des aéronefs, sont auditées tous les ans par la Direction de l'Aviation civile.

Question 0628 (30.9.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **bénévolat dans le domaine des clubs sportifs:**

D'Sportsveräiner, awer och soss Organisatiounen, kënnen net ouni déi fräiwëlleg Mathëllef vun idealistesche Bierger iwwert d'Ronne kommen.

Als Konklusioun vum Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef ass de 27. am Hierschtmount 2002 en Ieweschte Rot vun der Fräiwëlleger Mathëllef (Conseil supérieur du bénévolat) an d'Liewe geruff ginn.

De 4. am Chrëschtmount 2004 gouf eng Assise ofgehale mam Objektiv, d'fräiwëlleg Mathëllef am Beräich vun den Associatiounen an der Gesellschaft opzewäerten.

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert dat neit Sportsgesetz gouf och d'fräiwëlleg Mathëllef diskutéiert a festgehalen, dass dat e Beräich fir sech wier a misst an engem separate Gesetz ënnerbruecht ginn.

Bei eisem Noper Frankräich gëtt et gesetzlech Dispositiounen, déi der fräiwëlleger Mathëllef e besonnesche Stellewäert zouweisen.

Opgrond vun dem alldeeglechen Asaz vun enger grousser Zuel vu fräiwëllege Mathëllefer misst et och hei am Land méiglech sinn, de Bénévolat op iergendeng Aart a Weis ze honoréieren.

Kann den zoustännege Minister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat fir eng Konklusiounen huet den zoustännege Minister respektiv d'Regierung aus dem Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef an der Assise fir eng Opwäertung vun der fräiwëlleger Hëllef gezunn?

2. Wat gedenkt den zoustännege Minister respektiv d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'fräiwëlleg Hëllef opzewäerten?

Réponse (9.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Fir deejéinegen, deen alldeeglech am Kader vu sengen Aufgaben a Missioune mat fräiwëlleger Hëllef ze dinn huet, huet d'Internationaalt Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef virun allem emol eng offiziell Unerkennung mat sech bruecht. Wichteg war an ass et emol sämtlech Problematiken opzelëschten, fir datt engersäits séier a punktuell ka gewierkt ginn an anerersäits méi global, generell a laangfristeg Léisungen a Weeër kënnen ageschloe ginn. Am Sport gehéiert d'Förderung vun der fräiwëlleger Mathëllef zum normalen Hannergrond vun

der gesetzlecher Missioun vum Sportsdepartement.

Aus der Siicht vum Sport ass dem Internationale Joer vun der Fräiwëlleger Mathëllef awer ee grousse Verdéngst zouzeschreiwen, an dat ass d'Feststellung, d'Besënnung, déi verstäerkten Erkenntnis, wéi wichteg an omnipresent dës Hëllef am a fir de Lëtzebuerger Sport ass. Et ass duerfir och nëmmen normal, datt de Lëtzebuerger Olympesche Comité (C.O.S.L.) als Daachorgan vun der Lëtzebuerger Sportsbewegung am neien Ieweschte Rot vun der Fräiwëlleger Mathëllef vertrueden ass.

Ouni déi geréngsten Absicht bei den Hëllefen am Sport wëllen ze relativéieren, muss een dach tëschent Bénévolat a Volontariat ënnerscheeden. Als Volontairë sinn déi ze bezeechnen, deenen hir Leeschtung op iergendeng Manéier entschiedegt gëtt (Ausbilder, Traineren, Moniteuren, Arbitteren, Schreifkräften asw.) an deenen hir Missiounen des Öftere kontraktuell festgeluecht sinn. Als Bénévoler gëllen déi, déi hir Hëllef onentgeltlech leeschten an déi als Entschiedegung just d'Freed an - hoffentlech - d'Unerkennung behalen.

Déi Ënnerscheedung ass dohir wichteg, well déi eng Kategorie méi einfach kann ënnerstëtzt gi wéi déi aner. Sou sinn d'Aus- a Weiderbildungen, déi d'Volontairë brauche fir hir Missiounen ze erfëllen, souwäit se vum Stat ugebuede ginn, natierlech gratis. D'Bereetstelle vun «congé sportif» fir Féierungskräfte vun de Sportsverbänn a fir den Encadrement vun de Spëtzesportler ass eng weider Moossnam vun där an der volontärer Mathëllef vill profitéiert gëtt. Dës staatlech Leeschtunge ginn am Sënn vun der Opwäertung vun der fräiwëlleger Mathëllef stänneg iwwerduecht an ausgebaut.

Et ass wichteg, datt net nëmme vun direkter, mee och vun indirekter Ënnerstëtzung geschwat gëtt. Direkt Ënnerstëtzung ass déi, déi de Volontairen a Bénévolen direkt zugutt kënnt. Déi indirekt Ënnerstëtzung ass awer genausou wichteg, wann net nach méi wichteg. Et sinn dat all déi staatlech Moossnamen, Hëllefen a Promotiounen un d'Sportsbewegung - Verbänn a Veräiner -, déi de Volontairen a Bénévolen hir Aarbecht an Hëllef erliichteren an iwwerhaapt méiglech maachen an esou der Lëtzebuerger Sportsbewegung déi Onofhängegkeet an Autonomie garantéieren, op déi se esou beduecht an houfrech ass.

Eng gutt Nouvelle ass, datt duerch dat neit Sportsgesetz och elo d'Aarbecht vun deene gelegentleche bénévolen Hëllefen am Sport – déi Leit, déi keng Lizenz als Sportler oder Dirigent hunn – duerch déi bestehend staatlech Sportversécherung ofgedeckt ass.

Question 0629 (30.9.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale LEADER+:**

Den Artikel 194 (2) vum Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 gesäit eng Rei vun Incompatibilitéite vir, wou een net ka Member si vun engem Gemengerot vun enger bestëmmter Gemeng.

Mir ass elo awer zu Ouere komm, datt anscheinend bei de Gemengewahle vum 9. Oktober sech bei enger ganzer Rei vu Kandidate landeswäit dës Fro eventuell wäert stelle wa se sollte gewielt ginn.

Wichteg an dësem Zesummenhang ass och op d'Äntwert op déi rezent parlamentaresch Fro N°0465 hinzeweisen *(cf. compte rendu N°/2004-2005)*, wou de Minister vum Développement rural an deem Kontext gesot huet: «Si une personne concernée par un tel cumul de postes demandait mon avis à ce sujet - et une personne l'a d'ailleurs fait récemment -, je lui recommanderais vivement de ne pas aspirer au cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale LEADER+ d'une région dont la commune concernée fait partie. En cas de cumul d'un tel poste avec un mandat de bourgmestre ou d'échevin, mon avis serait encore plus formel.»

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend dréngend Froen un den Här Innenminister:

1) Kann de Minister bestätegen, datt bei enger ganzer Rei vu Gemengewahlkandidaten no de Wahlen, am Fall wou dës Kandidate sollte gewielt gi sinn, sech eventuell de Problem vun enger Incompatibilitéit stellt?

2) Iwwerpréift de Minister virun der Nominatioun respektiv der Assermentatioun vu gewielte Gemengerotsvetrieder, ob eventuell am Bezuch op den Artikel 194 vum Wahlgesetz eng Incompatibilitéit besteet?

3) Hëlt de Minister dës Nominatiounen oder Assermentatioune vir, och da wann eng Incompatibilitéit besteet?

4) Wa jo, muss de Minister intervenéieren da wann esou eng Incompatibilitéit tatsächlech agetratt ass an de Minister dovunner Kenntnis huet?

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Et si menges Wëssens eng Rei Kandidaten, déi sech fir d'Gemengewahlen opgesat hunn an an der Tëschenzäit gewielt goufen, bei deenen d'Fro vun der Compatibilitéit mat hirer Aarbechtsplaz sech stellt.

2. Den Artikel 9 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass de gewielte Conseiller, soulaang wéi eventuell Incompatibilitéite bestinn, net ka vereedegt ginn. De Conseiller huet 30 Deeg Zäit fir senger eventuell incompatibler Situatioun en Enn ze bereeden, dës Frist leeft ab deem Dag wou hien entweder duerch de Schäfferot oder den Innenminister opgefuerdert gouf, der Incompatibilitéit en Enn ze setzen.

An dësem Zesummenhang hunn ech d'Gemengen iwwer eng Circulaire gefrot, mir déi néideg Dokumenter zoukommen ze loossen, déi mir et erméiglechen, eventuell Incompatibilitéite bei de Gewielte festzestellen. Fir de Fall, dass ech eng Incompatibilitéit feststellen, informéieren ech déi betreffend Persoun doriwwer, sou wéi den Artikel 9 vum Gemengegesetz et virgesäit, ausser natierlech dass de Schäfferot dëst schonn am Virfeld gemaach hätt.

3. Den Innenminister hëlt natierlech keng Nominatioun respektiv Vereedegung vir, wann eng Incompatibilitéit besteet. Den Artikel 9 aus dem Gemengegesetz seet ganz kloer, dass, wann no der Frist vun den 30 Deeg d'Incompatibilitéit nach ëmmer bestoe sollt, de Gewielten als «se désistant» unzegesinn ass, dat heescht, dass hien op säi Mandat verzicht. E Gewielten, deen also eng incompatibel Situatioun bestoe léisst, verzicht domat kloer op säi Mandat a kann an dëser Logik och net nominéiert oder vereedegt ginn.

4. Fir de Fall, dass incompatibel Situatiounen duerch dat neit Wahlgesetz entstane sinn (dëst betrefft natierlech nëmmen déi Gewielten, déi direkt erëmgewielt goufen an dofir keng nei Assermentatioun misste kréien), weisen ech déi betreffend Persoun schréftlech op d'Bestoe vun dëser Incompatibilitéit hin, soubal ech dovunner Kenntnis hunn. Fir si gëllt dann och d'Frist vun 30 Deeg, déi am Artikel 9 vum Gemengegesetz virgesinn ass.

Question 0630 (3.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier:**

En date du 13 avril 2005 j'avais posé à Monsieur le Ministre une question concernant la non-admissibilité de six candidats aux examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier *(cf. compte rendu N°10/2004-2005 - question parlementaire N°0401)*.

Dans sa réponse Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il envisageait de proposer à la Chambre «de modifier la disposition en question pour que les six candidats ne soient pas lésés et puissent se présenter lors des épreuves ayant lieu en automne». Il me revient pourtant que cette session prévue pour octobre 2005 ne sera pas organisée du fait qu'il me semble qu'aucune modification de texte n'ait été proposée à la Chambre à ce jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que la session prévue pour octobre a été annulée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons pour lesquelles cette session d'examens n'est pas organisée?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si une date pour une nouvelle session d'examens a déjà été fixée?

- Enfin, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'un nouveau report des examens puisse avoir un impact négatif sur la motivation des candidats?

Réponse (21.10.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les examens de promotion des carrières de l'inspecteur et du brigadier de police auront lieu aux dates initialement prévues, c'est-à-dire en octobre et en novembre prochains.

Toutefois les six candidats qui ont déjà connu deux échecs à l'examen de promotion ne pourront pas s'y présenter alors que le projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État déposé le 14 juin 2005 par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative les autorisant à participer une troisième fois aux épreuves n'a malheureusement pas été adopté par la Chambre des Députés à ce jour.

Les six policiers concernés seront admis à participer aux sessions d'examen des mois de mars et avril 2006.

Question 0631 (3.10.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **projet d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg:**

Les autorités locales, la société de promotion du site ainsi que les investisseurs publics et privés voulant s'implanter sur la friche de Belval-Ouest réclament avec insistance un raccordement ferroviaire direct avec la capitale et l'aéroport.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Transports les questions suivantes:

- Où en est le projet de ligne de chemin de fer nouvelle entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg dont le dossier technique avait encore été finalisé par le Gouvernement précédent?

- À quand Monsieur le Ministre prévoit-il de déposer à la Chambre des Députés le projet de loi en question et d'entamer les travaux sur le terrain?

- Quel sera le tracé définitivement retenu pour cette nouvelle ligne?

- La ligne sera-t-elle exploitée par des trains classiques, par des trains-trams ou en trafic mixte? Qu'en est-il à cet égard de l'état d'avancement du projet d'acquisition de trains-trams?

- À quant est-il prévu d'entamer la réalisation de la nouvelle gare de Belval-Usines ainsi que de l'antenne ferroviaire menant vers les arrêts projetés près du futur lycée de Belvaux ainsi que près de la mairie à Belvaux? La mise en service de cette antenne se fera-t-elle parallèlement avec l'ouverture du lycée?

- Monsieur le Ministre compte-t-il maintenir un «modal split» de 60/40 pour les transports publics en ce qui concerne la desserte de la friche?

- Lors de la récente ouverture du Centre de musiques amplifiées (Rockhal) qui a constitué le premier événement de masse sur le site de Belval-Ouest, ce «modal split» a-t-il été atteint? Quel fut le nombre de trains programmés et effectivement mis en marche pour assure l'acheminement et le retour des visiteurs et quel en fut le taux d'occupation?

Réponse (7.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Esch-sur-Alzette

Le dossier de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Esch-sur-Alzette est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par le projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 97/11/CE.

En effet, le Ministère de l'Intérieur est en train d'effectuer une étude d'impact comparative sur quatre variantes de tracé (deux variantes train-tram et deux variantes trains classiques exploitables en trafic mixte voyageurs).

Suite à cette étude d'impact comparative, le dossier composé de l'avant-projet sommaire, de la notice d'impact sur l'environnement, de la notice d'impact sur la sécurité ainsi que de l'étude d'impact comparative sera soumis à la consultation du public. Le résultat de cette consultation accompagné des études préalablement réalisées orientera le Gouvernement en Conseil quant au choix du tracé.

Après la décision du Gouvernement au sujet du tracé, le projet sera inscrit dans le corps de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Le Ministère des Transports se chargera ensuite de l'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD) correspondant au tracé retenu par le Gouvernement en Conseil.

S'y ajoute la réalisation d'une étude d'impact détaillée par les soins du Ministre des Transports sur base d'un cahier des charges déterminé par voie de règlement grand-ducal élaboré par le Ministère ayant en ses attributions l'Environnement.

Finalement, le Ministère de l'Environnement définit les mesures compensatoires sur base de l'étude d'impact détaillée et les soumet pour approbation au Conseil de Gouvernement.

Une fois ces mesures compensatoires définies, le Ministère des Transports envisage de déposer le projet de loi relatif à la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette.

Quant au choix du tracé, le Ministère des Transports préconise la variante prévue pour trafic mixte voyageurs qui longe étroitement l'autoroute A4.

2. Construction d'une antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie

Le projet «Construction d'une antenne ferroviaire Belval-Usines – Belvaux-Mairie» a pour objet la réalisation d'une antenne ferroviaire partant de la ligne de chemin de fer Esch-sur-Alzette – Pétange à la hauteur de l'arrêt actuel «Belval-Usines» et aboutissant en aval du centre de Belvaux en vue d'assurer la desserte par rail de la friche industrielle revalorisée de Belval-Ouest. Le projet a été retenu par la loi du 18 avril 2004 (enveloppe budgétaire de 95,45 mio euros hors TVA).

Le programme pluriannuel du Fonds du Rail 2005-2009 prévoit la réalisation de la nouvelle gare de Belval-Usines entre 2007 et 2009. La réalisation de l'antenne ferroviaire sous objet est prévue pour la période 2011-2013.

La philosophie poursuivie par le Gouvernement actuel consiste à privilégier sur le site de Belval-Ouest la desserte par transports en commun en s'alignant ainsi à l'objectif primaire qui consiste à inciter les voyageurs à utiliser davantage les transports publics afin d'obtenir à l'horizon 2020 au niveau national un «modal split» de 25% en faveur des transports publics qui devra être substantiellement plus élevé pour le site de Belval-Ouest. Dans cette optique il est d'une importance capitale de privilégier dès le début les transports en commun. À cette fin, le Ministère des Transports et les CFL ont dès le premier concert de la «Rockhal» assuré l'accessibilité du site par voie ferrée en veillant à l'installation d'une passerelle provisoire et à une desserte appropriée du site et des événements qui y ont lieu.

Lors de la récente inauguration du Centre de musiques amplifiées (Rockhal), l'arrivée des visiteurs du concert s'est fait par des trains réguliers renforcés. Pour assurer le bon déroulement de leur départ, le Ministère des Transports avait chargé les CFL de faire circuler trois trains spéciaux en direction de Luxembourg et un train spécial en direction de Pétange.

Question 0632 (3.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **bilan de la semaine de la mobilité:**

Dans une interview accordée au quotidien «tageblatt» et publiée dans l'édition du 26 septembre 2005, Monsieur le Ministre des Transports dresse le bilan de la semaine de la mobilité.

Quels sont en termes quantitatifs les effets de cette semaine? De combien l'utilisation des trains et des autobus a-t-elle augmenté pendant cette semaine?

Quant à une promotion accrue du vélo, quels sont les projets en la matière? Quels sont en particulier les six axes mentionnés de la politique gouvernementale projetée? Quels sont les objectifs quantitatifs visés, par exemple en termes d'amélioration du «modal split»? Quelles sont les missions du délégué à la circulation cycliste qui a été désigné et quelles sont ses prérogatives pour la mise en œuvre de ces missions? Le choix du délégué est-il à rapprocher du fait que l'intéressé est candidat du parti socialiste pour les élections communales?

En matière de promotion des transports publics, le parti socialiste s'était, avant les élections parlementaires du 13 juin 2004, fait le héraut, d'ailleurs ensemble avec l'ADR, de l'introduction de la gratuité des transports en commun.

Maintenant qu'un ministre socialiste assume la responsabilité du portefeuille des transports, j'aimerais savoir où en est ce projet et quel en sera le coût pour les finances publiques en cas de mise en œuvre effective.

Monsieur le Ministre peut-il notamment indiquer une date concrète pour l'introduction de la gratuité des transports publics?

Réponse (15.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La première semaine de la mobilité s'est soldée de l'avis de tous les organismes participants par un succès. Les effets de cette semaine sont en train d'être analysés par mes services.

Le Gouvernement actuel entend promouvoir le vélo comme moyen de transport interurbain et vient de dégager à cet effet six axes d'intervention prioritaires:

1. supporter la «déclaration d'Amsterdam» et développer une stratégie globale en faveur des cyclistes qui doit contribuer à atteindre l'objectif d'un modal split 25/75 à l'horizon 2020;

2. étendre le réseau national de pistes cyclables tout en invitant les communes à se connecter au réseau en question;

3. revaloriser le rôle du vélo comme moyen de transport le plus rapide sur les courtes distances dans le réseau urbain par des mesures concrètes, ceci en étroite collaboration avec les communes luxembourgeoises;

4. mise en place de la centrale de mobilité dont une des préoccupations à côté du transport public sera la promotion de la «mobilité douce»;

5. sensibiliser nos citoyens pour la cause de la mobilité douce par l'organisation de colloques, tables rondes et d'initiatives similaires en étroite collaboration avec les ministères concernés et la société civile;

6. sécuriser davantage le trafic de la mobilité douce.

Le délégué à la circulation cycliste est la personne de contact au Ministère des Transports pour toutes les questions en relation avec la mobilité douce. Il promeut la mobilité douce et fait fonction d'interlocuteur des personnes concernées et intéressées par la mobilité alternative.

Le choix du délégué n'est pas à rapprocher du fait qu'il était candidat aux élections communales.

Finalement, je tiens à rendre l'honorable Député attentif au fait qu'une lecture prévenante de l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 lui aurait permis de s'assurer que la gratuité des transports publics ne fait pas partie dudit accord.

Question 0633 (4.10.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **respect des droits de l'Homme au Togo:**

Amnesty International, relayée en cela par la presse internationale, ne se lasse de mettre au pilori les atteintes aux droits de l'Homme et les autres exacerbations dont le nouveau président du Togo et son Gouvernement se rendent coupables vis-à-vis de la population indigène et notamment vis-à-vis des opposants au régime.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer si depuis le scrutin électoral du 24 avril dernier qui a porté au pouvoir le président Faure Gnassingbé, il y a eu intensification de la répression pratiquée par le régime politique en place sous forme d'assassinats ciblés d'opposants, d'enlèvements, d'arrestations gratuites, d'actes de torture?

- Quelles sont les relations qu'entretiennent le Grand-Duché de Luxembourg avec le Togo? Participe-t-il à des programmes d'aide humanitaire ou de coopération au développement? Quels sont les moyens financiers et autres engagés pour ce faire?

- Dans la mesure où l'oppression de la population par un régime à la légitimité douteuse est continuée, qu'est-ce que le Gouvernement entend faire pour marquer sa réprobation face aux ignominies dont question, voire pour alléger le sort de la population concernée, soit sur le plan bilatéral, soit de concert avec les institutions et les autres États membres de l'Union européenne?

Réponse (9.11.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le Ministère des Affaires étrangères ne dispose pas d'informations lui permettant de dire qu'il y a eu «…intensification de la répression pratiquée par le régime politique en place sous forme d'assassinats ciblés d'opposants, d'enlèvements, d'arrestations gratuites, d'actes de torture».

Le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies vient en revanche de publier le rapport de la mission d'établissement des faits «chargée de faire la lumière sur les violences et les allégations de violations des droits de l'Homme survenues au Togo avant, pendant et après l'élection présidentielle du 24 avril 2005». Les éléments contenus dans ce rapport confirment la gravité des exactions et des violences qui ont fait de très nombreuses victimes et qui ont donné lieu à des actes inhumains et dégradants ainsi qu'à la destruction de biens, visant notamment certains des pays membres de l'Union européenne.

Dans une déclaration suite à la publication du rapport, l'Union européenne a réitéré sa condamnation des actes de violence, d'où qu'ils viennent, et invité les autorités togolaises à traiter de façon approfondie et juste la question des droits de l'Homme au Togo, dans le respect des engagements pris en 2004, en poursuivant les responsables de ces violences, pour mettre fin à tout sentiment d'impunité.

Il importe de rappeler qu'en novembre 2004, l'Union européenne a procédé à une reprise partielle de sa coopération avec le Togo, interrompue depuis 1993; les autorités togolaises ayant pris un certain nombre d'engagements relatifs au respect des principes démocratiques, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et à la reprise du dialogue national lors des consultations au titre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou.

L'Union européenne vient d'indiquer qu'elle reste disposée à appuyer l'action du Gouvernement et du Président dans la mise en œuvre de ces engagements et qu'elle encourage l'ensemble des forces politiques togolaises à agir pour que des mesures concrètes et courageuses soient prises dans ce sens.

Pour ce qui est des relations bilatérales, la coopération au développement et l'action humanitaire du Luxembourg au Togo se sont limitées au cours des trois dernières années à deux projets soumis par des ONG luxembourgeoises et cofinancées par le Ministère, à savoir à un projet d'Handicap International pour un montant de 120.908,80 euros et à un projet d'appui à l'autopromotion rurale, présenté par Œuvre CGFP, pour un montant total de 408.195,20 euros.

Question 0634 (4.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**incident technique au Centre Pénitentiaire de Schrassig:**

En date du 3 octobre les portes du Centre Pénitentiaire de Schrassig ont à nouveau été bloquées du fait d'un problème informatique.

Monsieur le Ministre m'avait informé dans une question parlementaire précédente que dans ce cas les gardiens pouvaient ouvrir les portes en utilisant une clef.

Cependant j'ai pu constater que pour pouvoir ouvrir une porte il faut d'abord dévisser un cache de sécurité à l'aide d'une perceuse-visseuse.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'incident technique du 3 octobre 2005?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer des raisons de cette panne?

- De quelle manière Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

- Est-ce que chaque poste de gardien dispose d'une perceuse-visseuse ou de quelle manière ces portes peuvent elles être ouvertes?

Réponse (27.10.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En date du 3 octobre 2005 il y a eu au CPL de Schrassig un problème d'ordinateur bloquant les portes à commande électronique.

Les raisons de cette panne semblent être en rapport avec des travaux de programmation en relation avec la commande à distance des portes de la buanderie centrale.

En cas de panne d'ordinateur, les portes sont bloquées pour assurer la sécurité.

Pour des raisons de sécurité évidentes, j'estime qu'il n'y a pas lieu de rendre public dans le cadre d'une question parlementaire les moyens pour ouvrir dans ces circonstances les portes.

Question 0635 (4.10.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**incapacité de travail/ Critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité:**

La loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle a inséré un nouvel alinéa 2 à l'article 187 du Code des assurances sociales prévoyant la possibilité de préciser par règlement grand-ducal les critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité. À ma connaissance, le Gouvernement n'a pas jugé jusqu'ici utile d'opter pour cette faculté.

Or, un tel règlement d'exécution aurait pour avantage de donner une appréciation aussi objective que possible de l'état réel d'invalidité de l'assuré. Tout risque éventuel d'arbitraire ou de subjectivité serait ainsi diminué.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre partage le raisonnement exposé ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, quand envisage-t-il d'édicter ce règlement grand-ducal?

Réponse (15.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 187, alinéa 2 du Code des assurances sociales, dans la teneur lui conférée par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, prévoit la possibilité de préciser par voie de règlement grand-ducal les critères relatifs à l'appréciation médicale de l'état d'invalidité, sans cependant en faire une condition préalable à l'application des dispositions dudit article 187. C'est donc à juste titre que l'honorable Député soulève l'opportunité de prendre ledit règlement, qui permettrait au contrôle médical de la sécurité sociale d'apprécier l'état d'invalidité au regard de critères objectifs.

Toujours est-il que la mise en place d'une telle réglementation nécessite un travail préparatoire conséquent. Une reprise pure et simple d'une réglementation étrangère dans notre droit interne s'avère impossible, alors que les critères légaux d'invalidation divergent souvent d'après les différentes législations nationales. À toutes fins utiles, j'ai demandé à mes services de contacter leurs correspondants étrangers à l'effet de constituer une documentation sur les règles et pratiques d'évaluation appliquées dans d'autres pays. Cette documentation pourrait servir de repère pour la mise en place d'une réglementation en droit luxembourgeois dans une phase ultérieure.

Question 0636 (4.10.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **centrale turbine gaz vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette:**

Lorsque la sidérurgie s'était décidée au début des années 90 d'abandonner la filière fonte en faveur de fours à arc électrique, il a été décidé d'installer à Esch-sur-Alzette une centrale turbine gaz vapeur (TGV) pour subvenir aux besoins d'électricité des fours électriques afin d'éviter ainsi l'importation massive d'électricité d'origine nucléaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire qui sont les actionnaires de la société exploitant la centrale turbine gaz vapeur?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées concernant la quantité de courant électrique produite par la centrale turbine gaz vapeur en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire qui sont les principaux destinataires du courant électrique provenant de la centrale turbine gaz vapeur?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la quantité de courant électrique livrée aux sites du groupe sidérurgique Arcelor?

Réponse (11.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Les actionnaires de la société TWINerg S.A., exploitant la centrale turbine gaz vapeur sont les suivants:

- Electrabel S.A.: 65,00%;

- Arbed S.A.: 17,50%;

- Cegedel Participations S.A.: 17,50%.

2. La quantité d'électricité produite en 2004 par la centrale turbine gaz vapeur était d'environ 2.731 GWh. L'énergie produite est actuellement injectée dans le réseau de Sotel et, en partie, via ce réseau, dans le réseau belge.

3. Les principaux destinataires du courant électrique provenant de la centrale turbine gaz vapeur sont:

- Cegedel S.A. /100 MW;

- Sotel SC / 100 MW;

- Electrabel S.A. /150 MW.

4. Des informations sur les relations commerciales et les quantités d'énergie des acteurs sur le marché peuvent être commercialement sensibles. Ces informations ne peuvent de ce fait pas être dévoilées par le Ministère.

Question 0638 (4.10.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **coup de bêche et mise en chantier symboliques d'une station d'épuration:**

Datt et an de Woche virun de Gemengewahlen zu opfälleg villen Aweiungen an de Gemenge kënnt, gehéiert schonn zur Traditioun. Ech bieden Iech duerfir dës Ufro an deem Kontext ze gesinn.

Aus der Press war gewuer ze ginn, datt den 29. September eng „symbolesch Mise en chantier" vun der Kläranlag virgeholl ginn ass, déi zukünfteg d'Ofwaasser vun 31 Dierfer ronderëm de Stauséi kläre soll. D'Gesetz heifir ass den 12. Juli 2003 gestëmmt ginn an de 27. Mee 2004 ass den éischte Spuetstéch virgeholl ginn. Well vill Matbierger sech Froen iwwert de Sënn an den Zweck vun dëser „symbolescher Mise en chantier" stellen, géif ech Iech als Minister, deen dës Veranstaltung mat senger Presenz beéiert huet, gäre folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir mir den Ënnerscheed tëschend „symboleschem Spuetstéch" a „symbolescher Mise en chantier" erklären?

2. Wat ass Ärem Gefill no de Sënn vun dëser Veranstaltung gewiescht, nodeems et am Mee 2004 jo schonn e symboleschen „Spuetstéch" ginn ass?

3. Huet Äre Ministère sech un der Finanzéierung vun dëser Veranstaltung bedeelegt a kënnt Dir mir eng Indikatioun ginn, wat dës „symbolesch Mise en chantier après premier coup de pelle" de Steierzueler ongeféier kascht huet, den Ausfall vun Aarbechtszäit bei öffentlechem Personal mat abezunn?

4. Ass Ärer Meenung no domat ze rechnen, datt et an Zukunft regelméisseg niewent engem „symbolesche Spuetstéch" zu enger „symbolescher Mise en chantier" kënnt, ier da symbolesch „d'Strauss" an duerno déi definitiv Aweiung gefeiert gëtt? Wat wär an deem Fall Är Attitüd zu esou enger Entwécklung?

Réponse (18.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Ech wëll fir d'éischt bemierken, dass den Innenminister net Organisator vun der Manifestatioun war, déi den honorabelen Här Mehlen usprécht. D'Entsuerge vum Ofwaasser an also och de Bau vu Kläranlage gehéiert zu den Attributioune vun de Gemengen, net vum Stat. Eng ganz Rei vun de Froen, déi den Deputéierte stellt, sinn also un déi falsch Persoun geriicht.

Ech wëll awer bemierken, dass et fir mech eng Selbstverständlechkeet war, der Invitatioun vun den Organisatore vun der Manifestatioun vum leschten 29. September nozekommen, an dat, well et sech beim Bau vun der Kläranlag vum Heischtergronn ëm e besonnesch wichtege Projet handelt, vläicht dee wichtegsten, deen am Moment hei am Land am Domän vum Assainissement realiséiert gëtt. Dëst huet eng ganz Rei vun Ursaachen. Eng dovunner läit sécher mol doran, dass et sech ëm e Projet handelt, deen net nëmmen eng lokal oder regional Importenz huet,

mä deen - doduerch dass en d'Géigend ronderëm, dee gréissten Drénkwaasserreservoir vum Land, schütze soll - en nationale Charakter huet. De Projet huet doriwwer eraus net nëmmen als direkten Zweck d'Ofwaasser vun enger Rei vu Gemengen, déi ronderëm de Stauséi leien, propper ze maachen; och seng wirtschaftlech Auswierkungen sollen net vergiess ginn. Den Assainissement vun deene concernéierte Gemengen ass d'Viraussetzung vun der Entwécklung vun enger ganzer Regioun, déi sech no der Inbetriebnahm vun där neier Kläranlag ganz anescht entwéckele kann.

Mir ass et, als dee fir d'Waasserwirtschaft zoustännege Minister, doriwwer eraus wichteg, bei all sech biddender Geleeënheet, de Wäert vum Waasser souwéi d'Noutwendegkeet, eist Ofwaasser ze entsuergen, ze ënnersträichen. An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Mehlen kloer soen, dass fir mech och eng „symbolesch Mise en chantier" déi richteg Plaz ka sinn fir dëse politesche Message ze vermëttelen.

Question 0639 (4.10.2005) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **agréments pour organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du Travail et des Mines:**

Un règlement ministériel du 6 mai 1996 fixe les prescriptions à respecter pour les agréments pour organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du Travail et des Mines.

- J'aimerais savoir de la part du Ministre si ce règlement ministériel constitue une base juridique appropriée pour ce genre de réglementation.

- Comme la liste des organismes de contrôle agréés date déjà de 1996, j'aimerais savoir si des agréments supplémentaires ont été accordés depuis lors.

- Quel a été le nombre de demandes d'agrément présentées et quel sort a été réservé aux différentes demandes?

- Existe-t-il à l'heure actuelle des demandes d'agrément n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision ministérielle? Si oui, pour quelles raisons ces demandes n'ont-elles pas reçu de réponse dans les délais légaux?

Réponse (18.11.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La question des organismes agréés intervenant dans les domaines de compétence de l'Inspection du Travail et des Mines sera traitée dans le cadre du projet de réforme de l'Inspection du Travail et des Mines actuellement en cours.

Plusieurs demandes de renseignement concernant un éventuel agrément ont été reçues les derniers temps, dont deux demandes formelles qui sont en cours de traitement actuellement, mais qui ne vont probablement pas aboutir en attendant la finalisation du projet de loi susmentionné.

Question 0644 (5.10.2005) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **sécurité du site pétrolier de Bertrange:**

Le Ministre de l'Économie a à l'issue d'une visite du site pétrolier de Bertrange déclaré que les deux communes de Strassen et Bertrange devraient sécuriser le site en question. Après les plans d'intervention particuliers élaborés par les firmes pétrolières, un plan d'intervention national a été élaboré par les communes, les firmes pétrolières et la protection civile, plan qui a été soumis pour avis à l'ITM en février 2005.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que le nouveau plan d'intervention pourra être publié et entrer en vigueur?

- Quelles sont les raisons pouvant expliquer un tel délai (supérieur à sept mois) nécessaire à l'avis de l'ITM?

- Combien de plans d'intervention particuliers l'ITM a-t-elle eu à aviser au cours de cette année?

- Quelle est en moyenne la durée requise pour l'élaboration d'un tel avis?

Réponse (18.11.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

D'après les dispositions du règlement grand-ducal du 11 août 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, il appartient au Ministre ayant dans ses attributions le Travail de faire élaborer pour chaque site concerné un plan d'urgence externe en ce qui concerne la sécurité du public et du voisinage.

Pour suffire à ces obligations, l'ITM a chargé, pour les trois sites pétroliers de Bertrange, l'organisme de contrôle APAVE-Alsacienne d'établir le plan d'urgence externe, dénommé PPI (Plan Particulier d'Intervention externe). Ce document est en voie de finalisation actuellement, l'organisme de contrôle susmentionné travaillant encore sur certains documents ensemble avec des services d'intervention luxembourgeois.

Le PPI pour Bertrange sera probablement présenté aux autorités compétentes et aux services d'intervention concernés au début de l'année 2006 et sera ensuite mis en vigueur.

D'après les dispositions susmentionnées, il ressort que l'ITM n'a pas compétence pour aviser les plans d'urgence externes, et ne retarde donc d'aucune façon la mise en vigueur de tels plans.

Outre le plan d'urgence externe de Bertrange, deux autres plans sont en voie de finalisation et l'élaboration de trois autres plans est entamée ou va encore être entamée cette année-ci.

Question 0645 (6.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **modernisation de l'axe ferroviaire Luxembourg-Bruxelles:**

Le 5 octobre Monsieur le Ministre des Transports a rencontré son homologue belge au sujet de la modernisation de l'axe ferroviaire Luxembourg-Bruxelles.

Cette entrevue intervient à quelques semaines de la publication d'une étude de marché commanditée par la SNCB et les CFL auprès du bureau d'études belge dénommé Stratec, dont les résultats semblent conclure à un manque d'intérêt économique manifeste de la modernisation envisagée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me faire connaître le détail des conclusions tirées par le bureau Stratec et les évaluations qui ont conduit à ces conclusions?

- Une prise de position circonstanciée de la part des deux commanditaires de l'étude est-elle déjà disponible ou y a-t-il, le cas échéant, eu des analyses séparées sur le bien-fondé de la démarche et des résultats de l'étude? Que disent concrètement ces commentaires?

- Monsieur le Ministre trouve-t-il normal que du moins le commanditaire luxembourgeois, en l'occurrence les CFL, se soit distancié sans autre explication des résultats de l'étude nonobstant le fait que l'étude a été réalisée à sa propre initiative et sous son propre contrôle?

- Comment se fait-il que Monsieur le Ministre ne fût pas au courant de cette étude (cf. édition du «Le Quotidien» du 9 septembre 2005) qui a pourtant été évoquée dans les conclusions des dernières rencontres gouvernementales belgo-luxembourgeoises où le projet Eurocap-Rail a figuré à l'ordre du jour?

- Qu'en est-il des travaux du groupe de travail belgo-luxembourgeois, chargé d'analyser les aspects financiers et juridiques du dossier, qui semble s'être réuni récemment? Quelle en est la mission exacte et quel est l'état actuel des travaux? Est-il vrai que la délégation luxembourgeoise ne comporte la présence ni d'un délégué du Ministère des Finances ni du Commissaire de Gouvernement responsable pour les chemins de fer? Quelles sont les raisons de ces absences du moins surprenantes?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le dossier bien ficelé sur le plan politique dont il a hérité de son prédécesseur ait cruellement manqué depuis août 2004 de l'attention politique requise pour garantir l'aboutissement heureux de ce projet vital pour le système de communication de notre pays avec l'étranger? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quant à la rencontre ministérielle du 5 octobre, quelles en sont les conclusions, et quels sont en particulier les démarches et travaux futurs prévus pour mener le projet à bien?

- Quelles sont les chances réalistes pour remettre sur les rails cet important projet, que, faut-il le rappeler, le Gouvernement précédent a su placer, sur initiative du Ministre des Transports de l'époque, Monsieur Henri Grethen, et avec l'appui du Gouvernement belge, sur la liste des projets reconnus prioritaires par les instances communautaires dans le cadre de la réalisation des réseaux transeuropéens des transports?

Réponse (10.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 6 octobre 2005, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet Eurocap- Rail.

Le projet Eurocap-Rail vise l'interconnexion ferroviaire des trois villes sièges européennes, c.à-d. Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante.

En matière d'Eurocap-Rail, les Gouvernements belge et luxembourgeois réunis en conseil commun le 15 juillet 2005 ont notamment retenu qu'«en matière de mobilité et de transport, le projet Eurocap-Rail, inscrit parmi les projets transeuropéens prioritaires, permet de relier entre elles les villes d'accueil des institutions européennes, tout en offrant la possibilité aux nombreux travailleurs frontaliers de profiter de services de plus grande qualité.

La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg se félicitent des progrès intervenus en seulement une année. Le consultant Stratec a effectué pour le compte de la SNCB et des CFL une étude de marché quant au potentiel généré par le projet particulièrement en termes de nombre de voyageurs. Cette étude est terminée depuis ce mois de juillet 2005; ses résultats sont en voie de validation.

En ce qui concerne les travaux d'infrastructure en Belgique, il est prévu de moderniser l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg.»

Faisant suite au sommet susmentionné, les CFL ont été invités à se concerter avec la SNCB, coadjudicateur de l'étude Stratec afin de disposer dans les meilleurs délais d'un document validé par les deux opérateurs. Suivant les dernières informations reçues de la part des CFL, les conclusions à tirer de l'étude Stratec seront disponibles fin 2005.

Sur initiative luxembourgeoise, l'idée de la mise en place d'un groupe financier a été relancée. La première réunion s'est tenue à Luxembourg le 20 septembre 2005. Le groupe de travail est chargé d'analyser le volet financier de l'ensemble du projet entre autres sur base de l'étude précitée après validation de cette dernière par la SNCB et les CFL de manière, notamment, à pouvoir présenter un dossier concret aux instances européennes. L'absence tant du délégué du Ministère des Finances que du Commissaire du Gouvernement près les CFL n'a rien de surprenant, alors que le premier s'est fait excuser et que la mission du second ne consiste, aux termes de l'article 9 de la loi du 28 mars 1997 concernant entre autres les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL, point à intervenir dans le processus décisionnel de l'État en général ni au niveau du travail conceptuel du département ministériel des transports en particulier, mais à surveiller les activités des CFL quant à la conformité de la gestion de ces activités avec la politique générale du Gouvernement, et notamment quant à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'exécution des services publics établis et effectués sur base de contrats conclus avec l'État.

En effet, la règle de démarcation générale qui se dégage de tous les textes légaux dans le domaine des relations entre l'État et les CFL peut se résumer comme suit: le Ministère décide, les CFL exécutent, le Commissaire du Gouvernement près les CFL surveille, la Commission de l'Infrastructure ferroviaire avise. Cette règle générale se trouve peaufinée tout au long des parties de l'organigramme du Ministère des Transports.

Au vu de ce qui précède, vous comprendrez que l'organigramme du Ministère prévoit que la direction des transports publics et des chemins de fer assume la collaboration avec les autorités étrangères en matière de raccordements ferroviaires internationaux, tout comme elle est d'ailleurs appelée à assurer la représentation du Ministère des Transports dans des commissions, organismes ou associations en relation avec les chemins de fer.

L'entrevue du 5 octobre 2005 avec Monsieur Renaat Landuyt, Ministre de la Mobilité et de l'Economie sociale de la Belgique nous a réaffirmé dans notre détermination de réaliser le projet Eurocap-Rail qui vise en fait l'interconnexion ferroviaire des trois villes sièges européennes, c'est-à-dire Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'intérêt du côté luxembourgeois consiste avant tout dans l'amélioration de la ligne vers Bruxelles, dont l'exploitation actuelle présente de nombreux inconvénients en vue d'une offre de qualité performante. Cette réalisation se fera, dans la mesure du possible, sous forme d'une prolongation de la branche Strasbourg-Luxembourg du TGV Est-Européen vers Bruxelles.

Question 0646 (6.10.2005) de **MM. Ben Fayot et Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **développement de chemins de fer communautaires:**

Le 28 septembre 2005 le Parlement européen a adopté des amendements à la proposition de directive modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires, amendements allant dans le sens d'une libéralisation accélérée des services de transport de voyageurs aussi bien en ce qui concerne l'exploitation de services internationaux que de tous les autres types de services de transport de passagers. Cette proposition de directive fait partie du troisième paquet ferroviaire, débattu dans notre Chambre en mars dernier lors d'un contrôle de la subsidiarité prévu dans le cadre du Traité constitutionnel.

Ladite proposition de directive tombe sous la procédure de la codécision de sorte que le Conseil devra se prononcer bientôt sur les amendements du Parlement européen. Monsieur le Ministre peut-il nous dire quelle position le Gouvernement luxembourgeois entend prendre à l'égard desdits amendements? Si le Conseil en a déjà discuté, peut-il indiquer dans quelle direction les travaux du Conseil vont s'orienter en la matière?

Réponse (7.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par leur question parlementaire du 6 octobre 2005 Messieurs les Députés Ben Fayot et Roland Schreiner veulent connaître la position du Gouvernement luxembourgeois quant aux amendements du Parlement européen à la proposition de directive modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires (troisième paquet ferroviaire) ainsi que la direction des travaux au sein du Conseil de l'Union européenne.

La Commission européenne propose d'ouvrir à partir du 1er janvier 2010 à la concurrence les transports internationaux de passagers au sein de la Communauté avec la possibilité de prendre et de laisser des voyageurs tout au long d'un parcours international (cabotage).

L'inclusion du cabotage signifiera que toutes les entreprises ferroviaires européennes offrant des services internationaux seront en mesure d'effectuer le transport commercial de passagers d'une gare à l'autre sur voie internationale et nationale.

Il est proposé que le principe général soit celui de l'ouverture à la concurrence sur la base du libre accès mais avec la possibilité pour les États membres de limiter cet accès s'ils établissent la conclusion d'un contrat de service public pour un service précis et à condition que l'équilibre économique de ce service public est menacé.

Le Parlement européen a adopté le 28 septembre dernier, en première lecture, quatre rapports sur la revitalisation du rail en Europe. Les députés européens demandent une ouverture anticipée du transport ferroviaire international de voyageurs en 2008 et le trafic national de passagers d'ici 2012.

Le Gouvernement luxembourgeois demeure attaché à une démarche communautaire reposant sur un important effort d'harmonisation tant sur le plan social et technique que sur celui de la sécurité avant d'engager une nouvelle phase de libéralisation.

Par ailleurs il conviendra d'attendre le résultat de l'évaluation de la mise en œuvre des premier et deuxième paquets ferroviaires avant d'entamer une étape supplémentaire de la libéralisation.

Lors du Conseil de l'Union européenne, qui a eu lieu le 6 octobre dernier à Luxembourg, les États membres, à l'exception du Luxembourg et de la Belgique, se sont prononcés en faveur de la libéralisation au 1er janvier 2010. Force est cependant de constater que des doutes sur l'inclusion du cabotage existent auprès de nombreuses délégations.

La présidence britannique espère parvenir à un accord politique au Conseil de décembre 2005 sur la proposition de directive modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires.

Question 0647 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Lux-Development:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans la société suivante: Lux-Development.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (14.11.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

En réponse à la question relative aux administrateurs/représentants de l'État dans la société Lux-Development, vous trouverez ci-après les noms et le statut professionnel des représentants de l'État siégeant au Conseil d'administration de Lux-Development:

M. Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des finances - Ministère des Finances	Président du Conseil d'administration
M. Marc Bichler	Directeur de la Coopération au développement - MAEI	Vice-Président du Conseil d'administration
M. Gérard Philipps	Directeur des Affaires culturelles - MAEI	Administrateur
M. Roland Engeldinger	Directeur adjoint de la Coopération au développement - MAEI	Administrateur
M. Christian Biever	Conseiller de Légation, Direction de la Coopération au développement - MAEI	Administrateur
Mme Sylvie Prommenschenkel	Attachée de Légation - Direction des Relations économiques internationales - MAEI	Administrateur
M. Arsène Jacoby	Conseiller de Direction 1ère classe - Ministère des Finances	Administrateur
Mme Marie-Josée Ries	Attachée de Gouvernement 1er en rang - Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur	Administrateur
M. Claude Franck	Conseiller de Direction 1ère classe - Ministère de l'Environnement	Administrateur
M. Emmanuel Baumann	Conseiller de gouvernement 1ère classe - Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	Administrateur
M. Raymond Wagener	1er Inspecteur de la Sécurité sociale	Administrateur
M. Guy Schuller	Conseiller économique 1ère classe - Statec	Administrateur

Question 0648 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Arcelor, Cegedel, SEO, Agence de l'Énergie, Luxembourg Congrès, Luxgaz Distribution, Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, SOTEG, SNCI et Entreprise des P&T:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère de l'Économie - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les dix sociétés suivantes: Arcelor, Cegedel, SEO, Agence de l'Énergie, Luxembourg Congrès, Luxgaz Distribution, Société immobilière du Parc des Expositions de Luxembourg, SOTEG, SNCI, Entreprise des P&T?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (14.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Ci-joint la liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes:

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

Société	Nom des représentants/administrateurs de l'État dans les sociétés suivantes au 18.10.05:		Statut professionnel
Arcelor	Administrateur	Georges Schmit	fonctionnaire de l'État
SNCI	Président	Gaston Reinesch	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Georges Schmit	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Marc Thill	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Emmanuel Baumann	fonctionnaire de l'État
EPT	Président	Gaston Reinesch	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Georges Schmit	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean-Paul Zens	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Georges Santer	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Serge Allegrezza	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean Guill	fonctionnaire de l'État
Cegedel	commissaire de gouvernement	Tom Eischen	fonctionnaire de l'État
	vice-président du C.A.	Etienne Schneider	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean-Paul Hoffmann	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Gaston Reinesch	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Théo Weber	fonctionnaire de l'État
Luxgaz Distribution	Président	Marco Hoffmann	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Marc Leonhard	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Guy Arend	fonctionnaire de l'État
SOTEG	Président	Marco Hoffmann	fonctionnaire de l'État
	Vice-Président	Georges Molitor	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Guy Arend (pour le compte de la SNCI)	fonctionnaire de l'État
Agence de l'Énergie	Président du CA	Carlo Hastert	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Henri Haine	fonctionnaire de l'État
	comité de direction	Marco Hoffmann	fonctionnaire de l'État
SEO	délégué de gouvernement	Georges Molitor	fonctionnaire de l'État
	dél. de gouv. et commissaire de gouv. Président du C.A.	Lex Kaufhold	fonctionnaire de l'État
	administrateur délégué	Etienne Schneider	fonctionnaire de l'État
	administrateur et adm. délégué	Romain Weisen	fonctionnaire de l'État
	administrateur et adm. délégué	Carlo Mathias	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Claude Lanners	fonctionnaire en retraite
	administrateur	Nico Marmann	fonctionnaire en retraite
	administrateur	Gérard Philipps	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Guy Weiss	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jeannot Waringo	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Gaston Schwertzer	indépendant
	administrateur	Paul Wolff	employé de banque
Société Immobilière du Parc des Expositions	Président	Fernand Pesch	fonctionnaire en retraite
	administrateur	Elisabeth Mannes-Kieffer	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Raymond Faber	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Jean Olinger	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Maryse Scholtes	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Patrick Gillen	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Emmanuel Baumann	fonctionnaire de l'État
Luxembourg Congrès	administrateur	Jean Olinger (IGF)	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Pierre Barthelmé	fonctionnaire de l'État
	administrateur	Emmanuel Baumann	fonctionnaire de l'État

Pour ce qui est des administrateurs/représentants de l'État au sein de la Société «Luxembourg Congrès», la tutelle incombe au Ministre des Classes moyennes.

Q 48

Question 0651 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Société nationale des habitations à bon marché et Fonds du Logement:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère

du Logement - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les deux sociétés suivantes:

Société nationale des habitations à bon marché et Fonds du Logement?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (3.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Concernant le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat les personnes suivantes représentent l'État:

Monsieur Serge Eberhard	Conseiller de Direction 1re classe auprès du Ministère de la Famille et de l'Intégration
Monsieur Constant Kiffer	Conseiller de Direction auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Marc Leonhard	1er Conseiller de Gouvernement auprès du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
Monsieur Armand Loesch	Directeur adjoint de l'Administration des Bâtiments publics
Monsieur Daniel Miltgen	Conseiller de Gouvernement 1re classe auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances
Monsieur Jean Zahlen	1er Conseiller de Gouvernement auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi

Pour ce qui est de la S.N.H.B.M. les personnes suivantes représentent l'État:

Monsieur Emmanuel Baumann	Conseiller de Gouvernement 1re classe auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Jérôme Krier	Attaché de Gouvernement 1er en rang auprès du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Monsieur Etienne Reuter	1er Conseiller de Gouvernement auprès du Ministère des Finances

Question 0652 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans la société Centre national sportif et culturel:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Sports - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans l'organisme suivant: Centre national sportif et culturel?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (9.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

La composition du conseil d'administration de l'établissement public «Centre national sportif et culturel», dénommé communément «d'Coque», est fixée à l'article 3 sous 1) de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre.

C'est l'arrêté grand-ducal du 25 juillet 2005 qui a porté nomination des neuf membres pour le mandat 2005-2010.

Les administrateurs relevant de l'État sont:

MM.
Marco Battistella,
Employé de l'État
(Ministère de la Culture),
Jean-Marie Haensel,
Premier Inspecteur
des finances,
Armand Loesch,
Directeur adjoint de
l'Administration des
Bâtiments publics,
Robert Schuler,
Conseiller de Gouvernement
1re classe honoraire.

Les autres administrateurs Mme Rita Krombach, MM. Gabriel Deibener, Pilo Fonck, Marc Theisen relèvent du secteur privé, M. Georges Welbes du secteur communal.

Question 0653 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Transports - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les huit sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation, Société nationale des CFL.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (21.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite recevoir une liste exhaustive des administrateurs représentant l'État dans les sociétés Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL.

La liste ci-jointe renseigne sur le nom et le statut professionnel de ces représentants ainsi que sur leurs fonctions respectives au sein de ces sociétés au 15 novembre 2005.

Société	Nom	Statut professionnel	Fonction auprès de la société
Cruchterhombusch	Monsieur Guy Staus	Attaché de Gouvernement 1er en rang au Ministère des Transports	Président
Luxair	Monsieur Paul Schmit Mademoiselle Arlette Conzemius	Commissaire du Gouvernement près les CFL Directeur des Relations économiques internationales au Ministère des Affaires étrangères	Vice-Président Administrateur
Société de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Frank Reimen Monsieur Charles Klein Madame Claude Wagener Monsieur Jeannot Waringo Monsieur Fernand Pesch Monsieur Gilbert Meyer Monsieur Georges Molitor	Conseiller de Gouvernement 1ère classe au Ministère des Transports Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile Attachée de Gouvernement 1ère en rang à la Direction de l'Aviation civile Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances Fonctionnaire e.r. Directeur de l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées	Président Vice-Président Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Henri Klein Monsieur Charles Klein Monsieur Marc Thill	Directeur de l'Aviation civile Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile Ambassadeur	Président Administrateur Administrateur
Société du Port de Mertert	Monsieur Carlo Mathias Monsieur Guy Arend Monsieur Georges Molitor Monsieur Jeannot Poeker Monsieur Marc Schloesser Monsieur Gaston Reinesch	Conseiller de Direction 1ère classe au Ministère des Transports Inspecteur principal 1er en rang au Ministère de l'Économie Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées Inspecteur principal au Ministère des Transports Directeur de l'Administration des Douanes et Accises Administrateur général au Ministère des Finances	Président Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur
Société nationale de Contrôle technique	Monsieur Paul Schmit Monsieur Guy Staus Monsieur Guy Arend	Commissaire du Gouvernement près les CFL Attaché de Gouvernement 1er en rang au Ministère des Transports Inspecteur principal 1er en rang au Ministère de l'Économie	Président Administrateur Administrateur
Société nationale de Certification et d'Homologation	Monsieur Jean-Paul Hoffmann	Directeur du Service de l'Énergie de l'État	Administrateur
Société nationale des CFL	Monsieur Jeannot Waringo vacant Monsieur Paul Ensch Monsieur Thierry Glaesener Monsieur Marc Glodt Monsieur Jeannot Poeker Monsieur Jean-Claude Sinner Monsieur Jean Zahlen	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances Directeur de la Chambre des Métiers Vice-Président de la Chambre de Commerce Commissaire du Gouvernement aux Affaires maritimes Inspecteur principal au Ministère des Transports Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi	Président Vice-Président Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur

Question 0654 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Fonds de Belval, Fonds de rénovation de la vieille ville et Fonds d'urbanisation et d'aménagement de Kirchberg:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Travaux publics - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les trois organismes suivants: Fonds Belval, Fonds de rénovation de la vieille ville, Fonds d'urbanisation et d'aménagement de Kirchberg.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (17.11.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député je puis communiquer ci-après la liste des représentants de l'État dans les trois Fonds, à savoir:

Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg

Patrick Gillen	Président	Directeur du Contrôle financier
René Biwer	Administrateur	Directeur adjoint de l'Administration des Ponts et Chaussées
Jean Leyder	Administrateur	Architecte 1ère classe de l'Administration des Bâtiments publics
Etienne Reuter	Administrateur	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère des Finances
Maryse Scholtes	Administrateur	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère des Travaux publics
Marcel Watry	Administrateur	Conseiller de Direction 1ère classe au Ministère des Travaux publics

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter

Fonds de Rénovation de la vieille ville

Serge Hoffmann	Président du comité	Inspecteur des Finances 1ère classe à directeur l'Inspection générale des Finances
Roland Baldauff	Membre	Directeur honoraire de l'Administration des Bâtiments publics
Fernand Otto	Membre	Directeur de l'Administration des Bâtiments publics
Paul Reiles	Membre	Directeur du Musée national d'Histoire et d'Art
Christiane Steinmetzer	Membre	Directrice du Service des Sites et Monuments nationaux
Christian Noehl	Membre	Employé au Ministère du Logement
Jean Horger	Directeur honoraire	Ville de Luxembourg / Service de l'Architecte
Gilbert Schmit	Membre	Conseiller de Direction 1ère classe au Ministère des Travaux publics

Fonds Belval

Germain Dondelinger, Président	Professeur attaché au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Guy Besch	Chargé de Direction Stratégie et Planification au Ministère des Transports
Maryse Scholtes	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère des Travaux publics
Tom Weisgerber	Inspecteur des Finances à l'Inspection générale des Finances
Maryse Fisch	Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi
Claude Frabck	Conseiller de Direction 1ère classe au Ministère de l'Environnement
Mario Grotz	Attaché de Gouvernement au Ministère de l'Économie
Raymond Strauss	Conseiller de Gouvernement 1ère classe au Ministère de l'Éducation nationale
Pierre Lammar	Conseiller de Direction au Ministère de la Fonction publique
Daniel Miltgen	Conseiller de Gouvernement 1ère classe au Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées
Paul Schuh	Conseiller de Direction 1ère classe au Ministère d'État, Service des Médias et des Communications
Mike Wagner	Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur, Aménagement général du Territoire

Session ordinaire 2005-2006

Question 0656 (11.10.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **personnes «pacsées» dans le cadre de la loi électorale:**

La loi électorale du 18 février 2003 modifiée par la loi du 10 février 2004 dispose dans son article 196 que les membres du Conseil communal ne peuvent pas être liés par les liens du mariage. Le texte reste muet sur les personnes ayant conclu un partenariat conformément à la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats.

Dans ce contexte j'aimerais savoir du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire s'il ne faut traiter les personnes «pacsées» à pied d'égalité avec des personnes mariées.

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Étant donné que le législateur ne s'est pas prononcé dans le cadre de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats sur d'éventuels effets des partenariats sur les opérations électorales, il n'appartient désormais pas au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire d'interpréter ex post les intentions du législateur. En conséquence et à défaut de base légale dans ce domaine, notamment en relation avec les incompatibilités prévues par l'article 196 de la loi électorale, il est inconcevable de traiter «à pied d'égalité» les personnes ayant fait une déclaration de partenariat avec les personnes unies par les liens du mariage.

Question 0657 (12.10.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **transport d'animaux:**

An engem rezente Reportage (11. Oktober 2005) huet déi däitsch Televisiounschaîne ZDF der Öffentlechkeet eng Kéier méi gewise wéi brutal, jo ënner wat fir onvirstellbar grausame Konditiounen, Schluechtvéi lieweg aus der EU an de Mëttleren Osten exportéiert gëtt, fir no e puer Deeg Martyrium endlech do geschluecht ze ginn. Et besteet keen Zweifel drun, datt d'EU, déi dës Zoustänn toleréiert a souguer nach subventionéiert, e groussen Deel Schold mat un dësem Skandal dréit. Duerfir géif ech gäre folgend Froen un Iech riichten:

1. Wat ass déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an dëser Fro?

2. Wat huet eis Regierung bis elo um europäesche Plang konkret ënnerholl, fir dëser schänterlecher Situatioun en Enn ze maachen?

3. Wat wëllt Dir weiderhin an dësem Sënn ënnerhuelen a wéi schätzt Dir d'Chancen an, fir dëse Skandal endlech aus der Welt geschaf ze kréien?

Réponse (17.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le Gouvernement luxembourgeois est bien conscient du problème relatif au bien-être animal dans les transports à longue distance et plus particulièrement à destination des pays tiers, tel le Moyen-Orient.

À cet effet, le Ministre et la Secrétaire d'État ayant dans leurs attributions l'Agriculture, la Viticulture et le Développement rural sont intervenus à maintes reprises au niveau du Conseil des Ministres de l'Agriculture en faveur d'une réduction de la durée de ces transports. Par analogie, les délégations luxembourgeoises, siégeant dans les différents groupes de travail au niveau du Conseil et de la Commission de l'UE, insistent inlassablement sur une amélioration des conditions de transport des animaux vivants.

Je voudrais rappeler que les démarches luxembourgeoises en matière du bien-être des animaux au niveau européen sont nombreuses.

De façon générale, la position des responsables du Ministère de l'Agriculture suit les lignes directrices suivantes dans toutes les discussions et décisions en matière de transport d'animaux:

- plaidoyer constant auprès des institutions de l'UE et à tous les niveaux, de la part des délégations luxembourgeoises en faveur d'un abattage des animaux de boucherie à proximité des lieux de production et pour une promotion implicite de la production de produits agricoles régionaux;

- insistance sur une surveillance active des transports d'animaux en cours de route avec échange d'informations et une assistance mutuelle entre les États membres en cas de constat d'irrégularités.

D'autre part, les points suivants doivent être relevés:

- initiation sous la Présidence luxembourgeoise en 1997 de la mise au point de normes complémentaires applicables aux véhicules routiers utilisés pour le transport d'animaux de longue durée;

- cosignature avec certains États membres d'une résolution tendant à la limitation générale de la durée des transports d'animaux vivants à huit heures lors du Conseil Agriculture de juin 2001;

- appui des démarches d'autres délégations demandant une révision de la réglementation en matière de l'octroi de restitutions à l'exportation de bovins vivants lors du Conseil agricole de novembre 2001. Cette initiative a abouti en fin de compte à la mise en place d'une réglementation définissant les exigences en matière de bien-être des animaux vivants de l'espèce bovine pour l'octroi de restitutions à l'exportation. Cette réglementation prévoit notamment des dispositions de non-paiement des restitutions respectivement des sanctions en cas d'infraction à l'égard du non-respect du bien-être animal;

- abstention, en signe de désaccord, de la part de la délégation luxembourgeoise, lors du vote sur la nouvelle réglementation relative à la protection des animaux au cours du transport au Conseil Agriculture de décembre 2004, en raison du fait que la réglementation ne tient pas compte dans l'immédiat de la régulation de la durée de transport des animaux vivants.

À noter, par ailleurs, les contrôles fréquents des transports d'animaux en transit au Luxembourg effectués par l'Administration des Douanes et Accises en concertation avec l'Administration des Services vétérinaires.

Finalement, je voudrais relever la réglementation récente de septembre 2005 relative à la fixation des restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande bovine excluant, d'une part, les restitutions pour certaines catégories de bovins et pour certains pays tiers et limitant, d'autre part, ces restitutions à des pays tiers important traditionnellement des animaux vivants pour des raisons culturelles ou religieuses. Cette même réglementation favorise les aides pour le transport de viande fraîche, réfrigérée ou congelée par opposition au transport de bétail vivant. Il y a lieu de préciser que pour le moment les restitutions payées pour l'exportation de viande sont le triple de la somme octroyée au bénéfice des bovins vivants exportés.

Je puis donc rassurer l'honorable Député que le Gouvernement luxembourgeois est très sensible aux préoccupations des citoyens en matière de transport d'animaux et condamne les transports scandaleux dont les images écœurantes sont montrées régulièrement sur les chaînes de télévision. Il ne se lassera pas de déployer continuellement des efforts intensifs pour endiguer autant que faire se peut les transports d'animaux vivants à longue distance.

Question 0658 (12.10.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **lettre de convocation identique pour tous les électeurs indépendamment de leur nationalité:**

Lors des élections communales de 2005, un certain nombre de communes ont fait imprimer la lettre de convocation destinée aux électeurs et électrices non luxembourgeois d'une couleur différente que celle adressée aux électeurs et électrices luxembourgeois. Même si cela partait d'une bonne intention de la part des différentes administrations communales qui ont voulu, sans arrière-pensée, appliquer la même distinction pour les lettres de convocation que celle prescrite par la loi pour les registres des électeurs, on peut néanmoins comprendre que certaines personnes ont pu se sentir offensées.

Monsieur le Ministre entend-il dresser une circulaire aux villes et communes garantissant à l'avenir l'envoi d'une lettre de convocation identique pour tous les électeurs et toutes les électrices, indépendamment de leur nationalité?

Réponse (7.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'article 68 de la loi électorale précise que «les collèges des bourgmestre et échevins envoient sous récépissé, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter». Le législateur n'a pas prévu différents types de lettres de convocation aux électeurs. L'utilisation de couleurs différentes pour les lettres de convocation des électeurs luxembourgeois et des électeurs non luxembourgeois par plusieurs communes ne repose donc sur aucune base légale.

Je ne manquerai pas d'inviter les autorités communales par voie de circulaire à ne pas déroger aux dispositions légales à l'occasion d'élections futures et surtout à employer la même couleur pour toutes les lettres de convocation.

Question 0659 (13.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **communautés de transport:**

Récemment la presse régionale a fait état d'une action en justice introduite par une entreprise de transports lorraine contre les organisateurs d'un «car pool» ou communauté de transport permettant à plusieurs frontaliers français d'effectuer ensemble leur trajet professionnel quotidien vers leur lieu de travail au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est en la matière la situation légale en droit luxembourgeois? La loi luxembourgeoise est-elle indistinctement applicable aux courses effectuées sur le seul territoire national ou vaut-elle aussi pour les trajets comportant le passage d'une frontière?

- Quelle est en général l'attitude du Gouvernement face aux communautés de transports organisées notamment sur base privée? Monsieur le Ministre est-t-il que cette forme de transport en commun peut constituer une alternative intéressante aux transports publics, et si oui, quelles sont les incitations prévues pour promouvoir cette forme de transports collectifs?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 13 octobre 2005 Monsieur le Député Xavier Bettel veut connaître d'un côté la situation légale en droit luxembourgeois du covoiturage et d'un autre côté plus général l'attitude du Gouvernement face aux communautés de transports organisées sur base privée.

Aucune législation ne traite actuellement l'organisation d'un «car pool» ou d'une communauté de transport au moyen de véhicules automoteurs de moins de dix places.

Au niveau transfrontalier, le règlement CE 684/92 modifié par le règlement CE11/98, s'applique sur tous les transports internationaux et intracommunautaires de voyageurs effectués par autobus et autocars.

En dépit d'une réglementation de toute activité au niveau des communautés de transport, le Gouvernement luxembourgeois soutient néanmoins les initiatives privées dans ce domaine qui se sont développées rapidement au cours des dernières années.

Le Gouvernement tient à signaler qu'il encourage toute action qui aide à atteindre le but projeté d'un modal split 25/75 pour l'année 2020.

Dans ce contexte, le covoiturage peut certainement jouer un rôle majeur car il permet de déplacer un grand nombre de personnes tout en réduisant le trafic automobile sur les routes et autoroutes luxembourgeoises.

La Centrale de Mobilité, qui sera en fonction à partir de fin 2006, aura pour mission entre autres de «développer des formes alternatives de mobilité parallèlement aux transports publics». Le Gouvernement disposera dès lors d'une plate-forme utile lui permettant de promouvoir les communautés de transport aux niveaux national et transfrontalier.

Aussi la Régie générale des Transports publics, établissement public sous la tutelle du Ministère des Transports, ajoutera-t-elle dans les prochains mois sur son site Internet www.verkeiersverbond.lu une rubrique qui met en relation conducteurs et passagers ayant une destination commune et désirant partager un véhicule de manière occasionnelle ou régulière.

Question 0660 (13.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**ouverture à la concurrence des transports publics par chemin de fer et par autobus:**

Le 20 juillet dernier la Commission européenne a publié une proposition révisée sur l'ouverture à la concurrence des transports publics par chemin de fer et par autobus.

En vue d'organiser les transports publics dont elles ont la charge, les collectivités publiques auraient du souhait de la Commission européenne la possibilité soit de fournir ces services «en interne» (en régie ou en en chargeant un opérateur interne), soit de recourir à un ou des opérateurs externes par le biais d'un appel d'offres. Par ailleurs, un régime spécial serait prévu pour les services ferroviaires régionaux ou à longue distance.

Monsieur le Ministre peut-il détailler la portée des nouvelles propositions de la Commission et préciser quelles en seront les répercussions pour les différents réseaux de transports publics gérés au Luxembourg par les CFL, les exploitants d'autobus privés, les TICE, la Ville de Luxembourg et les autres communes ayant introduit des City Bus ou des Late Night Bus?

Le cadre légal en place est-il conforme au droit communautaire tel que proposé par la Commission ou devra-t-il être adapté?

Réponse (3.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Force est de constater que le règlement se trouve simplifié par rapport aux propositions précédentes (2000 et 2002) et laisse plus de place à la subsidiarité.

La nouvelle proposition n'envisage plus que deux modes d'attribution: l'appel d'offres (concurrence) et l'attribution directe à un opérateur interne. Les autorités compétentes peuvent fournir elles-mêmes ou via un opérateur interne des services de transports publics sans mise en concurrence (respect du libre choix des collectivités territoriales), et ce quel que soit le mode concerné (bus, tram, métro, train, services intégrés...). Cette faculté est toutefois liée au respect d'une transparence accrue et à l'établissement de critères précis et applicables en matière de compensation des obligations de service public. Elle est également soumise à une condition de cantonnement géographique de l'activité de l'autorité compétente ou de son opérateur interne.

Seul le transport ferroviaire régional et de longue distance reste exonéré de l'obligation de mise en concurrence des services publics de transports de voyageurs.

La durée des contrats de service public est limitée à huit ans pour les services de transport par route et à quinze ans pour les services de transport par rail.

Une consultation des différents acteurs du secteur, qui a pour objectif d'analyser l'impact que la proposition de règlement risque d'avoir sur la situation des transports publics au Luxembourg, est en cours.

Toutefois il convient de noter d'emblée que je suis plutôt réticent à l'égard de la proposition dans sa teneur actuelle. En effet, elle entraînerait des lourdeurs administratives supplémentaires et n'apporterait aucune valeur ajoutée à la sécurité et à la qualité des services de transport public offerts au Luxembourg.

Finalement je suis d'avis qu'il serait prématuré de vouloir à ce stade se prononcer sur la conformité du cadre légal actuel avec les prescriptions projetées de la proposition de règlement alors que cette dernière peut encore subir d'importants changements.

Question 0662 (14.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **consommation d'alcopops par les mineurs:**

Monsieur le Député Claude Meisch a déjà posé en janvier 2004 une question relative à la consommation d'alcopops par des jeunes de moins de 18 ans *(cf. compte rendu N°11/2003-2004 - question parlementaire N°2574)*.

Le Gouvernement par courrier daté du 3 mai 2004 y a répondu en soulignant que les actions menées en la matière devaient s'inscrire dans un contexte d'une stratégie globale de bien-être, ayant notamment pour objectif d'attirer l'attention des jeunes, de leurs parents et du corps enseignant sur les dangers de telles boissons. Il a également énuméré les différentes mesures gouvernementales qui ont été prises. À noter que les mesures citées par le Gouvernement, sauf le renforcement des contrôles routiers qui ne concerne en principe que les jeunes de plus de 18 ans, relèvent toutes d'une politique d'information et de sensibilisation.

Or, si une telle politique est importante et nécessaire, elle ne saurait à elle seule endiguer le phénomène. D'autres mesures plus incisives sont requises telle que par exemple l'introduction d'une taxe sur la consommation de ces boissons à l'instar de l'Allemagne.

Une taxation suffisamment élevée peut avoir un effet décourageant sur les plus jeunes.

Il est rappelé que plusieurs études ont démontré la corrélation entre la consommation d'alcopops et la consommation d'alcool par les jeunes. Très appréciés en raison de leur goût très sucré, les alcopops incitent et habituent les jeunes à boire de l'alcool.

Lorsqu'on sait qu'un nombre sans cesse grandissant d'adolescents de plus en plus jeunes consomme de l'alcool et que les alcopops sont en vente libre dans les grands magasins et supermarchés, la nécessité d'intervenir devient évidente. Ceci d'autant plus que de nombreux produits contiennent non seulement de l'alcool dans des concentrations parfois élevées, mais également d'autres substances très stimulantes telles que la caféine ou la taurine[1]. Si les effets de ces substances ne sont pas encore très connus, certaines études ont constaté néanmoins une augmentation de réactions accrues de nervosité ou d'anxiété ainsi que des modifications du comportement chez les sujets qui consomment régulièrement de telles boissons.

Dans ce contexte j'aurais souhaité que Monsieur le Ministre de la Santé réponde aux questions suivantes:

- Le Gouvernement partage-t-il l'opinion du soussigné sur la nécessité d'étoffer l'arsenal des mesures en la matière en ayant recours à des mesures plus incisives?

- Dans l'affirmative, qu'elles sont les mesures qui pourraient être mises en place? Est-il envisageable que le Luxembourg se dote d'un dispositif analogue à celui qui existe en Allemagne et qui prévoit notamment la taxation des alcopops?

[1] voir Rapport du Comité de coordination en matière de sécurité alimentaire pour l'année 2004

Réponse (3.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement est d'accord avec l'honorable Parlementaire pour dire que des mesures incisives doivent être prises pour éviter la consommation d'alcopops par des jeunes.

À cet effet un avant-projet de loi introduit une interdiction de vente d'alcool, y compris les alcopops, aux mineurs de seize ans. Si actuellement déjà il est interdit de servir de l'alcool aux mineurs de seize ans dans les débits de boissons, la nouvelle disposition aura le mérite d'étendre l'interdiction de vente à tous les commerces généralement quelconques, c'est-à-dire notamment aux épiceries, supermarchés, stations-service, etc.

Par ailleurs le projet de budget pour 2006 prévoit l'introduction d'une taxe spécifique sur les alcopops. Le montant prévu est de 600 euros par hectolitre de produit fini. Ce montant très élevé devrait permettre d'atteindre le but dissuasif poursuivi par la taxe.

Question 0665 (17.10.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **réduction des missions de sécurité Euratom par la Commission européenne:**

Il est de notoriété publique que la Commission européenne est en train de réduire considérablement les missions de sécurité Euratom des matières nucléaires et de démanteler peu à peu les services compétents en la matière installés à Luxembourg. Il apparaît en particulier que l'Union européenne n'entend pas procéder systématiquement à de tels contrôles dans les dix nouveaux États membres, mais les abandonne peu à peu à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique de Vienne (AIEA).

Monsieur le Ministre de l'Énergie du Grand-Duché de Luxembourg avait protesté contre cet état de choses lors de la Présidence luxembourgeoise dans une lettre adressée à Monsieur le Directeur général Lamoureux. Dans une réponse de Monsieur le Commissaire Piebalgs du 22 juillet 2005 à une question du Député européen Robert Goebbels (E-2219/05), il est toujours question de «rationalisation des inspections conduites par la Commission». De fait, cette «rationalisation» se résume à la diminution des inspections et le transfert de cette compétence européenne à l'AIEA, donc à une démission de l'UE de ce domaine essentiel pour la sécurité de nos citoyens.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Conseil entend arrêter la Commission sur cette pente fatale?

Réponse (11.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire susmentionnée de l'honorable Député Ben Fayot, il y a lieu d'apporter les éclaircissements suivants:

1. L'Union européenne ne saurait évidemment accepter un régime d'inspections des installations soumises au contrôle d'Euratom qui correspondrait à une baisse de la qualité et donc de l'efficacité de ses inspections. Ce ne serait acceptable ni au regard du traité Euratom, ni au regard de nos engagements internationaux.

2. Je note dans cet ordre d'idées que la réponse du Commissaire Piebalgs rappelle la priorité politique que la Commission européenne attache aux garanties nucléaires et l'engagement à assurer la présence d'inspecteurs de la Commission européenne durant chaque inspection de l'AIEA, le temps que les modalités du nouveau régime d'inspection soient définies.

3. Je souhaite par ailleurs porter à la connaissance de l'honorable Député Ben Fayot qu'à la suite notamment de l'échange de lettres intervenu entre la Présidence luxembourgeoise et le Commissaire Piebalgs courant du premier semestre de cette année, la présidence britannique a pris l'initiative d'organiser une consultation directe le 12 octobre dernier à Londres entre les États membres et la Commission européenne sur ces modalités d'inspection, consultation qui n'exclut aucune option et sur laquelle rapport devrait être fait d'ici la fin de l'année au groupe des Questions Atomiques du Conseil de l'Union européenne. Le Luxembourg ne manquera pas de faire valoir ses vues dans le cadre de cette consultation qui devrait aboutir tout prochainement à la constitution d'un groupe de travail ad hoc, États membres et Commission, chargé d'élaborer un projet d'accord à soumettre au Conseil de l'Union européenne quant à l'approche à adopter à l'avenir par la Commission européenne en matière de contrôle de sécurité Euratom.

Question 0669 (17.10.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **proclamation des résultats officiels du scrutin des élections communales de Luxembourg-Ville:**

Dans l'édition du «Tageblatt» du 15 octobre dernier un article relatif à la proclamation des résultats officiels du scrutin des élections communales de Luxembourg-Ville par Monsieur Pierre Gehlen, président du bureau de vote principal de Luxembourg, est paru. À la fin de cet article on peut lire que nombre de nos concitoyens non luxembourgeois ayant participé à ces élections auraient coché plusieurs listes sur leur bulletin de vote.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un tel constat a été dressé de façon officielle lors de cette proclamation?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer qu'un tel constat ait pu être dressé alors que le secret du vote est protégé par la loi?

Réponse (11.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Avant de répondre aux questions soulevées par l'honorable Député Claude Meisch, je me permets de préciser que la proclamation des résultats officiels des élections communales n'entre pas dans le champ de compétences du Ministre de l'Intérieur mais dans les attributions du Président du bureau de vote principal de la commune concernée. Par ailleurs, la présence du Ministre de l'Intérieur n'est pas requise lors de la proclamation des résultats officiels du scrutin.

Ceci dit, je tiens à préciser que le Ministre de l'Intérieur n'était pas présent au moment où Monsieur Pierre Gehlen, Président du bureau de vote principal de la Ville de Luxembourg, a procédé à la proclamation des élus de la Ville de Luxembourg. D'après les informations dont je dispose aucun constat officiel affirmant que les électeurs non luxembourgeois auraient coché plusieurs listes sur leur bulletin de vote n'a été dressé lors de la proclamation des élus.

Après la proclamation officielle des résultats et toujours d'après les renseignements fournis, un élu de la Ville de Luxembourg a voulu connaître la raison du nombre anormalement élevé de bulletins nuls.

La question a été posée si on pouvait établir une relation entre le nombre élevé de bulletins nuls (notamment les bulletins nuls où ont été cochées plusieurs listes à la fois) et le fait que la participation des électeurs non luxembourgeois a augmenté par rapport à 1999. Toutes ces observations ont été faites de façon hypothétique et officieuse: elles ne faisaient pas partie de la proclamation officielle des résultats du scrutin de la Ville de Luxembourg et n'étaient en conséquence pas destinées à la publication.

Question 0670 (17.10.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **délai de demande d'inscription aux élections communales des ressortissants étrangers:**

Aux termes de l'article 7 de la loi électorale «les ressortissants étrangers désireux de participer pour la première fois aux élections communales font une demande d'inscription sur la liste électorale afférente (...) la demande d'inscription aux élections communales ou européennes signée et datée est déposée, sous peine de déchéance, sur papier libre et contre récépissé auprès du collège des bourgmestre et échevins de la commune de résidence de l'intéressé avant le 1er avril de l'année en cours».

Or, il s'avère que nombre de concitoyens non luxembourgeois expriment leur volonté de participer aux élections communales ou européennes dans les mois précédant celles-ci, mais ne peuvent obtenir le droit d'aller voter suite au dépassement du délai de demande d'inscription.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il apporter des changements en ce qui concerne le délai de demande d'inscription des ressortissants étrangers?

- Dans l'affirmative, quel délai serait envisageable afin de permettre à une part plus importante de concitoyens non luxembourgeois de participer aux élections?

Réponse (21.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En ce qui concerne le délai de demande d'inscription des ressortissants étrangers sur la liste électorale, je me dois d'informer l'honorable Député Claude Meisch qu'il n'est pas envisagé de modifier la loi électorale sur ce point. En effet, lors de l'élaboration de la nouvelle loi électorale il y a un peu plus de deux ans, cette question a été largement débattue: les dispositions légales actuelles sont le résultat de ces discussions.

Je tiens également à soulever que le Gouvernement a mené une large campagne d'information à l'attention des Non-Luxembourgeois, dont je ne fais que citer à titre d'exemple le dépliant d'information réalisé par le Gouvernement et le Comité de Liaison et d'Action des Étrangers (CLAE).

Question 0671 (18.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **limitation de la migration des étudiants étrangers au sein de l'Union européenne:**

Quatre États membres de l'Union européenne, à savoir la France, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche, entendent limiter la migration des étudiants étrangers au sein de l'UE

afin d'éviter l'éviction des étudiants nationaux de leurs propres facultés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelle est l'attitude du Luxembourg par rapport à ces velléités?

- Une telle approche n'est-elle pas contraire au processus de Bologne dont un des objectifs est précisément de favoriser la mobilité des étudiants?

- Un tel hermétisme universitaire ne risque-t-il pas de porter préjudice aux étudiants luxembourgeois? Comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il y remédier?

- Une limitation de la migration des étudiants étrangers au niveau européen risque-t-elle d'affecter l'accès à l'Université du Luxembourg?

Réponse (21.11.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans le préambule à votre série de questions vous faites référence à une limitation de la migration d'étudiants étrangers. Or, il y a lieu de distinguer entre les étudiants étrangers communautaires et les étudiants étrangers non communautaires. Pour ce qui est de ces derniers, le Conseil de l'Union européenne a adopté en décembre 2004 une directive sur l'entrée et le séjour d'étudiants ressortissants d'États tiers à des fins d'études, d'échanges d'élèves, de formation professionnelle et de service volontaire. Cette directive prévoit, outre des formalités d'entrée et de séjour allégées pour les étudiants, la possibilité pour ces derniers d'avoir un travail rémunéré dans un cadre déterminé.

Pour ce qui est des étudiants étrangers communautaires, le droit communautaire est d'application. Ainsi, l'accès aux études supérieures ou à des cycles de l'enseignement supérieur, ne peut être refusé sur base de critères de nationalité. Ces dispositions empêchent donc qu'il n'y ait des quotas réservés pour des groupes d'étudiants ressortissants d'un État membre.

Pour les filières à accès limité (numerus clausus/concours) la sélection se fait sur base de critères académiques. Le Luxembourg ne peut demander une dérogation quelle qu'elle soit à ces éléments de base.

L'objectif de la mobilité, telle que préconisée par le Processus de Bologne, vise à inclure la dimension européenne dans les programmes de formation. Ceci reste un objectif à atteindre, dans la mesure où, à l'heure actuelle, la mobilité d'étudiants européens affiche un taux largement inférieur à 10%. Il est vrai que la Belgique et l'Autriche comptent un important contingent d'étudiants non nationaux dans leurs facultés de médecine; cette situation est due au fait que les étudiants français et allemands utilisent l'accès à ces études pour échapper aux conditions restrictives de leurs pays d'origine.

La réponse à la dernière question est négative puisqu'à l'heure actuelle il n'y a pas de limitation de la migration au sein des pays de l'Union européenne, mais plutôt la mise en place progressive de conditions d'accès basées sur des critères académiques, et ce surtout pour les filières médicales. Par ailleurs, l'accès à l'Université du Luxembourg est régi par l'article 12 de la loi du 12 août 2003[1] portant création de l'Université du Luxembourg ainsi que par les dispositions de la Convention de Lisbonne.

[1] Art. 12. Accès aux études

(1) L'accès en première année d'études universitaires est ouvert aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou du diplôme de technicien dans une spécialité correspondant aux études universitaires envisagées ou de diplômes ou certificats étrangers reconnus équivalents par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'accès aux non-titulaires d'un des diplômes préspécifiés est ouvert aux étudiants ayant, soit satisfait aux épreuves d'un examen spécial d'entrée organisé par l'Université, soit pouvant se prévaloir d'une expérience et d'acquis professionnels. Dans ce dernier cas l'accès est subordonné à la présentation d'un dossier et à un entretien devant une commission ad hoc instaurée par le recteur à cet effet et composée de trois enseignants-chercheurs de la faculté en question.

(3) L'admissibilité aux deuxième et troisième niveaux est accordée aux détenteurs soit d'un grade ou d'un diplôme sanctionnant le niveau précédent et inscrit au registre des titres déposé au Ministère ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, conformément à l'article 2 de la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur, soit d'un grade ou d'un diplôme sanctionnant un niveau ou une période d'études reconnus équivalents par le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, notamment sur base des dispositions des sections V et VI de la Convention sur la Reconnaissance des Qualifications relatives à l'Enseignement supérieur dans la Région européenne, faite à Lisbonne le 11 avril 1977.

(4) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa (3), l'accès aux non-titulaires d'un des diplômes préspécifiés est ouvert aux étudiants ayant, soit satisfait aux épreuves d'un examen spécial organisé par l'Université, soit pouvant se prévaloir d'une expérience et d'acquis professionnels. Dans ce dernier cas, l'accès est subordonné à la présentation d'un dossier et à un entretien devant une commission ad hoc instaurée par le recteur à cet effet.

(5) Pour certaines filières, le recteur peut décider que l'inscription d'un étudiant qui satisfait aux conditions énumérées sub (1), (2) et (3) ne sera validée qu'après un entretien et un examen dont les modalités sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 14.

Question 0672 (18.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **stocks de vaccin contre la grippe saisonnière:**

La grippe aviaire semble avoir atteint l'Union européenne (Grèce), après que la présence du virus H5N1 en Turquie et en Roumanie ait été confirmée. À côté d'un certain nombre de mesures de prévention, la Commission européenne encourage tous les États membres à augmenter leurs stocks de vaccins contre la grippe saisonnière. D'après le Commissaire Kyprianou plusieurs États membres n'auraient pas encore constitué de stocks suffisants de vaccins contre la grippe saisonnière, stocks destinés à couvrir au moins 25% de la population respective, conformément aux recommandations de l'OMS.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Luxembourg fait-il partie des États membres ayant constitué des stocks suffisants aux yeux de la Commission?

- Quelle est l'envergure de nos stocks de vaccins contre la grippe saisonnière? La présence quasi quotidienne de plus de 100.000 frontaliers sur le territoire de Luxembourg est-elle prise en considération lors de l'établissement de stocks de vaccins?

Réponse (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire commence par évoquer la grippe aviaire, puis passe à la grippe saisonnière pour soulever la question des stocks constitués contre cette dernière grippe.

S'agissant donc de la grippe saisonnière, seule concernée par la question parlementaire, il faut savoir que rien ne sert de constituer des stocks. En effet, les types et sous-types de virus responsables de cette grippe changent d'année en année. Cela étant, il n'existe pas de stocks permanents, mais le vaccin répondant spécifiquement au type de virus mis en évidence en début de «saison» est préparé chaque année par l'industrie en quantités limitées pour la saison en cours, suivant les recommandations de l'OMS.

Comme chaque année mon Ministère recommande que les personnes les plus susceptibles de souffrir de complications de la grippe saisonnière se fassent vacciner, à savoir les personnes de 65 ans et plus, les personnes de tout âge souffrant d'une maladie chronique et, pour éviter la transmission à ces personnes à risque, le personnel médical et soignant.

Ce vaccin n'est pas efficace contre la grippe aviaire ni contre le virus à l'origine d'une éventuelle pandémie de grippe qui, par définition, sera causée par un virus tout à fait nouveau que personne ne connaît aujourd'hui.

La Commission européenne, suivant en cela l'OMS, a recommandé aux États membres de faire des stocks d'un médicament antiviral (Tamiflu®) qui présente une certaine efficacité contre les virus de la grippe actuellement connus. On suppose que ce médicament sera aussi actif contre tout nouveau virus qui pourrait éventuellement être à l'origine d'une pandémie de grippe humaine.

Mais il ne faut pas confondre médicament antiviral et vaccin. Ce médicament n'est pas un médicament miracle: il est à même de diminuer la durée de la grippe de l'ordre de 24 à 48 heures et d'en réduire les complications éventuelles, à condition que le traitement des personnes malades soit entamé dans les 48 heures qui suivent l'apparition des symptômes. Mais ce médicament, s'il est pris sans réelle nécessité, risque de produire des souches de virus résistantes et de perdre ainsi son efficacité en cas de pandémie de grippe: un premier cas de résistance a d'ailleurs déjà été signalé au Vietnam. Mon Ministère déconseille donc fortement la constitution de stocks privés et l'automédication avec cette substance.

L'OMS et la Commission européenne ont conseillé aux États membres de constituer des stocks de médicaments antiviraux pour couvrir +/- 25% de la population, se basant sur des estimations selon lesquelles +/- 25% de la population pourraient être touchés pendant la première vague d'une pandémie de grippe.

Conformément à ces recommandations, le Gouvernement luxembourgeois a veillé à disposer d'une réserve nationale de ces médicaments qui, en cas de pandémie de grippe humaine, seront utilisés selon un plan établi par les autorités sanitaires.

En principe la constitution de stocks relève de la politique nationale de santé publique. Cependant, bon nombre de frontaliers travaillent au Luxembourg dans des secteurs sensibles, en particulier le secteur hospitalier. En collaboration avec nos voisins, des solutions pragmatiques seront trouvées.

Question 0674 (19.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **trafic de drogues au sein du Centre Pénitentiaire à Schrassig:**

En date du 17 octobre 2005, le quotidien «tageblatt» a publié un article lequel fait référence à deux suicides dus à des surdoses au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) pendant les dernières semaines. Selon l'auteur de l'article, le trafic de drogues aurait considérablement augmenté pendant les dernières années au CPL.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la quantité de drogues saisies au sein du CPL a augmenté pendant les derniers mois? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un simple renforcement des contrôles pourrait mener à une amélioration de la situation? Est-ce qu'un tel renforcement des contrôles serait réalisable avec le personnel actuellement disponible au sein du CPL ou est-ce qu'un renforcement du personnel serait nécessaire?

- En date du 14 décembre 2004, j'avais demandé à Monsieur le Ministre s'il ne pensait pas que l'utilisation en permanence d'un chien anti-drogue par le personnel du CPL serait opportune.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de fois un chien anti-drogue a été utilisé les derniers mois au sein du CPL?

- Finalement, Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de suicides ont été enregistrés dans l'enceinte du Centre Pénitentiaire au cours des cinq dernières années? Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées combien de ces suicides sont dus à des surdoses?

Réponse (25.11.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. En date du 4 septembre 2005 est décédé un détenu préventif, incarcéré depuis le 7 août 2005 et en date du 2 octobre 2005 est décédé un détenu condamné, incarcéré depuis le 12 mai 2005. Dans les deux cas une information judiciaire a été ouverte. Les autopsies ne sont pas encore terminées, de sorte que la cause exacte des décès n'est à l'heure actuelle pas connue. Sur base des rapports des responsables du CPL il n'existe aucun indice en faveur de la thèse du suicide avancée par l'auteur de l'article de presse et par Monsieur le Député.

2. Les quantités de stupéfiants saisis au CPL n'ont pas augmenté pendant les derniers mois.

3) Au CPL les détenus et les visiteurs sont contrôlés à l'entrée de l'établissement pénitentiaire. Par ailleurs le personnel de garde doit régulièrement procéder à l'inspection des cellules des détenus et peut soumettre les détenus à des fouilles corporelles, ceci conformément aux prescriptions des articles 118 et 119 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires. De plus un détecteur de drogues est utilisé régulièrement au CPL. En vue d'assurer la sécurité intérieure au CPL et en vue d'empêcher au maximum l'introduction de stupéfiants, la direction a été invitée à veiller à la bonne exécution des opérations de contrôle prévues aux prescriptions réglementaires. L'exécution de ces contrôles, contrôles qui relèvent de la mission normale du gardien, ne nécessite pas de renforcement du personnel en place.

4. La question d'une brigade canine a été examinée avec les experts de la police. La conclusion était que le museau canin est certes le détecteur le plus efficace, mais qu'un chien ne peut se spécialiser que sur une seule substance; un chien travaille au maximum deux fois vingt minutes par jour; en cas de maladie/malaise, il chômera; il faut prévoir un gardien/maître plein temps par animal, de sorte qu'il a été décidé de ne pas créer de brigade canine au CPL, mais d'avoir recours à la brigade canine de la Police grand-ducale en cas de besoin.

5. Selon les informations disponibles, il y a eu au cours des cinq dernières années un seul suicide, à savoir un suicide par pendaison en 2002.

Question 0675 (19.10.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **coopération renforcée au sein de l'Union européenne:**

Le 24 septembre dernier lors de la Convention européenne de l'UMP à Paris, le Président du parti et Ministre de l'Intérieur français Monsieur Nicolas Sarkozy a affirmé que le couple franco-allemand devrait s'ouvrir à quatre autres grands pays de l'UE, à savoir le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Pologne. Selon Monsieur Sarkozy ce groupe de six devrait jouer le rôle de moteur de l'Europe, en faisant collectivement des propositions aux autres États membres, qui seraient alors libres de les rejeter, mais pas d'empêcher les six d'aller de l'avant à eux seuls.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- Quel jugement Monsieur le Ministre porte-t-il sur ces velléités?

- Selon Monsieur le Ministre, une telle Europe à deux niveaux a-t-elle des chances de se réaliser à moyen terme?

- L'idée de coopérations renforcées au sein de l'Union européenne figure dans le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (article I-44). Ces coopérations renforcées doivent être ouvertes à tout moment à tous les États membres. Que pense Monsieur le Ministre d'initiatives excluant d'office un certain nombre d'États membres?

Réponse (23.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Tout d'abord, il faut se féliciter de l'initiative française visant à réunir une Convention sur l'Europe pour débattre de la situation actuelle en Europe et d'animer ainsi le débat sur l'avenir de l'Europe en montrant que la période de réflexion décidée par le Conseil européen de juin 2005 est mis à profit pour échanger des idées.

Il existe bien sûr un certain nombre d'idées relatives à l'avenir de l'Europe dont celle qui a été exposée par le Président de l'UMP à l'occasion de la Convention européenne les 23 et 24 septembre 2005 et qui porte sur la formation d'une avant-garde de six États membres appelée à prendre la tête du processus d'intégration européenne.

Pour le Luxembourg il est clair qu'un groupe d'État membres ne devrait être constitué sur base du seul critère de la taille de ses membres. Les petits et moyens États membres, notamment de par leur expérience, ont beaucoup à apporter à la construction européenne. Or, la constitution d'un directoire au sein duquel les «grands» seraient seuls à imposer leurs vues n'est pas le bon chemin et risquerait de plonger l'Europe dans un immobilisme régi par une logique du plus petit dénominateur commun. De même, il ne s'agit pas

de créer des «clubs exclusifs» au sein de l'Europe et de soutenir par ce biais des initiatives excluant d'office un certain nombre d'États membres.

En ce qui concerne plus précisément les idées de coopérations renforcées ou encore les chances d'une Europe à deux vitesses, s'il ne faut a priori exclure aucune de ces pistes, il me semble toutefois prématuré de privilégier ces pistes pour ce qui est du développement futur de l'Union européenne.

Question 0679 (20.10.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **réglementation de la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques:**

D'après «Agence Europe» du 7 octobre dernier: «Le Tribunal de première instance européen a rejeté les recours du Land Oberösterreich et de l'Autriche contre la décision de la Commission européenne du 2 septembre 2003 de refuser d'autoriser le Land à interdire l'utilisation des OGM. Dans sa décision, la Commission indiquait que l'Autriche n'avait pas prouvé scientifiquement ni démontré que, dans le Land Oberösterreich, se posait un problème spécifique apparu après l'adoption de la directive européenne sur les OGM de 2001 et qui rendait nécessaire une interdiction d'utiliser les OGM dans la province de Haute-Autriche».

Le principe du libre choix quant au type d'agriculture pratiquée, avec ou sans OGM, s'impose donc à terme au niveau européen. Se pose cependant le problème de savoir comment garantir ce droit à tous les agriculteurs voulant pratiquer une agriculture conventionnelle ou biologique et partant les prémunir contre toute contamination génétique.

- La Commission européenne laisse aux États le soin de prendre les mesures appropriées. Elle a d'ailleurs publié en date du 23 juillet 2003 une recommandation «établissant des lignes directrices pour l'élaboration de stratégies nationales et de meilleurs pratiques visant à assurer la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques».

Le projet de loi N°5380 portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés reprend d'ailleurs un certain nombre de ces recommandations.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Le projet de loi précité est-il toujours considéré comme pouvant apporter les réponses appropriées au problème de la coexistence des cultures?

- Dans la négative, un nouveau projet de loi est-il en élaboration?

- La réglementation de la coexistence des cultures fait-elle figure de priorité du Ministère de l'Agriculture?

Réponse (23.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le Gouvernement est d'avis que les mesures proposées au projet de loi pour assurer la gestion de la coexistence des cultures génétiquement modifiées et des cultures conventionnelles sont toujours pertinentes.

Il est vrai que depuis le dépôt du projet de loi tant la Commission européenne que le Conseil d'État ont émis, dans leurs avis respectifs, différentes critiques à l'égard de certaines des mesures proposées. Étant donné que le Gouvernement estime que certaines de ces critiques sont justifiées pour des raisons de fond ou pour des motifs de légalité, il ne manquera pas de proposer, tout prochainement, quelques amendements au projet de loi.

Finalement, le Gouvernement est d'avis que la finalisation et le vote du projet de loi N°5380 revêtent un caractère prioritaire.

Question 0680 (20.10.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**exercice de sauvetage dans l'enceinte de l'aéroport du Findel:**

En date du 17 octobre dernier, un exercice de sauvetage s'est déroulé dans l'enceinte de l'aéroport du Findel où une catastrophe majeure a été simulée. Aux dires des responsables de cet exercice, celui-ci s'est déroulé de façon satisfaisante. À noter que la cellule de crise du Gouvernement n'était pas associée à cet exercice.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà pris connaissance du rapport détaillé relatif à cet exercice?

- Quels points doivent être améliorés en cas de catastrophe similaire?

- Ne faudrait-il pas associer à l'avenir une cellule de crise gouvernementale à un tel exercice?

- Quel devrait être la fréquence de tels exercices?

Réponse commune (23.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

D'une manière générale, il y a lieu de préciser que le but de l'exercice était de vérifier le fonctionnement du plan d'intervention de l'aéroport en cas de sinistre. Cet exercice est effectué tous les deux ans en conformité avec les normes internationales de l'OACI. Le scénario développé pour cet exercice se limitait donc à ce seul but.

La cellule gouvernementale de crise que l'honorable Député invoque, figure au «Plan nombreuses victimes» tel qu'élaboré par l'Administration des Services de Secours. Ce plan n'est applicable qu'en cas d'un événement ayant causé ou pouvant faire redouter un nombre de victimes supérieur à dix. L'événement à l'origine du déclenchement peut être:

- des incendies de grande envergure;

- des effondrements d'immeubles;

- des accidents routiers, ferroviaires, aériens ou maritimes;

- des actes de terrorisme;

- des accidents dans l'industrie et les entreprises;

- des accidents causés par produits chimiques;

- des accidents liés aux risques naturels;

- etc.

Les analyses du déroulement de l'exercice à faire par les différents organes impliqués ne sont pas encore terminées. À l'heure actuelle il m'est impossible d'avancer les conclusions de cet exercice. Selon mes informations, il y aura encore des réunions de concertation avec tous les organes concernés vers mi-novembre pour finaliser les enseignements nécessaires.

Question 0681 (20.10.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **réduction de l'utilisation d'emballages non biodégradables:**

En France l'Assemblée nationale vient d'adopter à l'unanimité en première lecture un amendement à la loi d'orientation agricole visant l'interdiction de la commercialisation et de la distribution de sacs en plastique non biodégradables à partir de l'année 2010. Les sacs biodégradables sont actuellement fabriqués pour moitié en amidon de maïs et à base d'un polymère (plastique) biodégradable. À partir de 2010 ces sacs biodégradables devraient être «purs», c.-à-d. sans aucune présence de polymères.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Une telle interdiction est-elle envisagée au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quand est-ce qu'une telle interdiction entrerait en vigueur?

- Ne faudrait-il pas faire des efforts au niveau européen afin de réduire progressivement l'utilisation d'emballages non biodégradables?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Monsieur le Député se réfère à une décision prise en France au mois d'octobre 2005 par l'Assemblée nationale et qui concerne l'adoption en première lecture d'un amendement à la loi d'orientation agricole qui dispose qu'à partir du 1er janvier 2010, la commercialisation et la distribution de sacs ou d'emballages en plastiques non biodégradables sont interdites sur le territoire français.

À ce sujet, Monsieur le Député pose la question si une telle interdiction est envisagée au Luxembourg. D'abord il faut préciser que suivant le communiqué de presse publié par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie en France) l'objectif du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable est la diminution du nombre de sacs de caisse jetables, quel que soit leur matériau constitutif, et la pérennisation du changement de comportement de chacun.

Au Grand-Duché de Luxembourg, le Ministère de l'Environnement poursuit depuis janvier 2004 le même objectif par la conclusion d'un accord avec l'a.s.b.l. Valorlux, et par l'instauration d'un groupe de suivi qui se compose de représentants de l'Administration de l'Environnement, de la Confédération de Commerce et de Valorlux. Cet accord volontaire a pour objet de préciser les modalités de gestion et de promotion de sacs de caisses réutilisables et uniformes (dénommés eco-sacs) dans le secteur de la distribution alimentaire au Grand-Duché de Luxembourg. En outre, il détermine des objectifs concernant le taux de part de marché des eco-sacs par rapport aux sacs à usage unique et définit le cadre permettant d'évaluer le succès du projet (voir sous www.emwelt.lu>Dechets>Dossiers thématiques>Les emballages). Cet accord sera renouvelé sous peu et le(s) taux de part de marché des sacs à usage multiple sera(ont) précisé(s).

En ce qui concerne la proposition de l'honorable Député par rapport à une réduction progressive des emballages non biodégradables au niveau européen, plusieurs remarques s'imposent:

1. Le recours à des matériaux biodégradables n'est pas synonyme d'absence totale d'impact sur l'environnement, en particulier en cas d'abandon sans précaution. Le risque de pollution visuelle demeure car un sac biodégradable abandonné mettra plusieurs mois à disparaître, selon les conditions spécifiques d'humidité, de température et de contact avec le sol. En envisageant un traitement de ces sacs dans des installations de compostage et de bio méthanisation, il subsiste le problème d'identification des emballages biodégradables par rapport aux emballages non biodégradables.

2. L'adaptation finale de la décision de l'Assemblée nationale française dépend certainement de sa conformité aux réglementations européennes. Il reste à savoir si la directive 94/62/CE modifiée du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages permet d'interdire un type déterminé d'emballage au seul motif qu'il n'est pas biodégradable, dès lors qu'il est valorisable. Ainsi les autorités luxembourgeoises ont notifié en mai dernier un projet de règlement grand-ducal à la Commission dans lequel la mise sur le marché d'emballages en PVC destinés à renfermer, en contact direct, des produits alimentaires pour la consommation humaine, serait interdite à partir du 1er janvier 2007. Or, en se référant à l'article 18 de la directive 94/62/CE, en vertu duquel les États membres ne peuvent faire obstacle à la mise sur le marché, sur leur territoire, d'emballages qui sont conformes à la directive précitée, la Commission a invité en août 2005 le Ministère de l'Environnement à éliminer cette disposition du projet de règlement grand-ducal.

Question 0682 (20.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **lutte contre le virus de la grippe aviaire H5N1:**

Afin de lutter contre le virus de la grippe aviaire H5N1, le Ministère de la Santé a annoncé le renforcement des stocks luxembourgeois en antiviraux. Il existe deux sortes d'antiviraux efficaces contre le virus de la grippe aviaire, à savoir l'antiviral oseltamivir commercialisé sous le nom de «Tamiflu» ainsi que l'antiviral zanamivir, commercialisé sous le nom de «Relenza».

D'après le magazine «Nature» il existe un premier cas documenté de virus H5N1 résistant à l'oseltamivir («Tamiflu»), alors que le même virus s'est montré sensible au zanamivir («Relenza»).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la proportion actuelle de l'antiviral zanamivir («Relenza») par rapport au «Tamiflu» dans les stocks luxembourgeois en antiviraux contre le virus H5N1?

- D'après Monsieur le Ministre, les réserves en antiviraux pourront soigner 25% de la population grand-ducale en avril 2006. Quel est l'état actuel de ces réserves?

- Dans l'hypothèse d'une émergence concrète de la grippe aviaire sur le territoire national et des risques de contagion pour la population inhérente à une telle situation, existent-ils des locaux de dimension suffisante et aux équipements appropriés pour mettre en quarantaine des personnes ayant contracté le virus?

Réponse (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est en effet question dans «Nature» d'un virus H5N1 qui aurait présenté une résistance à l'oseltamivir (Tamiflu®) tout en étant sensible à zanamivir (Relenza®). Mais il s'agit d'un cas isolé et il est trop tôt d'en tirer des conclusions définitives. Relenza® présente d'ailleurs certains désavantages par rapport au Tamiflu® (utilisation non indiquée chez les enfants de moins de douze ans, effets secondaires plus importants, mode d'administration plus compliqué). Aussi, dans l'état actuel des connaissances et à l'instar de ce que font les pays voisins, le Gouvernement a-t-il opté pour constituer la réserve nationale à l'aide de Tamiflu®. Par mesure de précaution une commande limitée de Relenza® a cependant été passée.

En cas de pandémie de grippe une «quarantaine» stricte des cas de grippe est illusoire. La stratégie consistera à isoler autant que possible les malades à leur domicile et à limiter les grands rassemblements de personnes.

Les cas nécessitant un traitement stationnaire seront hospitalisés dans les chambres d'hôpital permettant un isolement des patients. En cas de dépassement de ces moyens les malades devront être soignés dans les chambres normales en utilisant les moyens de protection usuels disponibles.

Question 0684 (21.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **politique de coopération au développement en matière d'éducation dans les pays cibles africains:**

Les événements tragiques de Ceuta et de Melilla démontrent une fois de plus que le problème de l'immigration ne peut être résolu efficacement à long terme que dans le cadre d'une politique de développement ambitieuse et coordonnée permettant de s'attaquer à ses causes profondes. Les migrations représentent le reflet des tensions internes (guerres civiles, instabilité politique, famine, massacres…) ou des pressions extérieures. Plus de 200 millions de jeunes vivent avec moins de 1 € par jour et 500 millions avec moins de 2 € par jour. Le chômage des jeunes est d'un taux le plus élevé jamais enregistré, environ 100 millions de chômeurs, dont la plupart résident au Nord de l'Afrique et en Afrique subsaharienne.

À cet égard il s'impose d'intensifier la coopération avec les pays situés aux frontières méridionales de l'UE, de même qu'avec un certain nombre de pays d'origine et de transit important du continent africain.

Les conclusions du Conseil européen de juin 2005 ont retenu que les États membres de l'UE s'engagent à consacrer à l'aide publique au développement 0,56% de leur revenu national brut d'ici 2010, soit une augmentation de 20 milliards d'euros par an, dont la moitié serait réservée à l'Afrique. Ils stipulent également que l'aide publique au développement augmentera à 0,7% de leur revenu national brut d'ici à 2015, tandis que ceux qui ont atteint cet objectif s'engagent à rester au-dessus de ce taux.

Le 12 octobre 2005, le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a présenté, en compagnie du Président de la Commission de l'Union africaine, Alpha Omar Konaré, un plan de «partenariat stratégique pour la sécurité et le développement» entre l'UE et l'Afrique. Ce plan européen pour l'Afrique, qui doit être soumis aux gouvernements et au Parlement européen, souligne que le développement passe d'abord par le maintien de la paix et de la sécurité et par l'application des principes d'une bonne gouvernance.

Il met ensuite l'accent sur la nécessaire construction des grandes infrastructures dans le domaine des transports, de l'eau, de l'énergie, des télécommunications. Un autre secteur important de la stratégie pour l'Afrique est celui de l'éducation. Un programme d'échanges, sur le modèle Erasmus en Europe est prévu d'être lancé. Ses bénéficiaires s'engageront à contribuer au développement de leur pays d'origine. Investir dans la jeunesse doit commencer avec l'enfance. On doit s'engager et investir davantage en faveur des Objectifs du millénaire pour le Développement, ce qui aura des bénéfices considérables pour les jeunes de 2015.

Cette stratégie vise donc à faire en sorte que l'Afrique atteigne les Objectifs du millénaire pour le Développement (ODM) de l'ONU où le domaine de l'éducation occupe une place primordiale. En effet la paix, la sécurité, la bonne gouvernance, de meilleures relations commerciales ainsi qu'une éducation performante sont déterminantes pour faire en sorte que les objectifs soient atteints.

Il est dès lors important que le Grand-Duché consolide son aide en matière d'éducation dans les pays africains ciblés par la politique de coopération au développement c'est-à-dire au Niger, en Namibie, au Cap-Vert, au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

1. Quelles sont les actions concrètes entreprises par le Gouvernement ainsi que ses projets dans le domaine de l'éducation dans ces pays?

2. En vue de faire progresser le développement de ces pays et ceci notamment au travers de l'éducation des jeunes, ne devrait-on pas entamer voire intensifier les relations sur ce plan en y associant les services compétents de l'Université du Luxembourg?

3. Ne serait-il pas opportun de réfléchir sur la possibilité de mettre en oeuvre des stages type bénévolat d'une durée de trois ans au maximum pour les jeunes diplômés luxembourgeois dans nos pays cibles africains?

Réponse (17.11.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Remarques préliminaires

L'objectif primordial de la coopération luxembourgeoise reste l'éradication de la pauvreté. Cet objectif est poursuivi dans le souci de contribuer au développement durable dans les pays en développement; le développement durable étant entendu sous ces aspects sociaux, économiques et environnementaux.

La programmation des activités de la coopération luxembourgeoise dans les pays cibles est faite en étroite collaboration avec les autorités des pays en question, selon les principes du partenariat et de l'appropriation.

Les secteurs sociaux, y compris l'éducation, sont présents de manière proéminente dans les programmes indicatifs de coopération pluriannuels que la coopération luxembourgeoise signe avec les pays cibles.

1. Le secteur de l'éducation constitue un secteur prioritaire de la coopération luxembourgeoise au Cap-Vert. Cette priorité a été confirmée à nouveau avec la signature d'un 2e Programme Indicatif de Coopération (PIC).

Au cours des dernières années, la coopération luxembourgeoise au Cap-Vert a entamé une transition vers des projets de valorisation des ressources humaines, après avoir mené à bien un important programme d'infrastructures. Comme stipulé dans le texte du 2e PIC, à l'avenir, la coopération en matière d'éducation se concentrera sur la formation professionnelle et la valorisation des ressources humaines.

Le poids du secteur de l'éducation dans l'enveloppe globale du 1er PIC (2002-2005) représentait environ 49%. Ci-dessous, une liste des projets les plus importants:

Chamber TV

öffentlech Sëtzung live an integral

Internet:

Éducation	Durée	Budget total (en euros)
Complexe scolaire Santa Catarina	1998-2005	5.999.023
Complexe scolaire Porto Novo	1998-2005	5.428.868
Santé scolaire	2001-2005	2.057.516
Lycée Sao Miguel	2001-2005	5.204.360
Lycée de Coculi	2002-2006	3.978.000
Infrastructures scolaires	2002-2006	6.759.000
Renforcement de l'enseignement technique	2003-2008	3.460.000
Deux projets sont actuellement en formulation:		
Éducation	**Durée**	**En euros**
École de tourisme et hôtellerie	3-4 ans	+/- 4.000.000
Santé scolaire 2	3-4 ans	+/- 3.000.000

Au Niger, le projet intitulé «Programme régional d'appui au développement de l'éducation de base à Dosso au Niger» vient de démarrer. Il touche l'ensemble des deux départements de Dosso (9.175 km², 387.218 habitants, taux de scolarisation 67,14% dont 47,57% pour les filles) et de Boboye (4.423 km², 288.665 habitants, taux de scolarisation 53,24% dont 42,24 pour les filles).

Le projet se situe dans le cadre du Programme Décennal de Développement de l'Éducation du Niger, qui lui fait référence aux Objectifs millénaires pour le Développement et vise notamment à accroître le taux de scolarisation dans le cycle primaire et dans le cycle de l'éducation de base II/collèges ruraux (dénomination usuelle nigérienne des premières années du cycle secondaire en milieu rural).

Il s'agit donc d'améliorer l'accessibilité et la qualité de l'enseignement de base (et accessoirement aussi de l'alphabétisation des adultes) dans les deux départements.

À noter que la construction et la réhabilitation des collèges ruraux contribuent indirectement tant à l'accroissement du taux de scolarisation qu'à la lutte contre la pauvreté: en effet, envoyer les enfants à la ville pour fréquenter le secondaire coûte très cher aux familles qui évitent souvent de le faire et empêchent leurs enfants d'avoir une meilleure formation.

Le budget du projet est de 5.710.820 euros sur quatre années (automne 2005 à automne 2009).

Il est à noter que ce projet est une extension (à des villages non encore touchés, mais aussi à un cycle supérieur de l'éducation de base) de deux projets financés depuis 1997 par la coopération luxembourgeoise dans la même région.

Dans le secteur de l'éducation et de la formation, la coopération entre le Mali et le Luxembourg a confié, depuis 1998, l'exécution de projets de développement intégré dans les quartiers périphériques de Bamako, au Centre national de Ressources de l'Éducation non formelle dépendant du Ministère de l'Éducation. Un projet d'appui institutionnel, comprenant l'équipement et la formation, a été mis en œuvre en 1999-2001 pour renforcer les capacités de cette agence d'exécution.

Le premier des projets réalisés, intitulé projet «Alphabétisation fonctionnelle et formation professionnelle des femmes dans les zones périurbaines de Bamako quartier de Lassa», a adopté une approche visant à faire face aux différents problèmes rencontrés par les populations périurbaines, et les femmes en particulier.

L'objectif général est la promotion multiforme de groupes de femmes analphabètes à travers l'alphabétisation, la formation professionnelle et l'éducation socio sanitaire.

Une deuxième phase a été mise en œuvre avec comme principal objectif l'appropriation et la pérennisation des acquis de la première phase. Cette deuxième phase a pris fin en décembre 2003. Les activités initiées dans ce cadre se poursuivent et continuent à être valorisées par le Gouvernement malien.

À partir de ces acquis la coopération Mali-Luxembourg a décidé d'étendre l'approche de Lassa à d'autres quartiers périphériques ou défavorisés du district de Bamako. Après une étude d'identification, deux quartiers ont été retenus.

Le premier, Missabougou (Commune VI), bénéficie d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle et d'appui aux initiatives des femmes et des jeunes. Ce programme a la particularité de se concentrer sur la problématique de la formation et de l'insertion socio économique des jeunes non et déscolarisés. Un centre de formation multifonctionnel a ainsi été réalisé et est fonctionnel depuis le mois de mai 2004.

Dans le second, Missira (Commune II), la coopération Mali-Luxembourg appuie les activités de l'association Yeelen. Ce projet intitulé «le soi, les voisins, le quartier» d'une durée de 18 mois, concerne la gestion communautaire de l'environnement urbain (voir secteur de l'assainissement).

Vu les résultats et les acquis de ces différents projets et programmes, une réflexion est en cours pour poursuivre ce partenariat avec le CNR/ENF.

À travers le projet MLI/005 «décentralisation et services sociaux de base», la coopération entre le Mali et le Luxembourg a également choisi d'appuyer le système éducatif décentralisé des cercles de Bla et de Tominian (région de Ségou). Il s'agit essentiellement d'améliorer la qualité et l'accessibilité de l'éducation formelle et non formelle.

La coopération luxembourgeoise appuie également, dans ce secteur, l'Agence malienne de Promotion de l'Emploi des Jeunes ceci via le Bureau international du Travail. La coopération luxembourgeoise s'insère dans ce programme à hauteur 1.150.000 USD. Deux objectifs complémentaires sont poursuivis ici:

- la création d'emplois productifs et

- le renforcement des capacités nationales en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi des stratégies de l'emploi pour réduire la pauvreté.

Éducation	Durée	Budget total
Alphabétisation et promotion féminine du quartier de Lassa	2000-2003	1.007.788 €
Alphabétisation fonctionnelle et appui aux initiatives de développement des femmes et des jeunes du quartier de Missabougou (Bamako)	2001-2005	2.439.873 €
Insertion des jeunes dans la vie professionnelle à travers les investissements HIMO en milieu rural et en milieu urbain	2004-2005	1.150.000 $US

Au Sénégal, l'éducation est également un des secteurs prioritaires du PIC. Le démarrage, début 2003, du projet intitulé «Construction et équipement du Lycée technique de Thiès», est le plus important projet jamais réalisé par la coopération luxembourgeoise au Sénégal. Ce projet de quatre ans (2003-2006; 10,48 millions euros) se propose de construire et d'équiper un lycée pour plus de 1.200 personnes. Par la mise en place d'un partenariat avec les entreprises, l'implication des collectivités locales, le projet a comme objectif le développement d'une formation efficace, mieux adaptée au marché du travail.

Dans ce contexte le projet mettra en œuvre un lien intéressant avec le Luxembourg qui pourra aussi «être vu comme élément de sensibilisation». En effet, le programme de formation des 21 formateurs recrutés est essentiellement constitué de sessions de formation au Lycée technique d'Ettelbruck et dans d'autres lycées du Luxembourg. Dans ce cadre le directeur du Lycée d'Ettelbruck (Monsieur Schartz) s'est rendu en mission au Sénégal afin de se faire une idée plus précise du profil des enseignants sénégalais et de participer à la mise au point de leur programme et du calendrier de leur formation au Luxembourg.

Le projet intitulé «Appui aux Centres d'Enseignement Technique Féminins (CETF) (2002-2005; 3,96 millions euros) dans la région de Saint-Louis» se propose d'améliorer les programmes de formation, de renforcer les compétences pédagogiques et techniques des formateurs, de réhabiliter le CETF de Saint-Louis et de construire de nouveaux Centres à Matam, Podor et Dagana tout en procédant à l'équipement de ceux-ci. Un accent particulier est aussi mis sur le dispositif de suivi des élèves sortantes pour faciliter leur insertion dans le marché de travail. Une évaluation à mi-parcours a eu lieu de ce projet au cours du 1er semestre 2005. Celle-ci est dans l'ensemble positive et recommande une prolongation minimale d'une année de ce projet.

Éducation	Durée	Budget total
SEN/016 Lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle de Thiès	2003-2007	10.483.000 €
SEN/018 Appui aux centres d'enseignement technique féminin des régions de Saint-Louis et de Matam	2002-2006	3.960.000 €

La coopération entre le Burkina Faso et le Luxembourg a mené une expérience alliant éducation non formelle et développement rural. Ainsi, le projet «Alphabétisation fonctionnelle et développement villageois dans la région des Hauts-Bassins» (BFK/003, 1999-2003, budget de 4,13 millions euros) se propose d'améliorer les conditions socio économiques et culturelles des populations rurales dans 75 villages de la région des Hauts-Bassins.

Ce projet a été évalué en janvier 2003. Cette évaluation externe a conclu que le projet ne présentait pas de manquement majeur et que les concepts imaginés et mis en œuvre pouvaient en faire un modèle dans le cadre de la stratégie du Burkina Faso en matière de lutte contre l'analphabétisme.

En accord avec la partie burkinabè, un mandat de formulation a été donné à Lux-Development qui a soumis un document de projet aux autorités des deux pays début 2004. Conformément aux souhaits exprimés, la phase II du projet, qui a débuté officiellement en septembre 2004, propose une consolidation des acquis de la première phase ainsi qu'une extension géographique limitée (40 villages supplémentaires).

Un projet intitulé «Projet d'appui à la réduction de la pauvreté des jeunes défavorisés ou marginalisés dans le Houet et le Tuy», est actuellement exécuté par les Volontaires des Nations Unies. Il s'agit d'un projet sur cinq ans (1re phase de deux ans) d'un montant de 2,45 millions euros. Le projet est localisé dans les provinces du Houet et du Tuy, autour de la ville de Bobo-Dioulasso, où le Luxembourg est déjà actif via les projets exécutés par Lux-Development intitulés «Alphabétisation fonctionnelle et développement rural intégré» (BKF/003) et «Aménagement participatif des forêts classées» (BKF/007). Il a pour objet de combattre la pauvreté de 1.200 garçons et filles en difficulté et d'accompagner leurs parents en intervenant en synergie avec les actions du Gouvernement, de la société civile et d'autres partenaires dans les deux provinces. Pour ce faire, le projet adoptera une approche progressive, en s'implantant au cours d'une première phase (deux ans) à partir de quatre modules d'activité.

Après une mission d'identification réalisée sur place en coopération avec les autorités burkinabè, la coopération luxembourgeoise vient de remettre un mandat de formulation à son agence d'exécution en vue d'un projet dans le cadre du secteur de la formation professionnelle.

www.chd.lu

Éducation	Durée	Budget total
BKF/010 Alphabétisation et formation pour le Développement durable dans la région des Hauts-Bassins	2004-2008	4.000.000 €
Appui à la réduction de la pauvreté des jeunes défavorisés ou marginalisés dans le Houet et le Tuy (REPAJE)	2002-2006	2.450.000 €

Depuis son indépendance, la Namibie accorde une importance primordiale au développement des secteurs sociaux tels que l'éducation et la santé et y a alloué en moyenne 37,54% du budget national depuis 14 ans. 24% du budget 2004/2005 sont dédiés au financement du secteur de l'éducation et de la formation professionnelle.

Pour la coopération luxembourgeoise en Namibie, l'éducation, y compris la formation professionnelle, constitue également un secteur prioritaire qui est repris à ce titre dans le Programme Indicatif de Coopération signé en 2004. D'une part, la coopération luxembourgeoise participe depuis 1995 à l'effort national pour le développement de l'éducation de base dans les régions défavorisées du Nord (Kavango - Caprivi - Otjozondjupa et Omaheke), au travers de trois projets qui visent la construction et la rénovation d'infrastructures scolaires accompagnée par une formation des enseignants et des chefs d'établissements. L'apport de la coopération luxembourgeoise à ce niveau ne fait aucun doute: une évaluation menée en 2003 avait démontré que 16% des nouvelles infrastructures scolaires au Nord du pays (Kavango - Caprivi) avaient été réalisées grâce à l'aide luxembourgeoise.

D'autre part, la coopération luxembourgeoise soutient également le Gouvernement namibien pour mettre en œuvre la réforme de la formation professionnelle en Namibie. Après un premier projet mis en œuvre au sein du Centre de Formation professionnelle de Rundu, un deuxième projet similaire est actuellement en cours au Centre de Formation professionnel de Katima Mulilo dans le Caprivi. Outre la rénovation des infrastructures, ce projet vise à mieux adapter les formations aux besoins du monde du travail et à impliquer davantage le secteur privé dans le financement de la formation professionnelle.

2. Pour ce qui est des contacts avec l'Université, la coopération au développement est par nature un domaine dans lequel études, analyses et réflexions en profondeur sont de mise, et, dans la mesure de ses compétences et de ses possibilités matérielles, la coopération luxembourgeoise participe à ces débats voire les anime (cf. à ce sujet notamment la récente «Semaine de la Microfinance», la «Journée du Droit International Humanitaire» organisée au printemps de cette année).

Dans ce cadre, la coopération luxembourgeoise, à l'image des coopérations de nos pays partenaires dans l'Union européenne, est ainsi bien évidemment ouverte à tout échange utile avec les acteurs du développement, y inclus le monde académique.

Pour ce qui est de l'éducation, je me permets de vous renvoyer à ma réponse à votre première question. Je signale par ailleurs qu'au premier semestre de cette année, la coopération luxembourgeoise a mis à la disposition de l'Université du Luxembourg ses bureaux à Dakar et Hanoi pour l'organisation d'examens d'entrée à l'Université du Luxembourg.

3. La coopération luxembourgeoise finance traditionnellement un certain nombre de postes de Junior Professional Officers (auprès des fonds et programmes des Nations Unies) et de Jeunes Experts (auprès de la Commission européenne). Les jeunes universitaires retenus pour les programmes en question bénéficient d'un training on the job, soit au siège de l'institution en question, soit dans un de leurs bureaux de représentation dans un pays en développement, de préférence un pays cible de la coopération luxembourgeoise. La formation et l'expérience professionnelle préparent pour une activité dans le domaine de la coopération au développement en général, dans une des institutions internationales ou, le cas échéant, à la coopération luxembourgeoise.

Actuellement, 13 résidents luxembourgeois sont affectés dans le cadre du programme Junior Professional Officers et sept résidents luxembourgeois sont affectés dans le cadre du programme Jeunes Experts dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

À part les programmes mentionnés ci-dessus, qui requièrent une certaine expérience professionnelle, le Ministère souhaite permettre à des jeunes résidents ou nationaux luxembourgeois de saisir l'opportunité de gagner, à la fin de leurs études, une première expérience dans la coopération au développement. À cette fin le Ministère et son agence d'exécution Lux-Development ont signé un accord en date du 29 juillet 2002.

Le programme s'adresse à des jeunes résidents ou nationaux luxembourgeois qui devront être au minimum détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques ou bien pouvant produire un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes.

Le programme vise à initier les jeunes stagiaires à la problématique de la coopération au développement et à les former aux différentes tâches en rapport avec la gestion du cycle projet.

Les stagiaires bénéficient d'une formation à la problématique de la coopération au développement qui pourra être réalisée en interne par Lux-Development ou auprès d'un organisme spécialisé sélectionné par l'Agence.

Les stagiaires se voient ensuite offrir une formation de base avant d'être détachés sur le terrain. Cette formation interne constitue une introduction à la politique de la coopération luxembourgeoise, au fonctionnement de Lux-Development, au programme du pays dans lequel sera détaché le stagiaire, aux procédures de gestion de l'Agence, etc.

Le détachement sur le terrain se fait, en principe, auprès d'un Chef de Projet ou Conseiller technique principal de Lux-Development, qui assume le tutorat du stagiaire. Il est responsable de l'encadrement du stagiaire, ainsi que du suivi et de l'évaluation de sa formation.

Une troisième procédure de sélection a été effectuée en juillet 2005 et sept stagiaires ont été affectés à différents pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

L'exposé qui précède vous aura permis de constater que nous disposons d'un programme substantiel permettant à des jeunes d'acquérir une formation supplémentaire en matière de développement. Je doute de l'opportunité de mettre en place encore des programmes additionnels dans ce contexte.

Éducation de base		
NAM/318: Éducation de base au Kavango et Caprivi	1995-1998	2'057'516
NAM/329: Éducation de base au Kavango et Caprivi (phase II)	1999-2004	2'955'511
NAM/337: Éducation de base au Kavango, Caprivi, Oijozondjupa et Omaheke (phase III)	2001-2005	4'286'440
Formation professionnelle		
NAM/324: Centre de Formation professionnelle de Rundu	1997-2004	1'998'021
NAM/339: Centre de Formation professionnelle de Katima Mulilo	2005-2008	3'370'200

Question 0685 (21.10.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **participation financière à l'organisation d'un parcours Formule 1 à Francorchamps:**

Aus der Press war erauszeliesen an och am Radio ass driwwer geschwat ginn, datt den Här Statsminister Kontakter mat de Responsabele vun der wallounescher Regioun an der Belsch hätt, fir datt Lëtzebuerg sech eventuell un der Organisatioun vum Formel-1-Parcours zu Francorchamps kënnt bedeelegen.

Esou eng Participatioun kann awer nëmme mat héije finanzielle Mëttele geschéien.

Q 55

Bei der Virstellung vun de Prioritéite vun der Regierung an och bei der Presentatioun vum Budget 2006 ass kloer matgedeelt ginn, datt hei am Land bei den Investissementer a Sportsinfrastrukture soll gespuert ginn.

Et ass deemno onverständlech, datt d'Regierung sech wëllt am Ausland finanziell u Sportsévénementer wéi d'Formel 1 bedeelegen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Stëmmt et, datt Gespréicher lafen iwwer eng Participatioun vu Lëtzebuerg un der Organisatioun vum Formel-1-Parcours zu Francorchamps?

2. Wa jo, ënner wat fir enger Form soll dat stattfannen, a wat wier déi finanziell Participatioun vu Lëtzebuerg?

3. Wa jo, wéi ass dat ze vereinbare mat deene vum Statsminister a vum Budgetsminister ugekënnegten Aspuerungen am Beräich vun de Sportsinfrastrukturen?

4. Wa mer hei am Land solle spueren, wéi kënne mer eis et dann erlaben am Ausland a Sportsévénementer ze investéieren?

Réponse commune (24.10.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1. Et stëmmt, datt déi wallounesch Regierung eis approchéiert huet iwwer eng méiglech gemeinsam Organisatioun vun enger Formel-1-Course zu Francorchamps.

2. Opgrond vun der aktueller Budgetssituatioun wëllt Lëtzebuerg sech net finanziell un esou enger Organisatioun bedeelegen.

Question 0686 (24.10.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**établissement public «Fonds de compensation»:**

La loi du 6 mai 2004 sur l'Administration du patrimoine du régime général de pension prévoit entre autres que la gestion de la réserve de compensation incombe à un établissement public dénommé «Fonds de compensation» commun au régime général de pension. De plus, les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques.

Les placements effectués par les caisses de pension sont limités aux investissements en prêts à l'État et, moyennant autorisation du Gouvernement, en prêts aux communes et aux entreprises industrielles, en prêts nantis d'une hypothèque ou d'un cautionnement et en acquisitions immobilières.

Dans ce contexte, considérant l'évolution favorable en cours d'année des marchés financiers, notamment boursiers, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Depuis quand ce «Fonds de compensation» assure-t-il la gestion de la réserve de compensation?

- Quelle est la répartition actuelle des disponibilités entre les différentes catégories de placement ainsi qu'entre les secteurs économiques et géographiques?

- Quels gestionnaires ont été retenus pour la gestion du Fonds et suivant quels critères?

- Quelle est la répartition des placements effectués par les caisses de pension?

- Quel est le rendement du «Fonds de compensation»?

Réponse (22.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire de l'honorable Député comporte cinq volets dont voici les réponses:

1. Le Fonds de compensation est opérationnel depuis janvier 2005, les premiers placements ayant eu trait aux recettes se dégageant de la répartition des cotisations du Centre commun de la sécurité sociale. Après le transfert en automne 2005 des actifs des caisses de pensions conformément à l'article 4, alinéa 2 de la loi du 6 mai 2004 sur l'Administration du Patrimoine du Régime général de Pension, le Fonds de compensation en assure également la gestion.

2. En attente de la sélection des gestionnaires, les placements se font uniquement en dépôts bancaires, exception faite des actifs en obligations et actions repris des caisses de pension. La répartition en date du 15 novembre 2005 était la suivante:

Catégories	en milliers euros	répartition
Actions	7.600	0,2%
Obligations	254.209	6,5%
Avoirs bancaires	3.625.218	93,3%
dont comptes courants	- 8.132	
Somme	3.887.027	100,0%

Les titres, des valeurs exclusivement européennes, sont libellés en euros et se répartissent entre le secteur financier (191.562.234 €), l'État luxembourgeois (35.327.244 €), les collectivités publiques (17.404.059 €) et les autres secteurs économiques (17.515.370 €).

3. La demande d'offres est en voie de finalisation, elle est prévue pour début 2006. Comme la procédure complexe instaurée par la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics s'étend également aux établissements publics, le choix des gestionnaires se fait au niveau européen, tandis que le choix de la banque dépositaire se limite aux banques agréées par la CSSF, conformément à la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif. Les gestionnaires retenus seront ceux qui répondent le mieux aux critères quantitatifs (somme totale des actifs gérés, nombre de mandats, nombre d'années d'expérience dans la gestion institutionnelle, etc.) et qualitatifs (résultats obtenus au cours des dernières années, adéquation aux besoins du Fonds de compensation, etc.) repris en détail dans les cahiers de charges.

4. Les caisses de pension continuent à gérer, en conformité avec les dispositions de la loi précitée, leurs actifs immobiliers ainsi que les prêts à l'État, aux communes et aux entreprises. Leurs moyens de trésorerie excédentaires sont placés à court terme en euros, sans toutefois dépasser la limite fixée par l'article 246, alinéa 1 du Code des assurances sociales. La répartition à la date du 15 novembre 2005 se présentait comme suit:

Catégories	en milliers euros
Immeubles et terrains	216.848
Prêts à long terme	659.697
Avoirs bancaires	517.913
Somme	1.394.458

5. Comme le premier exercice du Fonds de compensation n'est pas encore clôturé, des chiffres relatifs au rendement ne sont pas encore disponibles. Prévisiblement, il équivaudra à celui du marché monétaire en raison de la répartition actuelle des placements.

Question 0687 (24.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique:**

La division de la formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique se répartit en deux cycles: le cycle moyen et le cycle supérieur. Ce dernier est subdivisé en une section de gestion et une section communication et organisation. Or, il paraît que cette formation n'offre plus de grands débouchés sur notre marché du travail. Il ressort en effet des récents chiffres de l'ADEM, qu'en août 2005 les chercheurs d'emploi ayant une formation de niveau moyen (soit une 10e à 13e de l'enseignement secondaire technique ou une formation de 4e à 1ère de l'enseignement secondaire) sont nettement en surnombre dans la catégorie «employés de bureau» par rapport aux autres demandeurs cherchant un emploi dans d'autres catégories professionnelles.

Ceci n'est qu'un exemple illustrant le problème d'une orientation professionnelle lacunaire, qui ne semble plus vraiment convaincre les élèves à bien réfléchir certains de leurs choix scolaires pouvant se révéler comme un sens unique, et ce dans le contexte d'une situation de plus en plus serrée sur le marché de travail luxembourgeois.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Pouvez-vous me confirmer que les élèves ayant une formation administrative et commerciale déplorent de plus en plus de difficultés à trouver un emploi sur le marché de travail luxembourgeois?

2. Y a-t-il d'autres formations ressentant une certaine saturation sur notre marché de travail?

3. Quels sont vos concepts en vue d'une amélioration de l'orientation scolaire et professionnelle qui peuvent être mis en pratique dans l'immédiat et dans le moyen et long terme?

Réponse (22.11.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Je confirme que les élèves ayant une formation administrative et commerciale connaissent des difficultés croissantes à trouver un emploi.

2. Suivant les observations faites par le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM pendant les dernières années, les problèmes de l'intégration sur le marché de l'emploi se posent surtout pour les professions/métiers suivants: employés administratifs et commerciaux - niveau CATP, menuisiers, agents de voyage, coiffeurs, esthéticiens.

3. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi relanceront les discussions sur une réforme de l'orientation scolaire et professionnelle sur base des recommandations formulées dans le cadre de l'examen thématique de l'OCDE de juillet 2002.

Question 0688 (25.10.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**organisation du transport en commun pour les étudiants de l'Université du Luxembourg:**

An engem Rondschreiwes hu Studente vum Cours, Campus Lampertsbierg, IST a Campus Kierchbierg ëm Hëllef gebieden, am Zesummenhang mat der Méiglechkeet fir op den öffentlechen Transport kënnen ëmzeklammen. Dëst awer mat dem Wonsch fir eng direkt Busverbindung Gare-Centre-Limpertsberg-Centre-Gare, fir net mussen eng hallef Stonn a méi ënnerwee ze sinn, nëmme fir vun der Gare bis op de Lampertsbierg ze kommen. Dës Linn soll dräi- bis véiermol d'Stonn fueren.

No hiren Aussoe wieren e Grousdeel vun de Studente bereet op den öffentlechen Transport ëmzeklammen, wa se vun esou enger direkter Buslinn kënnte profitéieren. Hiren Aussoen zur Folleg wieren all hir Beméiunge bei den öffentlechen Instanze bis elo op daf Ouere gefall.

Wann d'Stad Lëtzebuerg an de Stat et fäerdeg brénge bei wichtegen Événementer extra an direkt Buslinnen ze schafen, misst et dach och méiglech sinn de Studenten, déi all Dag mussen an hir Course fueren, eng direkt Linn ze schafen.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass den Här Transportminister zu dëser Doléance vun de Studenten ugesprach ginn, an ass him dëse Problem bekannt?

2. Besteet eng Méiglechkeet esou eng direkt Linn fir Studenten ze schafen? Wa jo, wéini kann dat geschéien? Wann neen, firwat net?

3. Huet den Transportministère eng Etüd gemaach oder wëllt en se maachen, fir den Doléancë vun de Studenten op eng direkt Linn Rechnung ze droen?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling wëllt vum Transportminister wëssen, ob hien mat Doléancë vu Studenten vum Cours Universitaire befaasst ass, bei deenen et ëm direkt Busverbindungen tëscht der Gare an dem Lampertsbierg geet.

U mech ass bis elo keng esou eng Doléance erugedroe ginn.

Ech wëll och dorop hiweisen, datt bei esou Busverbindungen innerhalb vun der Stad Lëtzebuerg d'Gemeng zoustänneg ass an deemno eleng iwwer esou eng Ufro entscheede kann.

Question 0689 (25.10.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**Organisation Mondiale du Commerce (OMC):**

Les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dont l'Union européenne, sont actuellement engagés dans un vaste cycle de négociations commerciales, multilatérales, appelé «Programme de Doha pour le Développement» (PDD). En juillet 2004, ils sont convenus d'un accord-cadre qui privilégie l'élaboration d'un nouvel ensemble de règles commerciales d'ici la fin du PDD. Ils ont décidé que la prochaine conférence ministérielle de l'OMC se tiendra en décembre 2005 à Hong Kong.

Le Commissaire européen au Commerce extérieur, Peter Mandelson, vient récemment de déclarer que l'Union européenne continuera à négocier avec ses partenaires de l'OMC sur tous les dossiers de l'agriculture, en dépit de la demande française de cesser les discussions à ce sujet, suite à l'échec des négociations avec quatre grands acteurs de l'OMC, à savoir l'Australie, le Brésil, les États-Unis ainsi que l'Inde. Mandelson a notamment renvoyé au fait que le mandat de négociation découle de l'ensemble des pays membres.

Ces négociations se sont en effet achevées sans résultat. Les Européens ont voulu avancer sur les autres sujets de négociations, à commencer par le commerce de produits industriels et de services, alors que les partenaires de l'OMC ont préalablement exigé que l'UE baisse ses droits de douane agricoles. Ce blocage complique fondamentalement les négociations au cycle lancé à Doha en 2001.

Dans ce contexte j'aimerais connaître la position luxembourgeoise concernant les déclarations récentes du Commissaire européen au Commerce extérieur dans le contexte de la demande française d'abandonner les négociations avec l'OMC.

Question 0694 (26.10.2005) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant l'**Organisation Mondiale du Commerce (OMC):**

Peter Mandelson, Commissaire au Commerce et négociateur pour l'UE à l'OMC vient d'être accusé par la France de vouloir outrepasser le mandat tel que défini par le Conseil de l'Union européenne.

Lors du Conseil agricole, mardi à Luxembourg, la France aurait «reçu le soutien de 13 autres États membres sur une déclaration appelant une nouvelle fois la Commission européenne à respecter le rnandat que lui a conféré le Conseil» selon «Agence Europe» du 26 octobre 2005.

Dans la même édition, Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC aurait prévenu qu'en l'absence «de progrès suffisants sur le chapitre agricole (de la négociation) d'ici la fin de cette semaine, [il n'y aurait] plus le temps de faire, avant Hong Kong, le travail qui reste à faire sur les produits industriels et les services». Toujours selon Pascal Lamy, la tenue de la réunion même pourrait être remise en question.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Si le Luxembourg figure parmi les 13 États membres ayant soutenu la France?

2. Ce que Pascal Lamy entend par «progrès suffisants»?

3. Si Monsieur le Ministre estime qu'il existe une marge de manœuvre sans trahir, cependant, le mandat fixé par le Conseil de l'Union.

Réponse (17.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Étant donné que les questions parlementaires posées par Messieurs les Députés Laurent Mosar et Charles Goerens ont toutes les deux trait aux négociations à l'OMC, je me propose d'y répondre par une réponse unique.

Tout d'abord il convient de rappeler que les négociations du cycle de Doha ont été lancées en 2001 et concernent des domaines aussi variés que les services, les produits non agricoles et l'agriculture notamment. Elles sont donc globales et il conviendra de parvenir à un accord équilibré à la fois entre les différents domaines et à l'intérieur de chacun des domaines mentionnés. Par ailleurs le cycle de Doha pour le développement devrait viser à créer de meilleures perspectives économiques pour les pays en développement, surtout les pays les moins avancés, notamment par le biais d'un traitement spécial et différencié dans les différents domaines, aspect sur lequel j'ai personnellement toujours insisté.

En vertu des traités instituant l'Union européenne, la Commission européenne est le négociateur de l'Union et agit dans le cadre d'un mandat de négociation décidé par le Conseil. En ce qui concerne plus particulièrement le volet agricole, le mandat est notamment délimité par la politique agricole commune réformée en 2003.

En ce qui concerne la question spécifique de Monsieur le Député Laurent Mosar, je puis indiquer que d'après mes informations, aucun État membre ne souhaite abandonner les négociations dans le cadre de l'OMC même si des approches et des appréciations différentes concernant les négociations peuvent exister entre les différents États membres. En tout état de cause, je n'ai pas connaissance de la déclaration du Commissaire Peter Mandelson dont fait état l'honorable Député.

Concernant la session du Conseil «Agriculture et Pêche» des 24 et 25 octobre, évoquée par Monsieur le Député Charles Goerens, des discussions intenses ont eu lieu sur les négociations OMC sans que des déclarations spécifiques d'un groupe de délégations n'aient été retenues. Ceci dit, je voudrais informer l'honorable Député que dans un mémorandum sur les négociations agricoles à l'OMC, daté du 7 octobre 2005 et adressé à la Commission européenne, 13 États membres parmi lesquels se trouve également le Luxembourg, ont rappelé leur attachement au respect de ce mandat.

Quant aux propos cités de Monsieur Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, il m'est difficile, à défaut de plus amples précisions, d'en fournir une quelconque interprétation.

Finalement, je voudrais souligner que selon la Commission européenne la marge de manœuvre, surtout dans la partie accès aux marchés du domaine agricole, est limitée mais existe et dépend notamment des solutions à trouver pour les produits particulièrement sensibles de l'agriculture européenne.

Question 0690 (26.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **création d'un «Office national de l'Enfance»:**

Dans un article paru dans la dernière édition du DNF il est question d'un avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants qui aurait été élaboré par le Ministère de la Famille et qui créerait un nouvel organe dénommé «Office national de l'Enfance» et dont les compétences seraient supérieures à celles du Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles.

Cette mesure aurait suscité de vives critiques de la part de certains membres de la magistrature craignant entre autres une immixtion du pouvoir exécutif dans le pouvoir judiciaire. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille:

- Madame le Ministre peut-elle me confirmer l'existence du susdit avant-projet de loi?

Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle me donner de plus amples informations sur le contenu dudit texte? Est-il vrai qu'un certain nombre de critiques ont été formulées à l'encontre dudit texte?

- Enfin, Madame le Ministre va-t-elle tenir compte de ces critiques? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Réponse (17.11.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a élaboré un avant-projet de loi relative à l'aide sociale de l'enfance. Le Ministère entend ainsi réagir aux débats récents sur la protection sociale de l'enfance et la nécessité de mieux coordonner les mesures notamment celles relatives dans le domaine de la prévention. Il est entendu qu'il n'est point de la compétence du Ministère de la Famille et de l'Intégration de modifier la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Actuellement le texte de l'avant-projet de loi fait l'objet de concertations entre les différents départements ministériels concernés. Dès que ces travaux de concertation seront clôturés, l'avant-projet de loi sera soumis, pour avis et discussion, au Gouvernement en conseil.

À l'heure actuelle le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas été saisi de critiques formulées par des membres de la magistrature à l'encontre du document qui d'ailleurs reste en voie d'élaboration.

Question 0692 (26.10.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **effectifs des commissariats à proximité:**

Il me revient que les Commissariats de proximité déplorent actuellement un manque d'effectifs leur rendant difficile de remplir les missions qui leur sont confiées. Aussi, les gens se plaignent-ils notamment d'un manque de présence parmi la population, ce qui procure un sentiment d'insécurité. En effet, une présence sur le terrain ne peut être assurée qu'au détriment des tâches administratives, et vice-versa, dont les forces de polices doivent s'acquitter dans le cadre de leurs missions qu'ils sont amenés à faire.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité publique intérieure:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il importe d'augmenter les effectifs des commissariats de proximité afin de donner aux forces de l'ordre la possibilité de remplir toutes leurs missions de manière optimale?

- Est-ce que Monsieur le Ministre juge que le renforcement des effectifs de police par 32 unités prévu dans le budget des recettes et dépenses pour l'exercice 2006 permettra de combler les besoins en effectifs des forces de l'ordre et de répondre aux objectifs définis dans le commentaire du budget des dépenses retenant que «pour ce qui est du budget de la Police grand-ducale, le Gouvernement maintiendra ses efforts afin de doter le pays d'une police efficace, proche du citoyen et présente sur le terrain, sachant répondre à la demande de sécurité des citoyens»?

Réponse (22.11.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La réorganisation des forces de l'ordre et la création du corps de la Police grand-ducale avaient pour objectifs d'une part de garantir une couverture territoriale optimale par la régionalisation des services d'urgence et l'organisation d'interventions 24 heures sur 24, et d'autre part d'améliorer la perception de la sécurité publique par une présence renforcée des forces de l'ordre. Au sein de la structure de la Police grand-ducale et plus particulièrement au niveau des circonscriptions régionales, les centres d'interventions, les services régionaux et les commissariats de proximité constituent différents éléments d'un ensemble. Ces services partagent un territoire commun et sont complémentaires les uns par rapport aux autres par la répartition des tâches, leur spécialisation respective et l'organisation

de leurs activités dans le temps. Par cette complémentarité ils contribuent ensemble à la présence policière renforcée.

La détermination des effectifs nécessaires pour les différents services ainsi que la répartition des effectifs au niveau régional sont opérées en fonction des besoins réels et des problèmes de criminalité et de sécurité rencontrés au niveau des circonscriptions régionales et en tenant compte de la complémentarité de l'action des services régionaux concernés.

Pour l'année 2006 la Police grand-ducale bénéficiera de la création de 32 nouveaux postes au niveau de son effectif. Tenant compte du nombre de remplacements à prévoir dans le cadre des départs en retraite prévisibles, cela permettra l'engagement de 50 à 60 nouveaux policiers en fonction du taux de réussite à l'École de Police. Ce dernier nombre est conforme au programme pluriannuel de recrutement poursuivi depuis le début de la réorganisation et constitue par ailleurs le seuil annuel maximal de nouveaux policiers que le corps de la police est capable d'encadrer et d'intégrer dans ses services.

Il va sans dire que le programme de recrutement de 50 à 60 nouveaux fonctionnaires par année sera continué par le Gouvernement jusqu'à l'atteinte des effectifs légaux prévus.

Question 0693 (26.10.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles:**

Selon l'«étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles» publiée récemment par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, «les élèves de nationalité luxembourgeoise, qui représentent 68,9% du total des effectifs d'élèves, ne représentent que 52,4% des élèves quittant prématurément nos écoles (éqpés). La tendance est inversée pour les élèves de nationalité étrangère». L'étude constate «que l'arrêt de la scolarisation dans le système scolaire luxembourgeois est plus faible parmi les élèves de nationalité luxembourgeoise (2,9%) et allemande (2,5%) que parmi les autres élèves de nationalité étrangère (de 3,4% à 13,6%)». Quasiment un quart des jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger indiquent qu'ils ont fait le choix de quitter le système scolaire luxembourgeois en raison de «certaines branches».

- Est-ce que Madame la Ministre estime que ces résultats sont dus aux problèmes que les élèves de nationalité étrangère ont avec la situation linguistique au Luxembourg?

Selon l'étude mentionnée ci-dessus, 25,4% des jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger fréquentent un internat.

- Dans quels pays ces élèves poursuivent-ils leurs études?

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que moins d'élèves quitteraient l'école au Luxembourg si l'offre des places à l'internat était plus grande?

Un nombre important d'élèves qui ont intégré la vie professionnelle, qui bénéficient d'une mesure d'insertion professionnelle ou qui n'ont pas d'occupation regrettent d'avoir quitté l'école et aimeraient reprendre leurs études.

- Est-ce qu'il y a des mesures pour aider ces jeunes à reprendre leurs études?

Dans ce contexte j'ai constaté que les auteurs de l'étude n'ont pas posé les mêmes questions à ces trois catégories d'élèves.

- Pourquoi n'a-t-on pas demandé aux élèves qui n'ont pas d'occupation s'ils regrettent d'avoir arrêté leurs études? Pourquoi n'a-t-on pas demandé aux élèves qui bénéficient d'une mesure d'insertion professionnelle s'ils comptent reprendre leurs études?

Réponse (23.11.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. La réussite scolaire dépend de nombreux facteurs. La capacité d'étudier et d'assimiler des matières plus ou moins complexes, mais aussi l'appartenance à un milieu socio professionnel déterminé et le fait que la langue maternelle est le luxembourgeois ou une autre langue sont déterminantes pour le succès ou l'échec scolaire.

On n'apprend rien de nouveau en disant que les élèves qui n'ont pas le luxembourgeois comme langue maternelle ont plus de difficultés à apprendre l'allemand et les matières scolaires enseignées dans cette langue. On constate par exemple dans les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique que les élèves portugais ont nettement moins de notes insuffisantes en mathématiques - enseignées en français - que leurs camarades luxembourgeois, alors que pour la biologie ou l'histoire - enseignées en allemand - la situation s'inverse.

Depuis que le Ministère analyse également les résultats scolaires en tenant compte de la catégorie socio professionnelle à laquelle appartiennent les familles, on constate que les différences en termes de réussite scolaire sont nettement plus marquées entre élèves dont les parents sont employés de la carrière supérieure et élèves dont les parents sont ouvriers qu'entre élèves luxembourgeois et élèves non luxembourgeois.

À l'intérieur d'une même catégorie socio professionnelle les différences entre élèves parlant différentes langues maternelles sont peu prononcées.

2. Les 273 élèves ayant quitté notre école pour poursuivre leurs études secondaires à l'étranger se répartissent sur les pays suivants.

Pays	Nombre d'élèves
Belgique	190
Allemagne	40
France	25
Portugal	7
Suisse	3
Autres	6
Sans indication	2

Pour les 63 élèves ayant indiqué résider en internat, la répartition par pays est la suivante:

Pays	Nombre d'élèves
Belgique	41
Allemagne	8
France	12
Suisse	2

Il ne ressort pas de l'étude si le souhait de s'inscrire dans un internat a été à l'origine de la décision de l'élève ou de ses parents de quitter l'école de notre pays. On ne peut donc pas dire si ces élèves se sont inscrits à un internat parce que l'école qu'ils veulent fréquenter se trouve à l'étranger ou s'ils fréquentent une école à l'étranger parce qu'ils peuvent y être hébergés en internat.

Il convient de noter cependant que, parmi les raisons indiquées sous forme de texte libre, quasiment personne n'a indiqué le choix d'un internat comme cause de la décision de quitter l'école du pays.

3. Les jeunes qui quittent l'école sans certificat sont suivis par l'Action Locale pour Jeunes. Un certain nombre de mesures leur sont proposées, entre autres dans les Centres nationaux de Formation continue (CNFPC). Les collaborateurs de l'ALJ s'occupent d'une réintégration scolaire et notamment de la recherche d'un patron, condition indispensable pour entamer une formation CITP, CCM ou s'inscrire dans une classe concomitante du CATP.

4. Les questions évoquées ont été posées, du moins partiellement. Ceux des élèves qui avaient quitté l'école et qui avaient un emploi et ceux qui étaient sans emploi ont répondu comme suit:

	Regrettent l'arrêt des études	Ne regrettent pas l'arrêt des études	Sans indication
Elèves ayant un emploi	24,4%	36,9%	38,6%
Elèves sans occupation	53,7%	28,0%	18,3%

La question n'a pas été posée aux élèves qui bénéficient d'une mesure d'insertion professionnelle étant donné que la plupart se considèrent comme étant en formation.

Question 0698 (27.10.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **sécurité des places assises et des places debout des autobus:**

Déi öffentlech Bussen, an dësem Fall déi vum TICE, hu 44 Sëtzplazen an 52 Stoplazen.

Am Normalfall ginn d'Sëtzplazen duer, fir d'Passagéier sécher un hir Destinatioun ze bréngen. A Spëtzenzäiten awer, besonnesch beim Schülertransport, sinn d'Busse struppevoll, sou datt d'Passagéier dem Chauffer bal um Schouss sëtzen. D'Sécherheet vun dëse Passagéier ass net garantéiert.

Ee Beispill: D'Linn 1, déi mueres um 6:50 Auer vu Lamadelaine op Esch fiert, ass 50 Minutten ënnerwee. An dësem Bus sinn all Sëtzan Stoplaze besat. Déi meescht Schüler, awer och aner Persounen, déi matfueren, sti während bal 40 Minutten. Déi eenzeg Upak, déi déi stoend Passagéier hunn, ass e Gréff iwwer hirem Kapp un enger Staang, wat ganz sécher bei engem Onfall zum Chaos féiere wäert.

An den Autoe verlaangt d'Législatioun, datt wéinst der Sécherheet e Sécherheetsguert muss op alle Sëtzplaze ugedoe ginn. An de Bussen ass kee Sécherheetsguert op de Sëtzplazen a beim Stoen ass de Passagéier nach manner ofgesécher t. Wat fir d'Autoen als noutwendeg ugesi gëtt, misst och beim öffentleche Bustransport Gültegkeet hunn.

Och wann dës Buslinn, an och nach anerer vum TICE betreit ginn, sou géif ech mengen, fällt awer d'Sécherheet am Transportwiesen, a besonnesch beim Schülertransport, ënnert d'Kompetenz vum Här Transportminister.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Transportminister dës Situatioun bekannt?

2. Wier et net ubruecht, méi Bussen an de Spëtzenzäiten a besonnesch beim Schülertransport anzesetzen, fir datt genuch Sëtzplazen zur Verfügung sti fir d'Sécherheet vun de Passagéier ze garantéieren?

3. Wier et net sënnvoll eng Etüd anzeleede fir den Impakt vum Schülertransport ze analyséieren an der Optik, datt nëmmen nach Busser mat Sécherheetsguerter équipéierte Sëtzplazen den Transport sollen assuréieren?

4. Wéini gedenkt d'Regierung, déi entspriechend EU-Direktiv iwwer Sécherheetsguerter a Bussen an nationaalt Recht ëmzesetzen?

Réponse (23.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling wëllt sech éischtens iwwert d'Moossnamen informéieren, déi den Här Transportminister gedenkt ze ënnerhuelen fir géint déi iwwerfëllte Bussen, virun allem am Schülertransport, virzegoen. Zweetens, wëllt hie wëssen, wéini déi europäesch Direktiv iwwert d'Uleeë vun de Gurten an de Bussen an dat nationaalt Recht ëmgesat gëtt.

D'Situatioun, datt Leit mussen an den Autobusse stoen, besonnesch während de Stousszäiten, ass net ze évitéieren. Duerfir verfügen d'Autobussen iwwer Stoplazen. Dës Situatioun trëtt besonnësch an den Uertschaften oder Stied op, wou d'Distanzen ënner zéng Kilometer leien.

Well et fir d'Passagéier keng Obligatioun ass sech am Viraus unzemellen oder eng Plaz ze reservéieren, ass et onméiglech fir all Busclient eng Sëtzplaz ze garantéieren.

Den Transportministère an déi verschidden Busopérateuren erhéije konséquent d'Capacitéit op deene verschiddenen öffentleche Linne soubal festgestallt gëtt, datt déi ugebuede Capacitéit net méi dem erfuerderte Besoin gerecht gëtt.

Sou sinn 22 zousätzlech Bussen op de Linne vun RGTR an TICE zënter dem Ufank vum Joer agesat ginn.

Den Transportministère ass der Meenung, datt hien all de Clienten de bescht méigleche Confort an déi beschte Sécherheet erfréiere soll.

An deem Sënn huet den Transportministère de Syndicat vum TICE beoptraagt, fir d'Situatioun op der Linn 1, déi vu Rolléng iwwer Péiteng op Esch/Uelzecht féiert, ze ënnersichen, sou wéi se den Här Deputéierte beschreift.

A Saache Sécherheet bleift ze ënnersträichen, datt den Ament en Aarbechtsgrupp beoptraagt ginn ass fir d'EU-Direktiv iwwert d'Sécherheetsgurten an de Bussen an dat nationaalt Recht ëmzesetzen.

Question 0699 (27.10.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **disponibilité du véhicule spécialement aménagé pour les personnes handicapées en vue de l'obtention du permis de conduire:**

Pour les personnes souffrant d'incapacités physiques qui affectent ou limitent leurs activités de vie journalière, la conduite automobile est un signe de liberté et d'une plus grande autonomie. Si une personne handicapée désire passer son permis de conduire, les auto-écoles ne disposant pas du matériel adéquat peuvent recourir à un véhicule spécialement aménagé à cet effet qui est mis à disposition par le Ministère des Transports.

Or, selon mes informations des problèmes persistent en ce qui concerne la disponibilité du véhicule en question. Il arrive ainsi que des personnes handicapées se voient annuler des heures de pratique du simple fait que cette voiture est absente au rendez-vous fixé par avance.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer et le cas échéant justifier les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les modalités de fonctionnement de la voiture en question?

- Vu les problèmes susmentionnés, ne serait-il pas opportun d'acquérir une deuxième voiture spécialement aménagée pour les personnes handicapées afin de remédier à cette situation?

Réponse (22.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

De prime abord, il convient de noter que le Ministère des Transports n'est ni propriétaire du véhicule spécialement aménagé pour personnes handicapées, ni compétent en matière de gestion financière, administrative, technique ou autres.

À titre d'information, je vous signale toutefois que le véhicule, dont question, appartient au Centre national de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Luxembourg-Hamm et qu'il est conforme aux véhicules d'instruction en application de l'article 2, sous B) 2) du règlement grand-ducal du 17 mai 2004 modifiant le règlement grand-ducal du 8 août 2000 déterminant le contenu de l'instruction préparatoire aux examens du permis de conduire ainsi que l'exercice de la profession d'instructeur de candidats conducteurs.

En ce qui concerne le premier point de la question parlementaire sous rubrique, après renseignement pris auprès dudit Centre, je peux certifier qu'il n'existe pas d'annulation d'heures pratiques du fait de l'absence prolongée dudit véhicule. Dans des cas très particuliers (réparation, contrôle technique) les personnes qui auraient dû utiliser le véhicule en ont été informé valablement préalablement (deux cas en 2005).

En ce qui concerne le deuxième point de la question, ledit centre établit les plannings d'utilisation de véhicule, de concert avec les auto-écoles qui s'en servent.

Pour ce qui est du troisième point, je ne saurais que communiquer le fait que ledit véhicule a été acquis par le Centre prémentionné en 1999 et immatriculé le 4 juin 1999. Par après un deuxième véhicule, d'occasion celui-ci, a été légué au Centre.

Il est prévu que le Centre de Hamm fasse l'acquisition d'un nouveau véhicule en 2006.

Enfin, je ne saurais qu'affirmer, qu'à ma connaissance, le Centre National de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Hamm effectue un travail de très grande qualité pour les conducteurs présentant un handicap physique, notamment grâce au véhicule spécia-

lement adapté. La Commission médicale du Ministère des Transports entretient d'excellentes relations avec l'équipe du Centre et peut émettre dans de nombreux cas des avis médicaux très pointus grâce à l'apport de bilans détaillés effectués, notamment après des tests pratiques ou de simulation passés sur le véhicule spécialement adapté.

Question urgente 0700 (26.10.2005) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **grippe aviaire:**

Face à l'évolution de la grippe aviaire et à ses multiples répercussions, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles nouvelles initiatives le Gouvernement compte-t-il prendre pour réagir à cette évolution?

- Ne faudrait-il pas prévoir l'instauration d'un système d'information (site Internet, hotline,...) qui pourra informer le citoyen de façon objective sur le phénomène de la grippe aviaire, ses conséquences éventuelles et les mesures préventives à prendre?

- Quelles mesures le Ministre de la Santé compte-t-il prendre face à l'augmentation inquiétante de la consommation des médicaments Tamiflu et Relenza?

- Les aviculteurs sont particulièrement concernés par cette grippe aviaire. Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre à ce sujet?

Réponse commune (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Le Gouvernement réagit à l'évolution de la situation par des mesures prises tant au niveau du Ministère de la Santé qu'au niveau du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en collaboration étroite avec la Cellule de concertation Agriculture-Santé.

C'est ainsi que l'Administration des Services vétérinaires a mis en place toute une série de mesures telles que:

- l'existence d'un plan de lutte national aux fins de réagir efficacement à l'apparition de la maladie;

- la surveillance du cheptel avicole domestique et des oiseaux sauvages, essentiellement des oiseaux migrateurs, par un échantillonnage conséquent pratiqué depuis trois ans sur notre territoire;

- un contrôle sanitaire conséquent au P.I.F. (Poste d'Inspection Frontalier) de l'aéroport des importations d'animaux vivants et des produits animaux par les services vétérinaires;

- un contrôle plus intensif de la part de l'Administration des Douanes et Accises des bagages des passagers venant des pays à risque en matière de grippe aviaire;

- l'affichage à l'Aérogare de notes rendant attentif aux risques sanitaires à encourir dans les pays infectés par la grippe aviaire;

- interdiction d'importation de volailles et d'oiseaux vivants ainsi que de leurs produits à partir des pays atteints de la grippe aviaire;

- confinement des volailles domestiques dans les locaux de détention depuis le 28 octobre 2005, allégé de dérogations basées sur une analyse des risques et interdiction de rassemblements de volailles et d'oiseaux.

Un site existe déjà sur le website du Ministère de la Santé (www.etat.lu/MS grippe 2005). Ce site est complété et actualisé en permanence. Une hotline est opérationnelle et sera activée en cas de besoin; actuellement l'Inspection Sanitaire (tél. 478-5650) arrive à gérer la réponse aux questions posées.

Les antiviraux Tamiflu® et Relenza® ne peuvent être achetés en pharmacie que sur prescription médicale. Un certain nombre de personnes auraient constitué un stock privé pour avoir le médicament à disposition en cas de besoin; ce nombre est cependant petit, puisque l'approvisionnement des pharmacies en Tamiflu® et Relenza® a toujours été très limité et est actuellement en rupture de stock. Le Ministre de la Santé a averti à plusieurs reprises de ne pas prescrire et ne pas consommer des antiviraux à titre préventif ou prophylactique. Du point de vue scientifique pareille attitude est à déconseiller, surtout qu'elle risque d'engendrer des cas de résistances non négligeables.

Début 2004 le Gouvernement avait déjà constitué un stock d'antiviraux pour protéger les personnes exposées en cas de grippe aviaire (aviculteurs, vétérinaires, personnel soignant un cas humain infecté par un virus de grippe aviaire). Des recommandations générales ont été adressées aux aviculteurs et vétérinaires concernant les consignes d'hygiène et les précautions à prendre. Depuis 2003 il est conseillé aux aviculteurs de se faire vacciner contre la grippe saisonnière. Cette vaccination ne les protégera pas contre le virus H5N1, mais pourra diminuer le risque d'une interférence avec le virus de la grippe aviaire, et donc l'émergence d'un nouveau virus pouvant être à l'origine d'une pandémie.

Question 0706 (28.10.2005) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant la **mise en service d'un train-tram au Luxembourg:**

La presse vient de faire état d'un apparent revirement fondamental dans l'approche politique en matière de mise en service d'un train-tram au Luxembourg. La raison en tiendrait selon les experts des CFL à l'incompatibilité de la circulation des trams sur le réseau ferroviaire en place conçu pour des trains classiques.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il confirmer ce revirement qui conduirait à l'abandon de l'idée maîtresse défendue jusqu'à présent unanimement dans le cadre de l'étude Luxtraffic, BTB et stratégie «mobilitéit.lu» d'assurer aux clients du rail des relations sans transbordement entre la ville de Luxembourg et le quartier de Kirchberg, d'une part, et les autres régions du pays reliées au chemin de fer, d'autre part?

- Dans l'affirmative, est-ce que la rentabilité socioéconomique est encore garantie, alors que les études du passé ont toutes souligné la possibilité des trains-trams d'emprunter le réseau des CFL et l'option concomitante d'assurer la desserte sans transbordement des relations entre la capitale et les autres régions du pays comme le point fort du concept?

- Dans la mesure où la rentabilité du concept retenu jusqu'à présent ne serait plus donnée, quelles conséquences se dégageraient pour les projets votés par la Chambre des Députés sur le plan légal, financier et opérationnel?

- Quel est le sort réservé dans ces conditions à l'option envisagée d'une desserte interne du site de Belval-Ouest par train-tram?

- Le projet de raccordement ferroviaire de Kirchberg tirant son attrait pour une grande partie des possibilités de desserte directe par rail à partir des régions environnantes de la capitale est-il dans ces conditions encore défendable sous l'angle de vues de son coût, surtout à un moment où l'État se trouve confronté à une situation budgétaire très difficile?

- Dans les conditions nouvelles, le projet Bus-Bunn prévoyant un tracé ferroviaire classique en dessous de la ville haute et de Kirchberg ne pourrait-il pas présenter une alternative qu'il y aurait intérêt à étudier plus en avant?

Réponse (17.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député rappelle que la presse vient de faire état d'un apparent revirement fondamental en matière de mise en service d'un train-tram au Luxembourg.

Étant donné que le groupe de travail chargé d'étudier toutes les options en matière d'extension du réseau ferroviaire léger dans la ville de Luxembourg n'a pas encore finalisé son rapport, je ne peux ni confirmer ni infirmer les propos relatés par la presse.

Question 0713 (3.11.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **construction d'un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg:**

Il me revient par voie de presse que Monsieur le Ministre de la Justice a annoncé qu'il comptait prévoir la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg.

Or, en date du 22 septembre Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que cette construction ne serait pas d'actualité.

De plus, Monsieur le Ministre a à deux reprises été invité par la Commission juridique de la Chambre des Députés à donner des explications et à proposer des solutions aux problèmes existants au CPL, mais il n'a jamais parlé d'une nouvelle construction.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer sa volonté de créer un nouvel établissement pénitentiaire au Luxembourg?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il ce changement radical dans la position du Gouvernement?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il aurait été opportun d'en discuter avec les membres de la Commission juridique avant d'en informer la presse?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations concernant cette nouvelle construction?

Réponse (18.11.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme l'a indiqué Monsieur le Premier Ministre, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu d'agrandir le Centre Pénitentiaire de Schrassig pour éviter des problèmes de gestion si le nombre de détenus devenait trop important.

Par conséquent, face à la croissance du nombre de détenus observée les dernières années, le Gouvernement estime utile de prévoir la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire.

Il appartient maintenant au Ministère de la Justice d'élaborer les détails d'un tel projet, au Ministère des Travaux publics d'élaborer les plans. Face à l'envergure d'un tel projet, une phase de planification de deux à trois ans semble nécessaire.

Une fois les détails élaborés, la Chambre sera saisie d'un projet de loi pour examen et décision.

Question urgente 0717 (4.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **stocks de vaccins contre la grippe saisonnière:**

De Gesondheetsministère huet ewéi all Joer d'Bierger opgefuerdert, sech géint d'Gripp impfen ze loossen. Dës Recommandatioun ass besonnesch un eeler Leit a Kanner geriicht ginn.

Elo gouf mer awer zougedroen, datt a verschiddenen Apdikten am Land, besonnesch an der Stad Lëtzebuerg, de Stock un Impfstoff géint d'Gripp ausgaangen ass. D'Leit kréie matgedeelt, datt se mussen zwou Woche waarden, respektiv sech sollen op eng Waardelëscht androe loossen. Bannent zwou Woche kënnen awer eng Rei Leit, déi sech wollten impfe loossen, vun enger Gripp befall ginn a gesondheetlech Schied erleiden, besonnesch eeler Leit a Kanner.

Duerfir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt momentan net genug Impfstoffer géint d'Gripp do sinn an datt eng Waardezäit vun zwou Woche besteet, ier de Stock erëm opgefëllt ass?

2. Handelt et sech heibäi ëm en nationale Problem oder beschränkt sech dëse Manktum un Impfstoffer nëmmen op bestëmmte Regiounen, respektiv Apdikten?

3. Gëtt et eng Ulafstell fir Betraffener a besonnesch Apdikten an Dokteren, déi deen Impfstoff dréngendst brauchen, an/oder eng Plaz, wou se déi Impfstoffer méi séier zur Verfügung gestallt kréien?

4. Bestinn iergendwellech legal Responsabilitéiten, falls Leit, déi sech wollten impfe loossen a sech hu missen op eng Waardelëscht androen, an der Waardezäit vun enger Gripp befall gi sinn an zu Schued komm sinn?

Réponse (11.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Et ass en Enkpass mat de Liwwerunge vum Grippevaccin agetratt, well de Verbrauch dëst Joer an alle Länner vill méi héich ass wéi déi aner Joren. Et ass eng Tatsaach, datt sech dëst Joer vill méi Leit geimpft hunn, wat och eng gutt Saach ass. Sou sinn all déi aner Joren, wou déiselwecht Recommandatiounen un d'Leit erausgaang sinn, fir sech impfen ze loossen, knapp 60.000 Dose Vaccin hei zu Lëtzebuerg verkaaft ginn. Elo si mer scho bei 100.000 geliwwerten Dosen ukomm an nach ëmmer ass Nofro do.

De kuerzfristege Liwwerenkpass u Vaccin gëtt et net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä allgemeng och an deenen anere Länner, well d'Vaccinsfabrikanten nëmmen all Joer just esou vill Vaccin fabrizéieren, wéi viraussiichtlech gebraucht gëtt. Dëse Vaccin muss nämlech all Joer frësch produzéiert ginn, well en deem Typ Virus, deen e bestëmmtent Joer d'Gripp ausléist, ugepasst muss ginn. Déi meescht Fabrikanten hunn hir Fabrikatioun scho laang ofgeschloss a liwwere guer net méi.

Allerdéngs konnte gëschter, Méindeg, nei Liwwerungen fir Lëtzebuerg geséchert ginn an dat an enger genügender Quantitéit, sou datt den Enkpass sech progressiv an den nächsten Deeg wäert opléisen.

Question 0721 (8.11.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **camping municipal Horizon à Mondorf-les-Bains:**

1982 gouf zu Munneref un de bestoende Camping e «parc résidentiel de camping» annexéiert. Elo ass no Aussoe vun der Gemeng Munneref dësen «camping municipal Horizon» zënter dem 31. Dezember 2003 offiziell zou. Den zukünftege weidere Verbleif vun enger ganzer Rei Awunner vun dësem Camping wäert wahrscheinlech iwwert de geriichtleche Wee gekläert musse ginn.

Elo hunn ech awer de 5. September dëst Joer an der lëtzebuergescher Dageszeitung «Le Quotidien» déi interessant Ausso vun der Madame Buergermeeschter vun der Gemeng Munneref kënne liesen, datt eng Kéier den aktuelle Camping geraumt, déi Gemengeverantwortlech vu Munneref en neie Camping an d'Plaz wëlle maachen, awer ouni résidentiellen Deel:

«La commune souhaiterait, une fois les lieux évacués, remettre en place un camping, mais qui ne sera plus en partie résidentiel».

Des Weideren huet de «Journal» elo viru kuerzem informéiert, datt: „Für den umstrittenen Campingplatz will der neue Schöffenrat ... die Anlage dann zu einem zeitgemäßen und rein touristischen Campingplatz umgestalten".

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Ass den Tourismusministère schonns iwwert dës Pläng, fir amplaz vum alen «Camping municipal Horizon» en neie Camping ze installéieren, informéiert ginn a sinn déi Gemengeverantwortlech an deem Kontext schonns un de Ministère erugetrueden?

2. Bedeelegt sech den Tourismusministère finanziell un esou engem neie Camping zu Munneref, a wa jo, ënner wéi engen Oploen?

3. Besti vu Säite vum Tourismusministère Bedenken, datt déi verbliwwe Chaleten an domadder och déi respektiv Awunner vum Camping résidentiel vu Munneref eventuell och op deem neie Camping verbleiwe kënnen?

4. Oder verfügt den Här Minister iwwer aner Informatiounen wat déi zukünfteg Verwendung vun dem Terrain vum Camping municipal Horizon zu Munneref betrëfft?

Réponse (22.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. Den Tourismusministère huet keng Kenntniss vun engem neie Campingsprojet zu Munneref.

2. Wéi all «Demande d'aide à l'investissement», déi un den Tourismusministère gemaach gëtt, géif och eng Demande fir eng Investitiounsbäihëllef betreffend een neie Campingsprojet zu Munneref am Kader vum «Règlement grand-ducal du 31 mars 2003 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées au camping» aviséiert.

3. D'Thematik vun de feste Wunnsëtzer op de Campinger fält net an de Kompetenzberäich vum Tourismusminister. De Bedreiwer vun engem Camping muss awer laut Artikel 4 vum Gesetz vum 11. Juli 1957 iwwert d'Reglementatioun vun de Campinger, dem Tourismusminister e «Règlement d'ordre interne» zur Bewëllegung firleeën.

4. Den Tourismusminister verfügt iwwer keng Informatiounen, wéi déi zukünfteg Verwendung vun dem Terrain vum Camping soll ausgesinn.

Compte rendu des séances publiques
N° 4 – Session ordinaire 2005-2006

9e séance, mardi 29 novembre 2005
10e séance, mercredi 30 novembre 2005
11e séance, mardi 6 décembre 2005
12e séance, mercredi 7 décembre 2005
13e séance, jeudi 8 décembre 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Lucien Weiler à Barcelone pour la 5e Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens

Célébrer les progrès mais garder à l'œil les problèmes existants

Les célébrations du 10e anniversaire de la Déclaration de Barcelone ont été entamées les 25 et 26 novembre 2005 par la 5e Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens. À la veille du Sommet de Barcelone, environ quarante Présidents de parlement se sont réunis au siège du Parlement de la Catalogne à Barcelone. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. SAR le Prince des Asturies a inauguré la conférence.

Les réunions se concentraient essentiellement sur le bilan des dix dernières années et les perspectives du partenariat euro-méditerranéen. Les différents intervenants ont relevé que le parcours de cette décennie n'avait pas toujours été facile. Mais de nombreux progrès ont été réalisés, une nouvelle dynamique s'est développée, surtout au niveau des pays de la rive sud de la Méditerranée.

Cependant les efforts ne suffisent pas encore, le processus n'a pas satisfait tous les espoirs, les réalisations ne sont pas à la hauteur des attentes. D'aucuns ont souligné que «nous aurions pu faire davantage». Les interlocuteurs ont affirmé que le conflit israélo-palestinien a largement bloqué l'évolution du partenariat euro-méditerranéen, surtout en ce qui concerne la sécurité et la stabilité de la région.

«L'écart de développement entre les pays du Sud et ceux de l'Union européenne demeure considérable», selon le représentant du Parlement tunisien, et ce «aussi bien au niveau économique que social ou technologique.» Comme l'a souligné le Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, M. Josep Borrell Fontelles, «l'Europe a plus regardé l'Est que le Sud au cours des dix dernières années». Dans les dix prochaines années, le développement devra par conséquent être beaucoup plus intensif. La volonté des parlementaires d'inciter leurs gouvernements à s'engager encore davantage dans cette direction a été renouvelée.

En marge de la conférence, M. Lucien Weiler a rencontré le Président de l'Assemblée nationale de Bulgarie, M. Georgi Pirinski, afin de faire le point sur la situation dans ce pays candidat. M. Pirinski a assuré que son pays met tout en œuvre afin d'accélérer les préparatifs en vue de l'adhésion à l'Union européenne prévue pour le 1er janvier 2007. Le Président de la Chambre des Députés a en outre eu des entrevues bilatérales avec les Présidents des Parlements de l'Espagne, de la Finlande, de la Turquie, des Pays-Bas et de la Syrie ainsi qu'avec le Président du Parlement européen.



(de gauche à droite) M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés luxembourgeoise et M. Manuel Marín González, Président de la Chambre des Députés espagnole

Processus de Barcelone et politique européenne de voisinage

Mme le Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente, et M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ont représenté la Chambre des Députés à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), qui s'est tenue du 20 au 21 novembre 2005 à Rabat (Maroc). Les travaux de l'APEM ont traité diverses questions liées au Processus de Barcelone, notamment les partenariats avec les pays méditerranéens, la nouvelle politique européenne de voisinage et les perspectives d'intégration régionale.

Sur le plan politique le processus de création d'un État palestinien viable a été débattu par les trois commissions de l'APEM. La lutte contre le terrorisme et le combat contre la grippe aviaire ont également été discutés. L'Assemblée recommande notamment une «alliance des civilisations», la mise en œuvre des clauses de non-prolifération des armes de destruction massive et l'adhésion aux conventions et protocoles des Nations Unies relatifs aux droits de la femme et aux droits civils et politiques.



(de gauche à droite) Mme le Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM); M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM); Mme Viviane Reding, Membre de la Commission européenne (Société de l'information et médias); M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain; M. Mohamed Benaïssa, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc; M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

Sur le plan économique, la libéralisation des services et les échanges dans le secteur agricole figuraient à l'ordre du jour tout comme les conditions de la création d'un réseau euro-méditerranéen de l'énergie et le développement des infrastructures de transport dans la région. L'Assemblée a également étudié les actions requises pour dépolluer la mer Méditerranéenne et les mesures nécessaires pour réduire la fuite des cerveaux. Les conclusions de ces travaux ont été transmises au sommet des Chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à Barcelone les 27 et 28 novembre.

M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain, a souligné la priorité à accorder à la question des migrations illégales et au respect des droits des migrants légaux.

M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée, a tenu une allocution à Rabat devant les délégués de l'APEM. Il a souligné que du point de vue économique le fossé qui sépare les pays continue de se creuser et que les investissements étrangers nécessaires pour créer des richesses présupposent la mise en œuvre d'une politique de bonne gouvernance. Il a poursuivi en précisant aux participants que le renforcement de la démocratie reste le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme.

Mme Viviane Reding, Commissaire européen (Société de l'information et médias), a évoqué le Sommet mondial sur la Société de l'information et a mis en avant l'importance des technologies de la communication comme vecteur de développement. L'Union européenne est inquiète de l'insuffisance des progrès dans ce domaine dans certains pays de la région. Les atteintes à la liberté d'expression, y compris l'accès à Internet, et les entraves à l'activité d'organisations des droits de l'Homme, ne sont pas acceptables. La Commission européenne est prête à aider les États du Sud de la Méditerranée à réussir leur réforme politique. Les accords d'association ont été complétés par une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles en tenant compte des sensibilités de tel ou tel secteur et en l'accompagnant de mesures de développement rural.

Extraits du Rapport du Médiateur:
cf. fin de ce compte rendu

La coopération luxembourgeoise au Sénégal

Amélioration des conditions de vie, éducation et formation professionnelle

(SIP/chd) Dakar, Thiès et Saint-Louis ont été les trois étapes de la visite du Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Jean-Louis Schiltz, au Sénégal du 5 au 9 décembre 2005.

La visite s'est inscrite dans le cadre de la 3e commission de partenariat entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal. L'accès à l'eau et l'assainissement ainsi que l'éducation et la formation socio-professionnelle sont les secteurs dans lesquels l'appui de la coopération luxembourgeoise est le plus significatif au Sénégal.

Lors de sa visite, le Ministre Schiltz a été accompagné des députés Lydie Err et Jean Huss, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ainsi que de représentants de l'agence d'exécution Lux-Development.

Le Sénégal figure depuis 1993 parmi les dix pays cibles de la politique de coopération du Gouvernement luxembourgeois. Ce pays situé en Afrique de l'Ouest compte 11,1 millions d'habitants et est classé en 157e position (sur 177 pays) dans le *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le revenu par habitant, l'espérance de vie et le taux de scolarité sont pris en compte pour le calcul de cet indicateur.

Après l'accueil dans la soirée du 5 décembre 2005 à l'aéroport de Dakar par M. Abdoulaye Diop, Ministre d'État, Ministre sénégalais de l'Économie et des Finances, et par M. Hubert Bouette, consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg au Sénégal, la délégation luxembourgeoise a visité le 6 décembre plusieurs projets de la coopération luxembourgeoise: la construction d'un lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle à Thiès, située à 70 km au Nord-Est de Dakar, un village bénéficiant du programme «hydraulique villageoise dans le département de Tivaouane» et un projet de développement local à Saint-Louis.



(Photo: SIP/Tom WAGNER)
Mme Lydie Err, M. Jean-Louis Schiltz et M. Jean Huss lors de la pose de la première pierre de la future pédiatrie au «Centre hospitalier Abass N'dao» à Dakar.

Le lendemain, le Ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'Action humanitaire a inauguré le Centre régional d'enseignement technique féminin à Saint-Louis.

Les 23 et 24 novembre 2005 à Londres

Conférence des comités européens pour la justice et les affaires intérieures

La Conférence des comités européens pour la justice et les affaires intérieures, placée sous le thème «Les réponses face à la menace terroriste et les effets sur les communautés», a eu lieu à Londres du 23 au 24 novembre 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Patrick Santer, Président de la Commission juridique. Les recommandations suivantes ont été discutées et retenues:

Le terrorisme international est devenu une menace majeure pour notre société. Il y a par conséquent lieu de mobiliser, et ce de manière impérative, tous les moyens d'action disponibles afin de contrer efficacement ce défi.

L'Union européenne doit assumer un rôle de coordinateur actif en soutenant l'ensemble des États membres dans leur lutte contre le terrorisme. Une approche pragmatique conciliant à la fois rationalité et efficacité doit être assurée, ce qui oblige à éviter la création d'agences et d'autres organes au niveau européen ne disposant pas des compétences et moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Eu égard au caractère mondial du terrorisme, une coopération plus étroite et approfondie avec des organes internationaux, comme p.ex. Interpol, s'avère être indispensable.

L'information et le renseignement sont vitaux dans la lutte contre le terrorisme et la prévention d'attentats. L'échange d'informations entre les différents services répressifs doit être promu, voire amélioré. Or, cet échange d'informations ne peut se faire que dans un cadre défini et réglementé. Il s'agit en effet de garantir, d'une part, la protection et le traitement efficace des données à caractère personnel et, d'autre part, le respect des droits de l'Homme.

La création d'un régime uniforme pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne et relatif à la protection des données à caractère personnel, à adopter dans le cadre du troisième pilier - justice et affaires intérieures -, s'avère être primordiale.

Rencontre des Présidents Weiler et Mores



(de gauche à droite) M. Pierre Mores, M. Lucien Weiler, M. Claude Frieseisen

En date du 5 décembre, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a renconté le Président du Conseil d'État, M. Pierre Mores, entrevue qui se rangea dans les contacts réguliers entre les deux institutions.

L'accélération de la procédure de transposition des directives européennes fut un sujet de cette rencontre. Les deux Présidents ont exprimé leur ferme volonté de travailler main dans la main avec le Gouvernement afin de hâter l'analyse des textes légaux en question. Fut également abordé le dossier de la réforme du Conseil d'État, qui devra être soumis au courant du premier semestre de l'année prochaine à la Chambre des Députés.

Finalement, ils ont souligné l'excellente collaboration administrative entre leurs deux institutions et ont salué les projets futurs en matière de gestion des connaissances (Internet, portail documentaire, bibliothèques, etc.).

Überbringung des Friedenslichtes aus Bethlehem

Anlässlich eines Höflichkeitsbesuches des Landeshauptmanns von Oberösterreich Dr. Josef Pühringer hat der elfjährige Jürgen Lengauer aus Linz-Pichling dem Präsidenten der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler das Friedenslicht aus Bethlehem überreicht. Bei den anschließenden Gesprächen zwischen Lucien Weiler und Dr. Josef Pühringer ging es hauptsächlich um die bilateralen Beziehungen und aktuelle europäische Themen.



Assermentation d'un fonctionnaire de la Chambre des Députés

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité» que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - un nouveau fonctionnaire du Greffe a été assermenté par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de M. Laurent Besch, attaché, a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter et de M. Robert Thelen, préposé des Ressources humaines.



(de gauche à droite) M. Robert Thelen, M. Claude Frieseisen, M. Laurent Besch, M. Benoît Reiter

Présentation du rapport 2005 de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand

Le 17 novembre 2005, date proche de la commémoration de l'anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) a présenté son troisième rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Le rapport 2005 met un accent particulier sur les droits du nouveau-né, notamment le droit à l'identité, l'accouchement anonyme, ainsi que la distinction persistante entre l'enfant «légitime» et l'enfant «naturel».

Un autre thème auquel la Présidente de l'ORK, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, souhaite attirer l'attention est la participation des enfants aux questions qui les concernent et plus particulièrement l'audition en justice.

Le placement intolérable des enfants à la prison pour adultes, la situation inacceptable réservée aux jeunes toxicomanes, la détresse alarmante des jeunes qui se suicident, les enfants maltraités, les problèmes scolaires et la protection judiciaire des mineurs sont également analysés dans le rapport 2005.



La Présidente de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, a remis et présenté le rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

L'Ombudscomité a adressé treize recommandations aux membres du Gouvernement. Le Président de la Chambre des Députés de son côté a transmis les recommandations ainsi que le rapport annuel aux membres de la Chambre des Députés et plus particulièrement aux présidents de plusieurs commissions parlementaires dont celle de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, celle de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et au président de la Commission juridique.

Le rapport intégral et les recommandations de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand peuvent être consultés sur www.ork.lu.

NOUVELLES LOIS

5475 - Projet de loi

portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la décision des représentants des Gouvernements de l'Union européenne concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne.

En décembre 2000, lors du Conseil européen de Nice, l'Union a décidé de prendre à sa charge les missions dévolues à l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Deux agences indépendantes de l'Union européenne ont été créées en juillet 2001, à savoir l'Institut d'études de sécurité et le Centre satellitaire de l'Union européenne, qui incorporent les structures correspondantes de l'UEO.

L'Institut a pour mission d'établir des documents de recherche et d'analyse en matière de la PESC/PESD ainsi que d'organiser des séminaires, alors que le Centre doit soutenir le processus de décision de l'Union européenne dans le cadre de la PESC/PESD en fournissant du matériel résultant de l'analyse de l'imagerie satellitaire et de données collatérales.

Les principales dispositions de la décision sont les suivantes: immunité de juridiction, inviolabilité des archives, exonération d'impôts et de droits, liberté de communication, privilèges et immunités des membres du personnel et levée de l'immunité.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

Rapportrice: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

03.10.2005	Désignation d'un rapporteur
14.11.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.12.2005

5484 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

Dans l'accord de coalition d'août 2004, le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une «politique durable de la gestion de l'eau se traduisant par une protection optimale des masses d'eau contre toutes sortes de pollutions tout en garantissant une exploitation saine des réserves aquatiques pour les besoins de la société». Cet effort se traduit par des investissements renforcés dans la construction et la modernisation de diverses stations d'épuration du pays.

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer financièrement à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg. Mise en service en 1979, cette station d'épuration, d'une capacité de 70.000 équivalents-habitants, sera dimensionnée après les travaux projetés pour traiter les eaux usées de 95.000 équivalents-habitants. Son bassin tributaire couvre les communes de Bettembourg, de Kayl, de Dudelange, de Roeser et de Rumelange, d'une part, et les communes françaises de Tressange et d'Ottange, d'autre part.

Les travaux de modernisation ont pour but de conformer le traitement des eaux usées aux critères arrêtés par la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires permettant surtout, outre la dégradation des matières organiques, l'élimination des phosphates et des composés azotés. Les boues d'épuration en excès sont stabilisées sur place moyennant des procédés spécifiques et le biogaz produit est récupéré et valorisé par une centrale de cogénération produisant à la fois de la chaleur et de l'électricité.

Dans le cadre de la politique actuelle en matière d'épuration des eaux usées, le Gouvernement, par le biais des crédits du Fonds pour la Gestion de l'Eau du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, participe à raison de 90% dans les dépenses d'agrandissement et de modernisation d'infrastructures d'épuration des eaux usées. Pour la station d'épuration de Bettembourg, la participation financière étatique s'élève à 32.741.767,11 EUR, soit en chiffres arrondis 32.800.000,00 EUR (indice semestriel des prix à la construction au 1er octobre 2004).

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 14.06.2005

Rapportrice: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

13.10.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.12.2005

Ordre du jour

1. Ordre du jour

2. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreiborn et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports
- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale

(Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Sitzunge vun dëser Woch huet d'Presidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg héiere mer dem Här Ausseminister Jean Asselborn seng Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Uschléissend hu mer eng Froestonn un d'Regierung a schliesslech op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Nationalbibliothéik.

Muer, um hallwer dräi, fänken d'Debatten iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik un.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir héieren elo d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass déi éischte Kéier, dass ech d'Éier an och d'Geleeënheet hunn, virun der Chamber d'Deklaratioun zur Lëtzebuerger Aussepolitik ze maachen a fir lech d'Prinzipien, d'Objektiver an d'Erausfuerderunge vun eiser Aussepolitik duerzeleeën.

Dës Deklaratioun kënnt zu engem zimlech ongewinnte Moment; déi vill Engagementer vun der Lëtzebuerger Présidence hu mer et net erlaabt, sou wéi et Traditioun ass, am Fréijoer virun Iech ze trieden. Dir hutt dofir vill Verständnis gewisen, an ech wëll Iech dofir alleguerten eng Kéier Merci soen.

Et wäert Iech sécher net erstaunen, dass d'Présidence och eng besonnesch Plaz an dëser Deklaratioun wäert anhuelen. Dobäi geet et mer net esou dorëm, fir d'Haaptévénementer an d'Haaptdossieren nach eng Kéier Revue passéieren ze loossen, mä méi dorëm, an d'Zukunft ze kucken, ze kucken, wou mir no där Présidence stinn - mir Lëtzebuerg, mir Europa, mä och mir Lëtzebuerg an dësem Europa an an der Welt.

Fir Lëtzebuerg war dëst jo déi eeleft Présidence. Dat war eemol méi d'Geleeënheet, ze weisen, dass mir bereet sinn, eisen Deel vun der globaler Responsabilitéit ze iwwerhuelen, dass mir an Europa an iwwer Europa eraus een aktive Bäitrag brénge kënnen, dass mir ee crédible Partner sinn, en engagéierte Partner, dee sech fir d'Unioun an och d'Interesse vun der Unioun asetzt, dee probéiert dee grousse Projet Europa virunzebréngen.

Dësen Engagement fir d'Weiderverdéiwung vun der europäescher Integratioun a fir d'Erweiderung vun der EU no prezise Kritären entsprécht eiser Convictioun, mä och eisem Interessi. En eenegt an e staarkt Europa ass am Interessi vu Lëtzebuerg a vun de Bierger hei am Land. D'Interesse vu Lëtzebuerg a vun der Europäescher Unioun sinn am Fong geholl deckungsgläich.

Eist politescht Gewiicht, eisen Afloss op d'Affäre vun dëser Welt, an ëmgedréint awer och eis Ofhängegkeet vum Weltgeschéie waren nach ni esou ausgeprägt, wéi dat haut de Fall ass. Eise Wuelstand, eis Sécherheet, eis Stabilitéit - si baséieren op gemeinsamen Äntwerten op d'Erausfuerderunge vun der globaliséierter Welt, op internationaler Kooperatioun an Institutioune wéi eben der Europäescher Unioun, wéi och der NATO oder der UNO virun allem.

Effikasse Multilateralismus ass fir eis net nëmmen e Schlagwuert. D'Présidence huet eis d'Geleeënheet ginn, dat eemol méi ënner Beweis ze stellen. D'Europäesch Unioun huet sech an hirer Sécherheetsstrategie kloer fir eng multilateral Approche ausgeschwat, mat de Vereenten Natiounen am Zentrum. D'Weltorganisatioun muss déi essenziell Roll am Erhale vu Fridden a Sécherheet, an der Promotioun vun de Mënscherechter, am Kampf géint d'Aarmut an d'Ënnerentwécklung spillen.

An deem Sënn hu mir intensiv un der Virbereedung vum UNO-Sommet am September vun dësem Joer zu New York geschafft. Et war eis wichteg, eisen Deel dozou bäizedroen, dass d'Organisatioun vun der Weltgemeinschaft déi nei Erausfuerderungen, déi sech am 21. Jorhonnert stellen, besser ophuele kann, an dass mer och dem Erfëlle vun de Millennium Development Goals méi no kommen.

Besonnesch an dësem leschten Domän kann ech soen, dass d'Unioun ënner eiser Présidence hirer Responsabilitéit gerecht ginn ass. Sou hunn déi 25 Memberstaten am Mee vun dësem Joer dozou bäigedroen a sech engagéiert, bis 2010 kollektiv 0,56% vun hirem interne Bruttosozialprodukt fir d'Entwécklungshëllef zur Verfügung ze stellen, a bis 2015 den Objektiv vun 0,7% ze erreechen.

Eisen Engagement fir e Multilateralismus, dee fonctionnéiert, spillt sech awer och an anere Beräicher erëm, wéi dem Asaz a Krisesituationen, ob a Kooperatioun mat eise Partner aus der NATO oder och eegestänneg, am Kader vun enger ziviler oder enger militärescher Missioun am Kontext vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik. Esou sinn am Moment net wéineger wéi zéng EU-Missiounen déployéiert, dräi dovunner um Balkan, dräi an Afrika, dräi am Mëttleren Osten an och eng an Asien.

D'Weiderentwécklung vun eiser gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik ass schlussendlech baséiert op der Recherche vu multilaterale Solutiounen an der Bereetschaft, Verantwortung ze iwwerhuelen an d'Roll och vum Acteur payant eigentlech ze dépasséieren. Et ass an deem Geescht, dass mer déi aussepolitesch Erausfuerderungen ënner eiser Présidence ugaange sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Relatiounen tëschent Amerika an der Europäescher Unioun waren ouni Zweifel duerch d'Irak-Kris belaascht. D'Lëtzebuerger Présidence hat sech dofir als eent vun deenen Ziler gesat, dës Relatiounen, déi esou vital si fir eis alleguerten, engersäits ze relancéieren an anerersäits d'Unioun nees zesummenzebréngen. Ech mengen, ech ka soen, dass mir deem Zil méi no komm sinn.

Déi zwee Sommten, mat enger éischter Visite iwwerhaapt vun engem amerikanesche President bei den europäeschen Institutiounen am Februar vun dësem Joer, déi vill Rencontren och op allen Niveauen an an alle Formater, sief et zu 25, sief et an der Troika, sief et och bilateral, hunn et erlaabt, den transatlanteschen Dialog nees op eng méi partnerschaftlech Basis ze setzen an eis Politiken erëm verstäerkt openeen ofzestëmmen, an dat souwuel am politesche wéi och am ekonomeschen oder am Ëmweltberäich.

Den israelesch-palästinensesche Konflikt, den Iran, den Irak, d'Situatioun am Mëttleren Osten am Allgemengen, mä och d'Développementer an Asien, um Balkan an och de gemeinsame Kampf géint den Terrorismus, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen, goufe regelméisseg diskutéiert. D'Wichtegkeet vun engem Échange, vun enger gemeinsamer Approche, déi op dem Dialog - ech betounen: op dem Dialog - an der Négociatioun och baséiert, stoung dobäi am Virdergrond.

D'Häerzstéck vum EU-USA-Sommet am Juni zu Washington war eigentlech eng ekonomesch Deklaratioun, déi d'Basis liwwert, fir an den transatlantesche Wirtschaftsrelatiounen déi Barrièren ofzebauen, déi nach bestinn, besonnesch am reglementäre Beräich.

No breede Konsultatioune vum private Secteur op béide Säite vum Atlantik konnt een Accord fonnt ginn, deen net just déi Beräicher oplëscht a verdéift, an deenen d'USA offensiv Interessen hunn, mä och déi Beräicher, déi der Europäescher Unioun ganz wichteg sinn, wéi zum Beispill d'Reglementatioun vun de Marchés publics. Deen Accord gëtt elo op de Wee vun der Ëmsetzung bruecht.

Um Sommet am Juni ass och no Joren nees eng Kéier iwwert d'Ëmweltproblematik zumindest geschwat ginn. Während laanger Zäit waren Theme wéi Klimawandel oder Kyoto-Protokoll rout Dicher fir d'Amerikaner. D'Europäesch Unioun huet eng aktiv Iwwerzeegungsroll an dësen Domäner weiderhin ze spillen.

D'Situatioun am Mëttleren Oste stoung awer net nëmme mat den USA ganz uewen um Ordre du jour. D'Europäesch Unioun engagéiert sech zënter ganz ville Jore fir eng gerecht an dauerhaft Solutioun am israelesch-palästinensesche Konflikt. Als Member vum Quartett hu mir eis fir eng Relance vum Friddensprozess, am Aklang mat der Feuille de route - mat der Road map -, fir e Stopp vum Bau vun den israelesche Siedlungen an den occupéierten Territoiren, fir e Stopp och vum Mauerbau, virun allem zu Jerusalem, fir en Enn vun den israeleschen Aktivitéiten an a ronderëm Ost-Jerusalem, mä awer och selbstverständlech fir d'Recht vun Israel, a Sécherheet an a Fridde mat sengen Noperen ze liewen, agesat.

D'Evénementer dës lescht Deeg loossen hoffen, dass nees Mouvement an de Friddensprozess erakënnt. D'Opmaache vu Grenzposten zwëschent der Gazaträif an Ägypten ass méi wéi nëmmen ee symbolesche Schrëtt a Richtung vun engem souveräne palästinensesche Stat; et erméiglecht och eng dréngend néideg ekonomesch Perspektiv.

Ech sinn houfrech drop, dass mir mat Ärer Ënnerstëtzung hei aus der Chamber eis aktiv un den EU-Grenzkontrollmissiounen zu Raffah kënne bedeelegen an esou eisen Engagement fir dës schwiereg Regioun ënner Beweis stellen.

D'Wahle fir de palästinensesche Conseil législatif am Januar 2006 presentéieren, dat ass en anere ganz wichtege Schrëtt. Et ass kruzial, dass déi Wahle fräi a fair oflafen an dass Israel op d'Bescht mat der palästinensescher Autoritéit an der Preparatioun vun de Wahle kooperéiert. Och hei wäerte mir, wann Der d'accord sidd als Chamber, present sinn am Kader vun der EU-Wahlobservatiounsmissioun.

Zu de Wahlen, déi fir Mäerz an Israel ugesat sinn, just ee Wuert. Si bréngen eigentlech Hoffnung fir eng nei parlamentaresch Konstellatioun an dësem Land, déi zu engem Retour zur Feuille de route an engem dauerhafte Fridde ka féieren. Loosse mer hoffen, dass dës Chance net ongenotzt bleift.

An deem Kontext ass och eisen Engagement am Barcelona-Prozess ze gesinn; bis haut deen eenzege regionale Forum, wou Israelien a Palästinenser an och d'arabesch Länner ronderëm een Dësch sëtzen.

Enn Mee huet hei zu Lëtzebuerg déi siwent Conférence ministérielle euro-méditerranéenne stattfonnt, wou mir déi éischte Kéier zënter dem Lancement vum Barcelona-Prozess virun zéng Joer Konklusiounen, déi vun alle Parteie gedroe goufen, konnten ausschaffen iwwert déi dräi Voleten, dee politeschen an dee sécuritairen, dee wirtschaftlechen an dee kulturelle vun dëser Kooperatioun, an och konnten adoptéieren. Dat war besonnesch wichteg en vue vum Sommet, dee jo de Weekend zu Barcelona da stattfonnt huet a wou mer gemeinsam mat eise Partner aus dem Mëttelmierraum eis Prioritéite fir déi nächst Joer gesat hunn.

Esou wäerte mer an Zukunft d'Zesummenaarbecht verstäerken, wat d'Ëmsetzung vu politeschen an och wirtschaftleche Reformen, d'Kooperatioun am Domän vun der Immigratioun an d'Programmer am Educatiounssecteur uginn.

Den Dialog tëschent de Kulturen ass en anert immens wichtegt Element vun eisem Partenariat, en ëmmer méi wichtegt Element. D'Fondatioun Anna Lindh, déi am Abrëll dëst Joer lancéiert gouf, gradewéi d'Initiativ vun enger Allianz vun den Zivilisatiounen, déi vum spuenesche a vum türkesche Premierminister proposéiert gouf, schwätzen dofir; dat Ganzt - dat wësst Der - ënnert der Obhut vun den Nations Unies.

Den Accord, deen Däitschland, Frankräich an England, déi sou genannten EU3, am November 2004 mam Iran iwwert d'nuklear Froen ofgeschloss hunn, huet et um Niveau vun der Europäescher Unioun erlaabt, d'Diskussioun iwwert den Accord de commerce et de coopé-

ration an och en Accord politique, déi zënter 2003 ënnerbrach waren, mam Iran nees opzehuelen. Dräi Négociatiounsronnen hunn doropshin ënner eiser Présidence stattfonnt.

D'Troika huet ausserdeem Gespréicher gefeiert, fir den Dialog mam Iran iwwert d'Mënscherechter erëm opzegräifen. D'Europäesch Unioun koppelt d'Entwécklung vun hire Relatioune mam Iran, wéi Der wësst, net nëmmen u positiv Gestë vun Teheran am nukleare Beräich, mä och un de Respekt vun de Mënscherechter, de Kampf géint den Terrorismus an um Iran seng Positioun am Friddensprozess am Noen Osten. Dat war eis besonnesch wichteg während eiser Présidence a muss eiser Meenung no och an Zukunft elo d'Basis vun der Europäescher Unioun hirer Politik vis-à-vis vum Iran bleiwen.

D'lescht Woch, wéi Der wësst, huet de Conseil vun de Gouverneure vun der internationaler Atomenergieagence, der IAEA zu Wien, den Iran opgefuerdert, d'Diskussioune mat den EU3 nees opzehuelen, méi Transparenz un den Dag ze leeën, wat säin Nuklearprogramm betrëfft, an den additionnellë Protokoll vun dem TNP, also dem Traité de Non-Prolifération, esou séier wéi méiglech ze ratifizéieren. D'Méiglechkeet vun enger Saisie vum Sécherheetsrot vun de Vereenten Natioune bleift och weiderhi bestoen an där Fro.

Ech hoffen, dass d'iranesch Autoritéite sech dem Eescht vun der Situatioun bewosst sinn an d'Verhandlungen op der Basis vum Paräisser Accord nees opgräifen. Et schéngt wéi wann éischt Sondéierungsgespréicher an deem Sënn sollte stattfannen, wat ech nëmme kéint begréissen. Zil ass et, um diplomatesche Wee - ech betounen: um diplomatesche Wee - alles ze maachen, fir dass den Iran iwwer keng Nuklearwaffe verfügt. Dat ass den Interesse vun der Europäescher Unioun, esou wéi och vun der gesamter internationaler Gemeinschaft.

Här President, mir wëssen nach allze gutt wéi diviséiert Europa iwwert de Krich am Irak war. Vill vun eis wollten dee Krich net, mä mir sinn haut mat opgefuerdert, eis mat senge Konsequenzen auseneener ze setzen a matzehëllefen, dass aus dem Irak e friddlecht, en demokratescht, e souveränt, e prospèret Land gëtt, e Land an deem d'Mënscherechter respektéiert ginn, an dat eng positiv an eng stabiliséierend Roll an dëser esou wichteger Regioun vun der Welt och spillt. Dat ass en Objektiv, dee mer all an der Unioun deelen an un deem senger Ëmsetzung mir ënner lëtzebuergeschem Virsëtz och aktiv matgeschafft hunn.

Esou sinn zënter Krichsenn eng 518 Milliounen Euro vun der Europäescher Kommissioun zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Reconstructioun vum Land, fir den Neesopbau vu Basisservicer an Infrastrukturen, mä och fir d'Organisatioun vun de Wahlen an den Opbau vun engem Rechtsstat. Den 1. Juli dëst Joer huet dann och d'EU-Zivilmissioun EUJUST LEX, déi ënner Lëtzebuerger Présidence décidéiert an och preparéiert gouf, mat der Formatioun ausserhalb - ech betounen: ausserhalb - vum Irak am Beräich vun der Police, de Geriichter an dem Prisongswiesen ugefaang, an am September hu mer mat der irakescher Interimsregierung en Ofkommes iwwert d'Verdéiwung vun eise Relatiounen an dem politeschen Dialog och ënnerschriwwen.

Ech war, wéi Der wësst, selwer mat menge Kolleegen Jack Straw, Javier Solana a Benita Ferrero-Waldner, vun der Troika also, zu Bagdad, fir op der Plaz net nëmmen ze weisen, dass Europa dem Irak an dem irakesche Vollek bäisteet an dësem extrem schwieregen Transitiounsprozess an deem et sech befënnt, mä och fir eis Erwaardungen un dee Prozess virzebréngen.

Dass mir en Irak wëllen, an deem all Parteie matschaffe kënnen, an deem d'Rechter vun alle respektéiert ginn, egal ob Mann oder Fra, Sunnit, Schiit oder Kurd, dat war och de Grond firwat mir eis bereet erkläert hunn, zesumme mat den USA an enger enker Zesummenaarbecht mat de Vereenten Natiounen eng international Konferenz iwwert den Irak ze organiséieren, den 22. Juni zu Bréissel.

D'irakesch Interimsregierung sollt d'Geleeënheet kréien, der internationaler Communautéit hire Programm, hir Visioune fir d'Zukunft virzestellen. De Communiqué, deen um Enn vun där Konferenz vun deene méi wéi 80 Länner an Organisatiounen, déi present waren zu Bréissel, ugeholl gouf, spigelt dann och e breede Konsens erëm iwwert déi nächst Schrëtt, déi am Kader an am Aklang virun allem mat der Resolutioun 1546 vum Weltsécherheetsrot ze ënnerhuele sinn.

D'legislativ Wahlen elo, déi de 15. Dezember stattfannen, representéieren eng ganz wichteg Etapp an deem Prozess. Et ass essenziell, dass all Gruppen un dëse Wahlen am Irak deelhuelen an dass eng representativ Regierung gebilt gëtt, eng Regierung, déi vun allen Iraker ka gedroe ginn. Et muss zu enger nationaler Réconciliatioun kommen. Ech kann duerfir d'Initiativ vun der Arabescher Liga, fir eng Réconciliatiounskonferenz uganks vum nächste Joer zu Bagdad ze organiséieren, och nëmme begréissen. De grausamen Terror am Irak muss en Enn fannen. D'Iraker mussen esou bal wéi méiglech nees d'Sécherheet am Land selwer kënnen assuméieren.

An all deenen Dossieren, déi ech bis ewell ugeschwat hunn, huet natierlech och d'Kooperatioun mat Russland eng ganz, ganz wichteg Roll gespillt. A regelméissege Rencontren hu mer eis Vuen iwwert déi grouss Krisenherder op der Welt ausgetosch. Déi gemeinsam Noperschaft stoung dobäi besonnesch am Virdergrond. Innepolitesch war dat éischt Hallefjoer gepräegt duerch d'Finalisatioun vun deene sou genannte véier gemeinsamen Espacen, déi d'Basis fir eis Kooperatioun an den nächste Joren och bilde soll. Mir konnten déi Verhandlunge beim EU-Russland-Sommet den 10. Mee zu Moskau erfollegräich ofschléissen an eis domat gemeinsam Objektiver an de Beräicher Wirtschaft, Fräiheet, Sécherheet, Justiz, Ausseséicherheet souwéi Recherche, Educatioun an och Kultur ginn.

D'Diskussioun iwwert d'Mënscherechter huet dobäi och eng ganz wichteg Roll gespillt. Den 1. Mäerz 2005 sinn iwwregens hei zu Lëtzebuerg déi éischte Kéier institutionaliséiert Gespréicher um Niveau vun der Europäescher Unioun mat Russland iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter gefouert ginn. Dat ass och net nëmmen e symbolesche Schrëtt.

Et war eis och wichteg esou séier wéi méiglech op déi nei Evolutioune bei engem anere vun eisen Noperen ze reagéieren, der Ukraine. Esou hu mer den 21. Februar den éischten Aktiounsplang, baséierend op der europäescher Politik fir d'Nopeschlänner, mat der Ukraine ënnerschriwwen an hunn d'Moossname fir eng weider Verdéiwung vun eise politeschen an och ekonomesche Relatioune parallell zum Demokratiséierungsprozess, deen an der Ukraine jo vum President Juschtschenko ageleet ginn ass, ugeholl.

Um Sommet, deen Enn dëser Woch elo zu Kiew tëschent der Unioun an der Ukraine stattfënnt, wäerte besonnesch d'Verhandlunge fir en Ofkommes iwwer Visa-Vereinfachungen, déi kierzlech lancéiert goufen, souwéi och ekonomesch Reformen am Zentrum vun der Diskussioun stoen. An den nächste Méint dierft der Ukraine och de Statut vun enger Économie de marché zouerkannt ginn.

Et ass sech während der Présidence awer net nëmmen op d'Nopeschlänner vun der Europäescher Unioun konzentréiert ginn. Kontakter mat Asien, Latäinamerika an Afrika stoungen op der Dagesuerdnung. Esou hate mer ënner anerem Réunioune mat den Asean-Länner an der ASEM, eng éischt Troïka ministérielle zu Peking, wou mir 30 Joer diplomatesch Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a China feiere konnten, an dann natierlech och de Sommet mat Japan den 2. Mee hei zu Lëtzebuerg.

Wat China ugeet, huet jo an der Öffentlechkeet een Thema ganz kloer dominéiert: de Waffenembargo. Wéi Der wësst, huet d'Lëtzebuerger Présidence am Dezember 2004 e Mandat vum Europäesche Rot kritt, fir d'Aarbechten en vue vun der Levée vum Waffenembargo weiderzefëieren. Sou een Ophiewe vum Embargo sollt awer an engem gewësse Kontext geschéien. Sou sollt den europäesche Code de conduite fir Waffenexporter renforcéiert ginn an d'Europäesch Unioun sech Instrumenter gi fir Länner, déi sech an enger Transitiounsphas nom Ophiewe vun engem Embargo befannen, déi sou genannten Tool Box. Der Situatioun vun de Mënscherechter, a besonnesch de chineseschen Autoritéiten hir Fortschrëtter an der Ratifikatioun vun der Internationaler Konventioun iwwer zivil a politesch Rechter sollt ausserdeem Rechnung gedroe ginn.

Den institutionelle Mënscherechtsdialog tëschent der Europäescher Unioun a China ass dann awer och ënner eiser Présidence virugefouert ginn. D'Aarbechten allerdéngs iwwert de Code de conduite an d'Tool Box konnten net ofgeschloss ginn, sou dass et zu kenger Décisioun iwwert de Waffenembargo komm ass.

Et war eis als Présidence awer och wichteg, eng Diskussioun iwwert den Embargo eraus mat China an iwwer China och ze féieren. Wéi schonns gesot, ënnerhält d'EU ewell zënter 30 Joer diplomatesch Relatioune mat deem Land. D'Volleksrepublik ass ouni Zweifel déi kommend Muecht, an et ass wichteg, dass mer den Dialog mat Peking ënnerhalen, an dat souwuel um europäesche wéi och um nationale Plang. Op béiden Niveauë musse mer aktiv bleiwen. Eng Lëtzebuerger Statsvisite a China ass duerfir och fir déi nächst Zukunft geplangt.

D'Haaptmanifestatioune mat Latäinamerika hunn hei zu Lëtzebuerg stattfonnt. Ech wëll do vun de ministerielle Réunioune mat dem Rio-Grupp an de regionalen Organisatioune wéi dem Mercosur an dem Pacte andin schwätzen. D'Verdéiwung vum politeschen Dialog, mä och vun eise wirtschaftleche Bezéiunge mat dëser Regioun vun der Welt, déi sech an engem Integratiounsprozess befënnt, stoungen dobäi am Mëttelpunkt.

Laang hu mir eis Relatioune mat Afrika haaptsächlech ënnert dem Gesiichtspunkt vun der Entwécklungshëllef exklusiv gesinn. Haut versicht jo d'Unioun verstäerkt mat den afrikanesche Strukture wéi der Union africaine, der CDAO, also dat sinn d'Länner vu Westafrika, an der SADEC, d'Länner aus Südafrika, zesummenzeschaffen, si ze ënnerstëtzen am Opbau vun eegene Capacitéite fir d'Krisen ze géréieren an och e wierklecht Partenariat ze entwéckelen. Échangen iwwer Regioune wéi d'Elfenbeinküst, wéi den Togo, de Sudan oder d'Grand-Lacë stoungen duerfir déi lescht Méint gradesou um Ordre du jour wéi d'Preparatioun vum UNO-Sommet am September an d'Erfëlle vun de Millennium Development Goals.

Här President, loosse mer nach ee Moment zréckkommen op Regiounen, déi eis geographesch méi no stinn. Ënner eiser Présidence sinn eng Partie wichteg Décisioune geholl ginn an och virbereet ginn, déi d'Balkanlänner wäerte méi no un Europa erubréngen. Wéi Dir wësst, huet d'Europäesch Unioun dëse Länner um Sommet zu Saloniki am Joer 2003 eng europäesch Perspektiv ginn. Um Wee fir an d'Unioun ginn hinnen Ofkommes proposéiert, déi si op eng spéider Adhésioun solle preparéieren.

Stabilisatiouns- an Associatiounsaccorde mat der Fréierer Jugoslawescher Republik Mazedonien a mat Kroatien besti schonn. Mat Albanien sinn d'Verhandlungen esou gutt wéi ofgeschloss, während d'Négociatioune fir esou een Ofkommes mat Serbien-Montenegro a Bosnien-Herzegowina grad ugefaangen hunn.

Déi Décisioune sinn ënner eiser Présidence virbereet oder virugedriwwe ginn, well mer dovun iwwerzeegt sinn, dass Europa et muss ganz éierlech menge mat deem, wat et am Joer 2003 zu Saloniki gesot huet. D'Europäesch Unioun soll d'Perspektiv vun enger Adhésioun och als Hiewel benotzen, fir de Länner um Balkan an a Südosteuropa ze hëllefen, déi néideg Reformen duerchzefëieren, déi hinne Stabilitéit, Fridden a Wuelstand garantéieren.

Mir hunn um Balkan natierlech och d'Entwécklungen am Kosovo genee verfollegt an och dru geschafft, der Europäescher Unioun hir Roll an deem Prozess ze definéieren, deen elo ugefaangen huet. Déi Diskussioun soll jo zu engem definitive Statut fir de Kosovo féieren. Am Conseil européen vum Juni hu mir d'Prinzipië fixéiert fir de Statut vum Kosovo, och an dee Kader gesat, deen der Unioun et erlaabt, am Kosovo-Prozess enk matzeschaffen a matzedécidéieren.

Sou ass et fir eis kloer, dass et kee Retour op d'Situatioun virum Mäerz 1999 ka ginn. D'Décisioun iwwert de Statut vum Kosovo muss baséieren op der Multiethnicitéit, um volle Respekt vun de Mënscherechter a virun allem dem Recht vun alle Flüchtlingen, a Sécherheet nees kënnen heemzegoen. De Statut muss déi néideg konstitutionell Garantie bidde fir de Schutz vun de Minoritéiten, a Mechanisme virgesinn, fir dass d'Vertrieder vun de Minoritéiten an der Regierung wéi och an de lokale Verwaltungsstrukture matschaffe kënnen.

D'Décisioun iwwert de Statut kann net unilateral sinn an däerf net imposéiert sinn. Fir d'Europäesch Unioun ass all Verännerung vum Territoire vum Kosovo inakzeptabel. De Kosovo kann also net gedeelt ginn an och net mat engem Nopeschland vereenegt ginn. Mir ënnerstëtzen zu honnert Prozent den Här Ahtisaari, dee jo als UNO-Négociateur op dësem breede Feld vum Balkan dem Kosovo zu engem definitive Statut verhëllefe soll.

Och am Erweiderungsprozess vun der Europäescher Unioun huet eis Présidence wichteg Etappen ageleet. Dir wësst, dass de 25. Abrëll hei zu Lëtzebuerg de Bäitrëttsvertrag mat Rumänien a Bulgarien ënnerschriwwe gouf. Dës Bäitrëttsverträg mussen elo vun alle Memberstate vun der Europäescher Unioun ratifizéiert ginn. D'Lëtzebuerger Regierung huet duerfir viru kuerzem e Projet de loi hei an der Chamber déposéiert, a mir hoffen, duerch eng schnell Ratifikatioun dëse Länner e positiivt Signal kënnen ze ginn.

Mat deem geplangte Bätrëtt vu Bulgarien a Rumänien den 1. Januar 2007 ass dann déi fënneft Bäitrëttswell komplett, déi am Dezember 1997 um Europäesche Rot zu Lëtzebuerg ugefaangen huet. Domat ass, no bal 60 Joer Separatioun, Europa endlech erëm zesummegewuess. All déi Länner – och déi, déi 2004 bäigetruede sinn –, hunn enorm, enorm Ustrengunge gemaach, déi net einfach waren, just nodeem se hir Fräiheet an hir Souveränitéit zréckgewonnen haten. Dat alles däerfe mer net vergiessen, och wann et fir eis haut heiansdo ganz selbstverständlech erschéngt. Déi rezent Rapporte vun der Europäescher Kommissioun weisen, dass Rumänien a Bulgarien nach e puer lescht Hürden ze iwwersprangen hunn, ier se kënne bäitrieden, mä ech sinn iwwerzeegt, dass déi Länner och dës Etapp wäerte packen.

D'Erfëlle vun de politeschen an och den ekonomesche Kritäre vu Kopenhagen ass och d'Basis fir déi nächst Erweiderungskandidate fir d'Adhésioun. D'voll Kooperatioun mam Internationale Geriichtshaff fir Exjugoslawien ass doriwwer eraus een essenzielle Kritär fir de Bäitrëttsprozess vu Kroatien wéi vun allen anere Balkanlänner. Doséinst konnte jo d'Verhandlunge mat Kroatien och net wéi geplangt de 17. Mäerz, mä eréischt den 3. Oktober ugefaange ginn. Soubal wéi d'Kroaten déi néideg Effortë gemaach hunn, hunn ech mech perséinlech och dofir agesat, dass d'Verhandlungen esou séier wéi méiglech ugefaangen hunn.

Den 3. Oktober hu mir als Europäesch Unioun awer och ugefaangen, mat der Türkei ze verhandelen. Mit hunn dat am volle Respekt vum Engagement gemaach, dat mir um Conseil européen am Dezember 2004 geholl haten. Munch Bierger zu Lëtzebuerg wéi och an der Unioun maache sech Suerge wat d'Türkei ubelaangt. Dat muss ee respektéieren an et muss een et och eescht huelen. Dat weist awer och, dass mir als Regierung de Leit eis Aarbecht musse besser vermëttelen.

D'Türkei kann eréischt bäitrieden, wa si wéi all aner Bäitrëttskandidaten um politeschen an um ekonomesche Plang prett ass, a wann d'Unioun och gläichzäiteg prett ass, fir nei Memberen opzehuelen. D'Verhandlungen, déi mer elo ugefaangen hunn, wäerte laang, ganz laang, esou laang wéi néideg daueren. De wichtege Punkt ass - an duerfir hunn ech mech och agesat, dass den Datum vum 3. Oktober géif respektéiert ginn -, dass d'Problemer ewell ronderëm ee Verhandlungsdësch diskutéiert ginn, dass ee Kader geschaf ginn ass an dass och elo e Prozess lancéiert ass. Um Enn vun deem Prozess wäert d'Türkei net méi déi nämlecht Türkei sinn, wéi déi, déi mer elo kennen. D'Türkei huet nach e laange Wee viru sech, a mir musse si dobäi ënnerstëtzen an och begleeden, net zulescht well et och an eisem Interesse ass, dass d'Türkei eng europäesch Türkei ass.

Här President, nieft den aussepolitesche Themen an Aarbechtsberäicher vun eiser Présidence, an deene mir direkt betraff an aktiv waren, wëll ech dës Geleeënheet awer och benotzen, fir e wéineg méi breet ze erklären, wéi d'Lëtzebuerger Présidence an alle Beräicher probéiert huet, d'europäesch Integratioun virunzebréngen.

Sou konnte mer an dësem éischte Semester substanziell weiderschaffen, fir e gemeinsamen europäeschen Aarbechtswee ze sichen zu wirtschaftlechen an och zu sozialen Erausfuerderunge vun der globaliséierter Welt. Den Europäesche Rot am Fréijoer huet eis genee déi Méiglechkeet ginn, doduerch dass d'Lissabon-Strategie vum Joer 2000 huet missen erneiert an deenen neien Ëmstänn och ugepasst ginn, fir besser Richtung Wuesstem an Aarbecht kënnen ze goen.

Mir hu kloer gesot, dass et héich Zäit gëtt ze handelen. Net handelen ass jo keng Optioun. Richteg handelen um europäeschen an um nationale Plang, dat ass eise Choix, dat hunn déi 25 eigentlech esou décidéiert. Eis Suerg war et, de gëeegenten Equiliber tëschent deenen dräi Komponente vun der Strategie ze erhalen, dat heescht: Wirtschaft, Soziales an Ëmwelt. Méi

Kompetitivitéit muss Hand an Hand goe mat sozialem Fortschrëtt. An d'Ëmwelt ass do en onentbehrlecht Element, dat complémentaire ass fir eng durabel Entwécklung fir eis Gesellschaft.

D'Relance vun der Lissabon-Strategie ënner eiser Présidence soll eis hëllefen, eis national an eis europäesch Instrumenter a Mëttele besser an och méi complémentaire anzesetzen. Dat soll de Fall sinn, éischtens, am Beräich Wëssen an Innovatioun duerch méi geziilten Aktiounen a Recherche a Wëssenschaft, och fir de Mëttel- a klenge Betriber ze hëllefen ze innovéieren; zweetens, fir Europa attraktiv fir Investissementer ze maachen; an drëttens, fir dofir ze suergen, dass Wuesstem an Aarbecht am Sënn vu sozialer Cohésioun musse kënne funktionéieren.

Mir hunn och ënnerstrach, wat fir eng nei industriell Méiglechkeeten et an der Ëmweltpolitik gëtt. Dat ass de Programm, deen Europa sech am Mäerz fir déi nächst Jore ginn huet. D'Essenz vun dësem Programm ass kloer ze ëmräissen. Wat mir an der Europäescher Unioun brauchen, ass en Europa, wat Äntwerten op d'Erausfuerderunge vun der Globaliséierung gëtt, wou d'Kompetitivitéit net op d'Käschte vun de Sozialsystemer geet, wéi se am leschte Jorhonnert a ville vun eisen EU-Länner erkämpft gi sinn, wou e Sozial- a Fiscaldumping fir eng falsch Flexibilitéit um Aarbechtsmaart an an der Wirtschaftspolitik stinn.

Jiddfer Land muss säi Rhythmus a seng Prioritéite fannen, mä am grousse Kader vun deem, wat mer zesummen décidéiert hunn, dat heescht, op Basis vun deene 24 Lignes directrices intégrées, déi den Europäesche Rot am Juni fir d'Period 2005/2008 festgehalen huet. An et muss an all Land e richtegen Dialog mam Parlament a mat de Sozialpartner iwwert den nationale Reformprogramm stattfannen, deen der Kommissioun fir dësen Hierscht muss virleien.

Dës Chamber huet jo virun zwou Wochen eisen nationale Reformprogramm virgeluecht kritt, nodeem dass d'Regierung an der Tripartite dës Themen ugeschwat hat. D'Chamber huet doriwwer debattéiert an diskutéiert. Nun, d'Europäesch Kommissioun wäert elo am Januar hir Meenung zu de Programmer ginn a feststellen, ob se aus hirer Siicht global an déi richteg Richtung ginn.

Och wann no eiser Présidence vill geschwat ginn ass iwwert déi nei Ëmstänn vun der globaliséierter Welt a wéi Europa sech besser soll virbereeden, sou géif ech awer just gäre feststellen, dass mir an eiser Présidence genee dat am éischte Semester schonns gemaach hunn, mä dass et eréischt richteg gesi gëtt, wa jiddferee säi Programm dann emol zesummegestallt huet. Mir hunn inhaltlech de Kader fir déi national Reformprogrammer gesat an eng Method festgeschriwwen, wéi déi Programmer solle gemeinsam mat der Kommissioun ausgewäert ginn. Den informelle Sommet Enn Oktober zu Hampton Court huet eis bestätegt, dass dëse Choix richteg war an och richteg bleift.

No opreegenden Zäiten huet d'Lëtzebuerger Présidence, wéi Der wësst, och kënnen d'Reform vum Stabilitéitspakt am Mäerz ofschléissen. Elo gëllt et déi Regele vun enger verbesserter Ëmsetzung vum Stabilitéitspakt un all Memberstaten - grouss a kleng - unzewenden.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Eurozon an hir Stabilitéit fir Europa an eis Währung sinn eng formidabel an eng performant Äntwert an enger globaliséierter Welt. Dat däerfe mer jo net vergiessen.

Deen drëtte groussen Dossier vun eiser Présidence sinn d'Finanzperspektiven 2007-2013. Dee konnte mer jo, wéi Der wësst, am Juni vun dësem Joer leider net ofschléissen. Mir haten am Dezember 2004 kloer d'Mandat kritt, fir de Finanzpaquet zu engem politeschen Accord ze bréngen, an hunn och mat alle Kräften dat Objektiv ugepeilt. Mir hunn och op allen Niveauen d'Verhandlunge weiderbruecht. Mir konnten no an no e Gesamtpaquet, déi sou genannten Negotiating Box, vun Ausgaben an Eegemëttelen zesummestellen, deen dem Europäesche Rot am Juni virlouch.

Mä d'Ëmstänn no den negative Referenden an och de Fait, dass d'Memberstate leider eréischt ënnert dem extremen Zäitdrock vun der allerleschter Minutt décidéieren, hu gemaach, dass fënnef Länner eisem Kompromëss net wollten zoustëmmen. 20 Länner waren also bereet, dee Kompromëss ze droen, och wann et verschiddene guer net einfach gefall ass dat ze maachen. Et ass sécher, dass de sou genannten „englesche Scheck" den Haaptproblem war a bis elo och an deem Kontext bleift.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'englesch Présidence horgenee weess, wat um Spill steet. D'EU ass méi wéi eng ekonomesch Interessegemeinschaft. D'EU ass e Friddensprojet, deen op der Solidaritéit vun alle Memberstate fousst. Solidaritéit heescht Cohésioun. Cohésioun heescht, dass déi méi räich Länner deene manner räichen hëllefen. Dat heescht, deene Länner Fongen zouzegestoen, déi se am néidegste brauchen, fir hir Infrastrukturen auszebauen a sech esou wirtschaftlech an och sozial ze stabiliséieren. Esou wéi et jo an der EU vun de 15 mat Griichenland, mat Portugal a mat Spuenien méiglech war.

Duerfir brauch d'Europäesch Unioun eng Léisung a Saache Finanzperspektiven, net a sechs Méint oder an engem Joer, mä elo an dësem Dezember, dee kënnt, fir dass och déi Programmer, déi décidéiert gi sinn, eng Chance kréien, fir dass se kënnen ëmgesat ginn.

De Budget, dat ass och d'Finanzéierung vu Lissabon, also vun der Kompetitivitéit, der Recherche an der Innovatioun. Et ass d'Enveloppe, déi d'EU brauch fir op der Weltbühn an enger multipolarer Konstellatioun niewent den USA, niewent Russland, China an Indien zum Beispill present ze sinn. Schlussendlech ass den EU-Budget och d'PAC, d'Politique Agricole Commune, an do kann een Ofkomme vun 2002 - wat jo ënner vill Schmäerze getraff ginn ass - net einfach ignoréiert ginn.

Eng Iddi, déi mir schonns am Juni virbruecht haten an déi no Hampton Court elo Enn September méi konkret ginn ass, ass déi berühmte Revisiounsklausel am Finanzpaquet. Dat géif heeschen, dass mir 2009/2010 an der Unioun eng substanziell Diskussioun iwwert d'Struktur vun deem ganzen europäesche Budget géifen ufänken, souwuel iwwert d'Ausgabe wéi och iwwert d'Ressourcen, an natierlech och iwwert d'PAC, selbstverständlech, an d'Method, wéi de Budget soll an Zukunft finanzéiert ginn.

Dës Revisioun ass sécher nëtzlech an och néideg. D'Klausel soll een Element sinn, fir ze hëllefen am Dezember en Accord ze fannen. D'Resultater vun där Revisioun sollen da vun 2014 un ugewannt ginn.

Op dësem Dag wëll ech vläicht Folgendes hei festhalen: 25 Länner wëllen am Dezember eng Léisung bei de Finanzperspektiven. Op d'mannst 20 Länner soen, dass eng Léisung nëmmen op Basis vun der Lëtzebuerger Propos vum Juni ze fannen ass, dorënner Länner wéi Frankräich a wéi Däitschland. De 7. Dezember brauche mer am Conclave vun den Ausseministeren zu Bréissel prezis englesch Zuelen op den Dësch, an de 15. a 16. Dezember um Europäesche Rot brauche mer de gemeinsame Wëllen, fir dass all - ech betounen: all - hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, fir zu engem Accord ze kommen.

Lëtzebuerg wäert d'englesch Présidence encouragéieren hir Verantwortung ze iwwerhuelen an hiren Deel bäizedroen, fir d'Erweiderung, déi och si zu Recht fervent gefuerdert hunn, kënnen ze finanzéieren. D'Kredibilitéit vun der Europäescher Unioun steet am Dezember um Spill.

Här President, den 29. Oktober 2004 gouf jo zu Roum den neie Verfassungsvertrag ënnerschriwwen. De Koalitiounsprogramm vun 2004 huet de Prinzip, fir dëse Vertrag duerch e Volleksentscheed ze adoptéieren, festgehalen. Et war net deen einfachste Wee, dat wosste mer virewech all, mä et war an et ass politesch deen eenzeg richtegen. Den Débat war äusserst lieweg an huet jo bewisen, dass d'Lëtzebuerger Interessi un Europa hunn, dass si sech vum europäesche Geschéie betraff fillen.

Den 10. Juli hunn d'Lëtzebuerger sech majoritär fir d'Constitutioun ausgeschwat. 56,52% vun de Lëtzebuerger hunn „Jo" gesot zum Verfassungsvertrag an zu Lëtzebuerg an Europa. Si hunn „Jo" gesot an engem Moment, an deem Europa sech a kengem gudden Zoustand befonnt huet, wou zwee vun de Grënnungsmembere vun der Unioun - Frankräich an Holland - sech an hire Referenden negativ iwwert d'Constitutioun ausgeschwat haten.

Firwat war dee Vote fir Lëtzebuerg trotzdeem esou wichteg? En huet eis Stellung als iwwerzeegt an och als engagéiert Europäer bekräftegt. Mir hunn eise Wonsch vun engem Zesummewuesse vun den europäesche Länner an enger politescher Unioun mat engem staarke Sockel vu gemeinsame Wäerter, enger sozialer Maartwirtschaft, déi am Service vun de Mënschen ass, doduerch kloer zum Ausdrock bruecht.

Mir hunn eis duerch eise Vote awer och ausgeschwat fir en Europa, wat no zesummen ofgestëmmte Regele fonctionnéiert. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et vu gréisster Wichtegkeet, dass Europa no Regele fonctionnéiert, déi mir matbestëmmt hunn. Als Ersatz zum Verfassungsvertrag komme jo elo erëm déi al bekannten Téin nees vun engem Directoire an Europa, enger Féierung vun engem klenge Krees vu grousse Länner. Dat ass en Entwécklungsmodell, dee mir net an Europa wëllen. Duerfir ass de Verfassungsvertrag fir eis eng Garantie fir de Stellewäert, virun allem vun de klenge Länner och, an Europa.

Während der Campagne ass jo vill vun engem Plan D geschwat ginn, vun der Méiglechkeet, dass d'Oflehne vum Traité eng Dynamik fir en neien Text géif mat sech bréngen. D'Propositioun, fir verschidden Dispositiounen an Domänen aus dem Verfassungstext erauszehuelen, gouf opbruecht. Dës an aner Iddien zirkuléieren och nach haut. Ech muss hei festhalen, dass elo, bal sechs Méint méi spéit, nach keng kloer eenheetlech Strategie sech ofzeechent, wéi de Projet Europa, wéi de Verfassungsvertrag nees op de Wee ze bréngen wären.

De leschte Juni, ënner Lëtzebuerger Présidence, gouf jo d'Entscheedung getraff, eng Denkphas anzeleeën, wou et drëms geet, dass all Land eng national Debatt iwwer Europa soll féieren. Déi meeschte Länner, déi de Vertrag scho ratifizéiert hunn, sinn éischter der Meenung, dass dës Iwwerleeungszäit besonnesch vun deene Länner misst gebraucht ginn, déi sech nach net zum Verfassungsvertrag geäussert hunn.

Dëser Meenung ass eis Regierung awer net. Nom Referendum hunn all Parteie gesot, dass et wichteg ass, den Dialog hei zu Lëtzebuerg weiderzeféieren. Den delegéierten Ausseminister Nicolas Schmit ass en charge fir konkret Initiativen an deem Sënn auszeschaffen, an dat an éischter Stell jo och mat dësem héijen Haus zesummen.

Mir brauchen elo keng nei Campagne fir Europa, mä Aktiounen, souwuel national wéi europäesch gesinn, fir Europa an dat Liicht ze stellen, wou et higehéiert. Wat kënnt elo dozou bäidroen?

Éischtens, kuerzfristeg gesinn - ech hunn et elo grad gesot - wär en Accord bei de Finanzperspektiven am Dezember vun allergréisster Bedeitung. Zweetens, et muss méiglech sinn, och ouni Verfassung d'national Parlamenter méi staark an den Décisiounsprozess vun der Europäescher Unioun anzebannen.

De Premier huet an enger Ried d'lescht Woch zu Berlin eng Pist ugedeit, déi interessant ass an déi een ëmsetze kéint, wann d'Parlamenter vun de Memberstaten, d'Kommissioun an och de Conseil d'accord wären, déi dora besteet, dass, am Fall wou een Drëttel vun den nationale Parlamenter eng Direktiv an der Substanz net matdroe kënnt, d'Kommissioun sech nees nei mat dëser Initiativ beschäftege misst.

Domat kéint an der Entwécklungsphas vun Décisiounen, déi ganz déif gräifender Natur sinn, och an den nationale Länner, den Impakt vun den Interesse vun den nationale Länner verstäerkt ginn. Dëst ass e Beispill - anerer sinn ze fannen -, fir, ouni de Verfassungsvertrag natierlech opzebriechen, d'Europäesch Unioun méi biergerno ze gestalten.

Drëttens, kruzial awer ass d'Bereetschaft, de Wëllen an de Courage ze weisen, fir dat institutionell strukturéiert Europa, dat mir brauchen, aktiv ze verdeedegen. Mir brauchen et, fir eis Roll an der Welt ze spillen, fir déi sozial wéi och déi kulturell Cohésioun an allen EU-Länner weiderzebréngen, fir um Plang vun der Ëmweltpolitik wéi och der Sécherheetspolitik Mëttelen zur Verfügung ze hunn, déi wierksam sinn. An anere Wierder, mir wëllen zu Lëtzebuerg dat politescht Europa offensiv verdeedegen.

Ganz positiv ass an deem Kontext d'Positioun vun där neier däitscher Regierung, fir de Verfassungsvertrag net rouen ze loossen, mä, falls et néideg ass, Ufank 2007 ënner hirer Présidence d'Diskussioun nei ze relancéieren.

Här President, mir wëssen all, dass fir Lëtzebuerg den Handel eppes immens Wichteges ass, ouni deen eist Land sech ni esou gutt entwéckelt hätt. Eis wichtegst Handelspartner, an dat musse mer eis heiansdo duerch de Kapp goe loossen, sinn natierlech eis Nopeschlänner. Knapp 58% vun eisen Exporter ginn an déi Länner, respektiv 87% vun eisen Exporter ginn an déi aner Memberlänner vun der Europäescher Unioun.

Mä och d'Bedeitung vum Handel mat Drëttlänner ass selbstverständlech net ze ënnerschätzen. D'Regierung huet bei hirer Formatioun d'lescht Joer décidéiert, d'Responsabilitéit fir d'Handelsdossieren op zwee Ministèren ze verdeelen, an zwar den Ekonomiesministère, wat déi bilateral Promotioun vun eiser Ekonomie ugeet, an den Ausseministère fir déi international ekonomesch Bezéiungen a besonnesch och de multilaterale Volet.

De multilaterale Kader, an deem de Welthandel geregelt ass, ass d'Weltorganisatioun OMC mat hiren 148 Memberen, déi jo am Dezember, wéi mer alleguerte wëssen, zu Hongkong eng nächst Conférence ministérielle am Kader vum Doha-Entwécklungsround organiséieren, deen 2001 lancéiert gouf.

Wou si mer drun haut am Doha-Round? Am Oktober dëst Joer huet d'Europäesch Unioun duerch hiren Négociateur, de Peter Mandelson - also duerch d'Kommissioun - eng nei Offer bei der OMC presentéiert, an där mer ënner anerem virschloen, eis Douanestaxen op der Landwirtschaft erofzesetzen, wann aner grouss Länner bereet sinn, eis hir Mäert vun de Wueren an Déngschtleeschtunge méi grouss opzemaachen. Mir schwätzen hei net vun den aarmen Entwécklungslänner, mä vun aneren Industriestaten oder vun de Pays émergeants.

Dës nei Offer stellt - an dat ass wichteg - déi lescht Reform vun der PAC net a Fro. D'EU huet hir Landwirtschaft 2003 jo grëndlech reforméiert, wat absolut net einfach war. Mir hätten awer elo gären och, dass aner grouss Produzenten, un éischter Plaz d'USA, och hire landwirtschaftleche Secteur nohalteg reforméieren. Leider hunn dës aner Länner eis Offer zréckgewisen a froen nach méi Accès op eise Landwirtschaftsmaart, ouni eis eppes dofir amplaz ze ginn.

Déi Approche ass fir d'Unioun net akzeptabel. Der Unioun hiert erkläertent Zil ass et, fir en équilibréiert Resultat vum Doha-Round ze erreechen; dat heescht en Equiliber tëschent deene verschiddene Verhandlungsberäicher - Landwirtschaft, Wueren, Servicen, Regelen an Entwécklung - an och en Equiliber am Landwirtschaftsberäich tëschent den Exportsubventiounen, interne Bäihëllefen an och dem Maartzougang.

Wéinst deene groussen Divergenze wäert et leider zu Hongkong héchstwahrscheinlech net zu engem konkrete Resultat mat Zuele kommen, mä éischter wäert et eng nei Tëschenetapp vum Doha-Round ginn.

Dat heescht awer och net, dass d'Unioun vun hiren Ambitioune fir de Round ofréckelt. D'Zil vun der EU ass et nach ëmmer, fir den Doha-Round géint dem Enn vum nächste Joer ofzeschléissen.

Fir eis gëtt et net vill valabel Alternativen zum Doha-Round. Wann de Round zu näischt féiere géif, géifen d'Länner wahrscheinlech eng Hällewull vu bilateralen Ofkommessen ofschléissen an héchstwahrscheinlech géifen dann d'Interessen - oder méi wéi sécher géifen dann d'Interesse vun deenen äermsten an deene klengste Länner op der Streck bleiwen, well esou Diskussiounen natierlech kaum no de Regele vum Konsens vun der OMC géife geféiert ginn.

Wéi den Numm Doha Development Agenda et seet, sollen d'Entwécklungslänner am meeschte vun dësem Round profitéieren. Dofir huet Lëtzebuerg sech ëmmer agesat. Den Doha-Round kéint dozou bäidroen, dass Millioune vu Leit aus der Aarmut erauskommen an esou de Millenniumsziler méi no kommen. Wann Afrika säin Undeel um Welthandel kéint ëm 1% an d'Luucht setzen - 1% nëmmen! -, géif dat ongefeiert e Plus vu 70 Milliarden Dollar fir dëse Kontinent bedeiten.

Dofir hoffen ech, dass et zu Hongkong ee Paquet mat konkrete Mesurë fir d'Entwécklungslänner gëtt. D'Kommissioun an all d'EU-Memberstate schaffen am Moment nach ganz haart dorunner. Esou ee Paquet misst ënner anerem virgesinn, dass all Industrielänner hir Mäert fir d'Exporter aus deenen äermsten Entwécklungslänner, deene sou genannte Pays les moins avancés, opmaachen, esou wéi d'EU dat scho méi laang mat der Initiativ „Everything but arms" gemaach huet.

Ausserdeem misst esou ee Paquet eng Verstäerkung vun der technescher Ënnerstëtzung fir d'Entwécklungslänner virgesinn, eng séier Léisung fir déi gravéierend Problemer vun de westafrikanesche Kottengsproduzenten an och eng definitiv Léisung fir den Accès ze erliichteren zu de Génériquen, fir géint den Aids ze kämpfen.

Ech wëll an dësem Kontext och soen, dass ech mech freeën iwwert déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer mat der Chamber hei op dësem ganz, ganz wichtegen Dossier bis ewell haten. An ech sinn och besonnesch frou doriwwer, dass zwee vun den Deputéierte mat op Hongkong ginn.

Wéi scho gesot, ass d'Verdeedegung vun eise Wirtschaftsinteressen eng „joint venture" ginn. Am bilaterale Beräich bréngen de Wirtschaftsministère gradesou wéi den Ausseministère hir spezifesch Valeur ajoutée zesummen, fir der Lëtzebuerger Ekonomie déi beschtméiglech Ënnerstëtzung ze ginn.

Dës Ënnerstëtzung ass e wichtegen Deel vun eiser Diplomatie. Duerch säin diplomateschen a konsularesche Réseau huet den Ausseministère e wichtegt Instrument, fir eisen Entreprisen ze assistéieren. Zesumme mat dem Wirtschaftsministère maachen eis Ambassaden, eis Konsulen an eis Bureaux de promotion vum Standuert Lëtzebuerg gutt Aarbecht. Si hëllefen eisen Entreprisen och, nei Kontakter ze knäppen, a stinn hinne mat Rot a mat Dot zur Säit.

Wirtschaftsmissiounen, déi gemeinsam organiséiert sinn, bleiwen och e wichtegt Instrument am Déngscht vun eiser Ekonomie. Dat huet een zum Beispill gutt bei der rezenter Missioun an d'arabesch Emirater an a Jordanien gesinn, un där méi wéi 60 Firme bedeelegt waren. Och am Kader vu Statsvisitë gi Wirtschaftsdelegatiounen ëmmer méi agebonnen. Dat war elo kierzlech de Fall an der Slowakei an och a Bulgarien. Eis Betriber profitéieren op esou Visitë vum offiziellen Encadrement, deen hir Kontakter dann erliichtert.

D'Lëtzebuerger Wirtschaft interesséiert sech natierlech och fir d'grouss Mäert vun den „économies émergentes". Och do musse mer dofir suergen, dass mer present sinn, well et ass wichteg, dass eisen Aussenhandel sech méi diversifizéiert, fir vun der héijer Croissance an deene Länner ze profitéieren an doduerch och manner verletzlech fir eventuell Krise bei eisen traditionelle Partner ze sinn. Duerfir gëtt d'nächst Joer eis Representatioun a China duerch en neit Generalkonsulat zu Schanghai ausgebaut, dat virun allem eise klengen a mëttlere Betriber soll hëllefen, a China Fouss ze faassen, wat wéi Der wësst jo beileiwen net einfach ass.

De Réseau vun eisen Ambassaden an der Welt erlaabt et, eis Interessen ze verdeedegen. D'Ambassadë sinn Instrumenter vun eiser Aussepolitik, um bilaterale wéi um multilaterale Plang.

Bilateral Ambassaden an den EU-Memberstate si méi wéi jee indispensabel. D'Ministere gesinn hir Kolleege jo regelméisseg op Conseilen an anere Réuniounen an Europa, mä dat heescht net, dass et nach ëmmer méiglech ass, zu 25 oder 27 enk Kontakter mat jiddferengem ze halen.

Or, eng national Positioun erkläert sech ëmmer duerch national Begebenheeten. Et ass duerfir wichteg ze verstoen, wat an engem Land politesch a wirtschaftlech lass ass, wou d'Prioritéite sinn. Déi Informatiounen, déi mir vun eisen Ambassadë kréien, ginn eis e bessert Verständnis vun de Realitéiten an deene Länner a vun de politesche Konditiounen, déi eng Décisioun beaflossen.

Et ass méi einfach mat eisen Nopeschlänner, mat deene mir scho méi laang zesummeschaffen, wéi mat deenen, déi geographesch wäit vun eis ewech sinn an déi elo eréischt viru kuerzem der Europäescher Unioun bäigetruede sinn. Mä och d'Relatioune mat eisen traditionelle Frënn musse gefleegt ginn.

D'Zesummenaarbecht mat eise belschen Noperen huet sech dëst Joer erëm dynamiséiert. Nom Sommet am Juli zu Lëtzebuerg gesinn déi zwou Regierungen sech erëm muer, den 30. November, zu Bréissel, fir iwwer gemeinsam Projeten ze schwätzen. D'UEBL ass fir Lëtzebuerg méi wéi just e Kader gi fir eis bilateral Wirtschaftsrelatiounen oder den Handel mat Drëttlänner. Eng ganz Rei vun neie Felder hu sech opgemaach, déi et eis erlaben, um europäesche Plang mei enk zesummenzeschaffen.

De Benelux gëtt nach ëmmer als e Laboratoire fir d'europäesch Integratioun ugesinn. 2006 wäert Lëtzebuerg erëm am éischte Semester d'Présidence iwwerhuelen, an engem Moment, wou déi dräi Regierunge sech zesumme Gedanke maache musse wéi et mat der Kooperatioun no 2010 hei weidergeet, wann de jëtzege Vertrag ofleeft. Mir gesinn nach ëmmer fir de Benelux eng Daseinsberechtegung. Zu dräi kënne mer dacks méi wäit goen. An engem vergréisserten Europa hu mir all Intérêt, den enke Krees vum Benelux ze préservéieren. Dëst och wa mer alt emol ënnert de Beneluxlänner, wéi mer wëssen, punktuell verschidden Approchen entwéckelen.

Mä mir mussen och kucken, wou mir nei Frëndschaften opbaue kënnen. An engem Europa mat elo iwwer 25 Memberstaten ass et méi wéi jee wichteg, Allianzen ze sichen. Nei Allianze mat Länner, déi vläicht net eis direkt Nopere sinn, mä déi awer op därselwechter Linn si wéi mir op ganz spezifeschen Dossieren. Wéi scho gesot huet eis lescht Présidence eis eng grouss Crédibilitéit ginn, an als Membre fondateur vun der Unioun gëtt eis och eng gewëssen Experienz unerkannt. Mir mussen dat notzen, fir eis Positioun an engem vergréisserten Europa ze verstäerken.

Mir kënne leider net an alle 25 Memberstaten duerch eng Ambassade representéiert sinn. Duerfir huet Lëtzebuerg „regional" Ambassadë mat multiplen Accréditatiounen, déi et erlaben, bal all eis Partner ofzedecken. De leschte Posten, dee mir opgemaach hunn, ass zu Warschau, a Polen, deem gréisste vun den neie Memberstaten. Et ass grad wichteg, dass mer elo an Zentraleuropa present sinn, fir nei politesch a kommerziell Relatiounen opzebauen. Mir hoffen, dass et an der Zukunft och nach méiglech ass, weider Posten an där Regioun mëttelfristeg opzemaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut dem Koalitiounsvertrag vun dëser Regierung dréit den Ausseminister d'Verantwortung fir de gudden Empfank vun europäesche Beamten a fir d'Gebailechkeete vun den EU-Institutiounen an hire Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn. Dëst ass eng grouss Erausfuerderung, där mer musse gewuess sinn, well d'Virdeeler fir de Standuert Lëtzebuerg ganz grouss sinn. Dës Virdeeler sinn net nëmme wirtschaftlecher Natur. Et geet hei ëm net manner an net méi wéi ëm den internationale Prestige an d'Visibilitéit vun onsem Land. Duerfir bleift eng nohalteg Sëtzpolitik, déi och de kommenden Erweiderunge vun der EU Rechnung dréit, e ganz wichtegt Element vun eiser Aussepolitik.

D'Erweiderung vun der Europäescher Unioun bitt net nëmmen nei Chancen, mä bréngt och eng Erweiderung vun onse Flichte mat sech. Mir hu Flichte géigeniwwer der Unioun, de Memberstaten an deene Leit, déi hei bei eis liewen a schaffen. Mir huelen dës Aufgaben absolut eescht. De Kierchbierg, d'Symbol vun der europäescher Presenz hei, bleift an engem groussen Ëmbau.

Eng ganz Rei vu Projete sinn nach amgaang realiséiert ze ginn, fir dass déi 9.600 aktuell souwéi och déi zukünfteg europäesch Fonctionnairë mat hire Familljen esou gutt wéi méiglech hei integréiert sinn an och agréabel Aarbechts-, Schoul- a Wunnkonditioune gebuede kréien.

Den interministerielle Koordinatiounscomité fir de Sëtz vun den EU-Institutiounen, deen ënner menger Verantwortung ass an dee vum Generalsekretär vum Ausseministère geleet gëtt, huet sech och am leschte Joer mat vill Zäit an Energie duerfir agesat, dass mer eng proaktiv an accueillant Sëtzpolitik garantéieren. D'Virbereedung, d'Koordinatioun an de Suivi vu ganz wichtegen Immobilieprojete sinn an deem Kader geléist ginn, a vill Erausfuerderunge stelle sech nach an noer Zukunft. Ech muss do un all déi Administratiounen e grousse Merci soen, déi eis hëllefen, eisen Obligatiounen nozekommen.

Ech denken zum Beispill un eis Flicht fir dem europäesche Ministerrot esou séier wéi méiglech e moderne Konferenzzentrum fir seng Aarbechtssëtzungen ze bidden, un d'Vergréisserung vun dem prestigeträchtegen Europäesche Geriichtshaff, un déi zweet Europaschoul, un d'Extensioune vum Rechnungshaff a vun der Europäescher Investitiounsbank oder un den neie Sëtz vum Generalsekretariat vum Europaparlament.

Virun e puer Deeg huet de Regierungsrot de Prinzip vun enger neier Aart vun Zesummenaarbecht mam Europaparlament ugeholl, an net méi spéit wéi muer wäert de Büro vum Europaparlament dat och maachen. Mat dësem Accord hoffe mer, dass all Servicer vum Europaparlament bis 2010 an engem eenzege Gebai ënnerbruecht sinn.

E Regruppement vun alle Servicer vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg an engem Ersatzgebai fir de Jean Monnet - deem seng Alterserscheinunge jo eigentlech net ze verkenne sinn - ass e weidert Zil vun deem Koordinatiounscomité.

De Centre de Traduction, deem seng Servicer duerch déi vill nei Sproochen an der EU aus allen Néit platzen, ass op der Sich no engem definitive Sëtz hei zu Lëtzebuerg. Den neien Hémicycle geet net méi duer.

Den 1. Oktober ass eng nei europäesch Geriichtsinstanz hei zu Lëtzebuerg, wéi mer wëssen, ageriicht ginn: déi vun der europäescher Fonction publique.

Iwwert déi grouss Bauprojete fir d'EU-Institutiounen eraus bleiwen ech a meng enkste Mataarbechter a permanentem Kontakt mat de Servicer vun der Kommissioun an dem Europaparlament, mat den europäesche Gewerkschaften an de Verwaltungschefe vun den Institutiounen, fir op Basis vun den historesch relevanten Décisiounen an der Sëtzfro déi quantitativ a qualitativ Presenz vun den EU-Organer hei zu Lëtzebuerg ze stäerken.

Mir hunn elo eng ganz Rei Projete fir d'europäesch Institutiounen zu Lëtzebuerg. D'Erausfuerderunge si grouss, a mir huele se ganz eescht. De Minister vun den öffentleche Bauten, de Claude Wiseler, an ech selwer wëllen an Zukunft nach méi intensiv mat de relevante Kommissioune vun der Chamber kooperéieren, fir d'Promotioun vum Lëtzebuerger Siège ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Présidence gouf eis d'Geleeënheet fir weider un der europäescher Eenegungsgeschicht matzeschreiwen. Eng Erausfuerderung, déi mer am Sënn vun der europäescher Konstruktioun, mä och am Sënn vu Lëtzebuerg opgegraff hunn.

D'Présidence gouf eis awer och d'Geleeënheet fir am Sënn vum UNO-Generalsekretär Kofi Annan senger Maxime «Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés» ze handelen. Et ass dat eng Maxime, déi d'Lëtzebuerger Aussepolitik wäert iwwert dës Présidence eraus guidéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. D'Debatt iwwert d'Deklaratioun vum Ausseminister Jean Asselborn féiere mer muer de Mëtteg um hallwer dräi.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Déi éischt Fro haut de Mëtteg ass déi vun der Madame Marie-Thérèse Gantenbein iwwer eng eventuell Evaluatioun vun der Éducation précoce an iwwert den Ufank vun der Obligation scolaire vu Kanner, déi d'Éducation précoce besicht hunn. Dës Fro ass adresséiert un d'Madame Minister vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Hären, 1999 ass d'Éducation précoce hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn, an haut bidden 111 Gemengen d'Éducation précoce un. Déi fënnef oder sechs restlech Gemenge sinn dobäi se ze plange respektiv se ze bauen.

Bei der Aféierung war deemools an d'A gefaasst gi vun der deemoleger Ministesch, no enger Partie Joren eng Evaluatioun ze maachen. Duerfir meng éischt Fro: Ass dru geduecht ginn oder gëtt dru geduecht, esou eng Evaluatioun duerchzeféieren?

Och wann de Précoce net obligatoresch ass, wier et awer interessant a ganz besonnesch wichteg ze wëssen, ob déi zwee grouss Objektiver erreecht gi sinn, oder in etwa erreecht gi sinn, dat heescht d'Erléiere vun der lëtzebuergescher Sprooch an och d'Ausdrocksweis an d'Ausdrocksméiglechkeeten - sougutt vun den Netlëtzebuerger wéi vun de Lëtzebuerger Kanner - an dann zweetens d'Sozialisatioun?

Zu menger zweeter Fro: Munch Kanner kommen opgrond vun hirem Gebuertsdatum eréischt am zweete respektiv am drëtten Trimester an de Précoce a maachen da fënnef oder véier Trimestere Précoce an duerno nach zwee Joer Préscolaire.

Duerfir déi zweet Fro, méi genee: Ass dru geduecht ginn, fir d'Durée eventuell ze iwwerdenken, well dräi plus zwee Trimestere Préscolaire vis-à-vis vu sechs Joer Primär vläicht e wéineg vill ass?

Déi drëtt Fro: De Prinzip vun der Admission anticipée stellen ech a Fro, esou wéi se elo méiglech ass an och gehandhaabt gëtt. Dat heescht vun der zoustänneger nationaler Kommissioun gëtt et oft verworf an da vun der Ministesch autoriséiert. Duerfir, de Prinzip vun der Admission anticipée…

M. le Président.- Madame Gantenbein, Dir musst elo zum Schluss kommen.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Ech si beim leschte Saz, Här President.

Duerfir, mussen d'Admission anticipée an d'Durée vum Préscolaire net iwwerduecht ginn? Dat heescht, ass den Zäitpunkt vun der Aschoulung net méi flexibel ze gestalte fir déi Kanner, déi verspillen, mä och fir déi Kanner, déi an hirer Entwécklung méi wäit fortgeschratt sinn?

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. D'Wuert huet elo d'Ministesch vun der nationaler Erzéiung an der Formation professionnelle, d'Madame Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéiere meng Zäit ze respektéieren, mä et gëtt net einfach.

(Hilarité)

Zur éischter Fro iwwert de Précoce: De Moment gëtt keng Evaluatioun gemaach, an et ass eigentlech och elo de Moment keng geplangt, iwwert d'Effetë vun der Introductioun vum Précoce.

Wat mer hunn, sinn déi Chifferen iwwert d'Fréquentatioun. Mir wëssen, dass d'lescht Joer 65% vun deene Kanner, déi hätte kënnen an de Précoce goen, dragaange sinn – dat heescht 34% sinn net dragaangen.

A wat eng Evaluatioun och schwéier mécht, dat ass, dass d'Kanner ganz ënnerschiddlech Plagë kënne besichen. Dat heescht, vun deene Kanner, déi an de Précoce ginn, also vun deene 65%, sinn et 41%, déi véier hallef Deeg an de Précoce ginn, an et sinn nëmmen 10%, déi déi aacht Plagen ausnotzen.

Duerfir muss ech éierlech soen, dass et ganz schwéier ass de Moment, eng richteg Evaluatioun doriwwer ze maachen, wat de Précoce bréngt, soulaang mer esou grouss Ënnerscheeder hunn an der Fréquentatioun vum Précoce. Mä näischt verhënnert, dass mer iwwer en Instrument nodenken.

Dat Zweet, wat ee soe muss, dat ass, dass eigentlech gesot ginn ass, et soll ee Lëtzebuergesch léieren a sech ausdrécke kënnen, mä dass mir eigentlech néierens prezisséiert hunn, wat dat da genau heescht, Lëtzebuergesch ze kënne fir e Kand vum Précoce. Mir sinn amgaang un där Aarbecht ze schaffen an eis déi Fro ze beäntwerten, wat d'Kompetenzen a Sproochen sinn, am Fall vum Lëtzebuergeschen, déi ee muss beherrsche mat véier Joer. Dat wësse mer eigentlech net esou genau!

Ech weess just aus de Gespréicher um Terrain souwuel mat den Inspektere wéi mat den Enseignanten, dass mer do immens Ënnerscheeder hunn, esou dass mer eis missten emol fir d'éischt d'Instrumenter ginn, fir dat ze evaluéieren, mä ech mengen et ass eng gutt Iddi.

Ech wëll just zur Informatioun soen, dass wuel eng Enquête gemaach ginn ass, iwwer e Questionnaire bei den Enseignanten, iwwer hiren Degré de satisfaction. Dat war eng Demande vun der AIP, also der Associatioun vun de Spillschouljoffferen. Déi Enquête ass 2004 gemaach ginn, an do ass erauskomm, dass 95% vun den Intervenanten am Précoce zefridde sinn. Also, Haaptsaach, d'Enseignantë sinn zefridden am Précoce.

(Hilarité)

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, dat ass déi iwwert d'Aschoulung: Wéini sollen d'Kanner ageschoult ginn? Mir hunn eng ganz grouss Flexibilitéit am Précoce, well en och net obligatoresch ass. Entweder et gëtt een am Ufank vum Schouljoer oder am Ufank vum Trimester ugeholl, oder et si souguer Gemengen, déi erlaben, dass een, wann ee seng dräi Joer kritt, kann

ageschoult ginn. Dat ass also ganz ënnerschiddlech, an doduerch kënnt et effektiv vir, dass d'Kanner laang an de Précoce ginn.

De Moment hu mer keng Admission anticipée an d'Spillschoul. Mir hunn eng anticipée, mä ganz schwiereg, an d'éischt Schouljoer. Am Kader vun deem Gesetz vun 1912 sollte mer dat seriö eng Kéier iwwerkucken.

Ech stelle mer och vir, dass mer aus dem Préscolaire an dem Précoce ee Cycle maachen, dee méi eng grouss Flexibilitéit erlaabt, fir dass de Passage vun de Kanner méi flexibel gëtt. Ech mengen, dass mer eis déi Instrumenter solle ginn, fir de Kanner gerecht ze ginn an hirer Entwécklung, an net nëmmen dem Alter no, well déi eng Kanner si vill méi précoce, an anerer si méi lues. Ech mengen, dass mer eis, wa mer wëllen op d'Kanner agoen, déi Flexibilitéit och am Précoce an am Préscolaire solle ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Déi nächst Fro ass eng vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert de Chômage hei zu Lëtzebuerg, eng Fro, déi sech un den Aarbechtsminister adresséiert. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage klëmmt vu Mount zu Mount. Mir héieren oft déiselwecht Expliktiounen doriwwer; et ass regelméisseg och Thema hei am Haus. Elo hu mer awer festgestallt, datt den Aarbechtsminister eng Rei vu Propositioune gemaach huet, déi eis net onbedéngt direkt Satisfaktioun ginn a wou mer eng Rei vun Opklärungen awer gären hätten, wat konkret do gemengt ass.

De Minister François Biltgen huet selwer gesot, hie géif sech perséinlech engagéieren, fir datt vun deem Instrument vun de Stages d'insertion méi soll Gebrauch gemaach ginn, datt privat Patronen nach verstäerkt op déi do Mesure sollen zréckgräifen. Eis géing interesséieren, wéi konkret de Minister do gedenkt virzegoen.

Da soll och anscheinend virgesi sinn, an Zukunft Kontrakter ze maachen tëscht deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, an der Administration de l'Emploi, e Kontrakt, dat heescht en Engagement vun zwou Säiten.

Wat ass deen Engagement, deen do d'ADEM ageet? Wat ass awer och den Engagement, dee vun dem Demandeur d'emploi verlaangt gëtt?

An dann ass jo och virgesinn, oder d'Ambitioun vum Minister, fir d'Dépensen, déi momentan iwwert de Fonds pour l'Emploi lafen, ze reduzéieren. Wéi gedenkt hien dat ze maachen?

An dann huet een eng ganz Rei vu Kritiken, notamment am Laf vun deene leschte Wochen oder am Laf vun där leschter Woch, héieren iwwert d'ITM. Et ass notamment eng Gewerkschaft, vun där och de Generalsekretär ee vun eise Memberen hei an der Chamber ass, déi sech ganz hefteg iwwert de Fonctionnement vun der ITM ogereegt huet an do eigentlech och dem Minister d'Responsabilitéit zougespillt huet.

Eis géing interesséieren, ob den Aarbechtsminister dat och sou d'selwecht géing gesi wéi déi Gewerkschaft, déi do Kritik geübt huet, a wat hien, wann dat esou ass, gedenkt ze maachen.

Dann ass och aus der Gewerkschaftszeen gefrot ginn, fir eigentlech d'Aarbechtsrecht nach ze verschäerfen, nach méi komplizéiert ze maachen an nach méi Sécherheet fir deen, deen eng Aarbecht huet, anzebauen.

Eis géing interesséieren, ob och dat gläichzäiteg d'Iwwerleeunge vum Minister sinn, ob hien do déi Iwwerleeungen deelt, oder ob hien eng aner Pist an där doter Fro wëllt verfollegen.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Dee fir Aarbecht a Beschäftegung zoustännege Minister, den Här François Biltgen, huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Just als Virbemierkung, et ass ganz schwiereg a véier Minutten alles ze soen, duerfir wëll ech nach eng Kéier op mäin Angebot zréckkommen, fir regelméisseg hei gréisser Debatten ze féieren, wou ee méi an den Detail goe kann. Ech wëll och drun erënneren, dass ech déi dote Saachen awer all d'lescht Woch an enger Chamberskommissioun duergeluecht hunn. Ech versichen dann esou kuerz wéi méiglech, awer prezis trotzdeem, op d'Froen ze äntwerten.

Bei de Stages d'insertion ass et esou, dass ech do op d'Betriber waarden. Si hunn an der leschter Tripartite gesot, si wiere bereet erëm méi op déi Stages d'insertion zréckzegräifen. Dir wësst, dass eng Diskussioun am Raum steet am Kader vum nationale Reformprogramm, wou et de Wonsch ass, och vun de Betriber, fir e sou genannte Salaire social minimum de formation ze kréien, wou d'Betriber dovunner ausginn, dass de Stat soll 40% vum Käschtepunkt iwwerhuelen an d'Betriber 60%. D'Betriber hätten och gär, dass d'Clauses d'essai bei de Kontrakter ausgeweit ginn.

Et ass opgrond vun där Diskussioun, wou ech elo schonn zënter Wochen drop hiweisen, dass mer d'Possibilitéit hu vum Stage d'insertion, deen zwee Avantagë fir de Betrib huet: Nämlech de Betrib kritt 50% rembourséiert vum Fonds pour l'Emploi, also méi wéi dat, wat bei där neier Formule vun de Betriber erwaart gëtt, an deen dote Stage zielt net als Clause d'essai, dat heescht, dat ass wierklech eng Period vun zwielef Méint, wou de betreffenden Demandeur d'emploi ka gecheckt ginn.

Mir hu ganz gutt Erfahrunge mat deene Stages d'insertion gemaach, well mer feststellen, dass 70% vun deene jonke Leit, déi e Stage d'insertion oder d'initiation maachen, agestallt ginn. Et gëtt och nach de Stage de réinsertion, dat ass fir déi Eeler, déi iwwer 30 Joer. Do ass den Taux net grad esou gutt wéi bei deene Jonken, wou den Taux bei 70% läit. Dat ass eigentlech déi effikasste Moossnam. Duerfir war ech frou, dass d'Patronat virgeschloen huet, dorobber zréckzegräifen. Ech waarden elo op Initiative respektiv sinn ech an deene leschte Wochen net midd ginn, wéi och virdrun – heiansdo hutt Der et och an der Zeitung gesinn –, fir och op all Plazen ze goen, wou ech mat Betribschefen a Verbindung kommen, fir och do Betrib fir Betrib eenzel ze soen: Dir musst dat maachen!

Dat eent ass en Engagement vun der Union des Entreprises luxembourgeoises, fir ze soen, mir maachen dat, mä da muss nach ëmmer den eenzelne Betrib op d'ADEM duergoen a mat der ADEM eens ginn, fir esou Leit anzestellen. Dat wäert ech op alle Fall maachen, well ech e bësselchen enttäuscht sinn, dass d'Zuel vun de Stages d'insertion an där leschter Zäit erofgaang ass; mir hunn der elo manner wéi 200. Dat geet eis visiblement net duer, well mer mengen, dass dat eng vun eise beschte Mesuren ass.

De Kontrakt zwëschent der ADEM an dem Demandeur d'emploi, virun allem engem Demandeur d'emploi, deen net direkt eng Schaff fënnt – et geet méi ëm deen, well et si Leit, déi fannen och direkt eng Schaff, do muss een net nach laang Moossname maachen –, wourëm geet et mer bei deem Kontrakt?

Et geet mer do däitlech drëm, fir deen een an deen aneren ze responsabiliséieren, well jo ee vun deene Problemer, déi ech hunn, notamment bei den CATe beim Stat – wou Der awer e Projet de loi deemnächst dierft diskutéieren, wann d'Avisën all do sinn, fir dat besser an de Grëff ze kréien - deen ass, dass d'Leit heiansdo esou placéiert ginn an da gi se vun enger Mesure an déi aner an et kënnt herno awer näischt dobäi eraus. Ech gesinn dauernd Parcoursë vu jonke Leit, déi bis zum Alter vun 30 Joer vu Mesure zu Mesure ginn. Da mat 30 Joer si se net méi jonk, da si se Laangzäitchômeur. Dat kann et net sinn!

Duerfir hätt ech gär, dass mer iwwert dee Kontrakt d'ADEM forcéieren, engersäits, well si muss och Flichten do kréien, fir engem Demandeur d'emploi e Parcours d'insertion virzeschloen, fir net ze soen: Du gees elo an dës Mesure oder an déi Mesure, mä ze soen: Hei sinn deng Kompetenzen, hei feelt der nach eppes, dat kanns de kréien doduerch, dass de iergendwou schaffe gees respektiv dass de an eng Formatioun gees, an duerno hu mer d'Méiglechkeet, dech an dee Secteur, op déi Plazen hinzekréien. Dat bedeit allerdéngs och, an dat ass e Problem, dee mer bemierken, dass den Demandeur d'emploi net däerf passiv waarden, bis dass d'ADEM him eng Schaff sicht, mä muss mathëllefen u sech ze schaffen a selwer Efforten ze maachen, fir eng Schaff ze fannen.

Dann, wat de Käschtepunkt vum Fonds pour l'Emploi ubelaangt, ginn ech net midd dat ze soen, wat ech elo schonn e puermol gesot hunn: Also wa mer géife mat deem Effort, deen d'Betriber ugekënnegt hunn, 1.000 Leit direkt aus dem Chômage op eng Aarbechtsplaz kréien, da géifen déi Käschte massiv falen. Duerfir bleiwen ech dobäi, dass et eis muss drëm goen, fir Leit op eng Schaff ze kréien, a wa mer d'Leit op eng Schaff kréien, dann ergi sech déi aner Saache vum selwen.

Dann zu der… Dierf ech nach, Här President?

M. le Président.- Da kuerz, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Gutt.

Wat d'Gewerbeinspektioun ubelaangt, ass jiddferee fräi, dat ze mengen, wat hie mengt. Ech hunn als Aarbechtsminister d'Aufgab fir déi Inspektioun ze reforméieren, well ech der Meenung sinn, dass se, wéi se elo ass - déi lescht Reform datéiert vu '74 -, einfach net méi der Zäit ugepasst ass. Ech hunn duerfir selwer de BIT gefrot, fir en Audit ze maachen. Deen ass komm. Mir sinn amgaang deen ëmzesetzen. De Statsrot huet zu deem Pak vu véier Projeten, déi mer délivréiert hunn, elo virun zwou Wochen säi leschten Avis ofginn. Mir schaffen dat duerch a mir wäerten also do esou séier wéi méiglech mat neien Amendementsvirschléi kommen zu deene véier Gesetzer, well ouni Reform kréie mer dat net, wat ech gär hätt.

Zugläich wëll ech och e Projet de règlement grand-ducal aféieren, deen ech awer och der zoustänneger Chamberskommissioun wäert virstellen an deen ech mat de Sozialpartner amgaange sinn auszeschaffen, fir ze kucke wéi den interne Fonctionnement vun der Gewerbeinspektioun och kann där Reform vum BIT ugepasst ginn.

M. le Président.- Merci,…

(Hilarité)

Ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zu der nächster Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Angel iwwert d'Reorganisatioun vum Centre socioéducatif zu Dräibur respektiv iwwert d'Aarbechten un der Unité spéciale de sécurité. Eng Fro, déi sech un d'Madame Jacobs, Minister fir Famill an Integratioun, riicht. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreiborn et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Juni 2004 ass hei am Haus jo e Gesetz gestëmmt ginn iwwert d'Reorganisatioun vum Centre socioéducatif de l'État. An dësem Gesetz geet et och ëm d'Kreatioun an ëm d'Baue vun där sou genanntener Unité de sécurité fir mannerjähreg Jugendlecher, déi stroffälleg gi sinn. Firwat mer esou eng Unité de sécurité brauchen, brauch ech jo net méi ze erklären, well ech menge jiddferee weess, dass et net richteg ass, dass zu Lëtzebuerg nach Mannerjähreger am Prisong zu Schraasseg festgehal ginn, wat am Fong e Prisong ass fir Erwuessener.

Säit '92 gëtt also och un där Iddi hei geschafft. Am Mee 2000 ass och eng Motioun hei an der Chamber unanime ugeholl ginn an am Juni 2004, wéi gesot, d'Gesetz. Ech hat och d'lescht Joer am Februar, neen, dëst Joer nogefrot an enger Question parlementaire, wéi et mat den Travauxe wier. Du krut ech geäntwert, dass Problemer do si mat der Baugenehmegung, dass d'Gemeng keng Baugenehmegung gëtt. D'Ministesch huet mer awer och geäntwert, dass d'Regierung nach ëmmer wierklech wëllt, dass dat esou séier wéi méiglech gebaut gëtt.

Elo stellt sech, wéi gesot, dee Problem mat där Baugenehmegung. Déi Projeten, déi an der Gemeng agereecht gi sinn - dat ass d'Gemeng Wuermer -, sinn net konform mam PAP. Do denken ech mer, dat kann nach eng ganz laang Geschicht gi bis do ugefaang gëtt mat bauen.

Meng Fro ass also éischtens: Wou ass den Dossier drun? A stëmmt et, dass de Projet, wéi am Rapport vum Ombudscomité fir Kannerrechter steet, ech zitéieren: „L'unité de sécurité est un projet urgent, disparu dans les dédales administratifs"?

Déi zweet Fro ass: De Site Dräibur war jo ganz ëmstridden, dat gesäit een am Exposé des motifs an och an der Documentation parlementaire vun 2004, dass et Pro- a Kontra-Argumenter goufen, an ee vun den Argumenter, fir et zu Dräibur ze bauen, war jo, fir dass et soll ganz séier goen. Elo stellt sech jo d'Fro mat där Baugenehmegung, elo geet et jo awer net esou séier.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Soll een dann elo net awer vläicht en anere Site virgesinn, dass een déi Unité de sécurité soll trenne vun deene reschtlechen Institutioune vun Dräibur, esou wéi d'Jugendriichteren dat wëllen an och esou wéi den Ombudscomité fir Kannerrechter dat wëllt?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Minister vun der Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eigentlech eng Fro, déi sech u mech an un de Minister vun den Travaux publics riicht, mä vu datt nëmmen ee vun eis zwee kann dorobber äntwerten, probéieren ech dat ze maachen - ënner senger Kontroll.

Ech géing éischtens dem Här Angel wëllen op dee leschten Deel vu senger Fro, déi näischt mat den Travaux publics an näischt Direktes mat der Famill ze dinn huet, äntwerten. Här Angel, wann Dir mer déi Gemeng bréngt an där mer d'Unité de sécurité kënnen opriichten an déi lech haut den Owend soen, hei si mer, da schwätze mer selbstverständlech doriwwer. Wann dat net de Fall ass, géing ech vun dëser öffentlecher Tribün profitéieren, fir all Mënsch ze froen, wien domadder d'accord ass, fir datt déi bei hie ka kommen, fir datt déi Unitéit do kann opgeholl ginn, da sinn ech bereet, fir och nach eng Kéier ze kucken, dat ze änneren.

Well ech awer ewell d'Äntwert am Viraus weess, Här Angel, oder fäerten, datt ech se weess, hu mer probéiert ze kucken, op där Plaz virunzefueren. Dat ass eng Standortdiskussioun - domat hu mir jo hei zu Lëtzebuerg, besonnesch als Politiker, absolut vill Erfahrung. Dat ass anscheinend eppes, wat mir ganz gutt beherrschen. Duerfir wëll ech mech elo net ze vill laang domadder ophalen. Ech wëll soen, och dee Standuert zu Dräibur huet Avantagen, net nëmmen Désavantagen. Mä, wéi gesot, dat géing hei ze wäit féieren, fir dorobber anzegoen.

Ech wëll awer soen, datt Mataarbechter vum Bauteministère d'lescht Woch an der Gemeng Wuermer mat dem Buergermeeschter e Rendez-vous haten a gekuckt hunn, fir op deen éischte Projet erëm zréckzekommen, wou eng Baugenehmegung dofir do war a wou de PAP an der Rei ass, also ze kucken, datt déi Aarbechten, déi elo nach solle gemaach ginn, datt dee Projet e bësselche réajustéiert gëtt, datt dat da selbstverständlech an den Intérieur geet.

Am Budget vun de Bâtiments publics si fir d'nächst Joer 5.705.000 Euro virgesinn, sou datt mer denken, datt dat dann also och ka starten. Ech hoffen, datt mer dann endlech aus där misslecher Diskussioun erauskommen. Virun allem géing ech wëllen hei soen, et war de Wonsch vun deene successivë souwuel Familljeministere wéi Bauteministere wéi Justizministeren, déi ëmmer wollten, datt dat sollt virugoen. An ech kann lech soen, et ass alles aneschters wéi flott, wann ee weess, datt d'Kanner am Prison sinn, a jiddferee vun eis ass därselwechter Meenung. Et geet also hei net drëm, fir deen een oder deen anere besser oder schlechter ze maachen, et geet just drëm, datt mer endlech virukommen doranner.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister fir déi kuerz mä prezis Äntwert. Da wëllt den Här Camille Gira eng Fro stellen un den Innenminister «relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse». Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hate viru kuerzem e weideren Zwëschefall mam Drénkwaasser vun der SEBES. Och wann de Fong vum Problem eigentlech relativ harmlos ass, nämlech eng Verfierwung vum Waasser opgrond vu Presenz vu Mangan am Waasser, sou fannen ech, dass dëse weidere Virfall awer erëm eng Rei Froen opgeworf huet, déi ech da wëllt heimadder weiderginn un den Innenminister.

Éischtens wollt ech froen: Ass et richteg, dass d'SEBES all Joer mat deem Problem do konfrontéiert ass, dass, wann op der Iwwerfläch Alge sinn, se mat hirem Tour musse méi erofgoen an dann automatesch Mangan mat an d'Waasser kréien? Stëmmt et och, dass bis elo déi richteg Filteranlagen net do sinn, fir de Problem à la source ze behiewen?

Dann awer dat, wat mech virun allem interesséiert: Et hat een nämlech dat Gefill, wéi deen do Tëschefall elo gehandelt ginn ass, dass mer net ganz vill aus deem Tëschefall aus dem Januar geléiert hunn, nämlech, dass och hei erëm d'Informatiounen net esou richteg weidergaange sinn. Wann ech richteg informéiert sinn, sinn eng Rei Gemengen, déi dat do, dass hiert Waasser verfierft war, vu sech aus hu missen an hire Basénge feststellen, du relativ a Panik geroden, well se net esou richteg wousste wat da lass wier, an et huet dann awer erëm eng Rei Stonne gebraucht, bis jidderee wousst wat wier an dass et relativ harmlos wier.

Duerfir meng Haaptfro un Iech, Här Minister: Wéi eng Léieren hu mer dann aus dem Incident vum Januar gezunn? Hu mer kloer strukturéiert Informatiounskanäl instituéiert, wou besonnesch awer de groussen Distributeur SEBES soll dofir suergen, dass all d'Clientë mat Zäit gewuer gi wat lass ass, wann ee weess, dass 80% vun der Populatioun wéinstens en Deel vum Waasser vun der SEBES kréien? Et sollt en Audit iwwert d'SEBES gemaach ginn: Wou ass deen drun? Wéi ass et mat Ärem Katastropheplang, deen Dir eis zwar ginn hat, mä mat deem een awer, mengen ech, wann een e gekuckt huet, net konnt zefridden sinn, sou wéi deen ausgesäit? Also, wéi gesitt Dir dëse weideren Incident? Wat hutt Dir ënnerholl oder wat wëllt Dir ënnerhuele wat an Äre Kompetenze steet, fir an Zukunft esou Problemer ze verhënneren?

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet den Här Jean-Marie Halsdorf, Innenminister an zoustänneg fir den Aménagement du Territoire.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gira schwätzt hei vun engem Tëschefall, wat dës Waasserverfierwung ugeet. Ech géif éischter soen, et war e bedenkenlose Phenomeen, dee sech do gemaach huet, well et ass esou - wéi Dir an de Raum gestallt hutt -, dass sech déi Coloratioun all Joer op eng gewëssen Aart a Weis mécht, an zwar wann de Wanter kënnt, da ginn déi kal Waassermassen erof an déi waarm Waassermasse kommen erop, an doduerch kënnt Mangan an d'Waasser, Mangan, wat en Oligoelement ass, wat e Spurenelement ass, wat näischt Gefäierleches ass, an do kënne bis 300 Mikrogramm am Waasser sinn.

Hei sinn 31 Mikrogramm gemooss ginn zu Nidderaanwen - dat ass déi éischt Ausso. Dat heescht also, d'Stad Lëtzebuerg war vun dësem Phenomeen betraff, well an deem Bac do ass dat fonnt ginn. Et ass och esou, dass een déi Verfierwunge guer net ka gesinn. Déi Verfierwunge kann een nëmme gesinn, wann een e grousse Volume Waasser huet, zum Beispill wann een eng Waasserkolonn hätt vu fënnef Meter, da gesäit een déi Coloratioun. Soit, et gesäit ee se net, also et ass wierklech eppes wat onbedenklech ass.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass, och wann onbedenklech Saache geschéien, ob een doriwwer muss weider informéieren. Wann zum Beispill de pH-Wäert vum Waasser elo ëm 0,2 Unitéite wiesselt: Muss dat jidderee gesot kréien? Wann d'Chloratioune gemaach ginn an et ass eng Norm festgeluecht an déi geet een Dag ëm 5% driwwer: Muss een dat matdeelen? Wann elo zum Beispill d'Filteren, déi elo gewiesselt ginn am Wanter, wéi dat all Joer gemaach gëtt, an do musse mer dëst Joer méi Grondwaasser huelen, well et net esou vill gereent huet, doduerch geet den Härtegrad vum Waasser an d'Luucht, an do sinn och d'Waasserliwweranten informéiert ginn: Muss een dat en grande information maachen? Déi Fro stellen ech mer och, ob dat wierklech derwäert ass.

Richteg ass, an dat wëll ech hei kloer an däitlech soen, d'SEBES huet all d'Waasserliwweranten an deem heite Fall informéiert, also d'Stad Lëtzebuerg, d'SES, de Waassersyndikat vum Süden an d'Waasserwirtschaftsamt ass informéiert ginn, dat heescht also, dat huet wonnerbar geklappt.

Et huet allzäit besser geklappt wéi dat, wat ech zum Beispill haut an der Zeitung zoufälleg gesinn hunn, wat de Règlement grand-ducal ugeet iwwert d'Drénkwaasser an de Gemengen. Do hu mer jo festgestallt, dass deen Audit - Dir hutt jo den Audit ugeschwat vun der SEBES -, deen d'Gemenge musse maache vun hire Waasserréseauën, just vu véier vun deenen 116 Gemengen, an zwar dräi aus dem Süden: Esch, Monnerech an Diddeleng, an eng aus dem Zentrum, vum Jempi Klein senger Gemeng, d'Gemeng Steesel, gemaach ginn ass.

All déi aner Gemengen hunn zum Beispill net déi Moossname geholl, déi virgesi sinn an deem Règlement grand-ducal, fir eben ze kucken, wéi d'Waasseranlage si fir d'Drénkwaasser an de Gemengen. Do hoffen ech elo, dass an deenen nächste Méint déi Rapporten do erakommen, well dat ass och eng Conditio sine qua non fir gutt qualitatiivt Waasser ze kréien.

Dat ass jo dat, wat mer alleguer gär hätten. Mir hätte gär héich qualitatiivt Waasser, an dat kënne mer nëmme kréie wann d'Liwweranten, d'SEBES an all déi aner an d'Gemengen hir Hausaufgabe maachen. Duerfir ass et och gutt, dass sech elo dorobber focaliséiert gëtt an dass och déi Diskussioune gefouert ginn.

Déi Oplagen, déi mer iwwert d'Wasserrahmenrichtlinie kréien, musse mer ëmsetzen an deemnächst wäerten déi och an der Chamber hei déposéiert ginn, sou dass mer hei iwwert dee ganze Beräich an enger Interpellatioun, déi den Här Calmes gefrot huet, an déi ech och gär unhuelen, déi ganz Diskussioun iwwert d'Waasser wäerte féieren.

Mä dat heite soll een net alles an een Dëppe geheien. Hei huet d'SEBES hir Hausaufgab gutt gemaach, a mir hunn och aus deem geléiert, wat am Ufank vum Joer geschitt ass. Dat war éischter en Incident, och wann et e mineurë war, dat hei war sécherlech keen. Do hu mer geléiert, dass mer Moyenen hu fir zum Beispill mat SMSen déi eenzel Leit an de Gemengen ze informéieren.

Ech wëll Iech awer do matdeelen, dass mer och elo mussen ofwaarde bis déi nei Gemengeréit oder déi nei Schäfferéit stinn. Ech muss Iech och matdeelen, dass verschidde Gemengen eis nach keng Persoun uginn hunn, déi am Fong geholl erreechbar ass. Also et ass nach e gewëssenen, wéi géif ech dat soen, eng gewëssen Evolutioun do dran, mä de Wëllen ass do, fir Neel mat Käpp ze maachen. De Wëllen ass och do, fir dee Katastropheplang, deen och schonn an der leschter Zäit e puermol getest ginn ass, gradsou wéi déi GSM-Anlagen, dat fonctionnéiert alles.

Also ech géif mengen, mir hätten hei geléiert aus deem wat am Ufank vum Joer geschitt ass. An ech géif och mengen, dass an dësem Fall ofschléissend, wéi gesot, d'SEBES eng gutt Aarbecht gemaach huet an dass se hei an dësem Dossier sou gehandelt hunn, wéi een dat mécht, wann ee responsabel handelt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Françoise Hetto-Gaasch iwwert d'Effikassitéit vun eisem Busréseau an iwwert den État d'avancement vum Plan sectoriel «Transports». Eng Fro, déi sech un den Här Transportminister riicht. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis alleguer bewosst, dass mer am Kader vum „modal split" musse verstäerkt an den öffentlechen Transport investéieren, an och d'Ofkommes vum August vum leschte Joer leet wierklech den Akzent op de sektorielle Plang vum Transport.

Mä elo stelle sech schonn eng ganz Partie Froen iwwert de Bustransport, déi sech awer virun allem op de ländleche Raum bezéien. Vill Linnen, déi an der Zäit agesat goufen, entspriechen am Moment net méi de reelle Besoine vun de Bierger, fuere mat Momenter ganz eidel oder nëmme ganz moer besat. Op där anerer Säit besteet de Besoin, dass nei Linnen agesat ginn.

Ech wollt am Fong geholl duerfir generell vum Transportminister Lucien Lux wëssen, ob a wéi dacks de Lëtzebuerger Busréseau op seng Effikassitéit a seng Rentabilitéit hin iwwerpréift gëtt. An da wollt ech froe wéi wäit dass de sektorielle Plang «Transports» schonn avancéiert ass, a wat d'Regierung fir e Konzept a Saache méi Ënnerstëtzung fir Busspure wëlles huet. Well ech mengen, wann de Bus net méi séier ass wéi den Auto, da brauche mer am Fong geholl net ze hoffen, dass mer d'Leit dozou kréien, dass si iwwerklammen op den öffentlechen Transport.

Ech soen Iech elo schonn am Viraus Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Den Här Lucien Lux, Transportminister, äntwert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Fro, déi mer hei gestallt gëtt, bréngt a sech mat sech, dass een engersäits emol seet, de Plan sectoriel «Transports» - lescht Fro - wäert Enn 2006 färdeg ginn. Ech mengen, dass e sech net nëmme mat der Fro vun de Prioritéiten ausernee setzt, déi mer am öffentlechen Transport ze setzen hunn, awer och am Stroossebau, an der Aviatioun, an der Schëfffahrt, mä och mat de sou genannte Mobilités douces, der Vëlospolitik, déi mer wëlle maachen, an och mat deem wat d'Foussgänger ubelaangt.

Ech mengen, dass mer zweetens, um Niveau vun der zweetleschter Bemierkung - déi vun de Busspuren - an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp mat dem Ministère vun den Travaux publics doru schaffen, fir weider Busspuren ze maachen. Sécherlech sinn heiansdo Problemer domadder verbonnen. Ech denken zum Beispill un déi vun der Iechternacher Streck, déi Iech jo net onbekannt wäert sinn, wou den internationale Charakter vun där Strooss mat sech bréngt, dass dat net ëmmer esou einfach ass, mä dass een à l'intérieur vun eenzelnen Uertschaften, wéi zum Beispill Jonglënster, awer mat der Ënnerstëtzung vun der Gemeng ouni Zweifel Saache kéint maachen.

Drëttens ass et esou, Dir sot Effikassitéit. Ech mengen, dass dëst Joer zum Beispill praktesch bei all Fahrplanwiessel Ännerunge komm si fir sou genannte Strecken, wou Dir sot, dass de Succès net garantéiert ass. Eng vun deenen, déi mir dëst Joer geännert hunn - fir déi ech eng Rei Kritiken hu missen astiechen -, huet sech zum Beispill an der Gemeng Beetebuerg ofgespillt, well mer zur Konklusioun komm sinn, dass Strecken, an där ronn fënnef Leit pro Dag mam Bus fueren, kee Sënn erginn. Duerfir hu mer déi ofgeschaaft a se duerch anerer ersat. Dat maache mer also a sech kontinuéierlech.

Ech däerft awer vläicht trotzdeem soen, dass mer am öffentlechen Transport - duerfir hunn ech mer déi Zuelen nach eng Kéier ugekuckt - fir 2004 120.000 Passagéier beim RGTR pro Dag haten, 30.000 beim TICE a 50.000 bei der AVL hei an der Stad. Dat sinn 200.000 Passagéier um Niveau vum Bus, an da kommen der nach 40.000 bei der Eisebunn derbäi. An ech mengen, dass déi Chiffere sech an deene leschte siwe Joer - ongeféier Enn den 90er Joren - praktesch verduebelt hunn. Ech mengen also net, dass ee kéint soen, dass et net Effikassitéit a Succès ass, wann ee sech déi Zuelen ukuckt.

Duerfir mengen ech, dass mer och mat deem neie Verkéiersverbond, dee mer, wann d'Tagesordnung dat esou wäert hierginn, an der zweeter Dezemberwoch hei mat der Reform vum Gesetz wäerte stëmmen, Geleeënheet hunn, fir am Conseil d'administration vum Verkéiersverbond, wou d'Opérateuren dann alleguerten och mat de Responsabele vum Ministère mat um Dësch sëtzen, kontinuéierlech un där Effikassitéit do weiderzeschaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur iwwert de Site vun der Uni Lëtzebuerg, geriicht un den Här Kulturminister.

- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2004 huet d'Regierung décidéiert, d'Uni Lëtzebuerg op zwee Siten ze implantéieren. D'Sciencë sollten op d'Frichen op Belval kommen, an déi aner zwou Fakultéiten, nämlech déi vum Droit a vun der Ekonomie an de Finanze souwéi déi vun de Lettren an de Sciences de l'éducation sollten op engem Site unique op d'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg kommen.

Elo hu mer awer an der leschter Zäit vill Deklaratiounen héieren, haaptsächlech vu Majoritéitsdeputéierten, déi souguer zimlech wäit ausernee leien. Duerfir wollt ech folgend Froen un den Här Biltgen stellen, zoustänneg fir d'Universitéit zu Lëtzebuerg:

Meng éischt Fro ass déi: Firwat dauert et esou laang bis d'Regierung eng Décisioun hëlt wat de Site ubelaangt? Well mir wësse jo, dass säit dem Summer een Aarbechtsgrupp konkret Propositiounen un d'Regierung gemaach huet. Wat ass also de Grond, dass et esou laang dauert bis d'Regierung endlech zu enger Décisioun kënnt?

Déi zweet Fro, déi ech wollt stellen, ass, ob d'Regierung och nach ëmmer un hirer Deklaratioun festhält, nämlech dass se déi zwou Fakultéiten och um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg wëllt nidderloossen, an ob se bei där Décisioun, déi d'Regierung 2004 geholl huet, bleift.

Déi drëtt Fro, déi ech wollt stellen, ass, ob d'Regierung d'Meenung deelt vun op d'mannst engem Majoritéitsdeputéierten, dee gemengt huet, déi ganz Universitéit sollt op d'Frichë vu Belval kommen.

Meng véiert Fro, do wéisst ech gär wéini d'Regierung da gedenkt eng Décisioun ze huelen.

Da meng fënneft Fro leschtenends, do wëll ech wierklech wëssen, ob d'Regierung net der Meenung ass, dass duerch dat Waarden, wouduerch den Dossier net besser gëtt, dem Développement vun der Uni awer geschuet gëtt. Well am Moment ginn d'Meenungen esou wäit auserneen, dass d'Serenitéit an deem Dossier net garantéiert ass. Duerfir wollt ech haut déi Fro hei stellen, fir dass mer endlech erëm kënnen zur Serenitéit zréckkommen,…

M. le Président.- Et ass elo Zäit.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- …eng Viraussetzung, dass déi Uni sech gutt kann développéieren.

M. le Président.- Den Här François Biltgen, Minister zoustänneg fir d'Héichschoulwiesen.

Et ware fënnef Froen, Här Minister. Dir hutt och fënnef Minutten Zäit fir déi fënnef Froen ze beäntwerten.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Ech wëll dorun erënneren, dass, wéi eis Virgängerin, d'Madame Hennicot, den Dossier ugefaangen huet, de Site unique, deen an der Diskussioun stoung, de Site vu Belval war. Et ass du vill diskutéiert ginn an deem Sënn, dass eng ganz Partie Leit, och an de politesche Kreesser, der Meenung waren, et kéint net sinn, dass eng Uni net och nach an der Haaptstad implantéiert wier.

D'Regierung, déi sech elo gebilt huet, huet duerfir Folgendes décidéiert: Nämlech d'Fakultéit vun der Technologie op Esch-Belval ze setzen an e Site unique fir déi aner Fakultéiten ze fannen, déi elo um Lampertsbierg respektiv um Kierchbierg am ale Gebai vum IST respektiv zu Walfer éparpilléiert sinn.

Deen éischte Punkt, dee fir mech wichteg ass - a wou ech och hei wëll däitlech soen, dass et do un där Regierungsdécisioun näischt ze rüttele gëtt -, dat ass, dass d'Fakultéit vun der Technologie soll op Belval kommen, well d'Fakultéit vun der Technologie d'Kärstéck gëtt vun der zukünfteger Cité des Sciences. Mir wëllen 2006 mat deenen Aarbechte vum Fond Belval ukommen an déi Cité des Sciences op Belval implantéieren.

Wat heescht Cité des Sciences? Dat heescht, eng Synergie tëschent Héichschoul, Fuerschung an awer och Wirtschaft. Dat heescht, do kënnt d'Technologiefakultéit, et kommen awer och grouss Elementer vun deene verschiddene CRPen, déi sollen thematesch regruppéiert ginn. An den Technoport kënnt dohinner, mat zousätzlecher Plaz fir nei Betriber.

Bleift d'Fro vun dem Site unique an der Stad Lëtzebuerg. Ech deelen d'Appréciatioun vun der Madame Brasseur, dass mer eng Kéier mus-

sen eng Décisioun huelen, well ech der Meenung sinn, dass d'Uni eng Kéier muss wëssen, a wat fir eng Direktioun se geet, an dass dat eng gewësse Berouegung gëtt. Duerfir huet d'Regierung scho virun der grousser Vakanz décidéiert, en Aarbechtsgrupp anzesetzen, fir do Elementer ze kréien. An deem Aarbechtsgrupp souze verschidde Ministèren, notamment och de Ministère de l'Aménagement du Territoire, niewent dem Bauteministère an niewent dem Héichschoulministère.

Den Avis ass net unanime, d'Stad Lëtzebuerg hat do eng aner Meenung. Den Aarbechtsgrupp ass majoritär zu der Propositioun komm fir ze soen: Dir hutt eis den Optrag gi fir ze kucke wat souwuel finanzméisseg - dat ass jo eng Fro, déi mer elo vill diskutéieren - wéi och zäitpunktméisseg dat Bescht wier. Déi beschte Solutioun wier, um Lampertsbierg d'Faculté des Droits et des Finances ze implantéieren, plus dat ganzt Rektorat. An déi zwou aner Fakultéiten, also net nëmmen d'Technologiefakultéit, mä och déi vun der Literatur, vun den Human-, Sozial- an Erzéiungswëssenschaften, déi op Belval.

Nun, vu dass dat och zirkuléiert, Här President, wollt ech Iech einfach deen Dossier iwwerreechen, mat der Bitt, deen dem President vun der Héichschoulkommissioun ze ginn, fir dass jiddfereen dat ka kucken. Well ech mengen, dass dat och kann d'Debatten objektivéieren. Well et natierlech elo fir d'Regierung einfach gewiescht wier iwwert d'Käpp ewech ze décidéieren. Sou ass dat esou.

Ech hale mech do un en ale Slogan, vun enger Partei, déi net meng ass. Dat ass dee vun Dialog an Transparenz. Duerfir sinn ech der Meenung, dass een och soll dialoguéieren. Ech komme gären an d'Kommissioun fir iwwert deen dote Pabeier ze diskutéieren, och d'Meenunge vun de Deputéierten ze héieren. Ech wär just frou, wann den Här President géif en Datum mat mir fixéieren, nach wa méiglech am Dezember, well ech och eng Kéier wëll zréck an d'Regierung goen.

Dat ass eng kloer Propositioun. Ech verschléisse mech net anere Propositiounen. Ech soen Iech just, dass mer mussen dräi Saache matenee beschtméiglech an Aklang bréngen - eng optimal Solutioun gëtt et ni, mä beschtméiglech an Aklang bréngen.

Dat ass éischtens den Zäitpunkt, fir ze wëssen, wéini een eppes ka kréien, woubäi nach d'Uni méi frou ass, wa se definitiv eng Décisioun huet, och wann et ka méi laang daueren, mä wat et éischter fäerdeg ass, wat si et léiwer huet.

Zweetens ass de Finanzvolume wichteg, well mer jo awer an enger Zäit sinn, wou mer musse kucken, dass de Budget opgeet. Dofir soll een awer dat doten net aus den Ae loossen.

Et muss een och drëttens den IVL, also landesplaneresch Elementer, mat diskutéieren. An an deem Sënn stinn ech där doter Diskussioun ganz op. Dofir sinn ech och elo net deen, deen hei wëllt vun uewen erof eng definitiv Meenung anhuelen.

Ech soen Iech just, dass et mäin Zil ass, nach esou séier wéi méiglech zu enger Décisioun ze kommen; duerfir mäi Wonsch nach am Dezember an net méi am Januar an d'Chamberskommissioun ze kommen, et sief dann d'Chamberskommissioun wéilt mech net méi dozou héieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech wëll just soen, dass ech op eng Partie Froe keng Äntwert kritt hunn.

M. le Président.- Jo, Madame Brasseur, Dir hutt natierlech och vill Froe gestallt, a wann d'Regierung nëmme véier Minutten Zäit huet, da muss een awer wierklech hei den Equiliber wahren.

(Interruption)

Jo, gutt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech äntwerte gären, also wann ech Zäit hunn!

M. le Président.- Den Här Minister huet ugekënnegt, dass hien och an déi zoustänneg Kommissioun kënnt, an opgrond vun deem Dokument, wat hien eis ausgedeelt huet a wat mir an der Kommissioun kucken, denken ech, Madame Brasseur, dass Dir da Satisfaktioun kritt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech hätt ganz gär e klengen Zousaz hei.

M. le Président.- Jo, Zousaz, jiddereen hätt gären Zousaz! Wou komme mer dann hin? Dofir…

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, zur Procédure: D'lescht Kéier krute mer gesot, ons Froe misste prezis sinn. Ech hunn dës Kéier déi fënnef Froe prezis opgelëscht vun eent bis fënnef. Ech hu se hei virgedroen. Déi éischt Fro war, firwat et bis elo gedauert huet, firwat nach keng Décisioun geholl ginn ass. Do krut ech och keng richteg Äntwert drop.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dat hunn ech beäntwert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Den Dossier läit vir säit dem Summer. Et hätt ee schonn am September an d'Chamberskommissioun dann heihinner kënne kommen.

Ech hu gefrot, ob d'Regierung der Meenung wier, dass een d'Uni ganz soll zu Belval implantéieren; och dorop huet den Här Minister keng Äntwert ginn.

Duerfir wëll ech wierklech wëssen, firwat mir eis da solle Méi ginn, prezis Froen ze stellen, och nach schréftlech, a mat Zäit eranzeginn, wa mer hei keng Äntwert drop kréien?

Merci.

Une voix.- Wou si mer dann hei, Här President?

M. le Président.- Jo…

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Also, ech wëll net hei als een ugesi ginn, dee keng Äntwerte géif ginn. Ech muss dat hei däitlech soen, well ech déi Äntwerte ginn hunn, an ech soe se dann nach eng Kéier.

Éischtens, et huet…

(Hilarité)

M. le Président.- Also, Här Minister, ganz kuerz eng Minutt, an da schléisse mer dat doten of.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Neen, Här President, ech hunn e Problem, wann an der Welt steet, ech géif hei net äntwerten. Ech hu virdrun drop geäntwert an ech maachen et nach eng Kéier.

Éischtens, et soll een an esou engem Dossier…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…hunn ech gesot, dass et net gutt wier, wann d'Regierung einfach ex cathedra géif diskutéieren.

Notamment weess ech, dass d'Stad Lëtzebuerg eng aner Vue huet wéi deen Aarbechtsgrupp do hat. An an deem Sënn soll een awer nach eng Kéier jiddferee kënnen héieren; a wann ech soen, séier eng Décisioun huelen, da wëllt dat net soen, einfach iwwer Nuecht aus der Hëft schéissen.

Zweetens, wat d'Friche Belval ubelaangt, soen ech Iech, dass jiddferee ka seng eege Meenung hunn, an déi soll och jiddfereen hunn. D'Regierung ass en attendant dru gehalen, e Koalitiounsprogramm ze respektéieren, an dat mécht se. Et sinn awer Schwieregkeeten an deem Dossier, an duerfir wäert d'Regierung hir Décisioun huelen, nodeem den Héichschoulminister eng Propositioun mécht, nodeem hie jiddferee gehéiert huet.

Den Héichschoulminister huet an dësem Moment keng definitiv Meenung, well hien dat géif schlecht fannen, well et wär schlecht, wa mer herno géifen aus der Hëft schéissen, an da géif während fënnef Joer déi Décisioun, wéi se och ëmmer wär, erëm kontradiktoresch diskutéiert ginn. Dat wär dat Schlechst, wat mer der Uni kéinten undinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da wëllt den honorabelen Här Fayot eng Fro stellen un de Minister vun der Fonction publique iwwert den Travail à mi-temps beim Stat. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, am Statsbeamtestatut vun 1979 besteet d'Méiglechkeet fir d'Statsbeamten, e Congé pour travail à mi-temps oder Congé sans traitement ze kréien. An et geet an der Explikatioun zu deem Gesetz Rieds, dass et sech hei, wa vu Conjointë geschwat gëtt, nëmmen ëm bestuete Koppelen handelt.

D'Fro, déi ech virun engem Joer un den zoustännege Minister gestallt hat, war, wéi et no dem Vote iwwert de Partenariat mat deem Statut wär, mat deenen Dispositioune fir dee Congé à mi-temps oder dee Congé sans traitement fir déi Partenairen an engem Partenariat.

Deemools hunn ech als Äntwert kritt, deen neie Partenariat wär relativ rezent. D'Regierung géif emol ee Joer laang waarden, fir eng Evaluatioun dovunner ze maachen. Dat Joer ass elo eriwwer, an ech wollt den Här Minister froen, ob sech schonn esou Fäll gestallt hätten, wéi vill dass et där wären, ob Leit, déi an engem Partenariat sinn, esou Congéë wëllten hunn, an ob eventuell d'Regierung géif drun denken, fir an deem Statsbeamtestatut déi Dispositioun do, déi nëmme fir bestuete Leit virgesinn ass, ze flexibiliséieren an ze probéieren och déi Partenairen dorënner ze kréien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Claude Wiseler, Minister vun der Fonction publique.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Dat Gesetz iwwert de Partenariat, wat elo ugeschwat ginn ass, ass effektiv a Kraaft getrueden den 1. November 2004. An der Regierungserklärung steet, datt géing eng Evaluatioun gemaach ginn a gegebenenfalls deen een oder deen aneren Ajustement gemaach ginn.

Op déi Questions parlementaires, déi den Här Fayot an d'Madame Arendt viru ronn engem Joer gestallt hunn, ass effektiv confirméiert ginn, dass esou eng Evaluatioun sollt no engem Joer gemaach ginn. Dat ass momentan nach net geschitt, obwuel dat Joer elo scho säit 14 Deeg ofgelaf ass.

Ech hu geduecht, et wär gutt, well mer dann och déi Donnéeën zesummen hätten, datt mer ufanks 2006 géingen iwwert d'Budgetsjoer 2005, wat d'Fonction publique ugeet, do Donnéeën zesummesammelen.

Haut just e puer Saachen, déi ech awer wëll zur Prezisioun dobäi soen, fir ze weisen, wéi dee Problem elo effektiv ass. Haut ass d'Situatioun déi, datt mer 2004 905 Fonctionnairen haten, déi e Congé à mi-temps am Allgemengen haten. Elo ass d'Situatioun juristesch déi, datt ee jo zwee Typë vu Congé à mi-temps respektiv vu Congé sans traitement ka kréien.

Dat éischt, dat ass deen, wou een nom Artikel 31 Alinea 1 e Recht drop huet, an dat kritt een, wann d'Kanner nach net am éischte Schouljoer ware respektiv konsekutiv zu engem Congé de maternité, engem Congé d'accueil oder engem Congé parental.

An deen zweeten, dat ass deen, deen am Alinea 2 vun deemselwechten Artikel virgesinn ass, an zwar deen, wou een net e Recht drop huet, mä deen ee ka kréien. An dee kann ee kréien a) wann d'Kanner manner wéi 15 Joer hunn oder b) aus perséinlechen, familiären oder beruffleche Grënn. An datselwecht ass ongeféier de Fall fir de Congé sans traitement, wou et awer esou ass, datt een en Droit, e Recht huet nëmme bis zwee Joer een ze kréien, an dat anert méi oder wéineger d'selwecht ass wéi beim Congé à mi-temps.

Elo gesäit den Artikel 31 Punkt 2 vir, datt et effektiv esou ass, datt kënnen dovunner bénéficiéieren d'Conjointen an net d'Partenairen. Den Text ass do relativ prezis, esou datt dobäi keng Interpretatiounsméiglechkeet besteet. Par contre geet deen Artikel awer nëmmen op deen Deel vun dem Congé à mi-temps respektiv vum Congé sans traitement, deen e Recht ass.

An deen, deen een awer ka kréien, wann d'Administratioun domadder d'accord ass, dee ka selbstverständlech pour raison personnelle oder pour raison familiale och dee kréien, dee Partenaire ass, wann hien en ufreet.

D'Realitéit, déi musse mer elo en définitive kucken an de Statistiken. Bis elo an der Praxis muss ech soen, huet sech direkt, a souwäit mir elo an der Fonction publique wëssen, net direkt e Problem gestallt.

Et muss een awer natierlech soen, datt déi Demandë vun deem Congé pour raison familiale respektiv vun deem Congé à mi-temps, deen en Droit ass, net bei der Fonction publique ugefrot gëtt, mä bei deenen eenzelnen Administratiounen ugefrot gëtt, esou datt ech Iech dat an dësem Moment net ka mat Sécherheet soen, ausser datt mer elo net grouss Problemer signaliséiert kruten.

An déi aner Congéen, déi am Artikel Alinea 2b virgesi sinn, déi also jiddferee ka kréien, och de Partenaire, well ee se pour raison personnelle oder familiale kritt, déi ginn am Prinzip wéinst deenen dote Grënn awer accordéiert, esou datt déi Leit, déi am Partenariat sinn, Kanner wëllen erzéien, an duerfir e mi-temps oder e sans traitement kréien, awer iwwert dee Wee actuellement kënnen deen Typ Congé kréien. Voilà!

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass déi vum Här Félix Braz iwwert d'Geheimvolë vun der CIA. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, een Thema huet an deene leschten Deeg, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä an Europa allgemeng, d'Leit interesséiert, an dat ass dat vun de sou genannte Geheimvolë vun der CIA.

Déi Leit si jo am Allgemengen net gewinnt anescht virzegoe wéi geheim. Et ass also vläicht eng onzoutreffend Bezeechnung fir d'Aktivitéite vun der CIA, mä Dir wësst vu wat dass mer schwätzen. Et geet ëm déi Volen, déi sollen operéiert gi sinn, fir ënner anerem Prisonéier vun den Amerikaner vun enger Plaz vun der Welt op déi aner ze bréngen a se eventuell souguer um europäeschen Territoire ze befroen.

De Minister Lux huet de Moien, bei Geleeënheet vun der Transportkommissioun, déi Fro scho beäntwert. Mir sinn awer der Meenung, dass dat eng Fro ass, déi wichteg genuch ass, fir och öffentlech vum Minister beäntwert ze ginn. Si interesséiert vill Leit hei zu Lëtzebuerg an et ass eng Fro, déi eng Partie Froen, deemno wéi d'Äntwert ausfält, kéint noutwendeg maachen.

Duerfir hu mir och nach eng Kéier hei an der öffentlecher Sëtzung un den Transportminister déi prezis Froen: Sinn där dote Volen, där sou genannte Geheimvolë vun der CIA, zu Lëtzebuerg gelant respektiv vu Lëtzebuerg aus dann och weidergeflunn? Oder si Volen iwwer Lëtzebuerg gewiescht, natierlech ënnert der Kontroll vun EUROCONTROL vu Maastricht? Mir wiere frou, wa mer op déi zwou Froen och eng Äntwert hei an der öffentlecher Sëtzung kéinte kréien.

M. le Président.- Den Här Transportminister Lucien Lux äntwert op dës Geheimdéngschtaffär.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, ech war als attitréierte Spezialist iwwert d'Agissementer vun der CIA relativ perplex iwwert déi Fro, déi hei gestallt ginn ass, well ech gemengt hat, ech hätt de Moien, ouni dass eng Fro gestallt ginn ass, profitéiert vun der Sëtzung vun der Transportkommissioun, fir de Memberen ze soen, dass mer an deene leschten Deeg versicht hunn, opgrond vun deem Débat, deen an Europa an enger Rei vu Länner stattfënnt, och bei eis, ze kucken, was Sache ist.

Ech maachen duerfir och Abstraktioun vun deene politeschen Démarchen, déi gemaach gi si vun der britescher Présidence duerch hiren Ausseminister, den Här Straw, dee jo Amerika opgeruff huet, fir kloer ze maachen, wat an deene leschte Joren, säit 2001, op deem Gebitt geschitt ass. Oder och vum Generalsekretär vum Conseil de l'Europe, deen och am Numm vun de Länner vum Conseil de l'Europe gefrot huet, dass misst Liicht gemaach ginn hannert all déi Volë respektiv och aner Situatiounen, wat de Prisong ubelaangt vu Gefaangenen an eenzelne Länner vun de Länner vum Conseil de l'Europe.

Wat eis selwer hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, hu mer also an deene leschte puer Deeg eng Rei vun Nummere vu Volen, déi hätte kënnen ugeholl ginn als CIA-Volen, aus der Société civile, wann ech dat esou soe kann, vun ONGen zougedroe kritt. Mir hunn déi Volen, dat waren der siwen oder aacht un der Zuel, aacht Stéck genau, nogekuckt a festgestallt, dass déi Volen an där Period 2001-2005 hei zu Lëtzebuerg weder gelant sinn nach Escale hei gemaach hunn. Mir hunn och weider soss nogekuckt, ob iergendwellech aner militäresch Statsvolen oder kommerziell Volen esou suspekt Chargementer kéinte gehat hunn. Eis si keng esou Volen opgefall.

Dir wësst allerdéngs, an ech mengen dat muss ee soen, dass bei militäresche Volen eis Méiglechkeeten, fir do Kontrollen ze maachen, ganz geréng sinn. Mir mengen awer, wann ech dat hei däerf soen, dass de Flughafen zu Lëtzebuerg sech net onbedéngt prêtéiert, fir esou Atterrissagen ze maachen. Ech mengen, dass et do an Däitschland, op de Militärflughäfen zu Frankfurt oder zu Ramstein, sécherlech méi einfach ass a méi sécher ass, fir ouni vill Ophiewes esou Volë kënnen ze maachen. Esou dass mir mengen, dass hei zu Lëtzebuerg, jusqu'à preuve du contraire, keng esou Volen oder Atterissagë stattfonnt hunn.

Den zweete Problem ass dee vun dem Iwwerfléie vun eisem Territoire. Och do, mengen ech, sinn Demandë bei EUROCONTROL oder Belgocontrôle gemaach ginn, fir nozekucken, ob Nummeren, déi verdächteg kéinte sinn, iwwer eisen Territoire geflu sinn. Op déi Resultater waarde mir nach. Ech hunn duerfir och, par acquit de conscience, souwuel bei der Douane wéi och bei der Police, déi do uewen um Flughafen agéieren, nogefrot, ob iergendwellech Verdachtsmomenter bei hinnen an där Period do stattfonnt hunn. Och déi Resultater erwaarde mir. Ech ginn awer dovun aus, dass do och keng Resultater an déi Richtung wäerte kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dat heescht zur Aktualitéitsstonn, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass, iwwert d'Nationalbibliothéik.

Eist Reglement gesäit vir, dass déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, eng Riedezäit huet vun zéng Minutten. Deenen anere Fraktioune sti jeeweils fënnef Minutten an der Regierung eng Véirelstonn zur Verfügung. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sunnen an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den Här Claude Adam, als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Adam!

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng maache sech Suergen iwwert d'Bibliothéikswiesen am Allgemengen zu Lëtzebuerg an iwwert d'Nationalbibliothéik am Besonneschen.

Déi schéi Wierder vum Här Minister iwwert d'Entwécklung vu Lokal- a Regionalbibliothéiken, déi hu mer héieren, zum Beispill zu Miersch am Servais-Haus oder zu Walfer op de Bicherdeeg. D'Budgetspolitik schwätzt awer eng aner Sprooch. A wann net endlech Mëttele fir d'Bibliothéikswiesen accordéiert ginn, dann ass déi wäertvoll Aarbecht vu ville Bénévolen ëm d'Lëtzebuerger Bibliothéikswiese mëttelfristeg zum Echec condamnéiert. Dat gehéiert zwar net zu dëser Heure d'actualité, et läit mer awer scho laang um Mo, an duerfir hunn ech et gesot.

Komme mer dann elo zu eiser National- an Universitéitsbibliothéik. Mir kréien ëmmer erëm erzielt, wéi wichteg de Bau vun enger neier National- an Universitéitsbibliothéik fir Lëtzebuerg ass. Mir schwätze vu Wëssensgesellschaft, vun eisem intellektuelle Kapital, vun eisem Patrimoine culturel an esou weider.

De 27. Oktober 2005 hunn eis Häre Ministere Biltgen a Wiseler gemengt, si wéilten esou schnell wéi méiglech eng National- an Unisbibliothéik realiséieren, déi dann de Statut vun engem Établissement public hätt. Wéi dunn eng Woch méi spéit de Minister Wiseler d'Prioritéite vun der Regierung, wat d'Investissementer vun 2006 an 2007 ugeet, virgestallt huet, dunn ass d'National- an d'Universitéitsbibliothéik net opgetaucht.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et schéngt och esou ze sinn, datt et kloer Divergenze gëtt tëschent der Directrice vun der Nationalbibliothéik an dem Rektor vun der Uni Lëtzebuerg, wat de Site vun der neier Bibliothéik ugeet. D'Direktesch gesäit se op der Place de l'Europe - esou kréie mer an engem Bréif vum 8. November 2005 matgedeelt -, de Rektor gesäit se éischter um Lampertsbierg. An do gëtt et jo och nach e Gesetz vun 2002. Et ka jo net sinn, datt mer hei e Gesetz stëmmen, dat dann awer net exekutéiert gëtt. Musse mer dann elo net en neit Gesetz maachen, fir d'Gesetz vun 2002 ofzeschafen, a wéi soll dat neit Gesetz dann ausgesinn?

Déi Gréng ginn dovun aus, datt déi nei Bibliothéik déi zwou Fonctiounen, Nationalbibliothéik an Unisbibliothéik, erfëlle soll. Esou steet et am Regierungsprogramm, esou lafen och Diskussiounen. Allerdéngs hunn déi Etüden, Analysen an Auditen, déi bis elo iwwert d'Nationalbibliothéik gemaach gi sinn, dësem Aspekt ni Rechnung gedroen.

Gëtt et eng Analys vun deene verschiddenen Aufgaben, déi eng Nationalbibliothéik, wou haut eng vun den Haaptaufgabe jo den Archivage vun eisem Patrimoine culturel ass, an eng Unisbibliothéik, wou e grousse Volet Recherche ass, sollen erfëllen? Sinn d'Vertrieder vun deene verschiddenen Instituter a Bibliothéiken an och d'Clienten, dat heescht d'Lieser, un esou enger Analys bedeelegt? Wéi sinn d'Virstellungen iwwert de Statut vum Personal vun esou enger National- an Unisbibliothéik? Gëtt et e Statut vum Bibliothécaire, vum Conservateur?

Déi Gréng wiere frou, wann an Zäite vun den eidele Keesen emol eng Kéier géing chiffréiert ginn, wéi vill Suen zënter dem Rapport Fuhlrott an esou Etüden an Architektekäschten iwwert d'Nationalbibliothéik investéiert goufen? Wéi vill Suen a Mesures transitoires investéiert goufen: verschidde Réaménagementer, d'Kellere vum Boulevard Roosevelt, d'Gebai vun EUROCONTROL? Wéi vill Loyer datt all Joer muss fir déi verschidde Raimlechkeete bezuelt ginn: d'Gebai um Boulevard Prince Henri, EUROCONTROL, d'Gebai Albert Wagner.

Déi Gréng maache sech Suergen ëm den Erhalt vun eisem Patrimoine culturel, dee jo op eng ganz Rei Annexë verdeelt a versuergt gëtt. Déi Gréng proposéieren, datt d'Chamberskommissioun vum Enseignement supérieur, der Recherche an der Kultur eng Visite vun dësen Annexë mécht fir sech op der Plaz vun der Urgence ze iwerzeegen, datt et Zäit ass fir ze handelen. Ech wëll och an deem Sënn hei dem President e Bréif un den Här Sunnen, President vun där Kommissioun, viruginn. Wann Der deen da wéilt viruginn, wann ech gelift. Merci.

Déi Gréng froe sech an Iech, Här Minister, ob et net vill méi sënnvoll wier, Stockagesiloe fir d'Nationalbibliothéik opzeriichten, wéi weider a Gebaier ze investéieren, déi sech och no deieren Investissementer net gutt fir de Stockage vu Bicher eegnen. Dës Stockagesiloe kéinten, wann déi nei Bibliothéik dann endlech gebaut ass, nach ëmmer fir d'Muséeën eng ganz nëtzlech Roll spillen.

D'Digitalisatioun vun de Publikatiounen ass noutwendeg an deier. D'Konservatioun vu Bicher ass awer genausou eng Noutwendegkeet. Wéi gitt Dir, Här Minister Biltgen, esou schéin am „Jeudi" vum 17. November zitéiert: «Toutes les merveilles des nouvelles technologies ne sauraient remplacer le livre, sa valeur culturelle, sa beauté.»

Ech ginn och nach kuerz op e leschte Punkt an. Ech hunn et scho gesot, eis nei National- an Unisbibliothéik soll de Statut vun engem Établissement public kréien. Eréischt virun engem Joer hate mir hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun de Kulturinstituter votéiert an eis géint Établissements publics décidéiert.

Datt d'Unisbibliothéik grad ewéi d'Uni als Établissement public fonctionnéiert, do ass schonns eng gewësse Logik dran. Wat bedeit dat awer fir d'Nationalbibliothéik? Wien däerf do wat décidéieren? Wiem gehéieren eis Kollektiounen? Ass et denkbar, dass an Zäiten, wou d'Sue knapps sinn, och eventuell Manuskripter kënne verkaf ginn? Bleiwen d'Bibliothéiksdéngschter gratis fir d'Lieser?

Här Minister, mir hu schonns laang matkritt, datt et un der Zäit ass, d'Äerm eropzestréppen a lasszeleeën. Sot eis wann ech gelift, wou Dir wëllt mat eis higoen, da soe mir lech och, ob mir kënne matgoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Sunnen ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert, Här Sunnen.

Débat

M. Fred Sunnen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Kultur- an Héichschoulminister François Biltgen huet an engem Regierungscommuniqué iwwert deen neie Portail vun der Nationalbibliothéik, den Datum vum 27. Oktober 2005, ënnerstrach, dass de Wëlle besteet, fir d'Kooperatioun zwëschent der Universitéit Lëtzebuerg engersäits an der Nationalbibliothéik anerersäits, fir schnellstméiglech eng gemeinsam National- an Universitéitsbibliothéik an d'Liewen ze ruffen.

An de Koalitiounsaccord vum 4. August 2004 seet knapp: «Les travaux de planification d'une nouvelle Bibliothèque nationale avec bibliothèque universitaire seront poursuivis.» Dës zwou Aussoe klénge vläicht e bëssen abstrakt, an déi scheinbar widderspréchlech Aussoe vun de Ministere Biltgen a Wiseler, sou wéi se vun de Gréngen duergestallt goufen, droe vläicht weider zu dëser Abstraktioun bäi. Dobäi sinn dës Aussoe guer net esou kontradiktoresch, wann ee sech emol mam Dossier am Detail befaasst.

D'Tatsaach, dass d'National- an d'Universitéitsbibliothéik net op der Prioritéitelëscht fir 2006/2007 vun der Regierung steet, réiert ganz einfach dohier, well d'Schuman-Gebai nach ëmmer net fäerdeg ass, a well d'Personal aus dem Europaparlament, wat am Schuman-Gebai schafft, net konnt an déi zwee nei Tierm op der Place de l'Europe ënnerbruecht ginn. Dass den Dossier vun der Nationalbibliothéik op der Place de l'Europe um Kierchbierg der Regierung weiderhin en Uleies ass, beleet ënner anerem d'Tatsaach, dass de Budgetsprojet fir 2006 eng Zomm vun 118 Milliounen Euro virgesäit, déi sech op déi nächst Exercicë wäert verdeelen.

Fest steet, dass mer am Kader vun der Uni Lëtzebuerg e Gesamtkonzept brauchen, wat eis souwuel d'Äntwerten op d'Froe vum Site respektiv vun de Sitë fir déi dräi Fakultéiten an eventuell ze schafende Fakultéitsbibliothéiken opweist, wéi och op d'Fro, wéi mer eng grouss, modern an zentraliséiert Nationalbibliothéik mat enger Universitéitsbibliothéik kréien, déi esou engem Numm och gerecht gëtt.

Dem landesplanereschen Aspekt muss deemno och Rechnung gedroe ginn, well e mam Käschtepunkt vun esou enger Bibliothéik onmëttelbar zesummenhänkt. Doriwwer eraus musse mer och eng appropriéiert raimlech Léisung fannen, déi de Bestand vun der Nationalbibliothéik op eng nohalteg Aart a Weis erhält an dem Personal déi beschtméiglech Aarbechtskonditioune verschaaft.

Speziell an dësem Kontext muss ee feststellen, dass d'Geschicht vun der Nationalbibliothéik eng Geschicht ass voller Wendungen a Kéieren. Et géif de Kader vun dëser Aktualitéitsstonn sprengen, fir op all eenzel Episoden aus de leschte Joren a Jorzéngten zréckzekommen, déi sech ronderëm dëst Kulturinstitut gedréint hunn.

Ech wëllt just an Erënnerung ruffen, dass scho virun zéng Joer den däitschen Expert Rolf Fuhlrott a senger Expertise iwwert d'Bicher an d'Périodiquen an der Nationalbibliothéik zum Schluss komm ass, ech zitéieren: „Der Zerstörungsprozess des wichtigsten Kulturgutes unter diesen Aufbewahrungsbedingungen ist unaufhaltsam, wenn nicht bald Abhilfe geschaffen wird." Säitdeem ass d'Nationalbibliothéik ëmmer erëm an der Diskussioun gewiescht.

Ech wëllt just zwee Datumen erauspicken. Den 18. Juli 1998 hat d'Chamber e Gesetzesprojet iwwert de Bau vun enger Annex vun der Nationalbibliothéik um Kierchbierg gestëmmt. En Text, deen am Februar 2002 vun der Regierung revidéiert gouf, well se zum Schluss komm ass, dass eng Opspléckung, souwuel vum Bestand wéi och vum Personal, op zwee Gebaier net dee richtege Wee wier. Et sollt e Gesetzentworf op den Instanzewee bruecht ginn, dee virgesäit fir d'Nationalbibliothéik um Kierchbierg am Robert-Schuman-Gebai ënnerzebréngen.

Ech denken, dass mer elo mussen Neel mat Käpp maachen andeems d'Regierung en entspriechende Gesetzesprojet mat engem schlëssege Gesamtkonzept op den Dësch leet. Ouni wëllen den Däiwel un d'Wand ze molen, sou ass et awer de Beweis fir d'Tatsaach, dass d'Geschicht vun der Nationalbibliothéik och d'Geschicht ass vun enger hallefhäerzeger Bibliothéikspolitik, déi - wa se da jeemools bestanen huet - de Wäert an den Notze vun der Nationalbibliothéik ëmmer verkannt oder op d'mannst falsch ageschat huet.

De Moment vun dëser Aktualitéitsstonn schéngt mer d'Thees ze bestätegen: An Zäite vun engem enken, serréierte Budget schwätze mer haut iwwert d'Nationalbibliothéik, déi zu enger Universitéitsbibliothéik eruräife soll, als integralen an onerlässleche Bestanddeel vun enger Universitéit am Opbau, déi hirersäits eist Land op der akademescher Landkaart positionéiere soll, an dat als ee vun de ville Bäiträg zur sou genannter an oft beschwuerener Wëssensgesellschaft.

Wa mer dësem Zil gerecht wëlle ginn, da musse mer investéieren a kohärent plangen. Dat gëllt och fir d'National- an d'Universitéitsbibliothéik. Dat kascht Suen, vill Suen. Et besteet haut also e gewëssenen Dilemma zwëschen engersäits der Noutwendegkeet, ee fir alle Mol eng gutt fonctionnéierend, vollständeg a modern National- an Universitéitsbibliothéik ze bauen, an dem Spuerzwang vun der Regierung op där anerer Säit.

Et muss awer eng Léisung kommen, déi mëttelfristeg iwwert déi Provisorien an Zwëscheléisungen, déi iwwregens an der Vergaangenheet schonn enorm Zomme verschlongen hunn, erausgeet. D'Erstandsetzung vum EUROCONTROL-Gebai um Kierchbierg als Iwwergangsléisung soll hei nëmmen als eent vun deene ville Beispiller ugefouert ginn.

M. le Président.- Dir musst elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

M. Fred Sunnen *(CSV)*.- Ech kommen dat, Här President.

Duerfir wiere mir als CSV-Fraktioun frou gewuer ze ginn, wat d'Regierung a Saachen National- respektiv Universitéitsbibliothéik wëlles huet, virun allem am Kontext vun der Fro vun de Sitë vun der Uni Lëtzebuerg, der Landesplanung, den neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië souwéi de budgetäre Contrainten, déi d'Regierung an deenen nächste Joren ze respektéieren huet. Fir eis als CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass d'Regierung eis hiert Konzept op eng kohärent Aart a Weis nach eng Kéier duerleet.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Den nächste Riedner ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an dëser Debatt véier Froen, mengen ech, déi ee muss beliichten.

Déi éischt ass: Wat ass de Rôle vun enger Nationalbibliothéik? Déi zweet, déi bezitt sech op d'Infrastrukturen an de Site, déi drëtt op d'Organisatioun an d'Struktur an déi véiert op d'Personal.

Et ass natierlech an där kuerzer Zäit net méiglech, all déi véier Punkten am Detail ze beliichten, dofir wëll ech dat just am Telegrammstil maachen.

Éischtens: de Rôle vun enger Nationalbibliothéik.

Méi wéi jee muss eng Bibliothéik d'Réckgrat ginn, fir dass eis Wëssensgesellschaft, vun där mer jo awer iwwerall schwätzen, och Bestand huet, besonnesch am Kader vum Life long learning, eppes wat dem Här Biltgen jo besonnesch um Häerz läit, dass do d'Bibliothéik e ganz grousse Rôle ze spille kritt. Eng Nationalbibliothéik muss zu Lëtzebuerg och eng international Plattform ginn, an do hu mer eng unique Chance als Lëtzebuerger, esou eng Bibliothéik ze entwéckelen, wat och dem Standuert Lëtzebuerg zegutt kënnt, wat e Standuertvirdeel wäert sinn.

Den Här Sunnen ass als Riedner vun der CSV elo higaang an huet vun der halbhäerzeger Politik geschwat, déi bis elo en matière vun der Bibliothéik gemaach ginn ass. Deem, mengen ech, ass näischt bäizefügen. Ech wéilt hien hätt méi energesch mat dem Virgänger vum Här Biltgen geschwat, dann hätt hien déi schwéier Ierfschaft net missen untrieden.

Zweetens: d'Infrastruktur an de Site. Menges Wëssens huet d'Nationalbibliothéik nach ni iwwer en eegene Site kënne verfügen, mä et sinn ëmmer Solutions de fortune gesicht ginn. Or, haut ass d'Bibliothéik awer eppes aneschters wéi just eng Plaz wou Bicher versuergt a verléint ginn. Souguer d'Bicher versuerge kann een haut net méi an uerdentleche Konditiounen, well d'Infrastruktur et net erlaabt. D'Bibliothéik bascht aus allen Néit. Ech wëll net un déi Debatten erënneren, déi mer uganks den 90er Joren haten, fir déi Annex um Kierchbierg ze bauen. Dat war wierklech déi falsch Richtung, an déi mer deemools gaange sinn.

Mir brauchen also eng adequat Infrastruktur an haut ëmsou méi, well d'Bibliothéik haut vill méi ass wéi Bicher versuergen a verléinen. Et muss en Dokumentatiounszentrum ginn, deen iwwert déi nei Technologien erreechbar ass, vu bausse ka consultéiert ginn, a wou een awer och banne besser consultéiere kann. Duerfir brauch een nun adequat Infrastrukturen. Déi mussen natierlech op e Site kommen, dee sech dozou eegent.

Ech perséinlech hat eng Kéier e Virschlag a mengem ganz perséinlechen Numm gemaach, dass ech eng Nationalbibliothéik ganz gutt gesinn hätt op der Plaz wou d'Villa Louvigny ass. Do hätt een nämlech e Parc de lecture mat Skulpture kënnen ubannen. Déi Décisioun ass net zréckbehale ginn. Dat hätt natierlech och gréisser Investissementer comportéiert, mä dann hätt een e Site unique an der Stad Lëtzebuerg gehat, dee bestëmmt och de Lieser an dem Betrib zegutt komm wier.

D'Regierung huet d'Optioun geholl, d'Nationalbibliothéik um Kierchbierg ze implantéieren. Dat war déi viregt Regierung. Dann hätt ech awer ee Wonsch: Dat Schuman-Gebai, dat stécht jo an d'Aen duerch seng Gräisslechkeet!

Une voix.- Ech gi geckeg!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Wann ech gelift gitt net nach doru piddelen a Suen investéieren. Rappt dat of, wann Der dann d'Décisioun bäibehaalt, d'Nationalbibliothéik dohinner ze implantéieren! Well déi Gräisslechkeet vum Schuman-Gebai, déi erdréckt och nach d'Schéinheet vum Gebai vun der Philharmonie. Da kréiche mer eng besser Gestaltung vun der ganzer Place de l'Europe, wat sécherlech fir déi zwee Instituts culturels vu Virdeel wier.

(Interruptions diverses)

Dass d'Nationalbibliothéik an d'Haaptstad gehéiert, doriwwer brauche mer jo net ze schwätzen. Ech mengen, all Mënsch ass jo domat d'accord. Dat huet näischt mam stater Schäfferot ze dinn. Mä eng Bibliothèque nationale gehéiert nun emol an d'Capitale.

Drëtte Punkt: d'Organisatioun an d'Struktur. Et ass sënnvoll Synergien ze maachen tëschent der Nationalbibliothéik an der Universitéitsbibliothéik, well doduerch kann een eng ganz Partie vun héich spezialiséierten Aarbechten zesummeleeën, nämlech déi vun den neien Technologien. Dat ass och d'Meenung souwuel vun der Nationalbibliothéik wéi och d'Meenung vum Rektor vun der Universitéit, deen dat an engem Dokument, wat hien der Chamber d'leschte Kéier ginn huet, ënnerstrach huet. Jo, also, zu de Synergien! Ënner wellecher Form dat geschitt, do si mer d'accord iwwer all Suggestioun matzediskutéieren.

Nach ee Wuert, Här President, zum Personal. Haut bréngt d'Bibliothéik et fäerdeg, nach ze funktionéieren dank dem Asaz vun deene Leit, déi do sinn. Mä fir muer eng National- an eng Unisbibliothéik funktionéieren ze loossen, brauch een héich spezialiséiert Leit. Net nëmmen am Domän vun der Informatik, mä och do. An do gëtt et erëm Spezialisten, déi net reng Informatiker sinn, mä d'Bibliothéik an d'Informatik si Métiere fir sech. Duerfir musse mer ophale fir do ëmmer nëmme mat Temporairen ze schaffen. Dat ass net gutt fir déi betreffend Leit, mä et ass virun allem net gutt fir d'Nationalbibliothéik selwer.

Mir mussen also och do bereet sinn ze investéieren, wann dat Wuert vum Développement vun der Wëssensgesellschaft hei zu Lëtzebuerg keen eidelt Wuert däerf sinn. Do si mer ons all eens. Mir wäerten d'Regierung ënnerstëtze bei allen Ustrengungen, déi se mécht, fir eng uerdentlech Nationalbibliothéik an eng uerdentlech Universitéitsbibliothéik, déi deen Numm och verdéngen, hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'Nationalbibliothéik ass sécher eng wichteg Institutioun an eisem Kultur- a Wëssenschaftsliewen a si muss och eegestänneg als dat unerkannt ginn. An der Vergaangenheet war d'Roll vun der Nationalbibliothéik grouss. Si ass och an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn, dank dem Asaz vun der Direktioun an dem Personal. Sécher ass et och richteg wat d'Madame Brasseur just gesot huet, dass mer an der Entwécklung vum Personal ëmmer hannendru lafen, ee Regulariséierungsgesetz no deem aneren. Ech mengen och, dass een do an deene leschte Joren e bësse virukomm ass, awer net genuch.

Mir sinn der Meenung, dass een déi Nationalbibliothéik als Établissement public sollt instituéieren, well se doduerch och d'Méiglechkeet kritt, fir mat aneren Institutioune méi flexibel zesummenzeschaffen. D'Synergië si jo mat der Uni ugeschwat ginn. Synergië mat CRPen, mat anere kulturellen Institutiounen, déi néideg sinn, fir dass mer hei op engem klengen Territoire e Maximum aus deene Potenzialitéite vun der Nationalbibliothéik kënnen erauszéien.

Déi Nationalbibliothéik soll eng oppe Bibliothéik an zugläich eng Fuerschungs- an Unisbibliothéik sinn. Ech mengen net, dass dat eent dat anert ausschléisst. Ech erënnere mech éiweg wéi déi grouss Bibliothéik am Centre Pompidou zu Paräis opgaangen ass. Dat war eng Recherchebibliothéik. Mä och eng Bibliothéik fir all d'Leit, déi wollten doranner goe fir ze liesen an sech ze bilden. Dat huet funktionéiert. Eng nei Nationalbibliothéik zu Lëtzebuerg kann och esou funktionéieren.

Déi Nationalbibliothéik soll sécher een eenzegt Gebai kréien. Et ass net gutt, wann esou eng Nationalbibliothéik op verschidde Sitë verspreet gëtt. Duerfir sinn ech och frou, dass dat Gesetz vun 1998, dat dës Chamber gestëmmt huet, vum Dësch ass, dass mer dat net wëllen exekutéieren. Mir sollen, wa mer eng nei Bibliothéik bauen, dorop oppassen, dass mer genuch Méiglechkeeten dran hunn, och mëttelfristeg, fir eben deenen neien Développementer, déi am Bibliothéikswiese kommen, och Rechnung ze droen.

Dat Drëtt, wat ech wollt soen, dat ass, dass déi Bibliothéik sécher och an d'Haaptstad, an den Zentrum vun der Stad gehéiert. Natierlech ass deen ale Kolléisch haut net méi den absoluten Zentrum. Et ass den historeschen Zentrum. Mä et gëtt och mat dem Zesummewuesse vun dem Kierchbierg a vun dem Stadzentrum sécher Méiglechkeeten um Kierchbierg.

Dee Projet, deen d'Madame Hennicot duerch ee Concours d'architectes um Site vun deem heitege Bâtiment Schuman maache gelooss huet, ass e schéine Projet. Ech sinn och mat der Madame Brasseur d'accord, dass de Bâtiment Schuman net soll als Site et monument national geschützt ginn, mä dass een - contrairement zu deem, wat d'Madame Hennicot virgesinn hat, fir eng Réaffectatioun vun deem Gebai ze maachen -, kéint sécher eng Démolitioun vun deem Gebai virgesinn, fir dee Site da fir d'Nationalbibliothéik ze gebrauchen. Dat géif sécher och méi bëlleg an dat kéint och vläicht méi schnell realiséiert ginn.

Da leschte Punkt, deen ech awer hei wollt a mengem perséinlechen Numm uschwätzen: Mir haten an der Kommissioun mam Rektor Tarrach iwwert de Site unique vun der Universitéit an der Stad geschwat. Mir hunn dann och vum Här Tarrach gehéiert, dass et gutt wier, wann eben déi Fakultéit oder déi Fakultéiten, déi an der Stad solle sinn, op engem Site mat der Bibliothèque nationale et universitaire zesumme wieren. Ech mengen net, dass dat gutt wier um Lampertsbierg.

Ech mengen net, dass ee soll ee Site um Lampertsbierg mat der Nationalbibliothéik zesumme gesinn. Et soll ee kucken, ob net um Kierchbierg eng Méiglechkeet wier, fir eben esou ee Site ze fannen, wou een déi zwou Fakultéite vun der Uni mat der Bibliothèque nationale et universitaire kéint virgesinn. Och ee Site, dee liicht mat dem öffentlechen Transport ze verbanne wier. Well et geet jo hei och dorëm fir den Accès vun där Nationalbibliothéik, och vun der Uni vu Belval respektiv vun aneren Institutiounen an der Stad oder ronderëm d'Stad ze erméiglechen. Also den Accès mam öffentlechen Transport esou gutt wéi méiglech ze gestalten.

Dat wär eng Iwwerleeung wäert, Här President, an ech géif och dem zoustännege Minister – deenen zoustännege Ministeren – un d'Häerz leeën, emol och an déi Richtung ze kucken, well ech menge wierklech, dass mer eis an dësem Fall, wat den Emplacement vun der Nationalbibliothéik an och den Emplacement vun der Uni ugeet, keng strategesch Feeler kënnen erlaben.

Perséinlech géif ech op jidde Fall wënschen, dass mer mat der Nationalbibliothéik séier virukommen. Ech verstinn natierlech d'budgetär Problemer vun der Regierung, mä sécher ass, wa mer de Projet vun der Madame Hennicot vun 2002 net direkt realiséieren, wa mer wëllen de Bâtiment Schuman ofrappe respektiv nach eng aner Solutioun sichen, dann hu mer nach e bëssen Zäit an da kënne mer dee Moratoire vun der Regierung och mat ausnotzen, fir déi Etüden ze maachen, déi mer fir eng modern Nationalbibliothéik brauchen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nach ageschriwwen ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech hat an enger Question parlementaire am Abrëll 2005 d'Problematik, déi mer haut schonn diskutéieren, opgeworf, an do hate mer nach net bei den Äntwerte gesot kritt, wéi et mat der Prioritéitelëscht vun der Regierung géing stoen.

Dat, wat ee muss festhalen, dat ass, datt am Februar 2002 déi viregt Koalitioun décidéiert hat, fir e Site unique fir d'Nationalbibliothéik a fir d'Uni um Site vum Robert Schuman festzehalen. Am Regierungsprogramm vun dëser Regierung steet: «Les travaux de planification d'une nouvelle Bibliothèque nationale avec bibliothèque universitaire seront poursuivis.» An et ass mer gesot ginn, datt e Groupe de travail agesat gi wier, fir iwwert déi Problematik ze schwätzen.

Do si mer awer gewuer ginn, datt d'DG8 vum Europaparlament op eng Kéier an dat Gebai komm ass vum Robert Schuman, wou am Prinzip sollt de Site vun der Nationalbibliothéik etabléiert ginn. Wann een de Budget vum nächste Joer kuckt, wéi d'Regierung en déposéiert huet, da gesäit een, datt dat och e lukratiivt Geschäft ass, well d'Regierung kasséiert do 2.750.000 Euro, ronn 110 Millioune Frang, Loyer an.

Et kann ee sech elo also d'Fro stellen, wéi laang dee Projet vun der Nationalbibliothéik a vun enger Unisbibliothéik um selwechte Plang wäert dann elo retardéiert ginn. Et ass gesot ginn, et wier e Moratoire. Et ass ons hei an den Debatte gesot ginn, de Projet vun der Nationalbibliothéik a vun der Unisbibliothéik wier net méi op der Prioritéitelëscht. Wat heescht dat konkret? Wéi laang dauert dee Provisorium?

Am Franséische gëtt et e Spréchwuert, wat seet: «Il n'y a que le provisoire qui dure.» Ech fäerten, datt mer ganz schéin Zukunftspläng hunn an déi och diskutéieren, mä datt dat an deenen nächste fënnef Joer sech net wäert realiséieren.

An et ass do, wou mer vun der Regierung erwaarden, datt si ons seet, wéi laang dee Provisorium elo dauert am Schuman, a wéini een da ka raisonnablement ufänken ze plangen an eppes virzegesinn.

Iwwert de Fong selwer muss een awer och soen, datt déi viregt Regierung eng etlech Prunkbauten décidéiert hat - de Pei, d'Philharmonie, d'Coque; mir hu souguer zwee Héichiewen helleg gesprach - an all déi Prunkbauten…

(Interruptions)

Jo, mir hunn do dergéint gestëmmt!

An alleguerten déi Prunkbauten, déi kaschten och nach eng etlech Suen am Entretien.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

An elo si keng Suen do fir eng Nationalbibliothéik.

Duerfir ass een da frou, datt d'DG8 vum Europaparlament finalement déi Locatioun do brauch, an da brauch een alt eng Nationalbibliothéik net ze bauen.

Dofir stellen ech d'Fro: Wéini wäert dann elo ugefaange ginn, wéi laang dauert dee Provisorium? En attendant muss een awer och eng Uni hunn. Et muss een eventuell en réseau schaffen. Ech froen also, ob do eppes virgesinn ass, fir während där provisorescher Zäit wéinstens eng néideg Viraarbecht ze maachen.

Iwwert de Fong si mir eis bien entendu eens a sinn d'accord fir de Site unique vun enger Nationalbibliothéik an enger Fuerschungs- an Unisbibliothéik. Mir géingen awer just verlaangen, datt fir déi eenzel Universitéiten, déi zu Esch an déi um Lampertsbierg respektiv zu Walfer, do awer och dezentraliséiert Bibliothéike fir d'Studenten do wieren, fir verschidde wichtegst Elementer an déi wichtegst Bicher do kënnen ze consultéieren.

Dat gesot, wier ech also elo frou, wann ee vun de Leit aus der Regierung ons kéint soen, wéi laang dee Provisorium dauert, a wéini ugefaange gëtt, Neel mat Käpp ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt den Här Minister François Biltgen, Minister vun der Kultur, dem Enseignement supérieur a vun der Recherche. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President. Ech si frou, dass iwwert d'Bibliothéikspolitik zu Lëtzebuerg och an dësem Haus geschwat gëtt, well et nämlech e wesentlecht Element ass vun eisem Land, vun der Versuergung vun eiser Vergaangenheet, awer och vun der Wëssensvermëttlung an Zukunft. Duerfir wëll ech och hei net nëmmen iwwert de Problem vum Bau schwätzen, mä awer och iwwert d'Bibliothéikspolitik, déi gradesou wichteg ass an déi domadder verbonnen ass.

Fir emol direkt dat vum Dësch ze kréien: Et gëtt keng Kontradiktioun zwëschent deem, wat de Claude Wiseler an ech am Oktober gesot hunn, an deem, wat de Claude Wiseler eng Woch drop gesot huet. Ech hu genau datselwecht gesot.

Allerdéngs hunn ech misse feststellen, wann zwee Ministeren eng Pressekonferenz ginn iwwer e Portail, deen extrem wichteg ass, well en nämlech de Leit d'Méiglechkeet gëtt, vun doheem aus zum Beispill u riseg Kataloge vun anere Bibliothéiken ze kommen, wat wierklech e qualitative Sprong no vir ass vun eiser Nationalbibliothéik, dass dat an der Press rose wéineg Répercussioune fënnt.

Duerfir ass net alles an der Press répercutéiert ginn, wat mer gesot hunn, nämlech hu mer du scho gesot, dass aus enger ganzer Partie Grënn, op déi ech nach eng Kéier zréckkommen, dee Bau souwisou net kann op der Place de l'Europe ufänken an deenen nächste Joren, dass dat eis awer net wäert ofhalen, fir Bibliothéikspolitik ze maachen, an eis dat net dierft ofhalen, fir deen Établissement public elo schonn an d'Weeër ze leeden an elo schonn ze preparéieren.

Do sinn eng Partie Diskussiounen ze féieren. Et si jo eng Partie Froen opgeworf ginn, déi mussen eng Äntwert fannen. Mä mir mengen, mir kënnen deen Établissement public - an ech kommen nach eng Kéier op d'Ursaachen, woufir mer dee brauchen - elo schonn ufänken, fir elo zesummenzeschaffen, och ier mer e Bâtiment unique, oder besser gesot central fir d'Nationalbibliothéik hunn.

Wéi gesot, ech war e bëssen traureg doriwwer, dass, wann een eng grouss Politik virstellt, mat där mer wierklech no vir ginn an der Wëssensgesellschaft, da wéineg Echo do ass, a wann op eemol gesot gëtt, elo gëtt e Gebai net gebaut, da gëtt vill driwwer geschwat. Dat huet eis dunn awer d'Méiglechkeet ginn, der Nationalbibliothéik an och der Regierung, fir dann awer iwwert déi doten Diskussioun nach vun deem Portail ze schwätzen.

Mëttlerweil gëtt méi vum Portail geschwat, wouriwwer ech ganz frou sinn. Ech hunn - ech mengen, dat ass eng Décisioun vun der Chamber - selbstverständlech iwwerhaapt kee Problem, Här President, wann d'Chamber wéilt d'Nationalbibliothéik kucke goen. Alles wat se mécht, wäert net un eis scheiteren. Bien au contraire, ech mengen, dat ass eng Décisioun vun der Chamber.

Also, et gëtt keng Kontradiktioun tëschent eis. Et gëtt zwou Diskussiounen, déi matenee gelinkt sinn, de Bau an och, op där anerer Säit, den Établissement public.

Wat richteg ass, dat ass, dass d'Konditiounen, wéi se elo am ale Kolléisch sinn, net gutt sinn aus zwee Grënn: Éischtens sinn eng ganz Partie vu Sektiounen, wou d'Aarbechtskonditioune fir d'Leit ganz schlecht sinn. Et ass alles iwwerfëllt. An natierlech schaffe mer zweetens mat ganz villen Annexen.

Duerfir wëll ech awer kuerz op den Historique nach eng Kéier zréckgoen. Dir wësst, dass d'Nationalbibliothéik 1973 an de Kolléisch koum an dass awer, scho vun den 80er a virun allem den 90er Joren un, geschwat ginn ass, fir do auszebauen.

Dunn ass 1998 an dëser Chamber e Gesetz gestëmmt ginn, wat gesot huet, mir bauen eng Annex um Kierchbierg. Dat Gesetz ass nach ëmmer a Kraaft. Ech hunn och virdrun héieren, dass vum Här Adam gesot ginn ass, et soll een d'Gesetzer exekutéieren, déi do sinn.

Ech muss lech éierlech soen, mir sinn där doter Meenung net. An duerfir huet am Joer 2002 déi fréier Regierung - Madame Brasseur, Dir schéngt lech net méi un alles kënnen ze erënneren, mä ech rappeléieren lech dat, wat mer décidéiert hunn - décidéiert…

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Kënnt Dir dat, wat Dir elo gesot hutt, preziséieren?

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Majo, Dir sot virdrun, dës Regierung elo décidéiert op d'Place de l'Europe ze goen. Dat war am Joer 2002 déi viregt Regierung!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Elo hutt Dir an Ärer Susceptibilitéit preziséiert, et wär déi viregt. Ech hat net gesot, ob et dës war oder déi virdrun.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- 2002 huet déi viregt Re-

gierung décidéiert, op d'Place de l'Europe ze goen, an dës Regierung huet dat nach eng Kéier confirméiert. Just virum Enn vun där viregter Regierung huet d'Madame Hennicot als deemoleg Bauten- a Kulturministesch e Projet virgestallt, deen opgrond vun enger Ausschreiwung komm ass. Déi deemoleg Regierung huet gesot, dass se dee Projet net wéilt, aus deem Grond, well en iwwerdimensionéiert wier, well en eben de Bâtiment Schuman mat eranhëlt an dann nach eng Nationalbibliothéik drop baut, wat éischtens de Käschtepunkt wesentlech verdeiert, wat awer och, wat d'Perspektiven ubelaangt, déi hien huet op der Place de l'Europe, de Bléck ver-stellt tëschent der Philharmonie an dem Mudam.

Dat huet déi viregt Regierung décidéiert, an déi aktuell Regierung huet duerfir och schonn Aarbechtsgruppen agesat gehat, soubal se do war, fir déi Volumétrie erëm eng Kéier ze iwwerdenken, well mer der Meenung sinn, dass mer sollen e Gebai maachen, wat iwwersiichtlech ass, e Gebai, wat virun allem fonctionnel ass, an e Gebai, wat vläicht an der Perspektiv besser dohinner passt wéi elo dee Projet. Dat ass dee Punkt.

Mir bleiwe ganz däitlech beim Site Place de l'Europe, an dat aus e puer Grënn:

Éischtens - mir hunn et jo virdru gesi mat allem, wat Unisiten ubelaangt -, d'Sitendiskussioun zu Lëtzebuerg, dat ass jo dem Lëtzebuerger seng léifsten Diskussioun. Ech sinn der Meenung, wann eng Kéier e Site décidéiert ass, da soll een un deem festhalen an en net erëm frësch a Fro stellen. Dee Site huet eng ganz Partie vun Avantagen:

Éischtens bréngt en en Element vu Kulturpolitik zesummen: Mir hu Philharmonie, mir hu Mudam, dann hu mer d'Nationalbibliothéik, dat mécht also Sënn, fir do en Îlot culturel ze hunn. An zweetens, wat awer fir mech extrem wichteg ass, dat ass, dass e souwuel zuchméisseg wéi och stroosseméisseg relativ gutt do läit.

(Interruption)

Jo, soll ech op Ären Train-tram zréckkommen?

(Interruption)

Zum Beispill, wann ech Villa Louvigny héieren, dat ass e Site, dee wesentlech manner gutt ass an där Hisiicht. Well, ech hunn näischt dergéint wann ee mer seet, eng Nationalbibliothéik gehéiert an d'Haaptstad, mä eng Nationalbibliothéik ass fir d'ganzt Land do. Dat heescht et muss een och den Accès esou maachen, dass jiddereen kann dohinner kommen, dee muss dohinner kommen, wohlwissend dass an Zukunft - an dat erkläert och eng Partie Politiken, déi déi lescht Zäit d'Nationalbibliothéik gemaach huet, d'Direktioun mat deem wéinege Personal, wat se huet, mä gutt gemaach huet, fir nämlech vill méi mat elektronesche Moyenen ze schaffen -, ee sech vill manner muss déplacéieren, fir an d'Nationalbibliothéik ze kommen. Duerfir, mengen ech, ass dee Site nach ëmmer gutt.

Wat ass de Problem gewiescht, wéi mer dat geplangt hunn? Et war geplangt, an et ass schonn hei ugeklongen, de Bâtiment Schuman soll relativ séier eidel gemaach ginn, fir dass d'Europaparlamentsservicer an e Bâtiment unique kommen, de BAK. Dat ass elo net de Fall an dat kann och net virun 2010 - mä den Här Wiseler weess d'Zuele besser - de Fall sinn. Sou dass déi Décisioun, fir elo am Prioritéitsprogramm den Neibau vun der Nationalbibliothéik um Kierchbierg zréckzestellen, eigentlech keng Décisioun war, déi besonnesch wéigedoen huet, well et keen anere Choix souwisou gouf, well een net kann ufänke mat baue bis dass d'Leit eraus sinn.

Also, ech sinn absolut der Meenung, dass ee sech muss d'Fro stellen, obwuel et do vill Architekte gëtt, déi mengen, och d'Architektur aus de 50er Jore misst préservéiert ginn, ech perséinlech sinn eigentlech éischter hei mat der Madame Brasseur a mam Här Fayot eens, dass de Bâtiment Schuman net misst onbedéngt erhale ginn. Mä op alle Fall, mir kënnen net ofrappen esou laang nach Leit dra schaffen. Dat bréngt mat sech, dass mer net esou fréi kënnen ufänken, dat doten ze maachen, esou dass virun 2010, mir mussen also fir d'éischt d'Leit aus dem Bâtiment Schuman eraus hunn - den Här Wiseler weess dat vläicht méi genee -, mä meng Pronostic ass bis 2010.

Wat musse mer also bis dohinner maachen? Mir musse kucken, dass déi aktuell Problemer vun der Bibliothéik geléist ginn. Dat ass notamment de Bâtiment EUROCONTROL, wou mer elo awer da Wach kréien, a mir musse weiderfueren déi nei Bibliothéik ze plangen; virun allem déi Bibliothèque nationale et universitaire musse mer fäerdeg stellen.

Dozou zwou Saachen: Den Établissement public, dat wëllt net soen, dass dat alles muss an engem Gebai herno sinn. Mir brauchen en zentraalt Gebai an et ass ganz kloer, dass zu deene verschiddene Campusse vun der Uni och mussen Annexë kommen. Iwwregens ass dat eppes, wat een och am Ausland gesäit. Mir hunn déi Modeller gekuckt. Wichteg ass bei deem Établissement public, dass e kann am Réseau schaffen.

Ech hu virdru scho gesot wéi wichteg déi nei Technologië sinn, wéi wichteg d'Akafe vun all deenen Droiten ass, d'Droits d'auteur, déi ee brauch fir all déi Librairië kënnen online ze consultéieren, all déi Revues techniques, scientifiques ze consultéieren, an do mécht et einfach Sënn, dass mer zu Lëtzebuerg, och aus engem Punkt vu Käschten a vun Effikassitéit eraus, dat bündelen an enger eenzeger Hand. An dat muss en Établissement public ginn. Ech ka mer net virstellen, dass d'Nationalbibliothéik, déi en Institut culturel ass, also direkt eng Dépendance vum Ministère, kéint esou zesummeschaffe mat enger Uni, déi en Établissement public wier. Do fanne mer keng Struktur a mer maache sécher keng A.s.b.l. doraus.

Duerfir, mengen ech, ass et richteg en Établissement public do ze kreéieren. Dobäi geet et eis net, wat ech awer ëmmer versti beim Personal, dass se fäerten et géif hinnen ëm hir Rechter goen, mä et geet eis bien au contraire dorëm, fir do eng Personnalité juridique ze schafen, déi wierklech och eng Politik maache ka vu Gestioun a vun Achat vun all deene Saachen, déi mer an där Bibliothèque nationale et universitaire brauchen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Kloer ass, dass mer eis Gedanke maache musse wéi déi Organer wäerten ausgesinn; dat wäerte mer maachen, do wäerte mer och Diskussioune féieren. Do muss een Diskussiounen innerhalb vun der Nationalbibliothéik féieren, et muss ee selbstverständlech Diskussioune féiere mat der Uni. Do ass awer schonn en Aarbechtsgrupp, deen ebe funktionéiert zënter enger Partie Zäit, an d'Uni gesäit dat och esou, dass mer dat sollen zesumme maachen. Wéi gesot, een Établissement public mat engem zentrale Gebai a mat Annexen, do wou déi Annexen nach néideg sinn. Wéi gesot, dat si Modeller, déi mer och am Ausland fannen an déi och am Ausland hir Preuvë gemaach hunn.

An deem Sënn wëll ech net weider op d'Detailer agoen. Dat kann ech dann nach eng Kéier an der Nationalbibliothéik maachen oder an der Chamberskommissioun. Do sinn ech gäre bereet fir ze soen, wat dat alles konkret bedeit, vun zum Beispill informatesche Moyenen, déi elo an der Nationalbibliothéik sinn, déi deier kaschten, wou mer elo schonn amgaange sinn ze kucke wéi mer déi kënne migréiere loossen op d'Universitéit, fir dass mer och mat deeneselwechten Outilen dru ginn. Wann d'Universitéit aner informatesch Outilen elo schonn hëlt, fir hir Bibliothéik ze géréieren, wéi d'Nationalbibliothéik, dann hu mer net gutt geschafft. Dann hu mer méi deier geschafft an net esou effikass geschafft.

E lescht Wuert iwwert d'Bibliothéikspolitik, well ech dem Claude Wiseler och nach wollt kuerz d'Wuert loossen…

(Interruption)

…– ech sinn op eelef Minutten, da wäert ech der nach véier hunn –, just fir ze soen, dass mer net hallefhäerzeg hei un déi Nationalbibliothéik eruginn. Dir wäert geschwënn de Budget diskutéieren an dësem Haus, a wann Der kuckt, wat fir d'Nationalbibliothéik virgesinn ass, da stellt Der fest, dass d'Nationalbibliothéik eng Steigerung an hire Kreditten huet vun 8,1%. Ech sinn och frou, dass mer zwee nei Postë fir d'nächst Joer hunn - domadder geet et net duer, mä et ass awer scho wichteg, dass mer déi zwee nei Posten hunn.

Dann hunn ech nach guer net geschwat vun deene ville Suen, déi mer iwwert de Budget eLëtzebuerg – deen ech fréier géréiert hunn an deen de Claude Wiseler haut géréiert, als Fonction-publique-s-Minister – hunn, fir eben der Lëtzebuerger Nationalbibliothéik ze erlaben, wierklech up to date ze sinn an à la pointe du progrès ze sinn, wat E-Bibliothéiken an Europa ubelaangt. Mir goufen oft kritiséiert a Lëtzebuerg, dass eGovernment hannendru wier, mä et gouf ëmmer eng Administratioun, déi an Europa vun Ufank u gelueft ginn ass, well se esou wäit vir war, dat war d'Nationalbibliothéik, a mer wäerte mat där Politik weiderfueren.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Här Minister Wiseler, ech mengen et wier net derwäert, datt Der nach erop kommt…

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, Dir hutt Recht,…

M. le Président.- …fir déi Zäit, déi iwwreg bleift.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- …well den Här Biltgen war, wéi ëmmer, komplett perfekt an hien huet mer net vill Zäit gelooss. Duerfir bleiwen ech hei, awer ech wëll ganz prezis op zwee Punkten nach äntwerten.

Fir d'éischt fir ze soen am Kader vun där Pressekonferenz, déi mer gemeinsam haten, an där, déi ech eng Woch duerno och nach presentéiert hunn: Beim Programme pluriannuel ass et evident, datt mer zweemol datselwecht gesot hunn, an zwar dat, datt déi virgestallte Projeten net 2006 an 2007 géinge realiséiert ginn, mä Projete waren, déi entweder reportéiert gi sinn oder déi sécherlech net virun 2008 géingen ufänken.

Den Intitulé vun deem, wat presentéiert ginn ass, war dann och genausou, well en huet u sech gesot, déi zwou Rubrike gemeinsam ze presentéieren, esou dass do absolut keng Contradictioun war. Dat zum Éischten.

Dat Zweet, wat ech soe wollt, dat ass, datt schonn op dem Här Henckes seng Fro wat d'DG8 vum Europaparlament ugeet geäntwert ginn ass am Kader vun enger Question parlementaire, déi hien, wann ech mech gutt erënneren, am Mee dëst Joer gestallt huet. D'DG8 ass effektiv momentan eriwwerkomm an d'Schumansgebai, well se ausgebaut ginn ass a well och am Schumansgebai Plaz war. Et ass awer selbstverständlech geduecht, datt déi Servicer vum Europaparlament, gradesou wéi déi, déi schonn am Schumansgebai waren, wäerten eriwwer an de BAK goen, dee Moment wann d'Extensioun vum BAK fäerdeg ass.

D'Extensioun vum BAK ass net fäerdeg virun deem Datum, deen de François Biltgen elo just genannt huet, an zwar 2010. Dir hutt vläicht gemierkt, datt all déi Leit, déi an der Finanzkommissioun sinn, festgestallt hunn, datt d'BAK-Gebai ee vun deene Gebaier ass, wat och elo an déi nächst Etapp vum APS an d'APD-Programmatioun wäert goen. Do denken ech, datt och an deenen nächste Méint wäert hei an der Chamber kënnen e Projet, zumindest e Projet fir Pläng fäerdeg ze maachen, well dat en enormen Investissement gëtt, virgeluecht ginn, sou datt ech hoffen, datt mer an deem Projet esou schnell wéi méiglech virukommen.

Ee Wuert nach iwwert den EUROCONTROL, well den Här Adam déi Fro iwwert d'Loyere gestallt hat. Déi kënnt Der am Budget, deen lech presentéiert ass, och liesen, wat dat eent an dat anert kascht. De Prince-Henri huet e Loyer vun 248.000 Euro an den EUROCONTROL huet e Loyer vun 297.000 Euro. Woubäi ee muss soen, datt dat Gebai vum EUROCONTROL wesentlech méi grouss ass wéi dat am Prince-Henri an dofir just dat Iwwergoe vun engem an dat anert sech duerchaus justifizéiert. Déi puer Explikatioune wollt ech nach supplementar ginn an dann, mengen ech, ass den Här Biltgen zesumme mat mir an der Zäit genau bliwwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wonnerbar! Sou, Dir Dammen an Dir Häre…

Ja, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn nach, mengen ech, déi eng oder déi aner Minutt. Ech wëll et awer ganz kuerz maachen.

Ech stellen einfach fest, datt mer effektiv vun 1980 u schonn dovu schwätze fir eng nei Nationalbibliothéik ze kréien, respektiv datt drop higewise gëtt, datt déi Moyenen, déi der Nationalbibliothéik zur Verfügung stinn, net duerginn. An ech kommen net ganz op meng Käschten, wa mer soen, et gëtt 2010 bis datt mer eppes realiséieren. Dat ass déi eng Saach.

An déi aner Saach, déi ech nach wollt soen, wa mer dann un dem Site vun der National- an Unisbibliothéik festhalen, da misst dat jo awer logescherweis och eng Inzidenz hunn op de Site vun der Uni Lëtzebuerg, well soss schwätze mer jo net vun zwee Siten, mä mer schwätzen effektiv vun dräi Siten, an dat Ganzt bedéngt souwuel de Site vun der Unisbibliothéik wéi vun der Uni selwer, datt mer eis och an engems misste ganz eeschtlech Gedanke maachen, fir den öffentlechen Transport vun deene verschiddene Sitë wesentlech ze verbesseren.

Merci.

M. le Président.- Här Gibéryen, wollt Dir d'Wuert?

Neen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, wann Dir awer nach gären hätt, ech soll eppes soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Neen, ech hat gemengt, Dir hätt d'Wuert gefrot gehat.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech sinn net ëmmer direkt Demandeur.

M. le Président.- Gutt, mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten um hallwer dräi erëm, fir d'Debatt iwwert d'aussepolitesch Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.44 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Communications
2. Rôle des affaires de la Chambre
3. Composition des commissions parlementaires
4. Débat sur la politique européenne et étrangère

Au banc du Gouvernement se trouve M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5517** - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2005

2. **5518** - Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 22.11.2005

3. **5519** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.11.2005

3) Par lettre du 18 novembre 2006 Monsieur Félix Braz a informé le Président de la Chambre des Députés qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste.

4) Par lettre du 24 novembre 2005 Monsieur Emile Calmes l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique de gestion et de distribution de l'eau.

5) Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ont représenté la Chambre des Députés à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), qui s'est tenue du 20 au 21 novembre 2005 à Rabat (Maroc).

Les travaux de l'APEM ont traité diverses questions liées au Processus de Barcelone, notamment les partenariats avec les pays méditerranéens, la nouvelle Politique européenne de voisinage et les perspectives d'intégration régionale.

Sur le plan politique le processus de création d'un État palestinien viable a été débattu par les trois commissions de l'APEM. La lutte contre le terrorisme et le combat contre la grippe aviaire ont également été discutés.

L'Assemblée recommande notamment une «alliance des civilisations», la mise en œuvre des clauses de non-prolifération des armes de destruction massive et l'adhésion aux conventions et protocoles des Nations Unies relatifs aux droits de la femme et aux droits civils et politiques.

Sur le plan économique, la libéralisation des services et les échanges dans le secteur agricole figuraient à l'ordre du jour tout comme les conditions de la création d'un réseau euro-méditerranéen de l'énergie et le développement des infrastructures de transport dans la région. L'Assemblée a également étudié les actions requises pour dépolluer la mer Méditerranéenne et les mesures nécessaires pour réduire la fuite des cerveaux. Les conclusions de ces travaux vont être transmises au sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra à Barcelone en fin de semaine, les 27 et 28 novembre.

M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain, a souligné la priorité à accorder à la question des migrations illégales et au respect des droits des migrants légaux.

M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée, a tenu une allocution à Rabat devant les délégués de l'APEM. Il a souligné que du point de vue économique, le fossé qui sépare les pays continue de se creuser, et que les investissements étrangers nécessaires pour créer des richesses présupposent la mise en œuvre d'une politique de bonne gouvernance. Il a poursuivi en précisant aux participants que le renforcement de la démocratie reste le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme.

Mme Viviane Reding, Commissaire Européen (Société de l'information et médias) a évoqué le Sommet mondial sur la Société de l'Information et a mis en avant l'importance des technologies de la communication comme vecteur de développement. L'Union européenne est inquiète de l'insuffisance des progrès sur la question dans certains pays de la région. Les atteintes à la liberté d'expression, y compris l'accès à Internet, et les entraves à l'activité d'organisations des droits de l'Homme ne sont pas acceptables. La Commission européenne est prête à aider les États du Sud de la Méditerranée à réussir leur réforme politique. Les accords d'association ont été complétés par une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles, en tenant compte des sensibilités de tel ou tel secteur et en l'accompagnant de mesures de développement rural.

6) Les célébrations du 10e anniversaire de la Déclaration de Barcelone ont été entamées les 25 et 26 novembre 2005 par la 5e Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens. À la veille du Sommet de Barcelone, environ quarante Présidents de Parlement se sont réunis au siège du Parlement de la Catalogne à Barcelone. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. SAR le Prince des Asturies a inauguré la conférence.

Les réunions se concentraient essentiellement sur le bilan des dix dernières années et les perspectives du partenariat euro-méditerranéen. Les différents intervenants ont relevé que le parcours de cette décennie n'avait pas toujours été facile. Mais de nombreux progrès ont été réalisés, une nouvelle dynamique s'est développée, surtout au niveau des pays de la rive sud de la Méditerranée.

Cependant les efforts ne suffisent pas encore, le processus n'a pas satisfait tous les espoirs, les réalisations ne sont pas à la hauteur des attentes. D'aucuns ont souligné que «nous aurions pu faire davantage». Les interlocuteurs ont affirmé que le conflit israélo-palestinien a largement bloqué l'évolution du partenariat euro-méditerranéen, surtout en ce qui concerne la sécurité et la stabilité de la région.

«L'écart de développement entre les pays du Sud et ceux de l'Union européenne demeure considérable», selon le représentant du Parlement tunisien, et ce «aussi bien au niveau économique que social ou technologique.» Comme l'a souligné le Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, M. Josep Borrell Fontelles, «l'Europe a plus regardé l'Est que le Sud au cours des dix dernières années». Dans les dix prochaines années, le développement devra par conséquent être beaucoup plus intensif. La volonté des parlementaires d'inciter leurs gouvernements à s'impliquer encore davantage dans cette direction a été renouvelée.

En marge de la Conférence, M. Lucien Weiler a rencontré le Président de l'Assemblée nationale de la Bulgarie, M. Georgi Pirinski, afin de faire le point sur la situation dans ce pays candidat. M. Pirinski a assuré que son pays met tout en œuvre afin d'accélérer les préparatifs en vue de l'adhésion à l'Union européenne prévue pour le 1er janvier 2007. Le Président de la Chambre des Députés a en outre eu des entrevues bilatérales avec les Présidents des Parlements d'Espagne, de la Finlande, de Turquie, des Pays-Bas et de la Syrie ainsi qu'avec le Président du Parlement européen.

7) Par lettre 22 novembre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 13 octobre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen;

- résolution du Parlement européen sur les perspectives des relations commerciales entre l'Union européenne et la Chine;

- résolution du Parlement européen sur l'Iran;

- résolution du Parlement européen sur l'éducation, pierre angulaire du processus de Lisbonne;

- résolution du Parlement européen sur l'intégration des immigrés en Europe grâce à des écoles et un enseignement plurilingues, et

- résolution du Parlement européen sur les femmes et la pauvreté dans l'Union européenne.

2. Rôle des affaires de la Chambre

An hire Réunioune vum 23. a vum 30. November huet d'Presidentekonferenz proposéiert, folgend Projete vum Rôle ze sträichen:

1) de Projet de loi 5027 iwwert d'Handhabung vu geféierleche Substanzen;

2) de Projet de loi 5111 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten;

3) d'Proposition de loi 5074 iwwert de Sekurismus, an

4) d'Projets de loi 5248 an 5249, d'Transpositioun vun europäeschen Direktiven iwwert d'Gläichberechtegung um Aarbechtsmaart.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Aus administrative Grënn goufen dann och eng Rei Questions parlementaires aus de viregte Legislature vum Rôle gestrach, déi bis dato ouni Äntwert bloufen. Et steet den Auteure fräi, dës Froen, déi am Compte rendu publizéiert ginn, nei anzereechen.

3. Composition des commissions parlementaires

Op Ufro vun der Fraktioun vun deene Grénge schléit d'Presidentekonferenz eng Ännerung vir wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ubelaangt. Fir de Volet Sécurité sociale gëtt den Här François Bausch duerch den Här Félix Braz ersat.

Ass d'Chamber domadder averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Ordre du jour vun haut de Mëtten. D'Chamber debattéiert iwwert d'Deklaratioun vum Här Jean Asselborn, Ausseminister, iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Henckes. Als éischte Riedner huet elo den honorabelen Här Marcel Glesener d'Wuert. Här Glesener!

4. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'alleréischt géif ech gären am Numm vun der CSV-Fraktioun eisem Ausseminister villmools Merci soe fir säin opschlussräichen Iwwerbléck iwwert déi Lëtzebuerger Aussepolitik. Et ass déi éischte Kéier wou den Här Asselborn a senger Fonctioun als Ausseminister dat hei am Numm vun der Regierung konnt maachen. Mir félicitéieren him fir déi Aart a Weis wéi hien dat hei gemaach huet.

Mir stelle fest, datt sech an der Aussepolitik eng Kontinuitéit ganz kräfteg bemierkbar mécht. Dat ass och gutt esou. Geännert huet de Stil, deen ureegend an och erfrëschend ass, an deen och vu Kompetenz begleet ass, an, souwäit wéi mer erfuer hunn, och am Ausland Uklang fënnt. Här Ausseminister, eis Félicitatioun!

(Interruption)

Et gëtt Realitéiten, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech soen näischt méi, Här President.

(Interruption)

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Zënter der leschte Kéier, wou mer hei iwwert d'Aussepolitik diskutéiert hunn, ass vill Waasser d'Bach erofgelaf. Do hätte mer fir d'alleréischt d'Europäesch Unioun, wou mer mëttlerweil zu 25 a geschwënn zu 27 um Dësch sëtzen. Aner Länner wéi d'Türkei, Kroatien, Bosnien-Herzegowina, Serbien-Montenegro, Albanien a Mazedonien klappen un d'Dier. Zënter dem Échec vun de Referenden iwwer eng europäesch Constitutioun - a Frankräich an an Holland - stécht d'Europäesch Unioun bis un d'Oueren an enger, fir net ze soen déiwer, mä an enger Kris. D'Fro nom Zil an de Grenze vun der Europäescher Unioun stellt sech haut méi wéi jee.

Lëtzebuerg - an dat soll ee soen - huet säin Engagement fir Europa méi wéi gutt an der éischter Halschent vun dësem Joer ënner Beweis gestallt. D'Lëtzebuerger Présidence kann een nëmmen als gelonge bezeechnen. Lëtzebuerg huet et fäerdeg bruecht, a wichtegen europäeschen Dossiere weiderzekommen an Europa weiderzefëieren. Ech denken do zum Beispill un d'Reform vum Stabilitéitspakt oder d'Reorientéierung vun der Lissabon-Reformagenda. Deen eenzege Bémol war deen, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn, een Accord iwwert déi europäesch Finanzperspektive fir 2007/2013 ze fannen. Wéi mer wëssen awer net duerch eis Schold.

Wat d'Présidence betrëfft, géif ech dann och nach eng Kéier eisem Ausseminister Merci soen, well et ass och säin Engagement wéi och dat vun all senge Mataarbechter, och an den Ambassaden, am Ausland an der Représentation permanente, d'Engagement vun de Mataarbechter hei am Ausseministère, déi et méiglech gemaach hunn, datt eis Présidence zu esou engem grousse Succès ginn ass.

Mir kënnen eis erënneren, datt den Terrorismus d'lescht Joer ganz staark am Mëttelpunkt vun eisem Débat stoung. Och haut bleift et weiderhin en trauregen Deel vun der heiteger Realitéit. No den Attentater vu Madrid, Bali a Casablanca beweisen déi rezent Attentater vu London an Amman op en Neits, datt den Terrorismus keng Grenze kennt a virun näischt Halt mécht. Et gëtt ze denken, datt déi islamistesch Terroristen emol net méi zécken, an hirer eegener Mëtt zouzeschloen. D'Virgangsmethode gläiche sech ëmmer méi. Zilscheiwe spille keng Roll méi, hei geet et just nach dorëms, esou vill Leit wéi méiglech an den Doud ze rappen.

Den Islam, niewent aneren Alibien, déngt als Rechtfertegung am Kampf géint de Westen a seng Wäerter, oder déi Regimer, déi hinnen no stinn. De Kampf géint den Terrorismus ass besonnesch schwéier, well en esou heimtückesch ass a well en net op eng eenzeg Ursaach zréckzeféieren ass. Hei heescht et, op ville Fronten dergéint unzekämpfen. Dëst ass just méiglech wann esou vill

Länner wéi méiglech sech zesummendinn an innerhalb vun den internationale Gremië versichen, Strategien auszeschaffen, fir géint dës Plo virzegoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Noen Osten huet sech iwwert dat lescht Joer vill gedoen. Den Ausgangspunkt vun engem Déblocage vun der Situatioun tëschent Palästinenser an Israelite war den Doud vum Jassir Arafat an den Amtsuntrëtt vun engem neie palästinensesche Leader, dem Mahmud Abbas. Eng vun deene wichtegsten Entscheedunge war sécherlech déi vun der israelescher Regierung iwwert de Réckzuch aus de Kolonië vu Gaza an dem Norde vum Westjordanland. Dës Evakuatioun gouf dann och am August vun dësem Joer zur Realitéit. Et ass wichteg, dëse Friddensprozess weiderhin, sief et op bilateraler Basis wéi och um Niveau vun der Europäescher Unioun, ze ënnerstëtzen, besonnesch well sech déi éischt positiv Zeeche vun engem Rapprochement bemierkbar maachen.

Den Iran mécht eis vill Suergen, sief et un éischter Plaz duerch d'Pläng vun der Regierung, hiren Atomprogramm stur weiderzeféieren, oder sief et duerch déi nei gewielte reaktionär Regierung mam President Mahmud Ahmadinedschad un der Spëtzt. Déi provokant Aussoe vum iranesche President iwwer Israel annoncéiere schwiereg Bezéiunge mam Iran. Et ass eis Aufgab, esou provokativ Aussoe resolut ze comdamnéieren an alles drunzesetzen, fir den Iran zum politeschen Dialog an zur Transparenz wat hir Atomprogrammer ubelaangt ze encouragéieren. Ënner Ëmstänn muss een dann och d'Saisie vum Sécherheetsrot vun der UNO als leschten Auswee aus der Sakgaass a Considératioun zéien.

Am Irak bleift d'Situatioun weider gespaant. Obwuel den Irak e gudde Schrëtt virukomm ass mat der Elaboratioun vun enger neier Constitutioun, déi an engem Referendum mat 79% approuvéiert gouf, bleiwen d'Gewalt an den Terror leider eng alldeeglech Realitéit, géigeniwwer där ee relativ machtlos ass. D'Géigesätz tëschent Sunniten, Schiiten a Kurde sinn ze vill grouss a kéinten zu onversöhnbaren Oppositiounen tëschent deene verschiddene Communautéite féieren.

Besonnesch elo, just e puer Woche virun de parlamentaresche Wahlen am Irak, ass et wichteg, datt déi schiitesch, sunnitesch a kurdesch Communautéiten et fäerdeg bréngen, hir Meenungsverschiddenheeten ze iwwerwannen. Déi verschidde Parteie souwéi och hir Kandidate musse versichen, fir ee vereenten Irak anzetrieden, een Irak wou déi dräi Majoritéitsgruppe souwéi och déi aner Minoritéite sech protégéiert an integréiert fille kënnen.

An dësem Kontext géif ech gären déi europäesch Efforte bei der Hëllef vum Opbau am Irak ervirhiewen. Ech denken hei virun allem un d'Missioun EUJUST LEX vun der EU. Den 22. Februar vun dësem Joer hunn déi europäesch Ausseministeren hire politeschen Accord ginn, fir dës Missioun ze lancéieren, déi dem Irak hëllefe soll, eng Polizei, eng zivil Administratioun an e Rechtsstat opzebauen.

Et ass vu grousser Bedeitung, datt mir dofir antrieden, datt nach aner ähnlech Missiounen op d'Bee gesat ginn, déi dem Irak hëllefe kënnen, hiert Land op eng demokratesch Aart a Weis nei opzebauen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech fuere virun a menger Bestandsopnahm.

An Osteuropa hu mer e puer positiv Entwécklungen am leschte Joer ze verzeechnen. An der Ukraine ass dem Leonid Kutchma säi Regime zesummegebrach an een neien demokratesche Wand huet de Wiktor Juschtschenko am Januar vun dësem Joer un d'Muecht bruecht. Dëst kann een an de Kontext vun engem allgemenge Wandel vun de Mentalitéiten am Oste setzen.

An Zentralasien war et Kirgisistan, dat sech dësem Mouvement ugeschloss huet an am Februar an der sou genanntener Tulperevolutioun dem Askar Akajew säi Regime gestierzt huet. Obwuel dëst ganz positiv Entwécklunge sinn, bleift et fir eis eng Erausfuerderung fir dës Länner an hirer Sich no Demokratie a Mënscherechter ze ënnerstëtzen.

Leider iwwerliewen nach ëmmer radikal Regimer an dëser Géigend, wou ee weiderhi versicht, all demokratesche Wandel am Keim ze erstécken. Ech denken hei virun allem u Wäissrussland, wou den Alexander Lukaschenko weiderhi versicht, all méiglech Fräiheete vum Vollek ze ënnerbannen. Et ass eis Aufgab, mat alle Mëttelen ze versichen, d'Bevölkerung aus dëser Géigend an hire Fuerderungen no Demokratie a Fräiheet ze ënnerstëtzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Tour duerch déi spezifesch Lëtzebuerger Aussepolitik, dee mer all Joer an der Chamber maachen, fänkt klassescherweis an Europa un. Ech wëll mech och dëst Joer un déi Regel halen an net zulescht well Lëtzebuerger Aussepolitik ee Phenomeen ass, dee sech an éischter Linn duerch Europa artikuléiert.

D'Adhésioun vun den zéng neie Memberstaten den 1. Mee 2004 huet eise Kontinent, deen duerch zwee Weltkricher zerstéiert an duerno duerch de Kale Krich gedeelt ginn ass, zesummegefouert, an dëst um ekonomesche wéi och um politesche Plang.

Den 1. Januar 2007 solle Bulgarien a Rumänien an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn, wa si dann – a mir sinn hei zouversiichtlech – déi wirtschaftlech a politesch Haaptkritäre vun der Europäescher Unioun erfëllen.

Ech mengen, et wier wichteg fir ze versichen, een éischte Bilan vun dëser Erweiderung ze maachen. A mengen Ae fält dëse Bilan net negativ aus. Obwuel de Chômage an deenen neie Länner bestänneg bleift, weisen dës nei Memberstaten dach gutt wirtschaftlech Resultater op, déi iwwert der europäescher Moyenne leien.

Op där anerer Säit huet d'europäesch Erweiderung keng signifikant Migratiounsfäll mat sech bruecht, esou wéi dat vu ville Säite gefaart ginn ass. Ganz am Géigendeel hunn déi al Memberstate ganz däitlech kënne vun der Erweiderung profitéieren duerch d'Entwécklung vum Handel an och den Investissementer. Et ass och net esou, datt duerch d'Erweiderung de Fonctionnement vun den europäeschen Institutioune paraliséiert gouf. Ech géif souguer mengen, datt ganz au contraire d'EU-Erweiderung een neie Wand an d'Europäesch Unioun bruecht huet.

Selbstverständlech awer bréngt d'EU-Erweiderung eng ganz Partie Erausfuerderunge mat sech, déi et elo heescht gemeinsam unzegoen. Dee wirtschaftleche Kontext vun den neien EU-Länner mécht, datt d'Interesse vun neien an ale Memberstate munchmol wäit ausenaner leien, wat dovu kënnt, datt dee wirtschaftleche Gruef tëschent deenen neien an ale Länner weider déif bleift. D'Ofwanderung vun den traditionellen Aarbechtsplazen ass mat Sécherheet net ze ënnerschätzen.

En anert Beispill dovu fanne mer, wann et ëm d'Zirkulatioun vun den Déngschtleeschtunge geet. Hei, wou déi nei Memberlänner staark dofir plädéieren, fäerten déi al Memberlänner negativ Konsequenzen, wéi de sozialen Dumping. Den Débat iwwert d'Délocalisatioune provozéiert zudeems weider Tensiounen. Heifir schwätze sech déi nei Memberstaten däitlech aus, wougéint déi al méi retizent sinn a sech Suerge maachen, wéint dem Feele vu fiskale wéi och sozialen Harmonisatiounen. D'Disparitéite bleiwe grouss an d'Angscht an de Mentalitéite bleift och bestoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift leider net aus, datt vill Leit, sief et Politiker wéi och Bierger, ufänken, sech Froen ze stellen iwwert d'Modalitéiten oder souguer iwwert d'Opportunitéit vum Weiderféiere vum Erweiderungsprozess vun der Europäescher Unioun. Hei stellt sech op eng Kéier d'Fro nom Zil vun der Europäescher Unioun.

Wat wëlle mer eigentlech? Geet et hei drëms, eng wirtschaftlech Unioun op d'Been ze setzen, oder wëlle mer hei e politesche Projet verwierklechen, esou wéi dat schonns d'Grënnungsmembere vun der Unioun als Visioun haten? Wéi wäit geet d'Europäesch Unioun a wou sinn hir Grenzen? Dës Froe gi vill an oft debattéiert a virun allem zënter dem Échec vun de Referenden iwwert d'europäesch Constitutioun a Frankräich an an Holland vun dësem Joer.

Och bei eis war, obwuel de Referendum schliesslech mat 56% positiv ausgefall ass, d'Referendumscampagne dach net esou einfach wéi mir eis dat ganz am Ufank virgestallt haten. D'Skepsis bei de Leit iwwert d'Europäesch Unioun ass grouss ginn an Ursaachen dofir gëtt et zuhauf. Sief et, datt de Begréff „Europäesch Unioun" dach relativ abstrakt bleift bei ville Leit, sief et, datt d'Leit ëm hir ekonomesch Zukunft fäerten, oder sief et, well d'Leit sech am grousse Kapitel Europa net méi richteg erëmfannen.

D'Resultat ass nun eben dat, wat et ass. D'Politiker an deene verschiddene Gremien, sief et um nationalen oder internationale Plang, zerbrieche sech de Kapp doriwwer, wéi et mam Projet vun enger europäescher Constitutioun weidergoe soll - an de Minister huet och gëschter ganz däitlech drop higewisen.

Europa stécht an enger Kris. Am Juni dëst Joer ass ënner eiser Présidence eng Reflexiounspaus dekretéiert ginn. An dësem Kontext géif ech gären eise Premier zitéieren, deen an engem Discours virun der Humboldt-Universitéit zu Berlin, elo kierzlech den 21. November, Folgendes gesot huet: „Ech weess mëttlerweil ganz genau wat eng Paus bedeit. Ech hunn och ëmmer gemengt ze wësse wat eng Reflexioun ass. Et geléngt mer awer am Moment net richteg ze ergrënnen, wat eng Reflexiounspaus bedeit, well ech elo am Moment méi Paus wéi Reflexioun feststellen."

Ech schléisse mech dëse Wierder vum Jean-Claude Juncker voll a ganz un, well ech der Meenung sinn, datt et héich Zäit gëtt, eis Gedanken iwwert déi europäesch Zukunft ze maachen. Ech wëll elo hei net am Detail an dësen Débat eragoen, well mer dëst schonns virun e puer Méint laang a breet gemaach hunn. Ech wëll awer just un de Plang D erënneren, deen den Här Asselborn och gëschter hei zitéiert huet an deen den 13. Oktober vun der Kommissioun lancéiert gouf. Dëse Plang D - D wéi Demokratie, Dialog an Débat - soll d'Basis vun engem grondsätzlechen Débat an engem déif gräifenden Dialog iwwert d'Zukunft vun Europa duerstellen, deen an deenen nächste Méint duerch Europa stattfanne soll.

An dësem Plang geet et dorëms, Europa méi demokratesch ze maachen, andeems den öffentlechen Débat favoriséiert an en neie Konsens iwwert déi zukünfteg Orientéierung vun Europa fonnt gëtt. Ech sinn der Meenung, datt dëst eng richteg Pist ass, där mer musse weider nogoen.

Et muss ee leider feststellen, datt den Intérêt bei de Leit fir Europa zënter der Referendumscampagne méi staark ofgeholl huet. Et ass also elo un eis - an domat mengen ech net nëmmen d'Membere vun der Regierung, mä och eis Deputéiert, eis Parteien, d'Chamber -, fir dësen Débat nei ze lancéieren an d'Leit fir esou een Débat och ze interesséieren, an dat am Intérêt un engem méi demokrateschen Europa.

Den 3. Oktober vun dësem Joer hunn d'Ausseministere vun der Europäescher Unioun hir gréng Luucht gi fir de Start vun den Adhésiounsnégociatioune mat der Türkei. Mir sinn eis alleguerten am Kloren doriwwer, datt dës Décisioun eng schwiereg war an och nëmme mat enger ganzer Rei Virbehaler geholl konnt ginn.

De Wee zur Opnahm vun der Türkei an d'Europäesch Unioun wäert laang a schwéier ginn. Et muss ee mat bäifügen, datt si weder garantéiert nach automatesch ass. Et gëtt vill Grënn dofir, mä ech wäert mech elo just op e puer Punkte konzentréieren, déi mir besonnesch wichteg erschéngen.

D'türkesch Regierung muss nach vill zousätzlech Efforte maachen, fir déi europäesch Législatioun an hir Normen ze adoptéieren. Et muss ee leider feststellen, datt de Rhythmus vun de Reformen iwwert dëst Joer ofgeholl huet, an dëst gëllt virun allem fir de Beräich vun de Mënscherechter.

Et ass dofir noutwendeg, datt déi türkesch Regierung net nëmmen déi gülteg Législatioun nees zréck applizéiert, mä awer och nei legislativ Initativen an dësem Beräich ënnerhëlt.

D'Folter an d'Ënnerdréckung vun de reliéise Minoritéiten, déi net muselmanesch sinn, wéi och vun de Rechter vun de Frae gehéiere leider nach ëmmer zum Alldag an der Türkei. D'Aschränkung vun der Ausdrocksfräiheet, an am Kontext d'Strofverfolgung vu Journalisten an Intellektueller bleift ëmmer nach bestoen. Ee rezent Beispill dofir ass dat vum Schréftsteller Orhan Pamuk, dee wéinst sengen Aussoe iwwert d'Massevernichtung vun den Armenier viru Geriicht geholl ginn ass.

D'Europäesch Kommissioun huet den 9. November e Rapport publizéiert mat 150 Objektiver, déi d'Türkei à court terme en vue vun enger eventueller Adhésioun zur Europäescher Unioun am Beräich vun de Mënscherechter erfëlle muss. Dëst gëllt et ze bedenken! Dës Violatioune vun de Mënscherechter däerfe mir an eise Relatioune mat eisen türkesche Partner net aus den Ae verléieren.

Et ass awer och wichteg, déi aner Säit vun der Medail ënnert d'Lupp ze huelen. Beim türkesche Premierminister, dem Här Erdoğan, sengem Amtsuntrëtt am Joer 2002, konnt ee méi wéi dorunner zweifelen, datt dëse Mann, dee Jore virdrun nach enger islamistescher Partei ugehéiert huet, der Türkei de Wee an Europa géif fräimaache kënnen.

Wat virun dräi Joer nach Rhetorik war, ass zur Realitéit ginn. Gott sei Dank! Den türkesche Premier huet et fäerdeg bruecht, eng ganz Rei Reformen an d'Weeër ze leeden, déi d'Diskussioune fir eng eventuell Adhésioun vu sengem Land an d'Europäesch Unioun iwwerhaapt méiglech gemaach hunn.

Zu deenen néidege Reformen zielen ëmmer, ënner anerem, eng nei Verfassung vum Code pénal, demokratesch Fräiheeten, eng méi responsabel Haltung vis-à-vis vun der kurdescher Minoritéit an d'Reduktioun vun der Roll vun der Arméi am öffentleche Liewen.

Den Här Erdoğan geet souguer méi wäit a senge Reformen. Hie schwätzt sech géint d'Bestrofung vum Adultère aus an ënnerstëtzt déi éischt Versich vun den türkeschen Historiker, sech un de Génocide vun den Armenier erunzetaaschten. All Diskussioun iwwert dëst Thema war bis elo engem Tabu ënnerworf a konnt Doudesmenacen oder geriichtlech Suitë mat sech bréngen.

Fir et kuerz ze resüméieren: D'Türkei ass op engem schwieregen awer gudde Wee, an et ass un eis, un der Europäescher Unioun, d'Türkei op deem Wee ze ënnerstëtzen - dat am Intérêt vun deem Land an och am Intérêt vun der Europäescher Unioun, an och virun allem am Intérêt vun engem dauerhafte Fridden op eisem Kontinent.

En anert Kapitel ass den Erweiderungsprozess um Balkan, dee virugeet. An dëser Regioun ass vill geschitt iwwert dat d'lescht Joer. Den 3. Oktober hunn d'Ausseminister an der Europäescher Unioun décidéiert, d'Opnahmenégociatioune mat Kroatien unzefänken. D'Kommissioun huet den 9. November dem Europäesche Conseil recommandéiert, Mazedonien de Kandidatestatut ze accordéieren. De 7. November sinn d'Négociatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Serbien-Montenegro, fir e Stabilisatiouns- an Associatiounsaccord auszehandelen, offiziell lancéiert ginn, an d'Négociatioune mat Bosnien-Herzegowina fir esou een Accord fänken och an nächster Zukunft un. Wat Albanien ubelaangt, sinn d'Négociatioune bal ofgeschloss.

D'Europäesch Unioun ass haut méi wéi soss an dëser Regioun Gott sei Dank present. Besonnesch ervirzehiewen ass d'Décisioun vun der Europäescher Unioun, eng méi aktiv Roll ze spillen an den Négociatiounen iwwert den zukünftege Kosovo-Statut.

A mengen Aen hëlleft d'Attraktioun, déi vun Europa op de Balkan ausgeet, der Regioun Stabilitéit ze bréngen, an ënnerstëtzt dës jonk, fragile Demokratien, Léisunge fir déi komplex Problemer ze fannen, déi sech am Moment ukënnegen. Dozou gehéieren d'Négociatiounen iwwer en definitive Kosovo-Statut - ech hunn et schonn ugeschwat -, déi geschwënn ufänke sollen, Négociatiounen a Bosnien-Herzegowina iwwer eng Verfassung, déi viru kuerzem ugelaf sinn, wéi awer och Ongewëssheet iwwert d'Schicksal vu Serbien-Montenegro. Aner Froen, wéi déi vun de Krichsverschollenen, déi vun de Flüchtlingen oder déi vun de Minoritéiten erschwéieren och nach ëmmer d'Relatiounen tëschent deene Länner an der Regioun.

Ech mengen, et ass net vu Muttwëll, datt et muncheree gëtt, dee fäert, datt d'Scheitere vun dëse Projeten eng weider Zersplitterung vun der Regioun mat sech ka bréngen oder vläicht ënner Ëmstänn souguer een neie Krich ausléise kéint. An dësem Kontext ass et wichteg, datt d'Europäesch Unioun dëser Regioun ee kloren, ee staarke Message schéckt zu hirer Adhésiounsperspektiv.

Reformen, déi vu Bréissel gefuerdert ginn, hëllefen de Balkanstaten, deenen europäesche Kritären a Valeure méi no ze kommen, an d'Ouverture vun den Négociatioune mat der Europäescher Unioun wäert dës Länner encouragéieren, fir hir Reformen ze accéléréieren. Et ass un eis deene Länner ze beweisen, datt eng Mëschung vu Kulturen, Reliounen, Nationalitéiten eng Source vu Kreativitéit an net vu Konflikter ass.

D'Europäesch Unioun befënnt sech hei an engem Dilemma: Si huet de Choix, de Westbalkan ze integréiere mat der Gefor, datt keng definitiv Réconciliatioun tëschent de Länner an de Regioune stattfënnt, an domat de Risiko, Konflikter an Europa ze importéieren, oder awer ze waarde bis de Fridde sech definitiv etabléiert huet, mam Risiko, datt dëst nach Jorzéngte kéint daueren.

Et gëtt ëmmer méi kloer, datt den europäesche Kader deen eenzegen ass, deen et an der Regioun erméigleche wäert, aus dem aktuelle Status quo erauszekommen. Et ass eis Responsabilitéit dofir ze suergen, datt den okzidentale Balkan net zu engem schwaarze Lach an der Peripherie vun Europa gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt och nach kuerz d'Entwécklung a Polen sträifen an och d'Entwécklung an Däitschland hei virdroen, mä opgrond vun der Zäit, déi mir zur Verfügung steet, wäert ech dat elo net am Detail maachen. Ech wëll ledeglech festhalen, datt och do Tendenze sinn, déi sech positiv entwéckelen, a virun allem och a Polen, an och an Däitschland, wou et zu enger Kontinuitéit mat Sécherheet kënnt.

Dat ass an der Aussepolitik an doriwwer eraus och tëschent de Relatioune vun deem Land wat wichteg ass a ganz Europa a vis-à-vis vun de klengen Noperen, ënner anerem och vis-à-vis vu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt géif ech nach en anert Thema kuerz uschneiden, wat mer och besonnesch wichteg erschéngt, an zwar wollt ech nach e puer Bemierkungen iwwert den Europarot maachen.

Am Mee dëst Joer huet den drëtte Sommet an der Geschicht vun dëser Organisatioun, déi am Joer 1949 an d'Liewe geruff ginn ass, zu Warschau stattfonnt. D'Stats- an d'Regierungschefen hu sech do Gedanke gemaach iwwert déi heiteg Daseinsberechtegung vum Conseil de l'Europe. Dëst ass net vu Mutwëll, well d'Evolutioun vun Europa huet et mat sech bruecht, datt hautdësdags d'Kompetenze vun deenen dräi groussen europäeschen Institutiounen, dat heescht vun der Europäescher Unioun, dem Europarot an der OSCE, net méi kloer definéiert sinn a sech des Öfteren iwwerkräizen.

Während deenen éischte Jorzéngten nom Zweete Weltkrich war d'Verdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Europarot an der europäescher Communautéit relativ kloer. Den Europarot war kompetent am Beräich vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheeten, währenddeems d'europäesch Communautéit, déi an de 50er Jore kreéiert ginn ass, sech ëm d'wirtschaftlech Entwécklung vun Europa urspréinglech gekëmmert huet.

D'Entwécklung vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun am Beräich vun der Aussepolitik, der Justiz oder der Immigratioun souwéi hir Erweiderung hu fir Duerchernee gesuergt. D'Zuel vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun ass vu sechs op 25 gewuess, am Europarot sinn et der 46, zu deene säit iwwer engem Joer och aacht Länner aus dem Oste gehéieren. Et schéngt wéi wann den Europarot lues a lues zur Antichamber vun der Europäescher Unioun ginn ass, an där déi Länner, déi sech vun der sowjetescher Tutelle befreit hunn, waarde bis se eng Maartwirtschaft an eng Demokratie opgebaut hunn.

Esou verdächtegt zum Beispill Russland d'Europäesch Unioun, den Europarot wëllen ze instrumentaliséieren, fir hir Politique de voisinage mat deene Länner ze géréieren, déi keng Vocatioun hunn, fir der Europäescher Unioun bäizetrieden, an dës Institutioun och ze benotzen, fir den zukünftegen EU-Memberen hir politesch Standarde méi no ze bréngen. Dës Désaffectatioun illustréiert de Marginalisatiounsprozess, deem den Europarot ausgesat ass. Esou ass et nëmmen ze begréissen, datt de Sommet zu Warschau sech der Definitioun vum Europarot a sengen Aufgaben ugeholl huet. Hei si sech d'Stats- a Regierungschefen eens ginn, datt d'Verdeedegung vun de Mënscherechter souwéi d'Promotioun vun Demokratie a Rechtsstatlechkeet d'Haaptmissioune vum Europarot bleiwen.

Hei gouf och déi onentbierlech Roll vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ënnerstrach an d'Ausschaffe vun enger neier Strategie décidéiert, fir d'Effikassitéit vun dësem geriichtlechen Organ ze assuréieren. Ech géif gären ënnersträichen, esou wéi dat eise Premier zu Warschau gemaach huet an och den Ausseminister bei diverse Geleeënheete widderholl huet, datt den Europarot all seng Aktualitéit a Wichtegkeet erhale muss an och behale wäert.

Den Europarot bleift onersetzlech als Gespréichsforum um europäesche Plang, als dat kontinentaalt Schutzinstrument vun de Mënscherechter schlechthin souwéi och als Denkfabrik vu Rechtsnormen an de sou genannte bonnes pratiques. All double emploi an Iwerschneide vu Kompetenze sollen an Zukunft évitéiert ginn. Jiddfer Organisatioun muss iwwer hire prezisen Aufgabeberäich verfügen an et muss eng effikass Kollaboratioun tëschent deenen dräi Institutiounen op d'Bee gesat ginn.

Et ass och vu grousser Bedeitung, dofir ze suergen, datt d'Attributioune vun deene verschiddenen Organisatiounen no baussen hi méi sichtbar ginn. Eise Premier gouf jo zu Warschau als deemolege President vum Conseil vun der Europäescher Unioun mat enger Clarificatiounsmissioun vun de Rolle vun der EU an dem Conseil de l'Europe chargéiert. Mir sinn alleguerte gespaant op dëse Rapport a vläicht kréie mer och an der Chamber en Débat iwwert déi Perspektiven, déi eis hei presentéiert ginn.

Léif Kolleegen, wann een - an ech kommen zum Schluss - d'Aussepolitik kuerz en revue passéiere léisst, gëtt ee sech bewosst, datt d'Erausfuerderungen, déi sech hei stellen, grouss sinn, an datt d'Zuel vun den Aufgaben an dësem Beräich net méi kleng gëtt. Ech géif gären ënnersträichen, datt Lëtzebuerg haut eng wichteg Roll op der grousser politescher Weltbühn spillt. Lëtzebuerg huet et iwwert déi lescht 60 Joer fäerdeg bruecht, sech um internationale Plang Gehéier ze verschafen a säi proportionell zu anere Länner klengt Gewiicht awer déif an d'Wo ze leeën. Lëtzebuerg gëtt gefrot an et gëtt him och nogelauschtert. Aus dësem Grond bleift eis Aussepolitik an an deem Sënn och eis Kooperatiounspolitik vun extremer Wichtegkeet.

Ech wëll just kuerz erwähnen, datt d'Kontributioun vu Lëtzebuerg fir d'Entwécklung bei 0,85% vum PIB fir d'Joer 2005 läit, wat eist Land ënnert déi éischt Länner vun der ganzer Welt an deem Beräich klasséiert. Et muss een och ënnersträichen, wéi mir et fäerdeg bruecht hu während der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun mat engem dach limitéierte Personal d'Aarbechte vun Europa, vun der Unioun ze strukturéieren, ze dirigéieren an och weiderzebréngen. Dës Présidence kann ee roueg zu deenen erfollegräiche Présidencen zielen, déi mer schonn hannert eis hunn an déi d'Reputatioun an de Stellewäert vun eisem Land ausgemaach hunn.

Ech mengen, ech ka mer erlaben ze behaapten, datt mer d'Erwaardungen, déi un eis gestallt gi sinn, zur Zefriddenheet erfëllt hunn an erëm op en Neits eisen Engagement fir Europa konnten ënner Beweis stellen. Dëst muss een ze schätze wëssen an och a Considératioun huelen. Et ass natierlech evident, datt eist klengt Ländche sech net kann eleng um bilateralen Niveau all deene grousse Problemer an der Welt unhuelen. Et ass jo och dowéinst, datt de Multilateralismus esou wichteg ass fir eis.

Mir si Member vun all deene grousse regionalen an internationalen Organisatiounen. Et ass an dëse Gremien, wou mer zesumme mat eise Partner versiche kënnen, Léisungen op déi eenzel Problemer, déi sech an der Welt stellen, ze sichen. An dësem Kontext wier et net vu Muttwëll, fir d'Zuel vun de Vertrieder an eisen Ambassaden, Konsulaten, Représentation-permanenten oder vun deenen, déi bei den internationalen Organisatiounen akkreditéiert sinn, ze verstäerken. Trotz noutwendege Spuermoossnamen ass et awer wichteg, och d'Stëmm vu Lëtzebuerg no baussen ze droen a matzehëllefen un deene groussen Ziler ze kollaboréieren, dat am Intérêt vu Lëtzebuerg. Ech denken do virun allem un den Europarot an och un d'OSCE.

Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, et wier nach villes, wat ee kënnt uschwätzen, mä meng Riedezäit geet zu Enn. Ech soen Iech villmools Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Nächste Riedner ass den Här Charel Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Geleeënheet vun der éischter Deklaratioun, déi den Här Asselborn hei als Ausseminister virun der Chamber gemaach huet, wollt ech him Merci soe fir säin zimlech kompletten Iwwerbléck iwwert d'Lëtzebuerger Aussepolitik.

Ech wollt och nach eng Kéier eis Unerkennung erneiere fir d'Présidence, fir déi vill Efforten, déi um Niveau vun der Regierung gemaach goufen an och um Niveau vun all deene Leit, déi ronderëm déi Regierung dréinen an déi ech och nach zum Deel kennen an a gudder Erënnerung hunn. Hinnen alleguer d'Unerkennung vun der demokratescher Fraktioun fir déi grouss Leeschtungen, déi net nëmmen am Laf vun deene leschte sechs Méint gemaach goufen, mä déi och elo nach undaueren, doduerch datt mer duerch de Prinzip vun der Troika awer nach an eenzelnen Domäne gefuerdert sinn, an och besonnesch fir dat, wat virdrun, en amont geschitt ass.

Mir hu gëschter, wéi gesot, e ganz kompletten Iwwerbléck kritt, jiddefalls sinn d'Themen alleguer ugeschnidde ginn, déi eis bewegen am Kader vun enger Diskussioun iwwert d'Aussepolitik, a wéi kënnt et anescht sinn, datt déi sech zum gréissten Deel mat europäesche Froe beschäftegt.

Den Här Asselborn an ech, mir sinn net déi Allerjéngst heibannen am Haus. Mir kënnen eis erënneren, am Ufank wéi mer hei an der Chamber waren, wann dann een nëmme gewot hätt, sech iwwert d'Finanzgebaren an engem vun eisen Nopeschlänner ze äusseren, da wier dat scho bal als eng Amëschung an intern Ugeleeënheete vun engem anere Land betruecht ginn. Haut ass dat, wat deemools emol net an der Aussepolitik toleréiert gi wier, europäesch Innenpolitik. Mir nennen dat nach ëmmer virun Aussepolitik, méi aus Gewunnecht wéi aus Pertinenz zu den Tatbestänn, déi ech elo grad versicht hunn hei opzezielen.

Dir hutt am Fong schonn an deene ganzen introduktive Bemierkungen dorop higewisen, datt Lëtzebuerg e crédible Partner muss bleiwen. Mir sinn et a mir mussen et bleiwen. Et ass indispensabel. E Land gëtt net ignoréiert oder boudéiert duerch de Fait, datt et kleng ass, mä e Land gëtt ignoréiert a boudéiert, wann et niewent deem, datt et kleng ass, och nach klenglech gëtt. Mir däerfen eis an där Hisiicht - och wa Gréisserer kënnen Écarte woen - absolut kee Faux pas leeschten.

Duerfir ass et wichteg, datt déi Aussepolitik sech weider der Crédibilitéit verschreift, dat heescht der Kontinuitéit, an datt och déi verschidden Acteuren hir Verantwortung iwwerhuelen, net nëmmen an der Regierung, mä ech mengen, mir hunn och als Deputéiert an der Chamber an an deene verschiddenen internationale Gremien, wou dëst Haus och mat vertrueden ass, eise Rôle ze spillen an eist Wuert matzeschwätzen.

Mir wëssen, datt de Multilateralismus ee vun Ären Dadaen ass. E Land wéi Lëtzebuerg, wat all Formulen am Laf vu senger iwwer 160 Joer laanger Independenz getest huet, weess, datt mer eréischt vun deem Dag u konnten a Fridde liewen, wéi déi aner och d'Regelen, déi mir reklaméiert hunn, respektéiert hunn, sech zu deene bekannt hunn, déi ënnerschriwwen hunn, an déi och am Kader vun internationalen Institutioune bereet waren an och nach sinn, ze respektéieren. Mir hunn als Lëtzebuerger natierlech an enger fortschreitender europäescher Aussepolitik - och wa mer an dësem Moment musse bedaueren, nach eng Kéier bedaueren an ëmmer erëm bedaueren, datt de Ratifikatiounsprozess, nodeem e gestoppt ginn ass, och nach net vill Unzeechen op eng Reaktivatioun erkenne léisst - keen Intérêt, datt et do zu deem gefaarte Stëllstand kéint kommen.

Ech wollt nach eng Kéier dorun erënneren, datt och déi Aussoe vum Här Barroso virun zwee Méint an där Hisiicht net schrecklech hëllefräich waren. Wann déi, déi un alleréischter Stell – est-ce qualité? – dorun interesséiert misste sinn, datt et weidergeet, och scho Skepsis erkenne loossen, mengen ech, wier dat net gutt. Mir mussen do net Zweckoptimismus ausstrahlen, mä mir musse soen, datt et berechtegt Grënn gi fir virun ze hoffen, an eis net direkt an d'Rei vun deene villen Doudegriewer stellen, déi och nëmme just duerfir Doudegriewer sinn, well se vläicht nach de Sënn an den Zweck vun där ganzer Démarche net genuch erfaasst hunn. A well mir et och vläicht versäumt hunn, den Zweck an de Sënn vun där ganzer Démarche genügend ze erklären.

E weidert Kapitel an Ärer Deklaratioun sinn d'Relatiounen tëschent Amerika an der Europäescher Unioun. Ech géing och e Wuert iwwert d'Relatioun tëschent Lëtzebuerg an de Vereenegte State soen. Déi si ganz zolidd. Si schreiwe sech och an eng laangjähreg Suite vu flotten Evénementer, a mir hunn och ëmmer versicht an deene verschiddene Konstellatiounen déi Relatiounen héich an op engem gudden Niveau ze halen, well, ech mengen, et ass eng Lapalissade, wann ech dat hei soen: Bei enger Verschlechterung vun den amerikanesch-lëtzebuergesche Bezéiungen huet Lëtzebuerg ënner Ëmstänn méi ze verléiere wéi d'Vereenegt Staten.

(Hilarité)

Duerfir hu mer och en Intérêt dorun, datt d'Europäesch Unioun e proppert Verhältnis huet mat deem Partner, deen net ëmmer ganz einfach ass. Well et si Problemer, déi een all Dag tentéiert wier fir héichzespillen an déi een och net kann ënnert den Teppech kieren an déi awer fir e Malaise suergen an deem ganze Versteesdemech, wat se op där enger Säit vum Pull hunn an op där anerer.

Ech huelen nëmmen ee Stéchwuert eraus: Guantánamo. Dat ass mat deem Rechtsverständnis a mat dem internationale Recht, wéi mir et jiddefalls verstinn, net ze vereinbaren. Dat ass och eppes wat d'Perceptioun, déi d'Europäer sech vun den Amerikaner maachen, net verbessert. Et wier net nëmmen am Intérêt vun enger verbesserter Perceptioun, wann do eng Verbesserung kéim, mä och vun dem Respekt vun de Rechtsprinzipien, deenen och si sech verschriwwen hunn.

Ech denken och un aner Domäner, wou et och net vum selwe geet a wou ee sech och ëmmer op en Neits muss um Bidon rappe fir kënnen déi Relatiounen op engem gudde Niveau ze halen. Dat si Stéierpunkte wéi d'amerikanesch Haltung zu der Cour Pénale Internationale oder och zum Kyoto-Protokoll. Wa mer wëlle Problemer meeschteren, mat deene mer ze dinn hunn, hu mer en Intérêt drun – besonnesch e klengt Land ka sech nëmme wënschen, datt et ganz vill Gremië gëtt, déi déi Iddië virubréngen –, datt an där Hisiicht besonnesch déi Grouss d'Regelen akzeptéieren, un déi se sech och halen.

Do ass et der Europäescher Unioun ganz héich unzerechnen, datt si an deene schwieregen Domäner jiddefalls Faarf bekannt huet, an datt besonnesch wat d'Cour Pénale Internationale ubelaangt Standfestegkeet d'Haltung vun der Europäescher Unioun, net nëmmen an de Reie vun deene 25 Memberen, kennzeechent, mä och an deeneselwechten hirer Aktioun dobaussen.

Et sinn haut zum Beispill ganz vill afrikanesch Länner, déi an där doter Hisiicht d'Regelen akzeptéieren, déi den Accord iwwert d'Cour Pénale Internationale ratifizéiert hunn, obscho si och vun anere Säiten aner Iddië suggéréiert kruten. Ech mengen, de Verdacht ass méi wéi berechtegt, datt dat zu engem ganz groussen Deel der Europäescher Unioun hirer staarker Haltung an där doter Fro ze verdanken ass.

Iwwert de Barcelona-Prozess, deen elo eréischt viru kuerzem nach eng Kéier fir héich Welle gesuergt huet, wëll ech mech net weider äusseren. Wichteg ass, datt op deem dote Plang ëmmer erëm d'Acteuren, a besonnesch Israel an och d'Palästinenser, zesummekommen, déi opgeruff sinn, mat der Hëllef vun deenen aneren engem vun deene schwieregsten a geféierlechste Konflikter, déi et am Moment op der Welt gëtt, en Enn ze setzen. Hoffentlech kann d'Europäesch Unioun och do hir Haltung consolidéieren. De Fait, datt se als drëtt Partei bei der Iwwerwaachung vum Grenziwwergang zu Raffah mat akzeptéiert ginn ass, ass e Schrëtt an déi Richtung, déi mer begréissen.

Ech mengen, et huet eis och gutt zu Gesiicht gestan, datt d'Europäesch Unioun direkt no deenen onsäglechen Deklaratioune vum iranesche President iwwert d'Ausradéiere vum Stat Israel op der Weltkaart reagéiert huet. Nach owes um Sommet ass e ganz zolitten a secë Communiqué vun deene 25 Stats- a Regierungschefe verabschit ginn.

Ech mengen, et stoung och der Lëtzebuerger Chamber gutt zu Gesiicht, datt mir an enger ganz geschlossener Haltung unanimement déi Attitüd vum President vun der République islamique vum Iran condamnéiert hunn. Souguer wann déi aner gréisser Parlamenter dat net maachen oder net méichen, mengen ech, wier et engem klenge Land ëmmer héich unzerechnen, wann et sech op d'Vulnérabilitéit géing besënnen, déi kleng Länner, wa se net vum Schutz vu groussen Ensembelen bénéficiéieren, héichhalen.

Kontakter mat Asien, Latäinamerika an Afrika beweisen, datt d'Europäesch Unioun sech eng global Strategie gëtt. Eng Strategie, wou se souwuel an den Handlungsbezéiunge wéi och an allem, wat ronderëm d'Froe Sécherheet an Terrorismus dréit, wëllt mat enger Sprooch schwätzen. Mir begréissen dat. Mir mengen, trotz alle Schwächen, déi een nach ëmmer am Inventaire ka festhalen, ass Europa haut op ville Plazen an der Welt méi present wéi jee virdrun.

Um Balkan, wou mer jo d'Experienz gemaach hu vun der Schwächt vun Europa an och vun engem Europa, wat u Soliditéit gewonnen huet, kënne mer festhalen, datt mer och do um richtege Wee sinn, well mer haut och deene

Perspektiven opmaachen, déi an den 90er Joren, wéi de Konflikt um westleche Balkan ausgebrach ass, nach keng haten. Ech denken do u Länner wéi Kroatien, och Serbien-Montenegro a Kosovo, deen e Statut huet, deen nach ze klären ass. Ech denken u Länner wéi Albanien, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, dee fierchterlechen Numm vu FYROM, deen een hei muss erwähnen, fir seng Relatioune mat de Griichen net ze belaaschten.

Déi hunn haut Perspektiven, déi se virun enger Rei vu Joren net haten. Wa mer eis nach eng Kéier erënneren: Bosnien: 200.000 Doudeger. Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot. 30.000 Persounen, déi violéiert goufen. Zwou Milliounen déplacéiert Leit, well ze spéit agegraff ginn ass. Kosovo: ongeféier 10 bis 11.000 Doudeger. Do ass manner laang gewaart ginn, mä et ass nach e grousse Schued u Mënschen an u Material ze bekloen.

Mazedonien: näischt. Kee Bluttvergéissen, et schwätzt och keen dovun, well et net spektakulär war, well haaptsächlech Schockévénementer kaaft ginn; hei interesséiert dat vun de Medien déi allerwéinegst. An dat wat esou invisibel ass, dat ass am Fong e grousse Succès, deen d'Europäesch Unioun sech kann un de Paltong spéngelen a soen, datt se an hirer Fridde stëftender Missioun weiderkomm ass.

Dat, wat elo eréischt fonctionnéiert bei deenen dote Länner, huet awer schonn en amont vun deem Konflikt do fonctionnéiert mat Länner wéi Ungarn, Rumänien, Bulgarien, wou et sech nach eng Kéier im Nachhinein erweist, datt et richteg war, datt een deenen eng Bäitrëttsperspektiv opgemaach huet a schliesslech décidéiert huet, si och an d'Europäesch Unioun eranzehuelen.

Rumänien a Bulgarien hu Fortschrëtter gemaach, an déi Berichter, déi periodesch gemaach gi vun der Kommissioun an déi och begutacht gi vum Parlament an déi mir och ëmmer fir Informatioun zougeschéckt kréien, weisen awer, datt vu Kéier zu Kéier, ënnert dem Drock wuelverstane vun de Kopenhagener Kritären, hei seriö Aarbechte gemaach gi sinn an e resolute Bléck no vir riskéiert ginn ass. Déi Aventure wäert och positiv fir déi Länner do ausgoen.

Wat den Erweiderungsprozess vun der Europäescher Unioun ubelaangt, mengen ech, misste mer deen och emol nach eng Kéier richteg an der Öffentlechkeet dobaussen erklären. Mir hunn eis zur Gewunnecht gemaach, wa mer eng Kéier eppes maache wat gutt war - an ech mengen, datt déi Informatiounscampagne, déi d'Lëtzebuerger Chamber gemaach huet virun e puer Méint am Virfeld vun der Adoptioun vun der Verfassung duerch d'Lëtzebuerger Vollek, gutt war.

Et war ee Schrëtt an déi richteg Richtung, wéi mer gewinnt sinn ze soen. Mir brauchen awer hei net nëmmen ee Schrëtt an déi richteg Richtung, mir brauchen eng ganz Rei vu Schrëtt, mir brauchen e ganze Spadséiergang an déi richteg Richtung, an et ass nach esou villes, wat net verstanen ass, an duerfir bleift och nach esou villes ze erklären.

Ech géing och, ulehnend un dat, wat den Här Glesener gesot huet, mengen, mir missten eis nach eng Kéier als Chamber iwwerleeën, ob mer net eng zweet Ronn an där Hisiicht sollen dréinen an och dem Land en toute sérénité soen, wat d'Virdeeler sinn. Vläicht gëtt et e puer Nodeeler, mir sinn der net vill bekannt an deem Prozess, mä et soll een awer op jidde Fall soe wat d'Gesamtbilanz ass vun deem Ganzen.

Mir solle wuel soen, datt et an all Prozess an och am Erweiderungsprozess vun der Europäescher Unioun eng Partie Losere gëtt. Mir sollen awer och direkt hannendrop soen, datt mer d'Flicht hunn, fir eis mat de Loseren hire Problemer auserneen ze setzen! A mir sollen an därselwechter Foulée drun erënneren, datt et awer och genuch Zuelematerial an objektiv Argumenter gëtt, fir dee Bäitrëttsprozess virun ze ënnerstëtzen.

Deen, dee geschitt ass, huet sech a mengen Ae bezuelt gemaach, an deen, deen ze geschéien huet, ass an eisen Aen och nach haut ëmmer ouni Alternativ ze gesinn. Iwwert deen, dee passéiert ass, erënneren ech un d'Zuelematerial, wat den INSEE zum Beispill verfaasst huet.

D'Handelsrelatiounen tëschent Frankräich a Spuenien sinn esou positiv, datt een haut ka soen, datt een Deel vun de Paien, déi a Frankräich gemaach ginn, am Fong zu Madrid oder an Andalusien oder a Katalonie gemaach ginn. Datselwecht gëllt iwwregens fir d'Handelsrelatiounen net nëmmen tëschent Frankräich an deenen neie Länner an Zentral- an Osteuropa, mä och tëschent Lëtzebuerg an deenen dote Länner.

Et ass nach virun e puer Méint hei vum Statsminister selwer drun erënnert ginn, datt mer haut ewell méi Handel maache mat deenen neie Länner, déi et an Zentral- an Osteuropa gëtt, wéi mat de Vereenegte Staten, déi jo awer, Gott weess, zu engem vun den zolitten, traditionellen Handelspartner vun eisem Land gehéieren. Also wa mer an där Hisiicht och erëm eng Kéier de Gewënner sinn, dann heescht dat jo awer an enger Zäit wou mer Chômage hunn net, dee Chômage wiisst duerch de Bäitrëtt, mä datt dee Chômage éischter manner wiisst respektiv méi kleng ka ginn duerch déi Potenzialitéiten, déi sech elo aus deem Erweiderungsprozess an Zentral- an Osteuropa erginn.

Et gëtt wuel délocaliséiert, mä a béid Richtungen, an och ënnert dem Strëch gëtt méi no Lëtzebuerg délocaliséiert wéi vu Lëtzebuerg ewech délocaliséiert. Nach eng Kéier: Dat ass kee Grond fir sech net mat de Problemer vun de Loseren auserneen ze setzen, déi et wuel an deem Prozess gëtt, an duerfir mengen ech, wier deen Débat och noutwendeg an da kënne mer de Leit soe wat mer dovun halen, mä mir mussen awer och kucken, wéi d'Gesamtbilanz ausgesäit, a mir däerfen eis net hannert der Gesamtbilanz verstoppen – nach eng Kéier wéi gesot –, fir eis net mat de Problemer, déi sech dorauser kënnen erginn, ze befaassen.

Ech géif dann eng lescht Serie vu Reflexiounen ufänken iwwert déi positiv Fro, déi mer viru vun der Europäescher Unioun erwaarden. Besonnesch elo an dans l'immédiat hu mer et mat enger neier Ronn vun Négociatiounen an der internationaler Welthandelsorganisatioun zu Hongkong ze dinn. Dat ginn extrem schwiereg Verhandlungen, mä och tëschent alles an näischt, tëschent ëmmer an ni gëtt et do vläicht verstänneg Parcoursen, déi ee ka goen.

Ech war jo, dat ass net bekannt an et interesséiert och keen, mä ech war jo am Fong den direkte Virgänger vum Här Asselborn, well ech nach eelef Deeg laang Ausseminister war. An där Qualitéit hat ech nach ugefaangen, déi Genfer Verhandlungen, de Mandat, matzedefinéieren. Ech kann awer net, wann dee Mandat net gutt ausgefall ass oder net esou gutt ausgefall ass, wéi deen een oder anere sech dat wënscht, verstoppen, datt ech net bis zum Schluss do war. Well den Här Asselborn war esou presséiert fir mech an der Regierung ofzeléisen, datt ech net konnt de leschten Dag vun deene Verhandlunge ganz do sinn.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Mä Dir gesitt jo elo d'Resultat!

M. Charles Goerens *(DP).*- Mais toujours est-il, datt e Verhandlungsmandat, dee 25 Staten akzeptéieren, e Mandat ass. A mir hu jo och zu e puer hei an der Chamber Froe gestallt iwwert déi Zweifel, déi um Respekt vun deem Mandat do opkomm sinn, well ee Moment gemengt ginn ass, och vu franséischer Säit, datt de Commissaire Mandelson, dee jo am Fong Dépositaire ass vun deem Handelsmandat, sech iwwer seng Befugnisser ewechgesat hätt.

Ech wollt an deem Zesummenhang ënnerstëtze wat gëschter och hei gesot ginn ass, datt déi Acquisen an déi Accorden, déi am Kader vun der Europäescher Unioun getraff goufen, notamment déi iwwert d'Reform vun der Agrarpolitik vun 2002, hir Gültegkeet solle behalen, datt och do ganz kloer Aussoe gemaach goufen iwwert d'Finanzéierung, iwwert de Finanzierungsrahme vun därselwechter.

An esou laang war ech jiddefalls zu Genf bei deene Verhandlungen dobäi, datt ech nach héieren hunn, wéi de Pascal Lamy, dunn nach als Virgänger vum Commissaire Mandelson, gesot huet, datt et elo un den Amerikaner wier fir en Effort ze maachen, well d'Europäer hätten a puncto Virbereedung op déi OMCs-Verhandlungen hire Soll erfëllt, hiren Tribut bruecht, an anerer wieren elo an der Bréngschold. Ech hoffen och, datt déi Verhandlungen, déi zu Hongkong elo uginn, sech am Respekt vun der Parole donnée kënnen ofwéckelen.

Här President, Lëtzebuerg huet keen Intérêt, datt mer an där doter Fro wéi och an anere Froen zu engem Stëllstand kommen. Stëllstand ass fir Lëtzebuerg - an dat ass en alen, ofgedreschene Slogan - e Réckschrëtt, an dee kënne mer eis an deene Schwieregkeeten, déi mer och an dësem Moment kennen, net erlaben. All déi Acquisen, déi mer an der leschter Generatioun europäescher Integratiounsgeschicht kritt hunn, déi bewähre sech haut. Just gesi mer et net. Dat kënnt och e Bestanddeel gi vun där Informatiounscampagne, déi ech gefrot hunn, a wou d'Chamber sech soll aktiv dru bedeelegen.

Wéi géif et dann ausgesi mat eiser Pëtrolsfacture, wa mer net den Euro hätten? Wéi wieren dann déi eenzel Währungen an der Europäescher Unioun ausernee gerappt ginn, wéi gehabt an de Jore bis 1994/1995, ier den Euro komm ass? Mir hunn awer wéinstens haut e ganz zolidd Element vu Prévisibilitéit dank deenen Integratiounsefforten, déi op deem dote Plang gemaach goufen an déi d'Resultat si vun enger ganz zolitter, couragéierter, visionärer Politik, déi weider dynamiséiert ginn ass vum Helmut Kohl a vum François Mitterrand 1990 um Sommet vu Stroossbuerg.

Lëtzebuerg huet keen Intérêt, datt et zu engem Stëllstand kënnt, well an esou ville Beräicher, déi mir nach ëmmer menge kënne selwer ze bestëmmen, hänke mer vun aneren of. Dat ass de Fall an eiser Sécherheet, an eiser interner an och an eiser externer. Ech fannen et ass groussaarteg an et muss ee wierklech ervirsträichen, datt mer et an de leschte fënnef Joer, bei all deene schwieregen Décisiounsprozesser, déi et an der Europäescher Unioun gëtt, notamment am Beräich vun der Aussen- a Sécherheetspolitik, wou ee weess, datt nach alles muss eestëmmeg ugeholl ginn, do zu esou groussen, appréciable Fortschrëtter bruecht hunn.

Et ass och op wäite Strecken onbekannt, datt d'Europäesch Unioun sech un engem ganz originelle Partenariat mat der Afrikanescher Unioun ëm de Fridden am Darfour notamment beméit. Et ass op wäite Strecken onbekannt, datt et mat enger klenger Zomm a Relatioun zu all deem, wat am Sécherheetsan am Défenseberäich ausgi gëtt, méiglech war, fir e Capacity-building an Afrika ze maachen, wou d'Afrikanesch Unioun mat Sëtz zu Addis Abeba et fäerdeg bruecht huet, sech awer eng Denkstruktur ze ginn an och Décisiounsmechanisme fir déi Verantwortung ze assuméieren, déi mer alleguer säit Joren a Jorzéngte vun deene verlaangen. D'Wuert Ownership-appropriation kritt emol endlech ee konkreten Inhalt.

Et wier ze hoffen, an ech wollt och den Här Ausseminister froen, ob et méiglech ass, datt déi Efforten do kënne weiderfinanzéiert ginn.

Et gëtt an eisen Aen do zwou bis dräi Optiounsméiglechkeeten. Déi éischt ass eng Optioun null, dat heescht, et mécht ee guer näischt; da sinn déi 250 Milliounen Euro, déi virun zwee Joer décidéiert goufen ze verséieren am Intérêt vun den Opérations de maintien de la paix an Afrika, gläich opgebraucht. An dat ass an eisen Ae keng valabel a vertrietbar Optioun.

Déi zweet, dat ass déi, datt een et mécht wéi déi éischte Kéier, datt ee Gelder hëlt vum Europäeschen Entwécklungsfong - wat natierlech ëmmer diskutabel ass. Dofir mussen och zwee Partenairen d'accord sinn, well dee gëtt jo cogéréiert souwuel vun den Afrikaner selwer - jiddefalls deenen, déi duerch den ACP-Vertrag mat der Europäescher Unioun verbonne sinn - wéi vun den Europäer. Déi zwee mussen hiren Accord ginn. Dat wier eng Méiglechkeet.

Si hätt och par ailleurs den Avantage vun enger gréisserer Kohärenz an deem doten Domän, étant donné datt de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d'Entwécklunsfroen a fir Afrika, och do kéint e Wuert matschwätzen. An ech mengen, déi zwee Begréffer Sécherheet an Entwécklung sinn net méi vuneneen ze trennen.

Et gëtt ee Beispill, een Dokument, wat am Optrag vun der UNO ausgeschafft ginn ass ënnert dem Impuls vum fréieren australeschen Ausseminister Evans, dat heescht „Responsibility to protect", wat ganz kloer drop hiweist, datt a puncto Eliminatioune vun den déiwen Ursaache vun de Konflikter näischt, awer och wierklech näischt kann d'Entwécklungsefforten ersetzen.

Iwwregens ass déi Strategie vun der Europäescher Unioun „Pour une Europe plus sûre dans un monde meilleur" ganz staark inspiréiert vun den Erkenntnisser, déi et an deem Dokument gëtt. Et ass jiddefalls, wann et net zum Deel dovun ofgeschriwwen ass, awer total en phase mat deem Dokument. Ech mengen, dat misst och de Leitfuedem si vun enger moderner Definitioun vun internationale Relatiounen an deem Beräich. D'Europäesch Unioun mécht also ganz vill.

Ech hunn déi drëtt Optioun allerdéngs elo vergiess ze erwähnen. Déi drëtt Optioun ass, datt iergendeng aner Formule fonnt gëtt, duerch déi déi 25 dann iwwer een anere Wee wéi den Europäeschen Entwécklungsfong sech eenegen, déi Suen opzebréngen, fir den Effort de financement ze pérenniséieren.

Dat gesot, wëll ech och nach soen, datt et absolut indispensabel ass, datt d'Europäesch Unioun an hiren Efforten an deene verschiddenen Domäner weiderfiert, well am Kader vun der Globalisatioun, wou jo esou vill Leit no Ankerpunkte sichen, ass d'Europäesch Unioun nu wahrscheinlech deen, deen am effikassten ass an am sënnvollsten ass, an och am meeschte Vertraue kann aflößen an d'Regierung.

An deene ville Kontakter, déi ech mam Ausland hat an och nach virun hunn, gëtt mir ëmmer méi erkennbar, datt am Fong den Décisiounsmodell, deen heiansdo barocken Décisiounsmodell an der Europäescher Unioun am Fong eng Gouvernance mondiale préfiguréiert.

Ech gesinn och net, datt, wa mir zu 30 sinn, dann d'Entscheedunge méi schwéier gi wéi zu 25. Si sinn zu 25 wuel anescht wéi zu sechs, mä et ass awer och méiglech gewiescht, fir Accorden ze fannen zu vill méi wéi zu 25. Dofir mengen ech huet Europa do mat deem, wat ech géing hir Ingénierie institutionnelle et décisionnelle nennen, enger Weltgouvernance ganz vill ze bréngen. An och ganz vill anzebréngen.

Wa mir vu Kohärenz vun de Politike schwätzen - an domadder wëll ech ophalen -, wëll ech just erwähnen, datt d'Europäesch Unioun hir Potenzialitéiten net genuch ausspillt an der Weltbank zum Beispill, déi ganz wesentlech d'Situatioun an enge ronn 100 Länner beaflosst, datt d'Europäesch Unioun hiren Afloss net genuch spille léisst am Internationale Währungsfong.

Wa mer wëssen, wat den Internationale Währungsfong mat senge Plans d'ajustement structurel an den 80er an an den 90er Jore fir e Schued ugeriicht huet an den Entwécklungslänner, doduerch, datt si haaptsächlech duerch eesäiteg Vuen nëmme just d'Équilibres macrofinanciers ugepeilt hunn a sech ëm de Rescht net bekëmmert hunn, a mir et do am Fong mat Staten ze dinn hunn, déi emol net méi am Stand waren, hire primäre Fonctions régaliennes nozekommen, da brauche mir eis net ze wonneren, wann et haut esou vill „failed states" op der Welt gëtt.

Ech mengen, d'Europäesch Unioun kënnt duerch déi Parten, déi si do huet, vill méi hiert Gewiicht spille loossen, wéi dat bis elo de Fall ass. Dofir muss een natierlech gutt Relatiounen hu mat de Vereenegte Staten. Dofir kann een net wéinst all Distanz déi Relatiounen op d'Spill setzen. Et ass also och um europäesche Plang wéi um nationale Plang ëmmer fir déi, déi Aussepolitik maachen, een Akt, bei deem ganz vill Sensibilitéit, ganz vill Kënnen, ganz vill Kompetenz verlaangt gëtt. Dowéinst géing ech jiddefalls all deenen, déi domadder ze dinn hunn - dat ass net nëmmen den Ausseminister, mä et ass och hien a virun allem hien -, wënschen, datt si déi Méiglechkeeten an déi Atouten, déi si brauchen, fir dat kënnen ze maachen an Impulser ze ginn, och viru behalen.

D'Demokratesch Partei wäert also virun déi Aussepolitik begleeden, kritesch begleeden, awer mat, ech géing soen, der Sympathie vun deenen, déi iwwer Generatioune Verantwortung an deem Domän gedroen hunn, a mat der Bereetschaft, fir och ganz konstruktiv Kontributiounen zum Gelénge vun därselwechter ze leeschten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass de Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun, den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Aussen- an Europapolitik ass e wesentleche Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Politik. Ouni dës Politik ass Lëtzebuerg kee souveräne Stat. An ouni dës Politik gi mir vill vun eise Problemer net Meeschter. No bausse kucken heescht d'Geforen an d'Ongewëssheete vun der Welt vun haut ze erkennen.

Ons Existenz als eegestännegt Land ass fragile a prekär, wa mir net an enger internationaler Uerdnung agebonne sinn. Besonnesch Europa ass haut an enger schwiereger Situatioun. D'Erweiderung huet d'Europäesch Unioun net onbedéngt gestäerkt, net onbedéngt zesummegeschweesst, mä huet méi Konkurrenz ënnert de Länner ervirbruecht.

Et geet, do sinn ech mat mengem Virriedner d'accord, ëm europäesch, mä och ëm international Gouvernance. Déi Gouvernance soll net nëmme Fridden a Stabilitéit an Europa bréngen, mä soll och ronderëm Europa an an der Welt dee Fridden an déi Solidaritéit erhalen.

Mir hunn déi immens Chance, säit iwwer 50 Joer mat anere Länner an Europa zesummen d'Problemer vun der Welt kënnen unzegoen. Wéi mir dat maachen, huet eisen Ausseminister, den Här Asselborn, op eng iwwerzeegend Manéier duergeluecht.

Dat verhënnert net, wa mir Saachen zesumme maachen, dass mir och an aller Bescheidenheet selwer Initiativen huelen. Ech zielen dozou zum Beispill ganz konkret eis Entwécklungshëllef.

Och méi - wéi soll ech soen? - méi kleng Saache sinn awer signifikativ. Mir sinn eent vun deene rare Länner, dat Geld, dat hei am Land am Kampf géint den Drogenhandel saiséiert gëtt, fir de Kampf géint d'Drogen dobaussen asetzt.

Mir sinn, an dat huet d'Présidence och gewisen, méi capabel vläicht wéi munchereen, Kompromisser erbäizebréngen; méi capabel wéi grouss Länner an der Europäescher Unioun, déi - wéi déi heiteg Présidence weist - ganz oft méi no hiren eegenen Intérête kucke wéi no den Intérête vun der Allgemengheet.

Mir ginn och dobausse gehéiert, wann eng intelligent Stëmm aus Lëtzebuerg schwätzt. Ech begréissen och ausdrécklech, dass Lëtzebuerg sech zu Wuert gemellt huet, zum Beispill wéi am Iran d'Existenz vun Israel a Fro gestallt gouf.

Mir probéieren och a schwierege Situatiounen, ganz schwierege Situatiounen, wéi am Kosovo, ze vermëttelen. Dat alles ass gutt a richteg, well mir jo eigentlech net suspekt sinn. Mir huelen och u Friddensmissiounen deel, wéi am Kosovo an elo zu Raffah, un der Grenz vu Palästina an Ägypten, an zwar net nëmme mat Geld, mä mat Zaldoten, Polizisten, Dokteren, Riichter, Beamten, mat Entwécklungshëllefer; also mat Mënschen, net nëmme mat Geld, mä och mat Mënschen.

Här President, Europa a Lëtzebuerg hunn eng Verantwortung fir Fridden, Fräiheet, Wuelstand un hire Grenzen a ronderëm. Fridden a Rou heiheem hänken dovunner of, wéi et um Balkan, um Mëttelmier, an Osteuropa an an der Türkei ausgesäit. Dat soll een de Leit hei zu Lëtzebuerg mat aller Kloerheet soen. Duerfir beméit d'Europäesch Unioun sech, de Fridden um Balkan duerch wirtschaftlech an administrativ Hëllef ze erhalen an ze festegen.

Verhandlungen hunn ugefaangen, fir mat Serbien-Montenegro a mat Bosnien-Herzegowina nei Stabiliséierungs- an Associéierungsaccorden ofzeschléissen; a Mazedonien huet d'Europäesch Unioun Fridde gestëft. Et däerf een net dobäi vergiessen, dass eng wichteg Roll bei deem Prozess och den Europarot ze spillen huet. Et gëtt oft vergiess, dass déi 46 Länner vun där Organisatioun duerch gemeinsam Wäerter, duerch de Respekt vun de Mënscherechter a kulturell Objektiver gebonne sinn. Duerfir ass et ze begréissen, dass den Europarot elo zum Beispill ënnersicht, ob et an de Länner vum Europarot kleng oder grouss Guantánamoë gëtt oder gi sinn, wou Mënscherechter mat Féiss getrëppelt ginn oder gi sinn.

Mir sinn an deem Zesummenhang och op eisem Statsminister säi Bericht gespaant, dee jo als Haaptzweck - esou hunn ech dat op jidde Fall verstanen - soll hunn, d'Rivalitéit zwëschent der Europäescher Unioun an dem Europarot ze verhënneren an déi zwou bedeitend a wichteg international Organisatiounen zesumme schaffen ze doen. Och dobäi, mengen ech, hunn déi national Parlamenter, huet eist Parlament e Wuert matzeschwätzen, well jo hei och Parlamentarier dra sinn, déi aktiv am Europarot sinn, wéi och an der Europäescher Unioun.

Här President, Europa ass net eleng op der Welt. Den Här Ausseminister huet gëschter drop higewisen, dass déi transatlantesch Bezéiungen ënnert der Lëtzebuerger Présidence besser gi sinn; dat ass ze begréissen. Dat verhënnert awer net ze gesinn, dass an den USA fir den Ableck eng politesch Tendenz um Rudder ass, déi konservativ Wäerter vu gëschter an der Gesellschaft vun haut doheem an dobaussen duerchsetze wëllt, wann et muss sinn eleng, mat Krich oder mat wirtschaftlechem Drock. Den Irak-Krich huet d'Welt net méi roueg gemaach, en huet dem islamisteschen Terrorismus Opdriff ginn, en huet den Irak selwer gespléckt an d'Géigend ronderëm destabiliséiert.

Zu der politesch-wirtschaftlecher Realitéit, déi an der Welt jo grouss ass, kënnt da rezent och déi méi reliéis Komponent dobäi. Den Islam ass vu sech aus eigentlech eng tolerant Relioun. Den Islamismus ass e weltwäiten aggressiven a fanateschen Ugréff op d'Wäerter vu Fräiheet, vun Toleranz, vu Laïcitéit, vu Gläichheet vun de Geschlechter, vu Respekt viru jidderengem senger Iwwerzeegung. All eenzelt Land vun Europa ass natierlech och an där Konjunktur vun Onsécherheet hin- an hiergerappt zwësche senge wirtschaftlechen Interessen a senger Bekenntnis zu Wäerter.

Och déi bescht wirtschaftlech Opportunitéiten a China, zum Beispill, däerfen net vergiessen doen, dass do den Tibet net fräi ass, dass et aner onfräi Minoritéite gëtt, déi do ënnerdréckt ginn, an dass et an deem risege Land insgesamt Onfräiheet gëtt. Datselwecht gëllt och fir Russland an Tschetschenien, wou mer viru kuerzem trotzdeem eng Farce vu Wahle gesinn hunn, wou et och kee Fortschrëtt hin zur Onofhängegkeet an Eegebestëmmung vun deem Land gëtt.

Här President, méi wéi jee muss d'Europäesch Unioun an där Welt zesummefannen. Si muss hir Wäerter géint deen aggressiven Terrorismus gradewéi géint imperialistesch Tendenze vun egal wou verdeedegen. Si muss hir eege Sécherheet garantéieren, si ka sech duerfir net éiweg Zäiten op d'USA verloossen. D'Aussepolitik vun der Europäescher Unioun muss also méi effikass ginn. Si muss sech all Mëttele ginn, fir dat ze erméiglechen.

Ech zielen op: e gemeinsaamt Virgoen an den internationale Foren, besonnesch an der UNO, wou ee jo nach ëmmer kann dem Dram nogoe vun engem gemeinsame Sëtz fir d'Europäesch Unioun an dem Sécherheetsrot, deen héchstwahrscheinlech esou bal nach net wäert realiséiert ginn. Hoffentlech kënnen och déi Avancéeën, déi et an der Europäescher Verfassung gëtt, fir déi europäesch Aussepolitik méi staark ze maachen, emol eng Kéier Realitéit ginn.

Weider sécher och gemeinsam Positiounen an der Welthandelsorganisatioun, déi selbstverständlech de Welthandel iwwerhaapt erméiglechen, awer och eis Liewensqualitéit erhalen a Respekt virun de Besoine vun anere Länner weisen. Ech denken zum Beispill un déi wichteg Fro vun der Agrikultur, déi jo elo am Dezember zu Hongkong zur Sprooch kënnt, an ech mengen déi Agrikultur an eise Géigenden däerf net duerch de Welthandel ënnergoen, wa se der weltwäiter Konkurrenz brutal ausgesat gëtt. Dat schéngt mer net nëmmen eng Fro vun 2 oder 3% vun Agriculteuren ze sinn, dat ass eng Fro vun der Gestaltung vun eisem Land insgesamt respektiv och vu Länner an Europa.

De multilateralen Handel muss gerecht a solidaresch sinn. A wann d'Ronn natierlech, déi zu Doha ugaangen ass, net zu Hongkong elo am Dezember 2005 kann ofgeschloss ginn, da muss dat jo spéitstens bis Fréijoer 2007 geschéien. Wann dat net geschitt, da riskéiert de Welthandel, wéi dat a Spezialistemilieue genannt gëtt, wéi eng Schossel Spaghettien auszegesinn, dat heescht de Réseau vu bilateralen a regionalen Handelsaccorden, en oniwwersiichtleche Réseau, dee kee méi ausenaner hale kann, Handelsaccorden, déi vun e puer grousse Länner mat Géigenden ofgeschloss gi vu klenge Länner, déi se dann an hirem Schlepptau hunn. Dëst hu jo d'USA zum Beispill schonn an hirem direkten Ëmfeld ugefaangen, an déi Tendenz riskéiert sech ze verschäerfen, wann zu Hongkong a kuerz duerno keen Accord fonnt gëtt. Duerfir hu mer Interesse drun, dass déi Welthandelsorganisatioun, dass déi Verhandlungen do zu engem Schluss kommen.

Drëtte Punkt och: Mir mussen eng gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik hunn, déi natierlech net zum Nulltarif ze kréien ass. Et däerf awer keng Remilitariséierung ginn. Si soll vun de Länner prezis Hëllefstellunge verlaangen, déi hire Mëttelen, hire Méiglechkeeten an hiren Traditiounen ugepasst sinn. Fir Lëtzebuerg, zum Beispill: Déminage, Hëllef bei Reconstructioun, Hëllef bei dem administrativen a juristeschen Opbau, Hëllef um humanitäre Plang. Bei der Reform vun dem Militär zu Lëtzebuerg, déi d'Regierung eis ugesot huet, musse mer déi Hëllefstellunge mat abezéien.

E weidere Punkt: Et schéngt mer och wichteg, dass mer gemeinsam Positiounen um ekologeschen an um soziale Plang fir eng europäesch Gouvernance kréien an doriwwer eraus och um globale Weltplang déi Gouvernance, wann och nëmmen usazweis, kréien.

Zum Beispill gëtt et jo ekologesch de Schutz vun den natierleche Ressourcen. Kyoto ass haut eng Realitéit, ass fir eist Land eng Realitéit, och eng finanziell Realitéit. Mir wëssen, dass ouni dat drastescht Erofsetze vun CO_2-Emissiounen eise Klima zum Däiwel geet. Dat gëllt natierlech fir alles, wat mat dem Gebrauch och vun der Nuklearenergie zesummenhänkt. Verréckt Terroriste kënnen haut artisanal Atombomme produzéieren, wa se sech druginn. De ganzen Atommüll an der Welt ass e risege Problem, net nëmme fir d'Ëmwelt, mä och fir d'Sécherheet an d'Gesondheet. Niewebäi gesot, wann Euratom nach eng Daseinsberechtegung haut huet, dann ass et op jidde Fall déi, fir intensiv Kontrollen iwwert d'Nuklearmaterial an Europa duerchzeféieren, an dat net der internationaler Agence ze iwwerloossen.

Datselwecht gëllt och fir eng sozial Gouvernance, net nëmmen an Europa, mä och um Weltplang. Do mécht jo och den OIT grouss Ustrengungen, déi leider net oft genuch respektéiert ginn. Sozial gesinn mécht den OIT vill Ustrengungen, fir sozial Normen iwwerall duerchzesetzen, déi och net einfach duerchzesetze sinn. Dat ass regelrecht Sisyphusaarbecht géint Kanneraarbecht, géint schrecklech Konditiounen, ënnert deenen ebe Saache produzéiert ginn, déi dann zu onméigleche Präisser an deene méi entwéckelte Länner verkaaft ginn.

Här President, d'Europäesch Unioun muss natierlech net nëmmen an der Welt matmaachen. Si muss och an hirem direkten Ëmfeld fir Fridden a Stabilitéit suergen. Duerfir hu mer d'Europäesch Unioun erweidert. Dat war néideg, gradewéi et néideg ass, dem Balkan eng europäesch Perspektiv ze ginn. Villes kënnt op deem Plang nach op ons duer.

Mir brauchen dobäi Gedold a Realismus. Gedold, well d'Erweiderung u sech direkt keng Problemer léist. Si kascht Geld, dat bal kee Land méi vun der EU haut wëllt zur Verfügung stellen. Wann een déi lescht Développementer kuckt, déi lescht Propositioune vun der Présidence vum Royaume-Uni, da gesäit een, dass och besonnesch op deem Plang soll gespuert ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Déi Erweiderung kascht natierlech och Akzeptanz an der Europäescher Unioun, déi net méi esou grouss ass. Si kascht och Versteesdemech, well et oft duerno ausgesäit, wéi wa munch Länner vun der Europäescher Unioun an der Haaptsaach nëmmen dovunner profitéiere wëllen, awer soss kee Beitrag zur politescher Integratioun maache wëllen.

Ech sot, d'Erweiderung kascht dann och Realismus, well villes zum Beispill an Osteuropa oder um Balkan nach net deene Kritären entsprécht, déi mer an Europa wëllen. Datselwecht gëllt och fir d'Türkei. D'Verhandlunge mat deem Land musse wierklech „open end" sinn, wéi dat am europäesche Jargon heescht. Dat solle se effektiv sinn, soulaang wéi een net erkenne kann, dass dat Land wierklech demokratesch, pluralistesch a laizistesch ass, dass d'Gläichheet vu Mann a Fra reell ass, dass d'Minoritéite respektéiert ginn an dass d'Gesetz do gëllt, an net d'Wuert vun de Mullahen.

Här President, fir dass mer dat eigentlech alles packen, musse mer d'Europäesch Unioun erëm op en normalen, e rouege Wee vun Entwécklung an Integratioun bréngen. Et soll een ophalen d'Europäesch Unioun als eng Verschwörung géint onst Ländchen, säi Wuelstand a säi soziale Besëtzstand duerzestellen. Ech brauch hei net ze soen, dass ech et natierlech héich bedaueren, dass d'Europäesch Verfassung net mat aller Energie, besonnesch vun munche vun deene Länner, déi se scho ratifizéiert hunn, an Europa ënnerstëtzt gëtt, an och net vun der Kommissioun. Ech menge schonn, dass deen Text nach ëmmer lieft an dass en och vill Solutioune fir ons Zukunft enthält.

Ech wëll och hei soen, dass, iwwert déi ausgesprache Géigner vun Europa, déi et ëmmer gi sinn, mech an der Haaptsaach inquiétéiert, dass vill Jugendlecher, besonnesch vun 18 bis 25 Joer, géint Europa sinn. Hir Zukunft ass an Europa, a mech wonnert an erschreckt et duerfir, dass si géint Europa sinn. Wat mech trotzdeem am meeschten iwwert déi Kategorie eraus inquiétéiert, dat ass och de Repli identitaire - esou kann een dat nach nennen -, de Wonsch no Renationaliséierung vun enger Partie Politiken, eng reng defensiv Haltung, eng frileuse Haltung vun enger Welt, déi virugeet.

Ech fannen et zum Beispill schlëmm, wat a verschiddenen EU-Länner vir sech geet! Ech hu kee Verständnis fir e Land wéi Polen, wou déif Konservativer mat religiéisem Aschlag an d'Extrême droite den Toun uginn, a wou d'Europäesch Unioun just als Mëllechkou betruecht gëtt, eventuell als Maart, wou ee ka mat niddrege Léin an anere Länner Sozialdumping maachen.

An ech fannen et gradesou schlëmm - fir dat emol hei riicht eraus ze soen -, wat Groussbritannien amgaangen ass mat senger Présidence ze maache respektiv net ze maachen! Weder d'Labour-Regierung nach déi konservativ Oppositioun wëllen e staarkt Europa. A mir sollen ons net scheien, onse britesche Frënn ze soen, dass et da besser wier, si géifen aus der EU austrieden an hiren eegene Wee goen, amplaz d'Europäesch Unioun ëmmer méi zu enger Freihandelszon ouni Recht a Gesetz ausbauen ze wëllen.

Här President, ech weess, dass Europa e Club vun onofhängege Länner ass. Si sinn an enger Unioun well se dovunner Virdeeler erwaarden. Wat kënnen déi Virdeeler sinn? Ech mengen, hei ass eng gutt Geleeënheet fir emol een Ableck iwwert deen Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun ze schwätzen, deen ons méi prezis seet wat dann d'Europäesch Unioun fir 2006 virbereet. Een Element dovunner ass de Plan D – en ass schonn ugeschwat ginn – fir Dialog, Demokratie an Diskussioun.

Fir onst Land, dat jo seng Ratifikatioun vum europäesche Verfassungsvertrag hannert sech huet, geet et hei drëm, déi europäesch Integratioun zu engem normale politeschen Thema hei am Land ze maachen. D'Kommissioun wëllt dozou bäidroen. Ech fannen dat eng gutt Iddi. Ech sinn och iwwerzeegt, dass méi Kontakt zwëschent nationale Parlamenter an der Europäescher Kommissioun villes méi verständlech a méi sachlech kéint maachen.

Zum Beispill géif ech et gutt fannen, wann ons Parlamentskommissioune sech fir europäesch Theme méi géifen opmaachen. Firwat soll net zum Beispill d'Sozialkommissioun emol e Vertrieder vun der Europäescher Kommissioun oder och vum europäesche Gewerkschaftsbond invitéieren, fir mat deenen iwwert dat soziaalt Europa ze schwätzen? Firwat sollen net d'Ëmweltkommissiounsvertrieder vun der europäescher Ëmweltlobby oder Transportkommissioun den Här Barrot, de Commissaire fir Transport, invitéieren? Et geet jo dorëm d'Europapolitik endlech emol ze versachlechen, si aus de Schlagwierder an d'Realitéit ze bréngen an op eng normal a roueg Manéier iwwert déi reell Problemer ze schwätzen.

Duerfir ass den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun fir 2006 duerch déi konkret Mesuren interessant, déi en enthält, an net duerch déi méi allgemeng Ausféierungen, déi sech oft vu Joer zu Joer gläichen. Sou huet zum Beispill d'Kommissioun eng wesentlech Roll an der Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie. Si ass Partnerin vun de Memberstate fir déi reviséiert Strategie ëmzesetzen. Si kann dobäi Zousazaktiounen erabréngen.

Si schléit zum Beispill en europäeschen Technologieinstitut vir, fir europäesch Innovatiounsstrategien ze bündelen. Si preparéiert de siwente Rahmenprogramm fir d'Fuerschung. Si proposéiert eng Initiativ i2010 fir den nationale Verwaltungen ze hëllefen, sech besser en ligne ze organiséieren an dobäi méi no zu de Bierger ze bréngen.

Europa geet och net ouni Solidaritéit, an dozou gehéiert de Kampf géint d'illegal Awanderung a fir eng legal Awanderungspolitik, och am Zesummenhang mat der Veralterung vun der europäescher Bevölkerung. Dozou gehéiert natierlech en Aarbechtsrecht mat Normen, déi an engem oppenen Europa den Arbeitnehmer Schutz op hirer Aarbecht bidden, d'Gläichheet zwëschent Mann a Fra weiderbréngen an d'Gesondheet an d'Sécherheet an der Aarbecht ofsécheren.

Et ass jo bekannt - ech wëll dat hei nach eng Kéier soen -, dass déi gesetzgeberesch Kompetenze vun der Europäescher Unioun op deem Plang relativ reduzéiert sinn. Wat net verhënneren däerf, dass duerch d'Koordinatioun – wat d'Kommissioun wëllt maachen – no an no an Europa e Sozialraum entsteet, wéi mer en a ville Memberlänner gewinnt sinn. Dëst ass eng laangwiereg Aarbecht, och a besonnesch duerch de Sozialdialog an Europa erbäizebréngen.

Och d'Sécherheet an Europa ka vun der Europäescher Kommissioun mat entwéckelt ginn. Sécherheet ass sécher e weide Begréff, ënnert dee vill fält. Zum Beispill eng verstäerkte Sécherheet fir

d'Gesondheet vun de Verbraucher. Liewensmëttelsécherheet am Bannemaart bleift méi wéi jee en Thema. De rezente BSE-Fall zu Lëtzebuerg weist, dass d'Sécherheets- an d'Kontrollnetz an Europa nach weider verstäerkt muss ginn.

Zur Sécherheet gehéiert och déi am Transportwiesen. D'Kommissioun annoncéiert zum Beispill eng Agence vun der Sécurité aérienne. De Programm vun der Kommissioun léist och erkennen, wat Europa fir onst dagdeeglecht Liewen duerstellt. Wa villes net esou ass wéi et soll sinn, dann hänkt dat natierlech och vun de Länner of. D'Kommissioun bleift, mengen ech, nach ëmmer e Garant fir eng gemeinschaftlech Politik, déi besonnesch deene méi klenge Länner zegutt kënnt.

Här President, fir op Lëtzebuerg zréckzekommen: Nom Referendum ass allersäits de Ruff no enger méi staarker Diskussioun iwwer Europa opkomm; och eng méi staark Implikatioun nach vu Lëtzebuerg an Europa. An zwar op verschiddene Pläng. En éischte Plang ass dee vun der Lëtzebuerger Europapolitik, vun hirer Ausriichtung an hire Mëttelen.

Ech mengen hei brauche mer net méi op d'Présidence zréckzekommen, déi formidabel a gutt war; an et gëtt allgemeng dobaussen unerkannt. De Jean Asselborn huet dat jo gëschter och nach eng Kéier hei iwwerzeegend duergeluecht. Ech wëll hei emol dovunner schwätzen, wat Lëtzebuerg a seng Haaptinstitutiounen - d'Regierung, d'Chamber, de Statsrot, sozial a wirtschaftlech Acteuren - als europäesch Strategie verfollegen.

Deen éischten Imperativ muss dobäi sinn, dat an Europa matzedroen, wat fir d'Land gutt ass. Am einfachsten ass dat natierlech ëmmer bei direkten Avantagen, wéi zum Beispill fir d'Finanzplaz. Do ass et ganz liicht ze erkennen, an do hu mer och kee Problem, fir ëmmer ganz schnell matzezéien.

Gutt ass awer och, wat mëttelfristeg Avantagë bréngt. Oft si mer an Europa bei deene Länner ze fannen, déi bremsen. Bei der Steierharmoniséierung hu mer aacht Joer gebraucht - vun 1989 bis 1997 - fir anzegesinn, dass eng gewëssen Harmoniséierung besser wär, wéi iwwerhaapt keng. Et geet elo - 2005 - Rieds vun enger gemeinsamer Assiette fir d'Unternehmensbesteierung. Dat kann d'Steierkonkurrenz bremsen an dat kënnt eis zegutt, op jidde Fall eise Betriber.

Wat d'Mëttele vun eiser Europapolitik ugeet, huet d'Présidence gewisen, dass mer un der Limite vun eise Méiglechkeeten ukomm sinn. Et geet awer net onbedéngt ëm e groussen Apparat, et geet an der Haaptsaach ëm gutt strukturéiert Prozesser an ëm eng gutt Koordinatioun zu Lëtzebuerg. Wie koordinéiert? Wéi staark ass d'Politik implizéiert? Wéi schaffen d'Fonctionnairen zu Lëtzebuerg an zu Bréissel zesummen?

Elo hu jo anscheinend bal all Ministèren ee Vertrieder an der Représentation permanente zu Bréissel, an et däerft also an Zukunft kee Problem méi ginn, fir Positioune vun der Regierung a prezise politeschen Dossiere gewuer ze ginn. Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall.

Ech hu gehéiert, dass d'Regierung sech e Comité de Coordination européenne ginn huet. Dat ass sécher e wichtegen, en éischte Schrëtt, fir méi eng staark Koordinéierung a Strukturéierung. D'nächst Joer ëm dës Zäit kucke mer wat et bréngt.

Wat d'Chamber ugeet, geet et net nëmmen ëm e besseren Apparat a méi Leit am Greffe, et geet – ech hunn dat hei schonn eng Kéier gesot, ech widderhuelen et – ëm den Engagement vu jiddfer Deputéierten. Et huet zum Beispill kee Sënn, de Ministeren an de Fonctionnairen, déi an Europa täteg sinn, Réunioune mat Kommissiounen ze imposéieren, wa se do just exposéiere wat an den Texter steet an awer kee kritesche Feedback vun den Deputéierte kréien. Mat anere Wierder: D'Chamber muss matbestëmmen an net nëmmen nolauschteren.

Här President, dëst bréngt mech zum zweete Plang, nämlech d'Implikatioun vun de gesellschaftlechen Acteuren. Och do gëtt et Onkloerheeten. Um globale Plang muss ee begréissen, wéi zum Beispill de Conseil économique et social hei zu Lëtzebuerg un Europafroen erugeet. Och eenzel Gewerkschaften, awer natierlech och laang net alleguerten, beschäftege sech intensiv mat europäesche Froen. Mä wéi ass et um Plang vun eenzelnen Dossieren? Do dauert et oft laang bis d'Acteure sech melle respektiv ugeschwat ginn.

Fir d'Ausaarbechtung vun eiser europäescher Strategie brauche mer awer deen Input vun der Gesellschaft a vun den Acteuren aus der Gesellschaft. Mir brauchen awer net nëmmen deen Input, mir brauchen och Diskussiounen doriwwer. Et ass evident, datt d'Lobbyen hir direkt Intérête vertrieden, während e Land, och souguer e Land wat oft monolithesch Intérêten an der Wirtschaft huet, mëttelfristeg iwwerleeë muss a global politesch Interessen am Machtspill an Europa huet.

Trotz alle Vetosméiglechkeeten ass et fir kee Land méiglech, alles ze verhënneren. Kompromisser musse gesicht ginn. Dat gëllt besonnesch fir schwiereg Gesetzer, wéi zum Beispill bei där berühmtberüchtegter Bolkestein-Direktiv. Do huet Lëtzebuerg Ängscht an eegen Interessen zugläich, berechtegt Ängscht, mengen ech, virum sozialen Dumping, engersäits, Interesse vun der Finanzplaz an anere Service-Betriber, anerersäits. Dat musse mer op een Nenner bréngen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dem Här Krecké geléngt dat de Moment net esou richteg.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Tjo, Här Gira, Dir kënnt dem Här Krecké da vläicht Äert Wonnermëttel soen, wéi Dir mengt, dass dat misst geschéien.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir hunn nogefrot, ob hien an d'Kommissioun kënnt, an hien ass jo anscheinend net oft do.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, mengt Dir dann dat géif duergoen, dass hien an d'Kommissioun kéim, fir eng Solutioun ze fannen?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Souwäit zur Integratioun vum Parlament an europäesch Dossieren!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, sécher.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, mä bon, dat eent ass d'Sonndesried an dat anert ass d'Praxis, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, Här Gira, mir kucken dann, dass mir dat hikréien an dass mer dann am Parlament mam Minister zesummen eng Solutioun fannen, an Dir wäert jo dann och Äert bäidroen, fir déi Solutioun ze fannen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir hunn eis Positioune scho kloer an däitlech gesot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ah, Dir hutt schonn alles gesot eng Kéier?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, net alles.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, okay. Dann ass et gutt. Da wäert da jo keng Schwieregkeet méi sinn.

Ech wëll also soen, dass ech der Meenung sinn, wat déi Bolkestein-Direktiv ugeet, dass et besser gewiescht wär, d'Kommissioun hätt deen Text zréckgezunn – dat ass meng perséinlech Meenung – a si hätt da probéiert, en neien, méi en équilibréierten Text auszeschaffen. Eventuell nëmmen en Text, deen en éischte Schrëtt gewiescht wär an net direkt probéiert hätt, alles mateneen ze léisen. Mä en Text, mengen ech, brauche mer iergendwann fir den Déngschtleeschtungssecteur an Europa; och am Interesse vu Lëtzebuerger Betriber, déi op deem Plang besonnesch am Ausland ganz vill Problemer hunn.

Här President, mir läit dat soziaalt Europa och staark um Häerz. Och do musse mer eng kloer Strategie ausschaffen. Loosse mer dach emol hei zu Lëtzebuerg eng Kéier probéieren, eng Konferenz ze maache vun der Regierung, der Chamber, de Sozialpartner, dem Conseil économique et social, vläicht och emol deem engen oder aneren auslänneschen Expert iwwert dat Thema do. Wa mer am Bannemaart, deen eist Land méi wéi een anert brauch, eise soziale Besëtzstand hale wëllen, geet dat net ouni Europa. Dat heescht, da musse mer och an Europa Regele fannen, fir dee soziale Besëtzstand um europäesche Plang ze erhale respektiv esou auszebauen, wéi en esou engem Bannemaart entsprécht.

Dofir mengen ech, dass mer fir déi strategesch Diskussiounen do Strukture brauchen an der Politik, mä och iwwert der Politik. Ech hat virun e puer Joer eng Fro un den Här Statsminister iwwert dee bekannte Forum an Irland gestallt – do war den Här Schmit jo viru kuerzem bis dohinner –, an deemools ass mir gesot ginn, dat wier e bëssen iwwerdriwwe fir Lëtzebuerg, a mir hätten hei awer déi néideg Instrumenter fir déi Diskussioun duerchzezéien.

Ech bleiwen awer iwwerzeegt, dass mer eng Struktur, e Forum brauchen, déi d'Leit op engem relativ neutralen Terrain zesummebréngen, fir iwwer europäesch Froen ze diskutéieren a Solutiounen auszeschaffen. Mir hunn dat néierens – muss ech leider soen – an dat musse mer kréien, fir eben an där strategescher Optik zu Lëtzebuerg an Europa ze schaffen.

En drëtte Plang, vun deem ech wollt schwätzen, ass dee vun der öffentlecher Diskussioun. Mir sinn an där Hisiicht nach all begeeschtert vun der Referendumscampagne - dat gëtt jo ëmmer erëm ervirgehuewen. Et däerf awer kee mengen et wär einfach, d'Leit ouni Sanktioun zur politescher Diskussioun ze bréngen, net iwwert déi national an och net iwwert déi europäesch Politik. Et ass net méiglech, akademesch iwwer Europa ze schwätzen, nëmmen iwwert d'Strukturen ze informéieren.

An deem Zesummenhang muss een och e Wuert iwwert d'Europawahle soen. Déi Europawahle goufe jo eigentlech agefouert, fir Europa de Leit méi no ze bréngen.

Dofir gëtt elo gemengt, d'Trennung vun Europa- an Nationalwahl wär das Ei des Kolumbus, fir dat ze erreechen. Dat kann een esou gesinn, mä d'Ausland huet eis gewisen, dass dat net evident ass an och net an alle Fäll dat bréngt. A souwisou wësse mer, dass déi zwou Wahle jo inhaltlech enk zesummenhänken.

Mä sécher ass - ech mengen, dat ass bis elo d'Resultat vun deenen Diskussiounen -, dass déi Europawahl hei zu Lëtzebuerg politesch moraliséiert muss ginn - politesch moraliséiert! Et kann net méi sinn, dass an de meeschte Fäll déi Gewielten hiert Mandat net unhuelen an dass Duebelkandidaturen d'Regel sinn! Dat Iwwel ass an eiser Prozedur vun Ufank un. Ech hunn a menger Proposition de loi gewisen, dass et am Wahlsystem läit. D'Logik vum Wahlsystem selwer féiert zu den Auswüchs vun der Europawahl säit 1979.

Firwat? Mä wann Dir d'Zuel vun de Sëtzer, déi eng Partei kritt, dovunner ofhängeg maacht, wéi vill perséinlech, panaschéiert Stëmmen niewent Lëschtestëmmen eng Partei kritt, da muss all Partei obligatoresch hir beschte Päerd aus dem Stall opsetzen. Dofir ass a bleift et meng Iwwerzeegung, dass een de Wahlsystem ännere muss, fir de Bierger klore Wäin anzeschëdden an zugläich déi beschtméiglech Representatioun zu Bréissel an zu Stroossbuerg ze kréien.

An deem Zesummenhang muss een onst Land opfuerderen, endlech och dat europapolitescht Gewiicht vun dem Europaparlament eescht ze huelen. Et geet net nëmmen drëm am Europaparlament ze sëtzen; mir mussen och am Europaparlament Positioune besetzen, fir Afloss ze kréien. An dat geet nëmmen iwwer eng systematesch Politik vum Land. Et heescht, Leit op laang Siicht an iwwer e puer Legislaturen am Europaparlament ze erlaben, Positiounen opzebauen. Déi Leit, déi am Europaparlament d'Soen hunn, dat si Leit, déi an deem Parlament meeschtens - an 90% vun de Fäll – zwou, dräi oder véier Legislature schonn dodra sëtzen.

Dat natierlech kënne mer net erreechen, wa mer dat dem Hasard vun der elektoraler Fortune vum Eenzelnen iwwerloossen. Dofir kann et och net sinn zum Beispill – dat gëtt meeschtens net gesinn zu Lëtzebuerg –, dass ons Delegatioun, ons sechs Europadeputéierten no de Wahlen am Juni an no de Koalitiounsverhandlungen eréischt am August bekannt sinn, wann all Positiounen am Europaparlament besat sinn. Dat geschitt do am Abrëll, Mee, laang virun de Wahlen, well déi meeschte Länner dat iwwert hire Wahlsystem mat blockéierte Lëschte méiglech maachen.

Dat ass a bleift meng Meenung, wéi ech se och a menger Proposition de loi vum 11. Oktober 2000 duergeluecht hunn. Mä doriwwer eraus, mat där Bescheidenheet, déi ech hu fir meng Proposition de loi, wëll ech just soen: Wat ass dann elo direkt méiglech?

Ech mengen, éischtens ass jo, wéi et schéngt, de Konsens do, dass mer Lëschte mat sechs Leit opstellen, an net mat zwielef. Mir mussen also dat Gesetz vun 1979 änneren.

Zweetens kënne mer dat passiivt Wahlrecht net aschränken, fir duebel Kandidaturen ze vermeiden. Mir mussen dat also iwwer politesch Accorden zwëschent alle Parteien hei am Parlament erreechen. Mir mengen och, dass een de Cumul vun de Mandater gesetzlech verhënnere soll. Dat hu mer jo bis elo fir den Europadeputéierten an den nationalen Deputéierten iwwert de politeschen Accord gemaach, awer ech sinn der Meenung, dass mer och do derbäi de Cumul vum Europadeputéierten a Buergermeeschteren a grousse Gemenge maache sollen.

Här President, mir hunn och bei der Referendumscampagne gesinn, wéi wéineg souguer héich gescheit an héich gebilt Leit zu Lëtzebuerg iwwert d'Europäesch Unioun wëssen - schlicht an einfach wëssen! Dëst Wësse muss vermëttelt ginn ouni Propaganda. Esou wéi jo och unzehuelen ass, dass e Lëtzebuerger Bierger weess, wat seng Regierung ze maachen huet a wat seng Chamber, a wat ee Gesetz ass, esou misst dat och fir Europa méiglech sinn. Ech wëll dobäi keng Lobhudelei op Europa, mä nëmme Fakten. Fakte kennen, dat heescht wëssen, wie wat an Europa mécht, wat zum Beispill de Principe d'attribution ass, wat Federalismus ass a wat Superstat ass, wat en europäesche Vertrag ass, wien d'Gesetzer an Europa mécht, firwat dass dat esou ass; wëssen, wat Europa däerf maachen a wat net.

Ech weess, dass dat méi séier gesot ass wéi gemaach. Educatioun civique an der Schoul, dat si wuel Fakten, mä et geet och ëm déi historesch a politesch Explikatioun dofir, wéi déi Fakten entstane sinn. Europa huet e komplexe gemëschte System vun intergouvernementaler a communautairer Zesummenaarbecht. Europa ass jo e politesche Projet. Firwat dat esou ass, läit an der Geschicht vun Europa nom Zweete Weltkrich, gëtt duerch politesch Décisiounen erkläert.

Mir mussen also op deem Aspekt vun der Educatioun civique schaffen, an ech mengen, et wär gutt, dat mat den Enseignanten zesummen ze maachen, mat hinnen nozedenken, wéi dat goe soll, Materialer a Methoden auszeschaffen, zesumme mat Historiker, Politologen, Pedagogen an an Zesummenaarbecht mat de Jugendleche selwer, fir erauszefannen, wéi een dat soll maachen.

Wat ass d'Roll vun der Chamber bei all deem? Ech mengen, mir hu jo hei an der Chamber ee fir alle Mol décidéiert, dass d'Europapolitik net an de Ghetto vun enger Europakommissioun soll kommen, mä dass et d'Responsabilitéit vun all Chamberkommissioun ass, déi dovunner concernéiert gëtt. Dat huet jo bei der Diskussioun iwwert d'Lissabon-Strategie iergendwéi fonctionnéiert. Sécher ass den Input perfectibel, mä et war en Ufank.

D'Zesummespill vu Regierung, vu Chamber an Tripartite ass nach ëmmer net esou kloer. Sécher ass awer, dass d'Chamber sech den europäeschen Terrain zréckerobere muss, dee si jorzéngtelaang vernoléissegt huet. Méi schwéier gëtt et, d'Chamber als legislativen Acteur, als vollen Acteur an deem legislative Prozess um europäesche Plang agräifen ze loossen.

Den Här Ausseminister huet gëschter hei d'Iddi opbruecht, dee sou genannten „early warning mechanism", deen am Verfassungsvertrag dran ass, elo schonn ze applizéieren. En huet op eng Propositioun vum Statsminister an enger Ried vun him higewisen.

Ech wëll Iech soen, dass d'Europaparlament dofir net ganz waarm ass, wéi zum Beispill d'Debatt iwwert den drëtten Eisebunnspaquet am Europaparlament gewisen hat. Do hate sech 31 Parlamenter vu 35 méiglechen zu Wuert gemellt, an d'Europaparlament huet net dovunner Notiz geholl.

D'Chamber huet sech selwer schonn eng ganz Partie Iddien iwwert d'europapolitesch Diskussioun mat der Gesellschaft gemaach. Si wëllt mat der Regierung an den europäeschen Institutiounen an den Acteuren dofir zesummeschaffen. Si wëllt sech zu de Bierger an zu de Jonken opmaachen; si wëllt och un deem Netzwierk vun Europainitiativen deelhuelen.

Et gëtt kee Wonnermëttel, Här President, fir Europapolitik zu Lëtzebuerg sexy ze maachen. Vill méi brauche mer e laangen an e permanenten Effort vun allen Acteuren; eng bestänneg Implikatioun vun der Lëtzebuerger Politik an der Gesellschaft.

Här President, fir ofzeschléissen, fënnef Konklusiounen:

Éischtens, Aussen- an Europapolitik huet als Grondzil eng zesummenhängend Gouvernance op alle Pläng vun der Handelspolitik iwwert d'Entwécklungs-, d'Émwelt- an d'Sozialpolitik zu der Sécherheets- an zu der Immigratiounspolitik erbäizefeieren, fir Stabilitéit, Fridden a Wuelstand ze schafen. Och Lëtzebuerg huet eng Verantwortung dobäi. Lëtzebuerg huet déi Gouvernance absolut néideg.

Zweetens, Lëtzebuerg huet e gudde Ruff an der Welt an an Europa. Dëst ass en Erfolleg vun onser Aussen- an Europapolitik. Dëst

ass en Tromp fir onst Land a fir seng Leit.

Drëttens, ons politesch Diskussioun iwwer Europa muss sech mat der konkreter Politik vun der EU befaassen an déi politesch, wirtschaftlech a sozial Integratioun weiderbréngen. Dëst bedeit vill Koordinatioun a bedéngt eng systematesch a laangfristeg zesummenhängend Strategie op alle Pläng a vun allen Institutiounen a Kräften zu Lëtzebuerg. D'Chamber huet eng eminent Roll dobäi ze spillen.

Véiertens, zukünfteg Erweiderunge vun der EU däerfen den Zesummenhalt vun der EU net a Gefor bréngen. Et gëtt kee forcéiert, an d'Europäesch Unioun ze kommen; et gëtt och kee forcéiert, dran ze bleiwen.

Fënneftens, am Europaparlament, an der Kommissioun wéi an allen europäeschen Organer an Institutioune muss Lëtzebuerg eng bewosst Politik, besonnesch och eng bewosst Personalpolitik bedreiwen, fir wichteg Positiounen – politescher an administrativer – ze besetzen. Besonnesch d'Europawahle mussen dat an Zukunft erlaben. Onsen Afloss hänkt dovunner of, an domat dat, wat mer als souveränt Land duerstellen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänken - vu datt den Här Ausseminister vill profitéiert huet nach eng Kéier, aus verständleche Grënn, an engem gudden Deel vu senger Ried - hei nach eng Kéier e Bilan ze maache vun der Lëtzebuerger Présidence, fir ze rappeléieren, wat eis Haltung als gréng Fraktioun am Kader vun där Présidence war.

Mir haten am Januar vun dësem Joer eng éischt Pressekonferenz, wou mer eng éischt inhaltlech Stellungnahm geholl hunn, déi am Zesummenhang stoung mat der Présidence a wou mer awer och wollten däitlech maachen, wéi eis Haltung wier, an déi huet dra bestan, datt mer gesot hunn, mir wéilte kritesch-konstruktiv déi sechs Méint do dee Prozess begleeden. Ech mengen, mir hunn dat och gemaach. Mir hu versicht eis ganz kloer als Oppositiounspartei, do wou et néideg war, ze positionéieren, mä an engem konstruktive Geescht, fir och e bëssen ënnerstëtzend ze wierke par rapport zu deem, wat d'Lëtzebuerger Regierung fir Lëtzebuerg do huet misse bewältegen.

Et muss een och soen - an dat hu mer och schonn eng Kéier gemaach no der Présidence, direkt uschléissend -, datt mir als Gréng eigentlech ganz zefridde si mat deem, wat an deene sechs Méint do geleescht ginn ass. Et muss een unerkennen, datt op deene verschiddensten Niveauen déi eenzel Ministeren eng gutt Aarbecht gemaach hunn, versicht hunn, d'Dossieren op eng gutt Aart a Weis weiderzebréngen.

Et huet sech och erausgestallt, zumools wann ee vergläicht, wat dat Land, wat elo d'Successioun iwwerholl huet, bis elo beweegt huet, datt e klengt Land vläicht kleng ass, mä méi déck Bréidercher bake kann an esou engem Kontext, wéi esou oft. An e grousst Land baakt oft ganz kleng Bréidercher respektiv gesäit déi ganz Period éischter vill méi egoistesch an eegesënneg.

Dat, wéi gesot, konnt ee während deene leschte Méint an der englescher Présidence genuch feststellen. Och mir si relativ skeptesch, datt déi englesch Présidence et wäert fäerdeg bréngen, nach bis Enn dës Joers, bis dann hiert Mandat ofgelaf ass, vill op d'Been ze bréngen. An och mir mengen, datt et duerfir wahrscheinlech erëm éischter un engem méi klenge Land ass, wéi Éisträich duerno, ze versichen, déi méi brennend Dossieren endlech weiderzebréngen.

Den Här Asselborn, als Ausseminister, ass bestëmmt frou, datt hien déi Period erof huet. Hien huet mer eng Kéier gesot – dat ass nach gläichzäiteg gefall mam Ufank vu sengem Mandat als Ausseminister –, datt hien d'Flemm hätt an de Fligeren ze sëtzen an do ronderëm ze rennen – dat kann een duerchaus novollzéien. Vu datt déi Period awer eriwwer ass – an da kommen ech awer an d'normal innepolitesch Realitéit vun der Aussepolitik –, ass och dann déi, loosse mer soen, awer bësse méi Schounzäit eriwwer par rapport zu der Regierung an och par rapport zum Ausseminister. Duerfir wäert et dann natierlech och esou sinn, datt mer elo als Gréng sécherlech erëm e bësse méi kritesch wäerte sinn, wéi mer dat am Laf vum Joer 2005 waren.

Ech wëll vläicht fir d'éischt eppes virausschécken, ech hat am Fong net wëlles dorobber anzegoen, mä den Här Fayot huet mech elo e bësse gezwongen, dat awer ze maachen, well mer schonn x-mol an dësem Parlament, dëser Plénière, dat diskutéiert hunn, nämlech déi leideg Fro vun den Europawahlen.

Mir hunn an der Institutiounskommissioun de Moment och eng intensiv Diskussioun doriwwer. Ech muss awer mat zwee Wierder drop agoen, an dat wëll ech dann duerfir direkt am Ufank maachen, fir dem Här Fayot awer hei ze äntwerten, well ech net esou richteg weess, ob hien hei zu deem Thema am Numm vu senger Fraktioun oder a sengem eegenen Numm geschwat huet.

Hien huet, wéi esou oft schonn – well dat ass jo och seng perséinlech Meenung, esou wéi hie sech och schonn des Öfteren an Artikelen dobausse geäussert huet –, d'Fro ugeschwat vun eisem Wahlsystem, drop higewisen – zu Recht och, géing ech soen oder seet meng Fraktioun –, datt een och eng Kéier misst iwwert de Panachage diskutéieren, an hien huet dunn hei erëm eng Kéier all déi Saachen opgezielt. Wéi gesot, et ass mir net esou richteg kloer, ob dat a sengem perséinlechen Numm war oder net, well ech wëll him soss nämlech soen, datt an der leschter Legislaturperiod…

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Dir eng Fro vum Här Fayot?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Direkt, direkt.

M. le Président.- Jo, maacht Äre Saz nach fäerdeg, natierlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …an der leschter Legislaturperiod, an do war en plus seng Fraktioun oder seng Partei an der Oppositioun am Parlament hei, an do hätt si dach näischt dru gehënnert, gutt Initiative matzedroen, well déi Gréng haten eng Initiativ ergraff bei der Reform vum Wahlgesetz, fir op de Wee ze goen, fir de Panachage op zwou Lëschte maximal anzeschränken, a seng Fraktioun huet do dergéint gestëmmt.

Ech weess emol net méi, ob den Här Fayot sech do enthalen huet oder net, mä op alle Fall, mengen ech, datt se geschlossen als Fraktioun dergéint gestëmmt huet. Dat heescht, et si schonn emol Geleeënheete ginn an deene leschte Joren, wou een hätt kënne méi couragéiert un dat Thema erugoen, mä do war awer d'LSAP meeschtens ni u vorderster Stelle, wann et dorëms gaangen ass.

M. le Président.- Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch, ech mengen ech hunn et kloer gesot; wann ech et net kloer genuch gesot hunn, da soen ech et elo, dass ech nach ëmmer bei menger perséinlecher Meenung bleiwe wat de Wahlsystem ugeet, mä dass meng Partei, meng Fraktioun, eng Partie Iddien développéiert huet, déi ech dann och duergeluecht hunn: nëmme sechs Kandidaten, politesch Accorden, fir eben d'duebel Kandidaturen ze verhënneren, spéider eventuell och en Décalage vun de Wahlen, mä ech si mat lech d'accord, dass meng Partei meng Proposition de loi net matdréit an och net matgedroen huet, esou wéi aner gréisser Parteien dat och gemaach hunn. Ech hunn do eng aner Meenung wéi meng Partei an där Fro. Ech mengen, dat hunn ech all Kéier kloer getrennt, dat eent vun deem aneren. Dat hei zur Kloerheet.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Okay.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dir bleift awer an der Partei, Här Fayot?

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt et elo och net vill Sënn mécht, fir op eng ganz Rei aner Themen am Detail anzegoen, well mer jo e bëssen an engem komesche Film sinn, wat d'aussepolitesch Debatt dëst Joer ubelaangt. Iwwert d'Présidence hu mer scho vill geschwat, iwwert d'EU-Verfassung hu mer och scho vill geschwat, mer hunn doriwwer eraus, viru kuerzem, eng breet Lissabon-Debatt gehat an dëser Plénière, wou och e ganze Koup europapolitesch Theme mat agefloss sinn, déi vum Ausseminister elo nach eng Kéier ugeschnidde gi sinn. Duerfir wëll ech dat net maachen.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir an deem Kontext op eppes hinzeweisen, wat eis als Fraktioun vun Ufank un an dëser Legislaturperiod bei der Zesummesetzung vun dëser Regierung an der Neiopdeelung vun de Kompetenze vun dëser Regierung net terribel gutt gefall huet, nämlech datt mir der Meenung sinn, datt den Ausseministère op eng relativ brutal Aart a Weis ausernee gerappt ginn ass an datt eigentlech déi Zerstécklung vum Ausseministère net ëmmer zu méi Kloerheet bäidréit. Mir konnten dat an deem leschte Joer och e puermol feststelle bei verschiddenen Aussoen, déi eenzelner vun deenen Ausseministeren, déi mer dann elo awer eigentlech hunn, gemaach hunn.

An der leschter Legislaturperiod hate mer der eigentlech dräi, dat war den Här Juncker, den Här Goerens an d'Madame Polfer, hunn ech ëmmer gesot. An dëser Legislaturperiod hu mer der sechs: Mir hunn den Här Asselborn, den Här Schmit, den Här Juncker, den Här Frieden, den Här Schiltz an neierdéngs nach den Här Krecké, well de Commerce extérieur bei den Här Krecké gefall ass.

Dat ass alles schéin a gutt, dat arrangéiert vläicht - dat hunn ech schonn eng Kéier hei gesot bei der Regierungsbildung - déi zwou Parteien, déi d'Regierung gebilt hunn, aus verschiddene politesche Grënn eraus, mä ech mengen net, datt dat onbedéngt zu engem méi effiziente Fonctionnéiere bäidréit. An dat huet och elo näischt mat de Persounen ze dinn, dat huet elo näischt mam Här Asselborn als Persoun ze dinn. Mä ech schwätzen dat generell un: De Fonctionnement vum Stat gëtt net doduerjer méi effikass andeem ee Kompetenzen, déi eiser Meenung no awer zesummegehéieren, permanent ausernee rappe geet.

Dat heescht, mir sinn nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt zum Ausseministère zum Beispill de Volet Kooperatioun an awer och de Volet Commerce extérieur gehéieren. Dat féiert dann och dozou, datt mer elo am Dezember zu Hongkong eng nei OMC-Ronn wäerten dréien, wou hei an der Chamber eng Virbereedungsdebatt soll sinn, wou dann och erëm eng Kéier net esou richteg kloer ass, wat fir eng Ministeren, wien elo soll iwwerall Stellung huelen. Mir hu fonnt, datt dat besser war wéi dat fréier war, datt dat méi e Sënn gemaach huet an der Effizienz. Mir géingen eis och erhoffen, datt et eng Kéier géing fäerdeg bruecht ginn, verschidde Kompetenzen do erëm zesummenzeleeën.

Doriwwer eraus wëll ech eigentlech awer zu véier Schwéierpunkte Stellung bezéien am Kader vun der Aussepolitik, véier Schwéierpunkten, déi eiser Meenung no den Ament eng gréisser Aktualitéit verdénge missten.

Deen éischten ass natierlech nach ëmmer d'EU-Verfassung a virun allem d'Fro vun den EU-Institutiounen. Wéi geet et domadder weider? Et gëtt vill ëmmer gesot, d'Europäesch Unioun wier mat hire 450 Milliounen Awunner eigentlech e wirtschaftleche Ris, mä mir wären e politeschen Zwerg. An da gëtt dann ebe gesot, dat Scheitere vun der Verfassung hätt dat nach verschlëmmert.

Ech woe souguer ze bezweiwelen, ob mer de Moment e wirtschaftleche Ris sinn. Wann ee reell d'Zuele kuckt vun der wirtschaftlecher Entwécklung weltwäit, feststellt wat a China passéiert, wat an Indien passéiert, virun allem och d'Zesummenaarbecht, déi ufänkt ze entstoen, oder schonn déck amgaangen ass zwëschent China an Indien, a wat fir e Rôle d'Vereenegt State par rapport zu där Regioun spillen, da muss ech feststellen, datt och um wirtschaftleche Plang mir zwar en immenst Potenzial hunn duerch déi 450 Millioune potenziell Consommateuren, déi mer op deem Marché entre-temps hunn, mä datt mer awer wirtschaftlech enorm Schwächten och hu par rapport zu där ongeheierlecher Entwécklung, déi do amgaangen ass ze lafen.

Wann dann natierlech do derbäi de politesche Moto och nach komplett un d'Stocke geréit, da gëtt dat natierlech duebel problematesch. An déi „Neenen" zu der EU-Verfassung hunn eis an deem Kontext keen Déngscht geleescht.

Wann ech dann och op déi Fro vun där ominöser Denkpaus ze schwätze kommen, déi do anscheinend ageluecht ginn ass, da muss ee sech jo wierklech d'Fro stellen: Effektiv, wat huet déi Denkpaus da bis elo bruecht?

Ma de Bilan ass ganz einfach. Ech hu scho gesot, wéi mer bei der zweeter Lecture hei d'Verfassung adoptéiert hunn, datt se um europäeschen Niveau an den Eenzelstaten net ganz vill bruecht huet. Et ass zwar e gewëssenen Diskussiounsprozess op de Wee bruecht ginn um Niveau vum Europaparlament, mä deen ass éischter konfus an duercherneen am Moment. Et gesäit een net kloer de Moment doraus ervir, wat dann dorauser soll geschéien.

Elo fänken um Niveau vum Ministerrot éischt Saachen u sech ofzeechnen, a wéi eng Richtung datt et kéint goen. Haaptsächlech wat den institutionelle Volet ubelaangt, fänken éischt Proposen un, vun Eenzelnen an d'Welt gesat ze ginn. Mä ganz vill Kloerheet huet een och nach net. Elo ass natierlech eng Propos an de Raum gestallt ginn. Dat ass déi, déi sécherlech interessant ka sinn, vum Uwende vum Subsidiaritéitsprinzip, deen an der Verfassung virgesi war, fir dee scho gewëssermoossen anzefécieren, obschonn d'Verfassung nach net a Kraaft ass.

Éischtens muss ee sech natierlech emol bewosst sinn, wat fir eng Konsequenzen dat fir d'national Parlamenter huet. Ech muss lech ganz éierlech soen, ech mengen net, datt d'Lëtzebuerger Parlament am Moment scho fäeg wär, fir dee Subsidiaritéitsprinzip do unzewenden. Mir hunn deen Exercice zwar eng Kéier am Kader vun deenen éischte sechs Méint vun der Lëtzebuerger Présidence gemaach, am Kader von der COSAC, wou eng Kéier probéiert ginn ass, unhand vum drëtte Paquet ferroviaire, wat dat géing bedeiten. Mä, ech weess net, éischter huet sech do meng gréisser Skepsis bestätegt, datt d'Lëtzebuerger Parlament de Moment net fäeg ass, fir dee Prozess do duerchzeexerzéieren.

Dat huet natierlech villfälteg Grënn. Dat huet sécherlech déi Grënn, wou den Här Fayot zu Recht hei opgewisen huet, datt mer leider an dësem Parlament ze wéineg Tradition an europapoliteschen Dossieren hunn oder eis bis elo net genuch mat Europa am Allgemenge beschäftegt hunn. Mä et huet awer och wierklech Fonctionnementsgrënn. D'Parlament als solches ass eiser Meenung no net genuch équipéiert. D'Fraktioune si scho guer net genuch équipéiert.

Duerfir, wann een op deen dote Wee wéilt goen, da misst een op alle Fall fir d'éischt emol déi dote Viraussetzunge schafen, well soss féiert et net nëmmen zu engem Échec, mä da féiert et och derzou, datt mer eis an der Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg schlecht duerstellen, well – wann dee Prinzip soll ugewannt ginn, soll dat jo och e wichtegt Instrument gi fir dann d'Europapolitik erëm méi no bei d'Biergerinnen an d'Bierger zu Lëtzebuerg ze bréngen – wa mer eis dat Instrument ginn an et échouéiert, dann hu mer net vill an deem dote Kontext geleescht.

Ee ganz schlecht Beispill an deem Kontext, muss ech och soen – dat ass och dat, wat mäi Kolleeg Camille Gira virdrun a sengem Zwëscheruff ugeschwat huet, Här Fayot –, dat ass dat wat virun e puer Deeg an der Ekonomieskommissioun passéiert ass, dat fir eis Begréffer op alle Fall en typescht Beispill wär, wéi et misst an esou engem Kontext funktionéieren. Dir wësst, datt d'REACH-Direktiv elo an enger éischter Lecture am Europaparlament duerchgaangen ass an datt elo de Ministeschconseil gefuerdert ass, fir bis Enn dës Joers Décisiounen ze huelen a wéi eng Richtung datt et soll weidergoen.

Do hätt et eis awer nëmmen normal geschéngt, datt wierklech dee Punkt, dee mir verlaangt hunn iwwer e Bréif, ouni Diskussioun hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlech datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass – dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Här Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen –, d'office misst do an déi Kommissioun kommen. Net fir datt en do een imperatiivt Mandat vun der Kommissioun kritt – dat war net an eisem Sënn –, mä datt mer awer wéinstens emol an deem schwieregen Dossier do gewuer ginn, wat den Här Krecké dann elo schlussendlech op deene Sommeten am Dezember am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung vertriede geet!

Dunn hu mer, als gréng Fraktioun, gesot kritt vum President vun där betreffender Kommissioun – dat een ass vun Ärer Partei, Här Fayot –, et géing een awer net mengen, datt dat elo…

(Interruption)

…jo, net egal wien ass, och nach Parteipresident vun lech ass: Hie géing net fannen, datt dat elo onbedéngt opportun wär, an ob dat iwwerhaapt machbar wär, fir elo am Laf vun deenen nächste Wochen déi Ministeren oder ee vun deene Ministeren, déi zoustänneg wären, an déi Kommissioun ze ruffen. Dat ass awer genausou e schlecht Beispill, wann ee vu Subsidiaritéitsprinzip wëllt schwätzen.

(Interruption)

Mir maachen awer elo nach en neien Ulaf, well, wéi Der eis kennt, si mer jo hartnäckeg. Mir maachen en neien Ulaf fir dann ze versichen, datt mer déi Diskussioun do awer nach am Dezember an der Ekonomieskommissioun wäerte kréien.

Dann awer zréck zu deem Aspekt – an dat ass e bëssen dat, wat een awer gesäit kommen –, datt esou eenzel institutionell Elementer aus dem Verfassungstext erausgeléist solle ginn, déi wichteg si fir de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. Et kéint ee sech där nach eng ganz Rei virstellen. Et kéint ee sech virstellen, datt een den Ofstëmmungsmechanismus erausklamert, datt een zum Beispill d'Schafung vun engem permanente President vum Conseil géing eraushuelen. Dat ass awer en immense Risiko, deen do hannendrun ass.

Dat ass nämlech e Risiko, datt mer dann eng total Zerstéckelung kréien an datt awer virun allem mat Sécherheet dat Wichtegst net wäert stattfannen, nämlech de politesche Kader ze setzen. Well fir eis, als Gréng, war awer dat, wat eis am meeschten iwwerzeegt huet, fir offensiv fir déi Verfassung anzetrieden, de politesche Kader, deen endlech iwwert deen Text gesat gi wär, dat heescht, dat, wat u Wäerter an Ziler definéiert gi war am Kapitel 1 respektiv d'Grondrechtecharta am Kapitel 2. Wa mir, wéi gesot, elo de Wee ginn, fir eenzel institutionell Elementer erauszestéckelen, dann ass d'Tendenz ganz grouss, datt mer esou bal net méi iwwert dee politesche Volet wäerten diskutéieren.

Duerfir géinge mir awer nach eng Kéier op déi Propos zréckkommen, déi am Moment e bëssen an Europa an och an eenzelne Länner an der Diskussioun ass, ob et dann awer net géing Sënn maachen, fir grad déi Kapitelen 1 an 2 aus der Verfassung separat ze diskutéieren an ze thematiséieren an der Europäescher Unioun, an iergendwann eng Kéier - well dat ass jo dat, wat eigentlech am Kontext vum politesche Kader dat Neit ass - am europäesche Kontext an deene Länner, wou d'Verfassung schif gelaf ass, zumindest déi zwee Kapitelen an iergendenger Form, ech wëll net soen zum Referendum ze bréngen, mä zur Diskussioun ze stellen, fir datt mer iwwert dee Wee dann dat politescht Europa kéinte weiderbréngen.

Ech weess natierlech, datt mer während der englescher Présidence an deem Kontext net vill hu bräichten ze erwaarden. Ech ginn dem Här Fayot 100%eg Recht, wann e seet, datt sech effektiv an deene leschte sechs Méint definitiv dat bewisen huet, wat mir awer als Politiker scho méi laang woussten: Datt d'Engländer eigentlech un engem politesch verdéiften Europa an deem Mooss net esou gréisser interesséiert sinn.

Ee weidere Punkt, deen eis natierlech och wäert an deenen nächsten zwee Joer beschäftegen an deen eng ganz brisant Aktualitéit wäert kréien, ass d'EU-Erweiderung. Déi zwee Länner, wou et scho fest ass, datt se bäikommen, si Bulgarien a Rumänien, obwuel och do nach laang net alles an demokratesch geuerdnete Bunnen ass, esou wéi mir eis dat virstellen. Bon, et ass awer e Fakt, datt dat eng beschlosse Saach ass. Do wäerte mer awer nach Schwieregkeete kréien.

Mä doriwwer eraus stellt sech iwwerhaapt d'Fro zu deene weidere Schrëtt am Kader vun der EU-Erweiderung, déi duerno nach eventuell solle kommen, well mer entretemps - dat hu mer jo awer am beschte bei der Diskussioun ronderëm d'Verfassung gemierkt - eng immens Retizenz zu der EU-Erweiderung bei de Populatiounen an Europa hunn - leider, muss ee soen. Déi Retizenz baséiert fir meng Begréffer gréisstendeels op falschen Analysen oder souguer ganz staark op Viruerteeler, souguer och ganz staark op Réckzuch a privaten Egoismus an Nationalismus. Mä d'EU-Erweiderung ass awer nun emol do, a mir sollen eis keng Illusioune maachen, egal wéi mer se herno och definéieren an a wéi enge Schrëtt mer se wëlle maachen.

Ech géing virdru warnen, fir zum Beispill och eng Kéier eng Décisioun ze huelen, fir ze soen: Mir zéien elo ee fir alle Mol iergendwou eng Grenz an dann hale mer op, well d'Geschicht, déi geet weider. Ech kommen nach dorop ze schwätzen, och firwat. Et gëtt nach en anere Grond. Mä d'Geschicht geet virun allem weider, an et ass geféierlech fir eng Kéier esou eppes ze lancéieren. Dat kann engem emol schwéier Verdauungsschwieregkeete maachen, jee no deem wéi d'geographesch Situatioun an zéng, 15 Joer ass. Stellt lech emol vir, virun 1989 wier an der Europäescher Unioun eng Kéier décidéiert ginn, fir iergendwellech Grenzen ze definéieren, wéi domm mer dann duerno do gestanen hätten duerch dat, wat alles no 1989 geschitt ass!

Wat awer muss gemaach ginn, dat ass ganz kloer: Et muss ee sech Otempause verschafen. Et mécht net vill Sënn, datt an Europa de part et d'autre Politiker ëmmer erëm déi abenteuerlechst Erweiderungsperspektiven opzeechnen. Déi eng sinn emol nach net verdaut, da kënnt schonn déi nächst, déi erëm proposéiert gëtt. Ëmmer méi grouss Länner och kréie Perspektiven ugebueden, zousätzlech zu deenen, deene mer scho Perspektive gebueden hunn. Dat dréit sécherlech net dozou bäi, datt mer méi Verständnis kréien, an datt de Prozess uerdentlech iwwert d'Bühn geet.

Mä allerdéngs muss een awer soen: Fir eis Fraktioun ass et awer kloer, datt de Prozess mat engem Land muss weidergoen: Dat ass mat der Türkei! Et gëtt bei der Türkei méi Ursaachen. Ech wëll der awer nëmmen zwou eraussträichen, déi fir eis déi wesentlechst sinn, firwat mer dat mengen, obscho mer wëssen, datt dat déi heikelste Fro an där Diskussioun ass. Dat hu mer och am Kader vun der Verfassungsdiskussioun mat der Bevölkerung gemierkt. Well mer dat wëssen, musse mer déi Diskussioun weiderféieren.

Dat eent ass e sécherheetspolitesche Aspekt. Mir kënnen natierlech doriwwer frou sinn, datt et de Moment zumindest à ce stade am Noen Osten an haaptsächlech am Palästina-Konflikt den Ament erëm, bon, ech wëll net soen optimistesch ausgesäit, mä besser ausgesäit wéi nach viru kuerzem. Mä wa mer et net fäerdeg bréngen, déi ganz Regioun do ze sécurisiéieren - an d'Türkei spillt nun emol do eng Schlësselroll -, da sinn ech der Meenung, da komme mir an deem Dossier do net ganz vill weider.

D'Türkei ass e risegt islamescht Land, wou eng reell Chance besteet, datt mer dat Land kënnen op een demokrateschen, no Westen orientéierte Wee kréien. Duerfir eleng hu mer do e verdammten Intérêt, well dat risegt Land do op der Grenz vun der Europäescher Unioun läit, datt mer et grad do fäerdeg bréngen, dee Prozess zu engem gudden Enn ze féieren.

Et gëtt awer och nach en zweet Argument. Dat ass dat, datt d'Türkei e riseg grousst Land mat enger ganz jonker Populatioun ass, am Contraire zum ganze Rescht vun der Europäescher Unioun, inklusiv deene Länner, déi mer elo opgeholl hunn, wou mer éischter vereelste Populatiounen hunn. Well mer genau esou Länner an der Europäescher Unioun an den nächste Jore bleiwen, duerfir musse mer kucken, fir eng méi verjéngte Populatioun an Europa ze kréie respektiv se mindestens ze halen. Ech kommen nach beim Punkt iwwert d'Immigratiounspolitik dorobber zréck.

Duerfir, d'EU-Erweiderung ass eng enorm Erausfuerderung. Mir mussen eng wierklech intensiv Iwwerzeegungsaarbecht leeschten. A wann et een Dossier gëtt, wou mer musse versichen, dat, wat mer eigentlech och am Kader vun der EU-Verfassungsdebatt versprach hunn, weider intensiv mat der Populatioun ze diskutéieren, wou mer eis elo mussen d'Moyene ginn, fir ze kucke wéi mer dat uginn, dann ass et wierklech dee vun der EU-Erweiderung, well soss riskéiere mer wierklech ganz geféierlech am Kader vun der Weiderentwécklung vun Europa iwwerhaapt an d'Stocken ze geroden.

Een drëtte Punkt, op deen ech wëll agoen, Här President, dat ass d'Immigratiounspolitik. Mir sinn an Europa an enger Situatioun wat d'Populatioun ubelaangt - ech hunn dat schonn elo grad gesot -, déi relativ problematesch ass, well mer an deene 25 Länner am Moment eng vereelste Populatioun hunn. An de Chefredakter vun dem franséischen «Le Monde» huet rezenterweis e ganz interessant Buch erausginn, dat heescht «Économiquement incorrect», wou e ganz intensiv op déi ganz Problematik do iwwert d'ekonomesch Entwécklung vun der Europäescher Unioun insgesamt an der Welt ageet. Do mécht en eigentlech zwee Grënn aus, firwat en à ce stade immens pessimistesch ass, wann näischt sech an de Chancen ännert. Also, e gesäit schlecht Chancë fir d'Europäesch Unioun insgesamt an der Weltekonomie.

Deen éischte Grond, dat ass, datt mer eben eng schlecht Demographie hunn. Deen zweete Grond, dat ass, datt mer eng schlecht Aarbechtsproduktivitéit hätten. Ech wëll op deen zweeten net agoen, well dat net an dësen Débat passt, mä haaptsächlech op deen éischte vun der Demographie agoen.

Mir hunn de Moment an der Europäescher Unioun eng Situatioun, wou mer an der Moyenne 1,4 Kand pro Ménage hunn. Dat ass vill ze vill niddreg. Domat brénge mer et emol net fäerdeg, de Bevölkerungsstand, dee mer haut an deene 25 Länner hunn, wann dat esou weidergeet, ze halen. Mir missten, fir deen ze halen, an der Moyenne bei 2,1 Kanner leien. Dat sinn iwwregens Zuelen, déi kommen net vun iergendengem, mä déi sinn an der UNO opgestallt ginn.

Firwat musse mer dat halen? Mä, mir mussen dat halen, wa mer wëllen ekonomesch gesinn déi Potenzialer, déi mer brauchen, weiderentwéckelen, fir datt mer zum Beispill kënne sozial Sécherheetssystemer erhalen, déi mer haut hunn. Mä doriwwer eraus, fir datt mer iwerhaapt eisen Aarbechtsmaart an der Europäescher Unioun kënnen an d'Rei bréngen.

Dat kléngt vläicht elo paradox, wann ee weess, datt natierlech an enger ganzer Rei europäesche Länner an och an der Europäescher Unioun de Chômage e grousse Problem ass. Mä de Chômageproblem, dat ass een, deen huet ganz aner Grënn. Eent ass awer ganz sécher: Wa mer et net fäerdeg bréngen, déi schlecht Demographie duerch eppes anescht ze kompenséieren, nämlech duerch eng offensiv Immigratiounspolitik, da brénge mer et net fäerdeg, den ekonomesche Moto an Europa esou ze stimuléieren, datt mer insgesamt e verbessert Wirtschaftswuesstum an Europa kréien, an donc och natierlech dann de Chômage sécherlech net wäerten an de Gréff kréien.

Et gëtt do ganz aner Beispiller. Mir hunn d'Beispill vun den USA oder vu Kanada, wou éiweg eng Traditioun vun enger ganz geziilter an offensiver Immigratiounspolitik besteet, déi do en Ausgläich zënter Joren a Jorzéngte schaaft fir déi méi schlecht Natalitéitschifferen, déi et an deene Länner gëtt. Duerfir musse mer wierklech och hei zu Lëtzebuerg eng breet Debatt féieren, a wéi eng Richtung datt mer déi Immigratiounspolitik wëllen ausschaffen.

Zwou Mesurë sinn noutwendeg, fir datt mer mat Sécherheet an der gesamter Europäescher Unioun op deem dote Gebitt besser dostinn. Dat Éischt ass d'Schafung vu vastë Kooperatiounsstrukturen an enger grousser Kooperatiounszon, wou Russland an och d'Länner vum südleche Mëttelmier mussen dragehéieren. D'Europäesch Unioun muss versichen, mat grousse Programmer déi Regiounen ze ënnerstëtzen, deene Partnerschaften unzebidden, an dann natierlech gläichzäiteg sech selwer opzemaachen, fir wierklech an der Europäescher Unioun massiv nei Immigratioun eranzekréien. Natierlech net egal wéi, mä ganz geziilt en fonction vun deene Besoinen, déi wierklech do sinn.

D'Konklusiounen, déi an deem Buch do beschriwwe sinn – wou ech virdrun zitéiert hunn –, sinn och ganz däitlech. Déi sinn och aus méi internationale Studien erausgeholl. Wa mer deen doten Challenge net ronnbréngen – an dat bedeit och vill Iwwerzeegungsaarbecht, fir datt mer an den enzelnen europäesche Länner Akzeptanz kréien –, dann ass et kloer, da wäerte mer bis 2025 a souguer doriwwer eraus nach vill zréckfale par rapport zu der Welt an der ganzer Weltekonomie. Da wäert och den Undeel vun der Europäescher Unioun um Welt-PIB enorm, enorm zréckgoen. Duerfir ass déi doten Debatt extrem wichteg.

Mir haten an der leschter Legislaturperiod eng laang Diskussioun. Mir haten eng extra Kommissioun duerfir geschaf, wou den Här Glesener Rapporteur war a wou mer e Rapport hei diskutéiert hunn. Mir kréien och elo eng nei Debatt iwwer anscheinend een neit Immigratiounsgesetz, wat den Här Ausseminister, deen dat jo a sengem Ressort huet, ugekënnegt huet.

Dat Gesetz ass jo nach net déposéiert. Dat soll jo – wann ech dat richteg an Erënnerung hunn – am Fréijoer d'nächst Joer déposéiert ginn. Mä et wär awer wierklech utile, datt mer elo scho géingen an der aussepolitescher Kommissioun, vläicht och unhand vun deem Rapport, dee virläit, mä och nach un aneren Donnéeën, géingen ufänken eng Diskussioun ze féieren, wat fir eng Immigratiounspolitik mer zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren a Jorzéngte brauchen. Mir sollen net waarden, eiser Meenung no, bis dat Gesetz do ass, ier mer déi Diskussioun ufänken. Eis Fraktioun mengt op alle Fall, datt, soubal elo d'Asylgesetz do ass – dat gëtt jo bis Enn dës Joers an dësem Parlament verabschit –, mer dann am Januar sollen ufänken an der Aussen- an Immigratiounskommissioun doriwwer ze diskutéieren.

Här President, ech wëll nach als Ofschloss ee leschte Punkt opwerfen, well dee ganz aktuell ass. Ech hu virdru gesot, mir brauchen och an Zukunft aus verschiddenaartegste Grënn eng enk Kooperatioun mat Russland. Mä déi Kooperatioun muss och an d'Richtung goen, datt mer Russland op en demokratesche Wee, op de Respekt vun den demokratesche Gepflogenheete kréien. Ech wëll duerfir haut een aktuelle Sujet uschwätzen, wou ech frou wär, wann den Här Ausseminister herno och géing dozou Stellung bezéie respektiv wann e géing do intervenéieren.

Déi russesch Duma, also dat russescht Parlament, huet den 23. November ee Gesetz an éischter Lecture verabschit, e Gesetz, wat eigentlech an d'Richtung geet fir ONGen a Russland quasi ze verbidden, oder zumindest, loosse mer soen, se enger staatlecher Kontroll ze ënnerwerfen, wat jo dann natierlech schonn am Widdersproch zum Numm steet, wéi ee seet "non-governmental organization". Et ass esou, datt dat Gesetz eigentlech op enger Logik opbaut wéi se an der fréierer Sowjetunioun bestanen huet. Dat ass en immense Réckschrëtt a Russland.

Géint dat Gesetz do ass och ganz schaarf protestéiert ginn. Do stinn zum Beispill och esou Klauselen dran, déi immens wäit ginn. Déi zivil Associatiounen do sinn net nëmmen ënner staatlecher Kontroll, mä si dierfe sech och net affiliéieren an international Organisatiounen. E Beispill: Wann dat Gesetz do dann definitiv soll ginn, kënnt Dir a Russland en Ofleeër vu Greenpeace grënnen, mä Greenpeace Russland dierf sech net affiliéiere bei Greenpeace International. Dat ass verbueden, laut deem Gesetz.

Doriwwer eraus war den 23. November, wéi déi éischt Lecture vun deem Gesetz an der Duma war, eng Manifestatioun virum Parlament. Déi Manifestatioun ass brutaalst vun de russeschen Uerdnungskräften niddergeknëppelt ginn. Force-spécialë si souguer agesat ginn. Do si Leit e puer Deeg an de Prisong gesat ginn, Responsabel vun deenen ONGen, well si do friddlech demonstréiert hunn.

Also ech mengen, et ass och eise Rôle, haaptsächlech do ze intervenéieren, fir datt, wéi gesot, Russland endlech léiert, sech och demokratesch Strukturen ze ginn, datt esou Saache wéi dat doten, éischtens, net virkommen, also haaptsächlech déi Repressioun, déi do ugewannt ginn ass, mä virun allem ze hëllefen an ze suergen, datt dat Gesetz do net definitiv gëtt. Well dat wär wierklech en zolitte Réckschrëtt am Opbau vun enger kritescher Zivilgesellschaft an deem Land. Ech mengen, eng kritesch Zivilgesellschaft an engem Land - dat wësse mer, do wou mer Demokratien hunn -, dat ass eng vun deene wichtegste Viraussetzungen, fir datt d'Demokratie insgesamt fonctionnéiert.

Här President, ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëll ech soen, datt mir als ADR ganz frou sinn, datt den Här Ausseminister fir d'éischte Kéier seng Ried iwwert d'Aussepolitik op Lëtzebuergesch ofgehalen huet, wat mir natierlech begréissen.

Den zweete Punkt, dee mir wëllen ervirsträichen, dat ass dee vun der Présidence. Mir wëllen nach eng Kéier ee Merci soen un alleguerten déi Leit, déi déi schwiereg Tâche do ugaange sinn. Well et ass evident, datt fir e klengt Land déi europäesch Problemer vu 15 unzegoen an do eng Présidence ze féiere schonn en Défi ass, an datt et nach een aneren Défi ass, dës Kéier déi Présidence mat 25 ze féieren, wat natierlech e gutt Stéck méi Aarbecht a méi komplex Aarbecht bedéngt.

Et si vill positiv Saachen dobäi erauskomm. Et war och eng Zäit, wou ganz vill iwwert de Referendum an iwwert den Traité constitutionnel geriet ginn ass. Mä et muss een och ervirsträichen, datt et keen Accord ginn ass iwwert de Budget, an ech géing bal soen: zum Gléck. Ech wäert herno och nach eng Kéier dorop zréckkommen.

Wat de Referendum ugeet, an déi Debatt, déi sech hei am Land gemaach huet an och a Frankräich an an Holland an an all deene Länner, wou et zu engem Referendum komm ass, Folgendes: Wann ee gesäit, datt ganz vill Leit sech kritesch mat Europa ausenaner gesat hunn, da gëtt et zwou Explikatiounen, déi méiglech sinn. Déi eng

ass déi, un déi ech wéineg gleewen, dat ass, datt d'Bierger all déi Artikelen aus der Constitutioun gelies an interpretéiert hunn an doropshi sech hir Meenung gemaach hunn.

Ech mengen au contraire, datt d'Bierger, déi Nee gestëmmt hunn, an och een Deel vun deenen, déi Jo gestëmmt hunn, sech Suerge maachen iwwert d'Globaliséierung, iwwert d'Sécherheet vun hirer Aarbechtsplaz, iwwert d'Ofsécherung vun hire Renten, iwwert de Liewensstandard.

Et ass ëmmer gesot ginn zënter der Erklärung vu Laeken, datt d'EU-Verfassung an datt Europa alles misst maachen, fir datt d'Bierger méi no un Europa géinge bruecht ginn. Et muss een awer festhalen, datt dat een Échec ass. Well soss wieren net déi Resultater bei de Referenden erauskomm.

D'Lissabon-Strategie, fir Europa bis zum Joer 2010 zu dem wettbewerbsfäegste Wirtschaftsraum aus der Welt ze maachen, war och eng schéin Deklaratioun. Haut si mir um hallwe Wee, an elo fänke mir un ze soen, elo musse mir ufänken ze schaffen.

Et gesäit een also, datt et do eng grouss Diskrepanz gëtt zwëschent de Sonndesrieden, déi gehale ginn, an duerno der politescher Realitéit. An et ass dowéinst, datt ëmmer méi Bierger sech skeptesch weise vis-à-vis vun deem, wat sech an Europa deet.

Mir selwer hunn och e bësselchen dozou bäigedroen duerch onse System bei den Europawahlen, wou ee souguer muss zwielef Kandidaten opsetzen a wou dann herno Leit an d'Europaparlament sëtze ginn, déi u sech ganz oft net gewielt waren.

Dofir si mir och der Meenung - a mir haten dat jo och op enger Pressekonferenz gesot an och hei am Parlament festgehalen -, datt mir d'Zuel vun de Kandidaturen op sechs reduzéiere mussen an datt d'Wahle separat ofgehale misste ginn, fir kënnen eng Debatt ze féieren.

Et schéngt sech nun ee Konsens an der Commission des Institutions erauszeschielen, fir ze soen, mir géingen effektiv d'Kandidaturen op sechs beschränken. Eng Propositioun, déi mir och gemaach haten, fir datt d'Leit sollten eng Déclaration sur l'honneur maachen, datt si géingen hiert Mandat akzeptéieren, wa si géinge gewielt ginn, schéngt och e largë Konsens ze fannen.

Ech mengen, et wier scho gutt, wa mir déi Punkten do géinge festhale fir déi nächst Europawahlen an dann nach eng Kéier iwwert den Décalage vun den National- zu den Europawahlen diskutéieren.

De Referendum iwwert d'EU-Verfassung ass hei zu Lëtzebuerg mat deem Resultat op en Enn gaangen, wéi mir et wëssen. Mä et hunn zwee Länner Nee gesot a verschidden aner Länner hunn net ratifizéiert, an déi hunn och net wëlles ze ratifizéieren - notamment England.

Et ass geschwat gi vun enger Denkpaus, vun enger Denkphas, mä elo geet et op eng Kéier nees lass, datt verschidde Chefe vu Regierungen – notamment déi Däitsch – erëm vum Accord schwätzen. D'Madame Merkel, déi nei Bundeskanzlerin, seet, datt deen Accord misst erbäigeféiert ginn an datt den EU-Verfassungsvertrag net dout wier.

Dofir wier ech frou, wann d'lëtzebuergesch Regierung duerch den Här Ausseminister ons kéint soen, wat hir Positioun ass a wéi et dann elo soll weidergoen. Well ech gesinn nämlech a Frankräich an an Holland keen, deen iergendwéi bereet ass, nach eng Kéier iwwert den EU-Verfassungsvertrag een zweete Referendum ofzehalen, wéi dat een Ablack an England de Fall war. Esou datt de Verfassungsvertrag als solchen a mengen Aen dout ass.

Deen zweete Punkt, dee ganz vill diskutéiert ginn ass, ass d'Bolkestein-Direktiv, duerch déi net nëmmen eng Gefor bestanen huet vun engem sozialen Dumping, mä och vun engem fiskalen Dumping, duerch déi d'Méiglechkeet bestanen huet, och wat strofrechtlech an zivilrechtlech Punkte betrëfft, Dumping erbäizefféieren. A mir mierken, datt déi Direktiv am Ablack am Europaparlament an den zoustännege Kommissiounen diskutéiert gëtt. Mir waren dofir ganz frou, wéi mir den Här Ausseminister héiere soen hunn, datt hie mat der Iddi d'accord ass, fir d'Chamber méi anzebannen an déi Ausaarbechtung vun Direktiven, dat heescht am Virfeld vun den Direktiven.

Dir hutt ons hei matgedeelt, datt den Här Statsminister och schonn an deem Sënn Deklaratioune gemaach huet, mä ech wier nawell frou, wann Dir Äre Kolleegen aus der Regierung, déi sech hei ëm d'Aarbechtsrecht këmmeren oder responsabel si fir d'Surveillance vun der Bolkestein-Direktiv, géingt soen, an déi zoustänneg Kommissioun ze kommen an emol ze soen, a wat fir engem Zoustand mir elo sinn, wat am Europaparlament leeft, fir datt een dat emol eng Kéier materiell och elo hei ka realiséieren.

Et ass gesot ginn, datt néng Länner esou eng Direktiv kéinte blockéieren. Menger Meenung no ass dat effektiv eng Iddi, déi jo aus dem EU-Verfassungsvertrag kënnt an déi awer - wéi mir et ëmmer gesot hunn - och niewent dem EU-Verfassungsvertrag ze realiséieren ass. Dat kréie mir elo confirméiert.

D'Fro ass natierlech, datt, wann een et ënnert deem ablëckleche System wëllt blockéieren, da misst d'Regierung net ee Mandat pour négocier kréien, mä e Mandat impératif vun der Chamber, fir zu enger Direktiv Neen ze soen oder fir zu enger Direktiv verschidden Amendementer duerchzesetzen.

Ech sinn och mam Här Ausseminister d'accord, fir ze soen, datt et eng schlecht Iddi wier, fir hei an Europa en Directoire virzegesinn. Do si mir mat Iech averstanen. Et wier eng schlecht Iddi, fir op dee Wee do ze goen. Ech mengen, et géing deem Europa vun der Natioun, deem mir ganz staark unhänken, schueden, wa mir op dee Wee do géinge goen. Dat wier wierklech net dee richtege Wee.

Wat déi budgetär Debatten ugeet, Här Ausseminister, sou ass et awer wichteg, datt mir crédibel musse bleiwen. Wann een an Europa vun enger Stratégie de Lisbonne schwätzt; wann ee seet, et muss een hëllefen d'EU-Erweiderung matzefinanzéieren, si mir och do mat der Regierung d'accord, mä dat heescht och, datt mir finanziell Efforte musse maachen an datt dee Budget pluriannuel vun der EU deem Rechnung muss droen.

Dat gesot, muss een awer och an d'Zukunft kucken. Et ass net normal, datt en EU-Budget zu 40% fir Agrarproduiten ausgi gëtt. An do läit ee vun de Problemer fir d'Zukunft. Mir kënnen net op deem Niveau do weider bleiwen, wann ee wëllt déi Stratégie de Lisbonne realiséieren, wann ee wëllt zousätzlech Investitiounen erbäikréien.

Mir hu gemierkt, datt déi englesch Présidence, an och den Här Blair, wéi hien hei zu Lëtzebuerg war – an dat muss ee positiv bewäerten –, als éischte Premierminister aus England d'accord war, fir iwwerhaapt dee Britterabatt op den Dësch ze leeën an op de Verhandlungsdësch ze bréngen. Ech mengen, dat muss ee positiv unerkennen!

Mä hien huet natierlech, an och mat Recht an onsen Aen, eng Konditioun gestallt, dat ass ze soen, datt een awer – net fir dëse Budget, mä fir deen, deen duerno kënnt – déi ganz Agrarpolitik nei iwwerdenke muss, och am Kader vun den OMC-Verhandlungen, op déi ech nach eng Kéier wäert agoen, an datt een, wann een d'Lissabon-Strategie wëllt duerchzéien, wann een deenen neie Länner wëllt hëllefen, méi Suen do zur Verfügung stellen a verschidde Saachen an der Agrarpolitik an an der Finanzéierung iwwerdenke muss.

Mir bleiwe bei der Meenung, datt et irrsënneg ass, fir EU-Agrarexporter an Drëtt-Welt-Länner ze subventionéieren. Domadder maache mer déi Länner wirtschaftlech méi schwaach, mir maachen hir Agrarpoduiten onnëtz, an et ass dat, wat op jidde Fall de schlechte Wee ass. Duerfir menge mir, datt et gutt wier, wann ee méi géing dem Sapir-Bericht, deen d'EU-Kommissioun 2003 gemaach huet a wou se hir Virstellunge ginn huet iwwert den zukünftege Budget, Rechnung droen.

Mir verstinn, datt Lëtzebuerg an alleguer déi aner Länner, déi méi aus den EU-Keesen erauskréie wéi se abezuelen – och Frankräich, dat e ganz staarken Agrarsecteur huet –, versichen hir Acquisën ze behalen. Mä et ass awer derwäert, datt een an Zukunft, fir deen zweete Budget, deen elo kënnt fir 2014, dat nach eng Kéier nei diskutéiert. Ech hoffen, datt am Dezember dee Punkt do zréckbehale gëtt, datt een iwwert d'Agrarpolitik vun der EU nach eng Kéier diskutéiert a kuckt, fir de Prozentsaz vun den Agrardépensen am EU-Budget ze reduzéieren.

Deen anere Punkt, deen Dir och an Ärer Interventioun ervirbruecht hutt, ass dee vun der Türkei. Dir hutt eis hei gesot, Här Minister, datt d'Türkei vun haut net wäert déiselwecht Türkei sinn an zéng oder méi Joren. Op engem Punkt si mer eis eens, dat ass, datt d'Türkei zum heitegen Zäitpunkt net an eng EU eragehéiert. Mä mir gleewen awer net drun, datt déi 90 a bal 100 Milliounen Türke sech wäerten esou änneren, datt mer se an zéng Joer kéinten als europäesch gläichgestallt ugesinn. Mir gleewen net dorun, d'autant plus datt souguer den Här Erdo an hei am Parlament éischter gesot huet, datt dat näischt géing bréngen. Duerfir bleiwe mir prinzipiell géint déi Vollmemberschaft vun der Türkei a mir mengen au contraire datt e Partenariat privilégié de richtege Wee misst sinn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wat verstitt Dir dorënner?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Datselwecht wéi d'Madame Merkel.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …an ech ginn lech gären e klengen Nohëllefsunterricht dodran.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass zwar traureg, Här Gira, datt Dir dat net wësst.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Hu mer dat dann net scho längst, Här Henckes?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass awer traureg.

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mir hu bis elo eng privilegéiert Partnerschaft, mä mir kënnen dat heiten nach ausbauen, dat heescht, datt se déiselwecht Rechter kréien, sauf datt se net hei däerfe matbestëmmen. Dat ass dat, wou et drëm geet, a mir gesi jo och, datt souwuel a Frankräich wéi an Däitschland nach d'Négociatiounen offe sinn, datt fir Frankräich op jidde Fall d'Memberschaft vun der Türkei net ka gemaach ginn ouni e Referendum an deem Land, dat heescht ouni e Referendum a Frankräich.

(Interruptions diverses)

A mir géingen och mengen, datt et hei zu Lëtzebuerg eis Fuerderung wäert sinn, datt, fir datt d'Memberschaft vun der Türkei hei zu Lëtzebuerg akzeptéiert gëtt, dat och misst iwwer e Referendum goen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An da stëmme mer mat Neen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- A mir wëssen, datt am Ablack scho 70% vun der Lëtzebuerger Bevölkerung sech hei géint déi Memberschaft vun der Türkei ausgeschwat hunn, wéinstens wat d'Sondagen ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

M. le Président.- Här Gibéryen, loosst fir d'éischt den Här Henckes schwätzen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …Globaliséierung heescht, datt villes, wat anzwousch anescht op der Welt geschitt, direkt Implikatiounen op Europa an op Lëtzebuerg huet. Déi europäesch Länner, Lëtzebuerg, d'Europäesch Unioun mussen duerfir op alles oppassen, wat an der Welt geschitt, well et ka Répercussiounen hunn. Mir mussen duerfir och duerch politesch a wirtschaftlech Initiativen dat ënnerstëtzen, wat eis Wäerter an Europa ugeet, wou mer mussen eis Intérête verteidegen. Bien entendu geet et och dorëms, fir Polizeimissiounen duerchzezéien, do wou et noutwendeg ass.

Ech wëll duerfir méi spezifesch op zwee Punkten agoen, an zwar op de Barcelona-Prozess, dat heescht déi Diskussiounen tëschent Europa an dem Mëttelmierraum, notamment Nordafrika, an op d'Relatiounen tëschent der EU an de Vereenegte Staten.

Wat de Barcelona-Prozess ugeet, esou wësse mer, datt et am Mëttelmier zahlräich Konflikter gëtt: Israel-Palästina, deen zwëschent Marokko an Algerien, wou d'Grenzen zou sinn; mir hu Problemer vun Immigratioun, mir brauchen nuren un déi rezent Evénementer a Marokko ze erënneren, a mir hu Problemer vun Terrorismus. All dës Evénementer hemmen d'Entwécklung an de Mëttelmierraum-Staten an notamment am südleche Raum vum Mëttelmier.

Wirtschaftlech gesi ginn d'Ënnerscheeder tëschent Europa an deenen anere Länner ëmmer méi grouss. 1994 bis 2004, wann een do déi zéng Joer kuckt, da gesäit een, datt de PIB vun deene 15 EU-Länner sech verduebelt huet an haut iwwer 30.000 US-Dollar ausmécht. Déi zéng nei Länner hunn an deemselwechten Zäitraum eng Croissance vun hirem PIB kritt vu 6.000 op 15.000, mä déi Länner am südleche Raum vum Mëttelmier, déi bleiwe stabil bei 5.000 US-Dollar pro Awunner.

An do läit ee vun de Konflikter, dat heescht Europa gëtt insgesamt gesi méi räich an déi aner Länner bleiwen op hirem Niveau. Dat gëtt natierlech e ganz staarken Drock, fir no Europa ze kommen, an dat explizéiert och e gudden Deel vun de Problemer vun Immigratioun, déi mer kennen.

Wann een d'Grënn kuckt wuerfir et am südlechen Deel vum Mëttelmier net esou gutt evoluéiert, da sinn et natierlech déi Konflikter vun deenen ech geschwat hunn, et sinn och Problemer vun der bonne gouvernance, dat heescht, datt et a ville vun deene Länner un Demokratie feelt respektiv et iwwerhaapt keng gëtt an datt och d'Normë vun engem Rechtsstat net bestinn.

An da gëtt et e staarke Problem vun Demographie, well et gesäit een, datt déi Croissance, déi am Wirtschaftswuesstum ze verzeechnen ass, total opgefriess gëtt vun der Croissance démographique.

En anere Problem, mat deem mer an dem EUROMED konfrontéiert sinn, ass d'Tatsaach, datt 2005, dat sinn déi rezentesten Zuelen, 49% vun de Fraen a 27% vun de Männer net liesen an net schreiwe kënnen. 5,7 Millioune Kanner ginn a keng Schoul. Et stellt een och fest, datt de Prozentsaz vun den neie Geschäfter, vun dem Handel tëschent de Länner aus Nordafrika an dem Mëttleren Orient nure 5% bedréit, datt de Gros vun dem wirtschaftlechen Handel tëschent der EU an deene Länner ass, mä datt tëschent hinne kee wirtschaftlechen Handel besteet, well déi Konflikter do sinn, well d'Grenzen hermetesch zou sinn.

Duerfir musse mer, als Europa, mä och als Lëtzebuerg Efforte maachen, fir dës Problemer ze léisen. Et gëtt zwou Méiglechkeeten, fir do an den Dialog ze kommen. Dat ass, datt ee seet, mir mussen elo wirtschaftlech uniquement hëllefen; dat géing et garantéiert net bréngen. Anerer soen, et ass do net ze hëllefen, a si schwätze vun engem Choc des civilisations, ech wëll hei nëmmen de Samuel Huntington zitéieren. Den Edouard Saïd huet vun engem Choc des ignorances geschwat.

Mir mengen au contraire, datt et richteg wier, fir eng Allianz vun den Zivilisatiounen erbäizefféieren an ze kucken, fir am Dialog mat deene Parlamentarier, mat de Regierungen, doduerjer datt mer favoriséieren, datt e fräie Maart och am Mëttelmierraum geschitt, datt mer doduerjer méi Wirtschaftswuesstum an déi Länner erakréien, an deen Ablack hinnen hëllefen, fir do hir Problemer ze léisen. Um Niveau vun der Demokratie menge mer och, datt Lëtzebuerg – mä och d'EU – misst kucken, fir Missions d'observation vun de Wahle matzezéien a matzeorganiséieren, gradewéi mer et elo scho fir d'OSZE-Länner maachen.

Deen zweete Punkt, deen ee muss diskutéieren, dat sinn d'Relatiounen tëschent der EU an Amerika. Här Ausseminister, Dir hat mat Recht ervirgestrach, datt déi Relatioune sech ënnert der lëtzebuergescher Présidence verbessert hunn. Ech erlabe mer just kuerz dorun ze erënneren, datt ech ganz frou sinn, datt se net an deem Toun gefouert si ginn, wéi Dir se hei am Kader vum Irak-Krich hat, wéi Dir hei op dëser Tribün souzt. Well ech huelen un, datt se mat där Tounaart do vläicht net gradesou gutt verlaf wieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mä nach muss ee soen, datt de Problem vum Irak-Krich awer nach ëmmer seng Nowéien huet. En huet manifestement dozou bäigedroen, datt den Terrorismus uerchtert d'Welt méi Zoulaf krut. De fréiere President vum Irak, den Här Allawi, huet kierzlech gesot, datt et haut am Irak méi Mënscherechtsverletzunge gëtt wéi ënnert dem Saddam Hussein.

Mir stellen och fest, datt an Amerika eng Debatt doriwwer entstanen ass, firwat et erlaabt ass, datt amerikanesch Truppen Tortur an engem Land wéi dem Irak an och an anere Länner duerchzéien. Ech mengen, dat steet engem Land manifestement net gutt zu Gesiicht, wat fir Mënscherechter antrëtt a wat soss iwwerall d'Tortur veruerteelt. Do muss een also eisen amerikanesche Frënn soen, datt se do mat engem schlechte Beispill virginn.

Da musse mer ervirsträichen, datt mer mat Amerika een Zwist hu wat de Klimaschutz an de Kyoto-Protokoll ugeet. Och do hu mer een Différend, deen net liicht ze léisen ass, mä wou mer awer musse konsequent dofir antrieden an hinne soen, datt si um Holzwee sinn.

Bei der OMC, bei deenen Debatten, déi elo wäerten zu Hongkong ulafen, wäert een och gesinn, datt mer och nees do Konflikter mat

Amerika hunn. Do geet et ëm handfest Intérêten, wou et viraussiichtlech net dës Kéier wäert zu engem Accord kommen, mä wou een awer muss hoffen, datt verschidde Saachen trotzdeem op d'Tapéit kommen. Ech wëll nëmmen dorun erënneren, datt Amerika 2002 massiv Subventioune fir déi 25.000 amerikanesch Kottengsproduzente ginn huet, fir datt si hire Kotteng sollten an d'Ausland exportéieren. Dat huet dozou gefouert, datt um Weltmaart de Kottengspräis ëm 25% gefall ass. De Käschtepunkt fir dräi vun deenen äermste Länner aus Afrika, dem Benin, dem Mali an dem Burkina Faso, war fir dat Joer 300 Milliounen US-Dollar.

Et gesäit een also wéi schlecht et ass, wa räich Länner Agrarproduitë fir op de Weltmaart subventionéieren. D'EU ass och op deem Gebitt schëlleg. Duerfir soe mer, datt een nach eng Kéier iwwert d'Agrarpolitik muss diskutéieren an iwwert dee Subventionnement. D'autant plus, datt bei den Agrarproduiten – fir elo op deen europäesche Marché ze kommen – souguer franséisch Parfumen drënner falen. Ech gesinn net an, woufir franséisch Parfumen dann am Export mussen uerchtert d'ganz Welt subsidiéiert ginn!

Dann eng aner Zuel, déi och interessant ass an deem Kontext vun der OMC, dat ass, wann d'Exportatioun insgesamt aus Afrika géing ëm 1% steigen, da wier dat fir déi Länner, fir dee ganze Kontinent eng Augmentatioun vu 70 Milliarden US-Dollar. Dat ass genau véiermol de Gesamtbetrag, deen d'Welt un Entwécklungshëllef un Afrika gëtt!

Do gesäit een, datt also dee ganzen Débat, dee mer hei féieren, ganz vill Effeten huet. Wa mer wëlle Problemer wéi Immigratioun léisen a wa mer wëllen, datt d'Leit an hire Länner bleiwen, da muss ee kucken, datt een op där enger Säit déi Agrarsubventioune stoppt, an op där anerer Säit, datt een deene Länner hëlleft, datt si hir Wuere kënnen dohanne produzéieren a consomméieren an datt um Niveau vun der OMC Léisungen erbäigefouert ginn.

Dat gesot, Här Minister, mengen ech, datt an deene ganzen Debatten, déi mer elo wäerten hunn, déi ganz Europapolitik, déi ganz Globaliséierung, mat där mer ze dinn hunn, permanent Effeten huet. Ech hoffen, Här Ausseminister, datt Dir an deenen nächste Joren, wou Der elo nach an der Missioun do sidd, ee klengen Deel kënnt dozou bäidroen.

Erlaabt mer just nach eng prezis Fro un Iech ze stellen, awer just nëmme fir ze weisen, datt een net kann all Problemer ugoen. Mä ech wollt awer eng Remarque maachen: Mir haten ënnert der lëtzebuergescher Présidence versicht fir d'Visa tëschent der EU a Russland ze vereinfachen. Dat war eis net gelongen. Anscheinend ass et elo der englescher Présidence gelongen, mä et weess awer nach keen, wat genau entscheed ginn ass.

Duerfir wier ech frou, wann Der – wann et méiglech ass – eis do e puer Explikatioune géingt ginn. Well et ass esou, datt déi ablécklech Situatioun absolut irrsënneg ass, datt déi ekonomesch Relatiounen, déi touristesch Relatiounen tëschent deene béide Länner enorm duerch déi Situatioun verschlechtert sinn. Duerfir wier ech frou, wann Dir mer op déi prezis Fro kéint eng Äntwert ginn. Wann net, géing ech op eng Question parlementaire zréckgräifen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Zum Ofschloss vun der Debatt huet dann den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert nach eng Kéier. Här Minister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versichen extrem, extrem kuerz ze sinn a mengen Äntwerten. Vläicht ee Wuert vu Merci zréck un Iech, fir dat villt Merci, wat mer fir eis Présidence kritt hunn. Merci virun allem fir d'Versteesdemech, wat Der opbruecht hutt. Den Här Bausch huet jo gesot, dass hien dat gär gemaach huet, dass si eis e wéineg geschount hunn am éischte Semester, mä dass dat awer elo eriwwer ass. Dat ass jo och eppes, wat ech direkt kéint matënnerschreiwen.

Une voix.- Ganz richteg.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Sou, vläicht och nach ee perséinlecht Wuert zu der Présidence. De chineseschen Ausseminister war hei zu Lëtzebuerg während der Présidence an huet mech gefrot: Mat wéi vill Leit sidd Dir dann an där Présidence implizéiert fir déi ze bewältegen? An ech hu gesot: eppes méi wéi 300 Leit. Et ass alles, dass e mer net gesot huet – hien huet dat guer net gegleeft –, dat sinn esou vill Leit wéi si an hirem Ministère als Gardienen hunn. Do gesäit een also, mir schaffen do a ganz verschiddene Welten.

Duerfir wëll ech Iech soen, dass ech dee Merci, deen Dir hei ginn hutt, wëll un d'Regierung weiderginn, wierklech un all déi Diplomaten, déi matgehollef hunn, awer och un alleguerten déi jonk Leit, déi mer haten, déi jo zwee Joer am Ministère oder an de Ministèrë waren, déi sech ganz, ganz staark do engagéiert hunn. Leider konnte mer se net alleguerten no der Présidence halen. Mä Verschiddener vun hinnen hu jo awer brillant ofgeschnidden am Concours a sinn elo bei eis.

Une voix.- Dat ass jo Quatsch.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Gelift?

Une voix.- Är Diplomate sinn och jonk Leit.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Och jonk Leit. Jo, vill, vill, vill. Mä ech wollt Iech awer och soen, dass ech als Minister elo eigentlech jo och kee Choix hat. Ech si Member gi vun der Troika, ech hunn nach guer net gewosst, wéi déi Troika géif funktionéieren. Ech hunn also missen direkt fräischwammen, mä ech konnt dat nëmme mat der Hëllef vun deene Leit ëm mech maachen.

Ech maachen elo eppes, wat een eigentlech net soll maachen, well do blesséiert ee vläicht anerer. Ech hu gesot, bal 300 Leit, oder iwwert 300 Leit hu matgemaach. Ech géif der virun allem zwee ervirsträichen, zwou Fraen. Dat eent, dat ass d'politesch Direktesch, d'Madame Sylvie Lucas, an dat anert ass d'Martine Schommer, Responsabel an der RP zu Bréissel. Also ouni dat formidabelt Engagement vun hinnen zwee – an domadder sinn alleguerten déi aner materwähnt – wier et mer net méiglech gewiescht, dat ze maachen.

Ech wëll awer och Merci soen, wat mer dacks vergiessen, als Lëtzebuerger, mä wat mer ëmmer mussen am Hannerkapp hunn: Mir hätten déi Présidence och net bewältegt - dat soen ech hei - ouni d'Hëllef vun den Hollänner. An ech explizéiere mech an engem Wuert: Den hollänneschen Ausseminister Ben Bot war mäi Virgänger. Ech hunn extrem gutt mat him kooperéiert. Mä doriwwer eraus si mer iwwerall an der Welt, wou mer an der Présidence waren, ob dat an Afrika war, ob et um Golf war, ob et am Noen Osten war, ob et an der Türkei war, an Asien, ëmmer, ëmmer, ëmmer vun den hollänneschen Ambassadeuren an Empfang geholl ginn. Mir si vun hinnen extrem gutt behandelt ginn an deem Sënn, dass se wierklech Efforte gemaach hunn, fir eis d'Dossieren ze explizéieren a fir eis Kontakter hierzestellen. D'belsch Ambassadeuren iwwregens och. Déi maache jo déi konsularesch Aufgabe fir eis. Also, ouni dee Réseau do vun den Hollänner wier et eis net gelongen, dat esou gutt ze maachen.

Sou, elo vläicht nëmmen e puer Wuert vu menger Säit zur Substanz. Den Här Marcel Glesener huet hei eppes ugeschwat, woumat mer jo alleguerte konfrontéiert sinn: d'Erweiderung. Wéi explizéiere mer d'Erweiderung? Den Här Goerens huet direkt drop geäntwert wat ee soll maachen: Offensiv drun erugoen, eng zweet Ronn dréinen an de Leit explizéieren, wat et eigentlech u sech huet an deenen dräi Espacë vun Erweiderungen, déi mer jo kennen. Mat Bulgarien a Rumänien gëtt jo eigentlech den Zyklus vun 1997 ofgeschloss. Domadder ass d'Osterweiderung ofgeschloss. Ech hoffen, dass dat den 1.1.2007 de Fall ka sinn.

Dann, Dir hutt et ewell alleguerten ugeschnidden, déi geschwat hunn: de Balkan. Mir hunn dem Balkan zu Saloniki am Joer 2003 Perspektive ginn. D'Länner sinn hei opgezielt ginn. Ech muss se nach eng Kéier alleguerten opzielen: Kroatien, Bosnien-Herzegowina, Albanien, Serbien-Montenegro, de Kosovo selbstverständlech, mä och déi Fréier Jugoslawesch Republik vu Mazedonien. Mir hunn all deene Länner eng Perspektiv ginn. An ech kann nëmmen dat widderhuelen, wat Der jo och hei an der Debatt ugedeit hutt, dass d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun och hei bei eis zu Lëtzebuerg och essentiellement vun der Stabilitéit um Balkan ofhänkt. Duerfir deen Input, dee mer do musse bréngen.

Wann Europa méi ass wéi en ekonomesche Projet, méi ass wéi Kompetitivitéit, wann et ee politesche Projet ass, deen op Solidaritéit opgebaut ass an e Friddensprojet ass, musse mir hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech warnen och virdrun – dat ass meng perséinlech Meenung –, dass mer hei d'Instrument vum Referendum a verschiddene Länner asetzen, fir dat do ze blockéieren. Dat wier fatal fir d'Zukunft vun Europa.

Dann d'Türkei. Och do just ee Wuert zu deem wat vun Iech gesot ginn ass. Ech mengen, als Persoun hunn ech och drop gehalen, dass déi Verhandlungen den 3. Oktober sollen ugoen. Ech hu gëschter alles gesot, wat néideg war an deem Kontext, wéi mer elo dee Prozess weider kucken.

Den Här Glesener huet gesot, villes bleift ze maachen. Dat stëmmt. Mir mussen awer och wëssen, dass scho villes gemaach ass. De Code pénal ass reforméiert, an der Tortur si grouss, grouss Fortschrëtter gemaach ginn, fir d'Tortur ze verhënneren, wéinstens emol um Pabeier. Ob et a Wierklechkeet iwwerall an all Duerf an der Türkei geschitt, wësse mer net. Mä dat gëtt jo elo alles am Prozess kontrolléiert. Och bei der Gläichstellung vun der Fra si Fortschrëtter gemaach ginn.

Et bleiwen nach an der Ausdrocksfräiheet an an der Reliounsfräiheet grouss Fortschrëtter ze maachen. Mir musse wëssen, dass mer jo elo dee Prozess lancéiert hunn, dass an deem Prozess d'Kommissioun muss regelméisseg dem Conseil e Rapport maachen, wéi et virugeet, an, ech mengen, do sinn d'Türke schonn an enger Situatioun, wou si déi Efforte musse maachen, déi néideg sinn, fir dass et zu enger Konklusioun kéint kommen.

Den Här Glesener huet och zum Schluss vu senger Ried d'Ambassaden en général ugeschwat. Ech wëll Iech hei och soen: Mir hunn net an all EU-Mitgliedsland eng Ambassade. Mir hunn ongeféier 30 Ambassaden, mat de Representatiounen zesummen. An iwwerall wou mer hikommen - ob dat d'Türkei ass, ob et Bulgarien ass, ob et Rumänien ass, ob et aner Länner sinn - gëtt gefrot: Kënnt Der net och bei eis eng Ambassade opmaachen? Dat brénge mer net fäerdeg.

Mir si jo och elo hei an dësem Haus – Dir méi wéi ech, well Dir méi hei sidd wéi ech – an enger Situatioun, wou ee muss nodenken: Wat geschitt mat eise Finanzen an der nächster Zukunft? Duerfir, loosse mer eis do keng Illusioune maachen.

(Interruption)

Déi Ambassaden, déi mer hunn, déi solle mer opstocken, a mir musse kucken, dass déi, déi mer hunn, gutt fonctionnéieren. Déi, déi mer derbäimaachen, hunn ech genannt. Dat ass déi zu Warschau. Domadder, mengen ech, soll een och e Punkt setzen.

Ech wollt och…

M. Henri Grethen *(DP).*- Wéi ass et zu Kuala Lumpur?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Mir sinn amgaangen an där Regioun vun der Welt ze kucken, dass mer déi richteg Décisioun huelen. Thailand ass zum Beispill en interessant Land. Do si mer amgaangen ze kucken, wat mer maachen. Mir maache keng Ambassade derbäi.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Grethen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Selbstverständlech.

M. Henri Grethen *(DP).*- Wat ech wollt froen, ob Gedanke géifen a Richtung vun enger Schléissung vun der Ambassade zu Kuala Lumpur goen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, also dat ass net ausgeschloss, wat Der do frot. Mir géifen da kucke fir an engem aneren Nopeschland an där Regioun present ze sinn, well ech mengen, et ass wichteg, dass mer an där Géigend vun der Welt och do sinn.

Une voix.- Malaysia?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech wollt och vläicht e Wuert zu Wäissrussland soen.

(Interruption)

Wäissrussland ass wierklech dat Land an Europa, wat am meeschte muss gehollef kréien um Niveau vun de Mënscherechter. Well déi Leit sëtzen do an engem Ghetto. De 7. November huet de Conseil vun den Ausseministere sech och deem Land spezifesch ugeholl. Mir hu gefuerdert, dass d'Presidentschaftswahlen, déi 2006 programméiert sinn, mussen am Respekt vun de Regelen, vun de Kritäre vun der UNO an och vun der OSCE ofgehale ginn. Mir wëllen och versichen – wann et méiglech ass –, Kontakter opzehuele mat der Zivilgesellschaft, an dass mer och politesch Oppositiounen encouragéieren, fir den Demokratiséierungsprozess an deem Land virunzebréngen.

Da vläicht och eng kloer Sprooch an deem Punkt, dee vun e puer vun Iech ugeschnidde ginn ass, wat Guantánamo ugeet. Zum Beispill den Här Goerens huet dat gesot an och elo den Här Henckes iwwert déi Nouvellen, déi mer jo an deene leschte Woche vu Prisonnéier, Existenz vu Prisongen an Europa oder Transport vu Prisonnéier héieren hunn, wat nach net fixéiert ass, mä wat elo schonn zënter Wochen zirkuléiert: Dir wësst, dass um Niveau vum Conseil de l'Europe eng ganz kloer Initiativ geholl ginn ass. E Schwäizer, den Här Marty, ass Rapporteur genannt ginn. Net fir e Land ze condamnéieren, mä fir d'Wourecht erauszefannen.

De Secrétaire général, den Här Terry Davis, huet all Memberstate vum Conseil de l'Europe ugeschriwwen, fir bis den 21. Februar 2006 e Rapport ze maachen iwwer eventuell arbiträr Détentiounen oder iwwert d'Interdictioun vun der Tortur a wéi domadder ëmgaange gëtt.

Den Jack Straw huet elo gëschter e Bréif un d'amerikanesch Ausseministesch geschriwwen – wann ech däerf soen, d'Secrétaire d'État, d'Madame Rice –, fir am Numm vun der Europäescher Unioun Opklärung ze kréien. D'Madame Rice wäert d'nächst Woch an Europa op der Ministérielle NATO zu Bréissel present sinn. Si ass jo och bereet, wéi si gesot huet, fir mat den Europäer doriwwer ze schwätzen.

Ech wëll zum Fong just dat heite soen, ech mengen, dat deelt Dir och alleguerte mat mir. Mir am Westen – wann ech emol esou däerf soen – kënnen net de Rechtsstat an d'Mënscherechter iwwerall an der Welt fuerderen – dat ass jo gutt, wa mir dat maachen – a selwer, souguer bei der Terrorismusbekämpfung, dann de Contraire maachen. Wann een dat Bild ofgëtt, da mengen ech, leeft ee Gefor, dass ee wierklech dem Arbiträr eng Chance gëtt an dass een d'Rechtsstatlechkeet a Fro stellt.

Une voix.- Mengt Der net, datt d'Madame Rice dat erkläre kann?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Do muss ee ganz kloer mat eisen amerikanesche Frënn iwwert déi Situatioun schwätzen. Et ass an Europa en Thema, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, an dat muss a mengen Aen och ganz kloer gekläert ginn.

(Interruption)

Ech wéilt dann e Wuert soen zu deem, wat den Här Goerens zu Afrika gesot huet. Den Här Goerens ass e Mann, deen doudsécher beschtens am Bild ass, wat d'Nout vun de Leit an Afrika ugeet. Ech war elo virun e puer Wochen an Nigeria. Ech mengen, wann een d'Situatioun an esou engem Land gesäit, da muss een effektiv hei als Europäer kucken, dass mer alles maachen, fir Afrika ze hëllefen, op eng aner Pist ze kommen.

Hien huet d'Facilité pour la paix ugeschwat. Den 21.11. hu mer am leschte Conseil vun den Ausseministeren de Prinzip vun der Weiderféierung vum Finanzement ugeholl. Ech mengen, dat ass jo schonn een essenzielle Punkt. Bon, d'Diskussioun, ob dat elo wierklech iwwert d'PESC bezuelt gëtt oder ob et soll iwwert de Budget FED bezuelt ginn, dat ass a mengen Ae keng riseg Diskussioun, mä dat ass jo och Europa. Et ass elo laang doriwwer geschwat ginn, ier reagéiert gëtt, mä mir als Lëtzebuerger mengen, dass een dat och parfaitement iwwert den néngte FED kéint maachen.

Wat de Fong ugeet, deelt den Här Goerens sécherlech meng Meenung. Mir mussen an Europa alles maachen, dass mer déi Strukturen, déi am Entstoe sinn - d'Union Africaine ass nach extrem jonk, 2000/2001 ass déi jo eréischt entstanen -, mä och deen Embryo vun enger Kommissioun, wou den Här Konaré un der Spëtzt steet, an dann och de Conseil de Sécurité, ënnerstëtzen, fir den Afrikaner d'Méiglechkeet ze ginn, wierklech den État de droit op hirem Kontinent wesentlech ze verbesseren.

Dann eppes Wichteges och, wat den Här Fayot ugeschwat huet an och den Här Bausch elo um Schluss vu senger Interventioun:

d'Mënscherechter a Russland. Ech mengen, den Här Fayot huet komplett Recht, an den Här Bausch och selbstverständlech, fir dee Punkt ze erwähnen. Mir hunn an eiser Présidence jo déi véier Espacen ausgehandelt. Dat war extrem schwiereg. Mir si fäerdeg gi mam Aushandelen, mä op engem Punkt – dat huet den Här Henckes jo ugeschnidde gehat –, deem vun der „visa facilitation", ware mer net fäerdeg ginn. Dat war elo d'englesch Présidence, déi et gemaach huet.

Et däerf een net soen, dass Lëtzebuerg oder d'Europäesch Unioun nëmme mat Russland verbonne sinn iwwer ekonomesch Interessen. Dat stëmmt a mengen Aen net. Mir hunn - ech hunn et gëschter gesot gehat - den 1. Mäerz hei zu Lëtzebuerg déi éischt Ronn vu Konsultatiounen iwwert d'Mënscherechter tëschent der Europäescher Unioun a Russland ofgehalen. Déi Ronne sollen elo zweemol am Joer stattfannen.

Do ass geschwat ginn iwwert d'Fräiheet vun de Medien a Russland, och iwwert d'Situatioun an Tschetschenien, iwwert déi national Minoritéiten, iwwert d'Organisatioun vu fräie Wahlen an esou weider. Op jidde Fall ass emol en Dialog iwwert déi Themen entstanen. Eng zweet Ronn huet elo den 8. September zu Bréissel stattfonnt, wou ee Mataarbechter vum Här Solana sech ganz staark engagéiert huet.

Allerdéngs, dat wat elo geschitt ass den 23. November - an ech kann nëmmen dem Här Bausch do zouflichten -, dat kënnt eigentlech deem net gläich, wat mir als Europäer eis virstellen, wat ee kéint zesumme mat deem grousse russesche Vollek fäerdeg bréngen, nämlech wierklech een eeschten an een éierlechen Dialog, och a Saache Mënscherechter an och a Saachen État de droit.

D'Duma huet an éischter Lecture – bon, et ass nëmmen eng éischt Lecture – d'Aktivitéite vun deene russeschen an och deenen internationalen ONGen a Russland effektiv ganz, ganz staark erschwéiert. Mir hunn och als Europäesch Unioun direkt e Bréif geschriwwen un de President vun der Duma an eng weider Démarche ass envisagéiert.

Mir mussen awer och wëssen, dass an deenen nächste sechs Méint - ech mengen, dat geet elo am November un - d'Russen d'Présidence hu vum Conseil de l'Europe. Dat ass jo och wierklech eppes Symbolesches. Ech mengen, wann een déi Présidence iwwerhëlt, da misst een et och fäerdeg bréngen, d'Protokolle 6 a 14 unzehuelen - 6, dat ass de Protokoll fir d'Ofschafe vun der Doudesstrof, a 14 ass de Protokoll, deen d'Reform vum europäesche Geriichtshaff soll virundreiwen.

Do soll och vun eis aus dann eeschtlech mat hinnen driwwer geschwat ginn, a si sollen drun erënnert ginn, dass och op Säite vun de russeschen Autoritéiten do an eng aner Richtung geduecht a gehandelt soll ginn. Ech mengen, mir gräifen dat op, wat Der gesot hutt an och wat den Här Fayot gesot huet, fir do anzewierken.

Den Här Fayot huet mat all senger Kenntnis, déi hien huet, a mat all sengem Engagement fir Europa iwwert d'Europäesch Verfassung geschwat. Alles, wat hie gesot huet, deelen ech selbstverständlech; och säin Ustouss, deen hie ginn huet, fir iwwert dat soziaalt Europa an engem méi breede Krees hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen, an d'Utilitéit vun Europa als Äntwert zur Globaliséierung eigentlech duerzestellen. Dat kann een absolut, op jidde Fall vu menger Säit, ënnerstëtzen.

Vläicht nach ee Wuert och zu deem, wat hie gesot huet zu der Aussepolitik. Ech kann nëmme feststellen, wann ech elo mat de Kolleege schwätzen an Europa, dass awer an deene leschte Méint, an deem leschte Joer vill méi eng grouss Solidaritéit ënnert den Ausseministeren ass, fir d'Aussepolitik op eng solidaresch Aart a Weis ze tranchéieren.

Huele mer den Iran, wou grouss Solidaritéit war, huele mer den Irak, huele mer och de Balkan, huele mer de Mëttleren Osten, huele mer Darfur an esou weider: Et war trotzdeem eng grouss Unanimitéit, eng grouss Solidaritéit do. Ech mengen, dat ass och e Punkt, deen, obschonn d'Verfassung net do ass, de Geescht vun der Verfassung eis matginn huet, an an deem Geescht wëlle mer weider poursuivéieren.

Mä n'empêche - Dir hutt vollkomme Recht -: D'Strukture vun der Europäescher Unioun mussen an engem Text festgeschriwwe ginn.

Duerfir, Här Bausch, meng Äntwert och direkt op Är Approche: Mir wëllen an der EU kee Saucissonnage maache vun der Verfassung; mir wëllen, dass dat e kohärenten Text bleift, ee vernetzten Text bleift. Eppes aneres géif och eigentlech en Hannergoen duerch d'Hannerdier vun de Resultater vum Referendum a verschiddene Länner bedeiten. An dat Bild soll een net ofginn.

Déi Propositioun, déi ech gemaach hunn, baséiert jo op eppes, wat mer jo och schonn heibannen diskutéiert hunn, a wat de Premier jo opgegraff huet an enger Ried. Duerfir hunn ech dat hei gesot, a well ech et och richteg fannen, dass een - wann een de politesche Wëllen huet - déi Impulser, déi vu Bréissel kommen, wa se da géint den Intérêt vun den nationale Parlamenter ginn, wéinstens opgräife kéint an hannerfroe kéint, wat de Sënn dovunner ass.

Ech weess, Europa ass jo net eng Additioun vun nationalen Interessen. Mä et gëtt awer och eng Sensibilitéit op nationale Pläng, déi een dann doduerch kéint abréngen. Ech mengen, duerfir bräichte mer keng Verfassung, mä just de politesche Wëllen, fir et ze maachen.

Ech weess net, ob et realisabel ass. Den Här Fayot mengt, dass d'Parlament do grouss Schwieregkeeten hätt, mä ech mengen awer, dass dat e Wee wier, deen ee kéint aschloen.

Zum Immigratiounsgesetz: Mir haten ëmmer geplangt an eisem Ministère, dass, soubal wéi mer elo d'Gesetz iwwert den Asyl évacuéiert hunn, mer eis géifen drusetzen, fir emol eng Esquisse auszeschaffe fir en neit Gesetz par rapport zu deem, wat mer zënter 1972 hunn. Déi Esquisse musse mer ausschaffe mat den ONGen – a selbstverständlech och mat der Chamber zesummen. Mir mussen a mengen Ae vill méi offensiv do erugoen an e legale Kader schafen, an deem eng gewëssen Dynamik dran ass.

Mir brauchen d'Immigratioun, mir brauchen déi! Mir musse just legal kucken, wéi mer dat kënne cadréieren. A mir däerfen dann och keng Verwiesselung maachen – wann ech dat däerf soen – tëschent Asylpolitik an Immigratioun.

Bon, et bleift mer nach eppes dem Här Henckes ze soen. Ech hat dat grad vergiess bei der Türkei ze soen. Also, d'Türkei huet 70 Millioune Leit. Dir hat vun 90 bis 100 Millioune geschwat, do si mer schonn e wéineg méi am…

(Interruptions diverses)

Okay.

Mä vläicht ee Wuert nach zu der Agrarpolitik an der Europäescher Unioun. Op deem Gebitt weess den Här Mehlen doudsécher besser Bescheed nach wéi ech. Déi Agrarpolitik gëtt exklusiv finanzéiert iwwer europäesch Mëttelen. Dat si ronn 300 Milliounen. Wann Dir elo dat vergläicht mat Innovatioun, mat Kompetitivitéit, mat Recherche, do kommt Dir ongefeier op 700 Milliounen. Dat sinn europäesch Gelder an et sinn national Gelder. Et kann een also net soen, dass an Europa elo Innovatioun, Recherche an esou weider manner Suen zur Verfügung hunn wéi d'Agrarpolitik.

Ech si mat lech d'accord, a mir hunn dat jo och schonn an eiser Propositioun ugedeit, dass mer sollen iwwer eng Revisiounsklausel nodenken, mä déi Revisiounsklausel essentiellement op d'PAC ze limitéieren, ass eppes, wat ee politesch net duerchkritt an Europa.

Duerfir ass déi Propositioun jo elo um Dësch, déi mir ënnerstëtzen, fir ze soen, komm mir kucken, ier déi Perspektive bis 2013 eriwwer sinn, eng Revisioun ze maachen an ze iwwerdenken, wéi een d'Recetten an och d'Dépensen an der Europäescher Unioun nei ka strukturéieren. Dat war d'Zil, wat mir upeilen.

(Interruptions)

Dann nach e lescht Wuert doriwwer, wat Dir gefrot hat, Här Henckes. Also, d'„visa facilitation" war geknäppt an dem Dialog ronderëm déi véier Espacen, dee mer mat Russland haten, un d'Réadmissioun. Dat war an eiser Diskussioun net méiglech. Mir wollten awer do net einfach noginn a soen: „Gutt, dann huele mer d',visa facilitation' un a mir loossen d'Réadmissioun falen." An dat ass elo an der englescher Présidence geléist ginn.

Ee lescht Wuert, dann halen ech op, Här President, zu der Direktiv Services. Ech wëll selbstverständlech hei elo zum Schluss vun där Debatt iwwert dee schwierege Punkt keng Diskussioun lancéieren, just awer vläicht zu der Bolkestein-Direktiv dräi Sätz soen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dat Éischt, dat ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg an enger Ekonomie liewen, an där ongefeier 80% vum Produit national brut opgebaut sinn op Servicer. Et ass also extrem wichteg fir Lëtzebuerg, wat an deem Kontext vun eiser Ekonomie an Europa geschitt. Mä mir mussen dat wëssen: 80% vun eisem PNB sinn opgebaut op Servicer.

Mir hunn eis fir déi Direktiv Services eng Guideline gi vun zwou Schinnen, déi d'Regierung och wäert duerchzéien. Dat Eent, dat ass, dass mer sensibel Secteure wéi déi vun der Santé, wéi déi vun de Professiounen, déi liéiert sinn un d'Autoritéit vum Stat, an och Servicer vum Intérêt général aus dem Champ d'application eraushuele wëllen.

Deen zweete Punkt, deen d'Regierung sech ginn huet, dat ass, dass de Principe vum Pays d'origine net kéint applizéiert ginn op den Droit du travail. Dat heescht, dass d'Konditioune vum Droit du travail sech vun deem Land applizéieren, an deem de Service produzéiert gëtt.

Dat sinn déi zwou Linnen, déi mer eis heiranner ginn hunn. Dir wësst, dass d'Diskussioun amgaangen ass. Ech mengen, et war den Här Buergermeeschter vu Biekerech, dee gefrot huet, fir hei mat der Regierung zesummenzekommen.

(Interruptions diverses)

Ech mengen, Här Gira, ganz éierlech, gëschter war jo elo dee Conseil Compétitivité zu Bréissel. Den Här Krecké war do. Ech gesinn de Krecké muer de Moien…

Une voix.- Den Här Krecké.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- …an ech sinn iwwerzeegt,…

Une voix.- Här Krecké.

(Hilarité et brouhaha général)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- …dass hie ganz gären an d'Kommissioun kënnt an lech dann Opschloss gëtt iwwert dat wat gelaf ass.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt iwwert d'Aussepolitik ofgeschloss.

Déi nächst Sitzunge vun der Chamber fanne statt de 6., de 7. an den 8. Dezember. D'Presidentekonferenz schléit folgenden Ordre du jour vir:

- En Dënschdeg, de 6. Dezember, um dräi Auer presentéiert den Här Roger Negri de Budgetsrapport vun der Finanzkommissioun;

- e Mëttwoch um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Budget 2006;

- en Donneschdeg, den 8. Dezember, um hallwer dräi hu mer de Projet de loi iwwert d'Transports publics, de Projet iwwert d'Personal vum Institut d'études de sécurité an dem Centre satellitaire vun der Europäescher Unioun, dann de Projet iwwert d'Moderniséierung vun der Beetebuerger Kläranlag an uschléissend befaasst d'Chamber sech mat enger Rei vu Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)

MARDI, 6 DÉCEMBRE 2005 — 11E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 1er décembre 2005, le projet de loi N° 5520 relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil.

3) Par lettre du 2 décembre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés les documents adoptés par le Parlement européen au cours de la période de session du 24 au 27 octobre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République azerbaïdjanaise sur certains aspects des services aériens,

- résolution sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques,

- résolution sur l'Azerbaïdjan,

- résolution sur le processus de Barcelone revisité,

- résolution sur le rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2004.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun iwwermuer, also dem Donneschdeg ubelaangt, wëll ech d'Chamber op en Ännerungsvirschlag opmierksam maachen, dee vun der Transportkommissioun erakomm ass.

De Projet de loi 5465 iwwert den öffentlechen Transport, deen haut eng zweete Kéier vum Statsrot aviséiert gëtt, soll an déi zoustänneg Kommissioun zréckgoen, déi hiersäits de 15. Dezember e Rapport complémentaire unhuele wëllt.

Den Här Grethen freet zu där Propositioun d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si Member vun der Transportkommissioun an ech wéisst net, dass d'Kommissioun esou eppes gefrot hätt. Deen, deen et gefrot hat, war ech an der Transportkommissioun, wëssend dass haut de Conseil d'État en Avis complémentaire géif ofginn, an déi Propositioun do ass vun der Transportkommissioun ofgelehnt ginn!

An déiselwecht Propositioun hunn ech nach eng Kéier an der Conférence des Présidents gemaach, an och do ass se no Nofro nach eng Kéier ofgelehnt ginn.

Duerfir verstitt Der, Här President, dass ech zwar verwonnert sinn iwwert déi Propositioun, déi vun der Transportkommissioun gemaach gi wier, a wa se vun engem gemaach ginn ass, ass se vläicht vum President vun der Transportkommissioun gemaach ginn, mä gläichzäiteg freeën ech mech driwwer, well ech jo itérativement gesot hat an drop opmierksam gemaach hat, dass dee Projet ab initio schlecht ass an dass een e soll ganz erëm an der Versenkung verschwanne loossen. Mä, Här President, ech ka mäin Accord an den Accord vu menger Fraktioun – well mer an der Fraktioun doriwwer geschwat hunn – zu där Propositioun bréngen.

Gläichzäiteg awer, Här President, wëll ech Iech invitéieren, dofir Suerg ze droen, dass de Projet, och wann de Conseil d'État haut en Avis complémentaire ofgëtt, net an der leschter Sitzungswoch erëm op den Ordre du jour kënnt, well ech wëll d'Chamber elo schonn drop opmierksam maachen, dass de Minister eis annoncéiert huet, dass au vu vun deene prévisibele Konklusioune vun der Tripartite, oder wann do keng Konklusiounen erauskommen, vu sengen eegenen, dee Projet nach eng Kéier misst amendéiert ginn.

Et wier wierklech e ganz schlechte Stil, wann een elo a leschter Minutt an dësem Joer dee Projet do géif aus Rechthaberei duerchbaatschen an dann e puer Wochen drop de Projet nach eng Kéier misst ofänneren.

Ech géif also Iech invitéieren, Iech bieden, Här President, drop opzepassen, dass dat net nach eng Kéier virkënnt an d'Regierung bieden, Suerg dofir ze droen, dass mer uerdentlech preparéiert Projete kréien, wa schonn en excellente Projet, deen dës Chamber eréischt am Mee 2004 ofgestëmmt hat, hei sollt ofgeännert ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Ech weess elo net, en fin de compte, vu wiem dann elo déi Propositioun kënnt, fir de Projet vum Ordre du jour erofzehuelen. Wann et net vun der Transportkommissioun ass, dann ass et op d'mannst vum honorablen Här Grethen. Also gesinn ech, dass d'Wënsch vun deenen engen an deenen anere sech treffen. Deementspriechend kënne mer eng weis Décisioun huelen, nämlech dëse Projet vum Ordre du jour ze sträichen.

Den Här Gibéryen freet och nach d'Wuert dozou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt elo zwar schonn d'Äntwert ginn, mä se gëtt mer keng Satisfaktioun! Ech mengen, Dir maacht hei als President eng Propositioun, andeem Der sot, Dir géift proposéieren, fir dee Punkt vum Ordre du jour erofzehuelen, an Dir sot eis awer, Dir wéisst net vu wiem, datt déi Propositioun géif kommen.

Dat ass mer awer e bësse gelungen, dat doten! Et muss jo awer een Iech déi Propositioun…

(Interruption)

…gemaach hunn, déi Dir eis elo hei ënnerbreet.

M. le Président.- Ech ginn Iech gläich dorobber eng Äntwert, Här Gibéryen, virdrun huet awer nach den Här Schreiner d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Mäi Mikro geet nach net, mä Dir héiert mech vläicht och esou.

Une voix.- E geet ganz gutt.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Geet e gutt?

(Hilarité et interruptions)

Et geet och ouni!

Vläicht kann ech dem Här Gibéryen weiderhëllefen. De President vun der Transportkommissioun huet gefrot, fir de Projet reportéiert ze kréien, ganz einfach well de Conseil d'État en Avis complémentaire gemaach huet.

(Interruption)

Net méi an net manner.

(Interruption)

Dat schéngt awer an der Prozedur ganz normal ze sinn, dass, wann de Conseil d'État en Avis complémentaire zu engem Projet mécht, dann och d'Kommissioun sech nach eng Kéier mat deem Projet befaasst!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Neen, dat huet den Här Grethen net an der Kommissioun gesot,…

M. le Président.- Loosst den Här Schreiner elo emol ausschwätzen!

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- …well den Här Grethen zu deem Zäitpunkt net konnt wëssen, dass de Conseil d'État en Avis complémentaire géif maachen. Esou einfach ass et.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech sinn dem Här Schreiner dankbar, datt hie mer d'Äntwert ofgeholl huet, déi ech dem Här Gibéryen hätt misse ginn. D'Servicer vun der Chamber hu mer matgedeelt, dass déi Demande u si erugedroe gi wier, fir dem Wonsch vum Här Grethen nozekommen, fir dass dëse Projet net um Ordre du jour wier.

Deementspriechend froen ech d'Chamber, ob se domadder d'accord ass, dass mer dee Projet erofhuelen.

(Assentiment)

Ech gesinn, do besteet grouss Unanimitéit, dann ass et och esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 5500 zum Statsbudget fir d'Joer 2006, an dat esou wéi et am Artikel 105 vum Chamberreglement festgehalen ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Häre, den 19. Oktober huet den Här Budgetsminister de Statsbudget fir den Exercice 2006 hei an der Chamber déposéiert. Et war vun Ufank u kloer, an dat huet den Här Minister beim Dépôt zum Ausdrock bruecht, dass et keen einfache Budget wier, dass et Budget ass, deen am Defizit ass, obschonns e misst am Excédent sinn.

Et ass e Budget an deem d'Dépensë vum Stat méi héich wuesse wéi d'Recetten an an deem virun allem d'Dépensë méi héich wuesse wéi de prospektive Wuesstum vun eiser Ekonomie. Do besteet Handlungsbedarf, dat wëll ech vun Ufank u ganz kloer soen. Dat erkläert vläicht och, firwat et an deene leschte Wochen an Deeg net un Diskussiounsstoff an dëser Matière gefeelt huet.

Ier ech awer un de Vif du sujet ginn, wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, dass et eng grouss Éier ass an och eng Erausfuerderung, fir als Politiker als Budgetsrapporteur bestëmmt ze ginn, an ech wëll och hei vun dëser Tribün all deene Leit e grousse Merci soen, déi duerch hir schréftlech Avisën a Contributiounen, oder awer am perséinleche Gespréich, sief dat an der Finanz- a Budgetskommissioun oder am Laf vun deene séllechen Entrevuen, déi ech als Rapporteur mat de sou genannte Forces vives de la nation iwwert d'Finanzsituatioun vun eisem Land an deene leschte Woche gefouert hunn, dozou bäigedroen hunn, dee Rapport ze verfaassen, deen ech de Mëtten hei duerf presentéieren.

Ech soen also de Vertrieder vun de Gewerkschaften an de Patronatsorganisatioune Merci. E Merci och un d'Beruffschamberen, déi et trotz der neier Budgetsprozedur, duerch déi mer elo fir d'Zweet gaange sinn, och déi Kéier nees fäerdeg bruecht hunn, hir Avisën an där gewinnt héijer Qualitéit a bannent den Délaien ofzeliwweren, a vun deenen ech och versicht hunn, eng Rei a mengem Rapport ze verschaffen.

Merci wëll ech awer och all deenen aneren Organisatioune soen, deenen ech am Kader vun de Budgetskonsultatioune begéint sinn. Ech wëll och selbstverständlech de Ministeren an hire Beamten an de Ministèren a Verwaltunge Merci soe fir hir Disponibilitéit.

Merci soe wëll ech och deene verschiddenen Direktioune vun der Steierverwaltung, der Administration de l'Enregistrement, der Douane an den Accisen, der Finanzinspektioun, dem Tresor, dem Statec, der Direktioun vun der Cour des Comptes a vun der Zentralbank an net zulescht dem Statsrot, déi alleguer der Finanzkommissioun eng äusserst grouss Disponibilitéit entgéintbruecht hunn an ouni deenen hiren excellenten Avis dëse Rapport net an där Form hätt kënnen opgestallt ginn.

E ganz spezielle Merci wëll ech awer un all déi Kolleeginnen a Kolleege vun der Finanz- a Budgetskommissioun riichte fir hir aktiv Zesummenaarbecht. Och e besonnesche Merci un de Sekretär vun der Kommissioun, den Här Nicolas Bock. A last but not least e leschte ganz besonnesch déiwen an opriichtege Merci geet un d'Fraktiounsattachéë Patrizia Luchetta a Claude Tremont; ouni hir excellent Mataarbecht hätt dëse Rapport sécherlech net am Délai kënnen opgestallt ginn, an och un all déi aner Mataarbechter aus eiser LSAP-Fraktioun.

Här President, et ass mer eng grouss Éier an eng grouss Freed gewiescht, mat hinnen alleguer iwwert dat wichtegst Gesetz vum Joer ze diskutéieren, hiren Explikatiounen nozelauschteren, hir Suergen an hir Kritiken ze verstoen a mech mat hire Fuerderungen a Propositiounen ze befaassen. Alleguer déi Gespréicher erlaben et engem Budgetsrapporteur net nëmmen de Budget proprement dit ze analyséieren an ze hannerfroen, mä och e Gespier dofir ze entwéckele fir dee gesamte wirtschaftlechen a soziale Kontext an deem sech dëse Budget situéiert.

Während der Period vum Opstelle vun dësem Budgetsrapport si vill Iwwerleeungen hei am Land ëm d'Zukunft vun eise Statsfinanze gemaach ginn. Ech hunn duerfir meng Roll als Rapporteur net drop beschränkt, Zuelen ze hannerfroen am Kader vun der Analys vun der finanzieller Situatioun vun eisem Land, mä och kritesch Iwwerleeungen unzestellen, an ech weisen och eng Rei vu Léisungsvirschléi op.

Engersäits fir eng verbessert Kompetitivitéit vun eisem Land am Kader vun der Lissabon-Strategie, eng Kompetitivitéit, ouni déi mer de soziale Wuelstand vun eisem Land net kënnen op laang Weil ofsécheren. An anerersäits fir eng Reform vun eiser Budgetsprozedur, e Paradigmewiessel, wéi en an anere Länner schonn des längere vollzunn ass, fir net nëmmen d'Dépensë besser an de Gréff ze kréien, mä och d'Qualitéit vun eisen Dépensen ze evaluéieren.

Fir d'Joer 2006 ass den Defizit vun der Administration centrale op 4,1% oder a Chifferen ausgedréckt op 1,2 Milliarden Euro estiméiert. Dëst eleng weist den Eescht vun der Lag. No Schëllegen ze sichen an dass mir dat scho laang gesot hunn, hëlleft elo näischt. Villméi brauche mir elo Léisungen, relativ schnell, mä ouni an eng Schnellschusspolitik ze verfalen. Mir sollen eis do un déi Marschroute halen, wéi de Statsminister se virginn huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eis ekonomesch Ausgangssituatioun fir d'Joer 2006 ass net schlecht. Nodeems mer am éischte Semester 2005 e Ralentissement vun der wirtschaftlecher Aktivitéit ze verzeechnen haten, schielt sech fir dat zweet Semester 2005 eng Verbesserung vun der Konjunktur eraus. Deen Trend ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ze erkennen, och d'Weltwirtschaft an d'Eurozon affichéieren erëm besser Performancen.

Fir d'Joer 2006 rechent de Statec no deenen neisten Zuele fir Lëtzebuerg mat engem Wirtschaftswuesstum vu 4,4%. Dat sinn zwar net méi déi Zuelen, déi mer nach viru fënnef Joer gewinnt waren, mä mer mussen eis bewosst sinn, dass mer mat gutt 4% Wirtschaftswuesstum nach ëmmer an der laangjähreger Moyenne leien. Mir schafen och all Joer weider netto e puer dausend nei Aarbechtsplazen.

Wat mir am Moment erliewen ass also wirtschaftlech gesi mat Sécherheet keng Kris, kee Katastrophenzeenario oder Ähnleches, dat ass ganz einfach e Retour à la normale no engem Jorzéngt vun extraordinärem Wuesstum. Eis Nopeschlänner, eis Nopeschregioune wiere frou, wa se dës Zuelen opweise kéinten.

Mä obscho mir wirtschaftlech weider zolidd wuessen, hu mir och mat e puer Problemer ze dinn, déi anscheinend net esou einfach an de Gréff ze kréie sinn. Do ass als Éischt natierlech de Chômage ze nennen. Obscho mir all Joer dausenden nei Aarbechtsplaze schafen, geet d'Zuel vun de Chômeuren zënter Jore kontinuierlech an d'Luucht. Am Oktober ware bei der ADEM genau 10.324 Leit ageschriwwen. Dat huet engem Taux vu 4,8% entsprach. Do muss een dann nach ongeféier 3.300 Fraen a Männer derbäizielen, déi am Moment an enger Beschäftegungsmoossnam sinn. Gläichzäiteg ginn déi Aarbechtsplazen, déi nei geschafe ginn - ëmmerhin 9.000 am Joer 2005 - zu 75% mat Frontaliere besat. Dat muss all Politiker an dësem héijen Haus op de Plang ruffen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck.

Deen zweete Problem ass d'Inflatioun. Den nationalen Taux ass am Oktober op 3% geklommen. Dat läit natierlech am Moment haaptsächlech un den héije Pëtrolspräisser, un deene mir näischt ännere kënnen. D'Inflation sous-jacente, dat heescht d'Inflatioun ouni d'Pëtrolsprodukter an aner Gidder, wou de Präis op den internationale Marchéë gemaach gëtt, läit ënner 2%. Wann eng héich Inflatioun an enger Ekonomie, déi séier wiisst, net onbedéngt e Problem duerstellt, esou muss een awer oppassen, dass mer net, ausgeléist duerch en eemolegen externe Schock, an en Däiwelskrees geroden an en Autoallumage vun der Inflatioun kréien.

D'Tatsaach, dass et eiser Wirtschaft gutt geet, heescht awer net – an dat steet och kloer an eisem Rapport vun der Finanz- a Budgetskommissioun –, dass mir monter virumaache kënne wéi bis elo. Dëst ze soen heescht net Angscht maachen. Hei geet et weder ëm Zweckpessimismus nach ëm Zweckoptimismus. Hei geet et drëms d'Saachen esou ze soe wéi se sinn.

Tëschent 1985 an 2000 hu mir mat Ënnerbriechungen insgesamt zéng Joer laang exceptionnel gutt Croissancë gehat mat exceptionnel héije Revenuen, dank der Ausnotzung vu verschiddene Souveränitéitsnischen. Déi Sue si benotzt ginn, fir déi néideg Infrastrukturen ze bauen, se si benotzt ginn, fir an eisem Land och verstäerkt am soziokulturelle Beräich eppes ze erschaffen, se si virun allem benotzt ginn, fir am Sënn vun der Solidaritéit eng nei, méi gerecht Ëmverdeelung vun eisem Räichtum ze erreechen. An dat ass och gutt esou.

Nom Abroch vun 2001 si mer haut erëm an engem Normalitéitszeenario. A wéi schonns éineschters gesot, ass et eng relativ gutt Normalitéit, eng besser Normalitéit, wéi déi vun eisen Nopeschlänner. De Rhythmus vun eisen Dépensen – an do ass de Problem – huet sech awer net verännert. 2006 sollen eis Recetten ëm 2,6% klammen. Insgesamt gi 7,3 Milliarden Euro Recetten erwaart. Eis Dépensë klammen awer och, an zwar 3% méi wéi eis Recetten. D'Dépensë klammen ëm 8,8%, dat si 7,6 Milliarden Euro.

D'Tatsaach, dass d'Proportioun vun de Statsdépensë par rapport zum PIB relativ stabil ass, ongeféier 27% vum PIB, seet a sech net vill aus. Éischtens, well d'Croissance - wéi scho gesot - während ville Joren exceptionnel héich war. Tëschent 1995 an 2000 loung duerchschnëttlech d'Croissance vun eisem PIB iwwer 7%. An zweetens, well dee gréissten Deel vun dësen Dépensen net kompressibel sinn, dat heescht, si si gesetzlech oder reglementaresch festgeluecht.

Am Joer 2004 hu mir 154 Milliounen méi ausgi wéi mer erakritt hunn. 2005 gi mir viraussiichtlech 106 Milliounen méi aus wéi mer erakréien, a fir 2006 ass en Defizit vun 300 Milliounen virgesinn. Dës Zuelen heeschen net, dass et eisem Land schlecht geet. Dës Zuelen ze nennen heescht net Pessimismus ze bedreiwen. Dës Differenz weist just un, dass mir iwwer eis Verhältnisser liewen, iwwer eis gutt Verhältnisser.

Här President, ech wëll dann zu de Budgetsrecettë fir 2006 iwwergoen. Dobäi wëll ech mech op déi grouss Eckdate vun de staatleche Recettë konzentréieren, an zwar op d'Akommessteier, d'Kollektivitéitssteier, d'TVA, d'Taxe d'abonnement an de Lëtzebuerger Undeel un deene gesamte Recettë vun der UEBL.

Bei der Akommessteier féiert den Aarbechtsmaart, deen nach ëmmer zouhëlt, dozou, dass dës Recettë kënne substanziell klammen, an zwar vun 1,4 Milliarden Euro am Joer 2005 op 1,57 Milliarden Euro am Joer 2006.

D'Kollektivitéitssteier ass déi Steier, déi eis Betriber bezuelen. Fir 2006 rechent d'Regierung mat 1,25 Milliarden Euro Recetten aus dëser Steier anstatt 1,125 Milliarden Euro fir d'Joer 2005. D'Kollektivitéitssteier gëtt zu ronn 72%, esou war dat am Joer 2004, vum Finanzsecteur bezuelt.

Et ass bekannt, dass zënter 2002 de Banken hir Steierscholden agedriwwe goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteier héich ze halen, an dass dës Soldë quasi all agezu sinn. Duerfir weisen d'Expertë vun der Steierverwaltung an der Cour des Comptes drop hin, dass domat ze rechnen ass, dass den IRC an deenen nächste Jore sech knapp ënner enger Milliard Euro apendele wäert, wat een net kann optimistesch stëmmen. D'autant plus well d'Effete vun der Steierreform vun 2002 sech elo eréischt voll ausweisen.

Bei der TVA ass et esou, dass d'Recettë vun 1,588 Milliarden Euro am Joer 2005 op 1,352 Milliarden Euro am Joer 2006 zréckginn. Ech komme spéider nach eng Kéier op d'Recettë vun der TVA zréck.

Bei der Taxe d'abonnement gi mer vu 405 Milliounen Euro am Joer 2005 op 460 Milliounen Euro erop. Dës Steier gëtt quasi zu 100% vun den Investmentfongen aus dem Bankesecteur bezunn.

D'Recetten, déi Lëtzebuerg am Kontext vun der UEBL virun allem aus den Accisen zoustinn, dierfte sech fir 2006 bei liicht iwwer 900 Milliounen Euro stabiliséieren.

Zu den Dépensen ass an der leschter Woch scho vill gesot ginn. D'Dépenses courantes, dat heescht d'Verwaltungskäschte vum Stat, steige vu 6,3 Milliarden op 6,8 Milliarden Euro tëschent 2005 an 2006, dat ass eng Steigerung vun 8,7%. Als Haaptpostë vun deene 6,8 Milliarde gëllen 2,6 Milliarden als Transferts sociaux an 1,4 Milliarden als Salairë mat de Charges sociales, dat sinn insgesamt 4 Milliarden. Wann een d'Investissementer en capital kuckt, da leien déi weider bei engem ganz héije Wäert vu 777,1 Milliounen Euro fir d'Joer 2006 géint 706,1 Millioune vun 2005, dat ass eng Steigerung vun 10,1%. Duerfir musse mir e rigouréise Spuerkurs aschloen an net waarde bis mer vill ze vill héich verscholt sinn.

Mir musse versiche konform zum Pacte de stabilité den Defizit vun 1,8% fir 2006 an deenen nächsten zwee Joer jeeweils ëm 0,5% ofzebauen, fir op déi vun der Regierung ugestriefte 0,8% Defizitwäerter ze kommen. Dëst ass nëmme méiglech wa mer strukturell Reformen un eise Statsfinanze virhuelen.

Här President, et gëtt jo heiansdo behaapt, wa Bréissel net do wier, beziehungsweis wa mer kee Stabilitéitspakt hätten, da wier alles besser, da bräichte mer eis net ëm den Defizit ze këmmeren. Ech wëll mer guer net ausmolen, wat aus eisem Land gi wier, wa mer net an en Europa, an eng Europäesch Unioun mat agebonne wieren; mä dat ass en anert Thema.

Wat d'Finanzen ugeet muss een awer op jidde Fall ënnersträichen, dass eng gesond finanziell Situatioun net nëmme wichteg ass par rapport zu de sou genannte Maastricht-Kritären. Et geet hei net nëmmen drëm ze vermeiden, dass mir vu Bréissel eng Rüg kréien, d'Gesamtfinanze sinn och wichteg fir eis Kompetitivitéit a fir eise Wuesstum.

Wa bis gewosst ass, dass eng Firma rout Zuele schreift ginn d'Zouliwwerer virsiichteg, well se net wëssen, ob se hir Wuer bezuelt kréien, an d'Clienten zécken, well se sech froen, ob d'Firma dann nach do ass, wann iergendee Problem opdaucht. Wann de Stat rout Zuele schreift zécken nei Betriber, fir sech nidderzeloossen, well se fäerten, dass de Stat iwwer eng Erhéijung vun der Besteierung kéint probéiere säin Defizit ze reduzéieren an d'Leit gi manner Suen aus, well se fäerten, dass hir Steierlaascht onerwaart an d'Luucht geet oder awer hir Prestatiounen onerwaart erofgeschrauft ginn.

Bref, mir mussen erëm en Equiliber hierstellen tëschent Recetten op där enger Säit an Dépensen op där aner Säit. En Equiliber, deen net nëmmen drop aus ass reng zueleméisseg am Ausgläich ze sinn. Hannert den Zuelen, hannert deene verschiddene Budgetspostë sti jo Politiken, déi mer wëlle féieren, Politiken, déi d'Attraktivitéit vun eisem Land sollen erhalen a verstäerken, fir eis Recettëbasis ze stabiliséieren. Politiken, déi eng gerecht Ëmverdeelung solle garantéieren, fir dass jiddferee vun dësem Wuesstum profitéiere kann.

Bei der Presentatioun vun de politesche Prioritéiten a beim Dépôt vum Budgetsprojet huet d'Regierung eng Rei Pisten opgezeechent iwwert déi mat de Sozialpartner soll diskutéiert ginn, fir eis Finanzsituatioun laangfristeg ofzesécheren. Et sief hei emol drun erënnert, dass zwee Drëttel vun den Dépenses courantes vum Budget iwwert d'Échelle mobile des salaires indexgebonne sinn. Vu dass d'Tripartite nach amgaang ass déi verschidde Propositiounen ze diskutéieren, wär et net richteg hei an zu dësem Zäitpunkt deem virzegräifen. Wichteg ass et awer haut an elo ze ënnersträichen, dass grad am soziale Beräich den Défi vun der Soutenabilité financière, net nëmmen e Manner un Dépensen, mä och e Besser un Dépensë fuerdert.

D'Transferts sociaux, dat wësse mer all, sinn e wichtegt Instrument fir dem Aarmutsrisiko entgéintzewierken. 2004 hunn dës Transferten et erlaabt den Aarmutsrisiko vun iwwer 38% op 11% erofzedrécken. D'Enquêten hunn awer och gewisen, dass et Ënnerscheeder gëtt tëschent Altersgruppen an ënnerschiddleche Familljesituatiounen.

Wa mir eng Politik wëllen, déi d'Cohésion sociale erhält an awer och laangfristeg finanzéierbar ass nom Prinzip vun der Equitéit tëschent de Generatiounen, da musse mer kucken, dass mer prioritär deenen hëllefen, déi et am néidegsten hunn. E gewësse Grad u Selektivitéit däerf also an deene Reflexiounen, déi mer elo féiere mussen, keen Tabuthema sinn.

Ech hunn et scho gesot an ech widderhuelen: Et geet hei net drëm Zweckpessimismus ze bedreiwen, et geet net drëm de Leit onnéideg Angscht ze maachen an et ass irresponsabel ze behaapten, dass sozialen Ofbau bedriwwe gëtt éier een iwwerhaapt e Wuert soe konnt. Et geet hei drëm d'Saachen esou ze soe wéi se sinn. Wa mer iwwert d'Soutenabilitéit vun eise Finanzen an domadder vun eisem Sozialsystem schwätzen, solle mer nämlech net vergiessen, dass mer elo hei net iwwert déi schwätzen, déi am Joer 2050 gebuer ginn. Mir schwätzen iwwert déi, déi elo an der Spillschoul sinn, iwwert déi, déi an eise Primärschoulen a Lycéeën uechtert d'Land sëtzen an iwwert déi Jonk, déi am nächsten Hierscht aus der Schoul kommen a gären eng Schaff hätten.

Niewent deene Mesuren, déi kuerzfristeg ze huele sinn, fir de budgetären Equiliber erëm hierzestellen, ass et also och noutwendeg eis Transferts sociaux an hirer Gesamtheet ze analyséieren, fir déi richteg Äntwerten ze fannen, fir deene Leit ze hëllefen, déi net vill Revenuen hunn an domat de Räichtum méi gerecht ëmzeverdeelen.

Wann een iwwert de soziale Budget schwätzt dierf een och net vergiessen, dass eng Aarbecht ze hunn dee beschte Moyen ass géint d'Exclusion sociale. Eng Aarbecht ze hu reduzéiert ëm 38,5% de Risiko an Aarmut ze verfalen. Ëmsou méi wichteg ass et erauszefanne firwat déi Mesuren, déi mer schonns hunn, net richteg ugeschloen hunn, éier mer neier aféieren oder manner neier erëm aféieren.

D'Mëttele sinn ze knapp an de Problem ze vill eescht, fir elo nach laang dorëmmer ze experimentéieren. Et si jo Expertisen an Etüden ugekënnegt an och schonns gefrot ginn. Abee, wa se bis do si mussen dann awer och Neel mat Käpp gemaach ginn.

Am Beräich Aarbecht ass a leschter Zäit iwwregens vill iwwert de skandinavesche Modell geschwat ginn, deen d'Flexibilitéit um Aarbechtsmaart mat engem héijen Niveau u Protection sociale kombinéiert. D'Gewerkschaften hunn doriwwer geschwat, op der Patronatssäit gëtt doriwwer geschwat, d'Politiker aus verschiddene Richtungen hunn e mentionnéiert. Mä da musse mir eis awer emol och dohinner setzen a seriö kucken, ob dee Modell eppes ze bidden huet, fir d'Aarbechtslosegkeet hei am Land an de Grëff ze kréien.

Wat mer op jidde Fall erreeche mussen ass - an ech mengen do si mer eis all eens -, dass mer eise Sozialsystem esou organiséieren, dass esou vill Leit wéi méiglech aus eegene Kräften, dat heescht duerch eng bezuelten Aarbecht, dem Aarmutsrisiko an der sozialer Exclusioun entginn.

Am Kader vun de Spuermoossnamen a Compte tenu, dass d'Reserve vun de Spezialfongen an e puer Joer eidel sinn, huet d'Regierung och Moossnamen ugekënnegt am Beräich vun den öffentlechen Investitiounen.

D'Regierung huet notamment ugekënnegt dee Wee vun de sou genannte Partenariats publics-privés, kuerz PPPen, wëllen auszeprobéieren, mat engem Projet pilote am Beräich Schoulinfrastrukturen.

U sech ass de PPP selwer jo näischt Neies, e gëtt hei zu Lëtzebuerg iwwert de Biais vun der Loi de garantie scho méi laang praktizéiert. No der rezenter Revisioun vun de Methoden, fir d'Dette publique am Sënn vun de Maastricht-Kritären ze berechnen, gëllen allerdéngs mëttlerweil all Engagementer, déi de Stat am Kader vun der Loi de garantie hélt, als Deel vun der öffentlecher Verscholdung, well de Stat eben d'Majoritéit vum Risiko dréit.

An Europa sinn England a Portugal déi zwee eenzeg Länner, déi méi systematesch hir öffentlech Investitiounen iwwert de Wee vu PPPe finanzéieren. 70% vum Wäert vun alle PPPen zesummegerechent, déi an der EU ënnerschriwwe ginn, ginn eleng op d'Initiativ vun den Englänner zréck. PPPen zeechne sech och duerch eng staark sektoriell Konzentratioun aus. Ausser an England, sinn d'PPP-Projeten zu 95% am Transportsecteur ze fannen.

Wann een elo weess, dass an Europa 95% vun de Projeten am Transportsecteur duerch PPPen – also Public Private Partnership – realiséiert ginn, erlaabt Der mer vläicht an deem Sënn a mengem perséinlechen Numm eng Klamer opzemaachen am Kader vun der Reorientéierung vun de Prioritéiten, déi och fir den Transportsecteur hei zu Lëtzebuerg gëllen, wou jo 1.385 Milliounen Euro fir den öffentlechen Transport virgesi sinn.

Duerch déi nei politesch Konstellatioun an der Stad Lëtzebuerg ass jo amgaang a Saachen Tram eng nei Situatioun ze entstoen, wou en Tram duerch d'Stad keen Tabu méi ass - wat mir ausdrécklech begréissen -, a wou also en onofhängegen Tram vun der Cloche d'Or duerch d'Stad bis op de Lampertsbierg an op de Kierchbierg fuere kann, dee jo da keng Schnëttstelle mat dem CFL-Réseau hätt an nëmmen um Terrain vun der Gemeng Lëtzebuerg géif fueren.

(Interruption)

An deem Sënn sollt ee sech emol iwwerleeën, ob et an enger neier Struktur, an där d'CFL net misst dra sinn, vläicht méiglech wier, dat Ganzt iwwer e PPP ze finanzéieren. Dëst wier en typescht Beispill wéi et am Ausland, wéi gesot, zu 95% gemaach gëtt a wou een hei zu Lëtzebuerg d'PPPen och emol op eng sënnvoll Manéier ausprobéiere kéint. Klammer zou an ech kommen zréck zu de PPPen an analyséieren, wat dann elo d'Avantagë vun de PPPe sinn.

Den Experten no ass e PPP aus dräi verschiddene Grënn méi effikass:

Éischtens, well d'Aktiva am Privatbesëtz sinn. Dat bedeit, dass de Propriétaire eleng sämtlech Décisiounen hélt, déi de Coût d'utilisation betreffen. Wann zum Beispill am Héichbau nei a manner deier Konstruktiounsmethoden entwéckelt ginn oder am Déifbau nei Revêtementer disponibel sinn, déi méi resistent a méi bëlleg am Entretien sinn, kann een dovunner ausgoen, dass de privaten Exploitant dës nei Methoden a Materialien och konsequent benotzt, well hien domadder spuere kann, ergo säi Benefiss erhéije kann.

Zweetens, duerch d'Méiglechkeet de Folgekäschte bezéiungsweis de Fonctionnementskäschte scho während der Planifikatiouns- an der Realisatiounsphas Rechnung ze droen. Wann de private Partner vun Ufank u weess, dass hien net nëmmen eng Struktur baut, mä dass hien och responsabel ass fir d'Exploitatioun während der gesamter ekonomescher Liewensphas vum Projet, dann ass hien och bereet während der Konstruktiounsphas Investissementer ze maachen, déi him duerno erlaben d'Entretienskäschte méi niddereg ze halen. Dat dréit dozou bäi d'Käschten iwwert de gesamten Zyklus vum Projet ze reduzéieren.

Drëttens, duerch d'Deele vun de Risiken a vun der Rémunératioun vum Projet. Wann e Partner e Risiko droen oder matdroe muss, da kuckt hien, dass alles, wat dëse Risiko negativ beaflosse kéint, esou wäit wéi méiglech eliminéiert gëtt. Den Transfert vum Risiko dréit also tendenziell zu enger méi effikasser Exekutioun vun engem Projet bäi andeems en d'Gestioun vun de Risikoe verbessert.

Insgesamt wiere mat PPPe gutt Resultater erreecht ginn, wann een dës Projeten dorunner moosst, ob si an den Délaien a mat dem geplangte Budget konnte realiséiert ginn.

Et gëtt allerdéngs och drop higewisen, dass d'Duerchféiere vun engem PPP keng einfach a keng bëlleg Saach ass. Praktesch Erfahrungen hätte gewisen, dass d'Käschte vum Appel à la concurrence, vun de Verhandlungen a vun der Mise en place a Gestioun vun engem PPP héich sinn an oft ënnerschat ginn. Déi finanziell Virdeeler, déi d'Bedeelegung vum private Secteur un esou Projete matbréngen, ginn op dës Manéier erëm zum Deel reduzéiert.

Virun allem awer och huet d'praktesch Erfahrung gewisen, dass d'Capacitéit vum Secteur public, esou Projeten ze géréieren, en ausschlaggebende Facteur ass, fir d'Performance vun engem PPP. Ech zitéieren hei de President vun der Europäescher Investitiounsbank: «L'autorité publique responsable doit disposer des ressources humaines et matérielles nécessaires pour gérer un projet PPP en tant que partenaire égal, sinon elle risque de se laisser 'mener en bateau'.» An anere Wierder, iwwert de Wee vu PPPen ze fueren, entbënnt d'öffentlech Hand net vun hirer Responsabilitéit. E PPP ka wuel aus engem gudde Projet e méi ee bëllege Projet maachen, mä hie kann net e schlechte Projet an e gudde Projet verwandelen.

Wéi schonns éineschters erwähnt, huelen d'Reserve vun deenen zwielef Haaptinvestissementsfongen an deenen nächste Joren of - se huele ferm of. Den 1. Januar 2004 waren 1,8 Milliarden Euro an dëse Fongen. Dem Programme quinquennal no wäerte se den 31. Dezember 2009 387 Milliounen Euro am Minus sinn. Ouni déi Emprunten, déi d'Regierung an deenen nächste Jore wëlles huet opzehuelen, misste mer schonn am Laf vum Joer 2007 mat engem Minus rechnen.

Duerfir ass et gutt, dass d'Regierung dëst Joer souwuel d'Prioritéiten, wéi och e Moratoire fir verschidde Projete presentéiert huet. Et wier nach besser gewiescht, wa mer méi genau Zuele kritt hätten, wat dat alles insgesamt kascht, wat mer brauchen, wat mer baue mussen a wat mer baue wëllen.

Sécher, et ass gutt den Invest héich ze halen, well den Invest gutt ass fir d'Wirtschaft. Och do kann een awer net éiweg laang iwwer seng Verhältnisser liewen. Eis Zentralbank huet d'Rechnung emol gemaach. Wa mir un eisem Bauprogramm, wéi en am Plan pluriannuel steet, festhalen a soss näischt maachen, fir den Defizit vun der Administration centrale an de Grëff ze kréien, da geet et op eemol ganz schnell. Da geet innerhalb vun zéng Joer eis Bruttoverscholdung op 31% vum PIB erop.

Et kann op jidde Fall net sinn, dass d'Sanéierung vun eise Finanze just iwwert de Wee vun enger ondifferenzéierter Kompressioun vum soziale Budget erreecht gëtt.

Och am Beräich vun der öffentlecher Baupolitik muss eppes passéieren. Mir kënnen net weider just en termes de volume et de prestige denken. D'Projete mussen ënnert dem Gesiichtspunkt Käschten-Notzen analyséiert ginn an da solle prioritär déi gebaut ginn, déi d'Croissance vum Land ënnerstëtzen a favoriséieren. A Projete musse käschtegënschteg realiséiert ginn. Mir musse standardiséieren. Mir mussen d'Aarbechte besser suivéieren. Mir mussen also net nëmmen eise soziale Budget am Sënn vun enger méi soutenabeler a méi gerechter Ëmverdeelung iwwerdenken, eise Programm fir de Bau vun öffentleche Strukture muss och méi zilorientéiert ginn.

Et ass ganz sécher richteg, Prioritéiten am éducative Beräich ze gesinn, zumools wann ee weess, dass mer am Joer 2010 e Manktum vu 7.800 Plazen an eise Schoule wäerten hunn. Mir mussen nom Plan directeur sectoriel «Lycées» vun 2004 sechs nei Lycéeë bauen, mat enger jeeweileger Capacitéit vun 1.300 Élèven. Hei hoffe mer, dass och déi nei Spillregelen, déi de Bauteminister Claude Wiseler ausgeschafft huet, voll zum Droe kommen, fir méi effizient, méi standardiséiert, méi bëlleg a méi séier ze bauen. Hei kënnen da jo PPPen zum Droe kommen, wou awer eis Lëtzebuerger Ekonomie – an dat wëll ech ënnersträichen – net op der Streck dierf bleiwen.

Fir méi effizient ze baue geet et awer schonn u bei der genauer Festleeung vun de Besoinen a beim Opstelle vun de Cahiers des charges. Déi musse ganz minutiéis opgestallt ginn, wou d'Käschtefro bei all Positioun muss matabezu ginn a wou e Contrôle a priori an dësem Beräich muss gemaach ginn, an organiséierter Form, soss ännert dee beschte Suivi a Contrôle a posteriori näischt un deem aktuellen Zoustand. Dëst ass am Zäitalter vum „copy/paste“ wichteg, dass sech ëmmer erëm Froe gestallt ginn, dass mer eis déi sou genannte «Culture de la contestabilité» verinnerlechen, wou keng Mesure méi en Acquis

ass, mä ëmmer erëm muss nei evaluéiert ginn.

Als Beispill kann ee soen, dass beim Bau vun der Zuchstreck vum TGV-Est d'Cahiers des charges en concurrence d'efficience gesat gi sinn, wou da verschidde Bureaux d'études Käschtereduktiounen en toute responsabilité technique studéiert hunn. Déi Büroen, déi dat beschte Resultat als Spuerpotenzial konnten opweisen, kruten en Zouschlag fir d'Exekutioun vum Dossier, woumat si awer och an der Responsabilitéit bleiwen.

Dass mir déi virgesinne Baute fir d'europäesch Institutiounen och weider esou exekutéieren, wéi virgesinn, ass jo kloer, well den europäesche Site hei zu Lëtzebuerg dierf zu kengem Moment a Fro gestallt sinn.

Prioritéit am Stroossebau huet d'Nordstrooss zwësche Miersch a Lëtzebuerg mat den Tunnelen duerch de Gréngewald fir ëmmerhin 630 Milliounen Euro,...

(Interruption)

...duerfir soll een elo net schonn erëm aner Etüden op den Dësch leeën, éier een den Impakt vun dëser Strooss gesäit.

An där ganzer Debatt iwwert d'Soutenabilitéit vun eise Finanzen däerfe mer nämlech net vergiessen, dass mer net nëmme Sue brauche fir a Steng, Bëton, Schinnen, Kabelen an Antennen ze investéieren, mir mussen och an d'Mënschen investéieren. D'Ekonomiste benotzen do e manner schéinen Term, si schwätze vum Capital humain. Mä et bleift richteg, dass mer nach méi an deene Beräicher mussen investéieren, wou sech an der Zukunft eis Kompetitivitéit ofspillt, wou sech décidéiert, ob mer an Zukunft nach e Wuert matschwätzen oder net. Rieds geet vun der Wëssensgesellschaft. An e Bléck an eise Plan national pour l'innovation et le plein emploi weist op, dass do nach alles ze geschéien huet.

Am Budgetsrapport fannt Dir e ganzt Kapitel zum Thema Kompetitivitéit. Et ass hei wichteg drun ze erënneren, dass mer eis an deenen nächste Jore vill am Beräich Educatioun an Innovatioun virgeholl hunn.

Wann ee vu Kompetitivitéit schwätzt, spillen héich Lounkäschten oder héich Ëmweltnormen natierlech eng wichteg Roll. Mä et ass eng Illusioun ze mengen, mir kéinten duerch Sozial- oder Ëmweltdumping eis Kompetitivitéit op den internationale Mäert garantéieren. Deenen neie Konkurrenten aus Mëttel- an Osteuropa oder aus Asien, Indien a China, déi hei ëmmer erëm ugefouert ginn, kënne mer op deene Punkten d'Waasser net reechen. Déi eenzeg Chance, déi mer hu fir eis Positioun am internationale Wettbewerb ze verdeedegen, ass déi besser Wueren ze produzéieren an déi besser Déngschtleeschtungen unzebidden. Eis Stäerkte kënnen nëmmen d'Qualitéit an d'Originalitéit vun eise Produkter a Servicer sinn. Mä fir dës Qualitéit an Originalitéit hierzestellen, brauche mer eng héich qualifizéiert Main-d'œuvre.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Matière grise ass also eist Kapital vun der Zukunft. Déi enttäuschend Resultater vun der éischter PISA-Etüd an déi nëmme wéineg besser Resultater vun der zweeter Etüd, déi vill schoulesch Echecen an awer och deen niddregen Taux vu jonke Leit, déi op enger Uni studéieren an en Héichschouldiplom décrochéieren, sinn en Zeechen, dass mer a Saache Wëssensgesellschaft e Retard op eis Haaptkonkurrenten opgebaut hunn, dee mer onbedéngt mussen ofbauen.

Ech hunn uganks vu menger Ried op eng Diskrepanz higewisen, an zwar dass mer nei Aarbechtsplazen zu dausende schafen, de Chômage awer kontinuéierlech an d'Luucht geet, an dat schonn zënter Joren. Ech mengen, et ass net falsch hei, nieft aneren Ursaachen, och de Lien mat der Qualifikatioun vun eisen Demandeurs d'emploi ze maachen. An duerfir musse mer an d'Educatioun an an all hir Reformen investéieren. Dat fänkt u beim Précoce, wou d'Basis geluecht gëtt fir d'Chancëgläichheet an eiser Gesellschaft, souwuel fir déi lëtzebuergesch wéi fir déi auslännesch Kanner. Dat geet weider iwwert de Primaire, de Secondaire, d'Formation professionnelle an d'Formation continue bis bei d'Héichschoulen.

An der Wëssensgesellschaft musse mer och duerfir suergen, dass eis jonk Leit vun Ufank un net a Retard kommen. Duerfir musse mer ganz ënnen ufänken - d'Gläichheet fänkt am klengen Alter un - a generell Ganzdagsbetreiung an eise Gemengen aféieren, an dat och vum Stat deementspriechend subventionéieren.

Wann ech hei vun Héichschoule schwätzen, da muss ech natierlech och meng Satisfaktioun driwwer zum Ausdrock bréngen, dass de Budget 2006 substanziell Erhéijunge vun de Kreditter fir eis Uni Lëtzebuerg virgesäit, an zwar op 48,7 Milliounen. Dat entsprécht enger Progressioun vun eppes méi wéi engem Drëttel am Vergläich zum Budget 2005. Ech wëll dat hei ervirsträichen an eiser Regierung ausdrécklech zu dësem Choix félicitéieren.

Och am Beräich vun der Recherche an der Innovatioun gesäit de Budget 2006 zousätzlech Dépensë vir. Eleng am Budget vum Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ginn d'Kreditter fir d'Fuerschung ëm 10 Milliounen Euro oder 19% an d'Luucht. Do kommen nach déi Zommen derbäi, déi iwwer aner Ministèrë fléissen, notamment iwwert de Wirtschaftsministère an iwwert d'Classes moyennes. Och hei ass net op der falscher Plaz gespuert ginn an et sinn d'Kreditter, déi der Innovatioun an der Promotioun vum Esprit d'entreprise zegutt kommen, déi gehéicht goufen.

Mä mer mussen awer wëssen, dass mer trotz dësen Efforten nach e wäite Wee zréckzeleeën hu bis mer d'Ziler erreechen, déi mer am Kader vun der Lissabon-Strategie, an do speziell vum sou genannten Objectif de Barcelone, erfëlle mussen. Den Objectif de Barcelone gesäit nämlech vir, dass mer bis 2010 3% vun eisem PIB fir d'Fuerschung an d'Entwécklung ausginn. Dovunner sollen am Prinzip 2% vun der Privatekonomie kommen an 1% vum Secteur public. Am Moment, dat heescht no den Zuele vun 2003, hunn déi staatlech Dépensë fir d'Recherche awer nëmmen 0,3% vum PIB erreecht, während de Privatsecteur mat ongeféier 1,6% sengem Zil scho relativ no komm ass. Hei muss een natierlech nuancéieren, well de Grousseel vun de privaten Dépensë fir Recherche an Développement vun e puer grousse Betriber opbruecht gëtt.

Mir schéngt et duerfir besonnesch interessant ze sinn, ze kucken, wéi sech de Stat nach besser mat sengen Hëllefe fir d'Fuerschung an d'Innovatioun un d'Kleng- a Mëttelbetriber kann adresséieren, dat Ganzt natierlech am Kader vun deem, wat Bréissel eis erlaabt. Si mussen den Accès zu den neien Technologië kréien; si musse méi vum Transfert vun Technologie an Know-how profitéieren.

Mir sollen net vergiessen, dass de Mëttelstand en enormt Innovatiounspotenzial huet, dass hien Aarbechtsplaze schaaft, an - wat net onwichteg ass, wann ee vun Aarbechtsplazen, mä awer och vu Subsidë schwätzt - et si Betriber, déi vläicht manner ufälleg si fir Délocalisatiounen an d'Ausland ewéi Filiale vu multinationale Konzerner.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net eleng duer, dass mir méi Suen ausgi fir Fuerschung, Entwécklung, Innovatioun, fir den Esprit d'entreprise ze fërderen oder fir d'Uni Lëtzebuerg opzebauen: Et ass op d'mannst gradesou wichteg, dass eis Dépensen effikass a cibléiert agesat ginn. Wa mir eis limitéiert Moyenen an Zukunft optimal wëllen asetzen, da musse mir Double-emploien a Gaspillage vermeiden an dofir suergen, dass och d'ekonomesch an d'gesellschaftlech Retombéeë fir d'Land, seng Leit a seng Entreprisë méiglech grouss ausfalen.

Duerfir mussen Aktivitéiten, déi mat eiser Fuerschung an Innovatiounspolitik zesummenhänken, op allen Niveauen a mat allen Acteure besser koordinéiert ginn. Mir sollen eis op e puer spezifesch Beräicher konzentréieren, an deenen d'Investissementer vum Privatsecteur a vum öffentleche Secteur zu Synergië kënne féieren. Ech denken hei un d'Kreatioun vu sou genannte Grappes technologiques, oder Clusteren an un den Ausbau vun de Pépinières d'entreprises.

Doniewent musse mer awer och kucken, datt mer eng confortabel Marge de manœuvre financière behalen, well kuerzfristeg grouss Défien op eis duerkommen, déi eis Finanze ferm belaaschte wäerten.

An do Stéchwuert Kyoto. Mir hunn eis am Kader vum Kyoto-Protokoll engagéiert bis an d'Joer 2012 d'Emissioune vun Zäregasen, haaptsächlech vun CO_2, op den Niveau vun 1990 zréckzeschrauwen. 1998 hu mer gemengt, dat wier kee Problem fir eist Land. Jiddfereen heibanne weess och, firwat dat esou war: Duerch d'Ëmstellung vun den Héichiewen op modern Elektrostolwierker huet sech eise Kyoto-Bilan um Niveau vun den Emissiounen, déi vun der Industrie stamen, drastesch verbessert. Esou si mir dann och effektiv am Joer 1998 ënner eist festgesatent Zil vun néng Milliounen Tonnen CO_2 an eisen Zäregase komm. An och nach am Joer drop si mir knapps ënner eisem Burden-sharing-Zil bliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider ass eis Situatioun a Saache Kyoto haut eng ganz aner wéi nach viru sechs, siwe Joer. Wou si mir haut drun? Am Joer 2004 hu mir mat 12,6 Milliounen Tonnen Zäregasen den Niveau vun 1990 nees iwwerschratt, wou mir dach am Fong missten 28% drënner leien. D'Prognos vum Kölner FiFo-Institut, déi den Här Ëmweltminister der Finanz- an der Budgetskommissioun virstelle komm ass, weist, dass eis Emissioune riskéieren nach weider an d'Luucht ze goen op iwwer 14 Milliounen Tonnen am Joer 2012.

Deen déckste Batz vun den Emissiounen, d'Halschent ongeféier, geet op de Kont vum Stroosseverkéier an apaart op de Kont vum Tanktourismus, ouni dee mir eis Kyoto-Ziler och haut nach respektéiere kéinten, an däitlech ënner néng Milliounen Tonne leie géingen.

Wat sinn dann elo d'Méiglechkeeten, fir eis Ziler awer nach ze erreechen, respektiv den Delta méiglechst kleng ze halen? An éischter Linn musse mir Energie aspueren an op méi Energieeffizienz setzen. An der Industrie, wou den Energieverbrauch als Käschtefaktor betruecht gëtt, spillt d'Energieeffizienz haut schonn eng wichteg Roll.

An de private Stéit hu mir awer nach en Aspuerpotenzial, wat op 200.000 bis 300.000 Tonnen CO_2-Equivalenter d'Joer geschat gëtt. Mir kënne spueren duerch eng besser Isolatioun vun den Haiser, d'Ersetze vun alen Heizungen, zum Beispill duerch Brennwäertkessel, d'Förderung vun Niddregenergiea vu Passivhaiser, duerch d'Ersetze vun den elektreschen Apparater an esou weider.

Mir mussen och versichen, eisen Undeel vun alternativen erneierbaren Energien un eiser Stroumproduktioun an d'Luucht ze setzen, vu dass bis 2012 souwisou 5,7% vun eisem Energieverbrauch duerch erneierbar Energië sollen ofgedeckt ginn.

An natierlech kënne mer eise Bilan nach immens verbesseren, andeems mer den öffentlechen Transport konsequent ausbauen a weider op e „modal split" vu 25/75 hischaffen.

Fir e ganz konkreten Usaz vun eisem „modal split" a Richtung 25/75 ze drainéieren, an awer och e prezise Schrëtt a Richtung manner Tanktourismus ze maachen, fir eis Kyoto-Rechnung ze probéieren zum Deel auszebalancéieren, bei enger permanent steigender Zuel vu Frontalieren, wou de Gros vun de Leit aus Frankräich an noer Zukunft bei 70.000 leie wäert, musse mir eis Prioritéiten a puncto Eisebunnsinfrastrukturen aus dem Sillon mosellan Richtung Stad Lëtzebuerg checken – net zulescht wéinst dem TGV-Est, duerch dee mir optimal Infrastrukture brauche zwësche Beetebuerg an eiser Haaptstad, fir net permanent Retarden am Zuchbetrib ze generéieren.

Vum Referenzwäert vun 1990 si mir am Transportberäich vun 2,59 Milliounen Tonnen CO_2 am Joer 2004 op 6,76 Milliounen Tonnen CO_2 an d'Luucht gaangen. Do kënne mir nëmmen eppes erreechen, wa mir elo konsequent den öffentlechen Transport ausbauen. Duerfir soll elo endlech eppes um Terrain geschéien.

Wat hënnert eis dann dorun, den Tronçon vun der Place de l'Europe bis bei den Utopolis ze bauen? Näischt, well dësen Tronçon ass souwuel fir den Train-tram wéi och fir den Tram léger ze fueren, an op déiselwecht Manéier ze bauen.

Mir schéngt et éischter esou ze sinn, wéi wa mat dëser ganzer Diskussioun am Endeffekt hei guer näischt geschitt. An dann ass en Deel vun deenen 1.385 Milliounen Euro fir den öffentlechen Transport gespuert, wat – esou hoffen ech – jo net d'Zil vun der Diskussioun ass, well eise „modal split", deen elo bei 12 bis 13% läit a jo op 25% komme soll – an dat wäert Dir gesinn –, gëtt nach méi schlecht an eis Kyoto-Engagementer kënne mir iwwerhaapt net anhalen. An da musse mir dat méi deier bezuelen iwwert de Statsbudget.

Den Ëmweltminister huet jo bekanntlech déi sou genannte Potenzialstudie beim Dokter Ewringmann an Optrag ginn, fir festzestellen, ob wéi enge Plaze mir hei zu Lëtzebuerg nach Aspuerpotenzialer hunn, fir eise Kyoto-Ziler méi no ze kommen. Am Kader vun dëser Etüd gëtt jo och dee faméisen Tanktourismus ënnersicht. Eng speziell Form vun Tourismus – an dat soll een net vergiessen, Här President –, deen e ganz beträchtlechen Deel vun eise Recetten am Statsbudget ausmécht.

Deen zweeten Deel vu Kyoto, duerch dee mir hei am Land ganz vill Energie spuere kënnen, ass dee vun de gebailechen Infrastrukturen, dëst sief et bei de Privathaushalter wéi um Niveau vun den Entreprisen oder den öffentlechen Ariichtungen. An dësem Kontext läit d'EU-Direktiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 iwwert d'Performance énergétique des bâtiments vir, déi a Lëtzebuerger Recht ëmgesat soll ginn. Ech mengen, dat solle mir dréngend maachen.

Ausserdeem bidde sech an deene verschiddene Sparten am Ëmweltberäich vill Méiglechkeete vun neien Aarbechtsplazen un.

Wat kascht eis Kyoto dann elo am Statsbudget an deenen nächste Joren, dat heescht an der Period 2008 bis 2012, wa mir tatsächlech musse Rechter kafen oder Strofe bezuelen? Fir Iech eng Iddi ze ginn: Am leschten hallwe Joer huet eng Tonn CO_2 op den europäesche Boursen, wou mat CO_2-Zertifikater gehandelt gëtt, zwëschent 20 a 25 Euro kascht. Wa mir also tatsächlech am Zäitraum 2008 bis 2012 eis Kyoto-Ziler ëm ongeféier fënnef Milliounen Tonne verpassen, da musse mir all Joer fir ee Minimum vun 100 Milliounen Euro Rechter kafen, respektiv Projete realiséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erspueren Iech hei déi Zeenarioën, wou eng Tonn CO_2 40, 50, 60 Euro kascht.

Am Budget 2005 hat d'Regierung fënnef Milliounen Euro ageschriwwen, fir deen neie Kyoto-Fong ze alimentéieren, am Budget 2006 ass d'Zomm op zéng Millioune verduebelt ginn. Et ass evident, dass déi nei Zommen net wäerten duergoe fir deen Défi, dee Kyoto duerstellt, ze meeschteren, à moins dass mir bis 2008 eis Emissioune vun Zäregasen awer drastesch reduzéiert kréien. Am anere Fall misst sech d'Regierung iwwerleeën d'Emissiounsrechter léiwer haut wéi mar ze kafen, wou se eis nach net d'Aen aus dem Kapp kaschten.

Spéitstens op dësem Punkt muss jidderengem bewosst ginn, dass Nohaltegkeet e Präis huet an dass Nohaltegkeet am Ëmweltberäich an Nohaltegkeet am budgetäre Beräich zwou Säite vun därselwechter Medail sinn.

Déi aner Erausfuerderung, vun där ech Iech geschwat hunn, ass de Vieillissement vun eiser Populatioun. Mir sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer gutt drun, mir hunn eng relativ jonk Populatioun a virun allem ass eis Relatioun vun den Aktive par rapport zu den Inaktive bis elo ganz favorabel gewiescht, notamment wéinst der staarker Immigratioun vu jonken Aarbechtskräften an deene leschten 20 Joer.

Mä et bleift awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass och eis Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg méi al gëtt. An an deem Mooss, wéi sech eis Bevölkerungsstruktur veränNert, muss sech och de Stat veränneren, muss e sech upassen.

Do stellt sech natierlech d'Fro vun de Pensiounen. Am Fréijoer huet d'Europäesch Kommissioun hire Bericht 2005 erausginn iwwert d'öffentlech Finanzen an den EU-Memberstaten. No hire Berechnunge verschlechtert sech de Ratio zwëschen Aktiven a Leit, déi eng Pensioun bezéien, och wann deen exceptionnel héijen Taux de croissance de l'emploi, dee Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer kannt huet, géing viru bestoen. Duerch d'Dépensen, déi dorauser entstinn, géing eis Bruttoschold am Joer 2030 32% vum PIB erreechen a souguer 50% am schlëmmsten Zeenario.

En Zougréff an d'Reserve vun de Pensiounen oder awer d'Réckschrauwe vun der staatlecher Kontributioun bréngt op jidde Fall laangfristeg guer näischt. Et léist net d'Soutenabilitéitsproblemer vun de Pensiounen an et léist op kee Fall d'Defizitfro, well no de Maastrichter Kritären nëmmen op d'Administration générale gekuckt gëtt.

Doriwwer eraus stellt sech de Problem vum Service public. Déi demographesch Evolutioun vun eiser Bevölkerung wäert och grondleeënd d'Strukture vun eisem soziale System veränneren. Dat wat haut en Éventail approprié vum Service public ass, wäert a 15 bis 20 Joer wahrscheinlech net méi adequat sinn. An anere Wierder, d'Demande fir e qualitativ gudde Service public wäert net ofhuelen, mä zouhuelen.

A fir dass de Stat déi Servicer ubidde kann a mir eis déi Servicer dann och leeschte kënnen, mussen Entscheedungen haut an net eréischt mar falen. Der OECD no representéieren nämlech hautdësdags an den industrialiséierte Länner Dépensen, déi direkt oder indirekt mam Vieillissement démographique zesummenhänken, am

Duerchschnëtt 40 bis 50% vum PIB.

Ze waarden, bis d'Situatioun intenabel gëtt, ass also irresponsabel vis-à-vis vun all deenen, déi haut kollektiv, duerch hir Aarbecht an duerch d'Steieren, déi se bezuelen, zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen, a vis-à-vis vun eise Kanner, deene mir och mar nach gären eng anstänneg Ofsécherung géingen offréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, an deenen nächste Jore kënnt vill op eist Land zou a mir musse kucken, dass mer dat alles packen, ouni eis finanziell ze verrennen.

An eisem Rapport hu mir d'Regierung opgeruff, sech un hiren Objectif budgétaire ze halen, dat heescht d'Progressioun vun den Dépensen an Aklang ze brénge mam wirtschaftleche Wuesstum.

Mir hunn awer och - an dat ass genausou wichteg - drop higewisen, dass et net duergeet, d'Dépensë wahllos ze kierzen, bezéiungsweis Ajustements budgétaires duerchzeboxen. Wann ee just dat mécht, dann huet een zwar gutt geschafft, well Enn des Joers d'Zuelen opginn, mä dat heescht awer nach laang net, dass déi Mëttelen, déi agesat gi sinn, eis Croissance économique dann och gläichzäiteg stimuléieren; zu deem Sujet seet eis Norme budgétaire awer net vill aus.

Sech budgetär Regelen ze ginn, heescht och Choixen ze treffen. D'Kritäre vum europäesche Stabilitéits- a Croissancepakt si bekannt, mä et ass all Land fräigestallt, wéi et déi Kritären anhält. D'Fro ass also: Wat hale mir an eisem nationale Stabilitéitspakt fest? Wat ass fir eis deen adequaten Objektiv: den Niveau vun der Dette, vum Defizit oder vun den Dépensen? A wéi eng Elementer gesi mir als Investissementsdépensen un?

Sécher, öffentlech Investitiounen hunn incontestablement Avantagë fir déi zukünfteg Generatiounen, well si och dovunner kënne Gebrauch maachen. Mä sinn d'Dépenses courantes am Beräich Educatioun zum Beispill net och en Investissement an d'Zukunft? Dat sinn alles Froen, déi nach op Äntwerte waarden.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den Objectif ultime vun eiser hausgebakener Norme budgétaire ass jo och u sech, fir den Undeel vun den Dépensë par rapport zum PIB ze stabiliséieren. Da muss een awer a Fro stellen, ob de jëtzegen Niveau vun eisen Dépensen och adequat ass an ob d'Kompositioun vun deenen Dépensen déi richteg ass.

Sécher, eng rigouréis Maîtrise vun den Dépensë kann eis erlaben de budgetären Equiliber kuerzfristeg erëm hierzestellen. Eng laangfristeg Soutenabilitéit - an dat hu mir och an eise Konklusioune widderholl - verlaangt strukturell Reformen. Mä och déi zwee zesumme si keng Garantie, dass d'Action publique effikass ass. Dat kann een nëmme garantéieren, wann ee politesch Aktioune systematesch evaluéiert.

«L'indifférence au réel est à la limite supportable dans une société riche, où les conflits se règlent par l'empilement de nouvelles mesures associées à de nouvelles dépenses… Pour combien de temps encore pourrons-nous avoir cette désinvolture?» (Sylvie Trosa, docteur en droit public).

An deene leschte 15 Joer hu vill europäesch Länner hir öffentlech Gestioun reforméiert, well se budgetär Contrainten haten, well se eng méi effikass Utilisatioun vun den öffentleche Gelder ugepeilt hunn, an och aus der Suerg eraus d'Politike vum Stat méi transparent ze gestalten.

D'Fuerderung, fir och emol bei eis de Compteur eng Kéier op null ze setzen an ze kucken, ob eis Dépensë richteg agesat ginn, ass net nei. De Statsrot huet dat scho virun zéng Joer proposéiert am Kader vu sengem Avis iwwert de Budget vum Joer 1996. An déi Demande daucht säitdeem regelméisseg Joer fir Joer op. Mir hu jo dann ëmmer behaapt, dass den Exercice ze komplizéiert ass.

Abee, eis franséisch Noperen, déi jo net am Verdacht sti besonnesch reformfreedeg ze sinn, hunn deen Exercice gemaach. Vun 2006 u presentéiert sech de Budget net méi – wéi nach ëmmer bei eis – an engem décke Buch mat honnerte vun Zeilen.

Vun 2006 u votéieren d'franséisch Deputéierten net méi e Budget, deen an 850 Chapiteren d'Kreditter vun de Ministèren hermetesch duergestallt huet. Si votéiere 34 Missiounen, déi de Kader vun der Politik vum Stat duerstellen. Eng Missioun ka sech op ee Ministère reflétéieren, wéi zum Beispill d'Mission Éducation, oder awer verschidde Ministèrë betreffen, wéi zum Beispill d'Mission Recherche an Enseignement supérieur.

Vun 2006 u votéieren d'franséisch Deputéierten net méi en bloc honnerte vu Kreditter, déi Joer fir Joer erëm presentéiert ginn a wou kee méi weess, wat am Fong hannendru steet. D'Députéiere votéieren eng 130 Programmer. E Programm regruppéiert d'Moyenë vun enger öffentlecher Politik, déi vun engem Ministère bedriwwe gëtt, fir strategesch Objektiver ze konkretiséieren.

All eenzelne Programm entsprécht also engem kohärenten Ensembel vun Aktiounen, déi engem Responsable de programme uvertraut ginn, eng Persoun, déi vum jeeweilege Minister designéiert gëtt.

De Responsable de programme kritt eng global Enveloppe vu Kreditter, déi him et erlaaben déi Mëttelen anzesetzen, déi him am beschte gëeegent schéngen, fir d'Objektiver ze erreechen, déi zréckbehal gi sinn. De Programm ass ënnerdeelt an Aktiounen, déi d'Finalitéit vum eenzelne Programm detailléieren. De Programm „Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local" ass zum Beispill ënnerdeelt a Fiscalité des grandes entreprises, Fiscalité des PME, Fiscalité des particuliers, an esou weider.

D'Aktiounen zeechnen also méi am Detail op, a wéi engen eenzelne Beräicher d'Moyenë vun der globaler Enveloppe agesat ginn. D'Répartitioun vun den Dépenses prévisibles fir déi verschidden Aktiounen ass awer just à titre indicatif uginn. De Responsable de programme pilotéiert en Ensembel vun Aktiounen ouni duerch limitativ Kreditter agëengt ze sinn. Déi eenzeg Limite, déi hien huet, ass d'global Enveloppe, déi hie fir säi Programm kritt.

D'Contrepartie vun dëser Fräiheet ass den Engagement d'strategesch Objektiver, déi festgehale sinn, awer och ze erreechen. Op all Echelon muss also Responsabilitéit iwwerholl ginn, jiddferee muss seng Resultater rechtfertege kënnen. Erreecht gëtt dat duerch d'Mise en place vun engem Dispositif de pilotage par les performances, deen d'öffentlech Aktioun steiert, duerch d'Aféierung vun der Comptabilité analytique, déi derzou bäidréit d'Performancen ze moossen, an duerch eng systematesch Evaluatioun vun de Programmer, fir ze kontrolléieren, ob dës Programmer hir Ziler och erreechen.

D'Réforme budgétaire, déi eis franséisch Noperen duerchgezunn hunn – iwwregens op Initiativ vun der Assemblée nationale –, ass also net einfach nëmmen en techneschen Aménagement, et ass eng regelrecht budgetär Revolutioun. De Budget gëtt net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater. Doduerch gëtt e konkrete Lien geschafen tëschent politesche Prioritéiten, déi eng Regierung sech stellt, a budgetäre Moyenen, déi se sech gëtt, fir déi Prioritéiten an Ziler ze erreechen.

Wéi dee fréiere Finanzminister a Coauteur vum neie franséische Finanzgesetz, Alain Lambert, gesot huet: „D'Qualitéit vun engem Minister a vu senger Politik soll u senge Resultater gemooss ginn, an net un de Kreditsteigerungen, déi säi Ministère kritt huet." Déi nei franséisch Loi Organique des Lois de Finances, oder kuerz LOLF, féiert elo zwou grouss Neierungen an.

Éischtens favoriséiert se d'Modernisatioun vun der öffentlecher Gestioun andeem se eng Kultur vun der Performance a vun der Responsabilitéit aféiert. Dëst geschitt iwwer strategesch Ziler, déi d'Prioritéite vun der öffentlecher Aktioun konkretiséieren. Dës strategesch Ziler concernéieren dräi Dimensioune vun der Performance:

Mir hunn éischtens, den Aspekt vun der sozioekonomescher Effikassitéit. Wat ass den Impakt vun eiser Aktioun? Huet se dat sozioekomomescht Resultat, dat mir eis erhoffen? Zum Beispill: Sinn déi Mëttelen a Mesuren, déi mir am Beräich Fiscalitéit asetzen, déi richteg, fir d'Fraude fiscale ze réprimëieren?

Zweetens gëtt et Qualitéitsziler, déi den Usager betreffen, ob hien elo dobaussen de Bierger ass oder en anere Beamten. Bei der Action fiscalité sinn d'Qualitéitsziler, zum Beispill d'Steiererklärung duerch nei Technologien ze erliichteren, oder de PMEen en eenzegen Interlocuteur fir all Steierproblemer zur Verfügung ze stellen.

Drëttens hu mir Effizienzziler um Niveau vun der Gestioun. Ziler also, déi de Steierzueler interesséieren. Hei geet et dorëms ze kucken, wéi een d'Servicer vum Stat méi effizient kéint gestalten. Fir beim Programm Fiscalitéit ze bleiwen, kéint hei een Zil sinn, d'Gestiounskäschte vun der Besteierung ze reduzéieren.

Et gëtt also keen direkte Lien gemaach tëschent sozioekonomesche Resultater a finanzielle Mëttelen. Fir d'éischt gëtt gekuckt, ob dat, wat de Stat ubitt, dat Richtegt ass. Da gëtt gekuckt, wéi d'Qualitéit vun deem Service ka verbessert ginn. A wann dat bis feststeet, gëtt gekuckt, wéi een dat ganz effizient an effikass ka gestalten. An anere Wierder, de Passage vun enger Logique de moyens op eng Logique d'objectifs heescht net, dass just nach nom Prinzip „coût-efficacité" gefuer gëtt.

An et gëtt keng mechanesch finanziell Konsequenz op Basis vun de Resultater. E schlecht Resultat entraînéiert weder eng automatesch Diminutioun vun de Kreditter nach eng automatesch Augmentatioun. Nëmmen eng déif gräifend Analys vum Resultat determinéiert, wat ze geschéien huet.

Doriwwer eraus ass dëst och sécherlech eng Approche, déi der Réforme administrative am Allgemengen, a méi prezis der Simplification administrative, zegutt kënnt: duerch d'Autonomie, déi d'Administratiounen an der Gestioun vun hire Fonge kréien, duerch d'Kultur vun der Responsabilitéit, déi esou favoriséiert gëtt, duerch d'Qualitéitsdenken, dat promouvéiert gëtt, an duerch d'Recherche vun der Effizienz, déi den Ofbau vun onnéideger Bürokratie an d'Asetze vu modernen Technologien ukuerbelt. Zu Lëtzebuerg schwätze mir scho laang doriwwer. Dëst wär elo d'Geleeënheet emol endlech Neel mat Käpp ze maachen.

Déi aner grouss Erneierung, déi d'LOLF bréngt, ass d'Transparenz vun der Information budgétaire, déi et finalement dem Parlament erlaabt senger Kontrollfunktioun gerecht ze ginn. Dëst ass eng aner Dimensioun, déi hei zu Lëtzebuerg aktuell ass. Ech schwätzen elo nach net emol iwwert d'Méiglechkeet Amendementer ze maachen, mä einfach fir ze wëssen, wat hannert deenen honnerte vun Zuele stécht.

Wat maache mir als Deputéierten, wa mir eist déckt Buch hei kréien? Mir gi kucken, ob et eng Progressioun oder eng Diminutioun an den Totaler vun deene verschiddene Ministèrë gëtt. Wann een Zäit hätt, kéint een och all Zeil vergläiche goen, sous condition dass d'Presentatioun net erëm eng aner Kéier e bësse geännert huet. An dann, da kënne mir eis opreegen, dass een net méi esou vill kritt huet, oder eis op d'Schëller klappen, dass een aneren eppes bäikritt huet. Mä iwwert de Continu an d'Qualitéit vun de Politiken, déi mir mat deene Sue gemaach hunn, wësse mir häerzlech wéineg.

Égalité des chances, Entwécklungspolitik, wirtschaftlech Promotioun, Aarbechtspolitik, Gesondheetspolitik, ouni eng systematesch Evaluatioun vun eiser Politik kënne mir ni richteg eppes dozou soen. An et geet och net duer all Schaltjoer en Audit ze maachen, an nach vill manner, wa keng Konsequenzen dorauser gezu ginn.

D'Exigenz vun engem Compte rendu vun de Performancen ass näischt Neies. Et ass och net eng neoliberal Ausuferung, wéi verschidde Leit dat mengen. Schonns an der Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen vu 1789 ass dës Approche festgehale ginn. Ech zitéieren den Artikel 14: «Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée». Artikel 15: «La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration».

D'LOLF vum 1. August 2001 huet sech dës Précepter zu Häerz geholl. A Frankräich muss d'Regierung vun 2006 un all Joer seng Ziler an hir Strategien duerleeën an duerno Rechenschaft ofleeën. Mam Projet de budget muss déi franséisch Regierung vun 2006 un dem Parlament e sou genannte Projet Annuel de Performance, e PAP, virleeën. Dëse Projet presentéiert fir all eenzel Programm d'Aktiounen, déi ëmgesat solle ginn, d'Objektiver, déi ugepeilt sinn, an d'Resultater, déi d'Regierung sech dovunner erwaart.

De Projet annuel de performance enthält ausserdeem eng «justification au premier euro» vun den Dépensen, déi ageschriwwe gi sinn; dat heescht, all Dépensë musse Joer fir Joer frësch justifizéiert ginn. Beim Dépôt vum Compte général muss d'Regierung dann de Rapport Annuel de Performance (RAP) virleeën, dee genau Rechenschaft ofleet iwwert déi eenzel Dépensen an iwwert d'Resultater, déi mat dëse Mëttelen erreecht gi sinn.

An anere Wierder: Duerch dës nei budgetär Architektur kann d'Parlament am Ufank vum Joer d'Kohärenz appréciéieren tëschent de budgetäre Choixen, déi d'Regierung getraff huet, an den Objektiver, déi se sech gesat huet. Um Schluss vum Joer huet een dann d'Méiglechkeet ze evaluéieren, ob d'Dépense publique och effikass war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn éineschters gesot, dass och hei zu Lëtzebuerg scho méi laang d'Demande formuléiert ginn ass, fir d'Compteuren emol eng Kéier op null ze setze beziehungsweis fir méi systematesch d'öffentlech Aktioun ze evaluéieren.

1995, an engem Joer also, wou d'budgetär Situatioun nach eng ganz aner war, huet de Statsrot geschriwwen, ech zitéieren: «L'approche théorique du ‚zero-base-budgeting', jumelée a une flexibilité accrue, tant à l'intérieur des différents départements qu'entre ceux-ci, permettrait d'étendre la marge de manoeuvre politique et budgétaire du Gouvernement.»

2001 hat de Conseil économique et social dem Stat recommandéiert, en Informatiounssystem opzestellen, deen him et géing erlaben, d'Effikassitéit an d'Effizienz vun deenen eegene Servicer ze moossen: «L'État doit instituer une sorte de ‚benchmarking', c'est-à-dire un système d'étalonnage permanent, permettant de suivre l'efficacité et l'efficience de l'État luxembourgeois dans le monde par rapport aux meilleures expériences étrangères et de mesurer l'efficacité des institutions et des administrations de l'État et de leur gestion.»

An der Tëschenzäit hunn d'Fransouse bewisen, dass de Schwieregkeetsgrad vum Exercice keng Excuse ass, fir en net unzegoen. Mä et gëtt nach aner méi pragmatesch Argumenter, fir dee Wee anzeschloen.

Éischtens, well mir eis mat der Cour des Comptes, esou wéi se duerch d'Kontabilitéits- an d'Budgetsgesetz vun 1999 reforméiert ginn ass, schonn en Instrument ginn hunn, fir net nëmmen d'Rechtméissegkeet vun den Dépensen ze kontrolléieren, mä och d'Evaluatioun vun de Politiken ze ënnerstëtzen duerch den «examen de la bonne gestion financière».

Zweetens, well verschidde Ministèrë sech schonn an där Richtung beweegt hunn, notamment de Gesondheetsministère, mat sengem Programme d'action «soigner mieux en dépensant mieux», an de Ministère des Travaux publics, dee sech nei Prozedure ginn huet, fir d'Käschte besser ze kontrolléieren. Do derniewent huet de Ministère vun der Fonction publique eng Démarche Qualité lancéiert, déi och am Sënn vun der LOLF eng Verbesserung vum Stat senge Servicer ustrieft.

Wat eis feelt, ass e legale Kader, deen deene finanzielle Mëttelen, déi mir dem Stat erlaben ze engagéieren, e politesche Sënn gëtt, an zwar duerch eng nei Opschlësselung vun eisem Budget a Missiounen, Programmer an Aktiounen. D'politesch Prioritéiten definéieren ass en éischte Schrëtt, fir d'Effikassitéit vun der Dépense publique ze verbesseren. Wa keng Prioritéite festgehale ginn, feelt et der öffentlecher Aktioun u Kohärenz an u Lisibilitéit. An dat vermindert d'Effikassitéit vun de Mëttelen, déi der öffentlecher Aktioun octroyéiert gi sinn.

Am Kader vun der Preparatioun vum Budgetsrapport hu mir eis zu Paräis beim «père spirituel» vun der LOLF, dem Deputéierten a Questeur Didier Migaud, informéiert, deen iwwregens an deem Kader dësen 19. Dezember op Lëtzebuerg kënnt, fir engem méi breede Publikum d'Philosophie lolfienne méi no ze bréngen, a wou Dir jo alleguerten invitéiert sidd.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op meng Konklusioune kommen, wëll ech nach eng Kéier kuerz op d'Recetten ze schwätze kommen. An deene leschten Deeg a Wochen ass vill geschwat ginn iwwert dee Besuergnis erregende Wuesstum vun eisen Dépensen. Zu Recht ass dat gemaach ginn, an och zu Recht ass gesot ginn - an dat soll ee widderhuelen -, dass de Problem vun eisem Budget net op der Recettësäit läit, mä op der Dépensësäit. Dat heescht awer nach laang net, dass op der Recettësäit alles am grénge Beräich ass.

Beim Dépôt vum Budget war op eemol e grousst Gedäisch, well d'TVA-Recetten 2005 manner gutt ausfale wéi virgesinn. Ongeféier

400 Millioune manner sollen et si par rapport zum Budget voté. Sécher, e Remboursement vun 300 Milliounen un eng eenzeg Entreprise ass en exceptionnelt Element, wat dësen onerwaarte Réckgang vu Recetten zum Deel erkläert.

De Problem u sech ass awer net nei. D'Cour des Comptes weist scho säit Joren drop hin, dass d'Augmentation nette vun de Soldes à encaisser op eng Besuergnis erregend Aart a Weis wiisst. Am September 2005 huet de Montant cumulé vun der TVA à rembourser en historeschen Niveau erreecht, mat 884 Milliounen. Domadder ass de Solde net à encaisser vu minus 140 Milliounen am September 2004 op minus 444 Milliounen am September 2005 gestiegen.

Une voix.- Oh freck!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- En anere Problem bei der TVA, deen och längst bekannt ass, ass dee vun den Arriéréen, déi héchstwahrscheinlech net méi anzedreiwe sinn, well se ze wäit zréck an der Vergaangenheet leien, oder awer well d'Situatioun vun deenen, déi dem Stat Sue schëlleg sinn, prekär ass.

1996 ware 70% vun deenen, déi dem Stat TVA schëlleg waren, nach aktiv. Enn September 2005 komme just nach 40% vun dësen Arriéréë vu Leit beziehungsweis Betriber, déi nach aktiv sinn. 16% vun deene Montanten, déi zréckzebezuele sinn, komme vu Leit beziehungsweis vu Betriber, déi en cessation sinn. An déi aner 40% si Fäll, wou d'Faillitë scho gesprach sinn. An iwwer 50% vun deene Fäll ass et also fraglech, ob de Stat jee dës Sue kritt, déi him zoustinn.

(Interruption)

Scho virun zéng Joer war op de Problem vun der Fraude carrousel higewise ginn, déi haut op eemol als eppes Neies duergestallt gëtt. Sécher, d'Fraude carrousel ass duerch d'Öffnung vun de Grenze méi komplex ginn a méi schwéier opzedecken, mä si ass awer net nei, am Géigendeel. Si war a si bleift dat typeschst Beispill vu Frauden, déi am TVA-Beräich grasséieren.

1997 hat den Auteur vum Rapport iwwert d'Fraude fiscale, den heitege Minister Jeannot Krecké, verschidde Pisten ogezeechent, fir dëse Problemer entgéintzewierken. Notamment war eng Kompensatiounsprozedur proposéiert ginn. Déi verschidden Detten a Créancen, déi de Steierzueler vis-à-vis vun deenen dräi verschiddene Steieradministratiounen huet, sollte kompenséiert ginn, esou dass de Steierzueler just nach d'Differenz ze bezuelen hätt beziehungsweis just nach d'Differenz géing zréckkréien.

Dat hätt dee Virdeel, dass d'Administratioune vill méi séier géinge mierken, wann eppes net klappt. An et hätt och Virdeeler fir de Steierzueler, deen heiansdo a finanziell Enkpäss geréit, well e bei där enger Administratioun eng déck Zomm muss bezuelen, während em eng aner Steieradministratioun nach Sue schëlleg ass.

Mir schwätze scho säit ville Joren dovun, wéi een deene ville klengen Entrepreneuren d'Liewe kéint vereinfachen, oder wéi een deene jonke Leit de Sprong an d'Onofhängegkeet schmackhaft kéint maachen. Den «netting fiscal», wéi dat genannt gëtt, wär e sënnvollen an e richtege Schrëtt an déi Richtung.

Méi Leit, méi performant Technologien, méi modern Programmer, méi a besser zesummeschaffen: Genau wéi d'Problemer sinn och d'Léisunge scho längst bekannt. Elo, wou e bësse besser muss op eis Sue gekuckt ginn, ass vläicht d'Zäit komm, fir emol endlech duerchzegräifen.

Nach eng Kéier: D'Recettë besser a méi konsequent andreiwen, ass kee Fräischäin fir d'Dépensen an d'Luucht ze schrauwen. Et geet hei éischtens ëm de Gläichheetsprinzip vum Steierzueler vis-à-vis vum Stat: Firwat soll deen, dee sensséiert ass, säin Akommes ze deklaréieren, besser ewechkomme wéi deen, deen d'Steieren direkt vu senger Pai ofgehale kritt?

Zweetens geet et dorëm, dem Stat seng finanziell Marge ze verbesseren. An Zukunft komme mir nämlech net méi derlaanscht, deen een oder deen anere punktuellen Ajustement ze maachen, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie weider ze erhalen.

Last but not least geet et dorëms ze wëssen, wou mir genee dru sinn. Budgetär Disziplin verlaangt kloer a verlässlech Zuelen, op der Dépensësäit an och op der Recettësäit. Mir brauchen hei keng grouss Campagne iwwert d'Iwwerverscholdung vun de Stéit ze lancéieren, wa mir selwer op där enger Säit net fäeg sinn, virauszegesinn, wéi vill mir erakréie wäerten, an op där anerer Säit eis net un dat halen, wat mir décidéiert haten auszeginn.

Mir hunn nach en anert Instrument, dat an eiser Hand läit, fir souwuel d'Recettësäiten ze verbessere wéi och d'Dépensen anzedämmen. Ech weess, et kléngt scho wéi ee Mantra, mä ech muss nach eng Kéier op d'Simplification administrative zréckkommen. De Plan d'action de Lisbonne hält notamment fest, ech zitéieren: «L'amélioration de la réglementation a une incidence positive sur les conditions d'encadrement de la croissance économique, de l'emploi et de la productivité en réduisant les coûts et en levant les obstacles à la flexibilité et à l'innovation.»

Tatsaach ass och, dass eis Betriber nach ëmmer ze vill an ze oft géint reglementaresch an/oder bürokratesch Hürde stoussen, déi hiren Dynamismus bremsen. Wa mir weiderhi wëlle kompetitiv bleiwen, komme mir net derlaanscht, eis Prozeduren ze reforméieren an zwar zügeg. D'Prozedure musse méi kuerz ginn, si musse méi einfach ginn a si mussen dem Informatiounszäitalter gerecht ginn. Dat spuert net nëmmen de Betriber Nerven a Suen, dat erlaabt et och dem Stat, seng Dépensen erofzedrécken, an dat erlaabt et de Beamten, sech anere wichtegen a sënnvollen Aufgaben ze widmen.

Ier ech op meng Konklusioun kommen, wëll ech der Form halber nach erwähnen, dass de Conseil d'État nach en Avis muss ofginn, fir de Regierungstext ze änneren. Déi Änneruge betreffen d'Artikelen 10 an 11 an et geet ëm de Beräich vun der Consommatioun vun der elektrescher Energie respektiv de Beräich vun den Accisë vun de sou genannten No-name-Zigaretten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass an deene leschten Deeg verstäerkt drop higewise ginn, dass et finanzméisseg fënnef vir zwielef ass. Ech wëll hei dorun erënneren, dass et scho méi laang fënnef vir zwielef ass, dass mir scho méi laang iwwer eis Verhältnisser liewen. Dat weist den Defizit vun der Administration centrale, dee vu minus 109 Milliounen am Joer 2002 op minus 1,1 Milliard am Joer 2005 gewuess ass.

Dat weist d'Evolutioun vun der Capacité respektiv dem Besoin de financement vun der Administration générale an deene leschte fënnef Joer. 2001 ware mir bei plus 6,1% vum PIB. 2005 ass den estiméierten Defizit no de Maastricht-Kritäre minus 2,3% vum PIB.

Dës Tatsaach weist, dass d'Evolutioun vun eiser Administration générale déi schlechtst war an der EU tëschent 2001 an 2005, obwuel et eis wirtschaftlech gesi relativ gutt gaangen ass vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner.

Wa mir an deenen nächste Joren eisen Objectif budgétaire vu minus 0,8% wëllen erreechen, an och eng laangfristeg Ofsécherung dovunner realiséiere wëllen, komme mir net derlaanscht, strukturell Reformen unzegoen. Doriwwer, mengen ech, si mir eis all eens.

Mir mussen awer och kucken, dass déi néideg Ännerungen, déi ufalen, net eesäiteg sinn, an net just déi eng an net déi aner belaaschten. Duerfir mengen ech, dass et net ganz gescheit wier, fir elo alles iwwert de Knéi ze briechen.

Wéi gesot, et ass scho méi laang bekannt, dass et finanziell fënnef vir zwielef ass, mä et hëlleft elo net ze kloen, dass net éischter eppes an där Saach passéiert ass an dass verschidde Leit d'Situatioun net wëlle wouerhunn.

Mir hunn d'Regierung opgeruff alles dorun ze setzen, fir am Joer 2006 d'Dépensen ze reduzéieren. Dat ass och gutt esou. An ech si sécher, dass d'Regierungsmemberen alles wäerten dru setzen, fir dat ze realiséieren.

Déif gräifend Reforme mussen awer gutt duerchduecht ginn. Duerfir begréisse mir ausdrécklech, dass dës Regierung sech virgeholl huet, dat am Dialog mat de Sozialpartner an der Chamber ze maachen, fir spéitstens am Mee 2006 der Chamber e Pak Reformen duerzeleeën.

De Rééquilibrage vun eisen öffentleche Finanze kann duerfir op jidde Fall net nëmmen duerch eng ondifferenzéiert Kompressioun vum soziale Budget geschéien. Och den Investprogramm vun der Regierung muss kritesch hannerliicht ginn. Et muss gekuckt ginn, wat prioritär gebraucht gëtt, an et muss gekuckt ginn, méi schnell a méi bëlleg ze bauen.

Beim soziale Budget ass den Challenge vun der Soutenabilitéit net nëmmen dee vun engem Manner un Dépensen, mä och dee vun engem Besser un Dépensen. D'Politik muss also verstäerkt dem soziale Charakter vun den Transfertë Rechnung droen, an dat ass, nëmmen deenen ze hëllefen, déi a materielle Schwieregkeete sinn. A schliesslech muss d'Effikassitéit vun eiser Politik systematesch evaluéiert ginn.

Wéi solle mir d'Utilisatioun vun den öffentleche Gelder rechtfertegen, wann d'Resultater vun der administrativer Aktioun net bekannt sinn, a wa mir net wëssen, wéi eng Facteuren zu dëse Resultater bäigedroen hunn?

An enger Gesellschaft, déi op dem Solidaritéitsprinzip berout, ass et natierlech berechtegt, jiddfereen opzefuerderen, e klenge Sacrifice ze maachen, fir d'Boot erëm flottzemaachen, fir dass och eis Kanner a Kandskanner e Stéck vum Kuch kënne kréien.

Mä och eis Bierger a Steierzueler hunn d'Recht ze wëssen, wat mat hire Sue passéiert. D'Transparenz vun der Gestion patrimoniale a vun de politesche Choixen ass duerfir net nëmmen eng Fro vu „meilleures pratiques" am Beräich vun der öffentlecher Gestioun. D'Transparenz erlaabt et de Bierger, iwwer hiert Parlament d'Politik vum Stat besser ze kennen. Et erlaabt hinnen ze jugéieren, ob d'Objektiver, déi de Stat sech gesat huet, erreecht gi sinn.

„Wa mir et zesummen upaken, da packe mir et." Den Appel vun der Regierung am Kader vum Budget 2006 wäert ëmsou besser ukommen an ëmsou méi befollegt ginn, wann de Stat sech d'Mëttele gëtt, fir mam gudde Beispill vir ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass mir d'nächst Woch am Kader vun eisen Debatten déi Défien, déi an deenen nächste Jore virun eis leien, konstruktiv kënnen ugoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Negri, Budgetsrapporteur, Akt vu senger Deklaratioun. Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.40 heures)

MERCREDI, 7 DÉCEMBRE 2005 12E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

(Exposé du Ministre du Trésor et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zu dem eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dat ass den Exposé vum Här Minister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2006. Här Budgetsminister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

Exposé du Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Finanz- a Budgetspolitik ass d'Grondlag vu bal alle Politikberäicher, besonnesch awer vun der Wirtschafts- a Sozialpolitik. Gesond Statsfinanze sinn d'Fundament vun engem Land, wou et attraktiv ass fir Betriber Aarbechtsplazen ze schafen a fir d'Leit ze wunnen an ze liewen. Duerfir hu mir och eng grouss Responsabilitéit fir d'Gesondheet vun deene Statsfinanzen ze erhalen. Dat ass eng Responsabilitéit fir d'Regierung a fir de Budgetsminister. Dat ass och eng Responsabilitéit fir d'Chamber. Mä et ass och eng Responsabilitéit fir d'Leit alleguerten, well de Budget an d'Statsfinanze sinn net de Besëtz vun engem Minister oder vun enger Regierung; si ginn eis alleguerten eppes un.

De Budget 2006 ass e responsabele Budget, deen éischtens d'Ekonomie ënnerstëtzt andeem en héich Investitiounsausgabe virgesäit. Et ass zweetens e Budget, deen d'Sozialpolitik staark weiderféiert. Et ass e Budget, deen drëttens nei Politikfelder an d'Grondaufgabe vum Stat begleet, an et ass och e Budget, deen d'europäesch Stabilitéitskritäre voll a ganz respektéiert.

Dat sinn am Fong schonn déi véier Haaptgrënn, fir dësem Budget seng Zoustëmmung ze ginn. Ech si frou ze gesinn, datt d'Finanz- a Budgetskommissioun vun dëser Chamber déi Analys an déi dote Grënn, fir hir Zoustëmmung zum Budget ze ginn, deelt.

Duerfir géing ech och gären ausdrécklech dem Rapporteur vun der Finanz- a Budgetskommissioun, dem honorabelen Här Roger Negri, zu dësem Projet de loi villmools Merci soe fir déi Konklusiounen, déi en duerch déi Analys vum Statsbudget gëschter an där Ried hei, gradesou wéi a sengem schréftleche Rapport, gezunn huet.

Ech deele vill vun de Suggestiounen, déi d'Finanz- a Budgetskommissioun an den honorabelen Här Negri gemaach hunn. Reflexiounen och iwwert d'Budgetsprozedur, déi ee selbstverständlech an deenen nächste Méint muss verdéiwen, och wann ech der Meenung sinn, datt ee muss op d'Erfahrungen notamment vu Frankräich waarden, éier ee kann definitiv Konklusiounen iwwer eng nei Budgetsprozedur zéien.

Ech sot, et ass e responsabele Budget. Zugläich weist dëse Budget awer an enger pluriannueller an europäescher Analys Limiten op. Mir hunn e strukturellen Defizit um Niveau vum Stat, deen eis mëttelfristeg grouss Schwieregkeete mécht, wann eis Reserven - Reserven, dat ass dat aus deene gudde Joren ugespuertent, op d'Säit geluechtent Geld - eis et net méi erlaben deen Defizit, wéi an deene leschte Joren, ofzedecken. Or, et gehéiert zu eisem Verständnis vun der Finanzpolitik, fir dës esou ze gestalten, fir datt mer haut och d'Grondlag schafe fir muer en agréabelt, geregelt Zesummeliewen an enger fräier a sécherer Gesellschaft ze assuréieren, wou wirt-

schaftleche Wuelstand geschafe gëtt an eng gewësse sozial Gerechtegkeet garantéiert gëtt.

Dëst Zil hu mer erreecht opgrond vun der Finanzpolitik vun de leschte Joren an och duerch de Budget fir d'Joer 2006. Mä eng responsabel Politik verlaangt an eisen Aen, datt een dauerhaft, a sécher iwwert déi nächst 15 Joer, versicht dës Ziler ze erreechen. An dozou ass d'Gesondheet vun de Statsfinanzen e Schlësselelement, esou wéi och de Budget, dee fir d'Joer 2006, de Motor ass, deen eis zu den Ziler vun där virgenanntener Politik féiert.

Eis Statsfinanze sinn haut nach gesond wéinst de Reserven an der Statsschold. Si si muer a virun allem iwwermuer krank, wa mer haut keng preventiv Moossnamen an d'Weeër leeden, déi déi strukturell Problemer aus dem Wee schafen.

Wou sti mer dann? Ech géing gären haut d'Analys virun allem op zwee Punkte konzentréieren. Éischtens, d'Statsfinanzen an der Perspektiv 2006, souwuel national wéi europäesch, mä och mat hiren Elementer Statsschold a Reserve beliichten. Zweetens, eng Rei Remarquë maachen iwwert d'Erausfuerderungen, déi mer hunn, fir déi nächst Joren am Kontext vum europäesche Stabilitéitsprogramm an och vun de Reformpisten, déi mer opgezeechent hunn an nach wëlle verdéiwen.

De Budget 2006 - an de Rapporteur vun dësem Haus huet et gëschter gesot - baséiert op engem staarke Wirtschaftswuesstum am europäesche Verglach. Mä mir hunn och an deem Budget mat enger héijer Inflatioun ze kämpfen. No der OCDE an och de Previsioune vun der Europäescher Kommissioun, kënne mer anscheinend d'nächst Joer vun engem Wirtschaftswuesstum vu 4,4% ausgoen. 4,4%, dat ass méi wéi d'Duebelt vun der Moyenne vun der Eurozon, wou 1,9% virgesi gëtt. Et ass méi wéi Frankräich, wou d'Europäesch Kommissioun mengt de Wuesstum géing bei 1,8% leien, an et ass méi wéi Däitschland: 1,2%.

Ech wëll iwwregens soen, datt mir de Budget vum Joer 2006 net op där optimisteschster Prognos opgebaut hunn, mä datt eis Wirtschaftsperspektiv fir d'nächst Joer déi vum Statec war, vun 3,8%, déi mer am Oktober beim Budgetsdépôt kannt hunn. Mä och dat ass e staarke Wirtschaftswuesstum.

Mir hunn awer zugläich och fir d'nächst Joer eng ganz héich Inflatioun. D'Inflatioun fir d'nächst Joer, esou gëtt eis virausgesot, géing tëschent 4 a 4,5% leien. Erëm eng Kéier als Rappel, d'Moyenne an der Eurozon ass d'Halschent: 2,2%. Mir hunn also e seriöe Problem, wou mer eng méi déif gräifend Ursaachenanalys musse maachen. Mir musse Léisungen, ech menge virun allem och an der Tripartite mat alle Sozialpartner, fir dës Fro fannen.

Wann ech eisen nominale PIB duerfir kucken - den nominale Wuesstum vun der Ekonomie, PIB réel an d'Inflatioun -, da komme mer d'nächst Joer no der OCDE an der Europäescher Kommissioun op 6,9%. Wann ech dat mëttelfristeg kucken, iwwer fënnef Joer, esou wéi mer de mëttelfristege Wuesstum vun eiser Wirtschaft rechnen, dann hu mer an der Zäitspan 2004/2008 e mëttelfristege Wirtschaftswuesstum vu méi oder wéineger 7%. Dat ass staark. Et ass un deem, wou mer eis sollen orientéieren, wa mer d'Finanz- a Budgetspolitik maachen.

Wa mer dëse Budget 2006 an enger nationaler Presentatioun kucken - also no eisem nationale Kontabilitéitsgesetz -, wou mer d'Dépense vun den Investitiounsfongen net mat arechnen, well se zum Deel vu Reserve finanzéiert ginn, wou mer awer d'Dotatioune matrechnen, déi mer aus dem jährleche Budget un déi Fonge maachen, da komme mer op e Gesamt-Dépensë-Budget vu 7,62 Milliarden, géigeniwwer engem Gesamt-Recettë-Budget vu 7,32 Milliarden. Dat mécht ënnert dem Strëch en Defizit vun 300 Milliounen - Defizit, no eiser nationaler Presentatioun –, deen et ze finanzéiere gëtt via d'Budgetsreserv an en Emprunt.

Déi Chiffere muss een natierlech hannerfroen. Wann ech d'Recetten an deem Budget vun 2006 kucken, da gesäit een, datt déi relativ staark ëm 6,2% wuessen. All grouss Steierkategorië si stabel oder weisen eng liicht Croissance op am Budget 2006 par rapport zum Budget, deen Dir fir d'Joer 2005 gestëmmt hutt. Datselwecht gëllt, wann ech haut, uganks Dezember, déi estimëiert Steierrecettë fir 2005 kucken. Och da stellen ech fest, mat enger Ausnahm, datt mer bei alle Steierkategorië Stabilitéit, voire eng liicht Croissance ze verzeechnen hunn.

Déi eenzeg Ausnahm betrëfft d'TVA, wou mer fir d'nächst Joer am Budget 1,35 Milliarden agesat hu par rapport zum Budget vum leschte Joer, wou mer 1,58 Milliarden agesat haten. Mir mengen, datt op Grond vun de Chifferen, wéi mer se haut kennen, eng 400 bis 500 Milliounen TVA dëst Joer manner erakommen, wéi mer dat am Budget voté d'lescht Joer gemellt hunn.

Duerfir gëtt et eng Rei Ursaachen. Sécherlech ass déi Lëscht net exhaustiv. Et gëtt jo am Joer 2005 en exceptionnel héije Remboursement, dee gemaach ginn ass, dee mir an der Opstellung vum Budget 2005 net berücksichtegt haten.

Zweetens muss ech hei soen, datt ech mech an der Aschätzung vun der TVA fir d'Joer 2005 no uewe verschat hat. Et ass mer oft an deene leschte Jore reprochéiert ginn, datt ech d'Recettë géing ze niddreg asetzen. D'TVA vum Joer 2005 hat ech, op Grond vun der Evolutioun vun der TVA aus deene puer Joer virdrun, ze héich agesat.

An da gëtt et sécherlech och dodranner Elementer vun internationalem TVA-Bedruch, déi et selbstverständlech ze bekämpfe gëllt, dat, wat heiansdo ënnert deem Term «fraude carrousel» behandelt gëtt.

Zu dësem leschte Punkt géing ech gären e puer Observatioune maachen. D'Bekämpfung vun dësem internationalen TVA-Bedruch ass enorm schwiereg, well e ganz vill international Ramificatiounen huet. Mir studéieren duerfir och zesumme mat eisen Noperen am Ausland eng Verbesserung vum System, zum Beispill dee sou genannten „reverse charge model", deen am Ausland fir de Moment och gepréift gëtt.

Mir mengen, datt mer hei eng méi enk Kooperatioun tëschent Justiz, Verwaltung a Polizei mussen erbäischafen, fir ze kucken, wéi mer dësem internationalen TVA-Bedruch besser kënnen hannendrukommen. Dat geet, wéi gesot, nëmmen an internationaler Kooperatioun.

An et ass och ganz kloer, datt déi nei Equipen, déi am Laf vum Joer 2006 d'Leedung vun den zwou Steierverwaltungen iwwerhuelen, der Regierung mussen en iwwerschafften Aktiounsplang virleeën, fir dëser Problematik kënne besser entgéintzetrieden, opgrond vun de Viraarbechten, déi geleescht gi sinn, an och op Grond vun den Erfahrunge vun de respektive Services antifraude vun de Verwaltungen. Hei muss och gekuckt ginn, wéi dëst duerch eventuell Ëmstrukturéierung beim bestehende Personal kann erreecht ginn.

Ech wëll hei zur Informatioun soen, datt selbstverständlech fir dës Aktivitéiten zousätzlecht Personal kann noutwendeg sinn, mä datt een zugläich muss wëssen, datt déi dräi Steierverwaltungen, dat heescht déi direkt Steierverwaltung, den Enregistrement an d'Douane, am Joer 2006 1.320 Mataarbechter hunn. An der Zäitspan 1999 bis 2006 huet de Finanzminister sech duerfir agesat, datt déi dräi Finanzverwaltungen zesummen 166 Leit bäikritt hunn, fir där wuessender Aarbecht an och där Problematik do besser bäizekommen. Och ass duerfir d'Prime fiscale agefouert ginn, fir d'Importenz vun där Aarbecht ervirzehiewen an och d'Fidélisatioun vun deene Statsbeamte bei där do Verwaltung ze erreechen.

Schliesslech géing ech gären zu dëser Problematik soen, datt et falsch ass, wann ee mengt mam Problem vun der Bekämpfung vum TVA-Bedruch - esou noutwendeg se och ass - och domadder eise Budgetsproblem geléist ze hunn. En ass een Element vu villen an onofhängeg vun der Budgetssituatioun muss dës Problematik verstäerkt ugepaakt ginn. Eise Problem ass den Déséquiliber tëschent Dépensen a Recettë pro Joer - ech kommen dorop zréck.

Déi generell Fro, wann een d'Recettë kuckt, ass natierlech och déi, ob eis Steierlandschaft déi richteg ass, ob een net soll, wéi an Däitschland, d'TVA erhéijen, ob een net soll d'Kierperschaftssteier, déi d'Betriber bezuelen, eropsetzen, ob een d'Gehältersteier um aktuellen Niveau soll loossen, béid lescht Kategorien, déi mer viru Joren erofgesat hunn.

D'Regierung beäntwert dës Froe mat engem kloren Neen. Mir sinn der Meenung, datt dat schlecht wier fir de Konsum. Et wier schlecht fir d'Investitiounen, an et wier schlecht fir d'Kompetitivitéit vun de Betriber.

Trotzdeem sief zur TVA, wou mer déi niddregst an Europa hunn, d'Remarque erlaabt, datt, wann et stëmmt, wat de Statec seet, nämlech datt sech en Deel vum Konsum verlagert an d'Nopeschregiounen an d'Ausland, ee sech dann d'Fro muss stellen, firwat dat esou ass, well do d'TVA bekanntermoosse vill méi héich wéi zu Lëtzebuerg ass.

Mir brauchen also duerfir eng Diskussioun an der Tripartite iwwert d'Inflatioun. Ech mengen, datt mer e Pakt brauche mat de Betriber iwwert d'Präisentwécklung zu Lëtzebuerg, well et ass d'Präisentwécklung, déi zum Deel dëst ënnerschiddlecht Konsumverhale par rapport zu de leschte Jore mat sech zitt.

D'Steierpolitik ännert sech 2006 an de Kategorië Gehältersteier, TVA a Kierperschaftssteier, déi groussen Einnahme vum Stat, net, well mer wëllen de Konsum an d'Investitiounen net bremsen, mä encouragéieren.

Wat d'Dépensen ubelaangt, esou klammen déi staark am Budget 2006, ëm 8,8%. Am nationale Budget klamme se ëm 8,8%, dat heescht ouni d'Dépensë vun de Fongen, mä mat den Dotatiounen un d'Fongen. Déi 8,8%, déi an der Diskussioun sinn, hunn eng ganz kloer Ursaach. Fir d'éischt emol ass d'Dotatioun vum Stat un d'Sécurité sociale, dat heescht d'Krankekeesen, d'Pensiounskeesen, d'Fleegeversécherung, vun engem Joer op dat anert ëm 11,5% geklommen. Mir bezuelen an déi Keesen: Krankekeesen, Pensiounskeesen a Fleegeversécherung am nächste Joer 1,73 Milliarden Euro.

Mir hunn d'Dotatioun un de Beschäftegungsfong ëm 10% géheicht, well e méi Ausgaben huet wéi an der Vergaangenheet. Mir hunn och d'Dotatiounen un d'Investitiounsfongen, déi Investitiounsfongen, mat deenen eis Bauprojete getätegt ginn, ëm 20% géheicht, well mer wëllen, datt an deenen nächste Joren déi Investitioune kënne finanzéiert ginn.

Dat zesumme bréngt et mat sech, datt mer eng héich Augmentatioun vun den Dépensë vum nationale Budget hunn. A mer hunn zugläich, an ech wëll dat extra ënnersträichen, déi normal Fonctionnementskäschte vum Stat ëm 6,7% gekierzt. De Stat gëtt fir seng courant Ausgaben d'nächst Joer manner aus wéi am Laf vum Joer 2005.

Déi staark Croissance vun den Dépensen huet also virun allem dräi Grënn: déi exceptionnel héich Fiscalisatioun vun eiser Sécurité sociale, e wuessende Chômage – eleng d'Indemnisatioun u voll indemniséiert Chômeure kascht de Fonds pour l'Emploi d'nächst Joer 140 Milliounen Euro – an de Wëllen d'Investitiounsausgaben héich ze halen an och finanzéierbar fir déi nächst Joren.

Déi Dépensen, déi mer mat deem Budget d'nächst Joer privilegéiert hunn, hunn eng kloer Prioritéitestellung. Véier Prioritéite kann een dorauser liesen. Éischtens hu mer déi Dépensen privilegéiert, déi d'Zukunft vum Land preparéieren; zweetens déi Dépensen, déi d'Liewensqualitéit vun de Familljen hei am Land verbesseren; drëttens déi Dépensen, déi d'Grondaufgabe vum Stat erfëllen, a véiertens och déi Dépensen, déi eis Betriber ënnerstëtzen.

Erlaabt mer hei e puer Beispiller ze ginn, fir dat ze illustréieren. D'Dépensen un d'öffentlech Fuerschung, eng Zukunftspolitik, klammen ëm 21% d'nächst Joer. D'Dépensë fir d'Wunnengsbaupolitik klammen d'nächst Joer ëm 15%. D'Fonctionnementskäschte vum öffentlechen Transport klammen ëm 30%. Mir ginn 58 Milliounen Euro aus fir Kannerbetreiungsstrukturen. Mir gi 26% méi aus, fir alles dat, wat mer ënnert dem Begréff eLëtzebuerg verstinn, ze finanzéieren. A mir ginn 88 Milliounen aus fir direkt an indirekt Hëllefen un d'Betriber.

Dat ass alles Zukunftspolitik. Domadder gestalte mer eist Land esou, wéi mer et gären an deem nächste Joer an doriwwer eraus hätten. An d'Betriber, an domadder och d'Aarbechtsplaze ginn natierlech och ënnerstëtzt duerch déi extrem héich Investitiounspolitik, déi mer 2006 wëlle viruféieren. Dat ass wichteg fir d'Betriber an dat ass och wichteg fir d'Liewensqualitéit hei am Land, doduerch datt nei Infrastrukturen entstinn.

Am Joer 2006 gëtt de Lëtzebuerger Stat 770 Milliounen Euro aus fir Investitiounen ze tätegen, souwuel iwwert de Budget wéi duerch d'Fongen. Dat ass eng Croissance vu 27% an dat stellt 2,7% vum Bruttoinlandsprodukt duer. Déi Investitiounspolitik ass eng Politik, déi d'Zukunft vun eisem Land preparéiert.

Wann ech lech soen, datt mer 100 Milliounen ausginn, fir Schoulen ze bauen, datt mer 126 Milliounen ausgi fir den neie Flughafen, 243 Millioune fir eist Schinnennetz, 120 Millioune fir eis Spideeler, 115 Millioune fir eis Altersheimer – an ech kënnt déi Lëscht weiderféieren –, da gesäit een, datt am Joer 2006 déi Dépensen - well dat si just déi vum Joer 2006 - extrem noutwendeg sinn a gewollt si vun der Politik, fir eng Rei fundamental Besoinen, esou wéi mir se gesinn, an eiser Gesellschaft ze bedéngen.

An trotzdeem hu mer gespuert! Et gëtt nach vill méi Besoinen, mä mir wollten net all déi Investitiounsausgaben tätegen, déi mer herno net finanzéiert kritt hätten. Duerfir hu mer am Investitiounsberäich direkt oder indirekt Investitiounen zréckgesat. Net een, net zwee, mä ganz vill Projeten a ville Beräicher. Duerch dat Zrécksetze vun enger ganzer Rei vu Bauprojeten an deenen nächsten zwee Joer gi mer eleng 55 Milliounen Euro manner aus, an iwwer dräi Joer gekuckt gi mer duerfir un Investitiounsdépensen 150 Milliounen Euro manner aus, duerch dat Reportéiere vun enger Rei Projeten am direkten an indirekten Investitiounsberäich.

Et ass falsch ze soen: Mir stoppen d'Investitioun. Mir hale se op engem héijen Niveau, deen Niveau geet souguer nach erop d'nächst Joer, mä mir maachen net alles, mir kënnen net alles maachen. Dat wat mer awer maachen, dat kënne mer zum groussen Deel iwwert déi Reserve finanzéieren, déi mer an de leschte fënnef, sechs, siwe Joer op d'Säit geluecht hunn, mä dës Investitiounsausgabe fannen, ouni Berécksichtegung vun de Reserven, en direkten Nidderschlag an der Berechnung vun eisem Budget no europäesche Kritären.

Duerfir muss ee selbstverständlech, haut méi wéi jee, eise Budget, fir e genee ze kucken, net nëmmen no där nationaler Presentatioun kucken, wéi ech dat elo grad gemaach hunn, mä verstäerkt och no deenen europäesche Berechnungsmodussen, de sou genannte Maastricht-Kritären oder de Stabilitéitspakt-Kritären. Wa mer nämlech do fir d'nächst Joer eis Recettë par rapport zu den Dépensë kucken, da gesi mer, datt de Stat 2006 en Defizit - an och dat ass gëschter hei mentionnéiert ginn - vun 1,2 Milliarden Euro huet.

Am europäesche Verglach muss ee selbstverständlech d'ganz öffentlech Hand kucken, net nëmmen de Stat, wou d'Chamber an d'Regierung direkt zoustänneg sinn, mä d'gesamt öffentlech Hand, dat wat europäesch d'Administration générale genannt gëtt, wou och d'Gemengen an d'Sozialversécherung dra berücksichtegt ginn. Dann hu mer d'nächst Joer en Defizit vu 530 Milliounen Euro oder minus 1,8% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Mir hunn also och en Defizit d'nächst Joer, a méi e staarken, nom europäesche Berechnungsmodus.

Mat anere Wierder: Wann an zwee, dräi Joer eis Reserven opgebraucht sinn, mat deene mer haut, wéi gesot, en Deel vun deem Defizit kënne finanzéieren, da feelen eis jährlech, no onverännerter Politik, 1,2 Milliarden, an doriwwer musse mer schwätzen.

D'Sécurité sociale huet en Iwwerschoss vun 2% vum PIB, mä et dierf een net hei aus den Ae verléieren, datt deen Iwwerschoss largement duerch den Transfert kënnt, dee mer aus dem nationale Budget un d'Sozialversécherunge maachen, a wann ech virdrun erkläert hunn, datt eisen nationale Budget ëm 8,8% klëmmt, datt doranner d'Dépensen an d'Dotatiounen un d'Sozialversécherungen ëm 11,5% geklomme sinn, dann erkläert dat och deen Iwwerschoss vun de Sozialversécherungen.

Mä europäesch gekuckt musse mer dat selbstverständlech alles zesumme kucken.

Mir hunn en Defizit um Niveau vum Stat zënter 2002. A mir hunn och d'lescht an d'virlescht Joer bei de Budgetsdebatten iwwert deen Defizit um Niveau vum Stat geschwat. Am Stabilitéitspakt, am Stabilitéitsprogramm, dee mer regelméisseg aktualiséieren, an deen och ëmmer erëm an d'Chamber geschéckt gëtt an op Internet publizéiert gëtt, hu mer deen Defizit fir déi Jore virausgesot a berechent, a mir hunn drop higewisen, datt mer mëttelfristeg strukturell Problemer hunn.

Duerfir stellt sech d'Fro: Wéi kann een aspueren? Aspueren 2006 oder aspueren duerno? Zum Budget 2006 géing ech lech wëlle rappeléieren - an d'Kolleegen an der Regierung wëssen dat -, datt mer dee Budget extrem strikt opgestallt hunn, a mir wäerten dee Budget och mat gréisster Rigueur ausféieren. Mir hunn e strikt opgestallt. D'Propositiounen, déi d'Regierung virgeluecht kritt huet, déi de Budgetsminister an éischter Phas virgeluecht kritt huet, déi waren iwwer 18%, a villes vun deem, wat gefrot ginn ass vun de Kolleegen an der Regierung, war néideg an noutwendeg. Mir hunn awer als Regierung gemeinsam eis herno op 8,8% fixéiert.

Mir hunn e strikt opgestallt, mä mir wollten eng Dotatioun un d'Fonge

maachen, déi substanziell wier. Ech rappeléiere wat ech virun zwou Minutte gesot hunn, datt d'Dotatioun un d'Fongen ëm 20% am Budget 2006 klëmmt. Déi klëmmt ëm méi wéi 70 Milliounen Euro, wat 1% Croissance vum Budget ass. Hätte mer also, wat mer hätte kënne maachen wéint eise Reserven, d'Dotatiounen un d'Fonge manner héich gemaach, da wier och eise Budget vill manner héich geklommen.

Mir wollten dat net maachen. Mir wollten dat net maachen, well dat wier schlecht fir d'mëttelfristeg Finanzéierung vun den Investitiounsausgaben, et wier schlecht fir d'Lëtzebuerger Betriber, déi net sécher wieren, datt déi Investitiounsausgabe géinge bezuelt ginn. A mir wollten näischt maachen, wat d'Lëtzebuerger Wirtschaft an dësem Moment géing zousätzlech bremsen.

Zweetens si mer selbstverständlech gebonnen u Gesetzer, wa mer de Budget opstellen, an drëttens wollte mer en ausgeglachene Pak vu Moossname proposéieren, dee vill noutwendeg Politikberäicher ofdeckt.

Mir wëllen och net, net haut, net muer an net iwwermuer, an der Hektik an ouni all d'Konsequenzen ze iwwerleeën, hei oder do Spuermoossname proposéieren, mä déi mussen ëmmer an engem Pak iwerluecht ginn, gekuckt ginn, wat d'Konsequenzen op d'Wirtschaft sinn, wat d'Konsequenzen op de sozialen Equiliber sinn.

Ech rappeléieren awer, datt mer trotz all deem och bei den Investitiounen am nächsten an iwwernächste Joer scho massiv agespuert hu bei héijen Investitiounsausgaben.

Wa mer e strikt opgestallt hunn, da bleift et, datt mer selbstverständlech awer och an der Exekutioun wäerten extrem strikt sinn. Do si mer op enger Linn mat der Finanz- a Budgetskommissioun vun dësem Haus. Ech wëll hei d'Chamber driwwer informéieren, datt déi strikt Exekutioun och eis Ligne de conduite an deene leschte Jore war.

2003 si mer dovun ausgaangen, wéi mer de Budget presentéiert hunn, datt mer um Niveau vum Stat en Defizit géinge kréie vu minus 2% vum PIB. Dovunner si mer ausgaangen. Dat hu mer der Chamber matgedeelt. Resultat war, datt mer no europäeschem Berechnungsmodus en Defizit herno hate vu minus 1,7%.

Datselwecht ass 2004 geschitt. Mir hunn der Chamber matgedeelt, datt mer géingen ausgoe vun engem Budgetsdefizit um Niveau vum Stat vu minus 3% vum PIB. Duerch eng strikt Exekutioun hu mer nëmme minus 2,7% Defizit gehat. Dat ass vill, mä mir hu manner Defizit gemaach wéi dat wat mer gesot hunn, duerch eng strikt Exekutioun.

2005 hoffen ech, datt eis datselwecht geléngt. Mir hu virun enger Zäit op Bréissel fir dëst Joer no den deemolege Berechnungen en Defizit vu minus 2,3% vum PIB gemellt. Ech hoffen, datt et manner gëtt duerch konsequent Aspueren, a mir wäerten alles maachen – all d'Ministeren –, fir ënner 2% Defizit am lafende Joer ze bleiwen.

Deene Leit, deenen d'Aspuerungen elo 2006 net wäit genuch ginn, soen ech: D'Engagement vun der Regierung ass ganz kloer, mir wäerten eng rigouréis Exekutioun vum Budget maachen, esou wéi déi Jore virdrun, wa méiglech nach méi streng. Mir fillen eis ënnerstëtzt duerch de Rapport vun der Finanz- a Budgetskommissioun, an hoffen och opgrond vun deem staarke Message vun der Finanz- a Budgetskommissioun, datt do wou Aspuerunge Gesetzesännerunge mat sech zéien, wou déi noutwendeg sinn, datt d'Chamber deenen och schonn 2006 gréng Luucht gëtt, fir datt se och 2006 budgetswierksam Reduktioune kënne mat sech zéien.

Gradesou kloer soen ech deenen, déi d'Fro stellen, wat da vum Budget vun 2006 exekutéiert gëtt, datt aus evidenten Zäitgrënn – ech erënneren un eis Gesetzesprozedur, un eis Dialogbereetschaft a well mer d'Ekonomie net wëllen irresponsabel bremsen – am Joer 2006 keng fundamental Ännerungen an der Exekutioun vum Budget 2006, par rapport zu deem, wat d'Chamber d'nächst Woch zur Ofstëmmung huet, virkommen.

De Budget 2006 ass e responsabele Budget. Et ass e Budget, deen d'Grondaufgabe vum Stat an eis politesch Prioritéiten ofdeckt. Et ass e Budget, deen d'Ekonomie, eis Betriber, eis Aarbechtsplaze bewosst staark ënnerstëtzt. An et ass e Budget - an dat ass net onwichteg -, dee voll a ganz de Stabilitéitspakt respektéiert. Duerfir froe mer ëm d'Zoustëmmung zu dësem Budget vum Parlament.

Mä zu der Gesondheet vun de Statsfinanze kann ee selbstverständlech net nëmmen de Budget 2006 kucken. Et muss een och déi aner Elementer vun de Statsfinanze kucken, notamment d'Statsschold an d'Reserven.

Eis Nettostatsschold beleeft sech Enn dëst Joer – dëse Mount – op 180 Milliounen Euro. Dat sinn nëmmen 0,7% vum PIB. Dat ass, Här President, historesch an europawäit eemoleg niddereg. Vun 1998 u bis haut, hunn ech als Tresorminister net een eenzegen Emprunt gemaach, well ech wollt eng Marge hale fir d'Zukunft. Eng Marge, déi eis elo zegutt kënnt, fir elo kënne léinen ze goen, fir Investitiounsausgaben ze finanzéieren. Mir hu keng Empruntë gemaach, trotz Autorisatioune vun der Chamber. Dat zum Beweis vun der Rigueur an der Ausféierung vun deem, wat d'Chamber eis erlaabt.

Vun 1998 bis 2005 ass keen Emprunt opgeholl ginn. Wann ech d'Kritäre vu Maastricht kucken an d'Berechnung vun der Schold, da kann een net nëmmen de Stat selwer kucken, mä et muss ee selbstverständlech och d'Gemengen an déi indirekt Finanzéierungen, wéi de Fong Belval, de Flughafen, d'Loi de garantie an anerer, mat arechnen. Wann ech dat alles zesumme kucken, da kënnt eis öffentlech Schold op plus ou moins 6% vum PIB. Och dat ass wäit ënnert deene 60% vum Bruttoinlandsprodukt, déi no europäesche Regelen erlaabt sinn.

Fir d'nächst Joer freet d'Regierung d'Chamber d'Autorisatioun, fir, wann noutwendeg, 500 Milliounen Euro léinen ze goen. Da kéime mer op eng Gesamtverscholdung vun der öffentlecher Hand vun 9,6% vum PIB. Ech wëll zu deene 500 Millioune soen, datt dat manner ass, wéi eis gesamt Investitiounsausgabe vum nächste Joer. Wann ech an d'Nopeschlänner kucken, finanzéieren déi sämtlech Investitiounsausgaben iwwer Emprunt. Mir maachen deen Emprunt héchstwahrscheinlech, obschonn datt d'Reserven eis géingen erlaben - och elo nach - eis Investitiounsausgaben iwwer si ze tätegen. Ech hätt just gären, datt wann een d'Finanzsituatioun vun 2006 kuckt, datt een d'Gesamtbild kuckt.

Mir hunn also kee Problem, fir Schold ze maachen. Zugläich soen ech awer, datt dat net dierf eng Solution de facilité sinn, well mer wëllen net an eng Verscholdungsspiral kommen, wou mer all Joer misste massiv Schold ophuele goen. Dat wier gefäierlech, besonnesch dann, wann eis Reserven emol net méi do wieren.

Eis Reserve leien Enn 2005 - also elo - bei ronn 1,5 Milliarden Euro. Dat ass am Verglach mat 1999 méi. 1999 hate mer 1,3 Milliarde Reserven. Mir hunn haut 1,5 Milliarde Reserven, woubäi dat net heescht, datt dat fräi verfügbar Sue sinn. Dat sinn déi Suen, déi mer och op d'Säit geluecht hunn, d'Avoire vun de Fongen, fir déi Investitiounsausgaben ze tätegen, déi mer heibannen décidéiert hunn, oder déi mer an der Planung hunn. Déi 1,5 Milliarden Avoire vun de Fonge ginn duer, fir zweemol eis Joresinvestitiounsausgaben ze tätegen. Ech rappeléieren, wat ech virdru schonn zweemol gesot hunn, datt déi d'nächst Joer bei 750 Millioune leien.

Mir hunn also eng Finanzpolitik gemaach, déi d'Zukunft preparéiert. Mir hunn net direkt d'Suen ausginn, wa se erakomm sinn. Mir hunn dat gemaach, wat ee soll maachen, wann ee verantwortungsvoll mat de Statssue wëllt ëmgoen. Mä déi Reserve ginn net am Calcul vum Defizit no Maastricht berücksichtegt. Duerfir muss een déi ëmmer an enger Catégorie à part a sengem Kapp féieren.

An et ass duerch d'Reserven an duerch déi niddereg Statsschold zesumme mat eisem Budget vun 2006, wou ee ka soen, datt mer als Resultat vun eiser Finanzpolitik haut nach gesond Statsfinanzen hunn. Mä mir hunn e strukturelle Problem, well mer pro Joer méi ausgi wéi mer erakréien, gerechent no den europäesche Kritären; akzeptabel an de leschte Joren, well mer et konnte mat Reserve finanzéieren; inakzeptabel fir d'Zukunft, wa mer näischt ënnerhuelen.

An dat bréngt mech zu de groussen Erausfuerderunge fir déi nächst Joren. Erausfuerderungen, déi zum Zil hunn, gesond Statsfinanzen ze erhalen. Wat sinn dann do eis Problemer mëttelfristeg an der Finanz- a Budgetspolitik? Problemer, déi iwwregens, wann ech verschidde Saache liesen an héieren, net jiddferee wëllt gesinn.

Ech gesinn der virun allem véier Stéck. Éischtens, eis Dépensë si méi héich wéi eis Recetten an de mëttelfristege Wuesstum vun eiser Wirtschaft. Zweetens, de Wuesstum vun den Dépensë gëtt ze vill gesteiert vun Automatismen. Drëttens, mir mussen an deenen nächste Joren eng Rei nei Dépensen tätegen, déi fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg sinn. A véiertens, mir hunn eis europäesch, an der Eurozon, zu engem Stabilitéitspakt verflicht, deen et ze respektéiere gëtt, an dat verlaangt, vu eisen aktuellen Defizit, Aspuerungen.

Dës véier Punkte muss ee selbstverständlech an enger Kombinatioun gesinn. Et kann ee sech net een erauspicken. Et ass d'Zesummespill vun deene véier Problemer, déi mer mussen ugoen, an déi sinn enorm komplizéiert. Mä déi véier Punkte muss ee sech awer virun Aen halen. Duerfir verstinn ech net, datt Eenzelner soen: Et ass jo kee Problem do. D'Regierung, de Statsminister, de Budgetsminister, déi schafe just hei e Problem, aus welleche Grënn och ëmmer. Mir hunn déi do véier Problemer an der Erausfuerderung vun der Zukunft unzegoen.

An erlaabt mer duerfir dës Défien ze beschreiwen, datt och jiddferee versteet, wourëms et dann do geet. Nach eng Kéier:

Éischtens, de Rappel vun 2006. De Stat gëtt 2006 1,2 Milliarde méi aus wéi en an deemselwechte Joer erakritt: 530 Milliounen, wa mer d'gesamt öffentlech Hand kucken, also och d'Gemengen an d'Sécurité sociale.

Zweetens, wat seet dann dee Stabilitéitspakt an dee Stabilitéitsprogramm, wat net iergendeen theoretescht Dokument ass, mä wat soll zum Zil hunn, datt mer eng gemeinsam Budgetspolitik an där Zon hunn, wou mer déi gemeinsam Währung hunn - wat e wesentlecht Element vu Stabilitéit ass?

Dee Programm gesäit vir, datt mir all Joer eisen Defizit ëm 0,5% vum PIB kierze mussen. D'Differenz téschent de Recetten an den Dépensë muss ëm en hallwe Prozent vum PIB, dat si fir de Moment 150 Milliounen Euro, oder 6 Milliarde Lëtzebuerger Frang, méi kleng gemaach ginn, fir 2008 dann - bis dohinner leeft eise Stabilitéitsprogramm - op minus 0,2% vum PIB ze kommen. Da si mer plus ou moins erëm gläich, Recetten an Dépensen.

Drëtt Observatioun zu deenen Défien. Ech sot, eis Dépensë wuesse méi schnell wéi d'Recetten, a wuessen duerch Automatismen. Wat heescht dat? Wéi mer de Budget 2006 ugefaangen hunn ze maachen, hate mer direkt duerch Automatismen eng Croissance vun den Ausgabe vu 5,1%. 5,1%! Dovunner war d'Inflatioun plus 2,3%, d'Cotisatiounen un d'Kranken- an d'Pensiounskeese plus 2%, an d'Gehältermass beim Stat plus 0,8%, dat mécht zesumme 5,1%. Zack! Ouni datt mer iergendwéi an der Politik agegraff hätten, mä als Konsequenz vun Automatismen, déi d'Chamber a Gesetzer agefouert huet.

Deen Automatismus ass um Niveau vum Stat besonnesch staark och duerch d'Indexéierung vu ganz villen Ausgaben. An dat sinn net nëmmen d'Gehälter beim Stat, mä och ganz vill Kontrakter. Am Statsbudget si 65% vun alle Budgetsausgaben indexéiert. An eng Indextranche kascht am Statsbudget 125 Milliounen Euro. Wann also d'nächst Joer eng Indextranche erfält, duerch déi staark Ukoppelung vun eise Budgetsausgaben – och a ganz ville Verträg – un den Index, kascht dat de Stat 125 Milliounen Euro méi.

Véierten Défi, niewent deenen Automatismen, niewent dem Stabilitéitsprogramm, niewent eisem strukturelle jährlechen Defizit musse mer an deenen nächste Joren nei Politikfelder ugoen oder zousätzlech Dépensë kréien, déi mer eis entweder duerch national politesch Ziler gesat hunn oder déi aus internationalen Engagementer entstinn. Mir brauchen also en Ëmschichtungseffort op verschiddenen Dépensen, fir domadder kënnen aner Dépensen och, oder méi staark wéi an der Vergaangenheet, ze tätegen.

Déi Lëscht ass och net exhaustiv, mä erlaabt mer e puer Dépensen erauszehuelen. Heiheem hu mer zwou Kategorië vun Dépensen, déi an deenen nächste Jore wäerte ganz sécher klammen. Éischtens eng Gesellschaft, wou mer wëllen d'Kombinatioun vu Famill, Schoul, Beruff matenee méiglech maachen, verlaangt bei de Kannerbetreiungsstrukturen nei an zousätzlech Dépensen. Heiheem hu mer och eng Gesellschaft, wou d'Leit méi al ginn, do brauche mer méi Dépensen, souwuel vum Stat wéi vum Eenzelnen, am Beräich vun der Gesondheet an der Fleeg.

Dat eleng sinn zwee Beräicher an der Politik heiheem, déi an deenen nächste Jore méi deier ginn, duerch déi mer also spuere mussen op anere Plazen, fir bei dem Zesummespill vun deenen Erausfuerderungen, déi ech genannt hunn, kënnen en ausgeglachene Budget 2008 fäerdeg ze bréngen.

Da gëtt et nei Dépensen a Beräicher, an deene mer international Engagementer agaange sinn. Ech gesinn der virun allem véier, wou et international an europäesch Kritäre gëtt, déi mer mussen an och wëlle respektéieren: d'Fuerschung, d'Entwécklungshëllef, d'international Sécherheet an d'Ëmweltpolitik.

Bei der Fuerschung gëtt et en Zil, wat heescht, datt d'öffentlech Fuerschung soll op 1% vum PIB wuessen. Mir hunn haut am Budget 2006, an deem mer dat staark an d'Luucht gesat hunn, eppes liicht iwwer 0,3% vum PIB. D'öffentlech Fuerschung, gradesou wéi iwwregens déi privat Fuerschung, ass e Schlësselelement fir kompetitiv ze bleiwen, fir besser ze si wéi déi aner, fir weiderzekommen. Duerfir spillt och an deem Beräich a bei deenen Ausgaben d'Universitéit Lëtzebuerg eng ganz wichteg Roll.

Zweetens hu mer de Beräich vun der Entwécklungshëllef. Et ass eng moralesch Flicht vun engem Land wéi eisem, och wann et e bësse manner gutt geet, fir net aus den Aen ze verléieren, datt et deene meeschte Leit op der Welt, a besonnesch op anere Kontinenter, nach vill, vill méi schlecht wéi eis geet. Virun der Aarmut an der Welt an de Katastrophen an der Welt dierf een d'Aen net zoumaachen. An et ass schlussendlech och an eegenem Intérêt, well déi Problemer vun der Emigratioun aus Afrika an Immigratioun bei eis sinn och domat ze behiewen, andeem mer eng aktiv Kooperatiounspolitik maachen. Och do hu mer e politescht Zil fixéiert, wat op 1% vum Revenu national brut soll hiféieren.

Drëttens d'international Sécherheetspolitik. Gradesou wéi bei der Entwécklungspolitik geet et och hei ëm international Solidaritéit. Wësst Der, mer kënnen net vun der Sécherheet a vun der internationaler Sécherheet profitéieren a bei de Krisemanagement-Missioune vun der Europäescher Unioun soen, do maache mir net mat; dat kënnen déi aner maachen, déi aner kënnen dat finanzéieren. Et wäerten an der Zukunft souwuel bei der Europäescher Unioun wéi bei der NATO méi a méi komplizéiert Asätz ginn, bedéngt och duerch internationalen Terrorismus an international organiséiert Kriminalitéit.

Et wier falsch ze soen an ze menge mam Hiweis op eis Entwécklungshëllef, datt mer aus deenen internationalen Engagementer kënnten aus dem Solidaritéitsbäitrag, dee mer leeschte mussen, erauskommen. D'europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik léisst dat net zou.

Mir hunn haut e ganz klenge Volet vun Arméiausgaben: 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt. D'Moyenne an der Europäescher Unioun, dat, wat déi aner eis virhalen, läit bei 1,7% vum Bruttoinlandsprodukt. Déi Zweetlescht an der Rei, déi, déi am zweetmannsten ausginn, sinn d'Belsch mat 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt. D'NATO huet vun deenen neie Memberen, déi bäigetruede sinn, 2% vum Bruttoinlandsprodukt verlaangt. Duerfir hu mer eng Arméireform annoncéiert, net fir opzerëschten, net fir eng grouss Arméi ze kréien, mä fir e bësse méi eiser internationaler Solidaritéitspflicht bäizekommen.

Wat och an eisem eegenen Intérêt ass, well näischt kann doriwwer ewechtäuschen, datt Sécherheet dobaussen a Sécherheet heibannen enk mateneen zesummenhänken. De Bäitrag vun de Lëtzebuerger Zaldoten a Polizisten um Balkan oder an Afghanistan ass och e Bäitrag zur Sécherheet heiheem, well organiséiert Kriminalitéit, Terrorismus an Drogen entstinn net hei, mä entstinn am Ausland.

Mir musse kucken, d'Regierung zesumme mat der Chamber, a wéi engem Rhythmus mer méi no bei déi europäesch Verflichtunge kommen. Doriwwer hätt d'Regierung gären eng Debatt mat den Deputéierten. Et ass hei eng Fro vun der Crédibilitéit vun der Lëtzebuerger Aussepolitik; et ass eng Fro vun dem Solidaritéitsengagement vun eisem Land an Europa.

Eng aner international Dépensëkategorie, déi eis och direkt betrëfft, ass selbstverständlech d'Ëmweltpolitik. Den Här Rapporteur huet gëschter heiriwwer méi laang geschwat: Kyoto - och hei gëllen international Regelen.

Mir sinn amgaang, national Moossnamen an d'Weeër ze leeden, an do, wou dat net duergeet, musse mer international Mechanisme spille loossen, fir dës Ziler ze erreechen. Dat huet e ganz héije Käschtepunkt iwwert déi nächst Joren. Dat wäert och zousätzlech Dépensen, besonnesch no 2008 an 2009, mat sech zéien.

Mä bei deene véier Beräicher, déi ech elo grad ernimmt hunn, geet et am Fong véiermol ëm datselwecht,

souwuel an der Innenpolitik wéi an der domat verbonnener Aussepolitik: Et geet ëm d'Zukunft vun eisem Land, an et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Mir hätte gären e fortschrëttlecht, séchert, gerecht an ëmweltfrëndlecht Land, an dat verlaangt eng ganz Rei nei Dépensen.

Dat ass eng enorm Erausfuerderung, dees si mer eis bewosst, well mer eis Grondaufgabe vum Stat wëlle mam Budget bezuelen an zugläich nei Politikfelder ugoen, an da musse mer nach eng Reduktioun vum Budgetsdefizit maachen. Dir gesitt, et ass net liicht.

Wéi kréie mer dat hin?, sot Dir. Ech menge mir kréien et hin an der Kombinatioun vun enger ganzer Rei Politiken, déi mer mussen iwwerdenken, a mat eisem politesche Wëllen; politesche Wëllen, deen och muss als Zilsetzung hunn, datt mer eise Sozialstat net wëllen ofschafen an datt mer eise Wirtschaftsstanduert wëllen attraktiv halen.

Mir kréien et awer nëmmen hin, wa mer akzeptéieren, datt mer eng Rei Transformatioune maache mussen. Dësen Discours hu mer iwwregens schonn d'lescht Joer hei gefouert, just et wollt net jiddfereen deen Discours héieren! Ech hunn zum Beispill d'lescht Joer a menger Budgetsried geschwat vum Plafonnéiere vun dem Sozialbudget a vun dem Investitiounsbudget. Dat ass op verschiddene Plazen interpretéiert ginn als d'Ofschafe vum Sozialstat. Dat hat deemools wéi haut zum Zil, dat iwwerméisseg automatescht Uwuesse vun eisen Ausgaben ze bremsen.

Mir hätte gären - dat ass d'Zilsetzung vun all eisen Transformatiounsdiskussiounen, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint féieren - e sozial gerechten, effikassen, finanzéierbare Sozialbudget. Dorëms geet et. Mir maachen en Appel fir d'Automatisme beim Uwuesse vun de Budgetsdépensen ze stoppen.

Den Här Statsminister huet den 12. Oktober hei bei senger Erklärung eng Rei Reflexiounspistë vun der Regierung mat deem doten Zil virgeluecht. En Zil, wat war, ech soen et nach eng Kéier, d'Bremse vum automateschen Uwuesse vun de Statsdépensen, an Aspuerungen.

An deem Kontext gëtt ëmmer gefrot, iwwer wat mer da géinge schwätzen. Mä liest déi Deklaratioun no! Mir mussen ënner anerem iwwert d'Finanzéierung an d'Aspuerungspotenzial bei Sozialleeschtungen aller Aart diskutéieren, mam Zil - ech soen et nach eng Kéier -, d'sozial Gerechtegkeet dobäi ze erhalen.

Mir mussen d'Indexéierung vu 65% vun de Budgetsausgaben an enger Debatt zum Thema maachen. Mir musse kucken, ob et noutwendeg ass, all déi Budgetsausgaben do weiderhi voll a ganz un den Index gebonnen ze halen. D'Uwuesse vun der Gehältermass beim Stat an am konventionéierte Secteur muss iwwerpréift ginn, gradesou wéi mer mussen eng Diskussioun féieren iwwert d'staatlech Subventiounen un d'Gemengen an un d'Betriber.

Mir wëllen, wat d'Investitiounen ubelaangt, den Investitiounsvolumen op engem héijen Niveau halen, mä mir kënnen net an deenen nächste Joren alles zur gläicher Zäit maachen. Wa mer wëllen den Defizit kierzen – an dat musse mer, ech mengen ech hunn dat de Mëtten oft genuch bewisen –, da musse mer och d'Investitiounsausgabe plafonnéieren. A plafonnéieren, dat heescht, mat deem Chiffer wéi deen, dee mer haut hunn, op engem héijen Niveau halen.

Ech rappeléieren nach eng Kéier, datt déi Investitiounsausgaben d'nächst Joer ëm 20% wuessen, duerch ugefaange Bauprojeten. Si wuessen och, well mer de Lëtzebuerger Betriber net wollte schueden, well mer wëssen, wéi vill Potenzial mer domadder an d'Lëtzebuerger Wirtschaft eraginn.

Mä souwuel am direkte wéi indirekte Beräich – indirekte Beräich, dat ass wa privat Träger oder Gemenge bauen – kann de Stat net alles zugläich a mat héije Subside méi ënnerstëtzen. Mir halen eis selbstverständlech un ofgeschlosse Konventiounen, mä iwwert d'Zukunft musse mer iwwer eis Subsidepolitik, och an deem dote Beräich, diskutéieren an net alles zugläich maachen.

An deem Kontext si selbstverständlech déi Initiativen, fir méi verstäerkt op de Wee vun enger öffentlech-privater Partnerschaft am Beräich vum Bauen ze goen, interessant. Mir wëlle verstäerkt op déi Partnerschafte setzen, déi heiansdo „public private partnership" heeschen, déi an England „private finance initiative" heeschen, déi scho laang a Frankräich am Fong Concessiounen heeschen, an déi déi Däitsch Forfaitierung nennen. Mir studéiere fir de Moment verschidde vun deene Pisten a mir versichen déi bescht fir Lëtzebuerg erauszefannen.

De PPP ass am Fong näischt aneschters wéi d'Liwwerung vum Privatsecteur vun enger Déngschtleeschtung un de Stat. Meeschtens ass dat de Bau an d'Exploitatioun vun engem Gebai, géint d'Bezuele vun engem Loyer. De Risiko dréit dobäi deen, deen am beschten duerfir équipéiert ass. De Privatsecteur: d'Conceptioun, d'Konstruktioun, d'Exploitatioun an d'Finanzéierung. De Stat huet d'Konzept vun deem wat hie gären hätt an ass de Bénéficiaire vum Produkt.

Déi englesch Cour des Comptes, den National Audit Office, huet an engem kierzleche Rapport ausgerechent, datt déi dote Projeten an England 10 bis 15% vum Käschtepunkt vun de Projeten agespuert hunn an datt et vill manner Retarde bei der Exekutioun vun de Projete gouf. Ofgemaach goufen do meeschtens Fixpräisser a Penalitéiten. Et ass och verhandelt gi mat deenen, déi ugebueden hunn, duerch de sou genannten Dialogue compétitif, dee mer zu Lëtzebuerg an eiser Gesetzgebung iwwert d'öffentlech Ausschreiwungen allerdéngs nach net ëmgesat hunn. Mir wäerten d'nächst Joer probéieren, souwäit eis Gesetzgebung dat zouléisst, fir esou e Projet ze probéieren an dorauser d'Schlussfolgerungen ze zéien.

Mir hunn zum Zil fir méi käschteneffikass, méi schnell a méi budgetsschounend mat PPP-Projeten, mat öffentlech-private Partnerschaften, ze bauen. Mir wëllen öffentlech Infrastrukture bauen a mir wäerten och d'Intérête vum Lëtzebuerger Handwierk a vum Bausecteur am A behalen, déi selbstverständlech dobäi musse berücksichtegt ginn, an enger klenger, oppener Ekonomie wéi där Lëtzebuerger.

Här President, eist politescht Zil ass kloer: Mir wëlle gesond Statsfinanzen erhalen als Grondlag vun eiser Politik. Et ass eng Fro vun der Zukunftsfäegkeet vun eisem Land. Eis Statsfinanzen, dank enger virsiichteger Finanzpolitik an deene leschte Joren, sinn zolidd. D'Situatioun vun de Lëtzebuerger Statsfinanzen ass besser, iwwert déi lescht Jore gekuckt, wéi déi vun eisen Nopeschlänner, op Grond vun eiser Politik vun de leschte Joren.

Et huet keen esou eng niddreg Schold a keen esou héich Finanzreserven, wéi mir. Duerfir konnte mer an deene leschte Joren an duerfir kënne mer am nächsten an am iwwernächste Joer den Defizit finanzéieren. Mir hunn och gewollt an deene leschte Joren déi sou genannt automatesch Stabilisateure spille gelooss, déi Croissance geschafen hunn. De Stat huet eng Motorfunktioun an der Lëtzebuerger Ekonomie a besonnesch bei de ville Kleng- a Mëttelbetriber an deene leschte Jore gespillt, an dat wollte mer och 2006 am Budget net änneren.

Mä dëst positiivt Resultat vun eise Statsfinanzen iwwer eng Rei Jore gekuckt dierf op kee Fall iwwert de risege Problem ewechtäuschen, dee risege Problem verdecken, dee mer mëttelfristeg hunn. Mir hu mëttelfristeg, wa mer keng Reserve méi hunn, en net ze finanzéierende strukturellen Defizit an en ze schnellt Wuesse vun eisen Dépensë par rapport zu den Einnahmen. Mir wëllen de Sozialstat net ofschafen, mä mir wëllen e finanzéierbar halen. Mir wëllen d'Investitiounen net stoppen, mä mir wëllen net an eng Scholdefal kommen.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, hu mer de Choix. Entweder mir maachen näischt: Da verléiere mer u Wuelstand, eis Betriber gi manner konkurrenzfäeg, mir kréien eise Sozialstat net méi finanzéiert, d'Steiere ginn erop, well mer eis Schold mussen zréckbezuelen.

Oder mir si bereet, als Eenzelnen op kuerzfristeg Avantagen ze verzichten, fir mëttel- a laangfristeg Aarbechtsplazen an domat Wuelstand souwéi e finanzéierbare Sozialstat ze erhalen.

Kommt mer hunn de Courage zu Transformatiounen, déi am allgemengen Intérêt sinn. Mir liewe jo net eleng, mä zesummen an enger Gesellschaft. Déi, déi haut Ännerunge refuséieren, si muer responsabel fir Steiererhéijungen a Wuelstandsverloscht. Et ass méi einfach, géint Reformen ze sinn, wéi fir Reformen ze sinn. Trotzdeem, loosse mer mat Verantwortungsgefill en ausgeglachenen, pragmatesche Pak vu Moossnamen diskutéieren, an net nëmmen diskutéieren, och décidéieren, deen eist Land als e modernt, zukunftsorientéiert, responsabelt a sozialgerecht Land erhält!

Duerfir musse mer net alles halen, wat mer haut hunn. Heiansdo muss een Neies amplaz vun Alem setzen. Mä mir mussen eis erëm druginn, fir besser ze sinn. Mir musse fir eis Ekonomie an eis Finanzplaz nei Mäert siche goen. An dat maache mer. D'Regierung ass gewëllt, dës Transformatioune bis de Mee 2006 ze décidéieren.

Mir zielen dobäi op de Bon sens vun de Lëtzebuerger an d'Ënnerstëtzung vun enger breeder Majoritéit an dësem Parlament. D'Statsfinanze sinn a bleiwen d'Grondlag vu bal all Politik. Mir wëlle keng Experimenter a keng Abenteuer, mä mir hätte gären an deenen nächste Joren ausgeglachen öffentlech Budgeten, déi d'Zukunft preparéieren. Zesummen hu mer duerfir eng grouss Aufgab virun eis fir eist Land.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Budgetsminister Frieden Akt vu senger Deklaratioun.

D'Debatten iwwert de Budget fänken d'nächst Woch en Dënschdeg un. Déi nächst Sitzung ass allerdéngs muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.32 heures)

JEUDI, 8 DÉCEMBRE 2005 — 13E SÉANCE — Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

1. 5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

   (Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouve M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Mir kommen direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5475 iwwert de Statut vum Institut d'études de sécurité a vum Centre satellitaire vun der Europäescher Unioun. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt!

1. 5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et drëms, d'Décisioun, déi zesumme vun den EU-Regierungsvertrieder de 15. Oktober 2001 am Conseil zu Bréissel geholl ginn ass, ze approuvéieren. Dës Décisioun soll d'Privilegien an d'Immunitéite vum Institut d'études de sécurité a vum Centre satellitaire de l'Union européenne, wéi awer och vun hiren Organer a vun deene Leit, déi do schaffen, garantéieren.

Dëse Gesetzestext ass de 17. Mee 2005 vum Aussen- an Immigratiounsminister an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet de 24. Mee 2005 - also nëmme siwen Deeg duerno - säin Avis iwwert dëse Gesetzestext ofginn.

Här President, wann Dir erlaabt, ginn ech elo net hei op den Detail an, wéi et dozou komm ass, datt d'Europäesch Unioun no an no ëmmer méi eng Partie Aktivitéite vun der Westeuropäescher Unioun, also der UEO, iwwerholl huet, déi jo am Joer 1954 als institutionelle Kader fir d'Echangen am Beräich vun der europäescher Sécherheet an der Verteidegung an d'Liewe geruff gi war. Dat géif elo hei a mengen Aen de Kader sprengen. Ech hunn dat och wierklech am Detail a mengem schréftleche Rapport gemaach.

Hei wollt ech ebe just déi Etappe kuerz erwähnen, déi dës Evolutioun mat sech bruecht huet. Esou kommen ech dann op de Maastrichter Vertrag vun 1992, dee festgehalen huet, datt d'UEO Partie intégrante vun der Entwécklung vun der Europäescher Unioun am Beräich vun der Sécherheet an der Verteidegung ass, an datt d'UEO als arméierten Aarm vun der Europäescher Unioun designéiert ass.

Am Amsterdamer Vertrag gëtt e puer Joer méi spéit preziséiert, datt déi institutionell Relatiounen téschent deenen zwou Organisatiounen - also der Europäescher Unioun an der Westeuropäescher Unioun, der UEO - méi enk solle ginn, en vue vun enger eventueller Integratioun vun der UEO an d'Europäesch Unioun. De Vertrag vun

Nice bestätegt nach eng Kéier dës Entwécklung an integréiert d'Funktioune vun der Krisegestioun vun der UEO an d'Europäesch Unioun. D'Konklusioune vum Sommet vun Nice gesinn dann d'Kreatioune vun deenen zwou Agencë vir: déi vum Satelittenzentrum an déi vun engem Institut, dat Etüden an der Sécherheet mécht.

De 16. Juli 2001 ass et dann esou wäit: De Conseil des Affaires générales vun der EU kënnt zu engem politeschen Accord iwwert déi zwou gemeinsam Aktiounen: d'Kreatioun vun engem Institut d'études de sécurité a vun engem Satelittenzentrum.

Här President, ech gi kuerz op d'Aktivitéite vun dësen zwou Agencen an, sou datt ee vläicht besser dobausse versteet ëm wat et da wierklech hei och geet. D'Missioune vum Institut fir Sécherheetsetüden - dee säi Sëtz zu Paräis huet – sinn, fir ze hëllefen eng gemeinsam Kultur a Saachen europäescher Sécherheet op d'Been ze setzen an eng strategesch Debatt ze favoriséieren, andeems en en optimalen Treffpunkt fir europäesch Décideuren an awer och onofhängeg Experten op dësem Gebitt bitt.

Den Institut dréit och zur Weiderentwécklung vun der gemeinsamer europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik - also ofgekierzt, der PESC - bäi, andeems en dräi Haaptmissiounen erfëllt:

Éischtens, kënnen elo hei d'Recherchen an den Débat an deene grousse Froe vun der Sécherheet, déi déterminant si fir d'Europäesch Unioun, stattfannen.

Zweetens, fuerdert dësen Institut eng zukunftsorientéiert Analys mat Informatiounsforen a mat Rapportë vun Experten aus der ganzer Welt zu Gonschte vum Conseil vun der Europäescher Unioun an awer och vun deenen héije Vertrieder vun der PESC.

(Interruption)

Dréttens, soll duerch d'Beräicherung vum transatlanteschen Dialog tëschent Europa, Kanada an Amerika d'Analys am Beräich…

(Coups de cloche de la Présidence)

…vun der Sécherheet erweidert ginn, an all déi grouss Froen, déi sech an dësem Beräich stellen, sollen zweemol am Joer an enger sou genannter „transatlantescher Konferenz" debattéiert ginn, déi eng Kéier bei eis an dann eng Kéier op där anerer Säit – dat heescht an Nordamerika – stattfënnt.

Den Institut fonctionnéiert selbstverständlech autonom, ass also onofhängeg, a ka weder d'national Interesse representéieren nach duerchsetzen.

Déi zweet Agence ass déi vun dem Satelittenzentrum vun der Europäescher Unioun zu Torrejón de Ardoz a Spuenien. En huet als Missioun den Entscheedungsprozess vun der Europäescher Unioun am Kader vun der gemeinsamer europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik, an awer och d'Verteidegungspolitik ze ënnerstëtzen. E soll d'Capacitéit vun der Europäescher Unioun stäerken, fir geographesch Informatiounen ze sammelen, déi der EU hëllefe Konflikter ze prevenéieren, Effortë fir de Fridden am Fall vu Konflikter ze leeschten, an esou och eng effikass humanitär Hëllef am Fall vun Naturkatastrophen, oder awer och am Fall vu Katastrophen, déi vu mënschlecher Hand verursaacht ginn, ze leeschten.

Dir Dammen an Dir Häre, hei geet et also drëms d'Zoustëmmung ze ginn, fir d'Privilegien an d'Immunitéite vun dësen zwou Agencen, hiren Organer an hirem Personal ze garantéieren, esou wéi dat vun de Regierungsvertrieder am Conseil zu Bréissel de 15. Oktober 2001 zréckbehale gouf. Dëst ass nun emol erfuerderlech fir de Fonctionnement vun dësen zwou Agencen, hire verschiddenen Organer an och hirem Personal ze erliichteren, esou wéi dat och scho fir déi zwou Agencen ënnert der UEO bis elo de Fall war.

Déi zwou Agencë si säit dem 1. Januar 2002 operationell an hunn déi Kontrakter iwwerholl, mat deene bis dohin d'Personal un d'UEO gebonne war. D'Zoustëmmung vun der Chamber zu dëser Décisioun ass also net néideg, fir en neie juristesche Kader fir d'Personal vun dësen zwou Agencen ze kreéieren. Dëse Regime ersetzt dann dee Regime vun de Privilegien an den Immunitéiten, vun deenen d'Agenten am Kader vun der UEO bis elo profitéiert hunn.

Wat d'Artikele vun dësem Projet de loi ubelaangen, esou erlaabt mer vläicht just déi puer wichtegst ervirzehiewen: Den Artikel 1 hält um Prinzip vun der Immunitéit fest, esou wéi un der Befreiung vum Duerchsichen, de Saisien, de Konfiskatiounen an un allen anere Forme vun administrativen a geriichtleche Contraintë fir d'Lokaler an d'Gidder vun den Agencë fest. Den Artikel 2 garantéiert d'Inviolabilitéit vun den Archiven.

Den 3, de 6 an den 8 leeën de steierleche Regime vun den Agenten an den Agencë fest. D'Agencë gi vun allen indirekte Steieren exonéréiert. D'Akommes vum Personal vun den Agencë gëtt zwar net besteiert, mä hiert Gehalt ass awer dem Prélèvement zu Gonschte vun den Agencen ënnerworf. D'Décisioun preziséiert dann och – an ech mengen, dat war och eng Fro, déi den Här Henckes an der Kommissioun, wéi mir de Projet de loi debattéiert hunn, opgeworf hat –, datt d'Personal vun deenen zwou Agencen hire fiskale Wunnsëtz an hirem Ursprongsland behält.

Den Artikel 4 bréngt d'Fräiheet vun der Kommunikatioun mat sech. Op déi nämlech Aart a Weis definéiert den Artikel 6 d'Privilegien an d'Immunitéite vun den Organer a vum Personal vun den Agencen esou wéi d'Inviolabilitéit vun all hire Pabeieren, Dokumenter an och anerem Material.

Am Artikel 5 steet, datt déi verschidde Länner den Zougank, den Openthalt an den Départ vum Personal vun den Agencë vereinfachen, selbstverständlech awer nëmmen, wa se an offizieller Missioun ënnerwee sinn.

D'Membere vun den Agencë profitéieren hei och vun enger Juridictiounscommunitéit, wat hir Aussoen an hir Akten ubelaangen, awer och hei alt erëm selbstverständlech nëmme während dem Ausübe vun hirer berufflecher Aktivitéit. Dat heescht, wann eng virkënnt am zivile Beräich, da si se do responsabel, wéi all déi normal Leit och. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt den Artikel 10 vum Projet de loi déi genee Ëmstänn definéiert, ënnert deenen d'Ophiewe vun der Immunitéit vun de Leit, déi an den Agencë schaffen, ausgesprach ka ginn.

Zum Schluss, Här President, wéilt ech just soen, datt et wierklech wichteg an noutwendeg ass, datt mir dës Décisioun hei esou séier wéi méiglech approuvéieren, wann ee bedenkt, datt dës Décisioun sollt den 1. Januar 2002 a Kraaft trieden an datt schonn 19 Memberlänner hiren Accord dozou ginn hunn a mir leider ee vun de Schlussliichter hei sinn.

Dës Noutwendegkeet gouf och nach virun e puer Deeg vun engem Bréif, deen de Generalsekretär vum Conseil, den Här Javier Solana, un eise Représentant permanent zu Bréissel, also un d'Madame Schommer, geschéckt huet, ënnerstrach. An dësem Bréif bezitt sech den Här Solana op den Artikel 12 vun der Décisioun, dee virgesäit, datt den 1. Januar 2002 dëst soll a Kraaft trieden, ënnert der Konditioun, datt bis dohinner sämtlech Memberlänner dann och dës Décisioun ëmgesat hätten. De Statsrot huet seng Zoustëmmung och zu dëser Décisioun ginn.

Här President, ech bréngen dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet an ech hoffen, datt en, wéi an der Kommissioun, dann och hei kéint unanime gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den honorabelen Här Angel huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, no deenen ausféierlechen Erklärunge vun der…

(Interruptions)

Merci, Här Bettel, Här Schäffen. No deenen ausféierlechen Erklärunge vun der Kolleegin Nancy Kemp-Arendt bleift mir näischt aneschters iwwreg, wéi Merci ze soen.

Ech wollt hei och dem Haus ukënnegen, dass eis Fraktioun dee Projet de loi selbstverständlech och stëmme wäerten.

Merci an entschëllegt.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den honorabelen Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun och der Madame Rapportrice Merci soe fir dee gudde Rapport a soen, datt mir dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Dann huet d'Regierung d'Wuert. Oh, pardon. Den Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt mech och der Rapportrice uschléissen.

(Hilarité)

Ech wollt och net onerwähnt loossen, datt deen Institut, iwwert dee se ënner anerem rapportéiert huet, eng ganz utile Aarbecht mécht. Ech mengen, et wier och gutt, wann eis Chamber sech an deene verschiddenen Aarbechten, déi se am aussepolitesche Beräich mécht, heiansdo géing un deene Berichter inspiréieren.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, och vun onser Säit aus Félicitatiounen un d'Madame Rapportrice. Si huet en excellente mëndlechen a schréftleche Bericht duergeluecht, wou all Facetten an och Debatten an der Kommissioun gutt zum Droe komm sinn. Ech wollt den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Minister Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, no deem ausféierleche Bericht vun der Madame Arendt, dee wierklech exhaustiv war - dat kann ee soen - bleift net méi vill ze kommentéieren. Déi politesch Décisioun ass geholl, fir dës zwee onofhängeg Agencen erauszehuelen aus der UEO, also muss een do konsequent sinn. Et ass evident an noutwendeg, dass d'Personal an déi Agencen d'Privilegien, d'Immunitéiten an d'Facilitéite kréien, déi se virdrun haten. Ech wär also frou, wann d'Chamber dat hei elo géif stëmmen, an ech soe Merci fir de konstruktiven Dialog, dee mer haten.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Moderniséierung vun der Beetebuerger Kläranlag. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Doerner, den Här Meisch, d'Madame Mutsch, den Här Gira an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

2. 5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV), rapportrice.*- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, „Wou d'Uelzecht durech d'Wisen zéit", dës éischt Textzeil aus eiser Nationalhymn „Ons Heemecht", geschriwwen 1859 a wouranner déi dräi wichtegst Flëss beschriwwen a veréiwegt gi sinn, dierft jiddferengem heibanne bekannt sinn. Den Auteur vun dësen Zeilen, de Michel Lentz, hat sech och eppes dobäi geduecht, andeems hien d'Uelzecht als éischte Floss zitéiert huet, dat, well et dee längsten a vläicht och deen ofwiesselungsräichste vun deenen dräi ass.

Dat war awer zu enger Zäit, wou eis Flëss nach eng aner Qualitéit haten. Haut mécht d'Waasserqualitéit vum längste Floss, mä net nëmmen déi vun him, eis Suergen. An de 60er Joren hat d'Politik eng éischte Kéier reagéiert, nodeems festgestallt gouf, dass d'Industrialiséierung an den éischten Nokrichsjoren an de wirtschaftlechen Opschwong sech op Käschte vun der Gesondheet vun der Uelzecht vollzunn hunn.

En ëmfangräiche Genesungsprozess gouf an de 60er Joren agelaut, dee substanziell Verbesserunge mat sech bruecht huet – Verbesserungen, déi awer net vun enger nohalteger Wierkung geprägt waren. D'Pollutioun blouf op engem héijen Niveau, well d'Technik vun där Zäit nach net erméiglecht huet, fir d'Uelzecht op eng nohalteg an dauerhaft Aart a Weis propper ze halen. Virun allem um Niveau vum Stéckstoff a vum Phosphor konnt net vill erreecht ginn, well de Klärungsprozess virun allem sech op liicht ofbaubar Substanze konzentréiert huet, vu dass d'Technike vun der sou genannter Dénitrificatioun an der sou genannter Déphosphatisatioun nach net applizéiert konnte ginn.

Dobäi koum awer nach eng aner Entwécklung demographescher Natur, déi net zum Wuel vun der Uelzecht bäigedroen huet. Am Anzuchsgebitt vu Beetebuerg a vum Réiserbann ass d'Populatioun an den 80er an an den 90er Jore schlagaarteg an d'Luucht gaangen. An en vue vun dësen Zuelen ass schnell kloer ginn, dass déi Beetebuerger Kläranlag, déi Enn der 70er Joren a Betrib geholl ginn ass, dem Uwuesse vun der Populatioun net méi konnt gerecht ginn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Regierung an hirem Regierungsaccord vun 2004 sech zu enger nohalteger Waasserwirtschaftspolitik bekannt huet, andeem eis Gewässer géint Verschmotzung geschützt solle ginn. Dës Absicht kann duerch déi konsequent Schafung vun neien, mä awer och duerch d'Moderniséierung an den Ausbau vu bestehende Kläranlage realiséiert ginn. An dësem Kontext wollt ech just zwee Beispiller ervirhiewen, nämlech déi Hesper an déi Beggener Kläranlagen, déi am Moment ausgebaut a moderniséiert ginn.

Här President, dëst ass och den Objektiv vum virleiende Gesetzesprojet iwwert d'Moderniséierung an den Ausbau vun der Beetebuerger Kläranlag. Dësen Text ass de 14. Juni 2005 vum Här Innenminister, dem Här Jean-Marie Halsdorf, op de parlamentaresche Wee bruecht ginn, nodeems de Statsrot schonn den 3. Mee 2005 e positiven Avis ofginn huet. An der Sëtzung vun der parlamentarescher Kommissioun vum 13. Oktober gouf de Rapporter bestëmmt; des Weidere sinn de Projet esouwéi den Avis vum Statsrot am Detail analyséiert ginn. De schréftleche Rapport ass an der Sëtzung vum 16. November 2005 ugeholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Projet autoriséiert de Stat, fir um Finanzement vum Ausbau an der Modernisatioun vun der Beetebuerger Kläranlag ze participéieren. An ech soen et gläich: De Gesamtkäschtepunkt vum Projet beleeft sech op 36,4 Milliounen Euro, wouvun d'Regierung iwwert de Wee vum Fonds pour la gestion de l'eau vum Innenministère 90% – Dat wäert jo nach esou sinn! – wäert iwwerhuelen. Dat sinn 32,8 Milliounen Euro bei engem semestrielle Bauindex vun 600,88 op den 1. Oktober 2004.

Dat ass eng Kläranlag, déi 1979 a Betrib geholl ginn ass, mat deemools enger Capacitéit vu 70.000 Awunnergläichwäerter. Vläicht e Wuert zum Begréff Awunnergläichwäerter, well en ëmmer erëmkënnt: Et gëtt vun Awunnergläichwäerter am Sënn vun Ofwaasserquantitéit an am Sënn vun Ofwaasserqualitéit geschwat.

Ofwaasserquantitéit, do entsprécht den Awunnergläichwäert deene Literen Ofwaasser, déi en duerchschnëttlechen Awunner pro Zäiteenheet produzéiert, dat heescht 140 Liter pro Awunner pro Dag. An Ofwaasserqualitéit, hei entsprécht den Awunnergläichwäert dem Verschmotzungsgrad vum Ofwaasser, a gëtt ausgedréckt am Sauerstoffverbrauch, deen de Bakterië muss zougefouert ginn, fir de Knascht vum Ofwaasser vun enger duerchschnëttlecher Persoun an enger Zäiteenheet ze verschaffen. Esou Erklärunge gëtt ee gewuer, wann ee sech mat der Technik e wéineg ausernee gesat huet.

Ech hu schonn op déi demographesch Entwécklung am Beetebuerger Raum an am Réiserbann higewisen, déi an de leschte Joren op eng exponentiell Aart a Weis an d'Luucht gaangen ass. Mat enger Capacitéit vu 95.000 Awunnergläichwäerter dréit déi erweidert Kläranlag dëser Evolutioun an engem grousse Mooss Rechnung, well d'Anzuchsgebitt vun der Kläranlag sech op d'Gemenge Beetebuerg, Réiser, Keel, Diddeleng a Rëmeleng, wéi och op zwou franséisch Gemengen - Tresseng an Oetteng - ausdehnt.

Et ass virun allem den Uschloss vun den Uertschafte vun der Gemeng Réiserbann, deen 1996 säin Ufank fonnt huet an deen 2008 säin Ofschloss wäert fannen, deen den Ausbau vun der Beetebuerger Kläranlag noutwendeg gemaach huet. Déi nei Capacitéiten, déi duerch dëse Projet geschafe ginn, enthalen eng Reserv, fir och an de kommende Joren nach weider ausbauen ze kënnen, wann et da sollt néideg sinn.

Niewent dem demographesche Facteur spillt och e reglementaresche Facteur bei der Moderniséierung vun der Beetebuerger Kläranlag eng grouss Roll. Mat dësem Projet gëtt d'Beetebuerger Kläranlag konform zur europäescher Direktiv 91/271 vum 21. Mee 1991 gesat. Dës Direktiv schreift Grenzwäerter vir, an zwar fir sämtlech Komponenten, déi zur Bildung vun der sou genannter Biomass, also Sauerstoff zierend Planzen am Waasser, bäidroen. An der Natur gëtt d'Bildung vu Biomass haaptsächlech vun der Presenz vum Phosphor a vu Stéckstoffverbindunge gesteiert. Dës zwou Komponente gi bei der Dénitrificatioun a bei der Phosphoreliminatioun aus dem Ofwaasser geholl.

D'Kläranlag vu Beetebuerg entsprécht nom Ausbau deenen europäeschen an nationale Virschréften, wat virun allem der Uelzecht zegutt kënnt. Heibäi sief gesot, dass den Ausbau vun der Kläranlag vu Schëffleng nëmmen en éischte Schrëtt war. Mat Beetebuerg, Hesper, Beggen a geschwënn och där vu Miersch kënne mer eis Anlagen am Uelzechtdall op de leschten technesche Stand setzen.

Allerdéngs sollt een net vergiessen, dass et weiderhi wichteg wäert sinn, och um Niveau vun de Gemengen, de Bau vun de sou genannte Reeniwwerlafbecken an eise Kanalnetzer weiderzefëieren. Ausserdeem muss och d'Gewiicht op d'Eliminatioun vum sou genannte Friemwaasser geluecht ginn - dat ass proppert Waasser aus punktuellen oder diffuse Waasseroderen -, fir dass mer de gudden Zoustand vun de Gewässer erëm kënnen erreechen.

D'Modernisatioun vun der Kläranlag spigelt sech an éischter Linn am Bau vu méi groussen Décantatiounsbaséngen erëm, an dat souwuel um éischte wéi um zweete Grad vum Traitement. Déi zweet Moderniséierungsphas gesäit den Ofrëss vu bestehende Strukture vir wéi och d'Schafung vun engem Désableur, engem Dégraisseur an engem Décanteur primaire. D'Loft gëtt duerch Biofiltere gerengegt. D'Haaptgebai vum Service gëtt och engem Lifting ënnerzunn.

Wat d'Kläranlag Beetebuerg ugeet, bleift nach den Aspekt vun der sënnvoller Notzung vun der Energie an den Aspekt vun der Klärschlammbehandlung unzeschwätzen. De Klärschlamm aus der mechanescher Rengegung, de Primärschlamm, an deen aus der biologescher Rengegung, de Sekundärschlamm, gëtt op der Plaz, souwäit méiglech, entwässert an dann am Faulbehälter behandelt. Heibäi entsteet Gas, haaptsächlech Methan, dee fir d'Produktioun vun Energie um Site vun der Kläranlag genotzt gëtt.

De Gas dreift an engem sou genannte Blockheizkraaftwierk Maschinnen un, déi Stroum produzéieren an Hëtzt generéieren. Am Wanter gëtt dës Energie op der Anlag fir d'Hëtze vum Betribsgebai a vum Faulbehälter gebraucht, am Summer gëtt d'iwwerschësseg Hëtzt fir eng weider Ausdréchnung vum Klärschlamm genotzt. Iwwerschëssege Stroum gëtt an d'Netz vun der Cegedel agespeist. De fäerdeg ausgedréchente Klärschlamm kann als sekundäre Brennstoff eventuell an der Zementproduktioun verwäert ginn. D'Basénge ginn op eng Héicht vun zwee bis dräi Meter iwwert dem Buedem gebaut, wat d'Käschte vum Projet dréckt an d'Aarbechte wesentlech vereinfacht.

Et bleift schlussendlech ervirzehiewen, dass de ganze Projet éischter e Projet ass, dee sech op seng Basisfunktioun konzentréiert an deen duerfir iwwerflësseg architektonesch Spillereien op der Säit léisst.

Här President, ech sinn um Enn vu mengem Rapport ukomm, vun deem ech hoffen, dass e fir jiddfereen an dësem Haus komplett a prezis war. Dëse Projet ass e wichtege Bausteen am Bestriewe vun der Regierung, fir de Bierger aus de concernéierte Gemengen, déi d'Uelzecht duerchzitt, e gesond Ëmfeld ze garantéieren. Mir sinn dat deem längste Floss, deen an eiser Nationalhymn veréiwegt ass, an eisem Land schëlleg.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner!

Discussion générale

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Allerwichtegst bei kommunale Kläranlagen ass d'Qualitéit vum laangfristegen, iwerluechtene Standuert!

Plusieurs voix.- Ah! Très bien. Voilà!

(Interruptions)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Net, well esou eng Anlag schlecht géif richen oder soss aner Geräischer géif maachen, oder awer well zu Beetebuerg - wat richteg ass - d'Waasser de Bierg op an d'Bassinë fléisst,…

(Hilarité)

…mä, ganz einfach, wéinst der regionaler Zesummefaassung vu verschiddenen Entwässerungsgebidder.

Ech kennen de Südgemengen hire Realitéitssënn. Well fir si Selbstverantwortung eng Selbstverständlechkeet ass, hunn d'Gemenge Beetebuerg, Diddeleng, Keel, Réiser an och Rëmeleng sech schonn 1980 zesummegeschloss an tëschent Beetebuerg a Peppeng eng Anlag gebaut, déi net nëmme vun engem kommunale Syndikat käschtegënschteg géréiert an exploitéiert gëtt, mä och elo gemäss deene gängegen europäeschen Ofwaassertechniken ausgebaut a moderniséiert gëtt.

Dem STEP, presidéiert vum Rëmelenger Buergermeeschter, dem Här Will Hoffmann, ass et à tout prix drëms gaangen, dëser Kläranlag eng Entwécklungscapacitéit fir déi nächst 20 Joer ze garantéieren. Déi honorabel Rapportrice, d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein, huet haut de Mëtteg dee besonnesche Verdéngscht, eis mat grousser Sachkenntnis an Iwwerzeegung…

Une voix.- Ooohhh!

(Hilarité)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- …déi technesch, déi ekonomesch an déi finanziell…

M. le Président.- Ech weess net, wat et do ze laache gëtt! Ech mengen, mir sollen alleguerten nolauschteren. De Projet ass seriö genuch!

(Brouhaha général et hilarité)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- …Aspekter vun dësem Projet virgestallt an dokumentéiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir däerft dann awer net emol grinsen!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Gibéryen, d'Madame…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Dir eis d'Laache verbitt, dann däerft Dir awer net grinsen!

M. le Président.- Ech hätt nëmme just gären - d'Laachen ass net verbueden -, dass mer der Madame Doerner an hiren Ausféierunge géifen nolauschteren.

(Brouhaha général)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Op jidde Fall hu mir aus de Riede vun der Madame Gantenbein festgestallt, dass si mat dëser Thematik vertraut ass,…

Une voix.- Jo!

Mme Christine Doerner *(CSV).*- …well et ass am Fong geholl ënner hirer Regie, wou eng héich modern Kläranlag vun engem anere Gabarit, engem anere System, och elo zu Hesper gebaut gëtt.

Un den Zuelen hu mir awer och festgestallt, dass et sech hei bei der Beetebuerger Anlag ëm en héije finanziellen Invest handelt. An der Budgetsanalys, déi mer dës Woch an dësem Sall héieren hunn, si Stéchwierder gefall vu vertrietbaren, finanzéierbaren Infrastrukturen, déi den honorable Rapporteur, den Här Negri, a sengem androcksvolle Rapport…

(Interruptions)

…ënner Soutenabilité financière definéiert huet. Nom Budgetsminister senger pondéréierter Ried konnte mir feststellen, koum eraus, dass mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer an enger finanziell gudder, privilegéierter Situatioun sinn.

(Interruption)

Mä och am Grand-Duché stousse mir u finanziell Grenzen, a mir däerfen eis net dru gewinnen, permanent iwwer eis Verhältnisser ze liewen. Op Dauer kann dat net gutt goen. Ouni elo, wéi de Minister gesot huet, op hektesch improviséiert Spuermoossnamen zréckzegräifen, huet awer eise Finanzminister gemengt, dass mir d'Defiziter vum Stat a vun de Gemengen eescht huele mussen.

Ech kommen zréck op d'Beetebuerger Kläranlag.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass net fir ze laachen heibannen!

(Interruptions et hilarité)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Hannert dësem ambitiéise Projet stécht awer méi wéi en einfache Finanzéierungskonzept vun enger neier, genormter Klärtechnik. Bei dëser intelligenter Planung huet de STEP, zesumme mam Waasseramt, och un d'Zauberwuert Nohaltegkeet geduecht. Well de Sekretär vum STEP, den Här Hübsch, huet mir bestätegt, dass d'Holzvergasung net déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir aus de Biomassen Energie ze gewannen,…

Une voix.- Gutt!

(Hilarité)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- …mä dass och bei der Vergärung vu Klärschlamm - chose étonnante! - Gas entsteet.

(Hilarité)

Une voix.- Wësst Der wat, dat do ass mir och nei.

(Interruptions)

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Dëse Klärgas gëtt a wäert a Stroum ëmgewandelt ginn.

(Hilarité)

Duerfir gëtt zu Beetebuerg e Pilotprojet vun enger Solartrockenanlag gebaut - där si schonn 300 an der Schwäiz -, an d'Capacitéit vun dëser Stroumanlag soll d'Intermoselle zu Rëmeleng mat Stroum versuergen. Esou kann eng kostspieleg Kläranlag zu engem alternativen Investitiounsobjekt ginn, an dat ganz am Sënn vu Kyoto. Wann elo zu Beetebuerg 2008 dës Kläranlag a Betrib geholl gëtt, kënnt si net nëmmen hirer primärer, elementarer Entsuergungsflicht no, mä ass och ekologesch an ekonomesch sënnvoll fir d'Propperhale vun eiser Natur, der Ëmwelt an der Waasserwirtschaft.

Une voix.- Dat huet hatt emol gutt gesot!

Mme Christine Doerner *(CSV).*- No all dësen Ursaachen, déi mer opgezielt hunn, mengen ech, kéinte mir dëse Projet stëmmen, an ech hunn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Den nächsten Orateur ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech kann Iech wahrscheinlech net esou gutt ënnerhalen, wéi meng Virriednerin, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotzdeem wollt ech awer nach e puer Gedanken an d'Diskussioun bréngen, wat d'Moderniséierung an den Ausbau vun der Beetebuerger Kläranlag ubelaangt.

Den Ausbau vun enger Kläranlag, dee sécherlech net nëmmen zu Beetebuerg noutwendeg ass, mä do fir déi Gemengen noutwendeg ginn ass, déi dorunner ugeschloss sinn, well se sech am Laf vun deene leschte 25 Joer ganz favorabel développéiert hunn a vill Awunner bäikritt hunn, a soumadder och vill méi knaschtegt Waasser maachen. Duerfir war et eng Noutwendegkeet, fir déi Kläranlag do auszebauen.

Wann ee kuckt, wat do vu Chiffere mussen investéiert ginn, fir d'Capacitéit vu 70.000 Awunner op an Zukunft 95.000 Awunner eropzesetzen, da sinn dat schonn – wéi virdru richteg gesot ginn ass – ganz impressionnabel Chifferen. Do wäert de Stat mat deem Projet de loi, dee mer hei stëmmen, 32.800.000 Euro bäileeën, vun engem Gesamtkäschtepunkt vun iwwer 36 Milliounen Euro. Also 90% dovunner ginn hei bei dësem Projet nach ëmmer vum Stat matfinanzéiert.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi an Zukunft och d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, fir nach esou Projeten ze realiséieren, wann 90% net méi dee Montant ass, deen da bei esou groussen Infrastrukturprojete vum Stat bäigesteiert gëtt. Mä et ass jo och gëschter hei nach eng Kéier preziséiert ginn, datt déi staatlech Subside bei Investitiounsprojeten vun de Gemengen an Zukunft sollen erofgoen. Mer wësse jo och, datt do nach ëmmer déi Waasserdirektiv iwwer eis schwieft, déi och hei zu Lëtzebuerg eng Kéier wäert ëmgesat ginn, wou dann déi staatlech Subsiden drastesch wäerten erofgoen. Mir mussen awer gläichzäiteg op där anerer Säit kucken, datt d'Gemengen dee Finanzspillraum dann och hunn, fir déi Aufgab do selwer an Zukunft kënnen ze iwwerhuelen.

Wichteg wär et an deem Zesummenhang ze wëssen, an duerfir vläicht eng Fro un den zoustännegen Innenminister, wéi vill Kläranlagen eigentlech nach mussen ausgebaut a moderniséiert ginn, well se net méi konform sinn. Well mer hunn am Projet de loi gelies, datt dëse Projet och huet misse realiséiert ginn, net nëmme well d'Kläranlag ausbaunoutwendeg war, mä och, well eng Modernisatioun noutwendeg war, fir datt d'Waasserklärung, déi do geschitt, eben och der EU-Direktiv vum 21. Mee 1991 erëm konform wär, wat also offensichtlech net de Fall war.

Meng Fro ass elo: Wéi vill aner Kläranlage sinn zu där doter EU-Direktiv net konform respektiv wéi vill aner Kläranlage mussen nach gebaut ginn? An da gesi mer jo och, wat fir eng finanziell Laascht do nach op de Stat respektiv op déi concernéiert Gemengen duerkënnt. Mir als Demokratesch Partei wäerten op jidde Fall dëse Projet de loi matstëmmen.

Ech wëll bei därselwechter Geleeënheet och der Rapportrice, der Madame Marie-Thérèse Gantenbein, nach eng Kéier villmools Merci soe fir hir Aarbecht. Si ass op ganz vill Detailer, och technesch Detailer, agaangen. Se huet eis presentéiert ëm wat et sech hei am Detail handelt. Hir also e Merci a Félicitatioune fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir, als Demokratesch Partei, wäerten, wéi och an der Vergaangenheet, wann et ëm de Waasserschutz goung, mat op Ärer Säit stoen. Net ëmsoss hate mir an eisem Wahlprogramm, fir d'Wahle vum 13. Juni 2004, stoen: „Die Qualität und der Schutz unserer Gewässer bleibt für die DP eine prioritäre Aufgabe, wobei der Bau und die Modernisierung von Kläranlagen sowie der Erhalt der diversen Wasserbiotope Vorrang haben. In puncto Kläranlagen müssen die Defizite an der Mosel, längst den Grenzgewässern der Sauer sowie im Ourtal weiter behoben werden." Et bleift also eiser Meenung no nach esou munches ze maachen. Dat heite kann och nëmmen den éischte Schrëtt an déi Richtung sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'honorabel Madame Mutsch huet d'Wuert. Madame Mutsch!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet, deen eis am Allgemengen enger besserer Qualitéit vun eisem Ofwaasser am Land méi no bréngt an am Speziellen dem Nohuelbedarf an der Moderniséierung vun eisem Kläranlagennetz e Schratt virubréngt, wëll ech aganks direkt den Accord vun eiser Fraktioun matbréngen. Well meng Virriedner, am Speziellen awer d'Rapportrice, d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, ganz am Detail op dëse Projet agaange sinn, kann ech mech hei op déi Haaptpunkte limitéieren, déi zu dësem Projet de loi schonn ervirgestrach gi sinn.

Ganz wichteg ass hei ervirzehiewen, dass an dësem Kontext ganz schnell konnt geschafft ginn. Am Juni huet den Här Minister dëse Projet déposéiert. Den 3. Mee hat de Conseil d'État scho säin Avis derzou ginn. Den 13. Oktober ass d'Kommissioun vun den Affaires intérieures zesummekomm an huet d'Rapportrice, an dësem Fall d'Madame Gantenbein, designéiert, déi schonn de 16. November - also praktesch direkt no der grousser Vakanz - konnt hire Rapport an deem Detail, gradewéi mer en elo grad hei och mëndlech presentéiert kritt hunn, presentéieren.

Dat ass ganz wichteg an engem Beräich, wou et drëm geet, fir schnell ze schaffen, well soss, am anere Fall, déi Gemengen, déi hei d'Initiativ geholl hunn, laang am Viraus missten e Prefinanzement maachen. Ëmsou méi erfreelech ass et, dass hei Hand an Hand mam Ministère geschafft gouf, a mer am Nachhinein och kënne feststellen, dass e Syndikat, wou eng gutt Gestioun an e gudde Fonctionnement ass, e gutt Zesummeschaffe mat de staatlechen Instanzen och méi einfach méiglech mécht.

Also resüméiert: Et ass schnell geschafft ginn! Et ass der demographescher Entwécklung an engem Deel vum Land Rechnung gedroe ginn, dem Süden, a virun allem dem Réiserbann, wou d'Zuel vun den Awunner rapid amgaangen ass ze steigen. An dësem Fall ëmsou méi, wou mer wëssen, dass mer nach am Joer 1979 vun engem Awunnerstand vu 70.000 ausgaange sinn, dee sech elo op 95.000 entwéckelt huet. Ëmsou méi war et wichteg, fir dës Moderniséierungsaarbechte virzehuelen, a se och hei ze félicitéieren, dass déi Zesummenaarbecht tëschent Syndikat a Ministère konnt schnell dëser Entwécklung Rechnung droen.

Dozou kënnt nach, dass de Gesamtkader, dee mer vun den europäeschen Instanze gestallt kréien, fir no an no eng Moderniséierung vun den Infrastrukture virzehuelen, déi zu enger Gesamtopwäertung vun eiser Ofwaasserqualitéit féiert, dass mer eis och da kënnen en règle setzen.

Dobäi ass jo och ze bemierken, dass mer net nëmmen hei vun engem Projet schwätzen, deen d'Gemengen am Réiserbann matenee verbënnt - mir schwätze jo vu Beetebuerg, Keel, Diddeleng, Réiser a Rëmeleng -, mä dass et sech och ëm e Projet transfrontalier handelt, well och zwou franséisch Gemengen unhänglech sinn, an zwar d'Gemengen Tréisseng an Oetteng. Mir mussen eis ëmmer méi an eng Logik och vun der internationaler Zesummenaarbecht, haaptsächlech wat eist Ofwaasser ubelangt, erabewegen. Och dëser Entwécklung huet dëse Projet de loi Rechnung gedroen.

Vläicht ofschléissend nach eng Remarque. Mir sinn et scho bal gewinnt, dass an där Regioun, wou dëse Kläranlagesyndikat en Deel dervunner ass, nämlech de Süden, oft déi wichteg a richteg Trende gesat gi sinn, wat den Ëmgang mat där komplexer Matière vun der Ofwaasserqualitéit am Allgemengen an der Ëmweltproblematik am Speziellen ubelaangt. Hei sinn oft d'Jalonë richteg gesat ginn an der Vergaangenheet!

An och hei ass et nees de Fall, dass et der Wäitsiicht vun engem Syndikat ze verdanken ass, wou mer wahrscheinlech ëmmer méi zu enger Zesummenaarbecht vun deenen dräi Syndikater am Süde wäerte kommen, dee sech mat de Kläranlage beschäftegt, dass dëse Projet schnell konnt op den Instanzewee kommen. Souwuel d'Garantie konnt erbruecht ginn, dass der Komplexitéit vun der Matière Rechnung gedroe gëtt, souwéi virun allem och, dass déi schnell Abetribnam vun enger moderner Installatioun kann op 2008 projezéiert ginn. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg.

Et kann een hei nach eng Kéier énnersträichen, dass et am Süden ni vergiess ginn ass, fir zur richteger Zäit déi richteg Jalonen an dësem esou wichtege Beräich vun der Landesentwécklung ze setzen, an dass mer och an Zukunft wäerten de richtege Moment huelen, fir ze gesi wéini et esou wäit ass, dass eng Zesummenaarbecht an där komplexer Matière nach méi intensiv muss gestalt ginn, tëschent deenen eenzelne Syndikater mam Ministère zesummen.

Vun eiser Säit aus nach eng Kéier eisen Accord fir dëse Projet. Eis Félicitatiounen un dëse Syndikat, deem säi Fonctionnement net méi muss ënner Beweis gestallt ginn, an deem seng gutt Zesummenaarbecht mir nach eng Kéier hei wëllen an dësem Kontext ervirsträichen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, et kéint een tatsächlech dëse Projet vun der Kläranlag Beetebuerg als Ophänker huele fir e weiden Exkurs iwwert d'Waasser- an d'Ofwaasserpolitik vun dëser an der viregter Regierung. Do wier och ganz vill ze soen. Ech verzichten awer haut dorop. Mir kréie jo anscheinend am Februar d'Geleeënheet am Kontext vun enger Interpellatioun zum Thema Waasserpolitik dat am Detail ze maachen.

Just ee Saz vun eiser Säit: Wann een den Zoustand vun der Uelzecht a vun der Ënnersauer kennt, da muss een dëse Projet stëmmen, an dat wäert déi gréng Fraktioun selbstverständlech maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen agewëll ech och direkt d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen an der Rapportrice, der Madame Marie-Thérèse Gantenbein, Merci soe fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass a quasi regelméissegen Ofstänn, dass mer hei an der Chamber iwwer esou Projeten an deene leschte Joren diskutéieren, well et ass öfters de Fall, dass mer hei Investitiounen an d'Ofwaassersanéierung stëmmen, déi eng gesetzlech Basis brauchen an duerfir hei an d'Chamber kommen.

Dëse Projet kascht ëmmerhin de Montant vun iwwer 36 Millioune a gëtt zu 90% vum Stat subventionéiert oder finanzéiert, wat ëmmerhi fir de Stat dann 32,8 Milliounen ausmécht, wat wéi gesot e ganz bedeitende Montant ass. Et ass wichteg, datt mer systematesch an déi doten Infrastrukturen hei am Land investéieren. Dat geet nach zréck op eng Zäit, mengen ech, wéi de Josy Barthel Waasserkommissär war. Do hu mer hei am Land déi éischt Démarchen ugefaangen ze maachen, déi an déi dote Richtung gaange sinn.

Et ass an deene quasi 30 Joer scho villes hei am Land geschafft ginn, mä mir wëssen awer, datt mer nach e groussen Nohuelbedarf hei am Land hunn. Wann een och an de Rapport kuckt vum Ministère vum Intérieur, gesäit een, datt fir déi Projeten, déi elo nach um Lafe si fir déi nächst zéng Joer, ronn 500 Milliounen Investitioune virgesi sinn. Am Ganze leien elo nach Iddien oder Projetë vir an der Héicht vun 800 Milliounen Euro, déi nach missten an déi Kläranlagen investéiert ginn.

Ech sinn awer iwwerzeegt, datt dat net den Total vun de Montanten ass, well mer wëssen, dass d'Augmentatioun vun eiser Populatioun mat sech bréngt, dass och an Zukunft bestehend Kläranlage wäerten ausgebaut musse ginn. Mir wëssen, dass net nëmme Kläranlage musse gebaut ginn, mä datt och do, fir an d'Kläranlagen ze kommen, Kollektere musse gebaut ginn, déi och zu 90% vum Ministère, vum Stat subventionéiert ginn, an datt mer op där anerer Säit och där Reeniwwerlafréckstaubecke musse bauen, déi och vum Stat zu 90% subventionéiert ginn.

Als Nach-President vun engem Kläranlagesyndikat weess ech, wat och déi Réckstaubecke kaschten: Déi komme bis eng Millioun Euro d'Stéck. Esou vill muss do investéiert ginn, eleng fir esou en Uschloss vun engem Uertskanal un e Kollekter ze maachen, woubäi hei am Land déi meescht Gemengen, déi eng Kläranlag a Kollekteren hunn, awer nach net déi Réckstaubecke gebaut hunn, oder eng al Form vu sou genannten Iwwerlafbecken, wéi mer se virun zéng, 15, 20 Joer gebaut hunn, do stoen hunn, déi elo alleguerten am Fong erneiert beziehungsweis deenen neiesten techneschen Normen entspriechend misste gebaut ginn.

Esou datt mer wëssen, datt déi Kreditter, déi mer elo virgesinn hunn, Montante sinn, déi bei wäitem net wäerten der Realitéit entspriechen.

E weidere Problem, deen ech hei uschneide wëll, dat ass, datt d'Gemenge respektiv an dësem Fall d'Syndikater e Prefinanzement maache vun deenen 90%. Ech mengen, et steet ëmmer an dem Gesetz oder och an den Engagementer, déi de Minister vis-à-vis vun de Gemengen oder de Syndikater hëlt, dee schéine Saz: «suivant les disponibilités budgétaires», mä ech mengen, d'Gemengen an d'Syndikater wiere gutt beroden, esou Projeten eréischt unzegoen, wa se vum Minister d'Zouso kréien, datt déi néideg Kreditter, déi se brauchen, och zu deem Abléck do sinn, wann d'Projete gebaut si ginn, well weder eng Gemeng nach e Syndikat laangfristeg esou e Prefinanzement an der Héicht vun 90% vun deenen Zomme kéint maachen, wa mer wëssen, dass och d'Finanze bei de Gemengen net einfach sinn, an déi éischt Gemengen si jo elo amgaangen hire Budget opzestellen.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Et stellt ee fest, datt et bei de Gemengen ëmmer méi enk gëtt. Ech ka mer net virstellen, datt d'Gemengen esou Prefinanzementer vun esou dach fir déi meescht Gemengen enorme Chiffere kënne maachen. Duerfir muss do eng Ofsprooch kommen tëschent dem Ministère, de Syndikater respektiv de Gemengen, datt déi Suen eréischt kënnen engagéiert ginn, wann och vu staatlecher Säit déi Sue prett sinn, fir se eben direkt kënnen zréckzefinanzéieren, wat - dat kann ech aus der Praxis soen - bis elo och ëmmer esou fonctionnéiert huet.

Här President, ech mengen, datt mer an eis Kläranlagen investéieren, well mer déi europäesch Waasserrichtlinn kucken, déi hei zu Lëtzebuerg nach net ganz ëmgesat ass, duerch déi mer wëssen, dass am Fong bis 2015 all Ofwaasser hei am Land an engem gudden Zoustand misst sinn, a mer wëssen och, datt mer e Problem wäerte kréien, fir déi Richtlinn, wa mer se bis ëmgesat hunn, och ze respektéieren. Virun allem och, well mer wëssen, wéi d'Finanzsituatioun haut vum Stat ass.

Dobäi, mengen ech, muss een dann och wëssen, datt et awer eng gutt Investitioun ass. Meng Virriedner hunn dat schonn hei ënnerstrach. Et ass am Fong och e bëssen traureg fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat zwar ëmmer op Tourismus setzt an och gären Touristen heihinner géif kréien, dass et deenen Touristen awer da verbitt, an d'Waasser schwammen ze goen, well mer d'Waasser eben net deene Qualitéitsnormen entspriechend kënnen ubidden, wéi dat nun emol ebe ka verlaangt ginn.

Duerfir ass dat heite schonn eng wichteg Investitioun, an et ass eng vun deenen Investitioune vun deene mir als ADR an der Vergaangenheet ëmmer gesot hunn, dass se bei eis méi Prioritéit hätt misse genéissen, wéi dat de Fall war.

Et ass traureg, datt mer an all deene Joren, wou et dem Land esou gutt gaangen ass, et net fäerdeg bruecht hunn, fir onst Land flächendeckend mat Kläranlagen ze équipéieren. Haut, wou et méi schlecht geet, gesi mer, datt mer nach en Nohuelbedarf kréien, dee wäit doriwwer wäert ewechgoen, well mer europäesch gesi gezwonge ginn oder eis engagéiert hunn, fir eist Ofwaasser an eng uerdentlech gutt Qualitéit ze setzen.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun fir dëse gudde Projet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Fir d'Regierung huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no deenen interessanten Interventiounen, déi ech haut de Mëtteg hei héieren hunn, géif ech mech och gären deem uschléissen, wat de Camille Gira gesot huet, an zwar, dass mer eng exhaustiv Diskussioun iwwer eis Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg wäerte bei der Interpellatioun am Ufank vum nächste Joer maachen.

Ech wëll haut éischter vläicht am Sënn vun dësem Gesetz, wat jo eng Loi de financement ass, kuerz iwwert d'Finanzen e bësse schwätzen, déi et am Beräich vun de Kläranlagen hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Datt mer do eng flächendeckend Strategie hunn, Här Gibéryen, dréckt, mengen ech, d'Tatsaach aus, dass et am Land am Ganzen 177 mechanesch an 107 biologesch Kläranlage gëtt. Et gesäit een also: Lëtzebuerg huet eng Struktur!

Wat elo hei am Land natierlech de Problem ass, dat ass, dass déi Kläranlage mechanesch sinn, an da kënnt eng biolegesch Struktur, an da kënnt eng drëtt Phas. De Problem ass, dass mer eben déi drëtt Phas nach aféiere missten, déi drëtt Phas, déi ebe mécht, dass de Stickstoff aus dem Waasser geholl gëtt. Dee Stickstoff kënnt ganz vill duerch d'Düngung vun de Felder. Déi drëtt Phas mécht och, dass de Phosphor aus de Gewässer erauskënnt, fir d'Eutrophéierung ze stoppen. Dat ass am Fong geholl, géif ech soen, de qualitative Sprong, dee mer maache mat deenen neie Kläranlagen, där mer scho muncher hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Ech erënnere mech drun, dass mer am Joer 2003, den 9. Juli, déi Kläranlag vum Heischtergronn hei diskutéiert hunn. Do war eng Kläranlag mat Problemer, a mäi Virgänger, de Michel Wolter, huet a mengen Aen déi gutt Décisioun geholl, déi Kläranlag ze bauen. Dat gëtt där ganzer Géigend vun der Uewersauer, vum ganze Stauséi Méiglechkeeten e wirtschaftlechen Développement ze kréien, deen net méiglech wier, wa keng Kläranlag an deem Eck vum Land wär. Et ass also eng gutt Décisioun, déi natierlich 59 Milliounen Euro kascht.

(Interruption)

Här Grethen, fir mech ass se ganz gutt.

(Interruption)

Gutt, also ech hunn Iech elo meng Meenung gesot; Dir hutt och eng Meenung. Dir sidd zu 60; ech ginn dovunner aus, dass 60 Leit eng Meenung heibannen hunn.

Ech weess awer och, dass mer um Enn, wéi déi Mandatsperiod eriwwergaangen ass am Mee 2004, Kläranlage vu Beggen a vun Hesper hei gestëmmt hunn, déi och ugeschwat gi sinn, wou en décke Batz Suen investéiert ginn ass, an zwar 93,4 Milliounen eleng fir Beggen. Dat muss ee sech emol virstellen, zum Index vum Joer 2003! Dat war fir Beggen. Mat de Sue fir Hesper – wou d'Madame Rapportrice jo Buergermeeschtesch ass –, déi sech, och mam Index vun 2003, op 14,9 Millioune belafen, si vill Suen investéiert ginn. Hei, mat Beetebuerg ginn nach eng Kéier 36,4 Milliounen investéiert.

Et ass also vill geschafft ginn an och – mengen ech – schnell geschafft ginn, wat d'Madame Mutsch jo virdrun ugeschwat huet. A wann een nokuckt, gesäit een, dass zënter 1999 bis haut jährlech tëschent 19 an 28 Milliounen Euro investéiert gi sinn oder Gelder erausgeholl gi sinn aus dem Waasserfong, wat e Batz Suen ass a wat weist, dass mer scho munches gemaach hunn, dass awer och nach villes ze maache bleift.

Wat haut an hei gemaach gëtt mat dëser Kläranlag, dat ass sécherlech och eng Respektéierung vun där europäescher Direktiv 91/271/CEE, déi vun der Rengegung vun den Ofwässer, fir eis am Fong geholl do ze conforméieren. Déi ass och 1994 duerch e Règlement grand-ducal hei ëmgesat ginn, an ech wollt gär dorop agoen, well an där Direktiv steet, dass kleng Agglomeratiounen tëschent 2.000 an 10.000 Awunner gläich wäerte mussen en appropriéierte System vu Kollekten a vum Behandele vun Ofwässer opweisen, an zwar bis den 31.12. dëst Joer, also den 31.12.2005.

Dir gesitt also, dass mer do nach net ukomm sinn, an ech menge wann een nach weess, dass an därselwechter Direktiv och nach steet, dass déi grouss Kläranlagen, esou wéi mir déi hei plangen, sech hätte misse conforméiere bis den 31. Dezember 1998, da gesäit een also, dass mir do e bëssen hannendra sinn.

Ech reeche gären eng Hand an deem Sënn, dass mir duerch d'Waasserwirtschaftsamt eng Hëllef kënne ginn, eng technesch Begleedung kënne ginn, mä et ass un de Gemengen, déi Investissementer ze tätegen, well dat Ganzt ass jo en Zesummespill zwësche Gemengen a Stat. Do sollte mer eis dann elo schnellstens un de Ball druginn, fir eben deene Kläranlagen, esou wéi där heiten, eng drëtt Rengegungsstuf ze ginn, fir dass se kënne performant funktionéieren.

Dee Park vun den öffentleche Kläranlagen, dee mer an eisem Land hunn, deckt 90% vun de kommunalen Ofwässer. Déi gi gerengegt. Mir ginn dovun aus, dass, wa mer déi drëtt Stuf hätten, mer kéinte bis 75% vun den Nährstoffer Phosphor a Stéckstoff aus den Ofwässer eraushuelen. Et gëtt véier Kläranlagen am Land, déi deem Prinzip vun der drëtter Stuf entspriechen, dat ass Mamer, Péiteng, Iwwersiren an Esch-Schëffleng. Et besteet also Nachholbedarf - ech hat et ugeschwat -, a mir mussen och elo kucken; an den nächste Jore muss nach vill Geld investéiert ginn.

Ech wollt trotzdeem haut bei där Diskussioun e puer Beispiller gi vu Projeten, déi am Rulle sinn, a wat se kascht hunn. Ech hat jo virdru schonn Hesper ugeschwat, ech hat Beggen schonn ugeschwat. Da kënnt dee Kollekter do derzwëschent, dee kascht eleng 51 Milliounen, dat ass schrecklech vill Geld. Dann hat ech Beetebuerg ugeschwat, da Miersch, wat onbedéngt muss gemaach ginn, an och d'Bleesbréck, déi kaschten 18 respektiv 20 Milliounen Euro. Op Gréiwemaacher kënnt eng Kläranlag fir eis Musel, well do och eppes muss gemaach ginn, an och op Pärel, dat ass jo da fir d'Uewersauer vu Réimech – Uewermusel, pardon –, Réimech, Wellesteen a Rëmerschen, do ginn 20 Milliounen investéiert.

Wann een dat alles zesummenzielt – ech hu mech domat emol amüséiert –, da kënnt ee praktesch op eng Véirelsmilliard eleng vu Projeten, déi elo kuerzfristeg am Rulle sinn a wou et keen Zréck méi gëtt; déi mussen investéiert ginn. A wann déi Chifferen, déi virdrun ugeklonge sinn, vun 800 oder 850 Millioune richteg sinn, musse mer also eng Strategie kréie fir déi nächst Joren, ëmsou méi mer eng integréiert a global Waasserwirtschaft hei zu Lëtzebuerg brauchen a mer och forcéiert sinn, déi ëmzesetzen, duerch d'Waasserrahmerichtlinn vun 2000, déi jo am Ufank vum nächste Joer déposéiert wäert ginn an déi mir wäerten am Detail diskutéieren elo am Januar, Februar hei an der Chamber.

Wann een da weess, dass ee muss no där Richtlinn bis 2015 eis Gewässer chemesch an ekologesch propper kréien, wann ee weess, dass een de Prinzip vu kostendeckenden Wasserdienstleistunge muss respektéieren, dat heescht reelle Waasserpräis, dat heescht ganz kloer 2 Euro fir Ofwässer an $1^1/_2$ Euro fir Drénkwaasser, dat heescht, da muss een also vun 3,5 Euro praktesch ausgoen. Dat kann och elo méi oder manner ginn, dat muss een elo kucken, dat ass just fir en Unhaltspunkt ze ginn. 3,5 Euro muss een dann herno rechne pro Bierger wann déi 1 m^3 Waasser oder 1.000 Liter Waasser verbrauchen, ob dat elo iwwer Ofwaasser ass oder iwwer Drénkwaasser. Dat ass eng immens Ausgab fir all eis Gemengen. Esou weess een, dass een do muss eng Strategie kréien, soss packe mer dat net.

Ëmsou méi et och nach de Problem gëtt vun de Kanäl, déi net an der Rei sinn. Mir hunn nach ganz vill Gemengen am Land, déi al Kanalisatiounen hunn. Wann ee weess, dass duerchweegs ee Meter Kanal, wann een d'Strooss géif oprappen an dee bauen a leeën, 1.000 Euro kascht, wann een also zum Beispill eng Gemeng hëlt wéi déi vun der Rapportrice, d'Gemeng Hesper, wou d'Madame Buergermeeschtesch weess, dass hiert Kanalnetz 70 km huet, wann ee weess, dass ee Kanal 70 Joer hält, da misst een also, fir ëmmer à jour ze bleiwen, 1 km pro Joer ëmmer erneieren. Wann ee Meter 1.000 Euro kascht, da misst d'Madame Buergermeeschtesch also all Joer 1 Millioun Euro an hire Budget setzen, fir de Status quo ze hunn an dem Kanalnetz vun Hesper. Fir aner Gemengen zielt dat och.

Firwat ginn ech Iech dat Beispill? Mä fir Iech ze weisen, dass mer nach vill Geld brauchen an deenen nächste Joren, fir am Fong geholl deenen Exigenze vun der Waasserrahmerichtlinn gerecht ze ginn. Déi Diskussioune kënne mer deemnächst féieren. All déi Problemer kréie mer nëmmen hin, wa Stat a Gemenge sech druginn a wa se wierklech maximalistesch virginn am Beräich vum Waasser. Dat ass natierlech näischt wat ee gratis kritt an dat wäert och net esou einfach ginn. Ech mengen, dass mer awer gewappnet sinn, fir déi grouss Erausfuerderung, déi mer eis do ginn hunn, ze léisen.

Den Här Meisch hat mech gefrot: Wéi eng nei Kläranlage kommen nach op eis zou oder musse mer nach bauen? Dir wësst, ech hunn et jo gesot, déi vu Mäertert-Waasserbëlleg oder vu Gréiwemaacher, wéi ee wëllt, déi muss nach gebaut ginn; déi vu Pärel och, mä do si mer scho wäit fort. Da kënnt déi vu Miersch-Bierengen, déi ass nach net gebaut, déi vun der Bleesbréck ass nach net gebaut. Da musse mer och nach duerch de Wuesstum hei am Land déi vum SIAS, déi vun der Ur a vum SIACH bauen.

Also Dir gesitt, et ass nach munches ze maachen, fir dass eis Gewässer esou gi wéi den Här Gibéryen et gär hätt, dass ee kann nees dra buede goen, a wéi ech et och gär hätt, dass een nees kann dra buede goen, an dass een am Fong geholl qualitativ héichwäerteg Gewässer kritt.

Wa mir Lëtzebuerger dat natierlech hei maachen - dat kascht e Pak Suen -, da musse mer dovun ausgoen, dass eis Noperen dat och maachen. Dat wäert also een Exercice ginn, deen net esou einfach ass. Duerfir ass et selbstverständlech, dass ee mat sengen Noperen zesummeschafft. Duerfir ass et flott, dass an deem heite Projet eis franséisch Nopere sech och doru bedeelegt hunn, fir hir Gewässer propper ze halen, well Oetteng op där enger Säit an Tressange no dobäi sinn. Et sinn och Diskussiounen amgaange mat Vuelmereng oder mat Volmerange, fir déi och nach unzebannen, esou dass dat eng gutt Saach ass.

Ech kann Iech och soen, dass zum Beispill op der Ur an op der Sauer net manner wéi aacht Kläranlage Lëtzebuerg-Däitschland zesumme funktionéiere mat Rheinland-Pfalz, wat also wierklech eng grouss Zesummenaarbecht ass iwwert d'Grenzen ewech, déi mer och brauche wa mer wëllen eiser Direktiv gerecht ginn.

Ech mengen also mat dësem Projet hu mer weider e richtege Schrëtt gemaach an eng méi performant Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg. Si ass an deem heite Sënn virbildlech, déi heiten, well och nach versicht gëtt, mat Biogas respektiv mat Solartrocknung de Klärschlamm esou hinzekréien, dass een deen herno ka verbrennen, dass een also do eng modern Approche kritt am Beräich vun der Klärschlammbeseitegung. Mä et muss ee wëssen, dass all déi Saachen net fir näischt sinn an dass ee sech do muss eng Strategie ginn, fir ebe genuch Geld ze hunn, fir all déi Kläranlagen ze bauen.

Dat kéint zum Beispill esou funktionéieren, dass ee géif Standardë festleeë fir Kläranlagen, esou wéi mer dat och bei de Schoulsäll maachen, wa mer déi finanzéieren an de Gemengen, nämlech dass ee seet, eng Kläranlag huet déi dote Prärogativen an dat gëtt och finanzéiert, an alles, wat doriwwer erausgeet, muss dann eben d'Gemeng, déi de Bauhär ass, oder de Syndikat, deen de Bauhär ass, bezuelen.

Ech si gespaant, awer ech si sécher, dass Dir dat heite Gesetz stëmmt. Ech hoffen allzäit, dass Dir et stëmmt, an ech si gespaant wéi mer déi nächst Joren déi grouss Erausfuerderungen hikréien. Ech si bereet mat Iech eng gutt Aarbecht ze maachen, am Intérêt vun eise Gewässer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5484 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen.

3. Demandes en naturalisation

Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 15.29 heures et levé à 15.34 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 58 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 8 décembre 2005

1. AGOVIĆ Elma, née le 19 juillet 1984 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

2. AMORIM DA SILVA Elisabete Maria, née le 12 mai 1976 à Povoa de Lanhoso (Portugal), demeurant à Hagen

3. BÄNSCH Volker, né le 24 novembre 1964 à Herne (Allemagne), demeurant à Reckange-sur-Mess

4. BARTOLOVIĆ Blaženka, née le 5 février 1981 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nospelt

5. BARTOLOVIĆ Ivana, née le 9 avril 1983 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nospelt

6. BELSÖ Edit, née le 16 juillet 1966 à Zalaegerszeg (Hongrie), demeurant à Oberanven

7. BISOTTO Giorgio, né le 30 avril 1942 à Trieste (Italie), demeurant à Luxembourg

8. DEL MONACO Donella, née le 17 février 1947 à Villorba (Italie), demeurant à Luxembourg

9. CHAMBI APUMAITA Juan Alberto, né le 3 décembre 1963 à Ilo (Pérou), demeurant à Bereldange

10. CHAMBI APUMAITA Luca Sonia, née le 3 juillet 1962 à Ilo (Pérou), demeurant à Esch-sur-Alzette

11. CVJETKOVIĆ Milan, né le 9 décembre 1957 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

12. JANKOVIĆ Djurdjina, née le 14 septembre 1958 à Senta (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

13. DEYSEL Elaine Tracy, née le 18 juillet 1969 à Pretoria (Afrique du Sud), demeurant à Sandweiler

14. EHDAIE Mohammad Hossein, né le 23 octobre 1950 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

15. ESHETU Muluken, né le 10 août 1974 à Addis Abeba (Éthiopie), demeurant à Bereldange

16. FIJNHEER Irene, née le 15 janvier 1960 à Haarlem (Pays-Bas), demeurant à Lullange

17. FOJNICA Sabina, née le 2 juin 1975 à Gostović (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

18. FONSECA Arcangela Antonia, née le 21 février 1968 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Lintgen

19. FUCHS Jean Pierre, né le 30 janvier 1960 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Bissen

20. GENNEN Cornelia Angela Nicole, née le 14 janvier 1967 à St. Vith (Belgique), demeurant à Gonderange

21. GLIEBE Diana Alexandra Ursula, née le 10 novembre 1970 à Alf (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

22. GREEN Richard George Anthony, né le 28 novembre 1962 à Manchester (Grande-Bretagne), demeurant à Roeser

23. HARRIS Craig Herbert, né le 18 décembre 1968 à Germiston (Afrique du Sud), demeurant à Sandweiler

24. HARTMAN Margot, née le 10 mai 1968 à Haarlem (Pays-Bas), demeurant à Heisdorf

25. HASANOVIĆ Nisveta, née le 21 avril 1976 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

26. HE Bin, né le 6 décembre 1961 à Kunming/Yunnan (Chine), demeurant à Rollingen

27. HEINDRICHS Dirk Wilhelm Jakob, né le 4 avril 1963 à St. Vith (Belgique), demeurant à Diekirch

28. HENNUS Anita, née le 25 juillet 1963 à Huy (Belgique), demeurant à Hautcharage

29. HO Kin Fong, née le 31 mars 1964 à Hong Kong (Chine), demeurant à Reichlange

30. KABURA Pierre Claver, né le 14 juillet 1966 à Ruramba (Burundi), demeurant à Bivels

31. MUTIRABURA Chantal, née le 28 octobre 1969 à Bujumbura (Burundi), demeurant à Bivels

32. KAH Chee Loong, né le 18 mars 1974 à Seremban (Malaisie), demeurant à Luxembourg

33. KIEFER Tamara Brigitte, née le 24 mars 1942 à Saaz (République tchèque), demeurant à Niederpallen

34. KLEWE Adalbert Bernhard, né le 23 juin 1961 à Trier-Ehrang (Allemagne), demeurant à Gostingen

35. KNEWEL Gabriele Maria, née le 29 septembre 1963 à Trier-Ehrang (Allemagne), demeurant à Gostingen

36. KOSTADINOVA Antonia, née le 4 avril 1964 à Assenovgrad (Bulgarie), demeurant à Dudelange

37. KREMERS Horst, né le 23 mai 1941 à Remagen (Allemagne), demeurant à Luxembourg

38. LECOQ Joseph Damien, né le 24 janvier 1953 à Eupen (Belgique), demeurant à Nocher Route

39. LEMEIRE Nick Hubert Edmond, né le 18 novembre 1973 à São Paulo (Brésil), demeurant à Schifflange

40. LI Guanfeng, né le 2 juillet 1980 à Fanyu/Guangdon (Chine), demeurant à Wiltz

41. LOPES DE SOUSA Maria Tereza, née le 6 juin 1966 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

42. MEDING Sabine Margarethe Regina, née le 29 août 1959 à Essen (Allemagne), demeurant à Luxembourg

43. MILOŽEVIĆ Ivan, né le 24 juillet 1985 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Steinfort

44. MUJANOVIĆ Nermin, né le 2 mai 1971 à Doboj (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

45. FALJIĆ Sabina, née le 29 mars 1971 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

46. NAGEL Herbert Karl, né le 24 juillet 1942 à Stolzmütz (Allemagne), demeurant à Luxembourg

47. VETTER Agnes Maria, née le 3 juin 1952 à Merzig (Allemagne), demeurant à Luxembourg

48. DELGADO Maria da Luz, née le 5 décembre 1961 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

49. POELMANS Jean Pierre Gerard Louis, né le 14 mai 1925 à Sint-Truiden (Belgique), demeurant à Luxembourg

50. PRUD'HOMME Lucette, née le 19 janvier 1967 à Ouanaminthe (Haïti), demeurant à Bereldange

51. QU Qinyi, née le 12 novembre 1979 à Shanghai (Chine), demeurant à Larochette

52. ROMA DA SILVA MIRRA Ana Isabel, née le 27 juin 1977 à Campo Grande/Lisboa (Portugal), demeurant à Ettelbruck

53. SCHMITZ Bernard Reinhard, né le 10 mars 1953 à Trier (Allemagne), demeurant à Born

54. SEQUEIROS QUISPE Bernert Juvenal, né le 22 mai 1985 à Santiago Zarzuela/Primero de Mayo (Pérou), demeurant à Bollendorf-Pont

55. STEEMAN Paul Franciscus Mathilda, né le 17 avril 1939 à Mortsel (Belgique), demeurant à Heisdorf

56. STOCKMAN Caroline Andrée Fabienne, née le 25 mars 1978 à Cologne (Allemagne), demeurant à Perlé

57. TAFER Jamila, née le 21 octobre 1963 à Guich (Maroc), demeurant à Hesperange

58. ZDRAVKOVIĆ Zaklina, née le 30 août 1974 à Leskovac (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass den nächsten Dënschdeg um dräi Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.36 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Ordre du jour page 78

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 78-81

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 81-82

- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 82

- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreiborn et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 82

- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 82-83

- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports page 83

- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 83-84

- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 84

- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports pages 84-85

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale pages 85-87

Communications page 88

Rôle des affaires de la Chambre page 88

Composition des commissions parlementaires page 88

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 88-98

Communications pages 98-99

Ordre du jour page 99

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 99-103

- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget pages 103-106

5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001 pages 106-107

5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg pages 107-110

Demandes en naturalisation pages 110-111

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Heure de questions (séance publique du 25.10.2005):

Complément d'informations en réponse à la Question N°51 de M. Claude Meisch

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0447 cf.0663 et 0668	M. Aly Jaerling	Baisse de la TVA perçue depuis le début de l'année 2005
0641	M. Marcel Oberweis	Élaboration d'une étude sur la biomasse (le bois exclu) utilisée en tant que source d'énergie
0642	M. Niki Bettendorf	Stockage pétrolier du Grand-Duché de Luxembourg
0643	M. Niki Bettendorf	Sécurité du site pétrolier de Bertrange
0649	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: SES Global et Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
0653	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL
0655	M. Marc Spautz	Gestion des faillites
Session ordinaire 2005-2006		
0661	M. Aly Jaerling	Accidents sur les autoroutes
0663 cf. 0447 et 0668	M. Robert Mehlen	Encaissement de la TVA par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
0667	M. Marcel Oberweis	Assurance des chercheurs et doctorants au sein de l'Université du Luxembourg
0668 cf. 0447 et 0663	M. Claude Meisch	Recettes budgétaires provenant de la TVA
0673	Mme Christine Doerner	Mise en service d'une ligne H.T. 2 x 225 kVolt allant de la zone industrielle Bettembourg/ Dudelange à Bivange/Berchem
0676	MM. Ali Kaes et Marc Spautz	Traitement des dossiers par l'Inspection du Travail et des Mines
0677	MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
0678	Mme Anne Brasseur	Envoi sous récépissé des lettres de convocation aux élections
0691	M. Claude Meisch	Procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises
0696	M. John Castegnaro	Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises
0701	Mme Claudia Dall'Agnol	Livre vert sur la santé mentale en Europe de la Commission européenne
0703	M. Carlo Wagner	Appareils de mesurage du volume sonore
0704	M. Ali Kaes et M. Marco Schank	Remise en état du CR324 de Hosingen vers Wilwerwiltz
0705	Mme Claudia Dall'Agnol	Octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social
0707	M. Xavier Bettel	Adaptation du système scolaire aux exigences du marché de l'emploi
0712	M. Ali Kaes	Actions d'Erasmus
0714	M. Henri Kox	Marché européen de l'électricité
0715	M. Henri Kox	Augmentation du prix de l'électricité
0716	M. Henri Kox	Prix de l'électricité
0720	M. Marcel Oberweis	Construction d'une nouvelle gare à Cessange
0722 urgente	M. Aly Jaerling	Agitations en France
0725	M. Xavier Bettel	Péage sur le réseau routier luxembourgeois pour les poids lourds
0726 cf. 0727	M. Xavier Bettel	Enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0727 cf. 0726	M. François Bausch	Enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0729	Mme Claudia Dall'Agnol	Conditions de travail des musiciens de l'Orchestre philharmonique de Luxembourg
0733	M. Aly Jaerling	Établissement de certificats de maladie

Heure de questions (séance publique du 25 octobre 2005):
Complément d'informations en réponse à la demande de Monsieur le Député Claude Meisch relative au nombre d'exposants à la Foire d'Automne et à une éventuelle délocalisation des halls

Complément à la **question orale N°51** *(cf. compte rendu N°2/2005-2006, page 29)*

Évolution du nombre d'exposants à la Foire d'Automne

Session ordinaire 2004-2005

Année	Exposants			
	Total	Étrangers	Luxembourgeois	Luxembourgeois en %
2001	364	188	176	48
2002	364	207	157	43
2003	398	230	168	42
2004	419	253	166	40
2005	442	283	159	36

a) 283 entreprises étrangères ont participé à l'édition 2005 de la foire d'Automne.

b) 159 entreprises luxembourgeoises ont participé à la même manifestation.

c) Sur la période 2001-2005, le nombre d'entreprises luxembourgeoises n'a guère varié en valeur absolue. Par contre en valeur relative, le taux est passé de 48 à 36%. En effet, suite à la participation de nouveaux exposants étrangers, le nombre total d'exposants est en croissance sur la période considérée.

L'intérêt de la part des entreprises luxembourgeoises demeure constant alors que le marché luxembourgeois semble attirer de plus en plus d'entreprises étrangères issues en particulier du secteur de l'artisanat (par exemple Gemeinschaftsstand Handwerkkammer Trier compte 105 entreprises participantes).

Il convient de relever qu'aucune entreprise luxembourgeoise ne figure actuellement sur la liste d'attente de l'organisateur.

d) La position du Gouvernement quant à une éventuelle délocalisation des halls a été exposée lors de la séance publique du 25 octobre 2005.

Question 0447 (20.5.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **baisse de la TVA perçue depuis le début de l'année 2005:**

Aus gutt informéierter Quell sinn ech gewuer ginn, datt d'Recetten aus der «taxe sur la valeur ajoutée» (TVA) dëst Joer a bis elo wäit hannert deem zréckleien, wat am selwechten Zäitraum d'lescht Joer encaisséiert gouf.

Dëst kann op verschidden Ursaachen zréckzeféiere sinn an ass an deem Sënn beonrouegend, wéi d'TVA eng generell Konsumsteier ass. En Abroch bei der TVA kann also op en Abroch am Konsumklima, ergo am Vertraue vun de Konsumenten an d'Zukunft (klammende Chômage, etc.) hindeiten.

Eng aner Ursaach kéint awer verwaltungstechnescher Natur sinn - z.B. Problemer bei der Moderniséierung vun der Enregistrementsverwaltung duerch Schwieregkeeten am Ëmstellungsprozess op modern Informatiounstechnologien.

Duerfir dës Froen:

1. Stëmme meng Informatiounen, wat den Abroch vun den TVA-Recetten ugeet?
2. Ass dee Réckgang an den TVA-Recetten op en Abroch am Konsum zréckzeféieren? Falls jo, awéiwäit handelt et sech hei ëm e reng nationale Wirtschaftsproblem oder sinn international Trends hei determinéierend?
3. Spillen intern Problemer vun der Enregistrementsverwaltung eng Roll an der Baisse vun den TVA-Recetten? Wa jo, awéiwäit a firwat?

Question 0663 (17.10.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**encaissement de la TVA par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines:**

An Ärer jéngster Deklaratioun virun der Chamber stellt Dir fest, datt «eenzel Recetten, wéi d'TVA, onerwaart an onverständlech falen», och wann dat eleng net de Finanzéierungsproblem erklärt. Déi zoustänneg Enregistrementsverwaltung huet sech dozou an deem Sënn geäussert, datt d'Fraude fiscale an der EU all Virstellungskraaft dépasséiere géif, an datt déi Lëtzebuerger Verwaltung aus Personalmanktum net ëmstand wär, déi ëmmer méi komplizéiert a voluminös Dossieren ze beaarbechten. Rieds geet vun engem Personalbedarf vu 50 Persounen, awer och vun enger ongenügender Ausbildung. Den Direkter vun dëser Verwaltung hat sech schonns d'lescht Joer un d'Deputéierten adresséiert, fir op dës Situatioun opmierksam ze maachen.

Q 59

Well d'TVA zur wichtegster Recette vum Stat avancéiert ass, an, wéi et schéngt, dem Stat hei ganz vill Steieren duerch Hannerzéiung verluer ginn, wollt ech lech, Här Finanzminister, gäre folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir dës Duerstellung vun de Verantwortlechen an der Enregistrementsverwaltung bestätegen?

Wann dat zoutrëfft:

2. Wéi héich ass Ärer Aschätzung no de Betrag un TVA, deen dem Stat an engem Joer duerch dëse Manktum verluer geet?
3. Wat sinn d'Ursaachen, fir datt et zu dëser bekloenswäerter Situatioun komm ass?
4. Gëtt et de Wëllen an e konkrete Plang, fir dëser Karenz opzehëllefen? Wat sinn déi wesentlech Elementer vun dësem Plang?

Question 0668 (17.10.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **recettes budgétaires provenant de la TVA:**

Lors de la présentation des priorités de la politique du Gouvernement à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait fait savoir que les recettes budgétaires provenant de la TVA étaient en baisse.

Selon un fonctionnaire de la direction de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED), un renforcement du personnel s'impose face à l'augmentation des dossiers à traiter. «Weil dies aber mit dem vorhandenen Personal nicht zu schaffen sei, benötige man dringend Verstärkung. Sandt sprach von rund 50 zusätzlichen Kräften, die eingestellt werden müssten, um der Lage Herr zu werden.» (Lëtzebuerger Journal, du 14 octobre 2005). Selon ce fonctionnaire, un renforcement au niveau du personnel permettrait à l'AED de mieux traiter les dossiers ce qui conduirait à une hausse des recettes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des déclarations susmentionnées?
- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du fonctionnaire de l'AED qu'un renforcement du personnel pourrait améliorer le travail de l'AED et, par conséquent, mener à une hausse des recettes provenant de la TVA?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si un renforcement du personnel à l'AED est prévu? Dans l'affirmative, quelle en sera l'envergure?

Réponse (30.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Les trois questions parlementaires, qui se rapportent à des sujets étroitement liés, connaissent de ma part la prise de position suivante:

1. Tout comme les honorables Députés, j'ai pris note des déclarations faites par des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines dans la presse au sujet des effectifs de celle-ci et de l'évolution des recettes TVA en 2005.

2. Quant aux renforcements des effectifs, je tiens à souligner que, dans l'intérêt du renforcement des capacités d'action de l'administration, le personnel en place au 1.1.98, à savoir 262 fonctionnaires et employés de l'État, a été augmenté de 43 unités jusqu'au 1.1.05 (sans prise en compte de douze contrats à durée déterminée).

Pour les années à venir, le Gouvernement continuera résolument à

doter les administrations fiscales de personnel supplémentaire en vue de faire face à l'augmentation quantitative et à la complexité croissante des dossiers fiscaux.

3. Parmi les mesures récentes prises sur le plan organisationnel, je me dois de constater que d'importantes compétences ont été conférées au «Service antifraude» et que le législateur a introduit une filière informatique dans les cadres de l'administration en vue de servir de support aux efforts de modernisation des différents services.

4. En ce qui concerne les raisons des moins-values de recettes de TVA en 2005, il est renvoyé aux explications fournies par l'administration au Chapitre D, page 45, de l'exposé des motifs du projet de budget de l'année 2006, dont notamment: évolution non satisfaisante de la consommation finale (surtout au niveau du commerce de détail), remboursement accéléré à des assujettis étrangers au titre de la 8e directive, remboursements exceptionnels, après contrôle, à une société autre que celles qui se sont implantées au Luxembourg dans la branche du commerce électronique, et effets des faillites.

5. À l'instar de la grande majorité des États membres de l'UE, le Gouvernement luxembourgeois ne saurait quantifier avec précision les effets de différents phénomènes de contournement de la législation TVA. Je constate néanmoins que des études économiques conduites dans différents pays communautaires laissent conclure à un déchet budgétaire pouvant aller jusqu'à 10% de la recette annuelle TVA. Il s'agit partant d'un problème sérieux qui nécessite des réactions sur plusieurs plans: effectifs, organisation interne, renforcement de la coopération administrative et analyse critique du régime actuel de la 6e directive TVA (sous les aspects du droit à déduction et du fait générateur).

6. Finalement, je tiens à préciser que différents cas de fraudes carrousel relèvent du domaine pénal et nécessitent l'intervention des autorités de poursuites judiciaires.

Question 0641 (5.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**élaboration d'une étude sur la biomasse (le bois exclu) utilisée en tant que source d'énergie:**

Le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de CO_2 de 28% en 2010 par rapport au niveau de 1990, objectif qui sera très difficile à atteindre. Le problème qui se pose actuellement est notre assujettissement aux produits pétroliers et aux importations énergétiques. Pour enrayer cette dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et d'énergie, il est urgent de soutenir d'avantage les sources énergétiques renouvelables SER.

Parmi les SER, le potentiel d'utilisation de la biomasse (cultures énergétiques, résidus agroalimentaires, lisiers, part organique des déchets urbains solides, ordures ménagères triées et boues d'épuration) à des fins énergétiques n'est pas encore pleinement exploité au Luxembourg. Elle permet non seulement de réduire notre grande dépendance à l'égard des marchés internationaux d'énergies fossiles, mais également de stimuler notre économie rurale par la création de nouvelles sources de revenus et d'emplois. Contrairement à la filière bois, une étude concernant la valorisation énergétique des départements susmentionnés de la biomasse fait jusqu'à présent défaut.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de faire élaborer une étude sur le potentiel d'exploitation et la valorisation énergétique de la biomasse, analogue à l'étude «Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg» qui a été réalisée par le Centre de ressources des technologies pour l'environnement et par l'Agence de l'énergie?
- Dans l'affirmative, ne devrait-on pas songer à faire appel aux chercheurs de l'Université du Luxembourg afin de les faire participer à la réalisation d'une telle étude?

Réponse commune (28.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La réponse à la première partie de la question de l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis est affirmative.

Le Gouvernement a l'intention de commander sous peu une étude sur le potentiel des énergies renouvelables au Luxembourg qui portera également sur les stratégies pour une utilisation plus poussée desdites formes d'énergies dans notre pays. L'Agence de l'Énergie réalisera cette étude sur les dix mois à venir avec des organismes et instituts de réputation internationale.

Cette étude englobera bien évidemment le potentiel d'exploitation et la valorisation énergétique de la biomasse. S'agissant plus particulièrement de cette dernière forme d'énergie, l'étude de potentiel sera enrichie sur les trois années à venir des résultats du projet Interreg III, dénommé RUBIN («Regionale Strategie zur nachhaltigen Umsetzung der Biomassenutzung»), projet auquel collaborent activement l'Agence de l'Énergie et le Centre de Ressources des Technologies de l'Environnement.

Concernant la deuxième partie de la question de l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis, il nous importe de souligner qu'il est d'ores et déjà prévu de faire participer les chercheurs de l'Université de Luxembourg dans les différents groupes de travail qui seront mis en place dans le cadre de la réalisation de l'étude de potentiel prémentionnée.

Question 0642 (5.10.2005) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant le **stockage pétrolier du Grand-Duché de Luxembourg:**

Le Ministre de l'Économie a à l'issue d'une visite du site pétrolier de Bertrange déclaré qu'il faudrait fondamentalement repenser le stockage pétrolier du Grand-Duché, stockage qui est actuellement assuré à Bertrange, site pour lequel l'autorisation d'exploitation vient à échéance en 2012.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels seraient d'autres sites pétroliers envisageables, en complément à celui de Bertrange, afin d'assurer à terme des réserves couvrant plus de 90 jours de consommation?
- Quelles répercussions aurait une non-prolongation en 2012 du permis d'exploitation des firmes pétrolières installées à Bertrange?
- Des sites alternatifs sont-ils en discussion? Dans l'affirmative, lesquels? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait dès à présent réfléchir sur l'implantation d'un ou de plusieurs sites d'une telle importance?

Le Ministre de l'Économie a également déclaré que les deux communes de Strassen et de Bertrange devraient «sécuriser le site, par exemple en développant le réseau d'approvisionnement en eau».

- Est-il vrai que les deux communes sont responsables de la sécurisation du site, sachant que les réservoirs se trouvent uniquement sur le territoire de la commune de Bertrange? Dans l'affirmative, quelles mesures de sécurité les deux communes devraient-elles prendre?

Réponse commune (30.11.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En réponse à la question parlementaire N°0642 susmentionnée, nous avons l'honneur de vous fournir les renseignements suivants:

- Pour l'instant il n'existe, à part une extension possible des capacités de stockage au Port de Mertert, pas de projets permettant un stockage complémentaire de produits pétroliers sur le territoire du Grand-Duché.

Conformément à la législation en vigueur les stocks devant se situer sur territoire national devraient correspondre à l'équivalent de 45 jours de consommation de produits de la catégorie I (essences) et 55 jours de produits de la catégorie II (gazoles, kérosène).

Or, vu la croissance constante de la consommation au cours des dernières années les capacités de stockage existants ne suffisent qu'à assurer l'équivalent de 34 jours de consommation en catégorie I et de 20 jours en catégorie II (hors kérosène).

- En considérant que le site de Bertrange représente environ 50% de la capacité de stockage disponible sur territoire national, il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences d'une non-prolongation du permis d'exploitation au vu des chiffres susmentionnés, dans le cas où on n'arrivera pas à trouver d'autres alternatives.

- Pour le moment il n'existe pas de projet concret pour la création de sites alternatifs. Cependant, une révision de la législation actuellement en vigueur est en cours, afin de permettre plus de souplesse dans la résolution du problème de stockage. Ainsi, les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur sont en train d'étudier des possibilités permettant le stockage de produits pétroliers dans la Grande Région.

- D'une façon générale les obligations des communes en matière de sécurisation du site pétrolier résultent de l'article 3 du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire qui dispose que «le soin de prévenir par des précautions convenables et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies» relève de l'autorité communale. L'article 100 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour sa part contraint chaque commune à créer ou à maintenir un service d'incendie et de sauvetage assuré par au moins un corps de sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels et disposant des locaux et du matériel nécessaires.

De la combinaison de ces deux textes se dégage la conclusion que la commune - par l'intermédiaire du corps de sapeurs-pompiers assurant le service d'incendie - doit prendre les mesures nécessaires afin de prévenir les incendies et, en cas de besoin, intervenir pour combattre un feu qui s'est déclaré sur son territoire. Suivant la loi, la commune peut toutefois faire appel au service d'incendie d'une commune voisine.

En l'espèce il faut noter que dans les communes visées par la question parlementaire, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul corps de sapeurs-pompiers compétent pour intervenir sur le territoire des deux communes.

Question 0643 (5.10.2005) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **sécurité du site pétrolier de Bertrange:**

Le Ministre de l'Économie a à l'issue d'une visite du site pétrolier de Bertrange déclaré que les deux communes de Strassen et Bertrange devraient «sécuriser le site, par exemple en développant le réseau d'approvisionnement en eau».

Dans le cadre du réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck (loi du 12 juin 2004) il est prévu de déplacer une conduite d'eau SEBES située actuellement du côté du territoire de la commune de Luxembourg vers les territoires des communes de Strassen et Bertrange. Le déplacement de cette conduite étant la condition sine qua non pour un meilleur approvisionnement en eau du site pétrolier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que les travaux visant à déplacer la conduite d'eau SEBES dans le cadre du réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck seront-ils entamés afin de pouvoir garantir l'approvisionnement en eau en quantités suffisantes pour pouvoir assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident?
- Quelle est la durée estimée de ces travaux?
- Afin de pouvoir assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident, l'aménagement d'un bassin s'avère nécessaire. Les coûts engendrés par l'ensemble de ces travaux devraient-ils être couverts dans leur intégralité par la commune concernée?
- Comment assurer l'approvisionnement en eau potable des communes du sud du Grand-Duché en cas d'utilisation de l'eau SEBES pour le refroidissement des citernes en cas d'incident?

Réponse (9.12.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

- Le déplacement de la conduite SEBES (Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre) prévu dans le cadre des travaux de réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck est programmé en première phase du projet en question. Un arrangement y relatif a été conclu entre le SEBES et l'Administration des Ponts et Chaussées. Le déplacement de la conduite prévoit également le déplacement de la chambre à vannes actuelle afin de permettre le cas échéant un raccordement direct vers Bertrange. Ces travaux pourront être entamés prochainement.

- Sauf imprévu, la durée des travaux en question peut être évaluée à plus ou moins douze mois.

- L'aménagement d'un bassin est effectivement nécessaire pour avoir une réserve stratégique sur place pour assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident. En ce qui concerne la question du coût de l'opération, celle-ci est à trancher entre le SES (Syndicat des Eaux du Sud) qui devra solliciter le raccordement à la conduite SEBES et la commune de Bertrange, membre du SES qui, de son côté, a la possibilité de répercuter les coûts à l'utilisateur final.

- La création d'une réserve intermédiaire sur place s'impose en vue notamment d'éviter un impact négatif sur le réservoir d'Eschdorf en cas d'incident. Le SEBES étudiera également la faisabilité technique et définira l'utilisation de ce raccordement direct à sa conduite de 700 mm passant près de Helfenterbruck tout en tenant compte de ses obligations à l'égard de ses autres membres.

Question 0649 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: SES Global et Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère d'État - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les deux sociétés et organismes suivants: SES Global et Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.
- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (28.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député je puis communiquer ci-après la liste des représentants de l'État dans les deux sociétés suivantes:

SES-Global S.A.

Il y a lieu de noter que l'État participe directement à hauteur de 11,5% des droits de vote dans SES-Global, qui est la société faîtière du groupe.

Les représentants de l'État dans le conseil d'administration de SES-Global (composé de 18 personnes nommées pour trois ans) sont:

- Monsieur René Steichen, avocat et
- Monsieur Jean-Paul Zens, Premier Conseiller de Gouvernement.

Pour mémoire, il y a lieu de noter que l'État détient indirectement deux autres participations dans la même société à travers la S.C.N.I. et la B.C.E.E. (établissements publics sous tutelle d'autres Ministères).

La S.N.C.I. est actuellement représentée par son Président Monsieur Gaston Reinesch et son Vice-Président Monsieur Georges Schmit.

La B.C.E.E. est actuellement représentée par son Directeur général Monsieur Jean-Claude Finck et son Président du conseil d'administration Monsieur Victor Rod.

Fonds de soutien à la production audiovisuelle (établissement public)

Le Fonspa est un établissement public créé par la loi du Il avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Il est administré par un conseil d'administration dont les pouvoirs sont délimités par la loi.

Il est composé de huit membres nommés pour cinq ans

Monsieur Jean-Paul Zens: Premier Conseiller de Gouvernement, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions le secteur audiovisuel;

Monsieur Alain Bellot: Conseiller de Direction 1ère classe, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions les finances;

Monsieur Michel Linden: Inspecteur des finances 1ère classe, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions le budget;

Monsieur Luc Friederich: Chef de bureau adjoint, en tant que représentant de l'Administration des Contributions;

Monsieur Pierre Rauchs: Conseiller de Direction 1ère classe, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions l'économie;

Madame Josée Kirps: Directrice des Archives nationales, en tant que représentante du Ministre ayant dans ses attributions la culture;

Monsieur Jean Back: Directeur du Centre National de l'Audiovisuel, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions la culture;

Monsieur Henri Roanne-Rosenblatt: Consultant indépendant, en tant que membre proposé par le Gouvernement parmi les personnalités reconnues pour leur compétence en matière cinématographique et audiovisuelle.

Monsieur Jean-Paul Zens a été nommé Président du conseil d'administration.

Réponse (8.12.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Me référant à la question sous rubrique et aux délibérations du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 21 octobre 2005, j'ai l'honneur de vous informer que les fonctionnaires suivants représentent l'État dans des sociétés anonymes.

M. Georges Santer, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

- Entreprise des Postes et Télécommunications

Mme Arlette Conzémius, Directeur des relations économiques internationales

- LUXAIR S.A:
- Agence de transfert de technologie ferroviaire

M. Gérard Philipps, Directeur des affaires culturelles, ancien Directeur du budget, des finances et de l'administration (mandat expirera en fin d'année)

- Société électrique de l'OUR S.A.

Question 0653 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Transports - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les huit sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation, Société nationale des CFL?
- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (21.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite recevoir une liste exhaustive des administrateurs représentant l'État dans les sociétés Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL.

La liste ci-jointe renseigne sur le nom et le statut professionnel de ces représentants ainsi que sur leurs fonctions respectives au sein de ces sociétés au 15 novembre 2005.

Société	Nom	Statut professionnel	Fonction auprès de la société
Cruchterhombusch	Monsieur Guy Staus	Attaché de Gouvernement 1er en rang au Ministère des Transports	Président
Luxair	Monsieur Paul Schmit	Commissaire du Gouvernement près les CFL	Vice-Président
	Mademoiselle Arlette Conzemius	Directeur des Relations économiques internationales au Ministère des Affaires étrangères	Administrateur
Société de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Frank Reimen	Conseiller de Gouvernement 1ière classe au Ministère des Transports	Président
	Monsieur Charles Klein	Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile	Vice-Président
	Madame Claude Wagener	Attachée de Gouvernement 1ière en rang à la Direction de l'Aviation civile	Administrateur
	Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances	Administrateur
	Monsieur Fernand Pesch	Fonctionnaire e.r.	Administrateur
	Monsieur Gilbert Meyer	Directeur de l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg	Administrateur
	Monsieur Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées	Administrateur
Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Henri Klein	Directeur de l'Aviation civile	Président
	Monsieur Charles Klein	Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile	Administrateur
	Monsieur Marc Thill	Ambassadeur	Administrateur
Société du Port de Mertert	Monsieur Carlo Mathias	Conseiller de Direction 1ière classe au Ministère des Transports	Président
	Monsieur Guy Arend	Inspecteur principal 1er en rang au Ministère de l'Économie	Administrateur
	Monsieur Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées	Administrateur
	Monsieur Jeannot Poeker	Inspecteur principal au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Marc Schloesser	Directeur de l'Administration des Douanes et Accises	Administrateur
	Monsieur Gaston Reinesch	Administrateur général au Ministère des Finances	Administrateur
Société nationale de Contrôle technique	Monsieur Paul Schmit	Commissaire du Gouvernement près les CFL	Président
	Monsieur Guy Staus	Attaché de Gouvernement 1er en rang au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Guy Arend	Inspecteur principal 1er en rang au Ministère de l'Économie	Administrateur
Société nationale de Certification et d'Homologation	Monsieur Jean-Paul Hoffmann	Directeur du Service de l'Énergie de l'État	Administrateur
Société nationale des CFL	Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances	Président
	vacant		Vice-Président
	Monsieur Paul Ensch	Directeur de la Chambre des Métiers	Administrateur
	Monsieur Thierry Glaesener	Vice-Président de la Chambre de Commerce	Administrateur
	Monsieur Marc Glodt	Commissaire du Gouvernement aux Affaires maritimes	Administrateur
	Monsieur Jeannot Poeker	Inspecteur principal au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Jean-Claude Sinner	Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	Administrateur
	Monsieur Jean Zahlen	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi	Administrateur

Question 0655 (10.10.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **gestion des faillites:**

Au Luxembourg, comme par ailleurs dans d'autres pays européens, le nombre de faillites ne cesse d'augmenter. Si on ne peut éviter complètement les dépôts de bilans, il n'en demeure pas moins qu'il existe d'ores et déjà des mesures qui pourraient être mises en place et permettraient de réduire le nombre des faillites telles que par exemple la gestion contrôlée.

Or, à l'heure actuelle, le tribunal ne peut ordonner une gestion contrôlée que sur demande de la personne concernée. Si une telle demande fait défaut, le tribunal ne peut que prononcer la faillite et ordonner la liquidation du commerce respectivement de la société. Aux yeux du soussigné, les juridictions compétentes devraient avoir la possibilité de recourir à un système de gestion contrôlée qui va de l'obligation pour le débiteur d'élaborer avec un professionnel (réviseur d'entreprises, expert-comptable) un plan financier à la gestion du commerce ou de la société par un commissaire ou un administrateur externe en passant par le simple contrôle ou l'assistance-conseil, et ce sans accord préalable de la société ou du commerçant concerné. Il va de soi que ces missions de contrôle ou de conseil doivent être exécutés par des professionnels si l'on veut efficacement redresser les commerces ou les entreprises en question. Se pose dans le même contexte la question de la professionnalisation des curateurs chargés de la liquidation des commerces et entreprises. Dans la plupart des cas, les curateurs sont choisis parmi les jeunes avocats-stagiaires qui n'ont souvent pas les compétences nécessaires pour gérer des liquidations.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement n'entend pas élargir l'arsenal des mesures auxquelles les juridictions de commerce peuvent recourir en organisant en droit luxembourgeois un système moderne de gestion contrôlée ayant pour but de prévenir des faillites?
- Si le Gouvernement n'envisage pas de réserver l'exécution des différentes décisions ou mesures prises par les juridictions exclusivement à des professionnels?
- Dans l'affirmative, si le Gouvernement n'entend pas intervenir par le biais d'amendements au projet de loi 5157?

Réponse (12.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Ministère de la Justice est en train de préparer un avant-projet de loi dont l'objet est de moderniser le régime de la gestion contrôlée en permettant notamment une intervention des tribunaux à un stade plus précoce.

En ce qui concerne la question de savoir s'il ne faut pas envisager de réserver l'exécution des différentes décisions ou mesures prises par les juridictions exclusivement à des professionnels, je vous signale que l'article 455 du code de commerce prévoit déjà que le Gouvernement peut instituer des liquidateurs assermentés près les tribunaux où le nombre et l'importance des faillites l'exigent, parmi lesquels les tribunaux peuvent choisir les curateurs aux faillites. Le Gouvernement n'a cependant à ce jour jamais procédé à l'institution de tels liquidateurs.

Le tribunal choisit donc actuellement en application de l'article 446, alinéa 2 du code de commerce le ou les curateurs «parmi les personnes qui offriront le plus de garanties pour l'intelligence et la fidélité de leur gestion».

En pratique, les curateurs sont généralement choisis parmi les avocats; si les conditions spécifiques et l'importance d'une faillite l'exigent, un deuxième curateur, comptable de formation, est désigné. Ce choix d'un avocat se justifie par le fait que les faillites exigent toujours la connaissance des procédures et constituent de véritables nids à procès.

Session ordinaire 2005-2006

Question 0661 (13.10.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **accidents sur les autoroutes:**

An der Nuecht géint 1:00 Auer vun e Mëttwoch, den 12., op en Donneschdeg, den 13. Oktober, ass op enger vun den Haaptaxë vum Süden an den Zentrum, op der Autobunn A3 Diddeleng a Richtung Stad, en Accident passéiert. Bei dësem Accident ass e Camion ëmgefall an en huet déi zwou Fuerbunne blockéiert. Zum Gléck gouf et nëmme Liichtblesséierter. Aus dësem Grond gouf d'Autobunn gespaart. Och am spéide Moien a bis kuerz viru Mëtteg ass dat esou bliwwen. Dat huet an der Haaptverkéierszäit zu engem beträchtleche Verkéiersstau gefouert, dee sech op de ganze Süden ausgewierkt huet.

Dausende vu Beruffstätege koume mat bis zu zwou Stonne Verspéidung op hir Aarbecht, wat och Afloss op ons Ekonomie huet.

Kann den Här Verkéiersminister mer duefir dës Froe beäntwerten:

1. Firwat dauert et esou laang fir eng Autobunn no engem Verkéiersaccident ze raumen?
2. Steet deene responsabele Servicer och nuets dat noutwendegt Material, wéi zum Beispill e grousse Kran, zur Verfügung fir déi noutwendeg Moossnamen ze ergräifen?
3. Wann net, wier et net besser an deem Fall en Ofkommes mat Privatfirmen ze treffen, déi an enger Aart Permanence och an der Nuecht fir esou en Noutfall zur Verfügung stinn?

Réponse (30.11.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierten Aly Jaerling kann ech Folgendes soen:

1. Normalerweis dauert d'Biergung vun engem ëmgekippte Camion sechs Stonnen. Dës Dauer gëtt och am Ausland als Riichtzäit uginn. An dësem spezielle Fall koumen erschwéierend Ëmstänn derbäi, déi mat sech bruecht hunn, dass d'Opraumaarbechte bis mëttes gedauert hunn, an zwar:

- den Uelech an aner Flëssegkeete si vun de Pompjeeë gebotzt an opgesaugt ginn;

- d'Wuer (Geméis) huet missen deelweis manuell vun enger Privatfirma ëmgeluede ginn, ier de Camion vum Kran konnt opgeriicht ginn;

- du sinn d'Leitplanken (zirka 120 m), déi beschiedegt waren, ewechgeholl ginn; se sinn déi Deeg duerno ersat ginn.

2. E Kran steet nuets an am Dag net einfach zur Verfügung. Et gëtt ëmmer op ee Kran vun enger Privatfirma oder bei klengeren Incidenten op dee vun de Beruffspompjeeën zréckgegraff.

3. Et gouf Gespréicher tëschent der Police grand-ducale an de Ponts et Chaussées iwwer sou ee Kontrakt, mä fir de Moment gëtt et nach keen Ofkommes mat Privatfirmen.

Question 0667 (17.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**assurance des chercheurs et doctorants au sein de l'Université du Luxembourg:**

Le risque de pénurie de chercheurs en particulier dans certaines disciplines clés représente une menace sérieuse pour la puissance innovatrice de l'Union européenne, pour son capital de connaissances ainsi que pour la croissance de sa productivité dans un proche avenir. Cette situation entrave dès lors l'accomplissement des objectifs de Lisbonne.

Pour rendre l'Europe nettement plus attrayante pour les chercheurs, la Commission a émis le 11 mars 2005 une charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement de ces derniers.

La charte européenne du chercheur est un ensemble de principes généraux et de conditions de base qui spécifient les rôles, les responsabilités et les prérogatives des chercheurs et des employeurs et/ou bailleurs de fonds des chercheurs.

Ainsi cette charte énonce que «les employeurs et/ou bailleurs de fonds devraient veiller à ce que les chercheurs jouissent de conditions équitables et attrayantes sur le plan de financement et/ou des salaires, assorties de dispositions adéquates et équitables en matière de sécurité sociale (y compris l'assurance maladie et les allocations parentales, les droits à la retraite et les indemnités de chômage) conformément à la législation nationale en vigueur (…)».

Selon mes informations les bourses formation-recherche grand-ducales ne constituent pas des revenus imposables et assujettis à des cotisations de la Sécurité sociale. Dès lors, les années nécessaires à la recherche ne sont pas forcément prises en compte dans le calcul des périodes d'assurance. Par contre, la législation belge connaît une telle prise en compte des bourses de doctorat.

Considérant l'importance accrue accordée par le Gouvernement à la recherche luxembourgeoise, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et de la Recherche:

1. Comment les chercheurs sont-ils actuellement assurés par la Sécurité sociale au Grand-Duché?
2. Est-ce que le Gouvernement veut suivre la piste belge en accordant aux bénéficiaires des bourses de doctorat une prise en compte de leurs périodes de recherche en tant que périodes assimilées dans leur carrière d'assurance de vieillesse?

La Commission invite les États membres à l'informer dans la mesure du possible, d'ici au 15 décembre 2005 et annuellement par la suite, de toute mesure qu'ils prennent pour le suivi de la charte européenne du chercheur ainsi que des premiers résultats obtenus grâce à l'application de la charte.

3. Est-ce que le Gouvernement informera la Commission de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le contenu de ce rapport?

Réponse commune (30.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

1. Les chercheurs salariés auprès d'une institution de recherche au Luxembourg sont couverts par une assurance obligatoire selon la loi de la sécurité sociale. (Art. 1er. Sont assurés obligatoirement conformément aux dispositions qui suivent: ...les personnes qui exercent au Grand-Duché de Luxembourg contre rémunération une activité professionnelle pour le compte d'autrui...).

Les chercheurs non salariés qui bénéficient d'une bourse de formation-recherche pour entreprendre des travaux de recherche dans le cadre d'une formation doctorale peuvent bénéficier de l'assurance obligatoire selon l'article 7 des codes des assurances sociales qui dispose:

«Le bénéfice de l'assurance obligatoire et de l'assurance volontaire s'étend:

3. aux enfants légitimes, légitimés, naturels et adoptifs de l'assuré principal ouvrant droit aux allocations familiales;

4. aux enfants recueillis d'une manière durable dans le ménage de l'assuré et auxquels celui-ci assure l'éducation et l'entretien, pour autant que l'assuré, son conjoint ou son partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, soit attributaire des allocations familiales.»

Ainsi, l'assurance obligatoire pouvant être maintenue jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus, si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études secondaires, secondaires techniques, professionnelles, supérieures ou universitaires, les bénéficiaires d'une bourse de formation-recherche sont informés par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans la lettre d'attribution de la façon suivante:

«Nous tenons à vous avertir que lorsque vous avez dépassé l'âge limite pour avoir droit aux allocations familiales, vous êtes susceptible, en touchant la bourse dont il s'agit et en raison de son montant, de ne plus répondre aux conditions prévues au règlement grand-ducal modifié du 26 mai 1978 déterminant les conditions et modalités de la preuve de la charge que doivent rapporter les coassurés en application de l'article 2, alinéa final du code des assurances sociales. Si dès lors vous voulez continuer à bénéficier de l'assurance maladie, vous voudrez bien vous adresser dans les meilleurs délais à la caisse de maladie auprès de laquelle vous étiez jusque-là coassuré de vos parents en vue de contracter une assurance continuée.»

Ainsi, les boursiers ne pouvant pas ou plus bénéficier de l'assurance obligatoire peuvent continuer leur affiliation par une assurance volontaire dont l'article 2 stipule:

«(1) La personne qui est âgée de 18 ans au moins, qui réside au Grand-Duché de Luxembourg et qui perd la qualité d'assuré ou la protection en vertu de l'article 7, peut demander à continuer son affiliation. Cette demande doit être présentée au centre commun de la sécurité sociale sous peine de forclusion dans un délai de six mois suivant la perte de l'affiliation.

(2) Les personnes résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie ont la faculté de s'assurer volontairement. Le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au centre commun de la sécurité sociale.»

2. Le département Recherche et Innovation du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en charge de l'attribution de la bourse de formation-recherche, se propose de réformer le système actuel de l'attribution des bourses de formation-recherche. La première action dans ce processus a été d'augmenter le montant mensuel de la bourse de formation-recherche à 1.500 euros à partir du 1er octobre 2005.

Pour des actions futures concernant cette réforme, le département Recherche et Innovation prévoit de se référer, entre autres, à la recommandation du 11 mars 2005 de la Commission européenne concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs. Est ainsi recommandé que «les États membres devraient s'efforcer d'offrir aux chercheurs des régimes de développement de carrière durables à toutes les étapes de la carrière, quels que soient leur situation contractuelle et le parcours professionnel choisi en R&D, et d'assurer que les chercheurs sont traités comme des professionnels et considérés comme faisant partie intégrante des institutions au sein desquelles ils travaillent» et que «les employeurs et/ou bailleurs de fonds devraient veiller à ce que les chercheurs jouissent de conditions équitables et attrayantes sur le plan du financement et/ou des salaires, assorties de dispositions adéquates et équitables en matière de sécurité sociale (y compris l'assurance maladie et les allocations parentales, les droits à la retraite et les indemnités de chômage) conformément à la législation nationale en vigueur et aux conventions collectives nationales ou sectorielles. Ces mesures doivent inclure les chercheurs à toutes les étapes de leur carrière, y compris les chercheurs en début de carrière, en correspondance avec leur statut juridique, leurs performances et leur niveau de qualifications et/ou de responsabilités.»

Nous avons établi les premières prises de contact avec les Centres de Recherche Publics, l'Université du Luxembourg, le Fonds national de la Recherche et le Ministère de la Sécurité sociale en vue de proposer une/des piste(s) à poursuivre à l'avenir afin de garantir une meilleure couverture sociale des personnes visées et d'offrir ainsi une meilleure carrière d'assurance de vieillesse.

Or, il est à souligner à ce sujet que la situation des bénéficiaires d'une bourse de formation-recherche au Grand-Duché de Luxembourg n'est pas directement comparable avec celle des boursiers (aspirants) en Belgique. En effet, tous les boursiers et boursières sont inscrits en doctorat à une institution d'enseignement à l'étranger comme, actuellement, l'Université du Luxembourg n'est pas encore en mesure de pouvoir octroyer des diplômes de doctorat. En outre, la loi du 9 mars 1987 instituant les bourses de formation-recherche stipule qu'«il est créé des bourses de formation-recherche qui peuvent être attribuées, pour une durée maximale de trois ans, par le Ministre ayant dans ses attributions la recherche scientifique et la recherche appliquée, à des scientifiques et à des techniciens luxembourgeois ou étrangers pour leur permettre de participer à l'exécution d'un projet de R&D. Toute demande en obtention d'une bourse de formation-recherche doit être appuyée par un CRP ou un organisme, service, établissement d'enseignement supérieur ou universitaire, luxembourgeois ou étranger, ayant des compétences dans le domaine de R&D concerné.»

Ainsi, plusieurs cas de figure peuvent se présenter pour les demandes en obtention d'une bourse de formation-recherche:

- des résidents du Luxembourg inscrits à l'étranger exerçant aucune partie, une partie ou la totalité de leur travail de recherche au Luxembourg;
- des étrangers inscrits à une université à l'étranger exerçant aucune partie, une partie ou la totalité de leur travail de recherche au Luxembourg.

Par contre les système des bourses (aspirants) en Belgique stipule que «les travaux de recherches des aspirants doivent être exécutés dans une université ou un autre des établissements d'enseignement universitaire visés à l'article 2 ou d'un établissement scientifique de la Communauté française ou de l'État, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette Institution».

Si l'organisation de la bourse de formation-recherche au Grand-Duché de Luxembourg permet un bon échange de compétences avec des institutions à l'étranger, l'établissement d'une approche standardisée telle qu'exercée en Belgique nécessite une analyse plus approfondie et une approche différente du fait de la panoplie des cas de figures qui se présentent dans le cadre des bourses de formation-recherche luxembourgeoises.

3.[1] Des représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont membres du groupe de pilotage Ressources humaines et mobilité instauré par la Commission européenne pour le développement et le suivi de la recommandation et sont ainsi tenus à rapporter régulièrement des actions entreprises et des résultats obtenus. Ce rapport peut, bien sûr, être transmis à la Commission de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la Chambre des Députés.

Est à noter à ce sujet que, dès la publication de la Recommandation, les institutions de recherche publiques et l'Université du Luxembourg avaient été invitées à envoyer leurs commentaires en ce qui concerne la mise en œuvre de la recommandation et un représentant de la Commission européenne a présenté la recommandation pendant la Journée des Boursiers/Boursières le 29 octobre 2005. Si l'Université du Luxembourg est déjà en train d'analyser cette recommandation en vue d'une adoption éventuelle, une concertation plus approfondie avec tous les acteurs impliqués est nécessaire afin de coordonner la mise en oeuvre.

[1] «La Commission invite les États membres à l'informer dans la mesure du possible, d'ici 15 décembre 2005 et annuellement par la suite, de toute mesure qu'ils prennent pour le suivi de la présente recommandation. Ils sont également invités à l'informer des premiers résultats obtenus grâce à l'application de la recommandation et à lui communiquer des exemples de bonnes pratiques.»

Q 62

Question 0673 (19.10.2005) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant la **mise en service d'une ligne H.T. 2 x 225 kVolt allant de la zone industrielle Bettembourg/Dudelange à Bivange/Berchem:**

Conformément aux articles 75 et 76 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de vous informer que je désire poser une séries de questions à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet de la mise en service d'une ligne H.T. 2 x 225 kVolt allant de la zone industrielle nationale Bettembourg/Dudelange à Bivange/Berchem avec la pose en souterrain dans le voisinage immédiat de maisons unifamiliales sises à Bettembourg.

- Pourquoi une procédure en commodo/incommodo est nécessaire pour une ligne H.T. aérienne alors qu'une telle procédure n'est requise pour une ligne H.T. souterraine ayant une puissance de 2 x 225 kVolt posée à une distance de 30 mètres des maisons d'habitation du lieu dit «Am Stréissel» à Bettembourg?
- Qu'en est-il des arrêtés n°1/04/0173 du 7 avril 2005 du Ministre de l'Environnement et n°1/2004/0173/52101/106 du 10 mai 2005 du Ministre du Travail qui stipulent qu'une distance minimale de 30 mètres est à respecter entre habitations et une ligne H.T.?
- Quel est le dispositif de sécurité et de prévention envisagé pour protéger les habitants contre les nuisances des champs électrique et magnétique produits par un courant caractérisé par une faible fréquence et une très forte amplitude, sachant que les experts ne croient pas dans l'efficacité d'une isolation en béton?
- Pouvez-vous m'expliquer pourquoi la publication de la procédure commodo/incommodo ne faisait aucune allusion à une traversée du terrain de la commune de Bettembourg? L'affichage du texte «…Installation et Exploitation d'une sous-station de transformation avec ligne de raccordement H.T., lieu d'exploitation Berchem/Bivange…» manque de transparence à l'égard des habitants de Bettembourg.
- Le concept intégré du développement spatial et des transports (IVL) recommande des corridors définis pour le transfert d'énergie, en l'occurrence le long des grands axes routiers, tels que l'A3 et l'A4. Pourquoi a-t-on renoncé aux tracés proposés n°4 respectivement n°6, alors que la ligne H.T. actuellement autorisée passe par une zone de réserve naturelle?
- Est-ce que vous avez ordonné une étude d'impact des nuisances en matière de radiations sur l'environnement, et cette zone de loisir en particulier?
- Est-ce que les réseaux électriques de la société nationale des CFL ont besoin d'une alimentation énergétique aussi puissante? La ligne est-elle prévue pour alimenter d'autres projets dans la région? Dans l'affirmative, la procédure commodo/incommodo ne serait pas en conformité avec la réglementation afférente.
- Quel est l'impact de nuisance de la partie aérienne de cette ligne H.T. entre Bettembourg et Bivange en matière écologique, notamment sur le corridor de migration de la faune aviaire?

Réponse (28.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) Les établissements qui sont soumis à autorisation préalable en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés sont énumérés dans le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés, dont également les conduites électriques aériennes dont la tension nominale entre phases est supérieure à 1.000 V (art. 143.3.b). Par contre, les conduites électriques souterraines ne sont pas énumérées dans le règlement précité de 1999.

Ad 2) Pour des raisons préventives de protection de l'environnement, le Ministre de l'Environnement a fixé pour la partie de la ligne haute tension soumise à une autorisation préalable (partie aérienne) les conditions (articles IX 5) et IX 6)) suivantes dans l'arrêté 1/04/0173:

«Exigences relatives à la ligne haute tension Bettembourg-Bivange: concernant les risques pouvant résulter de l'exploitation de la ligne aérienne haute tension 2 x 225 kV:

1) Pour des raisons de protection de l'environnement, une distance

minimale de 30 mètres est à observer entre le milieu du tracé des lignes et les habitations ou autres constructions existantes servant au séjour de personnes.

2) Tout nouvel aménagement d'une zone destinée à la construction d'immeubles servant à l'habitation est interdit à une distance inférieure à 30 mètres du milieu du tracé de la ligne haute tension. La présente disposition est intégrée de plein droit dans le plan d'aménagement communal.»

Ad 3) Le point 3 n'est pas de la compétence du Ministère de l'Environnement. Les aspects de sécurité concernent le ministre ayant dans ses attributions le travail.

Ad 4) L'Administration de l'Environnement doit envoyer les dossiers de demande d'autorisation aux fins d'enquête publique aux communes concernées, conformément à l'article 9.2. de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

La publication et l'affichage de la procédure commodo/incommodo et notamment la formulation du texte de publication/affichage incombent aux communes.

Ad 5) Le tracé retenu a justement été choisi en raison de considérations ayant trait à l'intégration paysagère de la ligne de haute tension notamment par le fait qu'elle passe sous la ligne d'horizon formée par la forêt «Beetebuerger Bësch» et permet ainsi une minimisation des incidences de cet ouvrage sur le paysage.

Ad 6) Une étude d'impact des nuisances en matière de radiations sur l'environnement et particulièrement de la «zone de loisirs» n'a pas été ordonnée.

Dans la «zone de loisir» mentionnée par l'honorable Députée, la ligne sera placée en souterrain.

Ad 7) Le dossier soumis pour autorisation au Ministre de l'Environnement comporte comme seul objet le renforcement de l'alimentation en énergie électrique du réseau ferroviaire de la société SNCFL.

Ad 8) La majeure partie du tronçon aérien de la ligne est située à proximité de l'autoroute de Dudelange. Hormis d'incidences limitées sur le paysage, l'étude d'impact a démontré que les effets de la ligne projetée sur la faune et la flore peuvent être qualifiés comme négligeables.

Question 0676 (20.10.2005) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **traitement des dossiers par l'Inspection du Travail et des Mines:**

D'après l'état d'information des soussignés, et sauf erreur, il semblerait que les dossiers transmis à l'ITM dans le cadre de ses attributions ne soient pas traités dans des délais raisonnables, voire certains dossiers n'ont toujours pas été examinés, alors même que leur dépôt remonte parfois à plus d'un an sinon plus.

Il est rappelé dans ce contexte que l'ITM est appelée à intervenir dans des domaines importants et sensibles. À titre d'exemple, figurent notamment parmi les attributions de l'ITM la prévention et l'aplanissement de tous les conflits de travail qui ne sont pas de la compétence de l'Office National de Conciliation, ainsi que le contrôle de l'application des dispositions légales, réglementaires ou administratives, voire conventionnelles qui ont trait aux conditions de travail ou encore à la protection du travailleur.

Le retard pris dans le traitement des dossiers par l'ITM bloque l'issue de certains conflits, voire lèse les intérêts des salariés. Dans ce contexte, les soussignés auraient aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il est au courant de tels retards dans l'évacuation des dossiers par l'ITM? Dans l'affirmative, quelles en sont les causes? Et finalement quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme pour y remédier?

Réponse (8.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les problèmes soulevés par les honorables Députés ne me sont en effet pas inconnus.

Et je viens d'ailleurs de confronter la Direction de l'administration en question aux doléances qui ont été portées à ma connaissance et je lui ai rappelé l'urgence notamment des dossiers qui ont plus particulièrement inspiré la question parlementaire.

De même, j'ai rappelé à la Direction de l'administration en question qu'elle est compétente pour contrôler l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles et qu'elle doit, le cas échéant, en constater le non-respect. En matière de litiges du travail elle est compétente pour tous les dossiers pour lesquels l'Office National de Conciliation n'est pas compétent.

Étant donné que toutes ces mesures ne peuvent constituer qu'un remède à court terme, je continue à insister sur la nécessité absolue de la réforme de l'Inspection du Travail et des Mines qui elle pourra apporter des solutions à long terme.

À cette fin c'est déjà en 2001 que j'ai pris l'initiative d'une réforme dont la première étape consistait à mandater le Bureau International du Travail (BIT) d'un audit de l'administration en question.

Suite à cet audit j'ai entamé une réforme fondamentale du système d'inspection au Luxembourg dont le but est notamment de doter cette administration de règles claires et précises, lui permettant de mieux remplir ses fonctions dans un monde du travail qui est en évolution permanente.

Pour être plus efficace, cette réforme se fait en étroite collaboration avec les partenaires sociaux qui ont d'ailleurs accepté d'y contribuer activement notamment par leur participation à la rédaction des mesures exécutoires de la future loi portant réforme de l'Inspection du Travail et des Mines.

Question 0677 (20.10.2005) de **MM. Ali Kaes**, **Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'emplois au Luxembourg:**

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire d'automne le 15 octobre 2005, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé la création de 8.731 emplois en l'espace d'une année en soulignant que le Luxembourg continuait à être un site économique intéressant pour les entreprises.

Il est vrai que notre politique des coûts salariaux modérés est un atout particulièrement attrayant pour les entreprises. Malheureusement, tout établissement d'entreprise au Grand-Duché ne se traduit pas par une création nette d'emplois qui peuvent profiter aux salariés résidents voire aux frontaliers.

En effet, de nombreux nouveaux emplois sont purement fictifs. La faillite de la société Eclipse Airline qui a fait couler beaucoup d'encre ce printemps en est l'exemple type. Cette société d'aviation civile était établie au Luxembourg, alors même qu'aucun de ses avions n'a jamais atterri sur le sol luxembourgeois et qu'elle employait des pilotes non communautaires pour lesquels aucune demande de permis de travail n'a jamais été déposée auprès des autorités luxembourgeoises compétentes.

Notre politique des coûts salariaux attire également de nombreuses entreprises étrangères notamment allemandes qui s'établissent au Luxembourg avec leurs salariés recrutés à l'étranger.

Dans ce contexte, les soussignés auraient aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans quels secteurs et/ou branches économiques ces nouveaux emplois ont-ils été créés?
- Parmi les 8.731 emplois créés, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels mais transférés et non créés? En d'autres termes: Quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?

Réponse (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

A. Question relative à la création d'emplois par secteur d'activité

Tel que publié par le Statec dans le Statnews N°51/2005, l'emploi salarié progresse de 3,1% en moyenne au 1er semestre 2005 contre 2,3% au 1er semestre 2004, passant de 279.043 à 287.773 personnes. Ces chiffres proviennent des fichiers mis à la disposition du Statec par l'IGSS.

En ne tenant compte que des variations du nombre d'emplois enregistrées entre deux dates se rapportant à des créations nettes (emplois nouvellement créés - emplois supprimés), le solde se répartit comme suit au 1er semestre 2005:

Répartition par branches des emplois créés au 1er semestre 2005 (en % du total):

Administration publique: 9,1%

Autres: 2,5%

Commerce: 5,7%

Construction: 10,2%

Éducation: 1,4%

Horeca: 3,9%

Immobilier, location et services aux entreprises: 32,2%

Santé et action sociale: 13,1%

Secteur Financier: 10,2%

Services collectifs, sociaux et personnels: 4,1%

Services domestiques: 1,6%

Transports et Communication: 6,0%

Source: IGSS, données corrigées

B. Question relative aux «emplois fictifs»

En l'absence d'une définition précise de la notion d'«emplois fictifs», on pourrait envisager trois catégories de créations d'emplois:

1. Les affiliations fictives voire frauduleuses à la sécurité sociale luxembourgeoise qui peuvent persister malgré les précautions et contrôles réguliers du Centre commun de la sécurité sociale.

De par leur nature, il va de soi que le nombre d'emplois concernés ne peut être chiffré par le Statec.

2. Les «délocalisations» d'entreprises vers le Luxembourg.

Cette deuxième catégorie regroupe toutes les entreprises qui, en raison de la situation avantageuse du Luxembourg en matière de taux de cotisations sociales, viennent s'y installer. Celles-ci sont souvent originaires de la Grande Région et délocalisent leur activité ainsi que l'ensemble de leur personnel vers le Grand-Duché.

D'aucuns estiment que ces dernières viennent gonfler l'emploi national sans création effective d'emplois. Même si elles ne sont pas créatrices d'emplois nouveaux et ne réduisent donc pas le chômage, ces activités ont toutefois une incidence positive sur l'économie (sur le PIB, les recettes fiscales etc.), du moins à court terme.

3. Les affiliations en vertu de dérogations au principe de la «Lex loci laboris»[1] telles que le détachement et les règles particulières aux transports internationaux.

Les secteurs particulièrement concernés par ces dérogations sont les transports routiers, le pavillon maritime, la navigation fluviale, les transports aériens, l'industrie de la viande et le travail intérimaire. Il est difficile pour le Statec de détecter, dans les fichiers mis à sa disposition par l'IGSS, les emplois que l'on pourrait qualifier de virtuels ou fictifs. Ainsi, à titre d'exemple, il faudrait, à l'intérieur de l'industrie de la viande, détecter les entreprises occupant des abatteurs et désosseurs occupant essentiellement des non-résidents qui sont immédiatement détachés dans un autre pays, ou encore au niveau de l'intérim identifier le personnel recruté dans les pays limitrophes immédiatement «prêté» à des entreprises dans ces mêmes pays.

Le Statec ne peut pas filtrer l'emploi salarié jusqu'à ce niveau de détail avec les données à sa disposition, à l'exception du secteur «transports par eau» que l'on peut raisonnablement, vu la situation géographique du pays, considérer quasiment dans son entièreté comme travaillant à l'étranger.

Il s'agit des entreprises enregistrées sous le code NACE 61.1 «Transports maritimes et côtiers» occupant 600 personnes en moyenne sur le premier semestre 2005, et de celles enregistrées sous le code NACE 61.2 «Transports fluviaux» occupant 2.381 salariés en moyenne sur la même période. En comparant ces 2.981 emplois du secteur «Transports par eau» aux 2.491 emplois enregistrés en moyenne au premier semestre 2004, on obtient une création nette d'emploi dans ce secteur de 490 postes. En retirant ces emplois de l'emploi salarié intérieur, l'emploi salarié progresse de 3,0% en moyenne au 1er semestre 2005 au lieu de 3,1%.

Répartition par branches des emplois créés au 1er semestre 2005 - hors transports par eau (en % du total):

Administration publique: 9,3%

Autres: 2,5%

Commerce: 5,8%

Construction: 10,4%

Éducation: 1,4%

Horeca: 4,0%

Santé et action sociale: 17,3%

Secteur Financier: 10,4%

Services collectifs, sociaux et personnels: 4,2%

Services domestiques: 1,7%

Transports et Communications: 0,3%

Source: IGSS, données corrigées

La situation particulière de ces secteurs a été étudiée par le Comité de coordination tripartite dans son rapport «Les emplois virtuels», élaboré par les experts du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale et du Centre commun de la sécurité sociale en date du 19 mars 2003.

Tableau récapitulatif

		Emploi salarié intérieur	Transports par eau	Emploi salarié hors «transports par eau»
Moyenne semestrielle	2004	279.043	2.491	276.552
	2005	287.773	2.981	284.792
Variation annuelle		3,1%		3,0%
Créations d'emplois	2005 (6 mois)	8.730	490	8.240

C. Remarque finale

Avec les ressources humaines et financières nécessaires, il serait possible et utile de détecter les entreprises délocalisées au Luxembourg en faisant une analyse détaillée de toutes celles n'occupant que des frontaliers originaires d'un seul lieu de résidence. Une telle étude devrait être effectuée par l'IGSS et le Statec.

De plus, pour comprendre l'importance du phénomène frontalier, une étude économétrique sur les déterminants de l'embauche des frontaliers versus résidants doit encore être menée (importance du coût salarial relatif, qualifications comparées, etc.). En effet, la création d'emplois et le chômage sont avant tout une résultante économique et pas seulement des grandeurs statistiques. J'ai demandé au Statec de planifier une telle étude.

[1] Le principe «lex loci laboris», i.e. la personne qui exerce une activité professionnelle sur le territoire d'un État membre est soumise à la législation de cet État, constitue la règle générale en matière d'affiliation à la sécurité sociale.

Question 0678 (20.10.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**envoi sous récépissé des lettres de convocation aux élections:**

L'article 68 de la loi électorale stipule que «Les collèges des bourgmestre et échevins envoient sous récépissé, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter. La convocation des électeurs est en outre publiée dans chaque localité de vote».

Selon le commentaire de l'article 68 du projet de loi N°4885 portant réforme de la loi électorale du 31 juillet 1924 «Très souvent l'électeur ne se trouve pas à son domicile pour faire la réception de sa lettre de convocation aux élections. Sachant que le vote est obligatoire au Grand-Duché de Luxembourg, l'électeur doit se présenter au bureau électoral, même sans avoir reçu une lettre de convocation. C'est pourquoi dorénavant la

convocation des électeurs est également affichée dans chaque localité de vote».

L'article 74 de la loi électorale stipule que «À mesure que les électeurs se présentent munis de leur lettre de convocation, le secrétaire pointe leur nom sur le relevé; un assesseur désigné par le président en fait de même sur le second relevé des électeurs du bureau». De plus, d'après l'article 75 «L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- En reprenant l'argument développé dans le commentaire de l'article 68 évoqué ci-dessus, à savoir que bon nombre d'électeurs ne se trouvent pas à leur domicile pour faire la réception de leur lettre de convocation aux élections, ne devrait-on pas abandonner à l'avenir l'envoi sous récépissé des lettres de convocation?
- Ne devrait-on pas généraliser la vérification de l'identité de tout électeur lorsqu'il se présente au bureau de vote, muni ou non de sa lettre de convocation?

Réponse (30.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En tenant compte des remarques et observations qui ont été portées à ma connaissance par des électeurs concernés, entre autres que des lettres de convocation se trouvaient simplement dans les boîtes aux lettres, je ne peux que constater que les réflexions de Madame la Députée sont pertinentes. Voilà pourquoi, à l'occasion d'une prochaine modification de la loi électorale, une amélioration du système actuel est de mise. Il va sans dire que la modification à faire devra garantir que chaque électeur soit au courant aussi bien de la date que du déroulement précis des élections. J'estime que l'envoi des lettres de convocation devrait continuer à se faire, même sans récépissé, étant donné que le domicile est le lieu où l'électeur est censé se rendre régulièrement. À côté de cette lettre de convocation individuelle, une convocation des électeurs par l'intermédiaire d'annonces dans les différents médias serait également imaginable. La lettre de convocation ne sera en aucun cas superflue: elle fournit des précisions relatives à l'adresse et le cas échéant, au numéro du bureau de vote auquel l'électeur est tenu de se rendre le jour des élections.

En ce qui concerne le deuxième point invoqué par Madame la Députée, je suis d'avis que le contrôle d'identité systématique devient de plus en plus important de nos jours. L'identité d'une personne est actuellement vérifiée au moment de l'inscription sur les listes électorales; lors des opérations électorales la seule lettre de convocation vaut identification. Ce n'est que pour le cas où un électeur n'aurait pas reçu de lettre de convocation que la loi prévoit la possibilité de vérifier l'identité d'une personne à l'aide d'un document d'identité. Au cas où le législateur abolirait l'envoi sous récépissé, la vérification obligatoire de l'identité de tout électeur qui se présente dans un bureau de vote, muni ou non de sa lettre de convocation, devrait nécessairement être généralisée.

Question 0691 (26.10.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises:**

Dans une interview accordée à RTL-Télé Lëtzebuerg en date du 25 octobre 2005 à la suite de son voyage de prospection aux États-Unis d'Amérique, Monsieur le Ministre a affirmé qu'il avait eu du mal à donner des réponses satisfaisantes à ces interlocuteurs notamment quand ces derniers lui demandaient des indications sur la durée des procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises au Luxembourg.

Monsieur le Ministre a également laissé sous-entendre qu'une coordination adéquate entre les différentes administrations impliquées dans ces procédures d'autorisation était défaillante.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels ministères ou administrations peinent à faire avancer les procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises?
- Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations plus précises sur la nature des problèmes qui sont à l'origine de cette coordination défaillante entre les différentes administrations impliquées dans les procédures d'autorisation?

  Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer comment lui-même respectivement le Gouvernement entend remédier à cette situation?

Réponse (12.12.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Par la présente et à la demande de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, j'ai l'honneur de vous informer que la réponse à la question parlementaire N°0691 du 26 octobre 2005 de Monsieur le Député Claude Meisch, concernant les procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises, a été donnée oralement lors de la 8e séance publique de la Chambre des Députés en date du 16 novembre 2005 *(cf. compte rendu N°3/2005-2006 - pages 73 et 74.)*

Question 0696 (27.10.2005) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises:**

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à accorder «une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME. Il créera la fonction d'un «commissaire à la simplification administrative» qui évaluera les frais générés par les formalités administratives et qui s'occupera à réduire d'une façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME.

Dans ce contexte la durée de la procédure visant à obtenir une autorisation d'établissement sera réduite.

Le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des administrations et des ministères sera renforcé.

La formule du guichet unique sera davantage mise en place. Ceci pour centraliser et regrouper en un seul lieu les différentes procédures administratives et de permettre aux entreprises de trouver un seul interlocuteur et d'éviter le passage par plusieurs administrations.

Afin d'éviter des déclarations multiples, l'entraide administrative visant à réduire le nombre de formulaires à remplir par les entreprises sera intensifiée.»

Lors d'un échange de vues avec les membres de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi que de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports organisé le 22 février 2005 a été présenté le «Comité national pour le simplification administrative en faveur des entreprises». Les documents de présentation évoquaient une démarche à suivre ainsi qu'un calendrier des réunions du «Comité» prévues pour les mois de mars à juillet 2005.

En effet, tant les entreprises établies au Luxembourg désirant diversifier et élargir leurs activités, tant les PME et les jeunes créateurs d'entreprises que les simples citoyens se heurtent souvent aux contraintes et démarches administratives lourdes imposées par le fonctionnement et l'organisation des administrations publiques.

Suite à la nécessité de modernisation évoquée par le Premier Ministre lors de sa déclaration de politique générale, suite également au discours du Ministre du Trésor et du Budget quant à une participation financière renforcée des citoyens aux coûts réels des services prestés par les administrations publiques - annonces soulignant à nouveau la nécessité de la réforme et de la simplification administrative - j'aimerais savoir:

- Si le calendrier des réunions du «Comité national pour le simplification administrative en faveur des entreprises» a été respecté?
- Quelles sont les conclusions qui ont été tirées suite à ces réunions? Le «Comité» a-t-il élaboré un plan d'action, une stratégie permettant d'atteindre le but projeté, à savoir la simplification administrative?
- Est-il prévu d'associer tous les acteurs économiques et sociaux à la mise en œuvre de la simplification administrative - les Chambres professionnelles des salariés du secteur privé et les syndicats représentatifs sur le plan national étant actuellement exclus du «Comité national pour le simplification administrative en faveur des entreprises»?

Réponse (30.11.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Tout d'abord, il convient de rappeler que les Ministres des Classes moyennes, de l'Économie et du Commerce extérieur ont mis en place le 16 décembre 2004 le «Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises» (CNSAE).

Dans le cadre du plan national pour l'innovation et le plein emploi, quatre axes en matière de simplification administrative en faveur des entreprises ont été retenues, axes complémentaires aux travaux actuellement déjà engagés par le CNSAE.

Ces axes sont:

- le développement des études d'impact;
- l'analyse des procédures administratives;
- la codification des textes législatifs;
- l'optimisation de l'échange d'informations entre les administrations et les entreprises.

Dans le cadre des travaux actuellement en cours, une collaboration étroite entre le CNSAE et le «Comité de Coordination pour la Modernisation de l'État» (CCME) a été engagée. Il est rappelé à ce sujet que le CCME a été mis en place le 12 novembre 2004 par une décision du Gouvernement en conseil et que ses missions s'articulent principalement autour des deux grands chantiers de travail qui sont la gouvernance électronique d'une part et la réforme administrative d'autre part. Il faut ajouter que le Gouvernement a également approuvé le 29 avril 2005 le plan directeur de la gouvernance électronique avec six principaux domaines d'action.

En ce qui concerne les questions spécifiques de Monsieur le Député John Castegnaro, nous pouvons dire que le calendrier des réunions du CNSAE est respecté.

Sur base de ses premiers travaux le Comité a mis en œuvre d'ores et déjà certaines simplifications administratives en faveur des entreprises et est en train de préparer un document regroupant la stratégie, les instruments ainsi qu'un plan d'action afin d'atteindre le but projeté. Dans ce contexte ont été analysées les stratégies mises en oeuvre dans nos pays voisins ainsi que celles en cours de développement au niveau communautaire.

Dans ce même contexte une préconsultation a été effectuée avec tous les acteurs concernés portant sur les travaux législatifs actuellement engagés en matière de protection des données. La pratique de la préconsultation est couramment appliquée à l'étranger dans le cadre de la préparation d'une nouvelle réglementation.

En ce qui concerne la composition du CNSAE, aucun changement n'est prévu.

En vue de l'élaboration du plan d'action, il y a lieu de préciser que celle-ci se déroulera, comme convenu lors de notre entrevue en date du 22 février 2005, en étroite collaboration avec la Chambre des Députés.

Question 0701 (27.10.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **livre vert sur la santé mentale en Europe de la Commission européenne:**

Dans son «livre vert sur la santé mentale en Europe» la Commission européenne fait état d'une augmentation alarmante des troubles mentaux. Selon les chiffres cités, la dépression touche chaque année 4,5% de la population totale de l'Union européenne.

Les experts s'attendent même à ce qu'elle devienne, d'ici l'an 2020, la deuxième cause d'invalidité dans les pays développés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il existe des chiffres fiables et actualisés concernant l'incidence des pathologies ou troubles dépressifs au Luxembourg? Quelle est l'évolution de ce taux au cours des dernières années?
- Quelle est la quantité de médicaments antidépresseurs prescrits au Luxembourg?
- Existe-t-il des données quant à l'évolution de ces chiffres au cours des dernières années?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que la prescription et l'usage de ce type de médicament sont excessifs? Ne serait-il pas opportun de promouvoir des traitements alternatifs?
- Monsieur le Ministre prévoit-il des programmes d'action préventive ou des campagnes d'information visant à prévenir les troubles dépressifs et la prescription et l'usage excessifs de médicaments antidépresseurs?

Réponse (30.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Il n'est pas aisé d'estimer la prévalence de la dépression dans la population luxembourgeoise.

D'un côté le concept même de «dépression» ou « troubles dépressifs» est difficile à cerner et à définir. Interviennent notamment des facteurs tels que la chronicité des symptômes dépressifs, la durée des épisodes, ou encore le caractère invalidant de l'affection. D'un autre côté il s'agit bien évidemment d'une affection non soumise à déclaration obligatoire.

Une enquête DEPRES (Depression Research in European Society) effectuée au niveau de six pays européens, dont le Luxembourg ne faisait pas partie, a montré que la prévalence sur six mois de la dépression considérée comme majeure se situait entre 3,8 et 9,9% de la population adulte des différents pays considérés.

Pour le Luxembourg, les seules données chiffrables sont celles des «diagnostics de sortie hospitalière» et celles relatives à la prescription d'antidépresseurs.

Le diagnostic de sortie hospitalière est l'identification de la pathologie, faite à la sortie de l'hôpital du patient, reconnue comme ayant été à l'origine de l'hospitalisation. Les troubles dépressifs ont été à l'origine de 1.580 admissions en 2003 et de 1.671 admissions en 2004.

Cependant une seule et même personne peut avoir été admise plusieurs fois en cours d'année, de sorte que ces chiffres ne permettent pas d'affirmer qu'il y ait eu autant de personnes qui aient été soignées stationnairement pour troubles dépressifs. Les journées de traitement ont augmenté de 24.971 à 28.258 pendant la même période.

D'après les données de l'UCM, environ 8% de la population générale ont fait l'objet d'au moins une prescription d'un médicament antidépresseur pendant l'année 2003. Pour 1996 ce chiffre n'était que de 6,14%. Dans ces chiffres (ceux de 2003), les femmes sont nettement surreprésentées avec 10,8%, contre 5,15% pour les hommes.

D'après les données fournies par l'UCM la consommation des médicaments antidépresseurs (code ATC N06A) a été en augmentation constante de 1999 à 2004, suivant le tableau ci-après:

Exercice	Emballages	Montant €
1999	170.524	4.384.142
2000	175.447	4.846.555
2001	197.883	5.634.492
2002	218.910	6.366.215
2003	235.822	7.000.603
2004	247.549	7.515.251

Toute évaluation du niveau de consommation à partir d'une comparaison avec celui constaté dans d'autres pays doit être faite avec les réserves d'usage concernant de telles comparaisons internationales, en raison notamment de règles éventuellement divergentes en matière de prise en charge de ces médicaments par l'assurance-maladie. Sous cette réserve donc la consommation au Luxembourg est nettement inférieure à celle constatée dans les pays nordiques. Elle se situe également en dessous de celle observée en Belgique, mais dépasse de peu celle enregistrée aux Pays-Bas.

Dans le cadre du groupe de travail «Réforme de la psychiatrie» que j'ai mis en place il est prévu de charger un sous-groupe plus spécialement du problème des dépressions et des suicides et de l'abus médicamenteux y relié.

La prévention de la dépression est nécessaire, vu l'importance des impacts sanitaires et socio-économiques de cette maladie.

Il faut donc prévoir des interventions de prévention primaire, à commencer par fournir une meilleure information sur cette maladie.

Par ailleurs je compte lancer, en collaboration avec les Services de la Sécurité sociale, une campagne appelant au bon usage des médicaments psychotropes.

Question 0703 (28.10.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **appareils de mesurage du volume sonore:**

Lors d'interventions des forces de l'ordre suite à des plaintes concernant des nuisances sonores, il me revient que les agents de police ne disposeraient pas d'appareils de mesurage du volume sonore.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité publique intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la Police grand-ducale dispose du matériel adéquat afin de procéder au mesurage du volume sonore? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre d'appareils de mesurage dont dispose la Police grand-ducale et quelle en est l'affectation régionale?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de doter les forces de l'ordre du matériel en question?

Réponse (8.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Afin de pouvoir intervenir dans le cadre de nuisances sonores, la Police grand-ducale dispose depuis 2001 d'un sonomètre. Cet équipement se trouve à la disposition de la Direction régionale de Luxembourg.

En août 2005, la Police grand-ducale a procédé à l'acquisition de trois équipements supplémentaires de ce genre, qui seront mis à la disposition des Directions régionales de Diekirch, Esch-sur-Alzette et Grevenmacher.

Actuellement ces équipements font l'objet d'essais techniques. Ils seront mis à la disposition des services concernés en janvier 2006 à la fin d'une formation adéquate des utilisateurs.

Question 0704 (28.10.2005) de **MM. Ali Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **remise en état du CR324 de Hosingen vers Wilwerwiltz:**

Le CR324 de Hosingen vers Wilwerwiltz via les localités de Bockholtz et Pintsch se trouve dans un état vétuste. Or, il s'avère que cette route est de plus en plus empruntée par les automobilistes du Nord ainsi que les poids lourds se rendant à la station de contrôle technique se trouvant à Wilwerwiltz. Lors des négociations de fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz, les deux collèges échevinaux ont défini la remise en état de ce tracé comme un projet prioritaire. Le détail du projet a été élucidé lors d'une entrevue en date du 22 janvier 2004 avec le Ministre de l'Intérieur. Depuis lors le projet ne semble plus avancer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

1. Quel est l'état d'avancement de ce projet de voirie de l'État?
2. Quelle est la date probable du commencement des travaux?
3. Quelle est la durée estimée des travaux?

Réponse (30.11.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés je puis fournir les précisions suivantes:

Le 2 août de cette année, un bureau d'études a été chargé de l'élaboration des études pour le redressement du CR324 entre Pintsch et Bockholtz sur base d'une étude de faisabilité élaborée par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Le projet comporte trois volets, à savoir:

1. reconstruction du pont à la sortie de Pintsch,

2. redressement de plusieurs virages entre Pintsch et Bockholtz,

3. contournement de la localité de Bockholtz.

Le bureau d'études élaborera dans une première phase un avant-projet sommaire avec plusieurs variantes pour le contournement de la localité de Bockholtz.

Sur base de cet avant-projet sommaire, l'avant-projet détaillé et le projet d'exécution pourront être élaborés pour les volets 1. et 2. et l'exécution des travaux pourra être envisagée pendant l'exercice 2008 pour autant que les autorisations et emprises requises soient disponibles.

En ce qui concerne le contournement de la localité de Bockholtz, les variantes devront être soumises à l'appréciation du groupe interministériel «évaluation des projets d'infrastructures de transport» qui se prononcera sur la procédure à suivre.

Question 0705 (28.10.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social:**

Dans une note adressée par le «Syndicat National du Logement Social» aux membres de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'aux membres de la Commission des Pétitions, le SNLS fait remarquer que les bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social peuvent également bénéficier d'une allocation de loyer.

Or, en 1993 déjà feu l'honorable Député Willy Bourg avait noté dans le commentaire de l'article unique de sa proposition de loi N°3759 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement que «les personnes touchant le revenu minimum garanti bénéficient d'une allocation de loyer, même si elles occupent un logement social. Dès lors il est proposé d'ajouter dans le cadre de la modification de la loi du 26 juillet 1986 sur le revenu minimal garanti une disposition interdisant l'octroi d'une allocation de loyer aux personnes qui sont locataires d'un logement social».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement prévoit de revoir les dispositions concernant l'octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social.

Réponse (30.11.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La question ayant trait aux bénéficiaires du RMG m'a été communiquée pour compétence.

Étant donné que l'honorable Députée se réfère à une proposition de loi N°3759, introduite en 1993 par feu l'honorable Député Willy Bourg, un aperçu historique succinct s'impose:

La loi originale du 26 juillet 1986 portant création d'un revenu minimum garanti ne prévoyait pas d'allocation de loyer pour les bénéficiaires du complément.

Celle-ci fut introduite par la loi du 16 juin 1989. «Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, un montant forfaitaire de mille francs au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au premier janvier 1948 peut être déduit du montant des revenus» (article 6(2) dernier alinéa de la loi entre-temps abrogée).

La loi du 26 février 1993 modifiait cette disposition de la façon ci-après:

«Si la personne ou la communauté domestique bénéficiaire d'un revenu minimum garanti doit s'acquitter à l'égard d'un tiers d'un loyer pour le logement occupé, elle a droit à une compensation à charge de loyer égale à la différence entre un loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent du revenu minimum garanti auquel cette personne ou cette communauté peut prétendre en vertu de l'article 3, sans que le montant versé à titre de compensation ne puisse dépasser la somme de cinq mille francs.

Cette compensation de loyer est exempte d'impôts et de cotisations sociales.» (article 3 bis de la loi entre-temps abrogée).

Il est vrai que la proposition de loi N°3759 du 7 juin 1993 précitée prévoit au dernier alinéa du commentaire de l'article unique la proposition «d'ajouter dans le cadre de la modification de la loi sur le revenu minimum garanti une disposition interdisant l'octroi d'une allocation de loyer aux personnes locataires d'un logement social».

Cette proposition, incluse dans un commentaire, est restée sans effet.

La loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, abrogeant la loi originale du 26 juillet 1986, a maintenu cette compensation à charge de loyer, tout en modifiant le texte qui a pris le libellé suivant:

«Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, la limite du revenu minimum mensuel à laquelle cette communauté peut prétendre est majorée de la différence entre le loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent de la limite du revenu minimum déterminée selon les dispositions (1) à (3) du présent article, sans que cette majoration puisse dépasser le montant de cent vingt-trois euros quatre-vingt-quatorze cents.»

Ce texte, qui est toujours en vigueur, tout comme les autres textes entre-temps abrogés, n'ont jamais introduit une compensation pour frais de loyer dépendant du type de logement occupé. La disposition actuellement en vigueur se réfère également au montant du loyer à payer et à la composition du ménage.

À titre d'exemple, considérons un ménage de deux adultes et deux enfants. Suivant la loi, le RMG auquel il a droit s'élève à 1.606,41 €. Si ce ménage a un loyer de 160 €, il n'a pas encore droit à un majoration pour frais de loyer, étant donné que le montant est inférieur à 10% du RMG dû. Avec un loyer de 250 €, il a droit à une majoration du RMG revenant à 69,87 €, alors qu'à partir d'un loyer de 305 €, il touche le maximum possible correspondant à 123,94 € par mois.

Quant à la question de l'honorable Députée s'il est prévu «de revoir les dispositions concernant l'octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social», je ne vois pour l'instant aucune nécessité de modifier cette disposition qui a fait ses preuves et qui constitue pour les bénéficiaires du RMG, qui vivent en bas de l'échelle des revenus, une aide non négligeable eu égard aux montants souvent très élevés des loyers exigés sur le marché du logement.

Question 0707 (28.10.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**adaptation du système scolaire aux exigences du marché de l'emploi:**

D'après les résultats d'une étude récemment publiée par la société Deloitte, 77% des entreprises luxembourgeoises ont déclaré qu'elles s'attendent pour les années prochaines à des difficultés concernant le recrutement de main-d'œuvre, voire à un manque de main-d'œuvre qualifiée sur le marché d'emploi luxembourgeois. Plus que 50% des entreprises ont fait savoir que ce problème aurait des répercussions sur leur capacité de production et d'innovation.

- Madame le Ministre a-t-elle connaissance des résultats de l'étude mentionnée ci-dessus?

D'après les résultats de l'étude susmentionnée, bon nombre d'entreprises (38%) déplorent des connaissances inadéquates auprès des personnes recrutées. Dans sa déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement, Monsieur le Premier Ministre avait fait savoir qu'une des priorités du Gouvernement consisterait à essayer d'éviter l'échec scolaire.

- Madame le Ministre n'est-elle pas d'avis qu'à la lumière des résultats de cette étude, il fallait prioritairement essayer de mieux adapter à travers le système scolaire les élèves ayant terminé leur formation aux exigences du marché d'emploi et aux besoins de l'économie?

Seulement 45% des entreprises situées au Luxembourg se déclarent prêtes à engager des personnes sans expérience professionnelle pour l'année prochaine, tandis que deux tiers des entreprises envisagent d'engager des personnes expérimentées.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame le Ministre:

- Quand est-ce que le projet de loi visant à réformer la formation professionnelle, annoncé par le Premier Ministre lors de la déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement, sera déposé à la Chambre des Députés?
- Quelles sont les mesures prévues concernant le domaine de la formation continue dans le projet de loi en question?

Réponse (9.12.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai pris connaissance de l'étude à laquelle se réfère le Député et elle a trouvé toute mon attention. Je dois cependant souligner que seulement 56 entreprises de notre pays ont été interrogées dans le cadre de l'étude «Survey on Talent Management 2005».

Je ne vois pas d'opposition entre l'objectif d'éviter l'échec scolaire et

celui de préparer les jeunes aux exigences du marché du travail. La mission de l'école est précisément de former et de qualifier au plus haut niveau chaque jeune en fonction de ses capacités afin de lui permettre de vivre pleinement sa vie de citoyen, ce qui implique qu'il s'insère dans le marché du travail.

La plupart des formations professionnelles ont fait l'objet d'une mise à jour régulière en collaboration avec les représentants du monde économique. Par ailleurs, il est prévu de renforcer l'information des jeunes sur la vie professionnelle, notamment en collaboration étroite avec le Service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi dans le cadre du projet de la loi réorganisant le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS).

En ce qui concerne le projet de réforme de la formation professionnelle, j'informe l'honorable Député que le projet de loi sera soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement au cours du premier trimestre 2006.

Sans entrer dans le détail, j'indique que le chapitre relatif à la formation professionnelle continue concerne la finalité, les groupes cibles, la responsabilité de l'apprenant adulte, l'information et l'orientation, l'élaboration du parcours individuel de formation, les offreurs de formation ainsi que l'évaluation de la qualité des formations.

Question 0712 (3.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **actions d'Erasmus:**

Erasmus est une action intégrée du programme communautaire Socrates II dédiée à l'enseignement supérieur. Ce programme, au service de l'éducation, est mis en oeuvre pour une période de sept ans, du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2006, et son budget total s'élève à 1,85 milliard d'euros.

Le but d'Erasmus est d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de renforcer sa dimension européenne. Pour ce faire, Erasmus encourage la coopération transnationale entre les universités, donne une forte impulsion à la mobilité européenne des étudiants et des enseignants et contribue à améliorer la transparence et la reconnaissance des diplômes et des études au sein de la Communauté.

Erasmus comprend trois sous-actions étroitement liées qui sont la coopération interuniversitaire européenne, la mobilité des étudiants et des professeurs d'université ainsi que les réseaux thématiques.

À l'heure actuelle, 2.199 établissements d'enseignement supérieur de 31 pays (25 États membres de l'UE, Islande, Liechtenstein, Norvège, Bulgarie, Roumanie et Turquie) participent à Erasmus. Depuis la création d'Erasmus en 1987, plus de 1,2 million d'étudiants ont accompli une période d'études à l'étranger grâce à cette action.

Au Grand-Duché, la principale activité liée à Erasmus constitue la mobilité étudiante. Par ce biais les étudiants ont la possibilité d'étudier, pendant une période de trois à douze mois, dans un autre pays participant. Ainsi le tableau de statistiques démontrant la mobilité des étudiants Erasmus par pays d'origine, établi par la Commission européenne (en juin 2005), indique qu'au Luxembourg, Erasmus a été utilisé en 2003/2004 par 138 étudiants. La mobilité enseignante par contre semble très faible au Luxembourg.

Avec la création de l'Université du Luxembourg (UdL), la mobilité étudiante et enseignante se présente sous un angle différent. En effet la loi sur l'UdL impose dans son article 6 une mobilité aux étudiants en premier cycle de l'Université («Bachelor»). Il est par conséquent indispensable de pouvoir proposer aux étudiants qui suivent les formations de «Bachelor» à l'UdL des universités partenaires où cette mobilité peut s'opérer. Cela signifie en pratique qu'il s'impose d'identifier des universités partenaires, de définir avec elles le contenu des formations (intitulés des cours, horaires, etc.), de délivrer si possible deux diplômes de l'UdL et de l'université partenaire ainsi que de mettre en place des conventions entre l'UdL et ces universités partenaires qui définissent les modalités et les termes de ces relations.

Il s'impose de promouvoir davantage les actions d'Erasmus au Luxembourg aussi bien dans le cadre traditionnel, c'est-à-dire au cas où les Luxembourgeois étudient à l'étranger que dans le cadre de l'UdL. En effet l'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans la formation de ressources humaines de haut niveau, dans la diffusion des découvertes et des connaissances ainsi que dans l'éducation des générations futures en tant que citoyens européens. Ceci est d'autant plus important que le volet d'éducation constitue un pilier essentiel de la stratégie de Lisbonne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien d'étudiants luxembourgeois ont participé au programme Erasmus pendant l'année 2004-2005?
- La mobilité étudiante, qui a été retenue dans la loi sur l'UdL, s'effectue-t-elle dans le cadre d'Erasmus ou bien dans le cadre d'autres programmes d'échanges interuniversitaires conclus entre l'UdL et d'autres universités européennes? Dans l'affirmative, de quelle manière ces échanges sont-ils financés?
- Disposant dorénavant d'une université au Luxembourg, de quelle manière le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, entend-il promouvoir davantage les différentes actions du programme Erasmus qui sont la coopération interuniversitaire européenne, la mobilité des étudiants et des professeurs d'université ainsi que les réseaux thématiques?

Réponse (5.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Au titre de l'année académique 2004/2005, 119 étudiants luxembourgeois ou résidents luxembourgeois ont participé au programme Erasmus et ont obtenu une bourse de l'Agence Erasmus du Luxembourg. Au nombre de ces étudiants figuraient 39 étudiants de l'Université du Luxembourg.

La mobilité étudiante dans le cadre des études menant au grade de bachelor de l'Université du Luxembourg peut avoir lieu dans le cadre d'un échange Erasmus, mais elle peut tout aussi bien avoir lieu dans le cadre d'un accord bi- ou multilatéral entre l'Université du Luxembourg et une ou plusieurs universités étrangères. Dans ce dernier cas de figure, il convient de souligner que le système de l'aide financière pour études supérieures de l'État luxembourgeois tient compte de la différence entre les coûts occasionnés, respectivement par des études au Luxembourg ou des études à l'étranger. Pour les études à l'étranger, il y a une majoration de l'aide financière; un étudiant inscrit à l'Université du Luxembourg et en mobilité dans une institution étrangère bénéficiera donc de cette majoration.

Le programme Socrates II touchant à sa fin en décembre 2006, il n'y a pas lieu de prévoir des mesures supplémentaires de promotion. Dès la prise de décision interinstitutionnelle sur le programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, une information adéquate sera organisée de concert avec l'Université.

Question 0714 (3.11.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **marché européen de l'électricité:**

Les hausses des prix aux bourses de l'électricité - notamment en Allemagne et en France - sont difficilement explicables. Les explications fournies par les multinationales de l'électricité elles-mêmes sont d'ailleurs peu crédibles. D'après elles, l'augmentation serait fondée d'une part sur l'introduction des certificats d'émissions de CO_2 (bien que les producteurs d'électricité à base notamment de charbon aient droit à des allocations gratuites pour la période 2005-2008). D'autre part, les prix élevés seraient également une conséquence directe de la hausse des prix du gaz (alors que moins de 10% de la production d'électricité en Allemagne, et encore moins en France, sont basés sur des productions à partir de gaz).

Apparemment, ce sujet sera abordé lors du prochain Conseil des Ministres européens de l'Énergie et les représentants des États membres doivent fournir une position écrite en amont du conseil. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à l'évolution des prix de l'électricité aux bourses européennes?
- Est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas que les récentes augmentations de prix démontrent que le principe de libre concurrence ne fonctionne pas sur le marché européen de l'électricité, marché dominé par quelques grandes multinationales, et qu'il faudrait donc mettre en oeuvre des mesures contraignantes pour diminuer leur position dominante?

Réponse (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Étant donné que notre pays dépend largement de l'étranger pour la production d'électricité, en l'absence de ressources primaires propres, les fournisseurs actifs sur le marché luxembourgeois sont contraints d'importer la majeure partie de leurs besoins énergétiques sur les marchés de gros de l'électricité en Europe, dont les principaux acteurs sont les producteurs, les traders et les bourses d'électricité. Notre pays ne peut que constater les arguments fournis par les analystes au sujet de l'évolution des prix. Dans un marché européen de l'électricité libéralisé, la formation de prix résulte des principes fondamentaux de l'offre et de la demande.

Toutefois, la mise en place d'un marché libéralisé pour l'énergie n'étant pas encore achevée, la transparence n'est pas parfaite. Il semble évident que les effets bénéfiques d'une libéralisation ne puissent se montrer avant que celle-ci soit entièrement réalisée.

Néanmoins et en tant que Ministre d'un pays importateur d'énergie, j'estime que les mouvements de concentration, menant à des oligopoles puissants, surtout dans la production d'électricité et de gaz naturel, vont à l'encontre des objectifs de transparence et de libre concurrence sur le marché européen de l'énergie.

Question 0715 (3.11.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**augmentation du prix de l'électricité:**

Le prix de l'électricité facturé aux consommateurs se compose de différents éléments. Ainsi, les frais «utilisation du réseau» représentent plus de la moitié des coûts et la partie «achat de l'électricité» représente entre 30 et 35% des frais facturés aux clients ménagers. L'étude du Député européen Claude Turmes sur la libéralisation du marché de l'énergie au Luxembourg indique néanmoins que les prix facturés pour l'utilisation du réseau sont nettement plus élevés dans le réseau Cegedel que dans les réseaux des pays voisins. Pour justifier une augmentation du prix total de 7 à 8% (alors qu'une diminution sur la partie du prix facturé pour le réseau me semble raisonnable), il faudrait que les prix facturés à l'entreprise Cegedel par les fournisseurs grossistes aient augmenté de plus de 40%. Or, d'après les informations fournies par Cegedel, l'entreprise achète une bonne partie de son électricité dans le cadre d'un contrat à long terme avec TWINerg et à des niveaux de prix bien inférieurs à ceux des bourses européennes de l'électricité.

- Monsieur le Ministre envisage-t-il dès lors une diminution des prix facturés aux clients ménagers pour la partie «utilisation du réseau» pour 2006?
- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette augmentation apparemment très forte sur la partie «prix d'achat» de la fourniture, alors que Cegedel achète une bonne partie de son électricité à un prix fixe auprès de TWINerg?

Réponse (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les prix de l'énergie électrique pour les consommateurs finals se composent des éléments suivants: frais d'utilisation du (des) réseau(x) de transport et de distribution concerné(s), frais de comptage, coût de l'énergie électrique proprement dite ainsi que la taxe sur l'électricité, le taux de contribution au fonds de compensation et la TVA.

En ce qui concerne la tarification de l'énergie électrique pour les consommateurs ménagers luxembourgeois, il y a lieu de constater que:

- Cegedel est un parmi neuf distributeurs/fournisseurs desservant des clients ménagers. En effet, les distributions communales de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette, d'Echternach, de Steinfort, d'Ettelbruck, de Diekirch et de Vianden ainsi que la distribution privée de Mersch adoptent leurs propres tarifications au niveau local, en fonction de leurs coûts respectifs.

- La tarification de Cegedel pour les consommateurs ménagers est fixée dans l'accord tarifaire du 30 juin 2004 entre le Gouvernement et Cegedel, tel que modifié par la suite par avenants du 10 décembre 2004 et du 30 juin 2005. Par cet accord, il est convenu que les tarifs de vente basse tension varient en fonction de l'indice économique électrique basse tension E_B, reflétant l'évolution du coût d'utilisation du réseau de Cegedel et du coût d'achat d'énergie électrique sur les marchés de gros.

- En vertu de l'accord précité, l'indice économique électrique E_B à appliquer en 2006 aux consommateurs raccordés au réseau de distribution basse tension de Cegedel (dont notamment les ménages) augmentera de 6,7% par rapport à 2005. Cette hausse résulte, d'une part, d'une quasi-stagnation du tarif d'utilisation du réseau basse tension (+0,9%) et, d'autre part, d'une croissance moyenne de 15,5% des coûts de l'énergie électrique sur les marchés de gros pour 2006.

La stabilité relative des tarifs d'utilisation du réseau reflète la situation des coûts effectifs que le gestionnaire de réseau Cegedel Net a dû soumettre au régulateur ILR.

En ce qui concerne plus particulièrement la hausse importante du coût de l'énergie électrique, force est de constater que les marchés de gros de l'électricité ont connu une envolée des prix depuis le début de l'année. Ainsi, les prix quotidiens «forward base» (pour une fourniture en continu) et «peak» (pour une fourniture en heures pleines) relatifs à l'année de consommation 2006 ont progressé de 40,6% et 39,5% respectivement, entre le 1er janvier 2005 et le 23 novembre 2005. Toutefois, grâce à une répartition des achats d'électricité sur une période de dix mois, l'accroissement a pu être atténué.

Il est rappelé que la majeure partie de la demande d'électricité dans le réseau de Cegedel et des distributeurs locaux est achetée auprès de fournisseurs ou producteurs étrangers. Quelque 25% des besoins proviennent d'une tranche de 100 MW de la centrale Turbine-Gaz-Vapeur (TGV) de TWINerg à Esch-sur-Alzette. S'il s'agit de contrats bilatéraux entre le producteur et ses clients, il est remarqué que les prix de l'électricité de cette centrale varient aussi en fonction du prix des combustibles et ont connu également des hausses sensibles.

Question 0716 (3.11.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **prix de l'électricité:**

La Cegedel vient d'annoncer que les prix d'électricité pour les clients de la catégorie «ménages» vont augmenter de 7 à 8% en 2006. Sachant que l'État est l'actionnaire principal de Cegedel et qu'il est représenté dans le conseil d'administration de l'entreprise, j'aimerais poser la question suivante:

- Quelle était la position des représentants de l'État lors de la délibération du conseil d'administration de la Cegedel sur la question de l'augmentation des prix de l'électricité facturés aux clients de la catégorie «ménages»?

Réponse (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le mécanisme d'adaptation des tarifs de vente d'électricité pour les clients ménagers de Cegedel étant fixé dans l'accord tarifaire du 30 juin 2004 entre le Gouvernement et Cegedel, tel que modifié par la suite par avenants du 10 décembre 2004 et du 30 juin 2005, le sujet de la variation des prix de l'électricité n'a pas fait l'objet de délibérations au sein du conseil d'administration de Cegedel. En conséquence, la question soulevée par l'honorable Député ne s'est pas posée.

À toutes fins utiles, je tiens néanmoins à informer l'honorable Député du fait qu'en vertu de l'accord précité, l'augmentation de l'indice économique électrique à appliquer en 2006 aux consommateurs raccordés au réseau de distribution basse tension de Cegedel se limitera à +6,7% et non pas à 7-8%.

Cette hausse résulte, d'une part, d'une quasi-stagnation du tarif d'utilisation du réseau basse tension (+0,9%) et, d'autre part, d'une croissance moyenne de 15,5% des coûts de l'énergie électrique sur les marchés de gros pour 2006.

Question 0720 (7.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **construction d'une nouvelle gare à Cessange:**

À partir de juin 2006, le TGV Est-européen va desservir la gare de Luxembourg et remplacer les trains express entre Luxembourg et Paris. Afin de mieux répondre dans l'avenir aux exigences et attentes des passagers, il a été décidé de rénover et de moderniser la gare de Luxembourg dont les travaux devraient être achevés au courant de l'année 2009.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le TGV va circuler au sein du Luxembourg sur le réseau ferroviaire en place ou s'il peut recourir à moyen terme à une nouvelle voie à construire, spécialement adaptée aux exigences de ce dernier?

À part les travaux susdits, il me revient par voie de presse qu'il serait également prévu de construire une gare supplémentaire à Cessange destinée à accueillir les trains de l'Eurocap-Rail reliant Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Peut-il me confirmer le projet de construction susmentionné?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui justifieraient une telle décision, étant donné les restrictions majeures des budgets à venir?
- Quel en serait le coût éventuel?

Réponse (8.12.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 7 novembre 2005, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant à la construction d'une nouvelle gare à Cessange et la circulation du TGV Est-européen.

Le protocole d'accord du TGV Est-européen qui a été signé le 28 janvier 2002 prévoit la réalisation d'aménagements du réseau ferroviaire existant liés au projet, et notamment la modernisation de la ligne ferroviaire existante Metz-Luxembourg sur le territoire français, permettant un relèvement de vitesse:

- de 130 à 140 km/h entre le point kilométrique 190,830 (sortie de Thionville) et le point kilométrique 196,810 et

- de 140 à 150 km/h entre le point kilométrique 196,810 et le point kilométrique 203,756 (frontière franco-luxembourgeoise).

Parallèlement à la mise en œuvre de la première phase du TGV Est-européen, la capacité de la partie française de la ligne Metz-Luxembourg sera renforcée pour améliorer la fluidité du trafic et les conditions de circulation des TGV, en particulier par la réalisation des opérations d'aménagement programmées (aménagements de voie, signalisation, etc.).

La section luxembourgeoise de la ligne ferroviaire existante Metz-Luxembourg sera aménagée pour en améliorer la vitesse, la sécurité et l'exploitation, grâce aux mesures suivantes:

- suppression de passages à niveau;

- augmentation du nombre de cantons;

- extension de la capacité de la ligne Bettembourg-Luxembourg, notamment entre Fentange et Luxembourg, entre les points kilométriques 10,2 (Fentange) et 14,045 (gare de Luxembourg), et

- renouvellement de la voie entre Bettembourg et Luxembourg (entre les points kilométriques 7,0 et 13,9).

La construction de la nouvelle gare périphérique de Cessange aux abords de la capitale est prévue au point de convergence des lignes vers Kleinbettingen et vers Pétange ainsi que de la nouvelle ligne Luxembourg-Esch-sur-Alzette projetée.

Parmi les arguments en faveur du site retenu, le souci de garantir la compatibilité avec les éléments suivants a prévalu:

- distance minimale à l'installation «Park and Ride Bouillon» existante;

- distance minimale vers le Campus Geesseknäppchen (avec option d'un raccordement par passerelle pour piétons);

- connexion du quartier de Cessange, et

- revalorisation substantielle des zones industrielles limitrophes en vue d'un concept urbanistique global.

En même temps que l'offre bus future en relation avec la gare périphérique, la conception exacte des quais de la gare devra faire l'objet d'études architecturales et urbanistiques supplémentaires sur base du concept fonctionnel de la gare d'échange défini.

La gare de Cessange constitue de la façon un point modal entre les différentes lignes ferroviaires orientées vers l'ouest et le sud-ouest en direction de Esch-sur-Alzette, Pétange et Arlon ainsi que vers l'est en direction de la gare centrale de Luxembourg.

À ce stade d'évaluation très sommaire, le coût de réalisation de la gare périphérique est estimé à 79 millions d'euros hors TVA.

Question urgente 0722 (8.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **agitations en France:**

Déi gewalttäteg sozial Onrouen a Frankräich fänken un e chronesche Charakter unzehuelen. Verschidde Regierunge recommandéieren antëschent hire Bierger bei Reesen a Frankräich, déi betraffe Gebidder ze évitéieren.

Duerfir folgend Froen:

1. Huet den Ausseministère vir och fir Lëtzebuerg esou eng Recommandatioun auszeschwätzen?
2. Wat soll een allgemeng bëuechten, wann een dëser Deeg a Frankräich fiert?
3. Wéi eng Stied a Regioune si geféierlech a wéi eng Quartiere vun deene Stied gëllen als besonnesch Brennpunkter?

Réponse (15.11.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Déi europäesch Regierungen, dei hire Bierger eng Recommandatioun gemaach hunn, hu sech dorop limitéiert, fir hinnen ze soe si sollten dei vun Onroue betraffe Quartieren évitéieren, ouni dass si déi Quartieren opgelëscht hätten.

De franséische Ministère de l'Intérieur huet op sengem Internetsite (http://www.interieur.gouv.fr) eng Lëscht vun deenen Zonen opgestallt, wou verschidden Artikele vum Gesetz iwwert den Ausnahmezoustand kënnen applizéiert ginn.

Déi Plazen, wou Lëtzebuerger Touristen normalerweis higinn, sinn, wéi d'Evénementer vun de leschten Deeg weisen, net vun den Onroue betraff. Eng Recommandatioun iwwert déi generell Recommandatioun fir Touristen eraus, déi op alle Länner a Plaze vun der Welt gëllt, dass een net soll op Plaze goen, wou ee wees, datt ee kéint a Gefor sinn, schéngt duerfir wéineg sënnvoll.

Am Allgemenge soll ee sech vu sengem „bon sens" guidéiere loossen a sech duerch lokal Press informéiert halen.

Question 0725 (9.11.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **péage sur le réseau routier luxembourgeois pour les poids lourds:**

Au début de septembre dernier, Monsieur le Ministre des Transports, dans le sillage de la décision des autorités wallonnes d'introduire à partir de 2006 un péage autoroutier généralisé dans leur région, a annoncé son intention de soumettre l'usage des routes luxembourgeoises par les poids lourds à péage (cf. Lëtzebuerger Land du 9 septembre 2005).

Comme la réponse ministérielle à ma question parlementaire consécutive (question parlementaire N°0597 du 13 septembre 2005 *(cf. compte rendu N°2/2005-2006)* n'énonce que des pistes de réflexion susceptibles d'être étudiées plutôt que de confirmer ses projets concrets dont il a fait état vis-à-vis de la presse, je voudrais avoir le cœur net et avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a définitivement abandonné l'idée d'un péage routier sur le réseau routier luxembourgeois pour les poids lourds et éventuellement aussi pour les voitures particulières?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre entend se borner à pérenniser le système actuel de l'Eurovignette?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quels sont les projets pour lutter plus efficacement contre la présence sur le réseau routier luxembourgeois de poids lourds étrangers utilisant des itinéraires dérobés passant par le Grand-Duché pour contourner le paiement de la «Maut» allemande et à l'avenir aussi le péage autoroutier éventuellement projeté par la Wallonie?

Réponse (28.11.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite «avoir le cœur net» concernant ma réponse à sa question parlementaire N°0597 du 13 septembre 2005.

Au risque de me répéter, je tiens à réaffirmer qu'à l'heure actuelle le Gouvernement n'entend pas soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi visant, d'une part, à abolir la loi modifiée du 24 février 1995 relative à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds et, d'autre part, à introduire un péage pour poids lourds.

De même, je peux confirmer à l'honorable Député que le Gouvernement n'envisage pas non plus à soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi concernant l'introduction d'un péage pour voitures particulières.

En effet, depuis l'annonce en septembre 2005 par les autorités wallonnes d'introduire à partir de 2006 un péage autoroutier généralisé dans leur région, le contexte a sensiblement évolué alors que le Gouvernement fédéral belge a laissé entrevoir lors d'une récente rencontre bilatérale que le projet du péage généralisé ne se verrait pas concrétisé à moyen terme. De même, l'accord de coalition du nouveau Gouvernement fédéral d'Allemagne ne prévoit plus l'introduction d'un péage pour voitures particulières.

Le Luxembourg, en tant que pays membre de l'accord «Eurovignette», continue à soumettre l'utilisation des autoroutes et des routes à caractère similaire sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au droit d'usage commun. Mise à part la possibilité d'interdire sur certains itinéraires la circulation des poids lourds transitant le Luxembourg, l'accord «Eurovignette» peut en effet utilement servir de cadre pour décourager tout détournement de trafic de poids lourds sur le territoire luxembourgeois et le Gouvernement entend pleinement profiter de toutes les potentialités qui se dégagent dudit accord.

Question 0726 (10.11.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**enquête dans l'affaire «Bommeleeër»:**

Suite à un reportage sur les ondes de RTL Radio ainsi que de RTL Télévision concernant l'affaire dite du «Bommeleeër» en date du 9 octobre 2005, je me dois de demander certaines précisions à Monsieur le Ministre de la Justice. En effet il ressort clairement de ces reportages que plusieurs témoins auraient pu identifier un des auteurs, mais qu'ils n'ont pas trouvé de collaboration de la part des membres de la police grand-ducale. Que même un témoin aurait reconnu un des auteurs et on lui aurait vivement conseillé de ne pas répéter ce nom pour éviter d'avoir des problèmes et que l'on aurait même menacé ce témoin.

Plus de vingt ans après les faits le public est en droit de savoir où en est le dossier pour éviter de croire que des «protections» existeraient dans ce dossier et que Monsieur le Ministre doit cesser de se dérober à toutes informations en invoquant à chaque reprise le secret de l'instruction.

D'autre part l'article 19 du Code d'instruction criminelle prévoit que: «Le Ministre de la Justice peut dénoncer au procureur général d'État les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le Ministre juge opportunes.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà utilisé les prérogatives qui lui sont réservées par l'article 19 du Code d'instruction criminelle?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner de plus amples informations sur les devoirs demandés?
- Si Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun d'informer le public de l'avancement de ce dossier vingt ans après?

Question 0727 (10.11.2005) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**enquête dans l'affaire «Bommeleeër»:**

Un reportage à la radio 92,5 et la télévision luxembourgeoise au sujet de la série d'attentats à la bombe des années 1985 et 1986 a relevé certains nouveaux aspects dans cette affaire, notamment de graves accusations formulées par un témoin par rapport aux forces de l'ordre et aux enquêteurs.

- Les affirmations du témoin sont-elles connues par la commission d'enquête?
- Si oui, quelle suite y a été donnée?

Réponse (21.11.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme je l'ai indiqué ce jour même aux députés membres de la Commission juridique, j'ai demandé à Monsieur le Procureur d'État d'examiner en détail l'ensemble des faits relatés dans les reportages visés.

Selon les indications données ce matin par Monsieur le Procureur d'État, les faits cités en relation avec les forces de l'ordre ne ressortent pas, à sa connaissance, du dossier d'instruction.

Question 0729 (11.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **conditions de travail des musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Luxembourg:**

Selon un article de presse paru le 5 novembre 2005 dans un quotidien luxembourgeois, les musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Luxembourg seraient «déterminés à alerter le Gouvernement sur leurs conditions de travail» et ce notamment en vue du changement annoncé à la tête de l'orchestre.

À cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- S'il a été contacté dans le passé récent par des membres de l'orchestre pour discuter de leurs doléances en la matière?
- S'il est au courant d'éventuels problèmes qui se posent quant à l'organisation et les conditions de travail des musiciens de l'OPL?

Réponse (1.12.2005) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'emblée il est souligné que le Ministère de la Culture est représenté par un de ses fonctionnaires au conseil d'administration de la Fondation Henri Pensis, structure juridique portant l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg. Ainsi, les responsables du Ministère sont régulièrement informés du devenir de l'orchestre. Tout récemment, ils furent avisés d'une réunion entre la délégation du personnel de l'orchestre et des membres du conseil d'administration. Aussi le Ministre et la Secrétaire d'État en charge de la Culture connaissent-ils les doléances des musiciens de l'OPL que la délégation vient de formuler au nom et pour le compte de ces derniers. Il est certes d'intérêt à noter que lors de la réunion prémentionnée la délégation du personnel a désapprouvé une partie des allégations rapportées dans l'article cité par l'honorable Députée.

Tout en étant au courant de l'évolution de l'OPL, les responsables politiques en charge de la Culture n'ont pas vocation à intervenir dans la gestion d'une fondation de droit privé. Il est souligné que les discussions autour des conditions de travail de l'orchestre font partie intégrante de la négociation d'une nouvelle convention collective qui est actuellement en cours. Ainsi, les partenaires sociaux devront œuvrer ensemble vers des solutions équitables qui garantissent le fonctionnement adéquat d'une grande entreprise culturelle. Soucieuse des droits des musiciens et des attentes du public et organisateurs de concerts, cette convention devra constituer un compromis viable pour tous.

1ER OCTOBRE 2004 AU 30 SEPTEMBER 2005

RAPPORT

adressé à la Chambre des Députés
par M. Marc Fischbach, Médiateur

Avant-propos du Médiateur

Depuis l'élaboration d'un premier rapport intermédiaire présenté à la Chambre des Députés le 21 octobre 2004, le présent bilan d'activité couvrant la période du 1er octobre 2004 au 30 septembre 2005 est le premier rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter depuis la mise en place de mon Secrétariat le 1er mai 2004.

Au cours de cette période, 953 réclamations ont été introduites au Secrétariat du Médiateur. Par ailleurs, quelque 2.000 personnes se sont adressées pendant la même période au Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil.

Une institution à l'écoute des citoyens

Il incombe d'abord au Médiateur de traiter des réclamations individuelles de personnes physiques ou morales de droit privé à l'égard d'une administration ou de tout autre service public. Le Médiateur est à l'écoute des citoyens pour mieux entendre leurs doléances et apprécier le bien-fondé de leurs réclamations.

Mais au-delà de cette fonction première, il est aussi de son devoir d'écouter les citoyens pour les aider à mieux comprendre les procédures administratives et pour leur faciliter l'accès aux administrations publiques.

Informer, conseiller et réorienter les citoyens dans leurs démarches administratives sont autant de préoccupations quotidiennes du Médiateur qui vont bien au-delà de son devoir d'instruire les réclamations dont il est saisi.

De par son souci d'identifier et de cerner au mieux l'histoire personnelle, le destin qui peut se cacher derrière chaque doléance et chaque dossier dont il est saisi, le Médiateur arrive à évaluer les interrogations, les frustrations, les aspirations et les attentes de ses concitoyens.

Il en tient compte à travers ses propositions et ses recommandations pour un meilleur fonctionnement de l'administration publique.

Mais quels que soient l'autorité et le crédit dont la fonction du Médiateur est investie, son action se heurte inexorablement aux limites inhérentes à toute magistrature d'influence.

La seule arme dont dispose le Médiateur étant sa force de persuasion, l'impact de son action est à la mesure de l'intérêt et de l'attention que le pouvoir législatif porte à ses recommandations.

Sa fonction est aussi et surtout celle de se confier à la Chambre des Députés mettant celle-ci en position de mieux contrôler l'action du Gouvernement et le comportement de l'administration publique.

Aussi la crédibilité et l'efficacité du Médiateur sont largement tributaires de la volonté des Députés de prendre au sérieux et, le cas échéant, de s'approprier les propositions et les recommandations du Médiateur, afin de presser le Gouvernement de les suivre dans toute la mesure du possible.

Dès lors, mon vœu le plus ardent est de voir s'installer entre la Chambre des Députés et le Médiateur des relations constructives et une collaboration aussi intense que possible.

De la confiance des citoyens dans l'administration publique

Le bon fonctionnement d'une démocratie est à la mesure de la confiance qui règne entre les citoyens et l'administration publique.

Il ne saurait y avoir une économie dynamique et performante sans administration publique transparente et efficace.

Dans un premier rapport intermédiaire présenté en octobre 2004, j'ai porté à l'attention de la Chambre des Députés qu'un nombre assez considérable d'affaires font apparaître des pratiques qui ne sont pas compatibles avec le bon fonctionnement de l'administration.

J'estimais cependant que les expériences accumulées au cours des cinq premiers mois n'étaient pas suffisantes pour m'autoriser à porter un jugement global sur la conformité de l'action et des pratiques administratives avec les principes inhérents à une bonne gouvernance.

Depuis lors, à travers les réclamations introduites au Secrétariat du Médiateur, j'ai pu déceler d'autres faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de nombre d'administrations.

Il s'agit notamment de problèmes au niveau des contacts téléphoniques et de l'accessibilité des gestionnaires du dossier, d'un manque de diligence et de soins apportés aux demandes des citoyens comme de la perception que les réclamants ont eue du comportement des agents qui ont traité leur dossier.

Ces constats m'ont interpellé au point que j'ai estimé utile et nécessaire de procéder à une enquête auprès des quelque 788 personnes qui ont introduit en 2004 une réclamation auprès de mon Secrétariat.

L'enquête a eu pour objet de mesurer la qualité de leurs relations avec les administrations publiques tant au niveau de la communication par voie téléphonique et de la prise de contact sur place qu'au niveau de l'accueil et du comportement des agents concernés mais également et surtout au regard de la diligence et des soins avec lesquels les dossiers ont été traités.

Les résultats de cette enquête et les constats qui s'en dégagent m'ont amené à formuler une recommandation à l'égard du Gouvernement avec huit propositions concrètes visant un meilleur fonctionnement de l'administration publique.

La qualité de la communication entre l'administration et les citoyens, l'accessibilité et la serviabilité des agents publics de même que les soins et la diligence qu'ils apportent à leurs dossiers étant des prérequis d'une bonne administration, je suivrai avec la plus grande attention le sort qui sera réservé à cette recommandation.

De la qualité des relations entre les citoyens et le service du Médiateur

La fonction du Médiateur étant nouvelle et donc sans expérience, il m'a paru important de vérifier si la nouvelle institution, ses méthodes et procédures de travail répondent aux attentes des citoyens.

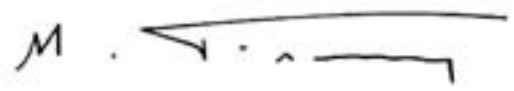
Aussi le second but de l'enquête a-t-il été de solliciter auprès des personnes interrogées leur appréciation sur l'action du Médiateur.

En général, les citoyens semblent être satisfaits des services du Médiateur.

Il se dégage du résultat de l'enquête que 77,4% des personnes interrogées saisiraient le Médiateur d'une nouvelle réclamation en cas de besoin.

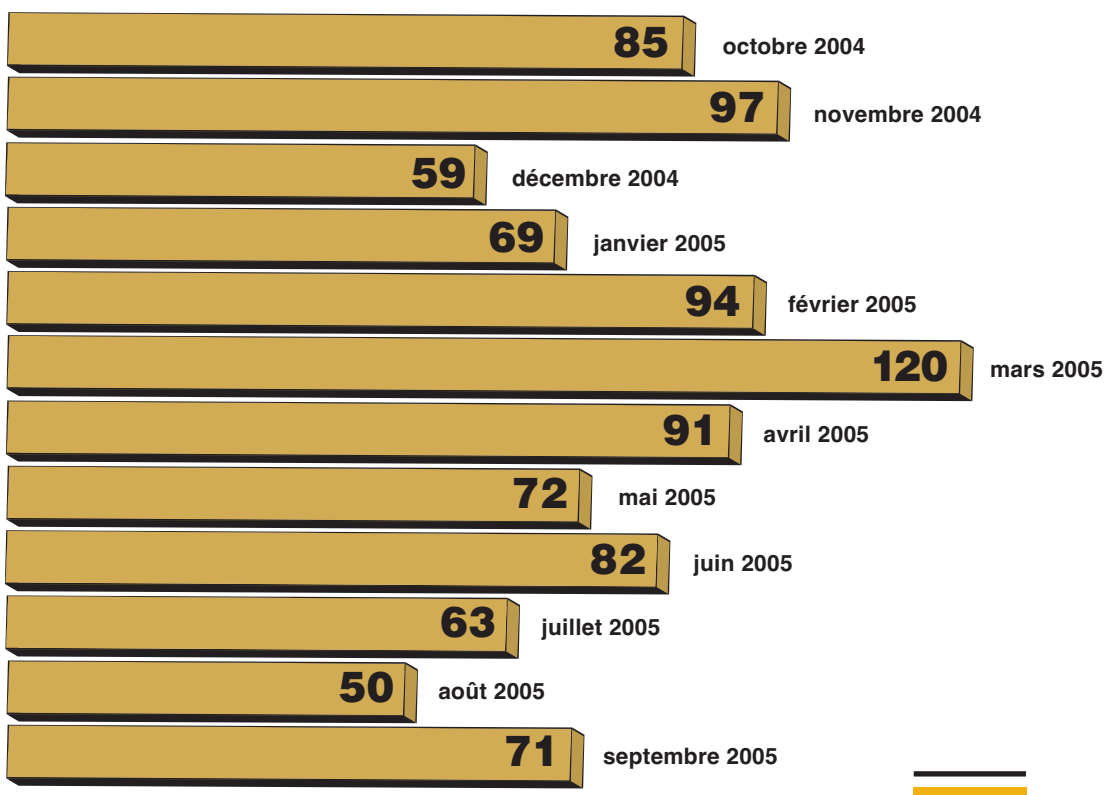
Il reste cependant qu'au vu du résultat de l'enquête, le Médiateur est interpellé à intensifier son travail d'explication et de communication. Il doit s'efforcer d'expliquer encore d'avantage pour mieux faire comprendre aux réclamants les raisons qui le conduisent à déclarer certains dossiers irrecevables, prématurés ou non fondés.

Pour mieux satisfaire l'exigence de diligence et de célérité dans le traitement des réclamations dont il est saisi, le Médiateur devra insister encore davantage sur le respect des délais qu'il fixe aux administrations pour répondre à ses courriers.



Marc FISCHBACH

PARTIE 1: NOMBRE DE RÉCLAMATIONS PAR MOIS



RELEVÉ GLOBAL

du 1er octobre 2004 au 30 septembre 2005

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

Taux de correction: 82,89%

1. Affaires relevant de l'État

1.1 Immigration

La Direction de l'Immigration relevant du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration comprend le service des étrangers et des réfugiés ainsi que le service compétent en matière de permis de travail.

Un nombre élevé de personnes s'est plaint du fonctionnement de ces différents services. Les réclamants se plaignent notamment des difficultés d'accessibilité des services compétents alors que tant le contact direct sur place que le contact par voie téléphonique seraient quasiment impossibles.

La plupart des réclamations qui ont été soumises au Médiateur avaient trait aux longs délais d'instruction et de réponse respectivement au silence de l'administration. Comme le Médiateur l'a rappelé dans sa première recommandation, l'obligation d'une administration de répondre aux demandes des citoyens dans un délai raisonnable range parmi les principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration publique.

Le Médiateur constate que les prises de position qui lui sont transmises par le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration dépassent largement les délais fixés.

Selon la Direction de l'Immigration, ces lenteurs seraient dues à un

manque d'effectifs notamment dans les services compétents en charge des demandes d'autorisation de séjour et de permis de travail.

Le Médiateur tient cependant à souligner que les services compétents ont souvent fait droit à ses arguments, et le taux de correction, suite à ses interventions, est élevé.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations lui soumises par des citoyens ressortissants communautaires mais également non communautaires résidant régulièrement dans le pays qui souhaitaient accueillir au Grand-Duché de Luxembourg leurs ascendants qui bénéficiaient d'une pension modique dans leur pays d'origine. À cet effet, les réclamants avaient souscrit une prise en charge en faveur de leurs parents, afin que ceux-ci disposent du revenu requis (revenu minimum garanti) pour l'obtention d'une autorisation de séjour. Le Ministère avait refusé de leur octroyer une carte de séjour au motif que, d'une part, le montant de la pension ne correspondait pas au revenu minimum garanti, et que d'autre part, ils n'étaient pas exclusivement à charge de leurs descendants.

Suite à l'intervention du Médiateur, ces ascendants ont obtenu une autorisation de séjour.

Le Secrétariat du Médiateur a encore été saisi par des ressortissants d'un État tiers qui étaient en instance de divorce avec leurs conjoints ressortissants communautaires ou luxembourgeois et qui se sont vu refuser ou retirer leur autorisation de séjour. Le Médiateur est intervenu auprès du Ministère compétent afin qu'une carte de séjour en qualité de membre de famille leur soit attribuée au motif que le divorce n'était pas encore définitivement prononcé. Néanmoins, les réclamants ne pouvaient plus se prévaloir du libre accès au marché du travail luxembourgeois du fait qu'il n'existait plus de relation réelle et effective avec leur conjoint et devaient par conséquent solliciter un permis de travail.

Le Médiateur a été saisi par un ressortissant non communautaire, marié à un citoyen belge de même sexe, qui voulait rejoindre son conjoint au Grand-Duché de Luxembourg. En vertu de la loi nationale en vigueur, un tel partenaire non communautaire, par ailleurs sans ressources, n'est pas en droit d'obtenir une autorisation de séjour au pays. Le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur de son intention de saisir le Conseil de Gouvernement pour le rendre attentif à ce problème auquel il faut trouver une solution. Dans le cas de figure évoqué par le Médiateur, le Ministre s'est déclaré disposé à faire droit à la demande en autorisation de séjour du réclamant.

D'autres réclamants se sont vu refuser le permis de travail alors que le poste de travail n'a pas été déclaré vacant par l'employeur. En effet, la non-déclaration formelle et explicite de la vacance de poste à l'Administration de l'Emploi constitue un motif valable et suffisant de refus du permis de travail.

Certains demandeurs d'asile, appartenant à une minorité ethnique du Kosovo et qui ont été déboutés de leur demande en obtention du statut d'asile politique, se sont adressés au Médiateur alors qu'ils estimaient qu'un retour forcé serait impossible en raison de l'insécurité générale qui règne dans leur pays d'origine. Le Médiateur est intervenu avec succès auprès des Ministères compétents, afin que le statut de tolérance soit accordé aux personnes appartenant à une minorité ethnique du Kosovo (exemple: Serbes, Goranais, etc).

D'autres demandeurs d'asile déboutés ont sollicité l'intervention du Médiateur suite au rejet de leur demande en obtention d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires. Dans ces affaires le Médiateur est uniquement intervenu auprès du Ministre compétent lorsque les réclamants, atteints d'une maladie d'une certaine gravité, ont pu prouver, sur base des certificats et rapports médicaux émis pas des spécialistes en la matière, qu'ils étaient obligés de suivre au Luxembourg un traitement non disponible dans leur pays d'origine.

Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration englobe également le Bureau des Passeports, Visas et Légalisations.

Le Médiateur a été saisi par des pères divorcés qui se sont vu refuser par le Bureau des Passeports, Visas et Légalisations l'inscription de leurs enfants dans leur passeport.

Dans l'un des deux dossiers, l'ex-conjointe avait exprimé son désaccord avec cette inscription.

Comme l'exercice du droit de visite et d'hébergement de ces pères divorcés n'a pas été restreint au Luxembourg, ils étaient parfaitement en droit de voyager à l'étranger avec leurs enfants.

L'ex-conjointe ne saurait se voir reconnaître le pouvoir de s'opposer à cette inscription à moins de saisir le juge d'une demande tendant à restreindre l'exercice du droit d'hébergement du père au territoire national en raison d'un risque d'enlèvement ou de non-représentation d'enfants.

Ces réclamations étaient de celles qui ont donné lieu à une recommandation du Médiateur relative à l'exercice de l'autorité parentale.

1.2 Logement et Classes moyennes

La collaboration entre les services compétents en matière d'aides au logement et le Secrétariat du Médiateur est satisfaisante.

Monsieur le Ministre ayant le Logement dans ses attributions transmet généralement dans un délai assez rapproché un accusé de réception au Médiateur l'informant qu'il a soumis le dossier pour réexamen au service compétent.

L'instruction des dossiers de la part du Ministère est généralement clôturée dans un délai de deux à trois mois.

Le comportement et l'accueil des fonctionnaires des services visés n'ont à aucun moment été mis en cause par les citoyens lors du dépôt de leur réclamation auprès du Secrétariat du Médiateur.

Aucun réclamant n'a, par ailleurs, invoqué une difficulté à joindre par téléphone les agents publics en charge de leur dossier.

La plupart des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernent des demandes de remboursement adressées aux bénéficiaires des différentes aides au logement allouées par le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Ces demandes de remboursement concernent aussi bien les subventions d'intérêt, les primes à la construction, les primes d'amélioration ainsi que la bonification d'intérêt.

Le fait générateur de la demande de remboursement est le plus souvent un changement dans la situation du ménage bénéficiaire desdites aides avant l'expiration d'un délai d'occupation de dix années, notamment suite au départ d'une personne adulte du ménage bénéficiaire.

Le Médiateur voudrait tout d'abord rappeler l'importance du respect de la jurisprudence administrative en la matière de la part du Ministère. Aucun remboursement d'aides visées au règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (subventions d'intérêt ou de primes d'acquisition/primes d'amélioration) ne devrait en principe être exigé lorsqu'un adulte accompagné d'au moins un enfant continue à résider dans le logement subventionné après le départ de son partenaire.

Alors que les réclamants contestent le plus souvent la légalité de l'obligation de remboursement, il ressort des différents dossiers transmis au Secrétariat du Médiateur que ceux-ci se plaignent également d'un manque d'informations en ce qui concerne la possibilité de demander de nouvelles aides au logement suite à un remboursement partiel des aides obtenues ainsi que les critères et les modalités de calcul appliqués par les services ministériels pour fixer le montant d'une éventuelle dispense de remboursement.

D'autres réclamants se sont plaints que suite à une rupture avec leur partenaire l'intégralité du remboursement est exigée de leur part et non de leur ancien partenaire alors même qu'ils ne sont plus propriétaires du logement subventionné ou qu'ils ne l'étaient jamais.

Même si le principe du remboursement «in solidum» est applicable en cas d'obligation de remboursement des aides au logement, il serait équitable de demander à chaque fois un remboursement à parts égales aux adultes composant le ménage bénéficiaire des différentes aides. Le Médiateur ne manquera pas de suivre l'application de la réglementation en la matière et, si besoin en est, de proposer toute modification améliorant la procédure de remboursement des aides au logement.

Un grand nombre de réclamations ont été introduites à l'encontre du Fonds du Logement. Ces réclamations sont actuellement en instruction. Les réclamants se plaignent des retards dans l'établissement des décomptes de loyers et des problèmes dans l'application de la formule du loyer réduit pour personnes âgées ou handicapées.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation concernant le droit de préemption dont dispose le Fonds du Logement en cas de revente d'un logement subventionné avant un délai d'occupation de dix ans.

Le Fonds du Logement peut, sous certaines conditions, renoncer à son droit de préemption et accepter la revente d'un logement subventionné avant le prédit délai sur le marché libre de l'immobilier. Le Président du Fonds du Logement a transmis au Médiateur des informations supplémentaires quant aux conditions devant être remplies par les demandeurs (logement devenu inadapté pour une famille suite à une modification dans la composition du ménage, raisons de santé, cas exceptionnels). Par ailleurs le nouvel acquéreur doit, en tout état de cause, également bénéficier des aides au logement.

Le Médiateur reviendra vers le Fonds du Logement pour obtenir des précisions quant à la mise en œuvre de ces critères afin que le principe d'égalité soit pleinement respecté.

Le Médiateur a par ailleurs été saisi de quelques réclamations concernant l'octroi d'une autorisation de commerce et d'établissement. Il constate, à la lumière d'une affaire dont il a été saisi, que la coordination entre le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration quant aux procédures pour l'octroi d'une autorisation de séjour consécutive à l'accord de principe pour une autorisation de commerce n'est guère satisfaisante.

L'affaire lui soumise concerne un ressortissant d'un État tiers qui, en juin 2003, fut renvoyé d'un Ministère à l'autre alors que subsistait un désaccord entre le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la question de savoir si l'autorisation de commerce devait précéder l'autorisation de séjour ou vice versa. Le Médiateur a saisi pour la première fois le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement de cette réclamation en date du 8 juillet 2004. Ce n'est qu'en date du 18 août 2005 que le Médiateur fut informé que le réclamant était autorisé à présenter sa demande en obtention d'une autorisation de séjour auprès de la représentation diplomatique ou consulaire représentant les intérêts du Grand-Duché de Luxembourg dans son pays d'origine.

Le Médiateur espère qu'il s'agit d'un cas isolé qui devrait amener les deux ministères à mieux se coordonner.

1.3 Administration judiciaire

Les réclamations introduites à l'encontre de l'administration judiciaire concernent avant tout des lenteurs procédurales. On constate que ces réclamations se rapportent dans leur grande majorité à des affaires pénales et plus précisément à des lenteurs en matière d'enquête préliminaire ou d'instruction préparatoire.

L'action du Médiateur à l'encontre de l'Administration judiciaire est plus limitée qu'à l'égard des autres administrations alors que le Médiateur doit en tout état de cause respecter le principe de la séparation des pouvoirs.

Le Médiateur a connu des problèmes de communication manifestes avec les responsables de cette administration. Il est en effet pratiquement constant que le Médiateur se voit opposer le secret de l'instruction dans des dossiers en phase préparatoire relevant de la justice pénale. Ceci est d'autant plus regrettable qu'aux termes de l'article 6 de la loi organique du 22 août 2003 instituant un Médiateur, «…le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il (le Médiateur) demande la communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure».

S'il est tout à fait évident que l'article 3 (3) de la prédite loi interdit formellement au Médiateur d'intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction, il est cependant tout aussi évident que la même loi a attribué au Médiateur toute compétence pour connaître des lenteurs et des dysfonctionnements de toute administration publique, y compris l'Administration judiciaire.

Dès lors que le Médiateur est saisi d'une réclamation relative aux délais de traitement d'une affaire judiciaire, il doit impérativement pouvoir se renseigner sur le bien-fondé de cette réclamation auprès des magistrats en charge du dossier. Dans le même ordre d'idées il est de son devoir, s'il constate une irrégularité, d'en déterminer la cause et de proposer une solution susceptible de régler la réclamation dont il a été saisi.

Si le Médiateur sollicite donc dans ce cadre des informations quant à l'état d'avancement d'une procédure de la part des Parquets ou des Cabinets d'instruction, il n'est pas intéressé à obtenir des indications précises sur la nature des diligences ou des devoirs déjà effectués dans un dossier déterminé, mais son intérêt se limite à connaître, le cas échéant, les raisons d'une lenteur constatée et, dans toute la mesure du possible, les délais endéans lesquels les autorités judiciaires estiment pouvoir clôturer l'affaire.

En effet, le Médiateur doit, pour être à même de remplir sa mission légale, disposer de toutes les informations qu'il juge utiles. Le succès de son intervention est donc très largement tributaire de la collaboration loyale de l'administration concernée.

Des pourparlers entamés avec les représentants de l'Administration judiciaire en vue de trouver une solution à ce manque de collaboration n'ont, à ce jour, guère porté de fruits.

Le Médiateur formulera dans un proche avenir des propositions susceptibles d'améliorer le fonctionnement de l'Administration judiciaire.

Contrairement à ce qui a été dit au sujet de la collaboration avec les autorités judiciaires en matière pénale, la collaboration avec les magistrats en charge des dossiers civils et commerciaux, tenus aux mêmes obligations de secret professionnel que leurs collègues en charge du pénal, est très satisfaisante.

Le Médiateur est souvent saisi de réclamations concernant des affaires civiles ou commerciales pendantes devant les juridictions depuis des années. La procédure engagée par le Médiateur en pareil cas est rigoureusement identique à celle déployée en matière pénale. Le Chef de corps concerné est saisi par courrier dans lequel il est prié de faire connaître au Médiateur les raisons de la lenteur invoquée. Dans toutes les réclamations dont le Médiateur a été saisi en ces matières, il s'est vu adresser une réponse claire et précise lui permettant de procéder à une instruction utile et complète de l'affaire qui lui a été confiée et d'en tirer les conclusions qui s'imposaient.

Un motif de réclamation récurrent concerne les délais souvent excessifs endéans lesquels une plainte déposée auprès d'un Commissariat de Police est transmise au Parquet compétent ainsi que les délais dans lesquels les rapports diligentés par les Parquets sont traités et transmis aux autorités judiciaires. Le Médiateur est en train de recueillir auprès du Ministre de la Justice ainsi qu'auprès des autorités policières des informations détaillées quant aux procédures d'encodage informatique des plaintes et quant au respect du délai raisonnable en ce qui concerne leur continuation aux autorités judiciaires. À cet effet, les autorités compétentes ont été saisies d'une demande de renseignements de la part du Médiateur. Dès que celui-ci sera en possession de tous les éléments d'information nécessaires, il formulera une recommandation susceptible d'améliorer cette situation.

Un autre problème récurrent qui nous a été signalé par le Parquet de Luxembourg a trait à la prescription par extinction de l'action publique de quelque 128 affaires en matière économique et financière en l'année 2004. Nombre d'autres dossiers pendants auprès des services de Police judiciaire risquent encore de prescrire dans les années à venir.

Certains justiciables se sont également adressés au Médiateur après que les Parquets eurent classé sans suite des plaintes qu'ils avaient déposées sans leur indiquer les motifs à la base de cette décision.

S'il est clair que les Procureurs d'État disposent seuls de la compétence pour décider sur l'opportunité de la poursuite en matière pénale et qu'il n'appartient pas au Médiateur de remettre en cause leurs décisions en cette matière, il n'en reste pas moins que les plaignants ont le droit d'être informés sur les motifs qui ont mené au classement de leur plainte. Le Procureur d'État à Luxembourg a informé le Médiateur qu'il donnera doréna-

vant des instructions en ce sens à ses services.

Toutes les réclamations introduites en matière commerciale avaient pour objet une lenteur respectivement une absence de réaction totale de la part de curateurs de faillite. Suite à l'intervention du Médiateur, les juges-commissaires en charge des dossiers respectifs sont intervenus efficacement et avec diligence auprès des curateurs concernés afin de débloquer la situation.

Afin d'être complet, il est important de soulever un dernier type de réclamations dont le Médiateur a été saisi à 56 reprises pendant l'exercice écoulé.

Il s'agit en l'occurrence de réclamations dirigées contre les huissiers de justice, réclamations pour lesquelles le Médiateur n'est pas compétent, mais qui concernent du moins indirectement les différentes juridictions et d'une manière plus directe les Procureurs d'État en vertu des dispositions de l'article 29 de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice.

En effet, au vu des pièces souvent soumises à l'attention du Médiateur, il apparaît que certains huissiers de justice ne se conforment pas toujours aux tarifs légalement prévus en mettant en compte des frais non évalués et donc plafonnés par les titres exécutoires dont ils sont porteurs ou alors en imposant aux débiteurs des procédures vexatoires et abusives.

S'il n'appartient pas au Médiateur de s'immiscer dans les jugements rendus par les magistrats, il semble cependant indiqué de souligner, notamment en ce qui concerne les juges de paix, confrontés de par leurs fonctions à un nombre important de procédures de recouvrement par voie de titre exécutoire rendu sur ordonnance de paiement ou par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire, l'importance d'un contrôle rigoureux des frais mis en compte par les huissiers de justice.

Le Médiateur continuera dorénavant tout dossier dont il est saisi en cette matière au Procureur d'État territorialement compétent.

1.4 Fiscalité

A. Administration des Contributions directes

La collaboration du Médiateur avec la Direction des Contributions directes est en général très bonne. Les prises de position du Directeur des Contributions sont adressées au Médiateur dans un délai raisonnable.

Les réclamations à l'encontre de l'Administration des Contributions directes soulèvent des problèmes divers qui peuvent être rangés en plusieurs catégories.

Une première catégorie de réclamations a eu pour objet les lenteurs de l'Administration.

Plusieurs réclamations ont eu trait au remboursement d'excédents d'impôts. Dans certains cas le remboursement était dû à des héritiers ce qui a suscité des retards, car les ayants droit ont parfois du mal à fournir les pièces prévues par l'arrêté ministériel du 30 décembre 1960.

Certains réclamants se plaignent de retards dans leur imposition. Les retards sont souvent dus aux contribuables eux-mêmes tardant à répondre aux demandes d'informations supplémentaires de l'administration. Parfois ils ont eux-mêmes remis tardivement leurs déclarations d'impôt ou ont effectué successivement des changements de domicile.

Un certain nombre de réclamations ont trait au temps excessivement long que met le Directeur de l'Administration des Contributions directes à vider les réclamations à lui déférées sur base de l'article 228 de la loi générale des impôts. Le Médiateur estime que les mesures prises par la Direction des Contributions ne sont pas suffisantes pour résorber les retards qui se sont accumulés depuis de nombreuses années.

Une deuxième catégorie de réclamations a pour objet les doléances présentées par des époux divorcées qui, pendant la durée du mariage jusqu'à l'autorisation présidentielle de résidence séparée, sont collectivement imposables avec leur mari et soumises à la solidarité fiscale.

C'est sur ce fondement que ces ex-conjointes ont été sollicitées par l'Administration des Contributions pour payer les arriérés d'impôts grevant les revenus de leur mari.

Dans la plupart des cas, les époux ont gagné beaucoup d'argent, mais ayant mené un train de vie extravagant, ils ne disposent plus des ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs arriérés d'impôts.

Les montants en jeu sont très importants alors que les réclamantes ne gagnent qu'un salaire modeste qui, par ailleurs, se prête facilement à une mesure d'exécution forcée telle qu'une saisie-arrêt.

Les cas de responsabilité solidaire des époux en matière fiscale constituent un terrain où le Médiateur peut intervenir et mettre en avant des considérations d'équité.

En pareils cas, l'Administration fiscale accepte d'accorder aux épouses une remise gracieuse des arriérés d'impôts dus sur le fondement de la solidarité fiscale, à condition que la dette fiscale compromette leur existence économique, les prive de moyens de subsistance indispensables et que les épouses n'aient pas profité des revenus de leurs maris pendant la période en question.

Une autre série de réclamations à l'encontre de l'Administration des Contributions a été suscitée par le manque d'informations des réclamants sur la législation fiscale.

Beaucoup de réclamants se sont vu notifier un bulletin d'impôt mais ont négligé d'introduire une réclamation auprès du Directeur des Contributions directes endéans le délai légal ou ont réclamé oralement auprès du bureau d'imposition mais n'ont pas insisté sur la rédaction d'un procès-verbal.

Lesdits bulletins sont définitifs et ont acquis autorité de chose décidée. L'administration refuse en principe de réformer ces bulletins.

Une demande en remise gracieuse est normalement irrecevable au motif qu'une demande gracieuse ne doit pas servir à contourner la forclusion attachée au délai contentieux.

Dans certains cas cependant, où le bulletin d'impôt diverge substantiellement de la déclaration d'impôt, l'Administration est tenue d'informer le contribuable préalablement à l'imposition de ce que cette dernière va s'écarter de façon sensible de sa déclaration d'impôt.

Au cas où l'Administration n'a pas respecté cette obligation, qui résulte de l'article 205 (3) de la loi générale des impôts, le délai contentieux n'a pas pris cours et le bulletin d'impôt est par conséquent toujours susceptible d'un recours contentieux.

Cette prescription a permis de repêcher certains réclamants.

Au Luxembourg, les concubins partageant une même habitation constituent, d'un point de vue fiscal, deux ménages.

La conséquence en est que les enfants communs d'un couple non marié sont censés faire partie du ménage de la mère qui bénéficie des modérations d'impôts pour enfants. Or, si la mère ne travaille pas, le couple ne bénéficiera pas de cette modération d'impôt, à moins que la mère signe une déclaration de renonciation au profit de son compagnon. Cette déclaration doit être répétée chaque année.

Des réclamants non informés de ces prescriptions perdent le bénéfice d'une importante modération d'impôt. L'Administration fiscale a montré beaucoup de compréhension en pareil cas et, suite à l'intervention du Médiateur, a accordé rétroactivement aux réclamants le bénéfice des modérations d'impôt.

Le manque d'informations juridiques peut engendrer une forme de discrimination.

Ce sont surtout les gens défavorisés qui en sont les victimes.

Une quatrième catégorie de réclamations a trait à l'imposition de revenus extraordinaires.

Ces réclamations concernent l'imposition d'arriérés du forfait d'éducation ou d'arriérés de pensions ou de rentes d'invalidité.

La loi portant création d'un forfait d'éducation a sorti ses effets à partir du 1.7.2002. Or, pour des raisons de mise en place de programmes informatiques, le paiement du forfait mensuel ne pouvait pas se faire à cette date. Beaucoup de personnes ne l'ont reçu qu'en 2004.

Ce paiement tardif d'arriérés a donné lieu à un problème fiscal. L'ensemble des revenus pour 2004 des personnes concernées s'est accrû du montant total des arriérés dus pour la période du 1.7.2002 jusqu'à la fin de l'année 2003. En raison de la progressivité de l'impôt, les bénéficiaires du forfait d'éducation devront s'acquitter d'une dette d'impôt beaucoup plus élevée que si le forfait d'éducation leur avait été versé mensuellement depuis le début.

Certes, la loi fiscale prévoit pour les revenus extraordinaires des taux d'imposition réduits par rapport aux tarifs normalement applicables.

Il reste cependant que nonobstant l'application de ce tarif de faveur, des personnes devront toujours payer davantage d'impôts que si elles avaient reçu leur forfait d'éducation mensuellement à partir de la date de mise en vigueur de la loi, soit le 1.7.2002.

Aucun reproche ne peut cependant être fait à l'Administration des Contributions qui est tenue d'appliquer la législation fiscale en vigueur.

Aux termes de l'article 132 de la loi de l'impôt sur le revenu, ces revenus extraordinaires sont à imposer selon les modalités prévues par l'article 131, al.1er, litt. b.

L'Administration des Contributions ne dispose d'aucun pouvoir pour faire des exceptions non prévues par la loi en vue d'appliquer un taux plus favorable.

Les dispositions fiscales concernant l'imposition des revenus extraordinaires devraient être réexaminées, car il est inacceptable que les contribuables fassent les frais des retards pris par une administration dans le versement de pensions, de rentes ou d'autres bénéfices.

Un certain nombre de personnes se sont adressées au Médiateur pour lui demander une assistance ou un appui dans leurs relations avec l'Administration des Contributions.

Le Médiateur joue ainsi un rôle de facilitateur qui lui permet de débloquer certaines situations.

En outre, dans un nombre non négligeable de cas, des explications au sujet d'une imposition correcte ont été fournies aux réclamants.

Dans notre précédent rapport d'activité, le problème de la double perception de la contribution dépendance opérée à l'encontre des assurés bénéficiant d'une pension alimentaire avait été évoqué. Tant le Centre commun de la Sécurité sociale que l'Administration des Contributions directes prélevaient la contribution dépendance sur ces assurés.

En attendant la solution du problème, le Médiateur avait invité l'Administration des Contributions directes à ne pas exercer des poursuites à l'égard des personnes ayant déjà versé leur contribution au Centre commun de la Sécurité sociale. Il s'était prononcé dans un avis en faveur de la compétence de l'Administration des Contributions directes. Finalement cette solution a été retenue d'un commun accord entre les deux administrations concernées, le Centre commun de la Sécurité sociale s'étant déclaré d'accord à procéder au remboursement des sommes perçues.

B. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est excellente. Il est à relever qu'en général cette Administration transmet ses prises de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Plusieurs réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sont relatives à l'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation.

Aux termes de l'article 11 de la loi susvisée, l'octroi de cet abattement, appelé crédit d'impôt, est soumis à la condition d'une durée d'occupation de cinq ans au moins.

Le même article permet au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de dispenser du remboursement du crédit d'impôt les personnes qui, pour des raisons de force majeure et d'autres y assimilées, ne sont plus en mesure de respecter la condition relative à la durée d'occupation.

Le législateur a ainsi mentionné des situations telles que la maladie de l'acquéreur rendant impossible l'occupation de l'immeuble, le divorce, le décès du conjoint, la vente forcée de l'immeuble et l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Bien que la maladie soit un des cas expressément mentionnés par la loi, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a jusqu'à présent refusé de faire usage de son pouvoir d'accorder une dispense sur cette base.

Il est exact que le motif de dispense lié à l'état de santé se prête facilement à des abus de sorte qu'il y a lieu d'examiner avec la plus grande circonspection ces demandes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le législateur a conféré au Directeur un large pouvoir d'appréciation.

La décision de refuser systématiquement toute demande de dispense motivée par des raisons de santé sans examen du fond n'est pas conforme à la volonté du législateur et revient à laisser lettre morte une partie de l'article 11 de la loi susvisée.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur a été d'accord pour réexaminer les dossiers dont il a été saisi. Il a décidé d'accorder une dispense de remboursement à une réclamante atteinte d'une maladie très grave et dont le besoin impérieux d'une nouvelle habitation adaptée à sa condition résulta de deux certificats médicaux circonstanciés.

Les problèmes en relation avec le système de facturation relative à la publication d'actes de société au Mémorial C ont fait l'objet d'une réclamation dirigée contre le bureau des sociétés de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

L'envoi des factures mensuelles reprenant les frais de cette publication a accusé un retard de près de deux années. Environ cinq mille clients des bureaux de société seraient concernés.

Il résulte de la prise de position de l'Administration que le problème à l'origine de ces retards est d'ordre informatique et ne concernerait pas exclusivement l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) mais serait apparu au niveau des interférences entre les différents acteurs en cause dans ce projet: le Registre de Commerce et des Sociétés (RCS), le Service central de Législation (SCL) et l'imprimerie Bück.

Le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines regrette l'absence d'une étude préalable qui aurait mis à jour les problèmes d'organisation informatique concernant la facturation «Mémorial» avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés (RCS).

L'ampleur des problèmes techniques et organisationnels existants a été méconnue dès le départ.

Il y a lieu de signaler que le même problème est apparu lors d'autres réformes législatives impliquant une organisation significative au niveau informatique.

Le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a signalé au Médiateur l'absence d'un système comptable intégré appelé à gérer efficacement les recettes de l'État.

Les demandes de remboursement de la TVA ou de droits d'enregistrement sont un des domaines qui continue à susciter beaucoup de réclamations.

Suite à l'intervention du Médiateur, les réclamants se plaignant des lenteurs dans le traitement des demandes de remboursement de la TVA Logement ont reçu satisfaction. La recommandation émise par le Médiateur relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement a été suivie d'effet (voir recommandation n°6).

Un certain nombre de réclamants ont reproché à l'Administration d'avoir égaré leur demande de remboursement de TVA Logement ou de droits d'enregistrement pour cause de revente. Ces personnes ont par la suite dû réitérer leur demande, mais se sont alors vu opposer la forclusion.

Plusieurs réclamations avaient pour objet une demande de délais de paiement et d'échelonnement de la dette de TVA ou des droits de succession au moyen d'acomptes mensuels. Suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines s'est déclaré prêt à accorder des délais de paiement.

Le Médiateur a pu intervenir en faveur de plusieurs personnes auxquelles une amende a été infligée pour dépôt tardif des déclarations TVA. Dans ces cas, l'amende a souvent pu être réduite ou même annulée.

1.5 Affaires générales relevant de l'État

Environnement

À l'occasion du traitement des réclamations dont il a été saisi, il est apparu que, d'une part, le Ministère de l'Environnement mettait beaucoup de temps à répondre aux interventions du Médiateur et ce souvent au prix de multiples

rappels de la part de ce dernier et que, d'autre part, les prises de position du Ministère de l'Environnement étaient souvent incomplètes, obligeant le Médiateur à revenir inlassablement à charge.

Ce manque de réactivité caractérise non seulement les relations entre le Ministère de l'Environnement et le Médiateur, mais encore les relations entre le Ministère de l'Environnement et les citoyens.

Ainsi, la majorité de ces réclamations mettaient en exergue des lenteurs considérables dans le traitement de demandes en obtention d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables (investissements tels que installations photovoltaïques, chaudière à condensation, pompe à chaleur, …).

Ces mêmes réclamations ont mis en évidence une communication téléphonique difficile à établir ainsi qu'une information incomplète tant sur les conditions à remplir lors des demandes que sur l'indication des délais de paiement des primes. Ces réclamations ont permis de dégager une certaine pratique de l'Administration consistant à envoyer dans des délais rapprochés un simple accusé de réception aux demandeurs de primes lequel ne fait aucune référence si le dossier est complet ou non.

Ainsi, il arrive que pendant une période pouvant aller jusqu'à 18 mois à dater de l'accusé de réception, les demandeurs de primes sont informés par l'Administration de l'Environnement que leur dossier est incomplet et qu'il faut le compléter par des pièces supplémentaires.

Ces retards vécus de façon douloureuse par les réclamants pourraient facilement être évités par une référence dans l'accusé de réception des pièces manquant dans le dossier.

Un certain nombre de réclamations portait sur le refus de verser de telles primes.

D'autres réclamations ont trait au refus du Ministre d'autoriser des constructions en zone verte (cabane de chasse).

À noter encore que deux réclamations relatives à des nuisances sonores mettaient en cause la Division de l'Air et du Bruit de l'Administration de l'Environnement.

Fonction publique et Réforme administrative

Le nombre de réclamations soumises au Médiateur est insignifiant du fait que la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur exclut de son champ de compétence les différends ayant trait aux rapports de travail entre les administrations et leurs agents.

Cette exclusion vise à prévenir toute immixtion du Médiateur dans l'exercice des pouvoirs hiérarchique et disciplinaire de l'administration alors que les procédures existantes offrent les garanties nécessaires aux plaignants.

Ainsi, le Médiateur ne peut pas connaître des réclamations relatives au statut, à la rémunération ou à l'évolution de la carrière des agents.

En revanche et même si cela n'est pas expressément prévu par la loi, le Médiateur peut agir en faveur de personnes qui ne sont pas encore ou ne sont plus en fonction.

Le Médiateur peut agir en amont et en aval des rapports de travail entre l'administration et ses agents. Ainsi, il eut à connaître de réclamations relatives à la fixation des pensions de vieillesse et de dysfonctionnements dans les procédures d'accès à la fonction publique.

En l'espèce, le Médiateur a été saisi d'une réclamation relative au refus d'admettre un candidat au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif auprès de l'État au motif que l'examen médical requis pour accéder à la fonction publique l'avait déclaré inapte. Suite à l'intervention du Médiateur, le réclamant a été soumis à un nouvel examen médical de la part du médecin de contrôle de la Fonction publique qui l'a déclaré apte à intégrer l'Administration publique.

Il y a lieu de souligner que les dossiers transmis par le Médiateur ont été traités avec la célérité requise.

Tavaux publics

Le Médiateur a été saisi d'un nombre restreint de réclamations contre le Ministère des Travaux publics.

Les délais de réponse du Ministre des Travaux publics aux courriers du Médiateur sont excessivement longs. Le Médiateur insiste sur un raccourcissement notable de ces délais.

Les réclamations soumises au Médiateur avaient notamment trait à des demandes en indemnisation dirigées contre l'Administration des Ponts et Chaussées pour des dégâts causés à une propriété privée suite à la réfection de la chaussée ou pour des dépossessions de terrains suite à l'élargissement d'une route.

Transports

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations contre la Société nationale de Contrôle technique, notamment en ce qui concerne les opérations de contrôle technique.

Le Médiateur a également été saisi de plusieurs réclamations concernant le non-respect des droits de la défense et plus particulièrement le non-respect du principe d'être entendu dans la procédure de suspension administrative du permis de conduire. Le Médiateur a émis une recommandation en la matière afin de faire respecter ces principes fondamentaux du droit administratif.

En général, la collaboration avec le Ministre des Transports est satisfaisante et les délais de réponse raisonnables.

Agriculture, Viticulture et Développement rural

Le Médiateur a été saisi de quatre réclamations contre le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Parmi celles-ci, deux sont dirigées contre l'Office national de Remembrement. Une réclamation portant sur une contestation relative aux quantum des primes versées au titre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables a été formulée à l'encontre du Service de l'Économie rurale. Enfin, une réclamation à l'encontre de l'Administration des Eaux et Forêts porte sur un litige en relation avec le paiement de subventions pour des mesures forestières (travaux d'éclaircie, de reboisement et de régénération naturelle).

Inspection du Travail et des Mines

Toutes les réclamations dirigées contre l'Inspection du Travail et des Mines ont trait à la lenteur respectivement au silence de cette Administration pendant plusieurs mois suite à des requêtes de la part des citoyens. Les délais de réponse aux courriers du Médiateur sont excessivement longs.

Éducation nationale, Formation professionnelle et Sports

Le Médiateur a été saisi de onze réclamations dirigées à l'encontre du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec ce Ministère.

Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Une douzaine de réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont parvenues au Médiateur. Les relations entre le Médiateur et ce Ministère peuvent être qualifiées de satisfaisantes.

Divers

D'autres ministères et administrations publiques non ventilés par les rubriques qui précèdent ont fait l'objet de quelque 200 réclamations les plus diverses.

2. Affaires relevant des Communes

Globalement, le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec la majorité des administrations communales. Rares sont les administrations communales qui coopèrent de manière insatisfaisante avec le Médiateur.

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations dirigées contre des administrations communales, lesquelles peuvent être réparties en trois catégories: celles relatives aux permis de construire, celles d'ordre urbanistique ainsi que les affaires générales communales.

2.1 Urbanisme

A. Autorisation de bâtir

Il s'agit de réclamations ayant trait au refus des communes de délivrer des autorisations de construire, de réclamations par lesquelles des citoyens sollicitent l'intervention du Médiateur en vue de trouver un arrangement dans les cas où ils ne se sont pas conformés au permis de construire et de réclamations portant sur la dénonciation d'infractions urbanistiques, c'est-à-dire de réclamations par lesquelles des personnes dénoncent une construction voisine illégale et se plaignent de la passiveté, voire de l'inaction des communes en cas de construction illicite.

B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Le Médiateur a été saisi de nombreuses demandes d'éclaircissements quant à l'interaction entre la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain telle que modifiée par la loi du 19 juillet 2005.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations où les intéressés contestaient un reclassement de leur terrain dans le cadre d'une modification du Plan d'Aménagement Général, s'opposaient à l'adoption définitive d'un projet d'aménagement général ou d'un Plan d'Aménagement Particulier et se plaignaient de la lenteur de la procédure d'adoption d'un projet d'aménagement général ou d'un Plan d'Aménagement Particulier.

L'analyse de ces réclamations s'avère particulièrement longue et complexe alors qu'il n'est pas toujours évident de déterminer si une décision donnée en matière d'urbanisme affecte directement et personnellement le réclamant. Il s'agit d'une matière qui relève du pouvoir réglementaire et dont les recours sont clairement déterminés par le législateur. Aussi le Médiateur ne peut-il intervenir qu'en cas de lésion d'un intérêt personnel et direct et, en tout état de cause, qu'en amont de l'approbation définitive par le Ministre de l'Intérieur.

2.2 Affaires communales générales

Mises à part les réclamations introduites contre des communes relatives à des problèmes de permis de construire et d'urbanisme, le Médiateur eut à connaître de réclamations se rapportant à d'autres compétences.

Ces réclamations se déclinent dans les domaines les plus variés. Il s'agit de réclamations relatives aux registres de la population tenus par les communes (radiation d'office, refus d'inscription au registre de la population, …), aux autorisations de nuit blanche, aux règlements de circulation, aux logements sociaux, à des lenteurs dans le traitement d'une procédure de naturalisation, à la facturation de l'électricité-eau-gaz, au parking résidentiel, à des travaux mettant en cause la responsabilité communale, à l'exigibilité des taxes communales.

Il convient de relever qu'à l'occasion du traitement de différentes réclamations relatives aux communes, le Médiateur eut à rappeler l'importance du respect du principe de transparence et d'égalité de traitement.

3. Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris ADEM, la CNPF et le FNS)

3.1 Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM

A. Sécurité sociale

La collaboration entre le Secrétariat du Médiateur et les organismes de Sécurité sociale est satisfaisante.

Mis à part le temps excessivement long que mettent tant la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail que la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet à répondre aux interventions du Médiateur, les organismes de Sécurité sociale transmettent généralement leur prise de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Le comportement et l'accueil des agents des services visés n'ont pas été critiqués par les réclamants.

Néanmoins, l'examen des affaires dont le Médiateur a été saisi a fait apparaître certaines insuffisances dans le fonctionnement et l'organisation des organismes de Sécurité sociale et ceci principalement aux niveaux de la communication et de l'accessibilité des agents des différents services.

Le Médiateur se doit d'insister pour que l'accessibilité ainsi qu'un comportement diligent de la part des agents en question soient garantis. Ces principes conditionnent le bon fonctionnement d'une administration publique et ont fait l'objet d'une recommandation du Médiateur relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics.

Par ailleurs, les citoyens ont souvent exprimé, lors du dépôt de leur réclamation au Secrétariat du Médiateur, leur désarroi face aux différentes procédures applicables en matière de Sécurité sociale, notamment lorsque leur dossier est traité par plusieurs organismes.

Le Médiateur renvoie dans ce contexte une nouvelle fois à la recommandation précitée et il insiste sur l'aménagement, notamment dans le domaine de la Sécurité sociale, d'un bureau d'accueil centralisé en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre.

Par ailleurs, un certain nombre de réclamations significatives et répétitives ont permis au Médiateur de dégager des recommandations en vue d'améliorer la législation en matière de Sécurité sociale.

Ainsi, une des recommandations du Médiateur eut pour objet de régler en équité la situation des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail qui, au moment de leur demande de reclassement, n'étaient plus affiliés auprès des organismes de Sécurité sociale.

Dans une autre recommandation, le Médiateur insiste sur l'obligation de notification aux citoyens de décisions susceptibles de recours notamment en cas de suspension par les caisses de maladie compétentes du paiement de l'indemnité pécuniaire de maladie.

Deux autres recommandations ont trait à l'application du principe du contradictoire ainsi qu'au respect des droits de la défense consacrés par la procédure administrative non contentieuse.

Lors de l'instruction de certaines réclamations, le Médiateur a parfois, en présence de rapports médicaux lui soumis par des spécialistes, saisi l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale en demandant à son médecin directeur de bien vouloir réexaminer le réclamant en question afin de confirmer ou infirmer l'avis médical initial du Contrôle médical. Le médecin directeur collabore activement avec le Secrétariat du Médiateur.

Par ailleurs, le Médiateur a pu régler une affaire en équité. Ainsi, l'Union des Caisses de Maladie a renoncé partiellement à une créance suite à une malencontreuse affaire en responsabilité et qui aurait mené le réclamant, qui était de bonne foi, à la ruine financière.

Dans une autre affaire, le Centre commun de la Sécurité sociale a accepté de prolonger l'affiliation d'un assuré atteint d'une maladie extrêmement grave lui permettant ainsi de remplir la condition de stage nécessaire pour obtenir une pension d'invalidité en Belgique où il avait travaillé durant la majeure partie de sa carrière professionnelle.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre l'ADEM et le Médiateur s'est améliorée en ce qui concerne les délais de réponse aux courriers du Médiateur.

L'instruction des dossiers soumis par le Médiateur à l'ADEM est généralement clôturée dans un délai raisonnable.

De nombreux réclamants ont néanmoins affirmé qu'il serait difficile de joindre les agents publics en charge de leur dossier par téléphone.

Par ailleurs, des réclamants se sont plaints du manque de courtoisie et d'accueil de certains agents de l'ADEM.

Le Médiateur se doit encore une fois d'insister sur le fait qu'il est primordial que l'accessibilité des services publics et le comportement des agents en contact avec les citoyens, lesquels se trouvent souvent dans une situation difficile et précaire, soit exemplaire.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations portant sur des lenteurs dans le processus décisionnel de l'ADEM, notamment en matière de reconnaissance du statut de travailleur handicapé. La cause de ces retards était généralement due au fait que ces décisions sont liées à un avis d'une commission médicale qui éprouve parfois des difficultés à évacuer les dossiers en temps voulu. Dans ces dossiers, le Médiateur a néanmoins pu renseigner les réclamants sur le suivi de leur demande.

De nombreux réclamants se sont également plaints de lenteurs dans la liquidation des indemnités de chômage ou de réinsertion. Certaines de ces réclamations étaient non fondées, dans d'autres cas, le Médiateur est intervenu pour que la liquidation se fasse dans les meilleurs délais.

À la suite des réclamations qui lui avaient été soumises par un certain nombre de demandeurs d'emploi, le Médiateur a formulé une recommandation relative aux mesures à mettre en œuvre par l'Administration de l'Emploi pour éliminer le risque que des pertes de candidatures soient considérées comme refus de travail.

Le Médiateur a encore été saisi de dossiers de la part de ressortissants d'État tiers qui se sont vu refuser les indemnités de chômage alors que leurs permis de travail étaient arrivés à échéance. Le Médiateur ne manquera pas de réfléchir sur de possibles amendements à la législation en la matière afin d'éviter que des personnes, qui ont parfois exercé une activité salariale depuis plusieurs années, ne puissent pas bénéficier des indemnités de chômage.

C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Les plaintes portent sur tous les domaines de compétence de la Caisse: les allocations familiales, l'allocation de naissance, l'allocation spéciale supplémentaire pour enfants handicapés, l'allocation différentielle, l'allocation d'éducation et le congé parental.

Dans la plupart des dossiers, le fonctionnement de la Caisse a été mis en cause.

Ainsi, les réclamants se sont plaints de la lenteur avec laquelle leurs dossiers étaient traités voire du défaut de réponse de la part de la Caisse à leurs requêtes.

Alors que les citoyens n'arrivent pas à obtenir des renseignements par téléphone, ils doivent, soit s'adresser par écrit à la Caisse, sinon passer aux guichets, afin d'être renseignés sur l'état actuel de leur dossier ou bien d'obtenir des informations précises relatives à leur affaire.

Par contre, la collaboration entre la Caisse nationale des Prestations familiales et le service du Médiateur est bonne. Dans la plupart des affaires, le Président de la Caisse transmet sa prise de position dans les délais impartis. Ce n'est que dans des dossiers complexes que les délais de réponse sont parfois plus longs alors que le dossier doit être soumis au Comité directeur de la Caisse.

Parmi les réclamations dirigées à l'encontre de la Caisse, le Médiateur a dû rejeter un certain nombre comme non fondées, alors que l'Administration en cause a fait une application correcte de la législation en la matière.

Ainsi, des personnes se sont plaintes du fait que ce n'est qu'à partir de l'émission de l'autorisation de séjour définitive qu'un droit aux allocations familiales s'ouvre dans le chef d'un enfant d'un pays tiers (hors UE). Il n'est par ailleurs pas possible de faire naître ce droit rétroactivement à partir du jour de la demande de l'autorisation de séjour. Par contre pour les enfants ressortissants d'un État membre de l'Union européenne l'allocation est due à partir du mois suivant celui au cours duquel leur résidence est établie.

Le Médiateur a encore été saisi par des personnes qui se sont plaintes du fait que la Caisse nationale des Prestations familiales a demandé le remboursement d'un montant important d'allocations familiales indûment touchées. Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que tout changement de la situation familiale et professionnelle qui peut avoir une influence sur leur droit ou sur le montant des prestations touchées doit être signalé à la Caisse dans le délai maximum d'un mois afin d'éviter un tel remboursement.

D'autres réclamations portaient sur le retrait ou le refus du congé parental. En effet, suite à une faillite de l'employeur respectivement un licenciement pour motifs économiques l'indemnité de congé parental n'est plus due étant donné que l'octroi du congé parental est lié à l'existence d'un contrat de travail.

D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le Médiateur a été saisi d'un nombre peu élevé de réclamations à l'encontre du Fonds national de Solidarité. Ces affaires concernent notamment le forfait d'éducation et le revenu minimum garanti.

Tout d'abord, le Médiateur se félicite de l'excellente collaboration entre le Fonds national de Solidarité et son Secrétariat. Le Président prend rapidement position par rapport aux réclamations des citoyens et le taux de correction est élevé.

Par ailleurs, le Médiateur n'a pas eu connaissance d'un cas où un réclamant s'est plaint d'un dysfonctionnement de ce service. La communication par voie téléphonique est facile et le comportement des agents concernés n'a pas non plus été mis en cause.

Parmi les quelques réclamations introduites auprès du Secrétariat du Médiateur, la plupart portent sur le forfait d'éducation, dont certaines ont dû être déclarées non fondées alors que le Fonds a correctement appliqué la loi.

Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que le forfait d'éducation est refusé aux personnes qui touchent un complément pension minimum supérieur au forfait d'éducation auquel la personne aurait eu droit du chef de ses enfants.

Le Médiateur a également été saisi par certaines personnes qui se sont vu refuser le forfait d'éducation alors qu'au moment de la naissance de leur enfant elles n'étaient pas domiciliées au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans des situations strictement délimitées, le Ministre ayant dans ses attributions la Famille peut cependant dispenser de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg si, au moment de la naissance de l'enfant, le parent était éloigné du territoire national pour des raisons de force majeure.

À titre indicatif on peut citer le cas d'une mère qui s'est vu refuser le forfait d'éducation alors que son enfant était né à Bruxelles. L'époux de la réclamante travaillait à Bruxelles mais ce dernier a été affecté au Luxembourg. Alors que l'état de santé en fin de grossesse de la mère ne lui permettait pas de voyager ou de déménager, l'époux a demandé le report de quelques semaines de son affectation au Luxembourg. Par conséquent, la réclamante n'a pas pu accoucher au Luxembourg comme elle l'avait initialement prévu. Ce n'est que trois semaines après la naissance de l'enfant que la famille s'est définitivement installée au Luxembourg.

Le Médiateur est également intervenu en faveur d'une grand-mère qui se plaignait du fait que le forfait d'éducation lui a été refusé au profit de ses deux petits-enfants. Suite à cette intervention, la réclamante a obtenu satisfaction.

Le Médiateur a encore été saisi de quelques réclamations émanant de personnes qui se sont plaintes du fait qu'elles n'avaient pas encore reçu de décision définitive suite à leur demande en obtention du forfait d'éducation respectivement leur demande en obtention du revenu minimum garanti. Dans ces cas les raisons pour lesquelles une décision définitive n'aurait pas encore pu être prise étaient indépendantes de la volonté du Fonds national de Solidarité.

Un nombre insignifiant de réclamations portaient sur le revenu minimum garanti et d'autres prestations.

3.2 Divers

Pendant la période couverte par le présent rapport, le Médiateur a été saisi de deux demandes dirigées contre des Syndicats intercommunaux, d'une demande dirigée contre le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, d'une demande dirigée contre l'Établissement public SERVIOR, de trois demandes dirigées contre l'Université du Luxembourg, de trois demandes dirigées contre le Centre Hospitalier de Luxembourg et de quatre demandes dirigées contre l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Par ailleurs, le Médiateur a également été saisi de cinq demandes dirigées contre des Chambres professionnelles.

À signaler toutefois une affaire dirigée contre un Syndicat intercommunal soumise au Médiateur par un propriétaire d'une exploitation agricole essentiellement centrée sur l'élevage et la garde de chevaux appartenant à des particuliers. Cette propriété est traversée depuis toujours par un fossé drainant les eaux superficielles tout en servant depuis nombre d'années à évacuer le trop-plein d'une station d'épuration, exploitée par le Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord (SIDEN). Les quantités d'eaux usées évacuées dans ledit fossé n'avaient cessé d'augmenter au point de rendre marécageux le terrain situé des deux côtés de celuici. Après qu'en 1998 un cheval y eut trouvé la mort et pour éviter que pareil accident ne se reproduise, l'exploitant était obligé d'arrêter partiellement l'exploitation de la parcelle de terrain traversée par le fossé en question.

Le Médiateur a procédé à une médiation entre les parties et a réussi, avec l'aide des experts en la matière, à fixer une indemnisation financière satisfaisante pour le requérant et acceptable pour le SIDEN.

4. Divers

Dans la période du 1er octobre 2004 au 30 septembre de l'année courante, 16 réclamations non dirigées contre une administration ou un autre organisme public, toutes irrecevables, ont été adressées au Secrétariat du Médiateur.

Deux demandes contre des administrations étrangères ont également été introduites. Ces demandes ont été continuées aux Médiateurs compétents.

PARTIE 2: RECOMMANDATION RELATIVE AU BON FONCTIONNEMENT DES ADMINISTRATIONS ET AUTRES SERVICES PUBLICS

Le Médiateur,

- considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour le Médiateur a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;

- considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

- considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

- considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

  - qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaint de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

  - que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affiché par les agents publics à leur égard;

  - que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un sentiment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

- considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

- considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

- considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

- considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présupposent leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

- considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique dans tout courrier adressé aux citoyens du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

- considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

- considérant le besoin impératif d'aménager essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;

- considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

- considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

- considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

- considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement des procédures entre les Communes et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

- considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;

- considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de trois mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

- considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des trois mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

- considérant que le dépassement du délai de trois mois par un certain nombre d'administrations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion des affaires ou encore par la complexité des

dossiers ou le comportement fautif des citoyens;

- considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

- considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;

- considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

- considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

- considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pratiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

recommande au Gouvernement

- d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;

- de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;

- de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;

- de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;

- d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;

- d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;

- de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;

- de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.

PARTIE 3: DES RECOMMANDATIONS DU MÉDIATEUR ET DES SUITES Y RÉSERVÉES PAR LES AUTORITÉS COMPÉTENTES

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a formulé 19 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 15 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, six ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Les neuf recommandations restantes sont toujours à l'étude.

A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

Recommandation N° 1-296-2004 relative à l'obligation d'une administration de répondre aux demandes des administrés

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations relatives à l'absence de réponse aux demandes d'autorisation de séjour pour motifs humanitaires.

Dans un courrier du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, le Ministre a estimé que les demandes d'autorisation de séjour pour motifs humanitaires sont soigneusement examinées par les autorités compétentes.

Par ailleurs, le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a retenu que la majorité de ces demandes ne seraient faites que pour la forme et qu'une décision de refus entraînerait généralement un recours devant les juridictions administratives.

Pour ces raisons, une réponse ne serait fournie que dans les cas où les personnes intéressées remplissent les conditions en vue de l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires.

Le Médiateur a souligné que l'obligation de l'administration de répondre à une demande d'un administré range parmi les principes qui sous-entendent le bon fonctionnement de l'administration publique.

De toute manière, le silence de l'administration pendant trois mois est à assimiler à une décision de refus de sorte que même en l'absence de décision écrite, un recours pourra être introduit devant le Tribunal administratif.

Le Médiateur a insisté sur le fait que la pratique de ne pas répondre à leurs demandes et de laisser les requérants dans une situation incertaine n'est pas une solution propre à éviter un dédoublement des recours alors qu'il appartient aux seuls administrés de décider de l'opportunité d'un pourvoi en justice.

Par conséquent, le Médiateur a recommandé au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration de répondre aux administrés par une décision dûment motivée endéans un délai raisonnable.

Réponse:

Dans sa lettre de réponse du 18 décembre 2004, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur qu'il a donné instruction à ses services de répondre à toute demande d'obtention d'une autorisation de séjour pour motifs humanitaires par une décision dûment motivée et ce dans un délai raisonnable.

Recommandation N° 3-div.-2004 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des réclamations au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur des Contributions

Le Médiateur a été saisi par un nombre important de réclamations de la part de personnes ayant introduit auprès du Directeur des Contributions une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts à l'encontre d'un bulletin d'imposition et qui se plaignent des longs délais d'attente avant que ces réclamations ne soient vidées.

Un nombre très élevé de dossiers de réclamations sont en souffrance. Il s'agit d'une situation existant depuis de longues années et qui relève de problèmes d'ordre structurel existant au sein de la Direction des Contributions directes.

Il est incontestable que les contribuables sont en droit de voir leurs réclamations vidées dans un délai raisonnable cela d'autant plus que des remboursements d'impôts éventuellement dus leur sont effectués tardivement et sans qu'ils aient droit à des intérêts de retard.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de prendre les mesures appropriées d'ordre structurel de nature à accélérer le traitement des réclamations au sens de l'article 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur de l'Administration des Contributions directes.

Réponse:

Comme suite à cette recommandation, il a fallu attendre plus de onze mois avant de voir le Directeur des Contributions directes se décider à renforcer le service du Contentieux de la direction par un fonctionnaire de la carrière supérieure à formation juridique. Le Médiateur estime qu'une telle mesure est largement insuffisante pour résorber les retards considérables qui, depuis de nombreuses années, se sont accumulés dans le traitement des réclamations introduites auprès du Directeur des Contributions sur le fondement de l'article 228 de la loi générale des impôts.

Un tel renforcement insignifiant du service du Contentieux de la direction est d'autant plus regrettable que l'augmentation de cinq unités accordée à l'Administration des Contributions dans le cadre du numerus clausus 2005 devait, suivant instruction du Ministre des Finances, aboutir en priorité à un renforcement du personnel du service du Contentieux.

Dès lors, il y a lieu de douter de la volonté de la Direction des Contributions de répondre au droit légitime des contribuables de voir leurs réclamations traitées dans un délai raisonnable.

Aussi est-il du devoir du Médiateur d'insister sur un renforcement en personnel autrement plus substantiel du service du Contentieux dans le cadre du numerus clausus 2006.

Toute augmentation du cadre de l'Administration des Contributions devrait être liée à l'engagement de la Direction des Contributions à satisfaire en priorité aux besoins en personnel du service du Contentieux.

Recommandation N° 4-301-2004 relative aux mesures à mettre en œuvre par l'Administration de l'Emploi pour éliminer le risque que des pertes de candidatures soient considérées comme des refus de travail

Les bénéficiaires d'indemnités de chômage inscrits à l'Administration de l'Emploi reçoivent des placeurs des cartes d'assignation renseignant sur les employeurs auxquels ils doivent envoyer leurs candidatures.

Ces candidatures peuvent être égarées. Les chômeurs qui ne sont pas à même d'établir l'envoi de leurs candidatures se voient reprocher par l'Administration de l'Emploi un refus de travail sanctionné par le retrait des indemnités de chômage.

La perte de candidatures est un problème récurrent. Il est excessif de considérer systématiquement la perte des candidatures comme valant automatiquement comme preuve d'un refus de travail sanctionné par le retrait des indemnités de chômage.

Il est dès lors important d'éliminer le risque posé par des pertes de lettres.

Le Médiateur recommande par conséquent à l'Administration de l'Emploi de mettre en œuvre des mesures de nature à éliminer le risque que des pertes de candidatures soient considérées comme des refus de travail entraînant l'arrêt du payement des indemnités de chômage.

Réponse:

Après avoir manifesté son insatisfaction devant une première prise de position de Madame la Directrice de l'ADEM en date du 20 janvier 2005, le Médiateur a été informé en date du 17 juin de la même année que, suivant les informations consignées dans le guide des demandeurs d'emploi, il est suggéré à ces derniers de se constituer un dossier personnel recueillant toutes leurs démarches actives de recherche d'un emploi.

Par ailleurs, les conseillers placeurs ont reçu l'instruction d'accorder aux demandeurs d'emploi le bénéfice du doute au cas où, selon les affirmations du demandeur, une entreprise aurait égaré une candidature.

En cas de récidive, il sera néanmoins exigé de prouver l'envoi d'une candidature par tous moyens, notamment par l'envoi d'un courrier recommandé.

Les mesures prises par l'ADEM répondent parfaitement aux préoccupations exprimées dans la recommandation du Médiateur.

Recommandation N° 6-div.-2004 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations introduites en matière de remboursement de TVA Logement qui critiquent le délai de traitement des demandes de remboursement lequel s'étendrait sur au moins 18 mois, ce qui est effectivement trop long eu égard au principe du délai raisonnable.

Le Médiateur recommande à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de poursuivre énergiquement leurs efforts entrepris dans le but de réduire sensiblement le délai de traitement des demandes de remboursement TVA et il recommande au Ministre des Finances de soutenir l'Administration dans ses efforts.

Réponse:

Dans sa prise de position du 20 septembre 2005, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a fait savoir au Médiateur que, dans le cadre du numerus clausus 2005, trois employés de la carrière C ont été affectés à des fonctions où ils pourront au mieux aider à réduire les retards en matière de remboursement de la TVA Logement.

Ce renforcement en personnel a permis d'accélérer considérablement le flux du courrier et la restitution de la TVA aux citoyens.

Ainsi le Directeur est confiant quant au rattrapage rapide des retards accumulés au fil des années, alors que les demandes traitées atteignent actuellement plus que le double du chiffre des nouvelles demandes.

Le Médiateur n'a dès lors pas de raisons pour douter de l'impact des mesures prises par le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines en vue de réduire sensiblement les délais de traitement des demandes de remboursement de TVA.

Recommandation N° 9 relative aux mesures à mettre en œuvre par le Ministre de la Justice pour remédier aux lenteurs excessives de l'instruction préparatoire dont fait l'objet Monsieur M.

Ayant été saisi par Monsieur M. qui, avec trois autres prévenus, a fait l'objet d'une instruction préparatoire devant le Juge d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg laquelle a débuté en 1994 sans préjudice quant à la date exacte;

- attendu que la Chambre du Conseil du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a prononcé en 1995 la disjonction à l'égard de Monsieur M. pour la raison que l'instruction le concernant n'était pas encore terminée et a renvoyé deux autres prévenus devant une Chambre correctionnelle du Tribunal d'arrondissement;

- que le réclamant affirme avoir été convoqué une dernière fois devant le Juge d'instruction en 1998;

- informé de ce que l'avocat de Monsieur M. a itérativement, par de multiples courriers (du 18 février 2003, du 10 avril 2003 et du 20 mai 2003), sollicité du Juge d'instruction chargé du dossier des informations sur les suites réservées au dossier de son client;

- qu'il s'est également adressé à M. le Procureur d'État près du Tribunal d'arrondissement à Luxembourg sans qu'une suite n'ait été réservée à toutes ces demandes d'information;

- vu qu'en date du 31 août 2004 le Médiateur a saisi M. le Procureur général d'État afin de recevoir des informations sur les raisons à l'origine des lenteurs de cette instruction et sur les suites que le Juge d'instruction entend réserver au dossier;

- que le Médiateur a rappelé cette lettre à l'attention de M. le Procureur général d'État par courriers du 16 septembre 2004 et du 7 octobre 2004;

- considérant que ce n'est que par lettre du 26 octobre 2004 que le Médiateur a été informé par M. le Procureur général d'État de la communication dudit courrier à M. le Procureur d'État qui, à son tour, en a informé le Juge d'instruction chargé du dossier et qu'il appartiendrait à ce dernier de fournir les informations à qui de droit, en particulier au conseil de l'inculpé, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle;

- vu que le dysfonctionnement constaté dans la présente affaire consiste précisément dans le refus de la part du Juge d'instruction de répondre aux demandes d'information de la part de l'inculpé et de son conseil;

- constatant que jusqu'à ce jour, le Médiateur n'a toujours pas reçu les informations demandées;

- attendu que lors d'une réunion du 22 juin 2004, M. le Procureur général d'État a convenu avec le Médiateur que ce dernier adressera toutes les demandes d'information et de prises de position au sujet de réclamations à l'encontre de l'Administration judiciaire à M. le Procureur général d'État lequel s'est engagé à y répondre sur base des informations qu'il recueillera lui-même auprès organes concernés;

- considérant que les administrés lésés par les conditions de fonctionnement de l'Administration judiciaire et plus particulièrement par les lenteurs de cette dernière sont en droit de saisir le Médiateur, qui est légalement obligé de prendre position par rapport à leur réclamation;

- que le refus de l'Administration judiciaire de réserver une suite aux demandes d'information du Médiateur est irrespectueux des droits conférés aux administrés par la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur;

- que l'attitude de M. le Procureur général se limitant à exprimer sa parfaite compréhension du souci du réclamant d'être informé des suites de la procédure et d'éviter d'éventuelles lenteurs judiciaires n'est pas satisfaisante;

- que pour être à même d'exécuter sa mission légale, le Médiateur doit disposer des informations suffisantes sur les conditions du fonctionnement de l'Administration judiciaire ayant fait l'objet d'une réclamation introduite conformément à la loi du 22 août 2004 susvisée;

- vu que le Médiateur ne s'est aucunement enquis d'informations relevant du fond de l'affaire, mais qu'il a uniquement demandé des informations sur l'état d'avancement de la procédure et sur les causes à l'origine des lenteurs de la procédure agissant ainsi dans le respect absolu du principe de la séparation des pouvoirs;

- considérant que l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme exige que toutes les procédures judiciaires aboutissent dans un délai raisonnable et que, selon la Cour européenne des droits de l'Homme, cette exigence revêt encore plus d'importance en matière pénale vu les conséquences préjudiciables dont souffre toute personne poursuivie au pénal;

- qu'il faut tirer du silence total de l'Administration judiciaire face aux multiples demandes d'information de la part de l'avocat du réclamant et du Médiateur la présomption que l'instruction préparatoire devant le Juge d'instruction dont Monsieur M. fait l'objet depuis près de dix années affiche des lenteurs excessives et injustifiables;

- qu'il est dès lors urgent de remédier à cette situation en conformité avec les principes de la Convention européenne des droits de l'Homme;

le Médiateur recommande au Ministre de la Justice

- de prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles et nécessaires afin que la procédure d'instruction dont Monsieur M. fait l'objet soit accomplie avec toute la diligence requise;

- et qu'en général les responsables de l'Administration judiciaire se montrent autrement plus respectueux de la mission légale du Médiateur au service des citoyens.

Réponse:

Le Ministre de la Justice avait transmis une copie de la recommandation dont objet à Monsieur le Procureur général d'État. Ce haut magistrat prit position, par l'intermédiaire d'un premier avocat général, en faisant remarquer qu'il entendit maintenir sa position qui interdit toute communication d'informations au Médiateur en vertu de la séparation des pouvoirs.

Ce même magistrat fit remarquer au Ministre de la Justice qu'il ne conçoit pas, au regard du principe de la séparation des pouvoirs, de quelle manière celui-ci pourrait intervenir dans une procédure engagée devant le Juge d'instruction, organe juridictionnel qui échappe également à l'influence du Procureur général et des Procureurs.

Force est de constater que la recommandation du Médiateur ne visait nullement une intervention directe du Ministre de la Justice dans le cours d'une procédure d'instruction précise, mais avait plutôt pour but d'entamer une réflexion de fond sur le devoir des Juges d'instruction de répondre à toute demande d'information de la part de l'inculpé ou de son conseil et d'informer le Médiateur sur l'état d'avancement de la procédure et sur les causes de l'origine des lenteurs de procédure sans la moindre intention de s'enquérir sur le fond de l'affaire.

Le Procureur général fit également parvenir une copie de la recommandation au Juge d'instruction actuellement en charge du dossier. Ce magistrat, tout en exprimant ses regrets au vu des délais d'instruction pratiqués dans l'affaire en cause, invita Monsieur M. à un entretien qui eut entre-temps lieu en présence du Procureur d'État.

En date du 14 décembre 2004, le Ministre de la Justice prit position par rapport à la recommandation émise en faisant parvenir au Médiateur, moyennant lettre de transmission, le courrier adressé par le Juge d'instruction en charge du dossier à Monsieur M. ainsi qu'une copie de la prédite prise de position que le Procureur général lui avait fait parvenir par l'intermédiaire d'un premier avocat général.

Le fond de cette recommandation soulève clairement le problème de la responsabilité des magistrats en ce qui concerne une bonne administration de la justice. Il ne paraît en effet plus guère admissible que les dispositions légales en place rendent pratiquement impossible toute responsabilisation et tout contrôle tant interne qu'externe en la matière.

On est, dans le cas d'espèce, en droit de se demander pourquoi le Procureur général ne faisait pas usage des prérogatives qui lui sont réservées par les dispositions de l'article 67 de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire.

En guise de remarque finale, il est à soulever que Monsieur M. informa le Médiateur en date du 19 septembre courant que, jusqu'à ce jour, aucune suite n'a été réservée par les autorités judiciaires à l'entrevue qu'il eue avec le Juge d'instruction et le Procureur d'État.

Recommandation N° 12 relative au respect de la procédure contradictoire en matière de délivrance des permis de conduire civils

Le Médiateur a été saisi par Monsieur H. d'une réclamation au sujet d'une prolongation de la restriction de la validité de son permis de conduire;

- considérant que Monsieur H. a été condamné par jugement du 13 juillet 2001 à 24 mois d'interdiction de conduire dont 15 mois avec sursis et neuf mois ferme;

- que par un arrêté ministériel du 13 février 2002 Monsieur H. s'est vu renouveler son permis de conduire pour une durée de douze mois avec la restriction que le permis était uniquement valable pour les trajets définis à l'article 92 du Code des Assurances sociales;

- considérant que par lettre postale du 26 février 2003 la prolongation pour une durée de 24 mois de la validité du permis de conduire fut notifiée à Monsieur H. avec la même restriction de validité pour les seuls trajets professionnels;

- considérant qu'en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le Ministre des Transports ou son délégué peut notamment restreindre l'emploi et la validité des permis de conduire sous un certain nombre de conditions prévues par le même article;

- considérant cependant que suivant l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, de telles restrictions exigent au préalable une enquête judiciaire avisée par le Procureur général d'État ainsi qu'un avis motivé de la commission spéciale des permis de conduire;

- qu'avant d'émettre son avis motivé, la commission spéciale, telle que définie à l'article 90 du prédit arrêté grand-ducal, a pour charge d'instruire le dossier, d'entendre l'intéressé dans ses explications et moyens de défense et de dresser un procès verbal;

- considérant que Monsieur H. s'est vu notifier la prolongation pour une durée de 24 mois de la décision de restriction de la validité de son permis de conduire sans avoir été préalablement entendu par la prédite commission spéciale;

- considérant cependant que, selon les procédures actuelles en place au Ministère des Transports, il est admis que la prolongation d'une décision portant restriction de l'emploi ou de la validité du permis de conduire soit prise sur base du dossier par simple lettre postale et sans l'intervention de la commission spéciale prévue à l'article 90 du prédit arrêté grand-ducal;

- considérant que d'après les explications du Ministre, telle serait la pratique dans tous les cas où la mesure prise ne serait pas préjudiciable à l'intéressé;

- considérant qu'il ne saurait être contesté qu'une prolongation pour une durée de 24 mois du permis de conduire limité aux trajets professionnels est une mesure de restriction de la validité du permis de conduire au détriment du réclamant;

- qu'une telle décision ne saurait être justifiée sans tenir compte de l'évolution du comportement de l'intéressé;

- que le droit d'être entendu est un principe fondamental du droit administratif dont le fondement est précisément de permettre aux autorités administratives de prendre leur décision sur la base d'une évaluation exacte et équilibrée des faits et arguments en cause et de prévenir ainsi tout risque d'arbitraire;

- considérant que le droit d'être entendu consacré par l'article 5 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relative à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes est repris expressément dans l'énoncé de l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955;

le Médiateur recommande au Ministre des Transports

- de prendre les décisions qui lui incombent en vertu de l'article 2 de la prédite loi modifiée du 14 février 1955 dans le respect de la stricte application de la procédure énoncée à l'article 90 du prédit arrêté grand-ducal.

Réponse:

Par lettre du 6 juillet 2005, le Ministre des Transports a informé le Médiateur qu'il est disposé à donner suite à cette recommandation sous réserve que le Ministère des Transports se voie attribuer les effectifs nécessaires pour ce faire sur base du numerus clausus 2006.

Le Médiateur a répondu qu'il ne saurait se satisfaire d'une telle prise de position alors qu'il serait inacceptable que la mise en œuvre d'un principe fondamental du droit administratif, à savoir le principe d'être entendu et de pouvoir se défendre, qui se trouve par ailleurs consacré par l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant réglementation sur toutes les voies publiques, serait tributaire d'une décision discrétionnaire du Gouvernement.

À la suite d'une entrevue que le Médiateur a eue avec le Ministre en date du 27 septembre 2005, ce dernier s'est déclaré d'accord à suivre la recommandation du Médiateur sans la moindre réserve ou condition liée aux effectifs disponibles.

Recommandation N° 13 relative à la notification des décisions susceptibles de recours devant les juridictions sociales

Vu que le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives à la suspension par les caisses de maladie compétentes de l'indemnité pécuniaire de maladie comme suite à l'avis émis par l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale;

- considérant la pratique consistant à ce que ces refus de versement de l'indemnité pécuniaire de maladie revêtent la forme de lettres postales signées par le responsable du dossier;

- considérant que de telles lettres de refus ne sont pas à considérer comme des décisions susceptibles de recours auprès des juridictions compétentes;

- attendu cependant que ces courriers omettent toute référence à l'article 55, paragraphe 5 du Code des Assurances sociales en vertu duquel toute décision individuelle en matière d'indemnité pécuniaire de maladie prise sur avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale fait l'objet d'une décision conjointe du président et du vice-président du comité-directeur;

- que cette décision est acquise à défaut d'un recours introduit par l'intéressé devant le Conseil arbitral des Assurances sociales endéans les quinze jours de la notification de la décision;

- considérant qu'à défaut de plus amples informations, nombre d'administrés restent dans l'ignorance de la possibilité de recourir aux instances judiciaires compétentes en la matière;

- considérant que d'autres administrés interprétant le refus leur notifié par lettre postale comme une décision définitive courent cependant le risque de voir déclarer le recours judiciaire irrecevable alors qu'ils ne peuvent se prévaloir d'une décision formelle prise dans les formes prévues au prédit article 55, paragraphe 5 du Code des Assurances sociales;

- considérant qu'une telle pratique engendre une insécurité juridique préjudiciable aux administrés dès lors qu'ils ne sont pas prévenus du caractère informel et non susceptible de recours du refus leur notifié par simple lettre postale signée par la personne responsable du dossier;

le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité sociale

- de prendre les dispositions requises afin que les administrés soient dûment informés par une décision susceptible de recours ou pour le moins qu'ils soient avertis en due forme de la possibilité de solliciter une décision conjointe du président et du vice-président du comité-directeur susceptible d'un recours auprès des juridictions sociales.

Réponse:

À la suite de cette recommandation, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'en date du 5 juillet 2005 l'Inspection générale de la Sécurité sociale a adressé une lettre circulaire à tous les organismes de Sécurité sociale par laquelle l'autorité de surveillance les enjoint de se conformer strictement aux dispositions réglant la matière.

Dans cette circulaire, le Directeur de l'Inspection générale de la Sécurité sociale rappelle, entre autres, qu'il est indispensable que la décision administrative individuelle revête la forme d'une décision susceptible de recours et émane de l'autorité compétente en vertu des dispositions légales afférentes.

Ainsi, toute décision doit porter la signature de l'autorité compétente respectivement de la personne disposant d'une délégation de signature en bonne et due forme.

Recommandation N° 15 relative aux décisions de la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail de déclarer irrecevables les demandes de reclassement pour défaut d'affiliation au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du Code des Assurances sociales

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives à la décision de la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, ci-après désignée «Commission mixte», de déclarer irrecevable une demande de reclassement pour défaut d'affiliation au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du Code des Assurances sociales ci-après désigné «CAS»;

- considérant que l'article 1er alinéa 1 de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle dispose: «Le travailleur salarié, affilié au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8) 11) et 12) du Code des Assurances sociales et remplissant les conditions de stage prévues à l'article 186 du même code, qui n'a pas été reconnu invalide au sens de l'article 187 du Code des Assurances sociales mais qui, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure présente une incapacité pour exercer son dernier poste de travail, bénéficie soit d'un reclassement interne, soit d'un reclassement externe»;

- considérant qu'en exécution de l'article 1er alinéa 1 de la prédite loi, les personnes auxquelles une pension d'invalidité transitoire a été retirée en vertu de l'article 193 du CAS ont vu leur demande de reclassement déclarée irrecevable par la Commission mixte au motif qu'au moment de l'introduction de leur demande en obtention d'une pension d'invalidité elles n'étaient pas affiliées au titre de l'article 171 alinéa 1 du CAS;

- considérant le préjudice important subi par les personnes concernées alors qu'elles se retrouvent sans travail et souvent sans revenus;

- considérant que le projet de loi modifiant notamment la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle (doc. parl. n° 5334) a été déposé à la Chambre des Députés en date du 28 avril 2004 afin de remédier à différentes lacunes de la prédite loi;

- considérant que l'article 1er dudit projet de loi dispose que «le bénéficiaire d'une pension d'invalidité auquel celle-ci a été retirée en vertu de l'article 193 du Code des Assurances sociales au motif qu'il ne remplit plus les conditions prévues à l'article 187 du même code» peut bénéficier d'un reclassement;

- que l'article 1er dudit projet de loi n'exige plus la condition d'une affiliation au titre de l'article 171 alinéa 1 du CAS pour pouvoir bénéficier d'un reclassement;

- qu'en attendant de voir adopter les nouvelles dispositions contenues dans le projet de loi n° 5334, il convient de régler en équité la situation des personnes incapables d'exercer leur dernier poste de travail qui ne sont plus affiliées au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du CAS;

- considérant que l'équité est un complément du droit écrit dès lors que le législateur a omis de préciser des situations dont il aurait tenu compte s'il en avait été conscient;

- considérant que par le dépôt du projet de loi, le Gouvernement a entendu corriger ces situations que le législateur n'avait manifestement pas envisagées;

- considérant qu'en vertu de l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur, le législateur a investi ce dernier du droit de recommander à l'administration visée toute solution susceptible de régler en équité la situation du réclamant;

- considérant que le Médiateur s'est d'ores et déjà adressé en ce sens au Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à la Commission mixte;

- considérant que la Commission mixte est présidée par le délégué du Ministre du Travail et de l'Emploi;

- en attendant l'approbation du projet de loi n° 5334;

le Médiateur recommande au Ministre du Travail et de l'Emploi

- de donner instruction au Président de la Commission mixte de faire tout ce qui est dans son pouvoir pour amener ladite Commission à régler en équité la situation des personnes concernées à la lumière des nouvelles dispositions contenues dans le projet de loi n° 5334.

Réponse:

En date du 27 septembre 2005, le Ministre du Travail et de l'Emploi a informé le Médiateur que depuis le 18 avril 2005 jusqu'au 11 juillet 2005, date de la mise en vigueur de la nouvelle loi, la Commission a déclaré recevables les demandes en question et s'est donc ralliée à l'argument du Médiateur de régler en équité la situation de la catégorie des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail mais non affiliés auprès d'un organisme de Sécurité sociale luxembourgeois.

Le Médiateur se félicite de l'attitude responsable et du sens de l'équité manifesté par les membres de la Commission mixte de reclassement.

Recommandation N° 16 relative aux instructions à donner pour éviter qu'en cas d'interpellation de mineurs dans le cadre d'une procédure d'expulsion la Police ne recoure à des moyens disproportionnés à la situation donnée et non conformes au respect de la dignité humaine

Le Médiateur a été saisi par Madame Marie Anne Rodesch, Présidente de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, agissant au nom et pour compte de Monsieur E.H., de nationalité serbo-monténégrine, d'une réclamation relative au comportement de la Police à l'égard du réclamant;

- considérant que dans le cadre d'une procédure d'expulsion de la famille H. vers son pays d'origine et alors que les parents de E.H. étaient introuvables à l'adresse de leur domicile, la Police a interpellé, en date du 11 avril 2005, le réclamant à sa descente du bus au Centre Aldringen pour le conduire au Centre intérimaire situé à l'aéroport;

- considérant que E.H., qui au moment de son interpellation était accompagné par des collègues de sa classe du Lycée Technique du Centre, s'est vu passer les menottes par un des policiers présents;

- considérant que la mise de menottes est une pratique que la Police utilise généralement pour se protéger d'éventuelles réactions intempestives de la part de délinquants ou de criminels;

- considérant que le réclamant suivant l'appréciation de ses enseignants et du directeur du Lycée est un jeune homme sérieux dont le comportement est tout à fait correct;

- considérant que le fait de passer, notamment dans les circonstances données, les menottes à un mineur auquel il ne peut être reproché un quelconque manquement à la loi est à qualifier de traitement hautement dégradant de nature à choquer son entourage et à l'humilier devant les regards des passants;

le Médiateur recommande au Ministre de la Justice

- de donner les instructions requises pour éviter qu'en cas d'interpellation de mineurs dans le cadre d'une procédure d'expulsion la Police ne recoure à des moyens disproportionnés à la situation donnée et non conformes au respect de la dignité humaine.

Réponse:

Dans sa prise de position du 30 mai 2005, le Ministre se réfère tant aux principes généraux à appliquer par les corps de Police des États membres de l'Union européenne qu'à la marge d'appréciation de la Police quant à l'évaluation des risques dans une situation donnée.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire de telles explications alors que le Ministre n'a pas répondu à la question fondamentale de savoir s'il entend donner les instructions requises pour éviter qu'en cas d'interpellation de mineurs dans le cadre d'une procédure d'expulsion la Police ne recoure à des moyens disproportionnés à la situation donnée et non conformes au respect de la dignité humaine.

B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme

Recommandation N° 8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelles relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestre et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

- relevant qu'en 1969 Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

- soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

- vu la décision de radiation du Collège des bourgmestre et échevins du 1er mai 2003;

- constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; […]»;

- notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

- considérant que les articles 1er, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

- que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

- que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

- que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

- que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

- relevant que dans un arrêt n°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour européenne des droits de l'Homme

  - devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention européenne des droits de l'Homme;

  - que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

  - que dans l'arrêt HIRST plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnés;

  - qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour européenne des droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole No 1;

- que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

- que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus»;

- qu'il fut notamment jugé que:

  - «l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le Gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du Gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au coeur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

- tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de la Grande-Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour européenne des droits de l'Homme;

le Médiateur recommande aux autorités concernées

- de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelles à la lumière de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations prédécrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

Dans sa réponse datée du 24 novembre 2004, le Premier Ministre s'est engagé à suivre la recommandation du Médiateur et de soumettre les dispositions constitutionnelles et législatives à un réexamen interne en vue d'analyser leur compatibilité avec le niveau de protection minimum garanti par la Convention européenne des droits de l'Homme.

Comme ces dispositions relèvent tant de la Constitution que du domaine de la loi, la recommandation a été soumise pour compétence aux membres du Gouvernement directement concernés ainsi qu'à la Chambre des Députés.

Le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position, tant du Gouvernement que de la Chambre des Députés.

Recommandation N°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

- attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

- considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des droits de l'Homme;

- qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1er protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

- attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifié en vertu notamment du principe de proportionnalité;

- que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

- constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

- qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général;

le Médiateur recommande au Gouvernement

- de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

Par courrier du 3 juin 2005, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'il a demandé à un groupe d'experts chargé de revoir les dispositifs applicables aux détenus en matière de sécurité sociale de tenir compte de cette recommandation.

C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation n° 2-50-2004 relative à une proposition de réforme du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) consistant à préciser les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal

Un Juge d'instruction, voulant mettre la main sur les déclarations fiscales du contribuable qui fut l'objet de cette information, s'est vu opposer par la Direction des Contributions directes le principe de l'inviolabilité du secret fiscal (§ 22 AO).

Selon l'interprétation de la Direction des Contributions directes, seuls l'ordre de la loi et une raison impérieuse d'intérêt général autorisent une entorse audit principe et il est très discuté si l'instruction d'une infraction de droit commun telle qu'une escroquerie ou un abus de confiance puisse justifier une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Le législateur allemand a été rendu sensible aux nombreux problèmes pratiques d'interprétation du texte légal formulé d'une façon très générale et a fini par préciser clairement les infractions dont la poursuite permet de justifier une entorse au secret fiscal.

Le droit luxembourgeois ne précisant pas ces cas, des frictions entre autorités judiciaires et autorités fiscales risquent de réapparaître.

Vu les opinions divergentes du juge d'instruction et de la Direction des Contributions directes quant à l'étendue du secret fiscal, il est absolument nécessaire que les limites du secret fiscal soient enfin clairement fixées par le législateur.

Le Médiateur recommande au Gouvernement

- de préparer un projet de loi portant réforme du § 22 de la loi générale des impôts (AO) indiquant de façon précise les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Réponse:

Par courrier du 26 janvier 2005, le Ministre des Finances a informé le Médiateur que sa recommandation a été transmise à l'Administration compétente aux fins d'étudier et de préciser la portée du paragraphe 22 AO par rapport à l'obligation de dénonciation à charge des fonctionnaires prévue par l'arti-cle 23 du code d'instruction criminelle.

Le Ministre estime qu'une étude de cette problématique et d'éventuelles modifications subséquentes nécessitent une réflexion approfondie.

Recommandation n° 5-534-2004 relative à une réforme législative visant à affranchir les conjoints non communautaires de ressortissants luxembourgeois de l'exigence d'un permis de travail

L'article 11 du règlement CEE 1612/68 du 15 octobre 1968 concernant la libre circulation des travailleurs confère aux conjoints même non communautaires de ressortissants d'un État membre de l'Union européenne exerçant sur le territoire du Luxembourg une activité salariée ou non salariée le droit d'y accéder à toute activité salariée.

Un conjoint non communautaire d'un Luxembourgeois est partant soumis au régime de droit commun applicable aux étrangers non communautaires tel qu'il résulte des articles 26 et 27 de loi du 28 mars 1972 concernant 1° l'entrée et le séjour des étrangers; 2° le contrôle médical des étrangers; 3° l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Un conjoint d'un ressortissant luxembourgeois pourra donc également se voir refuser un tel permis au Luxembourg sur le fondement de la priorité à l'embauche dont bénéficient les ressortissants des États membres de l'Union européenne et des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen telle que prévue à l'article 10 du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg.

Une différence de régime juridique aussi fondamentale effectuée sur base de la nationalité, luxembourgeoise ou d'un autre État membre de l'Union européenne, du conjoint d'un ressortissant non communautaire ne peut être justifiée.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de proposer une modification législative afin d'affranchir de l'exigence d'un permis de travail les ressortissants d'un pays tiers à l'Union européenne conjoints de luxembourgeois.

Réponse:

Dans sa lettre de réponse du 8 décembre 2004, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur qu'il allait tenir compte de la proposition d'affranchir de l'exigence d'un permis de travail les ressortissants d'un pays tiers, conjoints de ressortissants luxembourgeois, lors de l'élaboration prochaine de la nouvelle loi sur l'immigration.

En date du 6 mai 2005, le Conseil de Gouvernement a approuvé une modification en ce sens du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. En attendant la mise en vigueur de ce règlement, le Ministre a donné instruction à ses services d'appliquer aux cas d'espèce le principe de la dispense du permis de travail dans les mêmes conditions que celles applicables aux conjoints de citoyens européens bénéficiant à Luxembourg du principe de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne tel que prévu par l'article 11 du Règlement CEE 1612/68 du 15 octobre 1968.

Recommandation N° 7-286-2004 relative à la procédure de déclaration de naissance

Un réclamant s'étant présenté au bureau de l'état civil de la commune de Luxembourg pour déclarer la naissance de son fils s'est vu opposer le refus des fonctionnaires compétents en raison du défaut de présentation d'un document contenant les informations relatives à la naissance de l'enfant délivré par l'établissement où l'accouchement a eu lieu.

Pour des raisons de sécurité juridique notamment dans le but d'éviter des fraudes documentaires apparemment de plus en plus fréquentes le Procureur d'État de Luxembourg a recommandé aux officiers de l'état civil de ne pas se baser sur les seules déclarations de l'intéressé, mais d'exiger dans la mesure du possible la production de pièces.

La pratique recommandée par le Parquet va au-delà des prévisions de la loi car l'article 56 du code civil énumère les différentes personnes qui, à défaut du père, sont habilitées à déclarer la naissance d'un enfant sans aucune indication quant à d'autres formalités à remplir.

Cette pratique ne couvre d'ailleurs pas le cas où l'accouchement est intervenu hors d'un établissement hospitalier ou de la présence d'un gynécologue.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir les dispositions afférentes du code civil à la lumière de la pratique recommandée par le Parquet et de présenter un projet de loi couvrant par ailleurs les situations non réglées par cette pratique.

Réponse:

Dans sa prise de position du 8 décembre 2004, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que dans le cadre de la réforme des dispositions du code civil relatives à l'état civil, qui serait entamée dès la fin de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, il ne manquera pas de prendre en considération cette recommandation.

Recommandation N° 17 relative à la motivation des décisions prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale et de la communication des dossiers en matière de sécurité sociale

Le Médiateur a été saisi par nombre de réclamations relatives à des décisions prises sur avis de l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale par les différents établissements publics de la sécurité sociale;

- considérant qu'en vertu de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes «toute décision administrative doit baser sur des motifs légaux»;

- considérant la jurisprudence en matière de sécurité sociale en vertu de laquelle est suffisamment motivée la décision renvoyant à un avis du contrôle médical pour fonder la décision de refus de la demande d'un assuré;

- considérant qu'en vertu de l'article 4 du prédit règlement grand-ducal «les avis des organismes consultatifs pris préalablement à une décision doivent être motivés et énoncer les éléments de fait et de droit sur lesquels ils se basent»;

- considérant dès lors que la motivation par renvoi à un avis du contrôle médical présuppose que l'avis expose lui-même des motifs clairs et précis;

- considérant qu'en vertu de l'article 341 paragraphe 3 du CAS (Code des Assurances sociales) «les avis du contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions et administrations concernées qui peuvent demander de la part du contrôle médical la motivation de son avis en vue d'appuyer leur position devant le conseil arbitral et le conseil supérieur des assurances sociales»;

- considérant que les décisions prises par les institutions et administrations concernées sur base d'avis du contrôle médical dénuées de motivation claire et précise ne sauraient être considérées comme motivées au sens de l'article 6 du prédit règlement grand-ducal;

- considérant qu'en vertu de l'article 11 du même règlement grand-ducal «tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative chaque fois que celle-ci est atteinte ou susceptible de l'être par une décision prise ou en voie de l'être»;

- considérant que suivant le règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du Code des Assurances sociales la procédure à suivre devant le conseil arbitral, le conseil supérieur des assurances sociales ainsi que les délais et frais de justice, les assurés ou leurs mandataires ne peuvent prendre connaissance de leur dossier qu'après avoir introduit un recours devant le conseil arbitral des assurances sociales;

- considérant cependant qu'en vertu de l'article 5 du même règlement grand-ducal, il appartient au président du conseil arbitral des assurances sociales de décider dans quelle mesure les intéressés ou leurs représentants peuvent consulter les rapports médicaux;

- considérant plus particulièrement que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée contre la décision prise par le président ou son délégué implique le droit d'exiger la communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical en vue notamment d'examiner la pertinence des éléments qui sont à la base de cette décision et de pouvoir y répondre de façon adéquate;

- considérant que le droit d'accès du patient aux données le concernant et à son dossier individuel est garanti tant par l'article 28 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel que par l'article 36 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- considérant que ce droit connaît des limitations dans les seuls cas où soit en vertu de l'article 29 de la prédite loi du 2 août 2002 une telle limitation est justifiée pour protéger la personne concernée ou les droits et libertés d'autrui soit en vertu de l'article 51 du Code de déontologie médical qui laisse à la liberté du médecin d'apprécier en conscience si un malade peut être laissé en l'ignorance du diagnostic ou d'un pronostic grave;

- considérant que l'accès au dossier médical est sauf exceptions prévues par la loi un droit dont peut se prévaloir le patient;

- considérant notamment que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée pour être concret et effectif implique le droit de ce faire en connaissance de tous les éléments du dossier;

- considérant dès lors que l'assuré devrait être en droit de recevoir sur sa demande communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'aux termes de l'article 57 du Code de déontologie médical «le médecin doit s'efforcer de faciliter l'obtention par son malade des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit, sans céder à aucune demande abusive»;

- considérant que pour satisfaire à cette obligation et dans le respect du droit d'être entendu, le médecin traitant devrait avoir accès à l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'un désaccord persistant entre le contrôle médical et le médecin traitant devrait être tranché par une expertise médicale extrajudiciaire régie par une procédure garantissant une solution du différend médical dans la plus grande célérité épargnant ainsi à l'assuré les délais et les frais d'une éventuelle procédure judiciaire;

le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité Sociale

- de réexaminer les dispositions afférentes du CAS en vue de les rendre conformes au droit de communication, tant à l'égard de l'assuré que du médecin traitant, du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical conformément au droit énoncé à l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes et d'instaurer une procédure propre à garantir à travers une expertise médicale extrajudiciaire une solution du différend médical.

Réponse:

Dans sa prise de position du 8 juin 2005, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'il examinerait sa recommandation dans le cadre de la prochaine révision du CAS.

Par courrier du 27 septembre 2005, le Ministre a informé le Médiateur que la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrira dans le cadre d'une révision des structures organisationnelles et des procédures administratives qu'il envisage d'entamer en 2006.

D. Recommandations restées sans réponse jusqu'au 30 septembre 2005

Recommandation N° 10 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main-d'œuvre

Attendu que le Médiateur a été saisi de multiples réclamations concernant des retards encourus par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration dans le traitement de dossiers relatifs à des demandes d'autorisation de séjour et de permis de travail;

- que de nombreuses réclamations ont tiré l'attention du Médiateur sur des retards dans l'instruction de ces affaires et sur les longs délais d'attente qu'ils font subir aux administrés;

- que l'examen de treize réclamations introduites auprès du Médiateur et actuellement pendantes fait ressortir que les administrés concernés sont toujours en attente d'une réponse du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration;

- que le délai moyen de ces retards s'élève à près de six mois;

- que le Médiateur a dû constater que les services compétents tardent même à répondre à ses propres lettres et que les délais de réponse que le Médiateur est en droit de fixer sur le fondement de l'article 4 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur ne sont jamais respectés;

- qu'il est inacceptable que les lettres du Médiateur adressées au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration restent sans réponse durant plusieurs mois;

- que le Médiateur lui-même doit ainsi subir des délais d'attente allant, malgré d'itératifs rappels, jusqu'à cinq mois;

- que toute administration est tenue de respecter un délai raisonnable dans le traitement de ses dossiers;

- que ces retards dénotent de la façon la plus évidente que les services chargés des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'octroi de permis de travail ne fonctionnent pas conformément aux principes d'une bonne administration;

- que la mission légale confiée au Médiateur oblige celui-ci à porter à la connaissance des Ministres concernés les problèmes récurrents de fonctionnement de leur Ministère;

- que ceux-ci peuvent être d'ordre structurel ou relever de l'organisation interne;

- qu'il est urgent que des solutions soient trouvées améliorant le fonctionnement des services concernés;

le Médiateur recommande instamment aux Ministres des Affaires étrangères et de l'Immigration

- de rechercher les causes de ces lenteurs excessives préjudiciables aux administrés et de mettre en oeuvre des mesures appropriées dans le but d'y remédier.

Recommandation N° 14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

- considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

- qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

- attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

- considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1er décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

- considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

- considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère respectueuse de la procédure contradictoire;

- considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

- attendu que six membres de la prédite Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

- que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

- considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédite Commission spéciale rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

- considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédite Commission spéciale;

- considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

le Médiateur recommande au Ministre du Travail

- de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.

L'article 4 (2) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur permet à celui-ci d'émettre une recommandation afin que l'administration règle en équité des cas où l'application stricte de la loi aboutirait à un résultat inéquitable heurtant le sentiment élémentaire de la justice.

Le Médiateur a eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'intervenir auprès des administrations et de proposer des solutions de nature à permettre un règlement en équité.

Ainsi un réclamant s'est vu d'abord refuser le bénéfice de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité pour la raison que sa pension alimentaire n'avait pas été fixée par un jugement. En dehors de la convention de divorce, seul un jugement condamnant le débiteur à des arriérés de pension alimentaire avait été pris.

Après l'intervention du Médiateur, l'administration concernée s'est déclarée d'accord à avancer les pensions alimentaires sur production d'un acte introductif d'instance en vue de faire entériner cette pension alimentaire par un jugement.

Une autre affaire qui a pu être solutionnée sur le fondement du principe d'équité eut trait au recours prévu à l'article 82 du Code des Assurances sociales qui permet aux caisses de maladie de récupérer auprès du tiers responsable le dommage indemnisé.

C'est ainsi que le conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie a été d'accord, suite à l'intervention du Médiateur, à tenir compte de la situation particulière de revenu du débiteur en fixant la limite dans laquelle le droit de recours peut être exercé.

Une réclamation en cours de traitement concerne l'obligation imposée aux mineurs faisant l'objet d'une mesure de placement de verser à l'organisme gestionnaire le tiers de leur indemnité d'apprentissage.

Il s'agit en l'occurrence d'une discrimination aux dépens des jeunes apprentis faisant l'objet d'une mesure de placement.

La Commission d'harmonisation créée par la loi du 8 septembre 2004 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique est en train d'examiner ce dossier.

Aux termes de l'article 16 de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, une autorisation de port d'armes peut être refusée lorsqu'il est à craindre que le requérant, compte tenu de son comportement, de son état mental et de ses antécédents, ne fasse un mauvais usage de l'arme.

Ce texte confère à l'administration un très large pouvoir d'appréciation qu'elle doit exercer conformément au principe d'équité selon lequel les faits justifiant le refus d'une demande doivent être suffisamment graves.

Une personne s'était d'abord vu décliner une autorisation de port d'arme de sport par le Ministère de la Justice pour la raison qu'elle avait fait l'objet de procès-verbaux de la Police grand-ducale pour différentes infractions.

Suite à l'intervention du Médiateur, l'autorisation a été accordée parce que le trouble à l'ordre public consigné dans ces procès-verbaux avait été minime et que le refus d'autorisation de port d'arme aurait été disproportionné par rapport aux faits reprochés.

L'article 9bis du règlement grand-ducal du 10 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg exige le versement d'une garantie bancaire par l'employeur demandant un permis de travail pour un ressortissant non communautaire. Cette garantie est destinée à couvrir les frais de rapatriement éventuels.

Le texte susvisé n'en permet la restitution qu'à la condition que les travailleurs soient engagés moyennant un contrat à durée indéterminée.

Un employeur d'un tel ressortissant dont l'autorisation de travail n'avait plus été renouvelée s'était par conséquent vu refuser par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration la restitution de la garantie bancaire.

Nonobstant la condition légale tenant à la conclusion d'un contrat à durée indéterminée et, eu égard à la considération qu'un rapatriement était exclu, la personne en question étant mariée à un ressortissant de l'UE, le Ministre compétent s'est néanmoins déclaré prêt à rembourser la garantie à l'employeur suite à l'intervention du Médiateur sur la base du principe d'équité.

Par ailleurs, il est renvoyé à une Recommandation en équité du Médiateur N°15-2005 relative aux décisions de la Commission mixte de Reclassement des Travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, de déclarer irrecevables les demandes de reclassement pour défaut d'affiliation au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du Code des Assurances sociales.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)
zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)
zu Déifferdeng: um Kanal S 29 zu Diddeleng: um Kanal S 32
an der Gemeng Nidderaanwen: um Kanal S 29

Compte rendu des séances publiques
N° 5 – Session ordinaire 2005-2006

14e séance, mardi 13 décembre 2005
15e séance, mercredi 14 décembre 2005
16e séance, mercredi 14 décembre 2005
17e séance, jeudi 15 décembre 2005

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

«Le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète»



M. Charles Goerens lors de son rapport

À la deuxième partie de la 51e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 5 au 7 décembre 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, M. le Député Marcel Glesener, et M. le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par M. le Député Norbert Haupert, Membre suppléant.

«Notre engagement vis-à-vis de la notion d'appropriation africaine sera vide de sens si nous ne donnons pas aux Africains les moyens d'agir par eux-mêmes.»

Avec ces mots, le rapporteur M. Charles Goerens a souligné dans son rapport intitulé «Le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète» la nécessité de la création d'un Fonds eurafricain de paix et de sécurité, auquel les pays européens et africains contribuent, augmentant la prévisibilité des activités de gestion de crise par l'Union africaine. M. Goerens a terminé son rapport très remarqué qu'il a présenté au nom de la commission politique en concluant: «Si nous ne parvenons pas à donner à l'Union africaine les moyens de régler maintenant les problèmes du continent, la facture et surtout le tribut en vies humaines seront encore plus lourds demain.»

Les principaux thèmes ayant figuré à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'avenir de la politique européenne de sécurité et de défense et de son contrôle démocratique – réponse au rapport annuel du Conseil;
- les débats parlementaires et l'orientation de l'opinion publique sur la construction européenne;
- le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète – rapporteur M. Charles Goerens, avec le discours de S.E. M. l'Ambassadeur Saïd Djinnit, Commissaire pour la paix et la sécurité de la Commission de l'Union africaine;
- le marché européen des équipements de défense: l'Article 296 du Traité instituant la Communauté européenne et le Livre Vert de la Commission européenne – réponse au rapport annuel du Conseil;
- l'avenir de l'industrie navale européenne de défense;
- la surveillance de l'espace maritime et des zones côtières dans les pays européens;
- comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2004 – rapport du commissaire aux comptes;
- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2005;
- projet de budget de l'Assemblée pour 2006;
- l'Union européenne dans les Balkans: Althea et autres opérations;
- les parlements et la mission Althea;
- la coopération dans le domaine opérationnel entre l'UE et l'OTAN – réponse au rapport annuel du Conseil;
- élection du Président et des Vice-Présidents de l'Assemblée pour la 52e session – avec le discours du Président élu Masseret;
- la lutte contre le terrorisme international: un défi pour l'Europe.

Au cours de cette session, l'assistance a pu suivre entre autres:

- les discours de M. Stef Goris, Président de l'Assemblée, et de M. Günther Platter, Ministre de la Défense de l'Autriche, représentant la Présidence entrante de l'UE;
- la déclaration de Mme Lyubov K. Sliska, Première Vice-Présidente de la Douma, Présidente de la délégation russe;
- le discours de M. Vlado Bučkovski, Premier Ministre de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine;
- la déclaration de M. Nikolai Cherginets, Président de la délégation invitée du Belarus;
- l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale sortante de la République d'Azerbaïdjan;
- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président du Conseil de l'UEO, représentant la Présidence britannique de l'UEO/UE (discours prononcé par S.E. Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France).

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette deuxième partie de sa 51e session une directive, une décision, trois résolutions et seize recommandations au Conseil.

Conseil interpalementaire consultatif de Benelux

Rapport sur l'Union économique entre les trois États du Benelux

Le Conseil interparlementaire consultatif ou Parlement Benelux, qui, en 2005, a fêté le 50e anniversaire de sa création, a tenu les 9 et 10 décembre 2005 à La Haye sa session d'hiver en présence de délégations de l'Assemblée balte et du Conseil nordique. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Roger Negri, Félix Braz, Xavier Bettel et Jean-Pierre Koepp.

En début de session, le Président du Parlement Benelux M. de Nerée tot Babberich a rendu hommage à la mémoire de Mme Nelly Stein, présidente de la délégation luxembourgeoise, décédée inopinément l'été dernier à l'âge de 67 ans.

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a ensuite examiné le 49e rapport commun des Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois sur la réalisation et le fonctionnement de l'Union économique entre les trois États. M. Eigeman (Pays-Bas), rapporteur des travaux de la commission de l'Environnement et de l'Énergie, a dénoncé le manque d'ambition qui, selon cette commission, transparaît dans le rapport, la question essentielle étant de savoir dans quels domaines le Benelux apporte une plus-value et comment il concrétise ses ambitions dans ces domaines. C'est ainsi par exemple que le rapport ne fait pas état de la Conférence sur l'énergie qui s'est tenue à Oslo fin 2004 alors que des parlementaires, ministres et experts des pays nordiques, des États baltes et des pays du Benelux ont reçu à ce sujet des informations qui soulignent la nécessité de coopérer dans certaines matières.

À ces critiques, le Ministre néerlandais des Affaires économiques, M. Brinkhorst, a répondu en affirmant que la priorité serait accordée en 2006 à l'organisation d'un marché de l'énergie en Europe du Nord et en Europe de l'Ouest. Il faudra aussi, selon lui, mettre rapidement en place un marché intérieur des services et persuader la Belgique de l'opportunité d'une telle initiative. Enfin, M. Brinkhorst a mis en garde contre la menace d'une Europe aux ordres des seuls grands pays de l'UE.

Quelques orateurs ont tenu à s'opposer au climat actuel de repli sur soi. M. Doesburg (Pays-Bas) a estimé que Néerlandais, Belges et Luxembourgeois avaient énormément de points communs et a prôné un retour aux objectifs initiaux du Benelux. M. Van den Brande (Belgique) s'est opposé aux nouvelles formes de protectionnisme et M. Willems (Belgique) a souligné que le Benelux pouvait résoudre nombre de problèmes communs aux trois pays, par exemple en matière d'aménagement du territoire ou d'aide aux PME.

Au cours de la session, M. Xavier Bettel, député luxembourgeois, a présenté le rapport de la visite faite par la commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, le 6 juin dernier, du site des friches industrielles de Belval-Ouest au Grand-Duché de Luxembourg. Un projet-phare destiné à viabiliser et à développer les friches dans un sens favorable à l'intérêt général s'inscrit dans un contexte de développement durable en collaboration avec les communes concernées. À Belval-Ouest, quatre grands quartiers seront développés, dont des parties seront réservées à l'habitat, aux commerces et aux loisirs; la Dexia-BIL s'installera dans un important complexe et une gare de chemin de fer sera créée.



(de gauche à droite) MM. Félix Braz, Jean-Pierre Koepp, Roger Negri, Claude Frieseisen et Xavier Bettel

11e Conférence des parties au protocole de Kyoto sur les changements climatiques

Près de 10.000 représentants des 189 pays ayant signé la convention de Rio en 1992, respectivement des 159 pays signataires du protocole de Kyoto, se sont réunis à cette Conférence mondiale à Montréal du 28 novembre au 10 décembre 2005. Le but primordial fut la définition des plans d'action pour l'après-Kyoto en 2012. Le président de la Conférence, M. Stéphane Dion, Ministre de l'Environnement du Canada, concentrait le travail à exécuter sur les trois points chauds: «Implementation – Improvement – Innovation».

Le protocole de Kyoto, ratifié après des années de négociations et entré en vigueur le 16 février 2005, a fixé pour objectif la réduction de 5,2% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2012 par rapport à leur niveau de 1990. Le Luxembourg s'étant engagé à une réduction de 28%, il s'agit de ne pas dépasser le montant de 12,56 millions de t de GES en 2012.

Neuf mois après l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, les États réunis à Montréal débattaient de même les conséquences néfastes du réchauffement pour notre environnement global, à savoir la fonte des glaciers, la hausse du niveau de la mer, l'inondation des côtes, la désertification et la migration de millions de démunis. Une catastrophe de portée globale commence à se manifester au littoral nord-ouest européen, à savoir la réduction, de 30%, depuis 1957 de la boucle du courant marin, le «Gulf Stream».

Bon nombre de scientifiques comparent les conséquences de ces événements extrêmes aux armes de destruction massive. Afin de remédier d'urgence à cette situation préoccupante, ils invoquent le principe du développement durable, nécessitant une interconnexion des trois volets: la croissance économique, la protection environnementale et la sécurité sociale.

Se basant sur le principe de précaution, on s'est fixé comme objectif de limiter l'augmentation de la température globale à 2°C par rapport au niveau préindustriel. Selon les recherches scientifiques, on devra parvenir à maîtriser les émissions des GES sur un niveau tolérable afin d'éviter des conséquences irréversibles.

Conséquences de la Conférence de Montréal

La lutte contre l'effet de serre ne représente pas seulement un défi énorme pour la conservation des écosystèmes de notre planète, mais en plus, elle constitue une formidable chance pour le développement de nouvelles technologies respectant davantage l'environnement et la biosphère. C'est dans cet esprit que la Conférence a retenu les conséquences suivantes:

1° l'application de l'article 3.9 du protocole de Kyoto prévoyant que les 36 pays de l'Annexe I s'engagent légalement à réduire leurs émissions et doivent commencer à discuter des réductions majeures pour l'après-2012.



(de gauche à droite) M. Emile Calmes, M. Nicolas Schmit et M. Marcel Oberweis

2° la Conférence a également donné feu vert à la mise en place des mécanismes flexibles permettant la mise en vigueur du marché des permis d'émission, du mécanisme pour un développement propre et de la mise en œuvre conjointe.

3° les délégués se sont aussi entendus sur les sanctions qui attendent les pays qui n'atteindront pas leurs cibles de réduction des émissions de GES durant la période 2008-2012. En plus des pénalités financières, ils verront leurs objectifs de réduction de l'après-2012 considérablement revus à la hausse.

Suite à ces discussions, les députés Emile Calmes (DP) et Marcel Oberweis (CSV) sont d'avis «qu'il ne pourra exister confrontation entre les deux faces de la même médaille du développement durable: l'économie et l'écologie. Comme les changements climatiques touchent toute la planète, un plan d'action efficace pour réduire les GES doit inclure aussi les pays en transition, ainsi que les pays en voie de développement. Notamment pour les pays en voie de développement, l'éducation des jeunes et le transfert des éco-technologies devront occuper la place centrale dans la démarche équitable de la lutte contre le changement climatique.»

M. Marcel Oberweis souligne «qu'il faut rassembler tous les citoyen(ne)s à s'investir dans la lutte contre les dégâts irréversibles infligés à notre planète, et ceci devant la toile de fond que la réduction de la pollution atmosphérique aura son prix.» Kyoto ne serait finalement pas un fardeau, mais une chance pour nous et les générations à venir.

NOUVELLES LOIS

5500 - Projet de loi

concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

Le projet de budget pour 2006 se caractérise par les chiffres essentiels ci-après:

(en milliers d'euros)	Budget définitif 2005	Projet de budget 2006	Variation	
			en euros	en %
Budget courant				
Recettes	6.828.678,0	7.223.692,0	395.014,0	5,78%
Dépenses	6.303.056,0	6.852.208,6	549.152,6	8,71%
Solde	**525.622,0**	**371.483,4**	**-154.138,6**	**...**
Budget en capital				
Recettes	73.789,0	104.342,8	30.553,8	+41,41%
Dépenses	706.124,0	777.121,6	70.997,6	+10,05%
Solde	**-632.335,0**	**-672.778,8**	**-40.443,8**	**...**
Budget total				
Recettes	6.902.467,0	7.328.034,8	425.567,8	+6,17%
Dépenses	7.009.180,0	7.629.330,2	620.150,2	+8,85%
Solde	**-106.713,0**	**-301.295,4**	**-194.582,4**	**...**

Source: Données IGF

Alors que le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 avait prévu que les recettes courantes projetées pour 2005 accuseraient une progression de 9,39%, les prévisions pour l'exercice 2006 s'avèrent plus modestes.

Le projet de budget table ainsi sur une croissance des recettes courantes de 5,78%. En faisant abstraction de certains éléments exceptionnels, notamment au niveau des recettes en capital, l'évolution du total des recettes entre 2005 et 2006 s'établirait à quelque 3%.

Le projet de budget 2006 se caractérise par ailleurs par une hausse importante des dépenses prévues. Les dépenses courantes devraient progresser de 8,71% et les dépenses en capital de 10,05%. En chiffres, il s'agit d'une augmentation de quelque 620 millions d'euros par rapport au budget définitif 2005 et de 740 millions d'euros par rapport au compte général provisoire de 2004. D'après les prévisions budgétaires pour 2006, les dépenses totales dépasseront ainsi les recettes totales de quelque 300 millions d'euros, ce qui entraînerait un déficit budgétaire de 4,1% (Administration centrale).

Au cours des années écoulées, les évolutions au niveau de la structure des dépenses de l'État ont abouti à un accroissement sensible de la rigidité budgétaire et dès lors également à une réduction des marges de manœuvre dont dispose le Gouvernement pour mener son action politique. Une proportion de plus en plus élevée des dépenses publiques est en effet fixée par ou en vertu de dispositions légales, réglementaires et conventionnelles.

La rigidité découlant du caractère obligatoire et difficilement compressible de la plupart de ces dépenses est encore accentuée par la dynamique inhérente à leur évolution. D'une part, le volume de ces dépenses est animé d'un mouvement ascendant qui découle directement ou indirectement de leurs facteurs d'évolution respectifs. D'autre part, cette croissance réelle des dépenses publiques est renforcée par le fait qu'environ les deux tiers des dépenses courantes du budget de l'État sont liées directement, par le biais de l'échelle mobile des salaires, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Le tableau ci-après présente les postes de dépenses qui affichent les variations les plus significatives (en euros) entre 2005 et 2006:

- Participation dans le financement de l'assurance-pension (régime contributif) + 72,8 millions
- Participation dans le financement de l'assurance-maladie + 64,8 millions
- Participation des communes dans le produit de certains impôts de l'État + 45,2 millions
- Forfait d'éducation + 40,0 millions
- Participation dans le financement de l'assurance-dépendance + 28,1 millions
- Aide au développement + 26,0 millions
- Fonds des pensions des agents publics + 21,5 millions
- Traitements et pensions des fonctionnaires + 21,4 millions
- Recherche publique + 18,9 millions
- Participation dans le financement des allocations familiales + 14,5 millions
- Versement du produit des impôts de solidarité + 10,4 millions
- Transport public routier et ferroviaire + 6,0 millions

Total 335,0 millions

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

20.10.2005	Organisation des travaux
	Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre du Trésor et du Budget
27.10.2005	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec l'Admin. des Contributions directes, l'Admin. de l'Enregistrement et des Domaines et l'Admin. des Douanes et Accises)
31.10.2005	Échange de vues avec le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports sur les projets infrastructure de l'État qui font l'objet d'un moratoire décidé par le Gouv. ainsi que sur les projets d'investissement dont la réalisation n'est pas tenue en suspens
09.11.2005	Échange de vues avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques
10.11.2005	Présentation du programme pluriannuel des dépenses en capital
14.11.2005	Échange de vues avec la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2006
17.11.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.11.2005	Examen de l'avis de la Cour des Comptes
22.11.2005	Échange de vues avec le Ministre de l'Environnement sur le budget de son département
	Examen et adoption d'une proposition d'amendement concernant l'article 11 de la loi budgétaire
02.12.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport
07.12.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

07.11.2005	Échange de vues avec le Ministre de la Coopération sur le volet coopération au développement
	Échange de vues sur les volets affaires étrangères, affaires européennes, immigration et défense

Vote en séance publique:
14.12.2005

5398 - Projet de loi

relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

Malgré le climat conjoncturel peu propice à la croissance, l'exercice 2003 a pu se solder par un excédent des recettes définitives de 79 millions d'euros.

Le projet de loi sous rubrique propose d'affecter cette plus-value aux fonds suivants:

Fonds pour l'emploi + 40 millions

Fonds de la dette publique + 39 millions

tandis que le solde de 333.493,57 euros est porté au crédit du compte «Report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital». L'ordonnance au bénéfice des deux fonds spéciaux mentionnés ci-dessus interviendra au cours de l'exercice 2005. Dès que cette affectation à charge de l'exercice 2003 est votée, le compte général reflétera intégralement la situation financière de cet exercice.

Le Conseil d'État approuve l'affectation proposée.

Le choix des fonds à affecter est motivé par des dépenses additionnelles auxquelles ces fonds devront faire face. Ainsi, afin de maintenir la marge de manœuvre en matière d'indemnisation du chômage par le Fonds pour l'emploi, une dotation supplémentaire de ce fonds s'avère nécessaire. D'autre part, la dotation au Fonds de la dette publique est destinée au remboursement des deux dernières tranches des obligations linéaires (OLUX) venant à échéance.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 15.11.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

24.02.2005	Désignation d'un rapporteur
02.05.2005	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.05.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
15.12.2005

4843 - Projet de loi

relatif au nom des enfants

5106 - Proposition de loi

relative aux prénoms des enfants

Le projet de loi 4843 et la proposition de loi 5106 entendent moderniser les modalités relatives à la dévolution du nom et des prénoms de l'enfant. Ces deux textes s'inscrivent dans un large mouvement de renforcement de l'égalité entre les hommes et les femmes en la matière. Ils confèrent également pour la première fois à la volonté individuelle des parents le pouvoir de déterminer le nom de leurs enfants, y compris de leurs enfants mort-nés. Cette liberté de choix est néanmoins encadrée et ce afin de concilier les objectifs des deux textes sous rubrique avec le principe de la stabilité de l'état des personnes.

Les grandes lignes du projet de loi sous rubrique

1. Mise en place d'une triple option en matière de transmission du nom

Le projet de loi sous rubrique prévoit une règle de transmission du nom commune aux filiations légitimes et naturelles.

En vertu des nouvelles dispositions, les parents peuvent choisir de conférer à leur enfant commun soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

La liberté de choix est donc offerte à tous les parents, y compris ceux qui ne sont pas mariés, à la condition qu'ils parviennent à se mettre d'accord quant au nom à attribuer et que la filiation à l'égard de leur enfant ait été établie simultanément à l'égard de chacun d'eux au plus tard le jour de la déclaration de la naissance de l'enfant.

Lorsque la filiation est établie successivement à l'égard des deux parents, l'enfant acquiert en principe le nom de celui de ses parents à l'égard duquel sa filiation a été établie en premier lieu. Il s'agit en principe d'enfants naturels. Il est possible de modifier le nom de ceux-ci et d'exercer postérieurement à la déclaration de naissance la triple option reconnue aux parents par le projet de loi sous rubrique.

2. Attribution du nom des enfants en cas de désaccord par tirage au sort

En cas de désaccord entre les parents sur le nom à attribuer à leur enfant, celui-ci portera le nom ou le premier nom de son père et le nom ou le premier nom de sa mère, dans l'ordre défini par tirage au sort par l'officier de l'état civil, en présence de la personne qui déclare la naissance de l'enfant.

3. Préservation de l'unicité de nom d'une même fratrie

Il est apparu nécessaire d'encadrer le choix des parents quant au nom à attribuer à leurs enfants. Ce choix ne saurait en effet être totalement libre, alors qu'une totale liberté pourrait mettre à mal le principe de la stabilité de l'état des personnes. Il a ainsi été décidé que les enfants issus d'un même couple porteront tous un nom identique. Le nom dévolu au premier enfant vaut pour tous les autres enfants communs et ce afin de préserver l'unité de la fratrie.

4. Possibilité pour la mère de déclarer la naissance de son enfant

En vertu de l'actuel article 56 du Code civil, la naissance de l'enfant est déclarée par le père, ou à défaut de père, par les médecins, les sages-femmes ou autres personnes ayant assisté à l'accouchement. Cet article est adapté afin d'asseoir le traitement égalitaire entre le père et la mère, la mère pouvant désormais déclarer la naissance de son enfant à l'officier de l'état civil.

5. Reconnaissance officielle des enfants décédés avant que leur naissance n'ait pu être déclarée et des enfants mort-nés

Les auteurs du projet de loi sous examen ont voulu régler dans le cadre du projet de loi sous rubrique la question de la reconnaissance officielle de l'existence d'enfants décédés avant la déclaration de leur naissance et des enfants mort-nés en prévoyant d'une part, la possibilité pour les parents de nommer leurs enfants et d'autre part, l'établissement d'actes officiels pour ces enfants.

Le nouvel article a également pour objectif de permettre à des enfants décédés à leur naissance ou à des enfants mort-nés de se voir attribuer un nom et des prénoms, souhait exprimé par de nombreux parents, qui souffrent de l'absence d'une reconnaissance officielle de leur enfant, et par les associations travaillant dans le domaine de l'enfance. Il s'agit sinon d'atténuer du moins de ne pas ajouter au deuil des parents.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.09.2001

Rapporteur:
M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

25.09.2002	Désignation d'un rapporteur
01.10.2003	Présentation et examen du projet de loi
23.03.2005	Examen des propositions d'amendements
13.04.2005	Continuation de l'examen des propositions d'amendements
20.04.2005	Adoption définitive des propositions d'amendements
26.10.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
15.12.2005

5350 - Projet de loi

portant règlement du compte général de l'exercice 2003

Les comptes généraux de l'exercice 2003 peuvent, compte tenu de l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, être résumés comme suit:

A. - Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes 6.563.544.417,29

II. Dépenses 6.563.210.923,72

III. Excédent de recettes 333.493,57

IV. Report du solde des recettes et dépenses 506.193.639,35

B. - Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre 3.465.490.377,08

II. Dépenses pour ordre 3.465.959.883,32

III. Excédent de dépenses pour ordre 469.506,24

IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre 10.488.217,21

C. - Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes 1.951.773.563,25

II. Dépenses 2.304.839.008,63

III. Excédent de dépenses 353.065.445,38

IV. Report du solde des recettes et dépenses 2.804.974.302,98

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2003, les variations peuvent être résumées comme suit:

	Budget définitif 2003	Compte général 2003	Variations	
			en valeur	en %
Recettes - courantes - en capital	6.305.285.110 44.427.200	6.504.666.709,79 58.877.707,50	199.381.599,79 14.450.507,50	+ 3,2 + 32,5
Total recettes (1)	6.349.712.310	6.563.544.417,29	213.832.107,29	+ 3,4
Dépenses - courantes - en capital	5.521.484.773 827.833.639	5.616.432.132,44 867.778.791,28	94.947.359,44 39.945.152,28	+ 1,7 + 4,8
Total dépenses (2)	6.349.318.412	6.484.210.923,72	134.892.511,72	+ 2,1
Excédent de recettes (1) - (2)	393.898	79.333.493,57	78.939.595,57	

Les dépenses courantes et en capital dépassent de 2,1% le total des dépenses prévues. En valeur absolue, cet écart correspond à 134,89 millions d'euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- aux dotations du fonds de réserve (+ 92.172.162 euros);

- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 59.589.505 euros);

- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 16.609.912 euros);

- aux transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises (+ 16.526.268 euros);

- au remboursement de la dette publique (+ 15.000.000 euros);

- aux transferts en capital à l'administration centrale (+ 15.000.000 euros);

- aux subventions d'exploitation (+ 10.590.033 euros).

Par rapport aux comptes généraux de l'exercice 2002, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 5,59%.

Les **plus-values et moins-values de recettes** se présentent comme suit:

Impôts directs	57.916.741,22
Impôts indirects	1.702.514,34
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	-9.439.456,01
Recettes de participation ou d'avances de l'État	4.821.357,44
Remboursements de dépenses	165.502,44
Douanes et accises	205.904.293,57
Impôts, droits et taxes	-67.070.750,66
Recettes domaniales	6.243.130,78
Recettes d'exploitation et autres	-7.615.653,90
Remboursements	-56.613,31
Recettes versées par les communes	274.912,62
Recettes versées par la sécurité sociale	-200.201,43
Recettes et bénéfices versés par les établissements publics	-919.897,12
Remboursements effectués par les sociétés	7.573.604,70
Recettes versées par les comptables extraordinaires	3.512.490,96
Participations dans les sociétés privées	-1.549.186,42
Recettes versées par les organisations internationales	7.891.544,92
Recettes d'exploitation	-9.772.734,35
Total	**199.381.599,79**

Selon l'amendement gouvernemental du 22 juin 2005, les dépenses inscrites aux comptes généraux de l'exercice 2003 sont majorées de 79 millions. Cet excédent est affecté à raison de 40 millions d'euros au Fonds pour l'emploi et à raison de 39 millions d'euros au Fonds de la dette publique. En conséquence, le résultat de l'exercice se trouve réduit à 333.493, 57 euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.06.2004

Rapportrice: Mme Colette Flesch

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

(Président: M. Henri Grethen):

13.12.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du rapport de la Cour des Comptes
21.11.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2005

5465 - Projet de loi modifiant

a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le présent projet de loi se distingue de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics non seulement par la représentation des différents acteurs dans les structures de décision de la Communauté des Transports (CdT), dont certaines tâches ont été redéfinies, mais également par le renforcement de la dimension locale et régionale de l'organisation des transports publics. Afin de satisfaire tant sur le plan local que sur le plan régional aux besoins en matière de mobilité, les communes et syndicats de communes sont encouragés à élaborer avec le concours du Ministre des plans de déplacement locaux et régionaux.

En outre, des conférences régionales de transport sont instituées afin de coordonner les demandes émanant des communes d'une région déterminée. La mise en œuvre de la planification ainsi que de l'organisation régionales conformément au programme directeur d'aménagement du territoire et au concept intégré des transports et du développement spatial (IVL) s'en verra renforcée. En effet, la création de conférences régionales de transport dans le cadre du présent projet de loi peut servir de catalyseur afin de parvenir à une coopération accrue entre les différentes communes et les autorités nationales dans le domaine concret de l'organisation des transports publics.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 21.04.2005

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

09.11.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2005

5504 - Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi a pour objet, d'abord, l'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10 pour cent sur les intérêts générés par les produits d'épargne des personnes physiques résidentes, à l'exception d'un certain montant exonéré sur des dépôts d'épargne et, ensuite, l'abrogation de l'impôt sur la fortune des personnes physiques tant résidentes que non résidentes.

Les auteurs du projet de loi renvoient à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui prévoit qu'un impôt libératoire de 10 pour cent retenu à la source sera prélevé, tout en exemptant les petits épargnants. En contrepartie, l'impôt sur la fortune sera aboli pour les particuliers.

Parmi les objectifs poursuivis par le Gouvernement, il y a lieu de citer:

- la simplification de l'imposition des produits d'épargne des personnes physiques résidentes;

- la préservation du secret bancaire par le biais du caractère libératoire de l'imposition à la source;

- la volonté d'encourager l'épargne grâce à la réduction de la charge fiscale pour tous les contribuables bénéficiaires de revenus d'intérêts;

- le recours à une infrastructure administrative pragmatique, déjà en place, par l'alignement sur le traitement et les procédés utilisés par les banques et autres agents payeurs dans le cadre de l'imposition des intérêts au niveau de l'Union européenne en exécution de la loi du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts, avec entrée en vigueur au 1er juillet 2005 et devant s'appliquer aux non-résidents;

- l'abrogation de l'impôt sur la fortune tant pour les résidents que pour les non-résidents;

- et l'encouragement de la place financière à développer de nouvelles activités internationales de gestion de patrimoine à la suite de l'effet combiné, d'une part, de l'introduction d'une retenue libératoire des revenus d'intérêts sans compromettre le traitement de faveur réservé aux revenus courants et les bénéfices de cession dans les OPC, et, d'autre part, de l'abrogation de l'impôt sur la fortune.

Les auteurs ont ainsi prévu l'instauration d'un système dualiste d'imposition, en ce sens que certains revenus de capitaux sont imposés, de façon libératoire, au taux forfaitaire de 10 pour cent, tandis que l'ensemble des revenus professionnels et autres revenus de patrimoine sont soumis à l'impôt sur le revenu par application du taux progressif, selon les considérations reprises à l'exposé des motifs. Par ailleurs, il convient de mentionner encore les revenus courants et les bénéfices de cession dans les OPC, de même que les plus-values sur les valeurs mobilières en cas de détention supérieure à six mois, qui sont exempts d'impôt sur le revenu et qui jusqu'à présent étaient soumis à l'impôt sur la fortune.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.10.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

07.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.12.2005	Examen et adoption de nouvelles propositions d'amendements
19.12.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2005

Loi du 23 décembre 2005

Mémorial A, N° 214, p. 3366

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

   (Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 9 décembre 2005, le projet de loi 5521 portant approbation de l'Accord international sur la Meuse.

3) Par lettre du 7 décembre 2005, Monsieur Marco Schank a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet du secteur touristique au Luxembourg.

4) À la deuxième partie de la 51e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 5 au 7 décembre 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par le Député Monsieur Norbert Haupert, Membre suppléant.

«Notre engagement vis-à-vis de la notion d'appropriation africaine sera vide de sens si nous ne donnons pas aux Africains les moyens d'agir par eux-mêmes.»

Avec ces mots, le rapporteur M. Charles Goerens a souligné dans son rapport intitulé «Le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète» la nécessité de la création d'un Fonds eurafricain de paix et de sécurité, auquel les pays européens et africains contribuent, augmentant la prévisibilité des activités de gestion de crise par l'Union africaine. Monsieur Goerens a terminé son rapport très remarqué qu'il a présenté au nom de la commission politique en concluant: «Si nous ne parvenons pas à donner à l'Union africaine les moyens de régler maintenant les problèmes du continent, la facture et surtout le tribut en vies humaines seront encore plus lourds demain.»

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'avenir de la politique européenne de sécurité et de défense et de son contrôle démocratique – réponse au rapport annuel du Conseil;

- les débats parlementaires et l'orientation de l'opinion publique sur la construction européenne;

- le maintien de la paix en Afrique subsaharienne: une approche concrète – rapporteur M. Charles Goerens, avec le discours de S.E.M. l'Ambassadeur Saïd Djinnit, Commissaire pour la paix et la sécurité de la Commission de l'Union africaine;

- le marché européen des équipements de défense: l'Article 296 du Traité instituant la Communauté européenne et le Livre Vert de la Commission européenne – réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'avenir de l'industrie navale européenne de défense;

- la surveillance de l'espace maritime et des zones côtières dans les pays européens;

- comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2004 – rapport du commissaire aux comptes;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2005;

- projet de budget de l'Assemblée pour 2006;

- l'Union européenne dans les Balkans: Althea et autres opérations;

- les parlements et la mission Althea;

- la coopération dans le domaine opérationnel entre l'UE et l'OTAN – réponse au rapport annuel du Conseil;

- élection du Président et des Vice-Présidents de l'Assemblée pour la 52e session – avec le discours du Président élu Masseret;

- la lutte contre le terrorisme international: un défi pour l'Europe.

En outre, l'assistance a pu suivre

- au cours de la sixième séance de lundi après-midi
  - les discours de M. Stef Goris, Président de l'Assemblée, et de M. Günther Platter, Ministre de la Défense de l'Autriche, représentant la Présidence entrante de l'UE;
  - au cours de la septième séance de mardi matin
  - la déclaration de Mme Lyubov K. Sliska, Premier Vice-Président de la Douma, Présidente de la délégation russe;
  - au cours de la huitième séance de mardi après-midi
  - le discours de M. Vlado Bučovski, Premier Ministre de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine;
  - au cours de la neuvième séance de mercredi matin
  - la déclaration de M. Nikolai Cherginets, Président de la délégation invitée du Belarus;
  - l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale sortante de la République d'Azerbaïdjan;
  - le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président du Conseil de l'UEO, représentant la Présidence britannique de l'UEO/UE (discours prononcé par S.E. Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France).

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette deuxième partie de sa 51e session 1 directive, 1 décision, 3 résolutions et 16 recommandations au Conseil.

5) Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière à La Haye, les 9 et 10 décembre 2005. La Chambre des Députés y était représentée par Messieurs Roger Negri, Félix Braz, Xavier Bettel et Jean-Pierre Koepp.

2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- An deenen dräi Sitzunge vun haut de Mëtteg, vu muer de Moien a muer de Mëtteg féiere mer d'Debatten iwwert de Budget vum Joer 2006, nom Modell 7;

- en Donneschdeg steet de Projet de loi iwwert den Numm an de Virnumm vum Kand um Ordre du jour, zesumme mat der Proposition de loi 5106 vum Här Laurent Mosar. An deem Kontext presentéiert d'Madame Lydie Err de Kommissiounsrapport iwwer hir Proposition de loi 3873. Dat Ganzt geschitt nom Modell 3. Duerno komme mer zum Projet de loi 5398 iwwert d'Affektatioun vum Resultat vun de Statskonten aus dem Joer 2003, nom Modell 1. A schliesslech zum Projet de loi 5350 iwwert d'Statskonte vum Joer 2003, nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir fänken haut de Mëtteg d'Budgetsdebatten un. D'Riedezäit ass wéi gesot nom Modell 7 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Michel Wolter, den Här Claude Meisch, den Här Ben Fayot, den Här François Bausch an den Här Gast Gibéryen. Des Weidere sinn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Lucien Thiel an den Här Lucien Clement. Wann nach Orateuren do sinn, déi d'Wuert zu dem Budget ergräife wëllen, da si se gebieden, sech beim Generalsekretär hei uewen ze mellen, fir dass mer se kënnen aschreiwen, dass mer ongefèier mam Zäittableau gesinn, wéi mer virukommen.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Lëtzebuerg ass keng Insel, a mir hunn an deene leschte Joren eng Rei Illusioune verluer, déi mer emol haten iwwer eist Land, well et e Land ass, wat am Kader vu méi engem grousse Kader, deen Europa an deen d'Welt ass, eng Rei vu Schwieregkeeten a Problematiken huet, déi et fréier net hat. Ech erënneren un de Geiseldrama vu Waasserbëlleg, ech erënneren un de Fligeraccident vun der Luxair, déi, jiddfereen op seng Aart a Weis, eis gewisen hunn, dass mer och zu Lëtzebuerg keng Insel méi sinn.

Ech géif awer och erënneren un den Doud vun engem Pompjee am Asaz d'lescht Woch zu Esch. Och do hu mer eis jorelaang a Sécherheet gewogen, gemengt et kéint eis näischt passéieren. Et ass besonnesch tragesch, well et sech bei de Pompjeeën, bei de Leit aus den zivilen Hëllefsdéngschter ëm Leit handelt, déi onentgeltlech den Asaz fir eis Gesellschaft aginn.

Duerfir wollt ech meng Ried haut dem Arthur Majerus widmen, deen d'lescht Woch am Asaz verscheet ass.

Ouni Iwwergank, mä well et och eng Illusioun ass, déi mer eis ganz oft gemaach hunn, kommen ech dann op de Lëtzebuerger Budget eriwwer. Och do, a bis haut en fin de compte, maache vill Leit sech d'Illusioun, dass dat, wat an Europa scho säit Jore gang und gäbe ass, iergendwéi laanscht Lëtzebuerg géif goen. Dat si Realitéiten, déi mer aus eisen Nopeschlänner kennen, déi eis Leit Dag fir Dag op der Televisioun an an de Medien novollzéien, dass déi duerch iergendee glécklechen Zoufall vun der Fügung net op Lëtzebuerg géifen iwwergoen.

Wien déi lescht Woche gesinn huet wat an Däitschland lass ass, wéi eng Regierung Aschnëtt muss huelen, zum Deel dramatesch Aschnëtt muss huelen; wann dee bedenkt, dass a Frankräich de véierten Null-Budget, wat d'Augmentatioun ubelaangt, hannertenee wäert gestëmmt ginn, an dass an der Belsch e ganzt Land amgaangen ass, an der zweeter Generatioun d'Feeler vun enger Generatioun ze bezuelen, dee weess iwwer wat dass mer diskutéieren.

E Wuert zur Budgetsprozedur. Mir hunn d'lescht Joer eng nei Budgetsprozedur agefouert. Et ass eng Budgetsprozedur, déi méi stramm ass, eng Budgetsprozedur, déi engem manner Zäit léisst, eng Budgetsprozedur, déi annoncéiert ginn ass mat der Ausso, dass een doduerch méi verlässlech Chiffere géif kréien an dass een a méi enger geraffter Form d'Diskussioun kéint op bessere Chiffere féieren. D'Diskussiounen déi lescht 14 Deeg hei zu Lëtzebuerg hunn eis an der Budgetskommissioun, an der Finanzkommissioun zur Konklusioun komme gelooss, dass mer no der zweete Kéier, a besonnesch an engem Moment wou d'Ziffere méi komplizéiert ginn a wou een also méi e genaut A op dat Ganzt muss halen, iwwert déi Budgetsprozedur do mussen diskutéieren.

Ech soen dat besonnesch dann, wann ech – wéi de Moien – nach en Tableau correctif vum Budgetsrapporteur, deen Der alleguerten och kritt hutt, kréien, deen eis weist, dass déi Chifferen, déi den 19. Oktober aus der deemoleger Siicht richteg der Chamber am Fong virgeluecht gi sinn, fir d'Begutachtung vum Budget, annerhallwe Mount drop, an zwar d'lescht Woch an enger Notifikatioun am Kader vun der siwenter Aktualiséierung vum Stabilitéitsprogramm, schonn net méi déiselwecht sinn.

Mir liewen an enger schneller Zäit, d'Chifferen ännere sech, si ännere sech Woch fir Woch, esou dass ee sech muss Froe stellen, ob een déi Prozedur do, déi d'ailleurs och a ganz villen Avisën als eng Prozedur ugesinn ass, déi extrem rapid muss verlafen an déi och der Chamber – dat muss ee ganz éierlech zouginn – kaum d'Méiglechkeet gëtt, fir op iergendeng Aart a Weis eng Korrektur kënne virzehuelen, net misst dee Moment diskutéieren.

En drëtt Wuert iwwert déi wirtschaftlech Perspektive vun eisem Land. Et ass richteg, an ech stëmme mam Budgetsminister honnertprozenteg op deem Punkt iwwereneen, dass d'Situatioun zu Lëtzebuerg besser ass wéi se ronderëm eis ass. Mir hu gutt wirtschaftlech Perspektive fir d'Joer 2006, mir gesinn e Wuesstum vu ronn 4% vum PIB fir dat Joer op eis zoukommen, woubäi dat ganz verschiddenaarteg ass jee nodeem, dat geet vun 3,6 bis 4,4%, also an enger Fourchette vun iwwer 1% hin an hier. Mä et bleift, dass mer, wa mer eis am internationale Kontext kucken, wäit iwwert deem si wat fir d'Joer 2006 an der Eurozon prognostizéiert ginn ass, eng Eurozon, fir déi 1,8% virgesi gëtt. Et gëtt fir Frankräich 1,8%, fir Däitschland 1,6%, fir Lëtzebuerg – wéi gesot – 4% Wirtschaftswuesstum virausgesot, an enger Fourchette vun 3,6 bis 4,4%, e Budget, deen opgestallt ginn ass mat enger Progressioun vun 3,8%.

Eis Einnahmen am Budget gi weider erop. 6% steigen d'Einnahmen am Budget vum Joer 2006 zum Joer 2005. Allerdéngs – an de Budgetsminister huet et den 19. Oktober gesot – ass do en Deel Effet unique iwwer eng Steier, déi am Joer 2006 vun engem Betrib soll bezuelt ginn, esou dass sech déi reell, déi wierklech Augmentatioun vum Budget, berengegt duerch dësen Effet, iergendwou bei 3,5% wäert usidelen.

Mir hunn déi klengste Verschëlldung an der Europäescher Unioun. Eis Statsschold, konsolidéiert, ass bei 6% vum PIB, wann een alles dat, wat haut an der europäescher Aart a Weis ass fir d'Statsschold ze definéieren, mat a Betracht zitt. Et bleiwen eis och nach fir zwee Exercicer Reserven an de Fongen. Dëst ass d'Resultat vun enger virsiichteger Politik a gudden Zäiten, wou Suen op d'Säit geluecht gi sinn, do wou mer se konnten op d'Säit leeë fir déi manner gutt Zäiten, dat heescht déi Zäiten, wou mer manner Recettë wéi Ausgaben hunn, fir se op der Säit ze hunn.

Oh, wéi vill ass dat kritiséiert ginn an de Joren 2000, 2001, 2002, och hei an der Chamber, wou et verschiddene Leit net séier genuch gaangen ass mam Ausdeele vun den Excédenten, déi mer als Wirtschaft erspuert hunn! A wéi frou si mer en fin de compte haut, dass mer op jidde Fall fir d'Joren 2006-2007 an Deeler vum Joer 2008 nach Reserven hunn, déi eis et elo erlaben awer net eréischt am Joer 2008 déi Réadaptatioune virzehuelen, déi noutwendeg sinn, fir dass eise Budget mëttelfristeg op der gesonder Schinn ka bleiwen.

Ech wëll d'Regierung an ech wëll virun allem de Minister Frieden dofir félicitéieren, datt hie sech net huele gelooss huet an deene Joren, dass hien haart bliwwen ass par rapport zu alle Velléitéiten, fir en fin de compte méi Suen an de Konsum ze stiechen an domadder auszeginn, an dass hien ëmmer dorop higewisen huet, dass et noutwendeg ass, dass mer als Lëtzebuerger Land eis déi Reserve schafen, wa mer eis se kënne schafen, déi noutwendeg sinn, fir déi Situatioun ze iwwerbrécken, déi mer elo amgaange sinn iwwerbrécken ze mussen.

Wann een also de Fazit kuckt, da stellt ee fest, dass eis Finanzsituatioun besser do steet wéi déi vun eisen Nopeschlänner. Allerdéngs – an ech géing mengen, dat huet een déi lescht zwou, dräi Wochen awer och ganz däitlech héieren, net nëmmen an der Chamber an aus der Chamber, mä virun allem an enger ganzer Rei Kommentare ronderëm – heefe sech d'Wolleken um Himmel, ass eng schläichend Verschlechterung ze gesinn, ze spieren an eisem Budget, déi riskéiert eis a schlecht Gewässer ze féieren.

Eis mécht eng héich, eng ze héich Inflatioun ze schafen. Fir d'Joer 2006 huet de Budgetsminister vu 4% geschwat, vill Observateure schwätze vun 3% an enger Fourchette vun 2,5 bis 3,2; op jiddfer Fall eng wesentlech méi héich Inflatioun, wéi se an der Eurozon auszemaachen ass, déi sech bei 2 bis 2,2 % usidelt.

Wann ee weess, et sinn 3% Inflatioun, dann huele mer déi fir d'Joer

2006 emol als Grondbasis vun eisen Iwwerleeungen, an et weess een och, dass 3% Inflatioun also eng Indextranche ausüben oder ausexerzéiere wäerten; a wann ee weess, dass eng Indextranche am Lëtzebuerger Budget 125 Milliounen Euro Surcoût mat sech bréngt vu sech selwer; a wann ee weess, dass déi Inflatiounsindextranchen en Autoallumage nees vun Inflatiounsindextranchë mat sech bréngen, da gesäit een dee ganzen Défi, deen op eis läit als Gesellschaft, fir ze probéieren, déi Froe vun Inflatioun an de Grëff ze kréien.

De Budget vum Joer 2005 ass mat engem Defizit vun 90 Millioune presentéiert ginn. De Budget vum Joer 2006 gëtt mat engem Defizit vun 300 Millioune presentéiert. Et ass virgesinn, en Emprunt vu 500 Milliounen opzehuelen. Gëtt deen Emprunt vu 500 Milliounen opgeholl, deen zum Deel an de Fonds des routes, zum Deel an de Fonds des rails an zum Deel als Konsolidatioun vun dem Excédent vun den Dépensen ze gesinn ass, da wäert sech eis Statsschold op 9,6% konsolidéiert erhéijen.

Mir hoffen, an dat war een Deel vum But vun eiser Démarche, dass mer deen Emprunt net brauchen opzehuelen, dass mer duerch eng Exécution budgétaire, déi rigouréis ass, an déi d'Responsabilitéit vu jiddferengem no sech zitt, vläicht och nach am Joer 2006 op d'Ophuele vun deem Emprunt kënne verzichten, an domadder ee Beitrag zur Gesondbleiwung vun eisen öffentleche Finanze kënne leeschten.

Well, eis Reserve ginn dem Enn zou. Enn 2008 si se op null, an da si mer, falls mer net nei Recettë schafen, wa mer net een neien, haut awer net sichtbare wirtschaftlechen Opschwonk erliewen, dee sech och duerch eng ganz substanziell Plus-value um Niveau vun de Recettë widderspigelt, wann dat net erëmkënnt, da musse mir wéi am Ausland eis Investitiounspolitik an Zukunft iwwer Friemfinanzéierung gestalten, mat all deem, wat dat mat sech bréngt.

Et kënnt dobäi – a mäi Kolleeg, de Lucien Thiel, wäert a sengem Beitrag zum Budget op deen dote Phenomeen agoen -, dass eng Erhéijung vum PIB vu 4% net wéi an der Vergaangenheet automatesch an noutwendegerweis eng Erhéijung vu 4% vun de Recettë vum Stat no sech zéie wäert. Zum Beispill gesäit een an der Kierperschaftssteier, déi strukturell stagnéiert, héchstwahrscheinlech réckleefeg ass, dass eng Augmentatioun vum Wirtschaftswuesstum, déi zu Lëtzebuerg haaptsächlech duerch eng Rei vu Secteuren engendréiert gëtt, net méi eent zu eent och eng automatesch an an därselwechter Héicht sech erzilend Augmentatioun vun de Recettë vum Stat wäert bréngen.

Et bleift, dass d'Ausgaben am Budget vum Joer 2006 méi héich sinn, e gutt Stéck méi héich si wéi d'Einnahmen, déi mer am Joer 2006 am Budget kréien. Mir kréie Méiausgaben, déi projetéiert sinn, vun 9% par rapport zum Joer 2005. Den Zentralstat gëtt a senger Gesamtheet an där neier Welt, wou mer de Budget musse kucken, 1,2 Milliarden Euro am Joer 2006 méi aus wéi mer erakréien.

Et bleift, dass de Wuesstum vun den Automatismen an eisem Budget bedréckend ass. De Budgetsminister huet eis d'lescht Woch hei nach eng Kéier bestätegt, dass de Budget vum Joer 2006 eleng duerch d'Automatismen ëm 5,1% steigt: 2,3% Inflatioun, 2% Cotisatiounen, 0,8% Gehältermass. Domat si mer am Fong, wa mer eis selwer seriö huelen, um Enn vun eise Potenzialitéiten ukomm.

Domat misst een am Fong soen dat, wat den honorabelen – neen net méi honorabel, well hien elo an der Regierung ass, pardon –, de Minister Di Bartolomeo d'lescht Woch op enger Televisionsusprooch, an engem Televisionsinterview, an engem Face-à-face gesot huet, domat wiere mer am Fong an der Situatioun, dass mer e Zero-based-Budget fir de ganze Rescht vun eisem Budget misste presentéieren, well iwwert d'Automatismen eraus een am Fong keng zousätzlech, nei Dépensen am Budget méi däerft tätegen, wa mer an deem bleiwen, wat mer eis selwer als Zil ginn hunn, nämlech dass mer mëttelfristeg d'Ausgabe vum Stat net iwwert dat uwuesse loossen, wat mer als Einnahmen dobäikréien.

Dës Diskussioun, Dir Dammen an Dir Häre, ass an deene leschte Jore gefouert ginn. Si hëlt haut un Intensitéit zou. An et ass dat, wat eng Reflexioun an der Fraktioun vun der CSV ausgeléist huet an deene leschte Wochen. Notamment d'Avisë vun de Beruffschamberen an d'Avisë vun deem, wat ech nennen – falsch – d'«Corps constitués», dat heescht de Statsrot, dat heescht d'Banque Centrale, dat heescht d'Cour des Comptes, dat heescht déi, déi net Vertrieder si vum Salariat oder Patronat an déi eis hir Avisën zum Budget solle ginn.

Waren dës Avisën an deene leschte Jore warnend, da si se haut alarmant. A si net eleng. Och de Budgetsrapporter huet souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndlechen Avis eng ganz Rei vu Saache gesot, déi, mengen ech, an där Däitlechkeet hei an der Chamber an deene leschte Joren nach net gesot si ginn.

Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Negri Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet. Well ech selwer zweemol Budgetsrapporter war, am Joer 1994 a 1995, weess ech, dass Budgetsrapporter ze sinn eng extrem interessant awer och schwéier Aufgab ass, dass et eng Aufgab ass, an där een extrem vill bäiléiert. An ee Budgetsrapport an enger Situatioun ze presentéieren, déi sech net méi esou roseg duerstellt, wéi dat vläicht an deene vergaangene Joren war, dat bedéngt och e gewëssene Courage.

E gewëssene Courage, deen ech an enger Rei vun Äusserungen erëmfannen, déi Dir d'lescht Woch hei gemaach hutt, wéi Dir gesot hutt, notamment, ech zitéieren lech: „Mir musse méi kuerz trieden (...) Mir liewen iwwer eis Verhältnisser, net eréischt säit gëschter (...) Mir mussen e rigouréise Spuercours fueren (...) Mir brauche strukturell Reforme vun eise Statsfinanzen." – an, a virun allem – „Mir mussen eng Culture de la contestabilité verinhaltlechen; all Projet, all Acquis muss permanent a Fro gestallt ginn."

Dat sinn Aussoen, deene sech eis Fraktioun honnertprozenteg kann uschléissen, soss hätte se och net kënnen an där Form am Budgetsrapport vun der Finanzkommissioun eriwwerkommen.

Mä et sinn, Dir Dammen an Dir Häre, awer och d'Aussoen, déi an deenen eenzelnen Avisë waren, déi sech däitlech ofhiewe par rapport zu deem, wat mer déi lescht Joren héieren hunn: Souwuel beim Conseil d'État, deen der Meenung ass, dass d'Discipline budgétaire eleng net den Développement vum Land méi kéint garantéieren; der Cour des Comptes, déi seet, dass een eng Prudence budgétaire net nëmme bei der Opstellung vum Budget, mä och virun allem an der Exekutioun vum Budget misst geltend maachen; der Banque Centrale, déi gesot huet, dass dee Budget, deen elo fir d'Joer 2006 déposéiert ginn ass, net susceptibel wier, fir eng budgetär Amélioratioun vun der Administration centrale ze bréngen.

All déi Avisën, wéi déi vun der Chambre des Métiers, wéi déi vun der Chambre de Commerce, déi op eng Rei vu Problematiken hiweisen, hunn an eiser Fraktioun en Denkprocessus ausgeléist, en Denkprocessus, deen d'autant méi – Wéi soll ech soen? – hefteg ginn ass, well ee festgestallt huet, dass et op där anerer Säit Avisë gi sinn, an haaptsächlech vun de Salariatskummeren, déi exakt praktesch de Konträr vun deem gesot hunn, wat zum engen d'Patronatskummeren – dat ass en fin de compte manner gravéierend, well dat ass iergendwou am Spill normal – gesot hunn, mä virun allem déi extrem staark divergéiert hunn zu den Avisë vun der Cour des Comptes, vum Statsrot an och vun der Banque Centrale.

Ech zitéieren e Passage aus dem Avis vun der Chambre des Employés privés an hire Konklusiounen, wou se seet: «En ce qui concerne la situation budgétaire et financière de l'État, il est évident qu'elle n'est plus aussi favorable qu'il y a quelques années encore. Elle n'est toutefois en rien alarmante et ne justifie pas une politique d'austérité ou un recours aveugle à de nouveaux modes de financement. Par ailleurs, les avoirs des fonds de réserve restent considérables.»

Ech mengen, dat muss een den Aussoe géigeniwwerstellen, déi mer virdrun héieren hunn, déi an der Press hiren Nidderschlag fonnt hunn am Laf vum Mount November: „Warnung vor der Schuldenspirale"; «Peut mieux faire? Non, doit mieux faire!»; „Budget 2006: Rigorose Ratlosigkeit"; «Le budget à côté de la réalité»; „Kritische Analyse der Luxemburger Zentralbank"; „Das budgetäre Klima ist grau und kalt"; „Staat in der Indexfalle"; „Plädoyer für ein rigoroses Sparen", an esou weider, an esou fort.

Mir hunn also an eiser Fraktioun festgestallt, dass et eng grouss Diskordanz gëtt tëschent de Meenungsäusserungen, wéi se an den Avisë komm sinn, an doriwwer eraus, dass och d'Beuerteelung vun deenen engen an deenen aneren, déi se an der Öffentlechkeet duergestallt hunn, extrem verschiddenaarteg sinn. Ech ginn zwee Beispiller.

Den Här Gramegna, Direkter vun der Handelskummer, huet an där Televisiounsemissioun, déi mer d'lescht Woch haten, gesot, dass an hiren Aen e ganz groussen Déphasage géif bestoen tëschent den Aussoe vum Statsminister vum 12. Oktober, wou en eng Rei vu Mesuren annoncéiert hätt wéi ee kuerz-, mëttel- a laangfristeg d'Gesondung vun eise Statsfinanze kéint erbäiféieren, an der Realitéit vum Budget, wéi en den 19. Oktober déposéiert gi wier.

Den Här Reding, President vun der Privatbeamtekummer an och nach President do derniewent vum OGB-L, deen huet exakt de Contraire gesot. Deen huet gesot: „Iwwer wat schwätzt Der iwwerhaapt? Mir hunn dach 4% Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg. De Budget klëmmt weider ëm 6% an den Einnahmen an ëm 9% an den Dépensen. Iwwer wat musse mer iwwerhaapt hei diskutéieren?"

Mir wëllen – an dat soen ech nach eng Kéier, well dat eent jo dat ass, wat ee gären hätt, an dat anert ass dat, wat an der Berichterstattung doraus gemaach gëtt – zwou Saachen als Fraktioun total ausenaner halen: Dat eent ass de Budget 2006 – quitte dass ee se net 100%eg ausenaner hale kann – an dat anert ass d'Diskussioun iwwert d'Perspektiven, déi mer à moyen terme hunn.

D'CSV steet total hannert der Deklaratioun vum Statsminister vum 12. Oktober, wann hie seet, dass et noutwendeg ass am éischten Hallefjoer 2006 no Solutiounen ze sichen, dat am Dialog mat de Sozialpartner an an der Concertatioun mat der Chamber, fir déi mëttelfristeg Erausfuerderunge vun eisem Land op budgetärer, wirtschaftlecher a sozialer Ebene kënnen ze begoen. D'Regierung huet eng Obligation de résultats, well d'Regierung huet déi lescht Woch e Stabilitéitsprogramm op Bréissel notifizéiert, wou se sech bis 2008-2009 zu enger ganzer Rei Saachen engagéiert huet.

Dat Zweet, Dir Dammen an Dir Häre, ass de Budget vum Joer 2006. Et ass kloer, dass eng Prozedur, déi den 19. Oktober ugeet an déi Ufank Dezember am Vote vun der Chamber endegt, net no sech zéie kann, dass d'Chamber gréisser Ännerungen un engem Budget ka virhuelen. Dat ass och net de Sënn vun eiser Initiativ gewiescht. De Sënn vun eiser Initiativ war deen, fir sécherzestellen, dass sech dat géif an der Exekutioun vum Budget erëmspigelen, wat mer eis selwer an de Regierungsprogramm eragesat hunn, nämlech dass mer d'Ausgabe vum Lëtzebuerger Stat mëttelfristeg net iwwert de mëttelfristege Wirtschaftswuesstum vum Stat steige loossen.

Do gëtt et an eisen Aen eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. Do gëtt et eng ganz Rei vun Aspuermëiglechkeeten oder vun Netausgaben-Méiglechkeeten, déi een huet. Et ass net noutwendegerweis esou, dass wann een an engem Budget en Euro zur Verfügung gestallt kritt, dass een deen och muss voll ëmfänglech ausginn. Et ass d'Méiglechkeet, fir sech selwer an d'Flicht ze huelen an ze kucken, fir eng Exekutioun ze maachen, déi konform ass zu deem, wat ee mëttelfristeg och verännwerte kann.

Et ass also e gemeinsame Reflexiounseffort vun enger gesamter Fraktioun, deen hei an deene leschte Woche stattfonnt huet, deen ausgaangen ass vun de Memberen an der Finanzkommissioun, deen en fin de compte amplifiéiert ginn ass – dat ginn ech zou – duerch d'Avisën, déi an deene leschte Woche komm sinn, a wou mer der Meenung waren, dass et net duergeet fir „A" ze soen, mä dass wann een „A" seet – wann een also gären hätt, dass een en Zil erreecht -, dass een och dee Moment „B" muss soen.

D'Reaktiounen op dës Initiativ weisen alt nees op e puer Phenomeener hin:

Éischtens – dat wäert Iech net erstaunen –, d'Schwieregkeeten am Lëtzebuerger politesche System fir eng Majoritéitsfraktioun, sech am politeschen Débat ze placéieren. E System, deen et mat sech bréngt oder deen an deene leschte Joren ëmmer méi an déi Richtung gaangen ass, dass et eng Oppositioun an der Chamber gëtt an eng Regierung an dass et relativ schwéier ass – doriwwer huet sech och de Jean-Paul Rippinger an engem Gespréich, wat ech rezent mat em hat, ganz staark beklot –, wann een eng Majoritéitsfraktioun ass, fir am Débat politique iwwerhaapt déi Plaz ze fannen, déi ee brauch, besonnesch dann, wann een emol eng Kéier eng Meenung äussert, déi vläicht net 100%eg op der Linn läit vun deem, wat aner Leit soen.

Wann s de also eppes sees, bass de an der Situatioun, dass gesot gëtt: Et ka jo net sinn! A wann s de näischt sees, da si mer an der typescher Kopfnickermajoritéit-Diskussioun, déi mer par ailleurs awer och ganz gären zu Lëtzebuerg féieren.

Zweetens, huet dës Diskussioun de Manktum u sachbezunnener Ausenanersetzung op en Neits gewisen, déi een an der Lëtzebuerger Politik kennt. Et gëtt mat ganz vill Freed iwwert déi sou genannte Form diskutéiert. Et gëtt sech ausenaner gesat mat all méigleche Punkten, déi sech niewent a laanscht dem Sujet ofspillen, an et gëtt ganz wéineg en fin de compte sachbezunn iwwert de Fong vun der Problematik diskutéiert.

Dréttens, soen ech, dass villes eng Saach vun der Betruechtung ass. Et ass jo hei heftegst kommentéiert ginn, ob oder ob net d'CSV-Fraktioun, ech weess net wiem an de Frack getratt wier, duerch de Fait, dass se dës oder déi Äusserung gemaach hätt. Et sinn awer och Leit a Meenungen am Land, déi soen, dass et noutwendeg ass vun Zäit zu Zäit, dass esou eng Äusserung kënnt.

Ech géif et un engem oder zwee Beispiller aus der leschter Woch wëlle festmaachen, fir ze weisen, wéi schwiereg déi Diskussiounen zu Lëtzebuerg sinn, wann een de Fong an d'Form net auserneen hält. D'lescht Woch huet de Mëttelstandsminister Boden, net aus Eegeninitiativ, mä am Kader vun enger Konferenz, no der Konferenz vun engem Participant d'Fro gestallt kritt, ob en dann net der Meenung wier, dass duerch de Fait, dass d'Ufanksgehälter am öffentlechen Déngscht e gewëssenen Niveau hätten, eng Schwieregkeet an de mëttelstännege Lëtzebuerger Betriber géif opdauchen.

Hien huet dat gesot, wat ganz vill Leit heibannen och soen, nämlech dat, dass dat e reelle Problem ass, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg d'Leit ausbilden, dass wann se hir Ausbildung hunn, dass se dann esou séier wéi méiglech kucke beim Stat oder de Gemengen – wat hiert gutt Recht ass – ënnerzekommen, wat awer als Konsequenz huet, dass an eise mëttelstännegen an an eisen industrielle Betriber ëmmer manner Lëtzebuerger, ëmmer manner zu Lëtzebuerg usässeg Leit schaffen, an dass déi zentral Plazen, déi en fin de compte an deene Betriber décidéiere wien dann eng Plaz kritt, wann eng fräi gëtt, vun Auslänner besat ginn.

Et kann een et esou kommentéieren. Et kann een et allerdéngs och kommentéieren an eng Richtung, dass ee seet: Ma, dat ass e Schoss an de Knéi vum Minister vun der Fonction publique, well wéi kann dat da sinn, dass ee Minister deem anere Minister a säi Ressort erandiskutéiert? Wéi kann e Mëttelstandsminister iwwerhaapt eng Diskussioun iwwert deen dote Sujet ugoen? Esou einfach kann ee sech d'Liewe maachen.

Wann ech mer d'Ausenanersetzung dëser Deeg an an der leschter Woch tëschent de Ministere Lux a Krecké ukucken, da kann een och eng Betrachtung maachen, wou ee seet: Majo, wat ass da lass Här Bodry? Wat ass da lass an där LSAP, dass déi sech esou wéi Biischtebënner do zerklappen?

(Interruption et hilarité)

Et kann een allerdéngs – well Der d'lescht Woch jo déi Fro gestallt hutt, a well Der se nëmmen zum Deel beäntwert hutt – sech awer och d'Fro stellen, ob an där Ausenanersetzung, déi et do offensichtlech ginn ass, en fin de compte net och eng Reflexioun um Fong ass tëschent zwou verschiddenen Aart a Weisen, wéi ee Politik gesäit, a wou selbstverständlech deen een an deen anere muss kucken, en fonction vun där Plaz op där en ass, ze probéieren, déi – wéi soll ech soen – Part de marché oder déi Positioun ze verteidegen an där en ass.

Wa mer also emol méi oft géife probéieren op de Fong vun der Diskussioun anzegoen, ouni dass mer permanent an heftegst ëmmer nëmmen iwwert d'Form vun der Ausenanersetzung diskutéieren, mengen ech, géife mer och inhaltlech a ganz villen Domäner vun der Lëtzebuerger Politik e gutt Stéck méi wäit kommen.

Interessant ass et an deem Kontext, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Reaktiounen dann ze gesi vun der parlamentarescher Oppositioun.

D'Demokratesch Partei zum Beispill – déi jo an enger ganz interessanter Situatioun ass, nodeem se en Drëttel vun hire Leit zur Gestioun vun hirer Bastioun Stad hei aus der Chamber ofgezunn huet, an en aneren Drëttel vun der Fraktioun schonn annoncéiert huet,

dass e sech am Stadium vun der Préretraite en fin de compte befënnt – huet jo eng Erneierung duerchgesat.

Här Meisch, ech wollt Iech soen – hors sujet hei –, dass, wann dat richteg ass, wat Dir am Gemengerot vun Déifferdeng der Deeg soidisant gesot hutt, dass Dir probéiert am Déifferdenger Spidol, d'Schold op eng Fra ofzewälzen, déi elo e Joer – net méi wéi ee Joer! – an deem Spidol ass,...

(Interruption)

Ma, ech wollt him dat just soen, well ech direkt dorobber kommen.

...dann – soen ech – sidd Dir um falsche Wee. Well an deem Spidol begéine mir eis elo erëm, a mir musse kucken...

(Interruption)

...inhaltlech Politik ze maachen. Wann Är Strategie déi ass, fir jorelaang Politik mat anere Partner ze maachen, a wann déi bis den éischten Dag net méi do sinn, dann iwwert déi hierzefalen op eng Aart a Weis, déi net an der Rei ass – déi net an der Rei ass, Här Meisch! – da soen ech Iech, da gitt Der schwéieren Zäiten entgéint.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- De Kapitän ass als Éischte vum Boot gaang!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP huet dunn op Grond vun eiser Interventioun e sou genannten Oppositiounsbriefing ageruff. De Punkt 1 vun deem Oppositiounsbriefing war, datt se gesot hunn als DP net derlaanscht ze kommen, um Fong der CSV-Fraktioun Recht ze ginn, an deem, wat se seet.

Am Fong hätt domadder d'Diskussioun jo kënnen eriwwer sinn. De Punkt hätt kënne fäerdeg sinn an et hätt op en anere Punkt kënnen iwwergoen. Mä domat mécht ee jo keng Schlagzeilen! Et mécht ee jo keng Schlagzeilen domadder, dass ee seet, um Fong si mer mat enger anerer Fraktioun d'accord. D'Schlagzeil...

(Interruption)

D'Schlagzeil kann nëmme geschéien, wann ee seet, mä op der Form – op der Form, haha! –; de Fong war an der Rei, mä op der Form, do musse mer Iech awer soen, do ass et...

An da kucke mer, Dir Dammen an Dir Hären, déi dräi Argumenter, déi de Parteipresident vun der DP bruecht huet. Fir d'éischt seet hien, am Numm vu senger Partei, et wier de falsche Moment gewiescht, fir déi Diskussioun hei virzebréngen.

Ech froen Iech: Wéini, wann net am Kader vun enger Budgetsdebatt, soll een iwwert de Budget vum Lëtzebuerger Land diskutéieren?

Une voix.- Da kommt elo emol dozou!

(Interruption)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir waren an enger Televisiounsdebatt d'lescht Woch mateneen. Dir hutt déi doten Argumentatioun an där Televisiounsdebatt keng zéng Minutte gepackt. Keng zéng Minutten! Well no zéng Minutte ware mer in medias res; no zéng Minutte ware mer an der Diskussioun, wéi mer et fäerdeg bréngen, de Budget mëttelfristeg op eng gutt Linn ze bréngen.

D'zweet Argument, wat Der gesot hutt, ass, d'Aussoe vun der CSV an hirem Fraktiounspresident wieren eng Gefor fir de Konsum zu Lëtzebuerg, well duerch déi Aussoen, déi elo géife gemaach ginn, d'Leit manner géife consommëieren.

Dir sidd net méi spéit wéi de 7. Dezember vun der CLC, dat heescht der Confédération Luxembourgeoise de Commerce – dat ware Leit, déi an der Zäit der DP ganz no stoungen –, widdersprach ginn, well déi hunn eng Pressekonferenz gemaach, andeem se gesot hunn, wat d'Grënn sinn, firwat mer en Abroch am Konsum hunn:

Éischtens, d'Saturatioun vun den Haushalter. Et kënnt an engem Land ewéi Lëtzebuerg de Punkt, wou ee bal alles huet a wou een net méi nach Progressiounsrate ka fueren, déi enorm sinn.

Zweetens, déi regional Akafstendenzen, dat heescht, duerch eng Politik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, hu sech an der Peripherie vum Lëtzebuerger Land eng ganz Rei vun Akafszentren ugesidelt, an déi e ganzen Deel vun der Akafskraaft vun de Lëtzebuerger amgaangen ass sech ze déplacéieren. Ech hunn d'lescht Woch gelies, dass zu Tréier en neien Akafszentrum vun zéngdausende vu Meter carréën an d'Zentrum soll kommen, an déi Haaptkliantell, déi Haaptchalandise, vun där se ausginn, si Lëtzebuerger Clienten, well se dovunner ausginn, dass bis zu 100.000 Lëtzebuerger dohinner kafe ginn.

Déi drëtt Ursaach, déi d'CLC gesot huet, ass den Internethandel. Et ginn am Internethandel duerch Billiganbieter ëmmer méi Aktiounen, Transaktiounen iwwer Internet getätegt, lafen also iwwerhaapt net méi duerch Lëtzebuerger Anbieter a bréngen doduerch och keng Rentréeë méi fir de Lëtzebuerger Stat.

Ech géif zu deenen dräi do nach eng véiert dobäifügen. Déi véiert ass déi, dass d'Leit en fin de compte eng ganz Rei vu Mouvementer anticipéieren. Wa während Joer an Dag iwwert d'Lëtzebuerger Televisioun an iwwert de Lëtzebuerger Radio Neiegkeeten aus dem Ausland erakommen, wann ee gesäit, wat an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch lass ass, dann ass et dach net verwonnerlech, dass iergendwou den normale Lëtzebuerger sech seet: „Dat do wäert och net bei eis virun der Dier stallhalen, a léiwer maachen ech dat, wat de Minister Frieden a sengem Budget ëmmer gäre mécht, nämlech, ech leeën e Frang op d'Säit, fir datt ech en hunn, wann et mer manner gutt geet, wéi wann ech deen och elo nach ausginn, vläicht fir eppes, wat ech net brauch."

Leschtens – an elo komme mer awer nees e bësse méi an de Fong vun der Fro – seet d'DP: „Uh, déi Initiativ do vun der CSV, dat ass en Ausschalte vun der Chamber, wann et ëm d'Diskussioun vun de Strukturreforme geet."

Éischtens, Här President, wëll ech dem Här Meisch soen, dass dat eng falsch Duerstellung ass vun der Positioun vun der CSV, déi ech nach eng Kéier duerleeën: Mir sinn der Meenung, dass dat, wat de Statsminister den 12. Oktober hei gesot huet, soll duerchgezu ginn.

Mä zweetens erkennen ech doranner eng Frontalattack vun der Demokratescher Partei op d'Tripartite. Wann dat esou ass, da froen ech mech, firwat d'DP net den 12. Oktober oder nom 12. Oktober, no den Äusserunge vum Statsminister hei an der Chamber gesot hutt, datt se net domat d'accord wär, dass ähnlech wéi déi lescht 30 Joer d'Diskussioun mat de Sozialpartner an duerno an der Chamber soll gefouert ginn.

(Interruption)

Firwat waarden? Et ass op jiddfer Fall esou, wéi Der zitéiert gi sidd, datt Der gesot hutt, de Virschlag vun der CSV wär en fin de compte eng Aushielechung vun der Chamber an d'Chamber géif an deenen Diskussioune vun deenen nächste Joren ausgeschalt ginn.

Même son de cloche bei Äre Kolleege vun der grénger Fraktioun. Och do fält, Dir Dammen an Dir Hären, lues a lues de Lack erof no de Gemengewahle vum Joer 2005, well déi Partei, déi déi lescht Joer ausgezunn ass, fir jiddferengem ze soen, dass, wa si eemol an der Majoritéit wier, alles zu Lëtzebuerg ganz aneschters géif ginn um Niveau vun der Demokratie, vun der Biergerbedeelegung an esou weider, déi weist jo elo dëser Deeg am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg, wéi séier, wa se an der Majoritéit ass,...

(Interruption)

...wéi séier se en fin de compte hir eege Prinzipien iwwer Bord werfe wëllt.

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Gedëllegt Iech, d'Oppositioun kënnt och nach un d'Pult, da wäert et héich hiergoen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Oppositioun kënnt un d'Pult an da musst Dir, Här Bausch, dem Land soen,...

M. le Président.- Här Wolter, adresséiert Iech un d'Chamber!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...ob Der oder ob Der net der Meenung sidd, dat, wat Der gesot hutt, datt duerch de Vote vun dësem Budget an duerch déi Diskussiounen, déi an deenen nächste Méint stattfannen, d'Chamber eng Kaz am Sak géif kafen, an Der am Fong der Meenung sidd, dass de Budget vum Joer 2006 kenger Realitéit géif entspriechen, well an der Tripartite eng Rei vun Diskussiounen...

(Interruptions diverses)

Jo, doriwwer schwätze mer!

Och Iech froen ech, Här Bausch: „Wou waart Dir den 12. Oktober?"

M. le Président.- Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wëll dem Här Bausch soen...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den 12. Oktober war ech hei an der Chamber.

Une voix.- Excellent!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wëll dem Här Bausch soen, datt mir gären hätten, dass och déi gréng Fraktioun seet, kloer an däitlech, ob se am Kader vun deem, wat de Statsminister den 12. Oktober annoncéiert huet, deen Timing akzeptéiert oder net. Och Dir...

(Interruptions)

Och Dir maacht d'Vermëschung, déi permanent Vermëschung...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, den Här Wolter ass jo nach net fäerdeg. Loosst hien elo emol schwätzen, da komme mer derzou.

(Interruptions diverses et hilarité)

(Coups de cloche de la Présidence)

Lauschtert dem Riedner no! Här Wolter, fuert Dir weider.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, et ass net einfach, well et net einfach ass, mä et ass net einfach, Här Grethen...

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Loosst Iech net aus der Rou bréngen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen! Oh mei!

Et ass net einfach , well probéiert gëtt – ouni Succès! – zwou Saache mateneneen ze vermëschen, déi net mateneen ze vermësche sinn. Dat eent ass d'Exekutioun vum Budget vum Joer 2006, an dat anert sinn déi mëttelfristeg, laangfristeg an och zum Deel – wéi de Minister et gesot huet – scho vläicht fir d'Joer 2006 unzebréngend Korrekturen an der Grondausriichtung vum Lëtzebuerger Budget. An et ass sécher net duerch déi Diskussioun vun de leschte Wochen, wou sech en neit Element an deem Punkt erabruecht huet.

Ech wollt soen, dass mer am System vun der klassescher Reaktioun sinn. Mir hunn e Problème de fond a mir reagéieren op der Form. Op der Form ass et einfach ze reagéieren, well et kann ee vum Fong oflenken.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Firwat hutt Dir da gewaart bis et esou wäit war?

Une voix.- Jo! Elo ass hie schockéiert, virdru war net eng Spur vun deem do, net eng Spur!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, mä da loosst hien emol virufueren a gedëllegt Iech e bëssen!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Hie schwätzt elo scho 37 Minutten, et kënnt awer näischt!

Une voix.- Här Bausch, den Här Wolter huet awer méi Zäit zegutt gehat.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da berouegt Iech emol alleguerten. Et huet keen dem Här Wolter virzeschreiwen, wat en hei ze soen huet! Hie behandelt de Budget esou wéi hien dat gesäit.

(Brouhaha général et hilarité)

Une voix.- Dat do ass eng Excuse!

M. le Président.- Majo, natierlech! An duerfir géif ech Iech bieden, Iech ze berouegen an den Här Wolter schwätzen ze loossen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech loossen d'Jongen an d'Meedercher…

(Hilarité)

Une voix.- Eng richteg Arroganz! Voilà!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, da berouegt Iech dach elo emol, fir dass den Här Wolter ka seng Ried weiderféieren!

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech hunn absolut kee Problem, dass d'Kolleegen aus deene verschiddene Fraktioune sech nach fënnef Minutten hei excitéieren! Dat ännert näischt un der Grondausriichtung vun der Ausso, nämlech där, dass, wéi esou oft, an enger Situatioun, wou een iwwert de Fond soll diskutéieren, probéiert gëtt iwwer all méiglech Klippe vun der Form laanscht d'Diskussioun ze kommen.

Ech hunn, wéi den Här Bausch richteg gesot huet, praktesch elo 39 Minutte gebraucht, fir op de Fong ze kommen. Dat ass d'Zäit, déi een, wann een déi gesammelt Stellungnahme vun deenen engen an deenen aneren, déi gesammelt Kommentaren an der geschriwwener, an der geschwatener, an der gewisener Press kuckt, brauch, fir en fin de compte op dat zréckzekommen, ëm wat dass et geet.

Mä et ass eng klassesch Prozedur. Et muss een d'Klippe vun der Form ëmsegelen, et muss een all méiglech Froen am Fong laanscht goe loossen, déi sech op der Form weisen, fir dann op dat ze kommen, ëm wat dass et geet. An et ass wéi esou oft an der Lëtzebuerger Politik: Et kann ee sech dréinen a kéiere wéi ee wëllt, et kann ee sech diebele wéi een et gären hätt, laanscht de Fong vun der Diskussioun kënnt een net.

Dee gesi mir en fin de compte an zwee Phenomeener:

Deen éischte Phenomeen ass d'Uwuesse vun den Ausgaben iwwert déi mëttelfristeg wirtschaftlech Entwécklung eraus. Mir kréie fir de Budget 2006 eng Augmentatioun vun den Dépensë vun 9%, bei enger Augmentatioun vun de Recettë vun nëmme 6%. Mir ginn am Joer 2006 am Zentralstat 1,2 Milliarde méi aus wéi mer erakréien, nodeem mer am Joer 2005 1,1 Milliarde méi ausginn hu wéi mer erakritt hunn. Mir stelle fest, dass d'Schéier tëschent den Ausgaben an den Einnahmen amgaangen ass méi grouss ze ginn, dass déi budgetär Reserv erofgeet an dass och d'Reserve vun de Fonds d'investissement am Joer 2008 op null tendéieren.

Et muss een also – an dat war den Ausgangspunkt vun eiser Démarche, an domat si mer total online mat deem, wat op anere Plaze gesot ginn ass – am Joer 2006 déi néideg Korrekture virhuelen, déi mer brauchen.

D'Regierung ass, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woch eng ganz Rei vun Engagementer agaangen, andeem se op Bréissel déi siwent Aktualiséierung vum Stabilitéitsprogramm geschéckt huet. Et ass dëst eng nei global Approche, déi niewent der traditioneller Budgetspresentatioun ëmmer méi an de Vierdergrond réckelt, well se niewent dem Zentralstat och d'Gemengen an och d'Sécurité sociale beinhalt, well se am Zentralstat net nëmmen de Budget, mä och d'Friemfinanzéierung an och den Delta vun den Einnahmen an den Ausgaben an de Fonge beinhalt.

Ech erënnere mech drun, virun zwee, dräi Joer, wéi déi Berechnung fir d'éischt gemaach ginn ass, ass se nach vun alle Säite kritiséiert ginn. Si ass vun der deemoleger Regierung, si ass an der Chamber kritiséiert ginn an huet sech elo lues a lues hire Wee gebahnt, à tel point, dass et an der Ried vum Budgetsminister am Fong deen Haapttableau war, deen Haaptkritär war, op deen eng mëttelfristeg Budgetspolitik achséiert gëtt.

Wann een dat kuckt, wat d'Regierung op Bréissel geschéckt huet, dann huet se sech engagéiert, fir d'Joer 2006 en Defizit vun 1,8%, fir d'Joer 2007 en Defizit vun 1,0% a fir d'Joer 2008 en Defizit vun 0,2% ze hunn. Dat heescht, dass mer am Zentralstat vum Joer 2007 u Reduktioune vum Defizit vun 250 Milliounen Euro pro Joer mussen tätege par rapport zu deene Budgeten, déi mer haut kennen.

2006 hu mer en Unhale vum Defizit. Mir ware bei 1,1, mir komme bei 1,150. Vum Joer 2007 u musse mer all Joer 250 Milliounen à politique constante derbäileeën. Wann ech soen 250 Milliounen, da sinn et 250 Milliounen dat éischt Joer, 500 Milliounen dat zweet Joer a 750 Milliounen dat drëtt Joer. Et ass net 250 Milliounen eng Kéier an domadder wär de Problem geléist.

Ech hunn – dat ass richteg – viru 14 Deeg gesot, dass de Budget vum Joer 2006 op Bréissel notifizéiert gëtt mat engem Defizit vun 1,8%, deen en hallwe Prozent ënnert deem läit wat fir d'Joer 2005 prognostizéiert gëtt, ouni dass mer nei Engagementer an eisem Budget fir d'Joer 2006 géifen tätegen. Ech hunn an deem Kontext op d'Eisebunnstripartite higewisen, wou mer net géife wëssen, wat d'Engagementer wieren, a wann Engagementer géife kommen, da misst een en fin de compte de Budget vum Joer 2006 schonn an enger anerer Perspektiv liesen, wéi dat haut de Fall ass.

De Budgetsrapporteur huet dat an engem Interview de 6. Dezember

am „Wort“ als Populismus duergestallt. Hien huet gesot, et kéint jo absolut net sinn, dass déi Tripartite iergendwellech Influenz op de Budget vum Joer 2006 hätt. Abee, an enger Woch hu mer jo Rendezvous hei, wa mer gewuer ginn, wat bei der Tripartite erauskënnt, an da kucke mer, ob sech aus der Eisebunnstripartite eraus Influenzen op d'Budgeten 2006, 2007 oder 2008 erginn. Et wär op jidde Fall an deenen 22 Joer, wou ech d'Éier hunn an der Lëtzebuerger Politik ze sinn, déi éischte Kéier, dass eng Tripartitesronn ouni Engagement fir de Statsbudget iwwert d'Bühn géif goen.

Duerfir soen ech nach eng Kéier dat, wat ech viru 14 Deeg gesot hunn – an ech hunn et dee Moment zu engem Moment gesot, wou nach gesot ginn ass, dass d'Tripartitesdiskussioun Eisebunn den 13. Dezember géif ofgeschloss ginn; et ass jo eréischt duerno wou se eng Woch no hanne gereckelt ginn ass -, dass mer net wéilten an eng Situatioun kommen, dass mer den 13. Dezember an der Tripartite en fin de compte de Budget, deen de 14. Dezember an der Chamber géif gestëmmt ginn, erëm aneschters missten duerleeën.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, wann Engagementer kommen – an et ass net un eiser Fraktioun wou dat wäert scheiteren, fir de Fall wou dat zu enger propperer Solutioun mëttel- a laangfristeg am Intérêt vun der Eisebunn zu Lëtzebuerg féiert a wou mer doduerch eng Survie an eng mëttelfristeg Perspektiv kënne schafen –, dass dat net un eis wäert scheiteren. Et bleift awer och op där anerer Säit, dass mer musse kucken, dass mer all Käschtepunkt, dee mer do genéreieren am Budget vun 2006, an der Exekutioun vum Budget 2006, dann op enger anerer Plaz nees erakréien, fir dass mer déi Spiral, an där mer dra sinn, net weider eropdreiwen. An dat ass, Dir Dammen an Dir Häre vun der grénger Fraktioun, den Enjeu vun der Politik, wéi mir se gesinn.

Zweetens: Um Niveau vun de Gemenge steet iwwert déi ganz Period an deem Bericht null – 0,0 iwwer all déi Joren, wéi wann d'Gemengen an engem total équilibréierten Zoustand wären. Ech stelle fest, mir stelle fest an den Diskussiounen, déi mer mat Kolleegen hunn, heibannen, dobaussen, déi Buergermeeschter sinn, dass fir d'Joer 2006 e relativ massive Recours à l'emprunt am Gemengesecteur amgaangen ass sech unzekënnegen.

Wann déi Perspektiven, déi de Budgetsminister d'lescht Joer hei annoncéiert huet, sech bewahrheiten, nämlech dass haaptsächlech déi Steieren, vun deenen d'Gemengen an deene leschte Joren esou gutt gelieft hunn, déi sinn, déi an deenen nächste Jore manner wäerten ausschëdden, wéi dat haut de Fall ass, da wäerte mer gesinn, dass am Budget vum Joer 2007 an am Budget vun 2008, well och d'Gemengen, net nëmmen de Stat, an deene leschte Jore massiv opgerüst hunn a sech nei Aufgaben och ginn hunn an zum Deel och vum Stat iwwerdroe kritt hunn, fir alleguerten déi Politiken ze finanzéieren, dass mer wäerten och do…

Une voix.- Déi wëllen et just net agestoen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- …an eng Friemfinanzéierungsspiral erakommen. Et kann ee sech dann, wéi esou oft, d'Fro stellen, firwat dass mer viru véier oder fënnef Joer, wéi mer do souzen a wéi mer eng Rei Saachen anticipéiert hunn a wéi Propose vun der Regierung um Dësch louchen, fir eng Reorganisatioun vun de Gemengefinanzen ze maachen, an dat an enger Zäit, wou et méiglech gewiescht wier, ouni dass een ënner Drock geschafft hätt, firwat dass mer dat viru véier oder fënnef Joer net gemaach hunn.

Dat rejoignéiert eng Ausso, déi den Här Minister Lux d'lescht Woch op der Televisioun gemaach huet, déi ech héieren hunn a wou hie gesot huet: Wéi ass et méiglech, dass zu Lëtzebuerg en fin de compte ëmmer d'Dossieren, wa mer iwwert de Fong schwätzen, esou laang lafe gelooss ginn, bis dass een näischt méi um Fong ka maachen an dass een am allerleschte Moment muss reagéieren? Wéi ass et méiglech, dass mer Kyoto esou laang lafe gelooss hunn? Wéi ass et méiglech, dass mer d'Eisebunnstripartite esou laang lafe gelooss hunn?

Abee, ech mengen, dass ech mat deenen 39 Minutten, wou ech de Kolleege vun der grénger Fraktioun hei e bëssen op den Nerv getrëppelt hunn, bewisen hunn…

(Interruption)

…wéi et zu Lëtzebuerg ass, wann een en fin de compte iwwert d'Problemer wëllt diskutéieren a wéi permanent probéiert gëtt laanscht Problemer ze diskutéieren. Dat ass vläicht eng vu villen Äntwerten, déi een dem Här Lux kann op déi richteg Aussoen, déi hien d'lescht Woch gemaach huet, ginn, dass et ganz schwéier ass, extrem schwéier ass an engem Land wéi eisem, wou ee mat ganz ville Lobbyen ze dinn huet, wou ee mat ganz ville Meenungen ze dinn huet, wou ee mat ganz ville Leit an Organismen ze dinn huet, fir Änneerungen an engem System virzehuelen, déi dann och nach ëmmer am Konsens solle sinn.

Well en drëtten Deel vun deem ganze System, nämlech dee vun der Sécurité sociale, Dir Dammen an Dir Hären, dee jo kuerzfristeg eis Duerstellung zu Bréissel gutt gestalt, ass deen, deen eis am Fong mëttelfristeg déi meeschte Suerge misst maachen.

Déi Diskussioun, déi mer 1995, 1996, 1997 an 1998 zu Lëtzebuerg gefouert hunn an déi déi Zäit jo och esou kommentéiert ginn ass, wéi se kommentéiert ginn ass, huet sech en fin de compte an alle BIT-Etüden hannendrun net ee Jota geännert. Dat wat haut an der europäescher Duerstellung eise gréissten Avantage ass, dat ass an zéng Joer eise gréissten Désavantage a wäert eis dozou bréngen, dass mer am Zentralstat an an den Ausgabe vum Zentralstat nach vill méi Mass musse schafen, vill méi Wach musse schafen, wéi mer mengen, dass dat haut ass, fir en fin de compte opzekomme fir déi Politiken, déi gestalt si ginn.

Et gëtt, well dat jo och dann zum Deel zu der politescher Gestaltung hei zu Lëtzebuerg gehéiert, gesot, gemengt, et géif elo hei den totalen Ugréff op de Sozialstat stattfannen. Et wär den Ugréff – wéi huet den Här Bausch gesot? – vun deene vum Joseph Bech géint déi Verstänneg, fir eppes ze verhënneren oder ze erreechen.

(Interruption)

Ech wëll soen, dass et eng falsch Duerstellung ass, fir ze mengen, dass dës Majoritéit en Ugréff op de Sozialstat wëllt féieren. Mä wat awer richteg ass, dat ass, dass, wa mer nei Politike wëlle maachen, wa mer Politike wëlle maachen, déi eis et erlaben e moderne Stat ze sinn an enger moderner Welt, mer dann – an ënnert de Parameteren, déi de Statsminister definéiert huet, nämlech déi, dass de Sozialbudget net weider ka klammen – musse kucke goen, wou mer dann am Rescht vum Budget déi Sue fannen, fir déi dote Politike kënnen ze maachen.

Ech denken un d'Schoulpolitik, eng vun deene gréissten Erausfuerderungen – ech denken, do si mer eis alleguerten eens –, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wou eng ganz Rei fundamental Änneerungen an deenen nächste Jore musse kommen, wa mer iwwer Chancëgläichheet schwätzen, wa mer iwwer méi individuell Betreiung schwätzen, wa mer driwwer diskutéieren, dass mer gären hätten, dass d'Kanner e méiglechst héije Potenzial kréien, fir kënnen an d'Beruffswelt ze goen, dann däerf ee sech kenger Illusioun higinn, dass dat näischt géif kaschten.

Eise Schoulsystem kascht par ailleurs – wann een dat am internationale Verglach haut kuckt – dat Duebelt wat a Finnland de Schoulsystem kascht. Et gëtt also net eng direkt Relatioun tëschent absolutem Käschtepunkt pro Kand a Resultat, dat een aus enger Schoul erauszitt.

(Interruption)

Mir wëllen den Encadrement vun de Kanner an a ronderëm d'Schoul vergréisseren. Maison relais, dat ass dat, wat elo amgaangen ass ze kommen. Et sinn eng ganz Réi Gemengen, déi et hunn. Et kënnt mer zu Ouer, dass geschwat gëtt vun 30.000 Kanner, déi à terme an deene Maisons relais sollen opgefaange ginn.

Da mécht een eng ganz einfach Rechnung: Et hëlt een 30.000 Kanner, et hëlt een eng Stonn pro Dag, et hëlt een zéng Euro, déi d'Stonn kascht – obschonn et der eelef sinn, mä fir d'Rechebeispill ass et méi einfach – an et hëlt een 200 Deeg am Joer an da kënnt een op e Chiffer vu 60 Millioune fir eng Stonn, bei deem dote Chiffer. Sinn et zwou Stonnen, dann ass et dat Duebelt, sinn et dräi Stonnen, dann ass et dat Dräifacht an et kënnen also bei fënnef Stonnen den Dag bis zu 300 Milliounen Euro sinn.

Mir mussen also wëssen, dass wa mer am Kader vun der Kannerbetreiung deen do Wee wëlle goen a wa mer e Multiple vun enger Stonn fir 30.000 Kanner an de Maison-relaisë wëllen aféieren, da musse mer eis also d'Fro stellen, wou mer op anere Plazen – Kannergeld an aneres, wou mer zum Deel déiselwecht Saache mat finanzéieren – eis d'Fräiraim schafen, fir kënnen esou eng Politik ze bestreiden.

Et ass eng Fro, Dir Dammen an Dir Hären, vu Prioritéiten, ob mer dat eent oder dat anert als Prioritéit gesinn.

D'Universitéit: Mir wëllen eng Universitéit opbauen, eng Recherche bezunnen Universitéit, eng Universitéit, déi eiser Wirtschaft hëlleft mat der Konkurrenz eens ze ginn. Et ass also eng Universitéit, déi eppes kascht, well zum Nulltarif kritt ee keng Universitéit. Berechnungen, déi eis zougänglech sinn, schwätzen an deenen nächste fënnef a sechs Joer, bis mer op de Rythme de croisière kommen, vu 15 bis 20 Millioune pro Joer, déi ee supplementar an all Budget muss erasetzen, fir déi Universitéit op en Niveau an op e Level ze kréien, dass se deenen Erausfuerderunge gerecht gëtt.

D'Regierung huet annoncéiert, wat mer ënnerstëtzen, dass se e Pacte „logement“ mécht – ech sinn nach ëmmer an de Kapitele vun der Sozialpolitik -, e Pacte „logement“, fir ze probéieren, dass déi jonk Leit hei zu Lëtzebuerg ënner anstännege Verhältnisser an zu engem Präis, dee räsonnabel ass, kënnen en Terrain kréien a sech en Haus leeschten; duerfir wëllt se mat enger Rei vu Gemengen dee sou genannte Pacte „logement“ maachen.

Et war mer net méiglech, fir dat ze budgétiséieren, ech weess awer, dass dat enorm vill Geld wäert kaschten, wann een dat um Terrain wëllt ëmsetzen.

D'Spideeler, eppes mat deem ech mech net gären awer leider muss entre-temps beschäftegen. Et gëtt mer an deenen éischten Ënnerriedungen, déi een dann do esou féiert, bericht, dass d'Käschte vun de Spideeler amgaange sinn all Joer ëm 15% ze klammen, dass mer also iwwer siwen, aacht Joer en Doublement vum Käschtepunkt am Spidolswiesen hunn.

Elo kann ee soen: D'Gesondheet huet kee Präis. Mä si kascht awer eppes a wa se mar dat Duebelt kascht vun deem wat se haut kascht, da musse mer iergendwou Sue fannen, da musse mer also am Budget Fräiraim schafen, fir kënnen dee Käschtepunkt, deen do kënnt, opzehuelen.

A last but not least an der ganzer Sozialpolitik, eppes wat eis enorm um Häerz läit a wat eis Frëndin, d'Marie-Josée Jacobs, eis ëmmer erëm widderhëlt, dat ass d'Politik fir déi Leit, déi wierklech um ënneschte Bord vun eiser Gesellschaft liewen. Och do si ganz vill Moyenen noutwendeg, néideg an deenen nächste Joren, fir Sozialpolitik ze maachen, fir och do an deem Deel vun eiser Gesellschaft déi Politiken ze maachen, déi noutwendeg si fir Chancëgläichheet ze schafen.

A wann ech dat alles kucken – an ech kucke just den Deel Sozialpolitik –, nei sozialpolitesch Akzenter, déi musse geschafe ginn, da kann ee wierklech net dëser Regierung virwerfen, dass se Sozialofbau wëllt schafen, mä si muss dofir suergen – an zwar wa méiglech am Dialog –, fir déi Fräiraim ze schafen.

Ech hunn nach eng aner Rei vu Politikfelder notéiert: d'Dezentralisatioun, den IVL, d'Ëmsetzen also vun der Preparatioun, fir d'Land op 600.000 Leit ze bréngen.

Wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, gären hätten, dass am Süden eppes geschitt. Wa mer gären hätten, dass Belval eppes gëtt. Wa mer gäre verhënneren, dass sech déi ganz Wirschaftsaktivitéit weider exklusiv an a ronderëm d'Stad zu Lëtzebuerg développéiert, da muss voluntaristesch Politik gemaach ginn.

Déi Leit, déi den „paperJam“ gelies hu vum leschte Mount – dat ass eng Zeitung, déi sech méi u Spezialiste went –, hunn doranner gelies, dass Belval, dass also de Süden, nëmmen en Développement ka kréien, wann eng voluntaristesch Politik vun der Regierung kënnt. Do muss eng Virleeschtung kommen, dass d'Wirtschaft eng Noleeschtung bréngt. An dat ass déi total Differenz zur Stad Lëtzebuerg, wou d'Virleeschtung net brauch bruecht ze ginn, well d'Noleeschtung vun der Wirtschaft en fin de compte schonn do ass, well d'Demande do ass.

Dat kascht enorm vill Geld. Dat ass also eng Politik, déi ee wëllt oder déi een net wëllt. Dat ass eng Politik, déi ee prioritiséiere muss oder déi een hannendru setze muss. Mir hunn an der Zäit de Volet Virleeschtung vum Stat op eng Milliard Euro geschat, dee misst geleescht ginn, ouni Centre de recherche an esou weider, fir dass déi Cité des Sciences géif fonctionnéieren.

Den IVL huet festgehalen, dass wann een déi Épine dorsale vum öffentlechen Transport gären hätt, déi bluttnoutwendeg ass, fir iwwerhaapt eng Kéier an d'Géigend vun engem „modal split“ vu 25% ze kommen, da misst eng Linn vun Esch an d'Stad geluecht ginn: Esch-Stad-Ettelbréck als Réckgrat vun engem zukünftege Lëtzebuerger Land. Mir wëssen, oder mir mengen, dass esou eng Linn ronn 1 Milliard Euro wäert kaschten. Déi kënnt bei déi Milliard Euro vu Projeten, déi elo schonn zum Deel vun der Chamber gestëmmt sinn, déi um Instanzewee sinn.

Wa mer, Dir Dammen an Dir Hären, dann och nach en Tram duerch d'Stad wëlle fuere loossen, an deen och nach eng Kéier mat 1 Milliard Euro veranschlagen, da si mer eleng an deem doten Deel vun eiser Politik bei 4 Milliarden Euro, ouni dass mer fir Ettelbréck eppes gemaach hunn, wat och noutwendeg ass, well och do geet et net vum selwen.

Wa mer gären dem Norde strukturell eng Chance ginn, wa mer gären deen drëtte Pôle de développement hätten, a wa mer gären hätten, dass déi Nordstrooss eng Chance soll kréien, da muss gekuckt ginn, dass do en Investissement getätegt gëtt. Da si mer also bei 4 Milliarden Euro eleng op deem doten Domän. Dat sinn, wann ech et mëttelfristeg kucken, ronn fënnef Investitiounsbudgete vum Stat, wann een et gesäit, wa mer net an d'Verschëldungsspiral wëlle goen, déi mer kënnen ugoen.

Den Innenminister huet eis d'lescht Woch gesot, de Kläranlageprogramm fir déi nächst zéng Joer: 250 Milliounen Euro. Dat si 25 Milliounen Euro, déi all Joer mussen opbruecht ginn. Hien huet nach net gesot, wat d'Waasserwirtschaftsdirektiv eis wäert kaschten. Well et däerf kee mengen, dass d'Ausweisung vu Quelleschutzgebidder, an esou weider, dass dat sech wäert zum Nulltarif maache loossen. Mir hunn also och do eng ganz Rei vun Ausgaben – déi absolut noutwendeg sinn –, déi op eis duerkomme wäerten.

Gradewéi mer d'lescht Woch an der Budgets- an an der Kontrollkommissioun gewuer si ginn, dass am Kader vun der Politique du siège eng ganz Rei vu Milliounen op eis laueren, op eis waarden, déi mer mussen ausginn, wa mer déi Politique du siège, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wëlle viruféieren.

An zum Schluss, fir mat der Opzielung opzehalen, dann nach den Dossier „Kyoto“ – wou de Laurent Mosar sech muer am Numm vun eiser Fraktion wäert eingehend domat ophalen –, dee vum Minister Lux an enger rezenter Ëmweltkommissioun fir d'Period 2008 bis 2012 mat 650 Milliounen Euro definitiv chiffréiert ginn ass, wat also en Aschreiwen an de Lëtzebuerger Budget sous une forme ou une autre, ob mer dat am Ausland kafen oder wéi och ëmmer, vun 130 Milliounen Euro an der Moyenne wäert mat sech bréngen.

Wa mer déi Nouvellen héieren, déi eis vu Montréal aus erreechen, wou ee gesäit, dass no 2012 d'Schrauf nach méi enk soll gezu ginn, da muss ee sech ganz zolidd d'Froe stellen, wéi een en fin de compte de Finanzement vun deene ganze Saachen do hikritt.

Déi zentral Fro, Dir Dammen an Dir Hären, a mer kommen net derlaanscht eis déi déi nächst Wochen ze stellen, dat ass déi, wat fir e Land, dass mer da fir d'Zukunft gären hätten. Ob et e Land ass, wat en fin de compte op deem, wat an deene leschte Joren a Jorzéngten opgebaut ginn ass, weiderfiert, a mer dann an der Situatioun sinn – ech hunn et virdru gesot –, dass mer keng nei Politike méi kënne gestalten, oder ob et e Land ass, wou mer Fräiraim musse schafen an deenen eenzelne Budgeten, fir dat ze maachen.

Mir si prett fir dës Diskussion als Fraktioun. D'CSV ass 2004 an d'Wahle gaangen, ouni dass se Versprieche gemaach huet fir weider sozial Leeschtungen opzehuelen. Mat eis, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et kee brutalen an unilateralen Ofbroch vun de Sozialbudgeten. Mä et gëtt awer och mat eis keng Fokaliséierung op zwee Schlagwierder, déi, well et d'Leit nees arrangéiert, dann zoufälleger-weis „Mammerent“ an „Index“ dee Moment heeschen.

Wa mer diskutéieren, dann diskutéiere mer iwwer eng ganz Rei vu Saachen. Ech wëll deene Sozialapostelen, déi duerch d'Land lafen, fir ze soen, elo géif de Schlag gemaach gi géint d'Sozialpolitik…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Den Här Weber mengt Der?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass den Här Spautz.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Deene wëll ech soen: Bei der Mammerent…

(Interruption)

Jo, dat ass eng Erfindung vun der CSV, zu där mer stinn,...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gira, soll ech Iech als Riedner aschreiwen?

Une voix.- Hie weess näischt ze soen.

M. le Président.- Ech schreiwen Iech gären an. Et ass nach Riedezäit do.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...well mer do an enger Flicht sti virun enger ganzer Generatioun vu Mammen, déi opgrond vun enger ganzer Rei Evénementer net konnten an d'Beruffsliewen antrieden an déi doduerch och um Niveau vun hire Pensiounen net op gewëssen Niveaue koumen. Well mir sinn der Meenung, dass mir an der Flicht par rapport zu deene Leit an deene Mammen haaptsächlech bleiwe wëllen.

Ech erënneren awer och dorun, dass d'Regierung initialement eng Mammerent an de Circuit eraginn hat, déi eng aner war wéi déi, déi aus dem Circuit erausgaangen ass, well sech am Laf vun enger Dynamik, déi sech gemaach huet an op déi verschidde Leit jo ganz stolz sinn, op déi initial Mammerent eng ganz Rei aner Saache gref-féiert hunn, déi d'Mammerent zu eppes gi gelooss hunn, wat net méi deem entsprécht, wat initialement geduecht war.

(Interruption)

Wéi?

Une voix.- ...Majoritéit.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, ech soe just deene Leit…

(Interruption et hilarité)

Ech schléissen eis do aus der Responsabilitéit net aus.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war e Gemeinschaftswierk!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, et war e Gemeinschaftswierk. Ech wëll just deenen dès le début soen, déi soen: „Et däerf am Rescht vum Sozialbudget näischt geschéien, mä well dat doten eng CSV-Propositioun war, muss d'Mammerent zu 100% ofgeschaf ginn", dass mir mat esou enger Positioun net an déi Verhandlunge wäerten eragoen. Mir wëllen an der Flicht bleiwen. Mir gesinn eis och an der Flicht par rapport zu enger Generatioun vu Leit, deene mer, wa mer hinnen de Genoss vun der Mammerent nees géifen ofhuelen a se domat an déi Situatioun géife bréngen an där se virdru waren, ganz vill Méiglechkeete géifen huelen.

Mir stinn, Dir Dammen an Dir Häre, als Fraktioun – well gefrot gëtt, Propositiounen ze maachen – hannert deem, wat de Statsminister am Numm vun der Regierung den 12. Oktober hei gesot huet. Mir brauchen – muss ech ganz éierlech soen, wann ech d'Lëscht vun deem, wat en am Numm vun der Regierung an och am Numm vun der CSV-Fraktioun domadder gesot huet den 12. Oktober hei –, wann ech déi Pistë kucken, zurzäit näischt weider op den Dësch ze leeën. Mir waarden dorop, dass déi aner, déi sech och an der Diskussioun wëlle matdeelen, och eppes op den Dësch wäerte leeën an deenen nächste Wochen, fir dass een da kann inhaltlech, Inhalt géint Inhalt, mateneen diskutéieren.

(Interruption)

Ech wetten awer, dass d'Politik vun deenen nächste Méint hei zu Lëtzebuerg, Här Calmes, déi wäert sinn, wéi mer se esou laang kennen, dass d'Oppositioun sech wäert hidden iergendeng Propositioun ze maachen a waarden, wat bei der Tripartite erauskënnt, an all eenzel Mesure, déi da geholl gëtt, wäert eenzel kritiséieren, ouni jeemools an d'Gefor ze kommen en iergendwellechen Alternativmodell op den Dësch ze leeën.

Dir Dammen an Dir Hären, eist Zil ass et en équilibréierte Pak vu Mesuren aus deenen Diskussiounen erauszekréien. E Pak vu Mesuren, déi gerecht verdeelt musse ginn, tëschent alle Leit an Acteuren, Betriber an eenzelne Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Et gëtt eng Rei vu Pisten niewent deenen, déi de Statsminister ugekënnegt huet. Et kann een driwwer nodenken, wou een um Niveau vun de Recetten Erhéijunge ka fannen. Et weess een awer, dass an deem Beräich net alles méiglech ass, wann een net op anere Pläng wëllt Schwieregkeete kréien.

Et kann een an der Akommessteier eng Rei Sue fannen. Ech mengen awer net, dass um Niveau vun de Betribsbesteierungen alles ze fannen ass. Wann ee gesäit, dass d'Ingénierie fiscale, dat heescht d'Abannung vun deenen Deeler vun eise Wirtschaftssegmenter, déi am meeschte Steiere bezuelen, en fin de compte an hiren internationale Gruppen esou ass wéi se ass, da mengen ech, maache mer eis do net allze vill Illusiounen, wat komme kann.

Et kann een zu enger Stabiliséierung vun den Dépensë kommen um Niveau vun den Investitiounen, vum Konsum a vun de Sozialausgaben. Dat sinn déi Budgeten, dat sinn déi Päck, déi zur Dispositioun stinn. Et gi keng aner Päck, et muss ee sech also um Niveau vun den Investissementer d'Fro stellen, wéi wäit dass ee ka goen. Och dat ass eng Propositioun, déi de Statsminister gemaach huet, ob ee weider Joer fir Joer den Niveau vun den Investissementer unhiewe kann, dat d'autant plus, wann ee weess, dass een no 2008 déi Investissementer iwwer Friemfinanzéierung muss bestreiden.

Et schéngt eis, wa gefrot gëtt konkret Propositiounen op den Dësch ze leeën, dass mer iergendwou do op enger Limite ukommen iwwert déi een och am Nominell d'Investissementer pro Joer net ka steige loossen.

Et ass d'Méiglechkeet um Niveau vun de sou genannte Konsumausgabe vum Stat ze spueren. D'Regierung huet do am Budget vum Joer 2006 e ganz groussen Effort gemaach. D'Konsumausgabe vum Stat ginn ëm 6% fir d'Joer 2006 am Budget zréck. Et ginn eng Rei vu Pisten, wéi een um Niveau vun de Konsumausgabe weider Sue spuere kann. Där Illusioun gi mer eis awer net hin, dass een dat net ka maachen, ouni dass ee mat de Sozialpartner virdrun doriwwer diskutéiert huet, esou wéi och dee ganze Block vun de Sozialausgabe muss gekuckt gi par rapport zu deem, wat een un zousätzleche Politiken nach an deenen nächste Jore wëllt maachen.

Et gëtt also keng 100 Méiglechkeeten, wéi mer de Budget an den Equiliber kënne kréien. Mä eppes sinn ech sécher, spéitstens an där Diskussioun wäerte mer gesinn, dass d'Ausgabe vum Stat och an de Joren 2007, 2008 an 2009 net iwwert de mëttelfristege Wirtschaftswuesstum vun der Lëtzebuerger Ekonomie erausgoe kënnen. An dann ass am Fong d'Boucle boucléiert, da wäerte mer den Ufank an d'Enn vun der Démarche, wéi mer se an deene leschten zwou, dräi Wochen diskutéiert hunn, an der Diskussioun erëmfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, dass Lëtzebuerg keng Insel wier. Mir liewen an enger globaliséierter Welt an där et ëmmer méi schwéier gëtt sech géigeniwwer der internationaler Konkurrenz ze behaapten. Och eise Budget muss sech der Decken no strecken. Och mir kënnen an enger mëttel- a laangfristeger Approche nëmmen déi Sue verdeelen, déi mer verdéngen.

D'Belsch huet eis bewise wat geschitt, wann eng Generatioun d'Sue vun deenen nächsten zwou Generatiounen ausgëtt. Frankräich steet haut mat enger Dette publique vu 65% vun hirem PIB do a muss 90% vun hirer Akommessteier fir d'Joer 2006 dozou opbrénge fir d'Zënsen op d'Schold ze bezuelen, fir déi Dette ze begläichen. A wéi déi budgetär Situatioun an Däitschland ass, konnt jo jiddereen an deene leschte Wochen an de Medien novollzéien.

Lëtzebuerg ass nach net do. Duerch eng intelligent Diversifikatiounspolitik, déi eis vill Einnahme bruecht huet, duerch eng intelligent Budgetspolitik, déi verhënnert huet, dass mer all Su ausginn hunn, dass mer Reserven an deene gudde Jore geschafen hunn, un deene mer haut nach kënnen zieren, sti mer am europäesche Verglach an enger besserer, an enger méi gënschteger Situatioun do, wéi eis Noperen.

Mä d'Luuchte stinn op orange. Brénge mer et net fäerdeg iwwer eise Schiet ze sprangen, brénge mer et net fäerdeg de Geescht vu Solidaritéit erëm ze fannen, deen eis Politik zum Deel an den 80er Jore gekennzeechent huet, fanne mer keng ausgeglache Solutiounen, déi jiddereen no senge Méiglechkeeten an d'Flicht hélt, da sprangen d'Luuchten och zu Lëtzebuerg ganz schnell op rout. Mir wëllen als CSV keng belsch, keng däitsch an och keng franséisch Verhältnisser, dat ass d'Zil vun eiser Démarche an et soll keen eis Determinatioun dobäi ënnerschätzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch ageschriwwen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer direkt op ee Punkt ze schwätzen ze kommen, an zwar sinn ech beoptraagt vu menger Fraktioun eisem Statsminister ganz häerzlech dofir ze félicitéieren, datt hien am Laf vum nächste Joer de „Karlspreis" wäert verliehe kréien. Eng Éier mat Sécherheet fir hien, awer eng Éier och fir eist Land.

Nodeems d'Lëtzebuerger Vollek an och e fréiere Statsminister schonn dee Präis do verliehe kritt hunn a grad well mer oft heibannen un engem Strang zéien, wat déi europapolitesch Diskussiounen ubelaangt, wat déi aussepolitesch Prioritéite vun eisem Land ubelaangt, fille mer eis, mengen ech, e Stéckelche mat geéiert, wann him déi Éier vum „Karlspreis" do zegutt kënnt. Vun eis op jidde Fall ganz häerzlech Félicitatiounen, Här Statsminister.

(Applaudissements)

Da wëll ech soen, dass ech frou sinn, datt ech den 13. Juni 2004 net d'CSV gewielt hunn.

Plusieurs voix.- Oh!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat iwwerrascht Iech elo net, mä stellt Iech vir, ech hätt d'CSV gewielt, wéinst deem Saz an hirem Wahlprogramm, d'Statsfinanze wären an der Rei, an ech hätt elo de Fraktiounspresident vun der CSV hei héieren, no senger Opzielung vun deene groussen Erausfuerderungen a Risiken, déi op eis Statsfinanzen duerkommen, dann hätt ech mech e bëssen hannert d'Liicht gefouert gefillt a géing op d'mannst d'Fauscht an der Täsch maachen a mer d'nächste Kéier nach eng Kéier besser iwwerleeën, ob ech d'CSV da wierklech soll wielen.

D'Oppositioun kéint sech et eigentlech an dësen Diskussioune recht einfach maachen. Wa mer net grad wéilten op déi vergëften Ambiance tëschent der CSV-Fraktioun an der CSV-Regierungséquipe agoen, déi zënter der hefteger Kritik vum CSV-Fraktiounspresident un dem Budget 2006 an de Reie vun deene Chrëschtlech-sozialen herrscht, da kéinte mer eis mat der LSAP beschäftegen, mat der Monaco-LSAP,…

(Interruptions)

…mat der Kritik vun eenzelnen LSAP-Deputéierten un der Regierungspolitik, mat der Aart a Weis wéi déi iwwermächteg CSV mat hirem Koalitiounspartner ëmspréngt, domadder, datt de Budgetsrapporter no Méint vun haarder Aarbecht vun der CSV-Fraktioun d'Show gestuele krut, iwwert dem Tourismusminister säi Lapsus, wat déi künfteg Besoldung vun de Statsbeamten ubelaangt, doriwwer datt, währenddeem d'Klimakonferenz zu Montreal no Ausweeër aus der Klimakatastroph sicht, de Wirtschaftsminister d'Kyoto-Ziler iwwer Bord gehäit an zum Schreck vum Ëmweltminister d'Atomenergie versicht hei am Land salonfäeg ze maachen, oder dem Här Krecké seng…

(Brouhaha général)

Firwat sidd Dir dann all esou opgereegt?

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll de Kolleegen hei just soen, op wat ech net intensiv wëll agoen a menger Budgetsried; an ech wäert duerfir keng 39 Minutte brauchen.

Ech kéint, wann ech wéilt, och op dem Här Krecké seng Défaillance agoen no senger Amerikarees, wou hien huet missen zouginn, datt d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie op sech wäert waarde loossen, well verschidden Administratiounen net amstand sinn ze soen, wéini se gedenken eng konkret Genehmegung bei deem engen oder anere Projet kënnen auszestellen.

Da kéint ee galant iwwerlenken op déi iwwer 10.000 Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, dat et der méi si wéi jee virdrun an eisem Land, datt der, wann d'Politik net wäert entgéintwierken, pro Joer wäerten 1.000 Leit bei déi Statistik do derbäikommen, datt d'OECD elo scho fir Lëtzebuerg mat enger Aarbechtslosequot vu 5,1 am Joer 2006 vu 5,6 am Joer 2007 rechent, an de Statec seet, datt mir eng Croissance vu 5 bis 6% brauchen, fir datt de Chômage zréckgeet, woubäi den Aarbechtsminister Mount fir Mount versprécht, datt keen hänke gelooss gëtt, a seng Mesuren elo endlech wäerte gräifen.

Datt d'Regierung esou hëlleflos ass, datt fir d'éischt an der Tripartite muss iwwert d'Aspuerungen am Budget diskutéiert ginn, datt d'Regierung hei e Budget wäert stëmme loosse vun hirer Majoritéit a gläichzäiteg seet, dee Budget misst aneschters exekutéiert ginn. D'Chamber riskéiert domadder ee vun hire wichtegste Pouvoiren aus der Hand ze ginn, nämlech d'Recht der Regierung hire Finanzspillraum festzeleeën.

An et ass dorobber, wou sech eis Kritik vun der Demokratescher Partei bezunn huet, net op dat, wat den 12. Oktober hei vum Premierminister an d'Diskussioun bruecht ginn ass, wou mer et gutt fannen, wann dat an der Tripartite diskutéiert ginn ass, mä mir fannen et net gutt, wann an der Tripartite d'Exekutioun vun engem Budget diskutéiert gëtt; dat sinn zwou verschidde Saachen.

A wann den Här Wolter hei seet, d'Oppositioun géing dat eent mat deem anere vermëschen, da soll hie sech bei der eegener Nues huelen, well do war hien nämlech deen, dee vilonce mateneen an een Dëppe gehäit huet an herno just dat erausgezunn huet, wat him an de Kapp komm ass.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir kéinten och driwwer schwätzen, datt der heibanne sinn, déi haart jäizen, et misst gespuert ginn, déi zwar soe wéi vill, awer net wou, datt déiselwecht Spuerappeller d'Konsumenten an d'Betriber veronsécheren – an dobäi bleiwe mer, datt d'Leit duerfir de Portmonni an der Täsch loossen an d'Betriber zécken ze investéieren.

A wéi wann dat net géing duergoen, da kéint een nach emol op d'Wahlprogrammer vun der LSAP an der CSV zréckkommen, op de Gratistransport, „Kommt, mir paken et un", op déi versprache Baisse vum Chômage an déi an Aussicht gestallte bëlleg Baupräisser. Am Wahlprogramm vun der CSV – an ech hunn et gesot – war näischt ze liese vun all deene Spuerappeller, do ass par conter behaapt ginn, d'Finanzsituatioun vum Stat Lëtzebuerg wär méi wéi gesond.

Zum Schluss kéint een dann de Premierminister zu engem groussen allëmfaassende Machtwuert opruffen, fir esou erëm Uerdnung a seng Equipe ze kréien, fir datt déi béid Majoritéitsparteien op d'mannst erëm d'Ambitioun hunn, fir no baussen esou ze maachen, wéi wa se zesumme géingen un engem Strang zéien. D'Oppositioun hätt domadder eng vun hire Flichten erfëllt, an d'Hänn an d'Wonne vun der Regierungspolitik geluecht. Déi inkohärent Haltungen innerhalb vun der Majoritéit géinge kloer duergeluecht ginn. D'Regierung wär virgefouert, mä dem Land wär net vill gehollef!

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech méi wäit aushuelen, eng méi genee Analys vun der Situatioun maachen, der Situatioun heiheem an dobaussen. Ze behaapten et géing eis zu Lëtzebuerg schlecht goen, wäert an aneren europäesche Länner nëmmen e liicht Kapprësele provozéieren. 4% wäert eis Ekonomie dëst Joer wuessen. Z'joert waren et 4,5%, a fir 2006 gesäit de Programme de stabilité eng Croissance vu 4% viraus. Wann d'Regierung et schonn net fäerdeg brénge, bei där Croissance de Statsbudget an den Equiliber ze kréien, da kann ee sech froen, wat eréischt lass wär, wann eis Ekonomie an engem fir Europa normale Mooss géing wuessen, oder mer eng handfest Rezessioun hei zu Lëtzebuerg hätten.

Mir musse wëssen, den duerchschnëttleche Wirtschaftswuesstum an Europa läit bei 1,5%, also 2,5 Prozentpunkten ënnert der Croissance vu Lëtzebuerg. Eng europäesch Ekonomie, déi sech schwéier deet mat der Globaliséierung, wou déi westeuropäesch Länner d'Erweiderung elo um ekonomesche Plang ze spiere kréien. Eng Ekonomie, déi gewinnt war, Wueren ze produzéiere fir den europäeschen an den US-amerikanesche Marché, déi laang Zäit gemengt huet, d'Konkurrenz aus Fernost géing sech bis an all Zäiten op bëlleg Imitatioune beschränke loossen. Eng Ekonomie, déi elo erkenne muss, datt de weltwäiten Handel net nëmmen nei Mäert fir eis Betriber erschléisst, mä och eng nei Konkurrenz zouléisst.

Dobäi gëtt déi europäesch Ekonomie grad vun deene Länner gepuscht, déi nach net esou laang um weltwäiten Handel deelhuelen, déi Jorzéngten agespäert waren an engem kommunistesche Regime oder deenen d'Aarmut sämtlech Méiglechkeete geholl huet, fir um Welthandel deelzehuelen. Gepuscht, well de Wuesstum eben an deene Länner stattfënnt, e Wuesstum, deen op Importer aus de bisheregen Industriestaten ugewisen ass.

Eis Wirtschaft leit ënnert der Globaliséierung an eis Wirtschaft profitéiert vun der Globaliséierung. D'Fro ass: Wat fir eng Tendenz wäert mëttel- a laangfristeg iwwerweien?

De Risiko besteet, datt Länner wéi China oder Indien lues a lues selwer zu Produzente ginn, an dat net nëmme fir bëlleg Imitatiounen, mä ëmmer méi fir déi modernsten Hightechprodukter. Besonnesch China huet oft mat Hëllef vu westleche Firmen en enormen technologesche Sprong no vir gemaach. Firmen, déi ugelackelt goufen, fir a China ze produzéieren, hunn hiren Know-how hierginn, fir esou op deem chinesesche Marché kënne Fouss ze faassen.

Opbauend op deem Know-how, entwéckelen d'Chinesen déi nächst Generatioun vu Produiten oft ouni westlech Hëllef a ginn domadder an den Export. Haut schonn exportéiert China – d'Land also vun de Vëloen – méi Autoë wéi der a China verkaaft ginn. China bilt pro Joer 300.000 Ingenieuren aus. China wäert am Joer 2010 pro Joer 2,2% vu sengem PIB an d'Fuerschung investéieren. Dann ass China gläichop mat der Europäescher Unioun, déi 2010 deeselwechten Taux erreecht wäert hunn, amplaz vun deem ugestriefteten Taux vun 3%.

China verfügt nieft den Hightechzentre laanscht d'Küst iwwer e risegt Hannerland mat Millioune vu bëllegen Aarbechtskräften, déi bereet si fir wéineg Geld hir Aarbechtskraaft zur Verfügung ze stellen. Eng op den Export fixéiert Währungspolitik vun der chinesescher Regierung gëtt där Entwécklung déi néideg Dynamik.

Europa kann natierlech net um Niveau vun de Lounkäschte mat engem Land wéi China konkurréieren. Also musse mer besser ginn, wéi déi Länner. Mir mussen eng Nues vir behalen am Beräich vun der Fuerschung a vun der Entwécklung vun neie Produiten. Mä riskéiert Europa net och op deem Gebitt den Uschloss ze verléieren?

En anert Land, Südkorea, steet bei den Nanotechnologien op der véierter Plaz weltwäit. 2,7% vum PIB ginn haut schonn an d'Fuerschung investéiert, 80% privat an 20% öffentlech Fuerschung. Déi direkt Folleg: Südkorea läit weltwäit un drëtter Stell, wat d'Umelle vun neie Patenter ubelaangt.

Et kéint een dës Rees iwwert den asiatesche Kontinent weiderféieren, mä de Fazit bleift deeselwechten. Mat neien Acteuren um Weltmaart huet sech d'Ekonomie och heiheem däitlech geännert. Elo kritt dat besonnesch d'Schwéierindustrie ze spieren, well nei Produktiounscapacitéiten am Fernen Oste geschafe goufen. All anere produzéiernde Betrib kënnt ënner Drock, well d'Aarbechtskräften an anere Länner bei wäitem méi bëlleg sinn, wéi hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir brauche mer net bis China ze kucken. Mä e Bléck an déi nei EU-Memberstate geet largement duer, fir ze verstoen, firwat et méi schwéier gëtt produzéierend Betriber, déi keng bedeitend Plus-value schafen, an eist Land ze kréien. E Betrib, wou de Prozentsaz vun der Main-d'œuvre am Verhältnis zum Gesamtgestehungspräis vum Produit ze héich ass, huet et zu Lëtzebuerg net einfach konkurrenzfäeg ze bleiwen.

Déi Erkenntnis huet jo och eise Wirtschaftsminister misse maachen, wéi hie festgestallt huet, datt hie seng gréffeg Verspriechen aus den Oppositiounszäiten net ëmsetze kann. Nei Acteuren an der Weltwirtschaft, e méi groussen europäesche Bannemaart, eng verluere gaangen Traditioun a Fuerschung an Entwécklung, alles dat dréit zu deenen aktuelle Schwieregkeete vun der europäescher Ekonomie bäi. An esou engem Kontext huet och Lëtzebuerg et net ganz einfach.

Mä trotz all deenen Ëmstänn huet Lëtzebuerg et bis ewell fäerdeg bruecht, sech vun där Entwécklung do ofzekoppelen. 4% Wuesstum, dausende vun nei geschafenen Aarbechtsplaze pro Joer. Mat esou Chiffere kënnen eis Nopeschlänner net mathalen. Dat läit natierlech zum groussen Deel un eiser Finanzplaz, déi ouni Zweifel de Moto vun eiser Ekonomie ass. Et läit un attraktive Steiersätz an un niddrege Lounniewekäschten. Elementer, déi eis e kloren Avantage ginn am direkte Verglach mat eisen Nopeschlänner.

Mä kee sollt mengen, déi international Entwécklung géing eist Land net beréieren. Esou musse mer eis d'Fro stellen: Wéi kënnen also zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze geschafe respektiv erhale bleiwen, wann datselwecht net ganz wäit vun hei méi bëlleg ka produzéiert ginn?

An enger Branche, wou d'Käschten net einfach op de Client kënnen ofgewälzt ginn, well d'Konkurrenz grouss ass, muss de Patron den Index an de Mindestloun allze oft duerch Produktivitéitssteigerungen ausgläichen. A lounintensive Betriber heescht dat an der Regel Personalofbau. Op der Streck bleiwen allze oft déi, déi leider keng Formatioun a keen Ofschloss kënne virweisen. Dëse Phenomeen kombinéiert mat engem enorme Konkurrenzdrock um Aarbechtsmaart aus de Grenzregiounen erkläert, firwat trotz gudder Konjunktur, trotz dausende vun nei geschafenen Aarbechtsplazen de Chômage Joer fir Joer wiisst.

Eis Nopeschlänner kennen nämlech eng vill méi héich Aarbechtslosegkeet, wéi de Grand-Duché. Déi oft strukturschwaach Regioune bidde kaum Aarbechtsplaze fir gutt forméiert Leit, déi et dann op de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart zitt. Iwwer 100.000 Frontaliere komme bekanntlech all Dag iwwert d'Grenz a ginn hei am Land enger Aarbecht no. Vun deenen nei geschafenen Aarbechtsplaze wäerten dann d'nächst Joer zwee Drëttel alt nees vu Frontaliere besat ginn. E Plus fir eis Ekonomie a fir eisen nationale Räichtum, e Problem fir eisen Aarbechtsmaart!

Nieft deene méi héije Salairen, spillt den Export vu Sozialleeschtungen, wéi dem Kannergeld, eng net onwesentlech Roll, wann et ëm d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart an der Groussregioun geet. De Mindestloun an d'Kannergeld sinn hannert Diddenuewen méi wäert, wéi hei am Land mat deene stänneg steigende Baupräisser respektiv Loyeren. Duerfir brauche mer den Index an de Mindestloun, fir en eegestännegt Liewen hei am Land deem Eenzelne kënnen ze erméiglechen.

D'Resultat vun enger gréisserer weltwäiter Konkurrenz, den Aarbechtsmaartproblemer an eisen Nopeschlänner, deenen am europäesche Verglach besonnesch favorabele Sozialleeschtungen, dem Index an dem Mindestloun si Joer fir Joer méi Chômeuren. En Dilemma also? Net onbedéngt! Net onbedéngt, wa mir net esou eng passiv Aarbechtsmaartpolitik hätten, wéi déi, déi mer zënter Jorzéngte bedreiwen. Eis Aarbechtsmaartpolitik konzentréiert sech nämlech drop, de Problem ze verwalten an net fir en ze léisen.

Wat fir eng Aarbechtsmaartpolitik bräichte mer hei am Land? Fir d'éischt eng vernetzten Aarbechtsmaartspolitik, vernetzt mat Schoul a Weiderbildung. All Schoulofgänger ouni Diplom, all jonke Mënsch, deen d'Schoul verléisst oder verloosse muss ouni en Ofschloss, riskéiert spéiderhin e Fall fir d'ADEM ze ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et ass net esou, datt d'Grenzgänger generell besser ausgebilt wären, mä de Choix ass méi grouss, esou datt de Patron an deem Reservoir ëmmer ee fënnt, deen eng gutt Formatioun huet, a bereet ass op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Mir sinn duerfir besonnesch zu Lëtzebuerg gefuerdert, fir där Quantitéit an der Groussregioun eng gutt Qualitéit entgéintzesetzen. Hei ass et virun allem un deene Jonke selwer, fir alles drunzesetzen, esou vill Wëssen a Fäegkeete wéi méiglech ze beherrschen, wa se op den Aarbechtsmaart kommen.

Mir sollen eng éierlech Sprooch mat deene Jonke schwätzen, vun Ufank un. Deen awer, deen deene Jonken d'Illusioun mécht mat engem Certificat iwwert de Vakanzenjob oder iwwert d'Aarbecht am Veräin wären hir Aussiichten op eng fest Aarbechtsplaz verbessert, dee schwätzt keng éierlech Sprooch, deen dréit vill méi derzou bäi, datt déi Efforten, déi jiddfereen nëmme selwer maache kann, allze oft wäerten ausbleiwen.

Wann e jonke Mënsch vu 17 Joer bei mech op d'Gemeng kënnt a mer seet, hien hätt an dräi Wochen Noexamen, e géing deen awer mat Sécherheet net packen, an duerfir wéilt hie vun der Gemeng als CAT agestallt ginn, dann ass eppes falsch an eisem System. Da leeft eppes faul, well da gi mer esouguer Leit, déi d'Chance hätten eng Aarbechtsplaz herno ze fannen, eng Formatioun ze maachen, en Diplom ze kréien, da gi mer déi aus der Schoul an aus dem éischten Aarbechtsmaart ofzéien, fir se an d'Beschäftegungsmesuren um zweeten Aarbechtsmaart eranzedrainéieren.

Ech hat d'lescht Joer am Kader vun de Budgetsdebatten an enger Motioun proposéiert, eng Analys ze maache vun deene Mesuren, déi iwwert de Fonds pour l'Emploi finanzéiert ginn. D'Majoritéit huet se deemools ofgelehnt, obschonn den Aarbechtsminister e puer Woche méi spéit agesinn huet, datt hien op deen dote Wee misst goen. Elo am Hierscht hu mer héieren, datt d'OECD mat dëser Etüd beoptraagt gouf. Ech hoffen, datt et net an deem Rhythmus weidergeet, well soss ass ze fäerten, datt mer...

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat stoung an der Regierungserklärung vun 2004.

M. Claude Meisch *(DP).*- Da froen ech mech awer wierklech, firwat datt Dir déi Motioun d'lescht Joer hei am Parlament ofgelehnt hutt, firwat d'Majoritéitsfraktioune gesot hunn, si wieren domadder...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et ass net d'Regierung, déi eng Motioun oflehnt; et ass d'Chamber, déi eng Motioun oflehnt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et sinn d'Regierungsfraktiounen, déi déi Motioun do ofgelehnt hunn. Duerfir...

(Interruption)

Mä, dat wëllt näischt...

M. le Président.- Sou, den Här Meisch huet ganz eleng d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Mir fäerten nämlech, wa mer an deem doten Tempo weiderfueren vun Ukënnegunge vu Mesuren, bis mer da konkret dozou kommen eng Analys ze maachen, datt mer herno, bis d'Resultater um Dësch leien, de fofzéngdausendsten Aarbechtslosen hei kënnen zielen, ier de Minister weess, ob säin Arsenal vun Instrumenter, fir den Aarbechtsmaart ze guidéieren, eppes daagt oder net.

Wa sech d'Prognose bestätegen, a weiderhi pro Joer 1.000 Demandeurs d'emploi dobäikommen, da kënne mer schnell ausrechnen, wat dat fir Ausgabe fir de Fonds pour l'Emploi an Zukunft wäert bedeiten. Duerfir musse mer wëssen, datt déi Ausgabe méi zilgerecht mussen ugewant ginn.

Duerfir plädéiert d'Demokratesch Partei mat Vehemenz fir eng aner Aarbechtsmaartpolitik, déi sech méi op den éischten Aarbechtsmaart konzentréiert; a keng Politik, op Grond vun där d'Leit wäerten zwee Joer an de Beschäftegungsmesurë verschwannen an esou aus der Statistik erausfalen, mä eng Politik, wou se eng reell Chance kréien, eng fest Plaz duerno ze fannen.

Duerfir plädéiert d'DP dofir, den Dogma vum Monopol vun der ADEM a Saachen Aarbechtsvermëttlung opzeginn an och eng privat Aarbechtsvermëttlung zouzeloossen. De Minister mécht sech et ze einfach, wann hie seet, eleng d'Patronë wäre Schold, wann d'ADEM net ka fonctionnéieren, well si déi fräi Posten net alleguerte bei der ADEM géinge mellen. Nun, wann d'ADEM méi performant wär, wann d'ADEM e Service bei der Aarbechtsvermëttlung géing ubidden, deen der Entreprise eng Plusvalue kéint bréngen, da wär dat mat Sécherheet aneschters, da géing all Betrib gäre seng fräi Plaze bei der ADEM mellen.

Wéi ass et och méiglech, datt e Secteur, dee sech déi lescht Joren zu Lëtzebuerg ganz dichteg entwéckelt huet, quasi ausschliesslech de Grenzgänger wäert virenthale bleiwen, nämlech dee vum Travail intérimaire? Oft ass et jo esou, datt, wann een am Interim beschäftegt ass, een duerno besser Chancen huet, eng fest Plaz ze kréien, virun allem, wann ee sech bewährt huet. Wa mir natierlech déi Chancen ausschliesslech de Frontalieren iwwerloossen, da brauche mer eis net ze wonneren, datt, wann hei am Land Aarbechtsplaze geschafe ginn, se herno och vun deene Frontaliere wäerten definitiv besat ginn.

Fir der Aarbechtslosegkeet vu muer virzebeugen, musse mer den Échec scolaire vun haut évitéieren. An enger Welt, wou d'Usprech méi héich ginn, wou déi einfach Aarbechten net méi an eise Länner gemaach wäerte ginn; an enger Welt, wou mir weiderhin um Index an um Mindestloun wëlle festhalen, geet et net duer, datt jiddfereen en Diplom an de Grapp kritt.

Duerfir musse mer ophalen, d'Lat stänneg méi niddreg ze leeën, fir datt mer der méi hunn, déi driwwer kënne sprangen. Neen, mir musse prioritär de Schüler hëllefen, fir datt déi héich Ufuerderunge vu muer kënnen erreecht ginn. Mir brauchen duerfir weider Reformen an eisem Enseignement – Reformen, mä keng Experimenter!

Duerfir hu mer Bedenken, wat den neie Lycée ubelaangt. Duerfir konnte mer net novollzéien, wat gutt dorunner soll sinn, datt d'Hausaufgaben zum Deel ofgeschaf ginn, wéi wann den Échec scolaire doduerjer ze erkläre wär, datt d'Kanner am éischten an am zweete Schouljoer hu missen Hausaufgabe schreiwen.

La politique du moindre effort, wéi déi nei Promotiounskritären am Avis zum Statsbudget vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics genannt ginn, wäert och net dozou bäidroen, datt d'Schüler besser op d'Erausfuerderunge vum Aarbechtsmaart wäerte virbereet sinn. Esou Reforme si mat der Demokratescher Partei net ze maachen, well se kontraproduktiv sinn, well se déi eigentlech Problemer net erfaassen, well se engem ideologesche Schema, mä net der Realitéit entspriechen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ganz richteg, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Madame Brasseur.

(Hilarité)

Ech hat mer geduecht, datt ech lech géing aus dem Häerz schwätzen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et wär och net gutt, wa mer net enger Meenung wären.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et wär gelungen. Mir si jo net esou wéi an der Majoritéit, gell Diert!

(Hilarité)

Duerch zousätzlech Investitiounen an d'Fuerschung soll d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land ënner Beweis gestallt ginn. Zil soll et sinn, mëttelfristeg 3% vum PIB an d'Fuerschung ze investéieren, dovunner 1% an déi öffentlech Fuerschung an 2% an déi privat Fuerschung. Wann déi privat Fuerschung do scho ganz no un deem Zil dru läit, mat 1,6%, esou musse mer dach wëssen, datt dat Zil fir déi öffentlech Fuerschung extrem ambitiéis ass. Do gëtt carrément vun enger Verdräifachung vun deem momentanen Undeel um PIB geschwat, déi noutwendeg ass, fir dat Zil vun 1% ze erreechen. An dee Montant misst dann och nach parallell zum Wirtschaftswuesstum Joer fir Joer an d'Luucht adaptéiert ginn, also hei zousätzlech Laaschten, fir d'Zukunft grouss Laaschten, fir d'Zukunft quasi en neien Automatismus.

Dës Investitioune si gerechtfäerdegt, wann, jo wann déi Fuerschung och zu konkreten Applikatiounen hei am Land féiert, wann d'Betriber nei Produkter kënnen entwéckelen, déi se duerno weltwäit vermaarten, wa se nei Produktverfahren entwéckelen, déi méi performant sinn an duerch déi se méi performant an domadder méi kompetitiv ginn. Nëmmen da kënnen Aarbechtsplazen hei am Land geschaf an ofgeséchert ginn. Jo, dann hu mer eis duerch eis Investitiounen an d'Fuerschung an an d'Entwécklung e gréissere Spillraum um internationale Marché verschaf, e Spillraum, dee mer dringend, wéi mer virdru gesinn hunn, brauchen.

Elo awer ze mengen, et géing eleng mat méi héijen Investitiounen an d'Fuerschung duergoen, wär net nëmmen en Iertum, mä et wär carrément geféierlech. Nei wëssenschaftlech Erkenntnisser sinn eng wichteg Viraussetzung fir de Wuelstand vu muer, awer nëmmen eng vun deene Viraussetzungen. Déi Rechnung geet nämlech nëmmen op, wann d'Resultater aus där Fuerschung och hei am Land vun den Entreprisë genotzt wäerte ginn. Mir mussen also eng Uwendungsnofuerschung bedreiwen, am beschte Fall an enker Zesummenaarbecht mat der Ekonomie.

Da muss eist Fuerschungsëmfeld stëmmen. Do verstinn ech nach ëmmer net, wéi d'Regierung d'Biotechnologie als ee vun hire Fuerschungsschwéierpunkten hei am Land erkläert, a gläichzäiteg awer eng Reglementatioun iwwert d'Stammzellefuerschung hei zu Lëtzebuerg vehement oflehnt. Wann dann duerch eis Ustrengungen an der Fuerschung effektiv nei Produkter entwéckelt ginn, Produkter, déi Chancen hunn um internationale Marché kënnen ze bestoen, dann ass et wichteg, datt déi Produkter och nach hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn. Och dann nëmmen hu sech déi Investitioune schlussendlech gelount. Mä och dat wäert nëmmen de Fall sinn, wann d'Ëmfeld stëmmt, vum Aarbechtsrecht bis hin zur Steierlandschaft.

Da brauche mer gutt forméiert Leit, déi net nëmmen an der Fuerschung täteg sinn, mä déi och an deene Betriber déi nei gewonnen Erkenntnisser hëllefen herno konkret ëmzesetzen. D'Uni Lëtzebuerg kann do e wichtege Motor sinn. Se muss sech allerdéngs nach beweisen.

Wann d'Regierung hir Hausaufgaben an aneren Domäner net mécht, da riskéieren och eis Investitiounen an d'Fuerschung ze verpuffen an esou just zu enger weiderer Belaaschtung fir de Statsbudget ze ginn – Belaaschtunge wéi der nach riskéieren eng Rei dozouzekommen.

Kyoto, zum Beispill! Do wäert sech jo keen Illusioune maachen, datt déi 10 Milliounen Euro, déi fir 2006 am Budget stinn, wäerten duergoen, fir eis jährlech Laascht ze schëlleren. Wann hei net e Wonner geschitt, da wäert Lëtzebuerg an deenen nächste Jore massiv a Certificatë mussen investéieren oder Strofe bezuelen; dat kënnt op datselwecht eraus fir de Budgetsminister.

D'Regierung awer huet kee Konzept, kee plausibelt Konzept, wéi eis Kyoto-Ziler ze erreeche wären; keng Strategie, wéi mir eis vun eiser Laascht duerch d'Engagement an anere Länner kéinte fräikafen, nach weess een, wéi dat Ganzt soll finanzéiert ginn.

Den Energieminister kämpft géint Wandmillen a fir den Atomstroum, a seng Ministerkolleegen an och déi Leit aus senger eegener Partei kënnen doriwwer nëmmen de Kapp réselen.

Et ass och roueg ginn ëm d'Rentemauer. D'Rentemauer, déi de Premier Juncker an der Zäit opgebaut hat, fir Augmentatioune bei de private Renten ze verhënneren, an déi vun de Statsbeamten ze kierzen. Déi Rentemauer huet ausgedéngt; se schéngt hir Berechtegung verluer ze hunn.

Nu wësse mer awer, datt, och wa mir momentan erëm e kräftege Wirtschaftswuesstum hu vun iwwer 4% a lafend Aarbechtsplaze schafen, de System op Dauer alles aneschters wéi ofgeséchert ass. All Aarbechtsplaz, déi nei geschafe gëtt, dréit zwar haut dozou bäi, d'Reserven an de Rentekeesen nach e Stéckelche wuessen ze loossen, gläichzäiteg engagéiere mir eis domadder awer fir d'Zukunft, méi Renten auszebezuelen. An ewéi an all Industrienatioun bleift den demographesche Wandel och eis net erspuert, an esou wäerten och mir eise Pensiounssystem mussen iwwerdenken, wa mer e wëlle fir d'Zukunft ofsécheren.

Fir d'DP steet och hei eng éierlech Sprooch mat deene Jonke vun haut am Vierdergrond. Mir brauchen Elementer vun eegener Virsuerg an eisem System, fir esou méi onofhängeg par rapport zur demographescher Entwécklung ze ginn.

Dëst sinn déi grouss Zukunftsthemen, déi mer net däerfen aus den Ae verléieren. Nëmme wa mer haut déi richteg Décisiounen huelen, kënne mer de Wuelstand an domadder och déi sozial Sécherheet fir muer ofsécheren. Et sinn dat e puer vun deene groussen Erausfuerderungen, déi am 21. Jorhonnert op eis wäerten duerkommen. Nëmmen deen, dee bereet ass, iwwert den Tellerrand erauszekucken, bréngt et fäerdeg, dës Erausfuerderunge mat Succès ze schëlleren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir sinn eis eens, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo, jo.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Oh, et ass nach e wäit Stéck dovunner ewech, an ech mengen et gëtt vun Dag zu Dag méi onprobabel.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Mir hunn nach véier Joer Zäit.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt d'Chance mech ze iwwerzeegen, Här Premierminister.

Nun ass an deene leschte Woche vill iwwert d'Statsfinanzen, d'Kompetitivitéit vun eise Betriber an iwwert d'Prioritéite vun der Regierung hei am Haus an och op anere Plazen diskutéiert ginn. Leider ginn déi grouss, déi wichteg Theme vun de Majoritéitsparteien nëmme gestréift. Si si gefaangen an hiren Denkschemen aus dem 20. Jorhonnert a probéiere mat deenen ale Rezepter un nei Problemer erunzegoen.

Et ass dat kee Wonner, wann eng Regierung sech zesummesetzt aus eigentlech zwou strukturkonservative Parteien, zwou Parteien, wou d'Eenegkeet an deenen eegene Reien emol net ëmmer grouss geschriwwe gëtt, besonnesch wat d'CSV ubelaangt. Esou gëtt et jo ëmmer méi däitlech, datt d'Konzept vun der alles ëmfaassender Vollekspartei näischt méi daagt an dësen Zäiten.

An der Zäit waren d'Abannung vum Patronat bis zu de Gewerkschaften de Garant fir de Muechterhalt, haut éischter fir de Stëllstand. Wéi kéint ee besser vun dëser Konzeptlosegkeet oflenke wéi duerch zum Beispill d'Fuerderung vun der CSV-Fraktioun un den CSV-Budgetsminister, fir am Budget nach 150 Milliounen Euro anzespueren? Datt et domadder net eescht gemengt war, ass spéitstens kloer ginn, wéi sech erausgestallt huet, datt keen an der CSV-Fraktioun wousst, wou dann déi 150 Millioune sollen hierkommen.

(Interruption)

Mir hunn opmierksam nogelauschtert, mä leider hu mer et och haut net héieren.

(Interruption)

D'Fro konnt ee sech stellen, ob de Budgetsminister sech etwa eng Mouk vun 2% vun den Dépensen ugeluecht hätt, déi dann elo einfach kéinte reduzéiert ginn. Dat wier natierlech och en handfeste Skandal!

Une voix.- Oh, dat ass eriwwer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wëllt d'CSV dovunner oflenken, datt si zënter méi wéi 25 Joer onënnerbrach de Premier-, de Finanz- an de Budgetsminister stellt,…

Une voix.- Aaahhh!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- …a wann d'Statsfinanzen elo aus dem Gläichgewiicht kommen, si dat ze veränderten huet?! Datt si et war,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- …da während 25 Joer! Merci!

M. Claude Meisch *(DP).*- Gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Dann hu mir duerfir déi lescht 25 Joer gebraucht.

M. Claude Meisch *(DP).*- Also wann ech mech richteg erënneren, da war et awer dee gréissten Deel vun deem leschte Jorhonnert.

(Interruption)

Jo, vum leschte Jorhonnert mat um Pouvoir.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Kuckt emol wéi laang dass et lech gutt gaangen ass!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass awer keng Excuse wann et eis elo net méi esou gutt geet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo, jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat wäert d'Leit am Land net berouegen, wann et eis an der Vergaangenheet besser gaangen ass wéi an der Zukunft.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo.

Une autre voix.- Ganz recht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Passt op, et geet eis nach gutt esou!

M. Claude Meisch *(DP).*- D'CSV wëllt also dovunner oflenken, datt si d'Responsabilitéit hat iwwert d'Statsfinanzen, a wa se elo net méi am Gläichgewiicht sinn, dann ass dat hir Responsabilitéit a si hunn et ze veränderten! Datt si et waren, déi nach virun deene leschte Wahlen dorop gedrängt hunn, de Forfait d'éducation anzeféieren, ouni datt kloer ass, wéi en iwwert déi nächst Jorzéngte ka finanzéiert ginn, dat ass och hir Verantwortung! Datt si hiert Versprieche vum „séchere Wee" an der Finanzpolitik net kënnen halen, dat hu si ze veränderten!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Waart Dir déi lescht fënnef Joer an der Mongolei oder déi aner Säit?

M. Claude Meisch *(DP).*- Déi aner Säit.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Regierungsquartier?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech souz opmierksam hei an der Chamber an ech hu gekuckt wat géing geschéien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Beleidegt Är Kolleegen net, déi an der Regierung waren!

M. Claude Meisch *(DP).*- Oh, dat kënnt mer net an de Sënn, Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Et wier net fir d'éischt!

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech ka mech u kee Beispill erënneren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo, jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- D'CSV probéiert wéi esou oft dat eent a gläichzäiteg de Contraire ze vertrieden. Et ass awer elo esou, de Moment wou muss Faarf bekannt ginn, datt net nëmmen esou Spillereien, wéi mer se déi lescht Wochen hei erlieft hunn, näischt bréngen, mä si schueden op där anerer Säit.

Wann ee mat den Acteuren aus dem Commerce schwätzt, da kritt een ze héieren, datt déi Spuerrhetorik ganz kloer Répercussiounen op de Konsum hei am Land huet, datt déi Spuerrhetorik dozou féiert, datt net nëmmen d'Chrëschtvente, mä doriwwer eraus, wäert net dat halen, wat se vläicht versprach huet, dat an engem schwieregen Ëmfeld, dat gi mer zou.

E schwieregt Ëmfeld, well d'Konkurrenz ronderëm d'Land fir de Commerce méi grouss gëtt, e schwieregt Ëmfeld, well et zum Beispill kloer ass, datt an deene siwen éischte Méint vum Joer de Chiffre d'affaires am Commerce hei am Land ëm 1,1% erofgaangen ass.

Och wann d'CSV-Fraktioun an engem Communiqué all Schold vu sech wëllt weisen, esou ass dat dach eng Realitéit. Spéitstens zënter dem Ludwig Erhardt ass gewosst, datt Ekonomie eppes mat Psychologie ze dinn huet. Wann d'Politik dann dauernd eng Kris versicht erbäizerieden, ëmmer erëm d'Konsumenten dorun erënnert, datt de Rimm misst méi enk geschnallt ginn, da brauch ee sech net ze wonneren, datt d'Bierger am Endeffekt och hiert Vertraue verléieren, virsiichteg sinn,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- …d'Sue léiwer op d'Säit leeën amplaz se an de Wirtschaftskreeslaf ze reintegréieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Firwat zitéiert Der da lauter Sozialisten hei?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech weess net, ob dat e Sozialist war.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Wie war dat dann?

M. Claude Meisch *(DP).*- E Chrëschtdemokrat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Voilà!

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Grad duerfir…

Une voix.- Deen hat sech dohinner veriert!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo, jo!

Une autre voix.- Dat ass net deen Eenzegen, dee sech veriert huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Meisch *(DP).*- Grad duerfir misst d'Warnung lech besonnesch um Häerz leien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ah jo?!

(Interruption)

Eng gutt Lecture.

M. Claude Meisch *(DP).*- An et ass an der Demokratescher Partei net nei, datt mer plädéiere fir eng seriö Ausgabepolitik, an et soll och keen hei de Contraire behaapten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir nach emol zréckzekommen op de Commerce: Et ass jo net esou wéi wann nëmmen d'Spuerrhetorik dorop eng Influenz hätt. Par contre ass et jo mëttlerweil esou, datt een an d'Geschäfter geet a Plakater gesäit, wou d'Leit gewarnt gi fir ze konsuméieren. Ech hunn emol esou eent matbruecht. Et schéngt also éischter eng concertéiert Aktioun ze sinn: Hei Spuerrhetorik an der Chamber, vun der Fraktioun, a soss anzwousch.

Hei steet eigentlech den Opruff drop, datt d'Leit solle manner konsuméieren, an dat an enger Zäit,…

Une voix.- Wat ass dat dann? Weist et emol!

M. Claude Meisch *(DP).*- …wou mer eigentlech de Konsum hei am Land erëm misste stäerken.

(Interruptions diverses)

Ech huelen awer un, hei ass de Logo vun der Regierung…

(Interruptions diverses)

Dat ass de Logo vun der Regierung, deen ass drop. «Revenons à l'équilibre», «Achats hors contrôle»: Dat hänkt momentan fir d'Chrëschtvente an eise Geschäfter, fir de Leit ze soen: Kaaft manner, sidd virsiichteg, et komme schlecht Zäiten, schnallt de Rimm e Stéckelche méi enk.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Kläert mech emol iwwert dat Stéck Regierungspolitik op! Dat ass mer net bekannt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech ginn lech et herno ganz gäre mat. Et ass op jidde Fall de Logo vun der Regierung drop. Et dierft also der Ministerriege, déi present ass, net entgaange sinn, datt Der esou eng Initiativ geholl hutt. Ech ka mech also nëmme wonneren, datt esou Saachen an de Geschäfter hänken, an d'Regierung, déi weess hei net Bescheed.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Neen, weess ech och net!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Et schéngt also éischter eng concertéiert Aktioun ze sinn, fir de Konsum ofzebremsen, fir d'Leit ze warnen, Suen an de Wirtschaftskreeslaf zréckzeginn. Ech fäerten do si mer amgaangen den Aascht ofzeseeën op deem mer alleguerten zesummen dropsëtzen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech mengen, ech kontrolléieren dës Regierung nach manner wéi déi lescht.

Une voix.- Dat ka sinn! Dat ka sinn!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass eis och net verstoppt bliwwen.

D'Demokratesch Partei ass net eréischt zënter e puer Wochen der Meenung, datt e virsiichtegen Ëmgang mat de Steiergelder eng Selbstverständlechkeet misst sinn. Lëtzebuerg däerf net an eng Scholdespiral erageroden, wou eleng d'Zënslaascht herno dem Stat sämtlech Marge de manœuvre wäert huelen. De Stat däerf net systematesch iwwer seng Verhältnisser liewen. Wien haut méi ausgëtt wéi en erakritt, lieft op Käschte vun der künfteger Generatioun. Duerfir ass Rigueur an de Statsfinanzen ugesot.

Ech wëll hei nach emol op déi däitlech Steiererliichterunge vun 2001 an 2002 agoen. Et gëtt der jo déi behaapten, datt den Defizit am Statsbudget d'Konsequenz vun deene Steierreduktioune fir d'Betriber an d'Privatpersounen ass. Deem ass eiser Meenung no net esou.

Trotz däitleche Reduktiounen iwwert dee ganzen Tarif bei der Akommessteier, sinn d'Recetten haut méi héich wéi virun der Reform. D'Reduktioun vun de Betribssteieren ass jo och eng vun den Ursaache firwat mer haut, trotz engem ongënschtegen europäeschen Ëmfeld, nach ëmmer eng dynamesch Ekonomie hunn. D'Deduktioun, méi héich Steiersätz heescht méi héich Recetten am Statsbudget, geet haut an enger globaliséierter Welt net méi op. Eng responsabel Finanzpolitik an eng dynamesch Ekonomie sinn d'Viraussetzung fir e funktionéierende Stat, an net eng héich Steierlaascht.

Une voix.- Här Meisch, wien ass dann dofir responsabel? De Finanzminister, oder wien?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech huelen awer emol un, datt fir déi Reformen, déi 2001/2002 gemaach si ginn, d'Demokratesch Partei en Deel vun der Responsabilitéit duerfir mat kann droen.

Une autre voix.- Elo op eemol?

M. Claude Meisch *(DP).*- Elo op eemol, jo.

La même voix.- Elo si mer mat derbäi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Et ass wéi bei der Mammerent.

Une troisième voix.- Jo.

(Hilarité et interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo, jo!

M. Claude Meisch *(DP).*- D'DP gesäit ganz kloer d'Noutwendegkeet, de Budget esou séier wéi méiglech ze équilibréieren. Fir dat Aspuerpotenzial am Statsbudget kënnen ze notzen, muss d'Regierung awer fir d'éischt eng Rei vun Hausaufgaben erfëllen.

Eng vun deenen Hausaufgabe wär de Prinzip vum „zero-base budgeting", deen ënner anerem vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Emile Calmes, schonn 2003 a sengem Budgetsrapport proposéiert gouf. Duerno sollen d'Dépensen net einfach vu Joer zu Joer fortgeschriwwe ginn, mä se sollen all Joer op en Neits op de Préifstand kommen. Joer fir Joer misst gekuckt ginn, ob eng Dépense nach noutwendeg ass, ob et nach aner – mëttlerweil méi wichteg – Prioritéite gëtt. Dëst ass allerdéngs keen Exercice, deen een an e puer Woche maache kann, mä eng Approche, déi vun Ufank u bei der Opstellung vun engem Budget misst êmgesat ginn.

Da misst een nach emol op déi an der leschter Legislaturperiod gemaachten Etüd iwwert d'Aufgabenopdeelung tëschent Stat, Gemengen a konventionéiertem Secteur zréckkommen. Hei soll gekuckt ginn, awéiwäit double emploi gemaach gëtt an awéiwäit et net besser wär eng kloer Trennung tëschent den Zoustännegkeeten ze definéieren.

De Budgetsdefizit war jo net dat eenzegt Thema déi lescht Wochen. Eigentlech huet eis och beschäftegt, datt falsch Prognose gemaach gi si fir den Defizit vum Joer 2004 – also en Exercice, dee schonn eng Zäitchen hannert eis läit.

(Brouhaha général)

Dëst Beispill weist, datt eng Noutwendegkeet…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Neen, Dir kënnt net nolauschteren, wann déi ganzen Zäit hei Gespréicher gefouert ginn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Den Här Meisch kënnt net duerjerneen. Maacht Iech keng Gedanken.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Et geet hei awer net drëm, ob hien duerjernee gëtt, et ass eng Fro vun Héiflechkeet, fir dem Orateur nozelauschteren.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President.

Une voix.- Ech sinn zumindest hei, Här President!

Une autre voix.- Dat ass eppes aneres.

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, falls d'Kolleege vun der grénger Fraktioun net sollte matkritt hunn, wat ech amgaang war ze développéieren, ma ech war grad bei de falsche Prognose fir den Defizit vun 2004. An ech wollt duerfir soen, datt mer eigentlech Instrumenter brauchen, fir esou Prognose besser ze maachen, gradesou wéi mer Instrumenter brauchen, fir och an Zukunft Recettë vum Stat besser a méi genee kënnen anzeschätzen an duerfir mussen eis Steierverwaltungen deementspriechend och outilléiert gi mat Instrumenter a mat Personal.

An Zäiten, wou de Stat muss ufänken den Euro zweemol ëmzedréinen, kann et och net méi sinn, datt mer et einfach hinhuelen, datt Bauprojeten 30% méi deier gi wéi dat, wat der Chamber eigentlech hei virgeluecht ginn ass. D'Demokratesch Partei begréisst an deem Zesummenhang, datt de Budgetsrapporter Roger Negri – deem ech vun dëser Plaz ganz häerzlech wëll Merci soe fir seng Efforten, seng Fläissaarbecht, déi hie gemaach huet fir säi Rapport – op een Thema agaangen ass – an ech wëll dat ganz besonnesch ervirsträichen –, dat vum Public private partnership.

Mir si scho laang der Meenung, datt déi öffentlech privat Zesummenaarbecht e grousst Potenzial bitt, fir Investitiounsprojeten an Zukunft méi schnell a méi käschtegënschteg kënnen ze realiséieren. Mir hoffen, datt dank deem privatwirtschaftlechen Know-how déi üblech Devisiwwerschreidungen endgülteg der Vergaangenheet kënnen ugehéieren.

Och brauche mir nach méi prezis Prognosen, wat d'Folgekäschte vu groussen Infrastrukturprojeten ubelaangt. Eng Coque, e Pei-Musée, eng Philharmonie kaschten net nëmme während dem Bau vun deenen Infrastrukturen, mä oft nach vill méi während deene Joren duerno. De Stat muss wëssen, datt hie sech duerch all neit Gebai iwwer Jorzéngten ewech zu weideren Dépensen an de Fonctionnementskäschten engagéiert. Esou verschléngt d'Coque pro Joer nach emol 7,1 Milliounen Euro, d'Philharmonie gëtt sech mat 7 Milliounen Euro zefridden an et däerf ee gespaant sinn, wat mam Fonctionnement vum Pei-Musée nach op de Stat wäert an Zukunft, déi nächst Joren zoukommen.

Hei musse mer wëssen, datt de Statsbudget esou zousätzlech Dépensen, déi all Joer erëmkommen, net méi wäert verkraaften, wa mer op där enger Säit wëllen eis Investitiounsfäegkeet erhalen a wa mer op där anerer Säit och net bereet sinn an d'Sozialausgaben dramatesch wëllen aschneiden ze goen.

Da stellt sech d'Fro, ob een net och déi allze oft üblech Subsidepolitik misst iwwerdenken a probéieren d'Ziler, déi de Stat sech an dem Land gëtt, op aner Weeër ze erreechen, zum Beispill duerch rechtlech Virgaben amplaz duerch finanziellen Ureiz. Mä och dat wäert net duergoe fir eise Sozialsystem fir d'Zukunft ofzesécheren, ouni den Equiliber vun de Statsfinanzen dauerhaft ze stéieren.

Eiser Meenung no muss d'Verdeelungsmaschinerie eemol grëndlech op de Leescht geholl ginn. Déi Reiwungsverloschter, déi entsti wann de Stat dem Bierger fir d'éischt Suen ofhëlt an him se duerno op eng aner Aart a Weis erëmgëtt, sollen op e Minimum reduzéiert ginn. Duerfir ass fir eis d'Iddi vun enger Negativsteier net gestuerwen, well grad eng Negativsteier bitt nämlech d'Chance deem Eenzelnen ze hëllefen an dat ouni en onnéidegen an deieren administrativen Opwand.

Eng Analys iwwer sozial Transferten an d'Ausland drängt sech gradesou op. Mat enger steigender Zuel vu Frontaliere geet de Montant u Sozialleeschtungen, deen all Joer an eis Nopeschlänner fléisst, rasant erop. An en net onbeträchtlechen Deel vun der Kafkraaft geet domadder dem Grand-Duché verluer. Dëst misst am Kontext vun der IVL-Diskussioun betruecht ginn, wou jo de Pendlerzeenario an den Awunnerzeenario am Raum als Alternativë stinn.

An dann ass et fir eis als Demokratesch Partei och kee Feeler, fir dem Bierger e Stéck Responsabilitéit fir seng eege Virsuerg zréckzeginn. Mir sollen net waarde bis e Phenomeen, deen all Industrienatioun an deenen nächste Jorzéngte viru grouss Erausfuerderunge wäert stellen, eis akut Problemer mécht. Mir ginn ëmmer méi al, schaffen awer ëmmer manner laang, kréie manner Kanner a kënnen dat och duerch eng Augmentatioun vun der Zouwanderung net ausgläichen. Spéitstens wann all déi an d'Pensioun ginn, déi elo duerch hir Cotisatiounen de Pensiounskeesen e Plus bescheren, dann ass et ze spéit fir virzebeugen.

De Statsminister huet jo subtil ugekënnegt oder duerchblécke gelooss, datt d'Étude actuarielle seet, datt mir bis 2012 kee Problem wäerte kréien an duerno de Rentenalter musse lues a lues no uewen upassen. Mä firwat eigentlech musse mer nach siwe Joer mat deem Exercice do waarden. Wann et esou ass, datt mer wëssen, datt mer a siwe Joer Problemer kréien, da kommt, mir reagéiere schonn haut.

Duerfir plädéiert d'Demokratesch Partei nach wie vor, weider Elementer vun engem Kapitaldeckungsverfahren an eise Rentesystem anzebauen, amplaz elo, wéi vun der Majoritéit geplangt, zousätzlech Laaschten iwwert d'Reserven an de Rentekeesen ze finanzéieren. Domadder ginn déi aktuell Finanzproblemer net geléist, mä just deenen zukünftege Generatiounen als Ierfschaft hannerlooss. Dëst si Pisten, déi eis mëttel – a laangfristeg géinge weiderbréngen – an net déi Kakophonie vun deene leschte Wochen.

Mä esou eng zukunftsorientéiert Politik ass net emol nëmmen am Usaz ze erkennen. Dës Majoritéit gleeft nach wie vor un d'Rezepter aus dem 20. Jorhonnert fir d'Problemer vun haut ze léisen. Mä ausser engem Placebo-Effekt brauche mer eis duerch déi Rezepter, duerch déi Medikamenter, näischt ze erwaarden.

Dës Regierung huet keng Kraaft fir déi Reformen unzegoen, déi si sech virgeholl huet, well si keen Optrag vun de Leit kritt huet, fir déi Reformen unzegoen, well si sech net eens ass, well si kee gemeinsame Programm huet, well deen een haut eng Iddi lancéiert a gläich drop en aneren se dementéiert, well d'Gewerkschaftsvertrieder an de Fraktioune vun CSV an LSAP op der Brems stinn an hir Parteispëtzen am Ree stoe loossen.

Nodeems wat mir déi lescht Woche vun der Majoritéit hei opgedëscht kritt hunn, misst eigentlech jiddereen heibannen, deen d'Aarbecht vun der Chamber nach e Stéckelchen eescht hëlt, dësem Budget seng Zoustëmmung verweigeren, engem Budget, wou d'Majoritéit direkt ukënnegt, datt en net esou exekutéiert soll ginn, wéi d'Chamber e gestëmmt huet. An eisen Aen e virtuelle Budget an dorops äntwert d'Demokratesch Partei mat engem reellen Neen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Ech hunn am Laf vu menger Interventioun eng Rei vu Sujeten développéiert, wou mer nach gäre Motioune wëllen abréngen. Si sinn nach net ënnerschriwwen. Wann deen een oder deen anere Kolleeg heibanne sech nach beruff fillt se ze ënnerstëtzen, also et besteet nach d'Méiglechkeet fir Ënnerschrëften drop ze maachen.

Eng zu deenen Initiativen, déi ech entwéckelt hunn, fir um Aarbechtsmaart méi a weider Effortë kënnen ze maachen, fir de Problem an de Grëff ze kréien, eng iwwert d'Fuerschungsausgaben an eng iwwert déi Spuermoossnamen, déi ech a menger Interventioun proposéiert hunn. Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- inquiète du nombre croissant de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM, faisant en sorte que les prévisions prévoient une évolution du taux de chômage de 4,2% en 2004 à 5,3% en 2008;

- considérant que les entreprises créent chaque année plusieurs milliers de nouveaux emplois, ce qui a produit en 2005 une création nette d'emplois de 9.000 unités respectivement une augmentation de l'emploi intérieur de 2,9%;

- relevant qu'il est du devoir des instances publiques de créer au niveau de la formation une offre se distinguant par la qualité tout en mettant l'accent sur la flexibilité afin de donner aux élèves et aux adultes un bagage leur permettant de faire face aux défis du marché de l'emploi;

invite le Gouvernement

- à doter l'ADEM des moyens nécessaires pour assurer une orientation plus ciblée et un placement plus efficace et mieux adapté aux besoins des entreprises et des demandeurs d'emploi;

- à permettre au secteur privé de servir comme intermédiaire entre demandeurs d'emploi et entreprises et à promouvoir les échanges et la collaboration entre l'ADEM et les sociétés intérimaires;

- à se concentrer davantage sur l'orientation des demandeurs d'emploi vers le premier marché du travail au lieu de les guider vers le deuxième marché du travail et à revoir sur cette toile de fond le projet de loi N°5144 relative à la lutte contre le chômage social;

- à promouvoir une réforme de l'enseignement primaire et secondaire mieux ciblée sur les besoins du marché du travail tout en veillant, dans la mesure du possible, à ce que les jeunes ne quittent pas l'École sans diplôme;

- à encourager les preneurs d'emplois à suivre une formation continue et à l'organiser de façon à améliorer l'employabilité de ces derniers.

(s.) Claude Meisch.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la volonté de consolider les finances publiques en réduisant le déficit structurel de 0,5% du PIB en 2007 et en 2008;

- constatant que les prévisions conjoncturelles pour les années suivantes prévoient une croissance du PIB de 4% en 2005 et de 4,4% en 2006 et un taux d'inflation largement supérieur à 2%;

- notant que la croissance de la consommation privée vient de décélérer de 1,5% en 2004 à 1,2% en 2005 tandis que la demande extérieure continue à être le principal moteur de la croissance économique;

- estimant qu'une politique budgétaire permettant une exécution rigoureuse du budget de l'État et que le rapport coût/efficacité des dépenses publiques devra davantage être recherché;

- relevant que les dépenses courantes engendrées par notre système social constituent la part du lion du budget de l'État;

- soulignant que les défis à relever par le Luxembourg en matière de politique de développement durable demandent une approche réaliste et cohérente;

invite le Gouvernement

- à veiller à ne pas susciter de réaction psychologique négative des consommateurs par un discours public insistant exagérément sur un resserrement de la politique financière et budgétaire de l'État;

- à procéder d'urgence à une approche du «zero-base budgeting» fonctionnant selon le principe que rien n'est jamais acquis, ce qui veut dire que la reconduction d'un budget d'une année sur l'autre est exclue par principe et que chaque dépense doit être justifiée;

- à améliorer les procédures d'allocation des ressources budgétaires dans le cadre des budgets sociaux et familiaux et à procéder à une analyse fondée des demandes et besoins des citoyens en la matière;

- à définir une nouvelle politique fiscale tenant compte des réponses à donner aujourd'hui aux questions économiques, familiales, écologiques et sociales;

- à réfléchir dans ce contexte à une éventuelle introduction d'un impôt négatif;

- à répondre aux exigences des engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto en examinant tous les moyens permettant de rencontrer au mieux ce défi;

- à prendre les mesures nécessaires afin d'acquérir dès aujourd'hui des quotas pour les années 2008 à 2012;

- à doter les administrations fiscales des moyens nécessaires afin d'éviter les retards dans la perception des impôts;

- à avoir davantage recours aux Partenariats Publics Privés (PPP) lors de la réalisation de projets d'investissements publics d'envergure;

- à procéder à des études renseignant sur les coûts engendrés par les frais de fonctionnement des grands projets d'infrastructure.

(s.) Claude Meisch.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il importe de doter le Luxembourg de tous les atouts afin de le rendre plus performant et compétitif;

- soulignant que les efforts tendant à continuer de créer aux niveaux fiscal, social, écologique, éducatif et administratif des conditions favorables à l'établissement de nouvelles activités doivent être poursuivies avec détermination;

- notant qu'il importe de concourir de manière significative à un allègement des charges administratives;

- notant que la recherche constitue indubitablement un levier important pour atteindre cet objectif;

- prenant acte de la volonté du Gouvernement de continuer à investir dans la recherche publique afin d'atteindre l'objectif d'1% du PIB;

- constatant que le Gouvernement entend dépasser d'ici 2010 les 3% du PIB qui seront prévus pour la dépense intérieure en recherche et développement (recherche publique et recherche privée);

- rendant attentif au fait que les crédits alloués à la recherche nécessitent un cadre bien défini et des projets ciblés sur lesquels la recherche devra s'effectuer;

- soulignant que l'Université de Luxembourg constitue une pierre angulaire de ce cadre permettant d'organiser la recherche au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à adapter continuellement les cadres fiscal, social, écologique, éducatif et administratif de manière à améliorer la compétitivité du Luxembourg et à attirer de nouvelles activités économiques s'intégrant dans une approche de développement durable du Luxembourg;

- à se donner chaque année un programme ambitieux pour la réduction de la charge administrative et la révision des procédures afin de refaire du Luxembourg une

place des chemins de décision et d'administration courts et rapides;

- à définir les sites définitifs de l'Université au cours de la première moitié de l'année 2006 et de prendre en considération lors de la définition des sites tous les aspects créant des conditions propices à l'éclosion d'une recherche de pointe;

- à mettre en place un cadre permettant à l'Université de Luxembourg de jouer le rôle qui lui est dévolu par la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université de Luxembourg;

- à envisager des synergies entre les entreprises privées et la recherche publique.

(s.) Claude Meisch.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wollt ech dem Budgetsrapporter, mengem Kolleeg Roger Negri, meng Unerkennung ausdrécke fir säi Budgetsrapport.

Et gëtt hei oft gesot, et ass eng Fläissaarbecht. Et ass sécher eng fläisseg Aarbecht, mä et ass virun allem och eng intelligent an interessant Analys vun der Finanzsituatioun. An och eng Partie Pisten, déi doranner enthale si fir déi Finanzsituatioun an Zukunft an de Gréff ze kréien, sinn interessant. An ech mengen, duerfir muss een déi gutt parlamentaresch Aarbecht, déi do geleescht ginn ass, unerkennen an him Merci soen.

Här President, de Budget 2006 ass boucléiert – esou gutt wéi – an dach werft e méi Froen op, wéi déi Jore virdrun. Dëst ass allerdéngs net spezifesch fir Lëtzebuerg, ech mengen an all Land kommen dës Froen op: Defizit vum Budget, Chômage, Erausfuerderunge fir d'Betriber an enger oppener Welt, Konkurrenz, d'Roll vum Stat als Entrepreneur, Délocalisatioun, an esou weider.

Zu Lëtzebuerg elo dominéiert dëst Joer d'Fro, ob et ons gutt geet oder ob et ons schlecht geet. An doriwwer waren d'Meenungen nach ni esou verschidden. Den 12. Oktober huet de Statsminister hei gesot, d'Joren 2004, 2005 an 2006 wären déi schwéierst, budgetär gesinn, säit Mëtt den 80er Joren. D'Banque Centrale an d'Cour des Comptes bestätegen, dass d'Finanze vum Lëtzebuerger Stat elo an och nach weider méttelfristeg an den Defizit driften.

All Salariatschamberen a Salariatsgewerkschafte soen awer, dass mat iwwer 4% Wuesstum et misst méiglech sinn, fir gutt ze fueren, de Sozialstat ze erhalen an de Budget am Gläichgewiicht ze halen. D'Patronat dergéint verlaangt einschneidend Mesuren, fir d'Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber erëm hierzestellen. D'Indexupassung soll drastesch reduzéiert ginn. Sozial Automatisme sollen ofgebaut ginn. Dat ass ongeféier den Tableau, deen een dobaussen an der interesséierter Öffentlechkeet fënnt.

Här President, d'LSAP huet säit Joren an dëser Chamber op d'Finanzproblemer vum Stat higewisen. Si huet gewisen, wéi d'Fongen u Substanz verluer hunn. Si huet och d'Steierschätzunge kritiséiert, si huet entgéint deem, wat och ënnert der viregter Regierung behaapt gouf, vun engem strukturelle Problem geschwat. Wann de Wuesstum natierlech bei 4% läit, kann een effektiv net méi vun engem konjunkturelle Problem schwätzen.

D'LSAP brauch also keng Kéier ze huelen, fir an där Linn och haut e Budget ze verlaangen, dee rigouréis a senge Mëttelen an un d'Wirtschafts- an d'Finanzlag vum Land ugepasst ass. Eng rigouréis Politik, dat heescht eng straff Finanzféierung. D'LSAP schwätzt net vu Kris a vun Austéritéit. De Wirtschaftswuesstum erlaabt net vu Kris ze schwätzen. D'Austéritéit wär an där Situatioun onverständlech, mä dass mer Problemer hunn, dat ass bekannt.

De Chômage klëmmt. No de Berechnunge vun den Expertë klëmmt en an den nächste Joren nach weider. Dat ass e strukturelle Chômage, dee manifestement net ewechgeet, och wann all Joer e puer dausend nei Aarbechtsplaze geschaf ginn. Woubäi ee sech ëmmer muss froen, wéi vill virtuell Aarbechtsplazen derbäi sinn. Trotz ville Mesurë brénge mer et net fäerdeg, de Chômage an de Gréff ze kréien.

Mir hunn och e Problem vu Kompetitivitéit vun de Betriber an engem héich konkurrenzéirenden Ëmfeld. Onse Stat ass deier. Seng Ausgaben explodéieren dëst Joer, wéi d'lescht Joer an d'nächst Joer héchstwahrscheinlech. Kee kann augenblécklech aus der Hëft eraus einschneidend Spuermesuren definéieren. Kee ka soen, wéi esou Mesuren ze huele sinn. Duerfir gëtt et nach kee politeschen an och kee soziale Konsens.

D'LSAP gesäit ganz sécher d'Problemer an de Betriber. Hir Kompetitivitéit definéiert sech mat villen Elementer, net nëmme mat Léin, mä och mat Produktivitéit, mat Loun- a Sozialkäschte selbstverständlech a mat dem géeegenten, gutt forméierte Personal. Villes deit och drop hin, dass d'Aarbecht evoluéiert an der moderner Welt. Si gëtt méi anspruchsvoll. A wann de Stress esou klëmmt, wéi eng rezent Etüd dat jo och gewisen huet, dann ass dat en Zeechen duerfir, dass den Eenzelne sech op senger Aarbecht eleng spiert, dass do nei Problemer an der Aarbechtswelt entstinn.

De Stat kann do hëllefen, awer net alles maachen. E kann d'Sozialkäschte fir d'Betriber niddreg halen. Zu Lëtzebuerg, wësse mer, sinn d'Sozialkäschte mat am niddregsten an Europa, well se zu engem gudden Deel fiscaliséiert sinn. An och d'Léin sinn net ëmmer déi héchst, wéi eng rezent Etüd vun der Chambre des Employés privés gewisen huet. Et gëtt keen Allheilmittel, wéi zum Beispill den Index ofschafen, fir mat engem Schlag all Problem ze léisen. Et geet awer op där anerer Säit och net duer, näischt ze maachen, oder ze maachen, wéi wann et ëmmer un deenen anere wär ze bougéieren.

Här President, et ass bekannt, d'LSAP wëllt kee Sozialofbau. Si wëllt keng Aschnëtter an den Investitiounen. Si wëllt anstänneg a performant öffentlech Déngschter. Si wëllt virun allem, dass de Reformprogramm, deen dës Regierung sech ginn huet, zilstrebeg exekutéiert gëtt. Déi Reforme sollen de Grondstee fir en neit Lëtzebuerg leeën.

D'LSAP wëllt och gesond öffentlech Finanzen. Duerfir muss sécher de Budgetsdefizit ofgebaut ginn, well de Budgetsdefizit féiert zur Verschëldung. Schold mécht d'Marge de manoeuvre vum Stat nach méi kleng, ze kleng fir d'Zukunft richteg ze preparéieren. Si ënnergrueft op laang Siicht d'Vertrauen. Si schuet och der Stabilitéit vun der Währung. Dat ass d'Équatioun, déi mer meeschtere mussen. Gesond öffentlech Finanzen an e positive Reformkurs fir déi nächst Jore mussen zesumme goen.

Här President, wou sti mer haut mat den öffentleche Finanzen? D'Zuele si bekannt. Ganz kuerz: Mir wëssen, 2003 war de Boni op 116 Milliounen Euro gefall, 79 Millioune ginn der schlussendlech affektéiert – mir schwätzen dovunner en Donneschdeg Nomëtten. 2001 war de Boni nach 1,36 Milliarden, 2002 waren et der nach 523 Milliounen, a säit 2004 sinn d'Dépensë méi héich wéi d'Recetten. Säit 2004 liewe mer iwwer ons Mëttelen. D'Reserven an d'Fongen huelen of a wäerten 2007-2008 eidel sinn. 2006 sti sech 9% méi Ausgaben a 6% méi Einnahme géigeniwwer, wann dann d'Steierschätzunge stëmmen. Dem eigentleche Stat feelen 300 Milliounen Euro.

Wann d'Gesamtfinanzsituatioun schliesslech nëmmen en Defizit vun 1,8% opweist, dann ass dat wéinst der gudder Situatioun vun der Sécurité sociale an dem Gläichgewiicht vun de Gemengen. An ob dat 1,8% bleiwen, dat muss een um Enn vun 2006 gesinn. D'Banque Centrale hirersäits huet d'lescht Woch en Defizit vun 2,3% fir 2006 annoncéiert, an 2,5% fir 2007, wat natierlech eng seriö Divergenz mat der siwenter Aktualisatioun vum Stabilitéitsprogramm vun der Lëtzebuerger Regierung ass.

Bei de Gemenge muss een och d'Fro stellen, wéi d'Budgeten ausgesinn, déi elo ausgeschafft ginn. Den Innenminister – ech mengen, dat wär gutt fir d'Chamber – soll der Chamber méiglechst schnell Bescheed ginn, wann déi Budgeten iwwert déi global Situatioun vun de Gemengen dann ënner Dach a Fach sinn.

Här President, de Budgetsminister huet d'lescht Woch hei gesot d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat wär gesond, de Budget wär strikt opgestallt ginn. De Statsminister huet dem Budgetsminister den 12. Oktober hei bescheinegt, de Budget mat enger, ech zitéieren: „penetranter Rigueur" opgestallt ze hunn.

Et gëtt och eng rigouréis Exekutioun versprach. Wann een déi verschidden Deklaratiounen a Verspriechen aus der leschter Vergaangenheet kuckt, da kann dee Budget, deen ons hei virläit, natierlech keng Mogelpackung sinn, wéi dat vun enger Fraktioun hei gesot ginn ass. Wann et eng wär, géif natierlech d'Kredibilitéit vun der Regierung, a besonnesch vum Finanz- wéi vum Budgetsminister, staark dorënner leiden.

Dëse Budget huet en héijen Defizit. Dat war säit 2004 an 2005 ze erwaarden. Et ass den 19. Oktober hei kloer gemaach ginn; jiddfereen huet spéitstens do den Eescht vun der Lag erkannt.

Nun huet och d'Regierung net wëlles en Amendement oder e rektifizéierte Budget ze maachen. Et wär eigentlech erstaunlech, wa se dat géif maachen, well et ass unzehuelen, dass dem Här Frieden seng „penetrant Rigueur" bei der Budgetsopstellung all Spuermëttelen ausgeschäfft huet. An et ass unzehuelen, dass d'Recetten dës Kéier endlech och mat akribescher Prezisioun geschat goufen.

Gradesou kloer ass et, dass wann nach weider gespuert ka ginn, dat soll gemaach ginn. Mir däerfen net iwwer ons Mëttele liewen. Dat heescht, datt onsen Train de vie mat der wirtschaftlecher Entwécklung Schratt hale muss. Mir kënnen ons keng Verschëldung leeschten, fir de Fonctionnement vum Stat ze bezuelen. Mir sinn eis och eens, dass mer eng Verschëldung nëmme fir Investissementer akzeptéieren, déi d'Zukunft vum Land virbereeden. Spéitstens wann d'Budgetsreserv eidel ass, gëtt et akuten Handlungsbedarf.

Wou gi mer elo hin? D'LSAP ass der Meenung, dass och elo schonn Handlungsbedarf an onser Budgets- a Finanzpolitik besteet. Och wann dann d'Steiere méi kräfteg géinge spruddelen, wéi dat elo ausgesäit. Et besteet Bedarf no méi Rigueur am Ausgi vu Suen am Stat, wéi dat an de leschten 20, 30 Joer eventuell de Fall war. Et besteet sécher och Bedarf no neie Methoden an Instrumenter, fir d'Finanze besser virauszegesinn. Et besteet Bedarf no enger neier Politik op deem Gebitt.

Interessant ass, wat d'Banque Centrale an hirem Avis seet, nämlech dass mer politesch onofhängeg Budgetsinstitutioune bräichten. Déi mussen déi national Budgetspolitik mat der Budgetsiwwerwaachung um europäesche Plang am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance kompatibel maachen. Si mussen objektiv Analyse vun der Budgetssituatioun virleeën, déi net ufechtbar sinn. Si kënnen esou d'Kohärenz an d'Soutenabilitéit vun den öffentleche Finanzen iwwer Joren eraus an iwwer politesch Konstellatiounen an der Regierung eraus verbesseren.

Wichteg bei där mëttelfristeger Finanzplanung ass d'Analys vun allen Engagementer vum Stat a vun der öffentlecher Hand an der Gesellschaft. Mir begréissen an deem Zesummenhang ausdrécklech d'Aarbecht vun der Cour des Comptes, déi eng Datebank vun deene villen Établissements publics – 70 oder 80 – opstelle wëllt. Domat kann een de finanziellen a personalpoliteschen Impakt vun deenen Etablissementer iwwerkucken, deen elo an där Kloerheet net ze erfaassen ass.

De Stat huet sech an de vergaangene Jorzéngte villen Obligatiounen ugeholl, déi en oft net mat de bestoende Strukturen erfëlle konnt. Hien huet dann all Kéiers Établissements publics, Fondatiounen oder Gesellschafte geschaf. Si ware Mëttel vu Flexibilitéit, während soss beim Stat eigentlech net vill changéiert huet. Vill vun deenen dréit de Stat à bout de bras. Si brauchen Dotatiounen, Investitiounen, virun allem awer och Leit, déi ouni gréisser Kontroll agestallt ginn an de Statsapparat indirekt opblähen.

D'Zentralbank wënscht sech och méi e prezise legale Kader fir d'Budgetspolitik, an deem mëttelfristeg Objektiver festgeluecht géifen.

A schliesslech muss ee jo och an deem Zesummenhang erwähnen, dass de Rapporteur e gréissert Kapitel iwwert d'Fro geschriwwen huet, wéi een d'Objektiver vum Stat an d'Adéquatioun vun de Finanzen domat besser festleeë kann.

Haut zielt de Budget all Joers d'Finanzmëttelen op. Mir kennen och d'Effets pervers dovunner. Wann um Enn vum Joer Kreditter net erschöpft sinn, da gëtt nach schnell eng Dépense gemaach, souguer wa se net absolut néideg ass.

Elo stellt d'Regierung hir Objektiver kuerz an enger Einleitung duer. Seele gi prezis Objektiver fir dat Joer am Zesummenhang mat den Zuele genannt, oder mëttelfristeg Objektiver. Dofir schléit de Budgetsrapporteur vir, sech eng aner Grille de lecture ze ginn, sech eng Grille de lecture mat Objektiver, Missiounen a Programmer ze ginn, déi mëttelfristeg ugeluecht sinn.

Ech wënsche mer, dass d'Regierung op déi Propositioune reagéiert. D'LSAP-Fraktioun wëllt se op jidde Fall am Verlaf vum nächste Joer fir de Lëtzebuerger Budget preziséieren.

Här President, d'Politik, mat där d'öffentlech Finanzen an d'Rei bruecht solle ginn, gouf vum Premierminister a senger Ried vum 12. Oktober am Numm vun der Regierung duergeluecht. Säit Woche gëtt säithier der Regierung vu verschiddene Säite virgeworf, si wéilt de Sozialstat ofbauen. Bis elo ass nach näischt geschitt. Et geet kengem Arbeitnehmer méi schlecht.

Wat huet d'Regierung gesot?

Éischtens, d'Indexéierung vu Léin a Gehälter bleift. Dat ass exakt de Wuertlaut aus dem Statsminister senger Ried. De Wuerekuerf gëtt net geännert, ausser dass Tubak an Alkohol kënnen erausgeholl ginn. Domat kéinten d'Gewerkschafte liewen, wann dann d'Resultat dovunner zweckbestëmmt wär.

Et gëtt iwwer eng maximal Indextranche geschwat; kee weess fir den Ableck, wou si unzesetzen ass. D'Gewerkschafte sinn dogéint an d'Patronat wëllt den Index op Léin vun annerhallefmol dem Mindestloun beschränken.

Ech erënneren dorun, fir mäin Deel, dass meng Partei jorzéngtelaang am Sënn vu verdeelender Gerechtegkeet vu Mindest- an Héchstindextranche geschwat huet, fir deene klenge Lounempfänger méi an deenen décke manner ze ginn.

D'Mëttelschicht ass an der Zwëschenzäit vill méi grouss ginn – d'Mëttelschicht vun den Akommessen –, an dat ass natierlech d'Schwieregkeet vun enger Moduléierung vum Index duerch eng maximal Indextranche – dat huet een och an der Erklärung vum Statsminister gesinn –, iwwert déi mer och gären hätten, dass d'Sozialpartner sech géifen ausschwätzen.

Zweetens gëtt och am Statsminister senger Ried gesot, dass d'Gesetzgebung iwwert de Mindestloun net ofgeschaf gëtt. Et gëtt vun engem Formatiounsmindestloun geschwat – och eng Pist, déi soll an der Tripartite diskutéiert ginn.

Drëttens, et gëtt net un de Steiere geréckelt: Et gëtt keng Steiere méi, et gëtt och keng Steiere manner.

Véiertens, mat de Sozialpartner soll och iwwert d'Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet geschwat ginn, besonnesch d'Indexéierung vun alle Sozialleeschtungen, déi iwwert de Budget lafen, soll Thema sinn.

A fënneftens, et kann an et soll och bei de Sozialleeschtunge gespuert ginn. Dat ass keen Tabu – och net fir ons. De Gesondheets- a Sozialminister huet bei der Krankeversécherung eng etlech Millioune gespuert, an zwar ouni Verschlechterung fir d'Assuréën.

An dann huet den 12. Oktober de Statsminister gesot, dass d'Regierung eventuell Reformen a Changementer net mat „brachialer Rambo-Logik" – ech zitéieren de Statsminister – duerchsetze wëllt. Si wëllt mat Moderatioun a mat Nolauschteren dorunner goen.

Här President, dofir ass de Wee vun der Tripartite gewielt ginn. Den 12. Oktober gouf och hei annoncéiert, dass d'Tripartite bis zum Mee 2006 géif diskutéieren. Mir mengen, et ass eng gutt Method, fir fir d'éischt mat de Sozialpartner ze schwätzen. Mir hunn déi Method den 12. Oktober hei akzeptéiert. Si läit an der Geschicht vu Lëtzebuerg. Si huet sech virun 30 Joer an enger schwiereger Lag fir d'Land, fir de Süden a fir d'Leit, déi bei der ARBED geschafft hunn, bewährt. Ech hu kee gehéiert, deen hei géint déi Method geschwat hätt. Ech ginn dovun aus, dass déi Leit, déi an der Tripartite sëtzen, sachkundeg a responsabel sinn. Si gesinn, dass ee Stat net egal wéi ka wirtschaften. Et si Leit, déi déi sozial a wirtschaftlech Realitéiten an d'Besoinë vun de Leit kennen. Ech versprieche mer also wichteg Erkenntnisser doraus.

Ech fanne mech als Politiker doduerch net bevormundet, wa mat de Sozialpartner e Konsens fonnt géif ginn. Ech weess awer och, dass ech als Politiker enges Dags meng Responsabilitéit muss huelen. Duerfir hätt ech gär, dass d'Chamber zu engem nëtzlechen Zäitpunkt, also mat Zäit, ier d'Décisioune gefall sinn, an déi Diskussioun mat agebonne gëtt.

Dëst ass, wat d'Method an d'Organisatioun vum Dialog ugeet, op eng exemplaresch Manéier mat der CFL-Tripartite geschitt. Do ass e breeden Dialog an eng ëmfaassend Informatioun vun allen Interesséierte geséchert. Mir hoffen, dass dat och an der grousser Tripartite geschitt.

Här President, d'Tripartite soll awer keng Excuse fir de Stat sinn, net emol bei sech selwer ze kucken a méi Rigueur durchzesetzen. Ech si mat deenen d'accord, déi sech géint Spuermoossnamen am Sozialen ausschwätzen, soulaang de Stat net selwer Effortë mécht.

Am Stat selwer ka villes reorganiséiert a gestrafft ginn, an de Verwaltungen an zwëschent de Verwaltungen. Ons Verwaltunge schaffen net ëmmer esou zesummen, wéi se sollen; Verwaltunge sinn oft Festungen u sech. Mir ënnerstëtzen dofir ganz besonnesch, wat ënnerholl gëtt fir Steierverwaltung, Enregistrement an Douane, also d'Finanzverwaltunge vum Stat, besser ze koordinéieren an ze vernetzen. Dat muss op jidde Fall geléngen a bréngt och ganz sécher méi Effikassitéit fir d'Finanze vum Stat.

Ech mengen och, dass eng Mentalitéitsännerung misst kommen, besonnesch do, wou öffentlech Gelder verwalt ginn, beim Stat an och bei de Gemengen. Et muss net ëmmer dat Schéinst an dat Bescht sinn. Mir sinn duerch den Iwwerfloss vun de leschte Jorzéngte verwinnt.

Et ass sécher net einfach de Stat ze pilotéieren. Et ass e schwéieren Tanker, dee ganz lues reagéiert. Wann ee gesäit, mat wat fir Retarden oder guer net op konkret Opfuerderunge vun der Cour des Comptes am Stat a ronderëm de Stat reagéiert gëtt, da seet ee sech, dass villes duerch méi Rigueur schonns besser kéint ginn.

Ons öffentlech Investissementer sinn oft ze grouss an ze deier. Dat gëllt och fir d'Gemengen. D'Bauzäit ass meeschtens ze laang. Si musse besser virbereet ginn. Et ass net normal, dass mer aacht Joer fir de Bau vun engem Lycée brauchen, zéng Joer fir ee Centre de conférences um Kierchberg, fofzéng Joer a méi fir d'Nordstrooss. Et ass net normal, an et ass och net normal, dass systematesch Devisën iwwerschratt ginn.

Ons Prozedure sinn oft komplizéiert, d'Verwaltungsreform léisst nach ëmmer op sech waarden. Den eGovernment ass nach ëmmer net dat, wat e soll sinn, an de Service um Bierger och net ëmmer.

Här President, ech mengen, och d'Chamber ass hei gefuerdert. Si, déi zum Beispill d'Bauprojete fir ofzestëmme kritt, misst vill méi sec doranner sinn an net alles schlécken, wat deen een oder deen anere Bauteminister virleet. Dat huet näischt mam Här Wiseler ze dinn. Ech schwätzen hei natierlech vun der Vergaangenheet. Den Här Wiseler mécht vill Effortë fir dat, wéi een esou schéi seet, an de Grëff ze kréien. Mir hoffen, dass hie Succès domat huet a mir wënschen him et!

Fir d'Exekutioun vum Budget, Här President, an enger schneller Zäit nozeverfollegen, ass et och noutwendeg, d'Zuele vu Mount zu Mount ze analyséieren: Wat u Steieren erakënnt, wou d'Dépensë leien, besonnesch och an den Investissementer, fir keng Iwwerraschung ze kréien, d'Engagementer mat Zäit ze kennen a mat Zäit kënnen entgéintzesteieren, wann et dann néideg wär. Dat ass en Exercice, dee mer ons an der Comexbu solle virhuelen, zesumme mat der Cour des Comptes.

Här President, dat wat ech elo gesot hunn, ass sécher näischt extraordinär Neies, villes dovunner ass scho gesot ginn. Ech si mer och bewosst, dass de Ruff no Spueren einfach, vläicht och ze einfach ass. D'Ëmsetzung ass ëmsou méi schwéier. Wann et esou einfach wär ze spueren, wär et scho laang gemaach ginn.

Wa 65% vun den Ausgaben duerch sou genannt Automatismen, dat heescht duerch legal Obligatioune festgeluecht sinn, da gëtt d'Diskussioun iwwert d'Spueren net eng praktesch, mä eng héich politesch Fro. Duerfir huet allerdéngs och bis elo nach kee richteg gesot, wou a wat prezis agespuert ka ginn.

Et geet nämlech net duer, einfach e Budgetsartikel zum Beispill iwwer Etüden erauszehuelen an ze soen: Do kënnen 30 Millioune gespuert ginn. Mir wëssen net, firwat déi Etüde sinn. Vläicht si se néideg, fir ze wësse wou spueren. Waren dann zum Beispill d'Etüden iwwert den IVL iwwerflësseg? Wou kréie mer dann d'Wëssen hier hei zu Lëtzebuerg, fir komplex Décisiounen ze huelen, wann net iwwer Etüden. Ech mengen also, esou einfach ass dat net.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer wéineg sou genannt „coupes sombres" vun haut op muer maache kënnen. Et muss villes an der Déift vun der Statspraxis geschéien. Villes wäert op grousse Widderstand stoussen, deen ech souguer heiansdo verstoe kann.

Ee Beispill: Et läit e Gesetz vir, fir Chargés de cours am Secondaire ze regulariséieren. E puer honnert Chargéë goufe säit 1998 agestallt, well net genuch Proffen do waren. D'Gewerkschaften an deem Secteur reege sech doriwwer op. Dat ass och vläicht berechtegt. Mä et geet net duer mat opreegen, et muss ee weiderdenken. Mir wëllen d'Qualitéit vun der Schoul halen a wa méiglech verbesseren. Wann een an deem Sënn d'Tâchë vun Titulairen iwwerdenke géif, kënnt ee mat Liichtegkeet honnerte vu Chargéë spueren an zugläich eppes fir d'Qualitéit vun der Schoul maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, de Budget 2006 ass den zweete vun der CSV-LSAP-Regierung. D'Reforme vum Koalitiounsprogramm an d'Erausfuerderunge vun der Zäit musse sech an deem Budget erëmfannen. Besonnesch an enger Zäit vu knappe Mëttele muss d'Politik fir hir eege Consommatiounsausgaben esou spuersam sinn, dass genuch Mëttele fir d'Investissementer an d'Virbereedung vun der Zukunft bleiwen.

Et muss eng Solidaritéit mat de kommende Generatioune sinn.

Ech wëll och duerfir e puer Erausfuerderungen ervirhiewen, un deenen dës Regierung sécher gemooss gëtt.

Eng grouss Erausfuerderung ass de ganze Komplex vum öffentlechen Transport, eigentlech d'Réckgrat vun der Mobilitéit am Land a mam Ausland. Do si Mutatiounen amgaangen, deene Lëtzebuerg sech net entzéie kann. An och ouni d'Europäesch Unioun – dat wëll ech hei soen, well dat jo ëmmer alles op d'Europäesch Unioun getässelt gëtt – wären déi Mutatiounen an der Gesellschaft néideg! Ganz einfach, well d'Wirtschaft iwwert d'national Grenzen eraus grouss Mäert brauch, fir sech ze entwéckelen. Och well d'Mobilitéit haut vill Mëttelen, ganz aner Mëttele wéi fréier zur Verfügung huet, an net nëmmen d'Schinn. An och well all Entreprise, och d'CFL, och d'Bussen an aner Verkéiersmëttele sech andauernd upasse mussen.

Fir de Fret vun der CFL ze retten an e profitabel ze maachen, huet de Transportminister sech vill Méi ginn. Eng Solutioun ass a Siicht, fir der Eisebunn en neien Optrag, eng nei Zukunft ze ginn. D'Regierung wëllt, dass déi Solutioun sozial gerecht a wirtschaftlech räsonnabel ass. Dat kritt d'Allgemengheet natierlech net zum Nulltarif.

Derniewent brauche mer natierlech an onsem Land fir seng Entwécklung nei Investissementer an nei Servicer op der Schinn. All Planunge verlaangen dat, well dëst ass ëmweltfrëndlech, gutt fir d'Liewensqualitéit a wirtschaftlech interessant. Déi Investissementer si virgesinn, si sinn onëmgänglech. Derniewent kënnt natierlech och dat wat fir de Busservice ausgi gëtt, deen och d'nächst Joer 7,3% méi Sue vum Stat kritt, fir den „modal split" vu 25/75 ze erreechen.

Här President, an deem Zesummenhang muss een och d'Landesplanung ervirhiewen. D'Regioune sollen entwéckelt ginn. Onsen Transportsystem muss natierlech deem och ugepasst ginn. Op Belval soll en neie Pôle de développement kommen, dee fir d'Zukunft vum ganze Süden entscheedend ass. D'Cité des Sciences kënnt dohin, et soll endlech domat virugoen. Et sollen endlech dofir Neel mat Käpp gemaach ginn, dat heescht, et soll endlech mat bauen ugefaange ginn. Ech hunn an der Zeitung gelies, dass elo endlech dee Concours d'architectes lancéiert ass.

Eng nei territorial Struktur op där anerer Säit kann och méi Effikassitéit um kommunale Plang bréngen. Si kann hëllefen, d'Sue méi rationell anzesetzen, wa mer et da fäerdeg bréngen, dat hinzekréien, ouni erëm en neie bürokratesche Waasserkapp ze schafen.

Eng aner grouss Erausfuerderung ass d'Émwelt. De Kyoto-Vertrag soll déi global Erwäermung duerch CO_2-Emissioune stoppen. Mir sinn an där Hisiicht erëm op den Niveau vun 1990 zréckgefall. Schold dorunner ass an der Haaptsaach den Transport, dee fir 54% vun den Emissiounen zu Lëtzebuerg responsabel ass. Dovunner komme 75% op den Tanktourismus. 2010 si mer bei 14 Milliounen Tonne pro Joer. Dat sinn der fënnef ze vill, well mer der nëmmen néng zegutt hunn. Dëst ass eng onëmgänglech Obligatioun och fir Lëtzebuerg. Et ass net sécher ob déi Suen, déi de Budget virgesäit, duerginn, fir dass mer ons international Verflichtungen anhale kënnen.

Här President, mir sinn och e Land, deem seng Bevölkerung stänneg wiisst. All Joer komme 700 Kanner méi an de Secondaire, dat heescht, all zwee Joer en neie Lycée. Mir brauche méi Gebaier, och anescht konzipéiert, méi a besser formëiert Enseignanten a méi Encadrement, nei Methoden, pedagogesch Recherche a Reformen. Mir brauche Léisunge fir déi vill ënnerschiddlech Situatioune vun de Kanner a sproochlecher, sozialer a kultureller Hisiicht. Dëst alles dréit zur Entwécklung vum Land bäi, mécht ons Kanner prett fir d'Erausfuerderunge vu muer.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Och dat gëtt et net zum Nulltarif. De Budget 2006 gesäit 11% méi Sue fir d'Éducation nationale vir. Schoulneibaute kréien eng absolut Prioritéit. Mir begréissen dee Choix vun der Regierung, fir der Erzéiung déi Prioritéit ze ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech och e Wuert iwwert d'Initiative vum Ministère de la Famille soen, fir den Encadrement vun de Schoulkanner dagsiwwer ze assuréieren. Dat soll an de Maisons relais geschéien. Dobäi muss menger Usiicht no kloer definéiert ginn, méi kloer wéi dat elo ass, wat Schoul a wat ausserschoulesch ass. Et mussen Iwwerlappunge verhënnert ginn. Et muss ee sech och bewosst sinn, dass op deem Plang erëm eng Kéier e konventionéierte Secteur entsteet, deen de Stat indirekt weider ausbaut, deen en awer net onbedéngt bis zum Schluss maîtriséiert.

Här President, mir hunn ons och eng Uni ginn. Mir wëllen d'Fuerschung ausbauen, mir wëllen zu deene Beschte gehéieren. De Stat huet fir 2006 48 Milliounen Euro fir d'Uni prettgestallt, 2004 waren et der 25, 2005 36. D'Uni kritt lues a lues hir Vitesse de croisière. D'Recherche kritt 2006 10 Millioune méi, geet vu 45 Milliounen am Joer 2003, 53 Milliounen am Joer 2005 op 63,7 Milliounen am Joer 2006 erop.

Et ass Opbroch do. Mir brauchen déi Uni fir ons wirtschaftlech Zukunft ze preparéieren. Awer net nëmmen dat. Mir brauche se och fir méi reflexiv a wa méiglech méi intelligent ze ginn; als Land, fir Expertise ze kréien, déi mer dann net méi importéiere mussen. Nach musse mer, wëll ech awer och soen, déi Entwécklung virsiichteg begleeden. Mir wëllen och do kee Waasserkapp opbauen. Duerfir brauche mer déi Etüd zum Beispill vun der OCDE iwwert d'Innovatioun zu Lëtzebuerg. De Spigel, deen ee vu bausse virgehale kritt, erlaabt sécher, Feeler virzebeugen.

Här President, de Logement ass fir vill Leit ze deier an ze schwéier ze fannen. Trotz ville Beméiunge kréie mer d'Situatioun net an de Gréff. Et ass sécher, dass d'Gemengen hei eng wichteg Roll ze spillen hunn. Am Regierungsprogramm geet vun enger gemeinsamer Plattform vu Stat a Gemenge Rieds. Wunnengen an Infrastrukture ginn zesummen.

D'Statsautoritéit muss de Gemenge Mëttele gi fir nei Weeër ze goen. Zum Beispill fir de Bail emphytéotique méi breet anzesetzen oder géint d'Baulandspekulatioun virzegoen, fir eidel Wunnengen a Bürotiséierung an de Stied ze penaliséieren.

Den Innenminister huet mer an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro mengersäits geäntwert, d'Gemengen hätte genuch Instrumenter fir dat ze maachen. Ech mengen dat net. Mir brauchen Instrumenter fir eng Modulatioun vun der Grondsteier a Sanktiounen oder Taxen, wann de Bebauungsplang net respektéiert gëtt.

De Stadkär zum Beispill vun der Haaptstad huet an de leschte Joren dausende vun Awunner verluer. Vill Haiser stinn eidel, sinn désaffectéiert oder hunn net déi Bestëmmung, déi se am Bebauungsplang hunn, nämlech d'Wunnen. De Stat däerf do d'Gemengen net eleng loossen, wann et heescht d'Bebauungspläng respektéieren ze doen.

Et gëtt dobäi och Mesuren, déi net vill kaschten. Wann de Stat d'Garantie fir d'Prêtë fir eng Eegewunneng bei de Banken iwwerhëlt, da kascht dat net vill, kann awer fir vill eng wichteg Erliichterung sinn.

Här President, an der Sécurité sociale gesäit ee wéi d'Fleegeversécherung lues awer sécher un hiren éischten Defizit erukënnt. 2004 waren et schonn 22,3 Milliounen, 2005 gouf de Bäitrag vum Stat erëm op 45% eropgesat – wat anscheinend bis elo nach net jidderee bemierkt huet – an och 2006 geet de Kredit an d'Luucht.

De Minister léisst elo eng Evaluatioun vum Fonctionnement vun der Fleegeversécherung maachen. D'Gesetz vun 1998 huet eng jährlech Bilanzéierung virgesinn. Dëst ass just eemol ënnert der viregter Regierung geschitt. Et ass awer gutt, dass dat elo geschitt an zwar regelméisseg. Et ass gutt, dass domat eng Qualitéitskontroll verbonne gëtt, Abusë solle verhënnert ginn, déi bescht Leeschtunge sollen erhale bleiwen an ausgebaut ginn.

Här President, dat sinn nëmmen e puer wichteg Aspekter vum Budget 2006. Si weisen, dass nei Aufgaben op ons duerkommen, déi d'Zukunft preparéieren. Wa mer also vu spueren a vu Rigueur schwätzen, musse mer direkt dobäi soen: Dat ass fir d'Zukunftsaufgabe kënnen ze meeschteren, net fir de Stat oder fir d'öffentlech Déngschter ofzebauen.

Mir sinn och net mat der DP d'accord, fir zum Beispill d'ADEM ze privatiséieren an op déi Manéier op e wichtegen öffentlechen Déngscht ze verzichten. Et handelt sech villméi ëm eng Ëmverdeelung an den Aufgabe vun der öffentlecher Hand. Amplaz, wéi an der Vergaangenheet, ëmmer Neies op dat Bestehend dropzesetzen, musse mer mat de méi knappe Suen Neies schafen, dat Bestehend ofspecken, wou et geet, an esou en neit Gläichgewiicht an den öffentleche Finanze schafen. Dat musse mer fäerdeg bréngen, doru gi mer gemooss.

Här President, mir hu Vertrauen an d'Regierung fir dat ze maachen, ouni dat, wat an de Jorzéngten opgebaut ginn ass, vun haut op mar ëmzewerfen, ouni de soziale Fridden a Gefor ze bréngen an ouni deene Schwächsten an onser Gesellschaft déi Sécherheeten ewechzehuelen, déi se fir hiert Liewe brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer laang iwwerluecht, nodeem ech den Här Wolter de Mëtten héieren hunn, ob ech dat, wat ech op mengem Notizblat hei op der Säit eelef stoen hunn, elo op d'Säit eent virzéien, well d'Attentioun natierlech am Ufank vun enger Ried méi grouss ass, wéi wann ee scho bei der Säit eelef ass. Ech hunn awer décidéiert ze waarde bis d'Säit eelef, bis ech dorunner kommen.

An duerfir wëll ech fir d'éischt ufänke mat enger méi genereller Analys iwwert d'ekonomesch Situatioun an Europa, den internationale Kontext definéieren, woubäi ech direkt wëll virausschécken, dass ech hei eng Rei Konklusioune wäert zéien, déi net esou nei sinn, well dat sinn déiselwecht Konklusiounen, déi ech eigentlech schonn ëmmer gezunn hunn tëschent 2001 an 2004 – dat heescht, zu Jore wou de wirtschaftleche Wuesstum manner héich war wéi haut –, nämlech déi, fir ze soen, dass ee sech emol erëm eng Kéier misst mat zwee Féiss op de Buedem vun der Realitéit setzen, wann een iwwer ekonomesche Wuesstum zum Beispill diskutéiert, fir festzestellen, wat dann elo e gudden, e schlechten oder e mëttlere Wuesstum vum PIB ass.

An ech mengen, dass wann een d'Zuele kuckt, déi de Rapporter och relativ gutt a sengem Rapport, fir deen ech hien och wëll hei vun eiser Fraktioun aus félicitéieren, erëmginn huet, da kann een elo scho virausschécken a feststellen, dass mer hei zu Lëtzebuerg de loin an engem Zeenario sinn de crise économique an de loin an engem Zeenario sinn – op jidde Fall fir eis Begréffer –, dass ee misst soen, mir hätten e Wirtschaftswuesstum, dee schlecht wär.

Mir hunn – an dat huet de Rapporter, wéi gesot, gutt skizzéiert a sengem Rapport –, wann een d'weltwäit Situatioun kuckt, d'Zuele vum FMI, déi hien och hei a sengem Rapport iwwerholl huet, kënne feststellen, dass mer weltwäit 2004 eng Croissance économique hate vu 5% an dat war 2004 weltwäit déi beschte Performance zënter 1973 – dat muss ee sech emol eng Kéier virstellen – an 2005 an 2006, dat heescht fir d'nächst Joer, gëtt och vum FMI virausgesot, dass d'Croissance à peu près och tësche 4 a 5% wär.

Dat heescht, mir leie weltwäit an enger Phas net vun ekonomeschem Ofschwong, mä éischter vun ekonomeschem Opschwong. Zumools – wann dat déi beschte Performancë sinn zënter 1973 – wann ee bedenkt, wat weltwäit ekonomesch haaptsächlech tëschent 1973 an 1982 beispillsweis geschitt ass, wou mer duerch e Choc pétrolier an aner Saache relativ schlecht Situatiounen hate mat souguer negativem Wirtschaftswuesstum zum Deel weltwäit.

Deen eenzege Problem, dee mer natierlech hunn, och wa weltwäit de Wuesstum effektiv tëschent 4 a

5% läit, ass, dass ee leider muss feststellen, dass an der Eurozon d'Croissance insgesamt nëmme bei ongefeier 1,5% an der Moyenne läit.

Dat huet e puer Grënn. Et huet ee Grond, dee sech haaptsächlech d'lescht Joer erëmgespigelt huet, an dat ass dee vun der Entwécklung vun de Pëtrolspräisser. Mä ech géing awer mengen, et huet awer och nach eng ganz Rei aner Grënn an der Europäescher Unioun, méi strukturell Grënn.

Éischtens emol musse mer awer vläicht drun erënneren, dass mer an den 90er Joren eppes décidéiert hunn, nämlech eng EU-Erweiderung, déi eis nach kräfteg ze schafe mécht um Ufank vum 21. Jorhonnert. Dat heescht, wou mer enorm strukturell Defizitter hunn, wou mer carrément hu missen eng ganz Rei national Ekonomien integréieren an d'Europäesch Unioun, mat all hire Schwächten – duerch deen ekonomesche System, dee si virdru kannt hunn –, déi se matbruecht hunn. Virun allem natierlech dat ekonomesch gréisst Land an der Europäescher Unioun, nämlech d'Bundesrepublik Däitschland, op dat jo scho vill Referenz gemaach ginn ass. An et muss een awer hei emol nach eng Kéier betounen, dass déi Schwieregkeeten, déi Däitschland am Moment huet, eigentlech och gréisstendeels ze dinn hu mam Fait, dass se hu missen e ganzt Land quasi iwwerhuelen, wat um Rand vun der Faillite stoung, an nach haut dorënner leiden.

Et war leider zwar e Bundeskanzler an den 90er Joren, dee versprach huet, dass wann een déi Wiedervereinigung an Däitschland géing maachen, a kierzester Zäit do iwwerall géinge blühende Landschaften entstoen an duerfir huet hien och deemools natierlech aus elektoralen Iwwerleeungen eraus de Wieler a Wielerinnen an Däitschland eng ganz Rei Saache virgetäuscht an eng ganz Rei Décisiounen och net geholl, déi en eigentlech hätt schonn deemools missen huelen, wat zu deene Konsequenze gefouert huet, déi Däitschland kennt, a wat d'Situatioun sécherlech net verbessert huet.

An all déi Saachen zesummen, fir d'éischt Däitschland engersäits, mä iwwerhaapt d'Schwieregkeeten, déi mer an deenen neie Memberstaten hunn, si sécherlech och zu engem groussen Deel dru schold, dass mer effektiv eng Croissance an Europa hunn, déi awer e gudde Krack ënnert deem läit, wat mer weltwäit eigentlech u Croissance hunn.

Mä dovun emol ofgesinn, och wann d'Europäesch Unioun mat 1,5% wäit ënnert dem Weltduerchschnëtt läit, wann een d'Lëtzebuerger Situatioun kuckt: 2005 eng Croissance vu 4%, nodeems se korrigéiert ginn ass, nodeems mer déi definitiv Chiffere kannt hunn. 2005 hate mer an der Europäescher Unioun 1,5% Wuesstum, dat heescht mir louche bal um Dräifachen, also méi wéi dat Duebelt vun deem, wat mer an der Europäescher Unioun hunn. Mir louchen éischter méi no bei der Croissance, esou wéi se weltwäit geherrscht huet. Fir 2006 gëtt 4,4% virausgesot a fir 2007 respektiv 2008 geet de Statec dovun aus – woubäi een natierlech déi Chiffere mat Virsiicht muss genéissen, well jo awer do nach vill Inconnuen dra leien –, mä ëmmerhi geet de Statec dovunner aus, dass mer bei 4,9% Wuesstum géinge leien.

Dat heescht also am Kloertext: Mir hunn eng héich Croissance hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn och nach ëmmer eng héich Croissance vum Emploi, an zwar 3% plus au moins pro Joer. De Budgetsrapporter huet hei geschriwwen, dass dat tëschent 7.000 an 8.000 Aarbechtsplazen d'Joer ausmaachen, och dat gëtt gerechent vum Statec, dass dat déi nächst Jore wäert weidergoen.

Deen eenzege Schwaachpunkt, dee mer effektiv an eisem Zuelematerial hunn, wat d'Innenkonjunktur ubelaangt, dat ass de Chômage, deen trotz enger Croissance vum Wuesstem vu bal 5% an trotz enger Croissance vum Emploi net vun 3% d'Joer, wahrscheinlech oder zimlech sécher, d'nächst Joer d'Barre vu 5% wäert iwwersteigen, an éischter d'Tendenz huet bis 2008 – loosse mer soen – no bei 6% ze leien, wann dann déi Chiffere solle stëmmen, déi de Statec eis hei presentéiert huet.

Dat heescht, d'Konklusioun: Mir sollen net no baussen diskutéieren, wa mer iwwer eng Rei Reforme schwätzen – dat wëll ech awer och gläich virausschécken, an ech kommen herno nach dorobber zréck –, déi mer sécherlech musse maachen. Da solle mer de Leit net verkafen, datt mer déi missten de Moment maachen, well mer eng ekonomesch Situatioun hätten, déi desastréis a schlecht wär. Dat ass einfach net richteg! Ech soen lech, dat huelen d'Leit eis och net of, well entre-temps kënnen d'Leit liesen a schreiwen a si verstinn och d'Wirtschaftssäiten an den Zeitungen. Si kënne sech natierlech och selwer ukucken, wéi héich d'Benefisser vun de Betriber zum Beispill si respektiv wéi héich d'Croissance ass.

Duerfir solle mer wann ech gelift de Leit déi Reform, déi mer sécherlech musse maachen, net verkafen an hinne wëlle weismaachen, mir wären an enger grousser Kris a mir missten duerfir mat zwee Féiss op d'Brems trëppelen a maachen, wéi wa Lëtzebuerg virum Ofgrond stéing. Dat ass och e bësselchen deen Discours, dee mer awer an deene leschte Wochen – ech kommen herno nach dorobber zréck –, als Fraktioun stigmatiséiert hunn. Natierlech huet deen Discours, dee vun enger Fraktioun hei gemaach ginn ass – an dat wäert ech herno beweisen –, e gewëssene Grond. Nämlech soll deen oflenke vun anere Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, déi dozou gefouert hunn, datt mer bei den Dépensen am Stat zu där Situatioun komm sinn, wou mer haut sinn, awer och bei de Recetten – do wäert ech och nach drop ze schwätze kommen. Ech wëll awer fir d'éischt weiderfuere mat der Analys.

Am éischte Block kommen ech dann zu de Recetten. Mir hunn eng Situatioun, datt d'Recettes courantes 2006 effektiv ëm 5,78% klammen. Dat ass en zolitten Abroch par rapport zu 2005, wou se nach ëm 9,39% geklomme sinn. Mir wëssen natierlech och, datt hei, haaptsächlech bei der TVA, zum Beispill bei der Moins-value, eng Rei Problemer dra leien, déi net onbedéngt ze dinn hu mat strukturelle Problemer am Stat oder mat der Konjunktur, mä mat anere Saachen. Mä ëmmerhi muss ee feststellen, datt d'Recettes courantes insgesamt beim Stat an deene leschte Joren – net nëmme wann een dat vergläicht par rapport zu 2005, mä wann ee generell d'Recettë kuckt – éischter stagnéieren, voire souguer zréckginn.

Déi direkt Steieren hunn nach eng Progressioun vun 13,92% a leie bei 3,65 Milliarden Euro. Déi indirekt Steieren hunn eng Moins-recette vu 7,05% fir bei 2,057 Milliarden Euro ze leien. D'Droits de douane an d'Accisë leie bei 1,15 Milliarden Euro, wat nach ëmmerhin eng Progressioun vun 1,32% ausmécht.

An ech kommen dann direkt zu der Analys iwwert déi wichtegst Recettë fir de Stat. Déi éischt ass natierlech d'Kierperschaftssteier bei den direkte Steieren. 2005 war am Budget ageschriwwe ginn, datt mer eis do géingen eng Recette erwaarde vun 1,125 Milliarden Euro. D'Cour des Comptes seet awer an hirem Rapport, datt se fest dervun iwwerzeegt ass, datt mer net wäerten op dee Montant kommen, datt mer wahrscheinlech éischter bei 1,064 Milliarden Euro leien. Dat heescht, do wäert manner erakomme wéi virgesinn.

Dann ass dat och net esou iwwerraschend, well, ech mengen, et ass relativ kloer, mir hunn tëschent 2001 an 2004 bei der Kierperschaftssteier nach ëmmer eng Progressioun gehat. Mir konnten déi nach op engem gewëssenen Niveau halen, well mer eben déi Solden, déi ausstounge vun deene fënnef fette Joren – géing ech mol soen haaptsächlech 1998 bis 2001, déi véier, fënnef fett Joren do –, relativ séier agedriwwen hunn. Dat huet et eis erlaabt, datt effektiv bis 2004 d'Kierperschaftssteier nach op engem héijen Niveau louch. Dat ass allerdéngs iwwerhaapt keng Iwwerraschung, well all déi Saachen do hu mer hei an de Budgetsdebatten, zumindest d'Oppositioun, schonn 2002 an 2003 ëmmer opgeworf.

Wat awer méi wichteg ass, dat ass, datt et effektiv relativ kloer ass respektiv et zimlech sécher ass, datt een ab 2005 muss dovun ausgoen, datt mer bei der Kierperschaftssteier, wat eng vun deene wichtegste Recetten ass, eng Stagnatioun hunn, voire eng Regressioun hunn. Dat heescht, datt mer musse feststellen, datt mer trotz engem Wirtschaftswuesstem vu bal 5% bei där doter Steier, keng méi héich Recettë wäerte kréien.

Ech kommen herno och nach eng Kéier dorop zréck, zumools well ech mat Interessi héieren hunn, datt anscheinend muer den Här Thiel hei op d'Tribün wäert eropkommen – an dorobber sinn ech wierklech gespaant, wat hien eis hei wäert zum Beschte ginn –, fir eis ze beweisen, datt dann elo an deenen nächste Joren, trotz engem Wuesstem vu 4,4% bis 5% vum PIB, ee sech keng Illusioune bräicht ze maachen, datt mer bei den direkte Steieren nach gréisser Progressioune wäerte kréien. Dat wäert mech besonnesch interesséieren, wat hien eis hei erzielt, well ech wëll drun erënneren, datt ech tëschent 2001 an 2004 méi wéi eng Kéier drop higewisen hunn, datt dat, wat 2000 décidéiert ginn ass, keng iwwerluechten Décisioune waren, an datt déi Erwaardungen, déi do erageluecht gi sinn, net wäerten erfëllt ginn.

Et muss een awer och nach bei der Kierperschaftssteier betounen, datt d'Ofhängegkeet vum Secteur financier enorm an deem Beräich ass. Vun deem, wat 2004 – wou mer schonn déi definitiv Chiffrë jo hunn – erakomm ass, sinn 72% direkt vum Secteur financier komm. Och muss ee feststellen, datt mer zënter den 90er Joren hei an deem Parlament lamentéieren iwwert déi Ofhängegkeet vum Finanzsecteur, iwwert dee wirtschaftleche Monolithismus, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn a wat dat fir e Risiko bedeit. Mir hunn et bis elo net fäerdeg bruecht, wéi gesot, fir eis do méi ze diversifizéieren, fir datt déi Ofhängegkeet manner grouss gëtt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass dann natierlech esou, vu datt bei den direkte Steieren d'Kierperschaftssteier kaum nach an d'Luucht geet, mä éischter Tendenz huet zréckzegoen, et do entre-temps esou ass, datt déi direkt Steieren, déi bei deene Leit erhuewe ginn, déi géint Loun a Gehalt schaffen, deen déckste Batz ausmaachen. Am Budget 2006 sinn 1,570 Milliarden Euro virgesinn, dat heescht nach eng Kéier eng Progressioun par rapport zu 2005. Woubäi een awer och do muss soen, datt déi enorm Progressioun, déi mer an deene leschte Jore bei den direkte Steieren op Léin a Gehälter haten, haaptsächlech op zwee Aspekter zréckzeféieren ass:

Dat Éischt ass, well mer effektiv nach ëmmer eng enorm héich Augmentatioun vum Emploi haten. Trotz der schlechter konjunktureller Situatioun tëschent 2001 an 2004, wou de Wuesstem jo zum Deel largement ënner 3% war, souguer ee Joer ënner 2% louch, hate mer nach ëmmer eng Progressioun vum Emploi, déi ëm déi 3% louch.

Dat Zweet ass, datt mer eng Evolutioun vun de Salairen haten zwëschent 2001 an 2005, déi relativ substanziell war. Engersäits natierlech duerch Accord-salarialen, déi ofgeschloss gi sinn, sief et beim Stat, mä och duerch Kollektivverträg, déi awer nach relativ an der Rei waren, an deene grousse Secteuren, zumindest am Privatsecteur, mä awer och duerch d'Indexupassungen – dat solle mer och bedenken –, déi mer an deene leschte Joren haten.

Wa mer natierlech elo op dee Wee ginn, dee sech jo awer wäert ofzeechne fir déi nächst Joren, nämlech datt mer sollen éischtens, Modération salariale un den Dag leeën, esou gutt beim Stat wéi och am Privatsecteur, respektiv wa mer un der Modulatioun vum Index fréckele ginn an deenen nächste Joren, da musse mer eis op alle Fall och bewosst sinn, datt dat eng Incidence op d'Recettë vum Stat wäert hunn. Da wäert mat Sécherheet déi héchste Kategorie vun den direkte Steiere beim Stat, nämlech déi vun den Traitements et salaires, net méi deementspriechend klammen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, oder och vläicht wéi mer et eis erwaarde fir déi nächst Joren.

Iwwregens eng interessant Feststellung, déi een entre-temps maache muss, ass déi – an dat ass eng Tendenz generell an Europa, mä zu Lëtzebuerg ganz krass entre-temps, an eng Mesure, déi mer fir d'nächst Joer wäerten huelen a mer wäerten dat och net verschéineren –, datt mer ëmmer méi ee Mëssverhältnis kréien tëschent der Besteierung vun Aarbecht par rapport zu der Besteierung vu Kapital insgesamt. Jiddferee ka sech selwer emol eng Kéier a sengem Kapp fir sech ausdenken, éischtens, ob dat gerecht ass – mir als Gréng mengen, dat ass net gerecht –, an zweetens, ob eng Gesellschaft, wa se esou weiderfiert wéi dat doten, kuerz- bis mëttelfristeg iwwerliewensfäeg ass.

Ech wëll lech drun erënneren, datt dat Verhältnis vu Besteierung tëschent Aarbecht a Kapital, wat mer an der Nokrichszäit obgebaut hunn, eigentlech opgebaut ginn ass, op Léieren, déi mer aus enger Situatioun vu virun 1945 gezunn hu. Duerfir muss ee sech vläicht emol d'Fro stellen, wann dat Mëssverhältnis do esou weidergeet, ob dat op eng Gesellschaft opbaut, déi kuerz- oder mëttelfristeg iwwerliewensfäeg ass.

Da kommen ech zu engem Punkt, deen eis natierlech besonnesch dëst Joer stéiert, en huet zwar keen direkte risegen Impakt – géing ech soen – op d'Recetten d'nächst Joer am Budget, mä et stéiert eis besonnesch, wéi dat Ganzt ugaange ginn ass, an dat ass d'Ofschafung vun der Verméigenssteier. Firwat stéiert dat eis? Net, well mer der Meenung sinn, datt d'Verméigenssteier, esou wéi se haut agencéiert ass, eppes terribel Effikasses ass oder eppes terribel Guddes wär. Mir mengen als Gréng effektiv, datt d'Verméigenssteier – also ech schwätzen natierlech vun der Verméigenssteier vun de Privatpersounen – esou wéi se haut ass, eigentlech net méi vill abréngt, an datt et net de Problem ass, datt déi elo ofgeschaf gëtt.

Mir mengen awer, datt et ee Problem ass, datt ee sech de Kapp zerbrécht wéi een d'Verméige vu Privatpersounen erëm besser erugezu kritt fir engersäits de Finanzement vum Stat a vun der Gesellschaft insgesamt, och an engem Sënn vu gesellschaftspolitescher Gerechtegkeet, vu gerechter Ëmverdeelung vu Räichtum, wéi en an der Gesellschaft erschafft gëtt. Well, wann ech virdru gesot hunn, datt mer e Wuesstem hunn tëschent 4 a 5%, dat heescht eng Steigerung vum gesellschaftleche Räichtum vu 4 bis 5% d'Joer, da sinn do Leit – dat weess ee jo awer –, déi dorunner verdéngen.

An da muss ee sech d'Fro stellen, wann een natierlech eng Steierverdeelung huet, wéi se haut an deene meeschten europäesche Länner d'Tendenz huet ze ginn, nämlech wéi gesot keng Besteierung méi quasi vu Kapital, an nëmmen nach Besteierung op Aarbecht, da muss ee feststellen, datt mer do no an no an eng Situatioun erakommen, wou eng ganz Rei Leit an eiser Gesellschaft ëmmer méi räich ginn, ëmmer méi kréien an de Rescht vun der Gesellschaft iergendwéi muss kucken, datt en eens gëtt.

An dat, wat mer eigentlech maachen d'nächst Joer – dat gëtt jo am Kader vun dëse Budgetsdebatten décidéiert –, ass nämlech d'Ofschafung vun der Verméigenssteier an d'Ersetze vun der Verméigenssteier duerch eng 10%eg libératoire – muss ee jo soen – Quellesteier fir Résidenten. Do hätt ee kënnen driwwer diskutéieren, insofern datt natierlech déi 10%eg libératoire – ech wëll betounen: libératoire – Quellesteier fir Résidenten och eng gewëssen Effizienz gehat hätt, awer och nëmme gehat hätt!

Well, wann ech awer gesinn, wat mer hei reell décidéieren, da kann een awer doriwwer nëmmen – wéi soll ech soen? –, da kann ee bal nëmmen de Kapp doriwwer rëselen. Wat fält eigentlech ënnert d'Base imposable bei där 10%eger Quellesteier fir Résidenten? Do fält quasiment näischt drënner! Et ass quasi alles ausgeklammert, ausser normale Spuerbicher oder Compte-à-termen. Iwwer Gelder, déi placéiert sinn an OPCen an esou weider, iwwert déi schwätze mer iwwerhaapt net!

Mir hunn et souguer fäerdeg bruecht, bei den Exonératiounen, bei de klassesche Méiglechkeete fir ze spueren, och nach do, wou een hätt kënnen eng Recette kréien, dat och nach alles erauszegeheien. Zum Beispill wëll ech dat nëmmen eraushuelen, well dat besonnesch schéin ass: Assurancevièn op zéng Joer, wou ee jo scho muss wëssen, datt, wann ee se ofschléisst, ee jo schonn en Abattement fiscal kritt, wann ee se mécht, dat heescht, do bezilt de Stat jo schonn iwwert de Steierwee deenen eenzelne Leit, déi dat maachen, en Deel.

An da gi mer och nach hin herno a verzichten, wann d'Assurance vie no zéng Joer ausbezuelt gëtt, dat heescht op deenen Zënsen, déi do ufalen op deem Kapital, op eng Retenue. Do bezilt ee kee Frang Steieren. Mir hu quasi alles ausgeklammert bei där 10%eger Quellesteier fir Résidenten, déi mer hei geschafen hunn.

Dat ass eiser Meenung no effektiv a puncto Steiergerechtegkeet eng Farce. Dat ass einfach ridicule. Mir wësse jo, datt dat hei net gemaach gëtt wéinst de Lëtzebuerger insgesamt. Duerfir huet eis perséinlech och natierlech deen Oflenkungskampf, deen elo déi lescht Deeg gefouert ginn ass, wou jo nëmmen iwwert deen Abattement do geschwat ginn ass, opgereegt. Natierlech kann een doriwwer laang philosophéieren, ob dat gerecht ass oder net gerecht ass.

Mä eigentlech ass dat net déi fundamental Ongerechtegkeet bei deem Gesetzestext, dee mer d'nächst Woch hei wäerte stëmmen. Déi fundamental Ongerechtegkeet ass, datt hei effektiv Leit mat groussem Verméigen eigentlech zu Lëtzebuerg sech kënnen usetzen a keen eenzege Frang Steiere bezuelen!

An do si mir als Gréng der Meenung, datt dat genau dee falsche Wee ass, dee mer hei ginn. Mir wëssen zwar, datt dat hei gemaach gëtt, well gehofft gëtt, datt mer eng nei Nisch fir d'Finanzplaz hei kënnen erausschloen. Éischtens muss

dat emol nach bewise ginn, mä zweetens, souguer wann een dat hätt wëllen, si mir der Iwwerzeegung, datt hei de Stat mindestens hätt misse kucken, e gewëssene Prozentsaz drun ze verdéngen un där neier Nisch, an net wéi dat de Moment de Fall ass, einfach eng Dier opzemaache fir eng Nisch. Dat ass och, muss ee soen, Neiland an der Ausgestaltung vun eiser Finanzplaz. Dat ass absolut nei, datt mer hei en neie Créneau schafen, wou mer d'office als Stat soen: Mir wëlle kee Frang dru verdéngen.

An dat muss een elo emol hei däitlech soen, datt dat eppes ass, wat mir op alle Fall net kënne matdroen. Ech sinn och gespaant, wéi verschidde Leit sech heibannen d'nächst Woch wäerte verhale beim Vote vum Gesetz.

Ech wäert och nach zréckkommen op eng Diskussioun, déi mer d'lescht Joer hate bei de Budgetsdebatten, wou mir eng Motioun eraginn haten en fonctioun heivunner, respektiv wäert ech hei eng Fraktioun erënneren un dat, wat se gesot huet nach am Kader vum leschte Wahlkampf, an/oder zum Beispill der Madame Vera Spautz, déi elo leider net hei sëtzt, déi hei nach Lektiounen ausgedeelt huet beim Second vote constitutionnel vun der Konstitutioun, wou se grouss iwwer Ongerechtegkeeten an Europa philosophéiert huet a gemengt huet, se misst eis Lektiounen ausdeelen, an nach behaapt huet, bei de Budgetsdebatte géing sech jo da beweisen dëst Joer, wien hei de Courage hätt fir oder géint eppes ze stëmmen, wat da mat deenen Ongerechtegkeeten ze dinn huet. Mir si gespaant d'nächst Woch, wa mer déi Diskussioun hei féieren, wéi déi eenzel Leit sech wäerte verhalen.

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum Här Minister Frieden?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech wëll just zwou Saache preziséieren. Mir schwätze jo d'nächst Woch iwwert dëse Projet, duerfir wëll ech hei net an den Detail goen. Éischtens wollt ech awer soen, datt villes vun deem, wat elo grad gesot ginn ass, falsch ass, well all déi Produkter, déi net ënnert d'Quellesteier falen, fale selbstverständlech weider ënnert déi normal Regele vun der Imposition des capitaux, esou wéi déi Regelen haut bestinn. Et ass also falsch. An duerfir ass et wichteg, datt een dat hei seet,...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, a wéi vill mécht dat aus am Statsbudget?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- ...net datt d'Leit den Owend mengen, all déi aner Produkter géingen net méi besteiert ginn. Mir hu just gemäss der europäescher Regelung, déi mer verhandelt hunn, a schwierege Verhandlungen, deen nämlechte Champ d'application gemaach fir eng Rei Produkter,...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat hutt Dir net gemaach.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- ...all aner Produkter falen ënnert déi bestoend steierlech Regelungen. Zweetens, an dann halen ech op, well déi Diskussioun féiere mer jo d'nächst Woch, mä den Här Bausch huet elo 20 Minutten iwwert dëse Projet geschwat...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, mä dat ass e wichtegen Deel am Kader vun de Recetten!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo, ech soe just, mä duerfir misst een dann all d'Fraktiounen zu deem Projet schwätze loossen. Duerfir froen ech, Här President, ob mer déi Debatt elo féieren?

(Interruption)

Zum Impôt sur la fortune wollt ech just soen, och fir d'Bild komplett ze maachen: Den Impôt sur la fortune des personnes physiques hätt missen theoretesch an dësem Land op Grond vun all deem, wat den Här Bausch gesot huet, och vill méi abrénge, wéi e fir de Moment abruecht huet. En huet fir de Moment 22 Milliounen Euro abruecht, dat ass ëmmerhin déi Zomm. Et sinn alt déi.

Ech wëll awer just soen, datt mer heimadder eis erwaarden, datt mer nei Aarbechtsplazen, nei Aktivitéit an duerfir indirekt Recetten am Stat erwaarden an en neien Développement vun den ekonomeschen Aktivitéite maachen. An an der Steierpolitik muss ee ganz oft den indirekten Effet kucken. Duerfir hu mer och eng ganz Rei Steieren,...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen nach dorop.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- ...och d'Kierperschaftsteier, erofgesat, wou déi Gréng Partei dergéint war. Dat hu mer eis gutt verhalen. Dir kënnt jo elo an der Stad Lëtzebuerg d'Steier erëm eropsetzen. Mir hu se erofgesat.

(Interruptions)

Mir hu se erofgesat, well mer der Meenung sinn, datt d'Activité-économiquen domadder stimuléiert ginn, datt domadder Aarbechtsplaze geschafe ginn, an dat ass och geschitt. Duerfir ass d'Gehältersteier och wéinst der Steierreform vun 2001 gestiegen.

M. le Président.- Gutt. Här Bausch, fuert virun.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et war zwar net vill vun enger Fro dran, mä ech wëll awer dem Här Wolter éischtens soen, datt dat hei net zur Form gehéiert. Dat hei huet mat de Recettë vum Statsbudget ze dinn. Duerfir ass et ganz kloer e ganz wichtegen Deel vum Volet, well au contraire zu lech – dat wëll ech lech soen –, wa mir iwwert d'Problemer vun de Finanze vum Stat schwätzen, da schwätze mer net nëmmen iwwert d'Dépensen. Mir wëllen och iwwert d'Recettë schwätzen. Mir sinn der Meenung, datt och e Problem bei de Recetten ass an net nëmme bei den Dépensen. An duerfir ass et e ganz wichtegen Deel vum Statsbudget.

(Interruptions)

An zweetens wëll ech natierlech dem Minister soen, datt dat net wouer ass, datt Dir lech ugelehnt hutt – ganz kloer – an der Zënsbesteierung fir Non-résidenten un dat, wat op europäeschem Niveau ofgemaach ginn ass, well eng ganz Rei OPCe falen dodrënner, dat hätt Dir net gestatt kritt, fir déi alleguerten auszeklammeren, wéi Dir dat hei gemaach hutt, dat wësst Dir och ganz genau.

An drëttens wëll ech lech soen, ech hunn lech virdrun opgezielt, wéi vill erakënnt iwwert déi aner Form vu Besteiere vu Verméigen, iwwert déi aner Revenuen, dat ass eigentlech rose wéineg. Mir wësse jo alleguerten, datt dat effektiv net ganz vill ass. Virun allem hu mir e Problem domadder, datt mer entretemps ëmmer méi e Mëssverhältnis kréien zwëschent deene Steieren, déi erhuewe ginn u Verdéngschter op Kapital, par rapport zu de Steieren, déi op der Aarbecht erhuewe ginn.

An dat ass eng berechtegt Fro, déi ee sech am Moment muss stellen a vun där mir fannen, datt et derwäert ass, déi an Europa de Moment ze thematiséieren.

Doriwwer eraus wëll ech lech soen, dass ech op d'Kierperschaftssteier nach ze schwätze kommen an datt ech dann dozou iwwerginn dem Här Wolter op eng ganz Rei Saachen ze äntwerten, déi hie virdru gesot huet. En ass zwar leider net do, soudatt ech awer da weider vun deenen indirekten...

(Interruption)

Wat sot Dir, Här Clement?

(Interruption)

Wat hat Dir gesot?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Dat kënnt Der dem Här Henckes äntwerten!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ma firwat soll ech dann dem Här Henckes äntwerten op Froen, déi den Här Wolter gestallt huet, Här Clement? Kënnt Dir mir dat vläicht soen?

Une voix.- Et gëtt ëmmer versicht ofzelenken.

M. le Président.- Neen, et versicht keen ofzelenken. Här Bausch, féiert Dir Är interessant Ausféierung weider.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, neen, Här President, Dir verstitt jo, datt ech mat enger Päerdsgedold Stonnen hei all Méigleches, wat hei gesot ginn ass, hu missen nolauschteren. Ech wär dann natierlech och frou, wann déijéineg, déi esou vill behaapt hunn, och am Sall wären, wann een hinnen d'Äntwert gëtt.

Ech kommen da bei déi indirekt Steieren, Här President. Bei deenen indirekte Steieren hu mer natierlech e Problem bei der TVA. Dee Problem vun der TVA kënnt haaptsächlech aus där Ursaach, well mer 2005 en décke Problem haten, dee beschriwwe ginn ass: Mer hunn nämlech un eng Entreprise en décke Batz missen zréckbezuelen.

Mä ech mengen, wa mer fir 2006 déi Regressioun vun der TVA kucken, da muss ee soen, datt dat wahrscheinlech entre-temps och vun enger Baisse vun der Consommatioun verursaacht gëtt, wéi et schonn hei gesot ginn ass, mä e ganz groussen Deel vun der Ursaach ass och ze siche bei engem Deel, deen den Här Rapporteur zu Recht hei relativ laang behandelt huet a sengem Rapport, nämlech deem vun der Fraude bei der TVA, déi gemaach gëtt. Ech muss soen, datt eng ganz Rei Saachen, déi hien hei rappeléiert huet, ganz gutt waren. Hien huet sech natierlech vill op de Rapport vum Här Krecké referéiert, dee jo an den 90er Joren hei eng Kéier…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Deen nach ëmmer gutt ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Gelift?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Deen nach ëmmer gutt ass!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- A ganz gutt, excellent! Déi Zäit huet e souguer nach ganz gutt Saache gesot, Här Fayot.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass awer net besser ginn déi lescht Joren!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Hien huet do e ganz gudde Rapport gemaach an en huet och hei…

Une voix.- Frot den Här Lux!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Rapporteur huet eng ganz Rei gutt Ureegunge gemaach a sengem Rapport, par rapport zu deem Rapport, deen den Här Krecké jo ëmmerhin och am Optrag vun der Regierung deemools gemaach huet, dat heescht am Optrag vum deemolege Finanzminister, deen nach ëmmer deen nämlechten ass wéi haut.

Hien huet eng Partie Saachen hei opgezielt, wou hie gesot huet, datt eng ganz Rei Reformen – zum Beispill déi Cellule commune antifraude, déi hätt missen agefouert ginn, wat e wichtege Bestanddeel gewiescht wär fir d'Fraude ze bekämpfen – net richteg ëmgesat gi wären. Hie schreift och zu Recht, datt dee ganzen Domän vun der Simplificatioun a vun dem Zesummefaasse vun de Steiergesetzgebungen net richteg fonctionnéiert huet.

Ech fannen, wann een déi Saachen do esou flott rappeléiert an engem Rapport, dann ass dat eng ganz gutt Saach, dat ass luefsam vum Rapporteur, mä de Rapport, deen hie gemaach huet, ass net verbindlech fir d'Regierung. Ech fannen, wann esou vill gutt Saachen an deem Rapport drastinn, da soll een och versichen als Parlament, eppes Verbindleches doraus ze maachen, Här President.

Duerfir hu mir eis erlaabt, natierlech, eng Motioun ze schreiwen, wou mer all déi Saachen, déi am Här Negri sengem Rapport stinn, déi gutt Ureegungen doran erfaasst hunn, sou datt d'Regierung opgefuerdert gëtt, déi och elo schnellstens ëmzesetzen an deenen nächste Joren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le respect des principes d'égalité devant les charges publiques, de même que devant les aides publiques, est un véritable impératif, et que le combat contre la fraude fiscale revêt donc une grande importance;

- considérant que la fraude en matière de TVA et notamment la fraude carrousel constituent la pratique la plus typique des fraudes affectant le domaine des recettes;

- considérant que pour combattre efficacement cette fraude fiscale, il faudra améliorer la collaboration entre les administrations concernées;

- rappelant l'engagement du Gouvernement de renforcer la coopération entre les administrations fiscales;

- considérant qu'une plus grande cohérence en matière de la législation et du code de procédure des administrations fiscales pourrait limiter les possibilités de la fraude;

- considérant l'importance de mettre en œuvre une simplification des procédures dans le domaine fiscal;

invite le Gouvernement

- à développer un projet d'harmonisation des procédures administratives fiscales;

- à élaborer un projet de loi régissant toutes les procédures se rapportant à l'ensemble de tous les impôts;

- à créer un service commun antifraude regroupant l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, l'Administration des Contributions directes et l'Administration des Douanes et Accises.

(s.) François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Eng aner wichteg indirekt Steier ass d'Taxe d'abonnement. Natierlech ass déi 2005 schonn erëm staark gewuess, 2006 wiisst se nach eng Kéier. An och do ass dat erëm e gutt Beispill par rapport zu deem wat ech virdru beschriwwen hunn. Firwat geet déi esou erop? Mä si geet erop well natierlech d'Bourse, d'Geschäfter op der Bourse erëm absolut gutt lafen, well wierklech do substanziell akasséiert gëtt an der leschter Zäit.

Et muss een natierlech och do soen, datt et zwar gutt ass, datt mer déi do Recette hunn, mä déi weist och erëm eng Kéier, virun allem d'Augmentatioun oder d'Progressioun vun där Recette, wéi gesot, op dat Mëssverhältnis hin, wat op där enger Säit vu Geld verdéngt gëtt par rapport zu deem, wat mer hei am Moment gepriedegt kréien, wat vun Austéritéit alles néideg wär, fir d'Statsfinanzen an Uerdnung ze bréngen, a wie sollt, de part et d'autre, dann zu verschiddene Saache bäidroen.

Beim Droit d'enregistrement wëll ech mech net laang ophalen. Dat ass natierlech eng Steier, déi bei den Indexsteiere keng gréisser Bedeitung huet, déi awer och eng Progressioun huet d'nächst Joer.

D'Konklusioun bei de Recetten, Här President: D'Kierperschaftssteier, wéi gesot, konnt bis 2004 héich gehale ginn duerch de Fait, datt mer d'Solden agedriwwen hu vun deene gudde Jore vu virdrun, well een do ëmmer souwisou e gréissere Retard huet am Andreiwe vun där Steier insgesamt. Mä fir 2006 bis 2009 ass eng Stagnatioun, voire e Recul festzestellen. Bon, do gëtt et elo ënnerschiddlech Meenungen.

D'Steierverwaltung war an der Kommissioun éischter ganz alarmistesch, virun allem ab 2007, wat d'Kierperschaftssteier ubelaangt. D'Steierverwaltung ass éischter dovunner ausgaangen, datt souguer e staarke Réckgang kéint do kommen. Plus ou moins muss een awer soen, wann ee liest wat d'Cour des Comptes schreift, déi seet, datt ee misst domat rechnen, datt mindestens d'Stagnatioun och kënnt, dat heescht, datt se sech plus ou moins bei de Recettë bei enger Milliard Euro pro Joer am Statsbudget wäert aschreiwen, datt dat heescht, datt mer natierlech bei där Steier wäit, wäit ënnert deem leien, wat an den 90er Joren zum Beispill bis d'Joer 2000 vu Recettë komm sinn, an dat huet och eng Rei Ursaachen.

Zweete Punkt ass, wéi gesot, den Impôt sur les traitements et salaires. Et ass entre-temps bei den direkte Steieren de loin déi wichtegst Steier, mä wéi gesot do gëtt et och gewësse Risiken. Wa mer méi eng lues Augmentatioun vun der Masse salariale an den nächste Jore kréien, duerch de Fait, datt mer Modération salariale maachen oder den Index géinge modeléieren, da musse mer eis däers bewosst sinn, datt dat en Impakt op déi Steier hätt.

Drëtte Punkt, d'TVA. Mir hunn do zwee Problemer. Dat eent ass d'Consommatioun, déi aus gewëssen Ängschten eraus net méi esou gutt leeft, an deen zweeten, dat ass d'Fraude dann, an do muss effektiv eppes geschéien. Derbäi kënnt awer och nach e Risiko, deen de Rapporteur natierlech och a sengem Rapport ugedeit huet, dat ass, datt den 20. Juli dëst Joer d'Kommissioun eng nei Proposition de directive eraginn huet, am Zesummenhang mam Commerce électronique, déi, wann déi esou ëmgesat gëtt wéi et de Moment ausgesäit, och net immens glécklech oder lëschteg Konsequenze fir Lëtzebuerg wäert hunn, well da wäerten d'Recetten, déi mer haut bei der TVA hunn, déi eis gewëssermoossen iwwert d'Ronne gehollef hunn, nämlech déi vun esou Gesellschafte wéi AOL oder Amazon, relativ séier verschwannen oder zumindest zréckgoen, och wann een de Secteur hei zu Lëtzebuerg nach gehale kritt.

Dann, véierte Punkt: Um Niveau vun neie Recettë loosse mer eis glat näischt afalen, au contraire, mir ginn an d'Richtung, wéi gesot duerch awer en neien Deel Steierreform, wou mer eng Recette, och wa se niddreg war, op null schrauwen, an eng aner Recette, déi am Statsbudget steet, nämlech déi vun de Retenues non libératoires fir Non-Résidenten, dat heescht dat ass dann natierlech den europäesche Charakter vun der Quellesteier, do hu mer e grousst Fragezeichen do stoen. Do steet e fiktive

Montant de Moment, géing ee bal soen, am Budget, mä et weess bis haut nach keen, wat, wéi vill an ob iwwerhaapt eppes do an Zukunft wäert erakommen.

Duerfir, wa mer an deenen nächste Wochen a Méint, Här President, esou vill iwwert de Statsbudget an iwwert den Déséquiliber am Statsbudget schwätzen, dann hätte mir och gär, datt iwwert d'Recettë geschwat gëtt an net nëmmen iwwert d'Dépensen. Mir mussen natierlech bei den Dépense-couranten eppes maachen. Effektiv ass et richteg wa gesot gëtt hei, wa mer eng Croissance hu vum PIB vun 3,8% an dann, hors Inflatioun, eng Augmentatioun vun den Dépensecourantë vum Stat vu 5,89%, datt dat en Déséquiliber ass, datt do eppes muss passéieren, datt et duerfir Grënn gëtt. Mir mussen effektiv um Niveau vun den Dépensë beim Stat eng Rei Saachen ënnerhuelen.

Mä mir sollen eis awer näischt virmaachen! Och wa mer d'Dépensen 3 bis 4% elo kierze ginn oder reduzéieren an den nächste Joren duerch verschidde Mesuren, da solle mer net mengen, datt mer dann iwwert d'Ronne kommen, datt dat géing duergoe bei deenen héijen Investitiounsprogrammer respektiv deenen héijen Investitiounsbesoinen, déi mer hunn. Et ass relativ kloer, wann d'Recettë weider stagnéieren oder souguer nach zréckginn, da kënne mer bei deene strukturellen Defiziter, déi mer hunn, déi grouss zukünfteg Investitioune verlaangen, net iwwert d'Ronne kommen, souguer net wa mer e Wuesstem hu vum PIB vu 4% pro Joer.

A wann e Wuesstem vu 4% oder vu 4 bis 5% pro Joer keng gréisser Recettë generéiert, dann ass dat relativ kloer, dann huet dat domat ze dinn, datt déi Ëmverdeelungsmechanismen, déi de Stat nun emol huet, net méi gräifen an net méi fonctionnéieren! A wat sinn dann d'Ëmverdeelungsmechanismen, déi e Stat huet? Mä dat sinn d'Steierinstrumenter, déi en huet.

Dat ass esou einfach wéi Bonjour. Hien huet keng aner Méiglechkeeten, fir duerfir ze suergen, datt bei héijem Wuesstem méi Recetten erakommen. Duerfir ass et och relativ bedauerlech, datt d'Regierung de Moment grouss Fantasie weist, schonn entre-temps iert d'Diskussiounen uginn, wann et dorëms geet, d'Dépensen anzeschränken, mä wéineg bis guer keng Fantasie weist, wann et dorëms geet, doriwwer ze diskutéieren, fir ze kucke wéi ee méi Recettë misst erakréien.

Da kommen ech zu deem, wat den Här Wolter hei de Mëtteg zum Beschte ginn huet, wou hie gemengt huet, d'Oppositiounsparteien ze kritiséieren. Ech wëll nach eng Kéier soen, datt…

(Interruption)

…éischtens, mir als Gréng net iwwerrascht sinn doriwwer, an et kann ee jo meng Budgetsriede vun deene leschte Joren noliesen, datt deen Déséquiliber tëschent Recetten an Dépensë beim Stat besteet. Mir hu schonn 2000 an 2001 gesot, datt mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt duerch eng Rei Décisiounen, déi geholl gi sinn, d'mëttel- a laangfristeg Finanzcapacitéit vum Stat wäert a Gefor geroden. Duerfir ass et fir eis keng gréisser Iwwerraschung. Mir hunn dat all Joers duerno widderholl.

Mir hunn awer zur Kenntnis geholl, datt hei den 12. Oktober no der Présidence eng Deklaratioun gemaach ginn ass vum Premier- a Finanzminister, dee gesot huet, et misst een nodenken iwwert deen Déséquiliber am Statsbudget. Hien huet en Timing proposéiert, dee géing dra bestoen, datt déi Nodenkphas am Joer 2006 géing stattfannen, mat enger Debatt souwuel no bausse mat de Sozialpartner an der Tripartite wéi no bannen an de politeschen Institutiounen, dat heescht och hei mat der Chamber. Mir haten am Fong geduecht, datt dat den Zeenario wär, dee virgezeechent wär fir déi nächst Joren.

Natierlech muss ee soen, datt dat, wat hei den Här Wolter a seng Fraktioun zum Beschte ginn hunn déi lescht Wochen, och ganz kloer e politeschen Hannergrond huet. Ech hunn nach net esou richteg matkritt, ob deen esou genau ofgeschwat ass innerhalb vu senger Partei oder Fraktioun. Ech hunn éischter de Verdacht, datt awer, och an der CSV, ëmmer méi sech eraus wäert stellen an deenen nächste Joren – an dat wäert sech jo dann an der Praxis erausstellen –, datt mer an der CSV mindestens zwee gréisser Fligelen entre-temps hunn, déi de Moment do agéieren.

Mä wat awer e Fait ass, dat ass, datt deen Oflenkungsmanöver, deen hei organiséiert ginn ass déi lescht zwou Wochen, einfach en Oflenkungsmanöver war, fir doriwwer kënnen ewechzetäuschen, datt eigentlech fir déi Situatioun, déi den 12. Oktober hei beschriwwe ginn ass, dat heescht fir déi anscheinend desastréis Situatioun, dee schrecklechen Déséquiliber an de Statsfinanzen, awer ee muss responsabel sinn, well alles dat, wat mer am Statsbudget haut drastoen hunn, dat si jo awer keng Saachen, déi vum Himmel gefall komm sinn, déi sech vum selwe gemaach hunn. Dat si Saachen, déi déi Regierunge virdru respektiv dat Parlament hei décidéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Bei deenen Dépensen, also do gëtt et nëmmen zwou Méiglechkeeten: Entweder huet een dat eréischt dëst Joer festgestallt – awer da muss ech soen, dann ass dat net ganz wäitsiichteg vun dëser Regierung oder vum Finanzminister, wa si dat eréischt dëst Joer festgestallt hunn. Mä ech schätzen awer an, datt dat net de Fall ass, datt de Finanzminister dat eréischt dëst Joer festgestallt huet, mä da muss ee soen, dann huet een einfach gewaart bis gewëssen Echéancen eriwwer waren, ier een dem Vollek déi Saachen do matgedeelt huet – an dat ass dee Verdacht, deen ech jo scho virun engem Joer hat.

D'Ursaache si sécherlech villfälteg, mä wat awer ganz kloer ass, dat ass datt sech tëschent 1999 an 2004 déi Situatioun um Niveau vun de Recetten an och um Niveau vun den Dépensen duerch eng ganz Rei Décisioune verschlechtert huet. Ech muss dem Här Wolter soen, wann hien hei seet: Wou kënnt dat Ganzt hier?, datt déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, zum Beispill ronderëm d'Mammerent, Décisioune sinn, déi net déi Gréng geholl hunn.

A wann hien hei seet, d'CSV stéing dozou, well dat wär eng wichteg Mesure mat groussem sozialpolitesche Charakter, da wëll ech him d'Fro stellen, ob dann d'Regierung sech schonn d'Méi gemaach huet, souwuel bei der Aféierung wéi och duerno, fir emol eng Kéier erauszeventiléieren, wat fir eng Kategorië vu Leit dann zum Beispill vun där dote Mesure profitéieren, wéi d'Revenussituatioun dann ass vun deene Leit, déi all Joers elo iwwert de Statsbudget 80 Milliounen Euro ausbezuelt kréien.

Ech behaapten, datt et déi Etüd net gëtt. Ech behaapten, datt do de Selektivitéitskritär nach ni gespillt huet. Duerfir hu mir als Gréng och géint déi Mesure deemools gestëmmt, well mer gesot hunn, dat doten ass eng Mesure, dat ass mat der Géisskan d'Geld verdeelt. Do gëtt net gekuckt wat fir eng Persounen déi Mesure do wierklech brauchen, mä do gëtt einfach Elektoralismus bedriwwen. Do gëtt d'Geld mat der Géisskan verdeelt.

Dann, zu der Steierreform, déi 2000 décidéiert ginn ass, wëll ech nach eng Kéier soen: Si ass zwar exekutéiert ginn 2001 an 2002, mä si ass am Summer 2000, dat wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, décidéiert ginn um Hannergrond vun engem wirtschaftleche Wuesstem, dee sech ofgezeechent huet, deen zwëschent 9 an 10% vum PIB dat Joer louch a wou sech 40 Milliarde Plus-valuen an der Statskeess ofgezeechent hunn.

Dann ass et awer esou, datt, wann een eng Steierreform mécht – ech wëll emol guer net beuerteelen, ob se eppes elo bruecht huet oder näischt bruecht huet –, da muss ee sech bewosst sinn, da muss ee mindestens an där Héicht wou een d'Steierreform décidéiert eng Géigefinanzéierung arechnen, fir de Fall wou se net esou sollt gräifen, wéi ee sech et virgestallt huet. Dat ass dat Elementaarst, menger Meenung no, wann een eng seriö Budgetspolitik wëllt maachen.

Déi Regierung huet déi net gemaach, well se 2000 – an ech behaapten dat nach eng Kéier – ëmmer dovunner ausgaangen ass, datt déi konjunkturell Situatioun net an deem Mooss géing abriechen, wéi se déi Joren duerno agebrach ass. An ech hunn ëmmer deemools schonn hei am Numm vu menger Fraktioun gesot, datt dat immens waghalseg wär, well dat kënnt engem méi séier passéiere wéi et engem léif wär. A vun 2000 op 2001, Här Wolter, ass de Wuesstem vun iwwer 9% op 1% agebrach.

An duerfir, wann een diskutéiert iwwert déi schlecht Situatioun engersäits vun den Dépensen an anerersäits vun de Recetten, an iwwer all déi Mesuren, déi dat beinhalt huet, déi gemaach hunn, Här Wolter, datt mer dozou komm sinn, datt mer esou schlecht Recetten oder Dépensen hunn, da gëtt et Parteien, déi duerfir responsabel sinn, da gëtt et duerfir e Parlament, dat Décisioune geholl huet, an ech behaapten emol, datt Är Fraktioun do eng gréisser Responsabilitéit huet, wa mer doriwwer diskutéieren.

Duerfir sinn ech och gespaant, wat den Här Thiel eis muer de Moien hei wäert verziele kommen, wann en eis eng Theorie zum Beschte gëtt, déi seng Erklärung ass, firwat datt trotz engem Wuesstem vu 4% oder 4 bis 5% vum PIB an deenen nächste Joren d'Recettë vum Stat net wäerten eropgoen, wéi hien dat mécht, a wat hie sech da virstellt dorauser vu Konklusiounen ze zéien. Ech behaapten, datt ech schonn eng Rei Äntwerte weess, datt hien d'Konklusiounen och do éischter bei den Dépensë wäert siche goe wéi sech méi Gedanken ze maachen iwwert d'Recetten.

Da kommen ech zu der Fro vun der Form, Här President. Natierlech stéiert et eis net fir fënnef Sou, souguer au Contraire si mer der Meenung, datt et eng gutt Saach ass, wann e Parlament Selbstbewosstsein huet. Mir géingen och nimools den Här Wolter oder seng Fraktioun hei kritiséieren, wa se Courage beweist an effektiv, haaptsächlech wann et ëm de Budget geet vum Stat, am Kader vu Budgetsdebatten, couragéiert Saachen opwerft an déi diskutéiert. Mä ech muss awer soen, hei ass d'Form awer hannevir ugepaakt ginn! Et ka jo awer net sinn, datt den 12. Oktober hei eng Deklaratioun gemaach gëtt, wou en Zeenario virgezeechent gëtt. All Fraktiounen, och Är Fraktioun, Här Wolter, Dir am Numm vun Ärer Fraktioun hei um Pult…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bausch, Dir musst lech un d'Chamber wenden!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll dann der Chamber soen, si soll dem Här Wolter matdeelen,…

(Hilarité)

…datt och seng Fraktioun an hien hei sech un dat gehalen hunn, wat den 12. Oktober ofgemaach ginn ass, nämlech fir déi Denkphas do ze notzen. Da kann et jo awer net sinn, datt ee mécht wéi wa véier Wochen nom 12. Oktober elo esou eng komplett aner Situatioun wär oder d'Situatioun esou méi alarmistesch gi wär, wéi se den 12. Oktober gewiescht wär. D'Zuele ware jo awer trotzdeem, mat natierlech enger Rei Variatiounen, wou een och net frou doriwwer ass, plus ou moins bekannt.

Datt een dann awer muss 5 vir 12, dat heescht just iert d'Budgetsdebatte quasi ofgeschloss sinn, op d'Tribün klammen, fir dann do e bëssen e Brouhaha ze veranstalten, ouni datt een awer seet, wou ee wëllt herno kierze goen, et setzt ee Chifferen an d'Welt an et veranstalt een all Méigleches an et seet een awer net, wou ee wëllt spueren! An dann, wann ee sech herno zefridde gëtt mat engem Passus, deen een an de Rapport drasetze léisst, datt een dann am Kader vun der Exekutioun vum Budget fir 2006 der Regierung quasi e Fräibréif gëtt, fir de Budget och vun 2006, d'Exekutioun vun den Dépensë fir 2006, mat de Sozialpartner schonn auszehandelen! Ech muss lech awer soen, dat ass eng Aart a Weis, déi awer eemoleg an der Geschicht vum Parlamentarismus ass!

Mir hunn näischt géint de Sozialdialog, mä mir mengen et misst ëmgedréit fonctionnéieren. An dat war eigentlech och dat wat eis hei den 12. Oktober proposéiert ginn ass, fir ze soen, fir d'éischt diskutéiere mer mat de Sozialpartner am Kader vun der Tripartite respektiv mam Parlament, a wa mer den Diskussiounsprozess ofgeschloss hunn, entweder gi mer eis eens alleguerten oder, wann dat net de Fall ass, d'Regierung respektiv d'Majoritéit iwwerhëlt, esou wéi si et wëllt, hir Responsabilitéit a bréngt d'Gesetzer nom Ofschloss vun deem Prozess hei an d'Parlament, wou dann all Fraktioun Faarf bekenne muss.

Dir hätt besser gehat, Här Wolter, oder ech géing lech vläicht e gudden Tuyau ginn: Lauschtert Ärem Schutzengel an Zukunft e bësse manner no. Ech mengen dat ass heiansdo och net esou schlecht, datt Der dat maacht, wéi datt Der lech ëmmer iwwerstierzt a Saachen dralancéiere wëllt. Ech wëll lech awer soen, Dir hutt eis hei gefrot, wat eis Meenung dann zu deene Reforme wär, déi annoncéiert gi sinn, oder deene vermeintleche Reformen, déi Der annoncéiert hutt.

Ech wëll lech soen, datt Der spéitstens den 2. Abrëll d'Positioun vun där Grénger Partei zu deenen doten Themen alleguerten um Dësch leien hutt. Mir drécken eis net laanscht déi Fro!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir hunn déi lescht Méint scho längstens en internen Diskussiounsprozess an d'Wee geleet. Mir hunn eng Rei intern Reflexiounsseminären a mir hunn en ausseruerdentleche Kongress elo scho fixéiert op den 2. Abrëll, wou mer zu den Theme Finanzen, Steieren, Sécurité sociale, dem Sozialstat insgesamt, Ausbildung an och Diversification économique wäerten e Pabeier verofschiden, wou klipp a kloer drasteet wat eis Positioun ass, well mir hunn e verdammten Intérêt, soen ech lech…

Une voix.- Dir och!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat ass net den Här Bausch, dee schwätzt, dat ass einfach well een als Partei, zumools an esou engem heikele Prozess an dee mer ons jo elo erabeginn, deen d'Regierung elo virgezunn huet, ee verdammten Intérêt huet, och als Oppositiounspartei, datt een eng kloer Positioun um Dësch leien huet, a wa méiglech iert d'Regierung mat hirer kënnt, fir datt herno Äppel a Bire kënne vuneenee getrennt ginn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hat Der déi dann net scho bei de Wahlen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Bei de Wahlen hate mir och schonn eigentlech eng kloer Positioun, mä mir wëllen déi just verdéiwen a méi mat konkrete Propositiounen ausformuléieren, Här Mehlen. Ech gi jo dann dovun aus – Dir hutt jo och elo e Reflexiounsprozess an Ärer Partei iwwer eng Neiorientéierung –, datt Dir dann och an deenen nächste Méint wäert soen, wat Dir wëllt maachen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mir bleiwen an eisem Wahlprogramm.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- En neien Numm geet net duer!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- En neien Numm geet net duer.

Här President, ech kommen dann awer och zu den Dépensen. Et ass esou, datt een effektiv muss feststellen, datt mer och e gréissere Problem bei den Dépensen hunn. Dee grousse Problem, dee mer hunn, dee kënnt duerch zwee Elementer: Engersäits natierlech duerch d'Transferte bei d'Sécurité sociale, 2,6 Milliarden Euro, an anerersäits leien d'Salairë vum Stat respektiv d'Charges salariales, déi de Stat huet, bei 1,4 Milliarden Euro. Dat heescht, vum Total vun den Dépensë vu 6,85 Milliarden Euro sinn eleng zwou Kategorië bei den Dépensen, déi 58,63% ausmaachen.

An, Här President, et ass relativ kloer, datt een do muss diskutéieren iwwert d'Sécurité sociale, well eleng do, wann ech do nëmmen dee Volet eraushuelen, deen den Här Negri och a sengem Rapport geschriwwen huet, eng Progressioun vun 11,55% bei de Beräicher Maladie, Maternité an Dépendance besteet, dann ass et relativ kloer, datt déi dote Progressiounen eng Rei strukturell Problemer mat sech bréngen, déi fir d'Dépensë vum Stat net méi tragbar sinn, a wou mer och mussen Décisiounen huelen.

D'Fro, déi sech natierlech just stellt: Do gëtt et zwee Modeller, an ech hoffen, datt dat sech klarifizéiert an deenen nächste Méint a wat fir eng Richtung een do wëllt goen. Wëllt ee bei de Leeschtunge spueren, insgesamt am Beräich vun der Sécurité sociale, respektiv wëllt een dann iwwert dee Wee do lues a lues ëmmer méi zu deem kommen, wat ëmmer esou schéin ënnert dem Schaf verstoppt gëtt, vun der méi grousser Eegeverantwortung vun deem Eenzelnen am Stat? Wat awer näischt aneschters ass, wéi ze soen, de Stat soll sech méiglechst zréckzéien aus deem Ganzen an dee ganze Beräich do privatiséieren.

Nëmmen niewebäi bemierkt, entretemps ass och vill Geld ze verdénge mat dem Volet «Sécurité sociale». Dat ass och e Grond, firwat esou vill Drock gemaach gëtt, datt soll éischter d'Eegeverantwortung an de Vierdergrond gestallt ginn an net méi esou d'Allgemengwuel. Wann et an déi Richtung geet, dann ass et relativ kloer: Da gi mir net mat!

Ech muss awer soen, et huet een hei eng Rei Suergen an déi Richtung. Well, wann ech de Budgetsminister fir d'xte Kéier hei héiere soen, datt eigentlech souwisou, wann ech elo d'Pensiounen eraushuelen, wann en deen Drëttel, deen de Stat bei de Cotisatioune bäileet – obschonn dat jo eng Ofmaachung an och e Choix ass, deen eng Kéier getraff ginn ass fir iwwert dee Wee ze goen, fir en Drëttel ze fiscaliséiere vun de Pen-

siounen zum Beispill –, wann hien dann awer de Wee geet, fir ze soen, dat wiere Gelder, déi iergendwou dem Stat nach géinge gehéieren – bei der Mammerent hu mer dat jo besonnesch oft verkaaft kritt, datt een duerfir do kënnt an deen Drëttel eragräifen an heiansdo erëm e bësse Suen eraushuelen –, da muss ech soen, dat ass e Choix, dee getraff ginn ass an deen ass net vun ongeféier getraff ginn.

Deen ass getraff ginn, well mer iwwert dee Wee hei zu Lëtzebuerg trotz héije Léin natierlech ëmmer e grousse Standuertvirdeel haten, well mer d'Lounniewekäschten insgesamt an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg niddereg konnten halen duerch de Fait, datt mer en Drëttel fiscaliséiert haten. A mir fannen nach ëmmer, datt dat de richtege Wee ass.

Et soll een net ufänken deen einfach vum Prinzip hier a Fro ze stellen. Duerfir hu mer e bësse Suergen, datt wa sech ëmmer erëm dorobber referéiert gëtt a gemaach gëtt, wéi wann dat Geld dann awer nach dem Stat géing gehéieren, dat eng luesschläichend Afrostellung dovunner ass. Mä ech hoffen, datt dat sech an deenen nächste Méint wäert clarifiéieren.

Wann Der op de Wee vum Spuere gitt an dee mat Abusën am System bekämpft, si mir total d'accord. Mir wäerten duerfir och an deenen nächste Méint eng ganz Rei Propose maachen, wou mir der Meenung sinn, datt ee wierklech massiv Geld ka spueren, well et effektiv entre-temps massiv Abusën och am System gëtt.

Dann de Volet Familljepolitik, deen dozou gehéiert. Och do gëtt et zwee Weeër, déi ee ka wielen. Wann et einfach drëms geet, nëmmen aus deem Grond eraus, fir ze spueren, fir elo ënner all méiglechen Argumentatiounsschinnen ze soen: Mir schafen einfach Leeschtungen of. Da gi mir net mat! Wann et awer drëms geet, fir ze soen: Ma komm, mir analyséieren alleguerten d'Leeschtungen. Éischtens froe mer se emol iwwerhaapt: Wat war iwwerhaapt d'Zil wéi mer d'Leeschtung agefouert hunn? Wat wollte mer domadder erreechen?

An zweetens, wa mer eis dann eens sinn, wat d'Zilsetzung vun enger Familljeleeschtung war, da froe mer eis: Mécht déi haut nach an deem Aspekt Sënn? Erfëlle mer dat Zil? Musse mer net vläicht méi selektiv virgoen? Och do gëtt et eng ganz Rei Pisten, déi een duerchweegs ka goen an déi wäerten derzou féieren, datt ee beim Stat ka Geld aspueren. Dir wäert sécherlech, wann Der op dee Wee gitt, bei eis Allianze fannen. Och do hoffen ech, datt mer dann an deenen Diskussiounen, déi mer déi nächst Méint wäerte kréien, méi Kloerheet kréien.

Här President, ech kommen dann op ee Punkt, deen eis natierlech och besonnesch um Mo läit, an deen zu Recht och am Rapport vum Här Negri e gréissere Beräich ageholl huet, dat ass dee vun der Entwécklung vun de Fonds d'investissement. Effektiv ass dat zimlech erschreckend, wann ee gesäit wéi rapid elo d'Fonds d'investissement, trotz dem Speise vun engem Emprunt, bis 2009 an de Keller ginn. Dat ass natierlech och d'Resultat dervunner, datt mer an de Joren, wou et gutt gaangen ass, ëmmer konnten d'Fonds d'investissement iwwer Iwwerschëss speisen, déi mer am Budget haten an déi natierlech elo feelen. Mä Fakt ass, datt mer natierlech elo all zesumme musse kucken, wa mer wëssen, datt mer do bis 2009 am Minus sinn, wat fir eng Choixen, datt mer wëllen treffen, wéini mer wou, wat wëllen investéieren.

Do ass et nun awer emol esou, datt mer och erëm eng Kéier mussen e Bilan iwwer Saachen zéien, déi mer an den 90er Jore gemaach hunn. Ech wëll dat berühmtend Stéchwuert vun der „Duebelgleisegkeet" beim Ugoe vun de Problemer am Verkéier eraushuelen. Mir kënnen eis et effektiv an Zukunft net méi leeschten, fir ze soen, mir bauen am nämlechte Mooss weider Stroossen an awer gläichzäiteg investéiere mer Milliarden an den öffentlechen Transport. Dat heescht, wa mer an deenen nächste Joren Décisioune mussen huelen, da musse mer politesch Choixen treffen, well soss geet hannen a vir näischt méi op, en fonctioun vun deem Zoustand vun den Investitiounsfongen, déi mer haut hunn.

Dat ass natierlech Neiland fir eis. Mir als Gréng hunn an den 90er Jore schonn oft dorobber higewisen, mä bis elo war et ni méiglech en fonction vu wierkleche politesche Choixen hei iwwert déi do Dépensen ze diskutéieren. Ech hoffen dann, datt mer am Intérêt vun der Entwécklung vu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren endlech déi Diskussiounen och anescht kënne féieren, wéi mer se nach an den 90er Jore gefouert hunn. Mir si gespaant dorobber.

Op alle Fall, wann et soll drëms goe Choixen ze treffen, si mir gär bereet doriwwer ze diskutéieren. Mä se sollen awer getraff ginn en fonction vu rationellen Donnéeën, déi um Dësch leien, an Etüden an Iwwerleeungen. Net wéi mer dat haaptsächlech an den 90er Jore gemaach hunn, wou mer ganz oft Décisioune geholl hunn, éischter aus dem Bauch eraus iwwert den emotionale Wee, well d'Geld eben esou flësseg do war. Dat ass haut eben net méi de Fall.

Här President, ech wëll dann ofschléissend awer och nach e puer Wuert verléieren iwwert déi ganz Problematik „Kyoto" an de finanziellen Impakt vu Kyoto, haaptsächlech zwar och iwwert den Aspekt Kyoto a wirtschaftlech Entwécklung insgesamt. Ech mengen, mir mussen endlech ophalen an engem Mooss iwwert déi ganz Fro ze diskutéieren, déi awer nu wierklech eiser Meenung no dem 21. Jorhonnert net méi würdeg ass.

Egal wéi den Här Krecké seng Aussoen am „Kéisecker" gemengt huet oder a wat fir ee Kontext hie se wollt setzen, ech fannen dat ass einfach eng Aart a Weis, fir un dee Problem do erunzegoen, deen der Realitéit net méi entsprécht.

Firwat? Majo éischtens, wa mer iwwer Kyoto a Klima schwätzen, da schwätze mer jo iwwer fossil Energieträger. Da muss ee jo wëssen, datt een, onofhängeg vun der Klimaproblematik, do souwisou en décke Problem huet. Deen décke Problem gëtt och vum Budgetsrapporter net bei dem Aspekt Émwelt, mä ganz vir a sengem Rapport en long et en large beschriwwen, an zu Recht. Nämlech, wou en d'Zuele vum Wuesstem analyséiert an och dann d'Zuelematerial dozou liwwert, a wou e seet, datt effektiv de Wuesstem duerch d'Entwécklung vun de Pëtrolspräisser gebremst ginn ass. Virun allem, wann ee sech emol eng Kéier virun Ae féiert, wat en do beschreift, nämlech d'Evolutioun vun de Pëtrolspräisser eleng vun 2004 oder 2005 respektiv dat, wat fir 2006 virausgesot gëtt: Déi enorm Progressioun vum Pëtrolspräis.

Eleng 2005 si mer eropgaange vu 40 Dollar de Barrel Pëtrol op 55 Dollar de Barrel. Et kann een dovun ausgoen, datt d'Moyenne fir 2006 éischter bei 60 Dollar wäert leien. Dat heescht, datt dee Präis weider wäert an d'Luucht goen. Dat huet eng ganz Rei Ursaachen. D'Ursaache leien – déi sinn och am Rapport bei der Entwécklung vu China an Indien zum Beispill respektiv Südostasien beschriwwen – an deem leschte Joer och un der Steigerung bei den Naturkatastrophen. Mä dat ass eigentlech och am Endeffekt irrelevant.

Relevant ass, dass mer effektiv ekonomesch vun de fossilen Energieträger an enger Ofhängegkeet sinn, déi enorm ass, an déi eis entre-temps beim klengste Problem, deen entsteet, esou gravéierend ekonomesch Problemer ka bréngen, datt mer riskéieren – obscho mer an enger eigentlech ekonomescher Opschwonkphas duerch d'Präissteigerung an d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger sinn – doduerjer direkte Wuesstem anzebéissen.

Mir sollen eis näischt virmaachen. Déi Ressourcen, egal wat fir eng Zeenarien een de Moment hëlt, déi entre-temps um Dësch leien, ob et déi vun de Pëtrolsfirme selwer sinn, déi e bësse méi gënschteg sinn, oder déi vun den onofhängege Wëssenschaftler, déi e bësse méi kritesch sinn, mir mussen eis bewosst sinn, datt de Pëtrolspräis, an dorunner hänken och déi meescht aner fossil Energieträger, wäert massiv an d'Luucht goen an deenen nächste Joren. Och duerfir ass déi ganz Energiefro déi wichtegst, déi mer mussen am 21. Jorhonnert léisen, well den Afloss op eis Ekonomie wierklech enorm ginn ass!

Et ass relativ kloer: Iwwert d'Energiefro hu mer eng absolut Verknäppung kritt tëschent der Émwelt- an der Wirtschaftsfro, déi eis eigentlech net iwwerrascht, mä déi vill méi däitlech ginn ass duerch deen doten Aspekt. Mir sollen duerfir och, wa mer an der Zukunft iwwert déi ganz Fro Kyoto a Klima diskutéieren, deen Aspekt ni vergiessen an där Diskussioun, well deen huet enk domadder ze dinn. Mir sollen eis och keng Illusioune maachen. Do gëtt et keng 26 Weeër, fir sech aus där Situatioun erauszebefreien am Beräich vun den Alternativen – ech zielen déi net méi hei op, dat hu mer schonn oft genuch gemaach –, mä et gëtt e groussen Défi déi unzegoen.

Da kommen ech awer zum zweeten Aspekt, an dat ass de finanziellen Impakt op de Budget. An och do muss ee soen, mir kënnen elo laang doriwwer philosophéieren, wéi vill mer eis kënne fräikafen an deenen nächste Joren. Och do si mir éischter skeptesch, datt et no 2012 wäert méi méiglech ginn, wann ee kuckt, wat zu Montreal diskutéiert gëtt, wann een och kuckt, souguer wéi entre-temps awer d'Diskussioun ronderëm déi ganz Problematik an den USA sech ufänkt um Terrain ze entwéckelen, och wann d'Regierung nach meilewäit ewech ass vun deem, wat an de Vereenegte Staten um Terrain passéiert.

Ech mengen haut oder gëschter war am „Wort" en interessanten Artikel iwwert d'Realitéit an de Vereenegte Staten um Niveau vun deenen eenzelne State respektiv souguer Regiounen an an der Bevölkerung an deem, wat d'Regierung mécht an denkt. Do soe mer ons: Mir wäerte gesinn a mir wëssen, wann d'Vereenegt State bis eng Kéier décidéieren, wann et bis uewen ukomm ass, datt och do e Paradigmewiessel kënnt, da wäert d'Maschinn do relativ séier an eng aner Richtung geworf ginn, an da solle mer eis bewosst sinn, datt da vläicht déi Diskussiounen nach vill méi haart op eis wäerten zoukommen, wéi dat eis léif ass.

An eigentlech ass et e bësse schued, datt mer an Europa verpassen, dee Virsprong, dee mer haten, esougutt an der Approche wéi am Wëssen, ze notze bis haut, fir méi wäit ze sinn. Ech muss soen, mir als Gréng kënnen do den Transportminister nëmmen énnerstëtzen an deem, wat hien och gëschter gesot huet, datt, wa mer an der Zukunft diskutéieren iwwer Investissementer am Beräich Verkéier, de Verkéier, deen e grousse Problem ass, eng absolut Prioritéit muss ginn.

Mir sollen ons och do näischt selwer virmaachen. Wa mer iwwert den Aspekt Verkéier am Beräich vu Kyoto diskutéieren oder iwwert den Tanktourismus, da maache mer ëmmer, wéi wann dat nëmmen e Problem wär vun onméiglech ville Leit, déi op Lëtzebuerg géingen, well se heihinner tanke wëlle kommen, an da géinge se erëm heemfueren, iergendwou an Europa.

Mir musse jo awer wëssen duerch de Fait, datt mer entre-temps en Emploi hunn, dee sech entwéckelt, an datt 80% vun deem Emploi vu Frontaliere besat gëtt, datt deen Tanktourismus, dee richteg explodéiert ass an deene leschte fënnef bis sechs Joer, net explodéiert ass duerch de Fait, datt Leit vun all méigleche Plazen hierkommen, fir op Lëtzebuerg bëlleg tanken ze kommen, mä well mir se als Lëtzebuerger Ekonomie geruff hunn. Well se duerch de Fait, dass se fir eis heihinner schaffe kommen, dann natierlech och hei logescherweis méi bëlleg zu Lëtzebuerg tanken.

Dat heescht, datt e gudden Deel vun deem, wat menger oder eiser Usiicht no och zu Onrecht entre-temps Tanktourismus genannt gëtt, wierklech e Problem ass vun eiser Ekonomie. Mir kënnen duerfir och net maachen op internationalem Plang, wéi wa mer dat kéinten iergendwellechen, ech weess net, auslännesche Kräften zouschreiwen, déi elo wierklech alleguer esou ongerecht géingen op Lëtzebuerg tanke kommen, well et hei esou bëlleg wär, a fir de Rescht mat eis näischt ze dinn hätten.

Dat ass net esou! All déi dausenden Aarbechtsplazen, déi mer pro Joer wäerte schafen och an Zukunft nach, wann dat stëmmt, wäerten och nach weider – esouguer wa mer vill Effortë wäerte maachen, fir ëmmer méi och Leit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart op déi Aarbechtsplazen ze kréien – eng laang Zäit vu Frontaliere besat ginn.

Duerfir ass et relativ kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt een deen dote Käschtepunkt, well dee villfälteg Facetten – wat de Statsbudget ugeet – huet, och aus deem Bléckwénkel muss gesinn.

Här President, als Konklusioun wëll ech soen, datt mir als Gréng effektiv der Meenung sinn, datt ee muss reforméieren, mä reforméiere fir ze erhalen. Reforméieren, net fir alles futtizeschloen a fir ze mengen, datt alles dat, wat an der Vergaangenheet richteg war, elo op eemol haut falsch wär. A wann et an déi Richtung geet, wann dee Slogan eescht geholl gëtt an deenen nächste Méint a Joren, da wäerte mir eis Responsabilitéit huelen am Sënn vun der nohalteger Entwécklung och fir déi zukünfteg Generatiounen, fir Reformen och matzedroen.

Mir wäerten awer och gradesou gutt net als Gréng d'Geleeënheet verpassen, fir mam Fanger drop ze weisen, wann ënnert dem Deckmäntelche vun de Reformen einfach mam Ofbauhummer verschidde Saachen zertrümmert solle ginn.

A mir wäerten och net verpassen, Här President, fir mam Fanger drop ze weisen, wa Säbelgerassel entsteet, eng innerparteilech Palastrevolutioun kënnt, déi eigentlech zwar vläicht no baussen duergestallt gëtt, wéi wa se gutt gemengt wär an am Intérêt vun der Saach wär, mä eigentlech virun allem den Zweck huet, fir vun enger Rei Saachen ofzelenken.

Här President, Dir verstitt och natierlech dowéinst, vu datt mer net nëmmen eng Rei Prioritéiten, déi dës Regierung gesat huet, anescht gesinn, mä virun allem och, well mer um Niveau vun der Dépensëséit vum Budget an der Exekutioun vum Budget net esou richteg wëssen, wou mer dru sinn, dëst Joer – wéi ech et schonn am Virfeld gesot hunn – dëse Budget net zu honnert Prozent net kënne stëmmen, mä zu zweehonnert Prozent net kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Mir fuere mat den Debatte muer de Moien um néng Auer weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Ordre du jour

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

(Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dann huele mer Akt dovun.

Mir fueren da weider mat de Budgetsdebatten. Als éischte Riedner fir haut de Moien ass den honorabelen Här Gast Gibéryen ageschriwwen. Här Gibéryen!

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll extra deene Kolleeginnen a Kolleege Merci soen, déi de Moie schonn esou mat Zäiten hei sinn…

Une voix.- Sou wéi Dir.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci. …fir déi Debatt.

Une voix.- Mir wëllen Iech net enttäuschen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir wësst, datt et ëmmer schwéier ass ze schwätzen, wann de Sall eidel ass, an duerfir wierklech e Merci un déi, déi awer de Moie schonn esou fréi heihinner komm sinn, fir déi Debatt direkt mat ze animéieren.

Ech wëll virop, Här President, an eisem Numm dem Kolleeg Roger Negri Merci soen als Rapporteur fir dëse Rapport, deen hie gemaach huet. Ech mengen et ass eng Fläissaarbecht, déi de Kolleeg Negri gemaach huet, wou eng ganz Rei vun intelligenten Iwwerleeungen a Propositiounen dra sinn, an et ass ëmsou méi eng Fläissaarbecht wann ee weess, datt dat en neien Deputéierten ass, deen nach net esou laang hei am Parlament ass. Fir dann awer esou e Rapport ze maachen, dat muss een, mengen ech, fairerweis dann awer och ervirhiewen, datt mer dat appréciéieren, och – dat ass zwar och verständlech – wa mer mat de Konklusiounen net averstane sinn a wäerte géint de Budget stëmmen.

Duerfir hu mir och déi Praxis vun der CSV onfair fonnt, fir a leschter Minutt e Rapport nach wëllen ze amendéieren, e Rapport, an deem am Fong dat, wat an der CSV hirem Amendement stoung, schonn alles drastoung. Et war am Fong e bësse onfair, datt de Koalitiounspartner a leschter Minutt higeet an dann de Rapport nach amendéiert. Ech ka mech net erënneren, datt an där laanger Geschicht vun der Chamber iergendwéi eng Kéier en anere Koalitiounspartner dat mat engem Rapporteur gemaach huet, wéi dat dës Kéier d'CSV gemaach huet. Mä ech kommen nach dorobber zréck, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dës Kéier déi véierte Kéier hannereneen, datt eng Regierung der Chamber e Budget presentéiert, deen defizitär ass. Et ass fir d'véierte Kéier hannereneen, wou de Stat méi Geld ausgëtt wéi en an deem Joer verdéngt. Wann d'Regierung an deene vergaangene Joren konnt defizitär Budgete presentéieren, déi dann awer konnten im Nachhinein opgoen, da war dat virun allem op dräi Punkten, dräi Reserven, dräi Mouken zréckzeféieren:

Engersäits hate mer Fongen a Milliardenhéicht, mir haten, wat d'Steierverwaltung ubelaangt, Retarde bei den Ofrechnunge vun de Steiere vun de Betriber, a mir haten d'Avancë fir d'Betriber relativ niddreg gehalen. Dat waren also dräi Mouken, déi mer haten, dräi Reserven, déi eis och dee Spillraum ginn hunn, fir eben ze iwwerbrécken.

Nodeem datt den Abroch komm ass 2001, nodeem mer am Fong iwwer Jore gewinnt waren, héich Budgeten ze maachen, ganz héich Plus-valuen ze maachen an och héich Reserven haten, ass et normal, datt, wann et ee Joer zréckgeet, eng Regierung net direkt reagéiert an Austeritéit priedegt, mä datt se kann dovun ausgoen, datt dat eng Kuerzzäiterscheinung wär an datt d'Ekonomie an d'Finanze vum Stat sech duerno géifen erëm erkréien.

Dat war awer dës Kéier net de Fall. Et ass net no engem Joer erëm ugezunn, et ass net no zwee, et ass net no dräi, et ass net no véier Joer ugezunn. An do ass am Fong dee Reproche, deen ee schonn där viregter Regierung muss maachen, datt si net schonn, wéi et no zwee Joer schonn net méi ugezunn ass, no zwee Joer ugefaangen huet ëmzedenken, ze reagéieren. Et hätt missen 2003 reagéiert ginn, 2004, 2005 an och elo 2006. Et ass ni geschitt, an duerfir ass et dee gréisste Reproche, deen een der viregter Regierung, der CSV-DP-wéi awer och dëser CSV-LSAP-Regierung mécht, datt se einfach net op déi Situatioun reagéiert hunn.

Mir mussen nämlech wëssen, datt mer déi dräi Reserven, déi ech virdrun opgezielt hunn, d'Fongen, d'Retarde bei den Dekonte respektiv d'Avancen, elo allen dräi opgeschafft hunn. D'Recettë bestinn elo nëmme méi aus deem Deel, dee mer wierklech an engem Joer erwirtschaften, a mir kënnen net méi op Reserven zréckgräifen. Ech ernimmen hei d'Circulaire, déi den Innenminister, Här President, ëmmer un d'Gemenge schéckt, wann d'Gemengen hir Budgete mussen opstellen, wou hien draschreift iwwert de Budget: «Les budgets doivent être présentés en équilibre réel.»

Dat heescht, de Stat schreift de Gemenge vir, datt d'ordinär Budgete mussen opgoen. Si mussen am Equiliber sinn, wat och richteg ass, datt dat esou virgeschriwwe gëtt an datt sech och dorunner gehale gëtt. Mä et ass eng gelunge Prozedur wann e Stat de Gemenge virschreift, si missten hire Budget an den Equiliber bréngen, soss géif en net vum Innenminister approuvéiert ginn, an déiselwecht Regierung leet dem Parlament awer e Budget vir, deen net am Equiliber ass, deen defizitär ass. Et ass also net a senger eegener Logik an et ass och net dat wat een ënner enger gudder Finanzgestioun versteet.

Ech hunn all Kéiers am Numm vum ADR hei souwuel bei de Budgetsdebatten, Här President, wéi och bei den Debatten zur Lag vun der Natioun op dës Evolutioun vun de Statsfinanzen higewisen, datt d'Wourecht eréischt géif no de Chamberswahlen an no de Gemengewahlen un d'Dagesliicht kommen. Mir hunn ëmmer gesot, datt d'Kaz géif eréischt no de Gemengerotswahlen aus dem Sak gelooss ginn.

Mir hunn dat och gesot bei der Diskussioun iwwert d'Entwécklung vun de Fongen, ëmmer erëm dorop higewisen, datt 2006, 2007 spéitstens d'Reserven an de Fongen eidel wieren. Mir hunn dorop higewise bei deene Projete mat Prunkbauten, de Pei-Musée an esou virun, wou mer gesot hunn, datt déi lescht Regierungen déi falsch Prioritéite gesat hunn an déi néideg Investitiounen, déi d'Land fir d'Zukunft brauch, net géife realiséieren, an datt dann eng Kéier den Zäitpunkt géif kommen, wou mer net méi déi finanziell Moyenen hätten, fir déi Investitiounen ze maachen, déi d'Land bluttnoutwendeg bräicht. Haut si mer an där Situatioun.

Déi Regierungen hunn net reagéiert, d'Majoritéitsvertrieder vun der Regierung vun der CSV-DP virun de Chamberswahlen a vun der CSV-LSAP elo virun de Gemengerotswahlen. Et ass eis dann ëmmer, wa mer op déi finanziell Entwécklung vum Stat higewisen hunn, Panikmache virgeworf ginn; d'CSV huet gesot, „de séchere Wee", an d'LSAP, „mir paken et un". Leider, géif ech soen, hu mir als ADR Recht kritt. Mir hätten dës Kéier léiwer gehat, déi aner Parteien hätte Recht kritt an d'Finanzsituatioun vum Land wär besser, mä si ass leider elo esou wéi mir se an deene leschte véier Joer hei ëmmer bei den Debatte vum Budget an zur Lag vun der Natioun virgeschéckt hunn.

Dräi Deeg no de Gemengerotswahlen, den 12. Oktober, huet den Här Statsminister hei bei senger Deklaratioun ugefaangen, d'Kaz esou lues aus dem Sak ze loossen. Niewent der Erhéijung um Stroumpräis, den Accisen um Diesel, méi héije Participatioune bei de Krankekeesen, hunn ech emol esou opgeschriwwen, wat vum 12. Oktober u bis haut déi eenzel Regierungsmemberen esou an d'Diskussioun geworf hunn, wat een alles kéint änneren, an ech sinn do op 22 Propositioune komm, déi vu Regierungsmembere gemaach si ginn.

Den Här Juncker huet den 12. Oktober ugefaangen. Hien huet gesot:

1. D'Sozialtransfertë vum Stat missten allgemeng gebremst ginn.

2. Déi automatesch Indexéierung vun de Sozialausgabe beim Stat misst iwwerduecht ginn.

3. Iwwer eng maximal Indextranche misst nogeduecht ginn.

4. D'Chômageindemnisatioun géif zur Diskussioun stoen.

5. E mindest Mindestloun kéint agefouert ginn.

6. Iwwer en Eropsetze vum Pensiounsalter vun 2012 u misst nogeduecht ginn.

7. Den öffentlechen Transport géif méi deier ginn.

8. D'Finanzéierung an d'Participatioun bei de Kannerbetreiungsinfrastrukture misst ugepasst ginn.

9. D'Waasserpräisser missten ugepasst ginn.

10. D'Grondsteier misst eropgesat ginn.

11. Automatesch Avancementer bei de Statsbeamtegehälter missten iwwerduecht ginn.

12. Iwwert d'Tâche bei den Enseignantë misst diskutéiert ginn.

13. D'Subventiounen un d'Gemenge fir Kultur- a Sportinfrastrukture géife gestoppt ginn.

14. D'Subventioune fir de Bau vu Kläranlage missten no ënne revidéiert ginn.

15. Et misst mat de Gemengen iwwert d'Finanzéierung vun de Gehälter vum Léierpersonal geschwat ginn.

16. Den Här Budgetsminister huet beim Dépôt gesot, d'Steiertabell gëtt eng weider Kéier net un d'Inflatioun ugepasst.

17. Deen Deel, deen de Stat bei de Gehälter vun de Beamte bei de Pensiounskeese bis elo bäigeluecht huet, misst an Zukunft vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur selwer gedroe ginn.

18. De Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, huet d'Mammerent zur Diskussioun gestallt.

19. De Mëttelstandsminister Fernand Boden huet méi niddreg Ufanksgehälter beim Stat ugekënnegt. Iwwregens am „Wort" vum 9. Dezember stoung ënnert dem Artikel mam Titel „Kürzung der Einstiegsgehälter" ze liesen: „…ließ Mittelstandsminister Fernand Boden die Katze aus dem Sack." Also wa mir gesot hunn, no de Wahle géif d'Kaz aus dem Sak gelooss ginn, dann ass gesot ginn, mä dat ass net wouer. D'„Wort" schreift elo souguer selwer, d'Regierungsmembere géifen d'Kaz aus dem Sak loossen: „Die Gehälterstruktur beim Staat soll punktuell angepasst werden, sagte der CSV-Politiker, nach unten, versteht sich." Sou stoung et am „Wort" vum 9. Dezember, do kann een dat liesen.

(Interruptions)

20. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Finanzéierung vun eise Kyoto-Engagementer a Fro gestallt.

21. D'Regierung huet de Fräibetrag op Zënse bei Klengspuerer bei der Quellesteier ofgeschaaft an dunn erëm zum Deel agefouert.

22. Den Här Wolter huet gëschter d'Kannergeld an d'Diskussioun bruecht.

A fir deem Ganzen d'Kroun opzesetzen, huet d'CSV-Fraktioun du 5 vir 12 dem Budgetsrapporteur och nach en Amendement zum Budget ënnergejubelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Amendement zum Rapport, deen d'CSV-Fraktioun do mat vill Helau duerchgesat huet, soll d'Regierung invitéieren, e rigouréist Spueren anzeféieren. Et ass geschwat gi vun 150 Milliounen, et ass geschwat gi vun ‚de Budget an den Equiliber ze bréngen' – da schwätze mer vun e puer honnert Milliounen – an datt am Budget d'Dépensen an den Aklang mam Wirtschaftswuesstem misste kommen, ouni awer ze soen, wou géif gespuert ginn, ouni awer konkret ze soen, wéi dat ze maache wier.

Den CSV-Fraktiounspresident Michel Wolter huet d'lescht Woch op enger Table ronde op RTL-Télee gesot, hie wär frou, datt d'Leit elo endlech duerch hir Initiativ bekäppt hätten, wéi schlecht et ëm d'Finanzsituatioun hei am Land bestallt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Culot muss een hunn, fir jorelaang de Leit hei ze priedegen, dank der CSV géif et gutt goen, fir virun de Chamberswahlen, virun de Gemengerotswahlen de Leit ëmmer ze soen, „de séchere Wee", mir, d'CSV, mir hunn d'Finanzen am Gréff, et geschitt lech näischt, an dann no de Wahlen ze soen, dank eis hunn d'Leit elo emol endlech bekäppt, datt et dem Land hei schlecht geet!

Une voix.- Si hätten et virun dräi Joer scho gesinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Wolter, Här President, huet de 7. Dezember bei de Budgetsdebatten d'lescht Joer hei an der Chamber gesot: Mir hu fir déi nächst Joren, wann et dann noutwendeg wier, déi néideg Mëttele parat, fir eng concertéiert zukunftsorientéiert Politik ze maachen. Mä, wéi gesot, dat war d'lescht Joer am Dezember, dat war virun de Gemengerotswahlen. A souguer dëst Joer nach den 12. Mee, dat war och virun de Gemengerotswahlen, stoung an engem Interview mam Här Wolter: „Das dicke Ende nach den Wahlen, das Kritiker damals an die Wand malten, ist nicht eingetreten."

Dat heescht also, virun de Gemengerotswahlen ass et net agetratt, an elo, no de Gemengerotswahlen, ass et agetratt, an dank der CSV, déi bis den 9. Oktober d'Land an d'Leit ëmmer wësse gelooss huet, hei, soulaang wéi mir do sinn, mir hunn d'Saach fest am Grapp, et ass alles a Botter, ginn d'Leit elo no dem 9. Oktober dann emol wierklech gewuer, wéi schlecht datt et dem Land hei geet. Dem Här Wolter ass elo e regelrechte Sënneswandel agefall.

Jorelaang hunn d'CSV-Finanzspezialisten ëmmer gesot, si hätten alles am Gréff. De Rapporteur, den Här Negri, huet et am Fong an engem Interview am „Wort" d'lescht Woch och op de Punkt bruecht, wéi hie gesot huet: „Für eine Partei, die seit Jahren das Finanzressort innehat, ist das schon ein merkwürdiges Verhalten." Wou hie Recht huet, huet hie Recht.

Wéi et gutt gaangen ass, du war dat exklusiv de Verdéngscht vun der CSV. A wa mir als ADR oder och aner Oppositiounspolitiker op déi negativ Entwécklung higewisen hunn a gesot hunn, datt eréischt no de Wahlen d'Kaz aus dem Sak gelooss géif ginn an dat déckt Enn géif kommen, dann hu mer Panikmacherei an Demagogie a Gott weess wat net alles virgeworf kritt.

Här President, kënnt Dir Iech erënneren, wat hei an der Vergaangenheet dann all Kéiers d'Stëmmung am Sall war, wann ech drop higewisen hunn, datt et no de Wahle géif schlecht goen? A fir e weidert Zitat ze maachen, bréngen ech en Zitat vum Här Wolter sengem Virgänger an der Fonctioun als Fraktiounspresident, deen den 9. Dezember hei an der Chamber gesot huet: „Mir mengen net – et ass dat wat eis hei ënnerstallt gëtt –, dass no de Wahlen dat déckt Enn kënnt. Mir mengen dat ganz sécher net, an d'Donnéeën, déi mer hunn, weisen et aus, dass dat fundamental net stëmmt. Mä wann een där Meenung wier, qu'on vienne ici," – stoung deen deemools hei ze soen – „an da soll en eis hei soen, wat en domat mengt a wat dann do géif op eis zoukommen. Op jidde Fall, mir soen lech hei, dat geschitt net."

Wéi gesot, Här President, dat war dem Här Wolter säi Virgänger an der Fonctioun als Fraktiounspresident, deen dat den 9. Dezember 2003 hei gesot huet. An dat wat hie gesot huet, wat mer hinnen da solle soen, wat géif kommen, Här President, dat ass genau dat, wat elo antrëtt, nämlech datt no de Wahlen d'Wourecht erauskënnt an datt dee séchere Wee, deen d'CSV de Wieler virun de Wahle versprach huet, sécher géif an d'Sakgaass goen. Dat hate se vergiess de Leit ze soen.

Keen aneren hat de Verdéngscht drun, weder d'Banken nach déi Leit, déi op de Banke schaffen, nach iergendwéi e Betrib am Privatsecteur, nach iergendwéi een am Land, nach an der Politik, wéi d'Dëppen iwwergelaf ass. Dat war ëmmer nëmmen der CSV hire Finanzspezialisten hiren exklusive Verdéngscht. An elo wou et op eemol méi schlecht geet, elo triede se schéi gemittlech an d'zweet Rei zréck, an all déi aner däerfen elo

an d'éischt Rei erakommen a si däerfe Propositioune maachen, a si ginn hei opgefuerdert, Propositiounen ze maachen, wou een da kéint aspueren a wou ee kéint sozialen Ofbau bedreiwen.

Wa mer kucken, wat deen Amendement, deen d'CSV do an de Budgetsrapport erabruecht huet, dann nach bedeite kann: Am Prinzip ass et e Mësstraue vis-à-vis vun der Regierung. Et ass e Mësstraue vis-à-vis vum Finanzminister, dem Här Juncker, et ass e Mësstraue vis-à-vis vum Budgetsminister, dem Här Frieden. Well wann eng Fraktioun seet: Mir kënnen dee Budget do net esou akzeptéieren, mä dee muss emol an Aklang bruecht gi mam Koalitiounsprogramm, dee muss emol an Aklang bruecht gi mam wirtschaftleche Wuesstem, do muss agespuert ginn, dann ass dat un alleréischter Stell e Mësstraue vis-à-vis vun hiren eegene Ministeren, e Mësstrauen, wat mir kënnen zu honnert Prozent deelen, Här President.

Da kënnt de Budgetsminister heihinner an hie seet eis dann, ma si géife rigouréis spueren, dee Budget wier mat alle klengen Detailer iwwerduecht an opgesat, do wier praktesch och näischt méi ze spueren dran. Da stelle mer eis d'Fro, firwat datt dann awer hei d'CSV elo esou mécht, wéi wann duerch deen Amendement erëm alles a Botter wier.

Dann huet den Här Statsminister d'lescht Woch nom Regierungsrot um Pressebriefing gesot, hie bréicht sech vu kengem Lektiounen erdeelen ze loossen. Mir wëssen, datt domadder den Här Wolter an d'CSV-Fraktioun gemengt ass. Mä, Här President, wann den Här Juncker sech emol vu senger eegener Partei keng Lektioune wëllt erdeele loossen, da wäert hie jo awer net kënne bei eis kommen a mir sollen him da soen, wéi hien et soll maachen, fir ze spueren. Da wäert e jo och sécher keng Lektioune vun engem aneren akzeptéieren.

Wann den Här Juncker keng Lektioune wëllt erdeelt kréien, bon, da soll hien d'Responsabilitéit, hien an den Här Frieden, huelen, an da solle si dem Land hei konkret Propositioune maachen, amplaz datt all…

(Interruption)

Neen, Dir hutt bis haut nach keng konkret gemaach. Ech hunn Iech der 22 opgezielt. Et gëtt all Dag en anere Minister erausgeschéckt, deen eppes kann doruechter zielen,…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo, da sot eis Är Meenung zu deenen 22 Propositiounen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an dann den Dag drop dementéiert deen anere Minister et erëm, da seet de Statsminister erëm…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Sidd Dir mat deenen 22 Propositiounen d'accord, jo oder neen? Dat ass deen Débat politique, dee mer brauchen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Frieden, Dir hutt mir net nogelauschtert! Et ass jo nach net eriwwer. Ech weess nach net ob mer den Owend net schonn op 23 oder 24 sinn, well et komme jo nach CSV-Politiker wahrscheinlech de Moien eraus.

(Interruption)

An all Kéiers wann elo an deene leschten Deeg een d'Wuert ergraff huet, ass erëm eng Propositioun…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Sidd Dir mat deenen d'accord oder net? Dat ass d'Fro!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …bäikomm, an dann huet den Dag drop deen anere Minister deem enge Minister seng widderruff. De Statsminister huet gesot, ech muss awer elo emol mam Wirtschaftsminister schwätzen; et sinn Neutraliséierungen, mä si bréngen et emol an d'Gespréich, awer ouni konkret ze sinn.

Dir sidd do fir ze regéieren, Här Frieden! An esou wéi Der virun de Wahle gesot hutt,…

(Interruption)

…Dir wiert de Spezialist an de Finanzen, Dir géift d'Saach an d'Rei bréngen, Dir hutt de Leit de séchere Wee versprach,…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …ma da kommt elo heihinner a sot: Mir proposéiere konkret dat doten an deem dote Punkt, a konkret dat doten an deem Punkt, an dann huele mir och Stellung dozou, an ech wäert och herno…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Da sidd Der géint dat Ganzt, da sidd Der géint alles, dat wësse mer elo schonn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, neen, Dir maacht lech et ze liicht. Dir géift hei gären deenen aneren Är Responsabilitéit zouschousteren.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Neen, neen, neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat gléckt lech net, dat gléckt lech bei kenger Partei hei. Dir sidd hei gefuerdert. Dir hutt de Leit de séchere Wee versprach an Dir musst de Leit och soe wou dee séchere Wee higeet. Esou wéi et elo ausgesäit geet dee riicht d'Baach erof. Mir wäerten dat nach gesinn, Här President, Dir Dammen an Dir Häre n.

An dann, wann hei elo d'CSV higeet a si mécht deen Amendement a si seet, et misst rigouréis gespuert ginn an de Budget misst an Aklang mam wirtschaftleche Wuesstem bruecht ginn, Här President, ech hu mer dunn emol e Joer méi spéit hei virgestallt, wa mer d'nächst Joer hei stinn de Budget vun 2007 ze maachen a mer hunn dann d'Resultater vun 2006 do leien. An nu stellt Iech emol vir, déi Regierung huet dee Budget, d'Dépensen, net an Aklang mam Wirtschaftswuesstem bruecht. Oder stellt Iech emol nach Schlëmmeres vir, den Defizit wier nach méi grouss ginn, wéi en elo schonn hei am Budget ass.

Wat wieren dann d'Konsequenzen? Da misst op Grond vun dem Amendement vun der CSV-Fraktioun dës Regierung logescherweis demissionéieren. Well dann hu si jo net gefollegt. Mat deem Elan, mat deem Eclat, deen elo hei gemaach ginn ass, kann et dach net sinn, datt d'Regierung sech géif doriwwer ewechsetzen, da misst konsequenterweis hinnen d'Vertrauen entzu ginn.

An den Här Frieden huet mech elo grad hei ënnerbrach wéi ech gesot hunn, dass bei dëser Regierung am Fong ëmmer een nom aneren all Dag mat enger neier Hiobsbotschaft erauskënnt. D'„Tageblatt", wat jo awer och eng Zeitung ass, déi dëser Regierung, géif ech mengen, no steet, huet et d'lescht Woch nom Pressebriefing op den Titel bruecht a geschriwwen: „Et brennt an allen Ecken."

Här President, an elo sti mir eréischt um Ufank vun der Situatioun an et brennt elo schonn an allen Ecken an der Regierung hei, ech fäerte ganz mir mussen hëllefe se stäipen, well soss fonctionnéiert se net méi laang. Well wann et elo scho brennt an allen Ecken – an et geet eréischt un –, et ass jo nach näischt geschitt.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre n, ech wëll dat heite soen, well den Här Wolter och gëschter hei esou gemaach huet, wéi wann op der CSV-Bänk d'Wouerecht elo géif erkläert ginn. Déi aner Parteien – a mir speziell – hu während dräi, véier Joer dorop higewisen an et ass all Kéiers gesot ginn, et wier net wouer. An elo no de Gemengerotswahle kënnt d'CSV dohinner a seet et. An dat Schlëmmst ass, datt si elo op d'Kuerzzäitgediechtnis vun de Leit gräift a mengt wa si elo géing esou en Eclat maachen, dann hätten d'Leit alles dat vu virun de Wahle vergiess an d'Leit géife mengen, si hätten dat och scho virun de Wahle gesot. Neen, si hunn et eréischt nom 9. Oktober ugefaangen ze soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre n, verschidden Eckwäerter vum Budget weisen, datt d'Recettë 6,17% vis-à-vis vun 2005 an d'Luucht ginn, d'Dépensen ëm 8,85 – en Defizit vun 300 Milliounen. Mir huelen 2006 en Emprunt op vu 500 Milliounen, dat sinn 20 Milliarden aler Frang. Dovunner ginn 200 Milliounen direkt an d'Fongen. D'wirtschaftlech Situatioun ass am internationale Verglach mat 4% gutt, awer de Budget ass net am Aklang mam Wirtschaftswuesstem.

An den Här Juncker selwer huet den 3. Dezember 2003 hei bei de Budgetsdebatte gesot: „Och an deenen nächste Jore muss eise Budget sech un de mëttelfristege Wuesstem vun der Wirtschaft upassen. A wann déi méi lues wiisst, da muss de Budget och méi lues wuessen." A genau datselwecht hu mer dëst Joer erëm eng Kéier héieren. Obscho mer also elo dräi Joer hannereneen e Budget hunn, dee sech net un de mëttelfristege Wuesstem vun der Ekonomie ugepasst huet, bréngt d'Regierung et fäerdeg a si kënnt eis dëst Joer erëm genau datselwecht ziele wéi virun dräi Joer a presentéiert eis erëm genau wéi virdrun en defizitäre Budget.

D'Inflatioun ass zu Lëtzebuerg leider e Rekord, dat heescht 3% fir 2006, déi héchst Inflatioun an der Eurozon, wou d'Moyenne bei 2 bis 2,3% läit. Da ginn d'Pëtrolspräisser ugefouert, déi wieren dorunner schold. Mä d'Pëtrolspräisser sinn och an deenen anere Länner genau d'selwecht geklomme wéi hei zu Lëtzebuerg. An dee Plus, dee mir un Inflatioun hunn, dat ass eng hausgemaachten Inflatioun. A wann eng Rei vun deenen Iwwerleeungen – wann déi da sollte verwierklecht ginn, déi ech virdru genannt hunn, déi 22 – géifen ëmgesat ginn, hätten déi och erëm d'Bedeitung, datt d'Inflatioun, duerch verschidde Moossnamen, déi hei vir ugekënnegt si ginn, och erëm géif hausgemaach an d'Luucht gedriwwe ginn.

Chômage. Zu Lëtzebuerg klëmmt de Chômage weider – lues op 14.000 zou. An deene meeschten aneren europäesche State geet de Chômage an deene leschte Méint a Joren erof. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg wuel 9.000 netto Aarbechtsplazen dëst Joer an eppes iwwer 7.000 d'lescht Joer geschaf. Dat heescht, datt eis national Ekonomiesituatioun fir d'Betriber trotzdeem gutt ass, fir eben Aarbechtsplazen ze schafen; de steierleche Revers dovun – do kommen ech herno drop ze schwätzen – wërft dat allerdéngs net of.

A mir mussen hei wëssen, datt mer also net de Problem hu vun Aarbechtsplaze schafen hei zu Lëtzebuerg. Well wa mer d'lescht Joer vun iwwer 7.000 an dëst Joer vun iwwer 9.000 netto Aarbechtplaze schwätzen – well ech gi jo dovun aus, datt dat keng fiktiv Aarbechtplaze sinn –, dann ass et sécher, datt bei deene 14.000, déi eng Aarbecht sichen, net jidderee kann déi Plazen do besetzen, déi ugebuede ginn. Mä et ass awer genausou richteg, datt e groussen Deel vun deene Leit do awer kéint eng Aarbechtsplaz fannen. An hei ass et och un der Regierung mat de Patronatsorganisatiounen a mat de Gewerkschaftsorganisatiounen doriwwer ze diskutéieren, a virun allem och d'Patronatsorganisatioune virun hir national Responsabilitéit ze stellen.

Mir sinn dat Land, wat fir d'Betriber déi nidderegst Steieren huet, mir sinn dat Land, wat fir d'Betriber déi nidderegst Lounniewekäschten huet. Dann ass et och eng Responsabilitéit vun de Betriber, fir a priori déi Leit anzestellen, déi hei bei der Administration de l'Emploi gemellt sinn, well mir hunn alleguer en Intérêt drun, fir déi Leit op den Aarbechtsmaart ze kréien.

Well mir kennen d'Chifferen, déi am Budget stinn, wat de Chômage eis kascht, a mir wëssen, wann déi Leit eng sécher Aarbechtsplaz, e séchere Revenu kréien, dovunner profitéiert dann och eise Commerce. Mir hunn also alleguer en Intérêt drun.

An et muss een d'Betriber virun hir Responsabilitéit stellen, datt et net duergeet, datt een hei vum Standuert Lëtzebuerg, vun de fiskaleschen an Niewelounprodukter ka profitéieren, awer net seng Responsabilitéit vis-à-vis vum Land hëlt.

Selbstverständlech muss och d'Salariat ëmdenken an higoen a sech den neie Situatioune stellen an en Ëmdenke vläicht vis-à-vis vun der Vergaangenheet mat sech bréngen.

Här President, e weidere Punkt, deen ech nach wëll uschneiden, sinn d'Fongen. Den Här Wolter huet gëschter hei gemengt missen ze soen, dass all Kéiers wann d'Gelder op Fonge placéiert gi wieren, heibannen d'Oppositioun sech doriwwer opgereegt hätt. Ech géif den Här Wolter invitéieren, vu datt jo alles, wat mer hei soen, niddergeschriwwe gëtt, hie soll eis emol eppes bréngen, wou ee vun den Oppositiounspolitiker heibanne sech jeemools opgereegt huet, well mer Geld ze vill haten a mer et op Fonge placéiert hunn.

Et ass emol doriwwer diskutéiert ginn op wat fir ee Fong, datt si sollte goen, mä et war ni een dogéint, datt mer Reserven ugeluecht hunn an et huet och ni ee sech driwwer opgereegt, datt mer déi Fongen haten. All Mënsch heibannen huet ëmmer déi Politik ënnerstëtzt, datt an deenen Zäiten, wou d'Dëppen iwwergelaf ass, ee sollt d'Geld sënnvoll op Fonge leeën. Et ass also och hei eng falsch Behaaptung gemaach gi gëschter an duerfir wollt ech déi haut hei korrigéieren.

D'Fongen hu vun 2002 op 2005 ëm 33% ofgeholl. D'Zréckgoe vun de Fongen erkläert sech, datt éischter manner Plus-Valuë gespeist si ginn; 2000 waren dat nach 760 Milliounen, déi mer konnten op Fongen iwwerweisen, 2003 sinn et der nach 79 an duerno ass et eriwwer mat där schéiner Zäit.

Zweetens, sinn d'Projeten – grouss Projeten, déi hei gestëmmt gi sinn – an d'Exekutiounsphase komm, wat da bedeit, datt d'Fongen ofhuelen an duerfir wësse mir och, datt d'Fongen no 2007 eidel sinn.

Si wiere schonns no 2006 eidel, Här President, wa mer net 2005 an 2006 all Kéiers en Emprunt vun 200 Milliounen Euro opgeholl hätten, deen direkt an d'Fonge gaangen ass – 100 an de Fonds des routes an 100 an de Fonds du rail.

Verschidde Fonge ginn awer schonn am Joer 2006 net nëmmen zu Enn, mä souguer an de Mali. Do muss ee sech och e puer Froe stellen: Wéi kann e Fong, wat e Reservefong ass, an de Mali goen? Am Fonds pour l'Emploi hu mer 32 Milliounen, wou de Fong an de Keller geet, déi budgetär, eisen Informatiounen no, net ofgedeckt sinn. Et ass iwwerhaapt formidabel, Här President, wann ee ka soen, mir hunn e Fong fir de Chômage ze bezuelen an deen ass 32 Milliounen am Keller! Dat ass e staarkt Stéck!

An nach méi staark gëtt dat Stéck, Här President: Mir hu souguer hei zu Lëtzebuerg – an et gëtt wahrscheinlech kee Land op der ganzer Welt, wat sech dee Luxus ka leeschten, do sinn ech iwwerzeegt – e Fonds pour la Dette publique mat 79 Milliounen am Keller! Also, eis kann näischt méi geschéien elo. Eis kann näischt méi geschéien. Wa guer näischt méi geet, wa mer d'Schold guer net méi zréckbezuelt kréien, da gi mer einfach an eise Fonds pour la Dette publique, well do hu mer och nach 79 Millioune Schold dran, an dann ass de Problem geléist.

Also, dat ass awer formidabel, wann d'Joer erëm ass, si mer 79 Milliounen an deem Fong am Keller. Dat ass d'Garantie fir datt an Zukunft kënnen d'Scholde bezuelt ginn. Zesumme sinn dat 111 Milliounen, déi net budgetär ofgedeckt sinn!

Vum Speise vun de Fongen ass eis e Plan pluriannuel virgeluecht ginn. Mä et ass eis net gewise ginn, wéi déi Kreditter, déi an déi Fonge ginn, iwwert de Budget hierkommen. Mir hu gefrot, fir datt een eis sollt och e pluriannuellë Plang iwwert d'Evolutioun vun den normale Recetten an Dépensë presentéieren; deen hu mer net kritt. Well dorauser hätt ee jo da gesinn, ob do Spillraum wier, fir déi Fongen esou ze speisen, wéi d'Regierung se an hirem Plan pluriannuel virgeluecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre n, d'Statsschold mécht am Abléck 6% vum PIB aus. Den Defizit gëtt mat 1,8% fir d'Joer 2006 virausgesot. D'Banque Centrale setzt e méi héich an a schwätzt vun 2,3% fir 2006 an 2,5% fir 2007. Dësen Defizit géif, wa mer eleng den Zentralstat géife kucken, wäit iwwert deenen 3% leien, déi eis an de Stabilitéits-Maastricht-Kritäre virgeschriwwe sinn, mä nëmmen duerch d'Zesummefonctionnéieren, well och do d'Situatioun vun de Gemengen, déi praktesch op null ass, sech ausgläicht, mat erageholl gëtt. Well d'Reserve vun der Sécurité sociale, virun allem vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur, mat an d'Berechnung erageholl ginn, si mer net iwwert déi 3%, mä komme mer op 1,8 bis 2% zréck.

Firwat datt grad den Zentralstat déi Situatioun mat sech bruecht huet, datt en esou staark defizitär ass, geet och aus dem Rapport vum Rapporteur ervir, wou d'Soldes budgétaires vun der Administration publique eng Evolutioun hunn, vun 2001 op 2004, wou Lëtzebuerg vun allen europäesche Staten déi negatiivst Entwécklung huet, an zwar ass Lëtzebuerg do mat engem Minus vu 7% opgefouert. Frankräich, minus 2%, Däitschland, minus 1%, Belsch, minus 0,7%, fir nëmmen eis dräi Nopeschlänner an de Verglach ze huelen.

Wann d'Regierung eis dann haut hei seet, si wier der Meenung, et géif 1,8% Defizit ginn, Här President, da géif ech heibanne jidderengem recommandéieren, déi Chiffere mat äusserster Virsiicht ze genéissen. Well dës Regierung huet eis och beim Dépôt vum Budget 2006 am Oktober en Defizit fir 2004 – dat ass jo schonn e Joer hannerun eis – virgedroen, vun 0,6%. Dat war am Oktober, an ee Mount méi spéit, am November, wéi de Programme de stabilité no Bréissel gaangen ass, dunn ass aus deenen 0,6% op eemol 1,2% ginn. Si hu sech also bannent engem Mount verduebelt, d'Chifferen, déi vun därselwechter Regierung geliwwert si ginn.

Et ass eis du gesot ginn, dat wier drop zréckzefëieren, well verschidden Dépensen op en aneren Exercice gebucht gi wieren, vun der Sécurité sociale zum Beispill. Mä, wann déi op en aneren Exercice gebucht waren a si sinn elo op 2004 ëmgebucht ginn, an do-

duerch geet den Defizit 2004 vun 0,6 op 1,2% erop, dann hätt e logescherweis missen op deenen aneren Exercicen erofgoen, mä en ass och net do erofgaangen, en ass do stoe bliwwen. Duerfir, wéi gesot, soll ee sech ganz virsiichteg mat deene Chifferen do äusseren, déi mer hei vun der Regierung virgedroe kritt hunn.

D'Zentralbank seet eis, wa mer net géife Korrekturen an der Administration centrale virhuelen, da géif d'Statsschold bis d'Joer 2015 op 31% vum PIB eropgoen, bäi gläichem wirtschaftlechem Wuesstem vu 4%, bäi gläichen Zënsen. Wa mer dat net realiséieren, da geet d'Schold op déi 31% erop.

Da gëtt eis gesot, an de Fonge géifen iwwer fënnef Joer eng Milliard Scholden opgeholl ginn. Och Chifferen, déi mer soen, et soll ee se mat Virsiicht genéissen. Well mir sinn der Meenung, datt een net op fënnef Joer eng Milliard Fonge brauch. Ech kommen herno drop zréck. Mir ginn dovun aus, datt vun 2007 un de Finanzéierungsbedarf am Statsbudget tëschent enger an annerhallwer Milliard Euro pro Joer wäert leien. Den Defizit vun der Administration centrale hunn ech lech elo erkläert.

Här President, d'Regierung huet, wéi gesot, elo am November de Programme de stabilité no Bréissel geschéckt an domadder festgeluecht, wéi se op déi negativ Tendenz, wéi d'Finanze sech hei am Land entwéckelen, wëllt reagéieren. A si féiert dann op, datt am Programme de stabilité zum Beispill d'Transferts sociaux en espèce, déi 2005 15,8% vum PIB ausgemaach hunn, 2006 15,6%, 2007 15,4% an 2008 15,2% géifen ausmaachen.

Dat heescht also, och wann de PIB klëmmt, weider wéi elo, an de Prozentsaz vis-à-vis vum PIB erofgeet, da bedeit dat, datt et net nëmme kee Wuesstem méi an den Dépensen, wat d'Sozialpolitik ubelaangt, gëtt, mä datt d'Transferten an d'Sozialpolitik zréckginn. Dat heescht – ech wëll dat just deene Kolleegen hei vun der Majoritéit soen –, datt d'Regierung an hirem Programm, dee se op Bréissel geschéckt huet, schonn eng Senkung vun de sozialen Transferten an deenen nächste véier Joer décidéiert huet. Déi steet do dran! Déi steet do dran, soss kéinte se dat jo net maachen.

An: Net nëmme bei Sozialtransferten, och bei der Rémunératioun vun de Salariéë vun der Fonction publique ass deen ugekënnegte Réckgang hei festgeschriwwen. Rémunération des salariés 2005 8,7%, 2006 8,6%, 2007 8,4% an 2008 8,2%. Dat heescht, dem Här Boden seng Deklaratioun, déi hie gemaach huet, ass heiranner berücksichtegt. An net nëmmen dem Här Boden seng Deklaratioun, och dem Här Juncker seng Deklaratioun. Ech wëll och hei, Här President, emol erëm e klenge Réckbléck maachen, wat d'Fonction publique ubelaangt.

Dir wësst, datt mer alleguer am Juli den Accord salarial gestëmmt hunn. An ech weess, datt mer deen an der Kommissioun vun der Fonction publique diskutéiert hunn. An ech weess, datt an der Kommissioun vun der Fonction publique eng eenzeg Suerg bestoung, an zwar well deen Accord salarial réckwierkend op den 1. Januar gaangen ass, also misst nobezuelt ginn. Déi eenzeg Suerg, déi an der Kommissioun war, dat war, datt am September misst nobezuelt ginn op den 1. Januar. Datt dat elo zoufälleg dräi Woche virun de Gemengerotswahle war, ech huelen un, datt dat einfach en Hasard war.

Mä et ass op jidde Fall drop gehale ginn, et misst ausganks September nobezuelt ginn. Fir datt awer och all Fonctionnaire gesäit, wat de séchere Wee hei am Land bedeit, huet en dann eben nach 14 Deeg virun de Gemengerotswahlen nobezuelt kritt, fir datt se wierklech iwwerzeegt sinn, mat der CSV ass de séchere Wee hei zu Lëtzebuerg garantéiert.

An dräi Deeg no de Gemengerotswahlen, den 12. Oktober, kënnt dann de Premier heihinner a seet: Elo missten awer emol méi moderat Lounverhandlungen an der Fonction publique gemaach ginn, déi automatesch Avancementer, domadder misst et emol eriwwer sinn. Et misst iwwert d'Tâche vun den Enseignanten nogeduecht ginn. Et misst iwwer eng maximal Indextranche nogeduecht ginn, wat virun allem fir d'Fonction publique ass. An den Här Boden seet, datt och nach d'Ufanksgehälter missten elo emol gekierzt ginn. Dat ass also vorher/nachher, virun de Wahlen an no de Wahlen.

Wann een dann hei kuckt, wat d'Regierung elo op Bréissel geschéckt huet, da gesäit een, datt dat och schonn do verankert ass an de Kritären, déi se op Bréissel geschéckt huet.

Eng aner Propositioun, déi déi lescht Zäit hei an d'Diskussioun komm ass, dat ass, fir iwwer privat Partnerschafte Projeten ze finanzéieren, déi sou genannte Konzessiouns-Verträg. Bis elo hu mer Projete finanzéiert iwwer Reserven, déi mer an de Fongen haten, iwwer Iwwerschëss aus de Budgeten, iwwer Emprunten oder iwwert d'Garantiegesetz, wat och am Prinzip en Emprunt ass.

Elo kënnt déi heiten Iddi mat bäi, an et soll ee Projet iwwer e Lycée eventuell esou finanzéiert ginn. Et ass wuel keng Schold, wat mer dann hei als Stat ophuelen, mä dat gëtt awer e Loyer, e permanente Loyer, deen awer och wäert an Zukunft de Budget permanent belaaschten. Mir kënne wuel da soen, et ass keng Schold, mä et ass awer eng permanent Belaaschtung, woubäi ee weess, datt eng Schold an der Regel no 20 Joer ophält, an dee Loyer hei och iwwer 20 Joer eraus geet.

Mer fale wahrscheinlech mat der Regelung net ënnert d'Stabilitéitskritären. Dat ass och wahrscheinlech den Haapthannergrond, firwat datt mer op dee Wee ginn, well et dann nämlech net als Emprunt gesi gëtt.

De Kolleeg Negri huet hei eng Iwwerleeung erabruecht, fir den Tram iwwert dëse Wee ze finanzéieren – ouni d'CFL. Dat wär e bësse wéi a Frankräich, wou d'Autobunnen och esou finanzéiert ginn, a wou d'Leit dann eben, wa se an de Péage fueren, de Finanzement esou maachen.

Mir wëssen awer, datt dat bei engem öffentlechen Transport net méiglech ass. Am öffentlechen Transport misst – och wann dat iwwert dee Wee geet – de Stat selbstverständlech subventionéieren. Anerefalls kann ech mer net virstellen, datt ee bereet wier an den öffentlechen Transport esou eranzegoen. Mä et ass eng Iddi, déi hei opkomm ass an déi mer esou enregistréieren.

Mir schwätzen eis och net prinzipiell géint déi Léisung aus, well mer soen: D'Privatwirtschaft kann och do e Plus brénge fir de Stat, och vläicht doduerch, datt et méi séier geet. Et kann och méi bëlleg ginn an domadder kann och de Loyer eventuell méi bëlleg ginn.

Mä mir mussen op de Wee, dee mer ginn, oppassen, fir datt mer do net grouss Gesellschafte kréien, an – deemno wéi dat gemaach gëtt – op eemol auslännesch Gesellschaften, déi vläicht eis mëttelstänneg Betriber als Sous-traitants huelen, an déi dann, wéi mer dat scho bei esou grousse Projete gesinn hunn, déi Sous-traitantë bis op de leschte Frang ausquetschen, esou datt déi am Fong dann ouni Benefisser schaffen, an d'Entreprise générale stécht d'Benefisser an d'Täsch. Et muss een och kucken, wéi d'Qualitéit ass. Mä wéi gesot, mer sinn net prinzipiell dogéint, datt een an déi Richtung do emol iwwerleet.

Ech kommen dann op verschidden Artikelen, Här President, déi d'Steieren ubelaangen.

Zur TVA: Am Budget 2005 hate mer Recettë virgesi vun 1,6 Milliarden. Elo gi mer dovun aus, datt mer 1,15 Milliarden erakréien, also e Minus vu 430 Milliounen Euro oder 13 Milliarden aler Frang manner TVA erakréien, wéi mer virgesinn haten.

Mir wëssen, datt ee Betrib eleng 300 Milliounen TVA zréckfreet. Dat sinn 12 Milliarden. Et ass also net de Bäcker douewen um Eck, deen déi 300 Milliounen zréckgefrot huet. Ech hätt hei eng konkret Fro un den Här Budgetsminister, ob hien nämlech déi 300 Milliounen, déi deen ee Betrib huet, ob hien déi an de Chiffere vum Budget – ech ginn dovun aus, datt hie se op den Exercice 2005 oder 2004 gebucht huet –, mä ob déi 300 Milliounen an de Chiffere vum Budget berücksichtegt sinn, ob hien also déi 300 Milliounen am Budget, dee mer hei virleien hunn, berücksichtegt huet.

An der TVA hu mer e Phenomeen, Här President, nämlech datt 42% vun den Dossiere vun der TVA e Recht hunn op Remboursementer. A mer hunn nach een anere Phenomeen, dat ass, datt mer méi wéi 50% vun där encaisséierter TVA erëm musse rembourséieren. Et ass also u sech e verréckte System, wann een 100 Euro encaisséiert, an et bezilt een der erëm iwwer 50 zréck. Dat Rembourséieren ass iwwer 50%. 2000 war dat een Drëttel. Mir gesinn also, datt déi Tendenz, datt méi muss rembourséiert ginn, klëmmt.

Mir wëssen och, datt op Grond vun engem Arrêt vun der Cour administrative d'Steierverwaltung elo Délaië gesat kritt huet, duerch déi si muss rembourséieren, well soss de Stat Zënse muss bezuelen. Also mussen elo geschwënn am Enregistrement méi Leit op den Dossiere sëtzen, fir déi Dossieren auszerechnen, fir Remboursementer ze maachen, wéi där, déi op Dossiere sëtzen, duerch déi Steieren an d'Verwaltung erakommen. An dat féiert dann elo schonn dozou, datt d'Verwaltung eis gesot huet, datt am Fong nëmme méi 5% vun den Dossiere kontrolléiert ginn.

E weidere Punkt, dee mer feststellen, dat ass dee grousse Verloscht, dee mer duerch d'Faillitë kréien. Wa mer den Dossier kucken, deen eis vum Enregistrement virgeluecht ginn ass an deen ongeféier 15 Joer zréckgeet, da gesi mer, datt am Enregistrement nach 1,1 Milliarden Euro TVA ausstinn. Dat si 44 Milliarden aler Frang TVA, déi nach ausstinn. A si soen eis dann, datt vun deem Montant der nach héchstens 439 Milliounen Euro, dat ass manner wéi d'Halschent, kéinten encaisséiert ginn, an déi aner géife praktesch alleguer verluer goen. Déi aner, dat si 660 Milliounen Euro oder 27 Milliarden aler Frang TVA, déi iwwert déi lescht 15 Joer verdeelt duerch Failliten net erakomm sinn.

Wa mer dann nach wëssen, dass mer bei de Faillitë sinn, da wësse mer: Dat do sinn nëmmen Déchet-en, déi mer hu bei der TVA. Da schwätze mer net vun Décheten, déi mer hu bei den anere Steieren, a mer schwätzen net vun Déchet-en, déi mer hu bei de Sozialversécherungen, wou dat och Risemontantë gëtt. Et gëtt vu 5% geschwat vun der ganzer Mass, déi iwwert de Wee vun de Failliten net rembourséiert ginn.

A wa mer herno, Här Minister, dorop ze schwätze kommen, wat ee maache kann, fir de Budget besser finanziell an Aklang ze kréien, dann ass dat net nëmmen op der Ausgabesäit, mä dann ass et och op der Recettësäit. Et ass virun allem op deem dote Punkt, dass déi heiteg Regierung an déi Regierung virdrun elo all déi Joren näischt gemaach hunn. Déi Chiffere klamme vu Joer zu Joer, an et ass d'Allgemengheet, déi dofir muss opkommen.

Zur Kierperschaftssteier. D'Kierperschaftssteier war am Budget 2005 mat 1.125.000.000 ageschriwwen, an et kommen elo ongeféier 50 Milliounen Euro manner eran. Fir 2006 hu mer am Budget 1.250.000.000 ageschriwwen. An d'Steierverwaltung seet – dat ass am Rapport nozeliesen –, datt een dann awer muss wëssen, datt dann alles agezunn ass, déi ganz Retarden, alles ass dann agezunn. Dann ass wierklech alles erschöpft.

An et muss ee wëssen, datt d'Steierverwaltung eis gesot huet, datt ee kann dovun ausgoen, datt d'Betriber, wat d'Benefisser ubelaangt, haut ongeféier nach 70% vun deem Benefiss hunn, besteierbare Benefiss hunn, wéi et am Joer 2000 war. Esou datt d'Steierverwaltung eis gesot huet – an et schéngt mer enorm wichteg ze sinn, datt dat net vergiess gëtt –, datt ee kann domat rechnen, dass vun 2006 op 2007 d'Kierperschaftssteier ëm 300 Milliounen Euro zréckgeet. Dat sinn 12 Milliarden aler Frang. Si fält vun 1.250.000.000 op ënner eng Milliard vum Joer 2007 un. Si hunn eis gesot, si hätte souguer mat Expertë geschwat, déi hätte gesot, se kéint souguer bis op 800 eroffalen. Si hunn 950 geschat, well si géife mengen, datt d'Kierperschaftssteier sech géif apendelen. Trotz engem wirtschaftleche Wuesstem vu 4%!

An dat ass dat, wat ech virdru gesot hunn: De wirtschaftleche Wuesstem ass net alles. De wirtschaftleche Wuesstem ass net alles! Wa mir och e wirtschaftleche Wuesstem hunn, deen iwwert der Moyenne vun deenen anere Länner läit, da gesi mer awer, datt d'Kierperschaftssteier trotz engem Wirtschaftswuesstem vu 4% massiv wäert zréckgoen.

Wa mer da wëssen, datt 2007 d'Fongen eidel sinn, an dann esou eng grouss Steier esou ee groussen Abroch huet, da wësse mer, wou mer dru sinn. Vun 1999 u bis haut ass d'Kierperschaftssteier schonn 30% zréckgaangen. A wann ee weess, datt déi Stéier, déi eng soen zu 50% – de Kolleeg Bausch huet gëschter vu 70% geschwat – vun der Bankeplaz kënnt, dann heescht dat, datt mer e Secteur hunn, deen am Fong de Gros dovun duerstellt. An da gesäit een, wéi grouss dass d'Ofhängegkeet och vis-à-vis vun esou engem Secteur ass, an da musse mer wëssen, wéi fragile datt d'Finanzsituatioun hei am Land fir d'Zukunft opgebaut ass.

Well mer musse wëssen, datt vun alle Betriber, déi mer hei am Land hunn, vun iwwer 40.000, déi ënnert déi Steier falen, 4.000, dat heescht also 10%, nach Kierperschaftssteier bezuelen. 90% vun de Betriber bezuele keng Kierperschaftssteier méi.

Wann ee Kierperschaftssteier seet, dann ass een och direkt bei der Gewerbesteier, well d'Gewerbesteier un der Kierperschaftssteier drunhänkt. A wa mer wëssen, datt d'Kierperschaftssteier 30% vun 2006 op 2007 zréckgeet – an ech gesinn de Frënd Jempi Klein, President vum Syvicol –, dann denke mer un d'Gemengen, wat dann 2007 mat de Gemenge geschitt, wann dann och den Impôt commercial ëm 30% vun engem Joer op dat anert zréckgeet.

Den Impôt commercial, deen an de Gemengen an der Moyenne een Drëttel vun hire Revenuen duerstellt, deen elo schonn e puer Joer stagnéiert huet a souguer liicht zréckgeet, souguer bei verschiddene Gemenge méi staark zréckgeet, da wësse mer wat fir eng Konsequenzen dat fir d'Gemengen huet. Mir wëssen a wat fir eng Situatiounen d'Gemengen da spéitstens 2007 kommen.

Da kënnt doudsécher e Stop an den Investitiounen. Wa mer da wëssen, datt keng Subventioune méi fir Sport- a Kulturinfrastrukture vum Stat kommen. Wa mer wëssen, datt de Stat seng Subventionéierung vun 90% un de Kläranlagen, Kollekteren a Réckstaubecke wëllt reduzéieren. Wa mer wëssen, datt de Stat wëllt de Gemenge méi eng héich Charge beim Bezuele vun de Gehälter vun den Enseignanten opdroen.

Wa mer wëssen, datt de Stat sech am Pompjeeswiese lues a lues zréckleet an de Gemengen ëmmer méi Chargen dohinner mécht, wat elo souguer esou wäit geet, datt op nationalem Plang an de Prioritéiten d'Pomjeesschoul gestrach ginn ass, wat ech fir eng Katastroph halen, datt mer emol net amstand sinn, fir deene Leit, déi sech hei am Land fräiwëlleg fir eis Sécherheet asetzen, eng optimal Formatioun ze ginn, da gesäit een, wéi wäit datt mer komm sinn. D'Sécherheet spillt also keng Roll. Da wësse mer, datt d'Gemengen net méi laanscht massiv Taxen- a Steiererhéijunge kommen.

Et ass dat, Här President, wat ech och schonn e puer Joer gesot hunn: Wann d'Gemenge manner Geld kréien, da bleift hinnen näischt anescht iwwereg wéi massiv Taxen- a Steiererhéijungen ze maachen.

Wann een dat a Verbindung bréngt mat der Steierreform, déi mer 2001 gemaach hunn, wou e gudden Deel vun eis alleguer massiv bis manner massiv Steiererliichtunge kritt hunn, mä awer och e groussen Deel vu Leit hei am Land keen Euro Steiererliichterung kritt hunn – déi Leit, déi kee Frang Steiererliichterung kritt hunn an deene leschte Joren, mussen awer alleguer iwwert déi negativ Sozialpolitik, déi elo vun der Regierung hei ugekënnegt ginn ass, iwwert déi Taxen- a Steiererhéijungen, déi d'Gemengen elo maache mussen, weider bezuelen –, wann een dann d'Kombinatioun vun deenen zwou Politike mécht, der Steiererliichterung 2001 an der Erhéijung vun de Steieren an Taxë vun haut um Niveau vun de Gemengen, da gëtt et global gesinn sozialpolitesch onverantwortlech fir déi Politik ze maachen.

Une voix.- De séchere Wee an den Aarbechtsmaart!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass de séchere Wee. Wann déi Politik hei esou virugemaach gëtt, esou wéi dës Regierung se ugekënnegt huet, Här President, da kréie mer hei am Land eng kleng Grupp vu Leit, där et wierklech ëmmer besser geet – ech kommen herno bei der Verméigenssteier drop zréck –, an där grousser Mass vun de Leit, där geet et ëmmer méi schlecht.

Wéi d'Sprachwuert et seet, da ginn hei am Land geschwënn erëm eng gutt Partie vun de Leit mat der Geess. Mir hunn allerdéngs, Här President, de Virdeel, datt déi Leit mat de Geessen dann hei kënne laanscht de Pei-Musée spadséiere goen, a si kënne laanscht d'Coque spadséiere goen. Déi am Süde kënne mat hire Geesse laanscht…

(Interruption)

…d'Héichiewe spadséiere goen, kënnen de Geesse weisen, firwat datt d'Leit musse mat de Geessen hei am Land trëppele goen, well eben déi Regierung hei eng falsch Prioritéit gesat huet.

Une voix.- Egal wat!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Gelift?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well ech weess, datt den Impôt commercial bei de Gemengen d'nächst Joer kënnt ëm een Drëttel zréckgoen, hunn ech mer emol där leschter Deeg déi Gemengen, déi schonn hir Budgeten an der Zeitung presentéiert hunn – ech wëll se elo net mam Numm nennen – ugekuckt, wat se nach

esou vun Iwwerschoss an hiren ordinäre Budgeten hunn. 4,39%; 3,02%; 7,03%; 3,76%; 6,77%, an et ass eng Gemeng, Rouspert – déi kann ech da mam Numm nennen –, déi huet 21% Iwwerschoss an hirem ordinäre Budget. All déi aner Gemenge leien ënner 5% Iwwerschoss am ordinäre Budget.

Elo stellt Iech vir, wat d'Steierverwaltung eis ugekënnegt huet: Den Impôt commercial geet d'nächst Joer ëm 30% zréck. Dat ass een Drëttel vun de Gemengebudgeten. Da ginn d'Gemengen 10% an hire Recetten an der Moyenne zréck. Da kréien déi Gemengen do alleguer hiren ordinäre Budget net méi op. Ech héieren d'Echoen – mir schwätze jo och ënner eis – vun anere Gemengen, bei deenen et net besser ass. Déi meescht Gemenge wäerte spéitstens 2007 hir Budgeten net méi opkréien.

Här President,…

(Interruption)

Gelift?

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Äre Budget geet scho laang net méi op, an d'Gemeng fonctionnéiert awer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si ganz frou, datt de Vertrieder vum Monnerecher Gemengerot mer dat hei seet, well ech hu mer nämlech och de Monnerecher Budget ugekuckt.

(Hilarité)

An déi Monnerecher Gemeng, déi war schonn esou wäit, datt se schonn huet misse virun de Wahlen eng ganz Rëtsch vun Taxë massiv erhéijen, fir hire Budget an den Equiliber ze bréngen,a well meng Informatioune gutt…

(Interruption)

Ech wollt dem Här Haupert awer wierklech Merci soen, datt e mer déi Geleeënheet hei ginn huet. Wann ech elo gutt informéiert sinn, läit d'Gemeng Monnerech dëst Joer och bei deenen ënner 5%, wat den Iwwerschoss am ordinäre Budget ugeet.

Ech wëll Iech just soen, Här Haupert, datt d'Gemeng Fréiseng – vun där ech bis elo d'Éier hat Buergermeeschter ze sinn – an hirem Kont vun 2004 25% Iwwerschoss am ordinäre Budget hat, a si wäert 2005 20% hunn. Wann ech elo gutt informéiert sinn, wéi den ordinäre Budget elo soll fir 2006 presentéiert ginn, sinn 18% Iwwerschoss virgesinn. An ech kann Iech garantéieren, et si siwen, aacht grouss Projeten, déi do lafen. Déi ginn alleguer gemaach a finanzéiert. D'Gemeng Fréiseng huet och iwwer 2007 souguer, wann den Abroch hei erakënnt, d'Méiglechkeet nach weider Politik ze maachen an ze investéieren.

Ech wëll Iech, wéi gesot, nach eng Kéier Merci soen, datt Dir mir d'Geleeënheet ginn hutt, fir dat och emol nach eng Kéier hei offiziell dokumentéieren ze loossen.

(Interruption)

Op jidde Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech all deene Gemengen, déi manner wéi 10% Iwwerschoss hunn, soen: Ech fannen et onverantwortlech vum Innenminister, datt hien d'Gemengen net op déi Evolutioun hiweist. Virun dräi, véier Joer si mer als Gemengen eng Kéier drop higewise ginn, datt gesot ginn ass, den Impôt commercial géif abriechen a mir sollte Reserven uleeën.

Elo wësse mer, datt mer vun der Steierverwaltung gesot kritt hunn, datt een dervu kann ausgoen, datt en 2006-2007 géif ëm 30% eventuell zréckgoen, d'selwecht wéi d'Kierperschaftssteier. Wann dann d'Gemengen elo net gesot kréien, datt dat kënnt an, wa virun allem nei Gemengen, elo an enger Euphorie och nach wëlle Projeten ugoen, a si wëssen net, wéi se déi dann herno bezuelt kréien, dann ass dat onverantwortlech. Ech kann nëmmen all d'Gemengen do invitéiere ganz, ganz virsiichteg ze sinn. Si sollen déi Projeten, déi elo lafen, fäerdeg maachen. Si sollen 2007 ofwaarden, wéi d'Finanze sech entwéckelen, ier se nei Engagementer huelen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt de Gros vun de Gemengen dat esou wäert maachen.

Dat huet natierlech zur Konsequenz – an dat muss een dann och wëssen –, datt mer am Bausecteur, virun allem an deene klengen Entreprisen, flächendeckend duerch d'Land – well et sinn d'Gemengen, déi am Fong d'Entreprisë flächendeckend beschäftegen – wäerten en Abroch kréien. Mä ech gesi keen aneren Auswee, wéi datt d'Gemengen elo op d'Brems klammen, fir net no 2007 wierklech voll widder ze lafen.

Eng Steier, déi an d'Luucht geet, Här President – ech hunn der elo zwou oder dräi genannt, déi erofginn –, dat ass d'Lounsteier. D'Lounsteier geet d'nächst Joer 175 Milliounen Euro an d'Luucht, laut den Aussoe vun der Steierverwaltung. An et ass gesot ginn, dat wier well d'Gehälter géifen eropgoen, an et ass gesot ginn, well méi Leit hei am Land beschäftegt ginn.

Et ass an der Finanzkommissioun d'Fro un d'Steierverwaltung gestallt ginn, wat dat ausmécht, datt d'Steiertabell elo zwee Joer net un d'Inflatioun ugepasst ginn ass. D'Steierverwaltung huet eis gesot, well d'Steiertabell net ugepasst ginn ass un d'Inflatioun, hätt dat dem Stat 2005 90 Milliounen Euro weider erabruecht, an 2006 hätt dat dem Stat op den Exercice eleng 100 Milliounen Euro erabruecht, also cumuléiert bréngt dat Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun 2005-2006 dem Stat 2006 190 Milliounen Euro weider an d'Keess. A wann dann am Budget 175 Millioune weider stinn, da gesi mer, wa mer d'Steiertabell déi lescht zwee Joer un d'Inflatioun ugepasst hätten, da wier déi Steier net geklommen, mä da wier se souguer ëm 15 Milliounen zréckgaang.

An da muss ech och d'Fro stellen: Wéi ass et da méiglech, datt eng Lounsteier ëm 15 Milliounen Euro zréckgeet, obscho mer an deenen zwee Joer 17.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn? Da weess een also, datt mer hei am Land ëmmer méi Leit astellen a beschäftegen, déi op engem Lounniveau leien, deen net méi steierflichteg ass. Et gëtt also méi Mindestlounbezéier oder Leit, déi liicht driwwer leien, déi keng Steiere méi bezuelen. Och dat sollt ee bei der Analys vun deem Artikel vun der Lounsteier mat berücksichtegen.

Da komme mer, Här President, un d'Quellesteier.

Une voix.- D'Verméigenssteier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An d'Verméigenssteier.

Et géif ee mengen, datt een an engem Land, wou d'Zäiten esou schlecht sinn, wou wierklech dat antrëtt, wat mir zënter Jore soen, datt d'Enner vir an hannen net méi zesumme ginn, dann net bréicht hinzegoen an och nach Steiersenkunge maachen.

An dann eis Regierung, déi all Dag mat Hiobsbotschafte kënnt, wou all Dag een anere Minister seet, wou misst sozial ofgebaut ginn, wou misst gespuert ginn, an an Däitschland, wou elo déi nei schwaarz-rout Regierung d'Reichensteuer aféiert, do gi mir Lëtzebuerger hin a mir schafen nach séier, ier mer d'Austeritéitspolitik richteg fonctionnéieren an alaude loossen, d'Verméigenssteier hei am Land of. 22 Milliounen Euro, dat ass bal eng Milliard aler Frang, Steiercadeauen u Leit, déi verméigend sinn, a gläichzäiteg féiere mer d'Quellesteier op de Spuerbicher an.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschten aacht Deeg ass vill doriwwer geschwat a geschriwwe ginn a wa mir als ADR net no där Finanzkommissioun ee Communiqué gemaach hätten an et public gemaach hätten, da wier dat stillschweigend d'nächst Woch hei esou gestëmmt ginn. An doduerch datt mer ee Communiqué gemaach hunn…

(Interruption)

Här Thiel, Dir hutt kee Communiqué gemaach, mir hunn de Communiqué no der Finanzkommissioun gemaach an dunn ass d'Press drop gesprongen a si huet déi Saach emol ventiléiert. Du sinn d'Gewerkschafte komm an dunn ass et un d'Rulle komm. Dir hutt näischt public gemaach an Dir hätt och näischt public gemaach, wa mir et net gemaach hätten. Dunn ass et zur d'Diskussioun komm…

(Interruption)

Dir hutt just um Radio gesot, schwéieren Häerzens hätt Dir dat dote gemaach. Also ech hu gesi wou d'Häerzer gegluckst hunn an der Finanzkommissioun. Op jidde Fall net bei de Klengspuerer, si hunn do gegluckst bei deenen, déi…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dat ass jo falsch! Am Bréif vum 7. Dezember...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, Här Frieden, ech kommen och nach op Iech.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- De Bréif vum 7. Dezember, Här President,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Här Frieden, leet Äre Kapp a Rou...

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, am Bréif vum 7. Dezember un de Chamberspresident steet, datt d'Regierung…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Här President, ech erlaben dem Här Frieden elo keng Zwëschefro. Ech fueren elo heimadder virun an da ginn ech gären dem Här Frieden…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Wann dat awer falsch ass, wat Dir sot!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, et ass net falsch.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Well et awer falsch ass, wat Der sot!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, et ass net falsch! Op jidde Fall hei kréien déi Verméigend 22 Milliounen Euro geschenkt an d'Klengspuerer mussen elo d'Quellesteier bezuelen.

Une voix.- Dat ass komplett falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo leet emol Äre Kapp a Rou, ech hu mer relativ…

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass awer wouer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Loosst mech dach schwätzen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst den Här Gibéryen elo schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hu mech esou gutt an deem dote Punkt preparéiert. Also si hunn einfach keng Rou. Et ass keng Gedold do, fir nozelauschteren.

Här President, d'Kommissioun huet de Fräibetrag bei der Quellesteier ofgeschaaft. Dat war déi éischt Décisioun. Mir hunn et public gemaach. Dunn ass eng Revolutioun lassgaangen.

Une voix.- Oh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, ech ka mer dat awer esou virstellen.

Awer dat Schéinst war, de Statsminister huet freides owes, Här President, nom Regierungspressebriefing gesot, hien hätt Versteesdemech fir d'Décisioun vun der Finanzkommissioun. Also hien hätt Versteesdemech fir d'Décisioun vun der Finanzkommissioun, datt de Fräibetrag ofgeschaaft ginn ass.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Wéinst dem Verwaltungsopwand.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war an där Finanzkommissioun an den Här Thiel, deen d'Hand ausstreckt, och.

M. le Président.- Erlaabt Der dann eng Zwëschefro vum Här Thiel?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech fueren elo schéi gemitterlech virun an ech ginn hinnen dann all déi Zäit, déi si brauchen.

M. le Président.- Dir vergitt d'Zäit hei net, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo sécher, Här President. Wann Dir hinnen dann Zäit gitt, da kënnt Dir hinne se selbstverständlech ginn, mä elo leeft meng Zäit an ech…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- An de Projet steet d'nächst Woch um Ordre du jour.

Une voix.- Jo, d'nächst Woch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei, den Här Frieden seet: De Projet steet net um Ordre du jour.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- D'nächst Woch! Ech hu gesot d'nächst Woch steet en um Ordre du jour

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo, d'nächst Woch komme mer nach eng Kéier drop zréck.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir kënnen awer och haut, Här President…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'nächst Woch komme mer nach eng Kéier drop zréck.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir kënnen awer och haut…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'nächst Woch kënne mer nach eng Kéier drop zréckkommen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir kënnen och dës Woch driwwer diskutéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'nächst Woch komme mer nach eng Kéier drop zréck.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Keng Angscht!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Henckes, ënnerbriecht den Här Gibéryen net ëmmer.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech ënnerbriechen hien net, mä ech ënnerstëtzen hien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, voilà.

Also den Här Statsminister, deen hat Versteesdemech fir d'Décisioun, déi d'Finanzkommissioun geholl hat.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Wat huet hien dann nach gesot?

(Interruptions)

Une voix.- Den Aly ass net do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dunn ass dann an der Finanzkommissioun…

(Interruptions diverses)

Virgëschter ass dat dunn awer kloergestallt ginn. An et ass kloergestallt gi vu kengem anere wéi vum Fraktiounspresident vun der CSV. Well deen hat déiselwecht Iwwerleeung wéi ech, hie wier an där falscher Sitzung gewiescht. An dunn hu mer dann do emol gefrot: Wien huet dann déi Propositioun an der Finanzkommissioun gemaach? Ma dat war de Budgetsminister, den Här Frieden, dee se gemaach huet. An den Här Frieden huet an der Finanzkommissioun gesot, se wier am Regierungsrot ofgestëmmt, ofgesehnt ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Majo selbstverständlech wéinst dem Verwaltungsopwand, deen de Statsrot an anerer opgeworf hunn. An duerfir hu mer gesot, an duerfir steet am Bréif vum Chamberspresident Weiler un de President vum Statsrot – an deemselwechte vum 7. Dezember, deen Der net matgedeelt hutt –, datt d'Regierung sech géing engagéieren eng Alternativ ze fannen zu deem Abattement, deen ze vill Verwaltungsopwand mat sech bruecht hätt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Da muss een awer och alles dem Vollek hei soen an net nëmmen dee Saz, deen lech interesséiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass net an der Kommissioun…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- De President Weiler schreift dat, well d'Regierung dat gesot huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll hei just eppes…

(Interruption)

Neen, neen, Här President, den Här Statsminister huet…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Sout, kommt, loosse mer den Här Gibéryen elo schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà. Merci, Här President.

Ech verstinn, datt den Här Frieden elo nervös ass, well hei huet hien net grad déi beschten Impressioun ofginn.

Une voix.- Et ass scho gutt!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ech si guer net nervös, mä ech hätt just gären, datt een de Leit alles seet an net litt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Frieden, wann ech gelift. Wann de Statsminister seet, hien hätt Versteesdemech fir d'Kommissioun, dann huet hien d'Wouerecht net gesot. Wann hie gesot hätt, ech hu Versteesdemech, datt d'Kommissioun eis Propositioun ugeholl huet, dann hätt hien et richteg gesot. Mä hien huet net gesot, datt d'Regierung d'Propositioun gemaach huet, et war d'Kommissioun, déi d'Propositioun gemaach huet an hien hat dofir Versteesdemech.

An dann, Här President, muss een och op eis sozialistesch Kolleege kucken. Ech muss mech nach e bësse mat deene beschäftegen.

(Hilarité)

An ech gesinn do de Kolleeg Lux, Member vun der groussherzoglecher Regierung vun haut, fréiere Generalsekretär vun der LSAP, deen do vun der Monaco-DP geschwat huet…

(Brouhaha général)

…, deen d'Quellesteier, déi Reichensteuer, d'Verméigenssteier…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert dach elo no.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här President ass ëmmer frou, wann ech mech méi mat de Sozialiste beschäftegen, duerfir seet hien dann, Dir sollt extrem gutt nolauschteren. A wann ech mech mat der CSV beschäftegen, da freet hien ëmmer: Loosst Der dann net gären eng Fro vun deenen zou?

(Hilarité)

M. le Président.- De President versicht säin Job neutral ze maachen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, an ech ënnerstëtzen Iech och voll doranner, wann Der Ären Job neutral maacht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sozialisten hu vun der Monaco-DP geschwat an haut kéint een am Fong vun der Monaco-LSAP schwätzen.

Ech hunn dat elo e bëssen an Däitschland verfollegt, wann do esou Koalitionsverhandlungen sinn – hei gëtt ee jo net vill gewuer. An Däitschland zum Beispill sot d'CDU bei der TVA 2% an d'Sozialiste soten 0%. An du hu se gesot elo gi mer an d'Verhandlung, elo maache mer e Kompromiss, an do hu se de Kompromiss gemaach 3%.

An ech hu sou d'Gefill, wéi wann hei an dësem Dossier de Kompromiss d'selwecht war. D'Sozialiste waren dogéint, datt d'Verméigenssteier soll ofgeschaaft ginn, d'CSV war dofir, a si hunn elo ee Kompromiss gemaach, deen net ass, dass d'Verméigenssteier e bësse géif ofgeschaaft ginn oder e bësse géif bäibehal ginn – dat wier de Kompromiss – neen, si sinn elo dofir, datt se ofgeschaaft gëtt a si sinn dobäi nach dofir, datt eng Amnistie fiscale gemaach gëtt fir d'Steierhannerzéier a si sinn och nach domat averstanen, datt d'Klengspuerer elo och eng Quellesteier kréien. Dat ass de Kompromiss, wéi d'Sozialisten e mat der CSV hei gemaach hunn.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Och dat do ass falsch, Här Gibéryen, haalt dach op ze léien hei!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här Thiel, wann Dir dat doten elo nach eng Kéier wëllt widderhuelen, da schëdden ech mäin Häerz emol e bëssen aus iwwer Äre Lobbying, deen Dir fir eng gewësse Klass hei am Land maacht.

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, loosse mer eis elo…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Haalt Äre Mond elo wann ech gelift, Här Frieden, well soss soen ech dem Här Frieden, wat fir eng Roll, datt hien hei am Parlament spillt.

M. le Président.- Loosse mer eis elo alleguerten e bësse berouegen a jidderee weit seng Wierder of.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Ech heeschen Thiel an net Frieden.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Entschëllegt, net dem Här Frieden, mä dem Här Thiel soen ech da wat fir eng Roll, datt hien hei am Parlament spillt. An da soen ech him och, wou säin Häerz geknuppt huet…

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Ma da sot mer dat emol!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an der Finanzkommissioun, wéi mer d'Quellesteier fir déi Kleng agefouert hunn oder d'Verméigenssteier fir déi Grouss ofgeschaaft hunn. Da schwätze mer emol driwwer, Här Thiel.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Schwätzt d'nächst Woch driwwer, net…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo! Neen, ech schwätzen hei wann ech dat wëll, an Dir hutt elo ënnerbrach, an ech warnen Iech, passt op!

(Interruptions diverses)

Neen, neen, ech loosse mer dat doten net gefalen!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir sidd awer gutt preparéiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo sécher sinn ech gutt preparéiert. An duerfir, well ech esou gutt preparéiert sinn, kommen ech dann op den Här Fayot.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, kommt, loosse mer elo hei net méi provozéieren a loosse mer den Här Gibéryen seng Ried a Rou hei fäerdeg maachen.

Une voix.- Elo geet et awer duer!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Am „Tageblatt" vum 10. Dezember stoung ze liesen, Titel „Beschwichtigung", vun de Sozialisten: „Der Eindruck sei vermittelt worden, ab sofort ging es den Kleinsparern an den Kragen, sprich an das Ersparte. Nun wird die Quellensteuer gestrichen. Die LSAP kann gut damit leben." Et misst am Fong sinn, net d'Quellensteuer gëtt gestrach, mä den Abattement gëtt gestrach. „Die LSAP kann gut damit leben. Durch die vorgenommene Textänderung würden Kleinsparer nicht geschädigt. Beispill gefällig: Eine Person mit einem Sparguthaben von 100.000 Euro müsste bei einem Zinssatz von 2% bei der aktuellen Gesetzesvorlage rund 200 Euro an den Fiskus abführen, rechnet die LSAP vor. Ein Betrag, der erträglich ist."

Also ech sinn dovun iwwerzeegt, datt d'Sozialisten an der Regierung net an Euphorie gefall sinn, wéi d'CSV dat dote proposéiert huet. Mä datt d'Sozialisten awer higinn a si sinn dann déi, déi nach e Communiqué maachen a soen, si hätte Versteesdemech an dat wier erträglech, also esou eng politesch Naivitéit hätt ech awer nu wierklech net bei hinne vermut!

Dat Ganzt stoung ënner engem Artikel vum OGB-L, deen als Titel hat, „Der Kleinsparer muss es richten": „…seien hier in erster Linie Kleinsparer visiert, die nun verstärkt zur Sanierung des Staatshaushaltes beitragen müssten, klagt der OGB-L. Diese unsoziale Maßnahme sei umso unverständlicher, da die Reichensteuer für das Budget 2006 abgeschafft werden soll." Här President, déi zwee Artikele stoungen ënnereneen.

Also d'Sozialiste ginn hin a si verteidegen der CSV hir onsozial Politik, si verteidegen!

(Interruption)

D'CSV huet et net gemaach! Si hu Versteesdemech.

(Interruption)

„Ein Betrag, der erträglich ist." Also wann déi kleng Leit musse méi bezuelen, dat ass fir si e Betrag, deen erträglech ass! An da gesitt Der – ech wëll Iech e gudde Rot ginn, Här Fayot, Iech an Äre Genossen, well…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, wennt lech un d'Chamber!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann Der dann haut d'„Wort" liest, do gëtt dann erëm iwwert d'Quellesteier geschwat: „Die steuerliche Belastung der Kleinsparer war allerdings dem Premier ein Dorn im Auge." An duerfir huet d'Finanzkommissioun erëm eng Kéier du missen ëmswitchen an huet erëm en Abattement agefouert.

Dat heescht, d'Sozialisten, déi hunn dat erträglech fonnt, datt déi kleng Leit musse méi bezuelen, an eise soziale Statsminister, deen huet gesot: Neen, dat ass mir en Dar am A; dat dote muss erëm geännert ginn!

Ech wollt Iech dat just als Rotschlo ginn: Wann Der mat deene Schwaarzen an d'Bett gitt, da musst Der ganz gutt oppassen. Si hu keng Gutt hannert den Oueren, passt op!

Also Dir misst dat awer aus der Vergaangenheet jo wëssen, datt Der ëmmer do erageluecht gitt. Hei hutt Der e klengt Beispill wéi si et mat Iech maachen. Si schécken lech vir, Dir sot, dat ass erträglech, an da kënnt de Premier a seet: Ah neen, dat doten, dat geet net. Si stinn elo erëm gutt do, an Dir sidd déi virun deene klenge Leit, déi erëm domat averstane waren!

Dann hunn ech mer d'Fro gestallt, Här President, mir hu jo awer och hei an deem Parlament Sozialpolitiker. Den Här Wolter huet se gëschter Sozialapostel genannt. Sozialapostelen, déi duerch d'Land zéien. Ech denken un den Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Présent!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech denken un d'Madame Vera Spautz, ech denken un den Här Roland Schreiner, ech denken un den Här Marc Spautz, un den Här Ali Kaes, un den Här Marcel Glesener, déi alleguerten, mengen ech, am Sënn vum Wuert vum Här Wolter Sozialapostele sinn. Da muss ech mer awer d'Fro stellen: Wou waren déi dann elo? Ech hu keen héieren. An ech hunn och bis elo nach net gesinn, datt ee sech an dës Debatt ageschriwwen huet. Ech hat gemengt, do sinn der jo vill dobäi, déi ech aus menger gewerkschaftlecher Vergaangenheet an och, wéi all gudde Lëtzebuerger, vun de Rieden den 1. Mee kennen. De Kolleeg Castegnaro, deen huet eng formidabel Stëmm den 1. Mee gehat! Deen huet dach esou haart geschwat, Schaum riets a lénks an den Ecken…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dat bass du, dat sinn ech net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Här Castegnaro, Dir hat ëmmer Schaum, ech hat ni Schaum, ech hat domadder ni Problemer.

(Interruptions diverses)

D'Mammen hunn doheem de Radio an d'Televisioun méi lues gemaach – esou haart huet hie gejaut –, fir datt d'Kanner net solle waakreg ginn.

(Hilarité)

An elo hei am Parlament, also wann ech hien net do géif gesi sëtzen, ech hätt gemengt hie wier net gewielt ginn an d'Parlament! Den Här Castegnaro, muss ech Iech soen, Här President, e Stëmmche mécht méi Kaméidi heibanne wéi den Här Castegnaro! An all déi aner sozialpolitesch Apostelen heibannen, vun deenen héieren ech keen! Ech héiere keen! Wat stinn déi ënnert der Fuchtel vun hire Fraktiounen, vum Statsminister…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här Gibéryen! Här President!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also dem Här Castegnaro erlaben ech awer eng Zwëschefro.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Gibéryen erlaabt eng Zwëschefro.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech wollt just soen, dass den Här Castegnaro, esou wéi Der en nennt, während 40 Joer eng grouss Gewerkschaft opgebaut huet an dass Dir während e puer Joer eng kleng Gewerkschaft futtigemaach hutt,…

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- …fir politesch Carrière ze maachen. Passt also op an de Vergläicher a botzt de Schaum wann ech gelift vun Äre Lëpsen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Castegnaro, déi kleng Gewerkschaft ass net futti, an Dir kënnt elo hei ziele wat Der wëllt,…

(Interruption)

…Realitéit ass, datt Dir heibannen…

(Interruption)

Neen, neen, neen, déi kleng Gewerkschaft, déi bléit nach genausou gutt wéi se virdru gebléit huet. Déi ass nach ëmmer do an déi wäert och schonn hire Wee fanne mat deenen aneren zesummen. Dat mécht Iech och vläicht…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Et héiert an et gesäit ee se just net, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä d'Realitéit ass, datt d'Leit alleguert erwaart hunn, datt Dir als dee grousse Gewerkschaftspresident, deen Der waart, hei am Parlament och elo géift optrieden an hei géift déi Cause verteidegen, déi Der déi Jore virdrun ëmmer esou gutt verteidegt hutt. Awer dat hutt Der bis elo nach net gemaach.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Elo muss de äntwerten!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir hunn also elo neierdéngs hei am Land zwou Zorte vu Sozialisten. Déi eng, déi un d'Sozialiste gleewen an déi se och duerfir stëmmen an elo duerfir mussen d'Quellesteier op hire Spuerbicher bezuelen, an dann déi Sozialisten, déi d'Sozialisten hei an der Politik vertrieden, Kaviarsozialisten nenne mer déi, déi elo keng Verméigenssteier méi brauchen ze bezuelen.

Une voix.- Oh Mamm, oh Mamm!

Une autre voix.- Ma dach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An uewendrop gëtt dann och nach d'Quellesteier op de Bauspuerverträg agefouert, wou mer hei vum Statsminister selwer gesot kritt hu virun e puer Wochen, datt dat dee gréissten Echec wier, de Wunnengsbau! Also wann elo Leit higinn, si wëllen och nach spueren a si wëllen hire Kanner Spuerbicher uleeën, fir Bauspuerverträg ze maachen, déi falen dann elo integral ënnert d'Quellesteier.

Här President, dann nach e Wuert zu de Reserve vun de Pensiounskeesen. Ech mengen, d'Pensiounskeesen am Privatsecteur, dat wësse mer alleguer, hu gutt Reserven, dräimol d'Joresdépensen, wat och wichteg ass, datt mer domadder eng laangfristeg Ofsécherung kréien. Déi Reserve sinn awer virun allem an de leschte Jore geklommen, virun allem well mer eben nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn. Ech hu virdru gesot, datt mer 17.000 Aarbechtsplazen an zwee Joer geschaaft hunn. Dat huet wuel um Niveau vun de Lounsteieren net weider erabruecht, mä et bréngt awer um Niveau vun de Cotisatioune weider an d'Keesen eran, an duerfir sinn och déi Reserven esou flott an deene leschte Joren ugeklommen.

Mä déi Reserven, déi musse bestoe bleiwen, well mer jo wëssen, opgrond vun de Berechnungen, datt mer mussen och an Zukunft 24% cotiséieren, fir datt déi Reserve bleiwen a fir datt d'Pensioune laangfristeg och garantéiert sinn. Hei muss jidderee seng Responsabilitéit, säin Engagement, wat en huet, d'Salariat, d'Patronat an de Stat mussen hiert Engagement respektéieren, well soss geet déi Rechnung mëttelfristeg net méi op. An et kann een duerfir kee Gréff an d'Pensiounskeese maachen.

Mir hu scho Gréffer an d'Pensiounskeese gemaach mat der Préretraite, mir hunn e Gréff an d'Pensiounskeese gemaach, wéi mer d'Krankekeesen doriwwer sanéiert hunn. Den Här Juncker léisst net no fir och e Gréff an d'Pensiounskeesen ze maache fir d'Mammerenten, wou ech awer do-vun iwwerzeegt sinn, datt dat ni wäert glécken. Well den Här Juncker huet nach en aneren Hannergedanken: Hie géif doduerch net nëmmen de Statsbudget entlaascht kréien ëm déi 80 Milliounen Euro, déi de Forfait d'éducation kascht, mä hie géif souguer nach méi an d'Keess erakréien, well wann d'Pensiounskeese géifen deen ausbezuelen, vu datt dee jo ënnert d'Steiere fält, krit en iwwert de Wee vun de Steiere souguer en Transfert vun de Pensiounskeesen iwwert d'Mammerent an d'Statskeess eran. Hien hätt also net nëmmen déi Dépensë manner, mä hien hätt Recettë weider.

Mä ech menge mir sinn eis heibannen eens, datt mer net dee Wee goen däerfen.

Am Budget vun 2006, Här President, ass virgesinn, datt de Stat vum 1. Januar 2006 un net méi bei de Frais administratifs an der Participatioun un de Gehälter vun de Beamte bei de Pensiounskeesen am Privatsecteur participéiert. Dat ass e Montant vu 17 Milliounen, déi soss am Statsbudget stoungen, déi elo net méi an d'Pensiounskeese ginn, mä déi d'Pensiounskeese selwer mussen droen. Och dat ass – doriwwer hunn der vill geschwat – erëm ee Gréff an d'Pensiounskeess vu 17 Milliounen Euro d'Joer.

Ech hunn duerfir, Här President, Amendementer preparéiert, fir déi Artikelen, déi am Budget alleguer op null stinn, erëm op dee Kredit eropzesetzen. Dat sinn 48 Amendementer, a wa mer wëssen, datt all Amendement muss eenzel ofgestëmmt ginn, da wësse mer, datt mer dräi Stonnen iwwert déi 48 Amendementer heibanne missten ofstëmmen. Ech wëll Iech awer soen, datt ech Iech an eis dat erspueren. Mä ech wëll awer just soen, datt dat 48 Artikele sinn, déi am Budget op null erofgesat sinn, fir déi 17 Milliounen Euro, déi de Stat elo net méi iwwerhëlt, an elo an Zukunft d'Pensiounskeesen iwwerhuelen. Mä eleng dat misst fir all Sozialpolitiker heibanne schonn eng Ursaach sinn, fir géint dëse Budget ze stëmmen.

Am Géigendeel zum Privatsecteur, Här President, hu mer am öffentleche Secteur keng Pensiounskeess. An ech erënneren dorun, wéi mer 1999 hei dat Gesetz – iwwert dat vill Kaméidi gemaach ginn ass an duerch dat mer am Secteur public den neien öffentleche Pensiounsregime agefouert hu fir all Fonctionnairen, déi nom 1. Januar 1999 agestallt gi sinn – a wéi mer aus der 3%eger Péréquatioun iwwer fënnef Joer eng Cotisatioun vun 8% agefouert hunn, datt mir deemools hei schonn dofir plä-

déiert hunn, well mer dunn a finanziell ganz gudden Zäite waren, datt dunn d'Geleeënheet gewiescht wier, fir déi Cotisatiounen op e Pensiounsfong fir de Secteur public ze déviéieren, amplaz si erëm an de Statsbudget zréckgoen ze loossen.

Well wa mer am Privatsecteur dräi Joer Reserven hu bei de Pensiounen, wat anscheinend ze vill ass, well soss hätt de Premier net ëmmer d'Tendenz, fir dranzegräifen – mä déi musse mer wéi gesot behalen –, dann hu mer am öffentleche Secteur keng Reserven! Et ass am Fong do, wou och eng Zäitbomm tickt, well de Stat do een Engagement huet, wat am Fong eng Schold ass, déi hien iwwer Gesetz iwwerholl huet, wou mer awer keng Reserven ugeluecht hunn.

An duerfir maache mer nach eng Kéier een Appel hei, fir datt mer eis solle wierklech iwwerleeën, fir och an der Fonction publique eng Pensiounskeess mat Reserven unzeleeën, fir och do deene Leit eng Pensioun ze sécheren, déi haut schaffen an déi an d'Fonction publique erakommen. Well, et muss ee jo elo wëssen, datt all déi Leit, déi no 1999 an d'Fonction publique erakomm sinn – wéi och iwwregens déi virdrun –, déiselwecht Cotisatioun wéi am Privatsecteur bezuelen. Déi am Privatsecteur kënne soen, doduerch datt ech haut eng Cotisatioun bezuelen, schafen ech Reserven, fir datt ech muer och eng Pensioun kréien. An dat kënnen déi Leit an der Fonction publique net soen. Duerfir, wéi gesot, maache mer nach eng Kéier een Appel, fir datt eng Pensiounskeess an der Fonction publique soll geschaf ginn, fir och deene Leit Garantien ze ginn.

Här President, dann eng Rei vu Propositiounen, déi ech nach wëll maachen, déi mer kënne maachen, fir de Budget an den Equiliber ze kréien. Et ass ëmmer hei geschwat ginn, déi 22 Moossnamen, déi ech virdrun opgezielt hunn, sinn der lauter, wou d'Regierung manner Geld wëllt ausginn a sozialen Ofbau gréisstendeels wëllt bedreiwen. Mä et kann een och eppes op der Recettësäit maachen. An et kann een och manner Ausgabe maachen, andeem datt ee spuert. An d'Regierung soll emol mam gudde Beispill virgoen a wierklech weisen, datt iwwerall ka gespuert ginn.

Ech géif och emol mengen, d'Regierung misst de Message an hir Verwaltunge weiderginn. Well, et héiert een an et gesäit een, datt trotzdeem och nach Leit an de Verwaltungen am Fong esou um Terrain agéieren, wéi mer dat an de gudden Zäite konnte maachen, an Engagementer huelen an nach net wëssen, datt een Ëmdenke verlaangt ass.

Och um Terrain, an der praktescher Exekutioun vum Budget ka vill Geld gespuert ginn, mä da muss een de Message awer och un déi Leit vun de Verwaltunge weiderginn, fir datt een Ëmdenke kënnt. Ech kéint eng Rei vu Beispiller do nennen; aus Respekt vun der Zäit wëll ech awer och do e bësse spueren.

Mir erënneren och dorun, datt mer de Fong fir d'Militärdépensen ëm 33 Milliounen Euro gehéicht hunn. Och do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer richteg leien, elo nach insgesamt d'Militärdépensen ëm 33 Milliounen Euro vun engem Joer op dat anert an d'Luucht ze setzen.

Ech erënneren un eis Fuerderung no Steiergerechtegkeet, no der Negativsteier, dem Crédit d'impôt, fir méi eng einfach, méi eng gerecht Steier hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Mir hu keng gerecht Steier; a mat där Politik, déi momentan leeft, hu mer de Risiko, datt eng Partie vu Leit ëmmer méi räich ginn an ee groussen Deel vun de Leit ëmmer méi aarm. Duerfir ass et wichteg, datt mer Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg aféieren.

D'Steierhannerzéiung, Steierbedruch. Et ass doudsécher falsch, datt mer elo eng Amnistie fiscale d'nächst Woch hei wäerte stëmme fir déi Leit, déi d'Steieren net bezuelt hunn, Steierbedruch an -hannerzéiung gemaach hunn. Déi Leit kréien elo eng Amnistie, an alleguerten déi Leit, déi hir Steieren éierlech a brav bezuelt hunn, déi waren dann am Fong domm, datt si dat iwwer all déi Jore gemaach hunn.

Da musse mer och an deene Verwaltungen d'Personal opstocken, fir datt si à même sinn, déi Fraude fiscale do ze iwwerféieren, fir datt si à même sinn, fir d'Steieren anzezéien, wou dach eis Verwaltungen haut net méi à même sinn, fir déi grouss Steiere richteg kënnen anzedreiwen, well se och mat engem Informatikmaterial aus de 60er a 70er Jore musse schaffen. Wat blamabel ass fir ee Land wéi Lëtzebuerg, dat esou räich ass, dat ass, datt et seng Verwaltungen net en mesure setzt, fir datt si hirer Aufgab gerecht kënne ginn, déi mir als Gesetzgeber hei virschreiwen, nämlech d'Steieren anzezéien. Si ginn der Aufgab net méi gerecht, well mir si net en mesure setzen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An dat gëtt scho während Joren hei an der Chamber ugeprangert. Et kritt een haut jo scho bal de Verdacht, datt verschidde Leit sech wëllen zum Kompliz vun deene maachen, déi Steierbedruch maachen, well si einfach d'Verwaltungen net en mesure setzen, fir déi Steieren anzedreiwen.

Mir hunn och den 8. Dezember 2004 eng Motioun hei eraginn, an där mer eng Spezialkommissioun fir d'Fraude fiscale verlaangen, esou wéi iwwregens den Här Krecké se och a sengem Rapport deemools verlaangt huet. Ech wëll dorun erënneren, datt den ADR, d'DP an DÉI GRÉNG deemools duerfir gestëmmt hunn an d'CSV an d'LSAP dogéint gestëmmt hunn, datt esou ee Service soll kommen, fir d'Fraude fiscale hei am Land ze bekämpfen.

D'Faillite frauduleuse. Ech hunn lech virdru gesot, datt mer eleng bei der TVA a 15 Joer 27 Milliarden aler Frang duerch d'Faillitë verluer hunn – niewent de Steieren, déi d'Steierverwaltung net erakritt, niewent deem, wat fir d'Sécurité sociale verlaangt gëtt. Mä näischt, näischt ass geschitt! Ech hat viru fënnef Joer eng Interpellatioun hei an der Chamber gemaach iwwer eng Reorganisatioun vun de Verwaltungen, fir d'Faillites frauduleuses kënnen ze bekämpfen. Näischt ass geschitt!

Och do mengt een hätte verschidde Leit Intérêt drun, datt näischt geschitt, datt déi Faillitë monter kënnen esou weidergoen an d'Allgemengheet bezuele muss.

Also, d'Regierung huet do e ganze Koup vu Punkten, wou si emol fir d'éischt muss beweisen, datt et hir eescht gemengt ass ze spueren. Si muss emol fir d'éischt beweisen, datt dat Geld muss agedriwwe ginn, wat de Stat zegutt huet, amplaz datt si dat lafe léisst, an dann op där anerer Säit elo higeet a mengt, si misst iwwerall sozialen Ofbau bedreiwen.

An och musse mer wëssen, datt déi Asylpolitik, déi mer an de leschte Jore bedriwwen hunn, eiser Meenung no eng falsch verstanen Asylpolitik ass, datt déi – ech wëll elo net ze vill dragoen, net datt do gemengt gëtt, et géif ee wëllen eppes do opbauschen – och ze vill kascht. Et gëtt do geschwat vun zwou Milliarden aler Frang d'Joer. Och do hu mer net deen néidege Courage gehat an deene leschte Joren, fir eng richteg Asylpolitik ze maachen, déi de Statsbudget och bezuele kann.

Mir hunn och eng Kéier proposéiert, datt een d'Kannergeld souwéi d'Mammerent och besteiere kéint. Et kéint een och d'Kannergeld de Steieren ënnerwerfen, andeem datt een et esou géif upassen, datt déi Kleng net manner kriten, mä déi, déi méi verméigend sinn, kéinte jo och eventuell dann do e bësse Steieren drop bezuelen. Also, och do si mer bereet, an esou eng Richtung matzediskutéieren.

Mir hunn och hei proposéiert an enger Motioun als ADR, den Index-Wuerekuerf ze änneren, an den Tubak an den Alkohol aus dem Wuerekuerf erauszehuelen. Dat war an der leschter Regierung. Déi Motioun ass gestëmmt gi mat de Stëmme vun der LSAP, de Gréngen a vum ADR, d'CSV an d'DP hunn deemools dogéint gestëmmt.

Mir hunn och eng Motioun schonn erabruecht gehat, datt ee sollt eng Cotisation sociale um Alkohol an um Tubak aféieren, déi awer dann an d'Krankekeese géif fléissen, déi Cotisatioun an och déi Motioun sinn heibannen ofgelehnt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un deenen zwielef Propositiounen, déi ech elo gemaach hunn, gesäit een, datt villes ze maachen ass, ouni datt ee muss direkt higoen a sozialpolitesch Aschnëtter maachen, oder d'Leit hei an do weider participéieren. D'Regierung soll hir Aarbecht maachen. Mir hunn elo eng Rei vu Propositioune gemaach.

Wichteg ass, datt mer elo wëssen, datt d'Situatioun alarméierend ass. Dat soll kee verschéineren. D'Situatioun ass alarméierend, awer d'Schold ass net bei de Leit am Land, d'Schold ass net bei de Betriber, d'Schold ass net bei dem Salariat ze sichen. Schold huet d'Regierung. Schold hunn déi CSV-Finanzministeren, déi CSV-Budgetsministeren, déi iwwer Joren dem Land eppes virgegaukelt hunn, wat laanscht der Realitéit war. Déi de Leit gesot hunn, et geet esou virun de séchere Wee. Dat ass awer falsch gewiescht, fir de Leit dat ze soen. Si hunn hir Responsabilitéit net geholl, an duerfir musse mer dem Land soen, datt d'Situatioun alarméierend ass. D'Fonge sinn eidel, mir kréie bei deene grousse Steieren e Réckgang, a mer wëssen, datt den Nohuelbedarf, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft, grouss ass.

Et sinn an deene leschte Jore falsch Prioritéite gesat ginn. Ech hu se schonn opgezielt. Et geet dann net duer, wa mer hei soen: Ma, d'CSV huet déi responsabel Ministeren elo op Bréissel a Stroossbuerg an d'Altersheim geschéckt. Neen, et ass d'CSV, déi responsabel war! Et geet net duer, datt se e Minister auswiesselt, an dann esou mécht, wéi wa se sech hei kéint d'Hänn an der Onschold wäschen. D'CSV muss riichtstoe fir déi falsch Investitiounspolitik, déi ënnert där leschter Regierung gemaach gouf.

D'Land huet en Nohuelbedarf un de Schoulinfrastrukturen, de Gesondheetsinfrastrukturen, öffentlechem Transport a Strukture fir Kannerbetreiung. Mir hunn eis Engagementer vis-à-vis vu Kyoto anzehalen. Mir hunn en Noutstand am Wunnengsbau. Mir mussen den IVL ëmsetzen. Mir hunn eng Dezentralisatioun ze maachen. A mir hunn an der Prioritéitelëscht scho musse villes sträichen, wat awer wichteg gewiescht wier, datt et gemaach gi wier. Och wann d'Regierung elo och do erëm esou eng Ausso gemaach huet, datt se gesot huet: Wat an der Prioritéitelëscht gestrach ginn ass, gëtt net virun 2008 gemaach.

Här President, se hätt och kënne soen: Et gëtt dann no 2008 gemaach. An 2015, 2020, dat ass och alles no 2008. Et dierf also kee mengen, wann elo gesot gëtt, et ass vun der Prioritéitelëscht, et gëtt net virun 2008 gemaach, dat géif dann 2009 gemaach ginn. An där Finanzsituatioun, wou elo de Stat erageet, gëtt et eng ganz Rei Projeten, déi mir heibanne wahrscheinlech net méi wäerten erliewen.

Da muss ee sech d'Fro stellen, wann esou e groussen Nohuelbedarf do ass: Wou war dann déi Wäitsiicht vun enger CSV, déi praktesch onënnerbrach an der Regierung war, déi gesot huet, si wier déi eenzeg, déi amstand wier, fir datt d'Land hei an Zukunft virugeet? Wa mer elo virun eidele Keese stinn, an ech héieren dann de Fraktiounspresident vun der CSV gëschter hei eng riseg Lëscht opzielen, wat alles nach muss gemaach ginn, dat ass en Aarmutszeugnis, wat ee sech selwer ausgestallt huet. Well wann ee weess, datt an deenen nächste Joren eis pro Exercice tëschent enger an annerhallwer Milliard wäerte feelen, da weess een, datt dat dote gréisstendeels wäerte Wënsch bleiwen.

Och an dësem Budget vun 2006, Här President, ass keng Spur vun Ëmdenken. De politesche Courage feelt an dësem Budget. Et ass e Budget, dee schonn a senger Presentatioun defizitär ass. Et ass e Budget, wou mer wëssen, datt eng Rei vun Dépensen iwwerhaapt net dra berücksichtegt gi sinn. Et ass also, wéi scho gesot ginn ass, eng Mogelpackung. Et ass e Phantombudget, wou mer eréischt no engem Joer wëssen, wat mer am Fong haut wäerte gestëmmt hunn.

An duerfir wonnert et mech, datt Leit heibanne wierklech dee Courage hunn. Et muss ee scho Courage hunn, fir deem dote Budget zouzestëmmen, Här President. Ech kann lech op jidde Fall soen, ech an eis Fraktioun, mir hunn nach ni mat esou enger Iwwerzeegung géint ee Budget gestëmmt, wéi dat dëst Joer de Fall wäert sinn.

Ech soen lech Merci.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 est caractérisé par une progression des recettes plus faible que la progression des dépenses;

- considérant que le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 s'est soldé par un déficit de 106.713,0 euros;

- considérant que le projet de budget pour 2006 prévoit un déficit de 301.295,4 euros;

- considérant la volonté du Gouvernement d'appliquer dans l'exécution du budget pour l'exercice 2006 une «discipline budgétaire rigoureuse» et «de réduire les dépenses dans les normes acceptées dans l'accord de coalition»;

- considérant la nécessité d'agir également sur le côté des recettes fiscales;

- considérant l'inexistence au sein des administrations fiscales d'un département spécialisé dans la lutte contre la fraude fiscale;

- considérant que «l'inégalité devant la fraude est la source fondamentale de l'inégalité devant l'impôt»;

invite le Gouvernement

- à créer un service spécialisé commun aux administrations fiscales chargé de lutter contre la fraude fiscale.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant le déficit se creusant du budget de l'État;

- considérant que les fonctionnaires contribuent à l'instar des salariés du secteur privé à leur pension vieillesse;

- considérant que les cotisations des fonctionnaires alimentent un «Fonds de pension» faisant partie intégrante du budget de l'État;

- considérant que le «Fonds de pension» n'offre pas les mêmes garanties qu'un organisme de pension ayant une personnalité juridique propre;

- considérant l'absolue nécessité de garantir durablement la sécurité des pensions du secteur public;

invite le Gouvernement

- à transformer le «Fonds de Pension» en un organisme distinct du budget de l'État ayant sa propre personnalité juridique et chargé de la gestion des pensions du secteur public.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que la capacité de financement future de l'État est à garantir durablement;

- considérant l'absence d'information sur les engagements financiers à long terme résultant des pensions du secteur public;

- considérant l'inexistence de toute projection à court, moyen et à long terme du coût salarial total que l'État s'est engagé à supporter dans les années à venir;

- considérant qu'il y a lieu d'établir une étude prévisionnelle permettant de renseigner le législateur sur l'impact financier futur du régime des pensions du secteur public;

invite le Gouvernement

- à faire réaliser une étude sur le régime des pensions du secteur public fournissant aux décideurs politiques les mêmes renseignements que l'étude sur le régime des pensions contributives du secteur privé réalisée en l'an 2000 par le Bureau International du Travail;

- à remettre à la Chambre des Députés une information complète et transparente sur la masse des salaires du secteur public grevant annuellement le budget de l'État et de lui fournir les projections y relatives.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Amendement 1

Le paragraphe 2 de l'article «18.- Dispositions concernant la sécurité sociale» du «Chapitre D – Dispositions concernant le budget des dépenses» du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006, prévoyant que dorénavant les frais administratifs soient intégralement à charge des institutions sociales, est rayé.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, "The end of the world as we know it?", mat där Fro hat ech d'Konklusioun vu mengem schréftleche Rapport zum leschtjährege Budget iwwertitelt. A mengem mëndleche Rapport war meng Konklusioun folgend, an ech zitéieren: „Mir kënnen net méi alles. Mir sollen och net esou maachen, wéi wa mer et kéinten. En éierlechen, onverkläertenen a schounungslose Bléck op de Budget fir 2005 weist eis, datt Choixë bei de staatlechen Ausgaben ustinn, an datt mer déi besser hätten ze preparéieren esou laang mer net ënner absolutem Zuchzwang stinn."

Den dësjährege Rapporteur Roger Negri huet a senger schréftlecher Konklusioun zu sengem Budgetsrapport Folgendes gesot, an ech zitéieren en: «En déduire pour autant que nous pouvons poursuivre allégrement notre train de vie serait toutefois quelque peu hardi et réducteur. Nous l'avons dit et nous le

répétons: à la source des problèmes de soutenabilité des finances publiques on trouve des engagements de dépenses publiques futures, qui dépassent les montants susceptibles d'être financés par la base de recettes. Et le Luxembourg ne fait pas exception. (…) Mais nous avons encore le choix de prendre la bonne option pour assurer et pérenniser notre modèle de société, nous avons le choix de nous engager résolument sur la voie d'une politique budgétaire soutenable.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Konklusioune vum Här Roger Negri sengem Rapport a meng Konklusioune vu mengem Rapport vum leschte Joer vergläicht, kënnt een net derlaanscht, fir festzestellen, datt schonn d'lescht Joer, d'Finanz- a Budgetskommissioun d'Alarmglacke schelle gelooss huet, dëst vläicht a méi engem moderéierten Toun, wéi den Här Roger Negri dëst zu Recht a sengem Rapport gemaach huet.

Ech wëll dann och vun der Geleeënheet profitéieren, dem Här Rapporteur e ganz grousse Merci auszeriichten, fir déi virbildlech Fläissaarbecht, déi hien an deene leschte Wochen ofgeliwwert huet, an déi ee souwuel a sengem schréftleche wéi mëndleche Rapport erëmfënnt, deen iwwregens och eng Rei vu ganz interessanten innovative Propositioune beinhalt wat d'parlamentaresch Budgetsprozedur ubetrëfft.

Wann ech lech elo nach eng Kéier déi Konklusioune vun dësem an deem leschtjährege Budgetsrapport virgelies hunn, da fir drop hinzeweisen, datt déi Problemer, iwwert déi mer ganz intensiv, besonnesch dëst Joer, diskutéieren och schonn hilänglech d'lescht Joer bekannt waren. Vläicht sinn do déi Warnungen net mat därselwechter Intensitéit, souwuel an dësem Haus wéi awer och an der Regierung, erhéiert ginn. D'Deklaratioun, déi de Statsminister de leschten 12. Oktober an dësem Haus gemaach huet, war dann och fir mech an der Logik vun der Evolutioun vun där Situatioun, déi sech schonn am Budget fir d'Joer 2005 ugekënnegt hat.

Ech wëll duerfir och nach eng Kéier déi Manéier begréissen, wéi de Premier mat klore Wierder dës Situatioun geschildert huet an déi Moossnamen ugedeit huet, déi an deenen nächste Méint mussen diskutéiert a geholl ginn. Fir meng Fraktioun a mech selwer war et och vun deem Moment evident, datt missten am Budget fir d'Joer 2006 souwuel déi sou genannte budgetär Norm wéi d'Kritäre vum Stabilitéitspakt respektéiert ginn. Mir waren duerfir och e bësselchen erstaunt, wéi mer bei der Virstellung vum Budget festgestallt hunn, datt d'Schéier zwëschent der Progressioun vun den Ausgaben an der Progressioun vun de Recetten an dësem Budget géif praktesch 3% bedroen.

Et ass allerdéngs richteg – an dat wëll ech hei och nach eng Kéier ënnersträichen –, datt déi strukturell Reformen, déi noutwendeg sinn, fir an de budgetären Equiliber ze kommen, sollten dem Statsminister no am Laf vum Joer 2006 mat de Sozialpartner am Kader vun der Tripartite diskutéiert ginn, well jo sécherlech bei enger ganzer Rei vu Strukturreforme musse Gesetzer geännert ginn. Et ass awer och gradesou richteg, datt an enger ganzer Rei vun Ausgabe beim Stat, déi net eng direkt legal Basis hunn, sécherlech Aspuerunge méiglech sinn. Ech denken do zum Beispill un de Postë vun den Etüden.

An der Analys um Fong gëtt et also keen Ënnerscheed zwëschent deenen Aussoe vum Premier, den 12. Oktober, an der Positioun vun der CSV-Fraktioun, déi sech eens sinn, fir ze soen, datt d'Gravitéit vun der budgetärer Situatioun et absolut noutwendeg mécht, fir esou schnell wéi méiglech a virum Opstelle vum Budget fir d'Joer 2007, déi néideg Mesuren ze huelen. Dee Message, deen de Statsminister den 12. Oktober ginn huet, huet sech dann och erëmfonnt an enger ganzer Rei vun Avisën zu dësem Budget, fir hei nëmmen d'Avisë vun der Chambre de Commerce, der Zentralbank an der Cour des Comptes ze nennen, déi alleguerten drop higewisen hunn, datt et eng Minutt virun zwielef wär, an datt mer missten onbedéngt d'Progressioun vun eisen Ausgaben an de Gréff kréien.

Leider Gottes ass de Message bei anere Beruffskummeren awer net eriwwerkomm. Verschidden Exponente vun der Gewerkschaftszeen sinn net midd ginn an deene leschten Deeg a Wochen op déi a sech fir si exzellent Situatioun vun eise Finanzen ëmmer erëm hinzeweisen. Wéi mäi Fraktiounskolleeg Michel Wolter dëst schonn a senger Ried ënnerstrach huet, kënne mir eis mat esou enger Politik „vum Kapp an de Sand stiechen" net zefridde ginn. An duerfir wollte mir och nach eng Kéier duerch en Zousaz am Budgetsrapport vum Här Negri däitlech op d'Onweigerlechkeet vu strukturelle Reformen hiweisen.

Datt d'Finanz- a Budgetskommissioun nach eng Kéier expressément dorobber hiweist, schéngt mir keen aussergewéinleche Virgang ze sinn. Datt de Budget an enger Fraktioun kontrovers diskutéiert gëtt, soll a sech d'Normalitéit sinn. D'Meenungsverschiddenheeten zwëschen CSV-Fraktioun a Regierung kann ech hei beim beschte Wëllen net erkennen, dat ëmsou méi, wéi de Budgetsrapporter Roger Negri genau déiselwecht Analys wéi d'CSV-Fraktioun gemaach huet, dat an deelweis méi däitleche Wierder.

(Interruptions)

Bei den Dissonanzen zwëschen CSV-Fraktioun a Regierung, déi vu verschiddene Kolleegen, besonnesch aus Oppositiounsreien, erbäigeriet ginn, do schéngt mer éischter de Wonsch de Papp vum Gedanken ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech a menge weideren Ausféierungen haaptsächlech mat der Kompetitivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert befaassen, dëst ganz besonnesch och virum Hannergrond vun der Strategie vu Lissabon, an dëst och am Kontext vun deenen dach stagnéierende Recetten um Niveau vun der Kollektivitéitssteier beliichten.

Ech hat schonn d'lescht Joer am Kontext vu mengem Budgetsrapport drop higewisen, datt d'Schéier zwëschent der Loun- an der Kollektivitéitssteier ëmmer méi wäit géif ausernee goen, an dës Tendenz muss ee leider och erëm am Budget 2006 feststellen.

Esou geet d'Lounsteier vun 2.000. 996.500 Euro op 3.000.346.500 Euro erop, während d'Kollektivitéitssteier vun 1.000.125.000 op 1.000.250.000 Euro progresséiert, also quasiment stagnéiert. An eiser Entrevue mat der Direktioun vun der Steierverwaltung ass eis gesot ginn, datt méi wéi wahrscheinlech d'Kollektivitéitssteier fir d'Joer 2007 géif ënnert d'Grenz vun der Milliard falen, woubäi mer dann erëm ënnert dem Niveau vum Compte général vum Joer 2004 ukomm wären. Ech hat mech d'lescht Joer relativ pessimistesch gewisen, wat d'Evolutioun vun der Kollektivitéitssteier ugeet, an ech gesi mech leider a mengem Pessimismus bestätegt.

Wann dann déi Pronosticë vun der Steierverwaltung sech géifen als richteg erweisen, datt mir fir de Budget 2007 ënnert déi ominéis Grenz vun der Milliard géife falen, kréie mer och e seriöe Problem um Niveau vun der Gewerbesteier, déi jo enk un d'Kollektivitéitssteier ugebonnen ass.

Ech wëll hei och eng Klamer opmaache fir ze soen, datt ech genau wéi d'Zentralbank befierchten, datt d'Situatioun vun de Gemengen am Budget ze vill positiv bewäert gëtt, well d'Gewerbesteier och éischter d'Tendenz huet ze stagnéieren, wéi nach substanziell an d'Luucht ze goen. Och um internationale Plang steet Lëtzebuerg mat 30,38% Gesamtbesteierung manner gutt do wéi déi lescht Joren, well mer entre-temps net nëmmen iwwert der Moyenne vun der OECD vun 28,99%, mä och iwwert der Moyenne vun der Europäescher Unioun, déi bei 29,36% ass, leien. Mir si mat dësem Taux wesentlech méi no bei eisen direkten Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, wéi bei Länner wéi Irland oder der Slowakei, fir emol déi ze huelen, déi en niddregen Impositiounstaux fir Gesellschaften hunn.

Et kënnt allerdéngs dobäi – an do widderhuelen ech dat wat ech schonns gesot hat –, datt eise Steiersystem äusserst schwéierfälleg ass. Et kéint ee sech virstellen, datt een zum Beispill den Taux vun der Kollektivitéitssteier géif erofsetzen, mat méi enger breeder Assiette, esou datt en fin de compte d'Recettë géifen déiselwecht bleiwen. Dëst wär awer sécherlech méi eng laangfristeg Léisung, déi ee sech misst iwwerleeën. Mä ech bleiwen och do bei der Meenung, déi ech schonn d'lescht Joer am Kontext vun deene Budgetsdebatte geäussert hat, datt een eng Kéier muss déi ganz Steiergesetzgebung en vue vun enger Vereinfachung op de Leescht huelen.

Kuerzfristeg an am Kontext vun enger méi attraktiver Fiscalitéit vun den Entreprisë gesinn ech direkt zwou Mesuren, déi ee kënnt envisagéieren:

Éischtens, mir mussen onbedéngt déi europäesch Législatioun iwwert d'Sociétés européennes ëmsetzen, mä och eis am Kontext vun dësen neie Gesellschaften onbedéngt par rapport zu deene Solutioune positionéieren, déi vun aneren europäesche Memberlänner adoptéiert gi sinn, fir och e méi attraktive fiskaleschen a reglementareschen Environnement ze schafen.

Zweetens, ech widderhuelen nach eng Kéier meng Invitatioun un d'Regierung, fir ganz seriö iwwert d'Ofschafe vun dem Droit d'apport nozedenken. Den Droit d'apport ass net nëmmen eng antiwirtschaftlech Steier, déi eigentlech contraire ass zu deene Mesuren, déi mer mussen huelen, fir den Esprit d'entreprise zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Mä dësen Droit d'apport léisst eis och am direkte Verglach mat anere Memberlänner schlecht do stoen, well Frankräich an Däitschland dësen Droit d'apport scho laang ofgeschaaft hunn an och an der Belsch an an Holland vum 1. Januar 2006 un dësen Droit d'apport net méi wäert bestoen.

Ech hu virdru vun de Sociétés européennes geschwat, an och hei gëtt et schwéier, eis als Terre d'accueil fir esou Sociétéiten no baussen ze profiléieren, wa mir ganz eleng nach dësen Droit d'apport uwennen, deen an allen Nopeschlänner längstens ofgeschaaft ass.

Informatiounshallwer wëll ech nach drop hiweisen, datt dësen Droit d'apport ongeféier d'Halschent vun deene gesamten Droits d'enregistrement duerstellt, also ronn 75 Milliounen Euro. Duerch d'Ofschafe géif also keen esou en enormt Lach hei entstoen, mä op där anerer Säit wäerte sécherlech eng Rei zousätzlech Aktivitéiten domadder op Lëtzebuerg ugezu ginn, déi domadder och erëm nei Steiere géife generéieren.

Schlussendlech géif ech och nach eng Kéier an dësem Kontext dofir plädéieren, datt am Sënn vun enger méi einfacher Steierprozedur een onbedéngt soll d'Fusioun vu Steier- an Enregistrementsverwaltung an d'A faassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vu Kompetitivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert schwätzt, kënnt een net derlaanscht och e puer Wuert iwwert d'Zukunft vun eisem Flughafen ze verléieren, ouni deem säin Ausbau mir d'Chancë vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg net wäerte verbesseren. Fir datt dëse Flughafen eng Zukunft huet, muss een natierlech virun allem d'Gewiicht op den Ausbau vum Passagéierverkéier leeën, mä net eleng. Och den Ausbau vum Freight ass net onwesentlech wann ee weess, datt eis Nationalgesellschaft Luxair zum gréissten Deel vum Handling, vu genau dësem Freight-Verkéier lieft oder besser gesot iwwerlieft.

Ech weess, datt de viregten an och den heitegen Transportminister dës Politik um Niveau vum Flughafen ëmmer verteidegt huet an och elo verteidegt. Grouss war dofir, Dir Dammen an Dir Hären, mäin Erstaunen, wéi ech an der Schäfferotserklärung vun där neier blo-grénger Koalitioun hei an der Stad gelies hunn, datt een op kee Fall kéint…

Une voix.- Si mer hei am Gemengerot?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …iergendwéi nach en Ausbau vun de Freight-Aktivitéiten op dësem Flughafen akzeptéieren.

Fir datt ech hei net falsch verstane ginn: Et geet hei net ëm d'Weiderbestoe vum Nuetsflugverbuet, hannert deem meng Partei, wéi ech selwer, weiderhi stinn, mä ëm déi Ausso, datt iwwerhaapt net méi soll iwwer en Ausbau vun de Fret-Aktivitéiten um Flughafen nogeduecht ginn. Wann een nämlech gläichzäiteg weess, datt d'Cargolux aacht nei Fligere bestallt huet, esou muss ee sech dach ufänken hei ganz seriö Froen ze stellen, wéi da soll évitéiert ginn, datt mer riskéieren, ëmmer méi Fret op Hahn ze verléieren, wat sécherlech net am Interessi vum Flughafen iwwerhaapt an och am Interessi vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg wär. Mir sinn op jidde Fall als Fraktioun der Meenung, datt e moderéierten Ausbau vum Freight weiderhi muss um Flughafe méiglech sinn.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Mir och!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech brauch lech hei net ze ënnersträichen, wéi vill Aarbechtsplazen direkt an indirekt vun dësem Ausbau vum Freight ofhängeg sinn, an ech wär dofir och frou, eng kloer Positioun vun de Kolleeginnen an de Kolleege vun der DP-Fraktioun heizou ze kréien, well et ka jo net sinn, datt een op där enger Säit mat frommem Mond hei fir eng besser Kompetitivitéit vum Wirtschaftsstanduert plädéiere kënnt, wéi ech gëschter den Här Meisch verstanen hunn, an der Regierung nach d'Lektioun mécht, an op där anerer Säit um lokale Plang just géint déi Mesurë wiedert.

M. le Président.- Erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Flesch, Här Mosar? Madame Flesch, wann ech gelift!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Vu dass meng Fraktioun direkt ugesprach ass, wëll ech dem Här Mosar soen, dass mer der CSV-Fraktioun an der Sitzung vum Gemengerot eng kloer Äntwert op hir Harangue ginn hunn an dass mer se also net brauchen hei an der Chamber nach eng Kéier ze widderhuelen. Ne mélangeons pas les genres! Féiere mer d'Debatten am Gemengerot, déi an de Gemengerot gehéieren, an déi an der Chamber, déi an d'Chamber gehéieren.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wëll der Madame Flesch äntwerten, datt een net op där enger Säit hei kann…

(Interruption)

…ëmmer erëm plädéiere fir Kompetitivitéit, fir d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit, an dann um lokale Plang einfach deelweis do de Contraire seet. Dëst eis einfach en doppelte Langage, Madame Flesch,…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Mir hunn de Contraire net gesot!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …an ech mengen, datt d'Land hei en Urecht huet ze wëssen, wat fir eng Positioun dann elo hei vun der DP-Fraktioun gedroen ass, entweder déi vum Fraktiounschef an ehemolegen Transportminister Henri Grethen oder déi vum stater Schäfferot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Volet vun den Ausgaben, déi an dëser Debatt vill Riedner ganz besonnesch beweegt hunn. Ech wëll och elo net nach eng Kéier all dat widderhuelen, wat gëschter hei vu mengem Fraktiounschef Michel Wolter mat Recht ënnerstrach ginn ass. Ech wëll trotzdeem kuerz op dräi Punkte vun dëser Diskussioun agoen, déi mir wesentlech erschéngen.

Ech denke fir d'alleréischt un dat neit, et kann een et scho bal nennen, Zauberwuert, wat omnipresent ass, net nëmmen an der Budgetsried, mä awer och am Rapport vum Här Roger Negri, an zwar dat vum Public private partnership. Ech sinn e bësselchen erstaunt driwwer, datt dee System vu Finanzement, deen eigentlech scho laang a verschiddene vun eisen Nopeschlänner praktizéiert gëtt, ganz besonnesch an England, an deen eigentlech och an enger liicht aneschters gefierfter Versioun och hei schonn zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, nämlech iwwert d'Garantiegesetz, elo op eemol als dat grousst Allheelmëttel soll duergestallt ginn.

Fir datt ech hei net mëssverstane ginn: Fir eng Rei vu Projeten ass et sécherlech net verkéiert, fir op dës Aart vu Finanzéierung zréckzegräifen. Ech wëll awer heizou véier Bemierkunge maachen:

Éischtens muss ee wëssen, datt den Avantage vun enger PPP net onbedéngt am Präis läit. E Projet, deen iwwer PPP finanzéiert gëtt, ass sécherlech net méi bëlleg wéi en traditionell finanzéierte Projet, well jo hei eng Rei Leit wëllen dru verdéngen, vun den Investisseuren, déi de finanzielle Risiko droen, bis op déi Entrepreneuren an Exécutanten, déi den technesche Risiko mussen assuméieren.

Zweetens schéngt et mir kloer ze sinn, datt de Virdeel vun esou PPPen ass, datt hei Projeten an engem wesentlech méi kuerzen Zäitraum kënne realiséiert ginn, wéi dat de Fall ass, wann d'öffentlech Hand selwer baut. Dobäi kënnt, datt sécherlech och wäert aneschters gebaut ginn, well jo de Privatpromoteur all Intérêt drun huet, d'Fonctionnementskäschte méiglechst niddreg ze halen, fir och säi Projet ze rentabiliséieren.

Dréttens, Dir Dammen an Dir Hären, muss ofgeséchert ginn, datt déi Projeten, déi wäerten iwwer PPP realiséiert ginn, net an d'öffentlech Schold falen. Hei erënneren ech nach eng Kéier un d'Décisioun Eurostat, déi jo kloer definéiert, wat fir eng Kritären a Konditiounen e PPP muss erfëllen, fir eben net an där öffentlecher Schold opzedauchen, an do ass primordial déi Fro, wien de gréissten Deel vum Risiko dréit, fir d'alleréischt ze klären, an dat dierf, wann een also wëllt konform mat där Décisioun Eurostat sinn, net d'öffentlech Hand sinn.

Véiert a lescht Bemierkung heizou: Ech hu mer d'Fro gestallt, ob net ähnlech wéi an eisen Nopeschlänner Frankräich an England, zum Beispill, mer fir d'éischt emol missten deene PPPen e gesetzleche

Kader ginn. Ech hunn nämlech meng Zweifel, ob den Interessi, fir esou PPPen hei zu Lëtzebuerg ofzeschléissen, schrecklech grouss wäert sinn, wann net déi Risikoen, déi privat Promoteuren hei mussen droen, och juristesch duerch e legale Kader ofgeséchert sinn. Ech hu gewëssen Zweifel an ech wär och frou, do vun deenen zoustännege Ministeren hir Positioun ze kréien, ob si der Meenung sinn, datt eis aktuell Gesetzgebung schonn erlaabt, esou PPPen ofzeschléissen.

Dat gesot, schléissen ech awer net aus, datt bei verschiddene punktuelle Konstruktiounsprojeten de PPP sécherlech eng interessant Alternativ zum klassesche Finanzéierungsmodell ka sinn. Fir mech läit op jidde Fall dee gréissten Avantage vun dëse PPPen am Fait, datt d'Exploitatioun, den Entretien vu privater Hand wäert géréiert ginn an datt virun allem d'Fonctionnementskäschten an d'Berechnung vum Präis musse mat afléissen, esou datt sech eigentlech negativ Erfahrungen, wéi mer se bei der Coque a bei der Philharmonie gemaach hunn, wat d'Fonctionnementskäschten ubetrëfft, bei esou engem PPP net méi dierfte widderhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu engem anere wichtege Punkt wat déi öffentlech Ausgaben an deenen nächste Joren ugeet, an dat sinn d'Konsequenze vum Kyoto-Protokoll op eise Budget.

Et muss ee wëssen, datt mer an deenen nächste Jore musse ronn 650 Milliounen Euro respektiv 19 Milliounen Tonnen iwwert déi nächst fënnef Joer finanzéieren. Dëst wäert sécherlech déi nächst Budgete staark belaaschten, an ech hat op dësem Punkt am Kader vu menger leschtjähreger Budgetsried op déi absolut Nécessitéit higewisen, den Tanktourismus, deen zu engem groussen Deel fir déi staark CO_2-Belaaschtung responsabel ass, a Fro ze stellen. Déi Fro, wéi mer an Zukunft mat de budgetäre Konsequenze vum Kyoto-Protokoll ëmginn, muss och d'Politik virrangeg beschäftegen.

Trotzdeem muss ech awer hei mäin Erstaunen iwwert d'Deklaratioun vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké am „Kéisecker" ausdrécken, deen d'Uwendung vum Kyoto-Protokoll schéngt a Fro ze stellen an domadder och op Konfrontatiounskurs mat sengem Parteikolleeg an Ëmweltminister Lucien Lux schéngt wëllen ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschten Deeg ass oft iwwer Dissonanzen an der CSV spekuléiert ginn, an ech hunn et virdru gesot, et gëtt déiselwecht Analys vun der Budgetssituatioun souwuel um Niveau vun der Regierung wéi vu menger Fraktioun gemaach, wat een allerdéngs bei der Kyoto-Problematik net ka constatéieren. Ech muss lech dann och soen, datt ech et net gutt fanne fir eng Cohésioun vun enger Regierung, wann et op engem esou wesentleche Punkt wéi der Kyoto-Problematik divergent Meenunge gëtt, dëst zwëschen zwee sozialistesche Ministeren.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat gesot, kommen ech allerdéngs net derlaanscht, mer och eng Rei Froen ze stellen, déi de Wirtschaftsminister an dësem virgenannten Interview gestallt huet, an dat wäre folgend:

Éischtens, déi Engagementer, déi deemools vu sozialisteschen Ëmweltministeren zu Kyoto geholl gi sinn,…

(Interruptions diverses)

…an déi mat 28% manner Emissioune vun CO_2 méi wéi dräimol iwwert der Moyenne vun den Engagementer vun all deenen aneren EU-Memberstate leien, sinn déi deemools net total irrealistesch gewiescht? Muss et net och erlaabt sinn,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wou war dann d'CSV déi Zäit?!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …Här Bodry, sech haut déi Fro doriwwer ze stellen?

M. le Président.- Pssst!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Hat net d'Madame Flesch…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift, den Här Bodry wollt eng Fro stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wollt dem honorabelen Här Mosar d'Fro stellen, wou d'CSV dann déi ganzen Zäit war, wéi déi Positioune festgeluecht gi sinn, déi deemools d'Ministeren op Konferenze vertratt hunn? Ob hie mer kënnt soen, wou seng Partei während där Zäit do war, ob déi eng Positioun hat an deenen dote Froen?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här Bodry, ech weess, datt déi dote Froe fir lech net einfach ze beäntwerte sinn, ech verstinn…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Äntwert nëmmen op meng Fro, déi ass jo ganz einfach ze beäntwerten!!!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech verstinn och, Här Bodry, do eng gewëssen Opreegung. Loosst mech awer vläicht emol viru mat mengen Développementer fueren,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat doten Är Äntwert?!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …da wäert Der sécherlech…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat Är Äntwert?! Ass d'Politik ewell esou einfach, jo?!

M. le Président.- Roueg, wann ech gelift, Här Bodry!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Bodry, ech versti jo, wéi gesot, Är Nervositéit, mä loosst mech awer emol hei wann ech gelift virufueren.

Une voix.- Hie provozéiert hei!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass net ganz seriö, dat do!

M. le Président.- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Zweetens,…

M. le Président.- Ech géif déi aner bieden,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech verstinn déi stater Bierger elo vill besser!

M. le Président.- Här Bodry, och fir lech, wann ech gelift!

(Interruptions et hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Zweetens: Och wann een der Meenung ass, datt déi Engagementer, déi deemools zu Kyoto geholl gi sinn, nach ëmmer realistesch sinn, esou muss et dach erlaabt sinn, sech d'Fro ze stellen, ob et normal ass, datt mir eleng de gesamten Tanktourismus als CO_2-Emissiounen opgeschriwwe kréien, obschonn – an ech mengen et ass keen, deen dat an dësem Haus contestéiert – deen allergréissten Deel vun dësen CO_2-Emissiounen an der Groussregioun ausgestouss ginn.

Une voix.- Oh dach, Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An deemselwechte Kontext muss een dann nach weider hannerfroen, wat dat der Situatioun notzt, wa mer da géifen op dee Wee goen, fir den Tanktourismus ofzeschafen, d'Autofuerer hire Bensin net méi op eisen Tankstelle wäerten tanken, mä dat dann erëm hannert der Grenz maachen. Gëtt vläicht domadder eisen CO_2-Bilan och wesentlech verbessert, esou ännert dat dach awer de facto absolut näischt um generellen Niveau vun den CO_2-Emissiounen.

Drëttens: Ass et normal, datt zum Beispill déi ganz Kogenerationsanlagen, déi op eng ëmweltfrëndlech Manéier Energie produzéieren, trotzdeem an de Passif vun eisem energetesche Bilan geschriwwe ginn?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn näischt verstanen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Véiertens: Ass et logesch, datt en Deel vun där Energie, déi mir importéieren, eis net verrechent gëtt, an awer all déi Energie, déi hei zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, eis integral ugerechent gëtt, egal ob se ëmwelttechnesche Kritären entsprécht oder net?

Fënneftens: Si mir bereet, déi Konsequenzen, déi sech sécherlech net onbedéngt wäerte positiv op eis wirtschaftlech Entwécklung a ganz besonnesch op eisen Aarbechtsmaart auswierken, zumindest kuerz- a mëttelfristeg – an do deelen ech d'Meenung vum Wirtschaftsminister –, a Kaf ze huelen?

Sechstens: Wa mer dann zur Konklusioun kommen, datt mer egal wéi déi Engagementer vu Kyoto musse respektéieren, musse mer dann net schonn haut an elo d'Politik vum Tanktourismus a Fro stellen, quitte datt mer do dem Statsbudget an deenen nächste Jore wäerten zousätzlech budgetär Mëttele virenthalen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Froe muss d'Politik sech stellen, an dat net muer oder iwwermuer, mä schonn haut, wa mer net wëllen den Zuch och hei verpassen an déi noutwendeg Adaptatioune wëlle virhuelen.

Ofschléissend zu dësem Punkt wëll ech dann nach eng Kéier soen, datt et muss erlaabt sinn, doriwwer nozedenken, ob déi Objektiver, esou wéi se am Kyoto-Protokoll zréckbehale gi sinn, realistesch an ëmsetzbar sinn a wesentlech zu enger Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen an eisem Land bäidroen.

Perséinlech, Här Minister, géif ech et eigentlech éischter mat den Ausféierungen halen, déi de fréieren US-President Bill Clinton kierzlech zu Montreal gemaach huet, an dee gemengt huet, et wier méi sënnvoll, amplaz sech iwwer Objektiver vun CO_2-Emissiounen eens ze maachen, sech op konkret Projeten eens ze maachen. An deem Kontext géif ech lech och vläicht, Här Ëmweltminister, d'Iddi mat op de Wee ginn, doriwwer nozedenken, ob een net kéint gemeinsam Projeten och um Niveau vun der Groussregioun ugoen.

Här President, ech kéim domadder zu mengem leschte Punkt, deen ech kuerz wëll uschneiden, nämlech dee vum öffentlechen Transport. Och do hat ech am Kader vu mengem leschtjährege Budgetsrapport verschidde Froe gestallt, ganz besonnesch wat d'Participatioun vun den Usageren um Käschtepunkt vun dësem öffentlechen Transport ugeet.

Ech hunn dann och festgestallt, datt d'Präisser fir den öffentlechen Transport ëm 10% wäerten eropgoen, wat awer sécherlech net wäert duergoen, fir déi enorm Progressioun vun den Ausgaben, besonnesch an dësem Domän, ze couvréieren.

Ech hat awer och d'lescht Joer d'Fro gestallt, déi ech hei nach eng Kéier wëllt widderhuelen, nämlech déi, ob et a budgetär méi onsécheren Zäiten normal ass, datt et e puer dausend Usageren an dësem Land gëtt, déi dësen öffentlechen Transport gratis dierfe benotzen, dëst ouni datt hei déi geréngste sozial Komponent matspillt.

Wär et hei net méi logesch, wann all d'Bierger an dësem Land géife mindestens fir hiert Abonnement e gewëssene Minimumbetrag entriichten, deen op deem géif baséieren, wat jo och déi Jugendlech an d'Studente bezuelen? Ech fannen et nämlech net normal, dass all dës jonk Leit hiren öffentlechen Transport musse bezuelen a vill eeler Matbierger, déi finanziell wesentlech besser dostinn, vu Fräifahrtschäiner profitéieren.

Mir wäerten op jidde Fall kuerzfristeg net derlaanschtkommen, déi gesamt Tarificatioun am öffentlechen Transport ze iwwerdenken, dëst ganz besonnesch virun deenen enormen Investissementer, déi speziell an dësem Domän déi nächst Joren de Budget wäerte weider belaaschten.

Domadder sinn ech dann och bei der Fro vun der Moderniséierung vun eisen Infrastrukture bei der Eisebunn ukomm. An do wär ech frou vum Transportminister Lucien Lux emol e puer klärend Wierder ze héieren, wat d'Ëmsetze vum Konzept „mobilitéit.lu" ubetrëfft.

Ech hunn nämlech, wéi sécherlech eng Rei aner Kolleeginnen a Kolleegen an dësem Haus, mat Erstaune seng Ukënnegungen héieren, datt de Konzept Train-tram net kéint virun 2017 oder 2018 realiséiert ginn, well et net méiglech wär, dat Material op deem Schinnennetz anzesetzen.

Ech weess net, ob dëst elo een definitive Constat vum Minister respektiv vun deene Verantwortleche vun der CFL ass, mä sollt dat wierklech esou sinn, kommen ech dach net derlaanscht mer d'Fro ze stellen, firwat no méi wéi zéng Joer Planung an Ausschaffe vu Projeten een elo op eemol zu där méi wéi iwwerraschender Konklusioun dach kënnt.

Et ass haut an hei net de Moment, fir am Detail op d'Konzept vun engem Train-tram, Tram oder normalen Zuch anzegoen, nach kann ech awer net, och vum budgetäre Standpunkt aus, akzeptéieren, datt mer vill Geld an Etüden a Planunge fir en Train-tram an deene leschte Joren investéiert hunn, fir elo op eemol festzestellen, datt dat Konzept iwwerhaapt net, oder héchstens a fréistens an zwielef oder 13 Joer méiglech wär.

Sollt dat de Fall sinn, Här Minister, da sinn ech der Meenung, dass ee sech hei muss d'Fro vun der politescher Responsabilitéit stellen, wat den Ëmgang mat Steiergelder ugeet.

Onverständlech ass mer och an dësem Kontext awer dat, wat ech rezent vun der Presidentin vum Mouvement écologique héieren hunn, déi nämlech gemengt huet, et soll een elo d'Ubannung vun der Gare iwwert de Findel op de Kierchbierg net méi iwwert d'Schinn realiséieren, mä et soll een elo emol virun allem déi direkt Ubannung mam Tram an de Stadzentrum maachen.

Fir meng Fraktioun a mech selwer ass et absolut noutwendeg, datt elo emol dee Projet, dee vun dëser Chamber gestëmmt ginn ass, an deen dee Quartier vun dëser Stad ubënnt, wou nach am meeschte Potenzial och um Niveau vun den Aarbechtsplaze besteet, endlech soll realiséiert ginn. Ech kann dofir och mam allerbeschte Wëllen net dee Volte-face do vun der Madame Blanche Weber novollzéien.

Nach, Här Transportminister, bleiwen awer an dësem Beräich eng Rei vu Froen, op déi ech nawell gären eng Äntwert an deenen nächsten Deeg hätt – wann ech se haut net ka kréien –, well et mer dach schéngt, datt an dësem ganze Beräich e bësse Gewulls besteet.

Ech géif mer dann och erlaben, lech do e puer Froen ze stellen. Éischtens wär ech frou ze wëssen, wéi et dann elo mat der Ubannung Gare-Findel-Kierchbierg steet. Gëtt déi realiséiert? A mat wat fir engem Material gëtt déi Zuchstreck befuer?

Zweetens, wéi ass et mat der Ubannung Gare-Esch, déi esou wesentlech fir d'Entwécklung vum Süde vun eisem Land ass?

Drëttens, wéi steet mat der Ubannung un d'Schinnennetz vum ganze Südweste vun der Stad? A véiertens, wéi steet et mat der Ubannung un d'Schinnennetz vum Stadzentrum?

Dozou awer eng Bemierkung: Wann ech de Käschtepunkt vun dëse véier genannte Projeten zesummenzielen, da kommen ech ongeféier op een Ausgabepunkt vu véier bis fënnef Milliarden Euro.

Här President, wann ech dann d'budgetär Situatioun, wéi se vun deenen allermeeschte Riedner gëschter an haut hei opgezeechent ginn ass, kucken, stellen ech mer wierklech d'Fro, wéi mer dës Investitiounen an deenen nächste Jore wëlle finanzéieren ouni eis an eng Verscholdungspolitik eranzebeginn, déi weder d'Regierung nach déi meescht Riedner hei wëllen.

Duerfir schéngt et fir meng Fraktioun a fir mech wesentlech, datt mer och an dësem wichtege Beräich eis realistesch Ziler fir déi nächst Jore setzen. Fir eis, d'CSV-Fraktioun, ass et virun allem wichteg, datt mer elo emol d'Ubannung vun der Gare iwwert de Findel an de Kierchbierg realiséieren an duerno d'Verbindung Gare-Esch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zu menger Konklusioun, déi u sech nach ëmmer déiselwecht ass wéi déi virun engem Joer, nämlech datt mer an dësem Land an Zukunft eis net méi alles kënnen erlaben, an datt d'Choixen iwwer ganz besonnesch strukturell Reforme mussen esou schnell wéi méiglech net nëmmen diskutéiert, mä och ëmgesat ginn.

Mir kënnen net gläichzäiteg all Engagementer aus dem Kyoto-Protokoll ëmsetzen, ouni mindestens mëttelfristeg den Tanktourismus a Fro ze stellen, esou wéi mer net kënne milliardeschwéier Investitiounen am öffentlechen Transport realiséieren, ouni gläichzäiteg an anere Beräicher Aspuerunge virzehuelen.

Mir wäerten och net illimitéiert de Wuesstem vun eiser Wirtschaft virundreiwe kënnen, ouni gläichzäiteg mussen den Aménagement vun eisem Land ze iwwerdenken an domadder esou schnell wéi méiglech och un d'Ëmsetzung vum IVL-Konzept ze kommen.

Här President, op all dës Froe muss net eréischt muer, mä haut eng Äntwert gi ginn, fir dass mer och muer d'Iwwerliewe vun eisem Land a vun deenen, déi no eis kommen, séchere kënnen.

An ech géif ofschléisse mat engem Zitat vum Schréftsteller Lampedusa: „Wa mer gär hätten, datt alles esou bleift wéi et ass, da muss alles änneren."

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Debatten iwwert de Statsbudget dëst Joer ass een Thema bis elo net besonnesch ugeschnidde ginn. Een Thema, dat enk mam Budget vum Stat verknäppt ass a wat d'lescht Joer nach am Mëttelpunkt vum deemolege Rapporteur sengen Iwwerleeungen an Ausféierunge stoung: Dat sinn d'Gemengefinanzen.

Just an engem ganz prezise Kontext huet de Budgetsminister vun de Gemenge geschwat, an zwar dass bei deenen ugekënnegte Spuermoossnamen och een Débat iwwert déi staatlech Subventiounen un d'Gemenge misst gefouert ginn. Ähnlech Téin konnt een an deene leschte Méint och vu Säite vum Statsminister héieren, deen a senger Ried zur Lag vun der Natioun ënner anerem dovu geschwat huet, dass d'Finanzéierungsrelatiounen tëschtent Stat a Gemenge missten iwwerpréift ginn, an do weess een net a wat fir eng Richtung.

Une voix.- Ech ka mer et virstellen.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Et wär zudéifst bedauerlech, wa sech d'Problematik vun de Gemengefinanzen nach haut just drop beschränke géing, fir ze kucken, wéi een déi finanziell Transferte vum Stat un d'Gemengen am beschte reduzéiere kënnt.

Eppes sief virewech gesot, fir dass ech elo hei net mëssverstane ginn: Ech sinn der Meenung, dass wann de Stat spuere soll, d'Gemengen dat och solle maachen. Och de Gemengen hir Ausgabe sinn an deene leschte Joren, souwuel déi ordinär wéi déi extraordinär, staark geklommen. Parallell dozou ass hir Gesamtverschëldung stänneg gewuess, well se mat hiren eegene Mëttelen hire Verflichtunge géigeniwwer de Bierger, ouni Scholden opzehuelen, net hätte kënnen nokommen.

Och d'Gemenge sollen also eng responsabel Finanzpolitik bedreiwen, dat Wichtegt vum Iwwerflëssegen ënnerscheeden, fir hir finanziell Situatioun mëttel- a laangfristeg ofzesécheren. Ech hunn allerdéngs genuch Vertrauen an Zouversiicht an eis Gemengevertrieder, fir ze gleewen, dass si dës Situatioun erkannt hunn an och deementspriechend responsabel a virsiichteg handele wäerten.

Et kann awer net sinn, nëmme well de Finanzspillraum vum Stat méi kleng ginn ass, dass mer refuséieren iwwer eng Reform vum System vun de Gemengefinanzen ze schwätzen, wéi et elo schonn zënter Jore vun de Gemenge verlaangt gëtt. Et geet de Gemengen net drëms, wéi et hinnen heiansdo ënnerstallt gëtt, fir einfach prinzipiell ëmmer méi ze kréien. Wat d'Gemenge virun allem wëllen, ass e besseren, dat heescht, e méi gerechten, méi stabilen a méi transparente Finanzéierungssystem am Kader vun den un d'Zäit an hir vill nei Missiounen ugepassten Zouwendungen .

Wat kënne mer feststellen? D'Evolutioun vun de Recettë vun de Gemenge war an deene leschte Jore vill manner dynamesch, wéi déi vun de Recettë vum Stat. D'Recettë vum Stat sollen 2006 ëm 6,2% klammen, déi wichtegst Recettë vun de Gemengen, d'Gewerbesteier an de Fonds communal de dotation financière, awer nëmmen ëm 2,9%. Iwwert d'Period 2002/2006 - also fënnef Joer gekuckt - huet de Stat eng Progressioun ze verzeechne vun 18,2% géigeniwwer vu 4,6% fir déi net zweckgebonne Revenuë vun de Gemengen, dat heescht véiermol manner.

Den Ecart tëschent der Progressioun vun de Recettë vum Stat an där vun de Gemenge gëtt also offensichtlech ëmmer méi grouss. Dëst heescht natierlech, dass déi staatlech Steieren, un déi d'Gemengen ugebonne sinn, an engem Rhythmus progresséieren, dee wäit ënnert deem vun de gesamte Steiere vum Stat läit. Ech géif mer wierklech wënschen, dass dës Realitéit emol endlech unerkannt gëtt, an déi wäitverbreete Meenung ophéiert, d'Gemenge géifen ze vill kréien.

Ech erlabe mer fir eng Kéier kuerz op déi eenzel Recettë vun de Gemengen anzegoen:

1. D'Gewerbesteier. Si mécht ongeféier een Drëttel vun de Gemengen hire Revenuen aus a wäert, wéi et ausgesäit, an deenen nächste Joren erofgoen.

Ech zitéieren an deem Zesummenhang de Budgetsrapporter: „Et ass bekannt, dass zënter de Joren 2002 massiv de Banken hir Steierscholden agedriwwe goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteier héichzehalen, an datt dës Soldë quasi all agezu sinn, weisen d'Expertë vun der Steierverwaltung an der Cour des Comptes drop hin, datt dermat ze rechnen ass, datt den IRC, den Impôt sur le Revenu des Collectivités, an deenen nächste Jore sech knapp ënner enger Milliard Euro apendele wäert, wat een net kann optimistesch stëmmen, d'autant plus well d'Effekter vun der Steierreform vun 2002 sech elo eréischt voll ausweisen."

Dat stëmmt d'Gemengen net grad optimistesch, wann ee weess, dass d'Gewerbesteier déiselwecht Base d'assiette huet, wéi d'Kierperschaftssteier. Dës Mannerrecettë kënnen net ouni Weideres vun de Gemengen a Kaf geholl ginn. 2001 hu si an engem Accord mat der Regierung akzeptéiert, den Taux d'assiette vu 4% op 3% erofzesetzen; dat fir der Kompetitivitéit vun der Wirtschaft ze hëllefen. Si hunn an deem Moment versprach kritt, dass dësen Obolus mëttel- a laangfristeg seng Friichten droe géif an hir Recettë vun der Gewerbesteier an Zukunft nees géife klammen. Bis elo ass dëst awer net agetraff. 2004 louchen d'Recettë vun der Gewerbesteier ënnert deene vun 2001. 2005 an 2006 wäerte se beschtefalls stagnéiere par rapport zu 2001.

Mir wëssen, dass 75%, dräi Véierel, vun der Gewerbesteier an der Stad Lëtzebuerg erschafft ginn, vun deenen dann e groussen Deel an e Fong gespeist gëtt an iwwert de System vun der Péréquation financière un déi aner Gemenge weiderverdeelt gëtt. Wéi vill an dee Fong geet, hänkt ënner anerem vum Hiewesaz of, deen de Gemengerot an der Stad festleet. Dëst Joer huet d'Stad décidéiert vun hirer fiscaler Autonomie Gebrauch ze maachen an huet hiren Taux multiplicateur vun 250 op 225 erofgesat, mat der Konsequenz, dass all Gemengen domat rechne mussen 2006 an der Moyenne eng 6% manner Recetten um Niveau vun der Gewerbesteier encaisséieren ze kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann also ëmmer gesot gëtt, bei der Gewerbesteier géif d'Autonomie communale voll spillen, da muss ech awer feststellen, dass, wann eng Gemeng d'Recettë vun all deenen aneren esou beaflosse kann, et sech hei nëmmen ëm eng Scheinautonomie handelt. Et ass a mengen Aen e perverse System, dee keng Previsibilitéit a Stabilitéit an de Revenuë vun de Gemenge garantéiert, an duerfir misst reforméiert ginn.

2. De Fonds communal de dotation financière. Duerch dëse Fong sinn d'Gemengen un dräi Steiere vum Stat ugebonnen a kréien 18% vum Impôt sur le revenu des personnes physiques, 10% vun der TVA an 20% vun der Automobilssteier. Dës Tauxe sinn 1967 festgeluecht ginn a sinn zënterhier net méi ugepasst ginn, dat trotz der massiver Entwécklung an dësem Zäitraum vun de Missioune vun de Gemengen, siefen et Missiounen, déi de Stat de Gemengen octroyéiert huet oder déi aus de Bierger hire Besoinen an Usprëch erausgewuess sinn.

Et soll een net vergiessen, dass, wann d'Gemengen dës Aufgaben net géifen iwwerhuelen, de Stat se an hirer Plaz ausféiere misst. Wéi zum Beispill elo bei der Gestioun vun de Structures d'accueil. Et wier also nëmmen normal, wann dëser Situatioun Rechnung géif gedroe ginn, an all Kéiers, wann nei Aufgaben op d'Gemengen duerkommen, dëst sech och misst erëmspigelen um Niveau vun der Participatioun vun de Gemengen un de Statssteieren.

Wat méi speziell d'TVA ubelaangt, hu mer all misse feststellen, dass d'Recetten dëst Joer wäit ënnert deem leien, wat am Budget festgehale ginn ass. Och d'nächst Joer gëtt nach eng Kéier mat enger Baisse vun der TVA gerechent. Et ass nach ze kucken, ob déi positiv Evolutioun vun der Akommessteier dëst wäert ausgläichen. Ech sinn do éischter skeptesch.

3. D'Grondsteier. Op d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Grondsteier wëll ech net weider agoen. Mir hunn dat schonn oft genuch an dëser Enceinte gemaach. Loosst mech just eng Kéier drun erënneren, dass dëst net nëmmen eng positiv Inzidenz op d'Gemengerecettë kënnt hunn, mä dass eng reforméiert Grondsteier och en Instrument an der Wunnengsbaupolitik kënnt ginn, an zwar notamment fir d'Spekulatioun op den Terrainen ze ënnerbannen. Leider si vun der Regierung nach ëmmer keng konkret Schrëtt ënnerholl ginn, fir esou eng Reform unzekuerbelen, fir d'Valeur-unitairen ze aktualiséieren, fir de Grondsteiersaz A vum B lasszekoppelen, obschonn e Konsens dozou an dësem Haus besteet.

4. D'Subsiden. Ech kann net iwwert d'Gemengefinanze schwätzen, ouni op d'Thema Subsiden anzegoen. D'Aussoe vum Premierminister a vum Budgetsminister, déi ech uganks ernimmt hunn - och wann een nëmme vun Undeitunge schwätze kann –, si fir mech Grond genuch zur Beonrouegung, besonnesch déi Gemengen, déi am Kader vun engem Plan quinquennal regional oder interkommunal Infrastrukture geplangt haten, wëssen elo net méi, ob se op déi staatlech Zouwendunge fir dës Projeten, déi hinne scho versprach gi waren, nach ziele kënnen oder net. A wa si se kréien, musse se wëssen a wat fir engem Zäitraum, dass se ausbezuelt ginn. Déi concernéiert Gemenge misste jiddefalls esou séier wéi méiglech iwwer hiert definitiivt Lous informéiert ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, wann d'Regierung vun deenen neien Aufgabe schwätzt, déi op de Stat zoukommen, dat ass zum Beispill am Beräich vun der Kannerbetreiung, et d'Gemenge sinn, déi déi gréisste finanziell Laascht ze droen hunn. Fir déi eenzel Gemeng bedeit de Fait, eng komplett Offer am Beräich vun der Kannerbetreiung an enger sou genannter Maison relais unzebidden, dass dee finanziellen Impakt op hire Budget vill méi grouss ass wéi dee vum Stat.

Déi Zuelen, déi ech éinescht genannt hunn, beweisen eendeiteg, dass d'Recettë vun de Gemenge contrairement zu deene vum Stat stagnéieren. Et kann dofir net sinn, dass zousätzlech heizou d'Gemengen elo och nach misste Kierzungen um Niveau vun de staatleche Subsiden abéissen a si esou duebel bestrooft géinge ginn.

E Préalabel fir eng besser Subsidiepolitik ass a mengen Aen emol fir d'éischt eng méi transparent a méi effikass Gestioun vun de Subsidien, eng Revendicatioun, déi schonn zënter Jore vun de Gemengen an och an eiser Enceinte gemaach gëtt, déi de Laurent Mosar iwwregens d'lescht Joer a sengem Rapport extra ervirgestrach huet, mä déi gradesou onberéiert bliwwen ass wéi all déi aner Virschléi am Kader vun enger Reform vun de Gemengefinanzen.

(Interruption)

Als Konklusioun kann ee soen: D'Aussiichte fir d'Gemengefinanze sinn also net roseg. Dofir mussen de Stat an d'Gemengen zesummen duerno kucken, wéi si dës Situatioun an de Gréff kréien. Sécher, d'Gemenge mussen och Effortë maachen, fir hir Taxëpolitik unzepassen an d'Gemengeservicer an enger ganzer Rei vu Beräicher käschtendeckend unzebidden.

Mä wann d'Regierung gären hätt, dass d'Gemenge sech a ville Beräicher sollen engagéieren – de Statsminister huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun ënner anerem d'Opfang- an d'Begleetstrukture fir d'Kanner, ee Wunnengsbaupark, fir d'Offer um Wunnengsmaart ze stäerken, an héich öffentlech Investitioune mentionnéiert –, da mussen hinnen och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn.

Aner Länner hu Mechanismen, déi dëse Prinzip vun der Connexitéit garantéieren. Et gëtt héich Zäit, dass dëse Prinzip och endlech zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt, amplaz dass de Finanzéierungsmodus vun eise Gemengen nach ëmmer gréisstendeels op Realitéiten aus de 60er Jore fousst.

Fir d'Situatioun nach eng Kéier zesummenzefaassen a fir ze weisen, dass dëst net nëmmen d'Meenung vun de Gemenge selwer ass, wéilt ech e puer vun den Observatiounen zitéieren, déi de Congrès des pouvoirs locaux et régionaux vum Conseil de l'Europe a Saache Gemengefinanzen zu Lëtzebuerg gemaach huet, an dat rezent:

1. «Le partage des ressources publiques entre les communes et l'État semble se dégrader et, de plus, les dépenses publiques locales apparaissent relativement faibles en comparaison avec les différents chiffres européens.»

2. «L'impôt commercial communal représente une part importante des revenus des communes. Assis sur les bénéfices des entreprises, cet impôt fait l'objet d'une péréquation considérée opaque. De plus, cet impôt est sensible à la conjoncture économique et ne permet pas bien une gestion communale volontaire et prévisionnelle.»

3. «L'importance de l'impôt foncier ne cesse de diminuer, alors qu'il pourrait constituer un élément intéressant de diversification des ressources fiscales.»

Och de Budgetsrapporter vum leschte Joer hat op d'Vulnérabilitéit vun de Gemengerecetten higewisen. D'Gemenge selwer hunn am Conseil supérieur des finances communales ëmmer nees insistéiert, dass déi staark Schwankungen, deenen d'Gemengen ausgesat sinn, doduerch dass hir Recetten nëmmen un e puer Steiere gekoppelt sinn, net déi néideg Planungssécherheet garantéieren, déi si awer brauchen, fir eng responsabel Politik ze maachen.

Ech rappeléieren duerfir hei nach eng Kéier d'Fuerderung vum Syvicol, dass d'Gemengen an Zukunft solle méi enk un d'Gesamtrecettë vum Stat ugebonne ginn; wéi dat iwwregens och an aneren europäesche Länner gemaach gëtt. Et ass an dës Richtung, dass eis Iwwerleeunge goe mussen, wa mer wierklech méi Stabilitéit a Gerechtegkeet an de System vun de Gemengefinanze kréie wëllen.

Ech si frou, dass den Innenminister an enger rezenter Réunioun vum Conseil supérieur des finances communales och fir d'éischt eng Ouverture an deem Sënn gemaach huet, andeems hie sech bereet erkläert huet, iwwert dës Iddi nozedenken. Ech ginn dovun aus, dass et net beim Nodenke bleiwe wäert.

Ech appeléieren un d'Regierung, d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun de Gemengefinanzen endlech unzeerkennen an Iwwerleeungen ze féieren, wéi een d'Gemengen un d'Gesamtrecettë vum Stat ubanne kéint. Wa mer an deenen nächste Méint hei iwwert d'Gemengefinanzen am Kader vun enger Réforme administrative et territoriale vu Lëtzebuerg diskutéieren, kënne mer et eis menger Meenung no jiddefalls net erlaben, eis just op kosmetesch Verännerungen ze beschränken, déi beschtefalls nëmmen eng Ëmverdeelung vun de Ressourcen tëschent de Gemenge mat sech bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein.

Ier ech dem honorabelen Här Thiel d'Wuert ginn, wollt ech mat Iech kucken, wéi mer mam Ordre du jour do stinn. Mir hunn elo nach Riedner fir praktesch annerhallef Stonn, déi ageschriwwe sinn. Et sinn nach ageschriwwen den Här Thiel, den Här Clement, an dann nei kënnt dobäi den Här Gira an den Här Castegnaro. Sou dass ech géif proposéieren, dass mer elo nach géifen den Här Thiel, den Här Clement an den Här Gira héieren, an dann ass et Véierel op Zwielef, an dass mer da géife Schluss maachen an haut de Mëtte géife weiderfuere mam Här Castegnaro, mam Här Minister Frieden an dann un d'Motiounen an duerno un de Vote kéimen.

Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Interruption)

Jo, den Här Gira schwätzt nach als Leschten haut de Moien.

Voilà, dann huet elo den Här Lucien Thiel d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Statistiker kréien der och bei eis nawell dacks laanscht d'Läffelen, well hir Analysen a Prognose sech nodréiglech als net ëmmer ganz zouverléisseg erausstellen. Meeschtens awer sinn déi Feeler net op de Statistiker hir Rechentalenter zréckzefëieren, mä op dat, wat een d'Methodologie nennt, also d'Aart a Weis, wéi gerechent gëtt. Do feelt et nach dacks un der néideger Harmoniséierung, wat da mat sech bréngt, datt mir Lëtzebuerger zum Beispill eis eege Method hunn, fir den Index ze berechnen, déi net déiselwecht ass wéi déi, mat där den Eurostat d'Präisentwécklung miesst.

Oder en anert Beispill: Dëse Budget, iwwert dee mer elo diskutéieren. Hie weist offiziell en Defizit vun 301 Milliounen Euro aus. Zu Bréissel komme si awer op e Minus vu 531 Milliounen oder 1,8% vum PIB. A wann een d'Konte vun der Sécurité sociale, déi hei mat dra sinn, op der Säit géif loossen, da kéim een esouguer op ee Lach vun 1,2 Milliarden Euro, oder 4,1% vum PIB, wat dann no de Maastrichter Kritäre schonn eng Datz wär.

Bei all deenen Onzoulänglechkeete vun der Statistik a besonnesch vun den internationale Vergläichsstatistike muss een awer soen, datt et ouni Statistiken och net geet. Si sinn d'Viraussetzung dofir, datt een Entwécklungen erkennen, datt een Trends däitlech maache kann, op déi sech dann d'Politik anzestellen huet. Si sinn – an dat net nëmme fir de Politiker – de Kompass, nodeem ee sech riicht, fir de richtege Wee ze fannen.

Och mir kommen net laanscht d'Statistik, wa mir gär eng Äntwert op déi Froe fannen, déi esou muncheree sech am Zesummenhank mat dësem Budget a mat där méi

laangfristeger Entwécklung vun eise Statsfinanze stellt. Datt d'Rechnung net méi esou richteg opgoe wëllt, huet jo esou lues elo jiddferee matkritt, och deen, deen d'Saach net grad esou eescht geholl huet wéi eise Premier versicht huet, eis op déi méi schwéier Zäiten anzestëmmen, déi elo op eis zoukommen.

Elo, wou mer dann ufänken tatsächlech rout Zuelen ze schreiwen, wat dës Politikergeneratioun net gewinnt ass, gi sech op eemol Froe gestallt.

Wéi ass et méiglech, datt mir, d'Wirtschaftschampionë vun der EU, op eemol Budgetsproblemer hunn? Wisou gëtt d'Schéier tëscht de Recetten an den Dépensen ëmmer méi grouss, a schmëlzen eis Reserven elo wéi d'Glace am Summer? Wéi ass dat gaangen, datt mir, déi éiweg Musterschüler vun der europäescher Klass, eis elo soe musse loossen, mir géifen iwwer eis Verhältnisser liewen?

Dat Rätsel, virun deem mer stinn, ass dee scheinbare Widdersproch tëscht eisem unhalende Wirtschaftswuesstem – an nach ëmmer leie mer esou ëm déi 4% – op där enger Säit an deem däitlech méi luese Wuesstem vun eise Recetten op där anerer Säit. Dee Widdersproch ass zwar net den Haaptgrond fir eisen Defizit, dee virun allem dorobber zréckzeféieren ass, datt eis Ausgaben op där anerer Säit fortlafen, mä en huet dach awer mat deem Defizit ze dinn. Well, wann eis Recetten am selwechte Rhythmus wéi eis Wirtschaft wuesse géingen, dann hätte mer eis Budgetsproblemer schonn op d'mannst hallef am Gréff.

D'Akommes vun eisem Stat besteet zu iwwer 80% aus Steieren. Da läit et op der Hand, datt déi Steierreform, déi vun där viregter Regierung viru véier Joer gemaach ginn ass, net ganz onschëlleg um Ralentissement, wéi een esou schéin op Lëtzebuergesch seet, vun de Recetten ass, ob et sech elo ëm d'Kierperschaftssteier handelt, déi ronn 10% vun de Gesamtsteieren ausmécht, oder ëm d'Lounsteier, déi op 23% vum totale Steieropkommes kënnt an déi virun allem duerfir nach wiisst, well den Emploi weiderhin nach an d'Luucht geet.

Allerdéngs ass et schwéier ze soen, ob ouni déi Steiererliichterunge vun deemools eis Wirtschaft gradesou gutt an de leschte Jore gedréit hätt, an ob d'Konsumfreed am Land déiselwecht gewiescht wär, déi sech ëmmerhin an enger kräfteger Steigerung vun der TVA néiergeschloen huet. Woubäi een, wat d'TVA ubelaangt, berücksichtege muss, datt déi international Déngschtleeschtungen, déi grad wéinst eisem niddregen TVAs-Saz iwwer Lëtzebuerg ofgewéckelt ginn, och hiren Deel dozou bäidroen.

E Stéck Äntwert op eis Fro, firwat de Wirtschaftswuesstem an dem Stat säin Akommes op eemol auserneen driften, ka wuel dee Secteur liwweren, deen nach ëmmer d'Schwéiergewiicht vun eiser Ekonomie ass, ech mengen d'Banken a méi generell de Finanzsecteur. Och wann den Undeel vum Finanzsecteur un eiser Valeur ajoutée, also un der nationaler Wäertschöpfung, tëscht 2000 an 2004 liicht zréckgaangen ass – vu 37 op 32% –, spillt de Secteur dach nach ëmmer d'Roll vun eiser Wirtschaftslokomotiv, déi der Regierung ëmsou méi un d'Häerz gewuess ass, well si dem Stat iwwer ee Véierel vu senge Recettë bréngt.

Doriwwer eraus eegent sech de Finanzsecteur ganz besonnesch wann et ëm Steierfroe geet, well hien ass deen eenzegen, dee statistesch vergläichbar Donnéeë liwwert. Déi Steierchifferen, déi d'CSSF, d'Kontrollorgan vum Finanzsecteur, liwwert, bezéie sech nämlech op deen Exercice, an deem d'Steieren ufalen, an net, wéi an der Statskontabilitéit, op dat Joer, wou se akasséiert ginn. Hei wär am Computer-Zäitalter wuel eng kleng Reform ubruecht, déi da fir e bësse méi Steiertransparenz a méi Transparenz an eise Statsfinanze suerge géif.

Wat soen eis dann elo d'Statistiken iwwert d'Entwécklung am Finanzsecteur? Si stelle fest, datt trotz deem engen oder anere Konjunkturknéck – oder hei misst een éischter soen, deem engen oder anere Boursenhick – an deene leschten zéng Joer de Banken hiert Bruttoresultat – dat wat d'CSSF den „produit bancaire" nennt – ëm 65% an hiert Nettoresultat viru Provisioune souguer nach eng Grëtz méi, nämlech ëm 69% geklomme sinn. Deemno hätte logescherweis dann och de Banken hir Steieren, hiert Steieropkommes, méi oder wéineger an deemselwechte Rhythmus wuesse missen.

A wat gesi mer? D'Steieren, déi d'Banke bezuelt hunn, sinn an deeneselwechten zéng Joer grad emol ëm 22% geklommen, jo, si sinn zwëschenduerch souguer eng Kéier ëm eng Véirelsmilliard vun engem Joer op dat anert Joer agesackt. Hei huet sech d'Schéier tëscht Geschäftsresultat a Steiere geféierlech opgemaach, wat sech, ugesiichts vum Iwwergewiicht vum Finanzsecteur, entspriechend op d'Gesamtrecettë vum Stat auswierkt.

Wat kann d'Erklärung fir dat Ausenanerdrifte vu Geschäftsvolume a Steieropkommes sinn?

Eng vun den Ursaachen ass ouni Zweifel déi, datt eis Banke vun hire Mammenhaiser ëmmer méi un der kuerzer Léngt gehale ginn an ëmmer méi kräfteg vun hire Mammen zur Oder gelooss ginn.

Et däerf een net vergiessen, datt mir hei an engem Secteur sinn, deem seng Acteuren hei am Land zu iwwer 95% un auslännesche Konzernzentralen hänken, déi deemno no frieme Päifen danze mussen. A well mat där fortschreidender Integratioun vun de Mäert, inklusiv vun de Finanzmäert, d'Konkurrenz vill méi haart ginn ass, sinn och d'Exigenze vun de Mamme vis-à-vis vun den Duechtere vill méi schaarf ginn. Déi ginn elo bis op déi lescht Drëps gestrach, wou hinne fréier beispillsweis erlaabt ginn ass, selwer Kapitalpolsteren ze bilden, mat deene se dann och schaffe konnten.

Et ass en offent Geheimnis, datt 15% Rendite haut de Minimum sinn, deen d'Mamme fir hir Täsch verlaangen. Duerch d'Bänk leien eis Banken iwwert deem Minimum, liicht driwwer. Si kommen an der Moyenne op 16,5%. Mä wie garantéiert eis, datt dee Minimum weiderhi gëllt, wann déi gréissten däitsch Bank, d'Deutsche Bank, dëst Joer op 25% Rendite kënnt? Da kënnt se jo och emol op d'Iddi kommen, datt se deeselwechten Taux vun hiren Auslandsduechtere verlaange kënnt. Da géife mer wahrscheinlech e bësse schlecht aus der Wäsch kucken.

Do ginn engem schonn d'Dronkenellen aus, wann een drun denkt, wéi vill Drock esou Zouwuesszuelen op d'Duechterbanken ausléise kënnten, déi ëmmer méi an d'Quëtsch tëscht dem Dividendenappetit vun hire Mammen op där enger an de Steierusprëch vum Gaaschtland, deem legitime Steierusproch vum Gaaschtland, op där anerer Säit geroden. Et läit op der Hand, datt versicht gëtt, dann den Drock op d'Gaaschtland ze verlageren. Dat heescht, datt d'Duechtere selbstverständlech probéieren, datt den Appetit vun der Mamm net si ze vill an d'Quëtsch bréngt, mä datt si et weiderreechen un d'Gaaschtland, wat dann ëmmer méi Konzessiounen um steierleche Plang maache muss, fir datt d'Banke bei der Staang bleiwen. Mä iergendwou ass déi Steierspiral och no ënnen um Enn, an da kann ee beim beschte Wëllen net méi an der Steierkompetitioun mathalen.

Datt mir – och a steierlecher Hisiicht – bis elo nach gutt am Renne leien oder louchen, ass net fir d'lescht der Reduktioun, viru véier Joer, vum Kierperschaftssteiersaz erof op 22% ze verdanken, mat der kommunaler Steier, soe mer, iwwer 30%. An der Stad Lëtzebuerg si mer awer dank enger Décisioun vun dem fréiere Schäfferot ënner 30% insgesamt erofgaangen. Den Hebesaz ass erofgesat ginn, an doduerch si mer liicht ënner 30% insgesamt fir d'Banke komm. Mä wéi laang dat nach unhält an nowierkt, steet op engem anere Blat.

Bis elo huet eise gréisste Konkurrent Dublin geheescht, well do d'Kierperschaftssteier nach e Krack méi niddreg ass wéi bei eis, a well déi wibbelech Iren alles drusetzen, fir op alle Pläng mat eiser Finanzplaz gläichzezéien a se souguer ze iwwerhuelen.

Dat Bild huet sech elo grëndlech geännert mat der Erweiderung vun der Europäescher Unioun no Osten hin. Do gëtt et elo nei Memberlänner, déi hir eege Finanzplazambitiounen entwéckelen an net vun ongeféier op eist Land an op säi Succès luussen. A schonns hu mer et net nëmmen, wéi bis elo, mat engem oder zwee, mä gläich mat enger Dose Konkurrente beieneen ze dinn.

Och wa mir, gradesou wéi d'Iren an d'Schwäizer, där neier Konkurrenz nach e sëllechen a puncto Know-how a Vertrauenskapital viraus hunn, sollte mir eis net verheeschen. Néng vun deenen zéng neien EU-Memberen, déi elo mat eis an därselwechter Liga spillen, hunn eng effektiv Entreprisëbesteierung, déi méi niddreg ass wéi bei eis. Dat fänkt bei den Tscheche mat 22% un an hält bei de Litauer op, déi op knapp 13% kommen.

Mir, deenen éiweg d'Steierparadäis ugehaange gouf, leien elo mat eiser Steierlaascht iergendwou an der Mëtt. No där leschter Erhiewung beleeë mir ënnert 33 ausgewielte Standuerter déi 24. Plaz wat d'Besteierung vun den Entreprisen ubelaangt. Wat d'Besteierung vun der héich qualifizéierter Aarbechtskraaft ubelaangt, leie mer op der 18. Plaz. Op déi Aart a Weis, mat deene Plazen, verschwanne mir lues a lues aus de Consultanten hire Standuert-Rankinglëschten, wat natierlech eiser Attraktivitéit als international Finanzplaz alles aneschters wéi zegutt kënnt.

Domat dierft feststoen, datt mir amgaange sinn, ee vun eise wichtegsten Atouten anzebéissen, an dat net nëmmen an eisem am Moment nach ëmmer wichtegste Wirtschaftssecteur, dem Finanzsecteur, mä allgemeng an eiser Ekonomie, well d'Besteierung ass fir all d'Entreprisë gläich. Wa mir dann och nach a Betruecht zéien, datt mir net grad zu de Niddreglounlänner gehéieren, da kann ee sech scho Froe stellen, firwat auslännesch Firmaen – ob am Finanzberäich oder och soss – grad op Lëtzebuerg kommen oder hei bleiwe sollten.

An da gëtt et Leit bei eis, déi nach ëmmer mengen, eis Budgetsproblemer wären op ee vun deene konjunkturelle Ralentissementer zréckzeféieren, wéi mer se fréier an der Stolindustrie kannt hunn. Dobäi huet dat, wat mir am Ablack erliewen, séier wéineg mat de klassesche Konjunkturzyklen ze dinn, duerfir awer e sëlleche mat strukturellen Onzoulänglechkeeten, déi net vun engem Konjunkturopschwonk ewechgezaubert kënne ginn. Soss wier dat iwwregens grad elo de Fall, well mir sinn, mir mierken et vläicht net, mä mir sinn am Moment an enger Héichkonjunktur.

Et géif eis net wäit bréngen, wa mir elo d'Hänn an de Schouss leeë géifen an op dat Wonner waarde géifen, dat eis déi schéin Zäiten erëmbréngt, un déi mer eis esou gäre gewinnt haten. Wa mir als Klengstat weiderhi mat deene grousse Länner op Aenhéicht diskutéieren an eis ekonomesch wéi politesch an der internationaler Compétitioun behaapte wëllen, da bleift eis näischt aneschters iwwreg, wéi eis där Erausfuerderung duerch eis strukturell Déficiencen ze stellen. Well et sief gläich gesot, mat Spueren eleng ass et dës Kéier net gedoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am grousse Ganzen hu mer eis bis elo relativ gutt gehalen, a rangéieren nach ëmmer ganz uewen an der Hitparad vum PIB pro Kapp, dat heescht vun de wirtschaftlech erfollegräichste Länner. Zwar si mer net déi Bescht op der Welt, wéi ëmmer behaapt gëtt – och dat ass esou eng statistesch Flauterei, op déi ech hei net wëll weider agoen –, mä ëmmerhi gehéiere mer nach zum Spëtzepeloton.

Dat verdanke mer net nëmmen eisem bis elo am internationale Verglach gënschtege Steierëmfeld, mä enger ganzer Rei vun Ëmstänn. Wär dat net de Fall, dann dierft ee sech wuel net ënnert deene veränderte Konditiounen, mat deene mir elo konfrontéiert sinn, allze vill Hoffnung nach maachen.

Mä Gott sei Dank hänkt eist Schicksal net eleng vu steierleche Parameteren an och net eleng vun de Lounkonditiounen a -considératiounen of. Mir hunn nach e puer Stäerkten op eiser Säit, mat deene mer eis kënnen iwwer Waasser halen, allerdéngs ënnert der Viraussetzung, datt mir dës Stäerkten elo voll a ganz asetzen a si doriwwer eraus esou trainéieren, datt si d'Roll vun eise verblatztenen Atoutë vu gëschter iwwerhuele kënnen.

Ech gesinn do virun allem dräi Punkten, bei deene mer usetze sollten:

Éischtens, eis Gewiewechkeet als Klengstat mat senge kuerze Verwaltungsweeër a senger Upassungsfäegkeet.

Zweetens, eise Vertrauenskredit, dee mir an deene vergaangene Jorzéngte bei den auslänneschen Investisseuren a bei eise Clienten ugesammelt hunn.

An drëttens, eis fachlech Kompetenz, déi mer an där Zäit opgebaut hunn.

D'Gewiewechkeet ass eng Eegeschaft, déi besonnesch déi kleng Länner auszeechent. Déi sinn a jiddfer Hisiicht Liichtgewiichter a kommen ouni schwéierfälleg Verwaltungsstrukturen an ouni eng hënnerlech Bürokratie aus, schonn eleng, well si sech dat guer net leeschte kënnen.

(Interruption)

Ech weess, Här Grethen, datt Dir do vläicht e Problem hutt.

(Hilarité)

Déi kleng Dimensioun huet gewëss munch Nodeeler, mä si huet awer op där anerer Säit dee Virdeel vun den direkte Kontakter an de kuerzen Entscheedungsweeër; an déi erlaben engem méi séier op Veränderungen am Ëmfeld ze reagéieren.

Lëtzebuerg huet déi Upassungsfäegkeet bal bis zur Perfektioun gedriwwen, an huet duerch si déi eng oder aner Nisch besat, an där mir haut richteg Sue verdéngen. Ech denken do un d'Satellittekommunikatioun, an där eis SES eng Haaptroll um Weltplang spillt, an dat nëmmen, well mir am richtege Moment op dat richtegt Päerd, an dësem Fall op dee richtege Satellittentyp, gesat haten.

Ech denken un eis Flugfracht-Transportgesellschaft Cargolux, déi amgaangen ass Lëtzebuerg zum Zentrum vun engem grousse kontinentaleuropäesche Logistiknetz ze maachen, an dat net fir d'lescht dank der Bereetschaft vun der Regierung ëmmer erëm nei Landerechter fir si uechtert d'Welt auszehandelen.

An ech denken natierlech un d'Paradebeispill vun den Investmentfongen. Datt mir haut weltwäit deen zweetgréisste Player – esou nennt een dat esou schéin an der Sprooch vun de Banquieren – am Fongegeschäft sinn, verdanke mir eenzeg an eleng – eenzeg an eleng! – dem Ëmstand, datt mir 1988 als alleréischt Land an der Communautéit déi Direktiv ëmgesat hunn, mat där den europäesche Pass fir d'Fongen agefouert gouf. Ouni déi rapid Reaktioun – si war esou rapid, datt d'Direktiv nach net verabschiet war, wéi d'Gesetz gemaach ginn ass – hätte mir haut net déi iwwer 2.000 Fongen, déi elo bal – haalt Iech un! – 1.500 Milliarden Euro hei zu Lëtzebuerg verwalten, an déi zum Réckgrat vun eiser Finanzplaz gi sinn, an, net ze vergiessen, dëst Joer no bei 400 Milliounen un Abonnementstax un d'Statskeess ofliwweren.

Grad dat leschte Beispill sollte mir ëmmer virun Aen halen, wa mir de Reguléierungsäifer vu Bréissel als Prétexte benotzen, fir bei der Ëmsetzung vun den europäeschen Direktiven net ze vill presséiert ze sinn.

Et ass e Fait, datt mir net méi déi Allerséierst sinn, wann et ëm d'Ëmsetzung vun deenen Direktive geet, a mir si jo och schonn dofir bei den Ouere geholl ginn. Ech gi gär zou, datt eis do eis kleng Dimensioun an eis noutgedrongen ze knapp bemiesse mënschlech Ressourcen am Wee stinn. Mä deen Nodeel kann een doduerch opweien, datt ee selektiv virgeet a sech prioritär op déi Direktive konzentréiert, vun deenen ee sech eppes fir d'Land a seng Ekonomie erwaarde kann. Mir mussen net all Direktive mateneen ëmsetzen, mä déi, op déi et fir eis ukënnt, musse mir esou séier wéi méiglech an am allerbeschten als Éischt transposéieren. Dat nennt een dann erëm an der Bankesprooch de „first mover"-Effekt, wéi en eben am Fall vun den OPCen voll gespillt huet.

Deen zweeten Atout, deen ech genannt hunn, ass de Ruff, dee Lëtzebuerg dobaussen an der Welt genéisst als Industriestanduert, als Déngschtleeschtungsland an och als politesche Vermëttler tëscht Groussen.

Wann een e Premier un der Spëtzt huet, deen a ganz Europa geschat ass wéi nëmme wéineg Politiker, an deen net vun ongeféier een Éierentitel no deem aneren akasséiert, dann ass domat de Beweis erbruecht, datt een net onbedéngt physesch grouss muss sinn, fir vun der internationaler Communautéit eescht geholl a respektéiert ze ginn. Esou eppes verhëlleft dem Land zu engem Image, deen och op déi nohalteg wierkt, déi mir gären op Lëtzebuerg zéien, sief et als Investisseuren am Industrieberäich oder als Clientë fir eis Finanzplaz.

Wa mir dann op där anerer Säit och nach dofir suergen, datt deen Image do méiglechst positiv a méiglechst breet uechtert d'Welt gestreet gëtt, nämlech duerch eng cibléiert, koordinéiert a konsequent Promotioun, da si mir schonn e gudde Krack weider an eise Beméiungen, fir dëst Land optimal op seng Zukunft virzebereeden.

An da schliesslech eis drëtt Stäerkt, déi, déi fir mech déi wichtegst ass, a mat där mir eis duerfir sollen am intensiivsten ofginn: Ech schwätze vun der Kompetenz, där Kompetenz, deem Kënnen a Wëssen, wat mir an der Vergaangenheet a gewëssen Nischen opgebaut hunn, a mat deene mir eis weiderhin un der Spëtzt hale kënnen, wa mir eis nëmme richteg uleeën.

Gëschter war eis Kompetenz am Stol, an déi huet eis zu enge vun den zéng gréisste Stolproduzente vun der Welt gemaach. Haut ass et eis Kompetenz am Finanzberäich, déi eis ënnert déi zéng gréisste Bankplaze vun der Welt hieft. A well nach keen esou richteg weess, op wat mir eis muer stäipe

sollen – vläicht ass et den E-Commerce, vläicht ass et och eppes ganz aneschters –, well mer dat nach net wëssen, musse mer weiderhin op eise momentanen Erfollegscréneau setzen an alles maachen, fir datt eis Finanzplaz sech weider gutt opdeet.

D'Kompetenz, dat Wëssen, wéi een eppes besser mécht wéi déi aner, muss zu eisem Haaptatout ginn, nodeem eis Steier- an aner Standuertvirdeeler ënnert d'Harmoniséierungswalz gerode sinn. Mä, wéi gëtt een oder wéi bleift ee besser wéi déi aner?

D'Viraussetzung duerfir ass, datt een déi besser Produkter huet an déi besser Leit, fir déi Produkter ze entwéckelen a se duerno un de Mann oder un d'Fra ze bréngen. Besser Leit, besser ausgebilt an op héchst Qualitéit getrimmtent Personal, a besser Produkter, dat heescht, Déngschtleeschtungen a Wueren, déi op dem Client seng Besoinen zougeschnidde sinn a permanent u seng Besoinen ugepasst ginn. Dat eent setzt eng excellent Formatioun viraus, dat anert eng intensiv Recherche. A béides kritt een nëmmen op enger Plaz gebueden, nämlech op der Uni.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem mir eis generatiounelaang mat alle méiglechen Argumenter géint eng eegen Uni gestrieft hunn, hu mer eis jo elo zu esou eppes duerchgerongen. A wann déi Uni am Moment nach op wackelege Bee steet, well si hinan hiergerappt gëtt tëschent enger Wald- a Wiesenuni, wat garantéiert an d'Box geet, an enger héich spezialiséierter Nischenuni, als dat si jo eigentlech geduecht war, verdicht sech d'Hoffnung, datt si, deen néidege politesche Verstand a Courage virausgesat, dach nach hire Wee fënnt.

An deem Zesummenhang wier et och ze wënschen, datt endlech eng Décisioun iwwert deen oder déi Sitë vun der Uni Lëtzebuerg geholl géif. Déi Uni ass nun definitiv ze wichteg an ze schued, fir als Spillball tëschent lokalen Interessen hierhalen ze missen.

An eisem Fahrplang fir d'Zukunft muss d'Uni eng absolut Prioritéit kréien, an dësem an och an de Budgeten, déi duerno kommen. Si ass et wäert, datt mir op anere Plaze spueren, an datt mir eis vun elo un och erëm un de Corset vun enger Budgetsnorm gewinnen, an eis an deen zwängen. Jo, si ass et souguer derwäert, datt mir op deen een oder aneren Acquis verzichten, wann et dann net esou mat eisem Wirtschaftswuesstem klappe sollt, wéi mir dat hoffen. Well déi Uni ass e wesentleche Bestanddeel vun deem Fëllement, op dat mir d'Zukunft vun dësem Land an de Wuelstand vun eise Kanner opbaue kënnen, an déi op d'mannst deeselwechte Wuelstand verdéngen, wéi deen, dee mir am Moment nach genéissen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsminister Luc Frieden hat am Dezember 2004 a senger Ried zum Budget 2005 gesot, datt de Vote vun deem Budget net däerft zu enger Routine verfalen, ëmmerhi géif et ëm d'Entscheedung goen iwwert dat, wat de Stat wëllt, wat de Stat soll a wat de Stat ka maachen. D'Diskussioune ronderëm de Budget vum nächste Joer an deene leschten zwou Woche ware sécherlech alles anescht wéi eng Routine. Et war éischter den Ausdrock vun engem Reflexiounsprozess op alle Säiten iwwert déi wesentlech Fro, wéi een de Budget fir déi kommend Jore konsolidéiere kann a gläichzäiteg awer d'Zukunftsinvestitiounen, déi Lëtzebuerg dréngend an engem globaliséierten Emfeld brauch, kann tätegen.

Wéi dës Regierung an hir parlamentaresch Majoritéit am August 2004 hir Aarbecht an Ugréff geholl huet, war scho bekannt, datt déi kommend Jore finanzpolitesch an ekonomesch méi turbulent géife ginn. Déi méi däischter Wolleken hate sech an de Budgetsexercicë vu virdru schonns ugekënnegt a souwuel de Premier Jean-Claude Juncker wéi och de Budgetsminister Luc Frieden hate schonns zu deem Zäitpunkt drop opmierksam gemaach, datt de Rimm an den nächste Jore méi enk geschnallt misst ginn.

Dat ass aus där enger oder anerer Budgetsried och vun CSV-Mandatairen nozeliesen. Vun dëser Linn ass am Moment och net ofzeréckelen. Par contre, et gëtt héich Zäit fir drop ze reagéieren. De Koalitiounsaccord vum August 2004 stellt de Kader an d'Richtlinn duer, no där d'Regierung hir Investitiounspolitik weiderhin ausriichte soll, an ech wëll do kuerz zitéieren: «le Gouvernement (...) continuera à mener une politique budgétaire prudente (...) Tous les projets d'investissements directs et indirects de l'État seront soumis à une analyse et procédure plus détaillées ayant pour objectif de réduire le coût des investissements publics.» Dat steet do nozeliesen.

De Premier Jean-Claude Juncker sot den 12. Oktober 2005 a senger Deklaratioun iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung, an do zitéieren ech nach eng Kéier: „Zur Effizienz vun enger Ekonomie gehéieren effikass Infrastrukturen. Trotz enker Finanzlag wäerten d'Investissementskreditter sech am Joer 2006 op engem héijen Niveau bewegen. Dat gëllt fir all Infrastrukturberäicher."

(Interruptions)

De Budget 2006 läit elo vir an en zeechent sech duerch eng héich Investitiounspolitik aus. Dat beleeën d'Zuelen. D'Dépensë fir Investitioune klamme vu 610 Milliounen Euro am Joer 2005 op 775 Milliounen Euro am Joer 2006. Dat entsprécht enger prozentualer Augmentatioun vu 27%. Par rapport zu de Gesamtdépensë vum Stat klammen d'Investissementer ëm ronn 10%. Dës Steigerung loung am Budget vu virdru bei 8,4%.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Datt et awer méi lues geet, ass Realitéit. Mir wëssen et all, och wann der e puer et nach net wësse wëllen. Et muss een awer kee grousse Wirtschaftsexpert sinn, fir festzestellen, datt et zweifelsouni e séier negatiivt Signal fir eis Wirtschaft wier, wa mir a méi schwierege konjunkturellen Zäite vun eisen Investitiounen a grouss Projeten ofréckele géifen. Virun allem de Bausecteur an déi nogelagerten Handwierksbetriber si vun enger aktiver staatlecher Investitiounspolitik ofhängeg. Se brauchen nun emol dës Politik, an e positiivt Resultat fënnt sech dogéint an anere Beräicher wéi de Steieren, der Beschäftegung an der Konsolidéierung vu Sozialsystemer erëm.

Den Exercice, Här President, fir d'Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen, trotz enger méi ugespaantener Finanzlag, ass mat Sécherheet awer och keen einfachen. Well et gëllt hei e gesonden Equiliber ze fannen tëschent de Spuerzwäng vun der Regierung engersäits an enger Investitiounspolitik, déi sech op engem konstant héijen Niveau fir déi kommend Joren apendele soll. Hei musse Prioritéiten an och Prioritéitsberäicher, déi fir d'Land a seng Leit eng vital Noutwendegkeet duerstellen, festgeluecht ginn.

Dës Schwieregkeet gëtt ëmsou méi däitlech am Liicht vun den Investissementsfongen, déi sech Enn 2006, spéitstens 2008, esou lues awer sécher épuiséiere wäerten, ebe grad well d'Regierung bestrieft ass, déi Investissementer op engem héijen Niveau ze halen. D'Reserven, déi an de vergaangene Jore konnten op d'Säit geluecht ginn, erlaben et der Regierung haut hire pluriannuellen Investitiounsplang och ëmzesetzen. Den Emprunt vu 500 Milliounen Euro gëtt jeweils opgedeelt fir de Fonds du rail respektiv de Fonds des routes mat 100 Milliounen ze speisen, esou wéi d'Investissementer vum Stat selwer, déi duerch eng Sprëtz vun 300 Milliounen Euro realiséiert kënne ginn.

Esou vill elo, Dir Dammen an Dir Hären, zu de plakegen Zuelen an zum Finanzkader vun der Investitiounspolitik. Eng Investitiounspolitik, déi mir an de kommende Joren esou gestalte mussen an esou ausriichte mussen, datt mer awer no 2008, dann nämlech wann d'Reserven an de Fongen esou wäit opgebraucht sinn, net an e Lach falen. Dat heescht awer zugläich, datt mer nei Weeër bei dem Investissement mussen aschloen, fir an de kommende Joren Aspuerungen och an dësem Domän op der Dépensësäit realiséieren ze kënnen. Et muss beispillsweis gekuckt ginn, wéi ee méi effizient baue kann, andeems d'Fonctionnalitéit vu Strooss en a Gebaier méi wéi bis elo an de Vierdergrond gestallt gëtt.

An do sinn ech mam Budgetsrapport ganz enger Meenung, dee sot et soll ee beim Bauen net nëmmen en terme de volume et de prestige denken. Eng Rei Virschléi hu mir an där zoustänneger Bautekommissioun scho beschwat a verschidde Pistë sinn do och zesumme mam Bauteminister Claude Wiseler opgezeechent ginn.

Mir mussen, sinn ech perséinlech der Meenung, net iwwerall noutwendegerweis déi deiersten Tunnelle bauen, wou eng breet Strooss largement och géif duergoen. E Rond-point zum Beispill ass fir mech en Outil fir de Verkéier ze berouegen, oder vläicht och fir e méi flësseg ze gestalten, mä e muss net onbedéngt duerfir do sinn, fir e Monument oder e Kulturdenkmol dropzesetzen. Duerfir gëtt et sécherlech aner Plazen, fir esou Saachen opzeriichten.

Et muss een och net, sinn ech der Meenung, all Maierchen an all Mauer, déi duerch e Bësch, laanscht eng Vëlospist fiert oder laanscht eng Strooss muss gebaut ginn, onbedéngt mat Hastee versinn. Och do géif e ganz normale Bëton, wann een do eng Begrünung géif dropsetzen, an deene meeschte Fäll gutt duergoen.

Ech sinn och der Meenung, datt d'Altepolitik, wat d'Baue vun Altersheimer ugeet, onbedéngt weidergedriwwe muss ginn. Datselwecht gëllt selbstverständlech och fir d'Crèchen oder aner Opfangstrukture fir Kanner. Mä d'Fro, déi ee sech stelle muss, ass déi hei: Muss dat alles esou pompös, an dacks bal net méi realistesch, wat de Volume an de Prestige ugeet, gebaut ginn? Ech soen hei ganz kloer: Neen! Ech sinn och der Meenung, datt mer e Spuerpotenzial vu wéinstens 15 bis 20% bei e bësselche guddem Wëlle kënnten detektéieren.

Doriwwer eraus musse mir eis Infrastrukturen op méi eng nohalteg Aart a Weis konzipéieren, esou dass déi wesentlech méi moderat Ënnerhalts- a Fonctiounskäschte generéieren.

D'Fro vun de Folgekäschte vu gréisseren Infrastrukturen ass eng aner Problematik, déi mir bei potenziellen Aspuerunge musse verstäerkt berücksichtegen, a wou ee sech och verstäerkt Gedanken driwwer maache muss. Eng méi previsibel Opstellung vun de Fonctionnements- an Entretienskäschte wier beispillsweis eng vu méigleche Pisten, déi an de kommende Jore misste verfollegt ginn. Steigend Dépensë sinn net ausschliesslech, awer zu engem groussen Deel, op déi steigend Ënnerhaltskäschte vun de Gebaier zréckzeféieren. Dat ass e manifestë Problem, dee bei deem groussen Investitiounsvolume, deen an den nächste Joren usteet, mat Sécherheet och net méi kleng wäert ginn.

D'Gebaier sinn ëmmer méi käschtenopwändeg, méi grouss, méi gigantesque ginn an duerfir och ëmmer méi deier am Bauen, ergo och ëmmer méi deier wat den Ënnerhalt ubelaangt. Doriwwer eraus bestinn och nach eng ganz Rei vu Gebaier, déi sech an engem relativ schlechten, fir net ze soen desolaten Zoustand befannen.

Aus dëser Ursaach eraus musse mer nei Weeër goen. Weeër, déi op en nohaltegt Bauen, op e gedrosselten Energieverbrauch an op reduzéiert Ënnerhalts- an Instandsetzungskäschten ausgeriicht sinn.

Ech wëll elo awer hei op zwou Iddien zréckkommen, déi mer an deene leschte Jore schonns e puermol hei an der Diskussioun haten an déi och net nei sinn.

Zum Beispill den Audit énergétique vun den öffentlechen Infrastrukturen. Esou en Audit ass eng vital Noutwendegkeet a géif e wichtegen éischte Schrëtt duerstelle fir d'Käschten ze evaluéieren an an hirer zweeter Phas och ze drosselen.

Ech wëll doriwwer eraus och d'Iddi vun deem Fong fir Folgekäschte vun den öffentleche Gebaier an d'Spill bréngen. Et wier eng aner méiglech positiv Démarche, déi op Nohaltegkeet ausgeriicht wier. D'Ausgaben allerdéngs vun esou engem Fong missten natierlech duerch eng fundéiert Bestandsopnahm vun de Gebaier gestäipt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun net manner wéi engem Mount hunn déi zwee zoustänneg Ministeren, Claude Wiseler a Lucien Lux, Stellung zu de Prioritéiten am Bauwiese vun der Regierung geholl. Dat hu se souwuel öffentlech, wéi och an der Budgets- a Finanzkommissioun vun der Chamber gemaach.

Wat elo den öffentleche Verkéier ugeet, huet mäi Fraktiounskolleeg, de Laurent Mosar, schonns op d'Prioritéiten an och op deen enorme Käschtepunkt higewisen. Wichteg bleift awer, datt dës Zilsetzung vun engem „modal split" vu 25/75 weider ugepeilt gëtt.

Net anescht verhält et sech bei Projeten am öffentleche Bauwiesen, wou weiderhin d'Akzenter op d'Schoulwiese geluecht ginn, déi sech ënner anerem och aus dem sektorielle Plang vun de Lycéeën erginn hunn. Un der Ëmsetzung vun dësem Plang wëlle mer natierlech festhalen. Den neie Lycée zu Jonglënster, den technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer, d'Annex Jencker vum Lycée technique Mathias Adam, sollen hei nëmmen als Beispiller zitéiert ginn, déi de finanzielle Volume vun den Investitiounen am Schoulberäich verdäitlechen.

Fir d'Joer 2006 belafe sech déi viraussiichtlech Dépensen op ronn 100 Milliounen Euro, déi iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires ofgedeckt ginn. Am Budget 2006 gëtt dëse Fong mat 50 Milliounen Euro gespeist. Enn 2006 wäerten nach ronn 166 Milliounen Euro am Fong dra sinn, dat sinn der 50 manner wéi ufanks vun dësem Joer. Dës Zuele verdäitlechen, dass sech d'Avoiren, wéi schonns gesot, och an dësem Fong lues awer sécher épuiséiere wäerten.

Ähnlech verhält et sech mam Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. An deem Beräich wëllt d'Regierung weiderhin eng Partie Projete virundreiwen. Mä och hei ass festzestellen, datt ee sech seriö Gedanke maache muss, wann d'Enn vun der Fändelstaang Enn 2007-2008 erreecht ass.

Bei all dëse Fonge wäerte mir, wa mer de Programm, dee mer eis jo awer selwer ginn hunn, anhalen a realiséiere wëllen, wéi schonns gesot, 2008 mat Sécherheet op Friemfinanzéierung zréckgräife mussen. Dat kann iwwer Emprunt geschéien, mä och de Public private partnership, deen den Här Meisch gëschter ugeschwat huet an och den Här Gibéryen an den Här Mosar hunn de Moien doriwwer geschwat, ass mat Sécherheet eng Méiglechkeet. Eng Méiglechkeet, wou menger Meenung no de Modell awer genee definéiert gi muss.

Et muss een zum Beispill d'Maintenance vun deem Gebai, dat iwwert dee Modell gebaut gëtt, wann een op esou e Wee geet, iwwer 15 bis 20 Joer mat ausschreiwen an déi muss och garantéiert sinn, fir datt ee ka sécher sinn, datt déi Entreprise, déi de Marché kritt, och no Qualitéitsnorme baut.

Des Weideren, mengen ech, misst awer och drop geuecht ginn – an dat ass och de Moie scho gesot ginn –, datt déi kleng lëtzebuergesch Mëttelhandwierksbetriber net ausse vor bleiwe bei esou engem Modell.

Niewent alle Virdeeler, wat d'Baue mat enger Entreprise générale mat deene Virfinanzéierungen och kann hunn, besteet d'Gefor bei dësem Modell einfach doranner, datt déi méi kleng handwierklech Tätegkeeten, déi a Sous-traitance prestéiert ginn, prioritär entweder vun auslännesche Firmae gemaach ginn oder datt déi kleng Lëtzebuerger Firmaen esou geknebelt ginn, datt si praktesch ouni Benefiss musse schaffen, wa si an dee Marché do wëllen erakommen.

D'Zréckgräifen awer op esou Finanzéierungsmodeller ass u sech, menger Meenung no, net weider tragesch, well et jo an deem heite Fall haaptsächlech ëm Investissementer geet fir d'Zukunft an do sinn ech der Meenung, datt ergo och déi zukünfteg Generatioun hire Bäitrag do leeschte muss oder wéinstens kann.

Ech gesinn ausser deene Moossnamen, déi ech schonns elo opgezielt hunn, nach e gewëssent Spuerpotenzial bei groussen Infrastrukturprojeten, duerch déi Neierungen an der parlamentarescher Prozedur, deene sech d'Regierung an d'Chamber bei der Adoptioun vu Bauprojeten ënnerzéie wëllt.

Et geet dorëm fir duerch eng méi genau a besser gestaffelt Planifikatioun, de Käschtepunkt vu Projete besser a virun allem och méi prezis ze evaluéieren.

Budgetär Dépassementer vu grousse Bauprojeten hunn an der Vergaangenheet ëmmer dozou gefouert, datt mir hei an dësem Haus zousätzlech finanziell Rallongen hu misse stëmmen,…

(Interruption)

...fir déi zousätzlech an dacks scho getätegt Ausgaben am Nachhinein och ze autoriséieren. Fairerweis muss een awer och soen – an elo lauschtert Här Gira –, datt dësen Exercice net d'Majoritéit vun de Bauprojete betraff huet oder betrëfft. Déi allermeescht Bauprojete si ganz korrekt an där dofir virgesinnener Finanzrumm ofgeweckelt ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi kleng.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Oh, net nëmmen déi kleng, Här Gibéryen.

Dat ass eng Tatsaach, déi awer deemno wou ee sëtzt – an dat wëll ech elo betounen – ëmmer gären iwwersi gëtt oder guer net zur Kenntnis geholl gëtt. D'Schold fir dës Evolutioun a fir den Ëmstand, datt mer bei verschiddene Projeten hu missen ëmdisponéieren, läit

sécherlech net eleng am Bauteministère a bei senger Verwaltung.

Och d'Chamber muss hei eng gewësse Verantwortung iwwerhuele wat d'Vergaangenheet ugeet a muss sech och d'Fro stellen: Hat d'Chamber keng aner Prozedur, wéi déi finanziell Rallongen, déi da gefrot gi sinn, ze stëmmen, fir deem entgéintzewierken? Déi parlamentaresch Begleedung vun Investissementer, déi déi initial budgetär Enveloppe iwwerschreiden, huet sech bis haut nëmmen op d'Zoustëmmung vun esou Rallongë beschränkt. D'Comexbu ass awer zum Schluss komm, datt d'Chamber méi fréi a méi aktiv an den Entstehungsprozess vun engem Infrastrukturprojet misst agebonne ginn.

Doriwwer eraus soll d'Chamber och d'Méiglechkeet kréien, fir en cours de route de Projet kënnen am A ze behalen. D'Aufgab ass also eng duebel, et muss op där enger Säit dorëms goe fir mat Zäit op eventuell Dépassementer kënnen anzegoen an op där anerer Säit esou Dépassementer generell anzeschränken oder besser nach ganz ze vermeiden.

Den Artikel 99 aus eiser Verfassung beseet, datt all gréisser Ausgab vum Stat parlamentaresch muss autoriséiert ginn. Deemno muss d'Chamber sech mat all eenzelnem Bauprojet, dee méi wéi 7,5 Milliounen Euro no aktuellem Stand kascht, ausernee setzen. An all Kéiers, wann déi urspréinglech Finanzrumm gesprengt gëtt oder eng substanziell Ëmännerung vum Projet virgeholl gi muss, kënnt de Bauteminister zréck an d'Chamber fir den Dépassement oder d'Ursaachen, déi zum Dépassement gefouert hunn, ze erklären a gegebenenfalls och autoriséiert ze kréien.

De politesche Message no bausse war an der Vergaangenheet an der Zäit vun esou engem Dépassement sécherlech net ëmmer dee beschten. D'Leit dobaussen haten éischter d'Gefill, wéi wann d'Regierung, d'Chamber an déi zoustänneg Verwaltungen net ëmmer hir Aarbecht richteg gemaach hätten. Aus dëser Optik eraus hunn d'Budgetskontrollkommissioun, an Zesummenaarbecht och mat deem zoustännege Bauteminister Claude Wiseler, eng nei Prozedur ausgeschafft mat där mer eis an Zukunft erhoffen, de Problem vun den Dépassementer vu Baukreditter spierbar an de Gréff ze kréien. Um Prinzip vum parlamentareschen Accord zu groussen Ausgabe gëtt net gefréckelt, wat awer ännert ass d'Aart a Weis wéi ee Projet virbereet an och duerchgezu gëtt.

Am Hierscht huet den Här Minister eis eng Lëscht virgeluecht mat deene Projeten, déi de Käschtepunkt vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschreiden an déi dat Joer drop iwwer Gesetz autoriséiert solle ginn. Déi opgefouerte Projete sinn all déi, déi de Stat an Eegeregie duerchféiere wëllt. Dat heescht, net déi zu deenen de Stat just e Subsid gëtt a wou de Bauhär dann och en aneren ass wéi de Stat selwer. Op dëser Lëscht soll de Präis vun deene verschiddenen Investissementer just summaresch berechent ginn.

Bei der Analys an der Préifung vun de Projeten op dëser Lëscht geet et der Chamber ëm de Prinzip a virun allem awer och ëm d'Opportunitéit vun de geplangten Investitiounen, an net ëm déi definitiv finanziell Envergure. D'Bautekommissioun examinéiert dës Lëscht an hélt Avisë vun deene parlamentaresche Kommissiounen an, déi vun deenen eenzelne Projete betraff sinn.

Mir sinn an der Bautekommissioun u sech ëmmer dovun ausgaang, datt mer doropshin och en Débat hei an der Chamber iwwert d'Opportunitéit vun dëse Projete féiere sollten, mat uschléissendem Vote vun enger oder méi Motiounen, déi de Minister iwwert d'Budgetsgesetz autoriséiere géifen, mat de Preparativen zu den eenzelne Projete weiderzefueren an en Avantprojet détaillé auszeschaffen, en APD also, deen dann och där finanzieller Envergure a vill méi engem groussen a virun allem awer vill méi engem genaue Mooss Rechnung géif droen.

Ech ginn dovun aus, datt mer dës Prozedur am nächste Joer an hirer Integralitéit duerchzéie wäerten an och kënnen. Selbstverständlech ginn der Chamber, wéi bis elo och, déi eenzel Gesetzesprojete virgeluecht, déi all Investissement prezis erfaassen, dokumentéieren an och ëmräissen. Wann d'Chamber esou Gesetzer gestëmmt huet, da muss se nodréiglech allerdéngs och mat all gréisserem Dépassement vun der Kreditrumm oder Ännerung vum Konzept vum Bau befaasst ginn.

En neie Gesetzesprojet gëtt eréischt néideg, wann den Dépassement vun deem Projet 5% vun deenen urspréngleche virgesinnene Kreditter iwwerschreit. D'Dépassementer, déi manner héich si wéi 5%, ginn am Kader vum Statskont regulariséiert, an zwar an deem Joer wou den Décompte final vun deem Projet dann och virgeluecht gëtt. Dës nei Prozedur soll et der Chamber erlaben, all Joer e geneeën Iwwerbléck iwwert déi geplangte gréisser Investissementer vum Stat ze kréien an de Bauteminister iwwert d'Budgetsgesetz fir all Projet eenzel ze autoriséieren, eng detailléiert Planung ze maachen an och duerchzeféieren.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mat dëser Prozedur an Zukunft éischtens méi prezis geplangt wäert ginn, zweetens, datt et dowéinst och zu manner finanziellen Dépassementer kënnt, an drëttens, datt doduerch mat Sécherheet awer kee Bauprojet onnéideg an Zäitdrock geréit. D'Chamber kritt ausserdeem d'Méiglechkeet, fir ganz am Ufank vun der Planung vun deem Projet dësen u sech – wann een et streng hélt – ze refuséieren, wa se deeselwechten net fir opportun hält. Domat ginn onnéideg Planungsausgabe verhënnert an am Bauteministère gëtt sech am Detail just mat deene Projete beschäftegt, déi jo scho prinzipiell d'parlamentaresch Zoustëmmung kritt hunn.

D'CSV-Fraktioun an ech selwer sinn iwwerzeegt, datt dës e puer gangbar Pistë sinn, déi och an där géigewäerteger Diskussioun iwwer a ronderëm de Budget Sënn maachen, a mir hoffen, datt mer un den Zilvirgabe vun där neier Prozedur kënne festhalen. Mir mussen an de kommende Joren – an dat als Konklusioun – méi effizient a méi zilorientéiert plangen a bauen hei zu Lëtzebuerg. Dat spuert Käschten, et spuert och Zäit an et dréit sécherlech och zu méi Transparenz bei de grousse staatlechen Investitioune bäi.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech Iech zum Schluss awer och nach Merci fir d'Nolauschteren a wënschen Iech e gudden Appetit.

Den Här Gira kënnt awer nach.

M. le Président.- Neen. Merci, Här Clement.

Domadder wär d'Sëtzung fir haut de Moien zu Enn. Haut de Mëtteg fuere mer da weider mam Här Gira an duerno mam Här Castegnaro.

Domat ass d'Sëtzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.16 heures)

Ordre du jour

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

(Discussion générale – suite – Amendement – Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel – Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Mir fuere weider mat den Debatten iwwert de Budget fir d'Joer 2006. Et sinn nach zwee Riedner ageschriwwen: den Här Gira an den Här Castegnaro. Als éischte Riedner huet d'Wuert den honorabelen Här Camille Gira.

Une voix.- Très bien.

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat eigentlech net geplangt, am Kader vun dësen Debatten d'Wuert ze ergräifen, mä wéi ech de Moien hei den Här Mosar héieren hunn zu Kyoto schwätzen, dunn huet et mech awer net méi um Stull gehalen!

Wann een hei muss nolauschteren, wéi d'Geschicht verfälscht gëtt, wann ee muss héieren, wéi d'Tatsaache verdréit ginn, a wann ee muss nokucken, wéi Realitéiten net richteg duergestallt ginn, da kann een awer net sëtze bleiwen, dann ass et awer engem seng Flicht, heihin ze kommen an duerfir ze suergen, dass am Analyteschen dem Här Mosar seng Aussoen awer richteg gestallt ginn.

Ech ginn de Verdacht net lass, dass den Här Mosar wierklech Problemer huet mat sengem Laangzäitgediechtnis, well esou wéi hien hei op eng ganz einfach Manéier déi ganz Problematik Kyoto duergestallt huet, géif ee mengen, hie wier gëscht eréischt Member vun dësem Parlament ginn. Hie war selwer dobäi, wéi mer 1997 iwwer Kyoto diskutéiert hunn. Hie misst jo eigentlech wëssen, dass deemools och d'CSV an der Regierung war, an dass dat Engagement, wat déi deemoleg Regierung zu Kyoto geholl huet, net nëmmen eng Affär war vun engem sozialisteschen Ëmweltminister, mä vun enger Lëtzebuerger Regierung.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet nach vill méi wäit! Mir hunn des Laangen an des Breeden am Virfeld, ier den Här Lahure op Kyoto gaangen ass, hei iwwer Klimaschutz an déi néideg Moossnamen diskutéiert a mir hunn hei Motiounen ofgestëmmt, an zwar unanime! An, Här President, et mécht mer duerfir awer eng Freed, an et ass och eng Flicht drop hinzeweisen, dass ënnert deenen éirewäerte Kolleegen a Kolleeginnen, déi deemools zwou Motiounen, déi vum Här Kollwelter preparéiert waren, ofgestëmmt hunn, och e gewëssenen Här Laurent Mosar war! Ech huelen un, dass et deeselwechten ass, deen de Moien hei geschwat huet.

An enger vun deene Motioune gëtt d'Regierung opgefuerdert, sech anzesetze fir 30% CO_2-Reduktioun. An da mengt een et kéint net sinn, wann een de Moien dem Här Mosar nogelauschtert huet an dann an d'Archive geet – glécklecherweis hu mer jo en effikassen elektronesche System, dass een dat ganz séier erëmfënnt – an et fënnt een eng Motioun, déi – ech wëll et nach eng Kéier betounen – unanime hei ofgestëmmt ginn ass, an do steet dran: «Par ailleurs la Chambre des Députés soutient l'objectif déclaré du Gouvernement consistant à réduire de quelque 30% les émissions de CO_2 sur le plan national d'ici l'an 2010 et l'invite à se donner les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif une fois la stratégie nationale de réduction arrêtée.»

Dat wëll ech awer nach eng Kéier hei kloer an däitlech soen, fir awer déi gemeinsam Responsabilitéiten ze ënnersträichen, Här President, déi mer alleguerten an deem Land hei hunn, wat dat Engagement ubelaangt.

Dann ass et awer e bëssen einfach, heihin ze kommen an ze soen: Dat wat do e sozialisteschen Ëmweltminister iergendwéi eng Kéier a Japan ënnerschriwwen huet, domat hu mer haut Schwieregkeeten.

Mä net nëmmen domat, Här President, huet den Här Mosar et sech einfach gemaach, och mat aneren Aussoen zu Kyoto. Ech wëll der eng Rei hei opzielen:

Déi éischt, wann ëmmer erëm dat ambitiéist Zil dohigestallt gëtt. Natierlech ass et richteg: Wann ee reng proportionell kuckt, si mir déi an Europa, déi sech dat héchsten Zil virgeholl hunn, nämlech minus 28%. Wann een awer weess, dass mir natierlech Weltmeeschter sinn am CO_2-Ausstouss pro Kapp, dann ass awer dat absolut Zil, wat mer eis gesat hunn, guer net esou ambitiéis, well souguer wa mer et fäerdeg géinge bréngen, bis 2010 minus 28% ze reduzéieren, da géinge mer nach ëmmer zu de Weltmeeschtere gehéieren, wat den CO_2-Ausstouss pro Kapp ugeet.

Dir spiert jo elo schonn an den Diskussiounen, déi zu Montréal waren: Iergendwéi eng Kéier – a mir alleguerte wäerten dat nach erliewen – wäerte mir net méi iwwer prozentual Reduktioune schwätzen, mä da wäert all Mënsch op der Welt – an da si mer endlech bei enger Gerechtegkeet – e gewëssene Montant pro CO_2 pro Kapp pro Joer zegutt hunn, an dorop musse mer och zu Lëtzebuerg endlech histeieren. Also proportionell selbstverständlech relativ ambitiéis, mä absolut war et net esou bedeitend.

Zweetens, Här President, 1997, wéi déi deemoleg Lëtzebuerger Regierung am Numm vun dëser Chamber dat Engagement agaangen ass, du ware mer bei minus 30% par rapport zu 1990. Dat gëtt jo ëmmer erëm an deenen Diskussioune vergiess:

Duerch den Ëmbau vun der Stolindustrie vun der Kuel op d'Elektresch war Lëtzebuerg de facto 1997 bei 30 oder minus 32% par rapport zu 1990. An dat ambitiéist Reduktiounszil, wéi et ëmmer duergestallt ginn ass, war eigentlech e Stabilisatiounszil.

Wann deemools d'Bewosstsinn an de Käpp vun de Verantwortlechen do gewiescht wär, a mir hätten eis ugestrengt, da wier et duergaangen, wa mer eis Emissioune vun 1997 stabiliséiert gehat hätten, da géinge mer et labber fäerdeg bréngen, am Joer 2010 eis 28% par rapport zu 1990 anzehalen.

Den zweete Punkt, dat ass déi berühmt Berechnungsmethod. Ëmerhi gëtt et jo esou duergestallt, wéi wa Lëtzebuerg, dat aarmt Lëtzebuerg, immens schlecht bei Kyoto géing ewechkommen, well dann all dee Bensin an deen Diesel, deen zu Lëtzebuerg getankt gëtt, eis géing ugerechent ginn an awer anzwousch anescht verbraucht géing ginn.

Dozou muss ee Folgendes soen: Et ass richteg, dee Bensin an deen Diesel, deen zu Lëtzebuerg getankt gëtt, déi kréie mer ugerechent, mä, Här President, dat ganzt Elektresch, wat mer importéieren – de Moment nach virun allem aus Däitschland, mä wa mer den Här Krecké nach e bësse gewäerde loossen, haaptsächlech aus Frankräich –, dat kréie mer net ugerechent. Dee ganze Stroum fir d'Elektrostolwierker vun der ARBED kréie mer net ugerechent. Dee ganze Stroum, deen Dir an ech verbrauchen, kréie mer net ugerechent. Also ass et…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Den TGV, dee kréie mer elo ugerechent.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Ech kommen nach zum TGV. Ech wëll awer soen, wann een hei seet, de Problem vu Lëtzebuerg mat Kyoto ass de Berechnungssystem, dann ass dat net richteg. Mir hunn eng Kéier en Désavantage an deem Berechnungssystem, dat ass eisen Tanktourismus, mä mir hunn deen immensen Avantage, dass d'Produktioun vum Stroum deem Land ugerechent gëtt, wou de Stroum produzéiert gëtt.

Da kënnt dee wichtege Moment. 1997, wéi mer Kyoto ënnerschriwwen hunn, du waren ongeféier déi Emissiounen, déi den Tanktourismus produzéiert huet, praktesch equivalent zu deem vun deem Stroum, dee mer deemools aus dem Ausland importéiert hunn. Och dat war gewosst 1997. A wann

duerno déi jeeweileg Regierung et gewäerde gelooss huet, dass den Tanktourismus eis fortgelaf ass, dann ass dat awer net dem Mechanismus vu Kyoto seng Schold, mä dann ass dat engem Manktum u Bewosstsinn vun de jeeweilege Regierungen hir Schold. Ech mengen, an deem Sënn ass de Kyoto-Mechanismus scho gerecht, dass einfach alles gerechent gëtt an deem Land, wou et produzéiert gëtt.

Drëttens: Et gëtt ëmmer erëm duergestallt, dass mer Kyoto net géingen erreechen, just wéinst dem Tanktourismus an dem GuD zu Esch. Zum GuD zu Esch muss een zwou Saache soen: Éischtens war och dat gewosst, wéi déi ganz Planung mat deem GuD gemaach ginn ass, wat mat Kyoto géing op eis duerkommen; dat ass déi éischt Geschicht.

Zweetens waren, wéi de GuD geplangt ginn ass, deemools scho Greenpeace an aner Associatiounen, déi drop higewisen hunn, dass dat do eigentlech gesamtenergiepolitesch gesinn net déi beschte Léisung wier, mä dass een amplaz vun engem Mammut-GuD op enger Plaz besser hätt, eng Multitude vu klenge Wärmekraftkopplungen doruechter iwwer Lëtzebuerg ze verdeelen, dass dat eigentlech vill méi sënnvoll wier, well een do nämlech net all Kéiers just géing Elektresch produzéieren, mä och nach d'Wäermt kéint auskopplen an dann deene jeeweilegen Utilisateuren zegutt komme loossen an domat d'klassesch fossil Energieträger wéi Mazout an esou weider kéint ersetzen.

Do war e gewëssenen Här Goebbels, dee sech awer wierklech guer näischt soe gelooss huet a contre vents et marées dee Projet do duerchgesat huet. Och dat ass, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, en pleine connaissance de cause geschitt.

Mä wa mer d'Analys vun de Milliounen Tonne vu Kyoto weider analyséieren, da muss een och feststellen, dass mer natierlech e gravë Problem duerch den Tanktourismus an duerch de GuD kréien, mä, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och an deenen anere Secteuren, mat Ausnahm vun der Industrie, sinn eis ganz Wäerter fortgelaf.

Deen eenheemesche Verkéier huet sech och praktesch verduebelt vun 1990 un, an och bei den Haushalter geet et weiderhin erop, well de Wunnengsbauminister schonn zéng Joer drun doktert, fir nach ëmmer kee Reglement fäerdeg bruecht ze hunn iwwer Albausanéierung. Mir hunn eng Wärmeschutzverordnung vun 1993, déi deemools scho jenseits von Gut und Böse war, déi mer nach net fäerdeg bruecht hunn unzepassen. Et geet net duer, ëmmer nëmmen op den Tanktourismus an de GuD zu Esch ze verweisen. Mir hunn och néierens an deem ganze Beräich eis Hausaufgabe gemaach.

A véierten a leschte Punkt, wou ech e bëssen iwwerrascht war, wou ech och emol awer wëll duerstellen, wien dann hei wat ugekierbelt huet: Ech war iwwerrascht de Moien, wéi ech den Här Mosar héieren hu praktesch hei duerzestellen, wéi wann hien d'Problematik vum Tanktourismus hei entdeckt hätt a sengem Rapport zum Budget. Här President, muss ech drun erënneren, datt ech mer an der leschter Legislaturperiod hei d'Fangere wond geschriwwen hunn an de Mond fusseleg geriet hunn, fir endlech hei eng Motioun duerchzekréien, dass mer eis emol géinge mat deem Phenomeen Tanktourismus beschäftegen?

Keen – och déi Gréng net – huet deemools gesot, mir misste vun haut op muer den Tanktourismus ofschafen. Mir hu gesot, et gëtt héich Zäit, dass mer eis mat deem Phenomeen Tanktourismus beschäftegen, well en net nëmme positiv Auswierkungen huet, mä eng ganz Rei negativer. An et ass schued, dass mäi Kolleeg Emile Calmes net hei ass, dee kënnt mer bestätegen, dass mer an der Ëmweltkommissioun praktesch um Punkt waren, dass déi Motioun sollt ugeholl ginn, an dass mer an der leschter Legislaturperiod scho Leit dropgesat haten, fir emol ze studéieren, wat dann dobäi Positives an Negatives géing erauskommen.

Muss ech drun erënneren, dass dunn an der Travaux-publics-Kommissioun, ënnert dem Impuls notamment vum Här Néckel Strotz, déi Motioun blockéiert ginn ass, an dass se am Tirang verschwonnen ass, an dass ech se eréischt bei där neier Regierung d'lescht Joer am Dezember erëm eng Kéier konnt ervirbréngen, fir dass mer eis endlech – well den Här Lux zumindest verstanen huet, wéi den Enjeu vu Kyoto ass, well hien d'accord war an der Regierung och geschwat huet, fir dass déi soll ugeholl ginn – mat deem Thema beschäftegen?

Hei ware Leit, déi schonn zënter dass Kyoto existéiert drop higewisen hunn, dass mer missten oppasse mat deem Phenomeen Tanktourismus, well deen eis eventuell deier kënnt zu stoe kommen. Mir hunn ëmmer drop higewisen, et ass eis net nogelauschtert ginn.

Am Géigendeel, Här President, ass vun därselwechter Säit a praktesch zu därselwechter Zäit hei eng Motioun duerchgebaatscht ginn, fir nach eng Tankstell op der Saarautobunn ze kréien. Wann Der haut am Dag op déi Saarautobunn fuert, da frot Der Iech éischtens, firwat dass se gebaut ginn ass, well kee Mënsch wäit a breet ass, an zweetens…

M. Lucien Clement *(CSV).*- Oh, Här Gira, da fuert emol...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här Clement, solle mer moies um zéng Auer emol kucke goen, wéi vill Autoen dass do fueren?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, jo.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dann ass et relativ dënn. Et ass relativ dënn!

(Brouhaha général)

Et ass relativ dënn, Här Clement.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, keng Opreegungen! Här Gira, fuert Dir weider.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Mä souguer wann dann e gewëssenen Undeel un Autoe géingen op där Strooss do fueren, mengen ech, ass absolut kee Besoin do eng Mammut-Tankstell opzeriichten, a wann een dat muer mécht, da si mer eis eens, dann zéie mer nach méi Leit aus dem Saarland un, fir tanken ze kommen, well déi dann och emol net méi brauchen erofzefueren.

Zur selwechter Zäit, wou mir hei probéiert hunn drop opmierksam ze maachen, dass den Tanktourismus eis géing op de Kapp falen, si Leit aus der CSV-Fraktioun, déi mordicus hei eng Motioun duerchgedréckt hunn, fir eng Tankstell op der Saarstrooss ze bauen. Et freet ee sech iwwregens, wou an Tëschenzäit déi Motioun drun ass.

D'Konklusioun, Här President: Aus eiser Siicht wëll ech soen, dass wann hei eng Partei den Dossier Kyoto verschlof an ënnerschat huet, wann eng Fraktioun wesentlech dozou bäigedroen huet, an deene leschten zéng Joer Décisiounen ze huelen, déi kontraproduktiv sinn am Kontext zur Kyoto-Philosophie, dann ass et ganz sécherlech d'CSV, a wann hei de Jean-Claude Juncker…

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Frot emol Äre Papp, dee kann lech dat berichtegen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech weess op alle Fall eppes, dass d'CSV nach ni zoustänneg war fir den Ëmweltministère an nach ni zoustänneg war fir déi Verhandlungen, déi Kyoto ubelaangen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Also mir sinn elo, Här Spautz,…

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'CSV war nach ni an enger Regierung!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Voilà!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wéisou reegt Der Iech dann esou op? Loosst den Här Gira schwätzen, an da komme mer zu engem propperen Enn.

(Interruption)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Also, mir hu jo gëschter an haut wierklech e puermol eng praktesch Illustratioun hei kritt, dass et jo anscheinend esou ass: Wann d'CSV an enger Regierung ass, déi Saachen, déi gutt gelaf sinn, duerfir si si responsabel, mä alles wat schif gelaf ass – dat kréie mer elo erëm bestätegt –, duerfir ass de Koalitiounspartner responsabel.

Mir sinn net där Meenung. Ech bleiwen dobäi, dass déi Fraktioun, déi deen doten Dossier am meeschte verschlof huet, dat ass a bleift d'CSV-Fraktioun, a wann den Här Juncker am Kontext vum Wunnengsbau gesot huet, et wier e perséinlechen Échec, dass do an zéng, 15 Joer näischt geschitt ass, esou maache mir d'Analys, dass Kyoto e kollektiven Échec vun de CSV-Regierungsmemberen a vun der CSV-Fraktioun ass.

Duerfir géing ech, Här President, den Här Mosar bieden, dass hien, ier en deemnächst hei am Kontext anere Leit wëllt Lektiounen erdeelen, fir d'éischt emol soll dräimol ganz déif duerchootmen a sech erënneren, wat an deene leschten zéng Joer hei geschitt ass, an da fäerten ech, da kann hien zu deem Dossier net méi ganz vill soen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Jäiz net, wann dech eppes iergert!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Neen, ech weess.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, Här Minister, et sinn net d'Provocateuren, déi mech provozéiere fir d'Wuert ze ergräifen – dat brauch ech net –, mä meng Fraktioun war gëschter schonn der Meenung, dass et net schlecht wier, wann e weidere Parlamentarier vun eis géing haut de Moien oder haut de Mëtten d'Wuert ergräifen.

Ech wéilt awer och direkt mech un d'Tounregie wenden a soen: Steiert den Toun, wann ech gelift, wann en ze haart gëtt, an d'Elteren hu jo verstanen, dass se d'Kanner a Sécherheet solle bréngen,…

(Hilarité)

…wéinstens soulaang wéi ech dann hei um Riednerpult stinn.

(Hilarité)

M. le Président.- Et war net esou eescht gemengt, Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech hunn et och net esou eescht geholl.

Mir sinn elo zënter ville Stonnen amgaang, iwwert de Budget 2006 ze diskutéieren. Et ass jo dat wichtegst Gesetz vum Joer. Et soll een et dann och esou behandelen. Ech stelle fest, no all deene Stonnen an och am Virfeld, dass eigentlech keen nach esou richteg Faarf bekannt huet, bei wiem a wéi vill da soll gespuert ginn, wann et da wierklech esou ass, dass muss gespuert ginn. Do versicht hei jiddfereen ëmmer erëm seng Wahlkliantell ze befriddegen oder awer eng vläicht zukünfteg Kliantell net ze veriergeren.

D'Fro bleift also gestallt, och no deene villen Diskussiounen, wéi eescht d'Lag dann ass, wéi schwiereg d'finanziell Situatioun vum Stat am Joer 2006 an och an den nächste Jore sech schlussendlech wäert presentéieren. D'Fro ass jo gestallt ginn, ob d'Zukunft vum Land um Spill steet, well mer dann net méi an der Lag wieren, all deenen Aussoen no oder verschiddenen Aussoen no, de Sozialstat ze finanzéieren, well en ze deier wier, obwuel just dee Sozialstat den Atout vu Lëtzebuerg duerstellt, den éischten Atout, de soziale Fridden, bis elo jiddefalls garantéiert huet a Lëtzebuerg zu engem attraktive Standuert gemaach huet.

Wa mer also Aschnëtter sollte misse virhuelen, wat fir eng sollten dat sinn, a wéi vill Onrou wëlle mer schafen, a wéi vill wëlle mer dee soziale Fridden à la rigueur op d'Spill setzen?

Geet d'Geld aus – och dat ass eng Fro, déi opgeworf ginn ass – fir déi noutwendeg Investitiounen, déi hei des Öfteren opgezeechent gi sinn, sief et an d'Schoulen, sief et insgesamt an d'Infrastrukturen, mä ëmmer och nach an déi sozial Infrastrukturen?

Brénge mir et da fäerdeg als Parlament – an dat ass eng Fro, déi ech mer als relativ neie Parlamentarier nach ëmmer stellen däerf –, no all deenen Debatte vun de leschte Stonnen, déi richteg Décisiounen ze treffen oder nëmmen hallwer oder souguer falscher? Setze mer eis dem Risiko aus, esou Entscheedungen ze treffen, déi kéinte fatal fir d'Zukunft a besonnesch fir zukünfteg Generatioune sinn, an deem Sënn, dass si dann nach just bezuelen awer kaum nach vum System profitéiere kënnten?

Wann déi vu verschiddene Säiten ugekënnegt an ugemellten Zeenarië méi wéi Nachhutsgefechter sinn a méi wéi Rechthaberei ass, mä den Eescht vun der Situatioun sollen duerstellen, da wier et endlech un der Zäit, eng tief schürfend an eng längst iwwerfälleg Analys iwwert d'Stäerkten an d'Schwächten, iwwert d'Risiken an d'Chancë vun dësem Land auszeschaffen.

Déi Gewerkschaft, déi ech laang presidéiert hunn, huet vun 1995 u systematesch gefuerdert, e Weisenrat anzesetzen, deen déi Rechnungen do géing maachen, an zwar an enger Zäit, wou ee Suen huet, well et da méi einfach ass wéi dann, wann ee mengt, et géing een an Nout geroden. Wichteg ass et also, dass een an der Analys, an deem, wat een duerstellt, glafwürdeg bleift, glafwürdeg ass an iwwerzeegend wierkt, an dann och Ausléiser ka si fir déi Reformen, déi dann noutwendeg wieren, an déi ee jo am moderne Jargon zënter enger Rei vu Jore Moderniséierung vun allem nennt, ouni ëmmer au départ ze wëssen ëm wat et da wierklech soll goen.

Wann een esou eng Moderniséierung wëllt ugoen – a si schéngt mer schonn noutwendeg a richteg ze sinn –, da brauch een eng breet Basis un Zoustëmmung, an dat besonnesch an engem klenge Land, wou et nëmme méiglech ass richteg ze moderniséieren, wann e breede Konsens méiglech ass, a wann all déi Acteuren an deem Land, déi Responsabilitéit droen oder Responsabilitéit iwwerhuele wëllen, dëst och maachen oder maache wëllen. Duerzou gehéieren d'Parlament, d'Regierung, d'Gewerkschaften, d'Patronat awer och déi, déi mer Zivilgesellschaft nennen, vun deene mer oft schwätzen, mä déi mer ëmmer nach net esou richteg an den Dialog, an den Diskussiounsprozess mat ageschalt hunn. Et géing do och esou lues Zäit ginn.

All, déi ech genannt hunn, hunn e Mandat, fir iwwer all dat, wat d'Zukunft vun deem Land ubelaangt, matzeschwätzen a souguer matzebestëmmen. Déi eng opgrond vun der Verfassung, wéi d'Parlament, mä och eng Institutioun, wéi d'Tripartite – fir déi emol ze nennen –, mä och all déi aner, déi als Sprecher oder Vertrieder vu breede Bevölkerungsschichten, duerch Mitglieder, déi se hunn, dat Mandat kritt hunn, fir an der Öffentlechkeet an a Gremien de Mond opzemaachen, Interessevertrieder ze sinn a sech mat Gedanken a Suergen ze maachen.

D'Fro ass vu ganz gescheite Käpp an Europa gestallt ginn a gëtt ëmmer méi gestallt, ob mer, besonnesch a Westeuropa, en Epochewiessel erliewen, dat heescht, eis definitiv vun der Industriegesellschaft verabschieden an eis an déi breet Déngschtleeschtungsgesellschaft géinge bewegen. Wann dat esou ass, an deelweis ass et amgaang, da muss endlech doriwwer nodgeduecht ginn an et muss gehandelt ginn, an dat net eréischt iwwermuer.

Ech soen awer direkt derbäi, Kolleeginnen a Kolleegen, dass een och zu Lëtzebuerg keng Politik dierf bedreiwen, déi dee geréngen Undeel un Industrie, dee mer nach hunn, géing duerch eng falsch Politik a Fro stellen, an dass een duerch eng falsch Politik och dee Potenzial géif zerstéieren, deen déi Industrie huet, fir sech ze konsolidéieren, fir sech auszebauen oder am Zuch vu weiderer Diversifikatioun an Industriepolitik nei Betriber an d'Land ze kréien, well dat e wichtege Facteur wier, fir Vollbeschäftegung ze erreechen respektiv d'Aarbechtslosegkeet mat Erfolleg ze bekämpfen. An dat gëllt esou gutt fir d'Handwierk wéi fir d'Industrie, mä et gëllt natierlech och – an dat soll ee jo net verstoppen – fir d'Finanzplaz a fir den Déngschtleeschtungsberäich, deen natierlech permanent ze konsolidéieren ass.

Mä mir sollten, an dovir wéilt ech warnen, eis och net erëm – a mir si schonn erëm amgaang – ze vill op d'Nischepolitik verloossen, déi kuerzfristeg natierlech ganz vill Geld ka bréngen, mä déi gradesou schnell en dramatescht Enn ka fannen. Där Beweiser gëtt et, déi brauch een net extra ze ernimmen. Mir sollten also Kloerheet driwwer schafen. Dat ass eng weider Iwwerleeung, wéi eisen Aarbechtsmaart sech dann an der Realitéit wierklech duerstellt.

Mir operéieren an dësem Land zënter Jore mat Steigerungsraten, déi aner Leit ronderëm schwindeleg maachen. Ech hunn et hei schonn op der Tribün gesot, dass et endlech noutwendeg wier, déi Analys esou wäit ze dreiwen, dass ee weess wéi vill Aarbechtsplazen, wéi vill Vollzäitaarbechtsplazen, wéi vill Hallefzäitaarbechtsplazen a wéi vill Stonnenaarbechtsplazen dann hei geschafe gi respektiv existéieren. Sot eis endlech, wann ech gelift: Wéi héich ass d'Zuel vun de sou genannte virtuellen Aarbechtsplazen? Also, déi Betriber, déi an eist Land kommen, fir vun eiser Steier- a Sozialgesetzgebung ze profitéieren, an déi leider och esou endege kënnen, wéi dat am Kralowetz-Skandal jo bemierkbar ginn ass.

Mir mussen eis also ustrengen, léif Frënn, permanent iwwer méi Be-

schäftegung an och Vollbeschäftegung ze schwätzen a se ze realiséieren. Do brauch een eng Villfalt un Initiativen, an net nëmmen – an ech wëll et emol salopp formuléieren – Strofaktioune géint déi Betraffen, also géint d'Chômeuren, déi souwisou scho genuch gestrooft sinn, doduerch dass se keng Aarbecht hunn.

Mir brauche Beschäftegungspolitik méi wéi jee. Mir musse Vollbeschäftegung och a besonnesch iwwert d'Arbeitsamt, iwwert d'ADEM, kënne realiséieren. Duerfir sinn ech guer net d'accord mat deem, wat d'DP, oder hire Spriecher, gëschter hei gesot huet, dass ee misst un d'Privatiséierung vun der ADEM denken, oder un eng Zerschloung vun der ADEM. Neen! De Monopol vun der ADEM muss erhale bleiwen, hiren Aktiounsradius muss ausgebaut ginn. D'ADEM muss kënne konkurrenzfäeg sinn zu de privaten Interimsgesellschaften. Si muss och deenen d'Stir kënne bidden an aktiv ginn, dat am Sënn vun engem gesonden Aarbechtsmaart an am Interessi vun den Demandeurs d'emploi.

Et kann een iwwert d'Arbeitsamt diskutéiere wéi ee wëllt, et gëtt ganz vill Kritiken, déi ech selwer oft formuléiert hunn, si ass eng staatlech Institutioun. Si huet ee Monopol an et kann net esou ausgoen, dass se esou géing reduzéiert a restrukturéiert ginn, dass si nach d'Grimmelen an d'Suerge géing beaarbechten, an dass déi privat Jobzentren d'Roséngen hätten a gutt domat op Käschte vun de Leit kënnte liewen.

Et sinn och an deem Krees hei ëmmer erëm Kritiken un de sou genanntene Beschäftegungsinitiativen ausgedréckt ginn. Dat verwonnert ee scho bal net méi. Mä, et wonnert een duerfir awer, well et dann oft Buergermeeschter sinn, déi an hire Gemengen op déi Beschäftegungsinitiativen zréckgräifen, a mat deene Beschäftegungsinitiative gutt an unerkannten Aarbechte maachen, an de Mënschen an hire Gemengen Déngschter leeschten, déi si soss net hätte leeschte kënnen. Et sollt een also déi Doppelzüngegkeet do wann ech gelift op der Säit loossen.

Et sollt een an deene sou genanntene Beschäftegungsinitiativen dat gesinn, wat se sinn: De Leit eng nei Chance ginn aus dem Misär erauszekommen, aus der Ausgrenzung erauszekommen an op den Aarbechtsmaart kënnen ze stoussen. Da wëll ech just derbäi soen, dass et jo eng Tatsaach ass, dass dee sou genanntenen éischten Aarbechtsmaart, also dee richtegen Aarbechtsmaart, wéi dat da formuléiert gëtt, déi néideg sozial Responsabilitéit a Solidaritéit nach ëmmer net opbréngt, fir deene Mënschen, déi Demandeur oder Chômeur sinn, eng Aarbechtsplaz unzebidden an hinnen domat eng Chance ze ginn.

Da wëll ech eppes aneschters ernimmen: Mir schwätzen hei iwwer Chômage social. Mir missten eigentlech vill méi iwwert d'Économie solidaire schwätzen, déi am Familljeministère laut dem Regierungsprogramm ugesidelt ass, an dass déi Économie solidaire eigentlech déi dauerhaft Betriber an domat och dauerhaft Aarbechtsplaze kéint schafen. Dat och am Sënn vun engem Entrepreneuriat innovatif. Dat sinn déi üblech Schlagwierder, déi oft benotzt ginn.

Wann ech gelift: Kommt mer strengen eis un, kommt mer maachen déi Base légale, souwuel fir de Chômage social op där enger Säit beim Aarbechtsminister, wéi fir d'Économie solidaire op där anerer Säit, fir kënnen offensiv un d'Problematik vum Chômage erunzegoen, an definitiv och aus der Defensiv erauszekommen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Léif Frënn, et ass vill och hei während deenen Debatten direkt oder indirekt iwwert de Sënn oder den Onsënn vun der Tripartite geschwat ginn. Dierft ech dorun erënneren, dass de Lëtzebuerger Modell jo 1977 seng Kréinung erlieft huet duerch dat gesetzlech Schafe vum Comité de coordination, also dat, wat mer schlicht d'„national Tripartite" nennen. An et war déi Tripartite, déi 1977 mat engem Aktiounsplang fir Wirtschaftswuesstem a Vollbeschäftegung ganz vill Erfolleg opzeweisen hat.

Et wier net richteg, wéi Verschiddener dat maachen, déi Tripartite zum Spillball vun eisen Ausenanersetzungen an dësem héijen Haus ze maachen. D'Tripartite ass eng Institutioun mat klore Spillregelen a si behält an eisem System déi Plaz, déi hir zousteet – ech schwätze vun der Demokratiséierung vun der Wirtschaft, ech schwätze vun der Demokratiséierung vun der Politik –, an an deem Sënn huet déi Tripartite eng Plaz, fir tëschent de Wahlterminer, fir d'Parlament, och hir Aufgab kënnen ze erfëllen, an als e staarken Deel vun der Zivilgesellschaft, déi do vertrueden ass, selwer Initiativen anzebréngen a virun allem awer iwwer Problemer mat ze diskutéieren. Iwwregens huet keng eenzeg Regierungspartei zënter 1977 jee déi Tripartite eeschthaft a Fro gestallt.

(Interruption)

Jo, kritiséiert schonn, mä am Géigendeel hu se alleguer an där Tripartite matgeschafft, matgestridden a Resultater gemaach, well ee feststelle konnt, dass dat e Gremium wier, wou ee munches kéint virbereeden, ob dat déi national, d'Stol- oder d'CFL-Tripartite ass.

An ech wollt och dat emol kloerstellen vis-à-vis vu menge Kolleeginnen a Kolleege vun der Grénger Partei, well ech e bëssen erféiert war an enger Pressekonferenz ze héieren, dass gesot ginn ass, do wieren iergendwellech Acteuren, déi méi Responsabilitéit kriten, wéi se zegutt hätten, an d'Parlament géing désavouéiert ginn.

Ech wëll do nëmme soen: Ech gesinn dat net esou. Ech weess aus menger Erfahrung op där anerer Säit, dass duerch eng éierlech Zesummenaarbecht an der Tripartite oft gutt Viraarbecht konnt geleescht ginn, déi wichteg war fir déi parlamentaresch a besonnesch déi politesch Décisiounen, déi schlussendlech ëmmer nach hei geholl ginn an och an Zukunft wäerten a musse geholl ginn. Ech wëll domat just soen: Déi lescht Décisioun louch, läit a wäert och an Zukunft ëmmer an dësem héijen Haus leien a mir stinn an der Flicht eis och der Responsabilitéit net kënnen ze entzéien. A mir sollte wëssen, dass wann d'Sozialpartner mathëllefen un engem Strack ze zéien, dat eis Aarbecht ka vereinfachen an do wou dat net de Fall ass, si mir natierlech déi, déi d'Responsabilitéit ganz eleng ze iwwerhuelen hunn. Dat wësse mer och an dat ass och hei esou gehandhaabt ginn, mä dann hu mer et an dësem Haus natierlech vill méi schwéier.

D'Tripartite ass 1977 vun enger DP-LSAP-Regierung an d'Liewe geruff ginn a si ass vun der CSV deemools bekämpft ginn. An 1979 huet d'CSV trotz aller Kritik un der Tripartite, mam Accord vun der DP, déiselwecht als Instrument an als Institutioun iwwerholl, mat där Ausnahm, dass deemools d'Vetorecht fir d'Gewerkschaften a Saachen Index erausgeholl ginn ass.

An ech hu selwer erlieft, wéi den Här Pierre Werner mat ganz vill Zäertlechkeet a Rücksicht awer och mat Determinatioun mat där Institutioun Tripartite zesummegeschafft huet a si ni mëssbraucht huet. An ech erënneren un 1982, wou déi sou genannten Index-Modulatiounen, déi mir schlicht an einfach Manipulatioun genannt hunn, well et dat och war, géint de Wëlle vun de Gewerkschaften an der Tripartite hei an dësem héijen Haus vun der deemooleger CSV-DP-Majoritéit politesch décidéiert gi sinn an och veräntwert gi sinn. Dat ënnersträicht iwwregens eemol méi – an duerfir soen ech et – d'Eegestännegkeet vum Parlament, seng Responsabilitéit, seng Flicht, seng Méiglechkeet fir an der Politik schlussendlech dann awer ëmmer dat lescht Wuert ze hunn.

Ech wëll och zu der Tripartite soen, dass si eigentlech ganz wéineg Eegendynamik huet, mä dass an der Regel d'Regierung den Ordre du jour, den Ëmfang, den Inhalt vun den Themen, déi do diskutéiert ginn, bestëmmt an dat dann och an deem Kader do duerchzitt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dat nëmme fir ze ënnersträichen, dass mir am Endeffekt an dësem Land e staarkt Potenzial u Krisebewältegungsinstrumenter hunn, déi iwwert déi eigentlech Kris, déi mer mat der Stolkris kannt hunn, och aner ähnlech Krisesituatiounen oder schwiereg Situatiounen, wéi d'Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Land, kann uschwätzen. Ech wëll ëmmer nëmmen ënnersträichen, dass dat op eng offensiv Aart a Weis muss stattfannen. A wann een offensiv un d'Erausfuerderungen erugeet, dann huet ee schonn e gutt Stéck Wee gewonnen a gemaach.

Mir sollten also mat esou enger Institutioun net spillen, mä mir sollten se notzen am positive Sënn, mir sollten se eescht huelen a mir sollte virun allem – an dat wollt ech och de Mëtten hei lassginn – ophale mat enger gewësser Ënnerganksstëmmung, déi bedriwwe gëtt. Well eng Ënnerganksstëmmung, Kolleeginnen a Kolleegen, motivéiert net, a wann déi och nach begleet ass vu falsche Signaler, da gëtt d'Saach net besser.

De Mueren, mä virun allem gëschter, war Rieds vun de sou genannte Sozialapostelen an der -apostelin – et ass jo och där eng dobäi –, fir dat emol esou ze formuléieren. Mä d'Fro ass dach aneschters gestallt: Si mer net alleguer, alle 60, Apostelen an hu mer net och nach 15 Apostelen an der Regierung mat engem ieweschten Hiert derbäi, deen – hunn ech ëmmer d'Gefill – eng duebel Stëmm huet?

Mir sinn also 76 Apostelen, déi e Mandat kritt hu vum Vollek fir d'Interesse vum Vollek a vum Land ze vertrieden an ze verteidegen. Virun 2.000 Joer gouf et 12 Apostelen a mir schwätzen nach haut, 2.000 Joer duerno, dovun; an déi haten net déi Moyenen, déi mir hunn. Mä loosse mer se als Virbild huelen a vläicht…

(Interruptions)

Si hu sech vermehrt, si hu gewise wéi et geet.

A loosse mer déi Zäit, wou vun eis geschwat gëtt, notzen, fir eis Responsabilitéit am Interesse vun dësem Land a senge Bierger ze iwwerhuelen, si ze vertrieden an ze verteidegen. An duerfir brauch een eigentlech keng falsch Signaler, mä duerfir brauch een eng kloer Sprooch. Déi falsch Signaler hunn an de leschte Woche fir vill Irritatiounen an de Parteien, an de Parteigremien an doriwwer eraus bei der Bevölkerung gesuergt.

Dat Virpreschen, wat mer kannt hu vun Deeler vun de Kolleege vun der CSV – an dat ouni iergendwellech Ofsprooch – irritéiert, dat mécht onsécher, dat riskéiert och d'Vertrauen ze ënnergruewen. Dat si falsch Signaler.

An aner falsch Signaler – an ech soen se einfach esou – waren déi iwwert d'Chômagediskussioun mam Zil fir 40 Milliounen anzespueren an net mam Zil, wéi kann ech Vollbeschäftegung hierstellen. Dat irritéiert, dat mécht nervös.

D'Mammerent ass elo genee erëm esou en Thema. Wéi gesäit dann hir Zukunft aus? Ech weess et net. Ech hunn et net verstanen déi lescht Deeg a Stonnen.

(Hilarité)

Ech weess zwar, dass iwwer hir zukünfteg Finanzéierung diskutéiert gëtt an ech gehéieren zu deenen, déi soen, mat Sécherheet net iwwert d'Reserve vun de Pensiounskeesen; duerfir sinn déi Suen net do an esou ass d'Mammerent och net geduecht gewiescht. Ech soen awer d'Mammerent kann eng schéin Zukunft behalen, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer se selektiv gestalten an deenen, déi se wierklech brauchen, méi gi wéi dat, wat se haut kréien. Dat wier vill méi sozial gerecht an dat wier en Déngscht un de Mammen, déi eppes fir dëst Land geleescht a geschaf hunn.

(Interruptions)

Léif Frënn, wann ech dat Beispill genannt hunn, da wëll ech och dat vun der Verméigens- oder Quellesteier nennen an och den Hott an Har, deen do stattfonnt huet an dee jo riskéiert d'nächst Woch nach zu ville Welle bäizedroen.

Ech hu jo och d'Gefill – ech soen dat ganz bescheiden –, wéi wa mer jiddefalls fir vill ënner eis eng Phantomregelung geschafen hätten, déi fir déi eng wéi eng Ofstrofung ass, well si elo d'Quellesteier wierklech musse mat engem ganz minimale Fräibetrag entriichten, an dass anerer esou vill „Schlupflöcher", soen d'Preisen, opgemaach kréien, dass si d'Chance hunn, laanscht déi Quellesteier ze kommen.

Dat si Saachen, déi ginn am Vollek eigentlech net verstanen. Dat kann een och kengem erklären an duerfir ass et scho wichteg, dass een dat Signal, wat elo entstanen ass, dass hei eppes op Käschte vum klenge Spuerer negativ gemaach gëtt, an deenen nächsten Deeg muss kënne riichtbéien. Soss hu mer net gutt geschafft, soss hu mer eigentlech och dozou bäigedroen, ech soen dat, dass mer mat esou engem Signal kéinten dozou bäidroen, dass de Konsum trotz enger ëmmer nach staarker Kafkraaft géing a Matleedenschaft gezu ginn, oder dass et ëmgedréint geet, dass manner gespuert gëtt, well et sech mat där Quellesteier, déi dann do ze entriichten ass, vläicht net méi rentéiert ze spueren.

Dir hutt also do e puer Bewegungen, déi méiglech sinn, mä am Endeffekt bleift d'Décisioun beim eenzelne klengen a mëttlere Spuerer, wat hien dann elo mat sengem Geld maache soll: Soll hien et ausginn, soll hien et op d'héich Kant leeën oder wat soll hie maachen?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et géing mech jiddefalls och interesséieren, ob déi 22 Milliounen Euro, vun deene geschwat gëtt, duerch déi nei Quellesteier kompenséiert ginn. Mä vu wiem gi se dann – an dat ass déi aner Fro – kompenséiert? An dat géing am Endeffekt d'Diskussioun zu Lëtzebuerg net méi einfach maachen.

Ech kënnt mer awer virstellen, dass d'Regierung, well se an der Flicht steet, elo eppes mussen ze maachen, dee Schantjen do net definitiv zoumécht, mä dass ee misst d'Rou hunn, ab Januar nach eng Kéier iwwert dat do ze diskutéieren an ze kucken, ob een dann net awer eng Léisung mat anere Fräibeträg fënnt, déi dem klengen a mëttlere Spuerer entgéintkommen an déi och op Verständnis bei eise Mënschen dobausse kënnte stoussen.

D'Beispill Ëmwelt- a Wirtschaftspolitik, do gëtt et all déi Schlagwierder: „Net géinteneen, mä mateneen". Et ass fir mech ëmmer schwiereg erauszefannen, wéi dat dann ausgesäit.

D'Uni Lëtzebuerg, déi hei ugeklongen ass, Kolleeginnen a Kolleegen, vun där mer soen, dass déi zu Lëtzebuerg soll geschaf ginn, ass e wesentleche Bestanddeel vun der Zukunftsgestaltung vun dësem Land. Domat kann een d'accord sinn an dat bejoen. Da muss een awer och d'Präisfro stellen. An et muss een awer och d'Fro stellen: Wéi laang soll dat dann alles daueren? An ass et egal, wou se gebaut gëtt, mä ass et virun allem egal, wéini dat alles gebaut gëtt? A gëtt d'Eeschthaftegkeet vun där Debatt iwwert d'Uni Lëtzebuerg net a Fro gestallt duerch dee lokalpolitesche Deel, dat Geplänkel, wat ufänkt iwwerhand ze kréien?

Wa mer esou weiderfueren, dann hu mer d'Uni an enger Rei vu Joren net, dann hu mer d'Zukunft vläicht an hoffentlech gestalt, mä dann ouni Uni. Mir missten eis also do selwer bei eiser Responsabilitéit huelen a soen, mir mussen nach eng Rei Saache vläicht méi rapid ofwéckelen an aneschters ofwéckelen, wéi dat leider an eenzelne Punkte geschitt.

Ech wëll elo net nach aner Punkten hei behandelen. Et sinn der vill opgezielt ginn. Mä et läit mer awer um Häerz nach de konventionéierte Secteur ze nennen, wou ech net méi richteg derduerch gesinn, ob mer da méi konventionéierte Secteur brauchen, dee méi deier muss si fir déi, déi e benotzen, deen awer méi bëlleg muss si fir déi, déi dra schaffen, déi also an d'Précaritéit da géinge geroden. Dat sinn awer Froen, déi och mat der Gestaltung vun der Zukunft ze dinn hunn, well et ëm d'Liewensqualitéit an dësem Land geet.

An dann déi ganz Diskussioun iwwert d'Sozialtransferten, engersäits iwwert d'Eegeninitiativ, anerersäits – oder fir et op Lëtzebuergesch ze nennen – iwwert d'Privatiséierungsdebatt. Wéi vill vun eiser Sozialversécherung musse mer da privatiséieren an där neier Politik? Dat ass déi falsch Richtung, dat kann net dat sinn, wat mer eis virstellen, an dat wier konträr zu deem, wat mer och versprach hunn, net nëmmen déi eng Partei, mä alleguer, am Zesummenhang mat der sozialer Ofsécherung an der Liewensqualitéit an dësem Land.

D'Diskussiounen ëm de Budget weisen allerdéngs dorop hin, dat ass meng bescheide Feststellung, dass déi berühmt-berüchtegt Zäertlechkeet, vun där ëmmer geschwat gëtt, kënnt opweechen, an datt am Ëmgang ënnereneen et zu enger méi haarder Ausenanersetzung kéint kommen. Dat wier net de richtege Wee, scho guer net de séchere Wee, mä et wier mat Sécherheet net de richtege Wee.

Et kënnt awer an där Gesamtdebatt sech eng Chance bidden, déi vun der Selektivitéitsdebatt och an der Sozialpolitik, statt der Indexierungsdebatt vun den Akommesse respektiv vun de Sozialleeschtungen. Et kann een iwwer villes diskutéieren. Et muss ee mat Sécherheet iwwer villes diskutéieren. Et ass awer wichteg, de Wee ze fannen. A mir brauche Rou a keng Onrou.

A mir mussen ëmmer wëssen, an dat wollt ech de Mëtten och nach eng Kéier lassginn, dass mer d'Budgetsdebatt jo net lassgeléist kënne gesi vun enger anerer Debatt, déi mer zënter Méint féieren an déi laang net um Enn ukomm ass, nämlech där sou genannter Lissabon-Strategie, an den Ziler, déi do sollen erreecht ginn.

An dann nennen ech nëmmen a Klammeren de Bolkestein, fir alles Schlechtes vun Europa an engem Wuert ze nennen. Mä do si mer jo, oder déi Mënschen iwwert déi mer hei esou vill schwätzen, do si mer jo domadder konfrontéiert, oder si virun allem, méi mussen ze schaffen, méi laang mussen ze schaffen an och domadder méi Fraen op den Aarbechtsmaart ze bréngen!

Da stellt d'Fro sech eben erëm: Stëmmen dann d'Rahmenbedingungen? Wéi ass de Präis, wéi ass d'Ugebuet, wéi ass et mat der Kannerbetreiung? An de Fazit sinn eigentlech dee Budget, mat deem mer nëmme wëlle spueren, an

d'Kompetitivitéit, déi mer nëmme wëllen op Käschte vun de Leit, déi schaffen, an d'Luucht dreiwen. Dat ass eppes, wat riskéiert sozialen Zündstoff ze provozéieren, wat also dee berüchtegten a berühmte soziale Fridden, dee mer kennen, kënnt a Fro stellen.

An duerfir mengen ech, dass déi Erausfuerderungen, déi tatsächlech bestinn, verlaangen, dass een déi richteg politesch Äntwerte sicht an och fënnt an dass een dat – wéi ech et schonn e puermol gesot hunn – an Zesummenaarbecht mat allen Acteuren hei am Haus an iwwert d'Haus eraus, organiséiert, well ee jo net dat Richtegt géing maachen, wa mer an eng Situatioun géingen erakommen, wou Leit op eng Kéier sech d'Fro an dësem Land misste stellen, ob et nach e Sënn huet, eng Famill ze grënnen, ob et nach e Sënn huet, léieren ze goen, ob et e Sënn huet ze schaffen, wann ee keng Perspektiv och dono huet, an déi Perspektiv ass d'Liewensqualitéit an alle Liewenslagen, sinn anstänneg Loun- an Aarbechtsbedingungen, sinn d'Sozialleeschtungen an eng breet sozial Ofsécherung an alle Liewenslagen.

A wann een dat erhält an do verbessert, wou et verbesserungsfäeg ass, dann ass déi Kompetitivitéitsdebatt och vill méi einfach. Zefridde Leit si produktiv, onzefridde Leit, déi Angscht hunn, déi mat Ofbau konfrontéiert ginn, sinn net produktiv an droen näischt zur Kompetitivitéit bäi.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn hei scho staark erausgefuerdert mat Problemer, déi mat Sécherheet bestinn, mat Ännerungen, déi mat Sécherheet noutwendeg sinn. Mir wëssen, dass der vill, déi eng mat Recht, déi aner mat wéineger Recht, eis Rotschléi ginn oder eis an d'Handwierk erarieden.

Et ass de Moien, mengen ech, gesot gi vum „Wort", et géing nach ëmmer bestëmmen, wat hei am Land géing passéieren. Ech gesinn dat e bëssen aneschters. Ech fannen, dass „d'Wort" vläicht nach heiansdo d'Hannergrondmusek spillt, mä längst net méi deen Afloss huet, deen et vläicht eng Kéier hat. Den Afloss läit hei bei eis, a mir sollten eis ustrengen eppes doraus ze maachen. D'Erausfuerderunge si grouss, eis Responsabilitéit nach vill méi.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Domat ass d'Generaldebatt ofgeschloss. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet am Numm vun der Regierung elo d'Wuert, fir d'Diskussioun ofzerënnen. Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, zum Ofschloss vun dësen Debatte géing ech gäre kuerz am Numm vun der Regierung Merci soe fir déi Kontributioune vun der Chamber, deenen eenzelnen Deputéierten hir, déi zum Budget geschwat hunn, mä och deenen hir, déi an der Finanz- a Budgetskommissioun un deem Budget hei an der Analys geschafft hunn. Merci!

Et ass villes gesot ginn an dësen Debatten, op wat et alles sécherlech elo onméiglech ass zréckzekommen. Déi eng Saache kann een deelen, déi aner Saachen deelt een aus der Siicht vun der Regierung sécherlech manner.

Ech géing awer mengen, datt een Element an dëser Debatt eis eent, an dat Element ass dat, datt am Fong kee richteg contestéiert huet, datt mer e strukturelle Problem hunn, wat zwee Elementer huet: Engersäits datt d'Dépensë méi schnell klamme wéi d'Recetten, an anerersäits datt mer Automatismen hunn, déi dozou féieren.

D'Ursaachen dovunner analyséiert sécherlech deen een oder deen aneren heibannen anescht. Mä hei konnt keen a Fro stellen, och wa Verschiddener dat gemaach hunn, datt de Bilan vun där Finanzpolitik am Fong positiv ass. An duerfir géing ech hei nach eng Kéier wëllen ënnersträichen, wat wéineg an dëser Debatt gesot ginn ass a wat eemoleg an Europa ass, nämlech datt mer Avoiren op d'Säit geluecht hunn, déi mer och elo nach hunn.

Et ass x-mol gesot ginn: Dir wäert gesinn, no de Wahlen – fir d'éischt ass gesot ginn no de Chamberswahlen, duerno no de Gemengewahlen – da gesitt Der d'reell Situatioun. Duerfir läit mer vill drun haut nach eng Kéier hei ze widderhuelen, datt mer fir de Moment 1,5 Milliarden Euro als Avoirë vun den Investitiounsfongen hunn. 1999, um Ufank vun där leschter Legislaturperiod, hate mer 1,3 Milliarden Euro. Dat ass an Europa eemoleg. Wann een dat kombinéiert mam Niveau vun der Statsschold, déi fir de Moment op 0,7% vum PIB ass, da gesäit een d'Gesondheet vun de Statsfinanzen.

Sécherlech ass dat am normale Spill vun der Oppositioun, fir ze soen, déi, déi d'Finanzpolitik gemaach hunn, déi hunn déi Problemer ze veränderten. Dat ass selbstverständlech. Mä déi hunn och dat Resultat ze veränderten, op dat mer stolz sinn, datt mer et no jorelaanger Responsabilitéit fir de Statsbudget fäerdeg bruecht hunn, datt mer héich Avoiren hunn, datt mer eng niddreg Statsschold hunn, déi et eis elo erlaabt, mat rouegem Kapp déi strukturell Problemer unzegoen.

Zu deene strukturelle Problemer géing ech gäre soen, wou de Moie gesot ginn ass, déi hätte mir fir d'éischt no de Gemengewahle mentionnéiert. Also et freet ee sech zwar wierklech, wou déi Leit déi lescht Jore waren! Ech schécken un déi Leit Kopië vun all deene Budgetsrieden, ech schécken Extraite vun dem Stabilitéitsprogramm, dee mer zënter véier Joer op Bréissel schécken, deen op Internet steet, deen der Chamber matgedeelt gëtt. Do steet dran, datt mer zënter 2002 en Defizit hunn, nämlech datt d'Dépensë méi grouss si wéi d'Recettë vun deemselwechte Joer, wat mer awer konnte finanzéiere via d'Reserven, dat ass dat op d'Säit geluechtent Geld.

Duerfir ass et strictement falsch – an dat wëssen och d'Leit dobaussen –, wann een hei behaapt, wéi de Vetrieder vum ADR, datt mer fir d'éischte Kéier dräi Deeg no de Gemengewahle vun deem Problem geschwat hätten. Ech mengen, datt een den Internet net ka fälschen an datt ee ka Stabilitéitspakte vu virun dräi Joer liesen. Dee strukturelle Problem, dee kréie mer och an de Gréff. Dee strukturelle Problem, deen hu mer ugeschnidden, deen ass bekannt, an duerfir muss ee Courage och hunn, fir eng Rei Transformatiounen ze maachen. D'Regierung huet déi Transformatiounen an déi Reflexiounspistë proposéiert.

Ech muss soen, datt ech am Fong e bëssen erstaunt sinn, datt an dëser Debatt wéineg Deputéierten zu där Abberzuel vu Reflexiounspisten, déi d'Regierung virgezeechent huet, Stellung geholl hunn. De Statsminister huet den 12. Oktober gesot, hie géing gären doriwwer an der Tripartite schwätzen, an hie géing och gären doriwwer an der Chamber schwätzen. Also hat ech mer erwaart, datt déi eenzel Fraktiounen – a besonnesch och d'Oppositiounsfraktiounen – géinge während dëse Budgetsdebatte soen: Mat deem dote Punkt si mer net d'accord, mat deem dote si mer net d'accord a vläicht si mer mat deem doten d'accord.

Wann d'Chamber déi Offer net wëllt unhuelen, dann ass et kloer, datt d'Regierung spéitstens am Mee wäert hir Projet-de-loien abréngen, no den Diskussiounen an der Tripartite, an da wäert et esou sinn, datt déi, déi Verantwortungsgefill hunn, déi Projete wäerte stëmmen, an déi aner wäerten se net stëmmen, déi mussen dann dozou hir Argumenter bréngen.

Mir mengen et wär flott, wann an deenen nächste Wochen, och wann een dat elo net gemaach huet, zu deene Pisten, déi de Statsminister opgezeechent huet, och all Partei géif soen, wéi si dat gesinn, a wa se net mat deene Pisten d'accord sinn, wéi si géinge proposéieren, déi Problemer ze léisen. Dat ass eng Offer!

D'Regierung – soen ech nach eng Kéier –, esou ass de Moie gesot ginn, géing net wëllen hir Verantwortung iwwerhuelen. Selbstverständlech iwwerhëlt se hir Verantwortung! D'Regierung seet da wéi si mengt, datt een et soll maachen, a biet dann do a wäert sech dann duerfir asetzen, fir eng Majoritéit am Parlament ze kréien.

Et ass awer fir eis ganz kloer, an dat wëll ech virun allem dem Vertrieder vun där Grénger Partei soen: Contrairement zu deene Gréngen, si mir net fir Steiererhéijungen, well mir mengen, datt dat souwuel fir de Konsum wéi fir d'Investissementer schlecht wär. Sécherlech ass et eng normal Reaktioun wann ee seet, et huet ee Finanzproblemer, da gi mer emol kucken, datt mer méi Suen erakréien, dann héije mer einfach d'Steieren, da gi mer vun 22% Kierperschaftssteier op ech weess net 25% oder 30% a mir héijen d'Steiere vun de Privatpersounen op déi Niveauen, déi mer viru fënnef oder sechs Joer haten.

D'Regierung ass der Meenung, datt dat mëttelfristeg schlecht wär fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, well mir hu schlussendlech mat der Konkurrenz ze dinn, an an enger Rei Länner an Europa sinn et och an deene leschte Jore Steierreduktioune ginn. Wa mir also géinge mat de Steieren eropgoen, esou wéi déi Gréng dat zënter Joren heibanne fuerderen, da géing eis Ekonomie manner kompetitiv ginn, d'Betriber an d'Leit géingen eis fortwanderen a mir hätte méi grouss Problemer. Duerfir gi mer net op dee Wee.

Sécherlech kann a muss een och iwwer Recetten diskutéieren a muss een och kucken, wéi verschidde Leeschtunge vum Stat – Sozialleeschtungen, Familljeleeschtungen, Déngschtleeschtungen – bezuelt ginn. Doriwwer hu mer och Pisten indiquéiert an doriwwer wëlle mer schwätzen.

Et ass – obschonns ech dat net um Ordre du jour vun der Chamber gelies hunn an dëse Budgetsdebatten – e puermol iwwert d'Quellesteier fir Résidentë geschwat ginn. Ech weess duerfir net, Här President, ob haut de Moment ass, fir driwwer ze schwätzen, mä vu datt eng Rei Kolleegen driwwer geschwat hunn, ass e gewëssent Onverständnis opkomm, an ech géing just haut wëllen, ouni an den Detail ze goen, e puer Punkte preziséieren.

Dee System, deen d'Regierung proposéiert fir d'Zënsen, ass e System, deen einfach an effikass ass an deen d'Spueren encouragéiert. En ass einfach, well et ass eng Quellesteier, eng Abgeltungssteier. D'Bank hieft eppes op, iwwerweist et an domadder ass d'Bir geschielt. Et ass also vill méi en einfache System wéi dee vun haut.

Zweetens ass et en extrem steiergënschtege System. Ech géing soen, datt bal all Mënsch am Land vun dëser Mesure profitéiert, well déi ganz kleng Spuerbicher mam aktuellen Zënssaz bis 500.000 Frang – eng Koppel eng Millioun, a wa se zwee Konten ophuet, da kann et och nach 1,5 oder zwou Millioune Lëtzebuerger Frang sinn –, déi falen iwwerhaapt net ënnert d'Besteierung. Déi, déi driwwer sinn, do ginn 10% opgehuewen op den Zënsen. Ech invitéieren d'Leit emol eng Kéier hir Spuerbicher ze kucken an dann auszerechnen, wat 10% sinn.

Haut bezuelen, ech géing bal soen, 90% vun de Leit, wann net 99% vun de Leit vill méi, well den Agangssteiersaz – an haut gëtt dat besteiert mam gesamte Revenu – geet eréischt bei 10% un. De Gros, all d'Leit bal sinn driwwer, an déi kleng Spuerer, déi fale selbstverständlech ënnert dee Montant, déi hu seele méi wéi eng oder zwou Milliounen, an, wéi ech elo grad gesot hunn, mat véier Konten huet een zwou Millioune steierfräi, déi falen also net dodrënner. Also huet fir d'Leit näischt geännert, an déi aner bezuelen 10%.

Et ass also e groussen Avantage, eng grouss Simplification administrative och par rapport zu haut, an duerfir ass et eppes wat ee muss gesinn als eng Verbesserung vun der Steiersituatioun hei zu Lëtzebuerg. Mir wäerten an deenen nächsten Deeg unhand vu ville Beispiller, vu ganz ville Situatiounen, vu ganz ville Lëtzebuerger berechnen, wéi dat doten an Zukunft ausgesäit.

Firwat sinn…

(Coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Schhhhh!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Firwat falen nëmmen d'Zënsen drënner? Do géing ech och nach gären eng Kéier soen: Mä fir all déi aner Produkter, a contrairement zu deem, wat de Mëtten och nach hei gesot ginn ass, do ännere mer guer näischt un der Besteierung. Sécher kann een doriwwer och eng Kéier diskutéieren. Wann elo op eemol gesot gëtt, d'Sicav de capitalisation géinge jo net drënner falen, mä déi sinn haut och net ënnert déi Regele vun der Impositioun vun de Capitauxë gefall. An aner Produkter, Loyeren an Dividenden, deenen hir Besteierung ännere mer jo heimadder guer net.

Mir hunn eis hei esou wäit wéi méiglech orientéiert un der europäescher Direktiv iwwert d'Zënsbesteierung. Firwat hu mer dat gemaach? Mir hunn dat gemaach, well et soss informatesch enorm komplizéiert gi wär, fir an de Banken erëm Programmer ze maachen, fir verschidde Konten anescht ze behandele wéi déi, déi mer fir d'Nonrésidentë behandelen.

Zur Ofschafung vun der Verméigenssteier géing ech soen, datt et eist Zil ass, eng Aktivitéit op der Finanzplaz, nämlech d'Gestion de patrimoine oder de „private banking", ze verstäerken an domadder mëttelfristeg nei Aarbechtsplazen ze schafen zu Lëtzebuerg, déi Finanzplaz ze stäerken. Vill Moossnamen an deene leschte Joren hu mer gemaach, fir datt nei Aktivitéiten op der Finanzplaz entstinn. Duerfir schaffen haut dausenden an dausende vu Leit direkt an indirekt op där Finanzplaz, duerfir kréie mer de Gros vun eise Steierrecetten iwwert déi Finanzplaz eran.

Duerfir muss een dat hei woen, fir datt mir och an Zukunft eng zolidd international Finanzplaz zu Lëtzebuerg hunn, op där och fir d'Lëtzebuerger Spueren en Avantage ass. An dës Moossnam féiert dozou, datt d'Lëtzebuerger zu Lëtzebuerg déi beschte Plaz fanne fir ze spueren, besser wéi wa si op Tréier oder op Zürich oder soss anzwousch mat hire Sue fueren.

Mä déi Debatt kréie mer d'nächst Woch an ech mengen da kann een, Här President, méi am Detail dorobber nach eng Kéier agoen.

D'Situatioun vun de Statsfinanzen ass gutt op Grond vun enger virsiichteger Finanzpolitik, mä mir hunn e graven, seriöe Problem. Mir sinn net an der Kris, mä mir wëllen net an zwee Joer, wann d'Reserven opgebraucht sinn, duerch déi Bauprojeten, déi mer hunn, dann an enger grousser Kris sinn an duerfir gëllt et haut ze kucken, déi Problemer seriö unzepaken.

Mir wëllen domadder kee Pessimismus maachen, mir wëllen de Leit op Grond vun de Chifferen erklären, wat d'Situatioun ass, wat eise Risendéfi ass. Dem Stat feele pro Joer op enger annueller Basis gekuckt – Recetten/Dépensen – 1,2 Milliarden; dat ass also eisen Défi.

Mir sinn der Meenung, datt een dat packt. D'Leit brauche keng Angscht ze hunn, mä si mussen akzeptéieren, datt – wat mer bei enger Budgetsried schonn eng Kéier gesot hunn – een heiansdo op Verschiddenes verzichte muss fir Neies kënnen amplaz ze setzen.

Mir hunn nei Politikfelder, déi mer musse begoen, mir hunn nei Ambitiounen an der Politik, déi mer wëlle bedéngen. D'Gesellschaft huet sech geännert.

Loosse mer de Mutt hunn a loosse mer och mat positivem Mutt déi Reformen ugoen, déi d'Regierung virgezeechent huet, a fir déi mer hoffen, datt dëst Parlament och hiert Verantwortungsgefill weist.

Ech sinn dankbar, datt dëse Budget als Plattform gedéngt huet, fir déi Diskussioun unzeféieren, quitte datt et nach u villen Detailer sécherlech feelt, mä dës Regierung wëllt dës Froen an der Diskussioun mam Parlament a mat der Tripartite. Et kann een net dat eent ouni dat anert an dëser Diskussioun maachen.

Mir hunn eis e Kalenner ginn a bis de Mee – dat ass net laang – d'nächst Joer leien eis Propositiounen um Dësch, mä si bleiwen en ligne mat deene Reflexiounspisten, déi d'Regierung den 12. Oktober schonn tracéiert huet. An duerfir soen ech all deene Merci, déi zu dësem Budget geschwat hunn, a virun allem och deenen, déi dësem Budget wäerten an e puer Minutten hir Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bausch freet d'Parole après ministre.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech muss nach eng Kéier Stellung bezéien zu där Fro vun de Steieren, déi den Här Budgetsminister elo opgeworf huet. Well déi Kritiken, déi ech gëschter hei gemaach hunn, do hunn ech net hannendru gesot, mir wären elo à ce stade der Meenung, et soll een elo massiv d'Steieren héijen. Ech hu gëschter gesot, datt déi Regierung oder dee Finanzminister a Budgetsminister, deen haut do ass – dat war jo och deen, deen an der leschter Legislaturperiod déi dote Fonctiounen hat – am Joer 2000 e massiven, gewaltege Steierreduktiounsprogramm décidéiert huet.

Mir hunn – an ech wëll nach eng Kéier dorun erënneren an dat virun Ae féieren – de Spëtzesteiersaz massiv erofgesat op 38%, mir hunn d'Kierperschaftssteuer ëm 8% gesenkt op 22%. An deemools an der Diskussioun hunn ech am Numm vu menger Fraktioun hei gesot, datt dat doten, esou massiv abrupt erofzegoe mat de Recettë vum Stat, immens riskant wier, well mer net sécher wären, datt deen immens héije Wuesstem, dee mer am Joer 2000 haten, esou kéint fortgeschriwwe ginn. An datt mir iwwerhaapt géingen a Fro stellen, ob et mëttelfristeg realistesch wär, fir e Wuesstem unzepeilen – wéi déi Zäit ëmmer gesot ginn ass –, deen iwwer 4% léich.

An ech hunn deemools schonn am Numm vu menger Fraktioun gesot, datt, wann dat da sollt antrieden, deen héijen Undeel u Finanzéierungsbedarf, deen de Lëtzebuerger Stat huet angesichts deem héijen Undeel u Sozialstat, dee mer hunn – dat ass jo dat Thema, wat mer amgaange sinn ze diskutéieren –, respektiv bei deem héijen Undeel un öffentlecher Finanz-

capacitéit, déi mer bräichte fir déi grouss Infrastrukturprojeten, déi mer jo deemools schonn décidéiert haten ze finanzéieren, wann dann ee Konjunkturabroch kënnt respektiv mer net an deene Paragë leien, mer grouss Finanzéierungsschwieregkeeten am Lëtzebuerger Statsbudget géinge kréien.

Deemools krut ech geäntwert, ech léich falsch oder mir léiche falsch mat eiser Meenung. An ech kéint lech hei x Zitater bréngen, wou gesot gëtt, dat wär mat grousser Sécherheet esou, datt obscho mer esou massiv géinge mat de Steieren erofgoen, wat d'Recettë vum Stat ubelaangt, herno méi géing erakommen, well duerch de Fait, datt mer géingen esou massiv erofgoen, wär de Wirtschaftsstanduert esou massiv méi attraktiv an dat hätt als Konsequenz, datt am Endeffekt d'Recettë vum Stat weider méi héich wäre wéi zu deem Zäitpunkt – ech wëll erënneren am Joer 2000 – vun do wou mer ausgaange sinn.

Or, wat hu mer festgestallt? Genau de Contraire ass passéiert. Mir sinn déi zwee, dräi Joren duerno an der Konjunktur déif gerëtscht. Doduerjer ass eigentlech scho bei der Kierperschaftssteier e massiven Abroch komm, dee mer iwwerbréckt hunn, well mer du Recours geholl hunn zu engem méi séieren Andreiwe vun de Solden, déi nach do ware vun deene fette Joren, well soss wäre mer jo schonn zwëschent 2001 an 2004 an zolidd Schwieregkeete beim Opstelle vum Budget komm. Mir konnten dat nëmme verhënneren dank dem Fait, datt nach héich Solden ausstounge vun deene sou genannten fette Joren: 1998, 1999 an 2000 virun allem.

A wat stelle mer elo fest? Mir sinn elo jo emol net méi an engem Konjunkturdéif, dat heescht, mir sinn effektiv erëm an enger Situatioun – wou den Här Thiel de Moien och nach zu Recht drop higewise ginn huet –, an enger Phas vun Héichkonjunktur, an och an deenen nächste Jore wäerte mer wahrscheinlech dra bleiwen, an dat, wat d'Regierung sech 2000 erwaart huet, wéi si déi Reform gemaach huet, trëtt net an.

Dat heescht, wat hunn ech gëschter hei gesot? Déi Regierung, déi déi Décisiounen do deemools geholl huet, hätt sech mindestens scho missen en Zeenario ausdenke vu Géigefinanzéierung, wann deen Zeenario dann net sollt antrieden, dee si sech erwaart hat, nämlech duerch de Fait, dass d'Steieren esou massiv géingen erofgesat ginn, d'Aktivitéiten esou massiv géinge klammen, wat automatesch méi Recettë géing generéiere fir de Stat; an eigentlech ass dat de sprangende Punkt.

Här Minister, et deet mer Leed, dat ass d'Schold vun deem Budgets- a Finanzminister, deen 2000 déi Décisioun geholl huet. An dat waart Dir, deen nämlechte Finanzminister, dee mer haut hunn. An et notzt näischt, fir fir d'Honnertst hei ze widderhuelen, datt eigentlech elo an dësem Stadium Steiererhéijunge schlecht wären.

An do wëll ech lech soen, och dat hu mer deemools hei als Fraktioun gesot an ech wëll iwwregens dobäisoen, datt ech deemools souguer vun lech selwer geäntwert kritt hunn: Ma wat ass da wann et net sollt opgoen, dann – hutt Dir souguer deemools gesot – wäerte mer d'Steiere vun deem Moment un erëm erhéijen, wann et dann esou ass. Do hunn ech lech geäntwert, dass dat net esou einfach wäert sinn, wa mer an enger finanziell schwiereger Situatioun sinn; eigentlech déi Argumenter, déi Dir elo benotzt, déi Dir eis wëllt ënnerjubelen. Mir wéilten do d'Steieren erhéijen, dat sinn déi Argumenter, déi mir deemools gebraucht hunn an Dir hutt ganz anescht argumentéiert.

Donc, musst Dir lech de Feeler, de Virworf gefale loossen, datt Dir um Niveau vun der Recettësäit e gudden Deel Responsabilitéit hutt, an dann ass et och net, fir elo einfach esou ze maachen, wéi wann elo nëmmen op der Dépensësäit de Problem léich.

An da wëll ech awer soen: Natierlech geet et elo net dorëms einfach massiv d'Steieren ze erhéijen, mä ech muss awer feststellen, datt an deenen Diskussiounen, déi mer am Moment hunn, relativ grouss Fantasie un den Dag geluecht gëtt, wat ee bei den Dépensen alles kéint maachen. E gudden Deel vu Saachen, Pisten, déi ugezeechent sinn, si sécherlech berechtegt an et kann een doriwwer diskutéieren, mä awer rose wéineg Fantasie gëtt un den Dag geluecht, fir ze kucke wéi mer da méi Recettë sollen erakréien.

An duerfir verlaange mir awer nach eng Kéier, datt zumindest an deenen nächsten zwee, dräi Joer um Niveau vun de Steiere ganz grondsätzlech iwwerluecht gëtt, ob een net eng verdéifte Steierreform misst maachen, fir ze kucken, datt een eng Rei nei Instrumenter afféiert, déi och dem Stat erëm méi Recetten erabréngen. Well mir kënnen hei eis dréinen a kéiere wéi mer wëllen a spueren esou vill wéi mer wëllen, wann d'Recettë weider esou stagnéieren, wéi dat de Moment de Fall ass, da wäert dat villt Spueren, da wäerten déi gutt Virsätz, déi hei geholl gi sinn an deene leschten zwee Deeg, sécherlech net duergoen, fir alles dat ze finanzéieren, wat mer mussen an Zukunft finanzéieren an da kréie mer e grousse Konflikt.

Ausser natierlech dës Regierung décidéiert fir sech ze soen: Majo, loosse mer emol kucken, mir si jo elo am Fong gewielt bis 2009 a mir kucken elo emol fir d'Boot iwwert d'Ronnen ze kréie bis 2009. Dat ass sécherlech méiglech, well effektiv d'Finanzlag vum Stat am Moment nach net esou dramatesch ass, datt mer bis 2009 an total Schwieregkeete geroden, mä dann hu mer natierlech e Wee gewielt, deen eis effektiv bis 2009 iwwert d'Ronne rett an da schiebe mer där nächster Regierung déi Aarbecht dohinner oder eventuell souguer nach enger nächster Generatioun weider. Dat ass natierlech och e Wee, deen ee ka wielen, mä dorobber si mer…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dorunner hat awer kee geduecht.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, also Dir musst verstoen, Här Bodry, datt ech an där do Hisiicht wéineg Vertrauen hunn, bei deem wat ech bis elo hei matkritt hunn.

An da wëll ech och soen, wann hei vun deene Pistë geschwat gëtt, wou mer all dozou solle Stellung huelen. Jo, mä ech hoffen awer och, muss ech lech soen, Här Minister, datt déi Pisten, déi opgezeechent gi sinn, och nach e bësse preziséiert ginn, well Dir musst awer éierlech zouginn, och wa gesot gëtt, mir mussen um Index eppes maachen oder och wa gesot gëtt, mir musse bei de Krankekeesen eppes maachen oder bei de Familljen, beim Kannergeld eppes maachen, esou ass dat awer och vun der Säit vun der Exekutiv relativ vag bliwwen, scho guer net ze schwätze vun Ärer eegener Fraktioun, déi zwar och dauernd vu spuere schwätzt, ouni dann awer prezis ze soen, wou se wäert spueren.

(Interruption)

Mä mir wéilten awer och gäre wëssen – a wa mer solle konstruktiv zesummen hei diskutéieren an deenen nächste Méint –, e bësse méi prezis, wéi d'Spueren da genau soll gestalt ginn, soss gëtt d'Diskussioun ganz schwéier.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Minister kritt d'Wuert nach eng Kéier kuerz.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech géing just wëllen…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir kënnt och nach eng Kéier schwätzen, Här Bodry, well Dir hutt derzwëschent net ganz vill...

M. le Président.- Kommt, loosse mer elo net méi polemiséieren. Den Här Minister mécht elo den Ofschloss, an da komme mer zu de Voten.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ech wollt…

Une voix.- Esou héiflech sidd Dir hei!

M. le Président.- Här…

Une autre voix.- Fir d'éischt nach den Här Gibéryen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Wolter, kommt. Loosse mer elo dem Här Minister d'Wuert ginn. Här Minister Frieden!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ech wollt dem Här Bausch, Här President, just äntwerten op deem Punkt vun der Responsabilitéit vun där Steierreduktioun. Mir iwwerhuelen déi Responsabilitéit gären. Mir hunn déi zesumme mat de Kolleegen, déi do an der Regierung waren, gemaach a mir haten d'Responsabilitéit am Finanzministère. Mä, ech soen haut, datt déi Iwwerleeung an eisen Aen net déi richteg ass, fir ze soen: Wa mer d'Steieren deemools net gesenkt hätten... Da misst ee sech haut d'Fro stellen, wéi wéineg wirtschaftlech Aktivitéit mer da vläicht hätten, well et ass ganz kloer, an dat ass aus ganz ville Gespréicher mat Betriber ervirgaangen, datt déi dann op eng aner Plaz gaange wären.

An datt mer méi wirtschaftlech Aktivitéit kréien, dat beweisen ech als Zweet, an duerfir wollt ech zwou Saache preziséieren. Bei der Gehältersteier – wéi hat Dir elo grad gesot? –, déi hutt Dir massiv gesenkt, iergendesou ee Wuert hat Der gebraucht, an déi ass doduerch massiv eropgaangen. Ech hu leider nëmmen nach de Kont 2004 matbruecht.

Am Kont 2004 ass d'Gehältersteier, déi mer jo massiv gesenkt hunn, 1,33 Milliarden. Am Kont vun dësem Joer wäert se 1,450 Milliarde ginn, esouguer 50 Millioune méi wéi mer am Budget stoen hunn. D'nächst Joer gi mer dervun aus, datt se op 1,57 Milliarden ass. Dat ass tëschent dem Projet de budget an dem Budget voté vum leschte Joer eng Augmentatioun vun 12,1%. Do gesitt Der, datt déi Reduktioun, duerch nei wirtschaftlech Aktivitéit, zu méi Steierrecettë gefouert huet.

Déi Analys muss een net deelen, ech wollt dat just soen: Ech mengen, datt dat eng gutt Steierreform war, déi eben déi gemaach an ze veränderten hunn, déi se gemaach hunn. Ech mengen nach, datt se ekonomesch gesi richteg war. Datt se vläicht nach méi Aktivitéit hätt solle bréngen, dat kann een ëmmer hoffen, dat kann ee sech och erwaarden, mä dat kann een herno net als e Feeler dohinnerstellen. Bien au contraire. An duerfir mengen ech och, datt se richteg war a richteg bleift.

M. le Président.- Sout, ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen: vum Här Bausch a vum Här Gibéryen.

Une voix.- Aaahhh!

M. le Président.- An da géif ech awer bieden ofzeschléissen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Et gëtt awer Zäit, Här President.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir hu jo d'Debatt gefouert. Den Här Bausch huet fir d'éischt d'Wuert an duerno den Här Gibéryen.

(Interruptions)

Jo, mä dann, Här Mehlen, da loosse mer elo zu der Debatt kommen, wann et brennt. Da loosst eis net ophalen! Den Här Bausch huet elo d'Wuert!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech kann och net verstoen, datt ech déi Seufzeren hei vu riets héieren. Ech hunn awer geduecht, dat wär esou eng wichteg Debatt fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg, duerfir fannen ech, da solle mer déi Saache sachlech diskutéieren, wéi dat elo hei stattfënnt. Ech géing dann och hoffen, datt meng Kolleegen hei vu riets an Zukunft och géingen e bësse méi räsonnéieren a méi sachlech diskutéieren iwwert déi eescht Themen, ëm déi et hei geet. Well schlussendlech geet et jo awer ëm d'Zukunft vu ville Mënschen hei an deem Land.

Här President, ech kann net mat där doten Interpretatioun averstane sinn, well um Niveau vun der Lounsteier musse mer jo awer wëssen – an dat ass jo och ee Grond deen oft hei monéiert gëtt –, datt d'Léin an deem leschte Joer ze vill séier geklomme wären. Wann een d'Indextranchë rechent, wéi vill datt d'Masse salariale an d'Luucht gaangen ass, da gesäit ee schonn – an dat huet jo dann och ëmmer direkt eng Inzidenz op d'Steieren, wann d'Léin an d'Luucht ginn –, da weess ee schonn, datt eleng iwwert dee Wee e gudden Deel méi erakomm ass.

Dann ass et natierlech kloer, mir hu glécklecherweis – muss ee soen – hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer en Usteige vum Emploi vun ëm déi 7.000 bis 8.000 an der Moyenne vun deene leschte Jore gehat. Och dat, dass d'Masse salariale an d'Luucht gaangen ass, huet gemaach, dass doduerjer d'Steieren an d'Luucht gaange sinn. Ech woen awer ze bezweifelen, datt zum Beispill deen Akt, fir de Spëtzesteiersaz op ee Coup op 38% esou drastesch erofzesetzen, eng gréisser Inzidenz op den insgesamte Konsum hei zu Lëtzebuerg gehat huet.

Au contraire, mir hu souguer entretemps Zuelen do leie vun der Banque Centrale, déi festgestallt huet, datt d'Spuerguthaben hei zu Lëtzebuerg selwer enorm ugewuess ass, esou datt dat wahrscheinlech éischter agetratt ass, wat mir och deemools gesot hunn. Dat ass: Duerch de Fait, datt de Spëtzesteiersaz esou massiv erofgesat ginn ass, éischter Leit dat haten, déi souwisou schonn a Gehaltskategorië waren, déi héich waren. Dat heescht, datt déi déi Suen net zousätzlech ausginn hunn, mä éischter…

Une voix.- …gespuert…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- ...gënschteg weider placéiert hunn. Duerfir, déi Theorien do, déi ginn hannen a vir net op.

Da bleift nach dee leschte Saz, op deen ech nach ëmmer keng Äntwert krut, ob de Finanzminister dann nach net der Meenung ass, datt wann een esou een Zeenario wéi deen doten opstellt, wann een d'Steieren esou massiv senkt, ob ee sech dann net muss e Reservzeenario scho vu vireran ausdenken, wann dat dann net déi Recetten aspullt, déi ee sech duerch d'Attraktivitéit vun der Steigerung fir de Wirtschaftsstanduert erwaart huet. Datt een da seet: Wéi wëll ech géigefinanzéieren? Dir kënnt am Ausland kucken. Wann eng Diskussioun am Ausland…

(Interruption)

Här President, ech wär frou wann den Här Wolter sech wierklech géing fënnef Minutte gedëllegen, da wär ech wierklech fäerdeg.

Une voix.- Dat si keng Manéieren.

M. le Président.- Jo, mä et ass net nëmmen een hei! Et sinn der permanent vun alle Borden, déi hei an d'Diskussioun agräifen, duerfir…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn awer elo nëmmen een héieren.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst elo an aller Rou den Här Bausch seng Ausféierungen hei maachen! Duerno kënnt den Här Gibéryen, an da schléisse mer d'Debatt of!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Normalerweis hëlt een eemol den Tour an enger Debatt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, éischtens,…

M. le Président.- Mir hunn e Reglement. Jiddfer Deputéierte ka sech hei op d'Reglement beruffen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech fannen dat scho schlëmm, datt hei keng Debatt méi an der Chamber ka stattfannen, ouni dass den Här Bausch dat lescht Wuert huet.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also, Här President, ech stelle wierklech fest, datt den Här Wolter amgaangen ass säi richtegt Gesiicht ze weisen, an…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …wat hien ënnert demokratesche Verhältnisser versteet. Meng Fraktioun huet nach largement Riedezäit an dëser Debatt. Ech fannen, datt ech bis elo keen ee polemesche Saz hei gesot hunn, mä sachlech diskutéiert hunn. An ech muss soen, ech kann net novollzéien, datt an esou enger wichteger Debatt de Fraktiounspresident vun der CSV esou e kanneregt Verhalen un den Dag leet, wéi dat heiten.

(Interruption)

Ech wëll awer soen, Här President, wann een am Ausland kuckt wéi Steierreformen do décidéiert ginn – an ech wëll mech elo guer net hei ausloossen, ob ee fir oder géint eng Steierreform ass –, mä da muss ee feststellen, datt déi éischt Fro, déi ëmmer gestallt gëtt, ass: Wéi gëtt dee Steierreduktiounsprogramm géigefinanzéiert? Wat ass de Modell vun der Géigefinanzéierung?

Dann huet een effektiv nëmmen zwou Méiglechkeeten. Entweder et seet een: Mir ginn dovun aus, datt d'office duerch dat, wat mer herno duerch d'Ukuerbele vun der Ekonomie erofginn, esou vill méi erakënnt. Dat ass hei échouéiert an deem Zeenario. Dat muss een awer agesinn. A wann dat engem net geléngt, da muss ee soen, wéi ee géigefinanzéiert andeem een da seet, wou een op anere Plaze bei den Dépensë kierze geet.

An dat ass de Reproche, dee mir maachen, datt 2000 iwwerhaapt net iwwerluecht ginn ass, wat een dann an där Situatioun mécht, wann déi Rechnung, déi jo deemools d'Regierung an de Finanzminister sech gemaach hunn, wann déi net géing opgoen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Gibéryen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et däerf ee just net soen, dass et Quatsch ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll mech fir d'éischt beim Här Wolter…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll lech awer soen, ech fannen et wierklech onméiglech. Den Här Wolter seet hei carrément, wat een Deputéierten hei seet, dat dierft ee just net soen, datt dat alles totale Quatsch wär.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess net, ob den Här Wolter sech dem Eescht vun der Situatioun, déi mer am Moment amgaange sinn ze diskutéieren, bewosst ass. Hien huet eis gëschter hei eng Moralpriedegt gehale vun enger ganzer Stonn, datt d'Situatioun eescht wär. Mir versichen hei konstruktiv als Oppositiounspartei an där eeschter Situatioun matzediskutéieren. Ech géing mer wierklech wënschen, wa mer gär ee Meter weiderkommen an där Diskussioun hei, am Intérêt vum Lëtzebuerger Land, datt den Här Wolter hei net esou e kannerescht Verhale wéi dat doten un den Dag leet an deenen nächste Méint.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, wa kee sech géif esou séier heibanne provozéiere loossen, da kéim et net zu esou Diskussiounen. Loosse mer dann emol eis Rou behalen.

Ech wëll dem Här Gibéryen soen: Mir hunn e Reglement, dat gesäit vir, wann eng Debatt ofgeschloss ass, ass se ofgeschloss – dat wëll ech och dem Här Bausch soen. Dann ass se ofgeschloss, egal wéi vill Riedezäit, datt een huet. Et ass awer esou, datt Deputéierten, wann d'Ministeren intervenéiert sinn, fënnef Minutten Zäit hunn, fir op dat ze reagéieren, wat de Minister gesot huet, esou datt den Här Bausch opgrond vum Reglement vollkommen en règle war, fir hei d'Wuert ze froen, an och den Här Gibéryen. D'Zäit, laut Reglement, ass awer op fënnef Minutte limitéiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech brauch och keng fënnef Minutten. Ech wëll mech fir d'éischt beim Här Wolter dann entschëllegen, datt ech nach nom Här Bausch schwätzen.

(Hilarité)

Här President, de Kolleeg Bausch huet hei mat Recht gesot, datt bei der Steierreform deemools gesot ginn ass, datt mer duerch déi Steierreform géife méi Steieren erakréien. Mir hunn da festgestallt, datt mer bei der Kierperschaftssteier manner erakritt hunn. 30%, mengen ech, hu mer elo manner wéi am Joer 2000. Den Här Minister huet elo hei ugefouert, datt mer am Fong bei der Lounsteier méi erakritt hunn. Hien huet d'Chifferen ugefouert.

Ech wollt awer soen, datt ech dat de Moien och schonn hei gesot hunn, datt d'Steierverwaltung eis an der Kommissioun gesot huet, datt doduerch, datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn, mer 2005 90 Milliioune méi Steieren erakritt hunn, an 2006 nach eng Kéier 100 Milliounen derbäi, also cumuléiert 2006 190 Milliioune méi erakréien, doduerch datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn. Dat si Chifferen, déi d'Steierverwaltung eis an der Finanzkommissioun ginn huet.

Wa mer déi Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun gemaach hätten, da wieren se erofgaangen. Et kann een also elo net soen, datt dat een Effet wier vun der Steierreform oder doduerch datt méi Leit hei géife schaffen. Et ass just en Effet, well mer déi zwee lescht Joren d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien.

M. le Président.- Esou, ech gesinn et si keng Wuertmeldunge méi do. Da kënne mer elo an aller Serenitéit zu den Ofstëmmunge kommen. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert den Amendement 1. Et ass nëmmen een abruecht ginn, vum Här Gibéryen, iwwert den Artikel 18. Den Här Gibéryen freet d'Wuert zu sengem Amendement.

Amendement 1

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hat de Moie gesot, datt mer guer net kéinten domat averstane sinn, datt de Stat sech aus senger Responsabilitéit zréckzitt, datt e sech net méi un den Administratiounskäschten an un de Personalkäschte vun de Pensiounskeesen aus dem Privatsecteur bedeelegt. Duerfir sinn déi eenzel Kreditter an deenen eenzelnen Artikelen op null erofgesat ginn, dat sinn insgesamt 48 Artikelen.

Ech hunn och de Moie gesot, ech wollt eis erspueren, datt mer elo 48 Amendementer géifen erabréngen, déi mer da missten eenzel ofstëmmen, duerfir hu mer just een Amendement erabruecht, deen den Artikel vum Code vun der Sécurité sociale ofännert. Duerfir géinge mer dee symbolesch zur Ofstëmmung bréngen, fir alleguer déi 48, déi mer dann net brauchen zur Ofstëmmung ze bréngen.

M. le Président.- Bon, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert den Amendement vum Här Gibéryen.

Vote

Den Amendement 1 vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen a 17 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Den Artikel 18 bleift also an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi selwer, de Projet de loi 5500 iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2006.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Statsbudget fir d'Joer 2006 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Jo!

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

Une autre voix.- Musse mer e Vote électronique maachen?

M. le Président.- Proposéiert Der iwwert d'Dispens e Vote électronique?

(Hilarité)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Da komme mer elo zu de Motiounen. Siwe Motioune goufen déposéiert am Kader vun dësen Debatten.

Motion 1

D'Motioun 1 vum Här Meisch iwwert den Aarbechtsmaart. Freet nach een dozou d'Wuert? Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, ganz kuerz. Mir wäerten eis bei där Motioun enthalen, wéinst deem zweeten Tiret mat der ADEM, well fir eis net kloer genuch ass, wat fir ee Modell hei proposéiert gëtt, a wéi eng Richtung et genau hei goe soll.

M. le Président.- Gutt. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, et sinn an där Motioun Saachen, déi ech gutt fannen, et sinn awer och Saachen, déi ech net kann deelen. Am Considérant fänkt dat un: «création nette d'emplois de 9.000 unités», dat kléngt esou, wéi wa mer 9.000 Aarbechtsplazen hätten a mir bräichte just eis 10.000 oder 13.000 – wéi een et wëllt rechnen – Demandeurs d'emploi dohinner ze schécken.

Wann een eng Feinanalys mécht, déi mer leider nach ni am Detail haten, vun der Création nette d'emplois, muss een einfach wëssen, dass eng ganz Partie Emploië wuel kreéiert goufen zu Lëtzebuerg – ech schwätzen net vu fiktiven, mä vu reellen –, déi awer net der ADEM zur Verfügung stinn, well et sech ëm Transferts d'entreprises handelt. Déi Ziffer bréngt een also do duercherneen.

Da sinn zwee Problemer, déi ech hunn, am Dispositif. Grad wéi den Här Bausch hunn ech e bësse Problemer mat deem Saz: «permettre au secteur privé…», ech verstinn deen net richteg. Wann et dat ass, wat den Här Bausch fäert, wat et ass, kann ech et net akzeptéieren.

An dann: «se concentrer davantage sur l'orientation des demandeurs d'emploi vers le premier marché du travail au lieu de les guider vers le deuxième marché du travail». Dat ass absolut richteg. Natierlech hätte mer se gären um éischte Marché. Mir stellen awer fest, dass mer ëmmer méi Leit hunn, déi mer net méi dohinner kréien. Mäi Problem ass e bëssel chen, dass mer déi Leit total an den Abseits schieben, well d'Betriber, wat ech verstinn, soen, mir hätte gär déi Bescht, an dann huelen se der léiwer aus der Grenzregioun, an all déi, déi fragiliséiert sinn, déi kréie mer net ënnerdaach.

Duerfir musse mer och op där anerer Voie do schaffen an duerfir hunn ech wéinst deene Saache Problemer, woubäi ech awer eng ganz Partie aner Aussoe vun där Motioun total deelen.

M. le Président.- Dës Motioun, op där nëmmen eng Ënnerschréft stoung, gouf nach vun der Madame Flesch an den Häre Bettendorf, Calmes a Wagner ënnerschriwwen.

Da komme mer zur Ofstëmmung. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Da stëmme mer par vote électronique of.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

Déi zweet Motioun, och vum Här Claude Meisch, iwwert d'öffentlech Finanzen. Den Här Bausch freet d'Wuert dozou.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, do géinge mir eis och enthalen, an zwar virun allem wéinst deem Passus iwwert d'„public private partnerships", well hei eigentlech steet, „avoir davantage recours aux partenariats". Also mir sinn natierlech net géint déi Form vu Finanzéierung, mä mir mengen awer, datt een dat misst vu Fall zu Fall kucken, wat méi interessant ass. Dat hei ass eis eigentlech awer e bëssen ze vill, loosse mer soen, nëmmen en faveur vun de „public private partnerships".

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert dozou? Den Här Budgetsminister Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, d'Regierung biet d'Chamber, déi Motioun ofzelehnen, wéinst enger Rei vu Punkte wou mer a) net wësse wat et genee heescht, a b), déi net machbar sinn. Ech ginn lech e puer Beispiller:

Den zweete Punkt seet, et soll een «procéder d'urgence à une approche du ‚zero-base budgeting'». Ech sinn erstaunt, datt déi Motioun vun de Kolleege vun der Demokratescher Partei abruecht ginn ass. Déi Kolleege wëssen, datt, wann e Budget opgestallt gëtt – an dat hu mer och an där leschter Legislaturperiod esou gemaach –, all Dépense selbstverständlech vun A bis Z gekuckt gëtt an och muss justifizéiert ginn. Dat ass also eppes wat mer maachen a mir maachen et esou wéi dat iwwerhaapt méiglech ass, an dat hu mer och bis elo ëmmer gemaach. Duerfir kann een dat net elo anescht maachen, wéi an der Vergaangenheet.

Da steet do: «définir une nouvelle politique fiscale tenant compte des réponses à donner aujourd'hui aux questions économiques, familiales, écologiques et sociales». Dat ass alles an engem Saz beschriwwen, an näischt zur gläicher Zäit. Ech weess net, awéifern een dat do alles anescht soll maache wéi mer dat fir de Moment an eiser Steierpolitik maachen. Sécher kann een deen een oder aneren Aspekt vun der Steierpolitik verbesseren, mä «définir une nouvelle politique fiscale», also d'Regierung weess net wat dat an deem dote breede Saz alles heesche soll.

An dann: «introduction d'un impôt négatif». Déi viregt Regierung huet laang dorunner och geschafft, huet de Conseil économique et social mat där Saach chargéiert; déi koumen net richteg do weider, duerfir kënnt ech, och wa mer déi géingen unhuelen, net hei verspriechen, datt mer séier do eng Solutioun kréichen, an duerfir, aus all deenen dote Punkten, och wann aner Punkten drastinn, déi mer selbstverständlech kënnten deelen, géing ech d'Chamber bieden, dës Motioun ofzelehnen.

M. le Président.- Och dës Motioun, op där nëmmen eng Ënnerschréft stoung, gouf nach vun der Madame Flesch an den Häre Bettendorf, Calmes a Wagner ënnerschriwwen. Ech denken, dass de Vote électronique gefrot ass. Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM.

Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 3

D'Motioun 3, ebenfalls abruecht vum Här Claude Meisch, iwwert d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg. Freet nach een d'Wuert do derzou? Den Här Bausch, dann den Här Fayot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, mir géingen déi als Fraktioun mat ënnerschreiwen. Den Här Meisch hat jo gefrot, wann nach eng Ënnerschrëft feelt.

M. le Président.- Très bien. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt soe firwat dass mir déi Motioun do net unhuelen. Et si sécher eng Partie Considérationen dran, déi een alleguerten hei an deem Haus deelt, wat d'Kompetitivitéit vum Land ugeet, d'Modernisatioun vum Land. Ech constatéieren awer, dass et an der Haaptsaach eng Motioun iwwert d'Recherche ass. Dat zitt sech wéi e roude Fuedem duerch dee ganzen Text do, an ech muss soen, ech gesinn am Fong geholl net richteg, wat fir eng Zort, wat fir eng Definitioun vun där Recherche do gemaach gëtt.

Et gëtt zum Beispill gesot am drëtte Considérant, dass ee misst en «allègement des charges administratives» kréien an da gëtt notéiert, dass d'Recherche – mat engem groussen R – «indubitablement un levier important pour atteindre cet objectif» wär. Also, ech muss éierlech soen, dat schéngt mer net onbedéngt esou an dat Gebitt vun der Recherche eranzegoen.

An dann zum Schluss gëtt natierlech am Dispositif vun der Recherche de pointe geschwat. Ech gesi wierklech net richteg a wéi eng Richtung, dass mer do ginn. An ech wollt och drun erënneren, dass mer den Här Tarrach, de Recteur vun der Uni, an der zoustänneger Kommissioun haten an dass den Här Tarrach eis säin Text virgeluecht huet iwwert déi Reflexionen, déi hie fir d'Recherche zu Lëtzebuerg gemaach huet. An hien huet do ganz kloer dräi Zorte Recherchen duergeluecht.

Natierlech déi Recherche, déi zil-orientéiert ass, zum Beispill op wirtschaftlech Ziler, wat d'Finanzplaz ugeet; dat ass jo och kee Problem, dass dat eng wichteg Komponent vun der Ekonomie ass. Natierlech och eng Recherche, déi méi zum Transfert de technologies higeet. An dann huet hien awer och geschwat, wann e vu Recherche de pointe schwätzt, vun enger – wann ech mech dat elo gutt erënneren – "blue-sky research", dat heescht eng Recherche, déi wierklech awer och méi op muss sinn, déi méi fräi muss sinn, déi net elo direkt orientéiert ass op prezis wirtschaftlech Orientatiounen, an ech fannen dat hei net erëm.

An duerfir muss ech soen, fir een, dee sech awer relativ laang mat deem Sujet beschäftegt huet, fannen ech dat hei wierklech e bëssen enk, fir dat, wat mer op der Uni, an deenen CRPen, déi mer geschaf hunn, an deene Strukture vum Fonds national de la Recherche, déi mer do opbauen, gemaach hunn. An duerfir ass meng Fraktioun net mat dëser Motioun d'accord.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir hutt awer laang gesicht, fir eppes ze fannen, fir net d'accord ze si mat dëser Motioun.

M. le Président.- Gutt, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun, déi nach vum Här Bausch, der Madame Flesch an den Häre Bettendorf, Calmes a Wagner ënnerschriwwen ass.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider).

Motion 4

D'Motioun 4 vum Här François Bausch iwwert d'Harmoniséierung vun de Fiskalprozeduren.

Freet een d'Wuert dozou?

(Négation)

Da komme mer direkt zur Ofstëmmung.

Par main levée?

(Interruption)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Motioun 4 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 5

Dann d'Motioun 5 vum Här Gibéryen iwwert d'Fraude fiscale.

Par vote électronique?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 5 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 6

D'Motioun 6 vum Här Gibéryen iwwert de Fonds de pension.

Freet een d'Wuert?

(Négation)

Par vote électronique?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 6 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 7

Dann d'Motioun 7 iwwert d'Gehälter an d'Pensiounen am öffentlechen Déngscht.

Ech ginn emol dovun aus, dass hei och de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun 7 ass ofgelehnt, och dës Kéier mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.05 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

1. 4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants

(Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi N°4843 et sur la proposition de loi N°5106 – Discussion générale – Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

2. 5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget – Discussion générale – Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003

(Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes – Discussion générale – Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

4. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech kann d'Regierung net froen, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet, well se de Moment nach net hei ass.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun deem éischte Projet, deen haut de Mëtten um Ordre du jour steet, dat ass de Projet 4843 iwwert den Numm an de Virnumm vun de Kanner. An deem Kader ginn ebenfalls zwou Propositions de loi behandelt: d'Nummer 5106 vum Här Laurent Mosar an d'Nummer 3873 vun der Madame Lydie Err, déi de Kommissiounsrapport iwwer hir Proposition de loi exposéiert.

D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, d'Madame Flesch, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi a gläichzäitegen Auteur vun der Proposition de loi 5106, den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

1. 4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi N°4843 et sur la proposition de loi N°5106

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Virnimm an d'Nimm vun de Kanner, deen ech haut d'Éier hunn lech ze presentéieren, ass e wichtege Meilesteen an der Unerkennung vun der Gläichheet zwëscht Mann a Fra a besonnesch vun der Gläichheet zwëschent Papp a Mamm.

Den Numm an de Virnumm vun enger Persoun ass dat wesentlecht Element aus dem État civil, wat erlaabt dës Persoun ze identifizéieren an ze individualiséieren. Bis elo ass et esou gewiescht, datt säit deem spéide Mëttelalter an eisem Land d'Kanner automatesch den Numm vun hirem Papp kritt hunn. Dës Regel huet awer keng gesetzlech Basis, mä d'Geschicht vum Numm seet eis, datt se op en ale Brauch zréckgeet, wou am Ursprong eigentlech d'Leit deen Numm vun deem Haff oder deem Haus haten, wou se op d'Welt komm sinn a gelieft hunn. Eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt hunn d'Kanner net méi den Numm vun hirem Haff oder hirem Haus kritt, mä dee vun hirem Papp.

Während Jorhonnerten, an dëst ass eigentlech méi wéi erstaunlech, huet weder d'Jurisprudenz nach d'Doktrin de Prinzip vun der Prééminence vum Papp, wat d'Iwwerdroung vum Numm ubelaangt, a Fro gestallt. Dës Prééminence ass esou ausgeprägt gewiescht, datt d'Auteure vun eisem Code civil et emol net fir néideg betruecht hunn dëse Brauch definitiv an och formaljuristesch am Code civil festzeschreiwen.

Et ass eigentlech fir d'éischt an de 70er Joren, wou besonnesch déi europäesch Jurisprudenz, mä awer och de Conseil de l'Europe iwwert de Wee vun enger Rei vu Resolutiounen a Recommandatiounen dësen ale Brauch a Fro gestallt hunn an drop gepocht hunn, datt d'Gläichheet zwësche Mann a Fra och misst beim Choix vum Numm vum Kand respektéiert ginn.

Mä och d'Evolutioun vun där soziologescher Realitéit, wou ëmmer méi nei familiär Formen a Modellen opdauchen, huet e Changement vun de Regele vun der Iwwerdroung vum Numm néideg gemaach. An enger schnellliewéger Zäit, wou ëmmer méi Koppele sech trennen, huet et sech erausgestallt, datt et absolut noutwendeg wär, datt d'Kanner aus deene Koppele géifen hir Wuerzelen a Lienë par rapport zu deenen zwee Elterendeeler behalen.

Eis Nopeschlänner hu sech dësen neie Realitéite scho wesentlech méi fréi ugepasst an hir Législatiounen och ugepasst. Bei eis huet et e bësselche méi laang gedauert, wat awer net muss en Nodeel sinn, wann ee sech nämlech méi Zäit léisst, fir duerfir awer e gutt duerchduechtene Gesetzestext ze presentéieren. Ech wäert lech duerfir haut am Numm vun der juristescher Kommissioun e Projet presentéieren, dee méi innovativ ass wéi d'Législatiounen an deene meeschte vun eisen Nopeschlänner, an deen och vill besser deene vir beschriwwene soziologesche Realitéiten um Terrain Rechnung dréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op déi grouss Prinzipie vun dësem Projet aginn, eng Virbemierkung: Dee Projet, deen ech lech haut an hei presentéieren, berout op engem dräifache Fundament. Fir d'éischt op deem Projet, deen de Justizminister Luc Frieden den 13. September 2001 iwwert den Numm vun de Kanner déposéiert huet. Dann, der Proposition de loi vun der honorabeler Madame Lydie Err vum 20. Januar 1994, och iwwert den Numm vun de Kanner, a schlussendlech menger eegener Proposition de loi iwwert d'Virnimm vun de Kanner vum 12. Mäerz 2003.

Ech wéilt bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier drun erënneren, datt den initiale Projet vum Justizminister praktesch mat enger globaler Opposition formelle vum Statsrot beluecht gi war. Mä net nëmmen aus deem Grond huet d'juristesch Kommissioun eng Rei vu prinzipiellen Ännerungen um initiale Projet virgeholl an doduerch och d'Philosophie vum urspréngleche Text ëmgeännert. Ech wäert a menge spéideren Ausféierungen op dës eenzel Ëmännerungen nach zréckkommen.

Här President, ier ech mech am Detail mam Projet befaassen, erlaabt mer awer nach eng Rei vu Mercien hei auszedrécken. Fir d'alleréischt natierlech un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Commission juridique, déi engagéiert an aktiv un der Formulatioun vun dësem Text matgeschafft hunn, deen dann och d'Unanimitéit fonnt huet. Doniewent awer och e Merci un de Statsrot, deen duerch seng fundamental Iwwerleeungen den Text mat an eng aner Richtung orientéiert huet; der Madame Lydie Err, déi sech als Éischt 1994 mat dëser wichteger Problematik an hirer Propositioun beschäftegt huet, an och eng Rei vun hiren Iwwerleeunge sinn an dëse Projet mat eragefloss.

Ee ganz besonnesche Merci geet awer och u meng Mataarbechterin an der Fraktioun, un d'Madame Nadia Rangan, a last but not least och un de Justizminister Luc Frieden, deen déi Ëmännerungen u sengem initiale Projet ëmmer positiv begleet huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn elo déi grouss Prinzipie vum Projet de loi? Éischtens, wäerten also an Zukunft d'Elteren eng dräifach Optioun kréien. Si kënne weider hirem Kand den Numm vum Papp ginn, si hunn awer och elo d'Méiglechkeet him den Numm vun der Mamm ze ginn, oder awer en zesummegesatenen Numm aus dem Numm vun der Mamm a vum Papp, wou si da selwer d'Reiefolleg décidéieren. Dës dräifach Optioun gëllt fir all Elteren, entweder bestuet oder onbestuet.

Am urspréngleche Projet vum Justizminister war d'Optioun vun engem zesummegesatenen oder duebelen Numm net virgesinn. Ech muss lech dann och agestoen, datt ech perséinlech am Ufank eng gewësse Réticence par rapport zu esou engem duebelen Numm hat. Ech hu mech dann d'selwecht wéi awer och aner Kolleeginnen a Kolleegen aus der juristescher Kommissioun iwwerzeege gelooss duerch den Ëmstand, datt mer elo schonn an eisem Land vill ausländnesch Matbierger hunn, déi een duebelen Numm hunn, an déi deen och kënnen am État civil androen. Et wär also schwéier gewiescht eise lëtzebuergesche Matbiergerinnen a Matbierger dës Méiglechkeet virzëenthalen, déi elo also schonn en Deel vun eisen ausländnesche Matbierger huet.

Aus dësen Iwwerleeungen eraus huet dann och déi zoustänneg Kommissioun décidéiert, d'Optioun vum duebelen Numm an d'Gesetz anzeschreiwen. Ech si mer bewosst, an ech mengen, d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Commission juridique deelen déi Meenung, datt d'Androung vun engem zesummegesatenen Numm um Niveau vun den offiziellen Dokumenter, wéi zum Beispill der Identitéitskaart, an der Praxis net ëmmer wäert einfach ginn, well ganz besonnesch d'Identitéitskaarten net genuch Plaz virgesinn, fir en duebelen Numm mat eventuell och nach e puer Virnimm anzedroen. Ech géif also elo schonn hei en Appel maachen un déi zoustänneg Autoritéiten, datt an Zukunft op all offiziellen Dokumenter genuch Plaz virgesi gëtt, fir och zesummegesaten Nimm dorobber opzehuelen.

Zweete grousse Prinzip vun deem neien Text, de Choix vum Numm gëtt net, wéi am urspréngleche Projet virgesi war, beim Bestietnis getraff, mä bei der Umeldung vun deem éischte Kand um État civil vun der Gemeng. D'juristesch Kommissioun ass nämlech der Meenung gewiescht, datt de Choix iwwer en Numm vun engem Kand net ka bei engem Bestietnis getraff ginn, mä dann, wann d'Kand effektiv gebuer ginn ass, an dat aus der prinzipieller Iwwerleeung eraus, datt ee Bestietnis jo net eleng muss als Finalitéit hunn, datt bestuete Leit kënne Kanner kréien.

Drëtte grousse Prinzip ass dee vun der Unicitéit vum Numm. All Kand vun deeneselwechten Eltere muss also och deeselwechten Numm droen. Am Kloertext heescht dat, datt de Choix vum éischtgebuerene Kand automatesch den Numm vun allen duerno gebuerene Kanner vun där Koppel bestëmmt.

Véierte grousse Prinzip: Wann d'Eltere vum Kand sech net eens sinn iwwer en Numm, dee si hirem Kand wëlle ginn, esou kritt dat Kand automatesch den zesummegesatenen Numm vu Mamm a vu Papp, woubäi d'Reiefolleg duerch d'Lous vum Beamte vum État civil bestëmmt gëtt.

Fënneften a leschte grousse Prinzip: An Zukunft wäert och d'Mamm duerch deen nei formuléierten Artikel 56 vum Code civil d'Méiglechkeet kréien, d'Gebuert vun hirem Kand selwer ze deklaréieren.

Här President, an dësem Projet de loi ginn awer och nach zwee aner Volete geregelt, an zwar d'Situatioun vun den dout gebuerene Kanner souwéi de Virnumm vun de Kanner. De Projet gesäit eng offiziell Unerkennung vun deene Kanner vir, déi stierwen ier se offiziell um État civil kënnen agedroe ginn. Bis elo ass et esou gewiescht, datt d'Kanner, déi dout gebuer gi sinn, weder en Urecht op en Numm nach op e Virnumm haten. D'Situatioun vun deene Kanner ass duerch en Dekret vum 4. Juli 1806 geregelt ginn an huet an der Praxis dozou gefouert, datt Eltere vun dout gebuerene Kanner emol net d'Méiglechkeet haten, hire Kanner e Virnumm respektiv en Numm ze ginn, wat sécherlech net zu der Trauerbewältegung vun deenen Eltere bäigedroen huet a wat si souwisou psychologesch schwéier konnten akzeptéieren.

D'Gesetz gesäit also elo eng offiziell Unerkennung och vun dëse Kanner vir an ënnerscheet a sech zwëschent zwou Hypotheesen: Fir d'alleréischt déi Kanner, déi zwëschent deem Moment wou se op d'Welt kommen an deem wou se kënnen am État civil agedroe ginn, stierwen, an déi Kanner, déi dout gebuer op d'Welt kommen.

Wat déi éischt Kategorie ubetrëfft, gëtt fir dës Kanner an Zukunft fir d'éischt en Acte de naissance vum Officier de l'État civil ausgestallt an duerno en Acte de décès.

Bei där zweeter Kategorie, där vun deenen dout gebuerene Kanner, wäert den Officier de l'État civil just en Acte sans vie ausstellen, mä an deenen zwou Hypotheesen hunn d'Elteren e Recht drop, hire Kanner souwuel e Virnumm wéi en Numm ze ginn, an d'Kanner kënnen och normal begruewe ginn.

Ech wëll direkt betounen, datt dës offiziell Unerkennung vun dout gebuerene Kanner mat engem Virnumm an engem Numm keng Obligatioun, mä just eng Facultéit fir d'Elteren ass, dat heescht, datt d'Eltere vun dout gebuerene Kanner och kënnen op dës Unerkennung verzichten. Déi eenzeg Bedéngung, déi d'Eltere vun dout gebuerene Kanner mussen erfëllen, fir eng Androung am État civil ze kréien, ass e Certificat vum Dokter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir proposéieren dann och d'Gesetzgebung iwwert d'Virnimm vun de Kanner ze adaptéieren.

Bis elo ass et esou gewiescht, datt d'Eltere just konnten e Virnumm fir hir Kanner wielen, deen an engem vun deenen décke Bicher, déi an all Gemeng opleien, och virgesinn ass. D'Fro, ob e Virnumm fir e Kand vun deem jeeweilege Beamten akzeptéiert gëtt, ass awer net ëmmer d'selwecht beäntwert ginn, an esou konnt et emol virkommen, datt an der Gemeng X e Virnumm akzeptéiert ginn ass, deen an der Gemeng Y vum zoustännege Beamte refuséiert ginn ass.

En anere Problem, dee sech an deene leschte Joren ëmmer erëm méi gestallt huet, ass, datt haut vill Elteren hire Meedercher e Jongennumm an hire Jongen e Meederchersnumm wëlle ginn, wat dann awer systematesch vun deenen zoustännege Beamte refuséiert ginn ass.

Doniewent sinn et ëmmer nees Problemer gi mat der Androung vun auslännesche Virnimm. Eist aktuellt Gesetz ass also net méi zäitgemëiss, wann een et mat deenen an eisen Nopeschlänner vergläicht, well et jo eigentlech keen objektive Grond gëtt, fir den Elteren ze vill Virschrëften an Oplagen ze maachen, wat de fräie Choix vun de Virnimm vun hire Kanner ugeet. An Zukunft wäerten also d'Elteren hire Kanner dee Virnumm ginn, dee si wëllen, allerdéngs mat enger duebeler Oplag: Dee Virnumm dierf net dem Kand schuede respektiv dierf net géint d'öffentlech Uerdnung verstoussen. Fir hei zwee konkret Beispiller ze ginn: An Zukunft wäert also kee sengem Kand kënnen de Virnumm Hitler oder zum Beispill Bin Laden ginn.

Här President, ech kommen domadder zu mengem nächste Punkt, an zwar zu deem vun den Iwwerganksbestëmmungen an där Méiglechkeet also fir Elteren, och den Numm vun hire Kanner ze änneren. An der zoustänneger Kommissioun hate mer heiriwwer eng länger Diskussioun a mir sinn eis eens ginn, fir d'alleréischt eng laang Iwwergankszäit virzegesinn, nämlech 18 Méint, an awer och eng Date d'entrée en vigueur virzegesinn, den 1. Mee d'nächst Joer, déi deene betreffende Leit – an dat sinn an éischter Linn d'Beamten op deene verschiddenen État-civilen – och d'Méiglechkeet ze ginn, sech mat deem neien Text ze familiariséieren.

Wat sinn an Zukunft also elo d'Bedéngungen ënnert deenen Eltere kënnen eng Ännerung vum Numm vun hire Kanner virhuelen?

Éischt Bedéngung: Eng Ännerung ass nëmme méiglech bei mannerjährege Kanner. Dat heescht also implizit, wann eng Koppel méi Kanner huet an do ass ee groussjährege Kand dobäi, datt dann automatesch eng Ännerung vum Numm net méi méiglech ass.

Zweetens muss d'Averständnis vun deenen zwee Elterendeeler vir-

leien. Ech wëll hei betounen, datt am Fall vun enger Scheedung also och deen Elterendeel muss mat der Ännerung vum Numm averstane sinn, deen net d'Garde zum Beispill vun de gemeinsame Kanner huet.

Drëttens: D'Kanner, déi 13 Joer oder méi al sinn, mussen hiert Averständnis zu där Ännerung vum Numm ginn.

Véiertens: Wéinst dem Prinzip vun der Unicitéit vum Numm mussen also all mannerjähreg Kanner vun enger Koppel bei enger Ännerung deeselwechten neien Numm kréien. Hei ass et natierlech esou, datt Elteren och kënnen den Numm vun der Mamm einfach nëmme bäisetzen, esou datt d'Kanner oder d'Kand dann automatesch en zesummegesatenen Numm wäerte kréien.

Betoune wëll ech awer och nach, datt déi Iwwerganksbestëmmungen nëmme fir eng Ännerung vum Numm gëllen, an net fir eng Ännerung vum Virnumm.

Wat elo déi dout gebuere Kanner ubetrëfft, huet d'zoustänneg Kommissioun sech et net einfach gemaach ier se sech duerchgerongen huet, fir déiselwecht Iwwerganksbestëmmungen, déi bei liewege Kanner spillen, och op doudeg Kanner ze iwwerdroen. Heizou kann een zwou Attitüden hunn, déi jiddfereng op hir Manéier verständlech sinn.

Déi éischt ass déi vum Statsrot, deen a sengem Avis mengt, datt esou Iwwerganksbestëmmungen bei doudege Kanner net glécklech wären, well Eltere vun dout gebuerene Kanner sech eventuell erëm misste mat deem traurege Kapitel beschäftegen, dëst nodeem si hir Trauerbewältegung scho längst ofgeschloss hätten.

Déi aner Positioun, déi a sech d'Zoustëmmung vun der Kommissioun fonnt huet, ass déi fir ze soen, datt am Sënn vun enger Gläichheet zwëschent Kanner, een dout gebuerene Kanner déiselwecht Unerkennung muss zougestoe wéi liewegen an datt si och e Recht op e Virnumm an op en Numm hunn.

Et kënnt dann och dobäi, datt an de vergaangene Wochen ech perséinlech vun enger Rei vun Eltere vun dout gebuerene Kanner kontaktéiert gi sinn, déi mer ëmmer erëm gesot hunn a mer versécher hunn, si kéinten hir Trauerbewältegung net ofschléissen ier si hirem verstuerwene Kand kéinten e Virnumm an en Numm ginn.

Aus all deene genanntene Grënn huet dann och d'juristesch Kommissioun décidéiert, bei den dout gebuerene Kanner déiselwecht large Iwwerganksbestëmmunge spillen ze loosse wéi bei all deenen anere Kanner.

Här President, zum Schluss nach zwou ofschléissend Bemierkungen: Éischtens wäerte mer mat dësem Gesetz – an ech hunn et virdru scho gesot – e wichtege Meilesteen an der Gläichheet zwëschent Mann a Fra a Papp a Mamm setzen. Domadder ass et awer net gedoen. Et bleiwe fir d'juristesch Kommissioun a fir hire Rapporteur nach ëmmer zwou grouss Ongerechtegkeeten am Kontext vun de Kanner, déi onbedéngt mussen aus der Welt geschaf ginn.

Déi eng ass d'Autorité parentale conjointe, déi am Moment nëmmen nach bei bestuetenen Elteren zielt, a wou ech selwer eng Proposition de loi deponéiert hunn, déi leider Gottes nach ëmmer net vun der Regierung aviséiert ginn ass. Ech wëll dann och nach dorun erënneren, datt en Arrêt vun der Cour constitutionnelle virläit, deen d'Netverfassungsméissegkeet vun der aktueller Regelung vun der Autorité parentale festhält.

Ech wär also wierklech frou, Madame Familljeminister, Här Justizminister, wann d'Regierung endlech géif meng Gesetzespropositioun aviséieren, fir datt mer éischtens emol erëm op dësem wesentleche Punkt eis Verfassung géife respektéieren an doniewent och, als eent vun deenen eenzege Länner, nach d'Autorité parentale conjointe aféieren, dëst net nëmmen am Interessi vun deenen zwee Elterendeeler, mä ganz besonnesch am Interessi vun de Kanner.

Déi aner Suerg, déi d'juristesch Kommissioun mat mir deelt, ass déi onsäglech Différenciatioun, déi nach ëmmer an eisem Code civil zwëschent deene sou genannten Enfants légitimes an Enfants naturels besteet. Mir sinn eis hei alleguerten, och an dësem Haus, eens fir ze soen, datt esou eng Différenciatioun an engem Code civil an engem 21. Jorhonnert näischt méi verluer huet. Et gëtt wierklech hei Zäit, datt dës zwou Notiounen definitiv aus eisem Code civil verschwannen.

Une voix.- Ganz richteg!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Fir hei nach eng Kéier mat Nodrock d'Nécessitéit vun esou enger Adaptatioun vun eisem Code civil ze ënnersträichen, géif ech am Numm vun alle Fraktiounen eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, endlech Neel mat Käpp ze maachen an hei e Projet de loi op den Instanzewee ze schécken.

Motion 1

La Chambre des Députés,

constatant:

- que le nombre de naissances hors mariage progresse, alors que le phénomène des familles recomposées est en plein essor;

- que ces événements ont fait évoluer les mœurs de la société luxembourgeoise, ainsi que la législation, du moins en partie;

- qu'au quotidien on ne distingue plus entre les enfants nés de parents mariés et ceux nés en dehors du mariage;

- que notre droit devrait refléter cette évolution, et ceci d'autant plus que le principe de l'égalité de tous les enfants s'y trouve inscrit depuis une série de réformes commencées à la fin des années '70;

- qu'il existe malgré tout un décalage entre l'affirmation de ce principe et notamment les règles régissant le régime de la filiation;

- qu'en effet, notre législation continue d'une part à se référer aux notions de filiation légitime et naturelle, et d'autre part à déterminer tant le régime de l'établissement de la filiation que celui des éventuelles actions en contestation de la filiation selon la situation matrimoniale des parents, opérant de ce fait une différenciation dépassée entre les enfants selon qu'ils sont nés dans ou en dehors du mariage;

- que le Code civil fait encore une distinction notamment quant à l'exercice de l'autorité parentale selon la situation matrimoniale des parents et les conséquences qui en découlent pour les enfants;

- que notre droit ne traite pas non plus toujours les enfants adoptés ainsi que les enfants nés ou conçus pendant le mariage ou légitimés lors de celui-ci sur un pied d'égalité, notamment au niveau des dispositions du Code des Assurances sociales ayant trait au versement d'une pension de survie soit au conjoint soit aux enfants du de cujus;

- qu'il échet d'achever l'œuvre de réforme de notre droit initiée à la fin des années '70, œuvre que le projet de loi N°4843 soumis aujourd'hui au vote de la Chambre des Députés vient compléter;

invite le Gouvernement

(1) de manière générale, à asseoir définitivement le principe de l'égalité de tous les enfants dans notre droit en opérant les aménagements et modifications nécessaires au niveau de tous les textes de loi, règlements et autres;

(2) de manière particulière, à reformer notre droit de la filiation, entre autres:

- en abandonnant les notions de filiation légitime et naturelle et en supprimant en conséquence toute différence terminologique dans les textes législatifs, réglementaires ou autres;

- en procédant à une harmonisation et uniformisation des conditions d'établissement et de contestation des filiations.

(s.) Laurent Mosar, Félix Braz, Lydie Err, Colette Flesch, Jacques-Yves Henckes.

Schlussendlech e lescht Wuert, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Informatioun iwwert dëse Projet ubetrëfft, dee sécherlech ganz vill Leit dobausse wäert interesséieren. D'Commission juridique ass der Meenung gewiescht, datt hei eng vaste Informatiounscampagne misst gestart ginn, an d'Chamber soll och hei mam gudde Beispill virgoen, andeem se wäert eng Broschür erausginn, déi a méiglechst einfache Wierder wäert versichen, de Projet de Bierger dobausse méi no ze bréngen.

Doniewent ass awer och wichteg, datt déi Beamten, déi muer musse mat dësem Gesetz schaffen, heirobber virbereet ginn. Ech géif dofir och am Numm vun der Kommissioun en Appel un den Innenminister an un de Justizminister lancéieren, fir esou schnell wéi méiglech dëse Beamten déi noutwendeg Informatiounen zu dësem neien Text zoukommen ze loossen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech Iech bieden, dësem Projet de loi eng méiglechst breet Zoustëmmung ze ginn an et net méi schlecht ze maache wéi d'Commission juridique, déi de Rapport nämlech eestëmmeg ugeholl huet. Ären Rapporteur seet Iech am Viraus Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Neen, neen. Et ass u mir.

M. le Président.- Ah, Pardon.

(Interruption)

Jo, dat ass richteg, Madame Err.

D'Madame Err, als Auteur vun hirer Proposition de loi, huet nom Rapporteur d'Wuert fir hir Proposition de loi ze exposéiere respektiv fir och direkt Stellung ze huelen zu deem Projet, deen den Här Mosar presentéiert huet. Madame Err!

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Merci, Här President. Ob et dann elo gär oder net gär geschitt ass, sief dann dohinnergestallt. Ech wollt Iech just eppes net virenthalen, wat mech elo hei virun e puer Minutten an dësem Haus – an dësem Haus! – amüséiert huet, wéi de Félix Braz bei mech kënnt an e seet mir, wéi de Rapporteur seet, mir hunn eng Unanimitéit hei am Haus, du freet den Här Braz: Mä ass hei am Haus niewendrun déi Unanimitéit och ginn, well mir wësse jo, dass eis Reserv wat d'Ierffolleg ubelaangt am Haus niewendrun net onbedéngt eppes mam Numm ze dinn huet, mä mam Numm awer ganz enk verbonnen ass.

A fir bei de Fait-diversen ze bleiwen, wëll ech ufänken an Iech eng kleng Geschichtchen zielen, an zwar déi vun enger Beruffskolleegin, loosse mer se d'Madame Schmitt nennen, déi als Juristin evident ënnert hirem Numm an net ënnert dem Numm vun hirem Mann praktizéiert huet, déi also och an hirem Privatliewen, fir net selwer schizophren ze ginn, hiren Numm weider benotzt huet, déi, wat och normal war, Kommissioune fir de Stot gemaach huet an ënner anerem Schong bei de Schouster gedroen huet ënnert hirem Numm an den Ticket weiderginn huet.

Hire Mann ass se siche gaangen, a wéi de Mann, deen Här Weber geheescht huet, dunn op eemol vum Schouster Här Schmitt genannt ginn ass, dunn huet deen och op eemol verstanen, firwat seng Fra, net nëmme well se Juristin war, mä iwwerhaapt hiren Numm wollt behalen.

Ech mengen, dass dat relativ bezeechnend ass, well et gëtt ganz oft gesot, mir géifen eis hei iwwer Detailfroe jorelaang streiden. Ech denke just, dass et eng Detailfro ass, déi relativ wichteg ass, soss hätt se wahrscheinlech net esou laang gedauert, fir un en Enn ze kommen.

Well dass mam Numm – wéi de Rapporteur virdrun hei gesot huet – d'Identifikatioun vun de Leit ginn ass an dass et also ganz enk mat der Sprooch a mam Sproochgebrauch verbonnen ass, ass relativ kloer. An d'Sprooch ass – an dat wësse mer alleguerten – eppes wat Wäerter véhiculéiert, esou dass een, wann ee sech am Beräich vun der Sprooch beweegt, sech ganz kloer am ideologesche Beräich beweegt.

Dat sinn treffend Wierder, déi eis deemoleg gréng Kolleegin bei der Diskussioun zum Aschreiwe vun de Fraen op de Wielerlëschten an hirem eegenen Numm op dëser Tribün gesot huet, an ech wëll och weiderfuere mat enger Zitatioun vun hir an där anerer Debatt, déi mat dëser ganz enk verbonnen ass,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…net well et déi beschtméiglech ass, aus engem Buch vum Luise Pusch, wat eng Sproochforscherin ass, mä virun allem och well ech gëschter Owend, wéi ech u menger Ried hei geschafft hunn, dat Buch selwer net méi erëmfonnt hunn.

Ech wëll Iech awer dofir déi Zitatioun aus där anerer Debatt hei net virenthalen. D'Renée Wagener sot 1995 also an dëser Debatt, d'Sproochenexpertin Luise Pusch seet: „Es ist für alle Menschen wichtig, von anderen wahrgenommen, beachtet und in ihrer Identität bestätigt zu werden. Das wissen wir alle aus Erfahrung. Wir sind irritiert bis verletzt, wenn wir von Leuten, die uns persönlich kennen, mit falschem Namen angesprochen werden. Wir vertragen es nicht, wenn man im Krankenhaus von ‚uns' als ‚dem Magengeschwür' auf Zimmer 217 spricht. Wir erleben oft den Zorn oder die Verzweiflung von Kindern, die von Erwachsenen nicht wahrgenommen werden. Identifiziert werden ist also die Voraussetzung zur Gewinnung einer Identität, die wiederum die Voraussetzung für psychisches, soziales und sogar biologisches Überleben ist."

Deem wier eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleegen a Kolleeginnen, net méi vill derbäizefügen, ausser dass mer dann zum Gesetz, wat haut virläit, nach näischt gesot hätten. Duerfir hunn ech och nach wëlles, e bësselche virunzefueren an ze probéieren dat ewechzeloossen, wat de Rapporteur hei iwwert d'Gesetz selwer schonn erkläert huet, mä am Fong den Hannergrond an den Historique vun dësem Projet e wéineg auserneen ze huelen.

Den Numm an de Virnumm oder de Familljennumm an de Virnumm si wichteg Elementer, dat ass ganz kloer, vun der Individualisatioun vun de Leit, gradesou wéi Urieden, Titelen, Beruffsbezeechnungen an Ähnleches. Et ass kengem heibanne sécherlech net opgefall, dass ech an dësem Kontext net vu Meederchersnimm schwätzen, well och op där anerer Säit et näischt gëtt wéi e Männerchers- oder e Bouwennumm, well et ganz einfach nëmmen e Virnumm an en Numm respektiv e Virnumm an e Familljennumm gëtt.

Fir kuerz zur Bezeechnung prezis eppes ze soen, ass et net nëmme beim Numm wichteg, d'Kand beim Numm ze nennen – an dësem Fall och d'Kanner oder d'Fra beim Numm ze nennen –, mä och zur Bezeechnung vun de Fonctiounen déi korrekt Bezeechnung ze huelen, a mir hate bei dësem Rapport erëm wéi bei anere Rapporten dee leidege Problem mam Rapporteur, Rapportrice, etc.

Ech hunn dann der Ministesch deen ënnert dem Fraeministère ausgeschafften, wéi soll ech soen, „Dictionnaire des noms et titres" erbäigeholl a mengem Feeling no richteg festgestallt, dass et net „Rapportrice" misst heeschen, wat ech elo haut hei maachen, mä „Rapporteuse", och wann dat ëmmer belächelt gëtt, well gesot gëtt, eng Rapporteuse wier nëmmen eng Klap. Mä eng Rapporteuse ass, wa mir et wëllen, och een, deen iwwer e Projet de loi rapportéiert, an et ass sécherlech net par hasard wou da weiblech Forme vu männleche Beruffstitelen oder Bezeechnunge lächerlech gemaach ginn, et ass eppes wat einfach énervéiert.

Duerfir mengen ech wier et wichteg, och op dee Sproochgebrauch an dësem Haus hei opzepassen, a vläicht eng Suggestioun: Wann déi nächst Oplag vun deem Dictionnaire kënnt, deen ech elo grad ugeschwat hunn, da wier et ganz schéi wann een d'Regelen derbäi hätt. Well wann een d'Regel hätt, da bräicht ee sech net bei all Wuert erëm frësch ze froen, wéi de Féminin gebilt gëtt. Bei „Auteur" beispillsweis geet et logescherweis mat engem „e" duer. Et kënnt eventuell bei Rapporteur och mat engem „e" hannen duergoen. Hei ass et elo mat engem „s" a mat engem „e".

Et wier interessant ze wëssen, an a Frankräich gëtt et déi Regelen, u wat fir eng Regele mir eis dann hei halen. Well an der Schwäiz sinn d'Regelen, fir dee franséische Féminin vu weibleche Bezeechnungen ze féieren, aneschters wéi a Frankräich. Mir bräichten net onbedéngt eng drëtt Variant, mä et wier vläicht awer interessant einfach ze wësse firwat.

Zum Numm selwer, zum Familljennumm méi prezis, ass et kloer, dass d'Valeur vum Familljennumm am Laf vun der Zäit sech geännert huet, well mer zënter laangem am Zäitalter vun der Informatik sinn, wou et net méi esou enorm wichteg ass oder esou enorm heefeg ass, dass an der Administratioun d'Leit mat Numm a Virnumm designéiert ginn, well se eng Matricule hunn a well iwwert de Computer ëmmer, och wann Der an de Ministère urufft, no Ärer Matricule gefrot gëtt, an net onbedéngt no Ärem Virnumm.

Den Numm huet also dee Moment eng ganz aner Valeur. Dat, wat fréier sécherlech eppes war, wat am Intérêt vum Ordre public war, fir d'Leit kënne korrekt ze bezeechnen, huet haut am Fong éischter eng privat Valeur, déi intern an innerhalb vun der Famill nach säi Wäert behält. Wa mer wëssen, dass déi Gesetzgebung, déi mir haut hunn, vum Code Napoléon kënnt, deen 1804 a Kraaft getratt war, deen also haut 200 Joer an eppes driwwer huet, dann ass et net erstaunlech, dass dee Code civil do eng aner Konzeptioun, net nëmme vun der Gesellschaft a vun der Famill, mä och eng aner Konzeptioun vum Numm erëmspigelt.

Eng Konzeptioun, déi sécherlech am Laf vun deenen 200 Joer largement dépasséiert ass, an déi ganz kloer am Kader vum Mariage op enger Hiérarchie des sexes ba-

séiert huet, wou et net contestabel war, dass de Mann d'Familljenoberhaupt war, an dass déi aner an der Famill seng Untertane waren, an dass esouguer, wann et net am Code civil expressis verbis drastoung, dass d'Kand, wat vun engem Papp gebueren ass, dee mat der Mamm bestuet ass, den Numm vum Papp kritt, well – an an eisem Gesetz steet dat net dran – et war an dem Sënn vun där Zäit an an der Konzeptioun vun där Zäit net aneschters méiglech. Sou wäit zur Geschicht vum Numm.

Vläicht dräi Wierder och nach zur Geschicht vu menger Proposition de loi, déi am Januar 1994, dat heescht elo relativ genau virun zwielef Joer, deponéiert ginn ass. Et brauch een nëmmen dësen Zäitabschnitt ze huelen, fir ze wëssen, dass dat keng evident Zäit war.

Fir Iech just ze résuméieren, wéi meng Positioun sech an deenen zwielef Joer geännert huet: Ech hunn déi Proposition de loi gemaach als Majoritéitsdeputéierten. Ech war duerno kuerz – mä ëmmerhin – an der Regierung. Ech war Oppositiounsdeputéierten, et ass nach ëmmer näischt geschitt. Ech sinn elo erëm Majoritéitsdeputéierten, an elo geschitt eppes, net well et deemools scho richteg war, mä well entre-temps d'Evolutioun esou ass, dass et einfach net méi tragbar ass, fir bei där Situatioun ze bleiwen, wou mer haut sinn – ech wäert Iech et och erklären.

Zwielef Joer huet et gebraucht, obschonn – an dat wier jo am Fong e wonnerbaart Argument gewiescht – d'Ëmsetzung vun där Proposition de loi näischt kascht hätt. Dat ass jo och scho seele genuch.

Zweetens, et hätt nëmmen eppes geännert fir déi Leit, déi et wierklech wollten, well meng Proposition de loi hat net d'Prätentioun eppes un der Situatioun vun deene Leit ze änneren, déi hir Décisioun scho geholl gehat hätten, obschonn och dem Gläichheetsprinzip 1994 dës Proposition de loi gutt zu Gesiicht gestoen hätt. Eis Engagementer, déi mer monter um internationale Plang geholl an ënnerschriwwen hunn, hu mer net respektéiert, mä iwwerall do, wou et néideg war, hu mer Reserve gemaach. Et hätt virun allem, denken ech, och 1994, méi wéi haut, eisem Image um internationale Plang gehollef als déi, déi ëmmer a gesellschaftleche Froen „die ewig Gestrigen" sinn, déi onverbesserlech Konservativ.

Fir net dervun ze schwätzen, dass mer endlech déi Reserven, déi besonnesch eis Fraeministesch all véier Joer zu New York spéitstens ënnert d'Nues geriwwe kritt, hätte kënnen ophiewen.

Wa mer dee schéine Konsens, dee mer haut hei iwwert den Numm hunn, och iwwert d'Ierffolleg am selwechten Haus, just beim Noper kréien, da mengen ech, dann ass d'Fraeministesch vu ville Suergen enthuewen. Et sief dann, dass mer och hei am Haus nach den Artikel 11 endlech fäerdeg bréngen. Ech weess, dass den zoustännege President déi Saach elo am Gréff huet, dass mer virun där nächster Kontroll zu New York och déi Hürd packen, un där mer elo scho Jorzéngten dokteren.

(Interruption)

D'Konklusioun ass: Lëtzebuerg wiert sech ganz oft géint eng nei Iddi, esou laang wéi et nëmmen iergendwéi méiglech ass. Ech iwerloossen et jiddferengem vun Iech eng Äntwert op déi rhetoresch Fro ze fannen. Haut ass op jidde Fall fir mech iergendwou e wichtegen Dag, well et ass eng vun deenen Initiativen, fir déi ech vill belächelt gi sinn, wéi ech se gemaach hunn, a se iergendwou dann awer ëmgesat kënne ginn. Ech erënnere mech och haut nach, no Dépôte vun Initiative vu menger Säit, un d'Titelen an der Zeitung, „unheilvolle Initiative" oder Ähnleches. Mä och zu Lëtzebuerg kann ee sech schlussendlech net méi an alle Saachen, sief et Union libre, Euthanasie oder wat och ëmmer, virun den Entwécklungen am Rescht vun der Welt d'Ae verbannen a maache wéi wann et eis näischt géif ugoen.

Mä doriwwer eraus ass dee Projet vun haut, dee laang gedauert huet, och speziell, wat seng interinstitutionell Charakteristiken ubelaangt. Ech wëll Iech kuerz erkläre firwat. Wéi 1994 déi Propositioun hei déposéiert ginn ass, du krut ech an deemselwechte Joer zwee Méint drop d'Geleeënheet dës Proposition de loi an der Chamber virzestellen. Dat steet an eisem Reglement. D'Regierung war net present, an d'Regierung huet zu menger Proposition de loi och bis haut nach keng Stellung geholl.

De Statsrot huet – wat speziell ass – a sengem Avis, deen en 2001 geholl huet, dat heescht nodeem d'Regierung d'Iddi vun der Propositioun iwwerholl huet an en anere Gesetzestext hei proposéiert huet, en Avis gemaach, deen am Fong, wéi mäi Virriedner et richteg sot, eng eenzeg Opposition formelle war. Mä, wat speziell war, ouni konkret Ännerungsvirschléi. Well de Statsrot sot: Dat hei ass keng juristesch Fro. Dat hei ass eng Fro, déi gesellschaftspolitesch a politesch ze léisen ass, ier ee sech ka mam Detail vum Contenu mat der juristescher Technik ofginn. An och där Projeten, mengen ech, sinn et bis elo nach net vill ginn.

Anlässlech zu der Debatt vun dem Androe vun de Fraen ënnert hirem Numm op de Wielerlëschten, huet de Jean Asselborn am Numm vun der sozialistescher Fraktioun op dëser Tribün vum Statsrot geschwat a gemengt: „De Statsrot, dee jo net den Nimbus hätt en avantgardistescht Gremium ze sinn." Eh ben, ech mengen, hei ass beispillsweis een Avis geschitt, wou ee kéint behaapten, dass déi prinzipiell Haltung vum Statsrot an dësem Dossier jiddefalls derzou gefouert huet, dass sech de Projet vun der Regierung substanziell geännert huet. A mengem Sënn op jidde Fall an déi richteg Richtung.

Et ass also op Basis vun dëse konstruktive Kritiken, déi ënnert der Weiderféierung vum Conseil d'État komm sinn, wou de Projet remodeléiert ginn ass. Mä wat awer och vergiess ginn ass bis elo, dat ass, dass iert de Statsrot en Avis gemaach huet, louch en Avis vun de Femmes juristes luxembourgeoises vir, deen op bal alle Punkten datselwecht gesot a geschriwwen huet, wéi dat, wat de Statsrot herno gréisstendeels iwwerholl huet. Mä contrairement zu aller Praxis, fënnt sech den Avis vun de Femmes juristes net als Document parlementaire erëm. Ech wëll duerfir vun hei aus froen, dass deen Avis…

(Interruptions diverses)

Ech krut gëschter nach gesot… Zënter gëschter?

Une voix.- Jo.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Ben, gëschter Moie war et nach net de Fall. Ech brauch also net méi weiderzefueren, fir ze froen, dass dat soll als offiziellen Document parlementaire gefouert ginn. Nodeems et an der Kommissioun gefrot ginn ass, ass et also geschitt. An ech mengen och, dass et richteg ass, dass Argumenter, déi vun enger ASBL ausgedréckt gi sinn an déi duerno net nëmme vum Statsrot mä och vun der Commission juridique iwwerholl gi sinn, et wierklech verdéngen offiziell am Kader vun de gesetzgebereschen Texter publizéiert ze ginn.

Am Résumé meng Propositioun 3873:

Éischtens – an dat fënnt sech net an dësem Text erëm – war den éischten Artikel: De Mariage ännert näischt um Numm vun deene Leit, déi sech bestueden. Do kann ee soen: Dat ass souwisou esou. Mä do kann een awer och soen: «ce qui va sans dire, va mieux en le disant». Et hätt een et eigentlech kënnen iwwerhuelen, awer et ass net Grond genuch fir géint dee Projet ze sinn, dee mer elo hei virleien hunn, well den État d'esprit vun deem deeselwechten ass, wéi dee vu menger Proposition de loi.

Zweete Punkt aus menger Propositioun: D'fräi Wiel vum Numm fir Kanner vun Elteren, déi matenee bestuet sinn, déi net matenee bestuet sinn oder déi Kanner adoptéieren. Et ass kloer, dass meng Propositioun net iwwert den duebelen Numm gaangen ass, wéi mer am Fong ëmmer als Juristen agetriichtert kritt hunn, deen Numm, dee wier esou wichteg, dee misst fix sinn, do kéint een net drun ännere goen, an alles wat onnéideg géif komplizéieren, wier nicht des Guten.

Wéi mer awer d'Argumentatioun vum Statsrot gelies hunn, dass mer souwisou schonn hei am Land esou vill Leit hunn, déi en duebelen Numm hunn, a wëssen, dass mer dat souwisou net kënnen évitéieren, duerfir wär et net normal, wa mer eisen eegene Leit déi Méiglechkeet vum duebelen Numm net géife ginn, wa mer souwisou um internationale Plang Leit mat aneren Nationalitéiten, deenen hiert nationaalt Gesetz och zu Lëtzebuerg applicabel ass, dee Wonsch net kënnen ofloossen. Mir hunn eis also do och zur Egalitéit duerchgekämpft. Egalitéit net zwëschent Mann a Fra dee Moment, mä Egalitéit zwëschent Lëtzebuerger an anere Leit, déi hei liewen.

Fir een duebelen Numm an am Cas vum Désaccord hat ech a menger Proposition de loi geschriwwen, géing de Würfel gehäit ginn, also en Tirage au sort gemaach ginn. Dat war am Fong déi Dispositioun, déi am meeschte belächelt ginn ass.

Et sinn e ganze Koup aner Méiglechkeeten an d'A gefaasst ginn, notamment déi, déi herno am Regierungstext war, nämlech d'alphabetesch Reiefolleg ze befollegen. Mä d'alphabetesch Reiefolleg ass, Dir Dammen an Dir Hären, kee richtege Choix, well wann een Zacharias heescht an et ass ee mat engem Adelboden bestuet, dann huet et net vill wäert ze probéieren ze négociéieren, wann ee weess, dass ëmmer souwisou dee vir ass, deem säin Numm am ABC vir ass. Et wier also keng Basis gewiescht, fir eng richteg Négociatioun ze féieren, fir zu engem Accord ze kommen, während den Tirage au sort am Fong jiddferengem 50% Chancë gëtt, säin Numm oder säi Wëlle kënnen an der Praxis ëmzesetzen, esou dass dee méi richteg ass.

Eng aner Méiglechkeet hätt kënne sinn: Mir hunn elo zënter Jorhonnerten de Virrang ginn dem Papp sengem Numm, da gi mer elo während zwee Jorhonnerten de Virrang der Mamm hirem Numm. Et hätt ee kënne soen, dat wier de Prinzip vun der ausgläichender Gerechtegkeet. Och dat – mengen ech – wier net am Sënn vum Egalitéitsprinzip gewiescht. Duerfir hunn ech mech och deemools fir eben deen Tirage au sort entscheet.

Ech wëll duerfir de Memberen an dëser Kommissioun Merci soen, dass si an där leschter Fro, déi nach opstoung, mech op deem Wee suivéiert hunn, net, well ech onbedéngt wëll Recht behalen, mä well ech mengen, dass et wierklech theoretesch dee beschtméiglechen an deen am meeschten egalitéitsbewosste Virschlag ass.

De véierte Punkt aus menger Propositioun, dat ass, dass d'Décisioun iwwert den Numm vun de Kanner bei der Gebuert an net beim Mariage soll geholl ginn.

Awer dee fënnefte Punkt ass: All Kand aus därselwechter Famill, dat heescht mat deem nämlechte Papp a mat där nämlechter Mamm, soll deeselwechte Familljennumm hunn.

Sechstens – fir bei sechs Punkten ze bleiwen -: Ech hunn eng normal Entrée en vigueur virgesinn, net, well ech net heemlech gehofft hätt, dass ee kéint eng Application immédiate vun engem neie Gesetz maachen op Kanner, déi haut do sinn, mä well ech mer bewosst war, dass d'Chancë mat der Propositioun weiderzekommen nach méi kleng wieren, wann ech eng „application directe dans le temps" vun deem Gesetz do virgesinn hätt.

Contrairement zu deem, wat mer elo finalement fäerdeg bruecht hunn, sinn also meng Propositiounen net alleguerten duerchgaangen. Trotzdeem, mengen ech, kann ee behaapten, dass deen Text, deen elo am Konsensus erauskomm ass, duerchaus akzeptabel ass, well d'Objektiver vun deem Gesetzestext elo déiselwecht si wéi déi vu menger Propos.

Dat war éischtens de Respekt vum Egalitéitsprinzip, net nëmmen zwëschent Männer a Fraen, mä och Egalitéit zwëschent bestuetene Koppelen an net bestuetene Koppelen. Do musse mer iwwregens och nach nobesseren, fir de Protokoll 12 vum Conseil de l'Europe unzehuelen. Mir hunn do Punkten, wou d'Egalitéit net iwwerall duerchgesat ass. Wa mer dee Protokoll 12 wëllen unhuelen, da musse mer nobesseren; dat hei ass eng vun deene Plazen, wou mer dat musse maachen.

Zweetens ass den Objektiv erreecht, nämlech de Respekt vun eisen internationalen Engagementer, an zwar net nëmme vun der CEDAW-Konventioun, mä och – wéi de Statsrot et a sengem Avis schreift – dem Protokoll 7 vum Conseil de l'Europe, wou mer och eng Reserv gemaach hunn, déi mer also kënnen ophiewen, wa mer déi heite Gesetzgebung iwwert d'Ronne komme loossen. Ech mengen, dass och dat e gewënschten Nieweneffekt ass, deen eis d'Liewen um internationale Parkett eventuell dierft verbesseren.

En Objectif secondaire ass och erreecht ginn heimadder, ouni dass mer et wollten, an zwar dass mer mat dësem Gesetz et méiglech maachen, dass bei Familljen, déi keng männlech Nokommen hunn, net onbedéngt och den Numm verschwënnt. Dat heescht also, dass och Nimm kënnen iwwerliewen, déi ënnert där heiteger Gesetzgebung am Fong ausgestuerwe wieren. Ech denken, dass dat en Effet secondaire ass, dee besonnesch d'Pappen heibanne gutt verstinn, déi selwer Meedercher hunn, an déi trotzdeem sech kéinte virstellen, dass hiren Numm géing weidergoen.

De Projet vun der Regierung...

Une voix.- Dir denkt och un alles.

(Hilarité)

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Oh, et léiert een ni aus.

De Projet vun der Regierung, deen dann déposéiert ginn ass, huet verschidde Punkten. Ech wëll och erëm sechs Punkten ervirhiewe wéi bei menger Propositioun, fir si dann herno ze vergläichen.

Éischtens hu mer am Projet och de Choix zwëschent engem Numm vum Papp oder vun der Mamm, dat ass also d'selwecht wéi bei mir.

Den zweete Punkt ass, dass d'Elteren, wa se bestuet sinn, hire Choix vum Numm vum Kand musse maachen de Moment vum Mariage, wat am Fong erëm eng Inegalitéit géif mat sech bréngen zwëschen Elteren, déi bestuet sinn, an Elteren, déi net bestuet sinn, well déi net bestuete brauche sech net virdru schonn de Kapp ze zerbriechen, wéi si hir Kanner géifen nennen. Dat ass also eng Differenz zwëschent menger Propositioun an dem Projet.

Dréttens, keen duebelen Numm – wat erëm d'selwecht ass – an en cas de désaccord geet et nom Ordre alphabétique. Ech hunn Iech elo grad erkläert, firwat ech der Meenung sinn, dass meng Propositioun besser war.

Erëm d'selwecht si mer, wa mer an allen zwou Versiounen deeselwechten Numm fir all Kanner vun deeneselwechten Elteren zréckbehalen.

Eng Differenz oder eng Nuance war bei der Applikatioun vum Gesetz an der Zäit an zwar iwwert d'Retroaktivitéit. Ech hunn do eng normal Applikatioun virgesinn, während d'Regierung d'Retroaktivitéit formell ausgeschloss huet. Finalement ass et ganz aneschters gaangen, well den Avis vum Statsrot Kritiken ugewant huet, déi eis alleguerten heibannen oder jiddefalls déi aus der Commission juridique iwwerzeegt hunn.

Ech wëll nach eng Kéier dorop hiweisen, dass déi Argumenter, déi de Statsrot bruecht huet, wéi ëmmer fondéiert sinn, och wa si engem net an de Krom passen, mä praktesch déiselwecht ware wéi déi am Avis vun de Femmes juristes. Ech mengen, et kann een och dofir am Fong elo sech dorop limitéieren, fir zwou, dräi Saachen ze motivéieren.

Firwat si mer finalement, obscho mer ausgaange si vun zwee Texter, an deenen am Fong keen duebelen Numm virgesi war, op enger Duebelnumm-Méiglechkeet gelant? Dat ass wéinst deenen Ursaachen, déi ech Iech gesot hunn, déi mat den Auslänner zesummenhänken, déi hei zu Lëtzebuerg souwisou dat scho kënne maachen, a well et net ka sinn, dass mer eng Inegalitéit zwëschent Männer a Fraen ophiewen an eng Inegalitéit zwëschent Auslänner a Lëtzebuerger géifen aféieren. Mir mussen also probéieren eis do konsequent ze bleiwen.

Wat d'Iwwerganksbestëmmungen ubelaangt, ass och nach ee Wuert

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

ze soen. Et ass fir mech essentiell, dass mer et méiglech maachen an deene leschten Artikelen, fir Kanner, déi haut den Numm vum Papp hunn, well si keen anere konnte kréien, eng Méiglechkeet opzemaachen, wann d'Elteren d'accord sinn, an engem gewëssenen Délai dat kënnen ëmzeänneren, aus e puer Ursaachen: Well d'Egalitéit sech net andeele léisst an Egalitéit fir muer an Egalitéit fir gëschter, mä wann et ëm ee Prinzip geet, muss een de Prinzip flächendeckend, also och an der Zäit, kënnen uwenden. An, nëmmen et fir d'Zukunft uwenden, dat hätt de Risiko bedeit, dass mer eventuell déi Reserven op internationalem Plang net hätte behiewe kënnen, wa mer déi, wéi se hei drasteet, certaine rétroactivité oder déi Application immédiate vun dësem Gesetz net ëmgesat hätten. Et huet also net nëmmen an der Praxis eng Bedeitung, et huet och an der Theorie um internationale Plang sécherlech eng Bedeitung.

Zum Schluss kommen ech da ganz kuerz op d'Resultat vun deem, wat haut virläit a wat de Rapporteur lech elo grad am Detail virgestallt huet – ech kommen net dorobber zréck, ech loossen also déi Saachen ewech. Ech wëll awer net mësse Merci ze soen, all deene Leit, déi éischtens hei hiren Avis ofginn hunn dozou, ob si gefrot gi sinn oder ob si net gefrot gi sinn, dat heescht also och deene vun der A.s.b.l. Femmes juristes luxembourgeoises.

Ech wëll virun allem awer och deene Leit Merci soen, déi net nëmmen am Kader vun dësem Gesetzestext, ëm deen et hei geet, um Geriicht gestridden hunn, mä déi scho gestridden hunn, fir dass den Numm vun de Fraen op de Wielerlëschte soll geännert ginn. Ech denken, dass, wann ee weess, dass déi lescht Affär an dëser Matière am leschte Joer gesprach ginn ass, nodeem an éischter Instanz gewonnen, de Stat nach eng Kéier Appel gemaach huet. Déi Leit si bekannt, an ech mengen deen Numm, dee kann een och hei soen: De Liam Petry wäert sécherlech an d'Geschicht vun eiser Jurisprudenz, wat den Numm ugeet, agoen.

Ech erënneren lech, d'Affär ass op der Televisioun gewiescht a war och a villen Zeitungen. Et ass d'Geschicht vu Lëtzebuerger Elteren, déi an Däitschland gelieft hunn, déi ee Kand kritt hunn, déi hiert Kand ugemellt hunn ënnert dem Numm vun der Mamm, wat si no däitschem Gesetz hunn dierfen, a wéi si hei de Lëtzebuerger Pass ugefrot hunn, dunn hu si hir Pabeiere refuséiert kritt, an automatesch d'Pabeieren ausgestallt kritt op den Numm vum Papp, well eng aner Dispositioun contraire à l'ordre public luxembourgeois gewiescht wier.

Déi Leit hunn am Fong, fir hiert gutt Recht ze kréien, probéiert iwwert de gudde Wee ze goen, iwwer e Recours gracieux, deen net gaangen ass. Si hunn dann an enger éischter Instanz de Stat ugesicht. Si hu gewonnen an de Stat ass an Appel gaangen. E konnt net verhënneren, dass finalement déi Leit do Recht kritt hunn.

Et gëtt eng aner Geschicht vun engem „enfant naturel", wat duerch de Mariage consécutif vu sengen Eltere legitiméiert ginn ass, a wou automatesch d'Autoritéiten duerch d'Legitimatioun deem Kand de Familljennumm vum Papp ginn hunn – dat heescht vum Mann vun der Fra –, während dat Eenzegt, wat eis Gesetzgebung bis dato hat, dat war e Gesetz, wou drasteet: «loi portant interdiction de porter aucun autre nom et prénom que celui indiqué dans l'acte de naissance».

Also kann ee soen, dass dat, wat mer do prezis am Numm haten, vun eisen eegenen Autoritéiten öfters net respektéiert ginn ass, mä dass Grâce zum Kampfesgeescht vu verschiddene vun eise Bierger am Fong och zu Lëtzebuerg den Trend net konnt opgehale ginn, a mer elo Gott sei Dank vun engem Droit coutumier ewechkommen, fir op e preziist Gesetz hinzeschaffen, wat am internationale Verglach sécherlech d'Strooss hält, mä wat och gradesou sécherlech net méiglech gewiescht wier, wa mer net hätte kënnen op de gudde Wëlle vun deene Leit zielen, déi déi laangjähreg a sécherlech mat ville Käschte verbonne Prozesser gefouert hunn, an och vun deene Riichteren, déi bereet waren e juristesche Problem juristesch ze léisen an net do mat politeschen Argumenter ze fréckelen.

Mir sinn also elo am internationale Verglach annehmbar ausstaffiert, besser souguer wéi Nopeschlänner, déi éischter aner Gesetzer haten, mä déi net ëmmer déi nämlecht Méiglechkeeten hu wéi mir, notamment wat den duebelen Numm ubelaangt. Och an alle Länner waren déi Iwwerganksbestëmmungen net esou räsonnabel wéi se bei eis sinn. Esou dass ech denken, dass ee ka grosso modo mat dem Resultat vun dësem Text zefridde sinn.

Erstaunlech ass am Fong – da just nach Verschiddenes –, dass déi Oppositioun zu dësen Dispositioune bis an d'Chamberblietchen, oder dat, wat mir jiddefalls heibannen ausgedeelt kréien, geet, well och do feele Saachen dran. Dir wësst, oder op jidde Fall déi Leit heibanne wëssen, dass mer ëmmer e Résumé vun de Projete kréien: «Les grandes lignes du projet de loi sous rubrique». Do steet zwar dran, wat de Rapporteur, de Laurent Mosar, eis virdrun am Detail erklärt huet, ënner anerem, «possibilité pour la mère de déclarer la naissance de son enfant». Mä et steet näischt dran iwwert d'Iwwerganksbestëmmungen, déi et elo erlaben, haut oder muer, während 18 Méint, kënnen en Numm, deen elo schonn den Numm vum Papp ass, eventuell ëmzeänneren. Et schéngt es, wéi wa wierklech déi Oppositiounen do géife bis zum batteren Enn goen, an trotzdeem net konnte verhënneren, dass mer et elo fäerdeg bruecht hunn e fortschrëttlechen Text hei virzeleeën.

Och e spezielle Merci dem Rapporteur, net nëmme fir säi Rapport an d'Qualitéit vun dësem Rapport, mä virun allem och fir seng Oppenheet a seng Capacitéit geleeëntlech iwwer säin eegene Schiet oder de Schiet vu senger Partei kënnen ze sprangen. Dat ass jo och net ëmmer jiddferengem…

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Gesitt Der, mir kënnen lech nach ëmmer iwwerraschen.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Et léiert een ëmmer zou. Ech soen den Ufank vum Saz elo net.

(Hilarité)

Mä et ass och schéin, dass et ëmmer emol nei Momenter gëtt, souguer där, déi ee sech net erwaart huet. Mä et soll net onernimmt bleiwen, dass och dat Resultat hei zustane komm ass, well mer op zwou Säite probéiert hu wierklech de Maximum erauszehuelen am Intérêt vun der Saach, an net jiddferee probéiert huet méiglechst no bei deem Text ze bleiwen, deen e selwer proposéiert hat, oder dee vu senger Partei proposéiert ginn ass.

Somme toute, wëll ech dann ofschléissen a begréissen, dass och d'Fraeministesch hei op der Bänk sëtzt. Theoretesch huet si jo mat deem Projet hei näischt ze dinn. Praktesch ass si déi, déi wahrscheinlech dee gréisste Benefiss dovunner huet. Duerfir denken ech, dass och hir Presenz heibannen haut wäert eng Incitatioun sinn, dass dat wat nach Rescht bleift, iwwert d'Ierffolleg beispillsweis an iwwert den Artikel 11 vun der Verfassung, och deemnächst esou gutt iwwert d'Ronne geet wéi dëst, an hoffentlech méi schnell.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank!

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen no der Interventioun elo vun der Madame Err kann ee bal soen, datt de Projet, dee mer hei virleien hunn, de Projet 4843 iwwert den Numm vum Kand, ee bal mat enger klenger Revolutioun ka bezeechnen. Well no Jorhonnerte vu männlecher Iwwerleeënheet an alle Beräicher: Wirtschaft, Politik a Gesellschaft, mä och an der Famill, stellt dee virleiende Gesetzestext e weidere Schrëtt duer a Richtung vu méi Gläichberechtegung tëschent Männer a Fraen.

Et ass Zäit ginn d'Regelung vum Numm, déi op deem virleiende Bild vun der Gesellschaft baséiert, ze änneren. Och wann d'Gläichberechtegung tëschent Fraen a Männer nach net formell an der Verfassung ageschriwwen ass, esou ass se e fundamentale Prinzip vun eiser Demokratie.

D'Gläichberechtegung résuméiert sech awer net nëmmen op de Rechtsprinzip. Eis Gesetzgebung soll jo den Zoustand vun enger Gesellschaft erëmspigelen. An enger Gesellschaft wou, zumindest an der Theorie a lues a lues awer och an der Praxis, d'Fraen déiselwecht Rechter an déiselwecht Flichten hu wéi d'Männer, datt se d'Méiglechkeet kréie studéieren ze goen an e Beruff auszeféieren, duerfir sollen och d'Fraen d'Méiglechkeet kréien hire Kanner hiren Numm kënnen ze ginn.

Déi aktuell Regel, déi op eng jorhonnertenal Traditioun berout, no där d'Kanner den Numm vum Papp kréien, ass iwwerlieft. De virleienden Text dréit deem neie Gesellschaftsbild Rechnung. Et erlaabt och eisem Land als eent vun deene leschten EU-Länner, sech an déi europäesch Reformbewegung anzereien an an déiselwecht Richtung ze goen.

Mä gerechtegkeetshalber muss een awer soen, datt wa mir eis an dësem Dossier vill Zäit gelooss hunn, huele mer eis Verspéidung net nëmmen no, mä mir gi méi wäit wéi verschidde vun eisen Nopeschlänner a mir innovéieren op verschiddene Punkten. De Rapporter huet dat ganz däitlech a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach. Duerfir ginn ech net méi op d'Divergenzen an.

Dee virleiende Gesetzesprojet huet nach ee Mérite. Mir kënnen endlech d'Reserv, déi d'Lëtzebuerger am Kader vun der CEDAW-Konventioun gemaach hunn, ophiewen. Ech erënneren an dësem Kontext, datt den Artikel 16.1 (g) vun der Konventioun virgesäit, datt d'Memberstaten den Elteren déiselwecht perséinlech Rechter garantéiere sollen, notamment wat de Choix vum Numm vum Kand ugeet. No der Adoptioun vun dësem virleiende Gesetzestext, huet eis Reserv par rapport zum Artikel 16 kee Bestand méi, a mir kënnen endlech eis international Verflichtung erfëllen, woumat eis Familljeministesch sécherlech ganz zefridden ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Gesetzesprojet, dee mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn, ee weidere Schratt an d'Richtung Gläichberechtegung tëschent Fraen a Männer duerstellt, esou bleift awer nach villes ze maachen, fir eist ambitiéist Zil vun der Gläichberechtegung, notamment am Kader vun der Famill, ze realiséieren. Ech schléisse mech hei dem Opruff vum Rapporter un d'Adress vun der Regierung un, sech par rapport zu de Gesetzespropositiounen iwwert d'Autorité parentale conjointe ze positionéieren. Dës Propositiounen, virun allem déi vum Här Mosar, sti fir eng gréisser Gerechtegkeet tëschent den Elteren.

Firwat engem Elterendeel méi Rechter unerkennen, wéi engem aneren? Béid Elteren, de Papp an d'Mamm, si fir hir Kanner verantwortlech. Allen zwee sollen se, egal wéi eng Situatioun datt se hunn, ob se bestuet oder net bestuet sinn, wa se déiselwecht Rechter hunn, dann awer och déiselwecht Flichten hunn. Dat ass am Sënn, net nëmme vun den Elteren, mä och vun de Kanner.

Da ginn ech ze bedenken, datt eis Gesetzgebung am Widdersproch mat der Kannerrechtskonventioun vun 1989 ass, déi ënner anerem virgesäit, datt all Kand d'Recht huet vu sengen zwee Elteren zesummen erzunn ze ginn. D'Autorité parentale gehéiert net nëmmen engem Elterendeel.

Mir kommen och net un der Reform vum Droit de la filiation laanscht. Et ass iwwerholl vun „enfant légitime" an „enfant naturel" ze schwätzen. Ech sinn dowéinst frou, datt mäi Fraktiounskolleeg, de Laurent Mosar, eng Motioun abruecht huet, déi virgesäit d'Terminologie ze änneren an an Zukunft nëmmen nach vu Kanner ze schwätzen ouni ze kucken, ob hir Eltere bestuet oder net bestuet sinn. Den ORK huet iwwregens a sengem leschte Rapport och op dës Problematik opmierksam gemaach.

Ech si mer bewosst, datt et net duergoe wäert just d'Termen ze änneren. Den Droit de la filiation ass eng komplex Matière. D'Filiatiounsregelen, déi nach ëmmer zum Deel vun der Situatioun vun den Elteren ofhänken, dat heescht vun der Tatsaach, ob se bestuet sinn oder net, mussen ëmgeännert ginn. Dat setzt eng gréisser Reform viraus. Mä dës Reform ass noutwendeg, wa mir wëllen e modernt Familljerecht kréien.

Här President, ech wéilt meng Interventioun ofschléissen, andeems ech menger Zefriddenheet Ausdrock ginn, datt am virleienden Text och d'Situatioun vun deenen dout gebuerene Kanner geregelt gëtt, an zwar am Sënn vun enger offizieller Unerkennung fir all Kand. Och fir déi dout gebuere Kanner soll an Zukunft en offiziellen Akt redigéiert ginn. D'Eltere kënnen hirem Kand en Numm an e Virnumm ginn. Dës Moossnam ass eng Äntwert op d'Revendicatioun vu villen Elteren an Associatiounen. Engem dout gebuerene Kand en Numm an e Virnumm ze ginn, hëlleft sécher ville betraffenen Elteren, hir Traueraarbecht besser ze leeschten. Si hunn och d'Recht dorop, eng human Trauer kënnen ze liewen.

Da sinn ech frou, datt den Text sech net méi op déi contestéiert Notioun vun der Viabilitéit vum Kand bezitt. D'Commission juridique huet sech der Propositioun vum Statsrot ugeschloss. Entweder läit eng Attestation médicale vir, déi d'Gebuert vum Kand an den Doud vum Kand festhält – an dësem Fall gëtt en Acte de naissance an en Acte de décès redigéiert –, oder d'Kand ass dout op d'Welt komm, da gëtt en Acte sans vie ausgestallt.

Och wann den Text net méi vun der Viabilitéit schwätzt, bleift et, dass een awer dës Notioun an aneren Texter erëmfënnt. Ech deelen op dësem Punkt d'Vuë vum ORK, dee sech amplaz vun enger juristescher fir eng medezinesch Approche vun dëser Notioun ausschwätzt.

Ech froe mech, ob et net opportun wier, d'Definitioun vun der OMS zréckzebehalen. Viabel ass ee Kand, wat no der 22. Schwangerschaftswoch gebuer gëtt, respektiv ee Kand, wat d'Mindestgewiicht vu 500 Gramm huet. Déi juristesch Definitioun, déi sech just op eng Schwangerschaftsperiod vu sechs Méint bezitt, ass a mengen Aen iwwerholl.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Budgetsdiskussioun, déi mer gëschter ofgeschloss hunn, en Exempel war vu schlechtem parlamentaresche Stil – well mer si jo opgefuerdert gi vun der Majoritéit a vun der Regierung, e Budget ze stëmmen, vun deem schonn am Virfeld gesot gi war, e géing net esou applizéiert ginn, wat net der Konzeptioun entsprécht, déi ech mir vun der parlamentarescher Aarbecht maachen –, dann ass dat heite Gesetz, géing ech soen, e Beispill vu guddem parlamentaresche Stil, well d'Parlament wesentlech dozou bäigedroen huet, wéi dat Gesetz ausgesäit, wat elo vun dëser Chamber gestëmmt soll ginn.

Et ass ugaange mam Dépôt vun enger Proposition de loi vun der honorabeler Madame Lydie Err am Januar 1994, der Propositioun 3873 iwwert déi fräi Wahl vum Nom patronymique, also vum Familljennumm vun de Kanner.

An ech wëll an dësem Zesummenhang der Madame Err Merci soen, se félicitéieren, éischtens dass si déi Proposition de loi abruecht huet, déi jo duerno d'Regierung dozou gefouert huet, e Projet de loi anzeféieren. Ech wëll hir och Merci soe fir de Rapport, dee si am Numm vun der Commission juridique zu hirer Proposition de loi bruecht huet. Eng Proposition de loi, déi mer net brauche speziell ofzestëmmen, well déi wesentlech Bestëmmunge vun der Proposition de loi sech jo elo erëmfannen an deem Text, dee vun der Commission juridique proposéiert gëtt.

Da koum am September 2001 de Projet de loi 4843, och erëm iwwert den Nom patronymique des enfants, also iwwert de Familljennumm, an dann eng Proposition de loi vum honorabelen Här Mosar iwwert d'Virnimm vun de Kanner, eng Proposition de loi, déi hien am Mäerz 2003 déposéiert huet.

Déi dräi Texter sinn elo zu engem gemeinsamen Text zesummegeschmolz ginn. Ech fannen, dat ass och eng gutt Solutioun, well déi Problemer hunn all mateneen ze dunn. Et ass scho richteg, dass alles sech erëmfënnt an engem Projet de loi, an engem Gesetz.

Déi Diskussioun zu deene Proposition-de-loien an zu deem Projet de loi hunn zu engem ganz konstruktiven a kreativen Échange de vues tëschent engersäits Rapporteurs a Commission juridique, an anerersäits Regierung a Conseil d'État gefouert, an aus deenen Diskussiounen ass dann deen Text entstanen, dee mer haut diskutéieren.

Ech wëll also deenen zwee Rapporteuren, der Madame Err, mä och ganz besonnesch dem Här Mosar Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, a fir déi excellent Rapporten, souwuel schrëftlech wéi mëndlech, déi hei virleien.

Ech mengen, et wär och net néideg am Detail op d'Dispositioune vun deem Projet de loi anzegoen, well si jo ausféierlech an deene Rapportë presentéiert si ginn. Ech géing nëmme wëllen dorun erënneren, dass, wann ee wëllt d'Objektive vun deem Projet de loi, d'gesellschaftspolitesch Objektive vun deem Projet de loi zesummefaassen, da géing ee soen, et geet engersäits iwwert de Renforcement vun der Gläichheet tëschent Mann

a Fra; et geet deelweis jiddefalls ëm eng Égalité de traitement vun den Enfants légitimes a vun den Enfants naturels an et geet ëm d'Liberté de choix vun den Elteren, wat den Numm vun hire Kanner betrëfft.

Zu de grousse Linne vum Projet däerf ech vläicht dach awer nach an Erënnerung bréngen, datt dat déi dräifach Optioun bei der Transmissioun vum Numm ass. Et kann e Kand den Numm vum Papp kréien, den Numm vun der Mamm, oder déi zwee Nimm accoléiert an där Reiefolleg, déi vun den Eltere gewënscht ass, étant entendu dass et nëmmen ëmmer een Numm ka ginn, deen accoléiert gëtt un een aneren.

Deen zweete Prinzip ass, dass, wann en Désaccord ass, den Numm dann attribuéiert gëtt par tirage au sort. D'Madame Err huet an hirer Presentatioun op dee Problem méi ausféierlech higewisen. An deen Tirage au sort gëtt gemaach duerch den Officier de l'état civil en présence vun der Persoun, déi d'Gebuert deklaréiere kënnt.

Mat deem neie Gesetz wäerte mer wuel an onser Rechtsuerdnung e bëssen Duerchernee suscitéieren, mä den Duercherneen däerf net ze grouss sinn, a mer mussen dofir Suerg droen, dass an enger Famill d'Kanner vun därselwechter Famill deeselwechten Numm droen.

Dofir gëllt de Prinzip, dee menger Meenung no wichteg ass, dee virgesäit, dass fir all gemeinsam Kanner den Numm, deen dat éischt Kand kritt, ugewant gëtt op all déi Kanner, déi nokommen, fir dass do eng Unitéit an de Famillje besteet.

Da gëtt et eng Dispositioun, déi virgesäit, dass d'Mamm och kann d'Naissance vum Kand deklaréiere kommen op den État civil, wat bis elo net méiglech war. Dat ass eng Dispositioun, déi an der Praxis net oft wäert zum Droe kommen, mä de Fait, dass mer hei d'Gesetz änneren, schéngt mer wichteg am Zesummenhang vun der Gläichheet vum Traitement vu Mann a Fra. Och wann d'Geleeënheet net oft gebraucht gëtt, ass et awer wichteg, datt se virgesi gëtt.

Da kënnt ee Punkt, op deen d'Madame Frank och agaangen ass an dee menger Meenung no e wichtege Punkt ass, obscho bis elo net enorm vill an der öffentlecher Meenung dovu geschwat ginn ass, ausser vun deene Leit, déi selwer dovu betraff waren, an dat ass déi offiziell Unerkennung vu Kanner, entweder déi gestuerwe sinn, ier hir Gebuert konnt deklaréiert ginn, oder vun Enfants mort-nés.

Wéi mer wëssen, ass et elo esou, dass an deenen zwee Fäll den Officier de l'état civil einfach en Acte d'enfant sans vie dresséiert, deen an de Registre de décès agedroe gëtt. Deen Akt gesäit net vir, dass déi Kanner kënnen en Numm kréien. Déi vun ons, déi laut hire Gemengeverflichtunge méi Kontakt hu mam État civil an hirer Gemeng, wëssen zu wat fir Schwieregkeeten dat ka féieren, wa Leit kommen, déi wëllen eng Naissance deklaréiere vun engem Kand, wat entweder mort-né ass, oder wat gestuerwen ass, ier et konnt deklaréiert ginn. Do si mer Zeie vu wierkleche perséinlechen Drame vu Leit, déi fannen, dass hiren Deuil net ganz zum Droe komme kann, well se net d'Méiglechkeet hunn deem verstuerwene Kand en Numm ze ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat Drama ass zum Beispill heefeg an enger Stad wéi der Stad Lëtzebuerg, wou méi wéi 50% vun onsen Awunner Auslänner sinn, déi oft aus Länner kommen, wou d'Possibilitéit besteet, dass eng Reconnaissance officielle virgesinn ass, dass déi Kanner kënnen en Numm kréien. Da gesi mer, zu wat fir schwierege Situatiounen dat ëmmer erëm gefouert huet. Duerfir sinn ech ganz frou a ganz dankbar, dass an dësem Gesetz elo d'Geleeënheet geschafe gëtt, dass an Zukunft bei Kanner, déi virun der Deklaratioun verstuerwe sinn, oder bei Enfants mort-nés Akte kënnen dresséiert ginn, déi engersäits offiziell déi Gebuert unerkennen, an anererséits d'Méiglechkeet schafen deene Kanner en Numm an e Virnumm ze ginn.

Ech géing drop hiweisen, dass… Neen, do kommen ech vläicht duerno an den Iwwergangsbestëmmungen nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass schonn am Joer 2005 – schonn an dësem Joer – d'Servicer vun den État-civilen an engem gewësse Mooss deene Modifikatioune Rechnung gedroen hunn, déi mer haut hei an dësem Gesetz stëmmen. De 16. Mäerz 2005 huet nämlech d'Tribunal vu Lëtzebuerg an engem Fall, wou Eltere Recours gemaach haten, well se bei engem gebuerene Kand, wat awer virun der Deklaratioun verstuerwe war, keng Possibilitéit haten, deem Kand een Numm ze ginn, e Jugement ausgesprach, wat gesot huet: Et soll een dat virgesinn.

Do huet de Procureur d'État de Services de l'état civil an de Gemengen d'Instruktioun ginn, schonn elo dëst Joer bei all Deklaratioun vun engem Kand, wat als viabel unerkannt géif ginn, en Acte de naissance wéi och en Acte de décès ze dresséieren. Also, mir si schonn en avance op deem spezifesche Punkt, op déi Dispositiounen, déi mer haut hei duerchzéien. Dat ass ee Beispill méi, dass d'Société civile en avance war op d'Société légale, an dass et da gutt ass, wann d'Société légale deenen Iwwerleeungen an deene Modifikatioune Rechnung dréit.

D'Commission juridique proposéiert, dass mer sollen décidéieren, dass dat Gesetz den 1. Mee 2006 a Kraaft trëtt. D'Commission juridique proposéiert och, dass mer eng Période transitoire vun 18 Méint solle virgesinn, wou d'Eltere kënne froen, fir déi Kanner, déi mineur sinn, zu deem Moment wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, retroaktiv op déi Bestëmmungen zréckzegräifen, déi mer elo fir d'Zukunft virgesinn. Dat heescht, dass se deeselwechte Choix hunn iwwert d'Evolutioun vum Numm, wéi dat an Zukunft soll de Fall sinn, an dass se dat kënne retroaktiv applizéiere loossen.

D'Commission juridique, contrairement zum Conseil d'État, proposéiert, dass déiselwecht Possibilitéit och soll fir d'Enfants mort-nés gi ginn. Ech mengen, dat wär richteg, well mer missten deenen Elteren, déi ënnert der jëtzeger Gesetzgebung dach gelidden hunn, d'Méiglechkeet gi fir nozezéien an hire Kanner en Numm nodréiglech ze ginn.

Et soll een awer drop hiweisen, dass déi transitoresch Bestëmmung eigentlech nëmmen den Numm vun de Kanner betrëfft, an net de Virnumm. Dat heescht, et kann ee retroaktiv vun den Dispositioune vun dësem Gesetz Gebrauch maache fir den Numm, mä net fir de Virnumm; mat der eenzeger Ausnahm vun den Enfants mort-nés, wou een also déi zwou Possibilitéite muss virgesinn.

Ech si mer bewosst, dass déi Possibilitéit, déi mer do schafen – retroaktiv déi Méiglechkeeten opzemaachen –, dass dat fir d'Servicer vum État civil zu engem groussen Zousaz vun Aarbecht wäert féieren, notamment an de Servicer vun där Gemeng, déi ech am beschte kennen.

(Interruption)

Dach, en Zousaz vun Aarbechten, souwuel am Domän vun de Mentions marginales wéi och am Domän vun den Neierstellunge vun Identitéitspabeieren. Ech mengen, dat ass awer e Präis, dee mer misste bezuelen, fir eng Ännerung duerchzezéien, déi am Intérêt vun de Leit ass, déi retroaktiv vun deene Bestëmmungen, déi mer haut hei décidéieren, profitéiere wëllen.

Dat alles, Här President, fir ze soen, dass ons Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, d'accord ass mam Text vun dësem Gesetz, esou wéi d'Commission juridique en elo virgeluecht huet. Nach eng Kéier: En Text, deen d'Dispositiounen och vun deenen zwou Propositions de loi iwwerhëlt.

Mir mengen, doduerjer dass mer haut dat Gesetz stëmmen, hätte mer e wichtege Schrëtt gemaach am Zesummenhang mat der Modernisatioun vun onser Législatioun an engem Beräich, deen d'Bierger wahrscheinlech am allernächste betrëfft, well et geet do ëm d'Mënschen an et geet do ëm d'Familljen.

Mir sinn ons awer och bewosst, Här President, dass déi nei Bestëmmung eng eigentlech Revolutioun am Domän vum État civil an onser Gesetzgebung bedeit. Duerfir begréisse mer, dass d'Conférence des Présidents décidéiert huet, dass d'Chamber soll eng Informatiounsbroschür publizéieren, fir der wäiter Öffentlechkeet bekannt ze maachen, wat elo hei décidéiert ginn ass, a wat dat soll bedeiten.

Mä onser Meenung no, Här President, geet dat nach net duer. Et ass sécherlech wichteg, mä et geet net duer. Ech géing duerfir e ganz pressanten Appel un de Justizminister an och un den Intérieursminister riichte wëllen: Duerfir ze suergen, dass d'Informatioun an d'Formatioun vun den Officiers de l'état civil esou an deem Délai, deen ons nach bleift, virgeholl gëtt, fir dass effektiv, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt, do keng Schwieregkeeten opdauchen.

Ech weess, dass d'Beamten am État civil sech bewosst sinn, wat op si duerkënnt, an dass se gewëllt sinn, dat am beschten Intérêt vun hire Matbierger duerchzezéien. Mä nach schéngt et mer, mussen se do eng gewëssen Ënnerstëtzung bei der Autorité supérieure fannen. Zum Beispill wa mer un den Artikel 57 denken, da wësse mer, dass déi zwee Elterendeeler den Numm an de Virnumm vum Kand wielen. Den Officier de l'État civil, deen d'Deklaratioun vun enger Gebuert kritt, dee kritt se entweder vum Papp, a méi seele vun der Mamm. Also schéngt et mir wichteg, dass e Formulaire soll virgesi sinn, wou den Accord vun béiden Elterendeeler kann dokumentéiert ginn.

Eng ähnlech Solutioun ass expressis verbis am Artikel 334-2 fir d'Enfants naturels virgesinn. Mä ech mengen, et misst een och e Formulaire virgesi fir d'Enfants légitimes. An déi Formulairë missten an de Maternitéen disponibel sinn.

Mir hunn do e ganz gutt Beispill: Ons portugisesch Matbierger mussen eng ähnlech Formalitéit bei hirem Consulat maachen, wa se eng Naissance deklaréieren. Do ginn et scho Formulairen, déi sinn an de Maternitéen disponibel. D'Leit kréien dat do an da kann d'Mamm do ënnerschreiwen. Da geet de Papp domadder op den État civil. Ech mengen, mir missten onbedéngt an Zukunft, Compte tenu vun den neien Dispositiounen, en ähnleche Formulaire virgesinn, deen an de Maternitéen disponibel ass, fir dass dat ouni Schwieregkeeten iwwert d'Bühn goe kann.

Da kënnt déi Fro vum Tirage au sort. Et ass alles schéin a gutt, dass mir den Tirage au sort en présence de l'Officier de l'état civil virgesinn hunn. Nach muss ee soen, wéi dat soll viru sech goen. Et soll een den Officier de l'état civil net eleng loosse mat Elteren, déi vläicht do e Problem hunn. Also do misst ee Modalitéite virgesinn, wéi dat gemaach gëtt, an do sollten um administrative Plang Instruktiounen un den Officier de l'état civil goen. Soll déi Démarche vum Tirage au sort bei der Deklaratioun aktéiert ginn? Soll déi Démarche vum Tirage au sort bei dem Acte de naissance aktéiert ginn? Also, dat ass eng Fro, déi sech stellt. Do misst de Justizministère Äntwerte proposéieren.

Fir d'Enfants mort-nés, do ass jo virgesinn am Artikel 79-1, Alinea 2, dass den Acte d'enfant sans vie bäibehale gëtt. Ech hunn hei esou een Akt viru mer leien. Dee kréien d'Gemenge vum Ministère – ech huelen un – de l'Intérieur, mä mat Mathëllef vun der Justice. Am Formulaire, dee mer haut hunn, ass keng Plaz virgesinn, fir den Numm an de Virnumm vum Kand. Also dee Formulaire muss och ofgeännert ginn, an do mussen déi néideg Instruktiounen an Informatioune vun der Regierung kommen. Dat sinn nëmmen e puer Beispiller vun deene Schwieregkeeten, déi sech den Officiers de l'état civil an de Gemenge stelle wäerten. Et sinn doudsécher nach anerer, un déi ech net geduecht hunn.

Ech mengen, de façon générale misst d'Circulaire «état civil et indigénat» à jour gesat ginn. Also, duerfir meng Demande un de Justizminister – an u säi Kolleeg vum Intérieur –, dass en ons seet, wéi e sech dat virstellt, a wat fir engen Délaien dat soll den Officiers de l'état civil matgedeelt ginn, an no wat fir enge Modalitéiten, dass déi Formatioun an déi Informatioun solle viru sech goen.

Här President, ech hunn elo eng ganz Partie Froe gestallt. Dat verhënnert net – an ech wëll et nach eng Kéier soen –, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hiren Accord zum Projet de loi bréngt, esou wéi e virun ons läit. Nach eng Kéier wëll ech deenen zwee Rapporteure Merci soen, fir déi excellent Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Ech wollt och scho soen, dass mir als Fraktioun selbstverständlech mat där Motioun d'accord sinn, déi den Här Mosar ugekënnegt hat, an déi elo verdeelt ginn ass. Mir hu se mat ënnerschriwwen. Selbstverständlech wäerte mer déi Motioun och mat stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Deen nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut zu dësem Gesetzestext relativ roueg a consensuel Diskussioune féiere kënnen, da mengen ech, solle mer eis, éischtens, net doriwwer beschwéieren, an awer och vläicht net vergiessen, dass déi heiten Diskussiounen, wa se nach virun zéng Joer gefouert gi wieren, zu där Zäit, wou d'Madame Err hir Proposition de loi déposéiert huet, da wären et hei am Haus mat Sécherheet vill méi animéiert a vill méi widderspréchlech Debatte ginn, wéi dat haut de Fall war.

Doriwwer solle mer eis awer net beschwéieren. Mir solle frou sinn, dass et haut méiglech ass bei dëser gesellschaftspolitesch ganz relevanter Fro e Schrëtt no vir ze maachen, an zwar e Schrëtt no vir, deen eis fir eng Weilchen esouguer an de Spëtzepeloton vun der Gesetzgebung wäert bréngen. Wou mer dann net méi hannert dem Cortège lafen, mä effektiv eng Gesetzgebung hunn, déi mer och international mat aneren Engagementer, déi Lëtzebuerg geholl huet, kee Problem méi kréien ënnert een Hutt ze bréngen.

Wann ee vum Numm a vum Virnumm vun de Kanner schwätzt, da gëtt et do zwee Aspekter, déi beliicht musse ginn. Deen een Aspekt ass deen, dass den Numm e perséinlecht Recht ass. Et ass wuel laang och eng administrativ Identifikatioun ginn, wat och d'Starrheet an der Transmissioun vum Numm diktéiert huet, mä awer haut mat den neien Technologien, ënner anerem, gëtt et keng seriö Begrënnung méi, fir un der Starrheet musse festzehalen, esou dass den Numm ëmmer méi och nees seng wesentlech Funktioun vum Perséinlechkeetsrecht kritt. Allerdéngs e Recht, wat ee bei der Gebuert net selwer kann ausüben an dohier Leit brauch, déi dat Recht fir ee selwer ausüben.

An eiser Praxis vun haut an och an eisem Gesetz vun haut, ass dat e Recht, wat een duerch déi Transmissioun bei der Gebuert net nëmmen eemol ofgeholl kritt, mä leider nach ëmmer definitiv ofgeholl kritt. Ech wëll duerno nach eng Kéier op deen Aspekt do agoen, well et ass ee fir eis wesentlecht Element, wat an dësem Gesetzestext net zréckbehale ginn ass, a wat mer bedaueren.

Deen zweeten Aspekt ass eben dee vun der Gläichheet tëschent Mann a Fra bei der Transmissioun vum Numm. Deen zweete Problem gëtt an dësem Gesetzestext ganz kloer geléist an och op eng Aart a Weis, wéi mir se fir richteg halen.

Dësen Text haut ass d'Resultat vu ganz vill Aarbecht, déi mir an der Commission juridique haten. En ass d'Resultat vun dräi Texter vun ënnerschiddlecher Qualitéit an och vun ënnerschiddlechem Inhalt. Et ass d'Resultat vum Regierungstext, en Text, dee mir ganz schlecht fonnt hunn. Eng Basis, déi mir, gradewéi de Statsrot, gäre vum Dësch gesinn hunn. D'Resultat och vun deenen zwee Gesetzesvirschléi, deen ee vun der Madame Err, déi virun enger Dose Joren en Text op den Dësch geluecht huet, deen haut a ganz wesentleche Punkten Afloss huet op déi final Redaktioun vun dësem Text, an natierlech och dee vum Här Mosar sengem Text, dee sech haaptsächlech mam Virnumm vum Kand beschäftegt huet, an awer och mat der Problematik vun den Enfants mort-nés.

Och wann déi Texter sech méi mat engem Deel vun Aspekter beschäftegt hunn – d'Proposition de loi vun der Madame Err zum Beispill haaptsächlech mat de bestuetene Leit –, esou ass et awer kloer, dass déi Logik, déi vu béiden Auteure vun de Propositions de loi proposéiert ginn ass, déi ass, déi haut glécklecherweis an engem Text à portée plus générale drasteet, wat d'Transmissioun vum Numm ugeet, souwuel bei den «enfants légitimes» wéi bei den «enfants naturels» – fir déi Wierder nach eng Kéier ze gebrauchen, an hoffentlech brauche mer déi net méi laang ze gebrauchen –, wéi awer och bei deenen dout gebuerene Kanner an och den adoptéierte Kanner, also eng uniform Regel vun der Transmissioun vum Numm kann assuréieren.

Deen Text raumt, wéi gesot, d'Diskriminatioun tëschent Mann a Fra aus dem Wee. Eng Diskriminatioun, déi ganz al ass. Den Droit familial huet awer glécklecherweis gewiesselt, och well d'Realitéit vun der Gesellschaft evoluéiert huet. Et gëtt ëmmer méi Divorcen. Et gëtt ëmmer méi Kanner, déi ausserhalb vum Mariage op d'Welt komme respektiv Fäll vum zweeten oder och drëtte Mariage.

Duerfir ass et och kloer, dass een, wann een do d'gesetzlech Kaderbedingungen aus de leschte Jorzéngten a souguer Jorhonnerte kuckt, da stellt ee fest, dass an deem Droit de famille och eigentlech ëmmer nëmmen déi klassesch Famill als Cellule akzeptéiert ginn ass. Dat war d'Basis vun all deem Recht. A wann ee seet „déi klassesch Famill“, dann ass och do ëmmer eng Hierarchie dra gewiescht tëschent der Roll vu Mann a Fra. Déi Hierarchie vun de Geschlechter, déi am Droit familial eng breet Plaz behaapt, huet sech net nëmme beim Numm erëmgespigelt, mä och aner Stéchwierder,

wéi Contraceptioun oder Avortement – fir nëmmen déi ze nennen –, beleeën deen dote Phenomeen.

Duerfir si mir als Gréng ganz frou, dass mer haut net nëmmen déi Entwécklung vun der Gesellschaft kënne feststellen, well mir sinn op deem Punkt do net neutral. Et kann ee soen, onofhängeg wéi een dozou steet, stellt een dat haut fest. Eis ass et net egal, dass déi Entwécklung esou stattfonnt huet. Mir fannen dat insgesamt eng positiv Entwécklung. Duerfir si mer och frou, wa mer haut bei der Fro vum Numm en éischt wierklech komplett Ewechschafe vun der Diskriminéierung tëschent Mann a Fra op deem dote Punkt kënne feststellen.

Lëtzebuerg huet och an de leschte Joren zum Deel e ganz schwéiere Stand gehat um internationalen Niveau. Obwuel mer scho méi laang e Fraeministère agefouert hunn, hat d'Madame Ministesch et sécherlech net ëmmer ganz liicht, wa se konfrontéiert ginn ass mat eiser Gesetzgebung vun der Transmissioun vum Numm. Do gëtt et international Texter, och d'Konventioun vun New York iwwert d'Chancëgläichheet vu Mann a Fra, wou Lëtzebuerg jo beim Artikel 16 Reserven ugemellt huet. Oder och Resolutioune vum Conseil de l'Europe, wou souguer Lëtzebuerg net méi wäit dervun ewech war wéinst Discrimination sexiste eigentlech ugeprangert ze ginn, well mer déi dote Modifikatiounen an eiser Gesetzgebung nach net gemaach haten. Dat si sécher Optrëtter, déi een um internationalen Niveau an Zukunft méi liicht ka wouerhuelen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Déi Léisung, déi mir elo an der Kommissioun fonnt hunn, ass eng, déi eis zefridde stellt, well se am Prinzip wierklech den Eltere vun de Kanner all Variante fräiléisst, wéi ee Virnumm, awer och virun allem wéi een Numm se dem Kand wëlle ginn. Ob dat den Numm vum Papp ass oder vun der Mamm oder vu béiden; och nach a wéi enger Reiefolleg, dass dat soll sinn, ass an Zukunft de Leit iwwerlooss.

Mä natierlech muss d'Gesetz och eng Issue festhalen, fir de Fall dass d'Eltere sech net géingen eens ginn. Dat ass eben en Tirage au sort, e Punkt fir dee mir eis an der Kommissioun als Gréng och ganz staark gemaach hunn, well de Virschlag vun der alphabetescher Reiefolleg trotzdeem eng Zort vun Ordre préétabli duergestallt huet, an dat ass jo dat, wat mir mat dësem Gesetz och wollten aus der Welt kréien, nämlech déi Zort Ordre établi. Duerfir hu mir och mat Insistenz dofir plädéiert, dass een op d'Lous zréckgräift, well mer och gemengt hunn, dass et am Fall vun engem Désaccord awer trotzdeem besser ass, datt d'Gesetz eng Issue huet, an zwar eng Issue, wou net vu virera feststeet, wien um laangen Hiewel sëtzt.

Do maachen ech eng kleng Klamer op. Mir ginn eigentlech jo awer alleguerten dovunner aus, dass dat éischter Ausnahme wäerte bleiwen. Et gesäit ee jo och bei de Virnimm, dass do déi Fäll vun Désaccord éischter eng Raritéit duerstellen, mä et huet een am Gesetz dee Fall virgesinn, wann dee Fall sollt antrieden.

Wann een d'alphabetesch Reiefolleg am Gesetz soss festgeschriwwen hätt, da wéisst ee schonn, wann dee mam éischte Buschtaf aus dem Alphabet mat sengem Partner a Konflikt ass, dass dee wéineg Intérêt huet op deem dote Punkt Flexibilitéit ze weisen, wat ënner Ëmstänn jo awer an där net onwesentlecher Fro vum Numm zu nach méi schwéiere Konflikter an Diskussioune ka féieren.

Duerfir wollte mer wierklech eng Logik am Text hunn, déi éischter och do d'Issue opléisst, étant entendu dass et eng sécher Issue gëtt, déi d'Gesetz virgesäit. Mä d'Leit sollen awer alle béid – béid Partner – d'Gefill hunn, datt do keen um laangen Hiewel sëtzt, datt se alle béid nach ëmmer eng Ursaach hunn, fir ze probéieren, verstänneg dee Moment mat där Situatioun ëmzegoen, well an där Situatioun bestëmmt dat net deen eenzege Problem ass, deen déi Leit dann hunn, mä do sinn der schonn eng ganz Partie, déi virdrun och do waren.

Mir mengen och, dass et ganz positiv ass, dass déi Optioun, déi och emol am Text stoung, dass ee sech scho muss iwwert den Numm vun de Kanner eenegen am Moment vum Mariage, vum Dësch ass. Ënner anerem och, well dat nëmmen en Deel vun de Problemer, déi sech stellen, geléist hätt, well eng ganz Partie Kanner ausserhalb vum Mariage op d'Welt kommen, esou dass do och eng Ongläichheet gewiescht wär an der Behandlung vun deene Kanner. Mir fannen et ganz richteg, wéi et elo am Text steet, dass ee sech muss, wat de Familljennumm vum Kand betrëfft, och eréischt dann décidéieren, wann ee sech fir de Virnumm vum Kand décidéiert.

Et hätt eiser Meenung net vill Sënn gehat, fir do zwee verschidde Regimer wëllen ze hunn, ee fir de Virnumm an een anere fir de Familljennumm. Esou dass déi Regelung, déi elo am Pabeier ass, eiser Meenung no déi richteg duerstellt.

Zwee Problemer bleiwen awer nach ëmmer bestoen an dësem Text, dee fir de Rescht ganz gutt ass. Éischtens emol ass et dee Problem, dass mer nach ëmmer eng Differenz maachen an enger Rei vu Gesetzer tëschent Enfant légitime an Enfant naturel. Mir haten an der Kommissioun ugesat, fir dat an dësem Gesetz scho wëllen deelweis ze änneren, mä mir sinn awer relativ séier och zu engem Kompromiss komm, well et net vill Sënn gemaach hätt, fir nëmmen op engem Gesetz, op enger Plaz dat elo unzepassen, a parallell dozou nach an anere Gesetzer déi Terminologien erëmzefannen.

De Kompromiss, dee mer fonnt hunn, war, dass mer wuel an dësem Text déi Terminologien nach géinge si loossen, déi mer – mengen ech – awer alleguerte fir iwwerlieft halen, wa mer parallell dozou eng gemeinsam Motioun, déi duerch de Rapporter presentéiert ginn ass, och an de Plenum géinge bréngen, mat enger klorer Opfuerderung un d'Regierung a sämtleche Gesetzestexter a mat enger héijer Diligenz déi doten Terminologien aus de Lëtzebuerger Texter erauszekréien, well se eiser Meenung no näischt méi dra verluer hunn.

An en zweete Problem, dat ass eben deen, deen ech am Ufank schonn ugeschnidden hunn, an deen eiser Meenung no hei net geléist gëtt. Mir haten als Gréng Partei eng Preferenz dofir gehat, datt een de Kanner och nach mat 18 Joer d'Recht gëtt, sech nach eng Kéier selwer iwwer hiren Numm ze prononcéieren. Ech hunn aganks gesot, datt den Numm e perséinlecht Recht ass vum Individuum, wat een awer bei der Gebuert net selwer kann exercéieren. Et kritt een dat duerch anerer exercéiert bei der Gebuert, an et huet ee mat 18 Joer net d'Méiglechkeet fir dee Choix, deen anerer fir ee getraff hunn, nach eng Kéier ze bestätegen oder ze infirméieren.

Elo kann ee soen, dat ass eng Optioun, déi geholl ginn ass an dat ass fir all Kanner d'selwecht. A genau dat ass net de Fall! Et ass eben net fir all Kanner d'selwecht, well mir hunn och an dësem Gesetz Fäll vum Consentement vum Kand dran, an do bewege mer eis dann an der Logik vun der Kannerrechtskonventioun, déi eben net d'Rechter vun de Kanner als Derivater vun de Rechter vun den Erwuessene considéréiert, mä de Kanner eege Rechter conféréiert, onofhängeg vun der Approbatioun vun den Elteren oder aneren Erwuessenen.

A mir hu ganz zu Recht am Artikel 334-3 vum Code civil, deen duerch dëst Gesetz soll ofgeännert ginn, drastoen, dass am Fall, wou d'Filiatioun net simultan kann attribuéiert ginn, wou also fir de Papp oder fir d'Mamm d'Filiatioun eréischt an enger zweeter Phas attribuéiert gëtt, dass, wat d'Attributioun vum Numm betrëfft, d'Kanner, wa se da méi al wéi 13 Joer sinn, hire Consentement musse ginn; aus der Logik eraus vun der Kannerrechtskonventioun, datt déi Kanner d'Recht hunn, sech an deem Alter och ze äusseren. Mir hunn och eng Weilchen driwwer diskutéiert a sinn eis schlussendlech op den Alter vun 13 Joer eens ginn. Mä déi Kanner hunn also d'Recht mat 13 Joer sech selwer ze artikuléieren, an hir Meenung ass och décisiv.

Do hu mer also dann eng Kategorie vu Kanner, déi dat Recht a mat manner wéi 18 Joer scho kënne beanspruchen an tatsächlech och exercéieren – wat mir och richteg fannen. Aner Kanner hunn dat Recht net!

Et geet nach méi wäit, well déi Kanner, déi dat Recht kënnen an Usproch huelen, huelen déi Entscheedung fir hir Geschwëster mat, vu dass mer am Gesetz eng aner Dispositioun drastoen hunn, déi mer jo och alleguerten awer deelen, nämlech datt d'Kanner „issus d'un même couple" alleguerten deeselwechte Familljennumm sollen hunn.

Dat féiert dann an der Praxis dozou, datt an enger Famill, wou deen dote Fall sech stellt, wou d'Filiatioun souguer vun zwee oder dräi Kanner eréischt méi spéit etabléiert gëtt, also net simultan gemaach gëtt, a wou vun deenen dräi Kanner eent méi al wéi 13 ass an déi aner ënner 13 sinn, dat am Kloertext heescht, datt déi Décisioun vun deem Kand vun 13 Joer net nëmme fir sech eng Bedeitung huet, mä datt dat och nach d'Verantwortung muss assuméiere fir déi Kanner hannert him, fir seng méi jonk Geschwëster.

An elo stellt Iech déi Situatioun vir an enger Famill: Ee Kand vun 13 Joer, en anert vun 12 an en anert vun 10, an déi schwätzen och nach iwwert déi dote Fro, wa se da gestallt ass, an déi gi sech net doriwwer eens an hunn dann ënnerschiddlech Meenungen. Stellt Iech déi Laascht vir, déi op deem Kand vun 13 Joer läit, fir do fir seng kleng Geschwëster mat ze décidéieren.

Elo si mer och nach an der Hypothees vun enger intakter Famill, wou just d'Filiatioun ebe méi spéit eréischt unerkannt gi wier. Mä elo huelt och nach d'Situatioun, déi an enger Famill géing antrieden, déi net méi intakt wär, wou och nach ënner Ëmstänn et géing drëms goen, wou d'Kanner ënnerbruecht ginn, bei der Mamm oder beim Papp. An där Situatioun engem Kand vun 13 Joer d'Verantwortung ze iwwerdroen, fir déi aner mat ze entscheeden, ass awer eng Verantwortung, déi definitiv ze wäit geet, well se och deenen anere Kanner hir Rechter empiétéiert, well se deenen hir Rechter net méi schützt.

Elo kann een natierlech awenden: Mir hu jo awer eng ganz Rei vu prakteschen Ursaachen dofir. D'accord, dofir maache mer d'Gesetz jo och esou. Mä et gëtt awer dann nëmmen eng Léisung, wann ee schlussendlech an um Enn aus där Situatioun wëll erauskommen, dat ass eben nun emol déi, datt ee seet, zumindest fir déi dote Kategorie vu Kanner misst ee bei der Majoritéit d'Recht virgesinn, fir ze soen: „Entschëllegt, deemools ass aus deene praktesche Grënn deen Numm mir attribuéiert ginn iwwer meng eeler Schwëster, mäin eelere Brudder, mä ech wëll awer haut mat 18 Joer selwer mech prononcéieren doriwwer, wéi ee Familljennumm ech droe wëll." A wann een dat mécht, da muss ee genausou kloer an eendeiteg soen, da weide mer awer dat wann ech gelift op sämtlech Kanner aus.

An dat ass fir eis nach ëmmer, ech wëll net soen e Schéinheetsfeeler, well dat geet net duer, mä dat ass fir eis nach ëmmer de Schwaachpunkt vun eiser Gesetzgebung, déi fir de Rescht mat deem Vote, dee mer haut eestëmmeg hoffentlech wäerten huelen, eng ganz gutt Gesetzgebung gëtt.

Mir behalen ee Schwaachpunkt an der Gesetzgebung an deen hätte mer nëmme kënnen erauskréien, wa mer nach an der Logik vun de Kannerrechter, vun der Kannerrechtskonventioun schlussendlech och gesot hätten, mat 18 Joer däerft dann awer jiddfereen trotzdeem sech nach eng Kéier doriwwer prononcéieren, wéi een Numm hie gären hätt, bien entendu an där Limite vun den Nimm, déi d'Elteren him mat op de Wee ginn hunn.

Mir hunn op deem dote Punkt, wéi gesot, nach ëmmer eng Situatioun, déi mer onzefridde stellend fannen, a mat där mer och mengen, datt mer wäerte Schwieregkeete kréien. Sécher, quantitativ gëtt et der bestëmmt net ganz vill, mä fir déi Leit, déi et betrëfft, fir déi Leit, déi sech an där do Situatioun erëmfannen, fir déi a besonnesch fir déi Kanner wäert et awer eng Situatioun sinn, déi psychologesch ganz schwéier ze iwwerwanne wäert sinn. Mir mengen, dass mer och iergendwann eng Kéier op deem dote Punkt nach eng Nobesserung musse maachen, ier mer wierklech kënne soen: Elo ass eis Gesetzgebung, wéi se soll sinn.

A mat deenen dote Remarquë wëll ech och ukënnegen, dass déi gréng Fraktioun net nëmmen den Text wäert stëmmen, mä och déi Motioun vu sämtleche Fraktioune wäert stëmmen.

Ech soen nach eng Kéier vun hei aus dem Rapporteur Merci, net nëmme fir de Bericht, mä och fir déi Aarbecht, déi mer an der Kommissioun konnte maachen; och der Madame Err, obwuel se net Rapportrice hei vum Projet war, awer och an der Kommissioun an duerch hir viregt Proposition de loi och ganz vill Mériten un dësem Text huet. Duerfir deenen nach eng Kéier Merci an och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Dee virleiende Gesetzesprojet war och eng schwéier Gebuert. Eng schwéier Gebuert wéinstens, wat d'Dauer vu senger Realisatioun ugeet, well zënter iwwer 20 Joer, mengen ech, schonn am Europarot d'Iddi vun enger Ofschafung vun der Diskriminéierung bei de Familljennimm zréckbehale ginn ass. An enger UNO-Konventioun iwwert d'Eliminéierung vun den Diskriminéierunge géint d'Fraen, CEDAW genannt, ass deeselwechte Prinzip och zréckbehale ginn. Bei ons huet et och laang Jore gedauert, bis datt e Gesetzesprojet virgeluecht ginn ass, bis datt de Statsrot säin Avis ofginn hat.

De Projet de loi, dee mer änneren, deen ännert den Nom patronymique vun de Kanner. Patronymique kënnt vum griicheschen „patronymekos", no dem Papp genannt. Dat ass…

Une voix.- Dir hutt Latäin gemaach?

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech hunn och Latäin gemaach, mä e puer Wuert Griichesch hunn ech awer nach matkrut. Ech wëll just nure soen, datt mer also hei eppes Wesentleches änneren, wat der gesellschaftspolitescher Evolutioun an Europa an an der Welt an och hei zu Lëtzebuerg Rechnung dréit. Duerfir war ech och frou virdrun, wéi mer den Här Rapporteur, den Här Laurent Mosar, an d'Madame Rapportrice, d'Madame Lydie Err, héieren hunn, datt mer op alle Parteien déi Aarbecht, déi vun den zwee Rapporteure gemaach ginn ass, appréciéiert hunn, well si hu ganz vill dozou bäigedroen, dee schlechte Projet vun der Regierung besser ze maachen.

Datt et net esou einfach war, fir esou eng Reform duerchzezéien, kann ee gesinn un enger Enquête, déi gemaach ginn ass nodeem de Projet de loi déposéiert gi war, vun der Initiativ Liewensufank, eng Enquête vun enger Organisatioun, déi garantéiert net zu deenen Organisatioune gehéiert, déi am feministeschste sinn, mä déi folgend Resultater bruecht huet – et ass awer interessant, déi hei unzeféieren:

Op 100 Äntwerte ware 14% Männer a 86% Fraen. 19% vun den Äntwerte vun de Leit ware fir den Numm vun der Mamm, 77% fir den Numm vum Papp a 4% fir den duebelen Numm. 60,5% vun de Frae ware fir eng gesetzlech Neiregelung, hunn also de Prinzip selwer vum Gesetzesprojet approuvéiert, géigeniwwer nure 15,3% vun de Männer. 9,2% vun de Fraen an 23% vun de Männer ware géint all Ännerung vun der bestehender Législatioun.

Mä ech mengen, datt et awer néideg war, fir déi Reformen duerchzehuelen, a mir kënnen och duerfir onsen Accord zu deem Gesetzesprojet ginn. An ech si frou, datt eng Iddi aus dem initiale Gesetzesprojet vun der Regierung ewechgeholl ginn ass, dat ass, datt d'Eltere sech missten décidéiere virum Mariage. Dat hätt zwar vläicht eng Situatioun geléist vun de Leit, déi sech bestueden, mä net vun deenen, déi net bestuet sinn.

Wéi de Gesetzesprojet elo virläit, bleiwen awer nach dräi Problemer, déi ee muss unerkennen.

Éischt Schwieregkeet ass déi vum duebelen Numm. Mir hu versicht eng gutt Léisung ze sichen, an ech mengen, datt déi vum Lous, wat soll den Entscheed bréngen, besser ass, wéi wann een do e Recours juridique virgesinn hätt, well wéi hätte sollen d'Geriichter dann décidéieren, wann dat eent Recht dat anert Recht absolut opweit, wann déi zwee Rechter gläichwäerteg sinn, esou datt dat heiten eng praktesch Léisung ass. Et muss ee sech och bewosst sinn, datt et Konsequenze wäert hunn, wann een en duebelen Numm huet, datt dat vläicht an der éischter Generatioun liicht ze bewerkstellegen ass, mä an der zweeter Generatioun muss entscheed ginn.

Déi zweet Schwieregkeet, déi an den Hänn vun der Regierung läit, dat ass duerfir ze suergen, datt d'Regëstere vum État civil fiabel a stabil bleiwen. Dat ass liicht gesot, mä vläicht méi schwéier gemaach, speziell wann esou Ännerunge kommen a speziell wann et eng relativ laang Iwwergankszäit gëtt. Dat wäert zu en etlechen Diskussiounen a praktesche Problemer féieren, an déi si jo och scho virdru vu menge Virriednerinnen a Virriedner an der Debatt hei ugefouert ginn.

Déi drëtt Schwieregkeet war déi vun der Iwwergangsperiod a vun der Dauer, déi mer do solle virgesinn. Ech mengen, datt déi Léisungen, déi an der Commission juridique zréckbehale gi sinn, fir déi Problemer unzegoen, fir och ze soen, datt d'Regierung misst dëst oder déi Initiativen huelen, de Fait selwer, datt mer wëllen eng Brochure d'information erausginn, positiv si fir justement déi nei Gesetzgebung méi biergerno ze maachen a méi positiv Resultater an der Populatioun duerchzekréien, fir datt et méi kloer ass, wat gewollt ass a wéi et soll realiséiert ginn.

Ech wëll nach eng Kéier Merci soen dem Här Laurent Mosar als

Rapporteur an der Madame Lydie Err fir hir excellent mëndlech a schréftlech Berichter. Dat gesot zum Projet de loi, wou mer also als ADR onsen Accord wëlle ginn, heescht et awer net elo bei de Reformen, bei de gesellschaftspolitesche Reforme stoe bleiwen. An duerfir hu mer och déi Motioun ënnerschriwwen, wou opgefuerdert gëtt, déi onsënneg Diskriminéierung zwëschent den Enfants légitimes an den Enfants naturels opzehiewen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng aner Reform, déi ons wichteg schéngt, an déi mir perséinlech och wichteg schéngt, dat ass déi vun der Autorité parentale. Ech hunn an deem Sënn, grad eméi den Här Laurent Mosar och, eng Proposition de loi déposéiert, wou ech also och frou wier, wann d'Regierung géing dozou Stellung huelen, well och do muss een ëmdenken. Et gëtt ëmmer méi wichteg, datt déi zwee Elteren, souguer wa se sech trennen, sech awer nach responsabel spiere vis-à-vis vun hire Kanner. Dat ass oft de Fall, mä et ass awer och oft net de Fall. An do geet et drëm, fir déi Rechter, déi Flichte vun den Elteren nei ze definéieren am Intérêt vun de Kanner a fir deen Ablack och gesellschaftspolitesch déi zwee Elterendeeler méi laang an d'Responsabilitéit ze huelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden. Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Regierung ass frou, datt dëse Projet de loi, deen ech am Joer 2001 als Justizminister vun där viregter Regierung an dësem Parlament abruecht hunn, haut hei zur Ofstëmmung kënnt. Et ass virdru vun deem engen oder deem anere gesot ginn, datt dee Projet opgrond vun Avisë vum Statsrot a vun der Chamber ofgeännert ginn ass. Dat ass richteg. Dat ass normal.

Mä et ass ee wesentleche Punkt, d'Grondiddi vun dësem Projet de loi, net geännert ginn, an dat ass deen eenzegen op deen d'Regierung gehalen huet, an dat ass deen, datt d'Kanner an Zukunft kënnen den Numm vum Papp oder vun der Mamm kréien. Iwwert déi aner Modalitéiten, do kann ee selbstverständlech ënnerschiddlecher Meenung sinn. D'Regierung ka ganz gutt mat deem Text liewen, wéi en herno erauskomm ass.

Wesentlech, mengen ech, ass, datt mer hei d'Zivilrecht adaptéieren u Grondprinzipien, déi mer an eiser Gesellschaft hunn, an dat ass notamment dee vun der Gläichheet vu Mann a Fra. Duerfir hu mer dëse Projet 2001 abruecht a mir si frou, wéi gesot, datt hie véier, fënnef Joer duerno, wat eng laang Zäit ass fir d'parlamentaresch Prozedur, hei awer zur Ofstëmmung kënnt.

D'Regierung hat an hirem initialen Text net – an dat ass vläicht en Ënnerscheed mat deem Text, deen haut ofgestëmmt gëtt – d'Méiglechkeet vum zesummegesatenen Numm agebaut. Net aus prinzipielle Grënn, mä virun allem aus administrativen an informatesche Grënn, a mir hoffen, datt déi, déi elo an der Exekutioun vun deem Gesetz zoustänneg sinn, net um politesche Plang, et och fäerdeg bréngen, déi laang Nimm, déi dat le cas échéant gëtt, op Kreditkaarten, op d'Carte-d'identitéen, op d'Kaarte vun der Sécurité sociale, op d'Formulairë vun den eenzelne Verwaltungen dropzekréien.

Dat war an der Vergaangenheet bei Leit, déi e laangen Numm haten, notamment bei portugisesche Matbierger, wa se composéiert Nimm haten, e ganz grousse Problem. D'Regierung huet ëmmer erëm op dee Problem higewisen. D'Chamber huet sech och fir de composéierten Numm ausgeschwat. Wéi gesot, mir si prinzipiell domat d'accord. Ech hoffe just, datt d'Informatiker an déi, déi Formulairë maachen, och do richteg Solutioune fannen.

Et ass fir eis selbstverständlech, datt mer den Innenminister bieden, eng Circulaire un d'Officiers d'état civil ze maachen. Ech mengen, datt dat e Complément gëtt zu eiser genereller Circulaire iwwert den État civil, well et ass ganz kloer, datt hei eng gréisser Ëmännerung an och vill Aarbecht – besonnesch och an där Iwwergangsphas – op d'Gemengen zoukënnt, déi dat doten ëmsetze mussen. Mä mir sinn dovunner iwwerzeegt, vu d'Qualitéit an d'Erfahrung vun deene Leit, datt déi dat awer uerdentlech iwwert d'Bühn kréien.

Mat där Motioun, déi hei abruecht ginn ass, ass d'Regierung selbstverständlech d'accord. An ech wëll hei eppes soen, an zwar datt ech e bëssen erstaunt sinn, datt keen dat ervirgehuewen huet, nämlech dat iwwert d'Autorité parentale conjointe.

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt déi viregt Regierung e Projet de loi erabruecht huet iwwert den Divorce, deen ech als Justizminister vun där viregter Regierung erabruecht hunn, an do hu mer déi Autorité parentale conjointe proposéiert. An duerfir, wann Dir en Appel u mech riicht, da soen ech Iech, ech wär frou, wann an deenen nächste Méint dee Projet de loi endlech heibanne géif gestëmmt ginn, well do ass dat dran. Pour le reste sinn ech mat där Motioun integral d'accord.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. D'Wuert huet d'Madame Familljeminister, d'Madame Marie-Josée Jacobs. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech si frou, haut a menger duebeler Qualitéit kënnen ze schwätzen.

Wann Dir mech uriet als Familljeministerin, da sinn ech virun allem frou, fir all deene Leit hei kënne Satisfaktioun ze ginn, déi eben net d'Chance haten, fir Kanner ze kréien, an déi bis elo och deene Kanner keen Numm konnte ginn – et ass vun deene verschiddene Riednerinnen a Riedner drop opmierksam gemaach ginn, wéi schwéier datt dat fir verschidde Familljen ebe war, well se hirem Kand, wat dout gebueren ass, keen Numm konnte ginn –, dass si also och elo déi Méiglechkeet kréien, datt dat Kand kann an d'Familljebuch ageschriwwe ginn an alles wat eben do derzou gehéiert. Dat zu deem Volet vun der Familljeministerin.

Ech sinn awer op där anerer Säit als Egalitéitsministerin vill méi frou, dann emol endlech no laange Joren an no ville penible Momenter, déi ee muss erliewen, wann ee vir an der Kommissioun zu New York souz, fir deenen ze erklären, datt mir géingen zéng oder zwielef Joer Zäit brauchen, fir e Gesetz ze maachen, an ëmmer erëm gesot hunn, zu Lëtzebuerg ass all Mënsch wierklech de bonne composition a jiddferee wëllt dat eigentlech, an déi Kéier duerno – dräi, véier Joer duerno – stoung ech erëm do an ech hunn nach erklärt, mir sinn eigentlech nach ëmmer där Meenung, datt mer dat misste maachen a mir wäerten dat och maachen, wéinstens kann ech elo dës Kéier dohinner goen – dat wäert normalerweis d'nächst Joer sinn – a soen, dee Problem hätte mer aus der Welt. Duerfir soll een ni verzweifelen, a vläicht ass jo d'Chrëschtzäit schéi fir dann och esou Kadoen ze kréien.

De Kado wier ëmsou méi schéin, wa mer och nach kënnten effektiv d'Reserv ophiewe wat d'Trounfolleg ubelaangt, well de Grand-Duc Jean och domadder d'accord war, fir dat ze änneren, an elo de Grand-Duc Henri domadder d'accord ass, fir dat ze maachen. Ech vertrauen och dem President vun der Constitutiounskommissioun, datt mer och do e Wee fannen, fir eis och deem kënnen unzepassen.

Wa mer gesinn, datt esou traditionell Monarchien, wéi déi a Japan, wéi déi a Spuenien op de Wee gi fir dat ze änneren, da mengen ech, wier och näischt verbrach, wa mer eis als Lëtzebuerger och géinge mat op deen Zuch do dropsetzen.

Da wiere mer selbstverständlech och frou, wann de Statsrot säi fënneften oder sechsten Avis géif ginn iwwert den Artikel 11, wou dann d'Egalitéit zwësche Männer a Fraen an d'Constitutioun kënnt ageschriwwe ginn, a wou ech dann effektiv mat deene Leit alleguerten, déi eppes domat ze dinn hunn a sech während laange Joren domadder geplot hunn, och Satisfaktioun kënnt heifir ginn, an eben op New York deene bei der UNO melde kënnt, datt mer net méi zu deene réckstännege Länner gehéieren, mä datt mer eis och do endlech conforméiert hunn. An duerfir géing ech och wëllen deene Leit all Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn an déi a laange Joren ëmmer erëm do mat gehollef hu streiden.

Wann een héiert, datt d'Lydie Err ewell virun zwielef Joer déi Proposition de loi gemaach huet, wa mer gesinn, datt nach e Regierungstext vun 2001 bis haut gedauert huet, da gesäit een, datt dat awer alles ganz laang Weeër sinn, déi hu misse gemaach ginn. Duerfir géing ech och wëllen der Madame Err Merci soen, och fir hire mëndleche Rapport, dee si gemaach huet zu hirer Proposition de loi, a selbstverständlech och dem Här Mosar zu deenen Ausféierungen, déi hie gemaach huet, an awer och all deenen aneren, dem Conseil d'État, jiddferengem, dee säint dozou bäigedroen huet, datt mer dat dann elo op deene richtege Schinnen hunn an och hoffen, datt eis État-civilen domadder dann och wäerten…

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Ministerin, den Här Gira seet, hie géif näischt verstoen. Et ass verständlech, wann heibannen op alle Bänken iwwerall…

(Brouhaha général)

Si sollen der Madame Ministesch elo nolauschteren, datt den Här Gira och eppes versteet.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Den Här Gira huet säin Ouerapparat haut net un.

M. le Président.- Madame Jacobs!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dobäi ginn ech nach dovun aus, datt wéinstens den Här Gira nach d'Maarnecher versteet, deen héiert vläicht net bis an den Eck, mä awer e versteet et wéinstens.

(Interruptions)

Dofir géing ech och wëllen ofschléissen an och déi Recommandatioun mat op de Wee ginn, datt mer an deem nächste Guide iwwert d'Féminisation des noms et des titres, dee mer erausginn, dann och derbäischreiwen, iwwer wat fir eng Form datt dat do geschitt ass. Souwäit wéi ech dat héieren a gesot kritt hunn, hu mer eis inspiréiert am Larousse, mä awer och an där Schwäizer Aart a Weis, wéi geschriwwe gëtt, sou datt déi Leit, déi an deem Grupp do dra waren, haaptsächlech probéiert hunn, datt et vläicht net ze vill sollt ausgesi fir de Leit zur Hilaritéit ze verhëllefen, mä ech kënnt mer awer virstellen, datt mer e Wee

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

géife fannen, fir dat och méi ze preziséieren.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, villmools Merci an ech ka mäi Chrëschtkado also elo ënnert de Chrëschtbeemche siche goen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

(Interruption)

Ah pardon, den Här Braz freet d'Wuert nach.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Just ganz kuerz. Den Här Frieden huet de Projet de loi vun der Coparentalité rappeléiert. Déi Motioun, déi mir maachen, déi geet jo iwwert dat eraus, well dee Projet betrëfft nëmmen d'Feld vum Divorce an eis Initiativ an der Kommissioun soll jo all d'Kanner englobéieren, dofir ass dee Verweis op Äert Gesetz nëmmen eng onkomplett Äntwert op eis Motioun. Si ass also domadder net sans objet.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech hu gesot, ech wär mat där ganzer Motioun d'accord.

M. le Président.- Ass et gekläert?

(Assentiment)

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4843 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Marie-Josée Frank), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun, déi den honorabelen Här Mosar erabruecht huet. Kënne mer iwwert déi Motioun par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Wie fir déi Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, d'Motioun 1 ass à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo: den Här Grethen, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

2. 5398 – Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, säit der viregter Regierung ass d'Affektatioun vun den Iwwerschëss aus de Konten zur Regel ginn. Do ass eng Tradition begrënnt ginn, déi scho bal zur Routine ginn ass, déi awer haut riskéiert zu engem historesche Moment ze ginn.

Firwat? Mä ganz einfach, well et vläicht haut fir laang Zäit fir d'lescht ass – hoffentlech net fir laang Zäit –, datt mer nach esou Iwwerschëss kënnen affektéieren. Also deen historesche Moment, deen ergëtt sech ganz einfach aus engem luesen Ofrutsche vun den Iwwerschëss an e Lach, an en Defizit.

Une voix.- Geet et elo besser?

(Interruption)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Nom Sege vun 1999 hate mer nach en dräistellegen Iwwerschoss, 2000 hate mer och nach en dräistellegen Iwwerschoss, 2001 hate mer nach en dräistellegen Iwwerschoss, mä du koumen déi éischt Wolleken. 2002 war en nëmme méi zweestelleg, 59 Milliounen – dat waren natierlech déi béis Banken, déi hunn op eemol nëmme 680 Millioune Steiere bezuelt amplaz 920 dat Joer virdrun –, an 2003 sinn et 79 Milliounen. Wéi et weidergeet, wësst Der. Dir hutt jo gëschter e Budget gestëmmt.

Une voix.- Neen, neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir net, Dir hutt e gestëmmt!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dir hutt en net gestëmmt, bon. Dir wësst awer wéi et weidergeet.

M. le Président.- Deen ass ofgestëmmt ginn, huet den Här Thiel gemengt.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech huelen un, datt Dir en connaissance de cause gestëmmt hutt. 2004 hu mer e Lach vun 154 Milliounen, 2005 eent vun 107 Milliounen, an 2006, wann et sech da sollt esou erweisen, wéi de Budgetsminister et geplangt huet, da wären et 300 Milliounen. Ech wär frou, wann et keen historesche Moment haut géif ginn. Mä wéi gesot, dat kënne mir net eleng hei décidéieren.

Wou si mer elo? Majo, ganz einfach, mir haten, oder Dir hat – well ech war deemools net dobäi – e Budget votéiert fir 2003, wou fir d'éischt en Iwwerschoss vu 542 Millioune virgesi war, an duerno ass deen e bësse geschmolz, well de Service vum Ombudsmann nodréiglech dragesat ginn ass, do ware mer op 400 Milliounen ongefeier. Den definitive Budget war awer du schonn e bësse méi kleng ginn, deen huet bal keng Hoffnunge méi op en Iwwerschoss gemaach, a finalement ass et awer esou, datt d'Konten et erweisen, datt en Iwwerschoss vun 79 Milliounen do ass.

Wou deen hierkënnt: Dir hutt dee Budget verfollegt, Dir hutt e gestëmmt gehat; ech mengen, ech brauch weider net op d'Detailer anzegoen. Et gesäit ee just, wann ee kuckt, wou de Plus a wou de Minus komm ass, datt et ëmmer nach ganz schwéier ass, d'Recettë wierklech prezis ze schätzen. Mä dat ass näischt Neies. Ech mengen, eise Budgetsminister kann eis och do e Liddchen dovu sangen. Et ass net virauszesoen, genee virauszesoen, wéi d'Recettë sech entwéckelen.

Also, wéi gesot, ënnert dem Stréch hu mer 79 Milliounen, ganz genau hu mer 79.330.493,57 Euro. Do huele mer dann d'Mënz ewech an déi gëtt an d'Keess geluecht. D'Mënz, dat sinn 330.493,57 Euro. Dat ass e bëssen de Fond de caisse, dat heescht an eisem Langage: Report de solde des recettes et des dépenses courantes et en capital. Bleiwen dann 79 Milliounen Euro genau. An déi ginn traditiounsgeméiss erëm eng Kéier an d'Fongen iwwerwisen, an d'Investitiounsfongen, déi mer jo och als Annex vum Budget hunn an déi souguer no Bréisseler Liesaart musse mat an d'Rechnung geholl ginn.

Elo huet een d'Méiglechkeet dat op méi Fongen ze verdeelen, an de Statsrot huet och drop higewisen, datt fréier do eng méi breet Verdeelung gemaach ginn ass, datt virun allem déi Fonge mat engem soziale Charakter Preferenz haten. Dës Kéier ass et esou, datt et net allze vill ass – 79 Millioune sinn net allze vill –, an duerfir ass gemengt ginn, et soll een déi prioritär nëmmen op zwee Fonge verdeelen. Vun deenen zwee Fongen ass een de Fonds pour l'Emploi, wou een einfach muss duerfir suergen, datt en ëmmer genuch Ressourcen huet, fir de Chômage ofzedecken. Dir wësst, datt deen net zréckgaangen ass. Duerfir géif dann een Deel an de Fonds pour l'Emploi goen, an deen aneren Deel an de Fong fir d'öffentlech Schold.

Firwat an de Fong fir d'öffentlech Schold? Mä d'öffentlech Schold huet nach e Rescht aus der Vergaangenheet, an dat sinn déi Engagementer, déi de Stat iwwert d'OLUXen agaangen ass. Dat war nach alles a Lëtzebuerger Frangen, an déi zwou lescht Tranchen dovunner, déi solle gedillegt ginn, an dofir bräicht den Trésor déi Suen, fir déi Schold dann definitiv ze dillegen.

Voilà, mir sinn also an der Situatioun elo, déi zwee Fongen zousätzlech ze dotéieren, wéi gesot, leider vläicht fir laang Zäit fir d'lescht, mä vu datt déi Affektatioun enger Nécessitéit entsprécht, vu datt se gutt verwennt wäert ginn, kann ech nëmmen deem Haus hei recommandéieren, dee Projet ze stëmmen.

Ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun, an ech kombinéieren dat mat der Hoffnung, datt mer iergendwann eng Kéier et erliewen, datt mer nach eng Kéier erëm Affektatiounen hei kënne maachen. Här Budgetsminister, Dir hëlleft eis jo do derbäi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir haten eng laang Diskussioun bei eis an der Fraktioun, wien zu dësem Projet soll schwätzen. An et ass duerno gemengt ginn, dass e fréiere Regierungsmember soll Stellung huelen zu deenen Altlasten, déi déi viregt Regierung dëser Chamber hannerléisst.

(Hilarité)

Dir verstitt, Här President – de Rapporteur, deem ech wëll fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren, huet vun engem historesche Moment geschwat –, dass ech dësen historesche Moment nach eng Kéier wëll op der Chamberstribün genéissen, well zwëschen 1999 an 2004, wou meng Partei mat der Chrëschtlech-sozialer Volleksparteiin enger Koalitioun war, hu sämtlech Budgete mat engem Iwwerschoss ofgeschloss, an och an deene fënnef Joer huet keen eenzegen Emprunt brauchen opgeholl ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Grethen *(DP).*- A mir haten eis virgeholl, Här President, wéi mer an déi Regierung eragaange si mat eisem deemolege Koalitiounspartner, dass mer souwuel d'Recettë wéi d'Dépensë méi virsiichteg géifen aschätzen, wéi dat an deene Jore virdru war, dass mer géife versichen, esou no wéi méiglech bei d'Endresultat vun de Konten ze kommen. Ech mengen, dass eis dat am Laf vun de Joren ëmmer besser gelongen ass.

(Interruption)

Mir waren, Här President, och ëmmer ganz virsiichteg. Mir waren eng Kéier an engem grenzelosen Optimismus, wéi mer all deene gegleeft haten, déi gesot hunn: „The sky is the limit", wou mer gemengt hunn, dass d'Beem géifen an den Himmel wuessen. Do hate mer Wirtschaftsprogressiounen, Progressioune vun eisem Produit intérieur brut virgesinn, déi sech herno net realiséiert hunn. Duerno si mer awer méi virsiichteg ginn, an ech ka mech nach erënneren, wéi verschidden Oppositiounssprecher fir de Budget 2003 hei den Däiwel un d'Mauer gemoolt hunn a gesot hunn, dass dat niddregt Wirtschaftswuesstum, wat mir ageschätzt hate fir d'Opstellung vum Budget, net géif antrieden, mä dass et nach drënner wier.

Ech sinn duerfir frou, dass déi Previsiounen, op deene mer dee Budget opgebaut haten, wäit iwwertraff gi sinn, an dass d'Joer 2003 ënner schwieregsten Ëmstänn mat engem Wirtschaftswuesstum vun 2,9% ofgeschloss huet.

Dir verstitt also, Här President, meng Satisfaktioun, fir kënnen hei Stellung ze huelen zu deenen Zuelen.

Gläichzäiteg stellt sech awer eng Fro, déi de Rapporteur och opgeworf huet: Ass déi Affektatioun elo an déi zwee Fonge richteg oder net? Ech si mat där Affektatioun d'accord, engersäits fir de Fonds pour l'Emploi an op där anerer Säit, fir och eis Scholden zréckzebezuelen.

Mä op där anerer Säit, wann ech dat gewosst hätt viru Wochen, wat ech zënter de Moie weess, wou den Transportminister eis an der Transportkommissioun Undeitunge gemaach huet, wat déi Eisebunnstripartite kascht, wann ech do héieren, dass eleng seng Iddien, fir eng Rei Immobilië vun der Eisebunn ofzekafen an an de Fonds du rail ze iwwerféieren, 120 Milliounen Euro minimum kascht; wann ech héieren, dass mer och nach sollen do a Material investéieren, wat scho kaaft ass, mä wat soll bezuelt ginn – Ordre de grandeur 30 Milliounen Euro -; a wann ech mer dann nach Gedanke maachen iwwert déi Méiglechkeeten, déi een der Eisebunn muss ginn, fir déi Méilaaschten ze droen, déi aus dem Ënnerscheed zwëschent deenen zukünftege Léin an deenen ale Léin wäerten entstoen, da kann een domat rechnen, dass dat awer d'Grenz vun den 200 Milliounen iwwert déi nächst dräi Joer verdeelt wäit wäert iwwerschreiden.

A wann een dat weess, dann hätt ee sech eigentlech missen d'Fro stellen – mä well mer déi Affektatioun elo esou décidéiert hunn, stinn ech dozou –, ob et net besser gewiescht wär, déi Suen elo alleguer ze halen, fir se an d'Richtung vun de Resultater vun der Eisebunnstripartite unzeleeën, iwwert déi mer d'nächst Woch wäerte schwätzen. Wann et zu engem Ofschloss kënnt, wäerte mer jo dann och Zuelen heihinner kréien.

Well, de Minister Frieden huet gëschter, Här President, hei zu Recht ënnerstrach, dass déi viregt Koalitioun zwëschen 1999 an 2004 um Ofschloss vun hirer Mandatsperiod méi Suen an der Keess gelooss huet, wéi se der virfonnt hat, da fäerten ech, dass bei all deene Saachen, déi do op eis duerkommen, d'Keesen awer definitiv wäerten eidel sinn. Ech fäerten, Här President, dass et fir d'lescht fir laang Jore war, dass mer iwwer Iwwerschëss diskutéieren hei an der Chamber. Ech sinn awer iwwerzeegt, wann eng Kéier erëm d'Demokratesch Partei an d'Regierung kënnt,…

(Interruptions et hilarité)

…da wäerten och erëm Iwwerschëss an de Keese sinn.

Meng Partei, op alle Fall, Här President, wäert dëse Projet, deen zu eisen…

(Interruptions et hilarité)

Här President, am Intérêt vum Land wier et, well et wier esou séier wéi méiglech, léiwer haut wéi muer!

(Hilarité)

Mä awer, Här President, mir wäerten zu dësen Altlasten also mat ganz vill Satisfaktioun eis Zoustëmmung ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech muss soen, ech bewonneren den Här Grethen…

(Hilarité)

…a sengem iwwerscheimenden Optimismus iwwert d'Gestioun vun där viregter Regierung.

Une voix.- Dat misst een nomaachen!

M. le Président.- Oh, si kommen nach duerhin.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Deen Optimismus ass ëmsou manner berechtegt, well wann een dee Corrigendum kuckt, dee mer zu dem Budgetsrapport dës Kéier iwwerreecht kritt hunn, da gesäit ee ganz kloer, dass 2003 de Budget no de Maastricht-Kritäre vun der Administration centrale ëm 1,7% am Defizit war. Also minus 1,7% am Joer 2003, esou dass et also, wann een d'siwent Aktualisatioun vum Pacte de stabilité kuckt, keng Ursaach gëtt, fir haut réckwierkend Hurra-Geschrei auszedrécken. Ech mengen, dat ass ee Punkt, deen ee soll am Kapp behalen.

Ech mengen och, dass et ganz kloer deemools 2003 ginn ass, dass déi Regierung probéiert huet, mat alle Mëttelen iwwert d'Distanz ze kommen, dass se mat alle Mëttele probéiert huet, déi Steierréckstänn, déi nach ausstoungen, anzedreiwen, fir hire Budget an den Equiliber ze bréngen, dee schlussendlech een Defizit war. An dofir mengen ech och, elo emol ofgesi vun där Affektatioun vun dësem Kont vun 2003, mat där mir d'accord sinn, dass ee vis-à-vis vun deem Kont vun 2003 äusserst kritesch muss sinn.

Ech muss och soen, dass ech perséinlech, wat déi Manéier wéi mer mat deene Saachen ëmginn hei betrëfft, net zefridde sinn. Dat dauert oft a mengen Aen ze vill laang, well mer dee Kont vun 2003 elo am Dezember 2005 kréien. Ech menge mir sollte probéieren, dat och méi schnell ze maachen.

Wéi gesot, mir sinn d'accord mat där Affektatioun, dofir stëmme mer dat hei och. Mir sinn natierlech net d'accord mat deem Budget vun 2003, a wa mäi Kolleeg John Castegnaro zu deem Kont vun 2003 schwätzt, wäert hien och nach eng Partie Saachen dozou ze soen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll mech net an dee Klengkrich, deen elo ausgebrach ass tëschent de gudden oder manner gudde Gestionnairë vun de Statsfinanzen, amëschen, ech wëll just soen, datt eis Fraktioun – wat iwwregens och net ëmmer de Fall ass – dës Kéier awer d'accord ass mat der Affektatioun vun de Plus-valuen, well se effektiv un zwee Fonge ginn, wou mir mengen, datt et immens Sënn mécht, datt ee se drasetzt.

Engersäits, de Fonds de l'Emploi wéinst dem sécherlech usteigende Chômage, dee prognostizéiert gëtt an Zukunft a wou da méi Geld gebraucht gëtt, an natierlech de Fonds des Dettes, dat natierlech och aus deene bekannten Ursaachen, déi mer am Kader vun dëse Budgetsdebatten diskutéiert hunn.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Leschte Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit Merci un de Rapporteur, den Här Lucien Thiel, fir säi Rapport, deen hien hei gemaach huet. Et ass richteg, datt mer dës Kéier wäerte fir d'lescht fir eng länger Zäit hei d'Chance hunn, fir Plus-valuen ze verdeelen. Et war eng Traditioun hei am Parlament ginn, a well et esou eng Traditioun war a well och an där Traditioun Joren derbäi waren, wou d'Plus-valuë wierklech enorm grouss waren, huet et och politesch laang gedauert, bis een et fäerdeg bruecht huet, och finanzpolitesch richteg ëmzedenken, wat eiser Meenung no am Abléck net richteg geschitt ass.

Et ass eng Traditioun gewiescht, an duerfir ass et, wéi et gesot ginn ass, haut quasi en historesche Moment. Et kann ee feieren oder et kann een traueren. Ech mengen, dacks wann eppes fir d'lescht ass, da feiert een. Ech géif awer mengen, datt et éischter ubruecht wier, fir ze traueren, well een elo net méi ka Plus-valuë verdeelen, hei an där Héicht dës Kéier nach eng Kéier vun 79 Milliounen Euro, déi mer op déi zwee Konte vum Fonds de l'Emploi a vun der Dette publique verdeelen.

Ech menge wann hei gesot ginn ass, datt dat Plus-valuë vun 2003 sinn, esou musse mer eis awer bewosst sinn, datt d'Joer 2003, wa mer et elo géife reng wirtschaftlech kucken, wahrscheinlech oder méi wéi sécher en Defizit war. A wa mer konnte Plus-valuen 2003 maachen, dann eben doduerjer, datt mer nach Retarde konnte méi akassséieren, datt mer konnte wierklech vun eise Verwaltungen deen Exercice duerchzéien.

Et ass duerfir schued, datt mer an eiser Kontabilitéit net erausfannen, wat an eise Budgeten op wat fir ee Budgetsexercice gehéiert. Mir buche wat erakënnt a wat erausgeet, mä mir buchen net aus wat fir engem Joer datt et erakënnt an aus wat fir engem Joer datt et erausgeet. Wann een dat hei gemaach hätt 2003 an et hätt ee wierklech och pro Exercice an enger duebeler Kontabilitéit festgehalen, vu wat fir engen Exercicen datt déi Sue komm wieren, dann hätt een och gesinn, datt een 2003 eleng vun deem Exercice en defizitären Exercice gemaach hätt.

Mir hu gëschter hei bei de Budgetsdebatten, zum Beispill, geschwat vun engem Betrib, deen 300 Milliounen TVA rembourséiert kritt. Dat ass sécherlech d'TVA, déi an deenen dote Jore bezuelt ginn ass, déi awer elo 2004 oder 2005 oder vläicht 2006 – mir hunn dat nach net esou ganz prezis gesot kritt – rembourséiert gëtt, mä déi awer an Exercicer encaisséiert ginn ass, déi am Fong net dû waren, déi elo rembourséiert ginn.

Also wann ee géif wierklech eng Kontabilitéit maachen, wou d'Recetten an d'Dépensen niewent dem Budget och nach eng Kéier géife pro Exercice opgefouert ginn, wat eiser Meenung no wichteg wier, da kéint een och niewent deem normale Kont, dee mer hei och herno stëmmen oder net stëmmen, gesinn, wéi da wierklech d'Resultat pro Exercice wier.

Dofir wiere mir Demandeur. Et ass och schonn an der Finanzkommissioun doriwwer geschwat ginn, datt ee sollt eis Verwaltungen à même setzen, fir och kënnen eng Kontabilitéit ze maachen, déi sech pro Exercice souwuel op der Recettenwéi op der Dépensesäit beleeft.

Mir kënne mat deenen Transferten averstane sinn, déi mer elo hei maachen op déi zwee Konten, wëssend, datt egal op wat fir eng Fonge mer se am Fong elo nach géife setzen, souwisou an zwee Joer d'Fongen, méi oder wéineger, opgeschafft sinn. Dat hei sinn och déi zwee Fongen, déi am Budget, dee mer gëschter gestëmmt hunn, souwisou am Defizit sinn, duerfir ass d'Affektatioun schonn eiser Meenung no och richteg, datt se op déi zwee Fonge gesat ginn.

Ech bréngen och domadder vun eiser Säit, Här President, d'Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet den Här Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech géing gären dem Rapporteur an der Finanzkommissioun Merci soen. Ech mengen, et ass zimlech alles gesot. Ech stelle fest, esou wéi ech dat och gëschter gemaach hunn, datt dat hei d'Resultat ass vun enger kontinuéierlecher virsiichteger Finanzpolitik. Ech soen duerfir och gär dem honorabelen Här Grethen, datt een d'Ried, déi d'DP gëschter gehalen huet oder d'lescht Woch, an déi, déi en haut gehalen huet, muss zesummendinn. Well gëschter ass gesot ginn, fir d'Finanzpolitik wär just een zoustänneg, oder zwee, de Finanzminister an de Budgetsminister.

Ech mengen, datt ëmmer eng ganz Regierung – elo wéi deemools – fir d'Resultater zoustänneg ass, datt et ee Kapitän gëtt an där Matière, mä et muss een all Woch dat nämlecht soen: Wann dat hei e gutt Resultat ass, dann ass et och d'Resultat vun där Finanzpolitik, déi mer gemaach hunn, esou wéi mer deemools schonn och op déi Schwieregkeeten higewisen hunn. An dat huet näischt mat politeschem Rollespill ze dinn.

Duerfir soen ech och de Kolleege vun der sozialistescher Fraktioun, datt eng Kontinuitéit an enger Politik, wéi déi vun de Finanzen, ass, an datt déi Problemer, déi mer 2003 opgezeechent hunn, effektiv an deem Stabilitéitsprogramm reflektéiert sinn, nämlech datt mer och 2003, trotz dësen Iwwerschëss an der nationaler Kontabilitéit, no Maastricht en Defizit hunn.

Firwat hu mer no Maastricht en Defizit? Dat muss een ëmmer erëm erklären: Well mer pro Joer méi Suen ausginn, wéi mer an deemselwechte Joer erakréien. Well mer no Maastricht, wat d'Dépensen ubelaangt, och d'Dépensë vun de Fonge kucken. Déi Dépensen 2003, esou wéi 2006, kënne mer nach largement aus de Reserve bezuelen, mä 2008/2009 wäert dat net méi goen. Duerfir ass d'Problematik 2003 am Fong déiselwecht wéi 2006.

Duerfir hoffen ech, datt och all déi Parteie kënne souwuel de Kont wéi deen heite Projet, deen am Fong e Préalable ass fir de Kont kënne richteg ofzeschléissen, stëmmen. Et wär dann, dat politescht Kategoriendenke géing et net erlabe fir eng Partei, déi deemools net an der Regierung war, d'Konten ze stëmmen. Dat ass héchstwahrscheinlech esou am parteipolitesche Spill, wou awer d'Bierger dobausse meeschtens Schwieregkeeten hunn, fir et ze verstoen. Ech mengen, an ech si frou, datt hei schéngen déi meescht dëse Projet de loi wëlle stëmmen, well hei geet et ëm d'Affektatioun un zwee Fongen.

Fir d'éischt de Fonds pour l'Emploi, dee ganz vill Dépensen huet. Ech hunn an eiser Budgetsried gesot, datt de Fonds pour l'Emploi eleng d'nächst Joer fir voll indemniséiert Chômeuren 140 Milliounen Euro muss ausginn. Duerfir muss ee selbstverständlech och an deenen Diskussiounen, déi mer an deenen nächste Méint féieren, och iwwert d'Ausgabe vun deem Fong kucken – an dat op eng sozial gerecht Aart a Weis – an d'Effikassitéit vun all eenzel Ausgab iwwerpréifen. D'Regierung ass bereet a gewëllt dat ze maachen.

Zum Fonds de la Dette publique géing ech soen, datt ee muss wëssen, datt gëschter hei gesot ginn ass – ech mengen, et war vum Vertrieder vum ADR –, et wär ganz schlëmm, datt d'nächst Joer de Fonds de la Dette géing an den negative Beräich kommen.

Ech hunn dat de Moien iwwerpréift. Mir sinn dat eenzegt Land an Europa, dat dank eiser virsiichteger Finanzpolitik iwwerhaapt e Fonds de la Dette huet! An an deem Sënn ass et normal, datt ee fir d'éischt emol kuckt, datt mer dee Fong, dee mer op d'Säit gesat hunn, fir wa mer an engem Joer méi Ausgaben hunn, fir d'Schold zréckzebezuelen, dotéieren, fir datt mer keng esou Ki an den Ausgabe bei der Budgetspolitik kréien.

Duerfir mengen ech, war et gutt, datt mer dee Fonds de la Dette gemaach hunn. Dat wat en d'nächst Joer uweist, ass einfach déi Situatioun, déi all d'Länner an Europa an an der Welt hunn, nämlech wann ee kee Fonds de la Dette méi huet – wat déi normal Situatioun ass an deenen anere 24 Länner –, da muss een déi Schold dee Moment duerch den normale Budget rembourséieren, an dat mécht een entweder andeem een déi Suen aus deem Budget hëlt, et hëlt een nei Schold op oder et refinanzéiert een déi.

Mä de Fonds de la Dette, dee mer constituéiert hunn, dee mer hei nach eng Kéier dotéieren, dat war am Fong eng exzeptionell Situatioun. Mir kommen also vum nächste Joer un an eng méi normal Situatioun, wéi déi aner Länner, déi iwwerhaapt kee Fonds de la Dette hunn.

Ech mengen et war gutt, datt mer dee viru Jore gemaach hunn. Wa mer nach eng Kéier Plus-valuë kréien, da solle mer déi och erëm an dee Fonds de la Dette ginn, an duerfir hu mer dat och 2003 gemaach. Et war déi richteg Politik, a wéi gesot, ech hoffen a sinn och dovun iwwerzeegt, datt mer an enger Rei vu Joren, wa mer déi strukturell an och déi konjunkturell Problemer geléist hunn, dann och vläicht erëm eng Kéier Iwwerschëss kréien – Iwwerschëss, wat am Fong méi ass wéi dat, wat mer eis erwaart hunn eranzekréien – an datt mer dann och erëm kënne fir esou Situatiounen esou Fongen extra dotéieren.

Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt hei eng richteg Affektatioun gemaach gëtt, an ech si frou ze gesinn, datt d'Chamber dat largement deelt. Dat ass d'Resultat, wéi gesot, vun enger virsiichteger an och zukunftsorientéierter Budgets- a Finanzpolitik.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5398 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Oberweis), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe sinn: den Här Castegnaro, den Här Bausch an den Här Mehlen. Den Här Clement als Rapporteur huet d'Wuert.

(Interruptions)

Madame Flesch, si hu mir Iech hei net signaléiert gehat, mä Dir hutt selbstverständlech d'Wuert als Rapporteur.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Jo, Här President, ech hätt gären dem Här Clement d'Wuert iwwerlooss.

M. le Président.- Madame Flesch, d'Kommissioun huet Iech als Rapporteur genannt, maacht elo de Rapport, wann ech gelift.

3. 5350 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Mme Colette Flesch *(DP), rapportrice*.- Merci villmools, Här President, a Merci der Kommissioun, dass si mer d'Éier gemaach huet, mech als Rapporteur ze bezeechnen.

Här President, dës Chamber diskutéiert ëmmer d'Konte mat engem, zwee, dräi Joer Retard. Et ass awer net oninteressant ze kucken, wat geschitt ass. Ech wëll net op all déi Chifferen agoen, déi an alle schréftleche Rapporten, sief dat de Rapport général vun der Cour des Comptes, sief et den Avis vum Conseil d'État, sief et de Rapport vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, stinn. Ech mengen, et bréngt näischt, wann een hei an engem mëndleche Rapport ëmmer nach d'Chifferen nennt, déi am Fong jidderee kennt.

Ech wéilt vläicht awer drop hiweisen, dass d'Estimatioune vun den Dépensen am Budget 2003 am Kont ëm 2,1% dépasséiert sinn an d'Estimatioun vun de Recetten ëm 3,4%; dat ass e bësse besser wéi 2002 – 2002 waren déi Chifferen 2,4% fir d'Dépensen an 3,7% fir d'Recetten. Och do géing ech soen, dat si wahrscheinlech Zäiten, déi mer an Zukunft net wäerten, notamment bei de Recetten, an deem Mooss weiderhin erliewen.

Bei dësem Kont hu souwuel de Conseil d'État wéi och d'Commission parlementaire erëm eng Kéier drop higewisen – an ech mengen, dat ass e Wonsch, deen ëmmer erëm vun deenen zwou Instanze virbruecht gëtt –, dass ee kéint erwaarden, dass dës Simulations budgétaires méi no un der Realitéit wären, wéi dat en définitive sech an de Konten ausdréckt. Duerfir den Appel, souwuel vum Conseil d'État wéi vun der parlamentarescher Kommissioun, un d'Regierung, dass en Effort soll gemaach ginn, fir d'Previsiounen, souwuel vun de Recettë wéi vun den Dépensen, bei de Budgete méi no un der Realitéit ze halen.

Perséinlech elo, Här President, net als Rapporteur, mä a mengem ganz perséinlechen Numm, géing ech drop hiweisen, dass et mir schéngt fir de Budget 2006, deen Appel un d'Véridicité des chiffres, dee souwuel de Conseil d'État wéi och d'parlamentaresch Kommissioun bei de Konten 2003 erëm eng Kéier prononcéiert huet, dass dee Match schlecht ugesat schéngt ze sinn, compte tenu vun deenen Debatten, déi mer gëschter hei iwwert de Budget 2006 ofgeschloss hunn.

En effet huet d'Majoritéit – vum Premierminister iwwert de Finanzminister iwwert de President vun der CSV-Fraktioun iwwert de Budgetsrapporteur – ons gebieden, wat mer net gemaach hunn, e virtuelle Budget ze stëmmen, wou ons vu virera gesot gëtt: An der Exekutioun gëtt eppes anescht gemaach. Also den Appel un d'Véridicitéit schéngt mer fir 2006 net gehéiert ginn ze sinn.

Dat, Här President, ass eng ganz perséinlech Remarque vu mir a mengem perséinlechen Numm an net als Rapporteur, mä ech konnt mech net enthalen, se ze maachen, vu d'Evénementer vun de leschten Deeg.

M. le Président.- Da kommt elo zum Projet zréck, Madame Flesch.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Dir fänkt un e bëssen nervös ze ginn.

M. le Président.- Neen, ech si guer net nervös.

Mme Colette Flesch *(DP), rapportrice.*- Ech kommen elo zum Projet zréck, Här President.

Här President, ech bréngen och duerno d'Positioun vun onser Fraktioun. Ech hunn also en duebelt Mandat, an déi Bemierkung, déi ech elo hei gemaach hunn, geet eleng op d'Kap vu menger Fraktioun.

Här President, elo zum Rapport an zu deenen Debatten, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn. Am Exercice budgétaire 2003 hunn d'Contrôleurs financiers 591 Refus de visa ausgesprach. Ech mengen, dat muss ee soen, dat ass eng Amélioratioun par rapport zum Joer virdrun. Am Joer virdru ware 744 Refus de visa.

Et schéngt mer also positiv, dass d'Ministèrë versichen, deene Remarquë vun der Cour des Comptes an och vun der Commission de l'exécution budgétaire hei am Parlament Rechnung ze droen an ze probéieren, sech esou ze organiséieren, datt se sech engem Refus de visa net exposéieren.

Wat awer vläicht am Joer 2003 méi inquiétant war, dat ass, dass vun 2002 op 2003 d'Refus de visa pour non-respect de la législation sur les marchés publics an d'Luucht gaange sinn, an zwar ganz kloer. Wann dat der 14,8% waren 2002, sinn et der am Joer 2003 21,2%. Also déi Zuel vu Refus de visa ass an d'Luucht gaangen, an ech mengen, de Respekt vun der Législatioun vun de Marchés publics ass awer esou eng wichteg Saach, dass een d'Administratioune soll dozou opruffen, sech deenen Texter ganz genee ze fügen.

Ech wëll awer hei direkt derbäisoen, dass den 1. September 2003 eng nei Législatioun a Kraaft komm ass iwwert d'Marchés publics, déi och de communautairen Definitioune Rechnung gedroen huet. Et kann ee sech also virstellen, dass déi Progressioun och kann eng Konsequenz vun der Tatsaach sinn, dass d'Verwaltunge sech vis-à-vis vun enger neier Gesetzgebung fonnt hunn an am Fong nach keng Zäit haten, sech un déi nei Erausfuerderungen ze adaptéieren. Dat wäert also interessant sinn ze kucken, wat 2004 an 2005 geschitt ass, wa mer an engem Rythme de croisière sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Wann een elo d'Dépensë méi genee kuckt, da gesäit een – wat och net nei ass –, dass d'Transferts de crédits an d'Dépassements de crédits non limitatifs bei dem Ministère des Travaux publics am oftste virkommen. Dat ass weider net iwwerraschend, compte tenu vun der Envergure vum Budget vun deem Ministère, an anerersäits vun der Gréisst vun de Projeten, déi dee Ministère muss géréieren.

D'Chamberskommissioun huet d'Hoffnung ausgedréckt, dass déi nei Prozeduren, déi mer ons ginn hunn an déi d'Regierung jo och ganz aktiv mat gefördert huet bei der Preparatioun vun de Projete vu Grands travaux d'infrastructure, kënnen dozou féieren, dass déi Problemer, déi besonnesch beim Ministère des Travaux publics an der Vergaangenheet opgetruede sinn, an Zukunft net méi virkommen.

Här President, de Conseil d'État, d'Cour des Comptes an d'parlamentaresch Kommissioun hu sech dëst Joer mat e puer Problemer ofginn, déi an der Vergaangenheet net esou am Mëttelpunkt stoungen. Ech ginn also kuerz op déi an.

Fir d'alleréischt géing ech soen, dass de Contrôle intensifié vun der Cour des Comptes sech fir 2003 ganz besonnesch op déi Ausgaben dirigéiert huet, déi mat de Frais d'experts et d'études ze dinn hunn. Ech kommen duerno nach dorobber zréck.

Ech wëll och ee Wuert iwwert d'Comptables extraordinaires soen. Dat ass jo och eng Debatt, déi ëmmer bei der Approbatioun vun de Konte gefouert gëtt. Et muss ee feststellen, dass d'Zuel vu Comptables extraordinaires erofgeet; dat ass eng gutt Saach. D'Kommissioun war awer der Meenung, dass se nach eng Kéier misst hir Demande renforcéieren à l'égard vun deene verschiddene Comptabelen, déi et nach gëtt, dass se hir Konten ouni gréisser Délaie virleeën.

Nun zu de Punkten, déi vläicht 2003 méi am Mëttelpunkt stoungen. De Conseil d'État huet d'Fro opgeworf, engersäits vun der Konformitéit vum Compte général mam Budget, an anerersäits vun de Budgets pour ordre. Wat nun d'Concordance tëschent dem Budget an dem Compte général betrëfft, do muss ee feststellen, dass dat 2003 net ginn ass.

Dat ass jo bedauerlech, well an Applikatioun vun de Bestëmmunge vum Artikel 10 vum Gesetz vun 1999 iwwert de Budget missten d'Konte mam Budget identesch sinn. Or, dat ass 2003 net de Fall. Mä mir kruten awer dozou eng technesch Explikatioun. Et war eigentlech keen Ënnerscheed an de Montanten, mä et war en Ënnerscheed am Libellé vun de Budgetsartikelen.

D'Trésorerie de l'État huet och entre-temps déi néideg Korrekture virgeholl. Dat bréngt awer mat sech, Här Minister, dass, wann d'Gesetz iwwert d'Konten 2003 am Mémorial publizéiert gëtt, muss Suerg gedroe ginn, dass an deenen Tabellen, déi an den Annexë sinn, effektiv deene Korrekture vun der Trésorerie de l'État, déi op Wonsch vun der Cour des Comptes gemaach gi sinn, Rechnung gedroe gëtt. Dat heescht, dass déi Annexen net déi sinn, déi mir de Moment virleien hunn, mä dass et déi korrigéiert Annexë sinn, esou wéi et no Ofsprooch tëschent der Cour des Comptes an der Trésorerie de l'État geschitt ass.

Elo ass natierlech d'Fro gestallt ginn: Wéi kënne mer virgoen, fir dass dat an der Zukunft net méi virkënnt? Well et ass am Fong eng reng technesch Difficultéit, an et ass am Fong net néideg, dass ee sech domadder encombréiert. Ech mengen, do muss een, wéi d'Kommissioun et mécht, en Opruff un d'Regierung maachen, dass een an Zukunft absolut soll duerfir suergen, dass d'Fichieren openeen ofgestëmmt ginn. Dat heescht, dass dat, wat an de Fichiere beim Budget steet, sech duerno och an de Fichiere vun de Konten erëmfënnt. Well soss kënnt een op dee Genre Problemer, dee mer bei de Konten 2003 begéint hunn.

Zweet Bemierkung zu de Budgets pour ordre. Do missten och d'Recetten an d'Dépensë par définition déiselwecht sinn. Or, dat ass an dëse Konten net de Fall, esou wéi et an de Konte virdrun och net de Fall war. De Conseil d'État huet dorobberhi gesot: Mir gesinn an, dass sech do e praktesche Problem stellt. Entweder muss een d'Gesetz änneren oder et muss een eng Léisung fannen, fir deene Contrainten, déi am Gesetz ageschriwwe sinn, Rechnung ze droen.

Als Kommissioun, Här President, hu mir, éischtens, Akt dovu geholl, dass d'Trésorerie de l'État eng gewëssen Opération de nettoyage virgeholl huet, déi drop erausgeet, dass eng Partie vun de Problemer entre-temps geregelt sinn. Mir hunn och Akt dovu geholl, dass déi Diskordanz dorauser entsteet, well et an der Praxis net méiglech ass, d'Recetten, déi fir een Exercice virgesi sinn, an d'Dépensë wierklech virzehuelen. Entweder well d'Dépensen an de Verzuch kommen, oder well d'Recetten – wann et sech ëm Recetten handelt, notamment déi vun der Europäescher Unioun –, ebe méi spéit erakomm sinn. Si ginn zwar an de Budget ageschriwwen – loosse mer soen – fir d'Joer 2003, mä si kommen eréischt am Joer 2004 eran. Do entsteet also an der Praxis eng Difficultéit.

Mir waren an der Kommissioun der Meenung, dass een net bräicht d'Gesetzgebung ze änneren, mä dass ee sech misst, wann eng nei Regelung eng Kéier proposéiert gëtt, deem Problem unhuelen an eng pragmatesch Léisung fannen, déi effektiv der Praxis, déi säit Jore besteet, dat heescht, dass en continu d'Recetten an d'Dépensen en considération gezu ginn, ka Rechnung droen.

Lescht Bemierkung, Här President, an ech hat virdru schonn drop higewisen: De Contrôle intensifié vun der Cour des Comptes hat sech besonnesch beschäftegt mat de Frais d'experts et d'études. An d'Cour des Comptes huet drop insistéiert, dass ee misst méi streng mat den Délais d'exécution ëmgoen. Dat heescht, wann d'Regierung e Kontrakt ofschléisst mat engem Expert oder fir Etüden, da soll se duerfir Suerg droen, dass d'Délaien effektiv respektéiert ginn. An zweetens soll se duerfir Suerg droen, dass effektiv ka kontrolléiert ginn, ob d'Exekutioun och konform ass mam Kontrakt, deen ofgeschloss ginn ass.

De Conseil d'État schléisst sech där Recommandatioun un an huet proposéiert, et soll een ee Ministère oder eng Verwaltung mat där Kontroll chargéieren.

D'parlamentaresch Kommissioun war anerer Meenung. Mir hu gemengt, dass, wann ee géing eng nei Administratioun schafen oder e Ministère speziell chargéieren, dat ze maachen, dat net onbedéngt zu enger Simplifikatioun géing féieren, mä dass et géing duergoen, wann d'Regierung géing Lignes de conduite communes unhuelen a soen: Fir all d'Départements ministériels, fir all d'Verwaltungen ass d'Ligne de conduite elo, wann een e Kontrakt mat engem Expert oder fir eng Etüd ofschléisst, dass een esou an esou an esou virgeet, wat d'Délaie betrëfft, an dass déi an déi Konditioune respektéiert ginn, wat d'Kontroll betrëfft. Also, mir hunn eng méi flexibel a méi pragmatesch Approche préconiséiert. Ech wär frou, wann de Minister ons do kënnt soen, dass d'Regierung ka mat op dee Wee goen.

Dat, Här President, waren déi puer Bemierkungen, déi vun der Kommissioun an deem Zesummenhang gemaach gi sinn. D'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes recommandéiert also der Chamber, dee Projet de loi ze adoptéieren, mat där Maassgab, op déi ech virdrun higewisen hunn. Dat heescht, dass an der Publikatioun am Mémorial d'Annexë korrigéiert gi sinn, esou wéi d'Cour des Comptes an d'Trésorerie de l'État et ofgemaach hunn, also dass déi korrigéiert Texter an de Mémorial kommen.

Här President, ech wéilt an deem Zesummenhang och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen. Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Elo kënnt et un den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Exercice 2003 war vun deem Wirtschaftswuesstem vun 2,9% hei zu Lëtzebuerg charakteriséiert. Dat war méi wéi an deenen zwee Joer virdrun, zwee Exercicë virdrun, mä awer bedeitend manner ënnert der Joresmoyenne vu 5,6%, déi tëschent 1985 an 2000 louch.

D'Madame Rapportrice an och mäi Virriedner vum Projet 5398 iwwert d'Affektatioun vun de Plus-valuen hunn lech schonn eng ganz Rëtsch vu Budgetszuelen zum Budgetsjoer 2003 genannt. Ech wëll dofir och just eng Zuel erauspicken, an dat sinn d'Recetten an d'Dépensen.

Am Budget goufe 6,3 Millioune fir Recettë virgesinn, am Endeffekt koume 6.504.000.000 eran, also bal 200 Millioune méi, dat ass eng Plus-value gewiescht u Recettë vun 3,2%. Et ass festzestellen – an d'Madame Flesch huet dat och scho positiv gesinn –, datt am Laf vun deene leschte Joren d'Previsiounen, wat d'Recetten an och wat d'Dépensen ugeet, ëmmer méi no un d'Realitéit erubruecht gi sinn. Dat gesi mir als CSV-Fraktioun ganz positiv.

Och wat de Budget 2006 ugeet, Madame Flesch, wäerten et sécher Konte ginn. Ech ginn dovun aus, datt mer déi Konten da sollen diskutéiere wa se do sinn, an dat wäert dann 2007, Enn 2007, ufanks 2008 sinn.

Mme Colette Flesch *(DP), rapportrice.*- Dat wier nach fréi.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo. Da kënne mer kucken ob et positiv war oder negativ, dat wat Der haut gesot hutt.

Nach eppes aneschters ass awer sécherlech och positiv ze bewäerten. An deene vergaangene Joren hate mer sécher e puer Reforme vun der staatlecher Kontabilitéit virgeholl. Dat huet ënner anerem och zum Zil, fir d'Statskonte vum vergaangene Budgetsjoer méi séier kënnen ofzeschléissen.

Fir d'Konten 2001, deen éischten Exercice nom neie Gesetz, hu mer nach, géif ech soen, vill Zäit gebraucht. Déposéiert goufen dës Konten zwar schonn 2002, mä d'Zuelen hu misse permanent ugepasst ginn, an eréischt an dëser Legislaturperiod konnte mer d'Aarbechten zu de Konten 2001 ofschléissen, prezis mam Vote vum 1. Dezember 2004.

Bei de Konten 2002 goung et awer scho wesentlech méi séier. Hei gouf de leschte Mäerz votéiert. Haut hu mer de 15. Dezember a mir sinn ewell bei de Konten 2003. An den Här Fayot huet et schonn ugedeit, esou lues awer sécher komme mer den Timingsvirgaben, déi mer eis an deem Kontabilitéitsgesetz ginn hunn, ëmmer méi no. Et gesäit een also, datt d'Startschwieregkeete vum neie Gesetz lues a lues awer der Vergaangenheet ugehéieren, an datt mer an Zukunft bei der Finanzanalys mat méi aktuellen Zuele schaffe kënnen. Dës Accélératioun a puncto Prozedur ass selbstverständlech och eng séier positiv Entwécklung.

Ech wëll op dëser Plaz awer och e Merci lassginn, nämlech un d'Cour des Comptes, fir hir excellent Aarbecht. Och fir den Exercice 2003 hat si sech e puer Schwéierpunktthemen erausgesicht, ënner anerem d'Expertsfraisën an d'Frais d'études. Grad an där aktuell méi schwiereger Finanzlag vum Stat ass et wichteg, datt ee sech och emol mat de sou genannte vermeintleche Peanuts ausernee setzt.

D'CSV-Fraktioun ka sech de Schlussfolgerunge vun der Budgetskontrollkommissioun selbstverständlech och uschléissen. Och si mer der Meenung, datt ee bei Etüden e Stéchdatum sollt nennen, wéini se fäerdeg sollte sinn. Et ass de Ministèren un d'Häerz ze leeën – an d'Madame Flesch huet dat och betount –, datt an de Kontrakter Sanktioune bei verspéitenem Fäerdegstelle vun den Etüden och sollte virgesi sinn. All staatlech Servicer, Verwaltungen, sollten déi Etüden, déi se an Optrag ginn hunn, genee an esou no wéi méiglech suivéieren an och kontrolléiere kënnen. Heizou ziele ganz besonnesch d'Implikatioun vun den technesch Responsabele beim Ausschaffe vu Projeten, an zweetens eng gëeegent Software fir dës Opträg och kënnen ze suivéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem schréftlechen a mëndleche Rapport vun der Madame Rapportrice, där ech vun dëser Plaz aus awer wëll félicitéiere fir déi gutt Aarbecht, déi se gemaach huet, an och Merci soen, ass u sech näischt méi bäizeflécken. D'CSV-Fraktioun deelt selbstverständlech d'Konklusioun vum Rapport.

Dat gesot, Här President, ginn ech dann heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Nächste Riedner ass den honorablen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll mech dem Merci uschléissen, deen hei un d'Adress vun der Rapporteuse gemaach ginn ass,…

(Hilarité)

…souwuel fir dee schréftleche wéi fir dee mëndleche Rapport, an ech wéilt och aschléissen an dee Merci all déi aner Acteuren, déi op deene verschiddenste Plazen hiert dozou bäidroen, fir déi Konten opzestellen an dann och zum Ofschloss ze bréngen.

Och ech wëll eigentlech drop verzichten op d'Zuelen anzegoen, dat ass gemaach ginn, souwuel schréftlech wéi zum Deel och a Bemierkungen, déi vun der honorabeler Madame Flesch gemaach gi sinn am Numm vun der Kommissioun, déi ech deele kann. Erlaabt mer awer am Numm vu menger Fraktioun, e puer Bemierkungen trotz allem ze maachen.

D'CSV-DP-Regierung vun deemools huet ganz vill missen dokteren, fir de Budget 2003 no nationaler Berechnung an den Equiliber ze bréngen, an et ass scho bal e klengt Wonner geschitt, dass och nach en lwwerschoss derbäi erauskomm ass. An haut, no den Diskussioune vun deene leschten zwee Deeg, de Bléck op de Budget 2006 geriicht, kann ee feststellen, dass leider dat agetratt ass, wat d'Sozialisten 2003 oder 2002 zu deem Budget ugemellt haten, dass mer um Wendepunkt ukomm wiere vun eise Statsfinanzen an dass mer um Wee an de Minusberäich wieren. Eng Tatsaach, déi leider esou ass, an duerfir muss een nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Konsequenzen, mat deene mer haut konfrontéiert ginn, déi sinn, déi deemools scho bemierkbar waren.

Mir wëssen, dass deemools d'Regierung sech huet misse ganz staark ustrengen, fir hire Projet de budget nei ze berechnen, opgrond vun deene méi niddrege Wuesstemsprognosen, déi da leider och agetratt sinn, an dass villes zréckgeschrauft an amendéiert ginn ass. A wann och deemools behaapt gi wier, de Budget, deen da géing virleien, wier ënnert dem Strëch am Equiliber, da wësse mer, dass dat gestëmmt huet fir déi national Berechnung, mä fir déi Maastricht-Kritären, also déi europäesch Sproochregelung, ass et e Minus vun 1,7%, an den honorabelen Deputéierte Ben Fayot huet dat éineschters jo schonn ervirgestrach.

Et kann een eigentlech dann och soen, dass mer ab 2002/2003 ugefaangen hunn, an dësem Land um Apel fir den Duuscht ze knabberen, an d'Sozialisten hunn – an dat bestätegt sech da leider erëm eng Kéier – drop higewisen, dass d'Ausmooss vun de wierkleche Problemer, deene finanziellen, spéitstens ab Budget 2005 respektiv 2006 esou richteg zum Droe géinge kommen, wat – wéi ech schonn e puermol gesot hunn – leider stëmmt. D'LSAP huet och deemools op eng ganz Rei vu Proble-

mer higewisen, och fundamentaler, déi leider net berücksichtegt gi sinn, déi awer dann erëm eng Kéier déi sinn, mat deene mer haut konfrontéiert sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech net méi laang a Kritiken a Bemierkunge verléieren. Den honorabelen Här Fayot huet bei der Budgetsdebatt eng ganz Rei prinzipiell Aussoen zu de Finanze vun eisem Stat gemaach. Hien huet dat éineschters och nach widderholl. Déi Bemierkungen hunn a behalen hir Richtegkeet. Erlaabt mer just ofschléissend awer eng Bemierkung opgrond vun den Debatte vu gëschter a virgëschter ze maachen.

Et ass interessant, dass d'DP an der Oppositioun elo ganz kritesch Téin uschléit, wou, wann een dat – an dat ass éineschters hei bemierkt ginn – vergläicht mat hirer Haltung zum Budget 2003 an anere Budgeten, wéi se an der Majoritéit waren, d'Iwwereestëmmung net klappt. Et freet mech fierchterlech,…

M. Henri Grethen *(DP).*- Et ass wéi bei Iech.

(Interruptions diverses)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- …honorabele Frënd Henri Grethen, dass Der esou wéineg braucht, fir e glécklechen a froue Mënsch ze sinn, mä eleng dass et Iech freet, freet mech als Kolleeg natierlech och.

(Interruptions et hilarité)

Mä ech menge wann d'DP deemools déi Wäitsiicht an deen Duerchbléck gehat hätt, dee se elo virdemonstréiert, dann hätt ee vläicht éischter kënnen ëmschalten an aschalten an et wier een net vum richtege Wee erofkomm.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Castegnaro, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Grethen?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech sinn direkt fäerdeg. Hie ka mer awer eng Zwëschefro stellen, et ass jo mäi Frënd.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt net eng Zwëschefro stellen, mä ech wollt dem Här Castegnaro soen, wann de Budget 2006 géif iere mat 79 Milliounen Euro Iwwerschoss endegen, keng Emprunten an esou Tricken dran, da kéint ech ex post nach mäin Accord ginn.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Mä ech wëll mech elo net provozéiere loossen, well mer elo Äppel mat Bire vergläichen.

(Interruptions et hilarité)

Ech stelle fest, Är Aussoe vun de Mëtte par rapport zu deene vun deene leschten zwee Deeg zum Budget 2006, do hunn ech Problemer fir alles richteg ze verstoen, an ech soen, wann ee behaapt ëmmer den Duerchbléck an de Wäitbléck ze hunn, da misst ee sech eigentlech aneschters artikuléieren. A fir da vläicht méi gehässeg ze sinn: Wann d'DP dann deen Duerchbléck hätt, da wier et mat Sécherheet net zum Schlamassel am Déifferdenger Spidol komm, mat deem mer elo konfrontéiert sinn.

(Interruptions diverses)

Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun soen, dass d'LSAP sech enthält. Domat wäerte mer net deem Rollespill gerecht ginn, dat de Finanzminister oder de Budgetsminister éineschters opgewisen huet, well soss misste mer dergéint stëmmen. Mir enthalen eis, esou wéi mer dat an der Kommissioun och gemaach hunn. Mir hu mat der Technicitéit vun deem Budget keng Problemer, mä mat de politeschen Inhalter an Ausféierungen.

Trotz allem Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Nächste Riedner ass den honorablen Här Bausch. Här François Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll dem Här Castegnaro soen, datt mir och deemools an der Oppositioun waren, wéi dee Budget hei décidéiert ginn ass, an datt mer et maache wéi déi Jore virdrun, datt mir eis net enthale bei de Konten, mä derfir wäerte stëmmen, well mer effektiv där Meenung sinn, wéi de Budgetsminister och virdru gesot huet, datt eigentlech hei net méi befonnt gëtt iwwert den Inhalt vum Budget vun 2003, mä just nëmmen iwwert de Fait, ob de Budget richteg exekutéiert gi wär esou wéi e gestëmmt ginn ass.

Vu que datt effektiv d'Budgetskontrollkommissioun zënter e puer Joer exemplaresch fonctionnéiert, vu que datt mer do, souguer ofwiesselnd d'Majoritéit an d'Oppositioun, déi Rapporte maachen – dës Kéier war et eng Damm aus der Oppositioun –, ass et jo och zimlech kloer, datt dee Contrôle do esou fonctionnéiert wéi e soll fonctionnéieren, a mir och kee Problem hunn, vu que datt näischt festgestallt ginn ass, wat konträr wär zu enger gudder Exekutioun vum Budget vun 2003, dat als Fraktioun hei ze stëmmen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da war dat en aneren Ziedel!

M. le Président.- Merci.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wat sot Dir, Här Bodry?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi Gréng zu Diddeleng, déi stëmmen och dergéint.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Déi Gréng zu Diddeleng hu Responsabilitéit fir dat wat si zu Diddeleng maachen.

(Interruptions)

Ech sinn hei just responsabel, Här Bodry, fir d'Fraktioun hei am Parlament, dat geet mir völlechen duer.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner, den Här Mehlen, huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e bëssen Traditioun, wa mer deen ee Budget ënnerdaach hunn, datt mer dann iwwert den Ofschloss vun engem anere Budget diskutéieren an datt den Intérêt, obschonn datt dat jo och wichteg Chiffere sinn, meeschtens awer net esou grouss ass wéi dee bei der Opstellung vun engem Budget, wat eigentlech méi eng hypothetesch Saach ass, wougéint d'Konte knallhaart Fakte sinn, déi een zwar zur Kenntnis huelen, awer net méi ännere kann.

Wann een d'Zuele kuckt – an ech menge meng Virriedner hu sech ausgiebeg doriwwer geäussert –, da gesäit een, datt et e gutt Joer war, datt d'Recetten ëm 3,4% méi héich waren, wéi se ursprünglech ageschat gi waren, mä datt och d'Dépensen ëm 2,1% méi héich waren, wéi se ursprünglech ugesat gi waren. Trotz allem oder duerfir ass en Excédent vun 79 Milliounen Euro erauskomm, dat entsprécht ronn 3,2 Milliarden där aler Frang, an deene mer nach ëmmer e bësse gewinnt sinn ze denken.

Wann een d'Recettë kuckt, da gesäit een, datt de Gros hierkënnt vun Douanes et Accises, dat sinn 206 Milliounen, Impôts directs 58 Milliounen, an Impôts indirects, do sinn et nach Grimmelen, 1,7 Millioune méi wéi se ursprünglech ugesat gi waren.

Ech wëll dann och hei nach eng Kéier dat ernimmen, wat mäi Kolleeg Gast Gibéryen scho virdru gesot huet: Wann, besonnesch bei der TVA – an dat ass déi Fro, déi mer dem Finanzminister hei stellen – dat esou gehandhaabt gi wär 2003, wéi et hätt solle gehandhaabt ginn, wär et dann net esou gewiescht, datt mer mat der TVA ganz ferm ënnert den Erwaardunge bliwwe wären? Dat heescht, wann dat zréckbezuelt gi wär, wat deemools normalerweis geschélt war, wat awer, wann een dat richteg interpretéiert, deemools net an den Délaie geschitt ass, besonnesch bei engem ganz grousse Contribuable, wär deen Exercice hei dann net anescht ausgaangen? Hätte mer dann net e Minus, wou mer eis haut am Fong geholl iwwer e Plus freeën?

Et muss een an deem Zesummenhang och soen, datt Informatioune vun der Steierverwaltung no schonn an där Zäit ugefaange ginn ass, d'Steierréckstänn verstäerkt anzedreiwen, a well d'Konte jo ëmmer déi materiell Faitë reflektéieren an net dat, wat an deem Exercice dû war, kann ee sech och d'Fro stellen, ob dann net d'Impôts directs, déi ëmmerhin nach eng Plusvalue vun 58 Millioune bruecht hunn, duerfir méi héich sinn, well verstäerkt agedriwwe ginn ass par rapport zu deene Jore virdrun. Insofern muss een déi Konten, sou wéi se elo virleien, och ëmmer mat enger gewëssener Reserv kucken.

Wann een d'Dépensë kuckt, da gesäit een, datt d'Dépenses courantes ëm 1,7% par rapport zum Budget iwwerschratt gi sinn. Elo kann ee soen, dat ass net vill, et kann een awer och soen, 1,7% bei den Dépenses courantes, bien entendu, dat ass vill.

Ech wëll drun erënneren, datt beim Budget, dee gëschter gestëmmt ginn ass, den Opruff un d'Regierung gemaach ginn ass, dee Budget net esou ze exekutéieren, wéi e gestëmmt ginn ass, dat heescht, esou wäit wéi et nëmmen iergendwéi méiglech ass an der lafender Exekutioun, an do gesinn ech awer virun allem d'Dépenses courantes, soss gi mer jo bei d'Investitioune spueren, an dat ass jo net de Wëlle vun der Regierung, wann ech dat richteg matkritt hunn. Da muss op jidde Fall méi e groussen Effort gemaach ginn, wéi dat hei am Joer 2003 de Fall war, wou déi Dépenses courantes, wéi gesot, ëm 1,7% iwwerschratt gi sinn.

Wa mer den Avis vum Conseil d'État kucken: De Conseil d'État kritiséiert och a relativ schaarfe Wierder d'Tatsaach, datt bei der Aschätzung vun de Recetten an och bei der Exekutioun vum Budget dat net esou agehale ginn ass, oder datt et sech bei der Aschätzung vun den Einnahmen e bësse liicht gemaach ginn ass. Hie seet: «Un examen plus poussé du tableau comparatif des recettes budget 2003/compte 2003 montre que les données inscrites dans le budget ont reposé sur des estimations pour partie gravement erronées.» An e recommandéiert: «…invite le Gouvernement à revoir les mécanismes utilisés pour évaluer les prévisions de recettes budgétaires, alors que la situation actuelle relève de la pure gageure.»

Ech mengen, et kann een deen Appel vum Conseil d'État nëmmen un d'Regierung weiderreechen, well si soll sech och déi néideg Instrumenter ginn, do wou se feelen, fir datt déi Aschätzungen an Zukunft méi realistesch sinn.

Ech kommen op e Punkt ze schwätzen, deen d'Cour des Comptes ugeschnidden huet, déi Kritik wat d'Refus de visa ubelaangt, wou zwar eng positiv Entwécklung do ass, wou 591 Refusën duerch de Contrôleur financier do sinn.

Et ass awer interessant emol ze kucken, wat haaptsächlech d'Motiver vun deene Refusë waren: «Engagement ex post» 179, dat ass bal een Drëttel vun alle Refusën, dann «Erreur d'imputation budgétaire», dat sinn 12%, «Absence de base légale ou base légale non conforme», 103 Fäll, mat 17,4% vun alle Fäll, an «Pièces justificatives inexistantes, insuffisantes ou erronées», 13 Fäll oder 2,2%.

Och dat ass elo vläicht net esou schlëmm, mä et weist awer, datt an där ganzer Ofwécklung an Exekutioun vum Budget nach munches ze verbesseren ass. Soss géingen déi Fäll do – «Absence de base légale», dat ass jo awer relativ hefteg, oder «Engagement ex post» – net virkommen. Jiddferee misst awer entre-temps wëssen, ëmmerhi fonctionnéiert dat Kontabilitéitsgesetz jo elo eng Rei Joren an der Praxis, u wat e sech ze halen hätt.

Dann dat Kapitel vun de Frais d'experts et d'études: Do sinn 167 Kontrakter examinéiert ginn. Dat mécht insgesamt 56% vun de gesamten Dépensen aus. An do gëtt jo kritiséiert, datt eng ganz Partie Kontrakte sief et einfach virulafen, oder datt zum Beispill bei de Contrats type études et informatique missten normalerweis Date-limitë virgesi sinn, fir d'Realisatioun vun engem Resultat, wat dès le départ muss definéiert sinn, soss ass dat jo einfach iergendwéi an d'Land era geschafft. Vun deenen 116 Kontrakten hunn der 51 keen Délai d'exécution gehat a 44% vun de Contrats d'experts et d'études hu keen Délai contraignant.

D'Cour seet, datt dat net richteg ass an datt se dat staark regrettéiert d'«absence quasi totale de dispositions contractuelles sanctionnant le non-respect du délai d'exécution». Här President, ech muss Iech soen, datt eis dat schonn ëmmer gestéiert huet, wéi mat Etüden hott an har dohir verfuer gëtt, an et misst ee vläicht eng Kéier eng Motioun hei stëmmen, d'Regierung sollt emol eng Etüd iwwer hir Etüde maache loossen, datt een eng Kéier duerch dee Bësch do gesäit.

Mir deelen op jidde Fall och d'Meenung, datt, zum Beispill am Ministère vun der Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, wou praktesch 80 Leit beschäftegt sinn, wou vu Joer zu Joer einfach de Kontrakt verlängert gëtt, dat eng Situatioun ass, wou de Numerus clausus einfach ëmgaange gëtt. Et ass, et kënnt ee bal soen, eng Situation illégale, an dat ass eppes wat net tolerabel ass. Ech menge wann do Leit gebraucht ginn, da muss ee ganz seriö doriwwer schwätzen, da muss déi Situatioun regulariséiert ginn. Et kann een net hinhuelen, datt iwwert dee Wee do einfach den Numerus clausus, dee jo duerch de Gesetzgeber fixéiert ass, ëmgaange gëtt.

Ee Wuert nach zu de Personalkäschten. Mir gesinn, datt déi vun 1,1 op 1,2 Milliarden, dat heescht ëm 5,3% eropgaange sinn. Mir wëssen, datt e ganz groussen Deel vun deene Personalkäschte Personalkäschte vum Enseignement sinn, besonnesch vum Enseignement secondaire a secondaire technique. Här President, mir hunn och en Avis spécial vun der Cour des Comptes do leien, an der COMEXBU, deen eis ganz däitlech drop hiweist, datt d'Basis fir d'Berechnung vun de Gehälter keng richteg Base légale huet.

D'Gesetz ass wuel gestëmmt, mä dee Règlement grand-ducal, wéi dat gehandhaabt gëtt – zum Beispill mat den Iwwerstonnen, wéi déi berechent ginn, wéi se bezuelt ginn an esou weider –, ass, zënter datt d'Gesetz gestëmmt ass, nach ëmmer net geschafen. Dat ass och eng Situatioun, déi intolerabel ass, wann ee weess, wat fir eng Montanten hei vum Stat engagéiert ginn, ausbezuelt ginn, ouni datt déi reglementaresch Basis existéiert.

Wann een de gesamte Chiffer hëlt, da sinn ech schonn der Meenung, datt mer eis hei souguer niewent der Constitutioun bewegen. Et wär op jidde Fall dréngend noutwendeg, datt d'Regierung do hir Hausaufgab géing maachen, an net op Basis vun iergendwellechen Décisioune vum Conseil de Gouvernement géing operéieren, mä wierklech de Règlement d'exécution, deen am Gesetz verlaangt gëtt oder virgesinn ass, géing huelen.

Här President, ech wollt ofschléissend e Wuert soen zum Rôle vun der Cour des Comptes, déi eng gutt Aarbecht mécht, mä déi eigentlech vun eiser Législatioun hier an hirem Exercice ageschränkt ass, eiser Meenung no ze vill ageschränkt ass. Ganz besonnesch virum Hannergrond vum Budget, dee mer elo gestëmmt hunn, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, fir net esou vill Geld auszegi wéi am Budget steet, fanne mir, datt et dréngend noutwendeg wär, datt een der Cour des Comptes géing d'Mëttele ginn, och iwwert den normale Contrôle vun der Legalitéit a vun der Regularitéit vun den Dépensen, datt d'Cour des Comptes kéint méi wäit goen.

Ech weess, datt politesch Retizenzen do sinn an datt ëmmer gesot gëtt: Et ass net un der Cour des Comptes fir d'politesch Opportunitéit vun Dépensen ze jugéieren. Ech mengen d'politesch Opportunitéit, déi jugéiert d'Regierung, an

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

duerno d'Chamber doduerch, datt se Gesetzer stëmmt.

Mä ech géif soen, d'technesch an d'materiell Opportunitéit, wéi Dépensë gemaach ginn: Mir wësse ganz genau, datt wa mer duerch de ganze Budget ginn, sech op honnertdausend Plaze géing aspuere loossen, wann iwwerall esou en bon père de famille géing mat den öffentleche Gelder ëmgespronge ginn, wéi mir eis dat alleguer géinge wënschen. Wann do e Contrôle do wär, wéi mir en an anere Länner kennen, deen och emol géing méi wäit goen a wierklech kucken, ob déi eng oder aner Dépense an där Héicht justifizéiert war, fir den Objet, deen definéiert war, oder fir dat Zil, wat definéiert war, ze erreechen, da kënnte mer sécher queesch duerch de ganze Budget eng ganz Partie Sue spueren.

D'Cour des Comptes huet eis gesot, datt se a ganz virsiichtegem, limitéiertem Mooss an Zukunft wëllt och e bësselche méi wäit an d'Exekutioun vum Budget erakucken. Eiser Meenung no misst een higoen a wierklech och d'Gesetzgebung iwwert d'Cour des Comptes an deem Sënn ausweiden. Et géing näischt passéieren, eiser Meenung no, wann d'Cour des Comptes och eng Kéier géing higoen a se géing fannen, do wär awer eng Dépense, déi wär net néideg gewiescht, dann ass et ëmmer nach un der Politik fir ze soen: Lauschtert, dat do geet an de Beräich vun der Opportunité politique, déi Kritik do, déi weise mer zréck. Dann ass jo awer näischt geschitt.

Mä wann awer, fir iergendee Beispill ze huelen, op iergendenger Plaz – ech gesinn och konkret e Beispill virun Aen – eng Stützmauer gebaut gëtt, déi ee gradsou gutt mat schéinem Sichtbëton hätt kënne maachen, an do muss awer alles mat Hasténg gemaach ginn, wou et wierklech net néideg gewiescht wär, fannen ech, datt et och un enger Cour des Comptes kënnt si fir ze soen: Déi Exekutioun vun där Stützmauer do, déi zwar néideg war, ass ze deier gewiescht par rapport zu deem wat et hätt däerfe kaschten. Dann ass et, wéi gesot, nach ëmmer erëm un der Politik fir ze soen: Dat do, dat geet elo an d'Opportunité politique, mir waren awer der Meenung, et misst esou sinn. Dann ass jo, wei gesot, näischt geschitt.

Domadder kéim ech zum Schluss, Här President. Mir soen net, datt dee Kont hei falsch wär – ech wollt dat och un d'Uspillung op dat wat den Här Bausch hei gesot huet, soen –, mir gleewe schonn, datt déi Chiffere richteg sinn, mä opgrond vun engem Deel vun de Remarquen, déi ech gemaach hunn, notamment wat d'Recetten ubelaangt, wou dat ganz sécher net déi ganz reell Situatioun erëmspigelt, an och well mir dee Budget net gestëmmt haten a senger Ausriichtung, wäerte mir eis bei dësem Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann huet nach de Budgetsminister, den Här Luc Frieden, d'Wuert. Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt de Budget vun 2003 e gudde Budget war. Dat wonnert Iech net, well mer fir deen och d'Responsabilitéit haten. Ech mengen awer och, datt een objektiv ka soen, datt et e gudde Kont ass, dee mer virstellen. E Kont, dee beweist – an dorunner kann een notamment jugéieren, ob e gutt ass oder schlecht –, datt dee Budget vum Joer 2003 gutt a strikt exekutéiert ginn ass.

De Vertrieder vum ADR huet elo grad gesot, d'Dépensë wären ëm 1,7% méi héich wéi dat wat am Budget voté stoung bei den Dépenses courantes. Ech muss Iech soen, datt dat op engem Budget vu 5,6 Milliarden Euro eng Zomm ass vu 95 Milliounen, wat en extrem klenge Montant ass, wann ee kuckt, wat fir eng Ausgaben een an den Dépenses courantes huet, déi onméiglech mat enger ganz grousser Prezisioun ze fixéiere sinn. Kee Mënsch weess an engem Joer, wéi vill Dépensen ee ganz genee un d'Sécurité sociale zum Beispill huet, well ee jo net weess, wéi vill Leit dat nächst Joer agestallt ginn. Kee ka mat ganz grousser Prezisioun zum Beispill soen, wéi vill d'nächst Joer d'Fleegeversécherung kascht, well et weess ee jo net, wéi vill Leit vun där Versécherung bénéficiéieren.

Do ginn Estimatioune gemaach, an ech muss Iech soen, wann e Budget an den Dépenses courantes ëm 1,7% méi héich läit wéi dat wat gestëmmt ginn ass, dann ass dat angesichts all deenen Ausgaben, déi ee muss tätegen an déi een – bei verschiddene sécherlech méi prezis, bei aneren net esou prezis – ka fixéieren, de Beweis vun enger gudder Exekutioun.

Zweet Observatioun – an do muss ech nach eng Kéier drop zréckkommen, fir dat awer ëmmer erëm ze ënnersträichen: Och wa mer hei en Iwwerschoss en fin de compte hunn, dann hate mer 2003 no Maastricht en Defizit, an et war dat zweet Joer hannereen, wou mer en Defizit haten.

Duerfir soen ech och nach all deenen, a besonnesch och dem honorabelen Här Castegnaro, datt mir deemools an eise Rieden, mä och an eise schréftlechen Dokumenter, zum Beispill am Stabilitéitsprogramm an an deene successiven Notifikatiounen op Bréissel, och op deen Defizit higewisen hunn, mä selbstverständlech konnte mer deemools wéi och nach haut, mä net méi iwwermuer, deen Defizit decken duerch déi Reserven, duerch déi Suen, déi mer op d'Säit geluecht hunn, fir eng Rei Investitiounsausgaben ze tätegen.

Drëtt Observatioun: Wat d'Recetten ubelaangt, esou géing ech hei wëlle preziséieren, datt déi Remarquen, déi den Här Mehlen gemaach huet, sech net op d'TVA bezéien an och net op d'Remboursementer vun der TVA, mä datt dee groussen Iwwerschoss an de Recetten am Joer 2003 komm ass duerch Accisen, déi vill méi héich ware wéi d'TVA. Dee Phenomeen vu Remboursementer vun der TVA, deen huet net gespillt am Joer 2003, deen huet gespillt am Joer 2004 bis 2005.

Dozou wollt ech eng generell Remarque maachen. No deenen neisten europäesche Regele vum Eurostat muss een d'Steieren op dat Joer buchen, wou se ugefall sinn, wat allerdéngs eng enorm schwiereg Operatioun ass, souwuel wat d'Remboursementer wéi d'Encaissementer ubelaangt. Duerfir wäert och ëmmer an deenen nächste Joren, wou déi Regele méi strikt applizéiert ginn, eng Divergenz bestoe kënnen tëscht eisem Kont an deene Chifferen, déi mer op Bréissel mussen notifiéieren.

Mir mussen also kucken, fir dat esou schnell wéi méiglech kënnen un dat richtegt Joer ze affektéieren, wat net ëmmer ganz einfach ass. Well dat Joer, wou e Betrib Steiere bezilt, musse mir se no europäescher Regel awer buchen op deem Exercice wou se dû waren. An dat ass eng vun der Technik hir ganz schwiereg Geschicht.

Da géing ech nach wëllen eppes soen zu där ganz perséinlecher Remarque, wat awer en fait eng Remarque war am Numm vun hirer Fraktioun, déi déi honorabel Madame Flesch gemaach huet, wou se iwwert de Budget geschwat huet vum nächste Joer a vun der Ausféierung vum Budget.

Ech wëll hei nach eng Kéier preziséieren, datt e Budget ëmmer eng Autorisatioun ass fir d'Regierung an datt d'Exekutioun vum Budget innerhalb vun deem Rahmen, deen d'Chamber hir setzt, muss getätegt ginn. Dat ass e Plaffong, dee se der Regierung setzt, sauf do, wou se der Regierung erlaabt, iwwer Crédits non limitatifs iwwert dee Plaffong ewechzegoen. Mä duerfir, mengen ech, muss ee schonn de Budget an de Kont kucken; an duerfir ass och dat, wat gëschter gestëmmt ginn ass, eng Autorisatioun fir d'Regierung, wou se selbstverständlech d'Flicht huet, dat seriö a strikt ze exekutéieren.

Ech wëll der Madame Flesch souwéi deenen aneren Deputéierten, déi heizou geschwat hunn, mä besonnesch hir als Rapporterin vun dësem Projet, villmools Merci soen.

An Dir verstitt, datt ech net nëmmen hei deene Merci soen, déi dëse Projet stëmmen, mä och deenen, déi sech aus deem normale Rollespill vun deemoleger Oppositioun an heiteger Oppositioun erausbewegen.

Ech mengen, et ass gutt fir d'Crédibilitéit vun der Politik, wann een heiansdo iwwert säi Schiet spréngt. Duerfir soen ech deene Gréngen an de Sozialiste Merci fir hir Remarquen, wéi se hei gesot hunn, datt se, trotz hirer Oppositiounsroll deemools respektiv haut, heizou hir Zoustëmmung kënne gi respektiv sech wëllen enthalen. Mä mäi Merci ass natierlech nach méi grouss un déi, déi dëse Kont ganz stëmmen, an duerfir och hinnen aus der Siicht vun der Regierung villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5350 ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmmen, bei 18 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes).

Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun der nächster Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz de Moie Folgendes virgeschloen:

D'Chamber siégéiert d'nächst Woch en Dënschdeg um dräi Auer, e Mëttwoch de Moien um néng Auer an nomëttes um hallwer dräi, an en Donneschdeg um hallwer dräi, mat folgende Punkten:

- en Dënschdeg de Projet de loi iwwert d'Asylrecht an d'Presentatioun vun der Propositioun vum Här Henckes, dat Ganzt nom Modell 2;

- e Mëttwoch de Moien de Projet iwwert d'Zënsbesteierung;

- e Mëttwoch de Mëtten d'Konsultatiounsdebatt iwwert d'Eisebunnstripartite an duerno de Projet de loi 5465 iwwert den öffentlechen Transport.

Den Ordre du jour vun deem Nomëtteg gëtt evakuéiert, och wann d'Sitzung no hallwer siwe verlängert muss ginn.

En Donneschdeg hu mer éischtens eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert de Protokoll vu Kyoto; dann de Projet de loi iwwert d'Fleegeversécherung; duerno e Projet de loi iwwer eng Konventioun iwwert de Patrimoine culturel; an als leschte Punkt de Projet de loi iwwert de Statsbeamtestatut.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.47 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 112

Ordre du jour page 112

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite) pages 112-143

4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants;
5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants
et
3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants pages 144-151

5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003 pages 151-152

5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003 pages 152-155

Ordre du jour page 155

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose
tous les **vendredis** *à* **19.00 heures**
un **résumé** *de l'activité*
parlementaire de la semaine.

L'émission est **rediffusée**
le même soir à 20.00, 21.00,
22.00 et 23.00 heures

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 5 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0650	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Agence de transfert de technologie financière, Banque Centrale du Luxembourg, BCEE, Office du Ducroire, Société de développement Agora et CIE
Session ordinaire 2005-2006		
0666	M. Marcel Oberweis	Application du taux super réduit de TVA de 3% aux travaux de création et de rénovation dans le secteur de la construction
0695	M. Marc Spautz	Organisation de l'enseignement musical
0697	M. Paul-Henri Meyers	Déduction des cotisations sociales du revenu net
0708 cf. 0710	M. Henri Kox	Contrôle des transports d'animaux vivants
0709	M. Henri Kox	Infractions constatées lors du contrôle de transports de marchandises par route
0710 cf. 0708	M. Henri Kox	Infractions constatées lors de transports d'animaux vivants
0711	M. Jacques-Yves Henckes	Lutte contre les abus de la procédure des demandes d'asile
0723	M. Aly Jaerling	Vote obligatoire
0724	Mme Anne Brasseur	Priorités d'investissement du Gouvernement au niveau des bâtiments scolaires
0728	M. Aly Jaerling	Mesures de sécurité en cas d'agitations
0730	M. Laurent Mosar	Frais d'acquisition d'un immeuble
0733	M. Aly Jaerling	Établissement de certificats de maladie
0734	Mme Claudia Dall'Agnol	Avertissements sur les paquets de cigarettes
0735	M. Ben Fayot	Formation universitaire d'art thérapie
0736	M. Ben Fayot	Participation des douanes luxembourgeoises à l'opération «Fake» en mai 2005 (détection d'articles contrefaits)
0738	Mme Claudia Dall'Agnol	Décomptes de loyer établis pour le compte des locataires du Fonds de logement
0740	M. Xavier Bettel	Mariage des couples homosexuels
0741	M. Jean-Pierre Koepp	Sites luxembourgeois classés par l'UNESCO
0744	Mme Claudia Dall'Agnol	Missions à accorder au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP)
0747	M. Ben Fayot	Gérance des maisons relais pour enfants
0750	M. Alex Bodry	Congé politique pour les enseignants
0751	M. Marcel Oberweis	Conditions de travail des musiciens de l'Orchestre philharmonique de Luxembourg
0752	M. Claude Adam	Représentation de la pièce de théâtre „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?“
0754	M. Marcel Oberweis	Coordination de la recherche au niveau national
0757	Mme Marie-Josée Frank	Interprétation et application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
0761	M. Jean-Pierre Koepp	État d'avancement des études sur le transport en commun
0766	M. Aly Jaerling	Financement des caisses de pension
0771	M. Marcel Oberweis	Minière «Ellergronn» entre Rumelange et Esch-sur-Alzette
0773	Mme Marie-Josée Frank	Soins palliatifs
0777	M. Aly Jaerling	Curriculum vitae anonyme
0781	M. Robert Mehlen	Procédure judiciaire entamée contre l'ancien Président de la Chambre des Comptes
0787	M. Camille Gira	Chasse dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald
0789	M. Robert Mehlen	Affaire «Bommeleeër»
0792	M. Jean-Pierre Koepp	Résolution 337 sur une amélioration du financement commun des opérations de l'OTAN

Session ordinaire 2004-2005

Question 0650 (6.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Agence de transfert de technologie financière, Banque Centrale du Luxembourg, BCEE, Office du Ducroire, Société de développement Agora et Cie:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État – sous la tutelle du Ministère des Finances – dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les six sociétés suivantes: Agence de transfert de technologie financière, Banque Centrale du Luxembourg, BCEE, Office du Ducroire, Société de développement Agora, Société de développement Agora et Cie.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

Réponse (13.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Par la présente, j'ai l'honneur de fournir à l'honorable Député Henri Kox les informations détaillées demandées en relation avec les participations de l'État sous tutelle du Ministère des Finances:

1. Agence de transfert de technologie:

M. Jean Guill, Président, Ministère des Finances

Mme Isabelle Goubin, Ministère des Finances

M. Paul Emering, Chambre de Commerce

M. J.-P. Mossong, Université du Luxembourg

M. E. de Lhoneux, Banque Centrale du Luxembourg

M. Miguel Marques, Ministère des Finances

M. Werner Eckes, IFBL

M. Jean-Nicolas Schaus, CSSF

M. L. Thiel, ABBL

(M. J. Feyder, Ministère des Affaires étrangères)*

(M. Marc Thill, Ministère des Affaires étrangères)*

2. Banque Centrale du Luxembourg (BCL):

M. Yves Mersch, Président, BCL

Mme Andrée Billon, BCL

M. Serge Kolb, BCL

M. Jean Hamilius, secteur privé

M. Pit Hentgen, secteur privé

M. Mathias Hinterscheid, secteur privé

M. Nico Reyland, secteur privé

M. Michel Wurth, secteur privé

M. Patrice Pieretti, Université du Luxembourg

Commissaire du Gouvernement: M. Jean Guill, Ministère des Finances

3. Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE):

M. Victor Rod, Président, Commissariat aux Assurances

M. Gaston Reinesch, Ministère des Finances

M. Patrick Gillen, Ministère des Finances

M. Georges Schmit, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Patrick Nickels, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Paul Ensch, Directeur de la Chambre des Métiers

M. Fernand Speltz, Conseiller à la Chambre de Travail

M. Georges Dennewald, représentant du personnel

M. Jean Hames, représentant du personnel

Commissaire de surveillance: M. Jean Guill, Ministère des Finances

4. Office du Ducroire:

M. Etienne Reuter, Président, Ministère des Finances

M. Jean Guill, Ministère des Finances

M. Jean-Claude Knebeler, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Nicolas Soisson, Fedil

M. Pierre Gramegna, Chambre de Commerce

M. Marc Thill, Ministère des Affaires étrangères

M. Claude Wirion, Membre de la Direction, Commissariat aux Assurances

M. Claude Witry, secteur privé

5. Société de développement Agora s.àr.l.:

M. Etienne Reuter, Président, Ministère des Finances

M. Romain Diederich, Ministère de l'Aménagement du Territoire

Mme Elisabeth Mannes-Kieffer, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Robert Schmit, Ministère de l'Environnement

6. Société de développement Agora s.àr.l. et Cie, société en commandite simple:

La société de développement Agora s.à r.l. est le seul associé commandité.

7. Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI):

M. Gaston Reinesch, Président, Ministère des Finances

M. Georges Schmit, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Emmanuel Baumann, Ministère des Classes moyennes

Mme Arlette Conzemius, Ministère des Affaires étrangères

M. Pierre Gramegna, Chambre de Commerce

M. Jean-Claude Wirth, Chambre de Commerce

M. Paul Ensch, Chambre des Métiers

M. Théo Hollerich, Fiduciaire des P.M.E.

M. Alain Kinn, OGB-L

M. Robert Weber, LCGB

M. Paul Zimmer, CGFP

* sur le point d'être remplacés par deux autres représentants du Ministère des Affaires étrangères

Session ordinaire 2005-2006

Question 0666 (17.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**application du taux super-réduit de TVA de 3% aux travaux de création et de rénovation dans le secteur de la construction:**

La procédure de l'application directe du taux super-réduit de 3% peut être autorisée pour les travaux de création et de rénovation effectués par les corps de métier dans les limites et les conditions fixées par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives.

Selon la réglementation en vigueur, les travaux d'aménagement des alentours (travaux de plantation...) de nouvelles maisons ou maisons rénovées sont exclus du régime de faveur fiscale. En conséquence, les corps de métier regroupés dans la fédération horticole luxembourgeoise ne peuvent pas bénéficier pour les travaux en question du taux super-réduit de TVA, que ce soit au titre de remboursement ou au titre de l'application directe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pourquoi les travaux d'aménagement des alentours des maisons sont-ils exclus du champ d'application du taux super-réduit de TVA?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de modifier la réglementation afférente afin que les corps de métier du secteur horticole puissent également profiter de la faveur fiscale en matière de TVA?

Réponse (23.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Concernant la revendication de longue date, visant à étendre aux travaux d'aménagement des alentours le bénéfice du taux super-réduit prévu au règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 en matière de «TVA Logement», j'ai l'honneur de vous soumettre les précisions suivantes de ma part:

La réglementation afférente, en excluant de la faveur fiscale notamment les travaux d'aménagement des alentours autres que la réalisation de la voie d'accès direct au logement et au garage, est conçue de manière à ne faire bénéficier du taux super-réduit de TVA que les travaux indispensables à la création ou à la rénovation de logements, une telle limitation paraissant s'imposer, entre autres, pour des raisons tenant à la nécessité de respecter la législation communautaire afférente. Dans ce contexte je tiens à signaler que les travaux horticoles avaient été envisagés comme services à soumettre au taux réduit dans les négociations actuellement en cours au Conseil sur le champ d'application des taux réduits, mais que cette proposition a dû être retirée par la Présidence actuelle en vue de dégager un éventuel compromis des 25 États membres de l'UE.

Finalement je voudrais relever qu'une extension telle que revendiquée risquerait bien de créer d'importants problèmes de délimitation et de surveillance, qui impacteraient lourdement sur le coût d'une telle mesure.

Je ne vois partant pas d'élément nouveau qui puisse amener le Gouvernement à revenir sur ses décisions prises dans le présent dossier.

Question 0695 (27.10.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**organisation de l'enseignement musical:**

Par la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal, l'enseignement musical luxembourgeois a été doté d'un cadre juridique créant tant du point de vue pédagogique et culturel que du point de vue administratif et financier les bases pour permettre un développement décentralisé mais coordonné de la culture musicale en général de nos jeunes. Ceci dit que l'enseignement musical est organisé, d'une part, par les communes qui décident de s'engager dans un enseignement musical respectant le cadre tracé par la loi de 1998 et, d'autre part, par les conservatoires.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de Madame la Secrétaire d'État à la Culture comment s'effectue la coordination des programmes de cours tant au niveau des communes qu'au niveau des conservatoires.

- Quels sont les intervenants dans l'élaboration des programmes de cours?

- Existe-t-il des commissions de programmes, composées de représentants de l'enseignement musical communal et des conservatoires?

Réponse (19.12.2005) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'honorable Député pose la question de l'organisation des cours musicaux. En guise d'introduction, j'aimerais citer l'article 2 de la loi du 28 avril 1998 portant entre autres harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal qui précise que: «L'enseignement musical est organisé par les communes sous réserve de la tutelle à exercer par le Ministre de la Culture pour les aspects pédagogique et culturel et par le Ministre de l'Intérieur pour les aspects administratif et financier.»

Eu égard aux éléments soulevés par la question de l'honorable Monsieur Spautz qui ont trait à des aspects de pédagogie, il résulte de ce qui précède que la réponse relève du Ministère de la Culture.

Pour tracer le cadre, je voudrais, d'autre part, commencer par énumérer et citer un certain nombre de passages du texte législatif mentionné ci-dessus dont découlent également certains éléments de réponse.

Ainsi l'article 4 de ladite loi stipule dans son 2e alinéa que:

«Un règlement grand-ducal détermine les différentes branches enseignées, les modalités d'obtention, de délivrance et de la nomenclature des diplômes ainsi que les modalités de transition entre les différents ordres d'établissements et niveaux d'enseignement. L'avis de la commission nationale des programmes prévue à l'article 10 doit être demandé.»

Et l'article 10 de ladite loi de dire:

«La coordination pédagogique et culturelle est effectuée par une commission nationale des programmes(…).

La composition, le fonctionnement et la mission de la commission nationale des programmes sont déterminés par règlement grand-ducal.»

Par ailleurs le règlement grand-ducal du 3 août 1998 fixant la mission et la composition de la commission nationale des programmes de l'enseignement musical définit dans son article premier les missions de ladite commission nationale:

«... 2. La commission est chargée d'émettre des avis ou de faire des propositions quant aux objectifs, aux programmes, aux horaires, aux méthodes d'enseignement, aux manuels, au nombre et au genre des devoirs ainsi qu'aux critères d'évaluation et de cotation dans les différentes branches de l'enseignement musical.

3. La commission est en outre appelée à émettre des avis concernant la coordination de l'enseignement dans plusieurs types d'enseignement.»

Ensuite l'article 2 traite de la composition de la commission nationale.

«1. La commission se compose de membres effectifs et de membres suppléants. Les membres effectifs se répartissent comme suit: un représentant de chacun des conservatoires de musique, deux représentants des écoles de musique représentées par l'Association des Écoles de musique (AEM), un représentant du Syndicat intercommunal des Villes et Communes luxembourgeoises (Syvicol), un représentant de l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA).

4. Le Commissaire à l'enseignement musical assiste aux réunions de la commission avec voix consultative.

5. Sous l'approbation du Ministre de la Culture, la commission peut s'adjoindre des experts et déléguer des missions spéciales délimitées (...).»

Ladite commission nationale a été mise en place fin 1998 et a commencé ses travaux début 1999. En pratique elle siège chaque deuxième semaine et prépare toutes les décisions en relation avec les horaires et programmes de l'enseignement musical et elle est l'organe central le plus important en matière d'harmonisation de l'enseignement musical.

La commission reflète de par sa composition une image fidèle de la situation dans l'enseignement musical.

Au sein de la commission nationale des programmes, ont été créés dès 1999 des groupes de travail pour la grande majorité des branches enseignées. Ces groupes de travail, qui sont composés d'experts et dont la composition respecte la parité des différentes institutions (ainsi chacun des trois conservatoires dispose d'une voix, tout comme l'UGDA, tandis que l'AEM dispose de deux voix), ont présenté entre-temps de nouveaux programmes d'études pour la plupart des branches musicales.

Ainsi de nouveaux programmes sont disponibles jusqu'au niveau du 1er prix inclus pour la formation musicale – solfège, le violon, le violoncelle, la contrebasse, la guitare, le piano, l'orgue, la clarinette, la flûte traversière, les petits cuivres et le saxophone, ce qui représente 43 nouveaux programmes d'étude.

Des programmes de degrés intermédiaires, qui seront finalisés pour la plupart en 2006, sont disponibles pour l'éveil musical, le violon alto, la guitare électrique et basse, le clavecin, la harpe, le cor, le trombone et le trombone basse, le baryton, l'euphonium, le tuba basse, la flûte à bec, la percussion et le chant, ce qui représente 36 nouveaux programmes.

Des programmes pour la danse classique, la danse jazz, la danse contemporaine, la diction allemande, la diction française, la diction luxembourgeoise, le keyboard, le chant choral, l'harmonie, l'analyse musicale, etc. sont en élaboration.

En ce qui concerne la fixation desdits programmes par règlement grand-ducal, il a été convenu au niveau de la commission de procéder dans une première phase à une mise à l'épreuve des nouveaux programmes pendant quelques années avant de les fixer de façon plus durable.

Question 0697 (27.10.2005) de **M. Paul-Henri Meyers** *(CSV)* concernant la **déduction des cotisations sociales du revenu net:**

Aux termes de l'article 110 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, les cotisations versées par les salariés à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois sont déductibles du revenu net. Cette disposition fiscale constitue un avantage important pour les personnes qui, en vertu de l'article 174 du code des assurances sociales, procèdent à l'achat rétroactif des périodes d'assurances dans le régime contributif de l'assurance pension.

Aussi voudrais-je savoir de Monsieur le Ministre des Finances si les cotisations visées à l'article 110 précité sont déductibles dans leur intégralité et sans distinction de leur montant.

Réponse (13.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de l'honorable Député Paul-Henri Meyers traite de l'achat rétroactif de périodes d'assurances en vertu de l'article 174 du code des assurances sociales.

Monsieur le Député souhaite plus particulièrement savoir si les cotisations énumérées à l'article 110 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sont déductibles dans leur intégralité et sans distinction de leur montant.

J'ai l'honneur de confirmer à Monsieur le Député que les cotisations visées constituent, dans le chef de la personne procédant à l'achat rétroactif, des dépenses spéciales intégralement déductibles du total des revenus nets de l'année d'imposition concernée. Les dépenses spéciales visées à l'article 110 L.I.R. ne pouvant, en vertu de l'article 108 L.I.R., être prises en considération que pour l'année d'imposition au cours de laquelle elles sont faites, leur déduction se limite, le cas échéant, au montant du total des revenus nets de l'année d'imposition en question.

Question 0708 (31.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **contrôle des transports d'animaux vivants:**

Le week-end dernier, les autorités luxembourgeoises ont intercepté un camion transportant des porcs néerlandais vers l'Italie, qui présenta un dépassement de 20% du poids de chargement autorisé. Cet incident me rappelle directement de nombreux cas semblables en 2000 et 2001. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que la surcharge de neuf tonnes, respectivement de 45 porcs, fut la seule infraction constatée dans le présent cas?

- Est-ce que ce même transporteur fut déjà concerné par des avertissements taxés ou des procès-verbaux (luxembourgeois)?

- Combien de transports d'animaux furent contrôlés le week-end dernier?

- Combien de camions transportant des animaux vivants furent contrôlés sur le réseau routier luxembourgeois en 2002, 2003, 2004 et 2005?

- Quelles infractions y furent constatées, notamment par rapport aux normes légales de protection et de bien-être des animaux, aux documents sanitaires/vétérinaires et au code de la route?

- Enfin, quel est l'impact de la peste porcine sur ces contrôles? Est-ce qu'il y a eu moins de transports d'animaux à travers le Luxembourg et/ou est-ce qu'il y a eu moins de contrôles du fait de la peste porcine?

Question 0710 (31.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **infractions constatées lors de transports d'animaux vivants:**

Le cas de surcharge d'un camion transportant des animaux vivants, constaté le week-end dernier, montre une analogie frappante avec les cas constatés en 2000 et 2001. Bien que le problème semblât résolu – du moins pour le Luxembourg – et que le Ministre de l'Agriculture eût annoncé une coopération accrue et des initiatives communes avec les autorités néerlandaises pour enrayer ces transports surchargés, aux conditions d'hygiène et de transport souvent plus que scandaleuses, en provenance des Pays-Bas, des cas analogues se reproduisent cinq ans plus tard. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles initiatives est-ce que le Gouvernement a prises ces dernières années pour améliorer les conditions de transport des animaux vivants, ou mieux encore, pour limiter ces transports?

- Quel est le bilan de la Présidence luxembourgeoise de l'UE dans ce domaine?

- Est-ce que le Ministre va relancer la coopération avec les autorités néerlandaises pour rendre impossibles ces transports non conformes dès le départ?

- Est-ce que le Gouvernement n'envisage pas de collaboration plus étroite avec nos pays voisins pour éviter que dans le cas de surcharge, les animaux déchargés à Luxembourg ne soient tout simplement rechargés dans le camion d'origine après avoir passé la frontière?

Réponse commune (23.12.2005) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'honorable Député se réfère à un contrôle effectué récemment par les agents de l'Administration des Douanes et Accises sur un camion transportant des porcs en provenance des Pays-Bas pour poser deux questions parlementaires se rapportant l'une plus précisément au contrôle en question et l'autre au problème des transports d'animaux.

Compte tenu de la connexité des deux questions parlementaires, il est proposé de les traiter dans une seule et même réponse.

1. Lors du contrôle visé par l'honorable Député la surcharge de neuf tonnes représentant quelque 45 porcs a été la seule infraction constatée par les agents contrôleurs.

2. Dans le passé ce même transporteur a déjà fait l'objet de cinq procès-verbaux qui ont porté sur cinq infractions au code de la route (surcharge de véhicules) et sur quatre infractions aux dispositions du règlement grand-ducal du 22 juin 1998 relatif à la protection des animaux en cours de transport par route.

3. L'Administration des Douanes et Accises a procédé au contrôle de cinq transports d'animaux lors du week-end en question.

4. En 2002 et en 2003 les agents de l'Administration des Douanes ont procédé chaque fois à un contrôle. En 2004 aucun contrôle n'a été effectué. En 2005 le nombre des contrôles s'est élevé à trois. Le nombre très restreint de contrôles au cours de ces années s'explique par le fait qu'en raison de la peste porcine tout arrêt de camion transportant des porcs avait été interdit.

5. Les infractions constatées lors des contrôles ont porté sur l'absence sur les camions des panneaux portant l'inscription «Transport d'animaux» et sur le non-respect de normes légales en matière de protection du bien-être des animaux.

6. Étant donné que les contrôles effectués par l'Administration des Douanes et Accises ont révélé avant tout des infractions dues à la surcharge des véhicules du fait qu'au Grand-Duché de Luxembourg la charge maximale des transports sur route est de 40 tonnes alors que la réglementation néerlandaise autorise une charge totale de 50 tonnes, le Ministre de l'Agriculture luxembourgeois est intervenu à d'itératives reprises depuis 2001 auprès de son homologue néerlandais. S'y ajoutent des interventions auprès de la Commission européenne et des interventions de nos experts dans les différents groupes de travail. Ces interventions ont permis de réduire d'une manière conséquente les infractions constatées à intervalles réguliers.

7. Concernant le bilan de la Présidence luxembourgeoise de l'UE, il importe de souligner que l'amélioration du bien-être des animaux dans les transports constitue pour les responsables politiques du Ministère de l'Agriculture un souci permanent sous-jacent à toutes les discussions menées au niveau communautaire en matière de transports d'animaux. À cet égard et afin d'éviter des répétitions, il est renvoyé à la réponse fournie par Madame la Secrétaire d'État à la récente question parlementaire N°0657 de Monsieur le Député Robert Mehlen *(cf. compte rendu N° 3/2005-2006)*. De plus, il est précisé que sous présidence luxembourgeoise les premières inscriptions au code de l'O.I.E. (Organisation Mondiale de la Santé Animale comprenant 167 États membres) ont eu lieu en matière de bien-être animal pendant le transport et que

dans le cadre du nouveau règlement sur le développement rural un accent particulier a été mis sur la promotion de la production régionale qui implique une réduction des transports d'animaux sur de longs trajets.

8. L'assistance mutuelle entre les États membres prévue par la nouvelle réglementation communautaire en matière de normes de bien-être animal au cours de transports contribuera certainement à une amélioration de la situation. Toujours est-il que les infractions constatées se rapportent essentiellement au tonnage des véhicules qui ne fait pas l'objet d'une harmonisation au niveau communautaire et dont la compétence ressort d'une autre Direction générale de la Commission européenne.

9. Afin d'éviter le transbordement en région frontalière des animaux déchargés au Grand-Duché de Luxembourg en raison d'une surcharge, l'Administration des Services vétérinaires procède, notamment, au plombage des véhicules et à l'inscription du numéro du sceau sur le nouveau document d'accompagnement avec l'inscription que seules les autorités vétérinaires du lieu de destination sont habilitées à enlever le sceau.

Question 0709 (31.10.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **infractions constatées lors de transports de marchandises par route:**

Vu que, d'une part, les avertissements taxés et les cautions en cas de procès-verbal ne représentent souvent qu'un montant dérisoire par rapport au gain à réaliser sur la cargaison ou sur la surcharge (dans le cas le plus récent: 500 euros pour 186 animaux = 2,7 euros/porc) et que, d'autre part, de nombreux PV sont souvent classés sans suite, il est logique que de nombreux transporteurs soient aisément prêts à prendre le risque d'être interceptés, d'autant plus qu'ils profitent en outre du carburant bon marché au Luxembourg. Par conséquent, notre catalogue actuel des sanctions de même que son application semblent inadaptés et rendent impossible une approche dissuasive, voire répressive vis-à-vis d'infractions assez fréquentes. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de procès-verbaux furent dressés respectivement rédigés en 2002, 2003, 2004 et 2005? Et combien de suites y furent données entre-temps?

- Est-ce que le Gouvernement projette de faciliter les possibilités de contrôle de même que l'application de sanctions véritablement dissuasives?

- Est-ce qu'il ne faudrait pas élaborer un catalogue européen de sanctions minimales pour les infractions et délits les plus graves et les plus répandus dans le secteur du transport international?

Réponse commune (19.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Depuis 2002, l'Administration des Douanes et Accises a rédigé 981 procès-verbaux en matière de transport de marchandises par route, se répartissant comme suit:

En 2002: 248 PV

En 2003: 259 PV

En 2004: 218 PV

En 2005: 250 PV
(jusqu'au 15.11.2005)

Les procès-verbaux sont transmis au Parquet, qui sauf en cas de circonstances particulières et en application du principe de l'opportunité des poursuites engage les poursuites judiciaires soit par voie d'ordonnance pénale, soit par citation devant le tribunal.

Au cas où le chauffeur et le propriétaire de camion habitent un pays de l'Union européenne, les faits sont dénoncés aux autorités judiciaires du pays en question. Des problèmes procéduraux se posent parfois pour engager des poursuites à l'égard de ressortissants de pays étrangers (problèmes de traduction de procès-verbaux et citations, délai de citations).

Quant aux deuxième et troisième volets de la question parlementaire, il y a lieu de rappeler qu'en matière de législation régissant le transport par route, la compétence de principe appartient au Ministre des Transports, y inclus le catalogue de sanctions.

Comme en d'autres domaines du droit pénal, nous estimons qu'un catalogue européen de sanctions constituerait certainement un outil utile pour réprimer de façon uniforme les infractions.

Question 0711 (3.11.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **lutte contre les abus de la procédure des demandes d'asile:**

Mir ass aus Geriichts- a Polizeikreesser zougedroe ginn, datt an de leschte Joren ëmmer méi Verdachtsmomenter opkomm sinn, datt eng ganz Rei vun Asyldemandeuren op Lëtzebuerg eng Demande op Asyl stelle kommen, fir penale Poursuiten an engem aneren EU-Land ze entgoen.

Anscheinend woren esouguer offiziell Résidenten aus aneren EU-Länner drënner, déi op Lëtzebuerg eng Asyldemande stelle komm sinn aus deem uewe genanntene Grond.

De Problem ergëtt sech doraus, datt dës Demandeure keng Pabeieren hunn, déi hir Identitéit beleeë kënnen, an datt si ganz oft e falscht Hierkonftsland uginn an och e falschen Numm. Si kréien dann op dee fiktiven Numm provisoresch Pabeieren ausgestallt fir d'Dauer vun der Prozedur, wat hinnen et erlaabt eng nei Identitéit ze kréien. Esou Praktike schueden dem Ruff vun den echten Asyldemandeuren.

Am Kader vum Eurodac-System, wou zanter kuerzem kontrolléiert gëtt ob en Asyldemandeur net an engem aneren EU-Land schonns eng Asyldemande agereecht huet, gi schonns d'Fangerofdréck vum Asyldemandeur ofgeholl. Déiselwecht Fangerofdréck kéinten, natierlech nëmme parallell dozou, gebraucht gi fir speziell bei Interpol nozekontrolléieren ob eng Persoun, déi keng Identitéitspabeieren huet, net strofrechtlech vun engem aneren EU-Land gesicht gëtt.

Aus onbekannte juristesche Grënn ginn dës Nofuerschunge verbuede respektiv net gemaach, wat sech zum Nodeel vun den éierlechen Asyldemandeuren auswierkt, déi mat an e schlecht Liicht geroden.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Gëtt bei den Asyldemandeuren d'office duerch d'Fangerofdréck, zum Beispill, bei Interpol, kontrolléiert ob se an engem aneren EU-Land eng Strofdod begaangen hunn a geriichtleche Poursuiten ausgesat sinn?

2. Well d'EU-Reglement (CE) N°343/2003 vum Conseil vum 18. Februar 2003 nëmmen d'Notzung vu Fangerofdréck am Kader vum Eurodac-System reglementéiert, wëll ech wëssen op wat fir eng Base légale sech d'Regierung berifft fir zum Beispill bei Interpol parallell Nofuerschungen op Basis vu Fangerofdréck ze maache respektiv net ze maachen?

3. Wann et keng Base légale gëtt, déi esou Nofuerschunge verbitt, wëllt d'Regierung an Zukunft dës Nofuerschungen duerch d'Police duerchféiere loossen, speziell bei deenen Asyldemandeuren, déi keng Identitéitspabeiere virweisen?

Réponse commune (19.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Il est un fait que souvent les demandeurs d'asile se présentent sans papiers d'identité lors de leur demande d'asile. La loi du 3 avril 1996, modifiée par la loi du 18 mars 2000, dispose que l'attestation délivrée lorsque la demande d'asile est introduite «tient lieu de nouvelle pièce d'identité». Cette disposition a pu mener à un certain abus. Le projet de loi N°5437 actuellement déposé en matière d'asile redresse cette situation par le fait qu'il ne prévoit plus cette disposition et dispose par ailleurs qu'une personne qui ne coopère pas dans le cadre du traitement de sa demande d'asile peut être soumise à une procédure accélérée.

Le système Eurodac est utilisé depuis le 15 janvier 2003. Le règlement Eurodac interdit toute utilisation des données à une finalité autre que celle de la demande d'asile. Par ce fait il exclut la transmission d'office des empreintes digitales du fichier Eurodac à Interpol, ainsi que la possibilité de vérifier si une personne fait l'objet de poursuites judiciaires dans un autre pays.

Enfin en ce qui concerne l'échange d'informations avec Interpol il faut rappeler que cet échange est effectué dans le cadre de la coopération policière et judiciaire et qu'il en est fait usage dans le cadre des enquêtes judiciaires à l'encontre des auteurs d'infractions.

Question 0723 (9.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **vote obligatoire:**

D'Gemengewahle sinn haut op den Dag ee Mount ëm.

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro a Saache Wahlflicht (N°0541 vum 4. am Karschnatz 2005 – *cf. compte rendu N°1/2005-2006)* hat den Här Justizminister kloergemaach, datt d'Regierung weider hannert dem System vun der Wahlflicht steet. Dëst virum Hannergrond vun enger wuessender Wahlabstentioun vun de Bierger.

An deem Kontext imposéiere sech folgend Froen:

1. Wéi vill Wieler ware landeswäit fir d'Gemengewahlen ageschriwwen?

2. Wéi vill vun dësen ageschriwwene Wieler sinn hirer Wahlflicht net nokomm?

3. Wéi eng Evolutioun (prozentual) stellt dat par rapport zu de Gemengewahle vun 1999 duer?

4. Wéi vill vun dësen Netwieler hunn de Friddensriichter gebieden se ze excuséieren?

5. Wéi vill vun dësen Excuse-Ufroe goufen acceptéiert?

6. Wéi vill vun dëse Wieler, déi net wiele waren oder deenen hir Excuse net unerkannt gouf, goufen antëscht schonns, wéi d'Gesetz et virgesäit, virun de Friddensriichter zitéiert?

7. Vu datt d'Regierung weiderhin hannert der Wahlflicht steet, wäert oder huet de Justizminister dorop insistéiert, datt den Net-Respekt vum Wahlgesetz och konsequent, wéi am Gesetz virgeschriwwen, poursuivéiert gëtt – a wann net, firwat net?

Réponse (19.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Fir d'Gemengewahle vum 9. Oktober 2005 woren 241.807 Wieler ageschriwwen. Eppes méi ewéi 3.000 Entschëllegunge goufen un d'Procureure vu Lëtzebuerg an Dikrech geriicht.

All dës Excusë goufen ugeholl, sou datt keng Poursuitë géint dës Wieler ageleet goufen.

Déi Leit, déi keng Excuse ageschéckt hunn, hu sech strofbar gemaach an, ënner Respekt vun dem Prinzip vun der «opportunité des poursuites», déi beim Parquet läit, ass d'Regierung der Meenung, datt d'Strofbestëmmungen, déi am Wahlgesetz virgesi sinn, musse gëllen.

Question 0724 (9.11.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **priorités d'investissement du Gouvernement au niveau des bâtiments scolaires:**

Lors de la présentation du projet de budget 2006, le Gouvernement a retenu parmi les priorités d'investissement plus particulièrement les bâtiments scolaires. Il y a quelques années, l'État a acquis des terrains de l'ancien cloître des Sœurs Dominicaines, sis à Luxembourg avenue Pasteur pour permettre un agrandissement des infrastructures collectives du Lycée technique du Centre (hall sportif, restaurant scolaire, centre de documentation et d'information).

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Si cette infrastructure figure parmi les projets prioritaires.

2. Si oui, quel est l'état d'avancement des travaux de préparation?

3. Quels sont les délais prévus pour la réalisation?

Réponse commune (13.12.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. L'agrandissement des infrastructures collectives du Lycée technique du Centre reste toujours une des priorités d'investissement du Gouvernement.

2. Les travaux de planification sont en cours.

Le délai de réalisation est difficilement prévisible. Le relogement du Lycée Vauban sur l'ancien cloître des Sœurs Dominicaines est provisoire de sorte que la structure mise en place pourra éventuellement servir lors de travaux de réaménagement et d'agrandissement du Lycée technique du Centre.

Question 0728 (10.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **mesures de sécurité en cas d'agitations:**

D'Krawalle vu sozial ausgegrenzte Jugendlechen a Frankräich hate sech séier iwwert de ganze franséischen Territoire verbreet a souguer am europäeschen Ausland sou genannten «Nachahmer» oder «Trittbrettfahrer» fonnt.

Dëse Phenomeen muss also selbstverständlech och Lëtzebuerg, als direkten Noper vu Frankräich, interpelléieren a bei eis entspriechend Précautiounsmesuren ervirruffen.

Déi ufänglech Reaktioun vun de franséische Sécherheetskräften op déi sech ausbreedend Onroue gouf als ineffektiv jugéiert an hat misse radikal adapéiert ginn.

Duerfir dës Froen:

1. Gouf antëscht vun eise Sécherheetskräfte preventiv en entspriechenden Interventiounsplang fir de Fall vun ähnlech gelagerten Onrouen op d'Bee gestallt?

2. Besteet tëscht franséischen a lëtzebuergesche Sécherheetsautoritéiten e regelméissegen Informatiounsaustausch iwwert déi aktuell Krisesituatioun?

3. Ass fir potenziell „sensibel" Quartieren eng verstäerkt Policepresenz ugeuerdnet ginn – wann neen, firwat net?

4. Wat gouf gemaach, fir en Iwwerschwappe vun dësen Onroue respektiv Nachahmereffekter ze évitéieren?

5. Wat kann de Bierger preventiv an dëser Saach maachen, besonnesch och wat d'Versécherung vu sengem Gefier ugeet?

6. Wie géing am Fall vun esou Onroue fir den erliddene Schued opkommen?

Réponse (15.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Och zu Lëtzebuerg gëtt et ee Sécherheetsplang fir op d'Onrouen an der öffentlecher Uerdnung ze reagéieren. Dësen Interventiounsplang gesäit déi noutwendeg Mëttele vir, fir déi öffentlech Uerdnung ze gewährleeschten a fir op déi jeeweileg Situatioun ze reagéieren an d'Uerdnung nees hierzestellen.

Bei de rezenten Onrouen a Frankräich hunn och déi Lëtzebuerger Sécherheetsautoritéite vun Ufank u reagéiert an op verschiddene Pläng Preventivmoossnamen ergraff. Et goufen Ofsprooche getraff mam Parquet, d'Personal vun der Police gouf op de Phenomeen a méiglech Risike fir Lëtzebuerg sensibiliséiert.

Während der ganzer Dauer vun deenen Onroue stoung d'Police a permanentem Kontakt mat der Gendarmerie an der Police nationale aus Frankräich. Iwwert de Centre d'Interventioun national vun der Police an eise gemeinsame Kooperationsbüro mat Frankräich, Däitschland a Belgien sinn dagdeeglech Informatioune mat den Operatiounszentre vu Metz an Nanzeg ausgetosch ginn.

Glécklecherweis ass kee Schued zu Lëtzebuerg entstanen.

Question 0730 (11.11.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **frais d'acquisition d'un immeuble:**

À propos des frais relatifs à l'acquisition d'un immeuble, toutes les instances publiques impliquées ont jusqu'à ce jour fait des concessions en faveur des acquéreurs potentiels, que ce soit à l'aide de subventions directes ou à l'aide d'incitations fiscales, là encore directes (le fameux crédit d'impôt de 20.000 euros) ou indirectes (en l'occurrence en incitant les propriétaires à vendre les terrains gardés à titre de valeur spéculative).

À ce sujet le rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement de la Chambre des Députés relatif au débat d'orientation sur le logement conclut que les honoraires de notaire sont fixés en pourcentage du prix d'acquisition. Étant donné l'explosion des prix des terrains, les notaires se voient gratifiés automatiquement d'une augmentation de leurs honoraires qui renchérissent substantiellement le coût de l'acquisition d'un immeuble pour les acquéreurs.[1]

L'accord de coalition d'août 2004 stipule que le Gouvernement procédera à l'évaluation des critères déterminant les honoraires des no-

[1] Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, 25 février 2003, chapitre 5, 4.7.)

taires en matière de transactions immobilières. Ces critères, datant d'une époque où le marché de l'immobilier ne connaissait pas la surchauffe actuelle, devront être adaptés à la dynamique du marché.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Logement:

- Où en est l'examen, par le Gouvernement, de l'évaluation des critères déterminant les honoraires des notaires en matière de transactions immobilières?

- Quelles suites concrètes le Ministre entend-il donner à la réadaptation des honoraires à la situation actuelle sur le marché?

Réponse (19.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le problème signalé par l'honorable Monsieur Laurent Mosar quant à une évaluation des critères déterminant les honoraires des notaires en matière de transactions immobilières fera l'objet d'un examen approfondi dans le cadre d'un groupe de travail interministériel aux travaux duquel sera associée la Chambre des Notaires.

Question 0733 (14.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**établissement des certificats de maladie:**

Op der General- an Delegéierteversammlung vun der „Fédération des Artisans" huet den Här Gesondheetsminister behaapt, bei der Opstellung vu Verschreiwungsprofiler erausfonnt ze hunn, datt „landesweit insgesamt 27 Ärzte 40% der Krankenscheine ausstellen" (ze liesen am „d'Handwierk" Nr.10/2005). Dës Dokteren huet den Här Gesondheetsminister och als „Krankeschäinsautomaten" tituléiert.

Dës Doktore wéi och hir „Klienten stünden von jetzt an unter verschärfter Beobachtung".

Dës ministeriell Aussoe froen no enger Rëtsch Explikatiounen:

1. Kann den Här Minister dat genaut Datematerial, op dat hie seng Behaaptunge stäipt, mat senger Äntwert matliwweren an och erklären, wéi eng Methodik ugewant gouf, fir zur genannter Statistik ze kommen?

2. Ass déi zitéiert Behaaptung esou ze verstoen, datt et sech bei dëse 27 Dokteren ausschliesslech ëm Dokteren handelt, déi hei am Land etabléiert sinn – falls dat net esou ze verstoen ass, wéi verdeele sech dës 27 Dokteren op d'State vun eiser Groussregioun?

3. A wéi enger Regioun vum Land respektiv vun eise Nopeschlänner sinn déi meescht vun deene vum Här Minister viséierte Medeziner erausgefiltert ginn?

4. Wéi vill Généralisten a wéi vill Spezialiste befanne sech ënnert dësen Dokteren?

5. Ass, fir dës schwaarz Lëscht vun Dokteren ze erstellen, och d'Gréisst vun der Kliantell vun dëse Medeziner berücksichtegt ginn?

6. Ass och déi spezifesch Populatioun berücksichtegt ginn, déi d'Kliantell vun de viséierte Medeziner ausmécht (en Dokter, deen haaptsächlech am Aarbechtermilieu praktizéiert, dierft normalerweis méi Krankeschäiner ausstelle wéi en Dokter, dee sech op eng manner physesch beusprocht Kliantell konzentréiert)?

7. Ass bei der Opstellung vun dëser Lëscht och déi preferéiert Behandlungsmethodik vum betraffenen Dokter berücksichtegt ginn – zum Beispill d'Preferenz fir alternativ oder méi douce Heelungsmethoden, déi forcément méi Zäit an Usproch huele wéi den allengegen Traitement mam Chemieshummer?

8. Wat versteet den Här Gesondheetsminister ënner enger „verschärfter Beobachtung"?

9. Wéi eng Sanktioune schwiewen dem Här Gesondheetsminister vir, sollt effektiv ee „schwaarzt Schof" mat Sécherheet détectéiert ginn?

10. Riskéiert een net mat sou pauschalen Aussoe wéi där zitéierter künfteg all Patient, deen e Krankeschäi fir seng Genesung braucht, engem Pauschalverdacht vu „sozialem Parasitentum" auszesetzen?

11. Riskéiert een net mat sou Aussoe vu Regierungssäit de soziale Klima ze vergëften, net nëmmen, wat d'Solidaritéit tëscht kranken a gesonde Matmënschen ugeet, mä och wat d'Bezéiung zum Stand vun de Medeziner an hirem Heelwëssen ugeet?

Réponse (8.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Vu la complexité et la technicité de la réponse, j'espère que l'honorable Député admettra qu'elle soit rédigée en langue française.

À la base de l'établissement du «profil» des prescripteurs de certificats de maladie se trouve une méthodologie développée par les responsables de l'Union des Caisses de Maladie suite aux recommandations faites par le comité quadripartite en 2004 visant à établir une méthode de surveillance appropriée par l'établissement d'un indicateur permettant de quantifier le volume des prescriptions et de comparer la pratique des médecins à l'aide de cet indicateur.

La méthodologie a été décrite dans une note technique publiée au mois d'août 2005 et qui a été diffusée notamment aux délégués des partenaires sociaux, au Contrôle médical de la sécurité sociale ainsi qu'au groupement professionnel des médecins et médecins dentistes. Elle a également été présentée officiellement aux membres composant le comité quadripartite en octobre 2005.

La note technique jointe fait partie intégrante de la présente information *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Les premières évaluations tirées des statistiques établies suivant la méthodologie décrite ne concernent que des médecins établis au Luxembourg étant donné que les médecins prescripteurs des pays limitrophes échappent au système conventionnel national qui s'applique exclusivement aux médecins résidents.

La première extraction de données ne fait pas état des régions du pays où les médecins sont établis. Par ailleurs la notion de «région» n'étant pas définie dans ce contexte, ce critère distinctif semble aussi ne pas être important vu la mobilité des patients.

Il ne doit pas surprendre que la plus forte densité de prescriptions se retrouve auprès des médecins généralistes, alors qu'en règle générale, ceux-ci sont les premiers à être sollicités en cas de maladie aiguë.

Il est tout aussi naturel que de par leur nature, les traitements médicaux et thérapeutiques des diverses spécialités médicales entraînent des fréquences d'arrêt de travail et des durées très divergentes.

À titre d'exemple, la durée des arrêts de travail prescrite par des médecins orthopédistes est trois fois plus importante que celle des dermatologues et la fréquence des arrêts de travail par rapport aux nombres de séances délivrées est de huit fois plus importante chez les orthopédistes que chez les dermatologues. Cet exemple simple montre que l'existence de tels écarts peut être expliquée par la diversité des champs d'activité médicaux et ne doit pas conduire à des conclusions erronées.

La méthodologie préconisée permet d'analyser les écarts constatés à l'intérieur de chaque spécialité en tenant compte notamment de la proportion de séances aboutissant à l'établissement d'un certificat, du nombre absolu de séances, du nombre de certificats délivrés, du nombre de jours couverts par un arrêt de travail ainsi que de la durée moyenne du certificat.

Les réponses aux questions détaillées posées par l'honorable Député se dégagent de la lecture de la note qui, en raison de sa technicité et de sa complexité, ne saurait être dissociée du contexte de sa présentation comportant de nombreux graphiques et statistiques ou être résumée dans le cadre de la présente information sous peine d'une intellection tronquée.

Il convient de préciser toutefois que la méthodologie appliquée ne tient pas compte de l'approche thérapeutique choisie par le médecin, qui d'autre part ne fait pas l'objet d'un quelconque recensement de la part de l'assurance maladie et n'apporterait guère de plus-value explicative.

Concernant la «surveillance accrue», il convient de préciser que les rapports d'activité individuels des médecins dont les scores obtenus sont les plus élevés peuvent, à l'avenir, faire l'objet d'une analyse poussée de la part du Contrôle médical de la sécurité sociale dans le cadre des dispositions légales existantes, complétées notamment par des dispositions spécifiques à intégrer dans la convention médicale en exécution des dispositions du Code des assurances sociales.

Concernant les sanctions à prévoir en cas de pratique médicale abusive, il convient de se référer à celles actuellement déjà prévues par le Code des assurances sociales, sans cependant exclure de réfléchir sur l'adéquation des sanctions existantes par rapport à la gravité des manquements susceptibles d'être constatés à l'avenir.

Concernant les «moutons noirs», il convient de préciser qu'au stade actuel des analyses, les résultats de l'évaluation sont encore dépersonnalisés et n'entraînent, en attendant la mise en place des dispositions conventionnelles nécessaires et la réalisation d'analyses individuelles plus poussées, pas encore de sanctions immédiates.

Il doit cependant être permis de caractériser par cette notion tous les praticiens qui un jour seront convaincus d'avoir abusé indûment à leur profit du système ou d'avoir cédé à des sollicitations abusives de la part d'assurés.

Dans cet ordre d'idées, cette caractérisation ne comporte aucun élément susceptible d'empoisonner le climat social, mais, au contraire, permet de mettre en évidence la bonne pratique de la grande majorité des médecins qui se tiennent scrupuleusement à l'écart de comportements condamnables.

Question 0734 (14.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **avertissements sur les paquets de cigarettes:**

Dans le cadre de la lutte antitabac David Byrne, Commissaire européen pour la santé, avait proposé de faire figurer sur les paquets de cigarettes des avertissements combinés de textes et de photos (par exemple des poumons affectés par une tumeur, des dents jaunes, etc.). Dans la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, signée par le Luxembourg, il est également prévu à l'article 11 que «chaque paquet ou cartouche de produits de tabac et toutes les formes de conditionnement et d'étiquetage extérieur de ces produits portent également des mises en garde sanitaires décrivant les effets nocifs de la consommation de tabac et peuvent inclure d'autres messages appropriés. Ces mises en garde et messages (…) peuvent se présenter sous la forme de dessins ou de pictogrammes ou inclure de tels dessins ou pictogrammes».

Depuis un certain temps ceci est déjà une réalité au Canada et en Australie. Une étude a permis de prouver que ces photos ont bel et bien eu effet: il semble qu'en Australie ces messages photos aient eu soixante fois plus d'effet que de simples messages écrits. Au Canada 44% des fumeurs se sont dits plus sensibilisés à un éventuel arrêt. Aussi une étude en Belgique, réalisée en 2003, a montré que 30% des fumeurs pensent que les messages photos sont les plus convaincants. Ainsi à partir de novembre 2006 ces messages avec photos seront introduits chez nos voisins belges.

Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre si de tels messages photos seraient envisageables également pour les paquets vendus au Luxembourg.

Réponse (15.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Faisant état d'une proposition du Commissaire européen responsable pour la santé ainsi que d'une disposition de la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac l'honorable Parlementaire préconise d'imposer les avertissements sanitaires devant figurer sur les paquets de cigarettes sous forme de messages photos ou d'une combinaison de texte écrit et de messages photos.

En fait la directive communautaire 2001/37/CE du 5 juin 2001 en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac habilite les États membres, sans cependant le leur imposer, à exiger des avertissements complémentaires sous la forme «de photographies en couleurs ou d'autres illustrations montrant ou expliquant les conséquences du tabagisme sur la santé». Cette directive a été transposée au Luxembourg au moyen du règlement grand-ducal du 16 septembre 2003, mais sans qu'il ait été fait fruit de la prédite faculté.

La matière est complexe et le problème pourrait se poser en d'autres termes si effectivement la Belgique imposait fin 2006 les avertissements sanitaires sous forme de pictogrammes. Je me propose de réexaminer la question le moment venu.

Question 0735 (15.11.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **formation universitaire d'art thérapie:**

Il me revient qu'une formation universitaire d'art thérapie est organisée depuis 1999 par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Luxembourg, en collaboration avec les universités de Paris-V et de Metz et gérée depuis septembre 2002 par le CRP-Santé. Le diplôme auquel aboutit cette formation est celui d'un Master of Science en Art thérapie. Les conditions d'admission sont le niveau bac+4 et/ou une expérience professionnelle ainsi qu'une pratique artistique personnelle. Les catégories professionnelles visées sont les psychologues, les médecins, les professionnels du secteur socio-éducatif, les professions de la santé et des professionnels du secteur artistique. Les formateurs remplissent tous les critères pour l'enseignement et la recherche au niveau du master. Depuis que cette formation existe, deux promotions ont terminé leurs études en totalité ou en partie, une promotion est en cours, une quatrième est annoncée pour la fin de l'année 2005.

Cependant, malgré l'intérêt évident et le haut niveau scientifique de cette formation, le diplôme afférent n'a pas encore été créé ni formalisé par arrêté grand-ducal.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire comment il compte procéder pour assurer la sécurité juridique en matière de diplômes de ladite formation et la pérennité d'une formation du plus haut intérêt pour le secteur de la santé?

Réponse (21.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ainsi que je l'avais indiqué dans ma réponse à la question parlementaire N°0448 de l'honorable Député *(cf. compte rendu N°13/2004-2005)*, le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 relatif à l'obtention du grade de master de l'Université du Luxembourg permet à l'Université de délivrer un Master en Art thérapie. Conformément à la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, le grade de master sanctionne la réussite d'études de deuxième niveau.

Pour ce qui est de la pérennisation de ladite formation, cette décision est de la seule compétence de l'Université du Luxembourg.

Question 0736 (15.11.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **participation des douanes luxembourgeoises à l'opération «Fake» en mai 2005 (détection d'articles contrefaits):**

On rapporte que l'Office européen de Lutte Anti-Fraude (OLAF) et la direction générale «Fiscalité et union douanière» de la Commission ensemble avec les administrations douanières des États membres de l'Union européenne ont entrepris une opération conjointe des douanes des 25 États membres intitulée «Fake» en mai 2005.

Au cours de cette opération deux millions d'articles contrefaits en provenance de Chine ont été saisis en l'espace de dix jours. Parmi les produits, on note du textile, des habits, du matériel électrique et électronique, des médicaments, des cigarettes, des jouets, des produits alimentaires dont aussi du miel. Les douaniers ont découvert de fausses pièces détachées, des imitations illicites de produits alimentaires, des batteries de téléphone susceptibles d'exploser. Les produits découverts, d'un total de 485 tonnes, l'ont été dans des conteneurs, dans des ports et dans des colis dans les aéroports.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les douanes luxembourgeoises ont participé à cette opération et si l'Aéroport de Luxembourg, important centre de fret, en a été concerné?

Réponse (15.12.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'Administration des Douanes et Accises du Luxembourg a participé à ladite «Opération Fake» organisée par les services OLAF et DG TAXUD de la Commission européenne du 17 au 27 juin 2005.

Seul le bureau des Douanes à Luxembourg-Aéroport a été concerné par l'opération en question, et quelque 30.000 articles contrefaits ont été retenus. Ces marchandises étaient exclusivement en provenance de la Chine et

destinées à l'Espagne et à plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest.

Question 0738 (16.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **décomptes de loyer établis pour le compte des locataires du Fonds de logement:**

Dans une lettre adressée aux membres de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement concernant les décomptes de loyer établis pour le compte des locataires du Fonds de logement, le Président du Fonds affirme que «le Fonds de logement n'accuse plus de retard en la matière, si ce n'est les quelques mois de décalage par rapport aux prescriptions légales, décalage dû au fait, justement, que les délais prescrits par la réglementation sont impossibles à respecter en pratique. Ceci a déjà été discuté et expliqué à maintes reprises et a d'ailleurs amené le comité directeur du Fonds à la conclusion qu'une révision de ladite réglementation était inévitable».

Le délai auquel Monsieur le Président du Fonds de logement se réfère dans sa lettre, à savoir le 1er mai de l'année suivant l'année qui fait l'objet du décompte, est fixé à l'article 33 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévues par la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

- Quelle est la position du Gouvernement face aux réflexions du comité directeur du Fonds de logement?

- Est-ce qu'une révision de la réglementation susmentionnée est envisagée? Dans l'affirmative, quelles seront les dispositions de la nouvelle réglementation et dans quels délais sera-t-elle applicable?

- Si une telle révision n'est pas jugée opportune par Monsieur le Ministre, quels autres moyens peuvent être mis en application pour faire respecter les délais en pratique?

Réponse (13.12.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Au niveau international, le Luxembourg est souvent félicité du fait que son parc de logements sociaux n'accuse guère de logements qui ont fait l'objet d'un détournement du point de vue vocation sociale. En effet, chaque contrat est annuellement révisé dans le cadre des dispositions du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant notamment les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs. Sur base des revenus effectivement touchés, documentés par un certificat de revenu, il est opéré d'office un décompte annuel du loyer.

S'il est vrai que les employeurs publics et les caisses de la sécurité sociale fournissent annuellement à leurs bénéficiaires les certificats de revenu de l'année écoulée déjà au cours du mois de janvier, il n'en est pas de même pour les employeurs privés qui – très souvent – par le truchement de leur fiduciaire, mettent à la disposition de leurs employés les certificats en question seulement vers la fin du mois de février, sinon au cours du mois de mars. C'est pourquoi les promoteurs publics se retrouvent dans l'impossibilité de présenter tous les décomptes loyers pour le 1er mai de chaque année. Dans ces conditions, le Ministre du Logement proposera au Gouvernement d'étendre ledit délai jusqu'au 15 juin de l'année qui suit l'année faisant l'objet du décompte.

Question 0740 (16.11.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **mariage des couples homosexuels:**

Suite à la réponse du 16 novembre 2005 à ma question parlementaire 0516 du 19 juillet 2005 *(cf. ci-dessus)* concernant la reconnaissance des mariages de même sexe, je me dois de constater que Messieurs les Ministres m'informent du fait que la situation a changé avec la loi luxembourgeoise du 9 juillet 2004 relative aux partenariats «…de sorte que les partenariats étrangers de personnes du même sexe ne sont désormais plus contraires aux principes du droit civil luxembourgeois et peuvent donc être traités de la même façon sur le territoire luxembourgeois que les partenariats de droit luxembourgeois».

Cependant, dans un jugement du Tribunal administratif du 3 octobre 2005 (jugement ci-joint), il ressort clairement que le Gouvernement a en date du 21 février 2005 refusé de reconnaître un mariage homosexuel célébré en Belgique entre un ressortissant belge et un autre ressortissant malgache *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a demandé à cette personne de quitter le territoire national.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Messieurs les Ministres n'étaient-ils pas au courant du jugement du 3 octobre 2005 lors de la rédaction de leurs réponses à ma question parlementaire?

- Au vu de ce jugement et de la réponse à ma question parlementaire, quelles sont les instructions qui ont été données aux administrations concernées?

Réponse commune (23.11.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les ministres étaient au courant du jugement cité et des instructions conformes à la réponse à la question parlementaire et à la jurisprudence ont été données.

Question 0741 (17.11.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **sites luxembourgeois classés par l'UNESCO:**

Lëtzebuerg huet zwee Siten, déi vun der UNESCO als eenzegaarteg Wierker vun der Weltkultur unerkannt sinn. Et sinn dëst d'Festungsmaueren an der Stad Lëtzebuerg an d'Fotosammlung „The Family of Man", déi ausgestallt ass zu Klierf am Schlass.

Am Ausland do weisen déi eenzel Stied oder Regioune stolz op vill Manéieren op dës UNESCO-Auszeechnung hin, et ass dëst dach déi welthéchst Kulturauszeechnung.

Nu muss een awer feststellen, datt Lëtzebuerg sech dës dach héich Weltauszeechnung net genuch verkeeft respektiv vermaart. An der Ausweisung a Beschëlderung vun touristeschen Ziler gëtt zu Lëtzebuerg net genuch op d'UNESCO Klasséierung higewisen.

Am Ausland fält engem eng deementspriechend Stroossebeschëlderung op an des Weideren UNESCO-Publikatiounen an eng Internet-Presenz. Alles Saachen, déi net vill Geld kaschten, déi awer touristesch gesi vill kéinte bréngen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat sinn déi genee Grënn firwat Lëtzebuerg mat dësem UNESCO-Prädikat bis elo net méi Reklamm gemaach huet?

2) Ass d'Regierung bereet fir de Réckstand an der Reklamm vun dësem dach wichtegen UNESCO-Prädikat ze verbessere?

Wa jo, wéi gesäit dëst konkret aus?

Wann neen, wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Jean-Pierre Koepp hu mer d'Éier lech déi folgend Informatiounen ze ginn:

De 17. Dezember 1994 ass de Site: Stad Lëtzebuerg: «Vieux quartiers et fortifications» op d'Lëscht vum Patrimoine mondial vun der UNESCO agedroe ginn. D'Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO huet d'Leedung an d'Koordinatioun vum Projet an enker Zesummenaarbecht mam Service des Sites et Monuments nationaux an dem Centre du Patrimoine mondial de l'UNESCO iwwerholl.

Bei de Festivitéiten am Joer 1995, während deem Lëtzebuerg europäesch Kulturstad war, gouf eng Commemoratiounsplack vun der UNESCO op der Héicht vun der Corniche, a Presenz vum Generaldirekter vun der UNESCO, ageweit. Op dëser Plack steet an dräi Sproochen: «Les vieux quartiers et fortifications de la ville de Luxembourg ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en décembre 1994». Eng aner Plack ass no bei der Entrée vun de Kasematten um Bockfiels placéiert ginn, déi drun erënnert firwat Lëtzebuerg op der Lëscht vum Patrimoine mondial agedroe ginn ass: «Les vieux quartiers et les fortifications de la ville de Luxembourg montrent, dans un environnement naturel saisissant, des vestiges impressionnants de l'ancienne cité. Luxembourg, dont la fondation date de 963, a joué un rôle important dans l'histoire européenne des siècles durant.»

Während enger Reunioun vum President a vum Generalsekretär vun der Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO mam Här Paul Helminger, député-maire vun der Stad Lëtzebuerg, hunn d'Vertrieder vun der Commission nationale de Wonsch ausgedréckt, datt d'Stad Lëtzebuerg de Label vum Patrimoine mondial UNESCO besser soll valoriséieren.

Zwee grouss Stroosseschëlder, déi de Site vum Patrimoine mondial UNESCO ukënnegen, sinn opgeriicht ginn: eent op der Montée de la Tour Jacob op der Héicht vun der Rhum, dat anert am Pafendall bei der Tour des Bons Malades an der Eecher Puert.

Publikatiounen, Konferenzen a Sendungen um Radio an op der Televisioun, grad ewéi Ausstellungen hu Reklamm dofir gemaach. Ganz besonnesch ervirzesträiche sinn eng Sendung um RTL-Culture iwwert de Patrimoine mondial, Ausstellungen (ënner anerem iwwer Angkor an Zesummenaarbecht mat der Nationalbibliothéik) an 1997 d'Publikatioun vum Buch: «Luxembourg patrimoine mondial».

Anerersäits zwee kulturell Itinérairen (Wenzel a Vauban) gi queesch duerch de Site ville de Luxembourg: «Vieux quartiers et fortifications», deen op der Lëscht vum Patrimoine mondial ageschriwwen ass, an droe vill zur Opwäertung vum Tourismus bäi.

Eng Kommemoratiounsplack vun der UNESCO ass bei der Entrée vum Klierfer Schlass ubruecht ginn, wéi dem Edward Steichen seng „The Family of Man" an de Regëschter «Mémoire du Monde» opgeholl ginn ass.

Dat huet eng gewësse Publicitéit bruecht an et ass kloer, datt een et nach besser kéint maachen.

D'Ponts et Chaussées hu schonn dru geduecht op den Autobunne grouss Panneauen opzestellen, fir d'Automobilisten, déi aus Frankräich, der Belsch an Däitschland kommen, ze informéieren, datt d'Stad Lëtzebuerg e Site vum Patrimoine mondial ass.

Den ONT an den LCTO hu scho vill Efforte gemaach, doduerch datt se de Logo vun der UNESCO an d'Symbol vum Patrimoine mondial an hire Publikatiounen ënnerbruecht hunn.

De Ministère du Tourisme hält drop ze preziséieren, datt den Office National du Tourisme, als Member vun der Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO, sech ëm d'Promotioun vun deenen zwee vir genannte Sitë këmmert an datt déi als sollech an d'Publikatioune vum ONT (Sites et attractions, Fleurons de culture…) an an all hire gedréckte Sproocheditiounen oder am SNIRT (Système National d'Information et de Réservation Touristique) stinn.

Ëmmer erëm gi vum ONT Studiereese fir auslännesch Journalisten, Redacteuren an Touristeguiden op déi zwee Siten organiséiert. Datselwecht geschitt mat grousser Regelméissegkeet am Zesummenhang mat Begleedungsprogramme vu Kongresser a Seminairë fir déi genannte Siten. Am Kader vun der «Journée mondiale du Tourisme» huet den ONT méi wéi 970 jonk Leit mat den zwee Sitë vu Lëtzebuerg Stad a Klierf bekannt gemaach. Si waren och 2004 en Haaptattraktiounspunkt vun der Journée nationale de l'Incoming.

Zënter 2003 ginn d'UNESCO-Siten am Kader vu Reesforfaiten ugebueden.

An noer Zukunft ass eng enk Zesummenaarbecht, am Kader vun der Groussregioun, tëschent den Tourismusbureaue vun Tréier, Nanzeg, Lëtzebuerg, Völklingen a Léck virgesinn. Hei sollen op engem Kulturpad déi eenzel UNESCO-Siten zesumme virgestallt ginn. Dëse Projet ass schonns vun der Commission régionale approuvéiert.

Question 0744 (17.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **missions à accorder au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP):**

Dans un article paru récemment dans un quotidien luxembourgeois un responsable du Centre d'information et de prévention de la Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale soulève le problème du manque de structures d'accueil au Grand-Duché pour personnes souffrant simultanément de deux pathologies différentes: dépendance et psychose.

Apparemment, le Luxembourg ne dispose d'aucune structure spécifique pour ces patients, qui sont dirigés vers une structure médicale ou sociale en fonction du degré de leur toxicomanie ou de leur psychose. Or, comme seulement une des deux maladies va être soignée, ceci n'amène pas le patient à une guérison totale.

Dans ce contexte et suite aux réflexions formulées lors de la récente heure d'actualité sur la psychiatrie à la Chambre des Députes quant aux nouvelles missions à accorder au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-il prévu de créer une telle structure au Grand-Duché?

- Pourrait-on envisager l'installation d'un service pour traiter ces doubles pathologies au sein d'une structure du CHNP?

Réponse (12.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est bien exact qu'un certain nombre de patients montrant des signes de dépendance à l'égard de substances psychotropes montrent en même temps des signes de pathologie psychotique. La prise en charge de ces deux pathologies fait partie du domaine spécialisé de la psychiatrie. Les psychiatres prennent actuellement en charge ces patients, qui demandent un traitement, et le volet thérapeutique prend en considération les deux composantes de la pathologie.

Contrairement à ce que l'honorable Députée s'attend de la thérapie, il faut rappeler que la maladie psychotique est une maladie chronique qui n'est pas vraiment guérissable. Cette maladie peut être prise en charge au point de permettre au malade une vie proche de la normale. Mais le risque d'une rechute ne peut jamais être exclu.

S'agissant de la prise en charge de cette double pathologie, les personnes concernées peuvent être traitées pendant la phase aiguë de leur maladie au service psychiatrique fermé de l'établissement hospitalier compétent en vertu de leur domicile, ceci dans le cadre de la décentralisation de la psychiatrie, qui est effective depuis le mois de juillet de l'année en cours.

Il n'est pas aisé de répondre à ce stade à la question de savoir s'il convient de créer une structure spécifique pour le traitement de ces personnes à double pathologie, une fois que la prise en charge aiguë est terminée. J'ai chargé le groupe de travail qui accompagne la réforme de la psychiatrie d'établir un inventaire des besoins en la matière, le nombre des personnes concernées n'étant pas très bien connu en ce moment.

Il est certain que le CHNP dispose d'ores et déjà des moyens requis pour prendre en charge les patients visés nécessitant un séjour prolongé en institution, cela d'autant plus que ses antennes à Manternach et à Useldange traitent les problèmes de la dépendance.

Quant à la création d'une structure hors-CHNP, il faut savoir que la population visée est assez souvent réfractaire à tout traitement. Son maintien en institution n'est dès lors pas toujours facile à imposer. Ceci vaut d'ailleurs aussi pour les antennes du type ouvert du CHNP à Useldange et à Manternach.

Dans le cadre de la réforme de la psychiatrie le groupe de travail dont question ci-dessus est appelé à examiner dans quelle mesure l'extension progressive des soins psychiatriques en milieu familial peut répondre aux besoins de la population concernée.

Le problème de la prise en charge des patients à double pathologie est très complexe et je me propose d'y revenir lorsque je disposerai des réflexions y relatives du groupe de travail dont question ci-dessus.

Question 0747 (21.11.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **gérance des maisons relais pour enfants:**

Il ressort de l'exposé des motifs du projet de loi 5517 portant réglementation de l'activité d'assistance

parentale du 17 novembre 2005 qu'au cours des 30 dernières années, l'offre institutionnelle s'est développée et diversifiée au Luxembourg. Ainsi, selon ce texte, le Luxembourg dispose depuis début 2005 de 116 maisons relais pour enfants (accueil flexible, foyer scolaire, restauration scolaire, accueil pour l'accomplissement des devoirs à domicile, activités de loisir pendant les vacances).

- Or, sachant que le règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants ne date que d'août 2005, est-ce que Madame la Ministre peut me fournir des renseignements précis sur les 116 maisons relais existantes?

- Dans quelles communes se situent-elles et comment leur gérance est-elle organisée?

Réponse (19.12.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La dénomination «maison relais pour enfants» désigne la réorganisation des services d'accueil de jour offrant aux enfants scolarisés en dehors des heures de classes différentes prestations qui avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants sont tombées sous le champ d'application du règlement grand-ducal du 20 décembre 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants. Ces prestations qui ont déjà été conventionnées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration avant la mise en place du concept «maison relais pour enfants» sont le foyer de jour, la restauration scolaire, l'aide aux devoirs, l'accueil temporaire et l'activité de vacances. Dorénavant ces prestations ne font plus l'objet d'un agrément respectivement d'une convention individuelle, mais elles font partie intégrante d'une seule entité désignée par le terme de «maison relais pour enfants».

La maison relais au sens du texte réglementaire précité présume un fonctionnement minimal pendant au moins 200 jours et 500 heures par année civile. Elle prévoit en outre différentes prestations dont certaines sont obligatoires telles que la restauration, l'accompagnement pour l'accomplissement des devoirs à domicile, les prestations d'animation et les activités à caractère socio-éducatif, tandis que d'autres peuvent être offertes sur décision de l'organisme gestionnaire. Un démarrage progressif des différentes prestations est possible pour une phase limitée au maximum à cinq ans.

En 2005, le nombre de structures d'accueil dites «maisons relais» bénéficiant d'une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration s'élève à 87 dont

- 18 sont gérées par des associations sans but lucratif,

- 4 sont gérées par des syndicats intercommunaux et

- 65 sont gérées par des administrations communales.

Conformément à l'article 15 du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 les prestations offertes telles que l'encadrement pédagogique, la restauration et/ou le nettoyage peuvent être assurées en régie propre ou bien être confiées à des prestataires externes. Les 87 maisons relais conventionnées comptent actuellement 177 unités qui se situent dans les communes suivantes:

Bascharage, Beaufort, Bech, Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Betzdorf, Bissen, Biwer, Bous, Burmerange, Clemency, Colmar-Berg, Consdorf, Contern, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Erpeldange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Garnich, Grosbous, Hesperange, Hobscheid, Hosingen, Junglinster, Kayl, Kehlen, Kopstal, Larochette, Lenningen, Leudelange, Lintgen, Lorentzweiler, Luxembourg, Mamer, Mersch, Mertert, Mertzig, Mompach, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Niederanven, Petange, Préizerdaul, Rambrouch, Remich, Roeser, Rosport, Rumelange, Saeul, Sandweiler, Sanem, Schifflange, Schuttrange, Septfontaines, Stadtbredimus, Steinfort, Steinsel, Strassen, Tandel, Troisvierges, Tuntange, Useldange, Vichten, Wahl, Walferdange, Weiler-la-Tour, Wiltz.

Question 0750 (22.11.2005) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **congé politique pour les enseignants:**

La loi communale du 13 décembre 1988 institue un congé politique pour les bourgmestres, échevins et conseillers communaux. Un règlement grand-ducal du 6 décembre 1989 fixe le nombre maximum de jours de travail ou de parties de jours par semaine qui sont considérés comme congé politique.

- Comme ni la loi, ni le règlement ne déterminent avec précision le mode de calcul du congé politique pour les enseignants, j'aimerais savoir de la part du Gouvernement de quelle façon doit être effectué le calcul du congé politique des instituteurs et professeurs dont la tâche exprimée en nombre de leçons est inférieure à 40 par semaine.

- Comme il semble que la réglementation du congé politique du personnel enseignant soit appliquée de façon disparate à travers le pays, le Ministre ne partage-t-il pas l'avis du soussigné que cette question devrait faire l'objet d'une circulaire à l'adresse des administrations communales?

Réponse (13.12.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le règlement grand-ducal du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux fixe le nombre maximum d'heures de travail par semaine auxquelles un élu local a droit pour exercer son mandat. Les membres du personnel enseignant qui bénéficient d'un congé politique pour l'exercice d'un mandat communal sont soumis aux mêmes dispositions.

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire intervient en tant que gestionnaire des demandes de remboursement du congé politique par le biais du FDC (Fonds des dépenses communales). Il instruit les formulaires et dossiers lui transmis et procède au remboursement sollicité par le patron de l'enseignant, que ce soit une commune, un syndicat de communes ou que ce soit l'État.

La manière selon laquelle le patron accorde le congé politique à son salarié relève exclusivement de la compétence de ce patron, à savoir une commune, un syndicat de communes ou l'État. La définition de la tâche et la fixation du nombre de leçons hebdomadaires à prester par les enseignants des différents ordres d'enseignement relève de la compétence du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Voilà pourquoi j'estime que la question parlementaire N°0750 s'adresse plutôt à ce département qu'au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Question 0751 (22.11.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **contamination des renards par l'Echinococcus multilocularis:**

La grippe aviaire, détectée à plusieurs endroits en Europe, peut représenter un réel danger pour la santé humaine. Or, il existe au Luxembourg une maladie animale dont le risque d'infection est beaucoup plus élevé que pour la grippe aviaire et dont la contamination pour l'homme est habituellement mortelle: l'Echinococcus multilocularis (Fuchsbandwurm).

Il ressort d'un communiqué de l'Administration des Services vétérinaires qu'environ un renard sur quatre serait porteur du ver Echinococcus multilocularis dont les œufs, au cas où ils sont ingérés par l'homme, peuvent se développer dans le foie et être la cause d'une hépatite mortelle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations de l'Administration des Services vétérinaires et le cas échéant me dire quelles régions du pays sont les plus touchées par cette maladie?

- Quelles sont les mesures de prévention qui ont été prises jusqu'à présent et ne serait-il pas recommandable d'avertir et de sensibiliser la population des risques de cette infection?

Réponse (5.12.2005) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'échinococcose alvéolaire est une maladie parasitaire qui se rencontre essentiellement chez les prédateurs des campagnols, en premier lieu chez le renard et dans une moindre proportion chez le chien et le chat.

Un monitoring en matière d'échinococcose de la population vulpine a été mis en place au Luxembourg à partir de 2001 par l'Administration des Services vétérinaires, en collaboration étroite avec le «Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken». La prévalence du parasite «échinococcus alveolaris» mis en évidence à ce moment était de l'ordre de grandeur de 25%.

Le taux de dépistage positif était de 26% en 2002 et de 27,5% en 2003 où le nombre de renards analysés n'était que de 29 unités et donc peu représentatif au point de vue statistique.

Un monitoring plus intensif, effectué en cette année 2005 dans le cadre de la surveillance active de la rage chez les renards, a donné une incidence d'infectiosité de 23,4% des renards examinés. Ce chiffre est dans les grandes lignes représentatif pour tout le territoire de notre pays, étant donné que les renards analysés provenaient de toutes les régions du Grand-Duché de Luxembourg.

L'homme, hôte accidentel de l'échinococcose, se contamine soit par contact direct avec un renard, et dans une moindre mesure, avec un chien ou un chat infestés, soit par contact indirect, par ingestion d'eau ou d'aliments souillés par les déjections de ces animaux, tels que les fruits sauvages et les légumes, susceptibles d'être contaminés par les œufs du parasite jusqu'à une hauteur d'environ 25 cm du sol.

Parmi les mesures préventives à l'égard de l'échinococcose alvéolaire figure en premier lieu l'hygiène, à savoir une hygiène scrupuleuse des mains chez les personnes amenées à manipuler des renards ou leurs déjections, un lavage intensif à l'eau courante des fruits ou légumes potentiellement contaminés et une vermifugation régulière des chiens et chats.

Des communiqués périodiques de la part du Ministère de la Santé sont un moyen mis en œuvre pour informer et sensibiliser la population à l'égard du risque d'infection par le parasite «échinococcus alveolaris».

Question 0752 (22.11.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **représentation de la pièce de théâtre „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?":**

Dans le cadre d'une sortie théâtre, certains élèves de l'enseignement secondaire ont pu assister à la représentation de „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?", pièce créée par la troupe de théâtre des jeunes «Namasté» et qui rend hommage à la résistance des Luxembourgeois tout en jetant un regard critique sur le comportement des responsables de l'époque.

Je tiens à féliciter le Ministère de l'Éducation nationale pour cette initiative et je suis sûr que de tels projets pédagogiques peuvent être bénéfiques pour les élèves participants.

Comme le Ministère de l'Éducation nationale a offert la possibilité de préparer ces sorties d'une manière adéquate (voir édition spéciale du Courrier de l'Éducation nationale), j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que le thème de la pièce a été discuté en classe avant la représentation afin de préparer les élèves?

- Quel a été le personnel d'encadrement de ces classes lors de ce déplacement?

- Est-ce que la pièce a été débattue avec les élèves après la représentation?

- Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale a prévu la moindre évaluation de cette sortie?

Réponse (19.12.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Voilà trois ans, le groupe de théâtre «Namasté» du Lycée Hubert Clement d'Esch-sur-Alzette créa une pièce sur l'occupation de notre pays durant la Deuxième Guerre mondiale, intitulée: „Resistenz. Ass Wourecht dat, wat bleift?". Les représentations connurent un remarquable succès.

Cette année, la pièce fut reprise les 16, 17 et 18 novembre au Grand Théâtre de Luxembourg dans le cadre de la commémoration du 60e anniversaire de la Libération et à la demande du Premier Ministre, du Ministre de l'Éducation nationale et du Comité pour le Souvenir de la Résistance. Les acteurs, qui pour la plupart ont entamé entre-temps des études universitaires à l'étranger, ont répondu à cette demande et ont repris les répétitions durant les week-ends.

Six représentations ont été organisées: trois en matinée et trois en soirée. Les matinées étaient réservées aux jeunes. Ainsi quelque 2.500 élèves des classes de 2e de l'enseignement secondaire et des classes de 12e de l'enseignement secondaire technique ont pu y assister. Les élèves intéressés des autres classes avaient été invités à assister gratuitement à l'une des représentations en soirée; une centaine d'élèves ont profité de cette offre.

1. En vue de préparer les élèves, une édition spéciale du courrier de l'Éducation nationale a été consacrée à la pièce et les événements de la Deuxième Guerre mondiale. J'en joins un exemplaire *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).* Cette brochure a été expédiée une quinzaine de jours avant les représentations aux élèves concernés et à leurs professeurs.

2. Les directeurs avaient été priés de veiller à ce que les élèves soient accompagnés par des enseignants. Quelque 150 enseignants ont accompagné leurs classes.

3. Il n'y a pas eu de directive ministérielle pour déterminer l'approche que choisissaient les enseignants dans leur cours par rapport à ce sujet.

4. Le sujet ne se prête pas à une évaluation quantitative. Les directeurs dresseront un bilan de cette sortie et de la réaction des élèves lors d'une réunion du Collège des Directeurs.

Question 0754 (23.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **coordination de la recherche au niveau national:**

Au vu du nombre important d'acteurs intervenant dans le secteur de la recherche au Luxembourg, une bonne coordination se cristallise de plus en plus comme un facteur crucial pour la consolidation du secteur. Tel est d'ailleurs le credo du rapport de l'OCDE «Country Report of Luxembourg's Innovation Policy» plaidant en faveur d'un réseau innovant et performant.

La recherche et l'innovation comptent parmi les facteurs clés essentiels dans la Stratégie de Lisbonne pour développer la société de connaissance. L'Université du Luxembourg avec ses trois facultés est appelée à jouer un rôle prépondérant dans la coordination de la recherche et de la promotion de synergies entre les différents acteurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Recherche et à Madame la Secrétaire d'État à la Recherche:

- Quelle est la stratégie du Gouvernement en matière de coordination de la recherche au Luxembourg? Quel est le rôle à jouer par l'Université du Luxembourg dans ces efforts?

Réponse commune (21.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Considérant le rôle joué par la recherche et l'innovation dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne visant à développer la société de la connaissance, l'honorable Député s'enquiert dans sa question sur la stratégie du Gouvernement en matière de coordination de la recherche au Luxembourg et notamment sur le rôle à jouer par l'Université du Luxembourg.

La stratégie du Gouvernement en la matière se voit largement définie par le programme gouvernemental en vigueur. Cette stratégie repose en effet sur plusieurs éléments: la concentration de l'effort national de R&D sur un nombre limité de domaines de pointe, le regroupement d'activités au niveau du site de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, ainsi que les synergies réalisées entre l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics.

De l'avis du Gouvernement, l'efficacité et l'attrait des activités de l'Université et des centres de recherche publics dépendront de la concentration des moyens sur un nombre limité de domaines de pointe. En concertation avec le monde scientifique et économique, le Gouvernement visera donc la mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle de la R&D publique comportant la concentration de l'effort national de R&D sur un nombre limité de thèmes à potentiel évident de retombée nationale.

Dans le cadre d'une approche de partenariat public-privé, cette démarche est censée contribuer à l'établissement de véritables centres d'excellence scientifique et technologique.

La Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation que le Gouvernement prévoit d'aménager sur la terrasse des hauts-fourneaux de la friche Belval-Ouest constituera un autre élément coordinateur voire fédérateur de la recherche publique luxembourgeoise. Cette Cité regroupera les activités de la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication ainsi que les activités de différents centres de recherche publics avec pour objectif la création d'un campus technologique sur le site des friches industrielles.

Les synergies que l'Université et les centres de recherche publics recherchent sur une base volontaire dans leurs activités constituent un autre facteur important de coordination. Ces synergies sont réalisées, d'une part, par la concertation au niveau des programmes de recherche et, d'autre part, par la mobilité du personnel enseignant et celle des activités des étudiants entre l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics. Les synergies en cours sur cette base comportent la mise en œuvre commune de projets de recherche, des cours à l'Université assurés par des collaborateurs des CRP ainsi que des actions conjointes de formation diplômante.

Par ailleurs, les conclusions de deux initiatives actuellement en cours de mise en œuvre sont censées fournir des éléments supplémentaires pour la structuration du dispositif de la recherche publique luxembourgeoise et son évolution future.

Il s'agit, d'une part, de l'étude-évaluation que le Gouvernement fait exécuter par l'OCDE et dont l'objet est de réaliser une évaluation compétente, externe et indépendante des forces et faiblesses du système national de RDI, comportant un accent particulier sur la recherche publique sans pour autant négliger le contexte global et les interactions avec le secteur privé. Cette étude est entreprise en vue de formuler des recommandations concrètes pour l'optimisation de la politique nationale de recherche publique et des instruments en la matière, en se basant sur les bonnes pratiques d'autres pays membres de l'OCDE.

Il s'agit, d'autre part, d'une étude à caractère prospectif, sur la période 2007-2015, que le Fonds national de la Recherche se propose de faire exécuter en vue de contribuer à la conception, la définition et la sélection des futurs programmes prioritaires nationaux de recherche.

Question 0757 (23.11.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**interprétation et application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles:**

La note de l'Administration des Eaux et Forêts relative aux modalités pratiques d'application de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, qui interdit la réduction, la destruction ou le changement de biotopes, a suscité des interprétations diverses et de vives discussions et contestations dans les milieux concernés, en particulier dans le monde agricole.

Pour faire face aux craintes des agriculteurs dans la perspective d'une éventuelle application trop répressive de l'article 17 et tout en donnant aux forestiers une garantie d'action sur le terrain, Monsieur le Ministre de l'Environnement a exprimé, lors de l'heure d'actualité du 23 mars 2005, son intention d'entamer une concertation entre les différents acteurs concernés et le Ministère de l'Agriculture afin de revoir l'interprétation dudit article. En plus, il a affirmé sa volonté d'aboutir à une application pragmatique de l'article susmentionné et de limiter au minimum les charges administratives.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Les réunions de concertation avec les parties concernées sont-elles déjà achevées?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions majeures qui ont été dégagées et le cas échéant vont-elles être communiquées aux acteurs concernés?

Réponse (19.12.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) La phase de concertation est effectivement achevée. Le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts ont discuté la note concernant l'application de l'article 17 avec les administrations du Ministère de l'Agriculture, avec les organisations professionnelles de l'agriculture et avec les organisations de la protection de la nature. Celles-ci ont par la suite soumis des prises de position écrites. L'Administration des Eaux et Forêts a examiné les propositions introduites et est actuellement en train de finaliser le document.

Ad 2) Dans une première étape a été élaboré un projet de circulaire concernant la protection des haies, volet qui s'est avéré correspondre à la préoccupation prioritaire des milieux concernés. Le projet de circulaire tient compte des observations introduites lors de la phase de concertation, notamment au niveau de la lisibilité souhaitée de l'approche poursuivie par l'administration ainsi que de toute bureaucratie excessive supplémentaire qu'il convient d'éviter en l'occurrence. Il est actuellement soumis pour avis aux administrations du Ministère de l'Agriculture. Le texte comporte la liste positive revendiquée par le milieu agricole, c'est-à-dire une liste des interventions aux haies susceptibles d'être exécutées sans autorisation.

Dans une deuxième étape seront reformulés les autres chapitres de la note concernant l'application de l'article 17, de nouveau en tenant compte des propositions introduites lors de la phase de concertation.

Après promulgation de la circulaire et après acceptation du nouveau texte de la note, le contenu des deux documents sera présenté sous forme simplifiée dans une brochure de vulgarisation.

Question 0761 (24.11.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**état d'avancement des études sur le transport en commun:**

Am Regierungsprogramm ass festgeschriwwe ginn, datt den Transportministère mat zwou Etüde chargéiert géif ginn. Dat war éischtens eng a Saachen Eisebunnsinfrastrukturen. Do sollt «l'opportunité d'une nouvelle liaison vers Saarbrücken» studéiert ginn. Esou eng Bunn géing Lëtzebuerg mat Süd-Osteuropa verbannen. Zweetens sollt «en vue d'une simplification et d'une harmonisation accrue de la grille de tarification des différents prestataires de services de transport en commun» eng Etüd gemaach ginn. Dëst, fir dat vun der viregter Regierung fixéiert Zil vun engem „modal split" vu 25% am Joer 2020 besser kënnen ze erreechen.

An deem Kontext stelle sech folgend Froen:

- Wou sinn déi genannten Etüden drun?

- Wéini sollen dës zwou Etüde jeeweils ofgeschloss ginn?

- Kann den Här Minister aus dësen Etüde schonns éischt Tëschekonklusioune matdeelen?

Réponse (8.12.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Jemp Koepp wëllt sech beim Här Transportminister iwwert de Verlaf vun zwou Etüden informéieren, déi am Regiererungsprogramm festgehale sinn.

Déi éischt Etüd betrëfft eng eventuell Ubannung vu Saarbrécken un den nationalen Eisebunnsréseau. Si wäert am Laf vum nächste Joer ugefaange ginn. Si gëtt an Zesummenaarbecht mat den CFL realiséiert.

Déi zweet Etüd dréit sech ëm eng Vereinfachung vun der Tarifikatioun am öffentlechen Transport. Och dës Etüd soll 2006 ugefaange ginn. Si gëtt ënnert der Verantwortung vun der zukünfteger «Communauté des Transports» duerchgefouert.

Question 0766 (25.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **financement des caisses de pension:**

Am Laf vum nächste Mount sollen d'Volleksvertrieder de Statsbudget fir 2006 stëmmen. Am Budgetsprojet falen awer beonrouegend Ännerungen am Beräich vun der Finanzéierung vun de Pensiounskeesen op, déi onbedéngt am Virfeld explizit gekläert musse ginn.

Fir 2006 ginn déi lafend Käschte vun de Pensiounskeesen a vum „Centre commun" vun der „Sécurité sociale" alleguerten op null gesat. Bis elo huet de Stat awer ëmmer d'Halschent vun de Verwaltungskäschte vun dësen Institutioune vun eisem Sozialstat finanzéiert. Als Erklärung steet do lapidar: «À partir de l'exercice 2006 il est prévu que les frais administratifs soient intégralement à charge des institutions sociales». A scho bal zynesch gëtt dat da gelueft als eng Stäerkung vun der Autonomie vun de Gestionnairë vun dësen Etablissementer, well se elo selwer décidéiere kéinten, wou se déi Suen hierhuelen (Säit 71 vum „Exposé introductif")!

Duerfir folgend Froen:

1. Mussen d'Pensiounskeesen effektiv ab 2006 selwer integral fir hir Personal- a Verwaltungskäschten opkommen?

2. Wat huet dës Décisioun motivéiert?

3. Wou sollen d'Pensiounskeesen, der Meenung vum Här Minister no, déi da feelend Gelder hierhuelen?

4. Wéi vill Milliounen Euro wëllt de Ministère vun der sozialer Sécherheet esou ab 2006 all Joers zu Laaschte vun de Pensiounskeesen aspueren?

Réponse (8.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Obwuel ech den Drénglechkeetscharakter vun där Fro net unerkennen, well se menger Usiicht no an de Kader vun de Budgetsdiskussioune gehéiert, wëll ech dach dem Här Deputéierten déi folgend Äntwerte ginn:

Et ass richteg, datt vum Exercice 2006 un d'Pensiounskeesen, de Centre commun awer och d'Unfallversécherung hir Verwaltungskäschte selwer bezuele mussen. Mat dëser Mossnam kréie mer en eenheetleche System, wat dës Käschten ubelaangt, well da sämtlech Verwaltunge vun der Sozialversécherung gläichgestallt sinn. Elo nämlech bezuelen och schonn d'Union des Caisses de Maladie, sämtlech Krankekeesen an de Fonds de compensation hir Verwaltungskäschte selwer.

Et muss een awer bedenken, datt de Stat och weiderhin 8% oder een Drëttel vun de Beiträg vu sämtleche Léin bezilt, genausou wéi e weiderhin an der Krankeversécherung 37% vun de Beiträg fir Naturalleeschtungen an 10% vun deene fir d'Krankegeld bezilt.

Déi zousätzlech Käschte fir d'Pensiounskeesen, déi esou entstinn, kënnen aus dem jährlechen Iwwerschoss, dee sech fir d'Joer 2004 op 354,5 Milliounen Euro belaf huet, bezuelt ginn. Dës nei Regelung, déi mat dem Budgetsgesetz an de Code des assurances sociales ageschriwwe gëtt, bleift och déi nächst Jore bestoen.

Question 0771 (1.12.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **minière «Ellergronn» entre Rumelange et Esch-sur-Alzette:**

La minière «Ellergronn» entre Rumelange et Esch-sur-Alzette a fermé ses portes en mai 1971. Depuis lors, le site témoigne du passé industriel de la région du Bassin Minier, sans pour autant avoir subi de réels aménagements en vue d'un vrai site touristique. Or, le Musée des Mines à Rumelange ou le Fond-de-Gras à Rodange ne sont que deux réussites exemplaires démontrant l'intérêt de la population luxembourgeoise et des visiteurs étrangers à l'égard de la culture industrielle du Bassin Minier.

La mise en valeur des deux hauts-fourneaux sur les friches de Belval-Ouest et la création du Centre National de la Culture Industrielle sur le même site viennent d'être entamées et représenteront un cadre authentique pour honorer l'héritage industriel et sidérurgique du Sud de notre pays. Il va sans dire que l'intégralité de ce patrimoine est complémentaire aux sites comparables en Lorraine et en Sarre.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir du Ministre de la Culture et de la Secrétaire d'État à la Culture si le Gouvernement a déjà repéré le site du «Ellergronn» comme patrimoine à protéger et s'il dispose d'un concept global pour la mise en valeur de l'important patrimoine historique du Bassin Minier.

Réponse (19.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Service des Sites et Monuments n'a pas été saisi d'une demande de classement comme monument national du site en question.

À la fin des années 1980, les toitures des bâtiments de la minière «Ellergronn» avaient été refaites par l'Administration des Bâtiments publics.

D'autre part, l'État s'est chargé de l'enlèvement de styropor qui y avait été stocké. Une association privée «Hiel-Ellergronn» s'est constituée dans le but de revaloriser les lieux. Après un incendie, elle a entrepris la restauration intérieure des immeubles.

La mine Kazebierg au «Ellergronn» se trouve dans une réserve naturelle gérée par l'Administration des Eaux et Forêts du Ministère de l'Environnement.

L'État et les communes ont – dans le passé – déterminé plusieurs témoins de l'ère industrielle et sidérurgique dans la région du bassin minier luxembourgeois dignes d'être préservés d'une manière ou d'une autre. Le concept global poursuivi est celui de la création d'un Centre National de la Culture Industrielle (CNCI), situé sur les friches à Esch/Belval. Ce nouveau centre aura notamment comme mission la création d'un réseau entre les différents acteurs de l'ère industrielle (et donc aussi sidérurgique). Le groupement responsable de l'exploitation culturelle de l'ancienne mine Kazebierg, le «Centre d'accueil Mine Kazebierg», est d'ailleurs un partenaire de la première heure du groupe de travail qui est en train de développer les missions futures du CNCI.

Si le Musée des Mines à Rumelange, subventionné par le Ministère du Tourisme (sans intervention du Service des Sites et Monuments nationaux), démontre l'exploitation minière, c'est au Fond-de-Gras que le côté transport est mis en évidence.

Question 0773 (1.12.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **soins palliatifs:**

En date du 12 mars 2003, la Chambre des Députés a adopté unanimement une motion invitant le Gouvernement «à créer le cadre juridique pour que le recours aux soins palliatifs et le traitement de la douleur soient reconnus comme un droit de chaque patient». Suite à cette motion, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale Carlo Wagner a déposé en date du 19 février 2004 le projet de loi 5303 relatif aux soins palliatifs et à l'accompagnement en fin de vie.

Lors de sa déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement du 12 octobre 2005, Monsieur le Premier Ministre a annoncé qu'un nouveau projet de loi relatif à l'accompagnement en fin de vie sera déposé au cours du mois de novembre 2005 qui remplacera le projet de loi 5303.

Or, je suis au regret de constater que, jusqu'à ce jour, un tel nouveau projet de loi n'a pas été adopté par le Conseil de Gouvernement et n'a pas été déposé à la Chambre des Députés. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Quand le nouveau projet de loi sera-t-il discuté et adopté dans le Conseil de Gouvernement?

2. Quand le dépôt du projet de loi aura-t-il probablement lieu?

Réponse (19.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Conseil de Gouvernement a été saisi dès le 5 juillet 2005 par le soussigné d'une nouvelle version du projet de loi en matière de soins palliatifs, destinée à remplacer le projet de loi 5303 actuellement déposé à la Chambre.

À la demande de Madame la Ministre de la Famille, l'examen de ce projet nouveau a été tenu en suspens, afin de lui permettre d'y intégrer un chapitre relatif au congé pour l'accompagnement en fin de vie.

La nouvelle version, ensemble avec les dispositions relatives au congé d'accompagnement, se trouve reproduite à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Gouvernement du 23 décembre prochain.

Question 0777 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **curriculum vitae anonyme:**

Bei Astellungen ass de Liewenslaf oder CV (Curriculum vitae) e wesentlecht Element fir eng éischt Selektioun vun de Bewerber virzehuelen. Gewëss gesellschaftlech oder

perséinlech Viruerteeler kënnen heibäi derzou féieren, datt d'Chancëgläichheet net esou respektéiert gëtt, wéi dat eigentlech vum Législateur gewënscht ass. Verschiddene Kategorië vun Aarbechtssichende kann esou vu vireran trotz gläichwäerteger oder besserer Qualifikatioun d'Chance op en éischt Virstellungsgespréich verwiert bleiwen – a sief et just wéint dem Familljennumm.

Dës Diskriminéierung – ob bewosst oder onbewosst – op Basis vun Nationalitéit, Alter, sozialer Hierkonft oder Relioun konnt veschiddentlech schonns beluecht ginn.

A Frankräich si gutt Resultater géint esou eng Diskriminéierung erziilt ginn, andeems op CVen, déi de Betriber versuchsweis vun hirer ADEM (ANPE) zougestallt goufen, perséinlech a sozial Donnéeën, wéi Numm, Nationalitéit, Hierkommen an Alter, ewechgelooss goufen. Dowéint huet de franséische Premier, am Kontext vun de sozialen Onrouen an den Immigrantequartieren, deklaréiert, «tout à fait favorable» fir weider Experimenter mam «CV anonyme» ze sinn. Weider sot hien: «Le procédé a des limites, mais si cela permet d'accéder à un entretien d'embauche, c'est très bien. Je ne suis pas sûr qu'il faille le rendre obligatoire mais l'encourager.»

Déi genannt Problematik besteet och am Lëtzebuerger Kontext, dowéint folgend Froen:

1) Wéi steet den Här Aarbechtsminister zur genannter franséischer Experienz? Wier et net sënnvoll och hei am Land, am Intérêt vun der Chancëgläichheet um Aarbechtsmaart, op d'mannst versuchsweis de Betriber anonymiséiert CVen zouzestellen?

2) Sinn dem Aarbechtsministère och hei um Aarbechtsmaart Opfällegkeete bekannt, wat d'Astellungspolitik vu verschiddene Betriber ugeet, zum Beispill a Saache nationaler Preferenz?

Réponse (2.1.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dem Aarbechtsamt leie keng Zuele vir déi géife beleeën, datt hei am Land eng Diskriminatioun op Basis vun Nationalitéit, sozialer Hierkonft, Numm oder Relioun géif bestoen.

Duerzou ass ze soen, datt kee Kandidat a sengem Lieweslaf seng sozial Hierkonft, seng Hautfaarf oder seng Relioun muss oder och nëmme soll uginn.

De Familljennumm erlaabt zu Lëtzebuerg kengem Patron op d'Nationalitéit hinzeschléissen, well am Laf vun de Jore Leit aus allen Häre Länner sech hei agebiergert hunn an dohier och e „Lëtzebuerger" méi en ausgefalenen Numm kann hunn.

Wat d'Diskriminatioun op Grond vum Alter ugeet, kann een déi wahrscheinlech och net mat Hëllef vun engem anonyme Lieweslaf ausschléissen, well de Kandidat jo seng berufflech Experienz muss uginn an e Patron sech sou liicht kann ausrechnen a wéi eng Alterskategorie de Betraffene fält.

Esouguer wann ee géif dervun ausgoen, datt en anonyme Lieweslaf verschiddene Kandidaten éischter zu engem Virstellungsgespréich bei eenzelne Patrone géif verhëllefen, géif dat dach e Patron, dee wierklech Diskriminatioun bedreift, net dervun ofhalen, spéitstens nom perséinleche Gespréich, op dës Leit als zukünfteg Mataarbechter ze verzichten.

Den Aarbechtsminister ass jo, speziell wat d'Diskriminatioun aus Altersgrënn ugeet, drëm beméit sech iwwer zwou Etüde vu CEPS an OCDE e geneet Bild iwwert d'Problemer zu Lëtzebuerg ze maachen an huet sech engagéiert, zesumme mat de Sozialpartner déi néideg Moossnamen ze huele fir d'Beschäftegung vun eelere Leit, ënner adaptéierte Konditiounen ze promouvéieren ouni gläichzäiteg d'Beschäftegung vu Jonken ze gefäerden. Eng intergenerationell Approche zum Emploi ass also néideg.

Leschtendlech weisen ech drop hin, datt an nächster Zäit déi europäesch Direktiven iwwert d'Diskriminatioun aus Grënn vun Alter, sexueller Orientatioun, Hautfaarf, Glawen oder Iwwerzeegungen a sou weider a Form vu Gesetz wäerten an der Chamber an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Question 0781 (2.12.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **procédure judiciaire entamée contre l'ancien Président de la Chambre des Comptes:**

De 16. November 1999 huet d'Lëtzebuerger Deputéiertechamber, op Demande vum Staatsminister, den deemolege President vun der Chambre des Comptes, Gérard Reuter, vu sengem Posten enthuewen. Deem war schonn den 18. Mee 1999 eng „Mise en disponibilité" vum President vun der Chambre des Comptes duerch d'Chamber virausgaangen. Eng Statsaffär deemno, déi deemols héich Welle geschloen huet, duerno awer lues a lues an de Vergiess geroden ass.

Nieft enger extrem héijer perséinlecher Verschëldung, déi d'Onofhängegkeet vum President vun der Chambre des Comptes a Fro gestallt huet, sinn him geschäftlech Relatioune mat zwielichtege Persoune virgeworf ginn. An der Press war ze liesen, datt him reprochéiert géif, Member vun enger „Geldwäscher und Betrügerbande" gewiescht ze sinn. De lëtzebuergesche Parquet hätt duerfir och bei dem „leitenden Staatsanwalt" zu Frankfurt ëm Mathëllef gebieden. Jiddefalls sollt no der Ofsetzung vum President Reuter d'Affär um geriichtleche Wee opgekläert a weider verfollegt ginn. Duerfir géif ech lech, Här Minister, sechs Joer nom Début vun dëser Affär, gären dës Froë stellen:

1. Kënnt Dir mir Informatiounen driwwer ginn, wat bis elo an dësem Dossier geschitt ass?

2. Ass en nach um Instanzewee, a wa jo, wou ass en an der Prozedur?

3. Wann e klasséiert ginn ass, wat sinn d'Motiver vum Klassement?

4. Wann en net klasséiert ass, wat ass an Zukunft an dëser Affär ze erwaarden?

5. Kënnt Dir garantéieren, datt an dëser Affär de konstitutionell verankerte Prinzip «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi» strikt respektéiert gëtt?

Réponse (21.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. Le Président de la Chambre des Comptes a été démis de ses fonctions en 1999 par la Chambre des Députés et par le Gouvernement, alors qu'un certain nombre de faits reconnus par l'ancien Président de la Chambre des Comptes étaient «de nature à ébranler la confiance que la Chambre des Députés lui avait accordée au moment de sa nomination» et que par ailleurs sa situation personnelle ne lui permettait «plus d'exercer ses fonctions en toute sérénité, indépendance et impartialité», selon les termes de la résolution adoptée par la Chambre des Députés.

2. Quant au volet judiciaire du dossier – indépendant des procédure et motivation parlementaires – l'instruction, qui relève de la seule autorité du juge d'instruction, n'est pas terminée, selon les informations qui nous ont été transmises par les autorités judiciaires.

3. Il est du devoir de la justice de traiter tous les dossiers selon les mêmes règles.

Question 0787 (8.12.2005) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **chasse dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald:**

Mercredi, 30 novembre 2005, une chasse battue aux chiens courants a été organisée par l'Administration des Eaux et Forêts dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald. Des chasseurs privés et des chasseurs agents et fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts y ont participé.

- Quel texte législatif autorise l'organisation de battues aux chiens courants dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald?

- Est-il exact que la zone à vocation récréative a été classée comme «réserve cynégétique» où le droit de chasser appartient à l'État? Si un tel classement existe, quand est-ce qu'il a été opéré et quel est le texte législatif exact de ce classement?

- Considérant le fait que la moitié des participants de cette battue était composée de fonctionnaires d'État et l'autre moitié de personnes privées, j'aimerais connaître la composition exacte des divers groupes de tireurs qui ont participé à la chasse organisée par l'État.

- Suivant quels critères les batteurs, les chasseurs privés et les chasseurs agents de l'Administration des Eaux et Forêts ont-ils été choisis?

- Sur quel article budgétaire les frais de cette chasse battue sont-ils imputés?

- Est-il exact que les batteurs ont été payés à la main?

- Quel est le montant total des frais d'organisation de cette chasse?

- Est-ce que cette battue était précédée d'un inventaire du gibier?

- Combien de chasses battues organisées par l'État ont lieu chaque année dans de soi-disant «réserves cynégétiques» (par exemple: parc de Hosingen, etc.)

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que l'organisation de chasses loisirs, par des agents et fonctionnaires de l'État, durant les heures de service devrait se limiter à des cas vraiment exceptionnels, urgents ou indispensables?

Réponse (2.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

- Conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 le mode de chasse au chien courant est autorisé pendant la période du 15 octobre au 28 février.

- Par arrêté ministériel du 4 janvier 1957 et sur base de l'article 2 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, les propriétés domaniales suivantes avec leurs dépendances, à savoir les maisons de retraite de Kopstal et de Dudelange, le champ de tir de Hoscheid et le camp militaire du Herrenberg, l'aéroport du Findel et la Radio-range à Mensdorf, le domaine de Mondorf-État, les domaines des Trois-Glands et du Grünewald, les cimetières militaires de Hamm et de Sandweiler, l'établissement piscicole de Lintgen et le domaine du lac de barrage de la Haute-Sûre, ont été exclus des lots de chasse.

En général, le droit de chasse est un accessoire du droit de propriété, il appartient par conséquent à l'État sur les surfaces domaniales. En particulier, l'article 1er de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts dispose que «L'Administration des Eaux et Forêts est chargée: (...) – de la conservation et de l'amélioration des ressources cynégétiques, ainsi que de la surveillance et de la police de la chasse (...)»; l'article 2 dispose que: «(...) le service de la chasse est chargé: (...) – de la conservation et de l'amélioration des ressources cynégétiques, – de la création et de la gestion de réserves cynégétiques (...)».

- Les personnes, détentrices d'un permis de chasse valable, invitées à participer à la chasse en battue sont les suivantes:

- les fonctionnaires et employés du Ministère de l'Environnement;

- les fonctionnaires et employés de l'Administration des Eaux et Forêts;

- les membres du Conseil Supérieur de la Chasse;

- les chargés de cours de l'examen de chasse;

- les membres de la commission d'examen pour l'obtention du premier permis de chasse;

- les employés de l'administration des Biens de S.A.R. le Grand-Duc (service forestier);

- les adjudicataires des lots de chasse adjacents;

- les lauréats de l'examen de chasse (les premiers classés).

- Les frais directs de cette chasse sont supportés par les participants chasseurs («participation aux frais»). Les rabatteurs sont des élèves de l'école forestière, des personnes volontaires et quelques ouvriers forestiers des triages forestiers concernés, qui disposent d'une bonne connaissance des lieux.

Les recettes annuelles de la vente du gibier en provenance des «réserves cynégétiques» se chiffrent annuellement aux alentours de 5.000 euros (2004: 5.109,52 euros). Ces recettes sont recouvertes par le biais de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et sont versées sur l'article 64.7.28.020 du budget des recettes.

Il s'agit de prélèvements durables dont témoignent les tableaux de chasse réalisés pendant les dernières années. Selon l'avis d'experts étrangers, l'accroissement annuel du cheptel de chevreuils, sangliers et renards n'est même pas réalisé.

La pression du gibier sur la végétation ligneuse est sujette à des inventaires périodiques.

- Les chasses en battue organisées sur les diverses surfaces où le droit de chasse ainsi que l'exercice de ce droit appartient à l'État sont les suivantes:

deux chasses en battue et une petite chasse en poussée dans les domaines du Grünewald (884 ha + 250 ha);

une petite chasse en poussée sur le lot de chasse N°104 de Kaundorf, où le droit de chasse a été pris en location par l'État (284 ha);

une petite chasse en poussée d'une demi-journée dans l'ancien parc à gibier de Hosingen (144 ha).

Question 0789 (8.12.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**affaire „Bommeleeër":**

No deem leschte Reportage op RTL iwwert d'Bommeleeër-Affär, wou eng namentlech bekannte Persoun deklaréiert huet, am Dezember 1985 wären d'Cegedels-Poteauen an der Ëmgéigend vu Walfer souwuel vun der Arméi, wéi vun Agente vun enger privater Sécherheetsfirma systematesch bewaacht ginn, stelle sech nei Froen. Laut der Duerstellung vun dëser Persoun haten d'Agente vun där Firma nämlech gesot kritt, dës Bewaachung géif iwwert d'Feierdeeg oprechterhale ginn. Zimlech onerwaart wär dës Iwwerwaachungsaktioun awer den 23. Dezember 1985 opgehuewe ginn.

Duerfir dës Froen, vun deenen ech hoffen, datt d'Äntwerten drop net géint d'Untersuchungsgeheimnis verstoussen:

1. Wat kënnt Dir zur Bewaachung vun de Cegedels-Poteauen am Dezember 1985 soen?

2. Huet an dësem Zesummenhang e Kontrakt mat enger Privatfirma bestanen, an ass aus dem Dossier doriwwer ze gesinn, wéi dat deemools ofgelaf ass?

3. Stëmmt et, datt dës Bewaachung kuerz viru Chrëschtdag 1985 opgehuewe ginn ass?

4. Wa jo, wien huet deen Uerder dozou ginn, a wat war de Grond duerfir?

Réponse (23.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Ech ka mam beschte Wëllen zu de gestallte Froe keng Informatioune ginn, well ech hunn als Justizminister keen Accès zu dësem Dossier, fir deen d'Geriichtsautoritéiten zoustänneg sinn; an de Justizministère war och ni zoustänneg fir déi genannte Poteauen.

Question 0792 (9.12.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **résolution 337 sur une amélioration du financement commun des opérations de l'OTAN:**

D'Resolutioun 337 vum 15. November 2005 vum NATO-Parlament fuerdert d'Memberregierungen op, sech solidaresch un de Käschte vun de sou genannten „Out-of-area"-Operatiounen ze bedeelegen. Dës Asätz gi geleescht vun der NRF, der NATO-Reaktiounskraaft. D'NRF besteet aus Militärkontingenter, déi op fräiwëlleger Basis vun de Mernberstaten an no engem Rotatiounssystem gestallt ginn. Deementspriechend gëtt och d'Quasi-Integralitéit vun de jeeweilegen Operatioune finanzéiert.

Déi genannte Resolutioun géing e radikale Changement an d'Weeër leeden: Och déi Staten, déi sech net militäresch u gewëssen Aktioune bedeelegen, missten an Zukunft dës Interventioune mat finanzéieren.

Gläichzäiteg befënnt sech eise Stat awer an enger finanziell schwiereger Situatioun a muss an deenen nächste Jore kucken un allen Ecker an Enner ze spueren.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dëser neier Entwécklung an der NATO?

2. Wéi vill un zousätzleche Militärausgabe géing dee genannte Politikwiessel an der NATO fir Lëtzebuerg matsechbréngen?

3. Sinn an där am Statsbudget fir 2006 virgesinnener Erhéijung vun de Militärausgaben och schonns déi genannt méiglech zousätzlech Ausgabe virgesinn?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget, Ministre de la Défense:*

1. La position du Parlement de l'OTAN reflète celle de la plupart des gouvernements qui estiment que les questions de sécurité sont globales et qu'il y a dès lors lieu de les partager équitablement (par exemple en fonction du PIB des États) entre tous ceux qui bénéficient du résultat de ces opérations décidées en commun. Le Gouvernement luxembourgeois partage ce point de vue.

2. Dans la mesure où aucune clef de répartition n'a été convenue à ce jour, il est impossible de chiffrer l'impact éventuel d'une telle décision.

3. Le budget pour 2006 ne tient pas compte de décisions non encore prises au niveau international, mais reflète bien la volonté du Gouvernement de remplir ses obligations internationales en matière de sécurité au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, conformément aux lignes de conduite décrites dans la déclaration gouvernementale.

Compte rendu des séances publiques
N° 6 – Session ordinaire 2005-2006

18e séance, mardi 20 décembre 2005
19e séance, mercredi 21 décembre 2005
20e séance, mercredi 21 décembre 2005
21e séance, jeudi 22 décembre 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Visite de travail de S.E.M. Paavo Lipponen, Président du Parlement finlandais



M. Paavo Lipponen signe le Livre d'or de la Chambre des Députés

Le jeudi 19 janvier 2005, le Président de l'Eduskunta de la République de Finlande, S.E.M. Paavo Lipponen, s'est rendu en visite de travail à Luxembourg. Il a entre autres été accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés par M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés.

Au cours de l'entretien entre les deux Présidents de Parlement, M. Lucien Weiler s'est renseigné auprès de son homologue finlandais sur les expériences de la Finlande en matière de difficultés budgétaires, ce pays nordique ayant été confronté dans le passé à des problèmes similaires à ceux que connaît le Luxembourg actuellement. En matière européenne, M. Paavo Lipponen a donné un court aperçu sur les préparatifs de la future Présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2006. Il a également invité le Président de la Chambre des Députés à Helsinki afin d'assister à la séance solennelle du Parlement finlandais à l'occasion du 100e anniversaire de l'Eduskunta le 1er juin 2006.

M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a également eu un échange de vues avec M. Paavo Lipponen. Les discussions ont porté notamment sur les relations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

Réception de Nouvel An au Palais grand-ducal



Les membres du Bureau de la Chambre des Députés reçus par LL.AA.RR. le Grand-Duc et le Grand-Duc héritier à l'occasion du Nouvel An

(de gauche à droite) M. Henri Grethen, M. Michel Wolter, M. Robert Mehlen, M. Niki Bettendorf, M. François Bausch, M. le Président Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc, M. Alex Bodry, S.A.R. le Grand-Duc héritier, M. Lucien Clement, M. Jos Scheuer, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, M. Ben Fayot (Photo: Carlo Hommel)

6e Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce

«Modestes résultats et programme chargé pour l'avenir»



M. Charles Goerens et M. Claude Adam

Telle est l'appréciation de M. le Député Charles Goerens qui, avec M. le Deputé Claude Adam, a pu accompagner les négociations pour une libéralisation du commerce, qui se sont tenues du 13 au 18 décembre à Hong Kong en Chine. La délégation ministérielle était composée du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, M. Nicolas Schmit, du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, M. Fernand Boden et du Ministre de la Coopération et de l'Aide humanitaire, M. Jean-Louis Schiltz.

«Il faut déplorer que beaucoup de questions, concernant notamment les produits industriels et les services, n'aient pas été tranchées et aient été reléguées à 2006. L'accord sur le démantèlement des subventions aux exportations agricoles de l'Union européenne jusque 2013 constitue cependant un pas en avant, et ceci dans le respect du paquet financier ficelé par la Commission européenne.» Tels ont été les propos de M. Charles Goerens, qui a exprimé son souhait de voir la Chambre des Députés nouer des liens plus étroits avec les services de la Commission européenne, afin de mieux préparer les changements à venir.

M. le Député Claude Adam a souligné que la libéralisation du commerce ne devrait pas être une fin en soi, mais un moyen pour parvenir à un développement durable, à un accès généralisé à la nourriture et au respect de l'environnement naturel. Les 149 États représentés à la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce disposent chacun d'une voix et sont en principe égaux.

Selon M. Claude Adam, les pays les plus pauvres ne disposent cependant pas de la même expertise que les plus riches face à la complexité des traités et des questions soulevées. Ainsi, un quart de la population du Burkina Faso dépendrait du marché du coton et souffrirait du fait que le Gouvernement des États-Unis ne serait pas prêt à revoir ses trois milliards de dollars de subventions aux 20.000 producteurs du Texas et de l'Arkansas.

La Conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce a vu les pays émergeants, tels que le Brésil ou l'Inde, s'affirmer mieux que par le passé. Les pays les plus pauvres ont obtenu un accès libre aux marchés des pays du Nord pour 97% de leurs produits.

Énormément de questions sont cependant restées ouvertes; après les échecs de Doha et de Cancún, le cycle de Doha est loin d'être terminé.

Finalement, MM. les Députés Claude Adam et Charles Goerens ont encore salué l'échange qui a pu avoir lieu avec les représentants des nombreuses organisations non gouvernementales accréditées à Hong Kong.

Séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Échange de vues entre parlementaires de la Grande Région

Le Conseil Parlementaire Interrégional s'est réuni en séance plénière le vendredi 13 janvier 2006 à Mayence sous la présidence de M. Christoph Grimm, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat. Des mots de bienvenue ont été adressés par la Présidente du Conseil Rhénan, Mme Christine Baumann, membre du Landtag de Rhénanie-Palatinat, et par l'invité d'honneur, le Ministre-Président de Rhénanie-Palatinat M. Kurt Beck.

Les délégués des cinq assemblées membres (Conseil Régional de Lorraine, Landtag de Sarre, Landtag de Rhénanie-Palatinat, Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg et Parlement wallon) ont discuté sur différents sujets à caractère transfrontalier, dont le développement de la Maison de la Grande Région et l'aide aux toxicomanes, et ont adopté des recommandations y afférentes.

Sur proposition de la Commission «Enseignement, formation, recherche et culture», la séance plénière a adopté une recommandation sur le programme d'action communautaire Comenius visant à promouvoir les partenariats entre établissements scolaires. La Chambre des Députés était représentée par M. Ali Kaes, Président de la Commission «Environnement et agriculture» du CPI, M. François Maroldt et M. Aly Jaerling.



(de gauche à droite) M. Aly Jaerling, M. Ali Kaes, M. François Maroldt

NOUVELLES LOIS

5146 - Projet de loi modifiant

1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance

2. les articles 12, 92 et 97 du Code des assurances sociales

3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

4. la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance qui se caractérise par la mise en place des dispositions suivantes:

- création d'une assurance obligatoire couvrant le risque de dépendance;

- création au profit des personnes protégées d'un droit prioritaire à des prestations en nature et subsidiairement à des prestations en espèces pour leur permettre de se procurer des aides et soins dans les actes essentiels de la vie auprès de tierces personnes;

- institution d'un système d'évaluation, d'orientation et de prise en charge des personnes dépendantes;

- organisation des relations avec les prestataires d'aides et de soins dans le cadre du maintien à domicile et en établissement;

- institution d'un système de financement mixte afin de créer une assise financière à la nouvelle forme d'assurance.

D'une façon générale, le projet de loi tente de recentrer un certain nombre de dispositions sur les quatre principes directeurs de la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance, à savoir:

- la priorité des mesures de réhabilitation avant la prise en charge de la dépendance;

- la priorité au maintien à domicile avant l'hébergement en institution;

- la priorité aux prestations en nature avant les prestations en espèces;

- la continuité dans la prise en charge de la dépendance.

Ces principes, pas plus d'ailleurs que les éléments fondamentaux de la loi, n'ont été remis en question dans l'évaluation du fonctionnement de l'assurance dépendance.

Compte tenu de ces antécédents, les points saillants du projet de loi se présentent comme suit:

Le projet de loi intègre de façon explicite le thème particulièrement important de la qualité des aides et soins, mettant l'accent non seulement sur le contrôle mais aussi sur l'aspect de la promotion de la qualité des aides et soins tant dans le chef des soignants professionnels que pour les aidants informels.

Dans cet ordre d'idées, le texte initial prévoyait l'instauration d'une commission de la qualité des prestations, appelée à définir les normes et standards de référence dont l'application serait contrôlée par la cellule d'évaluation et d'orientation. Estimant que l'idée d'une telle commission était à revoir dans le cadre général de la transposition de la décision du comité quadripartite de mettre en place un conseil scientifique, l'actuel Gouvernement, dans ses amendements du 14 avril 2005 supprima l'article en question. Suite aux observations exprimées par le Conseil d'État et les différentes chambres professionnelles et après une nouvelle prise de position du Gouvernement, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a réintroduit en version modifiée l'article concernant la commission de la qualité des prestations par voie d'amendement parlementaire.

Parallèlement, la première version du projet de loi entendait abroger l'article relatif à l'action concertée de l'assurance dépendance. Le Gouvernement, convaincu de l'importance de ce «comité de pilotage» a proposé un amendement maintenant l'article en question dans sa version actuellement en vigueur.

Pour ce qui est de l'accès aux prestations, le projet de loi introduit une certaine flexibilisation: à l'instar de ce qui se pratique pour les aides techniques, le nouveau texte prévoit une dérogation au seuil minimum de trois heures et demie de soins requis pour la prise en charge des adaptations du logement et pour les projets d'actions expérimentales. Le projet amendé revient par ailleurs sur l'abrogation prévue de l'article rendant possible la définition du temps requis de manière forfaitaire pour certaines maladies et déficiences.

Par une modification de l'article 353 CAS, le projet rend possible le dépassement de la limite de vingt-quatre heures et demie prévue dans le cadre des prestations en nature en cas de maintien à domicile dans les cas de gravité exceptionnelle dûment constatée par la cellule d'évaluation et d'orientation. Dans un tel cas, la prise en charge peut être portée jusqu'à trente-huit heures et demie.

Quant à la détermination des prestations requises, le projet de loi précise les différentes étapes à respecter ainsi que les pièces nécessaires et les documents utilisés aux différents stades de la procédure.

Concernant les relations avec les prestataires d'aides et de soins, le projet de loi prévoit la conclusion de conventions cadres, négociées par l'Union des Caisses de Maladie avec l'organisme représentant les prestataires et s'adressant respectivement aux réseaux agissant dans le cadre du maintien à domicile, aux établissements d'aides et de soins à séjour continu et aux établissements d'aides et de soins à séjour intermittent.

Une modification importante introduite par voie d'amendement gouvernemental a trait à la prestation en espèces remplaçant les prestations en nature et revenant à l'aidant informel. En effet, les prestations en espèces sont actuellement liées à la valeur monétaire rémunérant les prestations en réseaux et atteignent actuellement le niveau élevé de 25 euros. Le projet propose de geler le montant de la prestation en espèces à sa valeur actuelle.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 20.05.2003

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

10.11.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.11.2005	Échange de vues avec une délégation de la COPAS (Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes a.s.b.l.)
	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.11.2005	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
15.12.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2005

Loi du 23 décembre 2005

Mémorial A, N° 215, page 3370

5478 - Projet de loi

portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée le 17 octobre 2003 par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris. Ce texte est en fait un complément à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, signée à Paris, le 23 novembre 1972. La nouvelle Convention «traite des traditions et expressions orales, y compris la langue en tant que vecteur du patrimoine culturel, des arts du spectacle, des pratiques sociales, rituels et événements festifs, des connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers, ainsi que des traditions artisanales». (http://portal.unesco.org)

Le Luxembourg souhaite faire partie des premiers trente pays membres de l'UNESCO à ratifier la Convention.

La procession dansante d'Echternach

Le Conseil de Gouvernement a décidé de proposer la procession dansante d'Echternach pour inscription sur la future «Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité». Un groupe de travail ad hoc a déjà entamé la préparation d'un dossier de candidature en vue de sa présentation pour la future «Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité». L'inscription sur cette liste devrait normalement coïncider avec les festivités prévues pour l'«Année Willibrord» (2008).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005

Rapportrice: Mme Martine Stein-Mergen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

12.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2005

Loi du 23 décembre 2005

Mémorial A, N° 220, page 3708

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Schank, ancien Député

2. Communications

3. Dépôt d'une résolution par M. Marco Schank

4. Dépôt d'une motion par M. François Bausch

5. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 5437 - Présentation de la proposition de loi 5302 - Discussion générale - Vote sur les amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Retrait du rôle de la proposition de loi 5302 - Vote sur la motion)

6. Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran

(Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Schank, ancien Député

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht Iech den Doud vun engem fréieren Deputéierten, dem Här Jean-Pierre Schank vun Ëlwen, matzedeelen, dee viru kuerzem am Alter vun 92 Joer verstuerwen ass. Viru bal engem hallwe Jorhonnert, vun 1956 bis 1958, war hien als Norddeputéierten an de Reie vun der CSV hei an der Chamber täteg, an huet sech virun allem fir d'Belange vun den Handwierker an de Geschäftsleit agesat.

Säi Wierken op kommunalem Niveau vun 1970 bis 1981 ass bis haut bei senge Matbierger onvergiess. Als laangjährege Geschäftsmann a senger Heemechtsstad war hien als e joviale Mënsch bekannt, deen de Kontakt mat de lokale Veräiner gesicht a gefleegt huet. Säi Bezuch zu senge Matmënschen huet sech net nëmmen op dat reng Gesellschaftlecht beschränkt. Säin onermiddlechen Asaz bei de Pompjeeën, a virun allem bei der Protection civile, huet hien zu enger iwweraus geschätzter Perséinlechkeet gemaach, un déi mer eis gären erënneren, an déi mer an Erënnerung wëlle behalen.

Dem Jean-Pierre Schank senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber mäin opriichtegt Bäileed ausdrécken. Loosse mer ee Moment opstoen, fir deem Verstuerwenen ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 16 décembre 2005, le projet de loi N°5522 portant réglementation de la visite de véhicules et portant modification du Code d'instruction criminelle.

3. À la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Madame Octavie Modert, Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, a déposé en date du 19 décembre 2005 le projet de règlement grand-ducal N°5523 portant modification du règlement grand-ducal du 14 novembre 2002 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine.

4. Par sa dépêche du 15 décembre 2005, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre des Députés les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 14 au 17 novembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil modifiant l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en vue de permettre à celle-ci de financer des opérations en Mongolie;

- résolution sur la dimension sociale de la mondialisation;

- résolution sur «Vaincre le changement climatique planétaire";

- résolution sur le sixième rapport annuel du Conseil établi en application du point 8 du dispositif du code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements;

- résolution sur la non-prolifération des armes de destruction massive: un rôle pour le Parlement européen, et

- résolution sur l'Iran.

Den Här Schank huet d'Wuert gefrot, fir eng Resolutioun ze déposéieren. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt d'une résolution par M. Marco Schank

M. Marco Schank *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech proposéieren den Dépôt vun enger Resolutioun de Mëtteg, an zwar am Kontext mat de rezenten Äusserunge vum iranesche President, dem Här Ahmadinejad. Virun ongefeier 14 Deeg hu mer eng Resolutioun gestëmmt, déi de Charel Goerens abruecht hat, well d'Existenzrecht vun Israel a Fro gestallt gi war. Ech muss soen, datt deen Här elo nach eng dropgeluecht huet an effektiv gesot huet, datt den Holocaust e Mäerche vum Weste wier, fir vum eigentlechen Thema ofzelenken, nämlech der Ënnerstëtzung vun de Palästinenser.

Souguer op d'Gefor hin, datt d'Reaktioun vum Westen d'Positioun vum President am Iran stäerkt, well vill Leit bei him soen: Majo, hie bréngt et fäerdeg sech vis-à-vis vum Westen eng gewësse Stäerkt ze ginn, mengen ech awer, datt mir, a virun allem d'Lëtzebuerger Chamber, dat, wat gesot ginn ass, net einfach esou däerfe stoe loossen. An anere Wierder, ech wollt an där Resolutioun proposéieren, datt een d'Äusserunge vum iranesche President schäerfstens géif condamnéieren: Éischtens, d'Negatioun vum Holocaust, an zweetens, d'Existenzrecht vum Stat Israel. Ech mengen, déi Äusserunge vun engem President vun engem Stat, dee Member ass vun der ONU, sinn onvereinbar.

Duerfir wollt ech den Dépôt maachen. Ech sinn och frou, datt d'Kolleegen an d'Kolleeginne vun deene fënnef Fraktiounen déi Resolutioun matdroen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- alarmée au plus haut degré par les affirmations scandaleuses du Président de la République islamique d'Iran concernant le droit à l'existence de l'État d'Israël;

- estimant qu'en particulier, la négation de l'holocauste par le président d'Iran constitue un précédent inqualifiable;

- considérant que les déclarations négationnistes formulées par le chef d'un État membre de l'Organisation des Nations Unies sont aussi inacceptables que répréhensibles;

- réaffirmant son soutien à l'État d'Israël et son attachement au droit d'Israël de pouvoir fonctionner normalement et démocratiquement, en paix avec les États islamiques de la région;

- condamne sans réserves les propos du Président de la République islamique d'Iran relatifs à la négation de l'holocauste ainsi qu'au droit d'existence de l'État d'Israël, propos témoignant d'une attitude absolument incompatibles avec l'exercice des fonctions de chef d'un État membre de l'Organisation des Nations unies;

- charge son Président de transmettre cette condamnation sans équivoque à l'Ambassade de la République islamique d'Iran à Bruxelles.

(s.) Marco Schank, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Paul Helminger.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Mir kommen dann zu dem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Interruptions)

Oh pardon, den Här Bausch.

4. Dépôt d'une motion par M. François Bausch

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt eng kleng, enfin, net Modification de l'ordre du jour ufroen, mä am Fong eng Question préalable stellen am Zesummenhang mat engem Projet de loi, deen de Mëttwoch de Moien um Ordre du jour ass, an zwar dem Projet de loi N°5504 iwwert d'Quellesteier.

Dir wësst, datt mer an deene leschte Woche vill Diskussiounen hate ronderëm d'Quellesteier, an an där leschter Finanzkommissioun hu mer dee Projet finaliséiert. Dunn ass eigentlech vun der Regierung, op Ufro vun dem Fraktiounschef vun der Sozialistescher Partei, gesot ginn, datt eigentlech dee Projet, dee mer elo virleien hu vun der Quellesteier, nëmmen den éischte Schratt soll sinn a Richtung vu méi enger gerechter Besteierung insgesamt zu Lëtzebuerg.

Virun allem wat d'Verhältnis zwëschent der Besteierung vu Loun a Gehalt par rapport zur Besteierung vu Revenuen op Kapital ugeet, an datt donc d'Regierung wëllt déi nächst Joren op deem dote Wee weiderfueren, nämlech déi 10%eg Quellesteier, wou de Moment d'Base imposable dovun nëmme virgesinn ass op e ganz beschränktenen Deel vu Revenus sur les capitaux, mä datt eigentlech de Gros vun de Revenuen op dem Kapital ausgeschloss wären, an datt een donc misst op deem Wee weidergoen.

Doropshin huet de Finanzminister geäntwert, dat wär e Wee, deen ee sécherlech effektiv misst oder sollt weidergoen, an datt effektiv och dee Projet, dee mer dës Woch um Ordre du jour vun der Regierung hätten, an deem Sënn geduecht wier, als een Astieg an eng Quellesteier fir Résidenten zu Lëtzebuerg.

Vu datt dat awer net esou kloer ervirgeet aus dem Exposé des motifs vun deem Gesetz an och aus den Diskussiounen, déi mir ronderëm dat Gesetz haten, mengen ech, datt et awer wichteg ass, datt een duerfir am Virfeld Kloerheet huet, datt d'Deputéierte wëssen, wa se de Mëttwoch bei deem Gesetz ofstëmmen, iwwer wat se eigentlech ofstëmmen, wat d'Marschroute do vun der Regierung ass. An datt mir duerfir d'Question préalable géinge stellen, esou wéi se an eisem Reglement virgesinn ass ënnert dem Punkt g) bei den allgemenge Froen an eisem Reglement, bei „Des questions préalables", wou ënnert dem Punkt (1).5 virgesinn ass, datt een eng Motioun oder eng Resolutioun kann op den Ordre du jour setze loossen, déi dozou bäidréit, datt eigentlech d'Marschroute vum Gesetzesprojet als sollech clarifiéiert gëtt.

An deem Sënn hu mer als gréng Fraktioun eng Motioun gemaach, déi eigentlech näischt aneschters zum Zil huet wéi, fir Kloerheet ze suergen, wat dann d'Marschroute vun der Regierung op deem heite Gebitt fir déi nächst Joren ass. Ech wëll déi am Numm vu menger Fraktioun duerfir elo hei déposéieren.

Dann hätt ech eben och gären, datt e Mëttwoch de Moien, wa mer iwwert d'Gesetz diskutéieren, iert d'Gesetz ofgestëmmt gëtt, fir d'éischt iwwert déi Motioun ofgestëmmt gëtt en fonction vum Reglement, wéi et virgesinn ass bei „Des questions préalables".

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant une disparité toujours grandissante entre les recettes budgétaires provenant des impôts retenus sur les traitements et salaires et ceux retenus sur les revenus de capitaux et fortunes;

- considérant que les dispositions actuelles du projet de loi 5504 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, ne vont guère générer de revenus supplémentaires;

- considérant que par ces dispositions la base imposable d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les intérêts payés au Luxembourg, exclut de ce fait la plus grande partie de revenus provenant de placements sur capitaux;

- rappelant l'engagement du Gouvernement de rendre notre régime d'imposition de revenus de capitaux plus efficient et socialement plus équilibré;

- considérant que l'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les intérêts payés au Luxembourg ne répond pas à ces critères d'efficience et d'équilibre social;

invite le Gouvernement

- à présenter au courant de la législature un projet de réforme des impôts garantissant un rééquilibrage entre les impôts sur les revenus des salaires et traitements et les revenus de capitaux et fortunes.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Propositiounen, déi den Här Bausch gemaach huet, entspriechen exactement den Dispositioune vum Artikel 36 vun eisem Reglement. Deementspriechend proposéieren ech, dass mir iwwert déi Motioun hei, nodeems se ausgedeelt ginn ass, de Mëttwoch de Moien am Laf vun den Debatte respektiv beim Vote vum Projet de loi ofstëmme wäerten.

Voilà, mir kommen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch. Mir diskutéieren de Projet de loi 5437 iwwert d'Asylrecht. An deem Kader gëtt ebenfalls d'Proposition de loi 5302 vum Här Jacques-Yves Henckes presentéiert. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen, déi Hären: Mosar, Bettel a Braz. Ech géif bieden, dass déi aner Fraktiounen, déi nach Riedner hunn, och solle mellen, wie vun hinnen a wéi laang e wëlles huet d'Wuert ze ergräifen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

An ech géing elo schonn ëm Opmierksamkeet bieden, well mer en extrem wichtege Sujet haut de Mëtten hunn, dee komplizéiert ass, an duerfir der Rapporteure, der Madame Err, all eis Opmierksamkeet ze schenken.

5. 5437 – Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

5302 – Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 5437

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse*.- Merci, Här President. Asyl, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Mënscherecht a mat deene soll ee keng Politique politicienne maachen. Dat ass besonnesch dann de Fall, wann ee weess, dass dräi vu véier grousse Parteie mat dëser Problematik ze dinn hate respektiv ze dinn hunn, an also deementspriechend Verantwortung iwwerholl hunn an ze iwwerhuelen hunn.

Bëlleg Polemik ass also net ubruecht; eng Polemik, déi ech selwer probéiert hunn ze évitéieren,

sief et als Deputéierte vun der Majoritéit oder aus der Oppositioun respektiv aus der Regierung eraus.

(Coups de cloche de la Présidence)

Vill Leit, déi ni am Liewe perséinlech mat engem Flüchtling ze dinn haten, hunn eng ganz fixéiert Meenung zu dëser Problematik, a si ass net ëmmer duerfir fondéiert, och dann, wa se ganz haart ausgedréckt gëtt.

Ech selwer kann zum Beispill soen, dass eist éischt Gesetz, wat 1996 iwwert d'Prozedur zu Lëtzebuerg komm ass, op eng Initiativ vu mir zréckgeet, déi leider net wéi gewënscht aboutéiert ass. Ech hat just d'Éier, dass den Exposé des motifs vu mengem Text an den Text agefloss ass, den Text a sech awer en anere ginn ass. Mä dat si Realitéiten, mat deenen ee muss liewen. Dat ass eng vu méi Frustratiounen oder Enttäuschungen, déi een erlieft, wann ee sech mat der sou genannter Flüchtlingspolitik ofgëtt, sief et als Privatpersoun, als Member vun enger ONG, als Affekot oder als politesche Verantwortlechen.

Haut gëtt wahrscheinlech deen éischte Vote zu dësem neien Asylgesetz geholl, wat och oft „Neit Réfugiésgesetz" genannt gëtt. Eleng an deem éischte Saz ginn dräi Froen opgeworf an zwar, éischtens déi: Wat bedeit Asyl? Zweetens: Wat ass e Flüchtling? Drëttens: Wat heescht nei par rapport zur aktueller Situatioun?

Ier ech also zum Gesetzesprojet a sech kommen, wëll ech ganz kuerz déi dräi Begréffer hei erklären. Éischtens, Asyl ass e Mënscherecht. Mä wat bedeit dat Wuert u sech? Asyl heescht, dem Dictionnaire no, „Zufluchtsort", e Refuge an heescht op Latäin „Asylum", wat eleng scho beweist, dass et dat och scho bei de Réimer ginn ass. Hautdësdags bedeit dat, eng staatlech Prärogativ, Leit, déi aus hirem eegene Land geflücht sinn, bei sech opzehuelen a se bei sech selwer ze integréieren.

Zënter 1948 steet an der Mënscherechtsdeklaratioun vun der UNO: Am Fall vu Verfolgung, huet all Mënsch d'Recht Asyl ze froen a Schutz an engem anere Land ze fannen. 1951 gouf zu Genf d'Convention de Genève ënnerschriwwen, d'Häerzstéck och haut nach a Saachen Asyl, besonnesch wat d'Artikelen 1 an 33, de Principe de non-refoulement, ubelaangt. Et ass wichteg ze soen – och haut hei –, dass et um internationale Plang keng regelrecht Definitioun vum Réfugié gëtt. Den Artikel 1, Alinea 2 vun dëser Konventioun definéiert just d'Ursaachen an d'Ëmstänn, duerch déi ee kann de Statut vum Réfugié kréien. An eisem Gesetz ass am Artikel 1 de Réfugié op Basis vun dëser Definitioun vun 1951 probéiert ginn ze definéieren.

Iwwregens ass déi richteg Bezeechnung „e Flüchtling", an net, wéi oft fälschlecherweis gesot gëtt, „e Réfugié politique". Well, fir als Flüchtling oder als Réfugié unerkannt ze ginn, kann een och aus anere wéi politeschen Ursaache verfollegt ginn, wéi zum Beispill aus Grënn, déi zesummenhänke mat der Rass, mat der Relioun, mat der Nationalitéit oder mat der Zougehéiregkeet zu engem spezielle Grupp oder zu enger spezieller Ethnie. Et bleift allerdéngs richteg, fir ze soen, dass all Verfolgung fir eng vun dësen Ursaache meeschtens aus politeschen Ursaachen eraus passéiert.

Ervirzeréiche bleift, dass een, fir de Statut ze kréien, net onbedéngt beweise muss, dass ee verfollegt ass oder ginn ass, mä et muss ee beweise kënnen, dass een zu Recht fäert, aus enger vun deenen opgezieltenen Ursaachen eraus, verfollegt ze ginn.

Zum zweete Punkt: Wat ass e Flüchtling? Fälschlecherweis gëtt bei eis jiddferee „Réfugié" oder „Flüchtling" genannt, ob hien an der Prozedur ass, an an deem Fall ass et eigentlech en „Demandeur d'asile", oder awer och schonn ofgewisen ass, an an deem Fall ass et en „Débouté", an net nëmmen déi Leit, déi eigentlech de Statut vu Genf scho kritt hunn.

Vill Leit froe bei eis Asyl un, mä laang net all, well se perséinlech verfollegt sinn, aus Ursaachen, déi ech elo grad opgezielt hunn, mä well se bei sech selwer doheem keng Méiglechkeet hunn oder keng gesinn hiert Liewen ze maachen, an och, a virun allem, well et ganz oft keng aner Méiglechkeet gëtt, fir den Otto Normalverbraucher iwwer een anere Wee regelrecht an d'Land ze kommen, an hei säi Liewen ze maachen.

Dat awer, Dir Dammen an Dir Häre, si keng „Flüchtlingen", dat si „Migranten", sief et „Emigranten", fir déi, déi kommen, an „Immigranten", fir eis, déi mir se ophuelen. „Emigratioun" an „Immigratioun" sinn och zu Lëtzebuerg bekannte Wierder a fir all Bierger e Begréff, „Emigratioun" haaptsächlech am Zesummenhang mat Amerika an „Immigratioun" am Zesummenhang mat Italien, Portugal an eisen aneren Nopeschlänner.

E puer Zuelen, wéi se sech de Moment zu Lëtzebuerg presentéieren. Vun 1999 un, bis an d'Joer 2005 – bis de Moment also –, hunn zu Lëtzebuerg ronn 9.000 Leit de Statut de réfugié ugefrot. An zwar e bësselche méi detailléiert, 1999: 3.000, wat relativ evident war, do war de Krich am Kosovo. 2004, do war et manner evident, an duerfir ass d'Zuel och dunn op 1.600 erofgaangen, also praktesch d'Halschent vun 1999. An 2005 op 780, dat heescht, nach eng Kéier d'Halschent par rapport zu 2004.

Wann een eng gutt Erklärung fënnt fir d'Erofgoe vun der Zuel vun 3.000 op 1.600, esou ass et manner evident ze erklären, wéisou 2005, wou d'Chamber aktiv un dësem Projet schafft, d'Halschent vun den Demanden nëmmen erakomm sinn, wéi déi Jore virdrun. Ech schätzen – ouni dass ech dat ka beweisen –, dass dat deelweis domat ze dinn huet, dass en neit Gesetz ënnerwee ass, wat sécherlech manner Latitudë léisst, wéi dat, wat mer haut hunn, a wat évitéiert, dass Leit, fir déi mir virdrun attraktiv waren, dat haut net méi esou emfannen.

Vun deenen 9.000 Leit hunn der grosso modo 100 de Statut de Genève kritt. Dat heescht also, eppes méi wéi 1%, während 360 aus Raisons humanitaires hunn dierfen hei bleiwen an 340 aus Toleranzgrënn, dat heescht well se net refouléiert konnte ginn, hei bleiwen. Dat sinn der also a siwe Joer genau 700, grosso modo 100 pro Joer. Dat heescht also, dass den Undeel u Réfugiéen a vun deenen, déi ee kann assimiléieren, well se soit de statut de tolérance oder aus Raisons humanitaires konnten hei bleiwen, e ganz, ganz klengen Deel vun der auslännescher Bevölkerung zu Lëtzebuerg ausmécht, déi entre-temps bal 40% unhëlt. D'Zuel vun de Flüchtlingen oder deenen, déi assimiléiert sinn, ass also verschwindend kleng par rapport zu deenen Zuelen hei.

Et ass duerfir och relativ kloer, dass mir mat dësem Gesetz net d'Problematik am Ganze kënne léisen. Mir kënne just fir muer eventuell besser Resultater hunn, wat d'Demande-d'asilen ubelaangt. Et bleift awer ganz kloer, dass mir doriwwer eraus en Immigratiounsgesetz brauchen, dat heescht en neit Schaus-Gesetz vun 1972, wat wierklech reformbedürfteg ass, an och eng Integratiounspolitik, déi Kont hëlt vun deem ganz héije Prozentsaz vun Netlëtzebuerger, déi bei eis am Land wunnen, net emol déi Frontaliere matgezielt, déi all Dag nach derbäikommen.

Zum Ofschloss vun dëser Aleedung, wëll ech ganz kuerz déi nei Punkten aus dësem Gesetzestext opzielen.

1. D'Aféieren, nieft deem normalen an deem temporäre Statut, déi mer zënter 1996 respektiv 2000 hunn, vun zwee neie Statuter, an zwar de Statut subsidiaire an de Statut humanitaire. Wat dat bedeit, dorobber kommen ech herno zréck.

2. D'Aféierung vun enger Méiglechkeet während der Procédure d'asile ënnert gewëssene Konditiounen enger bezueltener Beschäftegung kënnen nozegoen. Dat ass den Artikel 14, op deen ech och zréckkommen.

3. Dat ass och e wichtege Punkt vun dësem Gesetz – d'Verkierzung vun der Prozedursdauer, an zwar iwwer verschidde Weeër. Dozou muss ee soen, dass dat haaptsächlech och déi Dispositioune sinn, déi an engem Text vun 2003 scho virgesi waren, a vun deem een also kann ausgoen, dass och déi deemoleg Regierungsparteien zu dësen Dispositioune stinn.

4. Punkt ass, dass doriwwer eraus an dësem Projet d'Transpositioune vu verschiddenen europäeschen Direktive mat iwwerholl ginn, an dat am Hibléck op eng progressiv Harmoniséierung bis 2010, wéi dat den Den-Haag-Programm am November 2004 virgesinn huet.

5. D'Schafung vun engem Centre de rétention ass och en neit Element an dëser Gesetzgebung. Dat, mengen ech, muss een och als Verbesserung gesinn vun där Situatioun, wéi se haut ass, well dee Centre de rétention déi Léit ophëlt, déi haut am Prisong landen. Et ass ganz kloer, dass par rapport zum Prisong och e Centre de rétention eng besser Léisung ass. Viraarbechten zum Programm vun Den Haag si geleescht ginn zënter 1999, sief dat um Sommet zu Tampere, iwwert de Wee vun den Accords vu Schengen, iwwert d'Konventioun vun Dublin an och den Amsterdamer Vertrag, an deem fir d'éischt eng Kéier stoung, dass d'Asylrecht eng gemeinsam europäesch Kompetenz ass.

D'lescht Woch, den 1. Dezember, huet de Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun, den Här Frattini, sech félicitéiert iwwer eng décisiv Etapp, déi d'Unioun en matière d'asile geschafen hätt. Ech mengen, dass et net ëmsoss ass, fir ze soen, dass dee Progrès, deen d'lescht Woch zu Bréissel op en Enn komm ass, säin Niddderschlag an enger Direktiv fënnt, deen och dësen Text schonn deelweis ëmzesetzt.

Zum Fong vum Gesetz méi am Detail.

1. Elementer déi d'Prozedurdauer verkierzen. Amplaz dass ech lech elo erklären, wou d'Differenze sinn, huet et mer geschéngt, dass et méi interessant wier, mat engem konkrete Beispill hei ze demonstréieren, wéi d'Gesetz de Moment funktionéiert, éischter wéi d'Gesetz vun 1996 hei an der Theorie ze erklären. Ech wollt lech dann do e konkrete Fall, deen et richteg gëtt, mat e puer Datumen hei soen an dorauser probéieren, e puer Konklusiounen ze zéien, fir dann op déi nei Dispositioune vun eisem Gesetz an dëser Hisiicht zréckzekommen.

Ech schwätzen hei vun engem Fall vu Leit, déi an der Mëtt vum Joer 2000 zu Lëtzebuerg ukomm sinn, eng bestuete Koppel, deemools ouni Kanner, Leit, déi allen zwee ausgebilt waren an déi, soubal wéi se hei waren, eng Demande d'asile déposéiert hunn. Déi éischt Décisioun vum Minister ass am Oktober 2003 komm, dat heescht ongeféier 40 Méint nodeem déi Demande déposéiert ginn ass.

En éischte Recours, e Recours gracieux, ass direkt no dëser Décisioun komm, an zwar am Délai wéi en am Gesetz steet. Dat war am Dezember 2003 wou och de Recours gracieux ofgelehnt ginn ass.

De Recours gracieux, an ech wëll dat kuerz erklären, dee gëtt et och an deem neie Gesetz nach, mä contrairement zu der Situatioun, déi mer haut hunn, ass e Recours gracieux am neie Gesetz net méi suspensiv, dat heescht, et kann een e maachen, mä déi Délaien, déi par ailleurs lafen, déi ginn doduerjer net ënnerbrach. Dat ass ee vun deene groussen Ënnerscheeder.

Den éischte Recours contentieux ass an deem hei Fall am Februar 2004 komm an déi éischt negativ Décisioun vum Geriicht ass dann och zwee, dräi Méint drop komm. Duerno ass Appel gemaach ginn, an du ware mir schonn um Enn vum Joer 2004. Dunn hätt theoretesch nach kënnen en zweete Recours gracieux komme fir nach eng Kéier dräi Méint Zäit gewannen ze kënnen. Dat war awer net de Fall, mä et ass direkt een Appel gemaach ginn, deen och ofgelehnt ginn ass.

Duerno ass eppes aneschters probéiert ginn, an och dat ass keng Exceptioun. Et ass eng néi Demande agereecht ginn, fir à titre principal eng Autorisation de séjour an à titre subsidiaire e Statut de tolérance zu Lëtzebuerg ze kréien.

Och déi Demande vun Enn 2004 ass 2005 vum Geriicht an enger éischter Instanz ofgelehnt ginn an duerno och am Appel. Du ware mir Mëtt 2005. Duerno koum en zweete Recours gracieux, an nach während der Vakanz 2005 ass d'Annulatioun vum Refus vun der Autorisation de séjour gefrot ginn. Och déi Demande ass natierlech ofgewise ginn, well wann een hätt kënnen dovunner ausgoen, fir eng Autorisation de séjour ze kréien, wier et jo onlogesch gewiescht, fir d'éischt Asyl ze froen ier een dës zweet Prozedur wëllt.

Dorobber huet sech en anere Recours grefféiert; e Recours fir en Effet suspensif vun der Prozedur ze kréien, dat heescht fir ze froen, net ausgewisen ze ginn esou laang wéi net déi leschten ugefroten Décisioun gesprach ass. Mir hunn also, wann ech elo richteg zesummenzielen, an dëser Affär zéng Recoursë gehat an Zäit vu grosso modo 70 Méint. Zéng Recoursen, déi net nëmmen Zäit kascht hunn, déi Leit beschäftegt hunn, déi Sue kascht hunn an déi natierlech och e ganzt Lous vu Frustratiounen op verschiddene Plaze mat sech bruecht hunn.

Ech probéieren déi heite Geschicht fir d'éischt aus der Vue vun den Demandeurs d'asile ze kommentéieren. Fir déi war et sécherlech eng frustrant Geschicht fir während esou vill Joren Démarchen ze ënnerhuelen, ouni Satisfaktioun ze kréien, an d'Gefill ze hunn net verstanen ze ginn, schlecht logéiert ze sinn, a vill Scherereie mat hiren Affäre gehat ze hunn. Well se net hun duerfen schaffen goen während der ganzer Zeit waren sie praktesch derzou condamnéiert ofzewaarden an d'Gefill ze hunn, dass kee fir hir Situatioun Verständnis hätt.

En passant sief gesot, dass déi Leit entre-temps och zwee Kanner kritt hunn zu Lëtzebuerg, déi also, wa mir net d'Bluttrecht hätten, zwee Lëtzebuerger Kanner gewiescht wären, wat net de Fall ass a wat – an dat mengen ech ass och interessant ze soen – am Fong déi ganzen Zäit fir si als verlueren Zäit unzekucken ass, well d'Leit forméiert waren a soumat net profitéiert hunn, fir déi eng oder déi aner Formatioun ze maachen.

Mir schéngt et awer och esou ze sinn, dass, wa 40 Méint verstrach sinn, bis se déi éischt Äntwert kruten, eleng d'Ofschafung vun de Recours-Méiglechkeeten net duer wäert goen, fir déi Délaië massiv ze kierzen.

Et bleift och an dësem Kontext villes ze soen iwwert den Accueil, wouriwwer mir lo virum Weekend den Avant-projet de règlement grand-ducal kritt hunn. Mir haten als Kommissioun keng Zäit dorop anzegoen, wat mer awer an den nächsten dräi Méint sécherlech wäerte maachen, well mer jo dovunner mussen ausgoen, dass dee Vote hei haut keen definitiven ass, mä e provisoreschen, well jo bis elo de Statsrot am Fong seng Opposition-formellen oprechterhalen huet a mir dofir domadder rechne mussen, dass mer keng Dispens vum zweete Vote kréien.

Et ass näischt esou schlecht, dass et net fir eppes gutt ass. Mir hunn also dann Zäit, déi Reglementer, déi extrem wichteg si fir d'Uwendung vun dësem neie Gesetz, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken ob wierklech doranner déi Saache sinn, déi fir déi wierklech Liewensqualitéit vun den Demandeuren ubruecht sinn.

Do geet ënner anerem Rieds iwwert d'Konditiounen, ënnert deenen se logéiert sinn, wéi se traitéiert ginn, wéi vill Suen dass se kréien an Ähnleches. Ech mengen, dass op deem Punkt wierklech d'Liewensqualitéit vun de Leit, wéi se haut zu Lëtzebuerg sinn, substanziell misst kënne verbessert ginn, besonnesch wa mer dovunner ausginn, dass d'Zuel vun deenen, déi hei Asyl ufroen, erofgeet, dass d'Ëmstänn also misste méi einfach ginn, fir dësen Openthalt bei eis am Land, wéi kuerz oder wéi laang deen och ëmmer dauert, esou agréabel, esou gutt wéi méiglech ze maachen.

Datselwecht ass och ze soen iwwert de Règlement grand-ducal zur Formatioun, wou zréckzebehalen ass, dass am Gesetz, contrairement zum Text vun der Regierung, elo e Recht op Formatioun steet an dass nëmmen d'Konditiounen, ënnert deenen dat Recht kann exerzéiert ginn, iwwert d'Reglement kënne fixéiert ginn.

Zum Reglement selwer ass ze soen, dass en och verbesserungswürdeg ass, well et nämlech net einfach ass, sech erëmzefanne bei de Formatiounsméiglechkeeten, fir Leit, déi nach schoulflichteg sinn – a bei deene stellt sech d'Fro jo eigentlech net, et sief dann, si sinn iwwer 16 Joer a si maachen eng Léier – an Erwuessener, déi soit an enger Formation tout court oder an enger Formation professionnelle sinn.

Ech wëll ee Moment zréckkommen op dat praktescht Beispill fir ze probéieren dat och aus der Siicht vum Lëtzebuerger Stat ze kommentéieren. Mir hunn et an deem Beispill dann ze di mat zwee, de Moment véier Leit, déi sech während 70 Méint zu Lëtzebuerg an engem Foyer opgehalen hunn an dat ouni kënnen enger Beschäftegung nozegoen an net emol hiert eegent lesse preparéieren. Si sinn eigentlech während 70 Méint hirer eegener Verantwortung enthuewe ginn an hunn doriwwer eraus all Mount e Betrag ausbezuelt kritt, deen zwar kleng ass, mä a 70 Méint awer e grousse gouf. Fazit: grousse Käschtepunkt a grouss Onzefriddenheet.

D'Situatioun ass also wierklech net roseg, sief et aus der Siicht vum Demandeur d'asile, sief et vum Lëtzebuerger Stat, deen déi Séjouren do organiséiert, déi Leit encadréiert, etc. Ech mengen dofir, dass et evident a wichteg ass, d'Prozedursdauer souwäit ze kierzen, dass esou Situatiounen net méi kënne passéieren. Et ass evident, dass ee sech an Zäit vu fënnef Joer – och da wann ee sech net iwwert d'Aarbecht kann integréieren – iwwert d'Kanner an iwwert d'Zesummeliewen an enger Gemeinschaft forcément, gewollt oder ongewollt, deelweis integréiert huet, an dat mécht et natierlech net méi einfach, keng Hoffnungen opkommen ze loossen duerch d'Zäitdauer eng Aussiicht ze hunn, definitiv kënnen hei ze bleiwen.

Et ass och nach dozou ze soen, dass déi Leit zréckgefouert goufen ënner Konditiounen, déi net ëmmer zefridde stellend waren. Mir hunn

och am Gesetz, dat elo hei virläit, am Artikel 72, Méiglechkeete virgesinn, dass dee Rapatriement, dee Retour forcé, wann deen da komme sollt, muss ënner Ëmstänn stattfannen, déi mënschewierdeg sinn an am Respekt notamment vun der Recommandatioun vum Conseil de l'Europe, déi geholl ginn ass.

Mir hunn eis awer geiert mat der Plaz wou dat heiten drasteet, well do wou et steet, gëllt et nëmme fir Leit, déi ënnert dem Statut subsidiaire sinn. Et ass awer evident, dass dat muss fir all Leit gëllen, déi zréckgefouert ginn.

Ee Wuert nach, Dir Dammen an Dir Hären, zu de Règlements grandducaux. An där éischter Sëtzung am Januar hunn ech bei der éischter Virstellung vun dësem Projet gesot, dass dee Projet hei net géif definitiv gestëmmt ginn, ier mer net d'Exekutiounsbestëmmungen derbäi hätten. Mir hunn elo Texter, déi en Avant-projet sinn, déi kengesfalls op alle Punkten ausserhalb vun aller Diskussioun sinn. Ech mengen duerfir, dass mer déi Zäit, déi elo kënnt, mussen notzen, fir net nëmmen definitiv Texter virleien ze hunn, déi schonn duerch e Regierungsrot waren, mä och Texter virleien ze hunn, déi mir virdrun d'Geleeënheet haten, an deenen zoustännege Kommissiounen ze diskutéieren, notamment déi zwee ganz wichteg Reglementer iwwert den Accueil, iwwert d'Formatioun an och iwwert d'Aarbecht.

Ech wollt Iech iwwregens soen, dass zu deem Punkt, deen d'Méiglechkeet ubelaangt, fir während der Prozedur ënner gewëssenen Ëmstänn kënne schaffen ze goen, ganz kloer e Fortschrëtt ass par rapport zu där Situatioun, déi mer elo hunn. Mir wëssen alleguerten heibannen, dass dat dote keng revolutionär Moossnam ass, esou wéi den Artikel 14 libelléiert ass, mä dass et op jidde Fall net kann esou sinn, dass och iwwert d'Reglement déi Limitatiounen, déi am Gesetz selwer schonn drastinn, nach géife gekierzt ginn.

Mir wësse schonn, dass d'Préférence communautaire beispillsweis dran ass, dass een nëmme kann eng Autorisatioun kréie wann een néng Méint mindestens am Land schonn ass, ouni eng éischt Äntwert vum Minister ze kréien, dass déi Autorisatioun nëmme gëllt fir ee Patron a fir eng Period vu sechs Méint, déi ka prolongéiert ginn, an aner Detailer op déi, wéi ech unhuelen, och de President vun der Aarbechtskommissioun nach wäert agoen, well mir hunn den Avis aus dëser Spezialkommissioun op dësem Punkt am Projet hei integral iwwerholl.

Ech wollt Iech dann och nach soen, dass mir als Kommissioun zu dësem Gesetz vill Avisë kritt hunn, net nëmmen déi, déi mer hu misse kréien, wéi déi vum Statsrot, mä och vun ONGen, ganz besonnesch och vun ONGen, déi sech op Eegeninitiativ zu dësem Projet gemellt hunn. All deenen, déi dat gemaach hunn, wëll ech vun hei aus Merci soe fir déi fondéiert Avisën, déi mer kritt hunn:

Notamment déi vum Lëtzebuerger Flüchtlingsrot, déi vum UNHCR, déi net nëmmen een, mä zwee schréftlech ganz detailléiert Avisë gemaach hunn, d'Commission consultative des droits de l'homme, den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner, de Conseil national des Étrangers, mä och dee méi informellen Avis vun der AG Migration, deen iwwer Internet un d'Membere vun der Kommissioun erausgaangen ass, den Avis vun der ASTI, deen zwar och schonn am Lëtzebuerger Flüchtlingsrot dran ass, mä déi ganz zum Schluss och nach en Avis ginn hunn, a schlussendlech den Avis vum Lëtzebuerger Barreau, dee fir Kleeschensdag genee ukomm ass, awer dee Moment am Fong ze spéit, fir dass en nach hätt kënnen ernimmt ginn am schréftleche Rapport.

Ech wëll duerfir e bësselche méi detailléiert op deen Avis agoen, well souwisou an deem Avis Kritiken drastinn, déi sech och an aneren Avisën erëmfonnt hunn. Nieft deenen Avisën, déi mer an der Kommissioun studéiert hunn, sinn och nach aner Intruktiounsmesurë geholl ginn am Kader vun der Kommissioun.

Notamment hunn ech mer mat der Sekretärin e Centre d'accueil ugekuckt, ech hu mat de Leit geschwat, mam Personal wat do schafft, etc. Ech war op de Ministère an ech war – an dat war eng erbaulech Zeen, déi villes aus menger Optik geännert huet – bei engem éischten Entretien vun engem Demandeur d'asile derbäi an hat och bei därselwechter Geleeënheet, zesumme mam Jacques-Yves Henckes, en Entretien mat der Police judiciaire, déi am Accueil jo probéiert, d'Leit ze empfänken, ze identifizéieren a se opzelëschten.

Ech kommen dann elo, ouni an den Detail ze goen, op d'Haaptkritiken zu dësem Projet zréck, déi am Laf vun der Prozedur zur Sprooch komm sinn, an ech wëll Iech dann och erklären, wat fir enge Kritike mir Rechnung gedroen hunn an Amendementer gemaach hunn a wat fir enge mer keng Rechnung gedroen hunn, an ech wëll Iech dann och erklären, aus wat fir engen Ursaachen.

Eng Kritik, déi ëmmer erëmkomm ass, dat war déi, dass systematesch sollen Empreintes digitales, Fangerofdréck geholl ginn an och Kierperfouillë virgeholl ginn. Mir hunn dorobberhin den Text iwwert d'Fouille-corporellë geännert an derbäigesat, dass d'Fouille corporelle am Fong nëmmen da soll virgeholl ginn, wa se néideg ass, an dann, wann dat de Fall ass, am Respekt vun der Dignitéit vun de Leit, déi concernéiert sinn.

Bei den Empreintes digitales hu mer keng Exceptioun gemaach, well et ganz einfach aus eisen internationalen Engagementer eraus extrem wichteg ass, kënne festzestellen, ob déi Leit, déi bei eis eng Demande ufroen, net schonn an engem anere Land dat gemaach hunn, eventuell ofgewise gi sinn, oder ob se eventuell hätte missen eng Demande an engem Land maachen aus der Europäescher Unioun, an deem se ukomm sinn, ier se zu Lëtzebuerg waren.

Dann ass ganz vill kritiséiert ginn d'Institutioun vun engem Centre de rétention, d'Cas-d'ouverturen an och d'Dauer vun deem Séjour, deen am Gesetz fir dëse Centre drasteet.

Zum Centre de rétention ass eppes ze widderhuelen, wat ech aganks scho gesot hunn. Dat ass sécherlech keng Performance a sech, e Centre de rétention opzemaachen. Et muss een awer wëssen, dass déi Leit, déi elo muer oder iwwermuer, wa mer dann een hunn, an de Centre de rétention kommen, och haut net alleguerte fräi sinn, mä haut fanne se sech am Prisong erëm, a par rapport zum Prisong ass sécherlech och de Centre de rétention eng besser Léisung wéi dat haut de Fall ass.

Doriwwer eraus gëtt de Centre de rétention eis d'Méiglechkeet, net nëmmen aner Konditiounen ze hu fir dee Séjour, well béid Séjoure sinn eng Privation de liberté, mä de Regime vun deenen engen a vun deenen anere ka wierklech en anere sinn, an ech mengen och, dass dat am Intérêt ass vun deene Leit, déi sech an deem Centre de rétention wäerten erëmfannen.

Och eng vun deene Froen, déi ganz vill Oprou zu Lëtzebuerg geschafen hunn, war déi vun de Retour-forcéen. Dass d'Leit moies fréi bei Sonnenopgang mat der Polizei doheem ofgeholl ginn, fir rapatriéiert ze ginn, wäert ophéieren, wa mer e Centre de rétention hunn, well deen huet och d'Vokatioun fir d'Leit ze empfänken, déi sollen zréckgefouert ginn, an amplaz se da moies fréi ënner net ëmmer agréablen Ëmstänn heem en présence vun de Kanner sichen ze goen, kommen déi Leit een oder zwee Deeg éischter an dee Centre de rétention a si ginn do encadréiert vu Personal, wat sech wierklech fir se asetzt, esou dass dee Retour da kann och stattfannen ënner bessere Konditiounen, wéi dat bis elo de Fall war. Also och dat ass, mengen ech, en Argument, wat fir d'Aféierung vun dësem Element am Gesetz schwätzt.

Et ass dann och déi Dauer kritiséiert ginn, fir déi ee kann an dee Centre de rétention do kommen. Am Regierungstext war eng Maximaldauer vu sechs Méint virgesinn. Eng Maximaldauer, wou e gewëssene Moment gefrot ginn ass, fir déi generell op zwee Joer ze hiewen, wou mer dann no villem Hin an Hier op eng Konklusioun komm sinn, déi Maximaldauer op ee Joer festzesetzen, mä nëmmen a ganz spezifesche Fäll.

De Moment gesäit den Text vir, dass deen Délai vun engem Joer nëmmen an enger eenzeger Hypothees ka spillen, an zwar an där Hypothees, wou d'Identitéit vum Demandeur d'asile net kloer ass, well hie beispillsweis seng Fangerspëtzten traitéiert huet, dass hien net méi doriwwer ze identifizéieren ass, dass hien – wéi bal ëmmer – keng Pabeieren hat aus deenen ee kënnt schléissen, wien hie wier. Well net onbedéngt emol gewosst ass, aus wat fir engem Land se kommen, wat mat sech bréngt, dass öfters Transporter hei mat Demandeurs d'asile op Bréissel musse stattfannen, op Ambassaden, wou festgestallt soll ginn, ob déi Leit aus deem Land kommen, wou se behaapten, dass se komm sinn. A wann da festgestallt gëtt, dass dat net de Fall ass, da wësse mer zwar entre-temps vu wou se net kommen, mä mer wëssen nach ëmmer net, vu wou se sinn a mat wiem mer et ze dinn hunn.

Dat lescht Argument, wat ech zu dësem Délai wëllt soen: Deen Délai vun engem Joer war net meng Iddi, mä ech mengen, dass ee muss kënnen domadder liewen, wann ee weess, dass déi Leit, déi hei gemënzt sinn, déi kënne während engem Joer am Centre de rétention zréckgehale ginn, am Fong et an hirer eegener Hand hunn, fir fräizekommen. Si brauchen am Fong just dee Moment Elementer ze ginn, déi et erlaben, festzestellen, mat wiem mer et an der Prozedur ze dinn hunn. Oder ass et net logesch, dass, wann iergendeen eng Demande mécht, deen, deen deen Dossier traitéiere muss, soll wierklech wëssen, mat wiem hien et ze dinn huet?

Wann dat net de Fall ass, ass et reng onméiglech dass déi Prozedur ka weidergoen, an duerfir mengen ech och, dass deen Délai do, deen exceptionnellen Délai an enger eenzeger Hypothees sech an der Praxis justifizéiert.

Dann hu mer ganz vill Kritike kritt op deem Punkt iwwert d'Suppressioun vum duebelen Degré de juridiction, an ech kommen dann do méi detailléiert op den Avis vum Barreau zréck, well en fait déi Kritike vum Barreau déiselwecht sinn, wéi déi aus deenen de Statsrot seng Opposition-formellen erauszitt, an déi sech praktesch och an allen Avisën, dat heescht deene vum UNHCR an deene vun aneren ONGen, déi ech ugeschwat hunn, och vun der Commission consultative des droits de l'homme, erëmfannen.

Zur Prozedur! Hei gëtt gesot, et wär inacceptabel, dass am Fall vun enger Procédure accélérée am Kader vum Artikel 20 et kee Recours gëtt. Dat ass géint de Prinzip vun der Décisioun iwwert d'Procédure accélérée, well et am Prinzip géint all Décision administrative eng Recoursméiglechkeet misst ginn.

Dozou kann ee soen, dass, wann et souwisou esou ass, dass et ëmmer e Recours ka ginn, dat och am Fall vum Artikel 20 net ausgeschloss ass, mä dass dee Recours dann nëmmen zesumme mam Recours um Fong komme kann. Esou dass een – och wann dat dann net no engem Prinzip ass, deen ech meeschtens uwenden, an zwar deen: „Ce qui va sans dire va mieux en le disant" – hei ka soen: Mä wann et souwisou esou ass, da musse mer et jo net soen; et ka jo dann awer an der Praxis gemaach ginn. Esou dass déi Kritik um Artikel 20 a mengen Aen an där Hisiicht net fondéiert ass.

Et gëtt eng zweet Kritik iwwert d'Fehle vum duebele Recours am Fall vun Incompétencen an Irrecevabilitéiten, wou mer een eenzege Recours hunn, mä e Recours en réformation. Et steet am Gesetz dran, dass dat e Recours „en premier et dernier ressort" ass. Dat ass effektiv da keen duebelen Degré de juridiction, mä et gëtt am Text vun der Regierung – an dat gëtt och net bestridden an den Avisën, déi mer par ailleurs kritt hunn – net bestridden, dass an deenen Hypotheesen, wou eng Irrecevabilitéit oder eng Inkompetenz hei ass, jo forcément deen Dossier nach op enger anerer Plaz muss gekuckt ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wann d'Lëtzebuerger Riichteren oder de Lëtzebuerger Immigratiounsministère inkompetent ass oder d'Demande irrecevabel ass, well se beispillsweis hätt missen an engem anere Land gemaach ginn, da geet et sécherlech duer, dass mir hei zu Lëtzebuerg ee Recours hunn, well et jo evident ass, dass op enger anerer Plaz iwwert déiselwecht Demande en anere Recours ka kommen. Mir hunn also do och en duebelen Degré de juridiction, och wa mer en net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg op der ganzer Prozedur hunn.

Dann ass nach kritiséiert ginn, dass bei der Décision au fond den zweete Recours, also den Appel, e Recours en annulation ass. Dat wier critiquable, well bei engem Recours en annulation nëmmen d'Legalitéit gekuckt gëtt an net d'Faiten analyséiert ginn.

Elo ass et awer evident, an doriwwer gëtt et Jurisprudenze vum Tribunal administratif, déi soen, wou d'Riichtere selwer erklären, dass dee Moment, wou se iwwert d'Legalitéit statuéieren, se dat natierlech nëmmen da kënne maachen, wa se d'Faitë mat a Considératioun huelen. Well eng Legalitéit ze appréciéieren ouni de Kontext ze appréciéieren, an deem e sech ofspillt, ass eng Saach vun der Onméiglechkeet. Esou dass ee ka soen, dass deen zweete Recours hei zwar e Recours en annulation ass, mä dass och dee Recours en annulation net ouni eng Analys vun de Faitë geet. Esou dass a mengen Aen op jidde Fall – an dat soen ech och als Juristin – dem Prinzip vum duebelen Degré de juridiction hei Satisfaktioun ginn ass.

Da soen Affekoten, oder vläicht méi richteg, den Här Bettel,...

(Interruption)

…et wier net akzeptabel, dass nëmmen ee Mémoire de part et d'autre kéint échangéiert ginn. Evidenterweis aus der Ursaach eraus, fir net onnéideg d'Prozeduren an d'Längt ze zéien. Et gëtt gesot, dat wier e Skandal. Dat ass och a priori net erfreelech.

Wann also elo en Affekot oder Représentant vum Ministère freet, wéinst engem neien Element nach eppes développéieren ze kënnen, da sinn ech sécher, dass kee Riichter géing soen, dass bei engem Prinzip keng Exceptioun méiglech wier.

Ech mengen deemno, dass et dem Tribunal an der souveräner Appréciatioun vun all Riichter iwwerlooss ass, eng Exceptioun op e Prinzip ze maachen ouni doduerch d'Mënscherechter vun deene schwächste Gruppen aus eiser Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze verletzen. Dat, Dir Dammen, Dir Hären, ganz kuerz zu de Kritiken a menger Argumentatioun dozou, déi ech dorobber ginn.

Da wëll ech ganz kuerz zréckkommen op de Projet, wéi en 2003 vun der viregter DP-CSV-Regierung déposéiert ginn ass, an Iech erklären, wat an deem stoung a wat an dësem Projet hei besser ass wéi an deem éischten. An der Hoffnung – ouni allze vill grouss Hoffnung –, dass déi Leit, déi mat deem schlechteren Text d'accord waren, och hiren Accord haut géife ginn, fir en Text, deen, a mengen Aen jiddefalls, largement verbessert ginn ass zënter dem Joer 2003.

Déi éischt Verbesserung par rapport zum Text vun 2003 ass déi, dass contrairement zu deem originellen Text de Maintien vum Interpret a vum Affekot bäibehale ginn ass, net nëmmen um Geriicht, mä och während der Procédure administrative.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, determinant, well den Dossier ass, wéi ëmmer, esou gutt wéi d'Instruktioun ass. Wann d'Instruktioun bâcléiert ass a se gemaach ginn ass ënner Ëmstänn, déi Zweifel iwwreg loossen, wat d'Verständnis ubelaangt etc., da kann näischt Guddes derbäi erauskommen. Wa mer hei vun Ufank un all Garantië bäibehalen, déi mir elo hunn, dat heescht den Affekot an den Interpret och an der Prozedur um Ministère, da mengen ech, dass dat e ganz seriöe Progrès ass par rapport zum Text vun 2003, wéi e virläit.

D'Assistance judiciaire ass och virgesinn, an zwar net nëmmen an der Procédure judiciaire, mä och an der Procédure administrative. Dat ass aus deeneselwechten Ursaache wéi an deem viregte Beispill ee substanzielle Progrès fir den Respekt vun de Mënscherechter vun deenen Demandeurs d'asile.

Da gesäit deen Text, deen haut zur Ofstëmmung kënnt, d'Schafung vun engem Centre de rétention vir, deen net am Text vun 2003 war. A wa mir wëssen, dass déi Leit, déi net an de Centre de rétention kënne kommen, an de Prisong kommen, da mengen ech, muss een agesinn, dass och d'Institutioun vum Centre de rétention eng substanziell Verbesserung ass par rapport zum Text vun 2003.

Doriwwer eraus, Dir Dammen an Dir Hären – besonnesch déi vun der DP –, setzt dëse Projet zwee nei Statuten an d'Welt, an zwar de Statut subsidiaire, dat heescht et Statut fir déi Leit, déi net genau d'Kritäre vum Artikel 1 vun der Genfer Konventioun erfëllen, déi awer trotzdeem bewisen hunn, dass se verfollegt sinn. Si kënnen zwar net de Statut vun der Konventioun vu Genève kréien, mä de Statut subsidiaire deen och mat gewëssene Garantië verbonnen ass. Och dat ass also menger Meenung no e substanzielle Progrès.

Deen Text, deen elo virläit, gesäit de Centre de rétention vir, deen net am Text vun 2003 war. A wa mir wëssen, dass déi Leit, déi net an de Centre de rétention kënne kommen, an de Prisong kommen, da mengen ech, muss een agesinn, dass och d'Institutioun vum Centre de rétention eng substanziell Verbesserung ass par rapport zum Text vun 2003.

En anere Progrès ass d'Méiglechkeet vum Artikel 14, no enger gewëssener Zäit am Kader vum Statut subsidiaire och kënnen enger bezueltener Beschäftegung nozegoen, an endlech opzehale mat deem, wat een als déi schwéierst Mënscherechtsverletzung kéint ugesinn, déi passéiert, an deem ee Leit während Jore quasi derzou condamnéiert näischt

ze maachen ausser d'Zäit doutzeschloen. Och dat, mengen ech, misst ee kënne soen, ass e Progrès.

En anert Element, wat eng Verbesserung duerstellt par rapport zum Text vun 2003, ass de Statut de tolérance. Dëse Statut, deen et elo net gëtt obschonn den Minister aus Raisons humanitaires Leit, déi ofgewise sinn, erlaben kann heizebleiwen. Elo gëtt aus dene Raisons humanitaires e wierkleche Statut, esou dass et kloer ass, dass déi Leit, déi dee Statut hunn, genau wësse wou se dru sinn, hiert Liewe kënne wéinstens mëttelfristeg plangen a soumat am Fong eng Perspektiv kréien, déi hinnen haut an deeneselwechte Situatioune verwiert ass.

An deemselwechte Kontext ass och d'Protection temporaire als Verbesserung ze gesinn. Et gëtt se zwar schonn zënter dem Gesetz vun 2000, mä ouni e klore Statut.

Dat sinn esou wäit déi Verbesserungen, déi an dësem Gesetz vun der Regierung komm sinn, par rapport zu deem Text, dee virun deene leschte Chamberswahlen vun der CSV-DP-Regierung presentéiert ginn ass. Doropshi sinn an der Kommissioun nach Amendementer ausgeschafft ginn, op déi ech ganz kuerz nach wëll agoen, ier ech ophalen.

Fir d'éischt ass de Begréff vun der Famill e bësselche méi wäit gefaasst ginn, wéi dat an enger éischter Fassung war. An zwar hu mer elo – och als Rapporteure kann ech mer net verknäifen ze soen, dass dat eng Definitioun ass, mat där ech nach ëmmer net zefridde sinn -…

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse*.- …als Famill net nëmmen déi Leit, déi bestuet sinn, mä och déi Leit – steet elo am Text –, déi an hirem Pays d'origine en enregistréiert Partenariat agaange wieren. Dat ass a mengen Ae Makulatur, wa mer wëssen, dass et d'Unerkennung vu Partenariaten a ganz wéinege Länner gëtt a praktesch a kengem vun deene Länner, wou eis Demandeur-d'asilen hierkommen.

Mä, Här Minister, lauschtert mer wann ech gelift ganz genee no. Mir hunn en Artikel an dësem Gesetz, an zwar den Artikel 45 iwwert d'Unité familiale. Am Rumm vun der Unité familiale huet de Minister eng Marge d'appréciation iwwert dat wat Famill heescht, déi de Minister méi large kann interpretéieren wéi dat an dëser Definitioun de Fall ass. „Il dispose de la possibilité que d'autres parents proches qui étaient au pays d'origine à charge du demandeur" kënne mat als Familljemembere considéréiert ginn. Et bleift also net nëmmen un dësem enken Text hänken, mä de Minister behält eng Appréciatiounsméiglechkeet op dësem Punkt.

Ech erwaarde mir also vun Iech, Här Minister, dass Dir d'Notioun vun der Famill esou interpretéiert wéi et ubruecht ass, well eis Definitioun och am Widdersproch steet mam Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun – droit au respect de la vie privée et familiale –, deemno een d'Famill net nëmmen als dat betruechte kann, wann d'Leit, déi zesummeliewen, offiziell bestuet sinn.

En zweete Punkt vu Verbesserungen aus der Kommissioun ass, dass de Prinzip vum Tuteur fir all Mineur, deen eleng hei ass, total bäibehalen, dat heescht dass all Jonken nieft dem Affekot och een Tuteur kritt.

Ech wëll hei de Responsabele recommandéieren, sech ëm d'Formatioun vun den Tuteuren ze këmmeren, well et evident ass, dass een Tuteur nëmmen dann eppes ännert fir d'Mënscherechter vun deene Kanner, déi eleng zu Lëtzebuerg den Asyl ufroen, wann déi Leit forméiert sinn an op der Héicht sinn, fir deene Kanner bäizestoen. Et geet net duer, dass am Text steet, dass Kanner ënner 18 Joer een Tuteur kréien, Tuteure mussen och wësse mat hinnen ëmzegoen, fir hinne bäizestoen.

Dann hu mer eng Verbesserung gemaach wat d'Fouille corporelle ubelaangt. Déi kann nëmmen da gemaach gi wann se néideg ass, an an deem Fall am volle Respekt vun der Dignité humaine.

An der Chamberskommissioun ass och mat Hëllef vun der Aarbechtskommissioun den Artikel 14 verbessert ginn, dat heescht deen Artikel, deen et soll méiglech maachen, dass d'Leit och während der Prozedur kënne schaffe goen. Deen Délai ass op zwielef Méint gewiescht, an all Mënsch, dee sech ausgedréckt huet, huet deen Délai ze laang fonnt. Et ware Propositiounen do, et soll een deen op sechs Méint reduzéieren. Dat war net méiglech, a wéi meeschtens ass e Kompromiss erauskomm, an zwar dee vun néng Méint. Néng Méint also muss een hei sinn an nach keng Décisioun vum Minister kritt hunn, fir däerfen – net schaffen ze goen, Dir Dammen an Dir Hären –, eng Demande ze stellen, fir eventuell kënne schaffen ze goe während sechs Méint bei ee prezise Patron an an engem prezisen Domän, à condition dass d'Préférence communautaire respektéiert ass.

Dat sinn – wéi Dir alleguerten heibanne sécherlech kënnt roden – Konditiounen, déi aus dësem schéinen, wichtege Punkt aus deem Gesetz wierklech eng Hypothees maachen, déi menges Erachtens net allzevill oft passéiere wäert. Mä et ass vläicht e gudden Ufank a vläicht erweist et sech jo och an der Praxis, dass et méi gescheit ass, Leit, déi waarden, eppes Nëtzleches mat hirer Zäit ufänken ze loossen an eventuell en Deel vun hirem Liewensënnerhalt selwer verdéngen ze loossen, wéi se einfach waarden ze loossen, dass d'Zäit eriwwer geet, an hinnen all Méiglechkeet ze huelen, selwer fir hiert Liewe Verantwortung kënnen ze iwwerhuelen.

Zum Schluss bleiwe mir am Fong nach just dräi Saachen ze soen, déi ënner anerem zur Verkierzung vun der Prozedurdauer bäidroen an déi am Fong ganz wéineg Opmierksamkeet fonnt hunn an deenen Avisën, déi mer vun, net Jenni a Menni, mä vu villen ONGen, Organisatioune kritt hunn, an ech wëll déi just kuerz ernimmen.

Den Artikel 6 seet, dass all Demandeur d'asile, deen ukënnt, deem seng Identitéit a seng Demande opgeholl ginn ass, muss eng Élection de domicile maachen. Dat ass eng extrem wichteg Dispositioun, besonnesch fir déi Leit, déi responsabel si fir d'Zoustellunge vun den Décisiounen, well et kloer ass, dass elo net nach Zäit verluer däerf ginn doduerjer, dass beispillsweis een, deen eng Demande gemaach huet, geplënnert ass, ouni dat gemellt ze hunn, d'Notificatioun net kritt, en neien Délai ugeet an am Fong dat en Duerchernee gëtt an d'Zäit an d'Längt zitt.

Doduerch dass eng Élection de domicile obligatoresch ass, a wa keng Adress ugi gëtt, ass et esou, dass de Ministère de l'Immigration selwer den Domicile ass, esou dass och do déi Délaië vun der Prozedur kënne gestrafft ginn.

En zweete Punkt, deen zweifelsohne dozou bäidréit, dass d'Dossieren éischter zouginn, ass de Retrait implicite vun der Demande an der Hypothees wou en Demandeur sech net méi presentéiert oder net déi Piècen eragëtt, déi hie versprach huet, à moins dass hien e Fait nouveau kann invoquéieren. Dat wäert erlaben, eng ganz Zuel vun anscheinend honnerten Dossieren, déi op sinn an déi net konnten zougemaach ginn, well d'Leit einfach an der Landschaft verschwonne sinn, kënnen offiziell ze clôturéieren.

Ech mengen, dat wieren déi Haaptpunkten, déi nach dozou bäidroen, ausser der Straffung vun de Recoursën, dass déi Zäit, déi mer elo an de Prozeduren hunn, méi kuerz gëtt, wéi déi, déi mer elo hunn. Ech menge mat all deenen Explikatiounen, déi ech elo hei probéiert hunn, zesummenzedroen, et nach ëmmer net garantéiert ass, dass ech all Mënsch iwwerzeegt hunn, dëst Gesetz matzestëmmen.

Wann ech awer feststellen, dass an der Kommissioun eng Partei dergéint gestëmmt huet, well d'Gesetz ze streng ass, an eng aner Partei dergéint gestëmmt huet, well et net streng genuch ass, mengen ech, kann een dovunner ausgoen, dass dat heiten de gëllene Mëttelwee ass, mat deem een, wann ee mat guddem Gewëssen, mat guddem Wëllen un d'Saach erugeet, am Fong a Fridde ka liewen, och da wann ee sech bewosst ass, dass d'Realitéit net ëmmer dat hiergëtt, wat ee sech an enger méi fruchtbarer Imaginatioun kënnt virstellen.

Wann d'ONG-Vertrieder, wéi se wéinstens a private Gespréicher gesot hunn, mat dësem Text liewe kënnen, esou kann ech Iech soen, dass ech ouni Hésitatiounen dësen Text hei wäert stëmmen an ech wëll och dozou den Accord vu menger Fraktioun bréngen an hoffen, dass deen een oder deen anere sech vun dëser Argumentatioun nach konnt ëmstëmme loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes, dee seng Proposition de loi 5302 presentéiert an am Numm vun der Fraktioun vum ADR och Stellung zum Projet de loi bezitt. Här Henckes!

Présentation de la proposition de loi 5302

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), auteur.*- Här President, Merci fir mer d'Wuert ze ginn. Ech wëll fir d'éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Bericht, well ech muss ervirsträichen, datt déi Aarbecht hei enorm war, wann een eleng schonn de Volume vun den Dokumenter gesäit, déi hei ons, der Chamber, geliwwert gi sinn an déi mer hu missen analyséieren. Bei mir doheem mécht dat e Pak aus vu bal 50 cm, ouni déi aner Dokumentatioun, déi mer nach hu misse verschaffen. Ech mengen, dat beweist, datt hei an der Chamber kann eng ganz gutt Aarbecht gemaach ginn.

Fir Matmënschen, déi an hiren Heemechtsstate verfollegt ginn, ass a soll Lëtzebuerg en Zufluchtsort bleiwen, mä och Lëtzebuerg muss d'Realitéiten unerkennen. Och Lëtzebuerg muss sech à même setzen, fir d'Integratiounsstréim kontrolléieren an dirigéieren ze kënnen.

Déi ablécklech gülteg Gesetzgebung gëtt zënter Joren als eng offen Dier fir illegal Immigratioun mëssbraucht. Effektiv sinn d'Asyldemanden hei am Land explodéiert, dat ouni iergendee besonnesche Konflikt, deen dëst kéint erklären.

Erlaabt mer just nëmmen e puer Zuelen unzeféieren, déi mech och zu der Proposition de loi gefouert hunn: Am Joer 2000 hate mir 621 Demandë vu Flüchtlingen; 2003 schonn huet sech déi Zuel mat 1.549 Demandeure verduebelt. Dat ass och esou weidergaang: 2004 hate mer der 1.577. Et ass eréischt dëst Joer, wou et zréckgeet. Ronn 4.000 Leit hänken nach an de Prozeduren, an eng 1.000 Flüchtlinge sinn temporaire hei am Land.

Op eis Bevölkerung gerechent – an et ass dat, wat mech motivéiert huet eng Proposition de loi ze déposéieren – war deen Ablack Lëtzebuerg an Europa dat Land wat pro 1.000 Demandeuren déi drëttmeescht Leit hat. Dësen Ustuerm huet sech erkläert, well an allen anere Länner ronderëm Lëtzebuerg an a ganz Europa d'Flüchtlingszuelen zréckgaange sinn ëm iwwer 20%. Och mir hei zu Lëtzebuerg hu misse reagéieren.

Wuerfir sinn d'Leit hei op Lëtzebuerg komm? Ma dat ass, well d'Flüchtlinge ganz séier erausfonnt haten, datt, wann et am Ausland ee Joer oder zwee Joer gedauert huet, fir d'Prozeduren duerchzekréien, hei am Land zwee bis fënnef Joer d'Regel waren, an esouguer nach heiansdo iwwer fënnef Joer, wéi d'Madame Rapportrice dat richteg ervirgestrach huet.

Doduerjer ass och d'Demande d'asile op eng Kéier zu enger irregulärer Immigratioun ëmfonctionnéiert ginn. Et huet och dozou gefouert, datt allméiglech Leit vun deene Largessen, déi mir hei am lëtzebuergesche Stat haten, abuséiert hunn, an datt mir och doduerjer feststelle konnten, datt eng Zuel vun deenen Asylanten aus verschiddenen afrikanesche Länner notamment ganz staark herno an d'Drogenzeen verwéckelt waren. Et brauch een nëmmen déi offiziell Donnéeë vun der Police aus der Stad Lëtzebuerg erunzezéien, no där 126 Demandeurs d'asile aus Westafrika innerhalb vu sechs Méint verhaft gi sinn.

Dat huet och dozou gefouert, datt dee ganzen Asyl-Shopping onerträglech ginn ass, an datt een huet misse reagéieren. Wéi ech de 17. Februar 2004 déi Proposition de loi déposéiert hunn, déi Dir kennt an déi ech elo soll presentéieren, ass natierlech vill doriwwer debattéiert an diskutéiert ginn, an den deemolege Justizminister, deen en charge war vun der Asylpolitik, huet och reagéiert. Sechs Woche méi spéit ass hien higaangen an huet sengersäits ee Projet de loi déposéiert, dee menger Propositioun geglach huet wéi eng Drëps Waasser där anerer.

Et war also ganz kloer, datt mir doduerjer eng Debatt provozéiert haten, déi ganz positiv war, an op déi och Reaktioune komm si bis an d'Wahlcampagne eran, a bis dann och an déi nei Regierung.

Déi Debatten, déi gefouert gi sinn an der zoustänneger Kommissioun, weisen, datt mir alleguerte versicht hunn, fir dat Beschtméiglecht ze maachen, fir datt mir dat Objektiv, wat mir ons alleguerte ginn haten, dat heescht fir kuerz Prozeduren ze kréien, realiséieren. Kuerz Prozedure sinn noutwendeg, well mir mussen onbedéngt deene Leit, déi Demandeure sinn, esou séier wéi méiglech soen, ob si ee Recht hunn, fir hei zu Lëtzebuerg Asyl ze kréien oder net, oder ob si sollen ausgewise ginn a wéi d'Prozedure sinn. Dat heescht, déi Onsécherheet ass op jidde Fall schlecht. Mir wëssen och, datt bei den Demandes d'asile iwwer 95% no de Statistiken, déi mir vum Ministère kritt hunn, als net fondéiert ugesi ginn.

Meng Proposition de loi, déi ech déposéiert hunn, huet sech ganz kloer an de Kader vun eisen internationalen Engagementer ageschriwwen. Meng Proposition de loi war vum Wëlle gekennzeechent eng Harmoniséierung mat deenen aneren nationale Législatiounen an der Unioun a Saachen Arees an Openthalt vu Bierger vun Drëttstaten ze erreechen.

Meng Proposition de loi vum 17. Februar 2004 war och inspiréiert vun enger proposéierter EU-Direktiv, déi minimal Norme fir den Erhalt an d'Oferkennung vum Statut vun engem Flüchtling virgeschloen huet. Meng Proposition de loi war inspiréiert vun der Gesetzgebung an eisen Nopeschlänner, besonnesch der franséischer an och der hollännescher, wou d'Asylprozedur banne sechs Méint muss ofgeschloss ginn, Ausweisung abegraff.

Duerfir war ech och frou, datt ech, wéi ech d'Proposition de loi ausgeschafft hunn a wéi ech herno de Projet de loi gesinn hu vun der Regierung – esou wéi deen déposéiert ginn ass –, ganz vill Identitéiten erëmfonnt hunn.

(Interruption)

Ech schwätze vun deem ablécklechen Projet de loi, wéi deen elo virläit, an an deem ech ganz vill Identitéite gesinn.

Ech hunn a meng Proposition de loi véier juristesch an administrativ Filteren agebaut, fir déi Asyldemanden ze eliminéieren, wou evidenterweis Abus gedriwwe gëtt, oder wou den Abus héchstwahrscheinlech ass. Deen alen an deen neie Regierungsprojet gesinn et genausou.

Deen éischte Filter ass den Eurodac-System. Am éischte Filter ginn déi Demanden eliminéiert, déi net begrënnt sinn, well den Antragsteller schonns an engem aneren europäesche Land eng Asyldemande erabruecht huet. Den Eurodac-System, deen zanter dem 13. Januar 2003 besteet, erlaabt dëst. Den Demandeur gëtt an dat Land iwwerwise respektiv direkt a säin Heemechtsland zréckgefouert, wa seng Demande am éischte Land schonns ofgewise gouf.

2003 ware 7% vun de Leit, déi an onsem Land een Asylantrag gestallt hunn, an deem Fall. Haut sinn et där méi. Den Här Minister kann ons vläicht soe wéi vill, mä ech wëll just ervirsträichen, datt déi Donnéeën hei schonn eng zimlech kloer Sprooch schwätzen.

Deen zweete Filter ass dat séchert Drëttland. A menger Proposition de loi féieren ech déi Notioun un. Dat séchert Drëttland ass eng Notioun, déi sech fir d'éischt an enger Resolutioun vum Europäesche Ministerrot vum Dezember 1992 erëmfënnt, an duerno och am Ministerrot vun den Affaires intérieures vum November 2002. Eng Demande d'asile vun enger Persoun, déi aus esou engem Land kënnt, ass irrecevabel.

Wat kann ee séchert Drëttland sinn? Däitschland huet do zwee Länner zum Beispill ugefouert: d'Schwäiz an Norwegen.

Däitschland, Dänemark, Finnland, England, Holland hunn dës Notioun an hirem Asylrecht zréckbehalen. An Däitschland huet esouguer missen, fir dat ze erméiglechen, seng Verfassung änneren.

Dës Lëscht, esou gesinn de Projet de loi, dee mir elo diskutéieren, an och meng Proposition de loi et vir, misst iwwer Règlement grand-ducal fixéiert an adaptéiert ginn. Do sinn also d'Proposition de loi, déi ech erabruecht hunn, an de Regierungsprojet – deen ablécklechen – absolut an der Approche identesch.

All Demande, déi ënnert déi zwee éischt Filtere fält, ass irrecevabel. An d'Prozeduren, déi administrativ ewéi déi juristesch, fir esou eng Demande ofzeweisen, sinn extrem kuerz, an de Recours beim administrative Geriicht ass e Recours en annulation, dat heescht de Fong gëtt net méi gekuckt. A menger Proposition de loi an am Regierungsprojet ass d'Approche identesch.

Drëtte Filter ass d'Iddi vum sécheren Herkunftsland, vum Pays d'origine sûr. Dës Notioun kënnt aus dem europäesche Recht, a genau aus dem Protokoll iwwert d'Asylrecht, genannt Protokoll Aznar. Déi Länner, déi als sécher Herkunftslänner definéiert ginn, sinn d'Länner, wou d'Mënscherechter respektéiert ginn, wou et demokratesch Strukture gëtt an de Rechtsstat respektéiert ass an esou weider.

Wann en Asylant aus esou engem Land kënnt, gëtt ugeholl, datt seng Demande offensichtlech net be-

grënnt ass an datt se duerfir accéléréiert a méi einfach administrativ a juristesch Prozeduren duerchlafe kann. Mä et ass dem Antragsteller méiglech geltend ze maachen, datt a sengem spezifesche Fall hien awer Urecht op Asyl huet. All Demande kann a muss individuell gekuckt ginn, mä den Antragsteller muss de Beweis untrieden, datt hien an engem Ausnahmefall ass: Hie muss et also fäerdeg bréngen, fir déi Présomptioun, datt him näischt geschitt ass, ëmzegeheien.

Frankräich an Däitschland ginn am Ablack zwielef esou Länner un: de Bénin, Bosnien, d'Kapverdesch Inselen, Kroatien, Georgien, Ghana, Indien, de Mali, d'Ile Maurice, d'Mongolei, de Senegal an d'Ukraine.

D'Lëscht, esou wéi se am Projet de loi an a menger Proposition de loi virgesinn ass, soll iwwer Règlement grand-ducal fixéiert an adaptéiert kënne ginn. Hei ass d'Approche tëschent dem Regierungsprojet a menger Proposition de loi absolut identesch.

Véierte Filter: déi Asyldemanden, wou den Antragsteller offensichtlech Märercher verzielt oder d'Leit fir domm verkeeft, deen all Tricker probéiert fir seng Identitéit, säin Alter, säin Herkunftsland ze verstoppen, dee seng Fangerofdréck net ofgëtt an esou weider. Do ass och d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir datt deen ënner Procédure accélérée fält.

Wéi mer bei der Police judiciaire waren, hu se ons de Fall gesot vun enger Persoun, déi erzielt huet, si wier mam Schëff aus Afrika fortgefuer a si wier dunn an der Péitrus gelant a si géing Johnnie Walker heeschen. Et ass ganz evident, wann een esou Saachen erzielt kritt, datt et da relativ schwéier ass, fir dann nach ze gleewen, datt dat dote sech ëm reell Asyldemandeuren handelt.

(Interruptions)

An et ass do wou och muss den Hiewel ugesat ginn, an all Demande vu Flüchtlingen op Asyl, déi ënnert déi zwee lescht Filtere fält, fält ënnert d'Procédure accélérée.

D'Prozeduren an der Procédure accélérée, déi administrativ wéi déi juristesch, fir esou eng Demande unzehuelen oder ofzeweisen, sinn net extrem kuerz, mä kuerz. An de Recours beim administrative Geriicht ass a menger Proposition de loi e Recours en annulation während am Regierungsrot e Recours en réformation virgesinn ass, dat heescht, wou de Fong vun der Affär gekuckt gëtt. Mä domadder kann ech awer ganz gutt liewen, well an deene béiden Texter awer festgehale ginn ass, datt d'Prozeduren extrem kuerz musse sinn – an et ass dat wat essenziell ass – an datt och a béide Fäll keen Appel zougelooss gëtt.

D'Regierung seet eis, datt, wann dës véier Filteren agesat ginn, dat dozou féiere kéint, datt 50% vun den Demandë kënnten an deene Filteren do zréckbehale ginn. Vläicht ginn et der souguer nach méi. Perséinlech mengen ech, datt mer souguer wäerten nach op héijer Tauxen do kommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A menger Proposition de loi hunn ech net de Statut subsidiaire an de Statut de tolérance abordéiert, well dat net den Objet vun der Proposition de loi war a well och de Projet vun der Direktiv op deem Gebitt eréischt, wann ech gutt informéiert sinn, no menger Proposition de loi arrêtéiert ginn ass, am Laf vum Joer 2004, mä ech wëll awer direkt soen, datt ech mat deenen zwou Orientatiounen, déi am Projet de loi vun der Regierung sinn, absolut d'accord sinn a meng Fraktioun bien entendu och.

Ech wëll elo fënnef Froen a Problemer diskutéieren, déi enger klärender Diskussioun bedierfen. Dat ass: Ginn d'Prozedure wesentlech verkierzt? Brauche mir en double degré de juridiction, jo oder neen? Sollen Asylanten no néng Méint schaffen an eng Formatioun kënne kréien? Brauche mir e Centre de rétention? Wat kascht d'Asylpolitik?

Ginn d'Prozedure wesentlech verkierzt?

Dat ideaalt Zil soll sinn, datt een déi ganz Prozeduren, déi administrativ an déi juristesch, no sechs Méint kéint ofschléissen. Dat ass wéinstens dat, wat ons den Haut Commissariat pour les réfugiés als Idealbeispill uginn huet, mä wou een awer muss unhuelen, datt, wann een dat wierklech am Respekt vun de Mënscherechter wëllt realiséieren, a wann een och der Tatsaach Rechnung dréit, datt villes an der Längt vun der Prozedur dovunner ofhänkt, wéi vill Demanden do sinn, da kann ee schonn zefridde sinn, wann een déi Prozedur do innerhalb vun zwielef Méint kann op en Enn bréngen.

Ech hunn a menger Proposition de loi der Administratioun Délaie gesat an deene se misst eng administrativ Décisioun huelen. Mä soss leien déi Délaien, déi ech a menger Proposition de loi proposéiert hunn, an de Regierungsprojet um juristesche Gebitt, wat de Recours ugeet, absolut op enger Wellelängt.

D'Dauer vun der administrativer Prozedur hänkt, wéi ech scho gesot hunn, vun der Zuel vun den Demandeurs d'asile an och vun der Zuel vu Beamten of. Och do muss ech soen, datt meng Proposition de loi eppes beweegt huet, well 1999 waren nach nëmmen néng Beamten an deem Service, an Enn 2004 gouf déi Zuel op 23 gehéicht. Ech mengen, datt dës Regierung se souguer nach e bësse gehéicht huet. Dat huet natierlech dozou gefouert, datt och déi administrativ Behandlung elo méi kuerz ginn ass.

Mä nach muss ee soen, datt déi Délaien, déi heiansdo maximal konnten erausgeschloe ginn, mat deene Prozeduren, déi mer zum heitegen Zäitpunkt kennen, an déi konnte bis iwwer fënnef Joer goen, op jidde Fall mat dësen neie Prozeduren, souwuel deene vu menger Proposition de loi wéi deenen, déi mer elo am Gesetzesprojet hunn, ganz staark zréckgoe wäerten. Et muss ee mat engem Joer rechnen.

Villes hänkt natierlech vun der Zuel an och vun der administrativer Dauer vun de Prozeduren of. Dat ass eng Saach, wou d'Regierung hir Responsabilitéit muss droen, datt dat geet. Dës Regierung huet elo d'Chance, datt d'Zuel vun den Demandë vun 2005 ganz staark zréckgaangen ass. A menger Proposition de loi hunn ech also ähnlech Délaie virgesi wéi an dem Regierungsprojet. A wann een déi an der Praxis additionnéiert huet, da war et en fait nach genau eng Differenz vun engem Mount, bei der Procédure normale.

Do wou mer eng kleng Differenz haten, dat ass, datt ech bei der Notificatioun, déi gemaach gëtt, proposéiert hat, datt déi kënnt par tous les moyens gemaach ginn, dat heescht, datt ee se kënnt entweder dem Flüchtling zoustellen op sengem leschten Domicile connu oder sengem Conseiller juridique oder op d'Adress vum dernier conseiller juridique connu. D'Regierung gesäit vir, datt, wann een eng Persoun, e Flüchtling net erreeche kann, deen Ablack et eng Significatioun, eng Notificatioun am Ministère gëtt, an datt dann herno en Affichage vun 30 Deeg héchstwahrscheinlech an den Zeitunge muss erfollegen. Dat ass e bësse méi komplizéiert, do gëtt et e puer esou kleng Differenzen, mä ech géing awer net unhuelen, datt se wesentlech sinn.

Do wou et am Gesetzesprojet wäert héchstwahrscheinlech fir d'Administratiounen e puer Schwieregkeete ginn, dat ass wa se elo an Zukunft mussen de Flüchtling informéieren, net méi oder exklusiv net méi iwwert d'Resultat vun deem wat décidéiert ginn ass, mä och iwwert den Inhalt vun der Décisioun, dat heescht, och iwwert d'Begrënnung.

Dat mag an engem Rechtsstat absolut normal erschéngen, mä dat ass awer an der Praxis net esou einfach, well jo hei Leit sinn, déi aus all méiglechen Häre Länner kommen, a souguer an deene Länner och nach verschidden Dialekter geschwat ginn, wat net onbedéngt wäert zur Vereinfachung féieren, wann et ëm méi seelen Dialekter geet, oder wa mer net déi néideg Interpreten en nombre et en qualité zur Verfügung hunn. Ech wënschen der Regierung do mat deem Text, mat deem se sech d'accord erkläert huet, eng gutt Hand fir deen Ablack dee praktesche Volet do ze meeschteren.

Da gëtt et nach eng kleng Curiositéit, wou ech awer elo hoffen, datt se net littéralement interpretéiert gëtt vun den Affekoten, mä datt se esou interpretéiert an diskutéiert gëtt wéi se an aneren Dispositioune vum Artikel virgesinn ass, dat ass am Artikel 6, wou gesot gëtt: „Le demandeur a l'obligation de se présenter auprès du Ministre en vue de la prolongation de l'attestation de séjour". Ech hat fir d'éischt geduecht, do misst „agent du Ministre" stoen, mä et ass héchstwahrscheinlech an deem Sënn, wou et geduecht ass. Ech hoffe just, datt déi 4.000 Leit, déi am Ablack an deem Statut sinn, sech net all puer Méint musse bei dem zoustännege Minister in persona virstelle goen.

Da kéint et héchstwahrscheinlech an der Praxis nach e Risiko gi bei enger Definitioun, déi mer festgehalen hunn, an dat ass déi vum Regroupement familial. Ech war fir d'éischt och mat där Interpretatioun d'accord, datt dat misst large gefaasst ginn, mä ech hunn awer elo aus dem Frankräich an aus engem rezenten Uerteel erausfonnt, datt dat derzou gefouert huet, datt an engem Fall vu Polygamie den zoustännege franséische Préfet huet misse siwe Frae mat 39 Kanner iwwert dee Wee do an d'Land mat eranhuelen.

Hei an onsem Projet de loi gesi mer vir, datt de Minister d'Méiglechkeet huet, fir dat ze appréciéieren, datt en den Ordre public kann invoquéieren. Mä nach fäerten ech, wann esou ee Fall kënnt, datt dat net geregelt ass an onsem Gesetz, weder an där normaler Gesetzgebung nach hei an dëser Prozedur, well et deen Ablack och um Minister ass ze entscheeden, wat fir eng vun deene Familljen, a wat fir eng Zort vu Kanner hien deen Ablack mat eranhëlt, oder ob e se alleguerten hëlt.

Ech wënschen dem Här Minister, wann en eng Kéier esou eng Fro kritt, ganz vill Freed, fir dee Problem do ze léisen. Hie ka sech vläicht do u senge franséische Kolleegen inspiréieren.

Den zweete Problem, deen ech wollt ugoen, ass dee vum double degré de juridiction. Hei geet et drëm politesch richteg ze kucken. Et muss ee wëssen, wat ee wëllt. Wann een d'Prozedure verkierze wëllt, da versteet een dorënner, datt een d'Prozeduren och muss verkierzen an den Délaien, an datt ee Recoursinstanze muss évitéieren, wéi den Appel virun enger Cour administrative, deen net néideg ass.

Esou een Appel ënnert der ablécklecher Prozedur, esou wéi et virgesinn ass, ass e supplémentairen Délai vu wéinstens dräi Méint. An et ass dowéinst, wou et op jidde Fall bei deene Prozeduren eng Procédure accélérée gëtt, wou d'Demande irrecevabel ass an esou eppes sech absolut net justifiéiert. Ech hat an der zoustänneger Kommissioun virgeschloen, fir eventuell en anere Wee ze goen, an zwar fir déi sou genannte Commission consultative pour la protection internationale an eng éischt administrativ Instanz ëmzefonctionnéieren, zumools déi Kommissioun duerch e Riichter presidéiert gëtt. Den Appel wier deen Ablack nure beim Tribunal administratif gewiescht, an dat fir sämtlech Prozeduren. Mä et war keng Begeeschterung do fir dës Iddi, déi awer a Frankräich d'Realitéit ass.

Deen zweete Punkt, deen an der Diskussioun war, ass deen, ob d'Asylanten, ob d'Flüchtlingen no néng Méint schaffen däerfen oder eng Formatioun kënne kréien. Déi Direktiv gesäit zwielef Méint vir, mä et kann een natierlech och méi generéis sinn. D'Debatte sinn an der Kommissioun gelaf, ob sechs oder zwielef Méint. Et ass dunn zu engem Compromis an der Mëtt komm, zu néng Méint.

Dës Fro ass effektiv eng ganz seriö Fro, mä ech sinn awer frou, datt am Projet de loi e puer Prinzipie festgehale ginn. Éischtens huet de Minister d'Recht ze analyséieren, ob esou eng Mesure iwwerhaapt am Kader vum Aarbechtsmaart kann erfollegen, dat heescht, wann de Chômage net ze héich ass. Zweetens muss d'Préférence communautaire spillen.

Wat bréngt also dës Dispositioun an der Praxis? Mir hu vun der Regierung zwee Avant-projets de règlement grand-ducal kritt. Domadder kann een eng Base de discussion féieren, mä mir kruten se natierlech och eréischt leschte Freideg. Dat war relativ kuerzfristeg, fir dat analyséieren ze kënnen. Ech sinn och duerfir frou, datt d'Madame Rapportrice gesot huet, datt d'Regierung bereet wier, oder datt mir als Chamber bereet wieren, fir déi Règlement-grand-ducauxen, déi schonn déposéiert si respektiv déi nach déposéiert ginn, fir déi an den nächsten dräi Méint ze diskutéieren, ier et zum zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber kënnt, well viraussiichtlech jo de Conseil d'État wäert seng Opposition-formellen zréckbehalen.

Mir mengen, datt do nach eng Debatt an Erklärungsbedarf noutwendeg ass. Mir sinn awer scho frou, datt et an deem Avant-projet de règlement grand-ducal net méi virgesinn ass, datt Flüchtlingen a Beschäftegungsmoossname kommen. Ech mengen, dat ass eppes, wat vun onser Säit aus op jidde Fall gesinn, ganz positiv ass, well mer generell géint déi Beschäftegungsmoossname sinn a mengen, datt se net sollte vum Stat subsidiéiert ginn, respektiv wa se subsidiéiert ginn, datt dann och normal Betriber dovunner kéinte profitéieren.

Drëtt Fro: Centre de rétention, jo oder neen? Fir ons ass et ganz kloer, datt de Centre de rétention eng besser Léisung ass wéi e Prisong. En ass néideg, fir an de Prozeduren och déi Leit kënnen op enger Plaz zesummenzehalen, déi refuséieren hir Identitéit erauszeginn.

Ech hunn an enger Question parlementaire un de Justizminister – wou ech bis elo nach keng Äntwert kritt hunn, obwuel dat elo schonn e Mount hier ass – gefrot, firwat et net méiglech ass während der Prozedur bei den Asylanten nozekucken, wann een d'Fangerofdréck schonn ofhëlt, ob se net an engem anere Land gesicht gi wéinst kriminellen Doten, ob net ee Mandat d'arrêt européen géint se virläit; well mir hu keng Identitéit a mir hu keng Donnéeën. Or, mir hunn awer an der Praxis gewise kritt, datt mer do, wou Arrestatioune vun Demandeurs d'asile waren, an dat waren der awer elo e puer honnert a leschter Zäit, datt do, wann een d'Fangerofdréck geholl hätt, ee se direkt hätt kënnen identifizéieren, an an déi Länner zréckféieren, wou no hinne gesicht gouf.

Et ass effektiv méi richteg, wann een hei die Spreu vom Weizen trennt. Et ass net richteg, datt déi Leit, déi ouni Pabeieren heihinner kommen, déi am Misère sinn, well se keng aner Méiglechkeeten hunn, datt déi zesummegesat ginn an an een Dëppe musse gehäit gi mat deene Leit, déi bewosst, well se wëssen, datt se an engem anere Land wéinst kriminellen Dote gesicht ginn, hei op Lëtzebuerg kommen, ënnert dem Prétexte fir Asyl ze froen, a fir deen Ablack och direkt nees kriminell täteg ze ginn. Dat kënne mer net méi toleréieren, an do muss och reagéiert ginn.

Mir si frou, datt elo de Wee iwwert de Centre de rétention zréckbehale ginn ass. Ech wënsche just der Regierung eng gutt Hand, wa se ons d'Plaz aussicht, wou se dee wëllt hindinn, wou se dee Centre de rétention wëllt etabléieren. Vläicht huet d'Regierung schonn eng Décisioun an deem Sënn geholl, an da kéint se ons dat matdeelen. Wann net, da wäerte mer dat héchstwahrscheinlech an nächster Zäit awer gewuer ginn.

Anere Problem: Wat kascht d'Asylpolitik? Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee versicht erauszefannen, wat d'Asylpolitik kascht, wann een iwwerhaapt versicht fir erauszefannen, wat um Niveau vun dem Asyl un Ausgabe sinn, ob se duerginn, ob se net duerginn, dann ass dat onméiglech.

Ech hunn eng Question parlementaire an deem Sënn gestallt. Do huet ee Minister mer drop geäntwert, dat war de Ministère de la Famille, d'Ministesch huet awer drop higewisen, datt déi aner Donnéeën zwar zur Verfügung stéingen „(...), mais qu'elles n'ont pas pu être recueillies, faute de temps. Elles pourraient être fournies ultérieurement." Elo ass ee Joer erlaanscht an ultérieurement war et nach net méiglech, fir dat erauszefannen.

Ech hat ënner anerem gefrot gehat, wat dann an den eenzelne Ministèren ausgi gëtt. Dat ass anscheinend net ze fannen. Wann een dann e bëssen an de Rapport-annuelë vun den eenzelne Ministèrë kuckt, da gesäit een, datt d'Méiglechkeete besti fir dës Informatiounen ze kréien, mä net iwwerall an net komplett. Och de Käschtepunkt, zum Beispill um Niveau vun der Sécurité sociale, ass net auszerechnen.

Dat gesot, wëll ech als Schlussfolgerung soen, datt ech natierlech frou gewiescht wier, wa meng Proposition de loi hätt kënnen eng grouss Majoritéit fannen, mä vu datt d'Regierung e Projet de loi erabruecht huet, och a senger modifizéierter Form, dee wesentlech dozou bäidréit,

- fir d'Prozeduren ze verkierzen;

- well et e Projet de loi ass, deen dat beschtméiglechst Resultat ass;

- well et och dorëmmer geet, fir hei als Chamber kloer ze soen, datt déi dräi Opposition-formellë vum Conseil d'État keng Raison d'être hunn an datt d'Chamber sech soll doriwwer ewechsetzen;

- well och déi Règlements grand-ducaux, wou mir Bedenken haten iwwert d'Aart a Weis wéi nach soll geschafft ginn, nach alleguerten zur Diskussioun stinn;

- a well mer hei am Kader vun engem éischte Vote sinn, hu mer ons als ADR dozou d'accord erkläert, fir Jo zu dësem Projet de loi ze soen.

(Interruptions)

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt mer also bereet sinn, de Projet de loi ze stëmmen, mä mir déposéieren awer och nach eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, fir all Joer e Rapport annuel ofzeginn à partir vun deem Datum wou de Projet de loi hei effektiv eng Loi gëtt, wou alleguerten déi Informatiounen, déi elo an deenen eenzelne Ministèrë sinn, regruppéiert ginn, d'autant plus wann dëst Gesetz a Kraaft trëtt, datt deen Ablack net nuren déi ablécklech Informatioune sollen zur Verfügung stoen, mä och datt

ee soll wëssen, wéi vill Leit vun der Protection temporaire profitéieren, wéi vill Leit an Aarbechtsverhältnisser oder a Formatioun sinn, wéi laang déi Formatioune sinn. Do gëtt et eng etlech Informatiounen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est nécessaire de disposer d'un document d'information complet sur la politique d'immigration et d'asile afin de permettre une transparence accrue et un débat public régulier sur la mise en application de la législation existante, sur les problèmes éventuels rencontrés et sur les orientations du Gouvernement en la matière;

- considérant qu'il y a lieu d'établir à cette fin un rapport annuel indiquant notamment

- le nombre d'étrangers ayant obtenu le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que celui des demandes rejetées;

- le nombre des différents titres de séjour accordés et celui des demandes rejetées et des renouvellements refusés;

- le nombre d'étrangers admis au titre du regroupement familial;

- le nombre d'étrangers ayant fait l'objet de mesures d'éloignement effectives comparé à celui des décisions prononcées;

- les moyens et coûts liés à la politique d'asile dans les divers ministères concernés et les moyens et coûts pour lutter contre l'entrée et le séjour irrégulier des étrangers;

- les actions entreprises avec les pays d'origine pour mettre en oeuvre une politique d'immigration fondée sur le codéveloppement et le partenariat;

- l'état des accords de réadmission et des directives européennes en matière d'asile et d'immigration;

demande au Gouvernement

- d'établir un rapport annuel „Immigration et asile" reprenant les données et informations citées ci-dessus.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Well dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, dréit der heuteger Situatioun Rechnung, mä dat wëllt net heeschen, datt eng Gesetzgebung wéi déi hei net muss oder net kann an zwee oder dräi Joer nees eng Kéier revidéiert ginn, jee nodeem wéi d'Situatioun evoluéiert oder wa mer eventuell sollten erausfannen, datt déi eng oder déi aner Dispositioun falsch applizéiert gëtt oder net déi Resultater bréngt, déi mer ons geduecht haten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als Nächsten huet den honorabelen Här Laurent Mosar d'Wuert. Här Mosar!

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru gutt fënnef Joer stoung ech hei op därselwechter Plaz fir der Chamber mäi mëndleche Rapport iwwert dat deemools neit Asylgesetz virzeleeën. Dëst Gesetz sollt op déi Erausfuerderungen agoen, déi sech Enn den 90er Jore gestallt hunn duerch den deemolege massiven Afflux vu Flüchtlingen aus Exjugoslawien.

Meng Konklusioun war deemools folgend, an ech zitéieren Iech se nach eng Kéier: „Le projet de loi finalement retenu améliorera d'une part certainement sensiblement la situation des réfugiés en général et contribuera d'autre part à une accélération de la procédure. (…) Ce texte devra faire ses preuves dans la pratique et la Commission juridique propose de le soumettre à un réexamen deux ans après son entrée en vigueur pour savoir s'il y a lieu de modifier éventuellement certaines de ses dispositions."

Och deemools war also d'Haaptobjektiv vun deem Projet de loi dat, fir d'Prozedur ze verkierzen. Leider Gottes hu mer misse feststellen, dass et awer zu kenger substanzieller Verkierzung vun den Délaien duerch d'Gesetz vum 18. Mäerz 2000 komm ass. Mir haten och deemools scho gesot, den Text soll spéitstens no zwee Joer op de Leescht geholl ginn, wat awer och net geschitt ass. Eréischt am Ufank vum Joer 2004 huet den zoustännege Justizminister, de Luc Frieden, e Projet de loi iwwer eng substanziell Reform vum Asylgesetz an der Chamber deponéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, huet also eng laang Virgeschicht, déi d'Rapportrice, déi honorabel Madame Lydie Err, in extenso an hirem schréftlechen an och elo an hirem mëndleche Rapport nach eng Kéier an Erënnerung geruff huet. Ech géif och wëlle vun der Geleeënheet profitéieren, der Madame Err fir hiren detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen. D'Madame Err huet sech, wéi mir dat vun hir gewinnt sinn, mat ganz vill Sachkenntnis mat allen Aspekter vun der Flüchtlingsproblematik befaasst an huet och mat groussem Engagement versicht, déi vill positiv Suggestiounen, déi an deenen diversen Avisë formuléiert gi sinn, an den definitiven Text anzebauen.

(Interruptions diverses)

Den Text, iwwert dee mer haut diskutéieren…

(Interruption)

Här Bettel, lauschtert no!

…- an d'Madame Err huet et ënnerstrach –, huet also haaptsächlech zwee Objektiver: Éischtens, d'Prozedure substanziell ze verkierzen, an zweetens, eng Rei vun europäeschen Direktiven ëmzesetzen. Ech wëll net méi op all eenzel Dispositioune vum Projet agoen; d'Madame Err huet dat op eng ganz akribesch Manéier gemaach. Ech géif mech also a menger Analys drop limitéieren, fir e puer Punkte méi genau ze beliichten.

Ier ech awer zu der Analys vum Projet selwer eriwwer ginn, erlaabt mer verschidde Virbemierkungen.

Fir d'alleréischt wëll ech hei nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun enger europäescher Harmonisatioun, ganz besonnesch an dësem Beräich, insistéieren. Säit den Accordë vun Tampere sinn dann och wuel positiv Schrëtt op europäeschem Plang gaange ginn, déi sech erëmfannen am Programme pluriannuel vu La Haye. An et ass dann och am Objektiv vun deem Programme pluriannuel, wou dëse Projet de loi sech aschreift.

Nach muss een awer ënnersträichen, dass trotz enger Rei vun Efforten et nach gravéierend Ënnerscheeder um Niveau vum Traitement a vum Encadrement vun den Demandeur-d'asilen an der Europäescher Unioun gëtt. Soulaang mer et hei net fäerdeg bréngen, wierklech Neel mat Käpp ze maachen an eenheetlech Bestëmmungen ze adoptéieren an der gesamter Europäescher Unioun, wäert dee Phenomeen vum Asyl-Shopping nach schéin Deeg viru sech hunn.

Zweet Observatioun: D'Asylpolitik ass e wichtege Volet, mä d'Immigratiounspolitik ass mindestens gradesou wichteg, an hei vermëssen ech e bësselchen déi frësch an innovativ Impulser vun dëser Regierung. Ech wëll do un de Rapport vu mengem Fraktiounskolleeg Marcel Glesener erënneren, deen eng Rei vun interessante Pistë beinhalt huet, deen awer bis elo nach keng weider Suitë kritt huet.

An Zäiten, wou dat Wuert Kompetitivitéit erëm Héichkonjunktur huet, wär et sënnvoll, wann d'Regierung an d'Chamber sech seriö Gedanke géife maachen, wat fir eng Immigratiounspolitik mir kuerz-, mëttel- a laangfristeg an dësem Land brauchen, fir justement d'Kompetitivitéit vun eisem Standuert ze verbesseren. Mir kommen dann och net derlaanscht, d'Gesetz vun 1972 iwwert d'Entrée an de Séjour vun Auslänner op de Leescht ze huelen, well mer elo schonn an enger ganzer Rei vu wirtschaftleche Beräicher keng Aarbechtskräfte méi fannen, souguer net an der Groussregioun.

Drëtt Observatioun: Déi Flüchtlingen, mat deenen eis Administratioun et haut, also am Joer 2005, ze dinn huet, sinn anerer wéi déi aus den 90er Joren. Si sinn anescht, well se fir d'alleréischt aus verschiddenaartege Länner mat anere Kulturen an Traditioune kommen. Si sinn awer och anescht, well et sech ëmmer méi ëm Jonggesellen handelt an net méi ëm Familljen, wéi dat de Fall fir d'Flüchtlingen aus Exjugoslawien war. D'Politik am Allgemengen an d'Asylpolitik am Spezielle musse sech op dës aner Kategorie vu Flüchtlingen astellen, an ech géif behaapten, dass dat Gesetz, wat mer haut an éischter Liesung wëllen adoptéieren, besser Äntwerten och op déi nei Erausfuerderunge gëtt.

Véiert Observatioun: Mir liewen och haut nach an enger Welt, wou d'Mënscherechter verletzt ginn a wou vill Mënsche wéinst hirer Hautfaarf, hirer Relioun, hire politeschen, gewerkschaftlechen Iwwerzeegunge verfollegt, gefoltert an ëmbruecht ginn. All dës Mënsche gesinn als eenzeg Rettung den Asyl an engem anere Land. Eist Land muss weiderhin en oppent Land bleiwe fir all déi Mënschen, déi egal wou op dëser Welt verfollegt ginn.

Leider Gottes kommen déi meeschte Flüchtlinge bei eis an d'Land fir dem wirtschaftleche Misär an der totaler Perspektivlosegkeet an hire Länner ze entkommen. Och wann ee muss Versteesdemech fir déi Beweggrënn vun deene Leit hunn, fir hir Liewensbedéngungen ze verbesseren, esou ass et dach inacceptabel, dass dës Persounen d'Genfer Konventioun mëssbrauchen, fir an Europa respektiv op Lëtzebuerg ze kommen.

De Problem vun der Perspektivlosegkeet a ville Länner vun der Drëtter Welt – mä net nëmme vun der Drëtter Welt – musse mer léisen um Niveau vun enger méi effizienter a geziilter Entwécklungspolitik, an do géif ech nach eng Kéier en Appel un de Kooperatiounsminister maachen, fir d'Effortë vun eiser Entwécklungspolitik nach méi an deene Länner ze konzentréieren, vu wou Flüchtlingen an eist Land kommen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dann elo op déi wesentlech Punkte vum Projet de loi agoen a mech fir d'alleréischt mat der Verkierzung vun de Prozedure beschäftegen.

Dëst ass sécherlech d'Häerzstéck vum initiale Projet, deen och de Justizminister Luc Frieden schonn am Joer 2004 eragereecht hat an deen eigentlech ouni gréisser Ëmännerunge vum aktuellen Immigratiounsminister, dem Här Jean Asselborn, iwwerholl ginn ass. Ech wëll hei net méi dat alles widderhuelen, wat d'Rapportrice schonn dozou ausgefouert huet, mä nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Dauer vun där Prozedur, déi sech elo ka bis zu dräi oder véier Joer hinzéien, net nëmme géint internationaalt an europäescht Recht verstéisst, mä einfach och inacceptabel ass fir déi Leit, déi sech an esou enger Prozedur befannen. Esou laang Délaie sinn deene Leit net zouzemudden, well se op där enger Säit scho längstens bei eis am Land integréiert sinn, an op där anerer Säit et schwéier fir si ass, erëm an hirem Ursprongsland Fouss ze faassen.

Une voix.- Très bien.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Fir awer kënnen dës Délaie substanziell ze verkierzen, muss op där enger Säit d'Zuel vun de Leit, déi um Immigratiounsministère d'Instruktioun vun den Demandë maachen, verstäerkt ginn, an op där anerer Säit d'Délaie vun der Prozedur verkierzt ginn.

Wat deen éischte Punkt ubetrëfft, ass jo schonn d'Zuel vun deene Leit, déi am Ministère schaffen, substanziell an d'Luucht gesat ginn, an d'Délaien um Niveau vun der Prozedur wäerten duerch d'Gesetz, wat mer haut fir d'éischt stëmmen, och sensiblement erofgesat ginn.

Duerch dëst Gesetz gëtt a sech fir d'alleréischt déi sou genannte Procédure accélérée agefouert, wéi hei jo scho vun der Madame Err explizéiert ginn ass, esou dass ech net méi brauch am Detail dorobber anzegoen. Befaasse wëll ech mech just nach eng Kéier mat der Ofschafung vum duebele Juridictiounsdegré um Niveau vun deenen Décisiounen, déi d'Recevabilitéit an d'Kompetenz betreffen, an net deenen, déi op de Fong ginn.

Bis dass d'Diskussiounen iwwert den duebelen Degré de juridiction, dee besonnesch fir Juristen e schwieregen ass, eriwwer sinn, wëll ech hei prinzipiell och d'Meenung deelen, dass eigentlech bei all Prozedur misst esou en duebelen Degré de juridiction virgesi ginn.

Mir haten duerfir och am virgenannte Projet de loi, deen zum Gesetz vum 18. Mäerz 2000 gefouert huet, a sech vun der deemoleger Regierung d'Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction virgeschloe kritt. Deemools huet awer d'Commission juridique sech dergéint ausgeschwat.

Haut, fënnef Joer méi spéit, muss ech agestoen, dass dëst e Feeler war, well mer deemools schonn hätte missen dës schwiereg Décisioun huelen. Dëst hätt wahrscheinlech dann och dozou gefouert, dass d'Délaien an der Prozedur schonn entre-temps wesentlech verkierzt gi wären. Mä och deemools huet d'juristesch Kommissioun sech hir Décisioun net einfach gemaach an huet d'Bäibehale vum duebelen Degré de juridiction am Gesetz festgeschriwwen.

Firwat haut elo, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt Dir Iech froen, dee Volte-face?

Ech gesinn heifir haaptsächlech dräi gutt Grënn:

Éischtens, wann ee wierklech wëllt d'Prozedur verkierzen, kënnt een net derlaanscht fir en duebelen Degré de juridiction ofzeschafen, an ech kann och net mat deenen averstane sinn hei an der Chamber, déi behaapten, et hätt een och mam Bäibehale vun esou engem duebelen Degré de juridiction d'Prozedur trotzdeem kënne substanziell verkierzen. Ech deelen nämlech net d'Meenung, dass en Appel hätt kënnen innerhalb vun engem Mount ofgehaakt ginn, ausser et wär een iwwert d'Rechter vun der Verdeedegung ewechgaangen.

D'Délaie fir d'Introduktioun oder fir d'Beäntwertung vun engem Mémoire esou ze reduzéieren, dass eng anstänneg Instruktioun vun deem Dossier iwwerhaapt net méi méiglech gewiescht wär, hätt mat sech bruecht, dass mer eis haut an hei enger ganz anerer Kritik ausgesat hätten, nämlech där vum Netrespekt vun de Rechter vun der Verdeedegung.

Zweete Grond: Och an enger Rei vun europäesche Länner besteet den duebelen Degré de juridiction net méi um Niveau vun der Asylprozedur. Ech wëll hei ganz besonnesch Frankräich zitéieren, e Land, dat jo net nëmmen d'Wéi vun de Mënscherechter ass, mä ganz besonnesch och vun de Rechter vun der Verdeedegung am Kader vu Geriichtsprozeduren. Souguer Frankräich huet am Kader vun den accéléréierte Prozeduren dësen duebelen Degré de juridiction ofgeschaaft a bréngt et also fäerdeg, dass dee gréissten Deel vun dësen Demanden innerhalb vu sechs Méint am Moment evakuéiert kënne ginn.

Drëtt Argument: Dësen duebelen Degré de juridiction gëtt ofgeschaaft just bei deenen Demanden, déi manifest irrecevabel sinn oder wou d'lëtzebuergesch Juridictiounen inkompetent sinn, fir iwwert déi Demanden ze statuéieren. Et geet also hei fir d'alleréischt ëm d'Demandeur-d'asilen, déi hir Demande hätte missen an engem anere Land vun der Europäescher Unioun stellen. Déi zweet Kategorie vun Demandeur-d'asilë sinn déi, wou den Demandeur entweder déi vun him verlaangten Informatiounen an Dokumenter net produzéiert oder sech emol iwwerhaapt net an den Entretien beweegt huet, deen him vum zoustännege Beamte proposéiert ginn ass.

Hei geet et also ëm Leit, déi manifest sech an enger Situatioun befannen, wou hir Demande net kann ugeholl ginn. Hei handelt et sech also meeschtens ëm Demandeur-d'asilen, déi entweder schonn an engem aneren EU-Memberland ofgewise gi si respektiv einfach nëmme refuséieren, fir déi Renseignementer ze ginn, déi eben nun emol vum Gesetz virgeschriwwe sinn. Dës Leit wëllen also mat alle Mëttele probéieren, iwwert de Wee vun enger Asylprozedur Zäit ze gewannen a sech méiglechst laang an eisem Land opzehalen, an der Hoffnung vläicht herno awer iergendwéi eng Kéier kënne regularisséiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass et also an dëse Fäll wierklech net noutwendeg ass, den duebelen Degré de juridiction bäizebehalen, fir dëse Leit hir Rechter op eng ugemoosse Verdeedegung ze garantéieren, dat ëmsou méi wéi an enger ganzer Rei vun dëse Fäll hir Demande an engem aneren EU-Stat wäert in extenso examinéiert ginn.

Wat elo d'Recoursën ubetrëfft, wat de Fong vun enger Demande ugeet, esou bleift hei de Prinzip vum duebelen Degré de juridiction bestoen, och wann eng Rei vun Aménagementer kommen, déi d'Rapportrice virdrun explizéiert huet.

Ënnersträiche wëll ech awer hei nach eng Kéier, dass an Zukunft just nach an engem Recours souwuel iwwert de Fong vun der Affär tranchéiert gëtt, wéi iwwert den Uerder, eisen Territoire ze verloossen. An dës Dispositioun schéngt mer ganz besonnesch wichteg ze sinn, well si évitéiert, dass mer nach an Zukunft wäerten där sou genanntener Retours en cascade kréien, wéi mer se bis elo kannt hunn, a wou et deenejéinegen Demandeur-d'asilen einfach just nëmmen drëm gaangen ass, fir zousätzlech Zäit ze gewannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och vun dëser Plaz aus en Appel un de Statsrot maachen, fir sech nach eng Kéier ze iwwerleeën, ob hien der Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel wëllt refuséieren, wéinst dem Ofschafe vum duebelen Degré de juridiction.

(Interruption)

Ech menge wierklech, dass et hei gutt Argumenter gëtt, Här Bettel, fir op dee Wee ze goen, deen d'Rapportrice virgezeechent huet. Ech appeléieren och hei un d'Responsabilitéit vum Statsrot, well et einfach net glécklech ass, wa mir nach méi Zäit verléieren, iert dëst Gesetz da kann a Kraaft trieden, an dëst ganz besonnesch am Interessi vun deene betraffene Flüchtlingen.

Ech menge jiddfereen an dësem Haus, awer och am Statsrot souwéi an deenen interesséierten Associatiounen ass sech eens fir mat mir ze soen, dass déi aktuell Situatioun einfach net méi haltbar ass, an dofir wär et och schwéier nozevollzéien, dass duerch d'Bäibehale vun der Opposition formelle dëst Gesetz nëmme mat ganz vill Verspéidung kënnt a Kraaft trieden.

An der zoustänneger Kommissioun, Här President, huet d'DP-Fraktioun ugekënnegt, si géif sech wéinst der Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction beim Vote enthalen. Ech kommen dann allerdéngs net derlaanscht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der DP-Fraktioun nach eng Kéier an d'Gewëssen ze rieden.

(Interruption)

D'Ofschafe vun deem duebelen Degré de juridiction war schonn am urspréngleche Gesetzesprojet vum Justizminister Luc Frieden enthalen, an deen ass jo awer – lauschtert no, Här Bettel! -...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

…schlussendlech vun där viregter Regierung deponéiert ginn.

(Interruptions)

Ech ginn also dovun aus, Här Bettel, dass och deemools d'DP mat dëser Ofschafung averstane war, an duerfir kann ech mat beschtem Wëllen dëse Volte-face net novollzéien, dass déiselwecht DP, déi dat deemools matgedroen huet, elo domat schrecklech Problemer huet.

Och wann ech kann novollzéien, dass et engem heiansdo an de Fangere kribbelt, fir an der Oppositioun emol eng total aner Positioun ze vertrieden, wéi déi, déi een eemol an der Regierung vertrueden huet, esou géif ech dach un d'Verantwortungsbewosstsi vun der DP appelléieren, fir an engem esou wichtegen a sensibelen Domän…

Une voix.- Wéi an der Stad!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- …net haut elo emol de Contraire ze soe vun deem, wat een nach virun annerhallwem Joer mat zwou Hänn ënnerschriwwen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim dann zum zweete Volet, deen ech hei wollt uschneiden, nämlech dee vun der Rétentioun an enger zouener Anstalt. Ech géing emol fir d'alleréischt am Numm vu menger Fraktioun begréissen, datt d'Gesetz iwwerhaapt emol de Prinzip vun deem Placement an engem Centre de rétention fir Flüchtlinge virgesäit. Mir kennen nämlech alleguerten d'Situatioun an eisem Prisong zu Schraasseg, an et ass net glécklech, datt all déi Flüchtlingen, déi um Enn vun hirer Prozedur ukomm sinn, a wou Fluchtgefor besteet, am Moment zu Schraasseg ënnerbruecht sinn.

Une voix.- Da sot emol, Dir géingt se…

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Et kënnt awer och nach derbäi, datt et net acceptabel ass, datt Flüchtlingen, och wa se um Enn vun hirer Prozedur ukomm sinn, sech zesumme mat Condamnéierten ënnert deem selwen Daach befannen. Duerfir ass et och wichteg, datt de Bau vun deem geplangte Centre de rétention esou schnell wéi méiglech ugefaange gëtt. Ech wär frou, herno vum zoustännege Minister vläicht eng Rei vun Erklärungen ze kréien, wat de Site, mä awer haaptsächlech den Délai, an deem dëse Centre soll fäerdeg gestallt ginn, ugeet.

Dat gesot, wëll ech dann op d'Dauer vun där Rétentioun agoen, déi eis jo och laang an der zoustänneger Kommissioun beschäftegt huet. Am ursprünglechen Text war virgesinn, datt d'Demandeur-d'asilen héchstens kéinte während zwou Periode vun dräi Méint an esou engem Centre de rétention festgehale ginn. Meng Fraktioun ass awer der Meenung gewiescht, datt dat net géing duergoen an deem Fall, wou ee mat Demandeur-d'asilen ze dinn hätt, déi keng oder einfach falsch Informatiounen iwwer hir Identitéit, hir Nationalitéit ginn, an déi oft einfach hir Identitéitspabeieren zerstéiert hunn.

Hei geet et also ëm Leit, déi sech iwwer alles ewechsetzen, an déi mat alle Mëttele versiche vun der Asylprozedur ze profitéieren a se ze abuséieren, fir sech hei am Land opzehalen. Dës Leit wäerten also an Zukunft bis zu zwielef Méint kënnen an deem Centre de rétention festgehale ginn. Betoune wëllt ech allerdéngs, datt dës Rétentioun direkt opgehuewe gëtt, wann déi Leit déi Informatioune bréngen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…déi erlaben hir Identitéit an hir Nationalitéit festzestellen.

Och op dësem Punkt huet de Statsrot eng formell Oppositioun formuléiert, well hien der Meenung ass, et kéint ee kee während esou enger laanger Dauer an engem Centre de rétention festhalen. Meng Fraktioun an ech kënnen op dësem Punkt d'Positioun vum Statsrot net novollzéien, well et jo hei net ëm den éierlechen a braven Demandeur d'asile geet, dee mat den Autoritéiten zesummeschafft, mä ëm deen, deen intentionnellement refuséiert iergendwéi mat den zoustännegen Autoritéiten zesummenzeschaffen.

Wann een dann och nach weess, datt et sech net nëmmen, mä awer oft ëm Leit handelt, déi vun hirer a während hirer Prozedur profitéieren, fir illegalen Aktivitéiten nozegoen, schéngt et mir normal ze sinn, datt de Stat mat der ganzer Häert, déi d'Gesetzer him ginn, och géint dës Leit ka virgoen. Perséinlech sinn ech dann och iwwerzeegt, datt mer mat dëser Dispositioun sécherlech wäerten eng ganz Rei vun esou Leit an Zukunft ofhalen nach an d'Land ze kommen, well se genau wëssen, datt se riskéiere fréier oder spéider am Centre de rétention ze landen. Ech sinn duerfir och iwwerzeegt vum Ofschreckungseffekt vun dëser Dispositioun.

Och hei géif ech nach eng Kéier een Appel un de Statsrot riichten, mat sech zu Kouer ze goen, an dëser, eiser Meenung no, berechtegter Dispositioun gréngt Liicht ze ginn, an domadder och seng Opposition formelle opzehiewen.

Här President, ech wëll nach kuerz op e leschte Punkt agoen, dee vum Accès op de Marché de l'emploi. D'Madame Err ass och schonn do am Detail drop agaangen. Meng Fraktioun begréisst, datt mer deen am urspréngleche Text virgesinnenen Délai vun zwielef op néng Méint erofgesat hunn. Och wann ee sech soll bewosst sinn, datt et an der Praxis äusserst schwiereg wäert ginn, fir Flüchtlingen op den normalen Aarbechtsmarché ze kréien, esou schéngt et eis als Fraktioun dach wichteg ze sinn, mat dëser Ouverture, déi mer am Gesetzestext maachen, e Signal a Richtung Opmaache vum Aarbechtsmarché fir Flüchtlingen ze ginn.

Schlussendlech wëll ech dann ënnersträichen, datt mer de Projet vun engem groussherzogleche Reglement eréischt de leschte Freideg als éischt Mouture kritt hunn, obschonn eigentlech den zoustännege Minister sech engagéiert hat eis déi esou schnell wéi méiglech zoukommen ze loossen. Meng Fraktioun – genau wéi d'Madame Err – bedauert dat. Mir géifen hoffen, datt déi Reglementer elo esou schnell wéi méiglech nom definitive Vote vum Gesetz och wäerten der Kommissioun ënnerbreet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zu menger Konklusioun. De Projet de loi, deen eis haut hei virgeluecht gëtt, ass en équilibréierten Text. Mir sinn iwwerzeegt, datt dësen Text säin Haaptobjektiv wäert erreechen, nämlech d'Reduktioun vun der Dauer vun der Asylprozedur.

Nach ass et awer eleng mat der Adoptioun vun dësem Projet de loi net gedoen. Ech wëll nach eng Kéier erënneren – wéi ech dat och schonn am Ufank vu menger Interventioun gemaach hunn – un d'Noutwendegkeet, onbedéngt um Niveau vun der Harmonisatioun vun den Asylprozeduren an der EU virunzekommen, an awer och esou schnell wéi méiglech d'Gesetz vun 1972, iwwert d'Entrée an de Séjour vun Auslänner, op de Leescht ze huelen, an eis ganz seriö Gedanken ze maachen, wat fir eng Immigratiounspolitik mer och fir dëst Land an deenen nächste Jore wëllen.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

Et huet ee säi Brëll hei vergiess.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ass mäin. Merci. Ech hunn dee scho gesicht, Här Bettel.

Une voix.- Dem Här Bausch säi Brëll.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn dee schonn de ganze Mëtteg gesicht.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, eppes hunn all meng Virriedner gesot, an ech schléisse mech deene Wierder un: Et ass néideg, eppes an där ganzer Procédure vun der Demande d'asile ze maachen. Mir selwer – dat krut ech hei jo virdru virgeworf –, d'Demokratesch Partei, hätte jo 2003 e Projet de loi, deen den Här Frieden déposéiert hätt, matgedroen.

Ech wëll just dem Här Mosar als Introduktioun soen: Et ass net well d'Regierung eppes déposéiert, dass d'Chamber et stëmmt, Här Mosar. Ech wëll jo awer nach ëmmer hoffen, dass mir an de Kommissiounen an am Plenum kënnen iwwer Saachen diskutéieren, a wa mer net averstane sinn als Législateur, mir der Regierung kënne soen, dass mer net averstane sinn. Soss si mir Kopfnicker, an da brauche mer och keng Chamber. Éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, Här President, ech si just…

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Et wonnert een awer just, datt déi deemoleg Regierung, wéi och Är Partei, eng aner Meenung zu där Problematik hat.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech war net an där Regierung, an déi…

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dee Projet ass ni an d'Chamber komm, Här Mosar.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- An, Här Mosar, entre parenthèses: Dir hutt nach keng Regierungserfahrung, well Der eben net wollt an d'Regierung kommen!

(Hilarité)

Dir wollt jo net an d'Regierung kommen – haut bereit Der et vläicht –, mä deemools, Här Mosar, musst Der wëssen, dass an der Regierung eng Décisioun konnt ofgestëmmt ginn, an dass d'DP keng Majoritéit an deem Conseil de Gouvernement hat, wann elo haart op haart hätt missen ofgestëmmt ginn.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Passt op, den Här Grethen gëtt geschwë rout.

Plusieurs voix.- Oohh Mamm! Ooohh! Oh Mei!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da kommt, berouegt Iech emol all.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Déi aner Saach ass, ech hunn et schonn deemools gesot, ech war zimlech iwwerrascht, dass d'CSV bei de Koalitiounsverhandlungen de Sozialisten net nach e Statssekretär fir de Prisong ginn huet, well et en zimlech épineusen Dossier ass. An ech kenne jo den Här Asselborn. Den Här Asselborn huet do keen einfachen Héritage kritt. An ech sinn iwwerrascht iwwert déi Pirouetten, déi en hei muss maachen, iwwert déi Saachen, wou e muss schwätzen. Well ech kenne jo den Här Asselborn vun 1999 bis 2004, wou ech jo och hei an der Chamber souz a wou den Här Asselborn jo awer aner Positiounen hat, wéi op jidde Fall haut an dëser Regierung mat der CSV.

Op jidde Fall, Här Asselborn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, Dir musst Iech un d'Chamber adresséieren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech adresséieren…

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Hien ass amgaangen, Här President.

M. le Président.- Neen, hien nennt permanent Deputéierten a Ministere mam Numm. Hie soll sech un d'Chamber adresséieren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir kënnt dann dem Här Asselborn dat matdeelen, wat ech elo just gemengt hunn.

Komme mer elo zum Projet de loi, Här President,...

Plusieurs voix.- Aaah!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...wou mer wierklech der Iwwerzeegung sinn, dass eppes muss gemaach ginn. Wann een den Text huet, da kann een deen akzeptéieren, esou wéi deen ass – dat ass jo dann de Fall, wéi gesot gëtt, datt ee just als Chamber dat mécht, wat d'Regierung gären hätt –, oder et kann ee selbstverständlech kucken en Text ze modifiéieren.

Ech wäert bei dësem Text op véier verschidde Punkten agoen, déi mir hei um Häerz leien, an déi fir mech ganz, ganz wichteg sinn. D'Madame Err ass schonn drop agaangen: Fir wien ass den Text geduecht? Ech ginn hei op déi spezifesch Fro vum Partenariat a vun den homosexuelle Koppelen an. Den Artikel 2 gesäit vir am Punkt k) a): „le conjoint du bénéficiaire du statut de protection internationale ou son (sa) partenaire non marié(e) engagé(e) dans une communauté de vie reconnue par le pays d'origine de l'un des partenaires;".

De Conseil d'État war méi wäit gaangen an hat gesot: „...ou son partenaire non marié engagé dans une relation stable". Mir wollten awer net esou wäit goen – also d'Majoritéit wollt net esou wäit goen, well ech ka mech erënneren, dass den Här Braz an ech op jidde Fall dee Punkt net matgestëmmt hunn.

An da gëtt renvoyéiert op de Punkt 45. De Punkt 45, esou wéi d'Madame Err et ganz richteg seet, gëtt dem Minister d'Méiglechkeet verschidde Situatiounen unzeerkennen. Am klenge 4 muss ech awer soen, do steet: „...le ministre peut refuser, limiter ou retirer les avantages qui y sont visés pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public."

Ordre public, dat seet mir nach eppes, Här President, vun enger Question parlementaire, op déi den Här Frieden geäntwert huet, dass eng Unerkennung vun engem Partenariat aus Holland konträr zum Ordre public hei zu Lëtzebuerg wär. An et ass jo awer nach déi Regierung, an dat Wuert ass genau dat, wat den Här Frieden hei an där Question parlementaire geäntwert hat: den Ordre public. Hei am Text steet datselwecht Wuert: Ordre public.

Dunn hat ech eng Question parlementaire gestallt, fir ze wëssen, wéi et dann elo wär. Dorobber krut ech vun der Regierung gesot, et wier elo souwisou mat deem neien Text, wat d'Chamber jo d'lescht Joer gestëmmt huet, alles an der Rei. Duerch d'Gesetz vum 9. Juli 2004 misst jo dat Ganzt geännert ginn, well mir jo elo Partenariaten hätten.

Mä dann, wat eng Iwwerraschung, Här President, wann ech dann eng Décisioun vum 21. Februar 2005 vum Ausseministère gesinn, deen awer de Fall vun enger Hochzäit vun engem Belsch mat engem afrikanesche Ressortissant net akzeptéiert huet, an dem Malgache gesot huet, hie misst nees heemgoen.

Wat hat d'Affekotin vun deem Belsch an deem Malgache geschriwwen? „Il soutient en premier lieu que ce serait à tort que le ministre n'aurait pas reconnu les effets de son mariage célébré en Belgique avec Monsieur X et lui aurait refusé l'autorisation de séjour au pays. Il estime en effet que même si le Grand-Duché de Luxembourg ne reconnaissait pas le mariage homosexuel, il ne devrait pas porter atteinte de façon discriminatoire et disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale et à la substance même de ce droit, à savoir le droit au mariage des homosexuels garanti par les articles 8, 12 et 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, (...)".

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- „Il soutient ensuite que la décision ministérielle de refus de l'autorisation de séjour constituerait une ingérence dans sa vie privée et familiale au regard des dispositions de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (...)."

Här President, déi Leit hu missen op d'Geriicht goen, well si am Februar 2005, dat heescht aacht Méint nodeem d'Gesetz jo soi-disant dann den Ordre public opgehuewen hat, dat net unerkannt kritt hunn.

Deemools ass gesot ginn, dass dat jo dann net richteg wär. Fazit, den Tribunal administratif seet: „Il ressort des éléments du dossier soumis à l'appréciation du tribunal que le demandeur s'est marié le 26 juin 2004 en Belgique devant l'officier de l'état civil de la Commune d'Aubange avec un ressortissant belge de même sexe,...

(Hilarité)

„...ainsi que cela est documenté par la production de l'acte de mariage..."

M. le Président.- Kann ech wann ech gelift ëm Opmierksamkeet fir dem Här Bettel seng Ausféierunge bieden?

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- „...et d'un extrait du registre aux actes de mariage de la Commune d'Aubange en Belgique,...".

Ech weess, dass verschidde Sujeten hei op der rietser Säit net esou gären nogelauschtert gëtt, mä da gitt lech e bësse Méi!

(Interruptions diverses)

An dann, Här President, wann Der erlaabt, d'Uerteel seet: „Dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg a, par la loi précitée du 9 juillet 2004, décidé de reconnaître et de protéger juridiquement les communautés de vie de personnes autres que le mariage en permettant à des couples de sexe différent ou de même sexe de faire une déclaration de partenariat, il ne saurait refuser le séjour au conjoint d'un ressortissant belge, établi au Luxembourg et ayant des attaches personnelles, professionnelles et sociales étroites au pays pour y séjourner et travailler depuis une dizaine d'années...", etc.

Dowéinst, Här President, insistéieren ech op dee Punkt, well mir kréien haut gesot, dat wier kee Problem, mä wa mir den Text am Juli 2004 stëmmen, an ech liesen, dass am Februar 2005 d'Regierung seet, dat géif nach ëmmer net goen, da wier ech frou – ech hunn et zwar scho vum Här Ausseminister an enger Question parlementaire geäntwert kritt – nach eng Kéier eng Confirmatioun ze kréien, dass dann haut déi Positioun vun der Regierung net diktéiert ginn ass vun der Audienz vum 3. Oktober 2005 vum Tribunal administratif, mä op jidde Fall se da vläicht influenzéiert huet.

Här President, zweete Punkt: Mir hu vun der Procédure accélérée geschwat, wou jo dann de Minister d'Méiglechkeet huet, déi Prozedur anzeféieren. Dat ass luewenswäert an dat soll och gemaach ginn, dass ee ka méi séier toiséieren a verschidde Circonstancen.

Mä de Punkt 5, Här President: „La décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours."

Dat heescht, esou wéi d'Madame Err et gesot huet, dass et mat deem engen Text do jo eng Kontradiktioun gëtt. Well, d'Gesetz am Artikel 2 Paragraph 2 vum 7. November 1996 seet: „Le recours au tribunal administratif (…) est admis même contre les décisions qualifiées par les lois ou règlements de définitives ou en dernier ressort."

Wat ass d'Konklusioun? Ech zitéieren lech hei den Avis vum Barreau, d'Konklusioun ass: „Si l'accélération des procédures d'asile est de l'intérêt de tous – tant des demandeurs d'asile qui seront fixés sur leur sort dans un délai rapproché que du droit d'asile lui-même qui retrouvera une efficacité qui faisait souvent défaut par le passé – elle ne doit cependant pas se faire au détriment des droits de la défense les plus élémentaires."

Ech mengen, Här President, dass dat doten eppes ganz ganz Wichteges ass. Hei huet keen eng Méiglechkeet e Recours ze maache géint eng Décisioun vum Minister, déi unilatéral ass. Duerfir erlaabt, dass ech hei een Amendement déposéieren, deen och vum Här Braz ënnerschriwwen ass.

Amendement 1

Remplacer à l'article 17 „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel."

Principalement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel."

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Et sinn am Moment nëmmen zwou Ënnerschréften drop, Här President. Ech weess net, ob aner Leit heibanne vun deenen anere Fraktiounen och därselwechter Meenung sinn, dass een an engem Rechtsstat op jidde Fall op deem heite Punkt misst en double degré hunn, oder Affekote wéi de Maître Mosar oder aner Leit, déi awer wëssen, wat den double degré de juridiction ass, net och der Meenung sinn, dass hei op d'mannst d'Méiglechkeet fir ee Recours administratif misst bestoen. Ech hoffen, dass dat esou ass an dass déi Leit och wëllen hir Ënnerschréft néierleeën, mä wann net wäert ech der och scho fënnef fannen. Hei ass deen éischten Amendement.

Här President, dann den drëtte Punkt, dat ass deen iwwerhaapt vun der Suppression vum Degré de juridiction. Wann ech den Här Mosar hei héieren, Här President, soen, dass mat engem Appel keng Méiglechkeet wier, fir een anstännege Mémoire ze schreiwen! Ech mengen, en Affekot mécht seng Aarbecht schonn anstänneg an der éischter Instanz. An hie schreift säi Mémoire an der éischter Instanz. An hien hëlt do d'Argumenter vun deenen hie mengt, dass se wichteg wieren, fir kënnen an der éischter Instanz duerchzekommen.

Ech zitéieren lech just eppes. Ech sinn nämlech e bësse lénks a riets kucke gaangen, wat een esou fënnt iwwert den double degré de juridiction, Här President.

Dir hutt um Site vum Ministère de la Justice a Frankräich ee Saz, an deen ass just, fir ze résuméieren, firwat et heiansdo keen double degré de juridiction gëtt, dat ass: „La loi prévoit des cas dans lesquels il n'est pas possible de faire appel, lorsqu'un jugement est rendu en ‚premier et dernier ressort', pour des litiges où l'intérêt en jeu est de faible importance." Dat hu mir hei och! Dat ass op der Justice de paix, wann Dir kleng Affären hutt, da kritt Dir keen Appel. Da jugéiert de Riichter en premier et dernier ressort.

Ass dat hei e faible Intérêt fir déi Fäll, wou hei den double degré de juridiction net ass? Dat wier eng Fro, déi d'Regierung da vläicht misst beäntweren.

Den Här Bo Vesterdorf huet beim 10e Anniversaire vum Tribunal de première instance, vun deem hien de President war, deemools gesot bei den europäeschen Instanzen: „Le principe du double degré de juridiction, garantie essentielle des justiciables dans une communauté de droit...".

Ech sinn nach méi wäit gaangen, Här President, well ech wollt awer kucken, wéi et och am Ausland da wär, well et gëtt jo ëmmer gesot, mir wieren hei vill méi large. An der Belsch hutt Dir: „Si la demande d'asile est déclarée recevable, suit alors un examen au fond, notamment afin de vérifier si le demandeur d'asile peut être reconnu comme réfugié. (...) Le commissariat général aux réfugiés et aux apatrides effectue d'abord un examen au fond. Contre une décision négative de ce commissariat, un recours est possible auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés. Contre une décision négative de la Commission permanente de recours des réfugiés, seul un recours en annulation et suspension introduit auprès du Conseil d'État est possible."

A Frankräich, Här President: „La Commission des Recours des Réfugiés" – CRR genannt – „est la juridiction administrative compétente en France, pour examiner les recours formés contre les décisions prises par l'Office de protection des réfugiés et apatrides portant sur les demandes d'asile." Dat heescht, hei sinn elo just zwee Länner, an deenen et dat awer gëtt.

Ech si souguer méi wäit gaang, Här President, an ech hu souguer Länner gesicht, wou ee sech da ka soen, vläicht gëtt et do keen double degré de juridiction. An iwwert d'Justice am Bénin hunn ech souguer fonnt, dass: „Le principe du double degré de juridiction permet une bonne interprétation de la loi et le rattrapage éventuel d'erreurs du premier degré. Il garantit également une bonne justice." Am Bénin! A mir sinn hei zu Lëtzebuerg!

(Interruption)

Also, den Avis vum Statsrot ass och ganz ganz kloer, Här President. Ech wëll op deem Punkt den Avis vum Barreau zitéieren, an deem de Statsrot justement och zitéiert gëtt: „Le souci de rapidité ne peut toutefois légitimer la suppression des garanties de l'État de droit de manière aussi fondamentale dans un domaine touchant aux droits de justiciables particulièrement vulnérables. Si la réduction des délais de recours et la fixation de délais endéans lesquels les juridictions sont invitées à statuer peuvent constituer des mesures que le justiciable doit accepter dans certaines situations, il en est autrement de la décision de supprimer le double degré de juridiction. Le Conseil d'État observe que la possibilité d'interjeter appel n'a pas entraîné de blocages de l'institution. Les affaires sont traitées dans des délais très brefs."

Dann zitéieren ech weider aus dem Avis vum Barreau: „Au cas où le projet en question aboutit dans sa teneur actuelle, une avancée fondamentale pour les droits de la défense en matière administrative serait remise à néant pour une catégorie particulière de justiciables; les demandeurs d'asile. À côté du fait qu'il s'agit en l'occurrence de justiciables particulièrement vulnérables, tel que l'a retenu à juste titre le Conseil d'État, il y aurait de la sorte un précédent dangereux ouvrant une brèche dans l'application généralisée du double degré de juridiction. Comment justifier par des seules considérations d'opportunité – un hypothétique gain de temps dans l'aboutissement de la procédure d'asile – (...)".

Här President, et gëtt verschidde Saachen: Et soll een et méi séier maachen, mä et soll een et net egal wéi maachen. Hei si Grondrechter an engem Rechtsstat, déi net respektéiert ginn. Et huet ee Recht an engem Rechtsstat, en zweete Prozess ze kréien, wann ee mat der éischter Instanz net averstanen ass. Wa mengem Noper seng Heck ze héich ass, kann ech an Appel goen. Bei esou Saache kann ech. Ausser, wéi gesot, bei „affaires de petite valeur". Wann dat hei eng „petite valeur" ass, Här President, da musst Der eis entschëllegen, dass mir déi Positioun op jidde Fall net deelen an duerfir och Amendementer zu där Propositioun, zu deem heite Punkt maachen.

Mä mir hunn zweeërlee Amendementer fir all Amendement. Deen éischten Amendement ass einfach, dass mer eis op dat baséieren, wat et elo schonn am Text gëtt. Dat heescht, dass een e Mount Zäit huet, fir Appel ze maachen, an dass een e Mount Zäit duerno. Et ass och keng Réplique, keng Duplique; dat heescht, dass een nëmmen ee Mémoire ka schreiwen. Dat ass déi éischt Propositioun, fir dass et eng Harmonisatioun vun den Texter gëtt, dass een net verschidden Délaien huet.

Mir sinn awer averstanen, bei der Mesure accélérée ass et plutôt délicat. Dofir hu mer dann „subsidiairement", wann Der mat deem „principalement" net averstane wäert, proposéiert, dass een en Délai d'appel vu fënnef Deeg huet. Ech kenne jo d'Argumenter duerch déi éischt Instanz firwat ech gären hätt, dass déi Persoun e Recht soll kréien, kënnen hei ze bleiwen. An da kann ech ganz gutt a fënnef Deeg en Acte d'appel ofginn. Da muss d'Regierung kucken, Här Minister, dass si séier äntwert. Wann en Affekot am Appel fënnef Deeg nëmmen huet, dann hänkt et un der Regierung. Wann Dir séier maacht, dann ass et souguer manner wéi e Mount fir e Mémoire eranzeginn.

De Commissaire de Gouvernement, also en Délégué fir d'Regierung huet jo dann nach ëmmer, Här President, déiselwecht Argumenter, déi hie jo an éischter Instanz hat. D'Argumenter ännere jo net! Mä et kann ee jo awer soen, dass e Riichter éischtens, sech gëlirt huet an zweetens, net averstanen ass. Mat enger Décisioun an engem Rechtsstat soll dat garantéiert ginn.

Dat sinn dann hei dës Amendementer, dat heescht fir den Artikel 17, fir den Artikel 20 (4) an den Artikel 23 (3), sechs Amendementer am Ganzen, Här President, déi ech lech ofginn.

Amendement 2

Remplacer à l'article 17 „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel".

Sinon subsidiairement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel."

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 3

Remplacer à l'article 20 (4) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel".

Principalement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel."

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 4

Remplacer à l'article 20 (4) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel".

Sinon subsidiairement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel."

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 5

Supprimer le point (5) à l'article 20: „la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours".

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 6

Remplacer à l'article 23 (3) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel".

Principalement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel."

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 7

Remplacer à l'article 23 (3) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel".

Sinon subsidiairement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel."

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Här President, da kënnt nach dee leschte Punkt, dat ass de Centre de rétention. Den Här Mosar seet, et wiere Problemer, si wieren net gutt am Prisong, si wieren net gutt hei an do. Ech mengen, de Justizminister ass frou, wa se fort sinn, well hien huet keng Plaz am Prisong.

Kommt mir sinn éierlech, mir schwätzen elo scho jorelaang – eis Partei, d'Madame Brasseur, huet scho viru 15 Joer gesot –, dass en zweete Prisong sollt gebaut ginn. Viru 15 Joer! Haut hu mer ee Prisong, wou alles beienee läit. A wann een d'Aktualitéit vun deene leschten Deeg kuckt, wou d'Mineuren elo bei d'Frae kommen…

(Hilarité)

Här President, dat heescht, ech hat dat deemools gesot, well ech hunn nämlech an engem Interview, Här President, gesot: Wann den Här Frieden géif mengen, dass déi Mineure géifen am Prisong eng nei Mamm fannen, da wier dat vläicht net déi adequaatst Persoun fir d'Educatioun vum Kand ze kréien.

(Hilarité)

Du krut ech gesot, an dat war déi Diskussioun, den Här Mosar huet dat jo och beim Här Wolter op enger Pressekonferenz gesot: Bei der DP wësse mer net wat d'Positioun ass,…

(Hilarité)

…well déi eng soe si wieren dofir, déi aner soe si wieren dogéint, a mir kommen do net no!

Ma, Här President, mir waren dogéint, dass d'Regierung Riichter spillt. D'Regierung huet net ze décidéieren, fir een iwwer eng Pist vun zwielef Méint – ma selbstverständlech gëtt et e Recours administratif – an de Prisong ze setzen! Eng Privation de liberté ass du ressort vun engem Untersuchungsriichter oder vun engem Juge du fond am Droit pénal. Dat ass e Grondprinzip an engem Rechtsstat!

Dat ass net un engem Fonctionnaire, an dann nach. Et ass jo net, dass mer kee Vertrauen an d'Fonctionnairen hunn, Här President, loin de là,…

(Interruptions)

…mä wann drasteet „estime" oder „probable", dat ass Knätschgummi! Fir deen een ass et probabel, fir deen aneren ass et net probabel. Den Här Henckes huet elo e Beispill geholl vum Johnnie Walker, dee mat der Péniche an der Péitrus ukënnt. Okay, do si mer eis eens.

Mä Dir hutt awer verschidde Leit, wann een Iech seet, hien hätt iergendeng Aktivitéit oder iergendee Fait, wann Der gesitt, dass Leit a verschidde Länner lapidéiert gi sinn, well se gescheet waren, also et ass jo schrecklech, Här Minister, wann ee kuckt, wat et a verschidde Länner gëtt, wéinst sexuellen Orientatiounen, wéinst Reliounen, wéinst politeschen Iddien, an da ka jo awer ee Beamten et gleewen an deen aneren et vläicht net gleewen. An deen ee Beamten huet vläicht méi eng Sensibilitéit fir deen ee Sujet, an deen aneren net.

Dowéinst ass am Ufank an deem Text gesot ginn, en Trouble à l'ordre public, da kéint een ee bis zwielef Méint an de Prisong setzen, also an dee Centre de rétention; dat ass jo geännert ginn, op zwielef Méint. Mä domat si mir net averstanen! Well dat ass am Fong ze soen, d'Chambre du Conseil um Geriicht, déi loossen d'Leit ze séier lafen. An dat war jo och d'Argumentatioun, déi mer vun der CSV matgedeelt kritt hunn, et wier geduecht fir all déi Dealeren, déi am Park Droge verkafen an déi do gepëtzt ginn an da vun der Chambre du Conseil lafe gelooss ginn.

Mä, Här President, mir hunn dach e Prisong, mir hunn en Droit pénal, mir hunn Untersuchungsriichteren, mir hunn e Parquet: Déi mussen hir Aarbecht maachen. Een, deen eng Strofdot mécht, passt an de Prisong, emol net an e Centre de rétention, wann hien eppes gemaach huet, wat géint d'Gesetz geet. De Centre de rétention ass elo net eng Plaz fir wa se am Prisong net Plaz genuch hunn, ze soen, da fält hien ënnert déi zweet Kategorie, wann en Droge verkaaft huet. Dat ass dach falsch, Här President! Esou kann een dach net an enger Demokratie liewen.

Mir sinn awer selbstverständlech ganz averstanen, dass een, deen Droge verkeeft, een, dee sech hei eppes erwaart vun eisem Land, hie kënnt jo heihinner fir de Refuge ze kréien, well hie jo a sengem Land poursuivéiert gëtt, soubal hien eppes gemaach huet, bestrooft muss ginn. Do si mer eis ganz eens. Awer mir hunn en Droit pénal, an deen Droit pénal muss seng Aarbecht maachen, an an deem heiten Text hate mer am Ufank esou eng Konditioun, mä déi ass jo awer elo geännert ginn.

Här President, zur Konklusioun. Ech ënnersträichen nach eng Kéier, dass, wann all Fall – wann ee kuckt, an d'Madame Err huet et gesot – 40 Méint fir eng Äntwert vun der Regierung ze kréie brauch, dat net normal ass. Jiddfereen huet eng gewësse Verantwortung, mä da muss een de Leit d'Moyene ginn. De Service am Ministère hat net genuch Leit. Si musse méi Leit kréien. Bon, an den Tribunal administratif wäert dann och froe fir méi Leit ze kréien, d'Police judiciaire wäert méi Leit brauche vum Service des Étrangers. Mä entweder wëllt een eng anstänneg Immigratiounspolitik maachen oder et wëllt ee keng anstänneg Immigratiounspolitik maachen. Ech hunn Iech op jidde Fall…

(Interruption)

Eng Demande d'asile, pardon, eng Flüchtlingspolitik anstänneg maachen oder net anstänneg maachen.

Här President, ech hunn hei just op verschidde Punkten insistéiert, déi fir mech an engem Rechtsstat musse garantéiert ginn. Éischtens, d'Recht eng Mesure vun enger Regierung, déi unilatéralement geholl gëtt, ze contestéieren, éischte Prinzip. Zweete Prinzip, Här President, deen och ganz, ganz wichteg ass, dat ass d'Recht kënnen en Uerteel ze contestéieren.

Eis Partei huet dës Amendementer eraginn. Wann eng Majoritéit vun dëser Chamber mat deene Prinzipien, déi an engem Rechtsstat solle fonctionnéieren, averstanen ass, wäerte mer och eisen Accord zu deem heite Projet ginn. Wa keng Majoritéit heibannen ass, Här President, kënne mer dësen Text net stëmmen. Da wäerte mer eis enthalen, well mer eis iwwert de Besoin an d'Nécessitéit vun esou engem Text bewosst sinn, eise Verantwortungen net wëllen hei entgoen, mä wéi gesot, mat deene Prinzipien, esou wéi se hei am Text drastinn, kënne mer net averstane sinn.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwer en Text, dee sech mat engem Problem beschäftegt, dee kee Lëtzebuerger Problem ass. Mir hunn haut vill Considératiounen nogelauschtert an héieren, déi mat der Innenpolitik ze dinn hunn, mä mir schwätzen hei net vun engem Lëtzebuerger Phenomeen. Mir schwätze vun engem Phenomeen, deen et op der ganzer Welt gëtt, de Phenomeen vun de Réfugiéen, ob dat elo ass aus Grënn vu politescher Verfolgung oder aus Grënn vun ekonomesche Contrainten oder och – an dat gëtt vläicht an Zukunft och méi akut – Leit, déi aus ekologesche Grënn hiert Land musse verloossen, Stéchwuert Kyoto, wat jo an der Lescht vill an der Diskussioun ass.

Och dat si Phenomeenen, déi op sämtleche Kontinente vun der Welt ëmmer méi zur Dagesuerdnung gehéieren, an et muss een och soen, dass den europäesche Kontinent, vun dem gesamte Phenomeen vun de Réfugiéen, dee Kontinent ass, dee weltwäit am mannsten domadder beschäftegt ass, an zwar mat Ofstand am mannsten domadder beschäftegt ass. Et ass an deene Regioune vun der Welt, wou de Misär grouss ass, et ass an deene Regioune vun der Welt, wou et Flüchtlinge gëtt, wou och Nopeschlänner de Gros vun deene Leit ophuelen.

Dat sinn déi Länner, déi selwer viru gewaltege Schwieregkeete stinn, an dat soll een awer, menge mir, am Hannerkapp behalen, wann een iwwer Flüchtlinge schwätzt, dass mir net amgaange sinn, de Gros vun deem Problem ze léisen, dass mir net amgaange sinn, de Misär vun där ganzer Welt bei eis opzehuelen, wéi dat ëmmer nees duergestallt gëtt, an dass d'Leit aus der ganzer Welt, déi a Misär sinn, net wëllen an dat klengt Lëtzebuerg erakommen, fir hei vun iergendwellechen Avantagen ze profitéieren. Wann een dat esou duerstellt, da schwätzt ee laanscht d'Realitéit, et verkennt een d'Realitéit, a vläicht mécht een et souguer bewosst.

Lëtzebuerg huet mat deem Problem vun de Réfugiéen eréischt viru ronn enger Dose Jore méi konsequente Kontakt kritt, an zwar zu engem Zäitpunkt, wou an Zentraleuropa, um Balkan, e Krich amgaange war, an aus deene Regioune vun Europa natierlech Leit an déi Länner ronderëm gaange sinn. Dozou huet dann och Lëtzebuerg gehéiert.

Et muss ee soen, wéi et ass: Mir waren net virbereet. Lëtzebuerg war ganz einfach dorobber net virbereet. Mir hunn do fir eis Verwaltungen, fir eis Politik eppes Neies an d'Land kritt, mat deem mer am Ufank net richteg wossten ëmzegoen, a wou mer eis am Ufank haaptsächlech d'Fro gestallt hunn, ob mer net amgaang wären dat Falscht ze maachen, an deem Sënn, dass eventuell Generositéit just géing oppen Diere bedeiten an en zousätzlechen Afflux vu Leit géing mat an d'Land bréngen.

Mir hunn du während e puer Joer bis zum éischte Gesetz 1996 méi oder wéineger Pilotage à vue gemaach. A wéi dat oft esou ass, wann d'Politik eppes net am Gréff huet, da mécht se Parteipolitik. Wann ee keng prezis Léisungen huet, wann ee keng prezis Konzepter huet, wéi ee mat deene Leit hei am Land muss ëmgoen, vum éischten Accueil iwwert d'Behandlung vun den Demanden, d'Ënnerbréngung an d'Betreiung vun deene Leit, bei den Erwuessenen ass dat anescht wéi bei de Kanner, da mécht d'Politik nawell gäre Parteipolitik.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg während ganz laange Joren, an eigentlech nach bis haut, bis an dës Debatt eran, méi Politik mam Asyl gemaach, wéi dass mer Asylpolitik gemaach hätte fir déi Leit, déi an deem Fall sinn.

Fakt ass awer och, dass mer, wat d'Zuele vun den Demandë betrëfft, zwou Saache musse feststellen. Éischtens emol ass et esou, dass déi Zuel vun Demandeuren, déi an d'Land erakommen, réckleefeg ass. Den Här Henckes huet sech virdrun évertuéiert éischter am Beräich vun 2003 wëllen hänken ze bleiwen, wou mer e bësse méi héich Zuelen haten. Mä, Här Henckes, Fakt ass awer, dass déi Zuele réckleefeg sinn ouni en neit Gesetz. An ech gleewe kaum, dass dem Här Frieden, dem viregten an aktuelle Justizminister, säi Projet an deene Länner gelies gi wär. Déi Leit sinn also net dowéinst net méi op Lëtzebuerg komm, well...

(Interruption)

…do iergendeng Proposition de loi déposéiert gi wär, mä do sinn aner Phenomeener, déi spillen. An déi spille massiv an där doter Matière. Duerfir soll een och vläicht deen dote Fakt am Kapp present hunn, wann dës Matière diskutéiert gëtt. Och ouni dëst neit Gesetz sinn déi Zuelen zu Lëtzebuerg an och an den anere Länner réckleefeg.

En zweete Phenomeen, deen een awer och soll am Kapp present hunn, ass deen, dass de Phenomeen vun de Flüchtlingen en dauerhafte wäert sinn. An et ass déi Logik, déi och emol vun de Kolleege vum ADR an hirer Argumentatioun gebraucht gëtt, wëllen unzedeiten, dass ee mat ganz vill strenge Prozeduren a ganz vill strenge Gesetzer en Taux de réfugiés zéro kéint ustriewen.

Éischtens emol, wéi wann dat en ustriewenswäert Zil wier – wat eiser Meenung no net de Fall ass –, hei schwätze mer vu Verdeele vu Laaschten, déi et op dësem Kontinent an och op de Kontinenter ronderëm gëtt.

A virun allem ass et och fir eis ganz kloer, dass dat doten erëm eng Kéier laanscht de Sujet rennt. De Problem vun de Réfugiéë wäert an Europa, wéi an anere Kontinenter, nach iwwer Jorzéngten en dauerhafte Phenomeen sinn. An dass mer an deem enge Joer der 1.300 hunn oder 700, ännert näischt dorunner, dass mer musse politesch wéi administrativ capabel sinn eng bestëmmten Unzuel vun Demanden hei zu Lëtzebuerg opzehuelen an an engem Délai ze behandelen, dee verstänneg ass.

Wann ee vun engem verstännegen Délai schwätzt, da si mir Gréng och der Meenung, dass et wichteg ass, dass een déi Demanden an engem räsonnabelen Délai probéiert ze beäntwerten, fir déi Leit erauszekréien, déi tatsächlech eng bestëmmte Protektioun brauchen, an awer och fir déi Leit dann erauszefannen, déi net aus deem dote valabele Grond vun eiser Gesetzgebung hier op Lëtzebuerg komm sinn.

Mä och dat beäntwert da schlussendlech d'Froen awer net all, och wa mer elo feststelle wéi vill Leit da probéieren iwwer eng Gesetzgebung an d'Land ze kommen, déi eigentlech net fir si do ass, d'Gesetzgebung vun der Genfer Konventioun, de Statut vum Réfugié. Mir gesi jo och, wann ee seet, hei zu Lëtzebuerg gëtt dat ze streng gehandhaabt mat eisem 1%, dee mer accordéieren. Komm mir soen och nach, mir géingen dat labber handhaben. Op wat kéime mer dann? Op 3%? Vläicht 4%?

Mir gesinn awer, dass, egal wéi, e ganz groussen Undeel vun de Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, an déi Gesetzgebung eigentlech net ergehéieren. Trotzdeem gëtt et dee Phenomeen an eis Länner eran. An trotzdeem hu mir an Europa, net nëmmen zu Lëtzebuerg, och als dauerhafte Phenomeen e Besoin fir legal Immigratioun an d'Land eranzekréien.

Déi Zuelen, déi mer hunn, och bei den Demandeurs d'asile, soen eis eppes anescht. Nämlech – an net nëmmen zu Lëtzebuerg, och an deenen aneren europäesche Länner –, dass eis Gesetzgebungen, fir déi legal Immigratioun ze organiséieren, défaillant sinn. An op dat, wat haut previsibel ass, op all halbwegs seriöe previsibelen Délai no vir gekuckt, brauche mir Immigratioun an den europäesche Länner, well d'Population résidente an hirer Demographie réckleefeg ass, a mir kënnen net och vum wirtschaftleche Standpunkt hier, an den nächste Jorzéngten eng Ekonomie an eng Gesellschaft wëllen opbauen, déi ouni Immigratioun probéiert auszekommen.

Duerfir musse mir eis also net nëmme mat deem Phenomeen vun der legaler oder illegaler, der konformer oder net konformer Demande bei der Convention de Genève beschäftegen. Mir mussen eis domadder beschäftegen, wéi mer dann deene Leit, déi mer an Europa och brauchen, e Kader kënne ginn, fir se am Kader vun enger legaler Immigratiounspolitik an eis Länner eranzekréien. Dat ass och e Phenomeen, dee mer am Kapp sollen hunn, wa mer déi heite Saachen hei diskutéieren, och aus dem méi klenge Lëtzebuerger Bléckwénkel, dee schlussendlech manner wéi eng Drëps vum gesamte Phenomeen ze bewältegen huet. All aner Duerstellung ass ganz einfach falsch. Si trëfft ganz einfach net zou.

Dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, huet eis an der Kommissioun elo relativ laang a relativ intensiv beschäftegt. A mir Gréng wëllen och actéieren, dass mer an der Kommissioun probéiert hunn eng gutt Aarbecht ze maachen. Mir sinn och der Meenung, dass deen Text, dee mer haut um Dësch leien hunn, en Text ass, dee par rapport zu der bestoender Gesetzgebung, en däitlech besseren ass. En huet natierlech och den Avantage, dass e bal néng Joer méi spéit komm ass, no eisem Gesetz vun 1996, wou mer ganz kuerzfristeg reagéiert hunn op dee Phenomeen, dee mer ufanks den 90er Joren eréischt entdeckt hunn.

Haut hu mer eng gewëssen Erfahrung gesammelt, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa. An déi Erfahrunge fléissen och an dëst Gesetz eran.

Mir sinn och als Gréng domat d'accord, dass probéiert gëtt, hei am Wesentlechen europäesch Äntwerten ze fannen. Wann een dat seet – an däers si mer eis bewosst –, muss een natierlech och akzeptéieren, dass een dann och als Lëtzebuerger d'Spillregelen, déi gemeinsam festgehale gi sinn, muss respektéieren. Et kann een net mat där enger Hand soen, mir hätte gär europäesch Léisungen, an da wëlle mer eis awer net mat där anerer Hand un der Opdeelung vun de Chargë bedeelegen oder awer bei alle Passagë vum Gesetz eegen national Äntwerten erwaarden. Dat wëlle mer net matmaachen, well dat hale mer och fir falsch. Mir sinn och Demandeur fir europäesch Léisungen an där heiter wesentlecher Matière.

Duerfir si mer och der Meenung, dass dëst Gesetz net nëmme besser ass, wéi dat Gesetz, wat mer elo hunn, mä et ass virun allem vill besser, wéi dat Gesetz, wat mer hätte kënne kréien, nämlech de Projet de loi, dee vum Minister Frieden déposéiert ginn ass. An dat wëlle mir als Gréng och gären der neier Regierung, a besonnesch dem neien zoustännege Minister a sengem Statssekretär actéieren, dass dëst Gesetz,…

(Interruption)

Pardon, dem delegéierte Minister, entschëllegt Här Schmit.

…dass mer dësen Text als wierklech e besseren Text considéréieren, wéi deen, dee mer hätte kënne kréien.

Duerfir wonnere mer eis och iwwert de Volte-face vun de Kolleege vum ADR,…

(Interruption)

…dee mer haut de Mëtte mat enger gewëssener Iwwerraschung…

Une voix.- Jo!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- …zur Kenntnis geholl hunn, nodeems den Här Henckes an der Kommissioun nach géint deen Text plädéiert huet, well e fonnt huet, dass deen Text, deen um Dësch läit, mat der Approche vum ADR wéineg ze dinn hätt. An ech kann dat och bestätegen. Dësen Text huet contrairement zu deem, wat Dir de Mëtte probéiert hutt hei wëlle weiszemaachen, net vill mat Ärer Approche ze dinn.

Är Approche war déi vum Minister Frieden sengem Projet de loi. An dee Projet de loi huet, grad wéi Ären Text, Här Henckes, sech ganz eenzeg an eleng mat engem Aspekt beschäftegt, nämlech dem Aspekt vun der Ausweisung a vun der Verkierzung vun der Prozedur.

Elo si mer eis heibanne jo eens, dass d'Verkierzung vun der Prozedur e wesentlechen Aspekt ass, mä Asylpolitik eenzeg an eleng op de Punkt vum Verkierze vun der Prozedur wëllen ze reduzéieren a schlussendlech vun der Expulsioun, dat ass eng Approche, déi dësen Text net huet, well dësen Text huet déi Direktiven, déi mëttlerweil um europäeschen Niveau ausgehandelt gi sinn, probéiert mat méi oder manner Erfolleg – doriwwer si mer net komplett enger Meenung –, mä en huet awer probéiert déi wesentlech Aspekter vun deenen Direktiven, déi et gëtt, a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen an doduerch d'Asylpolitik endlech an e bësse méi e breede Kontext ze stellen, wéi nëmmen de Volet Verkierze vun der Prozedur a schlussendlech Expulsioun.

Et gehéiere ganz vill aner Saachen zu enger seriöer Asylpolitik, vun all demokrateschem Land, vun all Rechtsstat, dee sech respektéiert, den Accueil vun de Leit, wéi mer se behandelen, wa se hei sinn, wéi se ënnerbruecht ginn, wat hir Rechter sinn, datt se net nëmmen enger Willkür ausgeliwwert sinn. Déi Leit hu Rechter, dat si Mënschen an déi musse mer och esou behandelen, an déi Direktiven, déi et gëtt, déi halen dat och fest op ville Punkten.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An dësen Text – an ech wäert herno nach zu de Kritike kommen – huet awer déi Approche do gewielt, fir de Volet Prozedur, de Volet Expulsion awer och ze verbannen an ze kombinéiere mam Volet vun de Rechter vun de Leit, déi en cause sinn, mat de Voleten, déi an den Direktive behandelt ginn.

An déi Duerstellung, Här Henckes, déi Dir de Mëtteg hei gemaach hutt, déi entsprécht eiser Aschätzung no ganz kloer net der Realitéit. Mir hunn éischter de Verdacht, dass Dir wëllt d'Leit dobausse gleewen doen, datt den ADR an dëser Matière eng wichteg Roll spillt. Mä den ADR spillt an dëser Matière keng wichteg Roll, well dee

politesche Konsens, deen hei fonnt ginn ass op deene meeschte Punkte vun deem Gesetz, ass net deen, deen Dir wollt.

Et ass och net deen, deen de Minister Frieden a sengem Projet de loi wollt. An och wann déi Ännerung vun där aler op déi nei Regierung net esou ausgefall ass, wéi et eis a leschter Analys géing virschwiewen, wëlle mer awer och do gären actéieren, dass et net datselwecht ass! Et ass net datselwecht wéi deen Text, dee mer vum Här Frieden op den Dësch geluecht kritt hunn.

Et ass och net déi Approche, déi den ADR a senger Proposition de loi hat, déi an dësem Text zréckbehale ginn ass, an dofir huet den ADR keng wichteg Roll an deem Dossier do gespillt.

Elo nach ze versichen, no enger taktescher Berodung an Ärer Fraktioun schlussendlech dësen Text wëlle matzestëmmen, fir ze maachen, wéi wann Dir do iergendee Mérite dorunner hätt, stëmmt ganz einfach net.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Hei an dësem Haus fält keen drop eran, an et wäert och, mengen ech, duerch d'Berichterstattung vun der Press dobaussen am Land dozou kommen, dass och am Land keen op déi dote Rattenfängertricken erafält.

(Interruption)

Dir hutt eng Approche an der Asylpolitik, déi glécklecherweis an dësem Land vun den Allermannste gedeelt gëtt, an dat ass eng Entwécklung, déi eis zefridde stellt.

Dësen Text huet wéi gesot Punkten, déi positiv sinn, a Punkten, déi negativ sinn. Et gëtt der och e puer, déi dertëschent leien. Déi positiv Aspekter si mat Sécherheet, dass mer déi nei Statuten och kréien: Le statut temporaire, le statut de tolérance, dat sinn Avancéeë par rapport zum viregten Text.

Positiv ass och, dass déi Leit alleguerte wäerte weiderhin – an dat war jo a Fro gestallt gi vum Minister Frieden – e gratis Interpreet an och e gratis Affekot an der gesamter Prozedur kënnen zur Verfügung gestallt kréien.

Positiv bleift och, dass déi Aide sociale awer vum éischten Dag u kann attribuéiert ginn, dass mer eng Léisung fonnt hunn, wéi mer vum éischten Dag u kënne mat deenen Ziedelen, déi engem an de Grapp gedréckt ginn, trotzdeem do schonn assuréieren, dass d'Aide sociale ouni Lach wäert assuréiert ginn.

Mir sinn och frou, dass aus dem Regierungstext déi Nuance erausgeholl ginn ass, dass eng Differenz soll gemaach ginn tëschent Mineurë vu 16 Joer un erop, an deenen aneren, déi ënner 16 Joer leien. Och dat fanne mer elo besser geléist, dass mer eis am Sënn vun der Kannerrechtskonventioun net de Luxus leeschten, Ënnerscheeder ze maachen tëschent de Mineuren. Et ass een entweder Mineur oder Majeur, an dertëschent gëtt et näischt. Dat ass elo am Text esou verankert an dat ass och gutt esou.

Mir sinn och frou, dass déi Voleten, déi mat der Formatioun ze dinn hunn, elo méi kloer als Recht verankert gi sinn, an net nëmmen, wéi et virdru war, als eng méi sibyllinesch Formulatioun, wou een dat eent hätt kënnen dra liesen awer och säi Contraire. Elo hu mer eng kloer Formulatioun, déi vun engem Recht schwätzt, wat déi Leit hunn am Beräich vun der Formatioun.

Mir sinn zum Beispill och frou, dass dee Passus vun der Fouille corporelle elo esou ofgeännert ginn ass, dass et just nach an Ausnahmefäll praktizéiert gëtt an dass och do elementar Spillregele musse respektéiert ginn. Wëssend dass dat am Alldag komplizéiert wäert ginn, fir do e Beweis ze erbréngen, fir dat eent oder fir dat anert, mä zumindest hu mer emol eng Rechtsgrondlag, déi awer eng ass, déi et méiglech mécht, wann anzwousch eng Fouille corporelle net no den normalen Anstandsregelen duerchgefouert gi wär, fir awer ze probéieren, zumindest där Saach do kënnen nozegoen. Dat hale mer och fir wichteg, ouni iergendengem eng Ënnerstellung wëllen ze maachen. Mä et muss esou sinn, dass d'Gesetz seet, dass d'Fouille-corporellen, wa se gemaach ginn, esou gemaach ginn an eben net anescht, oder nëmmen ähnlech, wéi dat, wat do steet.

Woumat mer net ganz zefridde sinn, dat ass natierlech dee Volet vum Regroupement familial, deen deelweis Avancéeë mat sech bréngt, deen awer och deelweis duerch seng Definitioun – den Här Bettel huet dat och virdru scho gesot –, déi zréckbehale ginn ass, eiser Meenung no onglécklech ass.

Wann ee verlaangt, dass et e Partenariat enregistré an deene Länner muss sinn, dann ass et zum Beispill kloer, dass déi Leit, déi eng Relation homosexuelle hunn, mat Sécherheet beim Regroupement familial hei zu Lëtzebuerg am Kader vun der Asylgesetzgebung benodeelegt sinn. Déi Länner op der Welt, déi déi Relatioune legal unerkennen, kann een un enger Hand ofzielen, esou dass mer hei ganz kloer an eiser Gesetzgebung eng ënnerschiddlech Behandlung hunn tëschent deene majoritäre Familljeverhältnisser – fir se emol esou ze nennen –, an deene Leit, déi an enger homosexueller Relatioun sinn. Déi kommen an där heiter Gesetzgebung mat Sécherheet anescht ewech; se komme méi schlecht ewech an dat ass ganz kloer eng Diskriminatioun, déi hei praktizéiert gëtt en fonctioun vun der Orientation sexuelle, an dat ass fir eis natierlech net akzeptabel.

En zweete Punkt ass dee vum Accès au travail, eng wichteg Avancée; d'Direktiv huet et dofir virgesinn. D'Direktiv huet jo net deen Accès au travail virgesinn, well et schlecht wär – schlecht wär fir déi Leit, déi e kënne beanspruchen, oder schlecht fir déi Länner, déi e géingen attribuéieren. D'Direktiv huet et virgesinn, well et eng positiv Saach ass. Positiv fir béid. Et ass eng klassesch Win-win-Situatioun, déi mat deem Accès au travail sollt geschafe ginn.

Leider hu mer duerch déi ganz vill Nuancen, déi deen Artikel 14 elo entouréieren, dat net richteg erméiglecht. An do ass fir eis nach déi Debatt vun de sechs, néng oder zwielef Méint vläicht dee mannste Problem. Mir hätten et selbstverständlech léiwer gehat, well et eng gutt Saach ass, dass béid méi fréi an de Genoss dovunner komm wären. Mir hätten et selbstverständlech begréisst, wann et no sechs Méint stattfonnt hätt. Et ass elo no néng Méint.

Dat ass a Kompromëss, bon, jee! Et däerf een net ze vill hannerfroe mat wéi engen Argumenter en zustan komm ass. Et ass éischter en arithmetesche Kompromëss, menge mer, wéi e Kompromëss an der Saach.

Mä virun allem sinn et déi aner Aspekter, déi bei deem Artikel dobäi stinn, déi vill Nuancen, déi drastinn, déi eis dozou bréngen ze soen, dass mer hei leider et schlussendlech wäerten éischter mat engem virtuelle Recht ze dinn hunn. Mir wäerte kaum vill Leit fannen, déi en Accès au marché du travail wäerte kréien, an et wär awer gutt gewiescht.

Dofir bedauere mer dat, well och do hu mer schlussendlech kuerz virun der Arrivée eng kleng Crispatioun verspuert an de Regierungsparteien, déi leider déi Dier, déi grouss opstoung am Intérêt vu béiden, wesentlech zougemaach hunn. Elo gëtt et éischter nach au compte-gouttes, dass Leit wäerten déi Dier kënne passéieren. Dat ass schued. Mir hunn eng Chance, déi opgemaach gi war a sämtlechen europäesche Länner, schlussendlech net genotzt, oder nëmmen um Pabeier genotzt. Et bleift e virtuellt Recht a kee reellt Recht, an dat kënne mir natierlech nëmme bedaueren.

Problematesch ass och fir eis dee ganze Volet vun der Rétentioun. Net de Prinzip u sech, selbstverständlech muss an enger Gesetzgebung wéi där heiter och e Volet Rétentioun dra sinn. Dat bestreit keen. Och déi Associatiounen net, déi sech ganz vill mat där heite Matière beschäftegen.

Wat par contre bestridde gëtt, dat sinn déi Aspekter vun där Verlängerung bis hin zu engem Joer. An do kann ech och nëmmen dat bestätegen, wat anerer scho gesot hunn. Am Rechtsstat gëtt et aner Instrumenter, déi mussen applizéiert ginn, déi ganz normal Instrumenter vum Rechtsstat bei Leit, déi sech net un d'Gesetzer halen; an dass mer probéiere bei enger bestëmmter Kategorie vu Leit, Problemer iwwer een aneren neie Wee ze léisen, deen awer schlussendlech nëmmen am Wesentlechen an der Hand vun der Administratioun vun der Exekutiv läit, dat ass fir eis net eppes, wat dem normale Stand vun engem Rechtsstat entsprécht.

D'Privation de liberté ass eng absolut Ausnahm – absolut Ausnahm! –, déi hei zu Lëtzebuerg nëmmen a ganz rarë Fäll kann a Fro gestallt ginn, nämlech am Beräich vun der penaler Gesetzgebung ënnert der Kontroll vun engem Riichter, an nach nëmmen an dräi ganz prezise Fäll: dem Obscurcissement de preuve, dem Danger de fuite an dem Danger de récidive. Hei weide mer dat aus, an dat ass fir eis bedenklech.

Ech wëll awer gäre gutthalen, wéi d'Madame Err et virdru probéiert huet ze erklären, dass mer hirer Aschätzung no schlussendlech ënnert dem Stréch bei ganz Wéinege wäerte landen, déi wierklech méi laang wéi dräi Méint an der Rétentioun wäerte sinn. Haut ka jiddfereen da seng Prognosen do maachen; schlussendlech wäerte mer alleguerte mussen ofwaarden a kucken, wat a sechs Méint oder engem Joer oder annerhallwem Joer mat der Applikatioun vun deem dote prezise Paragraph dobäi erauskomm ass.

Dat wäert mat Sécherheet ee vun deene Punkte sinn, déi mir wäerte ganz enk suivéieren, nämlech wéi laang d'Leit an der Moyenne an der Rétentioun wäerte sinn, wat déi maximal Durée ass, déi verschidde Leit an der Rétentioun wäerte verbréngen. Da wäerte mer jo gesinn, ob dat Instrument en Alldagsinstrument ginn ass, wat der Verwaltung Bequemlechkeet verschafen huet, oder ob d'Verwaltung sech mat ganz prezisen a strengen eegene Virgabe probéiert esou ze behuelen, dass dat Instrument wierklech just d'Ultima Ratio bleift, auquel cas dat vertrietbar wär. Mir hunn awer do seriö Bedenken, dass et esou wäert sinn, wéi d'Madame Err dat ugekënnegt huet, mä dans le bénéfice du doute hale mer eis elo emol nach zréck. Mir wäerten da gesinn, wat dobäi erauskënnt.

Dee fir eis wichtegste Punkt, an dat ass och deen, deen eis dozou bréngt, fir d'Gesetz net ze stëmmen, ass dann awer d'Ofschafe vun deene Recoursën op verschiddene Plazen am Gesetz an och dem double degré de juridiction. Déi Gréng hunn zesumme mat der DP op all deene Punkten Amendementer eragereecht. Den Här Bettel huet se virdru beim President déposéiert. Ech ka mer dat also spueren, dat ass ganz gutt gemaach ginn.

Och do muss ech soen, ech hunn dem Här Mosar an der Madame Err opmierksam nogelauschtert bei hiren Erläuterungen. Ech hu si schlussendlech net kënne verstoen an deem Sënn, dass d'Fro bei mir zréckbliwwen ass: Firwat schreiwe mer d'Gesetz esou wéi et ass? Wann dat esou ass wéi d'Madame Err erkläert huet, dass mer jo souwisou kënnen en toute matière iwwer een oder zwee Ëmweeër awer dozou kommen, dass Recoursën an Double-degréen assuréiert bleiwen, mä dann eng ganz simpel Fro: Firwat schreiwe mer dann, dass se net méiglech sinn?

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Et hunn och aner Juristen, déi vum Statsrot, déi vum Ordre des avocats, an eng ganz Partie aner Leit och nach, mat awer och novollzéibaren a vill méi einfachen, vill méi aliichtende juristesche Begrënnunge gesot, bis hin zum Statsrot, deen d'Opposition formelle do opwerft, dass dat doten e Broch ass mat engem Lëtzebuerger Rechtsprinzip.

Une voix.- Très bien.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- An en ass ëmsou méi bedauerlech, well en eiser Meenung no déi ganz Prozedur plus, minus ëm e Mount hätt kënne verlängeren. Ee Mount! Ee Mount, Här Minister, fir op där anerer Säit de Broch vun engem Rechtsprinzip, deen hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer gëllt, ze hunn, dat ass eng schlecht Affär fir dëst Land! A mir definéieren eigentlech, duerch eisen Ëmgank mat deene Leit op deem dote Punkt, eis selwer. Mir definéieren eisen eegene Rechtsstat. Mir schwätzen a Wierklechkeet net vun deene Leit a vun hirer Prozedur, wa mer eis mat dëser Fro beschäftegen, mir schwätze vun eisem Selbstverständnis wéi mir e Rechtsstat konzipéieren.

An dee Gain, deen Der do wëllt realiséieren, vun e puer klenge Wochen an e puer Deeg nach hannendrun, fir op där anerer Säit esou e Rechtsprinzip ze briechen, dat ass eng ganz schlecht Affär fir dëst Land, dat bréngt et net. Dir hätt besser gehat dorop ze verzichten, a wann den Här Mosar seet, de Statsrot soll mat sech selwer zu Kouer goen a seng Meenung änneren, ma mir soen him de Contraire. Hie soll mam Här Mosar a mat senger Partei a mat anere Regierungsparteien zu Kouer goen a si probéieren ze iwwerzeegen, dach nach déi dote Saachen aus dem Gesetz erauszehuelen, well dat wat mer do maachen eiser Meenung no a kengem Verhältnis steet mat deem escomptéierte Resultat.

Mir maachen dat mat Leit, déi op der sozialer Leeder net um leschten Trëtt stinn. Si stinn drënner! Si stinn drënner, ënnert dem ënneschten Trëtt. An dass mer et bei deene Leit akzeptéieren, dass een et do ka maachen, dat fanne mer net richteg. D'autant plus wou et eiser Meenung no net noutwendeg ass, et bréngt an der Prozedur vun der Verkierzung net dat Wesentlecht. Et ass net dat Wesentlecht.

Duerfir hoffe mer, dass d'Chamber déi Amendementer, déi den Här Bettel an ech gemaach hunn, de Mëtten hei och wäert stëmmen. Dat géing dann tatsächlech d'Chancë verbesseren, fir beim Statsrot d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze kréien.

Am Wesentlechen aus deem dote Grond wäerte mer dëst Gesetz net stëmmen, och wa mer – an dat wëll ech dann nach eng Kéier gären och hannendru soen – fannen, dass d'Gesetz op villen anere Punkte besser ass wéi dat, wat mer hunn, an ech soen et nach eng Kéier, vill besser ass wéi dat, wat mer hätte kënne kréien, wa mer d'Logik vum Här Frieden a vum ADR befollegt hätten, wat mer jo glécklecherweis net gemaach hunn.

Dräi lescht Remarquen zum Ofschloss.

Déi éischt betrëfft de Volet Accès au marché du travail. Elo hu mer d'Gesetz esou wéi mer et hunn. Mir hunn awer rezent d'Beispill vun der Stad Zürich méi no bruecht kritt duerch d'Aarbecht vun enger Associatioun, déi ASTI heescht, déi an dëser Matière zënter Joren eng ganz wäertvoll Aarbecht leescht, mä déi net vun all de Leit à sa juste valeur appréciéiert gëtt. Si zéie vill Roserei op sech duerch hiren Engagement, an dat verdéngen se net. Si maache fir eis Gesellschaft, an net nëmme fir déi Leit, déi se verteidegen, eng ganz wäertvoll Aarbecht, déi mir och vun dëser Plaz aus eng Kéier wëllen esou honoréieren, grad bei dësem Dossier, wéi se et verdéngt.

Déi Associatioun huet eis, wéi gesot, viru kuerzem d'Beispill vun der Stad Zürich méi no bruecht, e Beispill, wou ee gesäit, wann ee vun Accès au marché du travail schwätzt, dann huet ee vläicht souguer schonn e grousst Wuert an de Mond geholl. Do gi Leit, déi an där Prozedur sinn, beschäftegt mat nëtzlechen Aufgabe fir d'Allgemengheet, si kënnen domadder aus hirer Oisivetéit erauskommen an hiert Selbstwäertgefill och steigeren. Si ginn och e bëssen dofir entlount.

Dat ass e Wee, dee mir als extrem prometteur ugesinn. Duerfir wäre mir frou, wann et op deem dote prezise Punkt méiglech wier, dass d'Regierung bei de Reglementer – mir wäerte jo d'Geleeënheet kréien, iwwert d'Reglementer ze schwätzen, an déi Leit, déi sech domadder beschäftegen, kenne jo alleguerten de Modell – et géing fäerdeg bréngen, e gewëssene Fräiraum ze schafen, fir där doter Mesuren, och hei zu Lëtzebuerg, méi liicht méiglech ze maachen an den nächste Wochen a Méint. Mir wëllen net d'Wuert an de Mond huele vun engem drëtte Marché du travail, et wär keen; also solle mer ganz séier domat ophalen, dat Wuert an de Mond ze huelen.

Net, well dat d'Léisung wier fir all Problemer an där Matière, mä well et awer en Instrument ass, wat tatsächlech e grousst Potenzial huet an och vill Akzeptanz bei de Leit dobausse ka schafe fir d'Problematik vun den Demandeurs d'asile, wou ee sech géing méi no kommen; an engem géigesäitegen Intérêt, wéi dat am Moment de Fall ass, wou mer nach vill cloisonnéiert bleiwen.

Eng zweet, an domat och zweetlescht Remarque, déi betrëfft d'Repartitioun vun den Demandeurs d'asile hei zu Lëtzebuerg. Och do hunn déi Gréng scho virun e puer Joer proposéiert, dass mer sollen ophalen déi Leit wëllen a groussen Infrastrukturen ënnerzebréngen. Mir sinn net fir wéineg grouss Infrastrukturen. Mir si fir ganz, ganz, ganz, ganz vill individuell Infrastrukturen.

Och do huet d'Schwäiz eis eppes vir gemaach. Och do weist d'Schwäiz, dass et méiglech ass, déi Leit mat enger korrekter Repartitioun esou ënnerzebréngen, dass et néierens méi e Problem schaaft. Mir hunn, bon an, mal an, an der Moyenne, komm mir soen och nach 1.000 Leit, 1.200 Leit an där Prozedur. Wann een eng Moyenne géing zéien, komm mer schwätze vun 1.000 Leit, bon an, mal an.

Mir hunn 116 Gemengen. Wa mer déi ënnerbréngen an deene Gemengen, dann ass dat net fir eng eenzeg Gemeng en notable Phenomeen. Et ass kee Problem fir Kanner vun eng, zwou oder dräi Familljen mussen an enger Schoul ënnerzebréngen. Wann een natierlech ganz vill Leit op enger Plaz regruppéiert, dann ass dat éischtens, fir déi Leit do keng wierdeg Ënnerbréngung, an et ass och fir déi Gemeng, déi se ophëlt, ënner Ëmstänn e reng quantitative Problem, fir mat deene Kanner eens ze ginn, wann ee se muss an d'Schoul bréngen, fir den Transport ze assuréieren an nach aner ganz kleng a praktesch Beispiller.

Duerfir plädéiere mir duerfir, dass d'Regierung sech do d'Moyenë gëtt, fir duerfir ze suergen, dass d'Gemenge sech alleguerten un deem nationalen Effort do – et ass e Solidaritéitseffort, deen d'Land do leescht – solle bedeelegen. Dann hätte mer 90% vun den Diskussiounen net méi, a mir kënnten eis an deenen Diskussiounen, déi verbleiwen, déi Rescht 10%, mat deem beschäftegen, wat wichteg a wat wesentlech ass, an net mat deem, wou mer spillen, een deem aneren Angscht ze maachen an engem klengen innenpolitesche Kontext. Well dat ass jo dat, wat mer déi lescht Jore leider an där doter Matière vill ze vill haten.

An dann, drëtt a lescht Remarque ass déi, dass mer natierlech net oft genuch kënnen ënnersträichen, dass trotz all Gesetzgebung, trotz all Gesetz, ënnert dem Stréch nëmme genuch administratiivt Personal kann duerfir suergen, dass d'Prozedure korrekt an an engem räsonnabelen Délai oflafen. Do sinn an de leschte Jore jo Effortë gemaach ginn. Mir wäre frou, wann do d'Regierung och nach kéint Perspektiven opmaachen, wou se mengt, dass mer nach kéinte Leit relativ kuerzfristeg zousätzlech derbäikréien. Well ouni genuch administratiivt Personal ass dat bescht Gesetz an der Praxis awer nach net applicabel, wa mer d'Leit net hunn, déi en quantité suffisante déi Demanden, déi virleien – souguer wa se réckleefeg sinn an der Zuel –, kënne beäntweren.

Dat gesot, wëlle mer nach eng Kéier zum Schluss der Madame Err Merci soe fir hire Rapport an och fir hir Aarbecht an der Kommissioun. Si huet och perséinlech probéiert duerfir ze suergen, d'Gesetz ze verbesseren. Mir wäerten, wéi gesot, mat Nee stëmme bei dësem Gesetz, esou wéi mer dat och an der Kommissioun scho gesot hunn; aus deene Grënn, déi mer elo développéiert hunn.

Ech soen Iech domadder Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här delegéierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här President, loosst mech do ufänken, wou de viregte Riedner opgehalen huet. Ech wëll och der Madame Err villmools Merci soe fir hire Rapport, dee schréftlechen, mä och dee mëndlechen. Ech wëll och all deene Membere vun der Kommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Mataarbecht, déi ons an heiansdo schwieregen Diskussiounen trotz allem zu engem équilibréierte Resultat gefouert huet. Ech wëll och all deenen Organisatiounen, och deenen, déi kritesch mat dësem Projet ëmgaange sinn, Merci soe fir hir Suggestiounen, fir hir Virschléi. Ech mengen, si waren déi ganzen Zäit am Dialog, net nëmme mat der Kommissioun vun der Chamber, mä och mat der Regierung zesummen. Zesumme mam Minister Asselborn hu mer vill mat hinnen och iwwert dëse Projet geschwat.

Mir dierfen aus där Lëtzebuerger Debatt dat Wesentlecht net vergiessen. Et huet ee gesot, d'Asylproblematik ass net eleng eng Lëtzebuerger Problematik. Et ass virun allem emol net nëmmen eng Lëtzebuerger Problematik! Wa mer kucken, wat an deene leschte 15 Joer geschitt ass: Et sinn honnertdausende vu Mënschen aus hirem normalen Ëmfeld, aus hiren Haiser, aus hirer Heemecht gerappt ginn, verjot ginn. Dat ass d'Realitéit. Si si verfollegt ginn aus reliéisen, politeschen, ethneschen Ursaachen.

Déi Kricher um Balkan – also an Europa – hunn déi Saachen erëm opliewe gelooss, wou mer gemengt haten, dass se säit 1945 vun onsem Kontinent definitiv verschwonne wieren: Rassismus, den Doud vu Männer, Fraen a Kanner eleng wéinst hiren ethneschen Originen, wéinst hirer reliéiser Zougehéieregkeet. Srebrenica ass elo just zéng Joer hier. Dat sinn also d'Basen, déi mer ni dierfe vergiessen. Ethnesch Säuberungen, Genoziden am Ruanda, politesch Ënnerdréckung, Mëssuechtung vun de Mënscherechter an dat op alle Kontinenter. Dat ass d'Aktualitéit, mat där mer och nach haut ëmzegoen hunn.

Lëtzebuerg huet hei seng Flicht gemaach. Mir hunn an deene leschte 15 Joer dausende Mënschen – eng Zuel vun 9.000 ass mentionnéiert ginn –, besonnesch aus dem Balkan, déi Protektioun ginn, déi si gebraucht hunn, ganz néideg gebraucht hunn.

2004 hate mir 3,5 Demandeurs d'asile op 1.000 Awunner; mir waren no Zypern, déi och eng spezifesch Geographie hunn, wäit iwwert der Moyenne an der EU. D'Moyenne war 0,6, d'Fransousen haten 1, déi Däitsch 0,4, d'Belsch 1,5. Et ass richteg an et muss een dat och kloer soen, dass d'Zuel vun den Demandeurs d'asile vun 2004 op 2005 drastesch erofgaangen ass. Mir si grosso modo vun 1.570 op d'Halschent, ëm déi 800 dëst Joer, zréckgaangen.

Mä hannert deenen Zuelen, hannert deene Statistiken dierf ee besonnesch d'Schicksaler vun de Mënschen net vergiessen. Zerrappte Familljen, torturéiert Mënschen, Hoffnungslosegkeet stinn hannert deene Schicksaler. Mënschen, déi ons Protektioun batter néideg haten. A mir hu richteg gehandelt, fir hinnen ons Protektioun ze ginn. Mir Lëtzebuerger sollen och do mat Modestie houfrech sinn, dass mir onsen Undeel un dem Asylrecht an Europa geholl hunn, dass mir déi Solidaritéit bewisen hunn.

Dës Politik war méiglech, vläicht och e bëssen aus eegener geschichtlecher Erfahrung, well mir u wesentlech Wäerter gleewen, well mer déi Wäerter vu Mënschlechkeet a vun der Onverletzbarkeet vun der mënschlecher Persoun wëlle verteidegen a protegéieren. Mir hunn also onse Bäitrag geleescht a mussen och bereet sinn an der Zukunft, well leider ass dat trauregt Kapitel vun torturéierte Mënschen an der Welt net ganz eriwwer, ons Responsabilitéiten hei kloer ze huelen.

Mä d'Recht op Asyl fir déi Mënschen, déi et néideg hunn, brauch effikass Prozeduren. D'Asylpolitik ka leider net nëmmen aus gudde Gefiller bestoen. Mir mussen effikass Prozeduren hunn, déi gerecht an esou kuerz wéi méiglech sinn. Mënschlech mussen se och sinn, well si jo grad deene Schutz ginn, déi verfollegt ginn an déi dee Schutz brauchen.

Si mussen awer gläichzäiteg mat enger gewëssener Fermetéit op déi reagéieren, déi aus welleche Grënn och ëmmer, d'Recht op Asyl wëllen hannergoen oder souguer mëssbrauchen. A wann et och nëmmen ass, fir einfach eng Autorisation de séjour iwwert dëse Wee ze kréien. Asylpolitik ass an däerf duerfir keng verkappten Immigratiounspolitik ginn.

An ech soen dem honorabelen Här Mosar: Dës Regierung wëllt och, notamment à la suite vun deem interessante Rapport vum Här Glesener, eng aktiv Immigratiounspolitik maachen. En éischte Schratt ass gemaach ginn. Mir hunn den CES gefrot, fir en Avis ze maachen. Mir wäerten och mat der Chamber an en neien Dialog iwwert déi Problematik antrieden. Mir mussen ons Gedanke maachen, wat mer mat där Derogatioun maache fir déi aacht nei Memberstaten, wat d'libre circulation ubelaangt.

Mä loosse mer Asylpolitik an Immigratiounspolitik ganz kloer trennen. Et wier eng Dénaturatioun vun der Asylpolitik; et wier souguer eng Schwächung vun de Prinzipien, déi an der Genfer Konventioun kloer ageschriwwe sinn, an et ass ons Flicht déi Prinzipien absolut ze verteidegen, an dofir dierfe mer net en Amalgam do opkomme loossen.

Mir erliewe sécherlech – fir eng Sekonn bei deem Thema ze bleiwen – eng tragesch Evolutioun, wou honnertdausende Mënschen och aus Verzweifelung eraus, an andeem si all Zorte vu Risiken huelen, esou deen, d'Rees net ze iwwerliewen, fir dem totale Misär ze entkommen, sief dat iwwert d'Waasser, sief dat iwwert d'Barrièrë wëlle kommen, fir ee klengen Undeel un onsem Wuelstand ze huelen.

D'Biller vun Ceuta a Melilla – Dir kennt Si alleguerten –, d'Biller vun de Schëffbréchegen un de spueneschen an italienesche Küsten, dat si Saachen, déi ons net kënnen indifferent loossen. Mä d'absolut Aarmut brauch aner Léisunge wéi d'Asylpolitik. D'absolut Aarmut, wéi dat och hei gesot ginn ass, brauch eng Entwécklungspolitik; si brauch méi eng gerecht Weltwirtschaftsordnung; si brauch d'Schafung vun Aarbechtsplazen, fir déi Mënschen do ze halen, fir hinnen do Perspektiven ze ginn, wou se liewen, a se net ze obligéieren hiert Liewen ze riskéieren, fir hei an Europa, oder wou och ëmmer an déi entwéckelt Welt ze goen.

Ech wëll elo op e puer Punkten, déi och besonnesch hei op dëser Tribün vun deene verschiddene Riedner kommentéiert gi sinn, agoen, déi méi spezifesch mam Gesetz ze dinn hunn.

Ech sinn e bësse verwonnert, datt e puer Kritiken, besonnesch wat den double degré de juridiction ubelaangt, verfälscht ginn. Et huet een d'Impressioun, datt heiansdo den Text net am Detail gelies gëtt oder besonnesch och den Text an de Kontext e bëssen op d'Säit geluecht ginn.

Mir kréie mat dësem Gesetz eng Asylprozedur, déi virun allem deenen Demandeurs d'asile, déi wierklech Schutz an Hëllef brauchen, méi schnell a mat der voller Garantie vun hire Rechter, déi am Gesetz ageschriwwe sinn, dëse Statut weider wäert ginn. Dat hunn ech net oft genuch hei héieren.

Et gëtt ëmmer gemaach, wéi wann et hei nëmme méi eng Procédure accélérée géif ginn. Neen, hei gëtt et och eng normal Prozedur, a mir hoffen, datt vill Leit, déi meeschte Leit an déi normal Prozedur kommen, well dat sinn déi, déi wierklech d'Chance hunn, de Statut als Réfugié ze kréien. Mat deem Gesetz iwwerhuele mer, an et ass och virdru scho gesot ginn, eng Rei vun europäesche Regelen, an zwar Direktiven aus dem Asylberäich.

Mir kënnen net op där enger Säit soen, mir hätte gär méi europäesch Harmoniséierung, an op där anerer Säit awer ëmmer verpassen, déi europäesch Texter an d'Lëtzebuerger Recht ze iwwerdroen, heiansdo – an ech mengen, Här Bettel, Dir hutt dat jo elo schonn an enger Fro opgeworf – mat engem Retard vun net engem, mä e puer Joer. Hei brénge mer et esouguer fäerdeg, eng Direktiv an onst Recht ze transposéieren, déi virun e puer Wochen eréischt definitiv vum Conseil adoptéiert gouf.

Mir sinn ouni Zweifel fir eng méi wäit gehend europäesch Harmoniséierung; engersäits, fir d'Asylrecht an Europa besser ofzesécheren, well mer wësse ganz genau, datt et a verschiddene Länner Attacke géint d'Validitéit, géint d'Effikassitéit vun dem Asylrecht gëtt, anerersäits wéinst dem berühmten „asylum shopping", deen och dodra besteet, besonnesch fir déi, déi eigentlech wëssen, datt si kee Recht op Asyl hunn, awer ëmmer emol do ze probéieren, wou et hinne schéngt, datt d'Prozedur méi einfach, oder besonnesch méi laang kann daueren, an dofir u sech emol eng Situation de fait ka kreéiert ginn.

Mir si konfrontéiert mat dem Problem vun Dublin. Dir wësst, wat dat heescht: Déi Persounen, déi schonn an anere Länner eng Asylsdemande gemaach hunn. D'Zuel vun deene Persoune geet staark erop. 324 Demandeurs d'asile vu 782 dëst Joer ware sou genannt Dubliner. Dat heescht, dat ware Leit, déi schonn an iergendengem anere Land eng Demande d'asile gemaach haten.

Solle mer deenen en double recours ginn? Wat ass de Sënn vun engem double recours fir Leit, déi eigentlech entweder déboutéiert gi sinn oder iergendwéi schonn an enger Prozedur an engem anere Land sinn?

Ech mengen, hei mécht een double recours vun enger Lëtzebuerger Juridictioun wierklech kee Sënn. Dee richtegen Demandeur d'asile, deen no der Genfer Konventioun Schutz brauch, wëll eng kuerz Prozedur, fir dat Statut mat deene Rechter, déi mat deem Statut verbonne sinn, ze kréien, a si sollen dat och an engem kuerzen administrativen Délai kréien.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum Här Bettel.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, mä da musst Der mir déi Zäit awer erëm urechnen.

M. le Président.- Jo, ech rechnen déi un. Kee Problem.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Guer kee Problem. Här President, ech wollt just de Minister eppes froen. Hie seet hei, dass, wann een en Uerteel aus dem Ausland schonn huet, een hei zu Lëtzebuerg keen Appel mécht. Ech wëll wëssen, ob hien dann och der Meenung ass, dass den Här Frieden soll e Projet de loi eraginn, fir dass d'ganz Exequaturspolitik dann hei zu Lëtzebuerg och geännert gëtt, well haut en Uerteel aus dem Ausland hei zu Lëtzebuerg muss exequaturéiert ginn. Do huet een eng Décisioun aus dem Ausland, an do kann een e Rappel maachen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech mengen, Här Bettel, do vermëscht Dir eng Rei Saachen. Do vermëscht Dir eng Rei Saachen!

Mir hunn e Reglement Dublin, an dat gesäit vir, datt een, wann een an engem Land eng Demande d'asile gemaach huet respektiv an engem Land eng Demande d'asile gemaach hat, an et krut ee se verworf, kee Recht méi huet an engem aneren europäesche Land eng Demande ze maachen. Dat ass dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg mussen applizéieren.

Mir ginn deene Leit awer d'Recht géint esou eng Décisioun e Recours ze maachen, deen net suspensiv ass, dat heescht, deen net heescht, datt déi Leit net an dat Land kënnen zréckgefouert ginn. Ech gesi just do de Sënn net an, firwat een deenen en double degré vu Recours sollt ginn.

(Interruption)

Ech mengen, dëst Gesetz mécht eng kloer Distinctioun zwëschent der normaler Prozedur an der Procédure accélérée, an zwar ass déi nëmme fir déi, déi objektive Kritären nom Artikel 20 entspriechen. Dat heescht Leit, wou e groussen Zweifel besteet, datt si eigentlech ee Recht op de Statut vum Réfugié kréien. Dat ass ee vun deene wesentleche Punkten.

An ech muss hei kloer soen, datt dat dat ass, wat an deene meeschten anere Länner an Europa – och wann Dir ons hei de Bénin zitéiert hutt, wat e bëssen zwar zur allgemeiner Erheiterung ka bäidroen – mä an Europa d'Regel ass. Well, wann ech kucken, wéi an Holland, wéi a Frankräich haut, wéi an der Belsch d'Prozedure fonctionnéieren – an Dir hutt et selwer ganz interessant gesot –, wann do eng Demande iwwerhaapt emol recevabel ass, dann ass et gutt gaang. Bei ons ass all Demande recevabel. Mir hunn net eng Question préliminaire, wou et heescht: Deng Demande ass recevabel an deng ass et net. Dat hunn aner Länner wéi zum Beispill d'Englänner; dat hunn aner Länner wéi zum Beispill d'Hollänner, wou een an e puer Stonnen, an 48 Stonnen heiansdo, gesot kritt, ob déi Demande, déi een agereecht huet, recevabel ass oder net.

Dat hu mir net, mir hunn eng Procédure accélérée, déi trotz allem verbonnen ass mat enger seriöer administrativer Analys; déi verbonnen ass mat engem seriöe Recours, an zwar net egal wat fir engem Recours – dat gëtt och ëmmer e bësse verschwiegen –, et ass nämlech e Recours en réformation. Dat heescht, wann den Tribunal der Meenung ass, datt d'Administratioun sech gëiirt huet, och am Fall, wou ee klasséiert ginn ass an eng Procédure accélérée, da kënnt een Tribunal net nëmmen dat annuléieren, e ka souguer reforméieren. Dat heescht, déi Persoun, déi iertümlecherweis no dem Tribunal schlecht klasséiert ginn ass an d'Procédure accélérée respektiv bei där net all Elementer en considératioun geholl gi sinn, bei där Persoun kënnt den Tribunal déi Décisioun reforméieren. Ech mengen, dat ass e wesentlechen Aspekt, deen een net soll negligéieren.

Ech mengen, mir dierfen déi Debatt iwwert d'Asylrecht net hei op e Prozedurkrich reduzéieren. An ech mengen, d'Madame Err huet hei déi Situatioune gutt duergestallt, wou jorelaang no Prozeduren a Prozedure Leit eigentlech an der Onsécherheet sinn, a wou et dann natierlech extrem schwiereg gëtt, wann et heescht, elo huet hien déi lescht Décisioun kritt an déi ass negativ; elo no sechs Joer musse mer déi Leit dann zréckféieren, wou si eigentlech all Relatioun mat hirem Heemechtsland esou wäit wéi méiglech verluer hunn. Dat ass eng Situatioun, déi net akzeptabel ass an déi musse mer korrigéieren, an ech mengen dat Gesetz hei geet hei an déi richteg Richtung.

An nach eng Kéier: Déi normal Prozedur bleift weider fir déi Demandeure bestoen, déi net engem Kritär vum Artikel 20 korrespondéieren. Fir déi bleift den duebele Recours absolut bestoe beim Tribunal administratif an duerno eventuell virun der Cour administrative.

Fir déi aner, mengen ech, hunn ech eng Rei vun Argumenter ginn, firwat mer absolut op deen double recours kënne verzichten. An ech stellen och fest, datt den HCR, deen ons punktuell an deem Gesetz kritiséiert, op deem do Punkt eigentlech näischt seet an ons och net kritiséiert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Wann ech glift, erlaabt Dir eng kleng Zwëschefro?

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ja?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll awer dozou soen, dass den HCR Iech do net kritiséiert, well den HCR grondsätzlech net a sengen Attributiounen huet, sech weltwäit doriwwer auszeloossen, ob an engem Land en double degré muss bestoen oder net. Dat gehéiert net zu sengen Attributiounen, dofir kritiséiert en Iech net, nëmmen dofir, a fir soss näischt anescht.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Dat wollt ech Iech soen, Dir hutt mer et virewech geholl: Et gëtt nämlech keng international Obligatioun, no där mer hei

an dësem Fall missten deen double recours aféieren.

(Brouhaha général)

An ech muss Iech eppes soen, Dir hutt d'franséisch Situatioun zitéiert. Do muss ech soen, datt déi franséisch Situatioun wahrscheinlech déi schlechtsten ass, well bis een eventuell als Demandeur d'asile bis bei de Conseil d'État géif kommen, do muss ee vill Suen hunn, vill Gedold a wierklech Affekoten, wou ech net ëmmer sécher sinn, ob et déi iwwerall gëtt, déi bereet sinn, sech dofir ze sacrifiéieren.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, loosst elo den Här Minister schwätzen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Et ass also keen Argument, menger Meenung no och, hei vun der Exceptioun vun der Procédure accélérée ze soen, dat wier eng Vergewaltegung vun onsem Verwaltungsrecht. Ech mengen, et muss een awer och ganz kloer unerkennen, an dat besteet jo och an all deenen anere Länner, datt d'Asylrecht an d'Asylproblematik net eng normal Matière sinn an datt sech hei mussen och kënne spezifesch Regelen applizéieren.

Zweete Punkt, d'Rétentioun. Ech weess, datt de Conseil d'État hei eng Opposition formelle prononcéiert huet. De Projet – an och souguer dee vum Här Frieden – hat sechs Méint virgeschloen. D'Chamber huet da gemengt, a ganz spezifesche Fäll, déi limitéiert sinn – wéi den Här Mosar dat gesot huet – op de berühmtene Paragraph f, dat heescht fir Leit, déi alles gemaach hunn, fir hir Identitéit, hir Origine ze verstoppen, kënnt déi exceptionnel bis op ee Joer goen.

Dozou kann ech dat heite soen: An anere Länner gëtt et dat och! Mir sinn hei net en extrem repressiivt Land, wat elo dat erfonnt huet. Däitschland kéint praktesch bis néng Méint goen. Éisträich souguer iwwer ee Joer ewech. A Frankräich si mer och bei engem Joer. Et ass also net esou, datt et hei eng absolut Exception luxembourgeoise géif ginn.

Ech hunn heizou zwee wichteg Punkten ze soen:

Éischtens, d'Rétentioun muss ëmmer d'Exceptioun sinn. D'Rétentioun kann net d'Situation normale sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: De Séjour am Centre de rétention, dee soll esou kuerz wéi méiglech sinn, well mir wëssen alleguer, dass Leit iwwer Méint laang an esou e Centre anzespären, extrem Gefore bréngt, an et huet keen en Intérêt, déi Durée vun esou enger Rétentioun iwwert den absolute Minimum eraus daueren ze loossen.

Dobäi kënnt, datt et fir eis ganz sécher ass, datt et ni dierf esou sinn, datt Kanner, Famillje mat Kanner an esou e Centre dierfen iwwer eng Period kënnen agespaart ginn, ausser vläicht fir déi ganz kuerz Period ier se d'Land verloossen.

Ech soen och hei ganz kloer, datt mer Regele brauche fir d'Gestioun vun deem Centre de rétention, datt mer déi Regele wäerte mat der Chamber diskutéieren, datt mer ugefaangen hunn, mat ONGen déi Regelen ze diskutéieren, ëmmer ënnert dem double aspect: Mënschlechkeet a Fermetéit, do wou se absolut noutwendeg ass.

Zum Recht op Aarbecht. Et ass eng schwiereg Diskussioun, wat déi néng Méint ubelaangt. Et ass e bëssen einfach ze soen, dat géif fir keen zoutreffen, dat wier eigentlech just e symbolescht Recht. Ech muss soen, éischtens, déi normal Procédure d'asile kann nach ëmmer méi wéi néng Méint daueren, wann et eng Rei vu Problemer gëtt, also besteet ëmmer d'Méiglechkeet – besonnesch wann et sech ëm d'Administratioun oder Schwieregkeete bei der Administratioun handelt –, datt eng Persoun, déi an der normaler Prozedur ass, kann den Accès op eng Occupation temporaire kréien.

Zweetens, all déi Leit, déi an enger Protection subsidiaire sinn, déi eng Toleranz hunn, déi dierfen elo schaffe goen, déi brauchen net méi op de Schwaarzmaart ze goen an do iergendwéi ënner oft net ganz korrekten Ëmstänn hir Servicer unzebidden. Dat ass also och e ganz klore Fortschrëtt, deen ee muss ervirhiewen.

Finalement, d'Protektioun gëtt erweidert op aner Domänen, déi iwwert d'Genfer Konventioun erausginn. Haut sinn net nëmme Leit menacéiert vu Staten; si sinn heiansdo och menacéiert vun Organisatiounen. Si si menacéiert a Regiounen. All dat ass an der Genfer Konventioun net esou virgesinn. Mir liewen an enger Zäit, wou terroristesch Organisatioune Leit bedroen. Mir hunn also d'Protection subsidiaire an dëse Projet ageschriwwen.

E weidere Punkt ass dee vun de Rapatriementer. Ech mengen, hei ännert sech am Prinzip net ganz vill, ausser datt mer effektiv eng eenzeg Décisioun virgesinn hunn, datt een net engersäits géint déi éischt Décisioun, déi een déboutéiert, plädéiere ka goen, an dann nach eng Kéier plädéiere ka goen, wann d'Décisioun kënnt, fir ee vum Lëtzebuerger Territoire ze éloignéieren.

Ech mengen, dat ass eng Simplificatioun, an dat ass net am Désintérêt vun de Persounen; et muss einfach hei méi schnell kënnen agéiert ginn.

Et gëtt och keng Asylpolitik ouni Méiglechkeet, déi heemzefëieren, déi manifestement net de Konditioune vum Asyl oder anere Forme vun der Protektioun entspriechen. D'Asylrecht dierf net bradéiert ginn, et dierf net zu iergendenger anerer Form vun Immigratiounspolitik ginn.

Ech mengen, déi ze Rapatriéierend musse mat Mënschlechkeet traitéiert ginn. Et muss gekuckt ginn, wou effektiv d'Dignitéit, den Intérêt vun de Mënschen en cause ass, mä et kann net hei eng Solution à la carte oder à la tête vum Client ginn. An datt Mënschlechkeet hei applizéiert ginn ass, dat kann ech Iech just soen. Mir hunn 2004 219 Humanitären ausgeschwat. 177 waren et der 2005. Toleranzen hate mer der 2004 88. Mir haten der 365 – haaptsächlech wéinst dem Kosovo – dëst Joer. Mir gesinn also, datt d'Mënschlechkeet net friem ass an där Politik, och wat d'Rapatriementer ubelaangt.

Ech si mat all deenen d'accord, déi soen, datt méi Harmoniséierung, méi Accords de réadmission, besonnesch déi vun der EU négociéiert ginn, eng Noutwendegkeet besonnesch fir Lëtzebuerg sinn. Och wa mäi Kolleeg, de Jean Asselborn, e Succès am Nigeria kritt huet, heescht dat awer, datt d'EU an deem Beräich muss méi aktiv ginn.

(Interruption)

De leschte Punkt ass d'Applikatioun vun dem Gesetz. Dat schéngt mer e wesentleche Punkt ze sinn. Mir hunn zwee Avant-projetë déposéiert, déi och kënne mat der Chamberskommissioun weider diskutéiert ginn, obwuel deen iwwert d'Accès à la formation scho mat der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass.

Mir hunn eis bis elo zréckgehal en anert Reglement iwwert d'Pays sûrs oder d'Pays tiers sûrs ze huelen. Ech mengen, och do soll een emol kucken, wéi déi europäesch Entwécklung weidergeet, wou ech mer awer bewosst sinn, datt et net einfach ass, do grouss Fortschrëtter an enger noer Zukunft ze maachen.

D'administrativ Capacitéit ass wesentlech. Mir sinn hei vun dräi Beamten ufanks der 90er Joren op 27 Beamten haut gaangen. A wann de Besoin sech weist, da musse mer och hei ons déi néideg Mesurë ginn.

Mir wëllen och – an dat ass mäi lescht Wuert – d'Leit besser informéieren, d'Demandeurs d'asile besser informéieren, andeem mer eng Broschür maachen, wou hir Rechter, awer och hir Flichte genau festgeluecht ginn, wou se sech also kënne bewosst sinn, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Ech mengen, mir haten hei zu Lëtzebuerg e grousse Konsens iwwert d'Asylpolitik, iwwert déi Solidaritéit mat deene Leit, déi eigentlech am meeschte leiden ënner all deene Konflikter an der Mëssuechtung vun de Mënscherechter. Et ass wichteg, dëse Konsens ze halen. Mir halen dëse Konsens awer nëmmen dann, wann et och kloer ass, datt déi, déi Abus maache vum Asylrecht, bestrooft ginn a wëssen, datt se hei zu Lëtzebuerg keng Plaz hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zu de Voten. Den honorabelen Här Bettel huet siwen Amendementen zu dësem Projet abruecht, a mir mussen elo iwwert déi Amendementen ofstëmmen.

(Interruption)

Jo, Här Braz, d'Fro ass elo fir d'éischt, den Här Bettel huet déi Amendementen hei déposéiert, an déi droen de Moment Är Ënnerschrëft an déi vum Här Bettel. De Moment si se nach net recevabel, mir brauchen nach Ënnerschrëften. Den Här Gira, d'Madame Flesch an – gitt Iech eens hei – d'Madame Loschetter. Très bien.

Da komme mer zu den Ofstëmmungen iwwert d'Amendementen.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement Nummer 1, betreffend den Artikel 17 vum Gesetz.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 2

Zu deemselwechten Artikel huet den Här Bettel en Amendement abruecht à titre subsidiaire fir de Fall, wou d'Chamber den éischten Amendement net géif unhuelen. Vu datt deen éischten Amendement rejettéiert ass, ass den Amendement 2 elo drun, eng Proposition subsidiaire.

Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Patrick Santer), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 3

Mir kommen dann zum Amendement Nummer 3, betreffend den Artikel 20 (4) vum Projet de loi.

Vote

Den Amendement 3 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 4

Den Amendement Nummer 4 ass och en Amendement subsidiaire, par rapport zum Artikel 20 (4). Vu datt den éischten Amendement ofgelehnt ginn ass, komme mer elo zum Vote iwwert den Amendement subsidiaire Nummer 4.

Vote

Den Amendement 4 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass och den Amendement 4 ofgelehnt an den Artikel 20 (4) bleift an där Form bestoen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 5

Mir kommen dann zum Amendement Nummer 5, betreffend den Artikel 20 (5).

Vote

Den Amendement 5 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot,

Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Den Artikel 20 (5) bleift also, grad wéi déi aner och, an där Form bestoen, wéi den Text vun der Kommissioun dat virgesäit.

Amendement 6

Dann den Amendement Nummer 6, betreffend den Artikel 23 (3).

Vote

Den Amendement 6 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 7

Och den Amendement Nummer 7 ass nees eng Kéier en Amendement subsidiaire par rapport zu dem Amendement Nummer 6. Et geet nach eng Kéier ëm den Artikel 23 (3), eng zweet Propositioun.

Mir stëmmen doriwwer of.

Vote

Den Amendement 7 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 17 Jo-Stëmmen, esou datt och den Artikel 23 (3) an där Form bestoe bleift, wéi d'Kommissioun e virgeschloen hat.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat hu mer d'Amendementen alleguerten ofgestëmmt. Mir kommen dann zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi selwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5437 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Retrait du rôle de la proposition de loi N°5302

Nom Vote vun dem Projet de loi wëll ech den honorabelen Här Henckes froen, ob hien domat averstan ass, seng Proposition de loi als evakuéiert ze considéréieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* Jo, Här President, ech sinn d'accord, datt déi Proposition de loi zréckgezu gëtt.

M. le Président.- D'accord.

Motion 1

Da stëmme mer elo of iwwert d'Motioun, déi den Här Henckes déposéiert huet.

Vote

D'Motioun 1 vum Här Henckes ass ofgelehnt mat 44 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

6. Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran

Mir hunn dann nach d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Schank haut de Mëtteg abruecht huet. Ech denken, dass an dëser Chamber grouss Unanimitéit besteet iwwert déi Resolutioun. Kënne mir elo nach iwwert déi ofstëmmen? Par main levée?

(Assentiment)

Vote

Ech gesinn, déi Resolutioun ass à l'unanimité ugeholl. Ech wäert dann, esou wéi ech chargéiert gi sinn, dës Resolutioun der Ambassade vun der République islamique d'Iran iwwermëttelen.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.24 heures)

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2005 19E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

5504 - Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;
3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote sur la motion 1 - Vote sur les amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Vote sur la motion 2)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Lucien Lux, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.-* Neen, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 5504 iwwert d'Zënsbesteierung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Mosar, Meisch, Fayot, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt D'Wuert.

5504 – Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.-* Merci, Här President. Gudde Moien, Kolleeginnen a Kolleegen, am Virfeld vun där Debatt vun haut gouf et nawell e sëlleche Gedäisch. Wéi mer d'lescht Woch hei iwwert de Budget diskutéiert hunn, hätt ee sträppweis kënne mengen, et wier een an engem anere Film. Op eemol war dem Stat säi finanzielle Fahrplan fir dat anert Joer Niewesaach an d'Aféierung vun enger Quellesteier op verschiddene Spuerprodukter den Haaptsujet ginn. Datt Eenzelner de Moment net erwaarde konnten, fir sech mat dësem Gesetz auserneen ze setzen, léisst drop schléissen, datt dee Projet d'Gemidder iwwert d'Moosse beschäftegt. Mir däerfen eis also dofir haut op eng animéiert Debatt freeën.

Déi Opreegung, och dobaussen am Land, huet natierlech hir Grënn. Een dovun ass wuel deen, datt d'Iddi fir dëse Projet eigentlech zwee Päpp huet, wat jo u sech schonn aussergewéinlech ass. Deen ee Papp ass d'Regierung, deen aneren ass de Comité fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz, ofgekierzt Codeplafi genannt. Dat ass dee Gremium an dem sech d'Spëtzt vun der CSSF – déi kennt Dir jo – a Vertrieder vun der Finanzplaz d'Käpp doriwwer zerbriechen, wéi et am beschte soll weidergoe mat eise Banken an hirem Ëmgeréits.

Ongeféier déiselwecht Zäit sinn aus deene béide Kanäl Bestriewunge komm, déi méi oder wéineger op déiselwecht Konklusiounen erauslafen, obschonn hir Zilsetzunge grondverschidde waren.

Déi eng Initiativ huet als But, d'Lëtzebuerger bei der Zënsbesteierung mat deenen aneren Europäer gläichzestellen an an engems och déi an d'Keess ze bieden, déi bis elo e bësse vergiesserlech waren, wann et ëm hir Steiererklärung gaangen ass. Déi aner Initiativ ass dorobber aus bessergestallten Auslänner als Steierzueler an d'Land ze huelen. Do wou déi zwou Iddie sech begéinen ass – Dir hutt et geroden – bei der Besteierung.

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Mee 2003 hat eise Premier ugekënnegt, datt d'Regierung virhätt, d'Spueren doduerch méi attraktiv ze maachen, datt si eng Zënsbesteierung nom europäesche Modell awer mat engem Saz vun nëmmen 10% afeiert.

Déiselwecht Iddi daucht dann am Koalitiounsaccord vum Summer 2004 op a fënnt sech och an der Regierungserklärung vum 4. August d'lescht Joer erëm, wou et éischtens heescht: „Fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, bleift d'Bankgeheimnis bestoen an et gëtt eng Quellesteier vun 10% op verschiddene Kapitalerträg agefouert. Dës Quellesteier ass libératoire. Klengspuerer falen net ënner si an am Géigenzuch entfält d'Verméigenssteier fir d'Privatleit."

Domat war de Wee fir dëse Projet de loi virgezeechent. Datt en dann eréischt den 19. Oktober dëst Joer vum Budgets- an Tresorminister virgeluecht konnt ginn, hat mat der EU-Présidence am éischten Hallefjoer ze dinn, déi jo de Gros vun eise Regierungskräften accaparéiert hat.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Finanzplazstratege vu Codeplafi haten, wéi gesot, eppes

aneschters an der Nues wéi d'Regierung. Si hate sech e bëssen iwwert d'Grenzen ëmgekuckt an hunn do festgestallt, datt eis Bankplaz wuel nach ëmmer d'Steierparadies ugehaange kritt, mä datt déi, déi esou gär mam Fanger op eis weisen, selwer amgaang si sech als Steierparadies opzespillen.

Wéi zum Beispill eis belsch Frënn, déi bannent kierzester Zäit mat hirer spezielle Steierdispositiounen dausenden – dat heescht 60.000 – vu räiche Fransousen an nach eng Kéier dausende vun Hollänner ugelackelt hunn, déi mat hirem Verméige bei eisen Noper geplënnert sinn.

Den Aarbechtsgrupp, dee sech am Codeplafi mat dësem an och mam Dossier iwwert déi nei Société européenne befaasst huet, déi mir gär op Lëtzebuerg zéie géifen, koum zum Schluss, et missten eng Rei vu Mesuren – natierlech um steierleche Plang – geholl ginn, fir eis déi néideg Attraktivitéit als Standuert erëm ze ginn.

Dozou huet och d'Ofschafe vun der Verméigenssteier gehéiert. A well déi op där anerer Säit och op der Lee vun der Regierung stoung, war och schonns d'Bréck tëscht deene béiden Iddie geschloen. Allerdéngs net nëmmen dat, béides ass ipso facto an een an datselwecht Dëppe geschmass ginn, wat natierlech zu enger gehéierlecher Confusioun an esou munche falschen Ausleeunge gefouert huet.

Deeselwechten Owend, nodeem de Minister Luc Frieden säi Projet deponéiert hat, huet schonns eng Konferenz vun enger Bank stattfonnt op där e Steierexpert engem Lëtzebuerger Publikum erkläert huet, wat fir eng Avantagen dat neit Gesetz, net de Lëtzebuerger, mä den Auslänner géif bréngen, an zwar deenen Auslänner, déi een am neie Jargon „high net worth individuals" nennt. Wien ass dat?

Et heescht, datt een, fir an dee sélectë Club vun den HNWIen opgeholl ze ginn, op d'mannst zéng Millioune schwéier misst sinn. Et sinn dunn och gläich Simulatioune gemaach ginn, wat ech éischter als Spekulatioun ugesinn, fir erauszefanne wat déi HNWIen eiser Finanzplaz an eisem Land kéinte bréngen. Do goung Rieds vu bis zu 8.000 där HNWI-Immigranten an deenen nächsten zéng Joer, deenen hir Aktivitéiten eise PIB ëm 1,2 Milliarden Euro pro Joer beräicheren an eleng dem Fisc eng hallef Milliard brénge géifen. Schéi wier et!

D'Promoteure vun der HNWI-Schinn hunn natierlech gläich e puer Kniet fonnt am Gesetzesprojet, deen hinnen nach laang net wäit genuch gaangen ass. Esou hätte si gär eng Abezéiung vun den Dividenden, déi jo elo mat 20% un der Source besteiert ginn, an déi 10%eg Quellesteier gehat an och eng Ofschafung vun der Ierfschaftssteier, net nëmmen an direkter mä och an indirekter Linn, plus eng weider Steierbefreiung dës Kéier vun de Plus-valuen op der Cessioun vu Participatiounen, déi iwwer 10% leien.

Firwat feelt dat alles an der Regierung hirem Projet? Mä ganz einfach, well mat deem Projet e ganz anert Zil verfollegt gëtt. Dëst Gesetz ass an éischter Linn fir d'Lëtzebuerger an net fir räich Immigrante geduecht. Datt déi och un eiser niddereger Quellesteier an un anere Virdeeler, wéi der deemnächst ofgeschaafter Verméigenssteier, interesséiert sinn, ass net auszeschléissen, mä dat wier dann eng erfreelech Begleeterscheinung, awer kengesfalls den éischte But vun dëser Operatioun.

Déi Vermëschung vun zwou verschiddene Saachen, déi sech um Enn dach nach op engem Punkt begéinen, erkläert dann och den Duercherneen am Virfeld vun dësem Gesetz. Do goung Rieds vun der Ofschafung vun der Räichesteier – do hate Leit e bëssen ze vill d'däitsch Televisioun gekuckt – grad an engem Ablack wou mir all de Rimm zouzéie mussen. An et gouf och vun enger Invasioun vu frieme Millionäre geschwafelt, déi sech wéi Heesprénger op eisen Immobiliemaart stierzen an eis schonn iwwerhëtzte Wunnengspräisser nach méi an d'Luucht dreiwe géifen. Et kann ee bal mengen, do géif versicht mat all méigleche Gruselgeschichten de Projet muedebëtzeg ze maachen.

Duerno sollte mir ganz séier zréck op den eigentleche Projet kommen an op dat, wat d'Regierung an alleréischter Hisiicht domat beabsichtegt, nämlech op där enger Säit d'Lëtzebuerger a puncto Besteierung vun de Spuererträg gradesou ze behandele wéi déi aner Europäer an zweetens si op där anerer Säit vun enger Steier ze befreien, déi iwwerholl ass an déi et dofir och anerwäerts net méi gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Iddi vun enger Quellesteier ass deemools opkomm, wéi Lëtzebuerg sech mat Hänn a mat Féiss dergéint gewiert huet, der europäescher Steierharmoniséierung säi Bankgeheimnis ze afferen. Iwwert de Sënn an den Zweck vum Bankgeheimnis kann ee grouss philosophesch Iwwerleeungen ustellen, mä wourëms et leschten Enns geet ass, datt ee sech als Finanzplaz net an den Abseits drécken an dozou zwénge léisst eppes ofzeschafen un deem d'Konkurrenz festhält.

Dofir huet eis Regierung am Juni 2000, wéi d'Engländer um Sommet vu Feira mordicus d'Kontrollmatdeelungen tëscht de Steierverwaltungen duerchdrécke wollten, sech net ginn, bis si d'Quellebesteierung als Alternativ duerchgesat hat an domat och d'Bankgeheimnis gerett hat.

Dat heescht, säit dem 1. Juli huet jiddfer Europäer, dee seng Sue bei enger Lëtzebuerger Bank stoen huet, 15% Quellesteier, déi vu sengem Zënsrevenu abehale ginn, wuelgemierkt jiddfer Europäer mat Ausnahm vun de Lëtzebuerger. Mir versteiere weiderhin eis Zënsrevenue bis elo mat eisem aneren Akommes, wat mat sech bréngt, datt mir dorop, jee no Akommeshéicht, 20%, 25% oder souguer 30% Steiere bezuelen, well d'Progressioun vun eisem Akommessteierbarème, ënnert deen déi Revenue falen, bis erop op 38% geet.

D'Lëtzebuerger Regierung huet décidéiert, och fir hir eege Steierzueler eng Quellesteier anzeféieren. Engersäits fir eise Steiersystem un den europäesche Modell unzepassen, anerersäits awer virun allem, fir d'Benodeelegung vun de Lëtzebuerger vis-à-vis vun deenen aneren Europäer bei der Zënsbesteierung ofzeschafen. Domat suergt si net nëmme fir méi Steiergerechtegkeet, mä si encouragéiert an engems och d'Spueren, well si setzt déi Lëtzebuerger Quellesteier bei nëmmen 10% un, wougéint déi europäesch elo am Ufank bei 15%, spéider bei 20% an um Enn souguer bei 35% läit.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng Quellebesteierung ass un a fir sech näischt Neies fir eis Lëtzebuerger. Mir hu scho laang eng Quellesteier bei den Dividenden, op deene gläich bei der Ausschëddung 20% abehale ginn. A mir hunn eng Quellesteier op eise Léin, déi direkt vum Patron abehalen an un d'Steierverwaltung iwwerwise gëtt. Mä béid Quellesteiere sinn eigentlech nëmmen en Acompte op déi geschëllte Steier, déi via Steiererklärung eemol d'Joer um globalen Akommes ermëttelt an da verrechent gëtt.

Déi nei Quellesteier ënnerscheet sech asoufern vun deenen aneren, datt si „libératoire" ass, dat heescht, als definitiv ugesi gëtt, wat ënner anerem mat sech bréngt, datt déi entspriechend Revenuen net méi beim Gesamtakommes an der Steiererklärung deklaréiert ginn, well se jo schonn ofgegollt sinn. Domat gëtt engersäits de Verwaltungsopwand manner grouss, ouni datt awer op där anerer Säit d'Bankgeheimnis beréiert gëtt. An net ze vergiessen: Bei deem System kommen och déi drun, déi sech bis elo laanscht d'Besteierung vun hire Spuerrevenue geschlach hunn.

Domat kéime mer bei deen anere Volet vum Gesetz, nämlech bei d'Ofschafung vun der Verméigenssteier. Wann, wéi mir elo grad gesinn hunn, duerch de libératoirë Charakter vun der Quellesteier de Steierzueler esouwuel mat sengen Zënssteieren, wéi och mat dem Kapital, op deem d'Zënsen ugefall sinn, anonym fir de Fiskus bleift, mécht et wuel kaum nach Sënn, datt een op där anerer Säit dat Kapital dach nach deklaréiere muss, nëmme well een nach eng Verméigenssteier do huet.

Dat ass awer net de Grond, deen den Ausschlag ginn huet, fir d'Verméigenssteier ofzeschafen, genausou wéineg wéi d'Tatsaach,…

(Interruption)

…datt mir déi Steier am Krich vun de Preisen opgezwonge kruten, wat jo un a fir sech schonn Ursaach genuch gewiescht wier, fir se erëm ofzeschafen.

Den eigentleche Grond, fir sech vun der Verméigenssteier ze trennen ass deen, datt se einfach iwwerholl ass, an net méi an eis Zäit passt. Ofgesinn dovun, steet dat, wat si ofwërft a kengem besonnesche Verhältnis méi mat dem Opwand, mat deem d'Erhiewung vun där Verméigenssteier verbonnen ass; net ze schwätze vun der Kontroll, déi quasi net existéiert, well se esou schwéier duerchzezéien ass. Et kënnt och duerfir net vun ongeféier, datt zum Beispill eis belsch an och eis däitsch Nopere scho längst mat där Verméigenssteier opgehalen hunn.

D'Verméigenssteier gëtt bekanntlech, esouwuel um beweeglechen, wéi um immobile Verméigen erhuewen, an dat zu engem Saz vu 5‰ oder 0,5%. Allerdéngs weit se ganz ënnerschiddlech, jee nodeem et sech ëm Valeurs mobilières, wéi Aktien an Obligatiounen, handelt, déi no hirem richtegen, no hirem effektive Wäert besteiert ginn, oder ob et sech ëm Immobilien handelt, déi op engem Eenheetswäert vun Anno Tubak taxéiert ginn. Dat bréngt da mat sech, datt Appartmenter an Haiser mat knapp 1% vun hirem eigentleche Wäert agesat an entspriechend besteiert ginn.

Do stellt sech d'Fro, wat dat Ganzt nach soll, besonnesch wann op där anerer Säit Auslänner duerch déi verstëbste Steier eventuell dovun ofgehale ginn, sech hei am Land néierzeloossen an hei hir Steieren ze bezuelen. Duerfir huet d'Regierung beschloss, d'Verméigenssteier ofzeschafen, allerdéngs nëmme fir d'Privatpersounen. D'Verméigen, wat enger Gesellschaft oder engem Betrib gehéiert, gëtt, wéi bis elo, besteiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aféierung vun enger Quellesteier op de Spuerrevenuen eegent sech ganz gutt, fir mat der Ofschafung vun der Verméigenssteier verknäppt, kombinéiert ze ginn. Wuerfir? Mä ganz einfach, well d'Quellesteier dem Stat zousätzlech Suen abréngen däerf, déi dann den Ausfall kompenséieren, deen op där anerer Säit duerch d'Ewechfale vun der Verméigenssteier entsteet. Dat Ganzt däerf deemno als Opération blanche op d'mannst kontabelméisseg endegen.

Mä zréck zu eiser Quellesteier. Den Taux ass eng Saach, de Spektrum vun de Revenuen, op déi e sech uwent, ass eng aner. Datt d'Regierung sech beim europäesche Modell géif inspiréieren, louch op der Hand. Et wier net ganz gescheit gewiescht en neie Modell ze erfannen, zumools d'Banken elo hir Informatikssystemer op déi europäesch Quellesteier agestallt hunn an net vu vir un ufänke mussen, fir déi Lëtzebuerger Quellesteier ofzewéckelen.

Allerdéngs hunn d'Auteure vum Projet sech net 100%eg un d'europäesch Virlag gehal. Wuel hunn och si d'Assurancëprodukter an d'Dividenden erausgelooss, mä si hunn och all Investmentfongen ausgeklammert, an net nëmmen déi, déi majoritär oder ganz an Aktien investéieren, wéi dat am europäesche Modell de Fall ass. Déi Décisioun bréngt et natierlech elo mat sech, datt de Parallellismus mat dem europäesche Modell net méi esou ganz perfekt ass a virun allem, datt d'Basis vun der Besteierung ee Stéck schrompt.

Et hätt ee sech theoretesch virstelle kënnen, datt d'Fongen, déi jo als Spuerform ëmmer méi beléift ginn, och mat abezu gi wären. Dat hätt allerdéngs bedeit, datt d'Steierbefreiung vun de sou genannte „Fonds de capitalisation", déi bis elo gëllt, ofgeschaf an domat eng zousätzlech Steier iwwert dëse Wee agefouert gi wär. Dat wollt d'Regierung aus verständleche Grënn net, woumat elo déi Hannerdier iwwert déi esou beléifte Fongen oder SICAVe weider op bleift. Allerdéngs däerf een net vergiessen, datt déi Hannerdier net ouni Risquë fir de Spuerer, an esouwuel d'Aklamme wéi och d'Ausklammen aus de Fongen net gratis ass.

Ënnert d'Quellesteier falen also elo just nach déi Revenuen, déi op Spuerkonten à vue oder à terme oder op Obligatiounscouponen ufalen an och déi Zënsen, déi beim Bauspueren ufalen, an déi vun elo u mat 10% besteiert ginn, an net méi, wéi bis elo, mat 20% oder 30%, dat heescht iwwert d'Assiette besteiert goufen. Op deenen erwähntene Revenuen hält d'Bank nom 1. Januar 2006 10% an, déi se dann un d'Steierverwaltung iwwerweist, en bloc an anonym. Dobäi gëtt der Einfachkeet halber keen Ënnerscheed gemaach, ob et sech ëm Privat- oder Betribskonten handelt, wat mat sech bréngt, datt Entreprisen, déi d'Quellesteier agehale kruten, herno op hirer Steiererklärung déi ofgehale Montanten ufëiere mussen, an da kréien se se mat hirer globaler Steierschold verrechent.

Als ee vun de kriddelechste Punkten, wann net dee kriddelechsten, sollt sech deen am Originaltext vum Projet festgehalene Fräibetrag erweisen. Esou wéi vum Premier bei der Virstellung vum Regierungsprogramm versprach, sollt de Klengspuerer net ënnert d'Quellesteier falen. Duerfir gouf dunn en Abattement an d'Gesetz agebaut, deen op den übleche Fräibetrag fir Kapitalrevenuë calquéiert war an, genau wéi deen, op 1.500 Euro festgesat gouf. Dat war gutt gemengt, mä et huet net esou richteg mat deem spezielle Charakter vun där neier Aart vu Besteierung iwwereneegestëmmt, nämlech mat deem befreienden, deem libératoirë Charakter vun dëser Steier, déi op Däitsch net vun ongeféier „Abgeltungssteuer" an op Englesch „final tax" heescht.

Well „libératoire" och „anonym" bedeit, huet sech d'Fro gestallt, wéi een dann elo mat deem Abattement ëmgoe soll, ouni mam Bankgeheimnis uneneen ze geroden. Duerfir gouf och déi éischt Léisung direkt fale gelooss, nämlech déi, déi d'Banken zwénge wollt der Steierverwaltung Clientslëschten zoukommen ze loossen, fir datt déi hätt kënne kontrolléieren, ob keen den Abattement zweemol oder nach méi dacks an Usproch geholl huet.

An engem zweeten Ulaf sollt dann de Banke virgeschriwwe ginn, jiddfer Client e Certificat iwwert déi abehale Quellesteier auszestellen, mat deem de Client da säin Abattement bei der Steierverwaltung hätt kënne geltend maachen. Domat awer war d'Verwaltung an och d'Beruffskammer vum öffentlechen Déngscht net d'accord, well dat, a virun allem de Remboursement vun där Steier – mer kenne jo aner Remboursementsformulen, notamment vun der TVA –, déi ënnert dem Abattementsplaffong, dat heescht ënner 150 Euro, läit, en enormen Opwand bedeit hätt, dee beim aktuelle Personalbestand vun der Steierverwaltung net ze meeschtere gewiescht wär.

D'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet sech doropshi missen agestoen, datt deen Abattement keng Léisung wier, an datt eppes aneschters misst fonnt ginn. No villem Siche gouf sech dorop géeenegt, einfach déi Exemptioun, déi scho fir d'Kannerspuerbicher am Projet virgesi war, esou ze erweideren, datt och d'Klengspuerer dorënner géife falen. De Seuil gouf dunn op 250 Euro festgeluecht, wat bei engem Zënsstand vun 2% engem Kapital vun 12.500 Euro oder enger hallwer Millioun aler Lëtzebuerger Frangen entsprécht.

Am Kloertext heescht dat, datt een, deen am Ablack zum Beispill mat senger besserer Halschent e Compte joint mat enger Millioun ale Frangen huet, dorop null Steieren ofgeknäppt kritt. Wien awer elo der Usiicht ass, eng Millioun, dat wäre Peanuts – där Leit gëtt et – an deen dofir de Klengspuerer zum Beispill bei dräi Milliounen usetze wëllt…

M. Henri Grethen *(DP).*- Schwätzt Dir vu Frangen?

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech schwätze vu Frangen, selbstverständlech. Ech soen ëmmer al Lëtzebuerger Frangen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech war elo liicht erschreckt.

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ben, et sinn och Leit…

Une voix.- Den Här Grethen hat scho gemengt, hie wär och bal e Klengspuerer.

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech wollt elo soen! Also Här Grethen, sidd net erféiert, Dir sidd net an der Kategorie vun de Klengspuerer, esou wéi ech Iech kennen.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Lauter Scholden!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Also, wie mengt, e misst déi bei dräi Milliounen ale Lëtzebuerger Frangen usetzen, dee sollt bedenken, datt esou en „Klengspuerer" op deem Kapital 150 Euro, also 6.000 aler Frange vu senge 60.000 Frang Zënsen ofgehale kritt. Just fir ze weisen, vu wéi enge Montantë mer hei schwätzen.

D'Exemptioun, egal wéi héich se ass, ass gewëss keng ideal Léisung, a sief et nëmmen, well d'Gefor besteet, datt d'Luusspätteren an d'Luussgiedele méi Konten opmaachen, fir méi dacks vun där Exemptioun ze profitéieren. Mä egal wéi ee sech dréit oder kéiert, et ass keng Léisung ze fannen, déi zugläich einfach an net ze opwänneg ass an dobäi och nach jiddfer Abus ausschléisst.

D'Méiglechkeet, méi Konten opzemaachen, besteet, mä et gëtt nëmmen eng Exemptioun pro Persoun a pro Bank. Bleift nach déi, gläich bei enger hallwer Dose Banke Spuerkonten opzemaachen, mat allem wat dat u Fraisë bedeit, an dat nëmme fir laanscht déi 25 Euro Quellesteier ze kommen.

Do gëtt et och nach déi, déi sech net domat ufrënne kënnen, datt op 250 Euro Revenu 0 Euro Quellesteier erhuewe gëtt, bei 260 Euro awer 26 Euro. Dat ass fir si eng Ongerechtegkeet. Mä dat ass bei Seuilen, wéi mer een hei hunn,

oder och bei Palieren, wéi mer se am Steierbarème hunn, net ze évitéieren.

Et kënnt een de Problem gewëss ëmgoen, andeem ee jiddfer Spuerer einfach 25 Euro noléisst, egal wéi vill Zënsen hien akasséiert. Mä dat géif dann erëm eng nei Ongerechtegkeet vis-à-vis dës Kéier vun de Klengspuerer bedeiten, an et géif en plus och nach de Fisc net ganz glécklech maachen.

En anere kriddeleche Punkt am Gesetz ass dat, wat am Artikel 9 ënnert deem e bëssen enigmatesche Begréff „Liquidation du passé" festgehale gëtt. Hei geet et drëm ze verhënneren, datt iwwert de Wee vun der…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst elo zum Schluss kommen.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dat wäerte mer gläich maachen, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, et ass d'Fro, wat een ënner „gläich" versteet.

(Interruptions)

Neen, ech muss oppassen. Dir sidd elo geschwënn dräi Minutten iwwert d'Zäit.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, dat hei ass esou e komplizéiert Gesetz: Wéi soll een dat an esou kuerzer Zäit erklären, fir datt och jiddereen et versteet? Souguer an dësem Haus, mengen ech,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- …ass e gewëssene Bedarf un Informatioun.

Une voix.- Très bien.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Gutt, Här Rapporteur.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Voilà. Also, ech schwätze vun der „Liquidation du passé". Hei geet et drëm fir ze verhënneren, datt iwwert de Wee vun der Quellesteier Informatioune fir d'Steierverwaltung kënnten erausspringen, déi dann zu Nofuerschunge verleede kënnten.

(Coups de cloche de la Présidence)

An deem Kontext ass awer e bësse séier vu Steieramnestie geschwat ginn, grad wéi wann elo schwaarz Suen op ee Coup doduerch wäissgewäsch géifen, datt se ënnert d'Quellesteier falen. Op jidde Fall gëtt mat deem heite Gesetz déi bestehend Steiergesetzgebung net ausser Kraaft gesat, no där de Fisc nach fënnef Joer zréck d'Originë vu Verméigenswäerter kontrolléieren an de Steierzueler eventuell nodréiglech zur Keess biede kann.

Munches, wat bei Ausaarbechtung vun dësem Projet Kappzerbrieches bereet huet, hänkt domat zesummen, datt mir hei eigentlech Neiland betrieden. Mir hu bis elo keng libératoire Quellesteier kannt, déi a gewësser Hisiicht e Broch mat eiser traditioneller Besteierung bedeit. De Statsrot huet zu Recht dorop higewisen, wéi hie gemengt huet, et hätt ee sech méi Zäit solle loossen, fir ze kucken, ob dëse Quellesteier-Modell sech net méi breet géif uwende loossen. Et sollt een déi Iddi opgräifen a sech a Rou Gedanken doriwwer maachen, awéifern déi Quellesteier sech op aner Kapitalerträg zum Beispill ausdehne léisst.

Déi Motioun, déi ech lech elo däerf iwwerreechen, Här President, geet an déi Richtung.

M. le Président.- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière constitue une étape intéressante dans l'évolution de notre fiscalité;

- estimant en particulier que la retenue à la source, déjà largement utilisée dans notre pays pour les salaires, traitements, pensions et rentes, est un procédé d'une grande efficacité administrative permettant de réduire la charge administrative et de libérer ainsi les fonctionnaires des Contributions pour les tâches de contrôle et de poursuite des fraudeurs;

- considérant que cette même retenue à la source permet un traitement équitable de tous les contribuables et élimine ainsi les possibilités de fraude, source d'injustice fiscale et sociale;

- considérant en outre que le caractère libératoire de cette retenue contribue également à simplifier le travail de l'administration et ajoute à la transparence de l'opération fiscale;

- rejoignant le Conseil d'État dans ses considérations selon lesquelles il serait intéressant de „redéfinir dans son ensemble les revenus susceptibles d'être soumis à une retenue à la source libératoire" et de procéder à un „examen approfondi et objectif de l'état des lieux", étant donné „les comportements de non-déclaration d'impôt de capitaux ou de revenus sur capitaux par beaucoup de contribuables dans le passé";

- constatant que l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques constitue le corollaire de l'introduction de la retenue à la source de certains revenus de capitaux;

invite le Gouvernement

- à procéder à un examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus;

- à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006;

- à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source;

- à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen.

(s.) Lucien Thiel, Ben Fayot, Norbert Haupert, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Op alle Fall wär den Exercice, fir sech méi breet Gedanken ze maachen, d'Méi wäert, well d'Ofgeltungssteier versprécht gläich an duebeler Hisiicht Remedur ze schafen: Engersäits doduerch, datt se de Verwaltungsopwand staark reduzéiere kënnt, an anerersäits, well se fir eng Besteierung géif suergen, déi à la fois méi gerecht a méi effikass wier, well se der Steierhannerzéiung keng Chance méi loosse géif.

Här President, et gouf scho gesot, datt déi ganz Operatioun, ëm déi et hei geet, a budgetärer Hisiicht eng Nulloperatioun gi soll, well dat, wat op där enger Säit mat der Verméigenssteier verluer geet, op där anerer iwwert d'Quellesteier erëm erakënnt. Deen Déchet,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dem Rapporteur schonn esou vill Zäit ginn, da loosse mer em och nolauschteren.

(Hilarité)

(Interruption)

Dir vläicht, Här Grethen, anerer awer net.

(Interruption)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

Deen Déchet, mat deem duerch d'Ofschafe vun der Verméigenssteier gerechent gëtt, soll sech op 22 Milliounen Euro belafen. Am Budget fir dat anert Joer stinn dofir ënnert der Rubrik „Verméigenssteier" nëmme méi 100 Milliounen Euro – dat sinn déi Recetten, déi weiderhi vun de Betriber kommen.

Eng zweet Moins-value wäert doduerch entstoen, datt d'Zënsrevenuen net méi bei der Akommessteier ufalen. Do gëtt mat engem Ausfall vu 15 Millioune gerechent. Dat mécht zesumme 37 Milliounen Euro.

Deem stinn op där anerer Säit déi 40 Millioune géigeniwwer, déi de Budgetsminister als Erwaardung un déi nei Quellesteier ageschriwwen huet, esou datt dat Ganzt sech plus ou moins ausgläiche wäert.

Natierlech handelt et sech bei deenen erwaarte 40 Milliounen ëm eng Schätzung, well et ass schwéier am Viraus ze soen, wat vu Quellesteier erakënnt. E puer Millioune wäerten et op jidde Fall sinn, well déi komme jo elo schonn iwwert de Wee vun der Steiererklärung eran. Beim Rescht misst et sech dann ëm d'Quellesteier op deenen Zënsrevenuen handelen, déi bis elo ni erfaasst goufen, well se a kenger Steiererklärung opgedaucht sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn am Ufank gesot, déi relativ grouss Opreegung, déi dëse Projet ausgeléist hätt, wär op seng verschidden Originen an Zilsetzungen zréckzeféieren. Mä et gëtt gewëss nach en zweete Grond fir dat villt Gedeessems ëm dëst Gesetz, e Grond, deen allerdéngs net gären agestane gëtt. Déi sëllechen Opreegung deit nämlech dorop hin, datt et hirer nach ewell méi si kënnten, déi iwwert d'Quellesteier elo an d'Keess gebiede ginn, nodeem se jorelaang derlaanscht komm sinn, well se ëmmer erëm vergiess hunn, hir Spuerrevenuen unzeginn. De Budgetsminister huet bestëmmt näischt dergéint, an Är Chamber wuel och net,…

Une voix.- Neen!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- …an déi vill éierlech Steierzueler am Land scho guer net, wann elo iwwert dëse Wee fir méi Steiergerechtegkeet gesuergt gëtt an de Stat zu deem kënnt, wat him zousteet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, sot nach „très bien"!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat do kënnen den Här Glesener an den Här Spautz einfach esou alles mat ënnerschreiwen…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, soll ech lech nach eng Kéier aschreiwen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mä et huet missen direkt gesot ginn.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Quellesteier an d'Ofschafung vun der Verméigenssteier huet an deene leschten Deeg a Woche fir vill Wellen, net nëmmen an dësem Haus, mä och dobaussen, gesuergt. Vill falsch Informatiounen, Onwourechten a Verdréiunge sinn an d'Welt gesat ginn, an ech wëll haut an hei…

(Coups de cloche de la Présidence)

…vun der Geleeënheet profitéieren, eng Rei vu Punkte kloerzestellen.

De Rapporteur vum Projet, mäi Fraktiounskolleeg Lucien Thiel, huet souwuel a sengem schréftleche wéi mëndleche Rapport eng Feinanalys vun der Situatioun gemaach, an ech géif him och wëllen am Numm vu menger Fraktioun eise Merci ausriichte fir déi Aart a Weis, op déi en eng komplex Matière einfach duergestallt huet a jiddferengem déi Neierungen, déi an dësem Gesetz festgeschriwwe solle ginn, verständlech gemaach huet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ier ech op déi méi kriddelech Punkte vun dësem Projet de loi aginn, erlaabt mer zwou Virbemierkungen.

Éischtens wëll ech nach eng Kéier op den Historique vun dësem Projet agoen, deem seng Origine – an de Rapporteur huet et schonn ënnerstrach – a sech schonn an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vum 20. Mee 2003 läit. An där Deklaratioun hat de Statsminister ugekënnegt, datt d'Spuere vun haut an d'Consommëiere vu muer steierlech méi gënschteg géife gestalt ginn. Hien hat deemools ugekënnegt, datt nom A-Kraaft-Triede vun der europäescher Quellesteier och spéitstens am Joer 2005 eng national Quellesteier sollt agefouert ginn. Am Koalitiounsaccord vun 2004 respektiv an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 ass op d'Noutwendegkeet vun enger nationaler Quellesteier op verschiddene Kapitalerträg higewise ginn.

Firwat nach eng Kéier op dësen Historique zréckverweisen? Mä einfach fir dëse Projet a säi richtege Kontext ze setzen. Ech wëll drun erënneren – an de Rapporteur huet et virdrun och scho gemaach –, datt am Moment eigentlech all Zënserträg am Prinzip mam duerchschnëttleche Steiersaz besteiert ginn, deen zwëschen 10 an 38% läit. Säit dem 1. Juli 2005 hu mer eng europäesch Quellesteier, déi sech elo emol bis 2007 op 15% beleeft, op 20% bis 2010, an duerno op 35%.

D'Situatioun ass also elo déi, datt säit dem 1. Juli vun dësem Joer Netrésidenten op hiren Zënserträg an der Moyenne wesentlech manner Steiere bezuelen, wéi de Steierzueler, dee säi Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg huet. An dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass dann och eng vun den Ursaachen, firwat d'Regierung esou eng national Quellesteier wëllt aféieren. Et geet also drëm, fir ze vermeiden, datt Steierzueler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, fiskalesch manner gutt behandelt ginn, wéi Steierzueler, déi nëmme Bankkonten an eisem Land hunn, awer net hei wunnen. Dës ongläich Behandlung ass vun enger Rei vu Riedner am Kader vun der Diskussioun zum Projet de loi iwwert d'europäesch Zënsbesteierung och hei opgeworf ginn.

Et muss een deemno ëmsou méi verwonneren, datt elo op gewëssene Bänken esou gemaach gëtt, wéi wann ouni eng besonnesch Noutwendegkeet d'lëtzebuergesch Regierung kuerz virun de Feierdeeg emol décidéiert hätt, eng national Quellesteier anzeféieren. Et geet also virun allem emol drëm, duerch dëst Gesetz de Steierzueler zu Lëtzebuerg net méi héich ze besteieren, wéi deejéinegen, dee just seng Konten hei huet, ouni awer an dësem Land ze wunnen.

Zweet Bemierkung, zum Ofschafe vun der Verméigenssteier: De Rapporteur huet a sengem schréftleche Rapport en Historique iwwert d'Aféiere vun der Verméigenssteier fir Privatpersoune gemaach, déi a sech op d'Besatzung vun 1940 duerch Nazi-Däitschland zréckgeet. Dës Verméigenssteier gëtt am Moment mat engem Taux vun 0,5% um besteierbare Verméigen erhuewen.

Ënnert dës besteierbar Verméige fale fir d'éischt dat Verméigen, wat an eng landwirtschaftlech Exploitatioun investéiert gëtt; zweetens, déi onbebauten oder bebauten Immeublen, déi net ënner esou eng landwirtschaftlech Exploitatioun oder eng aner kommerziell, industriell Entreprise fale respektiv an de fräie Beruff; drëttens, d'Kapital, dat an esou eng Entreprise investéiert ginn ass, a véiertens all mobiliär Gidder, déi net duerch eng speziell Dispositioun vun dëser Steier exonéréiert ginn. All dës Elementer falen also an d'Assiette vun der Verméigenssteier.

Vun dëser Verméigenssteier ass also net, wéi dat esou oft duergestallt gëtt, nëmmen de Grousskrondbesëtzer oder de Patron vun enger Entreprise betraff, mä och de klenge Rentner, dee Propriétaire vu sengem Haus ass an deen an de leschte Jore vun engem grousse Wäertzouwuess vun allen Immobilië profitéiert huet. Et ass also falsch, fir ze behaapten, d'Verméigenssteier géif nëmmen déi sou genannt verméigend Leit treffen an net déi manner bemëttelt Bierger.

Wann ech elo méi genau hannerfroe ginn, wat fir eng Länner an Europa iwwerhaapt nach eng Verméigenssteier hunn, esou sinn et der vun deene 15 ale Memberlänner op den Datum vum 1. Mee 2004 nach ganz genau sechs gewiescht. Niewent Lëtzebuerg nach Spuenien, Finnland, Frankräich, Griichenland a Schweden.

Dobäi muss ee wëssen, datt d'Finnen nach am Laf vun dësem Joer hir Verméigenssteier wäerten ofschafen, sou datt um Enn vun dësem Joer nach ganz genau véier Länner iwwerhaapt eng Verméigenssteier wäerten erhiewen.

Et kënnt derbäi, datt Enn Oktober och Frankräich d'Verméigenssteier esou reduzéiert huet, datt och net méi vill dovun iwwreg bliwwen ass.

A souguer a Schweden sollen d'Ierfschaftssteier an d'Schenkungssteier komplett ofgeschaaft ginn an d'Verméigenssteier substanziell reduzéiert ginn.

An Däitschland gëtt par ailleurs d'Verméigenssteier net méi opgehuewen, säit d'Verfassungsgeriicht vu Karlsruhe déi ënnerschiddlech Bewäertung vun deene verschiddene Verméigensaarten als verfassungswiddreg bewäert huet an domat och de facto der Verméigenssteier hir legal Basis entzunn huet.

Firwat ass an all dëse Länner d'Verméigenssteier ofgeschaaft gi respektiv gëtt se net méi ugewennt? Hei gëtt et eng Rei vu Grënn.

Éischtens ass d'Verméigenssteier eng Steier, déi en enorme Käschtepunkt um Niveau vun der Gestioun huet, deen net a Relatioun steet mat hirem Rendement. Zweetens ass et eng Steier, déi d'Flucht vum Kapital encouragéiert, an drëttens ass et och nach eng fiskalesch ongerecht Steier, well se eng Rei Privatpersounen oder Entreprisë steierlech beongënschtegt. Ech hu virdrun d'Beispill vum klenge Rentner ginn. Datselwecht gëllt och fir Entreprisen, déi, ouni datt se iergendwéi géifen en Euro Benefiss maachen, trotzdeem misste Verméigenssteier bezuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech hei elo wollt eng komparativ Analys maachen, esou

ass dat fir ze beweisen, datt et bei der Ofschafung vun dëser Steier iwwerhaapt net drëm geet, fir verméigend Leit steierlech manner ze belaaschten, mä eis einfach dem europäeschem Ëmfeld unzepassen. Ech kann dofir och absolut net déi Kritiken novollzéien, déi d'Ofschafung vun der Verméigenssteier als eng sozial ongerecht Moossnam wëllen duerstellen, déi d'Regierung nach géif a budgetär méi schwieregen Zäiten huelen. Datt dat net wouer ass, beweise jo all déi Beispiller, déi ech lech virdru virgedroen hunn, wou Regierunge vun alle méigleche politesche Faarwen an engem wesentlech méi schwéiere budgetären a finanziellen Ëmfeld dës Steier ofgeschaaft hunn.

Wann dës Mesure als Nieweneffekt huet, eng Rei vun auslännesche Matbierger mat hirem Kapital op Lëtzebuerg ze zéien, ass dat sécherlech am Interessi vun enger proaktiver Nischepolitik vun eiser Finanzplaz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech elo mat verschiddene Kritike befaassen, déi an de leschten Deeg ëmmer erëm géint verschidden Dispositioune vun dësem Projet ugefouert gi sinn.

Eng éischt Kritik, déi am vehementste vu verschiddene Säiten an d'Feld gefouert gëtt, ass déi, datt elo géif d'Regierung deene sou genannte klenge Spuerer op de Pelz réckelen. Ech géif heimat net méi wëllen op d'Ursaachen agoen, firwat den ursprünglech virgesinnenen Abattement vu 1.500 Euro schlussendlech net méi zréckbehale ginn ass: De Rapporteur huet dat in extenso gemaach. Ech wëll just nach emol betounen, datt a sech d'Finanzkommissioun mat der Regierung eens war, wéinst deem enorme personellen Opwand um Niveau vun der Steierverwaltung, op deen Abattement ze verzichten an no anere Weeër ze sichen, fir de Klengspuerer net steierlech ze belaaschten, an ech muss lech soen, datt déi Léisung, déi mer fonnt hunn, eng kloer, einfach an och administrativ net ze vill schwéierfälleg ass.

Eng éischt Feststellung, déi een hei muss maachen, ass, datt mer bis elo an eiser Steiergesetzgebung nach keng Definitioun hunn, wat e klenge Spuerer ass, wou en ufänkt a wou en ophält. D'Gesetz huet elo emol de Mérite, dëse klenge Spuerer ze definéieren, andeem et vun engem steierfräie Betrag vu 25 Euro Zënse schwätzt, wat am Moment mat deem normalen Zënssaz e Kapital vun 12.500 Euro oder 500.000 al Lëtzebuerger Frang ausmécht.

Wann een dovun ausgeet, datt zum Beispill eng Koppel zwee esou Konten huet, brauch se also an Zukunft bis zu engem Betrag vun 2 x 500.000, also enger Millioun al Lëtzebuerger Frang keng Steieren op den Zënsbeträg ze bezuelen. Déijeeneg Koppel, déi zesummen iwwer eng Millioun al Lëtzebuerger Frangen op deenen zwee Konten huet, bezilt dann am Fall, wou deen een da 500.000 an deen anere 750.000 där aler Frang op engem Kont huet, ganz genau 37,50 Euro Steiere pro Joer.

Bis elo war et esou, datt all Steierzueler huet missen dës Zënsen op senger Steierdeklaratioun deklaréieren, déi dann och an d'besteierbar Assiette gefall sinn, an dëse Steierzueler huet dann zwëschen 10 oder 38% Steieren heirobber bezuelt, also an der Moyenne wesentlech méi wéi dat, wat se muer wäerten op dësen Zënse bezuelen. Et ass also net, wéi dat elo versicht gëtt duerzestellen, datt déi Leit mat klenge Spuerkonte méi schlecht an Zukunft wäerte steierlech behandelt ginn, wéi dat bis elo de Fall war, mä just de Géigendeel ass richteg.

Ech wëll d'Fro hei opwerfen, wéi vill Steierzueler, déi zum Beispill méi wéi eng Millioun al Lëtzebuerger Frang op hire Spuerkonten hunn, bis elo keng Steieren op dësen Zënse bezuelt hunn. Et wär emol interessant, hei méi genau Zuelen doriwwer ze kréien. Ass et net vläicht esou – an de Rapporteur huet et virdrun och scho gesot –, datt vill vun dësen Zënsbeträg bis elo laanscht d'Steier geschleist gi sinn?

Fir meng Fraktioun – an duerfir ënnerstëtze mir déi Motioun, déi och virdru vum Rapporteur hei erageréecht ginn ass – ass et allerdéngs wichteg, datt een e Bilan mécht no engem Joer, fir ze kucken, ob dee Fräibetrag vu 25 Euro duergeet an ob een deen net eventuell misst à la hausse nei definéieren. Mir wäerten duerfir och déi Motioun stëmmen.

Ech wëll dann och an deem Kontext ënnersträichen, datt aner Kapitalrevenuë steierlech net méi begënschtegt sinn, wéi d'Spuerkonten, esou wéi een dat och aus enger Rei vu Kritike kann erausliesen. Wat zum Beispill d'Bauspueren ubetrëfft, ass et jo esou gewiescht, datt ganz am Ufank d'Bauspuere sollt ënnert d'Quellesteier falen, duerno ass se awer erëm erausgeholl ginn, an dat op Wonsch vun deene concernéierte Kreesser. Elo ass et awer erëm esou, datt mer décidéiert hunn en fin de compte, datt mer trotzdeem d'Bauspuerkonten ënnert d'Quellegesetz géife fale loossen.

Do gëtt elo zu Onrecht vu verschiddene Säiten argumentéiert, déi Bauspuerkonte géifen elo méi schlecht ewechkommen, wéi normal Spuerkonten. Duerfir sinn dann och eng ganz Rei vu Kritike formuléiert ginn. Ech kann duerfir awer déi Kritik, besonnesch vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, net novollzéien, déi an hirem leschten Avis behaapt hunn, dës Spuerkonte géifen elo vill méi schlecht wéi all aner Kapitalerträg a Spuerkonte behandelt ginn.

Dëst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass ganz einfach faktesch falsch. D'Bauspuerkonte ginn an Zukunft genausou favorabel behandelt, wéi all aner Spuerkonten. Wann allerdéngs d'Fuerderung déi sollt sinn, datt dës Zort vu Spuerkonten iwwerhaapt net steierlech erfaasst sollt ginn, da soll een dat kloer an däitlech zum Ausdrock bréngen. Da kann d'Äntwert, zumindest vu menger Fraktioun, nëmmen déi sinn, datt mer esou eng steierlech Extrabehandlung vu Bauspuerkonten net kënnen akzeptéieren, well dat jo eng riseg Ongerechtegkeet par rapport zu all anere Spuerkonte géif duerstellen.

Wat elo déi steierlech Behandlung vun anere Kapitalerträg ubetrëfft, esou wëll ech ënnersträichen, datt am Géigesaz zu deem, wat och ëmmer erëm esou duerch d'Landschaft colportéiert gëtt, d'Dividenden enger Quellesteier vun 20%, also genau deem duebele Steiersaz, ënnerleien, wéi d'Zënserträg op Spuerkonten. Och d'Plus-valuë vu majoritäre Participatiounen a Gesellschaften ënnerleien enger wesentlech méi héijer Besteierung. Et ass also net esou, datt hei nëmmen Zënserträg géifen enger Steier ënnerleien an all déi aner Kapitalerträg net.

Wat elo d'SICAVen ubetrëfft, esou ass et richteg, datt just d'SICAV capitalisantes, wéi se am Fachjargon genannt ginn, net besteierbar sinn, wann ee se méi wéi sechs Méint a sengem Portefeuille hat. All aner SICAVe falen ënnert déi normal besteierbar Assiette.

Ech wëll duerfir och warne virun all deene Publicitéiten, déi een an deene leschten Deeg an de Medie kann héieren, an déi d'SICAVen alleguerten an datselwecht Steierdëppe geheien, an de Leit dobaussen d'Illusioun vermëttelen, datt se, wa se hiert haart erspuertent Geld heiranner géifen investéieren, vun all Steierlaascht befreit wären. Dëst ass also formell net richteg, well et sech just op déi sou genannte „SICAV capitalisantes" bezitt, an nach nëmmen, wann ee se also mindestens sechs Méint a sengem Portefeuille titres hält. A souguer da muss ee jo awer wëssen, datt am Géigesaz zu den Zënserträg op klassesche Spuerkonten de Wäert an d'Erträg vun esou SICAV capitalisantes vun der Entwécklung op eisen Aktiemäert ofhängeg sinn, esou datt dës Form vu Kapitalerträg net ouni Risiko ass, am Géigesaz zu deene klassesche Spuerkonten.

Här President, e lescht Wuert zu der Liquidatioun vum Passé, esou wéi se am Artikel 9 festgeschriwwen ass. Och hei ass et net esou, datt d'Besëtzer vu sou genanntene schwaarze Konten, elo duerch d'Bezuele vun där 10%eger Quellesteier um steierleche Plang géife komplett wäissgewäsch ginn. Dëst Verbuet, fir Informatiounen iwwer ugefalen Zënserträg weiderzeginn, spillt nëmmen a ganz eleng fir déi Zënserträg, déi ugefall sinn. Dat bedeit, datt d'Steierverwaltung dës Zënserträg net méi ka retroaktiv besteieren. Dëst heescht allerdéngs net, datt de Steierzueler vun enger kompletter Steieramnestie, fir déi net deklaréiert Fonge géif profitéieren, mä d'Steierverwaltung kann zum Beispill den Ursprong vun dëse Fongen hannerfroen, mat alle Konsequenzen, déi sech heirauser fir de Steierzueler kënnen erginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss. Meng Fraktioun wäert dëse Projet stëmmen, well mir dovun iwwerzeegt sinn, datt et e gudde Projet ass:

1. Well en de Steierzueler hei zu Lëtzebuerg net méi schlecht behandelt, wéi deejéinegen, deen net an eisem Land lieft, an nëmmen hei e puer Bankkonten ënnerhält;

2. well e fir déi grouss Majoritéit vun de Steierzueler eng substanziell Erliichterung par rapport zu der aktueller Situatioun duerstellt;

3. well en eng kloer Definitioun vum Klengspuerer gëtt, deen dann och fräigestallt gëtt vun all Steier op den Zënse vu senge Spuerkonten;

4. well en eng antiwirtschaftlech Steier, nämlech d'Verméigenssteier, ofschaaft a sech domadder där iwwergrousser Majoritéit vun aneren europäesche Staten uschléisst;

5. fir all Bierger hei am Land weider d'Bankgeheimnis ofséchert, a

6. – an dat ass fir mech a meng Fraktioun wuel dee wesentlechste Grond –, well en an Zukunft, duerch d'Aféiere vun der Quellesteier, deen éierleche Steierzueler net méi wäert benodeelege par rapport zu deem, dee virgezunn huet seng Spuerkonten der Steierverwaltung an domadder der Steier virzëenthalen.

Eleng aus deem leschte Grond eraus kann ech mer eigentlech net virstellen, datt iergendeng Fraktioun, déi et eescht hélt mat der Steieréierlechkeet, géint dëse Projet wäert stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no laangen Diskussiounen hei an dësem Haus, an der Öffentlechkeet, ganz besonnesch intensiv am Laf vun deene leschten zwee Méint, zënter de Projet hei déposéiert ginn ass, kënnt et dann elo zur Diskussioun an zum Vote vun deem Projet. E bëssen erstaunt kann een awer sinn, wann ee feststellt, datt hei vun der Majoritéit vun der Regierung e Projet am Oktober an d'Chamber kënnt, deen da soll am Dezember gestëmmt ginn, a gläichzäiteg d'Majoritéitsparteien…

(Coups de cloche de la Présidence)

… eng Motioun maachen, wou se schonn d'Zweifelen dorun äusseren, ob dee Projet da wierklech esou gutt ficeléiert ass, wéi ee sech dat kéint oder hätt missen erwaarden. Dat ass sécherlech net üblech an dësem Haus.

Duerfir froen ech mech eigentlech och, firwat deen dote Wee elo gewielt gëtt, fir direkt eng gewëssen Incertitude erëm mat ze séinen. Incertitude, déi mat Sécherheet groussgeschriwwe ginn ass am Laf vun deene leschte Wochen, bei all deem, wat iwwert dëse Projet gezielt a geschriwwe ginn ass. Bei all deene kontroversen Diskussiounen an deene Behaaptungen, déi virun allem och net gestëmmt hunn, déi an der Öffentlechkeet einfach esou emol geäussert gi sinn, dréit dës Motioun mat Sécherheet net derzou bäi, datt d'Vertrauen an dat, wat mer hei gemaach hunn, an d'Vertrauen och an d'Finanzpolitik an an d'Steierpolitik vun der Regierung méi grouss ginn.

Mir wëssen awer, wa mer am Perimeter vun der Finanzplaz eppes un der Besteierung änneren, datt et do ganz besonnesch wichteg ass, datt d'Leit dobaussen, hei am Land an an anere Länner, kënne Vertrauen an dat hunn, wat d'öffentlech Hand op deem Niveau do mécht.

Näischtdestotrotz wësst Der, datt d'Demokratesch Partei zu dësem Projet an zu der Grondiddi steet. An ech wëll och besonnesch dem Rapporteur Merci soe fir seng Explikatiounen, souwuel déi am schréftlechen, wéi och am méndleche Rapport. Hien ass dorop agaangen, datt dat heite jo eng gewësse logesch Suite ass vun der Quellesteier, déi mir fir d'Netrésidenten agefouert hunn, wou mer elo bei engem Taux da vu 15% leien, dee jo awer nach iwwert déi nächst Jore wäert eropgoen.

Wa mer da wëssen, datt mer haut eng duerchschnëttlech Besteierung nach iergendzwousch tëschent 10% an 38% vun de Kapitalerträg vun de Résidenten hunn, da gesi mer ganz, ganz schnell, datt d'Résidenten eigentlech hei déi sinn, déi momentan désavantagéiert sinn, an datt dorauser eleng schonn e gewëssenen Handlungsbedarf besteet, fir och eng Solutioun fir d'Résidenten ze fannen.

Den Objektiv vun der Grondiddi vun dësem Projet, dee mer hei diskutéieren, ass, fir ënner anerem och d'Spueren ze erliichteren an ze favoriséieren. Et ass sécherlech net schlecht, wann d'Leit, dee klenge Spuerer an och dee grousse Spuerer, et méi einfach gemaach kréien, an en Ureiz kréien, fir Geld op d'Säit ze leeë fir méi schlecht Zäiten, fir hir Nokommen; eng vun deenen Iddien, déi vläicht bei der Diskussioun ëm dëse Projet bis ewell ze kuerz komm ass.

En anert Argument, firwat ee mat dësem Projet kann d'accord sinn, ass, datt och de Rapatriement vu Gelder a vu Kapital, déi bis elo am Ausland placéiert waren, op Lëtzebuerg favoriséiert a vläicht méi einfach doduerch gemaach gëtt; datt et gläichzäiteg dann och évitéiert gëtt, datt d'Kapital, dat momentan hei bei eis am Land placéiert ass, sech e Wee an d'Ausland sicht, an datt mer gläichzäiteg dann awer och probéiert hunn, mat dësem Projet d'Bankgeheimnis ze wahren. Mir hunn also e Wee fonnt, eng Quellesteier anzeféieren, ouni datt dee geréngsten Doute um Bankgeheimnis herno kéint bestoen. An da war et jo awer och d'Zil – an och dat, mengen ech, soll een offe soen –, fir vläicht eng nei Nisch fir d'Bankeplaz opzemaachen, fir nei zousätzlech Clientë kënne fir d'Bankeplaz Lëtzebuerg ze gewannen.

Déi Solutioun, déi eben do fonnt ginn ass an déi deenen ënnerschiddlechen Objektiver Rechnung dréit, ass d'Aféierung vun enger Retenue à la source libératoire vun 10% op Kapitalerträg, dat fir déi physesch Persounen, a gläichzäiteg d'Ofschafung vun der Verméigenssteier, dat – wéi gesot – och fir déi physesch Persounen, woubäi besonnesch dat jo e Punkt ass, dee ganz ideologesch diskutéiert gëtt, mä woubäi dat jo awer och e Punkt ass, wou mer – wa mer, mengen ech, wéi et de Rapporteur richteg gemaach huet, d'Analys maachen: Wou besteet nach eng Verméigenssteier an Europa a wou besteet se schonn net méi? – eigentlech déi Diskussioun manner ideologesch kéinte féieren an dat och roueg an engem europäesche Kontext kéinte gesinn, an och an engem konkurrenzielle Kontext mat anere Länner. Wa mer wëllen, datt weiderhi Kapitalien hei zu Lëtzebuerg placéiert bleiwen an datt si sech net lues a lues an aner Länner verflüchtegen, dann ass dat sécherlech de richtege Wee.

Et ass eben elo emol festgehale ginn, fir déi Retenue à la source do op d'Zënserträg ze limitéieren. Ob dat richteg ass oder net, dat soll da jo och nach eng Kéier diskutéiert ginn. Et ass ebe gläichzäiteg och festgehalen, datt dee klenge Spuerer besonnesch avantagéiert gëtt bei dësem Projet de loi, datt eben d'Zënserträg bis 250 Euro net besteiert solle ginn, an datt eben och an engem gewëssene Sënn eng Liquidation du passé an dëse Projet mat agefloss ass, dat eben och fir de Rapatriement e Stéck ze erliichteren, woubäi mer jo wëssen – an den Här Mosar huet et gesot –, datt déi Liquidation du passé och hir Limitë wäert hunn an datt dat kee Fräifahrtsschäin ass fir all déi, déi sech an der Vergaangenheet net esou richteg un dat eent oder dat anert gehalen hunn.

Dëse Projet de loi wäert jo och seng Implikatioun op de Budget hunn. Bei de Budgetsdiskussioune si mer schonn dorobber agaangen. Et stoung jo och schonn am Budget fir 2006, d'Ofschafung vun der Verméigenssteier wäert eng Moinsvalue ausmaache vun 22 Milliounen Euro, woubäi een awer gläichzäiteg do muss soen, datt grad d'Andreiwe vun der Verméigenssteier och extrem opwändeg war, an datt dat jo awer dann och manner Aarbecht, manner Opwand wäert bedeiten an Zukunft, datt do Leit, déi sech bis elo mat deenen Dossiere beschäftegt hunn, eigentlech aneschters kënnen agesat ginn.

Dat wat bis elo jo aus Zënse vu Kapitalerträg versteiert ginn ass, well et dann deklaréiert ginn ass vun deene Leit, déi éierlech waren an hir Zënserträg deklaréiert hunn, dat fält jo dann an dësem Sënn ewech. Dat wäerten eng 15 Milliounen Euro gewiescht sinn, wa mer dat zesummerechnen, eng Moins-value vu 37 Milliounen Euro. Do dergéint huet de Budgetsminister am Budget eis an Aussiicht gestallt, datt déi nei Retenue à la source da fir d'Résidentë 40 Millioune wäert erabréngen, datt dat also ënnert dem Strëch opgeet, woubäi een natierlech muss soen, datt déi Indikatiounen do ganz, ganz vag sinn, well haut eben nach kee weess, wéi d'Leit wäerten an Zukunft reagéieren.

Ob Leit, déi bis ewell hir Suen am Ausland placéiert haten, se zréck op Lëtzebuerg wäerte bréngen; ob Leit, déi elo vläicht hir Suen an en Zënsproduit placéiert haten, en anere Produit wäerte sichen, deen dann elo eben nach net ënnert d'Quellesteier fält; ob effektiv Leit, wéi se virdrun nach genannt gi sinn „high net worth individuals", dann de Wee op Lëtzebuerg fannen, sech hei als Résident umellen an dann hiert Geld och hei placéieren, wat dann erëm zu méi Recettë bei där Retenue à la source wäert féieren, hannerun all deem steet nach e grousst Fragezeichen. Dat wäerte mer dann och an der Realitéit eréischt déi nächst Jore ganz konkret erkennen.

Wa mer also mat der Grondiddi vun dësem Projet de loi d'accord sinn, well d'Iddi éischtens emol gebuer ginn ass am Joer 2003, wou d'DP mat Verantwortung an der Regierung gedroen hat, well et och eng Iddi ass, déi mer an eisem Wahlprogramm 2004 mat vertrueden hunn an och zënterhier ëmmer erëm mat vertrueden hunn, esou muss een awer soen, datt eng Rei vun handwierklech net ganz gudden Approchen hei gewielt gi sinn, fir de Projet da schlussendlech an d'Realitéit ëmzesetzen.

De Projet de loi ass déposéiert ginn am Joer 2005 am Oktober, an elo si mer am Joer 2005 am Dezember, an elo soll en hei gestëmmt ginn. Also innerhalb vun zwee Méint hunn d'Chamber an all déi aner Instanzen, déi sech domadder beschäftegt hunn, misse sech iwwert dee Projet knéien. Eigentlech hätt een dat kënnen éischter ugoen, well schonn de Premierminister am Mee 2003 dës Iddi lancéiert hat hei an dësem Haus, a senger Deklaratioun deemools zur Lag vun der Natioun.

Et freet ee sech eigentlech, fiwat datt d'Regierung net éischter op dee Wee gaangen ass an d'Chamber mat engem Projet de loi befaasst huet. Dann hätt een och nach ëmmer kënnen de Stéchdatum vum 1. Januar 2006 anhalen, wou dee Projet jo soll a Kraaft trieden, a mer hätten eis awer méi Zäit kënnen huele bei der Berodung. Dann hätt ee wahrscheinlech net missen eng Motioun hei areechen, déi gläichzäiteg esou munches, wat elo hei gemaach gëtt, erëm a Fro stellt, eppes wat also d'Leit, déi dobaussen an deem Secteur, am Bankesecteur täteg sinn, Leit, déi och wëllen hiert Geld placéieren, erëm zousätzlech wäert veronsécheren.

Duerfir wäre mir eigentlech och frou ze wëssen, wéi déi Motioun gemengt ass, wat domadder konkret gemengt ass. Wann ech zum Beispill liesen: „à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006", sinn déi Leit, déi déi Motioun ënnerschriwwen hunn, der Meenung, datt zum Beispill och kënnen erëm Verschlechterungen antriede par rapport zu där Situatioun wéi se haut gestëmmt gëtt? Ech mengen, datt een dat awer dann och de Leit dobaussen elo soll soen. Mir fannen et net gutt, wa mer esou munches, wat mer hei maachen, erëm mat engem grousse Fragezeichen auskleeden, well mir brauche Sécherheet fir de Bankesecteur, mir brauche Sécherheet vun de Spuerer hei am Land an och am Ausland.

De Projet ass, well e relativ schnell duerchdiskutéiert ginn ass, dann och mat Sécherheet net richteg erklärt ginn, esou datt dat zu esou munche Mëssverständnisser gefouert huet: Mëssverständnis ëm de Fräibetrag, wou et jo e ganzen Hickhack ginn ass, wou eng Kéier dann e Fräibetrag fir déi ganz kleng Spuerer sollt sinn, dann ass eng Solutioun an der Diskussioun gewiescht fir 1.500 Euro fräizestellen, elo si mer bei 250 Euro, wou ee mat Sécherheet och kann domadder d'accord sinn, a wou meng Fraktioun och an der Finanzkommissioun gesot huet: Deen dote Wee kënne mer matgoen.

Mä alles dat, wat do no bausse gedrongen ass, huet mat Sécherheet net zur Akzeptanz vun dësem Projet bäigedroen, mä eigentlech dozou bäigedroen, datt d'Leit och dat, wat ganz positiv fir deen eenzelne Spuerer, mat Sécherheet och fir dee klenge Spuerer, un dësem Projet ass, net esou gesi gouf.

Well mat dësem Projet soll – an ech hunn et gesot – jo och d'Spueren encouragéiert ginn, a well et jo eigentlech och e Projet ass fir méi Steiergerechtegkeet, wou deen, dee bis elo éierlech war, dann och op e selwechten Niveau herno wäert besteiert ginn, wéi deen, dee bis ewell méi onéierlech war. Et ass eigentlech dat och déi ganz grouss Reform, déi mer hei wäerte fäerdeg brénge mat dësem Projet.

Wa mer nëmmen zwee Méint Zäit haten, fir am Detail doriwwer ze diskutéieren, dann ass och ze verstoen, datt deen een oder deen anere seet: Eigentlech ass den Dialog net esou gefouert ginn, wéi en hätt misse gefouert ginn. Ech denken och do un d'Reaktioune vun zum Beispill de Steierbeamten, déi Reaktiounen, déi zousätzlech eben och nach eng Kéier zu där Verwirrung do bäigedroen hunn.

Wat ech awer och an där ganzer Diskussioun an och am schréftleche Rapport net richteg verstanen hunn, dat ass, datt een elo e bëssen d'Impressioun huet, mir schummen eis eigentlech, eppes fir d'Finanzplaz ze maachen. Wann ech am schréftleche Rapport ee Saz liesen, dann ass dat eigentlech schonn direkt e Widdersproch zu engem anere Saz.

Ech liesen do zum Beispill: „La Commission tient toutefois à souligner que l'objectif primaire du projet de loi n'est pas d'attirer foule d'étrangers fortunés." Virdrun hunn ech dann awer scho gelies: „Le but est d'attirer au Luxembourg les grosses fortunes à la recherche d'un environnement fiscal avantageux." Also eigentlech e Widdersproch. Mir sollen eis schonn eens ginn, wat mer wëllen, an ech mengen net, wann een eng Kéier dat eent behaapt an engem Text an da gläich drop erëm eng Kéier dat anert, datt dat zur Kloerheet bäidréit.

M. le Président.- Här Meisch, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Thiel?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, selbstverständlech.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wollt just dem honorabele Kolleeg soen – hien huet et selwer elo gesot –, datt et eng Kéier do heescht, et ass och e But fir Auslänner op Lëtzebuerg ze zéien, mä op där anerer Säit heescht et, et war net deen éischte But. Hien huet et selwer gesot. Also ech mengen déi Nuance, déi misst een awer berücksichtegen an net direkt e Widdersproch doraus maachen.

M. le Président.- Wéi war Är Fro, Här Thiel?

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ob de Kolleeg domat d'accord ass?

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Net esou ganz, Här President, kann ech domadder d'accord sinn. Also wann een deen Text do liest, da spiert een awer iergendzwousch, datt gezéckt ginn ass fir kloer no baussen ze soen: Jo, mir maachen hei eppes fir d'Bankeplaz. Mir hätte léiwer och gehat, datt awer kloer d'Kand beim Numm genannt gi wär.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et versteet een awer, datt de Rapporteur do ganz besonnesch virsiichteg huet misse sinn, well mer jo awer wëssen, datt grad bei dësem Projet d'Unanimitéit innerhalb vun de Majoritéitsparteien net besonnesch grouss war. Virun allem d'LSAP war virun de Wahle jo géint dës Iddi – net onbedéngt géint de Projet, mä géint dës Iddi – ganz massiv an d'Feld gezunn. Grad meng Partei ass do duergestallt gi wéi wa mer eppes wéilte maachen, wat wierklech dem Land näischt géing bréngen, an elo stelle mer awer fest, datt dann d'LSAP genau datselwecht muss maachen. Duerfir versteet een, datt de Rapporteur dann och emol eng Kéier dat eent a genau de Contraire muss a säi Rapport eraschreiwen.

Net richteg verstanen hunn ech eigentlech och dat Zitat vum Här Fayot, dee gesot hu soll, datt dëse Projet gutt ass fir d'Finanzplaz, awer net gutt ass fir Lëtzebuerg.

Ech denke mer awer, datt d'Finanzplaz esou eng grouss Importenz huet fir eist Land, fir eis Ekonomie, fir eisen Aarbechtsmarché, datt, wann eppes gutt ass fir d'Finanzplaz, et eigentlech dann och gutt ass fir Lëtzebuerg. An dee Widdersproch do, deen een also am Här Thiel sengem Rapport kann erausliesen, dat ass dann och dee Widdersproch, dee selwer an der LSAP schéngt ze herrschen, wou een net richteg gewëllt ass zouzeginn, datt, wa mer eppes Positives fir d'Finanzplaz maachen, dat gläichzäiteg positiv ass fir Lëtzebuerg.

Mir mussen awer zouginn, datt d'Finanzplaz eben emol de wirtschaftleche Motor vun eisem Land ass an datt et eben hei och drëms geet, fir nei Clientë fir déi Finanzplaz kënnen ze iwwerzeegen op Lëtzebuerg ze kommen. Et geet drëms, datt mer dee schonn attraktive Kader, dee mer op der Finanzplaz hunn, nach ëm dat eent an ëm dat anert Element vervollstännegen, dat mat der Ofschafung vun der Verméigenssteier, mat enger Ierfschaftssteier, déi net onninteressant ass am internationale Verglach, a mat enger Retenue à la source vun 10%, déi libératoire ass a woubäi et jo, wann déi Prognose vum Budgetsminister stëmmen, esou ass, datt et de Stat herno net méi wäert kaschten.

Et kann eigentlech herno och nach, wann et da wierklech esou ass, datt da Leit doduerjer hiert Geld hei zu Lëtzebuerg placéieren, dem Stat weider Recettë bréngen. Dat ass dann och dat wat deen een oder deen aneren, och besonnesch vläicht an der LSAP, net verstanen huet, datt een eben och mat méi niddregen Tauxen, mat méi niddrege Steiersätz herno kann insgesamt méi am Statssäckel hunn.

(Interruption)

Wat d'Bankeplaz ubelaangt, do wësse mer jo, datt mer no deem Dall, dee se am Ufank vun dësem Jorzéngt duerchschratt huet, eigentlech erëm besser Perspektiven hunn. Dat wëllt awer net heeschen, datt net nach munches ze maache bleift. Mir hunn nach ëmmer 157 Banken hei zu Lëtzebuerg.

En enormt Steieropkommes kënnt aus de Banken. Aus de Banken direkt sinn et 768 Milliounen Euro, dat ouni dat ganzt Personal, wat do schafft, déi och Steiere bezuelen, dat ouni déi Secteure ronderëm, déi och nëmmen an deem Mooss fonctionnéieren, well d'Bankeplaz eben och gutt rullt. An et sinn 23.000 Aarbechtsplazen, déi direkt vun de Banken ofhänken, och dat erëm eng Kéier ouni déi aner Secteure ronderëm, ouni de Commerce, ouni den Handwierkssecteur, ouni d'Gastronomie, déi jo och grad duerch eis Bankeplaz ugedriwwe ginn.

Dëse Schrëtt, deen also haut gemaach gëtt, ass och e klenge Schrëtt a Richtung vu méi Attraktivitéit fir eis Bankeplaz, mä mir wëssen, datt nach eng Rei vun aneren Hausaufgaben ze maache sinn. Mir wëssen, datt nach ëmmer gefaart gëtt, datt mer awer hei am Land e Schratt ze wäit reglementéieren, iwwerreglementéieren, par rapport zu deem, wat an europäeschen Direktive gefuerdert gëtt. Mir wëssen och, datt mer nach mussen Efforte maachen, méi Efforte musse maachen, fir direkt bei der Aushandlung vun Direktive mat derbäi kënnen ze sinn an Afloss ze huelen.

Mir wëssen och, datt, wat d'Duerstellung vun der Finanzplaz no baussen ubelaangt, nach esou munches muss geschéien, ka geschéien, wou Ustrengunge gemaach gi sinn, déi awer musse weidergoen, fir d'Promotioun vun der Finanzplaz am Ausland virun allem nach méi cibléiert kënnen ze gestalten.

Mir wëssen, datt mer dat eent an dat anert méi schnell och mussen ëmsetzen, fir der Finanzplaz e kompetitiven Avantage ze ginn, an datt ganz villes och nach ze maachen ass am Beräich vun der Formatioun, vun der Weiderbildung an och vun der Fuerschung am Ëmfeld vun eiser Finanzplaz, datt do nach esou munch Hausaufgaben ze erfëlle sinn, fir weiderhin ze garantéieren, datt d'Finanzplaz och dee Motor vun eiser Ekonomie ka bleiwen, dee se war.

Dat heiten ass, wéi gesot, een éischte Schratt an déi dote Richtung, an och duerfir, nieft all deenen aneren Aspekter, déi ech a mäi Virriedner opgezielt hunn, seet d'Demokratesch Partei Jo zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci an als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt am Ufank dem Rapporteur Merci soe fir säin interessante schréftlechen an och mëndleche Rapport. D'Gesetz iwwert d'europäesch Quellesteier huet zu Lëtzebuerg de grousse Publikum kaum interesséiert. Dat war eng Diskussioun vu Spezialiste vun der Finanzplaz. Ëmsou méi interesséiert déi Lëtzebuerger Quellesteier d'Leit alleguer. Et geet nämlech ëm hir eege Spuergroschen. An dach – dat ass hei schonn e puermol gesot ginn – hänken déi zwou Zorte Quellesteieren enk zesummen. Dofir wëll ech awer e bëssen zréckkommen op déi europäesch Quellesteier.

Firwat gouf déi europäesch Quellesteier den 1. Juli 2005 Realitéit, gouf se den 1. Juli 2005 agefouert? Bekanntlech gëtt et an der Europäescher Unioun de fräie Kapitalverkéier. Doduerch kann d'Kapital vu Land zu Land fräi zirkuléieren an doduerch kënnen awer och d'Kapitalerträg der Steier entkommen. Dofir gouf jo och gesot, dass am Fong geholl all Land vun der Europäescher Unioun e Steierparadies fir Netrésidentë wär, also fir Leit, déi net an deem Land liewen.

Duerch déi Steierevasioun, déi mer am Zuch vum fräie Kapitalverkéier an der EU konstatéiert hunn, ass fir all eenzelt Land vun der Europäescher Unioun eppes entstan, wat déi meeschte Länner net méi wollten hinhuelen: Hir Steierbasis ass hinnen zum Deel ewechgebrach, op jidde Fall wat d'Kapitalsteieren ugeet. Si hu Steiere verluer, déi se brauche fir hir Sozialsystemer ze finanzéieren. Datselwecht ass jo elo amgaange mat de Betribssteieren an dem Dumping fiscal. An deem Zesummenhang gëtt jo och probéiert an der Europäescher Unioun, deem Dumping fiscal en Enn ze setzen. Wéi bei der Kapitalbesteierung, bei der Quellesteier wäert dat och do ganz schwéier ginn.

D'Steiergerechtegkeet besteet och net méi, wann et nëmmen d'Aarbecht ass, déi besteiert gëtt, an net d'Kapital. Op laang Dauer mussen dann déi indirekt Steiere gehuewe ginn, déi jiddfereen ouni sozial Considératioun treffen. Dofir gouf et säit dem Enn vun den 80er Joren e staarken Drock an der Europäescher Unioun, fir och d'Kapitalerträg ze erfaassen a steierlech ze belaangen. Dat ass da mat där europäescher Quellesteier, wéi gesot, vum 1. Juli 2005 un, Wierklechkeet ginn, déi jo och dann zu Lëtzebuerg a Kraaft ass.

Nu wësse mer awer, dass déi grouss Schwieregkeet fir Lëtzebuerg bei där europäescher Quellesteier d'Bankgeheimnis war an och nach ëmmer ass. Lëtzebuerg brauch d'Bankgeheimnis fir seng Finanzplaz. Dofir huet Lëtzebuerg mat der Belsch a mat Éisträich eng aner Regelung wéi déi aner 22 Länner vun der Europäescher Unioun. Vun deenen dräi Länner gëtt et keng Informatiounen iwwert d'Bankkonte vun Nonrésidenten, mä nëmmen en Ofzuch vun der Steier un der Quell, dat heescht, bei der Bank selwer. An dat, wéi mer déi europäesch Quellesteier hei diskutéiert hunn, gouf vu kenger Fraktioun an dëser Chamber contestéiert, fir keng Fraktioun heibanne stoung dat Bankgeheimnis zur Dispositioun.

Mat anere Wierder kann ee soen: Lëtzebuerg wëllt de glieserne Steierzueler net. Lëtzebuerg wëllt net, dass eng Steierverwaltung an de Banken oder vun de Banken Informatiounen iwwert d'Bankkonte vun de Contribuables kritt. Dat war richteg fir d'Netrésidenten, an ech mengen, dat ass och richteg fir d'Résidenten.

Här President, dofir ass déi Quellesteier, déi mer haut diskutéieren, an der Kontinuitéit vun där europäescher Quellesteier. Si ass an der Logik vun där Steier, déi dora besteet, fir méiglechst vill Kapitalerträg steierlech ze erfaassen. Firwat ass dat esou? Et muss een dat nämlech genee hannerfroen a kloerstellen, well ebe just do den Ulass zu munche Kritiken a Mëssverständnisser läit.

Fir d'LSAP – wann ech dat emol esou soen –, programmatesch oder ideologesch, ass eng progressiv Akommessteier mat enger breeder Entlaaschtung fir kleng a mëttel Akommessen déi sozial gerechtst Steier. Ënnert déi Akommessteier sollten all d'Revenuë vun de Steierzueler falen. Nu gëtt dee Prinzip duerch dës Quellesteier vun 10%, also vun enger sou genannter „flat rate", a Fro gestallt.

D'Arbeiterkammer huet zum Beispill gesot, dass eng Retenue libératoire vun 10% sozial net gerecht wär, well doduerch de Prinzip vun enger manner héijer Besteierung vum Kapital wéi vun der Aarbecht agefouert géif. Dat kann een esou gesinn. Et kann ee souguer domat d'accord sinn. Et ass awer nëmmen zum Deel richteg!

Am Prinzip si jo all Kapitalerträg bis elo steierflichteg mat deene verschiddenen Ausnahmen, déi mer kennen, an zwar no dem Tarif vun der Akommessteier. De Fräibetrag fir d'Zënsen ass dobäi jo iwwregens relativ héich, sou dass vill Leit och op den Zënse keng Akommessteier brauchen ze bezuelen.

Anerersäits wësse mer awer, dass d'Imposition par voie d'assiette vu Kapitalerträg zwar schéin um Pabeier steet, a Wierklechkeet ebe wéinst dem Bankgeheimnis net nozevollzéien ass. Ech hunn awer néierens gelies, och bei der Arbeiterkammer net, dass d'Bankgeheimnis soll opgehuewe ginn, a mer zu Lëtzebuerg ebe just dee besagte glieserne Steierzueler aféiere wëllen. D'Steierverwaltung huet zu Lëtzebuerg keng Méiglechkeet, fir ze kontrolléieren, wat deen Eenzelnen effektiv huet.

Nu gëtt kritiséiert, Här President, de klenge Spuerer, deen eigentlech net soll touchéiert ginn, géif elo zur Oder gelooss ginn. Et gi jo nëmme Spuerbicher a Spuerkonten an net aner Kapitalerträg touchéiert. Dorop ass natierlech ze äntwerten – dat ass jo scho gemaach gi vum Rapporteur an och vu mengem Virriedner –, dass a leschter Minutt e Fräibetrag vun 250 Euro Zënsen agefouert gouf, wat engem Steierbetrag vu 25 Euro entsprécht. Op deem Zënsbetrag ass also keng Steier ze bezuelen. Dat ass e Kapital vun 12.500 Euro.

Ech weess net, ob dat e klenge Spuerer ass oder net; doriwwer gi jo d'Meenunge wäit ausenaner, wat elo e klenge Spuerer ass oder net. Déi wesentlech Fro awer ass déi, ob e Steierflichtegen, dee Kapital besëtzt – dat ass déi éischt Fro, da kommen déi aner hannendrun –, ob also e Steierflichtegen, dee Kapital besëtzt, op den Erträg dovunner Steiere bezuele soll oder net.

An elo emol ofgesi vun der Héicht vum Kapital, fannen ech et gerecht als Sozialist, dass jiddfereen, deen esou e Revenu huet, och prinzipiell dorop Steiere bezuele soll. Dat ass fir mech als Sozialist eng Fro vun Équité fiscale et sociale, dat heescht, vu steierlecher a sozialer Steiergläichheet. Esou wéi jiddfereen op Loun, Gehalt, Pensioun a Rente bezilt, soll et dach och fir d'Kapitalerträg gëllen. Et kann dach net sinn, dass esou Revenuë vun der Steier ausgeschloss solle ginn.

Mat anere Wierder, et ass gerecht, dass d'Kapitalerträg grad wéi Léin a Renten der Steier ënnerleien. Natierlech gëtt dee Prinzip duerch Fräibeträg oder Abschlagsméiglechkeete manner haart, esou dass besonnesch bei méi klenge Revenuen d'Steier och méi kleng ausfält respektiv ganz ewechfält.

Wat constatéiere mer awer an der Wierklechkeet? Mir si jo hei elo an der realer Welt, net an der ideologescher Welt. Ech muss an deem Zesummenhang op de Rapport vum Jeannot Krecké, deemolegen Deputéierten, iwwert d'Fraude fiscale zu Lëtzebuerg zréckkommen, deen aus dem Joer 1997 staamt an eigentlech ni vun iergendengem contestéiert ginn ass.

Iwwert d'Besteierung vu Kapitalerträg, also vun Zënsen op Spuerbicher, Comptes à terme oder à vue, zitéiert den Här Krecké e Steierexpert, den Här Alain Steichen. Ech zitéieren: „À l'heure actuelle, l'imposition des revenus de l'épargne participe davantage à la nature d'un don des citoyens épris de civisme fiscal, plutôt que d'un impôt prélevé en vertu d'une loi." Mat anere Wierder a méi brutal ausgedréckt: Et gëtt massiv bei der Erklärung vun Zënsen un d'Steieramt gefuddelt.

Et besteet eng wäit verbreet Meenung ënnert de Leit, dass d'Kapitalerträg kee Revenu sinn an also net missten deklaréiert ginn. Déi breet Meenung gëtt et bei klengen a bei grousse Spuerer. A wann déi Meenung och verbreet ass, ass se menger Ansicht no nach laang net richteg – ob se elo vun engem klengen oder engem décke Spuerer kënnt.

Ënnert dem Schutz vum Bankgeheimnis – mir kommen ëmmer erëm dorobber zréck, Här President! – kann ee seng Kapitalerträg uginn oder net. Déi, déi se uginn, maachen et aus Civisme fiscal. Fir déi aner ass et ouni Gefor, well d'Steierverwaltung – seet de Jeannot Krecké a sengem Bericht weider –, ech zitéieren hien: „ne fit jamais usage des pouvoirs d'investigation que lui conférait le paragraphe 175 de l'AO" c'est-à-dire vun där Abgabenordnung vun 1940, déi mer deemools vun de Preisen imposéiert kruten. Déi hu mer nom Krich weidergefouert.

D'Quellesteier, déi mat dësem Gesetz agefouert gëtt, ass also eng Mesure d'équité fiscale et sociale, an deem Sënn, dass déi Leit, déi bis elo keng Kapitalerträg uginn hunn, an Zukunft gradesou Steiere bezuele musse wéi déi, déi dat bis elo brav an éierlech gemaach hunn. Dat seet de Koalitiounsprogramm mat de Wierder, ech zitéieren dee Saz: „dans un souci de rendre notre régime d'imposition de revenus de capitaux plus efficient et socialement plus équilibré".

Ech sinn also der Meenung, dass dëst Gesetz a senge Prinzipië sozial a steierlech gerecht ass. Ob de Fräibetrag vun 250 Euro héich genuch ass, fir de sou genannte klenge Spuerer net ze treffen, kann een diskutéieren.

Et soll een, an dat steet jo an der Motioun, déi mer gemeinsam mat der CSV virgeluecht hunn, no engem Steierjoer evaluéieren, ob dat dann esou e Fräibetrag ass, dee pertinent ass an en dann eventuell adaptéieren. Ech mengen, et soll een dat no engem Steierjoer maachen, fir dann am Joer 2007 déi Adaptatioun virzehuelen.

Et muss een allerdéngs och dobäi soen, dass dee Fräibetrag, dee mer elo agefouert hunn, pro Persoun a pro Bankkonto zielt, dass also an engem Stot all Member vun där Famill dee Fräibetrag zegutt huet, an et muss ee sécher och mat der Kreativitéit vun de Banken zu Lëtzebuerg rechnen, fir d'Quellesteier ze vermeiden. Dat ass jo schonn déck amgaangen.

Mä wichteg ass fir d'éischt emol de Prinzip vun der Steiergerechtegkeet fir jiddfereen, déi mer leider net iwwert de Wee vun der normaler progressiver Akommessteier duerchsetze kënnen. Dofir fanne mer dëst Gesetz en interessanten Astieg an eng nei Entwécklung vun onser Steiergesetzgebung, fir méi Steiergerechtegkeet ze kréien.

Här President, politesch gëtt sech driwwer opgereegt, dass mat dësem Gesetz Spuerkonten a Spuerbicher generell besteiert ginn. D'Opreegung kënnt aus zwou Ursaachen.

Engersäits mussen d'Leit, déi bis elo keng Steieren op hiren Zënse bezuelt hunn, d'Quellesteier bezuelen, dat sinn déi Leit, déi keng Steiererklärung gemaach hunn an dofir och hir Spuererträg net uginn hunn. Och si gi mat der Quellesteier erfaasst, wann hiren Zënsertrag dann iwwer 250 Euro läit.

Anerersäits ass de Fräibetrag – dat ass eng aner Kritik – vu 1.500 Euro net méi wéi bis elo 1.500 Euro bei der Akommessteier, well do eben de Steiersaz vill méi héich ass, a bis 38% gaangen ass. Dëse Fräibetrag vu 1.500 Euro bei der Akommessteier verschwënnt natierlech net fir déi aner Kapitalerträg, souwäit se da besteierbar sinn an déi natierlech och weider mussen opgefouert ginn.

Grouss Opreegung verursaacht dann och de Champ d'application, dat heescht, déi Kapitalerträg, déi heimat viséiert ginn. Nach eng Kéier: Dat si jo bekanntlech Comptes à vue, Comptes à terme a klassesch Spuerbicher. Dat gëtt vu munchen als ze vill enk ugekuckt. Do gëtt gefrot, firwat dass nëmmen déi erfaasst ginn an all déi aner Produiten net. Bon, d'Regierung äntwert jo dorop, dass sech beim Champ d'application vun der Lëtzebuerger Quellesteier un déi europäesch ugelehnt ginn ass.

(Interruptions)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat stëmmt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dee Champ…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et steet och am Rapport vun Ärem Rapporteur dran.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dee Champ d'application sollt méiglechst enk sinn, am Interessi vun der Bankeplaz. Och sollt dat net besteiert ginn, wat bis elo och net besteiert war. Dat heescht, Obligatiounen, déi och vu ville klenge Spuerer kaaft ginn oder Dividenden, bei deene schonn eng Retenue à la source vun 20% virgeholl gouf.

Dëst ass fir vill Leit dobaussen net nozevollzéien, an duerfir si mir mam Statsrot averstanen – den Här Bausch huet mech jo scho gëschter zitéiert hei aus der Kommissioun, dat soen ech och haut nach –, mir si mam Statsrot averstanen, dee freet, dass d'Regierung emol en Inventaire vun alle Kapitalbeträg soll maachen, fir dann och ze kucken, wéi een déi kënnt besteieren iwwert de Wee vun enger Quellesteier.

Da stellt d'Fro sech, an déi ass och berechtegt: Hätt ee solle waarde bis den Inventaire gemaach gi wär, an dann eréischt en allgemengt Gesetz maachen? Dat wär sécher eng besser Method gewiescht. Et hätt och déi Hetz erspuert, déi mer an de leschten Deeg erlieft hunn. Et hätt och vläicht erlaabt dat Gesetz handwierklech besser ze maachen, an et hätt erlaabt d'Kommunikatioun ze verbesseren.

Op där anerer Säit muss ech awer soen, kann een dëst Gesetz als en Astieg an eng fundamental richteg nei Richtung vun onser Steiergesetzgebung gesinn, fir méi Steiergerechtegkeet, also och fir méi sozial Gerechtegkeet. Dat ass d'Saach, Här Bausch, vum Glas, wat hallef voll oder hallef eidel ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat hei ass zimlech eidel.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, ech mengen dat net.

(Interruption)

En anert Thema, wat jo och politesch staark belaascht ass, ass d'Ofschafung vun der Verméigenssteier. Do gesäit och zum Beispill d'Arbeiterkammer, déi jo en zimlech secen Avis gemaach huet, net d'Opportunitéit. Si ass bei der Verméigenssteier relativ douce, muss ech soen, well si seet just: Mir gesinn net d'Opportunitéit, fir déi Steier ofzeschafen. Si seet awer zugläich, dass de reelle Wäert vun der Fortune, besonnesch vun der Fortune immobilière net besteiert gëtt. Ech mengen, dat bréngt et jo op de Punkt.

Zur Verméigenssteier huet iwwregens och de Jeannot Krecké a sengem Rapport errechent, dass d'Basis vun der Verméigensbesteierung vun de physesche Persounen zu Lëtzebuerg extrem enk ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Firwat ass déi Basis, dat heescht, déi Assiette vun der Verméigenssteier esou enk, an also d'Resultat vun der Steier selwer esou kleng? Ech zitéieren do de Jeannot Krecké: „À l'origine de cette assiette générale ridiculement basse, on trouve un problème de fraude fiscale dû à la simple non-déclaration de biens et de valeurs faisant partie du patrimoine du contribuable", an e bësse weider nach en Zitat: „les montants récupérés au titre de revenus de capitaux (…) laissent supposer qu'une quantité importante de capitaux échappent à l'imposition aussi bien au titre du revenu qu'à celui de la fortune".

Elo gëtt et och hei net de Wëllen an d'Akzeptanz, fir an der Privatsphär vun de Steierzueler ze sichen, wat dann elo déi eigentlech Fortune ass. Ech mengen, déi Akzeptanz vum glieserne Steierzueler gëtt et zu Lëtzebuerg net.

Eng aner Ursaach och, firwat déi Base esou enk ass, ass jo d'Manéier wéi d'Fortune immobilière festgeluecht gëtt. D'Aschätzungsmethod vun der Verwaltung huet näischt mat der Realitéit ze dinn. D'Aschätzung vun der Fortune foncière no den Einheitswäerter vun 1941 ass, fir och do de Jeannot Krecké nach eng Kéier erbäizehuelen an ze zitéieren: „désuète, irréaliste, voire contraire au principe de l'équité fiscale". Fin de citation, a Fin des citations de Monsieur Jeannot Krecké.

Här President, iwwregens iwwert déi Geschicht vun den Einheitswäerter, erënneren ech dorun, dass jo 1983 e Projet abruecht gi war, fir déi Einheitswäerter unzepassen. Dee Projet ass 1990 vum Rôle vun der Chamber erofgeholl ginn. An Däitschland iwwregens huet d'Bundesverfassungsgeriicht 1995 d'Aschätzung vun den Einheitswäerter an Däitschland als verfassungswidrig erkläert.

Ech fannen et also akzeptabel, dass d'Verméigenssteier op de physesche Persounen ofgeschaaft gëtt, well och hei erëm déi Brav an Eierlech getraff ginn, an déi aner net. Och gëtt nëmmen en Deel vun der Fortune mobilière getraff, also an der Haaptsaach Kapitalerträg. D'Fortune immobilière gëtt nëmme ganz geréng besteiert. Wann also d'Quellesteier op der Fortune mobilière agefouert gëtt, an domat jiddfereen erfaasst ka ginn, kënne mer d'Verméigenssteier ofschafen. Domat spuere mer der Steierverwaltung Aarbecht an erlaben de Beamten, déi déi Steier agedriwwen hunn, aner Aarbechten ze maachen. Ech mengen, dass en plus de Stat iwwer e méi effikasse Wee déi Suen erëmkritt, op déi en an der Verméigenssteier verzicht.

Här President, et ass och vill iwwert déi sou genannt Amnestie geschwat ginn, fir déi, déi hir Suen am Ausland hunn, a se elo ouni Problem rapatriéiere kënnen, an och fir déi, déi se bis elo net deklaréiert haten. Déi Quellesteier ass nämlech extrem gënschteg par rapport zur europäescher Quellesteier. Den Taux bleift ëmmer bei 10%, also nettement ënnert dem europäeschen Taux.

Lëtzebuerger, déi hir Suen an der Schwäiz oder an anere Länner vun der EU hunn, ausser Belgien an Éisträich, falen also schonn elo ënnert d'Informatiounsflicht. Dat heescht, dass hir Bank am Ausland d'Lëtzebuerger Steierverwaltung doriwwer informéiere muss. Si hunn also Interessi drun, déi Suen erëmzebréngen. Dat ëmsou méi, wéi den Taux vun 10% niddreg ass. Ech mengen, d'Land hätt och Interessi drun, dass Kapital rapatriéiert gëtt.

Här President, méi allgemeng erwaart d'Finanzplaz sech vun dësem Gesetz en neie Créneau fir de „private banking". Dat ass jo hei och breet duergeluecht ginn. Iwwerleeunge vun der Finanzplaz aus dem Joer 2003, wéi och vum Rapporteur vum Budget vun 2005, dem Här Laurent Mosar, haten d'Hoffnung ausgedréckt, dass een enges Dags grouss Fortunen op Lëtzebuerg kënnt unzéien, esou wéi d'Belsch, d'Schwäiz a Monaco dat gemaach hunn a maachen.

Ech hat deemools, Här Meisch – ech wëll dat nach eng Kéier rappeléieren –, hei an der Debatt vum Budget 2005, net an der Oppositioun, mä an der Majoritéit, also als Majoritéitsdeputéierten, dogéint reagéiert, well ech der Meenung war, an och nach sinn, dass mer mat dësem Gesetz an der Haaptsaach eng Moderniséierung an eng Verbesserung vun onser Steiergesetzgebung fir Résidenten ustriewen: fir méi Steiergerechtegkeet géint d'Fraude, fir d'Steierverwaltung ze entlaaschten an eventuell Lëtzebuerger Kapital, wat am Ausland ass, erëm op Lëtzebuerg ze kréien.

An deem Zesummenhang war jo och deemools gemengt ginn, fir räich Netrésidenten och op Lëtzebuerg ze kréien, misst ee Critères de fortune bei der Erdeelung vun Openthaltsgenehmegungen aféieren. Ech wëll hei soen, dass dat fir ons net akzeptabel ass. Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot an ech fannen et och nach ëmmer inakzeptabel. Ech wëll kee Lëtzebuerger Monaco.

Här President, et ass jo och fir den Ableck net virauszegesinn, wat d'Lëtzebuerger Finanzplaz mat dësem Gesetz genee mécht, mä d'Haaptzilsetzunge leie fir ons um Plang vun der Evolutioun vun onsem Steierrecht fir Résidenten.

Dann, schlussendlech, sinn och nach eng Partie Kritike während der Gestatioun vun dem Projet virbruecht ginn. Eng dovunner betrëfft natierlech deen Hin an Hier mat dem Fräibetrag. Eng aner huet och déi administrativ Mëttele betraff, déi een hätt misse virgesinn, fir de Steierzueler déi maximal 150 Euro erëmzeginn. A schliesslech ass och natierlech de finanziellen Impakt vun dësem Gesetz schwéier virauszegesinn. D'Regierung schätzt, dass 15 Milliounen Euro pro Joer opgrond vum Ewechfale vun de Steiereinnahmen op Kapitalerträg an der Akommessteier, an 22 Milliounen duerch d'Ofschafung vun der Verméigenssteier, feelen. Also insgesamt 37 Milliounen, déi duerch 40 Milliounen Quellesteier ersat solle ginn.

Dat ass natierlech e bëssen e Pari sur l'avenir – sinn ech d'accord –, well kee genee weess, wéi vill Kapital dann op deene Konte steet, déi heivunner betraff sinn, oder wéi vill Kapital dann elo op aner Produiten iwwerschwenkt, déi net vun der Quellesteier fir den Ableck betraff sinn. Oder och wéi eng Effortë gemaach ginn, fir déi Quellesteier ze minimiséieren oder ganz ze ëmgoen.

Mä ofgesinn dovunner, gëtt et natierlech méi déif gräifend Froen, déi ënner anerem och de Conseil d'État gestallt huet.

(Interruption)

Hie mengt mat Recht, dass et ubruecht wär en Inventaire vun all den Zorte Kapitalerträg opzestellen, déi der Quellesteier ënnerleie géifen. Duerfir solle mer no dësem éischten Usaz an dësem Gesetz weiderdenken. An duerfir hu mer jo och déi Motioun virgeschloen, déi de Rapporteur virbruecht huet, duerch déi d'Regierung opgefuerdert gëtt, emol en Inventaire vun allen Zorte Kapitalerpträg ze maachen, an ze kucken, ob een de System vun der Quellesteier net weider ausdehne kann. Well et ass jo ebe gewosst, dass wuel all Kapitalertrag op der Akommessteier muss deklaréiert, ugefouert ginn, mä wéi dat geschitt am Eenzelnen ass jo héchst fragenswäert.

E weidere Punkt ass och fir ze gesinn, wat dann elo d'Auswierkunge vun deem Gesetz am éischten Exercice fiscal 2006 sinn. Mir mengen, dass no deem Exercice fiscal déi Auswierkunge solle kloer analyséiert ginn. Besonnesch soll dobäi och ënnersicht gi wéi den Abattement vun 250 Euro sech dann auswierkt, ob en héich genuch ass, fir déi kleng Spuerer vun der Quellesteier ze befreien. An ech mengen, déi Evaluatioun kann et dann eventuell schonn am Joer 2007 erlaben – also no där Evaluatioun – Amendementer zu deem Gesetz virzebréngen, wann dat sech da soll als néideg erweisen.

Här President, et ass hei diskutéiert ginn, dass elo d'Majoritéit géif eng Motioun abréngen. Ech fannen, dat ass e gutt parlamentarescht Recht, dat ass kee Mësstrauensantrag vis-à-vis vun der Regierung, dat ass den Ausdrock vun enger parlamentarescher Reflexioun vun där Aarbecht, déi och an der Finanzkommissioun an natierlech och an de Fraktioune gemaach ginn ass. An dofir mengen ech, ass dat nëmmen eng natierlech Manéier vu Parlamentarier, fir mat esou eppes ëmzegoen.

Dat gesot, Här President, wëll ech soen, dass meng Fraktioun dëst Gesetz wäert stëmmen, well mer och mat dëser Motioun eng Partie Apaisementer kréie fir weider un dëser schwiereger Matière ze schaffen, fir eben déi Steiergerechtegkeet zu Lëtzebuerg ze kréien, déi mer brauchen, Gläichheet vun allen an och e sozial gerecht Steierrecht.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass aleedend ze soen, datt et interessant ass, wéi vill elo de Moien hei vu Steiergerechtegkeet op eemol geschwat gëtt, vun engem méi gerechte Verhältnis vun der Besteierung tëschent Aarbecht a Kapital a vun neien Iwwerleeungen, déi ee muss maachen an deenen nächste Joren, fir do e bessert Verhältnis ze kréien.

Ech stellen op alle Fall fest – an dat ass dann awer scho mindestens

emol eppes Positives –, datt, no deenen Diskussioune ronderëm de Budget an och ronderëm dëse Projet, hei an dëser Chamber ee Konsens ze si schéngt – zumindest bei groussen Deeler – an datt et e Mëssverhältnis gëtt bei der Besteierung tëschent Aarbecht a Kapital. An ech ka jo dann dovunner ausgoen, datt mer, wann déi Feststellung hei esou breet gedeelt gëtt, do nach spannend Diskussiounen an deenen nächste Jore wäerte kréien.

Här President, ech mengen, dass et wichteg ass ze rappeléieren, datt et dat Mëssverhältnis do gëtt, well mir als gréng Fraktioun si scho laang der Meenung, datt et do eent gëtt. Ech hunn och beim Budget gesot: Mir musse sécher iwwert d'Dépensë vum Stat schwätzen, mä mir mussen och iwwert d'Recettë vum Stat schwätzen an iwwert d'Problemer, déi mer bei de Recetten hunn.

Ech hu virun enger Woch hei gesot, datt mer eigentlech an enger Phas vun Héichkonjunktur wären – 4 bis 5% Wuesstum vum PIB – an awer feststellen, datt d'Recettë ganz wéineg eropgi bei verschiddenen a mer a verschiddene wesentleche Recettë-Beräicher stagnéieren. A wa mer donc hei en Discours féieren, datt d'Lëtzebuerger Vollek de Rimm misst méi enk schnallen a mer misste méi lues trëppelen op verschidden Niveauen, et dann natierlech relativ schlecht ausgesäit wa mer op de Wee ginn, fir e Projet eranzeginn, wéi deen heiten, wou dann elo um Enn vun der Diskussioun – dat war am Ufank net de Fall – op eemol d'Steiergerechtegkeet an de Vierdergrond gestallt gëtt an awer um Ursprong heivunner éischter ganz aner Iwwerleeungen am Vierdergrond stoungen.

An ech muss och soen, wann een dee Projet hei wëllt verkafen als ee gerechten oder een Astieg – loosse mer soen – a méi Steiergerechtegkeet bei der Besteierung tëschent Aarbecht a Kapital, oder fir dann iwwerhaapt alles dat emol méi ze erfaassen, wat virdrun net erfaasst ginn ass, dann ass et awer e bësselchen erstaunlech, wann een esou ufänkt wéi dës Regierung mat deem Projet do de Problem ufänkt, datt si nämlech ufänkt net sech elo emol Suergen ze maache fir déi Beräicher oder fir déi Kategorië vu Leit, wou wierklech dat grousst Geld verdéngt gëtt, mä éischter sech ufänkt Gedanken ze maache bei Kleng- oder Mëttelspuerer a bei de klassesche Spueranlagen.

Dat heescht, eigentlech ënnen ufänkt den Hiewel unzesetzen, amplaz, wéi ech oder meng Fraktioun awer mengen, et méi Sënn géing maachen, datt ee géing wierklech uewen ufänken, nämlech bei deenen ufänken, déi wierklech massiv Fraude gemaach hunn oder sech laanscht d'Steiere gedréckt hu mat héije Revenuen.

A wann ech do nëmme kucken, wat an dësem Projet steet, wéi d'Base imposable ass, datt mer – an do wëll ech lech soen Här Fayot – emol net de Courage haten dat unzewenden, wat an der europäescher Direktiv bei der Richtlinn fir d'Zënsbesteierung fir Non-résidenten drasteet – iwwregens huet de Rapporteur et och a sengem Rapport erwähnt –, wou zumindest en Deel vu SICAVen zum Beispill erfaasst ginn a mat erageholl gi sinn, da kann een awer elo net hei kommen an dat heite verkafen, wéi wann dat heite Gesetz eigentlech als Haaptsënn an -zweck hätt, fir méi an d'Richtung ze goe vu Steiergerechtegkeet.

Wann ee kuckt, wat d'Base imposable réelle heivunner ass a wat fir eng Leit herno hei wäerten drënner falen, da kann ee locker soen, datt de Gros vun de Leit mat wierklech héije Fortunen a Revenuë sécherlech net wäerten drënner falen. Da soll een och elo net hei ziele kommen, dat dote wär en Astieg, wéi gesot, a méi Steiergerechtegkeet.

Guer net dovun ze schwätzen, datt mer dobäi nach eng Rei Mechanismen en plus hunn, déi souguer maachen – souguer wa mer eenzel Produkten hei mat abezunn hätten –, datt eigentlech do, wou dat grousst Geld verdéngt gëtt, déi awer net géingen drënner falen.

Zum Beispill déi Regel, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wann een Aktie keeft oder sech a Fonge Partë keeft an et hält ee se méi wéi sechs Méint, datt dann um Produit dovunner, deen een eventuell huet, wann ee se erëm verkeeft no sechs Méint, guer keng Steieren erhuewe ginn. De Rapporteur beschreift dat hei e bësselche salopp mat, dat wär am Fong d'Belounung, déi ee krit, wéinst dem Risiko bei der Spekulatioun, deen ee géing droe bei där dote Regelung.

Et muss ee sech awer bewosst si wat sechs Méint fir e kuerzen Délai ass. An et muss ee sech och bewosst si wat fir eng Ekonomie, datt ee fördert, wann ee vu vireran drop aus ass, datt Gelder, déi placéiert ginn, esou kuerzfristeg erëm kënnen ofgezu ginn. Ass een dann dorobber aus ass fir d'reell Ekonomie ze ënnerstëtzen oder ass ee wierklech nëmmen dorobber aus, fir datt eenzel Leit mat héijem Verméige relativ séier iwwer Spekulatioun zum grousse Geld kommen?

Dat heescht, wann ech d'Base imposable kucken, da stellen ech fest, wéi gesot, datt de Gros vun deene Leit, déi eigentlech missten erfaasst ginn iwwert déi 10% Quellesteier hei, net wäerten erfaasst ginn an dass donc och dofir een immense Widdersproch ass, net nëmmen an der Argumentatioun, mä och am Projet selwer an och an den Explikatiounen, déi am Rapport vum Projet drastinn.

Dobäi musse mer jo wëssen, datt mer souwisou scho fir Leit mat héije Revenuë bei der Steierreform 2001 en zolitten Hoff gemaach haten, wéi mer de Spëtzesteiersaz op ee Coup vu 46 op 38% reduzéiert hunn. Also wa mer elo doriwwer schwätzen – an et ass jo hei vill doriwwer diskutéiert ginn iwwert d'Impositioun, iwwert d'Assiette –, da wësse mer jo, datt mer do 2001 schonn 8% op ee Coup de Spëtzesteiersaz gesenkt hunn, dat heescht en „Effort" gemaach hunn hei als Stat, fir Leit mat héije Revenuen ze belounen, dee wierklech enorm war an a kengem Verhältnis stoung – dat hunn ech schonn deemools gesot – zu deem, wat zum Beispill Leit mat klengen oder souguer mëttlere Revenuen haten.

Da kommen ech zu deem Punkt wa gesot gëtt – et gëtt zwar elo hei méi zweetrangeg an de Vierdergrond gestallt oder méi verstoppt gesot, an ech behaapten awer, datt, an dat kann een och souguer noliesen, wéi déi Iddi hei lancéiert ginn ass éischter dat den Haaptpunkt war, deen am Vierdergrond stoung –, mir maachen dat heiten e bëssselche fir d'Finanzplaz, fir de Geschäftsberäich, de „private banking" erëm e bëssen opzepäppelen. Mir kucken hei eng nei Nisch ze schafe fir d'Finanzplaz a mir erwaarden eis einfach doduerjer, datt mer elo räich Leit aus dem Ausland kréien, déi zu Lëtzebuerg Résident ginn, an datt dat géing dozou féieren, datt dann natierlech d'Geschäftslag insgesamt vun de Banke géing besser ginn, wat dann natierlech eng indirekt Implikatioun hätt op d'Finanzplaz, op d'Aarbechtsplazen an esou weider am Finanzsecteur.

Éischtens muss ee soen, datt ee gréissten Zweiwele kann dorunner hunn, well et muss een emol gesinn, op alle Fall mir hunn eis gréissten Zweiwelen dorunner, datt et wäert esou sinn, datt elo op eemol groussfortunéiert Leit aus dem Ausland einfach esou hire Wunnsëtz wäerte changéieren, fir op Lëtzebuerg ze kommen, d'autant plus, wou se jo am Moment Nische genuch hunn, wou se sech kënnen nidderloossen, wou se dat do kënne maachen, och innerhalb vun der Europäescher Unioun. Et wär eigentlech méi intelligent driwwer ze diskutéieren, wéi mer e Schratt weiderkommen, fir do nach déi Nischen ofzebauen.

Ech mengen awer doriwwer eraus, datt mer éischter riskéieren duerch deen Akt hei – wann dat dann awer eng Kéier no bausse Gespréich gëtt, duerch vläicht deen een oder anere Fall, dee mer da wäerten heihinner kréien – erëm eng Kéier d'Scheinwerfer onnëtzerweis op d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze focalisëieren, nodeem mer jo elo endlech e bësse Rou haten, no deem Kompromëss, dee mer bei der Zënsbesteierung fonnt hunn, fir Non-résidenten op europäeschem Niveau, an datt doduerch souguer éischter Risike fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze erwaarde sinn.

Op alle Fall, datt déi Risiken, déi ee sech do kann erwaarden, eiser Meenung no, a kengem Verhältnis stinn zu de Geschäfter, déi eventuell duerch déi doten Nisch kënnen ze maache sinn. Mir hu gréisst Zweiwelen, datt dat wäert fonctionnéieren. Wéi gesot, mir sinn éischter der Meenung, datt erëm éischter d'Scheinwerfer onnëtzerweis nei op d'Finanzplaz Lëtzebuerg geriicht gi vum Ausland hier.

Da muss ee soen, wann een d'Ausgestaltung vun deem Projet kuckt, datt och do enorm handwierklech Feeler gemaach gi sinn, wann een déi ganz Diskussioun ronderëm de fräie Betrag kuckt. Et ass jo dann elo laut leschte Prezisiounen, déi ech kritt hunn an der Finanzkommissioun, Gott sei Dank e fräie Betrag an net eng fräi Grenz, déi mer festgeschriwwen hunn. Well wann et eng fräi Grenz gewiescht wär, wär et iwwerhaapt net unzewenne gewiescht fir d'Banken. Et ass emol wichteg, datt mer déi Prezisiounen elo emol endlech hunn, och fir de Finanzsecteur, datt deen déi huet.

Mä et muss ee jo awer soen, datt dat Ganzt verbonnen ass mat net onwesentleche Verwaltungsfraisë fir d'Banke selwer, fir dat doten ze suivéieren, datt et awer relativ komplizéiert ass oder wäert si fir d'Banken. An da muss ee soen, wat awer nach vill méi grave ass, dat ass duerch dee ganzen Duercherneen, duerch déi Diskussioun, déi mer do haten, datt mer d'Klengspuerer wierklech esou veronséchert hunn, datt dat nach kann zu relativ komplizéierte Situatioune féieren. Firwat?

Majo, mir mierke jo de Moment, datt ganz vill Leit total veronséchert sinn an elo wahrscheinlech bei d'Banken oder bei d'Finanzberoder wäerte rennen, fir ze kucken, wéi se hiert Geld kënnen aneschters placéieren, vu datt se de finanztechneschen Know-how net hunn an och nach ëmmer net kruten no deenen Erklärungen, déi elo hei gemaach gi sinn an deene leschte Woche vun der politescher Säit hier.

Esou datt de Risiko grouss ass, datt d'Leit elo onnëtzerweis hir Gelder ëmschichte ginn an aner Produkter, nëmme well se mengen, do géinge se da keen Cent Steiere bezuelen, a se sech dann eigentlech net bewosst sinn, datt, wa se hiert Geld ëmschichte ginn, dat éischtens à la limite mat Fraisë verbonnen ass, respektiv datt déi Gelder, déi se da placéiere ginn, Gelder sinn, wa se se dann zum Beispill a Fonge ginn, iwwert déi se net méi esou einfach verfüge kënnen an datt dat mat Risike verbonnen ass.

Et kann ee sech d'Fro stellen, ob am Bankesecteur zu Lëtzebuerg dann elo d'Berodung esou gutt wäert sinn an deenen nächste Joren, haaptsächlech fir Klengspuerer, wann ee jo weess, wat d'Banken heirunner schlussendlech verdéngen. Ob mer net souguer Leit a Situatioune gedriwwen hunn, datt se hiert Geld onnëtzerweis ëmschichte ginn, an domadder herno wäerten eng Kéier mat bloen Aen do stoen, wa se da mierken, datt se hiert Geld a Produitë gesat hunn, an dat net esou einfach méi fräi ze kréien ass. Oder respektiv, wa se et da wëlle fräi kréien, dat mat Verloschter oder mat grousse Fraisë verbonnen ass.

Dat heescht, mir hunn hei eigentlech onnëtzerweis duerch déi schlecht handwierklech Aarbecht, déi geleescht ginn ass, well dat Gesetz bâcléiert ginn ass, och nach eng immens Veronsécherung an dee ganze Beräich vun de Klengspuerer bruecht, mat alle Konsequenzen, déi dat wahrscheinlech och wäert hu fir d'Aarbecht, déi d'Banke méi hunn an dëse Wochen. Ech si bal iwwerzeegt, datt d'Télefonen do waarm gelaf sinn an deene leschte Wochen, an och nach an deenen nächste Woche waarm lafe wäerten, wéinst all méigleche Klengspuerer, déi wësse wëllen, wat se dann elo solle mat hirem Geld maachen; wat dann natierlech och erëm mat engem Käschtepunkt verbonnen ass.

Et muss ee jo och soen, dass wann een déi Motioun genee liest, déi d'Majoritéit elo hei eraginn huet – ech schwätzen elo emol net vun deenen Tireten uewen, op déi ech nach ze schwätze kommen, wou se déi Feststellung do maachen, mä haaptsächlech, wat elo vun der Regierung verlaangt gëtt an der Motioun –, da stellt ee fest, datt dat sech quasiment liest wéi e Bilan vun engem Constat, dee vun der Majoritéit selwer gemaach gëtt, datt dat Gesetz hei eigentlech immens schlecht ass, an datt ee besser hätt, et géing een et einfach zréckzéien.

Wann ech hei déi dräi Tirete liesen, datt éischtens scho soll 2006 eng Evaluatioun gemaach ginn iwwert d'Envergure, wat de Projet hei bruecht huet. Mir wësse jo, wa mer am Finanzsecteur eppes maachen, dat ass e ganz sensibele Secteur. Da ginn ech emol dovunner aus, datt eng Regierung eigentlech am Virfeld misst genau evaluéiert hunn, wat d'Konsequenze si vun engem Projet, dee se an Optrag gëtt. Datt et dann eigentlech relativ cocasse ass, wa mer hei eng Motioun virgeluecht kréien, wou steet, datt schonn Enn 2006 soll e Bilan driwwer gezu ginn. An dann: „à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen".

Dat heescht, et kann ee jo awer hei dovun ausgoen, wann een dat liest, datt d'Majoritéit selwer der Meenung ass, datt se mat grousser Wahrscheinlechkeet Enn nächst Joer dee Projet hei wäert missen amendéieren. Esou datt eigentlech och op deem Gebitt eng ganz schlecht Aarbecht geleescht ginn ass.

Ech hunn och éischter d'Impressioun, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, datt déi Motioun hei erakomm ass, fir ze berouegen. Ech wëll elo net behaapten, well ech meng gëschter hei eraginn hunn; esou vermesse wär ech jo net, fir dat ze behaapten.

(Hilarité)

Mä ech mengen awer éischter, datt se domat ze dinn huet, datt den Här Fayot a seng Fraktioun gefaart hunn. Ech géing emol zréckkucke goen an d'Debatten hei vum Parlament ronderëm de Budget vum leschte Joer, wou ech jo och eng Motioun gemaach hat, Här Fayot, a wou deemools an där Motioun hei e bësselchen awer schonn ähnlech Saachen drastoungen, wéi déi, déi Dir elo an Är Motioun geschriwwen hutt, mä déi awer natierlech méi wäit gaange sinn. Deemools hutt Dir hei am Parlament gesot, Dir hätt eigentlech guer kee Problem, fir déi Motioun hei mat ze droen, esou wéi mir se deemools erabruecht haten.

A wéi ech dunn insistéiert hunn, wa kee Problem géing bestoen, fir déi Motioun mat ze droen, do hutt Dir gesot, neen, dat géing jo kee Sënn maachen, datt mer iwwer eng Evidenz hei géingen ofstëmmen, datt mer iwwer eppes géingen ofstëmmen, wat d'Majoritéit souwisou net wéilt maachen. Do hutt Dir se einfach ofgesäbelt, mä wann ech awer kucken, wat Dir deemools alles hei gezielt hutt. Ech hätt mech elo hei kënnen ameséieren, lech hei eng hallef Stonn Zitater virzebrénge vun deene Wuertwiessel, déi deemools hei gelaf sinn. Dat ass ee Joer hier. Do wäert Der relativ schlecht op Ärem Stull hei dru gewiescht, wann ech lech dat alles zerwéiert hätt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bausch, Dir musst lech un d'Chamber adresséieren.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech adresséiere mech hei un d'Chamber, well eigentlech huelen ech jo nëmme Saachen erëm, déi an der Chamber virun engem Joer hei…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch, datselwecht wäert lech och an der Stad Lëtzebuerg e puermol geschéien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ma, Här Fayot, firwat dann net?

(Interruptions)

Här Fayot, firwat dann net?

M. Henri Grethen *(DP).*- Den Här Fayot ass „en aveu".

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Firwat dann net? Ech hu kee Problem domadder, wann ee mer meng Feeler, wann ech der da soll gemaach hunn, virleet. Wann ech der da soll gemaach hunn, selbstverständlech!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Hal op elo!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wéi dann?

Här President, éischtens emol si mer jo hei net am stater Gemengerot. Mir si jo hei an der Chamber. Mir schwätze jo awer hei iwwer e Gesetz, wat e bësse méi eng grouss Envergure huet, wat iwwert d'Grenze vun der Stad Lëtzebuerg eraus eng Envergure huet.

Zweetens, Här Fayot, Dir kënnt hei elo säuselen esou vill, wéi Dir wëllt, an Är Fraktioun och. Mir fält keen Zack aus der Kroun eraus, wann ech effektiv e Feeler gemaach hunn an ech kréien dee bewise virgeluecht. Da fält mir keen Zack do aus der Kroun. Ech mengen iwwregens, kengem Politiker fält do en Zack aus der Kroun. An ech gesi guer net an, firwat dat esou dramatesch soll sinn. Duerfir reegt lech och net esou vill op driwwer, datt ech lech…

(Interruption)

Dir hutt direkt ofgelenkt. Dir sidd mam Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg komm. Dat ass awer e klassesche Mechanismus vun…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …Öflenkung, a vun net wëllen iwwert dat schwätzen, wat Der d'leschte Kéier hei gesot hutt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch, ech wollt just dee Procédé uschwätzen, deen Der wëllt gebrauchen, nämlech engem Saachen dohinner ze tesselen, déi een an der Vergaangenheet gesot huet, déi ganz oft aus engem Kontext erausgerappt sinn, an déi eben elo…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also,…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, ech mengen,…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt awer soen…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hunn hei rappeléiert, wat ech zu der Monaco-Affär gesot hunn. Dat ass an der Linn vun deem, wat ech z'joert bei der Budgetsdebatt gesot hunn. Dozou stinn ech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also, Här President, ech erlabe mer awer dann ze zitéieren, wat an där Motioun vun deemools steet. Well, wann elo gemaach gëtt, wéi wann dat aus dem Kontext gerappt wär, wat ech gesot hunn, dann zitéieren ech lech, wat an der Motioun steet.

(Interruption)

„Considérant les déclarations du rapporteur" – dat war den Här Mosar deemools – „concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, proposant notamment de proposer l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques rendant ainsi le Luxembourg d'autant plus attrayant pour les propriétaires de fortune importante". Dat stoung deemools an der Motioun hei dran. Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir musst dann och alles liesen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- De Rescht…

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Fayot, ech wëll lech just soen, deemools hutt Der géint déi Motioun hei gestëmmt, nodeem Der virdrun zwar an der Diskussioun iwwert déi Motioun behaapt hutt, datt Der am Fong averstane wäert mat der Motioun, datt et duerfir kee Wäert hätt se ofzestëmmen. Ech hunn lech deemools och gesot, Dir wäert gesinn, et dauert kee Joer, dann hu mer esou ee Projet hei leien, dee genau an déi dote Richtung geet. A wann ech héieren, wat de Moien awer hei gesot ginn ass, wat den Objektiv ass vun deem Projet, dann ass dat jo en Deel vun deem Objektiv vun deem Projet.

Zumindest d'Demokratesch Partei ass sech konsequent. Den Här Meisch huet et virdrun hei gesot, et wär eigentlech zréckzeféieren op eng Urpropositioun vun hirer Partei, souguer nach an der leschter Legislaturperiod, an hien huet dee ganzen Aspekt do nach eng Kéier hei beschriwwen. Si si sech wéinstens konsequent; si stëmmen herno hei eppes, wat total logesch ass.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wëll dem Här Bausch awer rappeléieren, dass ech virun enger Véierelstonn eppes kloer gesot hunn do dozou, an dat ass datselwecht, wat ech zejoert gesot hunn, a meng Fraktioun an ech bleiwen dobäi.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Fayot, Dir hutt virun zéng Minutten hei gesot a wëllen de Leit dobausse verkafen, wéi wann dat, wat mer hei géinge maachen dës Kéier, en Astieg an d'Steiergerechtegkeet wär, wa mer géingen eng 10%eg Quellesteier aféieren, wou d'Base imposable quasiment null wär. Dat hutt Dir virdrun hei de Leit wëlle verkafen als Neiastieg an d'Steiergerechtegkeet. Also, wann ech gelift, dat huet awer näischt domat ze dinn, wat am Text steet, wat Dir hei zielt!

Ech hunn lech jo gesot, Dir hat emol net de Courage, esou wäit ze goe wéi d'europäesch Richtlinn, wéi dat Gesetz, wat 2005 ofgestëmmt gouf, wou zumindest en Deel vun de Fongen drastoungen.

An ech hunn lech och gesot, wann Dir hei hätt wëllen en Astieg maachen an d'Steiergerechtegkeet, dann hätt Dir net missen ënnen ufänken, mä uewen ufänke bei de Revenuen. Dat léist bei eiser Fraktioun awer e gréissert Erstaunen aus iwwert d'Aart a Weis vun Ärer Fraktioun, vun Ärer Partei, déi jo awer zumindest op deem dote Gebitt, wat hir Grondsätz ubelaangt, eng Rei aner Saachen an hire Grondsätz stoen huet wéi dat, wat Dir eis de Moien hei versicht hutt wäiszemaachen.

Ech muss och soen, Här President – an duerfir ass et jo och kloer, datt mer déi Motioun hei net kënne matdroe vun der Majoritéit –, wann Dir déi Considéranten do liest, wann dann an deem Considérant steet: „Considérant que cette même retenue à la source" – dat heescht déi, déi mer elo hei aféieren – „permet un traitement équitable de tous les contribuables et élimine ainsi les possibilités de fraude, source d'injustice fiscale et sociale; (...)", ech muss lech soen, wann ech gesinn, wat d'Base imposable heivunner ass, dann ass et eng Frechheet, fir esou eppes dranzeschreiwen. Dat ass d'Lëtzebuerger fir wierklech net ganz intelligent gehalen, wann een esou eppes wéi dat doten an eng Motioun schreift.

Mir wësse ganz genau – ech hunn lech dat gesot elo –, Dir hat emol net de Courage esou wäit ze goe wéi se um europäeschen Niveau gaange sinn, wou mer jo do hu misse goen, an da wëllt Dir hei iwwer eng Motioun de Leit elo Steiergerechtegkeet verkafen. An och nach quasi e schlecht Gewëssen hutt Dir nach de Leit de Moien hei gemaach, deenen, déi elo hei betraff sinn, fir ze soen, dat hei wier en Astieg an d'Steiergerechtegkeet um europäeschen Niveau.

Duerfir, Här President, ass et fir eis och kloer, datt, wann een et wëllt eescht huelen, fir an déi dote Richtung méi Steiergerechtegkeet ze kréien, da misst een déi Motioun stëmmen, déi mir eraginn hunn, déi do vill méi eng kloer Sprooch schwätzt, ëm wat et hei an Zukunft muss goen, déi sech net verléiert an évasiven Erklärungen. Duerfir ass et och fir eis kloer, datt mir nach eng Kéier gären hätten, datt eis Motioun, esou wéi ech dat gëschter verlaangt hunn, als Question préalable am Virfeld hei ofgestëmmt gëtt, well ech wéisst gär hei beim Vote électronique, wéi all eenzelnen Deputéierte sech verhält.

Ech si frou, datt d'Madame Vera Spautz haut de Moien hei ass. Si huet am Oktober, wéi mer hei den zweete Vote...

M. le Président.- Si ass dach ëmmer hei.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Si ass vläicht ëmmer hei, mä ech si besonnesch frou, dass ech se de Moien hei gesinn, Här President, well ech hir dat wollt virhalen, wat si gesot huet beim zweete Vote constitutionnel vun der Konstitutioun, wou si eng laang Analys gemaach huet iwwer sozial Ongerechtegkeeten innerhalb vun Europa, si huet och iwwer Steiere geschwat a si huet deemools souguer gesot, si géing mech opfuerderen, méi kritesch ze sinn zu deenen Deklaratiounen, déi de Premierminister hei gemaach huet, an duerfir misst een och kucken, wéi ee beim Budget hei sech géing verhale fir 2006.

Ech hoffen, datt d'Madame Spautz dëse Projet ganz gutt gelies huet, well soll si deen hei nämlech stëmmen, da géing ech hir awer soen, da wär et fir d'leschte Kéier gewiescht, mengen ech, wou si hei op d'Pult soll eropkommen, fir anere Lektiounen auszedeelen, wann et ëm sozial Gerechtegkeet oder Gerechtegkeet par rapport zu de Steiere geet.

Op alle Fall, Här President, mir wäerten dee Bedruch hei net matstëmmen; mir wäerten hei aus gudde Grënn géint dëse Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Da komme mer zu deem leschten ageschriwwene Riedner fir haut de Moien, dem honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Rapporter huet de Moien hei ugefaangen, andeem hie gesot huet, dass schonn d'lescht Woch, wéi mer hei iwwert de Budget geschwat hunn, verschidde Leit d'Waasser net hätten hale kënnen, a schonn aacht Deeg, ier de Projet hei zur Debatt géif kommen, scho gemengt hätten, doriwwer missen ze diskutéieren.

Mir wossten, firwat datt mer virun aacht Deeg d'Waasser net konnten halen, Här President, well doduerch datt net nëmmen ech, mä ech mengen och déi gréng Kolleegen heibannen an der Chamber scho bei de Budgetsdebatten op deen onsoziale Projet, dee mer haut hei virleien hunn, higewisen hunn, hu mer et zumindest fäerdeg bruecht, datt net nëmmen an der Opinion publique dobaussen, mä och an de Majoritéitsparteie selwer eng gewëssen Oppositioun, och hannert de Kulissen, entstanen ass, déi jo dann zum Ausdrock bruecht ginn ass, andeem datt d'Majoritéit haut de Moien hei eng Motioun deponéiert huet, déi déi Leit da soll quasi berouegen an hinnen d'Garantie ginn, dass se kënne mat engem gewësse séchere Gefill dee Projet hei stëmmen.

Dobäi wëll ech direkt soen, Här President: Wann déi Kolleeginnen a Kolleegen dat mengen, da kann ech hinnen haut awer scho soen, datt si um Holzwee sinn, well déi Motioun, déi se haut hei virgeluecht hunn, do kann ech hinnen dat schréftlech op eng Salztut ginn, déi wäert och an engem Joer guer näischt drun änneren. Si stëmmen haut schéi brav hei mat, an domadder hu se en Alibi kritt, mä um Fong wäerte se näischt änneren.

Här President, et ass elo...

(Interruptions)

Ech hunn et hei gesot, Här President, well jo ëmmer esou vill zitéiert gëtt. An ech hunn dat hei mat Absicht gesot, datt et actéiert gëtt, fir datt mer och no engem Joer oder anerhallwem Joer nach eng Kéier kënnen dat Ganzt erëm eraushuelen, an dann eben nach eng Kéier déi Analys maachen. An da gesi mer jo...

(Interruptions)

Da gesi mer jo, wie Recht huet. Ech sinn iwwerzeegt, datt ech wäert heiranner Recht behalen.

(Interruptions)

Här President, den 21. Juni d'lescht Joer hu mer hei d'Gesetz gestëmmt iwwert d'EU-Direktiv iwwert d'Aféierung vun der Quellesteier vun den Non-résidents. Lëtzebuerg huet d'Bankgeheimnis kënne bäibehalen. Et ass eng Quellesteier fir d'Non-résidents agefouert gi vu 15% bis 2007; 20% kënne laut der Direktiv bis 2009 a bis 35% 2011 agefouert ginn.

D'Gesetz vun haut huet awer dräi Haaptpunkten: Éischtens d'Aféierung vun enger Quellesteier op den Zënserträg, zweetens d'Ofschafe vun der Verméigenssteier fir Persounen an drëttens eng Amnistie fiscale.

D'Quellesteier vun 10% op den Zënserträg ass déi, déi hei am meeschten diskutéiert ginn ass. 10% libératoire, dat heescht, et ass eng definitiv Besteierung. Déi gëtt also net méi bei der Joresbesteierung mat berücksichtegt.

An och bleift d'Bankgeheimnis bestoen: D'Bank hëft déi Steier op, iwwerweist se un d'Steierverwaltung an de Bankeclient kritt vun der Bank en Zertifika oder en Extrait ausgestallt, wou drop festgehalen ass, wéi vill Zënsen un de Stat iwwerwise si ginn.

De Fräibetrag ass deen, deen an de leschte Wochen am meeschten an d'Diskussioun komm ass. Am Ableck hu mer e Fräibetrag vu 1.500 Euro Zënse pro Persoun. Et kënne maximal pro Famill zwou Persounen dovunner profitéieren.

Den initiale Projet, deen d'Regierung deponéiert hat, huet och dëse Fräibetrag vu 1.500 Euro Zënse mat iwwerholl gehat, op engem Konto oder op méi Konten, awer da bei verschiddene Banken.

Déi éischt Versioun vum Projet huet also déi 1.500 Euro festgehalen op 10% op allen Zënserträg. An de Steierflichtegen hätt da kënne bei d'Steierverwaltung goen an déi 10%, déi hien ofgehale kritt hätt, zréckbezuelt kréien. Hien hätt déi verschidden Zertifikaen, déi e vun der Bank ausgestallt kritt hätt, misse bäileeën, an 10% vu 1.500 Euro Zënse wieren also maximal 150 Euro Steiere gewiescht, déi eng Persoun hätt kënnen zréckkréien, oder zweemol 150 Euro bei enger Famill.

Et war direkt gewosst, datt dat e grousse Verwaltungsopwand géif ginn, an et ass op Grond, géif ech soen, vun enger Oppositioun, déi aus der Verwaltung selwer erauskomm ass, vum Personal, dat e Communiqué gemaach huet, an deem et gesot huet, datt déi politesch Responsabel an d'Regierung net géifen op et héieren, an datt et duerfir misst dee Wee huelen, fir dann eben iwwer e Communiqué un d'Öffentlechkeet ze goen a matzedeelen, datt d'Steierverwaltung misst 40 bis 50 Leit weider astellen, fir eleng déi dote Prozedur kënnen ze bewältegen. D'Chamber vun de Fonctionnaires an Employés publics huet dogéint opposéiert, an den ADR huet och deemools eng Pressekonferenz gehalen, fir dorobber hinzeweisen.

Dat Ganzt zesummen huet dozou gefouert, datt d'Kommissioun en Amendement zu dem Projet ugeholl huet, an du ganz einfach de Fräibetrag fale gelooss huet, esou datt vum éischten Euro un oder quasi vun zwee Euro un, wat dunn op zéng Euro eropgesat ginn ass, d'Zënsen awer praktesch ganz integral besteiert ginn.

(Interruption)

Här President, et ass duerno esou gemaach gi vum Här Statsminister, wéi wann d'Chamber deen Amendement gemaach hätt. Wuel huet d'Chamberkommissioun dee gestëmmt, mä en ass proposéiert gi vum Här Frieden am Numm vun der Regierung. An ech hunn d'lescht Woch hei gesot, den Här Statsminister huet freides owes am Pressebriefing nom Regierungsrot gesot, hien hätt Verständnis fir der Chamber hiren Amendement, en Amendement, wou hie Verständnis dovir hätt, wat awer am Fong säin eegenen Amendement war.

D'Regierung war esou onfair, fir dat net anzegestoen, a si wollt am Fong der Chamber dat ënnerjubelen, wéi wann d'Chamber hei deen Amendement gemaach hätt. Dobäi war et eng Propositioun, déi den Här Frieden am Numm vun der Regierung an der Kommissioun gemaach huet an déi, wéi gesot, vun der Kommissioun ugeholl ginn ass. Derfir hu gestëmmt: d'CSV, d'LSAP, d'DP an DÉI GRÉNG, den ADR huet deemools dergéint gestëmmt.

Här President, d'Sozialisten, déi am Fong eng ganz gelunge Roll an deem Gesetz hei spillen, hu sech souguer dunn dozou hiräisse gelooss, fir am Fong déi Décisioun, déi d'Finanzkommissioun geholl huet, nämlech fir d'ganz Zënserträg ze besteieren, och nach als gutt a vertrietbar no baussen ze verkafen, andeem datt si am „Tageblatt" geschriwwen hunn, ënnert dem Titel „Beschwichtigung":

„Der Eindruck sei vermittelt worden, ab sofort ginge es Kleinsparern an den Kragen, sprich an das Ersparte. Nun wird der Freibetrag gestrichen. Die LSAP kann gut damit leben. (…) Durch die so genannte Textänderung würden Kleinsparer geschädigt. Beispill gefällig: Eine Person mit einem Sparguthaben vun 100.000 Euro müsste beim Zinssatz vun 2% mit der aktuellen Gesetzesvorlage rund 200 Euro an den Fiskus abführen, rechnet die LSAP vor. Ein Betrag, der erträglich ist."

Also d'Sozialiste waren déi éischt Partei – déi éischt Partei! – vum Parlament, déi net nëmmen an der Kommissioun den Amendement matgestëmmt huet, mä déi och nach un d'Press gaangen ass an de Leit erkläert huet, datt dat fir si erträglech wier, datt dat normal wier an datt dat gutt wier, datt d'Leit elo géife vum éischten Zënseuro u besteiert ginn.

An deemselwechten „Tageblatt" huet deemools awer den OGB-L, a just iwwert deem Artikel, geschriwwen, „Kleinsparer muss es richten": „…seien hier in erster Linie Kleinsparer visiert, die nun verstärkt zur Sanierung des Staatshaushalts beitragen müssen, klagt der OGB-L. Diese unsoziale Maßnahme sei umso unverständlicher, da die Reichensteuer für das Budgetjahr 2006 abgeschafft worden sei."

Här President, dat wier jo alles net esou ee Problem, wann do den OGB-L eng aner Meenung hätt wéi d'LSAP, mä et kann ee sech awer Froe stellen, wéi et da méiglech ass, datt awer eminent OGB-L-Leit an där LSAP-Fraktioun hei sëtzen an op enger Spalt an der Zeitung eng Kéier soen: Ma dat ass selbstverständlech, d'LSAP-Fraktioun fënnt dat vertrietbar, datt d'Leit elo mussen déi Steiere bezuelen, an dann een aneren Hutt opdoen an drënner schreiwen: Dat doten ass sozial ongerecht, an haut wahrscheinlech dann och nach déi sozial Ongerechtegkeet hei matstëmmen.

De Fuuss bei der ganzer Saach war, wéi sou dacks, den Här Juncker. Deen huet sech erausgehalen, hien huet den Här Frieden virgeschéckt, fir der Kommissioun den Amendement ënnerzejubelen. D'Kommissioun huet e gestëmmt, den Här Juncker huet Versteesdemech fir d'Kommissioun, datt si dem Här Frieden, nodeem hie vum Här Juncker den Optrag kritt huet, säin Amendement gestëmmt huet, a seet dann awer am „Wort": „Die steuerliche Belastung der Kleinsparer war allerdings dem Premier ein Dorn im Auge."

Dat heescht, nodeems d'Sozialisten dunn emol virgeprescht waren an der Natioun erkläert hunn, datt dat gutt wier, war dat dann op eemol dem Här Juncker erëm en Dar am A. Dunn ass alt erëm eng Kéier geännert ginn an den Zënsbetrag, dee vun zwee op zéng eropgesat gi war, ass op 250 Euro eropgesat ginn. Dat war dunn awer eng Propositioun, déi och erëm vun der Regierung gedroe ginn ass.

De Fraktiounschef vun der CSV, den Här Wolter, war virsiichteg genuch, well hien huet an der Finanzkommissioun gefrot: Wann et heescht, d'Regierung, heescht dat och, datt den Här Juncker mat där Propositioun averstanen ass? An hie krut du vum Budgetsminister confirméiert, datt och den Här Juncker mat där Propositioun vun der Regierung averstane wier, fir dann eben elo de Fräibetrag op 250 Euro eropzehiewen, wat engem Kapital vun 12.500 Euro oder 500.000 ale Lëtzebuerger Frang beim aktuellen Zënsfouss vun 2% entsprécht.

Et kann ee selbstverständlech e puer Spuerbicher opmaachen, dann awer op verschiddene Banken, mä wann een déi Zënserträg vun 250 Euro nëmmen ëm zéng Euro iwwerschrëtt an et kritt een 260 Euro Zënsen, da ginn déi voll besteiert an net nëmmen d'Diffe-

renz vun 250 op 260, mä déi 260 ginn da ganz besteiert, an da muss een op sengen Zënserträg vun 260 Euro 26 Euro Quellesteier bezuelen, och déi kleng Leit, also 26 Euro Quellesteier, 13 fir den Här Juncker an 13 fir den Här Frieden.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Inflatioun hei am Land ass am Ableck 3%. D'Leit kréien 2% Zënsen. Dat heescht, d'Leit verléieren am Ableck schonn. Déi Leit, déi hiert Geld normal op e Spuerbuch setzen,…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass ganz richteg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …déi kréien am Ableck schonn iwwert d'Zënsen dat net eran, wat se duerch d'Inflatioun verléieren. Dat heescht, déi Leit ginn elo schonn, wa se hiert Geld placéiere vu Joer zu Joer, méi aarm, well d'Zënsen net esou héich si wéi d'Inflatioun.

D'Zënsen, déi kënnen net national festgeluecht ginn, mä d'Inflatioun gëtt awer national gemaach, a Lëtzebuerg huet momentan de Rekord an der Inflatioun. Dat ass jo net d'Schold elo vum Ausland, mä et ass d'Schold vun eiser Regierung, déi bis elo net am Stand war, hei eng Wirtschaftspolitik ze maachen, fir eben eng Inflatiounsbekämpfung ze maachen, mä au contraire beim Budget hei eng ganz Rei vu Moossname proposéiert, déi an Zukunft, wa se déi sollt duerchsetzen, Här President, och nach d'Inflatioun géife weider an d'Luucht dreiwen.

Och d'Bauspuere fält hei drënner. Am Projet waren am Ufank d'Bauspuerverträg net dran, mä well mer wëssen, datt den Här Statsminister jo net dacks mea culpa mécht, mä hei beim Budget kloer gesot huet, datt dat dee gréisste politeschen Échec wier, deen hien erlieft hätt, datt mer hei zu Lëtzebuerg esou en Noutstand am Wunnengsbau hunn, géif een dach mengen, da misst d'Regierung elo higoen an déi Leit encouragéieren, déi spuere fir kënnen ze bauen. Neen, am Projet am Ufank waren d'Bauspuerverträg ausgeschloss, si sinn awer elo im Nachhinein erëm erageholl ginn.

Här President, d'Statsbeamtegewerkschaft huet zwee…

(Interruption)

…Amendementer zu deem Text hei proposéiert. Mir hunn eis erlaabt, déi zwee Amendementer hei ze deponéieren, fir datt mer kënnen doriwwer ofstëmmen, fir datt d'Bauspuerverträg erëm aus deenen heite Sätz erausgeholl ginn.

Amendement 1

L'article 4, paragraphe 2, lettre b), du projet de loi est complété comme suit:

„Les intérêts attribués sur un dépôt d'épargne auprès d'une caisse d'épargne-logement; à partir du 1er janvier 2006 ces intérêts ne sont plus considérés comme des revenus au sens de l'article 97, paragraphe (1) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu."

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Amendement 2

L'article 10 du projet de loi est complété comme suit:

„3e – À l'article 97, le paragraphe (3) est complété par un point f) ayant la teneur suivante:

'f) les intérêts attribués sur un dépôt d'épargne auprès d'une caisse d'épargne-logement.'"

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, dann ass et awer ganz wichteg: Den Här Rapporteur huet gesot déi lescht Deeg, et wier elo emol endlech de Klengspuerer definéiert ginn. De Klengspuerer, dat ass also elo deen, deen hei laut dësem Gesetz ënnert 250 Euro Zënsen am Joer kritt.

Här President, d'Regierung selwer huet awer, géif ech soen, de Klengspuerer elo schonn definéiert, well an eiser ablécklecher Situatioun hu mer 1.500 Euro Zënse steierfräi! An och am Projet, deen d'Regierung deponéiert huet, waren 1.500 Euro steierfräi! An dunn op eemol si se integral ofgeschaaft ginn, du vun zwee op zéng an dunn op 250 eropgesat ginn.

Här President, den Här Juncker ass de Moien e puermol hei zitéiert ginn, och vum Rapporteur, aus senger Deklaratioun, déi hien am Mee 2003 gemaach huet iwwert d'Lag vun der Natioun, wou den Här Juncker dat heite Gesetz ugekënnegt huet. Mä alleguer déi, déi en zitéiert hunn, hunn iergendwéi eng Kéier opgehale mat zitéieren, well den Här Juncker huet och deemools de klenge Spuerer definéiert.

Hien huet gesot: „Mir wëlle fréistens am Joer 2005, spéitstens am Joer duerno mat 10% un der Quell besteieren. Dat bedeit fir de Spuerer eng wesentlech Steiererliichterung. Mir verduebelen" – lauschtert gutt! – „mir verduebelen och d'Steierabattementer. De Steierabattement geet beim Eenzelne vun 1.500 op 3.000 Euro erop a fir déi bestuete Koppel geet e vun 3.000 op 6.000 Euro an d'Luucht. Kee Spuerer bezilt méi, mä all Spuerer bezilt manner."

Dee Saz hunn alleguer déi, déi den Här Juncker vum Mee 2003 de Moien hei zitéiert hunn, vergiess fäerdeg ze liesen. Dat heescht, et war also eng Verduebelung vum Abattement ugekënnegt vun 1.500 Euro op 3.000 Euro, a fir d'Koppel vun 3.000 Euro op 6.000 Euro.

Här President, vun deene vum Här Juncker versprachenen 3.000 Euro sinn der 250 Euro bliwwen. A vun deene vum Här Juncker versprachene 6.000 Euro sinn der 500 Euro bliwwen. Ech wollt dat just hei emol mat erabréngen, fir deene Leit hir Mémoire e bëssen ze erfréschen. Elo kann een natierlech, wéi den Här Fayot dat éischter gemaach huet, soen: Mir si vun der Oppositioun an d'Majoritéit gewiesselt; mä den Här Juncker war deemools schonn an der Majoritéit, wéi en dat heiten ugekënnegt huet.

Zu der Quellesteier nach zwee Punkten, wou ech nawell gären hätt, wann den Här Budgetsminister eis herno och nach géif doranner méi Prezisioune ginn. Dat eent ass, wou een an der Kommissioun och net esou richteg eens ginn ass: Wann een am Laf vum Joer ophieft, wéi dann d'Zënsbesteierung ass.

An dat Zweet ass, wéi et sech mat der Retroaktivitéit bei dëser Besteierung op den 1. Juli 2005 huet. Wéini datt réckwierkend, also och an den Exercice 2005, mat besteiert gëtt, a wéini net. Ech muss lech soen, datt mer do eng Rei vun Diskussiounen haten, déi mer net ganz kloer geschéngt hunn. Duerfir wier ech frou, wann den Här Budgetsminister dat géing maachen.

Här President, wa mer dann also hei gesinn, datt déi kleng Leit elo musse méi Steiere bezuelen, da gëtt et am Fong pervers, wann een dat gläichzäiteg mat der Ofschafung vun der Vermëigenssteier kombinéiert. Mir hunn alleguer virun e puer Wochen hei déi miserabel Finanzsituatioun vum Stat bei de Budgetsdebatte kënne feststellen, an datt et d'nächst Joer an dat Joer drop nach méi schlëmm gëtt. Mir konnte feststellen, datt d'Regierung 22 Propositioune gemaach huet, bis elo, déi praktesch alleguer ee gemeinsaamt Zil haten: sozialen Ofbau.

Da steet hei am Rapport, datt d'Ofschafe vun der Vermëigenssteier fir de Budget plutôt modest wier. Et ass modest. Et si jo nëmmen 22 Milliounen Euro d'Joer, déi hei dem Stat verluer ginn. Dat ass einfach modest. Am Géigesaz – dat ass och modest – mussen dann d'Klengspuerer 40 Milliounen iwwert de Wee vun der Quellesteier op den Zënserträg erabréngen.

Här President, eppes muss een dem Rapporteur zegutt halen, dat ass déi Grondéierlechkeet, déi an em läit,...

(Hilarité)

...well hien ass net midd ginn, souwuel a sengem Rapport, wéi och haut am „Lëtzebuerger Wort" an a sengem mëndleche Rapport, ëmmer erëm ze ënnersträichen, datt een déi zwou Saachen, d'Aféierung vun der Quellesteier op den Zënserträg an d'Ofschafe vun der Vermëigenssteier, muss zesummegesinn, well se zesummegehéieren, well déi eng nämlech do sinn, fir dat auszegläichen, wat duerch déi aner ofgeschaaft gëtt.

An hien huet sech net ginn domat. Hien huet dat och geschriwwen: „D'autre part, les recettes provenant de la nouvelle retenue libératoire nationale sur les intérêts sont estimées à quelque 40 millions d'euros par an. Ces recettes sont censées compenser les moins-values de 37 millions d'euros résultant de l'abolition de l'impôt sur la fortune."

Hien huet et haut am „Lëtzebuerger Wort" gesot, an en huet et och haut de Moien nach eng Kéier hei a sengem mëndleche Rapport gesot. Also, muss een dat zesummegesinn. D'Quellesteier op den Zënserträg gëtt agefouert, fir am Statsbudget en Ausgläich ze kréie fir d'Ofschafe vun der Vermëigenssteier.

An de Frënd Bausch huet et hei virdru gesot: Mir sinn amgaangen eng Politik ze maachen, wou d'Kapital ëmmer méi entlaascht gëtt, a wou d'Aarbecht méi besteiert gëtt. Mat där heiter Politik ginn déi Räich ëmmer méi räich, an déi Aarm ëmmer méi aarm. An dann ass et eng gewëssen Hypokrisie, wann dann haut de Moien och hei den Här Fayot eng Motioun deponéiert, wou en dann am Fong seet, datt duerch dat Gesetz hei, wéinst der Fraude fiscale, géif Steiergerechtegkeet agefouert ginn.

Ech wëll just drun erënneren, Här President, datt déiselwecht Leit virun enger Woch heibanne géint eng Motioun vun eis gestëmmt hunn, wou mer dra gefrot haten – a si hu schonn zweemol dergéint gestëmmt, och déi gréng Kolleegen –, fir datt d'Steierverwaltung an den Enregistrement géifen équipéiert gi mat enger Sektioun Antifraude, fir grad d'Steierongerechtegkeet ze bekämpfen. Si hunn hei zweemol do dergéint gestëmmt. An elo gëtt hei erëm eng gréisser Steierongerechtegkeet agefouert, fir dann de Culot ze hunn, heihinner ze kommen an ze behaapten, Här President, datt dat einfach géif eng Steiergerechtegkeet bréngen!

Och de Statsminister huet an der Ried zur Lag vun der Natioun gesot: „Dat bedeit fir d'Spuerer eng wesentlech Steiererliichterung." De Koalitiounsaccord huet dat och gesot.

Här President, ech ginn e bësse virun, fir datt ech a menger Zäit bleiwe kann.

Well eben och hei, wéi gesot, déi Vermëigenssteier mat dësem Gesetz ofgeschaaft gëtt. Domadder solle Leit, déi vermëigend sinn, hiert Geld hei an d'Land bréngen. Här President, och do, mengen ech, ass et awer erlaabt an och noutwendeg an ubruecht, datt een eng Kéier an déi rezent Vergaangenheet zréckkucke geet, well och do, mengen ech, hunn eis sozialistesch Kolleegen, wéi se nach an der Oppositioun waren, duerch d'Hand vun hirem Generalsekretär jo awer net onbedeitend Aussoen zu där Ofschafung vun der Vermëigenssteier gemaach.

Am „Tageblatt" vum 27. Mäerz 2004, also ganz kuerz virun de Chamberwahlen, huet den LSAP-Generalsekretär, den Här Lux, geschriwwen: „Die Monaco-DP, so richtig konkret werden die programmatischen Vorstellungen der DP allerdings immer dann, wenn die ureigene Klientel, die Reichen und Schönen, bedient werden sollen. Weil Monaco…"

M. Henri Grethen *(DP).*- Sei dankbar für das Schöne!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech verstinn, Här Grethen, datt Der dat wëllt ervirsträichen. De Rescht wosste mer.

(Hilarité)

„Weil Monaco so schön, sauber und teuer ist und dort die Superreichen nur Superreichen begegnen, tritt die DP allen Ernstes für die ‚Monacoisierung' Luxemburgs ein. Damit dieses Unterfangen gelingen kann, plant die DP, die Vermögenssteuer abzuschaffen. Die DP zeigt wieder Flagge, die Flagge der ultraliberalen Partei der Hochvermögenden. Wer mehr als 3 Millionen Euro, ein halbes Dutzend Bauplätze und monegassische Tischmanieren besitzt, ist demnach gut beraten am 13. Juni die DP zu wählen."

Här President, d'DP wéi och aner Parteien hunn den 13. Juni net déi Stëmme kritt, déi se sech erwaart hunn. D'Sozialisten…

(Interruption)

Bon, ech géif soen, Här Grethen, kommt mer loossen do dem Wieler awer de Choix. Et muss een ëmmer d'Resultat vum Wieler akzeptéieren. Op jidde Fall, d'Sozialisten…

(Interruption)

Jo, jo. Mir stinn, ech mengen, Här Spautz… All fënnef Joer ännert dat. Leet Äre Kapp a Rou. Wann Der esou virufuert, da sinn ech iwerzeegt,…

Une voix.- Dann ass et eriwwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt et a fënnef Joer nach eng Kéier ännert, awer an déi aner Richtung.

Här President, d'Sozialiste sinn awer an d'Regierung komm. A genau dat, wat se hei der DP virgeworf hunn, maache se haut. Et muss een dann elo wëssen, wou „die Reichen und Schönen" sëtzen. Dat heescht, iergendwéi ass do eng Wanderung amgaangen, a se musse bei de Sozialisten och haut ukomm sinn. Dat heescht, vun där klenger, léiwer, gudder Aarbechterpartei, déi et eng Kéier war, mengen ech, si mer elo bei, wéi se zu Esch soen, „d'Sozialiste mat de Krawatten", oder, wéi se hei an der Stad soen, „d'Kaviarsozialisten" komm, déi elo einfach kënne mat Iwwerzeegung, an den Här Fayot huet dat jo de Moien och hei versicht ze maachen, hei fir d'Ofschafung vun der Vermëigenssteier lafen.

Här President, et war awer net nëmmen den Här Lux, mä och eise gudde Frënd, den Här Castegnaro. Hien huet de 26. November um OGB-L sengem Kongress gesot – do huet hien opgehalen als OGB-L-President, fir deen ech en héich schätzen –, an e war awer schonn Deputéierte vun der LSAP zu deem Zäitpunkt, dat ass net onwesentlech – mir hunn dat heiten um OGB-L sengem Site erausgezunn -:

„…die Abschaffung der Vermögenssteuer andererseits, um Luxemburg zu einer Nische, einem Monte Carlo für Reiche zu machen, respektive der Weg in die Zweiklassengesellschaft, wo nicht nationale Solidarität, sondern private Zusatzversicherungen soziale Absicherung in allen Lebenslagen garantieren sollen, entsprechen weder den Zielen noch den Visionen jener gerechten Gesellschaft, die unsere Vorgänger und die wir anstreben, die wir als Modell für uns und alle Menschen auf dieser Erde als notwendiges Ziel sehen."

(Interruption)

„Die Herausforderungen sind enorm, unsere Verantwortung ist groß und unsere Kampfbereitschaft notwendig: Nicht allein in Resolutionen, oder aus dem Sessel heraus, rhetorisch oder in Zeitungsartikeln. Nein, sondern wie bisher, überall dort, wo wir gefordert sind und die Herausforderung erfolgreich annahmen."

Här President, wéi gesot, dunn haten d'Sozialiste schonn de Koalitiounsaccord gestëmmt, wou d'Ofschafe vun der Vermëigenssteier dra war, an den Här Castegnaro war schonn Deputéierte vun der LSAP, wéi hien dat doten um Kongress gesot huet. Do huet hien dat bei de Komerodinnen a Komeroden, déi Quellesteier bezuelen, gesot. An elo haut stëmmt hien hei mat de Kaviarsozialiste géint dat doten, wat hien do esou haart an däitlech fir all Mënsch vun der ganzer Welt gewënscht huet.

Här President, ech mengen, et ass awer wichteg, datt een heiansdo emol esou kleng Detailer hei nach eng Kéier opfrëscht.

Dann nach zum Schluss, Här President – et bleiwe mer nach dräi Minutten –, zu der Amnistie fiscale. Iwwert d'Amnistie fiscale, Här President, stinn hei am Rapporteur sengem Rapport ganzer fënnef Reien. Dat gëtt engem esou ënnergejubelt, an et gëtt wa méiglech net driwwer geschwat.

Haut de Moien huet den Här Mosar nach hei versicht dat esou duerzestellen, wéi wann dat am Fong keng Amnistie wier, mä et ass eng Amnistie. Dat heescht, d'Steierverwaltung – dat seet den Artikel 9 ganz kloer – kann Informatiounen, déi se iwwert de Wee vum Erhiewe vun der Quellesteier elo kritt, net dozou benotzen, fir réckwierkend Steieren ze erhiewen.

Och haten d'Sozialisten dat virun de Wahle jo ganz kloer hei geschriwwen. Den Här Fayot huet haut de Moien zwar kloer hei gesot, d'Sozialiste wéilte kee Lëtzebuerger Monaco, mä et ass genau dat, wat awer den Här Lux virun de Wahlen hei gesot huet, et géif e lëtzebuergescht Monaco ginn, an déi „Reichen und Schönen", déi géife sech hei an der Péitrus an der Stad usiedelen, fir awer bei Waasser ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei stellt d'Fro sech ganz kloer: Mussen dann d'Résidenten hei wunnen, oder ass dat fiktiv? Eiser Meenung no mussen se hei wunnen! An all Gemeng ass am Fong gehalen, fir keng Résidents fictifs bei sech zouzeloossen. Wann eng Gemeng eppes vun engem fiktive Résident weess, da muss se deen an der Populatiounslëscht sträichen. Also, et kënnen nëmme wierklech Résidenten hei sinn. An dann, wann dann déi Invasioun vun deene Räiche géif op Lëtzebuerg kommen, da kënnt dat, datt mer dann op dee Wunnengsmaart, op deem schonn den Noutstand ass, nach méi Drock kréien.

Da soll een dat de Leit och hei soen, well, wa mer wëssen, datt, wéi d'Belsch dat agefouert huet, 8.000 Hollänner a 60.000 Fransousen an d'Belsch residéiere gaange sinn, da stellt lech emol vir, déi 68.000 bis 70.000 géife muer hei op Lëtzebuerg wunne kommen, well mir esou e Gesetz hei maachen, a mir géife soen, si mussen och nach heihinner wunne kommen – wat dat fir Konsequenzen op de Wunnengsmaart hei hätt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir ass et onseriö, datt mer hei vu Steiergerechtegkeet schwätzen, datt mer d'Klengspue-

rer hei zousätzlech belaaschten, datt mer d'Verméigenssteier ofschafen a gläichzäiteg och nach eng Amnistie fiscale aféiere fir déi, déi hei Steierbedruch gemaach hunn.

A wann ech dann de Schlusssaz vum Här Thiel huelen, deen hei de Moien, géif ech soen, de Culot hat ze behaapten, datt déi, déi sech elo opreege wéinst der Aféierung vun der Quellesteier, wahrscheinlech déi sinn, déi bis elo Steierbedruch gemaach hunn! Dat hunn ech e staarkt Stéck fonnt, datt ee bei de Klengspuerer de Culot huet, fir dat ze soen, a gläichzäiteg hei e Gesetz stëmmt, wou een eng Amnistie fiscale mécht fir déi, déi Steierbedruch am grousse Moossstab gemaach hunn. Dee Culot muss een hunn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et versteet sech, an et war scho laang gewosst, datt mir dat heite Gesetz net wäerten an net kënne stëmmen. Dat heiten ass en onsoziaalt Gesetz. An ech ginn dovun aus, datt alleguer déi Leit, déi dat heite Gesetz stëmmen, duerno ni méi hei wäerten als Sozialpolitiker optrieden.

Ech ginn lech dann nach, Här President, déi zwee Amendementer.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, dee Projet de loi hei ass am Fong d'Resultat vun der Aarbecht vun zwou Regierungen: där aktueller an där vu virdrun. Hei sinn eng Rei Zitater gemaach ginn, déi sech op déi zwou Legislaturperiode bezéien.

Et waren zweemol déi nämlecht zwee Ziler, déi d'Regierung verfollegt an déi och an dësem Projet de loi ganz kloer sinn. Dat éischt Zil ass, datt mer en einfachen a spuererfrëndleche System wëllen aféieren. An zweetens, datt mer wëllen e Gesetz maachen, wat am Intérêt ass vun den Aktivitéite vun der Finanzplaz. Déi zwee Ziler ginn duerch dëse Projet de loi erreecht, an duerfir sinn ech och frou festzestellen, datt eng ganz breet Majoritéit sech an dësem Parlament ofzeechent, déi dëse Projet stëmme wäert.

Dee Projet ass in extenso erkläert ginn, an duerfir géing ech wëllen dem honorabelen Här Thiel Merci soe fir déi Erklärungen, an och deenen anere Kolleegen, déi dat an der Finanzkommissioun mat gekuckt hunn. Dat erlaabt et mir net méi op dee ganzen Detail zréckzekommen, mä just zwou, dräi Remarquen op dëser Plaz nach ze maachen.

Déi éischt, dat ass, datt ee relativ Onverständnis huet, wann ee Budgetsminister ass, datt sech hei driwwer opgereegt gëtt, datt d'Leit elo op eemol missten op den Zënse Steiere bezuelen. Besonnesch och an där leschter Interventioun vum ADR koum dat jo ervir.

Et ass esou, datt déi éierlech Leit haut am Land op den Zënse Steiere bezuelen, och um Bauspueren, och op anere Produkter. An all déi, déi elo soen: „Wat maacht Dir dann elo op eemol hei?“, déi vergiessen, datt dat Gesetz hei eent ass fir déi éierlech Leit, déi hei am Land wunnen, a fir déi ass et spuererfrëndlech, well, wann een haut en Taux moyen d'imposition vun 20% huet, gëtt hei gesot, mir kucken dofir, datt déi Suen, déi haut largement net deklaréiert ginn, an Zukunft mat 10% Quellesteier beluecht ginn, mat Berücksichtigung vun deenen, déi ganz kleng Spuerbicher hunn; eng Millioun Lëtzebuerger Frang fir eng Koppel, wou keng Steieren ufalen, mä all déi, déi als Koppel méi wéi eng Millioun Lëtzebuerger Frang hunn, déi bezuelen op deenen Zënsen – net um Kapital, op den Zënsen! – 10% Steieren.

Ech mengen, datt dat scho Steiergerechtegkeet ass, well soss profitéiere just déi dovun, déi näischt deklaréieren. Déi, déi eppes deklaréieren, déi bezuelen eppes, an déi, déi näischt deklaréieren, déi bezuelen näischt.

Haut kommen an de Statsbudget duerch Zënsen, déi deklaréiert ginn, 13 Milliounen Euro eran. Domat ass Lëtzebuerg dat Land, an deem am mannsten Erspuernisser wäre vun der ganzer Europäescher Unioun. Or d'Konte vun de Banke weisen – och bei de Résidenten – eppes ganz aneschters aus. Hei ass also e System gewiescht, deen net fonctionnéiert huet. Duerfir mengen ech, datt dat heiten eng gutt Moossnam ass, déi dobäi – an ech soen dat nach eng Kéier – duerch déi 10% d'Spueren net découragéiert, mä encouragéiert.

Duerfir muss ee sech jo awer déi Saachen do ukucken, wann hei gesot gëtt: „Wat gëtt dann hei gemaach?“ An do ware jo och de Moien, ech mengen, et war am „Wort“, ganz interessant Rechebeispiller mat den aktuellen Tauxen.

Wann een an Zukunft als Koppel manner wéi eng Millioun Lëtzebuerger Frang huet, da bezilt ee kee Frang Steieren. Wann een als Eenzelpersoun 50.000 Euro huet, da bezilt een an Zukunft am Joer 75 Euro Zënsen. Dat si sechs Euro de Mount, dat ass manner wéi eng Pizza, déi een iesse geet. Et muss een also gesinn, een deen zwou Milliounen huet, dee bezilt fir d'Kollektivitéit sechs Euro Steieren de Mount, deen zugläich awer och vun all den Infrastrukturen: Schoulen, Stroossen, Zich profitéiert.

Ech mengen, da kann een net soen, dat wär onsozial, an et kann een och net soen, dat wär eng Attack op d'Spuerbicher. Dat do ass einfach en normale Bäitrag vun engem Revenu, deen ee kritt, deen d'Spueren net découragéiert, well, ech soen et nach eng Kéier, d'Regierung géing gär hunn, datt d'Leit och spueren, well d'Spueren ass fir vill Besoinen, déi een an der Gesellschaft huet, wann ee schafft an duerno, noutwendeg.

Duerfir ass dat hei e gutt Gesetz. Een, deen 100.000 Euro huet, véier Millioune Frang, dee bezilt 150 Euro d'Joer Steieren. Och dat ass extrem wéineg.

Dobäi kënnt, datt et awer noutwendeg ass, an dat hunn och e puer Kolleegen dankbarerweis de Moie gesot, déi europäesch Steierregelung net aus den Aen ze verléieren.

Mir mussen oppassen, an dat soen ech och duerfir de Kolleege vun der grénger Fraktioun, deenen hir Motioun ech gelies hunn a mat där ech net kann d'accord sinn: An der Theorie ass et wuel richteg, datt een d'Kapital an d'Aarbecht soll d'nämlecht besteieren, an der Praxis geet dat awer net! Den Här Eichel huet dat och ëmmer gesot. Hien huet awer missen zugläich feststellen, datt domadder d'Kapital ofgewandert ass, well d'Kapital mobil ass.

Géing een also hei elo eng vill méi héich Steier um Kapital maachen, da geet d'Kapital fort an Nopeschlänner, well an der europäescher Quellesteier hu mer 15% virgesi fir d'Non-résidenten. Wann also d'Lëtzebuerger an Zukunft géinge mat hire Suen an d'Schwäiz goen, mussen se do 15% bezuelen, vun deene mir e Stéck zréckkréien. Also maache mir en Taux vun 10%, fir eben ze évitéieren, datt d'Lëtzebuerger géinge fortgoe mat de Suen…

(Interruption)

Neen, ech soe just, Dir sot an Ärer Motioun, et soll een…

(Interruption)

…e Rééquilibrage ënnert den Impôts sur les revenus des salaires an de Revenus de capitaux maachen. Dee Rééquilibrage ass net méiglech, well een net kann déi nämlecht Systemer applizéieren op Kapital, wat mobil ass, an op Aarbecht, déi net mobil ass. Och wann ech vun der Theorie hier dat selbstverständlech verstinn, mä duerfir fonctionnéiert dat doten net.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President!

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Fro vum Här Bausch?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir hu jo net verlaangt, et misst een den Taux méi héich maachen, mä mir soten et soll ee wéinstens eng Base imposable huelen, datt och d'Verméigen erfaasst gëtt, an net dat wat mer hei maachen, well dat ass jo dat wat eis am meeschte stéiert. Mir si jo net géint d'Aféierung vun enger Quellesteier fir Résidenten. Mir sinn och der Meenung, datt den Taux an der Rei ass. Mä mir sinn der Iwwerzeegung just, datt d'Base imposable näischt erfaasst.

Dir wësst jo awer, datt déi verméigend Leit gréisstendeels net hiert Geld einfach op en normaalt Spuerbuch setze ginn. Eleng schonn aus deene Grënn, déi den Här Gibéryen hei virdun zu Recht beschriwwen huet, well een do näischt erakritt beim normale Spuerbuch oder och engem Compte à terme. Duerfir, wat eis hei stéiert, an duerfir soe mer, datt et net gerecht ass, ass, datt eigentlech d'Base imposable näischt erfaasst. Mir sinn emol net esou wäit gaange wéi déi europäesch Direktiv.

(Interruption)

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn eng Prezisioun gemaach, Här Fayot, ech hunn net gesot, ech géing eng Fro stellen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dozou kommen ech, well dat jo am Fong och an der Motioun vun der Majoritéit ebe just ugeschwat gëtt, wat d'Basis vun där Besteierung soll sinn.

Éischte Punkt also, halen ech nach eng Kéier fest: Hei gëtt e ganz favorabelen, spuererfrëndleche Steiersaz agefouert; de ganz groussen Deel vun der éierlecher Bevölkerung bezilt an Zukunft wäitaus manner.

Zweetens, wat d'Fongen ubelaangt, an dat féiert mech dann och zur Assiette. Hei gëtt sech driwwer opgereegt zum Deel, datt elo an Zukunft d'Fongen net géinge besteiert ginn an d'Intérêten, d'Zënse géinge besteiert ginn. Ech stelle just fest, datt ech an deene leschten dräi Joer heibanne kee bei de Budgetsdebatten oder soss an enger Ried héieren hunn, dee sech schonn deemools iwwert dee Punkt opgereegt hätt.

Firwat hu mir d'Sicav capitalisantes net heidranner gesat? Well et d'Intentioun war vun der Regierung, net eng Verschlechterung vun der aktueller Steierlaascht vun de Leit ze maachen, well déi Sicav capitalisantes, déi, déi also näischt ausbezuelen, och fir de Moment net an der normaler Kapitalertragsbesteierung waren. An duerfir hu mer dat net gemaach.

Dat Zweet, dat ass, datt…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat heescht, dat kënnt och an Zukunft net, wahrscheinlech.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dat Zweet, dat ass, datt ee selbstverständlech muss kucken, wat mer an der europäescher Regelung gemaach hunn. An do stellen ech och d'Kontradiktioun an der Lëtzebuerger Politik fest. Wéi de Statsminister, den deemolege Wirtschaftsminister an ech zréckkomm si vun deene schwierege Verhandlungen an Europa, du krute mer heibanne félicitéiert, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, e Champ d'application fir d'Quellesteier an Europa ze négociéieren, wou d'Fonge largement net drënner waren, well déi e wichtege Pilier op der Lëtzebuerger Finanzplaz sinn.

Wa mer also hei d'Fongen direkt drënner gesat hätten, da kéint Der sécher sinn, datt och an Europa d'Diskussioun erëm méi séier vläicht géing opgoen, fir och do d'Fongen an d'europäesch Kapitalertragssteier eranzekréien.

Zweet Observatioun an deem Kontext, an ech mengen, déi ass och vu verschiddene Leit de Moie gesot ginn: D'Solutioun fir d'Leit ass net, aus dem Spuerbuch a Fongen einfach ëmzeklammen, well bei de Fonge gëtt et och Fraisën, an déi Fraisë sinn oft méi héich oder bal esou héich wéi dat, wat hei u Steieren ufält.

Duerfir hunn ech lech am Ufank gesot, an duerfir soll een déi Tableauë liesen, hei schwätze mer vun extrem wéinege Steieren. Dat sinn net honnerte vun Euroen, dat sinn e puer Euroen. A wann een also an esou Fongen eraklëmmt, da muss een och Fraisë bezuelen, wann een eraklëmmt, wann een erausklëmmt, et muss ee sech dat awer ganz gutt iwwerleeën. All Spuerer huet selbstverständlech d'Recht, an dat ze investéieren, wou hien et fir gutt fënnt. Ech biede just, datt d'Leit sech dat iwwerleeën.

Dat Drëtt an deem Kontext wëll ech soen, datt wann et sech géing erausstellen, datt d'Leit elo alleguerte géingen aus de Spuerbicher erauslafen a Fongen, dann ass et selbstverständlech, datt mer dee Moment missten d'Gebitt, de Champ d'application, vun eisem Gesetz nach eng Kéier iwwerkucken, an datt een dann déi Assiette misst méi breet maachen. An deem Sënn verstinn ech och d'Motioun vun der Majoritéit, an ech muss soen, ech fannen dat dat Normaalst vun der Welt, well all Joer kucken d'Regierung a besonnesch och de Finanz- a Budgetsminister, ob déi Besteierung vu vereenzelte Produkter déi richteg ass.

Duerfir mengen ech, wa mer beim Budget 40 Milliounen Euro agesat hunn, dann ass dat natierlech nëmmen eng Estimatioun. An da muss een déi Estimatioun kucken, ob déi herno der Realitéit entsprécht, an da schléissen ech net aus, datt mer an deenen nächste Jore mussen zum Beispill d'Sicaven dodrënner huelen. Dat muss ee sech dann awer gutt iwwerleeën, an och aner Produkter, an duerfir muss een eng Kéier d'ganz Revenus de capitaux iwwerkucken.

Och d'Loyeren, wat eng aner Zort vu Revenuen ass. Ech mengen, dat ass souwisou eppes, wat mer an der Regierung wëlles haten, an duerfir, mengen ech, ass dat eppes ganz Normales.

Zur Verméigenssteier kann ech mech ganz deem ralliéieren, wat hei den honorabelen Här Fayot exposéiert huet. Zu der Motivatioun, déi dozou gefouert huet, géing ech bäifügen, datt grad wéinst der Ongerechtegheet an der quasi Netbesteierung oder Netberücksichtegung vun de Biens immobiliers dat däitscht Bundesverfassungsgericht scho virun zéng Joer gesot huet, déi Steier wär net konform zur Verfassung, well se géint de Gläichheetsprinzip virun der Besteierung wär.

Ech muss soen, mir sollen dach alles maachen, fir hei zu Lëtzebuerg där Finanzplaz, op där esou vill Aarbechtsplaze sinn an ze erhale sinn, nei Méiglechkeeten ze ginn. A wann ech hei Leit héiere sech driwwer opreegen, datt eventuell duerch dës Moossnam géingen Auslänner hei hiert Kapital zu Lëtzebuerg uleeën, da kann ech dach awer nëmme staunen! Mir liewen zënter 30 Joer dovun, mat Auslänner, déi op Lëtzebuerg hir Sue bréngen, an duerfir konnte mer hei eng Sozialpolitik maachen an Infrastrukture bauen, déi keen anert Land fäerdeg bruecht huet.

Also duerfir, wann ech gelift, mir liewe largement vun deene Suen, déi d'Leit hei op d'Banke bréngen, vun deene Sue fir déi d'Leit hei tanke kommen. Also solle mer dach frou sinn, wa mer hei eng Moossnam maachen, déi iwwregens eis net vill kascht, well op engem Budget vu 7,5 Milliarden ass d'Ofschafe vun der Verméigenssteier fir d'Privatpersoun e Minideel. Wa mer awer d'Perspektiv hunn, datt mer domadder d'Gestion de patrimoine, den „private banking“ kënnen erweideren, datt mer nei Aarbechtsplaze kënne schafen, ech mengen, dann ass et d'Flicht vun der Regierung, a ganz sécher déi vu mir als dee fir d'Finanzplaz zoustännege Minister, fir alles ze maachen, fir där Finanzplaz nei Perspektiven ze ginn.

Duerfir sinn ech och frou, datt mer et duerch intensiv Négociatiounen an deene leschte Woche fäerdeg bruecht hunn, virun e puer Deeg deen éischten internationale Pensiounsfong vun enger multinationaler Grupp op Lëtzebuerg ze kréien, och grad duerch d'Ofschafe vun der Taxe d'abonnement op där Zort Produkter, viru kuerzem. Et ass deen hollännesche Grupp Unilever, deen décidéiert huet, säin internationale Pensiounsfong fir seng international Beamten zu Lëtzebuerg opzeleeën. Dat ass fir d'éischte Kéier, wou esou eppes geschitt. Mir hu während eiser Visite an Amerika am Oktober intensiv Gespréicher doriwwer gefouert mat deem, deen dee Fong zu Lëtzebuerg géréiert, a mir si ganz frou, datt dat zu engem Erfolleg gefouert huet.

Dat ass en anert Element vun där Finanzplaz, wat mer musse verbreederen, an duerfir ass eist Engagement kloer, mir wäerten dat och weider maachen, an dëst Gesetz reit sech an déi Perspektiv an. Et dierf keen Effort ënnerlooss ginn, fir nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ze schafen. An do huet jiddfereen och heibannen eng Responsabilitéit. Duerfir mengen ech nach eng Kéier, datt dëst Gesetz en einfache System, e gerechten a spuererfrëndleche System aféiert an et ass am Intérêt vun den Aktivitéite vun der Finanzplaz an domadder vun den Aarbechtsplazen op der Finanzplaz.

Duerfir géing ech lech invitéieren, aus der Siicht vun der Regierung, dëse Projet ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen dann zu de Voten.

Motion 1

Mir si fir d'éischt konfrontéiert mat der Motioun, déi den Här Bausch déposéiert huet, à titre de question préalable. D'Fro ass also, ob d'Chamber bereet ass, déi Fro als Question préalable unzehuelen an iwwert déi Motioun ofzestëmmen, ier mer iwwert déi aner Motioun respektiv ier mer iwwert de Projet de loi ofstëmmen.

Ass d'Chamber domat d'accord fir direkt doriwwer ofzestëmmen?

(Assentiment)

Gutt, da komme mer direkt zum Vote iwwert d'Motioun vum Här Bausch.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dann hu mer zwee Amendementer, déi vum Här Gibéryen déposéiert goufen.

Amendement 1

Fir d'éischt de Vote iwwert den éischten Amendement zum Artikel 4, Paragraph 2 vum Projet de loi.

Vote

Den Amendement 1 vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen a 17 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Den Artikel 4, Paragraph 2 bleift also esou bestoe wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 2

Dann de Vote iwwert den Amendement 2, deen den Artikel 10 vum Projet de loi betrëfft.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen a 17 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Den Artikel 10 vum Projet de loi bleift also esou bestoe wéi d'Kommissioun e proposéiert huet.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5504 selwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 12 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer nach d'Motioun 2, déi abruecht ginn ass vum Här Thiel.

Motion 2

Kënne mer do par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot, da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 2 vum Här Thiel ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a 14 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut de Moien. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.46 heures)

MERCREDI, 21 DÉCEMBRE 2005 20E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire

(Exposé de M. le Ministre des Transports Lucien Lux - Débat - Motion - Vote)

2. 5465 - Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir fänken eisen Ordre du jour vun haut de Mëtten u mat enger Konsultatiounsdebatt iwwert d'Eisebunnstripartite. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Grethen, Schreiner, Negri, Bausch a Gibéryen.

Mir fänken d'Debatt u mat engem Exposé vun der Regierung, vum Här Transportminister Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Här President, et ännert eppes. Den Här Braz ersetzt den Här Bausch.

M. le Président.- Jo, okay. Déi gréng Fraktioun huet mir den Här Bausch gemellt. Dann ännere mer dat ëm, et ass den Här Braz.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire

Exposé de M. le Ministre des Transports Lucien Lux

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter si sech am Rahme vun enger CFL-Tripartite déi eenzel Partneren iwwer en Accord fir d'Zukunft am Frachtberäich vun der CFL eens ginn. Domadder entsteet d'CFL-Cargo, eng nei Gesellschaft, eng Lëtzebuerger Léisung, e Mariage tëschent der CFL an der Arcelor, deen eis et erlaabt, fir in extremis eng Äntwert ze ginn op d'Ouverture am Frachtberäich op der Schinn, à partir vum 1. Januar 2007. D'CFL bleift dobäi an hire Grondstrukturen erhalen, hir Filial, d'CFL-Cargo also, soll als neien Opérateur um europäeschen Netz an deenen nächste Joren aktiv sinn.

Domadder geléngt eis eng Equatioun vun enger noutwendeger Kompetitivitéit am Rahme vun engem offenen europäesche Schinnemarché an awer och eng sozial Kohesioun, well mer d'Acquisë vun den aktuellen Eisebunner erhalen, a mir stellen eis nei op, wat déi nei anzestellend Eisebunner ubelaangt. D'Balance also tëschent enger houfrecher Traditioun vun der Eisebunnsgesellschaft – awer och Eisebunner –, déi am Laf vun de Joren a Jorzéngten eng Gesellschaft opgebaut huet, déi souwuel am Voyageurs- wéi am Frachtberäich fir d'Land ganz vill Efforte gemaach huet an déi fir hir Acquisën, déi mer also respektéieren, sech laang agesat huet, fir an hirem Langage ze bleiwen, laang dofir gekämpft huet.

D'Equatioun vun deenen zwou Lëtzebuerger Gesellschafte baut op e kompetent, engagéiert a qualifizéiert Personal, op héich Sécherheetsstandarden, déi fir déi zwou Gesellschaften an hiren Aktivitéiten ëmmer ganz wichteg waren, an och op en héije Sozialdialog, deen et erlaabt huet, fir Restrukturéierungen, Konflikter ëmmer am Rahme vun de Regele vum sou genannte Lëtzebuerger Modell ze regelen. Déi zwou Kompetenzen also, déi sech hei fannen, sollen zesummen eng nei Success story am wirtschaftleche Beräich erreechen. Ech mengen, dass déi zwou Kompetenzen zesummenzeleeën den eigentlechen Erfolleg vun dëser Tripartite duerstellt.

Dësen Accord ass a véierfacher Hisiicht eng gutt Saach:

En ass gutt fir d'Eisebunn, well mer hei eng nei Eisebunn kënnen op d'Schinn setzen, méi offensiv, méi selbstbewosst, méi flexibel, awer och couragéiert a sécherlech och bereet, mat Risiko an d'Zukunft ze goen.

En ass gutt fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, well den Transport ouni Zweifel an eiser Ekonomie haut en enorm wichtege Standortvirdeel duerstellt an domadder mer also och en indus-

trielle Projet realiséieren, deen Aarbechtsplazen erhält an an Zukunft Aarbechtsplaze schafe soll.

Fir et méi cru ze soen: A sech géréiere mer hei och eng Faillite a versichen et fäerdeg ze bréngen, d'Eisebunn op e bessere Fong ze setzen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'Arcelor als Gesellschaft, fir déi och den Transportberäich – an dat hu si am Laf vun den Diskussiounen ëmmer kloergemaach – e ganz wichtege Kompetitivitéitsfaktor duerstellt. Mir bréngen et also fäerdeg, fir muer net nëmmen d'Arcelor, mä virun allem doriwwer eraus och déi aktuell aner Clienten, sou genannte kleng Clienten, ze bedéngen an natierlech och de Versuch ze maachen, engagéiert an offensiv duerfir ze suergen, dass mer hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregioun nei Clientë kréien, déi zu engem wirtschaftlechen Erfolleg vun der CFL-Cargo solle féieren.

Drëttens ass dës Décisioun gutt fir eis Ëmwelt. Den „modal split" am Frachtberäich ass een, dee gradsou verbesserungswürdeg ass, wéi am Voyageursberäich. Den Intérêt un der Schinn, voluntaristesch fir d'Schinn eis anzesetze par rapport zu der Strooss, ass och den Intérêt vu besserer Liewensqualitéit: Eis asetze géint onnëtze Kaméidi, géint Emissioune vun CO_2, Stëbs a Stéckoxiden, dat ass eng modern Äntwert op de scheinbare Konflikt tëschent Ekonomie an Ekologie, hei voluntaristesch ze agéieren an net dobäi ze lamentéieren.

Véiertens ass dësen Accord gutt fir de Sozialdialog. Mir hu gewisen, dass mer am Rahme vu der Tripartite capabel sinn, Strukturreformen unzegoen, an dat mam Accord vu Gewerkschaften, deenen oft hire Strukturkonservatismus virgehäit ginn ass – zu Onrecht, weist et sech, well och si bereet waren, sech ze bewegen an eng Richtung, déi et erlaabt, fir nei Défiën unzegoen. De Modell Tripartite huet hei, mengen ech, eng Stäerkung erfueren doduerch, dass mer gewisen hunn, dass mer fäeg sinn, ënnert deenen dräi Partneren an der Tripartite sécherlech laang an intensiv ze diskutéieren, mä och zu Resultater ze kommen, déi et elo gëllt ëmzesetzen.

Ech wëll nëmme ganz kuerz op den Historique agoen, deen eis zu dëser Tripartite an zu deenen Décisioune gefouert huet. E Liberaliséierungsprozess, dee mer an Europa säit e puer Joer erfueren, ass déclenchéiert gi mat dem Usproch am Beräich vun der Schinn, de Secteur ze dynamiséieren, duerfir ze suergen, dass d'Schinn méi grouss Part-de-marchéé par rapport zu der Strooss kéint erreechen an erréngen. An och mat dem Usproch, dass d'Investitioune géinge folgen, fir eis zum Beispill am Investitiounsberäich vun de groussen Eisebunnsréseauen effektiv weiderzebréngen.

D'Realitéit gesäit an eisen Aen oft aneschters aus. An duerfir hu mer eis net nëmme während eiser Présidence, mä och an de Wochen a Méint duerno ganz staark agesat, dass d'Europäesch Kommissioun endlech déi Evaluatioun soll virleeën, déi am Paquet 1 souwisou virgesinn ass, fir eis emol ze soen, éierlech an an Zesummenaarbecht mat de Memberslänner, wat dann déi Liberaliséierungsphasë bruecht hunn um Niveau vun hiren Auswierkungen op den „modal shift", op den Environnement, op d'Sozialstandarde vun de Leit, op d'Sécherheetsstandarden innerhalb vun der Eisebunn.

D'Attitüd vun de successivë Lëtzebuerger Regierungen an den Transportministeren an de Bréisseler Rouagë war zu dëser Liberaliséierung ëmmer eng negativ. Trotz allem musse mer feststellen, dass et sech ëmmer méi gefestegt huet, dass an dem Conseil an och am Europaparlament eng Majoritéit, eng ëmmer méi kloer Majoritéit sech fir dee Liberaliséierungswee do ausgeschwat huet an eis duerfir Fakte gesat huet, déi et gëllt ze kucken an unzegoen an net einfach ze ignoréieren, well dat net am Intérêt vun der Saach wär.

Eis Angscht bleift ëmmer déi, dass mer fäerten, dass um Enn vun dësem Liberaliséierungsprozess just net dat erreecht gëtt, wat sech domadder erhofft ginn ass, nämlech méi Konkurrenz an domadder eng Dynamiséierung vum Secteur, mä eis Angscht ass grouss, dass um Enn vun dësem ganze Prozess sech zwou, dräi grouss Entreprisen, Oligopolen, wéi dat esou schéin heescht, wäerten de Marché opdeelen a sech nëmme wäerten interesséiere fir déi gutt Bifdecksstécker, wou et gëllt Geld ze verdéngen, an de ganze Rescht am Zeeche vun engem falsch verstanenen Aménagement du territoire an och engem falsch verstanenen Ëmweltgedanke wäerten ignoréieren.

D'Beispill, wat mer ronderëm eis gesinn, weist, dass déi Angscht do ka begrënnt sinn. D'Fakte sinn awer déi, dass deen éischte Paquet ferroviaire a sengem Délai de transposition fir Lëtzebuerg den Datum vum 15. Mäerz 2003 virgesinn huet. Lëtzebuerg ass eng éischte Kéier condamnéiert gi wéinst Non-transposition vun deenen Direktiven, den 30. September 2004.

Déi zweet Procédure judiciaire, déi ouni Zweifel zu enger zweeter Verueerteelung vu Lëtzebuerg géing féieren an da mat finanzielle Penalitéiten verbonne wär, déi dem Statsbudget an och der Saach wéi do géifen, ass entaméiert an ass duerch eng Décisioun vun der Europäescher Kommissioun de 6. Dezember – virun e puer Deeg also – gestoppt gi mat dem Verspriechen un de Kommissär Jacques Barrot, dass Lëtzebuerg bis un d'Enn vun dësem Joer e contraignantë Kalenner géing virleeën, wéi et déi Transpositioun géing virhuelen an och géing weisen, wéi et am Rahme vun den Tripartite-Verhandlungen zu engem Accord géif kommen, dee kloer géing weisen, dass d'Bereetschaft géing bestoe fir déi Ëmsetzung endlech ze maachen.

Den zweete Paquet gesäit d'Ouverture am Fret-Beräich fir den 1. Januar 2007 vir – ech hunn dat scho gesot.

Den drëtte Paquet ass en cours vun der Diskussioun tëschent dem Conseil an dem Europaparlament. E gesäit éischtens de Führerschäi fir Mécanicienë vir, deen eng gutt Saach an der Harmoniséierung vun de Standarden tëschent deenen eenzelne Réseaue géing bedeiten; zweetens, eng Direktiv iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Passagéier an drëttens, schlussendlech eng Ouverture am internationale Voyageursberäich, wou sech de 6. Dezember am Conseil eens ginn ass, fir dat den 1. Januar 2010 ze maachen a wou ech versicht hunn am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung, a réusséiert hunn, eng Derogatioun fir Lëtzebuerg erauszeschloe vun zwee Joer, also bis den 1. Januar 2012.

Dës Derogatioun – an dat wëll ech och ganz däitlech hei soen – ass keng Extrawurscht fir Lëtzebuerg. Déi Demande entsteet aus dem legitimë Wonsch, fir der spezifescher Situatioun vu Lëtzebuerg Rechnung ze droen. Wann den internationale Voyageursberäich am Rahme vun de 25 Länner vun der EU eng Moyenne vun 10% ausmécht am Chiffre d'affaires vum Voyageursberäich insgesamt, esou mécht en zu Lëtzebuerg op Grond vun eiser extraer Situatioun, engem héijen Undeel vun transfrontalièrëm Verkéier an och vun Transit, 70% aus. Dofir, mengen ech, war et rechtens, fir ze froen, fir eis op deem Gebitt Sputt ze ginn.

Ech muss soen, dass mer op d'Ënnerstëtzung konnten ziele vum Vizepresident vun der Kommissioun an Transportkommissär Jacques Barrot, deem ech vun dëser Plaz wëll Merci soe fir seng Ënnerstëtzung. Ech wëll awer och soen, dass et relativ onangenehm ass virun deenen Enceinten zwar eng Derogatioun ze kréien, mä awer och viru versammelter Mannschaft de Virworf sech muss gefalen ze loossen, dass een et bei der Ëmsetzung vum éischten a vum zweete Paquet net onbedéngt ganz seriö mat den Délaië bis elo gemengt huet.

De véierte Punkt vum drëtte Paquet ass dee vun der Qualitéit am Fret-Beräich. Et kann een haut dovunner ausgoen, dass dee véierten Deel wäert vun der Kommissioun abandonnéiert ginn, well souwuel d'Parlament, wéi och de Conseil gemengt hunn, et wär méi nëtzlech d'Qualitéitskritären am Fret-Beräich kontraktuell tëschent de Compagnien an hire Clientë sinn ze loossen, wéi dat europäesch ze regelen.

Egal, Dir Dammen an Dir Hären, wéi eis negativ Attitüd an der Regierung an och hei am Parlament am Laf vun de Jore war, et ass net fir ze ignoréieren – et ass ënnert dem Zeechen, dass europäescht Recht dat nationaalt Recht priméiert –, wat an de Regelen an an de Bestëmmunge vun dem europäesche Kader geschitt. Dofir ass de Retard, dee mer geholl hunn an der Transpositioun, als irresponsabel ze bezeechnen. Déi, déi deen ze verantwerten hunn, kënne soen, datt se sech am Rahme vun hirer Verantwortung net mat Ruhm an deene leschte Jore bekleckert hunn.

Ech wëll an deem Zesummenhang de Bréif vum Kommissär Jacques Barrot – an dem contraignantë Kalenner, deen hien eis matgedeelt huet – vum 17. November 2005 zitéieren: „Je suis toutefois conscient de l'importance pour le Luxembourg de mener à bien sur de telles questions le dialogue social qui aurait malheureusement dû être initié il y a plusieurs années." Deem ass net vill bäizefügen, d'Passivitéit, déi mer an deene leschte Joren an deem Dossier gewisen hunn, d'Inaktivitéit war net am Intérêt vun der Eisebunn, si war net am Intérêt vum Standuert Lëtzebuerg, si war schlussendlech net am Intérêt vum Statsbudget a vun de Steierzueler, si war net am Intérêt vun eisem Land.

Ee Wuert zur Method, déi mer an deene leschte Méint ugewannt hunn. Wie reforméiere wëllt, wie Strukture bewege wëllt, dee mécht dat emol ganz sécher egal wéi net wann hien näischt mécht. E mécht et mat Sécherheet awer och net wann hien et duerch Mësstrauen, duerch Besserwësserei, fir ze mengen et kéint een et per Dekret, par la volonté du Moufti maachen.

De Constat am September 2004 war deen, dass mer net nëmmen an engem schudderegen Zoustand vun Net-Preparatioun op d'Liberaliséierung waren, mä och d'Tatsaach, dass Mësstrauen an deem Beräich iwwerall do war, wou een nëmmen higekuckt huet.

D'Erëmhierstellen also vu Vertrauen, vun Offenheet, jiddereen op deeselwechten Informatiounsstand ze bréngen, awer och kloer zilorientéiert ze sinn, zu engem Resultat ze féieren an och, mengen ech, dat ze maachen an Zesummenaarbecht an Transparenz mat der Chamber, waren also déi Zilsetzungen, déi een huet missen ugoen.

D'Ukënnegung am Summer 2004, dass d'Regierung wëlles hätt déi Tripartite am Hierscht 2005 ze organiséieren, huet zu enger Rei – dat muss ee jo soen – vun negative Kommentare gefouert, souwuel hei an der Chamber, wéi och dobaussen.

Ech mengen, dass, an där Lag wou mer am Hierscht 2004 waren, dat Joer, wat mer elo investéiert hu fir eis ze preparéieren, den Accord vu gëschter just eréischt méiglech gemaach huet. Haut gesinn, mengen ech, all déi, déi mam Dossier konfrontéiert waren an intensiv matgeschafft hunn, dass et richteg war net am Hierscht 2004 an eng Mauer ze rennen, onpreparéiert an ouni e Bléck op dat, wat mer wéilte maachen, mä dass et richteg war sech déi Zäit intensiv ze ginn, fir am juristeschen, finanzpoliteschen an organisationelle Beräich an natierlech och am Sozialdialog, déi Preparatioun ze maachen.

Natierlech si mer mat dem Accord vu gëschter nach laang net um Enn vun der Prozedur ukomm. Ech géing souguer soen, dass déi schwieregst Momenter an der Ëmsetzung eréischt virun eis stinn. De Pabeier ass gedëlleg, mä et ass déi kloer Volontéit vun der Regierung a vum Transportministère alles ze maachen, fir keng Zäit ze verléieren a fir déi Décisioune vun der Tripartite och schnell ëmzesetzen, souwuel um legale Plang, wéi och an der Ëmsetzung vun der Sociétéit. An net méi spéit wéi mar de Mëtte wäerten d'Partnere schonn zesummesëtzen, fir déi sou genannten „To-do-Lëscht" ze maachen, wou jiddfer Partner opgeschriwwe kritt a sech selwer opschreift, wat dann an engem contraignantë Kalenner fir déi nächst Wochen un Décisioune wäerten ëmzesetze sinn. An Dir hutt am Accord gesinn, dass mer e Comité de suivi agesat hunn, deen et erlaabt, dass déi eenzel Partner um Niveau vun de Membere vum Verwaltungsrot sech och selwer ëm dëse Suivi wäerte këmmeren.

Zum Inhalt, déi wichtegst Punkten: Mir grënnen – hunn ech gesot – mat dësem Accord d'CFL-Cargo, eng Privatgesellschaft mat majoritärem Kapital vun der CFL, mat engem Apport cash an en nature, souwuel vun der CFL, wéi och vun der Arcelor.

De Perimeter, dee mer laang diskutéiert hunn a wou mer eis och bis gëschter Moien net onbedéngt driwwer eens waren, ass dee vun net nëmmen den Aktivitéiten am Fret-Beräich tout court, mä och den Aktivitéiten am Triage zu Beetebuerg, der Exploitatioun dovunner, wéi och den Aktivitéiten an der longue distance an enger Phas vun Iwwergang tëschent der Mammegesellschaft an der CFL-Cargo, wéi och den Aktivitéite vun der Visite als en Deel vun der Responsabilitéit vun deem neien Opérateur par rapport zu deenen Aktivitéiten, déi hie fiert, mat awer der Noutwendegkeet dodriwwer en Inspectorat am Rahme vun der Mammegesellschaft ze hunn, deen déi Aktivitéiten zu all Moment nach ka kontrolléieren. Schlussendlech och den Atelier Péiteng, wou mer mengen, dass en am Perimeter vun der Gesellschaft ganz an der CFL-Cargo oder als eng Filial vun der CFL-Cargo erlaabt och déi Aktivitéiten an déi Reparatiounen, Renovéierungen, kënnen ze fidéliséieren, déi vun der CFL-Cargo gefuer ginn.

Schlussendlech war et eis wichteg, dass den Engagement vun der Arcelor net nëmmen een ass, deen à courte durée ass oder sech nëmme op hir Aktivitéit bezitt. Dofir ass et wichteg ze soen, dass d'Arcelor sech am Rahme vun der Lettre d'intention an och an deem wat mer an Zukunft ze maachen hunn engagéiert huet à long terme hir Aktivitéiten am Fret-Beräich mat der neier Gesellschaft ze fueren an et och kloer ginn ass, dass dës Gesellschaft net eng Transportgesellschaft eleng vun der Arcelor ass, mä dass se déi kloer wirtschaftlech Volontéit huet, fir och déi aner Clienten ze bedéngen, an och kommerziell iwwert dat erauszekucken.

Et ass och noutwendeg, dass mer eis an Zukunft konzentréieren d'Transitaktivitéiten am Frachtberäich am A ze behalen, wéi och ze participéieren un aneren Aktivitéiten. Ech denken un de „Projet Sibelit", am Rahme vun der Zesummenaarbecht mat anere Gesellschaften, oder de „Projet Modalohr", deen intermodale Projet, dee mer jo d'lescht Woch mat de Fransousen zesummen ënnerschriwwen hunn.

Mir hunn all Intérêt, an dem Gelénge vun där doter Gesellschaft, op eng gutt Kooperatioun mat eisen Nopeschréseauen an Nopeschgesellschaften ze setzen. Ech mengen awer, dass an där Konkurrenz, déi elo entsteet, et net drëm geet sech ze kuschen, mä och selwer selbstbewosst a courageiert seng Aktivitéite virzedroen an ëmzesetzen.

Mir hu schlussendlech an där Gesellschaft och kloer gemaach, well dat eng Maxime ass, déi souwuel bei der CFL wéi och bei der Arcelor gëllt, dass d'Kogestioun, d'Matbestëmmung vun de Leit, déi an där Sociétéit schaffen, an engem Zeeche vu moderner Geschäftsféierung op allen Niveauen, vum Verwaltungsrot bis ënnen hinner, soll bestoen.

Mir hunn zweetens optéiert, net fir dat, wat laang an der Diskussioun stoung, eng Holding ze maachen, mä d'Grondstrukture vun der CFL, déi sech bewährt hunn, ze erhalen an eng Filial ze schafen.

Mir hunn doniewent duerfir gesuergt, dass déi sou genannte Fonctions essentielles aus dem éischte Paquet ferroviaire, d'Noutwendegkeet also, dass d'Verdeelung vun de Sillonen, dass d'Tarificatioun, déi herno ze geschéien huet, natierlech mussen onofhängeg vun dem Opérateur sinn, dass déi sollten an déi nei ze schafend Communauté des Transports kommen, an net an den ILR, wéi et geplangt war; an dass och d'Formatioun vun de Leit an der CFL-Gesellschaft net soll, wéi geplangt, bei d'Chambre de Commerce kommen, mä dass se an der Maison mère weider soll bestoe bleiwen. Ech mengen, dass zu enger Gesellschaft, déi all Facettë wichteg hëlt, souwuel d'Formatioun wéi och d'Weiderbildung zu den Aktivitéite sollt zielen.

Mir hunn drëttens, an ech mengen, dat war sécherlech dee schwieregste Punkt, laang diskutéiert iwwert de Statut vun de Leit, déi haut op der Eisebunn schaffen, an deenen, déi muer sollen agestallt ginn. Mir hu schonn an der Regierungserklärung 2004 kloer gemaach, als Regierung an och als Majoritéit, dass mer d'Konditioune vun den aktuellen Eisebunner wëllten erhalen, wat hire Statut, wat hiren Emploi, wat hir Rémunératioun an dann och hir Pensiounsusprécher géing bedeiten.

Mir sinn eis driwwer eens ginn, an ech mengen dat war e wichtege Punkt, dass ee sech an enger Gesellschaft ka virstellen, dass do Leit niewentenee schaffen, déi zwee verschidde Statuten hunn. Dass se och kënnen zwou verschidde Rémunératiounen hunn. Dass se och kënnen zwou verschiddenaarteg Pensiounsusprécher hunn.

Noutwendeg muss et awer sinn, fir déi gutt Organisatioun vun engem Betrib, dass mer an den Aarbechtskonditiounen, an dem Repos journalier oder am Repos hebdomadaire an den Amplituden zu enger Harmoniséierung musse kommen, well soss e Betrib net ordentlech ze organiséieren ass. Duerfir: Jo zu deem Statut, mä op där anerer Säit awer duerfir suergen, dass mer an den Aarbechtskonditiounen eppes zesumme fäerdeg bréngen kënnen.

Den Transfert vun de Leit an déi nei Gesellschaft geschitt iwwert d'Form vun der Affektatioun, wéi se vum Statut vun 1920 an dem Règlement grand-ducal, deen doraus entsteet, virgesinn ass. Den neie Statut vun deene Leit, déi nei anzestelle sinn an der CFL-Cargo, ass forcément an enger privater Gesellschaft dee vum Privatsecteur, baséierend op d'Gesetz vun 1989 mat duerno engem Sockel vu Rémunératiounen, dee mer prinzipiell virgesinn hunn, dee sech uleet

un de Kollektivvertrag vun der Sidérurgie, vun der Arcelor also, deen herno natierlech an der Tarifautonomie an dem Betrib selwer soll weider opgeschafft an ausgehandelt ginn. An, ech mengen, dass dat e wichtege Punkt ass, virgeschloe vun de Gewerkschaften, dass mir en herno d'obligation générale deklaréieren, fir domadder e minimale Sockel fir all Opérateuren am Beräich vun dem Schinneverkéier am Frachtberäich kënnen ze leeën.

Mir hu gëschter am Rahme vun engem generelle Kompromëss als Regierung akzeptéiert, dass mer dat, wat déi kleng Léisung genannt gëtt – ech fannen et e komesche Sproochgebrauch, well dat, wat mer maachen, a sech eng grouss Strukturreform a Wierklechkeet fir de Beräich vun der Eisebunn duerstellt –, an enger éischter Phas eleng fir de Frachtberäich maachen. Et wäre vill gutt Grënn ginn, fir et och direkt fir déi gesamt Gesellschaft ze maachen, a sech domadder wierklech proaktiv virzebereeden op déi Liberaliséierung, déi zum Beispill am internationale Voyageursberäich op eis zoukënnt. Ob et dann 2012 ass, wësse mer net, well mir sinn an der Codécisioun, an d'Diskussiounen tëschent Conseil an Europaparlament zu deem Punkt sinn eréischt amgaangen unzefänken.

Et goufen awer och gutt Grënn vun de Gewerkschafte virgedroen, fir sech elo emol an enger éischter Phas op d'Fracht eleng ze konzentréieren. Dat, wat mer an der Regierungserklärung gesot hunn, dat, wat elo wierklech net nëmmen usteet, mä am Prinzip scho passéiert ass a wou et héich Zäit gëtt, et ze maachen. Awer och, mengen ech, an engem Beräich, wou mer jo keng grouss Enthusiaste si vun der Liberaliséierung, net virun de Won ze lafen. Mä och d'Erfahrungen ze kucken, déi mer elo am Frachtberäich maachen a vun hinnen ze léieren, fir dat wat mer sollte kréien.

Ech hu gëschter bei der Virstellung vun den Décisioune vun der Tripartite symbolesch – mä ech mengen et soll een et och en fait esou huelen – gesot, mir hunn haut 30 Méint Retard op der Transpositioun am Frachtberäich. Mir sollten eis dann haut d'Wuert ginn, fir d'Transpositioun muer am Voyageursberäich mat 30 Méint Avance, wa méiglech, unzegoen. An ech mengen a Wierklechkeet, dass, wa mer eis op dat éischt Semester 2006 elo ze konzentréieren hunn, ëm d'Ëmsetzung vun dësem Tripartitesaccord, dass mer schonn am zweete Semester 2006 eis sollen zesummesetzen, fir da schonn ze kucken: Wat kënnen d'Méiglechkeeten, d'Chancen am Voyageursberäich sinn, fir dass mer net nach eng Kéier esou domm aus der Wäsch musse kucken, wéi mer dat am Frachtberäich duerch d'Irresponsabilitéit vu politesche Mandatsträger an deene leschte Wochen a Méint gemaach hunn?

Ech mengen och, dass mer eng wichteg Responsabilitéit hunn, fir no der Restrukturéierung ze kucken, wat mer – an heiansdo ass et mer schwiereg, fir de richtegen Term ze fannen, deen een duerfir hëlt –, loosse mer emol soen, mat dem iwwerschëssege Personal maachen. Et ass kloer, dass deen Accord an der Restrukturéierung och dozou féiert, dass mer Personal wäerten ofbauen, dass mer mat deem Personal do – 130, 140 un der Zuel – eppes Sënnvolles unzefänken hunn, well Entloossunge wäert et net ginn. Doriwwer brauche mer net ze diskutéieren an ze streiden.

Dass mer also versiche sollte mat deem Personal Programmer ze maachen, déi eis erlaben e Sujet zum Beispill unzegoen, deen d'Gewerkschaften zu Recht an deene leschte Woche monéiert hunn, an dat ass dee vun der grasséierender Onsécherheet an dem Beräich vun den Zich, vun de Garen, och dem Vandalismus, deen do herrscht. Esou dass eng besser Presenz vu Leit an de Garen, an den Zich eng ganz gutt Iddi wär, déi der Attraktivitéit vun der Eisebunn sécherlech géif zegutt kommen. Dat ass ee Beräich, wéi vill anerer, wou mer sënnvoll Aktivitéite kënne maachen.

Véiertens, gëtt et an deem Accord natierlech och en Engagement vum Stat. An et ass e substanziellen. En Engagement vum Stat, deen e finanziellen ass. Op dee kommen ech. Dee finanziellen, deen à court terme ze stemmen ass, wäert eis dozou bréngen, dass mer ganz schnell och en Ofbau vun den Defiziter, déi mer säit Jore matschleefen, kënnen erreechen, esou dass et jiddefalls à moyen terme schonn eng positiv Operatioun fir de Lëtzebuerger Stat a säi Statsbudget wäert sinn.

Voluntaristesch awer och deen Engagement zu Gonschte vun der Schinn par rapport zu der Strooss, aus deene Grënn, déi ech am Ufank scho genannt hunn, déi den Ëmweltberäich bedéngen. Mä ech mengen, dass et och wichteg ass um Niveau vun deem Mariage, dee mer hei fäerdeg bréngen, de Wirtschaftsstanduert insgesamt hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Engagement, och eng Diskussioun ze féieren iwwert d'Héicht vun der Redevance, déi haut d'Eisebunn bezilt, fir de Réseau vun der Eisebunn, dee Propriétéit vum Stat ass, kënnen ze benotzen, an déi jo eng Recette directe ass vum Fonds du rail. Eng Diskussioun driwwer ze féieren a gläichzäiteg och eng Diskussioun ze féieren, inwieweit dass d'Recettë vun der Eurovignette, déi mer also huelen aus dem Beräich vun der Strooss fir d'Benotze vun de Camionen, dass mer déi huele fir se an de Fonds du rail ze setzen.

Domat géife mer eng Iddi, mengen ech, déi och vill an der Diskussioun ass op der Bréisseler Bühn, am Moment an der Eurovignette-s-Diskussioun tëschent der Décisioun vum Conseil ënner eiser Présidence am Abrëll 2005 an op där anerer Säit dem Avis vum Europaparlament, dee vill méi staark dréckt fir effektiv duerfir ze suergen, dass d'Recettë vun der Eurovignette net sollen duerfir do sinn, fir Lächer an de Keese vun de Statsbudgeten ze fëllen, mä voluntaristesch solle genotzt ginn, fir an deem Beräich déi Konkurrenz méi fair, méi gerecht ze maachen, wéi se am Moment haut ass.

Haut gëtt sécherlech onnëtzerweis d'Schinn penaliséiert par rapport zur Strooss, an dat ze versichen iwwert d'Recettë vun der Eurovignette voluntaristesch ze attackéieren, ass sécherlech de But, deen een doriwwer kann erreechen. Schlussendlech och voluntaristesch doduerch, dass mer eis am Accord och duerfir ausschwätzen, dass mer Contrat-de-service-publicë wëlle maachen, fir Clienten eng Kompensatioun ze ginn oder den Opérateuren eng Kompensatioun ze ginn, fir och do voluntaristesch duerfir ze suergen, dass éischter mat der Schinn gefuer gëtt, wéi op der Strooss.

Muer huet keen en Intérêt drun, dass d'CFL-Cargo e Client wéi d'Intermoselle géing verléieren aus Käschtegrënn a mer dann d'Trafic er géinge fuere mat de ville Camionen, amplaz dass mer dat mat der Eisebunn maachen. Deen Intérêt do soll dem Stat eppes wäert sinn, an duerfir soll en dat och par le biais vu Kontrakter mat den Opérateure kënne positiv beaflossen.

Schlussendlech ass natierlech och den Investitiounsprogramm, deen am Rahme vun dem Fonds du rail a senger pluriannueller Finanzplanung virgesinn ass, de beschte Beweis, dass de Lëtzebuerger Stat, seng Chamber a säi Parlament dru gleewen, dass d'Eisebunn souwuel am Voyageursberäich wéi am Frachtberäich eng grouss Zukunft huet an engem moderne Mobilitéitskonzept, a mer duerfir, mengen ech, och kënne riichtstoe fir ze weisen, dass et eis do éierlech gemengt ass mat der Ënnerstëtzung vun der Bunn.

Ech mengen, wann ech déi Klammer däerf opmaachen, dass mer mat deemselwechten Esprit, wéi mer un d'Diskussioun vun der Eisebunnstripartite erugaange sinn, mat der Diskussioun vun Offenheet a vun alle Kaarten op den Dësch leeën, keen Drock maachen hei a keen Drock maachen do an och net besserwësseresch virzegoen, et och wäerte fäerdeg bréngen, Ufank 2006 an där ganz leideger Diskussioun iwwert den Tram zu Lëtzebuerg och endlech zu Décisiounen ze kommen, déi wierklech dann eppes duerstellen an déi och do dem Mobilitéitskonzept vun engem moderne Lëtzebuerg wäerte gerecht ginn. Ech sinn haut iwwerzeegt, dass mer dat mat deemselwechten Esprit och an e puer Woche wäerte fäerdeg bréngen.

Et ass awer och wichteg an dësem Accord, dass mer eis duerfir ausschwätzen, fir zum Beispill e Projet wéi dee vu Modalohr, vun deem ech virdru geschwat hunn, deen et eis erlaabt an engem wichtege Beräich, wéi deem vum Intermodalen an der Route tëschent Beetebuerg a Perpignan, op d'Schinn ze setzen an net op d'Strooss ze setzen, mat allen néfastë Konsequenzen, déi dat hätt. Modalohr ass e Projet, dee mat sengem Site zu Beetebuerg iwwert de Fonds du rail finanzéiert wäert ginn.

Et ass och wichteg duerfir ze suergen, dass mer iwwert d'Investitiounen aus der Mammegesellschaft CFL en neien Hangar fir de Busbetrib op d'Bee setzen a schlussendlech aus de Moyene vun der CFL-Cargo-Gesellschaft och d'Moderniséierung vum Atelier Péiteng virhuelen, well och da spillt deen am Rahme vu sengen Aktivitéiten eng wichteg Roll, net nëmme fir d'CFL-Cargo-Gesellschaft, mä och fir aner Gesellschaften, déi heihinner kënne kommen a vu senge Servicer kënne profitéieren.

Schlussendlech geet et eis drëm fir déi zwee Contrats de gestion, engersäits de Contrat de gestion fir d'Infrastruktur, mä och dee fir de Fonds du rail an des routes, déi Enn 2007 auslafen, ze erneieren. Och fir hei d'Garantie ze weisen a Planungssécherheet der Eisebunn ze ginn, wëlle mer dat éischter ugoen doduerch, dass mer déi Diskussioune schonn am Rahme vum Joer 2006 féieren an net waarde bis mer un den Term vun der Kontraktsdauer, déi haut virgesinn ass, kommen.

Wat de Käschtepunkt ugeet, wëll ech deen an zwee Voleten ënnerscheeden: engersäits dee vun der Finanzstruktur vun der CFL-Cargo-Gesellschaft. D'CFL, hunn ech gesot, huet eng Participatioun vun zwee Drëttel un de Fonds propres vun der Sociétéit, d'Arcelor een Drëttel. Déi respektiv Apportë setze sech zesummen aus Apports en nature a selbstverständlech aus Apports en numéraire, dat heescht cash.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Apporten en nature bestinn aus iwwer 3.000 Wagonen a ronn 40 Lokomotive vun deenen zwou Gesellschaften CFL an Arcelor. D'Apports en numéraire leien, wann een den Atelier Péiteng mat an de Perimeter vun der CFL-Cargo hélt, bei ronn 76 Milliounen Euro vun der CFL a bei ronn 48 Milliounen Euro vun der Arcelor. Dat ass eng zolidd finanziell Basis fir éischtens d'Käschte vun der Restrukturatioun während deenen éischten dräi Joer ze droen, déi mat dem Transfert vun den Aktivitéite souwéi mat der Formatioun an der Reaffektatioun vum Personal verbonne sinn.

D'Leit vun der CFL gi vun der Mammegesellschaft bei d'CFL-Cargo affektéiert, 2006, hunn ech gesot. Am Ufank vun der Restrukturatioun sinn et der méi wéi 2008; vu 530 geet déi Entwécklung do op 260 zum Schluss vun der Restrukturéierung. De Surcoût, deen duerch dës Differenz entsteet, gëtt also am Laf vun deene Joren duerch d'Rationaliséierung ofgebaut.

Zweetens ass déi zolidd Basis wichteg fir e Fonds de roulement ze hunn an der Héicht vu ronn 15 Milliounen; drëttens, eng Dosen télécommandéiert Lokomotiven ze kafe respektiv ze lounen; véiertens, en Désendettement vun den CFL-Lokomotive virzehuelen, déi an d'Propriétéit vun der CFL-Cargo iwwerginn, also haut schonn do sinn; fënneftens, d'Restrukturatiounsfraisën an d'Modernisatiounsinvestissementer vum Atelier Péiteng, wéi ech et scho gesot hunn, och an Héicht vu ronn 15 Millioune virzehuelen. Et ass am Plan d'affaires virgesinn, fir den Defizit vun aktuell 34 Milliounen Euro d'Joer an Zäit vun dräi Joer an den Equiliber ze kréien, also den „break-even" ze erreechen.

Des Weideren, op deem Gebitt d'Engagementer vum Stat. De Stat huet sech am Kader vun der Tripartite engagéiert, fir net déiselwecht Feeler ze maachen, wéi d'Briten, déi d'Schinneninfrastruktur privatiséiert hunn, mat all deene bekannten negative Suiten. De Lëtzebuerger Stat wëllt duerfir gäre Besëtzer vum ganzen Domaine ferroviaire ginn. Duerfir kafe mir…

(Interruptions diverses)

Dat berouegt mech.

(Interruption)

Duerfir kafe mir iwwert de Wee vum Fonds du rail déi fënnef Garë vun der CFL of, déi nach an hirem Besëtz sinn, dat heescht Lëtzebuerg, Ettelbréck, Péiteng, Esch a Beetebuerg, an och d'Infrastructure ferroviaire, déi am Besëtz vun der Arcelor ass. De Finanzminister, deen duerfir zoustänneg ass, ass amgaange mat Hëllef vun Experten ze evaluéieren, wat dës Infrastruktur wäert sinn. Soubal wéi déi Aarbechten ofgeschloss sinn, kommen ech mat engem Gesetzesprojet an d'Chamber, fir mer déi Acquisitioune vun der Chamber autoriséieren ze loossen.

Weiderhin engagéiert d'Regierung sech, fir onrentabel Giddertransporter vu Bréissel als Service public, wéi ech gesot hunn, unerkannt ze kréien. Wa mer domadder Succès hunn, wäert dat eis eng zwou Milliounen Euro pro Joer kaschten. Dir gesitt, et war de Souci vun der Regierung fir den Dossier esou ze ficeléieren, dass d'Kommissioun zu Bréissel eis net ka virgeheien, verstoppten Hëllefen un déi nei Gesellschaft ze ginn. Duerfir gëtt et och keng Subventiounen, weder fir d'Arcelor nach fir d'CFL, nach fir d'CFL-Cargo.

Duerch den Ofbau vum Defizit wäerten um Enn vum Restrukturatiounsexercice eng 25 Millioune pro Joer gespuert ginn am Statsbudget bei deem Apport, dee mer haut leeschten. Och gëtt de Statsbudget au sens strict nëmmen duerch déi eventuell zwou Milliounen Euro Contrat de service public belaascht, an dat fréiestens à partir vun 2007.

D'Acquisitioune vun den Infrastructures ferroviaires wäerten, iwwer dräi Joer verdeelt, vum Fonds du rail virgeholl ginn, an et ass evident fir d'Regierung, dass domadder am Fonds du rail Méiglechkeete fir d'Investitiounsprojeten net däerfe grefféiert oder léséiert ginn.

Ech hunn um Enn – an ech komme bal genau op déi 40 Minutten, déi mer zoustoungen – all Grond fir de Memberen, déi an der Tripartite an deene leschte Wochen a Méint matgehollef hunn, un dësem Exercice an un dësem Accord ze schaffen, e Merci auszedrécken. De Merci geet un d'CFL, un hire Verwaltungsrot, un der Spëtzt den Här Jeannot Waringo, an un hir Generaldirektioun, mam Generaldirekter Alex Kremer,…

(Interruptions)

…déi an deene leschte Wochen a Méint gewisen hunn, dass dat Mësstrauen, wat hinne während Joren entgéintbruecht ginn ass vun de Responsabelen aus dem Transportministère, onberechtegt war. Wann ee mat deene Leit do zesummeschafft a se respektéiert, dann ass et méiglech, eng ganz gutt Aarbecht ze kréien. Ech muss soen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…an ech mengen dat ganz éierlech, dass all Réunioun vun der Tripartite mat enger exzellenter, enger professioneller Préparatioun vun den Dossiere verbonne war. Och dat war en entscheedenden Undeel vun der Réussite, déi mer gëschter konnten hunn. Ech wëll och de Responsabele vun der Arcelor e Merci ausdrécken, déi ganz professionell, wéi een dat vun hinne gewinnt ass, sech un dësen Aarbechte vun engem gewëssene Moment u matbedeelegt hunn.

Ech wëll schlussendlech och de Gewerkschafte soen, dass déi Méfiance, déi hinne laang entgéintgestrotzt ass, net berechtegt war. Si hu gëschter gewisen, dass si am Rahme vun deem, wat hire legitimen Optrag ass, sech anzesetze fir d'Leit op der Eisebunn, et fäerdeg bruecht hu sech matzebewegen an eng Richtung, déi hinnen esou wéineg gefält ewéi eis, déi vun der grousser Liberaliséierung. Mä d'Fakten, étant très têtu, mengen ech, ass et richteg, wann een am Intérêt vun der Saach wëllt schaffen, sech dann elo endlech virzebereeden.

Ech wëll domadder och de Responsabelen am Ministère des Transports, un der Spëtzt dem Här Frank Reimen, an där ganzer Equipe Merci soen. A well ech 15 Joer hei an der Chamber oft de Géigendeel erlieft hunn, an zwar dass mer aus der Tripartite – wéi soll ech soen – net vill, fir net ze soe guer näischt – ne Diert, Här Glesener –, gewuer si ginn, a just nach herno mat fäerdege Gesetzesprojete konfrontéiert gi sinn, duerfir wëll ech soen, dass ech mengen, dass véier Sëtzunge mat der Transportkommissioun während den Tripartitesverhandlungen eis et erlaabt hunn, fir eis géigesäiteg ze informéieren, géigesäiteg déi Froen an déi Suggestioune mat op de Wee ze ginn, déi souwuel mir selwer, wéi mengen ech och der Chamber et erlaabt hunn an haut erlaben, fir dëst Resultat uerdentlech kënnen ze beuerteelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt D'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu jo den Don, fir Saachen op eis zoukommen ze loossen, bis et dann heiansdo schonn e bëssen ze spéit ass. „An zwee Fäll, der Tripartite CFL an am Kyoto-Protokoll, hu mir gewaart, gewaart a gewaart, bis dann den Zuch schonn an der Gare steet, bis et dann heiansdo schonn ze spéit ass." Dëst Zitat vum Transport- an Ëmweltminister Lucien Lux vum 7. Dezember an enger Fernsehemissioun léisst déif blécken, wann e seet: „Mir hu gewaart, gewaart a gewaart."

Do muss ee sech d'Fro stellen, firwat hei zu Lëtzebuerg esou laang gewaart ginn ass, bis mer endlech mat der Liberaliséierung, mat deenen Diskussiounen ugefaangen hunn. Well et ass jo och esou, wéi de Minister gesot huet, dass Lëtzebuerg scho gesot kritt huet, wat et géif kaschten, wa mer bis den 31. Dezember vun dësem Joer näischt Uerdentleches a Gräifbares kéinten op Bréissel schécken.

Vill ze laang ass d'Schinn stéifmütterlech hei am Land behandelt

ginn, an et si méi Investissementer an d'Strooss, wéi op d'Schinn gefouert ginn. An deem leschte Joer ass et awer erëm, Gott sei Dank muss ee soen, opgrond vun den Ëmweltproblemer, vu Kyoto, vu Stauen op eise Stroossen a vun Accidenter zu engem Ëmdenke komm an d'Transportmëttel „Zuch" ass erëm eng Kéier méi an de Mëttelpunkt gestallt ginn. Vill Zäit ass awer verluer gaangen. Duerfir wëll ech vun dëser Plaz aus dem Minister an all deene Leit, déi an där Tripartite dobäi waren, awer félicitéieren, dass se et fäerdeg bruecht hunn nach virum 31. Dezember deen Accord ze fannen, deen elo haut virläit.

Mä et ass awer och wichteg, dass déi néideg Investissementer gemaach ginn, esou wéi et am Koalitiounsaccord steet, fir d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg a fir den Ausbau vun deenen anere Strecken. Et ass wichteg, dass mer eng direkt Verbindung kréie vu Lëtzebuerg op Belval, Belval-Usines, en IVL-konformen Unisstanduert, wou et dann och wichteg wier, dass mer eng schnell Eisebunnslinn hätten, fir Lëtzebuerg mat Esch-Belval ze verbannen.

Et ass jo och däitlech ginn an der IVL-Etüd, dass d'Schinn d'Réckgrat ass vun dem öffentlechen Transport hei zu Schëffleng, entschëllegt, hei zu Lëtzebuerg!

(Hilarité)

Elo war ech schonn op d'mental Gefill eriwwergaangen. Gesitt Der, wéi et ass?

Une voix.- En ass och vu Schëffleng!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Duerfir maache mer eng Unterführung zu Schëffleng. Gesitt Der, dass…

(Interruptions)

Här Gibéryen, duerfir maachen…

(Coups de cloche de la Présidence)

…mer eng Unterführung zu Schëffleng, fir dass och do den Zuch méi séier ka fueren. Da sinn dräi Barrièrë manner, dat ass dann och nach besser fir den öffentlechen Transport.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A fir Schëffleng.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A fir Schëffleng. Voilà, Dir sot et!

Et ass awer och wichteg – an de Minister huet et schonn ugeschwat –, dass mer eis mam Tram beschäftegen. Och wann ech e bëssen iwwerrascht war, wéi an de Budgetsdiskussioune geschwat ginn ass, et misst do iwwer e Private Public Partnership nogeduecht ginn ouni CFL. Ech ka mer awer virstellen, dass et op alle Fall wichteg ass, dass och d'CFL, wann deen Tram kënnt, an där ganzer Organisatioun eng wichteg Roll huet, dat virun allem wat d'Exploitatioun ubelaangt.

Den öffentlechen Transport an och de Gidderverkéier funktionéieren awer nëmme mat guddem Personal, mat motivéiertem Personal. Et kann net sinn, dass do de Mënsch ze kuerz kënnt. Et ass awer och wichteg, an de Minister huet et ënnerstrach, dass de Client, de Voyageur, deen den Zuch hëlt, sech sécher fillt. Et ass och wichteg, dass déi Leit vun der Eisebunn, déi an deenen Zich sinn, sech sécher fillen. Do wësse mer jo och, dass déi lescht Joren a Méint ëmmer méi Randalen opkomm sinn.

Dass do méi Leit kënnen an dem Zuch sinn, fir dass souwuel déi Leit, déi hir Aarbecht maachen, wéi déi Leit, déi op den Transport zréckgräifen, sech do net weidere Gefore mussen aussetzen, well et ass wichteg, dass dee Reesender, dee gär mam Zuch fiert, och keen Onsécherheetsgefill huet, mä dass en e Sécherheetsgefill huet.

Bedéngt duerch d'Liberaliséierung an Europa, déi am Gidderverkéier jo scho méi laang ass, krut d'CFL ëmmer méi Schwieregkeeten um Marché; 34 Milliounen Defizit, nëmme fir dat vum leschte Joer nach eng Kéier ze soen. Et ass wichteg, dass et elo erëm biergop geet an dass mer do kënnen investéieren an dass d'Eisebunn d'Méiglechkeet kritt matzehale bei deenen neien Erausfuerderungen, deem neie Wettbewerb, deen tëschent Schinn a Strooss besteet.

Heiansdo huet een d'Gefill et wier ëmmer e Krich gewiescht, en 100-jährege Krich, oder besser gesot e 50-jährege Krich zwëschent der Schinn an der Strooss. A wann een dat esou kuckt déi lescht Joren, dann hat een ëmmer méi oft d'Gefill, dass et d'Eisebunn war, déi déi Schluechten alleguerte verluer huet.

Awer Gott sei Dank ass an Europa en Ëmdenke komm, dass et drëm geet, fir méi aner Transportméiglechkeeten ze huelen. „Modalohr" ass ugedeit ginn, wat eng fantastesch Saach ass, wou d'Camionen, fir et elo emol esou auszedrécken, huckepack matgeholl ginn an doduerch och manner Verkéier direkt op der Strooss ass. Et ass duerfir och positiv, dass et zu där Jointventure zwëschent der Arcelor, wat den Haaptclient am Transport vun der Eisebunn am Fret ass, an der Eisebunn kënnt. An dëst neit Kand, wat jo elo CFL-Cargo heescht, huet eng grouss Verantwortung viru sech.

Et ass och wichteg, dass dat eng Firma ass, déi kompetitiv ass. An et war och gewosst, schonn am Joer 2003, dass d'CFL do misst Zesummenaarbechte maache mat aneren. Ech zitéieren en Interview vum deemolegen Transportminister aus enger Zeitung, hien huet deemools gesot: „Ich sehe keinen öffentlichen Transport in Luxemburg ohne die Eisenbahn. Ich kann mir auch nicht vorstellen, dass die Luxemburger Eisenindustrie auf die CFL verzichten könnte. Die Herausforderung, die auf die Bahn zukommt, ist die Liberalisierung der Schienennetze.

Die CFL hat ein großes Know-how und ein gut ausgebildetes Personal und müsste deshalb in dem internationalen Umfeld berechtigte Chancen haben. 1999 habe ich bei der Eisenbahn nach der Strategie des Unternehmens gefragt. Ich möchte die Stärken und Chancen der CFL sowie die Gefahren, die auf das Unternehmen zukommen, aus der Sicht des Managements kennen lernen. Eine Gefahr ist ohne Zweifel die große Abhängigkeit des Unternehmens. Im Frachtbereich macht die CFL 80% ihres Umsatzes mit Arcelor. Die Stahlgruppe ist in Belgien verantwortlich für 25% des Frachtumsatzes der SNCB und in Frankreich für 7% der SNCF.

Wenn Arcelor seine Frachtkapazitäten bündelt, dann sollte die Luxemburger Eisenbahn einen Weg finden, um das Bestehende, die 80% im Inland, zu retten. Ein Weg dazu ist sicherlich die Kooperation mit den Eisenbahnen der Nachbarregionen. Ich kann Denkanstöße geben, die kommerzielle Ausrichtung des Unternehmens muss aber vom Management ausgehen."

Dat waren d'Wierder vum deemolegen Transportminister. Duerfir ginn ech jo dovun aus, mat deem Accord, deen elo virläit, dass och d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zum Projet do ass. Well et si jo am Fong indirekt Saache geschitt, déi den Transportminister vun deemools gefuerdert huet an déi elo den Transportminister vun haut ëmgesat huet, dass et nämlech zu enger Zesummenaarbecht kënnt mat deem gréisste Client vun der CFL an dass et duerfir jo dann och méiglech misst sinn, dass mer do d'Zoustëmmung vun der gréisster Oppositiounspartei bei dësem Projet oder bei dëser Debatt kënne kréien.

Ech wollt nach doriwwer eraus soen, dass schonn am Joer 2003 eng Gewerkschaft, déi Syprolux heescht, gefrot huet, fir dass eng Tripartite misst kommen. An dunn ass vu ville Leit, och aus dem Transportsecteur, gesot ginn: Wat maachen déi dann elo do fir eppes? Firwat lafen déi dann elo do vir? Do si Campagnë gemaach ginn, well se schonn 2003 gefrot hunn, dass eng Tripartite sollt kommen.

Haut gesinn ech: Déi Tripartite ass ofgeschloss an den Accord ass do, an dat bestätegt jo, dass déi Leit och schonn deemools Recht haten, wéi se 2003 eng Transport-Tripartite gefuerdert hunn, fir d'Problemer vun der Eisebunn kënnen unzegoen a fir d'Problemer op der Eisebunn kënnen ze bewältegen.

De Sozialdialog ass jo e Lëtzebuerger Modell, an et ass nach souwuel vum Transportminister wéi och vum Premier ënnerstrach ginn, dass deen Accord, deen elo zustane komm ass, jo nëmmen op de Sozialdialog oder ënner anerem vill op de Sozialdialog zréckzeféieren ass.

Jo, d'Gewerkschaften – dat kann ech verstoen – sinn net frou a glécklech iwwer alles wat do geschitt ass, mä si si sech awer och bewosst, dass et de Moment net aneschters geet. Ech wëll do de Syprolux-President Georges Bach zitéieren: „Wir wollten die Privatisierung nicht, wir sind aber auch nicht blind für die politischen und ökonomischen Zwänge." Fir och just dee Saz eng Kéier ze soen, wat awer beweist, och wa se net frou doriwwer sinn, dass se awer konstruktiv matgeschafft hunn, fir do en Accord ze fannen.

Et ass ëmsou méi verwonnerlech, well jo d'lescht Woch hei bei den Debatten zu anere Sujeten oft d'Tripartite an de Lëtzebuerger Modell kritiséiert gi sinn a well do esou komesch Bemierkunge komm sinn, wéi d'CSV an de Cercle Joseph Bech wéilten de Lëtzebuerger Modell ofschafen. Do wollt ech dem Här Bausch proposéieren, well hien ee vun deene war, deen dat gesot huet, hie soll emol iwwert d'Feierdeeg doriwwer nodenken, ob mer net sollen zesummen e Cercle Pierre Dupong grënnen!

(Hilarité)

E Cercle Pierre Dupong, e grousse Statsmann, wat och e Sozialpolitiker war, dass mer dann zesumme kënnen oppassen, dass et do net op där enger oder där anerer Säit wierklech zum Sozialofbau géif kommen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Spautz, den Här…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, jo.

M. le Président.- Ass et fir eng Fro?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech ka se awer och herno maachen, mä et ass fir Fait personnel, Här President. Ech géing et méi sënnvoll fannen, wann ech dat direkt klären, well den Här Spautz huet do Saache matenee verwiesselt, déi ech net gesot hunn.

(Interruption)

Ech hunn an de Budgetsdebatten net gesot, d'Tripartite generell géing kee Sënn maachen – dat kéint ech net soen, well ech hu selwer nämlech virun zwee Joer an dësem Parlament eng Motioun erabruecht am Kader vun enger Interpellatioun iwwert d'Eisebunn, wou ech verlaangt hunn, datt eng Tripartite Eisebunn géing aberuff ginn, donc kann ech net generell géint d'Tripartitë sinn.

Ech hunn an de Budgetsdebatte gesot, datt Är Fraktioun an dann dee Geistesdéngen, deen do driwwer schwieft iwwert Ärer Fraktioun an deen Der selwer zitéiert hutt, d'Chamber dozou bruecht hunn, datt d'Exekutioun vum Budget géing an d'Tripartite ausgelagert ginn an datt dat fir eis inakzeptabel wär, datt d'Parlament géing d'Exekutioun vum Budget an eng Tripartite auslageren. Dat ass natierlech eppes wesentlech aneschters.

Fir de Rescht, Här President, ass meng Fraktioun der Meenung, datt eng Tripartite grad a Krisesituatiounen e ganz gutt Instrument ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, Här Bausch, dat freet mech, dass Der och sot, d'Tripartite ass e gutt Instrument. Ech proposéieren Iech dann awer, zesummen de Cercle Pierre Dupong ze grënnen, fir dass mer dann och do…

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, loosst elo de Cercle Joseph Bech hei aus dem Spill,…

(Hilarité)

…an den Här Spautz fiert weider!

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President.

Une voix.- Elo gitt Der se net méi lass.

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wien, de Pierre Dupong? Neen, dat war e grousse Statsmann, Här Goerens.

M. le Président.- Da loosst elo den Här Spautz schwätzen. Den Här Spautz huet d'Wuert a soss keen, Här Gibéryen!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …virliesen, wat Äre Schutz-Engel an Är Ried…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Bon, Här Bausch, do hutt Der awer elo Pech, ech schreiwe meng Rieden normalerweis ëmmer selwer.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, dat do huet sech awer elo net duerno ugehéiert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech weess net wéi et bei Iech ass, mä ech schreiwe meng awer nach ëmmer selwer.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här Grethen…Här Goerens, soll ech elo schwätzen oder…

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen, an Här Bausch och, wann Der elo vläicht wëllt den Här Spautz schwätze loossen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wisou, Här Gibéryen, ech hunn nach näischt zu Iech gesot. Dat kënnt nach.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech froe mech, firwat datt Der all esou opgereegt sidd! Jiddereen huet hei d'Recht fir seng Meenung duerzeleeën.

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Et ass dach normal, datt mer opgereegt sinn! Wat schwätzt hien dann?! Hie seet Saachen hei, déi guer näischt mat der Debatt ze dinn hunn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Goerens, wëllt Dir dem Här Spautz eng Fro stellen?

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, ech wollt…

M. le Président.- Här Spautz, loosst Der eng Fro vum Här Goerens zou?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, kee Problem.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt den Här Spautz froen, ob hien aus Kohärenzgrënn net fir d'éischt wëllt de Joseph-Bech-Cercle ofschafen an dann eréischt deen anere grënnen.

(Hilarité)

M. le Président.- Et wier gutt, wann d'Froen, déi gestallt ginn, eppes mam Thema ze dinn hätten.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et huet zwar elo näischt mam Thema ze dinn, mä ech äntwerten Iech awer drop. Ech hunn näischt gegrënnt, da brauch ech och näischt ofzeschafen. Ech grënne gär e Pierre-Dupong-Cercle, an Dir sidd och häerzlech wëllkomm.

(Hilarité)

Deen Accord, deen awer elo virläit vun der Tripartite an deen hei vum Minister Lucien Lux virgestallt ginn ass, dat ass e gudden Accord an et ass deen éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Nei Weeër ginn ageschloen, Modalohr ass genannt ginn, déi rollend Landstrooss, den Huckepack am Verkéier, wou d'Camionen op den Zuch kommen, fir nëmmen dëst Beispill ze nennen.

Awer och d'Personal, virun allem dat Personal mam Statut vun 1920, déi Leit behalen hiert Recht, och an där neier Firma, an dat ass wichteg an dat ass gutt esou.

Et ass och gesot gi vum Minister, dass iwwer aner Punkten nach misst geschwat ginn, wéi zum Beispill iwwert den Ordre général 24, an dass déi Verhandlungen do schnellstméiglech uginn, fir dass mer et och do fäerdeg bréngen, dass déi Aarbechtsbedéngungen, déi do sinn, wat och ëmmer geschwat gëtt, wéi héich do déi Sécherheetskonditioune wieren, esou däerf een awer net vergiessen – an de Minister huet et och ëmmer an der Chamberskommissioun ënnerstrach –, dass trotzdeem doriwwer eraus och regelméisseg Derogatiounen dozou do waren.

Et ass awer och wichteg, dass dës Diskussiounen iwwert déi Ännerungen am Ordre général am Dialog geschéien, an zwar zwëschent der Direktioun, dem Syprolux an dem Landesverband, fir dass mer et och do fäerdeg bréngen, deen néidegen Accord ze kréien.

Dobäi däerf awer och d'Sécherheet net ze kuerz kommen, well wann een nëmme kuckt wat d'Liberaliséierung bruecht huet – ech nennen nëmme verschidde Länner, wou ee jo déi Zäit matkritt huet wat vun Accidenter waren, virun allem op der englescher Eisebunn, fir nëmmen déi ze nennen –, esou ass et och wichteg, dass de Sécherheetsvolet an d'Sécherheetskultur dobäi kee Problem kréien, mä dass do déi néideg Punkte gesat ginn an dass och déi néideg Moyenen an dat néidegt Personal vorhande sinn, dass déi Sécherheet ka gewährleescht ginn.

Deen Accord, deen elo virläit, kascht och eppes. De Minister huet et zitéiert. E bréngt och Aspuerunge mat sech. Et ass zwar d'lescht Woch nach bei de Budgetsdebatte vu ville Bänke gemengt ginn, deen Accord géif iwwerhaapt näischt kaschten, mä de Minister huet jo virdrun d'Chiffere genannt. Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass mer längerfristeg domadder och eng Entlaaschtung kréien, dass domat och den Defizit am Fret-Beräich wäert erofgoen.

Et ass och ganz wichteg, obwuel et eppes kascht bei dësem Accord, dass dat en Accord ass, deen am Intérêt vum Land ass, an dass dat och en Accord ass, dee wichteg ass fir d'Zukunft vun der Eisebunn.

Wa mer schwätzen iwwert de Fret, esou wësse mer och, dass de Voyageur an deenen nächsten…

(Interruption)

Ech kann och ophalen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dir sidd e fräie Mënsch.

(Hilarité)

Dir musst maache wéi Der denkt.

M. le Président.- Jo, mä d'Héiflechkeet verlaangt, dass een dem Riedner e bësselchen no-lauschtert. Här Spautz, fuert weider!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President.

Wann elo zum 1. Januar 2007 de Fret dann op der Pist ass, dass do och nach déi néideg Diskussiounen a Verhandlunge wäerte stattfannen – dat huet de Minister jo nach eng Kéier ënnerstrach –, esou däerfen awer och déi aner Erausfuerderungen net aus dem A verluer goen, déi bei der Eisebunn nach virun eis leien.

Dat ass ënner anerem de Voyageur. Och wa mer et elo fäerdeg bruecht hunn, wou een och dem Minister ka vun dëser Säit aus félicitéieren, dass Lëtzebuerg zwee Joer méi laang Zäit kritt fir de Voyageursberäich, wann elo iwwerall d'Zoustëmmung dofir kënnt, mä de Prinzip schéngt jo awer gebongt ze sinn, dann ass et och méiglech, dass mer elo do déi néideg Akzenter setze kënnen an dass mer elo an all deenen Diskussiounen net vergiessen, dass mer do net erëm eng Kéier däerfe waarde bis den Zuch schonn an der Gare steet, bis mer dann och doriwwer ufänken nozedenken, wéi mer et elo kënne fäerdeg bréngen, dass d'Eisebunn kompetitiv an deem Beräich ass, mä dass dat hei jo scho vläicht kann en Denkustouss sinn, e Modell sinn, wat déi nei Gesellschaft mat sech bruecht huet a wéi een dat da kann ugoen.

Wann een elo kuckt wat schonn alles geschitt ass: Mir wëssen, dass schonn eng Kéier probéiert gi war, 1997 mat der ELC, der Euro-LuxCargo, wou et och schonn dorëm gaangen ass fir Commercialisatioun ze maache bei der Eisebunn. Déi Gesellschaft geet jo och elo mat an déi nei Jointventure mat eran. Et ware schonn Accordë gemaach gi mat der NEG, der Norddeutscher Eisenbahn Gesellschaft, wou jo domadder och d'CFL d'Méiglechkeet hat, um däitsche Marché aktiv ze ginn.

Mir wëssen, dass de Sibelit-Projet leeft, zesumme mat der SNCF, mat der SNCB, mat de Schwäizer Kolleegen an zwëschent der CFL. An dann eppes, wat jo manner gutt leeft, awer trotzdeem och schonn en Akzent war, dat war de Korridor Belifret, dee jo och schonn attackéiert ginn ass.

Et ass och ervirzesträichen an all deenen Diskussiounen, och wann et e bësse spéit war bis et zu der Tripartite ferroviaire komm ass, well 2003 hätt een och scho kënnen domat ufänken, esou muss een awer soen, dass déi Préparatioun am Virfeld, wat jo eng grouss Unzuel vu Sitzunge waren, dass mer do och am Virfeld als zouständeg Kommissioun – an dofir nach eng Kéier och Félicitatioun un déi responsabel Leit am Ministère – scho mat invitéiert waren op deen Hearing fir eng zukunftsfäeg Eisebunn, wou och do schonn a verschiddenen Atelieren déi eenzel Positioune virbereet gi sinn.

Et ass och wichteg, wa mer elo bei der Kooperatioun si vun der Arcelor mat der CFL am Domän vum Fret – et ass dat wat och scho virdrun hei gesot ginn ass –, dass et net däerf esou sinn, dass déi 20% Clients non rentables elo op der Streck bleiwen. De Minister huet virdrun eng Firma genannt, déi zu Rëmeleng läit. Et kann een och nach déi nennen, déi mam Pëtrol hin- an hierfueren. Et ass do wichteg, dass dat Saache sinn, déi op der Schinn bleiwen, an dass mer elo net op eemol ufänken, dat mussen op Camionen ze verlageren, wat doudsécher net interessant wier, wann déi Gefahrengüter op eemol vun haut op muer op eiser Strooss géifen opdauchen, mä dass et besser ass, dass och déi Lageren am Pëtrolsberäich weiderhi vun der Eisebunn bedéngt ginn.

Et ass och wichteg, dass déi Aarbechtsplazgarantie, déi elo versprach ginn ass, agehale gëtt. Dovu si mer jo iwwerzeegt. Et ass och wichteg, dass de Punkt vun de Visiteuren, dat heescht, wou nach ëmmer déi Kritikpunkte waren, an de Punkt vum Triage vu Beetebuerg, dee jo och elo mat an déi Jointventure geet, dass do awer och kontrolléiert gëtt, dass do d'Jointventure sech un d'Spillregelen hält. Dass net déi aner, déi och Besoinen hunn um Triage vu Beetebuerg, d'Méiglechkeet hunn dat ze notzen.

Et ass och wichteg, dass et bei deem Punkt vun der Sécherheet vun de Visiteuren, déi kontrolléiert gi muss, an do mengen ech dann d'Verkéierssécherheet, et net däerf zu iergendwelleche Punkte kommen, dass een do seet aus Käschtegrënn, dat géif ze deier ginn; well fir d'Sécherheet däerf näischt ze deier sinn!

Et ass och wichteg, dass wann déi nei CFL-Cargo-Gesellschaft besteet, dass da gläichzäiteg direkt déi Verhandlunge stattfanne vun deenen de Minister geschwat huet, an zwar déi zwëschent de Sozialpartner. Et ass och wichteg, de Personalstatut vun den Eisebunner ass jo elo garantéiert, dass déi Effektiver doriwwer eraus, déi duerch d'Grënnung vun enger neier Gesellschaft kommen, agesat ginn, wéi virdru schonn als Beispill zitéiert, zum Beispill a Kontrollen an den Zich selwer, well mer jo do feststellen, dass de Vandalismus an och d'Onsécherheet ëmmer méi grouss ginn. Och dat ass e ganz groussen a wichtege Punkt.

Doriwwer eraus ass et wichteg, dass mer beim Stat, am Statsbudget, an do ass jo schonn drop higewise ginn, dass elo déi Maut, déi Eurovignette, déi besteet, dass déi och matgeholl gëtt fir dat Ganzt ze finanzéieren. An dass mer och net däerfe vergiessen, dass wann elo den Eurocap-Rail kënnt, nämlech d'Ubannung vu Stroossbuerg, Lëtzebuerg op Bréissel, dass mer do och musse parat sinn, fir och do deenen neien Erausfuerderungen entgéint kënnen ze trieden.

Et ass virdru geschwat ginn, ech hat et „Modell Huckepack" genannt, dass een iwwert dat eraus, wat am Pabeier steet vun der Tripartite, och muss drun denken, dass déi Linn vun Esch op Belval, Lëtzebuerg-Esch, gebaut gëtt, well dat wichteg ass fir d'Zukunft vun eisem Land an dat och wichteg ass fir d'Zukunft vum Süden.

Zum Schluss wollt ech duerfir nach eng Kéier soen, dass ech am Numm vun der CSV all den Akteure vun der Tripartite wëll félicitéieren. Et muss awer och elo esou séier wéi méiglech zwëschent de Sozialpartner zu Verhandlungen iwwer all déi Punkte kommen. An och d'Regierung däerf dës Kéier net waarde bis den Zuch vun der Voyageursliberaliséierung an der Gare steet, bis doriwwer verhandelt gëtt respektiv Strategien op den Dësch kommen. Wichteg ass et, dass mer och bei de Voyageure preparéiert sinn. A wichteg ass et, dass och do näischt dem Zoufall iwwerlooss gëtt. A mir däerfen do net erëm eng Kéier ënner Zäitdrock kommen, wéi dat dëst Joer de Fall war.

D'CSV op alle Fall gleeft un d'Eisebunn an d'CSV gleeft un eng kompetitiv Eisebunn hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, esou kuerz viru Chrëschtdag hunn ech eigentlech net Loscht, fir hei vill ze streiden.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech weess, Här President, dass gëschter Eenzelner d'Schampesstëpp knalle gedoen hunn an anerer Tonne Kräid hu misse jicken.

Wat mech traureg mécht, Här President, dat ass, wann e Minister hei op d'Tribün kënnt an da keck behaapt, den Dossier wier net preparéiert gewiescht. Wësst Der, dat kann een esou soen, och wann ee weess, dass et net wouer ass. Wéi ech am Ministère fortgaange sinn hunn ech mengem…

Une voix.- Et ass alles fäerdeg.

M. Henri Grethen *(DP).*- …Successeur iwwer all Themefeld, wat am Transportministère géif ufalen, e kompletten Dossier hannerlooss. Vläicht, an dat ass richteg, ech hat keng Ergebenheetsadresse vum Landesverband hannerlooss, well där hat ech keng kritt, mä den Dossier war preparéiert.

Här President, eng vun deenen éischte Saachen, déi ech als Transportminister, an ech hunn dat itérativement hei op der Chamberstribün an och a Kommissiounssitzunge gesot, ee vun deenen éischten Dossieren, déi ech initiéiert hunn a puncto Eisebunn, war, dass ech d'Eisebunnsdirektioun, well dat mäi Stil ass, déi Leit mat deenen ech zesummeschaffen, déi Entreprise, déi ech d'Charge hat ze kontrolléieren, ze supervisiéieren, dass ech déi gefrot hunn: Wéi stellt Dir Iech, am Kader vun deem europäeschen Eenegungsprozess, national an europäesch d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Eisebunn vir?

Ech hu si invitéiert, Här President, mir hir Virschléi auszeschaffen, net vun uewen erof ze soen, wéi et soll gemaach ginn, mä hinne gesot: Hei lauschtert, maacht Dir Iech emol Gedanken a sot mer, wéi dat sollt goen.

An, Här President, ech hunn dee Bréif oft reklaméiert. Ech hunn dat och oft hei gesot, dass ech dee Bréif reklaméiert hunn. An ech weess, an ech hu mer déi Datumen erausgeschriwwen, fir dass kee Malentendu opkënnt. Ech weess, dass den 8. Juli 2002 am Conseil d'administration vun der Eisebunn fir d'éischte Kéier doriwwer geschwat ginn ass; eng Eisebunnsgesellschaft, déi um Niveau vun der Persoun vum Generaldirekter bis dohinner e bëssen an Turbulenze war.

An dono huet d'Eisebunns-Generaldirektioun a ville Sitzunge verschidde Strategiepabeieren ausgeschafft. Si hu mir en éischte Projet den 9. Juli 2003 ënnerbreet. Mir hunn dee Projet iwwert de Summer diskutéiert a si hu weider dorunner geschafft. En zweete Projet de 6. Oktober. Schliesslech hu mer eis gëeenegt op e Projet, deen den 22. Mäerz 2004 am Conseil d'administration presentéiert ginn ass.

Här President, wann de Minister en net méi géif an den Archiven erëmfannen, ech hunn nach eng Kopie dervun. D'Eisebunn huet sécherlech och Kopien. Ech si ganz gäre bereet, fir Iech deen Dossier mat der Kopie zoukommen ze loossen, fir dass d'Chamber dann, wa se éieren dat wéilt, well et Schnéi vu gëschter ass, kéint se kucken, wat an deem Strategiepabeier drastoung a wat elo bei der Tripartite erauskomm ass. An da wäert Der feststellen, dass dat sech net schrecklech vill aus de Wee geet.

An duerfir sinn ech och, Här President, dem Kolleeg Marc Spautz esou dankbar, dass hien hei aus engem Interview zitéiert huet, hien huet net gesot, wou et war, mä ech mengen, et war am „Lëtzebuerger Wort", deen ech do ginn hat, an un deem näischt ewechzehuelen ass. Dat, wat deemools gesot ginn ass, ass och haut nach richteg.

A wann een dann higeet, wéi de Minister dat elo just gemaach huet, Här President, a seet, meng Relatioun mat den Eisebunner a mat hirer Direktioun, déi hätt vu Mëssträue gestrotzt...

(Interruption)

Här President, ech weisen lech einfach nëmmen e puer Faiten op. Ech hat d'Méiglechkeet en neie Generaldirekter op der Eisebunn ze nennen: Haalt Der mech wierklech fir esou domm, dass ech géif eng Persoun nennen, där ech mësstraue géif, där ech net géif zoutrauen, déi Politik ëmzesetzen, déi d'Regierung gären an där Fro hätt? Wëssend dass dee Generaldirekter sécherlech net bei mir an der Partei wier. Ech hunn awer dee Mann, den Här Kremer, deen hei op der Tribün sëtzt, deen eng gutt Aarbecht mécht, hunn ech an där Funktioun…

(Hilarité)

…hunn ech an déi Funktioun genannt. An ech muss lech soen, dass ech mech iwwer seng Aarbecht an déi vu senge Mataarbechter, net ze bekloen hat.

Ech hätt jo och als Minister, wa mäi Mësstrauen esou gewiescht wier wéi mäi Successeur dat wëllt duerstellen, emol kënnen de President vum Conseil d'administration auswiesselen, deen och hei op der Tribün sëtzt. Ech hunn dat net gemaach, well ech Vertrauen hat an nach ëmmer hunn an déi Aarbecht, déi hie bis elo gemaach huet.

Wann also hei vu Mësstraue geschwat gëtt, wann ee vu Mësstraue gestrotzt huet, a wann der vu Mësstraue gestrotzt hunn, da waren et déi Leit, déi am Landesverband versammelt sinn, besonnesch d'Spëtzt vum Landesverband, déi keng Geleeënheet verpasst huet, fir all dat, wat fir d'Eisebunn gemaach ginn ass zwëschen 1999 an 2004, schlecht ze rieden.

An, Här President, ech kann et net beweisen, mä ech ginn d'Gefill net lass, dass wann ech d'Chance gehat hätt, nach haut Transportminister ze sinn an déi Verhandlungen do gefouert hätt, et dann net méindes moies um hallwer néng zu engem Protestpiquet an der Enneschtgaass komm wier, da wier et ganz sécher zu Streikaktioune komm. An deem Sënn kéint ee vläicht soen – à quelque chose malheur est bon –, dass et gutt ass, dass net ech, mä awer den Här Lux Transportminister ass. Him hu seng Kolleegen dat erspuert!

Mä ech muss lech soen, déi hei Resultater, wann ech déi virgeluecht hätt, wier d'Land ze kleng gewiescht an den Zuch wier net iwwert d'Schinne gerullt während engem oder e puer Deeg.

Här President, mir liewen an Europa, dat ass eng Evidenz. Dat Europa huet Lëtzebuerg bis elo ganz vill bruecht. An an dëser Debatt hei hunn ech mech ëmmer erëm drun erënnert, wéi ech vill méi kleng war wéi haut,...

(Hilarité et interruption)

...och e bësse méi gouerech, dat ass richteg – wann den Här Glesener Recht huet, huet e Recht! -...

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Här Glesener, kommt mir bleiwe beim Thema. Et ass alles an der Rei.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, also wéi ech vill méi kleng war, hunn ech ganz gären Drauwe giess, an ech hat zwou Méiglechkeeten: Entweder ech hunn déck belsch Drauwe mat enger décker Schuel an décke Kären aus belschen Zäre giess oder ech hu Chasselas-Drauwe giess. Mä et war ee grousse Problem. Wann ech gär Chasselas giess hunn, hunn ech missen op Däitsch-Oth goen déi akafen, well een hei zu Lëtzebuerg keng krut. De Marché war zou. Da si vill, vill Escher, vill Bielesser a Schëfflenger op Däitsch-Oth, op Réide getrëppelt, fir sech do Drauwen ze kafen, a wann ee Pech hat, dann huet ee se missen op der Grenz iessen, well soss huet den Douanier engem se ewechgeholl.

Wat ech domadder...

(Hilarité et interruptions)

Wat ech domadder soe wëll, dat ass, datt nodeem mer an d'Europäesch Unioun erakoumen, nodeem déi geschaf war, een och Chasseslas-Drauwen zu Esch kafe konnt.

An dee ganz klengen Avantage, dee gëllt net nëmme fir d'Drauwen, dee gëllt fir sämtlech Déngschtleeschtungen an der Europäescher Unioun. An dat, wat hei ënnert deem verpönte Schlagwuert Liberaliséierung geschitt, ass net méi an net manner wéi dass gesot gëtt, mä jiddfereen, deen an Europa eng Lizenz huet, fir mam Zuch ze fueren, deen däerf och an Zukunft iwwer Lëtzebuerger Gleiser fueren. Et ass esou komplizéiert oder esou einfach wéi dat.

An Dir verstitt, dass dat léif Gewunnechten a Fro stellt, dass dat och historesch Rechter – erworbener, erkämpftener an anerer – a Fro stellt an dass dat Eenzelne wéideet, mä mir kënnen net nëmmen d'Avantagen, net nëmmen d'Korinthen huelen an dat anert, dat dréchent Brout deenen aneren iwwerloossen. Dat hei ass – an dat ass munchmol schmerzlech – eng Konsequenz vun deem groussen europäesche Marché an huet mat Liberaliséierung häerzlech wéineg ze dinn.

A mir musse wëssen, dass d'Lëtzebuerger Eisebunn op ville Punkten am Moment wéinstens nach net konkurrenzfäeg ass. Mir hunn, dat ass ganz sécher, mat déi beschten Infrastrukturen an och déi sécherst Infrastrukturen, déi et gëtt. An dës Chamber an déi viregt Chamber hu substanziell Effortë gemaach, fir dass déi Infrastrukturen nach weider kënne verbessert ginn.

A wann ech, Här President, an deem Accord tripartite, dee mer zougestallt kritt hunn, op der Säit 7 liesen, wat d'Engagementer vun der Regierung sinn, ënner anerem, wat d'Infrastrukturen ugeet:

- eng Mise à double voie de la ligne ferrée de Pétange à Luxembourg;

- eng nouvelle gare ferroviaire à Belval-Usines et de l'antenne ferroviaire Belval-Usines/Belvaux-Mairie;

- la réalisation du raccordement ferroviaire du Kirchberg et de l'aérogare;

- la construction d'un nouveau viaduc à Pulvermühle et l'adaptation de la tête Nord de la gare de Luxembourg an

- d'Construction d'un nouveau centre de remisage et de maintenance, da sinn dat alles Projeten, déi vun der viregter Chamber gestëmmt goufen an déi vum viregten Transportminister op den Instanzewee komm sinn.

Ech brauch mer also do wierklech keng Gedanken ze maachen, well hei si jo dann d'Félicitatioune vun der Tripartite fir déi Efforten, déi déi viregt Regierung gemaach huet.

A wa mer da soen, dass mer och nach neit Material hunn, a wann ee weess, Här President, dass, wann een Eisebunnsmaterial wëllt kafe goen, dat net ass, wéi wann een e Kostüm bei de Bram kafe geet, da weess een, wat geschafft ginn ass.

(Hilarité)

Dat ass nach vill méi komplizéiert, wéi wann ee sech een op d'Mooss beim Konsbruck maache léisst.

(Hilarité)

Well dat dauert schrecklech laang! Dat dauert dräi, véier Joer, bis een dat Material ausgeliwwert kritt. Ech freeë mech duerfir, dass d'Material an deene leschte Méint zu engem groussen Deel ausgeliwwert gouf. Dat ass ënnert der viregter Regierung vum viregten Transportminister bestallt ginn, an den heitegen Transportminister, deen huet et ageweit. Mä dat geet engem ganz oft esou!

Duerfir, Här President, akzeptéieren ech ganz einfach net, dass een heihinner kënnt an da seet, et hätt een den Dossier an engem État de non-préparation virfonnt. Dat ass einfach net richteg.

Wann een do wëllt eng Legend opbauen, da fënnt ee mech op alle Fall zu all Moment bereet, fir awer ze hëllefen, dass d'Wourecht zum Duerchbroch kënnt an dass et net bei deene Legende bleift.

Här President, ech hunn deen Accord opmierksaamst gelies. An den Här Spautz, Här President, huet hei gemengt, ech misst kënnen zu deem Accord och mäin Averständnis ginn.

Här President, ech géif dat gäre maachen, wa mer méi Renseignementer hätten! Wann et hei vun eppes strotzt, fir bei deem Wuert ze bleiwen – vu dass eise Frënd Nicolas net méi bei eis ass –, wann et hei vun eppes strotzt, dann ass et vun Absichtserklärungen! Dann ass et vu fromme Wënsch!

Ech wier frou, wann ech géif dann emol déi Accorden, déi mat der Arcelor gemaach si ginn, wann ech déi géif gesinn! Wann ech hei héieren, si engagéiere sech fir zéng Joer, da wéisst ech gär: Zu wat engagéiere si sech? Engagéiere si sech dozou, ënner egal wat fir enge Konditioune mat där neier Gesellschaft ze schaffen, oder engagéiere se sech dozou, dass déi Gesellschaft hinne muss dee beschtméigleche Präis ginn?

An de Benchmarking, fir dat Wuert ze gebrauchen, dee steet jo schonn am Raum. Wann eng vun de Sidérurgie-s-Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, wa Mittal, déi zu Schëffleng operéieren, wann déi all Dag mat der franséischer Eisebunn hir Wuere fortféiere loossen, da musse mer jo wëssen, dass déi e gewëssene Präis hunn. An déi Leit schwätze jo mateneen: „Wéi vill bezils du d'Tonn, wéi vill bezuelen ech d'Tonn?" An da wäerte se sech iergendwa soen: Majo, de Präis gëtt net vun iergendengem festgesat, mä de Präis gëtt vum Maart festgesat, an dat ass an dësem Fall d'SNCF.

Ech wéisst also gären, Här President: Wat ass d'Substanz vun deem Accord oder där „letter of intent", déi d'Arcelor geschriwwen huet?

Ech géif och gären, Här President, dee Businesplang gesinn, deen opgestallt ginn ass. Dir musst jo verstoen, et kann een net eng Kaz am Sack kafen! Et muss ee jo hei wëssen, wann d'Chamber, déi elo appeléiert gëtt an deenen nächste Méint substanziell Montanten ze stëmmen, fir dass déi Operatioun hei ka lafen – eng Chamber, déi och nach gesot kritt vum Minister elo just, dass, wann dat alles géif gemaach ginn, een an deene Joren duerno 25 Milliounen Euro pro Joer géif aspueren –, dass déi informéiert si muss!

Wësst Dir, am Geschäft esou, wann een do mat engem Rendement vun 10% ka schaffen, da wier dat jo eng gutt Saach. Da géif ech soen, et misst een 250 Milliounen investéieren, fir all Joer 25 Millioune Rendement ze kréien. Wéi ech d'lescht Woch hei vun 200 Milliounen emol geschwat hat, liicht ugedeit hat, dunn ass scho vun engem gesot ginn, dat wier onverantwortlech.

Ech wéisst gären, Här President, ier ech mäin Accord zu dësem Tripartite-s-Accord ka ginn, à quelle sauce on sera mangé. Wat kascht dat Ganzt? An Dir musst verstoen, Här President, ech liese keen ee Präis heidran. Ech hunn haut d'Zeitungen duerchgelies, ech hunn och dem Minister nogelauschtert an och do gëtt een net richteg eens.

Eis gëtt gesot, dass den Ukaf vun deene fënnef Garen, déi dem Fonds du rail nach net gehéieren – an elo weess ech net ob dat alles ass oder ob och nach déi Infrastrukturen, déi am Moment der Arcelor gehéieren, an deem Montant mat dra sinn –, e Montant vun 124 Milliounen Euro ausmécht. Dat ass jo dann e Gesetz, wat muss an d'Chamber kommen. Et ass en Engagement, et ass en Ukaf vun iwwer siwen an eng hallef Millioun. Mir kréien also do nach Geleeënheet, fir driwwer ze schwätzen.

Et gëtt hei geschwat vum Désendettement vun der Eisebunn. Et gëtt dovu geschwat, dass déi 30 Lokomotiven, déi se wuel hunn, mä nach net richteg bezuelt hunn, och solle bezuelt ginn. Wat fir ee Montant ass do en jeu? 30 Milliounen?

Ech weess et net. Ech froen: Wéi vill Sue musse mer do op den Dësch leeën? Wie leet se op den Dësch? Wéi gëtt dat gemaach? All dat si Froen, déi net aus deem Tripartite-s-Accord, dee mer hei virgeluecht kréien, ervirginn.

Do kann ee vill Froe stellen zu dem Désendettement. Ass dat eng Restrukturatioun? Wann et – juristesch gesinn – eng Restrukturatioun wier, Här President, ënnerläit si dann de Regele vum europäesche Recht?

Et gëtt do eng Kommunikatioun vun der Kommissioun vum 1. Oktober vum leschte Joer iwwert d'„ligne directrice communautaire concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté". Ass dat hei uwendbar oder net? Dat si Froen, déi op alle Fall net an deem Tripartite-s-Accord stinn. Si si vläicht diskutéiert ginn, mä si stinn net an deenen Texter, déi mir virgeluecht kruten.

Et gëtt och vun deenen Experienze geschwat, Här President, aus der Vergaangenheet oder vun deenen Initiativen, fir d'Zukunft vun der Eisebunn ofzesécheren. Ech stelle fest, dass do déi meeschte vun deenen Initiativen, well mer ëmmer nach vun der Impréparatioun schwätzen, ënnert der viregter Regierung geholl gi sinn; ob dat d'Kreatioun vun der ELC ass, ob dat d'Initiatioun vum Projet Sibelit ass, ob dat d'Acquisitioun vun NEG ass, ob dat NVAG an esou weider sinn, all dat si Saachen, déi, wéi nach déi viregt Regierung am Amt war, geholl gi sinn. Dofir wonneren ech mech ëmmer erëm, wat éineschters hei op der Tribün gesot ginn ass.

Här President, ech hunn och gelies, dass d'Rechter vun de Leit – an dat war eppes, wat mer ëmmer um Häerz louch – sollte gewahrt bleiwen. Déi iwwer 3.000 Leit, déi op der Eisebunn schaffen, mat hire Familljen, sinn zurecht beonrouegt a wéisste gäre wéi et weidergeet.

Här President, deene Leit muss een d'Wourecht soen. Ech hunn dat gemaach an dat ass e grousse Feeler vu mir, dat ginn ech éierlech zou an dat hunn ech och menge Kolleegen an der Partei gesot. Ech hätt besser gehat, ech hätt d'Halschent vun der Zäit, statt op Dossieren ze schaffen, kommunizéiert, ech hätt d'Leit ageschléifert, ech hätt se agelullt, ech hätt se praktesch op der Intensivstatioun an der Anesthésie gehal. Dat wier mer besser bekomm, wéi dass ech hei op der Chamberstribün Saache gesot hunn, wéi zum Beispill, dass d'Eisebunn eng grouss Zukunft zu Lëtzebuerg hätt, mä net onbedéngt d'Eisebunnsgesellschaft CFL oder dass d'Eisebunnsgesellschaft eng grouss Vokatioun hätt fir Zuch ze fueren, mä net fir Bus ze fueren.

Elo kënnt de Minister heihinner, Här President, a seet, dass en neie Centre de maintenance kënnt. Ech hunn och gelies, dass d'Busservicer – doriwwer ass nach net geschwat ginn – solle bäibehal ginn. Alles dat si Saachen, déi kann ee maachen, wann een Abstraktioun mécht vun deene Problemer, déi sech an e puer Joer stellen.

Ech hunn de Minister hei héiere soen, hie géif sech elo wënschen – an hien ass jo dann den Haaptacteur do derbäi –, dass d'„Liberaliséierung" vum Persouneverkéier zügeg an Ugréff geholl gëtt an dass en eventuell net emol déi Period brauch, déi hien do ausgehandelt hätt, fir dës ganz Saach en musique ze setzen. Ech muss lech soen, dass och dat eis schonn deemools beschäftegt huet. A mir wäerten am Laf vum Dag nach dorobber zréckkommen, wéi d'Zukunft vum Persounentransport soll ausgesinn.

Wann ech hei e Saz liesen, wéi: „L'État garantira un accès non discriminatoire au triage de Bettembourg et veillera à instaurer un inspectorat en matière de visite sous la responsabilité du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire." Dat ass zimlech sibyllinesch. Wat heescht dat Accès non discriminatoire? Huet ee wëlles eng Diskriminéierung ze maachen? Well wa keen et wëlles huet, brauch och keen et dran ze schreiwen.

All dat si Froen, déi ee bewegen, wann een dësen Accord liest. En Accord, dee mech éischter un d'Orakel vun Delphi erënnert, wéi u soss iergendeppes. Mä mir wäerte jo awer an deenen nächste Méint relativ séier gesinn, wat fir eng Resultater dann dës Tripartite wäert kréien. Wa mer eis dat hei ukucken „Les engagements de l'État", well dat si jo déi, déi och eis als Chamber mussen interesséieren, da kënnt fir d'éischt emol „une meilleure prise en compte du coût réel en relation avec l'utilisation d'infrastructures de transport".

Et kann een hei zu Lëtzebuerg d'Eurovignette ofschafen an eng Maut aféieren. Dat kann ee maachen. Fir déi Leit, déi sech dofir interesséieren, an Däitschland huet jo Mc Kinsey – dat ass jo verschiddene bekannt – eng Etüd gemaach an ech zitéiere just een oder zwee Sätz: „Nach einer Studie der Unternehmensberatung Mc Kinsey wird eine Maut in der derzeitigen Höhe von in Deutschland durchschnittlich 12,4 Cent je Kilometer nicht ausreichen um den Marktanteil der Schiene in absehbarer Zeit zu erhöhen. Selbst bei einer Erhöhung auf 20 Cent, einer Restrukturierung der Bahnunternehmen und einer Liberalisierung des Schienenmarktes sei ein weiterer Rückgang des Marktanteils zu befürchten. Erst bei einer LKW-Maut von 49 Cent, wie in der Schweiz, soll eine leichte Erhöhung des Marktanteils der Schiene von heute 14 auf 16 bis 17% zu erwarten sein."

Dat, wat an Däitschland richteg ass, wäert jo net hei zu Lëtzebuerg rotzfalsch sinn. Wa mer also wëllen an déi Richtung goen, wann dat gemengt wier, da muss een och soe wat do d'Konsequenze sinn.

Mäi Virriedner, Här President, huet elo e Beispill bruecht vu Bensinstransporter, wou hie mengt, déi sollen haaptsächlech iwwert d'Schinn goen. Dat kann ee maachen. Et misst ee just dofir suergen, dass och all Bensinsstatioun e Gleisuschloss hätt. A wann een dat net fäerdeg bréngt – an dat wäert net fäerdeg ze brénge sinn –, jo, da muss een awer iergendwann erëm eng Kéier op de Camion ëmklammen.

(Interruption)

Ech hu mech emol eng Zäit mat deem Secteur beschäftegt. Wann Dir aus dem Hafe vu Léck Bensin oder Diesel fortféiert an Dir musst e bis op Huldang transportéieren, dann hutt Der besser Dir huelt de Camion. Well vun Huldang oder vun der Schmëtt bis op Léck an den Hafen ass et manner wäit oder bal gradesou wäit, wéi vu Bartreng oder vu Leideleng oder vu Mäertert bis op Huldang. Dofir mécht dat net ëmmer Sënn.

Ech sinn awer mat lech d'accord, dass ee soll kucke fir e Maximum vun Transporter iwwert d'Schinn ze kréien, wann d'Entreprise an der Logistik déi Performance bréngt a wann op där anerer Säit d'Tariffer, egal wéi ee se steiert, performant sinn.

Här President, et gëtt nach vill aner Saachen: „étudier les dérogations possibles à l'obligation de fixer une redevance égale au coût marginal afin de rééquilibrer les conditions de concurrence".

Ech weess, dass déi Ausrechnung vun der Redevance net esou einfach ass. D'Eisebunn bezilt am Moment eng Redevance fir kënnen d'Streckennetz ze benotzen. Ech hu mech laang schwéier gedoen, fir esou eng Redevance anzefëieren an eng vun den Ursaache firwat ech mech op eemol geflass hunn, fir se anzefëieren, war, dass d'Contrepartie vun der Aféierung vun der Redevance d'Méiglechkeet war, fir d'TVA a Rechnung ze stellen. Dat heescht, déi Investissementer, déi mer fir d'Infrastrukture maachen, dass een déi TVA konnt récupéréieren. Déi Redevance ass eigentlech dann och an engem gewëssene Mooss bis elo, wann een d'TVA mat a Rechnung stellt, en Nullsummespill gewiescht.

Här President, ech si schonn dorop agaangen, op déi Infrastrukturaarbechten, op déi de Stat sech engagéiert. Ech hu schonn dervu geschwat, vun deenen Acquisitiounen au bénéfice vum Fonds du rail, déi de Stat wëllt maachen, wann e Garë keeft. Mä ëm Gottes Wëllen, ech wëll dat haut scho soen, et soll keen dat ënnert de Sigel „Vermeidung vun engleschen Zoustänn" stellen.

Wann de Stat muer Propriétaire ass vun der Escher Gare, oder vun der Beetebuerger, oder der Ettelbrécker, oder der Péitenger, oder der stater Gare, da gëtt doduerch den Zuch hei zu Lëtzebuerg net méi an net manner sécher. Et ass einfach eng Opération financière, wéi mer schonn 1997 eng gemaach hunn, wou mer d'Eisebunn komplett désendettéiert haten. Ech muss lech soen, Här President, ech hu während fënnef Joer vum Stats- a Finanzminister virgeworf kritt, dass déi Schold, déi de Lëtzebuerger Stat hätt, haaptsächlech géif resultéieren aus der Reprise vun der Schold, déi d'Eisebunn hat, wéi se désendettéiert ginn ass, a wéi de Stat déi Schold iwwerholl huet. Et soll een also och do bei de Realitéite bleiwen.

Eppes Leschtes, Här President, wou ech mer och vum Transportminister gewënscht hätt, dass méi Opklärung géif komme wéi der komm ass, dat sinn déi Compensations financières, déi d'Opérateure solle kréie „chargés sous forme de contrats de services publics".

Wann dat dat ass, dass wa Wuere vu Bréissel op Lëtzebuerg kommen, dass dat soll e Service public ginn, an dass do sollen 2 Millioune gefrot ginn, Här President, a wann een dat och dann nach wëllt konform maache mam Code des aides an esou weider, da kann ech mer et net anescht virstellen, wéi dass een dee Service public ausschreift. An da kéint et sinn, dass och anerer géife matmaachen an dass anerer géifen dat Geschäft maachen. Dat steet elo schéin hei, mä wéi et herno an de Realitéiten ass, ass eng aner Fro.

Schliesslech stellt sech déi ganz grouss Fro, wann déi nei Gesellschaft gegrënnt gëtt, an déi jo dann hir Leit zu finanziell méi schlechte Bedingungen engagéiert wéi am Moment bei der Eisebunn, dann entsteet do eng Differenz, déi zu Laaschte vun der CFL ass, wéi déi an deenen nächsten 20, 30, 40 Joer bezuelt gëtt. Dat geet jo net vun haut op muer. Een, deen dëst Joer engagéiert gouf, dee läit jo dann nach esou vill Joer an deem System. Dat ass eng grouss Belaaschtung.

Wéi héich ass déi Belaaschtung? Wien iwwerhëlt déi Belaaschtung, deen Désendettement respektiv déi Refinanzéierung vun der Eisebunnsgesellschaft, déi elo virgeholl gëtt? Geet déi duer, fir bis zum Schluss déi Belaaschtung ze droen? Och déi Fro ass an dësem Accord nëmmen zwëschent den Zeilen ugeschwat.

Här President, duerfir muss ech lech soen, och wann dësen Accord d'Ënnerschrëft vum Statsminister dréit – an deen ech méi Vertrauen hunn, dat muss ech soen, wéi an den aktuellen Transportminister –, och wann dësen Tripartite-s-Accord d'Ënnerschrëft huet vun zwee Leit, déi ech héich schätzen, dem President an dem Generaldirekter vun der Eisebunn, an och vun eenzelne Gewerkschaften, wou ech deen ee méi oder deen anere manner schätzen,…

Dir kënnt och roden, wéi dat verdeelt ass.

(Hilarité)

…esou bleiwen ech äusserst skeptesch.

Hei ass en Effet de manches. Hei ass elo gesot ginn: Elo hu mer en Accord, d'Schampesstëpp hu geknallt, d'Kräid ass gejickt. Mä ech muss lech soen, leet nach grouss Reserve vu Kräid un, well et mussen der nach vill der ganz vill erofschlécken.

Ech hoffen, Här President, dass dësen Accord de Wee opmécht zu enger gudder Zukunft fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg. Et muss awer eng Zukunft sinn, wou mir net de Kapp an de Sand stiechen. Et muss eng Zukunft sinn, déi kompatibel ass mat deenen Défien, déi sech um europäesche Plang der Lëtzebuerger Eisebunnsgesellschaft stellen. Wa mir versichen en eegene Wee ze goen, eis luewen, dass mer dat elo géifen op d'Schinn setzen, da fäerten ech, dass mer falsch gewéckelt sinn.

An ech géif hoffen, dass ee géif an Zukunft déi Politik maachen, déi een och annoncéiert, an net eng Politik maache vun de fromme Wënsch. Eng Politik, déi herno de Leit ganz vill Désillusioune bréngt an déi d'Vertraue vum Bierger an d'Politik nach weider ofschwächt. Eng Politik, déi – wéi soll ech soen? – à long terme muss Bestand hunn, an net eng Politik, déi nëmme versicht sech iwwert den nächste Wahltermin erauszeretten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Jo, dat wäert Der da gesinn.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Eisebunnstripartite ass eriwwer. Si war am Virfeld vill kommentéiert ginn. Si ass erwaart gi mat ganz grousser Spannung an ass iwwert d'Bühn gaange mat engem Accord. Dat ass gutt esou. Dat ass gutt fir eist Land. Dat ass gutt fir eis Ekonomie. An dat ass gutt fir eis Eisebunn.

Ouni an e Sozialkonflikt eranzegeroden, sachlech, mat vill Fangerspëtzegefill, mat vill Responsabilitéit, hunn déi verschidden Acteuren et fäerdeg bruecht zu Konklusiounen ze kommen, déi dès le départ net esou evident waren. Och wann d'Tripartite eréischt ee Joer en Thema war, esou si jo awer an der Eisebunn d'Diskussioune scho laang amgaang gewiescht. Ech hat selwer d'Geleeënheet,

während enger Rei vu Joren am Verwaltungsrot vun der Eisebunn déi Diskussioune matzeféieren. Ech kann Iech awer soen, dass während ville Joren, wou déi Diskussiounen a Kontroverse gefouert gi sinn, selbstverständlech, an dat ass och gutt esou, mä een Tenor ëmmer dee war: Ofbau, Ofbau, Ofbau!

Da brauch et Iech net ze verwonneren, dass, wa permanent vun Ofbau geschwat gëtt, vun Aspuerungen, vu Rationaliséierungen, dass dann eng gewëss Onsécherheet beim Personal entsteet. Et ass hei scho vun där Onsécherheet geschwat ginn. Ech kann Iech soen, als President vun der Délégation centrale op der Eisebunn, deen ech während laange Jore war, hat ech ganz vill Kontakt mat villen Eisebunner, do weess ech vu wat ech schwätzen, dass et do Ängschte gi sinn an dass déi Onsécherheet, vun där hei och scho Rieds war, begrënnt war.

Dat Mësstrauen, wat entstanen ass, dat koum net dohier, well dat vum Landesverband, deen dem Här Grethen, Här President, esou un d'Häerz gewuess ass, geschürt ginn ass, mä dat Mësstrauen koum dohier, well ebe just vun der Politik, vun deene Leit, déi an der politescher Responsabilitéit waren, während Jore keng Signaler un d'Eisebunn an un d'Eisebunner ausgesent gi sinn, fir hinnen ze soen, wéi si, déi, déi an der politescher Responsabilitéit awer schlussendlech waren, de Kader dann elo gesinn an deem sech d'Eisebunn an deenen nächste Joren an deem neien Ëmfeld soll bewegen.

Dat waren d'Ursaache vun der Onsécherheet a vun deenen Ängschten, déi d'Leit iwwer Joren a Joren haten, wou se eleng gelooss gi sinn a wou keen hinnen eppes iwwer hir Zukunft gesot huet.

Ech muss awer do soen, Här President, dass ech dem Här Grethen wëll soen, dass en a senger Qualitéit als deemolegen Transportminister hei sech net aus der Verantwortung ka stielen. Ech verstinn och e bëssen deen Neid, deen en elo dann huet par rapport zum aktuellen Transportminister, dass deen et elo fäerdeg bruecht huet dann am Sozialdialog, ënner verstännegen, responsabele Leit, en Accord ze kréien.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Duerfir gehéiert hinnen alleguerten, deenen dräi Partner: dem Minister, der CFL-Direktioun an de Gewerkschaften, déi hei e ganz groussen Effort gemaach hunn, fir hire Bäitrag ze leeschten, fir d'Zukunft vun der Eisebunn ofzesécheren, en décken, décke Merci.

En décke Merci speziell un de Minister, och am Numm vun der Transportkommissioun, fir seng grouss Disponibilitéit, déi hien hat par rapport zur Kommissioun, dofir dass hien eis ëmmer informéiert huet a mat eis diskutéiert huet an dësem Dossier, an duerfir och Félicitatioune fir déi Aart a Weis wéi hien déi sécher net einfach Gespréicher gefouert huet.

Här President, de Kader, an deem sech eis Eisebunn an Zukunft an deem liberaliséierten Ëmfeld beweegt, ass also gesat. D'Weiche si gestallt. Ob se am Endeffekt an déi richteg Richtung gestallt gi sinn, mussen déi nächst Jore weisen.

Et ass elo wichteg, dass all Acteuren – an ech betounen all Acteuren –, déi implizéiert sinn, deen neie Kader esou notzen, dass d'Pérennitéit vun der CFL-Gesellschaft a vum Gidderverkéier iwwert d'Schinn och laangfristeg garantéiert ass. Einfach gëtt et esou oder esou net – dat, well an Europa d'Weichen an déi falsch Richtung zënter dem Ufank vun den 90er Jore gestallt gi sinn an nach weider gestallt ginn.

Vum 1. Januar 2007 un ass de Gidderverkéier liberaliséiert a vum Joer 2010, voire fir eis hei zu Lëtzebuerg spéitstens vun 2012 un, de Voyageurverkéier. D'Liberaliséierung ënnert de Konditiounen, wéi se de Moment fonctionnéiert, an dat muss eis kloer sinn, ass – obwuel si als esou eng grouss Errongenschaft dobaussen oft duergestallt gëtt an Europa – awer Gëft. Si ass einfach Gëft fir d'Eisebunn, fir de Schinnentransport, well einfach d'Konditiounen, ënnert deene se stattfënnt, net équitabel sinn.

Wat ass geschitt? D'Liberaliséierung am europäeschen Eisebunnstransport ass jo 1991 mat der Direktiv 91/440 ageleet ginn. Zënterhier ass an Europa vill a Bewegung geroden, an net nëmmen am Positiven an zum Wuel vum Outil socioéconomique Eisebunn.

Wat hu mer erlieft? Privatiséierung vun den traditionellen Eisebunnsgesellschaften, Käschtereduzéierung, Zersteckelung vun Aktivitéitsberäicher, Ofbau vun Aarbechtsplazen an esou weider, awer net onbedéngt mat dem Resultat, dass se doduerch hir Performancë fir eis Gesellschaft verbessert hätt, mä awer mat der Konsequenz ganz oft, dass d'Betribssécherheet, d'sozial Bedingunge vun de Leit, déi am Secteur schaffen, an den Usproch op eng gutt öffentlech Transportdéngschtleeschtung ganz op der Streck bliwwe sinn.

Dat ass sécher net déi Politik, déi eis glécklech mécht, an et ass och net déi Politik, déi de Schlëssel zum Erfolleg a fir d'Pérennitéit vun der CFL-Gesellschaft mat dem Erhale vun engem Maximum un Aarbechtsplazen duerstellt. An duerfir ass et och gutt, dass déi successiv Transportministeren, egal wou se hierkomm sinn, an Europa ëmmer defensiv par rapport zur Liberaliséierung opgetratt sinn an d'Interesse vun eisem Land an och vun eiser Eisebunn vertrueden hunn.

Mä wéi gesäit d'Realitéit aus? No deene leschte Statistiken ass den europäeschen Eisebunnssecteur weider réckleefeg. Tëschent 1970 an 2001 ass seng Part de marché am Gidderverkéier vun 21% op 7,8% zréckgaangen. An den USA läit déi bei 40%. De Stroossentransport absorbéiert haut ronn 44% vum Giddertransport mat alle Konsequenzen op d'Congestioun vun de Stroossen, op d'Ëmwelt, d'Gesondheet vun de Leit an d'Sécherheet op de Stroossen. Wa mer dësen Trend wëllen ëmkéieren, da brauche mer also an Europa an och hei zu Lëtzebuerg staark Eisebunnen an eng staark CFL, déi performant ass, déi e Service vu Qualitéit ubitt, déi sécher ass, déi attraktiv ass an déi an der Lag si muss, fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen, ze befriddegen an déi hire Bäitrag zur wirtschaftlecher an industrieller Entwécklung vum Land ka leeschten.

An dat muss virun allem och gëlle fir eng flächendeckend Beförderung vun de Gidder, well d'Verlagerung vun engem groussen Deel vum Giddertransport op d'Schinn haut enger absoluter gesellschaftspolitescher Noutwendegkeet entsprécht.

Ech erënneren och just am Kontext vun eisen Ziler am Kader vum Kyoto-Protokoll, nämlech der Reduktioun vun den CO_2-Emissioune bis 2012 ëm 28%, dass just am Beräich vum Transportsecteur ganz grouss Aspuerpotenzialer bestinn, déi och sollen a musse genotzt ginn, wa mer eis Ziler wëllen erreechen oder zumindest eisen Ziler wëllen e bësse méi no kommen.

D'Eisebunn spillt also hei zu Lëtzebuerg vollekswirtschaftlech gesinn eng ganz bedeitend Roll, an de Stat bleift an der Verantwortung gefuerdert, fir déi entspriechend Moyenen zur Verfügung ze stellen an d'Rahmenbedingungen ze schafen, fir dass se dëser Roll och ka gerecht ginn.

Effektiv ass jo de Giddertransport dee Beräich, deen eis fir d'Zukunft op Grond vun den europäesche Spillregelen am meeschte Suerge mécht. Haut féiert d'CFL 18 Milliounen Tonne Gidder am Joer, realiséiert ronn 620 Milliounen Tonnen/Kilometer pro Joer, enregistréiert awer e strukturellen Defizit vu ronn 30 voire 34 Milliounen Euro bei engem Chiffre d'affaires vun 100 bis 110 Milliounen Euro. Et muss een och wëssen, dass déi international Traficer ronn 85% vum Chiffre d'affaires a vum transportéierte Volumen ausmaachen.

Den Defizit, ech mengen dat ass kloer, stellt also kuerz- bis mëttelfristeg e Problem duer. Als Lëtzebuerger Land musse mer awer natierlech en direkten Intérêt hunn, fir dass och an Zukunft e Maximum u Gidder iwwert d'Schinn transportéiert ginn. Et muss also drëm goen, fir eis Aktivitéiten am Gidderberäich net nëmmen ze konsolidéieren, mä virun allem weiderzeentwéckelen.

D'Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun, dat d'Verkéiersentwécklung bis d'Joer 2010 beschreift, geet bekanntlech dovun aus, dass de Gidderverkéier insgesamt nach weider an d'Luucht geet. Et muss also drëm goen an Zukunft, fir den Undeel vum Stroosseverkéier um prognostizéierte Wuesstum ze reduzéieren.

Am Wäissbuch gëtt et jo och positiv Usätz, fir déi extern Käschten, déi speziell am Stroossegidderverkéier vun der Allgemengheet gedroe ginn, ze internaliséieren. An der Praxis ass an där Hisiicht allerdéngs bis haut reichlech wéineg geschitt, och wann d'Eurovignette natierlech en éischten Usaz ass. Am Géigendeel! Op Grond vun der Liberaliséierungspolitik stelle mer fest, dass an Europa an hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi Gidder vun der Schinn op d'Strooss ofwanderen.

D'Strooss ass jo den Haaptkonkurrent vun der Schinn, och wa mer elo d'Eisebunnen openeen hetzen. Mä et ass d'Strooss, déi den Haaptkonkurrent vun der Schinn am Giddertransport ass, ganz einfach op Grond vun deenen ënnerschiddleche Konkurrenzbedingungen, déi et nach ëmmer gëtt.

Et ass en oppent Geheimnis, dass souguer déi minimal sozial Regelen am Stroossentransport net agehale ginn. Eleng de Respekt vum Reglement iwwert d'Fuerzäiten an d'Rouzäite vun de Chauffeurë géif eng Erhéijung vun den Tariffer ëm ronn 20% am internationale Stroossentransport mat sech bréngen.

Op Grond vun eben deenen ënnerschiddlechen Ausgangsbedingungen ass et liicht verständlech, dass praktesch a ganz Europa de Gidderverkéier op der Schinn defizitär ass. An hei zu Lëtzebuerg kënnt dann natierlech nach de Problem vun de klengen Distanzen dobäi. Eng Solutioun, fir deem Handicap entgéintzetrieden, hätt kënnen dora bestoen, fir verstäerkt Synergien a Kooperatioun mat den traditionellen Eisebunnsgesellschaften aus den Nopeschlänner ze sichen. Dës Kooperatiounen hätten da missen natierlech zum Zil hunn, fir d'Traficer équitabel ze verdeelen, a fir méi eng rationell Organisatioun vun den Traficer iwwert d'Grenzen ewech ze garantéieren.

Schonn 1999 huet d'CFL-Direktioun an hirem Pabeier „Les perspectives des chemins de fer luxembourgeois" geschriwwen, si wéilt hir Aktivitéiten am Giddertransport net nëmme bäibehalen, mä iwwert de Wee vun neie Clientë versichen dës nach weider auszebauen – eng Approche, déi net vun der Hand ze weise war. D'Praxis war awer éischter eng aner. An ebe just well d'Politik sech an deene leschte Joren aus der Verantwortung gestuel huet, steet haut d'finanziell Rentabilitéit am Vierdergrond, wat net nëmmen dozou féiert, dass weider Personal ofgebaut gëtt, mä och en Deel Réckzuch aus dem Giddertransport ageleet ginn ass an deene leschte Joren.

Dat ass natierlech à moyen terme, à long terme, eng fatal Entwécklung, well ganz Regioune vum Schinnegidderverkéier ofgetrennt ginn, esou dass och eng industriell Diversifikatioun mat Hëllef vun der Eisebunn net méi méiglech wier respektiv gewiescht wier – esou muss een haut scho soen.

Et wier fir meng Begréffer e fatale strategesche Feeler, aus gesamtgesellschaftlechen Ursaachen, fir en Ofbau vun de Capacitéiten an de Réckzuch aus dem ländleche Raum zouzeloossen. Anstatt sech de Clientë lass ze maachen, muss och déi nei Gesellschaft, déi elo gegrënnt gëtt, versichen duerch eng offensiv kommerziell Politik an eng flächendeckend Versuergung sech als héichwäertegen Transporteur ze profiléieren, deen och bei der Erschléissung vun heitegen an zukünftegen Industriebroochen eng wichteg Roll ze spillen hätt.

D'Defiziter am Giddertransport beroue jo och op vill ze niddregen Tariffer, ausgeléist duerch déi onlauter Konkurrenz vum Stroossentransport. 1995 huet sech schonn déi deemoleg Beroderfirma Systra am Optrag vun der CFL-Direktioun mat der Problematik befaasst an ass zur Konklusioun komm, dass de Giddertransport mat normale Rationaliséierungsmoossnamen net ze rentabiliséiere wier. Eng Astellung vun deenen Traficer wier awer net ze recommandéieren, well doduerch e ganz bedeitenden Deel vum Fretopkommes géif verluer goen, an déi Approche wier jo och net mat der Ëmweltpolitik vun der Regierung ze vereinbaren, well vill Transporter op d'Strooss géife verlagert ginn.

D'Systra huet duerfir de Stat an d'Flicht geholl a virgeschloen, Subventiounen ze beantragen, am Aklang mat den europäesche Regelen iwwert d'Konkurrenzbedingungen, déi nei Gesellschaften op dem Lëtzebuerger Maart natierlech net benodeelegen dierften a géifen. Ech si souwisou der Meenung, dass verschidde Giddertransporter aus Ursaache vun Ëmweltschutz a Landesplanung missten als Service public considéréiert ginn, an de Pabeier, deen eis virläit, gesäit et jo och vir, dass hei no Léisunge gesicht gëtt.

Här President, d'Regierung huet sech an hirer Regierungserklärung duerfir ausgeschwat, fir mat alle Moyenen d'Viabilitéit an d'Kompetitivitéit vun den CFL och am Frachtberäich ze garantéieren. De Modell, deen d'Tripartite elo gewielt huet fir am Kader vun enger neier Gesellschaft den Haaptclient, d'Arcelor, ze fidéliséieren, mécht Sënn an ass e Modell, deen net onbedéngt muss réusséieren; dat muss d'Zukunft weisen. Et ass awer e Modell, deem ee seng Chance soll ginn.

Et ass en neie Modell, mat deem mer alleguerten – a speziell déi Leit, déi an der Responsabilitéit an deem Betrib wäerte sinn an déi an deem Betrib wäerte schaffen – eis Erfahrung nach musse maachen. An et wäert duerfir och ganz vill Fangerspëtzegefill verlaangt sinn, fir dat zesummenzeféieren, wat de Moment nach net do zesummen ass. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass déi nei Gesellschaft e gudden Départ geholl huet an deene Gespréicher, déi stattfonnt hunn, a mir sollen hir wierklech all Chancë fir d'Zukunft ginn, fir dass et déi Success story gëtt, vun där de Minister geschwat huet.

Als LSAP soe mir duerfir och Jo zu dësem Modell, grad wéi mer och Jo soen zu deenen aneren Accorden, déi an der Tripartite getraff gi sinn. Esou kënne mer mat Satisfaktioun a mat zwou Hänn ënnerschreiwen an zur Kenntnis huelen, dass d'Eisebunn en integréierte Verkéiersbetrib bleift an dass et keng Holding gëtt, esou wéi et de Strategiepabeier vun der Eisebunn virgeschloen hat, wat wichteg ass fir d'Effizienz, fir d'Wirtschaftlechkeet an d'Sécherheet vum Eisebunnsbetrib. Nëmmen d'Unitéit vun der Entreprise garantéiert e sécheren a qualitativ héichwäertegen Eisebunnstransport och an der Zukunft. An England hu se et deen anere Wee probéiert, an d'Konsequenzen hu mer op eng dramatesch Aart a Weis virun Ae gefouert kritt.

De Statut vum Eisebunner gouf net ofgeschaaft. Betribssécherheet a Statut si ganz enk matenee verbonnen, an duerfir ass et wichteg, dass d'Regierung hiert Versprieche aléist an näischt um Statut vun den aktuellen Eisebunner ännert, an dat gëllt och fir déi zukünfteg Eisebunner, déi an d'Société mère am Kader vun der sou genannter klenger Léisung wäerten erakommen, och wann dat dann net méi gëllt fir déi nei Eisebunner, déi an déi nei Frachtgesellschaft agestallt ginn.

Absolut d'accord si mer och mat der Externalisatioun vun de sou genannte Fonctions essentielles, dat heescht d'Tarificatioun, d'Separatioun an d'Attributioun vun de Sillone bei deem neie Verkéiersverbond, dat onofhängegt Gremium, wat sech ubitt a wat mer brauche fir de communautairen Exigenze gerecht ze ginn. Mir sinn och frou driwwer, dass et net beim ILR gelant ass.

Zefridde si mer och mat der Décisioun, fir d'Formatioun vum Personal, speziell vun de Lokomotivführer a vum Zuchbegleetpersonal, net auszelageren an net bei d'Chambre de Commerce ze ginn, wéi dat eng Zäit laang ugeduecht war, mä bei den CFL ze loossen, déi natierlech am beschten outilléiert sinn, fir déi Formatioun ze maachen. Hei geet et ëm d'Betribssécherheet a mat där däerf net gespillt ginn. Esou eng Formatioun kann effektiv nëmme gemaach gi vu Leit, déi den entspriechenden Know-how an d'Erfahrung mat deem Instrument do hunn, déi deen Know-how matbréngen.

Positiv ervirsträiche muss een awer och déi Intentiounen an Engagementer, déi d'Regierung op enger Rei vun anere Punkte geäussert a ginn huet. Esou den Engagement fir an alle Punkten d'Sécherheet an d'Qualitéit an de Mëttelpunkt ze stellen, de Schinneréseau op engem Topniveau ze halen, wat natierlech eng Rei vun Investissementer no sech zitt, an och esou séier wéi méiglech eng nei Busgarage ze realiséieren.

Och d'Absicht vun der Regierung, déi verschidde Contrats de service public iwwert d'Schinn an iwwert d'Strooss respektiv iwwert d'Gestioun vun der Infrastruktur, déi jo den 31. Dezember 2008 auslafen, ze verlängeren, ass wichteg a gëtt der Eisebunn fir d'Zukunft déi néideg Planungssécherheet.

Dann ass et och wichteg fir d'Eisebunn an eist Land, dass d'Regierung nach eng Kéier ënnersträicht, dass si gewëllt ass, déi grouss Infrastrukturprojeten ze realiséieren, déi scho bekannt sinn, dat nodeem a puncto Uschafung vun neiem Material an der rezenter Vergaangenheet grouss Efforte gemaach goufen. Et ass wichteg, dass déi elo esou séier wéi méiglech ugepaakt an ëmgesat ginn. D'Zäit vun den Etüde muss eriwwer sinn. Et gëtt elo wierklech Zäit, dass, wéi de Minister schonn des Öftere gesot huet, Neel mat Käpp gemaach ginn, wa mer esou séier wéi méiglech den Nohuelbedarf, dee mer aus der Vergaangenheet nach ëmmer matschleefen, wëllen ophuelen.

Ech mengen, véier grouss Chantiere si jo emol direkt geplangt, déi onbedéngt noutwendeg sinn an déi d'Eisebunn och wäerte weiderbréngen:

D'Zweegleisegkeet vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg fir 368 Milliou-

nen Euro bis d'Joer 2012, de Réaménagement vun der Nordsäit vun der Gare Lëtzebuerg fir 47 Milliounen Euro bis d'Joer 2009, den Uschloss vum Kierchbierg a vum Findel un d'Schinnennetz mat engem neie Viaduc op der Polvermille fir e Gesamtkäschtepunkt vun 342 Milliounen Euro, an net ze vergiessen de Bau vun enger neier Gare op Belval mat engem Arrêt an engem ënnerierdesche Parking fir ronn 68 Milliounen Euro.

Dobäi kommen d'Etüden a wa méiglech och méi mëttelfristeg wéi laangfristeg d'Ëmsetzung vum Bau vun neie Linnen tëschent Lëtzebuerg an Esch a Lëtzebuerg a Beetebuerg, wat och fir d'Eisebunn an hir Zukunft vu grousser Bedeitung ass.

Kierchbierg a Findel sinn och zwee Stéchwierder, déi schonn ugeschwat goufen. Dir wësst, dass hei zum Deel Train-Tram-Material soll agesat ginn, eng nei Philosophie hei zu Lëtzebuerg, déi mat ville Schwieregkeeten nëmmen aus de Startbléck kënnt an awer lues a lues ufänkt, hire Wee ze maachen, an déi sech dann och hoffentlech um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg weider ausdehnt duerch d'Uleeë vun neien Infrastrukturen, déi déi verschidden Aktivitéitszonen an a ronderëm d'Stad, haaptsächlech am westlechen Deel, dann och solle matenee verbannen.

Ganz wichteg fir eis sinn natierlech och eis international Eisebunnsuschlëss, souwuel am regionale Grenzverkéier wéi wat d'Ubannung un déi transeuropäesch Verkéiersnetzer ugeet. 2007 kënnt den TGV Est-Européen op Lëtzebuerg, wat eis Paräis an an enger zweeter Phas och Stroossbuerg méi no bréngt. An da wier et ganz wichteg, wa mer esou séier wéi méiglech och de Projet Eurocap-Rail, dat heescht d'Interconnexioun mat anstännege Verbindungen tëschent Stroossbuerg, Lëtzebuerg a Bréissel realiséiert hätten, well hei muss ee wëssen, dass d'Menace vun enger méi schneller Verbindung Bréissel-Stroossbuerg via Paräis mam TGV reell ass.

Leider si mer hei als Lëtzebuerger Stat net eleng Meeschter, obscho mer d'Bereetschaft schonn zum Ausdrock bruecht hunn, um belschen Territoire ze investéieren, fir dee Projet weiderzedreiwen. Um belschen Territoire, ech erënneren drun, hu mer schonn eng Kéier investéiert, an zwar nach ronn 550 Millioune Lëtzebuerger Frang, an der Gare Gouvy an tëschent Gouvy a Rivage, eng Linn, déi och fir eist Land vu gréisster Bedeitung ass, net nëmme fir eis Nordregioun, mä och an der Optik vun der Schafung vun enger direkter Verbindung tëschent dem TGV-Est an dem TGV-Nord zu Léck, an och der Schafung vu konfortabele Verbindunge mam Norde vun Däitschland.

Wat eis Verbindungen ebe just mat Däitschland ugeet, si mer jo net grad verwinnt, vläicht well déi Däitsch de Raum Tréier-Koblenz éischter als hir Provënz ugesinn. Et soll een awer soen, dass an deene leschte Joren op eiser Säit ganz vill an d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg investéiert ginn ass a mir eis Hausaufgaben do gemaach hunn. Fir eis däitsch Frënn huet déi Linn op alle Fall keng Prioritéit. Duerfir mécht et och Sënn, dass eis Regierung an der Regierungserklärung geplangt huet, d'Opportunitéit vun enger neier Linn op Saarbrécken ze studéieren, fir esou verbessert Verbindungsméiglechkeete mam Süde vun Däitschland an dem Südoste vun Europa hierzestellen.

Et sinn elo eng ganz Rei vun Investitiounsprojeten, déi ustinn, déi wichteg sinn, wa mer an deenen nächste Joren eis Schinneninfrastrukture wëllen ausbauen a fit maachen, fir esou dat zousätzlecht Transportopkommes kënnen ze bewältegen, wat op eis duer wäert kommen.

Wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht iwwer all déi Investitiounsprojeten – ech kéint och nach de Centre de maintenance, wou de Bau amgaang ass, nennen –, da stelle mer fest, dass mer bei engem globale Montant vu ronn 2,6 Milliarden Euro leien an engem Zäitraum vu 15 bis 20 Joer. Effektiv en impressionnantë Chiffer!

Hei ass natierlech elo och de Gestionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur, d'CFL-Gesellschaft, déi dat jo och an der Zukunft am Kader vum integréierten Transportbetrib wäert bleiwen, gefuerdert, fir dëse scho bal revolutionären Investitiounsprogramm zur vollster Zefriddenheet vun allen Acteure kënnen ze assuréieren. D'Investissementer an d'Infrastrukture solle jo als Finalitéit hunn, d'Besoine vun de Clientë vun der Schinn zefridden ze stellen.

Duerfir ass et wichteg, fir eng Integratioun ze kréie vun de Kompetenzen an Experienzen am Eisebunnsberäich mat der Konzeptioun, der Planifikatioun an der Exekutioun vun deenen eenzelne Projeten. An dofir ass kee besser gestallt, fir dat kënnen ze vereenegen, wéi d'CFL-Gesellschaft mat hirem Personal an hirem Know-how.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier ee Wuert zur neier Frachtgesellschaft, déi elo geschafe gëtt, soen. Dës Restrukturatioun, esou wéi se elo geplangt ass, wäert sécher net einfach ginn. Si huet hire Präis a beinhalt och eng Rei vu Geforen. Niewent den aktuellen an zukünftegen Eisebunner, mat dann ënnerschiddleche Statuten, sinn och Sidérurgisten an där neier Gesellschaft, esou dass mer da praktesch dräi – ouni dass ech dat elo pejorativ soen – Kategorië vu Leit, déi zum Deel déiselwecht Aarbecht maachen, niewentenee schaffen hunn. Dass dat am dagdeeglechen Ëmgang matenee problematesch ka ginn, läit op der Hand. An do ass – wéi ech et éinescht scho gesot hunn – ganz vill Fangerspëtzegefill gefuerdert, vun de Leit selwer, awer och vun deene Responsabele vun där neier Gesellschaft, fir do mat Hand unzeleeën, dass sech dat a geuerdnete Bunnen entwéckelt.

Dann ass och virgesi fir d'Aarbechtskonditiounen am ganze Grupp CFL dem Privatsecteur unzepassen, fir iwwert dee Wee méi eng grouss Flexibilitéit um Niveau vun den Aarbechtsstonnen a méi eng grouss Polyvalenz ze erreechen. Wat d'Flexibilitéit ugeet, sinn ech souwisou der Meenung, dass déi haut scho ginn ass, wann ee weess, dass pro Joer praktesch 800, 900 Derogatiounen zu de reglementaresche Conditions de travail ugefrot an accordéiert ginn.

Wat d'Polyvalenz ugeet, esou muss een awer och wëssen, dass d'Eisebunner vun Haus aus polyvalent sinn, soss géif déi Eisebunn net esou funktionéieren, net esou dréinen, wéi se dréint. Mä et muss een awer soen, dass déi Polyvalenz ëmmer bestanen huet an och an der Organisatioun vum Betrib dra war, dass se awer duerch déi vill Restrukturatiounen an duerch d'Opsplitterung vun eenzelnen Aktivitéitsberäicher an deene leschte Joren, déi d'CFL-Gesellschaft gemaach huet, ganz wesentlech ageschränkt ginn ass.

Hei kënnt also an der Zukunft eng ganz grouss Responsabilitéit op d'Sozialpartner duer an deenen Diskussiounen, déi elo sollen ugoe fir déi Aarbechtskonditiounen dann ze alignéieren op de Privatsecteur, an hei muss opgepasst ginn, dass et net zu engem Ofbau vun der Sozial- an der Sécherheetskultur bei der Eisebunn kënnt, dat wier kontraproduktiv fir de ganze Grupp a kéint déi Objektiver, déi sech gesat ginn, wéi Aarbechtssécherheet, wéi Betribssécherheet, Effikassitéit a Qualitéit, ganz séier a Fro stellen.

Do wëll ech ganz zum Schluss, Här President, nach ee Wuert soen zur Fro: Wat geschitt, wann dann och de Voyageurverkéier an der heiteger Hypothees fir eis zu Lëtzebuerg 2012 liberaliséiert gëtt? Do si mer effektiv der Meenung, dass een dat net haut soll maachen, dass een dat och net mar soll maachen, dass een et en temps utile soll maachen, wann d'Spillregele ganz genee definéiert sinn. Dofir si mer och der Meenung, dass et eng richteg Décisioun war, fir elo déi kleng Léisung unzestriewen an alles wat een elo mécht op de Fretberäich beschränkt.

Et muss ee jo och wëssen, dass, wat de Voyageurverkéier ugeet, mer et net mat deeneselwechten Ausgangsprémissen ze dinn hunn, wéi dat am Güterverkéier de Fall ass. Ech wëll nëmmen einfach soen, dass de Voyageurverkéier haut net 30 Milliounen Euro Defizit ze verzeechnen huet, esou wéi dat am Fret de Fall ass. An da muss een och wëssen, dass praktesch dee ganze Reesendeverkéier hei am Land ënnert d'Rubrik „Service public" fält.

Et kann een also net onbedéngt elo haut dovun ausgoen, dass dee Modell, dee mer fir de Fret hei elo gewielt hunn, eent zu eent muss op de Voyageur applizéiert ginn. Do sinn awer nach eng Rei vun Diskussiounen, déi ech gär géif matféieren an deenen nächste Méint a Joren; wa se da gefouert ginn.

Här President, dat gesot wëll ech ofschléissend, ouni Kräid ze friessen, den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu de Konklusioune vun der Tripartite ginn, verbonnen nach eng Kéier mat de Félicitatioune fir all d'Acteure fir déi ganz responsabel Approche, déi si alleguerten hei un den Dag geluecht hunn.

An ech géif mer dann, Här President, zum Schluss erlaben am Numm vu véier Parteien – an ech brauch se wuel net hei opzezielen, den Henri Grethen huet jo am Numm vun der Demokratescher Partei geschwat – eng Motioun hei ze deponéieren, déi d'Regierung invitéiert esou séier wéi méiglech déi entspriechend Gesetzestexter zu dëser Eisebunnsreform ze élaboréieren an d'Eisebunnsdirektioun an d'Gewerkschaften an hirer Démarche appuyéiert fir déi verschidden Elementer vun dësem Accord am Kader vun engem offene Sozialdialog ëmzesetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui prévoit que «le Gouvernement entend relancer le dialogue social propre au modèle dit luxembourgeois par l'organisation d'une ‚Tripartite Ferroviaire'. Celle-ci sera appelée à proposer des orientations et des mesures qui permettront aux CFL de s'assurer la viabilité et la compétitivité nécessaires, notamment dans le domaine du fret, tout en préservant le statut et les rémunérations propres aux agents actuels et en définissant la voie à suivre pour les agents futurs des CFL.»;

- considérant les deux procédures entamées par la Commission européenne à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour non-transposition du 1er paquet ferroviaire et l'engagement du Gouvernement de faire parvenir aux services de la Commission au plus tard dans le courant du mois de décembre 2005, dès l'achèvement des travaux de la tripartite, le texte du projet de loi ainsi que le calendrier le plus ambitieux possible d'adoption définitive de ce texte;

- considérant que dans le cadre d'une trentaine de réunions préparatoires organisées après le hearing «Fir eng zukunftsfäeg Eisebunn» qui s'est déroulé à Bettembourg les 16 et 17 mars 2005, et à l'issue de six réunions de la tripartite ferroviaire qui se sont tenues entre le 24 octobre et le 20 décembre 2005, le Gouvernement, la direction de la SNCFL ainsi que les représentants de son personnel sont tombés d'accord sur un train de mesures substantielles permettant de définir le cadre pour entamer la réforme incontournable des CFL afin d'assurer la compétitivité du rail et la viabilité économique et sociale de l'entreprise dans un environnement libéralisé, notamment dans le domaine du fret;

- prenant acte des conclusions écrites de la tripartite ferroviaire et des déclarations y relatives du Gouvernement en séance plénière;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais et en étroite collaboration avec les commissions parlementaires compétentes les instruments législatifs nécessaires à la réalisation de la réforme ferroviaire projetée, qui seront ensuite soumis à l'approbation de la Chambre des Députés;

- à appuyer les efforts de la direction des CFL et des syndicats de mettre en œuvre les différents éléments de l'accord dans un esprit ouvert de dialogue social, avec la détermination et l'engagement nécessaires pour aboutir le plus rapidement possible.

(s.) Roland Schreiner, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri, Marc Spautz.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, et kéint ee sécher haut ganz villes soen iwwert den öffentlechen Transport am Allgemengen an et kéint een och domadder eng Ried vun enger hallwer oder enger Stonn ouni Problem fëllen. Et kann ee sech awer och beschränken op dat, wat haut um Ordre du jour steet, nämlech eng Aschätzung ofzeginn iwwert deen Accord, deen an der Tripartite CFL fonnt ginn ass. Mir wäerten déi zweet Variant zréckbehalen an eis eleng mat deem Punkt do beschäftegen.

Virausschécke wëlle mer awer – an de Kolleeg Schreiner huet dat jo scho mam Dépôt vun der Motioun, déi vu véier Parteie gedroe gëtt, kloergemaach –, datt déi Gréng och hir Zoustëmmung wäerte bréngen. Mir wëllen awer och erkläre wuerfir.

Éischtens emol wëlle mer dem Minister ganz einfach félicitéieren, well hien et fäerdeg bruecht huet deen Dossier, dee schwiereg war, deen och héich politiséiert war – an net eréischt zënter sechs Méint, mä dee schonn zënter enger Partie Jore politiséiert war – op en Enn ze bréngen, ouni datt et zu engem Sozialkonflikt an deem Secteur komm ass. Well mir sinn der Meenung, datt e Sozialkonflikt an deem dote Secteur – et ass wahrscheinlech wouer fir all Secteur – zu dësem Zäitpunkt mat deenen Ännerungen, déi ustinn, mat Sécherheet eppes ganz Schlechtes gewiescht wär, mat Konsequenzen, déi een net onbedéngt alleguerten hätt kënnen ofgesinn.

Dofir fanne mir dat e Punkt, deen een och soll als Oppositiounspartei däerfen ënnersträichen, a soen, dass mer doriwwer frou sinn, dass et zu engem Accord komm ass. Mir wëllen dem Minister net seng Mériten huelen, doduerch dass mer awer och anerer begléckwënschen, mä mir wëllen och déi Leit begléckwënschen, déi soss nach um Dësch souzen. An dozou gehéiert fir eis an enger éischter Linn d'Generaldirektioun, och déi, menge mer, kënne sech haut zu de Gewënner an deem Dossier zielen, well effektiv, wann een de Strategiepabeier vun 2002 kucke geet, stinn do ganz vill Saachen dran, déi elo an der Tripartite zréckbehale gi sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass net alles zréckbehale ginn, et si selbstverständlech Verhandlunge gefouert ginn, mä an de wesentlechen Zich louchen déi Leit deemools richteg mat hirer Aschätzung, mat de Virschléi, déi si gemaach hunn, an dat soll een och, ouni dofir dem Minister seng Mériten ze schmäleren, dierfen ënnersträichen.

A mir wëllen awer och als Gréng Partei de Gewerkschafte soen, datt mer net d'Gefill hunn, dass et do Verléierer oder Gewënner soll ginn. Et kann een natierlech eng pointéiert Bilanz maachen a kucken, wien, wou méi noginn huet, op wéi engem Punkt, wien am Virfeld vläicht méi de Mond voll geholl huet a wien net, mä ënnert dem Strëch, mengen ech, ass et zur Éier vu jiddferengem, wann hien et fäerdeg bruecht huet um Enn vun engem schwieregen Dossier en Accord ze ginn, deen et méiglech mécht, dass mer elo kënne soen, mer schléissen déi Phas vun de groussen Diskussiounen of a mir probéieren elo eriwwer ze goen an déi Phas, déi vill manner previsibel ass, a wou déi doten Acteuren, déi elo um Dësch souzen, mat Ofstand net déi eenzeg wäerte sinn, déi matschwätzen.

Réckbléckend wäerte mer vläicht an e puer Joer soen: Dat waren nach déi einfach Zäiten, déi liicht Zäiten, wou nëmmen de Ministère, d'Generaldirektioun an d'Gewerkschafte sech mat deem doten Thema beschäftegt hunn. Well vun deem Moment un, wou hei d'Engagementer geholl ginn, fänkt e bëssen dat richtegt Liewe vun där dote Société́it, CFL-Cargo, un. An do, menge mer, wäerte mer an deenen nächste Méint a Joren nach munch Diskussioune kréien an hoffen natierlech, datt déi esou wäerten ausgoe wéi d'Société́it sech dat haut wënscht.

Et ass ganz wichteg aus der Vue vun der grénger Fraktioun, datt et elo ka virugoen an deem dote Beräich, well mer d'Schinn ganz einfach grad am Beräich vum Fret brauchen. A mer wëllen dat just mat engem Beispill ënnersträichen, nämlech ganz einfach aus ëmweltpolitescher Vue. Et gëtt extrem wichteg an deenen nächste Joren, dass mer zu Lëtzebuerg eng performant Schinn hunn, besonnesch – net eleng, mä besonnesch – och am Beräich vum Fret. An déi Optioun, déi elo zréckbehale ginn ass, ass eiser Meenung no och déi, déi sënnvoll ass, déi, déi räsonnabel ass. Et ass vläicht net dee ganz grousse Worf, et ass vläicht net all Fro dra beäntwert, mä et ass awer déi Optioun, déi eiser Meenung no déi Qualitéiten huet, fir kënnen de Match an Zukunft unzegoen.

A wa mer kucken, Stéchwuert „Kyoto-Engagementer", wa mer kucken, wat am IVL drasteet, da gesi mer, datt mer zu Lëtzebuerg am Secteur vun der Energie, vun den CO_2-Emissiounen, een Haaptschëllegen hunn, an dat ass den Transport. Et ass de Verkéier! Et ass do, wou alles aus dem Rudder gelaf ass déi lescht Joren.

Et ass och aus deem dote Grond, wou et extrem wichteg ass fir eis, datt mer am Beräich vun der Schinn net nëmmen et fäerdeg bréngen eppes, wat mer hunn, ze behalen, mä datt mer et fäerdeg bréngen, eis Strukturen ze ginn, déi no vir kënne kucken, mat der Ambitioun kënne méi staark a méi grouss ze ginn. Dat ass eigentlech de Punkt, well soss befanne mer eis eenzeg an eleng an engem Rückzugsgefecht an net an enger Logik vu Marché, wou een och muss bereet sinn, fir fir Parts de marché ze kämpfen, a wou ee muss bereet sinn insgesamt Angeboter ze schafen, déi fir méi Clientë kënnen interessant sinn.

Zweet Stéchwuert, dat steet och an deem Kompromësspabeier vun der Tripartite, dat ass, datt d'Regierung sech engagéiert huet fir d'Nodeeler ze behiewen, déi d'Schinn

par rapport zu der Strooss huet. Déi Nodeeler bestreit jo keen, déi si reell. Bei der Strooss kënnen eng Abberzuel vu Käschten op d'Allgemengheet ofgefiedert ginn, während bei der Bunn de Bilan verlaangt gëtt, datt se ouni Defizit funktionéiert. Si muss sech quasi selwer droen an hirer gesamter Aktivitéit. Eppes, wat beim Stroossentransport vun de Camione mat Ofstand net de Fall ass. D'Regierung seet an deem Pabeier, si wéilt déi Nodeeler behiewen, Stéchwuert „Eurovignette".

Op deem Punkt wiere mer frou, wann de Minister eis uschléissend nach eng Kéier kéint e bësse méi Detailer ginn, wéi sech d'Regierung virstellt, dat Engagement do aus dem Kompromëssspabeier vun der Tripartite anzeléisen, fir d'Nodeeler vun der Schinn par rapport zu der Strooss kënnen ze behiewen. Dat Engagement, esou wéi et do formuléiert ass, hale mir politesch wuel fir richteg, mä e bësse méi Detailer géinge mer awer à ce stade scho gären héiere vun der Säit vum Minister.

Eise Standpunkt an dësen Diskussiounen an och an Zukunft, wann et ëm öffentlechen Transport geet, och beim Persouneverkéier, muss schlussendlech ee sinn, an zwar deen: Wat hunn d'Leit dovun? Wat hunn d'Clientë vun deenen Änneerungen, déi mer maachen? Wat hunn d'Benotzer do dervunner?

Deen Accord, dee mer elo fonnt hu mat der Jointventure mat der Arcelor, huet natierlech eng grouss Qualitéit, nämlech déi, datt mer den Haaptclient vun der aktueller CFL-Fret gebonnen hunn. Et soll een awer net aus den Ae verléieren, datt dee Client do, deen natierlech e ganz groussen ass, dass deem säin Undeel un der Aktivitéit vun der Sociétéit duebel esou héich wäert sinn, wéi säin Undeel um Kapital, dat heescht, och wann en net majoritär ass beim Kapital, dann ass en awer natierlech très largement majoritär bei der Aktivitéit.

Hien huet also selbstverständlech e Poids am Alldag vun der Sociétéit, deen enorm wäert sinn. D'Arcelor huet mat 70% awer net 100% vun den Aktivitéiten. Et gëtt nieft der Arcelor och nach aner Clienten; eng ganz Partie dovunner, déi méi kleng sinn. An dat ass ee Punkt, wou mir eis e bësse Suerge maachen. Mir wären och frou, do méi Detailer ze kréien, wéi eng Garantien aner Clientë kënnen hunn, déi am Moment scho vun der CFL-Fret beliwwert ginn.

Well natierlech déi Gefor besteet, datt d'Arcelor mat hire 70% probéiert déi Sociétéit herno am Alldag esou organiséiert ze kréien, datt si sech haaptsächlech dran erëmfënnt. D'Arcelor huet bis elo kee Partner gebraucht. Si ass bis elo och gutt gefuer mat hiren Aktivitéiten, ouni musse mat anere Privaten zesummenzeschaffen. Dat war net hire Besoin. Ech ka mer virstellen, datt opgrond vun deem doten Ëmstand am Alldag vun där Sociétéit, d'Arcelor net e schrecklech ausgeprägte Besoin wäert hunn, fir aner Clienten och an deem Mooss zefridden ze stellen, wéi si et sinn.

D'Arcelor wäert och keen ausgeprägte Besoin verspieren, fir ënner Ëmstänn mat där dote Sociétéit ze expandéieren, sech d'Fro ze stellen: Kënne mer net nach méi maachen? Si wäert natierlech, wann hire Besoin gestëllt ass, d'Gefill hunn, datt déi Sociétéit zefridde stellend funktionéiert. Mir mengen awer als gréng Fraktioun, datt et wichteg ass, datt mer och am Beräich vum Fret dynamesch probéieren opzetrieden, esou datt mer natierlech probéieren och nach anerer kënnen ze erreechen an datt mer och nach anerer kënne probéieren zefridden ze stellen.

Och zu deem doten Themekomplex wäre mer frou, wann de Minister eis nach kéint seng Erwaardungen a seng Virstellunge soen, wou a wéi d'Sociétéit sech soll um Marché positionéiere par rapport zu deene Clienten, déi si elo schonn huet. An och, fir doriwwer eraus ze probéieren, méi grouss a méi staark kënnen ze ginn, an net nëmmen de Fournisseur unique de la Cour sidérurgique ze ginn, dee se elo zu groussen Deeler scho war.

Dat gesot, hunn ech nach fënnef, sechs Froen. Eng éischt huet den Här Grethen scho virdru gestallt. Ech hat se selwer an der Kommissioun scho gestallt, dat ass déi vun den Engagementer mat de Contrats à long terme vun der Arcelor.

Do huet de Minister sech an der Kommissioun, deen awer soss – dat wëll ech em och gären actéieren – eng zimlech korrekt Transparenz gespillt huet während deene Wochen, wou elo d'Tripartite amgaange war, mä bei enger Fro huet hie sech méi zougeknäppt gewisen, mam Verweis op intern Informatiounen. Zefridde gestallt huet déi Äntwert mech net. Ech wär frou, wann ech do kéint méi Äntwerte kréien, nämlech iwwert d'Qualitéit vun den Engagementer, déi d'Arcelor geholl huet, fir à long terme dann awer trotzdeem privilegéiert, fir net ze soen eleng mat dëser Sociétéit ze schaffen, mat der CFL-Cargo, an dann awer en fonction vum Prix du jour dësen oder dee Marché bei en aneren ze ginn.

Eng zweet Fro, do ass de Minister virdrun och scho kuerz drop agaangen, dat ass déi vun der grousser an der klenger Léisung. De Minister huet virdru bei senger Virstellung selwer gemierkt, datt dat kee ganz gléckleche Choix war, well hie muss elo ee fir sech ganz gudde Kompromëss mam Numm „kleng Léisung" hei verkafen. Dat ass natierlech kommunikatiounstechnesch net optimal fir unzefänken. Mä mir mengen awer och, a mir stelle gären déi Fro un de Minister: Firwat ass d'Regierung op deem dote Punkt net awer e Stéck méi wäit gaangen?

Well mir hunn awer d'Gefill, datt déi Léisungen, och wann de Fretberäich an de Persouneberäich, de Voyageursberäich, net eent zu eent ze vergläiche sinn – do huet den Här Schreiner natierlech Recht –, mä ech mengen awer, et wot ee keng grouss Behaaptung, wann ee virausseet, datt mer an e puer Joer wäerten an den Diskussioune beim Voyageursberäich, och wa mer do zwee Joer laang méi Zäit hunn, fir eis ze positionéieren, da wäert et awer an déi dote Richtung goen, well mir kënnen eis kaum virstellen, datt mer e Statut hu bei deenen, déi an der Eisebunn bis haut sinn, an datt mer en zweete Statut aféiere gi fir déi Leit, déi am Beräich vum Fret nei bäikommen, an datt mer dann och nach géingen en drëtten neie Statut entwéckele fir déi Leit, déi an Zukunft am Beräich Voyageur sollen agestallt ginn.

Duerfir, ouni dem Kolleeg Schreiner wëllen ze no ze trieden, wann hien d'Behaaptung opstellt, datt et awer an e puer Joer net wäit aus de Féiss wäert leien, par rapport zu deem, wat mer elo scho festgehalen hunn, dann ass och d'Fro erlaabt, ob et net awer Sënn gemaach hätt, fir elo schonn e Stéck méi wäit ze goen. Well mer jo schlussendlech elo just nach während e puer Joer Leit astellen an engem Statut, vun deem jiddfereen heibanne weess, datt et dee Statut fir nei Leit ab engem bestëmmten Datum an där Form souwisou net méi wäert ginn.

Ech verstinn de Minister, wann hie seet: Mir hunn e politesche Kompromëss gebraucht. Dat ass e valabelt Argument. Ech wëll dat guer net bestreiden. De Präis, fir e Sozialkonflikt ze évitéieren, war vläicht deen doten. Mä op jiddfer Fall wäre mer och frou, wa mer doriwwer nach géingen e puer Erklärunge kréien, wéi sech d'Regierung dat doten an Zukunft ka virstellen.

Eng nächst Fro ass och déi, e bëssen aus deem eraus, wat ech virdru scho gesot hunn, mat den anere Clienten, déi mer net wëllen negligéiert hu vun der CFL-Cargo. Et geet net nëmmen ëm d'Arcelor, dat ass dee wichtegste Client, duerfir klammen déi och mat an, mä dat ass net deen eenzegen. Mir mussen déi, déi mer elo schonn hunn, och kënne behalen. Da muss och probéiert ginn, fir anerer derbäizekréien.

Ass et fir d'Regierung envisageabel, datt eng Ouverture vum Kapital, déi am Moment jo net geschitt, et gëtt am Moment zwee Aktionären, mä ass et fir d'Regierung eng Optioun, déi se ausschléisst, oder ass et eng Optioun, déi d'Regierung awer wëllt opstoe loossen, datt an Zukunft eventuell aus därselwechter Logik eraus – hei huet jo de Stat eng Sociétéit mat privatem Kapital gegrënnt, fir e ganz interessante Client ze behalen – anerer nach kéinten an d'Kapital erakommen? Oder ass dat eng Optioun, déi d'Regierung wëllt opstoe loossen, fir, le cas échéant vun därselwechter Suerg gedroen, an Zukunft kënnen ze reagéieren, wéi se dat elo gemaach huet am Beräich vun der Arcelor?

Eng weider Fro ass un eis erugedroe ginn am Virfeld vun dësen Diskussiounen, dat ass, datt mer riskéieren de Projet „Sibelit" e bëssen ze compromettéieren duerch deen Accord, deen haut fonnt ginn ass; wat eis awer elo net derzou bréngt, fir duerfir den Accord net ze wëllen. Mä gesäit de Minister déi Suerg do och, datt mer aner Partner, déi mer am Beräich vun der Kooperatioun, deem traditionellen Instrument tëschent den Opérateuren, a mat deene mer a gudde Verhandlunge stinn, déi scho relativ wäit gegraff hunn, datt mer déi riskéieren ze verléieren? Well de Projet „Sibelit" ass och en Deel vun deem Accord tripartite. Mä ass deen nach op esou zolitte Been an esou zolitte Féiss wéi bis elo?

Well do gëtt et ënner Ëmstänn Suergen, datt eng Privatfirma, déi och anerwärts nach aktiv ass, iwwert den Ëmwee vun der CFL-Cargo kéint Ableck kréien a strategesch Accorden. D'Fro vun eis ass, inwiewäit dass de Minister déi Suergen haut scho kann ausraumen; inwiewäit dass de Minister eis ka versécheren, dass mer et awer wäerte fäerdeg bréngen dat, wat am Beräich vum Accord „Sibelit" an der Diskussioun ass, zu engem Enn ze bréngen, well och deen Accord mécht eiser Meenung no absolut Sënn.

Dann eng lescht Remarque, well verschidde Virriedner virdru beim Investitiounsprogramm, dee soll virgeholl ginn, och gesot hunn, dat wär déi nei Streck vun Esch an d'Stad oder vun der Stad op Esch oder op Belval. Ech mengen, d'Kolleegen hunn dee Passus am Accord tripartite net esou genee gelies. Mir wäre selbstverständlech frou, wann déi dote Linn och am Koalitiounsaccord géing drastoen, mä wat am Accord tripartite drasteet, dat ass d'Gare op Belval-Ouest an déi Antenn bis op Belvaux-Mairie. Leider steet d'Linn vun der Stad op Esch – déi nei – net dran. Si steet iwwregens och net am Koalitiounsaccord. D'Etüd steet dran, mä, wéi gesot, deene Kolleegen, déi virdru gesot hunn, et wär een Deel vum Accord tripartite, dass déi géing gemaach ginn, soen ech, et ass awer „leider" nëmmen d'Gare Belval-Ouest an net déi Linn vun der Stad op Esch.

Dat gesot, brénge mer awer eis Zoustëmmung zu dësem Accord, ouni trotzdeem déi vill Froen, déi nach opstinn, aus den Aen ze verléieren. An et stinn der selbstverständlech nach op. Den Accord ka se net all beäntwerten, mä déi Froe wäerten eréischt an der Praxis an deenen nächste Méint a Jore kënne beäntwert ginn.

Et ass elo un der Direktioun, et ass elo um Management vun där Sociétéit ze weisen, wat si kann. Et ass un hinnen elo, fir dofir ze suergen, dass déi Sociétéit wäert gutt funktionéieren. D'Politik wäert dat natierlech opmierksam suivéieren, mä eis stéiert dat à ce stade haut manner, datt all déi Froen net kënne beäntwert ginn, well si eiser Meenung no nach net all kënne beäntwert ginn.

Dat gesot, brénge mer d'Zoustëmmung zu där Motioun, déi opgestallt ginn ass – där hire Vote ass jo deen eenzege, dee geholl gëtt –, a wënschen der neier Sociétéit CFL-Cargo ganz vill Gléck an hiren Aktivitéiten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech hunn an deene leschten Interventiounen, déi ech hei gemaach hunn, relativ vill Zitater vu Kolleegen aus der rezenter a méi laanger Vergaangenheet hei gemaach, an dofir wollt ech dës Kéier emol eng Kéier ufänken eis selwer ze zitéieren amplaz ëmmer déi aner.

(Hilarité)

Wann ech nämlech zitéieren, wat mer heibanne gesot hunn 2004, uganks des Joers, dann hu mer gesot: „Wa mer och den Hierscht 2005 fir d'Tripartite ferroviaire als vill ze spéit ugesinn, esou widderhuele mer awer och, wat mer schonns verschiddentlech gesot a geschriwwen hunn, nämlech dass am Kader vun der europäescher Liberaliséierung vum öffentlechen Transport an nei ze grënnende Gesellschaften, déi nom privatrechtleche Recht funktionéiere mussen, déi aktuell CFL-Beamten hire Statut behale mussen. Mir insistéieren awer och drop, datt net un der Carrière vum aktuelle Personal gefréckelt gëtt, och dann, wann et d'Allgemengheet eppes kascht. Dat neit Personal soll am Géigenzuch ënner privatrechtleche Konditiounen agestallt ginn."

Dat ass am Fong, Här President, och de Résumé vun dem Resultat vun der Eisebunnstripartite vu gëschter, zumindest wat den Deel iwwert d'Personal ubelaangt.

Ech kann dofir och soen, datt vun eiser Säit aus – an dofir hu mir och déi Motioun ënnerschriwwen – eng Zoustëmmung zu deem Resultat kënnt, an ech wëll och vun eiser Säit aus dem Minister Lucien Lux Merci soe fir déi Dialogbereetschaft, déi hien um Niveau vun der Kommissioun an tëschent de Parteien iwwert déi Zäit vun der Tripartite gewisen huet, wat villes erliichtert huet, während der Diskussioun an och haut hei. Wann de Klärungsbedarf virdru gestëllt gëtt, da brauch en net an d'öffentlech Debatt direkt mat eranzefléissen, an da gëtt och net Uelech op d'Feier geschott.

Eng Virbemierkung, Här President: Mir setzen hei eppes ëm, wat am Fong an enger europäescher Direktiv festgeschriwwe ginn ass. An ech wollt awer – an dat hunn ech schonn heibanne gesot – dorun erënneren, datt et falsch ass, wa mer eis am Kader vum prakteschen Ëmsetze vun esou Direktiven ëmmer opposéiere géint d'Europäesch Unioun oder géint Bréissel.

Mir musse wëssen, datt Bréissel näischt mécht, ouni datt et vun den Nationalstaten eng Kéier iwwert de Wee vun engem Traité déi Pouvoire kritt huet. An an dem Traité gëtt net nëmmen de Champ d'application festgehalen, firwat e gëllt, et gëtt och festgehalen, wéi bei der Exekutioun d'Décisioune geholl ginn: mat einfacher Majoritéit, mat qualifizéierter Majoritéit oder mat Unanimitéit. A wann dat bis eng Kéier ofgeseent ass, dann trëtt et iergendwann, dacks Joren duerno, och eng Kéier an der Realitéit, an der Praxis an. An dann hu mer alleguer déi schlecht Tugend un eis, fir dann ze soen – wéi wa mir näischt méi domadder ze dinn hätten –: Mä et wier zu Bréissel, wou dat décidéiert gi wier, an et wier Bréissel, wat eis dat zougeschriwwen hätt.

Dofir solle mer realistesch sinn an ni vergiessen, datt mer Bréissel och eng Kéier dee Pouvoir ginn hunn, fir dat kënnen ze maachen, an datt mer eis net aus der Responsabilitéit kënnen erausstielen.

Dofir ass et wichteg, datt mer och an Zukunft – an dat ass dacks heibannen diskutéiert ginn –, wann déi Traitéen zustane kommen, dann am Ufank doriwwer diskutéieren an ons de Konsequenze am Virfeld bewosst ginn. Ee gutt Beispill ass d'Bolkestein-Direktiv, iwwert déi jo elo iwwer Méint diskutéiert gëtt am Virfeld, fir eben ze verhënneren, wat dat spéiderhi kann als Auswierkunge kréien.

A mer wäerten och als Parlament gefuerdert sinn, fir an Zukunft ëmmer méi eis mat den europäeschen Dossieren ausenaner ze setzen, an zwar esou fréi wéi méiglech. Et ass jo an der Diskussioun, datt souwuel d'Administratioune vum Parlament wéi vun de Fraktioune solle verstäerkt gi mat Leit, déi sech prioritär oder exklusiv mat den europäeschen Dossieren ausenaner setzen, fir datt mer all déi Problemer kënne méi diskutéieren an am Virfeld wëssen, wat fir eng Engagementer datt mer aginn, an dann och d'Konsequenzen herno wëssen, déi dorauser entstinn.

Zum Resultat vun der Tripartite, Här President, do si mer frou doriwwer, datt e Resultat zustane komm ass, datt dat Resultat och ouni sozial Konflikter an ouni vill gréisser Problemer zustane komm ass. Sécherlech, wa mer soen ouni gréisser Problemer, wësse mer, datt déi Diskussiounen, déi gefouert si ginn, bestëmmt intensiv an och haart waren an datt déi laang gefouert si ginn – dat geet op den Ufank vun dëser Regierung, an ech géing souguer soen, et geet och zum Deel an déi viregt Regierung zréck.

Mir wëssen awer – an dat ass d'Realitéit, mat där mer eis mussen offannen –, datt nun emol eben den 1. Januar 2007 de Wuerentransport liberaliséiert gëtt, an 2010, spéitstens 2012 och de Persounentransport liberaliséiert gëtt. Dat si Realitéiten. Doriwwer kann een elo frou oder net frou sinn, awer et ass eng Realitéit a mir mussen eis ebe mat där Realitéit offannen. Dofir hu mir als ADR ëmmer gesot, datt mer esou fréi wéi méiglech sollen ëmdenken an hei hu mer beim Fret laang gewaart. Mir hu gesinn, datt eis Nopere fäerdeg si mam Ëmdenken, elo wou mir an déi Schlussphas eréischt eraginn.

A mir hunn och festgestallt, datt elo de Minister huet missen d'Autorisatioun ginn, fir datt zum Beispill de Wuerentransport vum 16. Dezember hei op eisem Schinnennetz ka vun enger auslännescher Gesellschaft realiséiert ginn, wou mer einfach musse feststellen, datt déi aner scho fäerdeg sinn, während mir elo ufänken an déi konkret Phas ze goen.

Dofir wësse mir och net, ob et gutt war – et ass vläicht politesch net aneschters méiglech gewiescht –, fir zu dësem Zäitpunkt de Persouneverkéier auszeschléissen, wëssend awer datt mer och net derlaanscht kommen an deenen nächste Méint a Joren do deeselwechte Wee ze goen, wéi mer en elo am Fretberäich gaange sinn.

A mir wëssen och, datt de Frachtverkéier 2004 en Defizit hat vu 34 Milliounen Euro, a mir wëssen och, datt op den 1. Januar 2007 keng staatlech Ënnerstëtzunge méi, weder direkt nach indirekt, kënne geleescht ginn. Dofir huet ee keen anere Choix an dofir huet och missen eben elo dësen Accord getraff ginn, deen als Resultat d'CFL-Cargo huet, déi den 1. Juli 2007

soll funktionéieren, eng Zesummenaarbecht tëschent der CFL an der Arcelor. D'Arcelor, déi haut schonn de gréisste Client mat 70 bis 80% vum Chiffre d'affaires duerstellt, geet mat engem Drëttel an déi Gesellschaft eran, an d'CFL mat zwee Drëttel.

Et ass virdrun hei ugeschwat ginn, datt d'Arcelor sech engagéiert fir eben zéng Joer exklusiv hir Wuere mat der CFL-Cargo ze transportéieren, a mer wësse jo, datt d'Arcelor net nëmmen e reng Lëtzebuerger Betrib méi ass, an d'Chiffere sinn och de Mëtteg scho genannt ginn, wat hire Prozentsaz ausmécht an den Nopeschlänner, deen do transportéiert muss ginn. Wa mer da vum Grupp Arcelor schwätzen, dann ass et fir eis och sous-entendu, datt dann all déi Transporter, esou wäit wéi et méiglech ass – et ka jo och sinn, datt se op Strecke mussen eppes transportéieren, wou d'CFL-Cargo net ka fueren, bon da mussen eben Accordë getraff ginn –, mä do wou et méiglech ass, datt eben déi Transporter do och musse vun där neier Gesellschaft realiséiert ginn.

Et steet och am Text dran, datt déi aner Clienten – „non rentables", steet dran – an enger Iwwergangsphas musse vun där neier Gesellschaft betreit ginn, déi 24 Méint net dépasséiert. Do deelen ech e bëssen d'Suerg vu mengem Virriedner, datt de Risiko besteet,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wann dat schonn esou explizit hei am Text steet – an doranner steet „qui ne dépassera pas les 24 mois" –, dat heescht, dat ass en Engagement wat e maximaalt Engagement ass a wou een dann awer dorauser och ka liesen, datt da vläicht duerno, well eben déi nei Gesellschaft no reng, laut Privatwirtschaft, ekonomesche Kritäre wäert misse fonctionnéieren, eng Rei vu Clienten, déi wéi gesot elo net rentabel waren, kënnen ewechfalen. A wa se fir déi nei Gesellschaft net rentabel sinn, da fäerten ech si se och net fir aner Transportgesellschafte rentabel, mat der Konsequenz, datt dann erëm een Deel vun deem Frachtverkéier kéint op d'Strooss verluecht ginn, wat sécherlech net am Interessi vun der Saach wär.

An och wa mer elo déi Gesellschaft hei d'nächst Joer den 1. Juli grënnen, Här President, solle mer awer realistesch bleiwen! Mir solle realistesch bleiwen a wëssen, datt mer europawäit net an enger Rei vu Jore wäerten 20, 25 national Frachtgesellschaften oder Cargo-Gesellschaften hunn. Mir wëssen haut schonn, datt eng ganz Rei vu Länner dat iwwerhaapt net méi hunn an datt déi dat schonn un aner Länner ofgetratt hunn, wéi déi Däitsch, déi zum Beispill scho vun anere Länner den Transport matmaachen.

Esou muss och dës Gesellschaft am Kader vun der Evolutioun – an dat soll een net aus dem Abléck verléieren – eng Kéier vläicht dee Wee goen, datt si sech och a méi eng grouss international Gesellschaft integréiert, wat och eng ARBED gemaach huet – déi sengerzäit, wéi se ugefaangen huet, dat net wousst oder net doru geduecht huet, mä wou mer haut wëssen, datt aus enger ARBED eng Arcelor entstan ass –, an esou wäert och vläicht eng Kéier spéiderhin hei esou eng Gesellschaft an enger grousser internationaler Gesellschaft opgoen. Ech mengen, dat wëssen och alleguer déi Leit, déi an der Tripartite dobäi waren.

Déi nei Gesellschaft kritt selbstverständlech de privatrechtleche Statut. Et ginn ongeféier 300 Leit, déi vun den CFL drakommen, a 85 Leit, oder bal zesummen 400 Leit, déi an där neier Gesellschaft beschäftegt sinn. An och déi Zuel, Här President, däerft elo am Ufank eng Zuel sinn, déi sech eben elo ergëtt opgrond vun deem Potenzial vu Leit, déi do sinn an déi einfach an déi Gesellschaft mat erabruecht ginn.

Mä mie wäerten awer och sécherlech do eng Evolutioun erliewen. Wann eng Arcelor haut hei am Land nach mat 3.500 Leit Stol produzéiert, ee Villfacht vun deem wou se virun 20 Joer nach 30.000 Leit gebraucht huet, dann däerf een net mengen, datt se fir dee Stol, deen 3.500 Leit hierstellen, mar nach 400 Leit misst beschäftegen, fir dee Stol ze transportéieren. An och do wäert eng Evolutioun kommen, wéi mer se nun emol eben an der Privatwirtschaft kennen, wou iwwer eng Rei vu Joren och déi nei Gesellschaft wäert Strukture kréien, wou da manner Leit beschäftegt sinn.

Mä et ass een Iwwergank, dee mer hunn. Déi Leit sinn elo do, déi Leit gi lues a lues an d'Pensioun – mir kennen dat aus anere Betriber – an iwwer eng Rei vu Jore wäert d'Zuel vum Personal vun där Frachtgesellschaft bei därselwechter Leeschtung, et sief d'Leeschtung géif an d'Luucht goen, sécherlech méi wéi halbéiert ginn.

Déi Leit, déi vun den CFL kommen, behalen hire Statut: d'Conditions d'emploi, du travail, de rémunération et de mise à la retraite. Wéi gesot, domadder kënne mir averstane sinn, mir hunn dat ëmmer gesot a mir hunn och gesot, wann dat eppes kascht, da si mer och bereet, datt d'Allgemengheet do hiren Apport bréngt.

Mä, Här President, et ass de Mëtteg vläicht awer net esou richteg hei aus der Debatt erausgaangen: Deen Text geet awer méi wäit wéi dat doten. E seet och dann direkt am Saz hannendrun: „…sous réserve des conditions de travail" – do komme mer dann nach eng Kéier op d'Conditions de travail zréck, déi virdru garantéiert si ginn – „qui seront alignées pour les agents actuels et futurs du groupe CFL sur celles du secteur privé et ainsi adaptées aux besoins d'une entreprise performante, afin d'assurer la pérennité des CFL."

Ech mengen do muss een awer da wëssen, datt hei d'Gewerkschafte bereet waren, e risegrousse Schratt matzemaachen. Well de Knackpunkt war jo deen, datt se éischtens géint eng Privatisiérung waren, wou se elo domat d'accord sinn, datt de Fret privatiséiert ginn ass; den zweete Knackpunkt war deen, datt se dergéint waren, datt zukünftegt Personal net méi géif ënnert de Statut falen, si sinn elo domat d'accord, datt déi ënnert de Privatstatut falen; an deen drëtte war, datt un dem aktuelle Statut näischt däerft geschéien.

Wann ech dat heiten awer elo liesen – an d'Realitéit wäert dat awer elo beweisen an den nächste Joren –, datt mer hei net nëmme méi vun deene Leit schwätzen, déi beim Fret engagéiert sinn, mä mir schwätze vun deene Leit, déi beim Grupp CFL beschäftegt sinn, datt déi bannent sechs Méint un déi aarbechtsrechtlech Konditioune vum Privatsektor adaptéiert ginn...

(Interruption)

Ech wollt dat just hei festhalen, datt dat och an deem Accord hei mat drasteet. Et ass also eng Evolutioun,…

(Interruptions diverses)

…déi sech do gemaach huet, wou een nach viru Wochen net doru gegleeft hätt, datt esou eppes méiglech gewiescht wär. An ech soen och haut ganz gären, datt dat dote sécherlech mat engem Transportminister Henri Grethen net gaange wier. Net well den Transportminister et net gewollt hätt, mä zu deem Zäitpunkt hätte sécherlech d'Gewerkschaften et net gewollt, woubäi elo, wou si ënner Genossen diskutéiert hunn, si vläicht éischter en Accord fonnt hunn, dee soss net méiglech gewiescht wier.

An ech war frou, hei de Kolleeg Roland Schreiner ze héieren, dee sécherlech, wann ech elo zréckliese wéi den Här Grethen nach Transportminister war – ech si jo elo net hei de Porte-parole vum Här Grethen oder vum Här Lux, mä et ass eng einfach Feststellung -,…

(Interruptions)

…wann ech do zréckliesen, wat am Landesverband senger Zeitung geschriwwe ginn ass, déi Zäit wéi ënnert dem Här Grethen am Fong d'Thema genau datselwecht war, wou vum Landesverband kloer gesot ginn ass: Mat eis gëtt et dat doten net! Ech stellen awer elo fest, datt den Här Schreiner hei dat Ganzt, wat genau datselwecht ass, am Fong als en Erfolleg dohinner stellt, d'Resultat…

(Interruption)

Här Schreiner, Dir hutt awer der ganzer Tribün douewe félicitéiert an och dem Minister, fir…

(Brouhaha général)

…dat gutt Resultat, wat gëschter hei erauskomm ass. Also…

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- E puer Punkte gefale mer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, wat heescht hei gefalen?

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Dir hutt net richteg nogelauschtert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Resultat ass dat wat um Pabeier steet a wat ënnerschriwwe gëtt, an et ass dat Resultat…

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Et geschitt jo nach eppes an deenen nächste sechs Méint.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ma genau dat wat hei drasteet gëtt an deenen nächste sechs Méint ëmgesat! Duerfir wëll ech dorop opmierksam maachen, wat heidra steet. Duerfir wëll ech just soen, datt hei e risegrousst Ëmdenke komm ass, an et kann een dat awer nëmme begréissen, datt déi Asiicht komm ass, an datt mer elo endlech an deem Dossier weiderkommen, an zwar an engem Dossier wou mer scho jorelaang – déi eng oder déi aner heibannen – dat ugeschnidden hunn a wou dat dann awer net esou hei appréciéiert ginn ass.

Déi Verhandlungen do fir eben de Grupp un d'privatrechtlech Situatioun erunzeféieren, wat d'Flexibilitéit ubelaangt, wat d'Amplitude ubelaangt, wat d'Polyvalence oder wat d'"moderniser les méthodes de travail au niveau de la productivité" ubelaangt, dat soll am Fong am zweeten Trimester, also an engem Joer ofgeschloss ginn.

Déi Leit vun der Arcelor, Här President, déi behalen och hire Statut, dat ass selbstverständlech, an déi Leit, déi eng Kéier dierften agestallt ginn, déi kommen ënnert de Privatstatut a kréien d'Gehälter vun der Sidérurgie. Ech sinn zwar der Meenung, datt mer do net méi wäerten esou séier Leit astellen, wéinst, wéi ech virdru gesot hunn, deem Quorum, deen do ass. Dee wäert menger Meenung no, wann dee Betrib eng Kéier bis richteg fonctionnéiert, Leit ze vill hunn an da wäert iwwer eng länger Zäit kee méi agestallt ginn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen: Dat kascht natierlech och eppes! Duerfir, mengen ech, sollt een dat dann och hei e bëssen esou soen, wéi et ass. Wann een déi Gesellschaft do muss un d'Fonctionnéiere kréien, a si muss och deene Leit, déi dann an déi nei Gesellschaft erakommen, deenen Agente vun der CFL, wou da jo eng Differenz vum Gehalt entsteet, déi bezuelen, an et kann net méi vum Stat subventionéiert ginn, esou ass hei am Fong en elegante Wee fonnt ginn, deen awer eis Zoustëmmung fënnt, wou dann eben de Stat elo Garen oder vun der Arcelor Schinnennetzer ofkeeft, an dann eben an déi Gesellschaft iwwert dee Wee eng 120 Milliounen Euro mat erabréngt. Domat kënnen dann eben op där anerer Säit och déi Differenze vun de Gehälter bezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass en Accord, wat e Kader ass. Et ass e Kader, deen an deenen nächste Méint a Joren am Fong an d'Realitéit ëmgesat gëtt. Et ass vun enger grousser an et ass vun enger klenger Léisung geschwat ginn. Et ass déi kleng Léisung zréckbehale ginn, woubäi ech awer grad elo gesot hunn, datt een Deel vun der grousser Léisung awer schonn heiranner ageflooss ass. Wa mer nämlech soen, mer géifen d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, vum Grupp, lues a lues op de Privatsecteur ëmänneren, esou geschitt och schonn op deem Niveau eppes an déi dote Richtung.

Et hätt ee sech natierlech kënnen d'Fro stellen, ob an deem Deel Eisebunn, deen de Persounentransport ubelaangt, ob een net hätt sollen do direkt higoen a soen, datt, wa bis zu deem Punkt, wou mer deen Deel vun der Eisebunn och liberaliséieren oder privatiséieren, Leit missten agestallt ginn, déi direkt missten ënnert dem private Statut agestallt ginn, well ee soss jo awer, wéi et jo virdrun och ugeklongen ass, déi Differenz nach 40 Joer herno muss do mat weiderzéien. Et ass eis gesot ginn, datt elo nach esou vill Leit en surnombre wieren, datt dat am Prinzip domadder kéint bis dohinner ausgeglach ginn. A wann da vläicht deen een oder deen anere géif dodrënner falen, mäi Gott, dat wier keng Diskussioun wäert. Mir kënnen och domadder liewen.

Mir mussen awer wëssen, Här President, dat, wat mer elo hei am Wuerentransport gemaach hunn, musse mer muer och am Persounentransport maachen. A mir hu scho viru Joren heibanne gesot, datt een e gutt Beispill kann huelen: Dat ass de Bustransport bei der Eisebunn. Wa mer déi lescht zéng, 15 Joer zréckkucken, wat do eng enorm Progressioun an de Bussen hei am Land geschitt ass, wéi vill honnerte vu Bussen, datt haut fueren, a mer kucken da wéi vill Privatgesellschaften eng Progressioun gemaach hunn – enorm, wat déi haut méi Busse lafen hunn –, a mer kucken dann d'Progressioun bei der Eisebunn, da stinn déi absolut net an de Relatioune vis-à-vis.

Wann d'Eisebunner awer vläicht méi fréi bereet gewiescht wieren hire Busservice, hir Leit ënnert de Konditiounen, wéi se am Privatsecteur sinn, ze beschäftegen, da sinn ech iwwerzeegt, datt och d'Eisebunn haut méi Busstrecke kéint fueren, wéi se der an der Realitéit fiert. Et ass also, kéint ee bal soen, am Intérêt vun de Busentreprisen aus dem Privatsecteur, wann d'Eisebunn do esou lues mécht wéi méiglech, dann iwwerhuelen déi ëmmer méi un Terrain, an den Eisebunnsbusservice, dee gëtt vis-à-vis vum ganze Secteur ëmmer méi kleng.

An dorunner gesäit een, un esou engem Beispill, datt et falsch ass, wann ee waart. Wat mer méi laang waarden, wat een den Terrain méi ofgëtt. Esou wéi mer en am Bussecteur elo ganz un de Privatsecteur ofginn hunn, esou lafe mer och de Risiko, wat d'Schinnennetz an d'Zich ubelaangen – wa mer net mat Zäiten do de Schrack maachen –, datt mer net preparéiert sinn an datt d'auslännesch Konkurrenz eng Rei vu Schinnennetzer wäert iwwerhuelen a besser prepariéert ass.

Duerfir, wéi gesot, Här President, ass et falsch, fir laang ze waarden. Et ass einfach eng falsch Rücksicht, déi mer do huelen, vläicht aus politesche Grënn. Wa mer dat kucken, wat mer haut hei maachen, dann ass dat vu verschiddene Leit während Joren heibannen diskutéiert a proposéiert ginn. Et ass einfach aus elektorale Grënn – géif ech emol soen – ëmmer zréckgesat ginn. Et wousst awer jiddfereen, datt et eng Kéier géif kommen. An duerfir weess och jiddfereen, datt dat, wat mer haut am Fret gemaach hunn, datt mer dat iergendwann eng Kéier am Persouneverkéier maachen. Duerfir musse mer dee Schrack huelen.

Haut gëtt also mat dësem Accord vun de Sozialpartner de Fret privatiséiert. Muer gëtt och de Persouneverkéier privatiséiert. A mir hoffen, datt mer och dee kënne privatiséieren an engem selwechte gudde soziale Klima, wéi dat mat dësem Accord geschitt ass.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, als alleréischt wëll ech eisem Transportminister Lucien Lux meng Komplimenter ausdrécke fir dee gudden Ausgang vun der CFL-Tripartite, an him och perséinlech félicitéiere fir säi groussen Asaz, fir dass d'CFL-Tripartite zu engem Erfolleg ginn ass; an dëst nom bewährte Lëtzebuerger Modell vum Sozialdialog. Dësen Erfolleg huet eisen Transportminister a ville Gespréicher mat alle concernéierte Partner erreecht, wou hie säi Verhandlungstalent a säi Fangerspëtzegefill fir all Sensibilitéiten ëmmer erëm konnt ënner Beweis stellen.

Zu enger Tripartite gehéieren dräi Partner. Duerfir wëll ech och der Regierung, der Generaldirektioun vun der CFL an deenen zwou Gewerkschaften, dem Landesverband an der Syprolux, félicitéieren, dass si sech gëschter no méintelaangen, intensive Verhandlungen zu enger gudder Léisung fir d'CFL konnten eens ginn. Mä dëst ass net nëmmen eng gudd Léisung fir d'CFL, mä och fir…

(Coups de cloche de la Présidence)

…eist Land, fir den öffentlechen Transport hei am Land, an net zulescht fir eis ARBED respektiv fir d'Arcelor.

Et war jo gewosst, dass fir den Eisebunnsgiddertrafic eng Léisung huet misse fonnt ginn, well den Eisebunnsfret ab dem 1. Januar 2007 sech EU-wäit der direkter Konkurrenz stelle muss. Duerfir ass et och ze begréissen, dass mir hei zu Lëtzebuerg eng Léisung mat der Arcelor gesicht a fonnt hunn, well d'Arcelor jo mat 70% dee gréisste Client vun der CFL ass.

De Mariage vun dem CFL-Fret mat engem vun deene gréisste Stolproduzenten op der Welt, mat der Arcelor, ass fir eist Land insgesamt positiv ze bewäerten, well domadder engersäits de Fortbestand vun der CFL-Gesellschaft als integréierte Betrib konnt ofgeséchert ginn, wat souwuel aus transportpolitesche Grënn, mä och aus betriblech Sécherheetsgrënn eng essenziell Nécessitéit ass; an anerersäits duerch dës Hochzäit mat der ARBED hei am Land – esou hoffe mer et all –, dëst ee vun de Bausteng zu der Ofsécherung vum Standuert Lëtzebuerg an der Stolindustrie ass, wou d'Fro vun de gutt organiséierten a sécheren Transportstrukturen eng wichteg Etapp op dësem Wee ass.

Merci wëll ech och der Transportkommissioun vun der Chamber soen, fir hiert grousst Verständnis fir dës CFL-Tripartite ënnert der Présidence vu mengem Frënd an Eisebunnerkolleeg Roland Schreiner, wou mir zwee och nach vill a gutt Gespréicher mat eisem Transportminister Lucien Lux haten. Ech ënnerstëtzen dat voll a ganz, wat si zwee hei elo gesot hunn. Duerfir wëll ech just nach e puer Bemierkunge maachen.

Här President, d'Schafe vun der CFL-Cargo ass dee beschtméigleche Kompromëss, dee konnt erreecht ginn. Domat ass dann och

deen éischte Paquet ferroviaire, deen den Transport vum Fret op der Schinn regelt, wéi e vu Bréissel verlaangt gëtt, ëmgesat.

Wat de Persounentransport ugeet, also den drëtte Paquet ferroviaire, do huet eisen Transportminister jo mat vill Geschéck en Aufschub bis d'Joer 2012 erreecht, wuerfir ech him hei och nach wëll félicitéieren. Et bleift der CFL zesumme mat dem Transportminister elo déi néideg an déi richteg Zäit, fir dës Problemer unzegoen, dëst opgrond vun deenen Erfahrungen, déi elo am Fretberäich solle mat ausgewäert ginn, woubäi am Persounentransport, fir den drëtte Paquet ferroviaire ëmzesetzen, ganz aner Viraussetzunge spillen, well hei am Contraire zum Fret deen allergréissten Deel Inlandsverkéier duerstellt an als Mission publique vum Stat ze bewäerte misst sinn, zumools, wa mir eist grousst Zil vun engem vill méi héijen Undeel vum öffentlechen Transport mat engem „modal split" vu 25/75 erreeche wëllen.

Domadder ass elo den öffentlechrechtleche Statut op der Eisebunn ofgesécher t, deen ech perséinlech fir esou essentiell halen, fir d'betriblech Sécherheet op der Eisebunn ze assuréieren. Ze vill schwéier leien engem nach déi schro Biller vun 1997 am Kapp. Dass Accidenter ëmmer erëm méiglech sinn, hu mer gëschter an Italien gesinn. Mir sollen eis och net vun der Liberaliséierungswell vu Bréissel dreiwe loossen. Denke mer nëmmen un d'Bolkestein-Direktiv a wat sech do zesummebraut!

Här President, den Outil vun der Eisebunn huet eng grouss Zukunft. Dat gesi mer am beschten um Bau vum TGV Est, wou mer hei vu Lëtzebuerg ab dem Joer 2007 an zwou Stonnen a 15 Minutten iwwer eng nei Streck iwwer Metz Richtung Paräis mat iwwer 300 Stonnekilometer kënne fueren.

Och d'Lëtzebuerger Eisebunn huet vill a gutt Projetë fir d'Zukunft ausgeschafft an ass amgaang der schonn eng Partei dovun ëmzesetzen. Stellvertriedend wëll ech dat neit zweet Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg nennen, wat niewent deem bestoende Gleis gebaut gëtt an dat a vollem Betrib bleift fir d'Zich, déi mat 130 Stonnekilometer fueren, an dëst op enger Distanz vun deem bestoende vun nëmmen dräi Meter.

Dëst alles weist, wéi gefëierlech d'Aarbechten op der Eisebunn sinn, a wéi wichteg et ass, déi néideg Sécherheetsmoossnamen ze huelen, déi néideg Leit ze hunn, déi déi néideg Qualifikatioun hunn, an déi déi néideg performant a permanent Formatioun hunn a weider kréien. Dëst alles mécht de Beruff vun den Eisebunnerinnen an Eisebunner aus, an dee soll eis erhale bleiwen.

D'Regierung huet jo ee ganze Pak vu Prioritéiten am Beräich vum öffentlechen Transport gesat. Dëst ass gutt an och néideg, wa mir eist gesatent Zil vun engem „modal split" vu 25/75 wëllen erreechen, fir eis Gesellschaft no de Kritäre vun der Strategie vu Lissabon méi ekonomesch, méi sozial a méi ökologesch wëllen ze organiséieren.

Ee „modal split" vu 25/75 heescht, datt ee Véirel vun eiser Mobilitéit, also 25%, vun den öffentlechen Transportmëttele sollen erleedegt ginn, an an deem Fall fannen nach ëmmer 75% vun all eise Bewegunge mam Auto statt. De Moment sti mir bei engem „modal split" vu ronn 14%.

Fir also eng substanziell Augmentatioun vun eisem „modal split" ze erreechen, net zulescht am Sënn vu Kyoto, mussen nach vill Projeten op der Eisebunn realiséiert ginn, well den Transport iwwert d'Eisebunn d'Réckgrat an d'Kärstéck vun enger effikasser Mobilitéit duerstellt, wat souwuel d'Capacitéit wéi och d'Geschwindegkeet duerstellt.

Zesumme mat dem Projet vun der zweegleiseger Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg ass de Bau vun engem zweete Viaduc am Norde vun der Gare Lëtzebuerg niewent deem bestoende Viaduc vun der Polvermillen eminent néideg, fir d'Produktivitéit vum Fahrbetrib ze erhéijen, well hei zwee Fläschenhäls – op Franséisch Goulots d'étranglement, oder, wéi vun der Bréisseler Kommissioun unerkannt, „bottleneck" bezeechent – op dem Réseau vun der Lëtzebuerger Eisebunn bestinn. Dës zwee Projetë sollen esou séier wéi méiglech realiséiert ginn, well duerch déi zwee Enkpäss Retarden am ganze Fahrbetrib op dem CFL-Netz generéiert ginn.

Wa mer awer wierklech een transportpolitesche Quantesprong am Hibléck op ee „modal split" vu 25/75 géint d'Joer 2020 wëlle fäerdeg bréngen – an dat ass bei esou Projeten net méi laang! –, musse mir à terme och nei Strecken zwëschen Esch a Lëtzebuerg, zwësche Beetebuerg a Lëtzebuerg bauen an och substanziell Verbesserungen op der Nordstreck realiséieren, woubäi d'Projetë vum Tram, souwuel an der Stad wéi och zu Esch um Belval, musse virugedriwwe ginn.

Här President, d'Eisebunn, als CFL zesumme mat der neier CFL-Cargo, huet eng grouss a sécher Zukunft viru sech.

Dofir, wann Der erlaabt, léif Kolleeginnen a Kolleege vun der Lëtzebuerger Eisebunn: D'Regierung zesumme mat der Chamber setzen op Äre vollen Asaz fir dëst alles ze realiséieren. An Dir packt dat och, ech weess dat! A mir wäerten lech dobäi ënnerstëtzen um Wee, mam Zil vun enger zukunftsfäeger Lëtzebuerger Eisebunn am Kader vun engem wuelverstanenen Europa, wou mir eis Intérêten hei zu Lëtzebuerg net aus den Ae verléieren, well et ass keen aneren, deen et fir eis mécht.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Negri. Dann huet d'Wuert nach eng Kéier den Transportminister Lucien Lux.

(Brouhaha général)

D'Reglement ass däitlech, wat den Temps de parole ugeet.

(Interruption)

Dach! Ech mengen zwar, dass et däitlech wär. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll kuerz, well ech kee Sträit hei iwwert d'Reglement wëll provozéieren, ganz kuerz op eenzel Saachen agoen.

Ech mengen, dass, wann ech elo op all Froe géif agoen, déi gestallt gi sinn, a berechtegterweis gestallt gi sinn, misst ech soen, och mir stelle sech nach Froen, an dass sécherlech den Accord net alles integral zu honnert Prozent beäntwert. Ech denken awer, dass mer an der Kommissioun, an der Transportkommissioun an deenen nächste Wochen a Méint, esou wéi mer dat an deene leschte gemaach hunn, roueg déi Froen do au fur et à mesure vun den eenzelnen Entwécklunge kënnen diskutéieren. Jiddefalls ass dat fir mech kee Problem.

Ech wëll Merci soe fir déi grouss Énnerstëtzung, déi vu véier Fraktiounen zu deem Accord komm ass. Ech géif och mengen, dass et schlëmmer hätt kënne kommen, an dem Här Grethen seng Appréciatioun, déi hie gemaach huet, déi mengen ech net esou grondleeënd negativ war – och, wann hie sech eng Rei vu Froe stellt a sécherlech och d'Fro gesäit, dass an der Ëmsetzung vun deem, wat mer elo maachen nach vill Stoff läit fir ze kucken, souwuel am Sozialdialog wéi och an der Relatioun tëschent der Direktioun an de Gremien, de statutaresche Gremië vun der Cogestioun innerhalb vun der CFL an herno och vun der neier Gesellschaft. Do hu mer vill Efforten ze maachen, fir dat ëmzesetzen.

Ech mengen, dass déi Froen, déi gestallt gi sinn, wat d'Sécherheetskultur ubelaangt — elo och nach zum Schluss vum Kolleeg Roger Negri –, ee roude Fuedem duerstellen an alle Rieden, wat weist wéi wichteg dat ass.

Fir mech war et wichteg an där Tripartite och ze gesinn, dass et net richteg ass an net inhärent ass, fir ze soen, alles wat öffentlech-rechtleche Statut ass, heescht Sécherheet, an alles, wat Privatsecteur ass, heescht Onsécherheet.

Ech mengen, dass et och bei der Arcelor en héije Standard gëtt an e grousse Wëlle gëtt, fir eng Sécherheetskultur duerchzesetzen an anzehalen, déi wichteg sinn. Ech mengen och dat soll een de Mëtten hei soen.

Ech huelen zur Kenntnis, dass mer am Voyageur opgeruff sinn, fir proaktiv un d'Fro erunzegoen.

An, Här Braz, zu der Fro vun der Eurovignette an der Redevance: Wann den Accord Eurovignette zu Bréissel definitiv ënnert Dach und Fach ass, wat en nach net ass, da gesi mer dat. Dir hutt gesinn, dass d'Europaparlament säin Avis ofginn huet viru kuerzem an elo d'Diskussioune musse stattfannen. Ech mengen, dass mer dann iwwert déi Fro vun där Relatioun mat de Contrats de service public schwätzen, wat sech op d'Méiglechkeete baséiert, déi d'Altmark-Uerteel ginn huet, fir bestëmmte Politiken ze ënnerstëtzen. Dat wëlle mer jo an deene 24 Méint zu Bréissel fäerdeg bréngen, fir op der Basis dovunner eis déi Méiglechkeeten ze ginn, fir esou kënnen ze agéieren.

An ech mengen, Dir hutt d'Äntwert e bësse selwer ginn an der Fro, firwat mer op déi sou genannte kleng Léisung gaange sinn. Ech mengen, dass ee vun den Haaptpunkten deen ass, deen Dir gesot hutt – a vill heibannen -: Ech mengen, dass et dorëm gaangen ass, och een Accord général ze fannen an ze verhënneren, dass mer ee Streik oder aner Konflikter hätte kënne kréien. Dat hätt de Projet och par rapport zu dem Partner Arcelor ganz schwéier geschiedegt. Dofir, mengen ech, war et schonn derwäert, fir ze kucken e globalen Accord ze fannen.

D'Fro ass och gestallt gi vun der Ouverture vum Kapital. Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass mer déi Gesellschaft do wäerte grënnen tëschent den CFL an der Arcelor. Mä ech wëll awer grad esou däitlech soen, dass mer op sinn, fir aner Partner an déi Gesellschaft mat eranzehuelen. An ech kann lech och elo scho verroden, dass et där Partner scho gëtt, déi sech interesséieren, fir hei mat eranzeklammen, a mir sinn op fir déi Diskussioun ze féieren, well mer dat de richtege Wee fannen, och weider Standbeen ze sichen, fir d'Gesellschaft op fest Féiss ze setzen. Dat ass de Wëllen, dee mer hunn.

De Wëllen ass och do, bei där Angscht, déi ausgedréckt gëtt, fir d'Kooperatioun mat deenen anere Gesellschaften am Rahme vum Projet „Sibelit", am Rahme vum Projet Modalohr an esou weider, ech mengen, dass mer do – ënnert deene Prémissen, déi ech virdru gesot hunn – sollte kooperéieren ouni awer ze kuschen. Ech mengen, déi aner kucken och net onbedéngt ëm an där Konkurrenz, déi sech am Moment op de Mäert an den Netzer mécht, an duerfir sollte mir, esou wéi mer eis et virgeholl hunn, och vis-à-vis vun anere Clienten, neie Clienten, Clienten hei zu Lëtzebuerg a Clienten dobaussen, duerfir Suerg droen, dass mer do Réussite hunn, dass et wierklech eng Success story gëtt, dass et eng Nisch gëtt tëschent deene groussen Opérateuren, déi schonn do sinn an amgaang si sech ze maachen.

Ech wëll och soen, Här Braz, wann déi Streck Esch-Lëtzebuerg oder Lëtzebuerg-Esch net an deem Text hei drasteet, esou hu mer eis hei beschränkt ze schwätze vum Investitiounsprogramm esou wéi et am Pluriannuel vun 2004 bis 2009 steet. Dat ass also kee Wäertuerteel iwwer Investitiounen, déi an Zukunft solle gemaach ginn, mä déi Prezisioun steet, mengen ech, wann ech et nach gutt am Kapp hunn, am Text dran, fir kloer ze maachen, dass mer eis dorobber wollte beschränken.

Ech mengen, et ass och esou – an ech wëll dat och ofschléissend soen zu deene Froen, déi gestallt gi sinn –, dass ech versicht hunn an deene leschte Wochen a Méint, och vis-à-vis vun der Chamber, esou transparent an offe wéi méiglech ze sinn. Et gëtt awer eng Rei vu Saachen – an ee Riedner huet hei dorop higewisen –, déi awer och enger gewëssener Confidentialitéit ënnerleien. Ech mengen, dass d'„letter of intent", dass de Plan d'affaires, dass de Pacte d'actionnariat, dass och do strategesch Informatiounen dra sinn, déi een net einfach op d'Place publique ka leeën.

Deementspriechend hunn ech oft mëndlech op déi Saache geäntwert, mä ech mengen, dass och bei den CFL an natierlech och bei der Arcelor, wou et Leit gëtt, déi sech vill investéiert hunn dodranner, de Wonsch besteet vis-à-vis vun deenen aneren dobaussen, net alles op den Dësch ze leeën.

Ech kann awer soen, dass déi zwee aner Aktionären an der Eisebunn, déi belsch an déi franséisch Aktionären, och iwwert dat heiten intensiv informéiert gi sinn, an ech kann och soen, dass de Moien de Verwaltungsrot zesumme war vun der Eisebunn an net iwwert déi Resultater hei ofgestëmmt huet, mä déi Resultater awer unanime wohlwollend zur Kenntnis geholl huet, fir festzestellen, dass dat dee richtege Wee ass. Esou sollte mer mat all deene Leit kooperéieren a weiderfueren an dat wäerte mer och am Projet „Sibelit" maachen.

Wat déi Fro ubelaangt vun den aktuellen Eisebunner, wou heibanne jiddferee sech duerfir ausgeschwat huet, dass mer den Acquis social vun de Salairen an den Avancementer a vun de Pensiounsusprécher vun den aktuellen Eisebunner solle respektéieren, do huet ee richteg gesot: Da musse mer eis och d'Moyenen duerfir ginn am Rahme vun deem Accord hei, mä virun allem och am Rahme vum Artikel 7 vum Gesetz vun 1997, wou mer dat ze leeschte wäerten hunn. Ech menge wa jiddfereen heibannen där Meenung ass – an ech hu keen héieren, deen de Géigendeel gesot huet –, da musse mer déi Moyenen zur Verfügung stellen, en sachant bien dass sech fir déi nei Eisebunner, wa mer se esou kënnen nennen, dann aner Konditioune wäerte stellen.

Ech wëll zum Schluss, Här President, nach eng Kéier zréckkommen op déi Aussoe vu mengem Virgänger am Transportministère, dem Här Grethen, zu der Fro vun der Preparatioun vun dëser Tripartite. Och ech sinn an der Tëschenzäit virbereet op déi besënnlech Deeg, déi elo kommen, an hunn duerfir och keng Loscht nach laang doriwwer ze polemiséieren, wéi ech dat iwwregens och an deene vergaangene Méint, an deem annerhallwe Joer net gemaach hunn.

Ech wëll trotzdeem nach eng Kéier dorop zréckkommen, dass ech dach an dauerhafter Erënnerung behalen, dass ech schonn am Oktober 2004 vun der DP virgehäit kritt hunn, dass ech déi Tripartite do net direkt géing aruffen. Wann ech also fir dräi Méint am Amt Kritik hu missen astiechen, dann däerf ee sech net an de Frack getréppelt fillen, wann een, fir fënnef Joer keng Tripartite anzeruffen, och haut eng gewësse Kritik muss erdroen. Ech mengen, dass do Zäit genuch war. A wann Der sot, alles war virbereet, d'Dossiere ware prett, da soen ech lech, et gouf e Strategiepabeier vun den CFL, et gouf en Avant-projet iwwert d'Verdeelung vun de Sillonen an d'Richtung vun dem ILR-Projet, deen ofgelehnt ginn ass an der Tripartite, an et gouf e Projet, dee beim Conseil d'État läit fir d'Formatioun bei d'Chambre de Commerce ze leeën an esou virun, e Projet, deen och an der Tripartite ofgelehnt ginn ass.

Dat war den État de préparation innerhalb vum Ministère. Dobäi wëll ech et beloossen an trotzdeem feststellen, dass een awer e gewëssene Culot muss hunn, fir heihinner ze kommen an dat mat enger gewëssener Polemik – Kräid giess hunn a Schampes gedronk ginn ass – ze soen. Ech hunn och gëschter Waasser gedronk, wéi ech dat an der Woch ëmmer maachen.

(Interruption)

Ech wëll just soen, Dir hutt vergiess festzestellen – an ech hunn dat bei all Geleeënheet gemaach –, dass ech ëmmer zréckbehalen, dass ech lech an der Acquisitioun vun neiem Material – an dat steet iwwregens och an deem Accord – déi Efforten, déi gemaach gi sinn an deene leschte fënnef Joer, schonn honoréiert hunn, grad eléi eng Rei vu Projeten, déi hei gestëmmt gi sinn an esou virun. Do hutt Dir ni vu mir iergendeen negatiivt Wuert héieren. Ech soen lech awer: Mir sinn den 30. September 2004 condamnéiert gi wéinst Ärer Inaktioun a mir hätten de 15. Mäerz 2003 dat heite missen ëmgesat hunn, wat mer elo maachen.

Ech wäert Ufank Januar scho Projet-de-loien an d'Regierung bréngen an dann hei deponéieren, déi d'Ëmsetzung vun dem Paquet eent wäerte mat sech bréngen. Mir hätten dat de 15. Mäerz 2003 solle gemaach hunn. Et hu Gott sei Dank an deenen Diskussiounen, déi mer elo hei haten, keng Streike stattfonnt. Et konnte während deene fënnef Joer, wou Dir Responsabilitéit hat an lech net gezappt hutt, keng Streike stattfannen. Géint wat hätten d'Gewerkschaften och gestreikt, vu dass Der näischt gemaach hutt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun virleien, déi den honorabelen Här Schreiner abruecht huet. Kënne mer par main levée doriwwer ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Neen, neen, ech wëll nach eppes zu där Motioun soen, Här President!

M. le Président.- Pardon!

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech hu jo nach vill Minutten.

M. le Président.- Dir hutt nach zéng Minutten.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Maja.

Här President, fir d'éischt wollt ech am Kader vun eisem Reglement da Parole après ministre froen, just fir an engem Saz ze soen: Ech hu selten op dëser Tribün esou e lamentabelt – esou e lamentabelt! – Optrieden erlieft, an erlaabt mir, dass ech dozou absolut net Stellung huelen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Henri Grethen *(DP).*- Zu der Motioun, Här President, wëll ech Iech soen, dass meng Fraktioun selbstverständlech hiren Accord net ka ginn. Wann een an de Considérantë seet a rappeléiert wat an der Regierungserklärung vum 4. August steet, och wann et net richteg ass: „le Gouvernement entend relancer le dialogue social", wéi wa bis dohinner kee bestanen hätt, da verstitt Der, dass ech mäin Accord zu esou engem Considérant net ka ginn.

A wann am Dispositif, dee leschte Saz, „à appuyer les efforts de la direction des CFL et des syndicats de mettre en œuvre les différents éléments de l'accord dans un esprit ouvert de dialogue social, avec la détermination et l'engagement nécessaires pour aboutir le plus rapidement possible.", steet, da verstitt Der, dass ech och dozou mäin Accord net ka ginn, well ech net wëll eng Kaz am Sak kafen.

Deen Accord, deen ënnerschriwwe ginn ass, ass wishfull thinking. Et ass agestan ginn, dass nach ganz vill Négociatiounsbedarf besteet. Heibannen ass keen, dee mat Prezisioun ka soen, wat déi Saach eis kascht. Fir dann elo schonn enger Regierung e Blankoscheck auszestellen, a besonnesch engem Transportminister, an dee mir kee Vertrauen hunn, verstitt Der, dass dat net méiglech ass. Mir wäerten dës Motioun oflehnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert zu der Motioun?

Dat ass net de Fall.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner.

Mir kommen elo zum nächsten an zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour fir haut, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5465 iwwert den öffentlechen Transport. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Grethen, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roland Schreiner.

2. 5465 – Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5465, dee mer haut hei diskutéieren an deen d'Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg modifizéiert, ass den 21. Abrëll 2005 vum Transportminister déposéiert ginn. De Statsrot huet de 25. Oktober 2005 en éischten Avis dozou ofginn. An hirer Sitzung vum 9. November 2005 huet d'Transportkommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert a mech als Rapporteur agesat. Den 29. November huet d'Kommissioun de Rapport zum Projet ugeholl. Well awer de Statsrot de 6. Dezember op eegen Initiativ hin en Avis complémentaire verfaasst huet, huet sech d'Kommissioun den 8. Dezember mat deem Avis befaasst, fir da finalement de 15. Dezember e Rapport complémentaire unzehuelen.

D'Basis vun dësem Projet de loi ass d'Regierungserklärung vum 4. August 2004 an de Koalitiounsaccord, dee virgesäit: „Pour ce qui est de l'organisation de la gestion et de la coordination des transports publics ainsi que de l'autorité organisatrice de ces tâches, le loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics détermine les conditions-cadres nécessaires pour améliorer la mobilité au Luxembourg. Les modalités d'exécution ainsi que la détermination exacte des missions et de la composition de l'autorité organisatrice de ces tâches feront l'objet d'une révision en vue d'une organisation commune des différents réseaux d'exploitation, respectueuse du principe de codécision entre instances responsables."

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech erënneren drun, dass d'Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert d'Transports publics ënnert dem Numm „Régie Générale des Transports Publics", kuerz RGTP genannt, en Établissement public geschafen huet, dat als Mission huet den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg ze organiséieren, also d'Fonctioun vun der Autorité organisatrice huet. Déi verschidden Opérateuren, déi fir d'Gestaltung vum öffentlechen Transport eigentlech zoustänneg sinn, waren domadder automatesch aus den Décisiounsorganer vun der RGTP ausgeschloss, well déi europäesch Reglementatioun eng kloer Trennung tëschent der Autorité organisatrice an den Opérateure virschreift.

De Projet de loi, deen eis hei virläit, bréngt awer elo d'Erkenntnis vun dëser Regierung zum Ausdrock, dass dësen Établissement public seng Aufgab nëmme sënnvoll kann iwwerhuelen an och am Kader vun enger intégréierter Approche den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg nëmmen déi noutwendeg nei Impulser ka ginn, wa souwuel déi national Opérateuren, CFL an RGTR, wéi och déi regional a lokal öffentlech Opérateure wéi TICE an AVL mat agebonne sinn.

An deem Sënn seet och de Programme directeur d'aménagement du territoire a senger Versioun vum 27. Mäerz 2003 aus: „L'amélioration de l'efficacité du transport en commun exige la création de structures adéquates qui permettront de réunir les différents partenaires impliqués dans l'organisation des transports en commun."

Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, gesäit dëse Projet de loi dann och vir, fir d'Fonctioun vun der sou genannter Autorité organisatrice nees zréck un de Minister ze ginn an dës Fonctioun no dem Prinzip vun der Complémentaritéit ze ergänzen duerch eng nei Entitéit, déi virun allem d'Concertatioun an d'Kooperatioun tëschent allen Acteure fördere soll. Dës nei Entitéit ass d'Communauté des Transports, de sou genannte Verkéiersverbond, deen dann d'RGTP ersetzt. De Verkéiersverbond ass grad wéi säi Virgänger en Établissement public, deem e Verwaltungsrot vun zwielef Leit virsteet mat sechs Vertrieder vum Stat, véier Leit, déi d'Opérateure vertrieden, a jee ee Représentant vun de Gemengen a vun den Usageren, déi och schonn an der RGTP hir Plaz haten.

De Gesetzesprojet, deen eis virläit, zielt dann am Detail d'Missioune vun der neier Communauté des Transports op. Si koordinéiert den öffentlechen Transport op nationalem Plang an iwwert d'Grenzen eraus. Doniewent behält de Minister d'Méiglechkeet onofhängeg vun dem Verkéiersverbond mat de Gemengen a mat Gemengesyndikater, déi als Haaptaufgab den Transport public hunn, Konventiounen ofzeschléissen.

De Gesetzesprojet suergt also fir eng kloer Aufgabeverdeelung tëschent de Partner. De Stat, vertrueden duerch den Transportminister, fungéiert als Autorité organisatrice, d'Opérateure maachen d'Exploitatioun vum öffentlechen Transport, an de Verkéiersverbond bréngt de Stat, d'Gemengen, d'Opérateuren an d'Clienten zesummen a schaaft d'Konditioune fir eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de Partner.

Eng ganz wichteg Missioun fir d'Communauté des Transports ass jo och d'Kommunikatioun mam Public. Si géréiert dofir och d'Mobilitéitszentral, déi op d'Gare an der Stad sollt kommen, an do an de Centre d'accueil et de vente vun der heiteger CFL-Gesellschaft integréiert gëtt. An enger zweeter Phas ass da geplangt och eng Annex dovun am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg ze installéieren. D'Mobilitéitszentral soll Enn 2006 operationell sinn, mat als Haaptaufgab de Leit all méiglech Informatiounen iwwert den öffentlechen Transport ze ginn, awer och an enger zweeter Phas zousätzlech Servicer unzebidden; sou och am Beräich vun der sou genannter doucer Mobilitéit.

De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 6. Dezember 2005 gemengt, d'Gestioun vun der Mobilitéitszentral wier am Fong geholl d'Käraufgab vun dësem neien Établissement public, dat ass awer effektiv net esou. De Kontakt mam Client an d'Informatioun sinn natierlech ganz wichteg Elementer fir den öffentlechen Transport ze stäerken, mä mir mengen awer, dass d'Haaptmissioun vum neie Verkéiersverbond déi ass, eng gutt Koordinatioun an d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Acteuren ze assuréieren; dofir steet och déi Aufgab un éischter Plaz bei der Oplëschtung vun deenen eenzelne Missiounen.

Insgesamt schéngt de Conseil d'État d'Bedeitung vun dëser Koordinatiounsroll ënnerschätzt ze hunn, vu dass e schonn a sengem éischten Avis vum 25. Oktober net erkannt hat, dass déi nei Communauté des Transports méi wier wéi iergendee konsultatiivt Organ.

Wann ech elo scho beim Statsrot sinn, da wëll ech awer och nach ee Wuert iwwert säin éischten Avis soen. D'Transportkommissioun war effektiv zimlech iwwerrascht, wéi si den éischten Avis vum 25. Oktober analyséiert huet. De Conseil d'État ass an deem Avis vu falschen Prémissen ausgaangen an huet sech dorop baséiert, dass d'Gesetz vun 2004 net applizéiert géif ginn, wat jo nachweisbar net richteg ass. Dofir huet hien deemools proposéiert, fir dass, wa mer da schonn eng Ännerung an der Philosophie vun deem Gesetz géife maachen, d'Gesetz vun 2004 réckgängeg soll gemaach ginn an en neit Gesetz soll élaboréiert ginn. Opbauend op dëser Iwwerleeung huet hie sech da selwer vun enger Analys vun deenen eenzelnen Artikelen dispenséiert.

D'Kommissioun huet doropshi wuel den Avis vum Conseil d'État zur Kenntnis geholl, well en awer op falsche Premissë berout huet a well och vum Minister eng bestëmmten Urgence évoquéiert gouf, fir sech budgetär an esou weider konform ze setzen – eng Urgence, déi och haut nach besteet –, huet d'Kommissioun ouni Amendementer ze maachen de Rapport finaliséiert an den 29. November ugeholl.

Entre-temps huet de Statsrot awer säin Iertum agesinn an ass aus eegener Initiativ higaangen an huet en Avis complémentaire gemaach, wou hien dann am Detail op déi eenzel Artikelen ageet. An der Kommissioun hu mer dann och dee gréissten Deel vun den Ännerungsvirschléi ugeholl an notamment hu mer och deenen zwee Punkten, wou hien eng Opposition formelle ausgeschwat hat, Rechnung gedro mat als Resultat deem Text, deen eis elo virläit.

Et ass dann och wichteg ze soen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dëse Gesetzesprojet net nëmme garantéiert, dass all déi bedeelegt Acteuren an den Décisiounsstrukture vum Verkéiersverbond e Matsproocherecht hunn, mä dass en och déi lokal a regional Dimensioun an der Organisatioun vum öffentlechen Transport substanziell stäerkt.

Sou ginn d'Gemengen an d'Gemengesyndikter encouragéiert, zesumme mam Minister sou genannte Plans de déplacement locaux et régionaux ze élaboréieren, an et ginn, ganz am Sënn vum Programme directeur iwwert den Aménagement vum Territoire an an der Logik och vum IVL-Konzept, regional Konferenzen an d'Liewe geruff, déi d'Bindeglidd tëschent de Gemengen an den nationalen Autoritéite solle sinn.

Dëse regionale Konferenze kënnt sécher eng ganz bedeitend Roll zou, well si d'Missioun vun engem Katalysator kënnen iwwerhuelen, fir eng optimal a koordinéiert Zesummenaarbecht tëscht de lokalen an den nationalen Autoritéiten an Entscheedungsdréier ze assuréieren.

Da mécht dëse Gesetzesprojet och nach e puer Prezisiounen zu de Regelen, no deenen d'Arrêten, d'Halten an Garen, déi vum öffentlechen Transport bedéngt ginn, aménagéiert respektiv ënnerhale ginn. E bréngt och eng Vereenheetlechung vun der Terminologie, fir déi Transporter ze definéieren, déi als Services de transports publics anzestufe sinn.

Ee Wuert dann och nach vläicht zum finanziellen Impakt vun dësem Projet de loi. Aus der Fiche financière geet ervir, dass dëst Gesetz keng zousätzlech Käschte par rapport zum Gesetz vun 2004 genereiert. D'Fontionnementskäschte vun der RGTP waren am Régime de croisière op ongefeier 3,8 Milliounen Euro d'Joer estiméiert ginn. Fir deen neie Verkéiersverbond leie se bei ronn 1,5 Milliounen Euro.

Während d'RGTP mat 35 Leit sollt fonctionnéieren, dovun aacht vum Transportministère a fënnef vun der Eisebunn, begnügt sech d'Communauté des Transports mat ronn 14 Leit, wuelwëssend dass déi Leit vum Transportministère a vun der Eisebunn an hire respektive Fonctioune wäerte bleiwen. Als Autorité organisatrice muss den Transportministère wuel säin Effektiv opstocken, mä insgesamt bleiwen d'Personalkäschten ënnert deem Niveau, deen duerch d'Mise en place vun der RGTP erreecht gi wier.

Här President, ech wëll dann och nach soen, dass niewent dem Conseil d'État och verschidde Beruffschamberen an och de Syvicol offiziell Avisen eraginn hunn. Si hunn an hirer Gesamtheet déi nei Approche a Philosophie vun dësem Projet de loi begréisst, awer och eng Rei vu konstruktive Virschléi gemaach, déi fir d'Zukunft Matières à réflexion solle bleiwen, wou ee sécher ka le moment venu op deen een oder deen aneren zréckkommen, a spéitstens dann, wann d'Konklusioune vun der CFL-Tripartite an dëst Gesetz hei sollen afléissen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wäit vläicht zum Rapport selwer. Ech wëll dann awer och nach e puer Wuert zu dësem Gesetzesprojet am Numm vu menger Fraktioun soen, a fir d'éischt emol eis Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen iwwert déi Ännerungen, déi mer elo zum Gesetz vun 2004 virhuelen. D'LSAP hat den 19. Mee 2004 hei an der Chamber géint dat Gesetz gestëmmt, a mer waren net déi eenzeg, déi iwwert dat Gesetz net frou waren. Och déi gréng Fraktioun huet dergéint gestëmmt, an den ADR huet sech enthalen.

D'Mängel vun deem Gesetz loungen deemools scho kloer op der Hand, zum Deel hunn och déi verschidde Beruffschamberen dorop higewisen, notamment d'Privatbeamtechamber, déi sech ganz däitlech dergéint ausgeschwat huet, géint deen deemolege Gesetzesprojet, virun allem mam Argument, dass déi verschidden Opérateuren net mat agebonne wieren. Kritiséiert gouf virun allem och d'Betounung vun dem kommerzielle Charakter vun der RGTP. Eenzel Beruffschambere waren och der Meenung, an zu Recht, dass d'Koordinatioun am Beräich vum öffentlechen Transport net komplett ka sinn, wann de regionalen a lokalen Niveau net berücksichtegt gëtt.

Eise leider verstuerwene Kolleeg Marc Zanussi hat am Kader vun der Debatt hei an der Chamber den 19. Mee 2004 erkläert, wat mer an deem Gesetz deemools vermësst hunn. An en huet seng Aussoe baséiert op eng Proposition de loi, déi en e Mount virdrun déposéiert hat, eng Proposition de loi, vun där mer ganz vill Elementer, an notamment d'Iddi vum Verkéiersverbond, an dësem Projet de loi erëmfannen. Et kann ee soen, dass de Gesetzesprojet an der Logik vun där Proposition de loi läit.

Duerfir huelt Der mer et sécher net iwwel, Här President, wann ech hei op dëser Plaz dem Frënd Marc postum quasi Merci soe fir déi Gedanken an déi Aarbecht, déi e sech deemools schonn an dësem Kontext gemaach huet.

Ech hunn éinescht vun der kommerzieller Orientatioun vun der RGTP geschwat. De Marc Zanussi huet deemools schonn dorop higewisen, an zu Recht, dass den öffentlechen Transport net no kommerzielle Kritäre ka géréiert ginn, an dass d'Rentabilitéit an deem RGTP-Gesetz dominéiert, mä dass et eise Souci muss sinn, en öffentlechen Transport ze assuréieren an ze organiséieren, dee qualitativ héichwäerteg ass, dee sécher ass, dee regelméisseg ass, dee confortabel ass, deen accessibel fir e Maximum vun Utilisateuren ass, an deen all Regioune vum Land an och grenziwwerschreidend soll ofdecken. Et ass och nëmmen esou, wéi mer deen unzestriewende „modal split", zu deem mer jo nach ëmmer stinn – dovunner ginn ech emol aus –, vu 25/75 kënne bis d'Joer 2020 erreechen.

Onofhängeg dovun, dass mer e souwisou net erreechen, wa mer et net fäerdeg bréngen, d'Schinnennetz mam Tramsnetz, dat an der

Stad soll entstoen, ze verbannen, wëll ech awer soen, dass mer onbedéngt e Qualitéits- an e Quantitéitssprong am öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg brauchen, wa mer net wëllen an Zukunft am Verkéierschaos total ënnergoen.

Den öffentlechen Transport brauch en zousätzlechen „Incentive", deen duerch d'Schafe vum Verkéisverbond geleescht gëtt, mam Zil d'Grondprinzipië fir eng kohärent Netzgestaltung am Lëtzebuerger Land an doriwwer eraus ze maachen, mam Zil eng Grondversuergung fir all Gemengen a Regiounen ze definéieren an ze garantéieren, dat zesumme mat deene regionale Verkéierskonferenzen, an deenen d'Gemengen alleguerte vertruede sinn, wou no de Kritäre vun der Bevölkerungsdicht, vun der Verkéiersstruktur, vum Verkéiersopkommes a vun der Siedlungsentwécklung d'Grondversuergung soll definéiert ginn.

Da si mer och frou, dass d'Mobilitéitszentral ënnert der Responsabilitéit vum Verkéiersverbond soll fonctionnéieren, an dass hir Missioune par rapport zum Gesetz vun 2004 ausgebaut ginn. Et ass wichteg ze gesinn, dass d'Mobilitéitszentral d'Méiglechkeet och elo kritt, an deem neie Gesetz Analysen ze maache vun de Besoinen a vun den Déplacementer, an doduerch eng méi aktiv an och innovativ Roll ka spillen. Mer mengen, dass d'Mobilitéitszentral e wichtegt Element ass, fir de „modal split" hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze setzen.

Här President, d'Gesetz vum Joer 2004 huet d'Diere fir d'Privatiséierung vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg ganz grouss opgemaach, well en d'Kritäre vun der Wirtschaftlechkeet an de Virdergrond gestallt huet, wuelwëssend dass d'Privatentreprisen an der Produktioun en anere Präis kënnen hu wéi déi öffentlech Betriber – wëssend awer och, wat d'Ursaachen dovunner sinn, dass d'Aarbechtskonditioune bei de Privatentreprisë vill méi schlecht sinn, dass d'Salairë vill méi niddreg sinn, an dass d'Aarbechtskonditioune mat enger Amplitude vun zwielef bis 14 Stonnen natierlech aner Präisser erlaben, wéi déi vun den öffentlechen Transportbetriber.

Wa mer vu Wirtschaftlechkeet a vu Konkurrenzsituatioun schwätzen, da musse mer awer och wëssen, dass et net nëmmen d'Konkurrenz zwëschent deenen öffentlechen an deene privaten Entreprisen hei zu Lëtzebuerg gëtt, mä dass et och déi Konkurrenz gëtt zwëschent de private Betriber hei zu Lëtzebuerg an de privaten Entreprisen am noen Ausland. A wa mer wëssen, dass do d'Aarbechtskonditioune ganz oft nach vill méi schlecht si wéi bei eise Privatbetriber, da wësse mer, wéi dat Spill do ausgeet. Et war jo och net vun ongeféier, dass d'Privatentreprisen och Schwieregkeete mam Gesetz vum Joer 2004 haten.

Mir si frou, als LSAP, dass dëse Projet de loi d'Notioun vum Service public nees an de Virdergrond setzt, dat ëmsou méi et och bis haut nach ëmmer keen europäeschen Text a keen europäescht Reglement gëtt, wat déi obligatoresch öffentlech Ausschreiwung verlaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer mengen, dass dëse Projet de loi d'Ambitioun dierf hunn, an de Kader setzt, fir de gemeinschaftlechen öffentleche Persounentransport qualitativ a quantitativ ze verbesseren, fir d'Aufgabeverdeelung tëschent privaten an öffentleche Betriber esou ze loossen, wéi se de Moment ass, fir d'Kompetenzen, déi elo bei den öffentleche Betriber sinn, och do ze loossen, wou se sinn, a fir d'Regiounen an d'Gemenge matanzebannen. Mer brauchen hei zu Lëtzebuerg en öffentlechen Transport, dee performant ass, deen e Service vu Qualitéit ubitt, dee sécher ass, deen attraktiv ass, an deen an der Lag muss sinn, och an der Zukunft d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, ze befriddegen.

Dëse Gesetzesprojet bréngt eis ganz sécher e gudde Schratt no vir an der Organisatioun vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. Duerfir wëll ech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Roland Schreiner, Merci soe fir déi Aarbecht, déi hien am Kader vun dësem Projet de loi geleescht huet, an och fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Bevir ech Bemierkungen zu dësem Projet de loi maachen, wëll ech nach eng Kéier e kuerzen Historique zu deem aktuelle Gesetz maachen.

D'Zilsetzung vum Gesetz vum 29. Juni 2004 war et, eng koordinéiert Struktur ze schafen, déi fir d'Organisatioun vum öffentlechen Transport op der Schinn an op der Strooss zoustänneg ass. Mam Prinzip vun enger Reorganisatioun vum öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg waren, souwäit wéi ech mech erënnere kann, all Parteien hei am Haus d'accord.

Et goufen haaptsächlech Divergenzen iwwert d'Missiounen, d'Kompetenzen an d'Kompositioun vun der Autorité organisatrice, der sou genannter Régie Générale des Transports Publics. Och mir als CSV-Fraktioun hunn eis deemools Gedanken zu dësem Text gemaach an hunn e schlussendlech gestëmmt, well mer der Meenung waren, dass dee Projet deen éischte Schratt an déi richteg Richtung war, fir den öffentlechen Transport besser ze organiséieren a besonnesch ze koordinéieren a fir eng optimal Mobilitéit bei eis am Land kënnen ze assuréieren.

D'Gesetz aus dem Joer 2004 huet eis ee Gerüst geliwwert, op dat ee kann opbauen, wat awer step by step verbessert an optimiséiert muss ginn. Während de Koalitiounsverhandlunge gouf eleng an den Diskussioune festgestallt, datt eng optimal Koordinatioun vum öffentlechen Transport mat Abannung vun alle concernéierten Acteure mam Gesetz aus dem Joer 2004 awer net ze erreechen ass. Dofir gouf décidéiert, d'Organisatioun vum Transport public, sou wéi et duerch dat aktuellt Gesetz virgesinn ass, ëmzeänneren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Wat sinn elo déi prinzipiell Neierungen oder besser gesot Ëmännerungen an dësem Projet de loi? Éischtens fält d'Autorité organisatrice, also alles dat, wat d'Organisatioun vum öffentlechen Transport betrëfft, erëm zréck ënnert d'Responsabilitéit vum Stat, méi genee ënnert d'Responsabilitéit vum Transportminister. Op dësem Punkt kann ee vun engem totale Revirement par rapport zum Gesetz vun 2004 schwätzen, well et zu enger Trennung vun de Missiounen an de Responsabilitéiten am Beräich vun der Organisatioun vum öffentlechen Transport kënnt.

De Minister als Autorité organisatrice gëtt a senger Missioun assistéiert vun der Communauté des Transports, dem Verkéiersverbond, engem Établissement public, deen déi bestoend Régie Générale des Transports Publics wäert ofléisen. De Verkéiersverbond iwwerhëlt ee groussen Deel vun den Aufgabe vun der RGTP an huet deemno ënner anerem als Missioun den Développement, d'Promotioun an d'Koordinatioun vum öffentlechen Transport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nei ass och de Fait, dass elo d'Acteuren aus dem öffentlechen Transport, also d'Opérateuren, d'Benotzer an d'Gemengen am Verwaltungsrot vum Verkéiersverbond vertruede sinn. Si sinn am Gesetz vun 2004 deemools bausse bliwwen, eng Tatsaach, déi sengerzäit och zu groussen Diskussiounen – an de Roland Schreiner huet et scho gesot – mat deene concernéierten Acteure gefouert huet.

Zumools d'Transporteurë sinn elo net méi einfach Exécutant vun Décisiounen; si sëtzen umselwechten Dësch, wann iwwer Planung, Verkéiersverbesserungsméiglechkeeten an d'Koordinatioun am Transport public diskutéiert gëtt. Et si jo schliesslech si, déi um Terrain aktiv sinn, déi wéi keen Zweeten d'Mobilitéitsproblemer an -defiziter an eisem Land kennen. Mat dëser neier Dispositioun hu mir elo all déi Leit an engem Boot sëtzen, déi dofir responsabel sinn, dass mer och an Zukunft op een effikassen an effizienten öffentlechen Transport kënnen zréckgräifen.

Ënnert d'Responsabilitéit vum Verkéiersverbond fält och d'Mobilitéitszentral, déi de Kontakt an d'Kommunikatioun mam Public fleegt a sech mat der Analys vun den Déplacementer beschäftegt. Si wäert am Enn 2006 operationell sinn. Bei där Mobilitéitszentral gëtt den direkte Kontakt am Dialog mam Bierger ganz grouss geschriwwen. Sief et am Guichet, iwwert Telefon, iwwer Internet oder op all deenen anere Plaze fannen d'Utilisateuren all Méiglechkeet, déi si brauchen, fir d'Informatiounen iwwert den öffentlechen Transport ze kréien, fir dass mer eist Zil vum „modal split" 75/25 och an Zukunft kënnen erreechen.

Här President, am Exposé des motifs steet geschriwwen, ech zitéieren: „Le présent Projet de loi se distingue de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics par le renforcement de la dimension locale et régionale de l'organisation des transports publics." D'Iddi, déi hei hannendrun hänkt, ass, dass et eng besser Zesummenaarbecht soll ginn zwëschent de Gemengen an de staatlechen Instanzen am Beräich vum öffentlechen Transport.

Wéi soll esou eng verstäerkte Kooperatioun ausgesinn? Am Artikel 18 kréien esouwuel d'Gemenge wéi och d'Gemengesyndikater d'Méiglechkeet, net nëmme lokal, mä och regional Déplacementspläng auszeschaffen. Si sinn am beschte gestallt, fir dem Minister matzedeelen, wou de Schung dréckt, fir dass de Minister d'Méiglechkeet huet, och déi Problemer am öffentlechen Transport am beschte kënnen ze léisen.

Des Weidere solle regional Verkéierskonferenzen ageruff ginn, fir dass mer och do d'Méiglechkeet kréien, op regionalem Niveau alles dat ze maachen, dass déi jeeweileg Regiounen deen néidegen Transport hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss nach vläicht ee Punkt, deen an Zäite vun enger ugespaanter Finanzsituatioun net ze negligéieren ass. An de Roger Negri hat nach a sengem Rapport dorun erënnert, et misst een enorm spueren. Hei an dësem Projet geléngt et eis dann och elo e bëssen ze spueren. Mä de Budget, dee virgesinn ass, mécht elo nach 1,5 Milliounen aus – dat sinn ëmmerhin 2,3 Millioune manner wéi dat bei der RGTP-Zentral virgesi war bei deem Gesetz, wat den 29. Juni 2004 gestëmmt ginn ass.

Dës Aspuerung dréit sécherlech net dozou bäi, de Statsbudget an d'Sonneliicht ze bréngen; et ass zwar nëmmen eng Drëps op de waarme Steen an awer een éischte Schrëtt an déi richteg Richtung.

An dësem Sënn wëll ech och domadden d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dobausse gëtt jo oft gemengt, zwëschent deenen eenzelne Parteie géif et keng Ënnerscheeder ginn an et wier alles Speck a Schwéngefleesch.

Dëse Projet, Här President, dee gëtt eis d'Geleeënheet, erëm eng Kéier d'Ënnerscheeder...

(Interruption)

M. le Président.- Här Bettel!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, den Här Bettel hat mech net ënnerbrach, mä den Här Spautz huet dat elo gemaach. Et ass nach op hien zréckzekommen an dëser Interventioun.

M. le Président.- Jo, ech géing jiddferee biede sech zréckzehalen an den Här Grethen net ze ënnerbriechen.

Une voix.- Très bien.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, dëse Projet erlaabt et, d'Ënnerscheeder zwëschent eenzelne Parteien erauszeschielen, a ganz besonnesch d'Ënnerscheeder zwëschent enger Partei wéi menger, der Demokratescher Partei, an der Sozialistescher Aarbechterpartei.

Eis Politik berout op de Prinzipië vu Fräiheet, Verantwortung, Solidaritéit, Fortschrëtt, Participatioun, Courage an och Diversitéit. An, mir wëllen de staatlechen Interventionissem esou kleng wéi méiglech halen. Mir wëllen, dass de Stat wuel lenkt an uerdnet, mä dass en sech net ëm alles këmmert, a ganz besonnesch net ëm déi Saache këmmert, déi anerer vill besser kënne maachen.

Dat viregt Gesetz, Här President, hat véier Ziler, an ech dierf do de Conseil d'État zitéieren a sengem Avis zum viregte Gesetz, wat haut soll ëmgeännert ginn. De Conseil d'État huet déi véier Ziler opgezielt: „...créer des structures coordonnées en vue d'une organisation commune des transports publics par rail et par route, concevoir des structures d'organisation distinguant entre les compétences d'une autorité organisatrice, d'une part, et des missions des opérateurs, d'autre part, liés par ailleurs par des contrats de service public, ..." – drëttens – „...instituer une centrale de mobilité qui selon les vues des auteurs du projet de loi sera rattachée à l'autorité organisatrice,...", a véiertens „...mieux intégrer les relations transfrontalières régionales dans l'organisation des transports publics"

De Rapporteur, Här President, an ech wëll och deen zitéieren, de John Schummer deemools, hat déi siwen Haaptiddië vum Projet zesummegefaasst: „1. Eng integréiert Approche zréckzehalen, déi d'Gemengenautonomie respektéiert wat déi lokal Transporter ugeet. De Stat wäert weider de Pouvoir hu wat d'Autorisatioun vun neie Linnen ugeet, déi ebenfalls den Transport transfrontalier betreffen." – Et war also ganz kloer Aufgabentrennung an deem viregte Gesetz virgesinn. – „2. En neie gesetzleche Kader fir d'Organisatioun vum Transport public intercommunal a régional ze schafen, deen op eng Trennung vun den Organisatiounsmissioune baséiert, déi enger Autorité organisatrice ënnerstinn, an den Opérateuren, déi d'Exekutioun vum öffentlechen Transport virhuelen. 3. Eng nei Organisatioun definéieren, déi d'Form vun engem Établissement public huet an déi néideg Autonomie huet, fir de Pouvoir politique bei der Mise en œuvre an der Gestioun ze assistéieren an ze ënnerstëtzen. (...) 4. Dësen Établissement public muss de Rôle vun enger Mobilitéitszentral iwwerhuelen a fir d'Informatioun an d'Promotioun awer iwwer a fir den öffentlechen Transport kompetent ginn. 5. D'Gemenge mat abannen, duerch hir Transportdelegéierten, duerch hir Responsabilisatioun, wat d'Créatioun an den Entretien vun Arrêten an Haltestellen sinn, an duerch hir Méiglechkeet all Zorte Partenariat mat deem Établissement public anzegoen, wat de lokalen Niveau ugeet. 6. D'Clienten, also déi Leit, déi och den öffentlechen Transport gebrauchen, mat ze associéieren, andeems e „Comité des usagers des transports publics" agesat gëtt. (...) 7. D'Sécherheet an d'Surveillance am öffentlechen Transport (...)"

Dat Gesetz gëtt elo a mengen Aen a wesentleche Punkten ofgeännert. An et ass domadder, Här President, wou mer eigentlech e Prinzip opginn, e fundamentale Prinzip: dee vun der Continuité gouvernementale. An, Här President, ech ka mech erënneren, gëschter huet den honorabelen Här Mosar hei op der Tribün déi Kolleegen aus menger Fraktioun a mech selwer, déi an der viregter Regierung waren, gefrot, ob mir eis bei deem Projet de loi, dee gëschter ofgestëmmt ginn ass, geiirt hätten.

Ech muss him haut, Här President, déi Fro stellen, mä mat enger ganz grousser Nuance. Als Regierung proposéiert een e Projet de loi, als Législateur décidéiert een iwwer e Gesetz, an duerfir, Här President, kommen ech net derlaanscht, d'Madame Arendt, den Här Clement, d'Madame Frank, den Här Glesener, den Här Haupert, den Här Meyers, den Här Mosar, den Här Santer, den Här Sauber, den Här Schank, den Här Sunnen an Iech selwer, Här President, ze froen: Konnt Dir Iech d'Iescht, virun annerhallwem Joer esou iren? Wéi ass et méiglech, dass et zu deem Sënneswandel koum? Oder awer hutt Dir gemengt, iwwerloosse mer eisem Koalitiounspartner emol eng Spillwiss, fir dass se sech kënnen austoben a fir dass se en Erfollegserlebnis hunn,…

(Interruption)

…well mir hunn hinne schonn esou vill virgesat, dass se och heiansdo mussen eng Satisfaktioun kréien'? Well soss ass jo net ze erklären, dass Der an esou kuerzer Zäit esou e Sënneswandel matmaacht.

Well dëst Gesetz, Här President, wéi mer et elo virgeschloe kréien, dat brénge zwou fundamental Änerunge par rapport zum viregte Gesetz:

An Zukunft wäert et net méi deen Établissement public RGTP sinn, an deen Numm, deen hat ech gewielt, well en e bëssen den RGTR rappeléiert, fir dass een net ze vill géif duerjernee kommen. Elo gëtt dat ersat duerch Communauté des Transports – et sollt sécher op Däitsch Verkehrsverbund domadder gemengt sinn. Mä deen Établissement public huet an Zukunft net méi d'Responsabilitéit vun der Gestion organisationnelle a financière vum öffentlechen Transport, déi erëm direkt an d'Kompetenze vum Ministère eriwwerginn.

An deen zweete fundamentale Prinzip vun enger klorer Trennung zwëschent Autorité organisatrice an deene Missiounen, déi deenen eenzelnen Opérateure confiéiert ginn, déi ass och net méi ginn, well deen Établissement public elo an Zukunft e Konsultatiounsorgan ass, wou de Stat, d'Gemengen, d'Usageren an d'Transporteuren zesumme sinn.

Am Endeffekt kënnt dat jo dorobber eraus, Här President, dass de Verkehrsverbund oder d'Communauté des Transports e Gremium gëtt, déi brauchen nëmmen ze

fuerderen, an den Transportminister, dee soll exekutéieren. A wann et net geet, dann ass et jo dem Transportminister seng Schold a soss kengem seng. Ech wollt déi Responsabilitéit bei déi Leit droen, déi géife fuerderen, dass si och chargéiert wieren, fir dat ze exekutéieren, wat si sech selwer géife virstellen.

Mä dat ass elo eng Attitüd, déi bräicht mech eigentlech net ze stéieren. Hätt ech nach eng Kéier d'Chance, erëm an deen Departement zréckzekommen, da géif ech erëm zréckruddere par rapport zu där Propositioun, déi eis haut hei virläit, an ech géif erëm dat maachen, wat ech deemools fir richteg fonnt hunn.

A wann een dee Rôle vun deem Verkéiersverbund op dat beschränkt, wat elo am Gesetz hei proposéiert gëtt, Här President, da wier et eigentlech net noutwendeg, dëst Gesetz ze stëmmen. Well mir hunn nach e Gesetz vum 14. Juli 1978, portant institution d'un conseil national de coordination de la politique des transports, 1978 gestëmmt ginn, de Josy Barthel hat dat op den Instanzewee bruecht.

D'Aufgabe vun deem Conseil si folgend: „Le conseil est un organe consultatif qui a pour mission d'émettre un avis sur toutes les questions importantes posées par la coordination de la politique des transports de marchandises et de voyageurs par route, par chemin de fer et par voie d'eau. Pour autant que ces questions sont de la compétence des organes nationaux luxembourgeois, la compétence du conseil s'étend à toutes les relations de transport à l'intérieur du Grand-Duché du Luxembourg, à l'exception des relations de transport qui se confinent au territoire d'une seule commune et qui sont d'un intérêt purement communal, à moins que l'autorité communale compétente ne requiert l'avis du conseil. Sa compétence s'étend également aux relations de transport avec l'étranger pour autant que ces relations sont de la compétence des organes nationaux luxembourgeois."

Déi Communauté des Transports huet net vill méi ze maache wéi dat, wat an dësem Text steet. De deux choses l'une: Entweder mir behalen elo dat do bäi, oder awer mir kënnen am Kader vun der Simplification administrative an am Kampf géint d'Pollution législative dann d'Gesetz vum 14. Juli 1978, Här President, ouni weideres supprméieren.

An, Här President, déi Communauté des Transports: Näischt méi justifizéiert, dass et en Établissement public ass, well se all déi Kompetenzen, déi se virdrun hat, déi wichteg waren, ewechgeholl kritt. Do huet de Conseil d'État Recht, dass hie seet, dass dat einfach net méi noutwendeg ass.

Ech sinn der Meenung, wann déi Communauté des Transports herno soll esou en Dépotoir ginn, well dat jo och e Resultat ass vun der Eisebunnstripartite – wann ech dat richteg verstan hunn, soll et jo och nach en Dépotoir gi fir eng Rei Aufgaben, déi engem aneren Organissem mussen iwwerdroe ginn, well d'Eisebunn dat net méi ka maachen, d'Attribution régulatrice zum Beispill en matière de gestion du trafic ferroviaire oder den Accès vun den Entreprisen op d'Schinnennetz –, wann dat och nach soll dohinner kommen, da gëtt dat, Här President, eng Vermëschung, déi a mengen Aen net gutt ass, an ech froe mech och, ob mer net herno vu Bréissel gesot kréien, dass dat, esou wéi elo déi Communauté des Transports opgebaut gëtt, iwwerhaapt net geet.

Mä wann dann dëst Gesetz schonn ëmgeännert gëtt, Här President, da géif ech awer gäre wëssen, wéi et da mat der Ausféierung vun dësem Gesetz ass, och an deem Torso, deen nach iwwreg bleift. Dat Gesetz ass jo vun der Chamber am Mee 2004 gestëmmt ginn a sollt den 1. Januar 2005 a Kraaft trieden. Ech wollt do froen: Wéi ass et mat der Exekutioun vum Artikel 22 vun dësem Gesetz, dee jo net ëmgeännert gëtt, ausser an engem klenge Punkt, ausser wou RGTP duerch Ministre ersat gëtt. Wéi wäit si mer do? Gëtt schonn eng Formatioun organiséiert? Wéi vill Leit sinn an der Formatioun? Gëtt et eng Structure hiérarchique fir déi Sécuritéitsregelen, fir déi Règles de police?

Haut ass jo am Kader vun der Tripartite-Diskussioun annoncéiert ginn, dass déi iwwerschësseg Leit bei der Eisebunn solle besonnesch esou Missions de surveillance iwwerdroe kréien, déi iwwer 100, déi do ze vill sinn. À voir encore, ob si dat kënne maachen oder net. Mä duerfir ass et esou wichteg, dass deen Artikel 22 exekutéiert gëtt, an Dir gesitt wéi virausschauend een eigentlech war, dass een esou en Artikel scho virgesinn huet, fir kënnen dann deene Leit déi Aufgaben ze ginn.

Ech hat de Souci, Här President, vun der Sécherheet am öffentlechen Transport, vun der Sécherheet fir déi Leit, déi den öffentlechen Transport benotzen, an déi Leit, déi am öffentlechen Transport schaffen. Duerfir hate mer deen Artikel hei virgesinn an deem Text, an ech bedaueren, dass deen nach ëmmer net ausgeschafft ass.

Datselwecht gëllt fir den Artikel 21, de Comité des usagers: Wéi wäit si mer do? Och do ass nach kee Reglement geholl, an ech wollt vum Minister wëssen, wéini hien da géif dee Comité des usagers op d'Bee setzen.

An datselwecht gëllt fir den Artikel 25 vun deemselwechte Gesetz, dee jo och bestoe bleift, a wou et ëm de Katalog vun den Avertissements taxés geet, wéi wäit Der do sidd. Ech huelen un, dass dat alles an deenen nächsten Deeg, wann elo dëst Gesetz gestëmmt ass, an Dir domadder déi Satisfaktioun kritt hutt, dass Der da wäert déi Reglementer, toutes affaires cessantes, op den Instanzewee bréngen.

Här President, dëst Gesetz ass konträr zu deene Prinzipien, déi mir um Häerz leien, an déi ech aganks zitéiert hunn. Dee Projet, dee mir ofstëmme gelooss haten, huet sécherlech eenzel Kolleegen, besonnesch an der LSAP, gestéiert. Den Här Rapporteur, a senger Eegeschaft als Spriecher vu senger Partei, huet et jo op de Punkt bruecht, wéi e gesot huet, dass de Privatsecteur méi kompetitiv ass wéi de sou genannten öffentleche Secteur. Dat viregt Gesetz, esou wéi et elo nach besteet an dëse Minutten, dat hätt ze vill Transparenz bruecht. Do hätt ee ganz sécher gesinn, dass ee fir deeselwechte Präis kéint duebel esou vill Kilometer fueren, jee nodeem wie se exekutéiert.

Dat jëtzegt Gesetz hat de Virdeel, dass mer déi Flexibilitéit haten, déi mer brauchen, fir eng Mobilitéitszentral richteg um Funktionéieren ze loossen. Doduerch dass elo erëm eng ganz Rei Organisatiounskompetenzen an de Ministère zréckginn, musse mer erëm hoffen, dass mer an all Zukunft daper an asazfreedeg Fonctionnairë behalen, déi deen öffentlechen Transport organiséieren. Ech konnt mech nëmme luewen iwwer Mataarbechter, déi ech am Transportministère hat, an déi heibanne jiddferee kennen.

Wéi oft ass, Här President, zum Beispill de Buergermeeschter vu Steesel bei mech komm, an huet mer da gesot: „Ech hu mam Här Weicherding geschwat, hien ass d'accord." Den Här Weicherding ass deen, dee mat senger Equipe de ganzen öffentlechen Transport organiséiert, an dee vun all Buergermeeschter, a villen aneren nach, harceléiert gëtt, fir an där betreffender Gemeng nach weider gutt Leeschtungen ze kréien. Mä da brauch een awer esou Beamte wéi den Här Weicherding a seng Mataarbechter, fir dass dat iwwerhaapt méiglech ass siwen Deeg op siwen.

Oder am Handicapéiertentransport, e Secteur, dee mer wierklech um Häerz läit. Do brauch een da Beamte wéi den Här Erwin Kalmes a seng Mataarbechter, déi, wann d'Gefor besteet, dass et mueres glat ass, déi da schonn um dräi Auer op hirem Büro sëtzen. Déi Situatioun kennend a wëssend, dass et eenzeg an eleng vum Asaz vun deem Eenzelnen ofhänkt, wollte mer méi Flexibilitéit ginn duerch dat Gesetz, fir kënnen am öffentlechen Transport siwen Deeg op siwen ze funktionéieren. Ech fäerten, jee nodeem wéi d'Exécutioun hei geschitt, a wa mer eng Kéier Leit hätten, déi net déi Motivatioun hätten, dass dann dat alles net méi méiglech ass, oder vill méi schlecht méiglech ass.

Här President, dëst Gesetz ass e Schrack an déi falsch Richtung. Dëst Gesetz ass e schlecht Gesetz, well et net zukunftsorientéiert ass, well et e konservatiivt Gesetz ass, wat erëm no hanne kuckt, wat versicht sou genannt Droit-acquisen ze respektéieren, déi finalement ënnert dem Drock vun den Tatsaache vun de Realitéite wäerten iwwerrullt ginn. Et wäert Iech net wonneren, Här President, wa meng Fraktioun zu dësem Gesetz hir Zoustëmmung net gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ee Punkt wonnert mech e bësse bei den Ausféierunge vum Spriecher vun der Demokratescher Partei, nämlech datt en op een Ëmstand net agaangen ass, nämlech op deen Ëmstand, datt d'Gesetz, wat am Mee 2004 votéiert ginn ass, a wat op dem 1. Januar 2005 a Kraaft getrueden ass, fir laang Zäit e Vide juridique hei am Land provozéiert huet. Dat Gesetz ass a Kraaft getrueden den 1. Januar 2005, an huet domadder de plein droit d'Gesetz iwwert den RGTR ofgeschaaft. An et huet laang gedauert bis dat neit Gesetz mat deenen noutwendege Reglementer e bësse mat juristeschem Hannergrond gefëllt ginn ass.

Et wonnert mech e bëssen, datt de Kolleeg Grethen dat net opgeworf huet, well, och wa mir dat neit Gesetz wäerte stëmmen – an ech wëll och duerno nach eng Kéier erkläre woufir –, ass dat awer en Ëmstand gewiescht, deen eigentlech net akzeptabel ass. Dat ass e krasst Versoe gewiescht vun der Regierung op deem dote Punkt, a vun der Verwaltung hannert der Regierung, fir net duerfir ze suergen, datt e Gesetz, wat a Kraaft trëtt, kann en bonne et due forme exekutéiert ginn.

Do hate mer während enger Partie Zäit e richtege Vide juridique, a mir hunn als Gréng selwer eng Proposition de loi gemaach gehat, fir aus där Situatioun erauszekommen, nämlech eng Proposition de loi, déi proposéiert huet dat Gesetz einfach emol fir e Joer auszesetzen, an domadder zumindest emol déi antérieure Situation juridique ze behalen, fir datt och déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, wëssen, op wéi enger legaler Grondlag datt se amgaange wäre mat schaffen.

D'Regierung huet doropshin déi éischt Reglementer geholl, fir e bëssen där ganzer Saach eng Basis ze ginn. Dat war eiser Meenung no awer schonn en Ëmstand, deen net normal war. Wou mer e bëssen iwwerrascht waren, dat ass dunn, wou den Avis vum Statsrot zu deem neie Gesetz komm ass, wat du vun der Regierung déposéiert ginn ass. Mer hu jo dann d'RGTP iergendwéi awer un d'Rulle kritt. Et ass en neie Projet vun der Regierung déposéiert ginn. Do koum dann den Avis vum Statsrot zu deem neie Projet de loi, an awer och zu eiser Proposition de loi, déi mer gemaach hunn op deem dote Punkt.

Wann d'Regierung aus liicht novollzéibare Grënn mat deem Avis vum Statsrot net konnt d'accord sinn, esou ware mir et eigentlech awer och net. Well mir kruten, wat eis Proposition de loi betrëfft, vum Statsrot virgehalen, datt et en interessanten Usazpunkt wier, dee mer do gewielt hätten, mä datt eis Solutioun keng richteg Solutioun wier. Fir dann awer zwee Abschnitter méi spéit ze schreiwen, et hätt een eigentlech missen dat Gesetz vun 2004 einfach ëm ee Joer emol aussetzen, wat eigentlech texto dat war, wat mir selwer proposéiert haten.

Dat huet eis dann och – ech muss scho soen – e bëssen iwwerrascht vum Statsrot, deen eise Virschlag net gutt fonnt huet, fir en dann awer selwer ze formuléieren. Mä gutt, vu datt mer elo en neit Gesetz virleien hunn, wat elo geschwë wäert gestëmmt ginn, da gehéiert dat alles zu der klenger Historie, an da si mer op enger neier méi zolitter a geregelter Basis.

De Gesetzesvirschlag, dee mer haut virleien hunn, ass keen, deen eis elo géing komplett zefridde stellen. Mer mussen awer soen, als gréng Fraktioun, datt mer deem Gesetz wäerten zoustëmmen aus zwee Grënn.

En éischte Grond, well mer folgender Meenung sinn: Den Här Grethen huet virdrun och e bëssen déi Wierder genannt, déi fir déi Politik stinn, déi seng Partei verfollegt, en huet awer ee wichtegt Wuert vergiess. Dee Secteur, vun deem mer hei schwätzen, dem Busbetrib, och, wann den Här Grethen Recht huet, wann e seet, datt selbstverständlech d'Produktivitéit bei de private Betriber méi héich ass, déi Präisdifferenzen, déi et gëtt, déi sinn deelweis begrënnt op den Ënnerscheeder an de Salairen. Déi si gewollt, dat ass näischt, wat een entdeckt.

Déi Differenzen an de Salairen tëscht dem Service public an dem Service privé, déi gëtt et iwwregens net nëmmen am Beräich vum Transport, déi gëtt et a ganz ville Secteuren. Och d'Stad Lëtzebuerg, déi zënter ganz laange Jore vun engem liberale Buergermeeschter gefouert gëtt, huet och haut nach en öffentleche Busbetrib, deen och mat Fonctionnairen hannert dem Lenkrad de stater Leit ganz gutt Déngschter leescht. Et ass also net, mengen ech, eppes, wat d'liberal Partei géing prinzipiell a Fro stellen.

Et gëtt allerdéngs och, an do ginn ech dem Här Grethen Recht, Differenzen an de Coûten, déi zréckzeféiere sinn op d'Produktivitéit an deene Secteuren. An do mussen déi, déi öffentlech Betriber féieren, zouginn, datt do effektiv Differenze bestinn. Nun ass awer de Punkt: Wat mécht een dann, fir do besser ze ginn? Einfach dem Marché dat elo wëllen ze iwwerloossen ass awer e bëssen, den Här Grethen huet dat jo och bestätegt, e Stéck Philosophie, déi hannert sengem Projet de loi stoung.

E verkennt awer een Element, nämlech datt an deem ganze Secteur, privat oder öffentlech, net een eenzege Kilometer ouni Subventioune gefuer gëtt. Och déi privat Busbetriber am Land fueren déi Linne just, well et d'staatlech Interventioun gëtt. Et gëtt keng rentabel Linn an deem Sënn, déi géing eleng bestoe bleiwen. Dach, et géing der vläicht e puer ginn um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, déi ganz gutt funktionéieren, well hei einfach dagsiwwer vill Opkommes vu Leit ass. Mä generell ass den RGTR eng Aktivitéit, déi no normale Kritäre vun der klassescher, comptabeler Wirtschaftlechkeet net ka fonctionnéieren.

Mir sinn also net an engem Secteur, wou ee kéint all d'Froe beäntwerten eleng mat der Konkurrenz tëschent de privaten Anbieter an den Anbieter, déi nach vun öffentlecher Hand bedriwwe ginn. An et gëtt der jo net vill: Et ass d'Stad Lëtzebuerg, et ass den TICE an et ass d'Eisebunn. An déi Differenzen, iwwert déi muss ee kënne schwätzen – och, dass et Produktivitéitsdifferenze gëtt. Déi kritt een awer net eleng ewech mat der Äntwert: „Loosst de Marché dat dote géréieren. Loosst d'RGTP kucken, dass se dat, wat se bestellt, och assuméiert kritt." Dat ass awer iergendwou e Stéck, dass d'Politik sech erausgehalen hätt.

Dat ass wuel d'Visioun gewiescht vum viregten Text. Et ass awer eng Visioun, déi, eiser Meenung no, d'Froen net all beäntwert. Mir sinn awer och gären d'accord, fir ze soen, dass och dësen Text d'Froen net all beäntwert. Et ass sécher net en Text, dee formidabel wär. En ass op verschiddene Punkten net prezis genuch. Do hätt ee kënne méi prezis sinn.

Mir sinn awer der Meenung, dass an där heiter Matière Schluss soll si mam Palaver. An et ass grondsätzlech duerfir, wou mer eis Zoustëmmung och bréngen, well mer der Meenung sinn, dass mer elo laang genuch iwwert Detailer diskutéiert hunn, iwwer ënnerschiddlech Approchen, iwwer Philosophien. An dat Gespréich kann een nach laang weiderféieren, mä et bréngt eis net virun. Wat eis virubréngt ass, dat ass, dass mer ophalen doriwwer ze philosophéieren, wéi ee sech am beschte ka mat politeschen Usiichten zu deem doten Thema ënnerhalen.

Mä mir hätten eigentlech just nach gären eppes, nämlech dass déi Struktur esou séier wéi méiglech kann ufänke mat schaffen, dass mer esou séier wéi méiglech all Hannergronddiskussioune stoppen, an einfach deene Leit, déi d'Responsabilitéit kréien an der CdT, an der Communauté des Transports, am Verkéiersverbond, erlaben, sech domadder beschäftegen, wat d'Problemer sinn zu Lëtzebuerg am öffentlechen Transport, trotz deenen Imprezisioune vum Gesetz, wat awer och gläichzäiteg kann eng Chance ginn, well dat, wat am Gesetz net prezis virgeschriwwen ass, kann och am Gespréich an an der Aarbecht vun der CdT mat engem Sënn gefëllt ginn, dee vläicht net am Detail virgesi war.

An eis Zoustëmmung zu dësem Text heescht am Wesentlechen, dass mer gären hätten, dass op dësem Thema Schluss ass mat deene jorelaange Gespréicher, déi mer elo scho féieren, an dass mer déi Leit encouragéiere wëllen, hir Aarbecht einfach elo emol unzefänken. Da wäerte mer nach méi wéi eng Kéier an den nächste Méint an och Joren d'Geleeënheet kréien, fir e Bilan ze maachen, eis mat deene Punkten ze beschäftegen, déi da méiglecherweis ënnert deem neie Gesetz och net zefridde stellend funktionéieren.

Mä d'Haaptaufgab vun deene Leit ass, eng dynamesch Aarbecht ze maachen, eng Aarbecht, déi an der Logik vum IVL, am regionale Souci probéiert, all déi Punkten do opzegräifen a mat Sënn ze ënnersträichen. Dat wäert awer nëmme funktionéieren, wann d'Zesummespill mat der Regierung propper funktionéiert. Do hänkt Wesentleches dovun of, a mer wäerten d'Regierung dann och dorunner jugéieren, wéi d'Regierung domadder ëmgeet. Wann d'Regierung elo par rapport zu där CdT mat enger gewëssener Offenheet an ënnerstëtzend déi Aarbecht begleet, da kann dat eng ganz wäertvoll Zesummenaarbecht sinn. Wann awer d'Regierung d'CdT doduerch net ënnerstëtzt, dass se all Virschléi, déi kommen, probéiert kleng ze halen a falsch ze maachen, da geschitt eventuell dat, wat den Här Grethen virdru gesot huet.

Wann een also d'CdT déresponsabiliséiert, well hir Virschléi net ugeholl ginn, da kann et duerchaus

passéieren, dass déi CdT eng Fuerderungsmaschinn géing ginn, déi dann aus evidente Grënn hiren Zweck verfeelt hätt. Et soll schonn esou sinn, dass déi Leit an der CdT d'Verantwortung fir dat, wat se proposéieren, spieren. Mä dat geet och doduerch, dass déi Virschléi, déi se formuléiert, ugeholl ginn an dass d'Regierung mat Offenheet un déi Virschléi do erugeet. Duerfir wäert ganz villes dovunner ofhänken, wéi d'Regierung dësen Text interpretéiert. Dat kann eng Schwächt vun deem Text sinn, dass en net esou prezis ass. Et kann awer och eng Stäerkt si vun deem Text.

A mir hoffen natierlech, dass d'Regierung duerch hiert wäert duerfir suergen, dass dësen Text herno an der Realitéit zum öffentlechen Transport senger Qualitéit wäert bäidroen. Sollt dat net passéieren, wäerte mir d'Regierung un hir Responsabilitéit op deem dote Punkt erënneren, well et ass eiser Meenung no schlussendlech awer ganz vill bei der Regierung, wou et läit.

Déi méi kloer Trennung, déi virdru bestanen huet, huet awer och eiser Meenung no ee Schwaachpunkt gehat. Nämlech deen, dass „Autonomie" e ganz schéint Wuert ass, mä spéitstens, wann et ëm d'Geld gaangen ass, ass een awer iergendwann eng Kéier dann um Punkt, dass ee mat der Regierung muss eens ginn. Do héiert d'Autonomie dann op – spéitstens bei de Finanzen. An dat hei ass, wéi gesot, e Secteur, wou net ee Kilometer, och net vun engem private Betrib, ouni Subventioune gefuer gëtt.

Duerfir ass eiser Meenung no dee Clivage, dee soll bestoen tëschent deenen zwou Philosophien, op deem dote Punkt schlussendlech net esou grouss, wéi e kann erbäigeriet ginn. Well schlussendlech gëtt et eng öffentlech Hand, déi an der Verantwortung ass, nämlech, wann et drëms geet an der Keess ze passéieren an déi ganz Angeboter ze finanzéieren.

Duerfir si mer der Meenung, als Gréng, dass mer mat dësem Text kënne liewen. Mir kréien, wéi gesot, d'Geleeënheet nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen; dofir hu mer och e formellt Engagement vum Minister an der Transportkommissioun, an ech widderhuelen dat duerfir hei, fir dass de Minister dat ka bestätegen, dass dëst Gesetz, spéitstens, wa mer wëllen d'Ëmsetzung maachen och vum Accord tripartite, erëm opgeholl gëtt.

Woubäi ech awer op engem Punkt do d'Bedenke vum Här Grethen och deelen – mir hunn dat och an der Kommissioun scho gesot: Den Ëmstand, dass d'Attributioun vun de Sillonen och deelweis hei soll matgemaach ginn, do hu mir och Bedenken, ob et méiglech wäert sinn, dat juristesch esou hinzekréien, dass et mam communautaire Recht kompatibel ass. Mir loossen eis gäre vum Konträr iwwerzeegen, wann Är Leit an Är Juristen dat ronn bréngen. Mir hunn einfach do Bedenken, an hunn déi och artikuléiert an der Kommissioun. Mir maachen dat och hei nach eng Kéier a soen, dass dat net esou evident wäert sinn.

Mä mat deene Remarquë brénge mer, wéi gesot, eis Zoustëmmung zu deem Text, mat der Zouso, dass e kann an nächster Zäit ofgeännert ginn, wa mer mierken, dass eng Piste, déi mer verfollegen, net déi richteg war. Mä mir hoffe just eppes, dass déi Leit nämlech elo ufänke mat schaffen, dass dat eng héich qualitativ Aarbecht gëtt, an dass déi Diskussiounen iwwert d'Organisatioun an iwwert de Wéi an den Hannergrond réckelen, an dass dat, wat mer maachen, an de Virdergrond réckelt, well deen eenzege Mot d'ordre, dee wierklech ënnert dem Strëch zielt, ass dat ze bidden, wat d'Leit dobaussen erwaarden: En héich qualitativen öffentlechen Transport, an all Mëttel, fir deem Zil méi no ze kommen, sollen eis Recht sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Kolleeg Schreiner Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport.

D'Transportpolitik ass ee vun deene wichtegste Politikfelder an engem Stat och wéi Lëtzebuerg. Mir si kleng, wat den Territoire an d'Populatioun ugeet; wat d'Ekonomie ugeet, si mer awer méi grouss. Dëst mat Sécherheet an der Groussregioun, déi vun eisem Succès als souveräne Stat profitéiert – dat an éischter Linn duerch déi wuessend Participatioun vun der aktiver Populatioun vun de Grenzregiounen un eisem konstant wuessenden Aarbechtsmaart. 112.000 Salariéë waren et 2004, déi all Dag aus der Grenzregioun an eise Stat eran- an erausgependelt sinn. Haut stellen d'Frontalierë ronn 40% vun eiser Aarbechtskraaft duer. Tëscht 1988 an 2004 ass d'Zuel vun de Frontalieren all Joer am Schnëtt ëm ronn 10% gewuess, an et ass unzehuelen, datt dëse Phenomeen och weider wuesse wäert, wa vläicht och manner staark.

Dat huet natierlech eminent transportpolitesch Konsequenzen. Dës Problematik hu mir scho viru Joren erkannt, an mir hunn en Transportkonzept fir déi verschidde Regioune vum Land ausgeschafft. Fir d'éischt fir de Süden an de Südwesten, dee jo haaptsächlech vum Verkéier vun de Frontalieren aus der Belsch a Frankräich betraff ass. Den 13. November 2001 hate mer dësen Transportkonzept virgestallt, an an enger Serie Informatiounsversammlungen hu mir deen och mat de Leit zesummen duerchdiskutéiert.

Déi viregt Regierung ass och méi spéit, Enn 2002, mat hirer mobilitéit.lu mat esou engem Konzept komm. Begréissenswäerterweis huet d'Regierungskonzept déi wesentlechst Léisungsusätz, wéi mir se och an eisem Konzept haten, iwwerholl, wann een de Problem vun der Haaptstad eemol ausklammert. Do hu mer jo bekanntlech ëmmer de Projet „Schummer", eng Zort Metro ënnert der Stad erduerch, verteidegt.

Déi transportpolitesch Haaptfuerderunge vum ADR, déi hat ech perséinlech hei den 12. Mäerz 2003 virgestallt, an a sechs Motiounen hei zur Ofstëmmung bruecht. Am Kader vum Gesetzesprojet, dee mer haut hei diskutéieren, ass besonnesch eis deemoleg Motioun 4 wichteg. Do hu mir als ADR d'Regierung invitéiert e „système performant de transport public transfrontalier régional qui assure l'acheminement rapide des frontaliers belgo-français vers les centres d'activité économique actuels et en voie de création du Grand-Duché de Luxembourg" ze schafen.

Mir haten do eise grenziwwerschreidende Shuttle-System proposéiert. D'Sozialisten hunn deemools eis Motioun matgestëmmt, genausou wéi déi gréng Kolleegen. Mir ginn also dervun aus, datt och d'Sozialisten an deem Geescht an iwwert de Verkéiersverbond wäerte wierken. Dowéinst, a wann ee ganz vill Detailkritik um virleiende Projet kann üben, wäerte mir de Projet hei och net riichteraus oflehnen. Mir gesinn de Verkéiersverbond, ee System, dee mer am Ausland jo scho laang kennen, als en éischte klenge Schratt, awer an eng gutt Richtung.

Well den Haaptobjektiv vum Verkéiersverbond ass jo, wéi d'Kommissioun an hirem Rapport complémentaire extra nach eng Kéier betount huet, bei wäitem net nëmmen de weideren Opbau vun der Mobilitéitszentral, mä d'Entwécklung vun der Offer vum öffentlechen Transport, an d'Verbesserung an d'Koordinatioun vun den offréierte Servicer.

An deem Kontext soll jo eng vun den nächsten Aufgabe vum Verkéiersverbond zum Beispill d'Realisatioun vun enger Etüd iwwert d'Vereinfachung vun der Tarificatioun am öffentlechen Transport sinn. Déi soll d'nächst Joer realiséiert ginn, gradsou wéi eng aner Etüd, dës Kéier an Zesummenaarbecht mat den CFL, iwwert d'Ubannung vu Saarbrécken un den nationalen Eisebunnsréseau. Béides krut iwwregens mäi Kolleeg Koepp op eng rezent parlamentaresch Ufro vum 24. November dëst Joer vum Transportminister matgedeelt.

No eiser Transportphilosophie wier déi genannt Ubannung iwwregens méi wéi wënschenswäert. An deem Sënn ass et fir eis och vun eminenter Wichtegkeet, datt de Verkéiersverbond a senger Aarbecht iwwer eis Statsgrenzen eraus denkt. Déi Iddi ass jo schonns am ursprüngleche Gesetz als ee vu senge véier Objektiver festgehale ginn, mä dorobber kommen ech nach ze schwätzen.

Den Aarbechtskräftepotenzial vun der Grenzregioun muss op alle Fall méi effikass a méi ëmweltbewosst erschloss ginn. En effiziente grenziwwerschreidende System vum öffentlechen Transport ass vun nationalem Intérêt. Dat ass, wéi aganks scho gesot, eng laangjähreg transportpolitesch Fuerderung vun eiser Partei, déi vun eis och konkret ënnermauert gouf. Un dësem Challenge wäerte mir och d'Transportpolitik vun dëser Regierung moossen.

Haut soll d'Chamber also iwwer eng Ännerung vun engem Gesetz ofstëmmen, dat eréischt d'lescht Joer am Mee vun der viregter Regierungskoalitioun hei stëmme gelooss ginn ass. Deemools, den 19. Mee 2004, hu mir als ADR schonns gesot – ech zitéieren: „…, dass den Text vun der Regierung net ausgeräift an net duerchdiskutéiert ass. Dëse wichtegen Thema däerf een net ënner esou ondemokratesche Methoden nach fënnef vir zwielef duerch d'Chamber baatschen." Dat war virun de Chamberswahlen.

(Interruption)

Eisen deemolege Spriecher, de Kolleeg Fernand Greisen, huet dunn d'Schwächte vun dem Transportgesetz opgewisen, an den ADR huet et och duerfir net gestëmmt, hien huet sech enthalen.

Den Débat haut ass d'Konsequenz vun deem Gesetz, wat mer deemools hei, wéi gesot, kuerzfristeg hu missen duerchhuelen. Déi, déi an de Wahlen nach – ech zitéieren – en öffentlechen Transport „attraktiv und zum Nulltarif" versprach hunn, maache säit hirer Wiel näischt aneschters, wéi un de Projeten an de Konzepter vun hire Virgänger erëmzebastelen. Just verkafe se dëst aneschters.

Wann dat nëmmen eng noutgedrongen Ausnahm wier, da kéint ech nach driwwer ewechgesinn, mä dat doten ass scho symptomatesch. Et ass jo net nëmmen am Beräich Transport, wou ons Kolleege kaum nach erëmzeerkenne sinn. Ech erënnere just un d'Ofschafung vun der Verméigenssteier.

(Hilarité)

Also, ech war elo mat de Säiten hei duerchernee komm.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat mécht näischt, Här Gibéryen. Dat ass…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, wann ech déi Säit bis zum Schluss zréckfannen, da leeën ech se erëm dertëschent.

(Hilarité et interruptions)

Jo, jo, dat ass wann een ze vill an engem Dag gefuerdert gëtt…

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Da kann een emol duerchernee kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- …an et muss een dann owes och nach eng Ried hei…

Une autre voix.- …eroflliesen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- …eroflliesen, jo.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Sou, da loosse mer elo den Här Gibéryen weiderliesen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President.

(Interruption)

Zwee Punkten, déi eis un dësem Projet stéieren, wëll ech awer nach besonnesch ervirhiewen:

Éischtens déi fir eis esou wichteg grenziwwerschreidend Organisatioun vum Persounentransport. Schonns am Mee 2004 hate mir bemängelt, datt an deem Gesetz net geregelt gëtt, wéi déi gewënschten enk Koordinatioun mat den Nopeschlänner organiséiert gëtt. Ech hu geduecht, mat dësem Gesetz géife mer dee Schwaachpunkt klären. Dat ass awer leider net geschitt.

Zweetens gëtt eng finanziell Verschlechterung, déi d'Transportgesetz vum leschte Joer fir d'Gemenge mat sech bruecht huet, duerch dëst Gesetz net réckgängeg gemaach, am Géigendeel, et gëtt nach eng Schëpp dropgeluecht. Dat bestätegt eis Aschätzung, datt et finanzpolitesch Iwwerleeunge sinn, déi systematesch versichen, méi Laaschten op d'Gemengen ofzedrécken, ouni d'Gemengen duerfir awer finanziell besser ze stellen.

Esou eng Politik féiert noutwendegerweis zu onsozialen Taxenerhéijungen op Gemengesäit. Dowéinst kritiséiert de Syvicol an eisen Aen zu Recht déi heiten Ofännerung vum Artikel 20 vum Gesetz.

Virun 2004 hate mer kloer Verhältnisser: D'Gemengen haten d'Arrêten am Kader vum Stroossentransport ze ënnerhalen, de Stat déi a Saache Schinnentransport. Dat war de Prinzip. Du gouf dem Stat seng Responsabilitéit op d'Gemenge gedréckt, dëst iwwer e Käschtendeelungsprinzip. De Stat huet sech bereet erkläert, bis zu 50% vun de Käschten ze subventionéieren.

Elo gëtt et iwwerhaapt keng Prezisioun méi, wat den Taux vun der finanzieller Participatioun vum Stat u Busarrêten ugeet, a bei den Eisebunnsarrêtë geet d'Entscheedungsgewalt bei de Stat. Déi betraffe Gemenge musse sech awer „à raison de 50%" un de Käschte bedeelegen. Also: Eng absolut Onsécherheet gëtt geschaaft, wat d'finanziell Participatioun vum Stat ugeet. An d'Gemengen, déi un den Eisebunnsréseau ugeschloss sinn, kréien e Kado vu gewaltege künftege finanzielle Méibelaaschtungen, hunn awer a Saache Garen näischt méi matzedécidéieren.

A souguer wann deen opgezeechenten neie System fir de Stat finanziell neutral sollt sinn, kann ee sech d'Fro stellen,…

(Interruption et hilarité)

Une voix.- Bravo!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Elo ass de Schaum gläich um Mond. Ekelhaft!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo.

Une autre voix.- Dir wësst, vu wat Der schwätzt, Här Castegnaro.

(Interruptions, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt, loosse mer eis elo packen, et dauert jo net méi laang.

(Hilarité)

Ech mengen net dem Här Gibéryen seng Ried, mä d'Sitzung ass elo geschwënn eriwwer. Mir komme sou lues zum Enn vun der Sitzung.

(Interruption)

Ech hu vollt Vertrauen an den Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, gläichfalls, Här President.

A souguer wann den opgezeechente neie System fir de Stat finanziell neutral sollt sinn, kann ee sech d'Fro stellen, aus wéi engem Grond en dann iwwerhaapt agefouert gëtt. Eis Äntwert hunn ech lech jo scho ginn: Et huet System. Et ass eng Finanzpolitik mat bekannten onsoziale Konsequenzen, déi hei op d'Gemengen ëmgeluecht ginn.

Eng weider Lacune an dësem Kontext ass dee leidege Problem vun den Opfangparkinge bei de Garen. Och hei gëtt keng Kloerheet geschaaft a Saache Participatioun vum Stat. An eisen Aen ass et ongerecht, hei d'Käschten integral déi betraffe Gemengen droen ze loossen, well déi Leit, déi do jo stationéieren, si majoritär net aus deene concernéierte Gemengen. An et ass jo just eist nationaalt Zil, en „modal split" vu 25% bis allerspéitstens 2020 ze erreechen.

Erlaabt mer eng Remarque zum schaarfen éischten Avis vum Statsrot. Esou Feeler dierfen, am Intérêt vun deem héijen Haus hei, an Zukunft net méi virkommen. Op en Avis vum Statsrot muss ee sech verloosse kënnen. Den Auteur hätt just missen nokucken, fir ze gesinn, datt dat Gesetz, dat d'Chamber hei am Mee décidéiert hat, bel et bien schonns seng Konsequenzen an der Praxis huet.

Nach e Wuert zu engem weidere wesentleche Changement. D'Autoritéit fir d'Organisatioun vum öffentlechen Transport geet erëm zréck vum Établissement public RGTP, elo CdT, un de Minister. Am Sënn vu klore politesche Verhältnisser a Verantwortlechkeete begréisse mir dee Retour. Dëst besonnesch, well et hei ëm Fonctioune geet, déi mam Exercice vun eiser nationaler Transportpolitik zesummenhänke kënnen.

Konsequenterweis hätte mer awer och gäre gesinn, wa mer nach e Schratt weidergaange wieren, nämlech wat d'Zesummesetze vum Conseil d'administration vun der Communauté des Transports ugeet. Dee soll paritéitesch besat ginn. An eiser Logik hätt ee fir de Stat awer op d'mannst eng Stëmm Iwwergewiicht misse festschreiwen. Dës Paritéit däerf net kënnen zum Prétexte geholl ginn, fir datt de Minister sech aus senger politescher Verantwortung kann erausstielen. Déi Leit, déi fir de Stat do um Dësch sëtzen, sinn ëmmer Représentantë vun der Regierung a musse sech am Eeschtfall, egal wéi d'Meenung um Dësch ass, am Intérêt vun der Allgemengheet och géint eng Koalitioun vu privaten, an deem Fall wuel reng pekuniären Interessi vun zum Beispill den Transportbetriber kënnen duerchsetzen.

Eng weider an eisen Ae bedauernswäert Omissioun am Gesetz ass, datt net festgeschriwwe gëtt, datt all Transportentreprise, déi um Lëtzebuerger Marché vum öffentlechen Transport wëllt participéieren, muss eis Aarbechtsge-

setzgebung respektéieren. An engem europäesche Kontext vu Privatiséierung vum öffentlechen Transport wier dat eng Garantie géint e méigleche Phenomeen vu sozialem Dumping an deem Secteur. D'Aarbechter- an d'Privatbeamtechamber gesinn dat och esou. Ech bedaueren, datt hirer Propositioun net Rechnung gedroe ginn ass.

Eise Fazit also: De Verkéiersverbond u sech ass eng gutt a wichteg Nobesserung vum Gesetz iwwert den öffentlechen Transport. Eng Rëtsch wichteg Nobesserunge sinn awer net gemaach ginn. Eng Verschlechterung, besonnesch fir d'Eisebunnsgemengen, ass souguer do erakomm, wéi se awer fir d'Finanzpolitik vun de rezenten an och vum kommende Joer typesch ass, an déi negativ sozial Konsequenze vun dëser Politik an de Gemenge verstäerke wäert.

Dowéinst, Här President, wäert d'ADR-Fraktioun sech bei dësem Projet enthalen.

(Hilarité)

Une voix.- Uff!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung, den Här Transportminister Lucien Lux. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Wann een dat heibanne weess, da sinn ech et.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll wierklech ganz kuerz agoen op déi Kommentaren, déi de Mëtte gemaach si ginn. Ech mengen, op d'Inhalter vum Gesetz an och hir Ënnerscheeder zu deem bestehende Gesetz brauch ech net anzegoen; de Rapporteur, deem ech fir seng Aarbecht, och an der Kommissioun virun allem, félicitéieren, huet dat en long et en large gemaach.

Ech géif och nach eng Kéier soen – fir den Här Braz, ech weess net, ob hien et da wierklech gleeft –, dass ech d'Engagement an der Kommissioun an och hei nach eng Kéier huelen, dass mer le moment venu, wa mer och iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv Premier paquet ferroviaire diskutéieren, eis déi Geleeënheet huelen, fir op eenzel Saachen zréckzekommen. Ech mengen, et ass eis elo drëm gaangen, fir Klortext ze maachen, och fir eng gewësse Sécherheet erëm hierzestellen an den eenzelne Kompetenzen, déi am Ministère si respektiv déi am Moment an der RGTP sinn.

Ech wëll och soen, well den Här Grethen hei grouss ausgeholl huet, fir hir Prémissen ze soen,…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…mat deem si un dat bestehend Gesetz gaange sinn: Ech mengen, dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass e Gesetz, wat op Concertéierung, op Verantwortung an op Vertraue setzt. An ech wëllt och direkt hei soen, par rapport zu deem Virworf, deen hie gemaach huet un d'Adress vun der CSV, dass ech am Géigendeel fannen, dass et d'CSV éiert, dass se sech an deene laangen Diskussiounen, déi mer an de Koalitiounsverhandlungen iwwert deen Deel hei gefouert hunn, en long et en large mat de Vir- a mat den Nodeeler vun deem engen an deem anere Konzept ausernee gesat huet. An ech wëllt och drun erënneren, dass de Riedner, de mandatéierte Sprecher vun der CSV, anlässlech vum Gesetz 2004 schonn op de Schwaachpunkt, den essenzielle Schwaachpunkt an eisen Aen higewisen huet: dee vun der mangelnder Concertéierung mat den Opérateuren.

Dat ass d'Häerzstéck vun deem, wat mer hei maachen, nämlech wierklech déi Concertéierung grouss opmaachen, fir dass déi, déi all Dag Responsabilitéit um Terrain droen, déi responsabel sinn, fir dass mer all Joer, bal all Dag, bal 200.000 Leit iwwert de Wee vun dem Bus an dem Zuch hei zu Lëtzebuerg op hir Aarbecht oder op déi aner Plaze féieren, mat an déi Responsabilitéit eragezu ginn.

An et muss ee wierklech mat enger Annahm, déi ëmmer ugeholl gëtt, opraumen, wann hei gemaach gëtt, wéi wann elo an deem bestehende Gesetz all Responsabilitéite beim RGTP wären. Näischt ass méi falsch wéi dat! Och an deem bestehende Gesetz sinn, ausser der Responsabilitéit, fir d'Contrats de service public ofzeschléissen, all déi aner Responsabilitéiten en fin de compte ëmmer beim Minister.

Den RGTP kann zwar Propositioune maachen, mä déi lescht Décisioun läit bei dem gréissten Deel vun de Responsabilitéiten, och an deem heutegen Text, beim Minister, esou dass een also net soll maachen, wéi wa mer elo hei eng grouss Kehrtwendung géife maachen. An och déi Annahm, dass déi fënnef Leit, déi hei bestëmmt ginn, fir dat ze maachen, waméiglech hanner zouene Maueren, net déi Ouverture, net déi Transparenz hunn, wéi wa mer d'Opérateuren um Dësch hunn, ass eng falsch Annahm. Et ass unzehuelen, dass mer hei eng vill besser Concertéierung kréien.

Et ass och falsch, fir nach eng Kéier ze behaapten, dat wat de Conseil d'État scho gemaach huet, dass déi Communauté des Transports, wéi se elo virgesinn ass, en fait zréckkënnt op esou eng Form vu Conseil supérieur oder iergendee Berodungsorgan. Haut scho schaffen an dem RGTP fënnef Leit, an haut scho gëtt do eng Responsabilitéit gedroe fir vill Initiativen, déi geholl gi sinn, fir Mobilitéitspläng mat Entreprisen ze maachen, fir Mobilitéitspläng mat Gemengen ze maachen, net ze schwätze vun der Mobilitéitszentral selwer. Fënnef Leit schaffen do! Duerfir dat mat iergendengem Berodungsorgan ze vergläichen, mengen ech, ass dach awer niewent dem Dill, well mer hei an der Tëschenzäit schonn eppes opgebaut hunn, wat ganz wesentlech wäert sinn.

Ech wëll och nach eng Kéier drop zréckkommen – obscho Wourechten de Mëtte jo vun enger gewëssener Säit net esou verdroe ginn –, dass dëst Gesetz, wat den 1. Januar 2005 a Kraaft getratt ass, an och dat als Äntwert op den Här Braz, dass et bal schonn an der Onméiglechkeet, souguer an der theoretescher Onméiglechkeet war, fir dat Gesetz den 1. Januar 2005 a Kraaft ze setzen, well dann hätt een ëm Mëtternuecht missen de Conseil d'administration a Kraaft setzen an esou virun, fir d'Organer ze hunn, fir d'Kreditter ze hunn, déi iwwregens an de Preparatiounen och net virgesi waren, sou dass, mengen ech, och dat net bis zum Enn geduecht war, fir déi Ëmsetzung direkt den 1. Januar 2005 ze kréien. Duerfir huet et e bësse gedauert, bis mer de Conseil d'administration – ech mengen, et war Ufank Februar – agesat hunn an da Schrëtt fir Schrëtt un d'Ëmsetzung vum Projet gaange sinn.

Mä ech mengen, den Här Braz wollt awer eng Bemierkung maachen.

(Interruption)

Neen? Et ass an der Rei.

Ech wëll och par rapport zu deem, wat virdru gesot ginn ass, nach eng Bemierkung maachen. Et sinn hei zwee Nimm genannt gi vun zwee Fonctionnairen aus dem Transportministère, fir all déi aner stellvertriedend, wou ech kann ënnerschreiwen, dass et déi sinn, déi grouss Responsabilitéit droen an eng ganz gutt Aarbecht maachen. Et ass just vergiess ginn ze soen, dass se allen zwee grouss Opponente ware vun deem Gesetz, wat Dir gemaach hutt, an immens enttäuscht waren, dass ni eng seriö Concertéierung och mat deene Beamten am Ministère stattfonnt huet.

Dat waren déi gréisst Oppositionell. Wann also déi Leit, déi wierklech während Jore Responsabilitéit am Ministère gedroen hunn an eng gutt Aarbecht gemaach hunn, hei genannt ginn, da muss ech fir d'historesch Wourecht awer hannendru soen, dass déi Leit do mat deem Gesetz, wat mer haut hunn, guer net zefridde sinn a guer net zefridde waren, an duerfir frou sinn, dass mer eng Reform hei maachen. Et ass mer wichteg, dat bei dëser Geleeënheet awer och ze soen.

Duerfir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer elo – an dat ass vun eenzelne Riedner gesot ginn – eng Kloerheet kréien um Niveau vun de Kompetenzen, dass mer duerfir Suerg kënnen droen, fir an der Ëmsetzung déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi haut scho vun deene fënnef Leit gemaach gëtt, déi ech genannt hunn, déi am RGTP, muer an der Communauté des Transports schaffen, kënne weiderzemaachen.

Ech wëll och bei där Geleeënheet hei soen, dass ech mech ganz positiv muss ausspriechen iwwert déi Relatiounen, déi mer hate mat de Responsabele vun der Stad Lëtzebuerg iwwert d'Fro vun der Mobilitéitszentral, wou et méiglech war, relativ schnell eis eens ze ginn iwwert den definitive Site vun där Mobilitéitszentral, an och dass mer déi Mataarbecht, déi do scho virdru geleescht ginn ass, wëlle weiderféieren, fir dass mer do endlech elo an d'Konkretiséierung kommen. Näischt läit mer méi um Häerz, wéi dass mer do elo schnell kënnen Neel mat Käpp maachen, dass mer d'Opérateuren un en Dësch kréien a wierklech eng Communauté des Transports kréien, déi sech auszeechent duerch déi Begréffer vu Concertéierung, Verantwortung a Vertrauen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5465.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. François Maroldt), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vu eiser Sitzung. Nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.02 heures)

JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2005 — 21E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communication

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto

(Exposé - Débat)

3. 5146 - Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

4. 5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 21 décembre 2005, le projet de loi N° 5524 relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du Statec.

Fir haut de Mëtteg hunn den Här Henri Grethen an den Här Emile Calmes am Numm vun der Frak-

tioun vun der DP eng Aktualitéitsstonn iwwert de Kyoto-Protokoll ugefrot. D'Riedezäit ass folgendermoosse festgeluecht: zéng Minutte fir d'Fraktioun vun der DP, jeeweils fënnef Minutte fir déi aner Fraktiounen a 15 Minutten da fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwe bis elo: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Negri, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Emile Calmes, Vertrieder vun der Fraktioun vun der DP. Här Calmes!

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto

Exposé

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer déi Aktualitéitsdebatt hei ugefrot hunn, dann ass et net fir iwwer een neie Moment u sech an der Klimaproblematik ze diskutéieren. Ech mengen, mir kënnen all Dag op der Televisioun gesinn, datt déi Katastroph, wou jo dann dach behaapt gëtt, datt se vu Mënschenhand geschafen ass, hire Wee virugeet, an d'Ausmoosse kann ee jo do erliewen. Et brauch een also net hei laang doriwwer ze schwätzen, mä et geet a sech ëm dee Protokoll, ëm déi Konventioun mat där d'Mënschheet preventiv versicht, dëser Situatioun entgéintzewierken.

Net méi spéit wéi virun dräi Woche war eng Konferenz zu Montréal, wou doriwwer diskutéiert ginn ass, wéi et mam Kyoto-Protokoll virugeet. Ech hat d'Chance, mam Här Oberweis do derbäi ze sinn, a mir konnte mat all deene Leit, déi do waren, zum Schluss dann och feststellen, datt et awer e positive Laf geholl huet, an deem Sënn, datt schlussendlech dann awer décidéiert ginn ass, Verhandlungen opzehuelen, déi dann och bis 2009 sollen ofgeschloss ginn, en vue da fir dee Kyoto-Protokoll ëm weider siwe Joer weiderzefëieren.

Wien an deem zweeten Deel do derbäi ass, weess een net, mä d'Aussiichte si jo dann awer gutt, datt Entwécklungslänner wéi Indien oder China zum Beispill kënnen derbäi sinn. D'Aussiichte sinn awer och schlecht, datt d'Amerikaner net derbäi sinn. Mä do schéngt sech jo awer een Drock vu bannen aus dem Land auszemaachen, sou datt een do net all Hoffnung muss opginn.

Ech muss soen, datt et d'Europäesch Unioun war, déi dorop gehal huet, datt an der nächster Engagementsperiod nach méi streng Engagementer musse geholl ginn. Dëst gouf décidéiert ënner Lëtzebuerger Présidence, an eisen Ëmweltminister kann eis vläicht Explikatiounen herno doriwwer ginn, wéi Lëtzebuerg nach méi streng Engagementer zu deem, wat mer haut hunn, an Zukunft ka konfrontéieren.

Dat, wat och décidéiert oder bestätegt ginn ass, dat sinn d'Accordë vu Marrakesch, déi a sech de Länner virginn, oder de Parteie virginn, wéi ee mat deene flexibele Mechanismen ëmgeet. Finalement ass dann och festgehale ginn, fir déi, déi déi Engagementer net respektéieren, datt solle Strofen agefouert ginn.

Fir Lëtzebuerg bedeiten dës dräi Décisiounen a sech, datt mer gehale sinn, eist Engagement, wat mer zu Kyoto vu -28% geholl hunn, ze respektéieren. Ech kommen net méi op dat zréck, wéi et dozou komm ass. Ech mengen, 2001 hu mer d'Gesetz hei gestëmmt, mat deem de Kyoto-Protokoll dann an eisem Land hei ëmgesat ginn ass. Et géif eis och direkt erëm zréck an de Beräich vun der Polemik féieren, an et bréngt eis sécher net virun, wa mer versichen hei een deem aneren d'Schold zouzeweisen.

Domat, wéi gesot, musse mer eis Engagementer respektéieren a wëssen och zanter elo, datt, wa mer déi Engagementer an der Period vun 2008 bis 2012 net wäerte respektéieren, mer d'Gefor lafen, Strofen ze kréien. Déi Strofe gëllen net eleng fir eis – dat ass vläicht en Trouscht –, mä och fir all déi aner, déi d'Engagementer net respektéieren, an et sinn der net wéineg, bal all. Dat ass awer nëmmen den Trouscht.

Mä dat, wat zu Montréal diskutéiert ginn ass, gëtt eis awer och d'Méiglechkeet, fir op flexibel Mechanismen zréckzegräifen, flexibel Mechanismen, déi mer elo versiche mat engem Gesetz deemnächst hei a Lëtzebuerger Législatioun ëmzesetzen.

Bon, déi Aktualitéit wier a sech duergaangen, fir de Sujet hei ze diskutéieren, wier dunn net och nach dem Wirtschaftsminister seng Ausso derbäikomm, deen Aussoen dobausse gemaach huet, déi ech elo net hei wëll kommentéieren, iwwer Atomstroum, déi a sech guer näischt mam Kyoto-Protokoll awer ze dinn hunn, well souwisou hunn d'Parteie sech jo engagéiert, datt all Efforten um Niveau vum Atomstroum net zu de Reduktiounen dierfe gëllen. Dat géif Lëtzebuerg och absolut guer net virunhëllefen, wa mer och elo nach géifen eng Atomzentral hei zu Lëtzebuerg bauen. Dat géif eis an der Kyoto-Problematik kee Millimeter virubréngen.

Den Här Krecké, de Wirtschaftsminister, huet awer och gesot, wéi hien dat liest, datt mer déi Engagementer, déi mer am Kader vum Kyoto-Protokoll geholl hunn, kaum kënne respektéieren, an et huet een a senge Wierder awer e bësse Verzweiflung konnte liesen, vläicht e bëssen Defätismus. Et hätt een a sech kënne vun him e Constat verlaangen, datt et dach relativ schwéier ass, dat do ze erreechen. Op där anerer Säit hätt awer vläicht kënnen e Signal vun him ausgoen, wou hien a sech seet: Hei kommt, mir strëppen d'Äermel erop a mir versichen awer alles ze maachen, wat eis méiglech ass. Ech weess jo dann, wéi wäit den Ëmweltminister déi Vuen do deckt, datt et praktesch onméiglech ass, eis Engagementer ze respektéieren oder net.

Wann een d'Chifferen allerdéngs liest, da kann et engem bal Angscht ginn. Mir hunn a sech opgrond vun deem, wat mer zegutt hunn, an opgrond vun deem, wat mer wëssen, hei an der Period vun 2008 bis 2012 45 Milliounen Tonnen zegutt, déi mer kënnen ausstoussen. Mir sinn elo, wann ech dat richteg gelies hunn, op 13 Milliounen Tonnen, a wa mer dat och nach géifen halen, wat mer dann dëst Joer verbrauchen, da wiere mer op praktesch 65 Milliounen Tonnen, déi mer géife brauchen. Et géifen eis also 20 Milliounen Tonne fir d'Period vun 2008 bis 2012 feelen.

Mä wann een do dann de Wirtschaftswuesstum a sech nach derbäirechent, dee mer jo an allen Hypothéiken ëmmer matrechnen, da leie mer éischter méi no bei 75 Milliounen Tonnen, déi mer géife brauchen. Et feelen eis also zwëschent 20 an 30 Milliounen där Tonnen, fir an deene Joren do iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi gesot. A wann näischt sech géif änneren an nach alles esou wier, wéi et elo ass, dann hätte mer déi schonn Enn 2009, ufanks 2010 opgebraucht.

Dat heescht, mir hunn a sech véier Joer Zäit, fir där Situatioun hei entgéintzewierken, a wann een dat dann einfach emol esou liest, ech mengen, da musse mer awer heibannen eens sinn, datt d'Situatioun op d'mannst an deem Domän do relativ eescht ass an datt mer eis awer misste seriö domat beschäftegen, finalement hei zu Resultater ze kommen.

Et versteet een dann och déi Verzweiflung, déi den Här Krecké hei zum Ausdrock bruecht huet, zumol wann een dann emol nach déi Diskussioune vun de leschte fënnef Joer noliest, wou allze oft hei vu ganz ville Leit, virun allem aus den eegene Reie vum Ëmweltminister a vum Wirtschaftsminister, gesot ginn ass, datt mer dat mat nationale Mesurë misste maachen, da mengen ech kritt den Här Krecké ëmmer méi Recht fir ze soen, datt et praktesch onméiglech ass, dat hei ze realiséieren.

Den Ëmweltminister, do weess ech net, wéi hien dat gesäit, ob hien nach doru gleeft, datt do alles mat nationale Mesuren ze maachen ass, sou wéi den Här Bodry dat während fënnef Joer hei gepriedegt huet. An ech géif och wierklech dorop verzichten, dat hei virzeliesen, wat den Här Bodry déi lescht fënnef Joer hei vu sech ginn huet, well soss wiere mer och erëm an der Polemik dran, an ech mengen, déi brauche mer net méi hei.

Datt et ganz schwéier ass, mat nationale Mesuren hei ze operéieren, dat seet deen Här Ewringmann eis, deen eisen nationalen Allocatiounsplang gemaach huet a mat deem mer jo wëlle viruschaffen, fir dee Problem hei ze léisen. Hie seet, et wieren eng Partie Aspuerunge méiglech bei der Isolatioun vu Gebaier, öffentleche Gebaier, private Gebaier oder gewerbleche Gebaier; duerfir misste mer awer och e sensibelen Effort maachen, fir déi al Gebaier ze isoléieren. Déi nei missten no neie Standarde gebaut ginn.

Or, wann ee weess, datt mer nach ëmmer mat enger uraler Wärmeschutzverordnung hei fueren, datt mer eis net eens sinn, wéi mer de Leit wëllen hëllefen, fir ze isoléieren, ob Carnet de l'habitat, Carnet de l'énergie oder wat och ëmmer. Ech mengen, den Här Boden, deen ass schonn zéng Joer amgaang un deem Carnet de l'habitat hei ze dokteren, hien ass nach kee Millimeter méi wäit komm.

Ech weess och net, ob mer bereet wieren, déi Dampgasturbin zouzemaachen, mat 1,3 Milliounen. Wa mer eis awer schonn eens wieren, datt mer déi ni méi géife bauen an dee Feeler emol géifen zouginn, dat wier jo awer och scho vill. Bei erneierbaren Energië maachen d'Leit gär mat, wa si nach eppes erauskréien, ech mengen dat huet d'Fotovoltaik bewisen. Sou datt ech awer mengen, datt eise Spillraum bei den nationale Mesuren, op jidde Fall op deem Niveau, wou technesch Moossnamen ze maache sinn, relativ kleng ass.

Et bleift also de Verkéier. Fir am Verkéier awer iwwerhaapt kënnen ze diskutéieren, misste mer d'Donnéeën um Dësch hunn. Mir hate probéiert déi lescht fënnef Joer, um Niveau vun der Ëmweltkommissioun ze versichen, Donnéeën hei ze kréien; dat ass e Gebitt, dat am Beräich vun der CSV läit. Beim Finanzminister an der Zwëschenzäit ass et jo och praktesch eng finanziell Fro, dee ganze Kyoto-Protokoll.

Mä ech muss soen, hei gëtt geknausert. Ech si mer bewosst, datt et schwéier ass, déi Donnéeën op den Dësch ze leeën, well dee ganzen Zingelabumm vun den Accisë jo mat de Belschen ofgerechent gëtt, mä ech mengen, fir awer kënnen ze soen, ob mer kënnen am Verkéier an um Niveau vum Bensin awierken, missten awer déi Donnéeën hei op den Dësch kommen, soss léisst sech ganz schwéier heiriwwer diskutéieren. Duerfir wollt ech den Ëmweltminister froen, ob dat do och a sengem Beräich ass oder en Deel ass vu senger Potenzialitéitsetüd, déi hien elo an Aussiicht gestallt huet.

Géife mer et net fäerdeg bréngen, um Niveau vum Bensin Reduktioune virzehuelen, da bleiwen nach just déi flexibel Mechanismen, déi ee vun elo u ka kafen an déi an der Period vun 2008 bis 2012 kënnen ugerechent ginn, mä och dat kascht an och do musse mer wëssen, wéi mer déi bezuelen. Kënne mer déi zum Beispill nom System oder nom Prinzip vum Pollueur-payeur bezuelen an eng Tax, zum Beispill um Niveau vum Bensin oder vum Diesel, aféieren, ouni den Différentiel vläicht a Fro ze stellen, fir dat do kënnen ze bezuelen? Et bleift dann och nach ëmmer d'Fro, wéi vill datt mer mat de flexibele Mechanisme kënnen erreechen, ob mer 50% kënne gebrauchen, 60% oder 70% oder manner.

Ech mengen, hei misst den Ëmweltminister eis opgrond vun deenen Diskussiounen, déi um europäeschen Niveau lafen, vläicht kënnen Opschloss ginn, ob hei Verhandlungsspillraum dran ass fir eis oder net, wéinst eiser atypescher Situatioun, déi mer hei hunn, an ech wëll de Minister einfach froen, awéiwäit datt mer sinn, fir eis Gedanken ze maachen iwwert de Gebrauch vun deene flexibele Mechanismen, ob dat „emission trading" ass, en „clean development"-Mechanissem oder awer och „joint implementation". Mir wësse jo vun engem Projet am Salvador. Do gëtt et nach aner Projeten och um Niveau vun „joint implementation", wou mer amgaang sinn.

D'Fro, déi sech stellt, wa mer op „clean development"-Mechanismen iwwerginn, déi jo gréissstendeels an den Entwécklungslänner solle stattfannen, ass, ob den Ëmweltminister dat wëllt selwer maachen, ob zum Beispill virgesinn ass, fir eis national Entwécklungsagence, d'Lux-Development, do mat eranzehuelen.

Wéi wäit kéint een de Kooperatiounsminister do mat abannen, fir dës Problematik ze léisen? A wéi wäit kéint een de Wirtschaftsminister hei mat abannen, fir zum Beispill no Betriber am Ausland ze kucken, déi spezialiséiert sinn an Ëmwelttechnologien, well fir déi Investitiounen an Drëttlänner ze maachen wier et jo gutt, wann déi vu Lëtzebuerger Entreprisë géife gemaach ginn?

Dat sinn alles Froen, déi mer jo awer relativ schnell mussen diskutéieren, well, wéi gesot, mer vum nächste Joer un op d'flexibel Mechanismen, op d'mannst op „clean development"-Mechanisme kënnen zréckgräifen, fir da kënnen iwwert dee Wee eis Engagementer ze respektéieren. Fir mech ass dee Sujet vun de flexibele Mechanismen net nei.

Da kommen ech zum Schluss scho vum Rapport. 2001 hunn ech drop higewisen, datt ee sech nu wierklech Gedanken iwwert dat Thema do soll maachen, an ech hat e relativ grousst Kapitel a mengem Budgetsrapport 2002 zum Budget vun 2003 doriwwer geschriwwen. Ech weess net, ob mer an der Zwëschenzäit elo méi wäit virukomm sinn oder net, mä eent steet op jidde Fall fest: Haut kréie mer dat net an allem diskutéiert, mä mer kréien d'Geleeënheet jo awer deemnächst, wa mer dat Gesetz, déi europäesch Direktiv, wat de Gebrauch vu flexibele Mechanismen hei an Europa regelt, ëmsetzen, eis vläicht e bësse méi laang doriwwer ze ënnerhalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den éischte Riedner ass den Här Marcel Obwerweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren.

De Protokoll vu Kyoto rifft bei munche Leit déckt Kappzerbrieches ervir. Firwat? Well se d'Käschte fäerten, déi op ons zoukommen. Mä fir ganz vill Leit – an dat ass d'Mehrheet mëttlerweil – fänkt eng ganz grouss Chance un, endlech eppes géint de Klimawandel ze maachen. D'Temperaturerhéijung vun der Atmosphär ass eng direkt Konsequenz vun den Treibhausgasen.

D'Auswierkunge vun dem Klimachangement erleiden awer hautdësdags déi schonn, déi am mannsten dofir kënnen: d'Drëttweltlänner. An hei weisen d'Wëssenschaftler dorop hin, dass och mëttlerweil Europa seng éischt Konsequenzen ze spiere kritt, an dat wäert passéieren am schlëmmste Fall, andeem eis de Golfstrom kéint kippen. Dat war schonn do, dat ass net nei. An d'Unzuel vun de Stierm wäert och klammen. Dat erliewe mir dann am Nordweste vun Europa ganz dramatesch.

D'Klimakonferenz zu Montréal huet dräi kloer Décisioune getraff: D'flexibel Mechanismen trieden a Kraaft; d'Industrielänner mussen doriwwer nodenken, no der Period 2012 nach weider ze reduzéieren – bis 2050 ëm 60%, dat ass net näischt; an dat Land, dat seng Reduktiounszuel net erreecht, dat gëtt da mat Strofe beluecht. Ech hoffen, mir sinn net derbäi.

An de leschte Joren huet d'Industrie eng staark Reduktioun vun hiren Treibhausgasen duerchgefouert. Leider musse mer feststellen, dass dat awer an den Haushalten, an de Gebaier an notamment am Verkéier net méiglech gewiescht ass, au contraire, mir sinn do total aus dem Rudder gelaf. Et goufen awer courageis Mesuren ergraff, an dat speziell bei den erneierbaren Energien, an do sinn déi éischt Resultater ganz villverspriechend.

Déi nei Regierung huet dann och déi zwee Reglementer iwwerschafft an huet eng ganz Rei vun neie Mesuren ergraff, an dat dann nach speziell am Beräich vun der effizienter Energienotzung, der Biomassnotzung, der Albausanéierung a speziell, dat ass nei, an dem Bau vu Passiv- an Niddregenergiehaiser. Duerch déi nei Wärmeschutzverordnung, déi mer elo deemnächst wäerten hunn – bis 2006 muss se jo ëmgesat ginn –, kann een dovun ausgoen, dass mer an deenen nächste Joren honnertdausende vun Tonnen CO_2 aspueren an doniewent awer och dem Handwierk eng grouss Chance ginn, sech do eranzeknéien.

Interessant ass Folgendes och: Mir schwätzen ëmmer vum Dräi-Liter-Auto, wat e Wonschdenken ass, awer kënnt. Esou musse mer och op dat higoe vun engem Dräi-Liter-Haus. Dat heescht, e Verbrauch vun thermescher Energie vun 30 Kilowattstonnen op dem m^2 op d'Joer.

Duerch d'Cogénératioun produzéiere mir hei am Land massiv elektresch Energie an och Wäermt mat engem héije Rendement. Leider gëtt dat ons ugerechent. Wa mer awer elo nei Heizzentrale baue wëllen an och Nowäermenetzer, sollte mer spezifesch do op d'Biomass, an hei speziell op Holz, zréckgräifen. Doniewent sollte mer d'Kombinatioun maachen: Sonn iwwer Solarkollektoren an Holz.

Mir mussen awer staark op den öffentlechen Transport setzen, wa mer iwwerhaapt de sou genannte „modal split" erreeche wëllen. Der Eisebunn fält hei eng ganz grouss Roll zou. Dozou brauche mer awer och d'Hëllef vun onse Pendler, ouni déi dat net geet.

Et ass hei scho gesot ginn: Wa mer et ausrechnen, kënne mer am schlëmmste Fall 2012 bei 14 Milliounen Tonnen CO_2 leien a mir dierfen der nëmmen néng emettéieren. Dat heescht, fënnef Millioune sinn ze vill driwwer. A wann ee bedenkt, dass mer hautdësdags bei 27 Tonnen CO_2 op de Kapp leien, da kënnt Der Iech virstellen, wéi vill mer musse reduzéieren!

Mir sollen awer ophalen hei, Scholdzouweisungen ze maachen. Dat bréngt jo alles guer näischt. Et

huet och guer kee Sënn, d'Ëmwelt géint d'Wirtschaft ëmmer auszespillen. Béid Partner, Wirtschaft an Ëmwelt, sinn zwee Elementer vun därselwechter Medail.

Mir musse ganz einfach eis Hausaufgab elo resolut ugoen a probéieren, eis Aufgab ze erfëllen, an ech denken, grad do kann den effektiven Tanktourismus, wa mer deen an d'Diskussioun bréngen, eng Roll spillen.

Ech hunn et scho gesot, d'Dramatik dobaussen ass ganz grouss un der Klimafront. D'Wëssenschaftler hunn et an de leschten Etüden ervirgehuewen: 2005 war dat wäermste Joer vun den Opzeechnungen zënter 1861.

Une voix.- Neen?!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An 2006 kann nach méi schlëmm ginn. Éischt Tendenze si schonn do. D'Konsequenzen erleide mir, an nach vill méi schlëmm ons Kanner an ons Kandskanner. Et ass eng Tatsaach, dass d'Mënschen an der Drëtter Welt am meeschten dorënner leiden.

Leider musse mer och feststellen, dass vill Leit an eise Géigenden dat iwwerhaapt net interesséiert.

Mir mussen also dorop higoen, dass mer déi flexibel Mechanismen – si sinn ugesprach ginn hei – elo asetzen. Dat kann den „joint implementation" sinn oder awer den CDM. D'CSV-Fraktioun wëllt sech awer enger Diskussioun net verschléissen, wa mer doriwwer nodenke wëllen, wéi mer dat kënne maachen, de Klimaschutz an och d'Drëttwelthëllef beieneen ze kréien.

Dat brauch seng Zäit, an déi Zäit muss räifen. Mir sollen awer doriwwer nodenken. De sou genannte Mechanissem fir eng nohalteg Entwécklung kann hei vill hëllefen.

Mir mussen eng Visioun entwéckelen, wou mer eng Strategie bis 2012 op d'Bee setzen, an déi soll mat vill Courage gedroe ginn. Aus deem Haus hei eraus muss no baussen déi Strategie entwéckelt ginn, dass d'Mënschen dobaussen och verstinn, wat mer hei mengen.

M. le Président.- Dir musst zum Schluss kommen.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo, Merci, Här President.

Dee Bewosstsinn ëm de Klimawandel muss bei eis e Mentalitéitswandel ustoussen.

Erlaabt mer zum Schluss e Saz ze soe vum Saint-Exupéry. Hien huet gesot gehat: „Mir hunn dës Welt net vun onsen Eltere geierft, mä nëmme vun onse Kanner geléint." An dat bedeit ganz einfach en Engagement. D'CSV-Fraktioun wëllt sech hei integral erabréngen, well et geet jo hei ëm ons Kanner an och d'Kanner aus der Drëtter Welt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, d'UNO-Konferenz zu Montréal am Dezember 2005 huet eemol méi verdäitlecht, dass am Post-Kyoto-Zäitalter no 2012 de Klimaschutz nach weider verstäerkt gëtt, a wou de Premierminister vu Kanada e globaalt Gewësse vun alle Länner gefuerdert huet, a wou et elo un der Zäit wär, dorop ze lauschteren.

De Kyoto-Protokoll ass de 14. Dezember 2004, also genau virun engem Joer, an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Vun elo u kaschten ze vill CO_2-Emissiounen de Statsbudget Suen. Domat ass d'Regierung opgefuerdert, ze handelen, an net ze diskutéieren, ob oder ob net.

Mir hunn eis am Kader vum Kyoto-Protokoll engagéiert, bis an d'Joer 2012 d'Emissioune vun eisen Zäregaser, haaptsächlech vun CO_2, op den Niveau vun 1990 zréckzeschrauwen. 1998 hu mir gemengt, dat wier kee Problem fir eist Land. Dëst gouf an der Chamber eestëmmeg ugeholl an enger Motioun mat enger Reduktioun vun den CO_2-Emissioune vun 30%.

Jiddfereen heibanne weess och, firwat dat esou war. Duerch d'Ëmstellung vun den Héichiewen op modern Elektrostolwierker huet sech eise Kyoto-Bilan um Niveau vun den Emissiounen, déi vun der Industrie stammen, drastesch verbessert. An der Industrie, wou den Energieverbrauch als Käschtefaktor betruecht gëtt, spillt d'Energieeffizienz haut schonn eng wichteg Roll. D'Industrie ass vu 7,21 Milliounen Tonnen CO_2 vun 1990 op 2,6 Milliounen Tonnen am Joer 2004 zréckgaang a ka Mission accomplie mellen. Sou dass een net ka soen, et kéint ee keng Industrië méi hei op Lëtzebuerg huelen. Doriwwer muss sech nach ëmmer diskutéiere loossen.

Am Joer 2004 hu mir mat 12,6 Milliounen Tonnen Zäregaser den Niveau vun 1990 nees iwwerschratt. D'Prognos vum Kölner FiFo-Institut weist, dass eis Emissioune riskéieren, nach weider an d'Luucht ze goen, op iwwer 14 Milliounen Tonnen am Joer 2012. Deen déckste Batz vun Emissiounen, d'Halschent ongeféier, geet op de Kont vum Stroosseverkéier, an apaart op de Kont vum Tanktourismus, ouni dee mir eist Kyoto-Zil och haut nach respektéiere kéinten an däitlech ënner néng Milliounen Tonne leie géingen.

An deem Kader wollt ech den Ëmweltminister froen, wéi wäit d'Regierung mat där an der Ëmweltkommissioun initiéierter Etüd iwwert den Tanktourismus ass.

Mä am Transportberäich läit de Problem net eleng beim Tanktourismus. Vum Referenzwäert vun 1990 si mir am Transportberäich vun 2,59 Milliounen Tonnen CO_2 am Joer 2004 op 6,76 Milliounen Tonnen CO_2 an d'Luucht gaang. Do kënne mir nëmmen eppes erreechen, wa mer elo konsequent den öffentlechen Transport ausbauen.

En aneren Deel vu Kyoto, wou mir hei am Land ganz vill Energie spuere kënnen, ass bei de gebailechen Infrastrukturen, sief et bei de Privathaushalter wéi um Niveau vun den Entreprisen oder den öffentlechen Ariichtungen. An de private Stéit hu mir en Aspuerpotenzial, wat op 200 bis 300.000 Tonnen CO_2-Equivalenter d'Joer geschat gëtt. Mir kënne spueren duerch eng besser Isolatioun vun den Haiser, d'Ersetze vun alen Heizungen, zum Beispill duerch Brennwäertkesselen, d'Förderung vun Niddregenergie- a vu Passivhaiser, duerch d'Ersetze vun elektreschen Apparater an esou weider.

An dësem Kontext läit d'EU-Direktiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 vir, iwwert d'Performance énergétique des bâtiments. Den Objektiv vun dëser Direktiv ass folgenden: d'Schafe vun enger Rechemethod iwwert déi energetesch Performance vu grousse Gebaier; d'Anhale vun de minimalen Exigenzen a Saachen Energie bei neie Gebaier; d'Anhale vun de minimalen Exigenze bei Renovatioune vu bestehende grousse Gebaier; Zertifikatioun vun der „performance énergétique" bei de Gebaier.

Dës Direktiv misst der EU no bis den 1. Januar 2006 ëmgesat ginn. Hei wollt ech den Ekonomiesminister froen, wéi wäit mer domat sinn, an ob hie rechent, dass dee respektive Projet de loi vun där Direktiv op den Instanzewee geet, fir an nationaalt Recht ëmgesat kënnen ze ginn.

Mir mussen also hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgabe maachen an eis net nëmmen op déi flexibel Mechanisme vu Kyoto verloossen, ënner welcher Form och ëmmer. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei engem Mazoutspräis vu 50 Cent gëtt et en deiere Wanter fir Locatairen, déi mat der Mindestrent an enger schlecht isoléierter Wunneng hiert Liewe verbréngen. Bei engem Bensinspräis vun iwwer engem Euro ass et en deiert Joer gi fir zwee Leit mat Mindestloun, déi wéinst Mangel u guddem öffentlechen Transport op hir Autoen ugewise sinn, fir op hir Schaff ze kommen.

Elo frot Dir mech, Här President: Wat huet dat do da mat Kyoto ze dinn? Abee, mat deenen zwee Beispiller wëll ech illustréieren, dass d'Zäite längst eriwwer sinn, wou Klimaschutz, an domat och d'Energiefro just eng ekologesch Erausfuerderung duerstellen. D'Energiepräisser hu längst eng sozial Dimensioun kritt, a gläichzäiteg kréie se ëmmer méi eng wirtschaftlech Bedeitung. Ëmsou dramatescher fanne mir als Gréng d'Tatsaach, dass déi zwou lescht Regierungen den Dossier Kyoto total ënnerschat a vernoléissegt hunn, an ëmsou onverständlecher ass fir eis och d'Positioun vum Här Krecké, dee behaapt, d'Applikatioun vu Kyoto wier eng Gefor fir eis Wirtschaft an eise soziale Fridden.

Mir sinn der Meenung, Här President, dass genau de Géigendeel de Fall ass. An zéng bis 15 Joer, wann de Baril mindestens bei 100 Dollar wäert leien, da wäerten déi Wirtschaften am beschten dostoen, déi pro produzéiert Unitéit am mannsten Energie verbrauchen, an an zéng bis 15 Joer wäert de soziale Fridden am gréisste sinn an deene Länner, déi mat Zäiten dofir gesuergt hunn, dass e gudden öffentlechen Transport fonctionnéiert an dass d'Haiser den neisten Isolatiounsstandarden entspriechen. An, Här President, vun deene Standarden do si mer de Moment zu Lëtzebuerg nach wäit, ganz wäit ewech.

Dofir plädéieren déi Gréng och weiderhin dofir, fir e Maximum, wierklech e Maximum vun eisen Engagementer heiheem ze realiséieren. A sollt dann an der éischter Period vun 2008/2012 en Deel vun eisen Engagementer wierklech missen iwwer „clean development"-Mechanismen oder „joint implementation" akaaft ginn, da soll dat awer wierklech op en absolute Minimum reduzéiert ginn.

Dat ass an eisen Aen net nëmmen aus moralesch-ethesche Grënn esou noutwendeg, mä och aus ganz egoistesche Grënn. Well wann d'Enn vum bëllegen Uelech-Zäitalter ufänkt – a wann ee ganz e bëssen d'international Press liest, da mierkt een, dass bal all Dag ewell en Artikel an der Zeitung ass, deen eis prophezeit, dass den Uelechpeak, dat heescht, do wou am meeschten Uelech produzéiert gëtt, net méi wäit ewech ass –, da wäerten déi Ekonomie, déi Gesellschaft am beschten dostoen, déi am mannsten Uelech brauchen. An no den Amerikaner si mir de Moment déi Gesellschaft, déi pro Kapp am meeschte fossil Energië verbraucht.

Dofir, Här President, bei Kyoto geet et fir Lëtzebuerg also net nëmmen ëm Klimaschutz, et geet mëttelfristeg och ëm eng wirtschaftlech Produktivitéit a laangfristeg ëm de soziale Fridden. Héich Zäit also, fir ze handelen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Roby Mehlen. Här Mehlen, wann ech gelift.

(M. Lucien Weiler prend la Présidence)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Zur Introduktioun e puer generell Bemierkungen. Et ass vläicht méisseg, déi grondsätzlech Fro nach eng Kéier opzewerfen, ob eppes muss geschéien, fir den CO_2-Ausstouss ze bremsen. Mä et gëtt jo ëmmer nach dobaussen an der Populatioun a Fro gestallt. D'Äntwert kann nëmmen e ganz kloert Jo sinn!

Mir stelle fest, dass de Klimawandel net nëmme kënnt, mä datt e scho voll amgaangen ass. An datt déi Schied, déi all Joer entstinn, uwuessen, datt se gewalteg Dimensiounen unhuelen, och hei an Europa. Den Temperaturustieg ass wesentlech méi héich, wéi en urspréinglech erwaart gi war.

E Rapport vun der IPCC, dem wëssenschaftleche Gremium vun der UNO-Klimakonventioun, ass 1995 nach dovun ausgaangen, datt an dësem Jorhonnert den Temperaturustieg duerchschnëttlech géing ëm 3°C op der ganzer Welt ausweisen. Si sinn haut bei 6°C. Zu wat fir enge Katastrophen datt dat féiert, kënne mer eis haut iwwerhaapt net virstellen, wann ee sech virun Aen hält, datt dat ganzt Äis wäert ofschmëlzen an de Mierespigel dramatesch wäert uwuessen.

D'Klima, Här President, ass eent. Eleng dat misst eis jo forcéieren, esou séier wéi méiglech ze handelen. D'Uelechreserven, a mäi Virriedner huet et just ugeschnidden, sinn en anert. Mir hunn an 100 Joer et fäerdeg bruecht, praktesch d'Halschent vun de Reserven ze verbrauchen, déi et op der Welt gëtt. An deenen nächste 50 Joer, wa mer esou virufueren, ass de Rescht och opgebraucht. An da brauche mer souwisou eng Solution de rechange. Dat heescht, et ass illusoresch fir ze mengen, mir géingen iergendeppes gewannen, wa mer Zäit verléieren.

Kyoto ass déi néideg Konsequenz aus dëser Situatioun. Mä Kyoto kann nëmmen den Ufank sinn! D'Fro ass: Huet Lëtzebuerg sech d'Lat ze héich geluecht? Ech géif soen, aus deemoleger Siicht net! Mer gesinn, datt mer laang Zäit gutt louchen, datt et haaptsächlech déi dräi lescht Joer, duerch d'Uwuesse vun dem Spritverbrauch am Transport, datt mer do erëm iwwert d'Linn erauskommen, an datt mer riskéieren, wäit driwwer erauszeschéissen.

Iwwert den Tanktourismus gëtt dobaussen eng Polemik gefouert: Et wär jo egal, wou géing getankt ginn. Wann dann a Lëtzebuerg géing getankt ginn, géing jo duerfir net manner insgesamt verbraucht ginn. Dat ass zum groussen Deel richteg. Mä wa mer éierlech sinn, musse mer leschten Enns och eisen CO_2-Verbrauch mat Stroumimporter géintrechnen. Dann ass déi Differenz guer net méi esou barbaresch.

Duerfir, Här President, bei allem Versteesdemech, mengen ech, datt eisen Ekonomiesminister falsch läit, wann en do d'Schell zitt, a mengt, dat géing eis wierklech an eng schwiereg Situatioun bréngen, a mir missten alles maachen, fir aus där Kyoto-Verflichtung do erauszekommen. Mir mussen eis Hausaufgabe maachen, grad wéi anerer och. Och wa mer d'accord sinn, datt Lëtzebuerg eleng, an och d'Europäesch Unioun eleng d'Klimaproblematik net léise kann. Leider ass hei während wéinstens zéng Joer geschlof ginn.

D'Tanktourismusrecetten, déi gewalteg sinn, si gebraucht ginn, fir de lafende Budget ze finanzéieren, fir Konsumausgaben ze finanzéieren, an och fir grouss Investissementer a Luxusprojeten, amplaz datt se geholl gi wären, fir eisen CO_2-Ausstouss ze bremsen an eis Bilanz ze verbesseren. Mir hu vill Geld investéiert an eng deier Fotovoltaiktechnik, déi schrecklech deier ginn ass, awer wéineg effizient, praktesch null Effizienz an der CO_2-Bilanz. Hätte mer mat deem staatlechen Opwand d'Energieeffizienz an aner erneierbar Energië gefördert, da stéinge mer haut besser do. Och d'Investitioun an d'TGV-Zentral zu Esch war eng falsch Investitioun aus där Siicht.

Här President, mer mussen aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren, an an alleréischter Linn d'Energieeffizienz förderen an de Gebaier, bei der Beliichtung, bei den Apparater. De Stat muss do mam gudde Beispill virgoen. Den Transportsecteur ass eise gréisste Problem. Am öffentlechen Transport ass geschlof ginn. Do muss richteg investéiert ginn. Dat, wat elo virläit vu Plangen, ass zum Deel nëmme richteg, muss erëm iwwerschafft ginn.

Mir brauche bei den Autoen a bei de Camione vill méi Effizienz. Et gëtt de Moment wéinstens duebel esou vill Sprit gebraucht, wéi dat normalerweis däerft sinn. Energiespuere muss Prioritéit kréien, an duerno eréischt den Développement vun erneierbaren Energien, woubäi ech dat net wëll ze wäit hannen ustellen.

D'Landwirtschaft huet eng grouss Roll do ze spillen. Mir hate kierzlech e Virtrag bei de Jongbaueren a Jongwënzer, wou e Wëssenschaftler ganz kloer fir d'Waasserstofftechnik plädéiert huet, well dat héchstwahrscheinlech d'Technik vun der Zukunft ass.

Mir sollen eis och net schummen eis Projeten, déi mer an den Entwécklungslänner maachen, déi d'CO_2-Bilanz insgesamt verbesseren, unzerechnen. Mir verwieren eis géint déi Diskussioun, wou mer méi helleg wëlle si wéi de Poopst, an eenzel Saachen dann net wëllen an déi Bilanz do materanzéien. Do musse mer och d'Recht hunn, fir dat ganz materanzebezéien.

Generell, Här President, ass d'Léisung vun der CO_2-Fro d'Erausfuerderung schlichtweg vun der Zukunft. Si ass net konträr zu enger nohalteger ekonomescher Entwécklung, mä se ass eng Chance fir d'Ekonomie, fir eis Zahlungsbilanz a fir d'Schafung vun Aarbechtsplazen. Ekonomie an Ekologie stinn net am Géigesaz zueneen, héchstens de Minister fir d'Ekonomie an de Minister fir d'Ekologie vun dëser Regierung. Si kënnten engem, Här President, Leed doen, wa se sech hire Misär net selwer gesicht hätten. Mä wien „A" gesot huet, Dir Hären, muss och „B" soen.

Mir jiddefalls als ADR ënnerstëtzen d'Regierung op dem Wee, fir d'Kyoto-Ziler ze erreechen, an och doriwwer eraus. Mä fir d'éischt muss d'Regierung hir Hausaufgabe maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

Schwätzt nach ee vun der Regierung?

Une voix.- Neen, hie ganz eleng.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Aktualitéitsstonn gëtt eis d'Geleeënheet, am Numm vun der Regierung kloer ze maachen, dass mer integral an onmissverständlech hannert deenen Zilsetzungen, déi mer eis zu Kyoto ginn hunn, stinn an dass mer an deenen nächste Joren och alles wäerte maachen, fir déi Zilsetzungen ze erreechen.

Ech mengen, hei geet et ëm eis Ënnerschréft an ëm d'Glaubwürdegkeet vun der Ënnerschréft, déi mer geleescht hunn zu Kyoto. Et geet

schlussendlech och, mengen ech, ëm eng Problematik, där mer eis alleguer, an esou hunn ech déi fënnef Riedner hei verstanen, bewosst sinn. Well mir sinn amgaangen heiansdo e bëssen an eisem nationalen Débat ze vergiessen, ëm wat et eigentlech an der Fro hei geet. Nämlech ëm de Klimawandel, an net heiansdo ëm déi – ech soen dat mol e bëssen esou cru – Épiciersdiskussiounen, déi mir eis leeschten.

D'Regierung huet dat an deene leschte Wochen, ech wëll bal soen, an deene leschten Deeg, an enger Rei vu Kontributiounen och kloer gemaach. Net méi spéit wéi bei der siwenter Aktualiséierung vun eiser Kontributioun zum Pacte de stabilité huet d'Regierung zu Bréissel kloer gemaach, dass se déi Zilsetzungen am Rahme vum „burdensharing agreement" um Niveau communautaire integral wäert respektéieren.

An ech géing Iech och verweisen op eis Kontributioun am Rahme vun der Lissabonner Strategie, wou och kloer gemaach gëtt an dem Beitrag 11 vun där Kontributioun, dass mer virun allem drop hiweisen, dass d'Inaktioun am Ëmweltschutzberäich an am Klimaschutzberäich fir d'Ekonomie, fir eis volkswirtschaftlech vill méi Schued wäert uriichte wéi déi Moyenen, déi mer elo brauchen, fir Preventioun an där Richtung ze maachen. Ech mengen, och dat ass relativ kloer.

An deenen Zuelen, déi engem virleien, gëtt et och evident, dass d'IPCC, déi e bëssen de „Kontroll-Panel" um Niveau vum „climate change" ass, kloer gemaach huet, dass d'Käschte vun enger Erhéijung vun der Temperatur ëm 2,5°C hin zu ongeféier 4°C säit der Industrialiséierung géif ongeféier 1,5% bis 2% vum globale BIP duerstellen.

D'Association of British Insurers – dat ass also net Greenpeace – huet nach viru kuerzem kloer gemaach, dass eleng de verursaachte Schued vun den Iwwerschwemmungen an Europa 150 Milliarden US Dollar pro Joer u Käschte wäert provozéieren. Ech mengen, domadder gëtt et kloer, dass mer um Niveau vun eiser Volkswirtschafte mussen oppassen, dass mer d'Inaktioun net vill méi deier bezuelen, wéi wa mer elo versichen eis Ziler, natierlech prioritär duerch national Moossnamen, awer och doriwwer eraus, anzehalen.

Ech wëll dräi kuerz Bemierkunge maachen. Déi éischt, dass et mech wierklech ëmdreift, wat ech virdru gesot hunn, dass mer net méi gesinn, ëm wat et schlussendlech beim Klimawandel geet. Et sinn hei eng Rei vun Entwécklungen aus deene leschte Jore vun de Virriedner kloer gemaach ginn.

2005 war och an Europa eng Period vu Rekordreen um Niveau vun den Alpen, verheerend Iwwerschwemmungen a Bulgarien, eng Hëtzewell an eng Drécheperiod, wéi nach ni gesinn, a Spuenien an a Portugal.

D'Max-Planck-Institut huet klorerweis festgestallt, dass 2005, an de Kolleeg Oberweis huet et scho gesot, dat wuel wäermste Joer iwwerhaapt wäert sinn, an dass bis 2100, wa mer net géigesteieren, mer eng Äerderwärmung wäerte kréie vun 2,5°C bis 4,1°C an en Usteige vum Mieresspigel vun 21 cm bis 28 cm, wat verheerend Folgen op d'Landwirtschaft an och op d'Délocaliséierung vun honnertdausende vu Mënsche wäert hunn.

Net méi spéit wéi virun zwou Wochen huet d'Weltgesondheetsorganisatioun kloer gemaach, dass elo schonn eng Erwäermung vun 0,7°C, a mir sinn an Europa bei 0,9°C an der Tëschenzäit ukomm, pro Joer 150.000 virzäiteg Doudesfäll provozéiert, a fënnef Milliounen Erkrankungen op de Konto vum Klimawandel ginn.

Ech mengen och, dass et dobaussen, ouni elo domadder Iwwerdreiwungen ze maachen, déi et jo sécherlech an där Diskussioun och heiansdo gëtt, eestëmmeg festzestellen ass, dass d'Gletscheren amgaange sinn ze schmëlzen – dat weisen all Fotoen, déi an deene Beräicher gemaach ginn –, dass d'CO_2-Konzentratioun an der Atmosphär nach ni esou héich war, an dass déi global Erwäermung weidergeet. Dëst net zur Kenntnis huelen, wär net nëmmen naiv, mä virun allem irresponsabel. Dëst hunn iwwregens am Juni dëst Joer d'Wëssenschaftsakademië vun alle groussen Industrienatioune festgestallt. Fir d'éischte Kéier hunn deen Text an dee Constat och d'Akademien aus China, aus Indien an och aus Brasilien ënnerschriwwen a matgedroen.

Et gëtt och en Däiwelskrees, an dat ass de Mëtten hei scho gesot ginn, tëschent Aarmut, Ëmweltzerstéierung an Honger. Ech mengen net, dass dat eis kal soll loossen, an och net kal soll loossen déi ongerecht Verdeelung vun den Energieressourcen, wann ee gesäit, dass 20% vun der Mënschheet am Occident 80% vun de Weltressourcë verbrauchen, an dass haut nach e Chinees ongeféier e Véierel vun deem émettéiert, wat mir hei zu Lëtzebuerg pro Awunner an d'Loft eraus émettéieren.

Zweetens, ech mengen, dass et ze vill einfach ass, an de Kolleeg Mehlen huet dat och nach eng Kéier däitlech gemaach, déi -28%, zu deene mer eis verschriwwen hunn, haut dohinner ze stellen als deemools naiv oder als e Feeler. Herno alles besser ze wëssen, dat ass jo bekanntlech ëmmer méi einfach. Et muss een awer vläicht drop hiweisen, an heibanne wäerten déi meescht Kolleeginnen a Kolleegen schonn eng Kéier eng Motioun oder e Gesetz matënnerzeechent hunn, wou déi -28% festgeschriwwe waren. Fir d'lescht war dat den 31. Mäerz 2004 beim Hearing iwwert den éischten Allocatiounsplang. Eng zweete Kéier war dat d'lescht Joer am Dezember, wou mer hei d'Direktiv iwwer Kyoto ugeholl hunn.

De Kolleeg Negri huet zu Recht festgestallt, dass 1997 bei der Diskussioun iwwer Kyoto hei am Haus souguer d'Chamber eng Motioun eestëmmeg ugeholl huet, fir -30% ze fuerderen. Duerfir, mengen ech, wär et gutt, wa jiddfereen hei eng gewëss Bescheidenheet un den Dag leet, fir haut op déi mam Fanger ze weisen, déi deemools d'Ënnerschrëft zu Kyoto geleescht hunn.

Ech wëll och däitlech maachen, dass 2004 an der Diskussioun iwwert den éischten Allocatiounsplang, dat mat eisen Entreprisen, déi ënnert d'Direktiv falen, an engem ganz gudden Dialog an an enger ganz gudder Concertéierung geschitt ass. Ech mengen, et ass keng Entreprise deemools léséiert ginn. An och haut nach hu mer eng Reserv vun 125.000 Tonnen Emissiounen an eisem Allocatiounsplang drastoen. Dat entsprécht ongefëier där neier Walzstrooss, déi mer zu Belval viru kuerzem ageweit hunn.

Ech denken, dass mer eis och d'nächst Joer mat de Betriber zesummesetzen, fir den zweeten Allocatiounsplang, deen da fir 2008-2012 gëllt, virzebereeden an a Partnerschaft mat den Entreprisen zesummen ze maachen, an och zesumme mam Witschaftsminister, deen, mengen ech och kënnen ze soen, déi Ziler vu Kyoto ganz kloer matënnerschreift – och wann en d'Recht huet, an dat respektéieren ech och, fir hinzeweisen, dass et immens schwiereg wäert sinn, fir net ze soen onméiglech, an doriwwer gëtt et keen Zweifel, – dat hunn ech iwwregens op der Ökofoire a menger Ried ganz däitlech gesot –, fir mat rengen nationale Reduktiounen zu deenen Zilsetzungen do ze kommen.

Déi drëtt Bemierkung, déi ech wëllt maachen, sinn d'Ziler. D'Situatioun ass e bësse beschriwwe ginn. Mir wäerte wahrscheinlech am Moment bei ronn 13 Milliounen Tonnen Emissiounen d'Joer leien. Dovunner kann een ausgoen. Dat ass +5% par rapport zu 1990. Mir wëssen, an och dat ass de Mëtte gesot ginn, dass et de Secteur vum Transport ass, net dee vun der Industrie, deen eis déi gréisste Problemer schaaft.

Wann ee gesäit, dass d'Industrie an der Period vun 1990 bis 2004 vu 7,2 Milliounen Tonnen zréckgaangen ass op 2,6, an an deemselweche Rahmen den Transport ëm 54% an d'Luucht gaangen ass, da weist dat, wat eisen eigentleche Problem duerstellt. Duerfir gëtt et eng kloer Rechnung, dass mer wëssen, wa mer 9 Milliounen Tonnen nëmmen däerfen erreechen, dat ass dann -28% par rapport zu der Situatioun vun 1990. Dat heescht, dass mer ronn 5 Milliounen Tonnen d'Joer wäerten dépasséieren. An där Period 2008-2012, déi fir eis déi eigentlech Kyoto-Period ass, heescht dat, dass mer 25 Milliounen Tonnen iwwert där Zilsetzung leien.

Et ass och keen Trouscht Iech ze soen, dass och vill aner Länner an Europa an därselwechter Situatioun sinn. Mir hunn haut +5% par rapport zu der Zilsetzung, mat engem Reduktiounszil vu -28%. Ech wëll Iech soen, dass Éisträich en Objektiv huet vu -13% par rapport zu 1990, an haut bei +16,6% läit; dass Dänemark en Objektiv huet vun 21%, wat also no un eis erugeet, an och haut bei engem Plus steet vu 6,3%; dass zum Beispill Italien en Objektiv huet vu -6%, haut bei +11,6% läit; oder dass Spuenien – an dann halen ech op – bei engem Objektiv läit vun enger Reduktioun vu -15%, an haut läit bei engem Plus vu 40% par rapport zu Lëtzebuerg, déi bei 5% leien. Ech mengen, et ass also wichteg och ze gesinn, dass déi Diskussioun, déi mir hei féieren, net eleng eng Situatioun ass, déi hei zu Lëtzebuerg herrscht.

Mäi Fazit ass also, mir mussen, engersäits aus völkerrechtleche Grënn, well eis déi Ënnerschrëft eppes wäert ass, awer virun allen, well mer der Iwwerzeegung sinn, dass de Klimawandel ee vun de gréissten Défien am 21. Jorhonnert wäert sinn, eng politesch, mä virun allem och eng gesellschaftlech Kraaftustrengung maachen, fir déi Ziler do ze erreechen.

En attendant déi potenziell Studie, déi mer amgaange sinn zesumme mam Professer Ewringmann an dem ifo-Institut auszeschaffen, mengen ech, sinn zéng Piste wichteg, un déi mer an deenen nächste Wochen, Méint a Jore musse schaffen.

Déi éischt Pist ass ouni Zweifel déi vum Wunnengsbau. Si ass hei de Mëtteg scho gesot ginn, e Programm fir den Assainissement énergétique vun de Gebaier, d'Promotioun vun den Niddregenergiebauweisen. Ech kann hei soen, dass deen neie Förderprogramm op e ganz groussen Echo, besonnesch am Beräich vun Niddregenergie- a Passivhäiser, amgaangen ass ze stoussen.

Mä, ech mengen och, dass d'Gemengen eis mussen hëllefen, fir Virgabe bei der Planung vu Lotissementer all am Rahme vun hire P.A.G.en ze maachen, fir hei Standarden am Niddregenergieberäich musse festzeleeën. Dat wëlle mer an deenen nächste Wochen och mat de Gemengen diskutéieren, souwäit et och kloer ass, dass déi zwou Direktiven iwwert d'Performance énergétique an déi vun der Wärmeschutzuerdnung vum Wirtschaftsminister ufanks 2006 virgeluecht ginn, fir zu enger Ëmsetzung dann ze kommen.

Zweetens ass et wichteg, am Beräich vum Energiespueren all Ustrengungen ze maachen, zesumme virun allem och hei mat de Gemengen.

Drëttens wäert et wichteg sinn d'Partnerschaft mat de Betriber ze sichen. Net nëmme bei dem zweeten Allocatiounsplang, mä ech mengen och bei den Energie-Auditen, oder bei den Accord-volontairen, déi et an deem Beräich gëtt. Workshoppen, déi mer amgaange sinn ze maache mat der OAI, mat der Federatioun vun den Industriellen a vun den Artisanen, weisen, dass et hei e ganz grousse Besoin u Formatioun an u Weiderbildung gëtt.

Véiertens, d'erneierbaren Energien, wou mer méi gesat hunn an deem neie Regime op thermesch Anlagen, well déi eis an der Kyoto-Bilanz och tatsächlech eppes bréngen.

Mä, ech mengen, et gëtt och déi Potenzialen um Niveau vun der Strategie. An hei mengen ech, fënneftens, dass mer am IVL all Plansectorielë mussen och der Zilsetzung vum Klimawandel ënnerleeën. Souwuel, wa mer iwwert de Plan sectoriel „logement" schwätze wéi iwwert dee vum Transport, muss et kloer sinn, dass mer d'Zilsetzungen dann och där Zilsetzung vun 28% Minus mussen ënnerleeën. Am Plan sectoriel „logement" geet et also net nëmmen drëm ze kucken: Wuer kënne mer weider bauen? Mä et geet och drëm: Wéi wëlle mer an Zukunft bauen? An ech mengen, dass déi Froen da wichteg sinn.

Sechstens ass deen Aarbechtsgrupp, deen ugefaangen huet ze schaffen iwwert d'Taxatioun vun den Autoen, wou et elo drëm geet no Schadstoffemissiounen ze taxéieren, an net méi no Kubikgréissten.

Siwentens, natierlech dee vun der Promotioun vun dem öffentlechen Transport.

Aachtens, déi Diskussioun, an ech mengen, hei kéint ech dem Här Calmes soen, dass den Institut vum Här Ewringmann amgaangen ass all Donnéeën zesummenzeleeën, fir iwwert dee sou genannten Tanktourismus eng Analys ze maachen, an och ze kucken, wat fir eng Diskussiounen an Décisioune mer mëttel- a laangfristeg doraus kënnen zéien.

Néngtens sinn natierlech d'Utilisatioun vun de flexibele Mechanismen, CDM- an „joint implementation"-Projeten.

Et ass hei gesot ginn, am El Salvador si mer amgaangen deen éischten hei fir Lëtzebuerg esouzesoen op der Bourse ze kafen, wéi dat haut geschitt. An ech géing virun enger liichtfankeger Diskussioun warnen, fir elo eis Beiträg am Rahme vu Kyoto ze verwiesselen an ze vermësche mat dem Beitrag, dee mer leeschte fir eis Entwécklungshëllef. Dat ass net gutt méiglech, fir net ze soen iwwerhaapt net méiglech, fir hei praktesch eng duebel Berechnung ze maachen.

Et geet net dorëm an d'Regierung denkt net dorunner, fir iwwert dee Wee hei elo eis Entwécklungshëllef erofzesetzen. Wat mer kënne maachen a wat mer haut scho maachen – an der Direktiv ass dat jo décidéiert ginn –, dat ass, dass am Comité vum Kyoto-Fong och Vertrieder vun der Kooperatioun do derbäi sinn, fir dass mer eis um Terrain géigesäiteg kënnen hëllefen. Mä ech mengen, mir mussen an deem, wat mer als Beitrag leeschten, net eng Vermëschung maachen an dass dat liichtfankeg an och net richteg wär.

A schlussendlech als zéngte Pist ass d'Participatioun u multilaterale Fongen. Mir hunn dofir zwou Misë gezeechent an Héicht vu 15 Milliounen US-Dollaren insgesamt bei der Banque mondiale fir dat ze maachen.

Ech mengen, dat sinn zéng Pisten, souwuel där nationaler wéi där dobaussen um Niveau vun de flexibele Mechanismen, déi eis wäerten erlabe weiderzekommen. Ech mengen awer virun allem, dass et dorëm geet eng gemeinsam Strategie, eng gemeinsam Zilsetzung ze hunn, fir déi -28% ze erreechen. Net wéinst eisen – wann ech dat nach eng Kéier däerf soen – Épiciersdécisiounen an -diskussiounen, mä um Niveau vun dem Klimawandel, well mer mengen, dass dat eng reell Gefor ass fir d'Mënschheet a virun allem fir déi zukünfteg Generatiounen.

Mir sollten elo un d'Ëmsetzung goen a mir sollte profitéieren elo gläich an der Kommissioun an dann och hei am Plenum, wéi den Här Calmes et gesot huet, wa mer bei d'Ëmsetzung vun der sou genanntener Linking-Direktiv, wou den Avis vum Conseil d'État elo virläit a wou mer d'Ëmsetzung vun där Direktiv an nationaalt Recht maachen, hei kënnen ze diskutéiere fir weiderzekommen, ze agéieren an zwar – wéi den Här Oberweis et gesot huet – resolut ze agéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun an dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5146 iwwert d'Fleegeversécherung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, et si bis elo ageschriwwen d'Madame Stein, den Här Wagner, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

Voilà, d'Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert.

Huelt Iech Är Zäit.

(Brouhaha général)

Voilà, ech bieden ëm Opmierksamkeet fir d'Rapportrice.

3. 5146 – Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Entschëllegt, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et haut mat engem wichtege Gesetz ze dinn, et geet hei nämlech ëm Adaptatiounen, déi mer virhuelen, zum Fleegeversécherungsgesetz.

„D'Aféierung vun der Fleegeversécherung ass sécherlech fir d'sozial Sécherheet zu Lëtzebuerg en historesche Schratt", mat dëse Wierder huet de 26. Mee 1998 den deemoolege Rapporter Lucien Lux säi mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet fir d'Aféierung vun der Fleegeversécherung ageleet.

D'Aféiere vun dësem neie Pilier vun der Sécurité sociale kann een effektiv als historesch bezeechnen. D'Kritiken an d'Polemiken, déi de Projet deemools ervirgeruff huet an déi sech vläicht aus deem politesche Kontext eraus erkläre loossen – ëmmerhi stounge mer ganz kuerz viru Wahlen –, goufen eigentlech Lige gestroft. Well haut, sechs Joer méi spéit, no éischte Kannerkrankheeten, mä och no enger ganzer Rëtsch vun Diskussiounen, Consultatiounen a Concertatiounen, kënne mer soen, dass eis Fleegeversécherung gutt fonctionnéiert an dass d'Grondprinzipien zu kengem Moment a Fro gestallt goufen.

De Projet de loi 5146 war d'Geleeënheet, fir e Bilan ze zéien, fir verschiddentlech op eenzel Kritikpunkten anzegoen, awer och a virun allem fir déi néideg Adaptatioune virzehuelen.

D'Gesetz iwwert d'Assurance dépendance vum 19. Juni 1998 ass – wéi Der all wësst – den 1. Januar 1999 a Kraaft getrueden. Wéi ofgemaach huet déi deemooleg Ministesch vun der sozialer Sécherheet, d'Mady Delvaux-Stehres, schonn am Mäerz datselwecht Joer en éischten Tëschebilan gezunn, deen am Abrëll 1999 hei an der Chamber diskutéiert gouf. Zwee Joer méi spéit gouf dann no Consultatioune mat den implizéierten Acteuren e globale Bilan gezunn, deen dann och uganks Mee 2001 hei an der Chamber debattéiert gouf.

Déi verschidde Remarquen a Kritike sinn dunn an de Projet de loi 5146 agefloss, deen den 20. Mee 2003 deponéiert gouf. Am Laf vun de leschte Méint huet de Minister vun der sozialer Sécherheet de Projet duerch eng Rei Amendementer nogebessert an d'Chamberskommissioun huet no de Stellungnahme vun de Chambres professionnelles a vu verschiddene concernéierten Acteuren – ënner anerem hu mer och d'COPAS bei eis an d'Chamber geruff, d'Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes – eng weider Serie vun Amendementer an der Kommissioun ugeholl.

Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass et am Nachhinein schonn e bëssen erstaunlech ass, wéi d'Opmierksamkeet fir esou e wichtegt Gesetz wéi d'Fleegeversécherung an de Wëllen, fir permanent um Ball ze bleiwe mat deem Gesetz, wann et ëm d'Fro geet, ob ee misst nobesseren, op eemol an de leschte Joren zimlech ofgeholl huet. Mir wëllen heimadder eis Hoffnung ausdrécken, fir dass mer an deenen nächste Joren nach hei mam Minister kënnen iwwert d'Fleegeversécherung diskutéieren. Mä et ass am Fong schonn anticipéiert, well de Minister huet schonn an der Kommissioun dorop geäntwert, dass mer an deenen nächste Joren hei nach méi oft kënne mat him zesummen iwwert d'Fleegeversécherung diskutéieren a kontinuéierlech, falls et noutwendeg ass, Adaptatiounen duerchzéien an och Diskussiounen iwwert dëst Gesetz hei féieren.

Dir sidd sécherlech mat mer d'accord, dass dëse wichtege Pilier vun der sozialer Sécherheet hei zu Lëtzebuerg et derwäert ass, dass d'Chamber sech regelméisseg domadder befaasst an och regelméisseg um Ball bleift.

Wéi scho gesot, goufen a gi weder d'Grondausriichtung vun der Assurance dépendance nach déi véier Grondprinzipien, déi och fir eis an der Diskussioun maassgeeblech bliwwe sinn, bei allen Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, a Fro gestallt.

Et sinn dëst: Éischtens, d'Prioritéit vun der Rehabilitatioun virun der Prise en charge vun der Dépendance; zweetens d'Prioritéit vum Maintien à domicile virum Placement an enger Institutioun; drëttens d'Prioritéit vun den Naturleeschtunge virun de Geldleeschtungen; a véiertens d'Kontinuitéit vun der Prise en charge.

Wat d'Detailer vum Projet ugeet, sou muss gesot ginn, dass et sech ëm wichteg Ëmännerungen an Adaptatiounen dréint, déi zum Deel ganz technesch sinn, dofir awer net manner wichteg, wat déi betraffe Leit um Terrain ugeet, an och virun allem wat déi concernéiert, déi mat deene fleegebedürftege Persounen am Alldag ze dinn hunn, ugeet.

Ech wëll op dëser Plaz als Rapporteur net op all eenzelnen Detail vun dësem Projet agoen, dat ka jiddfereen, dee sech dofir interesséiert, nach eng Kéier noliesen, well mir hunn eis wierklech an der Kommissioun mat all deenen Detailer befaasst a si och zu Pabeier bruecht, sou dass si och am schréftleche Rapport nogelies kënne ginn, mä just op e puer Haaptpunkten, op e puer Haaptzich vun dësem Projet de loi.

An deem Zesummenhang ass un alleréischter Plaz de Volet vun der Qualitéit ze nennen, déi eng zentral Roll an dësem Projet spillt.

Virgesinn ass d'Kreatioun vun enger Commission de la qualité des prestations. Dat ass ganz wichteg, well hir Roll wäert et sinn, fir d'Referenzstandarden auszeschaffen, fir Normen ze definéieren, deenen d'Leeschtungen, d'Hëllef an d'Fleeg, mä awer och déi technesch Hëllefen oder d'Adaptatioune vum Logement sollen entspriechen. Dës Kommissioun huet also eng virrangeg wëssenschaftlech Missioun.

D'Kontroll, ob dës Normen am Prakteschen och agehale ginn, gëtt vun der Cellule d'évaluation et d'orientation iwwerholl.

An do derniewent fonctionnéiert och weider d'Commission consultative, déi éischter méi eng politesch Vocatioun huet. Erhale bleift awer och – an dat ass wichteg ervirzeträichen, well si huet eng ganz wichteg Funktioun – d'Action concertée, dat ass e Comité de pilotage, deen zesummegesat gëtt vun de betraffene Ministèren, vu Vertrieder vun den Organisatiounen, déi am Beräich vun der Fleegeversécherung schaffen a Vertrieder vun den Ayants droit. Dëse Comité, dee soll de Fonctionnement vun der Assurance dépendance an hire verschiddenen Intervenanten ënnersichen an eventuell och Verbesserungsvirschléi ausschaffen.

En zweete grousse Punkt an eng grouss Neierung an dësem Gesetz betrëfft déi méi grouss Flexibiliséierung beim Zougang zu verschiddene Leeschtungen, déi duerch dëst Gesetz erméiglecht gëtt. Esou sinn Dérogatioune virgesinn zu der Konditioun vum miminale Seuil vun 3,5 Stonn Soinen. An Zukunft ass eng Prise en charge ouni dëse minimale Seuil méiglech, net nëmme wéi bis ewell fir déi technesch Hëllefen, mä och fir d'Upassunge vun der Wunneng oder Projets d'actions expérimentales. Dat ass ganz besonnesch wichteg fir eenzel Fäll an der Praxis.

Doriwwer eraus soll et och an Zukunft weider méiglech bleiwen, fir bei verschiddene Krankheeten oder Behënnerungen déi néideg Zäit op forfaitairer Basis flexibel ze definéieren. Dat ass besonnesch bei schwieregen oder bei ganz schwéieren Erkrankungen noutwendeg.

Eng aner wichteg Neierung ass, dass am Kader vun den Naturalleeschtunge beim Maintien à domicile an exceptionnel gravë Fäll déi maximal Stonnenzuel vu 24,5 Stonn bis op 38,5 Stonne kann eropgesat ginn, a bei Fluktuatioune vun der Ofhängegkeet vun der fleegebedürfteger Persoun wäert et méiglech sinn, op dës Veränneruge méi prompt ze reagéieren. De Prestataire kann an deem Fall an a gewëssene Limiten d'Leeschtungen eropsetzen.

Dann en drëtte grousse Volet: Am Sënn vu méi enger grousser Transparenz definéiert de Projet déi verschidden Etappe vun der Prozedur méi prezis, duerch déi d'Besoinë vun der fleegebedürfteger Persoun festgesat sinn. Och déi verschidden Dokumenter, déi am Kader vun dëser Prozedur gebraucht ginn – de Rapport médical, de Relevétype, de Plan de prise en charge an de Plan de partage –, ginn hei méi kloer festgeschriwwen, wat fir all Acteurë vu besonnescher Wichtegkeet ass a wat och fir déi néideg Transparenz an dësem Beräich suergt.

Véiertens. Dëse grousse Beräich betrëfft d'Relatioune mat de Prestatairen. Och hei wäert et an Zukunft méi kloer Regele ginn. De Projet ënnerscheet dowéinst tëscht dräi grousse Kategorië vu Prestatairen, jee nodeem, ob et sech ëm Réseauën dréint, déi am Beräich vum Maintien à domicile schaffen, ëm Établissements d'aide et de soin à séjour continu oder Établissement d'aide et de soin à séjour intermittent. Fir dës dräi Beräicher sollen all Kéiers Kaderkonventiounen ausgehandelt an ofgeschloss ginn, an deenen ënnert anerem och d'Obligatioune vun de Prestatairen a Saache Qualitéit festgeschriwwe ginn.

An dann e fënnefte grousse Beräich an och e ganz wichtegen: Dat ass dee vun der Prestation en espèces fir den Aidant informel, wou décidéiert ginn ass, an zwar unanime an der Kommissioun, dës Prestation en espèces op der aktueller heiteger héijer Valeur, nämlech 25 Euro d'Stonn, anzefréieren, wat ongefëier dräimol de Salaire social minimum ausmécht. Allerdéngs waren dat elo net déi Haaptkonsideratiounen, mä et ass einfach gesot ginn, mir wëllen déi Leit, déi dës onermesslech wichteg Aarbecht um Terrain leeschten, mir wëllen déi net strofen a mir wëllen, dass deen héije Sockel vun de Prestations en espèces bäibehale ka ginn.

Dat war eng grouss Suerg, déi Chamberskommissioun hat, an duerfir si mir och net op de Wee gaangen, deen eng Rei vu Beruffskummere proposéiert hunn, fir drun ze denken, entweder dësen, vu ville Leit als ze héich ugesinn an eisen Aen awer net ze héich ugesatene Sockel eventuell, esou wéi de Statsrot et proposéiert huet, un e bestëmmtene Sockel zréck unzepassen. Si hunn dovu geschwat, mengen ech, op 1948 oder 1950 zréckzegoen an dann eng kontinuéierlech Indexéierung virzehuelen. Dat hätt bedeit, dass an deem Secteur dës Leeschtungen, un déi d'Leit awer gewinnt waren a mat Recht gewinnt waren, dass dës Kontributioun vun deenen, déi dës Aarbecht geleescht hunn, also hätt missen erofgesat ginn an dass trotz enger kontinuéierlecher Indexéierung se awer ni oder net schnell op dee Sockel komm wieren, deen haut op dësem héijen Niveau agefruer gëtt, an dat schéngt eis absolut ze justifiéieren ze sinn.

Loosst mech dann um Enn nach e puer Wuert zu der finanzieller Situatioun vun der Fleegeversécherung soen. Mir hunn och doriwwer en détail Opschloss kritt an eiser Kommissioun. Am Kader vun den Diskussioune ronderëm dëse Projet huet de Minister d'Chamberskommissioun nämlech doriwwer informéiert, dass d'Assurance dépendance d'lescht Joer, also 2004, eng éischte Kéier en Defizit enregistréiert huet vu 16 Milliounen Euro respektiv 21 Milliounen Euro no der Alimentatioun vun de Reserven. Dat betraffend Joer hat de Stat allerdéngs seng Participatioun exceptionnellement vu 45 op 40% erofgesat. An e Groupe de pilotage soll jo elo d'Grënn vun dësem Defizit nach e bësse méi en détail ënnersichen.

D'Fleegeversécherung huet awer Reserve vun net manner wéi 80 Milliounen Euro. Dat ass e gutt Stéck méi wéi déi 10 bis 20% vun de jährlechen Dépensen. Dës positiv Finanzsituatioun hat iwwregens déi eng oder déi aner Beruffskummer dozou verleet, fir den Taux de contribution no ënne wëllen unzepassen, mä dëst war awer weder fir de Minister nach fir d'Chamberskommissioun zu dësem Moment en Thema. Ëmmerhi geet et jo awer fir eis drëm, fir hei mat der néideger Wäitsicht ze operéieren, fir esou d'Ofsécherung vun enger qualitativ héichwäerteger Prise en charge vun de fleegebedürftege Mënschen hei zu Lëtzebuerg och an Zukunft ze garantéieren.

Ofschléissend ass et meng Aufgab als Rapporteur, fir de Memberë vun der Kommissioun Merci ze soe fir déi konstruktiv Aarbecht, déi mir an de leschte Méint zesummen haten, a fir natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem wichtege Projet mat op de Wee ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Rapportrice et scho betount huet, ass dëst Gesetz eent vun deenen, déi mer wierklech ganz grëndlech an der Gesondheetskommissioun analyséiert hunn. Enfin, ass et – säitdeem ech op d'mannst an där Gesondheetskommissioun sinn – dat, mat deem mer ons wierklech am meeschten Aarbecht gemaach hunn. Duerfir ass dee schréftleche Rapport zimlech laang ausgefall an huet 45 Säiten. Ech wëll der Madame Mutsch och am Numm vun der d'CSV-Fraktioun villmools Merci soe fir dës wierklech Fläissaarbecht. Ech huelen och un, dass jiddfereen de Rapport gelies huet. Awer besonnesch och wëll ech hir Merci soe fir hir excellent mëndlech Synthees vun där komplizéierter Matière.

Ech wëll och betounen, dass d'Kommissioun sech et net liicht gemaach huet. Op Initiativ vun der CSV zum Beispill hate mer gefrot, fir nach eng Kéier mat de Leit vum Terrain ze schwätzen, haaptsächlech och well elo zum Deel aner Memberen an där Kommissioun sinn, a fir och ze kucken, ob säit där Zäit, déi awer entre-temps scho vergaange war, eventuell nei Aspekter dobäikomm sinn.

Ech wollt och eemol drun erënneren, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës Fleegeversécherung scho ganz laang eng Fuerderung vu menger Partei war an dass, wann d'Gesetz schlussendlech – bedéngt duerch seng Sécurité-sociale-s-Natur – vun der Madame Mady Delvaux deponéiert gouf, där deemoleger Sécurité-sociale-s-Ministesch, dass et awer och e Mérite vun onser Familljeministesch Marie-Josée Jacobs ass, dass et iwwerhaapt dozou kommen ass.

D'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung ass vun 1998. Et huet eng grouss Neierung duergestallt. Schonn am Joer drop – d'Rapportrice huet et scho gesot – ass an der Regierungserklärung vun 1999 beschloss ginn, en éischte Bilan ze zéien. Dee Bilan ass 2001 virgeluecht ginn; en ass diskutéiert ginn, an aus dëse Konklusiounen eraus huet den deemolege Sécurité-sociale-s-Minister Carlo Wagner dëst Gesetz deponéiert, wat mer elo haut ofstëmmen.

Also ouni d'Philosophie vum 1998er Gesetz a Fro ze stellen, sollen eng Rei vun techneschen Detailer verbessert ginn, besonnesch och am Sënn vun enger nach besserer Qualitéit vun de Prestatiounen, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet. Un déi grouss Errungeschafte gëtt also net gerëiert.

1998 ass fir d'éischt an onsem Land de Risiko vun der Ofhängegkeet op een Niveau gesat gi mat anere Risiken aus dem Domän vun der Sécurité sociale, der Krankheet, dem Aarbechtsaccident oder der Invaliditéit.

D'Ofhängegkeet vu friemer Hëllef, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat fir déi elementar Akte vum deegleche Liewen, déi engem Validë ganz natierlech schéngen, déi en och säi Liewe laang, ouni sech Froen ze stellen, ausféiert, fir dann op eemol an eng Situatioun ze geroden, wou hie sech net méi wäsche kann, sech net ernähre kann oder/an, wou hien net méi dohinner ka goen, wou hie wëllt, ass vläicht schlëmmer wéi d'Krankheet eleng, déi dann och nach parallell dozou besteet.

Hei ass ganz kloer eng Fro vu mënschlecher Intimitéit, vu Fräiheet a vu mënschlecher Dignitéit. D'Gefill, senger Famill eng Laascht ze sinn, oder d'Gefill, doduerch datt een op friem Hëllef muss zréckgräifen, finanziell op aner vläicht och elementar Bedürfnisser mussen ze verzichten, ass schrecklech. An aus menger berufflecher Erfahrung weess ech, dass esou Situatioune vill zu Depressioune féieren, an och heiansdo déi eng oder déi aner Kéier mat engem Selbstmord kënnen ausgoen.

Et war an et ass jiddferee sech eens, dass d'Introduktiouun vun der Assurance dépendance eng Lacune vun onsem Sozialstat gefëllt hat. D'Organisatioun par contre war och mat Ausbléck op ons Nopeschlänner eng däreg Affär. Detailer iwwert den Evaluatiounssystem, dee relativ komplizéiert ass, well d'Evaluatioun soll esou individuell an esou gerecht wéi méiglech sinn, an iwwert d'Errechnen an d'Verrechne vun de Prestatioune wëll ech och elo hei net bréngen.

Am Ufank war et einfach déi grouss Mass vun den Unträg, déi déi zoustänneg Leit iwwerfuerdert huet, an déi och erkläert huet, dass nach am Bilan vun 2001 e groussen Délai d'attente bestanen huet. Dat war iwwregens och déi heefegst Ursaach, firwat dass d'Leit sech bei hiren Doktere beschwéiert hunn.

Nun, entre-temps sinn d'Equipen opgestackt ginn an et ass eng Vitesse de croisière erreecht. Dëst Joer huet d'UCM pro Mount tëscht 400 a 500 Dossieren un Demandë krut, an et ginn och pro Mount eng 500 Dossieren traitéiert. Et stinn der zwar nach eng 2.500 op, mä et ass ons versécherт ginn, dass déi méi urgent Dossierë mat Prioritéit géife behandelt ginn. Et ass de Réseauen och méiglech, Leeschtungen am Virfeld vun der Décisioun ze erbréngen, a se da réckwierkend ze verrechnen. An der Realitéit kann een also soen, dass do, wou Nout um Mann ass, e schnellt Agräife méiglech ass, an an Zukunft wäert sinn.

Ier ech elo zu deene puer méi punktuelle Bemierkunge kommen, déi menger Fraktioun um Häerz leien, wëll ech nach ernimmen, an dat ass net onwesentlech, an d'Madame Mutsch huet et och scho gesot, dass et an deene leschte Joeren zu enger Käschtenexplosioun komm ass, an dass d'Fleegeversécherung fir d'éischt dat lescht Joer Defizit gemaach huet. Dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, probéiert och an dësem Problem dëser Entwécklung entgéintzesteieren.

D'CSV ass awer der Meenung, dass een, soubal dës Moossname gräifen, an de Minister huet dat och schonn an der Kommissioun gesot, ganz schnell erëm muss een neie Bilan zéien.

Gegebenenfalls, a wann d'Entwécklung sollt esou weidergoen, wäerte mir wahrscheinlech op dëser Plaz ganz séier erëm iwwert dëst Gesetz diskutéieren, a vläicht

op eng méi fundamental Aart a Weis. D'Ursaache vun der Käschtenexplosioun missten da vläicht méi déif gräifend analyséiert ginn, well d'Participatioun vum Stat jo a 45% vun der Fleegeversécherung festgeluecht ass, a wann den 1% Contribution dépendance, dee mer alleguerte bezuelen, net méi duergeet, fir d'Ausgaben ze decken, wäerte mer mussen iwwer eng Erhéijung vun de Beiträg nodenken.

Wéi mer déi lescht Woch héieren hunn, wäert et jo kaum méiglech sinn, dass de Stat seng Participatioun héicht, aus deene budgetäre Grënn, déi mer kennen. An dee Moment musse mer dann och d'Leeschtungen iwwerdenken an den Utile an den Nécessaire – fir eng Lieblingsformulatioun aus der Sécurité sociale aus dem Krankekeeseberäich ze benotzen – vläicht nei définéieren. All d'Acteure mussen op eng responsabel Aart a Weis mat dësem Instrument ëmgoen, an zur Zäit kënne Moossnamen huelen, wann et noutwendeg ass, well onofhängeg vun deene ville Leit, déi op dës Leeschtungen ugewise sinn, an dësem Domän ëmmerhin 3.210 Leit an den Etablissementer schaffen, an 1.708 Aarbechtsplaze gëtt et am Domän vun de Prestatairen doheem.

Ech wëll awer elo zu deene puer Punkte kommen, déi onsem CSV-Grupp méi um Häerz leien. Mir hunn ons d'Fro gestallt, wéi dat da mat der Nuetsbetreiung géif goen, wann am alen Artikel 293 de Sazdeel „de jour et de nuit" géif gestrach ginn. An der Kommissioun ass ons vun de Fachleit dëse Punkt ausenaner geluecht ginn.

Et ass esou, dass éischtens emol d'Réseauen an hirer jetzeger personneller Zesummesetzung dës Leeschtung net kënnte bréngen. Da missten nei Leit agestallt ginn, an da kënnt een erëm mat de Bilanen net hannen a vir aus.

Zweetens ass d'Zuel vun de Fäll, déi esou eng Nuetsbetreiung bräichten, ganz kleng, wann dee Besoin iwwerhaapt besteet. Déi Persounen, déi an esou engem schlëmmen Zoustand sinn, si meeschtens net am Maintien à domicile, a wa se dann do sinn, da sinn déi Besoinen oft Urgencen, an hei hu mer jo dann och nach d'Spideeler, d'Ambulanzen, an net ze vergiessen, de Service nocturne vun den Dokteren.

Fir awer en eventuelle Besoin auszeloten ass och am neie Gesetz virgesinn e Projet am Kader vun der Action expérimentale unzesiedelen, deen e ganz interessanten Aspekt vun dësem neie Gesetz ass. Zum Beispill sollt an dësem Kader och nogeduecht ginn iwwer Centre-de-jouren a Saachen, déi eben nach net integréiert ware bis elo. D'CSV-Fraktioun huet sech dëse ganz op d'Praxis ausgeluechten Argumenter dann och net verschloss.

En anere Punkt, dee vun ons an an der Kommissioun laang diskutéiert gouf, deen och scho vun der Rapportrice ugeschwat gouf, dat ass dee vum Afréiere vum Tarif, fir déi informell Hëllef vun der Familljen am Kader vun de Prestations en espèces. Dëst Afréieren um Niveau vun haut huet ganz sécher Nodeeler, déi och an enger Rei Avise vun de Beruffskummere ganz kloer zur Sprooch kommen.

Mir haten do awer e flotten Tableau presentéiert krut, dee gewisen huet, dass, wa mer op der Basis vum heitegen Tarif d'Entwécklung weiderlafe loossen, da kéime mer am Joer 2020 op e Stonneloun vun 38 Euro. A wa mer d'Situatioun vun haut kucken, a mir rechnen déi 25 Euro Stonneloun op e Mountsloun héich, da komme mer ëmmerhin op e Brutto vu 4.325 Euro, wat jo awer fir net qualifizéiert Personal ganz beträchteg ass, besonnesch wou een et quasi muss als Netto bezeechnen, well d'Pensiounsbeiträg jo och nach vun der Fleegeversécherung iwwerholl ginn.

An der Philosophie ass d'Prestation en espèces eng Unerkennung fir déi Familljen, déi hir fleegebedürfteg Ugehöreg doheem versuergen, well dem Maintien à domicile jo kloer eng Prioritéit gesat ass. Et soll awer net ausuferen, an den Appât du gain sollt eraus aus de Considératiounen. An der Praxis gesäit een dat oft. Fir net op d'Geld ze verzichten, komme Leit, déi eigentlech net méi kënnen doheem versuergt ginn, well hire Fall ze vill schwéier ass, oder wann d'Familljen einfach net déi Kompetenzen entwéckelt, déi eigentlech verlaangt wieren, net an e Fleegeheim an da gi se ebe mat der Ambulanz vun enger Klinik an déi aner geschleeft.

Och ausgoend vum Fait, dass mer et hei mat enger plafonnéierter Stonnenzuel ze dinn hunn, op 24,5 Stonnen, am Extremfall kann déi awer bis op 38 Stonne gehéicht ginn, ass d'Kommissioun zum Schluss komm, dass dës Evolutioun op kee Fall sënnvoll ass. Et bestinn zwou Méiglechkeeten, fir de Problem ze léisen: Entweder dat gewieltend Afréiere vun der Prestatioun bei 25 Euro, oder awer eng Diminutioun vun der Basis fir d'Indexéierung, wat dann awer konkret fir déi Leit, déi elo haut déi Prestatioune kréien, zu enger Diminutioun vun hire Geldzomme geféiert hat.

Denke mer also un all déi Leit, déi mat all hire Qualifikatioune manner Stonneloun fir hir Aarbecht kréien, an un de Fait, dass mer sécher kengem Aidant informel seng heiteg Situatioun wëlle verschlechteren, hu mer ons dëser „Récupératioun douce", wéi de Minister se genannt huet, kënne ralliéieren.

E leschte Punkt, deen ech wëll kuerz ufeieren, dat ass dësen: Wat geschitt, wann zwar Prestatioune fir e Réseau programméiert sinn, si awer aus där enger oder anerer Ursaach net kënne prestéiert ginn?

Ech ginn lech e Beispill: Et ass eng Fra, déi normalerweis ganz wäit ewech wunnt, a si kënnt zwou Wochen am Joer an d'Vakanz bei hir Mamm, déi se da selwer fleegt, wäscht a fiddert, an da kënnt d'Infirmière, déi awer programméiert ass fir déi Aarbecht ze maachen, a si muss dann eben erëm heemgoen, well d'Aarbecht scho gemaach ass.

An dëse Fäll, wann d'Réseauë sech dat opschreiwen, musse si nodréiglech déi Suen erëm zréckginn un d'Fleegeversécherung. Hei kommen déi Réseauen awer heiansd, well et sech nämlech ëm méi Zommen handelt, wéi ee kéint mengen, a schlecht Dicher. Et ass och schwiereg fir si, fir hir Programméierung an och fir hiert Personal anzestellen, mat esou Remboursementer. D'CSV-Fraktioun ass duerfir der Meenung, dass hei am Dialog zwëscht der UCM an de Réseauen eng geländegängeg a praktesch Léisung sollt gesicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësen alles an allem optimistesche Bemierkungen a mat der Reserv vun engem neien, schnelle Bilan, soubal wéi et da sënnvoll ass, wäert ech lech net iwwerraschen, wann ech lech soen, dass d'CSV dëst Gesetz wäert stëmmen. Ech bréngen also och den Accord vu menger Fraktioun, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt ufanks direkt der Rapportrice, der honorabeler Madame Lydia Mutsch, Merci soen a félicitéieren, fir deen excellente Rapport, souwuel dee schréftleche wéi och dee mëndlechen, a vun deem ech muss soen, e war och ganz, ganz objektiv.

D'Fleegeversécherung, an et ass scho gesot ginn, ass also agefouert ginn duerch d'Gesetz vum 19. Juni 1998. Mä et war esou, dass deemools sämtlech Fraktiounen heibannen an deem héijen Haus averstane ware mat deem Projet, och wa verschidde Parteien – an dorënner och d'Demokratesch Partei – awer drop higewisen hunn, dass mer géife mat deem Gesetz e bësselchen an d'Incertitude goen an dass sech munch Froe géife stellen an dass sech och vläicht kéinten Ongereimtheete am Laf vun der Zäit erginn.

Et huet een och duerno erausfonnt, dass beispillsweis ee vun deenen Haaptproblemer vun deem Gesetz – dat awer scho vun Ufank un – eben de Fait war, dass d'Zuel vun de Bénéficiairë vun deem heite Gesetz largement ënnerschat gi war an dass also déi zwou Cellules d'évaluation, déi deemools en place waren, ganz einfach net méi mat virukomm sinn, sou dass mer, mengen ech, ee Momentchen no u 5.000 Demanden do leien haten, déi net schnell genuch konnten traitéiert ginn, wat also mat sech bruecht huet, dass déi laang Waardelëschten trotzdeem awer dobausse bei de Leit net ganz gutt ukomm sinn.

Et ass och esou – an dat just pour rappel –, dass et awer richteg war, dass am deemolege Gesetz optéiert ginn ass fir sou genannte Prestations individualisées, wat – dat wousst een awer am Viraus – géif vill méi Zäitopwand mat sech bréngen, wéi wann ee standardiséiert Leeschtungen ugebuet hätt.

D'Demokratesch Partei, wéi gesot, huet deemools op verschidde Problemer higewisen an huet och verlaangt, dass no enger gewëssener Zäit e Bilan misst gemaach ginn; an dee Bilan ass jo och am Koalitiounsofkommes vun 1999 zréckbehale ginn.

An d'Madame Rapportrice huet schonn drop higewisen, dass mer den 2. Mee 2001 hei an der Chamber e largen Débat parlementaire haten, wou jiddereen also d'Méiglechkeet hat, fir d'Exécutioun vun deem Gesetz ënnert d'Lupp ze huelen an effectivement Propositiounen ze maachen, wou kéint verbessert ginn.

Ech wëll och erënneren un déi Action concertée, déi duerchgefouert ginn ass mat sämtlechen Acteuren um Terrain, dat heescht souwuel mat der COPAS wéi awer och der IGSS an der Cellule d'évaluation. Et ass also do, wou mer den Origine fannen zu deem Projet de loi, deen ech den 20. Mee 2003 am Numm vun der viregter Regierung déposéiert hunn.

Ech muss awer soen, dass an der Zwëschenzäit an en attendant dee Projet de loi ganz villes schonn um Terrain geschitt war, well mer deemools an der Sécurité sociale riicht virun d'Assurance dépendance op der Dagesuerdnung haten a gekuckt hunn, wéi ee kéint geziilt pragmatesch Léisunge fannen.

Ech wëll beispillsweis drun erënneren, dass mer deemools déi Équipes d'évaluation progressiv vun zwou op fënnef eropgesat hunn. Ech wëll och drun erënneren – an dat war e ganz ganz wichtege Punkt –, dass d'Leit net eréischt vun deem Moment un ausbezuelt gi sinn, wann hir Demande bis ugeholl war, wat oft e puer Méint duerno eréischt war, mä dass mer nach ee System agefouert hunn, nodeem d'Leit schonn ausbezuelt gi sinn op d'Date de demande; an dat war fir déi Leit ganz wichteg. Et ass och esou gewiescht, dass vun deem Moment u kee Mënsch méi huet brauche Sue virzestrecken, wann hie beispillsweis op d'Hëllef vun de Réseauen zréckgegraff huet.

Mir hunn och ee Problem geléist, wou mer ganz vill Reklamatioune kritt hunn, dass, well déi Beaarbechtung vun den Dossieren esou laang gedauert huet, dann entretemps scho Leit gestuerwe waren, wat bedauerlech ass, mä net ze évitéiere war, duerch déi Lenteur, déi mer deemools kannt hunn. A mir hunn deemools décidéiert, fir déi Familljenvun deene Verstuewenen ze indemniséieren an zwar mat engem Montant vun déi Zäit 4.560 Lëtzebuerger Frang d'Woch, wat also trotzdeem ëm déi 22.000 oder 23.000 Frang de Mount gi sinn. Och déi Mesuren, mengen ech, hunn dozou bäigedroen, dass mer awer deemools konnten dobaussen d'Leit, dat heescht d'Demandeurë vun deene Prestatiounen, largement berouegen.

Et war awer deemools och klar, dass ee misst am Kader vun där Assurance dépendance e sou genannten neie legislative Kader schafe fir sämtlech Mesuren, déi utile an nécessaire geschéngt hunn, kënne mat erafléissen ze loossen.

Dofir, wéi gesot, dee Projet de loi, deen déi viregt Regierung déposéiert huet, deen awer, muss ech soen, am Geescht war vum Basisgesetz vun 1998, dat heescht an anere Wierder, dass net un de Grondprinzipie vun deem Gesetz geréckelt ginn ass, mä dass eng ganz Rei vun utilen Ajustementer envisagéiert si ginn.

Deemools wéi och haut – wéi och d'Madame Rapportrice et gesot huet – ass un den Haaptprinzipie festgehale ginn an ech erlabe mer si nach eng Kéier ze répétéieren.

Dat heescht Prioritéit vun der Réhabilitatioun par rapport zur Prise en charge, dat heescht an anere Wierder och do si mer op de Wee vun der Preventioun gaangen. Prioritéit awer och fir de Maintien à domicile, Prioritéit fir d'Prestations en nature par rapport zu de Prestations en espèces a finalement d'Continuitéit vun der Prise en charge. Weider Elementer an deem Projet de loi kéint ech ernimmen, wéi dass beispillsweis misst méi Flexibilitéit drakommen an dass och misst zousehends méi Wäert op d'Multidisziplinaritéit geluecht ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Och besonnesch vill Wäert selbstverständlech sollt weiderhin an och verschäerft op d'Qualitéit vun de Soine geluecht ginn. Dofir si sou genannte Kaderkonventioune virgesi ginn, déi sollte Qualitéitsreferenzen, Qualitéitstandarde festleeën, an déi Konventioune sollten dee Moment verhandelt gi vun der UCM mat dem Organisme représentatif fir d'Prestatairen. Et ass awer och gesot ginn, dass misst onbedéngt, nodeem dass och d'Cellule d'évaluation Standarde fixéiert hat, d'Applikatioun vun dene Standarde kontrolléiert ginn, fir dass mer sollte Garantien hunn, dass um Terrain géif applizéiert ginn, wat d'Cellule d'évaluation fir néideg fonnt huet. Dofir hu mer deemools déi sou genannte „Commission de qualité des prestations" chargéiert, déi Missioun ze iwwerhuelen.

Leider, muss ech soen, huet et laang gedauert bis de Statsrot den Avis ginn huet zu deem Projet de loi 5146, deen, wéi gesot, schonn 2003 déposéiert ginn ass, sou zwar dass déi jëtzeg Regierung dee Projet iwwerholl huet.

Déi jëtzeg Regierung – an d'Madame Rapportrice huet et och scho gesot – huet eng Rei vun Amendementer bruecht, Amendementer, vun deenen ech awer muss soen, datt se och net déif gräifend Grondprinzipie vun deem viregte Projet de loi a Fro gestallt hunn, sou zwar dass ech muss soen, dass meng Partei, d'Demokratesch Partei, keng Schwieregkeete mat deenen Amendementer huet.

Vläicht nach just zwee, dräi Punkten, déi ech wëll oppicken: een Amendement ass net zréckbehale ginn, et ass dat den Amendement zu der Schafung vun der Commission de qualité des prestations an dat haaptsächlech op d'Dränge vum Statsrot. Dat muss ech och soen, das d'Kommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale à l'unanimité awer där Meenung war, dass sollt dee Moment op deen Amendement verzicht ginn, sou zwar dass deen Amendement nees – wann ech mech däerf sou ausdrécken – amendéiert ginn ass.

En zweete Punkt – an d'Madame Mutsch huet deen och schonn ugeschnidden – ass deen, wéi gesot, vum Afréiere vun engem feste Montant vu 25 Euro fir d'Aidant-informelen, ee Montant, deen also sollt désormais ageféiert ginn. Ech mengen, mir hu Grafike virgeluecht kritt an der Commission parlementaire, duerch déi kloer an däitlech bewise ginn ass, dass mer mat deem Montant de base, deen deemools agefouert ginn ass, awer ganz grouss Inégalitéiten an Déséquilibrë geschafen hu par rapport zu anere Leeschtungen. An notamment kann ech mech erënneren, dass mer beispillsweis mat 25 Euro fir d'Aidant-informelen deemools bei iwwer dräimol dem Mindestloun louchen, sou zwar dass dat net ze veräntwerte war.

Ech muss och soen, dass ech honnertprozenteg ka begréissen, dass elo net versicht ginn ass, de Montant no ënnen ze ajustéieren, dat heescht mat vill méi engem déiwe Montant unzefänken an deen dee Moment ze indexéieren, fir e lues a lues erëm an d'Luucht ze bréngen, mä dass mer, wéi gesot, op deem jëtzegen Niveau bleiwen an deen afréieren.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer deen awer elo net däerfen afréieren – dat kënnt heiansdo vir, net nëmmen an der Politik, och op anere Plazen – a während zéng, fofzéng Joer vergiessen. Et ass d'éinescht gesot ginn, dat heite wäert net dee leschte Bilan sinn, dee mer zéien. Mir mussen also zur gegebener Zäit en temps utile dorun denken, fir dee Montant dee Moment nees ze ajustéieren.

Een drëtte Punkt ass dee vun dem Retard beim Traitement vun den Dossieren, deen ech schonn deelweis ugeschwat hunn. Et stëmmt, de Moment leien eng 2.500 Dossieren do en attente de traitement. Esou wéi d'Leit vun der Assurance dépendance, vun der Cellule d'évaluation eis gesot hunn, sinn am Schnëtt 500 nei Demandë pro Mount do a si kréien der beschtefalls 500 bis 600 beaarbecht, sou zwar dass mat deem liichte Surplus an der Beaarbechtung par rapport zu den Demanden et awer géif enorm laang daueren, bis een dee Retard resorbéiert hätt.

Dofir, vu dass jo deen heite Projet de loi och virgesäit, dass och eng sechst Équipe op d'Bee gesat gëtt, eng sechst Cellule d'évaluation, där hir primär Missioun awer de Contrôle de qualité wär, froen ech mech, Här Minister, ob et net utile wär, wann an enger éischter Phas déiselwecht Équipe sech vläicht géif mat dem Resorbéiere vun den Dossieren och beschafen, bis si un hir primär Missioun géif erugoen, well ech mengen, et wär awer wichteg, dass mer esou schnell wéi méiglech dee Retard resorbéiert kréien.

Ee lescht Wuert nach zur finanzieller Situatioun. Ech mengen, déi Situatioun ass bei wäitem net dramatesch, net nëmmen, wa mer dat vergläiche mat Nopeschlänner wéi Däitschland an esou virun, mä och de manière objective. Och, wa mer duerch eng Situation exceptionnelle dat lescht Joer, dat heescht 2004, ee liichten Defizit vu 16 Milliounen haten, mat fënnef Millioune méi, wa mer och déi fënnef Milliounen, déi an d'Reserv gestach gi sinn, mat a Kaf huelen, sou ass dat keen iwwerdriwwenen Defizit, dee sech, wéi ech gesot hunn, och nach duerch ee spezielle Motif erkläre léisst.

Ech mengen, mir sollen elo mol kucken, wéi mer dat heite Joer ofschléissen, während deem mer

nees op deen ale Mode de financement zréckkomm sinn. Ech sinn iwwerzeegt, dass dann den Defizit bei wäitem net méi wäert esou grouss sinn.

Et ass jo och esou, dass ee Groupe d'accompagnement soll geschafe ginn, deen déi dote Situatioun net nëmme suivéiert, mä déi awer och dee Moment wäert Propositioune maachen, fir deem opzehëllefen, wann ee Besoin sollt sinn.

Mir sollen net vergiessen, dass mer trotzdeem Reserve vun 80 Milliounen Euro hunn, wat scho verschidden Organisatiounen dozou verleet hat, fir de Prozentsaz vun der Cotisatioun erofsetzen ze wëllen. Ech hu mech deemools dergéint gewiert. Sou wéi ech verstanen hunn, Här Di Bartolomeo, sidd Dir därselwechter Meenung. Ech mengen, mir sollten do virsiichteg sinn, bis mer dee richtege Rythme de croisière fonnt hunn.

Mir musse wëssen awer och, dass an deem Domän vun der Dépendance nach wäert ganz villes op eis zoukommen. Ech wëll beispillsweis nëmme just hei ernimmen – ouni elo an den Detailer doranner ze goen, dat géif ze wäit féieren –, dass mer onbedéngt mussen am Domän vun der Spezialisatioun vun der Psychogériatrie nei Weeër ugoen, dass mer also mussen déi Psychogériatrie vill, vill méi pousséieren, wéi dat de Moment de Fall war.

Ech wëll awer och dorun erënneren, dass beispillsweis am Projet de loi vum Accompagnement de fin de vie, deen déi viregt Regierung schonn ufanks 2004 déposéiert huet, ee grousse Chapitre dran ass iwwert d'Assurance dépendance an dass och do grouss Fraisen op eis zoukommen. Dat just pour rappel. Wéi et elo mat deem Projet de loi ass, weess ech net. Den Här Minister ka vläicht herno a senger Stellungnahm eis doriwwer opklären.

Alles an allem awer, Här President, Dir Häre Minister, oder Här Minister – et sëtzen der véier do, mä et ass nëmmen ee Minister, gesinn ech...

(Interruptions)

Ah, zwee. Pardon, Dir Häre!

Une voix.- An zwee, déi et gär wieren.

(Brouhaha général)

Dann also am Pluriel; zwee effektiver an zwee Potenzieller, sou wéi mer hei geflüstert gëtt!

Wéi gesot, mir sinn um richtege Wee mat där heiter Saach. Mir mussen eis Précautioune fir d'Zukunft huelen. Egal wéi et awer ass, mengen ech, däerfe mer awer, wat d'Richtunge vun der Assurance dépendance ugeet, näischt ännere goen. Et heescht also an Zukunft, dass mer op där enger Säit mussen op deem Wee bleiwe vun enger Optimisatioun vun der Qualitéit vun de Soinen, an op där anerer Säit awer och vun enger Minimisatioun, an enger strikter Minimisatioun vun eventuellen Abusen.

Dat gesot, Här President, Dir Häre Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wäert ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Ageschriwwen ass elo den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Déi Novelléierung vum Gesetz vum 19. Juni 1998, déi mer haut virhuelen, ass eng Novelléierung, déi och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun wäert fannen.

Mer hunn eis deemools beim Vote vum Gesetz am Juni 1998 enthalen. Net well mer géint d'Fleegeversécherung gewiescht wären, am Géigendeel, mer hu wéi all d'Fraktiounen hei am Parlament den absolute Besoin vun där Neierung agesinn.

Mer haten allerdéngs verschidde Bedenken: Ee Problem hate mer mat der Qualitéit vun de Servicer, déi eiser Meenung net genuch assuréiert war. Mir haten och deemools ee Problem mam Finanzement vun der Fleegeversécherung, wéi et sollt zustane kommen, notamment mat deem drëtte Volet vum Finanzement, där sou genannter Loi spéciale. A mir haten och ee Problem, well mer insgesamt d'Gefill haten, datt am Beräich vun der Fleegeversécherung dem Volet Preventioun net genuch Stelleraum géing zougedeelt ginn.

Mir hunn och bei der Diskussioun vun 2001 iwwert deen éischten Zwëschebilan, dee gemaach ginn ass, an och haut bei der Novelléierung vum Gesetz deelweis Recht behale mat eise Kritike vun deemools. Mer mussen awer trotzdeem fairerweis soen, dass d'Gesetz, wat 1998 gestëmmt ginn ass, sech an de ganz grousse Linne bewäert huet. Et ass richteg gewiescht, dass d'Fleegeversécherung agefouert ginn ass, a mer hu ganz ganz vill Leed, Misär, schwiereg Situatiounen zu Lëtzebuerg domadder kënne wesentlech verbesseren. An et soll een och net stéieren, wann ee bei esou enger grousser Neierung wéi der Fleegeversécherung e puer Joer brauch, bis een definitiv all Problemer am Gréff huet.

Ech wëll just dorun erënneren, dass d'Gesetz iwwert den Unfall vum Joer 1901 mëttlerweil méi wéi ee Joerhonnert um Bockel huet, an trotzdeem gëtt et och do nach ëmmer a permanent a regelméisseg Bedarf fir nozebesseren. Dat läit an der Natur vun där do Zort Gesetzer. Dofir fanne mer dat do och gutt, dass mer haut esou ee Bilan iwwert eng Novelléierung vum Gesetz virhuelen, mä mer si wéi gesot der Meenung, dass d'Gesetz insgesamt sech bewäert huet. An dofir kann een e puer Beispiller uféieren: Et ass haut kloer, dass vill Leit, déi fleegebedürfteg sinn, haut méi laang kënnen doheem wunne bleiwen, wéi dat nach virun 1999 de Fall war.

Et ass och esou, dass den Alter beim Accès an d'Maison de soins considérabel eropgaangen ass an der Moyenne. Och do gesäit een un där Zuel, dass et funktionéiert huet, dass et gewierkt huet, esou wéi ee sech dat konnt erhoffen. Et gesäit een och, dass déi professionell Servicer, déi an deem Secteur aktiv sinn, wéi Hëllef doheem oder Help, massiv nei Leit konnten astellen, ganz einfach well et vill méi Aarbecht gëtt, déi endlech ka finanzéiert ginn. Déi Aarbecht war nach ëmmer do, mä si konnt virdrun net esou assuméiert an assuréiert ginn, wéi dat haut de Fall ass, an doduerch, dass mer e Gesetz an e Finanzement zu Lëtzebuerg agefouert hunn, konnten déi dote Servicer Leit astellen.

Just ee Beispill: Hëllef doheem hat am Joer 1998 nach esou plus oder minus 250 Leit beschäftegt; am Joer 2005 läit dat bei ongefeier 1.300 Leit. Dat ass eng méi wéi Verfënneffachung vum Personal vun deenen Associatiounen, wou ee wierklech gesäit, wat d'Entwécklung duergestallt huet an deem dote Secteur.

Et ass awer och esou, dass vill behënnert a schwéier krank Leit elo ee besseren Accès hunn zu techneschen Hëllefsmëttelen, well déi och méi abordabel gi sinn. E Beispill: Virdrun huet d'Krankeversécherung ronn 800 bis 900 Euro fir ee Rollstull bäigeluecht. Haut ass et esou, datt bei engem schwéierbehënnerte Mënsch e Rollstull mat engem Contrôle de l'environnement e puer 1.000 Euro kascht bis hin zu 10.000 Euro an nach méi. Dat sinn natierlech gewalteg Käschtepunkten, déi awer elo kënnen integral iwwerholl ginn, an där gesamter Envergure vun deem Chiffer. Fréier hunn déi Leit meeschtens misse kucken, fir eens ze ginn. Entweder si hate selwer d'Moyenen, fir sech dat ze finanzéieren, oder si waren op Spenden ugewise vun drëtte Leit, déi se mühsam selwer, oder iwwer Bekannten hu mussen zesummekrazen. Déi Erfahrunge gehéieren haut glécklecherweis der Vergaangenheet un.

Leschte Punkt, wou ee gesäit, wéi positiv d'Entwécklung ass, ass d'Adaptatioun vun de Logementer. Do kann een haut eng Prise en charge vu bis zu 22.000 bis 23.000 Euro kréien. An dat ass schonn e Montant, dee ganz considérabel Ëmbaute méiglech mécht. Domat kann een nach ëmmer vläicht net alles méiglech maachen, mä trotzdeem gëtt ganz villes mat esou engem Montant méiglech gemaach.

Besonnesch gëtt et méiglech gemaach, dass een individuell op d'Leit kann agoen, an net, dass ee muss verschidde Pauschalleeschtunge just ubidden, an da sollen d'Leit kucken, dass se dobäi passen. Hei ass et ëmgedréint. Duerch déi dote Montanten ass et wierklech méiglech, eng relativ individuell Approche vun der Fleegeversécherung méiglech ze maachen, déi dann och relativ prezis a selektiv de Problemer vun de Leit kann entgéintkommen.

A Fonctioun vun den Experienze vun dëse leschte sechs bis siwe Joer ass dann och dëst Gesetz fir eis e gudden Text, och wann ee bestëmmt iwwert deen een oder aneren Detail nach streide kann.

Dat neit Gesetz, wat mer haut stëmmen, bréngt awer op deene Punkten, déi am Gesetz solle modelléiert ginn, positiv Ergänzungen an eisem Sënn. Duerfir brénge mer och eis Zoustëmmung zu deem dote Gesetz. Ech wëll awer contrairement zu menge Virriedner, déi schonn op déi Aspekter do agaange sinn, nach op e puer Aspekter agoen, déi nach net diskutéiert gi sinn, wou awer nach vläicht deen een oder anere Problem bestoe bleift.

Et ass esou, dass au départ geduecht war, fir den Accès zu de Better méi transparent ze regelen. An zwar esou, dass et eng Zort Liste d'urgence géing ginn, fir um Niveau vun der Assurance dépendance kënne Leit prioritär ze aiguilléieren, wa se wierklech vun de Besoinen hir esou missten agestuuft ginn. Déi Missioun kritt d'Assurance dépendance elo ofgeholl. Dat erkläert sech och doduerch, well et ni funktionéiert huet. Dat war an der Praxis eng Missioun, déi net wouergeholl ginn ass, esou dass dat einfach elo am Text un d'Realitéit vum Terrain ugepasst gëtt, an déi Missioun ewechfält.

Ganz zefridde stellend ass dat awer net. Och wann ee versteet, firwat dass et do gestrach ginn ass, esou ass et awer net ganz zefridde stellend, wann een näischt amplaz bréngt. Wann een elo erëm all déi eenzel Haiser sech selwer iwwerléisst, da weess een, dass an der Praxis um Terrain ganz oft dann awer een erëm ee muss kennen, deen ee kennt, deen ee kennt, fir eventuell eranzekommen, quitte dass et an der Praxis net de Manktem u Better ass. Dat schéngt zimlech korrekt ze funktionéieren. Mä et ass och heiansdo e Problem, wouhinner een da riskéiert verluecht ze ginn.

Do menge mer awer, dass d'Regierung sech nach eng Kéier misst Gedanke maachen, wéi ee kann där Saach do trotzdeem eng Äntwert ginn, zum Beispill, andeem dass mer d'COPAS A.s.b.l., déi jo de Gros vun den A.s.b.l.en an deem Secteur regroupéiert, kéint domadder betrauen esou eng Lëscht ze féieren, eng Zort „Liste d'urgence" net iwwer sämtlech Better, mä iwwer en Deel vun de Better, déi verfügbar sinn – 15%, 20%, 25%.

Dass een do awer kéint eng Lëscht opstellen, wier trotzdeem déi richteg Iddi, well se war jo am viregte Gesetz net vun ongeféier ageschriwwe ginn. Et goufen deemools ganz gutt a ganz valabel Grënn, firwat dass déi Lëscht sollt gefouert ginn. Mir fannen et eigentlech bedauerlech, dass déi Lëscht ersatzlos soll gestrach ginn, och wa mer verstinn, firwat dass se um Niveau vun der Assurance dépendance net gefouert gëtt. Mä et wär beispillsweis eng Ureegung, dass um Niveau vu COPAS déi dote Lëscht kéint gefouert ginn.

Da wär et allerdéngs och net schlecht, wann de SERVIOR kéint der COPAS eventuell bäitrieden, an aus senger – wéi soll ech soen – Isolatioun an deem Secteur e Stéckche géing zrécktrieden, a méi Kooperatioun géing mat der COPAS ustriewen. Mir fannen et nämlech net gutt, dass déi Pensionäre vun den Haiser, déi de SERVIOR géréiert, beispillsweis bei de Verhandlunge mat der UCM net vertruede sinn. Dat ass einfach sou, well déi sech an deenen Diskussiounen, eiser Meenung no, net genuch bedeelegen. Dat sinn elo wuel keng fundamental Kritiken um System, wéi e funktionéiert. Mir mengen awer, dass et do nach kënnte Verbesserunge ginn.

Eng aner Fro, op déi mer gären eng Äntwert vum Minister hätten, dat ass de Punkt, firwat dass d'Assurance dépendance nach ëmmer muss ënnert der IGSS lafen. Och do gëtt et jo Kritiken, zum Deel vun de Leit aus der Administratioun selwer, déi fannen, dass et net ganz glécklech ass, wann d'IGSS, déi am Prinzip jo eng Kontrollmissioun huet, an deem heite Secteur, an nëmmen an dësem Secteur, „à la fois juge et partie" ass. Si exécutéiert zum Deel iwwert den Ëmwee vun der Assurance dépendance, an ass awer och gläichzäiteg mat enger Kontrollmissioun behaft.

Dat huet net nëmmen Nodeeler, dat kann och Virdeeler hunn. Et funktionéiert jo och, mä et wier eigentlech eng méi propper Léisung, wann d'Assurance dépendance eng eegen Administratioun kéint sinn, beispillsweis um Niveau vun der Gestioun vum Personal, wou se am Moment ëmmer an de Pool vun der IGSS mat dran erafalen. Bei der Attributioun vun neie Posten ass natierlech deen Ëmstand vun Nodeel, besonnesch, wann ee kuckt wéi eng nei Missioun d'Assurance dépendance elo kritt am Beräich vun der Qualitéit a vun der Kontroll vun de Leeschtungen, déi geliwwert ginn.

Do riskéiert elo d'Assurance dépendance eng Ulafplaz ze gi fir all d'Reklamatiounen. Et wär jo och gutt, wann all Reklamatioune kënne Gehéier kréien, a kënnen iergendwou déposéiert ginn. Dat ass sécher noutwendeg. Mä mat engem zousätzleche Member am Personal, wann eis Informatioune stëmmen, hale mir dat mat Sécherheet net fir ausräichend, fir déi doten nei Missioun, déi d'Assurance dépendance kritt, kënnen ze bewältegen. Dat schéngt eis effektiv illusoresch, ze mengen, dass een déi noutwendeg Kontrollen do mat enger eenzeger Persoun kann eeschthaft wouerhuelen. Dobäi wier et mat Sécherheet ubruecht a positiv, wann dat kéint gemaach ginn.

En zweetleschte Punkt ass dee vun de Leit, déi nach ëmmer am Ausland sinn. Mir hu wuel eng däitlech Verbesserung, mä et ass awer net esou, wéi wann elo keng Leit méi vu Lëtzebuerg an d'Ausland géinge goen. Et gëtt aus engem Rapport général vun der Sécurité sociale aus dem November 2003 Zuelen, a méi rezent Zuele gëtt et net, aus deene geet eraus, dass am Moment – also zum Zäitpunkt November 1993, wéi gesot déi aktuellsten Zuelen – am Ganzen 241 Demandeurë vu Leeschtunge vun der Fleegeversécherung nach ëmmer am Ausland sinn an engem Établissement d'aide et de soin. Iwwer 130 dovun an Däitschland, no bei 100 dovun an der Belsch an nach méi e klengen Undeel a Frankräich.

An dat sinn och méiglecherweis d'Leit net all, well et ass jo och net gewosst, ob jiddfereen eng Demande mécht. Also, et ass net, wéi wa mer domadder d'Problemer alleguerte geléist hätten.

Do wäre mer och frou, wann de Minister nach eng Kéier kéint dorobber agoen an eng Erklärung ginn, firwat dass dann nach ëmmer en Deel vu Leit am Ausland sinn. Do sinn der bestëmmt dobäi, wou et gewollt ass, déi dat bewosst maachen, déi keen anere Choix wëllen. Mä et ass awer och bestëmmt nach en Deel vu Leit derbäi, déi dat maachen, well se einfach net zu Lëtzebuerg en Angebot kritt hunn, wat zefridde stellend wär. Doriwwer hätte mer och gäre vum Minister nach eng Erklärung, firwat dass mer dee Phenomeen nach ëmmer net ganz aus der Welt kritt hunn.

E leschte Punkt ass deen, dass mer och mengen, dass um Niveau vun der Kollaboratioun tëschent de Maisons de soin an de Réseauen an de Kliniken och nach Saache kënne verbessert ginn. Notamment een Aspekt schéngt eis ganz wichteg. Mir hunn och an deem Sënn eng Motioun virbereet. Nämlech deen, dass mer et fir absolut wichteg halen, dass den Dossier, de Plan de prise en charge, deen um Niveau vun der Assurance dépendance opgestallt gëtt vun de Bénéficiairen, dass deen am Spidol ëmmer misst bekannt a gewosst sinn, wann e Bénéficiaire vu Leeschtunge vun der Assurance dépendance muss hospitaliséiert ginn.

Dat geschitt wuel an der Praxis a ganz ville Fäll – vläicht souguer an de meeschte Fäll –, mä de Problem ass eben, dass et net ëmmer geschitt. An et ass eben net datselwecht, ob ee mat enger Häerzkrankheet am Spidol läit an dat ass den eenzege Problem, oder, wann ee mat enger Häerzkrankheet am Spidol läit an et ass ee pour le reste och nach e Bénéficiaire vu Soinë vun der Assurance dépendance. Dat bedéngt ganz oft aner Beweegungen: Et kann een net esou laang am Bett leien, et kann een net esou laang op därselwechter Plaz leien; fir nëmmen déi Beispiller ze ginn. Do wär et gutt, wann ee sech do méi kéint vergewësseren, dass déi Informatioune vun de Plans de prise en charge och an de Spideeler, bei den Dokteren an den Infirmièren an Infirmierë bekannt wären.

Mir hu wéi gesot an deem Sënn eng Motioun preparéiert, an där mer d'Regierung opfuerderen, duerfir Suerg ze droen, dass déi Informatiounen do kënnen tëschent de Maisons de soin an de Réseauen op där enger Säit, an op där anerer Säit de Spideeler an Dokteren an Infirmiere besser kënnen iwwerdroe ginn.

Déi Motioun huet och d'Ënnerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Madame Mutsch, vun der DP-Fraktioun iwwert den Här Carlo Wagner a vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Madame Stein-Mergen. Et ass nach eng Ënnerschréft op. Wann d'Kolleege vum ADR eis och wëllen ënnerstëtzen, da kënne se dat nach gäre maachen. Soss bréngen déi Gréng nach eng fënneft Ënnerschréft dobäi.

Motion 1

La Chambre des Députés

- considérant que les personnes bénéficiant des dispositions de la loi sur l'assurance dépendance ont souvent besoin de soins médicaux et hospitaliers;

- considérant que ces personnes ont des besoins spécifiques qui peuvent aller au-delà du traitement habituel de la pathologie pour laquelle elles ont été hospitalisées;

- considérant que faute de transmission de ces informations aux

médecins et au personnel hospitalier ceux-ci ne peuvent pas disposer de toutes les informations spécifiques aux patients bénéficiant des dispositions de la loi sur l'assurance dépendance;

invite le Gouvernement

- à veiller à la transmission du plan de prise en charge de l'assurance dépendance (desquels disposent les maisons et les réseaux de soins) aux structures hospitalières en cas d'hospitalisation d'une personne bénéficiant des dispositions de la loi sur l'assurance dépendance.

(s.) Félix Braz, Robert Mehlen, Lydia Mutsch, Martine Stein-Mergen, Carlo Wagner.

Dat gesot brénge mir eis Zoustëmmung zu deem Gesetz, a soen awer och nach der Rapportrice, der Madame Mutsch, Merci fir hire ganz detailléierte schréftleche Bericht an och hire concisen a verständleche mëndleche Bericht. Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus der Rapportrice, der Kolleegin Lydia Mutsch, Merci soen, virun allem fir dee schréftleche Rapport, dee si gemaach huet, an och haut fir hire mëndleche Rapport.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten hei, déi Debatten, déi mer 1998 haten, an déi Zäit, mengen ech, war de Minister Member vun der Kommissioun, wéi dat Gesetz ausgeschafft ginn ass, datt mer déi Zäit alleguerte vun engem historesche Gesetz geschwat hunn, vun engem Meilestein an eiser Sozialgesetzgebung. Mir hunn am Fong de Krees, fir eng komplett Versécherungsstrategie opzebauen, niewent den Unfallkeesen, niewent de Krankekeesen, niewent de Pensiounskeesen, mat der Fleegeversécherung 1998 zougemaach.

Mir woussten alleguer, wéi mer dat Gesetz 1998 gestëmmt hunn – wou mer jo och zum Deel an d'Ausland kucke gaange sinn, wou mer eis awer hei gréisstendeels och un Däitschland inspiréiert hunn, awer an de wesentleche Punkten, wat d'Fleeg ubelaangt huet, en eegent Konzept opgestallt hunn, wat méi persounebezu war –, dass dohannert sech natierlech och e grousst Fragezeiche géif opdoen, ob dee System géing fonctionnéieren an ob e finanzéierbar wär.

Mir waren eis och deemools heibannen eens, datt bei esou engem grousse Gesetz wéi dat eent war, dat, wéi all déi aner grouss Gesetzer aus der Sozialgesetzgebung, ni wäert zu honnert Prozent perfekt sinn, a wéi all déi aner Gesetzer och a regelméissegen Ofstänn erëm frësch op de Leescht muss geholl ginn an erëm ugepasst muss ginn un déi aktuell Situatioun.

Duerfir hate mer och en éischten Débat, en éischten Zwëschebilan am Mee 2001 schonn hei iwwert dat Gesetz. Haut gëtt dann erëm eng nei Etapp an deem Gesetz hei geschriwwen, wou, wéi d'Madame Rapportrice et hei opgezielt huet, am Fong fënnef Haaptziler mat dësem Gesetz verfollegt ginn, op déi ech net méi brauch weider anzegoen, well meng Virriedner dat gemaach hunn.

Dat ass d'Commission de la qualité des prestations; et ass d'Flexibilisatioun vu verschiddene Leeschtungen, virun allem d'Ofschafe vum minimale Seuil fir d'Leeschtungen, well am Fong, géif ech mengen, mir alleguer, déi mir jo ganz dacks vu Leit ugeschwat ginn, wann iergendwéi e Besoin besteet bei de Fleegeversécherungen oder eng Reklamatioun besteet, gemierkt hunn, datt dat ee vun deene Punkte war, op deem ee regelméisseg vun de Leit gesot krut, datt se net richteg averstane waren oder net verstanen hunn, datt eng Fleeg eben esou prezis géing ofgerechent ginn, wéini datt se géing ulafen.

D'Naturalleeschtunge gi vu 24,5 op 38,5 Stonnen eropgesat; et ginn d'Etappe vun der Prozedur nei definéiert; d'Relatioune mat de Prestataire ginn nei formuléiert; an dräi Beräicher kënne Kaderkonventioune gemaach ginn, an d'Prestation en espèces.

Här President, wéi mer dat Gesetz hei 1998 geschaf hunn, war eng vun de Froe déi vun der Finanzéierung. Mir waren eis deemools parteiiwwergräifend eens ginn, wéi mer deen 1% Cotisatioun agefouert hunn, datt mer dee géifen op alle Revenuen aféieren. Mir waren deemools an der Kommissioun der Meenung, datt dat a verschiddene Kreeser géif op eng Oppositioun stoussen, a mir waren zwar dunn iwwerrascht, datt ee bis haut nach néierens am Fong eng Oppositioun géint déi Iddi fonnt huet. Et war awer dat e wesentleche Schratt, dee mer deemools décidéiert hunn, datt mer déi eeprozenteg Cotisatioun op alle Revenuen agefouert hunn, an eis och domadder erlaabt hunn, eis e finanziellt Polster ze verschafen, dat déi Fleegeversécherung hei finanziell op sécher Féiss setzt.

Wat nach wichteg war deemools, wou mer am Fong aus der Erfahrung eraus geléiert haten, dat ass, datt mer direkt nëmme méi eng Kees gemaach hu fir sämtlech Assuréën aus dem ganze Land, egal a wat fir engem Secteur se schaffen. Wa mer kucken, wat fir ee Wee mer mat eise Krankekeese gaange sinn, déi fréier, uganks vum leschte Jorhonnert, am Fong als betriblech Krankekeesen entstane sinn, da war dat ee laange Wee, dee mer gaange sinn, bis mer haut eng Union des caisses de maladie hunn an awer doniewent nach administrativ déi eenzel Keese bestoen hunn, obscho se alleguer ënnert déiselwecht Gesetzgebung falen. Mir hunn et bei de Pensiounskeese gesinn, wou mer wuel nach déi verschidde Pensiounskeesen hunn, mä awer och alleguer ënnert ee Gesetz falen.

Ech mengen, aus all deem hu mer geléiert, a mir hunn, wéi mer d'Fleegeversécherung agefouert hunn, direkt nëmme méi eng Versécherung fir sämtlech Leit aus dem Land gemaach. Mir konnten an den éischte Jore Reserven uleeën. An et muss ee wëssen, datt deemools, wéi dem Stat seng Participatioun fixéiert ginn ass 1998, dat am Fong de Revers war vun deem, wat de Stat virdrun iwwer verschidde Budgetsartikelen, verschidde Ministèren fir d'Fleeg bezuelt huet. Déi Participatioun ass deemools chiffréiert ginn, a mir sinn dunn op dee Prozentsaz komm vu 45. An dat huet zesumme mat där eeprozenteger Cotisatioun dozou gefouert, datt mer zolidd Finanzsituatioune konnte kréien.

2004 hu mer elo déi éischte Kéier en Defizit gemaach vu 16 Milliounen Euro. Wann een dat kombinéiert mat der Alimentatioun vun de Fongen, sinn et der 21. A mir mussen awer och wëssen, datt ebe grad an deem Joer och iwwert de Statsbudget d'Participatioun vu 45 op 40% erofgesat gi war fir ee Joer.

Ech mengen, et muss ee wëssen, datt mer eise Sozialversécherungssystem ëmmer mëttel- a souguer laangfristeg mussen ofsécheren. Déiselwecht Diskussioun hu mer bei de Pensiounskeesen, wou mer net midd ginn, fir och dorop hinzeweisen, wann ëmmer erëm Leit mengen, well do grouss Reserve wieren, da wier eben elo vläicht bei enger staatlecher méi schwiereger finanzieller Situatioun e Gréff an d'Pensiounskeesen dann einfach toleréiert. Mä et muss een dann ëmmer wëssen, datt een domadder mëttel- oder laangfristeg déi Pensiounskeese belaascht an dann eben d'Leeschtungen a Fro stellt.

An datselwecht ass, mengen ech, hei bei der Fleegeversécherung de Fall. Doduerch datt de Stat also eng Kéier seng Participatioun erofgesat huet, ass och direkt déi Pensiounskeess defizitär an deem Joer ginn. Mir hunn also alleguer en Intérêt, datt déi Reserven, déi am Ableck 80 Milliounen Euro ausmaachen, bestoe bleiwen, fir och mëttel- a laangfristeg deene Leit, déi e Besoin hunn, eng Fleeg vun héijer Qualitéit kënnen unzebidden.

Mir wëssen alleguer, deemools wéi mer vun der Fleegeversécherung geschwat hunn, si Chiffere genannt gi vu 7 bis 8.000 Leit – dorunner kann ech mech erënneren –, vun deene mer gemengt hunn, déi géifen eng Demande maachen, fir vun der Fleegeversécherung ze profitéieren. Mir wëssen, datt déi Zuel eropgaangen ass.

An ee vun de Problemer, deen zwar domat zesummenhänkt, dat ass, datt et eis bis haut ni richteg gelongen ass, fir d'Waardezäiten ofzeschafen an op e wierklech verstännegen Délai ze reduzéieren, während deem d'Leit waarde mussen, bis se eng Äntwert oder eng Décisioun fir hir Demande kréien.

Mir hunn haut nach, wéi gesot, 2.500 Dossieren do leien. Mir wëssen, wat pro Mount verschafft gëtt, an ech géif och do den Appel un de Minister maachen, datt mer wierklech mat alle Méiglechkeete versichen, fir déi Délaien erofzesetzen, well et sinn am Fong dat nach déi eenzeg Reklamatiounen, oder de Gros vun de Reklamatiounen, déi un een erugedroe ginn, datt d'Leit einfach ze laang op eng Äntwert op eng Demande waarden.

Et muss een awer soen, datt déi Leit, déi responsabel sinn an der Verwaltung mat relativ vill Mënschlechkeet un déi Dossieren eruginn, an datt och net do – wéi soll ech soen? – à la lettre vum Gesetz mordicus agéiert gëtt, mä datt déi Leit och gesot kréien, datt dat retroaktiv op Grond vum Délai, wou se hir Demande maachen, zréckgeet. Och do, mengen ech, muss ee feststellen, datt zwar e Maximum gemaach gëtt, mä dat Optimaalt wier selbstverständlech, wa mer et géife fäerdeg brénge, dat op vernünfteg Délaien zréckzeschrauwen.

Eent vun den Haaptziler deemools war, fir der Fleeg doheem eng gewësse Prioritéit ze ginn. Dat ass eis, mengen ech, mat dësem Gesetz gelongen. Well, wa mer wëssen, datt mer haut bal 5.000 Leit an deem Secteur beschäftegen, a wann een duerch d'Land geet, gesäit een all Dag där Autoe vun deene Réseauen doruechter zirkuléieren, da gesäit een, wat do eppes entstanen ass, wat mer eis sécherlech net an där Gréisstenuerdnung 1998 virgestallt hunn, mä wat enorm wichteg ass, well esou vill Leit haut doheem, do wou se am léifste sinn, kënnen hir Fleeg kréien. Se kréien eng gutt Fleeg; si kréien eng optimal Fleeg, an dat war wierklech e wäertvolle Schratt, dee mer hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Wäertvoll ass och, datt d'Leit net nëmmen, wa se fleegebedürfteg sinn, Kierperfleeg kréien, mä datt se och, wann Nout um Mann ass, doheem iwwerall do Hëllef kréien an Infrastrukturen, fir sech a Better, Rollstill oder fir sech vun engem Stack op deen aneren ze bewegen.

Wann een dat haut virun zéng Joer gesot hätt, hätte wahrscheinlech vill Leit net gemengt, datt mer eng Kéier sou wäit géife kommen. Et ass also insgesamt eng ganz positiv Entwécklung, déi een am Kader vun der Fleegeversécherung muss feststellen. Ech mengen, mir hätten alleguer en Intérêt, datt mer eis als Gesellschaft dee Moyen ginn, well et muss ee jo och wëssen, datt ëmmer méi Leit, vu datt mer méi al ginn, fleegebedürfteg ginn. An alleguer mir, déi d'Chance haut hunn, net an deem Fall ze sinn, kënnen awer zu engem gudden Deel selwer och eng Kéier an dee Fall kommen, vun där Fleegeversécherung hei musse Gebrauch ze maachen.

Dofir hu mer also en Intérêt, datt mer eng Fleegeversécherung opbauen, déi laangfristeg finanzéierbar ass, déi eng optimal Konditioun gëtt an déi all Mënsch, egal a wat fir enger sozialer Schicht hie sech beweegt, déiselwecht qualitativ héich Fleeg zoukomme léisst. Dofir wëll ech och vun eiser Säit aus all deene Leit Merci soen, déi an deem Domän schaffen, souwuel deenen, déi um Terrain schaffen, an den Haiser schaffen, wéi deenen, déi an de Verwaltunge schaffen, datt se hei eng wierklech gutt Aarbecht maachen.

Eleng d'Tatsaach, datt mir heibannen haut wéineg Reklamatiounen, oder bal keng Reklamatioune méi iwwert de Fonctionnement vun der Fleegeversécherung hunn, bedeit, datt op där anerer Säit déi Fleeg vis-à-vis vun deene Leit, déi et néideg hunn, optimal ass, an datt déi Leit domadden zefridde sinn.

Duerfir eise Merci un alleguer déi Leit, déi dagdeeglech do eng wuel schwéier awer nobel Aarbecht vis-à-vis vun deene Mënschen do alleguer maachen. Duerfir ass et eng Selbstverständlechkeet, Här President, datt mir d'Zoustëmmung zu dësem Projet wäerte bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass näischt zu deem bäizefügen, wat vun alle Bänken hei festgestallt ginn ass, wann et ëm de Prinzip selwer vun der Fleegeversécherung geet. D'Fleegeversécherung ass a bleift e wichtege Pilier vun eisem Sozialsystem.

D'Fleegeversécherung huet sech bewäert, a si ass net méi ewechzedenken. D'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung ass awer ee Gesetz, dat wahrscheinlech ni fäerdeg wäert sinn, mä dat dauernd un nei Realitéite muss ugepasst ginn, esou wéi dat bei anere fundamentale Gesetzer an der Sécurité sociale ass. Wann een do stoe bleift, geet een zréck. Esou dass dat hei eng weider Etapp an der Fleegeversécherung ass, sécher awer net déi lescht.

De Projet, iwwert dee mer haut schwätzen, huet sécher net déiselwecht Envergure wéi den urspréngleche Projet, mä bréngt eng Rei vun Adaptatiounen, déi sech um Terrain als noutwendeg erwisen hunn. De Projet soll d'Méiglechkeet ginn, fir sech méi staark a Qualitéit ze engagéieren an eng méi staark Flexibilitéit, do wou se noutwendeg ass, eranzebréngen, méi Kontrollméiglechkeeten och ze schafen, souwuel wat d'Quantitéit vun de geleeschtenen Akten, mä och wat d'Qualtiéit vun de geleeschtenen Akten ugeet. De Projet soll och d'Verantwortung an d'Partnerschaft promouvéieren, déi noutwendeg sinn, fir dëse fundamentale Projet, dat Regelwierk, um Liewe kënnen ze halen.

De Projet consacréiert och eng Rei vun Initiativen a Saachen Innovatioun, déi och hir Plaz an der Fleegeversécherung huet, iwwert d'Projets d'actions expérimentales, an eppes, wat mir besonnesch um Häerz läit, wat ee vläicht nach net an deem Mooss am Beräich vun der Fleegeversécherung erëmfënnt, dat ass de Punkt vun der Preventioun vun der Dépendance. D'Réhabilitatioun kritt vill Gewiicht an der Fleegeversécherung, mä d'Preventioun insgesamt an alle Liewensphasen, déi kann derzou bäidroen, dass een d'Dépendance verhënnert, oder jiddefalls wäit erausschiebt. Dat ass ee vun deene Punkten, déi mer an nächster Zukunft nach méi staark musse besetzen.

Ech wëll just eng Rei vun Detailer zum jëtzegen Zäitpunkt iwwert de Succès vun der Fleegeversécherung ginn, duerch déi an der Zwëschenzäit iwwer 8.000 Leit profitéiere vun deene verschiddenste Prestatiounen. Dat sinn ëmmerhin 1,7% bis 1,8% vun der Gesamtpopulatioun. Wann ee Leit hëlt, déi iwwer 80 Joer al sinn, esou ass ee vu véier, dee vun de Prestatioune vun der Fleegeversécherung profitéiert.

Wann een elo kuckt déi Ayant-droiten, déi Leit, déi an de Genoss vun der Fleegeversécherung kommen, esou liewe 65% weiderhin doheem an hirer Famill a 35% sinn an Institutiounen, sinn an Infrastrukturen. Esou dass een haut scho ka soen, dass eent vun den Haaptziler, déi d'Fleegeversécherung hat, wéi mer se an den 90er Jore preparéiert hunn an 1998 gestëmmt hunn, dass dat Zil erreecht ginn ass. A wann een och de Bilan zitt vun dem Käschtepunkt vun de Soins à domicile an de Soinen an den Institutiounen, esou muss ee feststellen, dass een och do um richtege Wee ass, wann een den Akzent op de Maintien à domicile leet.

Zënter dass d'Fleegeversécherung a Kraaft ass, sinn 38.000 Demandë fir Hëllefen am Rahme vun der Fleegeversécherung agereecht ginn. Et muss ee soen, dass mer elo de Rythme de croisière erreecht hunn, wou ëm 500 bis 600 – an der leschter Zäit ëm 600 – Demanden de Mount erakomme fir d'Hëllefen. Wéi d'Gesetz a Kraaft gesat ginn ass, louche mer tëschent 300 a 400.

Wann een elo déi Period tëschent 2001 an haut kuckt, wéi et mat der Evolutioun vun den Demanden ass, da muss ee feststellen, dass haut 57% méi Demanden erakomme wéi am Ufank. Ronn 30.000 Leit vun deenen 38.000, déi Demandë gemaach hunn, sinn an der Zwëschenzäit an iergendenger Phas vun hirem Liewen an de Genoss vun de Prestatioune vun der Fleegeversécherung komm. Do gesäit een also, dass vill vun deenen, déi eng Demande maachen, och an de Genoss vun den Hëllefe kommen.

Wann een elo kuckt, wéi d'Evolutioun an den Etablissementer war, esou si mer tëschent 1999 an 2004 vun 2.300 Leit, déi an den Institutioune waren, op 3.200 haut an d'Luucht gaang. Beim Domicile ass d'Progressioun nach vill méi spektakulär. Do hate mer am Joer 1999 ronn 2.700 Leit, déi dovu profitéiert hunn. Haut sinn et der 5.500. Et ass also eng ganz spektakulär Evolutioun. D'Zuel vun deene Leit, déi an de Genoss vun der Fleegeversécherung kommen, déi steigt am Rhythmus vun 12% bis 13% am Joer. Se steigt méi staark am Domicile wéi an den Institutiounen.

Bei den techneschen Hëllefen, wat och ee wichtege Volet ass vun der Fleegeversécherung, wou Leit déi technesch Hëllefsmëttele kréien, déi se brauchen, fir besser kënnen ze liewen, esou muss ee soen, dass och do zënter der Aféierung vun der Fleegeversécherung ganz vill Leit dovu profitéiert hunn: Iwwer 20.000 Leit.

Wann een elo kuckt, an et ass vläicht awer interessant, fir eng Kéier e bësse méi gräifbar ze gesinn, wat d'Fleegeversécherung deem Eenzelnen da pro Mount am Duerchschnëtt bréngt, esou ass dat Resultat och zimlech spektakulär. An de Centres intégrés ass dee Beitrag vun der Fleegeversécherung vum Joer 2000 op d'Joer 2004 vun 2.700 Euro de Mount op 3.500 Euro de Mount an d'Luucht gaang. Bei de Maisons de soin ass

se vun 3.200 Euro op 4.100 Euro de Mount an d'Luucht gaang. Dir gesitt also, dat ass ganz spektakulär!

An och, wann d'Leit d'Frais d'hébergement dann nach ze bezuelen hunn, déi relativ héich sinn – dat muss ee soen, an doriwwer däerf een och eng Kéier a Rou diskutéieren –, esou ass et awer spektakulär, wat de Soinsvolet an den Hëllefsvolet ausmécht. Dat kéint kee vu sech selwer iwwerhuelen. Deen 1% Cotisatioun, deen haut all Stot oder jiddfereen, deen an Zukunft dovu profitéiert, investéiert, ass gutt investéiert Gelder.

Wann een dat hei emol esou plastesch géintiwwer gesäit, da sinn och fir d'Zukunft, wann een iwwert d'Stellen hannert dem Komma schwätzt, déi een adaptéiere muss, da sinn déi ze relativéieren an ze nuancéieren, wann ee gesäit, wat ee vu Leeschtungen duerfir kritt.

Bei de Prestatiounen doheem ass d'Evolutioun och net onbeträchtlech. Am Joer 2000 louch den Duerchschnëttsmontant bei 1.935 Euro – kommt mer soen 1.950 Euro – an am Joer 2004 bei ronn 3.000 Euro. Dir gesitt also och do, wat de Betrag oder de Géigewäert an Euroe vun deene Leeschtungen ass, vun deenen d'Leit profitéieren, an och – an et ass virdru vun der Rapportrice gesot ginn –, wéi d'Geldleeschtungen evoluéiert sinn. Vum Joer 2000 u sinn d'Geldleeschtunge vu 560 Euro am Duerchschnëtt am Mount op 732 Euro am Duerchschnëtt fir d'Aidant-informelen an d'Luucht gaang; och do kann een also net soen, dass et keng seriö Evolutioun géif ginn.

Wann een dann elo kuckt, wéi vill Leit dass just vu Prestations en nature, wéi vill der just vu Geldleeschtungen a wéi vill der kombinéiert vu Geldleeschtungen an Naturalleeschtunge profitéieren, sou sinn et der bei reng eleng Naturalleeschtungen 13,8%; bei renge Geldleeschtunge ronn 40% a bei kombinéiert Leeschtunge sinn et der ëmmerhi 46,8%.

Spektakulär ass och d'Evolutioun vun dem Personal. An do erlaabt Der mer awer vläicht eng Kéier e bësse méi kloer op eng Diskussioun anzegoen, déi mer ëmmer d'Tendenz hunn, souwuel an der Gesondheet wéi bei de Services sociaux ze féieren.

Mir hunn d'Tendenz, fir heiansdo ze vergiessen, dass Liewensqualitéit, souwuel wat d'Gesondheet ugeet wéi wat d'Dépendance ugeet, net nëmmen eppes kascht, mä ganz vill bréngt.

Éischtens bréngt et deene Leit, déi déi Prestatioune kréien, ganz vill. An déi Services sociaux oder déi Services d'intérêt général sinn net nëmmen e Käschtefaktor, mä sinn an der Tëschenzäit ee ganz wesentlechen ekonomesche Faktor ginn a sinn e ganz eminente Faktor a Saachen Emploië ginn. Wann een deen heite Beräich kuckt, wéi do déi sécher Aarbechtsplazen vum Personal an deene leschte Joren evoluéiert hunn, ass dat ganz spektakulär. An den Etablissementer ass d'Zuel innerhalb vu fënnef Joer vun 2.400 ronn op 3.500 ronn an d'Luucht gaang.

Wann een elo d'Vollzäitleit hëlt, dann ass d'Zuel vun 1.200 Vollzäitbeschäftegten, équivalent am temps plein ETP – mä dat ass relativ schwéier fir mat deene Begréffer do ronderëm sech ze werfen –, och relativ spektakulär vun 1.216 an den Etablissementer op iwwer 2.000 eropgaangen.

A bei de Réseauen ass d'Evolutioun nach vill méi spektakulär, souwuel bei der Gesamtzuel vun de Leit, déi do schaffen, wou innerhalb vu fënnef Joer d'Zuel vun de Beschäftegte vun 1.120 op 1.890 an d'Luucht gaangen ass, wéi och a Saachen équivalent Vollzäitbeschäftegt, där hir Zuel sech méi wéi verdräifacht huet. An dat ass spektakulär!

Et muss een also soen, dass mer engersäits d'Liewensqualitéit hunn, déi ganz vill bruecht huet fir d'Leit – selbstverständlech och mat engem Käschtepunkt, ech kommen herno nach kuerz dorop zréck –, mä anerersäits och eng Evolutioun am Emploi hunn, déi ganz positiv ass, an déi een net soll vergiessen, wann ee vum Käschtepunkt vun der Gesondheet, vun der Dépendance schwätzt, well dann ass dat een Element, dee leider allze oft ënnert den Teppech gekiert gëtt; an ech mengen, dofir si mir do, fir dorop hinzeweisen.

Ech wëll och dorop hiweisen, dass bei där Steigerung vun der Aarbecht, déi op eis Leit zoukomm ass, déi Zuel vun de Leit, déi an der Cellule schaffen, also do schaffen, wou d'Bewäertungen, wou d'Kontroll gemaach ginn, nach ëmmer relativ bescheide bleift. Et si ronn 40 Vollzäitbeschäftegter, a wann een d'Deelzäitbeschäftegter hëlt, da sinn et der 42, déi op deenen doten Dossiere schaffen.

An do soll een emol eng Kéier dovu profitéieren, fir ze soen, dass eng excellent Aarbecht do geleescht gëtt, och wann heiansdo vu Retarde geschwat gëtt. Jo, do kann een driwwer schwätzen, mir hunn déi Retarden, déi mer am Ufank haten, net voll konnte resorbéieren, mä si sinn awer elo stabil.

An dat, wat de Carlo Wagner virdru gesot huet, ass ganz richteg: Mir hunn zwar nach ëmmer Retarden, mä mir hunn eis d'Instrumenter ginn, fir d'Retarden, déi do sinn, fir d'Leit ouni Konsequenzen oder ouni gréisser Konsequenzen ze halen, doduerch dass an der Praxis mat ganz grousser Flexibilitéit op déi Problemer kann agaange ginn, wéi vum éischten Dag un Droit op d'Leeschtungen, urgent Fäll, déi gutt opgefaang kënne ginn an esou weider, ech vergiessen der sécher, mä do ass um Terrain der Situatioun Rechnung gedroe ginn.

A wann een déi Waardezäite kuckt, oder wann een déi Zuel vun deenen Dossieren, déi a Beaarbechtung sinn, kuckt, da kënnt een heiansdo zu falsche Konklusiounen, well et kéint een zur Konklusioun kommen, dass déi Leit net Recht op Leeschtungen hunn. Dat ass awer net esou, dat sinn éischter statistesch Zuelen, déi awer net de Problemer um Terrain entspriechen, déi Problemer ginn opgefaangen. Also, ech hu gesot, dass bei Urgencë flexibel reagéiert ka ginn, a selbstverständlech och bei der Ouverture vum Droit op d'Leeschtungen, déi vum éischten Dag un entstinn.

Vu mir aus vläicht nach eng Kéier drop insistéiert, dass d'Fleegeversécherung also sonder Zweifel engem reelle Besoin entsprach huet an dass d'Introduktioun ganz ville Leit an hire Familljen, also net nëmmen de Leit, mä och hire Familljen, eng ganz seriö Verbesserung bruecht huet.

Da vläicht eng Rei vu Stellungnahmen zu deenen eenzelne Riedner, wou ech fir d'éischt der Madame Lydia Mutsch wëll een häerzleche Merci soen an der ganzer Kommissioun, selbstverständlech och dem Martin Bisenius, fir déi excellent Aarbecht an déi Flexibilitéit, déi si haten, an enger komplizéierter Matière, fir kënnen eenzel Amendementer nozeschéissen, déi eis et awer erlaben, mengen ech, dass mer elo een anstännegt Gesetz hei hunn.

Vun der Madame Stein an och vum Carlo Wagner ass op d'Käschtenentwécklung agaange ginn. D'Madame Stein huet eng Rei vun Iwwerleeunge gemaach, déi a Richtung Action concertée oder Steiergrupp ginn, an de Carlo Wagner huet zu Recht festgestallt, dass den Defizit, mat deem mer éischtmoleg am leschte Joer konfrontéiert waren, net dramatesch ass.

Alles ass richteg, mä mer mussen oppassen. An ech mengen, dass mer Intérêt hunn an der Fleegeversécherung eng ähnlech Démarche ze maachen, wéi mer si bei der Krankeversécherung entaméiert hunn, also a Rou – dat kënne mer eis elo nach erlaben, well mer nach Reserven hunn – ze kucken, wou et sech ganz gutt entwéckelt, wou Evolutioune sinn, déi net esou glécklech sinn, an och do, wou vläicht d'Ham heiansdo an der Mëllech gekacht gëtt, oder wou ee Feelentwécklunge ka feststellen, awer a Rou, net mam décken Hummer a virun allem net verfréit Saachen a Fro stellen, déi een net soll liichtfankech a Fro stellen.

Ech wollt Iech just ee Wuert soen iwwer eis Démarche. Mir hunn zënter enger Rei vu Méint e Steiergrupp agesat vun de Leit vum Terrain, déi en detailléierte Bilan iwwert d'Entwécklung solle maachen, an dann, wa mir dee Bilan hunn, kënnt d'Action concertée – wou ech frou sinn, dass se verankert bleift an dësem Gesetz – an d'Spill, wou mer mat de Partner alleguer déi Problemer, déi mer opdecken, wëllen ugoen an och Äntwerten dorop ginn. Mir kënne si vläicht net alleguer ginn – et bleiwen der –, mä et ass jiddefalls eng Démarche, déi sech bewäert huet.

Ech mengen, dass d'Defiziter effektiv net ze dramatiséiere sinn. Déi vum leschte Joer sinn zur Halschent dorop zréckzefëieren, dass am Joer 2004 de Stat seng Participatioun vu 45 op 40% gesenkt huet, déi ass an der Zwëschenzäit vum 1. Januar 2005 erëm op 45% erhéicht ginn, esou dass ech haut – ech hunn dat bis elo net gemaach – menge Kolleege vum LCGB, déi mech am Oktober dozou opgefuerdert haten, oder d'Regierung opgefuerdert haten, fir erëm op déi 45% zréckzekommen, ka soen, dass ech ganz gär déi dote Fuerderung retroaktiv op den 1. Januar 2005 ugeholl hunn.

Mir ware vläicht ze diskret an deem doten Dossier. Et sinn Eenzelner, déi mengen, mir wären ze séier an deem doten Dossier gewiescht, mä bon, ech mengen, do loosse mer eis kee schlecht Gewësse maachen.

Bei der Nuetsbetreiung, do ass et esou, dass mer amgaange si mat de Partner an engem klengen Aarbechtsgrupp ze kucken, wou déi Nuetsbetreiung a wierklech ganz haarde Fäll noutwendeg ass, a mir wäerte kucken, no wat fir enge Kritären een déi Nuetsbetreiung ka maachen, fir dass et net zu enger Explosioun op deem dote Punkt kënnt. Dat wäert ee vun deene Projets d'actions expérimentales ginn, wou d'Projetë gedeckelt si mat mat engem Betrag, dee jährlech kann zur Verfügung stoen.

De Carlo Wagner huet drop higewisen, dass et keng fundamental Divergenzen zwëschent deem ursprëngleche Projet, deen abruecht ginn ass, an deem jëtzege gëtt. Et ass eng Nuance, nämlech dass déi puer spezifesch Krankheeten, déi ënnert dem Seuil vun 3,5 Stonne en considératioun geholl gi sinn, an dësem Projet bäibehale ginn – wat, mengen ech, och keng grouss Protester wäert ginn.

Zu deenen Aussoen, déi de Félix Braz gemaach huet, géif ech mengen, dass d'Regierung d'Motioun kann unhuelen. Allerdéngs ass dat hei een Element nëmme vun deenen Donnéeën, déi ee brauch, an ech wëll drop hiweisen, dass an de Réseauen, an den Haiser eng Rei vu ganz gudden Initiative bestinn, wou iwwer e Carnet vun de Patienten dat do weidergeleet gëtt. Ech weess dat, well ech virun e puer Wochen dorop higewise gi si vu mengem Kolleeg, dem John Castegnaro, dass dat bei Help besteet. Ech ginn dovun aus, dass et an anere Formen och an anere Réseauë besteet. Wann dat net sollt de Fall sinn, dann exemple jiddefalls à suivre.

Dann, mengen ech...

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen; ech hunn Iech schonn e bëssen Zäit dobäiginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President, ech kommen direkt zur Konklusioun. Dat ass ganz léif.

De Mëssverständnis beim Här Braz: Et ass ni eng Liste unique ginn. Mir hunn déi ëmmer gefuerdert, mä si ass ni komm. Ech wëll Iech awer soen, dass ech zesumme mat de Réseauen, dass ech zesumme mat den Institutiounen de Wonsch geäussert hunn, fir esou e „Samu dépendance" kënnen op d'Been ze setzen, wou mer sollen zesumme kucken, dass mer an extreme Fäll, déi direkt mussen erakommen, do eng Méiglechkeet kréien, fir dat ze maachen.

Dann zu den Auslandspatienten ass richteg gesot ginn, dass nach ëmmer Patienten am Ausland sinn – Personnes dépendantes am Ausland. Genee ze chiffréieren ass et net. Et sinn eng Rei vu Leit, déi fräiwëlleg, och wéinst Käschtegrënn an d'Ausland ginn. Anerer hu vläicht net zum richtegen Zäitpunkt eng Plaz kritt, hunn hire Familljemember an d'Ausland ginn an huele se vläicht net méi gär direkt zréck. Bei anere Fäll wär d'Bereetschaft do, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen, an do musse mer effektiv duerno kucken.

Als Konklusioun wollt ech alle Kolleegen, déi hei eng ganz nuancéiert an och eng ganz engagéiert Positioun pro Fleegeversécherung geholl hunn, en häerzleche Merci soen. Deene Leit, déi um Terrain schaffen, drécken ech meng Unerkennung aus fir hiren Asaz an engem net einfachen Domän. A meng Freed wëll ech och doriwwer ausdrécken, dass mer deen heite Projet nach virum Enn vum Joer konnte stëmmen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun, déi déposéiert ginn ass vum Här Braz. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Vote

Ech gesinn, dass d'Motioun eestëmmeg ugeholl ass.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, der Diskussioun vum Projet de loi 5478 iwwert de Patrimoine culturel. Bis elo sinn ageschriwwen d'Madame Flesch, den Här Scheuer, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Stein. Madame Stein, wann ech gelift.

4. 5478 – Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi ass also ënnert der Nummer 5478 den 23. Mee 2005 vum delegéierten Ausseminister Nicolas Schmit an der Chamber deponéiert ginn an dat Gesetz besteet aus engem eenzegen Artikel: „Est approuvée la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003."

Bei dësem Projet de loi handelt et sech also ëm d'Approbatioun vun enger internationaler Konventioun vun der UNESCO iwwert déi immateriell Kulturgidder, déi vun der Generalkonferenz vun der UNESCO zu Paräis vun enger écrasanter Majoritéit ugeholl ginn ass. Ech brauch Iech net ze soen, dass mir als Land säit 1947 Member vun der UNESCO sinn.

Den Avis vum Conseil d'État ass de 25. Oktober 2005 ukomm, an an hirer Réunioun vum 12. Dezember 2005 huet d'Kulturkommissioun de Projet diskutéiert a mech als Rapportrice nominéiert. De Rapport ass de 14. Dezember vun därselwechter Kommissioun ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat versteet een ënnert dem Patrimoine culturel immatériel? Et handelt sech hei ëm Praktiken, Spektakelen – net am Sënn vu Kaméidi, mä am franséische Sënn vu Spectacle –, Expressiounen, Wëssen awer och Savoir-faire, déi zum kulturelle Patrimoine vu Communautéiten, Länner, Gruppe gehéieren, déi vu Generatioun zu Generatioun weidergi ginn, an déi dëse Gruppen eng gewëssen Identitéit an och eng gewëssen Kontinuitéit vermëttelen.

Heizou gehéiere Sproochen, Museksformen, Theater, sozial a rituell Praktiken, esou wéi d'Fäerdegkeet vu verschiddene lokal gebonnenen Handwierken. Wie sech fir eng Illustratioun vun dëser Opzielung interesséiert, dee kann op den Internetsite vun der UNESCO goen – //portal.unesco.org. Do gesäit een all déi Elementer; et sinn der am Ganze bis elo 47, déi schonn op esou enger Lëscht stinn.

Ech ginn Iech e puer Beispiller. Bei verschiddenen Nomadepopulatiounen an der Mongolei gëtt et säit iwwer 2.000 Joer d'Traditioun – ech bieden Iech mech ze entschëllegen, ech huelen un, dass meng Prononciatioun net richteg wäert sinn – vum „Urtiin duu" – dem „laange Lidd". Dës Lidder si vun den Nomadevölker bei grousse Geleeënheeten opgefouert ginn, an duerch d'Verännerung vun hirer Liewensweis, dem Verloscht vun hirem Weideland an domadder der Sédentaritéit, riskéiert dës traditionell Ausdrocksform verluer ze goen.

A Südmarokko hu sech säit éiweg Beduinestämm periodesch getraff an engem Moussem, enger Zort Foire fir kulturell, ekonomesch a sozial Échangen. Dës Moussem sinn awer och a Gefor, an domat all déi Bräich, déi domat a Verbindung stinn, duerch och erëm d'Ännerung vun hirer Liewensweis. Säit e puer Joer fënnt zu Tan Tan elo erëm all Joer esou e Moussem statt.

Am Bangladesch, a Westbengalen gëtt et d'Traditioun vun de Baul, vergläichbar mat de Minnesänger, déi et bei ons am Mëttelalter ginn ass, déi vun Duerf zu Duerf zéien an do sangen, danzen a Musek maachen. Dës Form vu Musek gëtt vun engem Sänger zum anere vermëttelt an dat säit dem 15. Jorhonnert. Si drécke mat hirer spezieller Musek eng Relioun awer och eng Philosophie aus, déi am ländleche Bengalen déif verwuerzelt ass. Dës Traditioun ass awer a Gefor, well d'Landbevölkerung mëttlerweil esou aarm ass, dass se sech selwer net méi kann ënnerhalen, a scho guer net hir Minnesänger.

Ech kommen elo e ganze Schrëtt méi no. An Europa, a Sardinien, hei gëtt et och eng Gesankstraditioun, an zwar den A Tenorgesank, e polyphoneschen A-cappella-Gesank, dee vu véier Männerstëmme virgedroe gëtt. Hei ass et net de Mangel u finanzielle Fongen, mä den Tourismus, deen derzou féiert, dass dës Opféierungen ëmmer méi aus de klenge Réuniounen op d'Bühne verluecht ginn, an et doduerjer zu enger Veraarmung vum Repertoire kënnt.

A Spuenien, zu Berga a Katalonien, gëtt et eng Traditioun vu Prozessiounen, déi heesche „Patum", déi op d'Corpus-Christi-Prozessiounen aus dem Mëttelalter zréckzefëiere sinn. Et ass eng Parad vu Masken, awer et gehéiert och eng speziell musekalesch Ausdrocksform dozou. Et ass e reliéise Brauch, dee sech aus der heednescher Zäit iwwerdroen huet.

Ech kéint och nach laang weiderfueren, mä ech mengen dës puer Beispiller illustréieren zimlech genee, wat een ënner immaterielle Kulturgidder versteet. An ech mengen och, et ass elo kloer, wat den Intérêt vum Ënnerhale vun dësen Traditiounen ass.

Firwat sinn awer elo schonn déi 47 Elementer op dëser Lëscht, wou ons Konventioun eréischt dann a Kraaft trëtt, wann 30 Länner ratifizéiert hunn? Nun, et ass säit 2001 eng biennal Proklamatioun vun immaterielle Kulturgidder op enger provisorescher Lëscht ginn. Dës Lëscht gëtt bei der Entrée en vigueur vun der Konventioun automatesch op där representativer definitiver Lëscht iwwerholl.

Wéi soll dat fonctionnéieren? D'UNESCO kritt d'Kandidature fir seng zwou Lëschten eran, ënnersicht se an décidéiert, ob se op dësen Inventaire solle kommen oder net. Et ginn zwou där Lëschten, wéi gesot, eng méi eng „klassesch" representativ Lëscht vum Patrimoine culturel vun der Mënschheet, ze vergläiche mat der Lëscht fir déi materiell Kulturgidder, wou jo zu onsem groussen Houfert och ons Wenzelsmauer an d'Family of Man dropstinn. Donieft gëtt et eng zweet Lëscht, wou déi Elementer dropgesat ginn, där hiert Erhalen dréngend ass, déi an akuter Gefor sinn.

D'Konventioun gesäit vir, dass zwee Organer dës Prozeduren assuréieren: eng Assemblée générale vun de Länner, déi all zwee Joer zesummekënnt, an ee Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. An dësem Comité sëtzen 18 Représentanten, déi op der Assemblée générale gewielt ginn, mat engem Mandat vu véier Joer. All zwee Joer gëtt dëse Gremium zur Halschent erneiert. D'Memberszuel gëtt op 24 Memberen eropgesat, wa 50 Staten der Konventioun bäigetruede sinn.

Wat sinn de Länner hir Obligatiounen? Nun, si verflichte sech:

- op hirem Territoire eege Mesuren ze huelen, fir hire Patrimoine immatériel ze erhalen;

- op hirem Territoire och dës Elementer ze erfaassen, an zwar zesumme mat de concernéierte Communautéiten, Gruppen, an ONGen, an dann en Inventaire opzestellen, a schliesslech

- eng Politik ze féieren, déi generell eng Mise en valeur vun hirem Patrimoine assuréiert, awer och dee legalen, finanziellen an Erzéiungskader heifir ze schafen.

D'UNESCO selwer gëtt sech eng Rei Instrumenter, fir op internationalem Plang anzegräifen, ausser der Gestioun vun deenen zwou Lëschten, déi ech virdrun ernimmt hunn. Si mécht selwer Promotioun vu Programmen a Projeten, déi d'Philosophie vun der Konventioun erëmspigelen, a soll sech heibäi besonnesch ëm d'Entwécklungslänner këmmeren; aus verständlechen Ursaachen. Si bitt dann och international Assistenz a Form vun Expertise, Formatioun, Élaboratioun vun Normen a schliesslech souguer Équipementer un, do wou dat néideg ass.

Ech wëll dës Méiglechkeete besonnesch ervirsträichen, well, wa mer vum immaterielle Kulturgutt vu verschiddenen ethnesche Gruppen, a besonnesch Minoritéiten, schwätzen, da schéngt et kloer, dass dës Gruppe vläicht net ëmmer esou vun deene Länner, zu deene si gehéieren, ënnerstëtzt ginn. Wa mer hei en Instrument kréien, fir an esou Fäll eng international Hëllef kënnen unzebidden, da schéngt dëst eleng mer schonn eng ganz wichteg Ursaach dëser Konventioun bäizetrieden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt awer nach aner Ursaachen, firwat mir als Lëtzebuerger net nëmmen iwwerhaapt, mä grad elo dëser Konventioun sollte bäitrieden: Mir hunn nämlech an onsem Land esou eng eenzegaarteg immateriell kulturell Manifestatioun, an dat ass déi lechternacher Sprangprozessioun.

D'Madame Hennicot-Schoepges hat duerfir och scho mat engem Groupe de travail ad hoc en Dossier preparéiert, fir si op déi Lëscht, also déi no den ale Modalitéiten, anzedroen. Iwwert dëse Preparativen ass et dunn zu där neier Konventioun komm, an et ass dem Kulturministère no geluecht ginn, de Wee vun där neier Prozedur ze goen. Dat awer net, well d'Sprangprozessioun net géif op d'Lëscht passen. Au contraire, Lëtzebuerg ass vun der UNESCO encouragéiert ginn ze kandidéieren, wann och net schrëftlech, Madame Flesch.

(Hilarité)

Ech wëll hei net op Inhalten an Ursprong vun der Sprangprozessioun agoen. Dat mécht sécher deen een oder deen anere Politiker, dee sech méi an déi Géigend zougehéiereg spiert, besser. Ech wëll hei just kuerz op den Agenda agoe vun där Kandidatur.

(Interruption)

Well da versteet een och, firwat, hic et nunc, an nach virum Joreswiessel, dës Konventioun soll duerch eis Chamber ugeholl ginn.

Wa mer elo direkt d'Konventioun ratifizéieren, gehéiere mer nach zu deenen éischten 30 Länner. Déi Responsabel rechne sech doduerjer eng gutt Chance aus, dass Lëtzebuerg och an deem éischte Comité vertrueden ass. Et ass de Wonsch vu Lëtzebuerg, an dat ass an der Diskussioun an der Kommissioun kloer gesot ginn, fir an dësem Comité och aktiv un der Élaboratioun vun de Kritären, fir op dës Lëscht ze kommen, matzeschaffen.

Déi zweet Ursaach, firwat elo, ass déi, dass wann dat neit Joer 30 Länner ratifizéiert hunn – et sinn der bis elo 27 –, si dräi Méint duerno kënnt en vigueur trieden, an da géifen d'Kandidaturen ënnersicht ginn, an zwee Joer no der éischter Generalassemblée kënnt dann d'Sprangprozessioun op dës Lëscht agedroe ginn, zäitgläich mam Willibrord-Joer 2008, wat dann e wichtegt Joer, net nëmme fir Iechternach, mä fir onst ganzt Land wier.

Et interesséiert Iech gradesou wéi virdrun d'Membere vun onser Kommissioun, awer ganz sécher och, wat de Käschtepunkt vun dëser Aktioun ass. Et ass esou, dass d'Memberstaten all zwee Joer eng Kontributioun an dëse Fong wäerte bezuelen, no engem uniformë Pourcentage, deen awer net méi wéi 1% vun deem Stat senger Kontributioun um Budget ordinaire vun der UNESCO däerf bedroen. Dat si fir Lëtzebuerg héchstens 2.000 Euro. An ech géif mengen, souguer no de Budgetsdiskussioune vun der leschter Woch, dass mer ons dat kënnten an och sollte leeschten.

Ech géif Iech gär wëllen am Numm vun der CSV-Fraktioun dëse Projet un d'Häerz leeën. Et ass nämlech fälschlech verschiddentlech an der Kommissioun esou duergestallt ginn, wéi wann den Intérêt vun dësem Projet ganz eleng un der Unerkennung vun der Iechternacher Sprangprozessioun géif léien. Ech hoffen, dass ech dat duerch dës Ausféierungen entkraaft hunn, ganz besonnesch am Intérêt vun all deene Minoritéiten, deenen hir immateriell Kulturgidder wierklech, a vläicht méi, a Gefor sinn, wéi ons Sprangprozessioun.

Ech wëllt awer och am Numm vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier betounen, dass mir d'Iechternacher Sprangprozessioun net eleng als reliéis, mä als kulturell Manifestatioun wëlle gesinn, als Traditioun. Wann ech déi Leit dann iwwerzeegt hunn, dass dat d'Approche ass, déi ee soll zu dësem Problem hunn, hoffen ech, dass se dëse Projet wäerte matstëmmen. Ech kann hinnen, ouni dem Här Scheuer wëlle virzegräifen, versécheren, dass d'Ursprëng vun der Sprangprozessioun och an heednescher Zäit leien.

Ech bréngen also den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Éischt Riednerin, d'Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech der Rapportrice, der Madame Stein-Mergen, Merci soe fir hire Rapport. Engersäits fir hire schrëftleche Rapport, dee se wierklech an enger Rekordzäit virgeluecht huet – an ech gi vläicht e bëssen dorobber an –, an och ganz besonnesch awer fir hire mëndleche Rapport, wou ech mengen, dass se wierklech genee drop higewisen huet, wat de Wäert an d'Portée vun där Konventioun ass, ouni an deem Zesummenhang vun der Iechternacher Sprangprozessioun ze schwätzen, op déi ech awer nach duerno ze schwätze kommen.

Wat ons frappéiert huet bei deem Projet, dat ass, dass en de 25. Mee vun dësem Joer déposéiert ginn ass, dass en de 25. Oktober vum Conseil d'État aviséiert ginn ass an dass du Funkstille war. An dunn op eemol si mer uganks Dezember Hals iwwer Kapp an eng Kommissioun geruff ginn, den 12. Dezember. An de 14. Dezember hu mer de Rapport ugeholl. Dat heescht also, dass mer do enorm zügeg geschafft hunn.

D'Regierung seet ons, dee Projet wär urgent, well Lëtzebuerg wär gäre bei deenen éischten 30 Länner derbäi, déi déi Konventioun ratifiéieren, an dass doduerjer och Lëtzebuerg eng Chance hätt, e Siège ze kréien an deem éischte Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel et immatériel.

Här President, well ech scho laang an dësem Geschäft dobäi sinn a weess, wéi déi Saache ginn, seet mäi klenge Fanger mir, dass wahrscheinlech d'Urgence dorop zréckzefëieren ass, dass eng Persoun – egal wie si ass – net kann dorop waarden, dass si an dee Comité genannt gëtt. Esou ginn d'Saachen zu Lëtzebuerg an esou ginn d'Saachen dann op eemol urgent.

Ceci dit, Här President, wëll ech awer ganz kloer soen, dass ons Fraktioun wäert dee Projet stëmmen, aus all deenen Ursaachen, déi d'Madame Stein elo an hirem mëndleche Rapport évoquéiert huet. De Patrimoine culturel immatériel ass ee wichtegen, an et schéngt ons richteg, dass Lëtzebuerg no där Traditioun, dass Lëtzebuerg ëmmer an der UNESCO Member war, och dëser Konventioun bäitrëtt.

Wat awer bei ons oder bei mir verschidde Froe suscitéiert, dat ass den Exposé des motifs. Fir d'alleréischt wëll ech hei festhalen, wéi d'Madame Rapportrice et scho gesot huet, dass de Projet déposéiert ginn ass am Numm vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, duerch de Ministre délégué, den Här Nicolas Schmit.

Ech wëll si ausdrécklech félicitéieren, dass si am Numm vun der Regierung proposéiert hunn, d'Iechternacher Sprangprozessioun an déi zukünfteg Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité anzeschreiwen an datt si domadder sech débarrasséiert hu vun deem, wat ech géing nennen, Anticléricalisme primaire, deen ons sozialistesch Frënn heiansdo dozou beweegt, bei hire Parteikongresser fir Animatioun ze suergen.

Also, Här Asselborn an Här Schmit, villmools Merci, dass Dir do – wéi soll ech soen? – ee Statsakt poséiert hutt.

(Interruption et hilarité)

Ech hunn, Här President, perséinlech guer näischt géint d'Iechternacher Sprangprozessioun, mä ech muss d'Regierung awer froen: Wuerfir dee Choix? D'Madame Stein huet elo dorop higewisen, dass et ee wichtegt Element ass an onsem Patrimoine culturel immatériel – an ech kommen nach drop zréck –, mä ech halen awer fest, dass am Exposé des motifs d'Regierung als Ursaachen der nëmmen zwou ugëtt. Si seet, d'Responsabele vun der UNESCO hunn ons verschiddentlech assuréiert, dass d'Inscriptioun vun der Iechternacher Sprangprozessioun wichteg wär. An déi zweet Ursaach, déi am Exposé des motifs ugeféiert gëtt, dat ass, dass d'Madame Erna Hennicot-Schoepges sengerzäit ee Groupe de travail ad hoc instituéiert hat, deen den Dossier scho preparéiert hat.

Nu gutt, mä ech wär awer frou, wa mer géingen e puer Ursaache quant au fond vun der Regierung kréien, wat hir Décisioun motivéiert. Sécherlech gesäit d'Konventioun vir, dass de Patrimoine culturel immatériel sech notamment duerch Sozialpraktiken, Ritualer an Événements festifs materialiséiert. Sécherlech sinn an der Lëscht vun de Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel vun der UNESCO, déi jo automatesch an d'Liste représentative integréiert ginn, schonn eng ganz Partie Événements à caractère cultuel – ech soe wuel cultuel, net culturel –, a wann een d'Lëscht kuckt vun deene 47 Manifestatiounen an Evénementer, déi schonn ënnert deene Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel dobäi sinn, da gesäit een effektiv, dass eng ganz Partie rituell Evénementer virgesi sinn.

Ech hunn och an den Internet eragekuckt. Ech sinn op eng aner Lëscht komm wéi déi, déi d'Madame Stein hei évoquéiert huet, mä ech wëll hei dorop hiweisen, dass zum Beispill bei deene cultuelen Evénementer ee kann areien: „Babië" vu Bistritsa a Bulgarien; de „Ramlila", wat déi traditionell Representatioun vum Ramayana an Indien ass; de „Vimbuza" a Malawi; oder de „Kankurang" am Senegal an a Gambien.

(Brouhaha général)

An ech sinn iwwerzeegt, dass ech nach Saachen net richteg interpretéiert hunn an dass ech wahrscheinlech och aner Evénementer vergiess hunn.

D'Madame Stein huet gemengt, d'Iechternacher Sprangprozessioun wär eng eenzegaarteg Manifestatioun. Si ass sécherlech anzereien an d'Pratiques sociales, d'Ritualer an d'Événements festifs vun onsem Land. Mä et gëtt och nach anerer. Wéi ass et zum Beispill mat der Oktavprozessioun?

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- D'Procession dansante vun Iechternach huet zwar vis-à-vis vun der Prozessioun vun der Oktav de Privilège vun der Anciennetéit. 1497 géint 1624. En revanche muss ech awer dorop hiweisen, dass d'Trösterin der Betrübten säit 1666 Schutzpatrounin vun der Stad Lëtzebuerg ass...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Kréie mer elo kuerz viru Chrëschtdag e Geschichtscours hei gehalen?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- ...a säit 1678 Schutzpatrounin vum ganze Land, während den Hellege Willibrord, dee jo zu Iechternach vénéréiert gëtt, laut Site Internet vun der katholescher Kierch zu Lëtzebuerg, nëmmen den zweete Schutzpatroun vu Lëtzebuerg ass.

(Hilarité)

Also, wuerfir net d'Oktav?

Mä et kann een natierlech och, Här President, an ee ganz aneren Domän eriwwergoen, mä ëmmer dann awer bei den Événements festifs bleiwen. Ech denken zum Beispill un d'Schueberfouer, déi 1340 vum Blanne Jang gegrënnt ginn ass an déi all Joer zwou Millioune Visiteuren op Lëtzebuerg bréngt. An d'Schueberfouer huet bien entendu par rapport zu Iechternach de Privilège vun der Anciennetéit.

An, Här President, ech wëll awer och nach hei bemierken, dass an der Lëscht vun de Chefs-d'œuvre vun der UNESCO mer Evénementer fannen, déi vläicht méi Ähnlechkeete mat der Schueberfouer hu wéi mat deene reliéise Manifestatiounen, vun deenen ech virdru geschwat hunn.

Ech denken zum Beispill un d'„Samba de Roda" vun Recôncavo Baiano a Brasilien; ech denken un déi Prozessiounen, déi mer hei besser kenne vu Risen an Draachen an der Belsch an a Frankräich; ech denken u verschidde pastoral Traditiounen am Costa Rica, déi mam Ursprong vun der Schueberfouer enk verbonne

sinn; ech denken un de Carnaval vu Barranquilla a Kolumbien, an ech denke vläicht och un de „Gule Wamkulu“ am Malawi, am Mozambique an a Sambia.

M. le Président.- Här Bettel, wann Dir der Madame Flesch nolauschtert, kënnt Dir eppes bäiléieren.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech sinn iwwerzeegt, ech hunn do nach aner Evénementer iwwersinn.

Also dofir meng Fro un d'Regierung: Wat sinn déi déif gräifend Grënn, déi Argumenter quant au fond, wuerfir de Choix just op Iechternach gefall ass?

Ech soen et nach eng Kéier, mir hunn näischt dergéint, mä mer géingen awer gären d'Ursaache kennen, déi d'Regierung dozou gefréiert huet, just dat Evénement ze proposéieren.

Här President, am Exposé des motifs hält d'Regierung weider fest, dass d'Inscriptioun vun der Procession dansante, also vun der Sprangprozessioun, op dës Lëscht représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité eng zousätzlech Distinctioun fir Lëtzebuerg wär, am Zousaz zu deenen zwou Distinctiounen, déi mer scho vun der UNESCO kritt hunn, déi vu 1994, déi de Site vun der Stad Lëtzebuerg, déi al Quartieren an d'Fortificatiounen, op d'Lëscht vum Patrimoine mondial gesat huet, an anererséits 2003 d'Décisioun vun der UNESCO d'Expositioun vum Edward Steichen senge Fotoe Family of Man an de Register vun der Mémoire du Monde anzeschreiwen.

Ech wëll zwee Wierder soen iwwert d'Inscriptioun vun den ale Quartieren aus der Stad Lëtzebuerg an de Fortificatiounen op der Lëscht vum Patrimoine mondial, well an der lescht esou vill vun der Cité judiciaire geschwat gëtt.

Gott sei Dank hu mer eng gewësse Garantie gehat vun der UNESCO, déi huet doduerjer d'Dégâten esthetescher an urbanistescher Natur limitéiert, mä nach deet et mir perséinlech Leed, dass d'UNESCO sech hei breetschloe gelooss huet, an nach deet et mir Leed, dass et ons an der Stad Lëtzebuerg net gelongen ass, trotz villen Efforten, déi Konstruktioun op deem Site ze verhënneren. Wann ech elo gesinn, wat aus dem Buedem erausschéisst, da sinn ech net iwwerzeegt, dass mer do esthetesch an urbanistesch gutt gehandelt hunn. Mais enfin...

(Brouhaha général)

...let's not cry over spilled milk, a loosse mer nëmmen hoffen, dass mer bei deem Chantier net déi Surprisë kréien, déi verschidden Nouvellen, déi ech de Moien um Radio gehéiert hunn, mech erahne loossen. Ech wënschen dem Bauteminister, dass do alles leeft, wéi et soll.

Här President, no all deene Remarquë wëll ech awer nach eng Kéier dorop hiweisen, dass mir dee Projet de loi wäerte stëmmen, dass mer ons awer scho freeën op déi Explikatiounen, déi d'Madame Statssekretär vun der Kultur ons bestëmmt gëtt, fir d'Décisioun vun der Regierung, déi am Exposé des motifs steet, ze motivéieren.

De Projet de loi ass, wéi d'Madame Stein gesot huet, jo ganz einfach nëmmen d'Approbatioun vun der Konventioun. Do kënne mer ouni Hésitatioun e ganz kloren „Jo“ bréngen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Wat geschitt dann elo?

Une autre voix.- Den Optrëtt vum Liewen.

(Interruption)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert zum Schluss vu mengem klengen Exposé dann op d'Madame Flesch zréckkommen, an ech mengen, déi puer Minutten, déi ech mer geholl hunn, déi gi schonn eng Serie vun Äntwerten, ouni datt ech der Madame Statssekretärin virgräife wëll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg war ëmmer eng Terre de passage. D'Häre si komm. Se si bliwwen, e puer Joer, e puer Jorzéngten. Se si gaang. Lëtzebuerg war ëmmer e Stéck, en Element vu méi engem grousse Land, vu méi engem dichtege Monarch, mat méi oder manner groussem militäreschem Potenzial, mat méi politeschem Pouvoir. Am 19. Jorhonnert si mer dann endlech zum Stat ginn. Mir sinn zur Natioun ginn.

Och déi grouss kulturell Geeschter waren de passage zu Lëtzebuerg. De Goethe war hei. De Victor Hugo war hei. Si hunn e puer Spuren hannerlooss. Se si gaang. Mir si multikulturell gepräegt ginn. Mir hunn eis eege Kultur gepräegt kritt, an eis eege Kultur ass un de Buedem gebonnen. Dat ass net aussergewéinlech. Si ass och net eenzegaarteg. Si ass sympathesch. Si ass noutwendeg. An dem Drock, an deem Bräi vun Aflëss, deem mer ausgesat sinn an ëmmer nach ausgesat waren, ass et ëmsou méi noutwendeg, fir se ze ënnerhalen.

All déi Aflëss vun deene sou genannten Hären, déi de passage hei waren, hu Spuren hannerlooss, Madame Flesch.

(Interruptions)

Réimer waren hei, bis zum Occupant vu viru 60 Joer. Et ass ëmmer eppes Rescht bliwwen. Lëtzebuerg verfügt schonn iwwer e Patrimoine culturel matériel – am Kloertext: iwwer Architektur an dësem Fall –, deen eenzegaarteg ass, deen erhale gi muss an deen och säi Wäert a seng Wäertaschätzung fonnt huet bei der UNESCO. En ass meeschtens awer eng Kombinatioun vum Site mat der Architektur, mat de Gebailechkeeten. En Ensembel also ass et, wat d'Typeschkeet vum Lëtzebuerger Patrimoine matériel ausmécht.

(Interruption)

Am Joer 698 ass den angelsächsesche Mönch Willibrord op Iechternach komm. En huet e Benediktinerklouschter gegrënnt. En ass Bëschof ginn. E war zweemol beim Poopst. En ass zréckkomm op Iechternach. An en ass 739 do gestuerwen. Et war e Mann, deen huet Benelux missionaresch erfaasst. En huet d'ganz Groussregioun erfaasst.

Aus der Presenz vun deem Mann, deen einfach dokumentaresch erfaasst ass, huet sech eng nohalteg Entwécklung erginn, am richtegen, am wierkleche Sënn vum Wuert. Nohalteg fir d'Stad Iechternach, nohalteg fir d'Grenzregioun, souguer nohalteg fir Benelux, a virun allem och nohalteg fir Lëtzebuerg. Wat ass entstan?

1. Entstan ass en architektonesche Patrimoine: Kierchen, Kapellen, natierlech eng Basilika. Et sinn herrlech Dépendancen entstanen uechtert d'ganz Regioun: Kleng Schlässer mat enger äusserst raffinéierter Architektur, déi zu de Fleuronë vun der Architektur hei zu Lëtzebuerg gehéieren. Et sinn Ensembles entstan, vu Steen a vun Natur. Entstan ass och eng Stad do ronderëm mat enger ganz eegener Urbanisatioun.

2. Et ass e Kulturschaffen aus där Presenz entstan. E Kulturschaffen, wat eenzegaarteg fir Lëtzebuerg war an ass, an och aussergewéinlech fir Europa. Zu Iechternach ass e Skriptorium opgemaach ginn. E Skriptorium vun der Abtei. Dat war eng Produktiounsplaz fir Codices, eng Produktiounsplaz fir Évangéliairen, an esou weider. Am 8. an am 9. Jorhonnert, a besonnesch méi bekannt, am 11. Jorhonnert sinn do Prunkbicher gezeechent ginn, gemoolt ginn, geschriwwe ginn, déi haut zu de beschte Stécker an de Muséeën an an de Bibliothéiken uechter Europa gehéieren.

Mir hunn näischt méi. Mir hunn déi Chance verpasst fir dee leschte Codex, den „Codex Aureus“, ze kafen, wéi en an de 50er Joren op de Maart komm ass. Deen ass haut zu Nürnberg. Mir hunn nach Facsimiléen. All Fac-similé ass nach méi wäert wéi dee beschte Péckvillchen.

(Hilarité)

Oder de beschte Rousekranz, deen deierste Rousekranz, deen Der um Oktavmäertchen oder op der Schueberfouer ze kafe kritt.

(Interruption)

Och op der Schueberfouer kritt ee se ze kafen.

3. Entstan ass och e Patrimoine immatériel culturel. Nämlech de Kult vum Grënner vun der Abtei, de Kult vum Willibrord. An zu deem Patrimoine gehéiert eben och d'Sprangprozessioun. An zu deem Patrimoine gehéiert och dat, wat de Pierre Frieden genannt huet – et deet mer elo e bësse Leed, datt den Här Henri Grethen net do ass – den „Esprit d'Echternach“. Wann ech esou ronderëm mech kucken, d'Madame Statssekretärin, de Fernand Boden, de Jean-Marie Halsdorf, den Henri Grethen virun allem, de Paul-Henri Meyers a meng Wéinegkeet, vläicht si mer e bësse gepräegt vun deem „Esprit d'Echternach“. Vläicht kéint ee vun hinnen en definéieren; ech kann et net.

Madame Stein, ech soen Iech Merci fir de Rapport, deen Der gemaach hutt. Dir hutt d'Konventioun duergeluecht. Dir hutt iwwert d'Konventioun geschwat. Et ass eng Konventioun, déi äusserst prezis ass. An et ass eng Konventioun mat Obligatioune fir déi Communautéiten, déi dee Patrimoine immatériel halen an ënnerhale wëllen. Et sinn och Obligatiounen dra fir déi Institutiounen, déi domadder befaasst sinn, dat heescht an dësem Fall fir d'Gemeng. An dësem Fall, wou den Term „cultuel“ gebraucht gëtt, bestëmmt och fir d'Kierch, an net onbedéngt fir d'Kierchefabrik – well da si mir et nees, de Pouvoir public –, a bestëmmt awer och fir de Stat.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Sprangprozessioun entsprécht nämlech alle Kritären, déi an där Konventioun festgehale sinn – alle Kritären an ausnahmslos alle Kritären. An ech huele mer just nëmmen déi haaptsächlech eraus:

Éischtens, d'Sprangprozessioun ass haut eenzegaarteg zu Lëtzebuerg. Si ass eenzegaarteg an Europa a wahrscheinlech och, ënnert där Form, weltwäit.

Zweetens, d'Sprangprozessioun ass e liewegt Element vum Lëtzebuerger kulturelle Liewen a Kulturliewen. Se ass reliéis verwuerzelt, net nëmmen op enger klenger Plaz, mä an der Groussregioun. Ech hu vu Benelux geschwat. Et ass eng Manifestatioun, déi all Joer 11.000 Leit unzitt fir matzesprangen, an dat Duebelt, 11.000 a méi Leit, fir kënnen nozekucken. Hiren Impakt geet eriwwer op Rheinland-Pfalz. Dir wësst, datt zu Prüm virdru gesprong ginn ass, éier zu Iechternach gesprong ginn ass, an datt se haut nach vu Prüm a vu Waxweiler dohinner kommen.

Drëttens, et ass eng Manifestatioun, déi dokumentéiert ass duerch vill Publikatiounen. Déi Publikatiounen, déi reeche wäit iwwer Lëtzebuerg ewech. D'Sprangprozessioun ass Objet vun enger geschichtlecher Forschung. Dir braucht Iech nëmmen d'Internetsäiten unzekucken, ob dat an däitscher, franséischer, englescher oder hollännescher Sprooch ass, et ginn e puer dausend Referenzen, déi Dir ugewise kritt, wann Der „Sprangprozessioun“ an deene verschiddene Sproochen eragitt.

Véiertens, hire Charakter huet sech am Wesentlechen erhalen. De Ritual gëtt respektéiert vu Sprénger, vu Sänger, vun deene Leit, déi bieden. Een Organ – och dat ass noutwendeg –, dat ass de „Willibrordus-Bauverein“, waacht mat Argusaen driwwer, datt keen Unfug do entsteet. D'Sprangprozessioun ass konservativ, a se ass konservéiert vu konservative Leit.

(Hilarité)

Fënneftens, den Zesummenhang tëschent der Stad Iechternach an hirer Ekonomie, tëschent der Stad Iechternach an hirer ganzer sozialer Entwécklung, mat hirem ganze Kulturliewen ass do. An deen héije Bekanntheetsgrad vum Numm „Iechternach“ kënnt duerch d'Sprangprozessioun – haaptsächlech duerch d'Sprangprozessioun. Et ass en Element, wat eben net austauschbar ass, dat gëtt et soss néierens an et kann een et emol net ausbauen. Et ass e séchere Wäert och fir den Tourismus vun der Regioun. Dat sinn d'Haaptkritären, déi mussen erfëllt ginn, wann eng Manifestatioun op d'Lëscht vun der UNESCO gesat gëtt.

Ergo schwätzt näischt dergéint, fir dat do ze maachen, an ech fuerdere jiddfereen eraus, eng entspriechend Manifestatioun nach zu Lëtzebuerg opzedreiwen, déi déi do Kritären esou integral erfëllt wéi d'Sprangprozessioun.

An der heiteger Form ass se sécher net ze trenne vum Willibrorduskult. Si ass sécher och a Verbindung ze brénge mat erhofftene Wonner, mat Mythen, mat Awerglawen a mat Glawen, mat Krankheeten a mat Epidemien – dat ass esou. Si ass bis 1777 ganz bestëmmt ouni Musek ofgelaf. An déi heiteg Melodie, déi huet vill Texter...

(Interruptions)

Här Gibéryen, Dir fannt ähnlech Melodien, wann Dir d'Fuesent erausgitt. Et ass eng Polka. An déi Texter, déi mat där relativ trivialer Melodie sech verbannen, sinn och esou trivial. Dat si keng Arien, dat ass och kee reliéist Lidd, den Text ass „Abraham hatte sieben Söhne“, anerer soen „Alle meine Entchen“, an am Franséischen – huet en Historiker nogekuckt – gëtt et ee Lidd op déiselwecht Melodie, an déi heescht: „Allons chercher des moules.“

Dat, fir Iech ze weisen, datt dee reliéise Geescht, deen där Sprangprozessioun zu Grond läit, awer verwuerzelt ass am Alldagsliewe vun de Leit. 1786 ass se souguer verbuede ginn, an zënter 1830 fënnt se statt op Péngschtdënschdeg.

Une voix.- Firwat ass se verbuede ginn?

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Firwat ass se verbuede ginn? Well se net méi disziplinéiert genuch war – drécke mer et emol esou aus!

(Hilarité)

Si ass net ëmmer esou rigid gespronge gi wéi haut; si ass gespronge gi vum Krich u bis haut ëmmer no därselwechter Form – wien anescht sprëngt, dat ass en Häretiker. Mä dräi Schrëtt no vir, zwee Schrëtt no hannen, dat ass et ëmmer ginn, an et sinn och nach aner Forme gi vum Danzen, wéi zum Beispill och dat, wat een an England fënnt, e Ringdanz, deen op der Maartplaz opgefouert ginn ass. Dat ass et also alles ginn. Et ass wéi spréchwiertlech de Prinzip zréckbehale ginn, oder d'Iddi zréckbehale ginn: dräi Schrëtt no vir, zwee zréck.

Ech war eng Kéier zu Dakar, do hunn ech nogelauschtert, wéi iwwer Entwécklungshëllef geschwat ginn ass. Do huet en Universitéitsprofesser vun Dakar gesot, d'europäesch Entwécklungshëllef géif virgoen nom Prinzip vun der Iechternacher Procession dansante: dräi Schrëtt no vir an zwee Schrëtt no hannen, a ganz oft zwee Schrëtt no vir an dräi Schrëtt zréck.

Ech mengen, ech war deen Eenzegen, deen et verstanen hat, mat Ausnahm vum Här Goerens, dee war dobäi.

(Interruption et hilarité)

Voilà.

An all déi Varianten dinn där Sprangprozessioun a mengen Ae keen Ofbroch. Hire Wäert bleift erhalen, an et deet hir och keen Ofbroch, wa mer se mat areien, oder ureien un déi Gebräicher, un déi Riten, un déi Traditiounen, déi sech net gehalen hunn, mä déi sech historesch dokumentéiere loossen, an zwar un heednesch Gebräicher, Prozessiounen zu Éiere vu Götter, Prozessiounen zu Éiere vu Götter, déi ee mat der Hand gräife konnt, déi net abstrakt ware wéi eiser Här, mä an dësem Fall huet sech déi Veréierung vun deene Götter iwwerdroen op Helleger, op Fester mat mystheschem Hannergrond.

An zur Erënnerung: Just déi zolidd-ste Kierche si gebaut ginn op réimesche Kasteller, op heednesche Fundamenter, an d'Parkierch zu Iechternach ass esou grouss an esou schéin a si steet esou fest, well si op engem réimesche Kastell steet.

D'Sprangprozessioun vun Iechternach ass e mëttelalterleche Brauch, dee seng Wuerzele méi wäit zréck an der Vergaangenheet huet. Si ass, wat an der Konventioun genannt gëtt, ech liesen Iech et vir: „L'univers que les communautés, groupes et individus se transmettent de génération en génération et considèrent comme partie intégrante de leur patrimoine culturel.“

Dir Dammen an Dir Hären, an där Konventioun stinn awer och Obligatiounen, an zwar Obligatioune fir d'Gesellschaft, fir de Stat, déi Traditioun ze fleegen an déi Manifestatioun ze ënnerhalen. Déi Sprangprozessioun, déi gëtt ënnerhalen éischtens duerch eng Organisatioun, déi sech Willibrordus-Bauveräin nennt. Et ass déi Organisatioun, wou politesch Differenze misste schmëlzen, wou et keng dierft ginn, an datselwecht gëllt och fir d'Sprangprozessioun, ënnert där Konditioun, datt d'Préséance an der éischter Rei gekläert ass.

Une voix.- Ah!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Da falen all Differenzen zesummen an da geet d'Prozessioun hire Wee ronderëm d'Graf vum hellege Willibrord, mä den Ufank ass munchmol ganz schwéier.

Dee Willibrordus-Bauveräin, deen dirigéiert déi Organisatioun a mécht och deen heiten Dossier op eng diskret Aart a Weis, op eng effikass Aart a Weis, a si ass och en charge fir den Dossier ze presentéieren.

Ech soen deene Leit Merci, déi et maachen, a félicitéiere se, an hoffen, datt am Joer 2008 dann deen Dossier erëm ass an datt mer dann op der Lëscht vun deem Patrimoine culturel stinn.

Gefuerdert ass awer och d'Öffentlechkeet. Gefuerdert sinn an dësem Fall d'öffentlech Hand, de Stat, d'Gemeng an awer och d'Par. De Stat ass verflicht, fir dee Kult ze ënnerstëtzen. Et gëtt zu Iechternach keng Plaz, wou d'Sprangprozessioun presentéiert ass, eng Presentatioun vun hir gemaach gëtt, déi hirem Wäert entsprécht. An déi Plaz muss geschaaft ginn, Madame Statssekretärin! An zwar muss se geschaaft ginn an deem Raum, deen tëschent der Basilika an tëschent deem Musée läit, dat heescht am Bannenhaff.

Eréischt wann déi Plaz geschaaft ass, dann hu mer och dee Geescht

vun der Konventioun oder den Artikel 14 vun der Konventioun erfëllt, dee seet, aus där Konventioun ergëtt sech d'Verflichtung fir net nëmmen ze ënnerhalen, mä fir Educatioun ze maachen, fir Sensibilisatioun ze maachen, fir d'Capacitéiten ze renforcéieren „et pour assurer la reconnaissance de la manifestation", a fir e Programme éducatif opzestellen.

Dowéinst wär et mäi Wonsch, an ech mengen de Wonsch vun allen lechternacher, fir datt eng Kommissioun agesat gëtt, déi dann intensiv schafft, fir dee Bannenhaff an d'Rei ze setzen.

Här President, ech weess, datt Dir net nëmmen en Esthet sidd, mä datt Dir och nach...

M. le Président.- Merci!

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Da maache mer et esou. Ech wollt dat der Chamber iwwerreechen.

Ech hu vollt Vertrauen an den Här Mosar, deen natierlech eng Kombinatioun mécht vu Sprangprozessioun an Oktavprozessioun, fir op näischt ze verzichten, an ech géif dat dann dem Här Mosar iwwerreechen an hie bieden, dat da weiderzeginn un de President, an der Hoffnung, datt de President dat och ophänkt.

Et ass ee vun deene schéine Facsimilés, déi entstane sinn an der lechternacher Abtei, an ech mengen dem chrëschtleche Gemitt vum Här Weiler géif dat entgéintkommen, wann hien dat géif ophänken.

M. le Président.- Merci.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech géif deem dote President dann e Buch iwwerreechen, wou hien de Wäert vun der lechternacher Sprangprozessioun noliese kann. Wann ech gelift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci fir seng excellent Interventioun a fir déi zwee ganz schéi Cadeauen. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et fält mer natierlech elo e bësse schwéier, fir och nach als Mierscher hei no deem Geschichtsunterrecht Stellung ze huelen. Duerfir wäert ech mech dann och e bësse kuerz faassen.

Lëtzebuerg ass also eent vun deenen éischte Länner, dat déi Konventioun hei ratifizéiere wëllt; ech hunn allerdéngs festgestallt – wéi ech dat am Rapport gelies hunn –, datt schonn 23 Länner virun eis dat gemaach hunn. Also, mir wëllen dat jo extra fréi maachen, mir wëlle bei deenen 30 éischte sinn. 23 Länner hu schonn ënnerschriwwen, zum Beispill: Mali, Indien, Nigeria oder Bhutan. Déi sinn dann am Fong geholl nach méi op Zack wéi mir.

Datt mir wëlle bei deenen éischten 30 sinn, ech huelen un – an do hat ech déiselwecht Iddi, wéi d'Madame Flesch –, datt sech do e Mënsch wëllt an engem Comité betätegen. Do hunn ech am Fong geholl och näischt drun auszesetzen. Dat ass jo flott, wann ee Mënsch sech fir esou eppes interesséiert.

(Hilarité)

Et geet also drëm, fir de Patrimoine culturel immatériel ze schützen. Dat fanne mir Gréng natierlech eng gutt Saach. Besonnesch an Zäite vu Globaliséierung a vu puren ekonomisteschen an ultraliberalen Tendenzen ass et och flott, wa mer eis e bëssen ëm d'Kulturgidder an all hire Facettë këmmeren. Dat ass jo och dann een Instrument, dat bäikënnt bei déi Konventioun vun 1972, wou et ëm d'Sauvegarde du Patrimoine culturel et naturel geet.

Wa mer iwwert de Patrimoine culturel immatériel schwätzen, da wësse mer, datt mer do an enger Évolution constante sinn. Den Här Scheuer huet dat jo och elo ganz flott hei opgezeechent unhand vun der lechternacher Sprangprozessioun, wou mer jo och am Laf vun de Joren eng Évolutioun gesinn hunn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Madame Flesch an och d'Rapportrice, d'Madame Stein-Mergen, hu ganz flott opgezielt, wat et nach vu Beispiller do gëtt. Ech fannen dat och ganz interessant, datt dann niewent de Minnesänger a Westbengalen an de polyphoresche Männergesäng op Sardinien, d'lechternacher Sprangprozessioun da vu lëtzebuergescher Säit derbäikënnt. Ech géing mengen, ech hunn et op alle Fall net esou verstanen, datt mer géinge bei der lechternacher Sprangprozessioun stoe bleiwen. Mir kënne bestëmmt nach eng Kéier iwwert d'Oktav oder iwwert d'Schueberfouer diskutéieren.

An deem Sënn der Madame Stein-Mergen Merci fir hiren ausféierleche Rapport. Deenen anere Riedner Merci fir den historeschen Exkurs. Ech bréngen domat den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, et ass deem, wat hei gesot ginn ass, net méi ganz vill unzefügen. Ech géing duerfir och am Numm vun eiser Fraktioun begréissen, datt mer déi Konventioun haut hei kënne stëmmen.

Mir liewen an engem gemeinsamen Europa, wat sech doduerch auszeechent, an dat gëtt bei all Geleeënheet ënnerstrach, datt mer d'Villfalt, virun allem eis kulturell Villfalt, wëllen erhalen a se net an engem Dëppe vun Uniformitéit lues a lues ënnergoe wëlle loossen.

Duerfir kënne mir eis mam Objet vun dëser Konventioun voll a ganz d'accord erklären, dat, wéi gesot, ganz besonnesch an enger Welt, déi an enger Vitesse evoluéiert, wéi ni virdrun. An enger Vitesse, déi et mat sech bréngt, datt villes, wat zur kultureller Ierfschaft gehéiert, a besonnesch dat, wat immatériel ass, lues a lues verluer geet. Och an enger Welt, déi duerch déi modern Kommunikatiounsmëttelen ëmmer méi Gefor leeft, datt villes uniformiéiert gëtt. Duerfir wëlle mir och d'Noutwendegkeet vun dëser Konventioun ënnersträichen.

Ech wollt just op ee Punkt agoen. Mir liesen, datt déi nei Konventioun, ech zitéieren: „traite des traditions et expressions orales, y compris la langue" betrëfft. An et ass do, wou ech op dëser Plaz wollt Wäert drop leeën. Och eis lëtzebuergesch Sprooch, déi vun net ganz ville Leit geschwat gëtt, ass, eiser Meenung no, et wäert erhalen ze ginn.

Eis lëtzebuergesch Sprooch leeft Gefor aus deene Grënn, déi ech elo grad schonn ugefouert hunn, och lues a lues ze erodéieren. Si ass amgaang ze erodéieren. Engersäits duerch den Afloss vun der Francophonie hei zu Lëtzebuerg, wou mer wëssen, wou d'Grënn hierkommen, awer nach vill méi duerch d'däitsch Televisioun. Mir erliewen dat bei eise Kanner ëmmer méi, datt do, wou mer wierklech originell Lëtzebuerger Ausdréck hunn, se lues a lues duerch däitsch Ausdréck ersat ginn.

Duerfir wollt ech hei Wäert drop leeën, datt mer eiser Sprooch an der Konstitutioun dee Wäert emol sollen araumen, wéinstens symbolesch, dee mer er wierklech zoumoossen. Datt mer se sollen an der Konstitutioun verankeren. Datt mer eis sollen duerfir asetzen, datt se als offiziell Sprooch an der Europäescher Unioun soll unerkannt ginn. Woubäi mer net insistéieren, datt alles soll op Lëtzebuergesch misse gedréckt ginn, mä datt se awer, esou wéi Malta dat zum Beispill och duerchgesat huet, soll als eng vun den offizielle Sproochen an der Europäescher Unioun unerkannt ginn.

Ech fannen och, datt mer an eise Kommunikatiounsinstrumenter, notamment Radio an Televisioun, solle Wäert drop leeën, datt e proppert Lëtzebuergesch geschwat gëtt, wat, an dat muss ee bedaueren, vläicht an der Hektik vum Alldag nach laang net ëmmer de Fall ass. Vläicht soll ee sech emol iwwerleeën, ob een do net Mëttele fënnt, fir der Erhalung vun der Originalitéit vun eiser Sprooch vläicht e bësse méi kënnen zum Duerchbroch ze verhëllefen.

An dann, last but not least, mir selwer, déi mir vill an der Öffentlechkeet stinn, ech mengen, sollen eis permanent e bëssen um Rimm rappen, a probéieren net dat, wat effektiv d'Gefor ass, ganz séier an aner Sproochen ze verfalen oder bei aner Sprooche léinen ze goen, well dat natierlech heiansdo e bësse méi einfach ass.

Ee Wuert, awer nëmme ganz kuerz, zur Aussiicht, déi mer elo hunn, datt d'Sprangprozessioun soll an dee Patrimoine culturel do opgeholl ginn. Ech mengen, déi Saach huet net nëmmen de Sege vum hellege Willibrord. Ech kann och hei soen, datt se de Sege vun der ganzer ADR-Fraktioun huet.

(Interruption)

Ech mengen, ech brauch hei, no all deem, wat gesot ginn ass, net méi ze begrënne woufir datt dat de Fall ass. Och déi 2.000 Euro, déi dat viraussiichtlech kascht, fir do kënne bäizetrieden, do denken ech, datt mer déi, trotz der ëmmer méi prekärer finanzieller Situatioun an dësem Land, och nach wäerten opbréngen. Wann dat vläicht eng Kéier net méi sollt de Fall sinn, da kënnt ech mer souguer virstellen, datt am allerschlëmmste Fall den Deche vun lechternach bereet wär aus dem Willibrordus-Affer eppes bäizesteieren, fir datt mer…

Une voix.- Deen ass och net méi esou déck.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Oh! Dir géingt Iech nawell wonneren.

(Hilarité)

Wann et dann hannen um Enn net méi sollt opgoen.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, wat ech schonn ugedeit hunn: Mir wäerte selbstverständlech dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Voilà, Merci, Här Mehlen. Dann huet nach d'Regierung d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo wär ech jo ganz gär op d'Aart a Weis vun där lechternacher Sprangprozessioun, och als ee vun deenen, deen do an der Schoul war – awer nëmmen an der Schoul war –, heihinner komm, andeem een zum Beispill hätt kënnen dräi Schrëtt no vir an zwee no hanne maachen, mä ech fäerten, da wär meng Riedezäit wahrscheinlech schonn ofgelaf gewiescht, éier ech hei gewiescht wär.

An dobäi sinn esou vill Froe gestallt ginn. Ech wëll do och sämtleche Riedner a ganz besonnesch der Rapporterin villmools Merci duerfir soen, datt si esou prezis an detailléiert waren, historesch flott Saachen opgestallt hunn, esou datt ech trotz allem ka soen: Op déi vill Froen, déi gestallt gi sinn, sinn och schonn e ganze Koup Äntwerten hei bruecht ginn.

Mir war et wichteg, dräi Saachen heizou ze soen:

Éischtens, mengen ech, datt d'Ratifikatioun vun där Konventioun hei wichteg ass, wann ee kuckt, wat d'Roll vu Lëtzebuerg an der UNESCO ass.

Zweetens, mengen ech, muss een op d'Bedeitung an de Räichtum vum Lëtzebuerger Kulturgutt hiweisen, wat sécherlech hei als Ausdrock ubruecht ass.

An drëttens e puer Bemierkungen zur Sprangprozessioun u sech, déi trotz allem e kulturellen an touristeschen Atout ass – méi wéi ee mengt.

Als éischt iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an der UNESCO: Mir sinn dëst Joer zënter engem Mount Member gi vum Conseil exécutif vun der UNESCO. Mir hätten dat iwwregens scho kënnen d'lescht oder d'virlescht Joer ginn, mä mir hunn awer den Amerikaner, wéi déi zréck wollte kommen an d'UNESCO – wat jo net onwichteg war, datt si erëm an de Schouss vun där wichteger Organisatioun zréckkomm sinn – Plaz gemaach an hunn dofir gewaart bis dëst Joer. Lëtzebuerg ass elo fir déi éischte Kéier Member vum Conseil exécutif vun der UNESCO.

Zweetens huet déi Lëtzebuerger Présidence eng ganz erfollegräich Roll gespillt bei der Virbereedung vun der Adoptioun vun där vill diskutéierter a ganz wichteger Konventioun iwwert d'„Protection et Promotion de la diversité des expressions culturelles". Et wär net méiglech gewiescht, fir déi elo am Oktober unzehuelen, wa mir dat net esou gutt virbereet gehat hätten.

Drëttens, wëlle mer onbedéngt ënnert deenen éischten 30 Länner sinn, déi dës Konventioun ratifizéieren. Mir wäerten elo dat 28. Land sinn, 27 sinn der virdrun. D'Fro war gestallt gi virdrun: Firwat?

Mä et sinn 30 Länner néideg, fir datt d'Konventioun kann a Kraaft trieden, also 30 Länner, déi musse ratifizéiert hunn. Mat engem méi – iwwregens ee vun deenen net esou heefegen europäesche Länner, déi scho ratifizéiert hunn – hu mir dann domadder eng Virreiderroll gespillt.

Déi zweet Saach, wou ee kann drop agoen, dat ass: Wa mir déi Konventioun hei ratifizéieren an och gläich Projeten hunn, fir schützen ze loossen, dann ass dat och en Element woumat de Lëtzebuerger kulturelle Räichtum an eis kulturell Villfalt vun der internationaler Gemeinschaft unerkannt ginn.

Mir mussen e bësse méi bekannt maachen, datt mer esou vill hunn, well mir hu vill méi, wéi am Ausland heiansdo geduecht gëtt; wat si awer wëssen, wa si bis hei sinn. Mä wann awer eppes bekannt ass, ass et ganz sécherlech déi lechternacher Sprangprozessioun, déi als Spréchwuert a ganz Europa an nach wäit doriwwer eraus bekannt ass, an dat kann ee vu ganz villen anere Saache guer net esou soen. Ob mer haut nach zwee Schrëtt no hanne maachen, wa mer der dräi no vir maachen, dat ass jo net méi de Fall, weder zu lechternach nach sécherlech op anere Plazen, mä et gëtt net vill Länner, déi esou wäit iwwert d'Grenzen eraus bekannte Spréchwierder kënne soen.

Mir hunn also hei dräi agedroen UNESCO-Kulturgidder: Mir hunn ee Projet, dee vun der Festung Lëtzebuerg, als Patrimoine mondial op där Lëscht vun der UNESCO agedroen. Mir hunn op där anerer Säit d'„Family of Man", déi am Regëster vun der „Mémoire du Monde" agedroen ass. A mir hunn hei mat dëser Konventioun iwwert den immaterielle kulturelle Räichtum den Triptychon kompletéiert.

A wa mer dann am Joer 2007 europäesch Kulturhaaptstad sinn, dann hu mer mat dësem neien immaterielle Patrimoine eng Attraktioun méi fir an d'Feld ze féieren.

Dann nach e puer Wuert zur lechternacher Sprangprozessioun als solches. Wéi gesot, si ass iwwert d'Grenzen eraus bekannt. Firwat hu mer grad d'Sprangprozessioun geholl? Majo d'Kritäre fir kënnen ee kulturellt Gutt unerkannt ze kréien ënnert dëser Konventioun sinn, datt et éischtens aussergewéinlech an eenzegaarteg muss sinn an datt et näischt Vergläichbares an de kulturellen Traditioune gëtt. Dat ass natierlech dann den Ënnerscheed zu enger – wann ech dat däerf esou soen – normaler Pilgerprozessioun, wéi d'Oktav, oder enger normaler Amüsementsfouer, wéi d'Schueberfouer, déi wuel national vu Bedeitung sinn, mä am Sënn vun der UNESCO-Konventioun nët kënnen a Betracht gezu ginn.

Et kann een och nach soen, datt wann de Willibrord zwar nëmmen den zweete Schutzpatroun vum Land ass, da probéiere mer alt heiansdo als Regierung de Prinzip vun der „Décentralisation concentrée" anzehalen. Esou kann een och soen, datt zu lechternach méi fréi en héich entwéckelte kulturellen a spirituellen Zentrum war, éier d'Stad Lëtzebuerg mat der Festung um Bock gegrënnt ginn ass. Mä et ass awer eng flott Iddi, fir ze soen d'Oktav och schützen ze loossen an op déi Lëscht aschreiwen ze loossen, grad esou wéi d'Schueberfouer. Mir géifen dat jo ganz gäre probéieren, mä ech weess net, ob dat akzeptéiert gëtt am Sënn vun de Kritäre vun der Eenzegaartegkeet,…

(Hilarité et interruptions)

…awer mir probéiere ganz gären nach e bëssen do ze sprangen, fir dat hinzekréien. Mir si ganz dankbar fir all Virschléi an Dir kënnt roueg nach anerer bréngen. Mir hunn och nach anerer am Kapp.

Déi zweet Saach: Firwat d'lechternacher Sprangprozessioun? Well et eng Propos war, déi um Terrain souzesoe gewuess ass – „bottom-up" nennt een dat haut –, also eng Bottom-up-Propos. Si ass vun lechternach selwer ausgaangen, an dat ass och dat, wat d'Konventioun virgesäit, d'Abanne vun de lokalen a regionale Gemeinschaften, och vun ONGen, an déi Proposen, fir immateriell Kulturgüter schützen ze loossen.

D'Bedeitung dovunner, wann d'Sprangprozessioun an d'Konventioun ageschriwwe gëtt, ass natierlech fir lechternach selwer ganz grouss, well et hir nach vill méi eng grouss Resonanz a Bedeitung gëtt. A grad am Virfeld vum Willibrordsjoer 2008 ass dat net onwichteg an et wäert wahrscheinlech och an deem Joer sinn, wou déi lechternacher Sprangprozessioun definitiv an d'Lëscht ageschriwwe gëtt. Kulturell ass dat wichteg, touristesch huet dat eng Bedeitung, a Kulturtourismus ass och ëmmer erëm en ekonomescht Argument.

Aner Saachen, wéi gesot, déi mer eis kéinte virstellen, un déi mer scho geduecht hunn, dat wär, wa mer den Inventaire mussen opstelle fir Reflexiounen ze maachen iwwert de Patrimoine linguistique, also een immaterielle Patrimonium – Sproochgebild a Sproochgebrauch zu Lëtzebuerg, wär vläicht eppes wat géif dragoen. Eng Sprooch, déi net minoritär ass, dat ass allerdéngs eng aner Diskussioun, ob mer se opgeholl kréien.

Bref, ech mengen, datt domat op déi meescht Froe geäntwert ass.

Am Fong ass jo elo nach Riedezäit Rescht, vläicht kéint een elo nach eng Kéier e bësse Sprangprozessioun virdanzen. Ech weess net, ob de Jos Scheuer dat géif wëlle maa-

chen als Iechternacher, mä ech hunn och de Fernand Boden net matbruecht, ech hunn deen an enger Réunioun gelooss. Mä fir déi zwee Iechternacher elo hei dat danzen ze loossen, dat wär jo ganz flott. Mir, déi zu Iechternach an der Schoul waren – an et sinn der vill heibannen, nach méi, mengen ech, wéi déi, déi genannt waren –, ware jo nëmme Beobachter vun der Saach, mir hunn dodranner manner Erfahrung.

(Interruption)

Jo, mir kommen och heiansdo dohinner.

Bref, ech mengen, dat hei ass ee weidere wichtege Mosaiksteen, egal ob et ee klengen oder ee groussen ass. Et ass vläicht méi ee klengen am kulturelle Mosaik vu Lëtzebuerg och a besonnesch fir de kuturelle Rayonnement vu Lëtzebuerg iwwer eis Grenzen eraus ze weisen an ze droen. A sécherlech ass et an dëser besënnlecher Virchrëschtdagszäit wichteg a flott fir sech heiansdo op déi immateriell Wäerter ze besënnen, wat mer jo heimadder gemaach hunn.

Ech soen Iech domadder Merci fir déi ganz eestëmmeg Zoustëmmung zu der Iechternacher Sprangprozessioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Abstentioun a kenger Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert de Statsbeamtestatut. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Diederich, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 5485/5486 – Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et deet mer jo Leed, wann ech virun deene besënnlechen Deeg Iech elo nach vun deem kulturellen Exkurs muss zréckhuelen op de Buedem vun engem Sujet, dee méi terre à terre ass, de Statut vun de Statsbeamten.

Den 8. Juni 2005 huet de Minister vun der Fonction publique de Projet 5485 hei an der Chamber deponéiert. Dee Projet huet als Haaptzil déi iewescht Altersgrenz fir den Zougang zu der Fonction publique ofzeschafen; déi Altersgrenz läit elo bei 45 Joer.

Den 30. Juni 2005 huet deeselwechte Minister an der Chamber de Projet de loi deponéiert, deen déi verschidde gesetzlech Mesuren am Zesummenhang mat dem Accord salarial virgesäit. Zu dësem Projet huet de Statsrot de 5. Juli 2005 säin Avis ofginn, deen Avis huet sech awer nëmme mat der Erhéijung vum Punktwäert befaasst. De Statsrot war net bereet kuerzfristeg déi aner Mesuren, déi an dem Accord salarial virgesi waren, ze aviséieren. Dofir konnt och d'Chamber de 14. Juli vun dësem Joer nëmmen deen Deel vun dem Projet de loi 5486 stëmmen, deen am direkten Zesummenhang stoung mat der Erhéijung vum Punktwäert.

Déi aner gesetzlech Moossname vun deem Projet, dat heescht vum Accord salarial, déi am Juli net konnte gestëmmt ginn, huet de Statsrot a sengem Avis vum 11. Oktober 2005 aviséiert, zesumme mat dem Projet 5485. De Statsrot huet och an deem Avis vum 11. Oktober virgeschloen, déi zwee Projeten an engem eenzegen Text zesummenzefaassen. D'Kommissioun huet de Virschlag vun dem Statsrot iwwerholl, esou dass haut déi zwee Projeten an engem eenzegen Text virleien.

Ech mengen, ech brauch net méi op den Accord salarial anzegoen, ech hunn dat am Juli gemaach. Dir kënnt dat och a mengem schréftleche Rapport noliesen. Dofir beschränken ech mech och dorop, fir déi Mesuren, wéi si haut am Text virleien – an ech baséiere mech do op den Text vum Statsrot –, kuerz ze exposéieren.

Den Artikel 1 vum Gesetz gesäit véier Mesurë vir: Éischtens, den Text erlaabt, dass an Zukunft d'Stagëbeamte vun der Deelzäitaarbecht profitéiere kënnen, an zwar mat 50 oder 75% vun der normaler Aarbechtszäit. D'Stagiairë vun der Fonction publique kënnen also och hiert Beruffsliewe besser mat dem Privat- a besonnesch mat dem Familljeliewe vereinbaren.

De Statsrot an och d'Beruffskammer vun de Statsbeamte si mat där Neierung averstanen. De Statsrot fënnt allerdéngs, datt d'Stagiairen ongläich behandelt géife ginn am Verglach mat de Statsbeamte selwer, déi och vun der Deelzäitaarbecht kënne profitéieren. An de Statsrot proposéiert, dass den Artikel 31-1 Paragraph 4 vun dem Statut, dee sech op d'Beamte bezitt, déi eng Deelzäitaarbecht leeschten, dass deen Artikel soll op d'Stagiairen uwendbar ginn. De Statsrot huet gesot, e géif sech, wann dat net géif geschéien, dem Text opposéieren; hien huet awer net gesot, hie géif eng Opposition formelle maachen.

D'Kommissioun an och d'Regierung hunn dee Virschlag vum Statsrot net akzeptéiert, an zwar aus gudde Grënn. Wann een nämlech den Artikel 31-1 Paragraph 4 nokuckt, da gesäit een, dass dat een Text ass, dee virgesäit, dass de Service à temps partiel, dat heescht d'Deelzäitaarbecht, ugerechent gëtt fir d'Avancementer a fir d'Promotioune bei de Beamten an der Fonction publique. Or, et gëtt zwou Ursaachen, fir dat doten net bei de Stagiairen unzewenden, engersäits well d'Promotiounen eréischt ugerechent gi vun deem Moment un, wou een eng definitiv Nominatioun kritt, an net an der Stagezäit, also bréngt deen Artikel fir d'Stagiairë sënngeméiss näischt. Eng zweet Ursaach ass déi, dass déi Stagiairen, déi voll schaffen, och net kënne vun därselwechter Dispositioun profitéieren an dass keen Text do ass, deen de Stagiairen, déi voll schaffen, déi do Dispositioun géif erlaben.

Dofir si mer der Meenung, dass mer eng Ongläichheet géife schafen, wa mer deen Artikel op d'Stagiairë géifen uwenden, an dofir huet och d'Kommissioun proposéiert, de Statsrot net ze suivéieren an den Artikel 31-1 Paragraph 4 net op d'Stagiairen unzewenden.

Wa mer et géife maachen, géife mer eng Ongläichheet schafen. Dat hunn ech och a mengem schréftleche Rapport gesot, an ech huelen un, dass de Statsrot dann och kann noliesen, dass mer gutt Grënn haten, fir him an deem Punkt net ze follegen.

Eng zweet Mesure ass déi, dass d'Délaien, déi virgesi sinn am Kader vun de Reklamatiounen, déi ee Beamte géint säi Virgesetzte ka maachen, eenheetlech op ee Mount fixéiert ginn. Wann ee Beamten eng Reklamatioun mécht, muss hien déi an engem Mount maachen. De Virgesetzten huet awer dräi Méint Zäit, fir ze äntwerten. Dat, fanne mir an och d'Regierung, wier e laangen Délai. Et soll een all déi Dispositiounen an deem Text op ee Mount einheitlech festsetzen.

Een drëtte Volet vum Artikel 1 betrëfft verschidden Upassunge vum Text. Déi Inkohärenze sollen aus dem Statut erausgeholl ginn, déi entstane sinn duerch d'Uwendung vum Gesetz vum 19. Mee 2003. Ech nennen Iech eng: An deem Text war virgesinn, dass all Posten an der Fonction publique sollten ausgeschriwwe ginn, déi Dispositioun wier och uwendbar op d'Employéen am öffentlechen Déngscht. Dat ergëtt sech awer net kloer aus dem Text a muss also an dem Text bäigesat ginn, obschonn d'Gesetz vun 2003 dat virgesinn huet.

Eng véiert Moossnam, déi am Artikel 1 virgesinn ass, betrëfft d'Ofschafung vun der ieweschter Altersgrenz, fir an d'Fonction publique anzetrieden. Déi Altersgrenz läit elo bei 45 Joer, déi war viru Jorzéngte bei 30 Joer, déi ass no an no eropgesat ginn a läit also elo bei 45 Joer. Se gëtt ganz ofgeschaaft, well an enger Direktiv, der Direktiv 2000/78 vum 27. November 2000, déi do Altersgrenz als diskriminatoresch considéréiert gëtt. Dofir gëtt se duerch deen heiten Text abrogéiert. Domat ass de Stat deen éischten, deen déi Direktiv uwent fir seng Servicer.

De Statsrot an d'Kommissioun vun der Fonction publique hunn och hiert Bedaueren ausgedréckt, dass déi do Direktiv nach net ugewannt gëtt an dass och keng Mesure virläit fir d'Gemengeservicer. Mir hunn de Wonsch ausgedréckt, dass den zoustännege Minister fir d'Gemengen, den Innenminister, och déi Direktiv do soll an engem Text fir d'Gemenge virgesinn.

Wat de Privatsecteur ugeet, wëll ech dorop hiweisen, dass den zoustännegen Aarbechtsminister den 22. November vun dësem Joer de Projet de loi 5518 déposéiert huet, deen ënner anerem fir de Privatsecteur och d'Uwendung vun der Direktiv 2000/78 vum November 2000 virgesäit. Et wier also och ze wënschen, dass dee Projet do séier den Instanzewee kéint duerchlafen an a Kraaft trieden.

Den Artikel 2, wéi de Statsrot dee virgesinn huet, ass eng Dispositioun aus dem Accord salarial. E gesäit vir, dass d'Beamten, déi während zwielef Joer keng Promotioun konnte kréien, een Avancement en traitement géife kréien. Déi Moossnam sollt nëmmen uwendbar sinn op déi sou genannte Carrière hiérarchisée, dat heescht op d'Beamte vun der Zentralverwaltung, vun der Douane a vun der Force publique. All aner Carrièrë wieren ausgeschloss.

De Statsrot, deen eigentlech mat der Mesure d'accord war, huet awer proposéiert déi do Mesure och uwendbar ze maachen op d'Magistratur, wat net virgesi war am Gesetz. An de Statsrot huet seng Propositioun, déi hie gemaach huet, mat engem Textvirschlag ënnermauert an huet och gedreet, dass, wa seng Propositioun net géif ugeholl ginn, hien, de Statsrot, deen heiten Text net kéint vum zweete Vote entbannen.

D'Regierung war net mat där Änderung vum Statsrot averstan. D'Kommissioun selwer huet doriwwer während verschiddene Réuniounen diskutéiert, a mir sinn zur Schlussfolgerung komm, dass een deen Artikel do aus dem Gesetz sollt sträichen, engersäits wéinst der Opposition formelle vum Conseil d'État, well een net wëllt Gefor lafen, dass dann de Projet no dräi Méint nach eng Kéier misst erëmkommen, mä och well mer fonnt hunn, dass mer keng Donnéeë geliwwert kritt hunn, déi d'budgetär Konsequenze vun där Mesure duergeluecht hätten. Et war also keng Berechnung do, wat déi Mesure géif bréngen. Dat waren d'Grënn, firwat dass d'Kommissioun du proposéiert huet deen Text ze sträichen.

Den Artikel 3, nom Statsrot, deen dann elo den Artikel 2 vun dem Projet gëtt, ännert eng Iwwerganksbestëmmung aus dem Gesetz vum 19. Mee 2003, an zwar an deem Sënn, dass verschidde Beamten, déi zweemol de Promotiounsexame gemaach an net gepackt hunn, sech nach eng Kéier engem Promotiounsexame kënnte stellen. An dem Gesetz vun 2003 war virgesinn, dass deen Examen an engem Délai vun zwee Joer misst stattfannen. Dat Gesetz ass am Juli 2003 a Kraaft getrueden. Den Délai ass Enn Juni 2005 ofgelaf.

Déi Beamten, déi a Fro komm sinn, konnten awer an deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer deen Examen net maachen, well all Exame wéinst der Présidence ofgesot waren. Well d'Regierung also déi Leit gebraucht huet, hu keng Exame stattfonnt. Dat kann een als e Fait du prince considéréieren, wou also d'Beamten u sech net schëlleg waren, dass se den Examen net konnte maachen. Duerfir huet d'Regierung proposéiert hinnen nach eng Kéier en neien Délai ze ginn.

Or, d'Gesetz vun 2003, wou virgesinn ass, dass déi Leit, déi nodeem dat Gesetz a Kraaft wär och deen Examen nach an Zukunft kënnte maachen, wa se méi Échecen hätten, gesäit awer fir d'Zukunft keng Délaie méi vir, während an der Iwwerganksbestëmmung en Délai vun zwee Joer drastoung. D'Chambre professionnelle huet duerfir proposéiert, och an der Iwwerganksbestëmmung den Délai falen ze loossen. De Conseil d'État an och déi zoustänneg Kommissioun vun der Fonction publique ware mat deem Virschlag averstan, esou dass elo déi Dispositioun an där Form, wéi de Statsrot se proposéiert huet, ugeholl gi kann.

Dir Dammen an Dir Hären, den Text vun deem Projet de loi, wéi en Iech proposéiert gëtt vun der Kommissioun, ass an der Kommissioun selwer eestëmmeg ugeholl ginn, an ech géif och d'Chamber bieden, deem Text hiren Accord ze ginn. Deenen, déi an deene leschte Méint ëmmer gemengt hunn, et misst een all Texter och nach ënnersichen an analyséieren, ob net nei Dépensen dermat verbonne wären, kann ech hei d'Versécherung ginn, dass déi heiten Dispositiounen u sech, esou wéi se virleien, keng nei Dépensë mat sech bréngen.

(Interruption)

Här President, den Här Grethen fënnt, dass dat seele wär.

Déi, déi gemengt hunn, et wier eng Dépense dran, déi Dispositioun hu mer erausgeholl, esou dass do och keng État-d'âmë méi ze si brauche bei deene Leit, déi also och nach op d'Ausgabe kucken.

Ech kann och heimat, Här President, den Accord vun der CSV zu deem Projet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bettel. Här Bettel!

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëll ech dem Här Meyers Merci soe fir säi komplette Rapport. Hien huet déi verschidde Punkten opgezielt.

Ech mengen, fir ganz séier driwwer ze fueren, bon, deen éischten ass dee mat de Stagiairë mam Temps partiel. Et kéint ee soen, et wier schued, dass se et net kënnen. Ech si ganz averstan, dass et eng Discriminatioun wier, wann een, deen en Temps partiel huet, et géif ugerechent kréien, an een, dee keen Temps partiel huet als Stagiaire, et net géif ugerechent kréien. Mä da wier et vläicht opportun gewiescht op jidde Fall de Stagiairen och Dispositiounen ze ginn, fir kënnen hiert Privatliewe mat der Aarbecht ze conciliéieren.

Zweete Punkt, dee vun der Réponse vun engem Supérieur hiérarchique an der Administratioun an Zäit vun engem Mount. Ech mengen, et ass normal, wann een nëmmen ee Mount huet, fir ze äntwerten, da kann och de Supérieur ee Mount hunn, fir ze äntwerten. Dat ass, ech mengen, eng gutt Propositioun, an dat erlaabt jo och dem Beamten, deen d'Fro gestallt huet, méi séier eng Äntwert ze kréien.

D'Suppressioun vun der Limite d'âge vu 45 Joer. Ech mengen, verschidde Leit waren net begeeschtert vun där Initiativ. Ech mengen, et ass eng Direktiv, déi do ass, a mir hunn net vill Choix. Mä et muss een awer och soen, dass een net versteet, firwat eng Persoun, déi 46 Joer al ass, net esou gutt wär, wéi een, dee 44 Joer al ass, fir en Job ze akzeptéieren.

A virun allem, wann een haut d'Situatioun kuckt, mir schwätze jo vum Chômage, dass vill jonk Leit am Chômage sinn, ech muss Iech soen, dass fir eng eeler Persoun, déi eng Aarbecht sicht, mat 47 oder mat 50 Joer et nach méi schwéier ass haut eng Aarbecht ze fannen, wéi fir e Jonke vun 20 oder vun 21, an deen dann net versteet, firwat een hien dann automatesch aus der Fonction publique ausschléisst. Ech mengen, dat war wierklech eng Discriminatioun, an et ass Zäit ginn, dass déi opgehuewe ginn ass.

Point de vue Avancement en traitement. Et ass décidéiert ginn an der Kommissioun, dass dee Punkt jo zréckgezu gëtt. Ech muss Iech awer soen, Här Minister, dass et e Problem gëtt bei verschiddenen Administratiounen, zum Beispill bei der Brigadierscarrière vun der Police: Dir maacht de Promotiounsexamen, Dir hutt e gepackt an Dir musst awer dräi, véier Joer waarden, well et e Cadre fermé ass. All Grad huet jo eng gewëssen Zuel vu Leit. Wann dann déi aner Leit net weiderréckelen, da bleift een, obwuel ee säi Promotiounsexamen

huet, während dräi, véier oder fënnef Joer nach ëmmer op deemselwechte Grad mat därselwechter Pai, wat net ganz gerecht ass.

An dann dee leschte Punkt, Här President, ass dee vun der Période transitoire. Ech muss Iech soen, dass ech zimlech iwwerrascht sinn. Firwat iwwerrascht? Sechs Polizisten hunn de 7. Mäerz iwwert de Syndicat vun der Police reklaméiert. Den Här Weydert huet e Bréif geschriwwen. De Minister huet den 22. Mäerz geäntwert.

De Bréif ass zimlech sec, Här President. Den Här Frieden seet nämlech: „Quant aux épreuves organisées cette année-ci, vous savez qu'elles ont dû être portées respectivement au mois d'octobre et au mois de novembre prochain au regard du surplus de travail qu'engendre actuellement la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, plaçant les candidats dans l'impossibilité de préparer maintenant l'examen de promotion."

Also, si soen hei an deem Bréif – il faut le faire –, dass déi Poliziste keng Zäit gehat hätten, fir den Examen ze maachen. D'Poliziste sinn net gefrot ginn, ob se genuch geléiert hätten oder net. D'Regierung hat décidéiert sechs Méint näischt ze organiséieren. Also, et soll een net an engem Bréif awer hypokritesch sinn a soen, d'Regierung hätt geduecht, et wier besser fir déi sechs Persounen, dass se den Examen net sollte maachen, well se net genuch Zäit hätten, fir en ze preparéieren. Also dee Bréif ass zimlech witzeg.

An dann, wann den Här Frieden och nach duerno seet: „Cette mesure dictée par l'intérêt du service a malheureusement pour corollaire que les six personnes susvisées ne remplissent plus les conditions légales pour se présenter aux prochaines épreuves de l'examen de promotion."

Här President, ech hunn dunn den 22. Mäerz eng Question parlementaire gestallt, an dunn huet den Här Frieden mer geäntwert, et géif en Examen organiséiert gi fir den Oktober. Dat heescht, dass se am Oktober kéinten am Exame sinn. Ech gesinn elo, dass am Oktobersexamen nach ëmmer näischt ass an et gëtt gesot, et wier, well d'Gesetz jo nach net éischter gestëmmt gi wär, wat richteg ass.

Mä tëschent dem 7. Mäerz, wou dee Bréif komm ass, wou déi Reklamatioun komm ass, wou de Minister opmierksam gemaach ginn ass iwwert déi sechs Fäll, an dem 15. Juni 2005 ass en Délai. Wann den Här Frieden e Projet de loi am Mäerz eraginn hätt fir déi sechs Examen oder fir déi Période transitoire, dann hätten och dës sechs Polizisten hiren Examen dëst Joer am Oktober kënne maachen. Hien huet vu Mäerz oder vun deem Dag un, wou hien et wosst, awer bis de 15. Juni gebraucht, fir et ze maachen. Ech verstinn, de Statsrot huet gesot: Sot eis elo net, mir missten dat an dräi Woche stëmmen. Mä wann de Projet am Abrëll déposéiert gi wär, dann hätte mer scho kënnen am Mee oder am Juni den Text gestëmmt hunn. Dann hätten dës Polizisten och kënnen am Oktober hiren Exame gemaach hunn.

Vläicht wäert den Här Minister Wiseler, deen elo hei muss fir dem Här Frieden seng Erreure riichtstoen, mer erklären, dass se geduecht hunn, wéinst der Présidence hätten se net genuch Zäit gehat fir ze léieren, an dowéinst wier et besser gewiescht hinne méi Zäit ze loossen. Ech zweifelen drun.

Här President, wéi gesot, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert och dësen Text stëmmen. Mä erlaabt déi puer Kritiken, déi ech awer hei hu missen der Regierung maachen, well den Text muss awer konform zur Realitéit sinn. Et kann een net einfach egal wat soen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Schreiner.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen de Rapporteur, de Kolleeg Paul-Henri Meyers, huet zu deem Gesetz oder zu deem Projet de loi dat Meescht gesot, deem mer eigentlech näischt méi bäizefügen hunn. Ech wëll him och duerfir am Numm vu menger Fraktioun ganz häerzlech Merci soen, fir säi souwuel schrëftleche wéi mëndleche Rapport, deen hie gemaach huet, an och déi vill Aarbecht, déi hie sech an der Kommissioun domat gemaach huet.

Ech wëll just op e puer Punkten nach eng Kéier kuerz agoen. Fir d'alleréischt emol nach eng Kéier op deen éischten Deel vum Projet de loi, wat ursprünglech de Projet de loi 5485 war, wou et drëm geet d'Altersgrenz an der Fonction publique ofzeschafen, opbauend op enger Direktiv 2000/78, déi eis laut de communautairë Bestëmmungen da konform setzt. Mir hu jo d'Obligatioun dat ze maachen, wat u sech jo och den diskriminatoresche Charakter, deen am Fong geholl an der Altersgrenz bestanen huet, eraushëlt.

Et muss een awer hei vläicht nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Chambre des Fonctionnaires an och de Conseil d'État zu Recht drop hiweisen, dass eng Rei vu Geforen an där Dispositioun do leien, déi sech net ëmmer vu Virdeel fir déi Leit, déi am spéiden Alter an d'Fonction publique erakommen, mussen ausweisen. Effektiv ass et esou, dass, wann dee Fall sech do stellt, de Problem mat Circonspectioun muss ugepaakt ginn, fir dass et net zu deene Problemer kënnt, déi och d'Beruffschamber umahnt um Niveau vun der Hierarchie, um Niveau vun dem Développement vun der Carrière, vun de Salairen an der Rémunératioun.

Ech wëll och u Folgendes erënneren, wat de Statut hei ugeet: Et ass jo keen Automatismus, mä normalerweis ass et esou, dass d'Ëmännerunge vum Statut an der Fonction publique vun de Statsbeamten och op d'Fonction communale iwwerdroe ginn. Do ass eng Procédure virgesinn an den Innenminister muss e Gesetz do virleeën. Ech erënneren drun, dass mer eng éischt grouss Reform vum Statut vum Fonctionnaire den 19. Mee 2003 op dëser Plaz décidéiert hunn an dass d'Dispositioune vun där Reform nach net op de Gemengesecteur iwwerdroe sinn.

Den Innenminister ass elo net hei, duerfir, ech weess net, ob de Minister vun der Fonction publique mer elo ka soen, wéi de Stand vun där Ëmsetzung ass. Mä et ass op alle Fall esou, dass et och vläicht gutt wär, wann déi Dispositiounen do géifen esou séier wéi méiglech op de Gemengesecteur iwwerdroe ginn.

Ech mengen, zu deem Deel gehéiert och dann dat, wat mäi Virriedner, de Xavier Bettel, hei gesot huet, déi Dispositioun aus dem Text, dass hei den Délai vun deenen zwee Joer komplett ofgeschaaft gëtt, wat eng drëtte Kéier de Leit d'Chance gëtt, de Promotiounsexamen ze maachen, wa se virdrun zweemol en Échec haten.

Et wier effektiv cocasse gewiescht, wann op Grond vun deem Surplus un Travail am Kader vun der Présidence en Examen net hätt kënne stattfannen an doduerch Leit léséiert wären. Ech fannen duerfir dat hei positiv, dass iwwert dat Gesetz hei elo, net nëmmen dee Fall do aus der Welt geschafe gëtt, mä och ähnlech Fäll, déi sech an der Zukunft nach kënne stellen.

Zum zweeten Deel vum Projet de loi, dee mam Accord salarial direkt ze dinn huet, mengen ech, ass net vill ze soen. E komplettéiert eben um legislative Plang den Dispositif, deen zu deem Accord salarial vum 31. Mee 2005 gehéiert. Souwuel d'Ausdehnung vum Temps partiel op d'Stagiairen, fir domadder hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, wéi gesot ginn ass, d'Vie familiale mat der Vie professionnelle ze conciliéieren, ass positiv, wéi och d'Erofsetze vum Délai, wat d'Äntwert op Reklamatiounen ugeet vun dräi Méint op ee Mount, ass natierlech eppes Positives, wat zu méi Gerechtegkeet féiert a wat och eis Ënnerstëtzung fënnt.

Net zréckbehalen ass da schlussendlech dat ginn, wat och de Paul-Henri Meyers gesot huet, déi Dispositioun aus dem Accord salarial, dass déi Leit, déi an enger Carrière hiérarchisée sinn a während zwielef Joer an hirer Carrière blockéiert sinn, vun engem Avancement en traitement kéinte profitéieren; dat wéinst enger Oppositioun vum Statsrot, déi kënnt, well d'Magistratur ausgeschloss ass, wat jo awer eng Carrière plane ass.

Et ass eigentlech schued, dass duerch déi Opposition formelle aner Carrièren elo och doduerch penaliséiert ginn an net d'Méiglechkeet kréien, vun där sozialer Moossnam awer do ze profitéieren, wat ze bedaueren ass. Dat ass ëmsou méi schued, well et jo och e Bestanddeel war vum Accord salarial, deen den 31. Mee mat der Statsbeamtegewerkschaft ofgeschloss gi war – och wa mer dann, wéi hei gesot ginn ass, duerch dës Mesure keng nei Dépensen am Budget generéieren.

Fir de Rescht, mengen ech, kann ech, well et jo awer lauter positiv Punkte sinn, déi mer dann hei definitiv zréckbehalen hunn, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir stëmmen also haut de Projet 5485/5486. Dat ass ënner anerem den zweeten Deel vum Accord salarial vun der Fonction publique, esou wéi en den 31. Mee 2005 festgehale gouf. Ech soen dem Här Paul-Henri Meyers villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport, deen dat alles erkläert huet a wuerfir ech dat och net méi widderhuele muss.

Mir votéieren awer och oder mir stëmmen och der Verlängerung vum Délai zou, wou sech Kandidaten no zwee Échecen nach eng drëtt Kéier zu engem Exame kënne presentéieren. Ech ginn am Numm vun der grénger Fraktioun och do der Kritik vum Här Bettel Recht: Et ass ganz schued, dass d'Leit wéinst der Présidence am Fong geholl op eng Warteschinn gesat ginn, déi se jo wierklech net selwer verschëllt hunn. Bon, heimat maache mer dann eng spéit Wiedergutmachung fir déi Leit, déi betraff sinn.

Mir schafen haut och d'Alterslimite of, fir kënne bei d'Fonction publique schaffen ze goen. Déi Gréng bedaueren, datt d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2000/78 vum November 2000 eréischt elo ëmgesat gëtt, an ech ginn och ganz kuerz op déi Stellungnahm vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an. Ech bedaueren am Fong geholl de Vocabulaire, deen d'Chamber hei gebraucht, andeem se seet, déi Direktiv, dat wier eng Mesure dictée (dans le sens de *„diktat"* bien évidemment) par la technocratie bruxelloise.

Ech fannen, dat ass eng ganz bedauerlech Vue, déi een eigentlech net soll hunn. Dat ass net eng Décisioun vu Bréissel. Et ass eng Décisioun vun eis alleguer. A mir mengen, datt grad just an Zäiten, wou de Chômage ëmmer eropgeet, dat gutt ass.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir hunn ënner anerem zwee Problemer: de Jugendchômage, wou mer mussen eis Formatioun vun deene Jonken a Fro stellen, mä awer och héich Chômagezuele bei eelere Leit, déi eng Aarbecht sichen. An et ass schonn einfach ee Signal, wat net däerf sinn, datt een ab 45 Joer bei de Stat net méi däerf schaffe goen.

Wann dat da solle Problemer ginn an der Carrière vun de Statsbeamten, da muss een déi Problemer analyséieren an da muss ee kucken, fir eng Äntwert op déi Problemer an der Statscarrière ze fannen. An duerfir si mir op alle Fall frou, a mir fannen et och richteg, datt déi Alterslimite ofgeschaaft gëtt, fir bei d'Fonction publique schaffen ze goen.

Wéi gesot, ech bréngen dann den Apport vun der grénger Fraktioun fir dee Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen de Kolleeg Paul-Henri Meyers, deem ech vun eiser Säit aus wëll Merci soen, war wéi ëmmer esou komplett a sengem Rapport, virun allem a sengem mëndleche Rapport, datt am Fong, wéi hie fäerdeg war, näischt méi zum Projet ze soe war. A fir net de Risiko anzegoen eng véierte Kéier nach Deeler vun deem ze widderhuelen, wat hie schonn hei an allen Detailer gesot huet, géif ech mech da kuerz faassen a soen, ech géif d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Henri Grethen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Rapporteur huet ënnerstrach, dass wéinst enger Opposition formelle vum Conseil d'État d'Chamberskommissioun proposéiert, eng Dispositioun aus dësem Text erauszehuelen.

An, Här President, ech wollt déi Ausso opgräifen, fir awer op en institutionellen, fir mech institutionelle Problem hinzeweisen. De Conseil d'État, dee jo an d'Lëtzebuerger Verfassung koum, op déi fräiheetlech Verfassung hin, déi mer 1848 haten, als Reaktioun dorobber, fir d'Chamber ze museléieren an ze kontrolléieren, deen also e Relikt zum Deel aus dem 19. Jorhonnert ass, an deem seng Basis, a mengen Aen op alle Fall, diskutabel ass, och wann d'Chamber en Drëttel vun de Memberen däerf proposéieren, hëlt sech eigentlech Rechter eraus, déi a mengem Versteesdemech iwwert dat erausginn, wat mer als Institutiounen ofgemaach haten.

Ech hat verstan, dass de Conseil d'État géif eng Opposition formelle maachen, wann de Risiko géif bestoen, dass eng Dispositioun vun engem Gesetz verfassungswiddreg wier, mä net d'politesch Opportunitéit géif diskutéieren. Ech stellen awer fest, dass de Conseil d'État ëmmer och an der Vergaangenheet an ëmmer méi oft eigentlech d'Opportunité politique vun enger Mesure matdiskutéiert an duerch eng Opposition formelle sanktionéiert.

A wat ass dann d'Konsequenz vun der Opposition formelle? Dat muss een emol eng Kéier rappeléieren! An eiser Verfassung steet jo eigentlech och, dass all Gesetz zweemol muss an der Chamber ofgestëmmt ginn an dass een Délai derzwëschent ass vun dräi Méint, ausser et gëtt eng Dispens souwuel vun der Chamber wéi vum Conseil d'État gesprach.

Ech hu kee Problem, Här President, fir entweder d'Verfassung op där Dispositioun ze änneren, oder awer fir mam Conseil d'État ze diskutéieren, dass d'Instrument vun der Opposition formelle esou agesat gëtt, wéi ee sech dat soll eigentlech virstellen, oder drëttens, dass een iwwert déi Opposition formelle ewechgeet, dann einfach no dräi Méint de Projet nach eng Kéier esou stëmmt, wéi eigentlech eng Majoritéit vun de Membere vun der Chamber där Meenung wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mä et ass, Här President, e Problem. Ech weess, dass Dir an der lescht eng Entrevue hat: Ech hunn d'Foto gesinn am Chambersblat, wou Dir mam President vum Conseil d'État zesumme waart. Ech wier frou, wa mer eng Kéier, entweder als Büro oder als Conférence des Présidents oder an der Commission des Institutions dee Problem géifen diskutéieren an da kucken, wat fir ee Modus Vivendi mer mat där héijer Kierperschaft, dem Conseil d'État, kéinte fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Meyers huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Ech muss awer op déi Interventioun vum Här Grethen, net als fréie Member vum Conseil d'État, mä als Jurist eng Stellung huelen.

Am Text vum Conseil d'État ass net virgesinn, wéini dass de Conseil d'État eng Opposition formelle däerf maachen oder net däerf maachen. Wann een allerdéngs an d'Vergaangenheet bliedere geet a kucke geet, wéi dat gehandhaabt ginn ass, dann huet de Conseil d'État a mécht de Conseil d'État eng sou genannt Opposition formelle – dat wëllt heeschen, dass hien net d'accord mat enger Dispens vum zweete Vote ass –, wann effektiv, wéi hei gesot ginn ass, d'Texter vun der Verfassung riskéiere violéiert ze ginn oder kloer violéiert ginn, wann international Traitéë violéiert ginn, wa Grondrechter, mënschlech Grondrechter – d'Droits fondamentaux – violéiert géife ginn, oder wann et sech ëm ee Punkt handelt, wou de Conseil d'État géif mengen, déi Dispositioun wier net am Intérêt vum Land.

An ech géif dorop hiweisen, dass am Livre du Centenaire vum Conseil d'État – dat läit och elo scho 50 Joer zréck – deen deemoolege Statspresident, den Här Bech, ausdrécklech – ausdrécklech! – drop higewisen huet, dass de Conseil d'État déi do Rechter huet. De Conseil d'État huet sech an der Vergaangenheet och ëmmer déi Rechter geholl.

Wa mer der Meenung wären, de Conseil d'État dierft nëmme méi een Text refuséieren, eng Dispense du second vote refuséieren, wann d'Grondrechter oder d'Verfassung violéiert géife ginn, misst een a mengen Ae gegebenenfalls souguer d'Verfassung an deem Sënn ännere goen.

Mir hunn ee Projet de loi virleien, deen an den nächste Méint wäert hei diskutéiert ginn, iwwert de Statsrot. Dee Projet läit an der Verfassungskommissioun. Ech kann dem Här Grethen versécheren, dass mer och iwwert dee Punkt an der Verfassungskommissioun wäerten diskutéieren, an da wäerte mer och der Plénière déi Meenung soen, déi do erauskënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Maacht, datt Der do keng Opposition formelle riskéiert!

(Hilarité)

M. le Président.- D'Wuert huet elo fir d'Regierung de Minister vun der Fonction publique, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Just zu deem leschte Punkt eng kleng Remarque. Déi Motivatioun, déi de Conseil d'État an dësem Fall uginn huet, fir déi Oppositioun ze maachen, ass eng Motivatioun, déi op der Égalité de traitement baséiert, well een a sech gesäit, datt eng aner Carrière, déi vun der Magistratur, seet, datt déi Carrière ähnlech strukturéiert wär wéi déi Carrièren, fir déi hei déi Propositioun gemaach gi wär, an doduerch a sengen Aen dee Punkt vun der Égalité de traitement net respektéiert gi wär. Déi Opposition formelle motivéiert sech also dorop.

Elo kann een, wann ee wëllt, doriwwer diskutéieren. Mir haten och eng laang Diskussioun an der Kommissioun doriwwer. Op där anerer Säit wëll ech just awer hei an dësem Fall elo – am Allgemenge schwätzen ech elo net doriwwer – d'Motivatioun vum Conseil d'État nach eng Kéier ernimmen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech hätt gär d'Wuert nach eng Kéier.

M. le Président.- Jo, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, däerf ech de Minister dorop hiweisen: Souguer an der grossherzoglecher Regierung si Memberen, déi scho méi wéi zwielef Joer eng Carrière plane hunn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dat gesot, komme mir dann zum Text, Här Grethen! Jo.

Wéi gesot, ech soen dem Här Meyers fir d'éischt Merci fir säi gudde Rapport. Ech hu wierklech näischt dozou nach ze soen; just e puer Remarquen, déi ech wollt maachen, éischtens zu der Abrogatioun vun der Limite d'âge, déi hei geschitt ass.

Ech mengen, datt déi Abrogatioun vun deene 45 Joer gutt ass, an ech si sensibel dorop, well ech elo 45 Joer hunn, mä ech war och scho virdru ganz sensibel op déi do Problematiken. Am Fong, och wa si kritiséiert gëtt, bréngt si der Fonction publique eng ganz Rei Avantagen. Si bréngt eis méi Flexibilitéit; si bréngt eis eng méi grouss Ouverture; si bréngt eis och dozou, Leit net ze diskriminéieren – dat ass gesot ginn. Mä si bréngt eis awer och d'Méiglechkeet, eng Rei Kompetenzen an d'Fonction publique eranzekréien, déi mer an der Fonction publique ganz oft brauchen. An an deem Sënn gesinn ech dat als eng extrem positiv Mesure a wëll dat och esou momentan duerstellen.

A wa gesot gëtt – den Här Schreiner an och anerer hunn dat gesot –, datt dat méiglecherweis kéint déi eng oder déi aner Schwieregkeet bréngen, esou soen ech: Déi Leit, déi no 45 Joer an d'Fonction publique kommen, mä déi wëlle jo an d'Fonction publique kommen, an dat ass ee Choix vun hinnen, an ech mengen, déi meescht, déi da kommen an déi erakommen, mä déi si frou, wa si kënnen eng Plaz do fannen. Dat ass, mengen ech, awer hei prioritär, an et bréngt der Fonction publique och eppes. Dofir gesinn ech et am Allgemengen als eng ganz positiv Saach.

Dir gesitt och, wann Dir e wéineg den Historique kuckt vun der Evolutioun an deene leschte Joren, datt originairement déi Limite jo bei 30 Joer war an 1985 fir d'éischt emol op 35 eropgesat ginn ass. Dann 1994 ass si eng zweete Kéier op 40 Joer eropgesat ginn an 2003 eng drëtte Kéier op 45 Joer eropgesat ginn. Dir gesitt also, wou d'Evolutioun higeet an elo brauch si net méi eropgesat ze ginn, well mir si elo ofgeschaf hunn. Also, ech mengen, dat ass méi Flexibilitéit, an et bréngt eis Kompetenz.

Mir hunn och nach eng Rei aner Mesuren, duerch déi mer am Fong probéieren, de Recrutement an d'Fonction publique am Allgemenge méi der Zäit an de Besoinë vun haut unzepassen. Mir hunn déi Ouverture vun der Fonction publique fir d'Ressortissantë vun der Europäescher Unioun iwwer ee Gesetz vun 1999 gemaach. Mir hunn d'integral Computatioun vun den Déngschtzäiten an engem communautairë Service public bei Astellung am öffentlechen Déngscht gemaach, och an der Reform 2003.

Mir hunn an der Reform vun 2003 erlaabt, datt mer Experten aus dem Secteur privé, wa si eng aussergewéinlech Beruffserfahrung hunn, eranhuelen. An ech muss soen, fir mech ass dat een extrem wichtegt Element, datt mer kënne Leit, déi eng Experienz erabréngen, déi mer net tel quel an der Fonction publique hunn, mat all där Erfahrung, eis kënnen huelen, well dat bréngt eis enorm vill.

Mir hunn Ännerunge vun de Conditions d'études fir d'Carrière supérieure gemaach, och 2003. Mir hunn d'Détachementer vu Fonctionnairen an Établissement-publicen oder international Organisatioune gemaach. Dat sinn eng ganz Rei Modifikatiounen an deene leschte Joren, déi am Fong an déiselwecht Richtung ginn an déi dohinner ginn, fir d'Fonction publique ze flexibiliséieren, fir eis d'Méiglechkeeten ze ginn, fir aner Ressourcen, aner Kompetenzen zousätzlech mat eranzekréien. Ech mengen, dat ass de richtege Wee, fir fir d'Fonction publique och déi Qualitéit an Zukunft zousätzlech ze assuréieren, déi mer einfach hunn an déi mer och weider musse behalen.

Déi zweet Saach, iwwert déi ech e puer Wuert wollt soen, dat ass déi Neiegkeet vun der Méiglechkeet, déi d'Beamten hunn, fir direkt als Stagiaire à temps partiel agestallt ze ginn op 50 a 75%. Ech mengen, dat ass och allgemeng begréisst ginn, mä ech wëll och soen, dat ass och eng Moossnam, wat net eng eenzeg Moossnam ass, mä déi sech an eng ganz Rei vu Moossnamen aschreift, déi am Laf vun deene leschte Jore geholl gi sinn. Et muss een einfach gesinn, datt den Temps partiel eréischt kuerzfristeg agefouert ginn ass. Déi Méiglechkeet 25, 50 oder 75% ze schaffen, vun där elo d'Beamte kënne profitéieren, ass eng rezent Aféierung. Dat ass och eppes, wat mer eben elo komplettéieren, andeem mer d'Stagiairen och dovunner bénéficiéiere loossen.

Aner Saachen, wéi d'automatesch Réintégratioun no spéitstens engem Joer, sinn agefouert ginn. D'Bonificatioun vun zéng Joer, am Fall vum Congé sans traitement, fir travail à mi-temps oder temps partiel fir d'Kannererzéiung ass och kierzlech agefouert ginn. An ech kéint aner Répartitiounsméiglechkeete vun der Aarbechtszäit bei Congé pour travail à mi-temps oder Service partiel ernimmen, wou een déi kann op d'Joer répartéieren, net méi op d'Woch répartéieren – eng ganz Rei Moosnamen, déi an deeselwechte Kader passen, an déi einfach weisen, datt mer och der Fonction publique hir Aarbechtorganisatioun, hir Aarbechtszäiten wëllen op dat Liewe vun de Leit vun haut, op d'Famillje vun haut upassen. Dat hei gehéiert dozou. Dofir fannen ech et eng extrem positiv Moossnam, déi ofgemaach ginn ass.

Eng Remarque zu där Problematik vun den zwielef Joer, no deenen een dee Moment vun engem Avancement en traitement hätt kënne bénéficiéieren, wat elo net an den Text mat iwwerholl ginn ass.

Et ass gesot ginn, datt eng Rei Beamten dat mat Schmäerzen erwaart hunn an et regrettéieren. Mä ech soen: Mir regrettéieren et och, datt mer et net kënnen ëmsetzen! Dat ass eben duerch déi Circonstancen, déi mer elo beschriwwen hunn, iwwert de Conseil d'État, esou gemaach ginn. Mä de Regret ass och eisersäits an de Regret ass evident, well soss hätte mer et selbstverständlech net ofgemaach an den Ofkommessen, déi mer mat der Fonction publique geholl hunn.

Wat dem Xavier Bettel seng Remarque iwwert d'Examen ugeet, do ass d'Situatioun déi, datt d'Regierung déi do Moossnam an deen éischten Text drageschriwwen hat, deen iwwert d'Fonction publique gaangen ass, fir et nach matzekréien an am Juni gestëmmt ze kréien. Et si jo och zu engem Deel schonn eng Rei vun deenen Texter, déi zur selwechter Zäit déposéiert gi sinn, zum Schluss vun oder virun der grousser Vakanz gestëmmt ginn. Mir hate gehofft a gemengt, datt dat hei och géing aviséiert gi vum Conseil d'État, datt mer et kënnte matstëmme loossen, wéi mer den éischten Deel vum Accord salarial gestëmmt hunn. Dat ass awer leider net d'Realitéit gewiescht.

Ech hätt och léiwer gehat, et wär esou geschitt. Et war net esou. Mä, ech mengen, de Wëlle vun der Regierung ass awer duerch dësen Text kloer dokumentéiert, datt mer deene Leit duerch déi Mesure, déi mer hei maachen, wëllen hëllefen. Mir hunn och doraus eng generell Mesure gemaach, déi an Zukunft fir jiddferee gülteg ass. Ech mengen, dat ass och de richtege Wee.

Voilà, déi puer Explikatiounen, déi ech nach zousätzlech wollt ginn. Ech soen Iech alleguer Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement (par M. Lucien Thiel), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Joer 2005 geet lues a lues op en Enn. Et war e Joer mat enger Rei vu schéinen a spannende Momenter, mä et gouf och eng Rei Stonnen an Deeg, wou mer d'Häerz méi schwéier haten.

Mir hunn d'Joer mat traureg Evénementer ugefaangen. Et huet eis wéigedoen, wéi an deenen éischten Deeg vum Joer d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte eis fir ëmmer verlooss huet. Mir hunn d'ganzt Joer iwwer gemierkt, datt si eis feelt, och wa si nach ëmmer op eng gewëssen Aart a Weis ënner eis ass.

Mir hunn och d'Deputéiert Nelly Stein net vergiess, e geschätzte Member aus eisen eegene Reien, deen am Summer onerwaart gestuerwen ass. A mir schléissen d'Joer of mam Verloscht vun der Vëloslegend, dem Charly Gaul.

Um internationale Plang hu mer dëst Joer zwou schlëmm Naturkatastrophen gesinn. Virum Joreswiessel war et en Tsunami a Südostasien, deen eng enorm Well vun Zerstéierung, Péng a Misère mat sech bruecht huet. Och zwou Lëtzebuergerinnen hunn hiert Liewe bei där Katastroph gelooss. Am Summer hate mer den Hurrikan Katrina, deen et fäerdeg bruecht huet zeg Mënschen an den Doud ze rappen an eng Stad praktesch vun der Landkaart ze sträichen.

Mä nieft deenen däischtere Säite soll een awer net déi schéi Momenter vergiessen, déi et och an dësem Joer gouf. Et war e schéine Moment, wéi eise Statschef säi ronne 50. Gebuertsdag gefeiert huet, an ech denken, dass et Land a Leit gutt gedoen huet, no deene schwéiere Stonnen am Ufank vum Joer, e schéint Fest zesumme mat der groussherzoglecher Famill ze feieren.

Een anere vun deene schéine Momenter war deen, wéi mer den 1. Juli, wéi mer d'Présidence un d'Englänner ofginn hunn, Luef an Unerkennung vu ganz Europa krute fir d'Aart a Weis, wéi mer eis Présidence gemanagt hunn. An e Moment vu Satisfaktioun war et, wéi mer d'lescht Woch, mengen ech war et, gesinn hunn, datt d'Léisung, déi fonnt ginn ass, wat d'Perspectives financières ubelaangt, sech nëmmen onwesentlech vun de Lëtzebuerger Propositiounen, déi mer am Summer gemaach haten, ofgewach ass.

En anere schéine Moment war et, wéi mer d'Nouvelle kruten, datt eise Statsminister de Lauréat 2006 fir de Karlspräis ass. An der Begrënnung heescht et iwwert den Här Juncker: „(...) un grand Européen qui, selon la meilleure tradition luxembourgeoise, agit comme moteur du processus d'intégration grâce à sa crédibilité, sa compétence, sa persévérance et sa passion et qui sait comme seulement peu d'autres enthousiasmer les citoyennes et les citoyens pour le processus d'unification européenne".

Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir am Numm vun der ganzer Chamber dem Premierminister Jean-Claude Juncker ze félicitéieren. Mir sinn houfrech a mir freeën eis mam Lëtzebuerger Vollek, wat dëse Präis jo schonn eng Kéier kritt huet, iwwert déi grouss Éier, déi him an domadder och eis zudeel gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2005 huet eis och eng Rei vu spannende Momenter bruecht. Spannend war et, wéi am Juli d'Lëtzebuerger no méi wéi 60 Joer am Kader vun engem Referendum an d'Wahlkabinn geruff goufen. Nom franséischen an hollänneschen „Neen" huet Europa gespaant op Lëtzebuerg gekuckt. Den 10. Juli 2005, den Dag vum Referendum, an de „Jo" vun de Lëtzebuerger ginn an d'Geschicht vu Lëtzebuerg an, ginn och an d'europäesch Geschicht an a ginn och an d'Geschicht vun dësem Parlament an, opgrond vun där spezieller Roll, déi mer am Kader vun deem Referendum gespillt hunn, mir als Chamber ënnert der Leedung vun eisem Kolleeg, dem Ben Fayot.

Am Kapitel vun deene méi nodenklechen an eeschte Momenter wëll ech besonnesch dem Statsminister seng Deklaratioun iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung ernimmen, eng Deklaratioun, déi d'ganz Lëtzebuerger Gesellschaft staark interpelléiert a wou ech eis alleguerten eng glécklech Hand wënschen, fir dass mer déi richteg Konklusiounen zéien.

Nodenklech gestëmmt hunn eis sécher och d'Feierlechkeete fir de 60. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich. Et ware ganz bewegend Momenter an deenen d'Lëtzebuerger sech erënnert hunn an hire Merci ausgedréckt hunn. Mir hunn all deene Merci gesot, déi sech fir de Fridden an d'Fräiheet agesat hunn, an dacks mat hirer Jugend, hirer Gesondheet oder hirem Liewe bezuelt hunn. Dankbar si mer awer och, datt mer zanter 60 Joer a Fridden heiheem kënne liewen, wou mer jo wëssen, datt dat op villen anere Plazen, an och an Europa, net iwwerall de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, 2005 war en aussergewéinlecht Joer, och wat eis parlamentaresch Aarbecht ugeet. An duerfir wëll ech vun dëser Geleeënheet profitéiere fir jiddferengem vun Iech, den Deputéierten, de Membere vum Greffe, der Press an och dem Sécherheetspersonal en häerzleche Merci ze soe fir Äre gudden Asaz, virun allem während der Présidence an an der Campagne ronderëm de Referendum, mä och elo, wat den Alldag ubelaangt.

Fir dat neit Joer wënschen ech der Chamber an och der Regierung vill Aarbecht, vill interessant a lieweg Debatten an och weiderhin enk a gutt Relatioune mat deenen aneren Institutiounen, de Membere vun der Regierung, och dem Statsrot an de Beruffschamberen. Hinne gëllt e grousse Merci, genausou wéi de Mataarbechter vun de Fraktiounen an all deenen, déi um legislative Prozess deelhuelen.

Ech wënschen Iech alleguerte schéin a friddlech Chrëschtdeeg, a fir dat neit Joer vill Freed, vill Courage a virun allem eng gutt Gesondheet.

Plusieurs voix.- Merci!

(Applaudissements)

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'Fraktiounspresidenten hu mech beoptraagt, fir an onser aller Numm Iech Merci ze soe fir Är léif Wënsch, déi Dir ausgedréckt hutt fir e glécklecht neit Joer 2006. Ech wollt och am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen Iech Merci soen, Iech perséinlech, och fir déi ofgeklaerten a roueg Manéier, wéi Der ons Débaten hei leet a wéi Der d'Chamber och féiert.

Ech wollt selbstverständlech och dem Personal, dem Generalsekretär, dem Secrétaire général adjoint an dem ganze Personal, wat ons an de Kommissiounen a ronderëm accompagnéiert, Merci soe fir déi Aarbecht, déi se an dësem Joer gemaach hunn, an hoffen, dass mer och an Zukunft mat hinnen eng gutt Zesummenaarbecht hunn.

Ech hoffen och, dass mer am Joer 2006 ons parlamentaresch Aarbecht weider kënnen entwéckelen. D'Parlament ass eng wesentlech Institutioun am Land. Ech wënschen, dass déi Institutioun ëmmer méi Poids kritt, well et ass wesentlech fir eng Demokratie, dass dat Parlament seng Onofhängegkeet och vis-à-vis vun deenen aneren Institutiounen, a besonnesch vis-à-vis vun der Exekutiv kloer ausdréckt.

An deem Sënn hoffen ech och, dass mer am Joer 2006 weidermaachen, esou wéi mer am Joer 2005 zesummegeschafft hunn, op eng tolerant Aart a Weis, dass Oppositioun a Majoritéit sech respektéieren an dass mer op déi Manéier, wéi gesot, ons Institutioun stäerken a se zu engem wesentleche Pilier vun der Demokratie zu Lëtzebuerg maachen.

Merci also nach eng Kéier, a schéi Feierdeeg an e glécklecht neit Joer.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Applaudissements)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir wiert e gudde President am Fong.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert am Numm vun der Regierung.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech wëll mech ganz einfach deene Wierder, déi elo den Här Fayot un Iech geriicht huet, uschléissen. Dir hutt an deem leschte Joer déi Chamber hei gutt geleet. Mir hunn och duerch déi Aarbechten, déi Kollaboratioun, déi mer mat der Chamber haten als Regierung, an all deenen Décisiounen, déi geholl gi sinn, an all deene Réuniounen, déi mer zesummen haten, mengen ech, eng gemeinsam gutt Aarbecht gemaach.

Ech hoffen och, datt déi gutt Aarbecht, déi mer gemeinsam maachen an der Independenz vun där enger a vun där anerer Institutioun, och an deem nächste Joer kann esou weidergoen, wéi se dëst Joer gelaf ass.

Ech wënschen Iech, ech wënschen allen Deputéierten och schéi Feierdeeg an e gutt neit Joer.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Voilà, Merci. Merci, Här Wiseler. Domadder si mer um Enn vun där leschter Sitzung vun dësem Joer ukomm. Nach eng Kéier schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.53 heures)

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Schank, ancien Député page 156

Communications page 156

Dépôt d'une résolution par M. Marco Schank page 156

Dépôt d'une motion par M. François Bausch page 156

5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile pages 156-168

Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran page 168

5504 - Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 168-178

Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire pages 178-189

5465 - Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 189-193

Communication page 193

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto pages 194-196

5146 - Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension pages 196-201

5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003 pages 201-205

5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État pages 205-208

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 6 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0615	M. Gast Gibéryen	Usage de la langue luxembourgeoise dans les relations avec les institutions européennes
0664	M. Ben Fayot	Réunions du Conseil des Affaires générales de l'Union européenne
0719	M. Aly Jaerling	Protection des données biométriques
0732	M. Robert Mehlen	Commerce de bois exotiques
0737	M. John Castegnaro	Accidents de travail
0739	M. John Castegnaro	Taux des suicides au Luxembourg
0742	M. Jean-Pierre Koepp	Passage à niveau pour piétons
0743	Mme Claudia Dall'Agnol	Frais de garde et d'accueil des enfants
0745	M. Laurent Mosar	Reconnaissance des permis de conduire délivrés dans certains États de l'Europe centrale et orientale
0746	M. Laurent Mosar	Règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, 2. le Code des assurances sociales
0755	M. Henri Grethen	Régression du fret ferroviaire
0756	M. Marcel Oberweis	Participation de la SNCI au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)» à Francfort
0758	M. Carlo Wagner	Équipement des voitures de pneus d'hiver
0760	M. Aly Jaerling	Remboursement des analyses médicales
0769	M. Gast Gibéryen	Accouchements prématurés
0774	Mme Claudia Dall'Agnol	Soins psychiatriques à domicile (SPAD)
0775	M. Aly Jaerling	Fonctionnement de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM)
0776	M. Aly Jaerling	Rayonnement électromagnétique des antennes de téléphonie mobile (GSM)
0779	M. Jean-Pierre Koepp	État du toit du tunnel à la sortie de la gare vers le Nord
0783	Mme Marie-Josée Frank	Congés extraordinaires accordés en cas de décès
0788	M. Xavier Bettel	Effets légaux de certains partenariats
0790	M. Xavier Bettel	Séparation des détenus mineurs des détenus majeurs

Question 0615 (21.9.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**usage de la langue luxembourgeoise dans les relations avec les institutions européennes:**

Den 13. Juni 2005 huet den europäesche Ministerrot zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Irescht zur 21. offizieller EU-Sprooch gemaach, mä doriwwer eraus gouf och eng Regelung fir de Gebrauch vun de manner benotzten an an hirem Hierkonftsland offiziell unerkannte Sproochen, wéi zum Beispill Lëtzebuergesch, Schottesch, Walisesch an esou weider festgeluecht.

De Conseil huet a senge Konklusioune festgehalen, datt „Le Conseil considère que, dans le cadre des efforts déployés pour rapprocher l'Union de l'ensemble de ses citoyens, la richesse de sa diversité linguistique doit davantage être prise en considération.

Le Conseil estime que la possibilité pour les citoyens d'utiliser des langues additionnelles dans leurs relations avec les institutions est un facteur important pour renforcer leur identification au projet politique de l'Union européenne."

Dëst bedeit konkret, datt eng Regierung dem europäesche Parlament an dem Conseil kann eng Iwwersetzung an esou enger Sprooch vun engem europäeschen Akt zoukomme loossen. Dësen iwwersaten Text gëtt dann archivéiert an op Ufro als Kopie erausginn. Doriwwer eraus gëtt deen iwwersaten Text op dem Internet Site vun der EU publizéiert.

Des Weidere kann eng Regierung ufroen, datt hir Vertrieder sech an hirer Sprooch un d'Institutiounen an d'Organer vun der EU adresséiere kënnen. Zu gudder Lescht kann all Bierger seng Ufroen a Kommunikatiounen un d'EU a senger Sprooch stellen an och eng Äntwert an der Sprooch zréckkréien.

Den Ament trëfft dës Regelung allerdéngs just fir dräi Sproochen zou: Baskesch, Katalanesch a Galizesch. Just Spuenien huet also esou eng Demande eragereecht.

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Ausseminister:

1. Wa schonns keng offiziell Unerkennung op EU-Niveau vun der Lëtzebuerger Sprooch an d'A gefaasst gëtt, ass da wéinegstens domadder ze rechnen, datt eis Regierung eng Demande mécht, fir datt eis Sprooch och vun dëser neier Regelung profitéiere kann?

2. Wa jo, wéi gesäit dat ganz konkret aus, a wann neen, firwat doe sech déi lëtzebuergesch Regierunge sou schwéier fir der Lëtzebuerger Sprooch am Kontext vun der EU méi eng grouss Unerkennung zoukommen ze loossen?

3. A wann neen, bedeit dat dann och, datt Lëtzebuerg d'Konklusioune vum Conseil betreffend d'Diversitéit vun de Sproochen an Europa an déi domadder verbonne méi staark Identifikatioun vun de Bierger mat der EU net deelt an dëst aus wéi enge Grënn?

Réponse (23.12.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Betreffend d'parlamentaresch Ufro vum 21. September 2005, gestallt vum Deputéierte Gast Gibéryen iwwert de Sproochenëmgang zwëschent den EU-Bierger an den EU-Institutiounen, wëllt d'Regierung folgend Stellungnahm maachen:

D'Regierung steet natierlech zu deene Konklusioune vum 13. Juni 2005, déi ënnert hirer Présidence zustane komm sinn an déi den Här Deputéierten a senger Ufro zitéiert. D'Unerkennung vun der Sprochendiversitéit an den Usaz, d'EU-Institutiounen den EU-Bierger méi no ze bréngen, sinn Ziler, déi dës Regierung ënnerstëtzt.

Déi Konklusioune leeë fest, a wéi enge Konditiounen an ënnert wéi enge Bedéngungen e Bierger seng Kontakter zu den EU-Institutiounen an enger Sprooch gestalte kann, dei keng offiziell Sprooch vun der EU ass.

Q 76

Geméiss de Konklusioune muss allerdéngs fir d'éischt en Arrangement zwëschent dem État demandeur an den europäeschen Institutioune getraff ginn, an deem sech den État demandeur engagéiert, fir all direkt an indirekt Käschten opzekommen, déi duerch d'Ëmsetzung vun dëser neier Sproocheregelung entstinn.

Zwou vun eisen dräi administrative Sproochen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproocheregime zu Lëtzebuerg festgeschriwwe sinn, si schonn haut offiziell EU-Sproochen. Wuelwëssend, datt hir Äntwert no de Konklusioune vum 13. Juni keng «valeur juridique» huet, stellt d'Regierung am Kontext vun der neier Sproocheregelung d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech och op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutioune wenden ze kënnen.

D'Regierung wäert d'Entwécklung an der neier Sproocheregelung am A behalen an analyséieren, wéi an der Unioun allgemeng vun dëser neier Regelung Gebrauch gemaach gëtt. Am Fall wou d'Développementer dat géife verlaangen, wäert d'Regierung d'Sachlag selbstverständlech nei bewäerten.

Question 0664 (17.10.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **réunions du Conseil des Affaires générales de l'Union européenne:**

Récemment, le Médiateur européen a adressé un rapport au Parlement européen constatant que le Conseil n'avait pas de raison valable pour continuer de refuser de se réunir en public lorsqu'il fonctionne comme législateur.

Le caractère public de la fonction législative est propre à toutes les démocraties, et selon l'analyse du Médiateur aucune disposition du Traité en vigueur ne s'oppose à ce que le Conseil en fasse autant quand il exerce ses fonctions législatives.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en la matière?

Réponse (5.1.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le rapport que Monsieur Fayot cite dans sa question parlementaire et que le Médiateur européen vient de remettre au Parlement européen le 4 octobre dernier se réfère aux faits suivants: une plainte déposée par un membre du CDU, député européen, soutenu par un groupe de jeunes du même parti, auprès du Médiateur quant à la publicité de toutes les activités du Conseil de l'Union européenne en tant que corps législatif.

Des échanges entre les plaignants, le Conseil et le Médiateur européen, l'on pourra retenir les éléments suivants:

- Les plaignants font valoir que les articles 8 et 9 des lois de procédure interne, qui règlent la question de la publicité des activités du Conseil en se basant sur l'article 207 du traité sur l'UE et qui ont été décidées dans un compromis lors du Conseil européen de Séville de juin 2002, manqueraient au principe général du fonctionnement de l'UE retenu dans l'article 1 (2) du Traité sur l'UE, qui stipule que toutes les décisions de l'UE «sont prises dans le plus grand respect du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens». Finalement, les plaignants avancent qu'il s'agit en l'occurrence d'un problème administratif relevant donc de la compétence du Médiateur européen.

- Le Conseil, dans ses réponses des 19 novembre 2003 et 17 février 2005, fait remarquer que le principe dans l'article 1 (2) du Traité sur la question de la publicité des activités du Conseil doit davantage être compris comme un objectif à long terme exprimé en des termes vagues, et que la question de la mise en œuvre dudit principe dépasse le domaine de compétences du Médiateur européen dans la mesure où il s'agit d'une question de nature plutôt politique qu'administrative.

- Le Médiateur européen suit les plaignants en arguant que d'un côté sa compétence n'est pas dépassée dans la mesure où il ne considère pas que la question du degré de publicité des activités du Conseil ne relève pas d'une volonté politique, indépendamment de l'interprétation de l'article 1 (2), d'un autre côté, l'article 1 (2) du Traité sur l'UE ne laisse pas de doute sur la direction que l'évolution des pratiques du Conseil en matière de publicité devrait prendre.

Par ailleurs, dans les échanges, il est fait mention du fait que le traité établissant une constitution pour l'UE, qui a été accepté par tous les États membres en signature, contient un principe de publicité totale des activités du Conseil comme acteur législatif dans la première partie, à son article 49 (2). Alors que le Conseil fait savoir que le lieu d'inscription de ce principe est bien la preuve qu'il s'agit d'une question politique, le Médiateur européen et les plaignants rétorquent que ce consensus constaté entre les États membres ne devrait plus empêcher le Conseil à procéder à la publicité de ses activités en tant que législateur en modifiant ses règles de procédure interne.

Le Gouvernement se permet de faire le commentaire suivant en réaction à l'honorable Député Monsieur Fayot:

- Il est dans l'intérêt de tous ceux qui veulent promouvoir la chose européenne de rendre l'Union européenne et ses institutions plus proches de ses citoyens. Cette nécessité est d'autant plus aigue que les derniers sondages eurobaromètres effectués par la Commission européenne montrent une défiance croissante des citoyens européens, et notamment du Grand-Duché, envers les institutions européennes.

- Sur la voie vers une Europe plus politique est-il, selon l'opinion du Gouvernement, absolument indéniable que les processus décisionnels politiques soient publics. La publicité des décisions publiques est bien un principe fondamental d'une démocratie moderne. Mais la construction européenne suit des logiques politiques peut-être un peu plus complexes: une certaine prudence serait néanmoins de mise dans la recherche d'un équilibre entre les impératifs de transparence dignes d'une démocratie moderne et les soucis d'efficacité de la décision publique. La collégialité au sein du Conseil est un bien précieux qui doit être préservée, il faudra éviter toute dérive d'une polarisation des positions des États membres à travers une presse et des opinions publiques tentées à l'heure actuelle par la voie du protectionnisme et des replis de tout genre.

- C'est pourquoi le Gouvernement tend à suivre l'argumentaire du Conseil qui affirme que l'opportunité d'une publicité totale des activités législatives du Conseil touche à des considérations politiques. Toutefois, le Conseil ne pourra pas esquisser indéfiniment une réflexion plus approfondie sur la question. Le statu quo actuel ne serait pas une situation optimale.

- Entre-temps il revient à tous les acteurs concernés, institutions européennes, gouvernements natio-

naux, presses nationales, de faire connaître le fonctionnement des institutions européennes et l'élaboration de la décision collective européenne à leurs opinions publiques nationales. C'est ce que le Gouvernement luxembourgeois compte faire à travers la création d'un forum sur l'Europe, tel qu'annoncé par le Président du Conseil de Gouvernement lors de son discours sur l'état de la nation.

Question 0719 (7.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **protection des données biométriques:**

Et ass mer als „bedenklech" matgedeelt ginn, datt och hei am Land ëmmer méi privat oder parastaatlech Gesellschafte Fangerofdréck oder aner biometresch Donnéeë vun hire Clienten oder Salariéë benotze fir Zwecker wéi zum Beispill Entréesprozeduren.

Bis elo war ech der Usiicht, datt dëst nëmme vun autoriséierte staatlechen Administratiounen dierft gemaach ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

- Ënner wéi enge Konditiounen ass et private Firmen erlaabt, perséinlech Donnéeën, wéi zum Beispill Fangerofdréck, de Bierger ofzehuelen an ze späicheren?

- Wéi bewäert den Här Minister déi genannt Entwécklung?

Réponse (23.12.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre délégué aux Communications:*

All Traitementer vu perséinlechen Donnéeën, dorënner och d'Traitementer vu biometreschen Donnéeën, falen ënnert d'Bestëmmunge vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002. D'Dateschutzkommissioun ass rezent mat engem prezise Fall am Beräich vun der Biometrie befaasst ginn. Et ass un hir ze préiwen, ob am Kader vum bestehende Gesetz d'Aféierung vun esou engem System eng Iwwerwaachung am Sënn vum Artikel 10 ass. Et ass och un der Dateschutzkommissioun fir ze kucken, ob esou e System legitim, noutwendeg a proportional zum gesaten Zil ass. Mengen Informatiounen no huet d'Dateschutzkommissioun nach keng Décisioun am prezis ugesprachene Fall geholl.

Aus der Siicht vum Dateschutz si biometresch Donnéeë sensibel Donnéeën, well se direkt vum mënschleche Kierper kommen an domat eng eendeiteg Identifikatioun vun der Persoun erméiglechen. Fir absolut Kloerheet ze verschafen, huet d'Regierung wëlles, eng Ännerung zu dësem Punkt am Dateschutzgesetz virzegesinn: An Zukunft soll all Traitement vu biometreschen Donnéeën, déi zur Iwwerpréifung vun der Identitéit vu Persoune genotzt ginn, eng Autorisatioun vun der Dateschutzkommissioun brauchen.

Question 0732 (11.11.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **commerce de bois exotiques:**

Dat illegaalt Ofholze vun den Tropebëscher gehéiert zu deene gréisste vu Mënsche verursaachten Ëmweltzerstéierungen a wierkt sech net nëmme katastrophal fir déi betraffe Länner, mä fir d'ganz Mënschheet aus. D'Auswierkunge vun dëser gigantescher Ëmweltzerstéierung sinn all Dag méi däitlech ze gesinn. Si sinn irréversibel an net méi guttzemaachen. Si sinn e Verbriechen un der Natur an un der Zukunft vun eise Kanner.

Et ass bewisen, datt dëse Raubbau un der Natur, dee gréisstendeels op Basis vu Korruptioun an Illegalitéit geschitt, duerch déi op pe Mäert vun de räichen Industrienatioune favoriséiert gëtt. Duerfir ass et onbegräiflech, datt dëse kriminelle Machenschaften net duerch eng streng Reglementatioun, verbonne mat deenen néidege Kontrollen a Strofen, en Enn gemaach gëtt. Hei geet et ëm d'Crédibilitéit vun enger Politik, déi engersäits vill Steiergelder an d'Entwécklungshëllef stécht, anerersäits awer zouléisst, datt kriminell Elementer méi futtimaachen, wéi mat der Entwécklungshëllef kann opgebaut ginn.

Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi grouss sinn d'Chancen, datt et um Niveau vun der EU zu enger strenger a wierksamer Kontroll vun den Importer vun Tropenholz kënnt, an a wat fir engem Délai? Wou sinn déi haaptsächlech Widerstänn géint esou eng Législatioun ze situéieren?

2. Wat huet den Agrarministerrot vun Enn Oktober an dëser Fro décidéiert, a wat war d'Haltung vu Lëtzebuerg an dëser Fro?

3. Ass et méiglech, datt Lëtzebuerg an dëser Saach méi wäit geet wéi d'EU, a wéi grouss ass de Wëlle vun der Regierung, fir hei Neel mat Käpp ze maachen; noutfalls souguer eng juristesch Auseinandersetzung mat den EU-Instanzen a Kaf ze huelen?

Réponse commune (5.1.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En octobre 2005, le Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Union européenne a adopté à l'unanimité le règlement et le mandat de négociation FLEGT (Forest Law Enforcement, Governance and Trade). Le Gouvernement luxembourgeois a soutenu l'adoption de cette législation qui instaure un régime volontaire de licences FLEGT pour l'importation de bois dans l'UE à partir de pays partenaires. Cet accord constitue une avancée notable dans le domaine de la lutte contre le commerce du bois illégal, car il propose une solution au problème social à la base de ce fléau, c'est-à-dire la pauvreté et la corruption qui en découle.

Selon ce régime, les importations de produits dérivés du bois sur le territoire de la Communauté seront soumises à un système de vérifications et de contrôles destinés à garantir l'aspect légal de l'exploitation des forêts et des procédures d'exportation. Le régime d'autorisation FLEGT est basé sur des accords de partenariat volontaires conclus entre l'Union européenne et des pays/régions tiers. Ces accords sont négociés par la Commission européenne sur base du mandat de négociation adopté par le Conseil. Le bois en provenance des pays/régions partenaires est mis en circulation exclusivement sur présentation de documents faisant preuve d'une telle autorisation ou licence.

Les premiers accords de partenariat de l'UE sont en cours de négociation avec l'Indonésie, la Malaisie et le Ghana. D'autres pays ont déjà montré leur intérêt (Cameroun, RDC, Brésil, Gabon,…).

Pour assurer le succès de FLEGT, il faut parvenir à signer des accords de partenariat avec les principaux pays producteurs et transformateurs afin d'éviter notamment le contournement du système. Il est essentiel de souligner que le point fort du régime d'autorisation FLEGT est sa dimension sociale. Les accords de partenariat volontaires entre l'Union européenne et les pays producteurs visent à mettre en place une coopération au développement pour une bonne gouvernance dans le domaine forestier et à soutenir les populations les plus pauvres qui tirent leurs revenus de la forêt.

Le Gouvernement luxembourgeois va analyser dans quelle mesure il peut soutenir les efforts de coopération au développement dans ce domaine.

Les États membres de l'Union considèrent le régime d'autorisation FLEGT comme une première étape pour lutter contre l'exploitation forestière illégale et espèrent obtenir un impact rapide et décisif sur les pratiques les plus dévastatrices du commerce illégal du bois. Sur demande des États membres, la Commission européenne a été chargée de fournir un rapport sur les autres mesures à prendre dans ce domaine (conclusions du Conseil d'octobre 2003 - doc. 13439/03). Ce rapport devrait inclure, notamment, une analyse d'options dans des domaines connexes tels que la réglementation des achats publics de produits forestiers et la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le rapport devrait aussi analyser les options législatives contraignantes, comme la conclusion d'accords multilatéraux ou l'adoption de législations déclarant illégale l'importation de bois de source illégale, prônée par les organisations non gouvernementales et environnementales, mais qui pose des problèmes de compatibilité avec des règles de l'OMC. Cependant, le rapport de la Commission européenne n'a toujours pas été délivré.

Le Gouvernement luxembourgeois n'entend pas entreprendre de démarches particulières avant la publication de ce rapport.

Question 0737 (15.11.2005) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant les **accidents de travail:**

Entre le 7 et le 10 novembre 2005 deux travailleurs ont trouvé la mort suite à des accidents de travail survenus à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette, portant ainsi le nombre des accidents de travail mortels survenus depuis le début de l'année 2005 à dix - niveau atteint à l'issue des douze mois de l'année passée.

Nonobstant la diminution des accidents de travail et des accidents de travail mortels au cours de l'année 2004, Messieurs les Ministres conviendront que les accidents de la semaine passée font état d'une situation inquiétante dans le domaine de la sécurité au travail et remettent la question de la prévention à l'actualité.

Dans le cadre du «Plan d'action de lutte contre les accidents de travail 2003-2007» les signataires - l'Inspection du Travail et des Mines, la Division de la Santé au Travail, le Service national de la Sécurité dans la Fonction publique, l'Administration des Douanes et Accises, l'Association d'Assurance contre les Accidents ainsi que les partenaires sociaux - se sont engagés à mettre en place une nouvelle stratégie pour améliorer la sécurité et la santé au travail.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- À part la commémoration de la «Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail» et la nouvelle édition du «Guide de sécurité» dans le domaine du travail, qui constituent des actions positives - quelles sont les initiatives concrètes prises pour améliorer la sécurité et la santé au travail?

- Quelles initiatives et mesures concrètes Messieurs les Ministres pensent-ils prendre suite aux accidents mortels survenus ces derniers jours dans le domaine de la construction?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député Monsieur John Castegnaro parle du «Plan d'action de lutte contre les accidents de travail 2003-2007» qui a été signé par le Ministre du Travail et de l'Emploi, l'ITM, l'Association d'Assurance contre les Accidents, le LCGB, l'UEL et l'OGB-L. Même si à l'époque la Division de la Santé au Travail ne figurait pas parmi les signataires, elle en endosse pleinement les objectifs. Le Ministre du Travail et de l'Emploi et le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale collaborent étroitement dans ce dossier.

En 2005, le nombre d'accidents du travail mortels a dépassé celui de l'année 2004. Le but du service de prévention de l'Association d'Assurance est évidemment de prendre toutes les mesures de nature à éviter les accidents mortels, notamment dans le domaine de la construction.

En ce qui concerne cependant les accidents non mortels dans ce domaine, la baisse de 16% du taux de fréquence (nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps) de l'année 2004 à l'année 2003 et la diminution de 12,8% de leur nombre absolu montrent qu'on est sur la bonne voie.

En guise de remarque liminaire, nous aimerions vous assurer que les onze accidents mortels de 2005 font état d'une situation inquiétante dans le domaine de la sécurité au travail et notamment dans le secteur de la construction.

Conscient du fait qu'un accident mortel n'est que la pointe émergente d'un iceberg et que statistiquement, il cache 30 accidents graves, 300 accidents légers, 3.000 premiers soins et 30.000 conditions à risques et maladresses, le Gouvernement est d'avis que le concept de la prévention visant l'élimination de ces risques doit prendre toute son ampleur.

L'Association d'Assurance contre les Accidents

Suite à la série d'accidents graves, voire mortels dans le secteur du bâtiment, le service de prévention de l'Association d'Assurance contre les Accidents utilise des outils informatiques pour déceler les entreprises affichant un nombre d'accidents du travail au-dessus de la moyenne. Celles-ci seront contactées en vue de les rendre attentives aux problèmes rencontrés et de leur donner des conseils quant à la mise en place de mesures pour évaluer et éliminer les risques.

Par ailleurs, il est prévu de renforcer l'effectif du service de prévention par l'engagement d'un ingénieur technicien spécialisé en génie civil, afin de pouvoir augmenter la présence sur le terrain.

Ledit service participe aux actions «coup de poing» organisées par l'Inspection du Travail et des Mines et l'Administration des Douanes et Accises.

Les statistiques des accidents

Année	Accidents (tous)	Accidents du travail proprement dits et maladies professionnelles	Accidents de trajet
1960	27,44	25,86	1,58
1970	20,36	19,20	1,16
1980	13,46	12,49	0,97
1990	12,45	10,88	1,57
1991	12,43	10,58	1,84
1992	12,27	10,57	1,69
1993	11,84	10,06	1,78
1994	11,18	9,45	1,74
1995	10,92	9,09	1,84
1996	11,76	9,43	2,33
1997	11,24	9,22	2,02
1998	11,32	9,30	2,02
1999	11,34	9,16	2,20
2000	11,08	8,93	2,15
2001	10,83	8,51	2,32
2002	10,66	8,40	2,26
2003	10,18	8,01	2,17
2004	9,53	7,43	2,10

Évolution de la fréquence des accidents reconnus (nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps)

		2003			2004		
Classe de risque	**Libellé**	**Nombre de salariés-unité**	**Accidents Nombre**	**En %**	**Nombre de salariés-unité**	**Accidents Nombre**	**En %**
1)	Commerce, alimentation et autres activités non classées ailleurs	86.843	8.558	33,0	89.790	8.562	34,2
2)	Assurances, banques, bureaux d'études, etc.	55.031	1.582	6,1	55.939	1.375	5,5
3)	Chimie, textile, papier (fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles)	11.470	1.116	4,3	11.182	1.098	4,4
4)	Travail des métaux et du bois (fabrication, traitement, etc. d'objets en métal; fabriques de machines; réparation et entretien machines et véhicules; scieries et fabriques d'objets en bois)	13.700	2.239	8,6	14.184	2.131	8,5
5)	Sidérurgie	4.627	393	1,5	4.510	336	1,3
6)	Bâtiment, gros oeuvre; travail des minéraux	14.032	3.184	12,3	14.426	3.005	12,0
7)	Travaux de toiture et travaux sur toit	1.748	554	2,1	1.825	532	2,1
8)	Aménagement et parachèvement de bâtiments (façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment)	6.079	1.176	4,5	6.421	1.154	4,6
9)	Équipements techniques du bâtiment, notamment: travaux d'installations électriques, de gaz et eau, etc.	7.161	1.443	5,6	7.488	1.370	5,5
10)	Abrogée	-	-	-	-	-	-
11)	Travailleurs intellectuels indépendants	5.676	34	0,1	5.948	40	0,2
12)	État (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage)	11.631	748	2,9	13.114	834	3,3
13)	Communes	5.350	717	2,8	5.316	652	2,6
14)	Transport terrestre, fluvial et maritime	15.380	1.573	6,1	16.169	1.537	6,1
15)	Aviation	3.366	415	1,6	3.423	367	1,5
16)	Distribution de l'énergie et de l'eau	1.012	107	0,4	1.026	87	0,3
17)	Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels, etc.	809	23	0,1	827	26	0,1
18)	Ateliers de précision (horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs)	3.097	304	1,2	3.282	243	1,0
19)	Fabrication faïences et verre, etc.	1.886	133	0,5	1.822	119	0,5
20)	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	676	153	0,6	660	155	0,6
21)	Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie	234	30	0,1	215	13	0,1
22)	Travail intérimaire	4.814	1.446	5,6	5.388	1.419	5,7
Total:		254.622	25.928	100,0	262.955	25.055	100,0

L'Inspection du Travail et des Mines

«Sans connaissances, pas de prévention.» L'Inspection du Travail et des Mines mise depuis dix ans sur la formation des acteurs clés dans le secteur de la construction, c'est-à-dire les coordinateurs sécurité et santé sur les chantiers et les travailleurs désignés - experts en prévention - au sein des entreprises.

Sécurité et Santé 89/391/CEE Loi cadre du 17 juin 1994

Formation coordinateurs sécurité/santé sur les chantiers	**Personnes formées**	**Année**
Formation des formateurs (ITM)	25	1995/1996
Formation des coordinateurs (ITM)	65	1996
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	27	1998/1999
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	29	2000
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	28	2001
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	21	2002
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	28	2003
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	22	2004
Total	**245**	**9 ans**

Formation des travailleurs désignés		**Personnes formées**	**Année**
Chambre de Commerce	Secteur industriel	52	1997
ASTF	Secteur financier	27	1997
Chambre des Métiers	Bâtiment gros œuvre	31	1997
Chambre des Métiers	Bâtiment	55	1998
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	82	1998
ASTF	Secteur financier	35	1998
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	65	1999
ASTF	Secteur financier	46	1999
Chambre des Métiers	Mécanique	17	1999
Chambre de Commerce	Secteur industriel	72	2000
ASTF	Secteur financier	59	2000
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	59	2001
ASTF	Secteur financier	16	2002
Chambre de Commerce	Secteur industriel	69	2002
ASTF	Secteur financier	12	2003
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	110	2003
ASTF	Secteur financier	9	2004
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	122	2004
Total		**938**	**8 ans**

Le nombre impressionnant de professionnels formés en matière de systèmes de prévention porte ses fruits au niveau du changement visible de l'état sécuritaire de la plupart des chantiers se traduisant par la baisse du nombre des accidents (hors accidents mortels) du secteur de la construction.

Les efforts déployés avec l'Association luxembourgeoise des coordinateurs ainsi qu'avec les maîtres d'ouvrages et les architectes et ingénieurs se sont inspirés en matière de passation de marché sur les orientations suivantes de l'Agence européenne pour la Sécurité et la Santé des Travailleurs:

- Le client doit avoir les rênes en mains pour garantir un bon niveau de sécurité et de santé;

- les marchés, le budget et les délais doivent être réalistes;

- la priorité doit être accordée à la qualité et à la meilleure valeur;

- les concepteurs, les entrepreneurs, etc. devraient être sélectionnés de façon à garantir la compétence;

- les marchés publics constituent une part importante des travaux de construction, et il est essentiel qu'ils soient le meilleur exemple à suivre par les autres.

Au niveau de la conception et de la planification, les orientations prises furent les suivantes:

- La sécurité et la santé doivent être prises en compte pour l'ensemble du cycle de vie du bâtiment («sick building syndrom» et amiante);

- la sécurité et la santé sont un facteur intégral de la conception et de la planification;

- la désignation précoce des intervenants est importante pour garantir le respect de bonnes normes;

- la collaboration / coopération de l'ensemble des partenaires est vitale;

- les meilleurs résultats sont enregistrés par des équipes intégrées;

- il est plus facile et moins coûteux d'éliminer les risques dès la phase de conception que de traiter ceux-ci par la suite;

- l'éducation des concepteurs doit être améliorée.

Au niveau de la gestion de la sécurité / santé sur chantier, les accents mis sont les suivants:

- Propagation de l'outil de travail aisément accessible par CD-rom et le site Internet de l'Inspection du Travail et des Mines. Cette application spécifique pour les chantiers comporte: l'évaluation des risques, le formulaire d'autocontrôle, les risques et leurs préventions;

- assurer la formation interne et augmenter les compétences grâce aux travailleurs désignés certifiés compétents (+/- 1.000 personnes);

- développer et mettre en œuvre des outils faciles à utiliser pour surveiller et mesurer la performance sur chantier;

- s'assurer du concours de la main-d'œuvre;

- assurer une bonne coopération avec les sous-traitants;

- assurer une formation de base des travailleurs intérimaires sur chantier;

- impliquer activement le client / entrepreneur principal dans la sécurité sur chantier;

- développer des procédures de gestion de la sécurité et de la santé;

- les exigences légales constituent toujours un facteur important pour inciter les employeurs à améliorer

la gestion sécurité et santé au travail.

Les problèmes liés aux maladies professionnelles sont notamment les suivants:

- lourdes charges;
- postures forcées;
- bruit (point fort en 2005);
- vibrations;
- poussières;
- amiante (cf. plus loin);
- pression liée aux délais;
- longues journées de travail.

Les stratégies de prévention des maladies professionnelles sont les suivantes:

- évaluation systématique du risque;
- surveillance extensive de la santé;
- promotion collaborative de la santé;
- médecine du travail préventive taillée sur mesure.

Cette approche intégrée a été développée dans le contexte de l'année européenne pour le bâtiment en 2004.

La Division de la Santé au Travail

Le Ministère de la Santé, Division de la Santé au Travail, contribue à la stratégie d'amélioration de la prévention des accidents de travail. En effet depuis 2001 l'ensemble des entreprises luxembourgeoises doit remettre tous les trois ans un rapport concernant l'inventaire des risques dans les différents secteurs de chaque entreprise à la Division de la Santé au Travail conformément à l'article 17 (1) de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant le service de santé au travail.

Jusqu'à ce jour plus de 700 entreprises parmi lesquelles beaucoup d'entreprises du secteur de la construction ont procédé à une telle évaluation. Il s'agit d'un pas important vers une prise de conscience des risques et une sécurisation dans les entreprises. Les premiers éléments statistiques rangent les problèmes dorsolombaires et le risque dû aux machines parmi les problèmes prioritaires à régler.

Amiante: Fort accroissement des dossiers d'assainissement

La fabrication et la mise sur le marché de produits contenant de l'amiante sont interdits au Luxembourg, seuls les travaux de désamiantage sont autorisés sous certaines conditions. Ces travaux sont sujets à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et au règlement grand-ducal du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (tel que modifié par le règlement grand-ducal du 21 avril 1993).

L'Inspection du Travail et des Mines a élaboré des prescriptions de sécurité et de santé types ainsi que des formulaires de demande type accessible au site Internet de l'ITM, classeur amiante.

Les organismes agréés chargés de la surveillance des chantiers d'enlèvement d'amiante sont Luxcontrol et AIB-Vincotte (Luxembourg).

On constate un nombre croissant de chantiers ainsi que le nombre des firmes qui interviennent dans des travaux qui impliquent des fibres d'amiante. Il devient dès lors très important d'assurer une information et formation adéquates des travailleurs.

Ainsi, sur initiative de la Fédération des Maîtres Couvreurs, une journée de formation a été organisée sur le thème d'assainissement toitures, de toit en amiante, ciment, travaux en hauteur par la Chambre des Métiers en collaboration avec l'Inspection du Travail et des Mines.

Le service de prévention des accidents de l'Association d'Assurance contre les Accidents

Dans le cadre des attributions lui confiées par la loi, l'Association d'Assurance contre les Accidents dispose depuis longtemps d'un service de prévention des accidents dont le rôle se limitait à l'élaboration et des prescriptions de prévention et au contrôle de l'observation de celles-ci. Si ce service a encore procédé à 46 contrôles sur chantiers cette année, il fournit depuis quelques années avant tout des conseils et des informations pratiques aux entreprises, en vue de les soutenir dans le domaine de l'évaluation et de l'élimination des risques liés au travail.

Le service, comprenant actuellement un ingénieur et deux ingénieurs techniciens, s'est doté d'outils informatiques grâce auxquels il peut déceler les entreprises à risque. Il conseille celles-ci sur place dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail en leur expliquant la législation en vigueur et en mettant des outils à leur disposition pour organiser plus efficacement la prévention des accidents du travail. Ainsi, au cours de l'année 2005, 353 visites ont eu lieu dans différentes entreprises.

Le service de prévention accorde énormément d'importance à la formation des assurés. Parmi les 2.811 personnes qui ont bénéficié d'une des formations prises en charge par l'assurance-accidents au cours de l'année 2005, 352 personnes ont été formées dans le cadre de la convention sur le système de formation sectoriel du bâtiment mis en place par convention collective. Dans le cadre de ces formations, l'assurance-accidents prend entièrement en charge les frais découlant de la partie des cours consacrée à la sécurité.

Afin d'améliorer la sécurité et de la santé sur le lieu du travail, l'assurance-accidents vient de décider d'accorder des aides financières aux entreprises désireuses de mettre en place un système de management de la sécurité. Ces systèmes ont pour objectif une gestion rigoureuse et efficace de la santé et de la sécurité au travail, en dépistant les dysfonctionnements pouvant exister au sein d'une entreprise, en recherchant leurs causes et en prenant les mesures nécessaires pour les éliminer.

Année	Nombre de plan de travails	Nombre de dossiers «Commodo-incommodo»
1999	32	/
2000	46	30
2001	62	34
2002	105	65
2003	149	104

Pour l'année 2006, le service de prévention a prévu de publier sur son site Internet des «flashs sécurité», détaillant les faits qui ont conduit à des accidents réels et indiquant les mesures qui auraient dû être prises pour les éviter. Ces flashs seront combinés avec une «Newsletter» destinée aux entreprises. Dans le cadre de la semaine internationale de la sécurité au travail pour l'année 2006, le service va lancer une campagne pour sensibiliser les travailleurs de moins de 24 ans à la sécurité et de la santé au travail, campagne où il est également prévu d'associer les lycées techniques.

L'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment (IFSB)

S'articulant sur la convention collective de travail pour le bâtiment de juillet 2000, la Fédération des Entreprises de Construction et de Génie civil et le Groupement des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux publics se sont inscrits dans la voie de la formation professionnelle en créant le 11 septembre 2002 l'IFSB S.A., Société anonyme de droit luxembourgeois. L'IFSB fut présenté le 18 septembre 2002 à l'ensemble des acteurs du secteur de la construction luxembourgeoise ainsi qu'aux partenaires sociaux. Cette date marquait ainsi l'entrée d'un secteur économique essentiel dans un processus de développement sectoriel de la formation. Sa création démontre pleinement la volonté de mettre en place un plan global de formation sectoriel pour toutes les catégories de salariés.

La formation spécifique des délégués à la sécurité

Le règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 concernant la fixation des modalités de formation des délégués à la sécurité a rendu obligatoire cette formation. Au niveau de l'EST, les programmes de formation se préparent et il est attendu que les formations débuteront en 2006.

Au niveau des syndicats OGB-L et LCGB, un projet du Fonds social a été démarré en vue de la formation des délégués en entreprise.

Les contrôles sur terrain

L'inspection des conditions de travail des salariés détachés dans le secteur du bâtiment et du génie civil s'opère à titre essentiellement proactif (95%), par des équipes de fonctionnaires (OPJ et APJ dans leurs domaines de compétence respectifs), lors d'actions à cadence essentiellement irrégulière et à géométrie variable.

Des patrouilles de trois à quatre agents, opérant une à deux fois par semaine, en coopération notamment avec les brigades motorisées des Douanes ou les Services régionaux de la police spéciale, garantissent une certaine couverture territoriale des inspections.

Développée depuis l'an 2000 sur base de l'ancien «Groupe de travail: dumping social», coordonné en son temps par le Ministère des Classes moyennes, une «Cellule Inter-Administrative de Lutte contre le Travail Illégal» (CIALTI), capable de mobiliser, au besoin, plus de 200 agents de contrôle, issus de six à huit ministères, administrations ou établissements publics, a pratiqué nombre d'«actions coup de poing» sur des chantiers aux quatre coins du pays.

La Division de la Santé au Travail surveille en particulier l'aptitude physique et psychique des travailleurs aux postes à risques fort nombreux dans le secteur de la construction.

Le service détachement de l'Inspection du Travail et des Mines assume en général une fonction motrice et organisatrice dans ce contexte de même qu'une présentation dans les médias, via la publication de communiqués de presse.

En 2004, six actions majeures et 18 actions de taille moyenne ont conduit à sept fermetures prophylactiques de sites en construction.

Remarque finale

À la suite de la conférence débat: «Prévention durable en matière de sécurité et de santé dans le secteur de la construction» organisée par l'Inspection du Travail et des Mines en collaboration notamment avec la Chambre des Métiers, en présence du Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen et du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo, les Ministres ont convoqué les signataires de la déclaration le 24 janvier 2006 afin de faire un constat à mi-distance des résultats enregistrés dans le cadre du «Plan d'action de lutte contre les accidents de travail 2003-2007». À cette réunion les secteurs et actions prioritaires pour 2006 et 2007 seront ajustés.

Enfin, vu que l'honorable Député John Castegnaro fut dans une autre qualité un des signataires du plan d'action susmentionné, nous apprécierons son encouragement en tant que parlementaire.

Question 0739 (16.11.2005) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **taux des suicides au Luxembourg:**

Selon les informations publiées dans la presse écrite trois adolescents ont choisi la mort par le suicide au cours de la semaine dernière, ce qui constitue une véritable tragédie.

Dans ce contexte il ressort de la publication du STATEC «Le Luxembourg en chiffres» de l'année 2005 que les décès par suicide s'élevaient à 77 cas en 1990, à 66 en 2000 et à 53 en 2003. Malheureusement, les chiffres pour les années 2004 et 2005 n'y sont pas mentionnés.

Or, dans le cadre de l'heure d'actualité relative à la psychiatrie du 15 novembre 2005,

Monsieur le Ministre de la Santé faisait savoir que le taux des suicides au Luxembourg se situait au-dessus de la moyenne européenne.

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourra me fournir des chiffres précis sur l'évolution des suicides au cours des dernières années?
- Quelle est l'évolution de la ventilation du nombre de suicides selon le groupe d'âge?
- Pour autant que cette indication existe, quelles sont les raisons présumées qui expliquent ces suicides, surtout pour les jeunes et adolescents?
- Considérant que Monsieur le Ministre a plaidé au cours de son intervention susmentionnée pour une approche multidisciplinaire, qu'elles sont les réponses et mesures concrètes qui s'imposent par rapport à ce phénomène de société?

Réponse (19.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Pour évaluer et analyser les chiffres concernant certaines causes de maladie et de décès dans un pays à population réduite, on doit prendre en considération le problème connu sous «statistiques des petits nombres». Les chiffres d'année en année peuvent varier d'une manière considérable, sans que cela n'implique nécessairement une amélioration ou aggravation réelle et significative du phénomène analysé. Pour voir des tendances fiables et significatives, il est recommandé de faire des analyses sur des périodes de temps de trois ou cinq ans au moins.

Les chiffres annuels de mortalité d'une année spécifique ne sont disponibles qu'au cours de l'année qui suit. Actuellement nous ne disposons pas encore des chiffres de décès de 2005.

Ci-après un certain nombre de données statistiques:

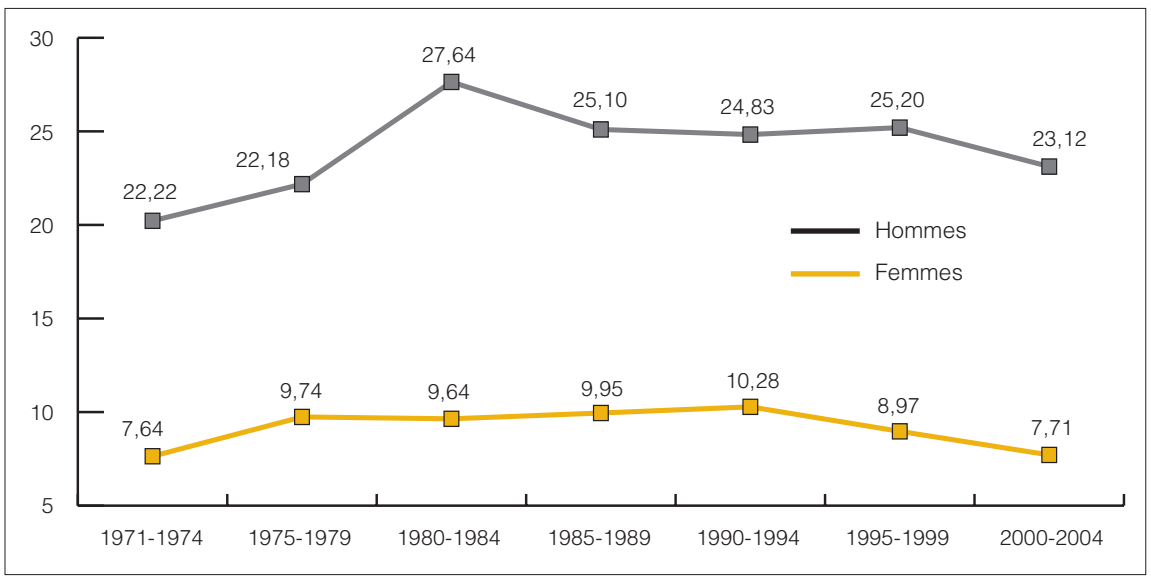
Mortalité par suicide par année, par sexe et groupe d'âge / chiffres bruts

Hommes (âge)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**
0-24	3	3	6	8	4
25-49	22	26	21	16	28
50-74	16	18	31	11	10
>75	7	5	6	6	7
Total	**48**	**52**	**64**	**41**	**49**
Femmes (âge)	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**
0-24	1	1	1	1	
25-49	3	8	6	5	7
50-74	9	10	13	2	7
>75	2	5	3		3
Total	**15**	**24**	**23**	**8**	**17**

Mortalité par suicide par période, par sexe et groupe d'âge / chiffres bruts

Hommes (âge)	1971-1974	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999	2000-2004
0-24	9	22	26	21	29	24	24
25-49	51	86	116	107	105	131	113
50-74	61	79	81	80	75	79	86
>75	18	10	23	20	30	27	31
Total	**139**	**197**	**246**	**228**	**239**	**261**	**254**
Femmes (âge)	**1971-1974**	**1975-1979**	**1980-1984**	**1985-1989**	**1990-1994**	**1995-1999**	**2000-2004**
0-24	4	11	7	6	3	7	4
25-49	20	41	45	34	41	45	29
50-74	27	31	32	43	48	32	41
>75	3	6	6	12	11	12	13
Total	**54**	**89**	**90**	**95**	**103**	**96**	**87**

Evolution du taux de suicide par période et par sexe, population totale



Il est difficile de connaître les origines lointaines et proches du désespoir tragique qui pousse un jeune au suicide. Cela peut être la finalité d'une accumulation de circonstances difficiles ou une réaction de désespoir violente.

Un fait est que les jeunes ne sont pas si bien dans leur peau qu'on le suppose parfois, comme l'ont montré les résultats de l'étude sur le bien-être des jeunes, dont voici quelques exemples:

- 20% des jeunes âgés entre 13 et 19 ans présentent au moins 1x/semaine des plaintes corporelles; ceci sont en premier lieu des maux de tête, des insomnies, des maux de dos et des douleurs abdominales.

- Plus de 30% de nos jeunes se plaignent d'être tristes ou de mauvaise humeur au moins 1x/semaine.

- 14% disent se sentir toujours ou souvent seuls ou isolés,

- 11% disent être malheureux,

- 15% sont stressés par l'école,

- 10% étaient ivres au moins 10 x déjà,

- 9,5% disent avoir été victime d'une atteinte sexuelle punissable.

Les raisons du mal-être sont multiples: raisons individuelles, familiales, socio-économiques, culturelles, politiques…

Beaucoup de jeunes souffrent du manque de perspectives pour leur futur professionnel, beaucoup ne trouvent pas leur place dans cette société, où, il est vrai, souvent leur participation n'est pas ou seulement peu soutenue et promue, même dans les domaines qui les concernent plus particulièrement.

L'école peut aussi être un facteur de grand stress pour beaucoup de jeunes, vu le nombre élevé de redoublants dans notre pays: 42,3% des jeunes de 13 à 18 ans ont redoublé au moins une année scolaire.

La promotion et la protection de la santé mentale des enfants et des jeunes sont étroitement liées:

- à un réseau de services psychiatriques, psychologiques et psychosociaux de haute qualité, répondant au mieux aux besoins des enfants et jeunes présentant un problème ou un risque particulier;

- à une démarche intersectorielle et multidisciplinaire de tous les partenaires au contact avec les jeunes;

- à un aménagement de leurs lieux de vie, favorables au développement sain de leur personnalité. Au-delà des besoins spécifiques des jeunes en détresse il est important d'investir davantage au niveau de la prévention des perturbations mentales de tous les jeunes. La promotion de la santé mentale des enfants et des jeunes est étroitement liée à la promotion de leur bien-être, à l'influence protectrice et promotrice de tous leurs domaines de vie: famille, école, loisirs, santé, environnement…

Au cours des dernières années beaucoup d'efforts ont déjà été faits pour mieux répondre aux besoins de la psychiatrie et de la psychologie infantiles et juvéniles, tant au niveau stationnaire qu'ambulatoire. Aux services thérapeutiques proprement dits s'ajoutent des infrastructures d'information, d'orientation, d'aide et de soutien.

Dans le cadre de la réforme en psychiatrie un groupe de travail spécifique est en train d'être mis en place pour élaborer un plan d'action répondant particulièrement aux besoins des enfants et jeunes tant dans le domaine psychiatrique proprement dit que dans les domaines d'orientation et de suivi psychologique. Au-delà de ces initiatives spécifiques, il est important d'étudier les initiatives interdisciplinaires à mettre en œuvre pour la promotion de la santé mentale et du bien-être tout au long de la vie de l'enfant et du jeune.

Question 0742 (17.11.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **passage à niveau pour piétons:**

Am Land gëtt et eng Rei vu Bunniwwergäng fir Foussgänger. Wuel benotzen d'Leit dës Iwwergäng op eege Gefor, mä dach misste mir ons Gedanke maachen, wéi een déi Gefor kënnt op e Minimum reduzéieren. Well et gëtt och Plazen, wou d'Siicht schlecht ass fir d'Foussgänger, dëst speziell fir eeler Leit, wéi den Accident zu Aangelduerf vun e Sonndeg, den 13. November, et weist.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- Wär et net sënnvoll fir bei all Bunniwwergang fir Foussgänger eng rout Luucht ze setzen, verbonne mat engem Tounsignal?

- Wa jo, sinn an deem Sënn Verbesserunge geplangt?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro vum 25. Novembre 2005 hëlt den Här Deputéierte Jemp Koepp Referenz op en tragescht Accident, dat den 13. November 2005 um Eisebunnsiwwergank N°111 tëschent Ettelbréck an Dikrech geschitt ass, a proposéiert am Sënn vun der Sécherheet, op Foussgängergarrièren eng Anlag mat roude Luuchten, déi och kann akustesch Téin vu sech ginn, z'installéieren.

Ech ka bestätegen, datt et den 13. November 2005 ëm 17.16 Auer zu engem trageschen Accident op der Héicht vum Eisebunnsiwwergank N°111 tëschent Ettelbréck an Dikrech komm ass. D'Enquête huet erginn, datt de betraffene Foussgänger iwwert d'Gleiser gaange war zu engem Moment, wou den Zuch schonn ze gesi war. En hat d'Gleis net direkt fräi gemaach, well en dem Autostrafic op der RN7, déi direkt nierft der Eisebunnslinn verleeft, nogekuckt hat.

Dësen Eisebunnsiwwergank steet nëmmen de Foussgänger zur Verfügung. D'Reglement gesäit vir, datt fix Panneaue bei sou Iwwergäng opgestallt sinn an datt den eenzege Kritär d'Visibilitéit ass, eventuell nach en akustescht Signal vum Zuch. Beim Accident vum 13. November 2005 war d'Visibilitéit ganz gutt.

D'Aménagement vun zousätzleche Luuchten ouni Barrièrë bei esou Eisebunnsiwwergäng ass net virgesinn. D'Reglement vum 12. Januar 1970, esou wéi et duerch d'Reglement vum 19. September 1979 modifizéiert gouf, gesäit keen esou een Equipement, wéi den Här Deputéierten et proposéiert, vir.

Question 0743 (17.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **frais de garde et d'accueil des enfants:**

Dans son accord de coalition de 2004, le Gouvernement a défini la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle comme une de ses priorités. Dans ce contexte on peut estimer que la garde des enfants et les frais qui en résultent peuvent constituer un élément hypothéquant la conciliation de la vie professionnelle et familiale.

Le règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 portant exécution de l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu a introduit un abattement maximal pour frais de garde d'enfant de 144.000 LUF (actuellement 3.600 euros par an, 300 euros par mois). Or, ni les frais réels à porter par les parents, ni le nombre d'enfants vivant dans le ménage ne sont pris en compte.

Selon les informations obtenues auprès de l'Entente des Gestionnaires des Centres d'Accueil (EGCA), le prix d'une place à plein temps dans une crèche conventionnée se situe entre 100 euros minimum et 1.200 euros maximum par mois; la contribution des parents se calcule en fonction de leurs revenus. La garde à plein temps en crèche privée s'élève à 750-1.000 euros par mois.

- Considérant que les frais à porter par les parents pour la garde et l'accueil de leurs enfants risquent de dépasser dans une large mesure le montant de l'abattement forfaitaire prévu, est-ce que Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment pas qu'une adaptation de cet abattement serait nécessaire?

- Dans le même ordre d'idées, ne devrait-on pas prévoir une majoration du montant déductible pour frais de garde d'enfants en fonction du nombre d'enfants à charge?

Réponse commune (2.1.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall' Agnol traite de l'abattement pour «frais de garde et d'accueil des enfants» prévu à l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967.

Madame la Députée souhaite plus particulièrement savoir si une adaptation de cet abattement est nécessaire.

Le Gouvernement n'entend pas, de façon isolée, procéder à des ajustements d'abattements ou de forfaits existants.

Question 0745 (18.11.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **reconnaissance des permis de conduire délivrés dans certains États de l'Europe centrale et orientale:**

D'après les informations diffusées par la chaîne de télévision allemande ZDF dans le cadre de l'émission „ZDF Reporter" (9 novembre 2005), de plus en plus de citoyens allemands qui se sont vu retirer définitivement leur permis de conduire vont en Pologne pour y acquérir un nouveau permis de conduire.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir du Ministre des Transports si un permis de conduire, toutes catégories confondues, délivré dans un pays de l'Union européenne des 25, est reconnu par le Ministère des Transports luxembourgeois dans le cas où le retrait d'un permis de conduire luxembourgeois a été prononcé?

Réponse (23.12.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert si un permis de conduire délivré dans un État membre de l'Union européenne est reconnu par le Ministère des Transports dans le cas où le retrait d'un permis de conduire luxembourgeois a été prononcé.

Selon l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques par voie judiciaire ou administrative le retrait du permis de conduire comporte l'obligation pour la personne intéressée de remettre son ou ses permis de conduire à la Police grand-ducale, chargée de l'exécution de la décision.

Cette disposition s'applique aussi bien aux titulaires d'un permis de conduire délivré au Grand-Duché de Luxembourg qu'aux titulaires d'un permis de conduire délivré par les autorités compétentes d'un État membre de l'Espace économique européen, s'ils ont leur résidence normale au Luxembourg, ainsi qu'aux titulaires d'un permis de conduire délivré par les autorités compétentes d'un pays tiers à l'Espace économique européen qui ont leur résidence normale au Luxembourg.

L'article 75 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité dispose par ailleurs que «Nul ne peut détenir plus d'un permis de conduire. Tout établissement d'un nouveau permis de conduire comporte l'obligation pour l'intéressé de remettre le ou les permis valables ou périmés qu'il détient le cas échéant.»

Il s'ensuit qu'une personne qui s'est vu retirer son permis de conduire luxembourgeois doit également remettre son permis de conduire étranger dès qu'elle l'obtient.

Question 0746 (18.11.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, 2. le Code des assurances sociales:**

Ces règlements grand-ducaux sont destinés à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens-syndics de copropriété.

Dans une réponse à ma question parlementaire N° 0213 du 16 décembre 2004 *(cf. compte rendu N° 5/2004-2005)*, Monsieur le Ministre du Logement m'a informé que les règlements seraient adoptés au courant de l'année 2005. Or, je me dois de constater que leur adoption n'a pas eu lieu jusqu'à ce jour.

- Dans ce contexte j'aimerais connaître les raisons de ce retard ainsi que la date précise de l'adoption de ces règlements grand-ducaux qui s'avèrent de plus en plus importants dans l'optique de la faillite récente de l'entreprise AIL.

Réponse (23.12.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Les règlements grand-ducaux destinés à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens-syndics de copropriété n'ont à ce jour pas encore été adoptés.

J'indiquais en réponse à la question parlementaire N° 0213 de l'honorable Député qu'il était prévu de les adopter en 2005 tout en rappelant cependant qu'au cours de cette période - et même au-delà en réalité - les personnes souhaitant accéder aux professions de l'immobilier resteraient encore très largement soumises à l'ancien régime en vertu des dispositions transitoires prévues à la loi du 9 juillet 2004 qui a modifié la loi d'établissement du 28 décembre 1988.

Je souhaite ajouter à cet égard que la loi elle-même renferme de manière déjà précise nombre de conditions et de modalités d'organisation du test d'aptitude ainsi prévu.

En l'état, la loi offre donc d'emblée des conditions d'accès et d'exercice à ces professions plus exigeantes qu'auparavant.

L'application pratique de la garantie financière nécessite une concertation très poussée avec les milieux concernés en vue de déterminer les ressources humaines, matérielles et fonctionnelles requises, ce que les règlements grand-ducaux en question n'auraient en réalité que formalisé.

Mes services ont activement examiné ces questions et des textes réglementaires ont été préparés dans ce sens.

Il s'avère cependant que des difficultés juridiques et pratiques considérables se sont posées, en particulier s'agissant de la garantie financière exigée de la part des administrateurs de biens-syndics de copropriété, difficultés prémonitoires que l'affaire AIL ne fait qu'illustrer.

Ainsi, le souhait des professionnels était de reprendre largement les principes et dispositions de la loi et du décret d'application français. Or, le système français a laissé apparaître dans la pratique tant de difficultés et de lacunes que la plus-value obtenue par une telle garantie financière ne peut actuellement justifier le surcoût qu'elle entraîne pour les copropriétaires.

La pratique française montre en effet que les syndics indélicats évoluent, par hypothèse, dans une logique délictuelle dans laquelle la falsification ou l'absence de comptabilité constitue un instrument central. Dans ces conditions il est difficile d'apporter le moment venu la preuve comptable et de déterminer le montant précis des détournements de fonds.

Par ailleurs, même lorsqu'il est possible d'apporter la preuve du détournement de fonds, il apparaît le plus souvent que la garantie est plafonnée au montant déclaré qui bien évidemment dans de tels cas ne correspond en rien au montant réel, bien supérieur.

Il est encore apparu que le garant diffère les paiements jusqu'à vérification complète de toutes les demandes, qui seule permet d'actionner le mécanisme de répartition entre copropriétaires prévu selon la règle du «marc le franc» lorsque la créance est supérieure au montant de la garantie.

Enfin se pose la question de l'élément déclencheur qui actionne cette garantie. En retenant la faillite ou la défaillance du syndic comme dans le système français, on s'aperçoit que le garant, qui est souvent le mieux informé de la situation financière du syndic, dénonce la garantie dès que le syndic rencontre des difficultés.

Or, même en prévoyant une obligation d'information des copropriétaires, ces derniers sont dans l'incapacité de fixer à brève échéance le montant de leur créance, en particulier si la comptabilité est lacunaire ou falsifiée. De même, dans de nombreux cas, le garant omet de contacter les copropriétaires en prétextant que le syndic n'a pas mis à disposition de liste de ces derniers, ce qui est souvent invérifiable.

Au-delà des déboires du système français qu'il faut impérativement éviter, il convient tout de même de s'interroger sur l'objectif poursuivi par un tel système de garantie.

En effet, le dossier auquel l'honorable Député fait référence montre que l'on est confronté à une démarche délictueuse consistant à détourner des fonds qui appartiennent à autrui avec d'autant plus de facilité qu'un ensemble d'éléments aurait pu être vérifié par les copropriétaires eux-mêmes afin de se prémunir, mieux que ne le ferait une garantie, d'un détournement important de fonds.

Faut-il rappeler que les copropriétaires ont le devoir et la possibilité de superviser les activités du syndic, à intervalles réguliers? Des anomalies en ce qui concerne les décomptes, la comptabilité ou l'absence de compte bancaire propre aux copropriétaires doivent inspirer la méfiance de tout syndicat de copropriétaires normalement diligent et prudent et susciter une mise au point avec le syndic.

Le syndic n'est que le dépositaire des fonds qui lui sont versés, en tant que mandataire, par les copropriétaires pour couvrir des dépenses et des travaux précis. Cela signifie notamment que lesdits fonds sont parfaitement étrangers au patrimoine du syndic et devraient être déposés sur un compte bancaire du syndicat des copropriétaires. De manière corollaire, il est permis de s'interroger au sujet du rôle des banques qui devraient seulement accepter des mouvements de fonds sur ledit compte s'ils sont effectués dans l'intérêt et pour le compte des copropriétaires, sur présentation de factures notamment.

Il me semble évident que les copropriétaires ne peuvent pas verser leurs contributions sur des comptes propres d'un syndic, ce qui constitue une intolérable confusion non seulement du patrimoine du syndic avec celui des copropriétaires, mais encore une confusion avec les patrimoines des différents syndicats de copropriétaires.

Une telle situation ne permet pas de retracer l'affectation des fonds et de mettre en œuvre le moment venu une quelconque garantie.

Partant, il serait judicieux d'envisager l'utilisation obligatoire de comptes tiers pour consigner les sommes versées par les copropriétaires aux syndics, ceci afin d'éviter la confusion des patrimoines et, de manière subséquente, les possibilités d'un détournement de fonds, ou plus simplement, des difficultés inévitables en cas de faillite.

De même, un renforcement de la surveillance par les copropriétaires eux-mêmes, outre qu'il s'appuie sur les intéressés ce qui constitue un gage de fiabilité, présenterait l'avantage d'éviter dès en amont les difficultés.

La loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis pourrait ainsi contribuer utilement à une telle démarche, en particulier en appuyant le rôle des conseils syndicaux - en principe composés de copropriétaires - chargés aux vœux du législateur d'assister le syndic et de contrôler sa gestion.

Une modification de la loi dans ce sens, notamment à l'article 23, pourrait rendre obligatoire la nomination de cet organe, qui n'est actuellement que facultative, et prévoir une double signature pour le prélèvement sur le compte de la copropriété ou pour un virement d'une somme dépassant un certain montant.

Pour conclure, je rappelle encore que même en cas de faillite les comptes des copropriétaires ne doivent en principe pas être atteints. S'il en est autrement, ce serait alors en raison d'un délit de détournement de fonds.

La survenance d'une faillite ne saurait donc être l'élément déclencheur normal du mécanisme de garantie. Du reste, à qui profiterait cette garantie en cas de faillite et en présence d'une confusion des patrimoines? À la masse de la faillite dont les copropriétaires ne sont qu'une partie des créanciers et qui ne disposent pas d'un quelconque privilège. La garantie ne leur serait dans ces conditions d'aucun secours.

Je suis convaincu que l'honorable Député a connaissance des difficultés pratiques et des contraintes juridiques que je viens d'évoquer. Aussi comprendra-t-il qu'il est nécessaire de les résoudre minutieusement avec tous les milieux concernés afin de parvenir à mettre en place un cadre protecteur cohérent, efficace qui apporte une plus-value réelle sans occasionner des frais inutiles pour les copropriétaires ou leurs locataires qui en assumeront en définitive le coût. Par ailleurs, il faut en tout cas éviter que par l'exigence d'une garantie financière trop onéreuse, l'accès à la profession soit rendu financièrement insurmontable pour les futurs candidats à la profession du syndic.

Nonobstant ces contraintes et tenant compte des travaux préparatoires déjà effectués, il est prévu de soumettre un avant-projet de règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement dans les prochains mois pour approbation et de le transmettre ensuite au Conseil d'État pour avis.

Question 0755 (23.11.2005) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant **la régression du fret ferroviaire:**

Confronté dès ma prise de fonctions au Ministère des Transports en 1999 à la perspective d'un détournement du trafic marchandises venant des Ports de la Manche et continuant en direction de la France grâce au projet belgo-français de l'aménagement d'un itinéraire permettant de contourner notre pays par le Sud-Ouest à proximité d'Athus et de Longwy, j'avais sans tarder pris l'initiative de négocier avec mes homologues belge et français un modus vivendi qui a fait l'objet d'un memorandum of understanding signé le 11 décembre 2000 à Paris par les Ministres des Transports des trois pays concernés.

Ce mémorandum prévoit en substance la garantie accordée par la Belgique et la France de maintenir sur l'itinéraire classique passant par le Luxembourg un volume de trafic correspondant au niveau connu avant l'ouverture du nouvel itinéraire de délestage belgo-français.

- Au vu de la chute dramatique qu'a connue le niveau de fret acheminé par le réseau ferroviaire luxembourgeois, Monsieur le Ministre des Transports peut-il me confirmer que la régression enregistrée dépasse les 30% par rapport à 2004?

- Sachant que les deux composantes majeures du fret ferroviaire passant par le réseau grand-ducal sont, d'une part, le trafic sidérurgique en provenance ou à destination des sites luxembourgeois d'Arcelor et, d'autre part, le trafic de transit ne faisant que passer par le Luxembourg, quel est le facteur majeur responsable de cette diminution importante du trafic marchandises des CFL?

- Dans l'hypothèse où la régression du trafic de transit serait en premier lieu à l'origine de cette perte d'activité de notre compagnie ferroviaire, l'ouverture de l'itinéraire belgo-français précité y serait-elle pour quelque chose?

- Dans l'affirmative, quelles sont, le cas échéant, les initiatives prises ou envisagées pour rappeler à la Belgique et à la France leurs engagements et pour veiller à l'application de ceux-ci?

- Dans la mesure où cette régression du trafic marchandises risque d'être durable, ne faudra-t-il pas reconsidérer les investissements dans l'augmentation de la capacité de l'infrastructure du chemin de fer notamment en ce qui concerne le dédoublement de la ligne Pétange-Luxembourg et la construction d'une nouvelle ligne le long de l'autoroute A3 entre Luxembourg et Bettembourg?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 23 novembre 2005, l'honorable Député Henri Grethen souhaite obtenir des explications concernant la régression du transport de fret sur le réseau ferré luxembourgeois et demande s'il existe une relation éventuelle avec la mise en service de la nouvelle courbe de raccordement Athus-Longwy permettant de contourner le Grand-Duché de Luxembourg.

La régression du trafic fret empruntant le réseau ferré luxembourgeois est de 30%. Cette régression est notamment due à une chute du trafic transitant par le Grand-Duché de Luxembourg de l'ordre de 49%. Les causes de cette régression découlent des faits suivants:

- l'attribution du trafic Intercontainer (50 trains par semaine) depuis le 13 décembre 2004 à la SBB qui assure ce trafic par la rive gauche du Rhin et

- la déviation d'une partie du trafic de transit par la courbe de raccordement précitée (prix plus concurrentiels).

Le memorandum of understanding du 11 décembre 2001 que l'honorable Député a bien voulu évoquer dans sa question parlementaire donne au Grand-Duché de Luxembourg la garantie d'un maintien d'un volume de trafic transitant par notre pays équivalent au niveau connu avant l'ouverture de cet itinéraire de délestage.

Or, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une série de mesures destinées à l'ouverture à une concurrence régulée du transport par rail. Il s'agit en l'occurrence des directives 2001/12/CE du 26 février 2001 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires, 2001/13/CE du 26 février 2001 modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires et 2001/14/CE du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité. La directive 2001/14/CE précitée stipule en son article 20: «Le gestionnaire de l'infrastructure s'efforce, dans la mesure du possible, de satisfaire toutes les demandes de capacité de l'infrastructure, et notamment celles portant sur les sillons qui traversent plus d'un réseau, et de tenir compte de toutes les contraintes auxquelles les candidats doivent faire face, telles que l'incidence économique sur leurs activités.»

Il en ressort que les entreprises ferroviaires qui ont acquis un trafic sont libres de choisir l'itinéraire qui pour eux est l'itinéraire le plus favorable économiquement.

Il y a lieu d'ajouter que l'intérêt du nouveau raccordement Athus-Mont-Saint-Martin consiste dans le dégagement de l'axe surchargé Luxembourg-Thionville-Metz-Nancy, dégagement indispensable pour l'arrivée du TGV et l'extension de la desserte TER. Dans ce contexte il est à relever que depuis le changement d'horaire du 11 décembre 2005, 28 trains supplémentaires circulent quotidiennement sur le sillon lorrain.

Il échet aussi de constater que les CFL participent à la traction des trains passant via la prédite courbe de raccordement par le biais d'accords de traction entre la SNCB, la SNCF et les CFL.

Aussi, les trafics qui passent actuellement par la rive gauche du Rhin pourront-ils à l'occasion d'une nouvelle soumission de nouveau basculer sur l'itinéraire traversant le Grand-Duché de Luxembourg, si les CFL, la SNCB et la SNCF arriveraient à offrir ces trafics à un meilleur prix que les autres concurrents.

Au vu de ce qui précède, il paraît prématuré de parler de régression durable et de reconsidérer le dédoublement de la ligne Pétange-Luxembourg.

Enfin, il y a lieu de noter que la nouvelle ligne le long de l'autoroute A3 entre Luxembourg et Bettembourg et celle le long de l'autoroute A4 entre Luxembourg et Esch/Alzette sont actuellement encore à l'état de projets.

Question 0756 (23.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **participation de la SNCI au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)» à Francfort:**

Dans le contexte du protocole de Kyoto, les engagements souscrits par les pays développés sont ambitieux. Pour faciliter leur réalisation, le protocole prévoit pour ces pays la possibilité de recourir à des mécanismes dits «de flexibilité» en complément des politiques et mesures qu'ils devront mettre en œuvre au plan national.

Il existe trois mécanismes de flexibilité, à savoir les permis d'émission, la mise en œuvre conjointe MOC (en collaboration avec les pays développés) et le mécanisme de développement propre MDP (en collaboration avec les pays en voie de développement). Afin de pouvoir respecter les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, le Luxembourg doit aussi recourir aux mécanismes de flexibilité, d'où l'instauration d'un

fonds spécial «Kyoto», alimenté en 2005 avec cinq millions d'euros.

Il me revient par voie de presse que la «Société Nationale de Crédit et d'Investissement» vient de participer au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)» à Francfort.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la participation de la SNCI au fonds susmentionné et le cas échéant me dire quel en serait le montant y investi?

- Est-ce que le Luxembourg envisage également de poursuivre les deux autres mécanismes de flexibilité, à savoir les MDP et le MOC?

- Dans l'affirmative, quels projets sont envisagés?

Réponse (23.12.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Je n'ai aucune information précise concernant la participation de la SNCI au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)». L'honorable Député pourra certainement obtenir ces renseignements de la part de Messieurs les Ministres des Finances et de l'Économie qui ont des représentants au sein du conseil d'administration de la SNCI.

Le Ministère de l'Environnement est intéressé à utiliser les mécanismes de flexibilité que sont les activités de projets CDM et JI.

À ce stade, nous négocions notre participation à un projet CDM en El Salvador. D'autres projets pourront être envisagés si la dotation du fonds de financement des mécanismes de Kyoto le permet. Par ailleurs, nous participons à des fonds multilatéraux de la Banque Mondiale (BioCarbon Fund, Community Development Carbon Fund).

Question 0758 (23.11.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**équipement des voitures de pneus d'hiver:**

Des propositions visant l'introduction de l'obligation d'équiper les voitures pendant la mauvaise saison de pneus d'hiver ont jusqu'à présent toujours été réfutées au motif du bien-fondé discutable d'une telle prescription et des difficultés de son application pratique.

Or, le Gouvernement allemand semble maintenant décidé à introduire pareille prescription dans un pays où les conditions météorologiques s'apparentent de beaucoup à celles valant pour notre pays.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il confirmer ce projet des autorités allemandes?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le risque d'accidents, avec des victimes blessées ou même tuées, augmente sensiblement en l'absence d'un équipement de pneus hivernal approprié?

- Peut-il aussi me dire quelles sont en termes d'accidents et de bouchons routiers, causés par des voitures non munies de bandages pneumatiques appropriés par temps de neige ou de verglas, les pertes pour l'économie nationale dues à cette négligence de certains automobilistes?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il une interdiction de conduire pour les voitures non équipées de pneus d'hiver pendant les mois de l'année ou le risque d'une chaussée glissante est particulièrement élevé?

- Que pense-t-il de l'opportunité et de la faisabilité d'une prescription qui, sans rendre les pneus d'hiver obligatoires dès le début de la mauvaise saison, érigerait en infraction le fait de provoquer un accident ou un bouchon en raison de pneus non adaptés aux circonstances?

Réponse (2.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La question de l'opportunité d'obliger les automobilistes à équiper leurs véhicules de pneus d'hiver pendant la mauvaise saison réapparaît régulièrement du moment que la circulation est rendue difficile notamment par les conditions hivernales.

Il est un fait qu'en toutes circonstances des pneumatiques présentant un profil suffisamment profond contribuent de façon essentielle à la sécurité du véhicule et, qu'abstraction faite des chaînes à neige, les pneus d'hiver répondent au mieux aux conditions de circulation sur une route hivernale alors qu'ils garantissent une meilleure tenue de route, une adhérence accrue et des distances de freinage réduites.

Jusqu'à présent l'accent en matière d'équipement avec des pneus d'hiver a été mis sur la sensibilisation régulière du public plutôt que sur une obligation réglementaire et ceci, d'ailleurs, avec un certain succès étant donné que le Grand-Duché de Luxembourg compte avec les pays nordiques et les pays alpins parmi les pays européens avec le plus grand nombre de véhicules équipés de pneus d'hiver.

Les pays de l'Union européenne ayant une obligation d'équipement des véhicules avec des pneus d'hiver sont pour le moment la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, la Suède et la Slovénie.

Selon mes informations, le Gouvernement allemand a l'intention d'introduire une obligation conditionnelle d'équipement des véhicules avec des pneus d'hiver. Le Code de la Route allemand sera modifié dans ce sens que l'équipement des véhicules routiers est à adapter aux conditions météorologiques.

Mon département ne dispose pas de données quant aux pertes qu'accuserait l'économie nationale par suite des accidents et bouchons causés par des voitures non munis de pneus d'hiver.

Étant conscient du fait que le risque d'accidents et de bouchons augmente sensiblement en l'absence d'un équipement de pneus approprié durant la période hivernale, je ferai examiner par la Commission de Circulation de l'État la question de l'équipement obligatoire des véhicules avec des pneus d'hiver, respectivement la possibilité d'ériger en infraction le fait de provoquer un accident ou un bouchon en raison de pneus non adaptés aux circonstances.

Question 0760 (24.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **remboursement des analyses médicales:**

Verschidde Rechnungen, déi de Versécherten am Zesummenhang mat medezineschen Interventiounen zougestallt ginn, iwwersteigen d'Zomm vu 600-700 Euro. Assuréë mat klenge Revenuen, zum Beispill mat dem Mindestloun oder mat der Mindestrent, kënnen esou héich Zomme meeschtens net direkt bezuelen a riskéieren esou dofir ugesicht ze ginn.

Nach virum 1. am Haartmount 2005 sinn d'Analysen an de Spideeler iwwert den Tiers payant geregelt ginn, an den Assuré huet keng Participatioun misse bezuelen. Elo ginn, no enger Ännerung vun de Statute vun der UCM, nëmmen nach zwielef Analysë bezuelt. Dat heescht, datt den Assuré all zousätzlech Analys integral aus senger Täsch bezuele muss. Déi finanziell Belaaschtung vum Assuré mécht dann all Kéiers bis zu 100 Euro oder méi aus. An deem Kontext muss ee sech an Erënnerung ruffen, datt vill Patienten all sechs Méint eng grouss Analys maache mussen, an oft méi wéi zwielef eenzel Analysen néideg sinn, fir hire Gesondheetszoustand genee ze préiwen a se viru Verschlechterungen ze schützen.

Déi genannt Mesure kann derzou féieren, datt betraffe Patienten an Zukunft zweemol bei den Dokter ginn, sech déi néideg Analysen an zwee Akte verschreiwe loossen, fir esou déi héich finanziell Méibelaaschtung ze évitéieren. Déi nei Aspuermoossnam riskéiert deemno och, sech als méi wéi kontraproduktiv ze erweisen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer an deem Kontext folgend Froe beäntwerten:

1. Wéisou gi Rechnunge vu medezineschen Akten an de Spideeler net iwwert den Tiers payant geregelt - zemools wann et sech ëm Rechnungen an der virzitéierter Gréissenuerdnung handelt?

2. Firwat ginn nëmmen nach just zwielef Analysë remboursëiert, esou datt den Assuré alles, wat doriwwer erausgeet, aus senger Täsch bezuele muss, ouni Remboursement vu senger Krankekeess?

3. Wéini gedenkt d'Regierung den Tiers payant ze generaliséieren?

4. Wéini gedenkt d'Regierung déi strukturell noutwendeg Reforme fir d'Krankekeesen unzegoen, wéi zum Beispill d'Fusioun vun de Krankekeesen, amplaz ëmmer méi Participatioun vum eenzelnen Assuré ze fuerderen?

Réponse (23.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ech mengen, et wier ubruecht, wann e puer Prémissen, op déi den Här Deputéierte Jaerling seng parlamentaresch Fro gestäipt huet, géifen anescht strukturéiert ginn, well et ginn hei e puer Saache mateneen vermëscht:

Et geet emol fir d'éischt generell ëm d'Fro vum Tiers payant:

Anescht wéi den Här Deputéierte mengt, ass den Drëttzuelersystem weder virun nach no dem Haartmount 2005 ofgeschaaft ginn. D'Statutenännerunge vun der UCM hunn heidrun näischt geännert.

Den Drëttzuelersystem ass weder an de Spideeler ofgeschaaft ginn, wéi den Här Deputéierte mengt, nach bei de Laboratoiren.

Den Drëttzuelersystem fir Dokteschrechnunge kann ugewannt ginn, wann den Dokter d'Rechnung selwer un d'Krankekeesenunioun schéckt, an zwar an deene Fäll, wou de Betrag fir eng stationär Behandlung iwwer 100 Euro ass oder wann d'Behandlung mindestens dräi Deeg gedauert huet.

Am Joer 2004 sinn iwwert dee Wee fir 76,7 Milliounen Euro bezuelt ginn an iwwer 300.000 Dokteschrechnunge bei der UCM eragaangen, déi d'Patienten net hu misse virstrecken.

Deen zweete Problem, deen den Här Deputéierten opgräift, ass dee vun der Statutenännerung vum 1. Januar 2005, wou vun de Laborsanalysen, déi op enger Dokteschverschreiwung stinn, der nuren zwielef méi vun der Krankekeess gedroe ginn, an zwar déi zwielef, déi am deierste sinn.

Den Här Deputéierte mengt, dass d'Leit all Kéiers bis zu 100 Euro oder méi missten aus der eegener Täsch ausgi fir déi Analysen, déi iwwert déi éischt zwielef erausginn. Sou eng Ausso ass generell net richteg, well déi immens Majoritéit vun den Dokteren de Message, deen d'Krankekeesenunioun mat hirer Statutenännerung lassléisst, richteg verstan hunn. Si verschreiwen nämlech haut däitlech manner Analysë wéi virdrun.

Dat heescht och nach laang net, dass d'Krankekeesenunioun iwwert zwielef Analysen eraus - näischt méi géif bezuelen. All Dokter ass fräi, no dem éischte Bilan nach weider Analysen op Käschte vun der Krankekeess ze verschreiwen. Dat entsprécht der „Stufendiagnostik" a gëtt an der wëssenschaftlecher Literatur allgemeng als eng gutt Praxis beschriwwen.

De Begréff vun der „grousser Analys all sechs Méint" ass ee Begréff, deen et an der Medezin esou net gëtt. Ech kann och net novollzéien, wat den Här Jaerling domat mengt.

Et ass richteg, dass déi nei Regelen derzou féiere kënnen, dass Leit vläicht zréck bei hiren Dokter goe mussen, wann deen éischte Bilan vun zwielef Analysen net duergeet.

Der Angscht vum Här Deputéierte virun der „Méibelaaschtung" vun der Krankekeess, well d'Leit nach eng Kéier bei hiren Dokter mussen zréckgoen, kann een entgéinthalen:

- dass d'Leit an der Regel no engem Labosbilan souwisou musse bei hiren Dokter zréckgoen, wann doduerch nei oder aner therapeutesch Moossname vum Dokter musse geholl ginn,

- dass der méiglecher finanzieller Méibelaaschtung duerch méi eng grouss Zuel vun Dokteschkonsultatiounen eng vill méi kleng Zuel vun Analysë géintiwwersteet, déi awer medezinesch méi sënnvoll sinn a vun der Krankekeess bezuelt ginn.

Konkret zu deenen anere Froe vum Här Deputéierten ass ze soen:

1. Déi Zuel vun zwielef Analysen entsprécht méi oder wéineger dem statisteschen Duerchschnëtt, dee virun der Statutenännerung verschriwwe ginn ass. D'Dokteschassociatioun hat sech virun der Reform am Grondsaz mat dëser Zuel averstanen erkläert. Mat der Statuteregelung ass jo och just gewollt gewiescht, déi medezinesch zwecklos Analysen ewechzekréien, déi wäit iwwert dës Zuel erausginn. Ausserdeem sinn an der Zwëschenzeit méi nuancéiert Regelen an d'Nomenklatur an an d'Statuten agefouert ginn (Analysëbléck, wou méi Analysen zu enger eenzeger Analys zesummegeschloe ginn) an och fir déi schwanger Fraen, fir hiren éischte „Bilan de grossesse".

2. D'Fro, ob den Drëttzuelersystem generaliséiert soll ginn oder net, ass dem Gesetz no de Sozialpartner an de Verhandlungspartner vun der UCM iwwerlooss.

3. Eng méiglech Krankekeesefusioun huet direkt mat der Eegebedeelegung vum Patient näischt ze dinn. Déi ass haut souwisou déi nämlecht, egal a wéi enger Krankekeess e Patient verséchert ass. Mä iwwer eng Krankekeesefusioun wäert d'Regierung am richtege Moment sécher mat de Sozialpartner diskutéieren.

Question 0769 (1.12.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **accouchements prématurés:**

An de leschte Joren ass europawäit eng Augmentatioun vun de Fréigebuerte festgestallt ginn. Spezialiste féieren dat virun allem op zwee Faktoren zréck: eng Zounahm vun de Mehrlingsgebuerten opgrond vun Hormonbehandlungen, déi et Fraen erméiglechen, schwanger ze ginn, an d'Fëmmen an der Schwangerschaft. Esou ass z.B. an Däitschland de Fréigebuerteprozentsaz vu 7,2% 1992 op bal 9% 2003 geklommen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Fréigebuerten hei zu Lëtzebuerg an de leschte Joren entwéckelt?

2. An Däitschland fëmmen anscheinend ee Véirel vun der Frae während der Schwangerschaft. Gëtt et doriwwer Zuelen hei zu Lëtzebuerg?

3. Wéi gedenkt de Ministère géint de Problem vum Fëmmen an der Schwangerschaft virzegoen?

4. Huet och Lëtzebuerg eng Zounahm vun de Mehrlingsgebuerten ze verzeechnen?

Réponse (27.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

An engem «Projet d'évaluation épidémiologique», dee meng Servicer zesumme mam CRP-Santé duerchzéien, sinn déi medezinesch Fichen, déi bei der Gebuert ausgestallt ginn, amgaang ënnersicht ze gi fir d'Joren 2001 bis 2003. Et ass mir dofir elo nach net méiglech, déi rezent Evolutioun vun de Fréigebuerten an de Mehrlingsgebuerten duerzestellen. Ech wäert dem éierewäerten Deputéierten déi Analys noreechen, soubal se virläit.

Wéi vill Frae während der Schwangerschaft fëmmen, ass net bekannt. Mä zesumme mat der Ligue de prévention et d'action médico-sociale an der Fondation luxembourgeoise contre le cancer féiere meng Servicer permanent Sensibiliséierungscampagnen duerch, déi op d'Gefore vum Tabagismus opmierksam maachen, iwwert de Wee vu Circulairen un d'Dokteren an d'Gesondheetsberuffer an un d'Verwaltungen an déi grouss Entreprisen, vun Affichen a Broschüren, vu Spoten am Radio, op der Tëlee an am Kino, vun Annoncen an der Press an esou weider.

Déi Campagne mécht och méi speziell op d'Gefore vum Fëmmen während der Schwangerschaft opmierksam.

Eng Infirmière vun der Ligue de prévention et d'action médico-sociale mécht regelméisseg den Tour vun de Maternitéen, fir déi jonk Mammen och no der Gebuert ze sensibiliséieren an ze beroden. Während der Schwangerschaft kënnen d'Fraen och vun enger perséinlecher Berodung profitéieren.

D'Fondation luxembourgeoise contre le cancer huet hirersäits eng telefonesch Permanence, genannt «Tabac stop», wou all nëtzlech Informatiounen ze kréie sinn.

Question 0774 (1.12.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **soins psychiatriques à domicile (SPAD):**

La Clinique St-Louis à Ettelbruck est un des hôpitaux à assurer la psychiatrie aiguë depuis le 1er juillet de cette année suite à la décentralisation de la psychiatrie au Luxembourg.

Dans ce contexte et suite aux réflexions formulées lors de la récente heure d'actualité sur la psychiatrie concernant les soins psychiatriques à domicile (SPAD), assurés actuellement par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-il exact que la Clinique St-Louis a l'intention de créer de son côté un service de soins psychiatriques à domicile et qu'elle a demandé dans ce contexte à l'Union des Caisses de Maladie l'accord pour le remboursement de six équivalents «temps plein personnel»?

- Dans l'affirmative, ne serait-il pas mieux et financièrement plus avantageux d'envisager une convention entre le SPAD existant du CHNP et la Clinique St-Louis, comme d'ailleurs pour d'autres hôpitaux ou services intéressés?

Réponse (27.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans le cadre du financement de l'exploitation des établissements hospitaliers les différents hôpitaux négocient chacun son budget, y compris une éventuelle dotation pour un service de soins psychiatriques à domicile, avec l'Union des Caisses de Maladie. La matière ne relève dès lors pas directement du soussigné.

Cependant je puis rassurer l'honorable Parlementaire en ce sens que l'organisation des soins psychiatriques à domicile est un des sujets traités par la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie» que j'ai mise en place, aux travaux de laquelle sont associés entre autres l'Union des Caisses de Maladie et les différents hôpitaux concernés. Les propositions de cette plate-forme vont dans le sens d'une introduction progressive d'un service de soins à domicile dans les différentes régions hospitalières, à commencer par celle du Nord. Ce service serait à rattacher à l'hôpital de garde, donc l'Hôpital Saint-Louis pour la région du Nord.

Comme cependant le service de soins psychiatriques à domicile fonctionne actuellement à partir du CHNP et avec du personnel du CHNP, il est prévu de régler son organisation par convention entre le CHNP et les autres hôpitaux concernés. Les discussions se poursuivent au sein de la plateforme sur les modalités de cette convention.

Question 0775 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **fonctionnement de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM):**

Kierzlech huet d'Press iwwer en „Conseil syndical" bericht, op deem Spëtzegewerkschaftler, ënner hinnen och e Volleksvertrieder, de Fonctionnement vun der Inspection du Travail et des Mines (ITM) schaarf kritiséiert hunn, an de Generalsekretär vun dëser Gewerkschaft souguer gefuerdert huet, „que le Ministre fasse tomber des têtes". Dem Här Aarbechtsminister gouf vum Gewerkschaftspresident fir säin Deel virgehäit, „d'être trop conciliant avec l'ITM". Dëst ass an der Presenz vum Här Aarbechtsminister geschitt.

Duerfir dës Froen:

1. Wéi steet den Här Aarbechtsminister zu de Behaaptungen, an der ITM géif et „Dysfonctionnementer" ginn?

2. Ass d'Aarbechtsweis vun der ITM wierklech esou schlecht, datt musse personell Mesuren ergraff ginn?

3. Ass et net éischter esou, datt d'ITM ënnerbesat ass an der Evolutioun um Aarbechtsmaart guer net méi ka follegen?

4. Wéi wäit sinn d'Aarbechten un der längst fälleger interner Restrukturéierung vun der ITM - ech erënneren un den Audit vum BIT - fortgeschratt?

Réponse (6.1.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Et gëtt sécherlech keng Dysfonctionnementer op der ITM, mä et gëtt eng Rei Problemer, déi och mir net onbekannt sinn. Fir deem entgéintzewierken, musse keng personell, mä aner Mesurë geholl ginn.

An deem Kontext hunn ech d'ailleurs d'Direktioun vun dëser Administratioun mat deene Virwërf, déi ënner anerem vu Gewerkschafts- a Volleksvertrieder formuléiert gi sinn, konfrontéiert a si opgefuerdert, eng Rei direkt Moossnamen ze ergräifen, fir kuerzfristeg deenen opgeworfene Problemer Rechnung ze droen.

Vu datt déi Mesuren awer nëmme kuerzfristeg Léisunge bidden, insistéieren ech weider op d'Wichtegkeet vun der Reform vun der ITM, déi onemgänglech ass, fir definitiv Ännerungen erbäizeféieren.

An deem Kader wäert sech mëttelfristeg dann och erweisen, wat déi reell Besoinen u Personal bei der ITM sinn.

Wéi Der jo wësst, hunn ech an deem Sënn véier Projets de loi hei an der Chamber déposéiert, déi an Zwëschenzäit och vum Statsrot aviséiert gi sinn. Meng Servicer sinn amgaangen, déi Avisën ze analyséieren, an ech wäert nach Ufank 2006 der Chamber eng iwwerschaffte Versioun vun deene véier Texter ënnerbreeden.

Question 0776 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **rayonnement électromagnétique des antennes de téléphonie mobile (GSM):**

Aus Frankräich gouf gemellt, datt an enger Schoul eng Rei Kanner erwisenerweis u Kriibs erkrankt sinn, an dat wéinst der Strahlung vun enger GSM-Statioun, déi no bei der Schoul installéiert ass. An der Folleg gouf dës Statioun vum Bedreiwer zougemaach.

Zu Esch ass och eng GSM-Statioun um Daach vum Escher Theater installéiert, direkt niewent der Brillschoul. Des Weidere sinn an deemselwechten Theater elektresch Trafoen ënner Bürosraim installéiert.

Duerfir dës Froen:

1. Sinn den Hären Ëmwelt- a Gesondheetsministeren déi Kriibsfäll a Frankräich bekannt, a sinn och ähnlech Fäll hei am Land ze verzeechnen?

2. Wat gedenken d'Häre Gesondheets- an Ëmweltministeren ze ënnerhuelen, fir eng ähnlech Heefung vu Kriibsfäll hei am Land ze verhënneren?

3. Gëtt et geziilten Analysen, besonnesch vu Schoulkanner, déi GSM-Antennestrahlung ausgesat sinn? Wann net, sinn esou Analysë geplangt?

4. Wier et net sënnvoll a preventiv noutwendeg, d'Schoulkanner z.B. aus der Escher Brillschoul an déi Leit, déi an der weiderer Ëmgéigend vum Escher Theater wunnen a schaffen, op de genannte Bestrahlungseffekt hin ze ënnersichen?

5. Wier et net iwwerhaapt preventiv noutwendeg, ier d'Leit erkranken, déi GSM-Statioun um Daach vum Escher Theater ze schléissen?

6. Wéisou ass et méiglech, datt ënner Bürosraim am Escher Theater elektresch Trafoen installéiert sinn, wou dach gewosst ass, datt dëst e geféierlechen Afloss op d'Gesondheet vum Mënsch kann hunn?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1:

Ob Strahlungen, déi vu GSM-Statiounen ausginn, gesondheetsschiedlech sinn, ass weiderhin international ëmstridden an ongekläert. Dee Fall aus Frankräich, wou laut dem éierewäerten Här Deputéierten „erwisenerweis" Kanner wéinst esou Strahlungen u Kriibs erkrankt wieren, ass de Servicer vum Gesondheetsministère net bekannt. Och fir Lëtzebuerg ass esou eppes net bekannt.

ad 2:

D'Expositioun vun enger Persoun, déi ganz an der Noperschaft vun enger GSM-Basisstatioun wunnt, ass vill méi kleng wéi déi, déi sech duerch d'Benotze vum mobilen Endgerät ergëtt. Och wann een dervun ausgeet, datt déi Persoun sech permanent an hirem Haus ophält, ass d'Expositioun net méi grouss, wéi wann ee säin Handy vill gebraucht. Sollt sech tatsächlech erausstellen, datt déi Strahlunge geféierlech sinn, wieren net nëmme GSM-Basisstatiounen a Fro ze stellen, mä déi ganz Mobiltelephonie iwwerhaapt.

ad 3:

Wann den éierewäerten Här Deputéierte mat senger Fro no geziilten Analysë bei Schoulkanner wierklech Bluttanalysen oder Analysë vun anere Kierpersubstanze mengt, sou gëtt et keng esou Analysen, déi eng Strahlebelaaschtung kéinten noweisen. Mengt hien awer domat Miessunge vu Grenzwäerter, sou gëllen déi folgend Bemierkungen:

ad 4:

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg niewent der Schwäiz déi strengsten Oplagen, wat elektromagnetesch Felder vun der Mobilophonie (GSM, DCS oder UMTS) ubelaangt. Mir schreiwen hei am Land den Netzbedreiwer 3 V/m fir d'elektrescht Feld vir pro strahlend Element. Dëse Wäert muss iwwerall do agehale ginn, wou Leit (och Kanner) sech permanent ophale können. Soss doruechter an der Welt sinn dat 41,25 V/m fir de GSM-Réseau; 58,33 V/m fir den DCS-Réseau an 61,5 V/m fir den UMTS-Réseau. Dës genannte Wäerter sinn d'Wäerter vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO oder OMS). Lëtzebuerg huet dee strenge Wäert vun 3 V/m festgeluecht aus Grënn vun enger «politique de précaution». D'Gewerbeinspektioun (ITM) huet d'Anhale vun dësem Wäert duerch eng grouss ugeluechte Miesscampagne kontrolléiert a festgestallt, datt d'Netzbedreiwer sech un d'Spillregelen halen.

Eis Verhältnesser sinn also net onbedéngt mat deenen aus dem Ausland ze vergläichen an eng medezinesch Ënnersichung ass net zwéngend noutwendeg.

ad 5.

Déi politesch Responsabel hu sech zu Lëtzebuerg fir d'Mobilophonie entscheed, awer mat der Oplag, streng Grenzwäerter virzeschreiwen. Duerfir ass en Ofrappe vun den Antennen net noutwendeg.

ad 6.

D'Felder, déi vun den Trafoen ausginn, sinn Niederfrequenzfelder, also 50 Hz-Wiesselfelder. Hei leien d'Grenzwäerter an anere Beräicher, an zwar 10 kV/m (10.000 V/m) fir dat elektrescht Feld an 0,64 mT (milli-Tesla) fir déi magnetesch Komponent vum Feld, an dëst fir Dauerbestrahlung. Et ass absolut kee Problem, fir dës Wäerter vun der OMS bei den Trafoen anzehalen.

Elektromagnetische Felder: Normenvergleich

Vergleich zwischen Bundesimmissionsschutzgesetz vom 16.12.96, der „Recommandation du Conseil de la CE* ",der DIN VDE 0848 und der Norm ENV 50166-1/2 u. Richtlinie 2004/40/CE vom 24. Mai 2004**

Hochfrequenzfelder										
	Bundesimmissions-schutzgesetz Conseil de la CE (t = 6')* Bundesamt für Umwelt … Schweiz		**VDE 0848 Teil 2 (t< 6')**		**VDE 0848 Teil 2 (t ≥6')**		**ENV 50166-1/2 (t< 6')**		**ENV 50166-1/2 (t ≥ 6')**	
f/MHz	**E[V/m]**	**H[A/m]**	**E[V/m]**	**H[A/m]**	**E[V/m]**	**H[A/m]**	**E[V/m]**	**H[A/m]**	**E[V/m]**	**H[A/m]**
10	27,5	0,073	614/f	4,9/f	275/f	2,35/f	614/f	1,6/f	275/f	0,7/f
400	27,5	0,073	61,4	0,163	27,5	0.073	61,4	0,16	27,5	0,07
400-2000	1,375 $(f)^{0,5}$	0,0037 $(f)^{0,5}$	3,075 $(f)^{0,5}$	8,14 10-3 $(f)^{0,5}$	1,37 $(f)^{0,5}$	3,6410-3 $(f)^{0,5}$	3,07 $(f)^{0,5}$	8,14 10-3 $(f)^{0,5}$	1,37 $(f)^{0,5}$	3,64 10-3 $(f)^{0,5}$
2000-150000	61	0,16	137,2	0,36	61,4	0,16	137	0,364	61,4	0,163
150000-300000	61	0,16	137,2	0,36	61,4	0,16	0,354 $(f)^{0,5}$	9,410-4 $(f)^{0,5}$	0,158 $(f)^{0,5}$	4,21 10-4 $(f)^{0,5}$
Niederfrequenzfelder										
	BIMSCH	**BIMSCH**	**Conseil de la CE * = Vorschr. Schweiz**	**Conseil de la CE * = Vorschr. Schweiz**	**VDE 0848 Teil 2 (t ≥ 6')**	**VDE 0848 Teil 2 (t ≥ 6')**	**ENV 50166-1/2 (t < 6')**	**ENV 50166-1/2 (t < 6')**	**ENV 50166-1/2 (t ≥ 6')**	**ENV 50166-1/2 (t ≥ 6')**
f/Hz	**E[kV/m]**	**B[mT]**	**E[kV/m]**	**B[mT]**	**E[kV/m]**	**B[mT]**	**E[kV/m]**	**B[mT]**	**E[kV/m]**	**B[mT]**
0	-	-	-	40	-	212.2				
50	5	0,1	5	0.1	6,67	0,42	30	1,6	10	0,64
50						Directive 2004/40/CE Travailleurs**	10**	0.5**		

E= elektrische Feldstärke in V/m
H= magnetische Feldstärke in A/m
B= magnetische Induktion = magnetische Flussdichte in Tesla [B=dF/dA = m H = m0 H da mr = 1]

Bemerkungen:

Für statische Felder galt in Deutschland bis jetzt ausschließlich die DIN VDE 0848, da die Bimsch. keine Werte lieferte; (*)Recommandation du Conseil de la CE du 12.07.99 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz (!) à 300 GHz). Für HF-Felder sind E_{zul} bzw. H_{zul} der Bimsch. identisch mit den Werten der «Rec. du Conseil de la CE», der ENV 50166-1/2 und den Schweizer Vorschriften (Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant du 23.12.99).

Question 0779 (2.12.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**état du toit du tunnel à la sortie de la gare vers le Nord:**

Mat Besuergnis hunn ech haut aus der Press missen zur Kenntnis huelen, datt d'Zuchstreck aus der Stad a Richtung Norden an Osten duerch d'Bauaarbechten um Ausgank vun der Gare bedréit soll sinn. Déi Schneis am Fiels, duerch déi den Zuch an d'Gare eran- an erausfiert, gouf jo mat enger Bëtonsplack iwwerdaacht, fir dës Plaz wirtschaftlech kënnen ze notzen.

Dës Plack soll sech ëm 60 cm gesat hunn, esou datt den Artikelschreiwer behaapt: „Als Erstes muss nun der durch Überdachung der früheren Schneise geschaffene Bahntunnel mit einer Eisenkonstruktion seitlich und nach oben abgesichert werden, sonst ist demnächst der letzte Zug aus dem Bahnhof Richtung Mersch abgefahren."

Folgend Froen dränge sech elo op:

1. Kann den Här Transportminister déi zitéiert Informatioune bestätegen?

2. Ass den Zuchverkéier aus der Stad a Richtung Norden ouni déi genannt Sécherungsmesuren a Gefor - kuerzfristeg, mëttelfristeg oder laangfristeg?

3. Wie muss fir déi Sécherungskonstruktiounen opkommen - de Stat, d'Stad oder déi Entreprisen, déi dee genannte Bëtonsplaffong geplangt a gebaut hunn?

4. Iwwert dem Parkhaus si Chantieren amgaang - bestinn elo schonns Konsequenze fir de Fortschrëtt vun dëse Bauaarbechten a riskéiert d'öffentlech Hand doduerch Entschiedegungsfuerderungen?

5. Wéi deier kéint déi genannt Zousazkonstruktioun, no éischte Schätzungen, ginn?

6. Wäert duerch dës Bauaarbechten am Tunnel den Zuchverkéier a Richtung Norden ënnerbrach oder nëmme gestéiert ginn?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierte Jemp Koepp wëllt sech beim Här Transportminister iwwert déi eventuell Geforen am Zesummenhang mat der Senkung vun der Plack, déi den Nordausgank vun der Gare Lëtzebuerg iwwerdeckt, informéieren.

No enger Kontroll op der Plaz huet den zoustännegen Ingenieursbüro näischt Anormales un der Tranchée couverte, déi den Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg iwwerdeckt, festgestallt. Wéi dës Aarbechten an den 90er Joren duerchgefouert goufen, goufe sämtlech Normen agehalen. Déi ganz Aarbechte ware vun engem Kontrollbüro approuvéiert ginn, sou datt zu kengem Ament en Zweifel bestanen huet, datt dësen Ouvrage kéint onstabil sinn.

Wéi dat hei am Land üblech ass, gouf dat Gebai vun der Stad Lëtzebuerg mat enger spezieller Isolatioun ausgerüst, well d'Gebai jo iwwert dem Eisebunnsstrank steet. An dësem Fall goufen doweinst extra Placke vu 27 op 120 Zentimeter mat enger Déckt vu 37 bis 75 Millimeter installéiert. Ënnert der Charge vum Gebai senken dës Placke sech bis op eng Déckt vu 6 bis 8 Millimeter. Bei der Struktur gouf schonns dës Senkung mat agerechent. Dëst Konzept huet scho seng Friichte gedroen, well bannen am Gebai héiert ee kee Kaméidi an et kann een och keng Vibratioun vun den Zich spieren.

Wat elo d'Plack u sech ugeet, do ass ze soen, datt si - wéi am Viraus ausgerechent - sech an der Mëtt ëm 10 Millimeter deforméiert huet. Déi maximal Force vun 1.500 kN/m², déi ee kann dem Fiels zoumudden, gouf zu kengem Ament iwwerschratt. Déi puer Fondatioune vum Gebai sinn um selwechten Niveau wéi d'Eisebunnsgleiser, sou datt keen direkt Gewiicht op d'Plack dréckt.

Question 0783 (5.12.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **congés extraordinaires accordés en cas de décès:**

L'article 16 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés reconnaît aux salariés du secteur privé le droit à un congé extraordinaire en cas de décès de l'ordre de trois jours lorsqu'il s'agit du décès du conjoint ou d'un parent ou allié du premier degré, et d'un jour pour le décès d'un parent ou d'un allié au deuxième degré. Aucune disposition ne prévoit de congé extraordinaire en cas de décès d'un beau-père ou d'une belle-mère (Stéifpapp oder -mamm).

Or, il n'est pas rare que la belle-mère ou le beau-père soit devenu un membre de la famille à part entière remplaçant dans le coeur de certains enfants la mère ou le père biologique. Ces «enfants» ressentent comme une injustice le fait de ne pas pouvoir bénéficier d'un congé extraordinaire en cas de décès de leur belle-mère ou de leur beau-père, surtout s'ils se sont occupés d'eux jusqu'aux derniers instants allant jusqu'à organiser leurs funérailles. Il est rappelé que l'un des objectifs de ces congés extraordinaires est de permettre aux personnes d'accomplir les diverses démarches administratives liées aux différents événements qui donnent droit à de tels congés.

À noter dans ce contexte que la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général du fonctionnaire, à l'instar de la loi précitée du 22 avril 1966, prévoit également des congés extraordinaires au profit des fonctionnaires en cas de décès d'un conjoint parent ou allié au premier ou deuxième degré, mais ne règle pas non plus la situation du fonctionnaire qui viendrait à perdre un beau-père ou une belle-mère. Il en est de même de la situation des employés ou ouvriers de l'État.

À noter encore que la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ne prévoit aucun congé extraordinaire. Il s'ensuit que dans le cadre d'un partenariat déclaré, si un partenaire venait à décéder, l'autre ne pourrait bénéficier d'aucun congé. Une telle situation est parfaitement injuste et intolérable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice, du Travail et de l'Emploi et de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Si le Gouvernement entend modifier la législation en vigueur en introduisant un congé extraordinaire en cas de décès d'un beau-père ou d'une belle-mère?

- S'il n'y aurait pas lieu, lors de l'évaluation de l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 précitée, d'examiner l'opportunité de faire bénéficier les personnes qui ont déclaré leur partenariat, conformément aux dispositions de la loi de 2004, d'un congé extraordinaire en cas de décès du partenaire, voire s'il n'y aurait pas lieu de faire bénéficier les partenaires déclarés du régime des congés extraordinaires tel qu'il existe à l'heure actuelle au profit des personnes mariées?

Réponse (16.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice,* de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Dans un souci de maintenir la compétitivité des entreprises, le Gouvernement actuel, tout comme le Gouvernement précédent, a décidé de ne pas introduire de nouveaux congés.

Toutefois le Gouvernement entend dans les années à venir revoir l'ensemble des congés extraordinaires, dans un souci d'harmonisation générale.

Question 0788 (8.12.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **effets légaux de certains partenariats:**

La nouvelle loi relative aux effets légaux de certains partenariats est entrée en vigueur le 1er novembre 2004. Dans le programme gouvernemental, il a été retenu que «le Gouvernement évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter, le cas échéant, des ajustements». Dans leur réponse commune du 18 janvier 2005 *(cf. compte rendu N°7/2004-2005)*, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et Monsieur le Ministre de la Justice ont fait savoir que cette évaluation aura lieu après la première année d'application de la nouvelle loi.

Dans ce contexte j'aimerais avoir de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et Monsieur le Ministre de la Justice des réponses aux questions suivantes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire combien de personnes ont opté pour le partenariat depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi?

- Est-ce qu'une évaluation de la loi susmentionnée a déjà été entamée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions qui ont été retenues lors de cette évaluation?

- Dans le cas où une telle évaluation n'aurait pas encore été commencée, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer pour quand cette évaluation est envisagée?

La loi relative aux effets légaux de certains partenariats ne prévoit aucune disposition relative à un éventuel congé extraordinaire pouvant être accordé aux partenaires qui occupent une activité rémunérée afin qu'ils accomplissent les différentes démarches liées à la déclaration de partenariat.

- Messieurs les Ministres ne sont-il pas d'avis qu'il serait opportun de modifier la législation en introduisant un congé extraordinaire au bénéfice des personnes qui souhaitent faire une déclaration de partenariat?

Réponse (23.12.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les effets légaux de certains partenariats, 273 partenariats ont été enregistrés au Répertoire civil auprès du Parquet Général à la date du 15 décembre 2005.

L'évaluation de la nouvelle loi se fait de façon continue; à ce stade l'application satisfaisante de la loi n'impose pas une modification de celle-ci.

Concernant un éventuel congé extraordinaire accordé aux partenaires afin d'accomplir les démarches liées à la déclaration de partenariat, il est renvoyé à la réponse donnée récemment à la question parlementaire N°0783 de l'honorable Députée Marie-Josée Frank *(cf. ci-dessus)*.

Question 0790 (8.12.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **séparation des détenus mineurs des détenus majeurs:**

Il me revient par voie de presse qu'à partir de janvier 2006 les détenus mineurs seraient placés dans le bâtiment F, à savoir celui réservé aux détenues de sexe féminin, du Centre Pénitentiaire de Schrassig. À ma question parlementaire N°2057 du 25 février 2003 Monsieur le Ministre de la Justice avait répondu qu'au courant du mois d'avril 2003 la section des mineurs serait installée au premier étage du bâtiment C et que ce bâtiment garantira une capacité d'accueil suffisante ainsi que la séparation des mineurs et des majeurs.

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les raisons ayant motivé cette mesure suite aux informations données dans ma question parlementaire précédente?

- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que cette mesure va à l'encontre de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies prévoyant notamment que «tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes»?

Réponse (5.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) comprend une section «hommes», une section «femmes» et une section «médicale spéciale» (article 1er de la loi du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire). Une section spéciale et séparée pour les mineurs n'est pas prévue par la loi. Néanmoins, l'administration pénitentiaire a essayé dans le passé de garantir une séparation entre les mineurs placés dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse et les détenus adultes. C'est dans cet objectif que les mineurs ont été placés depuis 2003 au premier étage du bâtiment C.

Le bloc C a une capacité d'accueil actuelle de 25 lits qui pourra être étendue à 35 lits en cas de besoin. Le bloc a été occupé en moyenne par une douzaine de mineurs et a été, par conséquent, sous-occupé dans les années 2003, 2004 et 2005.

Au vu de la surpopulation actuelle au CPL (quelque 670 détenus), il a été décidé de libérer le bloc C pour y loger des détenus condamnés et d'améliorer ainsi leurs conditions de détention. Les mineurs seront transférés du bloc C à la section «femmes» où ils occuperont au rez-de-chaussée sept cellules avec une capacité d'accueil de 14 lits et disposeront en outre de plusieurs locaux pour les activités communes. La configuration des lieux est telle que le bloc où logeront désormais les mineurs est fermé par deux portes. Les mineurs sont donc séparés des femmes.

L'administration pénitentiaire essaiera de séparer, comme par le passé, et dans la mesure du possible les mineurs des adultes, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, à laquelle le Gouvernement reste profondément attaché.

Une séparation stricte ne peut se faire qu'en transférant les mineurs dans une structure spécialisée (p. ex. unité de sécurité Dreiborn) à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire.

Le régime actuel des mineurs correspond à celui prévu par l'article 329, alinéa 1er du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires qui dispose ce qui suit:

«Les mineurs placés dans un établissement de détention à titre de mesure disciplinaire sont soumis à un régime particulier qui fait une large part à l'éducation et qui, dans la mesure du possible, les préserve de l'action nocive d'autres détenus et leur évite l'oisiveté.»

Il y a lieu de préciser que le Gouvernement n'a aucune influence sur le nombre de personnes mineures placées à Schrassig et sur la durée de leur placement; ces mesures relèvent de la seule compétence des tribunaux de la jeunesse.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Compte rendu des séances publiques
N° 7 – Session ordinaire 2005-2006

22e séance, mardi 31 janvier 2006
23e séance, mercredi 1er février 2006
24e séance, jeudi 2 février 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Gedenkstunde am 27. Januar in Hinzert

Die Erinnerung lebt!

Anlässlich des Gedenktages für die Opfer des Nationalsozialismus am 27. Januar 2006 wohnte der Präsident der Abgeordnetenkammer, Lucien Weiler, der zentralen Gedenkstunde des Landtags und der Landesregierung Rheinland-Pfalz im Dokumentations- und Begegnungshaus SS-Sonderlager/KZ Hinzert bei. Neben der Begrüßung und Ansprache des Präsidenten des Landtags Rheinland-Pfalz, Christoph Grimm, und des Ministerpräsidenten von Rheinland-Pfalz, Kurt Beck, ergriff Lucien Weiler als Hauptredner das Wort.

„Ein Tag wird kommen, wo alle Nationen dieses Kontinents, ohne ihre besonderen Eigenheiten oder ihre ruhmreiche Individualität einzubüßen, sich eng zu einer höheren Gemeinschaft zusammenschließen und die große europäische Bruderschaft begründen werden. Ein Tag wird kommen, wo es keine anderen Schlachtfelder mehr geben wird als die Märkte, die sich dem Handel öffnen, und der Geist, der sich den Ideen öffnet. Ein Tag wird kommen, wo die Kugeln und Bomben durch Stimmzettel ersetzt werden."

Mit diesem Zitat von Victor Hugo aus dem Jahre 1849 erinnerte Lucien Weiler an die Vision des französischen Schriftstellers. Der Parlamentspräsident bedauerte, dass viele Menschen heute die Anfänge der Europäischen Union nicht mehr kennen würden, dass sie nicht mehr wüssten, dass es die beiden Wörter „nie mehr" waren, die am Ursprung des Friedensprojektes Europa standen.

„Die Erinnerung an den Krieg und den Holocaust ist eine große, eine sehr starke Verpflichtung. Es ist vor allem eine starke Verpflichtung für die Frauen und Männer meiner Generation. Und wir müssen dieser Verpflichtung zum Erinnern mit großer Feinfühligkeit, Zurückhaltung und Empfindungsvermögen nachkommen, weil alle die, die wie ich nach dem Zweiten Weltkrieg geboren wurden, keine direkten Zeugen der unermesslichen Tragödie sind, die über Europa und die Welt hereingebrochen war."

Zum Thema Erinnerung griff Lucien Weiler die Frage auf, die Bundespräsident Roman Herzog vor einigen Jahren stellte: Hat die Erinnerung eine Zukunft?

„Wir leben in einer Zeit des Generationenwechsels, in einer Zeit von der Erinnerung an Erlebtes zur Erinnerung an Mitgeteiltes, an Überliefertes. Der Dunst der Zeit und der Geist der Anonymität versuchen, sich breit zu machen."



(Foto: Klaus Benz)
Der Präsident der Abgeordnetenkammer, Lucien Weiler, begrüßt einen Zeitzeugen, Herrn Golowatschenko aus der Ukraine, der von 1944 bis zur Befreiung 1945 im Lager Hinzert war.
(v.l.n.r. Lucien Weiler, der Landtagspräsident von Rheinland-Pfalz, Christoph Grimm, Herr Golowatschenko und der Ministerpräsident aus Rheinland-Pfalz, Kurt Beck)

Der Parlamentspräsident mahnte zur Wachsamkeit: „Ich würde gerne hier stehen und Ihnen sagen, dass das Europa vom Anfang des 21. Jahrhunderts keinen Antisemitismus mehr kennt, dass Hass, Intoleranz, Aussonderung, Diskriminierung wegen Herkunft, Glauben oder aus welchem Grund auch immer, dass wir das alles nicht mehr kennen. Aber leider ist es nicht so. (...) Wenn in Europa Moscheen brennen, jüdische Gräber geschändet werden oder Naziparolen wieder ungeniert propagiert werden, Rechtsextreme mit Hitlerfahnen durch die Straßen ziehen, dann wissen wir, wie sehr wir auf der Hut sein müssen."

In diesem Zusammenhang erinnerte Lucien Weiler auch an die „unfassbaren" Aussagen des iranischen Staatspräsidenten und an die Resultate der palästinensischen Parlamentswahlen mit dem Sieg der Hamas.

Für den Parlamentspräsidenten hat die Erinnerung Zukunft, „die Erinnerung lebt". Tagtäglich seien hunderttausende von Menschen darum bemüht, aus der Erinnerung immer wieder lebendige Zukunft werden zu lassen, „nicht weil sie das Entsetzen hochhalten wollen, sondern weil sie Lehren ziehen wollen". Als Beispiele nannte Lucien Weiler unter anderem das „regelrechte Netzwerk des Gedenkens", die „christlich-jüdische Zusammenarbeit", der Besuch Luxemburger Schüler in Auschwitz oder die Theatervorstellungen der Jugendtheatergruppe „Namasté".

„Die Kenntnisse über den Nationalsozialismus sind bei manchen Jugendlichen nicht unbeachtlich. Und ihr Interesse, sich damit zu beschäftigen, ist groß. (...) Die jungen Menschen diskutieren und forschen, sie fragen, sie schauen hin. Und wir sollen sie dabei begleiten und unterstützen."

Lucien Weiler erinnerte an den Staatsbesuch von Bundespräsident Gustav Heinemann 1973 in Luxemburg. Dieser Besuch war damals, „um es diplomatisch auszudrücken, nicht unumstritten in Luxemburg". Heute ist dies nicht mehr so. „Die Deutschen waren uns noch nie so gute Nachbarn wie heute."

Abschließend betonte Lucien Weiler, dass die Erinnerung eine Münze mit zwei Seiten sei. Auf der einen Seite stünden „all die Grausamkeiten, die Qual, der Schmerz, die Verfolgung, die Erniedrigung, die Toten". Auf die zweite Seite würde ein Zitat vom ungarischen Schriftsteller jüdischer Abstammung und Literaturnobelpreisträger Imre Kertész passen:

„Der Holocaust ist ein Wert, weil er über unermessliches Leid zu unermesslichem Wissen geführt hat und damit eine unermessliche moralische Reserve birgt."

Und Lucien Weiler fügte hinzu: „Wir werden gemeinsam das unermessliche Wissen nicht vergessen, sondern es wie einen Schatz hüten und wir werden uns gemeinsam an der unermesslichen moralischen Reserve orientieren. Dann wird der Traum der Gründungsväter Europas definitiv Bestand haben: Nie wieder!"

Am Ende der Gedenkstunde legten Lucien Weiler sowie Christoph Grimm und Kurt Beck Kränze am Mahnmal von Lucien Wercollier auf dem Gelände des Ehrenfriedhofes nieder. Ein stilles Gedenken bildete den Abschluss der Gedenkstunde.

Le Président de la Chambre des Députés rend hommage à M. Johannes Rau



À l'occasion du décès de l'ancien Président de la République fédérale d'Allemagne, M. Johannes Rau, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, accompagné du Secrétaire général, M. Claude Frieseisen (à gauche), et en présence de S.E. M. l'Ambassadeur Roland Lohkamp, avait signé le livre de condoléances ouvert à la signature à l'ambassade allemande à Luxembourg.

Lucien Weiler empfing den iranischen Botschafter

Der Parlamentspräsident spricht Klartext

Nachdem die Abgeordnetenkammer am 20. Dezember 2005 einstimmig einen Entschluss verabschiedet hatte, in dem die Aussagen des iranischen Präsidenten in Bezug auf den Holocaust und Israel verurteilt werden, empfing der Präsident der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler am 7. Februar 2006 den iranischen Botschafter Ali Ahani.

Der Botschafter verdeutlichte zuerst aus seiner Sicht die Position des Iran im Atomkonflikt. Er unterstrich den guten Willen der iranischen Behörden, was die Zusammenarbeit mit der Atomaufsichtsbehörde IAEA betrifft. Des Weiteren wies der Botschafter erneut darauf hin, dass die Anreicherung von Uran im Iran nur friedlichen Zwecken dienen würde. Die Aussagen des iranischen Präsidenten über den Holocaust wurden vom iranischen Botschafter relativiert und in einen kulturellen iranischen Rahmen gesetzt.

Der Präsident der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler erinnerte den iranischen Botschafter an den Entschluss, der am 20. Dezember 2005 einstimmig vom Parlament in Bezug auf den Iran verabschiedet wurde. Lucien Weiler verurteilte die Aussagen des iranischen Präsidenten betreffend den Holocaust und Israel aufs Schärfste. Des Weiteren unterstrich der Parlamentspräsident mehrmals, dass die Leugnung des Holocausts durch den iranischen Präsidenten, also durch den Präsidenten eines Mitgliedstaates der UNO, ein unqualifizierbarer Präzedenzfall sei. Lucien Weiler wies den Botschafter darauf hin, dass in Luxemburg eine Person, die Kriegsverbrechen oder Völkermorde bestreitet, herunterspielt oder leugnet, bestraft wird.

Der Parlamentspräsident zeigte sich mehr als erstaunt über einen Brief des Präsidenten des iranischen Parlaments. In diesem Brief wird der Holocaust als „Ereignis, das Jahrzehnte zurückliegt" bezeichnet. Den Holocaust als einfaches „Ereignis" zu beschreiben sei eine schlimme Beleidigung angesichts der Millionen von toten Juden, so Lucien Weiler.

Lucien Weiler zeigte sich zutiefst beunruhigt über die unannehmbaren Aussagen des iranischen Präsidenten über das Existenzrecht Israels. Der Staat Israel sei seit 1949 Mitglied der Vereinten Nationen und niemand könne Israel das Recht, zu bestehen und einen unabhängigen Staat zu bilden, aberkennen.

Betreffend den Atomkonflikt mit dem Iran, so forderte der Präsident der Abgeordnetenkammer, dass die iranischen Behörden das Vertrauen der internationalen Gemeinschaft in die friedlichen Absichten des Atomprogramms wiederherstellten, indem das Land komplett mit der Atomaufsichtsbehörde IAEA zusammenarbeiten müsse.

Abschließend unterstrich Präsident Weiler, dass alles unternommen werden müsse, um eine Lösung auf diplomatischem Wege zu finden.

Des Weiteren zeigte der Parlamentspräsident sich beunruhigt über die zahlreichen Verstöße gegen die Menschenrechte und die Grundfreiheiten im Iran. Als Beispiele nannte Lucien Weiler die öffentlichen Hinrichtungen, die Prügelstrafen, die Diskriminierung gegenüber den Frauen und die Verstöße gegen die Meinungsfreiheit. Lucien Weiler drückte den Wunsch aus, dass die allgemeine Erklärung der Menschenrechte (UNO) endlich im Iran eingehalten werden müsse.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Session ordinaire à Strasbourg



(de gauche à droite) Mme Mireille Paulus, Mme Lydie Err, M. Marcel Glesener, Mme Ronald Mayer, M. Norbert Haupert, M. Bruno Haller, S.E. M. Ronald Mayer, M. Charles Goerens, Mme Toiny Thommes, M. Dean Spielmann, M. Jean Huss

«Bref, le véritable débat est celui de savoir avec quels moyens nous voulons combattre le terrorisme. Est-il inévitable que pour cela il faille renoncer aux droits de l'Homme, renoncer à la dignité de l'homme, renoncer à la justice, renoncer à toutes les garanties que nous avons construites au cours de ces dernières décennies?

Est-il acceptable que, pour mettre en repos notre propre conscience, on délocalise la torture et ses méthodes dégradantes vers d'autres pays? Tel devra être le véritable débat que nous devrons conduire ces prochains mois. Nous sommes là au cœur des valeurs du Conseil de l'Europe.»

Avec ces mots, le rapporteur et un des initiateurs du débat d'actualité sur les allégations de détentions secrètes dans les États membres du Conseil de l'Europe, M. Dick Marty, a résumé l'essence dudit débat, dont la question traitée a été renvoyée à l'issue du débat pour rapport à la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme.

Ce point fort de la première session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dont le sujet avait déjà fait l'objet du rapport de M. McNamara et d'une résolution de l'Assemblée l'année dernière, mettait en garde les États membres sur l'utilisation de leur territoire et leurs infrastructures aéroportuaires pour des actions illégales, des *extraordinary rendition* et des détentions secrètes, a soulevé entre autres les problèmes des rapports entre gouvernements et parlements, du contrôle et de la surveillance des services de renseignements et de la responsabilité des États dans ces affaires d'*extraordinary rendition*.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en session ordinaire à Strasbourg du 23 au 27 janvier 2006. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, les membres effectifs, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, MM. Norbert Haupert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

La première séance ayant été ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Miguel Barceló Pérez, il a été procédé à la vérification et à la ratification des pouvoirs des nouveaux représentants et suppléants, à l'exception des pouvoirs de la délégation de l'Azerbaïdjan qui sont contestés et soumis à la Commission de suivi pour rapport et à la Commission du règlement et des immunités pour avis, après quoi ils seront ratifiés néanmoins après discussion lors de la séance de l'après-midi du 25 janvier.

Après l'élection de M. René van der Linden comme Président de l'Assemblée et l'élection des 19 Vice-Présidents, l'Assemblée a ratifié la nomination des membres des commissions. Lors de cette session, M. Marcel Glesener a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Aussi a-t-il été réélu pour la troisième année consécutive Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

Après l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Bucarest, le 25 novembre 2005, l'Assemblée a approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente, pour passer ensuite à l'ordre du jour.

(Pour le détail des points à l'ordre du jour ainsi que des personnes ayant pris la parole, veuillez vous référer à la 23e séance sub 1. Communications, 6) aux pages 222 et 223 de ce compte rendu.)

Une discussion selon la procédure d'urgence sur la situation au Belarus à la veille de l'élection présidentielle a eu lieu au cours de cette première session de 2006.

On peut souligner encore que deux de nos délégués ont pris la parole lors des débats, à savoir Mme Lydie Err relative au point de la dimension parlementaire des Nations Unies et M. Norbert Haupert au sujet des conséquences pour l'Europe de la résurgence économique de la Chine.

L'Assemblée a adopté un avis, cinq recommandations et dix résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Il reste à signaler que dans le cadre de cette session le représentant permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe, S.E. M. Ronald Mayer, a remis les insignes de commandeur de l'ordre de mérite à M. Bruno Haller, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, retraité à partir du 1er février 2006.

Le Président du FLB reçu par M. Lucien Weiler



M. Aloyse Marx et M. Lucien Weiler

À l'occasion du 25e anniversaire du «Fräie Lëtzebuerger Baureverband», le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler s'est entretenu à l'Hôtel de la Chambre des Députés avec le Président du FLB, M. Aloyse Marx.

Après un tour d'horizon sur les expériences faites et les rebours et les succès connus par le FLB durant les 25 dernières années, M. Aloyse Marx a discuté avec M. Lucien Weiler des problèmes actuels de l'agriculture et de la viticulture. Ont notamment été abordés: la sécurité alimentaire, les quotas laitiers, la politique agricole européenne, les aides compensatoires, les réglementations, la bureaucratie, les énergies renouvelables ou encore la loi portant réglementation du bail à ferme.

M. Lucien Weiler a félicité le «Fräie Lëtzebuerger Baureverband» et son président pour son engagement dans l'intérêt des agriculteurs et a transmis ses meilleurs vœux pour l'avenir au FLB.

NOUVELLES LOIS

5325 - Projet de loi

portant approbation du Protocole N° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Protocole N° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, introduisant dans la législation luxembourgeoise un principe de non-discrimination généralisé.

L'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales prohibe la discrimination dans l'exercice des droits garantis par ladite Convention en retenant que «la jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation». Or, l'article 14 ne revêt qu'un caractère accessoire par rapport aux autres garanties normatives de la Convention et n'a pas d'existence indépendante.

Le Protocole N° 12 comprend quant à lui un principe autonome d'égalité de traitement qui entend offrir une protection contre la discrimination qui s'étend au-delà de la garantie fournie par l'article 14. L'article 1er du Protocole retient en effet une interdiction générale de discrimination qui pourrait s'appliquer dans tous les domaines de la vie publique et privée, indépendamment du motif de la discrimination. Avec le Protocole N° 12, tout droit qui est garanti au niveau interne pourra désormais faire l'objet d'une requête devant la Cour.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

09.05.2005	Désignation d'un rapporteur
21.11.2005	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.01.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2006

5354 - Projet de loi portant:

1. introduction notamment de l'instruction simplifiée, du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête,

2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle,

et

3. abrogation de différentes lois spéciales

Au-delà de modifications ponctuelles, essentiellement techniques, au niveau notamment du Code d'instruction criminelle, destinées à optimiser le fonctionnement quotidien de la justice pénale, le projet de loi sous rubrique entend innover le système procédural en introduisant en droit luxembourgeois, d'une part, l'instruction simplifiée ou «mini-instruction», et, d'autre part, le contrôle judiciaire.

L'instruction simplifiée ou «mini-instruction»

À l'instar du législateur belge, les auteurs du projet de loi sous rubrique sont parvenus à la conclusion qu'il était nécessaire d'apporter des modifications substantielles au niveau des attributions du ministère public en mettant en place une nouvelle procédure, à savoir l'instruction simplifiée ou «mini-instruction». Ce mécanisme, qui s'inspire de celui introduit en droit belge par la loi Franchimont du 12 mars 1998, permet au procureur d'État de requérir du juge d'instruction l'accomplissement de certains actes d'instruction, et ce sans qu'une instruction ne soit ouverte.

L'objectif de l'instruction simplifiée est de décharger les cabinets d'instruction, qui se trouvent actuellement submergés d'affaires malgré le renforcement considérable du nombre de magistrats d'instruction, et de permettre une évacuation plus rapide des affaires tout en préservant les droits de la défense.

En l'état actuel de la procédure, le Parquet est obligé de saisir le juge d'instruction chaque fois qu'il souhaite voir accomplir un acte d'instruction, qui relève de la seule compétence du juge d'instruction. Il en est ainsi notamment des saisies et perquisitions, qui ne peuvent être ordonnées que par le seul juge d'instruction, sauf en cas de flagrant délit ou dans l'hypothèse d'une saisie volontaire exécutée dans le cadre de l'article 47 du Code d'instruction criminelle.

Or, la saisine du juge d'instruction met automatiquement en mouvement l'action publique. Le Parquet est contraint d'ouvrir une instruction préparatoire, qui est une procédure particulièrement lourde. Elle implique, en effet, une foule d'actes tels que l'inculpation du suspect ou encore la saisine de la Chambre du Conseil en vue du règlement de la procédure. Si une telle procédure peut avoir sa raison d'être en présence de dossiers complexes ou graves, il en est autrement pour de nombreux dossiers pour lesquels une simple enquête de police sous la direction du procureur d'État semble largement suffisante.

Dans la mesure où le Parquet est souvent amené à recourir aux moyens de recherche et d'enquête que constituent notamment la perquisition et la saisie, y compris dans des dossiers peu compliqués, on comprend mieux le souhait des auteurs du projet de loi sous rubrique d'aménager la procédure en permettant au Procureur d'État de saisir le juge d'instruction en dehors de toute instruction préparatoire et de lui demander d'effectuer un acte d'instruction précis.

À noter que l'instruction simplifiée que le projet de loi sous examen entend introduire n'est pas un mécanisme complètement nouveau en droit luxembourgeois. La loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur la voie publique prévoit plusieurs hypothèses où le juge d'instruction intervient à la demande du parquet sans l'ouverture d'une instruction p.ex. pour valider la saisie d'une voiture.

Le contrôle judiciaire

Parmi les modifications importantes du projet de loi sous rubrique, il y a lieu de citer l'introduction en droit luxembourgeois du contrôle judiciaire en tant qu'alternative à la détention préventive.

Bien que le recours à la détention préventive soit fortement encadré, le juge ne pouvant en principe y recourir que s'il existe des indices graves de culpabilité, ainsi qu'un risque de fuite, d'obscurcissement des preuves ou de récidive de la part de l'inculpé, et que si les faits reprochés à l'inculpé emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est de deux ans au moins, le juge n'a, faute de véritable alternative, pas d'autre choix que de mettre l'inculpé en détention préventive, s'il ne veut pas entraver l'instruction de l'affaire.

Or, la détention préventive, de par son caractère extrême, comporte d'innombrables inconvénients auxquels le contrôle judiciaire entend remédier. En effet, il ne faut pas sous-estimer les effets physiques et psychiques, sans parler des conséquences familiales, sociales ou professionnelles d'une incarcération.

Le contrôle judiciaire a pour objectif de concilier les libertés individuelles avec les exigences de la procédure pénale, qui réclament que l'inculpé soit à la disposition du juge d'instruction.

À noter que les auteurs du projet de loi sous rubrique se sont inspirés du système mis en place par le législateur français en 1970[1] et qui a fait ses preuves depuis.

[1] loi du 17 juillet 1970, articles 138 et svt. du Code de procédure pénale.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.06.2004

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

08.06.2005	Désignation d'un rapporteur Examen des articles
15.06.2005	Examen du projet de loi
22.06.2005	Examen des articles
	Adoption d'amendements
07.07.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.09.2005	Examen du projet de loi
26.10.2005	Confirmation de la version définitive du texte coordonné
07.12.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.01.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2006

5378 - Projet de loi

portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003

Par la loi du 22 mars 1994, le Luxembourg a adopté la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux qui, elle, a été adoptée par la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies (CEE-ONU) à Helsinki en date du 17 mars 1992. La coopération transfrontière dans le domaine de la gestion des cours d'eau se réjouit d'une longue tradition, comme en témoignent les Commissions internationales pour la Protection de la Moselle (Paris, le 20 décembre 1961) et du Rhin (Berne, le 29 avril 1963).

S'y ajoutent la loi du 7 décembre 2000 portant adoption de la nouvelle convention sur la Commission internationale pour la Protection du Rhin signée à Berne le 12 avril 1999, ainsi que la convention relative à la création de la Commission internationale pour la Protection de la Meuse (cours d'eau récepteur de la Chiers), signée le 3 décembre 2002 à Gand, qui toutes les deux s'inspirent de la Convention CEE-ONU.

Et finalement la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, dite «Directive cadre de l'eau», qui exige de tous les États membres de la Communauté de rétablir dans toutes les eaux superficielles et souterraines un état de bonne qualité jusqu'en 2015 au plus tard.

Les deux amendements à la Convention CEE-ONU ont été approuvés par la troisième Conférence des Parties à la Convention le 28 novembre 2003 à Madrid. Ces amendements modifient les articles 25 et 26 de la Convention de façon à ce que tout État appartenant à une commission régionale de l'ONU autre que la CEE-ONU puisse également adhérer à la Convention de Helsinki du 17 mars 1992.

Ces modifications, initiées par la Suisse, sont nées de trois réflexions: il s'agit d'abord d'assurer une certaine cohérence entre les accords multilatéraux environnementaux de la région CEE-ONU, dont certains contiennent déjà cette disposition et plus particulièrement le Protocole CEE-ONU sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières des accidents industriels sur les eaux transfrontières, adopté par la CEE-ONU lors de la conférence ministérielle «Environnement pour l'Europe» de Kiev en date du 21 mai 2003, et qui s'appuie sur la Convention de Helsinki comme «convention mère».

Il s'agit ensuite de permettre à des États limitrophes de la région de la CEE-ONU partageant des bassins hydrographiques transfrontières avec des États membres de la CEE-ONU de pouvoir se doter d'instruments juridiquement plus contraignants que d'éventuels accords bi- ou multilatéraux.

Finalement, la promotion de la paix à travers une coopération transfrontière consolidée dans le cas de ressources naturelles partagées est également un élément déterminant pour élargir la zone d'application des conventions sur l'environnement de la CEE-ONU.

Les amendements n'ont pas d'effets directs pour le Luxembourg en matière de gestion transfrontière des eaux entre les pays avec lesquels nous partageons des bassins versants, vu que la nouvelle «Directive cadre de l'eau», ensemble avec les conventions sur les commissions fluviales régionales, constituent un instrument suffisant pour satisfaire à toutes les obligations en la matière. En adoptant les amendements notre pays contribuera cependant au renforcement des activités suprarégionales prévues par la Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

01.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.02.2006

5422 - Projet de loi

portant approbation du Protocole N° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Protocole N° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances.

Au Luxembourg, la peine de mort fut abolie par la loi du 20 juin 1979 portant abolition de la peine de mort, la loi du 31 décembre 1982 concernant la refonte du code pénal militaire l'éliminant également du catalogue des peines militaires. Enfin, la loi du 29 avril 1999 portant révision des articles 18 et 118 de la Constitution retient que l'article 18 se lit désormais comme suit: «La peine de mort ne peut être établie.». La réintroduction de la peine de mort par la loi est ainsi exclue.

Si la ratification du Protocole N° 13 n'apporte aucun changement par rapport à la situation légale actuelle, elle traduit néanmoins la volonté inébranlable des autorités luxembourgeoises de ne plus vouloir réintroduire la peine de mort dans le catalogue des peines.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

09.05.2005	Désignation d'un rapporteur
21.11.2005	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.11.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2006

5423 - Projet de loi

portant approbation du Protocole N° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Protocole N° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Le Protocole N° 14 propose de renforcer la capacité de filtrage de la Cour européenne des Droits de l'Homme, d'établir un nouveau critère de recevabilité et d'adopter des mesures spécifiques pour traiter des affaires répétitives. En effet, si le Protocole N° 11 a certes renforcé l'efficacité du système de contrôle, notamment en améliorant l'accessibilité de la Cour et en simplifiant la procédure, la croissance continue du nombre des requêtes représente un nouveau défi et requiert de nouvelles mesures de réforme.

La capacité de filtrage est augmentée en accordant à un juge unique la compétence de déclarer une requête irrecevable ou de la rayer du rôle. Le nouveau critère de recevabilité permet à la Cour de se concentrer sur les affaires qui doivent être traitées sur le fond et de déclarer irrecevable la requête d'un requérant qui n'a pas subi de préjudice important.

Des modifications plus ponctuelles ont notamment trait à la durée du mandat des juges (mandat unique de neuf ans) et à la perspective d'une éventuelle adhésion de l'Union européenne à la Convention. De même, de nouvelles dispositions tendent à promouvoir les règlements amiables à tous les stades de la procédure.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

07.03.2005	Désignation d'un rapporteur
	Échange de vues sur l'initiative de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
11.04.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2006

5463 - Projet de loi

portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du Traité entre la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la France et le Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général.

Le Corps européen a été créé en 1992 suite à une initiative franco-allemande datant de 1963 et est défini à l'article 2 du Traité comme étant «le corps d'armée multinational constitué par le Quartier général et par les unités pour lesquelles les Parties contractantes ont effectué le transfert du commandement au Général commandant le Corps européen». L'adhésion officielle du Luxembourg en 1996 souligne l'importance que le Grand-Duché attache à la coopération militaire multinationale.

Le Traité comprend sept parties, regroupant des dispositions générales qui présentent l'objet du Traité et les notions principales, des dispositions sur la compétence juridictionnelle du Corps européen et sur le règlement des dommages, de même que des dispositions fiscales, douanières, budgétaires et financières.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 15.04.2005

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

09.05.2005	Désignation d'un rapporteur
17.11.2005	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2006

5485/5486 - Projet de loi

modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5485 poursuit un double but. D'une part, il prévoit l'abolition de la limite d'âge pour l'accès à la fonction publique. D'autre part, il proroge le délai pendant lequel les fonctionnaires, qui à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 19 mai 2003 ont déjà subi deux échecs à leur examen de promotion, peuvent se présenter une troisième fois à l'examen de promotion. En ce qui concerne l'abolition de la limite d'âge pour l'accès à la fonction publique, le projet de loi transpose en droit national luxembourgeois les dispositions de la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Cette directive, qui vise également le secteur public, interdit notamment toute discrimination fondée sur l'âge, sauf si les différences de traitement sont objectivement et raisonnablement justifiées.

Le projet de loi 5486 englobe toutes les dispositions retenues dans l'accord salarial dans la Fonction publique du 31 mai 2005. Le Conseil d'État ayant limité son avis du 5 juillet 2005 aux seules mesures ayant trait au relèvement de la valeur du point indiciaire, la Chambre des Députés a voté le 14 juillet 2005 la partie du projet de loi 5486 ayant pour objet de relever les traitements des agents publics. Dans l'accord salarial du 31 mai 2005, le Gouvernement s'est cependant engagé à prendre d'autres mesures dont plusieurs nécessitent des modifications d'ordre législatif (ex: le recrutement direct de fonctionnaires stagiaires à temps partiel, l'accélération de la procédure de réclamation ouverte au fonctionnaire contre ses supérieurs hiérarchiques).

Dans un souci de cohérence législative, il a été décidé de réunir dans un seul corps de texte les mesures faisant l'objet des deux projets.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.06.2005

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

18.10.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.10.2005	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.12.2005	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2005

Loi du 23 décembre 2005

Mémorial A, N° 216, page 3382

5493 - Projet de loi

portant fixation du cadre du personnel du service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

La loi communale du 13 décembre 1988 telle que modifiée dispose dans son article 147 que «le contrôle des budgets, des comptes, de la comptabilité et des caisses des communes se fait par un service spécial dénommé «service de contrôle de la comptabilité des communes». (…) La mission du service de contrôle de la comptabilité des communes consiste, en cours d'exercice, à procéder à des vérifications périodiques et approfondies des caisses de la comptabilité des communes.» Le projet de loi sous rubrique a pour objet de compléter le cadre du personnel du service par des fonctionnaires de la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement.

Un certain nombre de raisons sont à la base des modifications législatives proposées, dont notamment la complexité des procédures administratives à contrôler par le service, la prolifération de nouvelles structures administratives au sein du secteur communal, en particulier les syndicats de communes, et l'avènement d'un mouvement de libéralisation de certains marchés. Cette évolution a rendu nécessaire un rehaussement des qualifications requises pour assumer les fonctions au sein du service.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 16.08.2005

Rapporteur: M. François Maroldt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

01.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du texte du projet de loi et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.12.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.02.2006

5505 - Projet de loi

portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, qui constitue un des instruments internationaux adoptés au début des années 1970 sous l'égide des Nations Unies pour répondre à la multiplication des actes de terrorisme international.

La Convention se présente comme une convention d'incrimination, mais elle contient également des dispositions en matière de prévention, notamment par le biais de l'entraide judiciaire.

La Convention s'applique notamment aux chefs d'État, aux chefs de gouvernement, aux ministres des affaires étrangères ainsi qu'à la famille qui les accompagne et leur confère à tout moment une protection lorsque ces personnes se trouvent à l'étranger pour quelque raison que ce soit. Elle est également applicable aux représentants ou fonctionnaires d'un État ou d'une organisation intergouvernementale ainsi qu'aux membres de leur famille faisant partie de leur ménage qui peuvent prétendre à une protection spéciale contre des attaques sur leur personne, leur liberté ou leur dignité. Dans ce cas, la protection est limitée au lieu et au moment de l'infraction.

L'article 2 donne le catalogue des infractions visées. Il s'agit d'atteintes à la personne (meurtre, enlèvement…), d'atteintes aux biens ainsi que de la menace, de la tentative et de la complicité.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

21.11.2005	Désignation d'un rapporteur
19.12.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi

2. Communication

3. Ordre du jour

4. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat

Questions urgentes N°882 de M. Henri Kox et N°884 de M. Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor

(Débat)

5. Question urgente N°886 de M. Xavier Bettel relative à l'incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig

(Exposé - Débat)

7. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse

(Exposé - Débat - Motion)

8. 5354 - Projet de loi portant:

1. introduction notamment de l'instruction simplifiée du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête;

2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et

3. abrogation de différentes lois

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; MM. Jean-Louis Schiltz et Nicolas Schmit, Ministres délégués.

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Här President.

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

1. Dépôt de deux projets de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech sinn autoriséiert ginn, fir de Projet de loi oder den Avant-projet de loi iwwert d'Lutte contre le tabac oder d'Lutte antitabac ze deponéieren.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Kommissioune weidergeleet gëtt.

Den Här Minister Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, ech sinn autoriséiert ginn duerch en Arrêté grand-ducal vum 26. Januar 2006, fir de Projet de loi ze deponéieren, «portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation des statuts de la Chambre des Artisans».

M. le Président.- Ech ginn och Akt vun dësem Projet de loi, deen och un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

2. Communication

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

Par lettre du 25 décembre 2005, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du Conseiller d'État Carlo Meintz il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 116 à 130 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État en séance publique 30 jours au moins après la présente communication.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise;

2) jouir des droits civils et politiques;

3) résider au Grand-Duché, et

4) être âgé de trente ans accomplis.

La présente communication sera publiée par la presse.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt: Nodeems haut de Moien d'Conférence des Présidents zesummekomm ass, presentéiert sech den Ordre du jour, dee mer proposéiere fir dës Woch, wéi folgt:

– Haut de Mëtteg hu mer

1. eng Deklaratioun vum Här Premierminister iwwert déi geplangten OPA op d'Arcelor mat uschléissender Debatt;

2. eng Dringlechkeetsfro vum Här Xavier Bettel iwwert de Brand, dee gëschter zu Schraasseg stattfonnt huet;

3. eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Situatioun vun de Mannerjähregen an dem Drogenhandel am Schraasseger Prisong;

4. eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der Fraktioun vum ADR iwwert déi rezent Perquisitioune bei RTL, a

5. de Projet de loi N°5354 iwwert d'Procédure d'enquête – dat Ganzt nom Basismodell.

– Da fir muer, e Mëttwoch, hu mer: dräi Projets de loi, Zousazprotokoller zu der Mënscherechtskonventioun. Déi dräi Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. Dann hu mer de Projet de loi N°5463, en Ofkommes iwwert de Corps européen; de Projet de loi N°5505, eng Konventioun iwwert d'Persounen, déi ënner internationalem Schutz stinn; an als leschte Punkt d'Motioun vum honorabelen Här Clement iwwert de Konferenzzentrum um Kierchberg.

– Iwwermuer, en Donneschdeg, steet Folgendes um Ordre du jour:

1. d'Question avec débat N°4 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Salariéën am öffentlechen Déngscht;

2. d'Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert de Vëlostrafic;

3. de Projet de loi N°5378, eng Konventioun iwwert d'Grenzgewässer.

4. de Projet de loi N°5493 iwwert d'Personal vum Kontrollservice vun der Gemengekontabilitéit, a

5. d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, der Deklaratioun vum Här Premierminister iwwert déi geplangten OPA op d'Arcelor. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat

Questions urgentes N°882 de M. Henri Kox et N°884 de M. Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt fir de Statsminister relativ einfach Rieden. Dat sinn déi, déi eis eleng betreffen, déi eis ureege Sensibilitéite mussen opfänken an a praktesch Politik mussen ëmgemënzt ginn. Ganz einfach sinn dës Rieden och net, mä si gi just eis eppes un. A mat deem, wat just eis selwer eppes ugeet, do gi mer meeschtens gutt eens. An da gëtt et Rieden, déi méi komplizéiert sinn, well se Theme behandelen, déi och anerer betreffen. Haut muss ech a wëll ech eng Ried halen, déi extrem komplizéiert ass, well si geet eis ureege Sensibilitéiten eppes un, a si betrëfft och anerer.

Ech wëll schwätzen zur OPA vu Mittal op d'Arcelor. Ech weess, dass d'Leit hei am Land eng kloer Sprooch erwaarden. Ech weess awer och, dass d'Finanzmäert, dass d'Analysten, an dass d'Observateuren dobaussen eng Ried mat dausend Nuancen erwaarden – eng sou genannten intelligent Ried, déi an déi real Landschaft passt, déi d'Globaliséierung zeechent.

Ech hu mech décidéiert eng kloer Ried ze halen. Net well ech exklusiv kuerzfristeg géif funktionéieren an déi mëttelfristeg Risike géif ignoréieren. Am Géigendeel. Ech kennen déi mëttel- a laangfristeg Risike ganz gutt. Besser vläicht wéi munnecher een, deen no mir schwätze wäert oder dee muer schreiwe wäert.

Mä, am Liewen – dat zielt fir dat privat Liewen, dat zielt och fir de Stat – kann een nëmmen eng Ried halen. An déi Ried muss alles bedenken: d'Chancen, d'Opportunitéiten an d'Risiken. Et muss een d'Chancë gesinn, et muss een déi Chance gesinn, déi kloer virun engem läit, an et muss een d'Risiken, déi ee spiert, kloer ofweien an net aus den Ae verléieren. Mä, d'Promenad duerch d'Risikowelt, déi däerft d'Chancen an d'Opportunitéiten, déi ee kloer gesäit, awer net verdecken.

Am Kloertext: D'Lëtzebuerger Regierung ass där feindlecher OPA vu Mittal op d'Arcelor onfrëndlech gesënnt. Mir wëllen se net, well mer se net verstinn. A mir wëllen se net, well se bis haut, och nom agréabele Gespréich mam Här Mittal – deen en dichtege Mann ass, deen ze respektéieren ass – net plausibel, konsequent a kohärent konnt erklärt ginn. Dofir si mer iwwerzeegt, datt mat deem kloren industriellen Europakonzept vun der Arcelor, dat mer kennen an dat mer mat ausgeschafft hunn, mer als Land an als Europäesch Unioun besser fuere wéi mat där Mittal-Offerte, an där mer kee kloert lëtzebuergescht an europäescht Konzept kënnen erkennen.

Déi OPA ass net konsequent an ass an der Method, déi gewielt ginn ass, net kompatibel mat där Fassong, wéi mer als Lëtzebuerger an als Europäer d'Globaliséierung gestalte wëllen, gestalte sollen a gestalte mussen.

Wéi mer viru Joren d'Arcelor-Fusioun – alleguer zesumme leschtendlech – op de Wee bruecht hunn, ware mer befaasst mat engem gemeinsame Plang vun der ARBED, eiser lëtzebuergescher Stolgesellschaft, der Aceralia, enger spuenescher Stolgesellschaft, an der Usinor, enger europäescher Stolgesellschaft. Déi dräi si bei eis komm, bei mech, bei den deemolege Wirtschaftsminister, den Här Grethen, an hunn eis hir Pläng presentéiert, explizéiert a plausibel duergestallt. Déi Pläng ware kompatibel mat deem, wat fir Lëtzebuerg wichteg war, a mat deem, wat fir Europa noutwendeg war.

Mir waren am Ufank zréckhalend an hunn eis lues a lues, well de Konzept stoung – säi lëtzebuergeschen Deel, säin europäeschen Deel – iwwerzeege gelooss.

Den Ënnerscheed mat deem, wat geschitt ass, wéi d'Arcelor-Fusioun gemaach ginn ass, op de Wee bruecht ginn ass, an deem Virgang, dee mer haut erliewen, ass considérabel. Et ass net nëmmen eng kleng Differenz. Et ass en dramateschen Ënnerscheed tëschent engem gemeinsame Plang vun dräi europäesche Gesellschaften, déi eng europäesch Léisung wëllen, an dem Plang vun engem Eenzelnen, vun enger Famill, déi ouni préalabel Konsultatioun mat där Gesellschaft, vun där si mengen, si misste se iwwerhuelen, a mat den Haaptaktionäre vun där Gesellschaft, probéieren, dee Plang op de Wee ze bréngen.

Hätte mer deemools d'Fusioun vun der ARBED mat Usinor, mat Aceralia net gemaach, da wier d'ARBED haut e Vull fir d'Kaz. Doduerch, dass mer se gemaach hunn, ass d'ARBED haut eng Kaz, déi een net esou einfach schlécke kann. Mä d'Method, déi gewielt ginn ass, ass eng, déi op d'Désapprobatioun vun der Lëtzebuerger Regierung stéisst.

Mir kënnen an deem, wat Mittal virschléit, keen industriellt Konzept erkennen, och net no deem Gespréich, wat ech zesumme mat de Ministere Krecké a Frieden haut de Moie mam Här Mittal hat. A mir sinn der Meenung, dass, wann een zesummen eppes wëllt opbauen, zesumme wëllt konstruktiv sinn, dass ee sech da mat deene muss préalablement eenegen, mat deenen een zesumme wëllt bauen a mat deenen een zesumme wëllt an eng Richtung goen.

Mir kënnen an deem Mittal-Konzept, wat mer souguer schemenhaft net erkenne kënnen, net déi Saachen erëmfannen, déi fir Lëtzebuerg, fir d'Regierung a fir d'Europäesch Unioun an hirer Gesamtheet wichteg sinn. Mir gesinn um Plang vun der Gouvernance notabel Ënnerscheeder tëschent där Démarche, déi bis haut déi war, déi Mittal gewielt huet, an där Démarche, déi bis elo déi war, déi mer als Lëtzebuerger fir d'éischt, an duerno iwwerall do, wou Arcelor no der Fusioun täteg ginn ass, zur Applikatioun bruecht hunn, e Modell vu Gouvernance, deen doranner bestanen huet, aus klorem Geschäftsinteresse eraus, déi sozial Concertatioun ze siche mat de Beschäftegte vun der Stolindustrie an déi mikro- a makroekonomesch Concertatioun mat den involvéierte Regierungen a Gebietskörperschaften unzestrengen.

D'Arcelor, mat där mer vill gestridden hunn, wéi iwwregens och mat de Stolgewerkschaften, déi bei der ARBED a bei der Arcelor täteg waren, huet, esou wéi d'ARBED fréier och, vun Ufank u verstan, dass déi lëtzebuergesch Stolgeschicht eng aner wier wéi déi, déi et op anere Plazen, heiansdo och an Europa, mä jiddefalls am Rescht vun der Welt gëtt. Eng intim Relatioun, déi net nëmmen déi Leit hunn an haten, déi op der Schmelz geschafft hunn, mä déi eng ganz Natioun eigentlech a Bewegung an an Otem gehal huet, e Land, wat huet mussen – wann ech dat esou salopp däerf formuléieren – déif an d'Täsch gräifen, fir dass d'Lëtzebuerger Sidérurgie eng Iwwerliewenschance hat an déi Iwwerliewenschance a konkret Resultater konnt ëmsetzen, zu engem Moment wou munchereen heiheem an am Rescht vun der Welt der Lëtzebuerger Sidérurgie schonn en Doudeschäin ausgestallt hat.

Den Här Mittal, deen en dichtege Mann ass, deen en intelligente Mann ass, deem ech och net d'Sensibilitéite fir munches ofspriechen, kann zesumme mat deenen, déi hie begleeden, dat selbstverständlech alles léieren, mä et ass méi liicht fir eis mat engem ze schaffen, deen dat erlieft huet, deen dat gespuert huet wuessen, deen dat Wuesse begleet huet an deen déi extraordinär, heiansdo irrational Relatioun, déi tëschent de Lëtzebuerger an der Stolindustrie besteet, versteet.

Et ass fir eis méi einfach e strategesche Partner, net e finanz- a börseninteresséierte Partner, mä e strategesche Partner an enger europäescher Gesellschaft mat engem kloren industrielle Konzept ze bleiwen, wéi zesumme mat aneren ënnerzegoen an engem konzeptuelle Magma, an engem konzeptuelle Diffusen, dat mer net total op den éischte Bléck, och net op den

zweeten an och net op den drëtte Bléck begräife kënnen.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net u kuerzfristege Finanzresultater positiivster Natur fir de Statsbudget interesséiert. Wa mir, wéi munchereen eis dozou invitéiert, muer oder haut de Mëtteg d'Arcelor-Aktie verkafen, realiséiere mer e Benefiss vun iwwer enger Milliard Euro. Dir, déi der Spezialist vum Lëtzebuerger Budget sidd, wësst, dass dat exakt dat Duebelt ass vum totale Statsbudget, dee mer an zwee Joer realiséieren. Dat wëlle mer awer net maachen. Mir wëllen elo net eis kuerzfristeg budgetär Problemer séier léisen, doduerch dass mer eppes maachen, wat déi spekulativ Vernunft engem no leet, mä mir wëllen e strategesche Partner an enger europäescher Gesellschaft mat engem europäesche Sozial-, Ëmwelt- a Gouvernancekonzept bleiwen, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg huet.

Net de schnelle Benefiss kann d'Regel vum Regierungshandele sinn, mä déi strategesch Ausriichtung vun de Lëtzebuerger, present als e gestaltenden Acteur am Gesamtaktionariat vun enger europäescher Gesellschaft, muss d'Regelwierk fixéieren, no deem d'Lëtzebuerger Politik sech muss deklinéieren.

Et geet heibäi ëm Lëtzebuerg, et geet heibäi ëm Europa. Déi zwou Saache si gläichméisseg wichteg. Wichteg fir dëst Land ass et, dass déi Aart a Weis, de Restrukturéierungsprozess vun der europäescher Sidérurgie ze gestalten, bäibehale gëtt, a gläichzäiteg dofir ze suergen, dass mat Sëtz zu Lëtzebuerg a vu Lëtzebuerg aus den europäesche Stolchampion esou ka säi Wierken, souwuel an Europa wéi och am Rescht vun der Welt, entfalen.

Duerfir wäerte mer eis och drëm beméien an deenen nächsten Deeg, wéi iwwregens och an deene leschten Deeg, a Gespréicher mat eise Kolleegen am méi noen Ausland, dofir ze suergen, dass déi Lissabon-Philosophie, déi sech jo soss duerch dee ganzen europäesche Prozess zitt, och hei am Beräich vun der europäescher Stolindustrie respektéiert gëtt.

Dofir reesen ech haut a muer no Paräis an no Bréissel, zesumme mam Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, deen zesumme mam Minister Luc Frieden déi éischt Deeg vun dëser Erausfuerderung mustergülteg bestridden huet, fir Gespréicher mam franséische Statspresident ze féieren, obschonn ech der och aus Afrika zwee mat him gefouert hunn, wéi mam belsche Premierminister ze féieren, mat deem ech och zweemol aus der malesescher Wüst telefonéiert hunn. Ech wëll och Gespréicher mam franséische Premierminister, mam franséische Finanz- a Wirtschaftsminister, mam flämeschen a mam wallounesche Ministerpresident esouwéi mam President vun der Europäescher Kommissioun féieren.

Ech kann, Dir Dammen an Dir Häre, mam allerbeschte Wëllen haut kee Versprieche ginn, dass mer an deem Moment, wou d'Lëtzebuerger an d'europäesch Stolindustrie op eng besonnesch Aart a Weis erausgefuerdert ginn, eis Interesse kënne bis zum Schluss integral duerchsetzen. Mä ech sinn determinéiert, esou wéi d'Regierung och, fir alles ze maachen, fir dass dat, wuerfir mer geschafft hunn an un dat mer gleewen, dat Lëtzebuergescht an dat Europäescht, doduerch erhale bleift, dass mer all Moyenen alignéieren, déi mer brauchen, fir déi hostile OPA ofzelehnen.

Ech kann net verspriechen, dass eis dat geléngt. Ech ka just verspriechen, dass mer alles wäerte maachen, fir déi lëtzebuergesch Plaz an der europäescher Sidérurgie esou ze erhalen, dass mer e strategesche Gestaltungspartner vun därselwechter bleiwen.

Wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, wat net datselwecht ass, wéi dass mer wëllen halen, wat mer hunn, da musse mer an der europäescher Sidérurgie eng Plaz behalen, déi eis et erméiglecht hei vu Lëtzebuerg aus determinant Elementer vun der Gouvernance vun de Gesellschaften, vun der sozialer Responsabilitéit vun de Gesellschaften, vun dem Erhale vun der Beschäftegung op eise Siten an op deenen anere Siten, déi haut déi vun der Arcelor sinn, also fir alleguer déi Elementer, déi eis wichteg schéngen, duerchzesetzen.

Cher Président, Mesdames, Messieurs, l'OPA de Mittal sur Arcelor nous inspire des préoccupations très vives. Celui qui veut construire, et celui qui veut construire avec d'autres, bien sûr doit construire non pas contre les autres, bien sûr doit bâtir non pas contre les autres, mais doit construire et bâtir avec les autres.

Le Gouvernement luxembourgeois, partenaire stratégique de la société Arcelor, et qui veut rester partenaire stratégique et non pas financier de ce grand champion de la sidérurgie européenne, n'est pas au courant et n'a pas été mis au courant d'un quelconque concept industriel qui pourrait nous apparaître comme pouvant être porteur.

Par conséquent, à cette OPA hostile nous opposons l'hostilité de ceux qui croient que l'industrie sidérurgique européenne a besoin de champions européens qui deviennent et qui restent de véritables leaders mondiaux dans le domaine de la sidérurgie. Par conséquent, il n'est pas dans l'intention du Gouvernement luxembourgeois, en l'absence d'un concept industriel national et européen qui nous paraîtrait convaincant, d'accompagner de façon positive et amicale l'offre publique d'achat que Mittal vient de lancer sur Arcelor.

Les Luxembourgeois dans leur ensemble et surtout les Luxembourgeois modestes, nous avons tous lutté, par les moyens classiques de la politique nationale, c'est-à-dire par l'alourdissement de la charge fiscale reposant sur tout un chacun, pour que la sidérurgie luxembourgeoise reste une réalité dans ce pays. Nous sommes devenus, après de multiples virages et après de nombreuses mises en cause, un partenaire stratégique du premier groupe industriel sidérurgique européen créé par la mise en commun des potentialités d'un groupe français, d'un groupe luxembourgeois et d'un groupe espagnol.

Nous n'avons pas à l'esprit le sens du lucre facile, de l'argent rapidement gagné. Nous voulons rester le partenaire stratégique luxembourgeois bien ancré dans un ensemble sidérurgique européen. Par conséquent, nous disons non à l'offre publique d'achat lancée par Mittal sur Arcelor. Nous restons bien sûr en contact avec les responsables de Mittal, que nous admirons pour ce qu'ils ont fait, que nous respectons pour ce qu'ils sont, mais nous voudrions qu'en retour nous soyons respectés pleinement et entièrement.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun a mir kommen dann zur Diskussioun heiriwwer. Déi eenzel Fraktiounen huele Stellung, sämtleche Fraktioune sti 15 Minutte Riedezäit zou. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Grethen, den Här Castegnaro an den Här Braz. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dem Här Statsminister wëlle Merci soe fir seng Deklaratioun, déi un Däitlechkeet näischt ze wënschen iwwreg gelooss huet, wéi hien dat am Ufank vu senger Ried gesot huet.

D'Offer vu Mittal Steel, fir Arcelor ze iwwerhuelen, schléit säit dem leschte Freideg héich Wellen zu Lëtzebuerg. Et ass eng onerwaarten Offer, et ass eng net ugekënnegt Offer, deemno eng feindlech Offer, déi op den Dësch geluecht ginn ass. Well d'Arcelor net iergendee Betrib zu Lëtzebuerg a fir Lëtzebuerg ass, a well den Här Mittal déi Reputatioun huet, déi en huet, gëtt dës Affär mat vill Passioun, awer och mat villen Ängschten a Viruerteeler diskutéiert.

Et ass eben anescht, wéi wann um Finanzmaart d'Lëtzebuerger Banke vun auslännesche Kreditinstituter geschléckt ginn a mat hiren Aktivitéiten normal virufueren. D'Bedeitung vun der Arcelor gëtt vu ville Lëtzebuerger esou ageschat, wéi wann et kéint ëm d'Liewegt goen. D'Arcelor, déi al ARBED, ass quasi e Synonym vun dem industriellen Erfolleg vun eisem Land. Méi nach: Si steet am Fong sënnbildlech fir den Opstieg vu Lëtzebuerg vun enger aarmer a schwaacher Agrarnatioun zu engem moderne staarke Stat, op deen uechter d'Welt gekuckt gëtt.

Dausende Lëtzebuerger Familljegeschichte si mat der Geschicht vun der ARBED verbonnen. Dosende Familljennimm, déi et virun honnert Joer zu Lëtzebuerg net gouf, sinn haut besonnesch am Süde vum Land gängeg Nimm vu Landsleit, deenen hir Virfahren, hir Grousspappen aus Italien an duerno aus anere Länner op d'ARBED schaffe koumen, well se do Aarbecht kruten. D'ARBED, haut Arcelor, ass e Stéck vun eiser Geschicht. Si ass e Stéck vun der individueller a Familljegeschicht vun zéngdausende Leit zu Lëtzebuerg. Si ass e Stéck Lëtzebuerg.

D'Arcelor vun haut ass awer net méi d'ARBED vu viru 50, 25 oder och nach virun zéng Joer. Aus der Lëtzebuerger ARBED ass déi multinational Arcelor als modern Kapitalgesellschaft ginn, vun där hirem Kapital 86% iwwert de Globus am Streebesëtz sinn. De Lëtzebuerger Stat ass ëmmer nach dee gréissten Eenzelaktionär mat 5,6% vum gesamte Kapital. D'Struktur vum Betrib huet geännert. Villes vu senger Philosophie, sengem Fonctionnement a senger sozialer Roll ass awer bei eis déiselwecht bliwwen. D'Arcelor ass en Traditiounsbetrib an der Systemlogik vum Lëtzebuerger Modell.

Virun e puer Wochen eréischt ass dee Mann gestuerwen, duerch deem seng historesch Mediatioun am Lëtzebuerger Stolsecteur de kooperative Modell, de Modell vum sozialen Dialog, definitiv institutionaliséiert gouf. De Schwäizer Professer Henri Rieben, e perséinleche Frënd vun e puer vun de Grënnungspäpp vun Europa, huet 1959 op d'Demande vum Statsminister Pierre Werner tëschent ARBED-Direktioun a -Personal vermëttelt. Dobäi koum eng Lounerhéijung vun engem Frang d'Stonn eraus, de sou genannte Riebenfrang. Zënterhier gëtt et e permanenten a konstante Sozialdialog am Stolsecteur zu Lëtzebuerg. D'Stoltripartite ass duerno eng Konstant vun de Lëtzebuerger Industrierelatioune ginn.

Wéi et bei der ARBED méi lues goung, wéi d'Stolkris gedroht huet, Lëtzebuerg a sengem wirtschaftleche Fundament ze erschütteren, gouf der ARBED vum ganze Land gehollef. Fir si gouf d'Solidaritéitssteier agefouert a vun alle Steierzueler am ganze Land bezuelt. D'ARBED, haut Arcelor, ass an den Ae vun de Leit am Land net nëmmen e Betrib, mä eng national Gréisst, fir déi vill Affer bruecht goufen, mä déi dem Land erlaabt huet, zu deem ze ginn, wat et haut ass.

Wa géint esou e Betrib eng feindlech Iwwernahmspropositioun formuléiert gëtt, da beonrouegt dat. Alles dat, wat d'Arcelor ass an d'ARBED war, ass Mittal Steel apparent net. Mittal Steel huet eng Produktpalette, déi eng aner Geschicht an eng aner Betribsstruktur huet. D'Famill vum Grënner hält bei Mittal Steel 85% vum Kapital an huet 97% vun de Stëmmrechter. Et ass e Familljebetrib, deen net mat engem bestëmmte Land verbonnen ass an deen de Ruff huet, marod Stolbetriber opzekafen an zu engem héije soziale Präis ze sanéieren. Ob dat am Detail esou ass, wéi et duergestallt gëtt, bleift nach ze beweisen.

Wa mer éierlech matenee sinn, da gouf et virum leschte Freideg ganz wéineg Leit, och heibannen, déi iwwerhaapt schonn eng Kéier vun deem Betrib héieren haten. Et soll een deemno net virveruerteelen, mä Tatsaach ass: Mittal Steel an Arcelor hu vun der Firmephilosophie hier, vun hirer respektiver Traditioun a vun hirer Struktur hier net vill mateneen ze dinn.

Nun ass et esou, dass de Kapitalmaart feindlech Iwwernahme kennt. Déi maachen op d'mannst als Offer och viru Lëtzebuerg net Halt, och wa jo nach net feststeet, ob dës Tentative duerchkënnt. Virun e puer Wochen huet d'Arcelor selwer eng feindlech Iwwernahm vun der kanadescher Dofasco probéiert an och duerchgesat. Et ass dëst zu Lëtzebuerg kaum, a wann dann éischter positiv zur Kenntnis geholl ginn.

Déi Offer, déi Mittal virgeluecht huet, ass déi, dass zu 75% soll aus Aktientausch an nëmmen héchstens 25% cash bezuelt ginn. Bei Arcelor an Dofasco war dat anescht. Et war eng reng cash-cash Operatioun un d'Aktionäre vum kanadesche Betrib. Ob Mittal deemno iwwerhaapt fäeg ass, am Fall vun engem dauerhaften Ustig vun den Arcelorsaktien, mat enger anstänneger Geldoffer nozezéien, bleift ofzewaarden.

Ob déi aktuell Mittal-Offer duergeet, fir eng Majoritéit vun Arcelorsaktionären dozou ze brëngen, hir Pabeieren ze verkafen, ass beim aktuelle Cours vun den Aktien och nach net gesot. Tatsaach ass, dass de Verwaltungsrot vun Arcelor unanime décidéiert huet, d'Offer vu Mittal zréckzeweisen, och – natierlech net nëmmen – well kee wierklech nozevollzéienden industrielle Projet virgeluecht gouf, esou wéi dat de Statsminister elo just ënnerstrach huet. Virun allem awer huet de Verwaltungsrot vun der Arcelor festgestallt, dass am Fong bal alles Arcelor a Mittal vuneneen trennt an ënnerscheet, amplaz dass besonnesch vill Gemeinsamkeeten oder Affinitéite géife bestoen.

Et ass elo an éischter Linn um Maart, un der Bourse, fir déi Décisiounen ze huelen, déi si an hir Acteure fir richteg halen. Un der Politik zu Lëtzebuerg an och deenen aneren europäesche Länner ass et, derfir ze suergen, dass, wann eng Iwwernahm sollt stattfannen, déi mer net wollten an déi mer och net wëllen, dëst ënnert deene beschtméiglechen Ëmstänn fir déi Beschäftegt vun der Arcelor a fir eist Land geschitt.

Mittal Steel huet a senger Pressematdeelung vum leschte Freiden eng Rei vun Aussoe gemaach, déi an dëser Hisiicht gepréift musse ginn. Esou wéilte se déi Beschäftegt vun der Arcelor behalen, an all Engagementer vum Betrib vis-à-vis vun hire Mataarbechter respektéieren. Si wéilten och e groussen Deel vun der Direktioun vun Arcelor an där neier Struktur iwwerhuelen, an dës op der Lëtzebuerger Bourse kotéiere loossen. Schlussendlech wéilt Mittal och gegebenenfalls säi globale Siège op Lëtzebuerg brëngen, wann dat steierlecht Ëmfeld géif stëmmen.

Dës Engagementer, wann et der da sinn, missten ëmmerhin als positiivt Element gewährt ginn. Den Här Mittal selwer huet gëschter an enger Pressekonferenz nach eng Kéier ënnerstrach, hie géif keng Betriber iwwerhuelen, fir se zouzemachen.

D'Arcelor, Dir Dammen an Dir Häre, huet verschidde Méiglechkeeten, fir sech enger feindlecher Iwwernahm ze widdersetzen. Esou kann d'gesellschaftlech Opkaf vun hiren eegenen Aktien de Cours esou héich halen, dass d'Offer vu Mittal net méi interessant ass. Mä kann d'Arcelor dat laang genuch, respektiv ka Mittal net weider mat senger Offer an d'Luucht goen, esou wéi d'Arcelor dat bei Dofasco gemaach huet? Arcelor kéint sech och vun enger oder vu méi vu senge Filialen opkafe loossen, oder duerch en anere Stolbetrib, mat deem eng Fusioun géif besser an d'Konzept passe wéi mat Mittal. Mä all dëst si Spekulatiounen.

Dat, wat sécher ass, dat ass, dass Arcelor muss handelen, an dobäi d'Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Politik a vun der Regierung brauch. Un der Regierung ass et, Mittal kloer ze maachen, datt Arcelor net just eng Trophäe ass, déi ee sech op engem industrielle Feldzuch duerch déi zersplittert Landschaft vum Weltstolmarché ka verdéngen. Dat soll net an de Medië geschéien oder duerch eng grondsätzlech negativ Bewäertung vum Betrib, mä an eeschte Gespréicher tëschent den Acteurë vun engem Virgang, deen, ob mer et wëllen oder net, dach am Wesentlechen e wirtschaftlechen ass.

Lëtzebuerg ass net d'Urkraine, Algerien oder Südafrika, wou grouss Deeler vum Mittal-Imperium stinn. An d'Arcelor ass keng bedürfteg Industrie an engem Entwécklungs- oder Transitiounsland, mä e weltwäit operéierende Konzern Lëtzebuerger Prägung mat senger ganzer finanzieller, sozialer an och kultureller Wierklechkeet.

D'Arcelor huet kee Keefer gesicht, a sicht och kee Keefer. D'Arcelor brauch och kee Keefer. Et kann duerchaus sinn, dass eng Majoritéit vun Arcelorsaktionäre wäerte fannen, si wiere bis op Weideres an hirer Investitiounsplanung besser bei enger onofhängeger Arcelor opgehuewe wéi an enger nach méi grousser Fusioun.

Dëse Message huet d'Arcelor-Direktioun an de Verwaltungsrot vun der Entreprise hiren Aktionäre vermëttelt. An et ass e Message, deen d'Lëtzebuerger Politik kann a muss matdroen. Ultimativ läit d'Entscheedung awer bei den Aktionären. Et ka keng Nationalpolitik dës Iwwernahm duerch politesch Décisiounen definitiv verhënneren. Et wäert och kaum e Regulateur wéinst konkurrenzpolitesche Grënn d'Iwwernahm blockéieren. Mittal huet keng wierklech relevant Maartpositioun an der Europäescher Unioun. An Arcelor huet där keng do, wou Mittal se huet. Och déi gemeinsam Leeschtung vun deenen zwee Betriber wier deemno wettbewerbsrechtlech akzeptabel, well geographesch genuch gestreet.

D'Arcelor stellt sech hiren eegenen Aussoen no op eng Ausenanersetzung an, déi kéint véier bis sechs Méint daueren. Während dëser Zäit ass et eis Flicht, derfir ze suergen, dass an allen Eventualitéiten d'Intérête vun de Beschäftegte vun der Arcelor gewährt sinn, an dass eisem Land a senger wirtschaftlecher an industrieller Struktur kee Schued entsteet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir dass kee Malentendu kann

opkommen, no deenen Explikatiounen, déi de Statsminister am Numm vun der Regierung hei der Chamber ginn huet an domadder dem Land, wëll ech fir meng Partei, fir meng Fraktioun ënnersträichen, dass mir honnertprozenteg an dësem Dossier hannert der Regierung stinn, an hannert där Linn, déi de Statsminister hei am Numm vun der Regierung développéiert huet. Et däerf an dëser Fro keen Zweifel bestoen, dass déi politesch Acteuren hei zu Lëtzebuerg un engem Strang zéien. Hei däerfe mer, hei kënne mer eis net dividéiere loossen.

A wann een déi Offer, déi jo fir Eenzelner wéi en Donnerwieder iwwert d'Land gaangen ass de leschte Freide vun der Entreprise Mittal, kuckt, da stellt ee fest, dass zwou verschidde Kulturen openee prallen: Op där enger Säit e Grupp wéi Arcelor, deen e Grupp ass, dee laangfristeg denkt, dee laangfristeg agéiert, dee sech aschreift an den Développement durable, deen eis alleguer um Häerz läit, an op där anerer Säit e Grupp, deen no Opportunitéite funktionéiert an dee kuerzfristege Profit privilegiéiert par rapport zu laangfristegen Investissementer.

Wann ech Aktionär wier vun der Arcelor, da géif ech mer et méi wéi eemol iwwerleeën, ob ech géif déi Offerte do unhuelen oder net, wann ech weess, dass ech op där enger Säit als Aktionär Matpropriétaire vun engem Betrib sinn, dee laangfristeg opgestallt ass, an op där anerer Säit Petit actionnaire minoritaire. Ech wëll elo de Baron Frère zitéieren, dee gesot huet: «Petit actionnaire minoritaire, petit con, grand actionnaire minoritaire, grand con».

(Hilarité)

Ech wéilt op alle Fall beim Här Mittal am Boot net zu de Conë gehéieren.

Wéi Arcelor gegrënnt ginn ass aus der Fusioun vun dräi europäesche Stolgruppen – oder zwee, wéi och ëmmer een et wëllt kucken –, do loung eng Strategie um Dësch, do wousste mir, déi am Ufank an der Regierung skeptesch waren, awer wat geplangt wier. A mir hunn dat a ville Gespréicher am Virfeld vun der offizieller Annonce vun deem Zesummegoe kënnen iwwerpréifen.

An d'Intérête vun eisem Land si bei där Fusioun – däerf ech dat ënnersträichen als ee vun deenen, déi deemools mat bedeelegt waren – op eng exemplaresch Aart a Weis respektéiert ginn. Net nëmmen, well de Siège hei zu Lëtzebuerg war vun deem neien Ensembel, net nëmmen, well mer Garantië kruten, wat d'Abannen och vun de Mataarbechter an déi nei Décisiounsstrukture wieren, mä ganz besonnesch och, well mer Garantien haten iwwert déi laangfristeg Ofsécherung vum Stolstanduert Lëtzebuerg duerch déi Investissementer, déi d'Arcelor gemaach huet.

A wann de Statsminister hei elo gesot huet, dass hien haut de Moie mam Minister Krecké a mam Minister Frieden déi Entrevue mam Här Mittal hat, da koum et do net zu der Presentatioun vun enger Strategie. Do weess ee just, dass den Här Mittal a seng Famill gäre géifen d'Majoritéit oder 100% vun Arcelor opkafen. Mir kenne kee Konzept, mir wëssen net, wat sinn d'Stäerkten a wat sinn d'Schwächten, wat sinn d'Opportunitéiten, mä wat sinn awer och d'Geforen, déi aus dësem Projet fir Lëtzebuerg entstinn, an duerfir ass déi Skepsis, déi ee vis-à-vis vun där Offerte huet, méi wéi berechtegt.

Här President, am Joer 2000 an 2001, wéi Arcelor entstan ass, wousst ee vun Ufank un, dass dee Konzern eng Achillesfers hätt, an dat war d'Absence vun engem Noyau dur vun Aktionären. Lëtzebuerg, d'Land als dee gréissten individuellen Aktionär, an do derniewent déi flammänesch Regierung an déi wallounesch Regierung an och nach de Grupp Aristrain an d'Personal, d'Mataarbechter vum Konzern waren déi Eenzeg, déi fest dostoungen. An duerfir sinn och schonn deemools an d'Statute vun Arcelor Dispositiounen erageschriwwe ginn, fir sécherzegoen, dass ee wéisst, wien Aktionär wier, fir sécherzestellen, dass kee kéint esou still, leis und heimlich d'Majoritéit kréien oder en Actionnaire de référence ginn.

An deene Statuten, wann Der lech déi ukuckt, Här President, da stellt Der och fest, dass zum Beispill eng Dispositioun dran ass: Wann ee méi wéi 25% vun den Aktien huet, muss deen deenen aneren Aktionären eng Offerte maachen, fir déi reschtlech Aktien ofzekafen. Dat war eng vun deene Mesuren, déi deemools scho virgesi gi sinn. Gläichzäiteg oder parallell dozou ass am leschte Joer och vun der Arcelor-Generalversammlung décidéiert ginn, dass d'Aktien alleguer missten nominativ sinn.

Dat ass elo an de Statuten. Mä et ass an dëser Situatioun – wou een higeet an e seet: „Ech kafe sämtlech Aktien." –, wou déi Moyens de défense ze kuerz gräifen. An duerfir, Här President, sinn ech der Meenung, dass et urgent ass an dass et wichteg ass, dass mir esou séier wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg och eng Rei europäesch Direktiven ëmsetzen.

Däerf ech drun erënneren – an de Kolleeg Ben Fayot huet dat an enger Question parlementaire récemment gemaach –, dass mer an der Flicht sinn, fir d'Gesetzgebung iwwert d'OPAe bis den 22. Mee 2006 ëmzesetzen?!

Ech weisen dorobber hin, well gëschter an der Pressekonferenz vun Arcelor zu Paräis dat schonn eng vun de Froe war, déi vun engem Journalist opgeworf gi sinn, a well et e Problem ass, deen eng gewëssen Insécurité juridique ka mat sech bréngen, en l'absence vun esou enger Gesetzgebung.

Datselwecht gëllt awer fir d'Sociétés européennes. Dat huet zwar näischt an dësem Zesummenhang mat dëser Operatioun ze dinn, mä ech wier och frou – an do ass d'Chamber gefuerdert –, wann d'Gesetzgebung iwwert d'Sociétés européennes esou séier wéi méiglech géif ëmgesat ginn.

Une voix.- Gläichfalls.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Mä elo sti mer virum Choix, mir als Land, well eis Aflossméiglechkeeten, iwwert dat Sentimentaalt eraus, si relativ kleng. Selbstverständlech muss ee wierklech – wéi soll ech soen? – ënnerstëtzen, dass de Statsminister mat all deene Concernéierten, mat de Regierungschefen aus all deene concernéierte Länner an Europa Kontakt ophëlt, fir eng gemeinsam Attitüd eventuell auszeschaffen. An Arcelor selwer huet dat jo och gesot: „Vun de Politiker wënsche mir eis déi moralesch Stäip an dësem Match. De Rescht musse mir selwer maachen."

An et ass un de Verantwortleche vun Arcelor – an ech sinn iwwerzeegt, dass si dat wäerte fäerdeg bréngen –, fir d'Marchéen ze iwwerzeegen, dass et mëttel- a laangfristeg besser ass, Aktionär vun der Arcelor ze sinn, wéi Aktionär vu wuel deem weltgréisste Stolkonzern op der Welt, mä trotzdeem dann an engem Grupp, deen net déi Strategien, net déi Visiounen deelt, déi bei Arcelor Gültegkeet hunn.

Här President, meng Fraktioun ënnerstëtzt d'Regierung an hirer Attitüd fir hei eng positiv Haltung anzehuelen, déi moralesch Ënnerstëtzung dem Management vun Arcelor ze ginn, an d'Décisioun och, fir net e kuerzfristege Profit aus der Vente vun Arcelorsaktien ze maachen, och wann dat kuerzfristeg elo géif eng Milliard Euro an d'Statskeese spullen. Mir hunn ze vill Efforten an der Vergaangenheet gemaach, fir eis esou bëlleg aus der Verantwortung ze schläichen.

Mä, Här President, déi endgülteg Verantwortung, déi endgülteg Décisioun an dësem Dossier, déi hëlt de Marché. A wann een Aktionär ass a Kalifornien, e Pensiounsfong a Kalifornien, deen ass éischter geneigt, um kuerzfristege Profit interesséiert ze si wéi un enger laangfristeger Politik. Et ass duerfir wichteg, dass déi Verantwortlech vun Arcelor mat eiser Ënnerstëtzung d'Marchéen iwwerzeegen, net an déi Richtung ze goen.

D'Lëtzebuerger Regierung – dat huet de Statsminister gesot –, mä iwwer si eraus och anerer, meng Partei, stinn an där Strategie hannert dem Management vun Arcelor.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorablen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

Den Här Minister Frieden freet d'Wuert. Entschëllegt ee Moment, Här Castegnaro.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, opgrond vun der Interventioun vum honorablen Här Grethen iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv OPA wollt ech d'Chamber als Justizminister informéieren, datt mir, onofhängeg vun de rezenten Evénementer, zënter enger Zäitchen un deem Gesetzesprojet schaffen, an datt et d'Intentioun vun der Regierung ass, fir dëse Projet an deenen nächste Wochen am Parlament ze déposéieren.

Mir hunn ëmmer gemengt, datt et gutt wär, am éischten Trimester 2006 déi Direktiv ëmzesetzen. Den Här Grethen huet drun erënnert, datt de leschten Délai, fir d'Direktiv ëmzesetzen, de Mee ass, an duerfir sinn déi Aarbechten iwwert déi lescht Méint gelaf a si quasi ofgeschloss. Mir hoffen dann och, datt d'Parlament dës Direktiv an deen domat zesummenhängende Gesetzesprojet an deenen nächste Woche kann diskutéieren an zur Ofstëmmung bréngen, fir datt déi prozedural Froen, déi virun allem an där Direktiv gekläert ginn, och hiren Nidderschlag an der Lëtzebuerger Gesetzgebung fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir déi Informatiounen.

Dann huet elo den Här Castegnaro d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bravo dem Statsminister fir seng Interventioun, déi een honnertprozenteg kann a muss ënnerstëtzen! An och d'Virriedner, déi elo geschwat hunn, hu Saache gesot, mat deenen ee kann absolut d'accord sinn.

Ech wäert mech ustrengen, eng gutt Ried ze halen. Ech weess net, ob se intelligent ass; si wäert sécherlech haart ginn, wéi ëmmer, vläicht och e bësse laang, mä si wäert mat Iwwerzeegung sinn an och gedroe vum ale Syndikalist, deen an där Branche do vill materlieft huet an alt gehollef huet, en Deel dozou bäizedroen.

Ech wëllt nëmmen ënnersträichen, dass effektiv déi Virgeschicht, déi grouss Fusioun vun 2001-2002 vun ARBED, Aceralia an Usinor eng ganz aner Entwécklung kannt huet. De Statsminister huet vun der Virinformatioun vun der Regierung geschwat. Ech kann och soen, dass geneesou d'Gewerkschafte virinforméiert, ëm hire Rot an hir Wënsch gefrot gi sinn, an d'Resultat dovun ënner anerem d'Matbestëmmung am Verwaltungsrot ass, obwuel se legal guer net noutwendeg ass.

Da soll een och ënnersträichen, dass 2002 eis Leit, déi an der Sidérurgie geschafft hunn, Angscht hate virun deem, wat geschitt ass. Si hunn awer geléiert, dass et och kann aneschters sech entwéckelen, positiv. Trotz Lux-2006-Restrukturéierungen an engem gewëssenen Ofbau hu mer hei zu Lëtzebuerg modernste Stolstanduerter, an déi investéiert gouf an an déi och nach weider investéiert gëtt.

Dat nëmme kuerz zum Historique, fir zum eigentlechen Thema ze soen, dass mer mat deem Thema haut net nëmmen iwwert d'Zukunft vun Arcelor schwätzen, mä och iwwert déi industriell Zukunft vun dësem Land, déi um Spill steet, wann dat do géing schif goen – wat mer net gleewen.

Och wann dat, wat de Moment geschitt, net direkt vergläichbar ass mat der Stol- an der Weltwirtschaftskris vun Enn de 70er Joren, da gläicht sech dach eppes, nämlech dat vun der Zukunftsfro vun eiser Stolindustrie: Wéi geet et weider? Mir wëssen, dass, wann et schif geet, direkt an indirekt dausende vun Aarbechtsplazen um Spill stinn. Duerfir hunn zënter e Freideg vill Mënschen an der Stolindustrie an ëm d'Stolindustrie Angscht. Si sinn onroueg. Et geet ëm hir Existenz an ëm déi vun hire Familljen.

Mä et geet ëm héichkaräteg Industrieaarbechtsplazen, haut an der Stolindustrie, mä och muer an iwwermuer – eng vun deene wéineg groussen Industien, déi et nach hei gëtt, déi awer Magnéitwierkung huet fir d'Usiedlung vun anere Betriber, an duerfir geet et eben ëm déi industriell Zukunft vum Land, déi hei mat a Gefor geréit, an déi souwéisou op engem Minimum ukomm ass, wann een d'Bedeitung vun der Industrie an eiser ganzer Ekonomie haut gesäit.

De Message, de Signal vun dësem Parlament – an dat war jo och bis elo de Fall – muss kloer sinn. Et muss esou e Signal sinn, dass och den Här Mittal an och seng Famill verstinn, wat mer wëllen oder net wëllen. Ech soe kloer an däitlech fir meng Partei, mä ech mengen, fir eis alleguer: Mir wëllen den Här Mittal a seng Famill weder zu Lëtzebuerg, nach an der Arcelor an och net an Europa, well mer wëssen, dass dat fatal Konsequenze kann hu fir eis alleguer, eben aus deem Grond, wéi et hei scho gesot ginn ass, dass grondverschidde Kulturen openee stoussen.

D'Konsequenze riskéieren dramatesch ze sinn. Et riskéiert éischtens, eng Desinvestitiounswell anzetrieden. Eis Standuerter, déi haut modern sinn, kënnte kuerzfristeg ausgeblutt ginn, an dann délocaliséiert ginn, dohinner, wou et méi bëlleg ass, wou de Benefiss nach méi grouss ass.

Zweetens, de Modell Lëtzebuerg géing ausgehielecht ginn. D'Tripartite géing ofgeschaaft ginn, an domat och dat, wat mer eis eruerwert hunn: d'Beschäftegungsgarantie, d'Akommesgarantie, d'Matbestëmmung vun eise Belegschaften an där Lëtzebuerger Stolindustrie.

Dréttens, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och aner Standuerter an Europa géinge leiden, well déi Wäerter, déi d'Arcelor huet, déi feste Bestanddeel vun hirem Fonctionnement sinn, och do ausgehielecht ginn an iwwerholl gi vun engem Familljebetrib nom Modell „Mittal", dee ganz aner Prioritéiten huet wéi déi, déi e Konzern Arcelor huet.

Mä op där anerer Säit – an duerfir soll een déi Wäerter an de Virdergrond stellen: Déi Wäerter vun der Arcelor sinn, éischtens, en héijen Ëmweltstandard, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä iwwerall, wou se sinn; zweetens, déontologesch Accorden, déi en internen Ëmgang vun der Belegschaft mat hirem Management an ëmgedréint regelen; dréttens, Matbestëmmung a Sozialdialog als e feste Bestanddeel vun der Arcelor-Kultur; a véiertens, nieft munchem anerem, héich Standarden insgesamt, mä besonnesch als absolut Prioritéit d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz.

Wann ech gesot hunn, net nëmmen dat géing um Spill stoen, da mengen ech e ganze Rateschwanz vun anere Risiken. Ech wëll se nëmme kuerz opzeechnen: Gëtt et nach eng CFL-Cargo, wann den Här Mittal dee Match gewënnt? Wat geschitt mat de Frichë vun der ARBED? Wat geschitt mat den Terrainen, déi der ARBED gehéieren?

Dat sinn eenzel Beispiller nieft aneren, déi ee kéint nennen, mä si maache kloer, firwat ech gesot hunn, mir wëlle Mittal Steel net hei am Land an net am Arcelor-Konzern gesinn. Mir wëllen och net, dass Arcelor géing iwwerholl ginn. Och duerfir, léif Frënn, well Arcelor en europäesche Projet ass, en europäesche Modell ass, well et e Modell ass, deen opbaut op enger europäescher Industrie-Kultur, a well europäesch Wäerter an deem Modell matverschafft ginn.

Et gëtt nach en anert Beispill wéi Airbus, fir nëmmen dat ze nennen. Dee Modell muss dach eng Zukunftschance behalen, och am Kader vun där sou genanntener fräier Marktwirtschaft, an an deem Kader eben och dem europäesche Sozialmodell, deen Téitsche genuch huet, mä deen hei eng weider déck Bëlz géing kréien, vun där een d'Auswierkungen nach net ofschätze kann.

Ech wëll och hei iwwert d'Lissabon-Strategie schwätzen. D'EU – och de Statsminister huet dervu geschwat – mécht nach ëmmer grouss Werbeaktioune fir d'Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie. Ech erwaarde vun der EU-Kommissioun a fuerdere se dozou op, dass se sech hei positiv zu Wuert mellt. Well, wann d'EU-Kommissioun hei net d'Positioun fir en europäesche Modell, fir Arcelor bezitt, da sinn dat Seefeblosen, da sinn dat Loftblosen – alles, wat gesot gëtt iwwer Lissabon, a wat mat Lissabon wëllt erreecht ginn. Do mussen a sollen also Reaktioune kommen.

Mir brauchen d'Ofsécherung vum europäesche Modell als eng Alternativ zum Kapitalismus pur, dee sech an där globaliséierter Well op eng onverschämt Aart a Weis breet mécht a rücksichtslos virgeet bei der Kommissioun zu Bréissel. Ech weess, dass de Statsminister och do Gespréicher féiert. Bei der Kommissioun zu Bréissel besteet Handlungsbedarf am Sënn vun Europa, an domat am Sënn vun der Arcelor.

Et ass also och eng Fro vun der Glaubwürdegkeet. Mir hunn hei vill iwwert d'EU-Verfassung geschwat, an alles dat, wat ee sech vun där Europäescher Unioun kënnt erwaarden. Hei gëllt et, déi richteg Akzenter ze setzen.

Ech hunn d'Lissabon-Stategie ugefouert. Et kënnt ee vu Bolkestein schwätzen, där sou genanntener Bolkestein-Direktiv, déi jo erëm eng Kéier munches a Fro stellt, an déi éischter den Torpedo-Kapitalismus riskéiert ze ënnerstëtzen, wéi dass se Berouegung géing bréngen, well se eigentlech Risiko innerhalb vun der Europäescher Unioun schaaft statt Rou an Uerdnung. Si gëtt och dem Profit de Virraum statt der Aarbecht, der sozialer Ofsécherung an anstännege Loun- an Arbechtskonditiounen.

Ech soen dat: Alles hänkt iergendwou zesummen, a mat all deem hänkt zesummen de Risiko vun der Délocaliséierung, den Ofbau vun Aarbechtsplazen, Entloossungen, Mindestkonditiounen, a schlussendlech Massenaarbechtslosegkeet.

Ech begréissen et ausdrécklech, dass d'Lëtzebuerger Regierung am Dossier Arcelor de politesche Leadership iwwerholl huet, net nëmmen hei am Land, andeem se sech haut op déi Aart a Weis, déi begréissenswäert ass, zu Wuert gemellt huet, mä eben och an all deene Länner, déi zu de Grënner

vun der Arcelor gehéieren, an deene Länner, wou Arcelor eng Presenz huet. Mat deem Leadership geet et jo drëm, dass d'Politik sech iwwerhaapt zu Wuert mellt, Positioune bezitt, och wa mer wëssen, dass d'Aktioun vun der Politik – an et ass haut de Mëtteg scho gesot ginn – limitéiert ass, well et schlussendlech d'Aktionäre sinn, déi dat lescht Wuert hunn.

Ech begréissen och, dass d'Lëtzebuerger Regierung de Leadership an där europäescher Dimensioun matiwwerhëlt. An ech soen nach eng Kéier: Do sinn déi Beispiller, déi entweder Vertraue schafen oder den Onmutt vis-à-vis vun enger europäescher Konstruktioun héchstens nach méi grouss maachen.

Wann dat heite schif geet, léif Frënn, wat ech ëmmer nach net hoffen, da gi mer e Vull fir d'Kaz. Europa gëtt e Vull fir d'Kaz, well souwuel ënne wéi vu baussen all Mënsch sech dann dat kann accaparéieren, mat deem e Geld verdéngt an net méi déi sozial Responsabilitéit brauch ze iwwerhuelen. Dat ass den Asaz, ëm deen et geet. D'Schluecht ëm Arcelor ass elo amgaangen!

Positiv ass déi honnertprozenteg Astellung vum Verwaltungsrot, fir d'Arcelor ze schützen a fir hir Zukunft ze sécheren. D'Arcelor huet e gudden Dossier. Se huet Strategien entwéckelt, déi net hei zur Debatt sollen a däerfe stoen, net op der Place publique, mä duerfir sinn d'Arcelor an hire Management zoustänneg. Loosse mer dervun ausgoen, dass se sech an deem Sënn duerchsetzen.

Mir wëssen, dass de Kapitalismus eng riseg Spillwiss mat eegene Regelen ass. Déi Regele muss een nopréiwen an do muss ee kucken, ob een all dat, wat d'EU op hire Fändel geschriwwen huet, Reglementer an aneres, ob een dat kann, soll, muss zum Asaz brëngen, fir dat doten ofzewieren an net schlussendlech esou do ze stoen, wéi wann dat alles nëmme Soen a Makulatur wier, mä et muss, wéi gesot, Uwendung fannen.

Ëmmer erëm hunn d'Aktionären dat lescht Wuert, an d'Aktionäre wäerten esou oder esou, egal wéi dee Match ausgeet, zu de Gewënner gehéieren. Entscheedend ass awer, dass de Gewënn bei der Arcelor ass, an dobäi bei de Standuerter a bei de Belegschafte vun der Arcelor.

Den Här Mittal ass ee vun de räichste Männer vun der Welt, an hie wëllt nach méi räich ginn a sengem Modell an duerch säi Modell. Duerfir wëllt hie jo Arcelor schlécken. Duerfir mécht hien och keen Zweifel a keen Hehl draus, dass hien, wann hien da réusséiert, no där OPA eleng d'Majoritéit, eleng d'Soen an deem neie Mittal-Konzern huet.

Ob dat en iwwerliefte Modell ass, dat ass him schlussendlech egal, hie verdéngt vill Geld domat. Eis kann et net egal sinn, mir si fir dat modernt Konzept, fir dee moderne Modell, deen Arcelor entwéckelt huet, a wou d'Interesse verdeelt sinn: d'Belegschaft, d'Standuerter, d'Aktionären. An dat ass dat, wou et drëm geet; dat ass dat, wat an där neier Gouvernance entscheedend ass.

Den Här Mittal huet viru Méint ugekënnegt, dass hien a sengem Konzern 45.000 Leit misst entloossen, fir e modern a rentabel ze maachen. An der Tëschenzäit, mengen ech, wier hien éischter bei iwwer 60.000 Leit, no deene leschten Opkeef, déi hie gemaach huet.

Soll d'Arcelor dat elo bezuelen? Oder soll dat, um Beispill vum Dofasco-Versprieche vum Här Mittal un ThyssenKrupp, de Präis sinn, deen hien dann eranhëlt, fir déi OPA hei ze finanzéieren? Iwwregens ass d'Dofasco am Endstadium eng frëndlech Iwwernam an net méi eng feindlech gewiescht – ech wollt dat mengem Kolleeg Wolter just nëmme soen. Wat feindlech am Ufank war, ass frëndlech ginn, mä mat Geld kann een d'Leit jo och ganz schnell ëmstëmmen.

Den Här Mittal huet gëschter...

(Interruptions diverses)

Mir versichen dat jo ze verhënneren.

Den Här Mittal huet gëschter zu Paräis an haut hei zu Lëtzebuerg villes versprach. Elo gehéiere mer jo net zu där Zort, déi blauäugeg ass. Den Här Mittal huet gesot, hie géing Betriber kafen, net fir se zouzemaachen. An do gëtt et tëschent Theorie a Praxis e risegen Ënnerscheed. Ech weess – net well ech am Verwaltungsrot vun der Arcelor sinn, well do stoung dat nach ni zur Debatt –, mä ech weess, dass deeselwechten Här Mittal, andeem hien am Dezember méi wéi sécher déi OPA virbereet huet, och scho Weeër ageleet huet, fir seng Lëtzebuerger Firma, d'STFS, dat heescht dee Betrib zu Schëffleng, wou hien Droteise produzéiert, zouzemaachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, den Här Mittal beweist also do, dass en net no deem, wat hie seet, handelt. Wann den Här Mittal Enn Dezember seet, hie wëllt Schëffleng zoumaachen, dann ass dee Betrib elo net zou, well zu Schëffleng dem Mittal 75% vun der Gesellschaft gehéieren an der Arcelor 25%. A wann hie wëllt zoumaachen, dann net, well et e schlecht Produkt ass, wat zu Schëffleng gemaach gëtt – d'Qualitéit ass gutt –, mä well hie festgestallt huet, dass hien duerch d'Zoumaachen an dat Anerwäerts-Produzéieren nach e puer Euro méi op der Tonn verdénge kann.

Dat ass déi batter Realitéit, mat där een ze dinn huet! An dat ass déi Realitéit, där ee muss an d'A kucken an déi ee muss vis-à-vis stelle vu Verspriechen, déi schnell gemaach sinn, déi awer duerno, wann alles gelaf ass an et huet een d'absolut Soen, aneschters kënnten ausgesinn.

Wann den Här Mittal dat do duerchzitt, dann hunn 150 Leit mat ARBED-Statut hir Plaz verluer an nach 80, déi zu Longwy eng nei Schaff an där Schmelz fonnt hunn; gläichzäiteg also 230 Leit, nodeem d'Produktioun an de leschte Jore vu 670.000 Tonne schonn op 415.000 Tonne reduzéiert ginn ass. A wann hien dat duerchzitt, dann ass och d'Iwwerliewe vu Gandrange hei vir a Frankräich mat a Fro gestallt, well déi d'Virprodukt liwweren. Mat ewech fält natierlech och d'SNCF, déi déi Produkter vu Gandrange op Schëffleng a vu Schëffleng op Gandrange féiert. Fir nëmmen ze soen: Den Här Mittal huet eis jo eigentlech schonn d'SNCF och an d'Land erabruecht, och dat war am Endeffekt eng Präisfro.

Dat ënnerscheet erëm eng Kéier e Konzern wéi sengem vun engem Konzern wéi Arcelor, wou aneschters gehandelt gëtt. Mä dat do ass net vertrauensbildend, dat muss engem Angscht maachen, dat muss engem ze denke ginn. An duerfir halen ech perséinlech näischt dovun, wa mer versprach kréien, den Headquarter géing op Lëtzebuerg kommen, awer nëmmen, wann d'steierlecht Ëmfeld da gutt wier. Den Här Mittal wäert, wann hien dann – wat ech nach ëmmer net hoffen – hei ass, lues awer sécher déi Lëtzebuerger Betriber ausbludden, d'Geld an d'Täsch stiechen a senger Wee goen.

Am Contraire dozou wëll ech haut gesot hunn, virun e puer Méint – dat ass kengem opgefall – huet d'Arcelor de Betrib Giebel zu Diddeleng iwwerholl, deen d'Affer vun enger Faillite, scho bal enger frauduleuser Faillite an Däitschland ginn ass. D'Arcelor huet en och op Wonsch vun de Gewerkschaften, och am Interesse vum Personal iwwerholl. Dat ass den Ënnerscheed vun de Kulturen, vun där enger zu där anerer. An ëm déi Kulture geet et. An et ass déi, fir déi mer eis asetzen.

Ech si frou iwwert d'Aussoe vum Statsminister, wat déi staatlech Bedeelegung ubelaangt. Et stëmmt, et kënnt ee mat Liichtegkeet dëse Moment eng Milliard Euro verdéngen. Et kann een och dovun ausgoen, dass, wann een dat net mécht, dass ee vläicht herno nach 2,4% an der Mittal-Grupp huet, awer souwisou iwwerhaapt näischt méi ze soen huet. Et kann een och dovun ausgoen, dass, wann de Lëtzebuerger Stat sech falsch behëlt, dat wéi e Verrot um Lëtzebuerger Land an e Verrot un de Stolbelegschafte géing interpretéiert ginn.

Ech sinn duerfir der Meenung, de Stat muss do d'Staang riicht halen, fir eben déi positiv Signaler ze ginn a mat drun ze gleewen, dass een dee Match do gewanne kann an dass ee sech net mat eidele Verspriechen elo zefridde gëtt, déi sech herno ganz aneschters kënnten auswierken.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech hunn där Deeg gesot, den Här Mittal huet en décke Kuch gebak an all deene Jore mat ville Loftblosen, an hie wëllt iwwert d'Arcelor Korinthen an dee Kuch do erakréien, mä op Käschte vun der Arcelor a vun eis alleguer. Duerfir muss dee Widderstand, deen opgebaut gëtt, e reelle Widderstand sinn, well et ëm d'Zukunft vun der Stolindustrie zu Lëtzebuerg geet, net nëmmen, mä och ëm eis industriell Zukunft, ëm d'Zukunft vu ville Mënschen. Den Dossier ass gutt. D'Solidaritéit ass grouss, a mir hate se an den 80er Joren, fir dee Betrib ze retten. „Mir hunn déif an d'Täsch gegraff", huet de Statsminister gesot. Virun allem d'Stolbelegschaften hunn och geblutt an Affer bruecht. Elo gëllt et un engem Strack ze zéien.

Schlussendlech, léif Frënn, wëll ech ofschléissend soen: Jiddferee vun eis ass iwwert de Stat Aktionär bei der Arcelor, duerfir geet et eis alleguer eppes un.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass schonn eng ongewinnten Diskussioun, déi mer haut féieren, well et jo net üblech ass, dass d'Chamber sech amëscht an d'Liewe vun der Wirtschaft an där dote Form. Eise Rôle ass et als Parlament, ze encadréieren, d'Spillregele festzeleeën, och iwwert d'Gesetzer, an net selwer als ekonomeschen Acteur opzetrieden.

Elo si mer awer an enger anerer Situatioun. Sämtlech Fraktioune sinn elo amgaang, sech aktiv an eng ganz wichteg Wirtschaftsdebatt mat anzemëschen. Dee Fait ass aussergewéinlech genuch. Mir mengen awer och als gréng Fraktioun, dass et normal ass, dass mer haut hei an der Chamber doriwwer diskutéieren.

Och wa mir als Gréng Partei an als gréng Fraktioun bestëmmt hei am Land ee vun deenen, wann net vläicht déi waren, déi an all deene Joren ëmmer kritesch och ware mam Grupp Arcelor, well mer kritesch och wollte sinn op deene Punkten, wou ee muss Kritik üben, notamment wann et ëm Ëmweltstandardë geet, wann et och deelweis ëm Sozialstandarde gaangen ass, esou si mer haut awer och an der Situatioun, dass mer e Choix hunn, e Choix, dee mer gesat kréien tëschent deem Modell, deen zu Lëtzebuerg mat der Arcelor, a mat der ARBED virdrun, zënter Joren a Jorzéngte fonctionnéiert, an engem anere Modell.

A wa virdrun d'Wuert zweemol gefall ass, dass den Här Mittal eng aner Kultur soll hunn, da mengen ech, solle mer soen: Hien huet eng aner Betribskultur. Dat soll keng Uspillung sinn op en anere Kulturkrees! Dem Här Mittal säi Grupp huet eng aner Betribskultur. Et ass och dat, wat eis hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, soll Suerge maachen.

Mir mengen awer och, datt mer als gréng Fraktioun, an dat wëll ech virausschécken – esou hu mer dat e Samschden op dem Kongress vun der Grénger Partei gesinn, deen zoufälleg e Samschden zu Esch war –, elo schonn der Regierung sollen eis Ënnerstëtzung ausschwätze fir déi Démarchen – an et sinn der vläicht net esou vill –, mä fir déi Démarchen, déi se kann ënnerhuelen an dëser Matière. Mir mengen nämlech, dass et net egal ass, ob d'Lëtzebuerger Regierung an deem heiten Dossier matschwätzt, wëssend datt schlussendlech de Maart wäert décidéieren, esou wéi de Maart beispillsweis och décidéiert huet bei der Reprise vun der Arcelor vum kanadesche Grupp Dofasco. Och do huet de Maart décidéiert, an et ass, wéi den Här Wolter et virdru scho gesot huet: Dat huet hei am Land zu wéinege Kommentaren Ulass ginn.

Mir mengen awer, wann ee virdrun dem Här Statsminister gutt nogelauschtert huet, dat, wat een haut ka soen, ass, dass seng Interventioun sécherlech net berouegend war. Och wann den Här Statsminister opgrond vun de Gespréicher, déi hien de Moie gefouert huet, eis hei vum Contenu hier ganz wéineg, fir net ze soen näischt huet soe wëllen oder kënnen, esou ass et awer kloer, dass dem Statsminister seng Interventioun net berouegend war. Et huet een aus senge Wierder, mengen ech, schonn eraushéieren, dass dat, wat elo amgaang ass, eng oppen Issue huet an dass et absolut net kloer ass, wéi et wäert ausgoen, an dass eben och an deem heite Fall wéi am Fall Dofasco schlussendlech de Maart décidéiere wäert.

Den Här Mittal, deen elo an deene leschten Deeg fir déi meeschte Lëtzebuerger e Begréff ginn ass, ass och kee Monster. Et ass e Mann – de Statsminister sot et och schonn –, deen eng perséinlech Leeschtung opzeweisen huet, déi zumindest bemierkenswäert ass. Wat dee Mann u Räichtum an deene leschten zwee Jorzéngten accumuléiere konnt, dat ass schonn eng Leeschtung, déi bemierkenswäert ass.

Et kann een dee Mann elo net esou duerstellen, wéi wann hie symbolesch quasi all Iwwel géing verkierperen. Mir mengen, dass et esou net ass, a mir mengen och, dass et net esou ass, well hien nieft senger perséinlecher Leeschtung awer um industrielle Plang net déi Leeschtung opweises huet, déi hei zu Lëtzebuerg mat der Arcelor als virbildlech ugesi gëtt. Mir sollen awer och vläicht do an de Formulatiounen, wéi mer mam Här Mittal wëllen ëmgoen, virsiichteg sinn, well et kéint jo duerchaus passéieren, dass mer an e puer Méint mam Här Mittal sengem Grupp mussen eens ginn, an den Här Mittal och mat eis. Dat, wat mer haut net wëllen, kéint muer scho Realitéit sinn.

Mir mengen, dass een dofir net sollt esou maachen, wéi wa mat enger méiglecher Iwwernahm vum Här Mittal all d'Luuchte géingen zu Lëtzebuerg ausgoen. A mir mengen och, dass een net sollt de Message erausschécken, dass et schlussendlech, wann den Här Mittal géing hei zu Lëtzebuerg alles iwwerhuelen, wierklech esou géing ausgoen, wéi den Här Mittal sech dat bis elo ëmmer virgestallt huet. Mir mengen, et muss een och haut kloer soen, als Lëtzebuerger Politik, als Message un den Här Mittal, mä och un déi Leit, déi haut mat der Rechemaschinn iwwert d'Welt verspreet do sëtzen hir Konten ze maachen, datt, och wann dem Här Mittal säi Grupp zu Lëtzebuerg kéint d'Arcelor iwwerhuelen, dass dann net vun haut op muer zu Lëtzebuerg alles kann a Fro gestallt ginn.

D'Gesetzer, déi mer hunn, d'Standarden, déi mer am Ëmweltberäich hunn, d'Gesetzer, déi mer am Sozialberäich hunn, och wann et natierlech méi schwéier gëtt, déi gëllen och an Zukunft, wann den Här Mittal d'Arcelor iwwerhuele sollt. Et ass also net esou, datt um Lëtzebuerger Standuert beispillsweis e Grupp Mittal d'Benefisser par rapport zu deem, wat d'Arcelor haut erwirtschaft, kéint steigeren oder däitlech steigeren.

Wann et esou wier, da wär et jo einfach fir déi gestreeten Aktionären. Déi bräichte just dann d'Rechnung ze maachen, wann et esou wär, dass den Här Mittal da kéint vun haut op muer hei d'Luuchten ausgoe loossen am Beräich vun der Stolindustrie, da fäerte mir ganz, dass déi Leit kéinten d'Rechnung maachen a sech virstellen: Ma dann ass et jo kammoud, da geet jo de Benefiss an d'Luucht, dann ass et jo eigentlech eng gutt Affär, wa mer eis Aktien un de Mittal-Grupp verkafen.

Mir mengen awer, dass dat net esou ass, dass souguer, wann den Här Mittal géing hei zu Lëtzebuerg kënnen iwwert d'Arcelor an d'Geschäft kommen, dann hei nach ëmmer Gesetzer gëllen. Um Lëtzebuerger Standuert ass et dann nach ëmmer net d'Loi Mittal, déi gëllt, mä et ass dann um Lëtzebuerger Standuert nach ëmmer déi Loi, déi gëllt, déi hei am Parlament gestëmmt gëtt an déi hei an der Vergaangenheet am Parlament gestëmmt ginn ass.

An dat soll een och haart an däitlech soen, bei alle Suergen, déi een huet iwwert dat, wat komme kéint, wann zwou Betribskulturen, déi net déiselwecht sinn, géinge probéieren op eng forcéiert Aart a Weis eens ze ginn, da soll een awer och genausou däitlech de Message erausschécken, dass hei zu Lëtzebuerg Lëtzebuerger Gesetzer gëllen. An ech mengen och, dass dat an der Belsch net anescht wäert verstane ginn, dass och an der Belsch an och a Frankräich nach ëmmer d'Gesetzer gëllen an dass den Här Mittal do herno net mécht, wat hie wëllt, mä dass hien och do, wann hie sech ganz gutt uleet, vläicht dee Rendement kann erausschloe fir d'Aktionäre wéi déi Leit, déi haut an der Arcelor d'Soen hunn, och scho kënnen erausschloen.

Mir sollen eis och wieren, an dat soe mir als gréng Fraktioun, well mer mengen, dass de Grupp Arcelor an der Stolindustrie méi ass wéi nëmmen eng Firma. Dat ass fir Lëtzebuerg, besonnesch fir déi Regioun am Süden – awer net nëmmen –, wierklech och dat Element, wat iergendwou déi gesamt industriell Politik vum Land zënter Jorzéngten definéiert. An et wär natierlech, wann et géing op eng negativ Entwécklung higoen, net nëmmen e Problem vum Point de vue hier vun deene Leit, déi do schaffen, an dat sinn der vill, mä et wär natierlech och e Problem fir ganz vill aner Secteuren, déi ronderëm déi industriell Aktivitéit vu Lëtzebuerg fonctionnéieren. A virun allem wär et leider de Message no baussen, dass den Industriestanduert Lëtzebuerg iergendwou amgaangen ass, sech ze verabschieden, wann et dann esou géing ausgoen, fir definitiv an eng exklusiv Déngschtleeschtungsgesellschaft eriwwerzerutschen. An dat ass eng Entwécklung, déi keen am Land eiser Meenung no ka wëllen.

Schlussendlech, wéi gesot, wäert awer de Marché décidéieren. Et kéint duerchaus sinn, dass mer an e puer Méint, deemno wéi et geet, mam Grupp Mittal missten zesummeschaffen. De Stolmarché ass weltwäit nach ëmmer e ganz zersplitterten, an och wann de Grupp Mittal an de Grupp Arcelor ze-

summe géinge schaffen, dann hätten se mat ronn 10% eppes méi vum Weltmarché, mä nach ëmmer net eng dominant Positioun. Dofir wäerte mir an deenen nächste Joren, egal wéi dat, wat elo amgaang ass, ausgeet, nach weiderhi mat Konzentratiounsprozesser an Diskussioune beschäftegt sinn, hei zu Lëtzebuerg an och soss an der Welt. Deem kënne mer eis net entzéien.

Wann haut de Lëtzebuerger Stat seet, hien hätt 5,6% un der Nummer eent op der Welt, da wäert dat an e puer Joer schonn net méi wouer sinn, well mat deem nächste Konzentratiounsschub geet eise prozentualen Undeel un deem Grupp weider zréck. Dat ass net opzehalen. Dat ass net dat, wat eis soll Suerge maachen. Mä wat eis Suerge mécht, dat ass, dass déi Konzentratiounsbewegung, déi elo amgaangen ass, hannert der hostiler OPA vu Mittal Steel, eng ass, déi net gewollt war, wou d'Konditiounen net am Viraus mat eis diskutéiert wäerte ginn, mä wou d'Konditiounen duerno diskutéiert ginn. Wann d'Iwwernahm geschitt ass, da gëtt verhandelt, an da wësse mer, wien um laangen Hiewel ass, an dat ass net déi Betribskultur, och net déi politesch Kultur, déi hei zu Lëtzebuerg bis elo virgeherrscht huet a wou schlussendlech ëmmer probéiert ginn ass, méiglechst vill Leit mat an d'Boot eranzehuelen.

Dofir menge mir och, dass ee grondsätzlech net soll fäerten, dass et weider a Richtung vu Kooperatioune geet a weider a Richtung vu Konzentratiounsbewegunge geet, mä mir sollen eis awer wierklech décidéiert wieren, do wou d'Politik och kann hëllefen, fir dofir ze suergen, dass déi Zesummenaarbechten, déi kommen, gewollt sinn an net erzwonge ginn, wéi dat am Moment riskéiert de Fall ze ginn.

E lescht Wuert, wat mer awer och nach wëllen ënnersträichen, wat wichteg ass fir déi gréng Fraktioun: Wa mer haut iwwert dëse Problem diskutéieren, da fënnt dat natierlech statt op engem Hannergrond, weltwäit, deen deen ass, dass op de Finanzmäert eigentlech keng Regele méi gëllen. Do ass wierklech de komplette Liberalismus agetratt an dat muss een net normal fannen, och wann dat eis fir dës Diskussiounen, déi elo amgaange sinn, mat Sécherheet net méi wäert retten, och wann déi Diskussioune fir dëse Problem ze spéit kënne kommen, mä et ass awer kloer, dass dat, wat am Moment op deem Niveau geschitt an där ultraliberaliséierter Form och keng absolut Noutwendegkeet ass.

Et goufe jo schonn an de 70er Joren och Bestriewungen, fir ze probéiere verschidde Regelen an déi Mäert eranzekréien – Stéchwuert, de Bretten Woods –, wat schlussendlech doduerch gescheitert ass, dass d'Amerikaner sech draus zréckgezunn hunn, mam Resultat, dass haut do guer keng Spillregele méi gëllen, contrairement zu anere ekonomeschen Aktivitéitsfelder. Haut spillt da wierklech definitiv just nach eenzeg an eleng de Marché an de Benefiss, d'Marge, déi déi eenzel Fongen hire Clientë kënne verspriechen.

Mir mengen, dass Lëtzebuerg och op Grond vun dëser Erfahrung, déi mer elo amgaange sinn ze maachen, mat senger klenger Stëmm – natierlech ass et nëmmen eng kleng Stëmm – awer och um internationale politeschen Niveau dahingehend soll awierken, dass et och am Beräich vun de Kapital- a vun de Finanzmäert nees zum Respekt vu minimale Spillregele muss kommen. Déi Versich gouf et, déi si gescheitert, mä dat heescht net, datt déi musse fir all Éiwegkeet scheiteren, och wa mer eis bewosst sinn, dass dat ganz schwiereg Diskussioune sinn, besonnesch wa se vu Lëtzebuerg aus gefouert ginn, an dat muss een och soen, Lëtzebuerg, wat jo och schonn oft a vill op där sonneger Säit vun deenen doten Evénementer an der Vergaangenheet stoung. Mat deene puer ofschléissende Remarquë wëll ech nach eng Kéier am Numm vun der grénger Fraktioun och der Regierung eis Ënnerstëtzung zousoe fir déi Démarchen, déi se kann an dësem Dossier ënnerhuelen, a mir hoffen, dass et schlussendlech zu enger Solutioun kënnt, déi, wat d'Lëtzebuerger Säit, de Grupp Arcelor betrëfft, eng gewollte Solutioun ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Et ass selbstverständlech, dass mer souwuel déi fest Positioun vun der Regierung wéi och déi fest Positioun vun den Aktionäre vun Arcelor hei an dëser wichteger Affär begréissen a besonnesch och begréissen, dass d'Regierung op jidde Fall ganz standhaft bliwwen ass an dat lukratiivt Geschäft, wat do am Fong ugebuede ginn ass fir all Aktionären, ofgelehnt huet an der Solidaritéit mat eisem gréissten Employeur, awer och an der Solidaritéit mat de Stolaarbechter, mat der ganzer Stolbelegschaft.

Mir hunn eis awer och näischt anescht erwaart, mir hunn et elo éischter als selbstverständlech fonnt, dass mer hei géifen all zesumme standhaft bleiwen, an et ass jo net fir d'éischt, dass mer déi Solidaritéit vis-à-vis vun eisem gréissten Employeur musse spille loossen an hu misse spille loossen. Säit 30 Joer, géif ech mengen, si mer schonn domat amgaang a si mer schonn zu souzesoe Spezialisten an de Rettungsaktioune gi fir d'Stolbelegschaft, am Interessi vun de Stolaarbechter, am Interessi vun eisem Land.

An den Här Wolter huet et schonn ugeschnidden, dass mer d'Solidaritéitssteier agefouert hunn, dass dat deemools souguer e Regierungswiessel provozéiert huet, dass dat aner Politike provozéiert huet, dass doduerch d'Sozialmodeller, d'Partnerschaft an all dat nogefollegt ass, am Interessi vum Salariat, also vun der Stolindustrie, fir deenen hir Rechter ofzesécheren, dass mer iwwert d'Préretraite Modeller fonnt hunn, fir dee Stolsektor ze retten.

Mir sollen net vergiessen, dass iwwert déi Sozialmodeller iwwer 30.000 Leit ofgebaut gi sinn, ouni dass mer déiselwecht Problemer hate wéi elo an anere Länner, oder déiselwecht Problemer, wéi zum Beispill elo dee Mittal. Mam Opkafen a Sanéiere vun deene Betriber, déi hien iwwerhëlt, gesäit ee jo, wann déi Modeller net existéieren, wéi et da mat de Leit geet, dass dann einfach d'Leit entlooss ginn, d'Leit ofgebaut ginn, ouni Ofsécherung an ouni näischt. Do gesäit ee jo, a wat fir eng Richtung dass et geet, wann déi OPA do géif duerchgoen.

Mir hunn eng ganz Rei ëmstrukturéiert Investitioune missen hinhuelen, an ech wëll drun erënneren, dass mer schonn eng Kéier als Lëtzebuerg eng OPA op d'ARBED ofgewiert haten, dass mer deemools, wéi eng OPA vun De Benedetti op d'Société Générale de Belgique gemaach ginn ass, erfollegräich a solidaresch als Land, als Regierung, als Steierzueler dach d'Société Générale de Belgique gestäipt hunn, fir dass déi OPA net konnt geschéien, dass mer do op deem Wee d'ARBED gerett hunn. Dass mer spéider, wéi déiselwecht Société Générale de Belgique aus der Industrie erausgeklommen ass, alt erëm eng Kéier als Regierung, als Lëtzebuerger Steierzueler ageklomme sinn, fir d'ARBED ze retten a fir dass eis Stolindustrie soll erhale bleiwen.

Et ass aus der ARBED Arcelor ginn, an dank dem onermiddlechen a staarken Asaz vun de Gewerkschaften ass och bei Arcelor dat Matsproocherecht bestoe bliwwen, wat eis awer elo trotzdeem erméiglecht huet, dass Leit, och vum Salariat, eben an deem Verwaltungsrot sëtzen an och elo hei kënne matschwätzen an och en connaissance de cause an deene Gespréicher konnte mat awierken, fir dass et an déi richteg Richtung gaangen ass.

An do froe mer eis: Sollen dann elo all déi Efforten an all déi Affer vun der Stolbelegschaft, vun de Steierzueler hei am Land, all déi Solidaritéit, soll dat dann elo alles ëmsoss gewiescht sinn an a Fro gestallt ginn duerch eng nei wirtschaftlech Weltuerdnung?! Eng nei wirtschaftlech Weltuerdnung, wou d'Wirtschaft net méi, wéi et soll sinn, am Déngscht vum Mënsch steet, mä wou d'Wirtschaft op eemol nach just am Déngscht vun e puer Aktionäre steet an de Mënsch op der Streck bleift.

Ech hunn et hei schonn e puermol gesot an ech widderhuelen et nach erëm: Vun do un, wou de Mënsch, de Salarié als „Ressource humaine" betitelt gëtt, als eppes, wat ee kann ausbeuten an duerno ewechgeheien, vun do u maachen ech mer Gedanken, a vun do u wousst een, a wat fir eng Richtung dass et geet, a vun do u weess een, wéi wéineg dass de Mënsch nach wäert ass.

D'Politik huet op jidde Fall an deem Sënn, wat d'Reguléiere vum Weltwirtschaftsmaart ugeet, versot. Versot, well mer et net fäerdeg bruecht hunn, souwuel hei am Land wéi an Europa Ofséchergen ze schafen, all déi Lobbyen ofzeblocken an ze reguléieren, fir esou OPAen an och esou onmënschlech Virgäng ze verhënneren.

Mir hunn elo keng Moyene méi, mir stinn elo hei domm aus der Wäsch ze kucken, well Mittal ass nämlech eng aner Welt. Mittal huet kee Sozialmodell, Mittal ass eng aner Kultur wéi Arcelor. Mä mir sinn awer gudder Hoffnung, well een awer weess, dass Arcelor awer nach déi beschte Strukturen huet vis-à-vis vun deene Strukturen, déi eng Famill huet, a fir mech och nach dee beschte Know-how huet ronderëm, fir deem do awer d'Stir ze bidden.

Fir déi kleng Aktionäre gesäit dat hei jo aus, wéi wann et e gutt Geschäft kéint ginn. Et kann och e gutt Geschäft sinn. A wann ech elo vu klengen Aktionäre schwätzen, da schwätzen ech besonnesch vun engem bestëmmten. Wann ee vum klengen Aktionariat vun Arcelor schwätzt, da weess ee jo awer, wou dat Aktionariat besonnesch entstanen ass: Dat ass entstanen duerch déi Aktien, déi déi Leit kritt hunn deemools als Kompensatioun fir d'Lounkierzungen, wou Leit nach haut där Aktien hunn. Dat ass dat klengt Aktionariat an dat sinn d'Stolaarbechter. Déi hunn där Aktien nach an déi kënnen haut natierlech aus där Affär hei e gutt Geschäft maachen. Ech hoffen awer, dass si et net maachen. Et géif een hinnen och roden, net kuerzfristeg ze denken, mä et kann een hinnen awer näischt verdenken, wa se op dee Wee ginn.

Ech sinn op jidde Fall iwwerzeegt a sécher, dass Arcelor, d'Direktioun vun Arcelor och elo an dëser schwéierer Zäit gradsou wéi an deene leschten drësseg Joer et wäert fäerdeg bréngen, déi néideg Strategie ze entwéckelen, fir sech selwer ze retten, well et ass jo traureg genuch, dass mer op d'Direktioun vun Arcelor mussen hoffen, fir sech selwer ze retten, fir dann domadder eis Stolindustrie mat ze retten an eis Stolbelegschaft mat ze retten. Et ass traureg, dass mer esou wäit komm sinn!

Ech hu just eppes, Här President, an dem Här Castegnaro sengen Ausféierungen net verstanen, wéi hie gesot huet, mir mussen d'Lissabon-Strategie ausbauen, fir dass mer en europäesche Modell kréie fir Arcelor. Dat hunn ech net verstanen, do sinn ech iergendwéi net matkomm, dat ass eppes, wat ech net weess. Mä op jidde Fall, wéi et…

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President!

M. le Président.- Här Jaerling, den Här Castegnaro freet d'Wuert. Awer kuerz!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Ech wollt einfach nëmme soen, dass et e puer Hausaufgabe gëtt, déi musse gemaach ginn. An dorënner fält och déi Dienstleistungsdirektiv do, déi esou vill Geforen a sech huet, dass mer net nëmme vu baussen OPAe kréie wéi déi vum Här Mittal,…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Jo.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.-…mä dass mer eis intern OPA-Méiglechkeete ginn, fir dat emol esou duerzestellen, andeem mer d'Rechter vum Land, wou déi higinn, a Fro stellen. Et war e bëssen dat, wat ech wollt erklären. Wann ee séier schwätzt, da geet dat och gäre schif, mä et war net esou geduecht.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Elo sinn ech awer frou. Da si mir eis eens wéi ëmmer.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Wéi ëmmer.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Mä jiddefalls ass et richteg, an dat soll och mäi Schlusswuert sinn, dass mer effektiv mussen dorop awierken, dass mer mussen europäesch Modellen, Direktiven an d'Wee leeden, fir eng Rei vu Saachen ze verhënneren, sief et hei am Land oder sief et an Europa. Europa muss elo dofir suergen, dass d'Wirtschaft dat gëtt, wat se ze sinn huet, nämlech am Déngscht vum Mënsch an net ëmgedréit, an ech géif mengen, dat ass eng vun den Haaptaufgaben, där mir, wa mer eis elo méi an déi europäesch Prozesser hei awer als Chamber mat era musse knéien, eis musse stellen a wou ech hoffen, dass mer all zesumme kënne mat där Solidaritéit, déi mer elo fir Arcelor an eis Stolbelegschaft hunn, dass mer och do déiselwecht Solidaritéit fannen, fir op déi Weeër ze goen an och déi richteg Léisungen ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Ech wollt d'Regierung froen, ob si nach eng Kéier d'Wuert ergräife wëll. Den Här Wirtschaftsminister Krecké hélt nach Stellung. Här Krecké!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll am Numm vun der Regierung Merci soe fir dee Support fir d'Positioun vun der Regierung, deen hei vun alle Fraktioune komm ass. Sécherlech ass an de leschten Deeg de Problem, iwwert dee mer elo geschwat hunn, leidenschaftlech diskutéiert ginn. Net nëmme bei de Mataarbechter – wat ee liicht versteet –, mä doriwwer eraus och bei sämtleche Bierger an dësem Land.

Et ass selbstverständlech, dass d'Regierung net nëmme sensibel war op dee Problem, mä dass se och gekuckt huet den nationalen Interesse hei ze gesinn, mä selbstverständlech och den Interesse vun där Gesellschaft, déi mer gären als Flaggschëff vun eiser Ekonomie bezeechnen, dat Flaggschëff, wat eng Magnetwierkung huet, wéi de John Castegnaro gesot huet, a wat mir och oft gebrauchen.

Et ass sécherlech fir e Wirtschaftsminister vill méi einfach ze erklären, dass Arcelor als zweetgréisste Stolproduzent hei zu Lëtzebuerg souwuel produzéiert wéi och säi Siège huet, ewéi wann ech eng hallef Stonn oder eng Stonn géing iwwert d'Virdeeler vu Lëtzebuerg schwätzen. Dat ass nämlech de Beweis dofir, dass de Lëtzebuerger Standuert och eng ganz Rei Virdeeler opzeweisen huet. Eleng dat misst eis ze denke ginn an eleng dat seet eis och, dass mer mussen alles maachen, fir dass mer dat do kënne behalen.

E Merci vun der Regierung fir eng Traditioun, déi quasi hei erëm opgelieft ass, wou sämtlech Parteien, Fraktioune geschlossen, an d'Land och geschlossen, hannert där Positioun vun der Regierung stinn, déi eben net drop ausgeriicht ass, kuerzfristeg ze probéieren e Benefiss ze maachen, kuerzfristeg ze probéieren eng Plus-value ze realiséieren, déi wuel lackelech ass, mä wou mir op dat laangfristegt, op dat fest Fundament setzen, wat mer bis elo kannt hunn.

Sécherlech, an de Statsminister huet et jo kloer ënnerstrach, si mir net eleng Meeschter hei, d'Mäert wäerten hei spillen an och déi Statuteregelung vun der Arcelor, wat déi 25% ubelaangt, huet eng Rei Lächer, déi mat sech bréngen, dass se an dësem Fall net an deem Mooss ganz ka spillen, mä nëmmen dann, wann et graduell eropgeet an net, wann et an engem Coup ass.

Duerfir musse mer kucken, dass mir selwer, awer haaptsächlech och de Management vun der Arcelor, probéieren ze erklären, dass Arcelor net nëmmen en europäesche Modell ass, e Modell, wéi een zesummelieft, wéi een eppes ugeet, mä awer och capabel ass, eng Wäertschöpfung ze maachen. An deene véier Joer huet Arcelor de Wäert verduebelt. Dat ass eppes, wat een den Aktionären nach eng Kéier muss erklären, wa se et dann net sollte festgestallt hunn. A selbstverständlech musse mer weiderhin an der Arcelor selwer drop hiwierken, a mir hunn de Management och an déi Richtung bestäerkt, fir dass mer déi Rémunératioun och weiderhi kënne bestoe loossen, fir dass mer d'Aktionären u Bord behalen.

Et ass hei gefrot ginn, ob déi Engagementer, déi geholl gi si vu Säite vun Arcelor, hir Gültegkeet hunn. Bei de Gesetzer brauch ech dat net ze soen, a bei deem Gespréich, wat mer de Moie mam Här Mittal haten, hu mer dat do selbstverständlech évoquéiert, well hei geet et net nëmmen ëm gesetzlech Bestëmmungen, hei sinn och eng ganz Rei Engagementer geholl ginn. D'CFL-Cargo ass ee vun deenen, mä et sinn awer och Engagementer geholl ginn um Niveau vun der Ëmwelt, um Niveau vun der Aart a Weis, wéi mer matenee fueren, op der Governance, hei sinn e ganze Koup Punkten, wou mir Engagementer vun Arcelor hunn, wou mer och wëssen, dass si déi anhalen a wou mer gesot hunn, dass mer eis net bewosst sinn, ob den Här Mittal genau weess, wat fir eng Engagementer alleguerten do hannendru stinn.

Mir haten en informellt Gespréich de Moien, wou mer doriwwer eis Préoccupatiounen och kloer an däitlech ausgedréckt hunn. An et ass sécher, den Här Mittal huet gefrot, ob hien nach eng Kéier e Gespréich kënnt féieren, mä et ass keen Datum fixéiert an et ass am Moment, mengen ech, kee Besoin do, well mer kloer an däitlech mengen, dass déi zwee Managementniveauen, déi zwee Conseil-d'administration-s-Niveauen elo emol misste kucken, ob se eng Eenegung fannen oder net. Mir op alle Fall setzen am Moment op een Eenzegen, an dat ass op alle Fall op Arcelor.

An ech mengen déi politesch Gespréicher, déi mer an deenen nächsten Deeg wäerte féieren, ginn och drop eraus, dass mer eis Kolleegen a Kolleeginnen an der Ëmgéigend, mä haaptsächlech awer och déi Länner, wou Sitë vun Arcelor sinn, beweegt kréien. An dat ass jo och zum Deel gegléckt, fir dee politeschen Appui trotzdeem ze bréngen, dee vläicht net alles bewierke kann, mä deen trotzdeem soll weisen, dass d'Politik net insensibel ass an dësem Dossier.

Dat gesot, nach eng Kéier Merci fir déi Positioun, déi mir elo op méi eng frank Aart a Weis kënnen no baussen droen, elo wou mer wëssen, dass dat Parlament hei geschlossen hannert där Positioun steet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Krecké. Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 886 vum Här Xavier Bettel iwwert de Brand, dee gëschter am Schraasseger Prisong ausgebrach war. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Den honorabelen Här Bettel huet d'Wuert.

5. Question urgente N°886 de M. Xavier Bettel relative à l'incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a léif Frënn, dat, wat gëschter geschitt ass, ass keng Iwwerraschung. Ech war just iwwerrascht iwwert dem Minister seng Iwwerraschung. Wann de Minister op der Tëlee an an der Press seet, hie wier schockéiert iwwert dat, wat geschitt ass, da war ech schockéiert, dass de Minister schockéiert war, well, Här Frieden, Dir sidd elo aacht Joer Justizminister, Dir feiert déi an dräi Deeg...

(Interruption)

Ma ech kommen elo, Här President, dorop. Mä dat ass dat, wat de Minister gëschter gesot huet.

(Interruption)

Gëschter huet et am Prisong gebrannt, Här President. Gëschter huet et am Prisong gebrannt, am Bloc P2, do, wou d'Flüchtlinge sinn, also dat heescht d'Rétentiounen, déi administrativ sinn, déi d'Regierung jo ka maache bis en Délai vun dräi Méint. D'Zeitunge vun haut sti voll, dass verschiddener vun deene Flüchtlingen hei op Lëtzebuerg komm sinn, fir ze probéieren en anert Liewen ze starten an dass se dunn am Prisong gelant si wéinst där enger oder anerer Ursaach, well mer nach kee Centre de rétention hunn, obwuel jo am Mäerz 2005 gesot ginn ass, dass dat eng Urgence wär, mä haut nach ëmmer näischt steet.

Här President, et gëtt behaapt, et wär dee véierten Incident bannent annerhallwem Mount, deen elo stattfonnt hätt, et wier net deen éischten, et wier déi véierte Kéier, wou eppes geschitt wär. D'Personal seet, et géif kee Rettungsplang ginn, also dat heescht keen Interventiounsplang. D'Personal selwer am Prisong weess net Bescheed, wéi et soll agéieren, wann esou eppes geschitt. Dat Eenzegt, wat ee ka maachen, dat ass de Rettungsdéngschter Merci soe fir déi ganz Aarbecht, déi se gemaach hunn, well et hätt och vill méi schif kënnen ausgoen.

Här President, wat kann de Minister elo hei iwwert déi Affär soen? Wat ass iwwerhaapt do geschitt? Wéi ass et geschitt? Wéi vill Leit sinn do blesséiert ginn? Et schéngt esou, wéi wann de P2 am Moment net méi ze gebrauche wär. Kann den Här Minister mer soen, wou hien déi Leit elo placéiere wëllt?

Et schéngt schonn, verschiddenen Informatiounen no, dass hien den Uerder ginn hätt, der Madame Zimmer, ze kucken, 15 Leit op Giwenech ze déplacéieren a ganz, ganz kuerzer Zäit. Stëmmt dat? Ass dat déi richteg Aart a Weis? Ech hat geduecht, Giwenech wier eng Faveur vun der Exécution des peines, wann ee sech richteg géif drun halen a gutt schécke géif. Et schéngt esou, wéi wann hei de Fall elo wär, fir 15 Leit direkt emol kënnen op Giwenech ze schécken, an der Urgence, fir kënne Plazen ze kréien.

A verschiddenen Zeitunge gëtt gesot, et géif eng provisoresch Struktur gebaut ginn. Wat ass elo richteg? Wou kommen déi Leit hin? Här Minister, mir waarden op Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann ass et um Här Justizminister, fir ze äntwerten. Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech géing gären d'Chamber informéieren iwwert déi Faiten, déi mer bis de Moment kenne par rapport zu deenen dramateschen Evénementer, déi gëschter am Prisong zu Schraasseg stattfonnt hunn.

Et gouf an der Mëttesstonn géint Véirel op eng um drëtte Stack vun engem Bloc vum Prisong zu Schraasseg e Brand. Op deem Stack waren an deem Moment 36 Persounen. Et handelt sech dobäi ëm illegal Immigranten. Dat mussen net onbedéngt Asylbewerber sinn. Dat si ganz oft och Leit, déi eng Strof ofgesat hunn, déi awer keen Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn an do waarden, op Grond vun enger Décisioun vum Aussen- an Immigratiounsminister, fir an hiert Heemechtsland ausgewisen ze ginn.

Dat Feier, no deenen Erkenntnisser, déi mer bis de Moment hunn – well do ass selbstverständlech eng Enquête amgaangen –, schéngt op e puer Plazen zugläich geluecht ginn ze sinn, nämlech virun allem u Matratzen a Miwwelen, déi do stoungen. Dat Feier huet ganz schnell déi Konsequenze gehat, déi ee kritt, wann een op esou engem Stack ass an op e puer Plaze Feier geluecht gëtt, an duerfir konnt trotz ganz schnellem Agräifen, souwuel vum Personal vu Schraasseg wéi vun de Pompjeeën, net verhënnert ginn, datt awer eng Rei Leit blesséiert gi sinn.

Dat Feier huet leider als Bilan een Doudegen. An enger éischter Phas goufen et 13 Blesséierter. Fir de Moment, nodeem och nach eng zousätzlech Rei Leit temporairement an d'Spidol bruecht gi waren, fir ze kucken, ob se Dampvergëftungen hätten, esou kann ech Iech soen, datt fir de Moment nach fënnef Leit hospitaliséiert sinn; dräi hei zu Lëtzebuerg an zwee mat méi schwéiere Verbrennungen an der Belsch.

Et waren och zwee Gardienen, déi fir eng Kontroll an d'Spideeler bruecht gi sinn. Déi zwee konnte Gott sei Dank erëm direkt no enger Kontroll d'Spidol verloossen. Si si während e puer Deeg krankgeschriwwen, mä et geet hinne Gott sei Dank den Ëmstänn entspriechend gutt; dat heescht, si mussen net am Spidol bleiwen.

Wat déi Persoun ubelaangt, déi bei deem Brand gestuerwen ass, sou handelt et sech dobäi ëm eng algeresch Persoun, eng Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg condamnéiert gi war vum Geriicht wéinst Drogenhandel an déi och dofir e Joer am Prisong souz. Déi Prisongsstrof war de 16. Januar 2006 eriwwer, a si souz tëschent dem 16. Januar a gëschter opgrond vun enger Décisioun vum Aussen- an Immigratiounsminister op enger sou genanntener Mise à disposition; dat heescht, d'Persoun huet missen zu Schraasseg bleiwen am Erwaarden, fir kënnen un Algerien ausgeliwwert ze ginn, wann do d'Pabeiere vir géinge leien.

Ech stelle fest, datt den Interventiounsplang, dee fir esou Fäll virgesinn ass, souwuel am Prisong wéi bei de Sécherheetskräfte ganz gutt fonctionnéiert huet. Et hätt ee kënne bei esou engem Brand vill méi schlëmm Konsequenzen hunn, woubäi ech dëst selbstverständlech net wëll minimiséieren. Zu kengem Moment war d'Sécherheet a Gefor, well souwuel d'Personal vu Schraasseg wéi d'Police, déi mat ronn 120 Leit do war, séchergestallt hunn, datt et och bei deem ville Ran a Raus vun Hëllefsmannschaften net zu Onsécherheeten duerch dee Brand am Prisong komm ass.

Gradsou wéi ech am Numm vun der Regierung och wëll all deenen anere Kräfte Merci soen, déi do intervenéiert sinn, wéi d'Protection civile, wéi d'Pompjeeën aus den Nopeschgemengen. D'Pompjeeë ware mat engen 150 Leit op der Plaz, an et ass hinnen ze verdanken, souwéi dem Asaz vun der Police an dem Personal, datt et bei deem dote Schued bliwwen ass.

Bei deem dote Schued heescht, datt d'Feier net iwwert dee Stack erausgaang ass an datt Gott sei Dank all déi Leit, déi um éischten an um zweete Stack vun deem Block sinn, konnten evakuéiert ginn. Eisen Dank ass och grouss un d'Spideeler, un déi vill Spideeler, déi direkt an deem Interventiounsplang mat intervenéiert sinn. Och hei hunn d'Pläng gutt fonctionnéiert, esou datt esou schnell wéi méiglech deene Leit konnt gehollef ginn.

Selbstverständlech bedauere mir déi Evénementer. Déi Evénementer hunn net direkt eppes ze di mat där staarker Zuel vu Populatioun am Prisong, iwwert déi mer herno nach wäerten diskutéieren. Si huet selbstverständlech och domadder ze dinn – wann Der wëllt, datt mer elo doriwwer diskutéieren, kënne mer dat och elo maachen, mä ech hu geduecht, et wär méi kohärent, well d'Chamber wollt déi zwou Debatte vuneneen trennen. Et ass selbstverständlech esou, datt, wann eng Rei Leit beieneen agespaart sinn, een deen dote Risiko ni ka ganz ausschléissen.

Datt Matratzen ugefaange ginn, fënnt leider vun Zäit zu Zäit a Prisongen heiheem an am Ausland statt. Hei ass dat ausgeufert doduerch, datt op e puer Plazen no éischten Erkenntnisser Feier geluecht ginn ass. Et gëtt keen Zweifel drun, datt et sech heibäi ëm eng kriminell Dot handelt, déi dramatesch Konsequenzen huet. Déi kriminell Dot hätt selbstverständlech och kënne passéieren an enger anerer geschlossener Anstalt, an engem Centre de rétention, wéi och ëmmer esou eppes genannt gëtt.

Dir wësst, datt d'Regierung Pläng huet, fir esou eng ze bauen. Nach mussen do eng Rei Prozedure respektéiert ginn, mä wéi gesot, de Fait, ob déi Persounen do sinn oder op enger anerer Plaz an enger geschlossener Anstalt, ännert näischt drun, datt hei kriminell Doten zu enger terribler Konsequenz fir héchstwahrscheinlech och Onschëlleger geféiert hunn, well net jiddfereen, deen op deem Stack war, huet sech héchstwahrscheinlech mat doru bedeelegt, fir dat Feier ze leeën.

D'Léisung kann net sinn an den Ae vun der Regierung, fir déi Leit, déi do sëtzen, erauszeloossen. D'Léisung ass och net, fir alles ze maachen, datt et net zu esou enger staarker Uwuessung vun der Populatioun am Prisong kënnt. Wa Leit Strofdote graver Natur beginn, wou d'Justiz décidéiert, datt se mussen agesat ginn, wa Leit illegal am Land sech ophalen, dann ass et d'Flicht vun der Regierung, déi bestehend Gesetzer ze exekutéieren. Dat huet näischt mat der Konsequenz ze dinn a mat der dramatescher Situatioun, déi mer gëschter zu Schraasseg virfonnt hunn.

Dank dem Asaz vu ville konnt nach méi Schlëmmes verhënnert ginn. Mir sinn elo an enger zousätzlecher schwiereger Situatioun, well mer schonn eng staark Iwwerpopulatioun hunn, datt och elo déi Leit, déi um éischten an zweete Stack wunnen, op aner Plazen am Prisong hu missen temporairement transféréiert ginn. Et stëmmt net, datt ech gesot hätt, datt d'Leit sollen op eng aner Plaz ausserhalb vum Prisong transféréiert ginn, well dat ass guer net a menger Kompetenz. Dat ass an der Kompetenz vun dem Delegéierte fir de Strofvollzuch, an d'Madame Delegéiert fir de Strofvollzuch ass selbstverständlech amgaangen ze kucken, wat fir eng Méiglechkeete se huet.

Déi Leit si gëschter an zwee aner Bléck vum Prisong transféréiert ginn, an d'Servicer vum Bauteministère waren haut schonn op d'Plaz kucken, fir no der Aarbecht vun der Police eng Evaluatioun vum Schued kënnen ze maachen an dann esou schnell wéi méiglech dat Gebai, wou de Brand war, erëm a Stand ze setzen. Mä ech hunn déi Zelle gëschter selwer gesinn, déi si ganz staark a Matleedenschaft gezunn, an dofir wäert dat schonn eng Zäitchen daueren, éier mer déi Zellen erëm kënnen a Betrib huelen.

De Bilan ass grave, mä wéi gesot dank dem gudden Asaz vu ville konnt Schlëmmeres verhënnert ginn. Géint déi dote Situatioun gëtt et net ganz vill Moyenen, fir déi ze verhënneren. Et ass och eng grouss Responsabilitéit bei deenen, déi sech zu esou Dote verleede loossen, wat och ëmmer d'Ursaachen dovunner sinn. Dat ass eng Situatioun, déi irresponsabel ass, déi kriminell ass, an déi mer nëmme kënne mat schäerfste Wierder condamnéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass och dee Punkt vun eisem Ordre du jour erleedegt a mir kommen dann zur Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun vun de Mannerjähregen a vum Drogenhandel am Schraasseger Prisong. D'DP-Fraktioun huet déi heite Stonn ugefrot. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir:

Déi Fraktioun, déi d'Stonn ufreet, huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an d'Regierung eng Véirelstonn. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Santer, den Här Angel an den Här Braz. D'Wuert huet fir d'éischt den honorabelen Här Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Bettel!

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig

Exposé

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech muss direkt soen, dass ech ëmmer iwwerrascht sinn, wéi den Här Minister Frieden et awer fäerdeg bréngt, seng Verantwortung hei elo nees op eng aner Persoun ze verjuppsen. Elo ass et d'Madame Déléguée, déi muss kucken, wéi se de Problem geregelt kritt vum Strofvollzuch. Ech ka mer net virstellen, dass de Minister op jidde Fall net mat der Madame Déléguée telefonéiert huet.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Dat steet am Gesetz, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, Här Frieden, ech sinn net bei Iech am Büro, fir nozekucken, wat Der do maacht.

(Hilarité)

Ech wëll awer just soen hei, dass eng ganz Rëtsch vu Saache sinn, Här Frieden, wou an anere Länner…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, Dir musst Iech un d'Chamber adresséieren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, jo, ech weess dat. Ech adresséiere mech un Iech dann, Här President.

M. le Président.- Un d'Chamber!

M. Xavier Bettel *(DP).*- E versichten Ausbroch, wou de Minister Bescheed weess a wou d'Giischtercher an d'Messer lafen! De Brouilleur, kréien ech geäntwert, wier am Mäerz 2005 en fonction. Haut, Februar 2006 – neen, ech anticipéieren: muer – ass en nach ëmmer net do!

D'Bracelets électroniques, Här President, huet de Minister ugekënnegt am Januar 2005 op eng Question parlementaire vum 2. September 2004, kéimen am Januar 2005 an d'Testphas: Mir hunn nach kee Bracelet électronique gesinn! D'Unité de sécurité pour mineurs, huet hien op eng Question parlementaire geäntwert, géif drëngend gemaach ginn.

Hien huet elo just virdru gesot, Här President, dass et näischt mat der Surpopulation carcérale ze dinn hätt. An deem Block, wou et geschitt ass, am P2, leien d'Leit zu véier an Zelle vun zwee! Et leie Matratzen um Buedem!

Une voix.- Neen, neen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann Dir op d'Toilette gitt, dann hutt Dir zéng Zentimeter wäit ewech de Kapp vun deem, deen do um Buedem schléift nuets. Sinn dat keng Situatiounen, Här President, wou een op jidde Fall ka verstoen, dass verschidde Leit déi net méi tolerabel fannen a protestéieren?

Ech hunn och d'Fro gestallt, Här President, ob dat wouer wier, dass et déi véiert Manifestatioun bannen annerhallwem Mount wär. Ass et och wouer, dass d'Regierung Bescheed wosst, dass e Member vum Prisong sech scho gemellt hat, fir ze soen, dass se wéilten e Brand maachen? An dass et gesot ginn ass, dass se scho prévenéiert waren, dass eppes géif geschéien?

Ech kann Iech just soen, Här President, mer maache jo haut d'Débaten elo op deenen zwee Punkte, datt ech jo net wosst, wéi ech haut gefrot hunn, fir iwwert de Prisong ze schwätzen, dass déi Aktualitéit awer wierklech esou akut wär!

Mä ech stelle just fest, dass all déi puer Punkten, déi ech elo opgezielt hunn – an et sinn der nach anerer, Här President! – nach ëmmer aktuell sinn. Ech schwätzen elo net iwwer Dieren. Ech schwätzen net iwwer Waasser. Ech schwätzen net iwwer Duschen. Ech schwätzen net iwwer Heizungen. Mä ech kéint eng ganz Rëtsch opzielen hei vu Problemer op jidde Fall, déi am Prisong stattfannen, wou den Här Minister mer da seet «raisons de sécurité», oder „Jo, et ass tatsächlech eppes geschitt". D'Äntwerten hale sech normalerweis op enger oder zwou Linnen, fir mer ze soen, jo, et ass eppes geschitt. Bon, da sinn ech frou, dass ech weess, dass esou eppes geschitt ass. Mä ech hätt keng Fro gestallt, wann ech et net gewosst hätt!

Hei geet et virun allem elo ëm d'Mineuren am Prisong, Här President, an d'Drogen am Prisong. Ech fänke fir d'éischt mat den Drogen am Prisong un, well ech do dem Här Minister eng Fro gestallt hat, wéi et da wär mat den Drogen am Prisong.

Zur Informatioun, d'lescht Woch, Här Minister, ass eng Persoun, déi an der Wäscherei do schafft, gepëtzt gi mat 600 Gramm Haschisch, déi se op jidde Fall verkaaft hätt. Dovunner weess keen eppes! Dat wäert och verstoppt ginn, mä Dir äntwert mer op d'Fro, dass keng Droge méi, op jidde Fall déi lescht Zäit, am Prisong entdeckt gi sinn. Stëmmt dat? Stëmmt dat net? Et schéngt just, wéi wann déi Persoun op d'mannst vun hirer Aarbecht suspendéiert gi wär.

Fir géint d'Drogen am Prisong ze kämpfen, hutt Der en Détecteur de drogues kaaft. Et weess keen, wéi e geet! D'leschte Kéier war den Här Theis selwer hei, an en huet gesot, dass se net wéissten, wéi e géif goen, an dass déi meescht am Prisong näischt kéinten domadder ufänken, virun allem e meeschtens och net géif goen. Firwat hu mer dann esou en Détecteur kaaft? Dir äntwert mer: «De plus, un détecteur de drogues est utilisé régulièrement au CPN.» Dat ass net wouer!

Här President, den Här Minister huet mer geschriwwen, dass mer keng Brigade canine géife kréien. An elo muss ech lech soe firwat: Well en Hond nëmmen zweemol 20 Minutten am Dag ka schaffen, a well en Hond nëmmen eng Substance ka fannen. A virun allem, wann en Hond krank ass, da kann en och net schaffen. An da misst een och nach e Gardien-maître plein temps pro Déier hunn. Mä wou spuere mer dann hei, Här Minister? Hutt Der léiwer, dass e jonke Kärel, sou vun 22 Joer, stierft un enger Iwwerdosis am Prisong, wéi et nach virun zéng Deeg passéiert ass? Ass dat besser? Ass dat besser, dass am Prisong Droge fonnt ginn, liicht Drogen, haart Drogen?

Ass et normal, dass jonk Leit, déi ni eng Drog geholl hunn, an de Prisong kommen, soi-disant fir e Suivi nach ze kréien, a vun engem Educateur sollen an de Grapp geholl ginn, dono esou zou sinn, a wa se aus dem Prisong kommen, staark drogéiert sinn, an éier se an de Prisong komm sinn net? Ass dat dann ze deier, fir Hënn ze kafen? Oder sinn déi Hënn ze midd, Här Minister? Also, esou eng Excuse! Ech hu geduecht, et wier e Witz!

Här Minister, en Hond dann op eng Drog. Ma da mécht een zwee oder dräi Hënn. An da gëtt gesot, d'Hënn ginn awer regelméisseg benotzt. Dat ass falsch! Déi lescht Jore si se zweemol benotzt ginn, an dann nach bei grousse Razzien, well se och nach Handye gesicht hunn an aner Saachen. Dir kënnt dach net soen, dass regelméisseg Hënn hei benotzt ginn! Dat stëmmt net.

Op jidde Fall, deen Abandon de responsabilité hei vun dëser Regierung, Här President, fir vis-à-vis vun der Drogeproblematik am Prisong ze soen: „Mir hu se léiwer zou, da si se roueg, an da maache se kee Kaméidi wéi eppes anesch-ters.“, ass op jidde Fall net déi Léisung, déi a mengen Aen déi richteg ass.

À propos Mineuren am Prisong. Dir hutt elo d'Mineure bei d'Fraenabteilung op de Bloc F geluecht wéinst engem Manque de place. Mir hu Konventiounen ënnerschriwwen, an hei hunn ech e Bréif vun der Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture – an huelt et mir net iwwel, mä déi stinn lech méi no wéi mir –, déi mir geschriwwen hunn hei an deem Bréif: «Vous» – den Här Minister – «cherchez à minimiser les conséquences néfastes de cette mesure. Vous avez des justifications (...) mesures régressives, que vous envisagez (...)».

D'Convention des droits de l'enfant, den Artikel 37 seet: «Tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes.» De Rapport vum 29. Abrëll 2004 vum Comité européen pour la prévention de la torture seet, de Placement vun de Mineuren am CPL «constitue une préoccupation majeure du CPT, et ce depuis sa première visite au Grand-Duché de Luxembourg en 1993».

Also 1993, Här Minister, do waart Der nach net Minister. Ech si mer däers bewosst. Mir hate jo dee virdrun, dee gesot huet, dass, wann een hei zu Lëtzebuerg géif ëmbruecht gi beim engem Ausbroch, dass e géif demissionéieren. Mä et war jo zu Konz, et war jo och net am Land. Et schéngt, dass hei op jidde Fall de Justizminister ëmmer Problemer huet mat de Responsabilitéiten an deene verschiddenen Affären.

Am Januar 2004 huet d'Regierung geäntwert op d'Recommandatioun vum CPT, dass «le début des travaux est imminent», fir déi Abteilung fir déi Jonk ze hunn. Imminent! Vu Januar 2004 bis Februar 2006, si mer elo, ass nach kee Steen, Här President, geluecht ginn.

Wann ech dat heiten alles liesen, kann ech just feststellen, dass elo déi jonk Leit bei de Fraen op der Abteilung sinn. Dir sot, et wieren zwou Dieren, fir se ze trennen. Ech ka just vu verschiddene Fäll elo schwätzen. Et schéngt esou, wéi wann Der 14 Zelle gehat hätt. Mä wann ech mech net ieren, Här President, wier et interessant vum Minister ze wëssen, ob net 15 jonk Leit grad do waren. An dass souguer e Jonken, e Mineur, huet misse während zéng Deeg eleng an enger Abteilung bleiwen, well néierens soss Plaz war. An dat heescht, Dir hutt Chance, dass dee sech net ëmbruecht huet, fir iwwer zéng Deeg ganz eleng, ouni iergendeen anere Mineur a guer keen aneren um Stack ze sinn! Här Minister, Dir laacht doriwwer, mä ech fannen et guer net witzeg!

Schlussendlech ass et wichteg ze wëssen, dass och bei Meedercher et materiell net méiglech ass fir se ze trennen. Dat heescht, déi ginn an d'Fraenabteilung placéiert. Mir hunn hei keng Abteilung, déi speziell reservéiert ass fir mineur Fraen am Prisong. Si ginn zwar mat de Mineuren an den Haff spadséieren, mä si sinn awer um Gank. Wann een de Prisong jo awer kennt, soll een awer net soen, dass d'Mineure guer net a Kontakt komme mat de Majeuren, wann ee weess, dass ee jo muss duerch d'Gäng goen, an och, dass duerch d'Fënsteren alles erop- an erofgeschoss gëtt, dass d'Leit dee klenge System hunn, wou ee vun deem enge Stack op deen anere mat esou Kierf a mat Ficellen eppes erop an erof ka schéissen.

D'Situatioun vun den Drogen am Prisong war elo e Fait, op jidde Fall bei de Majeuren. Wa mer et elo nach mat där heiter Méiglechkeet, Här President, och nach bei de Mineurë wäerten entdecken, fannen ech et lamentabel. Ech fannen, dass e Mineur keng Plaz am Prisong huet. Eis Regierung huet vill Sue fir aner Saachen ze bauen, vill aner Saachen ze maachen. Haut hu mer nach ëmmer keng Structure indépendante op jidde Fall fir d'Mineuren. Mir hunn Drogen am Prisong à gogo.

Dir hutt verschidde Clienten, wann een déi gesäit, Här President, da seet een: „Ma, Dir sidd net gutt.“, déi lech da carrément soen: „Wësst Der, Här Bettel, hei am Prisong fënnt ee Saachen, déi fannen ech néierens op der Gare.“ Mä déi fënnt een awer zu Schraasseg! Awer Sue fir en Hond, Sue fir en Détecteur, Sue fir ze kucken, dass e Prisong net eng Plaz ass, wou verschidde Leit, déi nach bësse clean waren, éier se do erakomm sinn, dann elo nach als Toxico do erausginn!

Här Minister, ech hunn et och scho gesot: An anere Länner wier de Minister gaang! Ech kann lech just eppes soen, Här President, no aacht Joer Justizminister, all déi Lacunen, déi ech opgezielt hunn: Waasser, versichten Ausbroch, wou Der d'Leit an d'Labrente lafe loosst, de Brouilleur, de Bracelet, d'Unité de sécurité, zu véier an Zelle vun zwee, wat nach ëmmer net geregelt ass. Ech géif lech e gudde Rot ginn, dat wier, einfach de Volet Prisong engem anere Minister vun dëser Regierung weiderzeleeden.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass agedroen: den honorabelen Här Santer. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission juridique huet sech schonn an e puer Sëtzunge mat der Situatioun am Prisong beschäftegt, a mir sinn amgaangen en Débat d'orientation iwwert d'Strofjustiz virzebereeden, wou de Strofvollzuch am grousse Ganzen an d'Situatioun am Prisong am Besonneschen akribesch wäert ënnersicht ginn. Et geet jo hei net drëms eng Situatioun, déi mer all kennen, ze beschreiwen. Jo, de Prisong ass iwwerfëllt. Jo, d'Situatioun vun den Häftlingen degradéiert sech. Jo, d'Aarbechtsbedingunge vum Personal verschlechtere sech. Dat wësse mer. Et geet drëms Äntwerten ze fannen, Léisungen auszeschaffen.

D'Iwwerbevölkerung zu Schraasseg am Prisong ass patent. Fir eng theoretesch Kapazitéit vun ongeféier 597 Better gëtt et ongefëier 700 – vläicht e bëssen driwwer – Insassen. Virun zwee Joer, also den 1. Januar 2004, waren et der nach 498, also ënnert dem theoretesche Seuil. An d'lescht Joer, virun e bësse méi wéi engem Joer, den 1. Januar 2005, waren et der nach 602. Elo si mer e bëssen iwwer 700. D'Tendenz geet an déiselwecht Richtung.

D'Gestioun, op neit Lëtzebuergesch géing ee soen „de Management vun den Häftlingen“, gëtt nach doduerch erschwéiert, well een och zwëschent den Insasse muss ënnerscheeden. Et gëtt nämlech déi, déi definitiv condamnéiert goufen, déi, déi an der Untersuchungshaft sinn, déi, déi an éischter Instanz condamnéiert goufen, mä Appel gemaach hunn, déi, déi an éischter Instanz condamnéiert goufen a wou den Délai d'appel nach net ofgelaf ass, déi Mannerjähreg, déi Erwuessen, Fraen a Männer, verschidden Nationalitéiten, déi ee muss trennen, méi oder manner krank Leit, méi oder manner psychesch schwaach Leit. Dobäi kommen nach regelméisseg Häftlingen eran an et ginn der fräigelooss. An all déi Leit mussen am Prisong, am eenzege Prisong, dee mer hunn – nach hunn –, also ënner engem Daach ënnerbruecht ginn.

Den Här Bettel huet a senger Interventioun op d'mannst an der Demande d'intervention op zwee Problemer higewisen: déi Mannerjähreg an déi Drogenofhängeg. De Bloc C, wou déi Mannerjähreg souzen an dee chronesch ënnerbesat war, soll wéinst der Iwwerbevölkerung fir déi Erwuesse fräigemaach ginn. Duerfir pilgeren déi Mannerjähreg an d'Sektioun vun de Fraen, wou och 14 Plaze fräi gemaach ginn. Zwou Dieren trennen d'Männer an d'Fraen.

Dat ass elo den Ist-Zoustand. Dat soll awer nëmmen eng provisoresch Situatioun sinn, obwuel ech mer bewosst sinn, dass – nom dacks bestätegte Spréchwuert – il n'y a que le provisoire qui dure. Mä et gëtt sech iwwerhaapt eng Fro ze stellen: Hunn déi Mannerjähreg eppes am Prisong verluer?

De Strofvollzuch ass net nëmmen do, fir déi Leit, déi géint e Strofgesetz verstouss hunn, ze bestrofen; et geet och drëm, fir ze vermeiden, an alles an d'Wee ze leeden, datt no hirer Zäit am Strofvollzuch d'Leit sech erëm an eng Gesellschaft integréieren, en Deel vun eiser Gesellschaft ginn. Dofir ass de Prisong fir Mannerjähreg keng adequat Léisung. Eng kloer Trennung, sot den Här Justizminister, tëschent Manner- a Groussjähregen ass nëmme méiglech, ech zitéieren: «...en transférant les mineurs dans une structure spécialisée (par exemple unité de sécurité de Dreiborn) à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire».

Mir sinn der Meenung, dat soll ee maachen. Mir däerfen hei net nach Jore waarden. Et gëtt kee Grond, firwat déi Unité de sécurité – et kéint een och en aneren Numm fannen, wéi dee martialeschen Numm „unité de sécurité“, dat ass souwisou nëmme Kosmetik – net gebaut gëtt. D'Justiz an d'Zukunft vun de Mannerjährege bréngen all Argumenter, déi ee kéint géint den Ausbau vun Dräibur virbréngen, zum Falen. Déi Erwuesse sollen op Schraasseg kommen oder an deen zweete Prisong, deen och muss gebaut ginn, an déi Mannerjähreg op Dräibur. Esou an nëmmen esou gi mer den Erwaardunge vun engem moderne Strofvollzuch an eisen internationale Verflichtunge gerecht.

Dofir ginn ech vun der Meenung aus – ech si vläicht e bëssen naiv –, datt d'Chamber dem Här Justizminister an dem Här Bauteminister wäert hir voll Ënnerstëtzung ginn, wat den Ausbau vun Dräibur ugeet an de Bau vum zweete Prisong iwwert deen eraus, dee mer elo zu Schraasseg hunn.

Dir hutt eis Ënnerstëtzung, Dir Häre Ministeren, a loosst lech net vun zweetrangege Clochemerle-Argumenter vun där Richtung ewechbréngen.

Wat den Drogekonsum am Prisong ugeet, esou muss een en duebele Constat maachen. Éischtens ass et keen neie Problem an zweetens ass et kee spezifesch lëtzebuergesche Problem. Am Ausland, an all deene Länner, wou Prisonge sinn a wou en Drogekonsum war, ass keng Solution miracle fonnt ginn, ausser et geet een op radikal Mesuren eriwwer, wéi zum Beispill, wéi een dat heiansdo op der Télee gesäit, eng radikal Trennung tëschent den Häftlingen an deenene, déi se besiche kënnt, ob dat d'Familljen ass oder net.

All déi Leit, déi an de Prisong kommen, an dat sinn der vill, dat sinn net nëmmen d'Leit, déi do wunnen, dat heescht d'Häftlingen, iwwer 700, do sinn och 274 Gardienen, do sinn d'Fournisseuren, do sinn d'Familljen, do ass Personal, do sinn Handwierker, déi eran- an erausginn. All déi Leit missten dann och systematesch vun engem Hond oder vun enger Maschinn ënnersicht ginn, egal ob dat Stonnen a Stonne Waardeschlaangen ausmécht. Dat ass awer keng Léisung. Wëlle mer dat, da solle mer dat soen. Ech mengen, mir sollten net op dee Wee goen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Och déi technesch Mesurë sinn net 100% feelerfräi. Do hu mer een Drogendétecteur, an den Här Bettel huet esou gemaach, wéi wann hien net den 11. Januar an där Kommissiounssëtzung war, wou den Här Direkter vum Prisong, den Här Theis, en long et en large erkläert huet, wéi deen Apparat fonctionnéiert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Hien ass deen Eenzegen, deen et weess.

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Jo, mä hien huet och gesot, datt d'Leit wëssen, wéi dee fonctionnéiert. Hien huet awer och gesot, datt deen Apparat vill ze vill sensibel ass…

M. le Président.- Här Santer, Dir misst zum Schluss kommen, wann ech gelift.

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Jo, ech wäert dat maachen.

...vill ze vill sensibel ass, fir do eng uerdentlech effikass Erkenntnis vun den Drogen ze kréien.

Dofir ass et wichteg, Här President, datt mer dëse Punkt, mä och dee vun de Mannerjähregen, d'Drogeproblematik an déi Mannerjähreg am Kader vun eisem Débat d'orientation an der Commission juridique méi an der Substanz, méi am Detail wäerten a musse behandelen, wéi dat a fënnef Minutten an dësem Kader méiglech ass. Also ass dat hei, wéi een ëmmer méindes owes op der Télee seet, eng Affaire à suivre.

(Hilarité)

Ech soen lech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Den nächsten Orateur ass den Här Angel, wann ech gelift. Dir hutt d'Wuert, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Bettel huet hei zwee Punkten ugeschnidden, dat war éischtens d'Situatioun vun de Mineuren am Prisong an zweetens de Problem vum Drogentrafic am Prisong. Dat sinn zwee verschidde Problemer, déi awer och ganz enk matenee verbonne sinn.

Iwwert d'Thema Droge kréie mer jo nach d'Geleeënheet ze schwätzen, well Dir, Här Bettendorf, jo de 16. Januar 2006, dat heescht zwielef Deeg virum Här Bettel, schonn e Bréif un d'Chamber gemaach hutt, fir dass mer hei eng Interpellatioun kréien, wou och deen Thema «le problème de la consommation et du trafic de drogues dans l'enceinte du CPL Schrassig» behandelt gëtt. Do kënne mer jo da wierklech am Detail eng Diskussioun doriwwer féieren.

Et muss ee wëssen, dass, wann een iwwer Drogen am Prisong schwätzt, iwwert d'Halschent vun den Insassen am Prisong Problemer toxicomaner Natur hunn. Dat geet ganz kloer aus dem Bericht 2004 vum Comité européen pour la prévention de la torture ervir. An och aus dem Rapport vum Justizministerium vun 2004 kann een erausliesen, dass 119 Détenuen duerch eng Infractioun am Zesummenhang mat Drogen am Prisong sinn. Do muss een dann, wéi den Här Santer et och scho gesot huet, natierlech Äntwerte sichen.

Eng dovu ka sinn, méi Personal ze kréien. Drogenhënn huet den Här Bettel ugeschwat, mä den Här Minister war jo awer ganz kloer do a senger Äntwert, den Här Bettel huet dat vläicht e bëssen an d'Lächerlecht wëllen dreiwen, mä effektiv gëtt et esou vill Substanzen hautdësdags vun Drogen an all Hond kann nëmmen op eng esou spezialiséiert ginn, dass dat net esou einfach ass an dass een dat elo net esou kann an d'Lächerlecht dreiwen, wéi Dir dat hei versicht hutt ze maachen.

(Interruption)

Ganz wichteg ass de Volet Preventioun. Wann een den Här Bettel héiert, da mengt een, do géing guer näischt gemaach ginn. Ech wëll drun erënneren, dass am Prisong de „Projet Tox“ leeft, dass den CTM, de Centre Thérapeutique Manternach, d'Jugend- an d'Drogenhëllef an den CNDS, de Comité National de la Défense Sociale, do am Prisong Consultatiounen am Zesummenhang mat Drogen assuréieren. De Service médical vu Schraasseg offréiert dräi Typë vun Interventiounen: éischtens de Sevrage, zweetens d'Substitutiounsprogrammer an drëttens eng Réduction de risques et de dommages.

Dofir muss ech nach eng Kéier soen: De Problem Drogen zu Schraasseg kann een net isoléiert gesinn nëmmen zu Schraasseg; et ass e Problem, dee sech an déi national Drogepolitik areie muss, wou mer nach hoffentlech hei oft d'Geleeënheet kréien, fir zesummen driwwer ze diskutéieren. Ech fuerderen heimat déi dräi concernéiert Ministèren – d'Santé, d'Justiz an d'Famill – op, hir Zesummenaarbecht, déi se hunn, nach méi ze intensivéieren, fir Léisungen ze fannen.

(Interruption)

Wat elo d'Situatioun vun de Mineuren am Prisong ubelaangt, wësse mer, gëtt déi Unité spéciale säit 1992 diskutéiert. 2004 ass jo hei am Haus och d'Gesetz gestëmmt ginn, an ech hat jo nach eng Kéier d'Geleeënheet am November 2005 an enger Froestonn bei der Regierung doriwwer nozefroen, an do hu mer och festgestallt beim Budget, dass 5,7 Milliounen am Budget 2006 ageschriwwe sinn. An esou vill ech informéiert sinn, mä do kann d'Regierung eis jo nach herno Informatioune ginn, läit et net am Moment beim schlechte Wëlle vun der Regierung, mä do si Problemer um Niveau vun der Gemeng, déi en neie PAG gestëmmt huet, an dofir muss en neie PAP kommen. Dat sinn déi Hürden, déi nach mussen iwwerwonne ginn.

D'Situatioun vun dem Transfert vum Bloc D an de Bloc F, och do, Här Bettel, wann een Iech um Radio héiert, da mengt een – ech hunn et emol esou verstanen an och vill Leit kënnen dat esou verstoen –, dass do carrément elo Jugendlecher bei enger erwuessener Fra an enger Zell géinge leien.

(Interruption)

Dir dréint dat awer dann ëmmer esou, dass dat esou eriwwerkënnt. Ech hu mer do an den Äntwerte vum Minister – an ech hu mech och renseignéiert – soe gelooss, dass dat op engem éischtens getrennte Stack ass an deem Prisong, dass dat e getrenntene Stack ass, an da sinn do zwou Dieren, déi dat trennen.

An, Här Bettel, Dir wësst, dass an engem Prisong déi Dieren, dat si keng Dieren, wéi Är Viischtdier,...

(Hilarité)

...mä dat sinn aner Dieren. Dat ass ee Provisorium, dat wësse mer. Mir bedaueren dat och all a mir hoffe wierklech, dass mer déi Unité spéciale esou séier wéi méiglech kréien.

Als Konklusioun, erlaabt mer do awer nach eppes ze soen: Mir mussen an dëser Problematik iwwert d'Mauere vu Schraasseg ewechkucken an och iwwert d'Mauere vun där neier Unité spéciale. A mir mussen eis froen, ob mer net méi alternativ Strukture musse kreéieren, wéi zum Beispill spezialiséiert Foyeren, wéi zum Beispill d'Psychiatrie des jeunes ausbauen. Wann ee weess, dass an deem neie Service am Centre hospitalier um Kierchbierg 15 Better sinn an dass déi permanent beluecht sinn, da wësse mer, dass do nach e groussen Handlungsbedarf ass.

Wat mer och eventuell brauchen oder wou mer driwwer diskutéiere mussen, dat si speziell Therapieangeboter fir jugendlech Drogenofhängeger, vläicht esouguer och iwwer zouen Therapieplazen diskutéieren. Do gëtt et am Ausland gutt Resultater, wat esou Therapieplazen ubelaangt.

Zum Schluss wollt ech ee Wuert soen iwwert de Centre de rétention. Do schafft d'aussepolitesch Kommissioun jo drun an och déi zwee Ministèren, déi do concernéiert sinn, a mir haten de Freideg eng Visite, als Kommissioun, zu Zürich vun esou engem Centre de rétention, a mir ginn nach anerer kucken. Och dat ass en Dossier, wou dru geschafft gëtt. Ech hoffen, dass dat ganz séier kënnt.

Ech fuerderen d'Regierung op, do wierklech och Efforten ze maachen, dass mer do wierklech net esou laang musse waarde wéi op deen aneren. An ech hunn awer do och vollt Vertrauen, dass dat séier sollt goen. Leider war bei där Visite kee Vertrieder vun Ärer Fraktioun derbäi, Här Bettel. Dat si Visiten, déi ouni Medienopwand duerchgefouert ginn. Dat ass vläicht net esou interessant,…

(Interruption)

…mä mir hunn awer ganz vill do geléiert.

Merci.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Merci, Här Angel. Nach ageschriwwen ass den Här Félix Braz. Dir hutt d'Wuert, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. D'Conférence des Présidents ass sech de Moien och doriwwer eens ginn, dass mer haut sollen exklusiv iwwer zwou Saache schwätzen, iwwert de Problem vun de Mineuren an iwwert de Problem vun den Drogen, esou wéi et ugefrot war. Et kéint ee ganz villes haut soen, och iwwert dat, wat gëschter passéiert ass, iwwer e Centre de rétention an aner Stéchwierder nach.

Mir wëllen dat net maachen. Mir wëlle probéiere bei deem ze bleiwen, wat ofgemaach war, fir ze probéieren, wéinstens e puer Saachen och eriwwerzebréngen un déi Leit, déi d'Chambersaktualitéit suivéieren, well soss gëtt dee ganzen Dossier vun der Situation pénale fir ëmmer manner Leit verständlech, an ech mengen, dass een domadder kengem déngt, scho guer net deene Leit notamment, déi am Prisong sinn, deenen ee vläicht wéilt hëllefen.

Wa mer vum Stéchwuert Droge schwätzen: De Prisong ass eng konzentréiert Amplificatioun vun de Problemer vun der Gesellschaft. Do kommen all d'Problemer, déi et an der Gesellschaft gëtt, zesummen, a si kommen och nach op eng verstäerkten, amplifiéiert Aart a Weis do beienaner. Am Prisong ass alles méi extrem wéi ausserhalb vum Prisong. Wann ee sech virstellt, dass et am Prisong keng Droge kéint ginn, ass ee menger Meenung no naiv. Et ass gradsou onméiglech, am Prisong keng Drogen ze hunn, wéi et onméiglech ass, an der Gesellschaft dobausse keng Drogen ze hunn, an et ass u sech och emol kee Wonner, dass et an engem Prisong méi Droge gëtt wéi an der Gesellschaft dobaussen, well – nach eng Kéier och um Stéchwuert vun der Drogeproblematik – de Prisong eng méi extrem Situatioun wéi dobaussen ass.

Et kéint een duerfir suergen, dass et keng Drogen am Prisong géing ginn oder ganz wéineger. Mä dat géing awer – an den Här Santer huet et scho gesot – ganz kloer op d'Käschte goe vun de Leit, déi am Prisong sëtzen. Dat géing zu 100% op d'Käschten dovunner goen, wéi eng Kontakter een deene Leit mat der Aussewelt nach wëllt zougestoen. An dat muss een och soen, wann ee sech driwwer iergert, dass et am Prisong Droge gëtt, da soll een dat doten och hannendrunhänken.

Well et ass liicht ze soen, mir hätten alleguerte léiwer, et wiere keng Drogen am Prisong – dat kléngt och vläicht gutt, mä et ass net nëmmen eng komplett Illusioun, et wär och nach nodeeleg fir déi Leit, déi am Prisong sinn, net well se da keng Droge kéinte kréien, mä well se virun allem keng Kontakter méi kéinte kréie mat Leit, déi nach bereet sinn, vun hirer Zäit hierzeginn, fir e Rescht u Sozialliewe vun de Prisonnéier oprecht ze halen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Haaptfro, eiser Meenung no, ass duerfir net déi, wéi vill Drogen ee probéiert am Prisong ze hunn oder erauszekréien, mä den Haaptproblem ass deen, wéi mer am Prisong mat den Drogen a mat deene Leit, déi Drogen huelen, ëmginn. Och am Prisong sinn déi Leit, déi Drogen huelen, fir d'éischt emol Kranker. Esou wéi mer dat och dobausse probéieren ze verstoen, musse mer och bannen am Prisong soen: Déi Leit, déi Drogen huelen, sinn an éischter Linn Kranker, a wéi gi mer mat deenen ëm?

Dat si keng Krimineller. Wa se kriminell sinn, dann duerch déi aner Condamnatiounen, déi se kritt hunn, mä net duerch de Fait, dass se Droge consomméieren. An et muss een als Gesellschaft a bannen an der Aarbecht am Prisong duerfir suergen, dass déi Leit, wa se dann eng Kéier aus dem Prisong nees erauskommen, zumindest net méi schlecht dru sinn, wéi zu deem Moment, wou se an de Prisong ageliwwert gi sinn. Wa mer dat scho géife fäerdeg bréngen – an dat brénge mer am Moment net fäerdeg –, dann hätte mer schonn eppes geschafft.

An der Drogeproblematik gëtt et awer een Element, wat d'Saach net vereinfacht: Et mécht ee keng Drogentherapie ënner Zwang. Do ass de Prinzip d'Fräiwëllegkeet. A wann déi Leit, déi et trëfft, net wëlle matmaachen, ass et natierlech ganz schwéier. Dat si fir eis d'Haaptfroen, ëm déi et geet, wann een zum Stéchwuert Drogen am Prisong schwätzt, an net fir d'Opinion publique ze alimentéiere mat enger Debatt doriwwer, ob et theoretesch méiglech wier, fir d'Droge komplett oder nëmmen hallef erauszehuelen. Domat, menge mir, maache mer der Saach am Prisong kee Gefalen. Et geet jo schlussendlech ëm déi Leit, a wat mer brauchen, ass Sozialaarbecht am Prisong, dat virun allem an als Alleréischt.

Zum Stéchwuert vun de Mineuren am Prisong: Ech mengen, déi wesentlech Fro ass effektiv déi, ob Mineuren iwwerhaapt eppes am Prisong verluer hunn. Op anere Plazen an der Welt, wou och d'Mineurë mat kriminelle Volljährege vermëscht sinn, si se an der Regel éischter no bei de Fraen, net no bei de Männer. Elo kéint ee jo soen: Dann ass dat hei jo praktesch eng positiv Entwécklung, well do ass et net grad ganz esou rau wéi um Stack vun de Männer. Et muss een awer hannendru soen, dass iwwert déi lescht Joren e puer Aménagementer gemaach gi sinn um Stack bei de Männer an dass et och duerfir eigentlech an der aktueller Situatioun besser wär, wann déi Mannerjähreg kéinten do bleiwen, wou se elo sinn. Déi sinn einfach am Moment do besser équipéiert an outiléiert.

Et ass also duerfir och eiser Meenung no keng gutt Décisioun, fir se eriwwerzehuelen, mä am allerbeschte wier et, wa mer endlech dat Richtegt géinge maachen, nämlech déi Mannerjähreg wierklech an eng separat Struktur eriwwerzehuelen. Och déi Gréng plädéieren duerfir, dass een zu Dräibur wierklech eng Structure fermée mécht, fir Mannerjähreger do ënnerzebréngen, getrennt vun den Erwuessenen.

Mä dat heescht dann awer och, dass déi aner, déi elo zu Dräibur sinn, mussen an aner sozial Programmer, notamment ënnert der Égide vum Familljeministère, erakommen. Dat ass am Moment net de Fall. Et si vill Jugendlecher, Mannerjähreger zu Dräibur aus enger Rei vu verschiddene Grënn nach ëmmer placéiert, an da misst een awer och do déi Trennung maachen. Wa mer d'Mineuren – an duerfir plädéiere mir – eriwwer sollen huelen an eng Structure fermée op Dräibur, mussen awer och déi aner sozial Programmer Plaz schafe fir déi aner Mineuren, déi am Moment zu Dräibur sinn. An dat ass iwwregens och eng vun de Konklusioune vun der Commission spéciale «Jeunesse en détresse» gewiescht. Et ware ganz wäertvoll Konklusiounen, déi ni ëmgesat gi sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dräi Joer diskutéiere mer hei an der Chamber iwwert d'Problemer vum Prisong a vum Strofvollzuch. Déi lescht Debatt war de 4. Juni 2002, an all Joer kënnt de Minister heihinner an hie seet ons: Elo geschitt eppes. Et muss ee feststellen, datt an der Problematik näischt geschitt ass!

Déi grouss Problemer, mat deenen de Prisong konfrontéiert ass, déi resultéieren aus der Iwwerbevölkerung, aus dem Drogenhandel an doduerjer, datt verschidde Problemer net ugepaakt ginn. An de leschten dräi Joer ass d'Zuel vun de Prisonnéier ëm 70% gestiegen. Am Ablack leien duebel esou vill Leit am Prisong, wéi missten normal virgesi sinn. Wann een dat op dräi Joer kuckt, woufir et esou an d'Luucht gaangen ass, da gesäit een, datt och d'Zuel vun deene Leit, déi inhaftéiert gi sinn, ganz staark gestiegen ass um Niveau vun den Demandeurs d'asile.

Et ass also ganz kloer e Lien zwëschent där falscher Asylpolitik, déi déi viregt Regierung an de leschte Jore gemaach huet, well se d'Asylprozeduren net gekierzt huet, sou datt mer doduerjer en Afflux vu Leit heihinner krut hunn, déi sech herno am Prisong erëmfannen.

(Interruption)

Dat ass eng Saach, déi absolut feststeet, a wou d'Donnéeën indéniable sinn.

Ech froen och de Minister, datt hien ons déi Zuele soll bestätegen, datt zum Beispill an deem Trakt, wou et elo gebrannt huet, bal exklusiv Demandeurs d'asile sinn. Dat ass wéinstens déi Ausso, déi hie gemaach huet, an alleguerten déi Leit, déi wéinst Droge condamnéiert gi sinn.

Dat, wat een och muss feststellen, dat ass, datt déi meescht Leit, déi an de Prisong kommen, net drogéiert sinn, wa se erakommen, mä deen Ablack, wou een elo d'Zuele kuckt vun deenen, déi sech drogéieren, wa se bis eng Zäitchen dobanne sinn, dann ass et esou, datt vun dräi Prisonnéier der zwee sech drogéieren. D'Zuel vun den Hépatiten ass dramatesch gestiegen, och a Liaisoun mat der Drogeproblematik.

2.000 Euro kascht den Heroin de Kilo, an dat gëtt au vu et au su de tout le monde bezuelt iwwert Télefonskaarten am Prisong. Näischt geschitt! All d'Donnéeën, wéi d'Drogen erakommen, wou se stockéiert ginn, alles ass bei der Regierung bekannt, zënter Joren, zënter ganz laanger Zäit, an näischt geschitt! Woufir ass dat?!

Dat ass ganz einfach, well et zur Politik gehéiert: Drogéierter, déi si roueg am Prisong, déi randaléieren net, déi maache kee Feier. An et ass do, wou ee vun de Problemer sech stellt, an et ass bedauerlech, datt hei net reagéiert gëtt. Mir mussen onbedéngt déi Problemer, déi mer kennen, upaken. Et mussen endlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

Bien entendu brauche mer och eng nei Drogepolitik, déi mer hei an der Chamber ganz oft diskutéiert hunn an déi mer net solle vergiessen. Mä et geet awer och drëm ze verhënneren, datt d'Leit am Prisong sech massiv drogéieren, well deen Ablack wou se do Droge geholl hunn, da komme se eraus, et ass kee Suivi social do oder ganz wéineg, an deen Ablack geet et nees an ons Beschafungskriminalitéit eran.

Dat heescht, datt déi Politik, déi dës Regierung mécht, d'Absence vun aktiver Politik am Prisong géint den Drogenhandel, géint den Drogekonsum ee vun de gravë Problemer ass. Do muss ee sech d'Konsequenze bewosst sinn, déi sech à court terme am Prisong stellen, an à moyen terme och an der Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg.

Verschidde Saachen, déi sinn hei an der Debatt elo ugeschwat ginn, dat ass zum Beispill d'Kontroll vun den Hënn. Wann een dat deen Dag mécht, wou keen erakënnt, oder wou just nëmme wéineg Leit erakommen, da kann een natierlech keng Droge fannen. Wann ee se awer bannent dem Prisong mécht, a Sonndes, wa Visitë sinn, da gesäit een, datt héchstwahrscheinlech an engem Stéck wäerte Leit opgedeckt ginn, déi do Drogen erabréngen.

De Screening fir Drogen ze sichen am Prisong ass absolut ineffikass. Woufir? Well dat Personal, wat sech dorëmmer soll këmmeren, net déi néideg Formatioun huet. Et ass bedauerlech, datt hei wéinst enger falscher Politik näischt gemaach gëtt. An déi Iwwerbevölkerung, Här Minister, déi huet och aner Konsequenzen, déi mer haut net sollten diskutéieren, well dat esou an der Conférence des Présidents zréckbehale ginn ass.

M. le Président.- Här Henckes, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, ech maachen dat, Här President. Ech wollt just de leschte Saz soen. Do sinn de Centre de rétention, d'Bracelets électroniques – all déi Saachen do diskutéiere mer elo schonn dräi Joer. Et gëtt Zäit, datt Der eppes maacht.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Wuert de Justizminister, den Här Luc Frieden. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Prisong géréieren ass näischt Einfaches. Et ass sécherlech méi einfach ze kritiséieren, wéi konkret Propositiounen ze maachen. Et ass ëmsou méi schwiereg e Prisong ze géréieren, wann d'Zuel vun den Détenuë wiisst. Mir haten haut an deem Moment, wou mer schwätzen, zu Schraasseg 661 Persounen, dovunner 631 Männer an 30 Fraen. A Résidenten an Non-Résidenten opgedeelt, sinn dat 290 Résidenten an 212 Non-Résidente vu ganz ville verschiddenen Nationalitéiten.

Déi Chiffere muss ee sech e puermol duerch de Kapp goe loossen, well si si fundamental anescht mat der Situatioun, déi mer am Prisong haten, och 1998, wéi ech, wéi den Här Bettel erënnert huet, ugefaangen hunn als Justizminister. Mir haten eng Moyenne normalerweis vu ronn 350, a mir hunn duerch eng Rei vu Phenomeenen, y compris där Politik, déi mer gemaach hunn, haut eng Zuel vu Gefaangenen, déi bal duebel esou héich ass, wéi dat nach viru siwen, aacht Joer de Fall ass. Mat dozou bäigedroen hu ganz sécher déi staark Renforcementer vun der Police a vun der Justiz an deenen aacht Joer. Et hunn och Phenomeener vun internationaler Migratioun mat bäigedroen. Phenomeener vun enger Relocalisatioun vu verschiddene kriminellen Aktivitéiten an eist Land an an eis Regioun.

A mir waren der Meenung an där Regierung virdrun, a mir sinn der Meenung an dëser Regierung, datt, wa kriminell Dote geschéien, d'Police an d'Justiz da mussen aktiv ginn. Dozou gehéiert, ob een dat wëllt oder net, wann een an där Linn schafft, och e Prisong an och d'Aspäre vun deene Leit. Mir ge-

sinn an där Politik keng Alternativ. Mir wëllen déi Politik weiderfueren. Mä selbstverständlech musse mer eis dann och mat den Insasse vun deem Prisong beschäftegen, innerhalb vun deene bestoende Strukturen. Ech kann net, an och d'Regierung kann net, vun haut op muer nei Strukturen erbäizauberen.

Jiddfereen, deen heibanne Verantwortung huet, kennt d'procédural Schwieregkeeten, kennt d'Abberzuel vun Autorisatiounen, déi mer brauchen. Duerfir kënne mer déi Moossnamen, déi mer maachen, fir de Moment ëmmer nëmmen innerhalb vun de bestoende Mauere vum Prisong vu Schraasseg respektiv vun deem oppene Strofvollzuch vu Giwenech, an deene Fäll, wou dat méiglech ass, organiséieren.

Elo gëtt hei behaapt, zweemol de Mëtten, datt an deenen aacht Joer näischt geschitt wär. Erlaabt mer nëmmen emol eng Kéier der e puer opzewäerfen, an et kënnt een héchstwahrscheinlech eng bis zwou Stonnen opzielen, wat alles gemaach ginn ass.

Erlaabt mer mol fir d'éischt op d'Situatioun vum Personal anzegoen. Mir haten 1998 zu Schraasseg 156 Gardienen. Mir hunn der haut 274. Dat ass eleng d'Personnel de garde, déi Giichtercher, mol guer net ze schwätze vun deem anere Personal, wat selbstverständlech och an esou enger Struktur eng ganz grouss Wichtegkeet huet.

(Interruption)

Une voix.- Et waren der am Krankeschäin.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- 118 zousätzlech Gardienen an aacht Joer.

Zweetens, hu mer eis bekëmmert ëm déi Leit, andeem mer wollten assuréieren, datt méi Course géingen ugebuede ginn, datt eng sënnvoll Aktivitéit kënnt stattfannen. Duerfir hu mer, Dank och der gudder Kooperatioun mam Educatiounsministère, zënter dem Joer 2000 Leit kritt, Enseignanten, déi kënne méi Zorte Coursen am Prisong zu Schraasseg organiséieren.

Drëttens hu mer versicht, de medezineschen Encadrement an deene Joren ze verbesseren. Well, wann déi Leit an där Situatioun do sinn, da kommen eng ganz Rei och gesondheetlech a psychiatresch Problemer zou. Well mer dat selwer net professionell genuch konnte maachen, hu mer vun 2002 u Konventiounen ofgeschloss, engersäits mam Centre hospitalier, an anerersäits mam Centre hospitalier neuropsychiatrique, fir Dokteren, Psychiateren, Infirmieren zur Verfügung gestallt ze kréien, no Regelen, déi mer mat deenen an enger Konventioun ofgemaach hunn, an och Apdikteren.

Doduerch huet sech dat substanziell amélioréiert. Ech sinn och deene Leit dankbar, déi net gewinnt sinn an engem Prisongsenvironnement ze schaffen, awer regelméisseg op Schraasseg kommen an domadder och d'Zesummeliewen zu Schraasseg vill verbesseren.

Véiertens hu mer an deenen aacht Joer e Service psychosocial am Prisong op d'Bee gesat, deen e bessere sozialen Encadrement vun de Gefaangene soll maachen. Niewent där Aarbecht vum SCAS, déi zesummeschaffen, déi eng dobannen, déi aner fir d'Sortie vun deene Leit ze preparéieren.

Drëttens sinn ech permanent duerfir besuergt, datt mer d'Formatioun vum Personal, souwuel déi initial Formatioun wéi d'Formation continue, wann déi Leit do schaffen, ze verbesseren. Nach kierzlech hu mer nei Formatiounsprogrammer ugebueden, fir datt déi schwiereg Aarbecht soll kënnen esou gutt wéi méiglech gemaach ginn.

Et ass eng schwiereg Aarbecht. Dat hu mer gëschter och erëm eng Kéier gesinn. An duerfir war d'Regierung och der Meenung, an d'Chamber huet dat ënnerstëtzt, ouni datt dat heibanne vill Opmierksamkeet fonnt huet am Budget vun dësem Joer, datt mer d'Prime de risque vun deene Leit, déi do schaffen, vun zéng op 20 Punkte vum 1. Januar un dëst Joer geheicht hunn.

Wann ech soen, net nëmmen d'Personnel de garde augmentéiert, dann hu mer eis och ëm aner Voletë bekëmmert. Zum Beispill am Service informatique hu mer vum Centre informatique de l'État en Informatiker kritt, well esou eng riseg Struktur brauch och eng informatesch Begleedung. Esou kënnt een d'Zuel vun de Moossname weiderféieren.

Mir hunn, an dat ass mer och wichteg, an deenen aacht Joer eis drëm bekëmmert, besonnesch och nodeem mer eng Rei vu Suicidë kuerz no der Aliwwerung vu Gefaangenen hate viru siwen oder sechs Joer, den Accueil vun de Prisonéier vun 2001 un anescht organiséiert, fir datt se e bësse besser, besonnesch an deenen éischte Wochen vun hirer Gefaangeschaft, wëssen, wat op se zoukënnt, wat hir Rechter a Flichte sinn. Datt domatter déi Begleedung als positiven Effet hat, datt mer déi dramatesch Evénementer, déi mer virun e puer Joer kannt hunn, datt am Ufank d'Leit besonnesch Schwieregkeeten haten, e bësse besser an de Gréff kritt hunn.

Mir hunn eis ëm d'Sécherheetsmoossnamen an deenen aacht Joer bekëmmert, andeem mer nei Moossname schonn ageleet hunn, anerer zum Deel amgaange sinn ze realiséieren. Duerfir hu mer ënner anerem eis vun externe Beroder begleede gelooss, Schwäizer Spezialisten, déi am Prisongswiesen aktiv sinn.

Datt ech net an all Question parlementaire am Detail dat beäntweren, fannen ech, dat ass meng Flicht, well wann ee Sécherheetsfroen op der öffentlecher Plaz dévoiléiert, dann hu se näischt méi mat Sécherheet ze doen. Duerfir wäert ech och an Zukunft zu deene Froen, aus menger Conceptioun vun där Aufgab, déi ech an der Regierung hunn, net schwätzen, mä déi Moossname si gemaach ginn, respektiv neier ginn nach gemaach.

(Interruption)

Mir wollten d'Zuel vun de Schaffplazen am Prisong erweideren, duerfir hu mer weidergeschafft un deem Projet, dee scho vu mengem Virgänger an d'Wee geleet ginn ass, betreffend enger industrieller Wäscherei, déi am Prisong nei Aarbechtsplaze schafe soll. Déi wäert am Laf vum Joer richteg fonctionnéieren. D'Phase de démarrage, d'Testphas huet ugefaangen. Ech mengen, datt dat nei Aktivitéite bréngt, well et ass effektiv net gutt, wa Leit laang op enger Plaz sëtzen a keng Aktivitéit hunn.

Mir hunn och an deene Joren – an den Här Angel ass dorobber agaangen – e Projet gemaach fir déi, déi droguéiert sinn, fir déi och kënnen am Prisong ze begleeden; eng Prise en charge vun deenen ze maachen. Dee Projet leeft zënter dem Joer 2000, mat enger Rei Ugangsschwieregkeeten. Dat ass e wichtege Projet an un deem hale mer och fest.

Eleng elo hunn ech lech zéng Moossnamen opgezielt, déi wesentlech dat schwieregt Ëmfeld vum Prisong an deene leschte Jore verbessert hunn. Dat ass net, fir ze soen, et wär ideal, mä et ass eng kloer Negatioun vun där Affirmatioun, déi esou locker hei gemaach gëtt, datt näischt gemaach gi wär. Et ass d'deeglech Suerg vu villen, déi mat mir schaffen, a vu mir selwer, fir d'Zesummeliewen an deem Prisong ënner schwieregsten Ëmstänn ze realiséieren. An ech wëll all deenen...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dat huet ee virun e puer Deeg gesinn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- All Respekt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- All Respekt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst den Här Minister seng Ausféierunge maachen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Déi do zéng Moossnamen hu wesentlech dozou bäigedroen, datt d'Situatioun... Et kann een och froen, datt d'Diere vum Prisong opgemaach ginn. Och gëschter...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Déi gi jo guer net op, déi sinn dach ëmmer futti!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Jo, ech si frou, datt se net opginn, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Jo, a wa se eng Kéier net zouginn, dann...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, Här Bettel, wann ech gelift. Wann Der eng Fro wëllt stellen, da stellt eng Fro, mä awer net an deem doten Toun.

(Interruptions diverses)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Mir maachen déi Politik, déi sécherstellt, datt d'Gesetzer, déi vun dësem Haus gestëmmt ginn, am Strofrecht och respektéiert ginn a mir exekutéieren déi Geriichtsentscheedungen, déi vun de Strofgeriichter gesprach ginn. Dat dréit wesentlech dozou bäi, datt d'Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg besser ass wéi an den Nopeschlänner, datt d'Sécherheet hei an der Stad an an dësem Land besser ass wéi a ville Länner an a ville Stied, déi sech mat eis moossen. An dat huet zur Konsequenz, datt mer eng staark Populatioun zu Schraasseg hunn.

(Interruption)

Déi muss ee begleeden. Mir hunn dat gemaach a mir sinn determinéiert, fir op deem Wee weiderzefueren a mir loossen eis net doranner bëieren. D'Konsequenz vun enger anerer Politik wär, datt mer vläicht vill manner Suergen hätten, vill méi Rou zu Schraasseg, mä vill méi Onsécherheet dobaussen, an dat loosse mer net zou.

Dann zu deenen zwee anere Sujeten, déi hei évoquéiert gi sinn an déi ech aus Zäitgrënn dann nëmme kuerz wëll uschneiden. Dat ass emol d'Situatioun vun de Mineuren zu Schraasseg, wat eng Situatioun ass, déi ech ëmmer als Mënsch an als Justizminister bedauert hunn. Ech wëll awer hei kloerstellen, datt éischtens emol d'Zuel vun deenen eng ganz limitéiert ass. Wann ech haut kucken, op déi 661 Persounen, déi zu Schraasseg sinn, sinn der haut 13, déi an där Kategorie vun de Mineuren ze fanne sinn.

Ech wëll an deem Kontext och soen, datt déi Leit net do sëtzen op Grond vun enger Décisioun vun der Regierung, mä op Grond vun enger Décisioun vum Jugendgeriicht. Dat ass wichteg ze preziséieren, och wat d'Situatioun ubelaangt, a wéi engem Moment déi Leit kënnen erausgoen. Et hu Leit mech d'lescht Joer gefrot, ob ech net kënnt Chrëschtdag oder an där Zäit e puer vun deene Leit erausloossen. Dat ass keng Entscheedung vun der Regierung a keng Entscheedung vum Justizminister. Et ass d'Jugendgeriicht, wat décidéiert, wéini eng Persoun an déi Section disciplinaire sëtze kënnt.

Drëttens, ech wëll hei preziséieren, datt contrairement zu deem, wat ëmmer erëm behaapt gëtt, d'Détentioun vu Mineuren, esou traureg déi och ass, an den internationale Mënscherechtskonventioune virgesinn ass.

Souwuel d'europäesch Mënscherechtskonventioun wéi d'Konventioun iwwert d'Rechter vum Kand gesinn d'Détentioun fir Mineure vir. Si gesinn och vir, datt d'Kanner, d'Mineuren, déi eng Privation de liberté subisséieren, solle getrennt gi vun den Erwuessenen, à moins datt dat an exceptionnelë Fäll am Intérêt supérieur vum Mineur wär, datt hien net getrennt wär. A genau déi nämlecht Artikelen hu mir 1992 am Jugendschutzgesetz iwwerholl.

Et ass also net esou, datt, wa Mineuren zu Schraasseg sinn an à condition datt se, esou wäit dat méiglech ass, getrennt si vun den Erwuessenen, datt dat contraire wär zu de Mënscherechter. Déi ganz Regierung an och ech als Justizminister sinn attachéiert un d'Applikatioun vun der Kannerrechtskonventioun a mir maachen alles, fir datt déi Konventioun respektéiert gëtt. Mä mir sinn och verflicht d'Geriichtsdécisiounen ze exekutéieren.

Mir schaffe weider drun, fir datt mer deen zënter Joren an der Planung sech befannende Bau vun enger geschlossener Unitéit fir dës Zort vu Jugendlechen zu Dräibur fäerdeg bréngen. Déi lescht an dës Regierung hunn alles gemaach, fir datt dat soll virugoen, mä et sinn eng ganz Rei prozedural Schwieregkeeten ënnerwee opgedaucht, esou datt mer bis haut net déi definitiv Genehmegungen hunn.

Och d'Kolleege vun der Regierung, déi mat mir fir all déi Saachen do zoustänneg sinn, hunn déi fest Determinatioun, datt dee Projet eppes gi soll. Mir hoffen och, datt mer déi modifizéiert Pläng esou schnell wéi méiglech vun där zoustänneger Gemeng autoriséiert kréien. Dat ass eng komplizéiert Saach, déi ee muss am Gespréich mat all deene Concernéierte maachen. Mir wäre frou, wann déi Unitéit scho méi laang géing bestoen. Dat war awer weder an där viregter Regierung nach an dëser bis elo méiglech. D'Regierung bleift awer determinéiert, fir se ze bauen.

Mir sinn och zesumme mat deenen zoustännege Ministèren amgaangen – an dat ass virdrun hei och gesot ginn – e Service de psychiatrie fermée zu Ettelbréck an d'Wee ze leeden, deen dann och a verschiddene Phase mat der Psychiatrie juvénile zesummeschafft, déi am Spidol um Kierchbierg opgemaach ginn ass, wou also dann och eng zweet Etapp no där Phas um Kierchbierg ka gemaach ginn. Dat muss een also als e Ganzt gesinn, wat do geschitt.

Déi Mineuren, déi mer zu Schraasseg hu misse verleeën, dat war net, datt mir dat einfach esou als déi ideaalste Solutioun fonnt hunn, mä wann ee muss 670, 700 Leit zesummen hébergéieren, dann hu mer gemengt, datt eng Relocalisatioun op enger anerer Plaz géing zousätzlech Plaz schafen zu Schraasseg...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- ...an datt op där Plaz, wou déi Jugendlech elo sinn, eng kloer Trennung vun deenen aneren Erwuessenen, gefaangene Fraen an dësem Fall, kann esou wäit wéi méiglech assuréiert ginn.

Här President, ech hunn elo nach net ze schwätze kritt iwwert de Volet vun den Drogen. Ech realiséieren, datt 15 Minutte keng laang Zäit ass. Ech hale mech also zur Dispositioun, entweder hei virum Plenum, wann Dir dat erlaabt, oder soss an der Kommissioun, oder ech maachen dat op enger Visite vu Schraasseg, déi d'Commission juridique gefrot huet, oder op enger Pressekonferenz. Ech maachen dat also esou, wéi d'Chamber dat gären hätt.

(Brouhaha général)

Ech kann an engem Saz soen, datt, wéi den Här Braz dat och virdru gesot huet, et esou ass, datt een net kann an engem Prisong eng Absence totale vun Drogen hunn, wann ee weess, datt all Dag e puer honnert Leit: Personal, Lieferanten, Firmen, déi eppes era schaffe kommen, eran- an erausginn. Mir maachen e Maximum vu Kontrollen, mä ouni eng Kontroll vun de Persounen, déi et quasi géing mat sech zéien, datt ee bei deene Persounen de ganze Kierper géing ofsichen, ass et onméiglech, all Element vun Drogen ze fannen, déi kënnen an de Prisong eragefouert ginn.

Et ginn zousätzlech Kontrolle gemaach; mir hu ganz vill Kontrolle vun Zellen a leschter Zäit gemaach, 501 Zellekontrollen an deene leschten zwielef Méint. Mir hunn d'Visiteure kontrolléiert, mä ech gesinn net, datt mer all Visiteur sech ausdoe loossen, wann en erakënnt, an eng Kontroll vun zéng Minutte maachen.

Mä mir wäerte weider, wéi ech dat an deene leschte Méint gefrot hunn, Kontrolle vun den Zelle maachen, vun de Visiteuren, vun deene Leit, déi e Congé pénal zum Beispill haten, fir do all Kéiers Urintester ze maachen. Mir hunn zum Beispill eleng am Januar dëst Joer scho 44 där Tester gemaach, dovunner waren der 21 positiv, nom Retour vun deene Leit aus dem Congé pénal – fir lech ze weisen, datt vill gemaach gëtt, fir lech ze weisen, datt all Dag vun deene Leit, déi do schaffen, eng remarquabel Aarbecht gemaach gëtt, a mir wäerten op deem Wee weidergoen.

Ech si gär bereet, wéi gesot, op anerer Plaz der Chamber an der Öffentlechkeet Detailer iwwer eis Politik am Kampf géint d'Drogen, och an der Begleedung vun den Drogéierten am Prisong, matzedeelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass och dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen dann zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Aktualitéitsstonn, déi ugefrot ginn ass vum ADR betreffend déi rezent Perquisitioune bei RTL an och d'Pressefräiheet. Ageschriwwe sinn: den Här Mosar, den Här Bettel, den Här Fayot an den Här Braz. D'Wuert huet elo den Här Robert Mehlen als Vertrieder vun der Fraktioun vum ADR. Här Mehlen!

Exposé

7. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse

(Exposé – Débat – Motion)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Fraktioun vum ADR huet déi Heure d'actualité hei ugefrot, well mer der Meenung waren, datt dat, wat dëser Deeg passéiert ass bei RTL, e gravë Fait duerstellt, dee wäert ass, an dëser Enceinte diskutéiert ze ginn, a wou mer och hoffen, datt Konklusiounen aus deem Débat gezu ginn.

Déi Perquisitioun, déi den 23. Januar bei BCE, Broadcasting Center Europe, eng honnertprozenteg Duechter vun RTL, stattfonnt huet, ass ze gesinn am Kader vum Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Pressefräiheet. Dat Gesetz, bei deem den Här Mosar Rapporteur war – an ech hu mer dee ganze Rapport fir dësen Débat nach eng

Kéier duerchgekuckt, dee ganz étoffèiert ass, ganz besonnesch um Punkt vum Quelleschutz –, seet a sengem Artikel 7 (1) – ech muss dat alles e bësse kompriméiere wéinst der Zäit:

Éischtens, datt all Journalist d'Recht huet, bei Nofuerschungen ze refuséieren, seng Sourcen inklusiv de Contenu präiszeginn.

Zweetens betrëfft dat net nëmmen de Journalist, mä et ass ganz wäit gefaasst; et bezitt sech praktesch op all Persounen, déi berufflech mat deem Journalist ze dinn haten.

Drëttens gëtt ganz däitlech gesot, datt an dësem Zesummenhang Perquisitiounen a Saisië verbuede sinn.

Dann zum Artikel 8 – an do ass et jo wierklech wou d'Krux läit, do sinn d'Ausnahme genannt. D'Ausnahmen, déi doran opgezielt sinn, soen, datt Poursuiten nëmme kënne gemaach ginn am Kader vu Verbrieche géint Persounen, bei Drogenhandel, bei Délits de blanchiment, bei Terrorismus oder Ugrëff op d'Statssécherheet.

Wann dës Perquisitioun, Här President, zum Zil gehat hätt, den oder dem Bommeleeër op d'Spur ze kommen, da wär se an der Interpretatioun vum Artikel 8 eigentlech legal gewiescht, well hei si Persoune blesséiert ginn, hei war d'Tentative fir Persounen ze blesséieren, et war eng Persounefal, wou et hätt kënne wierklech dramatesch ausgoe wann een do dragelaf wär, an et sinn och staatlech Ariichtungen, déi wichteg sinn, agresséiert an zerstéiert ginn.

Den Här Minister huet awer als Äntwert op zwou Question-parlementairë gesot, datt dat net de Fall wär. An duerfir situéiert den Débat haut sech e bësschen anescht. Den Här Minister seet, ech zitéieren en: „No den Informatiounen, déi ech vum Parquet kritt hunn, ware keng Perquisitioune bei enger Redaktioun vun engem Presseorgan. Et hunn och keng Perquisitioune stattfonnt, déi Medien oder Journaliste viséiert hunn, oder déi eppes mat dem Inhalt vun der Bommeleeëraffär ze doe gehat hätten. D'Perquisitioun hat zum Zil, den Auteur vun enger «fraude informatique» erauszefannen, dee virun e puer Wochen an eng E-Mailsleitung agebrach hat, déi vun der Police am Kontext vun der Bommeleeëraffär ageriicht gi war."

Deemno geet et hei net direkt – esou liest een dat an esou ass et och vun all deene gelies ginn, déi déi Äntwert zur Kenntnis geholl hunn, – ëm d'Sich vum Bommeleeër oder de Bommeleeër, mä hei geet et just ëm den Hacker. Dat ass ganz kloer, Här President, net ofgeséchert duerch d'Gesetz, an et gëtt net autoriséiert duerch déi Ausnahmen, déi am Artikel 8 vum Gesetz virgesi sinn.

Doraus ergëtt sech och ganz kloer, datt mer hei am Fall si vun enger Violatioun vum Pressegesetz duerch d'Organes judiciaires. Esou gesäit och d'Journalistenassociatioun et hei zu Lëtzebuerg, déi seet, ech zitéieren: «Cette violation de la protection des sources journalistiques est un fait grave qui risque de nuire sérieusement à la confiance du citoyen dans la presse, qui de cette façon ne peut plus assurer son rôle de chien de garde de la démocratie, comme le préconise la Cour européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg.»

D'Europäesch Journalistefederatioun gesäit et och esou. Si soen, datt et eng «violation flagrante de la liberté de la presse» wär, wat hei geschitt ass. Dat ass iwwregens och d'Konklusioun gewiescht, hunn ech emol gemengt ze héieren, vum Rapporteur vun deem Gesetz, dee sech bestëmmt ganz gutt an där Matière hei auskennt, vum honorabelen Här Mosar. Och den Här Charles Ruppert, President vum Conseil de Presse, huet sech an deem Sënn geäussert.

Här President, wann et dann awer eventuell – an dee Verdacht gëtt ee jo iergendwou net ganz lass – mat dem Hannergedanke geschitt ass, fir an der Bommeleeëraffär virunzekommen – déi Meenung ass an engem Presseorgan geäussert ginn; et hätt jo kënne sinn, datt de Bommeleeër, d'Bommeleeër oder Leit, déi mat deenen zesummen agéiert hätten, en Interessi gehat hätten, fir déi E-Mailsadress do ze knacken, an datt een iwwert dee Wee hinnen op d'Spur komm wär –, da muss ee soen, datt et awer op d'mannst absurd wär.

Well, Här President, ech hu mer déi lescht Zäit vill Méi gemaach fir déi ganz Dossieren do ze studéieren: Et ware jo eng Onmass där Attentater. Do si Panne geschitt, déi versteet kee Mënsch! A Pannen ass nach dat mannst. Do si manifestement Ënnerloossunge geschitt, an dat kënnt jo elo duerch Zeienaussoen ëmmer méi zum Ausdrock, a wa vläicht d'Crédibilitéit vun engem oder deem aneren Zeien a Fro gestallt gëtt, da muss ech awer soen, et sinn esou vill Leit, déi datselwecht soen.

Déi soen: Ech hu mech deemools gemellt. Dat huet zwee Méint gedauert bis datt ech gehéiert si ginn. Oder: Déi haten iwwerhaapt keen Interessi drun. Oder: Wéi mer de Portrait-robot sollten zeechnen, dunn hu se ëmmer de Contraire vun deem gemaach wat ech gesot hunn; wann d'Nues sollt méi schmuel sinn, dann hu si se méi breet gezeechent. An esou weider an esou fort.

Da muss ee soen, dat sinn Ënnerloossungen an d'Zeie lächerlech gemaach, da muss ee soen, wann elo op eng Kéier iwwert dee Wee do sollt de Bommeleeër fonnt ginn, da versteet een iergendwou d'Welt net méi.

Här President, d'Fro gëtt och öffentlech gestallt – an dat war jo och iergendwou aus dem Engagement vum Statsminister erauszehéieren –, ob net iwwert déi ganz Zäit en Intérêt bestanen hätt, fir datt déi Saach net sollt opgekläert ginn. Dat ass eng ganz grave Fro, déi do opgeworf ginn ass, an eng grave Ënnerstellung och un d'Justizorganer, mä et muss ee se zur Kenntnis huelen, well si steet dobaussen am Raum, a mir sinn déi Lescht, déi se net däerfen zur Kenntnis huelen.

Et muss ee sech d'Fro stellen, och an dësem Fall: Woufir ass net emol iwwerhaapt mat de Journaliste geschwat ginn? Woufir ass zwee Méint gewaart gi fir eng Internetadress oder de Lien zu deem, deen dat erausfonnt huet, ze fannen?

Ech stellen als Ofschloss vu menger Interventioun hei d'Fro: War net och nach en anere But mat dëser Aktioun viséiert, nämlech fir Veronsécherung dobaussen ze streeën, och bei Journalisten, deene mer et ze verdanken hunn, datt emol erëm e bësse Liewen an déi Affär do kënnt an eng minimal Aussiicht besteet, datt se opgekläert gëtt? An ech mengen, mir hunn alleguer en Interessi drun, datt se opgekläert gëtt.

Ech erënneren drun, datt d'Regierung deemools en Appel gemaach huet un d'Populatioun, fir dach matzeschaffen, datt se sollt opgekläert ginn. Ass net hei – wann dat sech da soll bewahrheiten – als Nieweneffekt beabsichtegt gewiescht, fir déi Journalisten, déi hir Aarbecht maachen, ze veronsécheren, fir d'Zeien ze veronsécheren?

Da si mer direkt erëm bei deem, wat d'Cour des Droits de l'Homme gesot huet, datt eleng doduerch, datt d'Gefor besteet, datt ka bei Journalisten enquêtéiert a perquisitionnéiert ginn, de Quelleschutz a Fro gestallt gëtt, dann och Leit, déi eppes wëssen, déi eppes un d'Journaliste weiderginn, veronséchert ginn an dann eventuell déi Informatiounen net méi weiderginn. Ech wëll déi Fro, well dat ganz offen dobaussen debattéiert gëtt, och hei an de Raum stellen.

Här President, mir wenden eis hei am Débat un d'Regierung. Ech weess och, datt et eng Séparation des pouvoirs gëtt, a mir wëssen dat alleguer. Mir wëssen awer och, datt et e Lien gëtt tëschent dem Ministère, tëschent dem Minister vun der Justiz an den Organer vum Parquet. Duerfir hu mir eng Motioun geschriwwen, déi ech lech hei iwwerreechen, wou mer d'Ënnerschréften opgelooss hunn.

Wann déi aner Fraktioune se wëlle mat ënnerzeechnen, da si mir gär bereet, datt déi Ënnerschréften do drop kommen. Wann net, hunn ech awer och eng hei, déi vu fënnef Membere vun eiser Fraktioun ënnerschriwwen ass. Déi Motioun riicht sech un d'Regierung, fir derfir ze suergen, datt esou Saachen an Zukunft net méi solle virkommen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la perquisition opérée le 23 janvier 2006 par le Parquet de Luxembourg dans les locaux de la Société Broadcasting Center Europe S.A. qui gère les ressources informatiques de RTL Group et plus précisément le courrier électronique de RTL Radio Lëtzebuerg et RTL Télé Luxembourg;

- considérant la réponse du Ministre de la Justice du 24 janvier 2006 aux questions parlementaires 866 et 867 du 24 janvier 2006;

- considérant que suivant cette réponse, la perquisition opérée le 23 janvier 2006 avait pour seul but de trouver l'auteur d'une fraude informatique et ne visait ni les médias ni les journalistes, ni l'affaire du «poseur des bombes»;

- considérant les articles 7 et 8 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et notamment le paragraphe 3 de l'article 7 selon lequel: «Les autorités de police, de justice ou administratives doivent s'abstenir d'ordonner ou de prendre des mesures qui auraient pour objet ou effet de contourner ce droit, notamment en procédant ou en faisant procéder à des perquisitions ou saisies sur le lieu de travail»;

- concluant qu'il y a eu violation de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias;

invite le Gouvernement

- en tant que pouvoir exécutif, à veiller à ce que la loi de 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias soit à l'avenir respectée par les organes de l'État.

(s.) Robert Mehlen, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Mosarageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Perquisitiounen um Sëtz vun dem BCE hunn d'lescht Woch fir vill Welle gesuergt, net nëmmen a Pressekreesser hei zu Lëtzebuerg, mä och iwwer eis Grenzen eraus. Och a Politiker- an a Justizkreesser huet dës Noriicht vill Stëbs opgewierbelt. Mir begréissen duerfir, datt d'Chamber haut am Kader vun enger Aktualitéitsdebatt heizou ka Stellung bezéien.

D'Pressefräiheet ass eent vun de Fundamenter vun enger gutt fonctionnéirender Demokratie, an de Quelleschutz ass déi wichtegst Garantie, datt dës Pressefräiheet och voll zum Droe kënnt. Et ass duerfir och weider net erstaunlech gewiescht, datt, wéi d'Chamber dat neit Pressegesetz op den Instanzewee bruecht huet, d'Auteure vun deem Gesetz ëmmer erëm op d'Wichtegkeet vum Quelleschutz higewisen hunn, an dee Quelleschutz dann och d'Häerzstéck vun deem neie Pressegesetz ass.

Als Rapporteur vun deem Gesetz wëll ech dann nach eng Kéier kuerz déi grouss Prinzipië vun dësem Quelleschutz an Erënnerung ruffen. Den Artikel 7 vum Gesetz gesäit vir, datt souwuel d'Journaliste wéi d'Éditeuren ënnert de Quelleschutz falen, awer och all déi Leit, déi direkt oder indirekt zu der Kollekt an der Diffusioun vun enger Informatioun bäidroen. Zu dëse Leit gehéieren zum Beispill d'Sekretärin oder den techneschen Intermédiaire, wéi iwwerhaapt all Mataarbechter, deen zesumme mam Journalist oder Éditeur fir d'Kollekt an d'Diffusioun vun enger Informatioun suergt.

Et ass duerfir eigentlech och net vu Bedeitung, ob eng Moossnam von der Justiz als Objektiv huet, den Informant vun engem Journalist ze détectéieren, oder dorobber erausziilt, den Auteur vun enger Infraktioun erauszefannen. A béiden Hypotheesen – an dat wëll ech präziséieren – falen de Journalist souwéi all seng Mataarbechter an de Champ d'application vum Artikel 7, an domadder ënnert de Quelleschutz. Eenzeg Ausnahm ass – an déi ass am Artikel 8 virgesinn –, wann de Journalist oder säi Mataarbechter Auteur oder Kompliz vun enger Infraktioun sinn.

Betoune wëllt ech och nach eng Kéier, datt laut dem Artikel 8 de Quelleschutz vun engem Journalist net kann opposéiert ginn, wann et ëm schwéierwiegend Kriminalitéit geet wéi Terrorismus a Wäisswäsche vu Suen. Den Text vum Gesetz ass also méi wéi kloer. Wat elo d'Méiglechkeet vu Perquisitiounen ubetrëfft, esou erlaben ech mer nach eng Kéier op den drëtten Alinea vum Artikel 7 hinzeweisen, dee kloer ënnerseet, iwwert den Ëmwee vun enger Perquisitioun un eng Informatiounsquell vun engem Journalist erunzekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng Fraktioun a mech selwer geet et haut an hei net drëm, d'Aarbechtsmethode vun engem Untersuchungsriichter oder vum Parquet ze kommentéieren oder ze kritiséieren. Ech wëll domadder och net méi op den Dossier vun de Perquisitioune bei dem BCE zréckkommen, och wann – an dat muss ech agestoen – onofhängeg dovun, wéi een déi juristesch Base vun deene Perquisitioune wëllt qualifizéieren, dat dach bei mir en ongutt Gefill wäert hannerloossen.

Wat mir a sech vill méi ze denke gëtt, ass, datt dëst keen isoléierten Dossier ass, mä mengen Informatiounen no scho méi oft e Journalist bei en Untersuchungsriichter convoquéiert ginn ass, fir Informatiounen zu engem Dossier ze kréien. Sollt dëst de Fall sinn, muss ee sech dach gewësse Froen als Politiker stellen, wat d'praktesch Ëmsetzung vun eisem Pressegesetz ugeet, dëst ëmsou méi wéi am Kader vun der Adoptioun vun deem Pressegesetz de Parquet sech deemools vehement géint d'Aschreiwung vun deem aktuelle Quelleschutz gewiert hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn am Juni 2004 an dësem Haus e Gesetz gestëmmt, fir dat mir souwuel national wéi awer och international vill Luef kritt hunn an dat allgemeng als eent vun deenen innovatiivste Pressegesetzer net nëmmen op europäeschem, mä souguer um Weltplang ugesi gëtt. Mir wëllen, datt déi grouss Prinzipien, déi an dësem Gesetz verankert sinn – an dozou gehéiert nun emol an éischter Linn de Quelleschutz –, ouni Wann an Awer respektéiert ginn, dëst am Geescht an am Sënn vum Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun, deen an enger ganzer Rei Uerteeler vun der Cour de justice vun den Droits de l'Homme vu Stroossbuerg bestätegt ginn ass.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Et géif dem Image vun eisem Land net gutt doen, wa mer eis trotz engem vun deenen innovatiivste Pressegesetzer als Stat nach eng Kéier misste virun der Cour zu Stroossbuerg verantwerten, wéinst engem Agréff an dës Pressefräiheet. Duerfir wäert Dir d'CSV-Fraktioun a mech selwer ëmmer erëm fannen, wann et ëm de Respekt vun dësem Pressegesetz geet. Mir wäerten och net midd ginn, eis all Kéiers dann zu Wuert ze mellen, wa mer d'Gefill hunn, datt géint de Geescht vun dësem Pressegesetz an domadder géint d'Pressefräiheet verstouss gëtt, egal vu wat fir enger Säit och dës Ugréffer ëmmer kommen.

Madame Presidentin, ouni gutt fonctionnéirende Quelleschutz gëtt et keng Pressefräiheet, an ouni Pressefräiheet gëtt et keng gut fonctionnéirend Demokratie. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

Mme le Président.- Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Déi heiten Affär erënnert mech e bëssen un eng Affär Roemen-Wolter, wou och bei engem Journalist Perquisitioune gemaach gi sinn a wou en Arrêt 2003 vun der Cour européenne des Droits de l'Homme gesot huet, dass déi Ingérance einfach net méiglech wier, an op jidde Fall bei deem Journalist déi Perquisitioun och net hätt dierfe sinn, esou wéi se geschitt ass, an och selbstverständlech net beim Affekot.

Ech mengen, et huet elo kee Wäert an den Detail vun dëser Perquisitioun anzegoen. Den Här Mosar an den Här Mehlen hu gesot, wéi dat gaang ass. Wat awer wichteg ass, ass ze wëssen, dass dat Ganzt jo am Fong geholl vun RTL komm ass. RTL rifft selwer dem Parquet un, seet dem Parquet: Hei, Här Procureur, wësst Der, dass Är E-Mail-Adress…

An et kann ee sech d'Fro stellen, firwat se eng Hotmail-Adress opmaachen, wou d'Police an de Stat awer esou vill Milliounen investéiert hunn, Madame Presidentin, fir kënnen Informatiksserveuren a -réseauen opzebauen, wou awer jiddferee weess, dass jiddfereen, deen anonym bleiwe wëllt oder esou eppes, eng Hotmail-Adress opmécht op Internet, well dat déi einfachst Méiglechkeet ass, fir eng ze maachen, wou een awer pertinemment weess, dass se einfach ze knacke sinn.

Dat heescht, RTL rifft dem Parquet un. Wat ass d'Konklusioun? Zwee Enquêteure sinn e puer Stonnen drop bei RTL. Si héieren e Journalist a soen: Wou kommen déi Informatiounen hier? A patati, patata! De Journalist hei seet: Hei, Quelleschutz, ech soen näischt.

E puer Wochen drop kommen Offizéier vun der Police judiciaire, schwätze mat engem Portier a soen dem Portier, si géife gären eng Perquisitioun maachen. Si froe kee Member vun der Direktioun, si froe kee Redakter, si gi mam Portier do bei de BCE.

Wat zimlech louche ass, dat ass, dass souguer de Buedem opgemaach gëtt, Madame Presidentin! De Buedem bei RTL, also beim BCE, mä wat datselwecht ass, gëtt opgemaach! Et gëtt bei de Kabele gekuckt! Da ka kee mer awer hei soen an der Äntwert, déi den Här Mehlen kritt huet, dass dat näischt hei mat RTL ze dinn huet! Well et kuckt ee jo all Informatioun, déi d'Journalisten iwwer Internet kritt hunn, mat där Méiglechkeet. Mir sinn eis awer eens, dass den Artikel 7 de Secret, op jidde Fall de Quelleschutz muss garantéieren.

Ass et vläicht och d'Méiglechkeet, well RTL huet jo eng Internetadress, déi ass bomm@rtl.lu. Déi ass jo scho méi sécher wéi hotmail.com. Mä rtl.lu, vläicht war et jo opportun, fir ze wëssen, wat do deen een oder deen anere vläicht gesot huet?

Wat een op jidde Fall feststelle kann, dat ass, dass hei Violatioun vum Pressegesetz stattfonnt huet. Et ass traureg, dass esou Situatiounen hei entstinn.

A fir zur Konklusioun ze kommen, Madame Presidentin: Ech wier frou gewiescht, wa virun zwanzeg Joer déiselwecht Energie vun der Police benotzt gi wär, fir de Bommeleeër ze fannen, wéi déi, déi se haut benotzt huet, fir een Hacker ze fannen, deen eng E-Mail-Adress geknackt huet, well dann hätte mer haut déi ganz Diskussioun iwwert de Bommeleeër net.

Une voix.- Très bien.

Mme le Président.- Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Madame Presidentin, mir hunn ons den 8. Juni 2004 en neit Gesetz ginn, wat mat deem schéinen Titel «Liberté d'expression dans les médias» iwwerschriwwe gouf. Et ass elo à l'épreuve vun engem konkrete Virfall, deen déi ganz Komplexitéit vun där neier Medielandschaft weist.

Ech wëll elo net hei an déi Verschwörungstheorië vum Här Mehlen eragoen. Ech mengen, dass et sécher net d'Absicht vun engem Riichter war, fir d'Pressefräiheet anzeschränken oder d'Journalisten ze gängelen. Mir liewen an engem Land, wou Pressefräiheet a Meenungsfräiheet bestinn. Mir liewen och an engem Land, wat d'Regele vun der Rechtsstatlechkeet respektéiert. Eng Regel dovunner ass och de Secret de l'instruction an d'Vertraulechkeet vun de Kommunikatiounen, a wann dogéint verstouss gëtt, da muss dee Verstouss bestrooft ginn.

D'Schwieregkeet an deem Fall hei ass, dass mer op der Limite vun deem sinn, wat d'Feld vun deem engen an deem aneren ofstécht. Mir wëllen de Quelleschutz vun der Informatioun héichhalen; dat ass jo, wéi den Här Mosar elo just gesot huet, eent vun de Fundamenter vun deem neie Pressegesetz. Hei handelt et sech jo in specie ëm de Schutz vum Informant, deen RTL déi Noriicht viruginn huet, dass en Hacker an d'E-Mail-Adress vun der Police agedrongen ass.

Den Artikel 7, Paragraph 3 vum Pressegesetz seet, dass d'Police, d'Justiz oder d'Verwaltung keng Mesuren ordonnéieren däerfen, déi d'Recht op de Quelleschutz kënnen ëmgoen, „contourner", ëmgoen. De Quelleschutz ass wesentlech fir d'Pressefräiheet. D'Press kritt d'Informatiounen nëmmen, wann et dee Quelleschutz gëtt a wann déi Informante sécher kënne sinn, dass se net belaangt ginn, dass also zum Beispill eng E-Mail-Adress net geknackt ka ginn.

Et kann een och zu deem Fall hei soen, dass déi Firma BCE, wou d'Perquisitioun stattfonnt huet, als Diffuseur ka gëllen a ganz enk mat RTL zesummeschafft, à tel point dass déi Leit, déi bei RTL am Radio a bei der Televisioun schaffen, als Techniker zum Beispill, vun där Gesellschaft agestallt a bezuelt ginn.

Nom Gesetz – an dat ass och schonn de Mëtteg gesot ginn – ass dee Quelleschutz awer net absolut, wann et sech ëm schlëmm Saache wéi Verbrieche géint Leit, Drogenhandel, Wäisswäsche vu Suen, Terrorismus oder Vergoe géint d'Statssécherheet handelt. Bei der Bommeleeëraffär handelt et sech sécher net ëm eng haut nach akut Gefor, mä ëm déi noutwendeg Entreprise, fir eng zwanzeg Joer al Affär opzeklären. Obschonn et deemools schlëmm Affäre waren, och wou Leit blesséiert gi sinn, si se awer net an d'Kategorie vum Paragraph 3 ze klasséieren, dat heescht, déi Ursaachen, déi et géifen erlaben, esou Perquisitiounen ze maachen, fir de Quelleschutz opzehiewen.

Mat allem Respekt also fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz ass meng Partei der Meenung, dass esou Perquisitioune wéi déi hei ganz liicht kënnen disproportionéiert ginn an och disproportionéiert waren. Et bleift, dass mer erkenne mussen, dass et haut technesch Mëttele gëtt, fir all Vertraulechkeet ze hannergoen an deene Medien, déi et gëtt, an deene Mëttele vu Kommunikatioun, déi mer hunn. Dat Hannergoen ass oft krimineller Natur a muss sécher och verfollegt ginn.

Mir hunn also do engersäits déi Noutwendegkeet, fir d'Vertraulechkeet respektéieren ze doen, an anerersäits d'Noutwendegkeet, fir de Quelleschutz vun de Journalisten, vun de Medien absolut esou wäit wéi méiglech ze garantéieren. Dat ass dee schmuele Pad, Madame Presidentin, dee mer verfollege mussen, fir d'Rechtsstatlechkeet, d'Meenungs- an d'Ausdrocksfräiheet an onsem Land ze garantéieren.

Merci.

Mme le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Madame Presidentin, dat, wouriwwer mer elo diskutéieren, huet, ech wëll net soen zwee Voleten, mä vläicht zwee Niveauen, op deenen een et diskutéiere kann. Et huet e juristeschen Niveau. D'Affekote sinn och mat der Saach befaasst. Et ass och vun eenzelne Virriedner mat juristeschen Argumenter probéiert ginn, sech un de Sachverhalt erunzetaaschten, mä et spiert ee bei praktesch jiddferengem, dass iergendwou och de Punkt kënnt, wou ee sech dann awer drun erënnert, dass et eppes gëtt wéi Gewaltentrennung, an dass dann d'Chamber awer hésitéiert, fir sech prezis auszedrécken iwwert déi Affär quant au fond, wéi se prezis och ka mam Numm benannt ginn.

Dat ass net grondsätzlech falsch, och eiser Meenung no net. Mir mengen och, dass dee juristeschen Niveau, deen entaméiert ginn ass och duerch d'Affekote vun RTL, duerch déi juristesch Beroder vum BCE, eng Äntwert wäert kréien, mat där sech da schlussendlech déi Leit, déi am Stat dofir kompetent sinn, och wäerte misse befaassen. Mir ginn net dovun aus, dass dat doten einfach elo bei engem Communiqué vu Säite vun RTL oder vum BCE verbleift.

Et gëtt awer deen zweeten Niveau, wou mir der Meenung sinn, dass d'Parlament duerchaus seng Meenung soll soen, nämlech deen Niveau, dass hei iwwert d'Affär eraus dans le détail och eigentlech déi éischt konkret Interpretatioun vum neie Mediëgesetz um Dësch läit, an dass et déi éischte Kéier ass, wou et tëschent de Journalisten, tëschent der Press, an op där anerer Säit dem Parquet zu Reiwungspunkte komm ass a wou et drëms geet, unhand vun dësem Beispill och e bësse festzeleeën, wat an Zukunft dann hei zu Lëtzebuerg d'Interpretatioun vum Gesetz ass.

An do wëlle mir als gréng Fraktioun och ganz däitlech soen, dass, wat d'Interpretatioun vum neie Mediëgesetz um Punkt vum Quelleschutz ugeet, de Quelleschutz wierklech eigentlech den A an den O ass vun der journalistescher Aarbecht, vum Informanteschutz. Dat ass wierklech de wesentleche Punkt, an do wou et deen net gëtt, gëtt et och keng journalistesch Aarbecht, déi op all de Punkte kann esou gemaach ginn, wéi se muss gemaach ginn, wa se wëllt den Titel vu Journalismus verdéngen.

Dofir soe mir ganz kloer, dass mir als gréng Fraktioun grondsätzlech der Meenung sinn, dass d'Interpretatioun vun deem neie Mediëgesetz esou soll sinn, dass se am Zweifelsfall op der Säit vum Quelleschutz muss stoen, dass se am Zweifelsfall op der Säit vun der Fräiheet vun der Press muss stoen, an dass et net esou ka sinn, dass op Cas limite trotzdeem probéiert gëtt, direkt oder och nëmmen indirekt de Quelleschutz an d'Pressefräiheet schlussendlech domadder a Fro ze stellen.

Mir hunn an der Vergaangenheet oft genuch, ier mer dat neit Gesetz haten, Fäll kannt, wou esou huet missen op journalistescher Säit geschafft ginn. Mir considéréieren dat als en Acquis an als e wesentleche Fortschrëtt fir eis Demokratie, da mer dat neit Gesetz aus dem Joer 2004 hunn.

Iwwert dëse konkrete Fall eraus, wou d'Juriste laang driwwer épilogueiere kënnen, bleift et, dass et muss kloer si fir d'Zukunft, dass et muss ëmmer op der sécherer Säit vun der Diskussioun stattfannen. An déi sécher Säit, dat ass fir eis déi, wou d'Pressefräiheet an de Quelleschutz garantéiert sinn.

Sollt dat net de Fall sinn, sollt et an Zukunft weider oft Grenzfäll ginn, wou Interpretatiounsschwieregkeete bestinn iwwert d'Portée vun deene genanntenen Artikelen, notamment d'Artikele 7 an 8 vum Gesetz, da wier de Législateur ënner Ëmstänn nees gefuerdert, fir duerch eng weider Prezisioun vum Gesetz kloerzestellen, dass d'Interpretatioun, déi vun alle staatlechen Autoritéite gemaach gëtt, déi ass, déi de Législateur am Gesetz och wollt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Natierlech fënnt och dës Diskussioun elo statt op der Affär vum Bommeleeër. Déi fënnt jo och net an engem loftleere Raum statt. An och d'Affär Bommeleeër, déi eis elo schonn zënter 20 Joer beschäftegt, ass natierlech e gudde Buedem. Wann een op där enger Säit gesäit, wéi dann de Bilan ass vun de Leit, déi sollten déi Schëlleg erausfannen, an dass déi vläicht d'Tendenz hunn, e Stéck méi wäit ze goen, wéi se vläicht sollten, dann huet dat ebe ganz einfach och domadder ze dinn, dass et an der Bommeleeër-Affär nach ëmmer kee Schëllege gëtt, keng Inculpatioune gëtt, keng Auteure gëtt, wat fir jiddfereen am Land inakzeptabel an onzefridde stellend muss sinn.

A vläicht, well mer eis haut jo och als Parlament ëmmer nees d'Richtung ginn, d'Richtlinne ginn, dass mer eis net wëllen a lafend Enquêten amëschen, méi wéi dat wat tolerabel an zoulässeg wär, sou ass et awer esou. An dat ass och an der Commission juridique schonn eng Kéier vun engem Vertrieder vum Parquet gesot ginn: Iergendwann eng Kéier kënnt vläicht deen Dag – a vläicht ass deen net esou wäit ewech –, dass och de Parquet muss soen: Mir kapituléieren, mir kommen net virun, mir mussen iergendwann eng Kéier, wa mer net virukommen, d'Instruktioun och clôturéieren.

Deen Dag wäert et och kee Secret méi gi vun der Instruktioun an der Affär Bommeleeër, an deen Dag wäert och d'Politik sech nees mam Dossier kënne beschäftegen, fräi beschäftegen, fir erauszefannen, wou dann d'Schwieregkeeten am Stat louchen, firwat dass et net méiglech war, an enger Affär mat esou vill Faits répréhensibles erauszefannen, wien déi Persoun oder déi Persoune waren, déi déi Akte commettéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert. Fir d'éischt den Här Justizminister Luc Frieden. Här Minister Frieden!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Perquisitioun oder Hausduerchsuchung gëtt net décidéiert vum Justizminister oder vun der Regierung, mä gëtt eleng décidéiert vum Untersuchungsriichter. Wann, wéi hei virdrun och gesot ginn ass, am Gesetz, a spezifesche Konditiounen, tëschent dem Justizminister an dem Parquet e Lien virgesinn ass, esou ass den Untersuchungsriichter en onofhängege Magistrat, deen a voller Onofhängegkeet, also ouni Instruktiounen ze kréien, décidéiert, wat fir eng Moossnamen hien an engem gewëssene Moment fir richteg fënnt.

Et ass also e kloren Ënnerscheed tëschent deenen Aktivitéiten, déi de Justizminister huet an och ze veränterwerten huet, an den Aufgaben, deene wichtegen Aufgabe vum Untersuchungsriichter. Eng Perquisitioun gëtt vun engem Untersuchungsriichter ordonnéiert.

An där Onofhängegkeet, déi den Untersuchungsriichter charakteriséiert, sinn – an dat ass den Objet vun där Heure d'actualité hei – Perquisitioune gemaach ginn. De Parquet huet an engem Communiqué matgedeelt, ähnlech wéi dat, wat ech der Chamber op Nofro matgedeelt hunn, datt eng Instruktioun gemaach ginn ass, eng Perquisitioun ordonnéiert ginn ass bei dräi Internetserviceprovideren, Broadcasting Center Europe, Luxembourg Online an der Post, fir erauszefannen, wien eng E-Mailsleitung vun der Polizei gehackt hat, an déi Leitung agebrach hat.

De Parquet preziséiert, datt «à aucun moment et en aucune manière cette instruction n'a eu pour objet d'identifier les sources d'information journalistiques». Dat sinn d'Informatiounen, déi de Parquet eis matgedeelt huet. D'Zil war also net, eng Leitung vun engem Journalist ze kontrolléieren.

Als Justizminister sinn ech de Garant vun der Onofhängegkeet vun der Justiz. Dat ass keng formal Aufgab. Dat ass eng wichteg Aufgab, fir an alle Situatioune sécherzestellen, datt d'Justiz, déi e wesentleche Pilier vum Rechtsstat ass, och kann hir Aufgab uerdentlech maachen. Der Justiz hir Onofhängegkeet, déi kann een och net a Fro stellen, andeem een de Justizminister freet, ob hie fënnt, datt dat wat gemaach ginn ass legal war oder net. Ech sinn net de Riichter vun de Riichteren. Dat gëllt besonnesch fir de Justizminister, mä dat gëllt fir d'ganz Regierung.

En Untersuchungsriichter ass onofhängeg, mä hien ass net irresponsabel. Iwwert dat, wat den Untersuchungsriichter mécht, kann ee seng Meenung hunn, mä et gëtt nëmmen een, dee ka soen, ob dat legal ass oder net, an dat ass d'Chambre du Conseil vum Tribunal. Dat si Riichteren, déi och onofhängeg sinn, an déi kucken d'Legalitéit vun esou enger Moossnam, a géint deenen hir Décisioun gëtt et erëm eng Kéier eng Rekursméiglechkeet bei der Chambre du Conseil vun der Cour d'Appel.

Dat heescht, datt wann een d'Legalitéit vun esou enger Perquisitioun wëllt iwwerpréiwe loossen, wat och regelméisseg – och an aneren Dossieren – geschitt, dann hunn déi betraffe Persounen d'Recht, dat bei engem Geriicht kontrolléieren ze loossen. Eisen Informatiounen no ass an dëser Affär vun där Rekursméiglechkeet net Gebrauch gemaach ginn, sou datt d'Chambre du Conseil net kann iwwert d'Legalitéit vun dëser Perquisitioun statuéieren.

Ech mengen, et wär wichteg, datt mer eis ëmmer erëm un déi Grondprinzipië vun eisem Rechtsstat halen, un all d'Gesetzer halen, an ech wäert net zouloossen, datt déi Funktioun, déi ech an dëser Regierung hunn, kann dozou mëssbraucht ginn, fir Riichteren ze ersetzen. Dat heescht, datt et net u mir ass, fir d'Legalitéit vun deem, wat déi no beschtem Wëssen a Gewësse gemaach hunn, ze jugéieren – an dat ass eng schwiereg Aufgab, déi se maachen, fir déi ech hinne wëll meng Unerkennung soen –, an och net un der Regierung.

D'Regierung ass zoustänneg fir eng Rei Gesetzer, ech sinn zoustänneg fir datt d'Justiz no deene Prinzipië fonctionnéiert, op déi mer stolz sinn an déi mer net liichtfankeg op d'Spill solle setzen. Selbstverständlech huet all Geriicht – an dat schreift och de Parquet – all déi aner Gesetzer och ze respektéieren, y compris d'Gesetz iwwert d'Medien an d'Expressiounsfräiheet. Duerfir géing ech, Här President, och fir den Aspekt vum Mediëgesetz, wann Der erlaabt, Här President, dem delegéierte Kommunikatiounsminister fir déi domat zesummenhängend Froen d'Wuert weiderginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Den delegéierte Kommunikatiounsminister, den Här Jean-Louis Schiltz, huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho vun e puer vu menge Virriedner op d'Séparation des pouvoirs opmierksam gemaach ginn. Ech wëll och hei deemno net déi Evénementer vun der leschter Woch kommentéieren, mä hei geet et – wéi aus der Demande, déi un d'Regierung geriicht ginn ass, fir déi Diskussioun hei ze hunn, – ëm d'Pressegesetz, ëm d'Prinzipië vum Pressegesetz, an ech wëll eppes zu deene Prinzipië soen, well d'Regierung hat deemools, wou se dat Gesetz hei op den Instanzewee ginn hat, prezis Virstellungen, déi aus den Travaux parlementaires ervirginn. D'Regierung huet och haut prezis Virstellungen, déi decke sech iwwregens mat deene Virstellunge vun deemools. Ech wëll dozou e puer Wuert soen, d'autant plus datt, wéi dat Gesetz hei am Juni 2004 gestëmmt ginn ass, schonn deemools décidéiert ginn ass, datt et 2007, no dräi Joer Applikatioun, erëm géif op de Métier geholl ginn. Dat heescht, wéi den Här Braz virdrun hei gesot huet, datt dat Gesetz eigentlech scho praktesch um Métier ass, well mer 2007 sollen e Bilan maachen, an dat bréngt mech dozou, fir d'Prinzipien hei kuerz ze erläuteren an och fir kuerz ze soen, wéi sech dat a mengen Aen op de Fall vun der Fraude informatique applizéiert, ouni awer – an ech soen et nach eng Kéier – déi Saache vun der leschter Woch hei ze kommentéieren.

D'Prinzipië sinn hei schonn énoncéiert ginn. Ech wëll se kuerz a fënnef Punkten awer nach eng Kéier erënneren:

Éischtens bénéficiéiert de Journalist vum Quelleschutz wann en Zeien ass, net wann en Auteur ass vun enger Infraktioun.

Zweetens bénéficiéieren net nëmmen de Journalist vun deem Quelleschutz, mä all déi, déi mat em zesummeschaffen am Kader vun enger professioneller Relatioun, ob dat d'Sekretariat ass, ob dat de Backoffice ass, ob dat d'Intermédiaire-techniquë sinn oder ob dat déi sinn, déi an der Diffusioun schaffen.

Drëttens, dat Recht dierf net ëmgaange ginn, ënner anerem doduerch, datt net ka beim Journalist oder beim Kollaborateur doheem oder op der Aarbechtsplaz perquisitionnéiert ginn.

Véiertens, dat ass eng Dispositioun, déi hei nach net mentionnéiert ginn ass: Wann duerch eng legal Saisie Informatiounen iwwert d'Quellen un den Dag kommen, dierfen déi net gebraucht ginn. Dat ass eng zousätzlech Protektioun.

Fënneftens, bei schlëmmen Infraktiounen – dat ass jo gesot ginn – spillt dee Quelleschutz net.

Wann een elo kuckt, am Kader vun deenen Diskussiounen, déi um Horizont 2007 ustinn, wéi dat sech verhält par rapport zur Fraude informatique, dann ass et kloer – an dat ass och schonn hei gesot ginn, dat ass eng Virremarque, déi ech maachen –, datt dat keng vun deene schlëmmen Infraktiounen ass, déi am Artikel 8 virgesi sinn.

Ech wëll d'Fro vun der Fraude informatique hei kucken aus der Perspektiv vum Journalist, well wann et net drëm geet, fir e Journalist duerch d'Quell ze identifizéieren, da spillt d'Pressegesetz net an dann huet och den delegéierte Kommunikatiounsminister hei näischt dozou ze soen. An anere Wierder: Wa kee Journalist implizéiert, concernéiert, viséiert oder betraff ass, da rifft dat kee Kommentar ervir aus der Warte vum Pressegesetz. Wann awer e Journalist concernéiert ass, da muss een op Basis vun deene Prinzipien, déi virdru gesot gi sinn, a mengen Aen zwee Fäll ënnerscheeden. A wann ech soen, de Journalist ass concernéiert, da ruffen ech an Erënnerung, datt ech virdru gesot hunn, datt och all déi, déi mam Journalist zesummeschaffen, vun deem Quelleschutz bénéficiéieren. Wa sech also eng Fro am Kader vum Pressegesetz stellt, da gëtt et schematesch an a mengen Ae vun der Theorie aus gesinn zwee Fäll.

Den éischte Fall ass deen: Wann de Journalist den Auteur vun der Infraktioun ass, also net Zeien, da spillt gemäss Artikel 7 (1) de Quelleschutz net.

Wann et awer – an dat ass deen zweete Fall – drëm géif goen, fir den Auteur vun enger Fraude informatique erauszefannen, andeems gekuckt gëtt, wien de Journalist per Mail informéiert huet iwwert de Fait vun der Fraude informatique, da si mer am Quelleschutz, an da géif esou eng Perquisitioun géint d'Pressegesetz verstoussen.

Dat ass alles elo e bësse schematesch. Dat ass alles och theoretesch an ouni op d'Faiten anzegoen. Den Auteur kann – an dat ass de Prinzip – ebe wéinst dem Quelleschutz vum Journalist net gesicht ginn, andeems Kontakter vum Journalist a mam Journalist retracéiert ginn. Dat sinn déi Enjeuen, déi sech stellen um Horizont vun der Diskussioun am Kader vum Pressegesetz. Dat ass och, schematesch gesinn, dat wat d'Intentioun vun der Regierung an d'Positioun vun der Regierung zu deem dote prezise Punkt ass.

Nach eng Kéier: Ech kucken d'Fro aus der Perspektiv vum Journalist a sengem Kollaborateur. Ech kucke se net, wa kee Journalist concernéiert ass. An nach eng Kéier: Ech kucken och net prezis dee Fall vun der leschter Woch.

Wann Der mech elo frot – an do kommen ech zum Ofschloss –, wat mer da virschwieft an deenen Diskussiounen, déi mer wäerten hunn iwwert d'Pressegesetz an deenen nächste Joren, dann ass et esou, datt de Presserot schonns virun enger Zäit d'Iddi u mech erugedroen huet, fir eng Dispositioun an d'Gesetz anzeschreiwen, déi e bëssen ähnlech gelagert wär wéi dat wat beim Affekot ass.

Nämlech den Affekot, dee bénéficiéiert vum Secret professionnel – et ass also eng ähnlech Situatioun –, a wa bei deem perquisitionnéiert gëtt, ass de Bâtonnier derbäi.

De Presserot ass u mech erugetruede mat der Iddi schonns, fir esou eng Dispositioun och am neie Pressegesetz virzegesinn, andeem de President vum Conseil de Presse oder de President vun der Commission des Plaintes dann ebe bei esou Perquisitiounen derbäi wär. Et ass eng Iddi, déi mer mussen an deem Kader diskutéieren. Ech hat awer schonn d'Geleeënheet ze soen, datt dat eng Iddi ass, där ech a priori kann eng gewësse Sympathie ofgewannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass och dëse Punkt vun eisem Ordre du jour evakuéiert. Den Här Bettel freet d'Wuert nach eng Kéier.

Motion 1

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, et ass fir iwwert d'Motioun vum Här Mehlen ze soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dergéint stëmmen. Ech mengen, mam Här Frieden sinn ech eens, dass eng Séparation des pouvoirs hei am Land e grousse Prinzip ass, an et ass net un der Regierung fir ze soen, wéi eng Gesetzer d'Riichteren ze respektéieren hunn. Ech mengen, d'Chambre du Conseil gëtt et um Tribunal, et gëtt se op der Cour d'Appel. Et wier net opportun esou eng Motioun hei ze stëmmen.

M. le Président.- Gutt, jo. Ech wollt just soen, dass mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun vum Här Mehlen kéimen.

(Interruption)

Jo, Här Bettel. Dir waart méi schnell wéi…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, mir stëmmen awer dergéint.

M. le Président.- Ech mengen, dat ass elo evident.

Freet nach soss een d'Wuert zu där Motioun?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Kënne mer par main levée ofstëmmen? De Vote électronique ass gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Wa mir se hunn, da freet e keen d'Ënnerschréft.

M. le Président.- Jo. Et ass esou, den ADR huet hei fir aner Fraktiounen d'Méiglechkeet opgelooss, ze ënnerschreiwen. Si hunn déiselwecht Motioun awer och eng Kéier ofgi mat fënnef Ënnerschréfte vun hirem Grupp, sou dass d'Motioun recevabel ass. Mir stëmmen driwwer of.

Vote

D'Motioun vum honorabelen Här Mehlen ass ofgelehnt mat 55 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider (par Mme Lydie Err), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi 5354. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner!

8. 5354 – Projet de loi portant:

1. introduction notamment de l'instruction simplifiée du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête;

2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et

3. abrogation de différentes lois

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt keng Strof ouni Uklo. Dat wëllt soen, e Geriicht kann net vu sech aus op en einfache Verdacht hin täteg ginn an eng Strof verhänken. Déi verschidde Phase vun engem Strofprozess sinn an eisem Code d'instruction criminelle geregelt. Fir dass Dir elo meng Juristeprosa verstitt, wëll ech déi verschidde Stufe vun engem penale Prozessverfahre skizzéieren.

D'Action publique gëtt déclenchéiert duerch eng Plainte bei der Polizei, déi déi éischt Ermëttlungsmoossname mécht an dann de Procureur informéiert. Domadder fänkt d'Phase préliminaire vun engem Strofverfahren un. D'Acteure sinn de Procureur, dee poursuivéiert, an de Juge d'instruction, den Untersuchungsriichter, deen instruiéiert. Den neie Gesetzesprojet gesäit elo punktuell Verbesserunge vir an der Phas vun der Information an der Instruction pénale. Déi éischt grouss Innovatioun ass d'Aféierung vun der Instruction préliminaire, och nach Mini-Instruktioun genannt.

Ech erënneren dorun, dass d'Instruction préparatoire déi éischt Phas vun engem Strofprozess ass. Eng Zort Avant-procès, dee bezweckt, dat, wat wierklech war, esou wäit opzeklären, dass op dëser Basis eng Uklo kann erhuewe ginn. Dës Prozedur, déi vum Untersuchungsriichter geleet gëtt, ass bei Verbriechen obligatoresch a bei Delikter fakultativ. Mä contrairement zum öffentleche Prozess am Geriichtssall, huet dës Phase préparatoire en inquisitoresche Charakter. Dat heescht, si ass geheim, schréftlech an unilateral. De Ministère public nëmmen eleng kann dës Instruktioun maachen.

Fir seng Investigatiounen ze maachen, kann en Untersuchungsriichter op e ganzen Arsenal vun Ermëttlungsmoossname betreffend Persoune respektiv materiell Elementer zréckgräifen, wéi zum Beispill Zeieverhéierung, eng Perquisitioun, eng Saisie. Mä nëmmen den Untersuchungsriichter kann Zwangsermëttlungsmoossnamen ordonnéieren. De Procureur huet am Kader vu senger Enquête dës Befugnisser net, sauf en cas de flagrant délit. Wann also de Statsanwalt am Kader vun enger Enquête wëllt eng Saisie duerchféieren, wat e Moyen ass, dee ganz oft gefrot gëtt, muss en den Untersuchungsriichter domadder befaassen, an dat och an Dossiere mat Bagatelle-Charakter.

Dat heescht, hei gëtt eng komplex a schwéierfälleg Prozedur a Bewegung gesat mat all hire Konsequenzen, an och déi, dass domadder muss de Verdächtegen inculpéiert ginn.

Mat der Aféierung awer elo vun der Mini-Instruktioun kann de Procureur d'État an Zukunft eng punktuell bestëmmten Zwangsmoossnam beim Untersuchungsriichter sollicitéieren, ouni dass dee mam Dossier, mat der Affär en tant que telle befaasst gëtt.

D'Mini-Instruktioun beschränkt sech op d'Saisien, d'Perquisitiounen, d'Expertisen an d'Audition des témoins. Mat e puer Ausnahmen – wéi alles, wat mat engem Faux ze dinn huet, – sinn déi meescht kriminell Strofdoten, och de Blanchiment an de Finanzement vun Terrorismus, hei ausgeschloss.

Niewent dëser Mini-Instruktioun ginn an dësem Projet och nei Rekursméiglechkeeten ausgebaut. Dat wëllt soen, de Procureur, de Beschëllegten an och de Geschiedegten hunn hei ganz prezis Délaien, fir d'Legalitéit vun esou enger Mesure ze contestéieren.

Am Interessi vum Prévenu a vum Inculpé gesäit dëse Projet och eng zweet Rekursméiglechkeet en nullité vir, an dat entweder an engem Zäitraum vun zwee Méint no der Exekutioun vun enger Moossnam oder vum leschten Instruktiounsakt un. De Prévenu an den Inculpé kënnen awer och no hirer Inculpatioun, oder wa si am öffentleche Geriicht zitéiert sinn, nach ëmmer dës verschidde Mesuren a Fro stellen. Den Inculpé huet fënnef Deeg, an de Prévenu muss de Problem vun der Nullitéit in limine litis opwerfen.

Dës zweet Rekursméiglechkeet soll déi fair Behandlung vum Beschëllegte betounen. Et ass am Fong eng Waffegläichheet. Domadder soll verhënnert ginn, dass d'Leit a Panik no all Instruktiounsmesure eng Nullitéit invoquéieren, selbstverständlech well se Angscht hunn, soss wär eng Forclusioun méiglech.

Déi zweet grouss Innovatioun an dësem Projet ass d'Aféierung vum Contrôle judiciaire, eng Alternativ zu der Détention préventive. Bei Flucht- oder Kollusiounsgefor konnt den Untersuchungsriichter bis elo nëmmen op d'Untersuchungshaft zréckgräifen. Dat ass awer eng extrem Moossnam, déi géint d'Prinzipië vun der individueller Libertéit a selbstverständlech och vun der Présomption d'innocence verstéisst.

Mam Contrôle judiciaire kënnt den Inculpéierten net an de Prisong an d'Détention préventive kann ersat ginn duerch entweder eng regelméisseg Meldung bei der Polizei oder duerch d'Ofgi vu sengem Pass oder senger Identitéitskaart, awer och doduerch, dass déi Persoun eng therapeutesch Behandlung mécht, oder duerch d'Hannerleeung vun enger Kautioun. De Riichter ka sech fir eng oder fir eng Kombinatioun vun dëse Moossnamen entscheeden. Alles hänkt selbstverständlech vum Dossier a vun der Perséinlechkeet vun der Persoun of.

De Contrôle judiciaire – wat wierklech eng Revolutioun ass an eisem Code d'instruction criminelle – kënnt awer nëmmen a Fro, wann den Inculpé eng correctionnel Prisongsstrof, wou de Maximum mindestens zwee Joer ass, riskéiert. Bei, wéi d'Schwäizer soen, Kriminaltouristik, dat wëllt soen, wou den Inculpé Non-résident luxembourgeois ass, sinn d'Konditioune selbstverständlech méi strikt.

Am Géigendeel zu Frankräich, wou Lëtzebuerg sech inspiréiert huet, kann nëmmen den Untersuchungsriichter hei zu Lëtzebuerg dee Contrôle judiciaire ausspriechen, mat enger Ausnahm, dat ass, dass de Jugementsriichter d'Liberté provisoire un de Contrôle judiciaire koppele kann.

Mä och de System vun der Untersuchungshaft gëtt an dësem Text verbessert. Am Prinzip konnt bis elo en Inculpé nëmme fir ee Mount an Untersuchungshaft gesat ginn, a vu Mount zu Mount huet dës Untersuchungshaft dann duerch d'Chambre du Conseil gegebenenfalls verlängert gi missen. Dëse System soll elo duerch den neien Text duerch eng Informatiounsprozedur ersat ginn.

De Procureur d'État, zesumme mam Procureur général d'État, also déi zwou Autoritéiten zesummen, sollen elo all zwee Méint iwwert d'Verlängerung vun der Untersuchungshaft vun enger Persoun a Kenntnis gesat ginn. An et ass um Procureur général an um Procureur d'État fir d'Mise en liberté provisoire ze froen, wann d'Konditioune vun der Haft net méi gi wären. Den Inculpé ka selbstverständlech, wéi bis elo och ëmmer, zu all Moment d'Mise en liberté provisoire ufroen. Heirun ännert sech näischt.

Mä wat sech awer ännert, sinn d'Rekursméiglechkeete vum Parquet, déi vill méi effizient duerch dësen Text solle ginn. Bis elo ass den Inculpé direkt op fräie Fouss gesat ginn, wann d'Chambre du Conseil dat décidéiert hat, an dat och wann de Parquet Appel géint dës Décisioun interjetéiert hat. Dat bedeit, dass d'Rekursméiglechkeet vum Parquet bis elo eng reng theoretesch war, well den Inculpé an deene meeschte Fäll, wann hie bis dobaussen ass, einfach ënnertaucht.

Nom neien Text huet de Parquet en Délai vu 24 Stonnen, fir an Appel ze goen, mä während dësem Délai däerf den Inculpé awer net fräigelooss ginn; dat wëllt soen, deen Appel huet en Effet suspensif. An anere Wierder: Esou laang, wéi net iwwert den Appel statuéiert ginn ass, kënnt den Inculpé net fräi an hie bleift am Prisong. Mä opgepasst: Dësen Appel muss bannent zéng Deeg evakuéiert ginn. Wann net, da gëtt den Inculpé op fräie Fouss gesat.

Dir Dammen an Dir Hären, de Regime vun den Nullitéite vun den Enquêten – dat wëllt net soen, vun de Mesures d'instruction, mä vun den Enquêtë vum Procureur d'État – ass bis haut net ausdrécklech an eisem Code d'instruction criminelle geregelt. D'Jurisprudenz huet am Laf vun de Jorzéngte verschidde Regelen an dësem Beräich opgestallt, mä vu dass eise Rechtssystem sech net baséiert op d'Präzedenzfäll, ass et noutwendeg, dës Nullitéiten och am Code d'instruction criminelle ze kodifizéieren. Dat geschitt hei mat deem neien Text. Dat wëllt soen: Am Fall vun enger Irrégularitéit ass de System, a selbstverständlech och d'Délaien, genau deen nämlechten, wéi bei der Instruction simplifiée.

Eng aner Neierung, déi mer an dësem Text fannen, ass déi, dass am Fall vun enger Saisie vu Konten oder Titeren elo den Untersuchungsriichter d'Schicksal vun dëse Valeuren, déi heiansdo ganz bedeitend sinn, der Caisse de consignation kann uvertrauen. Mat dësem neien Text ass de Cabinet d'instruction befreit vun all Responsabilitéit, wat d'Garde, wat d'Konservatioun a selbstverständlech och d'Gestion valorisante vun esou Zommen ubetrëfft.

Bis elo konnt d'Police den Inculpé, wann hien an Untersuchungshaft souz, no sengem éischten Interrogatoire beim Untersuchungsriichter net méi héieren, weder iwwert d'Faitë vun der Infraktioun nach iwwer aner Faiten. Vun elo un awer, duerch deen neien Text, soll d'Police d'Méiglechkeet hunn, den Inculpé ze verhéieren, awer nëmmen iwwer Faiten, déi näischt mat senger Inhaftéierung ze dinn hunn. Selbstverständlech muss d'Polizei och am Viraus d'Autorisatioun vum Juge d'instruction froen, an den Inhaftéierten däerf och froen, dass säin Affekot him assistéiert.

Eng weider Innovatioun ass déi, dass d'Zeien zukünfteg op eng Note zréckgräife kënnen, wa si viru Geriicht aussoen. De President muss dat selbstverständlech erlaben, an och déi Notiz, op déi sech d'Zeie baséieren, soll am Prétoire ausgeluecht ginn, respektiv muss déi Note matgedeelt ginn. Och d'Polizeioffizéier, déi ganz oft Joren no Faitë mussen aussoen, kënne sech op hire Procès-verbal beruffe während der Dépositioun. Dës Moossnam ass ganz wichteg, well si wäert dozou bäidroen, dass d'Dépositioune bei Geriicht vereinfacht ginn, virun allem wat déi technesch Punkte vu Crimen, Déliten oder Contraventiounen ubetrëfft.

D'Procédure criminelle ass awer och nach op e puer méi klenge Punkte verbessert ginn, wéi zum Beispill um Niveau vun der Ordonnance pénale, wou d'Consultatioun vun der Prozedur vum Dossier elo duerch d'Verschécke vun de Pièce ersat gëtt. Fir den Detail verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär frou, wann dësen Text géif eng grouss Majoritéit kréien. Et ass e gudden Text, well e plädéiert fir en effizienten, pragmateschen a faire Strofprozess, gläichméisseg wichteg fir d'Magistratur wéi och fir déi betraffe Persounen. Ech wëll awer och soen, et ass keng Revolutioun, mä et ass eng Modernisatioun vun engem Code d'instruction criminelle, deen op den Napoléon zréckgeet, dat wëllt soen op déi éischt Halschent vum 19. Jorhonnert.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Éischte Riedner ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech der honorabler Madame Doerner Merci soe fir dee komplette Rapport, dee se hei presentéiert huet, och fir dee schréftleche Rapport, dee ganz komplett ass.

Ech gi ganz kuerz op déi verschidde Punkten an, fir d'éischt op d'Nullitéiten. Et ass luewenswäert, dass den Délai vun den Nullitéiten op fënnef Deeg eropgeschrauft ginn ass; virdru waren et dräi Deeg. Dir musst wëssen, dass et fir d'Défense heiansdo onméiglech ass, an dräi Deeg Dossieren ze liesen, déi iwwert dausend Säite grouss sinn, wann eng Enquête préalable gemaach ginn ass. Mir hunn dann awer bannent dräi Deeg missen, dat heescht en Affekot oder een, deen inculpéiert ginn ass, huet misse bannent dräi Deeg eng Requête en nullité virun der Chambre du Conseil maachen. Déi Délaië waren ze kuerz, dofir ass déi Augmentatioun vum Délai vun dräi op fënnef Deeg ganz, ganz wichteg.

Ech sinn och doriwwer frou, well dat eng Propositioun war, déi vun eiser Partei gemaach ginn ass. Ech wëll dofir hei och dann der Objektivitéit vun de Membere vun der Commission juridique Merci soen, déi eng Suggestioun, déi vun der Oppositioun komm ass, ugeholl hunn.

Wat de Contrôle judiciaire ugeet, do mengen ech, dass dat eng ganz wichteg Innovatioun ass, ganz einfach well et dat bis haut net ginn ass. Et ass op jidde Fall eng Méiglechkeet, fir aner Strukturen ze hu wéi de Prisong, fir Leit, wou ee mengt, dass de Prisong net déi adequat Struktur wier.

Den Appel huet elo en Effet suspensif bei der Chambre du Conseil. Bon, e muss bannent zéng Deeg gemaach ginn. Dat ass emol scho wichteg. Et muss ee wëssen, dass virdrun en Appel heiansdo dräi Méint gebraucht huet, elo net bei enger Libératioun, mä bis en Appel toiséiert ginn ass bei der Chambre du Conseil. Dat war net gutt. Dat heescht, den Délai ass scho wichteg.

D'Possibilitéit, fir dass d'Zeien oder d'Police hir PVe virliesen, ass net super, well d'Oralité des débats, déi am Droit pénal awer do ass, ass net méi garantéiert, wa jiddfereen elo säin Text virliest, deen e schonn eng Kéier geschriwwen huet. Dat ass vläicht net ganz gutt. Mä bon, et kann een awer och verstoen, dass een net dat Ganzt intus kann hunn.

Ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Minister awer wierklech un d'Häerz ze leeën, dass en awer insistéiert bei der Justiz – ouni eng Immissioun an de Pouvoiren ze hunn –, fir dass d'Affekoten an de Barreau d'Kopië vun den Ordonnanze vun der Chambre du Conseil kréien. Well d'Affekote kréie keng Kopië vun der Chambre du Conseil a si wëssen net, wéini d'Uerteel gesprach ginn ass bei Clôture vun Instruktiounen a bei Renvoien. Et wier opportun op jidde Fall dat ze kréien, dass d'Affekote wëssen, wa se virun der Cour sinn, ob wat se sech solle baséieren. Et wier eng Opportunitéit, just eng kleng Note ze maachen, fir d'Chambre du Conseil ze froen, déi Kopien ze maachen. Et ass net d'usage, mä et wier awer opportun.

No all deene Commentairen, wou et awer selbstverständlech och e Progrès ass am Code d'instruction criminelle, wäert och d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo bal alles zu dësem Projet gesot wat ze soen ass. Ech mengen et kann een an dräi Wierder d'Haaptsaachen nach eng Kéier résuméieren, dass et eng gutt Kopie vun engem belsche Gesetz ass, wat eise Code d'instruction criminelle reforméiert, an dass et et op wichtege Punkte résuméiert.

Ech denken, dass et ze begréissen ass, dass déi Mini-Enquête hei kënnt, mat Exceptiounen op schwéiere Fäll, déi et méiglech mécht, gewëssen Acte-d'instructionen ze maachen, ouni dass duerfir eng Instruction en bonne et due forme vum Ënnersuchungsriichter mat all deem Schnickschnack muss passéieren, wéi se bis elo an eisem Code steet.

Et kann een also elo emol kucke mat enger Perquisitioun oder mat enger Saisie, ob un engem Fait, dee signaléiert ginn ass, eppes drun ass oder net, ouni duerfir dee ganze Justizapparat mussen a Wallung ze setzen. Ech denken, dass dat eng räsonnabel Geschicht ass, déi d'Saachen e wéineg méi schnell weiderbréngt.

De Contrôle judiciaire, deen och hei vun eiser Rapporterin ugeschwat ginn ass, ass sécherlech net nëmmen eng gutt Saach u sech, mä et ass souzesoen eng Nécessitéit fir eise Prisong, deen iwwerleeft, vun onnéidege Prévenuen, déi also nach net condamnéiert sinn, ze befreien, well d'Proportioun vu Prévenuen an eise Prisongen ass enorm héich, a wann ech richteg informéiert sinn, ass et déi héchst an Europa. Hei ass e Moyen fir déi Zuelen erofzesetzen, an och an deem Sënn ass dee Punkt vum Contrôle judiciaire sécherlech ze begréissen.

De Regime vun den Nullitéiten – an d'Madame Doerner huet dat gesot – gëtt verbessert, d'Délaie gi verlängert, d'Konditiounen, ënnert deenen déi Nullitéite kënne gefrot ginn, gi verbessert. D'Délaie gi verlängert. Aner Leit wéi déi, déi bis elo dat konnten, kënnen eng Nullitéit ufroen, esou dass och dat, mengen ech, eng Verbesserung ass vun enger Enquête judiciaire, déi am Sënn vum Justiciabelen ass an an deem Sënn ze begréissen ass.

E lescht Wuert wat d'Zeienaussoe betrëfft. Och dat ass eigentlech elo scho gesot ginn, ass awer derwäert, mengen ech, fir ënnerstrach ze ginn. Et ass praktesch eng Saach vun der Onméiglechkeet fir als Zeien, ob dat elo als Enquêteur oder als Zeie vun engem Accident ass, Joren no de Faiten auszesoen ouni en Ziedel am Grapp ze hu fir sech ze erënneren, wat fir en Dag an der Woch dat war, wat fir e Joer, etc. Et ass och net normal, dass Kriminalbeamte musse Procès-verbalë vu Jorzéngten oder honnerte Säiten auswenneg léieren, ier se als Zeien aussoe kënnen.

Si kënnen also elo no dësem Gesetz schréftlech Notize respektiv Procès-verbalen am Grapp hunn a si kënne probéieren da mat deenen Ënnerlagen hir Zeienausso ënner Eed ze maachen. Dat schéngt eng ganz kleng Saach ze sinn, mä fir déi Leit, déi concernéiert sinn, ass dat sécherlech eng ganz grouss Erliichterung.

Menger Meenung no hëlleft et och dozou, dréit et och zur Wahrheitsfindung bäi, well wa sechs Leit iwwer een eenzegt Accident ouni Ziedel am Grapp eppes aussoen, huet ee bis elo op jidde Fall heiansdo d'Impressioun, si géife vu verschiddenen Accidenter schwätzen. Dat dierft mat där heiter leschter Bestëmmung an Zukunft net méi méiglech sinn, an an deem Sënn sinn och déi kleng Schrëtt, déi kleng Reformen an dëser Prozedur ze begréissen.

Et komme jo nach anerer no. Hei ass den éischten Train, deen, wéi d'Madame Doerner gesot huet, keng Revolutioun ass. Déi Prätentioun, mengen ech, hat och keen an dëser Saach. Et sinn allerdéngs nach Saachen um Wee, déi eventuell dee revolutionäre Charakter, deen dësen Text entbehrt, nach eng Kéier kënnen op d'Tapéit bréngen, mä dorop komme mer da spéider nach eng Kéier zréck.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Leschte Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll just ganz kuerz d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen. Et ass wéi gesot keng Revolutioun, mä et ass eng op all de Punkte sënnvoll Evolutioun, déi mer haut am Code d'instruction criminelle maachen. Et ass souguer e bësse schued, dass mer net all déi Punkten an engem Gesetz gläichzäiteg behandelt hunn. Et hätt ee kënne beispillsweis iwwert de Contrôle judiciaire ganz vill Flottes soen.

Dat considéréiere mir wierklech als eng ganz positiv an eng grouss Avancée, dass an Zukunft manner Leit an dësem Land, ouni condamnéiert ze sinn, scho mussen am Prisong eng Zäit verbréngen. Doriwwer soll ee sech freeën, an et hätt ee wierklech, wann een déi eenzel Aspekter opgedeelt hätt, dat och méi valoriséiere kënnen an den Debatten.

Et ass awer elo anescht décidéiert ginn, et ass an engem Projet integréiert ginn. D'Haaptsaach ass, dass déi Modifikatiounen, déi mer virhuelen, relativ séier kënnen zu Lëtzebuerg geltend Recht ginn. Dat wäert net all Problemer vun der Procédure pénale léisen – mir hu jo bei deem Hearing, dee mer viru kuerzem haten, nach eng ganz Partie aner Saachen, déi och vu grousser Bedeitung sinn, notamment vun de Vertrieder vum Barreau, awer net eleng, preziséiert kritt.

Och doriwwer wäerte mer eis missen an den nächste Wochen a Méint Gedanke maachen, Stéchwuert beispillsweis vun der Roll vun der Informatik am Beräich vun der Justiz am Allgemengen. Och dat ass eppes wou nach ganz vill ze maache wär, mä, wéi gesot, dat kréie mer an den nächste Wochen a Méint als Geleeënheet. Dofir brénge mer nach eng Kéier, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géing fir d'éischt gären der honorabeler Madame Doerner Merci soe fir déi detailléiert an excellent Erklärungen, déi mat sech zéien, datt ech net nach eng Kéier brauch op de ganze Projet de loi anzegoen.

Et ass gesot ginn: Dat hei ass keng Revolutioun. Ech muss Iech soen, datt et op jidde Fall net mäi Charakter ass, fir mat Revolutiounen d'Zukunft vum Land ze preparéieren,…

Une voix.- Mir hunn dat och net gemaach.

(Interruption)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- …well ech mengen, datt ee soll mat positiven Evolutiounen dat verbesseren, wat mer hunn, an dat ass de Projet wesentlech.

Et wär natierlech vill besser gewiescht, Här President, wann dëse Projet de loi am Ufank vun dësem Nomëtteg komm wär, well heiriwwer hätt ee kënne ganz vill soen – vill Positives! Mä et ass hei wéi esou oft och dobaussen: Iwwert déi Saachen, wou dat eent oder dat anert zur Kritik kann Ulass ginn,…

(Interruptions diverses)

…doriwwer kann ee sech Stonnen ophalen. Dofir wäert ech gespaant sinn, wéi vill Artikele mer muer am Detail an der Press iwwert dës substanziell Verbesserung vum Justizwiese fannen.

Ech mengen et wier derwäert, datt een op enger anerer Plaz am Detail eng Kéier géing heiriwwer schwätzen, well dat heiten ass eng Verbesserung vun der Strofjustiz, déi och breet Zoustëmmung hei fonnt huet, woufir ech natierlech dankbar sinn, an ech mengen, datt vill kleng Saachen och d'Liewe vun deenen, déi do schaffen, an deenen, déi oft ongewollt Client vun där Justiz ginn, verbesseren. An deem Sënn sinn ech dankbar fir déi breet Zoustëmmung vun dësem Projet, trotz spéider Stonn an trotz wéineger Diskussioun, déi mer deem wichtege Sujet konnte ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5354.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider (par Mme Lydie Err) et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.54 heures)

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

Ordre du jour

1. Communications

2. Renouvellement de la nomination du Commissaire aux Comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement

3. Dépôt d'une motion

4. 5325 - Projet de loi portant approbation du Protocole N° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000

5422 - Projet de loi portant approbation du Protocole N° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

5423 - Projet de loi portant approbation du Protocole N° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel - Résolution)

5. 5463 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

6. 5505 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. Motion de Monsieur Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg

(Débat - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Claude Wiseler, Ministre; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5524** – Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 21.12.2005

2. **5525** – Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 23.12.2005

3. **5526** – Projet de règlement grand-ducal autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre des travaux extraordinaires d'intérêt général au cours de l'année 2006

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 02.01.2006

4. **5527** – Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions: – du Code d'instruction criminelle, – de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 04.01.2006

5. **5528** – Projet de loi portant approbation – de la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997; – du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains, ouvert à la signature, à Paris, le 12 janvier 1998; – du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 24 janvier 2002; – du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la recherche biomédicale, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 25 janvier 2005 et modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 09.01.2006

6. **5529** – Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

b) la loi du 28 mars 1997:

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL, et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 13.01.2006

7. **5530** – Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

8. **5531** – Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

9. **5532** – Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

10. **5533** – Projet de loi relatif à la lutte antitabac

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.01.2006

11. **5534** – Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 31.01.2006

12. **5535** – Projet de loi portant approbation des amendements au Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé, arrêtés par la Vingtième session de la Conférence, le 30 juin 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006

13. **5536** – Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature, à Rome, le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg, le 14 avril 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006

14. **5537** – Projet de loi portant approbation de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006

3) En date du 17 janvier 2006 fut remise par une série d'associations la pétition N°269 contre la transposition de la Directive 98/44/CE, à savoir: Centrale Paysanne, Fräie Lëtzebuerger Baureverband, Bauerenallianz, Lëtzebuerger Jongbauer a Jongwënzer, Landjugend, CONVIS Herdbuch Service Élevage et Génétique, Veräin fir biologesch-dynamesch Landwirtschaft Lëtzebuerg, Vereenegung fir biologesche Landbau Lëtzebuerg, Cercle de Coopération des ONG de Développement, Action Solidarité Tiers Monde, Transfair Minka, Aide à l'Enfance de l'Inde et Greenpeace Luxembourg.

4) Par lettre du 16 janvier 2006 Monsieur Niki Bettendorf a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg.

5) Par lettre du 20 janvier 2006 Monsieur Robert Mehlen l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique future dans le secteur agricole luxembourgeois.

6) «Bref, le véritable débat est celui de savoir avec quels moyens nous voulons combattre le terrorisme. Est-il inévitable que pour cela il faille renoncer aux droits de l'Homme, renoncer à la dignité de l'homme, renoncer à la justice, renoncer à toutes les garanties que nous avons construites au cours de ces dernières décennies?

Est-il acceptable que, pour mettre en repos notre propre conscience, on délocalise la torture et ses méthodes dégradantes vers d'autres pays? Tel devra être le véritable débat que nous devrons conduire ces prochains mois. Nous sommes là au cœur des valeurs du Conseil de l'Europe.»

Avec ces mots, le rapporteur et un des initiateurs du débat d'actualité sur les allégations de détentions secrètes dans les États membres du Conseil de l'Europe, M. Dick Marty, a résumé l'essence dudit débat, dont la question traitée a été renvoyée à l'issue du débat pour rapport à la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme.

Ce point fort de la première session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dont le sujet avait déjà fait l'objet du rapport de M. McNamara et d'une résolution de l'Assemblée l'année dernière, mettait en garde les États membres sur l'utilisation de leur territoire et leurs infrastructures aéroportuaires pour des actions illégales, des *extraordinary rendition* et des détentions secrètes, a soulevé entre autres les problèmes des rapports entre gouvernements et parlements, du contrôle et de la surveillance des services de renseignements et de la responsabilité des États dans ces affaires d'*extraordinary rendition.*

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en session ordinaire à Strasbourg du 23 au 27 janvier 2006. Y ont participé le Président de la délégation, M. Marcel Glesener, les membres effectifs, Mme Lydie Err et M. Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants, MM. Norbert Haupert, Jean Huss et Mme Anne Brasseur.

La première séance étant ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Miguel Barceló Pérez, il est procédé à la vérification et à la ratification des pouvoirs des nouveaux représentants et suppléants, à l'exception des pouvoirs de la délégation de l'Azerbaïdjan qui sont contestés et soumis à la Commission de suivi pour rapport et à la Commission du règlement et des immunités pour avis, après quoi ils seront ratifiés néanmoins après discussion lors de la séance de mercredi après-midi.

Après l'élection de M. René van der Linden comme Président de l'Assemblée et l'élection des 19 Vice-Présidents, l'Assemblée ratifie la nomination des membres des commissions. Lors de cette session, M. Marcel Glesener a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Aussi a-t-il été réélu pour la troisième année consécutive Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

Après l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Bucarest, le 25 novembre 2005, l'Assemblée a approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente, pour passer ensuite à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- rapport sur l'observation du référendum sur les réformes constitutionnelles en Arménie,
- rapport sur l'observation de l'élection présidentielle au Kazakhstan,
- dimension parlementaire des Nations Unies, avec l'intervention de M. Jan Eliasson, Président de la 60e session de l'Assemblée générale des Nations Unies,
- contribution de l'Europe pour améliorer la gestion de l'eau,
- mise en œuvre de la Résolution 1415 (2005) sur le respect des obligations et engagements de la Géorgie,
- intégration des femmes immigrées en Europe,
- les violations des droits de l'Homme en République tchétchène: la responsabilité du Comité des Ministres à l'égard des préoccupations de l'Assemblée,
- nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires,
- politique de retour pour les demandeurs d'asile déboutés aux Pays-Bas,
- le concept de «nation»,
- transfert d'activités économiques à l'étranger et développement économique européen,
- conséquences pour l'Europe de la résurgence économique de la Chine,

- projet de protocole sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États.

En dehors de la communication de M. Mihai-Răzvan Ungureanu, Ministre des Affaires étrangères de la Roumanie et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- l'intervention de M. Bruno Haller, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à l'occasion de son départ à la retraite le 1er février 2006,
- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, sur l'état du Conseil de l'Europe,
- le discours de M. Sergueï Stanichev, Premier Ministre de la Bulgarie,
- le discours de M. Traian Băsescu, Président de la Roumanie et
- l'allocution de M. Enrique Jackson Ramírez, Président du Sénat du Mexique.

Une discussion selon la procédure d'urgence sur la situation au Belarus à la veille de l'élection présidentielle a eu lieu au cours de cette première session de 2006.

On peut souligner encore que deux de nos délégués ont pris la parole lors des débats, à savoir Mme Lydie Err relative au point de la dimension parlementaire des Nations Unies et M. Norbert Haupert au sujet des conséquences pour l'Europe de la résurgence économique de la Chine.

L'Assemblée a adopté un avis, cinq recommandations et dix résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Il reste à signaler que dans le cadre de cette session notre représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe, S. E. Monsieur Ronald Mayer, a remis les insignes de commandeur de l'ordre de mérite à M. Bruno Haller, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

7) Par lettre du 18 janvier 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 30 novembre au 1er décembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole additionnel à l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,
- résolution sur la préparation de la sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong,
- résolution sur le développement et le sport,
- résolution sur la réglementation et les marchés des communications électroniques en Europe 2004.

2. Renouvellement de la nomination du Commissaire aux Comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement

Op Ufro vun der Société Nationale de Crédit et d'Investissement an opgrond vum Artikel 140 vum Chamberreglement proposéiert d'Presidentekonferenz, d'Mandat vum Commissaire aux Comptes vun der SNCI, dem Här Raymond Schadeck, ëm dräi Joer ze verlängeren.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Adam huet gefrot fir d'Wuert ze kréien. Här Adam!

3. Dépôt d'une motion

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech eng Motioun hei déposéieren, wou mer eis géinge freeën, wann déi an den nächste Wochen eng Kéier op den Ordre du jour géing kommen.

An der Motioun – ech liese se elo net ganz vir – geet et am Fong geholl prinzipiell dorëm, datt mir als gréng Fraktioun froen, datt déi zwou Facultéiten «Sciences et Lettres» um Site vun der Friche Belval-Ouest implantéiert ginn, datt mer awer och froen, datt d'Facultéit vun «Droit, des Finances et de l'Économie» an der Stad Lëtzebuerg soll bleiwen, an datt d'Kommissioun an d'Chamber sollen informéiert ginn, wéi d'Regierung do wëllt weidergoen, an datt mer déi Décisioun dann hei kënnen debattéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le développement de l'Université du Luxembourg constitue à juste titre une priorité du Gouvernement;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a pris en sa séance du 23 décembre une décision concernant l'implantation des différentes facultés;

- considérant que le Gouvernement a pris sa décision sur base du rapport élaboré par le groupe de travail «site unique Ville de Luxembourg» mis en place et constitué par le recteur de l'Université du Luxembourg et des représentants des Ministères concernés;

- considérant que le Gouvernement a décidé d'implanter les facultés des sciences et des lettres sur le site Belval/Ouest – site déclaré «site à vocation unique»;

- considérant que le Gouvernement propose le déplacement de la faculté de droit de son site actuel Limpertsberg après 2009;

- considérant que le Gouvernement n'a qu'en partie suivi les conclusions du groupe de travail sans fournir les explications détaillées de son choix;

- considérant que si la décision d'implanter les facultés des sciences et des lettres sur le site de la friche Belval/Ouest est à saluer, car suffisamment étayée par le rapport du groupe de travail, il n'en est pas moins vrai que la possibilité d'un déplacement de la faculté de droit n'est ni conforme aux conclusions du groupe de travail ni justifiée par le Gouvernement;

- considérant que le Gouvernement n'a pas associé la Chambre des Députés à sa décision du 23 décembre 2005;

invite le Gouvernement

- à poursuivre l'implantation des facultés des sciences et des lettres sur le site de la friche Belval/Ouest;

- à reconsidérer sa décision sur la délocalisation de la faculté de droit, des finances et de l'économie;

- à justifier sa décision devant la commission compétente de la Chambre des Députés.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Mir huelen déi Motioun mat an d'Presidentekonferenz a kucken dann, décidéiere gemeinsam, wéini dass mer se op den Ordre du jour setzen.

Une voix.- Den Här Braz huet ënnerschriwwen.

M. le Président.- Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Diskussioun vun de Projets de loi 5325, 5422 a 5423, dräi Zousazprotokoller zu der Mënscherechtskonventioun. Déi dräi Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens an den Här Huss.

D'Wuert huet elo d'Madame Rapportrice vun deenen dräi Projets de loi, déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err!

4. 5325 – Projet de loi portant approbation du Protocole N° 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000

5422 – Projet de loi portant approbation du Protocole N° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

5423 – Projet de loi portant approbation du Protocole N° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Projet de loi 5325

Mme Lydie Err *(LSAP) rapporteuse.*- Merci. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech richteg gezielt hunn, huet Äre Rapport ganzer 38 Sekonne gedauert, Här President, iwwert déi Sëtzungswoch, déi d'lescht Woch zu Stroossbuerg vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe stattfonnt huet. Ech wëll lech domadder kengesweegs ze no trieden. Ech wëll domadder am Fong just ënnersträichen an ënnermaueren, dass d'Lëtzebuerger Parlament an d'Parlamenter en général – mä besonnesch eist – de Conseil de l'Europe largement ënnerschätzen. An ech hoffen, dass déi Opfaassung gedeelt gëtt, wann ech lech zum Schluss vu menger Interventioun iwwert déi Protokollen, ëm déi et haut geet, e wéineg d'Variatioun weise vun deenen Themen, déi d'lescht Woch zu Stroossbuerg diskutéiert gi sinn.

Virop awer wëll ech probéieren e bësse kloer ze maachen, dass de Conseil de l'Europe net datselwecht ass wéi de Conseil européen, well am normale Sproochgebrauch, a leider och hei am Haus, ëmmer nach verschidden Organer vu verschiddenen europäeschen Organisatioune matenee verwiesselt ginn. Ech denken, dës Debatt ka vläicht och dozou benotzt ginn, fir eng ganz kuerz Begréffserklärung ze maachen.

De Conseil de l'Europe, vun deem senge Protokoller mer haut schwätzen, ass eng international Organisatioun, déi hire Sëtz zu Stroossbuerg huet, déi 46 Memberen zielt, dat heescht d'EU + 21, an net mam Conseil européen ze verwiesselen ass, well de Conseil européen, dee regelméisseg Versammlungen zweemol am Joer vun de Stats- a Regierungschefen zu Bréissel huet, spillt sech net am Kader vum Conseil de l'Europe of, mä vun der Unioun. D'Assemblée parlementaire ass souzesoen d'Parlament vum Conseil de l'Europe a besteet…

M. le Président.- Pardon, Madame Err, d'Madame Brasseur freet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Souwuel den Här Grethen wéi och den Här Ausseminister hu gewisen, dass de Conseil européen véiermol d'Joer zesummekënnt, net zweemol.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Véiermol d'Joer zesummen… Ech sinn also net um leschte Stand vun de Saachen. Ech hat och ni d'Éier, selwer derbäi ze sinn. Mä mir huelen déi Korrektur natierlech an den Text hei op.

D'Assemblée parlementaire ass souzesoen d'Parlament vum Conseil de l'Europe a besteet aus 630 Parlamentarier, déi vun den nationale Parlamenter delegéiert ginn. Dovunner ass d'Halschecht effektiv Memberen an d'Halschecht Suppléanten. Contrairement zu de Membere vum Europaparlament sinn also keng direkt Wahle fir dës Delegatiounen, mä et sinn national Parlamentarier, déi delegéiert ginn. D'Europaparlament huet säi Sëtz och zu Stroossbuerg. Och dat dréit sécherlech heiansdo zur Konfusioun bäi, dass d'Parlament vun der EU praktesch duebel esou vill Deputéierten am Europaparlament huet, wéi d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe.

Da gëtt et och nach d'Commission européenne des Droits de l'Homme. Dës Kommissioun gëtt et Gott sei Dank, zënter dass et eng Cour permanente zu Stroossbuerg gëtt, net méi, sou dass am Fong ee Sujet de confusion an dësem ganze Wirrwarr schonn aus der Welt geschaaft ass. D'Commission européenne ass d'exekutiivt Organ vun der EU, där hire Sëtz zu Bréissel ass. Gott sei Dank dréit dat vläicht zum Klärungsbedarf bäi.

Dann hu mer nach zwou international europäesch Geriichtsbarkeeten. D'Cour européenne des Droits de l'Homme, mat Sëtz zu Stroossbuerg, dat ass d'Cour vum Conseil de l'Europe. Ech mengen, dass dat dat Organ ass, vun deem een d'Wichtegkeet net genuch kann ënnersträichen, well et obligatoresch Décisioune fir d'Staten hëlt an zu munneche Rebuten um nationale Plang duerch seng Jurisprudenz scho bäigedroen huet.

En opposé hu mer d'Cour de Justice des Communautés européennes mat Sëtz zu Lëtzebuerg. Déi garantéiert de Respekt vum EU-Recht. Mir hunn dann och nach – an dat ass, mengen ech, d'Kärstéck vum Europarot – d'Convention européenne des Droits de l'Homme. Zu dëser Konventioun hu mer haut dräi Protokoller virleien, ëm déi mer sollen herno e Vote huelen.

Iwwert d'Geschicht vum Conseil de l'Europe wier villes ze soen, ausser dat Essenziellt, wat ech lech hei net wëll virenthalen. Dat ass, dass en direkt nom Zweete Weltkrich geschafe ginn ass, fir ze probéieren, d'Léieren ze zéien aus dem Zweete Weltkrich, deen iwwert d'Leit an iwwert de Kontinent vun Europa vill Misär bruecht huet. E puer kloer Käpp hu geduecht, Nationalismus a Friemenhaass wieren déi Ursaache gewiescht, déi zu deem Krich gefouert hätten, an et misst een onbedéngt probéieren, déi Ursaachen aus der Welt ze schafen, fir et fäerdeg ze bréngen, kee Krich méi op europäeschem Territoire ze kréien. Deelweis ass dat jo och, kann ee soen, gelongen.

Sou ass et de 5. Mee 1949 zur Grënnung vun dëser intergouvernementaler Organisatioun komm, dem Conseil de l'Europe. Als Symbol vun der däitsch-franséischer Versöhnung ass de Sëtz zu Stroossbuerg festgehale ginn. Do ass also och de Sëtz vum Generalsekretariat vun der Cour des Droits de l'Homme. Do versammele sech net nëmmen d'Ausseminister, mä och hir Représentants permanents. Do ass och de Sëtz vun der Assemblée parlementaire, op déi ech herno wëll e bësselche méi genee agoen, dat och am Numm vun der Lëtzebuerger Delegatioun um Europarot.

Ech liesen Iech ee Saz vir aus de Grënnungsschréften, den Artikel 1 vun der Convention européenne des Droits de l'Homme: «réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idées et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social». D'Mënscherechter also sti ganz am Vierdergrond vun dëser Organisatioun. Ech denken och, dass ee ka soen, dass den Europarot déi éischt Etapp war vun der Integratioun vum Kontinent op enger Basis, déi allgemeng d'Mënscherechter, d'Rechtsstaatlechkeet an d'Demokratie sinn.

Ech wëll lech dann nach e Saz zitéiere vum Churchill, vum 11. August 1950, dee relativ gutt charakteriséiert, wat de Conseil de l'Europe ass: «Nous n'avons dans cette Assemblée ni responsabilité ni pouvoirs exécutifs, mais nous sommes tenus de faire entendre nos avertissements et nos conseils.» Genau dat passéiert, Dir Dammen an Dir Hären, och elo nach am Europarot all Kéiers, wann d'Assemblée parlementaire, wéi dat véiermol am Joer de Fall ass, zu Stroossbuerg zesummekënnt.

D'Funktioun vun der Europäescher Unioun a vum Conseil de l'Europe bréngt, besonnesch zënter dem Élargissement vun Europa an och dem Élargissement vun de Kompetenze vun Europa, ëmmer e bësseleche méi Schwieregkeete mat sech. Nom Fall vun der Berliner Mauer 1989 huet de Conseil de l'Europe e groussen Élargissement gemaach, deen entre-temps, e bësse méi kleng, och vun der Europäescher Unioun iwwerholl ginn ass. Doduerjer an duerch gemeinsam Kompetenzen ergi sech gewëssen Iwwerschneidungen, déi ee misst probéieren ze évitéieren.

Et ass jo och net par hasard, dass d'lescht Joer um Sommet zu Warschau eise Premierminister chargéiert ginn ass mat engem Rapport iwwert d'Relatiounen tëschent dem Europarot an der Union européenne, an natierlech ganz besonnesch wat de Respekt vun de Mënscherechter ubelaangt. Wa mer wëssen, dass am «Traité établissant une Constitution pour l'Europe» och eng Charte des droits fondamentaux dran ass, dass mer zwou Geriichtsbarkeeten hunn, déi sech eventuell och kënnen iwwer Mënscherechtsfroen ausdrécken, esou ass et sécherlech wichteg, dass ee sech de Kapp zerbrécht, dass keng där anerer op d'Platebanden trëppelt, well soss ass dee Sproch „Duebel genéit hält besser" wierklech an der Praxis net gelongen, wann et herno méi Konfusioun gëtt, wéi Verstäerkung vun där enger an där anerer.

Am Kader vun der Erweiterung vun dem Europarot no dem Fall vun der Berliner Mauer oder am Zesummenhang mat dësem Evénement

ass 1990 och d'Commission de la démocratie par le droit, communément Commission de Venise genannt, gegrënnt ginn. Dës Kommissioun, déi exklusiv aus Juristen, dat heescht: Riichteren, Proffen, Experten en droit constitutionnel besteet, huet als Aufgab, d'Länner bei der Ausschaffung vun hire Verfassungen ze ënnerstëtzen an och op Froen iwwer Verfassungs- a Gesetzestexter, déi d'Mënscherechter betreffen, ze äntwerten, zum Beispill wat d'Justizwiesen, d'Pressefräiheet, de Schutz vu Privatliewen an Ähnleches ugeet.

Lëtzebuerg ass – an ech mengen, dat ass derwäert ënnerstrach ze ginn – dat eenzegt Land aus Westeuropa, wat vun dëser Méiglechkeet vun der Commission de Venise Gebrauch gemaach huet. Dat war, kann ee soen, fir Lëtzebuerg en Exemple à poursuivre a fir déi aner Länner aus Westeuropa en Exemple à suivre, an zwar fir déi al Demokratien, fir net ze soen dat aalt Europa.

Haut zielt, wéi gesot, de Conseil de l'Europe 46 Memberstaten, dorënner Russland an déi lescht Memberen: Aserbaidschan, Armenien a Georgien. Dir kënnt lech virstellen, dass d'Interesse vun deenen eenzelnen Deputéierten aus deene verschiddene Länner net ëmmer déiselwecht sinn, wat heiansdo zu ganz interessanten Debatte féiert a wat et net ëmmer einfach mécht, op e gemeinsamen Nenner ze kommen. Iergendwéi packe mer et awer ëmmer erëm.

Ech mengen, dass een nach dräi Wierder soe kann zu den Aufgaben oder zu der Entwécklung vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, déi sécherlech als déi eelsten international Assemblée parlementaire ka betruecht ginn, déi aus demokratesch gewieltene Parlamentarier besteet.

Et gëtt véier Parlamentssessiounen d'Joer an d'Assemblée hëlt dräi Zorte vun Texter un: Recommandatiounen, dat heescht Propositiounen, déi sech un de Comité des Ministres riichten, wou d'Mise en œuvre also um Niveau vun de Memberstate muss gemaach ginn; Resolutiounen huele se am Bezuch zu enger Fro oder si ginn en Avis of, wat am Fong net méi ass wéi den Ausdrock vun der Meenung vun dëser pluralistescher parlamentarescher Versammlung.

Doriwwer eraus awer, iwwert déi normal parlamentaresch Akten, wielt d'Assemblée parlementaire de Secrétaire général, zwee Secrétaires adjoints, de President vun der Assemblée parlementaire an d'Riichtere vun dem europäesche Mënscherechtsgeriicht. Dat ass eng Kompetenz, déi een net genuch ënnersträiche kann.

Duerfir huet sech och dës Assemblée d'Moyene ginn, déi Selektioun vun deene Kandidaten, déi aus de Länner erakommen, ganz logesch ze gestalten. Et ass eng Sous-commission vun der Commission juridique et des Droits de l'Homme gegrënnt ginn. Déi ënnerhält sech also individuell mat deenen dräi Kandidaten, déi vun all Land musse proposéiert ginn, a si, dat heescht déi Sous-commissioun, proposéiert dann der Assemblée parlementaire deen hirer Meenung no kompetenteste Kandidat vun den nationale Lëschten.

Ech soen lech dat e bësselchen am Detail, well dat eng Prozedur ass, déi wierklech duerchduecht ass an déi dozou bäigedroen huet, dass net nëmmen déi Prozedur transparent ass, mä dass se och eng gewëssen Effikassitéit huet. Ech denken, dass ee sech bei anere Memberen, wéi zum Beispill bei deene vum Comité pour la prévention de la torture, och kënnt eng ähnlech Prozedur afale loossen, well vun där si mer de Moment jiddefalls nach wäit ewech.

Wat ass den CPT, de Comité pour la prévention de la torture? Dat ass sécherlech ee vun deene ganz wichtegen Organer vum Conseil de l'Europe. D'Membere vun deem Comité kënnen an den eenzelne Memberstaten a Prisongen, Spideeler, Kannerheemer goen, fir ze kucken, ob d'Mënscherechter op deene Plazen, wou déi fragilste Mitglieder vun enger Gesellschaft normalerweis sech ophalen, respektéiert ginn oder net. Si kënnen dohinner goen onugemellt oder mat Umeldung. Si kënnen och Experte mathuelen. An dësem Comité, dem Comité pour la prévention de la torture, ass och ee Représentant vun all Land, deen also mat un dëse Missiounen deelhëlt. Déi Kommissioun stellt dann och no all Visite e Rapport vir.

E staarke Punkt war am Fong bis elo ëmmer deen, dass déi Rapporte vun deem CPT do geheim bliwwe sinn. Doduerjer war am Fong och keng Obstruktioun vun de Memberstate fir déi Visitë vum CPT ze empfänken. Hautdësdags, wou mer d'lescht Woch zum Beispill Rieds haten iwwer suspekt Flich vun der CIA am Zesummenhang mat de sou genannten Terroristen, déi zu Guantánamo vun den amerikanesche State festgehale ginn a wou der sollen iwwer europäeschen Territoire geflu gi sinn, respektiv hir Torture an europäesch, eventuell souguer europäesch Memberstaten ausgesourced gi sinn, stellt sech natierlech d'Fro, ob den CPT, wann dann déi Campë sollten identifizéiert sinn, soll weiderfueren déi Rapporten, déi eventuell da kënnen erstallt ginn, secret ze halen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dénge se eppes, och dann, wann d'international Communauté kollektiver Verantwortung ass, wa se net kënnen dëser internationaler Communauté, besonnesch der internationaler Press, zougängeg gemaach ginn? Dat ass eng Fro, déi ech fir haut hei an dësem Raum wëll stoe loossen, op déi mer sécherlech nach zu Stroossbuerg oder soss nach anzwousch zréckkommen.

En nächste Punkt seet: Zu den Aufgabe vun dësem Conseil de l'Europe gehéiert och d'Wahlbeobachtung. An do adresséieren ech mech méi speziell un lech, Här President, well mir als Lëtzebuerger Delegatioun beim Conseil de l'Europe am Fong déi eenzeg Delegatioun sinn, déi prinzipiell net d'Autorisatioun vun der Chamber huet, deelzehuele wéi aner Parlamentarier aus anere Länner, wann an iergendengem Memberstat oder net, wéi zum Beispill elo kierzlech a Palästina, den Europarot national Parlamentarier delegéiert fir d'Wahlobservatioun.

Als eent vun deene wierklech wuelgestanene Länner aus dëser Organisatioun, mengen ech, ass dat eng Décisioun, déi een onbedéngt revidéiere misst, an et ass och an deem Sënn, wou déi heiten Diskussioun eventuell iwwert de Sujet eraus, deen haut eigentlech um Ordre du jour steet, kann interessant sinn, du moins fir déi Leit, déi an der Delegatioun vum Conseil de l'Europe sinn.

D'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe huet sech awer och Kompetenzen arrogéiert, kënnt ee bal soen, déi eigentlech net am Grënnertext stoungen. Esou gëtt et zum Beispill all Joer e Rapport an der Commission juridique iwwert d'Exekutioun vun de Arrêtë vun der Cour vu Stroossbuerg, well et geet natierlech net duer, dass Arrêtë gesprach si vun enger Cour, där hir Geriichtsbarkeet obligatoresch fir all Memberstaten ass, wann déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, an de Länner net exekutéiert ginn.

Lëtzebuerg huet do – an une fois n'est pas coutume – eng Kéier eng Virrangstellung, well Lëtzebuerg exemplaresch déi Décisiounen, déi vu Stroossbuerg komm sinn, ëmgesat huet. Esou geet zum Beispill eis Groussreform vun 1996, mengen ech, iwwert de Statsrot zréck op en Arrêt, dee vu Stroossbuerg koum, dee berühmten Arrêt, zu Lëtzebuerg jiddefalls berühmten Arrêt Procola, deen eis dozou forcéiert huet, eis internationale Kritären unzepassen, wat d'Gewaltentrennung, d'Aviséieren, d'Juridictiounen an esou weider ubelaangt.

E leschte Punkt zu de Kompetenze vum Conseil de l'Europe ass eng Procédure de suivi. Och déi huet d'Assemblée praktesch erfonnt an déi geet am Fong dorëms, dass Länner, déi am Conseil d'Europe dra sinn, geleeëntlech, wa sech e konkrete Problem stellt oder awer wann Délaien oflafen, déi verschidde Länner bei hirem Antrëtt an dës Gemeinschaft kritt hunn, ze kucken, ob déi Engagementer, déi agaange gi sinn, och an der Praxis ëmgesat gi sinn. Och op dësem Punkt sinn natierlech déi leschtgenannte Memberstaten, déi nei Memberen, méi oft um Tour wéi déi al.

Eent vun deenen ale Memberen, d'Türkei zum Beispill, war awer net méi spéit wéi d'lescht Joer Objet vun esou enger Procédure de suivi, wou dunn awer décidéiert ginn ass, déi Prozedur opzehalen a wou just Konditioune gesat gi sinn, déi da sollten nach an där nächster Zäit och vun der Türkei erfëllt ginn. Dëst sécherlech och an Hisiicht op déi Diskussioun iwwer en eventuelle Bäitrëtt vun der Türkei an d'Europäesch Unioun, deen natierlech nëmmen da kënnt passéieren – an ech soen dat am Conditionnel –, wa virun allem, ausser deenen ekonomesche Kritären an dem Acquis communautaire, all Froen um Niveau vun de Mënscherechter, vum Demokratieverständnis a vum Rechtsstat erfëllt sinn.

D'Basisdokument vum Conseil de l'Europe ass d'Convention européenne des Droits de l'Homme, déi Protokoller vun deene mir haut Rieds hunn an déi mer herno sollten interpretéieren.

Mir hunn also am éischten, dem Protokoll N° 12, de Champ d'application vum Artikel 14 vun der Konventioun erweidert, an ech zitéieren dësen Artikel 14, dee seet: «La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.»

Dësen Artikel, dee wuel de Prinzip vun der Non-discrimination festhält, beschränkt awer déiselwecht nëmmen op Rechter, déi an der Konventioun festgehale sinn. De Protokoll N° 12 awer bréngt eng Extensioun vum Champ d'application vun dësem Prinzip, andeem dass e seet, dëse Prinzip wennt sech un net nëmmen op d'Rechter aus der europäescher Mënscherechtskonventioun, mä och op all legal Dispositiounen an deenen nationale Staten.

Dëse Champ d'application, deen erweidert gëtt, ass also och fir Lëtzebuerg vu fundamentalem Interessi, well en eng Base légale gëtt fir all Cas de non-discrimination, déi mir net onbedéngt an engem spezielle Gesetz scho festgehalen hunn, an ech mengen, dass beispillsweis d'Commission de l'Égalité entre les hommes et les femmes gutt géif dorunner doen, sech dëse Protokoll N° 12 e bësselche méi genee unzekucken a sech ze iwwerleeën, wat fir eng Aktiounsméiglechkeete sech eventuell aus dësem Protokoll zu Lëtzebuerg kënnten erginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwert dëse Prinzip de Non-discrimination verschidden international Texter, déi ech net onbedéngt wëll opzielen, mä virun allem d'Convention sur l'élimination des discriminations entre les hommes et les femmes, op déi mer ëmmer erëm zréckkommen a par rapport zu därer mer och zu Lëtzebuerg nach Lacunen hunn, déi eventuell dëse Protokoll N° 12 kann opfëllen.

Lacunen hu mer an eiser Gesetzgebung wat d'Non-discrimination ubelaangt nach zwou, jiddefalls zwou, déi mer bis elo festgestallt hunn, an zwar zwou, déi sech aus dem Code civil erginn, an zwar geet et ëm déi Artikelen 380 am Fall vun der Autorité parentale tëschent bestueten an net bestueten Elteren an den Artikel 349,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…deen eng Diskriminatioun duerstellt tëschent Adoptivkanner a legitime Kanner.

Et ass wichteg fir zu dësen zwou Lacunen ze soen, dass dat d'Ursaache waren, firwat de Statsrot esou laang gebraucht huet, fir den Avis zu dësem Protokoll ze ginn, well bis haut huet Lëtzebuerg am Prinzip seng Législatioune geännert fir sech konform ze setzen zu internationalen Instrumenter, déi mer adoptéiert hunn, während hei am Fong op eemol eng Adoptioun vun engem internationalen Text soll kommen, ouni dass mir am Viraus scho konform sinn. Duerfir meng Invitatioun un d'Regierung, un deem gudden ale Gebrauch, dee mer zu Lëtzebuerg haten, festzehalen an an nächste Konventiounen, déi kommen, och d'national Incompatibilitéiten aus der Welt ze schafen, ier mer nei Instrumenter unhuelen.

Elo ass et natierlech duerfir ze spéit. Net ze spéit ass et allerdéngs, fir deem zoustännege Ministère – an dat ass de Ministère de la Justice – an Erënnerung ze ruffen, dass, fir konform zu dësem Protokoll N° 12 ze sinn, d'Artikelen 380 an 349 vun eisem Code civil musse geännert ginn, fir dësem Prinzip gerecht ze ginn.

Den Text vum Protokoll wéi en elo virläit war an ass, wat mech ubelaangt jiddefalls, fir d'Assemblée parlementaire vum Europarot net zefridde stellend. Firwat? Well an eisen Aen, an den Ae vun der Assemblée, de Prinzip vun der Netdiskriminatioun zesummen Hand an Hand ze goen huet mam Egalitéitsprinzip. Duerfir hat och d'Assemblée an engem Avis zu dësem Protokoll N° 12 proposéiert, den Netdiskriminatiounsprinzip ze verstäerken duerch eng explizit Aschreiwung vum Egalitéitsprinzip an d'Convention européenne des Droits de l'Homme.

Dunn ass vu Leit, déi vläicht Fachleit si wat d'Mënscherechter ubelaangt, mä net onbedéngt ëmmer och nach gläichzäiteg Fachleit si wat Fraerechter ubelaangt, gemengt ginn, dat kënnt een net maachen, well wa géif en Egalitéitsprinzip tëschent Männer a Fraen drastoe kommen, da wier dat eng Atteinte op de Principe d'universalité.

Dat ass e ganz uraalt Argument wat ëmmer erëm aus der Täsch gezu gëtt, wann et ëm Fraerechter geet, awer wat absolut net richteg ass, well Fraen a Männer sinn zwou Komponente vun der Mënschheet, a wann een de Prinzip vun der Gläichheet vun dësen zwou Komponente feststellt, dann heescht dat net, dass och nach Jugendlech a Chômeuren an handicapéiert Leit eventuell e Recht hätten, sech op deen nämlechten Egalitéitsprinzip an engem Verfassungstext kënnen ze beruffen.

Et ass also op Basis vun engem falsche Räsonnement wou den Egalitéitsprinzip zesumme mat dem Netdiskriminatiounsprinzip net an dësem Protokoll agedroen ass, mä mir hunn, Här Ausseminister an Dir Kolleegen, eng eenzegaarteg Chance deemnächst, wa mer den Artikel 11 vun eiser eegener Verfassung zu Lëtzebuerg änneren, dem Conseil de l'Europe ze beweisen, wat hei Sache ass, an dass dat eent ouni dat anert am Fong nëmmen eng hallef Saach ass.

Mir sinn zwar elo scho laang amgaang, mä vläicht brénge mer et jo dann och fäerdeg, eng Kéier aus Lëtzebuerg eraus eng Lektioun ze ginn op internationalem Plang, andeem mer net nëmmen den Egalitéitsprinzip tëschent Männer a Fraen an eisem Artikel 11 festhalen, mä och den Netdiskriminatiounsprinzip zesumme mat der Méiglechkeet, Action-positiven ze maachen, fir eben déi zwee Prinzipien an der Praxis kënnen ëmzesetzen.

Zur Konklusioun ass ze soen, dass de Protokoll N° 12 also ganz kloer eng Valeur ajoutée ass fir Lëtzebuerg, fir seng Législatioun an natierlech fir seng Bewunner, well se am Fong en Instrument juridique méi kréien, op dat se sech kënne beruffen, fir eng eventuell Diskriminatioun vun eise Geriichtsbarkeete kënne kontrolléieren ze loossen.

Une voix.- Très bien.

Projet de loi 5422

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Zum Artikel 13: Do si mer – une fois n'est pas coutume – nach eng Kéier wierklech exemplaresch. Et geet bei dësem Protokoll ëm d'Ofschafung vun der Doudesstrof an alle Memberslänner. De Protokoll N° 6 vun 1983 ass deen éischten,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…deen iwwert dëse Sujet ënnerschriwwe ginn ass. Hien hat datselwecht Objektiv, huet de Memberstaten awer deemools nach d'Méiglechkeet gelooss, se a Krichszäiten erëm anzeféieren.

Eis Législatioun ass an der Rei, an zwar scho vun engem Gesetz vun 1979 un, wat ofgeschaaft ginn ass op Initiativ vum deemolege Justizminister Robert Krieps, deen an enger Zäit wou d'öffentlech Meenung nach fir d'Doudesstrof war, dëst Gesetz an d'Chamber bruecht huet, ofstëmme gelooss huet a Lëtzebuerg am Fong domadder erlaabt huet, eng Virreiderroll ze spillen op dësem Punkt vun der Ofschafung vun der Doudesstrof.

E puer Joer drop, dräi Joer drop, hu mer d'Doudesstrof och zu Lëtzebuerg aus dem Katalog vun de Militärstrofe gestrach, an 1999 ass souguer an eiser Verfassung festgehale ginn: «La peine de mort ne peut plus être établie.» Mir sinn also, kann ee soen, am Viraus méi wéi konform zu deem Protokoll, dee mer haut unhuelen, an dat ass, Här Ausseminister, am Fong d'ideal Situatioun.

Et wier besser, wann all international Konventioun, déi kënnt, kéint kommen, well mer eis virdrun a Konformitéit gesat hunn, well soss ass et am Fong eng theoretesch Moossnam, wa mer fir d'éischt d'Konventiounen unhuelen an dann eis Hausaufgabe maachen. Logescherweis misst een d'Hausaufgabe maachen ier een eng Konventioun unhëlt.

D'Doudesstrof ass awer sécherlech, och wann et hei zu Lëtzebuerg kee striddegt Thema méi ass, e grousse Problem an eiser Welt, a besonnesch bei verschiddene Länner, déi beim Europarot Beobachterstatus hunn, an zwar Japan an Amerika. An deem Moment, wou nämlech de Conseil de l'Europe e weidere Schrëtt mécht fir d'Doudesstrof ze veruerteelen, ass an den USA den 30. November vum leschte Joer den dausendste Prisonnéier exekutéiert ginn.

Hei gëtt d'Roll vum Conseil de l'Europe nach eng Kéier ganz kloer. De Conseil huet nämlech am Joer 2003 eng Resolutioun ugeholl, an där en d'USA a Japan dozou opfuerdert, d'Doudesstrof ofzeschafen. De Conseil kann nämlech an deem Beräich en Afloss hunn. A woufir? Well déi zwee Länner zënter 1996 beim Europarot Beobachterstatus hunn. Déi missten am

Prinzip och déi Konditiounen a Prinzipië vun deenen normale Memberstate respektéieren.

Et ass also absolut onlogesch, dass mir vun eisen neie Memberstate verlaangen, dass si konform sinn zu de Protokollen an zu der Konventioun vun de Mënscherechter, ouni datselwecht vun deene Länner ze verlaangen, déi Observateursstatus hunn, an ech kann lech och soen, vu dass et ganz schwiereg, wann net onméiglech ass, mat den USA oder mat den Deputéierten aus den USA e wierklechen Dialog iwwert d'Ofschafung vun der Doudesstrof ze féieren, dass mir wierklech seriö dorun denken, fir de Beobachterstatus vun den USA eventuell opzehiewen, well de Moratorium, dee verlaangt ginn ass, net ugesot ginn ass, a well am Fong aus den USA nach ëmmer Zeeche kommen, déi wierklech an déi entgéigegesate Richtung ginn.

Sou gëtt jo viru kuerzem och erëm geplangt, d'Doudesstrof erëm anzeféiere fir déi Leit, déi zu Guantánamo festgehale ginn, ënnert der Inculpatioun, mä net ënnert der Condamnatioun, Terroristen ze sinn. Et ass also, wéi ee ka soen, une affaire à suivre.

Duerfir ass et natierlech kloer, dass och déi Diskussioun ënner anerem d'lescht Woch um Conseil de l'Europe d'Wellen héich schloe gelooss huet iwwert d'Suspicioun vu Flich vun der CIA mat sou genannten Terroriste vu Guantánamo, déi sollen iwwer europäeschen Territoire geflu sinn, well – ech soen alles am Conditionnel – a verschiddene Länner, och an Europa, notamment an deem neien Europa, Campen opgeriicht solle gi si fir déi Torturen, déi zu Guantánamo net méi akzeptabel wieren – nach ëmmer am Conditionnel –, souzesoen auszesourcen.

Ech ginn lech herno, Här Ausseminister, zesumme mat dëser Motioun, eng Lëscht vu Flich, déi mer zu Stroossbuerg ausgedeelt kritt hunn d'lescht Woch um Conseil de l'Europe, a wou eng Hällewull vu Flich vun der CIA drop stinn, wou een net genau weess, wat se transportéiert hunn, wou se geflu sinn an ob se Autorisatiounen hate fir de Survol vum europäeschen Territoire. Mir wëssen also net wou se higeflu sinn, an all Memberstat vum Conseil de l'Europe ass d'lescht Woch opgefuerdert ginn, Kloerheet um nationale Plang ze schafen iwwer verschidde Froen, op déi ech ganz zum Schluss vu menger Ried nach eng Kéier ganz prezis drop aginn, an der Hoffnung, dass mer hei eng Äntwert kréien, déi mer och kënne mat op Stroossbuerg huelen, well déi Affär ass net eriwwer, déi ass eréischt ugaangen.

Mir haten elo just en Débat d'actualité d'lescht Woch an am Abrëll kënnt e richtege Rapport, wou dann och d'Resultater vun deenen Investigatiounen, déi a sämtleche Memberstate solle kommen, zesummegefaasst ginn an dann och d'Konklusiounen aus dësem Tatbestand solle kënne gezu ginn.

Projet de loi 5423

Da bleift de leschte Protokoll, de Protokoll N° 14. Dat ass gegebenenfalls dee wichtegsten, net vum Prinzip hier, mä vum Fonctionnement vum Conseil de l'Europe hier, well et geet ëm eng Reform vun der Cour européenne des Droits de l'Homme, déi am Fong dat éischt internationaalt europäescht Geriicht ass, wat de Moment fir 800 Milliounen Europäer zoustänneg ass a Saache Mënscherechter.

Dës Cour existéiert zënter 1958, mä eréischt zënter 1998 ass et eng permanent Geriichtsbarkeet, an den Impakt vun dëser Geriichtsbarkeet ass enorm wichteg, well ëmmer méi Leit, wa se onzefridde sinn a Saache Mënscherechter, ier se ugefaangen hunn nozedenken, soen: A wann et hei net opgeet, da ginn ech op Stroossbuerg!

Et muss een natierlech soen, dass et net esou einfach ass mat enger Affär bis op Stroossbuerg ze kommen, a mat der Garantie, dass se recevabel ass an dass de Fong kann analyséiert ginn. Well ier d'Stroossbuerger Cour zoustänneg ass, muss ee fir d'éischt um nationale Plang all aner Geriichtsweeër ausgeschafft hunn, fir kënnen zu Stroossbuerg eng Décisioun ze verlaangen.

Dëse Protokoll ass enorm wichteg, an dat geet och dorauser ervir, dass an dësem Protokoll exzeptionell absolut keng Reserv méiglech ass an dass d'Entrée en vigueur vun dësem Protokoll eréischt ka passéieren dräi Méint nodeem dee leschte Memberstat säin Instrument de ratification beim Secrétaire général ofginn huet.

De Moment sinn et nach 21 Länner vun deene 46, déi net ratifizéiert hunn – hoffentlech sinn et der muer nëmme méi 20. Dat just fir lech ze soen, dass och wa mir hei ratifizéiert hunn, nach 20 Länner iwwreg bleiwen, ier dëse wichtege Protokoll kann a Kraaft trieden. An ënnert dëse Länner, déi nach net ratifizéiert hunn, sinn och Länner wéi eis Nopeschlänner Holland oder aner europäesch Länner, Spuenien, Irland an Ähnleches. Mir sinn also bis elo jiddefalls net an esou schlechter Gesellschaft wéi dat heiansdo gemengt ginn ass an dëser Saach.

Wat de Protokoll 14 selwer ubelaangt, sou gëtt do virun allem d'Prozedur geännert, déi um Geriicht zu Stroossbuerg suivéiert gëtt.

Deen zweete wichtege Punkt – an ech kommen herno nach eng Kéier op d'Prozedur zréck – ass den Artikel 59, deen d'Méiglechkeet gëtt, dass d'Union européenne kann der Mënscherechtskonventioun bäitrieden. Dat ass eng vun deene grousse Revendicatiounen, mä et ass awer e Punkt, deen am Fong elo an der Praxis ofgeschwächt muss ginn doduerjer, dass d'Unioun zwar duerch den «Traité établissant une Constitution pour l'Europe» eng personnalité juridique fir d'Unioun virgesinn huet, mä vu dass den Traité net en vigueur ass, huet also de Moment d'Unioun d'Personalitéit net fir kënnen dësen Artikel 59 unzewenden an der Konventioun bäizetrieden.

Mir heibannen – oder jiddefalls eng Majoritéit – hoffe jo awer sécherlech, dass mer dat deemnächst kënnen ophuelen an dass esou eng Zesummenaarbecht och um Plang vun de Mënscherechter tëschent der Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe weider sollt méiglech sinn.

Da war an dësem Protokoll nach eppes dran, wat awer duerch den Avis vum Statsrot erauskomm ass, an zwar eng Fro, déi am Zesummenhang stoung mat der Publikatioun vun den Arrêtë vun der Cour vu Stroossbuerg, wou hei eng Dispositioun vun der Regierung virgeschloe ginn ass. Eng Dispositioun, déi awer erausgeholl ginn ass, well se éischtens näischt mam Protokoll selwer ze dinn huet an anerersäits och ouni formellt Gesetz kann a Kraaft gesat ginn.

D'Cour vu Stroossbuerg, dat europäescht Mënscherechtsgeriicht, ass – kann ee soen – Opfer vu sengem eegene Succès. Sou geet d'Zuel vun den Affären, déi zu Stroossbuerg unhängeg sinn, dramatesch an d'Luucht. 1990 waren et 5.300 Affären, 1998 waren et der 18.000 an 2003, dat heescht virun zwee Joer, waren et 65.000 Affären.

Dat léisst een erschrecken, well ee sech freet, wéi da 46 Länner et jee solle fäerdeg bréngen, dee ganzen Arriéré judiciaire hei opzeschaffen. Abee, dëse Protokoll N° 14 soll eben d'Instrumenter, d'Méiglechkeete schafen, dësen Arriéré aus der Welt ze schafen.

Derbäi kënnt, dass de President vun der Cour uganks Januar e Rapport gemaach huet iwwert d'Joer 2005, aus deem ervirgaangen ass, dass d'lescht Joer 54% méi Affäre liquidéiert, also ofgeschloss gi sinn, wéi dat Joer virdrun. Sou dass souguer ouni déi Reform aus dem Artikel 14 am Fong d'Organisation interne vun der Cour et méiglech gemaach huet, fir no an no deen Arriéré do opzeschaffen.

Well et kann net sinn, dass Europäer géint hir eege Geriichtsbarkeete kloen, well se d'Affären ze laang schleefe loossen, an da schleefe se zu Stroossbuerg nach eng Kéier méi laang wéi dat hei de Fall ass. Dat Ganzt ass also onplausibel, an dofir kommen ech dann och elo dozou fir ze erklären, wat fir eng Méiglechkeeten dëse Protokoll gëtt, fir méi schnell iwwert d'Ronnen ze kommen.

De President vun der Cour huet viru 14 Deeg awer och nach aner interessant Saache gesot. An zwar huet hien d'Zuel genannt vun deenen Décisioune vun hirer Cour, déi Violatioune vu Mënscherechter feststellen, also eng Hitparade souzesoe vun de Länner opgestallt, déi am meeschte respektiv am wéinegste Mënscherechtsviolatiounen hunn.

A mir sinn do – an dat wäert lech net wonneren – bei där Kategorie vun deene 27 Länner, déi manner wéi zéng Violatiounen d'Joer reprochéiert respektiv zu Stroossbuerg festgestallt kréien. Déi meescht Violatiounen op sengem Aktiv – wann een esou ka soen – oder Passiv huet d'Türkei mat 270, d'Ukraine mat 119, Griichenland mat 100, Frankräich mat 51, etc. Mir sinn also do ganz ënnen, wat am Fong och e bësselche logesch ass, well mer jo méi e klengt Land sinn, manner Leit hunn a forcément manner Rekurse missten hunn.

Wat fir eng Affären hu mer zu Lëtzebuerg? Dat si mer gewuer gi bei enger Entrevue, déi mer mat dem Lëtzebuerger Représentant op der Cour européenne des Droits de l'Homme zu Stroossbuerg haten. Mir hunn de Moment 32 Affären unhängeg zu Stroossbuerg:

- Aacht Affäre ginn iwwert d'Durée de procédure – Dir gesitt also, dass et och fir eis wichteg ass, dass et zu Stroossbuerg weidergeet, fir dass déi Cour do hir Glaubwürdegkeet och vis-à-vis vun eise Bierger behält;

- véier Affäre ginn iwwert den Droit à la liberté (den Artikel 5 vun der Konventioun);

- véier iwwert d'Équitéit vun der Prozedur;

- dräi Affäre ginn iwwert d'Protection de la propriété (am Zesummenhang mat der Expropriation pour cause d'utilité publique – do si jo Affären, déi an där Hisiicht scho ganz bekannt sinn);

- eng aner Affär nach iwwert d'Prozedursfroen;

- eng Affär iwwert den Artikel 8 an

- eng iwwert den Artikel 10, d'Liberté d'expression.

Dat einfach fir lech e klengen Aperçu ze ginn iwwert dat, wat d'Lëtzebuerger wichteg genuch fannen, fir domat op Stroossbuerg ze goen.

Zur Prozedur: D'Méiglechkeete fir méi schnell virunzekomme mat engem ganze Koup vun Affären ass éischtens d'Méiglechkeet vun neien Irrecevabilitéiten, déi agefouert ginn an déi kënnen toiséiert ginn, net vun enger ganzer Kompositioun, mä vun engem eenzelne Riichter. Wann also bis elo 54% méi vun den Affäre konnten eliminéiert gi wéi dat Joer virdrun, da war dat ëmmer a Kompositioune mat dräi Riichteren, während elo d'Méiglechkeet agefouert gëtt, Irrecevabilitéite vun engem eleng ze kucken. Mir kënnen also dovunner ausgoen, wann dëse Protokoll en vigueur ass, dass dräimol méi Affäre kënnen toiséiert ginn an därselwechter Zäit, vun deeneselwechte Leit. Besonnesch och dann ass dat nach de Fall, dass Affäre kënnen irrecevabel erkläert ginn, wann de Préjudice net wichteg ass.

Lëtzebuerg war – an ech mengen, dat ass derwäert ënnerstrach ze ginn – zu senger Éier der Meenung, et wier eigentlech besser, wann dës Irrecevabilitéit net géif agefouert ginn. Ënner anerem wéinst der Lëtzebuerger Reklamatioun op dësem Prinzip, deen dovunner ausgeet, dass eng Affär net onbedéngt muss e grousse Schued gemaach hunn, fir eng wichteg Fro um Niveau vun de Mënscherechter duerzestellen, ass am Fong den Text vum Protokoll e bësselche geännert ginn. Et steet also elo am Text: «Sauf exception, si le respect des droits de l'Homme exige un examen de fond et sans pouvoir rejeter une affaire qui n'a pas été dûment examinée par une juridiction nationale.»

Ech ginn lech e Beispill. Mir ass eng Affär bekannt, déi vu Lëtzebuerg aus op Stroossbuerg komm ass, well eng Zeiin an engem Divorce-Prozess sech hannert dem Secret de la vie privée verschanzt huet fir auszesoen, ob se oder net eppes wéisst iwwert d'Relatioune vun engem vun deenen zwee Partneren.

Dat ass eng Affär, déi eigentlech kee grousse Préjudice duerstellt, mä déi awer prinzipiell esou wichteg ass, dass ee muss kucken, ob eis Geriichter nach kënne fonctionnéieren, wann dee Prinzip géing generell unerkannt ginn, well wann d'Justiz ganz muss op Zeienaussoe verzichten, well jiddfer Zeie sech potenziell kéint hannert der Protection de la vie privée verstoppen, da wier dat natierlech en enormen Impakt, deen och fir Lëtzebuerg kéint dramatesch ginn.

Dofir hu mer also hei eng Fomulatioun, un där Lëtzebuerg matgehollef huet se ze kréien, déi misst kënnen dat Utilet mat deem Wichtege verbannen, dat heescht et erlabe méi schnell weiderzekommen, ouni awer doduerjer ze verhënneren, dass eventuell Prinzipienaffären net kéinten um Fong gekuckt ginn.

Eng drëtt Méiglechkeet, déi an dëser Prozedur dozou wäert bäidroen, den Arriéré opzeschaffen, ass, dass formell an dësem Protokoll drasteet, dass op allen Niveaue vun der Prozedur zu Stroossbuerg soll gekuckt ginn, fir e Règlement amiable ze kréien, dat heescht fir d'Mediatioun um Niveau vun den internationale Mënscherechter anzeféieren, dat heescht eng Procédure confidentielle. An da steet souguer nach dran, dass, wann déi Mediatioun, déi confidentielle ass, duerchgeet, an d'Décisioun vum Tribunal nëmmen nach drastoe kënnt, ëm wat fir eng Faiten dass et gaangen ass a wat bei där Affär erauskomm ass, esou dass et ganz kloer ass, dass et net nëmmen dozou féiert, Affären aus der Welt ze schafen, mä déi Prozedur also och ganz prezis festgehalen ass.

Den Âge limite vun de Riichtere läit bei 70 Joer. Dat schéngt vill, dat war awer bis elo net evident. A wat ech och nach wichteg fannen, dat ass, dass d'Durée vun hirem Mandat op néng Joer ausgewäit ginn ass, während hire Mandat awer net méi ka renouveléiert ginn.

Wat och interessant ass, besonnesch fir all déi Leit aus der Commission juridique, mengen ech, an ech fannen et duerfir awer och wichteg ze ënnersträichen, dat ass, dass zu Stroossbuerg e Riichter kann eng Révocatioun vu senge Kolleegen ausgesprach kréien, wann zwee Drëttel vun deenen anere Riichteren aus deenen anere Länner der Meenung sinn, dass ee vun hire Kolleege seng Aarbecht net méi seriö erfëllt. Ech mengen, dass dat interessant ass, well dat hält engersäits d'Indépendance vun de Riichtere fest an et gëtt awer anerersäits eng Méiglechkeet fir Leit, déi hiren Aufgabe wierklech net méi nokomme kënnen, aus dem Verkéier ze zéien, natierlech am Intérêt vun der Saach vun de Mënscherechter, ëm déi et hei geet.

Et gëtt mir elo leider alles ze laang, Här President, dofir, wann Dir erlaabt, géing ech lech hei d'Konklusioune matgi vun engem Rapport, fir se eventuell u meng Resolutioun unzeheften. Dat do si Konklusiounen, déi geholl gi si vun engem Groupe d'experts, dee sech iwwerluecht huet, wat een iwwert déi Dispositiounen eraus, déi elo am Artikel 14 stinn, nach kéint maachen, fir dass et géing weidergoen.

Dat ass duebel interessant, net nëmme well dat sech zu Stroossbuerg kéint als effikass erweisen, mä besonnesch well och do Saachen drënner sinn, déi ee fir eis eege Geriichtsbarkeete kéint an d'A faassen, well wa 46 Représentanten aus ganz Europa zu Konklusioune kommen, da brauch och Lëtzebuerg sech net ze genéieren, fir sech un där enger oder anerer Dispositioun dovunner ze inspiréieren. Dofir wëll ech elo hei net op den Detail agoen, mä ech mengen, dass et interessant ass an dass jiddfereen, dee speziell interesséiert ass, sech dat ukucke soll.

Zum Schluss kommen ech dann zu den Aktivitéite vun der leschter Woch, Här President an Här Minister. Deen éischten a wichtegste Punkt ass deen op deen ech herno nach eng Kéier zréckkommen, mat e puer Froen un lech, d'Allégation de détention secrète dans les États membres du Conseil de l'Europe, am Zesummenhang also mat deene sou genannten Terroriste vu Guantánamo.

Do kënnt also am Abrëll e Bericht, a mir brauchen, fir dee Bericht kënnen ze erstellen, Kloertext. Dofir déi Froen un lech, Här Ausseminister – wann ech se elo direkt erëmfannen. Voilà!

Éischtens: Ass et esou, dass d'Lëtzebuerger Regierung systematesch informéiert ass iwwert dat, wat sech um Niveau vun eisem Geheimdéngscht an dem Geheimdéngscht vun deenen anere Länner ofspillt, plus particulièrement wat d'CIA betrëfft, an dat, wat d'Aktivitéiten op oder iwwer eisem nationalen Territoire betrëfft?

Zweet Fro, Här Minister: Huet d'Lëtzebuerger Regierung Informatiounen, dass et iergendwou op europäeschem Territoire géing geheim Plaze ginn, wou Leit détenéiert ginn, déi vu Guantánamo aus an Europa géifen ausgesourced ginn, fir hei Saache mat hinnen ze maachen, déi no all deem Gedäisch, dat zu Guantánamo war, schwiereg, wann net onméiglech wieren, do ze maachen?

Déi nächst Fro: Huet d'Regierung Connaissance driwwer, dass amerikanesch Fligeren, vun deenen ech lech d'Lëscht derbäiginn, Här Minister, wou d'Immatriculatioun a verschidden Date bekannt sinn, iwwer Lëtzebuerger Territoire geflu sinn? Wësse mir eppes dovunner? Huet Lëtzebuerg jee eng Autorisatioun ginn, fir dass dat kéint passéieren? A wann dat esou sollt gewiescht sinn, kënnt Dir eis iergendeppes soen iwwert d'Frequenz vun deene Volen?

Déi aner Fro ass: Gëtt et eng Base juridique, déi et méiglech mécht, dass en Transport vu Persoune vun engem Drëttland iwwer eisen Territoire ka stattfannen? Wa jo, wat fir eng sinn dës Konditiounen?

An déi lescht Fro, Här Minister: Huet eis Regierung Connaissance doriwwer, datt Fligeren, déi hei op der Lëscht opgezielt sinn an notamment vun der CIA bedriwwe ginn, iwwer Lëtzebuerg geflu sinn oder hei stallgehalen hätten?

Dir musst lech bewosst sinn, Här Minister, dass d'Äntwerten op dës Froe ganz wichteg si fir d'Erstellung vun deem Rapport, an dass mer jo natierlech och déi Äntwerten, déi mer hei kréien, mussen op Stroossbuerg weiderginn. Dat dote

sinn also déi Dokumenter fir den Ausseminister, Här President.

Weider zur Aktualitéit. Do hate mer d'lescht Woch zu Stroossbuerg en Débat d'urgence iwwert d'Biélorussie, wou jo Presidentewahle stattfannen. Et muss ee wëssen, dass de Conseil de l'Europe am Fong nach just ee Memberstat envisagéiert opzehuelen, an dat ass Wäissrussland, wat bis elo e Beobachterstatus respektiv en Invitésstatus hat a souguer dee verluer huet, well eben d'Fonctionnéiere vun der Demokratie a vum Rechtsstat a Wäissrussland absolut onzefridde stellend ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Mir haten da souzesoen zwee klassesch Dossieren, déi awer e ganz groussen Intérêt an de Medien ervirgeruff hunn.

Dat eent war deen iwwert d'Reklamatioune vun der Assemblée beim Conseil des Ministres, deen net dat gemaach huet, wat mir gäre gehat hätten, wat d'Violatioun vun de Mënscherechter an Tschetschenien ubelaangt huet. Dat heescht och, dass et ganz kloer en Ënnerscheed gëtt tëschent der Opfaassung vun de Parlamentarier engersäits, déi vläicht méi e kritesche Langage schwätze kënnen, an där vum Conseil des Ministres, wou d'Verantwortung muss geholl ginn an de bilaterale Relatiounen. Et bleift awer, dass déi staark Kritiken aus der Assemblée parlementaire iwwert d'Mënscherechtsverletzungen an Tschetschenien kengeswees ausgefouert gi sinn, obschonn am Fong de Comité des Ministres dat hätt missen als e Mandat ukucken.

En anere Rapport huet d'Press d'lescht Woch zu Stroossbuerg déchaînéiert. Et war de Rapport iwwert d'Condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires. Dat ass e Bericht, dee fir vill Oprou gesuergt huet an dee wahrscheinlech vill méi pertinent gewiescht wier, wann en iwwert d'Condamnatioun vun de Crimë vun alle Régimes totalitaires gaange wier, awer net op eng speziell Zort vu Régime totalitaire eleng gemënzt gewiescht wär. Well wann ee ka soen, dass an den Exsowjetrepublike sécherlech munches geschitt ass, wat kengeswees ze recommandéieren ass, esou wësse mer awer och, dass notamment an Chile ënner engem ganz anere Virwand datselwecht geschitt ass, wat hei net zur Sprooch komm ass.

Dofir ass et och net weider erstaunlech, dass eng Resolutioun, déi den Avis vun der Assemblée ausdréckt, ugeholl ginn ass, well mer dofir nëmmen eng Halschent vun de Représentantë gebraucht hunn, während d'Recommandatioun un d'Memberstate refuséiert ginn ass.

Mir haten "guest speakers", wéi öfters de Fall, a mir hate par ailleurs – an ech soen lech dat just à titre d'exemple – e puer Berichter, déi notamment vu groussem Interessi och um nationale Plang kënne sinn. Esou ass eise Kolleeg, den Norbert Haupert, intervenéiert an engem Bericht, deen iwwert d'«Conséquences pour l'Europe de l'essor économique de la Chine» gaangen ass. Mir haten e ganz interessante Bericht iwwert den «concept de ‚nation'» – ech kënnt mer virstellen, dass déi Leit aus der Institutiounskommissioun beispillsweis hir Freed un esou engem kënnten hunn – a mir haten och en anere Bericht iwwert d'«gestion de l'eau».

Ee leschte Bericht awer, op deen ech wëll agoen, Här President, an deen ech lech besonnesch wëll un d'Häerz leeën, dat ass eng Debatt, an där ech och intervenéiert sinn, iwwert d'«dimension parlementaire de l'ONU». Et ass esou, wann d'Assemblée générale all Hierscht ass, dass d'Regierung mat de Fonctionnairen op New York geet, an dass ganz wéineg europäesch Memberstaten am Fong Parlamentarier mat an déi Delegatioun ophuelen, während et awer bekannt ass, dass d'UNO keng aner Méiglechkeet gëtt, fir eng parlamentaresch Dimensioun mat eranzehuelen, an d'Debatt vun der Reform vun der UNO beispillsweis och esou an d'national Parlamenter mat eranzedroen.

Dir kënnt also sécher sinn, dass mir deemnächst, Här President an Här Ausseminister, wäerte probéieren, dësen Text, deen d'lescht Woch zu Stroossbuerg gestëmmt ginn ass, och zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

Da kommen ech zu enger Resolutioun, fir opzehale mat dëser Debatt, déi ech lech elo net virliesen, mä déi da jiddfereen ausgedeelt kritt, déi am Fong dorëms geet fir ze kucken de Rapport iwwert d'Aktivitéite vum Conseil de l'Europe notamment, mä eventuell och vun aneren Organisatiounen, wann déi dat da wëllen, op eng Manéier hei an d'Chamber mat eranzebréngen, dass jiddfereen d'Méiglechkeet kritt ze wëssen, wat do passéiert, a sech also kann utilement vun deenen Texter inspiréieren, déi an aneren internationale Parlamenter ausgeschafft ginn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu l'importance du Conseil de l'Europe dans l'échiquier des organisations internationales à dimension parlementaire;

- vu la qualité du dialogue qui s'est établi entre ses 46 États membres, concernant les droits de l'Homme, la prééminence du droit et la démocratie pluraliste;

- vu l'influence que les conclusions de ce dialogue peuvent avoir sur la qualité des travaux des parlements nationaux;

- vu l'intérêt que la présente résolution aura pour d'autres organisations à dimension parlementaire;

souhaite être informée régulièrement sur les travaux au sein du Conseil de l'Europe et en débattre le cas échéant;

invite partant la Commission des règlements

- à mener une réflexion sur le cadre le plus approprié dans lequel les parlementaires luxembourgeois, membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, pourront informer les députés luxembourgeois sur les travaux menés au Conseil de l'Europe.

(s.) Lydie Err, Anne Brasseur, Marcel Glesener, Jacques-Yves Henckes et Jean Huss.

Ech wëll mech elo net ausloossen iwwert d'Manéier wéi dat soll passéieren. Duerfir froen ech an dëser Resolutioun, déi iwwregens – an ech soen duerfir all de Kolleege vun alle Fraktiounen hei Merci – vun all Fraktioun ënnerschriwwe ginn ass, fir eng Reflexioun ze menéieren, fir ze kucken, ënner wéi enger Form een dat ka maachen. Et ass kloer, et ass keen Débat d'actualité, et ass keng Interpellatioun, et ass och net ëmmer wäert, sécherlech eng Stonn driwwer ze verléieren, mä sécherlech – an ech mengen, dat huet den Exercice vun haut de Mëtteg bewisen – ass méi iwwer eng Woch Aarbechten zu Stroossbuerg ze erzielen, wéi dat an 32 Sekonnen hei an engem schréftleche Bericht, dee vum President virgelies gëtt, kann zum Ausdrock kommen.

Duerfir meng Invitatioun un d'Kolleegen aus der Chamber, dës Resolutioun wa méiglech unanime unzehuelen, an ech wëll ofschléissen andeem ech den Accord vu menger Fraktioun brénge fir déi dräi Protokoller, déi haut zum Vote stinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Glesener agedroen. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg hu mer iwwert dräi Gesetzestexter ofzestëmmen, déi an hirem Inhalt fir Lëtzebuerg hautdësdags keng grondleeënd Ännerunge mat sech bréngen, mä déi symbolesch awer vu grousser Bedeitung sinn.

Fir d'alleréischt awer géif ech gären eiser Rapportrice, eiser Kolleegin Lydie Err, Merci soe fir hir ganz interessant an detailléiert Presentatioun iwwert den Inhalt an d'Bedeitung vun deenen dräi Zousazprotokoller zur Mënscherechtskonventioun, déi haut zum Débat stinn.

Eis Kolleegin Lydie Err huet, och am Numm vun eiser Delegatioun, an enger Resolutioun drop higewisen, wéi dat an der Zukunft kéint matgedeelt ginn, wat an der parlamentarescher Versammlung an aner Institutiounen esou diskutéiert gëtt, a si huet am Fong geholl der Äntwert scho virgegraff, andeem se eng Presentatioun gemaach huet, wat déi lescht Woch zu Stroossbuerg war.

Dat war ganz explizit, an et wär eng vun de Méiglechkeeten, wéi een an der Zukunft och d'Parlament an doriwwer eraus d'Öffentlechkeet kéint méi opklären iwwert dat an iwwert déi Aarbecht, déi mir Lëtzebuerger Parlamentarier an deenen eenzelnen Institutiounen an Ärem Numm verriichten. Duerfir wëll ech och elo schonn den Accord vun eiser Fraktioun zu där Resolutioun ginn.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Très bien.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert awer elo zu deenen dräi Projeten. De Projet 5325: Säit dem 4. November 2000 läit den Zousazprotokoll N° 12 zur europäescher Mënscherechtskonventioun, deen en allgemengt Diskriminéierungsverbuet virgesäit, um Dësch. 50 Joer no der Signature vun der Mënscherechtskonventioun mécht dëse Protokoll aus deem op Konventiounsrechter beschränkten Diskriminéierungsverbuet – et ass dat den Artikel 14 – en allgemengt Diskriminéierungsverbuet.

Hei gëtt d'Bedeelegung un alle gesetzleche Rechter ouni Diskriminéierung aus iergendengem Grond assuréiert, sief et wat d'Geschlecht, d'Rass, d'Hautfaarf, d'Sprooch, d'Relioun, d'politesch oder soss Usiichten, d'national oder d'sozial Hierkunft, d'Appartenance zu enger nationaler Minoritéit, Verméigen, d'Gebuert oder soss iergendeen anere Status ubelaangt. Keen däerf duerch dës Grënn vun den öffentlechen Autoritéiten diskriminéiert ginn. Ech mengen, dat seet d'Mënscherechtskonventioun.

Bei dësem Virstouss vum Europarot handelt et sech ëm eng sënnvoll a wesentlech Ergänzung vun der Mënscherechtskonventioun, wou hire Kontrollmechanismus verbessert gëtt. Dëse spezielle juristeschen Outil gëtt zwar just a ganz spezifesche Fäll agesat, mä grad an dëse Fäll ass et wichteg, dass een esou en Instrument zur Verfügung huet.

Och wa mir hei zu Lëtzebuerg gutt équipéiert sinn am Domän vun der Gläichbehandlung an der Netdiskriminatioun an hei schonn esou e sëllech Dispositioune geholl hunn, presentéiert och eis Législatioun an dësem Beräich nach ëmmer e puer Lacunen, déi et heescht an nächster Zukunft ze fëllen. Dat ass noutwendeg, fir eis national Législatioun esou séier wéi méiglech op der ganzer Linn a Konformitéit mat dëser neier Dispositioun ze setzen.

An dësem Kontext begréissen ech ganz besonnesch, dass eis Verfassungskommissioun, Här Meyers, hir Aarbechten, wat d'Ëmännerung vum Artikel 11 vun der Constitutioun ugeet, amgaangen ass ofzeschléissen. Souwäit ech informéiert sinn, gëtt op den Avis vum Statsrot gewaart, an da kann an absehbarer Zäit, dëst no laangen Diskussiounen, d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra an eiser Verfassung verankert ginn.

Trotzdeem kann natierlech dëst eleng net duergoen. Et ass eis Aufgab, d'Artikelen 380 an 349 aus dem Code civil am Sënn vum Artikel 10bis vun der Constitutioun ëmzeänneren – och dat ass nach net geschitt –, fir allen Diskriminatiounen tëschent deenen zwee Elterendeeler en Enn ze maachen. An dësem Kontext géif ech gären, Här President, dem Här Laurent Mosar seng Proposition de loi iwwert d'Autorité parentale aus dem Joer 2003 besonnesch ervirhiewen, déi mat Sécherheet an déi richteg Richtung geet.

Ech géif och nach gäre bäifügen, dass ech zouversiichtlech sinn, datt de Protokoll N° 12, deen elo zur Diskussioun steet, eng Rechtsvereenheetlechung an Diskriminéierungsfroen a ganz Europa mat sech bréngt. Konkret heescht dat, dass dëse Protokoll op laang Siicht dozou bäidroe wäert, d'Rechts- a Verwaltungsstandarden an de mëttel- an osteuropäesche Länner méi no un déi vu Westeuropa unzebannen, wat natierlech ganz wichteg ass fir déi zukünfteg Entwécklung och hei an Europa.

Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, den zweete Projet um Ordre du jour vun haut ass de Projet mat der Nummer 5422. Hei geet et dorëms – an d'Madame Err huet dat schonn ervirgestrach –, de Protokoll N° 13 zur Mënscherechtskonventioun ze approuvéieren, deen déi vollständeg Ofschafung vun der Doudesstrof virgesäit, an dëst ënner allen Ëmstänn. Ech ginn elo net weider an den Detail iwwert den Objet vun dësem Projet de loi an, well d'Madame Err dat schonn am Detail gemaach huet. Ech wollt just e puer wesentlech an zousätzlech Bemierkungen zu dësem Zousazprotokoll maachen, dee menger Fraktioun besonnesch wichteg erschéngt.

D'Doudesstrof, Kolleeginnen a Kolleegen, ass a bleift déi schrooste vun all de Mënscherechtsviolatiounen iwwerhaapt. Aus dësem Grond ass et besonnesch ervirzehiewen, dass den Europarot mat der Adoptioun vun dësem Protokoll dee leschte Schrëtt ënnerholl huet, fir d'Doudesstrof innerhalb vu senge Memberstate komplett ofzeschafen. Mat dësem Protokoll verflichte sech nämlech d'Memberstaten – an domat och Lëtzebuerg –, och a Krichszäiten oder bei onmëttelbarer Gefor kee méi zum Doud ze veruerteelen an hinzeriichten.

Viru gutt 20 Joer nach gouf d'Doudesstrof als en allgemengt Statsrecht ugesinn. Hautdësdags gëtt se als Violatioun vun de Mënscherechter considéréiert a gouf aus de Strofgesetzbicher vun deene meeschten Demokratien a Rechtsstate gestrach.

Ech mengen, et ass wichteg ze soen, dass den Europarot an dëser Entwécklung als Promoteur vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheete schlechthin eng wesentlech Roll gespillt huet. Iwwert déi lescht Jorzéngte gouf nämlech d'Oflehnung vun der Doudesstrof zum distinctiven Zeeche vun dëser Organisatioun an hiren Effortë fir de Respekt an d'Verbreedung vun de Mënscherechter an der Dignitéit vun de mënschleche Wiesen.

Et war zudeems den Europarot, als éischt international Organisatioun, deen e juristescht Instrument op d'Bee gesat huet, fir d'Doudesstrof a Friddenszäiten ze verbidden. Sou gouf den Zousazprotokoll N° 6 zur Mënscherechtskonventioun, deen am Joer 1985 a Kraaft getrueden ass, zur offiziell erfuerderlecher Konditioun, fir iwwerhaapt kënnen dëser Organisatioun bäizetrieden.

Haut kann ee behaapten, dass déi 46 Memberstate vum Europarot eng Zon bilden, wou d'Doudesstrof aus de Gesetzestexter verschwonnen ass, mat der grousser Ausnahm vu Russland, dat awer säit dem Joer 1996 e Moratoire op dës Kapitalstrof verhaangen huet. Mä mir erwaarde vu Russland, dass och si dëse Moratoire an eng Abolitioun en bonne et due forme ëmwandele wäerten.

Leider – an d'Madame Err huet dat och ervirgestrach – kann een net behaapten, dass dëst iwwerall op der Welt de Fall ass. Ech géif an dëser Hisiicht kuerz op zwee Fäll ze schwätze kommen, déi eis als besonnesch pertinent erschéngen. Wéi mer wëssen, gëtt et zwee Länner, déi, obwuel se en Observateursstatus beim Europarot hunn a sech mat dëser Organisatioun hire Valeuren identifizéieren, awer nach ëmmer d'Doudesstrof bei sech applizéieren: Ech schwätzen hei vun den USA a vu Japan.

Ech mengen, et ass un eis, als Member vum Europarot, si am Dialog dovun ze iwwerzeegen, hiren eegenen Normen a Valeure Rechnung ze droen an domat d'Doudesstrof aus hire Gesetzestexter definitiv och ze sträichen.

Grad an onser Zäit kënnt ee Facteur derbäi, deen et leider mat sech bréngt, dass verschidde Länner hir Législatioun zu Gonschte vun der Doudesstrof renforcéieren, an zwar ass dëst den Terrorismus. Vill ze vill grujelech sinn oft d'Biller, déi mer op der Televisioun gesinn, wann d'Terroriste wéi zu London oder zu Amman op ganz arbiträr Aart a Weis zouschloen an onschëlleg Leit mat an den Doud rappen.

En allgemengt Onsécherheetsgefill, dat duerch dës regelméisseg Terrorattacken opkënnt, bréngt et mat sech, dass een ufänkt och bei sech selwer Konzessiounen ze maachen, andeems een d'Doudesstrof fir Krimineller vun där Zort ënner Ëmstänn kéint guttheeschen. Et ass noutwendeg, dass mir och am Kampf géint den Terrorismus un eise Valeure festhalen.

D'Tortur an d'Exekutioun vu Leit, och wa se Terroriste sinn, däerf ni eng Optioun sinn. D'Mënscherechter musse fir jiddfereen ouni Ausnahm gëllen. D'Doudesstrof erlaabt weder d'Gewalt ze verréngeren nach bréngt se Fridden a Stablilitéit mat sech. D'Doudesstrof hält d'Gewalt net op, ganz au contraire, si hëlleft se ze verbreeden. Heibäi ginn d'Mënscherechter op eng erbaarmungslos an irréversibel Aart a Weis violéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, beim drëtte Projet vun haut geet et drëms, den Zusazprotokoll mat der Nummer 14 zu der Mënscherechtskonventioun ze approuvéieren, deen den 13. Mee 2004 vum Ministercomité am Europarot guttgeheescht gouf. Dëse Protokoll soll de Kontrollsystem vun der Konventioun verbesseren, deen op dem europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter baséiert.

Ech begréissen dëse Protokoll ganz besonnesch, well en dem Geriichtshaff zu Stroossbuerg erlabe wäert, eng méi effizient Aarbecht ze leeschten. Ouni dëse Protokoll, an domat seng aschränkend an aschneidend Mesuren, wär net kloer, dass dës dach esou wichteg Jurisdiktioun zum Affer vun hirem eegenen Erfolleg an hirem eegene System gi wär. D'Madame Err ass am Detail op d'Aarbechte vum Geriichtshaff zu Stroossbuerg agaangen, esou dass ech net méi weider wéilt dozou Stellung huelen.

Wann Der mer et erlaabt, géif ech nach just gären e puer Bemierkunge maachen iwwert d'Zukunft vum europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg. Et wäert an Zukunft entscheedend ginn, fir déi wesentlech Roll vum

Stroossbuerger Geriichtshaff als eenzegaartege Kontrollsystem vun der Mënscherechtskonventioun géintiwwer vun der Europäescher Unioun festzeschreiwen. De Protokoll, dee mer haut solle guttheeschen, modifizéiert den Artikel 59 vun där Konventioun en vue vun enger Bäitrëttsperspektiv vun der Europäescher Unioun zur europäescher Mënscherechtskonventioun.

Den Traité fir eng europäesch Constitutioun, deem mer jo als Lëtzebuerger zougestëmmt hunn, gesäit op senger Säit vir, dass am Fall vu Mënscherechtsviolatiounen et méiglech gëtt, eng Klo virun dem europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg virzebréngen. Mir mussen an dëser Saach ganz besonnesch dorop oppassen, dass zwee international Geriichtshäff, deen een zu Stroossbuerg an deen aneren hei zu Lëtzebuerg, déi allen zwee spezifesch Kompetenzen am Beräich vun de Mënscherechter hunn a kréie wäerten, sech net am Wee stinn. All Iwwerschneide vu Kompetenzen, all Double emploi an eventuell Rivalitéite musse vu vireran évitéiert ginn. Jiddferee vun deenen zwee Geriichtshäff muss iwwer säi prezisen Aufgabeberäich verfügen.

Här President, wat de Protokoll 14 ubelaangt, géif ech gär mat der Ausso ofschléissen, dass deen aktuellen Débat iwwert d'Mënscherechtsverletzungen an Europa – an ech denken hei besonnesch, an d'Madame Err huet dat jo gesot, un d'Affär mat de geheime Flich vun der CIA – d'Wichtegkeet, d'Noutwendegkeet wéi och d'Drénglechkeet vun der Roll, déi dem Europarot an dësem Beräich zoukënnt, méi wéi gutt ënner Beweis stellt an och ënner Beweis stelle wäert.

Ech géif also zu deenen dräi Protokollen, déi haut zum Débat stinn, ofschléissend am Numm vun der CSV-Fraktioun eisen Accord zu deenen dräi Gesetzestexter ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der mer awer erlaabt, géif ech nach gären zum Schluss kuerz op déi heiteg Roll an Daseinsberechtegung vum Europarot ze schwätze kommen. D'Madame Err huet dat uganks vun hirer Presentatioun vun de Rapporten hei gemaach. Ech hätt deem seele wéineg bäizefügen. Mä erlaabt mer, dass ech e puer prinzipiell Aussoen awer och am Numm vun eiser Fraktioun zu der Daseinsberechtegung vum Europarot op dëser Plaz hei maachen, ulehnend un dat, wat mer gesot hu beim Débat iwwert d'Aussepolitik virun e puer Méint.

Am Mee 2005 huet den drëtte Sommet an der Geschicht vun dëser Organisatioun, also vum Europarot, zu Warschau stattfonnt, wou sech d'Stats- an d'Regierungschefe genau iwwert den Europarot hir Gedanke gemaach hunn. Dëst ass natierlech net vu Muttwëll, well d'Evolutioun vun Europa huet et mat sech bruecht, dass hautdësdags d'Kompetenze vun der Europäescher Unioun, dem Europaparlament an dem Europarot net méi kloer genuch definéiert sinn a sech ganz oft iwwerkräizen.

Während deenen éischte Jorzéngten nom Zweete Weltkrich war d'Verdeelung vun de Kompetenzen tëschent deenen zwou Institutioune relativ kloer: Währenddeem den Europarot kompetent war am Beräich vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheeten, an der Rechtsstaatlechkeet an den Normen deementspriechend, huet sech déi europäesch Communautéit virun allem ëm d'wirtschaftlech Entwécklung, och e bëssen ëm d'sozial Entwécklung vun Europa gekëmmert.

D'Entwécklung vun de Kompetenzen an der Europäescher Unioun am Beräich vun der Aussepolitik, der Justiz, der Immigratioun, der Verteidegungspolitik, der Verteidegung vun de Mënscherechter souwéi och hir Erweiderung hunn et awer iwwert déi Joren zu vill Duerchernee bruecht.

Den Europarot mécht sech zudeem de Moment eescht Gedanken driwwer, dass d'Europäesch Unioun sech lues mä sécher seng eegen – dem Europarot seng – Kompetenzen zu engem Deel uneegent. Sou bereet ënner anerem dem Europarot d'Ëmwandlung vum europäeschen Observatoire vun de rassisteschen a xenophobe Phenomeener zu Wien an eng europäesch Agence vun de fundamentale Rechter besonnesch vill Suergen. D'Gefor besteet, dass en Double emploi kann entstoen an dass d'Kompetenzen onkloer definéiert ginn. Et heescht dat mat aller Entschiddenheet awer ze évitéieren, wat deelweis am Intérêt vum Fonctionnement vum europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter zu Stroossbuerg ass wéi och vis-à-vis vun där eventuell nei ze crééirender Agence.

Ënnert dësen Ëmstänn ass et nëmmen ze begréissen, dass de Sommet zu Warschau sech der Definitioun vum Europarot a sengen Aufgaben ugeholl huet. Hei si sech d'Stats- an d'Regierungschefen – Här Asselborn, Dir waart mengen ech och present – zu Warschau eens ginn, dass d'Verteidegung vun de Mënscherechter souwéi d'Promotioun vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet d'Haaptmissioun vum Europarot ass a bleiwe muss.

(Interruption)

Hei gouf dann awer och décidéiert, fir en neie Kader ze schafe fir d'Kooperatioun an d'Interaktioun tëschent dem Europarot an der Europäescher Unioun, fir virun allem de Beräich vun de Mënscherechter, der Demokratie an dem Rechtsstat genau ze determinéieren a festzeleeën. Déi dräi Gesetzestexter vun haut beweisen op en Neits, dass den Europarot all seng Aktualitéit a Wichtegkeet behält, soss hätte mer haut net bräichten iwwert déi dräi Projeten ze diskutéieren.

Den Europarot bleift also onverzichtbar an och onersetzlech. Als Gespréichsforum um europäesche Plang ass et dat kontinentaalt Schutzinstrument vun de Mënscherechter schlechthin souwéi och d'Denkfabrik vun de Rechtsnormen an de sou genannten „bonnes pratiques".

Fir kënnen en effizient Fonctionnéiere vum Europarot ze garantéieren, musse mer also versichen, all Double emploi an d'Iwwerschneide vu Kompetenzen tëschent dem Europarot an der Europäescher Unioun hiren Institutiounen an Zukunft ze évitéieren. Heirop muss besonnesch elo bei der Entstehung vun enger europäescher Agence vun de fundamentale Rechter zu Wien opgepasst ginn. Jiddfer Organisatioun, jiddfer Institutioun muss iwwer hire prezisen Aufgabeberäich och haut a muer – muer nach méi wéi gëschter – verfügen, an et ass wichteg, et muss eng effikass Kollaboratioun tëschent deenen zwou Institutioune Parlament an Europarot op d'Bee gesat a gefestegt ginn.

Et ass och vu grousser Bedeitung, dofir ze suergen, dass d'Attributioune vun deene verschiddenen Organisatiounen no baussen hi méi sichtbar ginn. Et ass och dat, wat der Madame Err hir Resolutioun bezweckt, fir effektiv och d'Aarbechte vum Europarot méi effikass ze presentéieren, méi sichtbar ze maachen an der Opinion publique.

Fir all dësen Erausfuerderungen, déi sech dem Europarot stellen, gerecht ze ginn, wär et net vu Muttwëll fir och d'Zuel – Här Ausseminister, dat betrëfft Iech direkt – vun de Vertrieder, déi op eiser Ambassade zu Stroossbuerg akkreditéiert sinn, ze erweideren. En Eemannbetrib geet haut net méi duer, fir all deenen Aufgaben nozekommen, déi Lëtzebuerg am Engrenage vum Europarot ze bewierkstellegen huet.

Ofschléissend wëll ech soen, dass eise Premier mat enger Clarificatiounsmissioun vun de Rolle vun der Europäescher Unioun an dem Europarot zu Warschau chargéiert gouf. Den Här Juncker huet ugekënnegt, dass hien der Commission permanente vum Europarot de 17. Mäerz en Tëscherapport presentéiere kënnt, éier dann deen offizielle Rapport am Mee fäerdeg gi soll. Et ass dat d'Geleeënheet, fir mam Premier iwwert d'Missioune vum Europarot an déi méiglech Konklusiounen ze diskutéieren.

Net eleng déi Lëtzebuerger Delegatioun, Här President, ass interesséiert un dësem Rapport, mä d'Parlamentarier vu 46 Memberstate sinn et ganz besonnesch. Och mir, als Lëtzebuerger Delegatioun, sinn drun interesséiert, well mir als Lëtzebuerger ëmmer erëm gefrot ginn am Europarot: Wéi gesäit et aus mat dem Rapport vum Lëtzebuerger Premierminister?

Duerfir, mengen ech, wier et och gutt – an de Wonsch ass och ausgedréckt gi vun eiser Delegatioun an eiser Commission des Affaires étrangères – wann de Statsminister, wann hie méi wäit fort ass mat sengem Rapport, an eis Kommissioun kéim, fir och eng Diskussioun mat de Lëtzebuerger Vertrieder ze féieren iwwert d'Konklusiounen, déi hien eventuell gedenkt de 17. Mäerz zu Paräis ze presentéieren, wou d'Commission permanente vum Europarot dann tagt.

Mir waarden also mat vill Spannung op dee Rapport vum Här Juncker. Mir wäerte mat Sécherheet nach op dee Rapport zréckkommen. Domat wëll ech fir haut ofschléissen, andeem ech Iech alleguerte Merci soe fir Är frëndlech Opmierksamkeet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Marcel Glesener Merci. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng interessant Diskussioun de Mëtteg iwwert dräi Protokollen, déi d'Chamber gebieden ass ze approuvéieren. Ech hunn och keen Zweifel iwwert den Ausgang vun deem Vote. Wann een och do ka mat der Madame Err d'accord sinn, datt de Protokoll N° 13 am Fong oppen Dieren opstéisst, well mer d'Doudesstrof ofgeschaaft hunn, ass de Rappel awer utile an enger Zäit, wou oft déi zivilisatoresch Errongenschaft a Fro gestallt gëtt vun eenzelne vun eise Matbierger.

Iwwert de Prinzip vun der Non-discrimination générale kann ech och näischt Zousätzleches méi soen zu deene Remarquen, déi d'Madame Err als Rapporteur op eng ganz detailléiert Manéier hei virgedroen huet.

Datselwecht gëllt fir de Protokoll N° 14, am Fong de Filterprotokoll fir d'Cour des Droits de l'Homme, deen absolut noutwendeg ass, fir och d'Crédibilitéit vun der Cour des Droits de l'Homme erëm hierzestellen, well an der Convention européenne des Droits de l'Homme steet engersäits, datt d'Staten opgefuerdert ginn, Justiz ze spriechen an engem räsonnabelen Délai, a wann d'Cour, déi am Fong déi lescht Instanz ass, nodeem all national Instanzen ausgeschöpft sinn, selwer Jore brauch bis se iwwerhaapt un d'Affären erukënnt, dann dréit dat net zur Crédibilitéit vun därselwechter bäi.

Zweet Remarque: De Conseil de l'Europe ass eng paneuropäesch Organisatioun mat 46 Memberstaten, déi ganz ënnerschiddlech materiell Situatiounen an och ganz ënnerschiddlech Situatiounen am Domän vum Recht hunn. Obschonn eng Partie Virkonditioune mussen erfëllt sinn, fir kënne Member vum Conseil de l'Europe ze ginn, kënnt een awer net derlaanscht fir ze soen, datt nach munches ze kläre bleift an deenen eenzelne Memberstaten; an deenen alen, mä besonnesch och an deenen neien.

Ech weess net, wat d'Leit vun där Debatt de Mëtteg hei matkréien an ob et ganz kloer ass, iwwer wat datt mer hei schwätzen, ob e kloren Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent engem Conseil de l'Europe engersäits an engem Conseil européen anerersäits, oder ob déi Begréffer net awer matenee vermëscht ginn.

Fir déi, déi an der Verantwortung drastinn, dierft et am Fong geholl keng Vermëschung sinn, well déi verschidden Organisatiounen hu spezifesch Opträg, an et wier net gutt, wann et zu ze villen Iwwerschneidunge respektiv Vermëschunge vun de Kompetenze kéim. Duerfir ass et och sënnvoll, datt e Klärungsbericht gemaach gëtt, deen eise Statsminister um leschte Sommet zu Warschau uvertraut krut, fir ze kucke wéi ee kann d'Synergië besser organiséieren tëschent der Europäescher Unioun engersäits an dem Conseil de l'Europe anerersäits.

Dat gesot, wëll ech awer och am Numm vun der demokratescher Fraktioun ënnersträichen, datt een ni däerf d'Spezifissitéit vum Conseil de l'Europe aus den Ae verléieren, déi indispensabel ass an déi och wegweisend ass fir Länner op anere Kontinenter, déi och no rechtleche Repèrë sichen, fir kënnen zu engem ziviliséierten Zesummeliewen tëschent Natiounen an och innerhalb vun den Natiounen ze fannen.

Ech hunn ëmmer versicht mengen Interlocuteuren an den Zillänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun de Sënn vun esou Démarchen ze erklären, andeems ech gesot hunn, datt grad kleng Länner – an déi meescht vun eisen Zillänner si jo kleng Länner – en Intérêt drun hunn, datt se genuch Partenairë fannen, déi méi grouss si wéi si an déi sech dann net nëmmen un der Definitioun vun Norme mat bedeelegen, mä sech och Mechanisme ginn, fir déi Normen da rechtlech ofzesécheren.

Domat kënnt een am Dialog iwwert d'Mënscherechter schonn e bësse méi wäit, wéi wann een nëmme just e puer Zeitungsartikele mentionnéiert oder eventuell eng direkt massiv politesch Attack reit. Den Dialog ass net ëmmer einfach, mä e muss awer gefouert ginn. E muss op eng subtil Manéier gefouert ginn, awer och op eng effikass Manéier.

Drëtt Remarque: D'Relatiounen tëschent dem Conseil de l'Europe an der Europäescher Unioun sinn heiansdo problematesch, awer och sënnvoll. Ech wëll emol dat Sënnvollt a menger kuerzer Interventioun ervirsträichen.

Als sënnvoll huet sech zum Beispill d'Zesummespill tëschent der Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe erwisen, wat de Respekt an d'Evolutioun vun de Rechtsnormen a vun de Mënscherechter, besonnesch an der Türkei, ubelaangt. Ech mengen, mir kënne mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet soen, wann d'Türkei keng Bäitrëttsperspektiv déi Zäit an d'Europäesch Unioun gehat hätt, datt dann och d'international Communautéit engem Drockmëttel verloschteg gi wier, fir se unzehalen, emol alleguer déi Engagementer, déi se schonn ënnerschriwwen hunn, ze ratifizéieren an notamment d'Mënscherechtskonventioun bei sech ze applizéieren.

Et ass jo eréischt nodeem d'Europäesch Unioun am Dialog mat der Türkei virukomm ass an der Perspective d'élargissement, datt d'Türken en fin de compte bereet waren, mat sech iwwert d'Ofschafe vun der Doudesstrof schwätzen ze loossen. Dat ass eng zolidd Errongenschaft! Dat wier ouni dat Zesummespill tëschent Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe net méiglech gewiescht.

Oder fir et anescht ze soen: Wann net iwwert den Drock vun de Kopenhagener Kritären d'Türken dorunner erënnert gi wieren, datt se eng Partie Engagementer ze erfëllen hunn, déi och an der europäescher Mënscherechtskonventioun sinn, da wiere se vläicht vum selwen net drop komm – fir et emol gelënd auszedrécken –, well d'Türke si jo awer bal vun Ufank un derbäi a si sinn enorm laang Member vum Conseil de l'Europe.

Et kann een engersäits begréissen, datt elo endlech eppes geschitt, wéi een och implizit muss bedaueren, datt et esou laang gedauert huet bis an där doter Hisiicht Neel mat Käpp gemaach goufen.

An esou bréngen dann déi Relatiounen tëschent deene 46 Länner, déi doudsécher nach ausbaufäeg sinn an déi verschidde Qualitéiten hunn, jee nodeem wat fir eng Organisatioun datt een do uschwätzt, et zu enger Vernetzung, déi d'Schicksaler vun deene 46 ëmmer méi enk matenee verbënnt. Et ass wichteg, datt mer eis Instrumenter an Démarchë ginn, déi an der Europäescher Unioun d'Spannunge jugulëieren, d'Spannungen ofbauen an aner Perspektiven opmaachen.

Véierte Punkt, de Rôle vun der Assemblée, wou jo dräi Effektiv an dräi Suppléants vun dëser Chamber och zu Stroossbuerg dra sinn. Déi huet e wichtege Rôle ze spillen. Ech géing soen en duebele Rôle: e Rôle, engersäits, d'impulsion politique an anerersäits, e Rôle de contrôle. Eng Kontrollfunktioun an eng Impulsgeberfunktioun, déi wichteg sinn, well de Conseil am Dialog mat de Vertrieder vun de 46 nationale Parlamenter absolut eppes ze gewannen huet, grad eréi och d'Assemblée eppes dorun ze gewannen huet, wa se mam Conseil dialogéiert. Dat dréckt sech aus a Form vun direkten Aussproochen am Parlament, dat dréckt sech awer och aus a Form vun Avisën, déi d'Assemblée vum Conseil de l'Europe gëtt zu Virgäng, déi am Ministerrot passéieren.

Eng Kommissioun, déi enorm wichteg ass, niewent der Commission des Droits de l'Homme an der Assemblée, ass déi sou genannt Commission de suivi, déi kuckt wat passéiert an deene Länner, déi Member si vum Conseil de l'Europe, a besonnesch déi, déi eréischt viru kuerzem drakomm sinn. An, dee Commentaire wëll ech mat deem leschte Punkt, deen ech uspriechen, an dëser kuerzer Interventioun verbannen, dee vun der Spezifissitéit an dem Optrag an der Daseinsberechtegung vum Conseil de l'Europe op laang Siicht.

Déi Commission de suivi setzt sech och zesummen aus Vertrieder vu ganz ville Länner, déi Member si vum Conseil de l'Europe, an normalerweis gëtt e Rapport gemaach vun zwee Parlementairë vun zwou verschiddene Fraktiounen iwwert den Inventaire vun de Verfehlungen oder iwwert d'Evolutioun ganz einfach vun de Länner, déi Member sinn, Member gi si viru kuerzem vum Conseil de l'Europe, wéi se et dann elo hale mat deenen Engagementer, déi se geholl hunn. Dat léisst heiansdo ze wënschen iwwreg. Et kënnt heiansdo zu ganz heftegen Debatten, notamment no Wahlen, deenen hiren Déroulement contestéiert gëtt.

Dat war elo d'lescht Woch zu Stroossbuerg de Fall bei de Wahlen an Aserbaidschan, wou et villes ze soe ginn ass, a wou d'Assemblée sech am Fong duerchgerongen huet, fir éischter méi e realpolitesche Wee ze goen, wéi elo eng direkt Condamnatioun auszeschwätzen. Dat ass engersäits eng Méiglechkeet fir virunzekommen

an anerersäits besteet awer eng ganz grouss Gefor, well wann eng international Organisatioun, déi sech am Fong zum Zil gesat huet, fir Rechtsnormen ze vereenheetlechen, flächendeckend applicabel ze maachen, do ze vill nosiichteg ass, dat muss net onbedéngt am Intérêt si vun der Crédibilitéit vun deemselwechten. Kloer erkennbar muss awer den Trend bleiwen, fir dohinner ze kommen.

An ech mengen och no laanger Erwägung, datt et keng 36 aner alternativ Méiglechkeete gëtt zu deem wat elo gemaach gëtt, zu deem e bësse méi realpolitesche Kurs, well mir kënnen eis all dorun erënneren: Wéi Russland Member ginn ass vum Conseil de l'Europe, ass dat vu ganz ville Säite contestéiert ginn, well se ganz einfach – dat musse mer zouginn – net zeideg ware fir an de Conseil de l'Europe ze kommen. A wann een och d'Zuel vun de Plaintë gesäit, déi vun de russesche Bierger gemaach gi virun der Cour des Droits de l'Homme, da mierkt ee jo och, datt dat net aus der Loft gegraff ass, wat vu mir hei als Behaaptung opgestallt gëtt.

Russland ass e Produkt vun enger realpolitescher Approche, wou Europa net wëllt hunn, datt eng Partie Länner um Kontinent keng Perspektiven hunn. Déi eng hunn d'Perspektiv vun der Verdéiwung vun der Europäescher Unioun an där se schonn dra sinn, déi aner hunn d'Perspektiv vum Élargissement, kënnen also eng Kéier Member ginn. Eng drëtt Kategorie huet Perspektiven iwwert d'Politique de voisinage, wou d'Länner kënnen alles kréien, tout sauf les institutions, fir och méi no un d'Europäesch Unioun erunzewuessen. Anerer sinn nach Liichtjoren dovun ewech a brauchen awer iergendeng Opfangstruktur. D'OSCE ass eng vun deenen.

Mir huet et deemools geschéngt, wéi Russland Kandidat war, et wier vläicht besser gewiescht, et hätt een eng Zort Feegefeier gehat, wou d'Länner sech emol hätte kënne preparéieren, fir duerno méi spéit dann an deen europäeschen Himmel eranzekommen. Mais les choses étant ce qu'elles sont: Mir hunn nun emol haut 46 Memberen.

Et muss een och wëssen, datt e Broch vun enger Perspektiv oder e Politikbroch och en Zeechen ass, wat net onbedéngt ëmmer gutt verstane gëtt a wat net ëmmer zu der Verbesserung vun der Situatioun an de Länner bäidréit. Mir sinn also elo op enger Gratwanderung, an d'Crédibilitéit steet net méi an net manner um Spill wéi d'Crédibilitéit vum Conseil de l'Europe selwer, dee muss Dag fir Dag a ganz viller Klengaarbecht weisen, oft am groussen allgemengen Desinteresse, datt en awer eng spezifesch Funktioun ze erfëllen huet. Wann de Conseil de l'Europe net do wier, da géing ee mierken, wat engem géing feelen. Dat ass nun eben emol d'Lous vun der Politik, a mir mussen dat och virun esou maachen.

Ech weess och net wat déi beschte Kommunikatiounspolitik ass. D'Madame Err huet, zesumme mat de Signatairë vun där Resolutioun hei, emol ee Wee opgezeechent, och nach keng definitiv Léisung proposéiert, mä mir mussen zesumme mat de Kolleegen aus der Commission du règlement kucken, wéi mer et fäerdeg bréngen, datt mer deen dote wichtegen Deel vun der Lëtzebuerger Aussepolitik kënne mat eisen Aarbechten hei intern verzahnen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëllt hei och am Numm vun der grénger Fraktioun der Madame Err, der Rapporteuse vun dësen dräi Protokollen, déi sech mat der Problematik vun de Mënscherechter beschäftegen, Merci soe fir hiren excellente Rapport. E Rapport, deen et mer erlaabt, just nach kuerz op dat eent oder dat anert dovunner anzegoen an dobäi och kuerz de Rôle vum Conseil de l'Europe a vun der Cour européenne des Droits de l'Homme ze sträifen.

De mëndlechen an de schréftleche Rapport zu de virleiende Protokollen a Gesetzesprojete war, wéi gesot, esou iwwersiichtlech an och detailléiert, och hei nach um Pult, datt all Widderhuelung dovun als véierte Riedner näischt méi géif bréngen an ech mech dofir och just op e puer Remarquë wëll konzentréieren.

Am Protokoll N° 12 geet et dorëm fir jiddfer Diskriminatioun, also allméiglech Forme vun Diskriminatioun opgrond vu Geschlecht, Rass, Hautfuerf, reliéis, sozial oder politesch Zougehéiregkeet oder Zougehéiregkeet zu Minoritéiten an esou virun ze ënnerbannen. Et brauch een déi oft traureg a brutal Realitéit jo vu Mënscherechtsverletzungen an eiser Welt, déi all Dag vun de Medië bericht gëtt, nëmmen ze kucken oder och Berichter vun amnesty international iwwert déi verschidde Länner ze liesen, fir ze wëssen, wéi wäit mer leider och haut nach vun der Respektéierung vun den elementaarste Mënscherechter ewech bleiwen.

Ech ginn hei op dëser Plaz bewosst keng Beispiller, well et gëtt der leider esou vill, datt eleng d'Opzielung vun nëmmen deene schlëmmsten dovunner de Kader vu menger Riedezäit géif sprengen. Et ass aus grénger Siicht dofir natierlech och nëmme logesch, datt mer dëse Projet de loi iwwert dëse Protokoll N° 12 géint d'Diskriminatioun voll ënnerstëtze kënnen, a mir hoffen, datt domadder net nëmme schéi Prinzipien déclaméiert ginn, zum Beispill datt gläich Rechter a Flichte fir Mann a Fra och an eiser Verfassung elo solle verankert ginn, mä datt alles dofir soll gemaach ginn, datt dës Prinzipien dann awer och an der alldäglecher Realitéit zum Droe kommen, do wou et eben nach Lacunen och hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Op internationalem Plang kann ee just hoffen, datt sech lues a lues d'Prinzipië vun de Mënscherechter a vun der Netdiskriminéierung wäerten duerchsetzen. Mir mengen dobäi allerdéngs – an d'Beispill vun der US-Presenz am Irak weist et all Dag –, datt dat net méiglech ka gemaach ginn duerch Krich, duerch Bommen a militäresch Gewalt, mä éischter duerch Dialog, duerch wirtschaftlech a sozial Opbauhëllef an duerch Ënnerstëtzung vun Organisatioune vun der Zivilgesellschaft, déi aktiv fir Fridden, fir Toleranz a Réconciliatioun antrieden.

Dir Dammen an dir Häre, de Projet de loi iwwert de Protokoll N° 13 bezitt sech op d'Ofschafung vun der Doudesstrof an alle Memberstaten an ënner alle Konditiounen, ob a Friddens- oder a Krichszäiten. Selbstverständlech stëmme mer och dëst Gesetz, well mir Gréng zënter eiser Grënnung ëmmer scho géint d'Doudesstrof agetratt sinn.

Leider gëtt et d'Doudesstrof nach an ëmmerhi 70 Länner op dëser Welt. Laut amnesty international ass d'Doudesstrof am Joer 2004 offiziell nach 3.700-mol vollstreckt ginn. Dat ass eng offiziell Zuel, woubäi allerdéngs d'Donkelziffer eleng fir déi sou genannte Volleksrepublik China op ronn 10.000 pro Joer geschätzt gëtt. Den autoritären a repressive Regime zu Peking ass net eleng duerfir nach ganz wäit ewech vun der Respektéierung vun de Mënscherechter. Méi wëllt ech op dëser Tribün haut net dozou soen.

Mä d'Barbarei vun der Doudesstrof gëtt et leider och nach am sou genannten ziviliséierte Westen, an notamment bei eisem sou genannte Bündnispartner, den USA, déi Beobachter beim Conseil de l'Europe sinn. Iwwert déi amerikanesch Zivilisatioun géif et hei villes ze soe ginn. Munech Positives sécherlech, mä leider vill méi, wat ech als negativ emfannen, ugefaang mat där aktueller Regierung an hirer militärescher Rüstungspolitik.

D'USA gehéieren ouni Zweifel zu deene Länner, an deene proportionell immens vill Leit an de Prisonge sëtzen, an dorënner proportionell haaptsächlech Leit aus de sozial benodeelegte Schichte vun der Bevölkerung. D'USA sinn och dat Land, wat regelméisseg an d'Schlagzeile geréit, well et do praktesch ouni Gnod ëmmer erëm zu grausamen Hiriichtunge kënnt.

Laut enger rezenter interessanter Pressematdeelung vun deene jonke Grénger, déi sech ganz intensiv an deene leschte Woche mat der Problematik vun der Doudesstrof beschäftegt hunn, waarden de Moment 3.500 Veruerteelter an den USA op hir Hiriichtung. Laut amnesty international sinn am vergaangene Jorhonnert eleng an den USA 450 Leit zum Doud veruerteelt ginn, a wou d'Uerteel vollstreckt ginn ass, woubäi sech spéider erausgestallt huet, datt si absolut onschëlleg waren.

Zwou skandaléis Hiriichtungen a Kalifornien vum republikanesche Gouverneur Arnold Schwarzenegger sinn nach viru kuerzem duerch d'Weltpress gaangen. Engersäits d'Hiriichte vum Stanley „Tookie" Williams, nodeem e 24 Joer an der Doudeszell souz an ënner anerem do Kannerbicher geschriwwen huet, wou e géint Drogen a Gewalt agetratt ass. E Mann, dee souguer e puermol souwuel fir de Literaturwéi fir den Nobelpräis virgeschloe gi war.

De Schwarzenegger huet do keng Gnod kannt, genausou wéineg wéi kuerz duerno de 17. Januar 2006, dat heescht viru 14 Deeg, wéi e 76 Joer alen, schwéier kranken, hallef blanne Greis am Rollstull higeriicht gouf, dee knapp véier Méint virdrun e schwéieren Häerzinfarkt gemaach hat, an dee se du véier Méint virun der Vollstreckung vun der Doudesstrof erëm reaniméiert haten.

Déi jonk Gréng hunn an deem dote Kontext an hirem Communiqué vun der Barbarei a vun der Absurditéit vun der Doudesstrof geschwat. Ech muss soen, datt mir dozou iwwert dem Här Schwarzenegger säi Verhalen iwwerhaapt keng Wierder méi afalen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Protokoll N° 14 vun der Konventioun bezitt sech op d'Aarbechtsweis an d'Aarbechtsmethode vun der Cour européenne des Droits de l'Homme zu Stroossbuerg. Als Member vum Conseil de l'Europe hate mer zu e puer heibanne virun e puer Méint d'Geleeënheet, d'Aarbecht an d'Problemer vun dëser wichteger Cour méi genau kënne kennen ze léieren, well mer vum Här Dean Spillmann, eisem Representant op dëser Cour, zu enger Visite mat Diskussioun invitéiert gi waren an dobäi e gudden Abléck an d'Entwécklung vun den Affäre konnte gewannen. D'Madame Err ass schonns op dës interessant Visite an och Entrevue agaangen, an ech ka mech duerfir och nëmmen hire Wierder, déi si gebraucht huet, hei uschléissen.

Well d'Zuel vun den individuelle Requêtë bei der Cour européenne des Droits de l'Homme mat der Erweiderung vun der Zuel vun de Memberstate vum Conseil de l'Europe, mä och allgemeng gesinn, an de vergaangene Joren ëmmer méi drastesch zougeholl huet, ass mat dësem Protokoll N° 14 d'Méiglechkeet gesicht ginn, fir iwwerhaapt nach effikass kënnen ze schaffen, dat heescht, Uerteeler a räsonnabelen Délaie kënnen ze schwätzen. Duerfir ass gekuckt ginn, fir scho beim Ukomme vun de Requêtë Filteren anzebauen, fir en neie Recevabilitéitskritär opzestellen an och nach aner Mechanismen anzebauen.

D'Madame Err huet dës Mesuren am Detail an och kritesch aus der Vue vu Lëtzebuerg hier beliicht, virun allem och an hirem schréftleche Rapport, deem eigentlech näischt bäizefügen ass an deem mer duerfir och eis Zoustëmmung kënne ginn.

Inwéiwäit d'Effikassitéit ka verbessert a gläichzäiteg awer déi individuell Rekursrechter op eng positiv Aart a Weis kënnen oprechterhale bleiwen, dat wäerten eis an der Praxis sécherlech déi kommend Jore weisen. Mir hoffe jiddefalls, datt dat sech zu Gonschte vun den individuelle Rekursrechter a wierklech wichtegen Dossiere positiv wäert auswierken. An ech wéilt als Member vun eiser parlamentarescher Delegatioun beim Conseil de l'Europe nach eng Kéier dem Här Spillmann Merci soe fir dës instruktiv Visite a fir seng permanent positiv Kontakter mat der Lëtzebuerger Delegatioun.

Insgesamt, an domadder kommen ech zum Schluss, bleiwe fir eis Gréng d'Froe vun de Mënscherechter an all déi politesch Froen a Problemer, déi am Conseil de l'Europe diskutéiert ginn a wouzou regelméisseg Resolutiounen, mä och Recommandatiounen un d'Regierunge vun de 46 Memberstaten ausgeschafft an adresséiert ginn, vu ganz grousser Wichtegkeet. Duerfir ass et och kloer, datt mir eis och an Zukunft ganz aktiv an dës Aarbechte vum Conseil de l'Europe wëllen an all dës Froen abréngen, déi déi mënscherechtlech Aspekter vun der Europapolitik betreffen.

Et ass natierlech aus deem Grond och kloer, datt mer déi Resolutioun, déi mer gemeinsam ënnerschriwwen hunn an déi vun der Madame Err presentéiert ginn ass, hei wäerten ënnerstëtzen. Merci.

Une voix. Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Als leschte Riedner ass elo den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll grad ewéi meng Virriedner der Madame Rapporteuse – elo hätt ech et scho bal falsch gesot – Merci soe fir hire Bericht. Si ass bekannt dofir, datt se am Conseil de l'Europe an och hei am Parlament sech ganz staark fir d'Mënscherechter asetzt. An eng vun deene Missiounen, déi den Europarot huet, ass justement déi Missioun fir d'Mënscherechter ze verdeedegen. Well déi eenzel parlamentaresch Assembléeën, déi mer hunn, hunn natierlech am Kader vum Europaparlament hir Missiounen, déi mer kennen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dann ass et d'OSZE, d'parlamentaresch Kommissioun, déi sech ëm d'Relatiounen tëschent de fréiere Sowjetstaten an der EU këmmert. D'Parlament vum Europarot huet haaptsächlech d'Missioun, fir sech ëm d'Mënscherechter ze bekëmmeren. Duerfir si mer och frou, datt déi dräi Gesetzer, déi dräi Protokoller, déi mer haut solle stëmmen, elo endlech an ons Législatioun erakommen.

Ee vun de Problemer, dee mer bei dëser Geleeënheet wäerte festhalen, ass, datt mer ons resolut géint d'Doudesstrof dans toutes ses formes ausschwätzen. Als Member vun enger Associatioun, déi heescht "Parliamentarians for Global Action", déi sech ganz spezifesch op individueller Basis engagéiert géint d'Doudesstrof iwwerall an der Welt, sinn ech natierlech frou, datt mer op deem Gebitt do lues a lues ëmmer méi Fortschrëtter kréien. Et ass just bedauerlech, datt eng vun deene gréissten, wann net déi gréissten Demokratie an der Welt, Amerika, nach ëmmer a veschiddene Staten d'Doudesstrof als déi normal Strof bei schwéiere Verbriechen ugesäit.

Mir gesinn, datt d'Doudesstrof meeschtens dozou féiert, datt et, wa se eng Kéier bis vollstreckt ass, an et gesäit een herno, datt et en anere war, dee schëlleg war, da kann een nëmme just nach soen, et ass domm gaangen, mä d'Persoun ass gestuerwen. Dat ass inakzeptabel! Dat huet och a muneche Fäll zu ganz grave Konsequenze gefouert.

Mä och generell ass et inakzeptabel, datt eng Gesellschaft sech nees erëm op den Niveau vun den Déieren erofsetzt, andeem se Revanche hëlt a selwer kalbliddeg mort. Duerfir ass dee Kampf géint d'Doudesstrof, deen de Conseil de l'Europe mécht, e ganz noble Kampf.

Deen zweete Punkt, deen an der Debatt steet, ass dee vun dem Kampf géint d'Diskriminéierung. An och do, mengen ech, ass et wichteg, datt mer d'Konsequenzen a ville Gesetzgebungen, och hei an onsem Land, mussen duerchzéien. Ech wëll drun erënneren, zum Beispill fir dat ze illustréieren, datt eng Direktiv iwwert d'Marchés publics, déi mer hätte sollen Enn d'lescht Joer an ons Gesetzgebung integréieren, virgesäit, datt Entreprisen, déi condamnéiert gi si wéinst Diskriminéierungen, kënnen aus de Marché-publicen ausgeschloss ginn. Esou Aktioune sinn absolut wichteg fir Akzenter ze setzen a fir déi néideg Pressiounen duerchzezéien.

Den drëtte Punkt, deen ech wollt diskutéieren, an deen d'Madame Rapporteuse och hei am Kader vun enger Resolutioun wollt illustréieren, dat ass, datt mer sollte méi esou Debatten, déi mer am Kader vun der OSZE maachen als Parlamentarier, mä och am Kader vun allen: vum Europarot, vun der OSZE, vun dem Euro-Méditerranée, hei an der Chamber duerchféieren, fir datt mer an der Chamber an domat ons Bevölkerung dobaussen, ons Leit dobaussen informéieren, wat debattéiert gëtt, wat diskutéiert gëtt a wat d'Theme sinn an ob et net dozou féiere muss, datt mer och hei am Land verschidde Konsequenze mussen duerchzéien.

E leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vum Mënscherechtsgeriichtshaff. Effektiv ass et e ganz nëtzleche Geriichtshaff, dee munech nei Weeër gewisen huet, deen och heiansdo an importente Fäll hei zu Lëtzebuerg zu Ännerungen an onser Législatioun gefouert huet. Et ass dat ee vun deene Grënn, woufir mer mussen dat Gesetz elo stëmmen, fir datt mer do méi Effikassitéit drakréien.

Well et nëtzt näischt, datt een, wann een hei zu Lëtzebuerg eng Plainte mécht, well d'Délais judiciaires ze laang sinn, well an enger Affär während véier, fënnef, sechs Joer näischt geschitt ass, deen Ablack dann op den europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff geet an do nach eng Kéier dräi, véier Joer muss waarden, bis et zu engem Uerteel kënnt. Duerfir ass et scho wichteg, datt mer déi Reformen, déi haut virgeschloe sinn, duerchzéien.

Duerfir wëll ech och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dem Gesetzesprojet bréngen an och zu där Resolutioun, déi mer wäerte stëmmen an déi mer och mat ënnerschriwwen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Generaldebatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister

Jean Asselborn. Här Ausseminister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll och un alleréischter Plaz der Madame Err e grousse Merci soe fir hir ganz wichteg Aarbecht, déi si hei als Rapporteur vun deenen dräi Konventioune gemaach huet, mä awer och doriwwer eraus fir déi wichteg Aarbecht, déi si zu Lëtzebuerg an zu Stroossbuerg mécht am Kader vum Conseil de l'Europe.

Ech si mam Här Goerens absolut d'accord, an och mat der Madame Err, dass a Saache Mënscherechter de Conseil de l'Europe eng Virreiderroll hat an Europa a selbstverständlech och déi Roll behale muss an Zukunft an net a Konkurrenz mat der Europäescher Unioun soll sinn.

Vläicht ganz séier eppes zum Protokoll N° 12. Déi Remarque, déi d'Madame Err gemaach huet, dass mer mussen zwee Artikele vun eisem Code civil änneren, ass natierlech pertinent, mä wichteg ass och – an ech mengen, de President vun der Institutiounskommissioun, den Här Meyers, ass mat mir d'accord –, dass mer als Chamber, oder dass Dir als Chamber, entschëllegt, wou ech lech selbstverständlech ganz staark encouragéieren, de Conseil d'État mat Nodrock encouragéiert, säin Avis dach endlech ofzeginn iwwert den Artikel 11 vun eiser Verfassung, fir dass d'Chamber do ka légiféréieren.

Wat de Protokoll N° 13 ubelaangt, do huet den Här Huss absolut Recht, dass mir als Europäer, och als Lëtzebuerger, all déi Länner, wou mer international a Kontakt sinn, ëmmer erëm mussen drop uschwätzen, dass mer als Europäer wëllen, dass d'Doudesstrof iwwerall op der Welt ofgeschaaft gëtt, ob dat Japan ass oder ob et d'USA sinn.

D'lescht Woch war ech an dräi Länner: China, Laos an Thailand, wou d'Doudesstrof nach ass. Mir hunn dat all Kéier och erwähnt. Mä et gëtt natierlech och Géigenden op der Welt, wou ee mengt, dass se dat missten agesinn, wéi zum Beispill d'Palästinensesch Autoritéit. Déi huet och nach d'Doudesstrof, a mir mussen hei aus Europa wierklech do Drock maachen, dass an all deene Regioune vun der Welt d'Doudesstrof ofgeschaaft gëtt.

De Protokoll N° 14 ass dat Wichtegst effektiv, wat d'Substanz ugeet. Zil ass et jo, fir e Remède ze fanne bei der Iwwerbelaaschtung vun der Cour européenne des Droits de l'Homme.

Vläicht just dräi Chifferen. Enn 2004 waren 78.000 Requêten nach en suspens. Tëschent dem 1. Januar 2005 an dem 31. August 2005 sinn eleng 29.950 Requêten abruecht ginn. Wann een déi Evolutioun kuckt am Conseil de l'Europe, da stellt ee fest, dass 3.007 Demanden 1999 virlouchen an elo 2004 sinn iwwer 20.000 Fäll erabruecht ginn.

Mä wann een da kuckt, dass zum Beispill 2004 20.000 Requêten irrecevabel erkläert gi sinn an nëmme 730 Arrêtë prononcéiert gi sinn, dat heescht 97% vun de Requêtë sinn irrecevabel erkläert ginn, da gesäit een, dass méi wéi zwee Drëttel vun der Aarbecht eigentlech investéiert gëtt fir ofzeweisen, anstatt dass d'Energië kënnen drop konzentréiert ginn, fir eng gutt Justice ze schwätzen. D'Qualitéit vun der Justice kann also nëmme steigen, wann een de Riichter do méi Zäit gëtt, fir sech kënne mam Fong vun den Affären ze beschäftegen.

Et muss een och wëssen, dass eigentlech aacht Staten de Monopol praktesch hu vu 75% vun den Affären, déi en instance sinn. 75% also. Un éischter Plaz steet d'Türkei, da komme Polen, Russland an da Rumänien.

Wat d'Remèden ugeet, do wëll ech vu menger Säit och net alles widderhuelen, wat hei gesot ginn ass, just vläicht ee Saz zu deem Management review, deen d'Madame Err och zitéiert huet. Dat ass e Rapport, dee finanzéiert gëtt vu Groussbritannien a vum Lord Woolf of Barnes gemaach gëtt. Eng vun den Iddien an deem Rapport ass, fir dass ee kleng lokal Strukturen, net judiciaire Strukturen, déi och dann onofhängeg si vun den nationale Länner, wou se sinn, géif national, lokal implantéieren, fir eben dee grousse Flot vun de Requêtë kënnen ofzewieren.

Vum Protokoll N° 14 gëtt och gesot vu Spezialisten, dass dat keng Solution miracle ass. Den Traitement vun den Affären ze accéléréieren, de Juge unique, deen iwwert d'Kritäre vun der Recevabilitéit da statuéiert, anstatt dass dat e Comité mécht vu siwe Jugen, e Comité nëmme vun dräi Jugen, fir déi répétitiv Affären ze tranchéieren: Dat ass alles positiv. D'Kritäre vun der Recevabilitéit – an d'Madame Err huet och ganz pertinent hir Approche dozou gesot -: Ech fannen, dat ass och richteg, dass de Préjudice muss important sinn; mä et ass wichteg, och wann en net important ass, dass do d'Droits de l'Homme, dass d'Mënscherechter also net däerfe vergiess ginn.

Dann ee Punkt, dee vläicht manner de Mëtteg elo zur Sprooch komm ass, mä dee mer och wichteg schéngt, dat ass, dass de Comité des Ministres kann d'Mise en oeuvre an d'Hand huele vun Arrêtë vun der Cour, déi net exekutéiert ginn. Dat heescht, dass d'Cour erëm ka saiséiert ginn, wann eng vun de Parteien oder e Land, wat d'Obligatioun kritt duerch d'Cour, d'Exekutioun vun den Arrêten net weiderdreift. Dat ass fir verschidde Länner ganz, ganz wichteg, mä awer virun allem fir d'Bierger aus deene Länner wichteg, dass et déi Dispositioun an Zukunft gëtt.

Da wësst Der och, dass eelef Leit, e Groupe des sages agesat ass, presidéiert vum Gil Rodríguez Iglesias. Dee Comité des sages muss eigentlech d'Quadratur vum Cercle fäerdeg bréngen. Mir hunn 800 Millioune Bierger, wann een d'Länner alleguer zesummen hélt, déi 46 vum Conseil de l'Europe, a si all, jidder Eenzelnen, soll do den Accès kréien zu der Justiz. Op där anerer Manéier muss da Stroossbuerg sech och an Délais raisonnables kënne prononcéieren.

Wat de Fong ugeet, erlaabt mer vläicht meng perséinlech Approche do dozou. Selbstverständlech, mengen ech, an Zukunft, wa mer wëllen erëm op eng méi normal Situatioun erauskommen, dierft eigentlech d'Justice vu Stroossbuerg nëmme subsidiairë Charakter hu vun enger gudder nationaler Justice, fir dass de Rekurs op Stroossbuerg net automatesch bei all Fall e leschte Rekurs gëtt. Ech mengen, dat ass net de Sënn dovunner. Domadder géife mer et dann och do mat enger Ännerung an der Astellung selbstverständlech da fäerdeg bréngen, fir d'Zuel vun den Affären ze reduzéieren.

Nun, d'Madame Err huet iwwert d'Wahlbeobachter geschwat. Ech wëll mech selbstverständlech elo net amëschen an dat wat d'Chamber hei décidéiert. Ech wëll just soen, dass mer am Ministère vun den Affaires étrangères jo en extrae Service hunn, dass Lëtzebuerg bei praktesch alle Wahlen, wou am Kader vun der EU oder vun der OSCE Wahlbeobachter designéiert ginn, matmécht.

Mir sinn elo present gewiescht a Palästina mat fënnef, sechs Leit; mir ginn och elo a Wäissrussland, wat jo ganz, ganz wichteg ass, well do si vläicht Embryoë vun enger demokratescher Revolutioun. Vun deene muss ee profitéieren, obschonn dass mer alleguerte wëssen, dass dee Regime alles aneschters ass wéi demokratesch. Mä d'Wahlbeobachtung ass wichteg, a Lëtzebuerg hélt un all deene Missiounen ëmmer deel.

De Marcel Glesener huet eppes gesot, wat ech selbstverständlech als zoustännege Minister nëmme kann ënnerschreiwen, dass mer et misste fäerdeg bréngen, an eise Représentation-permanenten an och an eisen Ambassadë mindestens zwee Diplomaten do ze hunn. Zwee ausgebilten Diplomaten, déi dann do hir Aarbecht zesummen an engem Sënn maachen, dass mer dignement vertruede sinn, an dorobber schaffe mer och hin.

Wat mer gutt gefall huet, dat ass och wat den Här Goerens gesot huet eigentlech iwwert d'Substanz vum Conseil de l'Europe a Saachen Türkei. D'Ofschafe vun der Doudesstrof an der Türkei ass net ëmsoss gewiescht an ass och net gratis komm. Duerfir soll een elo an deem Prozess géint dee Journalist Orhan Pamuk wierklech net ze vill pousséieren. Ech hu gëschter nach d'Geleeënheet gehat zu London, fir mam türkeschen Ausseminister ze schwätzen an ech hunn em wierklech félicitéiert, dass en op dee Wee do gaangen ass.

Och d'Minoritéitsrechter, all dat si jo déi fundamental Froen, déi am Conseil de l'Europe diskutéiert ginn, an do huet schonn déi Institutioun an der Türkei zum Beispill villes bewierkt. Ech hoffen och, dass mer a Russland nach méi kënne pousséieren, och wann et elo, wat d'ONGen ugeet, jo e wéineg an eng aner Richtung gaangen ass, mä dass mer och do kënnen de l'avant goe mam Conseil de l'Europe.

Ech wëllt da fir ofzeschléisse selbstverständlech mech och net drécken, fir déi Froen ze évitéieren, déi d'Madame Err hei gestallt huet. Wann een d'Madame Err kennt, da konnt ee sech jo och e wéineg preparéieren op dat wat…

(Interruption)

…hei vu Froe gestallt ginn ass. Déi Froe si selbstverständlech keng Iwwerraschung, an ech wëll se och mat aller Transparenz an aller Éierlechkeet selbstverständlech, wéi sech dat fir e Minister gehéiert, hei beäntwerten.

Déi éischt Fro, mengen ech, war jo déi, ob d'Regierung systematesch informéiert ass iwwert d'Geheimdéngschter, och auslännesch Geheimdéngschter, déi hei zu Lëtzebuerg da mat communiquéieren. Do kann ech nëmmen zwou Saache soen:

Dir wësst, an der Struktur vun der Regierung ass de Geheimdéngscht ënnert der Tutelle vum Statsminister. De Statsminister an de Chef vum Geheimdéngscht si konstant am Gespréich matenaner. Do fléisst den Informatiounsfloss an do gëtt d'Regierung selbstverständlech informéiert, mä awer och d'Chamber. Mat deem neie Gesetz besteet jo elo och scho regelméisseg en Informatiounsfloss tëschent eben dem Geheimdéngscht an där Kommissioun, déi hei an der Chamber duerfir zoustänneg ass.

Déi zweet Fro ass, ob d'Regierung – wann ech richteg verstan hunn – iwwer Informatioune verfügt, wat d'Existenz vu geheime Centres de détention op eisem Territoire ugeet oder an Europa oder soss an der Welt. Do kann ech formell sinn: Hei zu Lëtzebuerg ass dat selbstverständlech net de Fall. Mir hunn och keng prezis Informatiounen iwwer esou Centren an Europa oder soss iergendwou an der Welt. Mir sinn eis Meenung do net gefrot ginn, a wa mer se gefrot gi wären, wësst Der, wat mer geäntwert hätten.

Une voix.- Bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Dann deen drëtte Punkt, vläicht dee wichtegsten: Ob d'Regierung Connaissance huet vu Volen oder vu Survolen iwwer eisen Territoire vu Fligeren, déi affrétéiert gi si vun der CIA oder och vun Annexe-de-servicen, déi also outgesourced sinn. Ech kann elo direkt soe wat d'Survolen ugeet, dass d'Regierung ni gefrot ginn ass fir eng Autorisatioun, also huet se och ni eng ginn.

Wat elo Volen ugeet, ass et esou, dass ech mech selbstverständlech och virun dëser Debatt kloer an d'Bild setze gelooss hunn. Den 30.1.2006 an den 31.1.2006, dat ass also virgëschter a gëschter, ass jeeweils ee Fliger hei um Findel gelant a gläich drop och erëm fortgeflunn, no kuerzer Zäit. Fligere vun enger Gesellschaft, déi an der Vergaangenheet mat der CIA a Verbindung bruecht ginn ass. Dës Fligeren hunn hei zu Lëtzebuerg opgetankt a si gläich drop zréckgeflunn op Frankfurt, wou déi Fligeren och hierkomm sinn.

D'Luxair huet den Handling gemaach vun deene Fligeren. Am Fliger, ass mer confirméiert ginn, war kee Passagéier deklaréiert. Et si keng Persounen – och zu Lëtzebuerg – an dee Fliger agestiegen. D'Fligere ware Mëttelstreckefligeren, a wéi aus de Frachtpabeieren ervirgeet, huet et sech ëm zwee technesch Volë gehandelt. Et gëtt absolut keen Hiweis, dass dës zwee Volë kënnen an de Kontext gestallt gi vum Transport vu Prisonnéier oder Persounen tout court, déi solle vun engem auslännesche Geheimdéngscht iwwer Lëtzebuerg transportéiert ginn.

Dann déi nächst Fro ass: Wat ass d'juristesch Base, déi erlaabt, dass aus engem Drëttland Persounen iwwert den Nationalterritoire kënnen transportéiert ginn oder mat hinnen eng Escale ka gemaach ginn? Ass d'Regierung esou eng Autorisatioun gefrot ginn, a wa jo, wat fir Zorte vun Assurancë kann een do exigéieren?

Do kann ech der Madame Err äntwerten – an ech mengen, si weess dat vläicht besser wéi ech –, dass et zwou Konventioune gëtt vum Conseil de l'Europe, eng vun 1957 an eng vun 1959 iwwert d'Entraide judiciaire pénale, wou Escalen a Survolen, wann et sech ëm Gefaangener handelt, mussen ugefrot ginn.

Zënter 2000, wësst Der hei an der Chamber, ass et de Parquet général, dee sech dorëm bekëmmert. Et ass esou, dass mer fir d'Fäll, déi hei viséiert sinn, weder eng Autorisatioun gefrot gi si fir eng Escale nach ass eng Aide judiciaire pénale bei eis ugefrot ginn.

Dann déi lescht Fro: Huet d'Regierung Kenntnis vum Atterrissage vu Fligeren, déi hätte kënnen Détenuën transportéieren? Ech hu mech do explizéiert: D'Regierung huet keng Connaissance dovunner.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Err wëllt, denken ech, eng Zousazfro stellen. Madame Err!

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Jo, Här President, eigentlech keng Zousazfro. Ech wollt just d'Chamber froen, ob et méiglech wier, déi Äntwerte vum Minister esou schnell wéi méiglech ze kréien, fir se weiderzeginn un do wou mer se suggéréiert krut hunn.

M. le Président.- Madame Err, mir wäerten duerfir suergen, dass deen Text vun der Ried vum Minister esou schnell wéi méiglech zur Verfügung steet, fir dass Dir kënnt Ären Aufgaben nokommen.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Projets de loi. Fir d'éischt de Projet 5325.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

(Interruptions diverses)

Här Santer, wann d'Maschinn net geet, da sot mer just, ob Der mat Jo oder mat Nee stëmmt. Mat Jo? Ah.

De Projet de loi 5325 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Michel Wolter), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President!

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5422.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5422 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes

(par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5423.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl, grad eléi déi vu virdrun, mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Résolution 1

Mir hunn dann nach eng Resolutioun, déi déi honorabel Madame Err déposéiert huet, déi vun alle Fraktiounen – wann ech dat richteg gesinn – ënnerschriwwen ass. Also, kënne mer par main levée doriwwer ofstëmmen?

(Assentiment)

D'accord.

Vote

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit, also ass d'Resolutioun unanime ugeholl.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5463, en Ofkommes iwwert de Corps européen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener. Här Glesener!

5. 5463 – Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Jo, Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eisen Débat wäert mat Sécherheet net esou spannend sinn an net esou laang dauere wéi dee vu virdrun. Ech ka mech och ganz kuerz faassen. D'Detailer vun deem, wat do zur Diskussioun steet, fannt Der a mengem schréftleche Rapport.

U sech kann ech soen, datt dee Projet absolut keng Changementer, wat d'Verteidegungspolitik vu Lëtzebuerg betrëfft, mat sech wäert bréngen. Et geet ledeglech drëm, fir en Traité ze approuvéieren, deen den 22.11.2004 tëschent der Belsch, Däitschland, Spuenien, Frankräich a Lëtzebuerg ënnerzeechent ginn ass. Dat ass e juristesch-techneschen Text, deen eng juristesch Basis vun der Zesummenaarbecht vun all deene Staten, déi dem Corps européen ugehéieren, festleet, an deen och déi noutwendeg Rechtsbasis fir de Quartier général, dee sech zu Stroossbuerg befënnt, definéiert an och festleet.

Den Dépôt vun dësem Projet war de 15. Abrëll 2005. De Statsrot huet säin Avis ginn am Juli 2005 an hien huet absolut keng Objektioune presentéiert a virfonnt opgrond vun der Verfassungsméiglechkeet vun deem internationalen Traité. Hien hat just e puer juristesch Formulatiounen uginn, déi mer am Artikel 1 och respektéiert hunn. U sech waren dat nëmmen textuell Observatiounen, déi de Statsrot gemaach huet. De Statsrot steet also och hannert deem Projet.

Mir haten de 17. November an der zoustänneger Kommissioun den Exposé vum Verteidegungsminister, dem Här Frieden, dee méi an den Detail op de Corps européen an iwwert de Quartier général agaangen ass an d'Bedeitung, d'Admissiounen nach eng Kéier virgedroen huet.

Mir hunn dann ebenfalls den Avis vum Conseil d'État duerchdiskutéiert an och déi textuell Ännerungen ugeholl. Den 19. Dezember hunn ech dann an der Kommissioun mäi schréftleche Rapport, deen Der alleguerten hutt, virgeluecht, an d'Kommissioun huet unanime dee Rapport och esou ugeholl.

A mengem Rapport gesitt Der – an ech wëll dat ganz kuerz erwähnen, fir déi, déi sech duerfir interesséieren -: D'Organisatioun oder d'Originë vum Corps européen datéiere vum 22. Januar 1963; dat war jo nach d'Fro fir d'Verteidegungen tëschent Frankräich an Däitschland. Doriwwer eraus sinn déi Missiounen erweitert ginn am Mee 1992, et si Länner bäigetratt: d'Belsch 1993, Spuenien 1994 a Lëtzebuerg 1996, dat opgrond vun enger Décisioun och vun eiser Chamber.

Am Joer 2002 sinn d'Aufgaben an och d'Méiglechkeeten, dem Corps européen bäizetrieden, erweitert ginn, andeem d'Nato-State kënne sech vertriede loossen an dem Corps européen an ebenfalls am Quartier général. Dat hu gemaach: Kanada, d'Türkei, Griichenland a Polen. Si sinn och mat bedeelegt un der Organisatioun vun deem Quartier général.

Doriwwer eraus fannt Der a mengem Rapport déi lescht rezent Missioune vun dem Corps européen, wat virun allem Friddensmissioune waren um Balkan, wou och Lëtzebuerger Zaldote sech dru bedeelegt hunn, dat opgrond vun enger spezieller Prozedur, déi gesetzlech festgeluecht ass, wou eis Chamber muss den Accord ginn. Mir sinn de Moment befaasst mat enger Reform vun der Participatioun vun de Lëtzebuerger Arméibedingungen hei an der Chamber. An da waren nach Missiounen, wou och Lëtzebuerger dru bedeelegt waren, an Afghanistan.

Deen neien Traité, deen och opgrond vun der Ëmännerung vun der europäescher Sécherheets- a Verteidegungspolitik zustane komm ass, ass ënnerzeechent ginn no enger Rei Verhandlungen, déi ee Joer gedauert hunn, den 22. November 2004, an haut ass et un der Chamber, deen Traité, deen, wéi ech gesot hunn, keng Veränneerung an der Verteidegungspolitik an an der Zougehéiregkeet vu Lëtzebuerg zur Nato bedeit a bedéngt, och ze ratifizéieren. D'Commission des Affaires étrangères, wéi gesot, huet dee Rapport esou unanime ugeholl a si biet och d'Chamber, deen Traité hei ze ratifizéieren. Et ass also en Opruff un lech alleguerten, Kolleeginnen a Kolleegen, mat Ärer Stëmm deem Traité Är Zoustëmmung ze ginn.

Datselwecht maachen ech am Numm vun der CSV-Fraktioun, déi dann net nach extra brauch hei d'Wuert ze ergräifen. D'CSV-Fraktioun gëtt selbstverständlech och den Accord zu deem Traité.

Dat gesot, soen ech lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, zu deem Traité do ass alles gesot, duerfir brauch ech nëmme just nach der Chamber d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ze iwwerbréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Här President, och d'sozialistesch Fraktioun stëmmt dëse Projet mat a wëllt dem Här Marcel Glesener Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an awer och mëndleche Bericht. Merci.

M. le Président.- Voilà. Wa soss kee Riedner méi do ass, da wär et un der Regierung. Den delegéierte Minister, den Här Schmit, huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech ka mech och dorop limitéieren, dem Rapporteur Merci ze soen, an ënnersträiche wéi wichteg et ass, datt Lëtzebuerg an alle Kooperatiounsstrukturen, och an der Défense, an Europa deelhëlt. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5463 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Niki Bettendorf), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5505, eng Konventioun iwwert déi Persounen, déi ënner internationalem Schutz stinn. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

6. 5505 – Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Approbatioun iwwert d'Konventioun zur Preventioun a Repressioun vun Infraktioune géint Persounen, déi vun enger Protection internationale profitéieren, wourënner och diplomatesch Agente falen. Dës Konventioun ass scho viru 34 Joer adoptéiert ginn zu New York am Dezember 1973.

No ville Joren huet dunn den Ausseminister de 14. November 2005 dee Projet de loi hei déposéiert. Den 21. November gouf ech Rapporteur genannt. De Conseil d'État huet säin Avis de 15. November gemaach, an den 19. Dezember hunn ech der Commission des Affaires étrangères e schréftleche Rapport virgeluecht a presentéiert.

Déi Konventioun, iwwert déi mer haut ofstëmmen, gouf am Kader vun de Vereente Natiounen 1973 ugeholl. Et war dëst eent vun den éischten internationalen Instrumenter ufanks de 70er Jore fir op en Usteige vun terroristeschen Akten ze äntwerten.

An de 70er Jore waren d'terroristesch Ziler besonnesch d'Fligeren, d'Aviation civile, an zweetens och d'Diplomaten an d'diplomatesch Installatiounen, d'Ambassaden. Zwou Konventioune goufen dunn direkt ausgeschafft fir géint d'Piraterie vun der Aviation civile virzegoen. An eng – dat ass déi, iwwert déi mer haut, wéi gesot, ofstëmmen –, déi gouf ausgeschafft fir ebe genau d'Diplomaten an d'Ambassaden, wat jo deemools en Zil vun den Terroriste war, ze schützen.

Wann Der mer erlaabt, wëll ech eng kleng Klammer opmaachen a soen, dass an de 70er Joren och scho grouss Problemer waren, fir den Terrorismus ze definéieren. Deemools ass vill driwwer diskutéiert ginn, ob ee muss en Ënnerscheed maachen tëschent Terrorismus an Akte vun nationale Fräiheetsmouvementer.

Mä elo zréck zur Konventioun. Wéi gesot, 1973 gouf deen Text zu New York ugeholl. Dräi Joer duerno ass en a Kraaft getratt. Haut hunn 159 Staten dës Konventioun ugeholl, dovun 23 EU-Länner. Irland a Lëtzebuerg sinn déi zwee lescht EU-Länner, déi dat nach musse maachen.

D'Décisioun, fir elo dëser Konventioun ze adhéréieren, geet op Engagementer zréck, déi um europäesche Plang, awer och am Kader vun der UNO geholl gi sinn no den Attentater vum 11. September 2001, fir dass mer engem Ensembel vun zwielef antiterroristeschen Instrumenter kënne bäitrieden oder se ëmsetze kënnen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mam Ëmsetze vun dëser Konventioun hu mer vun deenen zwielef Instrumenter der schonn néng ëmgesat. Dës Konventioun presentéiert sech als eng Convention d'incrimination, mä si enthält och Dispositiounen, wat d'Preventioun ugeet, notamment duerch d'Entraide judiciaire.

Déi Konventioun hei besteet aus 20 Artikelen. Zum Beispill den Artikel 1, deen definéiert d'Notiounen, wéi eng Persoune vun esou enger Protektioun kënne profitéieren. Dat sinn d'Statschefen, d'Regierungschefen, d'Ausseministeren, hir Familljen, awer och d'Fonctionnairë vun intergouvernementalen Institutiounen. An et gëtt och d'Notioun vum Auteur présumé de l'infraction definéiert.

Den Artikel 8 zum Beispill regelt alles, wat mat Extraditiounen ze dinn huet.

Dee wichtegsten Artikel an dëser Konventioun ass awer den Artikel 7. Dee viséiert fir géint d'Impunitéit vun den Auteure vun Infraktiounen, géint Diplomaten an Ambassadë virzegoen. Et geet hei an deem Kontext och ëm de Prinzip «extrader ou juger». Onse Statsrot approuvéiert dëse Projet de loi, well e sech an eng logesch Suite vun Instrumenter um internationale Plang areit, fir ebe géint den Terrorismus ze kämpfen.

Genau wéi bei dem Projet de loi 5344, deen am Dezember 2004 hei ofgestëmmt ginn ass, wou et ëm Amendementer zur Convention européenne pour la répression du terrorisme geet, erënnert de Conseil d'État drun, dass soll ënnersicht ginn, ob eise Code pénal am Aklang mat dëser Konventioun ass. De Statsrot proposéiert duerfir, genau wéi beim Projet 5344, deen ech elo grad zitéiert hunn, den Article unique an den Artikel 1 ëmzeschreiwen an en zweeten Artikel derbäizesetzen.

Dësen zweeten Artikel soll dat kloerstellen, wat am Artikel 7 vun der Konventioun steet. An do geet et ëm déi Clause d'extraterritorialité. Voilà. Wann dësen zweeten Artikel zum Beispill net do wär, kéint, wann et zu enger Geriichtsaffär an dësem Kader kéim, déi ganz Affär platzen. An dat muss een évitéieren.

Erlaabt mer eng Remarque zum Ofschloss, déi elo net direkt mat där Konventioun hei ze dinn huet. Ech mengen, et wär interessant, an der Chamber, a vläicht mat eise Juristen, déi mer an der Commission juridique hunn, eng Kéier iwwert déi Clause d'extraterritorialité ze schwätzen an aneren Domäner vun internationaler Kriminalitéit, wéi zum Beispill Fraenhandel oder Kannerhandel oder dee ganze Volet, dee mat Sextourismus ze dinn huet, wou jo d'Kanner oft d'Victimë sinn.

Dat gesot, wëll ech zum Ofschloss den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn, an ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Angel. Freet keen d'Wuert dozou?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall. D'Regierung och net. Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5505 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Clement), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Michel Wolter), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Merci, dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. De 26. Januar hat den Här Lucien Clement eng Motioun iwwert de Konferenzzentrum um Kierchbierg déposéiert, iwwert déi d'Chamber haut de Mëtteg soll debattéieren. Wat d'Riedezäit ubelaangt, stinn dem Autor, also dem Här Clement, an de Fraktiounen an der Regierung jeeweils fënnef Minutte Riedezäit zou. Den Här Clement huet elo d'Wuert, fir d'Motioun ze presentéieren.

7. Motion de Monsieur Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg

M. Lucien Clement *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat de 26. Januar eng Motioun déposéiert, déi de Bau vum neie Centre de Conférences betrëfft.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que par la loi du 24 juillet 2001 relative à l'extension et à la modernisation du Centre de Conférences à Luxembourg, le Gouvernement a été autorisé à faire procéder à l'extension et à la modernisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg (ci-après le «CCK») pour un montant global de 161.130.791,10 euros;

- que si l'intention du Gouvernement à l'époque était d'achever le projet sous rubrique pour la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne du premier semestre 2005, il s'est avéré très vite qu'un projet d'une telle envergure n'était pas réalisable dans le laps de temps prévu par le Gouvernement;

- que le Gouvernement de l'époque a de ce fait décidé en mars 2003 d'ériger un Centre de Conférences provisoire dans les halles 3 et 4 des Foires Internationales de Luxembourg, et qu'il a alors été accepté par la Chambre des Députés, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes entendue en son avis, que les frais en relation avec la construction du Centre de Conférences provisoire soient imputés sur le budget de la loi du 24 juillet 2001 précitée;

- que depuis l'adoption de cette loi d'autorisation, des concertations entre le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et le Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens au cours de l'année 2003 ont révélé la nécessité d'une actualisation du programme des besoins du Conseil de l'Union européenne;

- qu'en définitive, le projet de construction remanié devra être autorisé par une nouvelle loi spéciale;

- que l'enveloppe financière prévue par la loi d'autorisation de 2001 laisse une marge de manœuvre par rapport au budget actuellement autorisé pour accommoder des modifications aux plans de construction initiaux;

- que l'option d'introduire d'ores et déjà un projet de loi d'adaptation ne peut être retenue, alors qu'un tel projet devra se baser sur l'avant-projet détaillé du nouveau CCK qui ne sera prêt qu'au cours de l'année 2006, et qui devra être entériné par un engagement formel du Conseil de l'UE portant acceptation définitive du programme de construction modifié;

- que la visibilité et le rayonnement européens du Luxembourg dépendent dans une très large mesure de la tenue des réunions du Conseil des Ministres de l'Union européenne à Luxembourg pendant trois mois de l'année;

- que les Commissions des Travaux publics et du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes de la Chambre des Députés ont marqué leur accord à la poursuite des travaux en vue de la réalisation d'un nouveau CCK correspondant aux exigences et besoins actuels et futurs de l'Union européenne;

invite le Gouvernement

- à poursuivre les travaux de construction du nouveau CCK sur la base de la loi du 24 juillet 2001 en les réorientant en direction d'un nouveau projet de construction définitif, et à accommoder dans ces travaux les modifications substantielles des plans de construction initiaux rendues indispensables par la conception nouvelle du nouveau projet de construction;

- à obtenir, dans les meilleurs délais, l'engagement définitif écrit du Secrétariat général du Conseil des Ministres de l'Union européenne portant acceptation des nouveaux plans de construction du CCK;

- à déposer au cours de l'année 2006 un projet de loi d'autorisation des travaux définitifs comprenant une nouvelle enveloppe budgétaire globale.

(s.) Lucien Clement, Ben Fayot, Henri Grethen, Viviane Loschetter, Michel Wolter.

Duerch d'Gesetz vum 24. Juli 2001 ass d'Regierung déi Zäit autoriséiert ginn, fir fir gutt 161 Milliounen Euro en neie Centre de Conférences um Kierchbierg ze bauen.

Urspréinglech ass awer d'Regierung dovun ausgaangen, datt de Projet fir d'Présidence, also fir ufanks 2005, fäerdeg gestallt sollt ginn. Mä ganz séier huet sech awer erausgestallt, datt déi zäitlech Virgab net an deem Mooss konnt agehale ginn. An aus dësem Grond ass dann dunn och beschloss ginn, fir e Centre de Conférences provisoire an de Foireshalen ze aménagéieren. Mä well duerfir awer keng Sue virgesi waren, huet d'Regierung mam Accord vun der Comexpo beschloss, dës Gelder op de Budget vum Gesetz vum 24. Juli 2001 ze amputéieren.

Säithier sinn awer nei Fuerderunge baulecher Aart säitens dem Conseil vun der Europäescher Unioun un d'Regierung erugedroe ginn, an zwar an deem Mooss, datt de bestehende Projet, wat déi baulech Moossname betrëfft, allerdéngs net esou déi finanziell Enveloppe, ëmgeännert gi muss. En neie Projet de loi, deen d'Extensioun betrëfft, muss also élaboréiert ginn. Déi baulech Ëmännerungen um ale Projet, déi en vue vun deenen neie Fuerderungen néideg gi sinn, passen awer nach, wéi ech scho gesot hunn, an déi finanziell Enveloppe vum Gesetz vun 2001.

Et ass einfach wichteg fir Lëtzebuerg – an ech denken, do ass jiddfereen heibanne mat mer d'accord –, datt de Conseil och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg siégéiert, och wann dat nëmme fir dräi Méint am Joer ass. Fir dat awer elo sécherzestellen, muss Lëtzebuerg dann och déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

Nodeems de Bauteminister, den Här Claude Wiseler, déi zwou zoustänneg Kommissiounen, d'Bautekommissioun an d'Comexbu, gemäss eiser neier, nach net ofgeschlossener Prozedur informéiert hat an och den Accord an deenen zwou Kommissioune krut, wëlle mir dësen Accord dann och hei an der Chamber per Motioun bekräftegen.

D'Chamber wëllt mat dëser Motioun d'Regierung an den zoustännege Minister invitéieren, weiderzefuere mat den Ëmännerunge vun de Pläng. Pläng, déi dann och deenen neie Fuerderunge vum Conseil européen Rechnung droen. Des Weidere gëtt d'Regierung opgefuerdert, esou schnell wéi méiglech en definitive schréftlechen Accord, wat d'Pläng an d'Fuerderungen ugeet, vum Sekretariat vum Conseil ze kréien. D'Regierung gëtt dann och nach opgefuerdert, am Laf vun 2006 en neie Projet de loi mat enger neier globaler Enveloppe financière a mat deenen neie Pläng ze déposéieren.

Här President, Lëtzebuerg huet mat Sécherheet keen entscheedenden Afloss wéi gebaut soll ginn a wat gebaut soll ginn, wann et sech ëm europäesch Projeten handelt. Au contraire, mir lafe souguer Gefor, datt de Conseil net méi hei zu Lëtzebuerg tagt, wann d'Infrastrukturen net deem entspriechen, wat sech do virgestallt gëtt.

Zum Schluss wëll ech awer nach soen, datt de Bauteminister, den Här Wiseler, sech virbildlech un déi nei Prozedur, déi mir eis zesumme mat him jo selwer operluecht hunn, gehalen huet. En huet, an dat net nëmmen an dësem Projet wëll ech soen, souwuel d'Comexbu wéi…

(Coups de cloche de la Présidence)

…och d'Bautekommissioun zur richteger Zäit informéiert an dunn och den Accord an deene Kommissioune krut.

Ech denken, Här President, nodeems all d'Fraktiounen, mat Ausnahm vum ADR, déi mer am Virfeld signaliséiert hunn, datt si sech géifen enthalen, déi Motioun mat ënnerschriwwen hunn, datt dës Motioun dann och mat enger grousser Majoritéit hei d'Chamber passéiere wäert. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just soen, dass dee Centre de Conférences jo eng ganz laang Geschicht huet an dass ee muss drop hiweisen, dass dat vun Ufank un ënner engem onglécklecke Stär stoung, well mer jo – wéi den Här Clement richteg gesot huet – deemools 2001 versprach kruten, dat wär fir 2005 fäerdeg, an et war schonn 2001 kloer, dass dat net méiglech wär. Also ech mengen, eng Regierung soll ni méi esou Versprieche maachen, wou se vu virera weess, dass se se net kann anhalen.

Bei deem Centre de Conférences erliewe mer awer eng Neierung, wéi mer se hei nach ni an engem Projet fir europäesch Institutiounen haten – ech wëll dat ënnersträichen. Dat heescht, dass mer hei baue fir d'europäesch Institutiounen, awer nëmmen da bauen an och nëmmen e Projet hei an der Chamber unhuelen, wa mer eng formell schréftlech Zouso fir dee Projet hunn, wéi d'Regierung en dann ausschafft, opgrond vun deem Programm, dee se vun deem Ministère virgeluecht kritt, dee jo responsabel ass fir d'Politique du siège, dat heescht an dësem Fall den Ausseministère.

Ech wëll drop hiweisen, dass et fir d'éischt ass wou mer dat maachen an dësem Land, an et schéngt mer äusserst wichteg – och fir d'Zukunft –, dass mer dat ëmmer op déi Manéier maachen, well mer eis et net méi kënne leeschten, Milliounen a Milliarden ze investéieren ouni genee ze wëssen, wou mer higinn. An dofir fannen ech et wichteg, dass mer dës Motioun och stëmmen an dass mer mam Här Wiseler, dee jo och während fënnef Joer an der Comexbu souz an och verfollegt huet, wéi schwiereg dat war fir Projeten op d'Linn ze kréien, dat och weiderhin an Zukunft esou maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen Dir Häre, den Här Fayot huet elo mat Recht ënnerstrach, wéi wichteg et ass, dass mer elo an eng Richtung ginn, dass mer e schréftlechen Engagement kréie vun den europäeschen Institutiounen. Den Här Fayot huet sech geiergert – an och zu Recht –, dass d'Regierung e Verspriechen agaangen ass, wat se net konnt halen, an dass déi Gebaier net fir 2005 fäerdeg gi sinn. Mä Gott sei Dank si se net fäerdeg ginn, soss hätte mer Gebaier zur Verfügung gestallt, déi elo net méi esou kéinte gebraucht ginn, well entre-temps d'Wënsch geännert hunn.

Do muss een awer och soen, déi, déi Demandeur bei eis sinn, nämlech d'Europäesch Institutiounen, missten awer och ee fir allemol wëssen, wat se gären hätten, well soss ass et awer fir eng Regierung a fir e Parlament onméiglech, fir ze wëssen, wou een drun ass.

Mir sinn hei eng Procédure agaangen, wou kee ganz begeeschtert driwwer ass, mä ech mengen, mir hunn hei eng Richtung ageschloen, wou et awer de Sënn vum pragmatesche Wee ass, dee mer zesummen, souwuel an der Kommissioun vun dem Contrôle budgétaire wéi och an der Kommissioun vun den Travaux publics, diskutéiert hunn; e Wee, dee mir als Fraktioun ënnerstëtzen. An ech géing dem Här Clement wëlle félicitéiere fir dee Rapport, deen hien do gemaach huet iwwert déi Motioun, déi hien erabruecht huet, fir dass mer hei e Stéck weiderkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

(Interruption)

Ah, den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll et ganz kuerz maachen a mech menge Virriedner alleguer uschléisse fir dat, wat gesot ginn ass, an et ass alles gesot ginn. Ech wëll just dem Här Clement och nach eng Kéier Merci soe fir säi Rapport a soen, datt mir déi Motioun stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, den Här Rapporteur, deem ech och wëll Merci soen, huet et schonn ugekënnegt, datt mir eis hei wäerten enthalen.

Éischtens ass an deem Projet hei munches schif gelaf wat mir net kënne guttheeschen. Déi Aart a Weis wéi d'Regierung décidéiert huet, ouni d'Chamber virdrun ze froen, dee Centre provisoire ze bauen, déi Aart a Weis wéi dat duerchgezu ginn ass, wou mer, wéi d'Chamber schonn an der Vakanz war, zesummegetrommelt gi sinn an den Här Statsminister himself eis nodräglech ëm en Accord gefrot huet fir e Fait accompli, dee geschafe war, wou Investitioune gemaach gi waren, wou d'Marchés-publics-Gesetz net respektéiert ginn ass, wou einfach vu Grousmarchéen déi Gré-à-gréë gemaach waren an zum allergréissten Deel schonn duerchgezu waren, ass eng Aart a Weis, déi een ni an nimmer ka guttheeschen.

Et kann een elo soen: Dat ass Passé. Mä et beweegt sech alles am Kader vun deem Kredit, dee gestëmmt ginn ass duerch dat éischt Gesetz, wou mer elo en zweet mussen nostëmmen. An ech wollt dat bei dëser Geleeënheet – an do passt et hin – ernimmen.

Dat Zweet ass, datt mer elo bei der Extensioun och soi-disant d'Hand erëm forcéiert kréien, well dat, wat elo investéiert ass, dat ass jo investéiert, dat steet do, mir kënnen net méi zréck, mir mussen hei einfach no vir, egal wat et kascht, an et kascht schrecklech deier. Dofir muss ech soen: Och dat kann een nu wierklech net mat Satisfaktioun erfëllen.

Ech kann awer och novollzéie wat d'Madame Brasseur gesot huet, datt déi Leit, déi ursprünglech d'Demande u Lëtzebuerg gestallt hunn, och schlecht geplangt hunn. Deemools war jo gesot ginn: Dat, wat elo realiséiert gëtt, dat ass et. Mir gesinn awer, datt d'Communautéit wiisst a si bleift wahrscheinlech och net bei 25 stoen. Ergo muss ee sech schonn erëm mat grousser Suerg froen: Wat kënnt dann iergendwann duerno eng Kéier?

Dann, déi Unanimitéit vun deem risegen Avantage, dee Lëtzebuerg soll doduerch hunn, datt de Conseil während dräi Méint, an zwar verdeelt iwwert d'ganz Joer – wann ech mech gutt erënneren ass

et Abrëll, Juni, Oktober – hei zu Lëtzebuerg taagt.

Här President, mir hunn als eent vun deene klengste Länner, dat zweetklengst, esou vill Institutiounen hei zu Lëtzebuerg, déi och permanent wuessen: D'Cour de Justice, déi wierklech europawäit méi eng grouss Visibilitéit huet wéi wann de Conseil während dräi Méint hei ass, d'Cour des Comptes an eng ganz Partie anerer, wéi och nach d'Iwwersetzungsdéngschter sinn hei, d'Europäesch Investitiounsbank, EUROCONTROL an ech weess net wat nach – vläicht net direkt – mat der Communautéit ze dinn huet.

Mä mir hunn immens vill hei a mir gesinn, datt mer Schwieregkeeten hu fir aner Infrastrukturen, déi och à charge de l'État sinn, wéi zum Beispill d'Europaschoulen, an der Rei ze halen an neier opzeriichten, sou datt ee sech leschtenends op d'allermannst awer d'Fro iwwert d'Opportunitéit vun deem risegen Investissement, deen hei gemaach gëtt, däerf stellen. D'autant plus, wou an deem Mooss wéi d'Zuel vun de Memberstate wiisst an eis Welt ëmmer méi onsécher gëtt, wann een d'terroristesch Aktivitéiten iwwerall kuckt, mer eis wierklech mussen d'Fro stellen, ob mer den Ufuerderungen, déi un eis gestallt ginn, an Zukunft, wann de Conseil hei zu Lëtzebuerg ass, an deem Mooss gewuess sinn, wéi ee sech dat géing wënschen.

Ech wëll déi Fro hei just opgeworf hunn. Mir schéngt et nämlech, wann ee gesäit wat dat do alles kascht, disproportionéiert ze sinn zu deem Avantage, dee Lëtzebuerg doraus zitt. Op där anerer Säit widderhuelen ech nach eng Kéier: Mir sinn op deem Wee, mir kënnen net méi zréck, soss war dee ganzen Invest, dee bis elo gemaach ginn ass – an deen ass scho bedeitend –, fir d'Kaz.

Dofir hoffen ech och, datt et virugeet an datt net dat antrëtt wat gefaart gëtt, datt iergendwann eng Kéier gesot gëtt: Elo geet et duer, elo bleiwe mer ganz hei zu Bréissel. Dat wär dann awer wierklech fir Lëtzebuerg den totale Flop. Dofir bedaueren ech och, datt dee Chantier net méi séier virukënnt oder net an deem Mooss virukënnt wéi et geplangt war.

Ech wëll awer zum Schluss als lescht Remarque soen, datt mir dat ganz positiv gesinn, datt elo déi Prozedur gewielt ginn ass. Et sinn nach largement genuch Kreditter disponibel fir déi Aarbechten, déi elo musse gemaach ginn. Mä wann déi Aarbechte gemaach ginn, da stinn d'Weichen automatesch a Richtung Modifikatioun an Extensioun vun deem ursprüngleche Projet, dat heescht mir brauchen eng zousätzlech Enveloppe.

An an deem Sënn wëlle mer hei eis Satisfaktioun ausdrécken, datt et net méi geet wéi soss, datt mer ëmmer hannendru lafe mam Stëmmen – dës Kéier wäerte mer jo dann hoffentlech zur Zäit stëmmen. Mä nach eng Kéier: Mir sinn net frou mat där ganzer Aart a Weis wéi dat hei gelaf ass, an dofir wäerte mir eis och bei dëser Motioun enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Ech denken, dass de Bauteminister, den Här Wiseler, och d'Wuert zu där Motioun wëllt hunn. Här Wiseler!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur respektiv dem President vun der Kommissioun, deen déi Motioun hei virgestallt huet, villmools Merci. Ech brauch och elo, mengen ech, net am Detail op déi ganz Geschicht anzegoen. Si ass elo gesot ginn, Dir kennt se: 2001 hu mer e Gesetz gestëmmt, 2003 hu mer gesinn, datt mer fir d'Présidence net fäerdeg géinge ginn. Duerfir ass e Provisorium gemaach ginn, dee mam Accord vun der Commission de l'exécution budgétaire esou finanzéiert ginn ass iwwert deen heiten Text.

Den Här Mehlen huet ganz léif gesot, dat wär schonn am Summer gewiescht. Et war den 21. Juli 2003, wou d'Chamber nach am Prinzip do war, wou déi Diskussioun do gelaf ass. An déi Diskussioun huet missen dee Moment lafen, well d'Décisiounen do hu misse geholl ginn.

D'Demande-d'adaptationë sinn au fur et à mesure komm an do ass et, mengen ech, noutwendeg, datt ee sech einfach konforméiert, well de Risque, fir et net ze maachen, grouss wär. An ech mengen, d'Regierung huet hei d'Décisioun geholl, datt mer dee Risque net wëllen agoen, datt mer all déi Atouten – an ech mengen, dat ass jo en Atout, fir hei de Conseil op Lëtzebuerg dräi Méint d'Joer ze kréien –, datt mer do och all eis Méiglechkeete géingen a Bewegung setzen, fir deen Atout, dee mer hunn, och kënnen zu Lëtzebuerg ze halen.

Ech wëll e puer Remarquen zu deem Kontext do maachen. Déi éischt ass déi, wann ee kuckt, wéi vill a wat fir eng Investissementer de Lëtzebuerger Stat ze bezuelen huet aus dem Budget oder aus de Fonds-d'investissementen eraus, da stellt ee fest, datt dat der haaptsächlech zwee sinn: Dat ass dee Centre de Conférences, iwwert deen haut déi Motioun geet, an op där anerer Säit ass et déi zweet Europaschoul, déi mer zu Mamer/Bartreng bauen, déi iwwert de Budget finanzéiert gëtt. Dat ass dat eent.

Op där anerer Säit muss een awer och gesinn, datt eng ganz Rei Investissementer, déi hei op de Kierchbierg oder anerwäerts op Lëtzebuerg gemaach gi sinn, Investissementer sinn, déi mir scho virstrecken, déi och d'Chamber hei ze stëmme kritt, mä déi awer duerno rembourséiert gi vun deenen europäeschen Institutiounen. Dat sinn all déi Bauten, déi mer fir d'europäesch Parlament maachen, wou mer och amgaange sinn ze kucken, ob déi net direkt vum Parlament kënne bezuelt ginn. Dat sinn all déi Bauten, déi fir d'Kommissioun hei gemaach ginn. Dat sinn déi Bauten, déi fir d'Cour de Justice respektiv fir d'Cour des Comptes gemaach ginn. Déi préfinanzéiere mer zwar, déi baue mer zwar, mä déi ginn awer iwwer ee Wee op an iwwert deen anere rembourséiert.

Fir just e puer Zuelen ze nennen, déi sinn zwar nëmmen approximativ, mä fir mech ass et awer wichteg, datt bekannt ass, iwwer wat fir eng Proportioune mer hei schwätzen: Déi Investissementer, déi de Lëtzebuerger Stat wäert maachen, déi bedroe ronn tëschent 400 a 450 Milliounen Euro an deenen nächste Joren. An déi Gebaier, déi ech elo virdru gesot hunn, déi Investissementer, déi awer duerno vun den europäeschen Institutiounen nobezuelt ginn, déi bedroen awer ronn eng Milliard Euro an deenen nächste siwen, aacht Joer.

Eng Milliard Euro, déi vun den europäeschen Institutiounen op de Site Lëtzebuerg investéiert gëtt, dat ass net näischt. Dat ass fir eis Betriber vill an dat ass och duerno fir de Fonctionnement vill. Ech wëll dat just eng Kéier soen, well een och d'Proportioune vun där ganzer Saach do muss gesinn a well een och muss gesinn, wat déi europäesch Institutiounen, sief dat schonn nëmmen an den Direktinvestissementer, dem Site Lëtzebuerg bréngen. A schonn an den direkten Investissementer bréngt et eis vill, net ze schwätze vun all deem, wat nach duerno fir eist Land duerch déi Institutioune ka kommen. Duerfir, mengen ech, musse mer eis där doter Saach och stellen. Dat war mäin zweete Punkt.

Et ass och net ëmmer einfach – an dat ass hei ugeklongen –, déi Dossieren ze géréieren. D'Chamber huet mech mat Recht gefrot: Wa mer elo dee Gesetzestext abrëngen, dann hätte mer gär vum Generalsekretariat och eng Confirmatioun, datt dat, wat elo gebaut gëtt, dann och definitiv dat ass, wat sollt gebaut ginn. Ech fannen dat och richteg, datt dat esou ass.

Ech wëll just soen, mir hunn déi Pläng dann och ufanks des Moundes erageschéckt. Mir kruten och elo schonn eng Äntwert vun dem Generalsekretariat, vun dem Conseil. Déi Äntwert, déi besteet awer aus enger Rei neien Demanden, déi nach an de Pläng elo derbäizefüge sinn. Och dat wëll ech eng Kéier soen. Dat sinn Demanden iwwert den Accès vun der Circulatioun, Demanden iwwert den Accès vun de Konferenzen, iwwert d'Zone-de-pressen an iwwert d'Sanitären. Da musse mer also erëm kucken, wéi mer dat do maachen, fir datt dee Projet korrekt gëtt.

Mä ech soen, et ass en Hin an Hier, fir en Definitiv ze kréien, dee fir eis Servicer, fir d'Bâtiments publics, och net ëmmer einfach ze géréieren ass. Mir kucken, datt mer déi Engagementer, déi mer do virun der Chamber aginn, och anhalen. Ech fanne se och richteg, mä ech wëll awer och heiansdo op d'Schwieregkeeten hiweisen, déi se mat sech bréngen.

Datselwecht gëllt fir de Centre de Conférences provisoire. Net méi spéit wéi d'lescht Woch krut d'Verwaltung, de Ministère des Travaux publics, d'Administration des Bâtiments publics nach e Bréif vun zousätzlechen Demanden, fir an de Centre provisoire Saachen dran ze bauen. Do geet et ëm d'Extensioun vun der Zuel vun de Lokaler, ëm d'Augmentatioun vun den Televisiounskabinnen, d'Amélioratioun vun der Sécherheet vum Komplex an d'Installatioun vun engem elektronesche Vote, deen elo nach zousätzlech soll derbäikommen. Dat datéiert vun der leschter Woch. Mir wäerten dat och an der Commission des Travaux publics an an der Commission de l'exécution budgétaire duerchdiskutéieren.

Ech wollt hei just soen, datt dat alles net esou einfach ass an datt et vill méi einfach gesot ass: Dat do, dat geet net richteg! Oder: Hei hu mer Problemer, do hu mer Problemer. Mir mussen déi Problemer hei an der Praxis géréieren, an ech probéieren dat – an dat ass mäi leschte Punkt – zesumme mat der Chamber op eng korrekt, op eng uerdentlech an op eng fair Aart a Weis ze maachen. Duerfir hu mer zesummen eng Rei nei Prozeduren entwéckelt.

Ech soen der Commission de l'exécution budgétaire an der Commission des Travaux publics villmools Merci fir dat Verständnis, wat se entwéckelt hunn, well déi Aart a Weis, wéi mer schaffen, déi mer elo festgeluecht hunn, déi hëlleft eis weider. Déi hëlleft eis weider och am Kader vun der Legalitéit ze bleiwen an dem Opbau vun de Projeten. Ech hu mech engagéiert, wa Schwieregkeete sinn, an d'Chamber ze kommen, fir déi Schwieregkeeten ze léisen. Ech wäert dat och an deenen Dossieren, déi an deenen nächste Méint a Joren op eis zoukommen, esou maachen. Ech soe Merci fir dësen Dossier an ech soe Merci fir d'Kollaboratioun, déi ech konnt an deene leschte Méint mat Iech hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass? Neen. Mir kënne par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, deen ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, dass d'Motioun mat écrasanter Majoritéit ugeholl ass.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.11 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Question avec débat N°4 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés dans le secteur public

2. Interpellation de M. Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste

(Discussion générale - Motion)

3. 5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003

(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale -Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5493 - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:

a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;

b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale -Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn als éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun haut d'Question avec débat Nummer 4 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Salariéen am öffentlechen Déngscht. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Fro, dat ass den honorabelen Här Henckes. Här Henckes!

1. Question avec débat N°4 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés dans le secteur public

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Duerch d'Gesetz vum 18. Mee 1979 gouf festgehale wéi am privaten an am öffentleche Secteur d'Leit hir Delegéierte vum Personal kéinte wielen. Deen Ablack ass festgehale ginn, datt den Employés privés, déi bei Stat a Gemenge schaffen, hire Problem géing spéiderhi gekuckt ginn, mä et ass awer näischt geschitt zanter 1979 an an der Regierungserklärung vum 12. August 1999 vun der viregter Regierung huet de Statsminister erkläert, datt hie wéilt de Problem an där Legislatur ugoen.

Well net vill geschitt war hunn ech dann den 13. Dezember 2001 eng Proposition de loi déposéiert mat der Demande, mat der Iddi fir Positiounen ze maachen, fir datt eppes sollt geschéien. D'Regierung huet an hirer Stellungnahm vun 2002 – dat heescht e Joer méi spéit – gesot, si wier un engem Projet de loi amgaangen ze schaffen, deen d'Problemer vun den Délégations du personnel d'une façon générale géing léisen an datt fir Enn 2003 spéitstens e Projet de loi géing virgeluecht ginn, fir de Problem vun den Employés privés bei Stat a Gemengen ze regelen. Näischt ass geschitt – wéi ëmmer.

Den 18. Juni 2004 huet d'Verfassungsgeriicht gesot, datt déi Situatioun, wéi mer se kennen, eng Violation vum Artikel 10bis vun onser Verfaassung géing duerstellen an datt also elo hei d'Regierung, d'Land an enger verfassungswiddereger Situatioun géing bleiwen.

Ech hunn dunn d'Chamber an d'Regierung gefrot, wat dann elo geschéie soll. Den 10. Dezember 2004, sechs Méint méi spéit, ass déi zoustänneg Chamberskommissioun zesummekomm a si huet den zoustännege Minister héieren, deen ons ugekënnegt huet, datt a ganz nächster Zäit géing e Projet de loi finaliséiert ginn, deen de Problem léise géing – dat war Enn 2004, ee Joer méi spéit ass nach näischt geschitt.

Dofir hunn ech mer geduecht, wa mer dee Problem elo bal annerhallef Legislatur schleefen, da misst awer iergendeppes geschéien. Mir kënne jo net déi ganzen Zäit an enger verfassungswiddereger Situatioun sinn. Mir kënnen net déi ganzen Zäit domadder liewen, datt Projets de loi, déi een allgemenge Charakter hunn an déi ganz komplizéiert sinn, sollen diskutéiert ginn an an der Tëschenzäit hu Leit, déi fir de Stat a fir d'Gemenge schaffen, kee Moyen, fir sech vertrieden ze loossen, fir en Dialog mam Patron ze féieren, fir sech iergendwéi ze betätegen, fir deen Dialog ze féieren, mä datt dat hinne systematesch verwiert gëtt.

Ech mengen, datt een net soll grouss Problemer matenaner vermëschen, mä datt een emol soll déi kleng Saachen ugoen an einfach dat aktiivt an dat passiivt Wahlrecht fir d'Employés privés soll bei Stat a Gemengen aféieren.

Dat ass d'autant méi néideg, datt mer wëssen, datt a ganz ville Fäll d'Gesetz iwwert d'Delegatioune sech géing applizéieren, notamment bei de Chargés de cours bei Stat a Gemeng, wou et der ganz oft iwwer 15 Stéck sinn a wou Delegéierte kéinten a misste gewielt ginn. Elo hu si keen, dee fir si antrëtt, keen, dee si representéiert, et sief dann, datt si iergendee Gewerkschaftler fanne vun enger anerer Partei, dee Fonctionnaire ass oder esou, deen hir Intérête verteidegt, mä dee si net kënne wielen an deem si net kënne soen, wat geschéie soll.

Ech mengen, datt mir eis hei iwwert d'Joren eraus verfassungswiddereg verhalen an urgent eng Léisung brauchen. Dofir wëll ech der Regierung dräi Froe stellen:

- Wéi wäit si mer mat der Ausschaffung vun engem Projet de loi, dee kuerzfristeg kann hei an der Chamber deponéiert ginn an dann och ka kuerzfristeg décidéiert an debattéiert ginn?

- Wéini mengt d'Regierung, datt si kéint de Problem léisen? Well mir mussen hei séier a mat Datume virufueren.

- A wann d'Problemer wierklech musse ganz global gekuckt ginn, wa wierklech alles bis op de klengsten i-Tëppelchen – all Problemer vun Delegatiounswahle vu Personal – muss debattéiert ginn, ob Dir dann net wëllt en attendant an à titre provisoire wéinstens meng Proposition de loi guttheeschen, datt mer Neel mat Käpp maachen an endlech deene Leit hir Verfassungsrechter géingen zougestoen, déi si absolut zegutt hunn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Minister François Biltgen. Här Minister!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier datt ech kann op d'Froen äntwerten, muss ech awer e puer Saachen en droit erëm riicht placéieren.

D'Gesetz vun 1979 iwwert d'Delegatiounen ass e Gesetz, wat sech prinzipiell eben net op de sou genannten „secteur public" – an op déi Notioun kommen ech nach eng Kéier zréck – applizéiert, wat eppes ass, wéi de sou genannten „secteur privé". De Problem beim Gesetz vun 1979 läit doranner, dass et vu Secteur public a vu Secteur privé schwätzt, wat net evident ass – an dofir wëll ech dat direkt virausschécken –, well wa mer vu Secteur public oder vu Secteur privé schwätzen, da schwätze mer vun der Natur vum Employeur, mir schwätzen awer net vun der Nature des relations contractuelles.

Alles, wat mer an där leschter Zäit gemaach hunn, notamment zënter dass ech Aarbechtsminister sinn – awer och scho virdrun –, ass en Ënnerscheed ze maachen, zum Beispill bei der Reform vun der Chambre des Fonctionnaires publics an esou weider, fir eben net méi vu Secteur public a Secteur privé ze schwätzen, mä vun Nature des relations contractuelles, entweder si sinn de droit public oder si sinn de droit privé.

D'Delegatiounsgesetz vun 1979 seet effektiv a sengem éischten Artikel, dass iwwerall do, wou ee 15 Leit schaffen huet, eng Delegatioun muss gewielt ginn, an da seet et effektiv: «Pour tout employeur du secteur public occupant régulièrement au moins 15 ouvriers» an net Employés privés, missten och Delegatioune gewielt ginn. Dat heescht – an do huet den Här Henckes Recht –, do hu mer een No-man's-land u sech kreéiert, well näischt iwwert d'Employés privés dans le secteur public gesot ginn ass.

Elo huet den Här Henckes hei esou bësselche liichtfankeg Stat a Gemenge matenee vermëscht, wou ee muss fir d'éischt en Ënnerscheed en droit maachen.

Beim Stat ass et esou, dass mer den Artikel 36 hu vum Fonctionnairesstatut, dee seet: „A.s.b.l.en, déi sech an enger Administratioun" – dat gëtt och definéiert, wat dat ass a wat dat net ass – „zesummefannen, kënnen agréiert gi vum Minister an déi sinn dann d'Représentation du personnel." Do gëtt also net bei alle gewielt, mä do fannen d'Leit sech an enger A.s.b.l. zesummen, déi agréiert gëtt. Heiansdo kënnen der och e puer agréiert ginn. Dat gouf et schonn a Verwaltungen, wou d'Leit Sträit haten, do hate si e puer A.s.b.l.en an dann hate mer e puer Representatiounen. Dat ass beim Stat.

Beim Stat ass et och esou, dass et praktesch keng Employés privés méi gëtt, well et eng Reform gouf – wou ech awer d'Joer elo net méi am Kapp hunn, dat muss nach an den 80er Jore gewiescht sinn –, wou gesot ginn ass: Majo, jiddfer Employé, och deen, deen am Ufank nëmmen e Kontrakt kritt nom 89er Gesetz, ass u sech en Employé public. Dat heescht beim Stat si mer bis op e puer Grenzfäll, op déi ech nu wierklech net brauch anzegoen, eigentlech ëmmer an engem öffentlech-rechtleche Statut. Mir hu keng Employés privés au sens strict du terme.

Bei de Gemengen ass et anescht, an dat aus zwee Grënn:

Engersäits hu mer d'Delegatiounsgesetz bei de Gemenge vun 1985. Do ass effektiv gesot ginn, dass gewielt gëtt bei de Fonctionnaires communaux an do sinn d'Employés communaux assimiléiert.

A bei de Gemengen hu mer zënter dem Gesetz vun 1995 – wat ech relativ gutt kennen, well ech Rapporteur dovunner an dësem Haus war – zwou Kategorië vu Leit, déi mer net méi beim Stat hunn.

Bei de Gemengen hu mer Employés communaux, déi en öffentlech-rechtleche Statut hunn, a mir hunn Employés privés, déi privatrechtlech Statuten hunn. An dat sinn déi Leit, wou mer Problemer hunn. Dofir wëllt ech emol eng Kéier awer d'Diskussioun op dat zréckbréngen, wou mer effektiv e Problem hunn. Mir hu bei de Gemengen Employés privés, déi elo weder iwwert de Gemengebeamtestatut nach iwwert d'Delegatiounsgesetz, wat dem Aarbechtsminister ënnersteet, kënne wiele goen. Dat ass eng Situatioun, déi ech scho laang als schlecht unerkannt hunn, schonn éier dass d'Verfassungsgeriicht dat eigentlech bestätegt huet, also wat ech selwer a vill anerer och scho gesot hunn.

Elo ass d'Fro: Wéini léise mer dat a wéi léise mer dat? Ech wollt vläicht op déi zwou Saachen agoen. Ech hunn am Dezember – wéi Dir et richteg gesot hutt – 2004 gesot, mir komme mat engem Gesetzesprojet eraus. Ech hunn dann och effektiv de 24. Dezember 2004 d'Sozialpartnere mat engem Avant-projet de loi befaasst, deen ech, mengen ech – den Här Glesener weess et vläicht besser –, och eng Kéier virgestallt hunn an der Chamberskommissioun – ech sinn awer net méi sécher, mä den Avant-projet de loi hunn ech op alle Fall de Sozialpartneren zougestallt –, iwwer eng ganz Reform vun den Delegatiounen, de Comité-mixten an esou weider an esou fort. Also dat, wat ech nennen Dialogue social intérieur aux entreprises.

An deem Text hunn ech ganz kloer virgesinn, dass een an Zukunft net méi seet, wat ass d'Natur vum Employeur, mä wat ass d'Natur vum Statut. Dat heescht, d'Gemengenaarbechter ënnerstinn engem öffentlech-rechtlechen Employeur, mä si wielen nom privatrechtleche Statut, well si hunn e privatrechtleche Kontrakt. Genee dat schloen ech an deem Avant-projet de loi och vir fir d'Privatbeamten aux services de la commune. Dat heescht, mir schreiwen et net expressis verbis dran, mä dat ass d'Konsequenz, well mer soen, do, wou privatrechtlech Kontrakter virleien am Aarbechtsrecht, do spillt eist Gesetz a wann da 15 Leit an engem Betrib sinn, da muss gewielt ginn; an dat schéngt mer logesch ze sinn.

Ech mengen, dass dat déi beschten Aart a Weis ass, an déi och konform ass mat all deem, wat mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, fir eben net méi ze kucken, bass de Secteur public oder Secteur privé, mä fir eben ze kucken, wat sinn d'Relatiounen, déi een huet, an da solle mer dat esou applizéieren.

Elo ass et richteg, dass dat nach ëmmer en Avant-projet de loi ass a kee Projet de loi, an zwar well ech gemäss dem Lëtzebuerger Modell an och gemäss menge wierklech internen Iwwerzeegungen der Meenung sinn, dass ee muss e largen Débat mat de Sozialpartnere féieren, well dat sinn awer ëmmer déi, déi hei gefuerdert sinn.

Ech hat déi och opgefuerdert, fir mer bis zum Enn vun der Lëtzebuerger Présidence eng Stellungnahm ze maachen, well ech dovunner ausgaange sinn, d'Regierung hätt do méi ze dinn, wéi d'Sozialpartneren. Elo ass et awer esou, dass mer do nach net alles an dem richtegen Zäitpunkt erakomm ass. Ech hunn allerdéngs elo gesot, well mer och Bréissel äntwerte mussen, well mer duerch dat Gesetz och eng aner Direktiv ëmsetze wëllen, an zwar déi iwwert d'Information an d'Consultation, dass elo bis zum Schluss vum Januar dee leschten Einsendeschluss ass, duerno maache mer da wierklech e Projet de loi.

Dat heescht, mir schaffen elo op deem Projet de loi, deen en ëmfaassende Projet de loi gëtt an net nëmmen een, dee sech ëm deen dote Punkt këmmert. Dat ass elo eng Optioun, déi ee kann hunn, a mir waren der Meenung, dass ee soll alles hei zesummen diskutéieren, well nämlech dat eent och ërem op déi aner Diskussioune kann Influenz hunn. Déi Solutioun, déi ech hei virschloen, ass eng, déi vu menger Convictioun ausgeet, dass ee muss d'Natur vum Kontrakt kucken.

Elo kënne vläicht an der Diskussioun aner Saachen erauskommen. Dofir wéilt ech dat heiten net virschéissen, mä dat wierklech an deem dote Kader maachen, mat och mengem Engagement, dass mer dat elo esou séier wéi méiglech maachen, well ech elo wierklech zu jidderengem gesot hunn, dass den 31. Januar Einsendeschluss wier. Ech hunn elo zum Beispill nach effektiv de leschten Dag vun der UEL eppes kritt. Mir schaffen dann elo intern drun, fir e Projet de loi ze deponéieren, wou mer dat doten och léise kënnen.

Dat bedéngt natierlech, dass elo en attendant déi Leit net wiele kënnen, mä ech mengen déi nächst grouss Wahle sinn eréischt an e puer Joer an ech hu wierklech déi grouss Hoffnung mat lech zesummen, dass wa mer dee Projet bis deponéiert hunn, dass mer do kënnen Neel mat Käpp draus maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum nächste Punkt

(Interruption)

Ah, den Här Henckes wëllt nach eng Zousazfro stellen. Dir hat allerdéngs Är Riedezäit scho largement ausgeschöpft, mä da kuerz a schnell.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wollt nëmme kuerz drop reagéieren. Här Minister, ech huelen Akt dovunner, datt mer déiselwecht Vue hunn, souwuel a menger Proposition de loi, wéi an deem, wat Dir wëllt elo ausschaffe bis den 31. Januar, datt mer a Funktioun…

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Bis den 31. Januar ass mer awer e bësse knapps.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir hat elo deen Datum do gesot.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech sot, d'Sozialpartnere missten...

M. le Président.- Jo, lauschtert emol, Här Henckes, ech hu gemengt Dir wëllt eng Zousazfro stellen a keen Zousazkommentar maachen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech muss awer elo dat nofroen, fir datt ech gesinn, datt mer eis do eens sinn. Ech hoffen, Här Minister, wann Der mat deem ganze Reformprojet déck Schwieregkeete sollt hunn, datt Der dann awer wéinstens dee Problem, vun deem mer schwätzen, géingt virzäiteg léisen, net datt mer nach eng Kéier een, zwee Joer hunn, wou näischt geschitt. Dat heescht, wann et iwwer e gewëssenen Délai erausgeet, sidd Dir dann awer bereet eng Deelweisléisung unzegoen?

M. le Président.- Jo, ech muss soen, Här Henckes, Är Hoffnungen an Är Wënsch, dat ass eng Saach…

(Hilarité)

…, d'Anhale vun der Riedezäit ass awer eng aner Saach, an ech hunn net gesi wéi eng Fro, datt Dir gestallt hutt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...an do ass keng Limite an der Zäit.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat ass net wouer, et si fënnef Minutte virgesinn...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Also, wann Der drop haalt, da géif ech soen, da kucke mer bei jidderengem no.

Plusieurs voix.- Oooohh!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, selbstverständlech hale mer drop.

M. le Président.- Ech versiche bei jidderengem esou large wéi méiglech ze sinn, mä et gëtt bei alles Grenzen.

(Interruption)

Här Minister, Är Zäit ass nach net ganz fäerdeg.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also ganz séier. Éischtens, ech hu gesot: Fir d'Sozialpartner war den 31. Januar Einsendeschluss. Dat ass elo geschitt. Elo schaffe mer drun an ech wëll dee Projet de loi esou séier wéi méiglech deponéieren.

Wa mer herno géifen an der Chamberskommissioun soen, ma mir splitten dee Projet, well mir huele verschidde Saache vir a verschiddener huele mer duerno, dann hunn ech kee Problem domat, mä ech wëll elo déi ganz Problematik vun dem Dialogue social interne aux entreprises als Gesetzesprojet deponéiere mat deem dote Punkt. Voilà.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, zur Interpellatioun vum honorabelen Här Félix Braz iwwert d'Opwäertung vum Vëlostrafic. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Schank, d'Madame Brasseur, den Här Angel an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Braz. Här Braz!

2. Interpellation de M. Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President.

Lëtzebuerg ass am internationale Verglach statistesch ganz oft remarquabel. Dat gëllt fir ganz vill Matièren, beispillsweis fir den Energieverbrauch, dat gëllt fir d'CO_2-Emissiounen, et gëllt fir den Alkoholkonsum an et gëllt fir den Tubakkonsum. An do gëtt et natierlech och fir déi statistesch Extravaganze gutt Erklärungen, déi beleeën, datt do natierlech och den héijen Impakt, beispillsweis vun de Frontalieren, oder den héijen Impakt vun der Arcelor, wat d'Energie betrëfft, spillen, firwat datt dat dann hei zu Lëtzebuerg esou ass.

Et gëtt awer nach eng aner Matière, wou Lëtzebuerg statistesch och remarquabel ass, an do hu mer keng esou eng einfach Erklärung fir ze soen, dass dat alles awer an der Rei ass, esou wéi d'Zuelen et aussoen. An déi aner Matière, dat ass d'Mobilitéit an notamment deen Undeel vu Mobilitéit, deen zu Lëtzebuerg zréckgeluecht gëtt ouni Motoriséierung.

Wann een d'Zuele kuckt, déi dem IVL zu Gronn leien, da stellt ee fest, dass zu Lëtzebuerg nëmmen 18% vun den dagdeeglechen Déplacementer net motoriséiert zréckgeluecht ginn. Dat beinhalt souwuel de Vëlo, mä och am Wesentlechen eigentlech de Foussgänger. Dat heescht also, dass 82% vun all den Déplacementer, déi zu Lëtzebuerg all Dag gemaach ginn, motoriséiert stattfannen.

Besonnesch remarquabel ass – an op deem Punkt ass Lëtzebuerg wierklech notablement anescht, wéi all eis Länner ronderëm –, do, wou aner Länner ufänke sech motoriséiert ze déplacéieren, notamment den Individualverkéier, also den Auto, benotzen, do si mir zu Lëtzebuerg scho laang amgaangen eis an der Moyenne haaptsächlech mam Auto ze déplacéieren.

Am Konkreten: Zu Lëtzebuerg gi souguer Distanze vun ënner engem Kilometer an der Moyenne zu ronn 50% mam Auto zréckgeluecht. Do, wou aner Länner wierklech nach e ganz héije Pourcentage hu vun der Mobilitéit zu Fouss oder mam Vëlo, do si mir wierklech notablement anescht, well mer souguer esou minimal Distanze vu bis zu engem Kilometer zu 50% mam Auto zréckleeën. Bei den Distanze bis zu zwee Kilometer sinn et souguer 60% vun den Déplacementer, déi zréckgeluecht gi mam Auto.

An dobäi ass et haut gewosst, datt de Vëlo bis zu Distanze vu véier, fënnef Kilometer eigentlech ëmmer dat bessert, dat méi rapid an dat méi effikasst Transportmëttel ass, an dat besonnesch an de Centres urbains, dat heescht an engem méi urbane Milieu. Dat mag liicht anescht sinn an de méi rurale Géigenden, mä et ass kloer, dass et an engem städteschen Ëmfeld ganz evident ass, dass näischt méi rapid a méi effizient ass, wéi d'Mobilitéit op zwee Rieder.

De Vëlo huet awer, onofhängeg vun Distanzen a vu Kontexter, ganz einfach e puer Avantagen, déi e mat an d'Woschuel geheit, mä déi en awer zu Lëtzebuerg, wéi gesot, bis haut net valoriséiert kritt.

De Vëlo huet ganz einfach den Avantage, dass et e gesond Transportmëttel ass, besonnesch fir dagdeeglech Bewegungen. Do gëtt et wierklech ganz vill Literatur, déi beleet, dass och nëmmen zéng bis 15 Minutten um Vëlo pro Dag, fir also e klengt Déplacement, wat een all Dag misst zréckleeën a béid Richtungen, schonn duerginn, fir déi kleng physesch Aktivitéit pro Dag ze realiséieren, déi ee brauch, fir no allgemeng gültege Kritären sech selwer e bësse gesond an e bëssen op Trapp ze halen. Dat ass kee Sport, dat ass kee Leeschtungssport, dat ass ganz einfach e bësse Bewegung, eppes anescht, wéi alles am Sëtzen ze maachen, mä ganz einfach sech e bësse bewegen un der frëscher Loft, zéng bis 15 Minutte pro Dag géingen duergoen. An dat ass dat, wat een eigentlech op enger klenger Distanz ouni Problem kéint zréckleeën.

De Vëlo huet nach en aneren Avantage, e suergt och an engem méi urbanen Ëmfeld mat dofir, dass mer eng besser Loftqualitéit hunn. Et ass kloer, dass all Déplacement, wat net muss mat engem Verbrennungsmoto zréckgeluecht ginn, och dofir suergt, dass et manner Emissioune gëtt.

A wa mer och hei zu Lëtzebuerg d'Diskussioune kucken, déi mer scho virun e puer Méint haten iwwert d'Qualitéit vun der Loft – do weess och den Här Minister a senger Eegeschaft als Ëmweltminister mat Sécherheet drop ze reagéieren –, dann ass dat mëttlerweil och zu Lëtzebuerg eppes, wat ee muss eescht huelen, ouni et wëllen ze dramatiséieren. Et ass op jiddfer Fall awer e Phenomeen, dee muss eescht geholl ginn.

An do gëtt et eigentlech keng Ursaach, fir eng Pist lénks leien ze loossen, déi op deem dote Punkt kéint Verbesserunge bréngen. Et gëtt net just eng Voie royale mat där all Problemer géinge geléist ginn, mä et gëtt eng Partie Methoden an eng Partie Pisten, déi ee verdéiwe kann, an eng dovunner ass mat Sécherheet, dass mer probéieren an de städteschen Ëmfelder méi konsequent op d'Mobilitéit mam Vëlo ze setze fir déi Déplacementer, wou et Sënn mécht, a fir déi Déplacementer, wou et ebe wierklech en Angebot ass.

Dat ass och net egal um Hannergrond vun eise Kyoto-Diskussiounen. Och do spillt de Verkéier eng wesentlech Roll. Et ass haaptsächlech do, wou an de leschte Joren d'Situatioun komplett aus dem Rudder gelaf ass, well mer am Beräich vun der Mobilitéit Steigerungsraten hunn, déi enorm sinn. Et ass aus där Diskussioun vu Kyoto a vun den CO_2-Emissiounen eraus och wichteg, dass een de Vëlo eescht hélt an net belächelt oder dat wëllt ofdinn, als eppes, wat nëmme fir e puer Freake géing gëllen a fir Leit, déi sech an engem normalen alldeeglechen Ëmfeld misste bewegen, eigentlech keng Offer wär.

De Vëlo huet nach en Avantage, en ass ganz bëlleg. Ouni op dee soziale Volet dovunner elo direkt anzegoen, ass et ganz einfach fir jiddereen en Angebot, well wann een haut den Auto benotzt an et mécht een eng éierlech Rechnung, da weess een, dass ee Kilometer an der Moyenne, mat engem normale Mëttelklassauto, Minimum am Beräich vu 40 Cent pro Kilometer läit, wann een déi éierlech Rechnung mécht, déi, wou net nëmmen de Bensin dran ass, mä déi ganz Rechnung mat dem Wäertverloscht, mat de Revisiounen, mat de Pneuen an esou weider.

Et gesäit een, dass de Vëlo do, wou e kann effikass sinn, och kann dozou bäidroen, dass ee carrément Geld an engem Stot ka spueren, ouni, wéi gesot, wëllen d'Theorie opzestellen, dass dat elo eleng d'Argument ass, fir all déi aner opzeweien, mä et ass och en Argument, an dat soll een och net wëllen ënnert den Dësch kieren. Dat Argument, dat steet do, dat ass eng Realitéit, déi ee kann an Zuelen ausdrécken, an déi sollen engem och dann net egal sinn.

De Vëlo brauch virun allem och ganz wéineg Plaz, erëm eng Kéier d'Stéchwuert vun den Diskussiounen am städteschen Ëmfeld. E brauch wesentlech manner Plaz, wéi en Auto. En Auto à l'arrêt brauch an enger Stad plus/minus ëm déi 15 bis 20 m², dat ass gewalteg. Wann een dat géing héichrechne par rapport zum Prix de l'immobilier, dann hätt ee séier d'Rechnung gemaach, wéi onninteressant et eigentlech fir eng Stad ass Autoen am öffentleche Raum ofzeparken, souguer wa Parkgebühren opgehuewe ginn. Dat ass och e reelle Käschtepunkt, deen e Vëlo enger Stad net occasionnéiert, well e Vëlo ofzestellen, dat hëlt ganz ganz wéineg Plaz ewech, an et ass schlussendlech, wéi gesot, dat Transportmëttel, wat am effikassten ass.

Firwat insistéiere mir esou op dat Stéchwuert vum urbane Milieu? Ma ganz einfach, wa mer d'Zuele kucken, déi dem IVL zu Gronn leien, da stellt een eppes fest, wat net onwesentlech ass, nämlech datt zu Lëtzebuerg – an dat sinn elo Zuelen aus dem Joer 2002, déi d'Grondlag bilde vum IVL – nëmme ronn 28% vun der Mobilitéit grenziwwerschreidend sinn. Déi aner 72% fannen eigentlech mat Quell an Zil zu Lëtzebuerg statt.

Dovu geet deen allergréissten Deel an d'Stad Lëtzebuerg oder vun der Stad Lëtzebuerg aus fort, mä och nach déi zwee aner iwwergeuerdnet Zentren aus dem IVL, dat heescht, d'Stad Esch respektiv d'Nordstad, Dikrech an Ettelbréck, huelen e relativ importenten Undeel vu sämtlechen nationale Verkéiersbewegungen, a besonnesch – an déi Zuel muss ee sech wierklech zu Gemitt féieren –, ronn 25% vun den nationalen Déplacementer, déi all Dag gemaach ginn, fanne bannent deenen dräi genannte Stied statt, dat heescht an der Stad Lëtzebuerg dee gréissten Deel dovun, an der Stad Esch an och an der Nordstad.

Also, all véiert nationaalt Déplacement huet als Zil an als Quell d'Stad Lëtzebuerg, d'Nordstad oder d'Stad Esch. All véiert Déplacement fënnt bannent deene Stied statt, net déi Leit agerechent, déi erausfueren aus deene Stied an zréckkommen, mä dat sinn nëmmen Déplacementer vun der Stad an d'Stad, vun Esch op Esch a vun der Nordstad an d'Nordstad. Dat mécht all véiert nationaalt Déplacement aus!

Wann een da weess, dass de Vëlo op Distanze vu véier bis fënnef Kilometer dat effikasst Transportmëttel ass, wann et ëm d'Rapiditéit geet, wann et och ëm d'Bequeemlechkeet geet, well ee sech ka ganz séier dräi-, véiermol déplacéieren, wat mam Auto, mam Bus wesentlech manner liicht de Fall ass, da weess een, wat fir e Potenzial de Vëlo eigentlech huet, fir zu Lëtzebuerg notablement a sensibel an de Verkéiersstatistiken opzedauchen.

An déi Zuelen, dat si keng Zuelen, déi iergendwellech Befürworter vun dësem oder deem Transportmëttel opgestallt hätten, mä dat si ganz offiziell Zuelen, déi jiddfereen am IVL-Dokument noliese kann, wou se, wéi gesot, kloer aussoen, wat d'Potenzial vum Vëlo si kann. Wa 25% vun den Déplacementer also bannent deene Stied op ganz kuerzen Distanzen stattfannen, da weess een, do ass e Potenzial, wat mer bis haut net notzen.

Eng Remarque wëll ech och direkt virausschécken: Wa vum Vëlo geschwat gëtt, da kënnt natierlech ëmmer direkt déi Remarque vun deem berühmte schlechte Wieder, wat jo zu Lëtzebuerg soll esou sinn, dass et net géing méiglech kënne sinn sech bemierkbar oft a regelméisseg mam Vëlo ze déplacéieren.

Mir hate viru kuerzem d'Geleeënheet e Mann hei zu Lëtzebuerg ze hunn aus Holland, deen eis e bëssen erklärt huet, wéi se bei sech déi Saach ugepaakt hunn. Deen huet dann och eng ganz interessant Zuel kënnen nennen iwwert d'Wieder an eise Breedegrader, an déi Zuel ass ganz einfach déi hei, dass et och zu Lëtzebuerg an an der Belsch, also an dëse Géigenden, nëmme 6% vun der Zäit reent. Dat heescht 94% vun der Zäit fält kee Ree vum Himmel. Do gëtt et da méi waarm Deeg an et gëtt méi kal Deeg an et gëtt och dofir méi déck a méi dënn Mäntel. Mä d'Temperature si keen Argument, dat ass net eng Saach vu Wieder, mä eng Saach vu Kleedung.

Dat Argument vum Reen, wat et géing onméiglech maachen sech um Vëlo ze déplacéieren, dat soll een och einfach ee fir allemol si loossen. Dat mag gutt kléngen, mä zu Lëtzebuerg reent et 6% vun der Zäit. Dat mag erstaunen, well ee vläicht subjektiv d'Gefill huet, dass et anescht wier.

(Interruption et hilarité)

D'Stroosse bleiwe méi laang naass, dat ass an der Rei. Wa 6% vun der Zäit Ree fält, da bleiwen d'Stroosse vläicht e puer Prozent méi laang och naass, bis se erëm gedréchent sinn, dat mag an der Rei sinn, mä et muss een awer wëssen, et schwätzt een nëmme vu 6% vun der Zäit, wou et hei zu Lëtzebuerg reent, a 94% vun der Zäit reent et net. Dat soll een einfach wëssen an da si vläicht verschidde Remarquen net méi esou pertinent, wéi se heiansdo kléngen.

Wichteg ass et eiser Meenung no och, datt sech zu Lëtzebuerg endlech eng Erkenntnis duerchgesat huet am Kader vun den Diskussioune ronderëm den IVL, nämlech déi, datt ee muss zwou Vernetzunge virhuelen.

Déi éischt Vernetzung ass déi, datt een déi eenzel Mobilitéitsträger, an dozou gehéiert am IVL och de Vëlo, muss matenee vernetzen an enger Logik vun Intermodalitéit.

Déi zweet Vernetzung, déi ee virhuele muss, ass déi, datt een d'Transportproblematik, d'Mobiliteitsproblematik och muss mat där vernetze vun der Stad- a vun der Landesentwécklung respektiv vun der Gemengenentwécklung.

Do si mer mëttlerweil zu Lëtzebuerg glécklecherweis esou wäit, dass et scho fir déi Saachen eng Base légale gëtt. Dat gëtt oft vergiess an dat ass méiglecherweis och an de Gemengen nach net genuch gewosst, mä et gëtt awer och zënter dem Programme directeur de l'aménagement du territoire, deen am Mäerz 2003 vun der Regierung ugeholl ginn ass, eng Basis op där geschafft gëtt.

Et gëtt e Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain an et gëtt e Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 2004 en application vun deem Gesetz vum Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, deen notamment déi Questioune regelt vun den Etüden, déi préparatoirement musse gemaach ginn, wann eng Gemeng sech wëllt en neie Plan d'aménagement général ginn.

De Vëlo huet awer, onofhängeg vun Distanzen a vu Kontexter, ganz einfach e puer Avantagen, déi e mat an d'Woschuel geheit, mä déi en awer zu Lëtzebuerg, wéi gesot, bis haut net valoriséiert kritt.

De Vëlo huet ganz einfach den Avantage, dass et e gesond Transportmëttel ass, besonnesch fir dagdeeglech Bewegungen. Do gëtt et wierklech ganz vill Literatur, déi beleet, dass och nëmmen zéng bis 15 Minutten um Vëlo pro Dag, fir also e klengt Déplacement, wat een all Dag misst zréckleeën a béid Richtungen, schonn duerginn, fir déi kleng physesch Aktivitéit pro Dag ze realiséieren, déi ee brauch, fir no allgemeng gültege Kritären

sech selwer e bësse gesond an e bëssen op Trapp ze halen. Dat ass kee Sport, dat ass kee Leeschtungssport, dat ass ganz einfach e bësse Bewegung, eppes anescht, wéi alles am Sëtzen ze maachen, mä ganz einfach sech e bësse bewegen un der frëscher Loft, zéng bis 15 Minutte pro Dag géingen duergoen. An dat ass dat, wat een eigentlech op enger klenger Distanz ouni Problem kéint zréckleeën.

De Vëlo huet nach en aneren Avantage, e suergt och an engem méi urbanen Ëmfeld mat dofir, dass mer eng besser Loftqualitéit hunn. Et ass kloer, dass all Déplacement, wat net muss mat engem Verbrennungsmoto zréckgeluecht ginn, och dofir suergt, dass et manner Emissioune gëtt.

A wa mer och hei zu Lëtzebuerg d'Diskussioune kucken, déi mer scho virun e puer Méint haten iwwert d'Qualitéit vun der Loft – do weess och den Här Minister a senger Eegeschaft als Ëmweltminister mat Sécherheet drop ze reagéieren –, dann ass dat mëttlerweil och zu Lëtzebuerg eppes, wat ee muss eescht huelen, ouni et wëllen ze dramatiséieren. Et ass op jiddfer Fall awer e Phenomeen, dee muss eescht geholl ginn.

An do gëtt et eigentlech keng Ursaach, fir eng Pist lénks leien ze loossen, déi op deem dote Punkt kéint Verbesserunge bréngen. Et gëtt net just eng Voie royale mat där all Problemer géinge geléist ginn, mä et gëtt eng Partie Methoden an eng Partie Pisten, déi ee verdéiwe kann, an eng dovunner ass mat Sécherheet, dass mer probéieren an de städteschen Ëmfelder méi konsequent op d'Mobilitéit mam Vëlo ze setze fir déi Déplacementer, wou et Sënn mécht, a fir déi Déplacementer, wou et ebe wierklech en Angebot ass.

Dat ass och net egal um Hannergrond vun eise Kyoto-Diskussiounen. Och do spillt de Verkéier eng wesentlech Roll. Et ass haaptsächlech do, wou an de leschte Joren d'Situatioun komplett aus dem Rudder gelaf ass, well mer am Beräich vun der Mobilitéit Steigerungsraten hunn, déi enorm sinn. Et ass aus där Diskussioun vu Kyoto a vun den CO_2-Emissiounen eraus och wichteg, dass een de Vëlo eescht hëlt an net belächelt oder dat wëllt ofdinn, als eppes, wat nëmme fir e puer Freake géing gëllen a fir Leit, déi sech an engem normalen alldeeglechen Ëmfeld misste bewegen, eigentlech keng Offer wär.

De Vëlo huet nach en Avantage, en ass ganz bëlleg. Ouni op dee soziale Volet dovunner elo direkt anzegoen, ass et ganz einfach fir jiddereen en Angebot, well wann een haut den Auto benotzt an et mécht een eng éierlech Rechnung, da weess een, dass ee Kilometer an der Moyenne, mat engem normale Mëttelklassauto, Minimum am Beräich vu 40 Cent pro Kilometer läit, wann een déi éierlech Rechnung mécht, déi, wou net nëmmen de Bensin dran ass, mä déi ganz Rechnung mat dem Wäertverloscht, mat de Revisiounen, mat de Pneuen an esou weider.

Et gesäit een, dass de Vëlo do, wou e kann effikass sinn, och kann dozou bäidroen, dass ee carrément Geld an engem Stot ka spueren, ouni, wéi gesot, wëllen d'Theorie opzestellen, dass dat elo eleng d'Argument ass, fir all déi aner opzeweien, mä et ass och en Argument, an dat soll een och net wëllen ënnert den Dësch kieren. Dat Argument, dat steet do, dat ass eng Realitéit, déi ee kann an Zuelen ausdrécken, an déi sollen engem och dann net egal sinn.

De Vëlo brauch virun allem och ganz wéineg Plaz, erëm eng Kéier d'Stéchwuert vun den Diskussiounen am städteschen Ëmfeld. E brauch wesentlech manner Plaz, wéi en Auto. En Auto à l'arrêt brauch an enger Stad plus/minus ëm déi 15 bis 20 m², dat ass gewalteg. Wann een dat géing héichrechne par rapport zum Prix de l'immobilier, dann hätt ee séier d'Rechnung gemaach, wéi onninteressant et eigentlech fir eng Stad ass Autoen am öffentleche Raum ofzeparken, souguer wa Parkgebühren opgehuewe ginn. Dat ass och e reelle Käschtepunkt, deen e Vëlo enger Stad net occasionnéiert, well e Vëlo ofzestellen, dat hëlt ganz ganz wéineg Plaz ewech, an et ass schlussendlech, wéi gesot, dat Transportmëttel, wat am effikassten ass.

Firwat insistéiere mir esou op dat Stéchwuert vum urbane Milieu? Ma ganz einfach, wa mer d'Zuele kucken, déi dem IVL zu Gronn leien, da stellt een eppes fest, wat net onwesentlech ass, nämlech datt zu Lëtzebuerg – an dat sinn elo Zuelen aus dem Joer 2002, déi d'Grondlag bilde vum IVL – nëmme ronn 28% vun der Mobilitéit grenziwwerschreidend sinn. Déi aner 72% fannen eigentlech mat Quell an Zil zu Lëtzebuerg statt.

Dovu geet deen allergréissten Deel an d'Stad Lëtzebuerg oder vun der Stad Lëtzebuerg aus fort, mä och nach déi zwee aner iwwergeuerdnet Zentren aus dem IVL, dat heescht, d'Stad Esch respektiv d'Nordstad, Dikrech an Ettelbréck, huelen e relativ importenten Undeel vu sämtlechen nationale Verkéiersbewegungen, a besonnesch – an déi Zuel muss ee sech wierklech zu Gemitt féieren –, ronn 25% vun den nationalen Déplacementer, déi all Dag gemaach ginn, fanne bannent deenen dräi genannte Stied statt, dat heescht an der Stad Lëtzebuerg dee gréissten Deel dovun, an der Stad Esch an och an der Nordstad.

Also, all véiert nationaalt Déplacement huet als Zil an als Quell d'Stad Lëtzebuerg, d'Nordstad oder d'Stad Esch. All véiert Déplacement fënnt bannent deene Stied statt, net déi Leit agerechent, déi erausfueren aus deene Stied an zréckkommen, mä dat sinn nëmmen Déplacementer vun der Stad an d'Stad, vun Esch op Esch a vun der Nordstad an d'Nordstad. Dat mécht all véiert nationaalt Déplacement aus!

Wann een da weess, dass de Vëlo op Distanze vu véier bis fënnef Kilometer dat effikasst Transportmëttel ass, wann et ëm d'Rapiditéit geet, wann et och ëm d'Bequeemlechkeet geet, well ee sech ka ganz séier dräi-, véiermol déplacéieren, wat mam Auto, mam Bus wesentlech manner liicht de Fall ass, da weess een, wat fir e Potenzial de Vëlo eigentlech huet, fir zu Lëtzebuerg notablement a sensibel an de Verkéiersstatistiken opzedauchen.

An déi Zuelen, dat si keng Zuelen, déi iergendwellech Befürworter vun dësem oder deem Transportmëttel opgestallt hätten, mä dat si ganz offiziell Zuelen, déi jiddfereen am IVL-Dokument noliese kann, wou se, wéi gesot, kloer aussoen, wat d'Potenzial vum Vëlo si kann. Wa 25% vun den Déplacementer also bannent deene Stied op ganz kuerzen Distanzen stattfannen, da weess een, do ass e Potenzial, wat mer bis haut net notzen.

Eng Remarque wëll ech och direkt virausschécken: Wa vum Vëlo geschwat gëtt, da kënnt natierlech ëmmer direkt déi Remarque vun deem berühmte schlechte Wieder, wat jo zu Lëtzebuerg soll esou sinn, dass et net géing méiglech kënne sinn sech bemierkbar oft a regelméisseg mam Vëlo ze déplacéieren.

Mir hate viru kuerzem d'Geleeënheet e Mann hei zu Lëtzebuerg ze hunn aus Holland, deen eis e bëssen erkläert huet, wéi se bei sech déi Saach ugepaakt hunn. Deen huet dann och eng ganz interessant Zuel kënnen nennen iwwert d'Wieder an eise Breedegrader, an déi Zuel ass ganz einfach déi hei, dass et och zu Lëtzebuerg an an der Belsch, also an dëse Géigenden, nëmme 6% vun der Zäit reent. Dat heescht 94% vun der Zäit fält kee Ree vum Himmel. Do gëtt et da méi waarm Deeg an et gëtt méi kal Deeg an et gëtt och dofir méi déck a méi dënn Mäntel. Mä d'Temperature si keen Argument, dat ass net eng Saach vu Wieder, mä eng Saach vu Kleedung.

Dat Argument vum Reen, wat et géing onméiglech maachen sech um Vëlo ze déplacéieren, dat soll een och einfach ee fir allemol si loossen. Dat mag gutt kléngen, mä zu Lëtzebuerg reent et 6% vun der Zäit. Dat mag erstaunen, well ee vläicht subjektiv d'Gefill huet, dass et anescht wier.

(Interruption et hilarité)

D'Stroosse bleiwe méi laang naass, dat ass an der Rei. Wa 6% vun der Zäit Ree fält, da bleiwen d'Stroosse vläicht e puer Prozent méi laang och naass, bis se erëm gedréchent sinn, dat mag an der Rei sinn, mä et muss een awer wëssen, et schwätzt een nëmme vu 6% vun der Zäit, wou et hei zu Lëtzebuerg reent, a 94% vun der Zäit reent et net. Dat soll een einfach wëssen an da si vläicht verschidde Remarquen net méi esou pertinent, wéi se heiansdo kléngen.

Wichteg ass et eiser Meenung no och, datt sech zu Lëtzebuerg endlech eng Erkenntnis duerchgesat huet am Kader vun den Diskussioune ronderëm den IVL, nämlech déi, datt ee muss zwou Vernetzunge virhuelen.

Déi éischt Vernetzung ass déi, datt een déi eenzel Mobilitéitsträger, an dozou gehéiert am IVL och de Vëlo, muss matenee vernetzen an enger Logik vun Intermodalitéit.

Déi zweet Vernetzung, déi ee virhuele muss, ass déi, datt een d'Transportproblematik, d'Mobilitéitsproblematik och muss mat där vernetze vun der Stad- a vun der Landesentwécklung respektiv vun der Gemengenentwécklung.

Do si mer mëttlerweil zu Lëtzebuerg glécklecherweis esou wäit, dass et scho fir déi Saachen eng Base légale gëtt. Dat gëtt oft vergiess an dat ass méiglecherweis och an de Gemengen nach net genuch gewosst, mä et gëtt awer och zënter dem Programme directeur de l'aménagement du territoire, deen am Mäerz 2003 vun der Regierung ugeholl ginn ass, eng Basis op där geschafft gëtt.

Et gëtt e Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain an et gëtt e Règlement granducal vum 25. Oktober 2004 en application vun deem Gesetz vum Juli 2004 iwwert den Aménagement communal, deen notamment déi Questioune regelt vun den Etüden, déi préparatoirement musse gemaach ginn, wann eng Gemeng sech wëllt en neie Plan d'aménagement général ginn.

Do gëtt et notamment zwee Artikelen: den Artikel 13 an den Artikel 25. Deen éischte beschäftegt sech mat der sou genannter Évaluation globale vun de Réseaux existants an der Gemeng, éier een dann, wéi gesot, op d'Entwécklung vun engem neie PAG ka goen; dozou gehéieren expressis verbis och déi Aspekter vu Mobilité alternative, wéi Foussgänger a wéi Vëlo.

Am Artikel 25 geet dann och, wa vun dem sou genannte Concept global de mobilité, deen d'Gemenge sech gi sollen, geschwat gëtt, dovunner Rieds, dass déi eenzel Réseauë mussen ënner sech interconnectéiert ginn an dass och d'Réseauë vu Foussgänger a vu Vëlo musse verbessert ginn. Dat si keng hehr Absichten, dat si keng Rieden, déi vun dëser oder där Partei hei am Parlament gehale ginn, dat ass zu Lëtzebuerg d'Base réglementaire.

Mir hunn eng Base réglementaire, déi all d'Gemenge bënnt, déi sech wëllen an Zukunft Stadentwécklungsinstrumenter ginn – a si mussen sech alleguerten där Instrumenter ginn –, an do gëtt et eng Method, déi all d'Gemengen applizéiere mussen, fir op dee Wee kënnen ze goen, an déi beinhalt haut schonn, dass se net laanscht d'Fro kënne kommen, wéi se och wëlle mat deenen dote Forme vu Mobilitéit ëmgoen an net nëmmen d'Stroossen als isoléiert Voirie kënne betruechten, respektiv dass een nëmme kann déi motoriséiert Mobilitéit betruechten.

Mir hunn dann als lescht Stéchwuert vu Base réglementaire respektiv légale, natierlech och de Code de la route. Och de Code de la route huet haut schonn eng ganz Partie Artikelen, déi sech mat dëser Matière beschäftegen. Vläicht wär et eng Fro, ob een net sollt, wéi an der Belsch, éischter op de Wee goe vun engem Code de la rue. Déi sinn do eigentlech schonn eng Etapp méi wäit. Déi hu scho verstanen, dass et net nëmmen drëms geet d'Stroossen ze reglementéieren, mä eigentlech drëms geet d'Benotzung vum gesamten öffentleche Raum ze reglementéieren, also net nëmmen d'Behuele vun den Automobilisten oder vun de Buschaufferen, mä och d'Behuele vun de Cyclistë respektiv vun de Foussgänger, a virun allem wéi een déi alleguerte ka beienaner kréien.

Och do vläicht eng Ureegung un de Minister: Et wär vläicht keng schlecht Iddi, wa mer eis géingen, wéi an der Belsch, mat der Fro beschäftegen – och wa se vläicht nëmmen e symbolesche Charakter huet, mä dat ass net onwichteg –, ob een net wierklech op de Wee sollt goe vun engem Code de la rue an net nëmme vun engem Code de la route, deen de ganzen öffentleche Raum am Beräich vun der Mobilitéit just suggéréiert aus der Vue, déi een hannert dem Lenkrad huet, an dat ass eben net déi ganz Vue.

Besonnesch well een, wann ee vu Mobilitéit schwätzt: vu Bus, vun Auto, vu Vëlo, vu Foussgänger, da gëtt och oft esou gemaach, wéi wann dat alles ënnerschiddlech Leit wären, déi näischt matenaner ze dinn hätten. A Wierklechkeet sinn dat praktesch ëmmer déiselwecht Leit, well all déi Leit, déi sech déplacéieren, sinn tantôt dat engt, tantôt dat anert.

Wann ee mam Auto iergendwou hifiert an et huet een den Auto bis ofgestallt, dann ass ee fir de Rescht vu sengem Déplacement ënner Ëmstänn e Foussgänger. Deemno wou een hifiert, wou et öffentlech Angeboter gëtt vu Vëloen, ass een à la fois ënner Ëmstänn Automobilist gewiescht, wann een doheem bis bei seng nootste Gare gefuer ass; wann ee vun do mam Zuch gefuer ass, da beispillsweis bis an d'Stad Esch, da war ee schonn deen Dag Automobilist a Benotzer vum öffentlechen Transport; dann hëlt een och nach vläicht en öffentleche Vëlo, da war ee Cycliste; an da mécht een och nach en Deel vu sengem Trajet zu Fouss, da war een à la fois déi véier. Esou dass et déi Kontradiktioun, déi ëmmer nees probéiert gëtt tëschent déi eenzel Acteuren eranzerieden, an där Däitlechkeet iwwerhaapt net gëtt an der Realitéit.

An der Realitéit sinn déi meescht Leit, net ëmmer, awer regelméisseg zumindest, zwou vun deene Saachen. Et gëtt keng getrennte Welten an där dote Matière, tëschent deenen engen an deenen aneren.

Dofir sollt een och vläicht dat am Hannerkapp hunn, wann een iwwert d'Thematik vum Vëlo diskutéiert. Dat eent ass ee vläicht méi oft, wéi dat anert, mä eigentlech ass praktesch jiddfereen alles vun all deem, wann et och nëmmen zu bestëmmte Momenter ass.

En nächste Punkt, dee mir wëllen als positiv erausträichen, ass deen, datt mer haut, och op Grond vun deenen Diskussiounen, déi an de leschte Jore scho waren, op Grond vun deenen Dokumenter an Erkenntnisser, déi et haut mëttlerweil scho gëtt, eng ganz Partie motivéiert Acteuren hunn, och um Niveau vun de staatleche Verwaltungen.

Wann een un enger Rei vun Diskussiounen an de leschte Jore konnt bedeelegt sinn, da gesäit een, dass et um Niveau vun enger ganzer Partie vu Verwaltungen haut scho wierklech Leit gëtt, déi sech ganz vill Méi maachen. Sief dat um Niveau vum Transportministère, wou et och mëttlerweil schonn eng responsabel Persoun fir deen dote Beräich gëtt. Sief et um Niveau vum Aménagement du Territoire respektiv vum Ministère de l'Intérieur, sief et am Ëmweltministère, oder och ganz wichteg am Travaux publics. Oft gëtt de Rôle vun der Administration des Ponts et chaussées beispillsweis ënnerschat, de Rôle, dee se ka spillen, an de Rôle, dee se och deelweis haut scho spillt. Et gëtt ëmmer gemaach, wéi wann déi Verwaltung mam Vëlo näischt wéilt um Hutt hunn. Dat ass net esou. Et gëtt effektiv och do schonn Inputen, déi een als positiv bewäerte kann.

Um Niveau vun de Verwaltungen, mä awer och um Niveau vu ville potenzielle Partneren, sief dat d'Vëlosinitiativ, d'Eisebunn oder och den Office national du tourisme, deen e ferventen Interessent vu positiven Entwécklungen an deem dote Beräich ass, wéi bei enger ganzer Rei vu Gemengen an natierlech och dem Syvicol, hu mer also eng ganz Partie Partneren, déi schonn haut méi sensibiliséiert a méi motivéiert sinn, wéi et vläicht an der Realitéit vum Terrain, wou de Vëlo nach ëmmer Mangelware ass, erkennbar ass. Et weess een, dass scho ganz vill Saachen amgaange sinn an et goufen och schonn an der Vergaangenheet verschidden Initiative geholl, wéi beispillsweis deen Hearing zu Miersch virun e puer Joer oder och aner rezent Initiativen am Beräich vun der Sensibiliséierung fir de Vëlo.

Wichteg ass et, an dat ass och ganz kloer fir eis, datt mer déi ganz Diskussioun ronderëm de Vëlo net isoléiert kucken. Éischtens emol net isoléiert vun der Thematik vum Foussgänger, där gesamter Mobilité alternative, awer och an der Logik vun der Intermodalitéit vum Vëlo mam Bus, vum Vëlo mam Zuch, awer och vum Vëlo mam Auto.

Dofir si fir eis esou Projeten och besonnesch wichteg, wéi déi, déi et op anere Plaze scho gëtt, zu Lëtzebuerg eben och, an der Stad Esch, wou intermodal probéiert gëtt de Vëlo am urbanen Zentrum esou kënnen duerzestellen, dass e ka fir Leit, déi mat aneren Transportmëttelen erakommen, en Angebot duerstellen, fir herno verschidden aner Déplacementer am urbane Milieu ze maachen. An do gëtt et och nach aner Iddien.

Et héiert een och, dass aner Gemengen sech mat esou enger Iddi am Moment scho beschäftegen, fir wierklech dofir ze suergen, dass och déi Leit, déi net mam Auto an eng Stad erafueren, wa se bis an der Stad sinn, net op eemol d'Gefill kréien, elo sinn ech gehandicapt, wann ech mech misst zwee-, dräimol a kuerzer Zäit déplacéieren, wat mam Auto natierlech relativ kammoud ka goen, ofgesinn elo emol vun der Parkplazproblematik, wat awer natierlech mam Zuch oder mam Bus manner expéditif ënner Ëmstänn ka realiséiert ginn. An dat do ass eben och nach en Deel, wou déi Intermodalitéit mam Vëlo, besonnesch am urbane Milieu, wierklech kann e Plus an eng Plus-value bréngen.

Wichteg ass och fir eis, datt een dat net beschränkt op den urbane Milieu. Et gëtt och an deene méi rurale Géigenden natierlech e grousst Potenzial, an deene Regioune besonnesch am Fräizäit-

beräich, fir de Vëlo auszebauen. Stéchwuert: d'Aktivitéite vun de Jugendleche während de schoulfräien Nomëtteger. Do gëtt et wierklech an deene méi ländleche Gemenge Potenzialer, déi ee kann notzen, wann natierlech och do d'Infrastrukture fonctionnéieren.

Do gëtt et allerdéngs eng Problematik – an ech hat gëschter och d'Geleeënheet mam Kolleeg Michel Wolter kuerz doriwwer ze schwätzen –, nämlech déi, dass wann een déi Pisten an de méi ländleche Géigenden aménagéiere wëllt, ee sech do heiansdo dorunner stéisst, dass een dëst oder dat Stéck einfach net huet, fir eng Streck kënnen ze bauen. Do muss een dann a Verhandlungen triede mat Propriétairen; wat net einfach ass.

An do si mir ganz däitlech, well mir sinn do mam Kolleeg Wolter enger Meenung, dass ee vläicht och do sech da muss eng Kéier mat der Fro beschäftegen, ob een net och fir dës Zort vun Infrastrukturen d'Stéchwuert vun der Expropriatioun muss kënnen an de Mond huelen, net well een dat onbedéngt wëllt als eenzegt Instrument asetzen, mä et muss och do méiglech sinn doriwwer ze diskutéieren, ob een dorunner wëllt scheiteren a seet et kapituléiert ee virun deem doten Ëmstand, oder ass et net awer méiglech méi reng Léisungen ze fannen, déi et trotzdeem géingen erméigleche verstänneg Vëlosweeër unzeleeën, och am ruralen Ëmfeld. Déi Fro ass zumindest och gestallt, well dovun hänke schlussendlech och vill Punkten of.

Wichteg ass och, dass mer eis beim Vëlo op engem Punkt näischt virmaachen: Et kann ee ganz vill a ganz laang flott interessant Versammlungen ofhalen, Rieden halen, Prospekter maachen, et ass alles schéin a gutt, mä ënnert dem Stréch bleift eng Regel awer bestoen, nämlech déi, datt wann et keng Infrastrukture gëtt, och kee Mënsch mam Vëlo fiert. Dat ass fir den Zuch net anescht, dat ass fir de Bus net anescht an dat ass och fir den Auto net anescht. Do, wou keng Stroosse sinn, fiert keen Auto, an do, wou keng adequat Infrastrukture fir de Vëlo sinn, kann och kee Vëlo, oder soe mer emol esou, da kënnen och net an notabler Zuel d'Leit sech entscheeden, fir en Deel vun hiren Déplacementer mam Vëlo zréckzeleeën.

Zu den Infrastrukture gehéieren natierlech d'Vëlostränner, kënnen Abrien dobäigehéieren, mä et heescht am Wesentlechen, dass déi Strecken, op deene sech déplacéiert gëtt, mussen esou sinn, dass d'Leit net nëmmen e Sécherheetsgefill hunn, mä dass d'Leit effektiv a beschtméiglecher Sécuritéit ënnerwee sinn, étant entendu dass et am Beräich vun der Mobilitéit ni eng 100%eg Garantie ka ginn, net fir de Vëlo, net fir den Auto an och net fir anerer. Et muss een awer iergendwann eng Kéier och de Sprong maachen an eriwwergoen an d'Handelen, an d'Aménagéiere vun Infrastrukturen, well wann een dat net mécht, dann huet et och net vill Sënn, dass ee sech mam Rescht do ronderëm beschäftegt. Ouni dat geet et schlussendlech dann awer net.

Et ass eiser Meenung no och wichteg, dass een d'Acteuren an de Gemenge probéiert dovunner ze iwwerzeegen. Wann de Stat eesäiteg géing lassleeë mam Aménagement vun Infrastrukturen a virdrun net probéiert gi wär um kommunalpoliteschen Niveau och fir Akzeptanz fir déi Mesuren ze suergen, da géif et natierlech och wesentlech méi schwéier ginn, well, esou wichteg d'Infrastrukture sinn, muss een och ganz kloer hannendru soen: Infrastrukturen ouni Iwwerzeegung ass och nëmmen den hallwe Match. An do ronderëm, mengen ech, musse sech och d'Effortë vun der Regierung an den nächste Joren artikuléiere kënnen.

Déi alternativ Projeten, déi ech virdru schonn erwähnt hunn, fir an engem méi städteschen Ëmfeld öffentlech Vëloen zur Verfügung ze stellen – do gëtt et ganz vill verschidde Varianten, wéi een dat maache kann –, hunn net nëmmen den Avantage, datt se da kënnen eng intermodal Funktioun iwwerhuelen, mä si hunn och nach den Avantage, datt se, doduerch dass de Vëlo méi present gëtt am Stadbild, och dofir kënne suergen, dass d'Sécuritéit vun de Benotzer klëmmt.

Et ass ganz evident, datt wann den Automobilist méi gewinnt ass engem Cycliste ze begéinen, datt en dann einfach a sengem Alldag méi op d'Cyclistë Rücksicht hëlt. Wa Cyclisten, deenen hien op der Strooss begéint, eng absolut Mangelware sinn, dann ass natierlech de Reflex net esou geschäerft, wéi e misst sinn, fir kënnen eng méiglechst gutt Sécuritéit vun deene Leit ze assuréieren.

Dofir menge mir och, datt déi Projete wichteg sinn, net nëmme fir de Volet Intermodalitéit, mä datt se eben och wichteg sinn, fir am Stadbild eng gewëssen Occupatioun, eng gewësse Presenz vum Vëlo ze markéieren, déi ënnert dem Stréch och dofir suergt, dass generell de Reflex bei den anere Verkéiersteilnehmer dofir geschäerft gëtt, dass ebe Leit mam Vëlo ënnerwee sinn, dass een deene kann op der Strooss begéinen. Déi méi héich Unzuel u Cyclisten an hir Presenz am Stadbild sinn och Sécherheetsfaktoren, déi een net negligéiere soll. Dofir ass et och net onwichteg sech mat där Fro do ze beschäftegen.

Aus all deenen dote Grënn hu mir eng Motioun preparéiert, déi ech dem President elo hei déposéieren. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'au Grand-Duché 18% seulement des déplacements quotidiens sont effectués de façon non motorisée;

- considérant qu'une des raisons en est un recours intensif à l'automobile de l'ordre de 50% même pour des distances très courtes inférieures à 1 km;

- considérant cependant qu'en milieu urbain ou – de façon plus générale – sur des courtes distances allant jusqu'à 5 km, le vélo est le moyen de déplacement le plus rapide et le plus efficient;

- considérant d'autre part que 25% de l'ensemble des déplacements motorisés quotidiens internes au Grand-Duché ont lieu sur le territoire (départ et arrivée) des seules villes de Luxembourg, Esch-sur-Alzette et EttelbrucklDiekirch;

- considérant qu'un usage renforcé du vélo permettrait de réduire la consommation interne du Grand-Duché en carburant et – partant – les émissions de CO_2;

- considérant qu'un usage renforcé du vélo permettrait d'améliorer sensiblement la qualité de l'air dans les centres urbains;

- considérant par ailleurs que l'usage régulier du vélo a des conséquences positives notables sur la santé;

- considérant que le vélo est le moyen de transport le plus économique;

- considérant que le vélo est le moyen de transport le moins consommateur d'espace;

- considérant que le concept intégré des transports et du développement spatial (IVL) s'est fixé comme but d'augmenter le nombre de déplacements effectués à vélo;

- considérant que le programme directeur Aménagement du Territoire arrêté le 27 mars 2003 en Conseil de Gouvernement prévoit la promotion du trafic non motorisé y compris le vélo;

- considérant que le plan directeur sectoriel Transports est en voie d'élaboration entre les Ministères du Transport, de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et de l'Environnement ainsi que la Communauté des Transports (ancienne RGTP);

- considérant que le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 pris en application de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain définit les éléments essentiels de l'étude préparatoire du plan d'aménagement général d'une commune;

- considérant que les articles 13 et 25 de ce règlement grand-ducal soulignent l'importance de la mobilité alternative en matière de développement urbain;

- considérant que le développement de la mobilité alternative ne pourra être réalisé que si le vélo devient un outil de mobilité au quotidien et pas seulement pour les loisirs;

- considérant que ce but ne pourra être atteint que si des infrastructures sûres, nécessaires à l'usage du vélo, sont mises en place;

- considérant que l'ancien et le nouveau Gouvernement ont annoncé la réalisation d'un plan d'action national en faveur de la promotion du trafic cycliste;

invite le Gouvernement

- à veiller à la collaboration étroite des différents acteurs (Ministères des Transports, de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de l'Environnement, du Tourisme, Communauté des Transports, acteurs des transports publics, LVI, CFL, Syvicol, Villes et Communes, l'Office national du Tourisme,...);

- à dresser un état des lieux exhaustif (comptages, analyses sectorielles, infrastructures, importations et ventes, tourisme et nuitées,...) afin de définir le point de départ de toute politique en faveur de la promotion du trafic cycliste et de permettre d'évaluer avec précision ses résultats;

- à donner au plan d'action national une base réglementaire en le liant au plan directeur sectoriel Transports;

- à définir avec précision les compétences administratives et l'affectation des crédits à mettre à disposition du plan d'action national;

- à promouvoir activement le développement de réseaux cyclables communaux en encourageant financièrement leur aménagement sur base de critères clairs et transparents à l'instar de l'aménagement des chemins vicinaux;

- à mettre la sécurité des cyclistes au centre de cette politique;

- à veiller en particulier à ce que les réseaux communaux et le réseau national des pistes cyclables soient reliés entre eux;

- à veiller en particulier à ce que les réseaux cyclables et les gares ferroviaires soient reliés entre eux;

- à soutenir les projets novateurs visant à mettre des vélos publics à la disposition des usagers;

- à veiller à la promotion de l'intermodalité entre le vélo et les autres moyens de transport privés et publics y compris par l'aménagement d'infrastructures spécifiques;

- à élaborer un concept de marketing pour promouvoir à une échelle nationale le trafic cycliste.

(s.) Félix Braz.

Dat ass eng Motioun, wou elo am Moment just eng Ënnerschréft drop ass. Wann aner Kolleege se wëlle mat ënnerstëtzen, da kënne si sech nach gären androen, soss géingen d'Kolleege vun der grénger Fraktioun déi aner véier Ënnerschréften nach noreechen.

An där Motioun sträiche mer net nëmmen den Argumentaire eraus, firwat dass et wichteg wär de Vëlo zu Lëtzebuerg ze encouragéieren a seng Benotzung ze förderen, mä an där Motioun verlaange mer och eng Partie Saachen, déi eiser Meenung no wichteg sinn.

Deen éischte Punkt, deen eis ganz wichteg schéngt, ass deen, datt mer déi Potenzialer, dee gudde Wëllen an och déi Manpower, déi et scho gëtt an de Verwaltungen, awer net nëmmen an de Verwaltungen, an de Ministèren: Transport, Travaux publics, Ëmwelt, Intérieur respektiv Aménagement du Territoire an awer och am Tourismusministère, dass een dat Potenzial probéiert mat de Leit aus der Société civile ze bündelen. Et ass wichteg, dass et net herno ausaart an eng Compétitioun tëschent de Verwaltungen, mä dass et onbedéngt dozou muss kommen, dass et eng Kollaboratioun vun de Verwaltunge gëtt. Dat ass vornehmlech eng Aufgab, déi um Niveau vun der Regierung muss diskutéiert ginn, fir dass mer et wierklech fäerdeg bréngen do effizient ze schaffen, an net mat Reiwungsverloschter.

En zweete Punkt, deen eis ganz wichteg schéngt, ass deen, dass een emol eng Kéier géing eng ganz prezis Bestandsopnam maache vun deem, wat zu Lëtzebuerg iwwert déi aner Mobilitéiten existéiert. Do brauch ee beim Statec nëmmen unzeruffen oder iwwert den Internet ze fueren, do gëtt een am Detail informéiert iwwert d'Zuel vu Bussen, vun Autoen, vun Zich, vun Déplacementer, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt. Beim Vëlo, sief dat um Punkt vun den Importatiounen oder vun de Venten, sief dat um Punkt vun den Infrastrukturen, déi et gëtt, ass dat nach ëmmer Mangelware.

An dat ass fir eis e ganz wichtege Punkt, dass ee fir d'éischt emol eng prezis Bestandsopnam realiséiert: Wat ass zu Lëtzebuerg den Zoustand vum Vëlo? Well nëmme wann een déi Erkenntnisser prezis a geséchert huet, kann een och Politiken développéieren, déi de Vëlo solle förderen, a virun allem kann een och dann nëmmen iwwerpréiwen, wéi effikass déi Politike sinn, déi ee fir de Vëlo maache wëllt, wann ee ka feststellen: Gëtt et dann elo tatsächlech méi Leit, déi e Vëlo kafen? Sinn d'Ventë vun de Vëloen an d'Luucht gaangen? An esou weider. Dofir schéngt dat eis e ganz wesentleche Punkt.

En drëtte Punkt, dee vun dëser Regierung an och vun der viregter Regierung schonn ugekënnegt gi war, ass dee vum Plan d'action national. Mir si jo elo schonn zënter enger Zäitchen amgaangen um Plan directeur sectoriel transports ze schaffen, op Grond vum Programme directeur de l'aménagement du territoire.

Nieft deem Dokument ass – dat war déi Zäit och nach de Kolleeg Wolter a senger Zoustännegkeet als Innenminister, an haut den Här Lux – schonn zweemol ugekënnegt ginn, dass och e Plan d'action national soll opgestallt ginn, deen natierlech och vum Personal hier, vun de Finanzmëttel hier schonn en anert Dokument ass, wéi de Plan directeur sectoriel transports. Eis schéngt et bei deem awer och wichteg ze sinn, dass een do ganz kloer festleet op wéi engem Niveau Décisioune kënne geholl ginn, och fir d'Kreditter ze affectéieren, déi herno zu deem Plang gehéiere wäerten.

Och do, mir hu jo eng Partie Verwaltungen a Ministèren, déi sech mat der Problematik beschäftegen, an dat ass och gutt esou, mä et wär natierlech net gutt, wa mer schlussendlech no der Opstellung vum Plan d'action national do keng Kloerheeten dran hätten, wéi schlussendlech dee Plang kann ëmgesat ginn, wat d'Rouagë sinn a wou d'Limitë si vun de Kompetenzen tëschent de Verwaltungen. Dat ass e wichtege Punkt; net nëmmen de Plang u sech, do gëtt dru geschafft.

Dofir wëlle mir haut net soen: Maacht deen emol! Mir wëssen, dass Dir amgaang sidd deen ze maachen. Mir loossen dat Dokument kommen. Mä mir mengen, dass et e ganz wichtege Punkt ass, onofhängeg vu sengem prezise Contenu, dass déi Rouagen tëschent den eenzelne Verwaltungen, och wat d'Affectatioun herno vun de Kreditter betrëfft, kloer musse sinn, soss kréie mer do erëm eng Kéier bedauerlecherweis manner Effizienz an de System, wéi mer dat gären hätten.

E véierte Punkt ass deen, dass och de Stat de Gemenge muss hëllefen. Vill Gemenge si bereet op deen dote Wee ze goen, dat muss awer och mat enger finanzieller Hëllef kënne verbonne sinn. Et geet schlussendlech dodrëms, fir se och iwwert deen dote Wee ze encouragéieren de Vëlo ze développéieren, net nëmme fir lokal Réseauen hierzestellen, mä och fir déi Vernetzung mam Réseau vun de Pistes cyclables, mat de PCen, ze verbannen.

Och dat ass e wesentleche Punkt, dass ee ka vun där enger Gemeng an déi aner Gemeng kommen, deelweis iwwert de lokale Réseau, dee bei der Hausdier ufänkt, bis hin iwwert den nationale Réseau, fir schlussendlech erëm iwwert de lokale Réseau seng Fahrt beenden ze kënnen. Dat ass völleg normal beim Auto, dat ass völleg normal beim Bus. Wann een dat fir de Vëlo plädéiert mengt een heiansdo et géing ee fir eppes Ongeheierleches plädéieren, mä dat ass eng ganz banal Saach, dass ee wëllt mat där adequater Struktur vun A no B fueren. An dass dat eben deelweis lokal Voirië beinhalt an deelweis ebe regional respektiv national Voirië beinhalt, dat schéngt eis och e ganz wichtege Punkt ze sinn.

Den zweetleschte Punkt ass dee vun der Ënnerstëtzung fir esou innovativ Projeten, déi eben am urbanen Ëmfeld fir Intermodalitéite kënne suergen. Och do soll de Stat probéieren, finanziell mat eranzeklammen. Et ass beispillsweis och am Intérêt vun der CFL a vun eisem Busréseau, dass et um Enn vum Quai oder vum Arrêt eng Méiglechkeet gëtt, fir sech flexibel a rapid kënne weider ze déplacéieren.

De leschte Punkt wär dann deen, dass mer och d'Regierung wëllen opfuerderen, wierklech eng breet ugeluechten Informatiounscampagne ze maachen, wann natierlech déi aner Punkten och schonn zum Deel visibel a spierbar sinn, fir wierklech och massiv dofir ze suergen, dass sech mat den Avantagë vun dem Déplacement um Vëlo ka beschäftegt ginn.

Et ass wichteg, dass et do e politeschen Appui gëtt vun nationaler Säit. D'Gemenge maachen deelweis schonn hire Match, an dat ass och net ëmmer e ganz liichte Match, wann een do probéiert deelweis a Gewunnechten agräifen ze goen. Dofir ass et och ganz ganz wichteg, dass déi Efforten, déi gemaach ginn, fir déi national Réseaue mat de lokale Réseauen ze vernetzen a si doduerch och ze encouragéieren an hirem Développement, do ass et ganz wichteg, dass de Stat do och seng Verantwortung iwwerhëlt a wierklech Reklamm dofir mécht, informéiert, d'Argumenter op den Dësch leet, fir dass d'Leit am Land vläicht och méi prezis kënnen dat, wat um Béierdësch gesot gëtt, vun deem trennen, wat eigentlech richteg Saach ass.

An deem Sënn géinge mir lech bieden eis Motioun ze ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

Une voix.- Excellent!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer hei zu Lëtzebuerg iwwer Vëlosverkéier schwätzen, da menge mer meeschtens de Vëlo als Fräizäitvehikel, als touristeschen Hannergrond ganz dacks. Par conter gëtt de Vëlo als Transportmëttel bei kuerze Strecken, wou en dann och Sënn mécht, fir an d'Schoul oder op d'Aarbecht ze fueren, éischter wéi e Stéifkand behandelt; mä do wollt ech méi spéit nach eppes dozou soen.

Elo, de Vëlo als Fräizäitvehikel, do sinn an de leschte Joren, ech mengen, dat wëssen déi meescht heibannen, eng ganz Partie Ustrengunge gemaach gi fir eisen nationale Vëlosréseau ze moderniséieren an auszebauen. Ronn 600 km hu mer de Moment an de Réseau soll op 900 km ausgebaut ginn, verdeelt op zirka 23 Tracéen.

Et ass esou, dat, wat do geschitt, baséiert op engem Gesetz vum 6. Juli 1999, d'Gesetz iwwert d'Schafe vun engem nationale Réseau fir Vëlospisten. Dat Gesetz, ech erënnere mech nach, war deemools eigentlech eng Äntwert op déi Entwécklung, déi et dobausse gouf, vun ëmmer méi Leit, déi sech op de Vëlo gesat hunn, sief dat aus gesondheetleche Grënn, aus Fräizäitgrënn, aus sportleche Grënn oder ganz limitéiert, wéi gesot, de Vëlo eventuell och benotzt ginn ass iwwert déi Weeër, fir op d'Aarbecht ze kommen. An deemools gouf ebe mat deem Gesamtplang där Entwécklung do Rechnung gedroen, fir eben e koordinéiert a kohärent Vëlosnetz ze schafen.

Wann een elo sechs Joer méi spéit kuckt, wat da geschitt ass, dann, mengen ech, si mat e puer Ausnahmen déi Aarbechten eigentlech ganz gutt virukomm. Wann emol eng Kéier alles fäerdeg ass, da verfüge mer – an dat kann ee roueg houfrech soen – iwwer e performanten an e gutt vernetzte Vëlosréseau, wou Vëlosfuerer eben och dann op deene Pisten, ofsäits vun de Stroossen, ongeféierlech hirem Sport respektiv Hobby kënnen nogoen.

Déi bestehend Vëlospistë sinn awer net nëmmen interessant fir déi Leit, loosse mer soen, déi hei am Land oder an de Grenzregioune wunnen, mä déi stellen – an ech wollt och ee Moment dobäi bleiwen – och eng touristesch Attraktioun duer. Dat ass ganz kloer. Fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg an d'Vakanz kommen, mengen ech, ass de Vëlo e gudde Moyen fir d'Schéinheet vum Land, fir d'Landschaft insgesamt kennen ze léieren.

Wann een op den touristesche Foiren am Ausland ass, da mierkt een, datt do eng immens grouss Nofro ass fir Radwandern, fir Vëlo ze maachen op touristeschem Niveau. An ech mengen, et ass och vill gemaach gi vun deem zoustännege Ministère, fir eise Réseau un déi auslännesch Achsen unzeschléissen – dat ass jo och enorm wichteg –, mat deem Zil eben och, Vëlostouristen op Lëtzebuerg ze lackelen.

Wann een d'Statistike kuckt, déi touristesch Statistiken, esou huet d'Entwécklung vum Vëlostourismus an deene leschte Joren e ganz groussen Essor geholl, virun allem a Westeuropa, a mir sinn der Meenung, datt déi Zort Tourismus nach zu Lëtzebuerg e ganz grousse Wuesstumspotenzial huet, well d'Statistike weise ganz kloer, datt d'Tendenz steigend ass fir dee Beräich Tourismus. Duerfir probéiert och den Tourismusministère, den ONT, verstäerkt och do mat engem kohärente Marketingskonzept virzegoen, well och do ass nach Potenzial, fir e gudde Marketing ze maachen.

Et ass esou, dass een och misst en Opruff maachen un d'Hotels-, d'Campings- an d'Restaurantsbetriber, fir déi ganz sënnvoll Nisch vum Vëlostourismus verstäerkt ze notzen, fir eben och vëlosgerecht Infrastrukturen innerhalb vun hire Betriber ze schafen, fir datt d'Leit Loscht hu fir do stallzehalen, fir do ze iwwernuechten. Dat gëtt et och schonn. Den ONT probéiert och iwwer Packages, Package-Offerten, zum Beispill Radwanderen ouni Gepäck an esou weider an esou fort, déi Saachen ze stimuléieren. Et kann een ouni weideres iwwert déi entspriechend Homepagen déi Broschür vu 54 Säiten «Tout un pays à vélo», déi iwwregens ganz gutt ass, als PDF-Fichier eroflueden, fir Reklamm ze maache fir Lëtzebuerg ze entdecken iwwert de Vëlo.

Gutt, dat ass dee Volet, deen ech wollt uschneiden, dee méi touristesche Volet, dee Fräizäitvolet. Wann an deene leschte Joren – wéi ech et virdru beschriwwen hunn – ganz vill geschitt ass fir d'Infrastrukturen auszebauen, vill Effortë gemaach gi sinn, dann ass et awer esou, datt de Vëlo als Transportmëttel am alldeegleche Stroosseverkéier nach ëmmer wäit ënnerrepresentéiert oder nobäi inexistent ass. An et ass eben déi grouss Diskrepanz, déi et do gëtt, tëschent deenen Ustrengungen engersäits am touristesche Beräich, wou ganz vill Suen investéiert goufen, an anerersäits fir d'Situatioun vu Vëlosfuerer am Alldag ze verbesseren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Statistesch, wéi gesot, ass de Vëlosverkéier nëmmen e minimalen Undeel um Stroosseverkéier. Ech ginn net op déi Zuelen an, déi si virdru ganz gutt hei vum Interpellant opgezielt ginn.

Duerfir wier et an enger éischter Phas – dat ass dat wat den Interpellant zum Schluss gesot huet a wat ech elo soe wollt – wichteg, fir den Ist-Zoustand vum Lëtzebuerger Vëlosverkéier ze analyséieren, ier mer konkret Mesuren an d'Wee leeden, fir hei eng Steigerung ze kréien.

Déi éischt Fro, déi sech stellt: Firwat ass de Vëlosverkéiersundeel um Gesamtverkéier esou minimal? Et gëtt duerfir eng ganz Partie Grënn, ech wollt der och am Laf vu menger Interventioun e puer nennen.

Dat Éischt ass, datt mer nach ëmmer keng Vëloskultur zu Lëtzebuerg hunn, wéi dat an anere Länner ass – et ass vun Holland virdru geschwat ginn, Dänemark, et gëtt aner Länner, et gëtt Stied am noen Ausland, wou dat de Fall ass. Dat ass – esou ass dat richteg och virdru scho gesot ginn – net nëmmen eng Fro vum Wieder an och net nëmmen eng Fro vun der Topographie. Et ass sécher eng Fro, datt op ganz ville Plazen déi Infrastrukture feelen, fir datt ee sech als Vëlosfuerer sécher an ongehënnert am Stroosseverkéier bewege kann.

Et ass nach wie vor net üblech, bei der Planung an dem Realiséiere vun neie Stroossen a priori Vëlosweeër ze integréieren, oder awer dacks sinn d'Vëlosweeër ze schmuel oder si sinn entspriechend onsécher. Datselwecht zielt och beim Bau vun neie Schoulen, Lycéeën an esou weider. Et feele ganz dacks Plaze fir Vëloen ofzestellen – och dat ass schonn ernimmt ginn. Richteg vëlosfrëndlech Stied, ech denken zum Beispill u Freiburg, ech denken u Münster, wou de Vëlo zum Alldagsbild gehéiert, wéi bei eis de Bus an den Auto, gëtt et bei eis am Land nach net.

Dir kënnt Iech jo parfaitement virstellen, apropos Uni, wa mer eng Weiderentwécklung vun der Uni kréien op deenen zwee Siten, datt grad d'Studenten an d'Studentinnen en interessante Public cible wiere fir de Vëlo, an datt een op deem Niveau ganz sécher e Projet pilote sollt lafe loossen, fir dat weiderzeentwéckelen.

(Interruption)

Ech hu vu Freiburg a vu Münster geschwat: Wann ee Freiburg gesinn huet – an ech hat déi Méiglechkeet eng Kéier –, da weess een, datt et do eng extrem gutt fonctionnéierend Mobilitéitszentral gëtt. An dat ass den A an den O fir dem Vëlo eng Chance ze ginn. Wann nämlech eis Mobilitéitszentral zu Lëtzebuerg, wa se da bis operationell ass, mat deem neie Beoptragten, deen et am Transportministère gëtt fir d'Mobilité douce, zesummeschafft, da kënnt ee sech virstellen, datt do eng ganz wichteg Roll fir de Vëlosverkéier an Zukunft gespillt kéint ginn.

Dem Transportminister säi Plädoyer op der Generalversammlung 2005 vun der Vëlosinitiativ fir d'Verbesserung vum Vëlosverkéier léisst hoffen. Ech erënneren un zwou Fuerderungen do, un zwou Aussoe fir den „modal split" 25/75%, also luese Verkéier vis-à-vis vum motoriséierte Verkéier, fir an déi Richtung ze goen, respektiv datt de Stat sech déi adequat Mëttel gëtt, fir insgesamt de Vëlosverkéier ze pushen. An d'Regierung wëllt, wann een deenen Aussoe gleeft, kucken, datt de Vëlo net weider eben d'Stéifkand ass, mä datt en eng partnerschaftlech Positioun innerhalb vum Stroosseverkéier an am Stroossebild kann an Zukunft anhuele vis-à-vis vum Moto, vum Auto a vum Bus respektiv Camion.

Grënn fir den Autosverkéier anzeschränken, mengen ech, gëtt et eng ganz Partie. All Auto, dee manner op der Strooss ass, ass manner Gefor fir e Mënscheliewen, et ass manner Kaméidi, et ass manner déck Loft an et kann een och elo schonn ufanks Februar erëm drop hiweisen, datt mer doudsécher am Summer och e Misär wäerten hu mat Ozon respektiv der Rengstëbs-Problematik, alles dat ass erëm virprogrammiert, an och dat spillt eng Roll, wann een iwwer Vëlosverkéier diskutéiert.

Här President, ee vun de Kärproblemer a ville Stied ass eben den intensive motoriséierte Kuerzstreckeverkéier. Dat ass relativ gutt erauskomm bei der Interventioun vum Interpellant, datt de Vëlo en enorm flexibelt an enorm séiert Verkéiersmëttel ass an der Stad, op kuerze Strecke virun allem, déi éischt zwee Kilometer an och nach doriwwer eraus. En huet e ganz grousse Mobilitéitsgrad, en ass erschwinglech, dat ass scho gesot ginn. An et muss ee wëssen, datt zu Lëtzebuerg bal all Strecken tëschent zwee respektiv véier, fënnef Kilometer mam Auto zréckgeluecht ginn, a bis zwee Kilometer ass de Vëlo an der Stad effektiv net ze schloen.

En héijen Undeel u Vëloen um Gesamtverkéier kann dozou bäidroen, d'Verkéierssituatioun am Noberäich ze entspanen an eis Stied ze entlaaschten, dat hunn ech scho gesot, an eben och e positive Bäitrag a Saache Reduzéierung vun den CO_2-Emissioune leeschten. Deen Aspekt, deen a mengen Ae ganz wichteg ass, den Ausstouss vu Schadstoffen ass ebe grad an de Stied op kuerze Strecken, am Stop and Go, enorm grouss, besonnesch wann een och elo d'Lëtzebuerger Verhältnisser kuckt, well mir déi Autosflott an Europa hunn, mat deenen déckste Motoren. Wann een dat alles zesummerechent, da gesäit een, datt dat alles Sënn mécht.

De Vëlo kann awer och net – an dat ass och scho gesot ginn – all Mobilitéitswënsch befriddegen. Donieft muss den öffentlechen Transport weider ausgebaut ginn. Et ass kloer, datt mer en optimale Mix brauchen, wou den Transport public, den Individual- an de Vëlosverkéier matenee koexistéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi kënne mer elo den Undeel un deem luese Verkéier – ech nennen en emol esou – am Kader vum Gesamtverkéier eropsetzen? Wat muss geschéien, datt de Vëlo als Transportmëttel dobaussen akzeptéiert gëtt?

Do huet sech och d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, déi sech do zënter Jore ganz staark engagéiert, eng Rei Saachen afale gelooss. Ech wëll soen, datt dat Éischt ganz sécher e Mentalitéitswiessel ass, dee komme muss. Duerfir brauche mer eng breet gefächert Öffentlechkeetsaarbecht, fir d'Virdeeler vum Vëlo par rapport zum Auto och däitlech ze maachen. An ech mengen, datt d'Asetze vun engem Responsabele fir d'Mobilité douce am zoustännege Ministère och e wichtege Schratt an déi Richtung war.

Et muss een awer och aner Acteuren hunn. Nieft de Verwaltungen, de Ministèren an de Schoule wier et sënnvoll, wa pedagogesch Konzepter géifen ausgeschafft ginn, an datt een och eise Kanner seet, datt een net ëmmer nëmmen den Auto brauch, fir vun A op B ze kommen, mä datt de Vëlo a verschiddene Fäll dat bessert Transportmëttel ass.

A wann ech bei eise Kanner sinn, mir hunn all Joer eng Coupe scolaire, do fueren d'Kanner mam Vëlo, mä awer da just fir de Code de la route kennen ze léieren. D'Feele vu séchere Schoulweeër, an ech kenne ganz vill Elteren, déi recommandéieren de Kanner iwwerhaapt net de Vëlo ze huelen, well déi Mentalitéit dobaussen ass, an och deelweis zu Recht. Wa Vëlosweeër, wa sécher Infrastrukture feelen, dann hunn d'Elteren Angscht, wann d'Kanner op de Vëlo klammen. Si fueren déi puer Meter, wann et och nach net wäit ass bei d'Schoul. Wann d'Viraussetzungen net stëmmen, da kann een do den Elteren näischt verdenken.

Duerfir muss een an deem Beräich enorm vill nach maachen, fir datt de Vëlo dobaussen als séchert Transportmëttel gëllt, als ëmweltfrëndlech souwéisou, mä datt do een anere Punkt dobäikënnt. Ech ka mer zum Beispill de Moment nach zu Lëtzebuerg schwéier virstellen, datt ee mat enger Aktioun „Mam Vëlo an d'Schoul" géif duerchkommen, well ganz vill Eltere géifen do negativ reagéieren. Op anere Plazen am Ausland gëtt dat awer gemaach. Dozou musse mir och no an no kommen, net nëmmen an eise Schoulen, wéi gesot, Promotioun fir de Vëlo ze maachen, mä och eis Gemenge kënnen do mam positive Beispill virgoen, wa se probéieren am Einzuchsgebitt zum Beispill vu Schoulen oder vu Geschäfter, vu Sport- a Fräizäitanlagen e bessert Ëmfeld, e séchert Ëmfeld fir de Vëlosverkéier ze schafen.

Ech wëll och dat Beispill hei soen, well do ganz vill geschitt ass, dat ass d'Beispill vun der Stad Esch. Et ass selbstverständlech vum Interpellateur virdrun hei ernimmt ginn. Do ass op dräi Niveaue probéiert ginn aktiv ze ginn: d'Bereetstelle vu Vëloen op verschiddene Plaze fir de Kuerzstreckentransport; zweetens, d'Aménagéiere vun engem Réseau am Stadkär mat de Konnexiounen un d'Peripherie, an drëttens och d'Zurverfügungstelle vun Déngschtvëloe fir d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter. Och dat ass sënnvoll. Ech hunn héieren, datt och dovun eng relativ grouss Zuel vu Leit profitéieren. Och wann net alles perfekt ass, dat hunn ech mer och soe gelooss, mä ech mengen, bei engem Projet pilote muss ee jo och emol kucken, datt een an d'Wee kënnt, fir eppes ze erreechen.

Zweetens, ech hunn dat scho gesot, d'Sécherheet am Verkéier ass wuel dat Wesentlecht, net nëmme fir de Vëlo selwer, mä och an der Partnerschaft mat deenen anere Verkéiersteilnehmer. Fir vill Autochaufferen, dat wësse mer jo, wa mer Autochauffer sinn, dann ass de Vëlo ze vill, da muss dee séier iwwerholl ginn, oder och de Foussgänger ass ze vill. Wann awer deeselwechten Autofuerer Vëlo fiert oder zu Fouss geet, dann ass et eng ganz aner Saach. Et mengt een, dann hätt een en anere Mënsch vis-à-vis vu sech, oder als Partner am Verkéier. An do muss nach ganz vill geschéien, datt een et fäerdeg bréngt do selwer méi vernetzt ze denken, wann ee sech am Stroosseverkéier beweegt. De Vëlosfuerer huet eben den Nodeel, datt en dat schwächste Glidd an där Rei vun deene Verkéiersteilnehmer ass, an immens vulnérabel ass.

Mir mussen och duerfir suergen, datt déijéineg, déi sech aus gudden Ursaache mam Vëlo déplacéiere wëllen, dat an aller Sécherheet maache kënnen. Dat geet eben insgesamt nëmmen duerch flächendeckend Verkéiersberouegung a vëlosspezifesch Infrastrukturen.

Apropos Infrastrukturen, a ganz ville Gemengen uechtert d'Land gëtt et keen optimaalt Vëlosverkéiersnetz, oder et ass net existent. Et kann een och en Opruff maachen un d'Gemengen, datt ee sech – an do hu mer effektiv en Instrument mat deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal –, wann ee plangt, direkt vu vireran am Kontext vun neien Infrastrukturen, Schoulen, Supermarchéen, Geschäfter iwwerleet, wat ech scho gesot hunn, bei der Erschléissung vun neie Baugebidder, datt een de Vëlosverkéier einfach mat virgesäit, datt een e mat aplangt. Nach eng Kéier, och déi Vernetzung vu Schoulen, Busarrêten, Garen, Geschäfter, Fräizäitanlagen, ass noutwendeg, ass immens wichteg.

Am Kloertext, wann een en neie PAG plangt, muss een déi Fläche mat virgesinn, déi Flächen duerfir reservéieren. Do muss een zwar derbäisoen, Fläche reservéieren ass eng Saach um Plang, Flächen hunn, Fläche kréien dobaussen um Maart ass eng aner. Dat ass och scho virdrun ugeklongen. Ech wëllt op deem Niveau och d'Regierung opfuerderen, sech emol Gedanken ze maachen. Mir hunn zwar mat deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal eppes méi Méiglechkeete kritt am Kontext Expropriatioun, mä trotzdeem feele ganz einfach awer nach déi fiabel Weeër a Prozeduren, fir dat ze maachen.

Ech wëll och op ee Projet pilote vun der Gemeng Kärjeng, zesumme mam Innenministère hiweisen, wou effektiv dat do eng Kéier gekuckt ginn ass, fir en zesummenhängende lokale Vëlosréseau auszeschaffen, dat Ganzt eben och am Kader vun der Adaptatioun vun engem neie PAG.

Eng aner Initiativ aus dem Joer 2004 wëll ech och nach hei ernimmen. Dat war am Juli 2004, wou den deemolegen Innenminister ee Colloque mam Thema „Trafic non motorisé" organiséiert hat, eben och am Kontext Foussgänger a Vëlosverkéier, a wou et am Fong déi éischte Kéier war, datt déi concernéiert Ministèrë beieneesouzen. Also Innen-, Transport-, Ëmwelt- a Bauteministère, déi sech getraff hunn, fir zesumme mat Gemengen, mat Büroen, Landesplaneren ze kucken, wéi een à la longue dem „luese Verkéier" zu Lëtzebuerg kann eng Chance ginn.

Deemools gouf festgehalen, datt dat de Moment schwiereg wier, datt et net sënnvoll wier direkt Sensibiliséierungscampagnen ze maachen, wann een net virdru Viraussetzunge schaaft, fir eng Verbesserung ze maachen, wéi ech et am Laf vu menger Interventioun elo beschriwwen hunn, eng Verbesserung fir méi Sécherheet, méi Qualitéit, e bessert Aménagéiere vun den Infrastrukture fir de Vëlo. Wann een dat net virdru mécht, dann ass dat enorm schwéier. Ech mengen also, datt ee genee op dëse Punkte muss den Hiewel usetzen. Wann een eppes wëllt erreechen, da misst de Vëlo no an no och als

Transportmëttel sech lues a lues zu Lëtzebuerg bei eise Leit dobaussen duerchsetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schank Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur ageschriwwen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir féieren hei an der Chamber eng Debatt iwwert de Vëlo zwee Deeg éiert den Autosfestival ugeet. An ech mengen, mir sinn all domat d'accord, dass den Autosfestival nach vill méi Begeeschterung wäert bei de Leit ervirruffen, wéi déi Debatt, déi mer haut hei féieren. Mä ech wëll awer direkt uganks ënnersträichen, dass a mengen Aen an an den Ae vun der DP et keng Kontradiktioun gëtt tëschent dem Vëlo an dem Auto, mä dass et en Zousaz ass, dass et e Mateneen ass, en Niewenteneen, an dass et och complémentaire ass.

De Vëlo huet eng ganz Rei vu Fonctiounen. Den Interpellateur ass, an esou war d'Interpellatioun och ugekënnegt ginn, haaptsächlech op d'Fonctioun vum Transportmëttel agaangen. Erlaabt mir awer, éier ech dat maachen – a meng Virriedner hunn dat och schonn zum Deel gemaach –, déi dräi aner Fonctiounen ze nennen. Déi éischt Fonctioun vum Vëlo ass déi vum Fräizäitsport; déi zweet Fonctioun ass déi – an déi ass och net ze negligéieren hei zu Lëtzebuerg – vum Leeschtungssport; déi drëtt Fonctioun ass déi, wat de Vëlo op d'Spectateure fir en Attrait ausriicht, an déi véiert, dat ass eben de Vëlo als Transportmëttel.

Wann een de Vëlo als Fräizäitsport hëlt, da gesäit een, dass mer do zu Lëtzebuerg awer zesummen e ganz grousse Wee gemaach hunn, an et sinn ëmmer méi Leit, déi dovu profitéieren. Mir wësse jo och all, dass dat vu ganz ville Leit ka praktizéiert ginn, vun allen Alterskategorien, a well e Bienfaiten och op d'Gesondheet huet, ob een elo als Fräizäitsportler mam Vëlo fiert oder ob een de Vëlo als Fortbewegungsmëttel hëlt, fir op d'Aarbecht ze kommen.

Den Här Interpellateur ass dorop agaang, dass hie gesot huet, et wier bewise wellech Bienfaiten de Vëlo op d'Gesondheet hätt. Ech hunn an der „Times" vum 27. Januar gelies, dass den Här Braz do a gudder Gesellschaft ass, well de Prince Charles aus England huet deen Thema och ugeschnidden,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Abee jo!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- …an zwar op engem Colloque, wou de Prince Charles sech Suerge gemaach huet, Här President, dass d'Engländer ëmmer méi déck géinge ginn an dass se op eemol d'Obésitéit vun den Amerikaner hätten, well d'Engländer net géinge genuch zu Fouss goen oder mam Vëlo fueren.

An hie seet, dass d'Recherche ënnersträicht, dass zu Fouss goen oder mam Vëlo fuere fir nëmmen eng hallef Stonn pro Dag schonn dozou bäidréit, dass d'Gesondheet sech verbessert. An da freet hien och: Firwat mécht een dat net méi? Dann ass déi typesch Äntwert, déi ee vun de Leit kritt, ma well keng appropriéiert Infrastrukturen do sinn. An ech wäert spéider nach dorop zréckkommen. Also, de Vëlo ass och e gutt Mëttel fir sech ze bewegen, fir géint d'Obésitéit virzegoen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ganz vill Pistes cyclables, et si 600 Kilometer uechtert d'Land, fir de Fräizäitsport. Et feelen awer nach eng Rei Verbindungsstécker. Et ass awer och e Problem, wat den Entretien ubelaangt, obwuel mer do e Gesetz gestëmmt hunn, mä den Entretien op verschiddene Plaze léisst ze wënschen iwwreg a bréngt heiansdo d'Cyclisten an eng net confortabel Situatioun.

Den zweeten Domän vum Vëlo ass dee vum Leeschtungssport, an do hu mer jo hei zu Lëtzebuerg exzellent Resultater um héchsten internationalen Niveau, souwuel wat de Stroossevëlo ubelaangt, mä och elo am Cyclocross. Doriwwer kënne mer ons freeën, dass mer esou gutt Ambassadeure vum Lëtzebuerger Sport hunn.

Et feelt do awer nach eng Infrastruktur, déi säit Jore reklaméiert gëtt, dat ass déi vun engem Vëlodrom. Ech wëll soen, dass d'Stad Lëtzebuerg bereet ass hiren Apport ze bréngen, fir eng Piste couverte op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ze bauen. Déi Pist gouf och ageschriwwen an dee leschte Plan quinquennal fir den Équipement sportif, an d'Stad Lëtzebuerg huet sech och un de Sportsminister gewannt, fir ze soen, dass d'Stad Lëtzebuerg d'accord ass esou eppes ze realiséieren, natierlech awer nëmmen ënnert der Massgab, dass et sech ëm e Projet national handelt an en och esou subsidéiert gëtt, well dat ass wierklech en nationale Projet.

Dann de Vëlo fir d'Spectateuren. Dat ass heiansdo en Domän, dee vergiess gëtt, mä do si mer jo hei zu Lëtzebuerg wierklech duerch enorm grouss Organisatioune verwinnt gewiescht an der Vergaangenheet, zum Beispill duerch Etappen oder den Départ vum Tour de France. Dëst Joer kënnt den Tour de France op Esch a fiert da virun duerch d'Land. Mir hunn och den Tour de Luxembourg, deen dëst Joer méi prestigiéis wäert sinn, wat d'Zuel vun de Participanten ubelaangt an d'Qualitéit vun den Équipen. Den Départ an d'Arrivée sinn an der Stad Lëtzebuerg. Da gëtt et eng Partie vu lokale Courssen, déi ganz vill Spectateuren unzéien, besonnesch elo an dëser Saison de Cyclocross. Esou dass den Intérêt vum Public dauernd klëmmt an doduerch d'Ausstrahlung och iwwert d'Grenze geet.

De Gala Tour de France, deen all Joer am Hierscht um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg organiséiert ginn ass mat der Participatioun vu grousse Championen, wäert och dëst Joer stattfannen. Vun elo u wäert dee Gala den Numm vum Charly Gaul droen, en hommage un dee gréisste Cycliste, dee Lëtzebuerg hat, en Hommage un deen ech mech ganz gären hei op dëser Tribün uschléissen.

An dann, de véierten Domän vum Vëlo, de Vëlo als Verkéiersmëttel. Déi éischt dräi Domäne si wierklech ganz positiv besat, mä mam véierten Domän, mam Vëlo als Verkéiersmëttel, ass et nach e bësse méi schwiereg, obwuel een och do an de leschte Jore Progrèsë feststellt a mer méi Cyclisten an onse Stied gesinn.

D'Avantagë sinn hei opgezielt ginn: et ass d'Gesondheet, et ass d'Ëmwelt, et ass e bëllegt Verkéiersmëttel, an et ass elo grad en Term gebraucht gi vum „luese Verkéier". De Vëlo ass awer jee no der Zäit zu där ee sech op de Vëlo sëtzt, a wann eng getrennte Vëlospist do ass, dann ass de Vëlo méi e rapid Transportmëttel, wéi den Auto, esou dass den Term „de luese Verkéier" net ëmmer op de Vëlo wäert zoutreffen.

Et gëtt och eng Rei Désavantagen, dat ass de Klima, woubäi de Reen awer désagréabel ass, och wann den Här Braz seet, et géing nëmme 6% vun der Zäit reenen. Ech muss Iech soen, wann et reent, da klammen ech wierklech net gären op de Vëlo an ech kann och all déi Leit verstoen, deenen et d'selwecht geet. En aneren Obstakel kann d'Topographie sinn. D'Topographie an der Stad Lëtzebuerg ass, jee nodeem wou ee wunnt, awer schwiereg, fir alles ouni Problem mam Vëlo ze maachen. An dann ass et e Problem vu Sécherheet, d'Sécherheet fir de Cycliste selwer.

All dat, wat mer am Moment un Dispositiounen iwwert de Vëlo hunn, ass an engem Dokument vum viregten Transportminister, dem Henri Grethen, zesummegestallt ginn, an zwar de 7. Februar 2001. Dat ass en Avis vun der Commission de Circulation de l'État, deen «La circulation cycliste sur la voie publique» heescht. Et ass, Här President, fir d'éischt, dass iwwerhaapt esou eng Bestandsopnam gemaach ginn ass, an dat ass eng exzellent Viraarbecht fir elo dorop opzebauen.

Et sinn och eng ganz Rei Ureegungen dran, Ureegungen, déi awer nach net ëmgesat gi sinn. An do wollt ech den Transportminister froe wéi seng Vuë sinn, wat d'Benotze vun de Busspuren duerch d'Vëlosfuerer ugeet. Et stinn eng ganz Rei Restriktiounen an deem Dokument, déi och richteg sinn, well dat ass och e Geforepunkt. Et kann een net soen, all Busspur muss och fir de Cycliste op sinn, wann de Bus am Contresens zum normalen Trafic fiert.

Wann de Bus awer am selwechte Sënn wéi d'Autoe fiert, dann, muss ech als Cycliste soen, ass et vill méi agréabel op der Busspur ze fueren, wou ganz seelen e Bus kënnt, wougéint wann een op der Autosspur steet déi meeschtens da méi enk ass. Wann dann e Bus kënnt, dann ass ee gequëtscht tëschent den Autoen an dem Bus. Do wollt ech de Minister froen, ob hie gedenkt de Code de la route op deem Punkt ze änneren. Dat ass eng Dispositioun vum Code de la route, déi do misst adaptéiert ginn.

Dann ass hei vum Vëlo geschwat ginn, fir an d'Schoul ze fueren. Wéi mer de Réidener Lycée geplangt hunn, zesumme mat de Gemengen aus dem Réidener Kanton, mat den zoustännege Stelle vun den Travaux publics, do hu mer och gesot, dat ass e Lycée, dee läit ideal, d'Distanze vun deenen anere Lokalitéite sinn zwar méi grouss wéi am urbane Charakter, mä mir sollen dovu profitéieren, fir dee Lycée och mam Vëlo unzebannen; an dee Projet ass mat agebaut ginn. Och duerfir wäert dee Lycée e Modellcharakter hunn, an et soll ee sech och bei anere Schoulen iwwerleeën, an deem Sënn ze plangen, fir ze kucken, esou wäit wéi méiglech de Vëlo do mat anzebannen.

Et brauch een Infrastrukturen, dat ass sécher, et brauch ee Vëlospisten. Et brauch een awer och eng verbessert Signalisatioun. Weider brauch ee Vëlosstänneren, déi adaptéiert sinn, an et brauch een och Trottoiren, déi abaisséiert sinn.

Do wollt ech dem Här Braz eng Suggestioun maachen, deen hei als Deputéierte geschwat huet, mä deen och Schäffen zu Esch ass, do gëtt et eng Vëlospist, déi, wann ech et richteg weess, vu Schëffleng kënnt an da muss een eng Strooss iwwerqueren an do sinn d'Trottoiren net abaisséiert.

(Brouhaha général)

Do si wierklech d'Vëlosfuerer net frou an et sinn nach aner Plazen – ech sinn net extra kënneg zu Esch –, mä et sinn nach aner Plazen, déi mer doduerch opgefall sinn.

(Interruption)

Dofir géing ech dem Här Braz mat op de Wee ginn, dann och zu Esch duerno ze kucken.

Une voix.- An hei an der Stad?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Hei an der Stad gëtt et där och vill, mä hei an der Stad sinn op 300 Kräizungen d'Trottoire schonn erofgesat ginn. Ech mengen, mir sinn Iech do e Schratt viraus. Et ass eng Suggestioun, déi ech dem Här Braz maache wëll.

M. le Président.- Madame Brasseur, den Här Braz géif Iech gär eng Fro stellen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Selbstverständlech, Här President.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur*.- Jo, bei alle Méritë selbstverständlech, déi d'Stad Lëtzebuerg schonn huet – an déi Gréng Partei huet jo e ganz wohlwollend An op d'Stad Lëtzebuerg –, si mir, wat den Abaissement vun den Trottoirë betrëfft, och scho ganz ganz wäit. Also do si mir net am No-man's-land.

Mä fir awer op Är Fro seriö ze äntwerten, déi Streck, déi Dir uschwätzt, dat ass de leschte Lien mat engem PC, deen nach net realiséiert ass, well do gëtt et e Projet de règlement grand-ducal, fir en Naturschutzgebitt auszeweisen, an do gëtt et e Virschlag un den Här Ëmweltminister fir déi Pist, dat Stéck, wat nach feelt fir de Lien mam PC vu Schëffleng ze maachen, duerch dat Naturschutzgebitt kënnen ze féieren. Do si mir en attente vun enger Décisioun a mir wären net méi wéi frou, wann och Är Interventioun géing dozou bäidroen, dass mer dat kënnen ëmsetzen.

M. le Président.- Här Braz, dat do war zwar keng Fro, mä trotzdeem fiert d'Madame Brasseur elo virun.

(Hilarité et brouhaha général)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, et ass awer eng utile Prezisioun gewiescht, well den Transportminister ass jo och Ëmweltminister, an do muss ee kucken...

(Interruption)

Leider, seet hien.

(Brouhaha général)

Et gëtt effektiv dann heiansdo Kontradiktiounen a sengen zwou Fonctiounen. A wat zu Esch de Problem ass mat engem Naturschutzgebitt, fir zwee Chemins cyclables mateneen ze verbannen, esou hu mer dat och, wat d'Stad Lëtzebuerg ubelaangt, an zwar zu Bartreng bei der Kalchesbréck. De Minister weess Bescheed.

Ech hänken dat dann un dem Här Braz seng Fro drun. Och do feelen e puer Meter, déi mer net kënnen uschléissen, well e Biotop do ass. Bei deem Biotop ass d'Eisebunn, bei deem Biotop ass d'Autobunn a bei deem Biotop ass och nach eng Héichspannungsleitung vun der Cegedel, an da soll een do kee Vëloswee kënne maachen, well deen anscheinend géing de Biotop stéieren. Dat ass eppes, wat ech net verstinn, an ech mengen ech sinn do net eleng, an ech weess, dass de Minister…

Une voix.- Et ass très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- …awer wëllt do maachen, dass déi Autorisatioun och kënnt.

Ech hunn also vun Infrastrukture geschwat, déi missten adaptéiert ginn, an an der Stad Lëtzebuerg beispillsweis ginn et bis elo 68 Kilometer Vëlospist. Dat geet awer nach net duer, a mir wëllen dat konsequent weiderféieren. Mä och dat ass a mengen Aen net süffisant, well mir kënnen net iwwerall Vëlospistë maachen, well d'Stroosse beispillsweis ze enk sinn, an dofir brauche mer eng Sensibiliséierung vun der Populatioun.

Et ass eng Journée sans voitures gemaach ginn, déi dann achséiert war op de Vëlo. Eng Journée sans voitures, dat ass jo eng Utopie, mä wann een dat op de Vëlo achséiert, fir eng Promotioun fir de Vëlo ze maachen, ass dat awer eng positiv Saach.

An där Promotioun fir de Vëlo deen Dag huet d'Police zum Beispill och de Marquage vun de Vëloe gemaach. Dat sinn Dispositifs, déi d'Klaue méi schwiereg maachen, well dann de Vëlo, wann e géing geklaut ginn an e gëtt erëmfonnt, da kann de Propriétaire vum Vëlo identifizéiert ginn. Am Ausland, hunn ech gelies, konnte 40% vun de Vëloen duerch déi Method récupéréiert ginn. Et ass also e Service, dee scho vun der Police offréiert gëtt, an dee misst een nach ausbauen.

Wann ech vun der Sensibilisatioun schwätzen, da gëtt vun de Kritiker vun de Vëlospistë gesot: Wat solle mer da maachen, et fiert jo ni een drop! A mir konnten d'lescht Kéier nach op RTL, op der Televisioun, esou eng Kritik héieren. Oder et héiert een anerer: Ech géing jo mam Vëlo fueren,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…mä et ass ze geféierlech. Do kann ech nëmme soen, et soll een et emol probéieren, well wann ee selwer probéiert, da mierkt een, wou d'Gefore sinn.

Et muss ee selbstverständlech oppassen an et kann een net soen et wier ouni Geforen, mä et adaptéiert een dann och säi Comportement. Wat mer brauchen, dat ass, dass méi Leit Vëlo fueren, fir dass dat am Stadbild méi gesi gëtt, fir dass d'Leit och méi dofir sensibiliséiert ginn, well de Vëloswee ass, fir bis fënnef Kilometer sech ze déplacéieren, en excellente Moyen fir dat ze maachen.

An dofir soen ech: Kommt, mir probéiere méi Vëlosfuerer an d'Stadbild ze kréien. Mir mierken och beispillsweis, dass jonk Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi aus skandinavesche Länner beispillsweis kommen, déi huele vill méi de Vëlo, well si dat bei sech gewinnt waren. Also ass et och hei méiglech.

Et ass bei eis awer en État d'esprit, dass ee mengt, et kënnt een et net maachen, an dofir sot ech: Kommt, mir sensibiliséieren d'Leit, dass se sollen dovu profitéieren, dass se solle probéieren, an da géing ech soen, mir sollen als Responsabel mam gudde Beispill virgoen. Ech kënnt mer jo virstellen, Här President, dass mer vläicht e Vëlosgrupp hei an der Chamber géingen initiéieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruption)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Dee wier parteiiwwergräifend. Et ass keng Partei, déi de Monopol dovun huet,…

(Interruption)

…an dass mer de Leit géinge weisen, dass de Vëlo eng Méiglechkeet ass, fir sech ze déplacéieren.

D'Stad Lëtzebuerg wëllt op jidde Fall de Wee goen, d'Infrastruktur auszebauen, an doduerch, dass mer méi massiv Presenz vu Vëloen an d'Stad kréien, och duerch d'Locatioun vu Vëloen, dass et dann zum alldeegleche Stadbild gehéiert, an dass den Automobilist net méi erféiert, wann en e Cycliste gesäit, an dass den Automobilist och vläicht seet: Muer kann och ech Cycliste ginn.

Deen État d'esprit herrscht nach net vir, well et gesäit ee ganz oft, wann een um Vëlo sëtzt, wéi d'Leit een dann traitéieren. Dat ass net ëmmer grad mat gréisster Frëndlechkeet. Dat hänkt awer och vum Comportement vun de Vëlosfuerer selwer of. Déi behuele sech och net ëmmer esou a missten och méi Respekt vis-à-vis vun deenen aneren am Stroosseverkéier weisen. Dofir: Matenee soll ee probéieren, dass dat fonctionnéiert an dass ee virun deem anere méi Respekt weist.

Meng Froen, Här Minister, un Iech, dat ass mat der Adaptatioun vum Code de la route iwwert d'Buscouloiren. Ech mengen dat ass de Signal D10, dee misst komplettéiert ginn.

Da wollt ech froen: Dir hutt e Vëlosdelegéierten agesat. Wéi sinn deem seng Aarbechten? Wéi ass do de Bilan? Wat sinn d'Resultater bis elo? Wat gedenkt de Minister als Sensibilisatiounscampagne ze maachen, a wellechen „modal split" wëllt een erreechen, well am Moment ass deen „modal split", dee mer hu vum motoriséierte Verkéier an net motoriséierte Verkéier, jo ganz kleng.

Ech hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ugefaange mam Autosfestival, deen elo an zwee Deeg ufänkt. Ech géing mer wënschen, dass mer och kënnten e Vëlosfestival, zwar vun enger anerer Envergure, hei zu Lëtzebuerg organiséieren, wou all déi, déi um Vëlo interesséiert sinn, ob et als Fräizäitsportler ass, ob et als Leeschtungssportler ass, ob et als Spectateur ass oder een, deen de Vëlo brauch fir sech ze déplacéieren, dass déi e fixe Rendez-vous sech géinge ginn, mat all deem wat ronderëm de Vëlo ass, mat allen Décideuren zesummen. Ech mengen, dann hätte mer och eppes fir d'Sensibiliséierung gemaach, an da bleift nëmmen nach eppes, wéi den Erich Kästner sot: „Es gibt nichts Gutes, außer man tut es."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als véierte Riedner ass scho villes gesot, mä ech mengen, alles wat hei nach eng Kéier widderholl gëtt an engem Sujet, dee mir besonnesch wichteg ass, dat ass nach eng Kéier gesot a sëtzt dann och vläicht besser. Ech freeë mech awer iwwert dat, wat ech elo vu menge Virriedner héieren hunn, dass mer all dem Développement vum Vëlosverkéier op eise Stroosse positiv zoustinn. Ech hu gesinn, uewen op den Tribüne sëtze Vertrieder vun der Vëlosinitiativ; déi lauschteren eis no an déi wäerten eis och moossen, net nëmmen un deem, wat mer soen, mä och un eisen Taten herno.

„Lëtzebuerg brauch eng nei Vëloskultur.": Dat waren d'Wierder, déi de Lucien Lux, eisen Transportminister, den 18. November 2006 op enger Table ronde, oder besser gesot op engem Séminaire…

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- 2005!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- 2005, pardon. Op deem Séminaire hutt Dir déi Wierder gesot,…

(Interruptions)

…wéi Der de Séminaire opgemaach hutt. Ech kann dat nëmmen ënnersträichen, an ech géing souguer soen, oder verbesseren: Lëtzebuerg brauch emol iwwerhaapt eng Vëloskultur. Et brauch keng nei, mä et brauch emol iwwerhaapt eng Vëloskultur.

Dir, Här Minister, de Lucien Lux ass am Fong deen éischten Transportminister, bei deem ech d'Gefill hunn, dass dee sech dësem Thema ganz seriö unhëlt…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- …an och hei gewëllt ass, eppes ze realiséieren.

(Interruptions diverses)

Wat d'Entwécklung vum Vëlosverkéier zu Lëtzebuerg ugeet, mengen ech, setzt besonnesch d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ ganz vill Hoffnungen an lech. Dat kann een an hire Publikatioune liesen. Also: Dir däerft déi net enttäuschen.

An och an allem wat d'Regierung wëlles huet fir d'Promotioun vun der Mobilité douce, a besonnesch wat de Vëlo ugeet, wäert Dir vu mir a vu menger Fraktioun grouss Ënnerstëtzung kréien. Ech wëll drun erënneren, dass d'Sozialistesch Partei op hirem Bezierkskongress, deem leschten am Bezierk Zentrum, eng Resolutioun heizou ofgestëmmt huet, fir d'Wichtegkeet vun der Mobilité douce ze ënnersträichen.

Ech si ganz frou, dass de Félix Braz haut déi Interpellatioun iwwert de Vëlosverkéier op den Ordre du jour bruecht huet. Dëst gëtt eis, de Fraktiounen, d'Geleeënheet, eis Vuen zu dësem Thema ze presentéieren. Et gëtt dräi Aspekter zum Vëlo: den Aspekt Mobilitéit, Fräizäit a Sport. Ech mengen, d'Madame Brasseur ass ganz laang dorop agaangen. Dozou brauch ech näischt méi ze soen, dat loossen ech also ewech. Ech wär just frou, wann dee Virus, deen d'Lëtzebuerger kritt hunn, wat de Vëlo a puncto Fräizäit a Sport ubelaangt, och eriwwer géing goen op den Aspekt Mobilitéit vum Vëlo.

Tourismus ass en drëtten Aspekt, deen och schonn ugeschwat ginn ass. Ech wëll nëmme bäisetzen, dass dat wierklech eng Nisch ass an eiser Tourismuspolitik, déi et gëllt mat alle concernéierten Acteuren – den Hôtelieren, de Syndicat-d'initiativen, dem ONT, den Animateur-touristiquen, dem Ministère du Tourisme – auszebauen. Mir sinn do an engem europäesche Réseau dran, an ech mengen hei läit nach e grousst Potenzial fir d'Tourismuswirtschaft, a besonnesch fir d'Tourismuswirtschaft net an der Stad, mä iwwer Land.

Zréck elo zu deem wichtegste Facteur, dee mer haut sollen uschwätzen, dee vun der Mobilitéit: de Vëlo also als Transportmëttel. Hei besteet, wéi mer schonn héieren hunn, zu Lëtzebuerg en immenst Potenzial, virun allem en immensen Nachholbedarf. An ech erlabe mer, e klenge Saz aus enger Broschür ze zitéieren, an där den IVL presentéiert ginn ass. Do steet dran: „In Luxemburg spielt das Fahrrad im Alltag so gut wie keine Rolle. Auch Wege im Nahbereich werden überwiegend mit dem Auto zurückgelegt; Wege unter einem Kilometer zu fast der Hälfte, Wege bis zu zwei Kilometer über 60%. Dieses Verkehrsverhalten wird begünstigt durch die überwiegend disperse Siedlungsstruktur und den hohen Motorisierungsgrad." Dat heescht, wann ech soe mir hunn hei en immensen Nachholbedarf, hei steet et schwaarz op wäiss an ech mengen, dat wësse mer och alleguer.

Mir brauchen also hei zu Lëtzebuerg eng vill méi voluntaristesch Vëlos-, awer och Foussgängerpolitik. A genee wéi d'Madame Brasseur gesot huet, ass deen Term „Langsamverkehr" net gutt, well mer wëssen, dass a ville Situatiounen de Vëlo oder de Foussgänger vill méi séier ass.

Déi Zuele kann een och ëmmer nëmmen erëm widderhuelen, well ee sech déi muss virun Aen halen. Am urbane Milieu ass de Foussgänger also méi schnell wéi den Auto bei Distanze bis zu 500 Meter. An deem nämlechten urbane Milieu ass de Vëlosfuerer méi schnell bei Distanze bis zu véier Kilometer.

Haut muss ee leider feststellen, dass de Vëlo an de Foussgänger en ofhuelenden Undeel um „modal split" hunn. Déi Tendenz musse mer all zesummen ëmdréinen. Vëloe si bal an all Haushalt present an eis Féiss sinn am Fong geholl dat urspréinglechst Fortbewegungsmëttel, wat mer hunn.

Une voix.- Très bien.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Also dofir musse mir wierklech méi dorop setzen, dass et de Leit méi einfach gemaach gëtt Vëlo ze fueren an och zu Fouss ze goen.

An hei musse mir, als Chamber, de Stat, also d'Regierung, awer virun allem och d'Gemengen an do besonnesch d'Stied op d'Mobilité douce setzen, wéi gesot, fir dat enormt Steigerungspotenzial, vun deem ech virdru geschwat hunn, auszenotzen.

A mir wësse jo och all – an et ass och, mengen ech, hei gesot ginn –, dass d'Distanzen hei zu Lëtzebuerg an eise Stied, an eisen Uertschaften, an eise Gemenge relativ kleng sinn. Allerdéngs sinn d'Méiglechkeeten oder d'Viraussetzungen, fir sech mam Vëlo oder zu Fouss fortzebewegen, ze déplacéieren net ëmmer déi bescht. Et ass do, wou de Problem läit.

Dofir kommen ech och, mengen ech, zu engem vun deene wichtegsten Aspekten, an dat ass d'Sécherheet, wat fir mech den A und O vun där ganzer Saach ass. Hei musse mer wierklech all d'Moyenen, déi de Code de la route eis gëtt, ausnotze fir de Vëlosverkéier esou séier wéi méiglech ze maachen.

Ech mengen, d'Beispill Belsch ass schonn ugeschwat gi vum Félix Braz. Hien huet de Code de la rue ugeschwat, wat a mengen Aen net nëmmen eng symbolesch Saach ass, mä dat si Modifikatiounen, déi de belsche Législateur geholl huet an an de Code de la route agebaut huet. An dës Modifikatiounen – an dat ass wichteg – sinn d'Resultat vu ville Réuniounen zwëschent de politesche Responsabelen, de Fonctionnairë vun deene verschiddene Ministèren, awer och vun de Vertrieder vu Foussgängerorganisatiounen, Vëlosorganisatiounen a virun allem och vun de Vertrieder vun Organisatiounen, déi sech mat Victimes vun der Strooss ofginn.

Mat deem Code de la rue wollt eben de Législateur an der Belsch ënnersträichen, dass d'Voie publique net nëmmen eng Fonctioun Circulatioun huet, mä dass all Usager vun dëser Voie publique seng Plaz do huet, a besonnesch déi, déi am vunérabelste sinn – ech mengen, de Félix Braz huet et scho gesot, mä ech wollt dat nach eng Kéier ënnersträichen.

Niewent der Sécherheet si selbstverständlech d'Infrastrukture wichteg a mir hu scho vill investéiert an eisen nationale Réseau. De Problem ass awer, dass et nach feelt un dem Ubannen un d'Uertschaften. An do muss nach vill gemaach ginn, well Vëlospisten, déi plötzlech am Nichts einfach esou ophalen, nëtzen net vill.

Ech sinn och frou, dass den Transportminister a sengem Ministère eng Persoun responsabel gemaach huet fir d'Vëlospolitik an dass et doropshin och en interministerielle Grupp gëtt zwëschent dem Transportministère, dem Ministère des Travaux publics, wou och e Responsabelen ass fir d'Vëlospolitik, an dem Innenministère, wou och eng Persoun genannt ass, déi responsabel ass fir déi Projeten, déi mat Vëloen ze dinn hunn. An do wollt ech vläicht suggéréieren, ob een net e véierte Ministère soll do mat eranhuelen, an dat ass den Tourismusministère, well jo och deen domat ze dinn huet.

Dësen interministerielle Grupp soll jo zesumme mat deene verschiddene Stied, besonnesch och mat der Vëlosinitiativ a mat der Police, deen Aktiounsprogramm ausschaffen, dee scho virdrun hei oft erwähnt ginn ass. Ech wënschen hinne vill Erfolleg an ech erlabe mer hinnen e puer Recommandatioune mat op de Wee ze ginn.

Wat ganz wichteg ass, fannen ech, dat ass, dass an esou engem Plang Ziler gesat ginn. Ziler, déi net nëmmen um Pabeier stinn, mä Ziler, déi mer herno kënne moossen; also all déi Ziler musse kënne gemooss ginn.

Eng aner wichteg Saach ass d'Kommunikatioun an där ganzer Vëlospolitik an déi Kommunikatioun muss op zwee Niveauë lafen. Éischtens op engem Niveau interne, zwëschent dem Stat an an de Gemengen. Zwëschent dem Stat senge verschiddene Verwaltunge muss eng Kommunikatioun, eng Informatioun bedriwwe gi bei de Planungsbüroen, déi hëllefen der Gemeng d'Pläng ausschaffen, do muss bei all deene Berodungsbüroe Kommunikatioun an Informatioun gemaach ginn.

Et muss esou sinn, dass bei all Planung, déi mer als Gemengen oder als Stat maachen, automatesch de Reflex kënnt fir sech ze froen: Wéi ass et hei mat der Situatioun fir de Foussgänger? Wéi ass et hei mat der Situatioun fir de Vëlosfuerer, fir dass mer keng esou Situatioun méi kréien, wéi d'Eisebunnsbréck zu Bouneweg, déi deier kascht huet a wou awer de Foussgänger a besonnesch de Vëlosfuerer ze kuerz kommen.

An dann eng zweet Saach, dat ass eng grouss Promotioun a Kommunikatioun beim grand public, déi awer eréischt däerf gemaach ginn, wa vill an d'Sécherheet investéiert ginn ass. Et kann een net soen, kommt elo emol all mam Vëlo, fuert vill Vëlo, wann d'Sécherheetskonditiounen net stëmmen, dat wär net gutt. Dat wollt ech awer och nach eng Kéier hei ënnersträichen.

Deenen, déi Verantwortung an de Stied hunn, wëll ech awer och nach eppes roden, an zwar, dass se mussen zweegleiseg fueren. Éischtens, wéi gesot, alles ënnerhuelen, dass de Vëlo Deel vum Stadbild gëtt – dovunner hu mer jo elo grad scho geschwat. Mä dat geet net duer.

Weider mussen d'Vëlospisten ausgebaut a vernetzt ginn, weider muss op Tempo-30-Zone gesat ginn, weider mussen se eppes maachen, wat hei zu Lëtzebuerg nach net vill gemaach gëtt, wat awer am Ausland grousse Succès huet, an zwar et ze erlabe fir mam Vëlo duerch de Sens unique ze fueren. Dat erlaabt eise Code de la route souguer, et brauch ee just en anert Schëld fir d'Automobilisten dohin ze hänken, dat gëtt et zu Esch, dat gëtt et hei an der Stad nach net an dat ass eppes, wat an der Belsch, Etterbeek, eng Gemeng vu Bréissel, scho säit zéng Joer huet. An do hu se festgestallt, dass an deene Stroossen nach ni en Accident geschitt ass. An am Fong ass et jo och méi sécher fir de Vëlosfuerer, wann hien den Auto vis-à-vis huet, wéi wann hien den Auto net gesäit.

Weiderhi mussen, wéi gesot, och d'Gemenge kucken, fir de Facteur Sécherheet op hire Vëlosweeër ze verbesseren. An da kann ech nëmmen deene grousse Gemenge recommandéieren, se sollen all – wéi vill Stied am Ausland – déi sou genannte Bypaden duerchféieren. Bypad steet fir Bicycle policy audit an doduerch kënne se hir Qualitéit vun hirer Vëlospolitik verbesseren, se kënnen hir Qualitéit sécheren a si kënnen hir Qualitéit och zertifiéiere loossen.

Ofschléissend wëll ech awer och nach drun erënneren – an et ass scho gesot ginn –, dass de Vëlo ëmweltfrëndlech ass, wéineg Kaméidi mécht an et Etüde gëtt, déi beweisen, dass et duerch de méi heefege Gebrauch vum Vëlo a Stied zu bis zu 4% manner CO_2-Emissioune komme kann.

D'Argument Reen ass schonn ugeschwat ginn – de Félix Braz sot et si 6% – an déi Länner, wou am meeschte Vëlo gefuer gëtt, sinn Dänemark an Holland an do reent et nach méi wéi hei zu Lëtzebuerg.

Zu Lëtzebuerg gëtt och oft gesot: Jo, hei hu mer déi Topographie! Och dat ass kee Problem: Zürich, Edinburg si Stied, déi ganz héich Raten u Vëlosteilnehmer hunn an déi hunn nach méi eng komplizéiert Topographie wéi mir hei. Do gëtt iwwregens och vill op E-Bikë gesat, dat si Vëloe mat elektroneschen Hëllefsmotoren, wat iwwregens och e Wirtschaftsfaktor ass, an dat musse mer och nach hei maachen.

Zu gudder Lescht wëll ech nach op de Faktor Aarbecht kommen. Och do kann een nach vill maache fir de Commerce vu Vëloen, well zu Lëtzebuerg hu mer jo de Problem, meeschtens kritt een nëmme Vëloe fir Fräizäit a Sport, mä wat dee ganze Volet Vëlo als Transportmëttel oder de Stadvëlo ugeet, do ass nach relativ wéineg um Marché an do ass nach vill ze maachen; an och dat do ass eng Nisch, wou kënne Beschäftegungsinitiative ganz aktiv um Terrain vun eise Stied ginn.

A wat och nach ganz wichteg ass fir deen Aarbechtsgrupp, deen deen Aktiounsplang ausschafft, ass, dass gekuckt gëtt, wéi een den Zuch an de Vëlo ka besser kombinéieren – ech mengen et ass schonn ugeschwat ginn.

Ech wëll e ganz konkret Beispill gi vun enger Gemeng am Zentrum, an zwar ass dat d'Gemeng Konter. Do ginn et dann e puer Uertschaften: Mutfert, Méideng, Konter an Éiter, an et gëtt eng Gare, déi ass zu Éiter. Wann een do vun deene puer Uertschafte wëllt zu Fouss op déi Gare goen, dat ass net ëmmer deen nootste Wee, mä mam Vëlo kann ee praktesch vun all deenen Uertschaften a fënnef Minutten op där Gare sinn, an da mussen eis Zich esou ausgeriicht sinn, dass ee kann ouni Problem mam Vëlo an den Zuch klammen an dann hei op der Gare, oder wann een op Esch fiert, do erëm erausklammen, an dann do säin Trajet weider mam Vëlo ka maachen. Do ass also, mengen ech, en immenst Potenzial un Zesummenaarbecht zwësche Vëlo an Zuch. Mir hunn en Zuchnetz, wat jo net schlecht ass, a mir sollen dat Potenzial och ausnotzen. Voilà!

Erlaabt mer nach déi Broschür unzeschwätzen, déi d'Madame Brasseur och schonn ugeschwat huet, déi den Här Grethen an d'Commission de la Circulation de l'État erausginn hunn. Dat ass wierklech e wäertvollt Instrument. Ech wär frou, wann de Ministère déi géing iwwerschaffen a vläicht un all déi neigewielte Gemengeréit, déi elo bei deene leschte Gemengewahlen erauskomm sinn, géing verschécken. Well dat ass en Instrument, wat mir, als Gemengepolitiker, ganz vill gehollef huet a wou ganz vill wäertvoll Informatioune drastinn.

Dat zum Ofschloss, an da soen ech Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dermat ufänken, datt ech dem Interpellant Merci soe fir seng Initiativ. Dat ass eng gutt an eng nëtzlech Initiativ gewiescht. Et ass awer ze hoffen, datt och iergendwou e konkreten Nidderschlag an der Praxis derbäi erauskënnt.

Här President, domadder kënnt ech eigentlech schonn ofschléissen, well am Fong geholl huet jiddfereen a senger Interventioun hei d'Virdeeler opgezielt, d'Nodeeler opgezielt, alles opgezielt, wat misst gemaach ginn. Ech wäert mech duerfir och net ze laang derbäi ophalen, trotzdeem awer ervirsträichen, datt de Vëlo contrairement zu sengem Image, deen en dobaussen huet, e wäertvollt Instrument ass, wat och nach bëlleg ass. E muss awer net ëmmer bëlleg sinn an der Uschafung. Mer wëssen, datt mer der haut och kréien, déi ganz schrecklech deier sinn, duerfir awer net vill besser ginn, wéi därer, déi méi bëlleg sinn.

E brauch kee Bensin, kee Mazout. Et si keng Steieren drop ze bezuelen. E mécht kee Gestank, keen CO_2-Ausstouss. E mécht och kee Kaméidi. E stellt vill manner Be-

laaschtung duer fir d'Stroossen a fir de Verkéier. En ass – dat ass och hei schonn ënnerstrach ginn, an et kann een et wierklech net genuch ervirhiewen – gesond fir deejéinegen, deen dermat fiert. Et sief dann et fiert een hannert engem Auto oder engem Camion, da kann et ënner Ëmstänn méi ongesond wéi gesond sinn. Et muss een och ervirsträichen, datt ee vill manner Garageplaz derfir brauch, an och net schrecklech laang fir eng Parkplaz brauch ze sichen, wann een enzwousch dermat hifiert.

Mä en huet och Nodeeler, besonnesch dann, wann een e gebraucht am Beruff, wann een zum Beispill op e Büro fiert. Wann ee wierklech en Effort muss maachen, da kënnt een nawell gär an d'Schweessen. Dat ass natierlech net agréabel, wann een op där Plaz ukënnt, wou ee wëllt hifueren. Da misst een do d'Méiglechkeet schonn erëm hunn, fir sech ze duschen.

Wat d'Wieder ugeet, do wësse mer, dass ee sech géint d'Keelt schütze kann, duerch eng adequat Kleedung, wann et elo net an d'ganz Extreemt geet, mä extrem Hëtzt, dat ënnerstëtzt nach deen negativen Effet, da kënnt ee schonn an d'Schweessen ënner Ëmstänn, ouni datt ee sech vill midd mécht. Et ass och hei geschwat gi vum Reen, et kann een de Schnéi och nach derbäi opzielen. Dat sinn natierlech alles Auswierkungen, déi een éier dozou bréngen, fir an den Auto ze klammen, wéi op de Vëlo.

En aneren Aspekt ass deen, datt wann d'Stroossen naass sinn, an net ganz propper sinn, datt een natierlech och, wann een da mam Vëlo fiert, iergendwou ënnen erëm net ganz propper ausgesäit, wann een op senger Aarbechtsplaz ukënnt. Ech mengen, och dat hält eng ganz Partie Leit dervun of, fir mam Vëlo op d'Schaff ze fueren, wa se sech dann an engem propperen Zoustand wëlle presentéieren.

Da kënnt e wichtegen Aspekt derbäi, dat kann ech och nëmme bestätegen, datt et wierklech gefäierlech ass op Basis vun enger gewësser Rücksichtslosegkeet vun deenen anere Verkéiersteilnehmer, och heiansdo wahrscheinlech, well d'Vëloe séier iwwersi ginn. Do kann een natierlech eppes dergéint maachen, doduerch datt ee sech entspriechend undeet.

D'Fro ass fir de Lëtzebuerger Stat: Huet de Stat en Interessi fir de Vëlosverkéier ze förderen? Do géing ech soen: Ganz kloer Jo! Mir si voll an der CO_2-Debatt an all Liter Sprit, dee gespuert gëtt, wann och nëmmen e bësselchen, mä trotzdeem, bréngt eis virun. D'Stroossebelaaschtung ass manner, dat heescht et kascht manner Entretien. A virun allem, wa mer en Deel vum Individualverkéier op de Vëlo kriten, da bräichte mer vläicht och manner Ausbau, dee vun eise Stroossen an Zukunft geplangt ass.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Loftqualitéit tatsächlech, besonnesch an den Uertschaften, wesentlech géing verbessert ginn, wat sech positiv op d'Gesondheet géing auswierken. Déi besser Gesondheet vun de Leit selwer, déi sech bewegen, hätt wahrscheinlech e positiven Effet op d'Krankekeesen. Och do ass de Stat jo involvéiert. Et muss een och soen, wa mer gutt Vëlosinfrastrukturen hunn, datt dat sech sécher – an ee vu menge Virriedner war e bësse méi am Detail dorop agaangen – positiv fir den Tourismus auswierkt, well dat awer eng Form ass fir Vakanz ze maachen, déi ëmmer méi Uklang dobausse fënnt.

Wou sti mer zu Lëtzebuerg? Ech kann och nëmme widderhuelen, wat anerer gesot hunn. Am normale Stroosseverkéier leie mer par rapport zu deem, wat mer an eisen Nopeschlänner gesinn, ganz wäit zréck. Do ass enorm vill ze maachen, ganz besonnesch am Verkéier an eise Stied, mä da musse mer als Stat an och als Gemengen eis Hausaufgabe maachen. D'Vëlospisten, déi méi ronderëm féieren oder duerch d'Landschaft féieren – et ass och hei scho gesot ginn, datt ronn 600 km fäerdeg sinn, an datt nach 300 km sollen derbäikommen –, dat ass gutt, an dat muss och esou weidergefouert ginn.

Et ass wichteg, datt bei allen neie Projeten, déi geplangt ginn, ob dat Stroosse sinn, Eisebunn, oder soss gréisser Infrastrukturprojeten, datt een ëmmer dobäi d'Vëlospisten am Kapp huet. Well, wann een et net virgesäit an et muss een herno dann dodru rappe goen, fir de Vëloe Passagen ze maachen, da gëtt et natierlech vill méi deier, wéi wann een et vun Ufank u mat aplangt. Dat ass leider an der Vergaangenheet net genuch geschitt. Dann entstinn natierlech och, wann een dat net entspriechend aménagéiert, gefäierlech Punkten, wou dann Accidenter virprogramméiert sinn.

Bestehend Infrastrukture musse weider ausgebaut ginn. D'Sécherheet vun de Cyclistë muss dobäi onbedéngt Virrang hunn; do wou et nëmme méiglech ass, separat Pisten, déi och ofgeséchert sinn. Mir hunn do, fir méi séier virunzekommen, esou Strécher op d'Stroosse gezunn, an dann ass dann déi aner Säit vum Stréch fir d'Cyclistë reservéiert. Dat ass menger Meenung no net zumutbar.

Ech hunn elo gesinn, tëscht Gréiwemaacher a Waasserbëlleg ass eng nette Trennung gemaach ginn duerch eng kalifornesch Mauer. Esou soll et sinn. Dat kascht zwar vill Geld, awer wann d'Leit net d'Sécherheet hunn, datt se wierklech virum Camionsverkéier, virum Autosverkéier ofgeschiermt sinn, da fiert ee mat engem schrecklech ongudde Gefill, ganz besonnesch do, wou vill Trafic ass a wou och séier gefuer gëtt. Duerfir ass et…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- D'Kanner net vergiessen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- An d'Kanner och nach net vergiessen, dat ass richteg, déi sech och net ëmmer esou ganz un d'Pist halen.

Ech wëll och, Här President, drop hiweisen, et gëtt jo elo probéiert, bestoend Infrastrukturen ze notzen, Feldweeër, an dat war schonn deemools, wou mer dat Gesetz gestëmmt hunn, e Punkt, datt een awer soll probéieren dat esou wäit wéi méiglech ze évitéieren, well et Konflikter gëtt mat den Usagere vun de Feldweeër, mat de Baueren, déi mat Maschinnen, déi heiansdo och problematesch sinn, gefäierlech sinn, datt dat zu Schwieregkeete ka féieren. Och an de Wéngerten, well si do mat hire Gefierer aus de Wéngerten, aus den Zeilen – wéi dat dann heescht – erausfueren an op de Weeër dréien, fir erëm an déi nächst Zeil eranzefueren. Do kann dat wierklech zu Problemer féieren.

Et ass natierlech net ëmmer einfach eng aner Pist ze fannen. Wéi kënnt een un déi néideg Terrainen? Mir musse souwéisou ganz seriö a ganz geschwë kucken, wéi mer déi Expropriatiounsproblematik geléist kréien am Aklang mat der Verfassung oder doduerch, datt mer vläicht déi betreffend Verfassungsbestëmmungen ofänneren.

Da wëll ech nach e Wuert zur Technik soen. Ech mengen, och d'Vëlosindustrie, och wa mir net direkt en Afloss dorop hunn, kënnt eventuell nach en Effort maachen. Mir waren elo op enger Auslandsrees an do hunn ech zum Beispill gesinn, datt an anere Stied, och méi wäit ewech, Vëloe waren, déi en integréierten Hëllefsantrib haten, deen emol guer net opgefall ass, dat heescht, wou wierklech en zousätzlechen elektreschen Antrib war, wann et méi schwéier geet oder wann ee vläicht eng Kéier iergendwou ganz séier muss duerch. Dann ass esou eng Hëllef wierklech net schlecht, besonnesch fir eeler Leit.

Do kann een nach ganz vill maachen, wann ee gesäit wéi Motorrieder op eng Kéier benotzerfrëndlech gemaach ginn, doduerch datt och e Sichtschutz vir ass an e Schutz géint d'Witterung a vläicht souguer e bëssen zur Säit géint den Dreck. Vläicht kann ee jo och Vëloen, déi ganz liicht sinn, haut mat moderne Materialien esou maachen, datt ee se wierklech benotze kann, fir och am Kostüm op d'Schaff ze fueren, an dann och nach wierklech propper am Kostüm unzekommen, ouni datt een total verschweesst oder verdreckst ass.

A wa mer scho vu Fuerschung hei am Land schwätzen, da wär dat vläicht och en Optrag un d'Uni Lëtzebuerg, fir de Vëlo nach méi un d'Ufuerderunge vun eiser Zäit oder vun deene Leit, déi déi Problemer hunn, unzepassen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir ass bekannt, datt zum Beispill, fir an de Stied de Vëlosverkéier ze förderen, op der technescher Universitéit zu München e Projet entwéckelt ginn ass fir Vëlospisten, mat Liichtbauweis wéi Tunnelen, esou ze aménagéieren, datt d'Leit total geschützt kënne fueren, egal wéi d'Wieder ass. Do sollen d'Cyclisten souguer mat engem Loftstroum, dat ass awer dann en Einbahnsystem, Ënnerstëtzung kréien. Dat ass wierklech geplangt, an dat gëtt de Moment an enger asiatescher Stad als Pilotprojet emol gekuckt ze entwéckelen – et ass interessant dat ze suivéieren, fir ze kucken, wat dobäi erauskënnt –, well an deene Milliounestied wierklech d'Erkenntnis komm ass, datt et esou net virugeet. Mir ware viru kuerzem mat enger Delegatioun zu Peking, wou ee gesinn huet, datt déi Stied wierklech total am Verkéier erstécken, obschonn do nach vill Vëloe lafen.

Dann e lescht Wuert: Changement de mentalité. Dat ass richteg, wann d'Leit solle méi op de Vëlo ëmklammen, da brauche mer Virbildfunktioun. Hei ass d'éinescht vun der Madame Brasseur, mengen ech, eis leider verstuerwe Vedette Charly Gaul ernimmt ginn. Esou Symbolfiguren hunn natierlech e positiven Effet a Gott sei Dank hu mir de Moment erëm jonk Talenter, mä ech mengen och déi Leit, déi dat da propagéieren, déi musse mam Beispill virgoen, dat heescht d'Politiker selwer mussen do, wou et méiglech ass, einfach mam Beispill virgoen. Awer net nëmmen d'Politiker, och d'Eltere mussen hire Kanner e Virbild sinn a souguer d'Léierpersonal misst och de Kanner e Virbild sinn, amplaz datt jiddfereen och dann, wann hien nëmmen 100 oder 500 Meter ze fueren huet, mam Auto bis bei d'Schoul gefuer kënnt.

Här President, et kënnt ee sech och nach vläicht iwwerleeën, ob de Stat, an deene beschränkte Méiglechkeeten, déi hien huet, steierlech Avantagë kënnt virgesinn. Vläicht kënnt ee jo op de Vëloen d'TVA och erofsetzen, wann een e Vëlo keeft oder wann een Dépensë bei Reparature mat sengem Vëlo huet.

Dat gesot, Här President, sti mir voll hannert all Initiativ, déi et fäerdeg bréngt, fir de Vëlo ze förderen, fir méi Leit op de Vëlo ze bréngen an doduerch manner Autosverkéier hei am Land ze hunn. Ech wëll och soen, datt mir mat där Motioun, déi déi Gréng hei abruecht hunn, kee Problem hunn an datt mer déi och kënne mat droen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert. Den zoustännege Minister ass den Här Lucien Lux. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass mir, déi dräi Ministeren, déi an der Regierung sech direkt an indirekt d'Kompetenze fir déi Vëlospolitik deelen, de Mëtten all Ursaach hunn, dass mer eis kënne glécklech schätzen, fir hei en unanimë Renfort an där Politik kritt ze hunn, déi mer an deenen nächste Jore wëlles hunn ze maachen. Mir sinn determinéiert – fir dat direkt am Ufank ze soen –, fir effektiv enger Vëloskultur hei zu Lëtzebuerg, wéi soll ech soen, op de Vëlo ze hëllefen.

Wann een effektiv d'Zuelen an deenen anere Länner ronderëm eis kuckt, da gesäit een, dass am Erreeche vun engem besseren „modal split" de Vëlo zu Lëtzebuerg nëmmen en onzefridde stellenden Deel duerstellt, an dass et dofir vill gutt Grënn gëtt – a si sinn de Mëtten hei en long et en large opgezielt ginn –, fir dofir ze suergen, dass mer méi Leit op de Vëlo kréien an dass mer vun deene ganz profitabele Grënn, déi hei opgezielt gi sinn, kënnen eppes eraushuelen.

Mir hunn dräi Ministèren, déi sech ëm déi Politik këmmeren, an ech mengen an den Orientéierungen, déi mer zesummen an deem interministeriellen Aarbechtsgrupp huele wëllen, si mer eis eens, souwuel um Niveau vum Bauteministère, deen an deene leschte Jore scho vu ganz ville gudde Säiten hei investéiert ginn ass, déi 600 km Vëlosweeër sinn hei scho genannt ginn. Et ass och kloer hei gesot ginn, an ech mengen dat soll een ënnersträichen, dass an der Verwaltung, besonnesch bei de Ponts et Chaussées, laang net méi dee Geescht herrscht, deen ëmmer emol dohinner gestallt ginn ass, dass do de Vëlo éischter als eppes Hinderleches ugesi gi wier. Haut gëtt et an där Verwaltung an an deem Ministère vill Leit, déi ganz qualifizéiert a kompetent eis hëllefen hei weiderzekommen.

Datselwecht gëllt och fir de Ministère vum Intérieur, souwuel an de Relatioune mat de Gemengen, wéi och am Aménagement du territoire an deem Apport, dee si kënne leeschten an dem Plan sectoriel transports, dee mer amgaang sinn zesummen auszeschaffen.

Dofir dem Kolleeg Félix Braz e grousse Merci, eis gehollef ze hunn, eis ze beräicheren duerch eng ganz Rei vun Iddien, och ganz konkreten Iddien, déi de Mëtten nach eng Kéier hei opgelëscht gi sinn an déi mer sécherlech an de Grupp wäerte mat eranhuelen.

Net méi spéit wéi den nächste Méindeg kënnt den Aarbechtsgrupp zesummen, fir sech en Timing ze gi fir deen Aktiounsplang, dee mer wëlle virun der grousser Vakanz dëst Joer festleeën.

An deem Aarbechtsgrupp sinn niewent deenen dräi genannte Ministèren natierlech och de Syvicol, als Vertrieder vun de Gemengen, et sinn awer och déi zwou grouss Stied Esch an d'Stad Lëtzebuerg direkt mat vertrueden, well villes dovun ofhänkt, wat mer an deenen zwou Stied fäerdeg bréngen. Doniewent sinn awer och d'Vertrieder vun der Police grand-ducale dobäi fir all Froe vun der Sécherheet, déi de Mëtteg jo hei en long et en large virgezeechent gi sinn.

Ech mengen och – an et ass elo zum Schluss nach vum Kolleeg Mehlen gesot ginn –, dass et ganz wichteg ass, dass et Virbiller gëtt fir déi Vëloskultur, fir där effektiv Been ze maachen. An ech mengen dozou gëtt et natierlech déi grouss Championen engersäits, mä hei gëlle virun allem déi, déi praktesch all Dag weisen, dass een och um professionelle Plang an de Stied de Vëlo profitéiere kann.

An ech stelle fest, an ech muss dat ganz positiv soen, dass virun allem hei an der Stad eenzel Politiker mam Vëlo fueren, ob dat de Mobilitéitsschäffen ass, de Kolleeg Fränz Bausch, oder och de Kolleeg Marc Angel. Gëschter hat ech d'Geleeënheet fir och d'Madame Anne Brasseur um Wierk, um Vëlo ze erliewen, déi, wéi si et selwer hei gesot huet, ganz selbstbewosst sech virun d'Autoen drainéiert huet, an dat, mengen ech, iwwert déi Kräizung och exzellent gemaach huet. Ech mengen, dass déi Virbiller do wichteg sinn, fir d'Leit dovun ze iwwerzeegen, dass et innerhalb vun de Stied effektiv vill gutt Grënn gëtt, fir de Vëlo ze huelen.

Ech mengen, dat ass hei gesot ginn, dat ass gutt fir d'Gesondheet, dat ass awer och, als Ëmweltminister gesinn, gutt fir déi CO_2-Emissiounen, fir dee renge Stëbs, dee mir virun allem an de Stied provozéieren. A wann een eenzel Zuele kuckt bei den CO_2-Emissiounen, wa mer vun der Basis 100 beim Auto ausginn, da mécht de Bus trotzdeem nach den Indicateur 29 aus, de Fliger 420 an de Vëlo 0. A wann ech d'Pollutioun vun der Loft huelen: Bei der Basis 100 vum Auto mécht de Bus der nach ëmmer 9 aus, den Zuch der 3 aus an de Vëlo och nach ëmmer 0. Ech mengen, dass et also och do vill gutt Grënn gëtt, fir an déi Richtung ze goen.

Ech hu gëschter an enger Lëtzebuerger Dageszeitung gelies, dass den Ëmweltminister ëmmer géif den Transportminister duerch d'Gaassen dreiwen a sech ëmmer géint dee géing duerchsetzen.

Ech muss och soen, par rapport zu deene konkrete Fäll, déi hei genannt gi sinn, sief et zu Monnerech, op der Escher Säit, oder sief et hei an der Stad, et hei jiddefalls esou ass, dass déi Décisioune scho geholl gi sinn an dass den Transportminister sech géint den Ëmweltminister duerchgesat huet, well ech effektiv net agesinn, dass ee bei engem Biotop, wou heiansdo nach iwwert d'Definitioun muss diskutéiert ginn – wann ech esou eenzel Fäll aus der Stad kucken, wéi och bei enger Réserve naturelle –, ech mengen et dach awer wichteg ass, dass een de Vëlo och do zum Zuch komme léisst. Ech mengen, dass een do e bësse méi pragmatesch heiansdo un d'Saache muss erugoen, wéi dat vun Eenzelne gesi gëtt.

Wann een da ronderëm sech kuckt a feststellt, dass an Holland – ech weess, do gëtt et eng Vëloskultur, déi eng enorm Traditioun huet –, mä trotzdeem, wann ee gesäit, dass den Undeel hei vun dem „modal split" bei 27% um Vëlo läit. A wann ee gesäit, dass hei all Dag pro Persoun 2,3 km mam Vëlo ofgeleescht ginn. Wann een och souguer nach gesäit an Dänemark, wat awer, mengen ech och, eng ganz Rei vun negative Säiten huet, wann ech d'Wieder kucken, déi mir och hunn, nach ëmmer e „modal split" vun 18% um Vëlo an insgesamt 2,6 km pro Dag pro Persoun um Vëlo zréckgeluecht ginn, an ech kucken dann eis Situatioun mat 1,5% „modal split" an 0,1 km, also 100 Meter, déi pro Dag hei zu Lëtzebuerg um Vëlo zréckgeluecht ginn, dann, mengen ech, läit et op der Hand, dass hei en enormt Potenzial ass, wat mer erauskëddele mussen.

Duerfir muss een eng Politik maachen. Duerfir muss een no baussen eng besser Informatioun maachen, eng Sensibiliséierung maachen. Duerfir musse mer zesummeschaffen, de Stat mat de Gemengen an och mat den ONGen, déi sech an deenen eenzelne Beräicher dorëmmer këmmeren. Ech mengen, dass mer dat ganz staark wëllte maachen.

Ech wëll net soen – well och de Kolleeg Claude Wiseler op eenzel Punkten, besonnesch am Beräich vun de Vëlospisten, op d'Reglementatioun wäert agoen –, dass mer an deene leschte Joren net

eng Rei vu Fortschrëtter gemaach hunn. Ech mengen, et ass dorop higewise ginn, op deen exzellenten Avis, deen 2001 gemaach ginn ass vun der Commission de Circulation de l'État, deen déi ganz Reglementatiounen um Niveau vum Vëlo nach eng Kéier kloer gemaach huet. Ech mengen, dass een hei eng Aktualiséierung ka maachen an dat och nach eng Kéier ënnert d'Leit bréngen, well ech mengen, dass dat bei villen nach net gesi ginn ass.

Mir haten déi Colloquen, déi zu Miersch stattfonnt hunn. Mir haten déi Table ronde, déi am November stattfonnt huet hei an der Stad ënnert deenen eenzelne Partneren. Mir hunn et virun allem och fäerdeg bruecht, an ech halen dat fir ganz wichteg, dass an deenen dräi betraffene Ministèren an der Tëschenzäit dräi Chargéë sinn, déi sech prezis ëm déi Politik vum Vëlo këmmeren, ob dat am Transportministère den Här Schiltz ass, ob dat am Innen- a Landesplanungsministère den Här Simonis oder am Ministère vun den Travaux publics oder bei de Ponts et Chaussées den Här Mangen ass.

Ech mengen, dass do dräi Gesiichter sinn, dräimol Kompetenze sinn, dräimol Asaz ka sinn, an och op där anerer Säit d'Kreditter fräigemaach gi sinn, fir enger Vëlospolitik nozehëllefen. Ech erwaarde mer also ganz vill, och e Méinden zesumme mat där neier Communauté des transports, déi sech deenen Aarbechten hei wäert uschléissen, wou och erëm eng Kéier Ressources humaines a Méiglechkeeten, och finanzieller, do sinn, fir weiderzekommen.

Ech denke schlussendlech och, dass an Zesummenaarbecht mat der nationaler Eisebunnsgesellschaft, mat eiser CFL, villes méi muss méiglech sinn. Eng éischt Décisioun hu mer am Ministère geholl, nämlech déi vun der Gratuitéit vum Vëlo um Niveau vum öffentlechen Transport. Et ass net anzegesinn, firwat dass mer bei eisem „modal split", deen ech virdrun nogewisen hunn, nach ëmmer duerfir suergen, dass d'Leit mussen en Ticket bezuele fir hire Vëlo kënne matzehuelen. Et ass also eppes, wat mer wäerten elo ofschafen à partir vum 1. Mäerz, fir dat emol kloer ze maachen.

Mä ech mengen, dass mer bei der CFL musse wierklech dozou kommen, fir eng Politik doraus ze maachen, déi a Groussbritannien zum Beispill ganz vill Erfolleger huet, fir de Vëlo mam Zuch ze kombinéieren. Duerfir brauch et eng ganz Rei vun techneschen Ariichtungen an de Garen, an esou virun. Mä ech mengen, dass dat awer vun hinne komme muss. Ech mengen och, dass déi Fro vun dem weideren Ausbau vun de Vëlospisten, hir Verbindung mat deene lokalen a kommunalen Initiativen, déi et gëtt, dass dat jiddefalls geplangt ass weiderzefueren.

Et ass och hei vun de Sécherheetsaspekter geschwat ginn. Dat ass natierlech ee vun de grousse Problemer. Et ass zu Recht vun engem Virriedner gesot ginn, vill Elteren hu scho Problemer fir hir Kanner mam Vëlo an d'Schoul fueren ze loossen, well se einfach de Verkéier, besonnesch an där Zäit vun esou hallwer aacht bis Véirel op aacht, wou déi gestressten Autofuerer an Autofuererinnen, déi alleguer ze spéit dru sinn a renne fir op d'Schaff ze kommen, dass een do muss Efforten an de Gemenge maachen, fir zu enger Berouegung ze kommen. Ech mengen, do gëtt et och keng 100%eg Méiglechkeeten, fir duerch Vëlospisten an aner Saachen dat an de Grëff ze kréien.

Ech mengen, dat hei ass dat, wat viru kuerzem och vum Här Bausch gesot ginn ass, fir einfach duerfir ze suergen, dass et an d'Käpp erageet vun de Leit, dass et eng pedagogesch Aufgab ass, déi mer musse maachen, awer och dass, wa méi Vëlosfuerer op den eenzelne Stroosse sinn, dat automatesch soll d'Autofuerer dozou féieren, fir se méi ze respektéieren an op se anzegoen.

Wann ech d'Accidenter kucke vun 2000, da ware bei 844 Accidenter 89 Mol Cyclistë betraff. Een Doudegen hate mer 2000 a 17 schwéier Blesséierter. Wann ech déi Zuelen elo kucke vum leschte Joer, da sinn d'Accidenter insgesamt zréckgaangen op 692. Mir hunn awer nach ëmmer 70 Cyclisten, déi betraff sinn. Mir haten, Gott sei Dank, keen Doudegen, an „just nach" fënnef schwéier Blesséierter. Et ass also do och eng Tendenz, déi zum Bessere geet. Dat muss een de Leit dobausse soen, fir dass déi Hemmschwell, déi se heiansdo hunn, ewechgeet.

Wéi gesot, ech kommen zum Schluss fir ze soen: Mir wäerten elo do erugoen. Mir hu schonn eng ganz Rei vu Saachen an d'Weeër geleet. Mir hunn déi dräi Ministèren an hir responsabel Fonctionnairen; eng ganz gutt Zesummenaarbecht. Déi wëlle mir à partir vun e Méinden nach ausbauen op där gemeinsamer Plattform.

An ech wëll net vergiessen, dass et hei, ier mir als Politiker heiansdo op esou en Zuch oder e Vëlo sprangen, der vill virdru gouf, déi sech scho fuseleg geriet hunn an Initiative geholl hunn. Duerfir kommen ech net derlaanscht fir praktesch och am Numm vun der Regierung der Lëtzebuerger Vëlosinitiativ an aneren ONGen an all deene Leit, déi sech do éierenamtlech agesat hu fir de Vëlo, e Merci ze soen, an hinne kloer ze soen, dass se natierlech Partnere mussen a wäerte sinn an deenen nächste Jore vun där Politik, déi mer mat kloren Ziler och musse kombinéieren, fir dass mer a véier, fënnef Joer zu bessere Resultater kommen.

Zum Schluss nach ee Saz zur Motioun. Déi Motioun enthält eng ganz Rei vu ganz sympathesche Propositiounen, déi hei vun alle Riedner zum gréissten Deel och nach eng Kéier ervirgedroe si ginn. Et sinn awer eng Rei vu Punkten dra fir déi mer eis, mengen ech, nach sollten Zäit ginn, fir eng Kéier driwwer ze diskutéieren, virun allem och déi finanziell Relatiounen, déi et solle ginn tëschent Stat a Gemengen. Ech mengen, doriwwer soll een diskutéieren, eng Rei vu reglementaresche Froen.

Duerfir géif ech, och am Numm vu mengen zwee Kolleegen, den Interpellant bieden ze akzeptéieren, dass mer déi Motioun géingen eng éischte Kéier an d'Kommissioun ginn a se do eng Kéier am Detail géingen duerchhuelen. Wann e Méinden de Grupp bis zesummegeschafft huet, da kréie mer vläicht nach zousätzlech Informatiounen an da kënnte mer eng Kéier, vläicht mat enger breet ënnerschriwwener Motioun, déi, mengen ech, vun alle Fraktioune kënnt ënnerschriwwe ginn – esou wéi déi Rieden hei de Mëtten ze verstoe waren – op déi Motioun zréckkommen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Minister Claude Wiseler freet d'Wuert. Här Minister!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President, just e puer Saachen, déi ech nach wollt hannert dat setzen, wat den Transportminister elo gesot huet a wat méi speziell mat dem Departement vun den Travaux publics respektiv mat der Administratioun vun de Ponts et Chaussées zesummenhänkt.

Vëlospistë ginn hei am Land am Fong ongeféier scho säit 30 Joer gebaut. Am Ufank war dat méi zoufälleg, ouni grousst Konzept hannendrun, mat vill Begeeschterung, mä awer net planifiéiert. De Succès, deen dat an deene leschte Joren, Jorzéngten hat, huet et u sech esou wäit bruecht, datt mer momentan iwwert d'Gesetz vum 6. Juli 1999 ganz einfach an eng aner Etapp komm sinn:

Éischtens, well mer méi Kohärenz an dat Ganzt erakréien, well mer eng Organisatioun iwwert d'ganzt Land iwwert déi 23 Vëlospisten hunn, déi au fur et à mesure développéiert ginn.

Zweetens, well mer och am Fong Standarden hunn, wéi dat Ganzt muss a soll ausgesinn, fir korrekt uerdentlech gebraucht ze ginn.

An drëttens, an dat ass, mengen ech, wat den Interpellant och hei gesot huet, well mer och d'Méiglechkeet ëmmer méi kréie fir d'Gemengen, datt se kënnen dorop zréckgräifen, sech uschléissen. Well et ass absolut logesch, datt wéi am Stroossebau och d'Finalitéit soll sinn, datt dat nationaalt Netz mat deenen eenzelne Gemengennetzer muss kënne fonctionnéieren, fir en fin de compte a schlussendlech dee Sënn ze maachen, dee mer gären dran hätten.

Et sinn 950 km geplangt gewiescht. Haut, dat ass scho gesot ginn, si ronn 600 km gebaut respektiv disponibel. An et sinn nach ronn zwëschent 15 km an 20 km, déi momentan am Bau oder an der Planifikatioun sinn. Et muss also weidergefuer ginn.

Ech soen awer och hannendrun: Dat, wat ech bal géing soe méi liicht war ze bauen, ass zu engem Deel scho virgeholl ginn, klassescherweis. A mir kommen elo ganz oft op déi Tronçonen, wou et méi schwéier ass, wou et méi komplizéiert ass, aus enger ganzer Rei Grënn.

Déi Problemer, op déi mer haut stoussen, fir verschidden Tronçonen ze bauen, sinn net ëmmer evident. Dat sinn deelweis Problemer vun den Autorisatiounen. Ech schléisse mech do – an ech soen dat hei wierklech – net dem Ëmweltminister, mä ech woen hei ze soen, ech schléisse mech do dem Transportminister u bei deem, wat hien elo gesot huet, datt ee muss kucke méi Autorisatiounen trotzdeem ze kréie fir Vëlospisten och op Plazen, déi vläicht méi sensibel sinn – an ech versti jo och déi Sensibilitéiten –, well ech mengen, datt mer dee Réseau musse komplett kréien.

Mir hunn heiansdo och vill Diskussiounen iwwert de Belag, deen dann eng Vëlospist soll hunn, ob se esou oder anescht soll ausgesinn. Dat sinn awer Problemer, déi mer mussen an de Grëff kréien, fir weiderzekommen.

En zweete Problem, deen och haut genannt ginn ass, ass dee vun den Emprisen an den Tracéen. Momentan stousse mer ganz oft op déi Problemer, datt mer d'Emprisen net kréie fir deen Tracé esou fäerdeg ze maachen, wéi mer en awer musse fäerdeg maachen. Dat si keng einfach Problemer, well Der do ganz oft op Terraine stousst, déi d'Leit einfach net wëllen hierginn. Ob mer da sollen, wéi dat hei proposéiert ginn ass, direkt op eng Expropriatioun higoen, ass net evident, well d'Expropriatioun ass a mengen Ae wierklech dee leschte Moyen, deen ee sollt gebrauchen. Déi Fro stellt sech, an ech wéilt dat Fragezeichen och elo hei stoe loossen.

Iwwert déi puer Froen, déi elo nach hei gestallt gi sinn iwwert d'Pistes cyclables eraus an d'Relatiounen, déi de Stat mat de Gemengen huet, wëll ech soen, datt do och an deene leschte Joren eng ganz Rei Saache changéiert hunn, fir méi effikass a méi kohärent ze sinn.

Wann am Ufank all Autorisatioun fir eng Vëlospist huet missen iwwer eng Permission de voirie goen, esou ass dat awer säit 2004 anescht, an zwar esou, datt mer en Ënnerscheed maachen tëschent CRen op där enger Säit a Routes nationales op där anerer Säit, an datt bei den CRen haaptsächlech déi kommunal Responsabilitéit spillt, bei de Routes nationales ëmmer eng Autoristatioun muss do sinn, déi eng Permission de voirie muss sinn, dann, wa mer richteg konstruktiv Moossnamen huelen. Esou datt een do awer muss soen, datt vill méi – wéi soll ech soen – Effikassitéit an déi ganz Prozedur erakomm ass, déi doranner besteet, datt mer awer, mengen ech, duerch deen hei Fait besser weiderkommen an d'Gemengen och an hire Relatioune mam Stat méi liicht handlungsfäeg sinn.

Mä wat ee muss soen – an dat ass a mengen Ae wichteg a kloer –, dat ass, datt d'Initiativ nach ëmmer bei de Gemenge läit, dann, wann et an enger Gemeng, an engem Duerf oder an enger Stad ass. Ech fannen dat am Prinzip och richteg esou an et gesäit een och, datt déi Gemengen, déi hei wëlle weiderkommen, och net gebremst ginn, mä datt déi ënnerstëtzt ginn, fir déi Réseauen auszebauen a fir sech un déi national Réseauen, esou wäit wéi et méiglech ass, unzeschléissen.

Par contre dat, wat gemaach ginn ass, dat ass, datt gekuckt ginn ass, iwwert de Guide d'application vun dem Code de la route, och eng Rei Prezisiounen ze ginn, notamment wat d'Reglementatioun vun der Circulatioun ugeet an d'Definitioun wéi d'Affektatioun vun deenen eenzelnen Espacen un de Stroosseréseau soll kënne gemaach ginn, datt dat méi oder wéineger iwwerall d'selwecht organiséiert gëtt, schonn einfach fir et korrekt eriwwer ze kréien a fir datt och d'Leit, wa se hei oder an enger anerer Gemeng fueren, net veronséchert sinn, soll dat e wéineg harmoniséiert ginn.

An dat Konzept, dat déi eenzel Gemengen ausschaffen – an ech mengen dat ass jo och deen Aarbechtsgrupp, deen den Transportminister hei ugeschwat huet, deen d'nächst Woch zesummekënnt –, soll kënne weider an deene konzeptuellen Iwwerleeunge fueren.

De Ministère vun den Travaux publics huet dann och nach eng vun deene wesentlechen Aufgaben, fir wierklech do, wou mer kënnen, kohärent an direkt anzegräifen, an zwar an deenen neien Deeler vu Stied oder Gemengen, déi gebaut ginn, an deenen neie Quartieren, déi gebaut ginn, fir do direkt eng Konzeptioun ab initio, géing ech soen, ze maachen: dat ass Belval, dat ass de Kierchbierg, dat ass de Ban de Gaasperech – wann en da kënnt.

Do, mengen ech, ass et ganz kloer, datt een einfach fräi Hand huet, fir dat schonn an der Schafung an am Urbanismus, deen ee virgesäit, direkt mat virzegesinn. An dat ass och ganz kloer dat, wat gemaach gëtt. Do si Loisirsweeër fir Vëloen a Foussgänger zesummen, et sinn och Weeër fir d'Vëloen eleng respektiv fir d'Foussgänger eleng. Alles dat ass scho kohärent an deene Pläng vun deene Quartiere mat agesat ginn, esou datt dat an Zukunft absolut propper, däitlech an transparent soll oflafen.

Datselwecht gëllt och fir déi nei Stroossen, déi elo individuell concevéiert ginn, an do schéngt et mer och evident, datt een an deenen Aarbechten, déi d'Ponts et Chaussées oder d'Travaux publics hei maachen, einfach déi Verkéierstrennung soll kënne virgesinn, fir datt se duerno och effikass an der Realitéit ka fonctionnéieren.

Et war nach eng Fro, déi ech wollt zum Schluss beäntweren, an dat war déi, déi d'Madame Brasseur gestallt huet iwwert d'Buspisten, wou et ëm de Code de la route geet. Mengen Informatiounen no ass et esou, datt et momentan schonn erméiglecht ass iwwert d'Buspistë mam Vëlo ze fueren. Den Artikel D10 vum Code de la route gesäit dat als Méiglechkeet vir, à condition datt dann eng Autorisatioun kënnt an datt dann ënnert dat Schëld – an ech hunn et elo hei eriwwergereecht kritt – esou e klengt Schëld ënnendrënner gehaange gëtt, wou da steet, datt déi Buspisten och fir Vëlospistë fräi sinn.

Dat gëtt awer am Prinzip nëmmen ënner verschiddene Konditiounen accordéiert, well et jo manifestement och eng Sécherheetsfro ass. An zwar gëtt et nëmmen ënnert deene Konditiounen accordéiert, datt et net méiglech ass fir eng separat Vëlospist niewendrun ze maachen, well dat natierlech déi besser an déi méi sécher Solutioun ass an à condition datt och déi Buspisten enger gewëssener Breet entspriechen. Bei 3,5 Meter Breet sinn d'Kritäre manner restriktiv. Bei enger Breet zwëschen 3 an 3,5 Meter kënnen eventuell och Vëloen op der Buspist fueren, wann déi Buspist dann och nach enger ganzer Rei anere Kritären entsprécht, dat aus Sécherheetsgrënn. Ech mengen, et wär da méi sécher iwwert d'Buspist kënnen ze fueren, wéi de Vëlosfuerer zwëschent der Buspist an deem anere Verkéier fueren ze loossen.

Elo sot Dir mir natierlech: Dat gëllt och fir déi méi schmuel Pisten. Dat ass richteg, mä ech mengen, dat hei sinn elo emol eng Rei Prinzipien, déi ech awer positiv fanne fir eis schnell weiderkommen ze loossen an deem dote Dossier.

Voilà, dat waren déi puer Prezisiounen. Merci, Här President.

Motion 1

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Zur Motioun, déi den Här Braz déposéiert huet, wann ech de Minister richteg verstanen hunn, huet hie proposéiert, dass mer an der zoustänneger Kommissioun sollten iwwert déi Motioun diskutéieren.

Här Braz, wat sot Dir dozou?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), interpellateur*.- Mir si selbstverständlech mat deem Virschlag d'accord a freeën eis och op déi Diskussioun. Uschléissend kënnt déi Motioun da selbstverständlech an de Plenum zréck.

M. le Président.- Dann ass domadder déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5378, eng Konventioun iwwert d'Grenzgewässer. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. 5378 – Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn e Gesetzesprojet virleien, deen d'Unerkennung vun zwee Amendementer virgesäit zu den Artikele 25 a 26 vun enger Konventioun, déi sech nennt „fir d'Protektioun an d'Benotzung vu grenziwwerschreidende Waasserleef respektiv internationale Séien", eng Konventioun vum 17. Mäerz 1992, déi den 28. November 2003 ugeholl gouf. De 7. September 2004 huet den Ausseminister de Projet an der Chamber déposéiert. Den 11. Oktober 2005 hate mer den Avis vum Statsrot an de Rapport vun der Cham-

berskommissioun ass de 15. Dezember 2005 ugeholl ginn.

Lëtzebuerg hat scho mat engem Gesetz vum 22. Mäerz 1994 d'Konventioun fir de Schutz an d'Benotzung vu grenziwwerschreidende Waasserleef a Séien ugeholl. Dës Konventioun hirersäits ass 1992 zu Helsinki vun där zoustänneger Kommissioun – dat ass eng Wirtschaftskommissioun fir Europa vun de Vereenten Natiounen – adoptéiert ginn. Just als Explikatioun, déi Wirtschaftskommissioun fir Europa vun de Vereenten Natiounen ass nom Zweete Weltkrich deemools gegrënnt ginn, fir Europa beim Erëmopbau ze hëllefen. An der Zwëschenzäit ass d'Missioun vun där Kommissioun déi, sech mat Ëmweltfroen an awer och mat Finanzfroen ze beschäftegen.

Dann, déi international Kooperatioun am Beräich vun der Gestioun vu grenziwwerschreidende Waasserleef – dat wësst Dir – huet eng laang Traditioun, notamment – dat ass dat, wat ee besser kennt – um Niveau vun den internationale Kommissioune fir de Schutz vun der Musel an och vum Rhein, an déi datéiere schonn aus dem Joer 1961 respektiv 1963.

An do donieft, wat mer elo deemnächst wäerten um Métier hunn – Dir wësst dat –, ass dann d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2000/60/CE, also déi berühmt Waasserdirektiv vum 23. Oktober 2000, wou et drëm geet, fir bis 2015 entscheedend d'Qualitéit vun eise Gewässer ze verbesseren.

Da wollt ech soen, dass déi zwee Amendementer, vun deene mer hei schwätzen, vun där Commission économique fir Europa zu Madrid 2003 guttgeheescht gi sinn an déi zwee Amendementer änneren d'Artikele 25 a 26 ëm, esou datt all Stat, deen zu enger anerer Regionalkommissioun vun der UNO gehéiert, wéi déi vun där besoter Kommissioun, der Konventioun vun Helsinki ka bäitrieden. Dat ass dat, wat mer haut maachen.

D'Initiativ, fir déi zwee Amendementer ëmzeänneren, goung vun der Schwäiz aus, an zwar aus dräi Iwwerleeungen, an ech soen Iech déi kuerz.

Déi éischt Iwwerleeung war deemools, fir eng gewësse Kohärenz zwëschent deene Verträg ze kréien zwëschent de Länner, deene multilaterale Verträg, an dem Beräich vun der Protektioun vum Waasser. Verschidde vun deene Verträg gesinn dës Dispositioun elo scho vir, wou et iwwert d'Responsabilité civile an d'Entscheedegungen am Fall vun engem Problem geet, wann also e Schued geschitt.

Ech ginn Iech e Beispill vu viru kuerzem aus China, wou dann e gréisseren Accident an enger chemescher Industrie geschitt ass an dee war esou eminent, datt och Russland d'Auswierkunge vun deem Accident ze spiere kritt huet. An esou engem Fall, wéi gesot, spillen dës Dispositiounen.

Eng zweet Iwwerleeung war déi vun de Grenzstaten zu där Regioun, déi also déi Kommissioun vun Europa am Kontext Vereent Natiounen ausmécht, wou da Grenzstaten sech grenziwwerschreidend Waasserbassenge mat hiren Noperlänner deelen. Do solle méi gewiichteg juristesch Instrumenter an d'Hand gi ginn, wéi déi Verträg, déi bis elo bestinn.

Déi drëtt Iwwerleeung ass déi einfach Iddi vum Fridden, deen normalerweis bei grenziwwerschreidende Projeten, bei Zesummenaarbecht zwësche Memberlänner, zwëschen Nopeschlänner e wichtegt Argument, mengen ech, och ass fir d'Uwendung vun dëser Konventioun.

Här President, am Kloertext, d'Initiativ vun der Schwäiz war geduecht, deene Länner, däre Gewässer iwwert d'Limitë vun der Commission économique fir Europa vun de Vereenten Natiounen erausginn, iwwerhaapt d'Méiglechkeet ze ginn, éischtens Informationen ze kréien, wann eppes virkënnt, zweetens ze kooperéieren am Kontext grenziwwerschreidende Waasserschutz.

Déi genannt Amendementer hu keen direkten Afloss op Lëtzebuerg. Dat kënnt dohier, well am Kontext vun de regionale Kommissiounen, vun de Waasserdirektive souwisou, effikass Instrumenter bestinn am Kontext mat eise Waasserleef an och mat eise Séien. Dat heescht, datt mer vun dohier souwisou eise Verflichtunge mussen nokommen. Näischtdestotrotz, doduerch datt mer déi Amendementer unhuelen, stäerke mer awer déi vun där Konventioun, wéi ech se elo beschriwwen hunn, virgesinnen Aktivitéiten am grenziwwerschreidende Beräich fir de Schutz vum Waasser.

Ech wollt am Numm vu menger Fraktioun den Accord bréngen zu dësem Projet an ech wollt awer och an deem Kontext d'Fro un de Minister stellen, wou mer mat der Waasserdirektiv 2000/60, déi ech elo grad beschriwwen hunn, dru sinn a wou mer dann dovunner ausginn, datt mer deemnächst och e Projet de loi an d'Kommissioun kréien, respektiv datt den Dépôt gemaach gëtt vun deem Projet de loi. Also meng Fro un de Minister, wou mer domadder dru sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Emile Calmes ageschriwwen.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP)*.- Ech mengen, den Här Schank huet alles zu deem Gesetz hei gesot, wat ze soen ass. Ech wollt him Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport an an engems eisen Accord zu deem Gesetz hei bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den honorabelen Här Jean-Pierre Klein ass als nächste Riedner agedroen.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporter fir seng Rapporten. Waasser ass eng vun deene wichtegste Ressourcen, ouni proppert Drénkwaasser kënne mer net liewen, kee Liewewiesen! Et ass deemno vu vitalem Interesse, fir eis Quellen, Flëss a Séien ze schützen, fir all Pollutiounen esou wäit ewéi méiglech ze verhënneren a fir do, wou Gewässer scho polluéiert sinn, Moossnamen ze ergräifen, fir d'Waasserqualitéit erëm hierzestellen a weider ze verbesseren.

D'Séien an d'Flëss kenne keng politesch Grenzen. D'Politiker hu sech awer oft un esou natierlechen Démarcatiounen orientéiert, wa se Grenze festgeluecht hunn. De Schutz vun de Gewässer ass ganz wichteg oder huet nëmme Sënn, wann all d'Länner, déi Zougank zu engem Séi hunn oder duerch déi e Floss leeft, sech am selwechte Mooss fir dëst Zil asetzen.

Dat war och eng vun de Grondiddie vun der Konventioun, déi 1992 zu Helsinki adoptéiert gouf. Wat méi Länner sech am Beräich vum Schutz vun de Gewässer engagéieren, wat et besser ass. Mir kënnen et dofir nëmme begréissen, wa Länner, déi urspréinglech net an de Beräich vun dëser Konventioun gefall sinn, froen, fir mat agebonnen ze ginn. Dat ass net nëmmen e Fortschrëtt fir dës Länner, mä e Gewënn fir all Parteie vun der Konventioun a besonnesch fir déi Staten, déi op hirem Territoire Gewässer hunn, déi se mat aneren deelen an déi bis elo net konnte bäitrieden.

Et ass och e Gewënn iwwert de Problem vun der Waasserqualitéit eraus. A ville Regioune vun der Welt ass d'Waasser eng knapp Ressource an net selte féiert dat zu seriöen Ausenanersetzungen. Eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht fir d'Protektioun vun de Gewässer ass och eng ideal Plattform, fir méiglech Interessekonflikter bei der Waasserversuergung friddlech ze léisen.

Am Exposé des motifs heescht et, d'Amendementer, deene mer hei zoustëmme sollen, hätte keng direkt Auswierkungen op Lëtzebuerg. Et géif hei dorëms goen aneren de Wee fräi ze maachen, fir am Kader vun der Konventioun e verbindlechen Engagement anzegoen.

Länner maachen de Schutz vu Ressourcen a méi konkret de Schutz vun de Gewässer zu enger Prioritéit. Dat misst och fir eis gëllen. Am Exposé des motifs gëtt d'EU-Direktiv ernimmt, déi sech op d'Konventioun, ëm déi et hei geet, stützt an e Kader gëtt fir d'Waasserpolitik innerhalb vun der Europäescher Unioun.

Dës Direktiv hätten all d'Memberstate misse bis Enn 2003 ëmsetzen. Dat ass och zu Lëtzebuerg nach net geschitt. Dëse Projet de loi, dee mer elo haut hei sollen arrêtéieren, huet zwar net direkt eppes ze di mat der Transpositioun vun där EU-Direktiv an nationaalt Recht, ech hoffen awer – wann Der mir déi perséinlech Remarque erlaabt –, dass dës Debatt an der Chamber eis dorun erënnert, dass och zu Lëtzebuerg Handlungsbedarf besteet.

Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun begréisst all Efforten, déi am Beräich vum Schutz vun de Gewässer gemaach ginn. Si gëtt dofir selbstverständlech hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

(Interruption)

Pardon.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just nuren am Numm vun onser Fraktioun den Accord zum Projet de loi ginn.

M. le Président.- Ech wëll selbstverständlech d'Fraktioun vun deene Gréngen hei net iwwergoen. Dir waart net op menger Lëscht hei ageschriwwen, dofir hat ech Iech net ernimmt, mä den Här Gira wëllt och eppes zum Projet soen. Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech sinn och ganz séier fäerdeg. Ech wollt dem Rapporter Merci soe fir säi Rapport an Iech just nach matdeelen, dass mir dëst Gesetz selbstverständlech och wäerte stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Très bien. Dann huet elo den zoustännege Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Wuert. Här Halsdorf!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech menge bei dësem Gesetzesprojet, wou ech heibanne spieren, dass e grousse Konsensus besteet, brauch ech net onbedéngt an de Detail ze goen. Et soll ee sech awer bewosst sinn, dass mer hei am Fong geholl eng Konventioun maachen, wou Iwwerflächewaasser a Grondwaasser betraff sinn, wat awer wierklech Elementer sinn, déi sécherlech an der Wasserrahmenrichtlinie, déi mir an den nächste Wochen hei an der Chamber déposéiere wäerten, eng grouss Roll spillen.

Ech wëll gären nach eng Kéier déi grouss Prinzipie rappeléieren, déi hei eng Roll spillen: de Précautiounsprinzip, dee vun deene Staten applizéiert gi muss; de Verursaacherprinzip, dee ganz wichteg ass, an d'Nohaltegkeet solle mer an den Iwwerleeungen am Waasserberäich ëmmer virun Aen hunn. Déi preventiv a kurativ Mesuren, déi vun de State geholl ginn, mussen sech och heirun orientéieren.

Dir sollt Iech och dorun orientéieren, wat de Rapporter virdru gesot a mech och gefrot huet. Hien huet op där enger Säit e gudde Rapport gemaach, wou all Elementer vun dëser Konventioun oder vun dësem Projet de loi dra waren, an hien huet mech gefrot, wou d'Wasserrahmenrichtlinie drun ass.

Do kann ech him an Iech hei an der Chamber soen, Dir Dammen an Dir Hären, dass um Fong de Projet fäerdeg ass, dat heescht all Dispositioune vun der Direktiv, déi do gefrot gi sinn, sinn niddergeschriwwen, si fäerdeg.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir sinn elo amgaangen, géif ech soen, nach iwwert d'Form ze diskutéieren, dat heescht mir mussen elo nach déi juristesch Kohärenz an dat Ganzt kréien. Ech wäert an den nächste Wochen déi zoustänneg Ministere mat deem Projet befaassen, dat heescht an deem heite Fall d'Ministere vun der Agriculture, den Travaux publics an dem Environnement. Duerno wäert ech da mam Projet an de Conseil de Gouvernement goen. Natierlech vergiessen ech net déi sou genannte Société civile mat anzebannen, mat den ONGen, dat wäerte mer maachen.

Mir sollen eis awer bewosst sinn, dass dat, wat mer elo an den nächste Woche maachen, net nëmmen d'Ëmsetze vun enger Direktiv ass, mä dass et am Fong geholl e richtegt neit Waassergesetz ass, well et si wierklech Elementer, wéi zum Beispill d'Waassermengewirtschaft, d'Hydrologie op Franséisch, déi gëtt am Fong och hei nei geregelt. Do hate mer eng Gesetzgebung aus den 20er Joren. Déi wëlle mer mat dësem Projet de loi, deen also an deenen nächste Wochen an der Chamber déposéiert gëtt, änneren. Ech géif soen am Laf vum Februar wäert dat geschéien. Da wäerte mer déi Diskussiounen hei féieren. Déi wäerte spannend ginn.

Mir hu Mëtt Februar, wann ech dat richteg verstanen hunn, och nach eng Interpellatioun vum Här Calmes, och am Beräich vum Waasser, esou dass mer eis alleguerte bewosst sinn, dass an deem Beräich nach munches hei zu Lëtzebuerg ze maache bleift.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech wier frou, wann d'Chamber da géif dëse Projet de loi stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5378.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5378 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet de loi fir haut, zum Projet iwwert d'Personal aus dem Kontrollservice vun der Gemengekontabilitéit. D'Wuert huet de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här François Maroldt.

4. 5493 – Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:

a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;

b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet gouf a senger aktueller Form de 16. August 2005 vum Innenminister an der Chamber déposéiert a beschäftegt sech mat der Festleeung vum Personal vum Service de contôle de la comptabilité vun de Gemengen.

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 seet a sengem Artikel 147, dass d'Kontroll vun de Budgeten, de Konten, der Kontabilitéit an de Keessen duerch e spezielle Service, genannt «Service de contrôle de la comptabilité des communes», stattfënnt. D'Missioun vun dësem Service besteet doran, periodesch d'Keesse vun der Kontabilitéit vun de Gemengen am Fong ze kontrolléieren.

De Projet 5493 huet als Zil, de Kader vum Personal vum besote Service mat Beamten aus der Carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement ze komplettéieren. De Service fonctionnéiert momentan mat engem Kader vun: aacht Kontrolleren aus der Carrière moyenne vum Redakter, engem Beamten aus der Carrière vum Verwaltungsexpéditionnaire, engem Coursier an zwee Employéë beim Stat. D'Direktioun vum Service huet e Beamte mam Grad vum Inspecteur principal éischten Ranges.

D'Auteure vun dësem Projet hu verschidde Grënn, op Basis vun deene se eng Ännerung vum Service virschloen. Un éischter Stell steet d'Komplexitéit vun de Verwaltungsprozeduren, déi et ze kontrolléiere gëllt. Donieft sinn awer um Gemengesecteur och nei administrativ Strukturen derbäikomm. Ech denke virun allem un d'Gemengesyndikater, awer och un d'Liberaliséierung vu verschiddene Marchéen, déi am Raum steet.

Dës Evolutioun mécht en Unhiewe vun der Qualifikatioun néideg, fir weiderhin de gudde Fonctionnement am Service de contrôle ze garantéieren. Esou soll de Poste vum Chef vum Service vun engem Beamten aus der Carrière supérieure – en Attaché de Gouvernement – besat ginn. Dëse soll vu senger Ausbildung hier entweder Jurist oder Ekonomist sinn.

D'Konditioune fir d'Nominatioun an d'Beförderung vun de Beamte vum Service de contrôle vun de Gemenge sinn déiselwecht wéi fir d'Beamte vun der Regierungsverwaltung. Si si festgeluecht duerch e groussherzoglecht Reglement, dat der Spezifissitéit vum Service de contrôle vun der Gemengekontabilitéit Rechnung dréit.

A sengem Avis vum 26. Oktober 2004 zum ursprünglechen Text huet de Statsrot drop higewisen, dass et absolut noutwendeg wier, d'Konditioune vun der Nominatioun an der Beförderung vum Kader vum Kontrollservice vun de Gemengen ze preziséieren. Et gouf nämlech festgestallt, dass et säit Abrogatioun vum Gesetz vun 1999 keng rechtlech Virschrëfte méi gëtt, déi de besote Service concernéieren. Esou ass dann am Artikel 1 (5) vum aktuellen Text festgehale ginn, dass d'Konditiounen déiselwecht si wéi fir d'Beamten aus der Regierungsverwaltung. Déi besote Konditioune sinn duerch e groussherzoglecht Reglement vum 23. September 2005 festgesat, dat awer och der Spezifissitéit vum Service Rechnung dréit. Esou huet dann de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 27. September 2005 näischt méi ze bemierken a gëtt säin Accord.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Erlaabt mer nach eng kuerz Bemierkung. An der Versammlung vun der Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire vum 1. Dezember 2005 huet eis den Här Minister preziséiert, dass virgesinn ass, eng Cour des Comptes anzeriichten, déi sech exklusiv mat der Gemengekontabilitéit beschäftegt, nom Virbild vun der Cour des Comptes fir d'Organer, d'Servicer an d'Verwaltung vum Stat. Wat d'Uerdnung vun der Nominatioun an der Beförderung vum Personal vum Service de contrôle vun de Gemengen ugeet, huet de Minister drop higewisen, dass dës Leit spéiderhin ouni Problem bei déi zukünfteg Cour des Comptes communale eriwwerwiessele kënnen.

Et gouf och drop higewisen, dass bis zur definitiver Ariichtung vun der beschriwwener Cour des Comptes fir d'Gemengen de Service de contrôle scho lues a lues soll d'Aarbechtsmethode vun där zukünfteger Cour des Comptes unhuelen. Esou kéint een zum Beispill Auditen a verschiddene Beräicher virgesinn, déi dann duerch Rapporte kéinte finaliséiert an un déi kontrolléiert Gemenge geschéckt ginn.

Schlussendlech sollt ee festhalen, dass duerch dëst neit Gesetz de Service de contrôle net nëmmen opgewäert gëtt, mä d'Gemenge kréien och en Instrument zur Hand, dat hinnen hëllefe kann, duerch e kritesche Feedback vun der Gestioun vun hire Finanzen hir Aarbecht an dësem Beräich nach méi effektiv ze gestalten.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dem Rapporteur hei fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport ze félicitéieren. Ech mengen, et ass bal alles gesot zu deem Gesetz hei. Et geet a sech drëm, fir Universitairen oder Leit aus dem Cadre supérieur an déi Verwaltung hei eranzehuelen. Ech mengen, mat zwielef Leit kann een och net soen, datt hei en Deel ass vun der Verwaltung, deen iwwerbesat ass.

Déi aacht Redaktere mat dem Expéditionnaire a puer Employéën hu bis elo missen 118 Gemenge kontrolléieren; an Zukunft 116. Do kënnt Der Iech jo virstellen, datt dat net ganz am Detail ka gemaach ginn. Dat ass och net esou geduecht gewiescht. Ech mengen, déi Leit aus dem Contrôle, wéi mir dat soen, si periodesch an deene verschiddene Gemenge passéiert, hu punktuell Kontrolle gemaach, Stéchprouwe gemaach. Ech mengen och, datt se dat mat Geschéck gemaach hunn.

Souwäit ech weess, mengen ech och net, datt se an hirer Aufgab schrecklech vill Irrégularitéite konnte feststellen. Wa se der festgestallt hunn, dann ass eng Note un d'Gemeng gaangen, déi da jo och am Kader vun de Konte gemaach gëtt, wou dann de Gemengerot driwwer informéiert gëtt a wou da versicht gëtt, dat Joer drop dat da besser ze maache wat net gutt war. Et muss ee jo och soen, datt nieft den Dépensen, déi bei de Gemenge gemaach ginn, am Virfeld jo e Contrôle ass um Niveau vum Distriktskommissariat, awer och am Intérieur, am Service des Finances, wou jo alles ganz streng gekuckt gëtt ier et autoriséiert gëtt.

Dat hei, gëtt gesot, wier de Virleefer vun enger Cour des Comptes, eng Iddi, déi a sech gebuer ginn ass à la suite vun deem Débat, dee mer virun zwee Joer hei haten iwwert d'Kompetenzverdeelung tëschent dem Stat an de Gemengen. Wann dat muss sinn, nach eng zweet Cour des Comptes nieft där, déi mer schonn hunn, da soll et wierklech eng fir d'Gemenge sinn an da soll déi sech och autonom kënne mat der Kontabilitéit vun de Gemenge beschäftegen.

Mä ech mengen, ier mer dee leschte Schratt maachen, fir esou eng Cour des Comptes ze maachen – wéi gesot, wann dat och nach ëmmer muss sinn –, hu mer d'Geleeënheet, an där zoustänneger Kommissioun, déi elo siégéiert an iwwert d'Réorganisation territoriale vun de Gemenge schwätzt, wou de Sujet vun der Verdeelung vun der Kompetenz tëschent Stat a Gemenge jo diskutéiert gëtt, dat nach eemol am Detail ze diskutéieren an dann och wat d'Kompetenze vun där Cour solle sinn.

Mä dat soll eis awer net dovun ofhalen, dat Gesetz hei ze stëmmen. An deem Sënn géif ech och den Accord vun eiser Fraktioun hei bréngen. Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Diederich. Dir hutt d'Wuert, Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Exposé des motifs ass d'Ännerung, déi an dësem Projet virgesinn ass, ënner anerem dorop zréckzeféieren, datt den Aarbechtsvolumen an d'Komplexitéit vun de Matièren, déi dem Contrôle ënnerleien, ëmmer méi zouhuelen, wougéint den Effectif an d'Strukture vum Service zënter 1954 net geännert hunn.

Vu datt d'Aart a Weis, wéi de Contrôle exercéiert gëtt, haaptsächlech vun de Leit ofhänkt, déi dëse Contrôle ausüben, an net vun de Gesetzestexter an de Paragraphen, wëllt ech deenen zwielef Beamten aus dësem spezifesche Service Merci soe fir hir Aarbecht, déi se ausféieren, ouni d'Receveuren ze vill ze ploen oder ze schikanéieren.

Et war net ëmmer esou, mä ech mengen de Moment – et sinn nëmmen zwielef Leit, déi kennen da bal déi meescht – ass awer d'Situatioun dann deemno besser. Dës Leit aus der Carrière moyenne si fir hir Aarbecht gutt outilléiert, kennen duerch hir Erfahrung d'Rouagë vun der Gemengekontabilitéit a wëssen, op wat fir enge Punkte se haaptsächlech mussen intervenéieren.

Ze begréissen ass och, datt d'Receveuren net méi musse mat hirem ganze Bagage a schwéiere Wallisse wéi an der Vergaangenheet an d'Stad kommen, mä datt d'Controlleure sech an d'Gemengen déplacéieren. D'Aarbecht vun de Controlleure gëtt awer och erliichtert doduerch, datt d'Receveuren hir Aarbecht gewëssenhaft a kompetent maachen an de Gemengen, woufir ech hinnen och wëllt vun hei aus e grousse Merci soen.

Meng Virriedner si schonn op déi nei Cour des Comptes fir d'Gemengekontabilitéit agaangen. Ech wëll just nach soen, wa laut den Auteure vum Projet ënner anerem d'Komplexitéit vun den administrative Prozeduren an déi nei administrativ Strukturen ënnerhalb vum Secteur communal, wéi d'Gemengesyndikater, déi virgesinnen Ännerungen erklären, sou ass et fir mech awer och wichteg als Politiker, datt et eng Obligatioun ass fir eis, am Kader vun der Réforme administrative fir eng Simplificatioun vun de Prozeduren ze suergen.

Ech schwätzen déi lescht Zäit ganz oft mat enger Rei vu Receveuren. Déi soen, datt se sech géigesäiteg ëmmer musse consultéieren, uruffen, fir op eng ganz Rei praktesch Froen ze äntwerten, well a ville

Froen am Detail Schwieregkeete sinn, datt d'Leit also ganz oft net genuch am Bild sinn, datt se zum Beispill wéinst dem Ausrechne vu Paien dann duerch d'ganzt Land uruffen. Ech mengen, et wier gutt, wa mer och hei géifen déi Gesetzer schafen an déi Reglementer maachen, datt och d'Leit um Terrain kënnte méi einfach domadder ëmgoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zum Schluss wëllt ech nach soen, datt dem Bedenke vum Statsrot am initialen Text Rechnung gedroe ginn ass, datt mer den Text ëmgeännert hunn an deem Sënn, datt e konnt och an der Kommissioun esou unanime ugeholl ginn. Ech wëll zum Schluss dann och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an och direkt soen, dass mir dëse Projet selbstverständlech wäerte stëmmen. Just zwou kuerz Bemierkungen, déi deelweis dat opgräifen, wat meng Virriedner scho gesot hunn.

Déi Gréng drängen och drop, dass mer déi Reform vum Contrôle vun de Gemengefinanze kréien. Ech mengen, grad a méi schwieregen Zäite wéi se virun eis stinn ass et wichteg, dass déi öffentlech Gelder, déi do sinn, effikass kënnen agesat ginn. An ech mengen, mir mussen et fäerdeg bréngen, beim Contrôle vun de Gemengefinanzen deeselwechte Qualitéitssprong ze kréien, dee mer beim Stat iwwert d'Aféierung vun der Cour des Comptes kritt hunn.

Amplaz dass virdrun de President vun der Chambre des Comptes 30.000 Rechnungen ënnerschriwwen huet an doduerch, dass en alles huet misse kontrolléieren, näischt méi konnt kontrolléieren, si mer zu engem System komm, wou mer geziilt eng Rei Felder probéieren opzegräifen. Fir ze kucken, wéi a verschiddene staatleche Verwaltunge mat den öffentleche Gelder ëmgaange gëtt, muss et och méiglech sinn, dass mer eng ähnlech Method kréie bei de Gemengen.

Näischt dergéint wann e Finanzkontroller kuckt, ob de Schoulmeeschter dann och eng Rechnung derbäi hätt, wéi en um Schoulausfluch eng Pizza iesse gaangen ass mat de Schüler a Schülerinnen, mä ech mengen et wier méi sënnvoll, wa mer eng Cour des Comptes des finances communales hätten, déi zum Beispill e puer Joer nom neien Ausschreiwungsgesetz géing kucken, wéi an de Gemengen dat neit Ausschreiwungsgesetz géing ëmgesat ginn, e Rapport virleeë mat deem, wat richteg gemaach gëtt, mat deem, wat falsch gemaach gëtt, fir dass och aner Gemenge kënne profitéiere vu gudden an och léieren aus schlechte Praktike vun anere Gemengen.

Ech mengen, dat wier e Wonsch, dee mer hätten, dass mer esou séier wéi méiglech dozou géingen iwwergoen, fir dass mer nach méi effikass kënne mat kommunale Gelder ëmgoen.

Ech wollt dann awer direkt och soen, dass awer eigentlech näischt, fannen ech, verhënnert, dass an enger Iwwergankszäit deen aktuelle Service de contrôle och scho kéint probéieren, déi do Richtung anzeschloen a sech kéint dat eent oder anert Thema virhuelen an domat an eng ganz Rei Gemenge goen a kucken, ob da wierklech Saachen uniform ëmgesat ginn, ob se konform zu de bestehende Gesetzer ëmgesat ginn. Ech mengen net, dass déi bestehend Législatioun dat géing verhënneren. Dat wier eng Recommandatioun, déi ech dem Innenminister géing mat op de Wee ginn, wéi gesot, mat dem Zousproch vun eiser Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Den Här Henckes ersetzt mech. Ech hunn elo keng Ried ausgeschafft.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, op Wonsch vum Här Jaerling ersetzt den Här Henckes hien als Riedner.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President, mir wëllen natierlech och den Accord brénge vun onser Fraktioun zu dësem Projet de loi, well en noutwendeg ass aus ville prakteschen Ursaachen. Mä ech wëll awer och d'Geleeënheet benotzen, fir drop hinzeweisen, datt awer och muss gekuckt gi fir verschidde Problemer ze debattéieren am Kader vun der Kontabilitéit vun de Budgeten.

Notamment déi, wann d'Gemengen u verschiddene méi kommerziellen Aktivitéite participéieren, wéi déi vum Kaf a Verkaf vun Elektresch beispillsweis, datt deen Ablack awer och misst virgesi ginn, datt d'Kontabilitéit misst kënne gemaach ginn net no der Budgetsgesetzgebung, wéi mer se elo kennen, mä datt ee misst sech en conformité mat de Gesetzgebunge setzen, déi de Kaf a Verkaf vun Energie reglementéieren, datt een also esou eng Comptabilité commerciale huet.

Datselwecht géing dann natierlech och als Konsequenz hunn, datt de Service de contrôle de la comptabilité communale och misst déi Kompetenze kréien, fir gegebenenfalls och do kënnen eng Supervisioun ze maachen. Do leien also nach e puer Défië virun der Regierung, an ech wollt déi Reflexiounen, déi mer ganz oft an der Stad Lëtzebuerg féieren, awer och un den Här Minister weiderginn.

Deen zweete Punkt, deen an der Diskussioun elo stoung, dat ass, ob ee soll e separate Service vun der Comptabilité communale, eng Aart Cour des Comptes communale aféieren.

Mir si relativ skeptesch vis-à-vis vun esou enger Iddi. Wann ee sollt eppes maachen an deem Sënn, da géinge mer éischter eng Sektioun gesinn an der Cour des Comptes au niveau national, déi mer schonn hunn, a wou kënnt roueg e separat Departement gemaach ginn. Dat schéngt mer vläicht nach eng Alternativ ze sinn. Mä fir elo zwou verschidden Administratiounen ze maachen, schéngt manifestement der Saach net dénglech ze sinn.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den zoustännegen Innenminister Jean-Marie Halsdorf…

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech sinn den Henckes.

M. le Président.- Pardon, Här Henckes.

(Brouhaha général et hilarité)

Also, Här Jaerling, et war net schlecht gemengt.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer elo eis Opmierksamkeet dem Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf zouwenden.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, och wat dëst Gesetz ugeet ass e grousse Konsensus heibannen. Mir sinn eis alleguerten eens, dass dës Administratioun, dëse Service de contrôle de la comptabilité des communes, deen eng gutt Aarbecht mécht – et ass jo e puermol haut ugeklongen –, dee säi Maximum gëtt, awer aus enger Zäit kënnt vun 1954 – e Saz, deen oft gesot gëtt, och wa mer iwwer Réforme territoriale schwätzen. Dunn ass dës Verwaltung nämlech, dëse Service, gegrënnt ginn.

Sou ass et kloer, wann ee kuckt zum Beispill 1954, wéi vill Syndikater mer do am Land haten, déi konnt ee praktesch op zwou, dräi Hänn opzielen. Haut hu mer der bal 80 am Land, sou dass ee weess, dass den Aarbechtsopwand vun deene Leit vill méi grouss ginn ass, dass ee sech also muss d'Moyene ginn, fir déi Aarbecht an de Gréff ze kréien.

Duerfir ass d'Iddi komm, fir eben eng Carrière supérieure, en Attaché de Gouvernement, heihinner ze kréien, entweder e Jurist oder en Ekonomist. Dat wär e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung, fir am Fong geholl lues a lues, „step by step", wéi een esou schéi seet, an dësem Beräich an eng Richtung ze goe vun enger Cour des Comptes.

Ob déi elo am Fong geholl eng eenzel gëtt fir d'Gemeng eleng oder ob se eng Partie intégrante oder eng Partie annexe gëtt vun der Cour des Comptes, déi mer elo hunn, dat, mengen ech, ass net relevant. Relevant ass, dass mer weiderkommen an dass mer an déi richteg Richtung schaffen. Mat dësem Gesetz kréie mer dat hin.

Dat Gesetz huet awer nach en zweet Zil, an zwar dat, fir dëse Service de contrôle de la comptabilité des communes am Fong geholl och legal ze festegen. Bis elo hunn do Dispositioune vun engem Gesetz vun 1966 gespillt, d'Gesetz vum 16. August 1966. An deem Gesetz hu sech d'Avancementer vun deene Leit, hir Carrière, dee ganze Fonctionnement référéiert un der Regierungsverwaltung, et war also eng Personne de référence. 1986 ass awer d'Harmoniséierungsgesetz agefouert ginn an do sinn déi Personnes de référence ofgeschaaft ginn. Also huet et och Sënn gemaach, déi Saache kohärent ze maachen; dat ass och hei geschitt.

D'lescht Joer hu mer duerfir och schonn e Règlement grand-ducal gemaach, wou d'Examen an och d'Avancementer par rapport zur Regierungsverwaltung vun dëse Leit geregelt ginn, esou dass mer elo eng Kohärenz hunn an dësem Service an dass mer kënnen eng gutt Aarbecht leeschten am Intérêt vun eisen 118 Gemengen.

Duerfir wär ech och frou – an ech mengen, dass dat de Fall wäert sinn, well dëse Konsensus heibannen ass –, wann dëse Projet dann hei unanime géif gestëmmt ginn. Ech sinn och gespaant op déi Diskussiounen, déi mer an der Réforme-territoriale-s-Kommissioun wäerte féieren, fir méi performant a méi staark Gemengen ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5493.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5493 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als nächste Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen.

5. Demandes en naturalisation

Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 17.24 heures et levé à 17.50 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an d'öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 90 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat sechs Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstan erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 2 février 2006

1. ADJIBADE Kabirou Alaou, née le 17 juillet 1965 à Sègboroué (Bénin), demeurant à Luxembourg

2. AHMETI Veton, né le 7 juin 1964 à Gnjilane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Grevenmacher

3. AKHTER Nazma, née le 19 novembre 1984 à Chauddagram (Bangladesh), demeurant à Luxembourg

4. ALAHIANE Saida, née le 29 octobre 1966 à Beni Mellal (Maroc), demeurant à Livange

5. ARAKELYAN Susanna, née le 23 novembre 1958 à Erevan (Arménie), demeurant à Luxembourg

6. ASSANA Avampia, née le 11 juin 1952 à Matadi (République démocratique du Congo), demeurant à Howald

7. AVDIĆ Miralem, né le 23 octobre 1982 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schifflange

8. AVDIU Fatlum, né le 24 août 1983 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

9. BAHRI Mohamed Hedi, né le 30 janvier 1948 à M'Saken (Tunisie), demeurant à Remich

10. BARROS GOMES José, né le 20 janvier 1971 à Parada de Gatim/Vila Verde (Portugal), demeurant à Rodange

11. BAUER Helmut, né le 12 décembre 1956 à Trier (Allemagne), demeurant à Wahl

12. BAYEGI Ahmad, né le 2 décembre 1982 à Téhéran (Iran), demeurant à Bettembourg

13. BERVAS Yannick Christophe André, née 21 mai 1985 à Brest (France), demeurant à Remerschen

14. BLAUERTZ Maxi Gabriele, née le 1er avril 1947 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant à Bergem

15. BOIADJIEV Iordan, né le 30 décembre 1982 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Schifflange

16. BOJADZIĆ Mirsad, né le 1er octobre 1975 à Bijelo Polje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

17. BORRACCI Olivier, né le 2 juillet 1983 à Arlon (Belgique), demeurant à Steinfort

18. BOULANGER Frédéric Philippe, né le 12 mai 1972 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à Fischbach (Clervaux)

19. BOULANGER Marie-Jeanne Jacqueline Huguette Ghislaine, née le 6 mars 1963 à Verviers (Belgique), demeurant à Luxembourg

20. BRIEHL Gabriele Franziska, née le 21 avril 1955 à Riedlingen (Allemagne), demeurant à Rameldange

21. BULJUBASIĆ Admir, né le 19 novembre 1983 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Lorentzweiler

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

22. CAMIĆ Remzija, né le 8 février 1962 à Rozaje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

23. CATIBUSIĆ Kana, née le 5 février 1963 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

24. CLARAMUNT Philippe Henri, né le 19 avril 1968 à Carpentras (France), demeurant à Roeser

25. CIVIĆ Hata, née le 25 septembre 1972 à Rujnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

26. CROUGHS Jean Luc René Jacques, né le 12 juin 1959 à Arlon (Belgique), demeurant à Sanem

27. DA SILVA MATOS Paulo Jorge, né le 23 septembre 1971 à Rheine (Allemagne), demeurant à Bereldange

28. DA VEIGA RODRIGUES Euridice Helena, née le 4 février 1982 à Nossa Senhora da Graça (Cap-Vert), demeurant à Niederfeulen

29. DALLE MESE Sébastien Mehdi, né le 20 mai 1983 à Thionville (France), demeurant à Luxembourg

30. DELGADO DA PIEDADE Isabel Maria, née le 2 août 1969 à Barreiro (Portugal), demeurant à Rumelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DA PIEDADE Isabel Maria.

31. DOS REIS AFONSO Carina Alexandra, née le 10 janvier 1984 à Sobral/Mortagua (Portugal), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de REIS Carina Alexandra.

32. DOSTERT Elke Josefine, née le 3 août 1966 à Trier (Allemagne), demeurant à Mertert

33. DUHAMEL Frédéric Odiel Anne, né le 28 décembre 1963 à Oudenaarde (Belgique), demeurant à Dudelange

34. ENGEL Hans-Jürgen, né le 14 février 1957 à Hermeskeil (Allemagne), demeurant à Mondorf-les-Bains

35. ESTANQUEIRO FIGUEIREDO Maria do Rosario, née le 28 novembre 1979 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Bettembourg

36. FARIAT Salah Eddine, né le 17 juin 1972 à Casablanca (Maroc), demeurant à Luxembourg

37. FERREIRA GONÇALVES Clara Maria, née le 5 septembre 1976 à Louriçal/Pombal (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de GONÇALVES Clara Maria.

38. FORTES Hirondino Espirito Santo, né le 9 avril 1969 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

39. FORTES DIAS Francisca, née le 6 janvier 1951 à Santo André (Cap-Vert), demeurant à Rollingen

40. FRITZE Bernd Wolfgang Dietrich, né le 14 septembre 1940 à Berlin (Allemagne), demeurant à Olm

41. GERARD Florence Lucienne Ginda Ghislaine, née le 28 avril 1969 à Ottignies/Nivelles (Belgique), demeurant à Luxembourg

42. GORQAJ Gadaf, né le 6 juillet 1982 à Peć (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

43. HAKIZIMANA Christine, née le 16 octobre 1954 à Gafunzo (Rwanda), demeurant à Ettelbruck

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de HACK Christine.

44. HENNICO Dominique, née le 19 mars 1960 à Arlon (Belgique), demeurant à Steinsel

45. JOUBERT Jonathan Dominique Marie, né le 12 septembre 1979 à Metz (France), demeurant à Grevenmacher

46. ISSA Béchera, né le 20 novembre 1940 à Haïfa (Israël), demeurant à Strassen

47. KHEMICI Ouahid, né le 16 janvier 1968 à Hamma-Bouziane (Algérie), demeurant à Luxembourg

48. KRUSKO Elvedina, née le 5 mars 1982 à Trepce (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

49. LEAL DA SILVA Juscelino José, né le 12 octobre 1979 à Nossa Senhora da Graça/Praia (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

50. LICINA Armela, née le 9 mai 1978 à Skopje (Macédoine), demeurant à Bettembourg

51. LIU Suhai, né le 28 mai 1985 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Dudelange

52. LOPES DA SILVA Mario, né le 6 septembre 1957 à Vila Nova de Ourem (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

53. LOSCHATOVA Svetlana, née le 29 mars 1960 à Moscou (Russie), demeurant à Luxembourg

54. MARKOVSKI Yan, né le 28 décembre 1980 à St-Pétersbourg (Russie), demeurant à Luxembourg

55. MONTANARI Lina Felicina, née le 13 mars 1944 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Bascharage

56. MONTEIRO Luis Wagner, né le 10 juin 1972 à São Paulo (Brésil), demeurant à Roullingen

57. VANDENBRIELE Marleen Ilse Marina Ghislaine, née le 28 juillet 1974 à Tongeren (Belgique), demeurant à Roullingen

58. MOREIRA DUARTE Ana Paula, née le 15 avril 1963 à Montelavar/Sintra (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

L'intéressée préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DUARTE Paula.

59. MUJANOVIĆ Asmir, né le 3 mars 1983 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

60. NIZET Pierre Armand Jeanne Ghislain, né le 6 novembre 1958 à Esneux (Belgique), demeurant à Muenschecker

61. NOVAIS MENDES José Faustino, né le 14 soût 1965 à Mesão Frio/Guimaraes (Portugal), demeurant à Differdange

62. OSTYN Laetitia Beatrice Erika, née le 26 avril 1978 à Woluwe-Saint-Lambert (Belgique), demeurant à Luxembourg

63. PEREIRA FERRAZ Paulo Miguel, né le 12 mai 1979 à Mortagua (Portugal), demeurant à Grevenmacher

64. PEREIRA TAVARES Gracelindo, né le 27 octobre 1975 à Nossa Senhora da Graça/Sotavento (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

65. PLJEVALJCIĆ Tamara, née le 29 août 1981 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange

66. POPOV Andrei, né le 3 novembre 1967 à Kalouga (Russie), demeurant à Luxembourg

67. PORTELA Ferreira Luis Alexandre, né le 24 avril 1980 à Massarelos/Porto (Portugal), demeurant à Luxembourg

68. REITER Ernst Theodor, né le 5 décembre 1960 à Bitburg (Allemagne), demeurant à Heinerscheid

69. RODRIGUES Maria Eunice, née le 2 mars 1964 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

70. RODRIGUES DE MOURA Luis Filipe, né le 29 décembre 1973 à Lordelo/Vil Real (Portugal), demeurant à Luxembourg

71. RODRIGUES PEREIRA Maria Alice, née le 19 juillet 1961 à Cervaes/Vila Verde (Portugal), demeurant à Diekirch

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de PEREIRA Alice Maria.

72. ROLLAND Isabelle Marie-Josèphe, née le 5 juin 1961 à Palaiseau (France), demeurant à Bertrange

73. SAVIĆ Zoran, né le 7 octobre 1976 à Gnjilane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schifflange

74. SELMANI Nebojša, né le 11 mai 1973 à Debar (Macédoine), demeurant à Ingeldorf

75. MAMUTI Marina, née le 10 décembre 1975 à Debar (Macédoine), demeurant à Ingeldorf

76. SHAHRBAN Alireza, né le 12 janvier 1975 à Esfahan (Iran), demeurant à Colmar-Berg

77. SILVA DELGADO Vanda, née le 15 avril 1979 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Diekirch

78. TAVARES MONTEIRO Olivia, née 10 novembre 1960 à Angolares/São Tomé (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

79. TEMEREVA Lloudmila, née le 6 juillet 1967 à Zotino (Russie), demeurant à Luxembourg

80. TERKI Nadia, née le 9 août 1958 à Alger (Algérie), demeurant à Howald

81. TIMMERMANN Patrick Jules Roger Alain, né le 21 janvier 1966 à Addis-Abéba (Éthiopie), demeurant à Saeul

82. TURBAN Isabelle, née le 18 décembre 1973 à Longwy (France), demeurant à Itzig

83. VANINA Elena, née le 1er décembre 1970 à Nagornoie/Moscou (Russie), demeurant à Rollingen

84. VELLILAMTHADATHIL Emmanuval José, né le 6 avril 1970 à East Marady/Kerala (Inde), demeurant à Rodange

85. VIRAG Dražen, né le 6 mai 1964 à Osijek (Croatie), demeurant à Remich

86. KRUPESA Brank, née le 1er mars 1964 à Beli Manastir (Croatie), demeurant à Remich

87. XHONNEUX Detlef Jean Marie-Thérèse, né le 27 février 1967 à Eupen (Belgique), demeurant à Heinerscheid

88. BAUMGARTEN Alexandra, née le 24 novembre 1970 à Eupen (Belgique), demeurant à Heinerscheid

89. YMERAGA Betim, né le 30 décembre 1962 à Gjakove (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

90. ZHOU Guijin, née le 26 octobre 1967 à Zhejiang (Chine), demeurant à Bettembourg

Voilà. Domat si mer effektiv um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 14., 15. a 16. Februar. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.50 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt de deux projets de loi page 209

Communication page 209

Ordre du jour page 209

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat

et

Questions urgentes N°882 de M. Henri Kox et N°884 de M. Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor pages 209-214

Question urgente N°886 de M. Xavier Bettel relative à l'incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig page 214

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig pages 214-217

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse pages 217-220

5354 - Projet de loi portant:

1. introduction notamment de l'instruction simplifiée du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête;

2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et

3. abrogation de différentes lois pages 220-221

Communications pages 222-223

Renouvellement de la nomination du Commissaire aux Comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement page 223

Dépôt d'une motion page 223

5325 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000;

5422 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

et

5423 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004 pages 223-230

5463 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004 page 230

5505 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973 pages 230-231

Motion de M. Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg pages 231-232

Question avec débat N°4 de M. Jacques-Yves Henckes relative aux droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés dans le secteur public pages 233-234

Interpellation de M. Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste pages 234-241

5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003 pages 241-243

5493 - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:

a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;

b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics pages 243-244

Demandes en naturalisation pages 244-245

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 7 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0391	M. Gast Gibéryen	Évolution du prix des terrains à bâtir pour les besoins du secteur public
0477	M. Aly Jaerling	Campagne d'information en vue du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe
Session ordinaire 2005-2006		
0683	M. Aly Jaerling	Envois postaux
0702	M. John Castegnaro	Engagement de conducteurs polonais par une société de transports routiers luxembourgeoise
0731	M. Laurent Mosar	Bail emphytéotique
0748	M. Marc Spautz	Composition du coût moyen d'un élève au Luxembourg
0749	M. Ali Kaes	Classes d'impôt
0759	M. Laurent Mosar	Convention de «non double imposition» entre le Luxembourg et l'Australie
0762	Mme Vera Spautz	Étude sur la consommation d'alcool et de drogues chez les conducteurs
0763	M. John Castegnaro	Directive européenne «Bolkestein»
0765	Mme Marie-Josée Frank	Élèves qui à l'occasion de la rentrée scolaire de cet automne ont été obligés de changer d'école après les incidents survenus à l'école privée Notre-Dame, communément appelée «Sainte-Sophie»
0767	M. Marco Schank	Carrière moyenne auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie
0768 cf. 0770	Mme FrançoiseHetto-Gaasch	Politique du troisième âge dans la circonscription est du pays
0770 cf. 0768	M. Claude Adam	Fermeture de la maison de retraite à Junglinster
0772	Mme Viviane Loschetter	Délégué à l'égalité entre femmes et hommes auprès de la Fonction publique
0778	M. Aly Jaerling	Alimentation en courant et en gaz des familles pauvres
0780	Mme Claudia Dall'Agnol	Remplacement de la mesure disciplinaire du renvoi temporaire de l'école par des sanctions alternatives
0785	M. Aly Jaerling	Affaires de drogues en relation avec la conduite automobile
0786	Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes et Marco Schank	Extension de l'École nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage à Niederfeulen
0791	M. Claude Meisch	Protocole de Kyoto
0793	M. Robert Mehlen	Prime d'encouragement écologique
0794	M. Claude Meisch	Adaptation des traitements des fonctionnaires de l'État
0795	M. Marc Spautz	Protocole de Kyoto
0796	Mme Claudia Dall'Agnol	Vote obligatoire
0797	M. Ali Kaes	Service de Santé au Travail Multisectoriel (STM)
0798	M. Xavier Bettel	Installations de chauffage et d'eau chaude au Centre pénitentiaire de Schrassig
0799	M. Jos Scheuer	Contamination des poissons de la Sûre et de la Moselle
0800	M. Xavier Bettel	Projet Eurocap-Rail
0801	M. Emile Calmes	Amélioration des transports publics
0802	M. Alex Bodry	Recettes communales
0803	MM. Marc Angel et Ben Fayot	Fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers
0805	M. Laurent Mosar	Investissements de l'État réalisés à travers des partenariats public-privé
0806	M. Marcel Oberweis	Certification forestière PEFC et FSC
0807	M. Henri Grethen	Mise en service d'un train-tram au Luxembourg
0808	M. Xavier Bettel	Libéralisation du trafic ferroviaire international de voyageurs
0809	M. Laurent Mosar	Revendication des forces de police de créer une commission spéciale consacrée à la lutte contre la délinquance en provenance des pays africains et plus particulièrement des pays de l'Afrique de l'Ouest
0810	M. Claude Adam	Statistiques sur les études supérieures
0812	M. Marcel Oberweis	Accord de Dayton
0814	M. Robert Mehlen	Production et qualité du vin
0815	M. Laurent Mosar	Pratique des mariages forcés
0816	Mme Anne Brasseur	Cadre européen commun de référence pour les langues
0817	Mme Claudia Dall'Agnol	Violence à l'école
0818	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection des mineurs (contrôle de l'accès aux productions cinématographiques destinées à un public adulte)
0822	M. Claude Meisch	Ensevelissement des déchets municipaux au Luxembourg
0827	M. Camille Gira	Taxe Ecotrel
0828	M. Aly Jaerling	Remboursement des visites médicales
0829 cf. 0832	MM. John Castegnaro et Romain Schneider	Financement des formations offertes par le Centre national de formation professionnelle continue d'Ettelbruck
0830 cf. 0844	M. Gast Gibéryen	Banque centrale du Luxembourg
0832 cf. 0829	M. Aly Jaerling	Financement des formations offertes par le Centre national de formation professionnelle continue d'Ettelbruck
0833	M. Ben Fayot	Secteur de la microfinance
0834	M. Xavier Bettel	Indemnisation du congé parental
0839	M. Ben Fayot	Fonctionnement du secteur financier
0844 cf. 0830	M. Marc Spautz	Banque centrale du Luxembourg
0845	M. Xavier Bettel	Circonstances du décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg
0849	Mme Claudia Dall'Agnol	Phénomène du «stalking»

Session ordinaire 2004-2005

Question 0391 (6.4.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**évolution du prix des terrains à bâtir pour les besoins du secteur public:**

Am Pressebriefing nom Ministerrot vum 4. Mäerz 2005 huet de Statsminister ënner anerem d'Problemer beliicht, déi de Stat huet fir Bauland fir nei Schoulen ze fannen. De Stat kéim de Bedierfnisser net méi an deem néidege Mooss no. Ee vun de Grënn wier, esou de Statsminister, d'Geldgier vu récksiichtslose Bierger.

„Ech si radikal dergéint, dass de Stat sech finanziell ausbludde léisst duerch Leit, déi vu lauter Geldgier esou récksiichtslos gi sinn, dass se net méi bereet sinn, Terrainen zur Verfügung ze stellen, fir Schoulen ze bauen. Dat ass eng anormal Welt“, esou de Statsminister.

An dësem Zesummenhang hunn ech duerfir folgend Froen un den Här Bauteminister:

1) Wat sinn déi aktuell Präisser fir Bauland fir öffentlech Gebaier, déi de Stat muss bezuele jee nodeem de betreffenden Terrain am oder ausserhalb vum Bauperimeter läit a jee nodeem a wéi enger Regioun vum Land den Terrain läit?
2) Wéi hunn dës Präisser sech an de leschten zéng Joer entwéckelt?
3) Wat si ganz konkret dem Stat seng lescht Präisoffertë fir öffentlech Bauten a Lycéeën am Besonnesche gewiescht?

Réponse (10.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

En réponse à la question parlementaire N°0391 de Monsieur le Député Gast Gibéryen, je tiens à rappeler que la Chambre des Députés est annuellement informée de l'ensemble des transactions immobilières réalisées par l'État au cours de l'exercice précédent. Ainsi les indications relatives à l'exercice 2004 ont fait l'objectif d'une communication à la Chambre des Députés par courrier de l'Administration de l'Enregistrement en date du 8 juin 2005. Le relevé transmis à la Chambre reprend chaque transaction individuellement avec indication de la surface et des prix de l'immeuble et constitue par conséquent la réponse détaillée aux questions soulevées.

De façon générale, je tiens à rappeler que l'État pratique, par le biais du comité d'acquisition du Ministère des Finances, une politique de prix qui vise une juste indemnisation, c'est-à-dire qu'il tient compte des prix pratiqués dans la région entre des particuliers pour des objets immobiliers classés de façon identique ou similaire suivant le plan d'aménagement général de la commune concernée.

Pour cette raison, il n'est pas étonnant que notamment le prix des emprises pour les routes nationales a, en parallélisme avec les prix pratiqués sur le marché privé ou lors d'adjudications publiques, augmenté tout comme le prix offert par l'État pour l'acquisition de terrains nécessités pour les infrastructures scolaires.

Question 0477 (15.6.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **campagne d'information en vue du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe:**

Mat groussem Opwand leeft momentan d'Informatiounscampagne vun der Regierung iwwert dee Vertrag, deen, sollt en dann iergend-

eng Kéier ratifizéiert ginn, eng „Europäesch Verfassung“ schafe soll.

Genannten Opwand stéisst bei ville Matbierger ëmmer méi op Kritik, well dës Campagne a steigendem Mooss éischter als Propagandawéi als Informatiounscampagne ëmfonnt gëtt. Mat Gelder vun der Allgemengheet fir e Jo am Referendum vum 10. Juli ze werben, mécht awer net nëmmen déi wuessend Zuel u Géigner vum genannte Vertrag - deenen hir Gelder et jo och sinn - rosen, mä et verstéisst an den Ae vu kritesche Matbierger géint fundamental demokratesch Prinzipien. An Zäite vu knappe Keesse froe sech d'Leit och, op Käschte vu wéi engen anere Budgetsposten dee massive Propagandaopwand finanzéiert gëtt.

Duerfir folgend Froen:

1. Wien décidéiert de Contenu vun deenen eenzelne Spoten an Annoncen?
2. Aus wéi enge Budgetsposte gëtt d'Informatiounscampagne vun der Regierung zum „Traité établissant une Constitution pour l'Europe“ finanzéiert?
3. Wéi eng Zomm gouf insgesamt fir dës Informatiounscampagne virgesinn?
4. No wéi enge Kritäre goufen déi participéierend Werbeagenturen ausgesicht?

Réponse (13.1.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

- Wien décidéiert de Contenu vun deenen eenzelne Spoten?

Den Inhalt vun der Campagne ass vun der Regierung guttgeheescht ginn, an e breede Spektrum u Firmen aus der Lëtzebuerger Mediëlandschaft ass mat der Gestaltung vun der Campagne chargéiert ginn.

- Aus wéi enge Budgetsposte gëtt d'Informatiounscampagne vun der Regierung zum „Traité établissant une Constitution pour l'Europe“ finanzéiert?

D'Enveloppe budgétaire fir d'Informatiounscampagne vun der Regierung ass am Ausseministère un enger bestehender Budgetslinn fir Informatiounscampagnen iwwer Europa ugesat ginn.

- Wéi eng Zomm gouf insgesamt fir dës Informatiounscampagne virgesinn?

Am Conseil de Gouvernement vum 25. Februar ass décidéiert ginn, d'Enveloppe budgétaire fir d'Informatiounscampagne op 1.008.073 Euro HTVA ze fixéieren. Opwuel de geneeë Bilan vun der Campagne nach net gezu ka ginn, sou steet awer fest, dass vun der initialer Enveloppe budgétaire nach e considérable Montant iwwreg bliwwen ass.

- No wéi enge Kritäre goufen déi participéierend Werbeagenturen ausgesicht?

D'Werbeagenturen sinn ausgewielt ginn opgrond vun hire Kompetenzen an hirer Erfahrung um Lëtzebuerger Marché, déi néideg war, fir un der Realisatioun vun esou enger Campagne kënne matzewierken.

Session ordinaire 2005-2006

Question 0683 (21.10.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **envois postaux:**

Wéi déi staatlech Post nach mat der Verdeelung vun all Versand beoptraagt war, hat een eng gewësse Sécherheet, datt d'Päck och do ukomm sinn, wou se sollten. D'Postbeamte si vereedegt an d'Post ass verantwortlech fir den Envoi vun all Courrier.

No der Liberaliséierung gëtt d'Post Liwwerungen och u Privatfirmen of, déi da sollen den Envoi un d'Destinatairen iwwerhuelen.

Wann esou eng Privatfirma déi Optrëg vun der Post net packt, da kënnt et vir, datt se dës dann a Sous-traitance gëtt, souguer u Firmen, déi net hei am Land etabléiert sinn.

Domadder schéngt mer awer d'Vertraulechkeet vun deene Livraisounen, déi bei der Post garantéiert ass, bei esou enger Virgoensweis eeschthaft a Fro gestallt.

Ech maache mer och eeschthaft Gedanken driwwer, wann den Téléakaf nach méi iwwerhand hëlt an ëmmer méi Livraisounen iwwer Postversand geschéie sollen, datt dës Aktivitéiten ëmmer méi iwwerhand huelen an e seriöe Versand net méi méiglech ass.

Kann den Här Wirtschaftsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt Livraisoune vun der Post u Privatfirmen delegéiert ginn an déi vun deenen a Sous-traitance ofgi ginn?
2. Gesäit den Här Minister an dëser Aart a Weis vu Virgoen net eng grouss Gefor fir d'seriöst Ausféiere vun de Livraisounen an hiert Ukomme bei den Destinatairen?
3. Ass d'Vertraulechkeet, déi jo bei den assermentéierte Postbeamte garantéiert ass, och bei deene Privatfirme garantéiert? Wa jo, op wat fir eng Aart a Weis?
4. Ass et iwwerhaapt erlaabt, Livraisounen, déi vun der Post un eng Privatfirma weidergereecht ginn, un aner Firme weiderzeginn, zum Beispill u Firmen, déi emol net hei am Land etabléiert sinn?
5. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, datt dem Expéditeur an dem Destinataire vu Versandgidder seng Vertraulechkeet a seng Rechter op e gutt Ukomme vu senger Wuer garantéiert gëtt?

Réponse (17.1.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. D'Entreprise des Postes et Télécommunications (d'Post) huet sech am Joer 2000 an eng an der Verdeelung vu Päck spezialiséiert Firma majoritär akaaft. Zwou Iwerleeungen hunn d'Post dozou bruecht, dës strategesch Entscheedung ze huelen:
   - d'Konkurrenz, déi ëmmer méi zouhëlt an dem Beräich vun der Verdeelung vu Päck, e Beräich, deen iwwregens ëmmer schonn der fräier Konkurrenz ënnerworf war, huet et mat sech bruecht, datt eng méi bëlleg Verdeelinfrastruktur huet missen agefouert ginn;
   - d'Clienten, déi ëmmer besser Servicer verlaangen, sief dat op der Säit vun den Ofsender oder vun den Empfänger, bréngen et mat sech, datt eng nei Struktur huet misse geschaaft ginn, déi méi séier a méi flexibel op déi verännert Wënsch kann agoen.

Et ass also esou, datt d'Post en Deel vun de Päck, déi se vun de Lëtzebuerger Clienten a vun den auslännesche Poste kritt, iwwer hir Filial verdeele léisst. Ech kann och confirméieren, datt et heiansdo, wann d'Filial ze vill Aarbecht hat, dozou komm ass, datt si en Deel vun de Päck iwwer een aneren ausgewielte Verdeeler verdeele gelooss huet.

2. D'Post passt natierlech mat de gëeegente Mëttelen drop op, datt hir Filial den héije Qualitéitsniveau an de Sérieux, dee si selwer auszeechent, och anhält. Ech gesinn duerfir keng Gefor, datt d'Qualitéit vun de Leeschtunge sollt erofgoen.

3. De ganze Postsecteur steet ënnert der Opsiicht vun dem Institut luxembourgeois de Régulation (ILR). Jiddfereen, deen zu Lëtzebuerg am Postsecteur aktiv ass, huet seng Aktivitéit dem ILR deklaréiert an huet sech deemno och engagéiert, d'Regelen ze respektéieren, déi fir de Secteur gëllen. De Fall gesat, wou e Client net mat der Leeschtung vun enger Verdeelfirma zefridde wär, an dës Firma dem Client keng Satisfaktioun gëtt, kann hien den ILR domat befaassen. Dëst gëllt natierlech och fir d'Filial vun der Post oder fir all aner Firma, déi ugestallt gouf, Päck ze verdeelen.

D'Confidentialitéit, oder méi prezis d'Bréifgeheimnis, ass ganz besonnesch ervirgehoff am Gesetz iwwert d'Postservicer a gëllt dann also och fir all Firma, déi an deem Secteur schafft. Ech si mer sécher, datt jiddfereen, deen et eppes ugeet, dës Virschrëfte respektéiert.

4. Ech mengen aus der Fro erauszeliesen, datt den Här Deputéierte Jaerling der Meenung ass, datt d'Filial vun der Post net nëmmen heiansdo där enger oder anerer Verdeelfirma hei aus dem Land, mä och Firmen aus dem Ausland Päck ze verdeele gëtt. Soulaang wéi esou eng Verdeelfirma hir Aktivitéiten dem ILR gemellt huet a se deemno ënner senger Opsiicht steet, ass näischt géint esou eng Praxis ze soen. D'Post seet mir allerdéngs, datt esou eng Sous-traitance net gemaach gouf.

5. Aus deene viregten Iwwerleeungen ergëtt sech, datt ech a menger Funktioun als Minister, deen d'Post a sengen Attributiounen huet, der Meenung sinn, datt ech dësem Betrib keng weider Virschrëften driwwer gi muss, op wat fir eng Aart a Weis hien den Universaldéngscht muss leeschten, esou wäit wéi et d'Päck ugeet.

Question 0702 (27.10.2005) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant l'**engagement de conducteurs polonais par une société de transports routiers luxembourgeoise:**

Ces dernières semaines la presse et différentes organisations syndicales ont dénoncé les pratiques d'une entreprise de transports routiers luxembourgeoise, qui rappellent celles révélées lors de l'affaire Kralowetz en 2002. En effet, d'après mes informations, cette société, par le biais d'une société créée en Pologne, emploie des conducteurs polonais sous contrat de travail polonais pour effectuer des transports à l'intérieur du pays (cabotage) ou à partir de sites luxembourgeois.

Ces conducteurs, qui tirent avec leurs camions-tracteurs immatriculés en Pologne des remorques luxembourgeoises, recevraient leurs ordres de la part de la société luxembourgeoise. Celle-ci aurait même engagé un affréteur parlant le polonais pour garantir une meilleure communication. Par ailleurs, il semble que les conducteurs polonais, qui restent au Luxembourg pendant trois semaines, vivent et habitent pendant cette période dans leurs camions.

Les démarches de l'organisation syndicale OGB-L-ACAL auprès des différents ministères et administrations se sont heurtées à un mutisme parfait – les instances contactées expliquant toutes que cette affaire ne relevait pas de leur compétence.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Ces conducteurs polonais ne devraient-ils pas être couverts par la convention collective, la législation du travail et la législation sociale en vigueur au Luxembourg – étant donné qu'ils reçoivent leurs ordres de la part de la société luxembourgeoise et qu'ils effectuent entre autres du cabotage (transport à l'intérieur du pays)?
- Ces conducteurs ont-ils besoin d'un permis de travail luxembourgeois? Doivent-ils se faire examiner par un médecin de travail luxembourgeois avant de commencer à travailler au Luxembourg?
- Ces conducteurs ne tombent-ils pas dans le champ d'application des mesures transitoires prises par douze des «anciens» pays membres de l'Union européenne (dont le Luxembourg) pour limiter l'accès à leur marché du travail aux ressortissants des huit nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale?
- Suite à l'affaire Kralowetz en 2002, les Ministres concernés s'étaient dits résolus à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'endiguer la partie virtuelle du secteur des transports opérant à partir du Luxembourg de façon à ce qu'un tel scandale ne puisse se répéter à l'avenir. Messieurs les Ministres estiment-ils que toutes les mesures possibles et nécessaires aient été prises? Comment s'expliquent-ils que les différentes instances se sont déclarées non compétentes en la matière?
- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir aux faits relatés ci-dessus?
- Dans le contexte de l'affaire Kralowetz, Monsieur le Premier Ministre Jean-Claude Juncker avait déclaré que «la situation serait un exemple-type du manque de cohérence de la politique sociale de l'Union européenne» (Bulletin d'information et de documentation 1/2002, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg). Dans cet ordre d'idées et d'autant plus que l'exemple pourrait trouver des imitateurs, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que ces événements risquent de confirmer les appréhensions de la population quant à l'évolution de l'Union européenne? Messieurs les Ministres pensent-ils prendre des initiatives au niveau européen afin de contrecarrer ce «manque de cohérence de la politique sociale de l'Union européenne»?

Réponse commune (13.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports,* **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi,* **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations relatives à des chauffeurs polonais employés, selon les affirmations des organisations syndicales, par une entreprise de transports luxembourgeoise, ceci par le biais d'une société de transports créée en Pologne. Dans ce contexte une enquête a été effectuée par l'Administration des Douanes et Accises, l'Inspection du Travail et des Mines et le Service de Contrôle des employeurs du Centre commun de la Sécurité sociale.

Dans le cadre des investigations les responsables de la société luxembourgeoise ont expliqué qu'une société de droit polonais a été créée au sein du groupe dans le souci de rester concurrentiel sur le marché du transport international, notamment en vue de pouvoir garder les clients existants, qui exercent une pression croissante en exigeant une révision des prix de transport vers le bas.

Selon ce contrôle, il s'agit de chauffeurs polonais travaillant pour une société polonaise appartenant au même groupe que la société luxembourgeoise qui conduisent des véhicules appartenant à cette même société polonaise. Cette société polonaise dispose d'un total de cinq véhicules.

Les responsables susvisés ont exposé ensuite que des chauffeurs de la société polonaise ont effectué des transports internationaux avec trois tracteurs polonais dans l'intérêt du groupe qui compte des sociétés dans huit pays dont le Luxembourg et la Pologne.

L'Administration des Douanes et Accises a constaté que si la société luxembourgeoise organise certains transports pour la société polonaise, les chauffeurs polonais ne reçoivent cependant leurs ordres que de la seule société polonaise. Il en résulte qu'il n'existe aucun lien de travail et aucun lien de subordination entre la société luxembourgeoise et les chauffeurs polonais.

Les mesures transitoires pour limiter l'accès au marché du travail invoquées par l'honorable Député ne s'appliquent pas en l'espèce étant donné que les chauffeurs polonais travaillent pour le compte de la société polonaise. D'après l'enquête menée par l'Administration des Douanes et Accises, les chauffeurs polonais n'effectuent que des transports internationaux à l'exclusion de toute opération de cabotage.

Pour effectuer ces transports, les chauffeurs polonais utilisent des copies conformes de la licence communautaire polonaise délivrée par les autorités polonaises à la société polonaise. À noter que l'autorisation d'établissement (polonaise) de la société polonaise, la copie de la licence de transport (polonaise) de la société polonaise, ainsi que les sommaires des transports effectués par les trois tracteurs polonais pour les mois de septembre et octobre 2005 ont été fournis par l'employeur à l'Administration des Douanes et Accises pour compléter son dossier.

De plus, l'employeur a fait parvenir au Centre commun de la Sécurité sociale des formulaires E111 valables pour la période du 24 novembre au 31 décembre 2005 pour quatre chauffeurs de la société polonaise qui effectuent, entre autres, des transports au départ de Luxembourg. Il s'ensuit que les quatre chauffeurs sont affiliés auprès de la Sécurité sociale polonaise et qu'en application de l'article 14.2a du règlement CEE 1408/71 ils ne relèvent pas de la Sécurité sociale luxembourgeoise.

En ce qui concerne le fait que les tracteurs polonais tirent des remorques luxembourgeoises, il y a lieu de préciser que le principe du tractage a déjà été admis depuis des décennies dans les accords bilatéraux bien avant toute libéralisation au sein de l'Union européenne, le tractage n'ayant par ailleurs rien à voir avec un éventuel secteur virtuel.

La société luxembourgeoise visée par l'honorable Député admet avoir engagé une personne parlant le polonais, ceci pour faciliter les contacts avec la société polonaise appartenant au même groupe. Cette personne n'y a cependant travaillé que peu de temps.

L'affirmation que les chauffeurs polonais auraient dû habiter pendant trois semaines dans leurs véhicules n'a pas pu être confirmée par l'Administration des Douanes et Accises et l'Inspection du Travail et des Mines. L'inverse a plutôt été constaté. En effet, les chauffeurs de la société polonaise viennent jusqu'au siège de la société luxembourgeoise lorsqu'ils sont dans les parages afin de pouvoir profiter des dortoirs, douches et cantine de la société luxembourgeoise. Cette possibilité leur est offerte dans le cadre du groupe auquel appartiennent tant la société luxembourgeoise que la société polonaise afin de leur éviter de devoir «habiter» dans leurs véhicules.

Il en résulte que cette situation n'est guère comparable avec l'affaire Kralowetz et que l'activité de la société polonaise ne constitue pas non plus une partie virtuelle du secteur des transports luxembourgeois, mais qu'il s'agit d'une activité légale d'une société de transports polonaise suite à la libéralisation du secteur des transports à l'intérieur de l'Union européenne introduite progressivement au courant des années '90.

Question 0731 (11.11.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **bail emphytéotique:**

Le bail emphytéotique est aujourd'hui perçu comme une des mesures servant à juguler la flambée des prix immobiliers. Il s'agit d'un instrument ayant fait ses preuves à travers l'exemple donné par le Fonds du Logement qui y recourt de façon systématique, et ce n'est pas sans raison que cette forme de mise à disposition d'un terrain est présentée comme l'une des idées phares à la Semaine du Logement 2005.

Il se trouve que les notaires n'appliquent pas la réduction de moitié du barème 4 pour le calcul de l'honoraire concernant le bail emphytéotique (art. 6 et renvoi à l'art. 19, al. 17 du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 1971 portant révision du tarif des notaires). Dans sa lettre du 17 septembre 2002, le Ministre du Logement a approuvé intégralement l'interprétation de l'article 19, alinéa 17, b) du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 1971 portant révision du tarif des notaires dans le sens d'une réduction. Or, jusqu'à ce jour, cette lettre est restée sans suites dans la pratique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Logement:

- Quelles sont les suites concrètes que le Ministre entend donner à la situation décrite ci-dessus?
- Est-ce que les personnes bénéficiaires en principe des aides au logement et ayant payé l'honoraire intégral pourront se faire rembourser?

Réponse (11.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La question du tarif des honoraires de notaire en cas de signature d'un bail emphytéotique a fait l'objet d'un examen de la part de la Chambre des Notaires qui estime que le demi-tarif prévu à l'article 19 point 17 du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 1971 portant révision du tarif des notaires est inapplicable en l'espèce.

Monsieur le Médiateur, saisi de la question, s'est exprimé dans le même sens.

Me ralliant à ces avis, je considère que le tarif appliqué est correct et que dès lors la question d'un remboursement de trop-perçus ne se pose pas.

Question 0748 (21.11.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **composition du coût moyen d'un élève au Luxembourg:**

Le coût annuel moyen brut par élève est un indicateur financier fréquemment utilisé pour pouvoir évaluer le budget dédié à l'enseignement. Selon le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, cet indicateur peut varier en fonction de différents critères. Les deux critères les plus importants sont le niveau de rémunération du personnel enseignant et la taille de la classe fréquentée. Ces deux facteurs varient fortement d'un ordre d'enseignement à l'autre. Pour l'année scolaire 2003-2004 le coût annuel moyen brut par élève est chiffré à 10.607 € pour l'éducation préscolaire et primaire, à 14.469 € pour l'enseignement secondaire et à 15.551 € pour l'enseignement secondaire technique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Quels sont les autres critères déterminant le coût annuel moyen brut par élève?
2. Est-ce que vous pouvez me fournir une ventilation précise des chiffres pour l'année 2003-2004 qui tient compte de tous les critères intervenant dans le coût annuel moyen brut par élève par ordre d'enseignement?
3. Est-ce que vous êtes déjà en mesure de me communiquer les chiffres pour les années scolaires 2004-2005 et 2005-2006?

Réponse (18.1.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Critères déterminant le coût annuel brut d'un élève

Les dépenses relatives au système éducatif qui ont été considérées dans le calcul du coût annuel d'un élève peuvent être réparties en trois grandes catégories: les dépenses de rémunération, les frais de fonctionnement et les dépenses de capital. À noter que ces trois types de coûts retenus dans la présente étude sont ceux qui sont utilisés dans la nomenclature internationale.

Dépenses de rémunération

Cette catégorie comprend les salaires bruts plus les éventuels avantages non salariaux. On entend par salaire brut le total du salaire gagné par l'employé y compris toutes les primes et allocations supplémentaires avant déduction de tout impôt ou cotisation salariale aux caisses de retraite et à la sécurité sociale. Entrent également en ligne de compte les charges patronales payées par l'État.

Le personnel à considérer comprend tous les intervenants dans le processus éducatif, c'est-à-dire non seulement les personnes intervenant directement dans l'enseignement mais également celles y intervenant indirectement. À noter qu'il a toujours été fait la distinction entre personnel enseignant et personnel non enseignant.

Cette deuxième catégorie comprend entre autres les chefs d'établissements, le personnel éducatif, le personnel administratif, le personnel spécialisé, les conseillers pédagogiques, les psychologues, le personnel médical, les bibliothécaires, les inspecteurs, le personnel de soutien, les secrétariats, le personnel affecté à l'entretien et à l'exploitation des bâtiments, le personnel affecté au transport et le personnel affecté à la restauration. Sont également compris dans cette catégorie toutes les personnes employées au sein du Ministère de l'Éducation nationale et de ses différents services et administrations.

Frais de fonctionnement (dépenses courantes)

Les frais de fonctionnement couvrent tous les biens et services consommés dans le cadre de l'enseignement et qui doivent être renouvelés périodiquement pour assurer des services éducatifs.

Il s'agit en grande partie des dépenses couvrant les services assurés par les fournisseurs extérieurs, qui sont généralement des services de soutien.

Entrent également dans cette catégorie les loyers payés pour la location de locaux scolaires, le matériel pédagogique, les combustibles, l'électricité, les télécommunications, les voyages, les assurances…

Dépenses en capital

Quel qu'en soit le mode de financement (via recette courante ou via emprunt), les dépenses en capital représentent la valeur des biens mobiliers et immobiliers durables acquis ou créés au cours de l'année.

Schématiquement, les dépenses en capital couvrent des avoirs d'une durée supérieure à un an. Elles peuvent comprendre les dépenses de construction, de rénovation et de réparation de bâtiments ainsi que les dépenses dues à l'achat ou au remplacement d'équipements importants.

La distinction entre dépenses de fonctionnement et dépenses de capital n'est pas toujours très nette. En règle générale les pays distinguent ces deux types de dépenses selon leur montant effectif. En dessous d'un certain seuil, les dépenses sont généralement considérées comme dépenses de fonctionnement, alors que les dépenses plus importantes sont intégrées dans les dépenses de capital.

2. Ventilation précise des chiffres pour l'année 2003-2004

Les chiffres repris dans la publication «Les Chiffres Clés de l'Éducation nationale – Statistiques et Indicateurs 2003-2004» sont extraits d'une étude réalisée par le SCRIPT en 2004 sur les coûts et financements de notre système scolaire pour l'année budgétaire 2002. Ce décalage dans le temps s'explique par le fait que la réalisation d'une telle étude ne peut se faire qu'après la clôture définitive des comptes.

Ladite étude a été publiée et contient les ventilations par ordre d'enseignement, par type de dépense et par bailleur de fonds. Elle contient également une description détaillée de la méthodologie appliquée et des dépenses retenues pour le calcul. Un exemplaire de cette publication a été joint en annexe.

Chiffres pour les années scolaires 2004-2005 et 2005-2006

Les statistiques financières concernant l'éducation portent toujours sur une année budgétaire et tiennent forcément compte de deux années scolaires différentes. Les données issues de la publication «Les Chiffres Clés de l'Éducation nationale – Statistiques et Indicateurs 2003-2004» se réfèrent à l'année budgétaire 2002.

L'étude sur les coûts et financements de notre système scolaire pour l'année budgétaire 2003 et qui se réfère aux années scolaires 2002-2003 et 2003-04 a été achevée et publiée en décembre dernier. Un exemplaire a également été joint à la présente.

Question 0749 (22.11.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **classes d'impôt:**

En vue de l'application du tarif, les contribuables sont répartis en plusieurs classes d'impôt. Les célibataires, les séparés, les divorcés et les veufs (ces trois dernières catégories profitant encore du splitting durant une période transitoire de trois ans) sont répartis dans la classe d'impôt 1 tandis que les mariés font partie de la classe d'impôt 2. Les contribuables des classes 1a ou 2 ayant un ou plusieurs enfants bénéficient d'une modération d'impôt pour enfant.

Selon l'article 123 (3) L.I.R. «les personnes, même âgées de moins de vingt et un ans, qui ont des enfants, sont censées avoir un ménage commun avec leurs enfants, même lorsqu'elles partagent avec ces enfants l'habitation d'un autre contribuable». Il en résulte qu'une jeune femme mineure constitue fiscalement un ménage avec ses propres enfants, même si cette femme ne cohabite pas avec le père de l'un des enfants, mais habite chez ses parents prenant en charge leur fille et leurs petits-enfants. Ainsi, les parents voient leur modération d'impôt réduite, celle-ci étant réservée aux enfants faisant partie du ménage fiscal, même si leurs frais d'entretien et d'éducation ont probablement connu une hausse sensible due à l'accroissement familial.

Tout en sachant qu'il existe la possibilité de déduire un abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce qu'un tel reclassement fiscal dans le cas décrit ci-dessus n'est quand même pas à juger comme discriminatoire?
2. Dans l'affirmative, quelles mesures fiscales envisage-t-il?

Réponse (10.1.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La question parlementaire de l'honorable Ali Kaes traite de la prise en compte, lors d'un calcul de l'impôt sur le revenu, de frais d'entretien et d'éducation dans le chef d'un contribuable qui a sa fille mineure et les enfants de celle-ci à sa charge.

L'article 12 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu dispose que les dépenses effectuées par un contribuable pour l'entretien des membres de sa famille ne sont déductibles ni dans les différentes catégories de revenus nets, ni du total des revenus nets.

Il est cependant tenu compte de la diminution de la capacité contributive découlant de l'entretien et de l'éducation des enfants lors du calcul de l'impôt dû. Si l'enfant fait partie du ménage fiscal du contribuable, celui-ci a droit à une modération d'impôt. Dans le cas où l'enfant ne fait pas partie du ménage fiscal, le contribuable a droit à un abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires, s'il supporte principalement les frais d'entretien et d'éducation et si son intervention est nécessaire.

Il est vrai que la mère mineure qui vit avec son enfant chez ses parents ne fait, de par les termes de la loi, plus partie du ménage fiscal de ceux-ci. Les parents n'ont donc droit à la modération d'impôt ni pour leur fille, ni pour leur petits-enfants. Ils peuvent cependant demander un abattement de revenu imposable et pour leur fille, et pour leurs petits-enfants, s'ils supportent principalement les frais de leur entretien et de leur éducation.

Ce traitement ne peut être qualifié de discriminatoire, d'autant plus que l'imposition collective du contribuable avec ses enfants mineurs ne s'étend pas aux enfants mineurs qui ne font pas partie du ménage fiscal de leurs parents.

Question 0759 (24.11.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **convention de «non double imposition» entre le Luxembourg et l'Australie:**

Au cours des dernières années, le Luxembourg a étendu de manière considérable son réseau de conventions bilatérales dites de «non double imposition». De telles conventions ont notamment été conclues avec des pays perçus comme présentant un fort potentiel en termes de relations commerciales et financières avec le Grand-Duché – leur signature fait désormais partie du programme de nombreuses missions de prospection économique.

Un nombre non négligeable d'entreprises luxembourgeoises entretiennent effectivement des relations conséquentes avec ce pays et estiment signifiant l'intérêt commercial futur représenté par l'Australie.

- Dès lors, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la position du Gouvernement concernant la conclusion d'une convention de «non double imposition» entre le Luxembourg et l'Australie respectivement au cas où un tel texte serait d'ores et déjà en préparation, de l'état d'avancement de cette préparation et de la date approximative d'un projet de loi y afférent?

Réponse (27.1.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Par sa question parlementaire du 24 novembre 2005 Monsieur le Député Laurent Mosar veut connaître la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la conclusion d'une convention de «non double imposition» entre le Luxembourg et l'Australie.

De prime abord, il est vrai de souligner que le Gouvernement luxembourgeois a intensifié ses efforts durant les dernières années en vue d'étendre le réseau des conventions bilatérales contre les doubles impositions.

Ceci étant déjà en 1988 le Gouvernement de l'époque avait pris l'initiative pour la conclusion d'une telle convention également avec l'Australie. Toutefois, le Gouvernement australien avait répondu que son programme serait trop chargé et qu'il n'y aurait que très peu de ressources disponibles pour élaborer des conventions fiscales. Il avait été ajouté que le Gouvernement australien ne serait pas au courant d'une quelconque difficulté provenant de l'absence d'une convention contre les doubles impositions et qu'il n'y aurait qu'une faible demande de la part du secteur commercial australien.

Bien que la requête ait été réitérée à de nombreuses reprises par les autorités luxembourgeoises, le dossier n'a pas encore évolué concrètement.

Le Gouvernement luxembourgeois continuera en tout état de cause à insister auprès des autorités australiennes sur des négociations en vue de la conclusion d'une convention contre les doubles impositions.

Question 0762 (24.11.2005) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant l'**étude sur la consommation d'alcool et de drogues chez les conducteurs:**

La division toxicologique du CRP Santé vient de publier une étude sur la consommation d'alcool en combinaison avec des médicaments et des drogues chez les conducteurs. Ainsi, il ressort de cette étude effectuée sur 408 échantillons sanguins que 23% des conducteurs avaient consommé, à côté de l'alcool, des médicaments aux propriétés psychotropes et que 10% des personnes concernées avaient consommé des drogues illicites.

Dans ce contexte la déclaration gouvernementale de 2004 dispose qu'«en matière de répression, le Gouvernement combattra prioritairement la vitesse excessive, voire non adaptée, qui se situe de loin en tête des facteurs générateurs des accidents mortels sur les routes du Grand-Duché, surtout si elle s'associe à un comportement

agressif et à la consommation d'alcool et de drogues».

- Quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de cette étude, notamment en ce qui concerne la consommation de médicaments?
- Est-ce qu'il existe des moyens légaux pour détecter la consommation de médicaments (licites et illicites) respectivement des sanctions applicables?

Réponse commune (11.1.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Députée souhaite connaître les conclusions que le Gouvernement tire d'une étude sur la consommation d'alcool en combinaison avec celle de médicaments et de drogues chez les conducteurs de véhicules automoteurs, publiée par la division technique du Centre de Recherche Public Santé, notamment en ce qui concerne la consommation de médicaments.

Les médicaments peuvent, tout comme l'alcool, avoir une influence néfaste sur la capacité de conduire et ce même lors d'une consommation modérée. En outre, un mélange d'alcool et de médicaments peut être particulièrement dangereux.

La consommation abusive de médicaments avant de prendre le volant est illégale et sanctionnée par conséquent, en particulier dès que la dose prescrite par le médecin traitant se trouve dépassée. Dans cet ordre d'idées, tout conducteur d'un véhicule ou d'un animal, ainsi que tout piéton impliqué dans un accident, manifestant un comportement caractéristique résultant de la consommation excessive de substances médicamenteuses, sera astreint à subir un examen médical à effectuer par un médecin autorisé à exercer la profession de médecin au Grand-Duché de Luxembourg.

L'honorable Députée souhaite encore savoir s'il existe des moyens légaux pour détecter la consommation de médicaments ainsi que les sanctions applicables. La détection d'un excès de consommation de médicaments lors d'un contrôle routier dans les conditions décrites ci-devant permettra d'engager des poursuites pénales sur base des dispositions de l'article 12 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et d'appliquer les sanctions y prévues.

Pour ce qui est des drogues illicites, le projet de loi, en instance de procédure, modifiant la loi du 14 février 1955 vise à mettre en place un système de dépistage des conducteurs se trouvant sous l'emprise de drogues. La présence de stupéfiants est détectée par un test de la salive ou un test de la sueur.

Si ces tests s'avèrent concluants quant à la présence dans l'organisme d'au moins une des substances prévues à l'article 7 de la loi du modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, cet état sera déterminé par une prise de sang et une prise d'urine. En cas d'impossibilité de procéder à une prise de sang, la personne concernée devra se soumettre à un examen médical.

En l'absence d'examen de la sueur et de la salive, d'une prise de sang ou d'un examen médical, cet état pourra être établi par tous les autres moyens de preuve prévus en matière pénale.

Les sanctions applicables sont celles prévues à l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 précitée.

Question 0763 (25.11.2005) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant la **directive «Bolkestein»:**

En date du 22 novembre 2005, la Commission du Marché intérieur et de la Protection des Consommateurs (IMCO) du Parlement européen a adopté par 25 oui, 10 non et 5 abstentions le rapport d'Evelyne Gebhardt sur la proposition de directive services, dite «directive Bolkestein». Tout en constatant certains changements apportés au sujet du champ d'application de la directive, il est regrettable que diverses améliorations proposées par la rapportrice aient été refusées par une majorité dans la commission.

La proposition de directive susmentionnée constitue toujours une atteinte contre le modèle social européen et luxembourgeois, entre autres en raison de la non-exclusion des services sociaux.

À ceci s'ajoute qu'il ressort d'un communiqué de presse de la Confédération européenne des syndicats, qu'en matière de droit du travail la récente déclaration du commissaire McCreevy sur le système suédois de conventions collectives constitue une contradiction par rapport à la position de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen qui prévoyait d'exclure le droit du travail de la directive.

- En considérant la Déclaration du Premier Ministre sur les priorités politiques du Gouvernement le 12 octobre 2005 et surtout l'annonce suivante: „Deenen, déi der Zerstéckelung an dem Zerschloe vun eiser aarbechtsrechtlecher Uerdnung d'Wuert rieden, wëlle mer soen: Mir maachen dës Moud, déi an eenzelnen Nopeschlänner virexercéiert gëtt, net mat", j'aimerais savoir si le Gouvernement luxembourgeois confirme sa position défavorable quant à cette directive.
- Quelles seront les démarches du Gouvernement en la matière, notamment pour ce qui est du vote prochain au sein du Conseil des Ministres?

Réponse (27.1.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Conscient des bénéfices à retirer pour notre pays d'un bon fonctionnement du marché intérieur des services, le Gouvernement soutient l'objectif de la proposition de directive mentionnée par l'honorable Parlementaire. L'économie européenne a besoin d'un secteur des services dynamique pour atteindre les objectifs de croissance et d'emploi durables – le Conseil européen l'a souligné à plusieurs reprises. Ceci est d'autant plus vrai pour le Luxembourg, compte tenu du caractère ouvert de son économie et du poids exceptionnel qu'y occupent les services.

Les mesures prévues par la proposition de directive, comme la simplification administrative, la transparence des procédures, la création du «guichet unique» ou l'amélioration de la qualité des services, profiteront tant aux entreprises qu'aux citoyens.

Néanmoins, le Gouvernement reste très vigilant quant à l'impact que la proposition pourrait avoir sur certains secteurs ou sur certaines législations en vigueur sur notre territoire. Il ne s'agit en effet pas de réaliser le grand marché sans aucune précaution et d'appliquer toutes les dispositions de la directive indistinctement à toutes les activités de services. C'est pourquoi, par exemple, le Luxembourg demande que le secteur de la santé soit exclu du champ d'application de la proposition. C'est pourquoi, aussi, le Luxembourg demande que puissent être maintenus des mécanismes efficaces permettant un contrôle notamment en ce qui concerne la protection des travailleurs. Ainsi, le Gouvernement, s'il soutient le principe du pays d'origine, exige néanmoins qu'il n'affecte pas le droit du travail qui doit rester territorial.

Au cours des négociations sur cette proposition, le Luxembourg a également demandé que soit davantage clarifié que les services d'intérêt général non économiques sont bien exclus du champ d'application du texte. Quant aux services d'intérêt économique général, le Luxembourg a demandé et obtenu une série de garanties qui permettent d'éviter que la proposition n'ait un impact négatif sur ces secteurs.

En ce qui concerne les prochaines démarches, le Gouvernement examinera avec la plus grande attention la proposition modifiée que la Commission européenne doit adopter dans les semaines qui suivront le vote en séance plénière, le 15 février prochain au Parlement européen. Les positions qu'il défendra dans les négociations resteront, comme c'était le cas jusqu'à présent, sur la ligne du plan d'action national «Lisbonne», tel qu'adopté par le Gouvernement et la Chambre des Députés en séance publique le 16 novembre 2005 (voir extrait en annexe) *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

En tout état de cause, le Gouvernement poursuivra ses efforts pour s'assurer de la préservation du modèle social luxembourgeois.

Question 0765 (28.11.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **élèves qui à l'occasion de la rentrée scolaire de cet automne ont été obligés de changer d'école après les incidents survenus à l'école privée Notre-Dame, communément appelée «Sainte-Sophie»:**

Notons à ce sujet que l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» a été saisi par les enfants et les parents concernés afin de tenter une médiation avec l'administration de l'école. En août 2005, l'ORK a malheureusement dû constater que ses efforts afin de trouver une issue favorable ont échoué. Le comité a finalement conclu que l'article 2 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant n'a manifestement pas été respecté: «Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction motivées par la situation juridique, les activités, les opinions déclarées ou les convictions de ses parents, de ses représentants légaux ou des membres de sa famille.»

- Sans vouloir commenter ni les incidents qui sont à l'origine du conflit entre parents d'élèves et direction de l'institution, ni le caractère (in)approprié de la sanction prononcée par la direction de bannir les enfants de l'école, j'aimerais tout de même savoir quelles sont les mesures envisagées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour encadrer et assister les enfants concernés, tant au niveau pédagogique que psychologique, afin qu'ils parviennent à mieux s'intégrer dans leur nouveau environnement scolaire.

Réponse (10.1.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je regrette que le conflit entre la direction de l'école privée Notre-Dame et des parents d'élèves ait amené la direction à ne plus permettre aux élèves de continuer leurs études dans un environnement scolaire qui leur était familier.

Quant aux mesures à prendre par les lycées d'accueil pour parer aux problèmes pédagogiques ou psychologiques qui pourraient résulter d'un tel transfert pour les élèves, je tiens à relever que le nouveau règlement grand-ducal déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement postprimaire, entré en vigueur à partir de la rentrée scolaire 2005/2006, prévoit explicitement des mesures de remédiation pour aider les élèves présentant des difficultés scolaires.

D'autre part, chaque établissement de l'enseignement dispose d'un service de psychologie et d'orientation scolaire qui assure l'encadrement et le suivi psychologiques des élèves qui le demandent. De surcroît, une aide psychologique supplémentaire peut être sollicitée par les élèves ou leurs parents auprès des psychologues travaillant au Centre de psychologie et d'orientation scolaires.

Question 0767 (28.11.2005) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **carrière moyenne auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie:**

L'article 16 de la loi du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration du Cadastre et de la Topographie prévoyait deux carrières moyennes, à savoir la carrière moyenne de l'agent technique et celle du technicien diplômé. Ces fonctionnaires sont tous détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires. Il y a également une équivalence entre l'examen concours prévu par le règlement grand-ducal du 30 août 1970 et l'examen concours pour l'admission au stage organisé par l'Administration du Cadastre et de la Topographie. Ceci vaut de même pour l'examen de fin de stage et l'examen de promotion.

Par le biais des lois du 25 juillet 2002 et du 5 décembre 2002 portant réorganisation de l'Administration du Cadastre et de la Topographie a été aboli l'article 16ter soulignant l'équivalence des différentes carrières moyennes. Ainsi les carrières moyennes du rédacteur et du technicien diplômé ont été scindées en deux carrières distinctes.

Un règlement grand-ducal du 22 août 2003 a fixé le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé pour les diverses carrières dans les administrations de l'État. Les fonctionnaires de la carrière du technicien diplômé se voient dépassés en rang et fonction par des fonctionnaires de la carrière du rédacteur classés au rang inférieur au tableau d'avancement de la carrière du rédacteur et du technicien diplômé tel qu'il existait la veille de l'entrée en vigueur de la loi du 25 juillet 2003.

- Considérant que les fonctions ou missions confiées aux agents de la carrière moyenne auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie sont indépendantes des études et du mode de recrutement, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Fonction publique s'il ne juge pas utile de modifier la législation afin que les fonctionnaires de la carrière moyenne du technicien diplômé à l'Administration du Cadastre, ayant réussi leur examen de promotion avant 1986, conservent leurs fonctions et soient promus à titre personnel aux fonctions d'inspecteur technique principal respectivement inspecteur technique principal 1er en rang, au moment où leurs collègues, classés à rang égal ou immédiatement inférieur à l'examen de promotion de la carrière du rédacteur et du technicien diplômé, bénéficient d'une promotion à une fonction classée dans le grade 12 respectivement grade 13.

Réponse (20.1.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'honorable Monsieur Marco Schank sollicite dans sa question parlementaire du 28 novembre 2005 des renseignements au sujet d'éventuelles démarches à entreprendre en vue de rétablir les expectatives de carrière de quelques fonctionnaires relevant du cadre moyen de l'Administration du Cadastre, qui se sentent lésés par l'abolition de l'article 16ter de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État.

En réponse permettez-moi d'exposer tout d'abord les motifs qui dans le temps étaient à la base de l'abolition de l'article 16ter précité.

La loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État a créé dans les cadres des différentes administrations de l'État, où existait déjà la carrière de technicien diplômé, celle de l'ingénieur-technicien.

La loi du 1er avril 1987 pour sa part a inséré un nouvel article 16ter dans la même loi dès lors modifiée du 28 mars 1986, ayant la teneur suivante:

«Pour les carrières de l'ingénieur-technicien et du technicien diplômé, la promotion aux grades 12 et 13 se fait conformément au tableau d'avancement de la carrière du technicien diplômé tel qu'il existait la veille de l'entrée en vigueur de la loi du 27 août 1986.

L'alinéa qui précède s'applique également à la carrière du rédacteur de l'Administration du Cadastre et de la Topographie.»

En 1987, ces dispositions avaient été introduites au motif que «suite à la création de la carrière de l'ingénieur-technicien, bon nombre de techniciens diplômés remplissant les conditions d'études requises seront nommés dans la nouvelle carrière. Or, d'après l'article 14 de la loi sur l'harmonisation des possibilités d'avancement, les fonctionnaires ayant changé de carrière continuent à être pris en considération pour la détermination de l'effectif total de la carrière. Appliquée à la carrière du technicien diplômé, cette disposition aurait pour conséquence un gonflement substantiel des emplois du cadre fermé. Le présent article aura pour but d'éviter cette conséquence peu souhaitable» (in projet de loi N°3068).

Au commentaire des articles, ces mêmes dispositions avaient été motivées par le souci du législateur «d'éviter des dépassements en rang résultant de la création de la nouvelle carrière de l'ingénieur-technicien».

Il importe en effet de relever dans ce contexte que suite à la création de la carrière de l'ingénieur-technicien, bon nombre de techniciens diplômés qui remplissent les conditions d'études requises avaient été nommés dans la nouvelle carrière. Pour éviter des «carrières-éclair» qui auraient permis à certains fonctionnaires «chanceux» d'accéder dans des temps records aux grades de fin de carrière au détriment d'autres, il avait été à l'époque jugé parfaitement opportun de recourir à une disposition libellée dans le sens d'une conservation considérée plus équitable des possibilités d'avance-

ment ayant existé la veille de l'entrée en vigueur de la loi du 27 août 1986. Ceci était d'autant plus justifié que les ressortissants des différentes carrières visées par cette disposition particulière étaient antérieurement regroupés dans un même cadre en vertu des lois organiques de leurs administrations respectives.

Si cette mesure particulière a donc permis dans un premier temps de contrebalancer des effets non voulus par l'introduction de la carrière de l'ingénieur-technicien, la création d'un pool pour les avancements par la suite fortement contestée n'a plus trouvé après une période transitoire de plus de dix ans sa raison d'être. Cette contestation se trouvait encore renforcée par l'argument invoqué à juste titre par les départements ministériels concernés et par les représentations du personnel que la situation favorisait finalement ceux des ingénieurs-techniciens ayant eu la chance d'être affectés à des administrations où la carrière du technicien diplômé n'était pas représentée.

Cette disposition avait donc effectivement perdu sa justification avec le temps et risquait alors de produire des effets non voulus par le législateur à l'époque de son adoption. Pour cette raison, lors du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour 1998 de même que pour 2000, le Gouvernement avait proposé d'abroger l'article 16ter par voie d'amendement, mais cette démarche a été refusée par le Conseil d'État au motif que pareille mesure ne trouve pas son cadre approprié dans la loi budgétaire.

Le Conseil d'État a cependant proposé d'inclure cette abrogation à l'occasion de l'élaboration du projet de loi N°4464 relatif, entre autres, à la modification de la loi modifiée du 21 juin 1973 portant organisation du Cadastre et de la Topographie, abrogation finalement inscrite dans la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Or, il s'est révélé par la suite que l'abrogation pure et simple de l'article 16ter par la loi entre-temps modifiée du 25 juillet 2002 ne permettait pas de préserver pour l'avenir tous les droits des agents concernés. En effet, certains fonctionnaires, ayant dans le temps relevé d'un même cadre, se sont considérés comme dépassés par des homologues relevant d'une autre carrière et de rang inférieur au tableau d'avancement tel qu'il existait jusqu'à la veille de l'entrée en vigueur de la loi du 25 juillet 2002.

Une solution pour tenir compte de cette question serait effectivement d'accorder aux fonctionnaires visés par l'ancien article 16ter des promotions aux grades 12 et 13 par dépassement des effectifs et au moment où leur collègue de rang égal ou immédiatement inférieur bénéficie de ces mêmes promotions.

Pareille mesure ne pourra être introduite que par une modification de la législation actuelle soit dans le cadre d'une prochaine réforme éventuelle de la loi organique de l'Administration du Cadastre et de la Topographie ou, le cas échéant, dans un autre contexte approprié.

Question 0768 (30.11.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **politique du troisième âge dans la circonscription est du pays:**

La maison de retraite de Junglinster (Altersheem Jonglënster), qui est gérée par la Congrégation des Carmélites Tertiaires, accueille actuellement une trentaine de seniors.

Les pensionnaires et leurs familles ont été récemment informés par le gestionnaire de la maison de retraite que celle-ci fermerait ses portes à la rentrée scolaire de 2006.

L'immeuble qui appartient aux soeurs carmélites sera destiné à accueillir un centre d'accueil conventionné pour enfants afin de pallier au manque de places au niveau des structures spécialisées dans la protection sociale de l'enfance. D'après mes informations, cette nouvelle structure accueillera une vingtaine d'enfants âgés de six à douze ans.

S'il existe une vraie pénurie en matière de structures de placement pour enfants, et ce quelle que soit la catégorie d'âge des enfants concernés, la soussignée se demande s'il est nécessaire d'installer le nouveau centre d'accueil dans les locaux de la maison de retraite obligeant les pensionnaires, dont certains sont âgés de plus de 80 ans voire 90 ans, à déménager. Il n'est pas nécessaire de souligner que pour ces personnes le déménagement ne sera pas chose facile. Beaucoup de pensionnaires ont toujours habité Junglinster ou sa région. Ils y ont leurs repères et leurs familles et amis.

Outre le fait que la fermeture projetée de la maison de retraite de Junglinster soulève la question de l'hébergement des personnes concernées – le nouveau Centre intégré pour personnes âgées que Junglinster abritera et dont les travaux commenceront en principe début 2006 ne sera pas opérationnel d'ici septembre 2006 -, elle remet en question la politique du troisième âge dans la circonscription est du pays.

La soussignée constate que c'est surtout la circonscription est qui a perdu ces dernières années des structures d'accueil pour personnes âgées, perte que le nouveau CIPA ne viendra combler qu'en partie. Ainsi pour ne citer qu'un exemple, la maison de retraite à Weilerbach a été fermée il y a quelques années et remplacée par un foyer où sont accueillis des demandeurs d'asile.

Dans ce contexte la soussignée aurait souhaité savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Si d'autres solutions n'auraient pu être envisagées, comme par exemple attendre que le nouveau CIPA ouvre ses portes à Junglinster avant de transformer la maison de retraite en structure d'accueil pour enfants?
- S'il n'y aurait pas moyen de prévoir une cohabitation entre les seniors et les enfants?

Question 0770 (1.12.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **fermeture de la maison de retraite à Junglinster:**

La décision de fermer la maison de retraite à Junglinster a provoqué maintes réactions et commentaires ces dernières semaines.

J'aimerais donc savoir:

- Pour quelles raisons n'a-t-on pas envisagé de maintenir les résidents de la maison de retraite de Junglinster jusqu'à l'aboutissement du nouveau projet CIPA?
- Quelle sera la future affectation de la maison de retraite acquise par l'État?
- L'utilisation future du bâtiment ne pourrait-elle pas être reportée de plusieurs années, quitte à envisager une solution de rechange pour l'affectation prévue par l'État?

Réponse (13.1.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Depuis plus d'un an le Ministère de la Famille et de l'Intégration est confronté à un besoin urgent de places supplémentaires au niveau des structures d'accueil de jour et de nuit pour enfants et adolescents en détresse. Si la capacité actuelle est de 531 lits, les besoins nouveaux sont évalués à 50 unités. Les services compétents au sein du Ministère ont contacté les divers organismes privés impliqués au niveau de l'action médico-sociale ou socio-éducative pour sonder s'ils étaient en mesure de proposer des infrastructures appropriées.

Le Groupe Zitha, propriétaire et gestionnaire de l'actuel CIPA de Junglinster, a proposé de mettre à disposition ces infrastructures. À ce propos il y a lieu de souligner que les bâtiments de la maison de retraite de Junglinster ne sont pas conformes à la réglementation afférente concernant les personnes âgées dépendantes; en conséquent, le gestionnaire ne bénéficie que d'un agrément limité dans le temps, le mettant dans l'obligation de trouver une solution définitive (fermeture du CIPA ou travaux très substantiels de transformation). Au vu des obligations légales et réglementaires et par rapport à une capacité d'accueil très limitée, le groupe Zitha n'est pas en mesure d'effectuer une gestion économique en équilibre.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration est très conscient de ce que toute décision de fermeture d'un CIPA constitue une épreuve douloureuse pour au moins une partie des pensionnaires impliqués. Aussi a-t-il apprécié les efforts des représentants du Groupe Zitha pour organiser les déménagements nécessaires en respectant au mieux les desiderata des personnes âgées et de leurs familles.

Le Ministère rappelle que la circonscription est de notre pays dispose d'un réseau riche d'institutions modernes au service des seniors: deux CIPA et une maison de soins à Echternach, une maison de soins à Wasserbillig, un CIPA à Grevenmacher, un CIPA à Remich, un CIPA à Mondorf-les-Bains, plusieurs centres de jour, des clubs seniors, des antennes de plusieurs réseaux d'aide et de soins à domicile, plusieurs logements encadrés pour seniors. Ce filet solide sera renforcé par le futur CIPA de Junglinster. À noter que l'Institut Héliar à Weilerbach n'accueillait que temporairement des pensionnaires âgés dépendants, ceci suite à l'incendie au CIPA d'Esch-sur-Alzette du 5 juillet 1995.

Vu l'urgence très grande au niveau des besoins pour enfants en détresse, les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration se félicitent de disposer à Junglinster, dès la rentrée scolaire 2006-2007, d'un foyer accueillant pour enfants. D'après les experts consultés, l'idée d'une cohabitation entre les enfants et les seniors aurait surtout perturbé les personnes âgées aspirant à une ambiance de calme et de sérénité.

Question 0772 (1.12.2005) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **délégué à l'égalité entre femmes et hommes auprès de la Fonction publique:**

La loi du 19 mai 2003 modifiant, entre autres, le statut général des fonctionnaires de l'État, a introduit un(e) délégué(e) à l'égalité entre femmes et hommes qui a pour mission de veiller à l'égalité de traitement entre les agents en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle, et les conditions de travail.

- Madame la Ministre de l'Égalité des chances et Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative considèrent-ils que le/la délégué(e) à l'égalité entre femmes et hommes dans la fonction publique peut pleinement assumer son rôle, si par ailleurs une proportion non négligeable d'agents (4.342 personnes, suivant le rapport d'activité 2004 du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative) échappe à ses compétences en raison de leur statut?

Réponse (13.1.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

D'abord, il y a lieu de préciser que le nombre de 4.342 personnes avancé par l'honorable Députée, nombre tiré du rapport d'activité de 2004 du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, correspond au nombre d'employés de l'État occupés au 1er janvier 2005.

Ensuite, il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 36-1, tel qu'il fut introduit par la loi du 19 mai 2003 dans la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, un délégué à l'égalité entre femmes et hommes est institué au sein de tout département ministériel et de toute administration qui ne dispose pas d'une représentation du personnel. Dans les autres départements ministériels et administrations, c'est la représentation du personnel qui exerce les droits et assume les obligations du délégué à l'égalité.

Or, conformément aux dispositions de l'article 1er,paragraphe 5 du statut général des fonctionnaires de l'État, l'article 36-1 précité est également applicable aux employés de l'État.

En outre, et en exécution de la disposition légale prévue à l'article 36-1, le règlement grand-ducal du 5 mars 2004 fixant les modalités de désignation, les droits et les devoirs des délégués à l'égalité entre femmes et hommes au sein des départements ministériels et administrations prévoit que «est admissible comme candidat tout fonctionnaire ou employé de l'État occupé par le service, l'administration ou l'établissement en question».

D'ailleurs, en application des dispositions ainsi en vigueur, un certain nombre de personnes déléguées à l'égalité, qui n'ont pas la qualité de fonctionnaire, mais celle d'employé de l'État, ont déjà été désignées et sont compétentes aussi bien pour les fonctionnaires que pour les employés de leur administration.

Question 0778 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**alimentation en courant et en gaz des familles pauvres:**

Momentan si mer mat Temperaturen ënnert dem Gefréierpunkt konfrontéiert. Gläichzäiteg sinn d'Gemengen an d'Bedreiwergesellschaften ëmmer méi heefeg gezwongen, Leit, déi hir Stroum- respektiv Gasrechnung net méi kënne bezuelen, dës Déngschtleeschtung, no e puer vergeblechen Zuelungsopfuerderungen, ofzespären.

Déi vun esou enger Mesure betraffe Matbierger sinn oft onverscholt an hir mësslech Situatioun ofgerëtscht – sief et duerch de Verloscht vun hirer Aarbecht, eng Scheedung oder duerch aner Schicksalsschléi. Am Wanter bréngt d'Ofspäre vu Stroum a Gas fir déi Betraffen, besonnesch fir Familljе mat Kanner, aussergewéinlech Häert mat sech – der dofir zoustänneger Gemeng/Be-dreiwergesellschaft awer net onbedéngt déi geschëlte Suen.

Fir Strummerte schafe mer Strukturen, fir hinnen iwwer Wanter e waarmen Ënnerdaach ze garantéieren, spären awer etabléierte Familljen d'Elektresch oder de Gas of, wa se net kënne bezuelen. Et misst also och méiglech sinn, Nout leidend Stéit an der kaler Wiederperiod waarm wunnen ze loossen.

A Frankräich versicht d'Regierung, dës schlëmm Situatiounen ze verhënneren. Hei gouf e Verbuet ausgeschwat, fir während de Wanterméint Stroum a Gas ofzestellen.

Duerfir dës Froen:

1) Ass dem Här Banneminister bekannt, datt an de leschte Joren ëmmer méi Familljen a finanziell Nout geroden, esou datt hinnen d'Gas- respektiv d'Stroumversuergung ofgeschnidde gëtt?
2) Wéi vill Stéit si momentan vun esou enger Mesure betraff?
3) Wat gedenkt den Här Banneminister ze ënnerhuelen, fir datt zumindest keng Famill an och keng Eenzelpersoun iwwert de Wanter ouni Stroum a Gas muss liewen?
4) Wier et net sënnvoll, och hei am Land e nationale Verbuet auszespriechen, fir an de Wanterméint Stéit vum Stroum- a Gasnetz ofzeklemmen?

Réponse (24.1.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Une enquête menée par les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration auprès des principaux fournisseurs d'électricité indique qu'il semble y avoir de plus en plus de rappels pour non-paiement de factures, alors qu'on note une certaine stabilité du nombre des coupures de courant.

Les coupures de gaz, étant donné la complexité et le coût élevé de ces opérations, sont très limitées et ont même diminuées.

2) Ces dernières années et d'après les informations dont dispose le Ministère, les coupures de courant effectivement réalisées se situent aux environs de 1.500 à 1.700 par an pour tout le pays. Le nombre de coupures annoncées mais non exécutées serait par contre quatre fois plus élevé. Il faut dire qu'actuellement encore les fournisseurs ne recourent qu'en tout dernier ressort à cette mesure qui, comme l'a remarqué l'honorable Député, ne résout pas le problème de fond. Le dialogue entre fournisseurs et services sociaux permet le plus souvent de trouver des solutions négociées pour autant que les personnes en difficultés financières acceptent une mesure de guidance financière et collaborent au règlement de leurs dettes.

Les services du Ministère sont intervenus directement uniquement pour payer des factures spécifiques d'électricité:

- en 2002 – 131 fois pour un montant total de 51.767,61 €
- en 2003 – 113 fois pour un montant total de 50.297,09 €
- en 2004 – 112 fois pour un montant total de 49.758,92 €
- en 2005 – 98 fois pour un montant total de 40.120,05 €.

Toutefois ces chiffres ne reprennent pas les interventions des offices sociaux ou d'autres services ou associations à caractère caritatif.

3) La nécessité d'agir au niveau de cette problématique figure en toutes lettres dans le programme que le présent Gouvernement s'est fixé: «...les partenaires réfléchiront sur la création d'un droit à une fourniture minimale d'électricité et de chauffage pour la consommation domestique et ce en faveur des personnes les plus démunies.» Je puis vous assurer qu'actuellement mes services, en collaboration avec les services du Ministère de l'Intérieur, travaillent à l'élaboration

de mesures visant à limiter au maximum ces situations, comme il s'agit d'une matière forte complexe, où de nombreux produits et partenaires interviennent.

4) Enfin, pour le dernier point évoqué par l'honorable Député dans sa question, à savoir l'introduction d'une mesure législative visant à interdire toute coupure à des fins répressives de l'énergie domestique au cours de la période hivernale, il y a lieu de noter qu'il s'agit d'un des moyens que les services du Ministère étudient, mais toujours dans le cadre d'un ensemble de mesures visant à protéger les familles tout en sensibilisant et en aidant les individus à maîtriser leurs dépenses d'énergie domestique. À rappeler qu'étant donné l'intrication du droit commercial toute solution devra respecter les droits des fournisseurs et ne pas pénaliser les autres usagers qui assument avec régularité leurs frais d'énergie.

Question 0780 (2.12.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **remplacement de la mesure disciplinaire du renvoi temporaire de l'école par des sanctions alternatives:**

L'ORK (Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand) a demandé dans son rapport d'activité 2005 au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'engager une réforme afin de remplacer la mesure disciplinaire du renvoi temporaire de l'école par des sanctions alternatives, dont l'intérêt pédagogique serait beaucoup plus efficace. En effet, l'ORK est d'avis que l'école doit assumer à son tour ses responsabilités et que la sanction consistant à écarter un enfant de l'école en pleine période scolaire n'a aucune valeur éducative et ne contribue pas à la solution de problèmes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre partage cet avis?
- Quelles seraient les sanctions qui pourraient remplacer ces renvois et qui auraient un caractère éducatif?

Réponse (18.1.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Pour ce qui est des enfants et des jeunes adolescents, je partage l'avis de Madame la Députée que la mesure disciplinaire du renvoi temporaire de l'école n'a pas de valeur éducative si elle n'est pas accompagnée de mesures qui remédient à la cause du comportement incriminé.

Le renvoi temporaire peut s'appliquer de façon à ce que l'élève ne soit plus autorisé à intégrer sa classe, mais qu'il se trouve à l'école sous une surveillance adéquate pour faire des travaux scolaires.

Dans certains établissements, des classes spécifiques sont organisées pour accueillir des élèves au comportement difficile. Leur séjour dans cette classe-relais est temporaire et ils réintègrent leur classe usuelle en cours d'année.

Dans des cas extrêmes et lorsqu'il s'agit d'élèves majeurs, je peux concevoir que le renvoi temporaire constitue une mesure disciplinaire utile en tant que dernier avertissement exigeant de l'élève une réflexion sur son engagement et sa motivation.

Finalement, je tiens à ce que de telles sanctions ne soient prononcées qu'en cas de nécessité absolue et que la sanction soit proportionnée à la faute ou au délit. En tout état de cause, les parents des élèves sanctionnés peuvent prendre recours auprès du Ministre.

Question 0785 (6.12.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **affaires de drogues en relation avec la conduite automobile:**

Am Spierkel 2003 schonns hat den Deputéierten Henckes an enger parlamentarescher Ufro d'Problematik vum Drogekonsum am Kontext vun der Fuersécherheet thematiséiert. Déi ministeriell Äntwert hat ënner anerem erginn, datt et zu Lëtzebuerg net nëmmen den Alkohol ass, dee fatal Konsequenzen huet. Et ass och bestätegt ginn, datt bei Verkéierskontrollen den eenzege Moyen fir Drogenafloss kënne festzestellen den «examen médical à effectuer par un médecin» ass – den honorabelen Deputéierten hat d'Aféierung vun „Drogenschnelltester" ugereegt. Dowéinst kéint een och net gewuer ginn, wéi vill Accidenter ënnert Drogenafloss zustan koumen, «car le résultat de l'analyse médicale n'est pas communiqué à la police».

Elo hätt eng Etüd, déi an der Fachzäitschrëft "Forensic Science International" publizéiert gëtt, erginn, datt sech de Konsum vu Cannabis bei de Jonken an eisem Nopeschland Frankräich, tëschent 2001 an 2004, verduebelt hätt, an datt 40% vun den déidlechen Accidenter op de franséische Stroossen op de Konsum vu Cannabis zréckgefeiert kéinte ginn. An 80,2% vun de Fäll wier de Cannabis déi eenzeg schiedlech Substanz gewiescht, déi festgestallt gouf.

Et schéngt, wéi wann och Lëtzebuerg vun enger ähnlecher Entwécklung net verschount bliwwe wär.

Duerfir dës Froen:

Ass d'Regierung nach ëmmer net à même, konkret Daten iwwert déi Accidenter virzeleeën, bei deenen d'Haaptursaach Drogekonsum war?

Wéi eng Entwécklung ass zënter 2002 bei den «affaires de drogues en relation avec la conduite automobile» festzestellen?

Wat fir en Impakt huet bei dësen Affären, awer och bei den Accidenter de Konsum vu Cannabis, a wéi en Impakt hunn aner, méi haart Drogen oder Medikamenter?

Wéi steet déi aktuell Regierung zur Aféierung vun Drogeschnelltester als zousätzlecht Kontrollinstrument bei Verkéierskontrollen?

Wier et net och fir Lëtzebuerg wichteg, den Impakt vum Cannabis- an aneren Drogekonsum op d'Verkéierssécherheet ze ënnersichen an op dëser Basis entspriechend Sensibiliséierungscampagnen ze lancéieren?

Ass och hei am Land de Konsum vu Cannabis bei deene Jonken, wéi a Frankräich, an de leschte Jore staark gewuess?

Wéi bewäerten den Här Gesondheetsminister an den Här Transportminister déi, och vu verschiddene politesche Säite propagéiert, verharmlosend Haltung zu de sou genannten «doucen» Drogen – sinn esou Positiounen net éischter kontraproduktiv am Sënn vun der Verkéierssécherheet an der öffentlecher Gesondheet a feelt et do net un Opklärung?

Réponse commune (11.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorablen Deputéierte Renseignementer iwwert d'Fueren ënner Afloss vun Drogen an ënner anerem iwwert d'Unzuel vun den Accidenter, déi vu Chauffeuren ënner Afloss vun däeraartege Substanzen zu Lëtzebuerg verursaacht gi sinn, d'Entwécklung zënter 2002 bei den «affaires de drogues en relation avec la conduite automobile» souwéi den Impakt, deen de Konsum vu Cannabis, haarden Drogen a Medikamenter op dës Affären, awer och op d'Accidenter huet.

Am Joer 2002 huet d'Police grandducale 61 Affäre mat Drogen hannert dem Steier festgehalen, déi eng Uklo wéinst «mise en danger de la circulation due à la consommation de drogues» mat sech bruecht hunn, 2003 huet d'Police grand-ducale 69 där Affäre constatéiert an 2004 nach 56.

Wat d'Unzuel vun Accidenter, déi als Haaptursaach Drogekonsum hunn, betrëfft, esou louch déi Zuel 2004 bei 6 Accidenter (dovunner 4 mat Materialschued an 2 mat liicht Blesséierten). 2005 (bis den 10. November) si 7 Accidenter mat Haaptursaach Drogekonsum gezielt ginn (dovunner 4 mat Materialschued, 1 mat liicht Blesséierten, 1 mat schwéier Blesséierten an 1 mat déidlechem Ausgang). Et ass awer net méiglech um Niveau vun de Policeenquêten erauszefannen, wéi een Impakt de Konsum vu Cannabis respektiv vun haarden Drogen a Medikamenter op Accidenter an Affäre mat Drogen hannert dem Steier huet.

Des Weidere wollt den honorablen Deputéierte wëssen, wéi déi aktuell Regierung zu der Aféierung vun Drogeschnelltester als zousätzlecht Kontrollinstrument bei Verkéierskontrolle steet.

Anescht wéi beim Alkohol gëtt et fir Droge keen zouverlässege Schnelltest. Dat ass och de Grond firwat de «projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs», dee virgesäit en Delikt aus dem Fueren ënner Afloss vun Drogen ze maachen, den Test vum Spaut a vum Schweess nëmmen als en «dépistage sommaire» virschléit. Wann déi Tester eng Presenz am Organismus vun op d'mannst enger vun de Substanzen, déi am Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkaf vu medikamentöse Substanzen an d'Lutte géint d'Toxicomanie virgesi sinn, beweisen, da muss deen Zoustand an enger Bluttprouf an an enger Waasserprouf festgestallt a confirméiert ginn.

Haut besteet déi eenzeg zouverlässeg Method effektiv doran, der concernéierter Persoun eng Waasser- an eng Bluttprouf ze huelen. D'Waasseranalys weist zwar d'Presenz vun Drogen no, mä déi Consommatioun kann awer scho méi wäit zréck an der Zäit leien. Anerersäits erméiglecht d'Bluttanalys eng rezent Drogeconsommatioun nozeweisen. Mä weder déi eng nach déi aner Analys kann um Bord vun der Strooss duerchgefouert ginn. D'Analys vum Spaut a vum Schweess ass nëmmen eng Hëllef, mä si ass schlussendlech kee Beweis fir d'Presenz vun enger däeraarteger Substanz an engem biologeschen Échantillon. Bis elo existéiert also keen Drogeschnelltest, deen eng rezent Drogeconsommatioun noweise kann an deen zousätzlech och nach um Bord vun der Strooss kann duerchgefouert ginn. D'toxicologesch Expertise bleift déi eenzeg Méiglechkeet fir eng ganz Rei Drogen am Blutt kënnen objektiv nozeweisen.

Wat dann de Wuesstum vum Cannabiskonsum vun deene Jonke betrëfft, ginn déi rezentsten Etüden op d'Joer 2000 zréck. Am Verglach mat méi alen Etüde beleeën dës eng däitlech Augmentatioun vum «taux de prévalence-vie» vum Konsum vun deene Jonken tëschent 12 an 20 Joer. Dës däitlech Augmentatioun confirméiert sech fir d'Period vun 2000 bis 2005, wann ee sech d'Unzuel vun de Cannabis-Saisië vun därselwechter Period ukuckt, och wann dës Saisien näischt iwwert den Alter vun den Destinatairë vum confisquéierte Cannabis aussoen.

Schlussendlech freet den honorablen Deputéierten, ob déi verharmlosend Haltung zou de sou genannten «doucen» Drogen net kontraproduktiv am Sënn vun der Verkéierssécherheet ass an ob et do net un Opklärung feelt.

Wat illegal Droge betrëfft, mécht den Transportminister keen Ënnerscheed tëschent doucen an haarden Drogen. D'Approche ass déi vun der „tolérance zéro", wat esou vill heescht, wéi datt d'Fueren ënner Afloss vun enger vun de Substanzen, déi am Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkaf vu medikamentöse Substanzen an d'Lutte géint d'Toxicomanie virgesi sinn, strofbar ass, soubal wéi eng vun deene Substanze festgestallt ka ginn. Anescht wéi beim Alkohol gëtt et hei keen Absorptiounstaux: All illegal Droge si verbueden, ouni Rücksicht op den Typ vun der Drog an op déi benotzte Quantitéit.

Question 0786 (6.12.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **MM. Ali Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**extension de l'École nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage à Niederfeulen:**

Lors d'une conférence de presse du 3 novembre 2005, le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports ont présenté les priorités gouvernementales en matière de projets d'investissement. D'après leur exposé, l'extension de l'École nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage (ENSIS) à Niederfeulen ne figure pas parmi les projets dont le début des travaux est prévu avant 2008.

La Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers a aménagé l'immeuble qui ne correspond plus à des normes architecturales appropriées. Le centre ne dispose actuellement que d'une seule salle d'instruction/réunion, alors que les instructions en matière de sauvetage sont imposées par la législation. Les responsables de la Fédération ne sont pas opposés à une éventuelle coopération avec la caserne au rond-point Gluck à Luxembourg-Gasperich pour assurer transitoirement la formation des jeunes. Ils estiment toutefois qu'il faut envisager à court terme l'extension de l'ENSIS par la remise en état et de l'aménagement des blocs sanitaires, des dortoirs, de la cuisine et des réserves alimentaires, des archives, des stocks et des bureaux.

Rappelons que la Fédération nationale des Corps de Sapeurs-pompiers compte quelque 10.000 membres bénévoles dans ses rangs, dont presque 2.000 jeunes. Ces derniers ne disposent d'aucune base pour leurs activités, sauf les corps au niveau des sections locales et communales. Afin de rassembler une vingtaine de jeunes, la Fédération est forcée d'organiser des campings. Certes, de telles activités ont leur attrait en été, mais ne représentent aucunement une solution pour les mois restants.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

1. Quand est-ce que le Gouvernement entend réaliser l'extension de l'ENSIS à Niederfeulen?
2. Comment voyez-vous l'avenir de la formation des jeunes pompiers à court terme sachant que l'ENSIS ne figure plus parmi les priorités gouvernementales en matière d'investissements publics?
3. À partir de quand le nouveau centre au rond-point Gluck à Luxembourg-Gasperich sera-t-il opérationnel? Qu'en est-il d'une éventuelle «Joint Venture» entre l'ENSIS et ce nouveau centre?

Réponse commune (30.1.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le projet de l'extension de l'École nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage figure parmi les projets dont le début des travaux a, pour des raisons financières longuement expliquées à la Chambre des Députés à l'occasion des débats autour du projet de budget 2006, été repoussé pour après 2007. Pour le projet dont s'agit, il a cependant été retenu que les mois à venir seraient utilisés pour revoir tant le programme de construction que les plans afin notamment d'analyser la possibilité de réaliser d'éventuelles économies. Dès lors, les travaux relatifs à l'élaboration des plans, des devis et du calendrier des travaux au niveau de l'avant-projet continuent. Par la suite, le projet de construction sera mis à l'ordre du jour de la Commission d'Analyse critique pour une analyse approfondie de ce programme.

Le Gouvernement décidera à l'occasion des travaux préparatoires pour les budgets à venir et à la vue de l'évolution de la situation financière de la date à laquelle le projet en question sera réinscrit dans le programme pluriannuel de construction de l'État.

Il reste à souligner que ce projet est toujours considéré comme un projet important et très utile pour la formation des jeunes pompiers et la formation continue des sapeurs-pompiers en général.

En ce qui concerne la faisabilité d'éventuelles synergies avec les possibilités qui seront offertes par le nouveau Centre de Secours prévu à Luxembourg-Gasperich, il échet d'attendre la finalisation d'un projet homogène regroupant l'Administration des Services de Secours, l'école des Services de Secours et le Service d'Incendie de la Ville de Luxembourg.

Question 0791 (9.12.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **Protocole de Kyoto:**

Au moment même où se tient à Montréal la conférence de l'ONU sur les changements climatiques, Monsieur le Ministre de l'Économie déclare dans une interview accordée au magazine «de Kéiseker» que l'application du Protocole de Kyoto serait une menace à l'égard de notre système social et de notre marché de l'emploi. La mise en œuvre du Protocole de Kyoto rendrait même impossible toute croissance économique à hauteur de 4%. De plus Monsieur le Ministre de l'Économie plaide pour l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de Monsieur le Ministre de l'Économie?
- Quelles solutions concrètes sont envisagées afin de respecter nos engagements du Protocole de Kyoto?
- Quelle est la position de Monsieur le Ministre de l'Environnement quant à une utilisation plus systématique de l'énergie nucléaire?

- Quelle est la position officielle du Luxembourg à la conférence de l'ONU sur les changements climatiques de Montréal?

Réponse (27.12.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Je pense que ma conférence de presse en date du 12 décembre 2005, suite à la Conférence de Montréal sur le changement climatique, ainsi que l'heure d'actualité du 22 décembre 2005 à la Chambre des Députés ont certainement clarifié les choses.

Toute politique visant à combattre le changement climatique a également pour objectif le découplage de la croissance du PIB des émissions de gaz à effet de serre.

Ceci dit, je partage avec le Ministre de l'Économie la conviction que:

- notre pays doit rester une place économique forte;
- la bureaucratie inutile doit être éliminée, dans tous les secteurs et départements ministériels d'ailleurs;
- des décisions rapides ont été un des atouts du Luxembourg et doivent le rester.

Mais le Ministre de l'Économie n'a pas le monopole de ces objectifs.

J'ai, depuis mon entrée en fonction en tant que Ministre de l'Environnement, indiqué les objectifs de notre politique de lutte contre le changement climatique, mais également nos problèmes.

L'objectif de réduction de 28% de nos émissions de gaz à effet de serre est un objectif ambitieux et très difficile à atteindre. Mais le Gouvernement aussi bien que la Chambre des Députés l'ont adopté.

Quant aux chiffres: Nos inventaires indiquent qu'en 1990, base de référence du protocole de Kyoto, nos émissions de CO_2 étaient de 12,5 millions de tonnes. Selon nos projections pour 2008-2012, ces émissions seraient de 14 millions de tonnes au moins, si aucune mesure contrecarrant cette évolution ne sera prise. Par conséquent, le Luxembourg dépasserait de 5 millions de tonnes par an son budget d'émission «Kyoto» qui est de 9 millions de tonnes par an (objectif de réduction de 28% par rapport à 1990).

Je voudrais toutefois souligner que notre pays n'est pas le seul État membre de l'Union européenne à connaître de tels problèmes. À titre d'exemple, selon l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE), en 2003, l'Autriche avait des émissions de gaz à effet de serre de + 16,6% par rapport à 1990, alors que ce pays a un objectif de réduction de -13%.

Depuis l'été 2005, et pour la première fois, le Ministère de l'Environnement fait élaborer une analyse des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau national, sous la direction du Dr Ewringmann. Dans ce cadre, nous organisons une série d'ateliers pour analyser les différents secteurs – ménages, énergie, industrie, transports – pour identifier les potentiels techniques et discuter les potentiels stratégiques. Des experts et représentants de différentes organisations syndicales, professionnelles, environnementales, des départements ministériels concernés et de la Chambre des Députés y ont été invités.

Cette analyse doit aboutir à une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre permettant au Luxembourg de respecter ses engagements dans le cadre du protocole de Kyoto et de préparer le 2e plan national d'allocation de quotas, mais également de préparer le pays pour les discussions sur un régime futur (après- Kyoto).

Il paraît évident que dans les quelques années qui nous restent d'ici 2008-2012 (période Kyoto), le seul potentiel de réduction technique dans les secteurs du bâtiment, du transports et des ménages n'est pas suffisant pour atteindre notre objectif de réduction.

Néanmoins, notre pays a l'obligation de mettre en œuvre des mesures au niveau national, telles que:

- développement de standards énergétiques performants pour les bâtiments;
- assainissement énergétique des bâtiments;
- promotion des bâtiments à basse consommation énergétique;
- promotion des économies d'énergie et des énergies renouvelables;
- 2e plan national d'allocation de quotas (industrie);
- audit énergétique des entreprises;
- véhicules à basse consommation.

Il faudra également analyser le potentiel de réduction stratégique:

- réforme de la législation sur la taxation des véhicules;
- «exportation» de carburants vendus à Luxembourg;
- intégration de l'aspect de la protection du climat dans les planifications des infrastructures routières, ferroviaires, urbaines;
- promotion des transports en commun;
- utilisation des mécanismes de flexibilité (projets CDM et JI, échange de droits d'émission).

Le Luxembourg a attendu trop longtemps pour développer un plan d'action concret. Maintenant le temps presse. Mais qu'il n'y ait pas de doutes: Ce n'est pas notre politique en matière de changement climatique qui menace l'emploi ou l'économie. Le premier plan national d'allocation a accordé suffisamment de quotas à nos entreprises, une réserve annuelle de 125.000 tonnes de CO_2 est même prévue pour de nouvelles entreprises. Or jusqu'à présent, aucune demande m'a été adressée.

Je vais également m'engager pour l'industrie luxembourgeoise dans le cadre du 2e plan national d'allocation de quotas.

Je suis certain que Kyoto ne menace pas l'État social et le marché de l'emploi. Les délocalisations n'ont rien à voir avec la protection de l'environnement, mais avec les coûts de production et de la main-d'œuvre et l'environnement politique/syndical.

Nous devons considérer Kyoto comme une chance pour notre économie. Cela permettra l'innovation, le développement et le transfert de technologies modernes, des économies d'énergie. Économiser l'énergie est aujourd'hui une nécessité économique qui se conjugue avec une nécessité environnementale.

Quant à la discussion sur l'énergie nucléaire: Tout un chacun sait que l'approvisionnement en énergie à bon marché est un facteur de compétitivité. Nous savons aussi que notre pays est raccordé aux réseaux belge et allemand, pays producteurs d'énergie nucléaire. Il ne faudrait pas être hypocrite. Mais de là à faire un plaidoyer pour l'énergie nucléaire est non seulement contraire au programme gouvernemental, mais nous met sur une fausse route. Je préfère plutôt nous voir engager sur une autre voie, celle de l'économie d'énergie, de l'efficacité énergétique, des énergies nouvelles et renouvelables.

Question 0793 (12.12.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **prime d'encouragement écologique:**

An der Klimaschutzpolitik spillt d'Energieproduktioun aus erneierbaren Energiequellen eng wichteg Roll. Duerfir ass e ganzen Dispositif vun öffentleche Bäihëllefe geschafe ginn, souwuel op der Investitioun wéi och op der produzéierter Energie. Ënner anerem gëtt et zanter dem 1. Januar 2001 eng „prime d'encouragement écologique" vun 0,025 Euro pro Kwh fir verschidden erneierbar Energieformen, de sou genannte véierte Frang. Dës Prime gëtt op schréftlech Demande vum Ëmweltministère ausbezuelt. Well d'Reglement vun 2001 Enn 2004 ausgelaf ass an dat neit Reglement eréischt am August 2005 a Kraaft getratt ass, bestinn anscheinend Problemer mat dem Ausbezuele vun dëser Ënnerstëtzung.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Gëtt et tatsächlech Problemer mat der fristgerechter Ausbezuelung vun dëser Prime, a wa jo, wat sinn d'Ursaache vun dëse Verspéidungen?
2. Wat ass de regulären Délai fir d'Demandë vum Produktiounsjoer 2004? Kënnt Dir mir Informatioune ginn iwwert d'Zuel vun den Demanden, d'Héicht vun der ganzer Prime fir 2004 an den aktuelle Stand vun der Ausbezuelung?
3. Gëtt et eng intern Direktiv iwwert d'Délaië fir d'Ausbezuele vun dëser Prime? Wéi laang dauert et an der Moyenne tëschent dem Erareeche vun enger Demande an dem Ausbezuelen? Kënnen déi Betraffe bei iwwerméisseger Verspéidung mat enger Verzënsung vun de réckstännege Beträg rechnen?
4. Wär et net am Sënn vun der administrativer Vereinfachung, mat dem(n) Netzbedreiwer en Accord ze sichen, datt déi agréeiert Produzenten dës Prime direkt mat dem Basisstroumpräis géifen ausbezuelt kréien?

Réponse (20.01.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Am Joer 2005 goufen 1.765 Demanden eragereecht fir d'«prime d'encouragement écologique» ze kréien. Niewent dëse Primen huet deeselwechte Service des économies d'énergie ronn 5.900 Demanden ze instruéieren, wat d'Ausbezuele vun den «aides à l'investissement» ubelaangt. Bis Mëtt vum Joer 2005 huet de Service iwwer néng Leit verfügt, fir d'Demanden ze instruéieren: zwee Fonctionnairen a siwe CATen. Dës Zuel ass bis November staark zréckgaang, well d'Kontrakte vun deene siwe CATen ausgelaf sinn a keng nei CATen ze kréie ware bis Dezember. Et ass zu engem Enkpass komm, wat d'Ausbezuelen ubelaangt.

Fir ze assuréieren, datt d'Subventiounen an d'Prämien an engem räsonnabelen Délai ausbezuelt kënne ginn, huet d'Regierung de feu vert ginn, fir sechs Employéen à durée déterminée anzestellen (1 Joer). Zënter Dezember verfügt de Service des économies d'énergie iwwer 14 Leit (zwee Fonctionnairen, sechs Employéen à durée déterminée a sechs CATen).

Wat Prämië vun 2004 am Speziellen ubelaangt, sou si 416 Demanden an der Ausbezuelungsprozedur a bei 664 musse supplémentaire Informatiounen nogefrot ginn. Et kann ee rechnen, datt déijéineg Demanden, déi als komplett kënne betruecht ginn, bis Enn Februar ausbezuelt sinn.

Bis elo huet et an der Moyenne néng Méint gedauert, bis d'Prämien ausbezuelt konnte ginn. Et ass een Uleies vum Ministre de l'Environnement, dësen Délai substanziell erofzesetzen. Dofir och d'Efforten, fir d'Personal massiv opzestocken.

Et si keng Dispositiounen am Reglement virgesinn, déi déi eventuell duerch de Retard entstanen Onkäschte géifen ofdecken.

Wat d'Remarque ubelaangt, dës Prime direkt mat dem Basisstroumpräis ze verrechnen, war dat an der Diskussioun beim Ausschaffe vum neie Subventiounsreglement, dat am August 2005 veröffentlecht gouf. Als Kompromiss gouf festgehalen, datt d'Primë fir Fotovoltaikanlagen, déi ënnert dat neit Reglement falen, iwwert de Fonds de compensation électrique ausbezuelt ginn, also mam Basisstroumpräis verrechent ginn.

Question 0794 (12.12.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**adaptation des traitements des fonctionnaires de l'État:**

Il me revient par voie de presse que Monsieur le Ministre des Classes moyennes aurait déclaré devant l'assistance du «Arbeitskreis Wirtschaft Luxemburg (AKW)» que le régime des traitements des fonctionnaires de l'État devrait faire l'objet d'une adaptation vers le bas et ceci plus particulièrement au niveau des traitements prévus pour les nouveaux fonctionnaires.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quand le Gouvernement entend mettre en œuvre cette adaptation des traitements des fonctionnaires de l'État?
- Est-ce que cette adaptation concernera également les employés de l'État et ceux du secteur conventionné? Est-ce que toutes les carrières sont concernées par cette adaptation?
- À quel niveau les traitements des nouveaux fonctionnaires de l'État seront plafonnés et est-ce que le secteur privé servira de référence pour fixer ces derniers?

Réponse (20.1.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Monsieur le Député Claude Meisch soulève la question de savoir si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a connaissance des déclarations récentes que Monsieur le Ministre des Classes moyennes aurait faites au sujet du régime des traitements des fonctionnaires de l'État, quand le Gouvernement entend mettre en œuvre cette adaptation et à qui elle s'appliquera.

En réponse permettez-moi de répondre d'abord à l'honorable Député Claude Meisch que le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a bien sûr connaissance du discours prononcé par le Ministre des Classes moyennes, publié sur Internet, ainsi que des faits relatés dans la presse et portant sur une réflexion du Ministre au sujet du problème de recrutement de jeunes luxembourgeois qui se pose actuellement dans le secteur privé, notamment pour les débuts d'emplois.

En ce qui concerne d'éventuelles modifications des traitements des fonctionnaires de l'État, je tiens à renvoyer aux déclarations faites par Monsieur le Premier Ministre le 12 octobre dernier dans le cadre de sa «Déclaration de politique générale» à la Chambre des Députés dont quelques-unes visent plus particulièrement le secteur de la Fonction publique. Le Premier Ministre s'est exprimé en ces tenues: «Nous devons discuter avec le syndicat de la fonction publique afin de freiner l'impact des avancements automatiques sur la hausse des salaires et nous devons d'ores et déjà parler de l'orientation future de la politique salariale de l'État qui, dans les années 2007, 2008 et 2009, devra être plus modérée».

Ces discussions devraient commencer dans les premières semaines de l'année 2006.

Question 0795 (13.12.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **protocole de Kyoto:**

Lors de l'émission «Kapital» du 7 décembre 2005 diffusée par la chaîne de télévision luxembourgeoise RTL sur le contenu et les engagements à respecter dans le cadre du protocole de Kyoto, Monsieur le Ministre de l'Environnement dans un élan «d'activisme de dernière minute» a affirmé que: «(…) Mir hu jo den Don fir Saachen op eis zoukommen ze loossen, bis et dann heiansdo schonn e bëssen ze spéit ass. (…) An an zwee Felder (tripartite CFL et protocole de Kyoto) hu mer gewaart a gewaart a gewaart, bis dann den Zuch schonn an der Gare steet, bis et dann heiansdo schonn ze spéit ass. An ech mengen, hei ass ee vun de Punkte wou mir eng Potenzialstudie elo maachen an engem Moment, wou mer schonn am Prozess mat dra sinn (…).»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons l'analyse des potentiels de réduction des émissions de CO_2 n'a-t-elle pas était entamée dès décembre 1997, date de la signature du protocole de Kyoto?
- Sur base de quels critères repose l'objectif du Luxembourg de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 28% par rapport au niveau de 1990?
- D'où provenaient à l'époque les données et études qui ont servi de base pour le calcul du potentiel de réduction de 28% pour le Luxembourg? Dans ce contexte avait-on pris en considération que la centrale TGV de Twinerg à Esch/Alzette et chaque nouvelle centrale de cogénération généreraient des émissions supplémentaires de CO_2 qui auraient des répercussions négatives sur notre bilan national?

Réponse (20.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député me pose plusieurs questions sur l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, après le Conférence de Kyoto qui s'est déroulée en décembre 1997, l'Union européenne, qui, à Kyoto, s'est engagée à réduire ses émissions de CO_2 de 8% en 2008-2012 par rapport au niveau de 1990, a adopté ce que l'on appelle le «EU burden sharing agreement».

Comme je n'étais pas Ministre de l'Environnement en 1997, je ne connais pas les raisons pour lesquelles une analyse des potentiels de réduction des émissions de CO_2 n'a pas été entamée dans les années suivantes.

Dès août 2004, après mon entrée en fonction, j'ai accordé une priorité absolue au dossier «Kyoto».

En effet, j'ai dû modifier le premier plan national d'allocation de quotas, élaboré début 2004, pour que celui-ci puisse être accepté par la Commission européenne en octobre 2004 et ainsi donner une sécurité de planification à l'industrie luxembourgeoise.

Par une loi du 23 décembre 2004, nous avons enfin transposé la directive concernant le système européen d'échange de quotas d'émission. La loi a créé un fonds de financement des mécanismes de Kyoto qui nous permet de participer à des fonds multilatéraux et à des projets dits «JI» et «CDM» afin d'acquérir des crédits d'émission. La dotation dudit fonds s'élève à 5 millions d'euros en 2005 et à 10 millions d'euros en 2006.

Je tiens aussi à préciser que les sommes énormes investies entre 2001 et 2004 dans l'énergie solaire photovoltaïque n'ont pas contribué à améliorer notre bilan des émissions de CO_2. En effet, nous avons remplacé de l'électricité importée par une production nationale d'électricité.

En novembre 2004, j'ai chargé le «Finanzwissenschaftliches Forschungsinstitut an der Uni Köln», sous la direction du Dr Ewringmann, d'une analyse des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), prévue par le programme gouvernemental. Cette analyse doit permettre d'identifier des options et des stratégies pour une réduction de nos émissions, qui permettraient au Luxembourg de respecter ses engagements dans le cadre du protocole de Kyoto et de préparer le deuxième plan national d'allocation de quotas dû pour juillet 2006 conformément à la directive sur le système d'échange européen de quotas.

Dans le cadre des préparations pour cette analyse, le Ministère de l'Environnement vient d'organiser trois ateliers – tendances de développement des émissions de gaz à effet de serre, trafic routier (Verkehr) et bâtiments (Gebäude) – auxquels ont participé des experts et représentants de différentes organisations syndicales, professionnelles, environnementales, des départements ministériels concernés et de la Chambre des Députés.

D'autres ateliers vont suivre – industrie, exportation de carburants, énergies renouvelables.

Les trois premiers ateliers ont confirmé, s'il le fallait, qu'il sera très difficile – voir impossible – pour notre pays, d'atteindre son objectif de réduction Kyoto (-28%) sans avoir recours aux mécanismes de flexibilité (CDM, JI; emissions trading). D'un autre côté, le Luxembourg ne peut pas renoncer à mettre en œuvre des politiques et mesures au niveau national pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Sans effort national, nous courons le risque que notre second plan national d'allocation ne sera pas accepté par la Commission européenne.

Quant aux chiffres, les inventaires indiquent qu'en 2004 les émissions de GES étaient à nouveau au même niveau qu'en 1990, soit quelque 12,5 millions de tonnes de CO_{2eq}, après avoir passé par un minimum en 1998, principalement à cause de la restructuration de la sidérurgie.

Question 0796 (13.12.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **vote obligatoire:**

Dans de nombreux pays le droit de vote est un devoir citoyen. Au Luxembourg il n'est non seulement un devoir moral, mais aussi une obligation, comme le stipule la loi électorale du 18 février 2003 dans son article 89: «le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales».

Le droit luxembourgeois prévoit même des peines pour les électeurs n'ayant pas pris part au vote ou dont les excuses n'ont pas été admises. En effet, l'article 90 de la loi citée plus haut prévoit que ces derniers «seront cités devant le juge de paix dans les formes tracées par la loi». De plus, le même article prévoit qu'«une première abstention non justifiée est punie d'une amende de 100 à 250 euros. En cas de récidive dans les cinq ans de la condamnation, l'amende est de 500 à 1000 euros».

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre si les électeurs non excusés sont condamnés à l'amende prévue par la loi, ou si les autorités se limitent à les avertir.
- Dans le cas où les électeurs non excusés ne sont ni avertis, ni punis par les autorités, Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer les raisons pour lesquelles la loi n'est pas appliquée?
- Comme la loi électorale prévoit également que «dans le mois de la proclamation du résultat du scrutin, le procureur d'État dresse, par commune, le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises», je me permets de demander si Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nombre de personnes qui n'ont pas pris part aux élections communales du 9 octobre 2005, sans pour autant présenter d'excuses valables.

Réponse (17.1.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Je suis très étonné de la question de Madame la Députée qui contient les mêmes éléments que la question parlementaire N°0723 de Monsieur le Député Aly Jaerling. Il ne me reste qu'à inviter Madame la Députée à bien vouloir lire la réponse fournie par Monsieur le Ministre de la Justice à la question parlementaire N°0723 *(cf. compte rendu N°5/2005-2006)*.

Question 0797 (13.12.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **Service de Santé au Travail Multisectoriel (STM):**

Les employeurs qui n'organisent pas de service de santé au travail à l'intérieur de leur entreprise et qui ne participent pas à un service interentreprises doivent s'affilier obligatoirement au Service de Santé au Travail Multisectoriel (STM). Ce service est en charge d'environ 144.000 travailleurs et dispose d'antennes partout dans le pays.

Il me revient qu'un rapport sur l'évaluation de la rentabilité des antennes à Wiltz et Echternach a été établi. Ce rapport suggère de réfléchir sur le maintien de ces deux dernières, car elles ne seraient pas rentables et devraient fonctionner plus qu'un jour par semaine pour être efficaces.

Une fermeture de ces antennes pénaliserait les salariés travaillant dans ces régions plus retirées de notre pays, car les salariés des secteurs de la région de Wiltz seraient obligés de se rendre à Ettelbruck et ceux de la région d'Echternach à Grevenmacher. L'intérêt initial de ces antennes était de faciliter les déplacements des salariés des petites entreprises éloignées.

Convaincu qu'une fermeture des antennes de la STM à Echternach et à Wiltz entraînerait une qualité de vie réduite pour les salariés de ces régions, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle est la position de Monsieur le Ministre de la Santé concernant le maintien des antennes à Wiltz et à Echternach?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre partage mon avis que le maintien des antennes de la STM à Wiltz et à Echternach soit envisagé prioritairement sous l'angle de la flexibilité des déplacements des salariés vers le service STM et non sous l'aspect de sa rentabilité?

Réponse (9.1.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire formule lui-même dans sa question le problème que pose une éventuelle fermeture des antennes du STM à Wiltz et à Echternach, à savoir si le maintien de ces antennes peut-être non «rentables» dans une perspective purement économique peut se justifier par des considérations ayant trait au confort plus élevé qu'un service de proximité peut offrir aux travailleurs ayant à subir un examen de médecine du travail.

Personnellement je serais certes plutôt en faveur du maintien des deux antennes, mais je me dois de rendre l'honorable Parlementaire attentif au fait que le STM est un établissement public autonome, géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé. Le STM ne recevant aucune participation financière de l'État, sauf pour des attributions spécifiques ayant trait à des examens médicaux à réaliser sur des chômeurs et demandeurs d'emploi, doit supporter lui-même ses frais de fonctionnement et ne peut dès lors faire complètement abstraction de considérations de rentabilité.

De toute manière, d'après mes informations, une décision en la matière n'est pas encore prise. Elle ne devrait intervenir qu'au cours du mois de janvier ou de février 2006.

Question 0798 (13.12.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **installations de chauffage et d'eau chaude au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Il me revient par voie de presse qu'au Centre pénitentiaire de Schrassig les installations de chauffage et d'eau chaude font l'état de travaux de révision.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire pourquoi ces travaux sont exécutés pendant la période hivernale alors qu'ils auraient pu causer moins de désagréments pendant la période estivale?

Réponse (13.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est exact qu'au courant du mois de décembre 2005, et suite à une panne, certains travaux d'entretien ont dû être effectués aux installations de chauffage et d'eau chaude du CPL.

L'Administration des Bâtiments publics envisage de revoir l'ensemble de la chaufferie et du système d'eau chaude de la prison de Schrassig courant 2006.

Question 0799 (14.12.2005) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **contamination des poissons de la Sûre et de la Moselle:**

Le compte rendu final publié en 2003 par les Services de la Gestion de l'Eau constate, sur la base d'analyses approfondies, que «suivant l'évaluation des risques, les poissons des tronçons moyen et frontalier de la Sûre sont exclus de la consommation» (p. 48). Il en serait de même pour les poissons de la Moselle. «Les PCB représentent clairement le facteur discriminant majeur» (p. 44).

Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les points suivants:

- Vu qu'une «amélioration de la situation n'est possible que si les principales sources de contamination par les PCB, notamment celles situées en tête du bassin de la Sûre (Wiltz, Our) sont identifiées et puis éliminées» (p. 47), je voudrais savoir si des recherches ad hoc ont été faites. Au cas affirmatif, quels en sont les résultats?
- Quelles sont les intentions du Ministre en ce qui concerne la surveillance régulière de la population piscicole?
- Au vu des risques sanitaires pour les consommateurs une initiative d'information est de mise. Quelles sont les intentions du Gouvernement à cet égard?

Réponse conjointe (3.2.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite aux résultats d'analyses concernant la contamination des poissons par les PCB dans différents cours d'eau luxembourgeois, un programme de mesures des PCB dans les matières en suspension et dans les poissons avait été initié par les Commissions Internationales pour la Protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en 2004 pour la majeure partie du cours de la Moselle ainsi que pour plusieurs cours d'eau tributaires de la Moselle. Ainsi a pu être démontré une contamination quasi omniprésente dans les cours d'eau analysés avec des pointes dans la Moselle même (France et Allemagne), la Sarre et notamment dans la Rossel, les échantillons de la Sûre et de l'Our présentant des valeurs plus faibles (voir rapport final validé en novembre 2005 sur le programme international de mesures «PCB et substances analogues sur les matières en suspension et dans les poissons de la Moselle et de la Sarre en 2004», ce rapport étant disponible sur demande auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau). Ces résultats mettent bien en évidence une pollution diffuse par les PCB, sans pour autant montrer une corrélation entre le degré de contamination des matières en suspension et celui des poissons sur les différents tronçons de rivière analysés.

Jusqu'à ce jour les principales sources de contamination par les PCB, si elles existent, n'ont pu être clairement identifiées au Luxembourg.

Ainsi il a été convenu, lors de la dernière réunion plénière des CIPMS, de rechercher plus en détail sur les sources diffuses de la pollution dans le cadre de l'établissement du programme de mesures exigé par la directive-cadre eau.

Concernant la surveillance régulière des poissons, des analyses des PCB indicateurs seront réalisées tous les trois ans, étant donné que la demi-vie («Halbwertszeit» = intervalle de temps au bout duquel la moitié des molécules de la substance est désintégrée) des PCB est très longue et se situe, selon les experts, entre dix et 100 ans.

Les résultats des analyses réalisées lors de la campagne en 2004 et concernant la contamination en PCB des poissons de rivières luxembourgeoises ont été soumis aux autorités sanitaires en vue d'évaluer le risque pour la santé du consommateur.

Un communiqué de presse a été établi par la suite pour informer le public des différents résultats des analyses et pour lui fournir des recommandations en ce qui concerne la consommation des différents poissons des rivières luxembourgeoises où des échantillons de poissons ont été analysés.

Au vu des résultats des analyses d'une nouvelle campagne (surveillance régulière tous les trois ans) de même qu'en cas d'éléments nouveaux, les autorités sanitaires en aviseront la population par voie de communiqué de presse.

Question 0800 (14.12.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **projet Eurocap-Rail:**

Depuis l'automne 2004 Monsieur le Ministre des Transports s'évertue à confirmer sa volonté, surtout en réponse à plusieurs questions parlementaires, pour faire avancer le projet Eurocap-Rail dans le sens voulu par son prédécesseur Monsieur Henri Grethen qui avait arrêté le concept et mis le projet sur les rails avec l'aide de son homologue belge, et qui avait obtenu de la Commission européenne que le projet soit inscrit parmi les projets prioritaires en matière de transports transeuropéens.

Or, force est de constater que hormis les déclarations politiques sporadiques sur l'intérêt du projet et des reports d'échéances répétés pour finaliser des études y relatives, le bilan s'avère jusqu'ici plutôt maigre sur le plan des décisions concrètes pourtant hautement nécessaires et urgentes pour faire avancer le dossier dans le sens souhaité.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Transports n'estime pas qu'en laissant traîner le dossier de la relation directe par chemin de fer entre les trois capitales européennes que constitue le projet Eurocap-Rail, celui-ci soit pris de vitesse par la mise en place d'une relation TGV passant de Bruxelles via Paris à Strasbourg avec une durée de parcours moindre que les meilleures performances actuelles sur l'itinéraire passant par notre pays?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur son analyse concernant la position du syndicat cheminot d'obédience socialiste plaidant pour l'abandon du projet d'une nouvelle gare ferroviaire à Cessange, qui hormis sa destination de gare périphérique permettant de délester la gare centrale, pourra faire fonction de point d'arrêt pour une future relation TGV Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles et faire ainsi gagner quelques 12 à 15 minutes sur la seule partie luxembourgeoise du parcours en évitant le passage en tête-à-queue par la gare centrale?
- Où en est l'étude de marché confiée par la SNCB et les CFL au consultant belge STRATEC? Dans la mesure où les conclusions seraient entretemps disponibles, quelles sont elles?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Gouvernement fédéral belge ainsi que les autorités wallonnes continuent à supporter le projet dans les dimensions dans lesquelles celui-ci a été soumis aux instances communautaires?
- Quels sont les travaux entretemps initiés sur le plan bilatéral pour faire avancer le projet et pour accélérer la prise de décision en la matière?
- Quelles sont par ailleurs les initiatives prises par le Luxembourg – seul ou avec le concours de la Belgique – pour obtenir une aide financière de l'Union européenne pour ce projet?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 14 décembre 2005, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet Eurocap-Rail.

Le consultant STRATEC a effectué pour le compte de la SNCB et des CFL une étude de marché quant au potentiel généré par le projet particulièrement en termes de nombre de voyageurs. Cette étude est terminée depuis le 22 novembre 2005. Cette étude conclut notamment que la concurrence induite par les modifications prévues sur les grandes infrastructures ferroviaires en France et en Allemagne sera forte. Notamment, la mise en exploitation de la première phase de la ligne à grande vitesse Est Européenne risque de détourner le trafic Bruxelles-Strasbourg par Lille. Ces risques de concurrence conduisent à conclure qu'il faut réaliser au minimum le projet SNCB de base.

L'entrevue du 7 décembre 2005 à Bruges avec Monsieur Renaat Landuyt, Ministre de la Mobilité et de l'Économie sociale de la Belgique, nous a confirmé la volonté de la Belgique en ce qui concerne la réalisation du projet prioritaire RTE-T, Eurocap-Rail. Monsieur Landuyt a souligné la détermination du côté belge d'effectuer les travaux de modernisation de la ligne concernée. Une décision sur le financement de cette entreprise sera disponible pour le premier semestre 2006.

Dans cet ordre d'idées, les deux Gouvernements réuniront une deuxième fois le groupe de travail chargé d'analyser le volet financier de l'ensemble du projet de manière, notamment, à pouvoir présenter un dossier concret aux instances européennes.

Question 0801 (14.12.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**amélioration des transports publics:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire N°0574 du 2 septembre 2005 *(cf. compte rendu N°3/2005-2006)*, Messieurs les Ministres ont pris soin de tracer, et à certains endroits de manière méticuleuse, les grandes lignes des travaux à réaliser dans les prochaines années pour améliorer les transports publics. Toujours est-il que les réponses souhaitées à certaines de mes questions n'ont pas été apportées.

Ainsi, je serais reconnaissant à Messieurs les Ministres de me répondre aux questions suivantes:

- Combien de matériel roulant nouveau fut commandé pour le service voyageurs assuré par les CFL, a) pendant la législature 1994-1999 et b) pendant la période 1999-2004?
- Quels furent les grands projets d'investissement élaborés et soumis au législateur pour développer le réseau ferré national, a) pendant la législature 1994-1999 et b) pendant la période 1999-2004?

Réponse commune (6.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Par sa question parlementaire du 14 décembre 2005, l'honorable Député Emile Calmes souhaite être renseigné sur le développement des transports publics pendant les législatures 1994-1999 et 1999-2004 ainsi que sur les initiatives concrètes que le Gouvernement a prises en vue de leur amélioration.

Comme le mentionne à juste titre l'honorable Député dans sa question parlementaire susmentionnée, les grandes lignes des travaux à réaliser dans les prochaines années pour améliorer les transports publics ont été développées dans la réponse à la question parlementaire N°0574 du 2 septembre 2005.

En ce qui concerne les autres détails, il y a lieu de consulter les rapports d'activités du Ministère des Transports.

Question 0802 (14.12.2005) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant les **recettes communales:**

Lors des dernières années, le Gouvernement a suggéré aux communes de doter le fonds de réserves budgétaires des plus-values enregistrées au niveau des rentrées fiscales.

Ces dotations sont destinées à compenser une évolution moins favorable des recettes communales et assurer l'équilibre du budget ordinaire de la commune.

- J'aimerais connaître de la part de Monsieur le Ministre l'état des dotations de ces fonds de réserves budgétaires commune par commune selon les dernières données disponibles.
- Monsieur le Ministre estime-t-il que les avoirs de ces fonds sont suffisants pour faire face à une stagnation des recettes communales?
- Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'idée du soussigné qu'il y a lieu d'agir au niveau d'une répartition équitable des recettes entre les différentes communes afin d'éviter que se créent des disparités inacceptables entre les communes affectant le principe de l'égalité des citoyens devant le service public?

Réponse (3.2.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Lors de la préparation du projet du budget pour l'année 2003 en novembre 2002, sur base d'informations du Ministère des Finances et de l'Administration des Contributions directes, le Ministère de l'Intérieur a suggéré aux communes de se constituer une réserve financière à alimenter par les plus-values substantielles et recettes exceptionnelles en expectative pour les années 2002 et 2003 en matière de l'Impôt commercial communal afin de pouvoir y recourir les années subséquentes qui, toujours d'après l'Administration des Contributions, s'annonçaient moins bonnes.

Globalement, et d'après les estimations de mes services, en conformité avec les circulaires du Ministère de l'Intérieur, les communes ont donc pu se constituer des réserves s'élevant à la fin de l'année 2003 à 126.517.286 euros, des réserves devant permettre aux communes pour les années à venir de maintenir leur budget/compte ordinaire en équilibre, voire de lui garantir une progression régulière.

S'agissant de recommandations ministérielles dans l'intérêt d'une gestion prudente et prévisionnelle des finances des communes, les communes, fortes de leurs expériences sur le terrain et en connaissance de leur situation financière bien particulière ont adapté la recommandation ministérielle à leur situation financière ou politique spécifique.

Il en résulte qu'aujourd'hui la situation peut différer plus ou moins fortement d'une commune à l'autre.

Selon les estimations des services financiers du Ministère de l'Intérieur et toujours en application rigoureuse du schéma proposé, les réserves financières globales après le compte 2005 et le budget 2006 devraient réellement encore s'élever à quelque 100 millions d'euros.

Le Ministère de l'Intérieur ne tient pas de statistique commune par commune au sujet des montants actuellement encore disponibles dans les fonds de réserve des communes, même si une indication y relative fait partie du document budgétaire à soumettre au conseil communal.

Si les recettes non affectées (IF, ICC, FCDF) des communes pour 2005 n'ont pas atteint le niveau de 2004 et sachant que la situation peut être différente d'une commune à l'autre, le Ministère de l'Intérieur ne s'opposera pas à ce que les communes concernées, et pour autant qu'elles disposent encore de réserves financières, aient recours à leurs fonds de réserve pour garantir une progression normale de leurs moyens non affectés se situant pour le compte 2005 à mi-chemin entre le compte 2004 et le budget 2006.

Celles des communes qui n'auront plus de possibilité de recourir à cette «réserve stratégique», seront obligées à reporter leur situation budgétaire du compte 2005 à l'exercice 2006 pour y rééquilibrer leur compte ordinaire par des mesures tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses.

En ce qui concerne le dernier point de la question parlementaire et qui concerne les règles de financement des communes, j'estime que, s'il y a effectivement des disparités inacceptables entre les revenus non affectés des différentes communes et que s'il peut être constaté qu'il s'agit de disparités structurelles, le législateur devrait prendre les mesures de redistribution des ressources qui s'imposent dans l'intérêt d'une répartition plus égalitaire des revenus à disposition des communes pour leurs citoyens.

Un échange de vues y relatif a déjà eu lieu au niveau du Conseil supérieur des Finances locales où les différentes pistes ont été invoquées devant la toile de fond d'une réforme territoriale définissant entre autres les «masses critiques» à atteindre pour pouvoir garantir matériellement et financièrement les services de base.

Question 0803 (14.12.2005) de **MM. Marc Angel** et **Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers:**

Le règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers s'avère inadapté à la situation politique actuelle.

En effet, ce règlement qui date d'une époque antérieure au droit de vote des citoyens non luxembourgeois ressortissants de l'UE et d'États tiers pour les élections communales prévoit en son article 3 que «la commission comprend des membres luxembourgeois et étrangers», que c'est le conseil communal qui désigne les membres de ladite commission et que les représentants des étrangers sont choisis «en tenant compte de l'importance des différentes communautés d'étrangers».

Le règlement grand-ducal en question ne précise d'ailleurs pas la façon dont s'opère le choix des représentants «étrangers» que le conseil communal est appelé à désigner.

Ce qui pose problème, c'est la répartition stricte entre membres luxembourgeois et étrangers. En effet, le problème essentiel, c'est que les communes interprètent cet article 3 de façon à empêcher les groupes politiques d'un conseil communal de proposer pour cette commission des citoyens non luxembourgeois engagés dans la vie politique luxembourgeoise, par exemple en tant que candidats aux élections communales.

Cette interprétation nous semble aberrante à une époque où il y a consensus à ce que les partis politiques essaient d'intégrer des citoyens non luxembourgeois dans la vie politique du pays, en leur demandant de se porter candidats, de participer à la vie des partis, d'établir des liens entre leur communauté d'origine et la vie politique.

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de revoir la nature et la finalité de cette commission et de modifier ledit règlement grand-ducal, en particulier de façon à permettre aux conseils communaux de choisir pour cette commission les citoyens luxembourgeois et non luxembourgeois politiquement actifs qu'ils estiment aptes à œuvrer dans le sens d'une participation assidue des citoyens non luxembourgeois à la vie politique du pays?

Réponse (17.1.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le texte du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers est formulé de manière à permettre qu'un non-Luxembourgeois soit membre d'une commission consultative communale pour étrangers comme représentant des étrangers, même s'il est engagé dans la politique luxembourgeoise. En effet, l'article 3 prévoit comme seules conditions que les représentants des étrangers soient majeurs et qu'ils résident depuis au moins une année dans la commune.

Voilà pourquoi je ne suis pas d'avis qu'une modification du règlement grand-ducal soit nécessaire sur ce point.

Dans le contexte des commissions consultatives pour étrangers il est par ailleurs renvoyé à la réponse fournie à la question parlementaire N°0506 du 13 juillet 2005 de Monsieur le Député Félix Braz. En plus, il y a lieu de signaler que le Conseil national pour Étrangers, et plus précisément la Commission spéciale permanente pour les Commissions communales consultatives pour Étrangers (CSP-CCE), a soumis des propositions de modification du règlement grand-ducal précité du 5 août 1989 à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à moi-même. Ces propositions sont à l'étude actuellement.

Question 0805 (15.12.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **investissements de l'État réalisés à travers des partenariats public-privé:**

Lors de sa déclaration de politique générale du 12 octobre 2005, Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Finances a affirmé que le Gouvernement entendait dorénavant avoir recours aux partenariats public-privé aux fins de financement d'un certain nombre d'infrastructures publiques. À l'heure actuelle, ces partenariats dits «PPP» ont cours surtout au Royaume-Uni et au Portugal, ce qui n'empêche pourtant pas d'autres États européens de s'en servir pour permettre des investissements importants.

L'une des questions qui surgissent dans le contexte d'une orientation vers des investissements de l'État réalisés à travers de PPP est celle de savoir si ces partenariats requièrent une base légale spécifique, base légale qui, si besoin en était, ferait défaut au Luxembourg en ce moment.

- J'aimerais dès lors savoir de Messieurs les Ministres si le Gouvernement estime qu'une base légale spécifique doive être instituée afin de permettre le recours aux PPP pour des investissements d'envergure, et, dans l'affirmative, quelles devraient être les orientations d'une telle législation?

Réponse commune (27.1.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Dans la mesure où ils existent à l'étranger différents types de partenariats public-privé que le Gouvernement est en train d'examiner afin de trouver le mécanisme le plus approprié pour le Luxembourg, il est trop tôt pour se prononcer sur d'éventuelles modifications législatives.

Toutefois, il y a lieu de signaler dans ce contexte que le Gouvernement entend transposer prochainement la directive 2004/18/CE du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux.

Question 0806 (15.12.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **certification forestière PEFC et FSC:**

En date du 10 novembre 2005, dans le cadre d'une cérémonie officielle dans l'abbaye de Neumünster, les premiers certificats PEFC ont été remis au Groupement des Sylviculteurs et à l'Administration des Eaux et Forêts. En tout, dix communes et 31 propriétaires forestiers privés ont obtenu une attestation qui prouve qu'ils soutiennent le développement durable de nos forêts. Il en est de même pour le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable qui a également obtenu une attestation de participation à la certification PEFC pour les forêts domaniales. Ainsi, toutes les forêts de l'État luxembourgeois sont certifiées PEFC.

Actuellement, 16.627 ha, c'est-à-dire presque un cinquième de la surface forestière luxembourgeoise, sont certifiés PEFC.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons le Ministère de l'Environnement soutient-il encore la promotion de la certification forestière FSC, vu que la forêt domaniale est déjà certifiée PEFC?

Réponse (20.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Par l'arrêté grand-ducal portant constitution des Ministères, le Ministère de l'Environnement est responsable de la gestion durable des forêts, donc également des

systèmes de certification tendant à vérifier la durabilité de la gestion forestière. Sensu stricto c'est donc une compétence du Ministère de l'Environnement.

En ce qui concerne la forêt étatique, le Gouvernement a décidé, en octobre 2004, une double certification FSC et PEFC pour marquer sa neutralité et se solidariser avec les petits propriétaires forestiers qui ont opté via le Groupement des sylviculteurs pour le PEFC. Il faut souligner que la décision du Gouvernement se limite essentiellement à la forêt étatique et qu'elle n'implique pas une neutralité en dehors de ce contexte.

L'établissement du système PEFC a été soutenu financièrement par le Ministère de l'Agriculture sans que le Ministère de l'Environnement s'y soit opposé bien que pour de multiples raisons le système FSC nous semble plus approprié d'un point de vue développement durable.

Comparé au système PEFC, le Ministère de l'Environnement a une nette préférence pour le système FSC étant donné son caractère plus contraignant, notamment en matière de sauvegarde de la diversité biologique, sa participation plus équilibrée (propriétaires, exploitants, société civile), ses aspects Nord/Sud (coopération) ainsi que son caractère universel.

Le Ministère de l'Environnement entend soutenir financièrement et techniquement les 18 communes, totalisant une surface forestière d'environ 4.500 ha, qui ont décidé en 2005 de s'engager vers une certification FSC.

Question 0807 (15.12.2005) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant la **mise en service d'un train-tram au Luxembourg:**

En main la réponse de Monsieur le Ministre des Transports à ma question parlementaire N°0706 datant du 28 octobre 2005 *(cf. compte rendu N°3/2005-2006)*, je me dois de constater que Monsieur le Ministre s'est borné à éluder des réponses précises à mes questions en se limitant à des informations évasives tenant en trois lignes.

Estimant pourtant que les renseignements que j'ai voulu obtenir nécessitent des réponses tant soit peu précises, je me permets de reformuler les points sur lesquels je n'ai pas eu les informations souhaitées.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les experts des CFL jugent incompatible la circulation des trams sur le réseau ferroviaire en place conçu pour des trains classiques et que ce constat conduit à l'abandon de l'idée maîtresse défendue jusqu'à présent unanimement dans le cadre de l'étude Luxtraffic, BTB et stratégie «mobilitéit.lu» d'assurer aux clients du rail des relations train-tram sans transbordement entre la ville de Luxembourg et le quartier de Kirchberg, d'une part, et les autres régions du pays reliées au chemin de fer, d'autre part?
- Dans l'affirmative, est-ce que la rentabilité socio-économique évaluée dans le contexte ci-devant est encore garantie, alors que les études du passé ont toutes reposé sur la possibilité des trains-trams d'emprunter le réseau des CFL et l'option concomitante d'assurer la desserte sans transbordement des relations entre la capitale et les autres régions du pays comme point fort du concept?
- Dans la mesure où la rentabilité du concept retenu jusqu'à présent ne serait plus donnée, quelles conséquences se dégageraient sur le plan légal, financier et opérationnel pour les projets votés à la Chambre des Députés et concernant le raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel, l'aménagement de la sortie nord de la Gare centrale et d'un nouveau viaduc à «Stadtgrund» ainsi que de la desserte ferroviaire de Belval-Ouest?
- Quel est dans ces conditions le sort réservé à l'option envisagée d'une desserte interne du site de Belval-Ouest par train-tram?
- Le projet de raccordement ferroviaire de Kirchberg tirant son attrait pour une grande partie des possibilités de desserte directe par rail à partir des régions environnantes de la capitale est-il dans ces conditions encore défendable sous l'angle de vue de son coût, surtout à un moment où l'État se trouve confronté à une situation budgétaire très difficile?
- Dans les conditions nouvelles, le projet Bus-Bunn, prévoyant un tracé ferroviaire classique en dessous de la ville haute et de Kirchberg, ne pourrait-il pas présenter une alternative qu'il y aurait intérêt à étudier plus en avant?

Réponse (3.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député rappelle certains éléments de sa question parlementaire N°0706 du 28 octobre 2005 concernant l'apparent revirement fondamental en matière de mise en service d'un train-tram au Luxembourg.

Étant donné que le groupe de travail, chargé d'étudier toutes les options en matière d'extension du réseau ferroviaire léger dans la ville de Luxembourg, envisage de finaliser son rapport fin février 2006, je ne peux pour l'instant ni confirmer ni infirmer les propos relatés par la presse en octobre 2005.

Les informations souhaitées par l'honorable Député seront disponibles au courant du mois de mars.

Question 0808 (15.12.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **libéralisation du trafic ferroviaire international de voyageurs:**

Le 5 décembre dernier le Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne a décidé l'ouverture du marché des transports internationaux des voyageurs par chemin de fer à partir du 1er janvier 2010.

À en juger de par les informations parues dans la presse, le Luxembourg aurait, nonobstant une attitude critique initiale, voté en faveur de cette décision, apparemment en échange de l'obtention d'un délai supplémentaire de deux ans pour ouvrir son réseau à la concurrence étrangère. C'est donc dire que le Ministre luxembourgeois a été d'accord avec la libéralisation du trafic voyageurs international par rail à la concurrence étrangère à partir du 1er janvier 2010.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-il vrai que le Luxembourg n'a pas voté contre le principe de libéralisation du trafic ferroviaire de voyageurs international à partir du 1er janvier 2010?
- L'échéance retenue pour la libéralisation ne s'appliquera-t-elle que 24 mois plus tard au Luxembourg?
- Y a-t-il eu lors du vote en question des abstentions ou des voix négatives de la part d'autres délégations?

Réponse (13.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 15 décembre 2005, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur l'accord politique du Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne du 5 décembre dernier sur les propositions législatives formant le troisième paquet ferroviaire et plus particulièrement sur la proposition relative à l'ouverture à la concurrence du transport de passagers par rail.

Le Conseil a approuvé l'ouverture des services internationaux de passagers à la concurrence, y compris le cabotage, au 1er janvier 2010, le Luxembourg bénéficiant d'un délai supplémentaire jusqu'en 2012.

Le Luxembourg a fait part de son attitude sceptique voir négative quant à la libéralisation trop rapide du marché international de transports.

Par ailleurs, le Luxembourg a insisté sur la faible taille du réseau ferré luxembourgeois qui implique que l'ouverture du marché pour les transports internationaux de voyageurs équivaudra en fait à l'ouverture du marché domestique.

Il a également soulevé que la proportion du trafic international de passagers au Luxembourg représente 70% du chiffre d'affaires par rapport à 10% en moyenne dans les autres États membre de l'Union européenne.

Le Conseil des Ministres des Transports a unanimement accepté la proposition du Luxembourg qui lui permettra d'ouvrir à la concurrence les transports internationaux de passagers deux ans plus tard que prévu par la Commission européenne et quatre ans plus tard que préconisé par le Parlement européen.

Question 0809 (16.12.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **revendication des forces de police de créer une commission spéciale consacrée à la lutte contre la délinquance en provenance des pays africains et plus particulièrement des pays de l'Afrique de l'Ouest:**

Il ressort d'un article publié ce matin dans le quotidien «Wort» que la Police grand-ducale souhaite la mise en place d'une commission spéciale pour mieux appréhender les délinquants originaires d'Afrique de l'Ouest, dont l'arrivée a bouleversé le milieu de la drogue traditionnel.

D'après la police, il s'agirait d'une délinquance organisée opérant sur tout le sol européen. 70% des délinquants d'origine africaine appréhendés dernièrement au Luxembourg sont connus des services d'Interpol pour avoir déjà été impliqués dans des affaires de drogue et autres affaires criminelles dans au moins un autre pays européen.

Aux yeux des forces de police, il est indispensable de les doter de moyens nouveaux pour combattre cette nouvelle forme de délinquance. Ils sont d'avis que la mise en place d'une commission spéciale, sur le style des groupes mixtes d'enquêtes qui existent déjà au niveau interne, mais avec des moyens plus importants, permettra d'endiguer le phénomène.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement est-il favorable à la mise en place d'une telle commission spéciale?
- De manière générale, de quels moyens le Gouvernement entend-il doter les services de police afin de leur permettre de lutter plus efficacement contre la délinquance liée à la drogue, délinquance qui transfigure littéralement l'aspect de certains de nos quartiers qui ressemblent de plus en plus à des supermarchés de la drogue à ciel ouvert?

Réponse (5.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La lutte contre le trafic de drogue constitue l'un des axes de travail prioritaires de la police auquel le Gouvernement attache une grande importance.

De nombreuses arrestations ont d'ailleurs eu lieu dans le milieu du trafic de drogues en 2005 et je tiens à féliciter la police pour le travail accompli. Il appartient aux responsables de la police de décider de l'instauration de commissions spéciales ou de groupes de travail spéciaux si de tels instruments leur semblent utiles pour compléter l'excellent travail des différents groupes et sections déjà mis en place; en tout état de cause, toutes leurs suggestions dans ce contexte trouvent mon plein appui.

Pour le Gouvernement, la police doit agir tant au niveau préventif que répressif et en étroite coopération avec différents acteurs du monde éducatif, social et de santé, de même qu'avec la Direction de l'Immigration, pour pouvoir être le plus efficace possible. Par ailleurs, il convient de revoir régulièrement les moyens humains et législatifs dont dispose la police pour effectuer ce travail important.

Question 0810 (16.12.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **statistiques sur les études supérieures:**

Chaque année, un certain nombre d'étudiants fraîchement diplômés de l'école secondaire abandonnent prématurément leurs études supérieures (universités, grandes écoles, etc.) alors qu'ils viennent à peine de les commencer. Estimant que cet abandon précipité est une expérience douloureuse et coûteuse aussi bien pour l'étudiant que pour ses parents, j'aimerais savoir:

- S'il existe des données statistiques fiables concernant ce phénomène pour les étudiants provenant du Grand-Duché?
- Est-ce qu'il est prévu de créer une base de données fiable concernant les étudiants résidants au Luxembourg et poursuivant des études supérieures à l'étranger ou au Luxembourg?
- Est-ce qu'un perfectionnement des structures d'orientation des élèves du secondaire, particulièrement des classes de terminale, est envisagé par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle?

Réponse commune (26.1.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Tous les étudiants qui résident sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et qui bénéficient de l'aide financière de l'État pour études supérieures en vertu de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, sont repris dans une base de données gérée par le service des aides financières. Cette base de données ne renseigne pas sur les étudiants qui abandonnent prématurément leurs études supérieures puisque, lorsque cette situation se présente, l'aide financière de l'État pour études supérieures n'est plus sollicitée par l'étudiant.

Pour ce qui est de la création d'une base de données relative aux étudiants qui résident au Luxembourg et qui poursuivent des études supérieures à l'étranger ou au Luxembourg, mes services sont en concertation avec la Caisse nationale des prestations familiales du Grand-Duché de Luxembourg. De par le fait que, pour les jeunes de plus de 18 ans, le versement des allocations familiales est tributaire de la présentation d'un certificat de scolarité, la Caisse nationale des prestations familiales est le seul organisme susceptible de disposer de données complètes sur les étudiants dont les parents perçoivent les allocations familiales au Luxembourg.

Dans le cadre du projet de loi portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires, les mesures d'orientation scolaire et professionnelle se voient renforcées par la Commission nationale d'information et d'orientation qui réunit les acteurs du monde de l'école et du travail pour mettre en oeuvre le mieux possible la transition du post-primaire vers l'enseignement supérieur ou le secteur professionnel. À long terme s'esquisse à travers cet organisme, une collaboration très rapprochée entre le Centre de psychologie et d'orientation scolaires et le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur.

Les élèves des classes de deuxième et de première, de douzième et de treizième – qui bénéficient déjà d'un encadrement professionnel lors de leur visite à la Foire de l'Étudiant – se verront davantage encore assistés dans l'élaboration et la concrétisation de leur choix d'études ou de métier.

Question 0812 (19.12.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**accord de Dayton:**

L'accord de Dayton de 1995 sur la Bosnie-Herzégovine a été crucial pour mettre un terme à un conflit sanglant de quarante-trois mois, qui a coûté la vie à 200.000 Musulmans, Serbes et Croates.

Cet accord de paix, conclu le 21 novembre 1995, après des semaines de négociations entre les parties belligérantes dans l'enceinte de la base aérienne Wright-Patterson à Dayton en Ohio, a divisé la Bosnie en deux «entités» avec d'une part la Fédération de Bosnie-Herzégovine, ou Fédération croato-musulmane, qui englobe 51% du territoire, et d'autre part la Republika Srpska (République serbe) sur les 49% restants. Mais en réalité le pays est divisé en trois, la Fédération étant elle-même partagée entre Musulmans et Croates. Chaque entité est dotée de son propre parlement, d'un président et d'un gouvernement. À l'échelon supérieur, une présidence collégiale sous forme de triumvirat représente les trois «peuples constitutifs» du pays. À cette présidence s'ajoute un gouvernement central qui rassemble également des représentants des trois communautés. Une assemblée parlementaire bicamérale (formée d'une chambre des représentants et d'une chambre des peuples) constitue le troisième pilier de ces institutions centrales. L'autorité ultime est confiée au Haut Représentant de la communauté internationale, qui peut imposer des lois et limoger des officiels s'il le juge nécessaire à la préservation d'une démocratie multiethnique. Depuis 2002 c'est le Britannique Paddy Ashdown qui exerce cette fonction.

Cet accord a donné naissance à une structure d'État fortement complexe qui se caractérise par un certain flou au niveau des respon-

sabilités des différentes autorités compétentes, par un certain obscurantisme dans le procédé décisionnel ainsi que par des lourdeurs bureaucratiques. L'État en tant que tel n'a reçu que peu de compétences. Les deux entités par contre disposent de pouvoirs assez larges et chacune des trois communautés peut opposer son veto aux projets de loi.

Bien que cet accord ait certainement beaucoup fait pour le rapprochement des anciens ennemis bosniaques, son architecture institutionnelle a cependant entériné, dans une certaine mesure, la partition du pays et l'a mis, de facto, sous tutelle internationale. La situation actuelle ne semble plus répondre aux besoins des habitants de ce pays à prendre une plus grande part de responsabilité dans la conduite des réformes économiques et politiques du pays et ne les incite pas non plus à travailler ensemble à la recherche d'un consensus. Une grande méfiance réciproque demeure entre les différentes communautés et l'identité ethnique continue à jouer un rôle trop important. Bien que certains progrès ont pu être enregistrés comme l'unification des forces militaires du pays au sein d'une seule armée de Bosnie-Herzégovine ou bien la création d'une police multiethnique, ces avancées ont souvent été obtenues sous la contrainte des puissances occidentales et n'ont pratiquement pas modifié la complexe, délicate et coûteuse structure institutionnelle issue de Dayton.

Ces derniers temps, beaucoup de voix se font entendre pour «moderniser» les accords de Dayton en les considérant comme «dépassés». Ainsi le Haut Représentant de la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine, Paddy Ashdown, a jugé devant le Conseil de Sécurité de l'ONU le 15 novembre 2005 qu'«il y a un consensus croissant pour estimer que l'accord de Dayton sous sa forme actuelle, bien qu'indispensable comme fondement de la paix, a néanmoins atteint ses limites en tant que cadre pour la prochaine phase du processus de réforme».

Il s'impose de réviser ces accords. En effet, la structure politique particulière de la Bosnie-Herzégovine qui favorise le pouvoir des différentes entités au détriment du pouvoir central ne fait que conforter le partage ethnique du territoire, ce qui n'est guère favorable aux réformes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une remise à plat des accords de Dayton?
- De quelle manière pourrait-on réviser cet accord de manière à favoriser une consolidation du territoire de la Bosnie-Herzégovine?
- Dans ce contexte serait-il opportun de mettre fin à la mission de l'Office des Nations Unies et du Représentant de l'UE?

Réponse (24.1.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Les accords de Dayton signés à Paris le 14 décembre 1995 ont mis fin à la guerre interethnique en Bosnie-Herzégovine et ont partagé la Bosnie-Herzégovine en deux entités: la Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie (la Republika Srpska). La Constitution de l'État de Bosnie-Herzégovine a été adoptée en tant qu'annexe IV des accords de Dayton. Partie du traité de paix, cette Constitution n'a pas fait l'objet d'une participation des citoyens et a été arrêtée en anglais. Le texte a confirmé l'existence des deux entités auxquelles la Constitution a confié l'essentiel des pouvoirs, et a désigné les Bosniaques, les Croates et les Serbes comme les trois peuples constituants du pays. La Constitution a institué trois parlements bicaméraux et confère un droit de veto à chacun des trois peuples constituants contre toute loi qui serait contraire à ses droits vitaux. La Constitution a également instauré une présidence collégiale de trois membres.

Les accords de paix de Dayton, et la Constitution de Bosnie-Herzégovine y annexée, ont permis au pays de sortir de la guerre et de s'en remettre peu à peu, avec le soutien politique et financier de la communauté internationale, à travers notamment son Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine et les forces internationales sous commandement de l'OTAN d'abord, de l'Union européenne ensuite.

Aujourd'hui, dix ans après la conclusion des accords de Dayton, une révision du cadre constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine s'impose. La Constitution, qui a mis en place des systèmes administratifs lourds et complexes, n'est en effet plus adaptée à l'évolution du pays. La Bosnie-Herzégovine est entrée dans une nouvelle phase de son développement avec l'ouverture, le 25 novembre 2005, des négociations en vue d'un accord d'association et de stabilisation avec l'Union européenne. Cet accord constitue la première étape vers une adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne, conformément à la perspective européenne donnée aux Balkans occidentaux au sommet de Thessalonique en juin 2003. Le cadre constitutionnel actuel ne tient pas non plus compte des nombreuses mesures prises par le Haut Représentant pour renforcer les pouvoirs centraux de l'État.

Une révision constitutionnelle est dès lors devenue indispensable. Elle doit notamment créer un meilleur équilibre entre pouvoirs des entités et pouvoirs de l'État central. Un tel renforcement des pouvoirs de l'État central devrait également réduire les tensions interethniques et les divisions entre les deux entités, et consolider ainsi le territoire de la Bosnie-Herzégovine. En effet, la révision de la Constitution ne doit pas remettre en cause les acquis des accords de Dayton, et ne doit donc nullement modifier l'architecture et les frontières de l'État fédéral de Bosnie-Herzégovine. Pour négocier avec l'Union européenne, la Bosnie a besoin d'une autorité centrale cohérente et efficace qui soit en mesure de mener des négociations internationales et de réaliser les réformes nécessaires à l'intégration du pays à l'UE. Il en va de même si la Bosnie-Herzégovine veut entamer des négociations d'adhésion avec l'OTAN.

Réunis à Washington à l'occasion des célébrations du 10e anniversaire des accords de Dayton, les principaux dirigeants de Bosnie-Herzégovine se sont engagés à réformer la Constitution et à renforcer l'Administration centrale de l'État. Des pourparlers entre les différentes parties sont en cours, sous médiation américaine, et avancent lentement; l'objectif américain est d'aboutir à un texte consensuel avant la fin de l'année 2006 et si possible avant les élections législatives prévues pour octobre 2006 en Bosnie-Herzégovine. Nous saluons la volonté des dirigeants de Bosnie-Herzégovine de s'engager dans ce processus, et nous encourageons toutes les parties à se montrer flexibles et engagées pour dégager un projet de texte consensuel.

Lors du Conseil Affaires générales et relations extérieures du 12 décembre 2005, les Ministres des Affaires étrangères ont désigné l'ancien Ministre allemand Christian Schwarz-Schilling comme successeur de Lord Paddy Ashdown, Représentant spécial de l'Union européenne à Sarajevo. Le 15 décembre 2005, le Conseil de mise en œuvre des accords de Dayton (Peace Implementation Council – PIC) a également nommé Monsieur Schwarz-Schilling Haut Représentant de la communauté internationale en Bosnie en succession à Lord Ashdown dont le mandat expire le 31 janvier 2006: le nouveau représentant portera donc deux casquettes comme son prédécesseur. Le rôle de Monsieur Schwarz-Schilling, conformément à l'évolution de la Bosnie-Herzégovine, sera celui d'un conseiller et d'un conciliateur plutôt que d'un gouverneur, même s'il continue à disposer des «pouvoirs de Bonn» pour pouvoir intervenir efficacement en cas de nécessité. Il serait prématuré de mettre fin maintenant à la mission du RSUE/HR, mais son mandat doit être adapté à la nouvelle donne en Bosnie-Herzégovine pour qu'il puisse continuer de guider les autorités de Bosnie-Herzégovine dans leurs décisions pour réformer leur pays pour le faire avancer sur la route vers l'Union européenne. Les défis pour la Bosnie-Herzégovine restent en effet nombreux, et la communauté internationale, et l'UE en premier lieu, n'entend pas se soustraire à ses responsabilités à un moment où la Bosnie-Herzégovine continue d'avoir besoin de l'assistance de la communauté internationale pour se diriger résolument vers l'Europe.

Question 0814 (20.12.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **production et qualité du vin:**

Déi ëmmer méi grouss Liberaliséierung vum internationalen Handel huet et mat sech bruecht, datt haut Wäiner aus aller Welt an de Regaler vun eise Geschäfter leien an eiser eegener Wäinproduktioun d'Liewe schwéier maachen. Wéi et schéngt, soll an dësen Deeg en Ofkommes tëschent der Europäescher Unioun an den USA ënnerzeechent ginn, mat deem kënnstlech produzéiert Wäiner aus den USA solle fräien Zougang op den europäesche Maart kréien. Deemno däerft bei eis Wäin an de Verkaf kommen, dee mat Methode produzéiert ginn ass, déi eisen eegene Wënzer verbuede sinn. A wa meng Informatioune richteg sinn, muss dësen onnatierlech produzéierte Wäin emol net als dat gezeechent sinn. Duerfir géif ech lech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wéi wäit stëmmen dës Informatiounen, a kënnt Dir dozou weider Prezisioune ginn?
2. Wat ass d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an dëser Fro?
3. Wat fir Konditioune mussen erfëllt sinn, fir datt e Produit ënnert der Bezeechnung „Wäin" däerf verkaf ginn?
4. Wann déi bei eis gülteg Mindestregele fir d'Vinificatioun net respektéiert ginn oder e Wäinprodukt aus iergendenger Mixtur entstanen ass, misst dat dann net wéinstens ausdrécklech op der Etikett vermierkt sinn?

Réponse (1.2.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

C'est effectivement en date du 20 décembre 2005 que le Conseil européen des Ministres de l'Agriculture a approuvé la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et les États-Unis sur le commerce du vin.

Cet accord, qui est le fruit de 20 ans de négociations, trouve sa justification dans différents motifs.

Tout d'abord, il faut savoir que l'Europe admet depuis plus de vingt ans l'importation de vins américains produits selon certaines pratiques qui ne sont pas reconnues par la réglementation communautaire. C'est en 1984 que les premières dérogations furent accordées et qui furent systématiquement renouvelées pour des périodes de deux ans. Avant l'échéance au 31 décembre 2005 de la dernière dérogation, les États-Unis ont fait savoir qu'ils n'entendent plus demander une prorogation de ces dérogations mais qu'ils demandent la conclusion d'un accord bilatéral sur la reconnaissance des pratiques oenologiques, à défaut de quoi ils déposeraient une plainte auprès de l'OMC.

En second lieu, il importe de souligner que les États-Unis sont le premier marché pour les producteurs européens, sachant qu'ils consomment 40% des exportations européennes, représentant deux milliards d'euros, alors qu'ils n'exportent que pour 415 millions d'euros vers l'Europe. Cet accord est donc de nature à assurer la fluidité des échanges et, surtout, à sécuriser les exportations vers le marché américain.

Finalement, cet accord a pour effet d'exempter les vins communautaires des exigences américaines en matière de certification lors de leur importation aux États-Unis. En effet, en vertu d'une loi fédérale adoptée en décembre 2004 (Miscalleneous Trade Bill) les vins produits après le 31 décembre 2004 et provenant d'un pays n'ayant pas conclu un accord bilatéral sur les pratiques oenologiques avec les États-Unis doivent faire l'objet d'une certification par le pays d'origine attestant que le vin a été produit en conformité avec les pratiques américaines et étayée par des analyses officielles. À défaut d'accord bilatéral avec les États-Unis, cette mesure de certification aurait eu pour effet de bloquer, à des fins de contrôle et d'analyse, toutes les exportations de vins européens du millésime 2005.

Ceci dit, cet accord sur le commerce du vin repose sur les principes suivants:

1. Les deux parties reconnaissent mutuellement leurs dénominations de vin comme dénominations d'origine.

   Toutefois, le Gouvernement américain s'engage à changer le statut de 17 dénominations identiques à des indications géographiques européennes mais considérées comme semi-génétiques aux États-Unis. Il s'agit, notamment, des dénominations Chablis, Champagne, Chianti, Sauterne et, surtout, Moselle. Dorénavant toute usurpation de ces dénominations n'est plus possible par les producteurs américains et leur protection est garantie.

2. En matière d'étiquetage, les dispositions en vigueur de part et d'autre continuent de s'appliquer. Chaque partie à l'accord assure que les étiquettes des vins vendus sur son territoire ne contiennent aucune information fausse ou trompeuse et aucune partie n'exige que les procédés, les traitements ou les techniques utilisés pour la vinification soient précisés sur l'étiquette.

3. Quant aux pratiques oenologiques, elles font également l'objet d'une reconnaissance mutuelle. À noter que les pratiques américaines existantes ne sont pas des procédés susceptibles de porter atteinte à la santé humaine et qu'on ne saurait affirmer que les vins ainsi traités sont des vins artificiels, mais qu'on assiste plutôt à une évolution de la définition du vin au niveau international. En tout état de cause si la réglementation communautaire définit le vin comme un produit obtenu exclusivement par la fermentation alcoolique, totale ou partielle, de raisins frais, foulés ou non, ou de moûts de raisin et que cette définition reste toujours valable pour les vins européens, il importe de souligner que cette définition ne porte pas sur les pratiques oenologiques auxquelles le vin peut être soumis.

Finalement et en guise de conclusion, j'estime que cet accord bilatéral sur le commerce du vin est de nature à régulariser les échanges entre les deux partenaires commerciaux et qu'il permettra d'éviter la prise de nouvelles mesures techniques et de certification dans le chef des États-Unis, mesures qui entraveraient les exportations européennes et perturberaient le marché européen. J'ajoute que cet accord prévoit l'ouverture d'une deuxième phase de négociation qui débutera 90 jours après la signature formelle du premier accord et qui portera notamment sur les indications géographiques, les noms d'origine, les mentions traditionnelles, la certification et les pratiques oenologiques. À l'instar d'autres gouvernements, j'ai demandé à la Commission de poursuivre cette seconde phase de négociations, en restant particulièrement attentive au respect des engagements américains, de façon à faire cesser l'usurpation d'indications géographiques communautaires.

Question 0815 (20.12.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **pratique des mariages forcés:**

Malgré des avancées considérables sur le front de l'égalité entre les hommes et les femmes, le mariage forcé reste une réalité pour beaucoup de jeunes, essentiellement des femmes. Ce phénomène n'est pas limité à une région du monde, on le retrouve dans tous les pays, y compris dans les pays occidentaux, dont il est l'un des corollaires de l'immigration.

Bien que cette pratique soit difficile à recenser, tant le sujet est tabou, les associations oeuvrant notamment dans le domaine des droits de l'Homme constatent ces dernières années une hausse des mariages forcés dans de nombreux pays européens à forte immigration en provenance de la Turquie, des pays du Maghreb, d'Afrique Noire ou encore de certains pays d'Asie.

D'après amnesty international (Belgique), on dénombre dans le monde 51 millions de filles de moins de 18 ans déjà mariées. Tendance croissante, ce chiffre devant atteindre les 100 millions d'ici dix ans. En France, on évalue à quelque 70.000 le nombre d'adolescentes âgées de dix à 18 ans potentiellement menacées par un mariage forcé. Dans l'Hexagone, la question des mariages forcés interpelle d'ailleurs depuis un certain temps politiciens, acteurs sociaux et autres. Pour preuve: le 14 décembre 2005, l'Assemblée nationale française a examiné la proposition de loi adoptée au printemps par le Sénat renforçant la prévention et la répression des violences commises au sein du couple. Un article a été intégré au texte initial de la proposition de loi. Celui-ci entend harmoniser à 18 ans révolus l'âge de mariage pour les filles comme pour les garçons visant ainsi à améliorer la lutte contre les mariages forcés. Quant à la Ville de Paris, elle a décidé, de concert avec un réseau de plusieurs associations et de structures indépendantes, de lancer l'année prochaine une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur le sujet.

Bien qu'au Luxembourg le phénomène ne connaisse pas la même ampleur que chez nos voisins,

notre pays ayant jusqu'à présent surtout connu une immigration intraeuropéenne, la question des mariages forcés devrait forcément gagner en actualité avec une immigration d'extracommunautaires sans cesse grandissante. Une action concertée en la matière paraît de mise lorsqu'on sait que ces pratiques peuvent avoir des conséquences parfois dangereuses. Un mariage précoce peut en effet laisser de profondes séquelles physiques, intellectuelles, psychologiques et émotives sur les jeunes filles.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est l'ampleur chiffrée ou approximative du phénomène des mariages forcés au Luxembourg?
- Y a-t-il lieu d'intervenir en la matière? Dans l'affirmative, quelles sont, selon le Gouvernement, les mesures les plus appropriées pour lutter contre la pratique des mariages forcés? Le Gouvernement pense-t-il que les mesures proposées et discutées en France, à savoir relever l'âge de mariage pour les femmes ou renforcer le contrôle du vice de consentement attribuant au ministère public un rôle plus actif en la matière, soient efficaces et puissent être envisagées par le Luxembourg? Le Gouvernement pense-t-il qu'une campagne d'information et de sensibilisation visant plus particulièrement les populations à risque soit opportune?

Réponse (5.1.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Ministère de la Justice ne dispose pas de chiffres concernant le nombre de mariages forcés au Luxembourg. Il n'est pas envisagé de modifier les textes législatifs relatifs au mariage. La mesure la plus efficace nous semble être la sensibilisation des milieux concernés à travers le monde associatif.

Question 0816 (20.12.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **cadre européen commun de référence pour les langues:**

Le cadre européen commun de référence pour les langues est un instrument qui permet de comparer les connaissances des langues entre les pays européens et dont l'objectif est d'encourager l'apprentissage des langues.

L'utilisation de cet instrument, en parallèle avec le Portfolio Européen des Langues (PEL) du Conseil de l'Europe, dans le contexte des programmes et systèmes d'évaluation existants, présuppose un ajustement qui est étudié dans le cadre de groupes de travail au Centre de Langues de Luxembourg. Ces travaux ont été initiés en mars 2001 et devraient être achevés en juillet 2007.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quel est l'état d'avancement de ces travaux? Un achèvement de ces travaux en juillet 2007 est-il toujours envisageable?
- Madame la Ministre envisage-t-elle d'accorder un projet d'établissement au Centre de Langues afin de garantir l'achèvement de ces travaux?

Réponse (31.1.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le Centre de Langues Luxembourg s'est effectivement engagé à adapter son offre de formations au Cadre européen commun de Référence à travers les trois volets de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation.

Dès 2001, des contacts réguliers avec des organismes internationaux ont mis en évidence la nécessité d'un changement d'approches méthodologiques et pédagogiques. Des travaux ont alors été initiés et se poursuivent actuellement.

Divers séminaires de formation ont permis aux enseignants de se familiariser aussi bien avec la terminologie des instruments européens qu'avec une démarche pédagogique actionnelle, et d'engager une réflexion sur leur pratique.

Le Centre de Langues Luxembourg est conscient qu'il lui faudra rapidement proposer à ses clients une offre de cours répondant aux exigences des nouveaux instruments européens – Cadre européen commun de Référence et Portfolio européen des Langues. C'est pourquoi il a mis en place un comité de pilotage et plusieurs groupes de travail chargés d'élaborer de nouveaux outils d'évaluation tels que des tests de placement informatisés et des tests de fin de semestre dans les trois langues officielles du pays. Ces tests font l'objet d'analyses psychométriques garants de la validité et de la fiabilité de ces outils. Le test de placement en langue allemande a été expérimenté pour la première fois en 2005 et les tests en luxembourgeois et en français le seront en 2006.

Des épreuves de certification ont été mises en place pour le niveau A1 du Cadre européen dès février 2005 et plusieurs groupes de travail élaborent actuellement des tests pour les niveaux A2 et B1. Le niveau B2 sera traité en 2006-2007.

Après résultat des analyses psychométriques de ces tests, le Centre de Langues devrait être en mesure de proposer en septembre 2007 une offre de cours basée sur le Cadre européen commun de Référence, tant pour les contenus d'apprentissage que pour l'évaluation des acquis.

Par ailleurs une réflexion est engagée sur l'adaptation des examens officiels de luxembourgeois aux nouveaux standards européens.

Bien que le Centre de Langues, de par son statut, n'ait pu bénéficier d'un projet d'établissement, que la loi a créé exclusivement pour les lycées et les lycées techniques, il a réussi à faire un grand pas en avant dans l'implémentation du Cadre européen commun de Référence et souhaite mener à bien le projet.

Question 0817 (22.12.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **violence à l'école:**

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle vient de publier une étude intitulée «Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg – 5. und 6. Klasse». L'étude est basée sur les réponses des élèves des classes de 5e et 6e année d'école primaire, questionnés dans le cadre d'une enquête. Une série de questions concerne la violence à l'école.

J'ai noté avec consternation que, d'après cette enquête, la violence semble faire partie de la vie quotidienne des enfants à l'école primaire. Ainsi, à la question «Bist Du seit Beginn dieses Jahres von anderen Schülerinnen geschlagen worden», 25% des élèves répondent qu'ils ont été battus une ou deux fois pendant l'année scolaire en cours, 7,1% de temps à autre, mais moins qu'une fois par semaine et 4,1% disent qu'ils sont battus par d'autres élèves au moins une fois par semaine.

- Est-ce que Madame la Ministre peut donner une explication à ce taux très élevé d'enfants qui subissent des mauvais traitements de la part d'autres élèves?
- Quelles mesures Madame la Ministre compte-t-elle prendre pour lutter contre la violence à l'école?

Réponse (26.1.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Le taux élevé d'élèves disant avoir subi ou exercé un acte de violence s'explique en premier lieu par le fait que lors de l'enquête tous les faits, ceux qui sont d'une gravité certaine mais aussi ceux qui sont mineurs ont été recensés.

Par ailleurs on retrouve les mêmes facteurs qui influencent la volonté des jeunes à avoir recours à la violence que dans les études internationales:

- les traits individuels de personnalité;
- le contexte familial (relations familiales pauvres; approche parentale de l'éducation agressive, trop stricte ou trop laxiste; manque de surveillance,…);
- le groupe des pairs;
- l'école;
- l'exposition aux médias.

Pour l'éducation nationale cependant, il s'agit d'être particulièrement attentive aux facteurs déclencheurs de la violence liés au contexte scolaire, notamment:

- des résultats scolaires faibles;
- la dégradation de la relation enseignant-élève;
- la perception d'une absence d'influence sur les événements scolaires (l'élève subit sa scolarité en tant qu'objet);
- l'absence ou le manque de normes et de valeurs scolaires.

2. Les causes des phénomènes de violence étant multiples et interdépendantes, la complexité du phénomène demande une approche préventive cohérente.

En réponse à la diversité des facteurs pouvant influencer des phénomènes de violence, le Ministère préconise des mesures implicites et explicites de prévention. Certaines de ces mesures sont énumérées à titre exemplaire dans le tableau ci-dessous:

Objectif	Mesures (liste non exhaustive)
La réussite scolaire des élèves et la perception des jeunes d'être acteurs de leur progrès scolaire L'introduction de l'enseignement par compétences qui permet d'évaluer les élèves en fonction de ce qu'ils savent et non de ce qu'ils ne savent pas	• L'organisation de l'enseignement en cycles permettant aux élèves de progresser à un rythme plus individuel • La remédiation qui donne à l'élève le sentiment que l'école s'occupe de lui et que sa progression lui tient à cœur • La prise en charge de jeunes en situation de décrochage scolaire (école primaire et postprimaire) • La mise en œuvre de concepts impliquant les jeunes en tant qu'acteurs de leur développement, notamment la participation des élèves à l'organisation de l'école par l'intermédiaire de leurs représentants au Conseil d'éducation
Création d'un environnement favorable au développement des jeunes Partage de la responsabilité par toute la communauté scolaire	• L'établissement de codes de vie et de chartes scolaires conçues de commun accord et visant l'établissement de règles de vie cohérentes et sensées • Le Projet d'innovation pédagogique «D'Schoul um Wee» coordonnée par le SCRIPT • Le projet «Vers une école de la communication» du CPOS
Résolution de conflits dans un respect mutuel	• Les projets d'éducation à la paix et à la prévention de la violence, dont notamment le projet de médiation par pair/e/s
Soutien des relations parents-enfants	• L'adaptation des devoirs à domicile en fonction de l'âge des élèves pour éviter de délocaliser les problèmes scolaires dans le contexte familial
Communication positive école-famille	• L'accueil positif des élèves et de leurs parents dès la rentrée scolaire

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Dans une perspective de continuité et de soutien, les services-ressources du Ministère (CPOS et SCRIPT) répondent aux besoins des écoles par des activités régulières d'accompagnement, d'animation, de formation et de documentation.

En guise de conclusion il faut souligner que l'action du Ministère vise à initier et à soutenir le nombre de mesures de prévention mises en place au sein des écoles et à renforcer les cours d'éducation à la citoyenneté proposés aux élèves. De même, les élèves doivent être considérés comme des acteurs à part entière et les dialogues tout comme les échanges sont favorisés au sein de la communauté scolaire. En outre, la priorité doit être donnée à la protection et à la prise en charge des victimes et les familles trouveront le soutien dans leur rôle éducatif dont ils ont besoin.

Question 0818 (22.12.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **protection des mineurs (contrôle de l'accès aux productions cinématographiques destinées à un public adulte):**

Dans son rapport annuel 2005, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) se dit préoccupé par l'absence de moyens concrets qui permettraient de priver les mineurs d'âge de l'accès aux productions cinématographiques destinées à un public adulte. Plus particulièrement, l'ORK dénonce que les contrôles d'âge sont pratiquement inexistants dans les cinémas, les vidéothèques et les grandes surfaces.

Selon les termes d'un courrier adressé par Monsieur le Ministre à l'ORK en date du 11 mai 2005, différents ministères seraient impliqués à l'heure actuelle dans l'élaboration d'un projet de loi qui doit mettre en place un dispositif d'ensemble de protection des mineurs et qui comprendra également un volet cinématographique.

Quant à la Commission de Surveillance des Cinémas, prévue par la loi du 13 juin 1922 concernant la surveillance des établissements et représentations cinématographiques publics et censée autoriser les films qui peuvent être présentés aux mineurs âgés de moins de 17 ans accomplis, celle-ci ne se serait plus réunie depuis des années.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le groupe de travail interministériel évoqué ci-dessus a déjà présenté des résultats concrets en vue d'une réforme de la législation sur la protection des mineurs et de son aspect cinématographique en particulier?
- Dans son domaine de compétences, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il à mieux faire respecter la législation en vigueur sur la protection des mineurs?
- Quel sort Monsieur le Ministre compte-t-il réserver à la Commission de Surveillance des Cinémas?

Réponse (3.2.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Ministère de la Culture, ensemble avec le Centre national de l'Audiovisuel, a entamé une réflexion pour pouvoir présenter, sous peu, la solution envisageable pour le Luxembourg en matière de protection des mineurs contre des films qui ne devraient pas faire l'objet de représentations publiques. Cette réflexion, qui se penchera entre autres sur une étude de droit comparé, sera l'apport du Ministère de la Culture dans les discussions autour de la fixation d'un dispositif d'ensemble de protection des mineurs à arrêter par le Gouvernement.

Il est rappelé, en référence à la réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Félix Braz de mars 2005, que la Commission de Surveillance des Établissements cinématographiques publics, instituée par une loi de 1922, n'est actuellement plus en place. La pratique a instauré un système d'autorégulation qui fait que chaque exploitant de cinéma soit procède lui-même à une classification des films, soit adopte celle qui a été opérée dans le pays d'origine ou le pays d'établissement du distributeur. Cette classification est complétée par un contrôle effectué au moment de l'achat du billet, respectivement au moment de l'accès à la salle de cinéma. Afin d'éviter des dérapages, la classification est surveillée par le Centre national de

l'Audiovisuel. Il faut dire que la pratique actuelle, qui n'est qu'une transition vers un nouveau cadre légal, a permis à ce jour une large accessibilité aux salles tout en évitant au jeune public la vision de films qui lui causerait préjudice.

Sous réserve des conclusions du Gouvernement sur la façon à traiter, de manière générale et ponctuelle, les questions de protection des mineurs, il n'est pas envisagé de réinstaurer la commission de surveillance des cinémas. Afin qu'un contrôle étatique, utile et nécessaire en cette matière ciblée de la protection des mineurs, puisse jouer, le système d'autorégulation à mettre le cas échéant en place par l'État devrait prévoir un encadrement à exercer par une autorité à créer. Des pourparlers interministériels devront aboutir à des propositions concrètes à examiner par le Gouvernement.

Question 0822 (3.1.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**ensevelissement des déchets municipaux au Luxembourg:**

La Commission européenne a précisé le 21 décembre 2005 qu'elle comptait durcir la réglementation actuelle sur le traitement des déchets qui date de 30 ans. Elle va demander aux États membres de mettre en œuvre des programmes nationaux pour faire face à un volume de déchets grandissant. Grâce à la mise en place de normes de recyclage plus strictes, la Commission espère que l'Union européenne devienne une «société du recyclage».

À noter dans ce contexte que d'après le Commissaire à l'environnement, Monsieur Stavros Dimas, le volume des déchets aurait augmenté de façon disproportionnée et dépasserait même la croissance économique. Toujours d'après Monsieur Dimas, les déchets municipaux se seraient accrus de 19% entre 1995 et 2003 à l'intérieur de l'Union européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est le taux national d'accroissement des déchets municipaux durant la dernière décennie?
- Quel est le volume des déchets municipaux ensevelis dans les deux décharges ouvertes «Muertendall» et «Fridhaff»?
- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend d'ores et déjà mettre en place, en attendant les nouvelles règles arrêtées à Bruxelles et qui devraient entrer en vigueur dès 2008, sachant que l'ensevelissement des déchets respectivement la pratique des décharges à ciel ouvert sont jugés, notamment par la Commission européenne, comme des méthodes de traitement des déchets peu orthodoxes d'un point de vue environnemental?

Réponse (20.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député Oberweis signale que le Commissaire à l'environnement, Monsieur Stavros Dimas, a constaté dans le cadre de la présentation de la nouvelle stratégie en matière de gestion des déchets, que les déchets municipaux ont augmenté au niveau européen de 19% entre 1995 et 2003. La Commission envisage de mettre en place des normes de recyclage plus strictes afin que l'Union européenne devienne une «société du recyclage».

Dans ce contexte l'honorable Député formule certaines questions quant à la situation au Luxembourg.

À l'instar de la quasi-totalité des États membres de l'Union européenne le Luxembourg a connu une augmentation de la production des déchets municipaux. Ainsi, cette production s'est élevée en 1995 à 585 kg/habitant. En 2003, 658 kg/habitant ont été produits. Ceci représente une augmentation de 12,5%. Pour le Luxembourg, la progression se situe donc en dessous de la moyenne européenne.

Dans ce contexte il faut prendre en considération que le Luxembourg accueille chaque jour plus de 100.000 frontaliers qui y viennent travailler. Dans les statistiques, les quantités de déchets produites par les frontaliers sont toutefois attribuées aux seuls résidents. La production réelle de déchets, exprimée en kg/habitant, est donc inférieure aux chiffres mentionnés ci-dessus.

En ce qui concerne les déchets municipaux mis en décharge, les quantités se sont élevées en 2004 à 35.535 tonnes pour la décharge Fridhaff du SIDEC et à 23.924 tonnes pour la décharge Muertendall du SIGRE. Ces quantités correspondent à respectivement 381 kg/habitant et 469 kg/habitant. Sur l'ensemble des déchets éliminés, la mise en décharge représente quelque 34%, les autres déchets étant éliminés par incinération.

Dans la période de 1995 à 2003, les quantités totales de déchets municipaux mis en décharge sur ces deux sites ont diminué de 68.670 tonnes à 67.327 tonnes, soit une réduction de 2%.

De tous les États membres de l'Union européenne, le Luxembourg compte parmi ceux où le taux de mise en décharge est le plus faible. Par ailleurs, le Luxembourg dispose de réseaux pour la collecte sélective des différentes fractions valorisables des déchets qui sont déjà bien développés avec des taux de valorisation importants. Citons dans ce contexte les centres de recyclage, les collectes de porte-à-porte de différentes fractions de déchets, les actions de la SuperDrecksKëscht, etc.

Par ailleurs, les décharges du SIDEC et du SIGRE disposent d'infrastructures permettant le prétraitement des déchets pour réduire la quantité des déchets municipaux biodégradables à déposer. Ainsi, les décharges sont conformes à la directive européenne N°1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets.

Considérant le fait que la part des déchets municipaux mis en décharge au Luxembourg est déjà relativement faible, considérant également qu'il existe déjà des structures bien développées pour la collecte sélective des déchets en vue de leur valorisation, le Gouvernement n'entend pas prendre des mesures spécifiques nouvelles dans la seule expectative d'une nouvelle directive sur la gestion des déchets. Il est plutôt envisagé de renforcer les mesures actuellement existantes, ceci notamment par le biais de la révision du plan général de gestion des déchets. Cette révision aura lieu au cours de l'année 2006.

Question 0827 (9.1.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **taxe Ecotrel:**

À partir du 1er janvier 2006 le commerce électroménager vient d'introduire une taxe de recyclage (taxe Ecotrel) pour financer la collecte et le traitement des appareils électriques et électroniques. Or, l'Administration de l'Environnement a fait savoir aux communes et aux syndicats intercommunaux concernés que l'obligation de prise en charge des frais de gestion de la reprise des appareils usagés n'entrera en vigueur que le 1er avril 2006.

- Quelles sont les raisons de ce décalage?
- Est-ce que les personnes acquérant un appareil électrique entre le 1er janvier et le 1er avril 2006 ne risquent donc pas de payer le recyclage une première fois lors de l'achat et une deuxième fois lors de la remise de l'appareil usagé?
- Sur quelles bases ont été fixés les cotisations applicables au 1er janvier, sachant que l'appel d'offre lancé par Ecotrel pour les services en relation avec le transport, l'entreposage et le traitement des déchets électriques et électroniques ne seront connus que le 10 janvier 2006?
- Finalement j'aimerais avoir des explications sur le fait que la cotisation de recyclage sur les appareils réfrigérants ne s'élève qu'à 18,40 euros tandis que le prix facturé aux communes et syndicats a toujours été de 27,30 euros.

Réponse (26.1.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1) Dans ses propos introductifs, l'honorable Député mentionne que l'Administration de l'Environnement a fait savoir aux communes que le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) n'entrerait en vigueur qu'à partir du 1er avril 2006 et non pas comme prévu dans la réglementation au 13 août 2005. En effet, l'Administration de l'Environnement a informé les communes en date du 17 octobre 2005 qu'un projet de règlement grand-ducal afférent, modifiant le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 aurait été approuvé par le Gouvernement et serait en cours d'instruction. Ce règlement modificatif a définitivement été signé par le Grand-Duc en date du 23 décembre 2005 et a été publié au Mémorial du 30 décembre 2005.

Ce report de la date de mise en pratique de la réglementation sur les DEEE s'explique par diverses raisons dont les plus essentielles sont les suivantes:

- Les producteurs responsables qui optent pour un système individuel doivent s'enregistrer auprès de l'Administration de l'Environnement. Pour faciliter cet enregistrement, l'administration a fait élaborer une plate-forme internet qui devra également servir ultérieurement pour recueillir les rapports tels qu'ils sont exigés par l'article 14 du règlement grand-ducal du 18 janvier 2005. Cette plate-forme n'a pas pu être réalisée dans les délais.
- Conformément aux dispositions du point 10 de l'article 11 du règlement, l'organisme agréé peut refacturer aux responsables non affiliés les frais de gestion des DEEE dont il assume la collecte, le traitement, la valorisation et l'élimination non polluante. Il s'est avéré que les modalités de cette refacturation sont assez complexes et qu'une solution satisfaisante n'a pas pu être trouvée en temps utile.
- Finalement, il s'agissait de prévenir des distorsions de concurrence du commerce luxembourgeois par rapport au commerce de nos régions limitrophes. En effet, la législation allemande en matière de DEEE ne prévoit de façon explicite une mise en application qu'à partir du 23 mars 2006. En France, bien que la législation reprend la date du 13 août 2005 prévue par la directive 2002/96/CE qui est à la base des réglementations nationales en la matière, la pratique est telle qu'une mise en application est loin d'être imminente.

Ad 2) En ce qui concerne la période du 1er janvier 2006 au 1er avril 2006, où il existe selon l'honorable Député le risque que les consommateurs payent deux fois le recyclage, les remarques suivantes sont à faire:

- Il faut d'abord constater que la décision de prélever une taxe à partir du 1er janvier 2006 relève essentiellement de la responsabilité de l'organisme Ecotrel.
- Cette taxe devrait servir à constituer des fonds suffisants pour pouvoir prendre en charge à partir du 1er avril 2006 les frais de gestion des DEEE qui seront collectés à partir de cette date.
- À notre avis, le risque que le consommateur paye deux fois le recyclage est relativement faible. En effet, une taxe spécifique sur le recyclage des DEEE n'est actuellement prélevée que par un nombre limité de communes. Dans la majorité de ces cas, cette taxe s'applique essentiellement aux gros appareils dont notamment les réfrigérateurs et les télévisions. Il s'agit là d'appareils qui ont en règle générale une durée de vie supérieure à trois mois. Le risque qu'un tel appareil soit acquis et éliminé dans la période comprise entre le 1er janvier et le 1er avril 2006 est minime.

Ne sont pas pris en considération dans la présente réflexion les communes où les frais de gestion des DEEE sont actuellement couvertes par la taxe générale sur la gestion des déchets. Cette taxe s'applique indépendamment du fait que le citoyen a à éliminer des DEEE dans la période en question ou non.

Ad 3) Nous ignorons les bases selon lesquelles Ecotrel a fixé les cotisations. Celles-ci relèvent de la responsabilité exclusive d'Ecotrel.

Ad 4) La comparaison telle qu'elle est faite par l'honorable Député des frais de recyclage des réfrigérateurs actuellement facturés aux communes (27,3 euros/appareil) et la cotisation de recyclage prélevée par Ecotrel (18,4 euros/appareil) n'est pas acceptable.

En effet, il y a comparaison de deux choses différentes. Les premiers frais s'appliquent aux réfrigérateurs effectivement recyclés. La cotisation prélevée par Ecotrel s'applique à tous les réfrigérateurs vendus. Or, pas tous les réfrigérateurs vendus sont effectivement collectés et recyclés. Le taux de collecte actuelle s'élève à quelque 65%.

Si on tient compte de ce taux, la cotisation prélevée sur 100% de réfrigérateurs vendus permettra de financer quelque 65% des réfrigérateurs hors d'usage à un coût de traitement qui est du même ordre de grandeurs que celui actuellement facturé aux communes.

Question 0828 (9.1.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **remboursement des visites médicales:**

Am November hat d'UCM mat der Stëmm vum Regierungsvertrieder décidéiert, d'Eegebedeelegung vun de Patiente bei enger Dokteschvisite ze verduebelen.

Elo muss ech och nach feststellen, datt verschidde Medeziner fir Konsultatiounen op Rendez-vous eng Extra-Kontributioun vum Patient froen. Dës Extra-Kontributioun ka bis zu fënnef Euro bedroen a gëtt net vun der Krankekeess zréckbezuelt.

Sécherlech kann ee verstoen, datt en Dokter engem Client eng Kontributioun freet, wann deen en ausgemaachte Rendez-vous net respektéiert. Et dierf awer net Usus ginn, datt ëmmer méi fir e Rendez-vous verlaangt gëtt.

Nom neie Krankekeesegesetz ass et jo schonn esou, datt e Kranke sech bannent deenen éischten zéng Woche muss ënnersiche loossen, fir ze beweisen, datt e krank ass. Och fir esou operzwonge Behandlunge gi vun Doktere Rendez-vous-Taxe verlaangt, déi net vun der Krankekeess rembourséiert ginn.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt ëmmer méi Dokteren op Rendez-vous schaffen an duerfir och e Supplément verlaangen, deen net vun der Krankekeess rembourséiert gëtt?
2. Kéint et sinn, datt verschidden Doktere vun der UCM-Décisioun vum November profitéiert hunn, fir esou hire Rendez-vous-Supplément onopfälleg kënnen ze erhéije respektiv eréischt anzeféieren?
3. Huet en Dokter iwwerhaapt dat Recht, e Supplément fir eng Konsultatioun op Rendez-vous ze verlaangen a besonnesch dann, wann e souwéisou nëmmen op Rendez-vous schafft?
4. Besteet mat esou Supplément-en net d'Gefor vum Astieg an eng Zweeklassemedezin, wou déi finanziell Schwaach net méi d'fräi Wiel vum Dokter hunn, wa se musse fir e Rendez-vous e Supplément bezuelen oder op néideg Dokteschkonsultatioune verzichten?
5. Dierf vun deene kranke Matbierger, déi duerch dat neit Krankekeesegesetz forcéiert gi bei den Dokter ze goen, e Supplément fir e Rendez-vous verlaangt ginn? Wa jo, misst an deem Fall dee Supplément net vun der Krankekeess rembourséiert ginn?

Réponse (3.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ech si mer dem Problem vun de Supplémenten, déi vu verschiddenen Dokteren de Patiente fir e Rendez-vous a Rechnung gestallt ginn, duerchaus bewosst. Besonnech säit der Mediatiséierung vun dësem Thema sinn an deene leschte Woche vill Bréiwer um Ministère agaangen, wouran déi Verséchert Opklärung iwwert déi ganz Problematik gefrot hunn.

Menger Meenung no kann een net soen, dass d'Doktere vun der Entscheedung vun der UCM vum leschten Allerhellgemount profitéiert hätten, fir dëse Supplément anzeféieren, well dësen op der Rechnung mat engem spezielle Code ernimmt muss ginn.

D'Dokteren hunn nämlech gemäss dem Artikel 50 vun der Konventioun, déi tëschent der UCM an der Associatioun vun den Dokteren an Zänndokteren ofgeschloss gouf, d'Recht a bestëmmte Situatiounen esou e Supplément ze froen, allerdéngs, esou hält den Artikel et fest, „mat Takt an a Mooss".

Ganz vill Doktere weisen och dat Taktgefill. Richteg ass awer, dass eng Minoritéit vun Dokteren aus der Ausnahm eng Regel gemaach hunn. Richteg ass och, dass de Gesamtmontant fir d'Convenances personnelles net négligeabel ass. Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier un déi Situatiounen erënneren, wou d'Konventioun Supplémenten erlaabt.

Dat si folgend Situatiounen:

1) Wann e Rendez-vous fir eng ganz bestëmmt Stonn an e ganz bestëmmten Dag vum Patient ugefrot gëtt an den Dokter de Rendez-vous anhält (code CP1);

2) wann de Patient e Rendez-vous fir samschdes mueres ufreet an den Doktor vu méindes bis freides schafft (code CP2);

3) wann de Patient ze spéit fir säi Rendez-vous kënnt ouni valabel Entschëllegung (code CP3).

Am Fall wou den Dokter nëmmen oder nëmmen zu bestëmmten Zäiten op Rendez-vous schafft:

4) Wann e Rendez-vous fir eng ganz bestëmmte Stonn an e ganz bestëmmten Dag vum Patient ugefrot gëtt a wann den Dokter him mindestens zwee Terminer virgeschloen hat (code CP4);

5) wann de Patient drop besteet, direkt ënnersicht ze ginn ouni Rendez-vous, ausser bei enger Urgence (code CP5);

6) wann de Patient sech am Kader vun enger urgenter Konsultatioun oder enger Visite behandele léisst, ouni dass den Dokter dës Urgence unerkennt (code CP6);

7) wann de Patient um Tëlefon Rotschléi vum Dokter freet, wann dat Gespréich méi lang wéi zéng Minutten dauert (code CP7).

Ech mengen net, dass eng Zweeklassemedezin entsteet, well déi erlaabte Supplémentë sech dach a Grenzen halen, virausgesat, dass se mat „Takt a Mooss“ applizéiert ginn. Eng déck Zomm, an zwar de Präis vun enger Konsultatioun, muss eigentlech nëmme bezuelt gi wann een e Rendez-vous net anhält ouni sech ofzemellen.

Well déi uewe genannte Konventioun allgemeng bindend ass, kënnen d'Dokteren, wa se dat wëllen, de Versécherten och fir Konsultatiounen, déi mat deem neie Formulaire R4 ze dinn hunn, e Supplément froen. Et muss een awer bedenken, dass dës Konsultatiounen e speziellen Tarif an der Nomenclature hunn.

Déi uewe genannte Regelen applizéiere sech och fir Konsultatiounen am Zesummenhang mam Formulaire R4.

D'Servicer vun der UCM sinn derbäi, am enke Kontakt mam Ministère de la Sécurité sociale eng Analys vun der Entwécklung vun de Convenances personnelles ze finaliséieren, fir ze verhënneren, dass dem Patient onberechtegt Supplémenten verrechent ginn.

Opgrond vun dëse Fakte wäert alles gemaach ginn, fir Abusën ze verhënneren. An deem Sënn hunn ech och scho Kontakter mat der Dokteschvertriedung AMMD gehat an op eng korrekt Applikatioun vun der Konventioun insistéiert, dat ëmsou méi, well 2003 duerch eng Rei vu Mesuren de Fuerderunge vun den Doktere Rechnung gedroe gouf.

Question 0829 (9.1.2006) de **MM. John Castegnaro** et **Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **financement des formations offertes par le Centre national de formation professionnelle continue d'Ettelbruck:**

Dans leur édition du samedi 7 janvier 2006 différents quotidiens luxembourgeois font état de formations au «Centre national de formation professionnelle continue» d'Ettelbruck, qui seraient suspendues à partir de janvier 2006 faute de moyens de financement. Selon les responsables, il s'agirait de formations de «telelearning» et de bureautique, auxquelles participent essentiellement des chômeurs ou demandeurs d'emploi. 15 des 16 participants ont été orientés vers ces formations par le biais des services de l'Administration de l'Emploi.

Or, jusqu'au 31 décembre 2004 les programmes en question ont été financés par le Fonds social européen et le Fonds pour l'Emploi. Le programme en question étant venu à expiration, le Ministère du Travail aurait refusé de continuer à financer ces cours. Ceci est d'autant plus regrettable que selon les responsables du CNFPC d'Ettelbruck le taux de placement des participants à cette sorte de formations, organisées depuis 1991, est de 71%.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-il exact que les services du Ministère ont refusé le financement des cours en question suite à la fin du programme de financement du Fonds social européen?
- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que ces formations, à l'instar d'autres formations s'adressant à des chômeurs et des demandeurs d'emploi, méritent d'être financées par le Fonds pour l'Emploi, indépendamment des programmes européens?
- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le financement de formations pour chômeurs et demandeurs d'emploi les aidant à réintégrer le marché du travail est un investissement qui se justifie?
- Quelles solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour les personnes qui ont participé à ces cours et qui ont été obligées d'interrompre leur formation en cours de route?

Question 0832 (10.1.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **financement des formations offertes par le Centre national de formation professionnelle continue d'Ettelbruck:**

Aus den Noriichte war gewuer ze ginn, datt am CNFPC zu Ettelbréck Fraen, déi an enger Formatioun vu 26 Stonnen d'Woch waren, heemgeschéckt goufe wéi se sech an de Coursen uganks der Woch erëm presentéiert hunn.

Dës Coursë ware fir eenzelner vun deene Fraen eng lescht Chance, fir eng Qualifikatioun ze kréien, awer och praktesch eng lescht Chance, fir erëm mat enger Qualifikatioun eng Aarbecht ze fannen.

D'Ursaache vum Aussetze vun dëse Coursë waren anscheinend e Manktem u qualifizéierten Éducateuren, awer och e Manktem u finanzielle Moyene fir déi Coursë weiderzefëieren. D'Moyene wiere vum Aarbechtsministère blockéiert ginn.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Feelt et wierklech u qualifizéierten Éducateure fir déi Coursë weiderzefëieren?
2. Wann et u budgetäre Mëttele feelt, fir déi Formatioun weiderzefëieren, kann den Här Minister mir soe wéisou?
3. Kann den Här Minister mer dann och soen, firwat datt déi Fraen eréischt wéi se an hir Coursë komm sinn iwwert déi Situatioun informéiert gi sinn?
4. War dës Situatioun net schonns d'lescht Joer bei der Presentatioun vum Budget virauszegesinn oder op d'mannst um Enn vum Joer?
5. Sinn déi budgetär Mëttelen esou enk, datt een emol net méi Formatiounscoursë laangfristeg ka finanzéieren?
6. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt déi betraffe Fraen hir Formatioun kënnen zu Enn féieren?
7. Wéi wëllt d'Regierung jeemools en individuellt Recht op Weiderbildung realiséieren, wann elo schonns verschiddentlech Formatiounscoursen aus finanzielle Grënn an aus Manktem u qualifizéierten Éducateuren a Fro gestallt ginn?

Réponse (20.1.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Fir d'éischt wëll ech emol soen, datt, entgéint deem, wat ee konnt verlauschteren, den Aarbechtsminister guer net beschloss huet, allgemeng an aus budgetäre Grënn d'Ënnerstëtzung vu Formatioune vu Leit, déi eng Schaff sichen a vun dem Aarbechtsamt a Coursë geschéckt ginn, ze kierzen. Duerfir wäert hien och kucken, deene betraffene Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn an elo vum CNFPC Ettelbréck – wéi et an der öffentlecher Meenung gesot gouf – „op d'Strooss gesat goufen“, ze hëllefen.

De Projet BITEL-Telelearning ass e Projet, deen an der Vergaangenheet ëmmer vum Aarbechtsminister ënnerstëtzt ginn ass. Hien ass vum CNFPC Ettelbréck als „Fonds Social Européen“-Projet erageréecht ginn. Den FSE bezilt bei esou Projete 45%. Den Nationalstat muss 55% bezuelen. Den Aarbechtsminister war bereet, dës Konterpartie iwwert de Fonds pour l'Emploi ze bezuelen.

Opgrond vun enger Konventioun, déi tëschent dem Unterrichtsminister an dem Aarbechtsminister ofgeschloss gi war, ass de Projet iwwert den Aarbechtslosefonds an de Fonds Social Européen während de Joren 2002, 2003 an 2004 finanzéiert ginn.

Den 31. Dezember 2004 ass de Projet ausgelaf, an de Schoulministère huet keng nei Demande méi gestallt, fir de Projet verlängert ze kréien (eng Verlängerung wier nach während zwee Joer méiglech gewiescht). An esou engem Fall wiere jo erëm 45% aus den europäesche Fonge gefloss.

Doraus hu sech fir den Aarbechtsminister zwou Hypotheesen erginn, déi sech iwwregens bei all FSE-Projet stellen, deen ausleeft:

1) De Projet ass ausgelaf, en huet net déi erwaarte Resultater bruecht a gëtt duerfir net virugefouert;
2) de Projet huet gutt Resultater bruecht, déi de Schoulministère dozou beweegt hunn, hien an d'Nationalpolitik ze iwerhuelen an iwwert de Statsbudget ze finanzéieren, sou wéi den Aarbechtsminister et notamment mat de Behënnerteprojeten am Beräich vun den „Ateliers protégés“ gemaach huet.

Tatsaach ass, datt den Aarbechtsministère am Mount Oktober 2005, also bal ee Joer nodeems de Projet ausgelaf war, op eemol Rechnunge geschéckt krut, déi hie sollt iwwert de Beschäftegungsfong bezuelen. Hien huet dunn also festgestallt, datt de Projet BITEL vum CNFPC virugefouert gi war, ouni datt hien doriwwer informéiert war an ouni datt hien also d'Méiglechkeet hat, déi néideg Suen ze budgetéieren a sech och iwwert de Wäert vun der Formatioun am Sënn vun der Beschäftegungspolitik seng Gedanken ze maachen. D'Weiderfuere vun dësem Projet ass nämlech net vun der ADEM gefuerdert ginn, déi iwwregens Krämpes hat Leit ze fannen, fir an dës Formatioun ze schécken, wéi de CNFPC dës Leit bei hir ugefuerdert huet.

Sou geet et net a sou kann eng gutt Zesummenaarbecht net ausgesinn!

Den Aarbechtsminister wëllt sécher net un der Guttgleewegkeet vun de Responsabele vum CNFPC Ettelbréck an dem Departement „Formation professionnelle“ aus dem Schoulministère zweifelen.

D'Aart a Weis, wéi dësen Dossier sech awer elo entwéckelt huet, werft schonns Froen op. Den 22. Dezember 2005 hunn d'Responsabel, deenen de CNFPC Ettelbréck ënnersteet, décidéiert, no der Vakanz d'Coursen ze suspendéieren.

Freides de 6. Januar 2006 – deeselwechten Dag also wéi d'Press informéiert gouf – huet den Direkter vun der Formation professionnelle vum Schoulministère dem Aarbechtsminister e Bréif geschriwwen. Hätt den Aarbechtsminister den 22. Dezember 2005 Bescheed gesot kritt, wier et net esou wäit komm.

Och do wëll ech kengem Beamten iergendwéi e béise Wëllen ënnerstellen. Et schéngt mer awer verständlech, wann dobaussen d'Meenung opkënnt, hei hätte verschidde Beamte vun engem Ministère Leit ouni Aarbecht als Spillball benotzt, fir de Minister vun engem anere Ministère an der Öffentlechkeet widdert d'Mauer ze neelen a seng politesch Positioun ze schwächen.

Dësen Androck ass ëmsou méi bedauerlech, wou d'Schoulministesch an den Aarbechtsminister bestrieft sinn, d'Kollaboratioun tëschent hiren Haiser op deenen zwou Säiten ze verstäerken. Soss kréie mer nu wierklech de Chômage net an de Gréfff!

Den Aarbechtsminister wäert och weiderhin op eng gutt – respektiv besser – Zesummenaarbecht tëschent deenen zwee Haiser setzen.

Och wäert hie keen Aarbechtssichenden, deen d'ADEM an e Cours geschéckt huet, am Ree stoe loossen.

Den Aarbechtsminister sicht duerfir zesumme mat senge Servicer no alternative Léisunge fir déi betraffe Leit. Eng vun de méigleche Pisten ass eng „Formation bureautique“ am CNFPC zu Ettelbréck oder zu Esch-Uelzecht, déi iwwregens nach ëmmer vum Aarbechtsministère bezuelt ginn ass an och weider bezuelt wäert ginn. D'Fro stellt sech an deem Zesummenhang och, woufir de CNFPC Ettelbréck och dës Coursë gestoppt huet, wéi et an der Press geheescht huet. Dës Coursë waren ni a Fro gestallt, am Contraire.

Question 0830 (10.1.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **Banque centrale du Luxembourg:**

D'Zentralbank (BCL) huet an der leschter Zäit fir Schlagzeile gesuergt. Dëst wéinst engem latente Sozialkonflikt an dëser Institutioun, déi ëmmerhin 204 Agenten an dräi Fonctionnaire beschäftegt.

Virleefegen Héichpunkt an deem Konflikt war d'Entloossung vun engem Member vun der Personaldelegatioun.

De Stat ass wuel de Propriétaire vum Kapital vun der BCL, gläichzäiteg awer gëtt der BCL hir Onofhängegkeet duerch d'Gesetz garantéiert.

Dowéinst stelle sech Froe vun der Zoustännegkeet:

- Wien ass de „Ministre de tutelle“ respektiv ënnert d'Kompetenz vu wéi engem Minister fält:
- d'Zentralbank,
- hir intern Organisatioun,
- d'Personalpolitik,
- de Statut vum Personal,
- vun de Fonctionnairen,
- vun den Agenten?

Question 0844 (13.1.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **Banque centrale du Luxembourg:**

La Banque centrale du Luxembourg (BCL) a été créée en même temps que la Banque centrale européenne le 1er juin 1998. Dès l'origine, elle a la double qualité d'un établissement public national et de partie intégrante du Système européen de banques centrales, soumise respectivement aux dispositions de sa loi organique et à celles du Protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, annexé au Traité de Maastricht.

Récemment, un représentant du personnel de la BCL a été licencié. Ce licenciement a provoqué un tollé dans les milieux syndicaux européens. Pas moins de 26 syndicats ou associations du personnel des banques centrales européennes ont répondu à l'appel lancé par le «Standing Committee of European Central Bank Unions» (SCECBU) et signé une pétition pour dénoncer le «pouvoir discrétionnaire» du directeur général.

Selon l'article 3, paragraphe 1er de la loi organique de la BCL, «la Banque centrale est un établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière». Sachant que le concept d'établissement public indépendant est novateur en droit luxembourgeois, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

1. Qui est le Ministre de tutelle de la BCL?
2. Quelle est la portée des quatre volets de l'indépendance de la BCL (institutionnelle, personnelle, fonctionnelle et financière) résultant d'un ensemble de dispositions précises?

Le statut des agents de la Banque centrale est fixé à l'article 14, paragraphe 3, de la loi organique. L'article 14, paragraphe 3a, détermine les agents ayant un statut de droit public, qui consiste dans l'application, le cas échéant par analogie, des dispositions relatives aux fonctionnaires ou fonctionnaires stagiaires de l'État. En application de ce même article, un règlement grand-ducal du 26 juin 2002 a été adopté aux fins d'établir un certain nombre de dérogations à l'application aux agents ayant un statut de droit public des dispositions dont relèvent les fonctionnaires ou fonctionnaires stagiaires de l'État. Les règles rendues ainsi inapplicables ont trait notamment au recrutement, à l'entrée en fonction, aux promotions, à la durée du travail et au régime des congés.

Parmi la seconde catégorie d'agents figurent:

- les employés qui remplissent toutes les conditions pour être employés de l'État et dont le statut est assimilé au régime des employés de l'État au sens de l'article 13 de la loi du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;
- les employés qui ne remplissent pas toutes les conditions pour être employés de l'État et dont la situation est régie par la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, et
- les ouvriers dont la situation est régie par le contrat collectif en vigueur pour les ouvriers de l'État.

Concernant cette seconde catégorie d'agents, j'aimerais adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

3. Est-ce que le règlement grand-ducal du 26 juin 2002 est également applicable à ces agents?
4. Dans la négative, est-ce qu'il existe un autre règlement précisant leur situation?
5. Comment leur droit d'association est organisé?

Réponse (3.2.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Étant donné, comme le relève à juste titre la question posée, que la BCL est un établissement public luxembourgeois qui fait partie du Système européen de banques centrales (SEBC), la notion juridique de tutelle, qui implique un droit de contrôle hiérarchique, s'exerçant soit de façon permanente soit par un système d'autori-

sations, d'approbations, de suspension ou d'annulation des actes de l'entité sous tutelle, n'est pas une notion appropriée par rapport à la BCL. Aux termes de l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères, le Ministre du Trésor et du Budget s'est vu attribuer les relations avec la BCL.

Nonobstant des éléments d'indépendance (dans des aspects institutionnels, personnels, fonctionnels et financiers) qui découlent de son appartenance au SEBC et qui sont détaillées notamment aux articles 2, 4, 5, 6 à 10, 11 à 13 de sa loi organique, la BCL ne représente toutefois pas un concept novateur en droit luxembourgeois, alors qu'elle est par principe soumise à la législation nationale qui connaît de multiples établissements publics organisés chacun en fonction de ses finalités propres.

En ce qui concerne plus particulièrement le statut de son personnel, l'article 14 (3) (a) et (b) de la loi organique de la BCL énumère avec précision les quatre catégories d'agents susceptibles d'exister à la BCL, chacune de ces catégories répondant à une notion clairement établie en droit national et régie par des textes afférents.

La seule catégorie pour laquelle la loi organique de la BCL, dans son article 14 (3) (c), a prévu la possibilité de déroger au droit commun par règlement grand-ducal sur des points limitativement énumérés, est celle des agents assimilés aux fonctionnaires de l'État. Le règlement grand-ducal du 26 juin 2002 a été pris sur cette base juridique. À l'exception des points qui y sont réglés de façon distincte, l'intégralité des lois et règlements régissant les fonctionnaires de l'État s'appliquent, le cas échéant par analogie, aux agents de la BCL assimilés aux fonctionnaires de l'État. Il en va ainsi notamment en ce qui concerne le droit d'association et la représentation du personnel. La direction de la BCL est l'autorité compétente pour l'application des textes afférents, ses décisions ouvrant les recours juridictionnels normaux.

Il va de soi que le règlement grand-ducal du 26 juin 2002 ne saurait s'appliquer aux autres catégories d'agents de la BCL, pour lesquelles la loi n'a pas prévu de dérogation au droit commun. Dès lors l'intégralité des lois et règlements régissant respectivement les employés de l'État, les employés contractuels et les ouvriers de l'État, s'applique à ces catégories d'agents auprès de la BCL, y compris en ce qui concerne le droit d'association.

Question 0833 (11.1.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **secteur de la microfinance:**

Le 31 mai dernier j'ai déposé une proposition de loi visant à exonérer de la taxe d'abonnement les organismes de placement collectif qui investissent dans les instituts de microfinance (IMF).

Jusqu'au début de l'année 2004, environ 3.000 institutions de microfinance dans le monde ont atteint quelque 81 millions de clients dont 55 millions parmi les populations les plus pauvres. La tendance croissante vers une plus grande transparence et une régularisation du secteur de la microfinance a permis depuis quelques années aux IMF de s'engager sur la voie du financement commercial. Cette évolution ne signifie pas que la microfinance s'écarte de son objectif premier, à savoir la réduction de la pauvreté; au contraire les chiffres montrent que la commercialisation est une des conditions essentielles pour stabiliser l'indépendance des IMF. Les garanties constituées par le biais des fonds d'investissement peuvent notamment favoriser la sécurisation et la capitalisation des IMF et leur permettre d'innover, de développer de nouveaux produits financiers ou d'atteindre une nouvelle clientèle.

Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire affirmait d'ailleurs récemment: «La microfinance est le domaine d'action par excellence où le monde de la coopération et celui de l'entreprise sont appelés à se rencontrer et à développer des synergies. Cela est particulièrement vrai pour le Luxembourg qui abrite d'une part une place financière internationale de premier ordre et qui, d'autre part, dispose d'une solide expérience et de sérieux atouts dans le domaine de la coopération au développement.»

- Alors que l'année internationale de la microfinance se termine, le Gouvernement a-t-il l'intention d'inclure le secteur de la microfinance dans sa politique relative à la place financière?
- Dans l'affirmative, de quelle façon?

Réponse (20.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement partage entièrement le point de vue exposé par l'honorable Député Ben Fayot sur l'importance de la microfinance dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Voilà pourquoi il appuie la mise en œuvre de la recommandation émise lors de la récente «Table Ronde sur la Microfinance» organisée à l'initiative de la Direction de la Coopération au Développement et en étroite concertation avec le Ministère des Finances, qui vise à doter les OPC investissant dans des instituts de microfinance (IMF) d'un label de qualité certifiant que la majorité des investissements réalisés bénéficient effectivement à des IMF (selon le principe du "truth in labeling"). Un tel label de qualité est susceptible non seulement de mieux cerner les OPC investissant dans des IMF, mais également de mettre en relief la place financière de Luxembourg comme un réel centre d'excellence pour la domiciliation de ces OPC.

Un tel label de qualité est par ailleurs une condition préalable pour déterminer le champ d'application d'un éventuel régime fiscal spécifique pour les OPC ainsi définis. La définition d'un OPC investissant dans des IMF reste en effet contestée. Le seul critère quantitatif retenu dans la proposition de loi N°5480 risque d'être insuffisant. Il faut éviter de favoriser injustement des OPC investissant dans des IMF par rapport à des OPC se consacrant par exemple à des investissements «socialement responsables» d'une teneur plus vaste mais tout aussi louable, ou à des investissements dans des Petites et Moyennes Entreprises (PME) d'une portée essentielle pour stimuler le développement économique.

Question 0834 (11.1.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**indemnisation du congé parental:**

Le 14 avril 2005, la Cour européenne de Justice a rendu un jugement d'après lequel le Luxembourg a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 et ceci «en prévoyant que le droit à un congé de maternité ou à un congé d'accueil intervenant pendant le congé parental se substitue à ce dernier qui doit alors prendre fin, sans possibilité pour le parent de reporter la partie du congé parental dont il n'a pas pu bénéficier, et en limitant l'octroi du droit au congé parental aux parents d'enfants nés après le 31 décembre 1998 ou dont la procédure d'adoption a été introduite après cette date».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame le Ministre peut-elle me dire si une indemnisation du congé des parents concernés est prévue?
- Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle fournir des données chiffrées quant au nombre des personnes concernées et m'informer sur les dimensions financières de cette mesure?
- Au cas où aucune indemnisation n'était prévue, Madame le Ministre peut-elle me dire quelles sont les raisons de cette décision? Madame le Ministre n'est-elle pas d'avis que le Luxembourg s'expose au risque d'être traduit une seconde fois devant la Cour européenne de Justice, comme le laisse supposer un article dans la presse luxembourgeoise le 6 janvier 2005, en refusant une indemnisation du congé en question aux personnes concernées?

Réponse (24.1.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Xavier Bettel, j'ai l'honneur d'informer celui-ci que ce problème a été évoqué et discuté au sein de la commission parlementaire «Famille, Égalité des chances et Jeunesse», dont est également membre l'honorable Député.

Le Gouvernement a décidé d'indemniser le congé parental à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales pour toutes les naissances ou adoptions d'enfants se situant après le 31 décembre 1998, date à partir de laquelle l'allocation d'éducation est également exportable (art.19 al.4). Le projet de loi est actuellement pendant devant la Chambre des Députés qui n'entend pas revenir sur ce point en ce qui concerne les enfants nés ou adoptés antérieurement à cette date.

sEn effet, la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE (Union des Industries de la Communauté Européenne), le CEEP (Centre Européen des Entreprises) et la CES (Confédération Européenne des Syndicats) ne prévoit aucune obligation pour les États membres d'instituer une indemnisation ou non. Il est donc loisible aux États membres de fixer la date à partir de laquelle une telle indemnisation aura lieu.

Question 0839 (12.1.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **fonctionnement du secteur financier:**

Dans sa prise de position en date du 30 décembre 2002 concernant ma proposition de loi 5013 relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition, le Gouvernement m'avait fait savoir «qu'il est opportun de préparer une législation en matière d'offres publiques d'acquisition», et ce si possible sur la base d'une directive européenne. Entre-temps, la directive du 21 avril 2004 (2004/25/CE) concernant les offres publiques d'acquisition est en vigueur. Elle devra être transposée par les États membres au plus tard le 20 mai 2006.

L'objectif en est entre autres la protection des détenteurs de titres, de plus en plus nombreux de nos jours, et en particulier «ceux possédant des participations minoritaires», aux fins de traiter de façon égale et transparente tous les actionnaires dans les cas d'OPA, de réduire les risques d'opérations d'initiés, d'informer de façon adéquate tous les détenteurs de titres et d'améliorer le contrôle.

- Aussi, devant l'urgence de la transposition pour le bon fonctionnement du secteur financier voudrais-je demander quand le Gouvernement saisira la Chambre d'un projet de loi afférent?

Réponse (20.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est prévu de finaliser le projet de loi visé au cours du premier trimestre 2006.

Question 0845 (13.1.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **circonstances du décès d'un détenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg:**

Dans leur édition du vendredi 13 janvier 2006 différents quotidiens luxembourgeois font état de la mort d'un détenu âgé de 22 ans au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL).

Je souhaite dans ce contexte avoir de la part de Monsieur le Ministre de la Justice des réponses aux questions suivantes:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pris connaissance du rapport relatif à cet incident tragique? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir les détails quant aux circonstances exactes du décès de ce détenu? Dans ce contexte j'aimerais notamment obtenir des informations précises relatives à la promptitude de réaction du service infirmier du susdit établissement pénitentiaire.
- D'après mes informations, il semblerait que la personne soit morte d'une overdose. Dans sa réponse du 25 novembre 2005, Monsieur le Ministre avait fait savoir que les quantités de stupéfiants saisis au CPL n'avaient pas augmenté pendant les derniers mois. La mort d'un détenu due à une surdose laissant pourtant supposer l'existence d'un trafic de drogues prospère au sein du CPL, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il fallait reconsidérer le concept des contrôles, notamment en ce qui concerne l'utilisation en permanence d'un chien antidrogue?
- Monsieur le Ministre est-il prêt à tenir au courant la Commission juridique de la Chambre des Députés des résultats de l'autopsie entamée?

Réponse (26.1.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Un détenu prévenu, âgé de 22 ans, est décédé au CPL à Schrassig le 12 janvier 2006.

Un gardien du service de nuit a découvert le corps inanimé vers 5.00 heures du matin. Tous les services compétents, y compris l'infirmière, ont été informés de suite et se sont rendus sur les lieux.

Une autopsie a été ordonnée pour déterminer la cause de la mort, celle-ci n'étant à l'heure actuelle pas encore connue. Je suis évidemment disposé à communiquer le moment venu à la Commission juridique de la Chambre des Députés tous les éléments relatifs à ce dossier que les autorités judiciaires mettront à ma disposition.

Question 0849 (17.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **phénomène du «stalking»:**

Le terme anglais «stalking», qui signifie littéralement «s'approcher à pas feutrés du gibier», est devenu synonyme de persécution, de harcèlement et de terrorisme psychologique. Les pays anglo-saxons définissent ainsi le «stalking» comme «la poursuite préméditée, malveillante, répétée et le harcèlement d'autrui de manière à menacer sa sécurité». À ce titre le «stalking» se distingue des deux autres types d'harcèlement, à savoir l'harcèlement sexuel et l'harcèlement moral.

Le «stalking» ou selon la définition du Tribunal fédéral suisse «la persécution obsessionnelle d'une personne», consiste par exemple à inonder quelqu'un de coups de téléphone à des heures indues au bureau ou au domicile, à proférer des menaces sur le répondeur téléphonique, à calomnier, à insulter, à se poster devant le domicile de la victime et à l'épier continuellement, à commettre des dommages matériels (par exemple pneus crevés), etc.

Une étude menée par l'Institut national américain de Justice, portant sur 8.000 hommes et 8.000 femmes adultes, a observé que 8% des femmes et 2% des hommes ont été poursuivis à un moment donné de leur vie. Le nombre annuel de victimes aux États-Unis s'élèverait ainsi à un million de femmes et 370.000 hommes. Une autre étude menée récemment en Allemagne révèle que 12% des 2.000 personnes enquêtées ont été victimes de ce genre d'harcèlement et que 24% d'entre elles ont été poursuivies pendant plus d'un an, des victimes qui présentent en partie des séquelles psychologiques et physiques graves.

Le «stalking» a été criminalisé pour la première fois en 1990 dans l'État de Californie. Entre-temps plusieurs pays ont adopté des législations afférentes (notamment le Canada, l'Australie, le Japon, le Royaume-Uni et la Belgique) et le nouveau Gouvernement allemand a déclaré vouloir légiférer rapidement en la matière.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce qu'au Luxembourg nous disposons d'informations relatives à la prévalence de ce type d'harcèlement?
- Dans l'affirmative Monsieur le Ministre pourrait-il m'éclairer sur la situation au Luxembourg en matière de «stalking»?
- Dans la négative, et compte tenu de l'ampleur du phénomène dans d'autres pays, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile de mener une étude ou de constituer une base de données, afin de pouvoir juger des mesures à prendre au niveau national?

Réponse (3.2.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

À l'heure actuelle, le «stalking» en tant que tel n'est pas réglementé dans notre pays, ni sanctionné pénalement, même si l'un ou l'autre aspect peut revêtir, le cas échéant, une qualification pénale, par exemple être constitutif d'une infraction à la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée.

Voilà pourquoi, le Ministère de la Justice ne dispose pas d'informations chiffrées relatives au «stalking».

Le Luxembourg suivra de près l'évolution de la législation dans les autres pays membres de l'UE pour juger de la nécessité de légiférer, à son tour, en la matière.

Compte rendu des séances publiques
N° 8 – Session ordinaire 2005-2006

25e séance, mardi 14 février 2006
26e séance, mercredi 15 février 2006
27e séance, jeudi 16 février 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Le Médiateur européen à Luxembourg



(de gauche à droite) M. Marc Fischbach, Médiateur luxembourgeois; son homologue européen, M. Nikiforos Diamandouros; M. Lucien Weiler et M. Claude Frieseisen

En date du 8 mars 2006, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a reçu le Médiateur européen, M. Nikiforos Diamandouros. M. Diamandouros qui était le premier Médiateur national de Grèce avant de devenir le deuxième Médiateur européen - reprenant le flambeau de M. Jacob Söderman le 1er avril 2003 - était en visite officielle à Luxembourg les 7 et 8 mars 2006.

Toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre de l'Union européenne peut saisir le Médiateur européen si elle se sent lésée par un manquement ou une défaillance de l'administration communautaire. L'action du Médiateur européen se limite donc à enquêter sur des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions et organes de l'UE.

Par conséquent, il n'est pas habilité à enquêter en cas de problèmes avec une réglementation européenne à un niveau national, régional ou local. Dans ce cas de figure, une plainte éventuelle serait à adresser au médiateur (ou ombudsman) national ou régional.

Le prédécesseur de M. Diamandouros, M. Jacob Söderman, avait créé un réseau regroupant tous les médiateurs nationaux et régionaux de 29 pays européens (UE 25, Bulgarie, Roumanie, Norvège et Islande) afin de favoriser l'échange et de faciliter le renvoi de plaintes considérées comme irrecevables par le Médiateur européen, mais comme potentiellement recevables à un niveau national ou régional.

Ainsi le Médiateur européen est - au niveau de l'UE - le pendant de ses homologues dans les pays membres, et ne saurait en aucun cas être considéré comme leur chef ou supérieur hiérarchique. L'institution du Médiateur européen n'est pas une instance d'appel: elle peut être contactée directement par les citoyens de l'UE, ce qui la différencie des juridictions européennes qui ne peuvent être saisies qu'après avoir épuisé toutes les voies de recours auprès des tribunaux nationaux.

Le Médiateur européen est une institution indépendante, rattachée au Parlement européen auquel il doit présenter son rapport annuel et des rapports spéciaux au cas où une administration européenne refuse d'accepter ses recommandations.

Dans une interview accordée à l'émission Chamber aktuell (diffusée tous les vendredis entre 19:00 et 23:00 heures sur Chamber TV), M. Diamandouros a révélé que 0,8% des plaintes adressées à son institution provenaient du Luxembourg, alors que la population du Grand-Duché ne représentait que 0,1% de la population totale de l'UE. «La présence de nombreuses institutions européennes à Luxembourg et le degré d'information élevé sur le fonctionnement de l'Union européenne y sont fort probablement pour quelque chose», a dit M. Diamandouros avant de clôturer sa visite officielle à Luxembourg par une conférence de presse aux côtés de son homologue luxembourgeois M. Marc Fischbach.

www.euro-ombudsman.eu.int

L'Ombudsman luxembourgeois

Alors que le Médiateur européen s'efforce de promouvoir la bonne administration au sein des institutions et organes de l'Union européenne, le Médiateur luxembourgeois cherche à résoudre les litiges qui opposent les résidents du Grand-Duché aux différentes administrations publiques luxembourgeoises. Depuis sa création, le poste d'Ombudsman luxembourgeois est occupé par M. Marc Fischbach.

L'institution du Médiateur n'a qu'une très courte tradition à Luxembourg. M. Fischbach, premier Ombudsman luxembourgeois, a pris ses fonctions en janvier 2004. Toute personne physique ou morale peut s'adresser au Médiateur du moment qu'elle désapprouve une décision ou une procédure la concernant, prise ou mise en oeuvre par l'administration publique (c'est-à-dire une administration étatique ou communale ou encore un établissement public relevant de l'État ou des communes). L'Ombudmsman est le représentant des citoyens: il est conseiller et médiateur entre les citoyens et l'administration.

Contact: Marc Fischbach / Ombudsman - 36, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg – tél.: 26 27 01 01
e-mail: ombudsman@ombudsman.lu – www.ombudsman.lu

Les présidents des délégations auprès de la COSAC réunis à Vienne

M. Laurent Mosar, président de la délégation luxembourgeoise, a représenté la Chambre des Députés lors de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée le 20 février 2006 à Vienne.

Les représentants des commissions parlementaires en charge des affaires européennes des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, des pays adhérents et des pays candidats ainsi que les représentants du Parlement européen ont procédé à un échange de vues avec Mme Ursula Plassnik, Ministre autrichienne des Affaires étrangères. La Ministre a présenté les priorités de la présidence autrichienne et a donné des explications sur le déroulement de la période de réflexion retenue dans la déclaration du Conseil européen des 16 et 17 juin 2005 suite aux résultats négatifs des référendums en France et aux Pays-Bas sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

La délégation luxembourgeoise s'est en outre intéressée aux suites que la présidence autrichienne compte accorder à la position du Parlement européen concernant les perspectives financières 2007-2013.

D'autres points à l'ordre du jour étaient le processus de Lisbonne, l'accent ayant été mis plus particulièrement sur les aspects démographiques, et le contrôle de la subsidiarité. Les parlements nationaux ont en effet choisi plusieurs actes législatifs européens qui seront soumis à un contrôle du respect du principe de subsidiarité, et notamment une proposition de règlement sur le droit applicable et la compétence en matière de divorce que la Commission européenne soumettra aux institutions européennes compétentes au courant des prochains mois.

Visite ukrainienne à la Chambre des Députés



M. Laurent Mosar et M. Anton Buteiko

M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés, a reçu en date du 17 février 2006 le Premier Vice-Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine Anton Buteiko. À un mois des élections législatives M. Buteiko s'est dit confiant que cette échéance électorale aboutisse à une clarification de la situation sur la scène politique intérieure de son pays, qui - actuellement - est pour le moins compliquée.

Ainsi M. Buteiko plaide pour une adhésion de son pays à l'OTAN et à l'UE - ambition qu'il souhaiterait d'ailleurs voir appuyée par les autorités luxembourgeoises sachant toutefois qu'elle n'est pas approuvée par une majorité parlementaire dans son pays.

Les réticences d'une majorité parlementaire seraient également à la base du fait que l'accord contre la double imposition, conclu entre le Luxembourg et l'Ukraine et ratifié par le Grand-Duché, n'ait - jusqu'à ce jour - pas été approuvé par le Parlement ukrainien.

Députés tchèques reçus au Parlement

Constitution européenne & immunité parlementaire

Le processus de ratification du projet de Traité constitutionnel européen et le principe de l'immunité parlementaire étaient les principaux sujets d'entretien d'une délégation de la Commission des lois constitutionnelles et de la législation de la Chambre des Députés de la République tchèque au Parlement luxembourgeois.

Contrairement au Grand-Duché de Luxembourg, la République tchèque ne s'est pas encore prononcée sur le projet de Traité constitutionnel. Il n'est même pas clair à ce stade si la procédure retenue pour la ratification sera la voie référendaire ou la voie parlementaire. Cette question ne devrait pas être tranchée avant les élections législatives prévues pour juin 2006. La Constitution de la République tchèque ne prévoit pas l'instrument du référendum.



(de gauche à droite) M. Patrick Santer, M. Paul-Henri Meyers, M. Stanislav Křeček, Mme Dalila Graffová

Ce sujet a été abordé au cours d'une réunion avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés luxembourgeoise.

Lors d'une entrevue avec des membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, les députés tchèques se sont intéressés au fonctionnement des institutions luxembourgeoises. Ils ont relevé quelques différences avec leur système politique: ainsi, en République tchèque, un membre du gouvernement peut aussi être membre du parlement.

Par ailleurs, lorsque la Chambre des Députés tchèque a décidé qu'un député ne pourra pas être poursuivi pour une infraction à une loi, une telle poursuite sera impossible, même après l'expiration du mandat de député. Le Parlement tchèque ayant l'intention de changer ces dispositions, les députés se sont particulièrement intéressés à l'immunité parlementaire telle qu'elle existe au Grand-Duché de Luxembourg.

L'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne



M. Nicolae Vlad Popa entouré des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Le 13 février 2006, M. Nicolae Vlad Popa, sénateur roumain et observateur auprès du Parlement européen, a rencontré une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, composée par M. Charles Goerens, Vice-Président de la commission, ainsi que par Mme Lydie Err, M. Marc Angel et M. Jacques-Yves Henckes, membres de la commission.

L'échange de vues était focalisé sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, et notamment sur certains domaines jugés préoccupants par la Commission européenne dans le rapport global de suivi 2005 sur la Roumanie. M. Popa a donné des explications sur la législation roumaine en matière de lutte contre la corruption et sur la justice en général.

Lors de leur entrevue, les parlementaires ont également évoqué le dossier des adoptions.

NOUVELLES LOIS

4673B - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le projet de loi sous examen vise à transposer en droit national la directive 98/44/CE relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques.

Il y a lieu de relever que l'échéance du délai de transposition, à savoir le 30 juillet 2000, est dépassée depuis longue date. Le 9 septembre 2004, le Luxembourg a été condamné par la CJCE en manquement pour non-transposition de la directive (affaire C450/03). Enfin, ce janvier 2006, en application de l'article 228 du traité CE, un avis motivé supplémentaire vient d'être adressé au Luxembourg afin d'inviter notre pays à se mettre immédiatement en conformité avec cet arrêt, sous peine de demander à la Cour, en dernier recours, d'imposer une astreinte ou le paiement d'une somme forfaitaire. Cette évolution au niveau des institutions européennes explique en partie la volonté de la commission parlementaire d'évacuer le projet de loi sous rubrique dans les meilleurs délais.

La directive 98/44/CE à transposer en droit national règle plusieurs points importants: Elle confirme la brevetabilité de la matière biologique, qu'elle soit d'origine végétale, animale ou humaine.

Un élément du corps humain est brevetable dans la mesure où il ne constitue pas une découverte. Dans ce cas, la demande de brevet doit exposer concrètement l'application industrielle de l'invention. La directive confirme également que les inventions portant sur des végétaux ou sur des animaux sont brevetables si la faisabilité technique de l'invention n'est pas limitée à une variété végétale ou une race animale déterminée.

En ce qui concerne la dimension éthique, la directive entend préciser ce qui est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs en donnant des exemples d'exclusions à la brevetabilité: le clonage humain, la modification de l'identité génétique germinale de l'être humain, les utilisations d'embryons à des fins industrielles ou commerciales ainsi que les modifications de l'identité génétique des animaux qui sont de nature à provoquer chez eux des souffrances sans utilité médicale substantielle pour l'homme ou pour l'animal.

La directive tente également de fournir des réponses aux craintes du milieu agricole de devenir économiquement dépendant de l'industrie biotechnologique, en raison de la protection du brevet qui s'étend aux générations successives des plantes ou animaux brevetés. Afin d'éviter ce risque, la directive introduit le privilège de l'agriculteur et le privilège de l'éleveur qui sont des exceptions à cette règle.

Points sensibles

Les voix critiques qui se font entendre sur la directive 98/44 en général et le projet de loi sous rubrique en particulier sont d'avis que le texte ouvre la voie à une brevetabilité de la matière vivante (plantes, animaux et êtres humains). Il y a quelques années déjà, plusieurs pays européens avaient soumis cette question d'ordre éthique à la Cour de Justice des Communautés européennes. En octobre 2001, la Cour a rejeté ce recours en annulation qui avait été introduit par les Pays-Bas, l'Italie et la Norvège contre la directive, estimant que le texte était compatible avec les règles communautaires et internationales en matière de brevets, de biodiversité et de dignité humaine.

Les considérations d'ordre éthique n'avaient pas laissé insensible la Chambre des Députés elle-même. Le 26 février 2002, le Parlement luxembourgeois a en effet voté à l'unanimité une motion, signée par les représentants des cinq groupes parlementaires, invitant le Gouvernement:

«- à demander une renégociation des articles donnant lieu à des ambiguïtés entre la brevetabilité de la matière vivante et des interventions proprement dites, notamment les dispositions de l'article 5, alinéa 2 de la directive 98/44/CE;

- à intervenir dans le même sens auprès de l'Office européen des Brevets;

- à se prononcer en faveur d'une ronde de discussion internationale concernant le droit des brevets dans le domaine de la santé ainsi que l'application de la Déclaration sur l'accord des ADPIC et de la santé publique».

Aujourd'hui, il faut cependant se rendre à l'évidence que la renégociation des dispositions controversées n'a pas été entamée et que la Commission européenne ne manifeste aucune intention de présenter dans l'immédiat une nouvelle directive sur le sujet.

D'autres questions touchant notamment les implications économiques de la brevetabilité de la matière vivante pour le monde agricole sont exposées dans une pétition que des représentants des différentes fédérations agricoles et des ONG de développement et de protection de l'environnement ont remis au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, le 17 janvier 2006. Les signataires exigent que le projet de loi 4673B «soit retravaillé de façon à exclure totalement le principe de la brevetabilité des plantes et des animaux. Ils demandent également au Gouvernement de se mobiliser en faveur d'une renégociation de la directive 98/44 au niveau européen.»

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 07.06.2000

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

09.12.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
11.01.2005	Échange de vues
01.02.2005	Examen du projet de loi
03.03.2005	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.11.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2005	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
15.12.2005	Discussion sur les amendements proposés par M. Kox
19.01.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.02.2006

5405 - Projet de loi

portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002, et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003

Le projet de loi sous examen vise principalement à approuver une série de Protocoles ayant modifié la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995, plus communément désignée comme «Convention Europol». Cette Convention a été approuvée au Luxembourg par une loi du 29 mai 1998, publiée au Mémorial A N°42 du 10 juin 1998, page 619, avec une autre loi du 29 mai 1998 ayant approuvé le Protocole du 24 juillet 1996 concernant l'interprétation à titre préjudiciel de la Convention Europol par la Cour de Justice des Communautés Européennes.

Il s'agit plus précisément des Protocoles suivants:

- le Protocole du 30 novembre 2000, qui élargit les compétences d'Europol au blanchiment d'argent en général, même si l'infraction sous-jacente au blanchiment (l'infraction dite primaire) ne relève pas de ses compétences[1],

- le Protocole du 28 novembre 2002, qui met en œuvre l'article 30 paragraphe (2) du Traité sur l'Union européenne qui prévoit la possibilité pour Europol de participer à des équipes communes d'enquête et de demander aux autorités compétentes des États membres d'entamer des enquêtes[2], et enfin,

- le Protocole du 27 novembre 2003, qui apporte un certain nombre d'améliorations au fonctionnement d'Europol, telles que la modification des attributions du conseil d'administration, du directeur d'Europol ou encore la possibilité pour un État membre d'autoriser les contacts directs entre leurs services de police et Europol sans devoir passer par l'unité nationale[3].

Europol, dont le siège se trouve à La Haye aux Pays-Bas, a été institué dès 1992 après que le traité de Maastricht ait conclu à la nécessité de mettre sur pied un Office européen de police. La Convention Europol est entrée en vigueur le 1er octobre 1998.

Europol a été créé dans le but d'accroître la sécurité au sein de l'espace européen en contribuant à améliorer l'efficacité des services de police compétents des États membres et leur coopération dans de nombreux domaines tels que le trafic de stupéfiants, la traite d'être humains, le trafic illicite de matières radioactives et nucléaires ou encore la lutte contre le terrorisme.

Il apporte son concours aux États membres en facilitant l'échange d'informations entre les services de répression nationaux, en rassemblant et analysant les informations et les renseignements, en communiquant aux services compétents des États membres les informations les concernant, en informant ces mêmes services des liens constatés entre des faits délictueux ou encore en gérant des recueils d'informations informatisées. En effet, l'une des missions essentielles d'Europol est de gérer et d'alimenter un système d'informations informatisé TECS alimenté directement par les États membres et directement accessible aux unités nationales, aux officiers de liaison Europol (OLE) et autres personnes habilitées.

Il convient de souligner que contrairement au FBI des États-Unis, Europol n'a pas de compétence effective sur le terrain. Les agents d'Europol ne peuvent pas mener des enquêtes ou arrêter des suspects. Il ne s'agit donc pas d'une force de police européenne.

Depuis qu'Europol a officiellement démarré ses activités en juin 1999, l'institution n'a cessé de se développer. Il emploie quelque 490 collaborateurs, dont 80 officiers de liaison OLE en provenance des États membres et d'un certain nombre d'États tiers. Plusieurs accords de collaboration ont été conclus ou sont en cours de négociation avec un certain nombre de pays tiers dont des pays candidats à l'Union européenne ou encore la Suisse et la Russie. Europol dispose de plusieurs officiers de liaison OLE à Washington et d'un officier de liaison OLE auprès d'Interpol.

Tous ces développements ont rendu nécessaire une modification de la Convention Europol en adaptant notamment les compétences et les moyens d'Europol. Or, c'est précisément l'objet des trois Protocoles mentionnés ci-avant.

Dépôt par
M. Jean Asselborn,
Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

23.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
01.02.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5412 - Projet de loi

sur les équipes communes d'enquête

Le projet de loi sous rubrique entend transposer en droit luxembourgeois le contenu de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative aux équipes communes d'enquête et créer un cadre légal pour la constitution d'une telle équipe commune.

Il contribue ainsi à réaliser l'un des objectifs de l'Union européenne qui est d'offrir aux citoyens un niveau élevé de protection dans un espace de liberté, de sécurité et de justice grâce notamment à une coopération plus intense entre les forces de police, les autorités douanières et les autres autorités compétentes dans les États membres engagées dans la lutte contre la criminalité.

Les équipes communes d'enquête viennent compléter l'arsenal des moyens qui organisent la coopération en matière pénale.

Les principales caractéristiques des équipes communes d'enquête

Deux ou plusieurs États membres peuvent décider de recourir à la mise en place d'une équipe commune d'enquête pour les besoins d'une enquête pénale lorsque celle-ci requiert p.ex. une action coordonnée et concertée ou encore la mobilisation de moyens importants. Toutes les infractions pénales peuvent justifier la création d'une équipe d'enquête commune.

L'équipe d'enquête commune est créée dans l'État dans lequel l'enquête doit être effectuée et se compose des représentants des autorités judiciaires compétentes des États membres concernés.

La création d'une équipe commune d'enquête doit faire l'objet d'un accord écrit entre les autorités compétentes, accord qui précise l'objectif de l'équipe commune d'enquête, la durée pour laquelle elle est constituée, son lieu d'intervention et les moyens à mettre en œuvre. L'accord devra également spécifier les personnes qui composent l'équipe ainsi que celles qui en assument la responsabilité. Il s'agira le plus souvent de juges d'instruction, représentants des parquets, ainsi que d'officiers ou d'agents des services de police.

L'équipe agit conformément au droit de l'État sur le territoire duquel elle intervient. Lorsqu'elle agit sur le territoire luxembourgeois, l'équipe commune d'enquête est donc placée sous l'autorité du procureur d'État ou du juge d'instruction.

Dépôt par M. Luc Frieden,
Ministre de la Justice,
le 03.12.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

23.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
05.10.2005	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2005	Présentation et adoption d'une proposition d'amendement pour l'art. 2, par. (1) et (2)
01.02.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

5429 - Projet de loi

relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit les mesures communautaires introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS[4]. Il vise à actualiser la loi sur les comptes des établissements de crédit en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS.

Par ailleurs, le présent projet de loi complète d'ores et déjà les informations à publier dans l'annexe des comptes publiés des établissements de crédit en transposant anticipativement l'article 50 de la proposition de directive concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE, proposition sur laquelle un accord politique est intervenu au Conseil en date du 11 octobre 2005.

Les normes comptables internationales IAS ont été introduites dans l'Union européenne par plusieurs dispositions dont le règlement IAS, la directive Modernisation des directives comptables, la directive Juste Valeur *(fair value)*.

Les deux principaux objectifs du règlement IAS sont:

- l'adaptation et l'application des IAS dans l'Union européenne, dans le but d'harmoniser l'information financière consolidée présentée par les sociétés cotées de droit communautaire afin de garantir un degré élevé de transparence et de comparabilité des états financiers et, partant, un fonctionnement efficace du marché communautaire des capitaux et du marché intérieur;

- l'extension de l'harmonisation de cette information financière aux comptes consolidés des sociétés non cotées ainsi qu'aux comptes individuels grâce à des options offertes aux États membres.

Comme il s'agit d'un règlement, l'obligation en question est d'application directe, sans que les États membres aient à la transposer dans leur droit national.

Le règlement IAS laisse à chaque État membre le soin de retenir une ou plusieurs de trois options. Chaque État membre doit transposer les options décidées dans son droit national pour qu'elles soient applicables.

La modernisation des directives comptables (par la directive Modernisation des directives comptables) s'est avérée nécessaire du fait que les concepts comptables et les pratiques admises ont considérablement évolué et que les dispositions actuelles ne permettent pas, dans certains domaines, d'appliquer des règles cohérentes avec les principes des IAS.

La directive «juste valeur» prévoit des modifications sur les règles d'évaluation en introduisant notamment la juste valeur pour l'évaluation des instruments financiers (IAS 39).

Les modifications apportées par le présent projet de loi à la réglementation sur les comptes des établissements de crédit

Le projet de loi transpose toutes les options prévues à l'article 5 du règlement IAS en introduisant deux nouvelles parties dans la loi sur les comptes des établissements de crédit, permettant aux banques non cotées de publier des comptes consolidés conformes aux IAS et à toutes les banques de publier des comptes individuels conformes aux IAS.

Le projet de loi entend ainsi donner aux banques la faculté de ne produire qu'un seul jeu de comptes et de faire, dès l'introduction de la nouvelle réglementation, du référentiel IAS leur référentiel de base.

Le projet de loi transpose toutes les dispositions transitoires prévues aux points (a) et (b) de l'article 9 du règlement IAS dans la loi sur les comptes des établissements de crédit (cf. partie V), permettant aux banques concernées, notamment à celles dont seules les obligations sont cotées, de différer jusqu'à 2007 l'obligation de publier des comptes consolidés conformes aux IAS.

Le projet de loi transpose toutes les options comptables offertes par les directives Juste Valeur et Modernisation des directives comptables. En introduisant des dispositions IAS sous forme optionnelle, le législateur permet aux banques de recourir à l'une ou l'autre disposition.

Toutes les options offertes aux banques par le présent projet de loi sont à soumettre au préalable à la CSSF.

Le projet de loi transpose, en outre, dans la loi sur les comptes des établissements de crédit les dispositions communautaires suivantes, qui constituent une mise à jour de certaines dispositions existantes, à savoir:

- en application de la directive Modernisation des directives comptables: les dispositions relatives au contenu du rapport de gestion et celles relatives au rapport du contrôleur légal des comptes;

- par anticipation de l'entrée en vigueur de la directive sur le contrôle légal des comptes: la publication d'informations sur les honoraires des contrôleurs légaux des comptes.

Seules les banques dont les titres (actions ou obligations) sont cotés sont obligées de publier leurs comptes consolidés sous le référentiel IAS, en application du régime obligatoire du règlement IAS (article 4).

---

[1] JOCE C 358 du 13.12.2000.

[2] JOCE C 312 du 16.12.2002

[3] JOCE C 2 du 06.01.2004.

[4] Les normes comptables internationales sont appelées «International Accounting Standards» («IAS») suivant la dénomination des normes comptables internationales adoptées par l'«International Accounting Standards Committee» («IASC») ou «International Financial Reporting Standards» («IFRS») suivant la dénomination des nouvelles normes comptables internationales adoptées par l'«International Accounting Standards Board» («IASB»), l'institut successeur de l'«IASC» depuis le 1er avril 2001.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.01.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.02.2006

5460 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

L'article 293 du Traité instituant la Communauté européenne invite tous les États membres de l'Union européenne à conclure des conventions contre les doubles impositions avec les autres États membres.

La présente Convention s'est inspirée du modèle OCDE de convention fiscale concernant le revenu et la fortune. Les points suivants de la Convention se distinguent de ce modèle:

1. Contrairement au modèle OCDE, qui définit une entreprise d'un État contractant par référence au siège de direction effective des entreprises, la Convention opte pour une référence au lieu de résidence de la personne qui exploite l'entreprise *(article 3)*.

La Convention demande explicitement aux autorités compétentes des deux États contractants de trancher les conflits de résidence pour des personnes autres que des personnes physiques *(article 4)*.

2. La notion d'établissement stable *(article 5)* diffère aussi légèrement de la définition donnée par le modèle OCDE.

3. En matière d'imposition des dividendes *(article 10)*, le partage du droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire ne peut en aucun cas entraîner une perception d'impôt supérieur à 10% du montant brut au profit de l'État de la source. Dans la convention modèle de l'OCDE ce taux est de 15%. La définition des dividendes a été modifiée. Il a été ajouté une précision afin de tenir compte des spécificités de la législation grand-ducale en matière de bailleur de fonds et des arrérages et intérêts d'obligations.

4. Le Protocole annexé à la Convention prévoit une clause de la nation la plus favorisée pour les intérêts.

5. Contrairement au modèle OCDE, la Convention prévoit (*article 12)* le partage du droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence. Ainsi, des plafonds sont prévus pour l'imposition dans l'État de la source. Le Protocole annexé à la Convention prévoit, comme pour les intérêts, une clause de la nation la plus favorisée pour les redevances.

6. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, le modèle de l'OCDE attribue un droit d'imposition exclusif à l'État de résidence du bénéficiaire. Le paragraphe 2 de l'*article 18* déroge à cette règle prévue au paragraphe 1, en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source.

7. À la demande de la Lettonie, l'*article 21* visant les activités en mer en relation avec la prospection ou l'exploration du lit de mer ou du sous-sol et de leurs ressources naturelles est ajouté à la Convention.

8. En ce qui concerne la méthode d'élimination de la double imposition (*article 24)*, le Luxembourg opte, comme à l'accoutumée, pour la méthode de l'exemption, à l'exception des dividendes, des intérêts, des redevances et des revenus des artistes, des sportifs et des revenus qualifiés «autres revenus» figurant à l'article 22 de la Convention auxquels s'applique la méthode d'imputation. La Lettonie retient, d'une manière générale, la méthode d'imputation.

9. Le modèle OCDE ne réserve quasi aucun développement à certaines entités ou situations qui intéressent particulièrement le Grand-Duché. Il s'agit surtout des organismes de placement collectif et des holdings. Suivant la Convention sous rubrique *(article 29)* sont explicitement exclus du champ d'application, les sociétés holding régies par la loi du 31 juillet 1929 et l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, les autres sociétés luxembourgeoises et lettones qui sont soumises dans les États contractants à une législation fiscale similaire à celle appliquée dans le cas des holdings et les revenus qu'un résident letton tire des sociétés précitées, ni les actions ou autres titres de capital.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

19.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.02.2006

5473 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

La présente Convention fiscale s'inspire du modèle OCDE de convention fiscale concernant le revenu et la fortune à l'exception des points suivants:

1. Contrairement au modèle OCDE qui définit une entreprise d'un État contractant par référence au siège de direction effective des entreprises, la Convention opte pour une référence au lieu de résidence de la personne qui exploite l'entreprise *(article 3)*.

La Convention demande explicitement aux autorités compétentes des deux États contractants de trancher les conflits de résidence pour des personnes autres que des personnes physiques *(article 4)*. En ce qui concerne la définition de résident d'un État contractant, la Convention ajoute le lieu d'enregistrement à l'énumération des termes et expressions qui peuvent être pris en considération pour la qualification de résident.

2. La notion d'établissement stable *(article 5)* diffère aussi légèrement de la définition donnée par le modèle OCDE.

3. La définition des dividendes *(article 10)* a été légèrement modifiée par rapport au modèle OCDE en ne mentionnant pas les revenus provenant d'actions ou de bons de jouissance, des parts de mine et des parts de fondateurs. Une précision a été ajoutée afin de tenir compte des spécificités de la législation luxembourgeoise en matière de bailleur de fonds et des arrérages et intérêts d'obligations. Le droit d'imposition est partagé entre l'État de la source des dividendes et l'État de résidence du bénéficiaire.

4. En ce qui concerne les redevances, le modèle OCDE pose le principe de l'imposition exclusive de ces revenus dans l'État de résidence du bénéficiaire. La Convention sous rubrique prévoit par contre à son *article 12* le partage du droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence. Ainsi, des plafonds sont prévus pour l'imposition dans l'État de la source. Le Protocole prévoit une clause de la nation la plus favorisée pour les redevances.

5. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, le modèle de l'OCDE attribue un droit d'imposition exclusif à l'État de résidence du bénéficiaire. Le paragraphe 2 de l'*article 18* déroge à cette règle prévue au paragraphe 1, en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source.

6. À la demande de la Lituanie, l'*article 21* est ajouté à la Convention, visant les activités en mer en relation avec la prospection ou l'exploration du lit de mer ou du sous-sol et de leurs ressources naturelles.

7. L'*article 22* traite du droit d'imposition des revenus qui ne sont pas réglementés dans les articles 6 à 21. Suivant le modèle de l'OCDE, ces revenus sont généralement imposés dans l'État de résidence du bénéficiaire. La Convention sous rubrique déroge à cette règle en disposant que ces revenus sont également soumis à l'imposition dans l'État de la source.

8. En ce qui concerne la méthode d'élimination de la double imposition (*article 24)*, le Luxembourg opte, comme à l'accoutumée, pour la méthode de l'exemption, à l'exception des dividendes, des intérêts, des redevances et des revenus des artistes, des sportifs et des revenus qualifiés «autres revenus» figurant à l'article 22 de la Convention auxquels s'applique la méthode d'imputation qui, d'une manière générale, a été retenue par la Lituanie.

9. Le modèle OCDE ne réserve quasi aucun développement à certaines entités ou situations qui intéressent particulièrement le Grand-Duché. Il s'agit surtout des organismes de placement collectif et des holdings. Suivant la Convention sous rubrique *(article 29)* sont explicitement exclus du champ d'application, les sociétés holding régies par la loi du 31 juillet 1929 et l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, les autres sociétés luxembourgeoises et lituaniennes qui sont soumises dans les États contractants à une législation fiscale similaire à celle appliquée dans le cas des holdings et les revenus qu'un résident lituanien tire des sociétés précitées, ni les actions ou autres titres de capital.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

19.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.02.2006

5487 - Projet de loi

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement

- à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

Le présent projet de loi a pour objet d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association Internationale de Développement et du Fonds Asiatique de Développement.

Dans les deux cas, il s'agit de participer à une reconstitution des ressources rendue nécessaire parce que les institutions en question allouent des dons et/ou prêtent leurs moyens à des taux inférieurs aux taux du marché.

L'Association Internationale de Développement AID est la filiale de la Banque Mondiale créée en 1960 pour fournir des ressources financières à taux réduits aux pays les plus pauvres dans le monde. Les crédits de l'AID servent à financer deux types d'opérations, à savoir les mesures d'ajustement structurel des finances publiques du pays bénéficiaire et les projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus pauvres.

Les crédits AID ne portent pas d'intérêt (sauf une commission de gestion de 0,75%) et ne sont remboursables que dans un délai de 40 à 50 ans. Par ailleurs, une part croissante de l'assistance de l'AID est allouée aux États bénéficiaires sous forme de dons. En raison de la lenteur des remboursements des crédits AID, les avoirs de l'AID doivent être reconstitués périodiquement par ses membres les plus riches.

Les négociations pour la 14e reconstitution des ressources de l'AID se sont clôturées en février 2005 à Washington, avec une enveloppe financière totale de 34 milliards de dollars. Sur ces 34 milliards de dollars, quelque 18 milliards de dollars proviennent de nouvelles contributions annoncées par les 40 pays donateurs, le solde étant constitué par les remboursements de crédits antérieurs, les produits d'investissement et les transferts de revenu net de la part de la Banque Mondiale.

En ce qui concerne la contribution luxembourgeoise à la 14e reconstitution des ressources de l'AID, il a été décidé d'augmenter la part de notre pays dans l'AID de 0,10% du total des contributions à 0,18%, soit 28,83 millions d'euros. Cette participation se compose de la contribution de base (26,72 millions d'euros), du financement des dons (0,57 million d'euros) ainsi que du financement de l'initiative PPTE (1,54 million d'euros). La contribution s'opère par l'émission de trois bons du trésor de 9.610.000 euros chacun, répartis sur les années budgétaires 2006, 2007 et 2008.

Créé en 1973, le Fonds Asiatique de Développement (FAD-ADF) est le guichet concessionnel de la Banque Asiatique de Développement, accordant des prêts à taux réduit et des dons aux pays membres les plus pauvres de l'Asie et de la région du Pacifique. La réduction de la pauvreté reste l'objectif primordial du Fonds.

L'enveloppe globale de la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement (ADF-IX) s'élève à 7 milliards de dollars pour les années 2005 à 2008.

Le montant de la participation luxembourgeoise à ADF-IX est fixé à 2.925.819 euros. Cette contribution inclue la participation de base de 2.625.524 euros, 136.199 euros pour le financement des dons ainsi que 164.096 euros représentant une contribution additionnelle en support de l'objectif financier originalement proposé par l'institution („high-case scenario").

La contribution s'opère par l'émission de quatre bons du trésor de 731.455 euros chacun, répartis sur les années 2005, 2006, 2007 et 2008.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.02.2006

5507 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et

- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

Le projet de loi 5507 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer au financement des travaux

d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et de construction d'une installation de prétraitement mécanique et biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC).

Le SIDEC assure la collecte et l'élimination des déchets ménagers et assimilés en provenance de 57 communes. Le site Friedhaff, utilisé comme décharge depuis 1945, a connu plusieurs agrandissements pour répondre au volume toujours croissant des déchets à éliminer en provenance des communes membres du syndicat intercommunal.

Les travaux relatifs à la décharge peuvent être divisés en trois phases. Une première phase comprenait l'aménagement d'une nouvelle aire de dépôt avec toutes les infrastructures accessoires y relatives, des bassins de rétention des eaux en provenance de la décharge et le renforcement de la digue en aval de la décharge. Une deuxième phase a été consacrée à la mise en place d'un système d'étanchement intermédiaire de certaines aires avec aménagement d'un drainage de sécurité concernant les eaux de ruissellement et de condensation. Enfin, une troisième phase aura pour objet les travaux de planification et de construction des couches définitives d'étanchement de la décharge avec évacuation des eaux et gaz en provenance de la décharge.

L'autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'engagement total de l'État dépasse le montant prévu à l'article 80, d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, en l'occurrence 7.500.000 euros.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 25.10.2005

Rapporteur:
M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

30.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.02.2006	Visite du SIDEC
09.02.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.02.2006

5510 - Projet de loi

relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le projet de loi 5510 a pour but de transposer la directive 2004/101/CE modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, au titre des mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et, partant, d'adapter la loi du 23 décembre 2004, laquelle a transposé la directive 2003/87/CE. La directive 2004/101/CE vise à approfondir les liens entre le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, d'une part, et les mécanismes inscrits dans le Protocole de Kyoto, d'autre part.

Pour rappel, il est convenu dans le Protocole de Kyoto que les pays industrialisés réduisent leurs émissions globales de 6 gaz à effet de serre en moyenne de 5,2% entre la période de 2008 à 2012 par rapport à 1990. Le Protocole introduit trois mécanismes pour aider à atteindre les objectifs de réduction des émissions:

- l'échange de droits d'émission;

- la mise en œuvre conjointe (MOC) réalisée par des projets dans les pays de l'OCDE et les pays à économie de transition;

- les mécanismes de développement propre (MDP) sont mis en œuvre par des projets dans les pays en développement.

La mise en œuvre du système d'échange de quotas d'émission a débuté le 1er janvier 2005. Les trois premières années constitueront une phase préliminaire, alors que, durant la période allant de 2008 à 2012, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28%.

La directive 2003/87/CE établit un système communautaire d'échange des quotas d'émission des gaz à effet de serre. L'échange de droits d'émission autorise les entreprises à une certaine quantité d'émissions dans l'atmosphère. Ces droits d'émission sont délivrés sous la forme de certificats par les États membres de l'UE. Si une entreprise produit plus d'émissions que la quantité permise, elle peut acheter des droits à une autre entreprise qui elle n'a pas besoin de la totalité des droits qui lui ont été accordés. Il en résulte d'une part une incitation économique à produire le moins d'émissions possible et, d'autre part, la possibilité de revendre à profit les parts non utilisées.

La directive 2004/101/CE approfondit le lien entre le système d'échange de quotas d'émission de l'UE et le Protocole de Kyoto en rendant compatibles avec ce système les mécanismes dits «de projet» du Protocole de Kyoto (la mise en oeuvre conjointe et le mécanisme de développement propre). De cette manière les exploitants pourront utiliser ces deux mécanismes dans le cadre du système d'échange de quotas pour s'acquitter de leurs obligations. Le résultat sera une réduction des coûts de mise en conformité des installations soumises au système.

Cette directive reconnaît ainsi la validité des crédits résultant des projets de MOC et du MDP au même titre que les quotas d'émission, à l'exception de ceux issus de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie. Les crédits résultant de projets de MOC sont appelés «unités de réduction des émissions» (URE), tandis que les crédits résultant de projets du MDP sont appelés «réductions d'émissions certifiées» (REC). La directive prévoit également des modalités pour éviter que les URE ou les REC ne soient comptabilisées deux fois lorsqu'elles résultent d'activités qui entraînent également une réduction ou une limitation des émissions des installations conformément à la directive 2003/87/CE.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 26.10.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

30.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
16.02.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Heure de questions au Gouvernement
- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports
- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux de Esch-Beval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de payement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

4. Question avec débat N°5 de M. Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures

(Exposé - Débat)

6. 5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec
- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/ Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et
- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5538** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles au Belarus

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.02.2006

2. **5539** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Ukraine

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.02.2006

3. **5540** - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.02.2006

4. **5541** - Projet de règlement grand-ducal modifiant l'article 13 du règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 portant application de la directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 08.02.2006

5. **5543** - Projet de loi portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de seize ans

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.02.2006

3) Par lettre du 3 février 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 15 décembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion au nom de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique de l'accord de coopération scientifique et technologique entre les Communautés européennes, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Danemark, étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) N° 343/2003 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers et du règlement (CE) N° 2725/2000 concernant la création du système «Eurodac» pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la Convention de Dublin;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et mécanismes permettant de déterminer l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un État membre, en Islande ou en Norvège;

- position sur la proposition de règlement du Conseil concernant la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord entre la Communauté économique européenne et la République des Seychelles concernant la pêche au large des Seychelles, pour la période allant du 18 janvier 2005 au 17 janvier 2011;

- résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2006;

- résolution sur les droits de l'homme et la liberté de la presse en Tunisie et l'évaluation du sommet mondial sur la société de l'information de Tunis;

- résolution sur l'utilisation présumée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers;

- résolution sur le degré de préparation à l'adhésion à l'Union européenne de la Bulgarie;

- résolution sur le degré de préparation à l'adhésion à l'Union européenne de la Roumanie, et

- résolution sur les droits de l'homme en Russie et la nouvelle législation relative aux ONG.

2. Ordre du jour

Mir kommen elo zum Ordre du jour vun dëser Woch. D'Presidentekonferenz huet an hirer Réunioun vum 9. Februar Folgendes virgeschloen. Haut de Mëtteg hu mer:

1. Eng Froestonn un d'Regierung;

2. Question avec débat vum Här Fernand Diederich;

3. Eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert den Dialog tëscht de Kulturen, an dann nach

4. De Projet de loi iwwert d'Décharge vum Fridhaff.

Muer de Mëtten diskutéiere mer:

1. De Projet de loi iwwert d'Brevets d'invention, an

2. De Projet de loi iwwert de Protokoll vu Kyoto.

Iwwermuer, den Donneschdeg, hu mer:

1. Zwou Propositiounen iwwert d'Revisioun vun de Verfassungsartikelen 68 an 69. Béid Propositioune ginn an enger Diskussioun behandelt, a bei der Ofstëmmung ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert;

2. De Projet de loi iwwert d'Konventioun Europol;

3. De Projet de loi iwwert d'Équipes communes d'enquête;

4. De Projet iwwert de Fonds Asiatique de Développement;

5. De Projet iwwert d'Établissements de crédit;

6. Ee Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg a Lettland, a schliesslech nach 7. E Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg a Litauen.

D'Riedezäit bei de Projeten 2 bis 7 ass nom Basismodell festgeluecht. Ass d'Chamber mat dem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtte fänke mer u mat der Heure de questions. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Als éischt Fro hu mer déi vum honorabelen Här Marco Schank iwwert de Schutz vun de Gewässer. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Waasser an der Regierung, eppes froen, an zwar am Kontext vum preventive Waasserschutz. Et ass jo esou, datt preventive Waasserschutz ee wesentleche Bestanddeel vum Waassermanagement zu Lëtzebuerg ass. Eng Partie Gemengen, Gemengesyndikater, déi probéieren och an Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft, mat de Stéit an esou weider, eis Waasserreserven ze protégéieren.

Mer mierken awer, wa Gemenge respektiv Gemengesyndikater wëllen Aiden u Bauere ginn, wa se wëlle Berodunge bezuele fir d'Landwirtschaft, dann däerfen déi eng dat, an déi aner däerfen dat net. Ouni elo hei Nimm vu Gemengen oder Gemengesyndikater ze nennen, ass et ganz kloer esou, datt déi eng et kënne maachen, déi aner däerfen et net.

Hei meng éischt Fro, déi also dohinner zielt: Firwat ass dat esou? An Zukunft, besonnesch am Zesummenhang mat der Émsetzung vun der Kaderdirektiv, misst dat jo spéitstens dann änneren!

An déi zweet Fro dru gehong: Eist gréisst Waasserwierk, de SEBES, ass amgaang seng Statuten ze änneren, an esouwäit wéi ech weess, ass nach ëmmer net virgesinn, datt an deene Statute soll drastoen, wat fir preventive Waasserschutz gemaach gëtt. An ech mengen awer, wann een dobaussen am Ausland kuckt, datt déi Kooperatiounsmodeller mat der Landwirtschaft haut den A an den O si fir preventive Waasserschutz. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Schank seng Fro mécht ganz vill Sënn, well d'Landwirtschaft ass sécherlech e wichtege Partner fir eis an der EU. Am Fong geholl, wann ee kuckt, wat do Landwirtschaft genotzt gëtt, fir do eng Struktur ze kréien, déi nohalteg ass, well 50% vun der Gesamtfläch vun der EU gëtt vun der Landschaft bewirtschaftet. Am Süde vun Europa sinn dat bis 60% vum Waasser, déi an d'Bewässerung ginn. Also ass et kloer, dass ee sech do muss eng Linn ginn.

Dir hutt ugeschwat, éischtens d'Hëllefen un d'Gemengen. Do muss ech soen, dass mer och do am Ufank sinn. Mer hunn e Pilotprojet lafe mat Waldbëlleg, wou Fachleit aus der Landwirtschaft Bauere beroden. Och d'Landwirtschaftskammer huet Projete gemaach. Ech hu mol hei nogekuckt, zu Miersch, zu Réiden un der Attert, zu Viichten, um Geieschhaff, am Äischdall si lauter Pilotprojeten. Mir wëllen doraus léieren. Mer wëllen déi Iddi, déi Der hutt, fir Waasserschutz a preventive Waasserschutz ze maachen, also ophuelen. Wann elo d'Wasserrahmenrichtlinie déposéiert ass, wëlle mer do Diskussioune féieren.

Ech si beflass, fir mat de Responsabele vun der Agriculture, mam Här Boden senge Leit, fir do ze kucken, fir an déi Iddi, déi Der opgeworf hutt, also an d'Hëllefen do eng gewësse Linn dranzekréien.

An deen anere Punkt, wat d'SEBES ugeet, wou Der sot, si sollen och am Fong geholl am preventive Waasserschutz méi offensiv ginn, do kann ech lech matdeelen, dass ech den 11. Januar e Bréif gemaach hunn un de President vun der SEBES, wou ech him wuertwiertlech geschriwwen hunn: «Pour ce qui est du rôle du SEBES en matière de protection de l'eau, j'estime que le comité de votre syndicat devrait analyser cette question de façon positive.»

Dir gesitt also, op wéi enger Wellelängt ech do sinn. Ech mengen, ech wier op därselwechter wéi Dir. An ech hunn dat Gefill, dass de SEBES och wëllt méi aktiv ginn am Beräich vum preventive Waasserschutz. Mir wäerten also versichen, fir am Sënn eist Grondwaasser besser ze schützen, wat eng vun den Oplagen ass vun der Wasserrahmenrichtlinie, do eng Strategie ze kréien, wou mer dann eben hëllefe gi respektiv d'Baueren derzou kréien duerch vläicht Oflage vu Geld - dat muss een elo kucken, wéi een dat upaackt, mä ech fannen Är Iddi ganz positiv, a mir wäerten eis mat lech ralliéieren. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro, déi vum honorabelen Här Emile Calmes iwwert d'Aféierung vun enger Ekotax bei den Autoen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, beim Début vum Autosalon hat den Ëmweltminister annoncéiert, e géif eng Ökosteier aféieren, déi dann den 1. Januar 2007 géing a Kraaft trieden, a bei där d'Rechnung net méi no de Cylindréën, no de Kubike géif goen, mä a sech no den Emissiounswäerter. An deem Kontext hunn ech eng Partie Froen un de Minister ze stellen.

Déi éischt Fro: Do wollt ech e froen, ob déi Ökosteier a sengem Gaart gewuess ass, oder ob en déi op der Europäescher Wiss gepléckt huet. Ech weess net, ob eng Direktiv an deem Sënn an Ausaarbechtung ass. Wann dat esou wier, da kéint ee jo mol froen, wien da schonn esou eppes hätt, wou dat wier, a wat fir Erfahrungen déi Länner a sech do dermat gemaach hunn.

Da wollt ech e froen, wat fir eng Verwaltung, oder wien datt sech a sech ëm d'Andreiwe vun där Tax do géif bekëmmeren, wat jo dann eng Ökosteier ass. Ech wollt en och froen, wat a sech d'Differenz ass zwëschent enger Tax, déi sech op d'Emissioune berifft, an enger Tax, déi virdrun de Kubiken entsprach huet, wou datt do d'Differenz ass, vu datt dat eent an dat anert zimlech datselwecht ass, oder ob dat méi differenziéiert gëtt.

Da wollt ech e froen, wéi datt se gerechent gëtt, och ob domat eng Erhéijung vun där Autostax verbonnen ass, a finalement, wat datt mat deene Suen do geschitt, ob déi engem spezielle Fong affectéiert géife ginn, wéi zum Beispill dem Kyoto-Fong. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. D'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Fro, op wéi enger Plaz déi Iddi vun der ökologescher Taxéierung gebuer ginn ass, kënnt ech äntwerten: Se ass an der Reduktiounsanalys an am Programm vu mengem Virgänger, dem Här Charles Goerens, am Mee 2000 virgeluecht ginn, an eng vun 29 Moossnamen, déi proposéiert waren, fir d'CO_2-Emissiounen zu Lëtzebuerg ze reduzéieren. Doniewent ass se den 12. Oktober d'lescht Joer an der Ried vum Statsminister iwwert d'politesch Prioritéite vun der Regierung nach eng Kéier kloer bekräftegt ginn.

Ech hunn am Ufank vum Autofestival déi Iddi nach eng Kéier dohinnergeluecht, fir kloer ze maachen, dass mer op der Basis effektiv vun engem Projet de directive schaffen, dee mer kritt hunn am Hierscht d'lescht Joer, wou d'Kommissioun eng Propositioun mécht, fir et an alle Länner ëmzesetzen - also, net méi no Kubikstäerkten, mä no Schadstoffemissiounen déi Taxéierung vun den Autoen an de 25 Länner vun der Europäescher Unioun ze maachen. Ech bekräftegen, datt dat eleng géing duergoen, fir d'Nécessitéit vun der Reform kloer ze maachen. Ech mengen awer, dass, wa mer am Mee wëllen en éischte Programm virleeë vu Potenzialer fir d'Reduktioun vun eisen CO_2-Emissiounen, dat ee vun de Punkten ass, déi mer mussen ugoen.

Dir frot dann och nach: A wat fir enge Länner ass dat an der Zwëschenzäit nach geschitt op Grond vun deem Projet de directive? Natierlech nach bei kengem, mä et ass kloer, dass d'Briten an hirer Taxéierung haut schonn CO_2-Emissioune berechnen an dass déi Däitsch säit langem eng Taxéierung hunn, déi sech haut mécht op den Euronorme 4 a muer héchstwahrscheinlech Euronorme 5, also méi op den NO_x-en, op de Stéckoxiden an op dem renge Stëbs.

Wat elo d'Introduktioun hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, mengen ech, ass et eng gutt Geleeënheet, fir eng Kéier kloer ze maache bei deenen, déi dat dobaussen oft duerchernee geheien, dass dës nei Taxéierung déi aktuell Taxéierung, déi mer hunn, ersetzt. Et ass also näischt Neies, wat mer hei aféieren. Et ass eng nei Akzentuéierung vun där Tax, déi mer säit Joren, ech kënnt scho bal soen, säit Jorzéngten, hei zu Lëtzebuerg hunn.

An ech mengen, et gëtt dobaussen e groussen Accord driwwer, dass et noutwendeg ass an dësen Zäiten, déi Taxéierung net eleng op Grond vu Cylindrée-s-stäerkten ze maachen, mä se ze maachen op Grond vun de Schadstoffen. En Aarbechtsgrupp, dee mer agesat hunn, ass elo haut de Mëtte während dëser Zäit amgaangen eng drëtte Kéier dodrobber ze schaffen.

Dir frot, wat fir eng Verwaltung déi ass, déi sech ëm d'Ëmsetzung wäert këmmeren. Dat ass de Finanzministère, deen d'Propositiounen herno wäert hei an der Chamber deponéieren. Mir hunn en Aarbechtsgrupp, an deem niewent de Finanzen och den Transport- an den Ëmweltministère an och d'Kontrollstatioun vu Sandweiler sinn, dee ganz wichteg wäert sinn, fir d'Ëmsetzung herno ze maachen, an deen och amgaangen ass, eng Rei vu Modeller ze analyséieren.

Doniewent versiche mer de Versuch - an ech mengen, ech hunn dat dobausse scho gesot -, nodeem mer d'ADAL an d'FEGAR-LUX gesinn hunn, déi zoustänneg Associations professionnelles vum Secteur, déi iwwregens, muss ee luewenswäerterweis hei soen, mam Prinzip vun där ökologescher Taxéierung sech d'accord erklärt hunn, fir eis driwwer eens ze sinn, dass d'Prioritéit an der Bemiessung soll d'CO_2-Emissioune sinn, dass mer awer och versichen an deem Modell renge Stëbs a Stéckoxide mat dranzekréien; awéiwäit dass dat eis an engem relativ onbürokratesche Modell geléngt, muss sech dann erausstellen.

Mir hu gesot, dass mer et wëlle versiche fir den 1. Januar 2007 fäerdeg ze hunn, an ech mengen, et wäert, wéi d'Unicitéit vum Budget et verlaangt, wéi haut an de Budget eragoen. Dass dat natierlech hëlleft, fir eenzel Moossnamen am Rahme vun eise Reduktiounspotenzialer kënne besser ze finanzéieren, ass evident. An dobäi däerfe mer net vergiessen, dass 20% vun där Steier, wéi bis elo, un d'Gemenge wäerte goen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Roland Schreiner iwwert d'Mise en application vu verschiddenen Aspekter vum Accord salarial an der Fonction publique. Här Schreiner.

- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Minister vun der Fonction publique eng Fro stellen iwwert d'Ëmsetzung vum Accord salarial, deen d'Regierung mat der CGFP den 31. Mee 2005 ënnerschriwwen huet. Et ass jo esou, dass déi Deeler vum Accord, déi an e Gesetz afléisse mussen, vun der Chamber am Juli vum leschte Joer an an enger zweeter Etapp och am Dezember vum leschte Joer hei évacuéiert goufen an a Kraaft getruede sinn. Zum Gehältervertrag gehéieren awer och verschidde Punkten, déi iwwer Reglement grand-ducal ëmgesat musse ginn - ech mengen, et sinn der sechs am Ganzen, à moins dass ech mech verzielt hunn -, an do schéngt et mer esou ze sinn, wéi wa se nach net all publizéiert wieren. Ech denken zum Beispill un deen, dee virgesäit, dass de Congé de circonstance beim Accouchement vun der Fra vun zwee op véier Deeg eropgesat gëtt, wou vill Leit jo sécher och drop waarden.

Ech wollt also de Minister froen, ob hie mir an eis alleguerte ka soen, wou mer mat der Ëmsetzung vun deene Punkten dru sinn, respektiv wéini déi verschidde Règlements grand-ducaux, déi nach ausstinn, publizéiert kënne ginn.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet elo de Minister vum öffentlechen Déngscht, den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President.

Op d'Fro vum honorabelen Här Schreiner wëll ech a sech äntwerten, dass e groussen Deel vun deene Moossnamen jo effektiv ëmgesat ginn - wéi Dir et selwer gesot hutt - iwwert d'Gesetz vum 21. August 2005, an deen zweeten Deel den 23. Dezember 2005 iwwert en zweet Gesetz. Déi zwee Gesetzer hunn déi Zäit misste getrennt ginn, well mer wollte virun der Vakanz deen Deel vum Accord salarial duerchkréien, deen a sech d'Augmentatioun vum Punktwäert bedeit huet, vu datt dee jo retroaktiv ausbezuelt ginn ass à partir vum 1. Januar 2005 an de Conseil d'État eis den Avis fir de Rescht vun de Punkten eréischt duerno ginn huet.

Dir hutt richteg gemierkt, datt deelweis op Basis vun deenen zwee Gesetzestexter och nach hu missen eng Rei Règlements granducaux ëmgesat ginn, an zwar deen iwwert d'Proratisatioun vun den Allocation-de-repasën, déi an Zukunft kënnen op 25, 50 a 75% proratiséiert ginn; deen ass och den 18. Januar am Mémorial erschéngen an ass also rechtskräfteg. Deen zweeten ass d'Fixatioun vun der Indemnité kilométrique pour voyage de service, deen ass och den 18. Januar erschéngen an ass och rechtskräfteg. Deen drëtten, dat ass - an deen hutt Dir speziell genannt - deen iwwert d'Augmentatioun vum Congé de circonstance en cas d'accouchement de deux jours ouvrables.

Do ass et esou, datt deen nach net publizéiert ginn ass, well am Avis vum Conseil d'État déi Remarque drasteet, datt sech soll iwwerluecht ginn, wéi ee mat deem Typ vu Congé ëmgeet, deen an dësem Fall, sou wéi en haut am Gesetz steet, net nëmmen déi Pappe betrëfft, déi bestued sinn, «c'est un congé qui est accordé en cas de l'accouchement de l'épouse», steet do. Dat ass och eng Fro, déi scho verschiddentlech hei an dësem Kreess gestallt gi war. Op Basis vun dem Avis vum Conseil d'État wollt d'Regierung nach eng Kéier d'Situatioun vun alle Congéën duerchkucken, wéi et sech mam Partenariat an deenen do Type vu Congé huet an da selbstverständlech och d'Publikatioun vun deem Reglement maachen, wat also schonn aviséiert vum Conseil d'État ass a bis op deem do Detail dann och prett fir d'Publikatioun ass.

De véierten Text, dat ass deen iwwert d'Indemnité d'habillement pour tenue de service an deen ass och den 18. Januar publizéiert ginn. De fënneften, dat ass de Règlement grand-ducal iwwert de Rekrutement vum Stagiaire, deen an Zukunft och soll kënnen à tâche partielle rekrutéiert ginn; dat ass och publizéiert ginn.

An da sinn nach zwou Froen, déi a sech opbleiwen, an zwar ass dat déi Fro, déi sech stellt, fir Avancementen ze kréien fir Fonctionnairen, déi an hirer Carrière blockéiert sinn a méi wéi zwielef Joer blockéiert sinn. Do, wann Dir lech gutt erënnere kënnt, hat de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach, well hie sengerzäit gesot huet, datt ee misst kucke fir eng Équivalenz mat der Magistratur ze schafen, wou dat net hei virgesinn ass. De Problem ass, datt dat awer absolut net esou evident ass, wéi dat sech an engem Saz, an engem Avis schreift, dofir si mer nach net do zum Schluss komm. Ech mengen, dat wären awer elo all déi Punkten, déi opgezielt gi waren.

Weiderhin ass vläicht nach ze soen, datt nach en anert Reglement, wat awer méi fréi ëmgesat ginn ass, vum 25. November 2005, d'Applikatioun vun der Augmentatioun vum Punktwäert op d'Volontaires de l'armée mécht. Dat ass am November ëmgesat ginn, sou datt et vum 1. Januar un och gülteg ass.

Bleift nach ze soen, datt op där enger Säit och e puer Aarbechtsgruppen agesat gi waren, déi zu engem Deel elo schonn, mindestens wat d'Preparativaarbechten op der Fonction publique sinn, hir Aarbechten opgeholl hunn. An op där anerer Säit, dee leschte Punkt, dat ass dee vun dem Transfert vun der Kantin vun der CGFP, wou d'Servicë vun den Travaux publics an deem Moment amgaang sinn ze sichen, wat fir eng Alternativen et gëtt. Mä an dem Kader vun deene Méiglechkeeten, déi mer an der Stad Lëtzebuerg hunn - a mir mussen am Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg bleiwen - ass dat net ganz esou evident. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Claude Adam iwwert de Bau vun engem Lycée zu Perel.

- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Regierungsrot ënnerstëtzt d'Schafung vun engem Lycée Schengen zu Perel am Kader vun enger Zesummenaarbecht tëschent dem Saarland a Lëtzebuerg. Et geet hei ëm e Ganzdagslycée am Secondaire an am Secondaire technique, wou ee souwuel de Lëtzebuerger Ofschloss wéi och en däitscht Abitur ka maachen. Sou stoung et um Site vun der Regierung den 20. Januar 2006 an ech wier frou, fir nach zousätzlech Informatiounen iwwert dëse Projet ze kréien.

Engersäits d'Envergure vun deem Projet: Wéi vill Schüler, wéi vill Proffe sollen dohinner goen? Och, wien däerf dohinner goen? An et géing eis och interesséieren: Wéini geet et lass mat deem Lycée? Sinn do och nach baulech Moossnamen ze maachen? Ass dat um Site vun der Realschoul vu Perel oder sinn do och nach, wat de Site betrëfft, zousätzlech Froen op?

Ass d'Philosophie vun deem Lycée déiselwecht wéi déi vum neie Lycée, wéi et am Regierungsrot och ugedeit ass? Kann een do de Lëtzebuerger Ofschloss oder den däitschen Ofschloss maachen? Oder eventuell déi zwee mateneen? Wie bezilt dat? Sinn do och europäesch Gelder am Spill?

An eng zousätzlech Fro, wann nach Zäit bleift, mä Madame Minister, Dir hutt mech schonn oft iwwerzeegt, datt Der op vill Froen a kuerzer Zäit kënnt äntwerten: Wéi ass et da mat der Primärschoul zu Schengen? Wéi eng Envergure huet déi? Wéi vill Lëtzebuerger Enseignantë sinn do mat dran? Wéi ass do ongefeier d'Evolutioun? Just eng Gréissenuerdnung: Ass dat ee grousse Projet oder ass dat éischter eppes, wat op eng, zwou Klasse begrenzt ass? Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Minister, zoustänneg fir d'Éducation nationale, huet d'Wuert. Madame Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren.

Ënnert der viregter Regierung ass eng Zesummenaarbecht opgebaut ginn zwëschent dem Saarland a Lëtzebuerg, notamment wat d'Schoulen ugeet um Niveau vu Primärschoulen. Do gëtt et de Moment en Échange, wou ee Lëtzebuerger Schoulmeeschter an Däitschland Schoul hält, an do haaptsächlech Franséisch enseignéiert an der Primärschoul. An et gëtt een däitschen Enseignant, deen zu Mondorf an der Schoul ass, fir do méi Däitsch ze ginn.

De Wonsch war et vun deenen zwou Regierungen - deemools och schonn am Ufank, an dat huet sech konkretiséiert -, fir déi Zesummenaarbecht weiderzefëieren. Well wann déi Kanner an Däitschland, déi an der Primärschoul Franséisch léieren, wann déi net eng Offre

scolaire kréien, wou se, wa se an de Lycée kommen, kënne weiderfueren, dann hu se zwar déi Joren net verluer, wou se Franséisch geléiert hunn, mä si kënnen awer net weiderfueren.

Déi däitsch, saarlännesch Regierung huet mech kontaktéiert, an dunn hu mer Gespréicher gehat, wéi mer déi Zesummenaarbecht da kënnte weider ausbauen. Dat war och am Sommet zwëschen dem Saarland a Lëtzebuerg festgehale ginn. Mir sinn elo um Stadium eigentlech vun der Prinzipienerklärung. Dat heescht, mir hunn zesummen e Projet ausgeschafft vun enger Schoul; dat wär eng Ganzdagsschoul. D'Envergure wär ongeféier 700 Schüler- et ass jo eng Offre scolaire, et ass jo keng Obligatioun -, wou mer rechnen, dass am Idealfall d'Halschent Kanner aus Däitschland an d'Halschent Kanner aus Lëtzebuerg géifen dohinner goen, à terme.

De Site, dee mer zréck géifen halen, wär deen effektiv vun der Realschule zu Perl. Deen ass awer net grouss genuch - also, de Site ass grouss genuch, mä d'Infrastruktur misst ausgebaut ginn, notamment fir eng Kantin dohinner ze kréien, fir den Accueil vun de Kanner ze maachen, a wann de Lycée da Succès huet, fir en duerno an enger zweeter Etapp auszebauen. Do ass och festgehale ginn, prinzipiell, wann ausgebaut gëtt, dass mer d'Fraisë vum Ausbau hallef an hallef géife bezuelen: Halschent Lëtzebuerg, Halschent d'Saarland. Dat ass awer nach méi komplizéiert wéi sou.

D'Offre scolaire géif doranner bestoen: An Däitschland hält d'Primärschoul nom véierte Schouljoer op, dat heescht, vum fënnefte Schouljoer un wär d'Offre scolaire. An déi Kanner, déi do an d'Schoul ginn, déi kréien, wa se derduerchgaange sinn, zwou Offeren. Bis d'néngt Schouljoer, wär et eigentlech - wéi soll ech soen - eng Offre commune, wou mer awer eng Differenzéierung maachen nom Niveau, zwee an dann dräi. A vun der Neuvième u kann een da wielen: Entweder Gymnasium, wat eise Lycée ass, oder en Équivalent vun eisem Lycée technique, eng Filière.

(Interruption)

Déi Diplomer, déi déi Kanner géife kréien, dat wär à la fois en däitschen an e lëtzebuergeschen. Dat ass eigentlech nom Modell vun de Lycéeë franco-allemands, wou d'Kanner, déi draginn, och ee franséischen an en däitschen Diplom kréien. Hei wär et en däitschen an e Lëtzebuerger Diplom. Et ass also net entweder oder, mä béides géif ee kréien.

Mir huet dat gutt gefall als Modell. Ech kann lech awer all Detailer nach net soen, well mer si jo nach an den Diskussiounen doriwwer. Just fir weiderzefueren hat et mir geschéngt, dass et wichteg wär, dass ech emol den Accord de principe vun der Regierung géif kréien, ob mir kënnen op dee Wee goen. Deen hunn ech kritt am Januar.

An Däitschland leeft déiselwecht Prozedur. Dat heescht, d'saarlännesch Regierung huet de Feu vert ginn. Si sinn elo amgaang ze diskutéiere mam Kreistag Merzig-Wadern, well deen ass Träger, finanziell, vun där Schoul. Do gëtt et e Préjugé favorable, mä déi hunn déi formell Décisiounen nach net geholl, sou dass ech an dësem Stadium eigentlech méi dozou elo net ka soen. Mir denken awer, dass mer séier géife weiderkommen. Mir wëllen dann Aarbechtsgruppen asetzen, déi de Programm méi genee ausschaffen. Wa mer déi Konventioun maachen, gëtt dat natierlech e Gesetz, wat jo hei muss duerch d'Chamber goen. Voilà! Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Nächst Fro, déi vum Här Marcel Glesener, iwwert d'Erhalung vun den Héichiewen zu Esch-Belval. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux de Esch-Beval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, den 28. August 1997 sinn déi lescht Héichiewen op ARBED-Belval stëllgeluecht ginn. Ee Joer virdrun, an zur gläicher Zäit och d'Madame Mutsch, hunn den Här Jean Spautz an ech selwer iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Ufro de Wonsch zum Ausdrock bruecht, fir déi Héichiewen ze erhalen, fir se ze restauréieren, a fir se als Symbol vun enger laangjähreger Geschicht ze klasséieren als Monument historique.

Den 11. Dezember 1996 hunn ech am Numm vun alle Fraktiounen hei am Parlament eng Motioun presentéiert, déi vun alle Fraktiounen ënnerzeechent war, wou d'Regierung och hire Feu vert ginn huet, wou mer de Wonsch zum Ausdrock bruecht hunn, fir déi zwee Héichiewe mat der Anlag ze erhalen, a se och ze restauréieren a se ze klasséieren.

Haut héiere mer opgrond vu bestëmmten Initiativen, och vum Mouvement écologique, a vun enger Rei Leit ëm de Mouvement écologique vun Esch selwer, datt de Fonds Belval am Dezember 2005 een Architekturwettbewerb ausgeschriwwen huet, mä en attendant awer elo schonn amgaangen ass eng ganz Rei wesentlech Deeler vun der Héichuewenanlag ofzeräissen, sou datt een net méi weess, wou et elo hiféiert, an och ob effektiv nach Substanzielles vun deenen Héichiewe kann erhale bleiwen, wat wichteg ass awer och fir den Nokommen eppes ze weisen hei iwwer eng Period vun industriellen Aarbechten, déi sech virun allem am Süden ofgespillt hunn.

D'Fro stellt sech vun engem Moratoire. Ass dat noutwendeg oder net? Ech weess et net. Nach ee Moratoire bedeit vläicht, datt de Verfall nach ëmmer méi wäit fortschreit. Menger Meenung no ass schonn ze laang gewaart ginn, bis effektiv ugefaang ass ginn, déi Héichuewen an déi Anlag ronderëm ze erhalen. Ech wéisst also gär vun der Regierung, wéi dee jëtzege Stand ass, a wat beabsichtegt gëtt, fir dee Site historique op ARBED-Belval ze halen. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. D'Wuert huet elo den Här Kulturminister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Ech sinn dem Här Glesener dankbar, dass en déi Fro hei gestallt huet, wat mer erlaabt e puer Saachen ze soen, déi ech och muer de Moien zesumme mam Claude Wiseler a mam Octavie Modert dem Mouvement écologique soen, déi e Rendez-vous bei eis gefrot hunn, dee se och direkt kritt hunn. Ech muss just ëmmer mer Froe stellen, dass d'Leit, wa se gär e bëssen diskutéieren e Rendez-vous froen. Dee gi mer och ëmmer direkt, mä fir d'éischt kënnt dann normalerweis eng Pressekonferenz virum Rendez-vous. Mäi Gott, dat ass jo net eise Problem, mä dee vum Mouvement écologique!

Deen Dossier vun den Héichiewen ass ee wichtege fir eist Land, och e wichtege fir den Développement vu Belval. Et ass awer e komplexen. An ech soen och hei, dass et en deieren ass. Et war jo esou, dass mer, an de Marcel Glesener huet den Historique hei gemaach, Debatten haten a geschwat hunn vum éischten Héichuewen.

Mir hunn ëmmer vun engem Héichuewe geschwat: den A. Den C war jo fort, a China. An dunn huet d'ARBED, déi et déi Zäit nach gouf, ier dass et Arcelor war, eis de B geschenkt.

(Interruption)

Jo. Cadeaue sinn heiansdo gutt.

Déi Fro, déi sech gestallt huet, dat ass: Wat maache mer mat deenen Héichiewen A a B, fir déi ze erhalen? Wéi wäit erhale mer se? Wat fir eng Roll kréie se an deem ganzen Développement vu Fonds Belval? Do sinn an Aarbechtsgruppen, wou iwregens och Leit derbäisouzen, déi sech haut zu Wuert mellen, dräi Zeenarioen ausgebaut ginn. Et ass ganz schwiereg lech dat elo hei ze weisen. Den Zeenario A, dat war just eigentlech d'Tierm behalen an dat Meescht ofrappen. Dat do war den Zeenario 1. Den Zeenario 3 war bal alles halen. An duerno gouf et en Zeenario B, op deen ech nach eng Kéier zréckkommen. Et war eng Kompromëssolutioun.

Déi Zeenarien hunn all e Käschtepunkt. Den Zeenario A, dee mir ni geheier war, well et fir mech ëmmer e bësselchen en Disneyland-Zeenario war, dat war natierlech dee bëllegsten. Do hätte mer missen, fir déi Rumpfstrukturen ze erhalen, 12,5 Milliounen Euro investéieren, an dann nach eng Kéier ronn 14 Milliounen op déi nächst 30 Joer investéieren, fir dat ze erhalen. Dat heescht, dat wier e Käschtepunkt op 30 Joer vu 26,5 Millioune ronn.

Am drëtten Zeenario, dee mir dee sympatheschste war - och anere Leit an der Regierung, notamment dem Premier -, do war d'Erhale vun allem 22,3 Milliounen, an de Käschtepunkt vun dem 30-Joer-Konservéieren iwwer 60 Milliounen, dat heescht, mir waren do iwwer 82 Milliounen.

D'Regierung huet sech no laangen Diskussioune fir den Zeenario B entschloss. Den Zeenario B, dee seet: Vum Héichuewen A erhale mer esou vill wéi méiglech, fir dass een nach weess, wat en Héichuewe war, a vum B erhale mer just d'Silhouette. Dee Käschtepunkt beleeft sech op 14,7 Milliounen, fir dat elo hierzestellen, a fir et während 30 Joer ze erhalen, op 32,7 Milliounen. Ech hunn ëmmer no uewen opgeronnt. Also 47,3 Milliounen Euro, dat war de Käschtepunkt 2. Deen ass also vum Konzept an och vum Käschtepunkt hier tëschent deenen zwee.

Zu deem sti mer, dat ass eng Décisioun, déi gefall ass am Regierungsrot den 18. Februar. Ech kann lech se och eng Kéier virliesen: «Ce scénario vise à documenter le fonctionnement d'un des deux hauts-fourneaux, qui serait dès lors conservé avec ses éléments significatifs pour montrer l'activité sidérurgique, et à conserver des éléments de silhouette du deuxième haut-fourneau.

Il tire profit de l'état de conservation du haut-fourneau A, qui n'a jamais été remis en service depuis sa dernière campagne de réfection en 1990. Les éléments principaux appartenant aux installations du haut-fourneau A seront maintenus ainsi que les conduites de grand diamètre qui permettront de comprendre les relations fonctionnelles entre les éléments. Les équipements annexes appartenant au haut-fourneau, tels les bâtiments électriques et les salles des machines, les aéro-réfrigérants et les bassins de granulation, seront déposés, les éléments appartenant aux installations du haut-fourneau B seront conservés à un degré comparable à celui mis en œuvre dans le scénario 1. Il engendra des dépenses d'investissement...», wat ech lech alles gesot hunn. Doropshin ass de Fonds Belval amgaang gewiescht, dat ëmzesetzen, an et sinn dunn nach Bedenke komm vun eise Servicë vum Sites et Monuments.

Ech sinn du selwer am Oktober...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, dann halen ech op! Gutt!

M. le Président.- Jo, ech hunn net gesot, Dir misst direkt ophalen. Ech hu gesot, Dir musst elo esou lues zum Schluss kommen,...

(Hilarité)

...well Der elo bei véier, bal fënnef Minutte sidd!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Also, ech sinn dunn am Oktober sur place gaang an ech hu mer nach e puer Saachen ugekuckt, an ech hunn eigentlech doropshin an eegemächteger Décisioun, ouni d'Regierung ze froen, dee Käschtepunkt nach verdeiert vum Zeenario B,...

Une voix.- Euh, wat erlaabt Dir lech!

Une autre voix.- Geet dat dann nach!

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo! ...andeem ech gesot hunn, dass verschidden Elementer misste konservéiert ginn.

Wann Der nämlech den Diagramm hei kuckt, da gesitt Der - an dat ass den Haaptpunkt vun der Diskussioun gewiescht -, dass et Gasleitunge ronderëm déi zwee Héichiewe gouf, déi deem Ganzen e gewëssenen Aspect ginn.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Déi Gasleitungen hunn ee Problem vu Sécherheet, well do leeft eng Strooss laanscht - eng Strooss iwwregens, déi herno d'Stad Esch muss a Stand halen.

Une voix.- Haalt elo op!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech hunn doropshin d'Servicë vu Sites et Monuments, vum Fonds Belval, vun Agora an d'Stad Esch zesummegeruff, a mir hu versicht e Kompromëss ze fannen, wou mer herno am Endeffekt d'Struktur kënne behale vun deem, wat ronderëm geet, fir dass een dee Carré erëmfënnt, wat bedeit, dass d'Maste stoe bleiwen...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Sou, Här Minister, elo musse mer wierklech zum Schluss kommen!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Okay, dann halen ech op. Merci. Da gitt Der de Rescht iwwert d'Zeitung gewuer.

(Brouhaha général et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Robert Mehlen iwwert d'Ausbezuele vun de Primen an der Landwirtschaft. Här Mehlen!

- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de payement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, mat der Reform vun der europäescher Agrarpolitik huet och de System vun de Primen, déi an der Landwirtschaft bezuelt ginn, fundamental geännert. De Gros vun deene Primë si vun der Produktioun découpléiert ginn, dat am Hibléck op d'Verhandlungen an der WTO, an et ass eigentlech e System vun enger Prime unique agefouert ginn, wat fälschlecherweis als Jeton bezeechent gëtt.

Dat huet natierlech alles e groussen administrativen Opwand mat sech bruecht, deen och dozou gefouert huet, datt déi Dossiere selbstverständlech net zur Zäit fäerdeg waren. Souwäit wéi mer wëssen, huet d'Regierung awer eng Avance bezuelt op deem, wat d'Betriber zegutt hunn, esou datt de Problem net esou urgent ass. Mä trotzdeem, de Rescht steet nach op, an dat crééiert natierlech an de Betriber e Problem vun Trésorerie, och ganz besonnesch virum Hannergrond, datt déi aktuell Auswierkunge vun der Deierecht vun den Energien dozou féiert, datt d'Betriber souwisou finanziell méi schlecht dostinn. Et muss een och wëssen, datt déi Primen insgesamt haut ronn 90% vum Revenu vun eise Bauerebetriber ausmaachen.

Dofir wollt ech den Här Minister froen: Wéi wäit sinn déi Dossiere vun de Betriber ofgeschloss? Wéi wäit sinn hautdësdags d'Primë bezuelt? Ass domat ze rechnen, datt de Rescht ausbezuelt gëtt, a wéi huet d'Regierung wëlles an Zukunft d'Ausbezuele vun deene Primen do virzehuelen?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Här Mehlen ass agaangen op de Payement unique. Dir wësst, datt mer hei zu Lëtzebuerg no laangen Diskussioune mam Secteur de System gewielt hunn, fir déi direkt Bäihëllefe komplett ze entkoppele vun der Produktioun. Dat ass, wéi gesot, no laangen Diskussioune mat dem Secteur gemaach ginn. Mir hunn do e System gewielt, deen op d'Lëtzebuerger Landwirtschaft ofgestëmmt ass.

Mir hunn an engem Reglement vum 8. Abrëll 2005 d'Dispositioune festgehalen a mir hunn och festgehalen, datt ee soll der Entwécklung no 2002 Rechnung droen. Dat heescht, déi Betriber, déi vergréissert hunn, déi investéiert hunn, déi kënnen eng Modifikatioun vun hirem historesche Referenzbetrag ufroen.

Mir hunn eng éischt Kommunikatioun iwwert den historesche Referenzbetrag, deen déi eenzel Baueren no dem gewielte System zegutt haten, matgedeelt. Ufank Mee hu mer dat gemaach. Mir hu 658 Baueren, déi duerno opgrond vun deene Bestëmmunge gefrot hunn, datt hire Referenzbetrag, dee se matgedeelt kritt hunn, soll modifizéiert ginn, well se wéi gesot entweder investéiert oder de Betrib vergréissert haten.

Vun deene 658 Demanden, déi am Fong 1.264 Cas-de-figuren ëmfaasst hunn, hu mer der elo 640 traitéiert. Dat heescht, et bleiwen der nach ganz wéineg ze behandelen, an Enn vun dësem Mount wäerten déi reschtlech Fäll traitéiert sinn, esou datt dann ufanks Mäerz déi genee Referenzbeträg kënnen de Leit matgedeelt ginn.

Mir hunn och an engem Reglement vum 24. November 2005 festgehalen, datt jonk Baueren, déi sech installéieren, och en zousätzleche Montant kënne kréie vun 3.030 Euro, entweder ënnert der Form vu Jetonen oder als Augmentatioun

vum Betrag vun hiren eenzelne Jetonen. Och do hu mer Demanden erakritt. Déi wäerten an den nächste Wochen dann och gesot kréien, wéi vill a wat fir eng Leit déi 3.030 Euro kréien an ënner wat fir enger Form se se kréien.

Esou datt mer am Fong Ufank Mäerz wäerten de Bauere kënne soen, wat hire Referenzbetrag ass. Normalerweis mussen déi Montanten ausbezuelt ginn tëschent dem 1. Dezember an dem 30. Juni, dat wäert also an deenen nächste Joren de Fall sinn.

D'lescht Joer hate mer gefrot a laang intervenéiert bei der Kommissioun, datt se sollten d'Méiglechkeet ginn, fir datt een dat éischt Joer, wou e gewëssenen Délai a Retard do ass, fir déi ganz Berechnungen ze maachen, kënnt Avancë bezuelen. Mir hunn och dunn eng Autorisatioun kritt, fir 80% Avancë kënnen ze bezuelen. Am Dezember vum leschte Joer hunn ech Virementë gemaach vu 24.385.769,04 Euro. Dat heescht, dat ass eng Avance vun 80% op déi provisoresch Berechnung gewiescht. Et bleiwen also nach 20% auszebezuelen, niewent deene Modifikatiounen, déi elo fir déi eenzel Leit gemaach ginn an déi ronn 224 Milliioune wäerten ausmaachen. Am Total wäerten d'Baueren also eng direkt Bäihëllef kréie vun 32,4 Milliounen Euro.

Dat ass och e Resultat, wat erreecht ginn ass no laangen Diskussioune mat der Kommissioun an no gudde Verhandlungen, déi mer mat der Kommissioun bei der Reform vun 2003 gefouert hunn. Dat sinn also am Fong déi Montanten, déi hei am Spill sinn.

An ech denke schonn, datt deen neie System dierft dozou bäidroen, datt d'Landwirtschaft och an Zukunft kann op zolitte Féiss stoen, datt déi Baueren, déi hire Betrib gutt féieren, och kënne relativ positiv an d'Zukunft kucken. Mir wäerten am Kader vun deem neien Agrargesetz och dozou bäidroen, datt e gudde Kader gesat gëtt, fir hei zu Lëtzebuerg eng performant a kompetitiv Landwirtschaft ze bedreiwen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro, iwwert d'Schutzmoossnamen am Fall vun enger Méningite-Erkrankung an de Schoulen, kënnt vun der Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol!

- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Optriede vun engem Fall vu Méningite suergt ëmmer, an ech mengen och zurecht, fir Opreegung an Onrou bei deene Leit, déi eventuell a Kontakt ware mat deem Betraffenen. A regelméissegen Ofstänn kënnt et awer leider och hei bei eis am Land zum Optriede vun esou enger traureger Nouvelle, datt eben erëm déi eng oder aner Persoun un dëser Krankheet sech ugestach huet, esou wéi dat eben am Moment de Fall ass am Neie Lycée.

Dem Zeitungsartikel vun de Moien no ass awer an dësem Fall exemplaresch reagéiert ginn. Dofir dann och an deem Zesummenhang meng Fro un de Minister, wat dann iwwerhaapt virgesinn ass beim Optriede vun engem Fall vu Méningite, sief et an enger Schoul, wéi et elo ass, sief et vläicht muer an engem Betrib. Dann och: Gëtt et eng Lëscht vu Symptomer, déi de Leit eventuell géing hëllefen, fir, wann e Verdacht op Méningite ass, deen éischter ze identifizéieren? A wann esou e Verdacht sech bestätegt, gëtt et dann e geneeën Noutfallplang a wëssen d'Leit wien se kontaktéiere mussen? A wat genee ass vläicht am Résumé d'Prozedur heivun?

Zu gudder Lescht géing mech och nach interesséieren, ob an deem Beräich nach weider Mesurë virgesi sinn, zum Beispill eng regelméisseg Sensibilisatioun vun der Bevölkerung, fir datt ebe rechtzäiteg agegraff gëtt, wann emol eng Kéier esou e Fall och an engem senge familiären Ëmfeld géing optrieden.

Merci elo scho fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv esou, wéi d'Madame Dall'Agnol gesot huet, dass d'Zesummenaarbecht exemplaresch geklappt huet an deem heite Fall vu Méningite am Neie Lycée, grad ewéi déi Zesummenaarbecht exzellent geklappt huet 14 Deeg virdrun, wéi mer en ähnleche Fall am Lycée Robert Schuman haten.

Zwee Fäll also an dësem Joer, wat an där Kondensatioun vläicht e bëssen aussergewéinlech ass, awer net an der Zuel, well regelméisseg hei zu Lëtzebuerg isoléiert Fäll vu Méningite optrieden. An deene leschte Jore waren et der regelméisseg zwee bis dräi, mat enger Exceptioun um Enn vun den 90er Joren, wou mer eng Kéier eng Konzentratioun vun aacht Fäll beieneen haten am Süde vum Land a wou eng systematesch Impfaktioun stattfonnt huet, deemools gratis Impfunge vun de klenge Kanner bis zu de Jugendlechen erop bis 19 Joer.

An dësem Fall, dee mer iwwert de Weekend haten, hunn déi Rieder exzellent anenee gegraff: vun der Diagnos duerch de Generalist bis bei den Avertissement vum 112, wou déi giel Ambulanz, d'Ambulanz, déi fir infektiös Krankheeten do ass, ageschalt ginn ass mam Samu; d'Prise en charge am Spidol an den Avertissement, deen direkt bei déi zoustänneg Instanze gaang ass: bei d'Inspection sanitaire, bei d'schoulmedezinesch Servicer, bei de Lycée selwer a bei déi zwee Ministeren. D'Madame Delvaux an ech sinn e Samschden nach kontaktéiert ginn. Mir waren iwwert de ganze Weekend am Kontakt mat de Servicer an hu regelméisseg Bericht erstatt kritt.

Ech hu gesot, dass deen heite Fall ënner erschwéierte Verhältnisser stattfonnt huet, well et iwwert de Weekend geschitt ass an Équipen hu missen zesummegetrommelt ginn, mä och dat huet exemplaresch geklappt. D'Schouldirektioun zesumme mat deenen zoustännegen Instanzen aus der Santé hu sämtlech Kanner ugeruff, déi konnten a Kontakt gewiescht si mat deem Jong, deen infizéiert war, an hunn hinnen iwwert de Weekend respektiv bis e Méinden déi Prophylax ginn, déi an esou engem Fall noutwendeg ass, dat heescht eng Dosis staarken Antibiotique, deen déi Bakterien ofdéit, déi dann net méi infektiös wierke kënnen.

Wéi gesot, mir sinn hei a Presenz vun enger bakterieller Méningite, wou et extrem wichteg ass fir déi Betraffen an déi, déi mat hinnen a Kontakt waren, dass et eng Fréierkennung gëtt. D'Madame Dall'Agnol huet mech gefrot, wéi d'Symptomer sinn a wéi ee sech soll verhalen, wann een esou Symptomer gesäit.

Also, am Ufank sinn et ähnlech Symptomer wéi bei der Gripp, mat engem ganz spezifesche Mierkmal, dat ass e steift Genéck. An enger méi avancéierter Phas komme Pinktelcher op d'Haut, déi sech no an no blo verfierwen. Da gëtt et allerdéngs schonn héich Zäit, fir ze reagéieren! Wéi gesot, am Zweifelsfall bei den Hausdokter. Den Hausdokter, wann de berechtegte Verdacht do ass, mellt sech direkt iwwert den 112 bei de Servicer an da ginn déi zoustänneg Instanzen ageschalt a si reagéieren esou séier wéi méiglech.

Ech wollt soen, dass dat hei also een isoléierte Fall ass, dass duerch déi gutt Reaktioun deen isoléierte Fall am Gréff ass. Dee jonke Mënsch ass um Wee vun der Besserung, hien ass net méi a Liewensgefor, esou dass also eng berechtegt Hoffnung...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- ...besteet, dass et dobäi bleift an dass mer alles am Gréff hunn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Upassung vum Loyer beim Fonds du Logement.

- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi lescht Zäit konnt ee jo an der Press liesen, dass eng grouss Zuel vu Locatairë vum Fonds du Logement Problemer haten, wat d'Fixatioun an d'Adaptatioun vun de Loyeren ugeet. Den Här Fischbach, dee jo eise Médiateur ass, huet selwer eng Reform vum System, deen et haut jo gëtt fir d'Loyeren ze rechnen, préconiséiert.

An dësem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister d'Froe stellen, ob den Här Minister mam Här Médiateur schonn zesummekomm ass a mat him iwwert déi Situatioun diskutéiert huet, notamment fir d'Loyere vun alle Locatairen am Ufank vum Joer ze fixéieren. An dann de Kritär vun der Applikatioun vum Loyer, dee jo reduzéiert soll gi fir eeler Leit a fir handicapéiert Leit, ob den Här Minister mer ka soe wéi vill Leit vun deene Mesurë profitéieren an och ob den Här Minister op deeselwechte Wee wëllt goe wéi den Här Médiateur, dat heescht fir dës Kritären ze wiesselen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Wunnengsbauminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Ombudsmann Marc Fischbach huet mer am Januar eng Recommandatioun geschéckt iwwert d'Adaptatioun vum Reglement vum 16. November 1998, wat d'Festleeung vun de Loyere betrëfft a sou genannte subventionéierte Wunnengen.

Hien huet déi nämlecht Recommandatioun awer och der Chamber geschéckt, fir datt se an der Kommissioun vun de Petitiounen an an der Logementskommissioun soll duerchdiskutéiert ginn. Den Här President vun der Logementskommissioun, den Norbert Haupert, huet mer och gesot, datt hie géif ganz kuerzfristeg eng Sitzung aberuffen, wou ech dann och gäre bereet sinn dohinner ze kommen, fir iwwert déi Recommandatiounen vum Médiateur ze diskutéieren.

Ech wëll och soen, datt dat net déi éischte Kéier ass, datt iwwert dëst Reglement geschwat gëtt. Am Juli vum leschte Joer huet d'Logementskommissioun schonn des Längeren an des Breeden doriwwer diskutéiert. An ech muss soen, datt ech deemools net d'Impressioun hat, datt se fundamental Bedenken iwwert d'Philosophie an d'Ausriichtung vun deem Reglement do ausgedréckt hunn.

Deen Dossier vum Médiateur ass relativ voluminéis. Dat sinn iwwer 14 Säiten. Dat muss een also genee analyséieren, examinéieren, well do eng ganz Rei vu Rechebeispiller dra sinn, eng ganz Rei vu Problemer opgeworf ginn, déi eng seriö Analys verlaangen. Mir sinn amgaangen dës Analys ze maachen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt dat Gesetz vum 20. Abrëll 1998 an och dat Reglement hei op Initiativ am Fong vum leider verstuerwenen Deputéierte Willy Bourg komm ass, deen am Numm vun der Stad Lëtzebuerg drop higewisen huet, datt grouss Problemer wären an de soziale Wunnengen, well Leit mat héijen Akommessen géifen an deene soziale Wunnenge bleiwen, an déi géifen net fräi gi fir aner Leit, déi se néideg hätten, déi e klengt Akommes hätten.

Opgrond vun deem hu mer eis Philosophie och bestätegt, datt ee soll mat steigendem Akommes och méi en héije Loyer bezuelen, fir datt een automatesch, wann een en héicht Akommes hätt, géif vum selwen aus där Wunneng erausgoen a se fräi maache fir Stéit mat engem méi klengen Akommes. Dat ass d'Philosophie, an ech mengen, déi solle mer op kee Fall opginn.

Dat huet eis nämlech eriwwregt, datt mer hei grouss Diskussiounen a Problemer haten iwwert d'Besetzung vu soziale Wunnengen duerch Leit, déi net dohinner gehéieren, wéi dat am Ausland oft de Fall ass, wat zu grousse Streidereie gefouert huet. Also ech géif mengen, dee Prinzip solle mer net opginn, datt een no der Kompositioun vum Ménage an nom Akommes vum Ménage de Loyer fixéiert.

Elo kann ee bei engem Reglement, wat méi wéi siwe Joer al ass, iwwer eenzel Modalitéiten diskutéieren. Ech si gäre bereet, fir dat ze maachen. Wéi gesot, mir wäerten elo eng Analys an détailléiert Äntwert zu de Recommandatioune vun dem Médiateur maachen. Wat elo eenzel Froen ubelaangt, fir um Ufank vum Joer dee Loyer festzeleeën, doriwwer kann een diskutéieren. Mä wou een net kann dervun ewechgoen, menger Meenung no, ass all Joer de Loyer nei ze fixéieren, no der Kompositioun an dem Akommes vum Ménage.

Zweete Problem, deen opgeworf ginn ass, fir déi eeler Leit an déi Handicapéiert, déi jo eng Reduktioun vum Loyer kréien: Do froen ech mech, ob et awer richteg ass, datt wann ee 65 Joer ass, datt een automatesch deen Dag eng Reduktioun vum Loyer kritt, obscho seng Wunneng net ännert, d'Kompositioun vum Ménage net ännert an och säin Akommes net ännert! Ech froe mech, ob dat wierklech eng Solutioun ass, déi onbedéngt zréckzebehalen ass. Doriwwer kann een diskutéieren. Ech hoffen, datt mer dat an der Logementskommissioun maachen, an da wäerte mer kucken, fir do an där Richtung zu Solutiounen ze kommen, déi akzeptabel a raisonnabel sinn.

Dir hutt gefrot, wéi vill Leit vun där Formel fir eeler Leit an Handicapéierter géife profitéieren. Dat sinn 178 Locatairen, déi vun där Formel profitéieren, op ee Gesamt vun 1.363 Dossieren, fir dat nach eng Kéier ze soen. Dat ass awer nëmme Fonds de Logement. Ech mengen, d'Gemengen hu jo och esou Leit. Ech weess net, wéi vill dat der do sinn. Dat misst Dir vläicht besser wësse wéi ech. An 140 vun deenen 178 sinn der, wat den Alter ubelaangt, an 38, wat den Handicap ubelaangt. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro, déi vum honorabelen Här Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites.

- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech wollt nofroen, wou de Règlement grand-ducal, de Règlement type sur les bâtisses wier. Dat ass nach e wichtege Règlement grand-ducal, deen nach feelt, fir d'kommunaalt Aménagementsgesetz vun 2004, wat jo schonn d'lescht Joer ofgeännert ginn ass, ëmzesetzen. Gëtt et konkret Ursaachen, Schwieregkeeten, fir dee Reglement auszeschaffen? Wa jo, wat sinn déi Schwieregkeeten? A wéini kënne mer dermat rechnen, dass dee Règlement grand-ducal do ass? Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Kuerz a prezis war dat. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Fro vum Här Gira ze beäntwerten, mengen ech, muss ee kuerz zréckkucken, wat d'Geschicht ass, oder d'Vergaangenheet ass vun dësem Règlement grand-ducal. Mir haten an enger éischter Versioun ee Règlement grand-ducal gemaach fir d'ganzt Land, wou déi Aspekter vu Salubritéit a Sécuritéit, déi besonnesch an dësem Règlement grand-ducal an der Versioun vun deem neie Gesetz an an der Philosophie an am Geescht vun deem neie Gesetz, do sollte fir d'ganzt Land organiséiert ginn.

Do war de Statsrot dergéint, fir esou eppes ze maachen. Hie sot, dës Aspekter, dat wär Autonomie communale, dat wär also en Domän vun de Gemengen. Mir wëllen dat dann och respektéieren. Dunn hu mer en zweete Règlement grand-ducal gemaach, dee sech mat der Struktur beschäftegt vun dësem Règlement type.

Wat ass do geschitt? Ma do ass Folgendes geschitt: Mir hunn och en Avis kritt op dee Règlement grand-ducal, wou vill Froen opgeworf si ginn. Mer hunn duerno och nach am Avis vum Statsrot, bei deem geännerte Gesetz vun 2004, dee mer d'lescht Joer kritt hunn, geschriwwe kritt, mer sollen dee Règlement grand-ducal einfach ofschafen.

Mir sollen en ofschafen, an da solle mer de Gemenge soen, si sollen iwwert den Artikel 39, wou drasteet, wéi se sech kënnen an deem Beräich organiséieren, si sollen dat also fräi a selwer maachen, dass d'Autonomie communale also soll respektéiert ginn. Mir wëllen eis och deem Wonsch da vum Statsrot fügen, géif ech soen. Dat heescht, mer mengen, dass dat dee richtege Wee ass, esou dass een elo muss dervun ausgoen, dass an Zukunft den Artikel 40 vum Gesetz, dee Referenz mécht op dëse Règlement grand-ducal, ofgeschaaft gëtt. D'Gemenge kënnen da selwer hire Règlement des bâtisses maachen.

Wann de Wonsch heibannen ass, oder bei de Gemengen ass, loosse mer soen, fir do eng Linn ze kréien duerch d'ganzt Land, si mer ganz gär d'accord op Wonsch vun de Gemengen dann eis mam Syvicol un den Dësch ze sëtzen, an esou e Règlement type mat hinnen infor-

mell zesummenzesetzen. Da mengen ech, da géife mer eng Linn am ganze Land kréien iwwert d'Aspekter vu Salubritéit a Sécuritéit, déi an dësem Règlement type solle verankert ginn. Ech mengen, da wäre mer an der Logik vun der Autonomie communale.

Doriwwer eraus géifen d'Gemengen dann och Geld spueren. Well wa mer esou e Règlement type géife maachen, deen all Gemeng misst maachen, da géifen 116 Büroen am Land esou e Reglement opsetzen. Et wier ëmmer deeselwechten, well et mécht jo Intérêt deeselwechte Reglement am ganze Land ze hunn.

Also nach eng Kéier ofschléissend, wann de Syvicol mengt, mer sollte fir d'Gemengen eng Gesamtlinn kréien, da si mir gären als Ministère an dann als Commission d'aménagement - wien deen Uspriechpartner och ass - d'accord eis mat lech un den Dësch ze setzen an informell esou e Reglement auszeschaffen. Awer aus dem Gesetz selwer wollte mer en eraushuelen, wéinst deenen Awänn, déi de Statsrot eis ginn huet, betreffend d'Autonomie communale. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Mehlen iwwert d'Flossbett vun der Sauer. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Häre, bei de leschte groussen Iwwerschwemmungen hei am Land war besonnesch den Dall vun der Sauer a Matleedeschaft gezu ginn. Ganz besonnesch d'Uertschaft Steenem stoung deemools an engem Mooss ënner Waasser, wéi dat am Fong geholl ni virdrun de Fall war.

Eng vun den Ursaachen ass, datt an deem Beräich vun däitscher Säit hir d'Prüm an d'Sauerbett erakënnt, an datt dat am Laf vun der Zäit zu villen Oflagerunge gefouert huet, allerdéngs och bedéngt duerch d'Stauwier zu Rouspert. Esou datt eng Initiativ entstanen ass, déi verlaangt huet, datt nodeem, datt sou laang sech do ëmmer nëmmen Erdmassen ofgelagert hunn, wat zu enger terribeler Verflaachung a Verengung vum Sauerbett gefouert huet, an doduerch iergendwou zu engem Réckstau féiert, wann et dann zu Iwwerschwemmunge kënnt, datt endlech dat Bett erëm eng Kéier misst a säin ursprünglechen Zoustand zréckversat ginn.

Et huet eng Partie Gespréicher ginn tëscht där Initiativ an och der Regierung. Et ass menges Wëssens och eng Etüd gemaach ginn am Optrag vun där Initiativ, déi erginn huet, datt effektiv, wann een dat géif maachen, d'Gefor vun der Iwwerschwemmung géing erofgesat ginn. Mä et gesäit een, datt sech awer an der Praxis näischt beweegt. Iergendwéi, mir sinn eis alleguer doriwwer mengen ech am Kloren, iergend erëm eng Kéier wäerte mer an därselwechter Situatioun sinn, wann näischt geschitt. Duerfir ass meng Fro: Wéi stellt d'Regierung sech prinzipiell an deem Problem? A wou ass deen Dossier de Moment drun?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou, dass, wéi Dir sot, an der Uertschaft Steenem e Projet vun der Gemeng Rouspert leeft, fir d'Uertschaft an Zukunft besser ze schütze géint Héichwaasser. Dat ass richteg. Dëse Projet gëtt begleet vun eiser Wasserwirtschaftsverwaltung.

Hei geet et also net drëm, fir dat Héichwaasser duerch baulech Moossnamen ze bekämpfen, wéi zum Beispill uewe bei Dikrech an de Gemengen do ronderëm, andeem ee Maueren oder Schutzdämm baut, mä et geet och net drëm am Fong geholl, fir d'Sauer auszebaggeren. Mä fir déi richteg Terminologie ze nennen: Et geet drëm, fir naturnoen Héichwaasserschutz ze kréien. Naturnoen Héichwaasserschutz, esou dass mer eng - dat ass och eng Terminologie - héichwaassergerecht Uferlandschaft schafen. Dat ass dat, wat hei soll geschéien.

An der Uertschaft Steenem gëtt dat natierlecht Waasserbett méi breet, mä et muss eng adaptéiert Vegetatioun kommen. An déi Problematik muss dann esou cadréiert ginn, dass all déi Oplagen, déi mer hei hunn, respektéiert ginn, dass mer also keen Héichwaasser méi kréien, dass mer keng Iwwerschwemmung méi kréien am Sënn, dass Schied entstinn. Mir hunn awer hei de Problem, dass en Habitatgebitt do ass, an dat Habitatgebitt, wat do ass, dat mécht d'Saach net méi einfach an dofir brauche mer den Accord vum Ëmweltminister, fir dësen Dossier ze clôturéieren.

Déi Impaktstudie, déi Dir virdrun an Ärer Fro ugeschwat hutt, ass effektiv vun engem spezialiséierte Büro gemaach ginn. D'Resultat läit vir. Si ass vum Innenminister bezuelt ginn. An do musse mir elo mam Ëmweltminister schwätzen, wéi mer hei erauskommen.

Mir hate schonn eng Réunioun dëser Deeg, de leschten Donneschden, mat der Gemengeresponsabel vu Rouspert - well den Här Bonblet, de leider verstuerwene Buergermeeschter vu Rouspert, hat déi nach ugefrot virun e puer Wochen. De leschten Donneschden hate mer also eng Réunioun, wou mer iwwert déi ganz Problematik geschwat hunn, an do si mer eis eens ginn, dass mer eis elo mat der Gemeng géifen un en Dësch setzen, well d'Gemeng ass den Initiator, fir hei erauszekommen.

Mir wëssen och, dass déi däitsch Gemengen, déi en face sinn, d'Gemeng Minden an d'Gemeng Ralingen, mat de Plång vun der Gemeng Rouspert d'accord sinn. Mir mussen eis also elo zesumme mam Ëmweltminister un een Dësch setzen an en Accord kréien. Mir hoffen, dass dat elo schnellstens geet, esou dass mer dann, wéi Dir sot, séier weiderkommen an deen Dossier clôturéiere kënnen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Laut Reglement wäre mer elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm, et bleift eis awer nach eng Fro. Ech denken, dass d'Chamber domat d'accord ass, dass mer dem honorabelen Här Gibéryen d'Geleeënheet ginn, fir seng Fro iwwert d'Finanzsituatioun vum Fonds communal de dotation financière virzedroen an dann och d'Äntwert vum Minister dozou ze héieren. Här Gibéryen!

- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. An der Press konnte mer haut liesen, datt de Syvicol gëschter eng Pressekonferenz hat, wou hien Alarm geschloen huet, wat d'Entwécklung vun de Gemengefinanzen ubelaangt, méi spezifesch, wat de Fonds communal de dotation financière ubelaangt fir d'Joer 2005. Laut dem Syvicol kriten d'Gemengen elo, au contraire zu deem, wat an der Circulaire am November stoung, wat si an de Budget 2006 oder an de Rectifié 2005 sollten asetzen, 9,1% manner u Recetten op deem engen Artikel, deen am Prinzip een Drëttel vun de Gemengerecetten ausmécht.

Ech hat bei de Budgetsdebatte fir 2005 am Dezember 2004 hei gesot, datt ech der Iwwerzeegung wier, datt déi Artikelen, déi an de Budgeten ageschriwwe wieren, ze héich wieren an datt ech géif fäerten, datt d'Gemenge géifen irgeleet ginn. Datselwecht hunn ech och elo am Dezember 2005 gesot, wat de Budget 2006 ubelaangt, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt déi Kreditter, déi fir d'Gemengen ageschriwwe goufen, net nëmme wat d'Dotatioun, mä och wat den Impôt commercial ass, ze héich wären. Ech hunn och gesot, datt an der Finanzkommissioun d'Steierverwaltung eis gesot hat, datt d'Kierperschaftssteier vun 2006 op 2007 ëm 30% kéint zréckgoen, wat da parallell och den Impôt commercial géif ugoen. Ech hunn dofir deemools scho gefrot, ob et net awer méi virsiichteg vun der Regierung wier, fir d'Gemengen deementspriechend ze informéieren.

Dofir meng Froen un den Här Innenminister:

1) Confirméiert den Här Innenminister déi Chifferen, déi gëschter op der Generalversammlung vum Syvicol avancéiert gi sinn?

2) Wann dat stëmmt, wéi ass et méiglech, datt d'Gemengen nach am November geschriwwe kruten, si kéinten an hirem Budget e Plus asetzen an elo am Februar, wou d'Budgete praktesch all gestëmmt sinn an och schonn zu engem gudden Deel vum Ministère autoriséiert sinn, ee bei den Dekonten dann awer elo géif feststellen, datt ee manner géif erakréien?

3) Ass de Minister dann och gewëllt, sech kuerzfristeg, wann dat alles géif stëmmen, mat de Gemengen zesummezesetzen, mam Syvicol zesummenzesetzen, fir de Gemengen eventuell en Ausgläich fir dee Verloscht ze bréngen, well am Prinzip sinn dat dote jo scho Suen, déi d'Gemengen ausginn hunn 2005 an déi se elo beim Dekont net kënne kréien.

An da géif ech ofschléissend froen, ob de Minister eis haut scho kéint eppes soen, wat déi Chiffere vun 2006 ubelaangt, ob déi esou kéinten agehale ginn, wéi se am Budget festgeschriwwe gi sinn...

(Coups de cloche de la Présidence)

...oder ob d'Gemengen d'nächst Joer do nach eng Kéier musse mat enger Iwwerraschung rechnen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gibéryen wërft hei verschidde Froen op, déi ech him och gäre beäntwere wëll. Ech muss se in globo beäntweren, well déi éischt Fro, déi hie stellt, ass déi: Confirméiere mir d'Chifferen, déi do gesot gi si vum Syvicol? Do kann ech nëmme soen: Déi Chiffere si richteg, mä et muss een awer nach déi Nuance mat erabréngen, dass wann de Syvicol gesot huet, dass 513.162.062 Frang am Budget stounge vun 2005...

Plusieurs voix.- Euro!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- ...also Euro am Budget stounge vun 2005...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Maacht eis net Angscht.

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Soss wäre mer ganz schlecht drun.

...an elo um Kont nëmme méi 467.318.382 Euro stinn, dann ass dat effektiv e Réckgang vun 8,93%, wann een dat rechent. Mä wat awer elo nei ass a wat de Syvicol gëschter net gesot huet, dat ass, dass den ICC, den Impôt commercial, d'Gewerbesteier, an d'Luucht geet. Do waren am Budget 2005 450 Millioune virgesinn an do hu mer elo 459.414.038 Euro um Kont.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dat si Peanuts.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dat ass eng Augmentatioun vun 9,4 Milliounen Euro, dat si praktesch 400 Milliounen al Lëtzebuerger Frang. Wann dat fir den Här Wagner Peanuts sinn, dann ass dat esou!

(Interruption)

Et muss een awer, wann een dann de Vergläich mécht, kucken: op där enger Säit 45,84 Millioune wéineger, 9,4 Millioune plus, da bleift also effektiv en Defizit vu 36 Milliounen,...

M. Carlo Wagner *(DP).*- Voilà.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- ...wat 3,73% sinn. Ech kann et awer och par rapport zu de Recettë kucke vun dem Kont vun deem Joer virdrun, dann ass et eng Regressioun am Ganze par rapport zum Joer 2004 vun 0,46%, a wann ech de Fonds de dotation communal huelen, dann ass et eng Regressioun vun 1,96%.

Et ass also en neie Moment an deem Sënn, dass d'Einnahmen zréckginn. Et ass awer keen neie Moment an der Geschicht vun de Lëtzebuerger Gemengen, well an de Joren 1991 an 1992 hate mer deeselwechte Phenomeen. Do war et awer dann den Impôt commercial, deen ëm 11,14% zréckgaange war. Dat huet och herno en Total ausgemaach vun 1,81%. An deem Sënn ass et näischt Neies.

Wat nei ass, dat ass, dass mir de Gemengen an de Joren 2001 an 2002 gesot hunn, well do d'Einnahme vum Impôt commercial immens héich waren, se sollen eng Reserv maachen. A wann d'Gemengen dat gemaach hunn - an dat hu se jo och gemaach -, dann hu mer eng Reserv vun 126 Milliounen op déi Zäit berechent, wou haut nach mat deene Récklagen, déi gemaach gi sinn an de leschten zwee Joer, 110 Milliounen dra sinn. Déi Gemenge kënnen also elo ganz kloer aus där Reserv prélevéieren. Si kënnen do déi 45 Milliounen eraushuelen an da bleiwen nach ëmmer 65 Milliounen an där Reserv, esou dass awer, wann een dat global kuckt, d'Situation financière vun de Gemenge stabel bleift.

D'Gemenge kënnen also hir Dépensen, déi se alleguerten amgaange sinn ze maachen, nach assuréieren. Déi Moins-valuen, déi se hei kréien, kënne se kompenséieren iwwert dëse Phenomeen oder iwwert dës Aart a Weis, fir dann déi Gelder ze hunn.

Ofschléissend wollt ech soen - dat hutt Dir jo och ugeschwat, Här Gibéryen -, mir hunn de 26. Oktober de Gemenge geschriwwen, ech liese vir:...

(Coups de cloche de la Présidence)

...«Pour ce qui est des recettes du Fonds communal de dotation financière», dass dee 513 Milliounen Euro héich wär an dass deen «ne pourrait pas être atteint en réalité». A mir hu gären op eng virsiichteg Aart a Weis geschriwwen an hu gesot, et ass kloer, mir wëssen net genau, wéi et ausgesäit. Ech soen lech och, firwat dass dee Phenomeen komm ass, well «l'approche communale en matière budgétaire pour 2005 et 2006 devra donc rester prudente dans la logique d'une politique budgétaire responsable». Dat heescht also, mir hunn dat hei gesi kommen.

Firwat ass et méi e grousst Lach ginn, wéi déi Jore virdrun? Dat ass doduerch...

M. Henri Grethen *(DP).*- ...Generalsekretär vum Syvicol...

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här Grethen, dat ass doduerch, well mer an de leschte Méint - an dat konnt een net virausgesinn -, am Dezember nach, hu misse Remboursementer maache vun TVA an doduerch ass dann déi Recette esou zréckgaangen.

(Interruption)

Dëse Phenomeen, wann een déi lescht Jore kuckt, vun 2001 un d'Recettë vun der TVA, da gesäit een, dann hate mer 2001 ofgeronnt 1,36 Milliarden, 2002: 1,44, 2003: 1,60, 2004: 1,78, 2005 hate mer der 1,99 ageschriwwen, mä do ass jo elo dee Problem geschitt, dass mer eben op 1,38 zréckginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...mä mer kënne sécher sinn, déi Phenomeener kommen net all Joer, wou punktuell um Enn vum Joer esou Remboursementer musse getätegt ginn, esou dass dee Phenomeen hei och an eisen Aen éischter unique an exceptionnel ass fir dëst Joer, esou dass een dovunner aus ka goen, dass an Zukunft d'Recettë vun de Gemenge weider wäerten an d'Luucht goen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Froestonn un d'Regierung ofgeschloss. Mir kommen direkt zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung, dat ass d'Fro vum Här Fernand Diederich betreffend d'Iwwerverschëldung. Den Här Diederich huet fënnef Minutten Zäit fir seng Fro ze stellen an eventuell eng Zousazfro.

4. Question avec débat N°5 de M. Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, den 30. November d'lescht Joer ass vun der Madame Ministesch op enger Pressekonferenz eng nei Preventiounscampagne géint d'Iwwerschëldung virgestallt ginn, wou ënner anerem gesot ginn ass, datt déi zwee Servicer fir Informatioun a Berodung, déi sech mat deene Problemer befaassen, ongefeier 450 Demanden, wou ëm Hëllef gefrot gëtt, pro Joer traitéieren. Vun den Antragsteller sinn der 20% am Chômage oder bezéien den RMG, 60% hu Kanner zu Laaschten a 50% dovunner si Lëtzebuerger.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Vu datt d'Gesetz vum 8. Dezember 2000 am Artikel 31 virgesäit, datt d'Regierung an engem Délai vu fënnef Joer der Chamber e Rapport iwwer seng Applicatioun soll virleeën, wéilt ech vun der Madame Ministesch wëssen, ob déi Chifferen, déi bei der Campagne publizéiert gi sinn, op dësem Rapport berouen, an, wann dat esou ass, wéini d'Madame Ministesch der Chamber dëse Rapport wäert virstellen.

Ausserdeem wier et interessant ze wëssen, wat d'Konklusiounen, déi de Rapport aus der fënnefjähreger Applicatioun vum Gesetz zitt, sinn, an ob virgesinn ass, aner Moyenen niewent där lancéierter Preven-

tiounscampagne anzesetzen, fir dëse Fléau ze bekämpfen?

D'Madame Ministesch kënnt eis och vläicht soen, wat niewent deenen zwou Affichen an der zweeter an drëtter Phas ze verstoen ass, wou méi am Fong bestëmmt, spezifesch Elementer vun der Konsommatioun a Presseartikele sollen thematiséiert ginn a wou versicht soll ginn, duerch d'Organisatioun vu verschiddene Manifestatioune méi direkt un de Public erunzekommen.

Merci.

M. le Président.- D'Regierung huet elo d'Wuert. D'Madame Familljeministesch.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den honorabelen Här Diederich huet mech gefrot, ob déi Zuele géinge stëmmen, déi an där Pressekonferenz genannt si ginn. Dat sinn déi Zuelen, déi an deene leschte Jore vun deenen zwee Servicer ermëttelt goufen an déi och an den Ofschlossrapport selbstverständlech drakommen. Dir konnt se och noliesen am jährleche Rapport vum Familljeministère, wou Der gesitt, datt an engem Total vum Januar 2001 - an dofir hu mer misse waarde bis den Ofschloss vun 2005, ier mer konnten déi definitiv Chifferen do kréien - 2.159 Demandë gemaach goufen, déi dozou gefouert hunn, datt 1.306 Dossieren opgemaach goufen, an datt mer elo Enn Mäerz/Ufank Abrëll wäerten dee Rapport hei der Chamber zur Verfügung stellen.

De Service vun Interaktioun huet 881 Demandë kritt a 425 Dossieren opgemaach; dee schafft haaptsächlech am Süde vum Land. An de Service vun der Ligue médico-sociale, deen 1.278 Demandë kritt an 881 Dossieren opgemaach huet, ass haaptsächlech täteg am Zentrum vum Land an am Norden.

Elo kann ee sech froen: Firwat sinn an enger Partie vun deene Fäll do keng Dossieren opgemaach ginn? Dat ass entweder, well d'Leit nëmmen dohinner e Renseignement sichen oder e Conseil froe komm sinn, oder awer gemengt hunn, si wieren an enger Situatioun vu Surendettement, wat sech awer duerno net erausgestallt huet, oder awer d'Leit no där éischter Kéier net méi zréckkomm sinn.

Wat déi Campagne ubelaangt: Heiansdo freet ee sech jo, wat bei esou Campagnen erauskënnt a wéi vill datt dat bréngt. Ech weess net, ob et déi onerwaarte Publicitéit war, déi déi Campagne op eemol kritt huet, datt se esou vill Erfolleg hat, mä mir hunn eng Kéier zwou Affichen erausginn, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass, fir de Consommateur ze responsabiliséieren, fir net méi Suen ewechzeginn, wéi en der huet.

Déi Campagne dauert am ganzen 13 Méint, dat heescht vum Dezember 2005 bis den Dezember 2006, a gëtt och begleet - an ech denken, datt dat jo wéinstens esou wichteg ass, wéi d'Affichen et sinn - mat Presseartikelen, mat Emissiounen iwwert de Radio an iwwert d'Televisioun. Och Dépliantë sollen dofir erauskommen.

Déi Campagne, déi hat d'lescht Joer 19.000 Euro kascht, an do ass fir 2006 virgesinn, datt déi nach eng Kéier 37.200 Euro kascht.

A fir Iech ze soen, wat bis elo déi Campagne bruecht huet, dat ass, datt am Januar 2005 bei der Ligue médico-sociale 15 Demanden do waren, an dësem Januar 55 Demanden do waren, a bei der Interaktioun am Januar 2005 29 Demanden an am Januar 2006 39 Demanden. Dat muss een net onbedéngt als e positiivt Zeeche wäerte fir d'Situatioun u sech, wann esou vill Leit méi iwwerverschélt sinn, mä et kann een et awer als e positiivt Zeeche wäerte fir déi Campagne, déi domadder also awer eppes bruecht huet.

Här President, dat sinn elo déi konkret Äntwerten, déi ech op deen dote Volet vun der Fro vum Här Diederich wollt ginn. Wéi gesot, nach eng Kéier: Selbstverständlech Enn Mäerz/Ufank Abrëll wäert dee ganzen Dossier, dee Rapport dann hei an der Chamber déposéiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs Merci. Här Diederich, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Ech froen d'Wuert.

M. le Président.- Dann hutt Dir d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Jo, ech wéilt da froen, wann de Rapport virläit am Fréijoer, wéi elo gesot ginn ass, datt dann d'Chamber sech an engem méi groussen Débat wéi an dëser Form hei mam Problem nach eng Kéier soll befaassen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Vu datt déi concernéiert Servicer, déi a fënnef Joer elo hir Erfahrunge konnte maachen, och fannen, datt eng Rei Verbesserunge fir noutwendeg gehale ginn, an d'Problemer sech an Zukunft sécher net wäerte vum selwe léisen - wann ee bedenkt, datt de Chômage klëmmt, datt ee vun Taxenerhéijungen iwwerall liest, an de Gemengen ënner anerem, an och d'Präisser um Wunnengsmaart klammen -, sou wäert dat ville Leit och an Zukunft Schwieregkeete bereeden.

Ech wëll zum Schluss awer ganz kuerz ënnersträichen, datt mer domat och de Beméiunge vun eisem fréiere Kolleeg Marc Zanussi probéiere gerecht ze ginn. Hie war et, deen dësen Dossier ganz gutt kannt huet a sech mat vill Häerz agesat huet a vill Energie heiranner investéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Jacobs, d'Madame Minister freet d'Wuert och nach eng Kéier.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech denken, datt mer virun allem an dësem Moment aus deenen Erfahrungen, déi bis elo gemaach gi sinn, gesinn - an ech wëll hei net ze vill Zäit an Usproch huelen -, datt et eng Kéier administrativ Changementer gëtt, déi ee muss maachen, déi de Moment net onbedéngt zur grousser Zefriddenheet geregelt sinn.

Mä ech denken, datt mer virun allem iwwert dräi grouss Punkten, wat dat Gesetz selwer beinhalt, mussen diskutéieren. Dat ass eng Kéier d'Assistenz vun deene Plansocialen, déi gemaach ginn, wéiwäit datt een d'Leit do muss begleeden, wéiwäit datt een hinnen do Hëllefe soll ginn, muss ginn. Mir wëssen, datt dat an eenzelne Fäll wichteg ass, wa se déi éducativ Begleedung hunn. An anere Fäll mierke mer awer och, datt et just dat ass, wat eng ganz Partie Leit ofhält, fir an esou Servicer ze goen, well se fäerten, si géifen do ze vill kontrolléiert ginn oder vläicht och zu Minderjähregen erklärt ginn.

Eng zweet grouss Fro ass déi vun der Dauer vun deenen Entschëlldungspläng. Mir sinn elo op siwe Joer; et kann ee sech virstellen, datt een op fënnef Joer geet. Et kann ee sech awer och virstellen, datt ee seet, datt, wann déi siwe Joer eriwwer sinn, erëm nei Pläng kënnen entstoen. Et kann ee sech natierlech och virstellen - an dat wier deen drëtte gréissere Punkt, iwwert dee mer eis da mussen ënnerhalen, dat ass d'Fro vun der Faillite civile, wou mer och driwwer diskutéiert hate sengerzäit, och hei an der Chamber a mat der Chamberskommissioun, fir ze kucken: Wéi ass dat, awéiwäit solle mer de Leit da soen, wa se sech fënnef Joer, siwe Joer als éierleche Bierger do bewäert hunn an hire Verflichtungen nokomm sinn, datt een da seet, mä domadder ass dann déi ganz Schold do eriwwer?

Mir hunn och an deem Gesetz dee Fonds d'assainissement vun dem Surendettement. Mä och do stelle sech Froen, wéi wäit datt een do geet a wat datt een do ka maachen. Mä ech denken, datt, wa bis de Rapport do ass, mer da sécher wäerten an der Kommissioun respektiv och hei am Plenum d'Geleeënheet hunn, fir doriwwer ze diskutéieren a fir och dann ze soen, wat fir eng Changementer datt mer mengen datt missten an deem Gesetz gemaach ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass och dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss. Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn iwwert den Dialog tëscht de Kulturen, eng Stonn, déi ugefrot ginn ass vun der DP-Fraktioun. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir:

Déi Fraktioun, déi d'Stonn ugefrot huet, huet zéng Minutten, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an d'Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Scheuer, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Goerens, als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures

Exposé

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et hei mat engem Phenomeen ze dinn, deen eis préoccupant genuch schéngt, fir eng Kéier eng öffentlech Debatt heiriwwer ze lancéieren. Et geet hei ëm déi zwielef Karikaturen, déi vun enger dänescher Zeitung den 30. September 2005 veröffentlecht goufen. Déi Karikaturen hunn de Prophet Mahomet duergestallt, wat natierlech am Monde islamique oder musulman schlecht opgeholl gëtt, well déi sech natierlech verbidden, datt hire Prophet iwwerhaapt representéiert gëtt a Form vu Biller, a geschweige ënner Form vu Karikaturen.

Kuerz zur Chronologie vun de Faiten: Den 30. September, wéi gesot, sinn déi Karikature publizéiert ginn. Enn September koumen éischt Reaktiounen an Dänemark selwer, haaptsächlech vun der Communauté musulmane. Déi hu sech allerdéngs bis dohinner nach op Dänemark beschränkt. Den Oktober ass d'Pressioun natierlech an d'Luucht gaang an Dänemark selwer, wou eng Partie Islamistes danois probéiert hunn, d'Ambassadeuren aus den arabesche Länner un éischter Stell ze mobiliséiere géint déi Publikatioun vun de Karikaturen.

Uganks Dezember 2005 ass op der Conférence islamique och e Communiqué final komm, wou ech just zwee Deelsätz wëll draus zitéieren. Deen een, do gëtt geschwat vun der «préoccupation grandissante de l'Islam et des Musulmans». An deen aneren: «Ils condamnent les récents cas de profanation de l'image du Saint Prophète Mahomet dans les médias de certains pays.» An des Weideren ass nach gesot ginn, datt d'Fräiheet oder de Gebrauch vun der Liberté d'expression net kënnt als Prétexte mobiliséiert ginn, fir d'Relioun vun anere Couranten ze diffaméieren. Souwäit, sougutt.

D'Condamnatiounen hu sech weider multiplizéiert. Den 10. Januar 2006 huet eng norwegesch Zeitung nach eng Kéier déi zwielef Karikaturen erëmgeholl an se och publizéiert. De 26. Januar 2006 huet eng Partie saudi-arabesch Imamen d'Polemik lancéiert an och zur Hetz opgeruff géint Dänemark insgesamt. Do gëtt schonn net méi all Nuance gemaach. Et ass iwwregens eng schlecht Konjunktur fir Nuancen a pondéréiert Stellungnahmen.

Den 30. Januar huet d'Direktioun vun där dänescher Zeitung, déi fir d'éischt déi Karikaturen do publizéiert huet, hir Regreten ausgedréckt. An den 3. Februar hunn ënner anerem eng Partie europäesch héich Personalitéite reagéiert, ënner anerem de Jacques Chirac, deen eng relativ balancéiert Positioun ageholl huet tëschent dem Respekt vun der Liberté d'expression an och dem Respekt vun de Croyancë vun anere Leit. De 6. Februar sinn eelef Leit am Afghanistan ëmkomm, déi Victimë gi si vun deene Revolten, déi entstane sinn duerch déi Hetzcampagne, erëm eng Kéier géint Dänemark.

Den 8. Februar ass et a Frankräich erëm eng Kéier zu enger Stellungnahm vum Statschef komm, deen och den Toun e bësse gehuewen huet, och e bësse méi ferm ginn ass a senger Condamnatioun vun deenen, déi Mëssbrauch maache vun der Liberté de la presse. Den 9. Februar huet déi dänesch Zeitung „Jyllands-Posten" sech formell entschëllegt. D'Spiral vun de Provokatiounen huet awer säithier net opgehal.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi een dee Problem soll ugoen, an ob en eis iwwerhaapt als Lëtzebuerger concernéiert. Au départ huet et sech jo hei ëm eng lokal Begebenheet gehandelt. Déi huet sech awer net laang op Dänemark, op déi Zeitung an op déi puer Lieser vun där Zeitung beschränkt, mä se huet relativ schnell eng international Dimensioun kritt, obschonn awer e ganz kloeren Décalage ass tëschent der Publicatioun an deenen éischte virulente Riposten.

D'Europäesch Unioun huet bis elo, mengen ech, prinzipiell déi richteg Wierder fonnt, fir déi Agissementer ze condamnéieren, notamment dat, wat Dänemark passéiert, ouni awer elo sech ganz staark hannert de Stat ze stellen, mä et ass éischter um Niveau vu prinzipiellen Erklärunge bliwwen. Mir mengen also, hei huet e Problem, deen am Ufank eng lokal Dimensioun hat, eng international kritt, fir eng europäesch ze kréien. An ech fäerten och, datt en eng national Dimensioun kritt, bedéngt duerch de Fait, datt mer och eng relativ zueleméisseg importent Communauté islamique oder musulmane hunn an deene meeschten europäesche Länner. Mir zu Lëtzebuerg sinn natierlech och Gaaschtland fir eng Partie Leit vun där doter Croyance.

Kuerzfristeg, mengen ech, misst natierlech alles ënnerholl ginn, fir déi Spannungen do ze drosselen. Et sinn och eng Partie diplomatesch Effortë lancéiert ginn, fir déi Polarisatioun do ze prévenéieren. Alles, wat an där Hisiicht geschitt, ass noutwendeg an ass wënschenswäert an ënnerstëtzenswäert.

Zweetens gëtt natierlech alles ënnerholl, och fir datt déi Instrumentalisatioun vun deene Publikatioune sech net weiderentwéckelt. Duerfir sinn och alleguer déi offiziell Stellungnahmen, déi d'Instrumentalisatioun als inakzeptabel bezeechnen, nëmmen ze begréissen.

An drëttens, mengen ech och, sinn alleguer déi Erneierungen - och wa se scho bal gebetsmühlenaarteg ëmmer erëm reproduzéiert ginn -, déi e besseren Dialog viséieren, eng erhéichte Kooperatioun an e méi grousse Respect mutuel vun de Croyancen, natierlech alleguer wëllkomm. Dat sinn och Pilieren, op deenen d'Rapporten tëschent den Zivilisatioune solle berouen. An ech mengen, wat Lëtzebuerg ubelaangt, kann ee jiddefalls net soen, datt an där Hisiicht déi Grondelementer an déi Grondfëllementer vu gesonde Relatiounen tëschent verschiddene Courant-de-penséeën net respektéiert géifen.

Den Här Solana ass och de Moment amgaang eng Tournée ze maachen duerch de Mëttleren Orient. Do erënnert en och un d'Noutwendegkeet, fir am Dialog ze bleiwen. D'éisträichesch Présidence ënnerléisst och näischt, fir den Dialog zwëscht de Kulturen ze promouvéieren.

Elo wat Lëtzebuerg ubelaangt: D'Grondhaltung stëmmt. Ech mengen, et ass gutt am Fong, datt et net zu enger exzessiver Thematisatioun komm ass hei am Land. Et ass gutt, datt déi verschidde Communautéiten, ënner anerem och d'Communauté musulmane, bis elo ganz pondéréiert dodrunner ginn, an datt se bis elo sech och net d'un pouce écartéiert hu vun deene Grondhaltungen, déi se an der Vergaangenheet ageholl hunn, wann et international gekriselt huet. Ech erënneren zum Beispill un eng Stellungnahm, déi se zesumme mam Bistum an och mam Consistoire ofginn hunn no 2001, wou d'Gefor vun enger vergréisserter Islamophobie no den Attentater vum 11. September eng reell Gefor war. Dat kann ee begréissen.

Wat ech e bësse bedaueren, dat ass, datt mer e Land wéi Dänemark an där Situatioun hei eleng loossen. Stellt Iech emol vir, Lëtzebuerg géif elo international diplomatesch an engem Deel vun der Welt isoléiert ginn, eis Produitë géifen aus de Regaler verschwannen. Dat geet wäit iwwert d'wirtschaftlech Bedeitung vun deem Schued do eraus, an déi aner Länner géife sech relativ zréckhalen an der Condamnatioun vun esou Agissementer, deene mir am Fong ouni méiglech Géigewier ausgeliwwert wieren. Ech fannen, mir géifen do zu Recht e Mangel u Solidaritéit vis-à-vis vun eisen europäesche Partner akloen.

An, et gëtt bestëmmt och Weeër fir eisen dänesche Frënn ze soen, datt mer der Meenung sinn, datt hire Stat, hir Regierung, hiert Parlament, souwuel Majoritéit wéi Oppositioun, an deem dote Fall absolut irréprochabel sinn. Et sief dann, et géif een hinne reprochéieren, datt se un de Grondfester vun hirer Demokratie, déi och verfassungsrechtlech verankert sinn, festhalen, déi mir och héich an helleg ëmmer erëm bei gréisseren a klengere Geleeënheete betounen.

Elo fir zum Schluss ze kommen, Här President, ganz kuerz dat hei: Mir sinn hei an enger Situatioun, déi awer mëttel- a laangfristeg, wa se net ënner Kontroll kënnt, e reelle Risiko duerstellt. De Risiko vun der Contaminatioun vun engem Land zum aneren vun der Instrumentalisatioun vu Minorité-agissanten ass ëmmer e reelle Risiko, an duerfir musse mer eis deem och stellen. Mir musse ganz gutt oppassen, wat amgaang ass ze geschéien.

Mir musse wëssen zum Beispill, datt dat do scho Répercussiounen huet an eisem Nopeschland, an der Belsch, wou eng - wéi se sech nennt - europäesch-arabesch Liga um Internet Karikature publizéiert iwwert d'Shoah, déi effektiv négationnistesch Tendenzen huet, wou carrément d'Zuel vu sechs Millioune Victimë vum Holocaust ugezweifelt gëtt, wou Karikature gewise gi vum Anne Frank an Hitler am selwechte Bett, an dann doriwwer gelästert gëtt. Mir musse wëssen, datt dat do zum Beispill contraire ass à l'ordre public an eenzelne Länner, an datt dat do och ka virun d'Tribunäl geschleeft ginn an diskutéiert ginn.

Et ass précisément dat, wat och d'Détracteure vun där Campagne, déi aus Länner wéi Iran oder Libanon ënner anerem gesteiert gëtt, bezwecken. Mir sollen och do - an ech mengen duerfir ass et gutt, datt déi verschidde Communautéite mateneen dialogéieren - déi ënnerstëtzen, datt se sech net zur Geisel gi loosse vun deem engen oder aneren oder vun där enger oder anerer Minorité agissante.

Mir hunn also ganz kloer et hei mat dräi Saachen ze dinn. Engersäits mat engem Risiko, wat e reelle Risiko ass. Mir hunn d'Méiglechkeeten, fir dat ze contréieren - keng Garantie, mä Méiglechkeeten. An ech menge mir hätten och Limiten. An där kuerzer Zäit hunn ech iwwert d'Risiken net laang genuch geschwat, mä ëmmerhin awer se kuerz skizzéiert.

Wat d'Possibilitéiten ubelaangt, mengen ech, hu mer hei am Land och eng Partie Initiative geholl, fir den Dialog tëschent de verschiddene Couranten a Kulturen ze förderen. Ech wollt do just e puer Beispiller erwähnen. Ech denken zum Beispill...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Goerens, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo, Här President, ech versichen Ärem Wonsch nozekommen.

Ech denken do un eng Initiativ vun der Madame Brasseur, fir op Deuxième e Cours unzebidden, als Ersatz zu de Reliounsunterrechten an der Instruction laïque, deen de Versteesdemech tëschent deene verschiddene Kulture fördert. Ech denken och un d'Verbesserung vun den Niveauen an der Instruction religieuse a civique wéi an der Instruction laïque. Ech denken och un déi Efforten, déi gemaach ginn tëschent de verschiddene Communautéiten.

Ganz zum Schluss, Här President, d'Limiten. Mir musse Jo soen zu engem vergréisserte Civismus - an déi Beispiller, déi ech virdru genannt hunn, déi bréngen dat mat sech -, Jo zu méi Respekt vun de Kulturen, Jo zur Förderung vum Respekt vun deenen anere Glawensrichtungen, awer Neen zur Aschränkung vun de Fräiheeten.

A Spuenien gëtt et schonn 30 Joer laang Krich tëschent der ETA an dem spuenesche Stat, d'Leit ginn awer nach op d'Terrassë sëtzen. An Irland gi se och nach an de Pub hir Gespréicher féieren a sech stäerken. Duerfir solle mer eis och net aluede loosse vun Theorien à la Huntington iwwert de Schock vun den Zivilisatiounen.

Neen zur Limitatioun vun de Fräiheeten. An zu deene Fräiheete gehéiert och eng, déi mer ganz wichteg schéngt, dat ass nämlech d'Pressefräiheet. Mir ass net bekannt, datt de Lëtzebuerger Presserot sech bis elo scho geäussert hätt zu där doten Affär, mä mir wëllen awer hei betounen, datt jiddfereen natierlech wësse muss, datt hie responsabel ëmzegoen huet domat an datt d'Fräiheet a besonnesch d'Pressefräiheet natierlech de Fëllement ass vun eenzelne Reaktiounen, déi ee kann als exzessiv bezeechnen,...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Ech sinn elo fäerdeg, Här President.

...mä déiselwecht Fräiheet erlaabt awer och deenen aneren hir Grondiwwerzeegungen zum Ausdrock ze bréngen. Dofir musse mer bei deene Méiglechkeeten a Limiten hyper-alerte bleiwen. An ech géing eis alleguerte recommandéieren de Juni och de Rapport vum Observatoire de Vienne iwwert d'Phénomènes racistes, xénophobes an antisémites ze suivéieren an hei am Haus ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dialog tëschent de Kulture ruffe mer ëmmer dann erbäi, wa mer eis an engem interkulturelle Konflikt befannen. Esou och elo e puer Méint no der Publikatioun vun enger Dosen eigentlech méi schlechte wéi béiswëllege Karikature vum Prophet Mohammed, déi déi dänesch „Jyllands Posten" de leschte September publizéiert hunn, ouni datt et zu vill Gedäisch komm wier.

D'Gedäisch koum fir d'éischt lues, dann ëmmer méi haart, bis schlussendlech dänesch Fändelen an der arabescher Welt gebrannt hunn, dänesch Produkter boykotéiert an dänesch Ambassadë gestiermt goufen a bei de Protester Leit ëmkomm sinn. Ass dat déi Basis op där sech en Dialog féiere léisst? Wuel kaum!

De Respekt vun der Würd vum Mënsch, d'Reliounsfräiheet esouwéi d'Meenungsfräiheet gehéieren zu deenen héchste Gidder an enger demokratescher Gesellschaft. Fir eis däerf een dës Grondprinzipien net liichtfankech op d'Spill setzen. Och d'Gläichheet zwësche Mann a Fra an déi domat verbonne Rechter fir d'Fra si fir eis net verhandelbar. Mir sinn dofir der Meenung, datt egal zu wat fir enger Relioun ee sech bekennt, dës Grondprinzipien net kënnen zur Dispositioun stoen, ouni eist eegent Weltbild a Fro ze stellen. Och d'Pressefräiheet soll dës Grondrechter vun all Mënsch net untaaschten.

Här President, et gëtt eis gesot, datt de Koran et géif verbidden, sech e Bild vu Gott oder sengem Prophet ze maachen. Dat ass net wouer! Am Koran selwer steet zu dësem Sujet näischt; d'islamesch Billerverbuet fënnt sech eréischt an den Hadithen, an de Léierschrëften, déi nom Empfänke vun de koranesche Versen duerch de Mohammed verfaasst goufen. Wat awer am Koran steet, dat ass, datt all Leit vum Buch, also déi moslemesch, déi jiddesch an déi chrëschtlech Monotheiste sech sollte géigesäiteg Respekt entgéintbréngen. Ech betounen: Géigesäiteg!

Respekt virum Islam, dat ass fir eis awer ëmmer d'Akzeptanz vun deem, wat eigentlech inakzeptabel misst sinn an enger fräiheetlecher Gesellschaft wéi eiser, déi d'Mënscherechter uecht. Et ass ni de Géigendeel. Queesch duerch Europa sti Moscheen, a mir akzeptéieren, datt een a Saudi-Arabien kee Rousekranz däerf bei sech hunn, déif an der Paltongstäsch. Queesch duerch Europa fënnt ee verschleiert moslemesch Fraen op der Strooss, déi sech fräi kënne bewegen, ouni datt mir dobäi eppes fannen. Mir respektéieren den Islam, esou wéi mer all Relioun op dëser Welt ze respektéieren hunn, och wann dat Weltbild, fir dat den Islam steet, op ville Punkte am Géigesaz zu eisen Iwwerzeegunge steet.

Och d'Meenungs- an d'Pressefräiheet gehéieren zu de Peiler vun enger gutt fonctionnéierender demokratescher Gesellschaft. Wéi sot emol e gewëssene Voltaire zu engem Mënsch, deem seng Usiichte hien net gedeelt huet: „Ech verueechten Är Meenung, mä ech géif mäi Liewen dofir hierginn, datt Der se sollt kënne soen."

Dovu si mir am Billersträit mam Islam schrecklech wäit ewech. Jo, et däerf een och reliéis karikaturéieren, och wa mer novollzéie kënnen, datt vill gleeweg Mënschen dëst als e graven Netrespekt vun hire reliéisen Iwwerzeegungen emfannen. Hei an Europa däerf een dat, well hei gëlle Gesetzer a Gewunnechten, déi dat erlaben. Wéi vill Karikature vum Härgott a vu Jesus Christus hu mer scho gesinn, a ville Fäll selwer driwwer gelaacht, an anerer fonnt, dat wier awer alles vu schlechtem Goût, an domat hat et sech?

An deene leschten Deeg goufe Grenzen iwwerschratt, déi net dierften iwwerschratt ginn. Et ass inakzeptabel, datt State bewosst näischt ënnerhuelen, fir déi diplomatesch Vertriedunge vun anere Staten op hirem Territoire ze schützen. Dat geet net! Dat ass keng Viraussetzung fir e kulturellen Dialog, well dat, wat eis a Syrien, an Indonesien, am Libanon, am Iran an op anere Plaze gebuede gouf, hat an huet mat Kultur näischt ze dinn.

Et kann een der Meenung sinn, datt déi dänesch Mohammed-Karikaturen net vun deem beschte Goût sinn; et kann ee sech als Moslem wahrscheinlech och doriwwer empören, mä dofir stécht ee keng Ambassaden a Brand! Virun allem akzeptéiert een et als Staten, als Regierungen, als Autoritéiten net, datt Botschaften a Brand gestach ginn. Dogéint ënnerhëlt een eppes, wann een och no de Protester nach gär Dialog hätt. Et gouf awer näischt dergéint ënnerholl!

Et huet een an deene leschte Wochen aus der islamescher Welt, mat Ausnahm vun e puer Intellektueller, net vill Leit héieren, déi zum Dialog vun de Kulturen opgeruff hätten. Dat ass schued, well et schéngt, wéi wa mir nees eng Kéier dësen Dialog misste mat eis selwer féieren.

Et gëtt Zäit, datt déi moslemesch Welt versteet, datt net alles an Europa einfach esou kann higeholl ginn. Dat gehéiert och zum Dialog. Virun allem: Dialog ass de Géigendeel vu Monolog. Fir datt Dialog ka stattfanne mussen op d'mannst zwee Interlocuteuren dëst wëllen. Eleng féiert ee keen Dialog. Mir wëllen a mussen awer en Dialog féieren, mä och déi gesamt islamesch Welt ass gefuerdert, fir datt den Dialog net e Monolog bleift.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jos Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Merci, Här President. Den Här Goerens schwätzt a sengem Titel vum Dialog vun de Kulturen an definéiert domat am Fong schonn d'Konklusioun vun dëser Aktualitéitsstonn; an hien ass och zu där Konklusioun komm.

An den Titel ass gutt gewielt, well de Flächebrand, deen duerch Karikaturen an der dänescher Zeitung ausgeléist ginn ass, deen ass entstanen, well eben zwou kulturell Welten openee getraff sinn. Am westleche Kulturkrees ass d'Pressefräiheet eng demokratesch Errungenschaft; si ass en Eckstee vun der Demokratie.

De westleche Kulturkrees bestreit d'Fräiheet, fir d'Relioun als Instrument vun der Politik ze notzen. An eisem Kulturkrees gëtt dat net guttgeheescht. D'Identifikatioun vu Relioun a vu Stat lehne mir of.

Op islamescher Säit besteet déi absolut Fuerderung, fir d'Relioun an allen hiren Ausdrocksforme respektéiert ze gesinn. Dës Fuerderung gipfelt an der Drohung, déi deelweis schonn ëmgesat ginn ass, fir e Krich auszeléisen, e Kulturkrich, en Handelskrich an offenen Terror.

Iwwert d'Pressefräiheet an hir moralesch a politesch Limitë gëtt fir de Moment vill diskutéiert. Ech bezweifelen, datt sech allgemeng gülteg Konklusiounen aus där Diskussioun zéie loossen. E responsabele Journalismus gëtt gedroe vun der Meenungsfräiheet, an zur Meenungsfräiheet gehéiert, datt Fanatismus an Intoleranz bekämpft kënne gi mat de Mëttelen, déi an engem demokratesche Land gesetzlech a konstitutionell verankert sinn. D'Pressefräiheet ass en Element vun der Meenungsfräiheet.

Mä, wéini ass et opportun, fir ganz iwwerluecht mat dësem Recht ëmzegoen, fir eventuell zréckzeschrauwen, fir virsiichteg ze sinn, fir un d'Konsequenze vum Gebrauch vun där Meenungsfräiheet a vun der Pressefräiheet ze denken a fir op Provokatioun ze verzichten? D'Konsequenze kënnen dramatesch sinn. Et ass schonn erschreckend och, wéi d'Relioun zur Intoleranz féiere kann. Eng mëssbrauchte Relioun! Et ass erschreckend an tragesch, wann eng Relioun als Instrument vu Fanatiker benotzt gëtt, fir Terror auszeüben a fir deen Terror ze justifiéieren.

Terror géint Eenzelner, awer och Terror géint Kollektivitéiten, déi anescht denken, déi eppes aneres gleewen, Terror géint politesch Systemer, dat lehne mir kategoresch of! Do mussen all Parteie solidaresch sinn, do musse mir alleguerten, och als Eenzelner, solidaresch si mat deem Land, wou Journalisten dat ausgeléist hunn.

Dialog heescht Austausch vun Argumenter, heescht nolauschteren, heescht verstoen an heescht Äntwerte fannen an Äntwerte ginn. Den Dialog vun de Kulturen heescht also, sech zesummen auserneen ze setze mat allen Elementer, déi d'Kulture gemeinsam hunn, an dat kënnen a mussen d'Mënscherechter sinn. Zu de Mënscherechter gehéieren och d'Rechter vun de Fraen. Et heescht awer och, erklären, verstoen an akzeptéieren, wat a Kulturen, historesch, geographesch, materiell, politesch, soziologesch, philosophesch a reliéis vu Particularitéite bestinn, wou Differenze bestinn. Kultur léisst sech eben net op Relioun reduzéieren.

Europa huet e wäite Wee zréckgeluecht, fir sech ze léise vun intoleranten Ideologien an hiren Exzesser an hire fierchterleche Konsequenzen. Gefuerdert sinn haut Statsleit, déi de politeschen Dialog sichen an déi e féiere kënnen um héchsten Niveau an déi hiren Natiounen an hire Bierger dës Noutwendegkeet och iwwermëttele kënnen a wëllen. An do ass an deem Kulturkrees, un dee mir eis wenden, awer Skepsis ubruecht. Et gesäit dramatesch schlecht aus.

An der Zeitung „Le Monde" huet en islameschen Dichter Darwich gesot: «S'il y avait des élections libres dans le monde arabo-musulman, les islamistes l'emporteraient partout.» An dat ka kee vun eis widderleeën.

E Wuert dann zu Lëtzebuerg. Et ass roueg hei, et ass friddlech hei - den Här Goerens huet et gesot. Et gëtt iwwerluecht ëmgaang mat der Situatioun, mä d'Flicht vun de Partei besteet, fir sech zu de Grondwäerter vun der Demokratie haut ze bekennen. Zu deene Grondwäerter gehéieren Toleranz a Pluralismus. D'Konditioune fir d'Zesummeliewe vun de Kulturen hei zu Lëtzebuerg an eiser westlecher Welt berouen op de Prinzipië vun der Toleranz a vum Pluralismus. Et ass d'Flicht vun der Politik an awer och vun de Forces vives, fir den Dialog vun de Kulturen hei zu Lëtzebuerg ze animéieren, fir hien emol richteg unzefänken a fir deem Dialog eng Form oder Formen ze ginn.

M. le Président.- Här Scheuer, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech kommen zum Schluss. Éischtens also, eng Form ze ginn an de Schoulprogrammer - den Här Mosar huet schonn driwwer geschwat. Ee vun deene wichtegste Coursen ass d'Éducation aux valeurs, e Schlësselfach an deene verschiddene Forme vum Secondaire. Zweetens, eng Form ze ginn an dem kulturelle Liewe vu Lëtzebuerg, an den Échangen, a Manifestatiounen, am Dialog vun den Intellektuellen. An drëttens, virun allem ass et dann och d'Flicht vun de Medien, a vun alle Medien, fir eng éducativ Roll ze spillen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréisse fir d'éischt d'Initiativ vun der DP, fir dëse Punkt haut op den Ordre du jour ze setzen, well jo bis elo an der Lëtzebuerger Politik sech nach relativ wéineg geäussert ginn ass. Dat hei soll eis effektiv d'Geleeënheet ginn, fir op verschiddene Saache kloer Messagen och un d'Leit ze riichten.

Et ass natierlech an engem Exercice, wou een nëmme fënnef Minutten huet, eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir och nëmme fir zwee Sou nuancéiert dat, wat ee behaapt, ze beleeën. Et ass awer elo d'Spillregel vun deem Exercice. Ech wäert dann och probéieren, mech un d'Zäit ze halen, och wann dann dat eent oder dat anert net mat all de Nuancë ka formuléiert ginn.

Zënter der Publikatioun vun deene Karikaturen, ëm déi et an deene Reaktioune geet, déi duerno komm sinn, muss ee feststellen, dass et eng ganz Partie méi oder wéineger onsécher Reaktioune ginn ass an enger éischter Phas. Onsécher a vläicht och liicht verspéit Reaktioune vun der dänescher Regierung selwer, déi och eng Weilchen net wosst, wéi se sollt mat där Saach ëmgoen. Onsécher Reaktiounen och beispillsweis wéi déi vum President Chirac a Frankräich, déi och net oncontestabel sinn. Deelweis och onsécher Reaktiounen um Niveau vun der Europäescher Unioun, och an der Press selwer.

Wann een a Frankräich och kuckt, wéi d'Mediëlandschaft reagéiert huet, beispillsweis den „Monde diplomatique" oder den „Canard enchaîné" oder „Charlie Hebdo", déi Exponente si vun enger bestëmmter Konzeptioun vun der Pressefräiheet a vun de Grondrechter, da gesäit een, dass si och net zu eestëmmege Konklusioune komm sinn. Si hunn ënnerschiddlech reagéiert op dee Phenomeen.

Als Lescht géing ech och wëllen drop hiweisen, dass eis amerikanesch Partner net alleguerten, och um Regierungsniveau, vläicht mat deem néidege Feingefill déi Saache kommentéiert hunn. Et hat een heiansdo d'Gefill, dass si souguer deelweis e gewëssend Amusement doriwwer géingen emfannen, wat den Europäer elo geschitt, nodeems si selwer jorelaang am Kräizfeier vun der Kritik vun der arabescher Welt sech erëmfonnt hunn.

Glécklecherweis gëtt et aner Reaktiounen an Europa, wéi déi vun der islamescher Communautéit selwer, vum sou genannten „Islam européen", déi gréisstendeels, wann och net exklusiv - den Här Goerens huet virdru scho selwer ee Beispill genannt, wat net positiv ass - modéréiert waren. Si hunn engersäits Kritik un der Qualitéit vun der Karikatur geäussert, an dat ass völleg legitim - d'Meenungsfräiheet, dat ass keng Einbahn, dat däerf een och kritiséieren -, mä dunn awer genausou kloer gesot, dass déi Reaktiounen, déi deelweis an der arabescher Welt komm sinn, genausou ze kritiséiere sinn.

Haut gëtt probéiert mat enger Politik vun der Deseskalatioun dem Phenomeen ze begéinen. Och mir

begréissen dat. Mir halen dat à ce stade fir de richtege Wee, well mir solle wierklech probéieren, an en Dialog vun de Kulturen ze kommen op dësem am Moment relativ schwierege Punkt.

Gläichzäiteg muss een awer och soen, dass déi Sich nom Dialog vun de Kulturen net däerf zur Selbstverleugnung féieren. A wann een haut muss dem Stat Dänemark de Réck stäipen - an ech hunn dat Gefill, och wéi den Här Goerens, dass een dat méi offensiv, méi staark, méi verständlech, méi kloer misst maachen, wéi dat an de leschte Wochen de Fall war -, dann ass dat och, well ee muss op esou Wäerter wéi Pressefräiheet oder Demokratie hiweisen, awer och op d'Trennung tëschent Kierch a Stat, déi an eise Länner ebe gëllen an Héichwäerter an eise Länner sinn.

Dat gesot, kann een natierlech net iwwert dëse Problem schwätzen, ouni e bëssen ze verstoen, op wéi engem Hannergrond dass déi Reaktiounen an den arabesche Länner stattfannen. Et stellt ee fest, och wann een dat net muss guttheeschen, dass et do antiwestlech Ressentimenter gëtt, do gëtt et e Konflikt Palästina, deen zu enger permanenter an an der Lescht vläicht souguer nach verschäerfter Bedrohung vum Stat Israel gefouert huet, déi ee muss ganz eescht huelen, och als Lëtzebuerger Land, an et gëtt natierlech och ganz krass sozial Problemer an deene Länner.

Et ass op deem Nährboden do, wou sech och kënne bestëmmten totalitär Tendenzen développéieren, an duerfir muss een dat och kloer soen.

Anerersäits sinn ech mam Här Mosar net d'accord, wann hie seet, mir wären an engem Kampf vun de Kulturen. Dat ass net de Fall. Dat ass net de Fall an dat soll een och duerfir haut net esou behaapten: Mir sinn net an engem Kampf vun de Kulturen!

Éischtens emol, well déi Reaktiounen an den arabesche Länner net iwwerall stattfonnt hunn. Et ass falsch ze soen, et wär a sämtleche Länner. Dat ass net richteg. Et gesäit ee vill arabesch Länner um afrikanesche Kontinent, och an Asien, och an Europa: Bosnien, beispillsweis, huet keng esou Reaktioune gewisen; Marokko huet keng esou Reaktioune gewisen; Libyen huet keng esou Reaktioune gewisen; an de Golfregioune gëtt et keng esou Reaktiounen, oder total minoritärer - dat muss een och soen.

Zweet Argument ass, dass ee muss ganz kloer soen, dass hannert deene Protester d'politesch Instrumentaliséierung stécht vu Regimer, déi d'Relioun wëllen instrumentaliséieren, fir hir totalitär Zwecker ze verfollegen. A wann een déi Analys net mécht, dann huet ee sech net komplett mam Phenomeen ausenaner gesat. Do gëtt et handfest Interesse vu politesche Regimer, déi ganz geziilt dofir suergen, dass déi richteg Leit zum richtege Moment op der richteger Plaz dat maachen, wat si fir richteg halen. Et ass kee generelle Kampf vun de Kulturen!

An deen drëtte Punkt, deen een och erwähne muss, dat ass, dass, wa mer haut eisem dänesche Partner an och eise Wäerter mussen an der arabescher Welt zu Verständnis verhëllefen, dann och doduerch, dass ee kloer mécht, dass een net amgaangen ass dem Islam de Kampf unzesoen, mä beschtefalls an héchstens deene Verbriechen, déi a sengem Numm begaange ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir sinn och frou, datt mer haut iwwer e Problem diskutéiere kënnen, dee mer all Dag an de Medië gesinn. Dofir wëll ech direkt e puer Saache kloerstellen.

Fir ons schéngt et ganz kloer ze sinn, datt et ee Prinzip an Europa an hei am Land gëtt, dee mer net sollten a Fro stellen, an dat ass dee vun der Presse- an der Meenungsfräiheet. Mir hu gesinn, datt et och hei an onsem Land heiansdo Caslimitë gëtt, wou d'Justiz intervenéiert fir verschidde Saachen a wou mer dann hei an der Chamber Debatten hunn iwwert déi Pressefräiheet, mä mir wëssen awer och, datt, wa Karikature publizéiert ginn - fir op deem Gebitt ze bleiwen -, mer do eng Gesetzgebung hunn, déi dat zu engem Deel verbitt. Den Artikel, mengen ech, 214 vun onsem Code pénal, gesäit vir, datt, wann ee géing Karikaturen, déi e Culte établi géingen outragéieren, wann een déi an enger Kierch oder ronderëm e Lieu de culte géing verdeelen, da sti ganz schwéier Prisongsstrofen dorop. Dat verhënnert awer net, déiselwecht Karikaturen an enger Zeitung ze publizéieren oder soss op anere Plazen. Do hu mer also dee Kader, an deem mer ons bewegen a wou mer och net däerfen, ënner kengen Ëmstänn däerfen dovunner ofwäichen.

Deen zweete Problem, dee mer hunn a mat deem mer och konfrontéiert sinn, dat ass d'Aart a Weis, wéi d'Berichterstattung an onse westleche Länner an an den arabesche Länner gemaach gëtt, an do bleift munches ze soen.

An onse Länner gesäit een Attentater vun Araber an Israel. Et gesäit een déi Attentater am Irak. Et gesäit een Attentater hei an do; et gesäit ee Manifestatioune virun den Ambassaden.

An den arabesche Länner, wann een zum Beispill nuren den TV-Sender vun „Al Jazeera" kuckt oder „Al Arabiya", da gesäit een aner Biller. Da gesäit een d'Biller vun den doudege Fraen a Kanner an de palästinensesche Gebidder; déi Doudech, déi d'Amerikaner an d'Engländer am Irak maachen; déi Doudech, déi gemaach ginn am Pakistan, wann no iergendengem Terrorist gesicht gëtt an da bei Bombardementer ganz Dierfer zerstéiert ginn. Do kommen also déi Ressentimenter hier.

A wann dann och nach an deem Land an an där Atmosphär do gemierkt gëtt, datt déi Relioun, déi fir ganz vill Leit liewenswichteg ass, déi hiert Liewen am Alldeeglechen total imprägnéiert, kulturell a cultuel, da gëtt dat natierlech als ganz schaarf emfonnen. An dat, wat ee mierkt, dat ass, datt déi, déi dovunner profitéieren, dat sinn déi, déi den hellege Krich wëllen, d'Djihadisten, déi, déi den Terror wëllen, dat sinn déi, déi vun esou Evénementer profitéieren an deen Ablack versichen, Ambassaden ze attackéieren an domadder nach méi negativ Biller an Europa an an de Westen ze bréngen.

Et ass do, wou mer kritesch musse si vis-à-vis vun deene Biller, well dat si Minoritéiten, déi esou handelen, an net d'grouss Majoritéit vun de Muselmanen. Domadder musse mer ons kritesch ausenaner setzen. Mä et ass awer och gradesou kloer, datt mer musse versichen, datt mer an den arabesche Medien, do, wou et méiglech ass, datt och do iwwert déi diplomatesch Moyenen, iwwert déi mer verfügen, den Dialog an deene Medië soll gemaach ginn, wou mir och solle kënnen explizéieren, wéi mir et gesinn. Et ass esou, wéi den Dialog ka gemaach ginn.

Ech sinn dofir frou, datt den europäesche Porte-parole, den Här Solana, elo justement amgaangen ass, esou eng Campagne an den arabesche Medien ze maachen. Hie geet an déi eenzel Senderen, fir do Explikatiounen ze ginn. Ech fannen dat positiv.

Ech mengen, datt och mir hei zu Lëtzebuerg misste kucken, fir deen Dialog mat der muselmanescher Communautéit, déi déi zweetgréisst reliéis Gemeinschaft hei am Land ass, op iergendeng Aart a Weis ze institutionaliséieren. A Frankräich gesäit een, datt dat iwwert de Conseil islamique geschitt; an der Belsch och an an Däitschland och. Mir mussen och kucken, wann et sollt Problemer hei gëtt, datt mer dann e Moyen hunn, fir als Regierung, als Parlament do en Dialog kënne sichen ze goen, Explikatiounen ze ginn an Explikatiounen ze fannen.

Et ass esou, wéi mer deen Dialog des cultures féiere kënnen. Fir ons am Parlament wäert et op jidde Fall och nach an der Missioun sinn, fir am Kader vum Parlament vum Euro-méditerranée den Dialog mat de Kolleegen aus deenen anere Parlamenter ze féieren an och domadder onse Bäitrag ze ginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...fir datt mer deen Dialogue des cultures ronnkréien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen et ass gutt, dass mer de Mëtten an der Chamber dës Debatt féieren, woubäi ech hoffen, dass déi Debatt elo net just gefouert gëtt, well déi Affär vun de Karikaturen à la une ass, mä dass mer vläicht déi Debatt kontinuéierlech weiderféieren, well et ass - an dat heite weist et, déi Affär vun de Karikaturen - ganz einfach a kuerzer Zäit eppes ze zerstéieren, et ass awer méi schwiereg a laanger Zäit eppes opzebauen; de Charel Goerens ass schonn e bëssen op den Historique agaangen.

Et sinn hei Feeler respektiv bewosst Irreführungen op deenen zwou Säite geschitt. Déi Affär ass jo keng nei. Si ass ugaangen am September, a vun där Zeitung muss ee jo och wëssen, a wat fir engem Milieu déi sech beweegt. Et muss ee jo och wëssen, wat an Dänemark vun Diskussioun ass zënter e puer Joren iwwer Auslännerpolitik - och dat dierf een net vergiessen. Et gëtt eng Partei, déi iwwregens elo an de Sondagen nach vill besser kreditéiert ass wéi virdrun, an déi eigentlech vill méi d'Diere vun Dänemark wëllt zoumaachen. An déi Karikaturen an de Positionnement vun där doten Zeitung, déi dat publizéiert huet, muss een och an deem dote Mouvement gesinn. Also, et ass net alles nëmmen innocent gewiescht. Et sinn och vläicht vun dänescher Säit vill Feeler geschitt.

Op där anerer Säit ass et awer och ganz kloer, dass déi Affär vun dänesche muselmanesche Kreesser an der arabescher Welt esou opgespillt ginn ass, dass mer haut eng riseg Affär hunn, déi een net onbedéngt hätt misse kréien, a wou souguer, schéngt et, Karikaturen diffuséiert ginn, déi iwwerhaapt net an enger vun den Ausgabe vun där dänescher Zeitung waren. Dat heescht, et ass wéi ëmmer, et ass elo ganz einfach, sech op déi eng oder aner Säit ze positionéieren, mä wann een dat e bësse méi am Detail nokuckt an zréckkuckt bis an de September, da gesäit een, dass do vill méi diffus Saache waren.

Et muss een natierlech och wëssen, an dat ass virdru schonn ugeklonge bei deem engen oder anere Riedner, dass d'Reaktiounen an der arabescher Welt net ëmmer d'selwecht waren an dass och do handfest Interesse bestinn an dass et verschidde Regimer absolut arrangéiert, wann d'Positioun vun Europa elo ënnerminéiert gëtt, souwuel an hirer Roll a Palästina wéi an hirer Roll am Iran, wou all Kéiers Europa u sech...

(Coups de cloche de la Présidence)

...eng staark aussepolitesch Roll spillt. Et kann do eng Partie Kreesser absolut arrangéieren, dass déi Roll vun Europa ënnerminéiert gëtt, andeem Europa virgeworf gëtt, et wär u sech antiislamesch, sou dass et och do wichteg ass, dass Europa sech do uerdentlech positionéiert an och versicht, seng staark Roll, déi et awer déi lescht Zäit an der arabescher Welt opgebaut hat, weiderzeféieren.

Ech sinn net Ausseminister, duerfir ginn ech och elo net weider op déi dote Froen an, mä ech mengen, dass een dat awer muss am Hannerkapp hunn. De Laurent Mosar sot virdrun, et huet ee wéineg déi Stëmmen héieren an der arabescher Welt, déi do Dissonance gemaach hunn. Där gouf et der awer och! Mä de Problem ass wéi ëmmer an esou Ausenanersetzungen: Déi méi gemässegt Stëmmen de part et d'autre, déi ginn ënner.

Wat erauskënnt, dat ass eng Polariséierung vun natierlech deenen engen, deenen d'Pressefräiheet iwwer alles geet - mä et ass awer och schonn ugeklongen, mir hunn hei en Ëmgank mat eiser Pressefräiheet, wou mer, mengen ech, ëmmer souwuel d'Press wéi och d'Gesetzer an d'Instanzen awer eenegermoosse gutt gemeeschtert hunn an och d'Press eng responsabel Roll gespillt huet, well domadder fänkt et eigentlech un -, an op där anerer Säit vun deenen, déi soen: Majo, alles wat iergendwéi nëmme kann un d'Relioun touchéieren, dat ass schonn direkt eng Atteinte à la culture.

Dat ass e bëssen de Problem, déi polariséiert Rollen, déi mer elo hunn, a wou ee muss kucken, e Mëttelwee, eng Voie raisonnable ze fannen, wou ech mengen, dass mer et an eisem Land nach ëmmer fäerdeg bruecht hunn.

Mä esou Diskussiounen, déi vum Ausland oder der internationaler Bühn bei eis erëm zréckkrépercutéiert ginn, riskéieren natierlech dann all Kéiers och Efforten, déi mer während Joren opgebaut hunn, erëm eng Kéier zunichte ze maachen, an dat ass e bësselchen de Problem, dee mer hunn. Ech hunn et scho virdru gesot: Et ass méi einfach, eppes a kuerzer Zäit ze zerstéieren, wéi eppes a laanger Zäit opzebauen, an do musse mer eis druginn.

Déi Leit, déi am meeschten an där heiter Diskussioun vum Karikaturesträit ënner Drock geroden, dat si jo eigentlech déi Musulmanen, déi an der westlecher Welt liewen. Déi si jo net all ënnerwandert. Natierlech ass ëmmer d'Gefor vun Ënnerwanderung do. Do däerfe mer net blauäugeg eragoen, dass mer vun Islamisten ënnerwandert ginn. Mä déi meeschte Leit, déi dem Islam unhänken, si keng Islamisten. Där gëtt et der awer, an déi probéieren och ëmmer erëm, d'islamesch Communautéiten am Westen ze ënnerwanderen. Dat hu mer jo genuch gesinn an der Vergaangenheet. Mä et gëtt der ganz vill, déi einfach hei liewen, déi och d'Valeurë respektéieren an déi och eng Bereetschaft weisen, fir eng propper Integratioun ze maachen.

Eng Integratioun kann ni eesäiteg sinn, si muss ëmmer béidsäiteg goen, grad ewéi en Dialog ni kann eesäiteg sinn. En Dialog ass keng Additioun vu Monologen. Dialog heescht emol fir d'éischt, dass een engem nolauschtert, dee schwätzt, an dass een dann äntwert op dat, wat e geschwat huet. Da muss een net eens ginn herno an et muss een net Konsensualismus maachen, mä et heescht emol fir d'éischt, dass een deem iwwerhaapt nolauschtert, deen eppes seet, a sech da mat deem, wat dee gesot huet, ausernee setzt. Ech stellen allerdéngs fest, dass ganz oft d'Leit ënnert engem Dialog eng Additioun vu Monologe verstinn, an dat ass keen Dialog.

Dat ass also nach eng Kéier e Problem fir déi Musulmanen, déi an de westleche Länner liewen. Déi riskéieren do ënner en duebelen Drock ze kommen, engersäits vun de Valeuren an deem Land, wou se liewen, an anerersäits dem Drock, deen dann erëm vun islamistesche Kreesser ka gemaach ginn aus deene Länner, wou se hierkommen. An duerfir soll een och virun allem un déi denken.

Ech hu ganz Pressedossieren nach gëschter gelies iwwert déi ganz Geschicht a virun allem och Reaktioune noverfollegt vun enger ganzer Partie Leit, zum Beispill Musulmanen, déi an Dänemark wunnen, wou der ganz vill eigentlech elo eréischt zum Beispill gezwonge goufen, sech emol mat där doter Fro ausenaner ze setzen an ze soen: „Hei, ech stinn emol op an ech bekenne mech zu eise Grondfräiheeten." - awer och soen: „Bon, et war vläicht net alles awer glécklech, wéi et geschitt ass." Et ass duerfir wou ech virdrun aganks e bëssen d'politesch Situatioun vun Dänemark ugerass hunn.

An déi Fro, op déi ech wëll agoen, well ech jo net Ausseminister sinn, mä Kultur- a Kultusminister, dat ass eigentlech déi: Wat maache mir zu Lëtzebuerg, fir den Dialogue des cultures ze förderen, a wat kënne mer weider maachen? Ech gesinn do dräi Niveauen:

Dat Éischt ass d'Schoul, dat Zweet sinn déi offiziell Relatioune mat der musulmanescher Communautéit zu Lëtzebuerg an dat Drëtt ass de groussen, breet gefächerten Dialog an der Gesellschaft.

D'Schoul ass schonn ugeklonge gewiescht. D'Éducation aux valeurs, wéi se elo agefouert gouf am Neie Lycée, wat e Pilotprojet ass, dee mer an dëser Koalitioun ofgemaach hunn an dee vläicht ka gutt Iddië gi fir aner Schoulen: Ëm wat geet et do?

Et geet eigentlech dorëms, dass ee Cours ass iwwert d'Éducation aux valeurs, wou awer all Reliounsgemeinschaften zu Wuert kommen. Och d'musulmanesch Gemeinschaft sëtzt do um Dësch, fir déi Coursen ze maachen, wou ebe just iwwert deen dote Wee och déi Grondwäerter, déi een huet, iwwert d'Relioun oder och net iwwert d'Relioun diskutéiert ginn. Et gëtt aner Weeër, fir och op déiselwecht Grondwäerter ze komme wéi d'Relioun.

Et ass och en Dialog an der Éducation aux valeurs tëschent Reliounen an tëschent Atheiste virgesinn. Dat alles ass e gudde Pilotprojet, wou een elo muss dann, wann dee bis ofgeschloss ass, Konklusiounen zéien an dee ka vläicht exportéiert ginn op aner Schoulsystemer.

Dat war d'Iddi, woufir mer an deem Neie Lycée, deen ebe sollt och e bësselche méi innovativ sinn, versicht hunn, dat doten ze maachen, eben net dat ze maachen, wat oft verlaangt ginn ass, fir ze soen: D'Relioune mussen erausbleiwen aus der Schoul, mä fir se mat eranzehuelen a se och do ze zwéngen, mat de Schüler en Dialog ze maachen, fir dass een deen anere besser versteet.

Wéi gesot, dat kann een nach an de Schoulen och nach op anere Punkte maachen. Et gëtt och iwwregens ganz vill Fächer, déi sech dozou prêtéieren, ouni dass et nëmmen d'Éducation aux valeurs ass. Et gëtt ganz vill Fächer, duerch déi ee sech kann domadder ausernee setzen. Och am Franséischen oder am Däitschen an am Englesche kann een Texter studéieren, wou een d'Schüler mat deenen dote Saache konfrontéiert. Alles dat ass dran.

Ech si souwisou net der Meenung, dass et nëmmen d'Éducation aux valeurs soll sinn, déi sech mat Va-

leuren ausenaner setzt, mä dat kann een a ville Fächer maachen. Vun der Geschicht iwwert d'Sproochen an nach ganz vill aner Fächer kann een dat iwwert d'Programme maachen, an dat geschitt iwwregens och; et ass net esou, dass näischt geschitt.

Déi zweet Fro, dat ass déi vun den offizielle Relatioune mat der musulmanescher Gemeinschaft. Ech wëll bewosst vu musulmanescher Gemeinschaft schwätzen an net musulmanesche Gemeinschaften. Dir wësst, dass ech scho virun e puer Joer ugekënnegt hunn - an ech bleiwen derbäi, et ass just net esou einfach, wéi ee sech dat virstellt -, dass ech wëll, och opbauend op eng Motioun, déi hei 1998 vun der Chamber gestëmmt gouf, mat der musulmanescher Gemeinschaft eng Konventioun ofschléissen, déi dann natierlech hei muss ratifizéiert ginn, selbstverständlech, iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an der musulmanescher Gemeinschaft.

Nu sinn déi dote Verhandlungen - déi éischt Kontakter waren 1996, ech hunn dunn 2003 versicht, systematesch do Kontakter opzehuelen - natierlech net esou einfach, well mer zwee Problemer hunn, déi do musse geléist ginn. Deen een ass: Wien ass mäin Interlocuteur? Well et am Islam net déi hierarchesch Glidderung gëtt vun der Kierch wéi zum Beispill beim Katholizismus. Do weess ech, mat wiem ech schwätzen, do gëtt et e Chef.

(Interruption)

Am Islam gëtt et dat net. Do ass et d'Gemeinschaft, an dat ass vill méi diffus.

Da kënnt derbäi, dass d'Gefor ass, dass et verschidde Gemeinschafte gëtt. Dir kënnt Iech vläicht erënneren, dass ech Iech hei virgeschloen hat, bei den Orthodoxen eng Konventioun ze maachen an net verschidden national-orthodoxesch Ofkommëssen ze maachen. Datselwecht ass fir mech absolut unabdingbar bei de musulmanesche Gemeinschaften, nämlech eng ze kréien. An een éischt Resultat, wat mer awer kënne verzeechnen, dat ass, dass ech déi verschidde Gemeinschaften, déi op verschiddene Plaze waren - Lëtzebuerg, Bouneweg, Esch, Wolz -, eigentlech forcéiert hunn, eng gemeinsam Schura ze maachen.

Elo weess ech nach ëmmer net, ob déi schonn esou fest ass, wéi ech se gären hätt. Déi Echoen, déi mer kréien, soen awer, dass mer se gezwongen hunn, sech emol zesummen op een Dësch ze setzen, fir mat der Regierung ze dialogéieren. Dat war emol schonn en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Dat heescht, mir sinn elo mam Dialog amgaang.

Dann ass natierlech den Inhalt vum Dialog - an och do stäipen ech mech op déi Motioun, déi hei 1998 ugeholl gouf - unanime fir mech. Aner Leit sinn der Meenung, et wär net unanime - dat menge verschidde Leit vum ADR -, mä et war awer beim Handophiewen an der Chamber, wann Der nokuckt, unanime. Fir mech ass et duerfir nach ëmmer unanime, fir ze soen: Wa mer eng Gemeinschaft hei konventionéieren, da muss se sech zum Ordre public luxembourgeois bekennen. Dat sinn déi Grondwäerter, déi mer hunn!

Ee wesentleche Wäert an deenen Diskussiounen, dee fir mech ass, dat ass d'Stellung an de Respekt vun der Fra. Stellung a Respekt, well heiansdo gëtt nëmme vu Respekt geschwat, d'Stellung ass och wichteg.

(Interruption)

Dat ass… Jo, also ech hunn „Froa" gesot, „Fra" verstitt Der da vläicht besser.

Une voix.- Aaahhh!

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Gutt. D'Stellung vun der Fra, dat ass eng Déngen. Mir sinn och amgaang do weiderzefueren, an ech wëll Iech soen, dass mer och déi Diskussiounen erëm opgräifen an dass mer wäerte versichen, och der Regierung an dann der Chamber virzeschloen, esou eng Konventioun ze maachen, déi dann zum Beispill ebe just géif déi Schura kënne konsolidéieren.

Well do gëtt et Beispiller: Bei der jiddescher Gemeinschaft, do ass et och net de Rabbi, deen d'Haaptpersoun ass, mä et ass de Consistoire, eppes Ähnleches - an do hunn ech mech largement inspiréiert beim Här Sarkozy an esou weider. Et kann een also do Beispiller huelen, fir dass ee mol eng Gemeinschaft huet, dass een effektiv en Interloculeur huet.

De franséische Modell schéngt mer wesentlech besser wéi dee belschen, well dee belsche méi d'Communautariséierung fördert, während dee franséische méi d'gemeinsaamt Spill fördert.

Dann ass et och do wichteg, dass mer zum Beispill wëssen - well den Haaptzweck vun enger Konventioun ass et jo, e Ministre du culte, an dësem Fall en Imam, ze bezuelen -, wéi dee forméiert gëtt! Dat ass zum Beispill eng wesentlech Fro, well en Imam, obwuel et net den Imam ass, deen se ofschléisst, dat ass awer deen, deen un d'Leit erukënnt. Also ass et fir eis - an all déi aner europäesch Länner maachen dat och - wichteg ze wëssen, wat fir eng Imamen zu Lëtzebuerg priedegen; et hängt vill dovunner of. An dat gesäit een iwwerall, huelt nëmmen d'Beispiller vu Frankräich, an deenen enge Moscheeë gëtt aneschters gepriedegt wéi an anerer; och dat ass wichteg.

An dann ass ee Punkt, dee mer och um Häerz läit - an ech soen dat fir all déi Gemengepolitiker, déi heibanne sinn -, eng Fro, wou ech wierklech frou wär, wann ee se géing léisen, an déi mer scho laang geléist hu fir d'jiddesch Gemeinschaft, an dat ass déi vum Kierfecht, an zwar fir eng Plaz op eise Kierfechter ze fannen och fir eis musulmanesch Matbridder. Ech mengen, dass een dat implizit kéint iwwer esou eng Konventioun ofschléissen.

Wéi gesot, dat ass do, wou mer wëllen hikommen. Dat gëtt nach laang net esou einfach, mä mir wëllen dat maachen. Well wa mer déi Konventioun ofschléissen, d'Reliioun als Facteur d'intégration unerkennen amplaz d'Aen ze verschléissen an déi Leit an de Ghetto ofzeschéissen, da kënne mer hei wierklech e positive Mouvement maachen.

Dann, drëtten a leschte Punkt, Här President, d'Roll vun der Gesellschaft: Den Dialogue des cultures, dat ass eppes Permanentes. An ech wëll do just soen, dass bei eis am Haus, am Kulturministère, ganz vill an deem Secteur geschafft gouf an nach weider dierft geschafft ginn.

Dir kënnt Iech vläicht erënneren 2004 am Hierscht waren an der Abtei Neumünster, déi souwisou als Motto huet: «Dialogue des cultures et culture des dialogues», eng ganz Partie vu Konferenzen - mat der Uni iwwregens zesummen - iwwert den Islam an déi westlech Welt. Ech hu selwer - dat war déi éischt perséinlech Iddi, déi ech hat als Kulturminister - eng Ausstellung do organiséiere gelooss «Le voile déchiré», wou lauter Biller ware vu Fraen aus der islamescher Welt, déi do, déi eng mat politischen Themen, déi aner mat net politeschen Themen, gemoolt hunn, och fir ze weisen, dass et an der islamescher Welt awer aner Biller gëtt wéi déi, déi mer elo erëm gesinn hunn iwwert d'Tële, wou alles nëmmen niddergebrannt gëtt.

An déi Mouvementer musse mer och an der islamescher Welt énerstëtzen. An ech wëll dann och soen, dass mer ganz staark matschaffen am Kader Euro-méditerranée, an ech sinn och ganz houfrech, dass mer de 27. November 2005 als Kulturministère vun dem Euro-med, den "Europe mediterranean award for dialogue between cultures" iwwerreecht kritt hunn als Kulturministère. Dat ass also fir eis schonn als Regierung eng Unerkennung, dass mer hei an där leschter Zäit vill geschafft hunn a mir wäerten och net midd ginn, fir weider op deem dote Punkt ze schaffen. An ech géif Iech och bieden, dass, soubal mer d'UNESCO-Konventioun iwwert d'Diversité des cultures hei deponéiert hunn - Dir hutt se elo nach net, mir hu se ënnerschriwwen -, mer déi och géife ratifizéieren. Dat gëtt eis e weidert Element fir e propperen Dialogue des cultures ze féieren.

Dir Dammen, Dir Hären, Här President, zum Schluss wëll ech d'Zitat bréngen aus engem Reportage aus enger Emissioun vum RTBF, der franséischsproocheger belscher Tëlee, deen Dag, wou mer d'Kommemoratioun vun der Auschwitz-Libératioun gefeiert hunn, an do ass en ale jiddesche Rabbi interviewt ginn, dee selwer zu Auschwitz war an deen iwwerlieft huet, an deen huet Folgendes gesot: «Je voudrais rappeler à ceux qui nous regardent que cette horreur, cette barbarie n'est pas apparue du jour au lendemain, d'abord il a fallu que s'installent la judéophobie, les calomnies, le racisme. Comme aujourd'hui lentement mais sûrement s'installe l'islamophobie, ne laissons pas l'histoire se répéter!». An ech mengen, dat ass eigentlech d'Roll vum Dialogue des cultures. A mir wäerten als Lëtzebuerg hei bei eis eise Bäitrag dozou leeschten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5507 iwwert d'Décharge vum Fridhaff. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen den Här Schaaf, den Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

6. 5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et

- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC)

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5507 handelt vun där finanzieller Participatioun vum Stat un den Investissementskäschte bei der Vergréisserung, der Verbesserung an dem Bau vun enger mechanescher Anlag fir d'Trennung vun dem Haushaltsmüll um Fridhaff engersäits an anerersäits dem Bau vun enger biologescher Anlag op dësem Site.

De Projet gouf de 25. Oktober 2005 vun eisem Ëmweltminister Lucien Lux déposéiert; déi zoustänneg Chambres professionnelles hunn hir Avisen ofginn an de Conseil d'État huet säin Avis de 6. Dezember, also op Kleeserchersdag, ginn.

Den 30. Januar 2006 huet déi zoustänneg Ëmweltkommissioun mech als Rapporter bestëmmt, an därselwechter Sitzung de Projet virgestallt an debattéiert a schlussendlech den 9. Februar 2006 de Rapport unanime ugeholl. Éier dëse Rapport awer ugeholl gouf, huet d'Ëmweltkommissioun eng Visite op dem Site Fridhaff gemaach, fir sech sur place eng Iddi iwwert d'Aarbechten an d'Projeten ze maachen. Dës Visite war ganz opschlossräich an huet eis d'Aarbecht beim Begutachte vun dësem Projet an och den Diskussioune vun de Mëtte mierklech erliichtert.

Dir Dammen an Dir Hären, komme mer awer zum eigentleche Projet, deen, wéi gesot, de Finanzement vum Stat un den Investissementer op den Aarbechten um Fridhaff beinhaltet.

Et handelt sech hei ëm Aarbechten, déi op där enger Säit vun 1998 bis 2004 realiséiert goufen a sech opdeelen op 17,9 Milliounen Euro fir Aarbechten op der Décharge an 3,8 Milliounen un der Installation mécanique, also 21,7 Milliounen insgesamt bei der Phas 1, a bei der Phas 2, bei der Installatioun vun der biologescher Anlag, 10,9 Milliounen, also insgesamt e Projet vun 32,6 Milliounen Euro Investissementer fir déi zwou Phasen.

De Stat participéiert laut Gesetz vum 31. Mee 1999 iwwert d'Kreatioun vun engem Fong fir d'Protection de l'environnement zu 25% un dëse Käschten. A well dës Zomm mat 8.165.000 Euro iwwert dem Seuil vu 7,5 Milliounen Euro läit, huet laut dem Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget an d'Kontabilitéit vum Stat eng Loi spéciale misse gemaach ginn, iwwert déi mer och de Mëtten debattéieren an och wäerten ofstëmmen.

A sengem Avis hunn déi eenzel Chamberen de Projet positiv begutacht an och de Conseil d'État hat wéineg Problemer mat dësem Gesetz. An d'Kommissioun huet och d'Virschléi vum Statsrot, wéi d'Sträiche vun engem Artikel an d'Upasse vun de Käschten um Bauindex, zréckbehalen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer kuerz op den nationale Gestiounsplang vun den Offäll an op d'Geschicht vun der Deponie um Fridhaff anzegoen, an och hir Entwécklung méi no ze preziséieren.

Am nationalen Offallgestiounsplang gouf de 15. Dezember 2000 festgehalen, dass dräi Installatiounen, déi vu Syndikater géréiert ginn, autoriséiert si fir d'Entsuergung vum Haushaltsmüll:

1. de Site Leideleng géréiert vum Syndicat SIDOR,

2. de Site Fridhaff géréiert vum Syndicat SIDEC an

3. de Site Muertendall géréiert vum Syndicat SIGRE.

An erlaabt mer an dësem Kontext op de Site Fridhaff méi no anzegoen.

De Site Fridhaff, deen zwee km vun der Stad Dikrech ewech läit un der N27.

Hie besteet säit 1945 a krut 1972 duerch d'Kreatioun vum Syndicat SIDEC eng nei Gérance.

Den aktuelle Site huet eng Superficie vun 11 ha.

1996 ass d'Capacitéit op 370.000 m³ geschat ginn an duerch verschidde Mesuren zwëschent 1998 an 2004 konnt eng supplémentar Capacitéit geschafe ginn.

De Gemengesyndicat SIDEC regroupéiert de Moment, no der Fusioun vun enger Rei vu Gemengen, 55 Gemengen. De Moment sinn 42 Persoune bei dem Syndicat beschäftegt. D'Aarbechten op der Décharge kann een an dräi Phase regroupéieren.

1. Den Aménagement vun enger neier Aire de dépôt mat allen néidegen Infrastrukturen, mat engem Rückhaltebecken an engem Renforcement vun der Digue op der Décharge.

2. D'Mise en place vun engem Système d'étanchement mat Installatioun vun engem Sécherheetsdrainage.

3. D'Planifikatioun vun enger definitiver Couche mat Evakuatioun vum Waasser an de Gaser vun der Décharge.

Niewent dësen Aarbechten op der Décharge war et och noutwendeg, sech un de Règlement granducal vum 24. Februar 2003, wat de Prétraitement vun den Décheten betrëfft, ze konforméieren. Sou gouf eng Installation de prétraitement mécanique installéiert, an elo wéi gesot 2006 gëtt eng Installation de prétraitement biologique installéiert, fir dem Reglement nozekommen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Comité d'accompagnement permanent, deen den 20. Dezember 2001 kreéiert gouf, suivéiert d'Mise au point vun den Infrastrukturen um SIDEC souwuel um technesche Plang wéi finanziellen a budgetären. Duerfir huet de Comité an enger Phas déi Projeten analyséiert, déi staatlech subventionéiert kënne ginn, an zweetens, déi verschidde Varianten, déi d'Nécessitéit vun enger Loi spéciale bedéngen, ënnersicht. Dobäi goufe genau déi Propose gemaach, déi mer de Mëtteg am Projet de loi erëmfannen.

Dëse Projet ass also elo zum Schluss an zwee Artikelen zesummmegefaasst:

Den Artikel 1: d'Participatioun un den Aarbechten op der Décharge an un der Installation mécanique mat der Zomm vu 5.433.852 Euro; d'Participatioun um Finanzement vun der biologescher Anlag mat der Zomm vun 2.912.223 Euro. Déi korrespondéiert mat dem Bauindex, verbessert vun 618,55 op den 1. Oktober 2005, an deen och ugepasst gëtt.

Den Artikel 2, dee seet, datt d'Dépense à charge ass vum Fong fir d'Protection de l'environnement.

Dëst zu mengem Rapport, an erlaabt mer am Numm vu menger Partei e puer Wierder un Iech ze riichten, an elo schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Finanzementsprojet ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Offallbeseitegung an deene leschte Jorzéngte réckbléckend kucken, sou ass dach eng formidabel ökologesch Entwécklung entstanen. Huet fréier all Bierger säin Dreck an en Drecksdëppe gehäit, respektiv nach méi schlëmm an der fräier Natur entsuergt, sou ass haut Dank der Mülltrennung an domat der Erfaassung vun deene verschiddenen Offallaarten eng nei Philosophie entstan.

D'Kultur, fir den Haushaltsmüll ze trennen, konnt positiv un de Bierger vermëttelt ginn. Ënnerstëtzt gouf dësen Trend duerch d'Opstelle vu sou genannte «Bulles» fir Glas a Pabeier. Awer och Haus-fir-Haus-Sammlunge vu Pabeier, a muncheruerts Glassammlungen an Haiser hunn derzou gefouert, datt de Müll effikass schonn an enger éischter Phas konnt getrennt ginn.

Containerparken, déi mat der Zäit entstane sinn, ginn dem Bierger eng weider Méiglechkeet seng Offallentsuergung geziilt ze organiséieren. Véier vun dëse Containerparke stinn um Territoire vun Syndicat SIDEC Lenzweiler, zu Wolz, zu Réiden an zu Miersch.

Duerch de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht op verschiddene Sitë konnte weider delikat Elementer aus dem Müll eraussortéiert ginn. Dëst huet erlaabt, datt de Restmüll méi kleng konnt gemaach ginn. Op dem SIDEC kënnen an Zukunft duerch d'mechanesch Behandlung vum Müll an duerch déi nei biologesch Anlag dës Wäerter nach verbessert ginn.

Mat Sécherheet wäerten déi Responsablel vum SIDEC och all Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Nuisancë fir d'Personal, d'Bierger an déi ëmgrenzend Gemengen ze verbesseren a komplett ze eliminéieren. An ech erlabe mer net am Detail op dës Polemik anzegoen; aner Leit hunn dat zur Genüge an der Press bis elo gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, duerch Aarbechten op der Deponie Fridhaff wäert op dësem Site Plaz sinn, fir bis 2017-2024 de Restmüll ze stockéieren. Den Ausbau vun der Deponie an d'Ariichtung vun der mechanescher a biologescher Anlag stelle weider Kapazitéite fräi a wäerten de Restmüll weider reduzéieren. An awer heescht et elo schonn, sech zesummenzesetzen fir d'Zukunft vun dëser, a generell eise Mülldeponien ze plangen.

Duerfir mäin Appel un d'Syndikater SIDEC, SIGRE a SIDOR sech zäiteg mat de Vertrieder vun de Ministèren zesummenzesetzen, fir eng national Léisung fir déi nächst Generatiounen ze plangen. An dësem Sënn sinn dës zwou Phasen éischt Schrëtt dozou. Wéi uganks gesot, wäert eis Partei dëse Projet och unanime stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Sout. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt mol dem honorabele Rapporter, dem Romain Schneider, hei Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport. Zuele brauch ech da keng méi erëmzeginn, déi waren alleguerte genannt. Ech kann also direkt zu deem kommen, wat ech als Remarquen e wéineg, an als Commentaire zu dësem Projet wollt hei soen.

Et ass esou, dass jiddferee vun eis heibanne grad ewéi vun de Leit dobaussen am Normalen eemol an der Woch deeselwechte Geste mécht: Nämlech da setze mer moies eng voll Dreckskëscht virun d'Dier, an owes huele mer eng eidel erëm eran. A fir vill Leit ass domadder d'Entsuergung vum Haushaltsdreck ofgeschloss. Et gëtt awer och anerer. Et gëtt der vill, an et gëtt der ëmmer méi Gott sei Dank, déi do dernieft den Effort vum getrennte Recycling maache vu Glas, Pabeier, Metall, Plastik, Holz, Gréngschnëtt, Problemstoffer a Kompostoffäll, déi dann enger separater Verwäertung kënnen zougefouert ginn.

Dëse Projet de loi ass u sech en einfachen Text iwwer eng Kofinanzéierung vum Stat. Mir ginn eis awer d'Geleeënheet emol ervirzesträichen, dass déi Saach mam Dreck keng esou eng einfach Missioun ass fir eis, mä awer och fir déi dräi Offallsyndikater haaptsächlech, am Fall vum SIDEC am Besonneschen, dee mer hei hunn. Och fir si ass et ganz oft eng ondankbar Missioun, sech mam Knascht vun deenen anere Leit mussen ofzeginn.

Déi modern Offallwirtschaft huet awer net prioritär zum Zil, deen doten Dreck ze entsuergen, mä huet prioritär awer och zum Zil Offall ze vermeiden. D'Endlagerung op der Deponie, dat ass ëmmer nëmmen d'Enn vum Lidd. An duerfir ass d'Preventioun an déi getrennte Kollekt vum Offall déi absolut Prioritéit, sou dass am Endeffekt nëmmen de Reschtmüll, deen, deen net méi ka kompostéiert oder recycléiert ginn, entweder deponéiert oder verbrannt gëtt.

De legislative Kontext, an deem sech d'Offallsyndikater bewegen, imposéiert jo och engersäits d'Reduzéierung vum Reschtmüll, an dat kontinuéierlech an der Zäit, an och d'Behandele vum gesammelten Offall. De SIDEC investéiert, fir dorobber ze reagéieren, zënter 1998 a mécht dann och elo déi mechanesch Opbereedung, a wäert an Zukunft déi biologesch Behandlung vum Reschtmüll nach hannendrunhänken.

Et ass interessant ze gesinn, dass dat och Sënn mécht. Wann een d'Statistike kuckt, dann hu mer 1994 am Land pro Kapp 489 Kilo Dreck bei deenen dräi Syndikaten ofgeliwwert. Zéng Joer duerno sinn dat nach 428 Kilo pro Kapp. Dat ass eng Reduzéierung vun 12,5%.

Ënnert dem Impuls vum Stat, mä besonnesch awer vun de Gemengen, déi iwwert de Wee vun hire Syndikater sech dëser Aufgab unhuelen, sinn eng ganz Rei Initiative geholl ginn, wat de Recyclage ubelaangt. De Romain Schneider huet et och scho gesot, dass Recycling-Parken an d'Liewe geruff gi si vun de Gemenge respektiv vun de Syndikater. De SIDEC, deen déi Haushaltsdeponie zënter 1972 bedreift, huet zenterhier eng Millioun Kubikmeter Dreck deposéiert. Déi Zomm, déi de SIDEC bis elo investiéiert huet, an där Zäitspann, déi eis hei concernéiert, vun 1998 bis 2007, ass eng Zomm vun 32 Milliounen Euro, also eng grouss Zomm, déi mer elo hei mat 25% vum Stat kënne subsidiéieren.

Duerch déi mechanesch a biologesch Behandlungsanlag gëtt deen ugeliwwerten Offall zerklengert an duerno an dräi Zorte vu Müll opgedeelt a weiderverschafft. Dat ass engersäits deen, deen e gudde Brennwäert huet. Dat sinn 20% bis 35% vun der Capacitéit, déi an enger Müllverbrennungsanlag - där hu mer jo nëmmen eng am Land, um SIDOR - kënne verbrannt ginn. Dann déi, déi nach kënnen direkt recycléiert ginn, déi Partien, déi Eisen, déi kënnen erausgeholl ginn. A schliesslech de Reschtmüll, deen no engem biologeschen Traitement dann definitiv um Tipp déposéiert gëtt.

Dee biologeschen Traitement - an och dat ass interessant fir eis an och interessant fir d'Leit - ass also esou eng Reschtoffallbehandlungsanlag, déi ëmmerhin hei mat 2,9 Milliounen Euro zu Buch schléit. Déi suergt net nëmmen derfir, dass den Dreck sech am Volume reduzéiert, mä awer och dass manner Gasen entstinn; dass déi désagréabel Geröch erofginn; dass d'Sickerwaasser - wat ëmmer e Problem vun all Tipp ass - nees eng Kéier ka benotzt ginn zur biologescher Behandlung, an dass eben duerch déi ganz Installatiounen den Dreckstipp um Fridhaff nach zéng Joer kann exploitéiert ginn. Also ronn fënnef Joer méi laang, wéi ouni deen doten Invest.

Dat werft awer, wann een dat esou héiert, d'Fro natierlech op, firwat een hei esou vill Suen investéiert, wann nach esou eng kuerz Lafzäit hannendrun ass. Duerfir wëll ech awer bemierken, dass eiser Aschätzung no deen Tipp net 2007 seng Dieren zoumécht, mä dass selbstverständlech d'Asammlen, den Tri, de Recycling, déi mechanesch an déi biologesch Virbehandlung vum Dreck ëmmer, och nach duerno, weider genotzt ginn, also wäerten net op der SIDEC 2017 d'Luuchten ausgoen.

Niewent där biologescher a mechanescher Reschtoffallbehandlungsanlag - ee relativ komplizéierten Terme - soll een awer och de Bléck drop geheien, dass aner Saachen hei investéiert gi sinn, nämlech d'Erweiderungs- an d'Sanéierungsaarbechte sinn ofgeschloss no sechs Joer Bauzäit an déi hu sech charakteriséiert doduerch, dass riseg Menge vun Offäll- an Äerdëmlagerungsaarbechten hu missen ausgefouert ginn.

Op enger Fläch vu 37.000 m² gouf den Äerdbuedem opwendeg geschützt, et goufen Dichtungsschichten agedroen, fir datt eben d'Schmotzwaasser net méi ongenéiert kann an d'Grondwaasser andréngen, do derniewent Schmotz- a Sickerwaasserkanäl, Kanäluewerflächen, Kilometere vun Drainage a Kanäl mat Opfangbecken a sou weider, also ee ganz groussen Invest an d'Sécherheet vun de Leit a vum SIDEC-s-Tipp. Grouss Deeler vun der Deponie, déi net méi a Betrib sinn, goufen zousätzlech mat enger Leemschicht versinn, fir eben och d'Witterungsaflëss ewechzehalen, woumat ebe kee Reewaasser méi duerch den Deponiekierper dréngt an domadder och d'Sickerwaasserproblematik reduzéiert konnt ginn, grad wéi déi intensiv Gerochsentwécklung, déi nun eemol bei der Zersetzung vun organesche Stoffer entsteet.

Här President, duerch dës Aarbechte konnt d'Capacitéit vun der Deponie vergréissert ginn an deemno och, wéi scho gesot, d'Liewensdauer. Mä net nëmmen. Déi Sanéierungsaarbechten haten och zum Zil e bessere Schutz fir Mënsch an Ëmwelt. Deen, deen en Tipp bedreift, deen ass och ëmmer e bëssen - ob hie wëllt oder net - op der Uklobänk. Den Offall gëtt als potenzial gefäierlech agestuft an hien ass et jo och eigentlech. Duerfir kënnt op déi Verantwortlech vum SIDEC eng ganz grouss Noutwendegkeet vun totaler Transparenz an Offenheet zou.

An de leschte Wochen hu sech an der Öffentlechkeet eben eng Rei Leit zu Wuert gemellt, déi dem SIDEC-s-Tipp net richteg trauen. Mir wëssen, dass deen alen Deel vum Tipp net esou ofgedicht ass wéi déi modern Deponiedeeler, dass den Ofwaasserkollekter net ofgeschiermt bis an d'Kläranlag vum SIDEN leeft, mä einfach an de Kanal vun Ierpeldeng, dass e Risiko vu Contaminatioun vum Grondwaasser besteet, dass eng Rei Analysen héich Wäerter opweisen, och wa se net iwwert de Grenzwäerter fir d'Aspeisung an der Kläranlag leien.

Ech maache mer och Gedanken, wann ech d'Resultater kucke vun de Waasseranalyse vun der Ëmweltverwaltung vum Dezember 2005, déi op verschidde Plazen um Tipp geholl goufen. Déi weisen deelweis anormal héich Konzentratioune vu verschiddene Stoffer op, zum Beispill Ammoniak.

Well och Onkloerheet bei enger Rei vun Analysen an e Gefill vun Onsécherheet besteet bei enger Rei vun Awunner, huet den neie Gemengerot vun Ierpeldeng décidéiert, onofhängeg Analysen duerchzeféieren an och öffentlech zougänglech ze maachen. Domadder wëlle si vun neutraler Plaz noweisen, ob eng Gefor fir d'Ëmwelt besteet, Jo oder Neen, a si wëllen och sécherstellen, dass d'Quellenaspeisung vum Ierpeldenger Drénkwaasser net duerch den Tipp a Gefor ass.

Ech wëll hei kengem de Prozess maachen; ech wëll awer soen, dass et wichteg ass, déi Noutwendegkeet vun Transparenz gëllen ze loossen an alle Situatiounen, dass een Informatioune muss publik maachen, Kritiker empfänken a Leisungen erklären.

Mat deenen Investissementer, déi haut décidéiert ginn, gëtt déi Deponie méi sécher, kritt méi eng laang Liewensdauer an erfëllt besser déi ëmweltspezifesch Ufuerderungen. A wann och nach dëst Joer vum Ofwaassersyndikat SIDEN deen neien Uschloss un d'Kläranlag realiséiert gëtt - dee wäert dëst Joer an de Chantiersstadium kommen -, da kann ee sécher sinn, dass d'Sickerwaasser net méi mam Kanalnetz vun Ierpeldeng a Beréierung kënnt an domadder e groussen Deel vum Problem wäert geléist sinn.

De Fait awer, dass hei de Stat hëlleft bezuelen, heescht net, dass alles an der Rei ass, an et heescht net, dass all Zweifler Onrecht huet. De Fait, dass mer haut dëst Gesetz stëmmen, dat gëtt dem SIDEC Sécherheet a finanziell Moyenen, seng Investissementer am Intérêt vun der Saach a vun der Sécherheet vun de Bierger weiderzedreiwen.

Här President, an engem leschte Punkt wollt ech nach eng Kéier op déi Lafzäit vun der Deponie zréckkommen. Et ass virgesinn, dass den Tipp bis 2017 ënnert där Form, wéi en haut fonctionnéiert, ka fonctionnéieren, an da wäert hie voll sinn. Duerfir wier et jo wichteg, dass een haut scho sech Gedanke mécht, wéi et no 2017 kann ausgesinn.

Duerfir gëtt et eng Rei Froen: Brauche mer eng aner Deponie am Norden? Bleiwe mer beim System, dee mer haut kennen? Kënnen déi dräi Syndikater nach besser zesummeschaffen? Musse mer net eng Kéier eng Müllverbrennungsanlag kréien, déi eng national Léisung kann duerstellen? Dës Froen no enger zukünfteger sécherer Offallentsuergung sinn net nëmme politesch Froen; et sinn och technesch a souguer wëssenschaftlech Froen.

Duerfir, Här Ëmweltminister, sidd Dir gewëllt mat allen dräi Syndikater un engem flächendeckende System fir ganz Lëtzebuerg ze schaffen, woubäi, denken ech, déi Reschtlafdauer vum SIDEC den Timing muss virgi respektiv d'Fro no der Visioun vum Ëmweltministère fir d'Offallentsuergung no 2017?

Ech wëll schléisse mat zwou Bemierkungen: Éichtens, dem Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet, an zweetens der Ausso, datt trotz aller Polemik a Kritik, déi vereenzelt un der Gestioun an un der zaghafter Öffentlechkeetsaarbecht geäussert ginn ass, ech vun dëser Plaz aus de Verantwortlechen an de Mataarbechter vum SIDEC duerfir Merci soe wëll, dass all Woch ronn 100.000 Awunner aus eisem Land aus 57 Gemenge moies hir Dreckskëscht kënne voll eraussetzen a se owes propper, eidel kënnen eranhuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, wann ech gelift.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt eis modern Gesellschaft hautesdags vill - Verschiddener soen, ze vill - Dreck produzéiert, dat ass eng Tatsaach, déi sech och mat deene performantsten technesche Mëttelen net ewechrationaliséiere léisst, mä dat kann dach net bedeiten, datt mer de Kapp an de Sand stieche virun deem Problem an einfach kapituléieren, mä mir sinn au contraire dozou opgefuerdert, de Problem konsequent unzegoen.

Am Joer 2000 gouf de Plan national de gestion des déchets opgestallt An deem Plang ass virgesinn, d'Quantitéit vu produzéiertem Offall pro Awunner ëm 30% ze reduzéieren. Fir datt dëst Zil kann erreecht ginn, sinn eng ganz Rei vu Mesuren noutwendeg. Op där enger Säit mussen d'Leit fir d'Offallvermeidung sensibiliséiert ginn, an ech mengen, datt hei schonn an de leschte Joren eng Partie grouss Effortë gemaach gi sinn an datt och dës Efforten hire Succès haten - leider net genuch. Op där aner Säit muss dann awer dofir gesuergt ginn, datt dat, wat vun Offall bleift, an dat trotzdeem net ka recycléiert ginn an erëm verwäert ginn, méiglechst ëmweltgerecht a mat Hëllef vun deenen neisten technesche Mëttele ka gelagert ginn.

De virleiende Projet de loi gesäit vir, dass de Stat sech mat ronn aacht Milliounen Euro un der Vergréisserung an der Sanéierung vum Site Fridhaff bedeelegt. Weiderhin deckt de Projet déi finanziell Bedeelegung vum Stat un der Installatioun vun enger Anlag of, déi et erméiglecht Offall, éier en op der Deponie gelagert gëtt, ze trennen.

De Règlement grand-ducal vum 24. Februar 2003 gesäit vir, dass Haushaltsoffäll virun hirer Entlagerung op der Deponie mussen no bestëmmte Kritäre traitéiert a gesënnert ginn. Elo ass et nëmme logesch, dass de SIDEC dëse Virschréfte wëll gerecht gi mat der Installatioun vun enger mechanesch, biologescher Anlag, déi esou eng Trennung vun den Offäll erméiglecht. Eng Anlag, déi ënner anerem d'Eisen an déi Komponente mat héijen Heizwäerter fir d'Verbrennung vun der SIDOR aussortéiert, fonctionnéiert zënter 2002 um Fridhaff. D'Installatioun vun enger Anlag, déi biologeschen Offall aussënnert ass fir dëst Joer virgesinn - déi Aarbechte wäerten eng Rei vu Méint daueren, éier se dann a Betrib kënne goen - an hei gëtt dat organescht Material ofgebaut, éier dann de Rescht um Site deponéiert gëtt.

Déi aner Donnéeë sinn elo hei gesot ginn, wat den Historique ugeet, wéi vill Restcapacitéit do bleift, datt déi verduebelt ginn ass an dass dësen Tipp ënner Ëmstänn bis 2017 respektiv 2024 - jee vu welleche Schätzungen een ausgeet - ka fonctionnéieren.

Mäi Virriedner huet et hei ugedeit, datt an deene leschte Joren awer eng Rei vu Kritiken un dëse Site geriicht gi sinn, wat d'Ofwässer vun der Deponie ugeet. An trotz Investitiounen, déi an deene leschte Joren duerchgefouert gi sinn, konnten eng Rei vu Problemer an dëser Richtung hei, déi mat der Deponie zesummenhänken, scheinbar net geléist ginn. A wann een deene betraffene Kritiker do nolauschtert, da kommen ëmmer déiselwecht Froen a Kritiken op.

Ëmmer erëm heescht et säitens de Kritiker, mat un der Spëtzt den Nico Jäger - deen eis virun all Wahlcampagne op d'Prouf stellt, net nëmme meng Partei, mä och all déi aner Parteien, fir deen de Problem allerdéngs och eréischt méi grouss ginn ass, zënterdeem de Kolleeg Gira d'Presidentschaft iwwerholl huet, virdru war déiselwecht Problematik op d'mannst gradesou grouss, deemools huet een d'Kritike manner grouss héieren -, vu Bedenken, déi ëmmer erëm an déiselwecht Richtung ginn, an zwar dass d'Behandlung vun den Ofwässer beileiwen net optimal wier.

Et gëtt drop higewisen, datt dat d'Ierpeldenger Gemeng Problemer mat de Quellen hätt, datt ondicht Plazen an der Ofdichtung vum Tipp wieren, datt doduerch nei Problemer kommen, datt d'Fëschweiere verknascht wieren an datt domat och heiansdo d'Fësch géife stierwen.

Och géif sech d'Fro gestallt ginn, firwat den Tipp vum SIDEC anescht wéi déi aner Deponien dann nach ëmmer keng Kläranlag fir d'Sickerwaasser huet. Wéi kann et sinn, datt d'Spullleitung vun der Sickerwaasserleitung direkt an d'Sauer leeft? Firwat gouf eng Zwëschenofdichtung aus Asphalt gebaut? Hält dës Ofdichtung och dann, wa sech den Dreck vun der Deponie iwwer e puer Meter setzt? Dat sinn alles Froen, déi verschidde Leit am Einzugsgebitt oder Anrainer sech hei stellen an déi ech scho 15 Joer laang ze héiere kréien.

Ech zweifelen net un der gudder Gestioun vun deem Tipp hei vu mengem Kolleeg, dem President Camille Gira, och net un der Kompetenz vum Direkter Armand Schmitz. Trotzdeem mengen ech, datt de Kader vun deem Gesetz hei déi richteg Plaz ass, fir vläicht eng Kéier offiziell Stellung ze huelen, dëst vum Minister, deen de Problem jo och da misst kennen, fir ee fir allemol Kloerheet ze kréien. Ech gi jo dovun aus, datt dat Bescht hei gemaach ginn ass, datt wéi ëmmer d'Problemer net vun haut op muer kënne geléist ginn an datt déi néideg Schrëtt entaméiert gi sinn, fir datt dann - sou wéi ech dat jo an engem Interview konnt liesen - deemnächst déi Problemer kënne geléist ginn.

Ech riichte mech hei un den Ëmweltminister. A sech misst ech mech un den Innenminister riichten, an et ass am Fong geholl schued, datt deen net hei ass, well et ass jo awer den Innenminister mat sengem Waasserwirtschaftsamt, deen zoustänneg ass fir d'Qualitéit vun de Gewässer. Wann hei eppes net soll klappen, da wier et jo awer esou, datt iwwert déi Sickerwässer, déi sollen duerch d'Ierpeldenger Kanalnetz op de SIDEC lafen, dat misst festgestallt ginn, datt d'Qualitéit vun deene Wässer an engem ganz schlëmmen Zoustand wier. Oder wa se an d'Sauer géifen ofgeleet ginn, datt dann dat den Innenminister misst nervös maachen. Mä säitens dem Innenminister a soss dem Waasserwirtschaftsamt héiert ee relativ wéineg.

Duerfir wier et vläicht gutt, wann op d'mannst iwwert dee Problem do, dee sech a sech haaptsächlech ëm d'Waasser dréint, säitens dem Innenminister eng Kéier eng Kloerstellung géif kommen. Oder waarde mer erëm drop, bis den nächste Summer kënnt a mer de Communiqué erëm erausginn, fir ze soen, datt d'Sauer keng Qualitéit huet fir dra schwammen ze goen? Méiglecherweis ass de Communiqué scho fäerdeg am Tirang fir den nächste Summer erëm erauszeginn. Ech hoffen, datt dee Problem dann op d'mannst fir déi nächst Wahle geléist ka ginn, datt een da roueg déi Wahlcampagne ka maachen, ouni am Raum Ettelbréck permanent mat deem Problem do befaasst ze ginn.

Ech mengen, datt awer an deene leschte Jore gutt geschafft ginn ass um SIDEC-s-Tipp an dat Beschtméiglecht gemaach ginn ass - an d'Chiffere weisen dat jo -, fir dee Site hei optimal ze gestalten. Well ech doru gleewen, datt déi Investitiounen, woumat dat finanzéiert gëtt, och an déi richteg Richtung ginn an domat den Haaptobjektiv erfëllt gëtt: d'Reduzéierung an d'Vermeidung vum Offall, a virun allem och mam Resultat, datt dat, wat net ze vermeiden ass, gutt gelagert gëtt, géif ech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Projet hei ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, meng Virriedner hu scho praktesch alles gesot, wat ze soen ass. Besonnesch de Rapporteur huet am Detail a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport dat gesot, wat eigentlech ze soen ass, och nach als Spriecher vu senger Fraktioun, sou dass ech him häerzlech wëllt Merci soen an dass ech mech och relativ kuerz kann halen.

Här President, déi Gréng wäerten dëse Projet stëmmen, well déi Investissementer, un deenen de Stat sech hei bedeelegt, an déi vum SIDEC gemaach gi si respektiv nach wäerten dëst Joer virun allem, mä och nach uganks d'nächst Joer gemaach ginn, der Ëmwelt zegutt kommen.

Si bestinn eigentlech aus zwee Voleten: Op där enger Säit eng Sanéierung vun Allaaschten aus de 70er, 80er, och nach Ufank 90er Joren an eng Upassung vun der Deponie selwer un d'Kritäre vun haut, an zweetens, deen zweete Volet, d'Zurverfügungstelle vun enger moderner Virbehandlung vun dem Reschtoffall.

Zum éischte Volet - et ass schonn erwähnt ginn: Bekanntlech gëtt zënter 1945 an dat Lach do Dreck getippt, an Dir kënnt lech virstellen, wéi dat bis d'90er Jore war a wat do bis d'90er Joren alles an dat Lach gaangen ass. E bëssen erstaunlech ass et schonn, dass während 40 Joer kee Mënsch eppes dobäi fonnt huet, an eréischt déi lescht véier, fënnef Joer, wou eigentlech op eng Manéier, déi absolut konform ass zur europäescher an nationaler Gesetzgebung, geschafft gëtt, elo op eemol Problemer optauche sollen, wou 30, 40 Joer laang keng solle gewiescht sinn. Dat ass schonn awer e bëssen erstaunlech.

1988 ass dunn - an dat och fir d'éischt hei am Land - eng éischt Basisofdichtung op deen Tipp komm, a vun do u kann een eigentlech vun enger eenegermoosse valabeler ekologescher Gestioun vun deem Tipp do schwätzen.

Elo ass et awer richteg, dass derniewent awer nach eng Rei Secteuren, déi scho méi al waren, nach keng Basisofdichtung haten. Iwwert déi ass dann elo eng Tëschenofdichtung geluecht ginn, a wann den Tipp dann an zéng, zwielef oder 15 Joer, loosse mer hoffen, zou ass, da kënnt och nach eng Kéier eng generell Ofdichtung iwwert dee ganzen Tipp, 70, 80 cm Leem, sou dass praktesch kee Waasser méi duerch den Tipp leeft.

Fir lech ze weisen, wéi effikass a wéi schnell déi Tëschenofdichtung do schonn hir Resultater bréngt, vläicht folgend Chifferen: Et sinn 2002 25.000 m³ Sickerwaasser - net, Här Calmes, an d'Sauer, well wéi een Intérêt hätte mer dorun -, mä integral, kann ech lech berouegen, an d'Kläranlag um SIDEN gelaf.

(Interruption)

Dofir bezuele mer ëmmerhin 150.000 Euro - an Dir mat der Gemeng Préizerdaul en Deel dovu mat -, 150.000 Euro Taxen un de SIDEN. Et wier jo pervers, wann en Offallsyndikat géing 150.000 Euro Taxe bezuelen an dann derniewent d'Sickerwaasser an d'Sauer lafe géing loossen! Wéi kéim dann een dozou, onofhängeg vun der Ekologie?

Mä hate mer 2002 nach 25.000 m³ Sickerwaasser,…

M. Emile Calmes *(DP).*- Här Gira, ech hunn dat net gesot!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech hunn domat…

(Interruption)

…eng vun Äre wichtege Froe beäntwert, déi Dir hei opgeworf hutt, déi d'Leit ëmmer stellen, ob dann iergendwellecht Sickerwaasser géing an d'Sauer lafen. Ech kann lech hei berouegen: Et leeft kee Sickerwaasser an d'Sauer, et leeft integral an d'Kläranlag vum SIDEN a gëtt do onproblematesch verschafft.

Mä dat Sickerwaasser ass vu 25.000 m³ 2002, nodeem déi Tëschenofdichtung gebaut ginn ass, zréckgaang op nëmme 7.500 m³, dat an Zäit vun dräi Joer. Do mierkt Der, wéi effikass a gutt déi Aarbechten, déi mer hei kofinanzéieren, sinn.

Mä et ass schonn ugeschwat ginn: D'Zil ka jo net sinn, ekologesch ze deponéieren, mä mir musse jo emol virdru kucken, e Maximum ze reduzéieren. An ech wëll awer hei drop hiweisen, dass de SIDEC eigentlech enorm Efforten zënter 1994 gemaach huet. 1994 ass dat neit Offallgesetz komm, a vun enger Gestioun vun iergendwelechen Infrastrukture si mer jo opgefuerdert ginn als Gemengen, eng Gestion intégrée des déchets ze maachen.

Ech wëll awer hei emol ervirsträichen, dass eigentlech deemools de SIDEC deen eenzege Syndikat war, dee sech konform gesat huet zu deem Offallgesetz an deen emol gesot huet: „Mir änneren eis Statuten." Well bis dohi war de SIDEC eigentlech net méi an net manner wéi d'Gestioun vun deem Tipp um Fridhaff. Dunn ass geruff ginn: „Mir wëllen d'Gestion intégrée maache vun deem ganzen Offall!" Mir hunn dat och duerchkritt bei eise Gemengen alleguerten. An zënterhier bekëmmert de SIDEC sech ëm déi integral Gestioun vun den Offäll. Dat hunn déi aner zwee Syndikater net gemaach!

Mam Resultat, dass mer am Oste bis haut nach kee flächendeckend Netz vu Recyclinghäff hunn; mam Resultat, dass mer am Süden zwar e ganze Koup esou Infrastrukturen hunn, mä dat awer deelweis chaotesch vir sech gaangen ass, a mer elo bei der Réorganisation territoriale feststellen, dass mer eng Multitude vun Offallsyndikater am Süden hunn.

Ech wëll drop hiweisen, dass am Norden deen dote Problem an deem Sënn geléist ass, dass mer ee Syndikat hu fir de ganze Volet Gestion des déchets, an eng Gemeng, déi beim SIDEC Member ass, brauch sech ëm guer näischt méi ze bekëmmeren, wat de ganze Volet ubelaangt. Souguer d'Bullen, déi an deenen eenzelnen Dierfer stinn, gehéieren dem SIDEC a gi vum SIDEC géréiert. Dat awer emol fir eng Kéier déi fundamental aner Approche vun deem Syndikat vis-à-vis vun deenen zwee aneren duerzestellen.

Dozou gehéiert dann och eng Sensibiliséierung mat enger Zeitung, mat Opklärungsblieder op deenen eenzelne Recyclinghäff, dozou gehéiert natierlech d'Collecte sélective, Pabeier an esou weider an esou fort. Et ass ugeschwat ginn an Tëschenzäit - an déi Investissementer kommen nach nieft déi, déi hei subventionéiert ginn, déi ginn op en anere Wee subventionéiert -: e flächendeckende Recyclinghaff mat fënnef Recyclinghäff am ganzen Norde verdeelt. Mam Resultat, dass am Beräich vum SIDEC praktesch kee Mënsch méi wäit wéi siwen, aacht Kilometer vun deem nächste Recyclinghaff wunnt, wat einfach dozou féiert, dass d'Resultater och excellent sinn.

Et muss een och wëssen, dass de SIDEC u sech praktesch d'Halschent vum Land ofdeckt, mat awer nëmmen 100.000 Awunner an Awunnerinnen, mam Resultat, dass ee vun den immense Käschtefaktoren natierlech den Transport ass. An dass, wann een e ländlech strukturéierten Offallsyndikat huet, een aner Léisunge muss sichen, wéi wann een an der Stad Lëtzebuerg ass, wou ee praktesch déiselwecht Awunner an engem Ëmkrees vu fënnef Kilometer sëtzen huet.

D'Iwwerleeung dovun, d'Konsequenz dovun ass, dass de SIDEC sou wäit wéi méiglech probéiert, mat der Landwirtschaft zesummenzeschaffen, eng Gréngschnëttsammlung opgebaut huet, wou mat 23 landwirtschaftleche Betriber dezentral Ofhuelstellen ageriicht si ginn.

E Resultat och vläicht dovun, dass et esou verspreet ass, ass, dass de SIDEC décidéiert huet, déi ganz Aarbechten an eegener Regie ze maachen, fir déi Saach besser ënner Kontroll ze hunn. Et wëll een awer och kann dodriwwer diskutéieren.

Offall ass en heikele Beräich an dat ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn. Et huet ee schonn x-mol vun internationale Skandaler héieren, wou Firme probéiert hu mat Offall ganz vill Geld ze verdéngen. An duerfir waren déi Verantwortlech vum SIDEC der Meenung, dass een dat alles an Eegeregie soll maachen, well een dann awer, mengen ech, de wirtschaftlechen Drock eraus hätt a mat sengen eegene Leit besser Hand iwwert dat huet, wat do geschitt. An awer bleift natierlech no all deenen Ustrengungen e ganze Koup Reschtmüll. Déi Zuele si glécklecherweis substanziell erofgaangen, mä weiderhi brauche mer awer nach eng Plaz fir de Reschtmüll.

An da kommen ech bei den zweete Volet vun deenen Aarbechten, déi gemaach si ginn. Et ass awer haut d'Erkenntnis, dass et absolut Onsënn wier, de Reschtoffall einfach esou ze deponéieren oder ze verbrennen, an duerfir sinn ebe modern Virbehandlungsanlagen, mechanesch biologesch Anlagen, entwéckelt ginn. An där mechanescher Anlag gëtt de Reschtmüll zerklengert, d'Metaller ginn erausgeholl an alles, wat méi grouss wéi 15 cm ass, déi sou genannt heizwäerträich Fraktioun, gëtt enger thermescher Verwäertung zougeféiert, wou da Stroum a vläicht och iergendeng Kéier nach Hëtzt kann domat produzéiert ginn. An Zäiten, wou mer CO_2 mussen aspueren, mengen ech, ass dat vill méi sënnvoll all déi Saachen an enger propperer Verbrennung ze entsuergen, wann ech esou däerf soen, wéi dat op en Tipp ze geheien, wou et guer näischt méi bréngt, wou et just eng Verschwendung vu Rohstoffer ass.

Déi biologesch Anlag, déi elo am Bau ass, do soll deen zerklengerten Offall an enger geschlossener Anlag nach eng Kéier sechs Wochen op Mieten gesat ginn, an d'Sickerwaasser vum Tipp gëtt do verwäert. Fir dann déi Fro, déi och dacks op gewësse Plazen optaucht, ze beäntwerten, wann een e Konzept entwéckelt huet, wou ee säi Sickerwaasser ka praktesch am Circuit fermé um Site selwer verwäerten, da mécht et jo kee Sënn nach eng extra Kläranlag ze bauen. Dat huet jo kee Wäert, dat ass Verschwendung vun öffentleche Gelder, an do uewen um Fridhaff gëtt probéiert mat deenen öffentleche Gelder sou gutt wéi méiglech ëmzegoen an duerfir ass eng Léisung gesicht ginn, fir dat Sickerwaasser um Site selwer kënnen ze verwäerten.

Déi ganz mechanesch biologesch Anlag erlaabt et, deen Offall, deen do uewen ukënnt, ëm 50% ze reduzéieren. An dat erklärt och, firwat d'Lafzäit vun der Deponie duerch déi do Anlage wesentlech konnt verlängert ginn. Et huet awer och de Virdeel, dass deen Offall, deen deponéiert gëtt, praktesch mineraliséiert ass, mam Resultat, dass do vill manner Gas an natierlech dann nach eng Kéier e ganze Koup manner Sickerwaasser entsteet.

Wann déi biologesch Anlag fäerdeg ass, wäert dat eng vun de modernsten Anlage wäit a breet sinn, allen Unkenruffen zum Trotz.

Ech sinn elo e bëssen an enger schlechter Situatioun, well ech jo eigentlech hei net als SIDEC-s-President meng Ried hei halen an ech mengen och net, dass et d'Plaz ass, fir op eng gewësse Polemik anzegoen. Mir haten d'lescht Woch eng Pressekonferenz, wou mer Punkt fir Punkt op déi Punkten, déi gewësse Leit opgeworf hunn, geäntwert hunn. Ech ka mech iwwer gewësse Remarquen hei nëmme wonneren, wa vu Manktum un Transparenz geschwat gëtt.

Ech wëll drop verweisen, dass de SIDEC e ganz demokratesch organiséierte Syndikat ass, deen net mam Delegéierteprinzip fonctionnéiert, mä am SIDEC huet trotz 55 Gemengen all Gemeng en Delegéierten, deen do ass. Ech mengen, mir si bestëmmt mat deen eenzege Syndikat, deen e Rapport vun alle Komiteessitzungen, net nëmmen un d'Schäfferéit verdeelt, mä un all d'Conseilleren. Duerfir mengen ech, ass et awer e bëssen erstaunlech, dass eng Rei Leit hei Froen iwwert dat stellen, wat do uewen ass. All déi Joren hätte se kënnen hiren Delegéierten, dee Représentant am SIDEC ass fir hir Gemeng, froen. Fir de Rescht sti selbstverständlech déi sämtlech Analyse zur Verfügung. Ech stelle just fest, dass déi Leit, déi am meeschten oder ganz vill Lieserbréiwer schreiwen, nach ni douewen um Tipp waren an och nach ni iergendeng Informatioun gefrot hunn, sou dass ech ganz éierlech un der éierlecher Absicht vu gewëssene Leit zweifelen. Duerfir wëll ech och weider net op déi Polemik agoen.

Et gëtt ee Punkt, dee richteg ass, wou keen de Moment domat zefridden ass an dat ass déi Situatioun vun den Ofwässer duerch Ierpeldeng. Ech wëll awer och hei betounen, dass dat deemools den ausdréckleche Wonsch vun der Gemeng Ierpeldeng war, fir dee Kanal sou ze leeën, fir Geld ze spueren, fir kombinéiert d'Ofwaasser vum SIDEC mat dem häuslechen Offall ze maachen. Dass dat vläicht net méi ganz dem Stand der Technik entsprécht, do si mer eis alleguerten eens; de SIDEC ass awer leider net Maître d'ouvrage, fir dee Kanal ze leeën. Mir hu schonn zënter zéng Joer Suen am Budget, fir dee Kanal do ze leeën. Mir sinn déi Éischt, déi drop waarden, dass vun alle staatlechen Instanze gréng Luucht kënnt, an da gëtt dee Kanal sou séier wéi méiglech gebaut, fir am Noutfall dann awer nach eng zweet Léisung ze hunn, souguer, wann d'Sickerwaasser op der Plaz sollt gebraucht ginn.

Dat just dozou a méi wëll ech zu där Polemik do net soen. Ech mengen, de Rescht ka jiddfereen an der Press vun der leschter Woch noliesen oder respektiv kritt hie vu mir als SIDEC-s-President da gär sou vill Informatiounen, wéi hie gären hätt.

Dës Anlagen, an och dat ass scho gesot ginn, maachen natierlech Sënn, och wann um Fridhaff net méi getippt gëtt. Egal wéi, dee Virtraitement vun deem Reschtoffall an där mechanesch biologescher Anlag ass sënnvoll.

Da kann ech och dat nëmmen ënnerstëtzen, wat hei scho gesot ginn ass, wa mer vu Réorganisation territoriale schwätzen. Ech sinn der Meenung, dass een déi dräi Offallsyndikater soll bäibehalen. Déi hunn awer eng gewësse geschichtlech Entwécklung. Si hunn och eng gewësse Manéier, fir ze fonctionnéiere beim Behale vun dem direkte Kontakt zu de Gemengen.

Ech mengen, mir sinn eis awer eens, dass mer eis dringend mussen zesummesetzen, fir eng national Léisung ze sichen, am Kontext besonnesch vum Reschtoffall. Et ass och net esou, wéi wann dat nach net geschitt wier. Zwëschent dem SIDOR an dem SIDEC gëtt et schonn eng jorelaang Zesummenaarbecht, déi excellent fonctionnéiert. Bis elo war et e bësse méi schwiereg, fir deen drëtte mat an d'Boot ze kréien. Ech hoffen, dass - egal wien et wou ass - déi dräi nei Büroen agesinn, dass et einfach Sënn mécht, sech zesummenzesetzen, zesumme mam Ëmweltminister an der Verwaltung an dringend noutwendeg national Léisungen ze sichen. Mir kënnen déi dräi Strukture bäibehalen, mir mussen awer hin op eng national Gestioun.

An an Zukunft däerf den Offall net méi no der geographescher Herkunft traitéiert ginn, mä no der Qualitéit vum Offall. An dat, wat soll deponéiert ginn, dat soll deponéiert ginn, a wat besser verbrannt ass, dat soll verbrannt sinn. Dat soll d'grouss Linn sinn an ech sinn iwwerzeegt, dass déi dräi nei Büroen hir politesch Verantwortung wäerten iwwerhuelen a schleunegst, wa se bis constituéiert sinn, sech mam Ëmweltminister zesummesetzen, fir den Offallproblem um nationalen Niveau ze léisen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur, deen hei duergeluecht huet, ëm wat et geet. Ech wäert tunlechst vermeiden nach eng Kéier op den Objet vun dësem Projet de loi anzegoen. Dat huet hie gemaach an et sinn och anerer nach zum Deel drop agaangen. De But ass bekannt. Mir votéieren hei eigentlech nëmme just eng finanziell Participatioun vu 25% un engem Invest, dee gemaach gëtt vun engem Gemengesyndikat an zwar fir e bestoenden Tipp ze moderniséieren an auszebauen.

Et kann ee ech d'Fro stellen, ob dat, wat mer do matfinanzéieren als Stat, dem Geescht an dem Buschtaf vum Offallgesetz gerecht gëtt, dat eis operleet, fir de Maximum ze maachen, fir d'alleréischt fir d'Müllvermeidung, dann de Recyclage an duerno eigentlech eréischt den Dépôt vun deem, wat sech net méi recycléiere léist.

Ech deelen d'Meenung vun all deenen, déi soen, datt mer erfreelech Fortschrëtter gemaach hunn am Laf vun der Zäit, fir d'Quantitéit vum Müll, deen deponéiert gëtt, ze reduzéieren. Mir sinn einfach an enger Konsumgesellschaft, déi noutwendegerweis e ganze Koup Offall produzéiert. Mä et muss awer och net zwangsläufeg esou sinn, datt e groussen Deel dovunner op enger Deponie land. Duerfir muss een all Initiative begréissen, déi dozou féieren, d'Leit ze sensibiliséieren, den Offall ze trennen an e méiglechst no qualitativ getrennte Fraktiounen enger sënnvoller Verwäertung zouzeféieren.

Wa mer d'Müllfraktiounen am Detail kucken, da sinn der eng ganz Partie do déi onproblematesch sinn. Ech doe mer all Kéiers schwéier mat der organescher Fraktioun am Offall. Et ass jo och dat, wat hei e groussen Deel vun de Problemer generéiert an och anerwäerts.

An ech muss soen, Här President, mir waren als ADR scho viru Joren eng Kéier a Süddäitschland eng Anlag kucken, déi ausschliesslech biologeschen Offall traitéiert vun enger Populatioun vu ronn 100.000 Awunner. Dat gëtt, well dat Biologescht esou problematesch ass vun der Hygiène hier, zweemol an der Woch ofgeholl.

Ech si mer bewosst, datt ganz besonnesch wéi an dësem Fall, wou mer grouss Gebidder hu mat enger relativ schwaacher Densitéit, datt dat och ëmweltpolitesch problematesch ass, dat mat risem Transport zesummenzefëieren, fir et ze traitéieren. Duerfir triede mir absolut derfir an, datt ee soll probéieren dat sou wäit wéi et geet dezentral mat eise Bauerebetriber zesummen ze maachen.

Et ass och net - et muss een einfach soen – sënnvoll, Compostage ze maachen. Och déi Anlagen hei, wat eng vun deene modernsten ass, déi ech jee gesinn hunn, maache fir d'éischt Biovergärung. Dat heescht, se huelen de Maximum schonn iwwert de Vergärungsprozess eraus, wat zu enger Reduktioun vun der Trockenmass féiert vu 25% bis 30%. De Gas gëtt energetesch verwäert. Dat, wat iwwreg bleift, gëtt entwässert an duerno nach eng Kéier kompostéiert. Mä do ass de Gros vun der Energie schonn eraus.

De Compostage ass sécher méi einfach, mä en huet awer en Nodeel: Och, wann ee seet, et ass CO_2-neutral, well et ass jo organesch Matière, déi virdrun CO_2 gebonne ginn ass, ass en awer trotz allem iergendwou problematesch, well en erëm riseg Quantitéite vun CO_2 generéiert, an déi Hëtzt, déi do entsteet, ganz wéineg genotzt ka ginn.

Duerfir mengen ech, et wär absolut noutwendeg, datt mer eis géinge Gedanken driwwer maachen, fir flächendeckend déi organesch Fraktioun, déi e groussen Deel vun deem Ganzen duerstellt, an och herno am Dépôt problematesch ass, well se jo ëmmer nach viruschafft, fir déi esou wäit wéi et nëmmen iergendwéi méiglech ass, getrennt ze erfaassen a getrennt ze verschaffen, an dann erëm eng Kéier an den natierleche Kreeslaf zréckzebréngen. Ech mengen, da wäre mer absolut am Sënn vum Offallgesetz.

Déi aner Fraktiounen, do kann ee relativ séier driwwer ewechgoen: D'Metaller, d'Eise loosse sech haut ganz liicht mat Magnéiten eraushuelen. Wou ech perséinlech, Här Minister, e bësse Bauchwéi hunn, dat ass déi Partie Aluminium, och wann et kleng Quantitéite sinn; mä dat sinn, wann een dat iwwert de ganzen Haushaltsoffall zesummenhëlt, awer gewalteg Quantitéiten. Well mer wëssen, datt den Aluminium en onheemlechen Energiefrësser ass an der Produktioun, misst alles gemaach ginn, fir den Aluminium, och déi klengsten Deeler, separat ze erfaassen. Ech weess, datt dat net einfach ass, datt och d'Populatioun muss dohinner bruecht ginn. Mä wann een den Ufank net mécht, da kënnt een och net un d'Zil.

Pabeier, wësse mer, datt dat gréisstendeels funktionéiert. Et kann een et ëmmer nach besser maachen. Glas och. De Problem, dee bleift, sinn d'Kunststoffer. Ech muss soen, ech war frou, datt ech déi Visite douewe konnt matmaachen. Och dat, wat nom Traitement mécanique herno nach an den Dépôt geet vu Kunststoff, schéngt mir reng optesch gesinn awer nach räichlech vill ze sinn. An an der Optik, datt mer soen, mer wëllen de Maximum recycléieren, misst ee sech iwwerleeën, wéi een dat an Zukunft kënnt an de Grëff kréien. Ech weess, datt et Kunststoffer gëtt, déi problematesch sinn an der Verbrennung. Mä un a fir sech ass et en onbefriddegenden Zoustand, wann ee gesäit, datt nach esou vill op den Dépôt geet.

Här Minister, ech hu viru kuerzem an enger Noriichtesendung héieren, datt an der Bundesrepublik Däitschland iwwerluecht gëtt, fir an der Offallwirtschaft zu enger Nulldépôtléisung ze kommen. Dat ass natierlech e ganz héich gestachent Zil. Mä ech mengen, als Zil misst een dat awer kënne guttheeschen. A wann eis däitsch Nopere sech dat als Zil gesat hunn, misste mir, déi mer jo awer op d'mannst gradesou dichteg si wéi si, eis jo awer och, mengen ech, datselwecht Zil kënne setzen a kucken dorop hinzeschaffen. Ech froe mech och, mer wëssen, datt d'Europäesch Communautéit eis heiansdo mat Direktiven iwwerrascht, ob net iergendwann eng Kéier eng Direktiv kënnt, déi eis derzou zwéngt, fir op dee Wee do ze goen.

Virun deem Hannergrond kann ee sech d'Fro stellen: Ass deen Invest, dee mer elo maachen, dann nach sënnvoll? Well et ass jo awer relativ vill Geld, wat elo investéiert gëtt, fir d'Liewensdauer vun der Deponie kënnen ëm en etlech Joren ze strecken. An dat virun allem virum Hannergrond - ech weess awer, datt et problematesch ass, well ech aus dem Oste kommen -, datt mer am Osten eng Deponie hunn, där hir Liewensdauer op, ech wëll net soe Jorhonnerten ugeluecht ass, mä déi awer nach eng gewalteg Capacitéit huet. Stelle mer eis emol vir, mer wären an zéng oder 15 Joer do, datt näischt méi däerft deponéiert ginn an näischt méi géif deponéiert ginn duerch nei Technologien. Dann hätte mer déi Capacitéit do mol nach net ausgeschäfft, a mer hätten eis eigentlech deen Invest am Norde beim SIDEC kënne spueren.

Virun deem Hannergrond ass et eiser Meenung no national gesinn - ëmmer um nationale Plang gekuckt; mir sinn eis awer bewosst, datt et e Problem gëtt tëscht deenen dräi Syndikater - net wirtschaftlech, fir esou vill Geld fir déi Installatioun ze investéieren, just fir d'Lafzäit nach ëm e puer Joer ze verlängeren. Et gëtt gesot, déi Installatioune géinge jo och, oder solle spéiderhin nach genotzt ginn, wann d'Deponie voll ass. Wéi gesot, mir kucken et trotzdeem mat enger Zilrichtung, datt een eigentlech misst déi verschidde grouss Fraktioune kënnen trennen an enger Verwäertung zouféieren.

Als Konklusioun, Här President, wëlle mer zréckhalen, datt et dringend noutwendeg ass, datt mer déi dräi Syndikater iergendwéi wéinegstens ee Mol un en Dësch bréngen, an datt mer zu enger nationaler Offallpolitik kommen, wou effektiv net regional gekuckt gëtt, mä wou mer national kucken a probéieren déi verschidde Müllelementer esou gutt wéi méiglech am Sënn vum Offallgesetz ze entsuergen, a virun allem sënnvoll ze verwäerten an ze recycléieren.

An deem Sënn kënnt een eigentlech der Regierung och e Reproche maachen, datt se nach net méi drop agewierkt huet. Ech weess och, datt déi Méiglechkeete limitéiert sinn. Mä ech ka mech erënneren, datt déi Problemer, déi notamment mam SIGRE bestan hunn an der Vergaangenheet an och haut wahrscheinlech nach zum Deel bestinn, drop zréckzeféiere sinn, datt do eng gewëss Haartstréchegkeet war - fir e gudden ale Lëtzebuerger Ausdrock ze gebrauchen -, fir mat op dee Wee do ze goen. Ech weess och, datt déi finanziell Bedeelegung vum Lëtzebuerger Stat un deem Investissement, deen do gemaach ginn ass, ëmmer nach ausstet, well dee Problem do nach net geléist ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et muss een op jidde Fall dofir suergen, an d'Regierung muss mat alle Mëttelen drop hiwierken, datt déi Zesummenaarbecht do kënnt, an datt mer wierklech zu enger nationaler Offallpolitik kommen, déi deenen Ziler do Rechnung dréit. Et fält eis e bësse schwéier, soen ech éierlech, fir deem Projet hei eis Zoustëmmung ze ginn, well vill Geld hei investéiert gëtt an eng Solutioun, déi nëmmen eng Iwwergangsléisung ass. Mä well mer awer keng aner Solutioun de Moment gesinn, si mer d'accord fir dëse Projet matzedroen, a mer hoffen, datt mer dann trotzdeem awer a méi enger laangfristeger Perspektiv zu anere Solutioune kommen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo als Ofschloss vun der Debatt den Ëmweltminister, den Här Lucien Lux. Här Minister.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech kënnt mech relativ kuerz halen, well dës Debatt de Mëtte vill gewisen huet a sécherlech schonn utile war fir déi Revisioun vum nationalen Déchetsplang, déi mer am Joer 2006 elo virzehuelen hunn. Ech géif d'Deputéierten, déi heibanne sinn, an déi mat vill Kompetenz un déi Fro hei, a schonn an der Kommissioun, drugaange sinn, elo schonn invitéieren, fir de 16. Mee sech virzesuerge fir en éischte Workshop, dee mer maachen, wou mer och déi interesséiert Deputéierten invitéieren, fir an déi Diskussioun iwwert d'Revisioun vun deem Plang anzetrieden, an ze kucken, inwieweit dass mer munches, wat de Mëtten hei gesot ginn ass, scho kënnen an déi Diskussioun eranhuelen.

Ech mengen, den Haaptmessage de Mëtten, deen ech mathuelen, ass sécherlech deen, dass et héich Zäit gëtt, dass mer déi dräi Syndikater un en Dësch kréien, dass mer musse kucken, wat och vum Kolleeg Gira gesot ginn ass, net nëmmen d'Hierkunft vun dem Déchet ze kucken an en fonction dovunner d'Verdeelung ze maachen, mä virun allem och d'Natur, d'Qualitéit vun den Décheten ze kucken, Spezialiséierungen ze maachen a sech da landeswäit e Konzept fir déi nächst Jore ginn.

Dat beäntwert och zum Deel déi Appréhensiounen, déi de Kolleeg Mehlen zum Schluss hat, fir sech ze froen: Ass deen Invest, dee mer hei maachen, nach néideg op deem Site do? En ass nach néideg! En ass virun allem néideg, well en eis d'Geleeënheet gëtt, awer am Prétraitement herno ëmmer nach kënne mat deenen Infrastrukturen ze schaffen, och wann een herno fir d'Deponéierung vläicht aner Sitë virgesäit.

Mä ech mengen, mir mussen eis elo zesummesetzen. Ech sinn och frou, dass mer relativ schnell mat der Kommissioun dee Projet hei vum SIDEC iwwert d'Bühn bréngen. Och dem Rapporteur dofir e grousse Merci, dass dat vum Dépôt vum Projet bis haut dach relativ schnell iwwert d'Bühn gaangen ass, an och dem SIDEC douewen.

An ech mengen, et ass zu Recht hei gesot ginn, de SIDEC muss ee luewen, well et hie war, deen den Esprit an d'Lettre vum Gesetz vun 1994, fir effektiv eng vernetzten integréiert Gestioun vum Müll ze maachen, ganz schnell attackéiert huet an et fäerdeg bruecht huet, mat all deene Gemengen an dat Konzept do anzetrieden.

Ech denken awer och un déi Aarbechten, déi amgaange si mam SIGRE, fir och d'Finanzéierungsgesetz fir de SIGRE esou schnell wéi méiglech heihinner ze kréien, waarden och mat Ongedold op d'Konstituéierung vun deenen neie Gremien an ech mengen, da léisst et sech vläicht do méi schnell virukommen deementspriechend, wa mer eis mat deene Leit da kënnen zesummesetzen.

Jiddefalls, mir sinn am Ministère an an der Verwaltung prett, fir dat virunzedreiwen. Datselwecht gëllt natierlech och fir de SIDOR, wou d'Preparatioune fir déi partiell Renovéierung an den Assainissement vun den Anlage jo och en cours sinn, a mer sécherlech dann do och relativ schnell heihinner komme kënnen, fir dat ze maachen.

Doriwwer eraus wëllt ech awer ofschléissend net vergiessen ze soen, dass mer sécherlech nach eng Rei vun aneren Initiativen huelen, fir d'Preventioun an d'Reduktioun ëmmer erëm weiderzedreiwen. Ech mengen, mir stellen haut nach fest - et ass virdru gesot ginn -, dass mer beim Undeel vun den organesche Fraktiounen ëmmer nach bei 31% leien. Ech mengen, dass mer do Efforte musse maachen, fir weiderzekommen. Mir sinn amgaangen, e Projet pilote zu Rëmeleng ze maachen, fir mat de Geschäfter zesummen, mat de Konsumenten an de Clientë manner Déchetë beim Akaf ze maachen.

Mir hunn de Kontrakt mat der Gesellschaft Valorlux virun zwou Woche verlängert, fir mat enger Initiativ wéi déi mat den Écosacen och weiderzekommen, wat sécherlech ee vun deene Punkten ass, well mer mierken, dass de Plastik mat 17% awer nach e groussen Undeel ausmécht, grad wéi de Pabeier an de Kartong, dee bei 24% läit. An dann natierlech och kucken, awéiwäit dass mer, besonnesch bei den organesche Fraktiounen am Osten an am Norden, Efforte maachen, fir iwwert d'Biomethanisatioun och d'Energieproblematik mat eranzebréngen. Alles dat, mengen ech, muss d'Revisioun vum nationale Plang vun den Décheten 2006 duerstellen.

Dofir zum Schluss vläicht eng Bemierkung, ech mengen, de Kolleeg Gira huet a senger duebeler Qualitéit hei e bëssen dodrop geäntwert. An der Fro vun den Analysen, déi gemaach gi sinn, an och deene Resultater, déi d'Ëmweltverwaltung dem SIDEC Enn Dezember virgeluecht huet, ass dat Eenzegt, wat gëllt, kloer ze maachen, dass déi Analysë kloer weisen, dass mer et hei net mat engem grousse Problem ze dinn hunn, an et gëllt do nëmmen eent, dat ass d'Transparenz spillen ze loossen, souwuel an der Ëmweltverwaltung wéi beim SIDEC wéi an de Gemengen. Ech mengen, dass een un déi Problemer mat rouegem Kapp, awer Determinatioun muss drugoen, fir dass mer se geléist kréien.

An ech mengen och hei, well dat gesot ginn ass, dass déi Responsabel vum Intérieur a vum Waasserwirtschaftsamt prett sinn, fir sech mat eis un en Dësch ze setzen, fir déi Problemer do esou schnell wéi méiglech ze diskutéieren, ze analyséieren an dann och virzegoen, dass mer se an de Greff kréien.

Duerfir der Chamber Merci fir dat schnellt Ofhandele vun dësem Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Jo, Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Jo, mä ech kann net ofstëmmen, et geet net. Här President, meng Maschinn geet net!

M. le Président.- Mir kucken elo direkt duerno.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- D'Maschinne sinn total k.o.

M. le Président.- De Projet de loi 5507 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.16 heures)

Ordre du jour

1. 4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Amendement - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Motion)

2. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Ech kann d'Regierung net froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet, et ass nach kee Regierungsvertrieder heibannen. Duerfir komme mer dann direkt zu onsem Ordre du jour.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 4673B iwwert d'Brevets d'invention. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, a fir unzefänken huet da fir d'éischt den Här Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Här Minister, en attendant, hätt Dir vläicht fir d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Här President, dat ass net de Fall.

M. le Président.- Merci, da fuere mer mam Här Bodry weider.

1. 4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat där heiteger Debatt an Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet 4673B setzt d'Chamber e provisoresche Schlussstréch ënner eng jorelaang Diskussioun ronderëm déi sou genannte Biopatenter an d'Ëmsetzung an d'nationaalt Recht vun der europäescher Direktiv 98/44. E provisoresche Schlussstréch, well mat dëser Debatt an der Ofstëmmung d'Diskussioune sécherlech ronderëm dat Thema net fäerdeg sinn.

Et geet bei dësem Gesetz dorëms, fir europäesch eenheetlech Regele festzeleeën, wat de rechtleche Schutz vu biotechnologeschen Erfindungen ugeet, Erfindungen, déi souwuel Planzen an Déiere wéi och eenzel Deeler vum mënschleche Kierper betreffe kënnen. Dës Transpositioun vun enger europäescher Direktiv an d'Lëtzebuerger Recht geschitt iwwer eng Ofännerung vun eiser allgemenger Législatioun iwwert d'Patenter.

Et ass trotz Retarden, déi Lëtzebuerg jo traditionell bei der Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven opzeweisen huet, schonn ausserguewéinlech, dass eng europäesch Direktiv bal aacht Joer, nodeem se bindende Charakter kritt huet, elo eréischt soll zu Lëtzebuerg an Nationalrecht ëmgesat ginn.

Zënter dem Enn vum Joer 2000 - de Gesetzesprojet war ursprünglech am Juni 2000 deponéiert ginn - hu sech dës Chamber an hir Virgängerin mat dëser Problematik vun de sou genannte Biopatenter intensiivst beschäftegt. Op hir Demande hin ass den ursprüngleche Gesetzesprojet an zwee Deeler gespléckt ginn, ee méi ekonomesch-techneschen Deel an ee méi ethesch-juristeschen Deel. Et ass deen ekonomesch-techneschen Deel, deen entre-temps schonn ëmgesat ginn ass an d'national Législatioun iwwer e Gesetz vum 11. August 2001.

An et ass den zweeten Deel, dee méi komplexen a kontroversëierten, dee sécherlech méi ethesch Froen opwerft, dee sengerzäit an d'Spezialkommissioun Éthik verwise ginn ass an der viregter Legislaturperiod an iwwert dee während laange Jore beroden a konsultéiert ginn ass.

Ech gehéieren zu deem klenge Grupp vun Deputéierten, déi iwwerlieft hu vun der fréierer Ethikskommissioun an déi dobäi waren, wéi iwwert déi dote Fro diskutéiert ginn ass, wéi d'ONGen hei defiléiert sinn an där Ethikskommissioun, wéi Experte gehéiert gi sinn, wéi d'Ethikskommissioun sech mat där Problematik beschäftegt huet, och sengerzäit bis op München gefuer ass, fir beim Europäesche Patentamt direkt Informatiounen iwwert d'Praxis och vun dem Délivrement vu Patenter anzehuelen.

Et ass och ee vun deene rare Projeten, deen eng Saisine mat sech bruecht huet vun der nationaler Ethikskommissioun, also wat näischt mat de Chamberaarbechten direkt ze dinn huet, d'konsultativ Kommissioun iwwert d'Ethik, déi op nationalem Plang der Regierung eigentlech berodend an ethesche Froen zur Säit steet.

Déi Debatten, déi deemools an der Ethikskommissioun gefouert gi sinn, hu sengerzäit d'LSAP-Fraktioun dozou bruecht, am Juli 2001 eng Motioun eranzebréngen hei am Parlament, wou déi deemoleg Regierung opgefuerdert ginn ass, eng Neiverhandlung vun der Direktiv op europäeschem Plang an d'Wee ze leeden. Déi dote Motioun ass erëm verwise ginn an d'Ethikskommissioun, an no engem gewëssenen Hin an Hier am Laf vum Joer 2001 bis 2002 eran, an nodeem festgestallt ginn ass, dass sech keng Majoritéit an der deemoleger Ethikskommissioun géif fannen, fir deemools dee Projet esou an der Chamber guttzeheeschen, ass schlussendlech eng nei Motioun ausgeschafft ginn, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwe war, déi deemools hei am Parlament vertruede waren, an déi och de 26. Februar 2002 an der Chamber eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Dës Motioun vun deemools, vun 2002, spigelt ganz kloer déi staark Reserven erëm, déi d'Chamber mat deem doten Text vun der Direktiv hat. A Reserven, dat mengen ech och haut kënnen ze soen, déi zu engem groussen Deel och haut nach ëmmer an der Chamber bestinn. Dat gëllt also besonnesch fir den Artikel 5, deen a sengen Ofsätz 1 an 2 e gewëssene Widdersproch erkenne léisst, deen op jidde Fall net kloer ass, deen zweedäiteg ass.

Op där enger Säit behandelt en - dat wëll ech soen - d'Brevetabilitéit vun Deeler vum mënschleche Kierper, wou an deem éischten Ofsaz vun deem Artikel de Prinzip steet, dass u sech e mënschleche Kierper net patentéierbar wär, an op där anerer Säit kommen dann awer am zweeten Ofsaz Aschränkungen zu deem Prinzip, wou dann d'Patentéierbarkeet vun Elementer vum Mënsch méiglech gëtt, soufern se duerch en technesche Procédé isoléiert oder reproduzéiert ginn.

D'Motioun vun der Chamber huet sengerzäit verlaangt, dass déi deemoleg Regierung sollt eng Renégociatioun vum Artikel 5, Alinea 2, probéieren ze déclenchéieren an och an deemselwechte Sënn sollt beim Europäesche Patentamt intervenéieren. Et war also eng duebel Opfuerderung, déi vun der Chamber un d'Regierung geriicht ginn ass. D'Chamber huet och nach de Wonsch ausgedréckt, dass d'Regierung sech sollt duerfir staark maachen, dass et op internationalem Plang, also iwwer Europa eraus, sollt zu enger Diskussiounsronn iwwert d'Patentrecht an iwwert den Domän vun der Gesondheet kommen.

Déi Motioun huet e Konsens duergestallt tëschent deenen eenzelne Fraktiounen. Et war an där Hisiicht, och wann een dat historesch kuckt, en aussergewéinleche Schratt, deen deemools d'Chamber gemaach huet, well d'Direktiv vun 1998 war zu deem Zäitpunkt schonn net nëmme rechtskräfteg, mä huet eigentlech scho laang missen an d'Nationalrecht ëmgesat ginn; an 10 vu 15 EU-Länner vun deemools hate se och an d'Nationalrecht ëmgesat. Et war awer wouer, dass bis dohin, bis also de Februar 2002, vun der Europäescher Kommissioun keng rechtlech Schrëtter an d'Wee geleet gi ware géint Lëtzebuerg oder géint déi aner EU-Länner, déi d'Transpositioun vun där Direktiv net am virgeschriwwenen Délai duerchgefouert haten.

Et ass interessant, déi Interventiounen nozeliesen, déi sengerzäit eenzel Fraktiounsspriecher hei gemaach hunn, wéi iwwert déi Motioun diskutéiert ginn ass. Ech mengen, kloer aus där Debatt ass de politesche Wëllen ervirgaangen, fir op europäeschem Plang eng Debatt erëm unzekuerbelen, se positiv ze beaflossen an dozou bäizedroen, dass eng restriktiv Interpretatioun vun der Patentméiglechkeet op der lieweger Matière sollt erreecht ginn.

An deenen Interventiounen huet sech méi oder manner kloer och d'Hoffnung erëmgespigelt, dass en neien Direktivtext géif vun der Kommissioun ausgeschafft ginn an op den Instanzewee bruecht ginn. D'Hoffnung och sengerzäit, dass aner Länner sech géifen dem Lëtzebuerger Beispill uschléissen, an dass iwwert deen dote Wee, vläicht och mat Hëllef vun enger Majoritéit am Europaparlament, d'Europäesch Kommissioun kéint zu engem Handele beweegt ginn an et kéint akzeptéieren, dass op deem Punkt vum Artikel 5 en neien Text géif op den europäeschen Instanzewee bruecht ginn.

Et muss een natierlech haut de Bilan zéie vun deem, wat déi Initiativ do bruecht huet, zu wat se gefouert oder respektiv zu wat se net gefouert huet. Wann een dat nüchtern haut beuerteelt, da muss ee knapp véier Joer no där Debatt hei an der Chamber feststellen, dass déi doten Erwaardungen, déi d'Chamber iwwer all Fraktiounen viru véier Joer geäussert huet, net erfëllt gi sinn an der Wierklechkeet. Haut dierfe mer, mengen ech, a kënne mer d'Aen net zoumaache virun der politescher a juristescher Realitéit, déi sech haut ergëtt, wat d'Ëmsetzung vun där europäescher Direktiv iwwert d'Biopatenter ugeet.

Mir si gehalen, mengen ech, als Lëtzebuerger Parlament elo eis Verantwortung hei ze iwwerhuelen, wat natierlech Debatten an Zukunft iwwert déi dote Matière a kengem Fall ausschléisst. Mir musse weider als Lëtzebuerger Parlament iwwert déi dote Froen hei diskutéieren. A mir wäerten och iwwer eng Rei vu Projeten, déi d'Regierung elo deponéiert huet a leschter Zäit an der Chamber, och d'Geleeënheet kréien an allernächster Zukunft eis mat all deene Froen erëm eng Kéier hei in extenso ze beschäftegen.

Wann een déi Debatte vum Joer 2002 noliest, a wann een d'Interventioune vun engem Patrick Santer, enger Agny Durdu oder enger Mady Delvaux noliest, da gesäit een awer och ganz kloer, dass deemools schonn zumindest deenen dote Spriecher bewosst war, dass et och an der Chamber zu enger nächster Etapp komme muss. Wann nämlech déi Interventioune bei der Kompromissioun näischt bréngen, wann et net zu neie Verhandlunge kënnt, wann et net zu enger neier Initiativ vun der Kommissioun kënnt, fir déi Direktiv op zumindest engem Punkt ëmzeänneren, da war et och deemools scho kloer, 2002 - dat geet aus deenen Interventiounen ervir -, dass dann d'Chamber sech wäert musse mat där doter Fro ausenaner setzen, wa sech d'Kommissioun net an deem Sënn beweegt, wéi mer dat deemools gewënscht haten.

Et muss ee ganz einfach feststellen, dass weder d'Europäesch Kommissioun nach de Ministerrot - an, muss ech soen, d'Europäesch Parlament och nëmmen an engem gewëssene Mooss - op déi kritesch Positioun vum Lëtzebuerger Parlament ageschwenkt sinn. Dat war leider net de Fall, muss een haut ganz ernüchternd feststellen.

Am Géigendeel, d'Kommissioun, déi bis 2002 eigentlech par rapport zu Lëtzebuerg an och an anere Länner net aktiv gi war, wat méiglech juristesch Schrëtt ugeet, huet sech awer enges Bessere besonnen aus hirer Siicht aus, an ass den 19. Dezember 2002 eng éischte Kéier aktiv ginn, andeem se en Avis motivé géint Lëtzebuerg geriicht huet. Dat ass also eng lescht Warnung eigentlech, déi den Traité virgesäit géintiwwer Länner, déi sech net konformëieren zum europäesche Recht.

Et huet schlussendlech derzou gefouert, dass nodeem den Text nach net ëmgesat ginn ass, d'Kommissioun e Schrëtt weider gaangen ass, a géint Lëtzebuerg wéi och géint d'Belsch a Frankräich - wann ech mech net ieren -, derzou iwwergaangen ass an e Prozess ugestrengt huet um Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg wéinst Nettranspositioun vun enger europäescher Direktiv.

Deeselwechte Geriichtshaff huet dann och den 9. September 2004 Lëtzebuerg veruerteelt wéinst där Netëmsetzung vun deem europäeschen Direktivtext. Doropshin huet d'Wirtschaftskommissioun vun dëser Chamber hir Aarbechten um Text erëm opgeholl. Si huet sech vun Dezember 2004 bis Mäerz 2005 a véier Sitzunge mat deem Text vun der Direktiv respektiv mat dem Regierungstext aus dem Joer 2000 beschäftegt.

A si ass derzou iwwergaangen, fir eng Rei vun Amendementë festzehalen par rapport zu deem Regierungstext vun der viregter Mandatsperiod. Déi Amendementë si schlussendlech den 11. Oktober 2005 aviséiert gi vum Statsrot, deen en Avis majoritaire hat an en Avis séparé an där heiter Fro. No deem Avis vum Statsrot sinn et weider véier Sitzunge gewiescht vun der Wirtschaftskommissioun vun dësem Parlament, wou mer eis mat deem Avis an deenen Texter ausenaner gesat hunn. An an deene Sitzunge waren och nach zousätzlech Amendementen a Propositioune vun der grénger Fraktioun agereecht ginn. De schréftleche Rapport ass schlussendlech an der Sitzung vum 19. Mäerz 2006 ugeholl ginn.

Et ass also esou, dass wann een de Werdegang vun deem Ganze kuckt, da gesäit een, dass also sech munches gedoen huet an deene leschte véier Joer. An deem Sënn, dass déi europäesch Regele voll gespillt hunn, an deem Fall, wou e Land sech net konfirméiert an net bereet ass, fir europäesch Direktivtexter an nationaalt Recht ze iwwerhuelen.

Ufanks Januar ass nach eng Kéier eigentlech eng dropgesat ginn duerch d'Europäesch Kommissioun, well se nach eng Kéier frësch à charge komm ass, an also virun engem gudde Mount nach eng Kéier en Avis motivé supplémentaire der Lëtzebuerger Regierung zougestallt huet, wat also de leschte Schrëtt ass dann elo virun enger zweeter Prozedur virum Europäesche Geriichtshaff, déi eigentlech nëmme kann zur Folleg hunn, dass Lëtzebuerg sief et zu enger Astreinte, sief et zu enger Indemnité forfaitaire veruerteelt gëtt, wéint net korrekter Ëmsetzung vun engem europäeschen normativen Text.

An der Tëschenzäit, dat muss een och bäifügen, hunn all EU-Memberstaten den Direktivtext transposéiert, ausser Lëtzebuerg a Lettland, wat en neien EU-Memberstat ass, déi nach ëmmer net konform sinn. Et ass, mengen ech, eis an der Kommissioun kloer gewiescht, dass déi dote Positioun einfach net méi ze halen ass, an dass mer elo hei gehale sinn ze transposéieren.

Et muss een also feststellen, dass mer, nom Scheitere vun enger politescher Léisung, déi déi viregt Chamber iwwer all Fraktioune gesicht huet, an déi op europäeschem Plang net komm ass, elo mussen eise rechtleche Flichten an eisen internationale Verflichtungen nokommen als Lëtzebuerger Parlament an och als Lëtzebuerger Land. E weidert Festhalen un enger absolut oflehnender Haltung hätt ausser engem risikoräiche symbolesche Wäert och kaum praktesch Konsequenzen.

Ech mengen, dat soll een och nach eng Kéier hei kloer festleeën, dass u sech eng Lëtzebuerger Législatioun ganz minimal Auswierkungen an deem heite Beräich huet, wann een emol de prakteschen Notze vun deem kuckt. Well ee muss wëssen, dass an Europa hei insgesamt dee groussen Deel vun de Patenter eigentlech vum Europäesche Patentamt zu München vergi gëtt, an dass och eng Demande, déi hei zu Lëtzebuerg géif als Patentdemande agereechtginn, géif weidergereecht ginn vun de Lëtzebuerger zoustännege Stellen zur Préifung bei d'Europäescht Patentamt.

Dat Europäescht Patentamt huet déi europäesch Direktiv schonn zënter laange Joren iwwerholl a gëtt seng Interpretatioun vun deem

europäeschen Text, wat net onbedéngt déi restriktiv Interpretatioun ass, déi bis elo hei zu Lëtzebuerg eigentlech vun deene meeschte politesche Kräfte befirwuert ginn ass. Mä et ass e Fakt, dass dat esou ass. Dorunner kënne mer eigentlech och duerch d'national Texter näischt änneren.

Et muss een och ganz kloer soen: Och wann eventuell haut géif eng Affär virun engem Lëtzebuerger Geriicht opdauchen, wat de Patentschutz an där heiter Matière ugeet, da misst och e Lëtzebuerger Geriicht, egal wat den nationalen Text wär, sech fir d'éischt nom europäeschen Text riichten, well europäescht Recht iwwergeuerdent ass zu nationalem Recht. Also, och eng contraire Dispositioun vun engem Lëtzebuerger Gesetz géif vu Lëtzebuerger Geriichter net applizéiert ginn. Duerfir, mengen ech, soll ee bei aller Opreegung an allen Emotiounen, déi dës Debatt haut nach ëmmer mat sech bréngt, dat, mengen ech, niichter kucken an och genau gesinn, wat den Impakt eigentlech vum Lëtzebuerger Législateur an där doter Matière ass.

Mir sinn awer der Meenung gewiescht, als Kommissioun, dass mer net däerften an och net sollte blann einfach deen ale Regierungstext iwwerhuelen an deem heite Fall, wat eng Transpositioun eent zu eent vun der europäescher Direktiv ass, mä dass mer sollten dee politesche Spillraum an dee juristesche Spillraum, deen eis bleift - an deen ass relativ enk an där heiter Matière -, dass mer dee sollte maximal ausnotzen, fir esou wäit wéi méiglech eng méi restriktiv Interpretatioun an den Text selwer vun deem Lëtzebuerger Gesetz eranzekréien. An zwar an engem Mooss, dass mer eis nach esou wäit wéi méiglech am Kader vun der Direktiv bewegen. Dass mer also net offe géint den Text vun der Direktiv verstoussen, well dat däerfe mer net, mä andeem mer probéieren en esou ze interpretéieren duerch zousätzlech Bestëmmungen, déi mer mat abauen, dass u sech déi Kräften an der aktueller Diskussioun och weider gestäerkt ginn, déi soen, deen doten Text däerf eigentlech net d'Dier wäit opmaache fir d'Biopatenter, mä dat do muss eng Dispositioun ginn, déi restriktiv ausgeluecht gëtt an déi sou wäit wéi méiglech, also och an der Ausdehnung vum Patentschutz, sou kleng wéi méiglech gehal gëtt.

Dat war déi Richtlinn, déi mir als Kommissioun haten. Mir hunn also net einfach blann den Text iwwerholl, deen eis virlouch, mä mir sinn dozou iwwergaangen, fir ze kucken, wat an anere Länner geschitt ass bei der Transpositioun, wat déi Margë sinn, déi aner Länner benotzt hunn, fir méi eng restriktiv Interpretatioun vun deem heiten Text ze kréien.

Do muss een och ganz kloer soen, dass déi meeschte Länner, déi wäitaus grouss Majoritéit vun de Memberstate vun der EU, eng integral, honnertprozenteg Ëmsetzung vun dem Text vun der Direktiv an hir national Rechter gemaach hunn. Et sinn nëmme ganz e puer Länner, déi versicht hunn en anere Wee ze goen an déi probéiert hunn iwwert den Text selwer oder iwwer Verwaltungsvirschréften nationaler Natur ze erreechen, dass méi eng restriktiv Interpretatioun an d'Ausleeung vun där Direktiv hei erakënnt.

A mir hunn eigentlech genau probéiert, eis un deem Beispill do ze inspiréieren, fir an deemselwechte Sënn e politeschen Akzent och nobaussen ze setzen, och wa mer, wéi gesot, wëssen, dass de prakteschen Notze vun enger Lëtzebuerger nationaler Bestëmmung an där heiter Matière net schrecklech grouss ass. Dofir si mer dozou iwwergaangen a mir hu scho virun elo engem knappe Joer eng Rei vun Amendementer guttgeheescht an der Wirtschaftskommissioun, déi mer da weidergeschéckt hunn un de Conseil d'État, fir do och en zousätzlechen Avis ze kréien, an no laanger Diskussioun sti mer nach ëmmer als Kommissioun zu deenen Amendementer, déi mer virun engem Joer festgehalen hunn an déi och dann elo an den Text vun dem Gesetzesprojet mat integréiert gi sinn.

Mir hunn eis eigentlech och bestäerkt gefillt an där doten Iwwerleeung, net nëmmen duerch déi Beispiller vun Däitschland a Frankräich, un deene mer eis also largement inspiréiert hunn, mä awer och duerch eng relativ rezent Diskussioun, déi am Europaparlament stattfonnt huet, a méi genau iwwer eng Motioun, déi am Europaparlament majoritaire gestëmmt ginn ass - se war relativ kontroverséiert -, an dat war de 26. Oktober 2005.

An do ass et genau ëm déi Froe gaangen, déi mer och elo an eisen Amendementer vun der Kommissioun behandelt hunn an déi mer schlussendlech och mat erakritt hunn an deen Text, deen eis haut zur Diskussioun an zur Ofstëmmung virläit. Et geet ëm Breveten op de sou genannte Gensequenzen, op sou genannten ADN-Patenter. Do gëtt zum Beispill gefuerdert, dass u sech d'Keimzellen net solle brevetabel sinn; a genau dat schreiwe mer elo iwwer en Amendement an eis national Gesetzgebung an.

Et gëtt vun deem Europaparlament gefuerdert, dass Patenter, wann de mënschlechen ADN betraff ass, sech mussen op eng konkret Uwendung beschränken, dass also eigentlech an Europa de sou genannten absolute Patentschutz net däerf gëllen, mä dass nëmmen e funktionsbegrenzte Patentschutz däerf gëllen. Och dat ass déi zweet grouss Iddi, déi mer an eisem nationalen Text elo probéiert hunn, iwwer eis Amendementer zréckzebehalen, fir also do an deemselwechte Sënn eigentlech, wéi d'Majoritéit am Europaparlament sech a rezenten Diskussioune beweegt, eis national Gesetzgebung ze modifizéieren.

Mir sinn also hei net bei der Ëmsetzung à contre-courant vun der politescher Stréimung an Europa, mä mir si genau an därselwechter Linn wéi elo eben d'Diskussiounen, déi am Europaparlament gelaf sinn an deene leschte Méint. An dat wëlle mer eben och net nëmmen duerch Absichtserklärungen hei ënnersträichen, mä andeem mer konkret och eisen nationalen Text ëmänneren, fir deenen dote Gesiichtspunkte kënne Rechnung ze droen.

Well - an dat muss een emol soen - och d'Europaparlament geet an där Motioun do net esou wäit, dass et onbedéngt eng nei Direktiv verlaangt, mä et ass souguer der Meenung, dass et eventuell duergeet iwwer eng Recommandatioun un d'EU-Memberstaten, fir dee méi restriktive Patentschutz an där spezieller Matière do vun der biologescher Matière hei an Europa ze kréien.

Dat doten ass net onëmstridden, dat ass ganz kloer, do ginn d'Meenungen tëschent deene politesche Richtungen am Europaparlament auserneen an och vu Land zu Land gëtt et aner Kulturen an där doten Hisiicht. Länner wéi England, och de gréissten Deel vun de skandinavesche Länner haten eigentlech ni e Problem, fir déi Direktiv zu honnert Prozent ëmzesetzen. Et ass éischter, wéi gesot, an de Länner ronderëm Lëtzebuerg, wou sech méi Problemer gestallt hunn a wou méi ethesch Iwwerleeunge mat an déi Diskussioun eragefloss sinn, déi sécherlech wichteg sinn niewent deene wirtschaftlechen, déi sengerzäit um Ursprong ware vun der éischter Direktiv an déi sécherlech och nach - dat muss ee soen - hiren Nidderschlag fannen an dem Direktivtext, dee schlussendlech och am Joer 1998 vum Conseil a vun dem Europaparlament guttgeheescht ginn ass.

Den amendéierte Gesetzesprojet ass an den Ae vun der Majoritéit vun der Kommissioun den éierleche Versuch dat ethescht, politescht Wënschenswäert mat deem juristesch Méiglechen ze verbannen.

Mir gi mat deem, wat mer hei maachen un d'Grenze vun eisen Transpositiounsméiglechkeeten, a mir sinn der Meenung, dass all Schrëtt, dee mer méi wäit ginn, wierklech de Risiko ze grouss mécht, dass et zu enger Veruerteelung vu Lëtzebuerg kënnt, nodeem mer schonn erëm eng Kéier mat engem Avis motivé supplémentaire vun der Europäescher Kommissioun betraff sinn.

Et muss een och ganz kloer soen - an dat ass och scho bei den Debatten 2002 hei gesot ginn -, dass, wann de Spillraum vun den nationale Parlamenter momentan esou geréng ass bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv, dann hänkt dat sécherlech och domadder zesummen, dass déi viregt Parlamenter, besonnesch dat Parlament, wat eben en fonction war an der zweeter Halschent vun den 90er Joren, eigentlech net intervenéiert ass an där ganzer Diskussioun.

An de fréiere gréngen Deputéierten, den Här Garcia, huet dat och ganz kloer zougi bei den Debatten 2002 an e mea culpa gemaach. Hien huet eigentlech net der deemoleger Regierung d'Schold ginn, mä hien huet gesot, et war e Feeler vun eis, dass all déi Joren - 1996, 1997, 1998 -, wéi déi Diskussioun ronderëm déi doten Direktiv war, dat eigentlech laanscht d'Lëtzebuerger Parlament gelaf ass an dass eigentlech keng Fraktioun vun dësem Parlament, keen Deputéierten, gefrot huet, dass d'Parlament sech sollt méi staark an déi Diskussioun amëschen.

Ech sinn dofir frou festzestellen, dass jo awer hei an deene leschte Méint, grad an dësem Parlament, en Ëmdenken an där doter Fro komm ass mat alle praktesche Schwieregkeeten, déi dat mat sech bréngt, dass awer, mengen ech, de politesche Wëllen iwwerall an alle Fraktiounen hei am Parlament ass, dass mer esou Situatiounen eigentlech net méi wëllen an net méi däerfen op eis duerkomme loossen, mä dass d'Parlament muss probéieren, iwwer eege Mechanismen a Prozeduren, déi et sech gëtt, dofir ze suergen, dass et kann, wann et et fir néideg fënnt, fréizäiteg an eng Diskussioun mat awierken an och dann inhaltlech en aneren Impakt kann hunn, wéi dat de Fall ass, wann all europäesch Texter scho guttgeheescht si ginn an da just nach eng Transpositioun an d'Nationalrecht méiglech ass, wou oft vill Direktivtexter eigentlech déi national Margen do ganz kleng halen, well et jo oft ëm eng Vereenheetlechung vun de Prozedure geet, wat jo och hei an deem konkrete Fall de Fall ass.

Ech wëll och nach an Erënnerung ruffen, dass et och en Uerteel gëtt vum Europäesche Geriichtshaff vum 9. Oktober 2001, wat eigentlech d'Portée vun där heiter Direktiv preziséiert huet, wat awer och gläichzäiteg d'Konformitéit festgestallt huet vun dem heiten europäeschen Text mat aneren ethesche Grondwäerter wéi der Dignitéit vum Mënsch, sou dass u sech eigentlech och do Contestatiounen, déi sengerzäit vun eenzelne Memberstate virun dat Geriicht bruecht gi sinn, an deem heiten Zesummenhang do net eigentlech gefrucht hunn, dass also och an där doten Hisiicht den Direktivtext net méi ka juristesch zumindest kontestéiert ginn. Politesch kann een dat selbstverständlech nach ëmmer maachen.

Dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vum 9. Oktober 2001 huet awer dee Mérite, dass et eng Rei vu Prezisioune ginn huet, wat d'Interpretatioun vun där Direktiv hei ugeet, och wann net all Froen zefridde stellend behandelt an och beäntwert gi si vun den europäesche Riichter. Et huet eng Rei vu Prezisioune ginn, wat den Ënnerscheed tëschent enger Entdeckung an enger Erfindung an deem spezielle Beräich hei ass - ech mengen, dass dat duerchaus nëtzlech ass -, a besonnesch huet et festgehalen, fir dass et sech kann ëm eng Erfindung handelen - et ass jo eleng déi, déi patentéierbar ass par rapport zu enger Entdeckung, déi net patentéierbar ass -, do dräi Elementer mussen zesummekommen: en natierlecht Element, en technesche Procédé an eng industriell Applikatioun. An déi dräi Elementer do, déi mussen an enger particulièrer Relatioun een zu deem anere stoen.

Fir eis an der Kommissioun ass et och kloer, dass déi heiten Direktiv selbstverständlech net den Droit commun däerf op d'Kopp werfe vum Droit des brevets. Et ass also och dat, wat am Allgemengen zu enger Definitioun vun enger Erfindung gehéiert, dass dat selbstverständlech och muss voll a ganz applicabel bleiwen an deem spezielle Beräich hei vun de Biopatenter, also vun de Patenter op der lieweger Matière.

An eng Erfindung, déi supposéiert eben eng kreativ Aarbecht, déi supposéiert e Produkt vun der mënschlecher Aktivitéit an déi supposéiert, dass et eppes ass, wat et virdrun net esou ginn huet. A genau dat ass am Fong och dat, wat mer probéiert hunn hei ze maachen, nämlech déi dote Prezisiounen, déi doten Interpretatiounen esou wäit wéi méiglech an den Text vun eisem neien nationale Gesetz mat eranzehuelen.

Ech soen nach eng Kéier, dass mer also dozou iwwergaange sinn, am Géigesaz zu deem, wat am ursprüngleche Regierungstext stoung, dass mer elo iwwer eng Prezisioun, déi an de Considérantë vun der Direktiv stoung, déi awer am Text selwer vun der Direktiv net erëmgeholl gi war, dat preziséieren a soen, dass Keimzellen net brevetabel sinn.

Zweetens - an dat ass eigentlech dat Wesentlechst hei bei deem, wat mer maachen - gëtt an deem nationalen Text elo festgehalen, dass d'Protektioun, déi de Brevet gëtt, an hirem Ausmooss beschränkt gëtt, an zwar ass dee Patentschutz beschränkt op déi speziell Fonctioun vum mënschleche Kierper, déi an der Demande vum Brevet beschriwwe ginn ass an op déi dann och eng prezis industriell Applikatioun ka spillen.

Et geet eis also drëm, fir ze verhënneren, dass mer iwwert deen heiten Direktivtext en absolute Stoffschutz, en absolute Patentschutz géife kréien, wat eenzel Stoffer ubelaangt. Dat wëllt dës Chamber net, dat wollt och schonn déi viregt Chamber net, an dat wëlle mer eben an deem nationalen Text preziséieren.

Dat maache mer, obwuel mer wëssen, an de Statsrot huet dat a sengem Avis majoritär jo och ganz däitlech gesot, dass no Meenung vun enger ganzer Rëtsch vu Juristen dat doten eigentlech schonn ze wäit geet. Mir mengen, dass dat e Risiko ass, deen hei awer calculabel ass, dass mer eis hei awer an där Marge nach bewegen, déi national Parlamenter, den nationale Législateur muss hunn, fir dës Direktiv kënne propper a säin Nationalrecht ëmzesetzen.

Ech wëll och soen, dass bei aller Diskussioun, déi et kann iwwer eenzel Dispositioune vun där Direktiv ginn an déi eng gewëssen Ambiguïtéit och wäerte behalen - mä dat kënne mir als nationale Législateur net beseitegen -, dass awer och an deem heite Gesetzestext an an der Direktiv - well do ginn dann déi Dispositiounen iwwerholl - eng Partie Punkten dra sinn, déi ee muss als positiv duerstellen, zumools fir e Land, wou et notamment an där heiter Matière keng speziell Législatioun gëtt.

Dat heescht, zu Lëtzebuerg hu mer zwar e Brevetsgesetz, mä mir hunn awer zum Beispill keng speziell Lëtzebuerger Législatioun iwwert d'Biotechnologien, wat e gewëssene Manktum ass a wou ech mengen, dass mer elo an nächster Zäit och eis dozou bewegen, allerdéngs och erëm eng Kéier nëmmen duerch d'Iwwerhuele vun enger Rei vun europäeschen Texter, fir déi Lacunen do zumindest deelweis hei an nächster Zukunft opzefëllen.

Am Artikel 3 vum Gesetz steet zum Beispill de Verbuet vu Breveten op Erfindungen dran, där hir Exploitatioun konträr ass zum Ordre public respektiv zu de bonnes moeurs, wou mer natierlech, wa mer dat national iwwerhuelen, ëmmer kënnen eng national Interpretatioun gi vun deenen zwou wichtegen Notioune vun der öffentlecher Uerdnung respektiv vun de gudde Sëtten. Et bleift awer, dass natierlech doriwwer ëmmer erëm d'Interpretatioun steet, déi d'Europäescht Patentamt gëtt, déi de Gros vun den hei an Europa ugefrotene Breveten och schlussendlech délivréiert.

An déi Direktiv, an domadder och an Zukunft de Lëtzebuerger Gesetzestext iwwert d'Breveten, gëtt dann och eng Rei vu prakteschen Explikatiounen, wat dann e Contraire ass zu de bonnes mœurs an zum Ordre public. Dat ass zum Beispill d'mënschlecht Klonen, dat sinn u sech Verännerunge vun de Keimzellen, d'Identitéit beim Mënsch, oder dat ass och d'Verwendung vu mënschlechen Embryoen zu industriellen oder zu kommerziellen Zwecker. Dat sinn also Beispiller, déi am Gesetzestext opgefouert ginn, déi natierlech nëmmen indikativ sinn an déi et net verhënneren, dass ee méi eng exhaustiv Interpretatioun vun deenen doten Notioune kënnt maachen. An do di sech vläicht och an Zukunft Perspektiven op, fir iwwert deen dote Wee weider Restriktiounen an deen heite Beräich mat eranzekréien.

Et muss ee bedaueren, wann een dat kuckt, dass mer eigentlech esougutt an der Ethikskommissioun ënnert der viregter Legislatur wéi och elo an eisen Aarbechten eis eigentlech eréischt relativ spéit mat deem Volet Planzen an Déiere beschäftegt hunn. Do kënne mer, mengen ech, e kollektive mea culpa maachen. Dat stoung wéineg zur Diskussioun iwwert déi Period vu véier Joer oder vu sechs Joer, wou sech d'Chamberen eigentlech mat där heiter Problematik befaasst hunn. Et ass awer och op deem doten Domän, wou déi Direktiv eng ganz Rëtsch vun Dispositioune beinhalt, déi eben op eng Vereenheetlechung vum Regime a ganz Europa hinzilen an déi natierlech an éischter Hisiicht och d'Landwirtschaft betreffen.

Och do ass et esou wéi bei deem aneren Deel, dass eigentlech déi Direktiv net e grousse juristesche Spillraum léisst, fir do nach zousätzlech Dispositioune mat eranzehuelen, mä och do, mengen ech, wier d'Chamber gutt beroden, wa mer mat därselwechter Approche géifen un déi dote Froen erugoen, wéi mer et beim Mënsch gemaach hunn, an zwar dass mer solle probéieren, eis ze inspiréieren un anere Länner, déi méi restriktiv waren, wéi eng Weeër déi gaange sinn, an ze kucken, ob dat Texter sinn, déi een och kann hei an d'Lëtzebuerger Nationalrecht iwwerhuelen, ob et Sënn mécht dat och hei an Nationalrecht ze iwwerhuelen. Dat wär, mengen ech, eng gesond Approche eigentlech, fir och op de Volet Planzen an Déieren anzegoen.

Mir wollten aus Zäitgrënn, déi jo akut sinn, eigentlech hei an eisen Aarbechten, als Wirtschaftskommissioun, fir de Moment net méi wäit goen. Mir wollten also u sech net nach eng Kéier duerch eng

Well vun neien Ännerungen erëm eng Kéier an eng laangwiereg a laang Prozedur eragoen, fir eben de Risiko vun enger Condamnatioun vu Lëtzebuerg, vun engem Schuedensersatz esou kleng wéi méiglech ze halen. Eng éischt Verueerteelung hu mer jo schonn hannert eis. Duerfir hu mer gesot, mir ginn hei e bëssen en onorthodoxe Wee, dat ass wouer, a mir verweisen eigentlech déi dote Froen un eng aner Kommissioun, un d'Landwirtschaftskommissioun, déi sécherlech och méi Kompetenzen huet an där dote spezifescher Matière, fir op dee Volet do fachmännesch a fachfraulech anzegoen.

Mir konnten dat och maachen, well si si jo och momentan befaasst mat engem anere wichtegen, sensibelen a kontroverse Punkt, dat ass de Projet de loi 5380 iwwert d'Reglementéierung vum Commerce vum Som a vun de Planzen, natierlech och vum Ubau vum sou genannte genmodifizéierte Som an iwwer Froe vun der Koexistenz tëschent der klassescher Landwirtschaft an där genmodifizéierter Landwirtschaft. Alles dat si Froen, déi eigentlech mat eragehéieren an deen heiten Domän.

Duerfir hu mer proposéiert, dass eng Rei vun Amendementen, déi vun der grénger Fraktioun virun e puer Woche presentéiert gi sinn, un déi Kommissioun verwise ginn. Woubäi mer allerdéngs zu engem vun den Amendementen eis schonn eigentlech positiv ausgeschwat hunn, deen de Patentschutz ugeet bei onfräiwëlleger Fräisetzung vu Som. Do si mer der Meenung, dass mer do iwwer een Zousaz zu eisem Gesetz iwwert d'Brevete kéinten hei och déi dote Fro, mengen ech, klären, ouni dass mer eis eigentlech aus dem Domän vun der Direktiv erausbewegen.

Do, mengen ech, hëlt een dann net sou séier d'franséisch Texter, déi ee kuckt. Dat sinn éischter u sech däitsch Texter an éistäichesch Texter, déi een eigentlech hei ka mat bäizéien, fir ze kucken, wéi wäit een nach kann e bëssen national Drëpsen an dee Pull do vun den europäeschen Texter erafléisse loossen.

Ech mengen, ech hunn dovun ofgesinn, fir hei nach laang Texter ze zitéieren. Dat hutt Der virleien. Vläicht just awer wëll ech zitéieren, fir dass dat jiddferengem nach eng Kéier kloer ass, de kruziale Punkt eigentlech, den Artikel 5ter vum Gesetz, wat den Artikel 5 vun der Direktiv ass, sou wéi en eigentlech an der Direktiv steet, a wéi en an dem ursprüngleche Regierungstext stoung, a schlussendlech deen Text, sou wéi d'Kommissiounen en eigentlech hei der Chamber haut proposéiert. An dem ursprünglechen Text ass déi dote Fro vun der Patentéierung vun Deeler vum mënschleche Kierper wéi folgt eigentlech geregelt:

Éischten Alinea, an dee géife mer u sech bäibehalen: «Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement,» … «ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables.» Dat ass also eigentlech de Verbuet vun dem Brevet um mënschleche Kierper.

An da kënnt den Artikel 2, an deem munch Leit eng Kontradiktioun gesinn eigentlech zum Artikel 1, wat u sech awer eng Exceptioun praktesch duerstellt zum allgemenge Prinzip. Dat ass déi Interpretatioun, déi mir ginn. Déi seet, nach eng Kéier den Direktivtext: «Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, peut constituer une invention brevetable, même si la structure de cet élément est identique à celle d'un élément naturel.»

An da preziséiert den Ofsaz 3 vum Artikel 5: «L'application industrielle d'une séquence ou d'une séquence partielle d'un gène doit être concrètement exposée dans la demande de brevet.»

Mir proposéieren hei als Kommissioun, fir den éischten Alinea bäizebehalen, deen u sech eng Interdictioun praktesch festleet, dee seet, wat net kann an där doter Matière patentéiert ginn; den Artikel 2 bäizebehalen, mä d'Konditioun nei anzeschreiwen, ënnert deenen den Artikel 2 iwwerhaapt ka spillen. Also: A wat fir engen exceptionnellen Hypotheese kann akzeptéiert ginn, dass e Brevet besteet op lieweger Matière, op Deeler vu mënschleche Kierper an notamment op sou genannte Gensequenzen?

Da soe mer wéi folgt, an dat ass deen Text, dee mer gären hei eigentlech ofgestëmmt hätte vun der Chamber: «Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.»

Dat ass eigentlech deen dote Punkt, dee franséischen Text, wat also duergestallt gëtt als e begrenzten, funktiounsgebonnene Stoffschutz, am Géigesaz zu engem also allgemenge Stoffschutz, deen net un eng speziell Funktioun oder un eng speziell Applikatioun gebonnen ass, an deen also praktesch kënnt zu engem Blocage vun der Recherche op deem dote Punkt féieren. Dat ass déi wesentlechst Ännerung, déi d'Kommissioun hei proposéiert. Mir proposéieren déi eigentlech an den Iddien op zwou Plazen anzeschreiwen: Am allgemengen Text, mä awer och an herno an deem allgemengen Deel vun der Législatioun iwwert d'Breveten. Déi schwätzt vun der Étendue eigentlech, déi d'Protectioun vun engem Brevet gëtt. Et ass genau dat, wat mer hei wëllen aschränken iwwert deen dote Wee.

Ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausféierungen als Rapporteur. Ech wëll nach eng Kéier festhalen, dass mer no jorelaangen Diskussioune mussen haut zur Feststellung kommen, dass et net méiglech war, op politeschem Plang an Europa nei Texter ze kréien, dass mer en face vun deene juristesche Prozeduren, déi géint Lëtzebuerg ugestrengt si ginn am Laf vun deene leschte Joren, an och en face vun enger Condamnatioun, déi Lëtzebuerg scho kritt huet, elo als Législateur rechtlech gehale sinn, déi Direktiv ëmzesetzen.

Mir maachen dat net blann. Mir maachen dat net ouni Discernement. Mir maachen dat net aus blankem Gehorsam géintiwwer iergendwelleche politeschen oder wirtschaftleche Kräften. Mir maachen dat mat der néideger Virsiicht. Mir maachen dat och am Bewosstsinn, dass niewent wirtschaftlechen Aspekter, déi sécherlech an där Matière hei och spillen, een awer och muss ethesch Considératioune berücksichtegen. An dat probéiere mer ze maachen, andeem mer esou wäit wéi méiglech iwwert textuell Modifikatiounen an eisem nationale Recht eng restriktiv Interpretatioun erakréien, wat besonnesch d'Ausmooss vum Patentschutz op der lieweger Matière ugeet.

An eisen Aen, an den Ae vun der Majoritéit vun der Kommissioun, ass dee Vote, deen elo usteet, déi logesch Suite eigentlech vun där Entwécklung, déi zënter 2002 an deem doten Dossier national an international stattfonnt huet. Et bedeit fir eis selbstverständlech net - ech betounen dat nach eng Kéier - de Schluss vun der Debatt iwwert d'Biotechnologien an Europa an hei zu Lëtzebuerg.

De Gesondheetsminister huet virun net allze laanger Zäit zwee Texter hei deponéiert, déi dës Chamber nach wäerte beschäftegen. Et ass dat d'Konventioun vun Oviedo, an et ass dat och d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Recherche biomédicale, déi also all déi dote Matièren nach eng Kéier wäerte frësch opwäerfen. Ech freeë mech och weider op déi Diskussioun iwwert deen dote Punkt. Och do, mengen ech, sollt sech d'Chamber hir eege Meenung maachen, wéi se dat an deem heiten Dossier bis elo an der leschter Period an an dëser Period gemaach huet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer ageschriwwen. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wéilt ech dem Här Rapporteur, dem Här Alex Bodry, fir seng ausféierlech schréftlech a mëndlech Rapporten zu dësem nawell komplexe Projet de loi félicitéieren.

Seelen, wann iwwerhaapt, huet e Gesetzesprojet am Patentrecht, deen normalerweis nëmme spezialiséiert Kreesser interesséiert, esou d'Gemidder erhëtzt wéi dëse Projet de loi. Et ass net nëmmen zu Lëtzebuerg esou, oder op eng Lëtzebuerger Empfindlechkeet zréckzeféieren. Iwwerall do, wou d'Patentéierbarkeet vu biotechnologeschen Erfindungen diskutéiert gouf, si gréisser Bedenken an Diskussiounen opgeworf ginn.

D'Debatt ëm d'Biotechnologie an d'Patentéierbarkeet vun därselwechter, an déi doraus geleeten Ängschten oder nëmme gestallte Froe spigele sech och an der Chronologie, net nëmme vun dësem Projet de loi, mä och an der Direktiv 9844, déi mer elo ëmsetzen, zréck. Esou ass am Europaparlament eng éischt Proposition de directive, déi 1988 vun der deemoleger Europäescher Kommissioun abruecht gouf, 1995 vum Europaparlament verworf ginn. E puer Méint drop ass d'Kommissioun mat enger zweeter Propos komm. Déi gouf no enger ganzer Rëtsch vun Amendementen 1998 ëmgesat.

Holland hat géint dës Direktiv gestëmmt. Italien an d'Belsch hate sech enthalen. Holland, duerch Italien ënnerstëtzt, huet dann 1998 d'Validitéit vun der Direktiv virum Europäesche Geriichtshaff a Fro gestallt. Den Europäesche Geriichtshaff huet déi Klo an engem Uerteel vum 9. Oktober 2001 verworf.

Ech wëll elo net an den Detail vun dësem Uerteel ageoen, mä just zwou Remarquen dozou: Éischtens waren d'Argumenter, déi géint d'Direktiv abruecht goufen, net vun enger eendeiteger Qualitéit. An engem Commentaire zu dësem Uerteel huet e franséischen Droitsprofesser geschriwwen: «Il faut bien reconnaître que ce recours constitue une sorte de ‚baroud', qu'il a été introduit davantage pour des fins de politique intérieure des États concernés que pour de réels motifs juridiques. La pertinence des arguments avancés par les demandeurs à l'annulation paraît discutable et ils ont été aisément écartés par la Cour.»

Mä, an dat ass meng zweet Remarque, dat Uerteel ass awer vun enger gewësse Wichtegkeet, well do den Europäesche Geriichtshaff eng Partie Bestëmmunge vun der Direktiv interpretéiert huet an am europäesche Rechtssystem ass den Europäesche Geriichtshaff déi eenzeg Institutioun, där hir Interpretatioun vun engem europäeschen Text ausschlaggebend ass. An dës Interpretatioun war eis an den Aarbechten an der Kommissioun séier hëllefräich fir d'Ausschaffe vun eisen Amendementen - an ech kommen nach op dee Punkt zréck.

No dësem Uerteel kann een also d'Validitéit vun der Direktiv net méi unzweiwelen. Si ass eng rechtsgülteg Direktiv, déi mer mussen ëmsetzen. Mir sinn och, wéi den Här Rapporteur dat virdru gesot huet, mat Lettland dat eenzegt Land, dat dës Direktiv nach net ëmgesat huet. Och déi Länner Italien an Holland, déi d'Validitéit vun der Direktiv a Fro gestallt hunn, hunn dat scho gemaach. Mir hunn den Délai, deen den 30. Juli 2000 ofgelaf ass, séier verspéit.

Lëtzebuerg ass dofir och vum Europäesche Geriichtshaff wéinst där Netëmsetzung condamnéiert ginn an déi Europäesch Kommissioun huet eis ugedrot, datt se géif den Europäesche Geriichtshaff nach eng Kéier saisiéieren, wa mer weider géingen trentelen. Dat géif bedeiten, datt den Europäesche Geriichtshaff géint Lëtzebuerg entweder eng festgeluechten Amende géif spriechen oder datt Lëtzebuerg misst eng Astreinte bezuelen. A fir Lëtzebuerg leien déi Astreinten tëschent 500 Euro bis 30.000 Euro den Dag Verspéidung. Ech mengen, mir wären dann éischter um maximalen Niveau, bei deenen 30.000 Euro.

Dës Direktiv ëmsetzen ass méi einfach gesot wéi gemaach. Déi viregt Regierung hat dës Direktiv wuertwiertlech ëmgesat, an den Text vun der Direktiv hat et och zougelooss. De Projet de loi gouf och unanime vum Statsrot guttgeheescht. Aner Länner hunn dat och esou gemaach.

Wéi mer an der deemoleger Ethikskommissioun mam Projet de loi befaasst goufen, sinn awer Bedenken zum Inhalt vun der Direktiv opkomm. Et ass besonnesch ëm eng Bestëmmung vun der Direktiv gaang, ëm den ominéisen Artikel 5, wou de Prinzip stoung, datt de mënschleche Kierper net ka patentéiert ginn, mä wou direkt duerno gesot gëtt, datt eenzel Elementer vum mënschleche Kierper kéinten ënner verschiddene Bedingunge patentéierbar sinn.

A 14 Sëtzungen huet sech d'Ethikskommissioun mat dësem Projet befaasst, Géigner vum Projet de loi, Spezialisten an der Biotechnologie, Spezialisten am Patentrecht sinn ugehéiert ginn an d'Kommissioun ass och op München bei d'Europäescht Patentamt gefuer. Et muss een nämlech wëssen, datt dat Europäescht Patentamt keng Institutioun vun der Europäescher Unioun ass. An där Institutioun, an deem Gremium sinn och Länner vertrueden wéi d'Türkei oder d'Schwäiz.

D'Direktiv iwwerhëlt verschidde Regelen a Jurisprudenze vum Europäesche Patentamt an dat Europäescht Patentamt huet déi Direktiv 98/44 an hiert internt Regelwierk iwwerholl, esou datt et eng géigesätzlech Influenz oder e Gläichgewiicht zwëschent deenen zwee Niveaue gëtt. Et kann een also net dat eent analyséieren, ouni dat anert a Betracht ze zéien.

No all deene Sëtzunge war an der Ethikskommissioun d'Meenung, datt éier mer d'Direktiv iwwerhuele sollen, mer de politesche Wee vun enger méiglecher Renégociatioun vu limitéiert opgezielte Bestëmmunge vun der Direktiv sollten aschloen. De 26. Februar 2002, also viru bal véier Joer, hate mer dann eng Debatt hei am Plenum a mir hunn unanime eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung invitéiert bei der Europäescher Kommissioun a beim Europäesche Patentamt ze intervenéieren, fir deen ominéisen Artikel 5 iwwert d'Patentéierbarkeet vun Deeler vum mënschleche Kierper nei op de Métier ze huelen.

Dat huet d'Regierung och gemaach, mä d'Kommissioun huet der Regierung geschriwwen, datt eng Renégociatioun vun der Direktiv partiell oder total net um Ordre du jour wier an datt mer déi Direktiv sollten ëmsetzen. Même son de cloche beim Europäesche Patentamt. Viru véier Joer hu mer also de Projet 4673B net verworf. Dat ze behaapten ass falsch. An der Ekonomieskommissioun ass dann an enger ganzer Rei vu Sëtzunge vun Dezember 2004 bis elo Januar 2006 de Projet de loi nach eng Kéier analyséiert ginn an et sinn och eng Rei vun Amendementen ugeholl ginn.

De Statsrot hat seng Schwieregkeete mat eisen Amendementen.

Majoritär war hien der Meenung, mir sollten déi Amendemente fale loossen, mir géifen duerch déi Amendementen iwwert d'Direktiv erausgoen, mir wären dann net méi konform zu der Direktiv - wat falsch ass.

Am minoritären Avis huet de Statsrot eis gesot, mir wären net wäit genuch gaangen, mir sollte méi wäit goen an de franséische Modell iwwerhuelen, wou se een Abschnitt vun deem Artikel 5 vun där Direktiv net iwwerholl hunn. Politesch wär dat eng flott Léisung gewiescht, mä juristesch wär dat net gutt gewiescht, well mer een Deel vun där Direktiv net ëmgesat hätten.

Fakt ass also, datt mer an iwwer 20 Sëtzungen an zwou Legislaturen dësen Text analyséiert hunn, wou dach awer d'Argumenter, déi géint déi Direktiv virbruecht goufen, scho laang bekannt waren a säit 1998 oder vläicht souguer scho säit 1988 net geännert hunn.

Fakt ass awer och, datt mer dës Direktiv net eent zu eent ëmgesat hunn. Et gi Bestëmmungen, wou mer d'Direktiv wuertwiertlech ëmgesat hunn, dat stëmmt. Déi Bestëmmungen, déi am meeschten um Niveau vun der Europäescher Unioun an an alle Länner vun der Unioun kritiséiert goufen, déi Bestëmmunge sinn net wuertwiertlech iwwerholl ginn.

D'Bestëmmung iwwert d'Patentéierbarkeet vun Deeler vum mënschleche Kierper ass preziséiert ginn. Duerfir hu mer jo deen Amendement agereecht. Et kéint een natierlech soen, datt deen Amendement nëmmen e puer Wierder laang ass, also et sinn zwee Sätz, mä wéi esou dacks bei juristeschen Texter kënnen e puer Wierder d'Substanz vun engem Text grondleeënd änneren, et muss ee sech just an dëser Matière auskennen, éier een eppes seet.

Wat ass iwwerhaapt e Patent? E Patent ass den Ausdrock vun der Propriétéit, deen den Erfinder op seng Erfindung huet. Wann eng aner Persoun dës Erfindung benotze wëllt, da muss se dem Erfinder sou genannte Royalties bezuelen. Nëmmen eng Erfindung ass patentéierbar, eng Entdeckung ass et net; op d'mannst am europäesche System. Am amerikaneschen hu se aner Regelen, do ass d'Utilitéit vill méi wichteg, mä bei eis ass emol d'Erfindung noutwendeg.

An da muss déi Erfindung nach dräi Kritären erfëllen. Éischtens, et muss eng Neiheet sinn, dat heescht eppes, wat iwwert den aktuelle Stand vun der Technik erausgeet. Zweetens, et muss eng erfinderesch Tätegkeet sinn, dat heescht déi Erfindung muss en technesche Problem léisen. An drëttens, déi Erfindung muss eng industriell Uwendbarkeet hunn.

All déi Kritären a besonnesch d'Summa divisio tëschent patentéierbarer Erfindung an net patentéierbarer Entdeckung brénge keng besonnesch Problemer mat sech, wann et sech ëm klassesch industriell Applikatiounen handelt, wéi dëse Mikro, en Auerwierk, en Autolack; wat och ëmmer. Déi Froestellung suergt och net am Publikum oder an de Medië fir grouss Opreegung, mä bei sou genannten

neien Technologië stéisst d'Patentrecht op Problemer. Bei der Patentéierung vu biotechnologeschen Erfindunge gesi mer et de Mëtten, mä och d'Patentéierung zum Beispill vun informatesche Programmer, vu Software brénge Problemer um Niveau vun der Europäescher Unioun an déi europäesch Institutiounen di sech schwéier mat där Fro, wou och hei zu Lëtzebuerg eng Petitioun leeft.

Et kéint ee sech also froen - an dat ass déi éischt Léier, déi een aus dëser Debatt zéie soll -, ob iwwerhaapt d'Patentrecht, wat sech iwwer Jorzéngten a Jorzéngten op klassesch industriell Erfindungen ugewant huet, och den neien Zorte vun Erfindunge gewuess ass.

Et geet jo an der Direktiv 98/44 wéi och beim Europäesche Patentamt fir Erfindungen an der Biotechnologie net drëm, si engem speziell fir si ausgeschafene Regelwierk ze ënnerstellen. Mat der Direktiv ass keen neit Patentrecht fir biotechnologesch Erfindunge geschafe ginn. Mä et sollt ee sech awer d'Fro stellen, ob an dëser Matière oder an deenen neien Technologien en général net e speziellt Patentrecht noutwendeg ass, well et hei ëm eng Matière geet, wou d'Grenz tëschent Erfindung an Entdeckung net ëmmer esou einfach hierzestellen ass, a wou och besonnesch déi ethesch Aspekter vill méi Plaz anhuelen.

D'Biotechnologien, Här President, ganz aus dem Patentrecht auszeschléissen, ass net denkbar an och net virstellbar. Et liicht kengem an, zeg Milliounen Euro a biotechnologesch Fuerschung ze investéieren, ouni d'Resultat vun där Fuerschung, wann et eng Erfindung ass, déi de Kritäre vun enger patentéierbarer Erfindung entsprécht, net patentéieren ze loossen. D'Biotechnologië representéieren e stänneg wuessenden Deel vun der europäescher Ekonomie. An 2010, also a véier Joer, gëtt geschat, datt d'Biotechnologië bis zu 3% vum europäesche PIB ausmaachen, dovunner 2% vum Secteur privé an 1% vum Secteur public, Tendenz natierlech steigend. D'Biotechnologië sinn och e feste Bestanddeel vun der Lissabonner Strategie, déi mer schonn an dësem Plenum d'Geleeënheet haten, laang a breet ze debattéieren.

Zemools däerf een net vergiessen, datt Patenter op biotechnologesch Erfindungen näischt Neies sinn. Eng vun deenen éischten internationale Konventiounen iwwert d'Patentrecht, d'Konventioun vu Paräis, ass 1934 geännert ginn an deem Sënn, fir d'Patentéierbarkeet vun, ech zielen op, Wäin, Tubakblieder, Uebst, Déieren an tous produits naturels et fabriqués ze erlaben.

Als Anekdot: 1873 si scho Patenter op Mikroorganismen ugefrot an ausgeriicht ginn. Dat war den Här Pasteur. A fir nach eng Anekdot ze ginn: Viru méi wéi 170 Joer, 1833, ass schonn an der Belsch d'Hief patentéiert ginn. Et muss een zwar dobäi soen, datt deemools den Ënnerscheed tëschent Entdeckung an Erfindung am Patentrecht nach net esou kloer gemaach ginn ass respektiv net kloer ugewant ginn ass.

Well mer nach ëmmer keen op d'biotechnologesch Erfindunge moossgeschneidert Patentrecht hunn a mat den allgemeng gültege Regele fuere mussen, stellt sech déi grondsätzlech Fro, wéi een dann d'Resultater vun enger biotechnologescher Recherche als Erfindung ugesi kann. Eng Erfindung ass nämlech eng Äntwert op en technesche Problem. D'Entdeckung bezitt sech op déi theoretesch oder wëssenschaftlech Fro. D'Erfindung ass also an d'Kategorie vum Savoir-faire anzereien, d'Entdeckung an déi vum Savoir.

Am Exposé des motifs zum däitsche Gesetz, dat déi Direktiv ëmgesat huet, steet: „Im Gegensatz zu einer Entdeckung ist eine Erfindung immer eine geistige Leistung eines Menschen in Form einer Lehre für technisches Handeln, die den Stand der Technik erweitert. Eine solche Lehre für technisches Handeln ist mehr als bloße Erkenntnis, als das bloße Auffinden von etwas bereits Existentem." Eng Schrauf, en Autolack, e Mikro, en Auerwierk, dat gëtt et net an der Natur. Et ass elo jiddferengem kloer, datt et sech do ëm eng patentéierbar Erfindung handelt. Mä wéi ass et mat Zellen, DNA-Sequenzen, Geenen, Déieren oder Blummen? Déi gëtt et jo an der Natur, an et kéint ee sech d'Fro stellen, et kéint sech jo hei nëmmen ëm Entdeckungen handelen, also eppes, wat net patentéierbar ass.

De Fait awer, datt deen Objet an der Natur existéiert, verhënnert nach laang net seng Patentéierung. Huele mer d'Beispill vum mënschleche Kierper. Am Artikel steet de Prinzip, de mënschleche Kierper «ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments (…) ne peuvent constituer des inventions brevetables». Mat deem Prinzip ass jo jiddfereen averstanen. Et schwätzt ee jo hei vum mënschleche Kierper a vun der Entdeckung vun engem vu sengen Elementer.

Am zweeten Abschnitt kënnt awer elo d'Ausnahm, an déi seet: «Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique (…) peut constituer une invention brevetable…» Elementer vum als solchen net patentéierbare mënschleche Kierper, wann déi vun deem détachéiert, isoléiert goufen, sinn eng Erfindung: Si existéieren net isoléiert vum Kierper. Et kann een an der Natur keng vum Kierper isoléiert mënschlech Zell entdecken. Eng Zell entdecke beräichert de Wëssensstand; wann een déi Zell isoléiert, produzéiert, da geet ee vum Wëssensstand op den Know-how, vum Savoir op de Savoir-faire, vun der Entdeckung op d'Erfindung eriwwer.

Dofir steet jo och an engem vun de Considérants vun der Direktiv: «Un tel élément (isolé ou autrement produit) n'est pas exclu a priori de la brevetabilité puisqu'il est par exemple le résultat de procédés techniques l'ayant identifié, purifié, caractérisé et multiplié en dehors du corps humain, techniques que seul l'être humain est capable de mettre en œuvre et que la nature est incapable d'accomplir elle-même.»

D'Brevetabilitéit vun Deeler vum mënschleche Kierper stéisst och op gewësse Problemer, net nëmmen, wéi ech dat viru véier Joer gesot hunn, op verschidden terminologesch Onkloerheeten, mä besonnesch well d'Portée, d'Räichwäit vun engem Patent net an der Direktiv kloer ëmschriwwe gëtt.

Well Patent heescht net ëmmer Patent. Et gëtt e Verfahrenspatent: Do patentéiert der e Procedere, eppes Technesches, eng technesch Prozedur. An et gëtt e Stoffpatent: Do brevetéiert der d'Resultat vun Ärer Fuerschung, also d'Erfindung selwer. Verfahrenspatenter, och bei biotechnologeschen Erfindungen, stoussen net op gréisser Problemer, mä d'Direktiv gesäit och Stoffpatenter vir. Doriwwer eraus gesäit d'Direktiv net vir, ëm wat fir e Stoffpatent et sech handelt.

Et gëtt nämlech zwou Zorte vu Stoffpatenter: déi, déi absolut sinn, an déi, déi nëmme funktiounsbedéngt sinn.

Huele mer emol dat folgend Beispill: Eng Zell gëtt identifizéiert, entdeckt, a kritt vum Entdecker - net vum Erfinder, vum Entdecker - am Kierper eng gewësse Funktioun zougeschriwwen, well se dat an der Natur esou huet. Elo kënnt en éischte Wëssenschaftler an deen isoléiert déi Zell vum mënschleche Kierper a gëtt där eng nei Funktioun, eng zweet Funktioun. E kritt dodrop e Stoffpatent a léisst dat brevetéieren, well et sech, wann natierlech déi aner Bedingungen erfëllt sinn, dann ëm en «élément isolé du corps humain» handelt.

E puer Joer drop kënnt en zweete Wëssenschaftler an deen hëlt déiselwecht Zell a gëtt hir, isoléiert an duerch en anert Verfahren, eng nei Funktioun. Verstéisst dësen zweete Wëssenschaftler géint de Patent vun deem éischten? Wann et sech ëm en absolut Stoffpatent handelt, da jo, well alles wat mat deem éischte Wëssenschaftler senger Zell geschitt, fält a säi Patent. Wann et nëmmen e funktionsbedéngt Stoffpatent ass, dann net, well den éischte Wëssenschaftler huet déi Zell nëmme patentéiere gelooss wéinst enger bestëmmter Funktioun, an deen zweete wéinst enger anerer.

D'Direktiv gesäit net vir, ëm wat fir e Stoffpatent et sech handelt, ob et absolut oder funktionsbedéngt ass. Den Droit commun vum Europäesche Patentamt ass dann ze soen, datt et sech ëm en absolut Stoffpatent handelt. Den Europäesche Geriichtshaff ass awer net där Meenung. Aus deem Uerteel geet ervir, datt de Schutz, deen e Patent mat sech bréngt, nëmme funktionsbedéngt ass.

Natierlech hätt dee Punkt kënnen an der Direktiv klarifizéiert ginn. Mä dee Punkt ass awer duerch den Droit de transposition duerch dëse Projet de loi méiglech gemaach ginn. Sou huet och an Däitschland déi Gréng Partei - dat war 2001 - dat heite geschriwwen: „Die EU-Richtlinie lässt durchaus ausreichend Spielraum, den Patentschutz so zu gestalten, dass er sich auf die konkret anzugebende Funktion beschränkt und damit die Nachteile eines zu weit gefassten Stoffschutzes vermeidet." An dat hu mer och gemaach.

De Statsrot war awer net mat eis averstan. En huet gesot: Dir gitt vill ze vill wäit, Dir verstousst géint d'Direktiv. An ech soen Iech, de Statsrot, de majoritären Deel vum Statsrot, läit falsch.

Den Europäesche Geriichtshaff huet a sengem Uerteel gesot: «La protection envisagée par la directive ne porte que sur le résultat d'un travail inventif, scientifique ou technique, et ne s'étend pas à des données biologiques existant à l'état naturel dans l'être humain…» - an elo kënnt et - «…que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation d'une application industrielle particulière.»

A wat steet an eisem Text? «Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière.» Also hoergenau datselwecht. Hei ass bal wuertwiertlech deen Auszuch aus dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff an duerfir kann ech net verstoen, datt, wann ee wuertwiertlech datselwecht iwwerhëlt vun engem Uerteel vun enger Institutioun, déi am europäesche Rechtssystem eenzeg kompetent ass, fir Direktive rechtsgülteg ze interpretéieren, datt mer do gesot kréien, mir géife géint d'Direktiv verstoussen.

(Interruption)

Dir kënnt jo och dono doriwwer schwätzen. Dir waart jo och an der Kommissioun, da kënnt Dir eis dat weisen.

Mir bleiwen also an der Linn vun der Interpretatioun, deen dat europäescht Geriichtsuerteel der Direktiv ginn huet. Mir sinn och net déi eenzeg, déi déi Kloerstellung gemaach hunn; an Däitschland ass dat de Fall an a Frankräich och. Den Här Professer Mattei, en eminente Géigner vun der Biopatentdirektiv - an, c'est le hasard des choses, hie war Gesondheetsminister, wéi hien de Projet de loi, déi Direktiv transposéiert huet -, huet dat heite gesot: «Je propose qu'on brevette une méthode, y compris lorsqu'elle inclut un gène, pour autant que ce gène demeure accessible à qui veut y accéder pour mettre au point une autre méthode plus compétitive, plus efficace et que le brevet de méthode ne permette pas l'appropriation du gène. (…) je n'accepterai pas qu'un gène (…) puisse un jour être l'objet d'une appropriation de quelqu'un qui aurait fait une découverte et non une invention.»

Ech wéilt awer nach op e Punkt opmierksam maachen, an zwar der Prezisioun, datt et sech nëmmen ëm e fonctiounsbedéngte Stoffpatent handele kann, wäert an der Praxis op d'mannst hei zu Lëtzebuerg näischt grondleeënd änneren. Kee Patent wäert an dëser Matière zu Lëtzebuerg délivréiert ginn, an dat aus enger ganz einfacher Ursaach: Éischtens well den Erfinder éischter den europäesche Patent wäert saiséiere fir eng europawäit Patentufro ze maachen, an zweetens, wann hien och wëllt hei op Lëtzebuerg kommen, mir net ausgestatt sinn, fir dës Patentufro ze préiwen an déi dann, wéi den Här Rapporter dat gesot huet, op Münche wäerte weiderreechen.

Mir ginn awer heimadder e politescht Signal, well mer wëlle kloerstellen, datt wann Deeler vum mënschleche Kierper sollte patentéierbar ginn - wat mer net kënne verhënneren - esou e Patent och Grenzen huet. Eng Uneegnung vun Deeler vum mënschleche Kierper duerch en absolute Stoffpatent géif d'Gefor entstoe loossen oder nëmmen d'Bild ginn, datt de Mënsch eng Zesummesetzung vu potenzielle Patenter ka sinn. De Mënsch ass méi wéi e Baukaste vu Patenter. D'Liewen ass méi wéi eng einfach Erfindung.

Eng Gefor vun enger Oligopoliséierung vun den Erkenntnisser duerch e puer multinational Firmen ass eng Gefor, déi dacks an dëser Diskussioun bei dëser Direktiv menéiert gëtt an huet awer an dësem Kader näischt verluer. Et ass net um Patentrecht ze klären, wéi d'Zesummesetzen, d'Zesummeliewe vu multinationale Firme soll geregelt ginn; dat ass d'Kartellrecht oder d'Konkurrenzrecht dat dat muss maachen. Mat dësem Projet de loi verhënnere mer net oder mir erméigleche kee Kartell vu multinationale Firmen, déi dann de «bien commun de l'humanité» géife patentéieren a sech et domadder uneegnen. Et gëtt och kee Beweis, datt an deenen anere Länner, déi dat schonn ëmgesat hunn - England oder déi skandinavesch Länner ware ganz séier dobäi an den Enn vun den 90er Jore vum leschte Jorhonnert -, dat schonn de Fall war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vun den Aarbechten an der Kommissioun hu verschidden ONGen eng Petitioun agereecht, an där ënner anerem e generelle Verbuet vu Patentéierung vu Planzen an Déiere gefrot gëtt. Dat bréngt mech dozou e puer Wierder zu deem Deel vum Projet de loi ze schwätzen.

Fir et direkt ze soen: Mir konnten de Fuerderunge vun de Petitionären net Rechnung droen, well e generelle Verbuet vun der Patentéierung vu Planzen an Déiere géint d'Direktiv géif verstoussen.

D'Direktiv gesäit zwar vir, datt d'Déieren an d'Planzen net patentéierbar sinn, mä d'Direktiv gesäit och vir, datt Erfindungen, déi d'Déieren an d'Planze betreffen, patentéierbar sinn, wann hir Faisabilité technique net op eng bestëmmte Planzenzort oder Déiererass limitéiert ass.

Et bleift awer, datt d'Brevetabilitéit vu Fauna a Flora ethesch Froe stellt, och wann déi net esou richteg zum Virschäi komm sinn, wéi bei der Brevetabilitéit vun Deeler vum mënschleche Kierper.

Ech wëll drun erënneren, datt déi Fro vun der Brevetabilitéit vun Déieren a Planze kee Grond war, deen ugi ginn ass 1998 vun deene Länner, déi d'Validitéit vun der Direktiv a Fro gestallt hunn, fir beim Europäesche Patentamt eng Klo anzereechen. Et bleift awer, datt déi Fro vun der Patentéierung vun Déieren a Planze Problemer stellt a Froen opwerft.

Bei der Problematik awer vun dëser Patentéierung geet et net nëmmen ëm dat strikt Patentrecht. Et geet ëm d'Rechter och vun de Baueren; et geet ëm de Schutz vun deenen, déi eng biogerecht Landwirtschaft bedreiwen oder bedreiwe wëllen. Et geet ëm déi onfräiwëlleg Verbreedung vun OGM oder patentéiert Satgut, also ëm eng ganz Rei vu Froen, déi net einfach esou vun der Hand ze weise sinn, déi awer net nëmme kënnen am oder duerch d'Patentrecht geléist ginn. Duerfir huet och d'Ekonomieskommissioun - wéi dat och den Här Rapporter elo grad gesot huet - dës Problematik un d'Agrikulturkommissioun weidergereecht, wou dann déi eenzel Fuerderunge vun deene Petitionäre kënnen analyséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus den dacks kontroversen Diskussiounen iwwert d'Direktiv 98/44 an dëse Projet de loi, kënne mer op d'mannst zwou Léieren zéien.

Éischtens sollten déi national Parlamenter och op Problemer, déi eng Proposition de directive oder eng Proposition de règlement stellen, opmierksam gemaach ginn an hir Meenung kënne soen. Dat maache scho verschidde Länner, an et soll natierlech jiddfer Memberstat iwwerlooss sinn, wéi hien dës Implikatioun a sengem Parlament regelt. Dofir ass och d'Initiativ, déi d'lescht Woch diskutéiert a virgestallt gouf, fir déi verschidde Chamberskommissiounen an Deputéiert verstäerkt mat europäeschen Dossieren ze beschäftegen, eng gutt Saach.

Zweetens stellt d'Direktiv d'Fro, ob een net fir d'Biotechnologie speziell moossgeschneidert Patentregele soll virgesinn. Wéi ech scho gesot hunn, weist dat klassescht Patentrecht bei neien Technologië Grenzen, déi ethescher Natur sinn, déi politescher Natur sinn, déi technescher Natur sinn, an dofir sollt een op de Wee goe vun neien, der Matière adaptéierte Regelen, fir an dëser Matière de Problemer, déi mer haut gesi mat der Patentéierung vu biotechnologeschen Erfindungen, aus dem Wee ze goen.

Wéi och an anere Secteure vun der Ekonomie brauch d'Biotechnologie Patenter, mä eben ass d'Biotechnologie net einfach mat deenen anere Branchen aus der Wirtschaft gläichzestellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert och ouni groussen Enthousiasmus dëse Projet stëmmen.

Mir stëmmen en, well mer mussen eng Direktiv ëmsetzen, déi mer matgestëmmt hunn, a well et sech ëm eng Direktiv handelt, déi vum Europäesche Geriichtshaff als rechtsgülteg ugesi ginn ass.

Et geet hei net nëmme fir ze soen, datt déi Europäesch Kommissioun Drock op eis mécht, well mer scho säit fënnef an engem hallwe Joer a Verzuch gerode sinn, an datt mer kéinten eng Amende oder eng Astreinte kënne bezuelen, et geet awer och ëm eis international Verflichtung als Member vun der Europäescher Unioun, Direktiven ëmzesetzen.

Mir stëmmen de Projet de loi, well mer der Meenung sinn, datt biotechnologesch Erfindungen och a Saache Patenter Regele brauchen, och wann dës Regelen, déi haut ugewant ginn, net déi beschte Léisung duerstellen.

Mir stëmmen dëse Projet de loi, well kee Stoffpatent mat absolutem Charakter virgesinn ass.

An déi Direktiv net ze stëmmen, hätt zum Beispill als Konsequenz, datt en absolute Stoffpatent op biotechnologeschen Erfindungen net auszeschléisse wier. An dat wëlle mir net.

Dat politescht Signal, wat mer hei gi mat enger restriktiver Ëmsetzung vun der Direktiv, ass dee wichtegste Punkt an dëser Diskussioun. Et gëtt heiansdo mat Gefiller gespillt, fir eis dozou ze bréngen, dës Direktiv net ëmzesetzen. Et kann een hei net wäiss a schwaarz gesinn. Et gëtt hei vill Nuancë vu gro, och wat ethesch Froen ugeet. Wéi ass et da soss ze erklären, datt 1996 den europäeschen Ethiksrat oder Ethiksconseil sech fir d'Direktiv ausgeschwat huet? Déi meeschten national Ethiksréit negativ. Gëtt do eng verschidden Ethik ugewannt? Wéi ass et da soss ze verstoen, datt kee vun deenen nationalen Ethiksréit, déi sech an dëser Matière ausgeschwat hunn, unanime hir Stellung geholl hunn? Gëtt et och hei national verschidden Ethiken?

Dat heescht op där enger Säit, déi, déi gutt sinn, an op där anerer Säit déi, déi béiss sinn?! Dat esou auszedrécken ass simplistesch. An alles, wat simplistesch ausgedréckt ass, gëtt e falscht Bild vun der Realitéit zréck. Biotechnologien ze verdäiwelen ass e Schoss no hannen. Biotechnologien ouni Patentschutz virzegesinn, hemmt d'Entwécklungen. D'Entwécklung vun de Biotechnologien ze steieren an déi Richtung, déi mat eise Wäerter kompatibel sinn, d'Excèsen ze verbidden, dat hu mer mat eise limitéierte Moyene probéiert, am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 98/44 ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat de Privileg de 7. Juni 2000 am Numm vun der Regierung dëse Projet ze déposéieren. Dat war fir mech net en einfachen administrativen Akt. Mä gleeft mer, Här President, dass ech mer déi Saach gutt iwwerluecht hat, well ech mer och bewosst war, wat den Ursprong vun deem Text war, wéi d'Genèse vun deem Text war, a wat fir eng Komplikatiounen, wat fir eng Interrogatiounen deen Text géif ervirruffen.

Als Wirtschaftsminister hat ech awer d'Flicht deen Text, deen no enger Diskussioun vun iwwer zéng Joer, net nëmmen am Europaparlament, net nëmmen an dem Europäesche Conseil, mä iwwerhaapt an der europäescher Öffentlechkeet, ënner Lëtzebuerger Présidence Enn 1997 am Conseil fir d'éischt zu engem Kompromëss gefouert huet, an dono, no der Comitologie am Europaparlament och en Accord fonnt huet, fir deen Text a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. Ech hunn dat gemaach, andeem ech déi Direktiv - an dat ass jo vu menge Virriedner och schonn ënnerstrach ginn - praktesch wuertwiertlech transposéiert hunn, well ech der Iwwerzeegung war, an der Iwwerzeegung bleiwen, dass eng wuertwiertlech Transpositioun dee sécherste Wee wier, an dass et e Wee wier, deen ze verantwerte wier.

Ech war och als Wirtschaftsminister der Meenung, Här President, dass, Abstraction faite vun all deenen ethesche Problemer, déi een huet, déi sech stellen, déi sech och haut nach stellen, et e wirtschaftleche Problem och wier, an dass et wichteg wier, dass Erfindungen an Europa, och an dëser Matière, kéinte protégéiert ginn. Als eenzel Persoun, als Mënsch, war ech mer, wéi gesot, bewosst vun deem largen Débat, dee während Méint, während Joren an der Öffentlechkeet gefouert gi war, an dass dësen Text e Kompromëss war zwëschent all deenen interesséierte Parteien.

An, Här President, ech war mer och bewosst, dass et schwéier ass, e gemeinsamen Nenner zwëschent deene bio-etheschen Exigencen an deem juristesche Konstrukt, wat d'Brevetsrecht ass, ze fannen. An ech war mer bewosst, dass d'Introduktioun vun etheschen Iwwerleeungen an d'Brevetsrecht, net esou einfach wier.

An duerfir, Här President, hätt ech mer gewënscht, an ech soe mer, dass ech och schold dorunner mat sinn als Parlamentarier, dass ech mech net éischter, zwëschent Enn den 80er Joren an 1998, als Parlamentarier am Virfeld fir d'Problematik interesséiert hunn, an zougelooss hunn, dass déi deemoleg Regierung, dass deen deemolege Gesondheetsminister, den Här Lahure, am Numm vum Lëtzebuerger Land - net der Lëtzebuerger Regierung, mä vum Lëtzebuerger Land - déi Positioune geholl huet.

An dës Chamber, Här President, war sech de Problemer bewosst, well mir hate jo schonn Ufank den 90er Joren eng Ethikskommissioun an hunn iwwert déi Problemer diskutéiert. An all déi, déi sech haut beschwéieren, dass mer eis deemools, 1998, net genuch drëms gekëmmert hunn, deene muss ee soen, dass mer zwëschent 1992 an 1998 genuch Zäit haten, fir eis drëm ze këmmeren an Instruktioune mat op de Wee ze ginn - wat mer awer leider net gemaach hunn!

D'Wëssenschaft, Här President, u sech selwer, ass weder gutt nach schlecht. Mä et ass den Usage, deen ee vun der Wëssenschaft mécht, deen déi ethesch Froen eréischt suscitéiert. Am 19. Jorhonnert, Här President, war d'Welt iwwerzeegt, dass duerch d'Technik d'Schicksal vun de Mënsche kéint verbessert ginn. D'Wëssenschaft hat e Prestige, souwuel de Wëssenschaftler wéi awer och deen, dee fir d'Mënschheet Guddes gemaach huet.

Dat 20. Jorhonnert, Här President, huet jo eigentlech eréischt engersäits d'Muecht vun der Wëssenschaft, mä awer op där anerer Säit och d'Grenze vun der Wëssenschaft opgedeckt. Ech wëll hei net agoen op déi grujelech Evénementer, déi am Zweete Weltkrich waren, mat all deem, wat zum Beispill a Kazetter sou genannt Wëssenschaftler u Mënsche gemaach hunn. Déi hunn zwar op eng empiresch Aart a Weis wëssenschaftlech Experimenter gemaach, mä à un prix intolérable pour l'humanité!

An et ass jo och 1947, wou eigentlech do de Code de Nuremberg entstanen ass, wou Wëssenschaftler gesot hunn, wou Juriste gesot hunn, wou d'Mënschheet iwwerhaapt gesot huet: Dat do ni méi! Dat do däerf net passéieren! Do si Saache geschitt, déi net ze verantwerte sinn! 1964 an der sou genannter Deklaratioun vun Helsinki hu Chercheuren, Wëssenschaftler en Text an där Deklaratioun ausgeschafft, deen hir Praxis délimitéiert huet.

Haut, Här President, stelle sech selbstverständlech nei ethesch Froen. D'Erfindungen an der Biologie multiplizéieren d'Méiglechkeeten, déi mir hunn um Mënsch selwer ze intervenéieren, ouni dass een am Viraus sech iwwer all Konsequenze bewosst ass. An aus all deem, wat mer an deene leschte Joren erlieft hunn, aus all deene Skandaler, déi waren, wéi zum Beispill d'Hormones de croissance, wéi zum Beispill de Sang contaminé, wéi zum Beispill d'geckech Kéi, aus all deem ass eng Angscht entstanen, e Mësstraue vis-à-vis vun der Wëssenschaft an de Wëssenschaftler.

Et ass e Gefill, dass d'Wëssenschaft net nëmme seng Versprieche net hält, mä dass d'Wëssenschaft zum Deel wéinstens - wéi soll ech mech ausdrécken - d'Gesellschaft verréit, well se ze vill enk mam Kapital verbonnen ass. Mir hunn Angscht wéinst den OGMen. Mir sinn haut obnubiléiert zum Deel vun der soi-disant Qualitéit vun eiser Alimentatioun, déi géif méi schlecht ginn. A wann, Här President, all Mënsch sech indignéiert, dann ass et ganz sécher, dass kee Mënsch méi raisonnéiert.

Et wäerte sech och an der Zukunft, Här President, wichteg Froe stellen, iwwert déi mer nach d'Geleeënheet kréien ze diskutéieren, wéi zum Beispill, ob et erlaabt ass un de Cellules souches embryonnaires ze schaffen, mat all deene Potentialitéiten, déi déi a sech hunn. Vill Wëssenschaftler sinn iwwerzeegt, dass duerch d'Fuerschung op deem Gebitt determinant Duerchbréch géifen erreecht gi bei der Bekämpfung vu Krankheete wéi Parkinson, Alzheimer oder Diabetes. Mä d'Fro ass déi: Erlabe mer dat? Gi mer dee Wee? An dat ass eng Fro, Här President - wéi soll ech soen? -, déi kënne mir net als Gesetzgeber beäntwerten. Dat ass eng Fro, déi jiddferee mat sech selwer, mir als Gesellschaft insgesamt fir eis mussen décidéieren. D'Politik ass do, Här President, ganz schlecht gestallt.

Wann ech däerf dat Wuert vun der Ingénierie génétique gebrauchen, dann ass dat nëmmen eng Technik. Mir mussen décidéieren, wat mer wëlle maachen, wéi mer et wëlle maachen a wou mer et wëlle maachen a wéini mer et wëlle maachen. Déi Décisiounen, Här President - an ech hunn et scho gesot -, sinn an eiser kollektiver Responsabilitéit an net nëmmen an der Responsabilitéit vu 60 Memberen an dëser Chamber, an iwwert dës Chamber eraus vun der gesamter Kollektivitéit an eiser Gesellschaft. An ech hoffen, dass déi responsabel Bierger an eisem Land, mä och iwwer eist Land eraus, un där Debatt deelhuelen, déi dat suscitéiert. An et ass nëmmen, wa mer informéiert bleiwen, Här President, wa mer informéiert sinn, dass mer dës Froen op eng demokratesch Aart a Weis léise kënnen.

Als Politiker, Här President, hat ech mat dësem Projet enorm Problemer, enorm Problemer, well ech am gudde Glawen, nodeem op Regierungssäit - wéi soll ech soen? - keng Oppositioune koumen, nodeem de Conseil d'État zu deem ganzen Text e positiven Avis ofginn hat, muss ech soen, awer zimlech duerjenee war, wéi d'Oppositioune vun alle Säite koumen, haaptsächlech ënnert dem Impuls vun där Organisatioun, déi sech „Greenpeace“ nennt - déi awer net vill Friddleches u sech huet,...

(Hilarité)

...an déi mat hire Mercenairen och haut de Mëtteg erëm hei virun der Chamber an am Chambersgebai selwer hir Combats d'arrière-garde duerchgezunn hunn -, mä et war déi Organisatioun, déi eng ganz Rei Kolleegen och heibannen zu anere Sentimenter gefouert huet.

Ech muss Iech soen, dass ech verwonnert war iwwert déi Koalitioun, déi sech do gemaach huet. Et huet elo kee Wäert, dass ech Iech nach eng Kéier virliesen, wat zum Beispill d'Chrëschtlech-Sozial Volkspartei de 15. November 2000 an engem Communiqué gesot huet, wou d'Häre Schank an Ady Jung eng Delegatioun vu Greenpeace empfaang hunn.

Ech kann Iech och soen, dass de Rapporteur vun dësem Projet den 20. Dezember 2000 mat Greenpeace zesumme war a wat hien deemools gemengt huet. Hien huet deemools gemengt, an et ass him och gelonge mat Hëllef vun anere: „...vorerst dieses Gesetz nicht in Luxemburger Recht umzusetzen“. Dat ass gelongen.

Ech wëll Iech och erspueren - dat kënnt Dir alles noliesen -, wat eisen Äerzbëschof den 8. Dezember 2000 heizou gesot huet - deen huet zwar net gesot, mir sollen d'Gesetz net ëmsetzen, dat wëll ech ganz kloer soen.

Mir, also d'Regierung huet dann - an ech war domadder d'accord, Här President -, décidéiert, fir déi national Ethikskommissioun bei deem Text ëm hiren Avis ze froen. Deen Avis koum de 5. Februar 2002. An deem Avis huet eng Majoritéit vun de Membere vun der Ethikskommissioun sech dofir ausgedréckt, deen Text net ëmzesetzen, eng Minoritéit war anerer Meenung, an et ass dann de 26. Februar 2002, Här President, an dësem Haus zur Ofstëmmung à l'unanimité vun där faméiser Motioun Rippinger komm, déi gefrot huet, dass déi Direktiv sollt renégociéiert ginn.

Ech hat der Chamber deemools gesot, dass een eng Renégociatioun wuel kéint froen, mä dass d'Initiativrecht eleng awer géif bei der Kommissioun leien. Et ass gefrot ginn, dass eng Interventioun soll beim Office européen des brevets gemaach ginn, déi eigentlech näischt domat ze dinn haten; mä och dat ass geschitt. An et sollt een eng Ronde de discussion internationale concernant le droit des brevets féieren, an och déi Ronde internationale ass geschitt, an et huet sech, Här President, esou munches gedoen.

De 15. November 2002 huet den Europäesche Conseil d'Memberstaten opgefuerdert, d'Direktiv ohne Wenn und Aber ëmzesetzen, dat trotz engem vibranten Appel, deen eng Organisatioun, déi „Action Solidarité Tiers-Monde“ heescht, ënnert der Fieder vun hirem Editorialist, dem Här Marc Elvinger, deemools geschriwwen hat: «Monsieur Juncker, transformez l'essai!» Den Essai war, dass de Conseil européen eis dat confirméiert huet, wat ech der Chamber virdru schonn an allen Tounarte gesot hunn.

Den 29. Januar 2003 huet en Här, an zwar dee bei ville beléiften, europäesche Kommissär Fritz Bolkestein eis opgefuerdert, déi Direktiv ëmzesetzen. Hien huet dat de 25. Juni 2003 nach eng Kéier gemaach, a well an där Entrevue am Joer 2000 d'CSV-Fraktioun den Engagement geholl hat, fir och déi Problematik um Benelux-Niveau ze évoquéieren, war ech schrecklech frou an ech war iwwerzeegt, elo ass d'Situatioun deblockéiert, wéi d'Benelux-Parlament à l'unanimité, dat heescht och mat de Stëmme vun alle Vertrieder vun de Parteien hei an dësem Haus, gesot huet, et soll een déi Direktiv ëmsetzen. Si hate véier Wierder proposéiert, déi ee kéint...

(Interruption)

Jo: gène, fonction et application industrielle, déi véier Wierder. An ech hunn och de President vun der Kommissioun direkt wësse gelooss, dass et fir mech kee Problem wier, fir dat an d'Gesetz anzeschreiwen; si sollten et just maachen an dann ëmsetzen. Et ass leider näischt geschitt.

Et ass also elo, duerch den Impuls vun eisem Rapporteur, dee gläichzäiteg President ass vun der Commission de l'Économie - well mer hu jo elo keng Ethikskommissioun méi -, wou dee Projet erëm op den Ordre du jour koum. Ech wéilt him am Numm vu menger Fraktioun villmools Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi vill Méi, déi hie sech ginn huet, wou hien u sech selwer geschafft huet, fir 62 Méint, nodeem hien déi éischt Positioun ageholl hat, elo mat enger Rei Amendementen, déi hie selwer an och de Virriedner, den honorabelen Här Patrick Santer, hei exposéiert huet, dann deen Text hei der Chamber zum Vote virzeschloen.

Ech, Här President, hätt virgezunn, dass mer beim ursprünglechen Text bliwwe wieren, ech kann awer och mat dësem Text liewen. Ech muss just der Chamber soen, dass ech d'Gefill hunn, wann éieren den Europäesche Geriichtshaff géif mat där enger oder där aner Dispositioun saiséiert ginn, an hie géif déi dann net konform fannen - wat méiglech ass, wat awer och vläicht net geschitt, mä wann dat géif geschéien -, da si mer an där penibeler Situatioun, dass mer nach eng Kéier un dësen Text schaffe ginn, dass mer nach eng Kéier, well mer sinn da genau an där Situatioun, wou mer haut sinn, deen Text missten op de Leescht huelen.

Ech perséinlech, Här President, sinn der Meenung, dass mer esou een Text wéi deen haut oder en ähnlechen Text, am léifsten awer deen usprünglechen Text, hätte kënne scho viru fënnef Joer a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen. Mir hätten eis do vill Misär mat der Kommissioun erspuert.

Här President, mir hate bei eis an der Fraktioun eng laang Diskussioun driwwer, ob mer dësen Text sollte stëmmen oder net, net well en net an der ursprünglecher Form ass, mä einfach wéinst deenen ethesche Problemer, déi sech stellen an déi jiddfer Eenzelne fir sech beäntwerte muss.

A mir hunn als Fraktioun ganz kloer décidéiert, dass an esou engem Projet wéi deem hei kee Fraktiounszwang wier an dass jiddfereen an esou engem Projet wéi deem heiten no sengem Wëssen a Gewësse muss décidéieren, well an dëse Froen, Här President, an esou eminent ethesche Froe wéi dësen, ass jiddfereen eleng, jiddfereen eleng mat sengen Hoffnungen, déi hien an esou eng Technologie ka setzen, jiddfereen awer och mat senge Bedenken, mat senge Froen, mat sengen Interrogatiounen.

Ech perséinlech, Här President, gleewen un de Fortschrëtt. Ech perséinlech, Här President, hunn och Vertrauen an de Bon sens vun der Mënschheet, wëssend, dass et ëmmer erëm Leit gëtt, déi vum Pad vun der Tugend ofkommen. An, Här President, heibanne sinn der jo vill, déi sech och op chrëschtlech Wäerter beruffen. Ech sinn net esou bewandert wéi si an der Bibel, duerfir, Här President, hunn ech mer missen e Saz opschreiwen, deen ech gäre géif kommentéieren aus der Genesis, Buch 3, Versen 22 bis 24. Ech kann Iech et elo op Däitsch, op Fransëisch oder op Latäin, wéi Der wëllt, zitéieren. Ech maachen et op Däitsch, et ass méi einfach.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Maacht et esou, wéi Dir et geléiert hutt.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Voilà. Merci, Madame Brasseur.

„Dann sprach Gott, der Herr: Seht, der Mensch ist geworden wie wir. Er erkennt Gut und Böse. Dass er jetzt nicht die Hand ausstreckt, auch vom Baum des Lebens nimmt, davon isst und ewig lebt!“ Ech kéint nach weiderfueren, Här President, mä ech wëll hei soen: De Mënsch ass keng Maschinn! De Mënsch ass kee Computer! De Mënsch ass keen Déier! De Mënsch ass deen Eenzegen, dee kann zwëschent Gutt a Béis ënnerscheeden, wéi et schonn zënter e puer dausend Joer an der Bibel steet.

(Interruption)

Et ass elo un eis, Här President, ze décidéieren, nodeem mer vum Bam vum Wësse giess hunn, ob mer erëm gären zréck ginn an de Garten Eden, fir d'Fruucht vum Bam vum Liewen ze huelen, fir d'Genen am mënschleche Kierper ze änneren an der Hoffnung, méi laang, wann net éiweg ze liewen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, dat ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no esou enger Ried ass den Iwwergank natierlech e bësse méi brutal, wann ech erëm op eis méi Terre-à-terre-Diskussioune vun der Brevetabilitéit zréck wëllt kommen.

Also, déi Fro «Que peut-on faire breveter?» ass jo elo während zwou Stonnen a sech hei des Laangen an des Breeden diskutéiert ginn. Ech vu menger Säit wëll natierlech och déi eng oder déi aner Ergänzung dozou ginn an och vläicht am Virfeld direkt soen, dass déi gréng Fraktioun natierlech vill Problemer mat dëser Direktiv huet an och hat an der Vergaangenheet an dass mer se, esou wéi se de Moment virläit, och net wäerte stëmmen.

Une voix.- Jo!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- D'Ëmsetzung vun der Biopatent-Direktiv 98/44 huet, dat hutt Der héieren, scho munnech Diskussioune lassgebrach a wäert an der Zukunft - an dat ass och scho gesot ginn - munnech Kappzerbrieches mat sech bréngen. Déi Diskussioune si jo och net nëmmen hei a Lëtzebuerg gefouert ginn, mä déi si wäit, wäit gefouert ginn an zumindest an der Europäescher Unioun ganz déif gräifend. Ech wäert och a sech da komplementär Ergänzungen zu deem, wat alles schonn haut hei gesot ginn ass, liwweren.

Meng dräi Virriedner hu schonns vill Aspekter vun dëser Ëmsetzung hei beliicht, dëst souwuel wat d'Form wéi och de Fong vun dësem Gesetz betrëfft. Eng Rei vun den Argumenter kann ech och novollzéien, ouni awer deene kënnen zouzestëmmen. Iwwert déi eenzel Etappen ass och, mengen ech, scho ganz vill hei gesot ginn, an dofir erlaabt mer, Här Bodry, dass ech lech da fir Äre mëndlechen a schrëftleche Rapport nach eng Kéier begléckwënschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech virdru vläicht vun engem virleefege Schlusspunkt, geschwat hunn, mengen ech domat, dass dat Gesetz hei haut nach eng ganz Rei vu Verbesserungsvirschléi ka verdroen. Dofir wäerte mir och net ophalen, weiderhin Änneerungen zu dësem Gesetz ze proposéieren. Ier ech mech awer mat der eigentlecher Brevetabilitéit wëllt ausenaner setzen, wëll ech nach eng Kéier den Oflaf trotzdeem aus eiser Siicht beliichten.

Dat Gesetz - dat ass och scho gesot - ass ural. D'Direktiv staamt vun 1998, an do virdru war jo och schonn eng siwejähreg Debatt am Europaparlament, an do huet et och scho ganz héich Welle geschloen. Lëtzebuerg - ass och scho gesot - huet aacht Joer gebraucht, fir dat da schlussendlech an dat Gesetz hei iwwerzebréngen. Ech mengen, och déi viregt Chamber huet sech jo des Laangen an des Breeden domat ausenaner gesat. Och dat ass scho virdru gesot ginn, ech wäert och spéider nach eng Kéier drop zréckkommen.

Eigentlech ass et schonn erstaunlech, dass sech an dëser Chambersessioun eng Ekonomieskommissioun mat esou engem Dossier befaasst huet. Ech wëll eben drun erënneren, dass bei der leschter Chambersessioun dat net d'Ekonomieskommissioun war, mä eng speziell Ethikskommissioun, déi sech grad mat der Brevetabilitéit vum Liewegen deemools ausenaner gesat huet.

Ech wëll och nach eng Kéier déi Motioun, déi deemools eestëmmeg hei ugeholl gouf, ernimmen, wou iwwer eng Renégociatioun vun der Direktiv iwwer grad déi Zweedäitegkeet, déi hei an der Direktiv steet, sollt nach eng Kéier verhandelt ginn. No där Direktiv - an do widderhuelen ech mech och nach eng Kéier - ass praktesch näischt méi passéiert.

Dofir menge mer, dass och dës Chamber endlech erëm esou eng Ethikskommissioun sollt an d'Liewe ruffen. Et ass virdru gesot ginn - vum Här Grethen, mengen ech -, dass eng Rei weider ganz kruzial Froen op eis duer wäerte kommen. Des Weideren ass vum Här Bodry och virdru gesot ginn, wat mir voll ënnerstëtzen, dass sech am Virfeld vun deenen Direktive sollt méi eingehend domadder beschäftegt ginn, zumindest wat alles Ethesches betrëfft. Ech erënneren drun: Gen-Sequenzen, embryonal Stammzellen an esou weider an esou fort, an net zulescht och déi ganz Problematik ëm d'OGMen an der Landwirtschaft.

Dofir erlaabt mer, Här President, dass ech lech eng Resolutioun iwwerreechen, fir drop hinzeweisen, dass mir vun der Grénger Partei verlaangen, erëm esou eng Spezialkommissioun hei an der Chamber anzeféieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- que les récents travaux de transposition sur le brevetage du vivant dans la seule Commission de l'Économie furent insatisfaisants, dû à la complexité du sujet;

- qu'une commission spéciale «Éthique» a fonctionné de 2001 à 2004 sur des sujets aussi divers que la transposition de la directive 98/44, la médecine palliative et l'euthanasie ou les organismes génétiquement modifiés;

- que cette commission spéciale fut aussi à l'origine d'une motion unanimement acceptée et invitant le Gouvernement à la renégociation de la directive 98/44, dite «sur le brevetage du vivant»;

- que des questions touchant à l'éthique et aux valeurs fondamentales d'une société doivent être traitées indépendamment de leur intérêt économique ou financier à court terme;

- que des sujets à venir tels que la recherche sur les cellules souches, les OGM et la biotechnologie en général, de même que la politique de recherche ont également de fortes implications éthiques;

décide

- de réinstaurer une commission spéciale «Éthique».

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Que peut-on breveter? Dat war dat, wat ech am Virfeld gesot hunn. Dat ass, wat haut de Mëtteg jo och des Laangen an des Breeden erkläert ginn ass. Ech wëllt och ganz kuerz nach eng Kéier deen Ënnerscheed widderhuelen, et ass scho gesot ginn, tëschent Entdeckung an Erfindung.

Eng Entdeckung gemengerhand ass jo dat, wat an der Natur schonn existéiert, an dat ass aus europäesche Gesiichtspunkte bis elo emol nach net hei patentéiert ginn. Eng Erfindung dergéint ass, wéi och scho gesot ginn ass, ëmmer eng geeschteg Leeschtung vun engem Mënsch a Form vun engem techneschen Handelen; dat heescht, hien huet selwer eppes do erabruecht, dat a sech de Stand vun der Technik och erweidert an entspriechend ënnert d'Regele vum Brevetage fält, wat zur Folleg huet, dass déi intellektuell Leeschtung entspriechend geschützt gëtt. A wann déi net geschützt gëtt, kënnt déi och net zu engem néidege Réckhalt.

Well d'Fuerschung awer haut ëmmer méi wäit an ëmmer méi déif an déi mënschlech Bestanddeeler awierkt, ass an deem Sënn och schonn eng Erfindung, wann e Fuerscher en Naturstoff isoléiert, wéi dat bei de Gensequenzen de Fall ass, an dëst ëmmer nees zur Verfügung ka stellen. Patentéierfäeg ass dës Leeschtung dann, wann de Fuerscher zousätzlech eng praktesch Verwäertungsméiglechkeet fir dee Stoff opweise kann. Wann et sech bei dësem Stoff elo ëm mënschlech Gensequenzen eben handelt, gëtt d'Saach natierlech komplizéiert, an d'Fro «Que peut-on faire breveter?» gëtt dann ëmmer méi schwéier ze beäntwerten, besonnesch aus etheschen Iwwerleeungen eraus.

Déi Gréng sinn awer net am Prinzip géint esou eng Brevetabilitéit, och am Zesummenhang mat der Biotechnologie. Et stellt sech ëmmer déi Fro vun eiser Säit: Wéi eng Biotechnologie wëlle mer dann och iwwerhaapt an der Zukunft? Wëssend, dass natierlech eng ganz Rei vun ekonomeschen a gesondheetlechen Entwécklungspotenzialer mat der Biotechnologie verbonne sinn, vermësse mir awer nach ëmmer déi genau Stoussrichtung vun der jëtzeger Regierung, wouhinner d'Biotechnologie dann elo schlussendlech hei a Lëtzebuerg geet.

Ass et elo déi rout, déi sou genannte medezinesch Biotechnologie, déi mer wëlle forcéieren, do wou sech jo elo bekanntlech eng ganz Rei vun hoffnungsvolle Resultater erwaart ginn, déi awer gläichzäiteg eng etlech ethesch Froen opwerfen? Ech wëll hei just op deen héije Fall vum südkoreanesche Forscher Hwang Woo-Suk erënneren. Well et grad an der Biomedezin ëm vill Geld geet - wéi virdrun och scho vum Här Grethen gesot ginn ass -, sinn d'Forscher natierlech ëmmer méi engem groussen Drock ausgesat an d'Fälschunge bleiwen deemno net aus.

Oder ass et vläicht déi gréng Biotechnologie, déi mer hei zu Lëtzebuerg wëllen ustriewen? Ech mengen, sou wäit ech d'Entwécklung an deene leschte Joren hei a Lëtzebuerg beobachtet hunn, si mer do - an dat queesch duerch d'Parteien - méi retizent. Et ass net fir näischt, datt sämtlech Bauerenassociatiounen zesumme mat Entwécklungs- an Ëmweltschutzorganisatiounen eng Petitioun beim Chamberspresident eragereecht hunn, fir géint genmanipuléiert Organisme virzegoen - mä ech kommen nach méi spéit op d'Problematik vun den OGMen ze schwätzen.

Oder ass et vläicht déi sou genannte wäiss Biotechnologie, déi mer wëllen hei zu Lëtzebuerg propagéieren? Eng wäiss Biotechnologie, wou e kontrolléierten Asaz vu biotechnologesche Verfahren an zouen industriellen Anlage benotzt gëtt. Och bei dëser Technik gëtt erëm vu groussen Erwaardunge geschwat a se soll souguer e Bäitrag zum Ëmwelt- a Ressourcëschutz maache kënnen.

Ech wär dofir frou, Här Wirtschaftsminister, fir vun Iech herno vläicht kuerz an Ärer Stellungnahm e Punkt doriwwer oder zumindest eppes doriwwer ze héieren, well anscheinend ass jo och do eng Studie an Optrag gi ginn, sou dass vläicht do déi éischt Resultater scho virleien.

Zréck awer zur Direktiv 98/44 a méi speziell zu der Froestellung: Wéi wäit soll a kann dat Patent dann elo gräifen? Wéi wäit däerf a kann de sou genannte Stoffschutz, wéi déi Däitsch soen, am Zesummenhang mam Liewege wierken? Dëst war an ass nach ëmmer de grousse Sträitpunkt an hie bleift och fir mech an dësem Gesetz net eendäiteg geregelt. Mir hätten eis dofir méi eng couragéiert Approche gewënscht.

Wa scho Stoffschutz, dann awer just mat engem sou genannte funktiounsgebonnene Stoffschutz - an dat ass schonn des Laangen an des Breeden hei vum Här Santer erkläert ginn. Da wierke jo entspriechend Patentéierungsregelen an ech widderhuele se nach eng Kéier.

- Et muss sech ëm eppes Neies handelen.
- Et muss eng innovativ Handlung virleien.
- An drëttens, et muss eng technesch Uwendung méiglech sinn.

De Stoff selwer awer, am Fall vu Gensequenzen, wéi virdru scho gesot, soll dobäi net kënne brevetéiert ginn.

Den Zougang zu genetesche Ressourcen däerf net duerch Monopolrechter blockéiert ginn. Et ass dofir net sënnvoll, e Brevet op d'Isoléierung vun engem eenzelne Gen ze erdeelen. Vill méi soll just sécher gestallt sinn, dass biotechnologesch Inventioune brevetéiert kënne ginn. Dëst däerf sech eben net an enger Ausweidung vum Brevet op d'Substanz selwer erstrécken.

Déi rezent Entwécklungen an Erkenntnisser an Europa, souguer an der Welt, weisen, datt mer mat dësem ageschränkte Stoffschutz richteg leien. Dofir hunn déi Gréng an der Kommissioun d'Approche ënnerstëtzt, deen ominéisen Artikel 5ter, Absatz 3, duerch déi franséisch Formuléierung am Gesetzestext ze ersetzen, dee folgende Wortlaut huet: «Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.»

Domat soll all weider Protection absolue vun enger Substanz ënnerbonne ginn, sou datt eng weider Applicatioun, déi zum Beispill op därselwechter Gensequenz berout, och brevetéiert ka ginn, ouni datt dorauser Konsequenze fir den zweete Brevet ze erwaarde sinn.

Mir hätten eis awer gewënscht, datt den Artikel 5ter, Absatz 2 komplett aus dem Gesetz gestrach gi wär, fir domat all Zweedäitegkeet ze ënnerbannen. Och deen Artikel huet nämlech folgende Wortlaut: «Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, peut constituer une invention brevetable, même si la structure de cet élément est identique à celle d'un élément naturel.»

Dofir hu mir als Gréng den Avis complémentaire séparé vum Statsrot voll a ganz ënnerstëtzt. D'Begrënnung vum Avis complémentaire séparé vum Statsrot ass folgenden: «Or, en maintenant le paragraphe 2 de l'article 5ter, le texte proposé par la Chambre de Députés ne répond pas aux critiques majeures de la Commission consultative nationale d'éthique, qui dit dans son avis: 'Du point de vue juridique il n'en est pas moins contestable d'affirmer dans le premier paragraphe que le corps humain ne peut faire l'objet d'une invention brevetable et d'admettre dans le deuxième paragraphe qu'un élément isolé de ce corps humain peut constituer une invention brevetable'».

Sécherlech - an dat ass och schonn hei gesot ginn - gëtt dës allgemeng Brevetabilitéit duerch deen neien drëtte Paragraph ofgeschwächt; d'Zweedäitegkeet bleift awer ëmmer nach bestoen.

Dëse Gesetzestext entsprécht dofir och net där Motioun, déi de 26. Februar 2002, also praktesch viru genau véier Joer, hei vun alle Fraktiounen eestëmmeg ugeholl gouf. Ech zitéieren Iech e Passage aus där Motioun. Sou ass do zum Schluss vun där Motioun ze liesen: «Invite le Gouvernement à demander la renégociation des articles donnant lieu à ambiguïté…» also d'Zweedäitegkeet «… entre la brevetabilité de la matière vivante et des inventions proprement dites, notamment les dispositions de l'article 5, alignéa 2.»

Dofir hunn déi Gréng an der Chamberskommissioun virgeschloen, sou wéi dat och vum Avis séparé vum Statsrot virgeschloe gouf, fir déi franséisch Versioun vollstänneg ze iwwerhuelen an d'Paragraphen 2 an 3 vum Artikel 5ter duerch deen uewe genannten neien drëtte Paragraph vollstänneg ze ersetzen.

Här President, erlaabt mer dofir den Dépôt vun engem Amendement, dee grad erëm an déi Richtung zilt.

Amendement 1

L'article 5ter sera amputé de son alinéa 2 et s'intitulera comme suit:

Art. 5ter

1. Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement, y compris les cellules germinales, ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence totale ou partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables;

2. Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle-ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.

Ancien article:

Art. 5ter

1. Le corps humain, aux différents stades de sa constitution et de son développement, y compris les cellules germinales, ainsi que la simple découverte d'un de ses éléments, y compris la séquence totale ou partielle d'un gène, ne peuvent constituer des inventions brevetables;

2. Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique, y compris la séquence ou la séquence partielle d'un gène, peut constituer une invention brevetable, même si la structure de cet élément est identique à celle d'un élément naturel;

3. Seule une invention constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation et à l'exploitation de cette application particulière. Celle ci doit être concrètement et précisément exposée dans la demande de brevet.

Ad Amendement:

Vu que la Chambre des Députés a demandé en février 2002 par une motion la renégociation «des articles donnant lieu à ambiguïté entre brevetabilité de la matière vivante et des inventions proprement dites, notamment les dispositions de l'article 5, alinéa 2» et que cette renégociation n'a pas eu lieu jusqu'à présent, il est indispensable que le législateur luxembourgeois clarifie ces ambiguïtés autant que possible lors de la transposition de la directive européenne. La modification proposée ne me semble aucunement contraire à l'esprit de la directive pour plusieurs raisons:

a) La même transposition de l'article 5 fut choisie par le législateur français;

b) Le Conseil d'État, dans son avis complémentaire séparé du 11 octobre 2005, approuve cet amendement «pris dans un souci de précision et en cohérence avec l'esprit de la directive» et propose de suivre sur ce point le législateur français;

c) La Cour Européenne de Justice, dans son arrêt du 9 octobre 2001, a explicitement précisé que les

éléments du corps humain «ne sont eux-mêmes pas davantage brevetables et leur découverte ne peut faire l'objet d'une protection. Seules peuvent faire l'objet d'une demande de brevet les inventions qui associent un élément naturel à un procédé technique permettant de l'isoler ou de le produire en vue d'une application industrielle.»;

d) Dans son rapport au Conseil et au Parlement européen du 14 juillet 2005, la Commission européenne déclare «ne pas avoir l'intention, pour l'instant, de prendre position sur la validité de la transposition conformément au choix arrêté entre un champ d'application classique et un champ d'application limité de la protection des séquences de gène» et permet donc indirectement une interprétation plus restrictive de l'objet du brevet;

e) Le 26 octobre 2005, le Parlement européen a exigé dans une résolution sur le brevetage des inventions biotechnologiques, que l'objet du brevet soit interprété restrictivement, qu'il ne couvre pas la substance elle-même, mais soit limité à la fonction de cette substance.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

D'Angscht, datt mir domadder dem Geescht vun der Direktiv net méi voll entsprieche géifen an domat negativ Konsequenzen ze erwaarde sinn, kënne mir net deelen. Dogéint schwätzen nämlech eng ganz Rei vu rezenten Aussoen an Dokumenter, déi och hei schonn deels zitéiert goufen.

Ech wëll dofir nach eng Kéier déi fir déi Gréng wichteg dräi Grënn zitéieren.

1. D'Uerteel vun der Europäescher Cour de Justice vum 9. Oktober 2001 schwätzt eng ganz kloer Sprooch, an ech zitéieren dobäi d'Begrënnung 72 aus deem Uerteel: «En ce qui concerne les éléments du corps humain, ils ne sont eux-mêmes pas davantage brevetables et leur découverte…» - an et ass virdrun iwwert d'Découverte diskutéiert ginn, déi net patentéiert sollt sinn - «… ne peut faire l'objet d'une protection. Seules peuvent faire l'objet d'une demande de brevet, les inventions qui associent un élément naturel à un procédé technique permettant de l'isoler ou de le produire en vue d'une application industrielle.»

Aus dësem Uerteel ass jo bekanntlech eréischt d'Debatt a Frankräich richteg lassgaangen. Wat jo schlussendlech zu dem neie Paragraph 3, dee mir an eisem Gesetz iwwerholl hunn, gefouert huet.

2. En zweete Grond, dee fir eng méi eendäiteg Formuléierung schwätzt, geet aus dem Rapport selwer vun der Commission au Conseil et au Parlement européen vum 14. Juli 2005 ervir, wou ze liesen ass: «La Commission n'a pas l'intention, pour l'instant, de prendre position sur la validité de la transposition conformément au choix arrêté entre un champ d'application classique et un champ d'application limité de la protection des séquences de gène.»

Dës Ausso vun der Kommissioun weist, datt sech d'Kommissioun mëttlerweil och bewosst ass, datt eng méi restriktiv Ausleeung bei der Patenterdeelung vu Wichtegkeet ass.

3. A schlussendlech en drëtte Grond - deen ass och vum Rapporter virdru genannt ginn -, deen op eng Resolutioun vun dem Europäesche Parlament vum 26. Oktober 2005 iwwert de Brevetage des inventions biotechnologiques zréckzeféieren ass.

Duerch dee Votum schwätzt sech d'Europäescht Parlament nämlech fir méi eng ageschränkten Ausleeung vum Brevet aus, sou datt déi juristesch Protektioun sech eleng op d'Funktioun, déi am Brevet definéiert gouf, beschränkt an net op de Stoff selwer.

«En opérant ce choix, le Luxembourg pourra par ailleurs contribuer à renforcer la position des États membres qui ont opté pour une interprétation restrictive de la directive.»

Dëse Passage aus dem Här Bodry sengem Rapport wär jiddefalls da méi couragéiert a méi éierlech, wa mer effektiv deen Artikel 2 ewechloossen. Mat Ärem positive Vote iwwert dës Amendementer kënnt Der all nach eng Kéier Äre Courage ënner Beweis stellen, an déi Zweedäitegkeet, déi momentan nach ëmmer an dësem Gesetzestext dran ass, eliminéieren.

Den Här President Weiler - erlaabt mer, datt ech do op den Här Weiler zréckkommen - huet bei der Petitiounsiwwerreechung géint dëst Gesetz vun deene virgenannten Associatiounen an der Chamber am Zesummenhang mat der Brevetabilitéit vu liewegen Organisme gesot, datt et sech bei dësem Gesetz ëm eng Gewëssensfro handelt, an datt hien d'Suerge voll a ganz géif deelen.

Här President, oder Här President Weiler, ech kann lech dobäi nëmmen ënnerstëtzen! Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt effektiv herno de Choix!

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit huet sech d'Diskussioun iwwert den Derfir oder Dergéint vu Patenter haaptsächlech ëm d'Aspekter vum Mënsch konzentréiert. Alles, wat sech am Beräich vun der Déieren an der Planzewelt ofgespillt huet, ass an den Hannergrond geréckelt. Dobäi ass grad an deene Beräicher och eng rasant Entwécklung ze beobachten.

Och an der Ekonomieskommissioun hu mer eis kaum mat där Problematik befaasst. Ech hätt mer gewënscht, datt mer eis nach eng Kéier ëm déi Problematik bekëmmert hätten. Och eng Agrarkommissioun hätt nach misse mat abezu ginn. Mä wat nach net ass, ka jo nach ëmmer kommen.

De momentanen Handlungsspillraum fir en ageschränktene Stoffschutz op Planzen an Déieren ass am Géigesaz zum Beräich vum Mënsch nach méi kleng. Den ageschränkte Stoffschutz bei Planzen an Déiere gouf leider a kengem Land a seng respektiv Gesetzer ageschriwwen. Och d'Kommissioun gesäit momentan do keen Handlungsbedarf. Och hei kann ee sech méi en ageschränkte Stoffschutz virstellen. De Wee, deen hei an der Ëmsetzung begaange gëtt, hält zwar eng ganz Rei vun Ausnahme bereet, déi sou genannte Bauereprivilegien, déi et dem Bauer oder dem Ziichter zum Beispill nach erlaben, trotz Patent Ziichtungen a Reproduktiounen a sengem Betrib fir eegen Zwecker duerchzeféieren.

Et weist sech awer an der Praxis, datt d'Baueren ëmmer méi an eng Ofhängegkeet vu grousse Konzerner schlidderen an d'Dominanz vun eenzelne Firmen ëmmer méi grouss gëtt. Besonnesch am Beräich vun de genmanipuléierten Organismen, de sou genannten OGMen, ass ëmmer méi eng grouss Konzentratioun an Dominanz vun e puer Firme festzestellen. Dëst entsprécht awer bei wäitem net den Erwaardunge vun de Baueren, an och net vun de Verbraucher. Déi grouss Majoritéit - iwwer 70%, souguer 80% - vun de Verbraucher a Bauere lehnen dës Aart vu Landwirtschaft respektiv Liewensmëttel of, well et sech ëm en irréversibelt Experiment an der fräier Natur handelt, mat verheerenden Auswierkungen op d'Ëmwelt, der Biodiversitéit oder der Gesondheet.

An engem rezenten Artikel am „Monde“ vum 9. Februar gouf nach eng Kéier op d'gesondheetlech Geforen am Zesummenhang vun den OGMen higewisen. Sou weist sech, datt bei längerer Fidderung mat genmanipuléiertem Soja d'Liewerzelle vu Rate sech modifizéieren. Ech hoffen, datt mer zumindest hei an Europa, oder datt d'Politik endlech erkennt, datt mir mat dëser Technologie um Holzwee sinn, an datt de Bierger hei an Europa endlech eescht geholl gëtt.

Datt den Handlungsspillraum vum Stoffschutz fir Planzen an Déiere méi kleng ass, wëllt awer net heeschen, datt mir guer näischt innerhalb vun dësem Gesetz nach kéinte verbesseren. Duerfir hat ech nach an der Sitzung vum 15. Dezember weider dräi Amendementer proposéiert, woubäi den éischten Amendement den Ënnerscheed tëschent Découverte an Invention nach eng Kéier soll ënnersträichen. Sou hu mir proposéiert am Artikel 5bis, den Zousaz ze schreiwen: «peut servir de base à une invention» - et ass jo dat grad, wou déi grouss Angscht besteet -, sou datt eng isoléiert biologesch Matière aus engem natierlechen Ëmfeld just d'Basis vun enger Inventioun duerstelle kann. Leider gouf deen Amendement net vun der Kommissioun zréckbehalen.

Gläichzäiteg hu mir eng Dispositioun vun der Convention de Rio iwwert d'Biodiversitéit wëllen aschreiwen. Dës Dispositioun verlaangt eng méi juste an équitabel Verdeelung vun de Resultater aus biotechnologeschen Inventiounen, besonnesch mat Drëttweltlänner. Déi Dispositioun soll deemno net am Gesetz, mä an de Commentairë vum Gesetz extra ernimmt ginn.

Dat zweet Amendement ass eng logesch Suite vum éischten, duerfir ginn ech hei net speziell dodrop an.

D'Fro, fir méi eng Rechtssécherheet am Fall vun enger onfräiwëlleger Kontaminatioun vu konventionellen oder biologesche Kulturen duerch Polleflug aus OGM-Planzen, stellt dat drëtt Amendement duer, wat folgende Wortlaut huet: «La protection visée aux articles 47ter et 47quater ne s'étend pas à la matière biologique obtenue par reproduction non intentionnée ou techniquement inévitable par un agriculteur à des fins d'exploitation agricole.»

Souwuel déi Däitsch, d'Éisträicher wéi d'Schwäizer hunn esou eng Dispositioun an hire respektive Gesetzer integréiert. D'Kommissioun wéi de Wirtschaftsminister hunn dës Amendementer ënnerstëtzt, wollten awer aus prozedurale Grënn dës Amendementer net méi an d'Gesetz integréieren - wat ech vläicht verstinn, awer net gutt heeschen. Duerfir gouf och en entspriechende Rapport vun der Ekonomieskommissioun ausgeschafft, fir dësen Deel an d'Gesetz iwwert d'Koexistenz, wat de Moment an der Agrarkommission behandelt gëtt, vum Landwirtschaftsministère ze integréieren.

Ech war awer méi wéi erstaunt iwwert d'Approche vum Landwirtschaftsminister während enger éischter Reunioun an iwwert d'Ausso, fir dësen Artikel net onbedéngt esou ze integréieren. Prozedural war et sécherlech méi wéi bedenklech, fir iwwer eppes ze diskutéieren, wou nach kee Rapport virlouch, dee jo eréischt deeselwechten Dag vun der Ekonomieskommissioun ugeholl gouf. Hei ginn ech och de Membere vun der Agrarkommissioun Recht, déi sech natierlech iwwerrompelt gefillt hunn, an duerfir och net zum Inhalt Stellung konnten huelen.

Aus der Reaktioun vum Här Landwirtschaftsminister hunn ech awer méi eng nuancéiert Haltung kënnen eraushéieren. Ech hoffen awer, datt eise Landwirtschaftsminister sech fir d'Suerge vun der Bauerewelt interesséiert, an dëse vläicht net grad übleche Wee matdréit.

Ech mengen, nodeem elo de Rapport N°5380/4, verschéckt ginn ass, an deementspriechend jo och konnt analyséiert ginn, datt mer deen Artikel ganz gutt innerhalb vum Koexistenzgesetz N°5380 integréiere kënnen.

Här President, ech hunn och duerfir eng entspriechend Motioun preparéiert, déi virgesäit, déi Problematik innerhalb vun der Agrarkommissioun ze behandelen, an d'Patentgesetz vun 1992 iwwert dee Wee ze änneren. Gläichzäiteg kënnt ee sech och nach eng Kéier iwwert déi berechtegt Suergen, wat de Stoffschutz bei Déieren a Planzen ugeet, ënnerhalen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- qu'en cas de coexistence entre l'agriculture conventionnelle ou biologique et l'agriculture d'OGM, il est tout à fait possible que des graines ou des plantes brevetées se retrouvent accidentellement dans des exploitations conventionnelles ou biologiques;

- que l'agriculteur canadien Percy Schmeiser fut attaqué en justice pour avoir planté illégalement un colza génétiquement modifié et breveté, bien que la contamination de son exploitation agricole par les semences brevetées fut non intentionnelle et que la société Monsanto argumenta que l'agriculteur devait toujours payer des dédommagements, peu importe si la contamination est accidentelle ou non;

- qu'il est essentiel de protéger également les agriculteurs luxembourgeois contre toute réclamation des titulaires de brevet en cas de présence accidentelle ou techniquement inévitable de matière biologique brevetée; que lors de sa réunion du 15 décembre 2005, la majorité des membres de la Commission de l'Économie ainsi que le Ministre de l'Économie présent au cours des discussions ont approuvé les idées sous-jacentes à l'amendement de M. Henri Kox;

- que la Commission a proposé d'intégrer la formulation suivante non pas à travers le projet de loi N°4673, mais par le projet de loi N°5380: «La protection visée aux articles 47bis et 47ter ne s'étend pas à la matière biologique obtenue par reproduction non intentionnelle ou techniquement inévitable par un agriculteur à des fins d'exploitation agricole.»;

- que cette protection explicite a également été retenue par les législateurs allemand, autrichien et suisse;

invite le Gouvernement:

- à intégrer le contenu de cet amendement dans le projet de loi N°5380 portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et de plants génétiquement modifiés, qui modifiera la loi du 20 juillet 1990 du régime des brevets d'invention.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun, a wëllt awer nach kuerz op zwou wichteg Informatiounen hiweisen. Déi éischt Informatioun stoung den 19. Januar am „Monde“, a bericht iwwer e Prozess vun de Faucheur-volontairen, déi fräigesprach goufen, well si en OGM-s-Feld zerstéiert haten. D'Begrënnung baséiert op dem Schutz vun der Ëmwelt an der franséischer Konstitutioun. Den Titel war ganz grouss: «OGM inconstitutionnels». Dat heescht, de Principe steet zum Beispill och an der Europäescher Verfassung. Et freet ee sech, firwat dann d'Fransousen do déi Kéier net mat „Jo“ gestëmmt hunn.

Ech hoffen awer, datt esou e Prinzip, nämlech e Précautiounsprinzip, an d'Recht vun der Ëmwelt, och geschützt ze ginn, eng Kéier de Wee hei an déi Lëtzebuerger Verfassung fënnt.

Eng zweet Informatioun baséiert op engem Kommentar vun der Éisträichescher Présidence, déi ganz offensiv den Dossier vun den OGMe wëllt ugoen, fir am Sënn vun de Verbraucher endlech méi Sécherheet vis-à-vis vun dem OGM ze kréien. Ech hoffen duerfir, Här Wirtschaftsminister, datt d'Regierung déi éisträichesch Présidence do voll ënnerstëtzt.

Här President, no mengen Ausféierungen zu dësem Gesetz verstitt Der, datt meng Fraktioun souwuel no der Form, wéi nom Inhalt net d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ka ginn.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Robert Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänken dem Rapporteur - deen ech de Moment zwar net gesinn - Merci ze soe fir déi vill Aarbecht, déi hien hei eran investéiert huet a seng gutt Explikatiounen zu dësem Projet.

Ech mengen, wann een nogelauschtert huet, da weess een, datt mer eis hei op engem verminnten Terrain bewegen, op engem verminnten Terrain, deen extrem komplizéiert a geféierlech ass an deen e politesche Volet an och e juristesche Volet huet. De Moment gëtt vläicht méi iwwert de politesche Volet geschwat, mä wann een d'Gesetz analyséiert, da gesäit een, dass et haaptsächlech, wéi dat souwisou am Patentrecht meeschtens de Fall ass, virun allem juristesch Texter sinn a juristesch Notiounen, déi hei spillen.

D'Patentrecht un a fir sech ass schonn eppes Komplizéiertes an et gëtt nach méi komplizéiert, wa Biologie respektiv Biotechnologie mat eraspillt, an zousätzlech - ech mengen, meng Virriedner hunn och schonn drop higewisen - spillen hei ethesch, awer och ganz massiv wirtschaftlech Aspekter mat eran.

Grondsätzlech muss ee soen, datt ee sech der Biotechnologie net ka verschléissen, datt een net prinzipiell ka soen, datt alles, wat op deem Terrain geschafft gëtt, schlecht wär. Bien au contraire, et sinn eng ganz Partie Entwécklungen, déi positiv sinn, déi och besonnesch an der Bekämpfung vu Krankheeten zu Fortschrëtter gefouert hunn.

Déi Investitiounen, Här President, an d'Fuerschung musse sech och kënne rentéieren, soss gëtt näischt méi an déi Fuerschung investéiert. A fir déi Fuerschung net a Gefor ze bréngen, mussen déi Erfindungen och während enger gewësser Zäit geschützt ginn. Bis dohin, mengen ech, wär d'Saach relativ einfach, mä wa mer da bis an den Detail ginn, da gesi mer, datt mer ganz séier op Minnen trëppelen.

Wat sinn an dësem Beräich Erfindungen? Ech mengen, dat ass ee vun den zentrale Problemer. A wéi gëtt déi jeeweileg gesetzlech Definitioun am Eeschtfall vun de Geriichter interpretéiert?

Här President, d'Fro, wat brevetabel ass, ass eigentlech hei déi zentral Fro. Wa gesot gëtt eng Erfindung, awer keng Entdeckung, ech mengen, domat ass all Mënsch d'accord. Mir wëssen awer, datt et ganz besonnesch am Beräich vun der Biotechnologie net esou einfach ass, dat am eenzelne Fall auserneen ze halen.

Ech wollt, well ee ganz besonnesch, wat d'Agriculture ubelaangt, hei op engem ganz geféierleche Gebitt ass, e puer Zitater vir-

liesen aus engem Buch, wat sech mat där Matière do ofgëtt. Do ass eng Dokter Vandana Shiva, Physikerin, Philosophin, déi mat dem alternativen Nobelpräis ausgezeechent ginn ass, déi sech hei an engem Kapitel zu där Thematik do äussert.

Do geet et an engem éischte Fall ëm d'Notzung vun de Friichte vun engem Bam an Indien. Ech zitéieren elo aus engem däitschen Text iwwer e Prozess, wou si zwar an der éischter Instanz gewonnen hunn; si schreift do: „Der Niembaum-Sieg verdeutlicht einige der unschönsten Seiten der gegenwärtigen Globalisierungsregeln. Das Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte des geistigen Eigentums (TRIPS), der Welthandelsorganisation (WTO), erlaubt weltweit agierenden Unternehmen, alles und jeden zu patentieren - seien es Lebensformen, Saatgut, Pflanzen, Medikamente oder traditionelles Wissen. Da ein Patent ein ausschließliches Recht darstellt, das auf Grund von Erfindung vergeben wird, sind Patente auf Leben und traditionellem Wissen im doppelten Sinne falsch."

En anert Beispill vun 1997: „Am 2. September 1997 wurde der in Texas beheimateten RiceTec-Aktiengesellschaft das Patent Nummer 5663484 auf Basmatireiszuchtlinien und -körner erteilt. Das Patent für diese Erfindung ist außergewöhnlich weit und erstreckt sich auf 20 Einzelposten. Das Patent umfasst die genetischen Linien des Basmati und beinhaltet Gene der von den Bauern gezüchteten Sorten. Der Patentschutz umfasst damit automatisch alle von Bauern entwickelten Sorten."

En drëtt Beispill: „Mit seinem Patent EP 0445929 B1 beansprucht Monsanto, Weizenpflanzen, die von traditionellen indischen Sorten abstammen und Produkte, die aus dem zerkleinerten Schrot des traditionellen indischen Weizens hergestellt wurden, "erfunden" zu haben. Monsanto wiederholt die Bio-Piraterie nach dem gleichen Muster wie RiceTec bei seinem Versuch, zu behaupten, indischen Basmati erfunden zu haben."

Et ass hinne gelongen, dat „bioräuberisches Weizenpatent", beim Europäesche Patentamt ze kippen, mä si seet awer och: „Es ist an der Zeit Patente auf Saatgut, Nahrungsmittel und Pflanzen zu verbieten. Andernfalls richtet sich das Gebet ‚Unser tägliches Brot gib uns heute' zukünftig nicht an Gott, sondern an Monsanto. Aus diesem Grunde muss das WTO-Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte des Geistigen Eigentums"- (TRIPS) -„vollständig geändert werden."

Ech wollt dat hei zum Ufank ufëieren, fir ze weisen, wéi wäit datt mer an där Matière scho viru sinn a wéi gefëierlech datt et gëtt, wann do net awer nach op engem aneren Niveau, wéi mir hei diskutéieren, wierklech mat alle Mëttelen de Reedel virgeluecht gëtt, well et ass evident, datt déi Firmen, déi e risegt Interesse drun hunn, déi natierlech entstane Genpoolen fir sech ze monopoliséieren a se fir sech ze exploitéieren, datt do eng Risegefor draläit, net nëmme fir d'Baueren, déi hei bei eis um Terrain schaffen, mä och ganz besonnesch fir déi an der Drëtter Welt.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Här President, wuerfir hunn ech déi Zitater hei virgelies? Fir ze beweise wéi grouss d'Gefor ass, déi op deem Terrain hei dreet, wéi néideg datt et ass, datt mer um internationale Plang agéieren. Deen Text, dee mer haut virleien hunn, ass e Kompromëss, e Kompromëss, op dee sech gëeenegt ginn ass. Et ass en extrem juristesch verklausuléierten Text, wou een eigentlech nëmmen um praktesche Beispill erkläre kann, wat en dann a senger leschter Konsequenz bedeit.

Déi wichtegst Artikele sinn d'Artikele 5bis a 5ter - meng Virriedner si scho praktesch alleguer drop agaangen. Den Artikel 5bis, dee seet «Ne sont pas brevetables...» - ass net ze brevetéieren - «...les variétés végétales et les races animales», awer dat gëtt am zweete Punkt da schonn erëm ageschränkt: «Les inventions portant sur des végétaux ou des animaux sont brevetables si la faisabilité technique de l'invention n'est pas limitée à une variété végétale ou à une race animale déterminée.» Do hu mer d'Dier schonn erëm zum Deel opgestouss.

Den Artikel 5ter, wou de mënschleche Kierper «aux différents stades de sa constitution et de son développement, y compris les cellules germinales» ausgeschloss ass vum Brevet, gëtt am zweete Punkt vum 5ter och erëm deelweis a Fro gestallt. Et ass do, wou ech mengen, dass, fir wierklech ze gesinn, wat dat bedeit, een et schonn un deem engen oder anere praktesche Beispill misst virstellen.

«Un élément isolé du corps humain ou autrement produit par un procédé technique» - mä et geet un: «Un élément isolé du corps humain» - «(...) peut constituer une invention.»

Wa mer den Zwëschesaz erausloossen, kënnt et ganz, ganz däitlech eraus, datt en isoléiert Element vum mënschleche Kierper als Erfindung ka betruecht ginn, «même si la structure de cet élément est identique». Och wann et anescht hirgestallt ginn ass, ass dat en Élément naturel. Zu wat dat kann an der Praxis féieren, muss een sech froen, well et ass och net ëmmer einfach, dann, wann et identique ass, fir nozeweisen, wou et dann tatsächlech hierkënnt.

Den drëtten, dee begréissenswäerterweis ugefügt ginn ass, ass awer och a senger Interpretatioun extrem schwiereg, well et eng schwiereg Matière ass, unerkannterweis. Meng Virriedner hunn och schonn zitéiert, wann et nëmmen eng Erfindung ass, «constituant l'application technique d'une fonction d'un élément du corps humain peut être protégée par brevet. Cette protection ne couvre l'élément du corps humain que dans la mesure nécessaire à la réalisation, à l'exploitation de cette application particulière.»

Gott sei Dank ass déi Aschränkung dragesat ginn, mä, wéi gesot, mir sinn der Meenung, datt trotzdeem bis zu engem gewësse Grad dach hei Entwécklunge méiglech sinn, déi mer alleguer vläicht net, oder ganz sécher net wëllen.

Madame Presidentin, hei ass de 26. Februar 2002 eng Motioun gestëmmt gi vun der Chamber, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, nach eng Kéier Négociatiounen opzehuelen, fir ze kucken, fir déi Direktiv geännert ze kréien. Dat ass net gemaach ginn. Och déi international Diskussioun - ech mengen, den Henri Grethen huet doriwwer geschwat -, déi ugereegt ginn ass, huet, an deem Mooss wéi se iwwerhaapt gefouert ginn ass, keng Ännerung erbäibruecht. Sou datt mer elo an der Zwangssituatioun sinn, datt mer eppes musse maachen, wann et net soll deier ginn.

Duerfir stellen ech d'Fro: Wat geschitt, wa mer net géifen ëmsetzen? Ech mengen, den Alex Bodry huet et däitlech hei gesot: Um rechtleche Plang ännert sech häerzlech wéineg, well 23 Länner schonn ëmgesat hunn, well eng Firma, wa se da Patent unzemellen huet, wahrscheinlech net heihinner op Lëtzebuerg kënnt. Um rechtleche Plang ännert sech näischt, mä um europäesche Plang kann et extrem deier ginn, wa mer näischt maachen. Ech mengen, däers si mer eis bewosst.

Wat geschitt, wa mer ëmsetzen? Dann ännert sech héchstwahrscheinlech an der Praxis och net vill. Mir hunn d'Direktiv ëmgesat a mir brauchen d'Amende net ze fäerten.

Madame Presidentin, mir wëlle soen, datt et awer als Lëtzebuerger Parlament frustrant ass, ze gesinn, wéi limitéiert datt eis Marge de manœuvre an dësem Dossier ass, wat awer e ganz wichtegen Dossier ass a wat e wichtegen Domän ass, wou och d'Gewëssensfräiheet vun deem Eenzelne ganz wäit mat eraspillt.

An dësem Dossier, dee jo wierklech net onëmstridden ass, huet et eng Partie Ausenanersetzunge ginn, déi och - wat mech, an dat muss ech éierlech soen, e bësse gestéiert huet - ganz dacks den Terrain vun der Sachlechkeet verlooss hunn. Ech verstinn, wann ee manifestéiert, datt een da probéiert, Saachen e bësse méi dramatesch duerzestellen. Et stéiert mech awer als Lëtzebuerger Parlamentarier, deen och nach aus dem Agrarsecteur kënnt an deem déi Problematik wierklech um Häerz läit, wann ee gesot kritt, et géing ee Schwéngereie maachen, wann een deen Text hei géif stëmmen. Dat, mengen ech, muss ee ganz däitlech zréckweisen.

Et stéiert mech op där anerer Säit awer och, obschonn ech mech net betraff fillen, wann e sozialisteschen Europadeputéierten den 28. Januar 2006 schreift, d'Greenpeace-Aktiviste wäre beméit, de Lëtzebuerger „glaubhaft zu maachen, demnächst könnte Leben patentiert werden, könnten Schweine mit Patentnummern versehen werden". An da schreift en: „Man beruhige sich: Solche Schweinereien sind nur bei Greenpeace möglich. Die Lieblingsorganisation der luxemburgischen Medien, die ein Jahresbudget von 160 Millionen Euro in mediengerechte Aktionen investiert, immerhin gut 6,4 Milliarden alter Franken, muss jede Woche einen Skandal erfinden, um Spenden einzuheimsen und ihre über tausend feste Mitarbeiter bezahlen zu können." Esou kann ee sech natierlech och mat dëser Matière ausernee setzen. Ech mengen awer net, datt dat eis weiderbréngt.

Madame Presidentin, ech wëll ofschléissend e puer Konklusiounen hei zéien:

Éischtens ass d'Gefor, datt d'Lobby vun der Biotechindustrie et fäerdeg bréngt, ebe just duerch hir Lobbyaarbecht an duerch permanenten Drock de Patentschutz ëmmer méi wäit auszeweiden op Liewewiesen, imminent. Mir mussen eis där Erausfuerderung mat alle Mëttelen entgéintstellen.

Zweetens: Lëtzebuerg huet ganz däitlech am Virfeld vun där Direktiv seng Chance verpasst, fir ze agéieren, datt d'Direktiv, déi eis net genuch Spillraum léisst, méi enk gefaasst gi wär. Och déi Kritik muss een hei ganz däitlech äusseren, och wa vläicht den Impakt, dee Lëtzebuerg an där Diskussioun gehat hätt, limitéiert war.

Drëttens: Déi praktesch Konsequenze vun deem Text hei, wann en ëmgesat ass, sinn à longue vue net ganz liicht ofzegesinn.

Véiertens: Den ADR hätt et gäre gesinn, wann de Schutz am Beräich vun der Biotechnologie sech ganz kloer op den technesche Procédé limitéiert hätt an d'Tissus organiques och gradsou däitlech ausgeschloss hätt; dat ass net de Fall.

An als Lescht: Datt een an dësem Beräich de „principe de précaution" sou wäit wéi méiglech soll spille loossen, dat ass hei manifestement net de Fall, an duerfir, Madame Presidentin, esou Leed wéi et eis och deet, kënne mer dëse Projet net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo ass et dann un der Regierung. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn net en üblech Werdegang, deen dee Gesetzesprojet hei matgemaach huet, an déi Décisioun, déi haut usteet, ass schonn zum Deel remarquabel, eleng doduerch, dass d'Chamber hei op eng Aart a Weis involvéiert ginn ass a sech involvéiert huet, wéi dat seelen an engem Regierungsprojet de Fall ass.

Ech mengen, zu engem gewëssenen Zäitpunkt huet d'Regierung opgrond vun Négociatiounen, déi no enger Adoptioun am Conseil geschitt waren an déi dozou gefouert hunn, dass en Accord am Europaparlament komm ass an déi Direktiv u sech ugeholl ginn ass, probéiert, dee Gesetzesprojet virzebereeden. Den Här Grethen huet deen erabruecht. En ass zu deem Zäitpunkt eben hei net op Virléift gestouss, aus diverse Grënn, en ass gespléckt ginn, a bei deem zweeten, méi kriddelechen Deel ass u sech gefrot ginn, fir ze versichen, dat do nei ze verhandelen.

Ech ginn net op all déi Detailer an, déi den Här Grethen a senger Qualitéit als viregte Wirtschaftsminister hei virbruecht huet, well ech deele se absolut. Wéi et sech erausgestallt huet, dass déi Efforten, fir eppes ze änneren, net méiglech waren, war menger Meenung no de Moment komm, fir ze handelen.

Wéi déi Erkenntnis bis komm war, ass och ee Moment am Beneluxparlament eng Recommandatioun komm. An ech muss soen, ech war zwar Fraktiounspresident, hu mech glécklecherweis awer net méi zu Wuert gemellt - an ech wäert herno och nach soen, firwat ech mech net méi zu Wuert an där doter Matière gemellt hunn.

Et war u sech awer e bëssen erstaunlech, dass mer no där Recommandatioun, déi am Juni 2003 komm ass an déi u sech e Kompromëss sollt duerstellen, net méi weider an der Chamber doriwwer geschwat hunn. Sécherlech war nach eng Sitzung virgesinn, déi de 16. Dezember 2003 ageruff ginn ass; déi ass ofgesot ginn an déi ass net méi agesat ginn.

Et si vill Leit, déi hei gesot hunn, dass et vläicht d'Ethikskommissioun oder eng nei Ethikskommissioun hätt misse sinn, déi dat och géing behandelen. Ech muss soen, ech si frou, dass et d'Wirtschaftskommissioun war, well mir haten hei eng Prozedur, déi geschleeft a geschleeft huet an déi gréisser Problemer fir eis duergestallt huet.

D'Wirtschaftskommissioun an hire President an hire Rapporteur hunn et awer wéinstens - an ech kommen nach eng Kéier op deenen hire Rôle zréck - fäerdeg bruecht, dass mer dat do awer ofgeschloss hunn, anstatt dass et, wéi et an där Kommissioun virdrun war, wou ech deene Leit kee Virworf wëll maachen, mä wou ech awer trotzdeem wëll soen, dass dat einfach leie bliwwen ass an dass dat eppes ass, wou mer awer nu wierklech net an Zukunft kënne schaffen.

Ech hu kee Problem, fir eng Positioun hei ze huelen. Et gëtt jo hei vu jiddferengem gesot, dat wier e bëssen eppes, wou jiddferee mat sech selwer misst eens ginn. Ech hu bal näischt gesot heizou. Ech hat mer deemools eppes operluecht. Ech hunn net fir näischt am Alzheimerberäich geschafft. Grouss Deeler vu menger Famill sinn doduerch betraff. Wann ee befaangen ass, ass et batter iwwer sou Saachen nozedenken.

Iwwert d'Fuerschung am Biotechsberäich hunn ech natierlech ganz aner Meenungen, déi perséinlech bezu sinn an déi ganz kloer an d'Richtung ginn, dass ech alles, mä alles géing wëllen ënnerhuelen, fir dass mer Méiglechkeete géinge fannen, fir deene Krankheeten entgéintzewierken an dass ech de Principe de précaution wuel respektéieren, mä Dir mierkt, ech sinn emotionell befaasst an esou enger Saach, well ech selwer dorunner hänken. Duerfir hunn ech mech net zu Wuert gemellt an dat sollen eenzel Leit trotzdeem och bedenken, déi de Principe de précaution dauernd no virschieben, fir awer och vläicht onméiglech ze maachen, dass muer Léisunge fonnt gi fir Saachen, déi engem schrecklech vill Suerge maachen - perséinlech an doriwwer eraus, wat aner Leit ubelaangt. Duerfir hunn ech mech net zu Wuert gemellt, duerfir wäert ech och probéieren, hei net op de Fong anzegoen, well ech der Gefor net wëll erleien duerch perséinlech Schicksaler gepräegt ze sinn, wann et ëm esou eppes wéi dat hei geet.

Wéi ech dunn d'Verantwortung am Ministère iwwerholl hunn, hunn ech mer dee Prinzip zu eege gemaach, deen ech hei elo énoncéiert hunn, an ech hu mam President vun der Kommissioun, déi nun eben zoustänneg ass, geschwat.

D'Patenter sinn nun eemol den Zoustännegkeetsberäich vum Wirtschaftsministère, also war et fir mech och kloer, dass ech mech géing riichten un de President vun där doter Kommissioun, fir mat him ze schwätzen iwwer eng inextricabel Situatioun, an déi mer amgaange waren, eis eranzemanövréieren, an an där mer schonn zu engem gudden Deel dra waren.

U sech war meng Propositioun déi, dass vun der Chamberskommissioun selwer d'Initiativ soll kommen an dass de President an hire Rapporter da sollte kucken, wéi se dee beschtméigleche Kompromëss kënnte fannen an dee misst natierlech op eppes Realisteschem baséieren, dat heescht, net op eppes, wat mir hei géingen erfannen an net an Aklang wier mat der Direktiv. Mä vu dass all déi aner Länner - och déi Länner ronderëm eis, wat jo awer nun net déi allerleschte Länner sinn - dat schonn ëmgesat hunn, huet et mer geschéngt, dass et normal wier, dass ee misst e Kompromëss fannen op Grond vun Texter, déi et an Däitschland, a Frankräich oder esou géing ginn.

Dat war u sech d'Missioun, déi ech gemengt hat, dem President mat op de Wee ze ginn. An ech wëll him hei ausdrécklech Merci soen, him an de Membere vun der Kommissioun, well mäin Agréff hei war nu wierklech net grouss, en huet nëmme gespillt duerch den Agréff vu menge Servicer, deenen ech heibäi och wëll ganz vill Merci soen.

De Rapporter an d'Kommissiounsmitglieder hunn eng ganz seriö Aarbecht hei virgeluecht an hunn eng seriö Debatt gefouert. An ech akzeptéiere bei wäitem net dee Virworf, deen elo seet, mir hätten dat hei iwwert de Knéi gebrach. Wann eppes am Mee 1998 ugeholl gëtt a misst transposéiert ginn, a mir sinn aacht Joer duerno, an da kënnt een a schwätzt mer, et wier iwwert de Knéi gebrach ginn, och wann ee weess, dass deen neien Élan, déi nei Initiativ, déi mer geholl hunn, am Oktober 2004 ugaangen ass an dass mer elo am Februar 2006 zu enger Konklusioun kommen, da kann ee weess Gott dach net schwätze vun eppes, wat ee soll iwwert de Knéi gebrach hunn.

Iergendwann ass nämlech Schluss mat deenen Diskussiounen. Et muss een zu Konklusioune kommen. Mir hunn hei ausgereizt Grenze vun deem, wat den Transpositounsspillraum hierginn huet. Et ass ee Moment komm, wou eng politesch an eng juristesch Realitéit - wéi den Alex Bodry dat genannt huet - gespillt huet. Et louch en Avis vum Conseil d'État vir.

Iwwregens, Här President, sinn déi zwee Avisë vum Conseil d'État hei

an d'Balance gepucht ginn an et ass schued, dass mer net déi Prozedur hunn, wou ee géing wëssen, wéi vill Leit aus dem Conseil d'État hannert där enger Propositioun waren a wéi vill hannert deem aneren Avis waren. Dat wier heiansdo interessant ze wëssen, well een hei am Fong geholl sämtlech Avisen op deeselwechten Niveau eropsetzt.

Ech hu vollt Verständnis fir d'Positioun vun de Kolleege vun der Grénger Partei. Ech hunn awer Appel gemaach un den Här Kox en substance, dass et elo wierklech misst duergoen an dass bei aller Frëndschaft Amendementen net ginn, déi de 15. Dezember erakommen, bei engem Avis vum Conseil d'État, deen den 11. Oktober erakomm ass, wëssend dass mer schonn erëm eng Kéier Enn Dezember eng Warnung kruten a wëssend dass dat géing eppes kaschten. Elo ass hei gesot ginn: „Oh mäi Gott, dat wäert alles net esou schlëmm sinn!"

Här President, an d'Kolleegen hei an der Chamber alleguerte wëll ech op ee Punkt opmierksam maachen, wann et nach net bis heihinner gedrongen ass: D'Kommissioun ass amgaangen, mä méiglecherweis hoffentlech op deenen neien Transpositiounen, ganz aner Regele spillen ze loossen, wat d'Strofen ubelaangt. Anstatt ze waarden, bis ee fir d'zweet condamnéiert gëtt virun der Cour, sollen direkt bei der éischter Condamnatioun scho Strofe gëllen, an zwar per diem. Déi kleng Länner oder eenzel Projete kënnten eventuell eng Strof forfaitaire kréien an dee Chiffer vun deem Rieds ass, ass 500.000 Euro minimum Strof bei der éischter Condamnatioun.

Dat setzt viraus, dass mir elo alleguerten ëmdenken - ech gi generell -, d'Chamber, de Statsrot an d'Regierung, fir bei der Transpositioun vun den Direktive méi schnell virunzemaachen. Ech wäert op alle Fall probéiere bei mir, dass dat Lach, wat och a mengem Ministère entstanen ass, net méi entsteet. Dat ass op alle Fall mäi Virsaz, well dat fänkt un, en deiere Spaass ze ginn, an ech wëll net dee Minister sinn, dee fir d'éischt eng Kéier heihinner kënnt a muss soen: „Et kascht d'Lëtzebuerger Land mindestens 500.000 Euro, well mer dat elo net gemaach hunn."

Duerfir hoffen ech op Verständnis vum Här Kox a vu senger Partei, dass den Eescht vun der Situatioun einfach mat sech bruecht huet, dass ech deen Amendement, deen u sech an d'Agrarkommissioun gaangen ass, net nach weider hätt kënne respektéieren.

Ech muss och soen, dass ech elo gesinn hunn, dass Dir eng Motioun gemaach hutt. Et ass der Chamber iwwerlooss, wéi si dat gesäit. Ech gesinn et als Resolutioun. Also Dir hutt e Projet de loi gehat mat engem Rapport an Dir hutt en anere Projet de loi. Ech wäert mech menger Responsabilitéit net entzéien, mä ech géing mengen, et wier normal, wann Der dorauser eng Resolutioun géingt maachen, wou Der géingt soen, Dir géingt et an d'Agrarkommissioun huelen, fir et an dat Gesetz anzebannen.

Wann elo par malheur d'Leit aus Gott weess welleche Grënn an egal op wellechem Niveau elo net d'accord wiere mam drëtte vun Ären Amendementen, dee wierklech d'Landwirtschaft betrëfft an eng Protektioun fir d'Landwirtschaft duerstellt, da sinn ech bereet selwer en Text eranzeginn, deen dat do géing beinhalten.

Ech akzeptéieren och eng Proposition de loi vun Ärer Säit, wann deen drëtten Amendement esou ass, mä ech géing lech bieden, dorauser eng Resolutioun ze maachen. Wann Dir awer elo mordicus op eng Motioun wëllt halen, dann dierft Dir dat maachen. Da brénge ech e Saz eran. Mä mengt Der net an der Prozedur wier et mëttlerweil nach méi einfach, Dir géingt lech an der Kommissioun eens ginn, fir do en Amendement zu dësem Gesetz mat anzeschreiwen? Vu dass et en faveur vun der Landwirtschaft ass, gesinn ech net, wou dat e Riseproblem kënnt sinn.

Här President, just nach eng, zwou Remarquen. Ech muss soen, dass ech mengem Erstaunen trotzdeem och wëllt hei fräie Laf loossen, wann ech gesinn, wat fir en Opwand mir elo dreiwen, fir hei der Chamber an der Regierung kloer ze maachen, mir dierften op kee Fall déi Direktiv do ëmsetzen.

Mir mussen eis awer hei zu Lëtzebuerg mol eng Fro stellen: Menge mir da wierklech mat deem wëssenschaftleche Background, mat där zolitter Basis, déi mir do hunn, dass mir dem ganzen Europa all Kéiers kënnten d'Lektioun maachen, a während dann all déi aner Länner - mat Ausnahm vun engem, déi awer nei Member sinn a wahrscheinlech net um Fong e Problem hunn, mä eben zäitlech bedéngt wahrscheinlech a Verzuch sinn - enger Meenung sinn an dat ouni groussen Zodi an Zeter eriwwergeet?!

Da musse mir eis awer Froe stellen, dass mat där riseger wëssenschaftlecher Basis, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, mir all deenen anere soen, dat wieren Daboen, a mir déi Eenzeg sinn, déi richteg leien. Do ass iergendwou, mengen ech, an der Aart a Weis, wéi mer dat Ganzt gesinn, e Problem!

Mir dierfen eis Bedenken äusseren, mä wann an alle Länner dat do awer akzeptéiert ginn ass a just bei eis net, da misst een héchstens awer vläicht eng Kéier d'Fro stellen, ob net déi Länner vläicht awer wuel esou eng gutt Analys gemaach hu wéi mir.

Frou sinn ech, wann Dir dat hei géingt akzeptéieren. Éischtens hunn ech lech gesot, dass ech fannen, dass d'Patenter e wichtegt Element si vun der Lissabon-Strategie. Dir kënnt muer sou vill wéi Der wëllt op Kompetenzen, op Savoir-faire an op Technologie opbauen, wann Der keng anstänneg Patentregelung hutt, da gräift dat net.

Zweetens, sinn ech der Meenung, dass an de Biotechnologien e grousst Potenzial läit. Mir sinn amgaangen, déi Potenzialanalys - Här Kox - ze maachen. Ech kann lech keng Äntwerte ginn, well ech keng Äntwerten hunn. Mä si kënnt dëse Mount nach eraus; dat ass mer versprach ginn. Si gëtt gemaach vum CRP-Santé a soll dëse Mount nach erauskommen a soll d'Méiglechkeeten - et ass eng SWAT-Analys, wéi een dat nennt -, d'Potenzialitéiten an d'Schwieregkeete vun där Aart Entwécklung hei zu Lëtzebuerg analyséieren.

Drëttens, wéi gesot, sinn ech frou, wa mer et fäerdeg bréngen, d'Forschung souguer muer hei op Lëtzebuerg ze kréien an deem dote Beräich a sief et och an engem Beräich, dee Krankheete betrëfft. Ech hoffen, dass mer dat Potenzial, wat an deem Beräich ass, och wëssen, glaubwürdeg ze analyséieren. An dann, mengen ech, si vill Suergen, déi mer elo hunn, wuel berechtegt, mä ech mengen, mir kréien Hëllef och vu wëssenschaftlecher Säit, fir trotzdeem awer berouegt ze schlofen, wann ee muer ka verkënden, dass dat Gesetz hei akzeptéiert ass.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Amendement 1

Ier mer elo zur Ofstëmmung vum Gesetzestext kommen, stëmmt d'Chamber iwwert den Amendement 1 vum Här Kox of, bei deem et sech dann ëm d'Ëmännerung vum Artikel 5ter handelt.

Vote

Wie fir den Amendement ass, dee stëmmt mat Jo.

Wie géint den Amendement ass, dee stëmmt mat Neen.

(Interruption)

Bei mir och nach net.

(Brouhaha général)

En anere President, da geet de Computer net.

(Hilarité)

De Computer geet wierklech net, da musse mer nominell ofstëmmen.

(Brouhaha général)

Mir mussen also Ziedele preparéieren.

Plusieurs voix.- Ma neen. Einfach par appel nominal.

M. le Président.- Einfach par appel nominal?

(Assentiment)

D'accord.

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 4673B. Den Text steet am Document parlementaire 4673B[5]. Mir probéieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. le Président.- De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 12 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter;

Deen éischten, well et ass vis-à-vis vun all deene Kolleegen, déi an der Wirtschaftskommissioun sinn, net flott, wann een hei als Chamber géif soen, dass déi Aarbechten insatisfaisant gewiescht wieren. Wat den drëtten Tiret ubelaangt, do brauche mer eis eegen Turpituden net nach eng Kéier ze rappeléieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Wëllt nach een d'Wuert dozou? Wat seet den Här Kox dozou?

(Interruption)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Jo, ech hätt gären dorop geäntwert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Selbstverständlech äntweren ech dorop. Ech ginn zou, dass den éischten Tiret vläicht net an där Aart sollt stoe bleiwen. Selbstverständlech si mer d'accord, fir deen ewechzeloossen. Och déi Pirouetten, déi mer vläicht mam drëtten Tiret an der Vergaangenheet sollte gemaach hunn, kéinte mer ewechloossen, an da wär ech d'accord, wa mer dat dann esou kéinten unhuelen.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Vu dass den Auteur mat deene Propositiounen d'accord ass, kënnte mer jo par main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Neen? Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, ech hunn awer e bësse Schwieregkeete mat där dote Resolutioun, well u sech mer eigentlech och als Chamber festgehalen hunn, dass mer sollte versichen, eng Multiplikatioun vu parlamentaresche Kommissiounen ze verhënneren.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen, wann een dat elo vum praktesche Standpunkt aus kuckt, wësse mer hoergenau, dass mer immens Schwieregkeeten hunn, fir iwwer Wochen e Kalenner ze fannen, wou mer déi bestehend Kommissioune kënnen uerdentlech tage loossen, a wou mer net zwou, dräi Kokommissiounen da gläichzäiteg tagen hunn. Duerfir géif ech wierklech warnen, fir zur Organisatioun vun den Aarbechte vun der Chamber hei dohinner ze goen a liichtfankeg ze décidéieren, emol erëm eng speziell Kokommissioun hei bäizefügen.

Ech sinn der Meenung, dass et souwisou net den Numm vun der Kommissioun ass, deen eppes wäert um Inhalt vun den Aarbechten änneren. Et sinn ëmmer Membere vun dëser Chamber, déi Member vun där Kommissioun sinn. Ech war Member vun der Ethikskommissioun grad wéi den Här Santer an der leschter Period. Ech sinn elo Member vun anere Kommissiounen. Ech gesinn net, wat dat geännert hätt un der Aart a Weis wéi ech géif un Dossieren erugoen, an esou geet et bestëmmt deene meeschte Kolleegen.

Duerfir géif ech mengen, dass mer net sollten elo einfach à la va-vite esou eng Décisioun huelen, a wa soll insistéiert ginn, fir iwwert déi Resolutioun haut ofzestëmmen, da géif eis Fraktioun mat Nee stëmmen.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech muss soen, dat kéint ech akzeptéieren, wann net d'Majoritéit selwer och schonn an dëser Legislaturperiod eng Spezialkommissioun agesat hätt, nämlech déi iwwert d'Réorganisation territoriale, déi mir als eng gutt Saach fannen. Ech wëll awer dobäi betounen, dass déi Argumentatioun do nëmme crédibel wär, wann d'Majoritéit net selwer schonn esou eng Kommissioun agefouert hätt an esou selwer dozou bäigedroen hätt, datt mer nach méi Kommissiounen hunn.

Ech mengen awer, datt d'Energies-, d'Ekonomies- an d'Sportskommissioun scho relativ vill ze dinn huet; dat ass dat eent.

An dat Zweet ass, datt déi ethesch Froe jo net nëmmen elo deen heite Volet betreffen. Ech wëll drop hiweisen, datt mer an deenen nächste Joren nach eng Diskussioun wäerte kréie ronderëm d'Palliativmedezin, d'Stierfhëllef, d'Netstierfhëllef, en Thema, wou jo awer zum Beispill och d'LSAP e staarken Interessi an der Vergaangenheet drun hat an, huelen ech un, och haut drun huet. Och déi Saachen, mengen ech, misste kënnen an där Kommissioun mat diskutéiert ginn.

Duerfir menge mir awer, datt et duerchweegs Sënn kéint maachen, fir déi Kommissioun hei erëm an d'Liewen ze ruffen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, ech mengen, den Här Bausch verdréit hei d'Saachen. Hei geet et jo net ëm d'Wirtschaftskommissioun! Well d'Wirtschaftskommissioun wäert héchstwahrscheinlech esou bal net méi mat engem Projet de loi befaasst ginn, deen déi heite Matière betrëfft.

Ech hunn einfach d'Beispill geholl vun deenen zwee Projeten, déi ech ugeschnidden hunn. Dat sinn zwee Projeten, déi vum Gesondheetsminister deponéiert gi sinn. An ech muss ganz éierlech soen, ech fannen et parfaitement an der Kompetenz vun eiser Gesondheetskommissioun, fir déi dote Froen ze behandelen a gutt ze behandelen.

Ech gesinn net, firwat dass mer sollen där Kommissioun hei d'Mësstrauen ausschwätzen a mengen, an enger Ethikskommissioun, déi parfaitement kann d'selwecht zesummegesat gi wéi d'Gesondheetskommissioun, do géif et besser lafen.

Also, mir mussen eis eens ginn, wat mer wëllen. Wann et drëm geet, eng gutt parlamentaresch Aarbecht ze kréien, eng rationell Aarbecht ze kréien, muss ech nach eng Kéier soen, sollte mer net à la va-vite décidéieren, hei Kommissiounen anzesetzen. Da muss ech scho prezis gesinn, wat de Mandat vun där Kommissioun ass, wat notamment de Fall ass vun där Spezialkommissioun vun der Réorganisation territoriale, déi mer geholl hunn, well mer festgestallt hunn, wann een dat an d'Intérieurskommissioun gesat hätt, dass d'Intérieurskommissioun keen anere Projet hätt kënne praktesch behandele während deem nächste Joer. Duerfir sinn et gutt Grënn ginn, firwat d'Chamber dat gemaach huet.

Ech gesinn awer hei momentan keen zwéngende Grond, eng Ethikskommissioun nach zousätzlech zu deenen anere Kommissiounen anzesetzen. Ech mengen, dass notamment d'Gesondheetskommissioun gutt outilléiert ass, fir déi Aarbechten do ze maachen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bausch kritt d'Wuert nach eng Kéier.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, ech wëll awer soen, ech hunn natierlech honnertprozenteg Vertrauen an den Aarbechtsäifer vun de Leit an der Santéskommissioun. Et ass net dat de Problem. Allerdéngs ass dat och net nëmme Santé, mä Santé a Sécurité sociale. An ech brauch jo awer kengem ze soen, datt wahrscheinlech spéitstens no der Ried vum État de la nation nawell zimlech vill Aarbecht op déi Kommissioun wäert zoukommen, aus deene Grënn, déi mer kennen, esou datt ech awer och der Iwwerzeegung sinn, datt déi Kommissioun relativ vill Aarbecht huet an där nächster Zäit, fir sech eleng mat deene Froen ze beschäftegen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sinn ëmmer déiselwecht Leit!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat sinn net ëmmer déi nämlecht Leit. Dat ass net wouer!

(Coups de cloche de la Présidence)

Beispillsweis, wann ech kucken, fir eis Fraktioun huet dat gutt Grënn, datt aner Leit d'Sécurité sociale maache wéi d'Santésdossieren als solches. Deelweis iwwerschneit et sech natierlech an där Kommissioun do, mä dat ass awer net onbedéngt ëmmer glécklech. Ech mengen awer, wann eng Offer elo besteet hei fir ze soen: Kommt, mir diskutéieren eng Kéier iwwer genau den Objektiv vun där heite Kommissioun, dann hunn ech och kee Problem, datt mir géinge soen: Hei, komm mir huelen dat hei mat an d'Conférence des Présidents an da schwätze mer eng Kéier dodriwwer.

Mä ech héieren awer hei zwou Sproochen eraus. Engersäits gëtt gesot: Komm mir stëmme se haut net of a mir diskutéieren doriwwer; an anerersäits héieren ech awer an deem aneren Ënnertoun: Mir lehne se souwisou of. Duerfir wéisst ech awer da gär, wa mer se verweisen, ob mer eng reell Chance hunn, datt déi Kommissioun agesat gëtt oder net.

Elo hätt ech gären dorop eng Äntwert. Soss loosse mer se hei ofstëmmen, soss brauche mer se jo net méi zréckzehuelen.

M. le Président.- Ech mengen, d'Vuë sinn elo kloer. Da stëmme mer driwwer of.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant:

- qu'une commission spéciale «Éthique» a fonctionné de 2001 à 2004 sur des sujets aussi divers que la transposition de la directive 98/44, la médecine palliative et l'euthanasie ou les organismes génétiquement modifiés;

- que des questions touchant à l'éthique et aux valeurs fondamentales d'une société doivent être traitées indépendamment de leur intérêt économique ou financier à court terme;

- que des sujets à venir tels que la recherche sur les cellules souches, les OGM et la biotechnologie en général, de même que la politique de recherche ont également de fortes implications éthiques;

décide

- de réinstaurer une commission spéciale «Éthique».

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Vote

D'Resolutioun 1 modifiée ass verworf ginn: 20 Stëmmen derfir, 39 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Niki Bettendorf.

Dann hu mer nach d'Motioun 1.

Motion 1

Den Här Kox freet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech géif mengen, dat wat den Här Wirtschaftsminister virdru gesot huet, dass mer effektiv an der Agrarkommissioun sollten iwwert dat nach eng Kéier debattéieren - de Rapport ass jo elo weidergereecht ginn un d'Membere vun der Argrarkommissioun -, dass mer dann d'Motioun do sollten nach eng Kéier kucken an entspriechend versichen, dat dann iwwert d'Koexistenzgesetz ze maachen, esou dass mer dat haut dann net bräichten ofzestëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- A wann dat net sollt de Fall sinn, menge mer, gi mer eis eens fir dann en Article unique ze maache fir eng Gesetzespropositioun.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Domadder ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss a mir kommen zur Diskussioun vum Projet de loi 5510 iwwert de Protokoll vu Kyoto. D'Riedezäit ass och nom Modell 2 festgeluecht, an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre: „Mir mussen eis trenne vun der Iddi, dass Ëmweltschutz e Luxus ass", huet d'lescht Joer den EU-Ëmweltkommissär Stavros Dimas gesot.

Säit der Ratifizéierung vum Kyoto-Gesetz vum 23. Dezember 2004 huet de Klimaschutz e Präis; e kascht a wäert virun allem eise Statsbudget ëmmer méi belaaschten. Duerfir gëllt et elo déi néideg an déi richteg Mesuren ze huelen, fir dass mer eise fir déi nächst Jore scho staark strapazéierte Statsbudget net iwwerstrapazéieren duerch d'Engagementer vu Kyoto, déi mer awer völkerrechtlech ze respektéieren hunn an och deementspriechend Strofen ze bezuele kréien.

Hei gëlle fir eis Virgehensweis zwee grouss Usätz, an zwar a folgender prioritärer Reiefolleg:

Éischtens, hei zu Lëtzebuerg national Emissiounsreduktiounsmoossnamen ëmsetzen, an zweetens, mat anere Länner Quoten-Emissiounshandel am Kader vun entspriechende flexibele Mechanisme maachen.

Fir d'allgemengt Verständnis wëll ech kuerz e puer Donnéeën zum Kyoto-Protokoll an zum Emissiounshandel an Erënnerung ruffen.

Am Mee 1992 gouf zu New York eng UN-Konventioun ugeholl, déi zum Zil hat, de Klimawandel ze bekämpfen. Eng ganz grouss Majoritéit vun de State weltwäit huet sech an dësem Kader verflicht, en Effort ze maachen am Beräich vum Klimaschutz. D'Signataire ware sech awer och bewosst, dass dës Konventioun eleng net duer géif goen, fir e reellen Impuls ze ginn. Besonnesch déi räich an héich industrialiséiert Länner, déi fir dee gréissten Deel u klimaverännerenden Emissioune responsabel sinn, waren an der Flicht, fir konkret Mesuren ze ergräifen.

D'Resultat vun dëse Verhandlunge war de Kyoto-Protokoll, deen den 11. Dezember 1997 ugeholl gouf. Lëtzebuerg ass duebel gebonnen: Zum engen, well mir d'Konventioun an de Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen a ratifizéiert hunn, an zum aneren, well och d'Europäesch Gemeinschaft sech an dësem Kader verflicht huet.

De Kyoto-Protokoll gesäit vir, dass d'Industrienatiounen hir Emissioune vun Zäregase vun 2008 bis 2012 am Verglach zu 1990 am Duerchschnëtt ëm mindestens 5% reduzéieren. Dësen Taux ass net fir all State gläich, esou huet d'Europäesch Gemeinschaft eng Reduktioun vu mindestens 8% zougesot.

Och innerhalb vun der Europäescher Unioun huet net jiddfereen datselwecht Reduktiounszil. D'EU-Staten hunn doriwwer verhandelt wéi si déi Reduktioun ëm 8% Emissioune kéinten erreechen an hu fir all Land aner Ziler festgesat. Lëtzebuerg huet sech am Kader vun der EU dergéint dozou verflicht seng Emissiounen zwëschent 2008 an 2012 ëm 28% ze reduzéieren.

Mir hunn eis am Kader vum Kyoto-Protokoll engagéiert bis an d'Joer 2012 d'Emissioune vun Zäregaser, haaptsächlech vun CO_2, op den Niveau vun 1990 zréckzeschrauwen. 1998 hu mer gemengt dat wär kee Problem fir eist Land, dëst gouf och hei an der Chamber eestëmmeg ugeholl an enger Motioun, mat enger Reduktioun vun CO_2-Emissiounen vun 30%. Jiddereen heibanne weess och firwat dat esou war. Duerch d'Ëmstellung vun den Héichiewen op modern Elektrostolwierker hat sech eise Kyoto-Bilan um Niveau vun den Emissiounen, déi vun der Industrie stamen, drastesch verbessert.

Här President, de Projet de loi 5510 ass de 26. Oktober 2005 déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 6. Dezember 2005 ofginn. Den 30. Januar 2006 sinn ech zum Rapporteur vum Projet de loi genannt ginn. An der Sitzung vum 9. Februar 2006 hunn ech de Projet de rapport presentéiert, e gouf diskutéiert an du majoritär ugeholl.

D'Zil vum Projet de loi 5510 ass d'Ëmsetze vun der Direktiv 2004/101/CE an nationaalt Recht, déi d'Direktiv 2003/87/CE iwwert den Emissiounshandel am Kader vum Kyoto-Protokoll modifizéiert, wéi dëst am Gesetz vum 23. Dezember 2004 iwwert de Kyoto-Protokoll am Kader vum CO_2-Emissiounshandel steet.

Et geet beim Gesetz vun haut also ëm en Aspekt vum Kyoto-Protokoll, an zwar ëm e bestëmmten Typ vu flexibele Mechanismen a Form vu multilaterale Klimaemissiounsrechter fir déi Länner, déi sech gewëss CO_2-Emissiounslimiten operluecht hunn an dëst aus eegener Kraaft an hirem Land bis 2012 net fäerdeg bréngen an domat Emissiounsquote kafen aus Länner, déi nach Emissiounsreserven hunn. Dës Mesurë kënnen an dierfen awer nëmme complémentaire sinn zu den nationale Strategien, fir d'Emissioune vun den Zäregaser am eegene Land ze reduzéieren.

De Kyoto-Protokoll gesäit verschidde Mechanisme vir fir déi Länner, déi hiert Reduktiounszil net erreechen; den Emissiounshandel ass een dovunner. Wann e Stat seng Limiten iwwerschreit, kann e vun engem anere Stat, deen ënner senge Limitë bleift, Emissiounsrechter ofkafen. Wat d'Nofro un Emissiounsrechter méi grouss ass, wat et méi deier gëtt Emissiounsrechter ze kafen. Domadder gëtt en zousätzlechen Ureiz geschaf Emissiounen am eegene Land ze reduzéieren amplaz Rechter bei anere Länner ze kafen.

Et gëtt awer nach zwou aner Méiglechkeete fir déi Länner, déi méi Zäregaser ausstoussen, wéi se dierften, si kënne Projeten an anere Länner finanzéieren, déi zu enger Reduktioun vun Emissioune féieren.

D'UN-Kaderkonventioun iwwert de weltwäite Klimawiessel (CCNUCC) huet als Finalitéit d'Erhale vun engem weltwäite Klima, deen déi alimentaire Produktioun fir d'Ernährung vun der Weltbevölkerung an Zukunft ofséchert an dobäi d'ekonomesch Entwécklung op der ganzer Welt nohalteg weider fördert.

Dobäi gëlle fir all Länner gemeinsam Engagementer, an zwar d'Opstelle vun Emissiounsinventairen an d'Erstelle vun nationale Klimaschutzpläng.

Da gëtt den Ënnerscheed gemaach, ob Projeten an engem Entwécklungsland realiséiert ginn, Länner, déi selwer net verflicht sinn hir Emissiounen ze reduzéieren, oder ob Projete gemaach ginn an engem anere méi entwéckelte Land, déi hir Emissiounen aschränke mussen.

Am éischte Fall schwätzt ee vun „Mécanisme pour un Développement Propre" (MDP) oder vun „Clean Development Mechanism" (CDM). Wann en Industriestat esou e Projet an engem Entwécklungsland duerchféiert, kann e sech d'Emissiounen, déi duerch dëse Projet agespuert ginn, fir säin eegent Reduktiounszil urechne loossen. Dës Projete si mat der Oplo verbonnen, dass domadder en Know-how- an en Technologiestransfert an dës Entwécklungsländer mat verbonnen ass.

Wann et ëm e Projet geet, deen en Industrieland an engem aneren Industrieland oder an engem Land, wat um Wee zu engem Industrieland ass, realiséiert, schwätzt ee vu „Mise en Oeuvre Conjointe" (MOC) oder vun „Joint Implementation" (JI). Vu dass déi zwee Länner sech verflicht hunn e bestëmmtent CO_2-Reduktiounszil anzehalen, gëtt dofir gesuergt, dass d'Emissiounsreduktioun, déi duerch de Projet entsteet, net zweemol ugerechent gëtt. D'Gaaschtland, an deem de Projet gemaach gëtt, muss sengem Partner, deen de Projet finanzéiert, sou genannten „Unités de Réduction des Émissions" (URE) iwwerloossen, déi der Emissiounsreduktioun entspriechen. Och an dësem Fall gëtt domat gerechent, dass et zu engem Technologiestransfert kënnt, zum Beispill wéi a Russland duerch d'Moderniséierung am Energieberäich, wou e grousst Potenzial ass a wou wéineg Moyene sinn.

D'Direktiv 2004/101/CE, déi mer mat eisem Gesetzesprojet wëllen ëmsetzen, gëtt deenen zwee Typë vu Projetsmechanismen eng legal Basis a schaaft méi eng grouss Kohärenz tëschent de Projetsmechanismen an dem Emissiounshandel innerhalb vun der Europäescher Gemeinschaft. Si erliichtert et domadder der Industrie an deenen eenzelne Länner hiert Kyoto-Zil ze erreechen. Während beim Emissiounshandel ëmmer nëmmen déi Emissiounsrechter um Marché sinn, déi eenzel Stater ze vill hunn, erlaben d'Projeten an den Entwécklungsländer, déi selwer keng Limiten anhale mussen, zousätzlech Kreditter ze kréien, wat en Deel vum Drock ewechhëlt, wann d'Nofro däitlech méi grouss wier, wéi d'Angebot un Emissiounsrechter.

D'Direktiv geet dovun aus, dass et am Fong zweetrangeg ass, wou op der Welt Emissiounen agespuert ginn, vu dass de Klimawandel eis all betréfft, esou laang séchergestallt ass, dass d'Reduktioun an engem Entwécklungsland gläichwäerteg ass mat där, déi an engem Industrieland gemaach gëtt. Fir déi Länner, déi verflicht sinn hir Emissiounen ze reduzéieren, kann et awer ënner Ëmstänn méi bëlleg sinn an engem Entwécklungsland ze investéieren, well do de Reduktiounspotenzial och vill méi grouss ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wat bedeit dëst elo hei fir Lëtzebuerg?

Kuerzfristeg - an dat ass eng Tatsaach - ass et net méiglech d'Reduktiounszil vun 28% CO_2-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg ze erreechen. Mir mussen eis also Emissiounsrechter kafen oder Projeten iwwert déi zwee beschriwwe Mechanismen an anere Länner realiséieren, déi eis dann an eiser CO_2-Bilanz zegutt geschriwwe ginn.

Eisen Emissiounsniveau vun 2004 ass deem vun 1990 zimlech gläich a läit bei 12,5 Milliounen Tonnen CO_2. Mir riskéieren an deenen nächste Joren op 14 Milliounen Tonne pro Joer eropzegoen. Erlaabt sinn nom Allocatiounsplang néng Milliounen Tonne pro Joer. Fir eist Zil ze erreechen, misste mer fënnef Milliounen Tonnen CO_2 pro Joer spueren.

An der sou genannter realer „Fënnef-Joer-Kyoto-Period", also tëschent 2008 an 2012, sinn dat deemno 25 Milliounen Tonnen CO_2,

déi mir hei zu Lëtzebuerg ze vill émettéieren, wa mir esou weiderfuere wéi bis elo. An engem realisteschen Zeenario kënne mir hei zu Lëtzebuerg 500.000 Tonnen am Joer spueren. Dat sinn 2,5 Milliounen Tonnen zwëschent 2008 an 2012. Mä da muss awer och eppes hei geschéien, notamment am Beräich vum öffentlechen Transport an an der Albausanéierung. Do läit Potenzial, mä d'Zäit leeft, a bis d'Joer 2012 ass dat bei esou Projete guer kee grousse Spillraum.

Da bleiwen nach ëmmer 22,5 Milliounen Tonnen, déi mer misste kafen oder iwwer Projeten erwerben, also déi déi sou genannte flexibel Mechanismen ersetzen. An der Ëmweltkommissioun vun der Chamber ware mir eis eens, dass awer déi flexibel Mechanismen nëmme complémentaire zu eegenen CO_2-Reduktiounen hei am Land agesat ginn. Sënn vun der Saach kann net sinn, dass e Land sech fräikeeft a selwer ongebremst Zäregaser ausstéisst.

D'ONGen, déi zu dësem Gesetzprojet Positioun bezunn hunn, hu gefuerdert, dass manner wéi d'Halschent vun der CO_2-Iwwerproduktioun bäikaaft gëtt. Grondsätzlech ass d'Kommissioun mam Prinzip vun den ONGen d'accord, woubäi dee gefuerderten Taux vum Fräikafe vun CO_2 als net realistesch ageschat gouf. Richteg ass, dass alles muss gemaach ginn, fir eis eege Reduktioun hei zu Lëtzebuerg méiglechst héich ze dreiwen. Kuerzfristeg ass eist Aspuerpotenzial awer ze staark begrenzt. Vill vun deene Mesuren, déi mir elo kënnen huelen, wäerte sech eréischt op méi eng laang Siicht positiv op eis Kyoto-Bilanz auswierken.

D'Kafe vun Emissiounen dierf awer net op Käschte vun anere Länner goen. Duerfir brauche mir kloer Kritäre fir d'Projeten am Ausland, wou d'Sozial- an d'Ëmweltimpakter musse gepréift ginn, a mir mussen an deene Länner wierklech zu enger nohalteger Entwécklung bäidroen. Eisen Ëmweltminister huet der Kommissioun zougesot d'Kritären an den zweete Plan national d'allocation vun dësem Joer anzeschreiwen. D'Kommissioun huet och grousse Wäert drop geluecht, dass d'Kyoto-Mechanismen net op Käschte vum Kooperationsbudget ginn, an ass do mat den ONGen d'accord.

Et ass positiv, wann e Kyoto-Projet zur Entwécklung vun engem Land bäidréit, dat kann awer nëmmen als Zousaz zu eisen Entwécklungsprojete gëllen. Souwéisou si Projets d'aides au développement strikte Kritären ënnerleeën. Et gëtt keng Ausried, fir eist laangfristegt Zil vun 1% BIP fir d'Entwécklungshëllef opzeginn.

Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech nach e puer Bemierkunge maachen. Mir mussen eis bewosst sinn, dass net all Projet, deen CO_2 spuert, sozial, nohalteg an ëmweltfrëndlech ass. Wa mir Projeten am Ausland maachen, hu mir déi moralesch Flicht genau opzepassen, dass se net am Widdersproch zu eise Wäerter stinn. Kyoto ass kee Selbstzweck! Et wär eng Pervertéierung vum System, wa mir, fir eis Verflichtungen am Kader vum Kyoto-Protokoll anzehalen, Projete géife finanzéieren, déi d'Ëmwelt zerstéieren oder méi Aarmut provozéieren a produzéieren.

Et kann net sinn, wéi dat scho verschiddentlech ze héiere war, dass mer Kredittер erwerben andeem mer d'Uplanze vu risege Monokulture vun Eukalyptus do förderen, wou ursprünglech de Reebësch war, esou wéi dat schonn op verschiddene Plazen ze héiere war. Zwar sinn déi schnellwuessend Beem wirtschaftlech rentabel, mä et ass jo awer och gewosst, dass dës Plantagen de Buedem esou staark auslaugen, dass no e puer Kulturen näischt méi do wiisst.

Et ass normal, ënnert dem Drock Emissiounsrechter méiglechst gënschteg ze kafen, wäerten esou Propositioune kommen. Et ass awer d'Verantwortung vum Stat sécherzestellen, dass Lëtzebuerg keng Projeten akzeptéiert, déi negativ sozial Auswierkungen am Gaaschtland hunn, d'Biodiversitéit zerstéieren oder souguer am Kader vum Klimaschutz op laang Siicht kontraproduktiv sinn.

Et läit op der Hand, dass Lëtzebuerg nëmme verhältnisméisseg wéineg Projeten eleng maache kann, well do d'Masse critique feele wäert. Duerfir ass d'Bedeelegung u multilaterale Fongen eng wichteg Politik. Am Moment si mir an zwee Fonge bei der Weltbank engagéiert: BioCarbon Fund fir fënnef Milliounen US-Dollar a bei Community Development Carbon Fund fir zéng Milliounen Dollar. Do derniewent hu mer nach eng Bedeelegung un engem Fong vun der BERD, der Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, fir zéng Milliounen Euro.

Dat mécht Sënn: Weltbank a BERD kënne Projeten a Programmer vun enger ganz anerer Envergure géréieren, hunn Erfahrung a Moyenen. Trotzdeem entléisst dat eis net aus eiser Verantwortung a Virsiicht. Grad d'Weltbank ass net fir hir participativ Approche an der Entwécklungspolitik bekannt a stoung schonn an der Vergaangenheet oft an der Kritik wéinst iwwerdimensionéierte Projeten, déi wéineg Rücksicht op d'Ëmwelt oder déi lokal Bevölkerung geholl hunn. Éier mir a weider aner Fongen investéieren, muss sech genau informéiert ginn, no wat fir enge Kritären hei Projeten ausgewielt ginn.

Ech muss et awer och kloer soen: Et ginn duerchaus Projeten, déi béide Partner zegutt kommen, beispillsweis d'Moderniséierung vu veraalten Industrieanlagen. Den Investisseur kritt Kredittер, d'Gaaschtland verbessert d'sozialt Ëmfeld, d'Produktivitéit an d'Ekoeffikassitéit vu senger Industrie. D'Investitiounen, déi an Europa Virdeeler bréngen, kënnen och an Entwécklungslänner Sënn maachen. An och do kann een an erneierbar Energien investéieren. Dann ass et och richteg, dass den Investisseur als Géigeleeschtung Kredittер kritt, fir seng eegen Emissiounsbilanz ze verbesseren.

Et gouf kritiséiert, d'Industrielänner géife mat esou Projeten den Entwécklungslänner eppes ewechhuelen. Dat muss net sinn, wa mir eis virdrun dovun iwwerzeegen, dass mir nëmmen do investéieren, wou et dem Gaaschtland en Notze bréngt a wou et selwer guer net an der Lag gewiescht wier ze investéieren, well d'Moyenen net do waren. Et ass wichteg, dass eng Kombinatioun vu verschiddene Forme vu Projete realiséiert gëtt, fir dass mir souzesoen de Risiko streeën, wann emol net e Projet zu 100% réusséiert.

Um Emissiounshandel geet de Präis méi wéi wahrscheinlech drastesch an d'Luucht. Wa mir haut bei ronn 25 Euro pro Tonn leien, kann dat Ganzt sech ganz schnell verduebelen oder verdräifachen. Bei de multilateralen Invester gëtt e Präis geschat vu 7 bis 12 Euro pro Tonn CO_2, woubäi dës Präisser ni garantéiert sinn a sech domat vun der finanzieller Planung hier als schwiereg erweise wäerten. Bei eegene Projeten, déi mir selwer géife maachen, sinn d'Käschte besser ze schätzen, mä dann droe mir de maximale Risiko. Wann e Projet näischt gëtt, zum Beispill duerch politesch Changementer oder Naturkatastrophen am Gaaschtland, da sinn d'Sue verluer.

Här President, et ass dofir wichteg, dass mer esou wéineg wéi méiglech op déi flexibel Mechanismen zréckgräifen. An eisem eegenen Intérêt sollte mer dofir virun allem an eis Zukunft hei zu Lëtzebuerg selwer investéieren an net a Projeten am Ausland, och wann dat kuerzfristeg méi deier sollt ginn. Op laang Siicht kënne mir et eis net leeschten eist Kyoto-Zil ze verfeelen. Och wa mir elo kee Prozentsaz fixéieren, fir festzeschreiwe wéi vill mir un Emissiounsrechter bäikafen, esou muss deen Undeel dach vu Joer zu Joer méi kleng ginn, mä dat muss gutt duerchduecht ginn.

Duerch méi Wuesstum an der Ekonomie kënnen a musse mir nei Aarbechtsplaze schafen an och nach nei Industrië schafen. Dat muss och nach hei zu Lëtzebuerg méiglech bleiwen. D'Industrie huet verstanen, dass hei Investitiounen néideg sinn. Si huet an deene leschte Jore konsequent moderniséiert. D'Resultat ass, dass d'Emissiounen an deene leschte 15 Joer däitlech erofgaange sinn an zugläich deelweis e Produktivitéitsgewënn festgestallt ginn ass.

Dat heescht net, dass si sech op hire Lorbeeren elo ausroue kënnen, mä d'Betriber hu gewisen, dass si bereet si sech den Erausfuerderungen ze stellen an dat wäerten si viraussiichtlech och an Zukunft maachen. Mir mussen awer och zur Kenntnis huelen, dass kuerzfristeg hiert Potenzial, fir Emissiounen anzespueren, net méi immens grouss ass. Elo ass et um Stat an un all Eenzelnem, fir seng Hausaufgaben ze maachen.

D'Haaptschold fir deen dramateschen Ustig un Emissioune läit beim Verkéier. Stéchwuert Tanktourismus: Et ass net sënnvoll dësen zréck an d'Nopeschregiounen ze verlagieren, dat ass schlecht fir eis Statsfinanzen, eis Statsrecetten a bréngt kee Gewënn fir d'Ëmwelt, déi jo keng Grenze kennt.

An ech wëll et emol ganz kloer soen: Et kann net sinn, dass mir duerch Kyoto sozialen Ofbau hei am Land bedreiwen, an den Index kann net plafonnéiert oder gedeckelt ginn, fir dass Kyoto-Projeten onméisseg kënne gedeckelt ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Do musse mer eis awer e bësse méi ustrengen a real vernetzt denken a wëssen, wou eis wierklech Prioritéite leien.

(Interruption)

Mir brauche massiv Investitiounen an den öffentlechen Transport. Vum Referenzwäert vun 1990 si mir am Transportberäich vun 2,59 Milliounen Tonnen CO_2 am Joer 2004 op 6,76 Milliounen Tonnen CO_2 an d'Luucht gaang. Do kënne mir nëmmen eppes erreechen, wa mer elo konsequent an den öffentlechen Transport investéieren an deen ausbauen.

Esou Projete si kuerzfristeg deier; wann néideg mussen se eben an der Zäit gestreckt ginn. Mä dës Investitioune stelle laangfristeg e Garant fir méi Liewensqualitéit an eisem Land duer, dëst och am Sënn vum IVL. Dofir solle mir och net direkt d'Projeten opginn, wa mer haut mengen et géif ze laang dauere bis se realiséiert sinn; dofir musse si net falsch sinn. Dëst soll gutt iwerluecht sinn.

En anert Potenzial, wat mir net genuch ausschaffen, ass d'Albausanéierung an d'optimal Energieeffizienz vun neie Gebaier. Am private Secteur mussen nei Mindeststandardë gesat ginn, eng Wärmeschutzveruerdnung. Hei muss de Stat mam gudde Beispill virgoen, wat leider net ëmmer de Fall ass.

Vill Privatleit investéieren an eng gutt Isolatioun vun hiren Haiser an esouguer an alternativ Energien. De Stat huet a ville senge Gebaier emol net duebel verglaaste Fënsteren. Duerch d'Konzeptioun vun ëmmer méi Passivhaiser kann enorm vill Energie gespuert ginn. Zum Beispill huet e bestehend Haus aus de 60er Joren en Dämmungswäert vu ronn 200 an e sou genannt Dräi-Liter-Haus e Wäert vun nëmme 15 kWh pro m^2 pro Joer.

An dësem Kontext läit d'EU-Direktiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 vir, iwwert d'Performance énergétique des bâtiments. D'Objektiver vun dëser Direktiv si folgend: d'Schafe vun enger Rechemethod iwwert déi energetesch Performance vu grousse Gebaier; d'Anhale vu minimalen Exigenzen a Saachen Energie bei neie Gebaier; d'Anhale vun de minimalen Exigenze bei Renovatioune bei bestehende grousse Gebaier a virun allem d'Zertifikatioun vun der Performance énergétique bei dëse Gebaier. An Däitschland ass et vum Januar 2006 un net méi méiglech Haiser oder Wunnengen ouni e gültegen Energiepass ze verkafen oder ze verlounen. Do bleift also nach vill hei ze maachen.

Dës EU-Direktiv hätt misse fir den 1. Januar 2006 ëmgesat sinn. Mir hunn an deene leschte Joren net esou an dës Beräicher investéiert, wéi mer hätte sollen. Obwuel déi budgetär Situatioun nach besser war hu mir gezéckt e puer 100 Milliounen Euro weider auszeginn an eis op déi éischt Kyoto-Period virzebereeden. Tatsächlech ginn hei grouss Zomme gebraucht an et hätt ee vläicht missen déi Diskussiounen éischter féieren, déi mir elo doriwwer féieren, wou de Stat d'Ausgabe reduzéiere kann. De Kyoto-Protokoll léisst eis kee Choix, deier gëtt et esou oder esou.

Wien an emissiounsspuerend Projeten investéiert gëtt vill Suen aus, mä och deen, deen net investéiert, muss herno am grousse Mooss Emissiounsrechter kafen a souguer Strofe bezuelen, mat deem Ënnerscheed, dass deen Éischten d'Rechnung eemol presentéiert kritt an duerno gutt op d'Zukunft preparéiert ass, während deen anere just bezuelt an näischt dovun huet.

Mir sinn elo an der Situatioun, dass mir e Konsens doriwwer hunn, dass et gutt wier e Maximum hei an eisem Land ze investéieren, mä dass mir nach éiert dës Investitiounen hir Friichten droe wäerten, mussen Emissiounsrechter kafen. Während enger Iwwergangszäit wäert Kyoto eise Budget deemno duebel belaaschten, an dat zu enger Zäit, wou mir souwisou e Problem hunn, d'Ausgabe vum Stat an de Gréff ze kréien.

D'Konsequenzen, déi mir aus dëser Situatioun zéien, däerfen also kloer net sinn, dass mir hallefhäerzeg probéieren iergendwéi do erauszekommen, ouni dass et ze vill wéi deet. Och wann dat iwwer e puer Joer haart ass, musse mir de Problem mat Courage ugoen an esou schnell an esou gutt wéi méiglech dat nohuelen, wat mer versäumt hunn. Wa mir dat konsequent maachen, da packe mir et vläicht méttelfristeg eist Zil ze erreechen an dann hu mir an e puer Joer de Qualitéitssprong gemaach, dee mir brauchen, fir och an Zukunft an Europa kënnen ze bestoen, well d'Problemer, déi mer kréien, wa mer weiderhin zécken, fir Neel mat Käpp ze maachen, gi vu Joer zu Joer méi grouss.

D'Emissiounsreduktiounen, déi vun alle Kyoto-Parteien erwaart ginn, huele jo mat der Zäit zou, an och der EU-Kommissioun hir Toleranz, déi 2008 vläicht nach do ass, wäert schnell ofhuelen, wa mer net däitlech Fortschrëtter kënnen noweisen. Onofhängeg vun eisen offizielle Reduktiounsziler musse mer kuerzfristeg zumindest crédibel noweisen, dass mer alles maachen, wat an eiser Muecht steet, fir eise Verflichtungen nozekommen.

Et geet awer net nëmmen dorëm, déi finanziell Laascht, déi Kyoto mat sech bréngt, ze packen. Et geet virun allem dorëm, dass mer erkannt hunn, dass eise Liewensstil net nohalteg ass an dass mer villes musse grondleeënd änneren, wann och déi Generatiounen, déi no eis kommen, sollen eng akzeptabel Liewensqualitéit hunn.

De Klimaschutz ass net iergendwéi eng Bonne action, déi ee mécht fir e gutt Gewëssen ze hunn. Well ee sech weltwäit eens ass, dass de Klimawandel dramatesch Konsequenze fir d'Weltbevölkerung kann hunn, hu sech esou vill Länner bereet erkläert, de Klimaschutz zu enger Prioritéit ze maachen, och wann net all Land sech am selwechte Mooss fir dëst Zil engagéiert.

Mir mussen agestoen, dass net all Mesuren, déi eis Kredittер fir Kyoto bréngen, wierklech sënnvoll fir de Klima- an Ëmweltschutz sinn, an dass et op där anerer Säit Projete gëtt, déi eis zwar deem groussen Zil méi no bréngen, mä awer net fir Kyoto ugerechent ginn. Dat soll eis awer net drun hënneren, wäitsiichteg an esou Projeten ze investéieren. Sou ass et richteg a gutt, wa mir hei zu Lëtzebuerg an erneierbar Energien investéieren, och wa mer domat just eisen Import vu Stroum e bësse kënne bremsen, deen eis fir Kyoto net ugerechent gëtt. Iwwert d'Grenzen ewech reduzéieren esou Projete jo awer den Ausstouss vun Emissioune respektiv eis Ofhängegkeet vum Atomstroum aus dem Ausland.

Natierlech huet den Ausbau vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg Limiten, mä de Potenzial, deen do ass, sollte mer och notzen. Gläichzäiteg sollte mer och Initiativen am Ausland ënnerstëtzen, déi no neie Weeër sichen, fir dass d'erneierbar Energië sech op engem liberaliséierten Energiemaart behaapte kënnen.

Ech denken do un e System vun den „green certificates“, wou Produzenten, déi aus erneierbare Quellen Energie gewannen, zousätzlech zum Stroum och Certificatë verkafe kënnen, déi dem Surcoût vun hirer Produktiounsmethod entspriechen. Dës Certificatë kënnen da vu Stroumverdeeler kaaft ginn, déi grénge Stroum verkafe wëllen an och mat Hëllef vun deene Certificaten noweise kënnen, dass se effektiv mat an d'Exploitatioun vun erneierbaren Energien investéieren.

Et bleift dann ofzewaarden, ob no 2012 d'Modalitéite vu Kyoto net esou ofgewandelt ginn, dass d'Investitiounen an erneierbar Energië verstäerkt valoriséiert ginn. Zumindest am Moment ass d'Ausnotze vun esou Energiequellen am Allgemengen nach relativ deier, an et misst een op déi Manéier der Tendenz entgéintwierken, erëm verstäerkt op Atomenergie zréckzegräifen. Wann een an der Zeitung liest, wat sech do zum Beispill an eisen Nopeschlänner vun der Benelux zesummebraut - wou den Här Oberweis an ech e Méindeg an där Benelux-Sëtzung waren, huet dat sech net gutt ugehéiert -, musse mir eis wierklech hei virun Aen halen, wou déi wierklech Gefore leien!

Une voix.- Si sinn nach net gebaut!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Wann een de Kampf géint de Klimawandel virun Aen huet, dann ass ganz kloer, dass eng europawäit Reduktioun vun Zäregasemissiounen ëm 5% nëmmen en Ufank ka sinn. D'Europäesch Unioun huet sech mat besonnesch staarke Regelen dem groussen Zil verschriwwen, well si wollt eng Virreiderroll spillen. Wann dat awer aner Staten dozou animéiere soll, selwer an déiselwecht Richtung ze goen, muss de Bilan, dee mer an Europa no 2012 zéien, iwwerzeegend sinn. Well obwuel d'Europäesch Unioun, weltwäit gesinn, fir e wichtegen Deel vun den Zäregasemissioune responsabel ass, sinn all eis Efforten ëmsoss, wann aner Industrienatiounen op laang Siicht esou weidermaache wéi bis elo.

Net zulescht duerfir ass et wichteg, dass mir hei zu Lëtzebuerg wéi versprach eise Bäitrag leeschten. Dat kann an engem éischte Moment mat Hëllef vu flexibele Me-

chanisme sinn, mä mir mussen awer gläichzäiteg duerfir suergen, dass mer eise Retard ophuelen.

Heimat bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis ageschriwwen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Elo wollt ech emol eng Kéier „Madame Presidentin" soen, se ass awer net méi do!

(Interruption)

Jo, ech hätt emol esou gären eng Kéier dat och gesot!

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, ech wollt fir d'éischt dem Roger Negri, dem honorabele Rapporteur, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an och méndleche Rapport, deen hien hei virgedroen huet.

Et ass jo erstaunlech a sech, dass mer eis erëm eng Kéier wéi esou oft an de leschte Méint hei mam Kyoto-Protokoll beschäftegen! Jiddferee schwätzt mëttlerweil iwwert de Kyoto-Protokoll, well et einfach een Thema ass, dat ons Gesellschaft ëmmer méi bouleverséiert, well d'Energie- an Ëmweltfroen an de Mëttelpunkt vun eiser Gesellschaft ëmmer méi staark erandréngen.

Ech widderhuele just nach: De Protokoll vu Kyoto ass den 19. Dezember 1997 ënnerschriwwe ginn an ass haut virun engem Joer, de 16. Februar 2005 a Kraaft getrueden. An haut, ee Joer méi spéit, diskutéiere mer schonn déi nächst Etapp. Dat Ofkommes gesäit vir, dass d'Emissioune vun de sechs besonnesch geféierlechen Treibhausgasen ëm 5,2% par rapport zu 1990 bis op d'Joer 2012 musse reduzéiert ginn, notamment de Kuelendioxid an och de Methan.

Lëtzebuerg war deemools ganz kéng an huet gesot: Mir reduzéieren ëm 28%. Ee Chiffer, dee muncherengem Kappzerbrieches mécht.

D'Iddi vun deem Protokoll ass awer ganz eendeiteg: Mir wëllen hei gemeinsam den Opbau maache vun enger nohalteger Entwécklung vun onser Gesellschaft. Mir hu mat dem Akraafttriede vum Protokoll de 16. Februar d'lescht Joer awer eréischt en éischte Schrëtt gemaach op enger ganz laanger Etapp, op engem ganz laange Marsch. Iwwregens dat lescht Joer war, dat konnt ee liesen, dat wäermste Joer zënter den Opzeechnungen zënter 1851. A mir hunn d'lescht Joer 25 Milliarden Tonnen CO_2 an d'Atmosphär eropgeblosen. Wuelverstanen, wann ech soen „mir", da sinn dat déi Länner aus der Sahelzon bestëmmt net, dat sinn all déi Länner, déi wéi mir d'Energie verbëtzelen.

D'Konzentratioun vum CO_2 ass, den Aussoe vun de Wëssenschaftler no, esou héich wéi zënter 650.000 Joer nach net. Si klëmmt all Joer ëm 0,5%. Wann een dat rechneresch ausrechent, da verdueble mir dee Wäert an 140 Joer an da leie mer bei 750 ppmen. An ech froe mech just nach: Wéi gesäit dann déi Welt aus, déi mer onse Kanner wëllen hannerloossen?

Dee Wiessel vun der leschter Äiszäit op eis heiteg Waarmzäit huet sech iwwer eng Zäitperiod vun dausende Joren higeschleeft. Dausend Joer sinn an d'Land gaangen an d'Temperatur ass minimal eropgaangen. Mir hunn et fäerdeg bruecht gehat, zënter der Aféierung vun der Dampmaschinn 1769 eis Atmosphärentemperatur ëm bal ee Grad Celsius an 200 Joer eropzedreiwen. An haut gëtt gesot, wann dës Äerd, op där mer esou gäre liewen, keng bleiwend Schied soll kréien, da musse mer eis ënner zwee Grad Celsius befannen. Or, ee Grad Celsius hu mer scho fäerdeg bruecht, et bleift nach ee Grad Celsius. Dann dierften emol d'Chinesen an d'Inder froen: A wat dierfe mir dann nach maachen?

Et dierf een elo vläicht rappeléieren, dass grad eng Etüd aus dem Pentagon, dee jo net ëmmer esou op ass fir d'Geschichte vum Klima, gesot huet, dass den „worst case" antriede kann, wann de Golfstroum géif kippen. Ech géif gären ons Westatlantikküst gesinn, wa mer Temperature géife kréie wéi am Labrador.

D'Vereenten Natiounen hunn am hallwe Januar matgedeelt, dass dat, wat jiddereen zu Montreal d'lescht Joer gefaart huet, agetratt ass. Déi éischt Insel am Pazifik am Staat Vanuatu ass ënner Waasser gesat ginn an déi éischt zwielef Mënschen hunn hir Heemecht misse verloossen. Dat sinn déi éischt zwielef vun enger ganz laanger Ketten, déi mer eis ausmole kënnen.

Ee Beispill nëmmen: Wa mer bis op 70 cm sollte goen - mir sinn haut bei 20 cm Mieresniveauerhéijung -, da musse mer 60% vun der Bevölkerung vu Bangladesch evakuéieren; ech froe mech, wou si higoe sollen.

E ganz wichtegt Element an dësem Ëmdenkprozess ass d'Energieofhängegkeet vun onser Gesellschaft. Déi international Energieagence huet nogewisen, dass bis 2030, also nach 24 Joer, den Energieverbrauch ëm 50% - vun haut gekuckt - wiisst; an ech wëll mer net mat lech ausmole wéi dann dës Welt ausgesäit.

D'Europäesch Kommissioun huet schonn öfters op d'Energieofhängegkeet vun onse 25 Länner higewisen. Mir sinn haut scho bei 50%, wat den Äerduelech ubelaangt, ukomm an et ass ausgerechent ginn, dass mir bis 2020 bei ronn 70 bis 75% leien wäerten. Wann een da bedenkt, dass an der Nordséi d'Förderquellen hire Maximum schonn 1999 erreecht hunn a mir elo den Éclat schonn erliewen. Mir kënnen net méi erwaarden, dass d'Energie virun eiser Dier nach genotzt ka ginn; et ass quasiment geschwënn näischt méi do.

Dat heescht, mir dreiwen eis alleguerte lues awer sécher an eng Energieofhängegkeet, déi dramatesch fir ons westlech Gesellschaft gëtt, well eben d'Energieressourcë bei Länner leien, déi eis net ëmmer ganz - wéi ee bal kënnt soen - gutt gesënnt sinn.

An d'Ursaache si ganz eindeuteg mir selwer. Duerch ons Heizungen, duerch den Individual- an de Camionsverkéier, deen all d'Moosse sprengt. A wat den Äerdgas ubelaangt, si mer keen Cent besser, well do leie mer haut scho bei 50% a mer klammen och op 75%.

Et ass dach erstaunlech, dass d'lescht Woch beim G8-Sommet zu Moskau d'Finanzministere beienee komm sinn a gesot hunn, dass si wuel keng Angscht hätten iwwert d'Relance vun der Weltwirtschaft, sech awer immens bedeckt halen a Bedenken hunn iwwert d'Energieversuergung vun onse Länner hei. Ausser Russland huet scho quasiment emol kee méi Energieressourcen; mir gi jo bal all Energie akafen.

Och d'Vertrieder vun dem FMI, dem Fonds Monétaire International, hunn déi Bedenke gedeelt an hunn da vu makroekonomesche Perturbatioune geschwat, wéi mer si bis haut nach guer net kannt hunn.

A wéi gesäit et dann elo aus bei de fossilen Energien: Pëtrol, Äerduelech a Kuel? Mat dem heitege Wëssensstand sinn déi nach fir 45, 65 an 200 Joer do. Dat ass genau déi Zäit, déi mer hate vun der Dampmaschinn bis haut. An da sinn - mam heitege Wëssensstand - déi Ressourcen alleguerten erschöpft an da kann ee sech froen: Wat maachen déi dann, déi no ons kommen?

Et muss ee sech déi Fro hei stellen. An déi ass pertinent a misst an alle Gespréicher eropkommen. Well wëlle mer nach eng Kéier an d'Energiefal tappe wéi 1973 oder wéi 1979? Mir haten déi zwou Äerduelechkrisen, mir hunn dat zwar vun ons ewechgedoen a gesot mir packen dat alles. A wat hu mer gepackt? Mer hunn eng Ofhängegkeet, déi dramatesch ugewuess ass.

An hei zu Lëtzebuerg? Mir importéiere quasiment all Energien aus dem Ausland, dat heescht all ons Secteure vun der Wirtschaft sinn dramatesch ofhängeg vun den Energiepräisser, déi net ophale mat klammen. Och wann elo de Präis vum Pëtrol e bësse fält, huet dat awer näischt ze soen, dat ass eng Funktioun, déi dauernd an d'Luucht geet.

Dofir sollte mer am Kader vun dëser Debatt hei iwwert de Kyoto-Protokoll dësem Punkt eng grouss Bedeitung bäimoossen, well de virleiende Gesetzesprojet ass jo nëmmen e weidert Glidd an enger laanger Ketten.

An heimat soll jo och d'EU-Direktiv vum 27. Oktober 2004, déi den Emissiounshandel vun den Dreifhausgase modifizéiert, an dat nationaalt Recht ageschriwwe ginn; d'Gesetz vum 23. Oktober 2004 soll hei op e puer Punkte kompletéiert ginn.

D'Klimakonferenz zu Montreal huet jo festgehalen - an dofir si mer haut hei beieneen -, dass mer elo déi flexibel Mechanismen a Kraaft setze kënnen. Niewent dem Emissiounshandel kënnen och elo d'Betriber - dat war schonn ab Januar d'lescht Joer de Fall - oder d'Länner, déi hire Verflichtunge bei sech doheem net nokomme kënnen, bis 2012 Projeten am Beräich vum Klimaschutz mat aneren Industrieländer, mat Schwellelänner oder Entwécklungslänner opbauen.

Bevir ech op dee Volet awer kommen, nach e klenge Rappel vun de Chifferen, déi vläicht schonn ugeklonge sinn. Ech rappeléieren d'Chifferen nach eng Kéier kuerz, well hei muss ee se effektiv e puermol rappeléieren, fir dass all Mënsch versteet a welcher Situatioun mer eis mëttlerweil befannen.

Am Joer 1990 - am Referenzjoer - hate mer 12,5 Milliounen Tonne Kuelendioxid émettéiert, am Joer 2004 12,6 Milliounen an d'lescht Joer 2005 ware mer scho bei 13 Milliounen. Am Joer 1998 hate mer et gepackt fir op 8,5 Milliounen zréckzegoen, well d'ARBED op d'Elektrofilière ëmgestallt hat.

A wann een dann de Kyoto-Protokoll kuckt, da kritt ee gesot, mir kënne bis 2012 - no der Referenzperiod - nach néng Milliounen Tonnen émettéieren - ech widderhuele mech hei -, nach néng Milliounen Tonnen. An haut si mer bei 13 Milliounen Tonnen an an deenen nächste Jore klammen déi vläicht op 14 Milliounen erop. An dat ka jo net gutt ausgoen.

Dat gëtt also eng Fal an déi mer erantappen an dofir sollte mer vun haut u schonn all Hiewelen a Bewegung setzen, fir do erauszekommen. Wa mer eis virstellen, mir hätte fënnef Milliounen Tonnen, da bedeit dat fir déi Zäitspan 2008 bis 2012 25 Milliounen Tonnen, déi mer ze vill émettéieren.

No dem éischten Allocatiounsplang vum Joer 2005, deen dauert bis Dezember 2007, musse mer Emissiounszertifikae fir all Tonn CO_2, déi mer émettéieren, virweisen. D'Industriepartneren, als Éischt vun der Ketten, hunn 3,1 Milliounen Tonnen zougestane kritt. Wann also elo eng Installatioun dobausse manner CO_2 émettéiert wéi zougestanen, da kann dee Betrib dat um Weltmarché geltend maachen a verkafen an domat also Geld verdéngen.

Ëmgedréit awer, wa si der méi émettéieren, wa si also hir Kontroll net méi driwwer hunn, da musse si um fräie Marché kafen. Déi Tonn géif da 40 Euro kaschten an der éischter Zäit an 2008 bis 2012 schonn 100 Euro d'Tonn. Mir kënnen eis also virstelle wéi genau elo d'Industriepartneren hir Emissioune kontrolléieren, fir do net immens vill finanziell Mëttelen ze verléieren. Well bei der Industrie muss all Euro ëmgedréint ginn. An do kann ee soen, wa mer dann d'Partner „Industrie" huelen, dass do an den nächste Joren net méi vill dran ass, well si enk kalkuléiere mussen.

A wann een da bedenkt, déi fënnef Joer déi mer virun eis hunn, dass mer all Tonn, déi ze vill émettéiert gëtt, mat 25 Euro - kleng ugesat – musse bezuelen, da misste mir 625 Milliounen Euro op den Dësch leeën. An déi Sue feelen eis fir hei am Land aner wichteg Aufgaben duerchzeféieren, an dat bei reduzéierte Finanzen.

Si mir eis dees iwwerhaapt bewosst? An ech mengen, et ass eng batter Tatsaach, dass mir elo fir d'Ëmsetzung vum Kyoto-Protokoll vill Geld musse lacker maachen. Mä et soll ee keng Scholdzouweisung maachen. An trotzdeem misst ee sech froen: Hätte mer net alleguer zesummen méi Tapage an der Vergaangenheet misse maachen? Awer et ass elo ze spéit, mir mussen elo no vir kucken.

Hu mir da vläicht oder hu mir dann iwwerhaapt eng reell Chance aus dësem Däiwelskrees erauszekommen? Ech menge Jo. Mir hu ganz massiver, wa mer alleguer soen: Mir wëllen deen Challenge packen!

Jo, soen ech ganz kloer, an zwar iwwert de Wee vun de Mechanismen, déi jo opgezeechent si ginn, dat sinn Emissiounshandel oder den CDM oder den „joint implementation"; ech kommen nach dorop zréck.

Ech hunn awer gesot: Vergiesse mer d'Industriepartneren, si kënnen net méi ganz vill bäisteieren, si hu ganz vill scho gemaach, genau wéi eis PMEen, déi hunn och missen enk kalkuléieren a si wäerten och kee ganz grousst Aspuerpotenzial hunn.

Mä, au contraire, am Individualverkéier an am Camionsverkéier hu mer nach e ganz grousst Aspuerpotenzial. An ee vun de Voleten - de Roger Negri huet e schonn ugesprach - ass ganz kloer den öffentlechen Transport ÖPNV. Hei musse mer, wéi mir am Minett soen, Neel mat Käpp maachen. Mir mussen den ÖPNV esou attraktiv maachen, dass mer et fäerdeg bréngen, dat Zil, dat mer eis gesat hunn, de „modal split" vu 25%:75% ze erreechen. Dat dauert eng Zäit, mä mir sollen all gutt Mesure, déi ergraff gëtt, ënnerstëtzen an net ëmmer muedebëtzeg rieden, wéi een dat heiansdo am Land gesäit. Villes géif gemaach ginn, mä et gëtt ëmmer erëm zerriet am Ufank, amplaz et op d'Schinn ze setzen an emol ze kucken, wat ee maache kann.

Eng héich Bedeitung - et ass viru 14 Deeg hei gesot ginn - huet de Vëlosverkéier. Déi soll een ënnerschätzen. Mir sollen den Auto doheem loossen, amplaz fir all Distanz esouguer ënner 2 km ze benotzen. Da kommt mir ginn a maachen och d'Stied an d'Land dobausse vëlosfrëndlech.

Wéi gesot, ech hunn et schonn e puermol hei gesot, ech widderhuele mech dann hei nach eng Kéier: D'Eisebunn ass fir mech e Réckgrat vun der ganzer Mobilitéit. Mir hu jo gesinn an de leschte Méint wéi vill d'Leit ëmgeschwonge sinn, wéi dat flott Zuchmaterial komm ass. Mir gesinn do ganz einfach de gudde Wëlle vun de Mënschen.

Ech kann och, well ech selwer mam Bus deelweis fueren, ëmmer feststellen, wéi wéineg Leit iwwert d'Augmentatioun vum Tarif soen. Si soen awer: Wa mer scho musse méi bezuelen, hätte mer gär eng Pist, dass mer méi schnell an d'Stad kënne kommen, da musse mir och kënnen e Plus verspieren, wa mer den ÖPNV benotzen. Dat wier en Opruff un eis Regierung fir elo ze soen, dass déi dann emol eng Kéier Preferenzen hunn, déi den Auto net benotzen.

Vläicht sollt een och hei emol undeiten, et ass vu Planung geschwat gi fir déi Joren, déi elo komme wäerten. D'Eisebunnsstreck Esch-Lëtzebuerg mécht Sënn, wa mer dee Wee vun der Universitéit op Esch-Belval wëlle goen. Do hätte mer dann eng direkt Verbindung Esch-Lëtzebuerg, an och vläicht dann den Norden. Dann hätte mer déi grouss Ballungszentren vum Lëtzebuerger Land op enger flotter Schinn mateneee verbonnen. Mä mir héieren nach vläicht dozou nei Gedanken.

Mä ee Problem, dee mer hunn, dat sinn ons 110.000 Pendler. Ech mengen, mir mussen och si invitéiere matzemaachen. Éischt Usätz si gemaach ginn. Am IVL hunn ech gelies: Mir musse Park & Ride-Parkplazen an der Peripherie vun der Stad bauen an awer och an der Grenzregioun. Mir mussen d'Pendler invitéieren op eng flott Aart a Weis den Zuch oder de Bus ze huelen, fir an d'Stad schaffen ze kommen.

Ech kommen dann zum Autosverkéier. Dat dierft jo haut dat Thema Nummer 1 sinn. Am Joer 1990 hate mir eng Emissioun vun 2,6 Milliounen Tonnen an am Joer 2004 scho 6,7 Milliounen Tonnen. Am Transitverkéier hu mir fënnef Milliounen Tonnen CO_2-Emissiounen a mir selwer si fir 1,5 Milliounen Tonne responsabel.

Mir wëssen alleguerten: Den Tanktourismus ass den Ausrutscher. Mir hunn dat goe gelooss. Dat kënne mer haut net verkennen. Mä mir mussen awer bedenken, duerch dee floréierenden Handel kritt de Statssäckel 20% vu sengem Akommes. A wéi vill Sozialleeschtungen decke mer domadder of? Wa mer dat da wëllen änneren, da musse mer och de Courage hunn, de Leit ze soen: Sout, Dir Herrschaften, elo wëlle mer et aneschters maachen! Mä dat ass e Prozess, dee mer haut ufänken, a mir hu jo nach genuch Zäit esou munches an d'Wee ze leeden.

(Interruption)

Déi ugekënnegt Autostax kann ech nëmme begréissen, wann emol eng Kéier de Courage geholl gëtt elo ze soen: Mir huelen déi an d'Verantwortung nom Principe Pollueur-payeur, déi méi CO_2 émettéieren, wéi all déi aner. Déi, déi elo e Russpartikelfilter abauen, musse mer net belounen, mä mir solle se awer beluewegen, dass se et maachen.

Ech wëll hei vläicht kuerz erwähnen, wat d'Europäesch Kommissioun an engem Wäissbuch zum Verkéier gesot huet: 72% vum Marchandisëverkéier a schonn 92% vun dem Persounentransport ginn an der Europäescher Unioun iwwert d'Strooss ofgewéckelt, dovun e klengen Deel iwwert d'Eisebunn. Grad an deem Zesummenhang ass d'Eisebunnsverbindung fir d'Marchandisë vu Beetebuerg op Perpignan elo eng wichteg Mesure. D'Europäesch Kommissioun huet ausrechne gelooss, dass eleng de Stau an Europa, dee sech all Dag ofspillt, 1% vum Bruttosozialprodukt ausmécht. Dat si fir d'Europäesch Unioun 100 Milliarden Euro, déi mir am Joer duerch ons Staue verléieren.

E wichtegt Element ass awer och an deem Zesummenhang d'Bereetstellung vun de Biokraaftstoffer. Hei huet d'Europäesch Kommissioun an hirem Wäissbuch dozou invitéiert, dass mer bis 2010 ongeféier 5,7% iwwert d'Biomass sollen asetzen.

Leider musse mer awer feststellen, dass an de Privathaushalten an an de Stats- a Gemengegebaier an de leschte Jore villes versäumt ginn ass. Mir hunn et net fäerdeg bruecht den Energieverbrauch drastesch erofzesetzen. An hei läit nach e ganz grousst Potenzial, dat mir an de kommende Jore massiv mussen ausbeuten.

Duerch déi nei Wärmeschutzveruerdnung - mir waarden alleguer sehnlechst dorobber, well si muss elo geschwë kommen, de 4. Januar war den Ëmsetzungsdag - kann een dervun ausgoen, dass mer an deenen nächste Joren honnertdausende vun Tonne kënnen aspueren. Mir sollen duerfir weider finanziell Mëttelen ubidden, well all Liter Fuel an all Kubikmeter Gas, dee mer net verbrennen an de Stats- oder an de Gemengegebaier, spuert ons 3 kg CO_2. Emol iwwerleeën: Wann ech en normaalt Haus huelen, wou ech duerch eng einfach Isolatioun vum Daach erreechen, dass ech am Joer 300 bis 400 Liter Fuel manner verbrennen, da spueren ech 1.200 kg CO_2. Een Haus eleng! A mir hunn der jo ewell vill am Land stoen, déi mer kéinte sanéieren.

Mir spueren dann zweemol: Haut, well mer manner Energie akafen, a muer, well mer net méi an d'Kyoto-Keess mussen abezuelen. A grad d'Wärmeschutzveruerdnung léisst mer dann esou en Zukunftsbléck, wou den Ëmweltminister an de Wirtschaftsminister ganz enk matenee schaffe kënnen. Et muss eis also eescht gemengt sinn, wa mir de Verbrauch vun thermescher Energie an eise Gebaier a Privatwunnenge reduzéiere wëllen.

Et ass gesot ginn, duerch d'Aféiere vu sou genannten „Energieverbrauchskennzuelen" an de Gebaier kënne mer kontrolléieren, wéi vill dann elo effektiv verbraucht gëtt. An hei, mengen ech, sollte mer vun haut un eis Gemengen invitéieren - mir hunn der 116 am Land. All Gemeng soll, et sinn der jo, déi et scho maachen - eng Bilanz erstellen, Joer fir Joer, iwwer hir CO_2-Emissiounen. Vläicht kënne mer och souguer e klenge Ranking maachen. Mir géifen einfach probéieren erauszefannen: Wéi ass dann d'Pro-Kapp-Emissioun an de Gemengen? Fir do emol eng Kéier de Leit ze weisen, wéi vill se an hirer Gemeng Guddes gemaach hunn, an déi aner invitéieren, deene gudde Beispiller nozeäifere.

Ënnersichunge weisen, dass an eisen Haiser a Gebaier bis zu 30% a souguer bis zu 50% agespuert kënnt ginn, eleng duerch eng seriös Isolatioun. Dir kënnt lech virstellen, wéi vill Handwierksbetriber frou wieren, wann déi Aufgaben muer lancéiert géife ginn.

De Wee vun der Kogeneratioun ass oft hei beschwat ginn. Et ass a mengen Aen e ganz gudden Outil, fir ebe mat héijem Rendement eis Energie ëmzesetzen, fir Stroum a Wäermt bereetzestellen. An da sollte mer de Courage och hunn iwwert d'Biomass Nowärmenetzer opzebauen, an do d'Holz aus eise Bëscher anzesetzen. Mir sollte wierklech de Courage hunn, fir drop opmierksam ze maachen, fir mat Holz a mat der Sonn ze bauen.

Déi zwee Reglementer, déi d'lescht Joer jo nei geschriwwe si ginn, hu sech am Spezielle beschäftegt mat der effizienter Energienotzung, der Biomassennotzung, der Albausanéierung an dem Bau vu Passiv- an Niddregenergiehaiser. Et ass dach awer erstaunlech, dass an engem Joer, no 2005, all déi 500 Wunnengen, déi mer proposéiert hunn, schonn alleguerten ewechgeholl si ginn. Dat heescht, mir misste quasi emol nach eng Kéier e Programm bis 2007 noschëppen. Well a ville Gemengen, wann een d'Gemengerotsbicher liest, gëtt immens vill op de Wee vun den Niddregenergiebauweise gepocht.

Och e klengen Hiweis hei: D'Fakultéit vun de Wëssenschaften op der neier Uni huet sech mat deem Thema beschäftegt an ass amgaangen e Projet duerchzeféieren, wou d'Gebaier ënnersicht ginn, déi vum Joer 1996 u gebaut si ginn, fir emol dat ze kontrolléieren, wat deemools geplangt gouf a wat haut effektiv agespuert gëtt. Vergiesse mer och net de Beräich vun den erneierbaren Energien, dat ass d'Wand- an d'Solarenergie.

Hei musse mer courageis Schrëtter maachen, notamment an der Fotovoltaik, déi a leschter Zäit oft belächelt ginn ass. Mä nach eng Kéier sollte mer eis virun Aen halen: All kWp, dee mir op eis Diecher bauen, an domat CO_2 spueren, spuere mer och europawäit. Well, wa mer et net maachen, da bezéie mer Stroum vun onse Kolleegen an Däitschland, déi domadder hir Awunner misste mat CO_2 belaaschten. Also och eisen Input européen sollte mer eis do emol nach eng Kéier virun Aen halen.

Ech hu gesot, mir sinn am Land scho ganz wäit. Et war gesot ginn, bis 2010 musse mer 5,7% vum Stroumverbrauch am Land iwwer erneierbar Energien notzen. Mir sinn haut scho bei 5,4% am Cegedel-Netz. A wa mir elo higinn an déi 15.000 kWp, déi nach opstinn, an déi Wandenergieanlagen, déi mer zu Mompech an am Réidener Kanton wëlle bauen, da soen ech, da packe mir déi 5,7% spilles bis 2010.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dann däerf de Konsum awer net an d'Luucht goen, Här Oberweis.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Mir probéieren dat an de Gréff ze kréien.

Interessant ass awer folgend Ausso: Enger Ëmfro vum Eurobarometer vum Januar 2006 no hu sech 60% vun de Lëtzebuerger erkingt ze soen, dass si méi bezuele wéilte fir erneierbare Stroum. Dat hunn d'Leit gesot. A wann ech da gesinn - an ech sinn iwwerrascht doriwwer -, dass am leschte Joer bei der Cegedel iwwert den Nova Naturstroum 5,7 Milliounen kWh bezu gi sinn, bei engem Konsum vu 4,8 Milliarden, da soll kee mir soen: Ech sinn ëmweltfrëndlech a géif méi bezuelen.

Och eis Land- a Forstwirtschaft kann e Bäitrag leeschten, zum Beispill duerch d'Uplanze vun Energieplanzen op Terrainen, déi broochleien. Och där hu mer hei am Land an do kéinte mer zum Beispill mat Leit, déi keng Aarbecht hunn, eng ganz interessant Aufgab duerchzéien. An net vergiessen, all Kubikmeter Buchenholz vun eise Bëscher bënnt 1 Tonn CO_2. Dofir sollte mer massiv eis Bëscher sanéieren, fir dass se CO_2 bannen.

Ech hu gesot, mir sollen dat gesatent Zil vun 28% mat Zouversiicht ugoen. Sécher gëtt et schwéier, dat nëmme mat nationale Mesuren erreechen ze kënnen. Dofir huet de Kyoto-Protokoll Mesurë virgesinn. Am Joer '97 ass dat gesot ginn, dat sinn déi zwee flexibel Mechanismen, dat ass engersäits d'Kooperatioun mat Schwellelänner an d'Kooperatioun mat den Entwécklungslänner.

Et ass och dofir en extrae Fong geschafe ginn, dee mer mat Milliounen Euroen dotéiert hunn, fir eben do Paroli ze bidden, duerch déi Projeten. Maache mer eis awer näischt vir. Fir dës Projeten duerchzeféiere mussen d'Entreprisen an eist Land e seriöen Dossier presentéieren. An esou einfach ass dat guer net, well do gëtt et nämlech e Comité zu Bonn, deen déi Projeten ënnersicht, an dat ka bis zu néng Méint daueren, bis esou e Projet analyséiert an op de Wee bruecht ginn ass. Well mir musse jo bei deenen anere Länner och de Wëllen an d'Mesuren ergräifen, fir déi Projeten duerchzezéien.

Mat der sou genannter „mise en œuvre conjointe", dem „joint implementation", kënne mir engem industrialiséierte Land ënnert d'Äerm gräifen. Mir kënnen esou d'Emissioune vun den Dreifhausgasen erofsetzen. Dat Land, Lëtzebuerg zum Beispill, dat do Gelder investéiert, ka bei sech déiselwecht Meng dann un agespuertenen Dreifhausgasen als „unités de réduction des émissions" guttgeschriwwe kréien.

Do ka Lëtzebuerg zum Beispill ganz einfach, wann et geet, an der Ukrain an e Kuelekraaftwierk investéieren. Wat maache mer do? Mir bauen do nei Technologien an nei Filteren an. Wat erreeche mer domadder? Eppes fir ons Keess a wat wichteger ass, mengen ech, eppes fir d'Liewensqualitéit vun de Mënschen an deene Géigenden, déi keng esou propper Ëmwelt hunn, wéi mir se schonn hunn.

An den Entwécklungslänner, géif ech mengen, hu mer nach méi ze dinn. Do kënne mer de Mechanissem fir eng ëmweltverträglech Entwécklung asetzen, de sou genannten CDM. Wa mir an engem Entwécklungsland e Projet ënnerstëtzen, duerch deen d'Emissioune vun Dreifhausgasen do reduzéiert ginn, da kréie mir dat als Klimazertifikater guttgeschriwwen.

Ech nennen e puer Beispiller. Esou kann een duerch de Bau vu Wandenergieanlagen elektresch Energie produzéieren an et muss een net, wéi déi meescht Länner et maachen, op Mazout zréckgräifen oder op schwéiere Fuel, well domadder d'Ëmwelt vun de Mënschen nëmmen immens belaascht gëtt.

En anert Beispill, dat vill méi einfach ass: Mir kënnen an der Sahelzon Aluminiumssolarkocher asetzen. Dat si genau aacht Paletten aus Aluminium, wou mer de Mënschen da kënnen d'Sonnenenergie bereetstellen, fir hiert Iesse waarm ze maachen. Da mussen do net Mazout-, Petrolium- oder Gaskacher agesat ginn. All Solarkocher reduzéiert am Joer véier Tonnen CO_2.

Wat nach vill méi wäertvoll ass an där ganzer Geschicht, mir kënnen duerch esou Projeten d'Fraen an d'Meedercher vun enger penibeler Aarbecht fräi maachen, nämlech dass si Brennholz mussen iwwer Kilometere sammelen an dat deeglaang. Si brauchen net méi op hirem Kapp an um Réck d'Holz erbäizeschleefen a kënne sou och d'Erosioun vun hire Géigende reduzéieren.

Une voix.- Très bien.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Et kann een och duerch déi sou genannte Fotovoltaikanlage Stroum produzéieren. Fir wat ze maachen? Ma fir hinnen Wasser aus de Pëtzer bereetzestellen.

Ech hu gesot, mir kënnen iwwert d'Fotovoltaik ganz vill maachen, well mer de Mënsche Stroum ginn. An Afrika lieft zum Beispill een Drëttel vun der Populatioun laanscht d'Küsten. Mir kënne Mierwaasser iwwert d'Osmose ëmsetzen an esou Drénkwaasser bereetstellen. Dat, wat mir hei verbëtzelen, ass bei deenen e Schatz. An erëm eng Kéier wären d'Fraen an d'Meedercher entlaascht vun enger penibeler Aarbecht, nämlech op hirem Kapp, an dat während Deeg, Waasser ze droen.

Dat Wichtegst dobäi ass Folgendes: Wa mir do Stroum hibréngen, da kënne mir deene Mënschen endlech Schoulbildung ginn; mir kënnen duerch de Projet „Stroum" Schoul- a Bildungsprogrammer an déi Länner bréngen, an domadder stoppe mer d'Landflucht aus den Dierfer.

Wa mir dëse Klimaschutz-Programm opbauen, da kann eppes passéieren: Mir ginn de Mënschen do ënnen eng Chance a mir stoppen d'Migratioun. Wa mer näischt maachen, da musse mer erwaarden, dass déi Mënsche muer bei ons kommen a froen: Wat hutt Dir fir ons gemaach? An do musse mer wahrscheinlech soen: Net ganz vill.

Dofir solle mir och dat eent Thema, wat ugesprach ginn ass, déi Sanéierung vun der Mülldeponie zu El Salvador, net muedebëtzeg rieden. Et ass ee Schrëtt, well wat erreeche mer domadder? Mir kënnen de Mënschen do ënnen och eng besser Liewensqualitéit an ech géif souguer soen eng besser Liewensfreed ginn. Well wa mir vu Liewensqualitéit hei schwätzen, dann ass dat fir déi Mënschen do ganz oft Liewensfreed.

Ech kommen dann zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Ronn 20% vun der Weltpopulatioun, dat sinn 1,2 Milliarden - dat si mir alleguerten hei -, déi verbrennen 80% vun de fossilen Energieträger. 80% huele mir an Usproch, fir ze fueren oder fir ons Haiser waarm ze maachen. Zwou Milliarde Mënsche kennen dat Wuert Energie iwwerhaapt net. Déi hu guer keen Accès dozou. Dat sinn och déiselwecht Mënschen, déi haut schonn dramatesch ënnert dem Klimawiessel leiden.

Huet net d'UNO an hirem Millenniumszil gesot, mir musse probéieren, dass 50% vun de Mënsche bis 2015 och eng Liewensqualitéit kréien, wéi mir se hunn? Huet net den Dokter Klaus Töpfer, vun dem UNO-Programm fir Ëmweltprojeten, d'lescht Joer hei gesot, de 24. Mee, dass mer den Entwécklungslänner och mussen déi modern Technologië ginn, déi sou genannten Ecotechnologien, déi mir och bei ons benotzen? Mir mussen hinnen se och ginn, well et ass jo grad bei hinnen, wou sech d'Konsequenze vun dem Klimachangement dramatesch bemierkbar maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch Fuerschung an Innovatioun packe mir et, fir fir de gefuerdete Wirtschaftswuesstum, d'sozial Entwécklung an den Ëmweltschutz déi Léisungen ze fannen, duerch déi all Mënsche Profit kënnen zéien. Hei muss ënnerstrach ginn, dass d'Ëmwelt net géint d'Wirtschaft ausgespillt dierf ginn, well béid si Partnere vun därselwechter Medail. Hale mer eis dat gutt virun Aen!

Wa mir also d'Erausfuerderunge vun dem Kyoto-Protokoll heiheem meeschtere wëllen, da musse mir elo eng Strategie ausschaffen, déi eis bis 2012 wäert begleeden. Mä opgepasst, duerno kommen och nach Joren a mir sollten elo schonn ufänken nozedenken, wat mer dann no 2012 maachen.

Mä fir dat ze realiséieren, musse mir et awer packen - do ass d'Politik gefuerdert -, dass mer Länner wéi China, Indien, d'Vereenegt State vun Amerika, Mexiko an Indonesien och an dat Boot eranhuelen, well si mussen do matmaachen. Et ka jo net sinn, dass Europa eleng déi Weeër geet, wou anerer näischt wëlle matmaachen.

Mir mussen eis awer alleguerten un dee Gedanke gewinnen, datt déi Zäit eriwwer ass, wou mer bëlleg Energie haten. Déi Zäit ass effektiv eriwwer a mer mussen elo de gefuerderte Wee vun der nohalteger Entwécklung mat Courage ugoen. Dat däitscht Wuert fir Courage, d'Iwwersetzung vu Courage ass jo Mut, dat heescht „M", „U", „T": „Mënsch – Umwelt – Technologie". Mir mussen de Courage hunn, dat ze maachen, awer zesummen.

Ech mengen dofir, de Klimawandel muss bei ons alleguerten e Mentalitéitswandel ervirruffen. Eréischt dann erreeche mer et.

Niewent eisen Hausaufgaben, déi vun elo un ze maache sinn - dat gëtt net einfach -, kënnen a solle mer op déi flexibel Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll mat Verstand a Respekt zréckgräifen. Si maachen de Wee op, fir de Mënsche bei eis méi eng grouss Liewensqualitéit ze garantéieren an awer den Entwécklungslänner oder Schwellelänner méi eng grouss Liewensfreed ze ginn. Duerch de Kyoto-Protokoll huet ons Ëmwelt endlech e Präis kritt. Mir wëssen alleguerten elo, wat et kascht, notamment d'Lëtzebuerger wëssen et elo.

Ech hu gesot, wa mer dovun ausginn, dass jiddfer Lëtzebuerger am leschte Joer 29 Tonnen CO_2 émettéiert huet, da ka jiddferee sech jo ausrechnen, wéi vill hien an déi Keess misst bäisteieren, fir eng besser Ëmwelt ze kréien.

Ech mengen awer och, et wär e wichtege Punkt hei ze erwähnen, dass et eng vun den Hausaufgabe vun deem neie Conseil supérieur vum Développement durable ass, deen d'lescht Joer agesat ginn ass, dass dee sech och mat där Thematik hei ausernee setze muss.

Mir kënnen eis och um Beispill vu Schweden orientéieren, déi virgëschter gesot hunn, si maachen eng Strategie 2020. 2020, da wëlle si als éischt europäescht Land onofhängeg si vun de fossilen Energieträger. Deem kënne mer jo noäiferen. Kommt, mir ginn eis einfach gutt drun!

Ech wëll awer och hei mat engem Zitat ofschléissen, vum Dom Hélder Câmara, dem Bëschof aus Latäinamerika. Hien huet gesot: „Wann ee Mënsch dreemt, da bleift et en Dram, mä wa vill Mënschen datselwecht dreemen, da gëtt et Wierklechkeet."

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech nach just soen, dass d'CSV-Fraktioun iwwerzeegt ass, dass dës Erausfuerderung mat Courage ugepaakt gëtt. Vergiesse mer net: Ons Elteren a Grousselteren hunn nach vill méi gepackt. Dat heite si Peanuts géint dat, wat si gemaach hunn.

Ech bréngen och den Accord vun der CSV an dësem wichtege Projet mat globaler Portée. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass deem nach schwéier eppes bäizefügen, wat alles hei gesot ginn ass. Trotzdeem wëll ech dem Rapporteur félicitéiere fir säi gudde schrëftleche Rapport an och säi perfekte mëndleche Rapport, wou bal alles gesot ginn ass, wat ze soe war.

Ech mengen och, datt dat Gesetz hei fir Lëtzebuerg iwwerhaapt wichteg ass, well et eis ganz einfach gemeinsam Regele gëtt an de 25 EU-Länner fir déi flexibel Mechanismen, dat heescht fir déi Emissiounsreduzéierungen, déi mer a sech net doheem kënne maachen. Fir eis ass dat Gesetz hei enorm wichteg. Et ass enorm wichteg, datt mer op déi flexibel Mechanismen, op d'CDMen an och op d'„joint implementation" kënnen zréckgräifen, well mir eis Engagementer, déi mer 1997 zu Kyoto geholl hunn, am anere Fall absolut net kéinten erfëllen, wa mer net kéinten op dat hei zréckgräifen.

An duerfir mengen ech ass et och gutt, datt d'Kommissioun der Fuerderung net noginn huet, den Ukaf vu CDMen an „joint implementation"-Projeten ze begrenzen, well ech fäerten, wann dat op 50% géif reduzéiert ginn, da géif et fir dat Land hei och dann nach net gutt ausgesinn. Ech sinn awer mat alleguer deenen d'accord - a mat där Euphorie och d'accord, déi hei zum Ausdrock komm ass -, déi soen, datt mer esou vill wéi méiglech oder bal alles an deem Land hei selwer musse reduzéieren.

Mä wann een dem Här Ewringmann säi Bericht liest, da liest een awer doran, datt kuerzfristeg net

schrecklech vill do ze huelen ass: zwëschent 300 a 500.000 Tonnen d'Joer. Op fënnef Joer gerechent, ginn dat ëm déi zwou Milliounen Tonnen, bei 20 bis 30 Milliounen Tonnen, déi mer a sech misste reduzéieren. Also ass dat eng onméiglech Saach, dat an deem Land hei ze maachen.

Ech mengen, da musse mer d'Realitéit awer emol an d'Ae kucken a kucken, wéi mer dee Problem hei an de Joren 2008 bis 2012 wëlle léisen. Bis 2008 ass et net méi laang, dat ass muer. Enn nächst Joer geet dat schonn u mat dësen Engagementer, an ech mengen, iergendwann musse mer eis awer och an där Chamber hei eng Kéier Zäit huelen, fir Tacheles ze rieden, wéi mer da finalement konkret eis Problemer wëlle léisen.

Ausser datt mer géife soen: Hei, mir verzichten op eng Partie Accisen; mä ech weess net wéi dat ausgeet, ech fäerten, et si se alleguer. An déi, déi dat awer behaapten, mengen ech, mussen eis dann awer och hei soen, wéi mer dee Manque à gagner wettmaache respektiv wou mer dann hei wëllen aspueren. Mä ech mengen, esou einfach ass dat, fäerten ech, net.

Ech sinn awer och mat alleguer deenen d'accord, déi soen, datt mer eis Zukunft net op dës Recetten hei kënnen opbauen.

(Interruption)

Ech menge schonn, datt d'Zäit vun de fossile Brennstoffer un d'Enn kënnt an datt den Uelech un d'Enn kënnt. Wéini dat ass, weess een net. Et gëtt gesot, dat wier an 120, 130 Joer. Ech géif mengen, mir sollten eis wierklech seriö Gedanke maachen, wéi mer an deem Land hei nach éierbar kënne liewen, ouni datt mer op déi Recette do ugewise ginn. Dat soll d'Zil sinn. Ech mengen, dofir solle mer eis Käpp zesummestrecken. Dat ass awer laangfristeg geduecht, mä kuerzfristeg - leider! - hëlleft dat eis net virun a musse mer Léisunge fannen.

Ech mengen net, datt déi Problemer um Niveau vum Tanktourismus ze léise sinn, well ech fäerten, wa mer bis un den Tanktourismus ginn an dee wëlle regelen, do geet d'Spill vum alles oder näischt. Wa mer vun Tanktourismus schwätzen, da muss ee sech emol bewosst sinn, datt dat net onbedéngt Tourismus ass. Vun allen Uelechen, vun allen Hydrocarburen, Bensin an Diesel, deen hei zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, sinn 10% Bensin. Dee Bensin gëtt haaptsächlech kaaft vun de Lëtzebuerger a vun de Frontalieren.

Et kann ee jo elo awer net soen, datt d'Frontalieren Touriste si fir eis hei, déi all Dag heihinner schaffe kommen an een Deel och vun eiser Ekonomie ausmaachen. 90% vun deenen Accisen, déi mer erakréien, ginn iwwert den Diesel verkaaft. Hei muss ee wëssen, datt de Gros vun dësem Diesel un d'Belsch verkaaft gëtt, ganz einfach well den Différentiel ebe grouss genuch ass fir datt d'Belsch, wa se iwwert d'Autobunn aus Frankräich eropkommen, hei stallhalen an tanken.

Hei ass d'Lëtzebuerger Regierung gefuerdert, hire Minimum unzepassen am nächste Joer, a wann dat bis gemaach gëtt, da gëtt déi Differenz mat de Belsch relativ enk. A wann d'Belsch sech dann nach vill afale loossen, da bleift net méi vill dovunner. Glécklecherweis zéie mer awer elo déi Accisen hei mat de Belsch zesummen an, an och d'Belsch hunn en Intérêt drun, wann d'Accisen héich sinn, well Dir musst wëssen, datt déi Accisen, déi Lëtzebuerg an d'UEBL erabezilt, méi héich sinn, wéi dat wat mir a sech do erauszéien. Duerfir mengen ech, wa mer eppes heiriwwer wëlle regelen, da musse mer dat mat de Belsch am Kader vun der UEBL zesumme maachen, fir déi Taxen doranner festzeleeën.

Eppes, wat mer kënne maachen, ass ganz sécher ze kucken, datt mer iwwert dëse Wee hei Recetten erakréien, fir eis Engagementer um Niveau vum Kyoto-Protokoll kënnen ze bezuelen, notamment fir d'CDMs-Projeten an d'„joint implementation"-Projete kënnen ze maachen; dat ass een Deel.

Ech froe mech, ob een och net mat de Belsch kann an d'Gespréich kommen - dat ass awer méi utopesch, wat ech elo hei soen -, fir iwwert dëse Wee vun der UEBL ze probéieren, eis Engagementer, déi jo bei minus 28% leien, vläicht reduzéiert ze kréien, andeem datt d'Belsch eis een Deel dovu kéinten iwwerhuelen, woufir mer selbstverständlech misste bezuelen. Dat géif eis vläicht erlaben, mat 50% flexibele Mechanismen duerzekommen.

Et muss ee wëssen, datt d'Belsch sech engagéiert hunn, ëm 7,5% ze reduzéieren, a si musse bis 2012 op ëm déi 140 Milliounen Tonne kommen. Eis feelen a sech an där Theorie annerhallef Milliounen Tonnen. Dat géif vun hiren 140 Milliounen 1% ausmaachen. Ech weess net, ob dat an der Onméiglechkeet ass, d'Belsch un en Dësch ze kréien, fir do e Gespréich driwwer ze féieren, wa mer dat géife bezuelen. Dat wat ech hei soen, ass net esou einfach, et ass just en Denkustouss fir awer emol vläicht ze probéieren, aner Weeër ze goen.

Et muss een dann, wann een awer heiriwwer schwätzt, sech awer och bewosst sinn - an d'lescht war jo eng Pressekonferenz vu Leit, déi soen, datt d'CDMs-Projeten awer nun net nohalteg sinn -, datt mer do den Entwécklungslänner d'Méiglechkeeten ewechhuele géingen, fir an Zukunft an déi Domäner ze investéieren. Do muss ee sech awer emol eng Partie Chiffere virun Aen halen, wann een dat seet. Wann een zum Beispill weess, datt am Joer 2012 d'Emissioune weltwäit 40% - 40%! - méi héich si wéi 1990, wou mer se jo wollte reduzéieren ëm 5,2%, datt dat och net bei 2012 ophält, mä datt dat och nach virugeet iwwer 2012 eraus, a mer bis 2020 op 33 Milliarden Tonnen CO_2 kommen, déi dann émettéiert ginn, wou et der 1990 alles an allem 20 Milliarde waren, also ee Plus vu 65%. Sou kënnt et, dat ass net ze änneren.

Et muss ee wëssen, datt vun deene 65% praktesch 70% produzéiert gi vum Rescht vun der Welt, minus Europa, an do maachen dann natierlech awer d'Entwécklungsländer oder d'Schwellenländer de Gros vun deem aus.

Och mir hei an Europa kënne bis 2012 eis Engagementer net respektéieren. Dat gesäit awer scho besser aus. Mir kënne si ëm 4% net reduzéieren, allgemeng gesinn, par rapport zu 1990, a bis 2020 wäert et och net einfach ginn, well jo ënner Lëtzebuerger Présidence sech engagéiert ginn ass, déi Ziler vun 1990 bis dohinner jo nach ëm zwëschent 15 an 30% ze reduzéieren, wann ech dat richteg gelies hunn. A wann een dat dann nach mat der Stratégie de Lisbonne verbënnt, wou mer eis schonn engagéieren, déi performantst Ekonomie ze ginn, da gesäit de Bilan guer net gutt aus.

Wa mer eis engagéieren - en moyenne, loosse mer emol soen - minus 20% vun deem, wat mer solle manner maache bei de fossile Brennstoffer, ze maachen, da musse mer 50% am Joer 2020 vun eisem ganzen Energiebedarf decken ausserhalb vu fossile Brennstoffer.

Ech weess net wéi een dat mécht. Ech hunn iergendwou gelies, da misste mer d'erneierbar Energien an deenen nächste 15 Joer mat fënnef multiplizéieren, wat quasi onméiglech ass, wann e weess, wéi séier datt dat do virugeet a wat de Wëllen ass fir dat do ze développéieren. Den Atomstroum kréie mer sécher och bis dohinner net dohinner, dat wëlle mer alleguer jo d'ailleurs och net.

Et bleift eis also just eng Léisung, mä déi pake mer och nëmmen hallefhäerzeg un, an dat ass déi, fir d'Energie rationell ze notzen a fir Energie ze spueren, dat heescht méi Effizienz an d'Energie iwwerhaapt eranzebréngen, méi Effikassitéit. Wann een awer seet méi Effikassitéit, da mengen ech muss een awer soen, datt et fir eis awer och méi effikass ass Investitiounen an Drëttlänner respektiv an den Industrielänner ze maachen - iwwert d'"joint implementation" vun der Annex 2 -, well ganz einfach déi Investissementer, déi mer do maachen, méi bëlleg ginn an oft méi brénge wéi dat, wa mer se hei géife maachen. A vu datt déi Kyoto-Problematik jo awer ëmmerhin e globale Problem ass, mengen ech, wier dat awer schonn néideg.

Wéi gesot, wann ee bedenkt, datt an deenen nächste 15 Joer - nach e puer Chifferen - d'Demande supplémentaire bei den Energien 2/3 eropgeet, datt do vu 85% mat fossile Brennstoffer gedeckt gëtt an dann am Verhältnis Europa awer sëtzt a weess, datt vun deem, wat da verbraucht gëtt am Joer 2020, mir - déi 25 Länner - bei 15% Energieverbrauch leien, respektiv bei 13% vun den Emissiounen, da sti mir net esou schlecht do.

Dat wëllt awer net soen, datt mer eis Hausaufgaben net solle maachen, mä wann een deen anere Chiffer op där anerer Säit gesäit, da mengen ech geet et awer net nëmmen duer eis Hausaufgaben ze maachen, da mussen och déi europäesch Länner sech an der Welt dobaussen engagéieren an den Drëttlänner hëllefen hir Emissiounen ze reduzéieren, well do geet et a vill grousse Masse méi séier erof wéi dat bei eis de Fall ass a wou mir jo awer schonn haut méi Effizienz hunn.

Wa mir déi Engagementer géife respektéiere bis 2020, déi mer eis virgeholl hunn ënner Lëtzebuerger Présidence, da géife mir eis Emissiounen hei an Europa ëm 800 Milliounen Tonne reduzéieren. An därselwechter Zäit géifen d'Chinesen hir ëm 1,6 Milliarden eropsetzen, d'Entwécklungslänner alles in allem 4 Milliarden. Da kann een awer net kommen a soen, datt wa mer de Wee géifen aschloen, dass déi europäesch Länner Projeten an Entwécklungslänner respektiv a Schwellelänner maachen, dat wier Quatsch an domadder géife mer deenen eppes ewechhuelen, dat mengen ech ass net de Fall. Ech mengen, Europa muss hei seng Responsabilitéit huelen.

Europa muss de Virleefer an der Kyoto-Problematik sinn a muss och déi Politik bedreiwen, souwuel um politeschen Niveau wéi awer och um techneschen Niveau. Dann hu mer net nëmmen e wirtschaftlechen Notzen dovun, well mer un deem Handel do kënnen Deel huelen, mä mir hunn awer och alleguerten en Notzen, andeem datt mer d'CO_2-Emissioune kënnen zréckfueren. D'CDM-Projeten - an ech menge meng Virriedner hunn dat am Detail hei gesot - musse propper, sozial an nohalteg sinn, an ech mengen net, datt mer nach mussen Impaktstudien hei zu Lëtzebuerg maachen iwwer all eenzelne Projet, fir d'Projeten nach opzehalen, déi scho komplizéiert sinn zu Enn ze kommen an déi ganz gutt kontrolléiert sinn op deem Niveau wou dat gemaach gëtt. A well mir als Partei iwwerzeegt sinn, datt dat de richtege Wee ass, dee mat deem Gesetz hei ageschloen ass, wäerte mir dann och dat Gesetz hei stëmmen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1997 ënnerschreift d'Lëtzebuerger Regierung de Kyoto-Protokoll an engagéiert sech d'Treibhausgase vu Lëtzebuerg bis 2008-2012 ëm 28% ze reduzéiere par rapport zu 1990. Si huet dobäi d'Ënnerstëtzung vun der Chamber, déi an enger Motioun souguer 30% gefuerdert hat.

Dobausse schéngt dat Reduktiounszil enorm ambitiéis. D'Regierung weess awer, dass et eigentlech net méi an net manner wéi e Stabiliséierungszil ass. Jo, mir hu souguer nach 500.000 Tonne Sputt. Duerch d'Restrukturéierung vun der Stolindustrie si mer 1997 nämlech scho bei -30%, mir leie bei 8,5 Milliounen Tonnen an hunn also, wéi gesot, bis 2008 nach ronn 500.000 Tonne Reserven.

D'Regierung huet och kee Problem mat de Mécanismë vu Kyoto. Mir kréien zwar den Tanktourismus ugerechent, mä mat 2,5 Milliounen Tonnen ass deen awer 1997 ongeféier gläichzesetze mat deem importéierte Stroum, dee mer net ugerechent kréien. Wann et also just dorëm geet eis Emissiounen ze stabiliséieren, sou ass sech d'Regierung awer bewosst, dass dat net vum selwe geet, wéinst dem staarken demographeschen an ekonomesche Wuesstum zu Lëtzebuerg.

Fir jidderengem den Eescht vun der Situatioun kloer ze maachen, rifft si direkt e ronnen Dësch a mat de Sozialpartner, der Société civile an de Gemengen. Zesumme gëtt direkt eng Strategie ausgeschafft a Moyenen entwéckelt, fir d'Entwécklung vun den Emissiounen am Grëff ze behalen. Iwwer Sensibiliséierungscampagnë gëtt och d'Populatioun preparéiert op dat, wat op si duerkënnt.

Den Ëmweltminister gëtt direkt eng Potenzialanalys an Optrag, déi virrechent wou iwwerall kann Energie gespuert ginn a wéi héich d'Potenzial vun deenen eenzelnen alternativen Energien zu Lëtzebuerg ass. Fir dass den Tanktourismus net fortleeft, passt d'Regierung op, dass den Différentiel mat den Nopeschlänner net méi grouss gëtt wéi en 1997 war.

Am Verkéiersberäich gëtt de sproochräife BTB 1998 gestëmmt an no sechs Joer fueren 2004 déi éischt Tramen duerch d'Stad. Den öffentlechen Transport kritt wierklech Prioritéit duerch e konsequent Netz vu Busspuren. Eng landeswäit harmoniséiert Parkraumgestaltung suergt dofir, dass et fir Laangzäitparker wierklech ointeressant gëtt hiren Auto ofzestellen. De Vëlo kritt bei alle Planungen och eng Plaz. Eng Reform vun der Autossteier dréit dozou bäi, dass d'Leit lues a lues méi ëmweltfrëndlech Autoe kafen. De Fuerpark ass 2005 ee vun den ëmweltfrëndlechsten an Europa.

Duerch all dës Moossname gëtt de „modal split" ëmmer méi positiv zu Gonschte vun der Mobilité douce an dem öffentlechen Transport, de Verkéier gëtt erëm fléissend an d'Zuel vun den Doudegen op eise Strossen hëlt drastesch of.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

Den Energieminister knäppt sech 1998 direkt déi schonn 1993 net méi zäitgemëiss Wärmeschutzverordnung vir a suergt dofir, dass all nei Haiser a Bürosgebaier am Nidderegenergiestandard gebaut ginn.

De Wunnengsbauminister gräift d'Iddie vum OGB-L a vum Mouvement écologique iwwer Albausanéierung op a suergt domat net nëmme fir eng substanziell Reduktioun vu Mazout- a Gasverbrauch, mä schaaft am Handwierk iwwert dee Wee honnerten nei Aarbechtsplazen.

Well mer fir d'GuD net noverhandele kënnen, gëtt dëse Projet - an den Här Goebbels ass net frou driwwer - fale gelooss an d'Regierung geet op dee vu Greenpeace préconiséierte Wee vu klengen, dezentrale Kogenerationen op Äerdgas sécherlech, mä och vu Biomassbasis.

D'Regierung huet erkannt, dass d'Gemenge wichteg Partner beim Ëmsetze vun de Moossnamen um Terrain sinn a bënnt si dofir vun Ufank un an. An all Regioun gëtt en Energiekonzept vu Modell vun de Klimabündnisgemengen ausgeschafft. Dat Instrument erlaabt et déi bestoend Potenzialer, déi mer duerch Potenzialanalys erausfonnt hunn, ëmzesetzen.

D'Agence de l'Énergie gëtt reforméiert; an an all Kanton ginn Energieberodungen nom Modell vum Réidener Energieatelier ageriicht.

Du kënnt e ganz gutt Joer, d'Joer 2000. Do mécht de Statsbudget en Iwwerschoss vun enger Milliard Euro. Amplaz déi Sue mat der Strenz iwwert d'Land ze verdeelen, gëtt eng ekologesch Steierreform gemaach, déi prinzipiell d'Energie an de Ressourcëverbrauch méi héich besteiert, dofir awer d'Lounniewekäschten erofsetzt. En Deel gëtt geholl fir e Fong ze speise fir an Zukunftstechnologien ze investéieren, sou wéi Norwegen dat mécht mat senge ville Suen, déi et aus de Pëtrolsgewënner eraushëlt.

D'Betriber kréien och Steiererliichterungen, awer nëmme wa se ganz geziilt a Ressourcen- an an Energiereduktioun investéieren. En Deel vun de Plus-valuë gëtt geholl fir eis Ofhängegkeet vum Tanktourismus ze reduzéieren an et ass evident, dass beim Ausschaffe vum IVL Kyoto afléisst an eng iwwergeuerdnet Roll an allen Iwwerleeunge spillt.

2006 steet Lëtzebuerg gutt do mat sengen Engagementer bei Kyoto am internationale Verglach. Mir leie bei ronn néng Milliounen Tonnen. Mir gi gelueft vun der Europäescher Kommissioun fir eis Efforten a sollte mer bis 2008 duerch déi demographesch Entwécklung a vill Kogenerationun, awer nach op Erdgasbasis, liicht iwwer eist Zil kommen, esou ass et kee Problem déi puer Prozent iwwer CDMen an „joint implementation" ze kafen.

D'Leit bezuele wuel e bësse méi Steieren, wéi elo, hunn awer erkannt, dass se duerch d'Reduzéierung vum Gebrauch vum Auto an d'Benotze vun deem gutt fonctionnéierenden öffentlechen Transport dat méi wéi wett kënne maachen.

Eise Wunnbestand ass um leschten Isolatiounsstand, wouriwwer Leit mat klenge Pensioune ganz frou sinn, well déi héich Mazouts- a Gaspräisser se net esou treffe wéi elo. Och d'Betriber si kompetitiv, well se duerch eng äusserst effizient Produktiounsweis och déi steigend Energiepräisser konnten offiederen a well d'Lounniewekäschte méi niddereg sinn, wéi se haut sinn. Jiddereen appréciéiert déi erhéichte Liewensqualitéit duerch manner Verkéier an d'Stad bléit ënnert dem Trameffekt richteg op. Mir sinn um gudde Wee, ewech vum Uelech, an aus ganz Europa kommen Delegatioune kucken, wéi mer eis dann ugeluecht hunn hei zu Lëtzebuerg. Eis Uni an eis Fuerschungsinstituter hu sech eng international Renommee gemaach, wat energieeffizient Systemer a Produktiounsmethoden ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ech Iech elo erzielt hunn ass kee Grimm-s-Mäerchen, mä ass een, eiser Meenung no, absolut realisteschen Zeenario zu wat Kyoto zu Lëtzebuerg hätt missen, mä awer och hätt kënne féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst awer gradesou gutt wéi ech, dass alles awer och bal alles anescht komm ass, wéi ech elo grad an deem Zeenario hei geschildert hunn.

Et geet domat un, dass mer siwe Joer - Dir hutt richteg héieren, Här President -, siwe Joer gebraucht hu

fir erauszefannen, dass mer eis verrechent hunn. Mir hunn nämlech elo viru kuerzem eréischt gemierkt, dass mer eis gëiert hunn, dass mer net zéng Milliounen Tonnen 2008-2012 zegutt hunn, mä nëmmen néng. A bis haut huet een nach ëmmer net dat Gefill, dass iergendeng Regierung sech dem Eescht vun der Lag bewosst ass.

Ech wéilt hei dem aktuellen Ëmweltminister e Kompliment maachen, well mer wierklech als gréng Fraktioun dat Gefill hunn, dass hien deen éischte Regierungsmember ass - leider deen eenzegen, och nach ëmmer an dëser Regierung -, dee sech der Lag bewosst ass. Ech mengen dat kënnt doduerch, well hie sech éischtens a senger Gemeng, eng Klimabündnis-Gemeng, als Buergermeeschter schonn intensiivst mat der Problematik beschäftegt hat, mä och an Tëschenzäit, mengen ech, vill Stonne mam Här Ewringmann verbruecht huet an doduerch d'Zuelen auswenneg kennt. Dat wëlle mer hei och ganz kloer differenzéieren.

Dat heescht awer net dass mer der Meenung sinn, dass dës Regierung insgesamt och nëmmen e Millimeter méi wäit ass wéi déi virdrun. Dann ass et och kee Wonner, Här President, dass den Eescht vun dem Enjeu bis haut net vermëttelt ginn ass, weder un d'Sozialpartner nach un d'Société civile nach un déi breet Populatioun.

De Moment erliewe mer jo awer, dass esou eng Sensibiliséierung machbar ass, nämlech bei där ganzer Diskussioun ëm de Statsbudget. Déi Chifferen hu mer eréischt e puer Méint um Dësch an awer huet een dat Gefill, dass d'Regierung et fäerdeg bruecht huet, den Eescht vun der Lag no baussen ze droen. Et huet ee scho bal d'Gefill, dass se iwwerdreift, dass mer amgaange sinn ze riskéieren, dass d'Consommatioun, duerch dat ze villt Enkschnalle vum Rimm, souguer amgaangen ass zesummenzebriechen.

Déi Gréng sinn der Meenung, dass wann déi jeeweileg Regierungen esou intensiv no de Milliounen Tonnen CO_2 gesicht hätten, wéi déi heiteg Regierung no de Milliounen Euro an hirem Budget, da wéisst haut jiddereen zu Lëtzebuerg, dass mer dringend missten am Energie- an am Mobilitéitsberäich ëmsteieren. D'Potenzialanalys, déi d'Basis vun allem Handelen ass, ass elo eréischt amgaang gemaach ze ginn. Keen huet d'Bensinspräisser am Ae behalen, mam Resultat, dass den Tanktourismus vun 2,5 op 5 Milliounen Tonne sech verduebelt huet. De BTB ass '99 begruewe ginn, de Bus hält weiderhi mat am Stau, an ausser zu Esch an neierdéngs och an der Stad ass de Vëlo kaum en Thema. Kee Wonner, dass och den inlännesche Verkéier sech vun 1,1 Millioun op 1,6 Milliounen Tonnen ëm 50% erhéicht huet an där jeeweileger Period.

Déi iwwerliefte Wärmeschutzverordnung vun '93 ass haut, 2005, nach ëmmer a Kraaft. De Wunnengsbauminister huet aacht Joer un engem Konzept gedoktert iwwer Albausanéierung, mam Resultat, dass d'Resultat esou komplizéiert ass, dass ee mindestens véier Joer Uni muss gemaach hunn, fir deen Energiepass ze verstoen. D'GuD zu Esch ass sécherlech ekologesch sënnvoll, schléit awer mat iwwer enger Millioun zu Buch.

Mat déi eenzeg Initiativen, déi konkret Resultater hunn, geschéien an de Gemengen, virop an de Klimabündnis-Gemengen. Déi Initiative ginn och substanziell vum Ëmweltminister ënnerstëtzt, den Innenminister geheit awer de Gemengen d'Verfassung tëschent d'Been a léisst se an der Loft hänken. An der Agence de l'Énergie, Dir Dammen an Dir Hären, sëtzt nach ëmmer d'Cegedel an d'SEO, an den Energieberoder aus dem Kanton Réiden ass nach ëmmer ganz eleng auf weiter Flur.

2001-2002 ass eng Milliard Euro mat der Strenz iwwert d'Land verdeelt ginn, ouni awer och nëmmen dee geréngsten ekologeschen a klimaschutzpoliteschen Impakt gehat ze hunn. Duerch déi 2001-Reglementer vun den alternativen Energien ass endlech eng gewëssen Dynamik, zumindest an deem Beräich, entstanen. De Vide, deen elo ënnert der neier Regierung entstane war, huet awer villes futtigemaach a villes, wat opgebaut war, wat gutt fonctionnéiert huet a wat eng Eegendynamik kritt huet, muss praktesch erëm vun null un ufänken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo sti mer dann do, wéi den Ochs virum Bierg oder wéi d'Kand beim Dreck. Amplaz minus 28% si mer haut schonn erëm iwwert de Wäerter vun 1990 a bis 2008 - Dir hutt et schonn e puermol héieren - riskéiere mer, dass mer 5 Milliounen iwwer eisem Zil wäerte leien.

Mä amplaz dass awer elo endlech, endlech e Ruck duerch d'Regierung an duerch d'ganz Gesellschaft geet, wat geschitt? Et gëtt gejéimert iwwert d'Berechnungsmethod vum Kyoto-Protokoll, et gëtt lamentéiert iwwert déi atypesch Situatioun vu Lëtzebuerg, an amplaz dass d'Regierung endlech kloer Messagen no baussen dréit, streit de Wirtschaftsminister mam Ëmweltminister a spillt, esou wéi an de 70er Joren, Ëmwelt géint Aarbechtsplazen aus.

Ech muss och soen, dass ech de Rapporteur - dee fir de Rescht, mengen ech, e ganz gudde Rapport gemaach huet, mëndlech a schréftlech - och net esou richteg verstinn, wat hie wollt soen, wéi hie mam Index komm ass. Ech verstinn den direkte Rapport net. Ech verstinn och scho guer net, dass een de Rapport och nëmmen am weideste Sënn mécht tëschent Kyoto an Aarbechtsplazen. Ech hunn nach ni verstanen, wisou dass Albausanéierung soll Aarbechtsplazen ofschafen, wisou dass den Opbau vun alternativen Energië soll Aarbechtsplazen ofschafen. Ech verstinn och net, wa mer muer den öffentlechen Transport ausbauen a Chauffeuren op Bus an Zuch astellen, wéi dat soll Aarbechtsplazen ofschafen.

Do gëtt menger Meenung no nach ëmmer mat pauschalen Uerteeler operéiert. Et si längst genuch Etüden do. Déi Däitsch zumools, déi ganz gutt Erfahrunge gemaach hu mat hirem Aspeisegesetz fir alternative Stroum, hunn x-mol nogewisen, dass se domat honnerten an dausenden Aarbechtsplaze geschafen hunn. Duerfir géing ech mer wierklech och vill méi eng differenzéiert Approche virstellen, an net mat esou Schlagwierder direkt am Kontext vu Kyoto operéieren.

Wann am Ufank e Konsens an der Gesellschaft war, dass mer wierklech 100% vun deenen 28% sollten heiheem erreechen, esou ass dat haut - an dat gi mir och souguer an Tëschenzäit zou - de facto net méi dran. Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass dat awer nëmmen ass, well mer wierklech siwen, aacht Joer praktesch näischt gemaach hunn. Ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass dat no bausse gedroent ambitiéist Zil eigentlech net méi war, wéi d'Emissioune vu '97 ze stabiliséieren. An ech froen Iech emol alleguerten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Ass et Lëtzebuerg '97 méi schlecht gaange wéi haut? War d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg '97 méi schlecht wéi haut?

Deemools hate mer en Tanktourismus, deen nëmmen d'Halschent vun deem vun haut ausgemaach huet. Mir hunn et awer fäerdeg bruecht eis sozial Systemer fonctionnéieren ze dinn, esou gutt wéi haut, wann net souguer besser. Ass et net ëmgedréint, an dat weisen awer och d'Reaktioune vun de Gemenge Mamer, Waasserbëlleg a Réiser, dass mer d'Liewensqualitéit verschlechtert hunn, dass um lokale Plang déi Niewewierkunge vum Tanktourismus souguer ufänken esou uerg ze ginn, dass se chiffréierbar sinn, och ekonomesch, esou dass déi Gemenge keng aner Léisung méi wëssen, wéi een Cent op all Liter Bensin ze maachen?

Ech hu gesot, dass mir do souguer scho Waasser an eise Wäin elo geschott hunn, obwuel mir ëmmer dofir plädéiert hunn, dass mer praktesch alles sollten hei zu Lëtzebuerg maachen. Mir gesinn awer an, dass an der aktueller Situatioun, duerch déi Inaktivitéit vun all deene Joren, et de facto net méi méiglech ass; obwuel mer nach wie vor der Meenung bleiwen, dass dat onverantwortlech ass.

Haut sollen dann déi Mechanismen, mat deene mir eis da fräikafe kënnen a wëllen, eng gesetzlech Basis kréien. Mir waren der Meenung, dass dat eng gutt Geleeënheet gewiescht wier, fir endlech - endlech, Här President - kloer Zeechen ze setzen an onmëssverständlech Messagen no baussen ze schécken, nämlech andeems mer am Gesetz festgehalen hätten, dass mer awer mindestens d'Halschent vun de Reduktioune sollten heiheem erreechen.

Mir sinn eis als Gréng bewosst, dass och dat Zil nach ganz schwéier ze erreechen ass a wär, mä ech froen Iech awer: Wa mer eis elo nach keng kloer Ziler setzen, wéini dann? Fir mech ass dat hei mat déi leschte Geleeënheet, wou mer hätte kënnen onmëssverständlech Messagen no bausse ginn.

Déi Direktiv gesäit dat iwwregens och vir an hirem Considérant Nummer 7; d'Majoritéit refuséiert dat awer ze maachen. An da kréie mer gesot, dat soll am Plan d'allocation geschéien. Wann ech d'Direktiv richteg verstanen hunn, dann ass et wuel virgesinn, fir fir déi eenzel Betriber, déi ënnert d'Direktiv vun den Droits d'émissions falen, fir do fir all Betrib e Maximum anzesetzen, mä ech mengen awer, dass et vun der Direktiv schonn esou geduecht ass, dass een an der Ëmsetzung kloer seet, wéi een als Land wëllt seng Ziler erreechen an dass een do e klore Chiffer asetzt.

Ech maache mer och näischt vir, wa mer dat net kloer hei juristesch a legislativ verankeren, da geet de Lobbyismus un, da kënnt jiddferee gepilgert bei deen een oder bei deen aneren, da gëtt héichgerechent, da gëtt mat der Konkurrenz gedrot, dann entsteet den Drock an da si mer emol gespaant bei wéi vill Prozent eegenen Efforten, dass mer dann 2012 nach wäerte landen.

An dofir wäerten och déi Gréng, Här President, dat Gesetz net stëmmen. Mir sinn der Meenung, dass heimat dee leschten Drock ewechgeholl gëtt, fir zu Lëtzebuerg selwer am Verkéiers- an am Energieberäich endlech ëmzesteieren. Heimat erdeelt d'Regierung sech selwer a ganz Lëtzebuerg d'Carte blanche, fir alles beim Alen ze loossen, fir „business as usual" ze bedreiwen an eis mam Scheck fräizekafen.

Dat ass an eisen Aen net nëmmen onmoralesch, mä och onverantwortlech vis-à-vis vun den nokommende Generatiounen, virun allem aus zwou Ursaachen:

Éischtens ass dat, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, en ongedeckte Scheck op d'Zukunft. Kee weess - an dat hunn eng Rei Virriedner scho gesot -, wat eng Tonn CO_2 2012, an haaptsächlech duerno, wäert kaschten, well dat hei ass jo just den Ufank vum Lidd. Richteg seriö gëtt et no 2012, a wa mir bis dohin eis zu 90 oder 95% fräikafen, da si mer net minimal preparéiert op déi nach méi substanziell Reduktiounen, déi 2012 op eis duerkommen, an aner Länner, déi schonn éischter d'Steier erëmgerappt hunn, wäerten eis da wäit viraus sinn, an da sti mer zimlech belämmert do, well da gëtt et wierklech eescht an da geet et un d'Substanz.

Eng zweet Ursaach ass och, dass jo awer d'Enn vum Pëtrolszäitalter virauszegesinn ass a mir froen eis heiansdo als Gréng, ob den Här Krecké keng Zeitung liest, kee Radio lauschtert a kee Fernseh kuckt. Et brauch een awer net intensiv ze liese fir festzestellen, dass keen Dag vergeet, wou dat do en Thema ass a wou gesot gëtt, dass mer scho längst oder deemnächst iwwert de Punkt eriwwer sinn, wou de Maximum vu Pëtrolsproduktioun ass an dass d'Enn vum Pëtrolszäitalter längst agelaut ass.

Viru kuerzem konnt een erëm liesen, dass mer an der Nordsee scho bal um Enn sinn an dass dat vill méi séier gaang ass, wéi jiddfereen domat gerechent hat, well einfach vill méi gebraucht gouf. Nach haut konnt een erëm liesen, dass Spezialiste mengen, dass souwuel déi bekannten oder déi sou genannte bekannte Reserve vu Saudi-Arabien an déi vu Kuwait maßlos iwwerschat sinn, dass mer do riskéiere wierklech ganz aner Wourechten ze kréien.

Mä och ouni déi Spekulatiounen do, Här President, wëll ech e gescheite Mann zitéieren - ech weess zwar net méi wéi e geheescht huet, mä ech hunn awer säi Sproch verhalen -, dee gesot huet: „D'Steenzäit huet net opgehalen, well keng Steng méi do waren." An d'Pëtrolszäit wäert och ophale längst ier de leschte Liter Uelech fort ass, well mer eis et souwuel klimaschutzpolitesch, wéi och wirtschaftlech iwwerhaapt net méi wäerte leeschte kënnen eis Ekonomie an eis Mobilitéit op de Pëtrol opzebauen.

An déi Leit, déi elo nach ëmmer mat Lafzäite vun 30, 40 oder 50 Joer kommen, ech mengen, déi hunn den Enjeu wierklech net begraff, och wann ee liest, wou regelméisseg d'Pronosticen iwwert de Präis vum Barrel Uelech higinn. Haut konnt een och erëm een-, zweemol liesen: 120 bis 140 Dollar. Wann nëmmen dat Geréngst am Iran geschitt, da si mer séier bei 140 Dollar.

Dofir menge mir als Gréng, dass Kyoto net eng Laascht, mä eigentlech eng immens Chance ass, fir zwou Mécke mat engem Schlag ze fänken: aktive Klimaschutz bedreiwen an awer d'Ofhängegkeet vum Uelech ofbauen. Mat eisem Fräikafen awer maache mir genee de Géigendeel. Mir zementéieren d'Ofhängegkeet vu Lëtzebuerg a vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a Mobilitéit vun de fossile Brennstoffer an eis Kanner a Kandskanner wäerten eis eng Kéier dowéinst verfluchen: aus ekologeschen Ursaachen, aus ekonomeschen Ursaachen, mä och ganz kloer aus sozialen Ursaachen, well wann de Barrel Uelech eng Kéier 150 Dollar kascht, da gi mir, a si virun allem, awer gewuer, wat d'Pond Kiischte kascht.

Dass et awer och anescht geet, Här President, weisen eis, wéi esou oft, d'Skandinavier, an dësem Fall d'Schweden. A wann den Här Calmes et elo éinescht hei duergestallt huet, wéi wann et a kengem Fall méiglech wier a 15, 20, 25 Joer aus dem Pëtrol erauszeklammen, da wëll ech Iech vläicht Folgendes matdeelen: D'Schweden hu sech viru kuerzem d'Zil gesat a 15 Joer - Dir hutt richteg héieren -, 2020, komplett ouni Uelech eens ze ginn, ouni - an dat wëll ech betounen - op den Ausbau vun der Atomenergie ze setzen, mä op erneierbar Energien!

De Wee dohi gëtt vun engem Comité geplangt: mat Industrieller, Fuerscher, Baueren, Autobauer, Leit aus der Zivilgesellschaft. D'Beweggrënn fir déi schwedesch Regierung sinn emol net onbedéngt d'Kyoto-Iwwerleeungen, mä sinn déi ëmmer méi knapp Reserven u Pëtrol an d'Angscht virun enger katastrophaler Rezessioun, wann de Präis vum Uelech dann eng Kéier an déi Héichte klëmmt, wéi ech se elo grad geschildert hunn.

Dat nennen ech eng wäitsiichteg Politik, Här President, an de Wee zu dësem Zil wäert sécherlech och fir Schweden net einfach sinn, mä dat ass de Präis, fir a 15 bis 20 Joer gutt do ze stoen. Déi Gréng verstinn net, firwat mir et zu Lëtzebuerg net och fäerdeg bréngen esou e schwéieren, mä zukunftsfäege Wee ze goen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Roby Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Débat, dee mer den Owend, schonn zu virgeréckter Stonn, féieren, ass e ganze wichtegen Débat, well e beréiert d'Zukunft, net nëmme vun dësem Land, mä d'Zukunft vun der Mënschheet. Ech wëll awer probéieren, Här President, mam gudde Beispill virzegoen a mäin Otem esou effizient wéi méiglech anzesetzen,...

Une voix.- Très bien.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- ...dat heescht dat, wat ech soe wëll, an esou mann wéi méiglech Wierder eriwwerzebréngen. Dofir halen ech mech och net op mat de Konsequenze vun där globaler Erwärmung - ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gemaach. Ech hale mech och net op mat Iwwerleeungen iwwert den etheschen Aspekt, deen aus deem ervirgeet, datt 20% vun der Mënschheet praktesch 80% vun de weltwäite Ressourcë verbrauchen.

Ech wëll just soen, datt dat, wat mer hei diskutéieren, eng Verflichtung ass, déi mer '97 agaange sinn, datt dat eng Verflichtung ass, där mer mussen nokommen, aus där mer net erauskommen, déi mer och mussen aléisen, mä datt dat nëmmen en éischte Schrëtt ass en face vun där ganzer Problematik, déi net nëmmen heescht Energiemangel, mä an der Konsequenz vun eisem excessivë fossilen Energieverbrauch och Klimawandel, mat all deem, wat do hannendrun hänkt.

Här President, d'Aussiichten dat Zil, wat mer eis gesat hunn, zu deem mer eis engagéiert hunn, ze erreechen, sinn hei zu Lëtzebuerg gläich null, et sief da mer hätten de Courage ganz einschneidend Moossnamen ze ergräifen, zum Beispill eise Bensinspräis massiv eropzesetzen oder déi nei Kogeneratioun do ënnen zu Esch stëllzeleeën.

Wat maachen? Natierlech, an do sti mir och dofir an, Reduktioun hei am Land realiséieren, wou et verstännegerweis méiglech ass. Dee Projet, iwwert dee mer haut schwätzen, betrëfft déi aner Méiglechkeeten, nämlech Rechter ze kafen oder flexibel Mechanismen anzesetzen, déi sou genannt MDPen oder MOCen, a mir sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer déi Méiglechkeet hunn, well et wéi gesot net méiglech ass, déi Reduktioun vun annähernd fënnef Milliounen Tonnen an esou kuerzer Zäit hinzekréien.

Elo ass jo déi grouss Diskussioun, ob dat vertrietbar wär, ob dat richteg wär, ob dat moralesch wär. Ech war frou, de leschte Freideg aus beruffenem Mond, nämlech vum Här Professer Dokter Radermacher, ze héieren, datt, vu datt d'Klima weltwäit eis alleguer betrëfft, datt d'Klima global ass, datt am Fong geholl dat Wichtegst ass, déi Mëttelen, déi een asetzt, dee gréisstméigleche Rendement bréngen. Wou se de Rendement bréngen - ech rappeléieren et nach

eng Kéier, well d'Klima global ass -, spillt am Prinzip keng Roll. Dat ass jiddefalls och eis grondsätzlech Approche.

Et soll een déi Mëttelen, déi ëmmer limitéiert sinn, déi Mëttelen, déi een zur Verfügung huet, wou mer gefuerdert sinn eis esou vill wéi méiglech dofir anzesetzen, do asetzen, wou se am meeschte bréngen. A mir wëssen, datt eng Partie Länner, déi de Moment onheemlech Wachstumsraten hunn, dat awer op Käschte vun hirer Ëmwelt maachen, dat heescht, onheemlech vill fossil Energie dobäi asetzen, wat och an engem héije Mooss op d'Liewensqualitéit geet. Ech hat viru kuerzem d'Geleeënheet, a China ze sinn. Ech war frou, wéi mer Peking de Réck gekéiert hunn, well ee bal keng Loft méi kritt huet wéinst deem Smog, deen do war.

Ee Punkt an där Diskussioun ass deen: Däerfe mer Mëttelen, déi mer ageplangt hu fir eis Entwécklungshëllef, och gebrauchen an dësem Kontext? Ech weess, datt déi Allermeescht heibannen do eng zréckhalend Attitüd hunn. Mir, nodeem datt mer laang driwwer diskutéiert hunn, sinn awer zum Resultat komm, datt mer awer missten alles, wat iwwer eisen Engagement vun 0,7% vum BIP erausgeet, asetzen, vu datt déi aner Länner gréisstendeels wäit ënnert deem Seuil nach sinn. Ech mengen, et ass jo net esou, datt esou Projeten, déi och zur Effizienzsteigerung an deene Länner bäidroen, keng Entwécklungshëllef sinn. Et kann ee jo awer och, mengen ech, zwou Mécke mat engem Schlag do treffen. Mir gesi jiddefalls net an, datt een do soll méi helleg sinn, wéi de Poopst.

Et muss een och wëssen, datt dat alles, wat mir hei an den entwéckelte Länner maachen - ech mengen, mäi Virriedner oder Virvirriedner huet dat och gesot gehat -, déi ganz Ustrengungen, déi mer hei maachen, mat engem relativ héijen Opwand, bei wäitem net dat bréngen, wéi wann een dat emol quantitativement kuckt. Wat a Länner wéi China, Indien, Brasilien an esou weider de Moment passéiert u Steigerungen: Do kënne mer dergéint halen, mä dat leeft eis trotzdeem fort. Duerfir ass et eiser Meenung no och immens wichteg, datt ee just do, wou de Moment déi gréisste Steigerung stattfënnt, intervenéiert, fir dat ofzebremsen an, wie weess, zréckzefëieren.

Zu Lëtzebuerg selwer e puer Wuert. Mir hunn natierlech e gewaltegt Reduktiounspotenzial a mir mussen alles maache fir dat anzesetzen. Éischtens, d'Effizienzsteigerung: Ech kënnt och elo e ganze Virtrag driwwer halen, ech wëll et net maachen. Mä ech sinn awer nach wie vor der Meenung, datt mer zum Beispill am Verbrauch vun de Gefierer nach e grousst Reduktiounspotenzial hunn, dat genotzt muss ginn. Mir kënnen iwwert den öffentlechen Transport rieden esou vill wéi mer wëllen. Ech gleewen, datt et schwéier gëtt, fir iwwert dee Wee déi Reduzéierung erbäizefëieren, vun där mer alleguer dreemen. Déi eenzel Mobilitéit vun de Leit, dat kritt Der net ewech. Mä wat mer brauchen, ass en enormen technologesche Sprong beim Verbrauch vun de Gefierer: Deen ass dran!

Eisen Explosiounsmotor, deen ass jo esou eppes vun ineffizient, wann ee kuckt wat un Input un Energie drageet, wat herno u mechanescher Energie erauskënnt. Do brauche mer einfach, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä iwwerall, wierklech e Quantesprong an der Technologie, an do kënnt een eng ganz Rëtsch vu Beispiller opzielen, wou mer enorm vill kënnte maachen. Wa mer deen Effizienzsprong maachen, wann den Input un Energie dramatesch zréckgeschrauft gëtt, ech mengen, dann ass et och méiglech, mat aneren Technologien ze fueren, da kënnt ganz sécher hannendrun de Brennstoffzellenauto, an ech mengen, et kënnt een elo laang doriwwer…

Une voix.- Dee kënnt a 50 Joer.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech sinn iwwerzeegt, datt, wann d'Präisser vum Pëtrol esou evoluéieren, wéi et elo am Raum steet, et dann net méi esou laang dauert, well et ass jo alles eng Saach vum Incentive, vum Präis: Wat de Maart freet a wat de Maart brauch, gëtt gebaut - an da si mer do -; d'Reduktiounspotenzial insgesamt, och d'Isolatioun vun den Haiser an esou weider.

Ech muss awer och nach zum öffentlechen Transport ee Wuert soen. Ech weess net - d'Ufuerderunge gi jo nach ëmmer méi grouss -, wéi vill déi eidel Bussen, déi de ganzen Dag iwwert d'Land dohier pendelen, fir e puer Leit ze transportéieren,…

(Interruption)

…well mer wëssen,…

Une voix.- …dass se net eidel sinn.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- …datt jiddferee seet: Jo, wann den öffentlechen Transport soll fonctionnéieren, da muss de Bus och wéinstens all Stonn praktesch duerch all Uertschaft fueren, wou den Zuch net duerchfiert. Ech fäerte ganz, datt mer iwwert dee Wee méi fossil Energie verpolveren, wéi mer op där anerer Säit mat engem gudde Schinneverkéier erëm kënnen aspueren. Do muss och emol e bësse weider iwwerluecht ginn, wéi ee vläicht ka méi intelligent Solutioune fannen.

Dann d'alternativ Energien: Ech wëll just soen, et ass technesch alles machbar. D'Sonn spendéiert eis 3.000-mol méi Energie, wéi mer der insgesamt brauchen, souwuel fir eis Nahrungsmëttelproduktioun wéi fir all dat anert, wat mer un Energië brauchen. Mir brauchen et nëmmen technesch ëmzesetzen. Da feelen d'politesch Décisiounen, dat ass kloer, an do ass et wou et hänkt. Et muss een dann och de Courage hunn, et net esou wäit kommen ze loossen, bis et guer net méi geet - well da beweegt sech souwisou eppes -, mä am Fong geholl virun de Won lafen an déi Décisiounen huelen, déi musse geholl ginn.

Här President, d'Energiefro ass zur Schicksalsfro vun der Mënschheet ginn, virun allem duerch de Klimawandel. Mir hu keng Zäit méi ze verléieren, et ass net 5 vir 12, mä et ass 5 op 12. Mir gesinn et all Dag. Wa mer gesinn, wat mer eleng fir d'Stuermschied an dësen Zäite scho musse bezuelen; fir dat Geld kënnt ee schonn enorm vill maachen.

Ee Wuert nach heizou: Wann ee gesäit, wat d'Mënschheet de Moment an d'Rüstung investéiert - d'USA eleng investéieren iwwer 100 Milliarden Dollar all Joer an d'Rüstung! Ech hu beim Här Professer Radermacher gelies, datt fir d'Millenniumsziler ze erreeche bis 2015, mer exakt dee Betrag bräichten, fir all déi Länner, déi am Hannerdreiwe sinn, un déi Ziler erunzefëieren, a wann een dat mécht, da kritt ee jo och automatesch dann den Energieproblem mat an de Grëff.

Wär et net méiglech - vläicht kënnt dat klengt Lëtzebuerg jo emol eng Initiativ huelen -, fir eng international Konventioun ze initiéieren, wou all Land sech géing engagéieren, 50% vu sengem Rüstungsinvest an esou e Programm ze investéieren? Well wéi gesot, mir hu keng Zäit méi ze verléieren, et ass net 5 vir 12, et ass 5 op 12.

Une voix.- D'Amerikaner...

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Och Lëtzebuerg, Här President: Mir hunn e Gesetz gestëmmt, wou mer ronn sechs Milliarde Frang oder 120 Milliounen Euro an e Fliger investéieren, deen, realistesch gekuckt, fir d'Kaz ass. Well éier dee flitt, ass de Pëtrol schonn esou knapp ginn, datt et problematesch gëtt, fir e fléien ze loossen. Wat hätt ee mat all deem Geld, mat sechs Milliarden, bis 2017 scho kënnen hei zu Lëtzebuerg fir d'Reduzéierung vun eisem Energieverbrauch, fir d'Effizienzsteigerung an eisem Energiecomportement investéieren?!

Här President, ech kommen zum Schluss. Dëse Projet brauche mer, en hëlleft eis, fir an der Iwwergankszäit iwwert d'Ronnen ze kommen an eise Kyoto-Verflichtungen nozekommen, mä en entbënnt eis op kee Fall - an do stellen ech mech hannert alleguer déi, déi fuerderen, datt mer de Maximum maachen, datt mer e konkrete Programm brauchen, konkret Mesurë brauchen, fir och hei zu Lëtzebuerg de Maximum ze maachen - aus eiser Verflichtung. Aus deem Grond wäerte mir dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Goerens huet nach d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech hat am Fong geholl net wëlles, an déi Debatt hei anzegräifen, an ech wollt och kengem seng Planung fir den Owend duerchkräizen, mä ech wollt just ee Punkt hei awer kloerstellen. Ech hunn hei, wéi mer den éischten Allocatiounsplang fir de Kyoto den 31. Mäerz 2004 presentéiert hunn, ganz kloer gesot, wat ech och an der Tripartite deemools gesot hunn, datt mer e Reduktiounszil hätten, deem seng Héicht nach zum Deel an der Loft géing hänken, well et net sécher wier, wat fir eng Basis, datt géing zréckbehal gi fir d'Reduktiounszil ze rechnen.

Ech erkläre mech: Den Här Bodry - mat deem ech och doriwwer geschwat hunn a mat dem ech eens war, fir dat esou ze presentéieren - huet 1998 e Reduktiounszil vun 28% akzeptéiert. 28% vu wat? 28% vun dem Emissiounspotenzial vun 1990. Wat war dat? Waren et 12,5 Milliounen Tonnen oder waren et 14 Milliounen Tonnen. Mir sinn dovun ausgaangen, datt et 14 Milliounen Tonne wieren. Den Här Bodry huet nämlech säin Accord 1998 ginn, well en dovun ausgaang ass, datt ronn 14 Milliounen Tonnen am Joer 1990 émettéiert goufen.

Dat do ass net anodin, well 72% Emissiounsrechter vu 14 Milliounen Tonnen ass eppes anescht wéi 72% Emissiounsrechter vun 12,5 Milliounen Tonnen. An déi Differenz kënnt dohier, well et nämlech an der Ëmweltverwaltung verpasst gi war, fir de richtege Koeffizient ze applizéieren op der Ëmrechnung vun den Héichuewegasen op CO_2-Equivalenter.

Dofir konnt den Här Bodry net, dofir konnt keen, dee virun him do war, an och keen, deen no him d'Verantwortung an deem Ministère huet. Ech wollt nach eng Kéier betounen, dass dat hei ganz kloer gesot ginn ass - ganz kloer - wou deemools eng Partie Deputéierte waren an och Netdeputéierten, déi dat hei héieren hunn.

Mir sinn dovun ausgaangen, datt mer am Intérêt vum Land sollen déi politesch Ausso, déi den Här Bodry deemools gemaach huet, respektéieren; an dat Reduktiounszil, wat hien deemools annoncéiert huet zu Bréissel, ass op Grond vu sengem deemolege Kenntnisstand zustane komm.

Dat ass emol dat Éischt wat ech soe wollt. A menges Wëssens no huet d'Regierung dat do Zil bis elo jiddefalls nach net opginn, fir nach ëmmer fir déi 72% Emissiounsrechter vu 14 Milliounen Tonnen ze kämpfen. De Minister kënnt jo duerno, da kann hien eis jo soen, wat hien dovunner hält.

Dat Zweet - och zur Klärung vun de Begréffer -, wat ech wollt soen, ass: Mir haten hei e Konsens fir mat de Suen, déi am Entwécklungsbudget stinn, Entwécklungspolitik ze maachen. Schonn eleng op Grond vun der Method, déi de Comité d'aide au développement vun der OCDE applizéiert, kënnen déi Suen net gebraucht gi fir aner Saachen ze maachen, à moins datt ee vun deem Budget Suen ewechhëlt an da kritt een déi net als éligibel gëlle gelooss au titre vun der Aide publique au développement.

Hei hu fënnef Parteie gesot, si wiere bereet op 1% ze goen an ech wier och frou wa mer dee Konsens kéinte bäibehalen. Ech hunn op Grond vun den Interventiounen, déi elo gemaach goufen, net méi d'Gefill, datt dat nach eng konsensfäeg Positioun wier.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Här Minister Lux, wann ech gelift.

Ech wollt direkt nach ernimmen, dass mer nom Här Minister net ofstëmmen. D'Ofstëmmen ass mar de Mëtten um Ufank vun der Sëtzung oder nom éischte Projet de loi.

(Interruptions diverses)

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt um Enn vun dëser laanger Debatt probéieren, net aus mangelndem Respekt virun dem héijen Haus, fir net op all Froen, all Suggestiounen, all Bemierkungen, déi de Mëtten hei gemaach si ginn, anzegoen. Ech mengen, dass et déi nächst Wochen a Méint Geleeënheete wäert ginn, no dem Ofschloss vun de Workshopen, déi mer maachen, beim Virleeë vun der Potenzialstudie, déi mer amgaang si mam Professer Ewringmann a sengem Institut ze maachen, fir dat parlamentaresch ze beuerteelen an dann och Réckschlëss fir d'Zukunft ze ginn.

Ech kann och dat meescht, wat de Mëtten hei gesot ginn ass, souwuel wat d'Vergaangenheet ubelaangt, wéi och déi schéin Ausflich an déi paradisesch Zoustänn, déi de Kolleeg Camille Gira hei gemaach huet, gradesou ënnerschreiwen, wéi och villes, wat fir d'Zukunft gesot ginn ass.

Ech hu just ee Punkt, wou ech net d'accord sinn a wou ech onmëssverständlech och direkt am Ufank wëll soen, dass ech déi Aschätzung, déi de Kolleeg Gira hei gesot huet, net deelen. Déi Bemierkung, dass de Vote vun dësem Projet bedeit, dass mer definitiv et opgi fir duerch national Ziler eis Engagementer am Kyoto-Prozess ze erreechen an dass dat eng onmoralesch Décisioun ass, déi muss ech ganz schaarf zréckweisen.

Ech mengen, dass mer an deene leschte Méint versicht hu fir an enger ganzer Rei vun Décisiounen ze weisen, dass et eis eescht gemengt ass fir prioritär, awer wierklech prioritär, dofir ze suergen, dass mer net eleng iwwer flexibel Mechanismen eis fräikafe ginn, mä dass mer duerch inlännesch, national Moossname wëllen dofir suergen, an dass mer hei zu Lëtzebuerg wëllen ufänken.

Dat ass domadder ugaangen - an Dir misst dat, Här Gira, am beschte wëssen -, dass dës Regierung déi éischt Regierung war, déi akzeptéiert huet, eng Motioun vun deene Gréngen, déi hei während Joren agereecht ginn ass, fir eng Kéier eng transparent, seriö Analys iwwert de Phenomeen vum Tanktourismus ze maachen, virzehuelen. Dat ass weidergaangen doduerch, dass mer ganz schnell am Dezember 2004 hei d'Direktiv Kyoto emol ratifizéiert hunn, dass mer dem Professer Ewringmann d'Potenzialstudie an Optrag ginn hunn, dass mer dat fräi gemaach hu mat allen Décideuren dobaussen, mat den ONGen, mat de Betriber, mat de Chambres professionnelles, mat jiddferengem an de Workshopen, dee bereet war fir dorunner matzeschaffen.

Ech mengen och, dass mer beim öffentlechen Transport awer mussen zur Kenntnis huelen, dass mer an de Budgeten 2005 an 2006 fir d'éischte Kéier säit laange Joren am Fonds du rail méi Investitioune virgesinn hunn an tätege wäerten, wéi am Fonds des routes. Dat ass laang ëmmer hei gegäisselt ginn an esou virun, mir mussen dann awer vläicht eng Kéier akzeptéieren, dass dës Regierung d'Prioritéit setzt op den öffentlechen Transport, mat all deene Moossnamen, déi op deem Gebitt virgesi sinn. An den Här Goerens weess dat, well a senger Strategie, déi hien 2000 am Mee scho virgeluecht huet, waren eng ganz Rei vu Moossnamen. Sécher ass d'ökologesch Besteierung vun den Autoen näischt, wat onbedéngt dobausse bei jiddferengem op grouss Begeeschterung stéisst.

Dir musst awer zur Kenntnis huelen, dass fir d'éischte Kéier de Finanzministère an den Ëmweltministère an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp amgaange sinn dat doten ze preparéieren, fir dass et den 1. Januar 2007 kann ëmgesat ginn an dass mer, wann ech d'Buergermeeschtesch vun Esch hei viru mer gesinn, beim Ausstousse vun der Wäermt, déi bei der TWINerg produzéiert gëtt, fir d'éischte Kéier elo iwwert d'Schafe vun der Sudcal et fäerdeg bréngen, dass mer dat fir d'Frichen a fir d'Urbaniséierung vun de Frichen notzen an net einfach esou an d'Loft erausstoussen.

An ech menge schlussendlech, dass mer musse gesinn, dass um Niveau vun dem neie Förderregime fir d'erneierbar Energien, ech honnert Mol den „mea culpa" gemaach hunn, dass mer an déi Situatioun gerode sinn, dass mer den 1. Januar 2005 kee Regime haten an dass ech deen Éischte sinn, deen dat bedauert huet, dass dat esou war.

Ech kann lech awer soen, dass ënnert deem neie Regime, wou mer virun allem drop Wäert geluecht hu fir thermesch Solaranlagen ze förderen, méi staark wéi d'Fotovoltaik, well et eiser CO_2-Bilanz eppes bréngt, dass mer virun allem e ganz staarken, vill méi staarke wéi an iergendengem vun eise Länner ronderëm, Förderregime maache fir Passiv- an Energiehaiser a fir den Assainissement vu bestoenden Haiser.

An ech muss lech och soen - an ech sinn dofir kritiséiert ginn -, dass jo eng Deckelung an dem Regime virgesi war, fir ze soen: Mir mussen oppassen, dass dat eis finanziell net erëm aus dem Rudder geréit. An dunn hu mer jo 200 Haiser, 300 Appartementer gedeckelt. Dat ass zum Deel zurecht kritiséiert ginn, mä ech kann lech soen, dass d'Zuelen haut weisen, dass mer déi Deckelung, déi mer do dragesat hunn, wäit wäerten iwwerschreiden, dass vill méi Demanden haut schonn do si fir Niddregenergiehaiser a Passivhaiser.

An ech kann lech och soen - ech hoffen, dass Dir dat awer och da positiv zur Kenntnis huelt -, dass d'Regierung leschte Freiden décidéiert huet, fir kuerzfristeg de Règlement grand-ducal ze änneren an d'Deckelung op all deene Gebidder do opzehiewen an all déi Förderungen do ze maachen.

Ech wëll also domadder soen, dass keen eis hei soll de Virworf maachen, wéi wa mer an deene leschte Méint net gewisen hätten, duerch eng ganz Rei vu konkreten Initiativen an Décisiounen, dass mer net onmoralesch eis wëlle fir all eis Engagementer iwwert de Wee vu flexibele Mechanismen fräikafe goen; dat ass net wouer.

An zweetens wëll ech och ëmmer erëm soen, dass de Kyoto-Protokoll - an dat ass zum Schluss hei vum Kolleeg Mehlen nach eng Kéier gesot ginn - a senger Method flexibel Mechanismë virgesäit. Ech si jo och der Meenung, dass mer dat prioritär hei solle maachen, mä et soll een awer net soen, wa mer mar 30, 40 an och vläicht 50% mussen iwwer aner Weeër goen, dass dat onmoralesch ass.

Neen, dat ass e feste Bestanddeel vun deem, wat d'Diskussiounen zu Kyoto waren, well: Wéi si se entstanen? Si sinn entstanen, well d'Entwécklungslänner zu Kyoto verlaangt hunn, fir ouni weider soss Engagementer Sue vun eiser industrialiséierter Welt, zu Recht, an e Fong ze kréien, wou si da géingen décidéieren, wat se mat deene Sue géife maachen. A well dat d'Industrielänner net wollten akzeptéieren, dee Blankoscheck, sinn d'flexibel Mechanismen entstanen, fir ze soen: Mir si bereet ze investéieren, mä da muss et verbonne si mat dem Zweck vum Kyoto-Protokoll, nämlech Engagementer um Niveau vun der Erofsetzung vun den CO_2-Emissiounen. Dat war de Bestanddeel vun där Diskussioun, déi deemools gefouert ginn ass, an déi zu de flexibele Mechanisme gefouert huet.

Duerfir, mengen ech - an dat sinn déi zwou eenzeg Saachen, déi ech den Owend hei soe wëll -, mir sollten elo déi Potenzialstudie schnell zu Enn bréngen. Elo laang ze diskutéieren, ob mer dat scho viru siwe Joer, viru fënnef oder viru véier Joer hätte maache sollen, bréngt eis elo net virun. Ech mengen, mir musse se elo schnell zu Enn bréngen.

Ech kann lech soen, dass mer den 3. Abrëll an engem Workshop den Ofschloss vun den Diskussioune wëlle maachen. D'Regierung ass sech a villem eens, wat mer maache wëllen. Eenzel Iwwerraschunge wäert och Dir, Här Gira, zum Beispill an der Fro vum Tanktourismus nach an eise Propositioune kréien, wa mer se op den Dësch leeën. Mir sinn eis eens den 3. Abrëll dee Workshop ze maachen. Ech mengen, mir sinn eis driwwer eens, dass de Statsminister a senger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun, den 2. Mee hei an der Chamber, och en Ufanksdeel vun éischte Mesuren an der Potenzialstudie wäert ukënnegen, fir kloerzemaachen, dass dat de Wee ass, dee mer goe wëllen.

An dann zu der Direktiv hei nach eng Bemierkung. Och do hate mer déi Diskussioun mat den ONGen iwwert d'Froen Deckelung am Gesetz vu 50%, Kritären an d'Gesetz, e Comité mat den ONGen, fir mat deenen ze diskutéieren, an d'Gesetz. Ech mengen, och do hu mer eng Décisioun geholl, déi parfaitement kompatibel ass mat deem, wat de Kyoto-Protokoll a wat och d'Kommissioun zu Bréissel seet. Si seet ganz prezis: Maacht eng Deckelung. Wann Der eng maacht, maacht se am Allocatiounsplang an diskutéiert se mat de Betriber.

Mir mussen an deenen nächste Wochen a Méint mat den Entreprisen, dat hu mer an engem Workshop virun zwou Wochen ugefaangen, doriwwer diskutéieren. Mir musse mat Bréissel diskutéieren. Ech kann och dem Charel Goerens hei vun dëser Plaz aus soen: Mir wëllen op Bréissel goe mat der Zilsetzung fir iwwer 12,5 Milliounen ze diskutéieren. Mir wëssen net, ob mer domadder Erfolleg wäerten hunn, mä mir sinn der Meenung, dass 12,5 Milliounen als Deadline dee richtege Chiffer ass, an dee wëlle mer och zu Bréissel diskutéieren. Dass dat keng einfach Diskussioune wäerte ginn, däers si mer eis bewosst.

Mir wëllen och zu Bréissel kloer maachen, dass mer spezifesch Situatiounen hunn, dass den Undeel vun deene 5,5 Milliounen Tonnen, eleng iwwert den Export vum Sprit, dass dat eng ganz spezifesch Situatioun fir Lëtzebuerg ass. Mer hätte gären, dass Bréissel dat zur Kenntnis hëlt. Mir wëllen och hunn, dass Bréissel zur Kenntnis hëlt, dass…

Une voix.- ..., dat ass och eng spezifesch.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech mengen, wa virdrun déi Chiffere genannt gi sinn, wou gesot ginn ass, den Export vum Sprit an den Import vum Stroum hu sech do d'Gewiicht gehalen, wësse mer awer haut…

Une voix.- 1997.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- 1997! Mä, ech mengen, wa mer awer elo - 1997 ass dat richteg -, mä wa mer d'Zuelen awer huele vun 2005, da wësse mer, dass den Export vum Sprit largement deen dépasséiert vun deem, wat den Import vum Stroum zu Lëtzebuerg ausmécht. Ech mengen, do kënne mer esou vill studéiere wéi mer wëllen, et ass evident, dass do bei 5,5 Milliounen Tonnen, eleng aus dem Export vum Sprit, dass dat ganz evident an déi Richtung geet.

A mir wëllen déi Spezifissitéiten zu Bréissel ufléieren, och wat d'Situatioun vun TWINerg ausmécht, wat a sech eng ökologesch sënnvoll a richteg Mesure ass, déi eis awer 1,1 bis 1,2 Milliounen Tonnen Emissiounen eleng an eisem Potenzial ausmécht. Déi Spezifissitéiten, déi iwwregens duerch de Kolleeg Charel Goerens 2002 am Conseil, wéi d'Direktiv definitiv arrêtéiert ginn ass, jo an enger Annotatioun vu Lëtzebuerg och en bas de page bäibehale gi sinn, an esou virun, mä eis dat awer näischt genotzt huet, well d'Kommissioun awer net méi wéi dat doten zur Kenntnis wollt huelen. Déi Diskussiounen, mengen ech, musse mer also zu Bréissel féieren. Duerfir soen ech: Loosst eis an dem Allocatiounsplang déi Deckelung mat den Entreprisen a mat der Kommissioun diskutéieren.

Huelt awer, mengen ech, zur Kenntnis, dass dës Regierung an och de Kyoto-Comité an ech selwer op sinn zu all Moment, fir mat den ONGen ze kucken, wat fir eng Projete mer maachen, dass se solle sënnvoll sinn. Duerfir, mengen ech, muss een awer soen, dass den Agrément vun engem Projet jo näischt ass, wat een nëmmen zu Bonn mat engem Bréif matdeelt a seet: Mir hunn elo e Projet am El Salvador gemaach, 500.000 Tonnen, huelt dat wann ech gelift zur Kenntnis a rechent eis déi un.

Esou geet et jo net! Dat ass eng ganz haartnäckeg Analys vun de Projeten, déi do gemaach gëtt. Déi ginn op Häerz an Niere gepréift, ob se allen ekologeschen nohaltege Kritären entspriechen, ob se net am nukleare Beräich stattfannen, ob se net an deenen an deene Beräicher stattfannen.

Ech mengen, mir kënnen net einfach duerch d'Welt mat der Scheckkaart goen a soen: Hei e puer Tonnen an do e puer Tonnen, an esou virun. Esou geet et jo a Wierklechkeet net. Duerfir vläicht awer e bësse Vertrauen, dass an deem Prozess do dat seriö gekuckt gëtt an dass de Kyoto-Comité an de Ministère zu all Moment bereet sinn, souwuel iwwert d'Deckelung dann am Allocatiounsplang, wéi och iwwert d'Kritäre mat den ONGen a mat all deenen, déi dat wëlle maachen, ze diskutéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Ah! Den Här Goerens huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech wollt just nach eng Kéier vum Minister wëssen, ob hien sech elo op 72% vu 14 Milliounen Tonne baséiert zu Bréissel oder op 12,5.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- 12,5.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dat heescht, Dir verdeedegt déi zéng Milliounen net méi?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Mir verdeedegen zu Bréissel 12,5 Milliounen Tonnen.

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo, neen. Här President, ech hu mech vläicht net kloer ausgedréckt. Wann een 72% Emissiounsrechter huet vun eppes iwwer 14 Milliounen Tonnen,…

Une voix.- 10,08.

M. Charles Goerens *(DP).*- …da kritt een der herno zéng Milliounen eraus. Wann een 72% verdeedegt vun 12,5 Milliounen Tonnen,…

Une voix.- Dann néng.

M. Charles Goerens *(DP).*- …kritt een néng Milliounen Tonnen eraus.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir haten deemools zéng Milliounen Tonnen Output verdeedegt. Wann ech lech sënngemëiss verstinn, mengen ech, wollt Der soen zéng Milliounen Tonnen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Voilà! Merci.

M. le Président.- Merci, fir déi Kloerstellung.

Ech wollt just soen, wann ech d'éineschter gesot hunn, dass mer muer ofstëmmen, dann ass dat, well d'Presidente vun de Fraktioune gesot hunn, et géif muer ofgestëmmt ginn. Mir proposéiere muer nom éischte Projet ofzestëmmen, net um hallwer dräi, mä nom éischte Projet. An ech soen lech alleguerte Merci, dass Der esou laang hei bliwwe sidd.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.49 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Questions urgentes N°920 de M. Jean Huss, N°921 de M. Claude Meisch et N°922 de M. Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire

3. Dépôt d'une résolution

4. 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution

(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premiers votes constitutionnels)

5. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;
2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et
3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

(Rapport de la Commission juridique - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;
- à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;
- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;
- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

(Rapports de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

11. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, ech maachen et net gär, Här President, fir iwwert den Här Boden ze fueren, mä ech hunn…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une seconde voix.- Oh, dat ass awer nei!

Une autre voix.- Wéi dann?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn d'Autorisatioun…

M. le Président.- Här Minister, wat hutt Der um Häerz?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn d'Autorisatioun vum Grand-Duc, am Numm vun der Regierung de Projet de loi ze deponéieren, deen d'Konditioune soll vereenheetlechen, wat de Verkaf vun Alkohol u Jugendlecher soll regelen. Dat heescht, an Zukunft soll et verbuede ginn, Alkohol u manner wéi 16-Jähreger hei zu Lëtzebuerg, ouni Ënnerscheed vun de Points de vente, ze verkafen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun deem Projet, dee mer un déi zoustänneg Kommissioun wäerte verweisen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut de Mëtten Drénglechkeets-…

(Brouhaha général)

Wann Der vläicht wëllt kuerz Är Opmierksamkeet widmen, fir d'Froe vun deenen Häre Jean Huss, Claude Meisch an Aly Jaerling iwwert d'Gefligelgripp!

D'Regierung wëllt haut de Mëtten direkt op déi dräi Froen äntwerten, déi agereecht gi sinn. Et wäert den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden sinn, an den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo, déi äntwerten.

D'Auteure vun de Froen hu jiddferee fënnef Minutten Zäit, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. Vu dass awer déi dräi Froe sech ëm datselwecht Thema handelen, denken ech, dass mer den integrale Sputt, deen dat heite géif mat sech bréngen, nämlech annerhallef Stonn Diskussioun, net brauchen auszeschöpfen an dass deementspriechend souwuel d'Auteure vun de Froe wéi d'Regierung sech an normalen Délaië wäerte bewegen, fir déi Froen hei iwwert d'Bühn ze kréien.

Déi éischt Fro war erakomm vum honorabelen Här Huss. Duerfir huet hien och als Éischten d'Wuert, fir seng Froe virzedroen.

2. Questions urgentes N°920 de M. Jean Huss, N°921 de M. Claude Meisch et N°922 de M. Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire

Question urgente N°920

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat d'leschten Hiersch erwaart ginn ass an och befaart ginn ass, dat schéngt lues a lues ëmmer méi anzetreffen, wat déi sou genannte Vullegripp ubetrëfft. An deene leschte véier, fënnef Deeg si mer iwwert d'Medië gewuer ginn, datt et an enger ganzer Partie vun europäesche Länner - ënner anerem Italien, Éisträich, Däitschland, gëschter och Dänemark - zu éischte Fäll komm ass vun der sou genannter Vullegripp, haaptsächlech bei Schwanen oder bei Schwän.

Dat weist, datt d'Problematik a Westeuropa ukomm ass an datt se eventuell an den nächsten Deeg, oder, et weess een net, vläicht och emol eng Kéier kéint hei zu Lëtzebuerg ukommen, wat mat sech géif bréngen, datt mer gewappnet musse sinn, fir där Epidemie, wann et dann eng sollt ginn, entgéintzewierken.

An deem Kontext, mengen ech, datt et wichteg wier - an ouni déi geréngste Form vu Panik wëllen an där doter Fro ze maachen, well et ass keng Panik ubruecht, mä Wachsamkeet ass awer ubruecht -, datt vun der Regierung a vun de betraffene Ministèren eng sachlech, awer emfaassend Informatioun iwwert d'Problematik géif kommen. Ech ginn do dervun aus.

Ech soen elo net hei, datt bis elo keng Informatioun gemaach gi wier, well et ass Informatioun gemaach ginn. Ech mengen awer, datt grad hei d'Chamberstribün eng Tribün ass, wou et wichteg ass, iwwert dës Problematik ze schwätzen, grad och hei. Duerfir hunn ech dräi Froen, déi ech wëll kuerz hei virbréngen:

Eng éischt ass déi par rapport zu de preventive Moossnamen insgesamt, déi d'Regierung ergraff huet beziehungsweis nach wëllt ergräifen, fir enger eventueller Gefor entgéintzewierken. Dat ass méi eng allgemeng Fro, déi der Regierung awer dann d'Méiglechkeet gëtt, nach eng Kéier hei op déi Saachen anzegoen.

An dann hunn ech zwou méi spezifesch Froen, déi sech bezéien, déi eng op d'Stallflicht vun den Hénger a vum Gefligel, wat am Fong eng ganz kuerz Fro ass, nämlech déi, firwat datt et dann nach bis den nächste Méindeg dauert, bis hei a Lëtzebuerg dann och déi Stallflicht agefouert gëtt?

Wann de Risiko an de Länner ronderëm eis do ass, a wann an enger Rei vun eisen Nopeschlänner, notamment Däitschland, scho vu muer de Moien un déi Stallflicht fir Hénger besteet, dann hätt ee sech kënne virstellen, datt dat och méi fréi gemaach hätt kënne ginn hei zu Lëtzebuerg, amplaz nach véier, fënnef Deeg bis e Méindeg elo ze waarden. Ech géif gär wëssen, wat d'Ursaachen derfir sinn, datt bis e Méindeg do gewaart gëtt?

An dann déi zweet, méi spezifesch Fro, déi ech wëllt stellen, déi awer fir mech méi wichteg ass, well dat mat der Informatiounspolitik a mat der Kommunikatiounspolitik vun der Regierung ze dinn huet: Do geet et ëm e Communiqué, dee gëschter erauskomm ass an dee sécherlech gutt gemengt war, wou gesot gëtt, de Problem vun der Vullegripp, wa se géif opdauchen, wier dann eng Affär vun der ganzer Kollektivitéit, vun alle Leit.

Da gëtt en Opruff verfaasst an deem Communiqué, deen och iwwert de Radio de Moie gaangen ass, datt d'Leit alleguerte sollen oppassen, d'Jogger, d'Spadséiergänger, mä awer och d'Leit, déi an de Bëscher schaffen, d'Fierschter an esou virun, fir ze kucken, méiglechst schnell Wëllvigel ze entdecken, wa se gestuerwe sinn, fir ze kucken, ob et sech net ëm e Fall vu Vullegripp do géif handelen. An da sollen déi Leit alleguerten der Veterinärsinspektioun dat mellen. Bis dohinner fannen ech dee Communiqué ganz gutt. Dat ass an der Rei. Sou soll dat geschéien. Et ass jiddfereen an deem Sënn betraff: Wann een eppes gesäit, da soll een et mellen.

Zweetens, steet dann awer derbäi, d'Leit selwer, déi sollen dann déi doudeg Wëllvigel, déi se do entdecken, huelen. Si sollen eventuell heemgoen - den Jogger soll heemgoen, Plastikshändschen undoen an eng Plastikstut siche goen, an da selwer deen doudege Wëllvugel apaken an déi Plastikstut, an da selwer an de Laboratoire domadder fueren!

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- An do mengen ech awer, och wann dee Communiqué gutt gemengt war, datt dat awer eng Aart a Weis ass, oder e Wee ass, deen a mengen Aen net dee sënnvollste Wee ass.

Net nëmme well d'Leit eenzel solle gezwonge ginn, dann déi doudeg Wëllvigel do an de Laboratoire oder an d'Veterinärsinspektioun ze féieren. Net nëmmen dat! Mä de Problem ass, datt do awer e gesondheetleche Risque kann domadder verbonne sinn!

De Problem ass esou: Am Moment gëtt zwar nach gesot, datt vu Wëllvigel kee Fall bekannt wier vun der Iwwerdroung vum Virus op de Mënsch. Am Moment nach! Am Moment ass nach keen entdeckt ginn. Dat wëllt awer net alles heeschen. Wa mer wëssen, wéi schnell esou e Virus mutéiere kann, wësse mer net, ob net och vu Wëllvigel, wéi an den asiatesche Länner oder wéi an der Türkei, vun normalen Hénger de Virus och op Mënschen iwwergesprongen ass.

Duerfir fannen ech et trotzdeem e wéineg aventuristesch de Leit ze soen, si solle selwer Händsche siche goen an dann déi doudeg Wëllvigel an eng Plastikstut maachen an dann an de Laboratoire droen. Ech mengen, dat kann a mengen Aen nach net de Wee sinn!

(Interruption)

Eis Fro, déi mir do stellen, ass, ob se net, wa Leit esou eppes entdecken - ob dat elo Spadséiergänger sinn oder Bëschaarbechter oder egal wien et ass -, dann zwar de Fall solle mellen, mä datt wierklech d'Oprafe vun deem Vull an dat Transportéieren an de Laboratoire, fir d'Analysen ze maachen, awer misst vu spezialiséierte Servicer gemaach ginn, vu Services d'urgence. Ech mengen, dat wier eng Saach, déi awer méi sënnvoll wier.

Ech wollt do de Minister oder d'Ministere froen, ob se net bereet wieren, do un deem Communiqué eppes ze redresséieren, fir de Leit eng aner Kommunikatioun an deem dote Sënn ze maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als Nächsten huet d'Wuert den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch!

Question urgente N°921

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass aganks gesot ginn: Meng Fro urgente, déi ech gestallt hunn am Laf vum Moien, betrëfft déiselwecht Problematik, och déi vun der sou genannter Vullegripp, wou mer héieren, datt se lues a lues méi no kënnt, een europäescht Land nom aneren eigentlech e Fall muss mellen, an datt et jo eigentlech e Wonner wär, wa Lëtzebuerg net à moyen terme dovunner betraff wär.

Duerfir stelle sech d'Froe ganz akut: Wéi reagéiere mer? Wéi informéiere mer d'Leit? Wéi kucke mer preventiv ze handelen, éier mer konkret Fäll hei zu Lëtzebuerg ze vermellen hunn?

Meng Froe si begrënnt op därselwechter Suerg, déi den Här Huss och hei exposéiert huet. Also stellen ech och am grousse Ganzen déiselwecht Froen. Dat heescht also: Wéini ass konkret mat enger Stallflicht ze rechnen? Firwat net och schonn am Laf vun dëser Woch? Firwat musse mer bis den 20. - also d'nächst Woch - waarden, bis hei zu Lëtzebuerg och eng Stallflicht fir d'Gefligel géing herrschen, well mer héieren, datt an Däitschland an a Frankräich déi schonn dës Woch, op d'mannst zum Deel, géing obligatoresch ginn?

An da läit eis ganz besonnesch d'Informatioun un d'Leit um Häerz, well mer keng Panik wëlle maachen op där enger Säit, well mer awer konkret an objektiv wëllen informéieren, fir datt d'Leit wëssen, wa se dee geréngste Soupçon vun engem Fall hunn, wie se informéieren, a virun allem, wéi se domadder ëmginn.

Do ass et awer eis gradsou gelunge virkomm, datt et un de Leit selwer ass, fir dann déi Kadaver anzepaken an op d'Veterinärsinspektioun ze féieren, fir datt do herno eng Analys ka gemaach ginn. Virun allem wa mer héieren, datt am Ausland am héchste Mooss gewarnt gëtt, fir iergendwéi mat deene Kadaver a Kontakt ze kommen, well awer net ausgeschléissen ass, datt eng Gefor kéint bestoe vun enger Ustiechung.

Duerfir stelle mer déi Fro, firwat mer hei zu Lëtzebuerg en anere Wee, och an der Informatioun un d'Biergerinnen an d'Bierger, gaange sinn, wéi dat am Ausland de Fall war, a firwat mer net och hei konkret de Leit gesot hunn an de Service ugebueden hunn: Wann Der e Fall fannt, wou Der e Soupçon hutt, informéiert deen an dee Service, dee këmmert sech dodrëms, an net d'Leit encouragéiert hunn, sech dann herno nach mat deem Kadaver mussen ausenaner ze setzen. Mir fäerten och, datt mer do géingen herno vläicht de Risiko ze grouss maachen, fir datt deen een oder deen aneren eng Suite dovunner kéint erleiden. Dat waren déi konkret Froen, déi ech un de Minister hat.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling!

Question urgente N°922

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Bon, Merci, Här President. Am Fong ass schonn alles gesot ginn, dat heescht d'Problematik ass opgeworf ginn, esou wéi se ausgesäit. Ech hunn an där Informatioun, déi do erauskomm ass, eng geféierlech Bagatelliséierung vum Problem gesinn, wann een einfach seet, dass sech d'Bierger da solle selwer ëm dee Kadaver këmmeren, Händschen undoen an dann an eng Tut maachen, wou jo awer d'Leit net op esou Saache virbereet sinn.

Ech hätt éischter léiwer gehat, wann déi Informatioun gewiescht wier: Loosst déi Kadaver leien a rufft direkt d'Veterinärsinspektioun un, an zwar esou séier wéi méiglech. A wann dann och nach an där Informatioun drasteet, dass een d'Veterinärsinspektioun awer just soll an de Bürosstonnen uruffen, da schéngt dat mer awer, bei der Geféierlechkeet vun deem Problem do, eng liicht Bagatelliséierung ze sinn, wéi wann domadder wëllt gesot ginn: Oh, loosst se emol leien oder paakt se emol an, huelt se mat heem, leet se an de Frigo, bis dann e Veterinär sech virun drëm këmmert.

Also, esou kann et awer net fonctionnéieren! A wann aner Länner sech effektiv eeschthaft Suergen doriwwer maachen - mir wësse jo wéi d'Leit reagéieren: Huelt se mat, Dir fannt se samschdes mëttes, maacht se an eng Plastikstut, huelt se mat heem, loosst d'Kanner nach e bëssen domat spillen, a méindes wäert da schonn ee se siche kommen.

(Brouhaha général)

Ech mengen, esou kann et net fonctionnéieren. Dofir soen ech, dass dat do wierklech eng Informatioun war, déi zumindest net glécklech war a wou et onbedéngt noutwendeg wier, dass eben, well déi akut Gefor besteet, et eng Interventiounsgrupp misst ginn, déi direkt zu all Moment, zu all Stonnzäit kéint reagéieren an dohinner kommen, well dat Déier, dat do läit, ka jo och nach vun aneren Déieren, mat anerem Gefligel a Beréierung komm sinn, an dann ass et awer, géif ech mengen, héchst Zäit fir ze reagéieren.

Ech hat och schonn am Virfeld eng Kéier eng Fro gestallt iwwer eng Quarantänstatioun, wat d'Aféiere vu Gefligel iwwert de Flughafen ugeet. Dunn ass mer gesot ginn, dass do esou eng Statioun ass, mä dass mer awer soss näischt hei am Land hunn, fir eventuell och emol Gefligel, wou eng Gefor besteet, net direkt ofzeschéissen, mä och emol eng Kéier kënnen a Quarantän ze huelen an dann emol ze kucken, ob effektiv do eppes drun ass an och effektiv kënnen Ënnersichungen ze maachen, ob een da vläicht Ursaache kënnt erausfannen. Déi hu mer och net.

Dat heescht also, meng Fro ass déi: Wär et net sënnvoll, fir eng Interventiounsgrupp ze maachen, wou d'Leit sech awer kënne 24 Stonnen op 24 Stonne mellen, fir de Kadaver, wa se ee fannen, och wann näischt drun ass, kënne sichen ze goen?

Op där anerer Säit awer och, wa mer scho soen, mir mussen d'Gefligel elo aspären oder esou, a wann eng Gefor do ass, ob et net ass, fir fir d'éischt emol ze kucken, wann eng Gefor ass, eng Quarantänstatioun ze huelen, fir da genee ze ënnersichen, ob dann och eppes drun ass, an dann eréischt hinzegoen an de ganze Stall ofzeschluechten. Ech géif mengen, datt dat och am Intérêt wär vun enger sënnvoller Preventiounscampagne.

Dofir wär ech frou, wann ech déi Froen hei beäntwert krit.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Fir d'éischt huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden d'Wuert. Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt emol hei d'Statssekretärin Octavie Modert entschëllegen. Dir wësst, datt zënter dem 20. September vum leschte Joer si d'Kompetenz iwwerdroe kritt huet, wat d'Veterinärsinspektioun an och de Veterinärslabo ubelaangt.

Si huet sech also ganz intensiv ëm dës Problematik bekëmmert. Si huet zesumme mat dem Gesondheetsministère a mat anere Gremien an och an der Europäescher Gemeinschaft versicht, fir preventiv Moossnamen ze ergräifen an ze kucken, datt mer prett sinn, am Fall wou mer eventuell géife konfrontéiert gi mat engem Fall vu Vullegripp, wat bis elo nach net de Fall war.

Ech deelen d'Suerg vun all deenen, déi sech Gedanke maachen iwwert d'Verbreedung vun der Vullegripp. Ech wëll awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt d'Vullegripp eng Gripp ass vu Vigel, vun Déieren, net vu Mënschen, an dass bis elo nëmme Leit dorunner gestuerwe sinn, déi e ganz enke Kontakt hate mat Vigel, déi vun der Vullegripp betraff waren, an dat ënner hygienesche Konditiounen, wéi dat normalerweis hei an Europa net dierft de Fall sinn. Et gëtt och nach kee Fall, wou dës Vullegripp vu Mënsch zu Mënsch iwwerdroe ginn ass.

Ech wëll also nach eng Kéier de Kader kloer setzen, datt och net d'Leit sech sollen ze vill Suergen driwwer maachen. Ech mengen, och duerch déi Ausbreedung vun der Vullegripp ass d'Gefor fir de Mënsch nach net onbedéngt méi grouss ginn, wann eng Rei vu preventive Moossnamen ergraff ginn, an ech mengen hei zu Lëtzebuerg hätte mer versicht, dat ze maachen, wat mer konnte maachen. Ech denken, datt mäi Kolleeg, de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo, och wäert op deen Aspekt do weider agoen.

Mir hunn - an ech mengen, dat ass schonn e puermol och veröffentlecht ginn - eng Rei vu preventive Moossnamen ergraff am Kader vun Décisiounen, déi och an der Europäescher Gemeinschaft geholl gi sinn.

Mir hunn zum Beispill e Surveillanceprogramm gemaach fir Wëllvigel an och fir Gefligel, e Programm, deen d'ailleurs vun der Kommissioun kofinanzéiert ginn ass. Mir hunn do 120 Gefligel an 120 Wëllvigel analyséiert. Déi Tester waren alleguer negativ. Gëschter an haut sinn Experten zu Bréissel zesummen, déi sech och mat där Problematik do ofginn, an dee Surveillanceprogramm ass elo erweidert ginn, dee leeft also och weider. Am Laf vun dësem Joer hu mer och eng ganz Rei vun Tester gemaach, déi alleguer negativ waren. Bis elo hu mer also nach kee Verdachtsmoment hei zu Lëtzebuerg gehat vun engem Problem vu Vullegripp.

En zweete Problem besteet duerch den Import aus Drëttlänner an aus Länner, wou e Risiko besteet, an d'Europäesch Unioun. Deen Import mécht sech hei zu Lëtzebuerg iwwert de Findel. Um Findel gëtt ganz streng vun der Veterinärsinspektioun a vun der Douane kontrolléiert. Mir hunn och do versicht, fir all Virsiichtsmoossnamen ze ergräifen, fir datt och souguer illegal Importer kënnen évitéiert ginn.

Dann hu mer de Plan de lutte géint d'Vullegripp och schonn zweemol verbessert. Mir hunn hei eng drëtt Versioun d'ailleurs dem Haut Commissariat de Protection nationale virgeluecht, wou mer och versicht hunn, eng Direktiv, déi am Fong den 1. Juli vum nächste Joer eréischt a Kraaft trëtt, scho mat anzebannen, esou datt mer wierklech all Virsiichtsmoossnamen ergräifen, fir datt mer am Fall, wou eppes géif hei zu Lëtzebuerg optrieden, da prett wieren, fir dergéint kënnen ze reagéieren.

Dat also zu deene Froestellungen: „Wat hutt Der preventiv gemaach, am Fall wou esou eppes géif hei zu Lëtzebuerg virkommen?“

Da wësst Der - an dorobber spille jo eng Rei vu Froen elo un -, datt d'Veterinärsinspektioun gëschter zwee Communiquéen erausginn huet: een iwwert d'Stallflicht an och een iwwert den Opruff un all Leit, fir matzehëllefen, datt mer preventiv schaffen, datt mer méiglechst schnell entdecken, wann hei zu Lëtzebuerg e Problem géif optrieden. Dat heescht Leit, déi vill an d'Natur ginn, sief dat Fräizäitsportler, Jogger - wéi ech dat och alt heiansdo maachen - oder och aner Leit, déi dat méi professionell maachen, datt, wa se eppes Anormales entdecken, datt vill Gefligel géif iergendwou dout do leien, se dat sollen direkt der Veterinärsinspektioun matdeelen.

Ech sinn d'accord domat, datt ee vläicht deelweis deen Opruff konnt e bësse méssverstoen. Et geet net drëm, datt déi Leit se da sollen upaken an an de Labo transportéieren. Ech mengen, wann ech jogge ginn oder een aneren jogge geet, deen huet net...

Une voix.- Esou steet et awer dran.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Et steet net esou dran.

Plusieurs voix.- Dach!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Et ass vläicht méssverständlech, mä et steet do dran, datt ee soll mathëllefen, datt déi doudeg Vigel da kënnten an de Labo kommen. An ech menge schonn, datt et wichteg ass, fir dat ze mellen, datt jiddferee méiglechst fréi, wou en eppes entdeckt, dat mécht, well d'Veterinärsinspektioun an och d'Fierschter lafen net permanent duerch all Plaze vum Land. Et soll hei jiddferee mathëllefen, dat do ze entdecken.

Ech wëll och nach eng Kéier soen: Et soll een doudegt Gefligel net upaken, wann een net professionell ass an och net équipéiert ass!

Dann, wéi gesot, ass versicht ginn, datt jiddferee soll preventiv mathëllefen. A well ech jo gespuert hunn, datt do eventuell kënnte Méssverständnisser kommen, war de Moien eng Réunioun an dem Haut Commissariat pour la Protection nationale, wou nach eng Kéier iwwert d'Problematik diskutéiert ginn ass, iwwert d'Plan-de-lutten allgemeng an och iwwert dee Problem: „Wat soll ee maachen, wéi soll ee reagéieren, wann doudeg Vigel dorëmmer entdeckt ginn?“

An do ass e Communiqué, dee wäert dann de Mëtteg och erausgoen, duerch de Service information et presse, wou ganz kloer dann drasteet, datt ee soll op kee Fall Kadavere vun doudege Vigel, wann där do leien, upaken. Virun allem och, mengen ech, muss een de Kanner soen, datt si net onnëtzerweis mat Gefligel spillen, oder wa se Gefligel dorëmmer entdecken, datt se dat net upaken, well d'Iwwerdroungsgefor besteet nëmmen, wann een direkte Kontakt mat Gefligel huet, wat vun der Vullepescht infizéiert ass.

An drëttens soe mer dann och - an dat ass dann eng Äntwert op déi Froen, déi elo konkret hei gestallt gi sinn: Et soll een dann net der Veterinärsinspektioun, mä dem 112 uruffen. D'kompetent Servicer vun der Protection civile hu gesot, si wären outilléiert a capabel, wann esou Saache géifen entdeckt ginn, fir déi Télefonsuriff entgéintzehuelen, si hätten da Leit, déi speziell équipéiert wären, déi géifen op d'Plaz goen an dann och den Oftransport an de Labo vun deenen doudege Vigel assuréieren, sou datt mer dee Problem do, mengen ech, da gutt geléist hunn.

Ech hunn och der Veterinärsinspektioun gesot, si sollen am Fong e Communiqué noschéissen, wou se déi Méssverständnisser, déi vläicht opgedaucht sinn, da klären. Mä, et bleift nach ëmmer en Appel un d'Leit, si solle wachsam sinn, wa si eppes entdecken, direkt telefonéieren a Bescheed soen. An déijéineg, déi Professionell sinn, a mengen, si wäre capabel an outilléiert, fir doudeg Vigel unzepaken an anzepaken an an de Labo ze féieren, sollen dann déi Moossnamen, déi an där Note vun der Veterinärsinspektioun drastinn, op d'mannst anhalen, datt all Risiko fir si eliminéiert ass, well dat war am Fong de Sënn dovun.

Et ass gesot ginn, datt besonnesch bei Waassergefligel, wou de Problem jo virun allem besteet, datt, wann der esou géifen dout entdeckt ginn - an dat ass hei zu Lëtzebuerg net därmoossen de Fall, well mer jo net vill där grousser Waasserflächen dorëmmer hunn -, dann op jidde Fall déi Virsiichtsmoossnamen, déi do festgeschriwwe sinn, missten agehale ginn. Wann dat geschitt, dann ass d'Gefor vun der Infektioun och gebannt.

Deen drëtte Froekomplex, deen ugeschwat ginn ass, dat ass: „Woufir maacht Dir d'Stallflicht dräi Deeg méi spéit wéi an Däitschland?“

Éischtens wëll ech soen,…

Une voix.- An a Frankräich.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- An Däitschland. A Frankräich ass keen Datum gesot ginn. Et ass gesot ginn, mir maachen elo d'Stallpflicht fir Gefligel obligatoresch. Et ass net gesot ginn, vun haut, vu muer oder vun iwwermuer un. Mä an Däitschland hu se gesot, et ass vun haut un, well si e Fall vu Vullegripp haten! Zu Lëtzebuerg hate mer keen.

Zweetens, mengen ech, wann een esou eppes wëllt aféieren, kann een och net vun de Leit verlaangen, datt se vun engem Moment op deen aneren dat dote maachen. Et muss een hinnen och e puer Deeg Zäit ginn, datt se hire Stall esou outilléieren an a Stand setzen, datt dat Gefligel och do kann ënner uerdentleche Konditiounen erakommen an och do betreit ginn. Well dat ass jo net nëmme fir zwee Deeg, et ass fir eng länger Zäit.

An drëttens wëll ech soen, datt mir deen nämlechten Datum gewielt hu wéi d'Belsch an d'Hollänner. Mir sinn an der Benelux - heiansdo kucke mer och no deenen Nopere, net nëmmen no Däitschland an no Frankräich -, an d'Belsch an d'Hollänner maachen et jo och vum 20. un, wéi iwwregens och d'Schwäiz. An ech wëll souguer soen, datt d'Gefligel zu Arel net brauch a Käfeger ze goen, well d'Belsch an d'Hollänner maachen et nëmmen a sensibelen Zonen, do wou also Fiichtgebidder sinn, wou d'Gefor och méi grouss ass.

Mä mir mengen, datt mer et sollen hei am Land iwwerall maachen, a mir sinn och der Meenung, datt déi dräi Deeg absolut kee Risiko duerstellen, well Lëtzebuerg net als e Risikogebitt agestuuft ass, well dat Gefligel wat kënnt infizéiert sinn, wat iwwert eist Land kënnt a vum Süden an den Norde flitt, a wat net ënnerwee stierft, dat sinn virun allem d'Waasservigel, an déi ginn dohinner, wou Fiichtgebidder sinn. Mir hunn hei keng ganz grouss Fiichtgebidder, just dat eent oder anert klengt. Also, d'Gefor ass bei eis manner grouss, muss ee jo soen, wéi dat an Holland oder op den däneschen Inselen oder soss dorëmmer de Fall ass, wou grouss Fiichtgebidder sinn.

(Interruptions diverses)

Duefir mengen ech, datt mer näischt verbrach hunn, wann déi obligatoresch Stallpflicht zwee Deeg méi spéit gemaach gëtt wéi an Däitschland.

Ech wëllt och nach, pour la petite histoire, soen, datt mer virun zwee oder dräi Méint an der Gemeinschaft diskutéiert hunn, mat Nopeschlänner, wéini een dat soll dach gemeinsam maachen, datt mir am Fong de 15. Februar virgesinn haten, datt déi Däitsch drop gehalen hunn, datt et eréischt am Mäerz soll gemaach ginn. Dat pour la petite histoire. Ech mengen, et soll een och net hei Saachen iwwerdreiwen an héichspillen, déi Klengegkeete sinn.

Mä ech versti jiddferengem seng Suerg, dee seet, mir mussen alles maachen, datt mer richteg outilléiert sinn, fir wann eppes géif kommen hei zu Lëtzebuerg, datt mer do och kënnen dergéint uwieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt den Här Mars Di Bartolomeo doriwwer och e puer Wuert wäert soen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President!

M. le Président.- Pardon, den Här Scheuer. A wéi engem Kontext, Här Scheuer?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Am Kader vun där Äntwert, déi den Här Boden elo ginn huet. Ech hunn eng schréftlech Fro gestallt, an et wär ganz…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, den Här Scheuer wëllt eng Zousazfro stellen.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Jo. Ech hunn eng schréftlech Fro gestallt, an ech mengen, et wär ewell de Moment fir et kënne mëndlech ze maachen, da brauch net drop geäntwert ze ginn. Wann Der mer d'Wuert gitt?

M. le Président.- Jo…

(Interruption)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Oder Parole après ministre, zur Vullegripp.

M. le Président.- Als Parole après ministre hutt Der d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Parole après ministre. Merci, Här President.

(Interruption)

An deene Reportagen, déi ee gëschter an och virdru gesinn huet, konnt ee gesinn, datt eng Populatioun vu Waasservigel, nämlech d'Schwän, an Däitschland déi Éischt sinn, déi eben un där Vullegripp gestuerwe sinn. Or, hu mer hei zu Lëtzebuerg op bestëmmte Plazen un der Sauer an un der Musel an och op Weiere Populatioune vu Schwän, déi ganz grouss sinn - déi ware jo och am Gespréich wéinst aneren Ursaachen -, an déi Populatiounen, déi sinn do, sinn also och ze kontrolléieren an ze surveilléieren.

Dat si jo och déi Vigel, déi am meeschten a Kontakt si mat de Leit! Déi sinn op deene Plazen, well se do gefiddert ginn. Si wanderen zwar, ginn awer net wäit fort. Meng Fro ass: Gëtt et e System oder ass do geduecht, fir se ze kontrolléieren, oder gi se scho kontrolléiert, well et déi Populatioun ass, déi extrem gefährdet ass?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här Scheuer, ech hu jo drop higewisen, datt mer de Plan de surveillance gemaach hunn, datt also systematesch Tester gemaach ginn, ob eng Infektioun och an där doter Populatioun dran ass. Bis elo war alles negativ.

Ech wëll och soen, datt déi Schwän selwer jo net aus dem Süden heihinner kommen, mä déi Schwän si ganz sensibel fir infizéiert ze ginn, méi sensibel wéi anerer. An duerfir muss een effektiv déi Surveillance an déi Kontroll maachen. Duerfir och, mengen ech, ass den Appel vun der Veterinärsinspektioun komm, fir ze soen: Jiddfereen, deen dorëmmer spadséiere geet, dee Schwän observéiert, soll kucken: Ass do eppes Anormales? Sinn der do e puer op eemol, déi mateneen Unzeeche vu Krankheet weisen, oder wou der e puer beieneen dout sinn? Da soll dat direkt deene Leit, déi duerfir zoustänneg sinn, gemellt ginn, an déi kucken dann, ob do e Problem ass oder ob keen ass.

Ech menge schonn, datt den Appel soll u jiddferee gemaach ginn, fir matzehëllefen, preventiv ze kucken, ob Unzeechen vu Vullegripp do sinn oder net. Ech mengen also schonn, datt mer éischtens e Programme de surveillance hunn, an zweetens och, datt jiddferee soll mathëllefen, déi Observatiounen do ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Minister Boden. Dann den Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen dat hei gëtt eng gutt Geleeënheet fir duerzestellen, a wat fir enger Situatioun dass mer sinn an a wat fir enger dass mer net sinn. Et ass richteg, dass isoléiert Fäll vun Infektiounen, och bei Schwanen, hei am europäesche Raum opgetratt sinn. Dat ass richteg. Et ass awer net richteg, dass mer schonn an eisen Nopeschlänner e Problem hu mat Infektioun vu Stallgefligel oder vun Hausgefligel. Dat ass bis elo net de Fall, ass awer duerchaus méiglech.

Mir hunn an der EU och kee Fall wou d'Infektioun vun Hénger oder vu wëlle Vullen op de Mënsch iwwergaang ass. Dat ass e Fakt, a mir hu weltwäit - an de Landwirtschaftsminister huet dat richteg nach eng Kéier ënnerstrach - kee Fall, wou déi sou genannte Vullegripp oder Vullepescht, wéi se vläicht méi korrekt sollt genannt ginn, vu Mënsch zu Mënsch iwwerdroe ginn ass.

D'Experte si sech eeneg, dass eng Gefor do ass, dass d'Vullegripp sech kéint ausdehnen, an d'Experte si sech och eens doriwwer, dass vläicht méi wéi an der Vergaangenheet e Risiko do ass, dass dee Virus sech géif mutéieren an da vu Mënsch zu Mënsch kéint iwwersprangen. Mä mir sinn net op deem Punkt, an d'Experte wëssen net, ob dat an e puer Méint, an e puer Joer oder nach méi spéit opdaucht.

Wat awer richteg ass, dat ass, dass ee sech an der Politik muss esou verhalen, dass een, wa Risike sech profiléieren, prett muss si fir dee Moment wou dee Risiko sech sollt presentéieren.

Ee vun deene Voleten, déi ganz wichteg sinn an der Politik vun der Regierung, ass deen, dass een déi Vullepescht soll do bekämpfen, wou se optrëtt. Dat heescht och virun allem an deene Länner, wou se am Moment méi verbreet ass, an do huet Lëtzebuerg an deene leschten Deeg e Solidaritéitsbäitrag gemaach doduerch, dass eng Equipe vun Experten aus dem LNS, Laboratoire national de Santé, op Initiativ vum Kooperatiounsminister a vum Santésminister an den Nigeria geschéckt ginn ass, wou gefrot ginn ass, fir Assistenz ze kréien, well se déi Equipementer net hunn.

Mir hunn dat gemaach, well mer der Meenung sinn, dass d'Chancë fir eis och méi grouss sinn, fir laanscht déi dote Problematik ze kommen, wann dee Phenomeen sech net ze vill ausbreet an deene Länner, déi net esou geschützt sinn an net esou vill Moyenen hunn ewéi mir. Well mir hunn an deene leschten zwielef Méint ganz vill Effortë gemaach, souwuel um Niveau vum Landwirtschaftsministère, wou mat der Veterinärsinspektioun e Plang opgestallt ginn ass fir déi Problematik, wa se d'Déiere betrëfft, a wou vun dem Santésministère mat deene Leit, déi ronderëm hänken, en „preparedness plan", e Preparatiounsplang opgestallt ginn ass, fir dee Fall wou isoléiert Fäll wären, wou d'Gripp géif vun den Hénger op de Mënsch iwwergoen, oder souguer an där Hypothees, déi awer am Moment net gräifbar ass, wou et zu enger Pandemie, zu enger Epidemie géif kommen.

Dee Plang, deen ass am November ofgeseent ginn, an an deene leschte Méint fanne regelméisseg Sëtzunge mat allen Acteure statt, fir sech ze preparéieren: mat den Dokteren, mat de Sentinellesdokteren, déi e Grippevirwarnsystem opgebaut hunn, mat de Spideeler, mat der Protection civile, mat dem Haut Commissariat an an Zukunft och mat de Ministèren, déi zwar net elo direkt kompetent si fir d'Bekämpfung, mä déi awer erarutschen, wa mer an enger Situatioun vu Pandemie wären, wéi zum Beispill de Wirtschaftsministère, den Intérieur, an an an.

Mir hunn och, an dat ass vläicht net genuch an der Vergaangenheet erausgestrach ginn, vun der Regierung - an do soen ech dem Budgetsminister e ganz grousse Merci - ganz wäitgehend Fräiheet kritt fir d'Equipementer, déi mer brauche fir de Fall, wou eng Pandemie géif optrieden, unzeschafen. Dat gëllt och fir déi antiviral Mëttelen - Tamiflu a Relenza heesche se -, wou am Moment keng Indikatioun ass - an ech ënnersträichen dat -, keng Indikatioun ass, fir déi ze schlécken! Et gëtt keng Indikatioun! Dat ass kontraproduktiv, wann een et géif maachen, well doduerch Resistenzen entstinn.

Mir hunn also d'Méiglechkeete kritt fir Antivirauxen unzeschafen, genuch fir déi, déi hypothetesch krank géife ginn. Mir gehéieren zu deene Länner, déi d'Stocken esou wäit fäerdeg hunn, wéi een dat nëmmen zu dësem Zäitpunkt kann hunn. Och Masken - a Frankräich gëtt ëmmer vun deene Maske geschwat - hu mer am Stock, Schutzkleedung an esou weider, d'Preparatioun tëschent de Spideeler an och e Kommunikatiounskonzept - wichteg an esou Situatiounen, wa mer et brauchen -, deen ausgeräift ass.

Ech wollt och dorop insistéieren, wat fir eng Situatioun dass mer am Moment hunn. Mir sollen also richteg an där Situatioun handelen, net iwwerreagéieren, well dat wär falsch, mä e kale Kapp behalen an elo dat maachen, wat adaptéiert ass. Ech mengen, dass de Landwirtschaftsministère mat all senge Partner, an dass de Santésministère mat all senge Partner de Maximum gemaach hunn, fir prett ze sinn.

Mir hoffen, dass déi Experte Recht hunn, déi et eréischt a weiter Ferne gesinn oder mengen, dass mer vläicht eng Chance hunn, fir komplett derlaanscht ze kommen. Mä mir handelen esou, dass mer déi beschtméiglech Konditiounen hu fir de Fall, wou et mat der Hoffnung net géif duergoen a wou d'Vullegripp op eis zou géif kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Mehlen freet d'Wuert.

3. Dépôt d'une résolution

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech hunn d'Wuert gefrot, fir den Dépôt vun enger Resolutioun ze maachen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant la publication d'un rapport du Haut Commissariat des Droits de l'Homme de l'ONU sur la situation des détenus du camp de Guantánamo, en date du 15 février 2006;

- considérant que ce rapport constate des violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- considérant que ce rapport constate dans ses conclusions notamment que les États-Unis violent les droits fondamentaux des détenus de bénéficier d'un procès équitable, à la liberté de religion et à la santé;

- estimant qu'il ne peut être question d'enclaves exemptes de la protection des droits de l'Homme sur n'importe quel endroit du monde;

- estimant encore que ce dédain flagrant des droits de l'Homme nuit gravement à la crédibilité des valeurs humaines tant prônées par notre civilisation;

- soulignant que toute violation des droits de l'Homme et des traités y afférents est inacceptable indépendamment des auteurs respectivement des circonstances et ne saurait être tolérée;

• condamne fermement toutes les violations des droits de l'Homme au camp américain de Guantánamo et exige dans les plus brefs délais l'arrêt de cette situation illégale;

• charge son Président de transmettre cette résolution sans équivoque à l'Ambassade des États-Unis.

(s.) Robert Mehlen.

Fir et kuerz ze maachen: Ech wier frou, wa mer se haut nach kënnten diskutéieren. Et geet ëm de Rapport, deen haut publizéiert gëtt vun Experte vun der UNO iwwert d'Situatioun a Guantánamo, deen dat bestätegt, wat scho laang gewosst ass, a wou all normal denkende Rechtsexpert der Meenung ass, datt déi Situatioun illegal ass, datt se an engem Rechtsstat net toleréiert ka ginn, an datt mir alleguer - mir hu virun zwee Deeg hei iwwert den Dialogue des cultures diskutéiert - eigentlech och eise Frënn musse kënne soen, datt esou Situatiounen net tolerabel sinn an datt se net dozou bäidroen, fir de Fridden an d'Sécherheet an der Welt ze stäerken.

Duerfir wollt ech déi Resolutioun hei deponéieren. Et ass nëmmen eng Ënnerschréft drop, an ech wär frou, wa mer géingen e Konsens fannen. Mir sinn och op fir Textännerungen - ech mengen, et kann een et ëmmer nach besser maachen. Ech wär awer och frou, vu datt mer elo eng länger Zäit Sitzungspaus hunn, wa mer déi Resolutioun um Enn vun dëser Sitzung kënnten diskutéieren an och driwwer ofstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Mir deelen déi Resolutioun aus an dann décidéiere mer am Laf vum Mëtten, wéi mer domat ëmginn.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vun de Propositiounen 4939 an 4285 iwwert d'Ofännerung vun de Verfassungsartikelen 68 an 69. Béid Propositioune ginn an enger Diskussioun behandelt.

Et sief drop higewisen, datt bei dëse Propositioune laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwou Propositiounen, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

4. 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Artikelen 68 an 69 vun eiser Verfassung sollen haut ofgeännert ginn. Si emfaasse Bestëmmungen, déi ënnert dem allgemenge Begréff vun der „Immunité parlementaire" zesummegefaasst sinn. Déi Artikele sinn am 19. Jorhonnert als Grondrechter ugesi ginn, déi et dem Deputéierten erlabe sollten, seng Funktiounen esou auszeüben, wéi d'Verfassung dat virgesäit.

D'Fräiheet, fir seng Meenung ze soen, d'Onofhängegkeet bei den Ofstëmmungen, d'Gewëssheet, während der Mandatsperiod kenger strofrechtlecher Verfolgung ausgesat ze sinn, d'Sécherheet, an der Ausübung vu senge Funktiounen net behënnert ze ginn, dat waren d'Ziler, déi d'Deputéierte viru bal 160 Joer beweegt hunn, fir déi doten Artikele vun der parlamentarescher Immunitéit an d'Verfassung anzeschreiwen.

An der Mëtt vum 19. Jorhonnert huet déi deemoleg Chamber sech mat anere Mëttele géint Iwwergréffer vu bausse misse wieren, wéi mer dat haut gewinnt sinn. Déi jonk parlamentaresch Demokratie huet mat aller Determinatioun a mat anere Mëttele wéi haut missen de Fräiheetsraum erhalen a verteidegen, dee mat groussem Opwand a mat vill Courage, besonnesch am Joer 1848, konnt geschafe ginn. Et muss ee sech an déi Zäit zréckversetzen, fir och déi Bestëmmungen, déi mer haut nach hunn an déi an all där Zäit net geännert si ginn, ze verstoen.

D'Erhale vun deem Fräiheetsraum war deemools fir d'Deputéierte méi wichteg, wéi d'Anhalen an de Respekt vum Gläichheetsprinzip, sou wéi mir dat haut gesinn. Haut ginn déi Bestëmmunge ganz oft net méi als Rechter ugesinn, mä als iwwerdriwwe Privilegien. D'Bestëmmungen, déi virun 160 Joer dee Fräiheetsraum vun den Deputéierte garantéiert hunn, ginn haut och deelweis vun den Deputéierte selwer als eng Belaaschtung ugesinn. Duerfir huet sech och schonn d'Verfassungskommissioun am Joer 1994 mat der Problematik vun der Ofännerung vun deenen Artikelen ofginn.

An et war op Initiativ vun dem jetzege Chamberspresident Lucien Weiler, wou déi Diskussioun ugefaangen huet a wou eng éischt Proposition de révision konnt ausge-

schafft ginn, besonnesch deemools wat den Artikel 69 ugaangen ass.

Déi Texter, déi haut virleien, sinn ausgeschafft ginn, besonnesch och an der Linn vun deenen Texter, déi mer am Ausland, a besonnesch an eisen Nopeschlänner kennen, well och do sinn an deene leschten 20 Joer d'Artikelen iwwert d'parlamentaresch Immunitéit wesentlech ofgeännert a besonnesch op dat Noutwendegt vun haut zréckgestutzt ginn.

Déi zwee Artikelen 68 an 69 hunn allerdéngs eng ënnerschiddlech juristesch a politesch Bedeitung.

Proposition de révision 4939 (art. 68)

Den Artikel 68 hält fest, dass keen Deputéierten, weder um zivilen nach um penale Plang, sech ze veräntwerte brauch wéinst Meenungsäusserungen oder Ofstëmmungen am Rahme vun der Ausübung vu senge Funktiounen.

Deen Artikel ass och vun der Kommissioun net wesentlech geännert ginn. Sënngeméiss seet deen neien Artikel datselwecht aus wéi deen, dee schonn 1848 an d'Verfassung ageschriwwe ginn ass. Deen alen Text seet, an ech zitéieren en: «Aucun député ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Et sinn d'Ausdréck, d'Termen «poursuivi ou recherché», déi haaptsächlech eng strofrechtlech Connotatioun hunn, déi d'Kommissioun derzou gefeiert huet, den Text méi kloer ze verfaassen an drop hinzeweisen, dass déi Immunitéit oder déi Irresponsabilitéit vun deem Artikel sech net nëmmen op de strofrechtleche Beräich, mä och op den zivilrechtleche Beräich bezitt.

Duerfir ass deen neien Artikel folgendermoosse verfaasst: «Aucune action, ni civile, ni pénale, ne peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Gelungenerweis ass an der Chamberskommissioun d'Haaptdiskussioun ëm d'Aschränkung gaang, dat heescht, dee klengen Zousaz, dee seet, «dans l'exercice de ses fonctions». An do sinn och ënnerschiddlech Meenungen opkomm, wéi wäit dass dann den Exercice vun de Funktioune vun engem Deputéierte géing goen.

Am Text vum Rapport war ursprénglech en Zousaz virgesinn, deen op Wonsch vun de Kolleegen an der Kommissioun erausgeholl ginn ass. Ech hunn allerdéngs mer d'Recht virbehal, fir hei meng Meenung och zu deem doten Zousaz ze soen, well ech sinn der Meenung, dass den Zousaz «dans l'exercice de ses fonctions» restriktiv auszeleeën ass.

Firwat ass e restriktiv auszeleeën? A mengen Ae gëtt et dräi Ursaache fir déi Restriktioun. Ofgesi vun der auslännescher Jurisprudenz an Doktrin, wou jo awer wahrscheinlech nach aner Kolleegen drop wäerten agoen, mengen ech, gëtt et dräi Ursaachen:

Éischtens, den Text ass esou gehalen, dass e seet, «des opinions et votes émis». Déi puer Wierder stellen a mengen Aen e Ganzt duer. Déi kann een net vuneneen trennen. Or, ee Vote ass nëmmen hei oder an enger Kommissioun vun der Chamber. Votë gëtt et keng dobaussen a politesche Versammlungen. Déi, déi bindend si vun der Chamber, sinn hei an der Chamber selwer, also kann de Vote sech nëmme bezéien op déi Voten, déi hei an der Chamber oder an de Kommissioune stattfannen.

Déi zweet Iwwerleeung ass déi: Wa mer deen Text large interpretéieren, dann ass d'Fro: Wéi wäit geet dann den Exercice des fonctions vun engem Deputéierten? Wou hält deen dann op? Dee Moment, wou en déi enk Raimlechkeete vun der Chamber verléisst, déi kloer determinéiert sinn oder kloer determinéierbar sinn - wa mer eis strikt un den Text halen. Wann een no bausse geet an et seet een, dat muss och gëlle fir aner öffentlech Versammlungen, da komme mer an de Flou eran an an den Arbiträr. Dat soll awer bei engem Constitutiounstext net de Fall sinn.

An et gëtt a mengen Aen en drëtt Argument, fir et restriktiv auszeleeën: Wann den Deputéierten no baussen an öffentleche Versammlungen an an der Press, an öffentleche Kommunikatiounsmëttelen, an de Medien, seng Meenung seet, dann ass e meeschtens an Diskussioun mat anere Bierger. Or, wann ech mech an dee Forum beginn, wann ech d'Diskussioun mat anere Bierger féieren, da kann ech als Deputéierte fir mech net Rechter ausbehalen, déi dee Moment deen anere Bierger net huet. Da stinn ech um gläiche Plang wéi deen anere Bierger an ech hu keng Prärogativen, op déi ech mech beruffe kann. Dat ass fir mech eng elementar demokratesch Regel, déi, och wa se net esou kloer ausgedréckt ass, an enger Demokratie muss gëllen. An dat ass fir mech eng Ursaach, fir deen Text restriktiv auszeleeën.

Proposition de révision 4285 (art. 69)

Den Artikel 69 gëtt wesentlech verännert. Et ass deen Artikel, deen déi strofrechtlech Prärogative vun den Deputéierte festleet. Deen alen Text huet dräi Méiglechkeete virgesinn:

Éischtens: Keen Deputéierte konnt während der Sessioun poursuivéiert oder arrêtéiert ginn ouni d'Erlaabnis vun der Chamber, ausser am Fall vun engem flagrant délit.

Zweetens: Et konnt keng Contrainte par corps géint en Deputéierten ausgeübt ginn.

An drëttens: D'Détentioun an d'Poursuitë vun engem Deputéierte ware während der Sessioun suspendéiert, wann d'Chamber dat verlaangt huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat ware ganz wäitgehend Prärogativen, déi haut an der Öffentlechkeet meeschtens net méi verstane ginn. Si sinn och deelweis fir den Deputéierte selwer, dee sech huet misse wéinst enger strofrechtlecher Handlung, wa se och minim war, veräntwerten, heiansdo zu engem ganz groussen Nodeel ginn.

Ech wëll och hei drop hiweisen, dass déi Protektioun nëmmen esou laang gespillt huet, wéi en Deputéierte war, während beim Artikel 68 d'Irresponsabilitéit och iwwert d'Mandat erausgeet. Et kann een ni belaangt gi fir déi Meenungen, déi een als Deputéierten am Exercice vu senge Funktiounen ausgedréckt huet.

Deen neien Text, dee mer haut stëmmen, seet fir d'éischt emol ausdrécklech, dass ausser der Ausnahm vum Artikel 68 all Deputéierte strofrechtlech poursuivéiert ka ginn:

Éischtens: Den Deputéierten huet, wann en e strofbaren Akt begaangen huet, net méi Rechter wéi en anere Bierger.

Zweetens: Een Deputéierte ka während der Sessioun net arrêtéiert ginn ouni d'Zoustëmmung vun der Chamber, ausser am Fall vun engem flagrant délit.

An drëttens: D'Zoustëmmung vun der Chamber ass net erfuerdert bei der Ausféierung vun enger Strof, souguer enger Prisongsstrof, zu där den Deputéierte ka veruerteelt ginn.

Domat gëtt de Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz am Strofgesetz wäitgehend och fir den Deputéierte par rapport zum anere Bierger erëm hiergestallt. An enger Zäit, wou mer eis net méi géint Iwwergréffer vu baussen an deem Mooss brauchen ze wieren, wéi dat virun 160 Joer de Fall war, ass och kee Versteesdemech do, fir esou Rechter, esou Prärogativen oprechtzeerhalen. Ech wëll emol net vu Privilegië schwätzen, well dat gëtt trotzdeem haut als Privileg ugesinn.

D'Kommissioun huet sech no laangen Diskussiounen, wou déi Texter no alle Säite beliicht si ginn, eestëmmeg fir déi Texter ausgesprach vun den Artikelen 68 an 69, sou wéi se haut virleien. Ech géif duerfir och d'Chamber bieden, all Deputéierte bieden, hei am Plenum deenen Texter déiselwecht Zoustëmmung ze ginn. Vu mir aus géif ech schonn den Accord vu menger Partei zu deenen Texter bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, et geet hei ëm d'Revisioun vun den Artikelen 68 an 69 aus onser Verfassung. D'Deklaratioun vu Revisioun vum Artikel 68 geet op 1999 zréck, an déi vum Artikel 69 op 1994.

D'Aarbechte vun der Revisioun vun deenen Artikele sinn ugaangen, fir den Artikel 68 an der leschter Legislaturperiod, a fir den Artikel 69 an de leschten zwou Legislaturperioden. Mir trieden also hei eng lerfschaft u vun onse Virgänger an enger oder zwou Legislature virdrun. An, et ass interessant festzestellen, dass d'Diskussioune schénge méi einfach gewiescht ze sinn a méi schnell vum Stapel ze goe bei der Revisioun vum Artikel 68, wéi beim Artikel 69.

Ech wéilt hei am Numm vu menger Fraktioun an a mengem Numm dem Rapporteur villmools Merci soe fir seng Rapporten, de schëftlechen an notamment och de mëndlechen, deen hien elo just virgedroen huet, wou hien d'Portée an den Historique vun deene Bestëmmunge ganz kloer duergestallt huet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Bei deenen zwee Volete vun der Immunité parlementaire - d'Irresponsabilitéit, déi am Artikel 68 traitéiert ass, an d'Inviolabilitéit, déi am Artikel 69 traitéiert ass - schwätze mer, Här President, vun onsem eegene Statut. Gemäss der Transparenz, wéi ee se no parlamentaresche Gepflogenheete muss fleegen, musse mer also alleguerten hei en Intérêt umellen. An dat wëll ech hei maachen am Numm vu menge Fraktiounskolleegen a vu mir selwer. Mir schwätze vun onsem Statut, an dat soll ganz kloer gesot sinn.

Den Ursprong vun deenen Dispositiounen, déi an onsem Land op d'19. Jorhonnert zréckginn, genee wéi an den aneren europäesche Länner, fënnt een an der Suerg den Deputéierten ze schützen, wéi de Rapporteur et gesot huet, virum Pouvoir absolu oder vun den Intimidatioune vum Pouvoir exécutif. Et waren net ëmmer Pressiounen, et waren och oft Intimidatiounen.

Wann dee Pouvoir konnt en Ausmooss unhuelen, dat am 19. Jorhonnert effektiv d'Demokratie konnt a Fro stellen, esou wësse mer, dass dat haut an onsem Land, wéi an den Nopeschlänner oder wéi an de meeschte Länner, op jidde Fall hei an Europa, net méi de Fall ass, obwuel mer och wëssen, dass a gewësse Länner de Pouvoir vum Exécutif nach ka ganz redoutabel sinn. Gott sei Dank - mat allem Respekt, deen ech der Regierung schëlleg sinn -, fäerten ech se net, géing ech soen.

Et ass also net erstaunlech, Här President, dass am Laf vun de Joren a Jorzéngten d'Doctrine en matière d'immunité, an zwar souwuel bei der diplomatescher wéi bei der parlamentarescher Immunitéit, ëmmer méi restriktiv ginn ass an, ech géing soen, haaptsächlech e fonctionnellë Charakter krut.

Dat ass zum Beispill de Sënn vun den Dispositiounen iwwert d'Privilegien an d'Immunitéiten, déi virgesi sinn an deene verschiddenen internationalen Akten, entweder fir Membere vun der Exekutiv oder vun der Legislativ vun internationalen Organisatiounen. Wann een déi Dispositioune kuckt, da si se vill méi enk gerëppt, wéi dat zum Beispill an de standarddiplomatesche Konventioune vu Wien de Fall ass.

Déi méi restriktiv Approche ass doudsécher och de Sënn vun deene verfassungsrechtleche Modifikatiounen, déi an onsen Nopeschlänner stattfonnt hunn, vu Mëtt vun den 90er Joren un, an déi d'Étendue notamment vun der Inviolabilitéit vun de Parlamentarier ganz staark begrenzt hunn. Dat war zum Beispill de Fall an der Belsch an och a Frankräich.

Beim Artikel 68, do gesäit d'Irresponsabilité parlementaire vir, dass den Deputéierten allen Actions judiciaires entgeet, souwuel zivile wéi penalen, fir déi Opiniounen, déi Meenungen an déi Voten, déi hien am Kader vum Exercice vu senge Fonctiounen ausdréckt.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, ännert deen neien Text vum Artikel 68 eigentlech quant au fond näischt par rapport zum Text, wéi en elo schonn an onser Verfassung steet. E gouf einfach méi prezis a méi kloer redigéiert, an ech géing soen, och an enger Sprooch, déi onsem Zäitalter besser entsprécht, esou wéi de Rapporteur et a sengem schréftleche Rapport ënnerstrach huet, ech zitéieren: «Le régime de l'irresponsabilité parlementaire découle du principe de la séparation des pouvoirs en vue d'assurer l'indépendance des élus. Il ne doit pas être considéré comme un privilège d'impunité, allant à l'encontre du principe de l'égalité devant la loi, mais comme une garantie attachée au libre exercice du mandat parlementaire.»

A wéi de Rapporteur et och scho gesot huet, hu mer an der Kommissioun méi iwwert d'Aschränkunge vun där Irresponsabilitéit diskutéiert, wéi iwwert de Prinzip selwer. An do ware mer ons all eens, dass et, wat d'Leit betrëfft, déi dovunner kënne bénéficiéieren, selbstverständlech nëmmen Deputéierte selwer kënne sinn, vun deem Moment un, wou se Deputéierte ginn, dat heescht a mengen Ae vun der Prestation de serment bis zu deem Moment, wou se entweder demissionéieren oder aus där enger oder där anerer Ursaach net erëmgewielt ginn.

D'Irresponsabilitéit gëllt awer weider, och wéi de Rapporteur gesot huet, fir déi Meenungen, déi een a senger Eegeschaft als Deputéierten zum Beispill hei op dëser Tribün ausgedréckt huet, och deen Dag, wou een net méi Deputéierten ass, soulaang d'Expressioun vun deene Meenungen effektiv dee Moment geschitt ass, wou een Deputéierte war.

An da kënnt déi Fro, wou vläicht am meeschten diskutéiert ginn ass: Wat heescht «des opinions et votes émis dans l'exercice des fonctions de député»? De Rapporteur seet zu Recht: Sécherlech ass dat de Fall fir déi Meenungen an déi Voten, déi mer hei an der Chamber virhuelen, sief dat am Plenum, sief dat a Kommissiounssëtzungen. An de Rapporteur huet elo seng Meenung hei presentéiert. Hien huet eng ganz restriktiv Meenung.

Wann ech och der Meenung sinn, dass d'Interpretatioun muss restriktiv sinn, kann ech mer awer virstellen, dass et Situatioune gëtt, ausserhalb vun dëser Chamber, wou een a senger Fonctioun als Deputéierten och eng Opinioun oder e Vote émettéiert, zum Beispill déi vun ons, déi Deputéiert, déi d'Chamber an enger internationaler parlamentarescher Institutioun vertrieden. A mengen Ae fält dat ganz sécher och ënnert d'Protektioun vum Artikel 68.

Dann natierlech gëtt et aner Fäll, déi net esou evident sinn. Ech hat an der Kommissioun als Beispill erwähnt: Wéi ass et, wann e Fraktiounspresident viru sengem Parteikongress de Rapport virdréit iwwert d'Aktivitéit vun der Fraktioun an der Chamber? Do schéngt et mir, dass den Deputéierten effektiv dans l'exercice de ses fonctions ass, hien ass jo nëmme Fraktiounschef, well hien Deputéierten ass, an hien dréit dat vir, wat an der Chamber vun der Fraktioun décidéiert a gesot ginn ass. Bon, ech si mer bewosst, dass dat e Cas limite ass, ech kenne ganz wéineg Fäll, wou Fraktiounschefe sollen do aus hirer Roll gefall sinn, mä à la limite...

(Brouhaha général)

...kann ee sech dat virstellen.

M. le Président.- Madame Flesch, erlaabt Der, dass den Här Grethen Iech eng Fro stellt?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Selbstverständlech.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech wollt d'Madame Flesch froen, ob si sech kann erënneren, et war emol eng Kéier e Regierungsmember, deen op engem Parteikongress aus der Roll gefall ass, a mir haten deemools envisagéiert, dee Regierungsmember unzesichen, an et war wéinst sengen Immunitéiten net méiglech. Duerfir sinn ech och Demandeur, dass mer eng Kéier déi Saach vun de Regierungsmemberen nokucken.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech ka mech un dee Fall genee erënneren.

(Hilarité)

Ech ka mech un dee Fall genee erënneren, well mir hunn drop verzicht, dee Regierungsmember unzesichen, nëmme well ech et fäerdeg bruecht hunn, dass hien hei an d'Chamber komm ass, fir sech à l'égard vun onser Partei ze entschëllegen. Mä dat war e Regierungsmember an, Här President, dat ass eng aner Rass, wéi den Deputéierten,...

(Hilarité)

...an ech wëll awer hei dobäi soen, dass mir an der Kommissioun vun der Verfassung och amgaang sinn, dass mer schonn eng Ronn gedréit hunn, wou mer iwwert de Statut vun de Ministere geschwat hunn. Mir hunn entre-temps der Regierung eng Partie Froe gestallt, a wa mer déi Äntwerten hunn, da sinn ech iwwerzeegt, dass mer wäerten op déi Fro zréckkommen.

Gutt, wat elo vläicht an dësem neien Text vum Artikel 68 a mengen Ae vill méi kloer ass, dat ass, dass hei expressément am neien Text all Aktioun, souwuel um Zivil wéi och um Penal, ausgeschloss ass. Ech mengen, dat ass eng Clarificatioun, déi bénéfique ass par rapport zum Text esou wéi en elo an onser Verfassung steet.

Alles dat gesot, Här President, wäert ons Fraktioun also deen neien Text vum Artikel 68 stëmmen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nun zum Artikel 69, d'Inviolabilitéit vun den Deputéierten. Wann een den Text vum 69 an der jetzeger Verfassung liest, dann ass deen

nach méi déphaséiert, géing ech soen, nach méi démodéiert par rapport zur Aktualitéit, wéi den Text vum 68.

Fir d'Portée vun deem Text ganz genee ze preziséieren a fir, wéi de Rapporteur gesot huet, ze verhënneren, dass déi Inviolabilitéit soll vun onse Matbierger als e Privileg emfonnt ginn, deen den Deputéierten eng Situatioun gëtt, déi net déiselwecht ass wéi déi vum Bierger virum Gesetz, huet d'Parlamentskommissioun et néideg fonnt, den Text ze reformuléieren, ze revidéieren, ze preziséieren an - wéi soll ech soen - seng Bestëmmungen zréckzeféieren op dat, wat een hautzudags nach als noutwendeg kann ugesinn, fir der Chamber ze erméiglechen, ze appréciéieren, ob eng Mesure d'arrestation à l'égard vun engem Deputéierte justifiéiert ass oder net.

Déi Schlussformuléierung vum Artikel 69, sou wéi en elo hei proposéiert ass, huet zu engem interessanten Dialog gefouert tëschent der Verfassungskommissioun an dem Conseil d'État iwwer eng Serie vun Amendementen, an d'Kommissioun huet och wäitgehend d'Amendementen, déi de Conseil d'État proposéiert huet, d'Suggestiounen, déi de Conseil d'État gemaach huet, ugeholl.

Esou gesäit also elo den Text vum Artikel 69 vir, dass, mat Ausnahm vun deene Fäll, déi am Artikel 68 viséiert sinn, Deputéierte kënne poursuivéiert ginn en matière pénale, souguer während der Sessioun. Den Deputéierten huet also keng aner Prärogativ, keen anere Privileg, en huet keng aner Situatioun wéi de Bierger, wéi all Bierger, en matière de poursuite pénale.

Den Alinea 2 gesäit d'Autorisation préalable vun der Chamber vir, nach wie vor, virun all Arrestatioun oder Détentioun vun engem Deputéierte während der Dauer vun der Sessioun, sauf en cas de flagrant délit, an de cas de flagrant délit, deen hate mer souwisou beim alen Text och scho virgesinn als Exceptioun zur Immunité parlementaire.

Schliesslech gesäit den Alinea 3 vir, dass d'Chamber net weider muss intervenéieren an der Matière vun der Exécution des peines, même peines privatives de liberté, déi à l'égard vun engem Deputéierte kënnen ausgesprach ginn.

Mir sinn der Meenung, Här President, dass déi Formuléierung de jetzege Begebenheeten entsprécht a mir wäerten als DP-Fraktioun deen doten Text also och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen et ass kloer ginn, dass mer eis hei e bëssen an engem Kärsteck vun eisem politesche System bewegen. Hei geet et ëm e wichtegt Element vum Statut vum Parlamentarier, an eis Verfassung definéiert jo zënter 1948 eise politesche System als Démocratie parlementaire. Et ass also schonn eng relativ wichteg Diskussioun, déi mer hei féieren, net esou séier wéinst deene prakteschen Auswierkungen, déi deen alen Text gehat hätt, déi am neien Text net méi do wären, mä awer wéinst deene prinzipielle Froen, déi sech am Zesummenhang mam Statut vum Parlamentarier a mat dem Schutz vun der Fonctioun vum Parlamentarier stellen.

Wat wichteg ass ze betounen, dat ass: Déi Froe vun der Immunitéit sinn eigentlech net un eng Persoun gebonnen, mä sinn eigentlech un d'Fonctioun vum Member vun der Chambre des Députés gebonnen, an et ass an deem Sënn, wou och déi Texter ze gesi sinn, an et ass an deem Sënn, wou se och eigentlech hiren Ursprong haten.

Et geet also dorëms, dass en Deputéierte soll kënne säi Mandat fräi ausüben, seng legislativ Aarbecht maachen, ouni iergendwelleche Pressiounen ausgesat ze sinn, an och virun allem seng Kontrollfonctioun par rapport zur Regierung, zur Exekutiv, kënne fräi auszeüben, ouni mussen ze fäerten, dowéinst iergendwéi kënne belaangt ze ginn.

Dat erkläert och, firwat dass mer déi doten Dispositioune vun der parlamentarescher Immunitéit an hiren zwee Bestanddeeler, dee vun der Irresponsabilitéit an dee vun der Inviolabilitéit, schonn zënter laangen, laangen Zäiten, zënter der liberaler Verfassung vun 1848 an eiser Constitutioun hei zu Lëtzebuerg stoen hunn.

Wou kënnt den Text hier? Ma den Text ass genau de Wuertlaut vun den deementspriechenden Dispositiounen aus der belscher Verfassung vun 1831, sou dass ee sech also och ka bei der Interpretatioun ganz liicht op déi belsch Doktrin oder déi belsch Jurisprudenz référéieren, wéi et och an der franséischer Verfassung an eenzelne Punkte bal deeselwechte Wuertlaut gëtt, déi sech dann och kann op déi Jurisprudenz an Doktrin référéieren, wann ee versicht, eng Interpretatioun vun deenen dote Verfassungsbestëmmungen ze kréien.

Et muss een och soen, dass den Ursprong, wann een e bësse méi wäit zréckgeet, schonn op d'Franséisch Revolutioun eigentlech fousst, an dass an der Verfassung vu 1791, déi och fir Lëtzebuerg Gültegkeet sengerzäit hat, fir d'éischt eigentlech d'Immunité parlementaire an engem Verfassungstext, dee Gültegkeet fir eist Land hat, ageschriwwe war.

Et muss ee soen, dass déi dote Bestëmmunge ganz laang eigentlech Bestand haten, obwuel ee muss feststellen, dass besonnesch an deene leschte Joren - wann ech mech net iren, wann ech déi lescht Mandatsperiod an dës Mandatsperiod kucken - net eemol eigentlech d'Chamber befaasst war mat enger Demande fir d'Immunitéit vun engem Deputéierten opzehiewen. Wat net heescht, dass net deen een oder anere vun den Deputéierten emol géint d'Gesetzer verstouss huet, mä dat war da meeschtens am Kader vum flagrant délit. An deem dote Mooss ass also d'Chamber net befaasst gi mat deem doten Dossier, wat sécherlech gutt war fir d'Chamber an och gutt war fir deen eenzelnen Deputéierten.

Allerdéngs wann een e bësse méi wäit zréckkuckt - ech hu mer d'Méi gemaach, e bëssen zréckzegoen an déi lescht 30 Joer -, do muss ech scho soen, dass d'Chamber regelméisseg eigentlech an der Vergaangenheet befaasst ginn ass, sief et duerch de Parquet, sief et awer och duerch privat Kläger, mat Demandë fir d'Immunitéit vun eenzelnen Deputéierten opzehiewen. Ech hunn déi lescht 30 Joer gekuckt: Dat hält sech och e bësse d'Wo mat de Refusë respektiv mat de Levéeën, déi d'Chamber da gesprach huet - an net öffentlecher Sitzung, à huis clos fënnt dat dann an der Regel statt -, opgrond vun engem Rapport vun enger Kommissioun, déi d'Chamber dann agesat huet.

Am Regelfall war - ech kenne keng Ausnahm eigentlech -, wann de Parquet eng Demande gemaach huet, fir dass d'Immunitéit vum Deputéierte soll opgehuewe ginn, fir kënnen eng Poursuite géint hien ze maachen, d'Chamber d'accord fir d'Immunitéit opzehiewen, fir also déi Poursuiten iwwerhaapt méiglech ze maachen. Et war awer vill méi restriktiv, wann eigentlech iwwer eng Citation directe meeschtens probéiert ginn ass, dann iwwer eng Privatpersoun en Deputéierten hei virun d'Strofgeriichter ze zitéieren. Do war am Regelfall d'Chamber relativ retizent, fir esou Demanden nozegoen. Mä et gëtt och do Ausnahmen - ech wëll elo hei keng Nimm nennen -, déi awer beleeën, dass och dann d'Chamber esou Décisioune geholl huet.

Mä et ware rar, muss ech och soen, eestëmmeg Décisioune vun der Chamber, an et kann ee sech virstellen, dass do awer oft parteipolitesch Considératioune matgespillt hunn, eng Solidaritéit, déi vill matgespillt huet vläicht mat engem Member vun der eegener Fraktioun, respektiv aner parteipolitesch Gefiller a konträrer Richtung, déi matgespillt hunn.

Duerfir fanne mir et als sozialistesch Fraktioun gutt, dass mer elo déi Hypotheesen, wou iwwerhaapt d'Chamber ze befannen huet iwwer en Ophiewe vun enger parlamentarescher Immunitéit, wierklech op e strikte Minimum beschränken, well sech an der Praxis awer erausgestallt huet, dass e politescht Organ wéi eng Chamber sécherlech net dat beschten Organ ass, fir iwwer eege Memberen hei ze jugéieren. Well eigentlech ass jo awer do, obwuel dat formal gesinn net richteg ass, och e bëssen eng Form vu Jugement mat verbonnen, wann een en Dossier kuckt a muss hei eng Décisioun huelen, ob ka mat enger Poursuite géint en Deputéierte weidergefuer ginn oder net.

Wat elo déi eenzel Artikelen ugeet, den Artikel 68, den Artikel 69, e puer Iwwerleeungen och vu menger Säit zu deenen Artikelen.

68, dat ass jo dee wou sech eigentlech am Fong näischt ännert, mä wou mer eng aner Textformulatioun hei zréckbehalen hunn, déi u sech méi modern ass, déi am Fong och der Interpretatioun vun deem alen Text Rechnung dréit, well et war ëmmer kloer an der Jurisprudenz an och an der Doktrin, dass, wat d'Irresponsabilitéit vun dem Deputéierte fir Votë respektiv Meenungen ugeet, déi en an der Ausübung vu sengem Mandat hei äussert, déi Irresponsabilitéit souwuel fir strofrechtlech Aktioune wéi och fir zivilrechtlech Aktioune gëllt. A genau dat gëtt an deem neien Text hei kloergestallt, sou dass een also domadder kann d'accord sinn.

Wie kann also déi Irresponsabilitéit iwwerhaapt ufëieren? Dat ass eleng den Deputéierten. Keen aneren. Den Deputéierten, an den Deputéierten, deen a Fonctioun ass.

Déi zweet Fro, déi sech hei stellt: Wat fir eng Akte vum Deputéierte sinn eigentlech geschützt? An dat ass do, wou d'Diskussioun jo och an der Kommissioun war an och haut de Mëtten am Plenum hei weidergeet. Ech wëllt awer do eigentlech déi Thees vum Rapporteur ënnerstëtzen, deem ech och Merci soe fir säi flotte schréftlechen a mëndleche Bericht zu dësen Ofännerunge vun eiser Verfassung, an ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass ee muss deen heiten Text ganz restriktiv interpretéieren.

Et muss ee sech jo trotzdeem bewosst sinn, wat an deem heiten Text drasteet! Hei kann een als Deputéierte vun dëser Tribün aus Injurë lancéieren, Diffamatioune maachen, Opriff maachen zur Rebellioun. Et kann een eigentlech duerfir net belaangt ginn.

(Interruption)

An ech muss soen - ech si jo schonn eng Zäitchen hei mat derbäi -, mir hate scho Fäll hei an dëser Chamber, déi ech selwer matgemaach hunn, wou och en Deputéierten - en ass elo net méi hei, duerfir kann ech dat soen - op d'Tribün gaangen ass an zum Beispill vun enger Privatpersoun behaapt huet, déi wär korrupt. Déi Privatpersoun konnt sech net wieren, well eben de Schutz vun der Fonctioun vum Deputéierten et ausmécht, dass en Deputéierte wéinst deenen Aussoen, déi en hei am Plenum mécht, net ka belaangt ginn, weder strofrechtlech nach zivilrechtlech.

Dat ass also scho wierklech eng ganz grouss Entorse par rapport zum Droit commun vun der Responsabilité civile a vun der Responsabilité pénale. Duerfir mengen ech, dass et net anescht ka sinn, dass een also déi Fäll, wou déi Protektioun fir den Deputéierte spillt, a wou den Droit commun eigentlech vun der Responsabilitéit ausgeschalt gëtt, muss ganz restriktiv interpretéieren, an dass dat eigentlech nëmme kann an engem ganz enke Raum spillen.

Dat ass genau och déi Interpretatioun, déi d'Doktrin an der Belsch an a Frankräich deemselwechten Text ginn huet. Do ass wierklech de Wuertlaut horgenau deeselwechten. Ech wëll dat hei vläicht zitéieren, fir - wéi gesot - déi Thees do ze beleeën. Als éischt Zitat vläicht aus dem Ouvrage vum Professeur Maurice Duverger, och e bekannte Verfassungsrechtler.

A sengem Buch iwwert d'Institutions politiques an den Droit constitutionnel seet en zu deem dote franséischen Artikel, deen, wéi gesot, genau d'selwecht formuléiert ass wéi eisen, dass déi speziell Protektioun net spillt: «…elle ne s'applique qu'aux actes accomplis dans l'exercice des fonctions du député...» Dann zielt en op: «…les discours des députés dans les réunions publiques, leurs articles dans les journaux, etc., ne sont pas couverts par l'irresponsabilité; de même, les voies de fait sur un collègue ou un journaliste dans l'enceinte de l'assemblée, etc.»

Also ganz kloer: No där Interpretatioun do gëllt et nëmme fir dat, wat eigentlech hei den Deputéierte wierklech an der Enceinte vun der Chamber seet. Et gëtt Jurisprudenz och, déi dat opmécht, zum Beispill fir parlamentaresch Kommissiounen. Wann een Deputéierten zum Beispill Aussoen an enger Enquêtëkommissioun mécht, da kann en och net duerfir belaangt ginn. Et ass also eng restriktiv Interpretatioun a Frankräich, an an der Belsch ass et net aneschters.

An engem Ouvrage och vum Professer Pierre Wigny zu deenen dote Froen ass Folgendes ze liesen: «…en dehors de l'enceinte parlementaire le sénateur ou le représentant n'est pas couvert par l'irresponsabilité pour les manifestations d'opinions, qui se rattachent sans doute à son activité d'homme politique, mais qui pourraient aussi être exprimées par un non-parlementaire. Tel sera, par exemple, le cas lorsqu'il écrit dans un journal ou parle à une réunion publique.»

Also och ganz kloer déiselwecht Interpretatioun. D'Protektioun vun der Irresponsabilitéit ass ganz restriktiv auszeleeën a gëllt praktesch nëmmen an der ganz enker Definitioun vun der direkter Ausübung vum Deputéiertemandat hei an der Chamber.

Mä selbstverständlech, dat ass och an der belscher Doktrin nozeliesen, d'Reproduktioun vun deenen Aussoen, déi den Deputéierte gemaach huet am Procès-verbal, am Compte rendu, dee verdeelt gëtt, wéi och dat, wat d'Press dann iwwerhëlt vun deenen Aussoen, dat fält och ënnert d'Protektioun, fält also ënnert d'Irresponsabilitéit vum Deputéierten.

Wat nach interessant ass, wat och d'Doktrin definéiert huet, wat d'Auswierkungen, d'Effeten also vun där Irresponsabilitéit vun den Deputéierte sinn op der Grondlag vum Artikel 68. Si soen: Si ass absolut. Dat heescht, souguer eng Instruction préliminaire vum Parquet kann eigentlech emol net déclenchéiert gi fir esou Faiten. Si ass perpétuelle. Dat heescht also, si verlängert sech och nom Enn vum Mandat vum Deputéierten, fir natierlech déi Aussoen, déi e gemaach huet während sengem Mandat.

An - wat och wichteg ass, an dat ass, mengen ech, nach net gesot ginn -, si ass d'ordre public. Dat heescht, den Deputéierte kann net drop verzichten. Et ass e feste Bestanddeel vu sengem Statut. Dat ass also eng Protektioun, wou hien net ka soen am Viraus: Ech verzichten op déi Protektioun, sicht mech un! Neen, d'Geriichter dierften an esou engem Fall net géint den Deputéierte spriechen, well dat heiten e Bestand vu senger Fonctioun ass an net un déi eenzel Persoun gebonnen ass. Si ass also d'ordre public.

Souwäit also zum Artikel 68, dee mer selbstverständlech als sozialistesch Fraktioun wäerten an där neier Formulatioun stëmmen.

Dann den Artikel 69: Et ass jo do wou eigentlech déi radikaalsten Ofännerung virgeholl gëtt. Et kënnt ee bal soen, et geet een un d'Droit-acquisë vun den Deputéierten. Mä et ass awer net vu Muttwëll, wou mer dat hei haut de Mëtteg maachen, well et, mengen ech, kloer ass, dass eigentlech déi dote Bestëmmunge fir d'Leit dobausse sécherlech - mat Recht, géif ech soen - als onnëtz Privilegien emfonnt ginn, an eigentlech och den Deputéierte kee rechten Intérêt huet, dass déi doten Dispositioune weider bestinn, well se ëmmer an der Praxis mat enger Virveruerteelung verbonne sinn, an Ähnlechem méi. Sou dass, mengen ech, et e gemeinsamen Intérêt ass, Schluss ze maache mat wesentlechen Deeler, wat haut nach ëmmer eigentlech an eiser Verfassung d'Kärsteck vum Statut vum Parlamentarier ausmécht.

Dat ass eng Protektioun, déi haut eigentlech kee Sënn méi gëtt, wou et also och richteg ass, fir se ofzeschafen an op dee Minimum ze beschränken, wou et eigentlech nach Sënn mécht, nämlech dann, wann et ëm d'physesch Presenz vum Deputéierten hei an der Chamber geet an den Exercice vu senger Fonctioun als Deputéierten.

Duerfir bleift jo eigentlech just nach vun deenen ale Bestëmmungen déi Bestëmmung, déi seet, wann en Deputéierte soll inhaftéiert ginn, dass dann d'Chamber muss den Accord ginn, et sief, en ass in flagranti ertappt ginn. Dee Moment muss d'Chamber den Accord selbstverständlech och net méi ginn am Fall vun enger Inhaftéierung. Dat ass also dat, wat bliwwen ass.

Ech si besonnesch frou, well ech dat nach leidlech an Erënnerung hunn, dass d'Chamber sech och elo net méi amëscht an d'Exekutioun vun den Uerteeler. Et bleift fir mech eng relativ schwaarz Stonn vun dësem Parlament, wann ech op d'Joren 1988 an 1989 zréckkucken, wou sengerzäit hei, obwuel eng formell Demande vum Procureur général d'État vun der Zäit virlouch, fir ze soen, dass en Deputéierten hei an Ausféierung vun engem Uerteel net méi däerft Deputéierte sinn, d'Chamber hei an öffentlecher Sitzung an an net geheimem Vote, mat der Stëmm vun der concernéierter Deputéiert an hirem Affekot, décidéiert huet, si däerft awer hei sëtzen, an de Procureur wär falsch bei senger Interpretatioun vun deem Uerteel, dat gesprach gi war.

Dat bleift fir mech keng Stärstonn vum Parlament. Duerfir sinn ech frou eigentlech, dass elo kloergestallt gëtt, dass d'Ausféierung vun Uerteeler, och géint d'Deputéierten, eng Saach bleift vun den normal zoustännege Stellen, dat heescht de Parquet, deen eleng duerfir zoustänneg ass. A wann en Deputéierten net d'accord ass mat där Interpretatioun, déi de Parquet engem Uerteel gëtt, da gëtt et och ewell Rekursméiglechkeete bei den normale Geriichter, fir da feststellen ze loossen, wie Recht huet.

D'Chamber soll wa méiglech aus deem Ganzen do erausbleiwen. Dat war net, wéi gesot, ganz gutt gelaf virun enger Rei vu Joren.

Ech géif mer also…

(Interruption)

…och, wéi gesot, wierklech félicitéieren, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, dat och elo esou hei kloerzestellen, an dass also keng Amëschung méi vun der Chamber méiglech ass, wann et ëm d'Ausféierung vun engem Strofuerteel géint e Member vun dëser Chamber geet. Do sollen déi normal zoustänneg Autoritéiten dat an Zukunft och kënne maachen.

Nach interessant ze gesinn ass, dass et an där neier Versioun vum Artikel 69 bei deem Reschtartikel, deen nach bleift, och esou ass, dass déi Autorisatioun vun der Chamber eigentlech nëmme fir eng Sessioun gëllt, an dass, wann een dat liest - dat ass op jidde Fall meng Interpretatioun -, ee kéint zur Iwwerzeegung kommen, dass, wann eng nei Sessioun ugeet, eigentlech dann erëm kann oder misst eng nei Demande gestallt ginn, an d'Chamber erëm eng Kéier frësch misst kucken, ob dann deen Deputéierte kann inhaftéiert ginn oder net. Dat ass eng Fro vun Interpretatioun. Mä op jidde Fall ass am Fong déi doten Interventioun vun der Chamber begrenzt op d'Dauer vun enger Session parlementaire.

Ech sinn der Meenung, dass deen doten Text elo, wéi en an deem neien Artikel 69 steet, wahrscheinlech éischter wäert e symbolesche Charakter behalen, well ech ka mech net erënneren an deene leschte 60 Joer, dass jee eng Demande gestallt gi wär vum Parquet, fir eigentlech en Deputéierten anzesetzen. D'Chamber war ni mat esou eppes befaasst, an ech hoffen, dass och d'Chamber net wäert esou bal mat enger ähnlecher Demande befaasst ginn, well kee Grond besteet, fir esou en Antrag virun d'Chamber ze bréngen.

Et ass och ze hoffen, dass mer mat der Oplockerung vun där Protektioun vun den Deputéierten net elo eng Lawin vu Prozesser géint Deputéierten ausléisen, dass et elo esou wäit kënnt, dass déi politesch Debatt tëschent Parteien an tëschent Politiker transferéiert gëtt op d'Geriichter, well dat elo méi einfach gëtt, wéi dat mam bestehenden Text de Fall wär. Dat wär falsch. Ech mengen, d'politesch Debatte gehéieren hei an d'Chamber, gehéieren an d'Politik an hunn eigentlech näischt virun de Geriichter ze sichen.

Da ginn ech den Accord selbstverständlech vu menger Fraktioun, och fir déi nei Formulatioun vum Artikel 69.

Ech mengen awer, dass mer mat eisen Aarbechten an der Chamber elo nach net fäerdeg sinn. Bei der Preparatioun vu menger Interventioun si mer mindestens zwee Punkten opgefall, wou mer elo an deenen nächsten dräi Méint missten als Chamber aktiv ginn, well déi en direkte Lien hu mat deenen Artikelen, déi mer elo ofänneren, a well dat Texter sinn, déi nach op deenen alen Artikelen opgebaut sinn. Mir mussen also, wa mer do net wëlle Schwieregkeete vu Konkordanz vun eise Gesetzestexter kréien, do handelen als Chamber.

Dat gëllt fir d'éischt emol fir d'Reglement vun der Chamber. D'Reglement vun dëser Chamber huet e ganzt Kapitel - dat ass dat ganz grousst Kapitel 13 -, dat begräift d'Artikelen 159 bis166, wou des Laangen an des Breeden iwwert d'Prozedur vun der Levée vun der Immunité parlementaire geschwat gëtt. An do geet nach ëmmer Rieds vun «autorisation de poursuites» oder «suspension de poursuites». Dat sinn alles Hypotheesen, déi sech mat deem neien Artikel vun der Verfassung net méi wäerte stellen.

Also musse mer onbedéngt bis zum nächste Vote hei, dem definitive Vote iwwert dës Verfassungsännerung, dat dote Kapitel vum Reglement vun der Chamber och op de Leescht huelen a vläicht gläichzäiteg ëmänneren, wa mer deen zweete Vote hei maachen iwwert d'Ofännerung vun deenen zwee Artikele vun eiser Verfassung.

An dann nach een Artikel, deen een zwar gäre vergësst. Ech muss éierlech soen, wann ech deen net och a belschen Texter erëmfonnt hätt, wär ech och net drop komm. Mir hunn en Artikel am Code pénal stoen. Dat ass den Artikel 158. An dee stellt Leit ënner Strof vum Ministère public, Riichteren an aner Fonctionnairen, déi ouni d'Autorisatioune vun der Chamber géifen en Deputéierte poursuivéieren; ënner anerem. Or, nom neien Text ass jo keng Autorisatioun vun der Chamber méi néideg, fir dat ze maachen. Si ass jo just nach néideg, deemno wéi, wann et sech ëm eng Arrestatioun, eng Détentioun handelt.

Duerfir mengen ech, dass mer och missten deen Artikel 158 vum Code pénal gläichzäiteg mat ëmänneren. Mir brauchen en net ganz ofzeschafen, mä awer ëmänneren, fir dass mer deen och a Konkordanz stelle mat den neien Dispositioune vun dem Artikel 69 vun eiser Verfassung. Ech mengen, wa mer bereet wären, dat ze maachen, da géife mer ganz Aarbecht leeschten. An deem Sënn ginn ech den Accord nach eng Kéier vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, deen Text, dee mer de Mëtteg änneren, deen huet eng ganz grouss a ganz breet Zoustëmmung fonnt an der Kommissioun och haut de Mëtteg. Ech wäert duerfir net, och am Numm vun der grénger Fraktioun, nach eng Kéier op sämtlech Mériten agoen, déi déi Modifikatioune vum Text hunn. Den Här Bodry, an och, Här President, den Här Meyers, sinn elo wierklech op ganz vill Detailer schonn agaangen. Duerfir wëll ech just e puer complémentaire Remarquen nach drunhänken.

Déi éischt, fir ze bemierken, dass, wann den Här Meyers den Historique gemaach huet, wou den Artikel 68 notamment vun der Irresponsabilitéit hierkënnt, dass dat deemools am Wesentlechen e Schutzmechanismus war géint de Pouvoir exécutif, de Pouvoir absolu, et awer haut nach ëmmer esou ass, dass déi Artikelen, oder deen Artikel 68 seng komplett Valeur behält. A wa mer eng kleng Modifikatioun maachen, wou mer eis eens sinn, dass se eigentlech nëmmen eng Preziséierung beinhalt, well och elo schonn eigentlech jiddfereen dovunner ausgaangen ass, dass d'Irresponsabilitéit net nëmmen am penale Beräich unzesiedele wär, trotz den Termë Poursuites a Recherchen, déi an deem Artikel gebraucht ginn, hu mer awer d'Gefill gehat, dass et vläicht gutt wär ze preziséieren, dass et och am Zivile muss spillen.

Duerfir huet och deen Artikel, eiser Meenung no, haut nach ëmmer seng ganz Aktualitéit. Well wann haut och net méi déi gréisste Bedrohung vum Parlamentarier vum Pouvoir exécutif ausgeet, sou stellt een awer fest, dass iwwert déi lescht Jorzéngten an och déi lescht Joren e Glissement stattfënnt, och an der politescher Aarbecht, notamment um Niveau vun den Décisiounen d'une façon générale, wou dat öffentlecht Handelen ëmmer méi oft den Terrain vum Droit public och verléisst, fir sech eriwwerzebewegen op den Terrain vum Droit privé, wourauser natierlech Konflikter kënnen entstoen am Beräich vun de Responsabilitéiten, notamment och vun der Responsabilité civile.

An dee Glissement vun der Politik stéckelchersweis eraus aus dem Droit public eriwwer bei den Droit privé mécht et haut och duerfir noutwendeg, dass mer preziséieren, dass déi Irresponsabilitéit, déi d'Parlamentarier hunn, sech net ka beschränken op de strikte Volet vum Penalen. Mä wa mer haut hei Voten huelen a Rieden halen, dann huet dat och mam politeschen Handele vum Stat schlussendlech ze dinn, dee sech eben ëmmer méi an enger Grozon tëschent Droit public an Droit privé befënnt. Do kënnen deelweis Saachen opdauchen, déi kéinte problematesch ginn.

Et kann een zwee Beispiller nennen, déi relativ rezent sinn:

Mir froen eis, ob mer beispillsweis hätten esou kënnen iwwert d'OPA vu Mittal Steel op d'Arcelor schwätzen, wa mer déi Irresponsabilitéit net hätten. Do geet et ëm gewalteg Intérêten, déi en jeu sinn, ëm Milliardebeträg, déi en jeu sinn. Sämtlech Fraktiounen hunn hei am Parlament och zu där OPA Stellung geholl. Dat ass eng Aktioun, déi sech am Beräich vun der Privatwirtschaft ofspillt, wou et ëm d'Bourse geet, a wou all d'Fraktiounen, déi sech kritesch geäussert hunn iwwert déi Virgäng, déi amgaang waren, natierlech probéiert hunn, Afloss ze huelen iergendwou och op déi Aktionären, déi sollen hir Décisioun huelen, ob se da schlussendlech hir Partë verkafen oder net.

Et hätt duerchaus, wa mer déi Protektioun net hätten, ee kënnen op de Gedanke komme beim Grupp Mittal Steel, fir ze soen: Mä wat geet déi Leit un, fir an eist Geschäft esou dranzeschwätzen an eist ekonomescht Virgoen esou wëllen ze beaflossen?! Si hunn domadder eng Responsabilitéit iwwerholl. Si hunn eis méiglecherweis e Schued zougefügt, a mir wëllen dee gäre geltend maachen.

Also, déi Notioun vun der Irresponsabilitéit och op den zivile Beräich auszeweiden, ass net nëmmen eng Reminiszenz vum 19. Jorhonnert vun der éischter liberaler Verfassung vun 1848; et ass eppes, wat haut duerchaus nach seng absolut Aktualitéit huet a vläicht souguer nach méi aktuell ass, wéi et an der Vergaangenheet de Fall war.

An en anert Beispill, wat ee kéint nennen, ass, wann ee vu Pétrolierë schwätzt. Haut ass de Punkt vun der Energie ee vun de wesentlechen, ëm deen et an der Politik geet. Och do gëtt et gewalteg Milliarden an Abermilliarden Intérêten, déi hannendru stinn. An et ass evident, wa sech hei Parlamentarier äusseren am Kontext, wéi gëschter nach beispillsweis vu Kyoto, a kéimen op d'Verantwortung vu Pétrolieren ze schwätzen an där doter Matière, da géinge se déi selbstverständlech och ausliwweren, fir kënne Rekursen ze erleiden, zumindest um Volet vum Schuedensersaz, well een objektiv, duerch déi kritesch Meenung, déi ee geäussert huet, méiglecherweis e Bierger dovunner ofgehalen huet, bei dësem Pétrolier säi Bensin ze kafen a vläicht léiwer bei een aneren ze goen.

Just zwee Beispiller, fir ze ënnersträichen, dass déi Preziséierung, déi mer haut maachen, eigentlech eng ganz nëtzlech ass an net nëmmen eng ganz verspéit textuell Korrektur, an dass mer eigentlech mat där Preziséierung, déi mer maachen, en fait och op eppes reagéieren, wat haut absolument d'actualité ass.

Wouriwwer een och, mengen ech, ka soen, dass et eng Eestëmmegkeet gëtt, och vun der grénger Fraktioun aus, dat ass, wann een de Perimeter wëllt zéien, wou d'Irresponsabilitéit soll gëllen.

Och mir als gréng Fraktioun sinn der Meenung, dass déi natierlech muss an engem ganz enke Kader gesi ginn. Et ass kloer - an den Här Meyers huet och dat Beispill genannt -, wann en Deputéierten an enger Debatt wier mat engem Netdeputéierten, do wär natierlech eng Ongläichheet vun de Moyenen. Dat kann natierlech net esou wäit goen, dass d'Irresponsabilitéit do kéint invoquéiert ginn.

Mä ech sinn awer och éischter der Madame Flesch hirer Meenung, dass, obwuel ee seet, dass et muss an engem ganz restriktive Sënn interpretéiert ginn, d'Fro awer zumindest haut ze stellen ass, ob deen Text, deen elo zënter mëttlerweil iwwer 150 Joer besteet an an engem aneren Esprit geschriwwen ginn ass, an där heiteger Mediëlandschaft nach ëmmer esou enk kann interpretéiert ginn.

D'Erwaardunge vun de Bierger un e Parlamentarier sinn haut och net méi déiselwecht. Wann ee vun de Voten a vun de Meenunge schwätzt - an der restriktiver Interpretatioun ass dat eent an datselwecht -, dann hu mer haut awer als Parlamentarier och alleguerten eng Missioun, fir déi Opiniounen och bei de Bierger dobaussen ze erklären, sou dass dat haut en Deel vläicht ass vum Exercice de la fonction, deen natierlech net kann zu Mëssbräucher benotzt ginn, fir op der Place publique injurieux ze sinn oder sech op iergendeng aner Aart a Weis ze behuelen, déi fir aner Bierger net zoulässeg wär.

Mä wann en Deputéierten eng Meenung, déi en hei vertratt huet, op enger anerer Plaz dans les termes identiques vertrëtt, am Beräich beispillsweis vun de Medien, wann en en Interview gëtt, fir nach eng Kéier ze erklären, wat en op der Chamberstribün gesot huet, dann ass zumindest awer d'Fro haut gestallt, ob - iwwert de Konsens eraus, dass et selbstverständlech am Zweifelsfall muss restriktiv ausgeluecht ginn - et net awer richteg ass, d'Fro ze stellen, ob een haut net awer am Joer 2006 vläicht eng Grëtz méi misst drënner verstoen als Exercice de la fonction, wéi elo nëmmen dat, wat mer hei soen, oder an der Kommissioun respektiv an engem internationale Gremium, respektiv dat, wat mer op deenen dräi genannte Plaze géingen ofstëmmen.

Zu deem aneren Artikel, dem Artikel 69, do wëlle mer och als gréng Fraktioun eis Satisfaktioun doriwwer ausdrécken, dass mer haut kënnen deen Artikel an deem dote Sënn ofänneren, wéi mer et elo gläich maache wäerten. Et ass eiser Meenung no scho laang fälleg gewiescht, dass mer déi doten Normaliséierung virhuelen. Et gëtt net een eenzegt valabelt Argument, firwat dass ee muss den Assentiment vun der Chamber hunn, fir en Uerteel kënnen ze exekutéieren. Dat mécht kee Sënn. Dat ass e Privileg, deen net justifiéiert ass.

Esou justifiéiert eiser Meenung no d'Irresponsabilitéit nach ëmmer ass, souguer mat enger héijer Aktualitéit, esou onjustifiéiert sinn eiser Meenung no all déi Bestëmmungen, déi mer haut ofschafen. Dat si Privilegien, déi keng Valeur ajoutée brénge fir den Exercice vun engem demokratesche Mandat. An dofir si mir als gréng Fraktioun ganz kloer domadder averstanen, dass mer den Artikel an deem dote Sënn änneren.

An eng lescht Remarque, fir ze soen, dass och mir, no dëse Voten, eis wëllen domadder beschäftegen, wéi et ëm de Sonderstatus vun der Regierung steet. Och do sinn eiser Meenung no Saachen, déi ze verbessere sinn. Mir hoffen, dass mer no dëse Votë mat der nächster Diskussioun kënne weiderfueren.

Mat dëser leschter Remarque wëll ech just nach am Numm vun der grénger Fraktioun, wéi gesot, d'Zoustëmmung zu den Änderunge bréngen, déi mer elo gläich wäerte virhuelen, net ouni awer och dem Paul-Henri Meyers Merci gesot ze hu fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht respektiv déi gutt a fair Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun ënnert senger Présidence hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Déi Modifikatiounen, déi mer elo sollen an onser Constitutioun virhuelen, hunn hir Berechtegung, well mer als Deputéiert mussen e Spezialstatut hunn deen Ablack, wou et drëm geet, fir en Deel vun deene Souveränitéitsrechter, déi ons zougestane sinn, fräi kënnen auszeüben, fir Gesetzer ze stëmmen, déi ze motivéieren, an och fir eng Kritik un der Regierung virzehuelen am Kader vun deem Kontrollrecht, wat mer hunn.

Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng historesch Ausféierungen an och fir seng Commentairen. Ech wäert herno och nach e bësselchen op deen een oder deen anere Problem agoen, deen hien ugeschwat huet, a meng Virriedner hunn och schonn eng etlech vun deene Problemer duerchdiskutéiert, esou datt ech mech och wäert konzentréieren op e puer Aussoen, wou mer vläicht nach kënnen an enger Diskussioun herno doriwwer befannen.

Et gesäit een, datt déi meescht europäesch Länner, mat ganz wéinegen Ausnahmen, Dispositiounen hu wéi déi, déi mir bis elo an onser Constitutioun haten, a respektiv wéi déi, déi mir elo an onser Constitutioun nach wëlle liicht änneren a preziséieren.

Verschidde Länner hu fir d'Levée vun der Immunitéit vun engem Deputéierte Spezialgeriichter virgesinn, dat sinn: Spuenien, Holland, Schwäiz, fir nuren déi ze nennen. Aner Länner, esou och ons Chamber, gesinn d'Chamber als eng Aart Juridictioun vir. Dat ass niewent Lëtzebuerg natierlech England a Malta.

D'Irresponsabilitéit vum Deputéierten ass eent vun deene Rechter, déi mer hei zougestane kréien, an dat ass u sech d'Recht op fräi Meenungsäusserung hei an der Chamber. Déi absolut Immunitéit muss och bestoe bleiwe vis-à-vis vun zivilen oder strofrechtleche Poursuiten, well soss kéint ee jo hei seng Meenung net äusseren.

Wat ass nun geschützt - an dat ass jo een Deel vun der Debatt? Et ass kloer, datt déi Opiniounen a Voten, déi hei an der Chamber geholl ginn, geschützt sinn, mä ech mengen awer och, datt dat fir déi Opiniounen a Votë gëllt, déi an de Commissions parlementaires gemaach ginn, datt dat och gëllt fir d'Questions parlementaires, an datt och, wann ee sech wëllt verschidden Zitater erlabe vun deem, wat een an der Chamber gesot huet respektiv souguer vun deem, wat een an der Chamber wëllt soen, oder wat een an enger Kommissioun gesot huet, dat ënnert dee Begréff fält, souguer wann dat net an dëser Enceinte geschitt ass, mä virun engem Radio, enger Televisioun oder dobaussen am Public.

D'Geriichter wäerten héchstwahrscheinlech déi eng oder déi aner Prezisioun do nach erbäiféieren, mä fir mech schéngt et awer kloer ze sinn, datt een déi Interpretatioun vum Text zwar soll strikt gesinn, mä et awer och soll esou sinn, datt een déi Aussoen, déi wierklech am Kader vum Deputéiertemandat gemaach ginn an där Enceinte oder wou een eppes annoncéiert oder eppes gesot huet, datt een do kloer d'Distinctioun mécht tëschent der Opinioun, déi all Bierger ka soen, an deem, wat een als Deputéierte seet, datt een do awer och nach misst an deem Sënn geschützt kënne bleiwen.

Deen zweete wesentleche Punkt, deen hei geännert gëtt oder liicht nei formuléiert gëtt, ass d'Immunitéit a strofrechtleche Poursuiten. Och hei mengen ech, datt déi Adaptatioun, déi mer virhuelen, déi ass, déi d'Bierger sech och dobaussen erwaarden, well se absolut mat de Realitéiten iwwerenee stëmmt, an datt et och ganz onsënneg ass, wann hei an der Chamber iwwer verschidden Immunitéiten debattéiert gëtt, wou et ganz oft onnëtz ass.

Well wat ass d'Resultat dovunner, wann eng Levée vun engem Deputéierten duerch d'Chamber geschwat gëtt? Dat ass, datt no baussen an der Opinion publique ganz oft deen Deputéierten da scho verueerteelt ass. Or, dat ass net de Fall. Et ass just nuren, datt d'Chamber seet, hei kéint et eventuell zu eppes kommen, mä et ass selbstverständlech nach net en Uerteel. Mä dat ass heiansdo ganz schwéier dobaussen an der Opinion publique duerchzezéien.

Mir sinn och Demandeur, fir net nuren dës Gesetzer ze änneren, also dës Artikele vun onser Constitutioun, d'Artikelen 68 a 69.

Mir sinn och Demandeur fir datt mer ähnlech Dispositioune vis-à-vis vun de Regierungsmembere solle virhuelen. Well et sinn ons Fäll bekannt, wou e Regierungsmember bewosst eng Autorisatioun an enger Matière ginn huet, fir iergendeppes ze erlaben, an datt deen Ablack dat awer a Violatioun vun enger Disposition pénale war. Et ass dach relativ batter, wann de Plaignant da vum Parquet gesot kritt, et wier eng Infraktioun, si wier constatéiert - an enger Baugenehmegung oder esou -, an et kënnt een awer net dergéint ukloen, well constitutionnel dat doten net méiglech wier. Also och do kréie mer eng kleng Aarbecht.

Mä nach eng Kéier am Résumé: D'ADR-Fraktioun ka mat dësen Änerungen d'accord sinn a mir wäerte se och dofir stëmmen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Jo. Den Här Mehlen freet d'Wuert nach.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wollt just e puer Wuert hannendrun hänken. Ech si vläicht deen Eenzegen nach an dëser Enceinte, deen eng Kéier am Fall war, datt hei d'Immunitéit opgehuewe ginn ass. Dat war eng Affär en matière civile. Ech sinn deemools ganz frëndlech gefrot ginn, wéi ech mech géing dozou stellen. Ech hu gesot, ech sinn dee Leschten, dee sech dergéint wiert. Et war eng Meenung, déi ech geäussert hat an engem Prozess, deen déi Zäit héich Welle geschloen huet, wou manifestement eng Partie Leit bei hiren Zeienaussoen net ganz bei der Wourecht bliwwe waren.

Ech hunn déi Ausso als Privatpersoun gemaach, dat heescht a Funktioun vu President vun enger Bauerenorganisatioun, déi deemools an deem Prozess virdrun als Partie civile mat derbäi war. Wéi gesot, et war eng reng zivil Affär. An déi wär och ganz normal hire Wee gaangen, dovun hätt emol kaum ee Kenntnis geholl dobaussen, wann net wéinst där ziviler Affär do hei dee ganze Klamauk hätt misse gemaach ginn, fir meng Immunitéit opzehiewen!

Dat war an enger ganz opgeregter Zäit, viru Wahlen an esou weider, an dat wat herno an den Zeitunge stoung, war eppes ganz anescht wéi dat wat effektiv d'Faitë waren, well déi Affär hei hat mat enger anerer Affär, déi déi Zäit och héich Welle geschloen huet, guer näischt ze dinn.

Duerfir wëll ech hei soen, datt ech et net méi wéi richteg fannen, datt dee Procédé do opgehuewe gëtt, well - ech mengen, den Alex Bodry hat et gesot - och wann den Deputéierte sech am Recht spiert an am Recht ass, mä wann een eng Citation directe mécht, souguer en matière civile, an et muss hei d'Immunitéit opgehuewe ginn, dann ass een eigentlech als Deputéierte scho virveruerteelt ier et ugeet, obschonn et souguer hei einfach nëmmen ëm Schuedenersaz gaangen ass.

Duerfir ass et net méi wéi richteg, datt mer dat maachen, an datt an esou Fäll den Deputéierte behandelt gëtt wéi all anere Bierger dobaussen och. Ech wollt dat zu dësem Thema soen. All dat anert, mengen ech, ass jo scho gesot, an den Yves huet jo scho gesot, mir wäerten dat stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Fir d'Regierung wëllt den Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert ergräifen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, déi Verfassungsännerungen, déi d'Chamber de Mëtten hei diskutéiert an driwwer ofstëmmt, déi betreffen d'Deputéierten, an duerfir fënnt d'Regierung aus institutionelle Grënn, datt si sech net soll zum Inhalt vun deene Verfassungsännerungen äusseren. Ech géing just wëlle bei dëser Geleeënheet zwou Observatioune maachen.

Déi éischt ass déi, well insofern dës Änneruge kënne Modifikatioune vum Code pénal no sech zéien, datt d'Regierung déi iwwerkuckt an dann diesbezüglech e Gesetzesvirschlag an d'Chamber wäert eraginn.

Zweet Observatioun: Am Numm vun der Regierung wëll ech dorun erënneren, datt d'Regierungsmemberen, contrairement zu den Deputéierten, keng Immunitéit hunn. D'Regierungsmemberen hunn opgrond vun de Verfassungsbestëmmungen e Privilège de juridiction, komme virun eng extra Kompositioun vum Geriicht. Déi Dispositiounen entspriechen awer net méi de Regele vun den internationale Konventiounen, notamment déi iwwert den duebelen Degré vun de Juridictiounen am strofrechtleche Beräich.

Et ass duerfir, datt d'Regierung schonn 2004 Propositioune gemaach huet, fir d'Verfassung an deenen Artikelen, déi d'Regierung betreffen, ofzeänneren, se der politescher Realitéit unzepassen an op dësem Punkt - hei geet et ëm d'juristesch Responsabilitéit vun de Ministeren - en Text ze fannen, dee konform ass mat den normalen an heitege Fonctionnementer à la fois vun der Regierung a vun de Geriichter.

Et wär duerfir de Wonsch vun der Regierung, datt déi Propositiounen, déi elo zënter zwee Joer an der Chamber sinn, déi och, mengen ech, nach net aviséiert gi si vum Statsrot, awer kënnte souwuel am Statsrot wéi an der Chamber diskutéiert ginn. D'Regierung wëllt keng Immunitéit, d'Regierung hätt just gären, datt déi Regele vun der juristescher Responsabilitéit vun de Ministere kloer an der Verfassung virgesi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 4939. Et ass eng Majoritéit vun Zweedrëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur la proposition 4939

D'Propositioun 4939 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Paul Helminger;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Une voix.- Dir sidd ze schnell!

M. le Président.- Mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun 4285. Och hei ass eng Majoritéit vun Zweedrëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur la proposition 4285

D'Propositioun 4285 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Paul Helminger;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5510 iwwert de Protokoll vu Kyoto. D'Diskussioun ass an der Sitzung vu gëschter ofgeschloss ginn.

5. 5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5510 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 8 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Marc Angel), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5405 iwwert d'Konventioun Europol. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch an den Här Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

6. 5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5405 huet zwee Voleten: Op där enger Säit ginn dräi Protokoller zur Europolskonventioun approuvéiert, an op där anerer Säit gëtt d'Gesetz vun 1998, dat déi initial Europolskonventioun approuvéiert, op zwee Punkte geännert.

Europol, déi hire Sëtz zu Den Haag an Holland huet, ass keng federalstaatlech Police wéi den FBI an de Vereenegte Staten. Europol huet keng Polizeigewalt, kann zum Beispill kee verhaften. Europol, déi säit Juni 1999 am Asaz ass, ass eng Struktur, déi duerch Informatiounsanalys, Informatiounsaustausch…

(Coups de cloche de la Présidence)

…a Kooperatiounshëllef den nationale Polizeiautoritéiten aus de Memberstate vun der Europäescher Unioun hir Aarbecht vereinfacht.

Natierlech kritt och Europol Informatiounen aus de Memberstaten, déi an Europol duerch sou genannt Officiers de liaison vertruede sinn. Europol beschäftegt ongeféier 400 Leit, an et gëtt plus ou moins 80 vun de Memberstaten détachéiert Officiers de liaison.

Bei deenen dräi Protokoller geet et ëm Verännerungen zur Europolskonventioun vun 1995.

Deen éischte Protokoll datéiert vum 30. November 2000. Et hunn - dat ass de Wëssensstand vum 26. Januar 2006 - 22 vun deene 25 Memberen dee scho ratifizéiert. Beim éischte Protokoll ginn d'Kompetenze vun Europol erweidert andeems Europol Kompetenzen a Blanchimentsaffäre kritt, och wann d'Infraction sous-jacente, dat heescht, déi Infraktioun, déi zum Blanchiment gefouert huet, net an de Kompetenzberäich vun Europol fält.

Den zweete Protokoll vum 28. November 2002 gouf scho vun 20 Membere ratifizéiert. Deen erlaabt et den Agente vun Europol, bei enger Équipe commune d'enquête als Observateur matzemaachen. Ech wäert lech dann och am nächste Projet de loi méi am Detail iwwert déi Équipe commune d'enquête informéieren.

Den drëtten a leschte Protokoll ass vum 27. November 2003. Dee gouf bis elo nëmme vun 18 Memberstate ratifizéiert. Zil an Zweck vun dësem Protokoll, dee méi wichteg ass, wéi déi zwee aner virdrun, ass et, d'Capacitéit vun Europol ze stäerken, fir de Memberstaten ze hëllefen, hiren opérationnellen Aktivitéiten am Kader vun Europol nozekommen.

Et kann een dräi méi déif gräifend Ännerungen hei ënnersträichen:

Éischtens: eng Ausweidung vun de Kompetenze vun Europol op all Zort vu schwéier Kriminalitéit. Dës Ausweidung mécht also, datt deen éischte Protokoll e bëssen hifälleg ass.

Zweetens: eng Aféierung vun engem Droit d'accès vun all Bierger op Europolsdokumenter.

Drëttens: d'Verstäerkung vum Europaparlament als Kontrollorgan vun Europol. Bis elo krut d'Europaparlament nëmmen de Rapport d'activité vun Europol matgedeelt. Elo kann d'Europaparlament iwwer wichteg Ännerungen, wat Europol ugeet, konsultéiert ginn, an d'Présidence vum Conseil kann och am Europaparlament iwwert déi generell Froe betreffend Europol Ried an Äntwert stoen.

Wat deen nationale Volet vum Projet de loi ugeet, esou wäert d'Gesetz vun 1998, duerch dat mer d'Europolskonventioun vun 1995 approuvéiert hunn, op zwee Punkte geännert ginn, well do säit 1998 legislativ Änneruge komm sinn.

Et gëllt, well mer säit 1999 eng Fusioun vu Police a Gendarmerie hunn, d'Referenz un de Service commun vu Police a Gendarmerie als nationaalt Koordinatiounsorgan ze ersetzen. Hei gëtt de Service vun der Police judiciaire benotzt.

Zweetens gëtt d'Referenz un d'Dateschutzgesetz vum 31. Mäerz 1979 ersat, well dat Gesetz abro-

géiert gouf, an elo gëtt eng Referenz gemaach op d'Gesetz vum 2. August 2002.

Här President, de Statsrot hat a sengem Avis vum 11. Oktober d'lescht Joer nëmmen eng redaktionell Ännerung. Fir et den Deputéierten ze erméiglechen, e Vote séparé par article ze maachen, war en der Meenung, datt een déi dräi Protokoller an dräi verschidden Artikele sollt approuvéieren, an net an engem Artikel. Mir waren natierlech an der Kommissioun mat Enthusiasmus derfir. Dat war déi eenzeg Ännerung, déi de Statsrot proposéiert hat.

Et muss een awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt Europol, och wa se keng Institutioun ass, déi dacks an de Medien zum Virschäi kënnt - an dat ass vläicht och gutt esou -, awer nach ëmmer eng Institutioun ass, déi eng effikass europäesch Kooperatioun erlaabt, vereinfacht an och erméiglecht, am Kampf géint eng ëmmer méi dacks present grenziwwerschreidend Kriminalitéit an Europa.

D'Kommissioun huet och mäi Rapport de leschte 25. Januar eestëmmeg approuvéiert. Duerfir géif ech Iech am Numm vun der Kommissioun bieden, dee Projet de loi esou ze stëmmen, an am Numm vun der CSV-Fraktioun wäerte mer och mat vill Enthusiasmus dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Madame Flesch!

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Et geet hei, wéi de Rapporteur et gesot huet, ëm d'Adoptioun vun dräi Protokollen zu der Europolskonventioun an zu der Modifikatioun vun den Artikelen 2 an 3 vum Gesetz vun 1998, wat déi Konventioun approuvéiert huet.

Den éischte Protokoll vum November 2000 gëtt Europol nei Kompetenze beim Blanchiment d'argent en général. Den zweete Protokoll vum November 2002 gesäit d'Méiglechkeet vir, dass Europol kann an Équipes communes d'enquête participéieren.

An deem Sënn muss ech soen, Här President, hätt ech et méi logesch fonnt, wann d'Chronologie vum Ordre du jour e bëssen eng aner gewiescht wär, a wa mer fir d'éischt de Projet 5412 iwwert d'Équipes communes d'enquête gestëmmt hätten an dann de Protokoll Europol. Mä dat ännert näischt um Fong.

M. le Président.- Madame Flesch, dat war der Conférence des Présidents net opgefall. Voilà, mir maachen Amende honorable. Dir hutt awer Recht.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech mengen, et ass awer wouer.

M. le Président.- Jo, Dir hutt Recht.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Et ass kee Problem.

Schliesslech den drëtte Protokoll, dee gesäit eng Partie Modifikatioune vir bei den Attributioune vum Conseil d'administration an esou weider.

Här President, ech wëll dem Rapporteur e Merci soen. Hien hat déi Saach esou gutt presentéiert a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Rapport. Ech hunn hei mer eng ganz Partie Saachen opgeschriwwen. Ech wäert drop verzichten, drop anzegoen. Ech wäert mech senge Konklusioune ralliéieren. Mir wäerten als DP-Fraktioun déi dräi Artikele stëmmen, also domadder déi dräi Protokoller approuvéieren, an insgesamt de Projet de loi och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Klein wëllt d'Wuert elo.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, ech géing dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Et geet hei ëm d'Ausbreitung vun de Kompetenze vun Europol. Europol ass geschafe ginn am Sënn vun der Ausweidung vun der Sécherheet am europäesche Raum. Deen heite Projet géinge mir selbstverständlech och als Fraktioun guttheeschen.

M. le Président.- Den zoustännege Minister, den Här Justizminister Luc Frieden, huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President!

M. le Président.- Oh, pardon!

(Interruption)

Jo, Dir waart net ageschriwwen, Här Braz, duerfir hunn ech lech d'Wuert net ginn.

Une voix.- Ooohhh!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Et ass och ganz séier gesot: Och déi gréng Fraktioun bréngt hir Zoustëmmung.

M. le Président.- Très bien.

(Hilarité)

Sou, dann ass et elo um Minister. De Minister Luc Frieden!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géing och direkt wëllen zu deenen zwee Projete schwätzen, well effektiv - onofhängeg vun der Reiefolleg - gehéieren déi Sujeten hei an eng gemeinsam Linn. Nämlech souwuel Europol wéi d'Commissions d'enquête communes hunn zum Zil, an europäesche Sécherheetsfroen eng méi grouss europäesch Dimensioun mat eranzebréngen. An ech mengen, jiddferee muss sech bewosst ginn, datt, wa mer déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit wëllen effikass bekämpfen, mer dann a Sécherheetsfroen och mussen europäesch denken.

Ze vill Loft am europäesche Conseil vun de Justiz- an Innenministeren, ze vill Loft awer och an den nationale Parlamenter! Et besteet eng ganz staark Tendenz, fir a ville vun dëse Froe vun der Justiz a vun der Polizei national ze denken an ze mengen, datt säin eegene System deen eenzeg uerdentleche wär.

Ech hu mech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung um leschte Conseil vun de Justiz- a Polizeiministeren zu Wien derfir ausgeschwat, datt mer géingen an eng Richtung goen, fir Europol méi Kompetenzen ze ginn, och a verschiddene Matièren operationell Kompetenzen, Matièren, déi vun der Natur hier international sinn. Ech denken insbesondere u Matièrë wéi zum Beispill d'Criminalité informatique, d'"cybercriminality", wou jiddfereen am Fong ganz séier u seng Limitë stéisst.

Par ailleurs, mengen ech, datt Europol kënnt eng Zort Service Provider gi fir déi national Policen, och ënner anerem am Beräich vun enger Rei vun Datebanken, déi se kënnt fir eng Rei vu Policen op d'Bee stellen. D'Équipes communes d'enquête sinn och e Schrëtt an déi Richtung, an duerfir sinn ech och frou festzestellen, datt d'Chamber hei an enger breeder Unanimitéit déi europäesch Démarche ënnerstëtzt.

Fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass, am Suivi vun dem Dépôt vun deenen zwee Projet-de-loien, wollt ech och selbstverständlech dem President a Rapporteur vun der Commission juridique, dem Här Santer, an allen Deputéierte vun där Kommissioun e ganz häerzleche Merci soen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi 5405.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5405 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot (par M. Marc Angel), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet 5412 iwwert d'Équipes communes d'enquête. Och hei ass den honorabelen Här Santer Rapporteur. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

7. 5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo wäert Der gewuer ginn, wat eng Équipe commune d'enquête ass.

Eent vun deene grondsätzlechen Ziler vun der Europäescher Unioun ass et, hire Bierger e Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht ze garantéieren. Dëst ambitiéist Zil soll duerch eng enk Zesummenaarbecht vu Police, Douane an deenen nationale Justizautoritéite verwierklecht ginn, woubäi de Mënscherechter an de Grondfräiheete souwéi der Rechtsstatlechkeet, op där d'Europäesch Unioun fousst, Rechnung gedroe gëtt.

Et ass kloer, datt reng national Ermëttlungen net duerginn, wann ee wëllt effikass géint Terrorismus an organiséiert Kriminalitéit virgoen. Eng europäesch Kooperatioun um Niveau vun der Police an der Justiz ass gefuerdert. Spéitstens zënter der Realisatioun vum europäesche Bannemaart an dem Ofbau vun de Bannegrenzen am europäesche Raum si gemeinsam Léisungen a Regelen op dem Plang vun der Sécherheet an der Justiz noutwendeg ginn.

Enn den 80er, Ufank den 90er Jore vum leschte Jorhonnert sinn eng Rei vu Konventiounen ausgeschafft ginn, mam Zil, d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddene Memberstaten um Niveau vu Police a Justiz ze promouvéieren. Dës Konventioune sinn awer ni a Kraaft getrueden, well se ni vun alle Memberstate ratifizéiert goufen. Duerfir hu verschidde Memberstate bi- oder multilateral Initiative geholl, ouni awer all d'Memberstate mat anzebannen. Den Accord vu Schengen, deen 1985 tëschent de Benelux-Staten, Frankräich an Däitschland ënnerschriwwe gouf, ass e gutt Beispill dofir.

Den Traité vun Amsterdam vun 1997 stellt en décisivë Schratt duer, wat d'Zesummenaarbecht, virun allem am Beräich vun der Justiz, ugeet. Et ass deen Traité, dee fir d'éischte Kéier vun der Noutwendegkeet schwätzt, e Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht ze schafen. Dëst neit Konzept erfuerdert nei Solutiounen, déi iwwert d'zwëschestaatlech Kooperatioun am Kader vu Justiz a Police erausginn.

1999 huet den Europäesche Rot zu Tampere den Opbau vu gemeinsamen Ermëttlungséquipen entscheed. Dës Gruppe sollen d'Zesummenaarbecht tëschent den Autoritéite vun den eenzelne Memberstate während den Ermëttlungen iwwert d'grenziwwerschreidend Kriminalaktivitéite verbesseren. Am Mee 2002 gouf doropshin eng Konventioun ausgeschafft, déi d'Schafe vu sou genannten «Équipes communes d'enquête» festgehalen huet.

Dës Konventioun ass leider net an alle Memberstate ratifizéiert ginn an dowéinst och net a Kraaft getrueden. Well d'Ermëttlungsenquêten awer an den Ae vum Conseil européen e wichtegt Instrument zur Bekämpfung vun Terrorismus a Kriminalitéit duerstellen, huet de Conseil sech entscheed, iwwert de Wee vun enger Décision-cadre, déi méi stringent ass wéi eng Konventioun, ze fueren. Et ass d'Décision-cadre vum 13. Juni 2002, déi mer elo ëmsetzen. An déi Décision-cadre iwwerhëlt natierlech d'Dispositioune vun der net a Kraaft getruedener Konventioun.

De virleiende Gesetzesprojet schaaft also de legale Kader fir d'Grënnung vu gemeinsamen Ermëttlungséquipen. Zwee oder méi Memberstaten dierfen am Kader vun enger strofrechtlecher Ermëttlung op eng gemeinsam Ermëttlungsgrupp zréckgräifen, wann d'Faitë grenziwwerschreidend sinn oder d'Ermëttlung eng koordinéiert a concertéiert…

(Coups de cloche de la Présidence)

…Aktioun oder d'Asetze vu wichtege Moyene viraussetzt. All Strofdot krimineller oder deliktueller Natur kann d'Asetze vun enger Équipe commune d'enquête rechtfertegen.

D'Schafe vun esou enger Équipe commune d'enquête geschitt am Kader vun enger Demande d'entraide judiciaire.

Wa Lëtzebuerg d'Asetze vun enger Ermëttlungséquipe freet, da schéckt entweder den Untersuchungsriichter oder de Procureur d'Demande un déi concernéiert Memberstaten eraus. Wann en anert Land d'Asetze vun esou enger Equipe ufreet, déi zu Lëtzebuerg operéiere soll, dat gëtt d'Demande d'entraide judiciaire un de Procureur général d'État adresséiert. Dann ass et um Procureur général d'État ze entscheeden, wien d'Autorité responsable ass: Ob dat den Untersuchungsriichter, wann eng Instruktioun schonn zu Lëtzebuerg ass, oder de Procureur d'État ass.

De Procureur général d'État, als Autorité réceptrice, kann awer och d'Demande d'entraide op hir Opportunitéit hi kontrolléieren. D'Kommissioun huet sech hei um Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire en matière pénale inspiréiert. Am Kader vun deem Gesetz a vun dësem Projet däerf de Procureur général d'État a verschiddene Fäll eng Demande d'entraide refuséieren, wann d'Sécherheet vu Lëtzebuerg oder den Ordre public a Gefor sinn, oder wann et sech ëm politesch oder steierlech Infraktiounen handelt.

A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot gemengt, dëse Contrôle d'opportunité géif ze wäit goen. Et kéint een net esou einfach op d'Dispositioune vum Gesetz vun 2000 iwwert d'Entraide judiciaire zréckgräifen, well et sech hei bei den Ermëttlungséquipen net nëmmen ëm de Volet Justice handelt, mä och ëm de Volet Police.

Opgrond vu Beispiller, wéi an anere Memberstaten - wéi a Frankräich - déi Décision-cadre ëmgesat ginn ass, an och well d'Police judiciaire awer nach ëmmer een Deel vun der Justiz ass, ass d'Kommissioun beim Statsrot sengem Amendement bliwwen.

D'Schafe vun enger Équipe commune d'enquête gëtt dann an engem schréftlechen Accord festgehalen, wou d'Zesummesetzung vun där Equipe fest definéiert gëtt. Hei kënnen dann och Vertrieder aus internationalen Institutioune wéi Europol oder aus Drëttstaten als Observateur matmaachen. D'Operatiounen ënnerstinn dem Lëtzebuerger Recht a ginn ënnert der Kontroll vun engem Untersuchungsriichter oder dem Parquet geleet.

Wann den Ermëttlungsgrupp zu Lëtzebuerg operéiert, kënnen auslännesch Membere vun dëser Equipe der Enquête oder Instruktioun bäiwunnen, es sei denn natierlech, de Responsabele vun der Equipe, deen e Lëtzebuerger ass, géif sech dergéint entscheeden. Si kënnen och mat Duerchféierunge vu bestëmmte Moossname befaasst ginn, déi normalerweis der Police judiciaire virenthale sinn, insofern déi zoustänneg lëtzebuergesch an auslännesch Autoritéiten esou eng Interventioun autoriséieren an natierlech e lëtzebuergeschen Officier de police judiciaire present ass.

Wann et sech och als noutwendeg erweise sollt, datt Ermëttlungsmoossnamen zu Lëtzebuerg musse geholl ginn, wann eng Équipe commune d'enquête am Ausland operéiert, da kënnen déi lëtzebuergesch Membere vun där Équipe commune d'enquête hei zu Lëtzebuerg déi zoustänneg Autoritéite mat deene Moossname befaassen, ouni mussen natierlech iwwer eng Commission rogatoire internationale ze fueren, wat vill méi Zäit an Usproch hëlt.

Wann eng Équipe commune d'enquête zu Lëtzebuerg ass, iwwerhëlt natierlech Lëtzebuerg d'Verantwortung fir all Schued, deen duerch déi hei zu Lëtzebuerg operérierend Équipe commune d'enquête entstanen ass. Och ass Lëtzebuerg responsabel, wa Schied duerch e Lëtzebuerger Member vun enger Équipe commune d'enquête, déi am Ausland operéiert, entstinn.

Här President, déi europäesch Konstruktioun spillt ëmmer méi eng grouss Roll am Kader vu Sécherheet a Justiz. D'Zil ass et, eng «Europe judiciaire» ze schafen. Dëse Prozess vun enger «Europe judiciaire» muss esou séier wéi méiglech virugedriwwe ginn, well d'terroristesch Aktivitéiten an déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit d'Grenze vun den nationale Justizsystemer verdäitlechen. Eng Équipe commune d'enquête ass eng konkret Léisung, fir den nationale Justizsystemer ze erlaben, zesummenzeschaffen, Enquêten zesummen duerchzeféieren, woubäi heimadder wéi bei Europol den Informatiounsaustausch vu wesentlecher Bedeitung am Kampf géint d'Kriminalitéit ass.

Den 1. Februar - wann ech mech gutt erënnere kann - dëst Joer huet d'Kommissioun eestëmmeg erëm eng Kéier de Rapport ugeholl. Am Numm vun der Kommissioun géif ech lech also - et ass net nëmmen dem Rapporteur säi Virdeel - virschloen, de Rapport esou ze stëmmen. Am Numm vun der Fraktioun wäerte mer nach ëmmer de Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass d'Fraktiounen alleguerte mat den Ausféierunge vum Rapporteur d'accord sinn. Vu datt d'Regierung och scho Stellungnahm geholl huet, géing ech proposéieren, dass mer direkt zum Vote géifen iwwergoen.

(Interruptions et hilarité)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5412 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5487 iwwert de Fonds Asiatique de Développement. Rapporteur ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

8. 5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;

- à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech lech haut hei virstellen, huet als Objet, d'Engagementer vu Lëtzebuerg bei zwou internationale Finanzinstitutiounen ze aktualiséieren, der Association Internationale de Développement an dem Fonds Asiatique de Développement.

Dës zwou Institutioune bedreiwen am klassesche Sënn vum Wuert Entwécklungshëllef, an d'Participatioun vu Lëtzebuerg schreift sech dann och an de Kader vun dëser Entwécklungshëllef an, a méi speziell an de multilateralen Deel vun dëser Entwécklungshëllef.

Dës zwou Institutioune gi verschidde Schlësseltheme vir, op déi d'Entwécklungspolitik sech an deenen nächste Jore soll konzentréieren an déi Dir am Commentaire vun den Artikele vun dësem Projet erëmfannt.

De Projet de loi gesäit elo konkret vir, datt Lëtzebuerg sech bei der Rekonstitutioun vun de Ressourcë bedeelegt, déi doduerch noutwendeg gouf, well logescherweis dës Institutiounen hir Fongen ausginn un Entwécklungslänner iwwert de Wee op där enger Säit vu Prêten, déi se zu engem méi niddregen Taux wéi den Taux vum Marché ginn, an op där anerer Säit vun Donen.

Ech wëll dann och direkt hei betounen, datt dës multilateral Finanzementer complémentaire sinn zu deene ville bilateralen Aktioune vun eisem Land.

Wéi fonctionnéiert elo dës Finanzhëllef? A béide Fäll ginn hei Bonge vum Trésor ausgestallt, déi verschidden Échéancieren a Montantë beinhalten. D'Inzidenz op eise Budget verdeelt sech dann och op verschidden Exercicen. Bei der Association Internationale de Développement sinn et d'Budgetsexercicen 2006, 2007 an 2008 a beim Fonds Asiatique de Développement sinn et der véier, nämlech d'Budgetsexercicen 2005, 2006, 2007 an 2008. Wichteg ass och nach fir ze preziséieren, datt dës Beträg an déi global Enveloppe vun eiser gesamter Entwécklungshëllef mat afléissen.

Wat elo d'Beträg ubetrëfft, geet et bei der Kontributioun zu der Association Internationale de Développement ëm e Gesamtbetrag vun 28,83 Milliounen Euro, wat a sech eng Augmentatioun vun eiser Kontributioun vun 0,10 op 0,18% am Total vun alle Kontributiounen duerstellt. Beim Fonds Asiatique de Développement bedréit dee gesamten Engagement 2.925.819 Euro. Dës Kontributioun enthält fir d'éischt eng Basisparticipatioun vun 2.625.524 Euro. Zousätzlech kommen nach 136.199 Euro fir de Finanzement vun Donen derbäi, a schlussendlech 164.096 Euro, déi eng Zousazkontributioun duerstellen an déi sollen dozou bäidroen, de Finanzobjektiv, dee vun der Institutioun proposéiert gëtt, ze erreechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie méi Detailer zum Fonctionnement vun dësen zwou Institutioune wëllt kréien, dee verweisen ech op den Exposé des motifs vum Projet de loi respektiv op mäi schréftleche Rapport. Dëst gesot, mengen ech, datt eis Engagementer an dësen zwou Associatiounen eng wichteg Kontributioun zu eiser multilateraler Entwécklungshëllef duerstellen. Duerfir géif ech lech och bieden, Ären Accord zu dësem Projet de loi ze ginn. An ech géif dann och mam gudde Beispill virgoen, andeem ech den Accord vun eiser Fraktioun dozou bréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech sinn och bei dësem Projet iwwerzeegt, Dir Dammen an Dir Hären, dass all déi aner Fraktiounen hiren Accord ginn. D'Regierung ass zefridden, dass mer dee Projet hei esou schnell evakuéieren.

(Hilarité)

Deementspriechend komme mer direkt zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5487 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roland Schreiner), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum nächste Projet de loi. Dat ass de Projet 5429 iwwert d'Établissements de crédit. Den Här Lucien Thiel ass hei Rapporteur. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

9. 5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech probéiere mech dann elo Ärem Tempo unzepassen.

(Hilarité)

Ech muss awer leider mat der Globaliséierung ufänken. Datt déi net nëmmen hir schéi Säiten huet, dat hu mer jo och entre-temps alleguer matkritt, an Auswierkungen dovun hu mer jo och, besonnesch an där leschter Zäit, um eegene Leif gespiert.

Dee Gesetzesprojet, mat deem mer eis haut hei ze befaassen hunn, huet och eppes mat Globaliséierung ze dinn. An och hie mécht deenen, déi beruffsbedéngt domat ze dinn hunn, net lauter Freed, quitte datt se wëssen, datt se net laanscht d'Globaliséierung kommen. An dësem Fall handelt et sech ëm d'Banken.

Et sief direkt derbäi gesot, datt et mat dësem Projet net gedoe wäert sinn. Et ass nach een ähnlechen, erëm fir d'Banken, am Tube - fir d'Insider ass dat e Begréff, dat ass Basel 2. An da steet deemnächst och den Zwilling vun deem Projet, iwwert dee mer elo schwätzen, fir d'Assurancen op Ärer Lee.

Wat huet dee Projet vun haut dann elo mat der Globaliséierung ze dinn? Mä au fur et à mesure wou d'Welt méi zesummeréckelt, weist sech ëmmer méi d'Noutwendegkeet vun eenheetleche Regelen, déi et eréischt méiglech maachen, Saachen iwwert d'Grenzen ewech mateneen ze vergläichen.

An eisem Fall handelt et sech - wéi kënnt et aneschters wéi op Englesch am Finanzjargon sinn - ëm d'„International Accounting Standards", kuerz IAS, oder, wéi et och neierdéngs heescht, ëm d'„International Financial Reporting Standards", IFRS genannt. Et geet also drëm, fir et méi einfach op Lëtzebuergesch ze soen, weltwäit verbindlech Kontasnormen anzeféieren, mat deenen déi ëmmer méi vernetzte Finanzwelt méi transparent an iwwersiichtlech gi soll - fir d'Mäert an och fir d'Kontrollinstanzen.

Här President, ausgeschafft goufen déi Regele vun engem internationale Comité, an deem sech ufanks de 70er Joren ënnert dem Präbeli vun der internationaler Kontabelsfederatioun Vertrieder vun de gréissten Industrienatiounen zesummefonnt haten. Hir Hausaufgab huet dora bestan, éischtens, déi sëlleche Kontasmethoden, virun allem an Europa, openeen ofzestëmmen, an zweetens, fir eng Verschmelzung vun där neier Eenheetsmethod, déi dobäi erauskoum, mat den Amerikaner hirer US-GAAP-Method erbäizeféieren.

Dat ass dann erëm eng Kéier esou e chinesescht Wuert. US-GAAP, oder GAAP iwwerhaapt, steet fir „Generally Accepted Accounting Principles". Schliesslech ass all europäesche Multi, deen och an Amerika op der Bourse cotéiert ass, am Ablack gebieden, nieft senger gewinnter Konta, also där europäescher heiheem, och nach eng zweet parallell no US-GAAP-Muster ze féieren.

Schonn eleng duerfir ass et net vu Muttwëll, datt elo harmoniséiert gëtt. A wéi ëmmer maache mir dat hei an Europa grëndlech, dat heescht, nodeem déi Regelen op fräiwëlleger Basis zu Basel zesummegestallt gi sinn, wou sech am Donstkrees vun de Gouverneuren a vun de Kontrolleren d'Spezialisten treffen, fir da fräiwëlleg Regelen auszeschaffen, ginn déi dann duerno duerch de gemeinschaftlechen, also den europäesche Gesetzeswollef gedréit, an da kommen hannen Direktiven eraus, déi da bannent enger gewësser Zäit an nationaalt Recht ëmzesetze sinn. À moins datt et sech ëm Reglementer handelt, déi bekanntlech d'office Gesetzeskraaft an de Länner vun der Unioun hunn.

Eise Projet setzt gläich zwou Direktiven ëm. Doriwwer eraus enthält en awer och Stécker vun engem Reglement, déi an eist Kontasgesetz vun 1992 erageholl ginn, a geet, fir dann d'Dëppe voll ze maachen, och nach esou wäit, datt en Dispositioune vun enger Direktiv iwwerhëlt, déi et nach guer net gëtt, well se nach zu Bréissel an der Maach ass.

Fir d'éischt d'Reglementer. D'EU-Reglement, dat hei säin Niddersclag an eisem nationale Kontasgesetz fanne soll, seet zweeërlee:

Op där enger Säit soll de Fonctionnement vum Kapitalmaart an Europa doduerch verbessert ginn, datt all cotéiert Firmen - an dësem Fall also all cotéiert Finanzfirmen - no den IAS-Regele kontabiliséieren a bilanzéiere mussen, an anerersäits soll déi harmoniséiert Duerstellung och op net cotéiert Gesellschaften ausgedehnt ginn, ouni datt dat awer obligatoresch gëtt. Deenen eenzelne Memberstate bleift et iwwerlooss, wéi wäit se goe wëllen, wat d'Saach net grad méi einfach a méi iwwersiichtlech maachen dierft. Mä insgeheim gëtt ugeholl, datt keen en Intérêt drun huet, aus der Rei ze danzen, esou datt am Endeffekt alles no der IAS-Päif danze wäert.

Dann zu deenen zwou Direktiven.

Déi éischt Direktiv gouf schonn 2001 zu Bréissel ugeholl an dréit dee schéinen Numm „Directive Juste Valeur", oder, op Englesch, nach méi romantesch, „Fair value".

Ëm wat geet et? Mä ganz einfach ëm d'Bewäertung vun de Verméigenswäerter an de Betribsbicher, déi esou no wéi méiglech un deem reellen, also um Handelswäert peche sollten. Mä well dat méi séier gesot ass wéi gemaach, gouf et am Virfeld vun där Direktiv nawell e sëlleche Gedeessems iwwert déi Dispositioun, an dat net nëmme well déi fir déi „Fair value" noutwendeg Evaluatiounen opwändeg sinn an zu seriöe Schwankungen an de Bicher féiere kënnen.

Derniewent stelle sech nämlech och eng Rei vu Froen um steierleche Plang, well déi Evaluatiounen zu - theoretesche - Plus-Valuë féiere kënnen, wat da mat sech bréngt, datt Wäertsteigerunge besteiert ginn, déi reng fiktiv sinn. An dofir zerbrieche sech am Moment och d'Spezialisten nach d'Käpp doriwwer, ob deem Problem mat engem gespläcktene Bilan, also engem offiziellen an engem fir d'Steieren, oder mat soss iergendenger Method bäizekommen ass.

Déi zweet Direktiv nennt sech „Directive Modernisation des directives comptables" - ganz romantesch - a bezitt sech op déi sëllech technesch Ännerungen, déi par rapport zu deene fréieren Direktive virgeholl musse ginn, fir datt dat Ganzt IAS-konform gëtt.

Déi Ännerunge presentéiere sech dann a Form vun duerchlafend nummeréierte Regelen. Wéi gesot, d'Fantasie ass net grouss an deem Beräich. Zum Beispill d'Fair-value-Regel heescht am Fachjagon dann IAS 39. Déi Regele ginn dann no an no vun der zoustänneger Instanz, dat ass an eisem Fall also d'CSSF, eriwwergeholl an de Banken operluecht.

Pragmatesch, wéi mir hei am Land, an deemno och déi Spezialiste sinn, déi am Finanzsecteur ënnert der Regie vun der CSSF deen heiten Ëmsetzungspak ficeléiert hunn,

gouf och gläich schonn eng Dispositiouun aus enger Direktiv agebaut, déi nach guer keng ass. Et handelt sech ëm e Richtlinieprojet, also ëm eng Direktiv oder e Projet de directive, iwwert dee sech am Oktober zu Bréissel gëeenegt gouf an dee sech op d'Kontroll vun de Joresofschlëss an de konsolidéierte Konte bezitt. Fir déi vun Iech, déi et ganz genau wësse wëllen: Et geet ëm d'Transparenz an ëm d'Publikatioun vun den Honorairë vun deene gesetzlech virgeschriwwene Kontrolleuren, am Volleksmond och Réviseurë genannt.

Dës virgezunnen Ëmsetzung mécht Sënn, well se dem Législateur erspuert, deemnächst schonn erëm un dëst Gesetz flécke goen ze mussen. Op där anerer Säit awer war dem Statsrot seng Remarque duerchaus pertinent, dee gesot huet, et kënnt een net am Libellé vun engem Gesetz eng Direktiv ernimmen, déi et nach net gëtt. Dofir ass dann och deen Deel aus dem Titel vum Gesetz gestrach ginn - wat deem Ganze kaum Ofbroch deet, well dee Libellé ass och esou nach laang genuch, wéi Der konnt gesinn.

Wat heescht dat alles elo an der Praxis fir déi betraffen Entreprisen, also an dësem Fall fir eis Banken?

Mä genau geholl däerft et hinnen net allze wéidinn, well et kommen eigentlech nëmmen dräi vun deene ronn 150 Banken a Fro, an zwar déi dräi, déi hei op der Bourse cotéiert sinn. Dat ass awer Theorie, well a Wierklechkeet verhält et sech e bëssen anescht.

(Interruptions)

Engersäits hu mer gesinn, datt et deenen eenzelne Memberstaten iwwerlooss ass, d'IAS-Regele méi oder manner breet bei sech unzewenden, sou datt um Enn net nëmmen déi op der Bourse cotéiert Haiser betraff wäerte sinn, mä och déi aner.

Op där anerer Säit däerf een net vergiessen, datt bei eis bal all Banken zu internationale Gruppe gehéieren, also zu Mammen, déi hiersäits dozou ugehale sinn, den IAS-Référentiel unzewenden, an déi dofir selbstverständlech drop bestoe wäerten, datt hir Duechteren, also déi, déi bei eis hei sinn, no deeneselwechte Regele bilanzéieren. Also geet den IAS all eis Banken un, och wann dëse Projet theoretesch de Choix léisst, net nëmmen ob, mä och wéi eng vun den IAS-Regelen iwwerholl gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Et stéiert och dofir kee sech weider drun, datt d'CSSF als Opsiichtsautoritéit ugekënnegt huet, datt si no enger Iwwergankszäit, wou se de Banken effektiv nach de Choix léisst, vun 2008 u verlaangt, datt d'Gewënn- a Verloschtrechnung an de Bilan IAS-konform musse sinn.

Dat huet säi Grond: 2008 féiert d'CSSF en neie Reportingmodell an, deen d'Banke benotze mussen, fir hir Resultater bei hirer Opsiicht ze mellen. An deen neie Modell wäert iwwregens net nëmmen um IAS-Référentiel baséieren, mä och op der CAD III.

Sou, wat ass dat dann elo erëm?

Mä CAD steet fir „Capital Adequacy Directive" a féiert nei Kapitaldeckungsregelen an, déi ënnert dem Fachbegréff - ech hat et éinescht gesot - Basel 2 zesummegezammert goufen an déi d'Kreditwiesen net nëmmen e bëssen däerften duerchernee réselen. Mä alles zu senger Zäit. Doriwwer schwätze mer, wann et an e puer Méint esou wäit ass, a mir opgeruff sinn, d'CAD III ëmzesetzen.

Fir den Ablack geet eis den IAS-Pak duer, deen ech Iech elo kuerz virgestallt hunn an deen unzehuelen ech Iech nëmmen empfehle kann. Ech jiddefalls däerf den Accord vu menger Fraktioun bäisteieren an Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass d'Fraktioune mer zoustëmmen, wann ech am Numm vun hinnen alleguerten dem honorabelen Här Thiel Merci soe fir deen detailléierte Bericht,…

(Interruptions et hilarité)

…deen technesch zimlech kompliziéiert war. Ech weess net, ob mer alleguerten alles verstanen hunn.

Une voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Hien huet sech op jidde Fall vill Méi ginn, fir eis ze explizéieren, ëm wat dass et geet, an ech denken, dass, wann d'Regierung deem näischt bäizeflécken huet, mer direkt zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet komme kënnen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5429 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo nach zwee Projet-deloien, zwee Steierofkommëssen, eent mat Lettland an eent mat Litauen. Et ass net nëmmen esou, dass déi zwee Länner geographesch net esou wäit ausernee sinn, mä och de Fong vun deenen zwee Projete gläicht sech. Deementspriechend, mengen ech, wär den Här Haupert bereet, de Rapport vun deenen zwee Projeten an engem ze maachen.

Ass d'Chamber domadder averstan?

(Assentiment et brouhaha général)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Haupert…

(Brouhaha général)

Den Här Haupert huet d'Wuert elo, fir déi zwee Steierofkommësse mat Lettland a mat Litauen ze presentéieren!

10. 5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Mat Ärem Accord, Här President, wäert ech dat maachen.

Déi zwee Projeten handelen ëm d'Approbatioun vun deenen zwee Duebelbesteierungsofkomme mat Litauen a mat Lettland. D'Zil - Dir wësst et - vun dem Duebelbesteierungsofkommen ass, fir d'Besteierung vu Persounen a vu Betriber, déi an deenen zwee Länner täteg sinn, richteg ze erstellen, an zwar fir engersäits déi besteierbar Revenuen ze erfaassen an op där anerer Säit awer och d'duebel Besteierung ze verhënneren.

Dës Accordë si wichteg fir déi wirtschaftlech Relatiounen tëschent deenen zwee Länner ze förderen. Éischtens emol, dass d'Entreprisë vun deem enge Land an dat anert Land kënne goen, ouni dass hir Benefisser, déi se do realiséieren, zweemol besteiert ginn, an anerersäits ass et awer och besonnesch wichteg, fir d'Investissementer vun de Leit vun deem enge Land an dat anert Land ze förderen.

Lettland a Litauen, Dir wësst, dass déi virun annerhallwem Joer der Europäescher Unioun bäigetruede sinn, déi zwee baltesch Länner, déi ufanks den 90er Jore fräi gi sinn, dat heescht, hir Eegestännegkeet kritt hunn. Dat huet fir si natierlech bedéngt, dass se ufanks vill Schwieregkeeten an hirer wirtschaftlecher Entwécklung haten. Si hunn ee vun hire gréisste Partner verluer, dat heescht d'Sowjetunioun, a si hunn eben am Ufank vun den 90er Jore misse struewelen, fir sech wirtschaftlech ze entwéckelen. Haut sinn et awer déi Länner, déi am Kader vun der Europäescher Unioun déi gréisste wirtschaftlech Progressioun ze verzeechnen hunn.

Déi zwou Konventioune lehne sech ganz staark un de Modèle type vun de Konventiounen, déi d'OCDE fir hir Länner virgeschriwwen huet, un. Si droe selbstverständlech, wéi all Konventioun, déi mer mat anere Länner ofschléissen, der spezifescher Situatioun vun deenen zwee Länner Rechnung, a wa mer se haut zesumme kënnen traitéieren, sou ass dat, well déi zwou Konventioune sech ähnele wéi een Ee deem aneren, mat liichten, onwesentleche Varianten.

Ech kann och gläich soen, dass déi zwou Konventioune keng steierlech Abousse fir eist Land no sech zéien, well mer op där enger Säit vläicht Steieren net erakréien, op där anerer Säit awer duerch déi ekonomesch Relatiounen, déi sech duerch dëst Ofkommen intensivéieren, méi ekonomesch Aktivitéite gefördert ginn, an dass mer doduerch weider Steieren erakréien. Ech wäert mech och a mengem Rapport hei just beschränken op déi wesentlech Ofweichungen, déi déi zwou Konventioune vis-à-vis vun der OCDE mat sech bréngen.

Déi éischt Ofwäichung ass déi vun der Zourechnung vun enger Entreprise zu engem Land, dat heescht, a wellechem Land soll eng Entreprise besteiert ginn. An der Convention type vun der OCDE heescht et, dass déi Entreprisen do besteiert ginn, wou se hir effektiv Direktioun, hire Sëtz hunn. Hei an dëser Konventioun gëtt net vun dem effektive Sëtz vun der Direktioun geschwat, mä déi Entreprisë sollen do besteiert ginn, wou den Exploitant vun der Entreprise seng Résidence huet.

Dat bréngt mat sech, dass mer Problemer hunn, wann eng Gesellschaft soll besteiert ginn: Wien ass den effektiven Exploitant vun där Gesellschaft? Duerfir soen déi zwou Konventiounen, dass dann déi zwee Länner sech sollen eens ginn, wou d'Besteierung stattfënnt.

Eng zweet Divergenz vis-à-vis vun der OCDE-Konventioun ass déi vun den Dividenden. Wéi all Konventioun, déi mer mat engem anere Land hunn, hält Lëtzebuerg ëmmer drop, dass och déi Benefisser, déi un Netaktionären, dat heescht un d'Bailleurs de fonds verdeelt ginn, en rémunération vun hirer Mise, déi se an déi Gesellschaft gemaach hunn, oder am Fall vun engem Besëtzer vun enger Obligatioun, wann déi Obligatioun nieft engem festen Zënssaz och nach eng Participatioun un dem Benefiss vun där Gesellschaft huet, da ginn also déi Rémunératioune vun deene Créancen och als Dividend considéréiert. Dat ass also net esou an der Convention type vun der OCDE virgesinn.

Wat d'Dividenden ubelaangt, gesäit d'OCDE eng Retenue à la source an deem Land vir, wou de Benefiss ausgeschott gëtt. D'Konventioun gesäit do eng Retenue à la source vu 15% vir. An der Konventioun vu Lettland gesi mer eng Retenue à la source vun 10% vir, an der Konventioun mat Litauen eng vu 5%.

Wat d'Zënsen ubelaangt - nëmmen tëschent Klammer, et ass keng Ofwäichung vun der Convention type -, do ass eng Retenue à la source vun 10% an deenen zwou Konventioune virgesinn, esou wéi dat och an der Convention type festgehalen ass.

Eng aner Ofwäichung ass déi vun der Besteierung vun de Redevancen op d'Breveten an d'Droits d'auteur oder den Usage vun Équipementer. Do ass an der Convention type vun der OCDE keng Retenue à la source virgesinn. An dësen zwou Konventiounen ass eng Retenue à la source vu 5 respektiv 10% virgesinn, jee nodeems ëm wellech Redevance et sech handelt.

Wat een och nach hei berücksichtegen oder ervirhiewe muss, dat ass, dass an der Konventioun - oder villméi an engem Protokoll, deen un d'Konventioun ugehaangen ass - eng Clause de la nation la plus favorisée, wat d'Redevancen an d'Zënsen ubelaangt, dran ass. Dat wëllt heeschen, wann, nodeem dass déi Konventioun hei ofgeschloss an adoptéiert ass, eent vun deene Länner engem anere Land vill méi eng favorabel Besteierung, wat d'Zënse respektiv d'Redevancen ubelaangt, bitt, da sollen déi Länner hei vun dëser Konventioun och vun deem méi gënschtege Regime profitéieren.

Dann eng Ofwäichung vun der Convention type, déi Lëtzebuerg ëmmer an hire Konventiounen niderschreift, dat ass déi vun der Besteierung vun de Pensiounen vu Leit, déi am Privatsecteur geschafft hunn. An der Konventioun OCDE ass virgesinn, dass déi Besteierung do geschitt, wou de Bénéficiaire wunnt. Vu dass awer de Lëtzebuerger Stat en Drëttel vun de Cotisatioune vun de Pensioune vun den eenzelne Leit bezilt, gesi mer ëmmer an eise Konventioune vir, dass déi Besteierung do stattfënnt, wou déi Pensioun ausbezuelt gëtt, dat heescht, déi Pensiounen, déi mer a Lettland respektiv Litauen sollen eng Kéier bezuelen, déi ginn och hei zu Lëtzebuerg besteiert.

Da sinn natierlech och op Wonsch vun deenen zwee Länner an der Konventioun nach spezial Dispositiounen iwwert d'Aktivitéite virgesinn, déi sech um Mier ofwéckelen, wou mir selbstverständlech keng gréisser Problemer hunn.

Wat elo d'Verhënnerung vun der Duebelbesteierung ubelaangt, do huet Lëtzebuerg optéiert fir de Régime de l'exemption. Dat wëllt heeschen, dass déi Steieren, déi e Lëtzebuerger schonn a Litauen respektiv Lettland bezuelt huet op Revenuen, dass déi Revenuen dann exempts d'impôts hei zu Lëtzebuerg sinn. Déi zwee Länner hunn awer de Système d'imputation gewielt, dat heescht, déi Steieren, déi se hei zu Lëtzebuerg bezuelen, ginn hinnen a Litauen respektiv Lettland un hirer Besteierung ugerechent.

Bei deenen zwou Konventiounen handelt et sech ëm déi 46. respektiv 47. Konventioun vun engem Duebelbesteierungsofkommen, déi mer mat Länner gemaach hunn. Eelef weider Konventioune sinn nach an Aarbecht., sou och déi mat Indien, déi awer de Moment op Äis geluecht ginn ass, wéinst där bekannter Situatioun.

No dëser Konventioun hu mer mat 22 Länner aus der EU eng Konventioun iwwert d'Duebelbesteierung ofgeschloss. Et feelen de Moment nach Estland an Zypern. Déi Konventioun mat Estland ass an Ausaarbechtung.

De Statsrot huet bei deenen zwou Konventiounen hei en Avis favorable ausgeschwat. D'Kommissioun huet och déi zwee Rapporten unanime ugeholl, an ech ginn heimat den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert, fir déi ausféierlech Berichter. Den Här Minister Luc Frieden freet kuerz d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wollt just soen, datt déi Duebelbesteierungsofkommëssen extrem wichteg si fir den Handel tëschent eisem Land an deene Länner, mat deenen déi Konventioune gemaach ginn. Et ass also e wichtege Standuertavantage, och déi Duebelbesteierungsofkommëssen ze hunn, och mat deenen zwee Länner, wou dat de Mëtten hei diskutéiert gëtt. Duerfir wollt ech och am Numm vun der Regierung dem Här Haupert Merci soen.

Ech wollt just par rapport zu senger Interventioun vun elo grad soen, datt d'Regierung selbstverständlech d'Négociatioune weiderféiert mat Indien betreffend d'Duebelbesteierungsofkommes, datt Gespréicher an deem Sënn mat der indescher Regierung gëschter stattfonnt hunn, an datt mer och hoffen, datt deen Accord a ganz kuerzer Zäit kann ofgeschloss ginn, well hei geet et drëm, tëschent Lëtzebuerg an Indien, wat e grousst Land ass, déi Accorden an déi Négociatiounen, déi virun engem Joer ugefaang gi sinn, och erfollegräich ofzeschléissen. Duerfir wollt ech d'Chamber doriwwer informéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Grethen huet d'Wuert nach gefrot.

Sommaire des séances publiques

Communications page 246

Ordre du jour page 246

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 246-247

- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports page 247

- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 247

- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 247-248

- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux de Esch-Beval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 248

- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de payement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 248-249

- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 249

- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 249

- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 249-250

- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250

- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250

Question avec débat N°5 de M. Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement pages 250-251

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures pages 251-254

5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et

- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC) pages 254-257

4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 258-267

5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 267-274
page 281

Dépôt d'un projet de loi page 275

Questions urgentes N°920 de M. Jean Huss, N°921 de M. Claude Meisch et N°922 de M. Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire pages 275-277

Dépôt d'une résolution page 277

4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution
et
4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution pages 277-281

5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003 pages 281-282

5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête pages 282-283

5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;

- à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement page 283

5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance pages 283-284

5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004
et
5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004 pages 284-285

Ordre du jour page 285

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech wollt den Här Minister froen, ob et richteg ass, dass d'Regierung amgaang wier, den Accord de non double imposition mat Frankräich ze renégociéieren?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech kann dem Här Grethen déi Fro net beäntwerten, ech muss do beim Finanzminister respektiv bei der Steierverwaltung nofroen. Ech si jo net direkt zoustänneg fir d'Duebelbesteierungsofkommëssen. Duerfir géing ech dem Här Grethen déi Äntwert gären noreechen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Fir d'éischt de Projet de loi 5460 betreffend d'Steierofkommes mat Lettland.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Une voix.- Här President, d'Procuratioun geet net!

M. le Président.- De Projet de loi 5460 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Doënnen ass eng Procuratioun net gaangen.

Une autre voix.- Et geet iwerhaapt net!

M. le Président.- Et war dem President säi Feeler.

Voilà. Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Dann de Projet de loi 5473 mat Litauen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5473 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roland Schreiner), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

11. Ordre du jour

Mir hunn dann nach d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Mehlen déposéiert huet, betreffend Guantánamo. Et si verschidden Deputéiert u mech erugetrueden, och déi eng oder aner Fraktioun, déi gesot hunn, dass et schwiereg wär, well dee Rapport eréischt gëschter publizéiert ginn ass, an déi meescht nach net d'Méiglechkeet haten, fir Asiicht an dee Rapport ze huelen, ob et net méiglech wär, dass mer déi Resolutioun hei géifen an d'Kommissioun ginn a se dann an där nächster éischter Sitzung vun der Chamber géife gegebenenfalls op den Ordre du jour huelen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Jo.

M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge sinn de 14., 15. a 16. Mäerz. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.12 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 8 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2004-2005		
0640	MM. Ali Kaes et Marc Spautz	Introduction du tachygraphe numérique dans le domaine du transport routier
Session ordinaire 2005-2006		
0677	MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
0782	M. Robert Mehlen	Théâtre romain à Dalheim
0784	M. Xavier Bettel	Transposition des directives européennes
0811	M. Claude Adam	Construction d'un lycée à Mersch
0813	M. Romain Schneider	Qualification du médecin assumant l'assistance opératoire
0821	M. Robert Mehlen	Taxe sur le recyclage des équipements électriques et électroniques
0823	M. Claude Meisch	Fermeture du réseau routier aux poids lourds en cas d'intempéries
0824	Mme Anne Brasseur	Déficit de l'attention
0825	MM. Marcel Oberweis et Marco Schank	Accès aux parkings souterrains pour les véhicules à gaz naturel
0835	Mme Anne Brasseur	Système d'enseignement luxembourgeois
0842	M. Aly Jaerling	Lazaret pour animaux
0843	M. Henri Grethen	Réglementation du droit de grève des agents des CFL
0846	M. Ali Kaes	Financement des formations pour adultes offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC)
0847	M. Jean-Pierre Koepp	Lycée technique d'Ettelbruck
0848	M. Carlo Wagner	Carence en iode
0850	Mme Claudia Dall'Agnol	Jours scolaires libres pour fêtes religieuses
0851	M. Robert Mehlen	Remembrement rural
0852	Mme Claudia Dall'Agnol	Lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme
0855	M. Ali Kaes	Bâtiment voyageurs de la gare de Wiltz
0856	M. Laurent Mosar	Ratification de la Convention de l'ONU contre la corruption, signée à Mérida (Mexique), le 10 décembre 2003
0857	M. Claude Meisch	Mise en œuvre de travaux extraordinaires d'intérêt général pour assurer l'emploi des personnes détachées de leur entreprise d'origine
0859	Mme Claudia Dall'Agnol	Amélioration des services de garde de nuit assurés par les médecins généralistes
0861	M. Xavier Bettel	Projet «Eurocap-Rail» (connexion par chemin de fer des trois villes-sièges de l'Union européenne - Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg)
0863	M. Carlo Wagner	Médecine préventive
0864	M. Charles Goerens	Emploi d'armes nucléaires
0865	M. Carlo Wagner	Brochure distribuée par le Ministère de la Santé sur l'alimentation des enfants
0866 urgente cf. 0867	M. Robert Mehlen	Perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg
0867 cf. 0866 urgente	M. Xavier Bettel	Perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg
0870	M. Xavier Bettel	Délégué à l'égalité des chances entre femmes et hommes
0874	M. Ben Fayot	Obtention du grade de «bachelor» et de «master» de l'Université du Luxembourg
0876	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Critères de promotion
0880	M. Xavier Bettel	Poursuites pour des contraventions au Code de la Route commises en France
0888	M. Charles Goerens	Soutien au développement rural
0891	M. Xavier Bettel	Actes d'agression contre les clients et le personnel d'accompagnement dans les moyens de transports publics
0893	M. Camille Gira	Chasse en battue dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald
0894	M. Xavier Bettel	Distribution de seringues stériles aux toxicomanes au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL)
0899	M. Camille Gira	Fonds spécial de la chasse
0960 urgente	M. Jacques-Yves Henckes	Mesures de précaution dans le cadre de la grippe aviaire

Session ordinaire 2004-2005

Question 0640 (5.10.2005) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**introduction du tachygraphe numérique dans le domaine du transport routier:**

En août 2005, la Commission européenne a décidé de prolonger une dernière fois jusqu'au 31 décembre 2005 la période de tolérance pour l'introduction du tachygraphe numérique, initialement prévue pour le 5 août 2005 (la date limite prévue par le règlement CE N°2135/98 était fixée au 5 août 2004). L'introduction du tachygraphe digital sur les véhicules utilitaires, autobus et autocars a pour but de renforcer la sécurité routière en facilitant le contrôle du respect des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

Vu que l'équipement en question sera obligatoire à partir du 1er janvier 2006, les entreprises du secteur des autobus privés sont en train de s'équiper des nouveaux tachygraphes dont le coût s'élève à environ 75 € par chauffeur.

Selon nos informations, certains employeurs ne sont pas prêts d'en supporter le coût eux-mêmes mais imposent à leurs chauffeurs le paiement de cette somme.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Transports et du Travail:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer les faits susmentionnés?

- Messieurs les Ministres estiment-ils également que les coûts de transformation doivent être supportés par le personnel roulant et non par les entreprises du secteur des autobus privés? Dans la négative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation?

Réponse commune (7.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les honorables Députés s'enquièrent sur les incidences financières de l'introduction du tachygraphe digital pour le personnel roulant.

Il importe de préciser tout d'abord que le prix de 74 € ne constitue pas le prix de l'équipement du tachygraphe digital, mais le prix d'une carte à puce électronique requise pour opérer le tachygraphe digital. Il existe quatre types différents de cartes: la carte de conducteur, la carte d'entreprise, la carte de contrôle et la carte d'atelier.

Le coût des tachygraphes digitaux eux-mêmes ainsi que celui de leur installation dans les véhicules lourds seront à charge des entreprises procédant à l'acquisition de véhicules munis de tels tachygraphes.

Quant à la question de savoir qui doit assumer le coût de la carte de conducteur, le Gouvernement tient tout d'abord à relever que la carte de conducteur est à considérer comme instrument de travail à l'instar des disques tachygraphiques. La carte de conducteur est cependant établie à titre personnel au nom du chauffeur qui en fait la demande. Un chauffeur changeant d'employeur doit continuer à utiliser sa carte de conducteur sur les véhicules de son nouvel employeur. Par ailleurs, chaque chauffeur doit se procurer sa carte personnelle dans son pays de résidence en respectant la réglementation nationale respective, même s'il travaille pour une entreprise établie dans un autre État membre.

Dès lors, la question de la prise en charge du prix d'acquisition de la carte de conducteur devrait être sujette à négociation entre les partenaires sociaux dans le cadre des accords professionnels.

Session ordinaire 2005-2006

Question 0677 (20.10.2005) de **MM. Ali Kaes**, **Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'emplois au Luxembourg:**

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire d'automne le 15 octobre 2005, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé la création de 8.731 emplois en l'espace d'une année en soulignant que le Luxembourg continuait à être un site économique intéressant pour les entreprises.

Il est vrai que notre politique des coûts salariaux modérés est un atout particulièrement attrayant pour les entreprises. Malheureusement, tout établissement d'entreprise au Grand-Duché ne se traduit pas par une création nette d'emplois qui peuvent profiter aux salariés résidents voire aux frontaliers.

En effet, de nombreux nouveaux emplois sont purement fictifs. La faillite de la société Eclipse Airline qui a fait couler beaucoup d'encre ce printemps en est l'exemple type. Cette société d'aviation civile était établie au Luxembourg, alors même qu'aucun de ses avions n'a jamais atterri sur le sol luxembourgeois et qu'elle employait des pilotes non communautaires pour lesquels aucune demande de permis de travail n'a jamais été déposée auprès des autorités luxembourgeoises compétentes.

Notre politique des coûts salariaux attire également de nombreuses entreprises étrangères notamment allemandes qui s'établissent au Luxembourg avec leurs salariés recrutés à l'étranger.

Dans ce contexte les soussignés auraient aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans quels secteurs et/ou branches économiques ces nouveaux emplois ont- ils été créés?

- Parmi les 8.731 emplois créés, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels mais transférés et non créés? En d'autres termes: Quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?

Réponse complémentaire (7.2.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la lettre citée en référence, il convient de préciser, en complément des éléments d'information, qu'une étroite collaboration entre le Statec et l'IGSS ainsi qu'un affinement de l'analyse des fichiers de l'IGSS et du Statec devraient permettre à l'avenir de mieux cerner la problématique de la création d'emplois.

Ainsi l'IGSS devrait, à titre d'exemple, à partir du 2e trimestre 2006 être en mesure de signaler le nombre de salariés en détachement[1] dans leurs fichiers sur l'emploi régulièrement transmis au Statec.

Notons également que le CASS (Centre d'Affiliation de la Sécurité Sociale) a introduit à partir du 1er mai 2005 de nouvelles variables dans leur déclaration d'entrée pour les nouvelles affiliations tels le type de contrat (CDD, CDI), le lieu de travail réel, le but étant de disposer à moyen terme de ce type d'information pour tous les affiliés.

Finalement, le Statec, en collaboration avec l'IGSS, se propose de faire une note de synthèse sur la problématique de la création d'emplois dès que les nouvelles données seront disponibles.

[1] On entend par détachement le fait qu'un travailleur soit envoyé par son employeur sur le territoire d'un autre État membre afin d'y effectuer temporairement un travail pour celui-ci.

Question 0782 (5.12.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **théâtre romain à Dalheim:**

De réimeschen Theater zu Duelem ass eng Geschicht ouni Enn. Op eng entspriechend parlamentaresch Ufro (N°1482), déi ech de 15. Januar 2002 gestallt hat *(cf. compte rendu N°4/2001-2002)*, hunn ech vun der deemoleger Kulturministesch geäntwert kritt, de Kulturministère wär amgaangen e „Comité scientifique" ze schafen, fir ënner anerem der Regierung Virschléi ze maachen. Op der Plaz ass bis elo nach näischt geschitt an d'Iwwerreschter vum Theater hunn duerch Reen a Frascht bedauerlecherweis ewell zum Deel béis Schued gelidden.

Aus engem rezenten Interview mat der Madame Statssekretärin am Kulturministère (Wort 24. November 2005) ass gewuer ze ginn, datt mat enger „Vorstudie" ugefaange gi wär, déi awer aus „organisatoresche" Grënn nach net hätt kënnen zu Enn bruecht ginn.

Dann heescht et awer, op Basis vun der „Vorstudie" géif de Moment vun engem Expert eng „Studie" ausgeschafft, déi zu engem „Gesamtkonzept" féiere sollt. Wéini dës Etüd fäerdeg wär a wéini mat den Aarbechte kënnt ugefaange ginn, wär awer nach net ofzegesinn. Dës räichlech konfus Situatioun bréngt mech derzou, déi heite Froen un Iech ze riichten:

1. Wéini ass dee virgenannten „Comité scientifique" geschaf ginn, a wie gehéiert dësem Gremium un? Wat huet dëse Comité bis elo konkret u Propositioune virgeluecht?

2. Wat waren déi „organisatoresch Grënn", déi derzou gefouert hunn, datt déi genannte „Vorabstudie" nach net konnt zu Enn bruecht ginn?

3. Wéi kann en Expert op Basis vun enger „Vorabstudie", déi nach net fäerdeg ass, eng Etüd ausschaffen, wann dat sollt eng seriö Aarbecht ginn? Wien ass dësen Expert?

4. Sidd Dir net och der Meenung, datt, gemooss um Fortgang vun aneren Aarbechten uechtert d'Land, dës onméiglech Situatioun vum réimeschen Theater zu Duelem ewell vill ze laang dauert an et eigentlech onbegräiflech ass, datt bal véier Joer no der Ukënnegung vum „Comité scientifique" nach ëmmer studéiert gëtt, ouni Aussiicht op e konkreten Délai wéini dës Etüd sollt fäerdeg sinn.

5. Wéi seriö kann een d'Deklaratioun vun der Regierung huelen, datt dësem „Site exceptionnel" eng „Attention particulière" géif zoukommen?

Réponse (1.2.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

De „Comité scientifique" fir de réimeschen Theater zu Duelem ass den 19. Abrëll 2004 vun der deemoleger Ministesch, der Madame Erna Hennicot-Schoepges geschaf ginn. Niewent de Lëtzebuerger Vertrieder vum Ministère de la Culture, vum Service des Sites et Monuments a vum Musée national d'Histoire et d'Art gehéieren deem Comité folgend auslännesch Experten un:

- de Prof. Dr. Gundolf Precht, fréieren Direkter vum Archäologesche Park Xanten

- den Dr. Meinrad N. Filgis, fréieren Archäolog an Architekt vum LDA Baden-Württemberg a Responsabele vum Projet vun den Thermen vu Badenweiler

- den Dr. Gerhard Weber, Stadarchäolog vu Kempten am Allgäu a Begrënner a Responsabele vum Archäologesche Park Kempten

- d'Madame Prof. Françoise Dumasy, Direkter vun der UFR Art et Archéologie vun der Université de Paris I Sorbonne an eminent Spezialistin vun de galloréimeschen Theateren

Dräi vun deene véier Experte waren de 24. November 2004 eng éischte Kéier mat de Lëtzebuerger Vertrieder um Site zu Duelem zesummekomm an hunn den 20. Dezember 2004 dem Ministère en éischte Rapport mat hiren Iwwerleeungen („Dalheim, römisches Theater - Erhaltung, Schutz und Präsentation") zoukomme gelooss, wou se ganz prezis déi weider Schrëtt definéiert hunn.

Eng Réunioun vum Minister François Biltgen, der Statssekretärin Octavie Modert an de Lëtzebuerger Experte mat der Duelemer Gemeng an de Ricciacus-Frënn huet den 2. Dezember 2004 zu Duelem um Site an duerno an der Gemeng stattfonnt.

Nodeem d'Iwwerreschter vum Theater iwwert de Wanter protegéiert gi waren, huet dunn den 9. Mäerz 2005 eng weider Réunioun vun de Lëtzebuerger Experten am Kulturministère stattfonnt fir iwwer gewëssen organisatoresch Problemer ze schwätzen, déi bei där Geleeënheet awer net konnte geléist ginn.

Nodeem am Summer 2005 verschidden Akter vu Vandalismus an de Vestigë vum Theater festgestallt gi waren, gouf de Site den 2. August 2005 vun der Duelemer Gemeng clôturéiert fir seng Protektioun ze assuréieren.

Den 11. November 2005 huet eng weider Réunioun vun der Statssekretärin Octavie Modert, de Lëtzebuerger Experten an dem auslänneschen Expert Dr. M.N. Filgis am Kulturministère stattfonnt fir méi konkret déi nächst Schrëtt festzeleeën.

Unfanks Dezember 2005 gouf den Theater nees fir de Wanter zougedeckt.

Déi „organisatoresch Grënn" hunn doranner bestanen, datt durch e personnelle Wiessel an den Zoustännegkeete beim Nationalmusée d'Experte bis Enn August 2005 net am Besëtz vun de Pläng an den Dokumenter zu den Ausgruewunge vum Theater waren. Ausserdeem ass ervirzehiewen, dass fir d'Mise en valeur vum Theater wéinstens nach een Terrain muss opkaf ginn, a virun allem och mat der Gemeng Duelem de Problem vun dem „neie Wee" muss geléist ginn, dee matzen duerch den Theater féiert an an deem d'Waasserleitung an d'Télefonskabele vun Duelem leien.

Den Dossier Duelem as sécher e ganz spannenden Dossier, mä en ass awer och komplizéiert, an et muss een och op deene verschiddene Plazen déi néideg Suen hu fir ze schaffen. Mir hunn dëst Joer am Kulturministère e Budget kritt fir zesumme mat den Experten an enger spezialiséierter Firma, e Globalkonzept auszeschaffen. Dëst Konzept ka sech wuel un ähnleche Siten inspiréieren, muss awer gläichzäiteg am Respekt vun de Regele vum Denkmalschutz eng modern Approche zu engem historesche Site erlaben. An anere Wierder: Mir probéiere fir fir Duelem eng Iddi ze entwéckelen, déi vun der Warte vum Kulturtourismus a vum Denkmalschutz eppes Besonnesches gëtt.

Question 0784 (6.12.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Dans un passé récent Monsieur le Premier Ministre s'est itérativement plaint des retards pris par notre pays en matière de transposition des directives communautaires en droit national interne, retards qui placent entre-temps le Luxembourg à l'avant-dernière place parmi les États membres de l'Union européenne.

- Monsieur le Premier Ministre peut-il m'indiquer les directives qui n'ont pas encore été transposées chez nous? De combien le délai de transposition se trouve-t-il dépassé dans les différents cas?

- Quel est l'état de procédure des travaux de transposition des directives non encore reprises en droit interne malgré l'échéance du délai pour ce faire? Quelles en sont les raisons au cas par cas?

- Pour lesquelles parmi les directives visées notre pays a déjà été mis en demeure par la Commission européenne, voire se trouve citée devant la Cour de Justice des Communautés européennes pour la non-transposition de directives?

Réponse (1.2.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Monsieur le Premier Ministre a bien voulu me transmettre pour réponse la question de l'honorable Député, après que le Conseil de Gouvernement m'ait invité le 16 septembre 2005 de faire un suivi rigoureux de la législation européenne à transposer.

Le Luxembourg devait à la date du 1er janvier 2006 encore transposer 171 directives. Le délai de transposition est dépassé dans 86 cas.

L'honorable Député voudra bien trouver en annexe une liste regroupant Ministère par Ministère des directives qui ne sont actuellement pas encore transposées en droit luxembourgeois avec indication, le cas échéant, du dépassement du délai de transposition respectivement du stade d'avancement de la procédure d'infraction initiée par la Commission.

Des procédures de transposition sont, à la connaissance de mon Ministère, engagées pour les directives marquées de la lettre «F» dans la liste jointe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*. La réponse quant à la question de l'honorable Député sur les raisons des retards pris au cas par cas ne saurait être donnée que par les ministères compétents en raison de la matière dont traitent les directives.

Je voudrais remercier l'honorable Député pour l'intérêt qu'il porte à la question et lui confirmer que le Gouvernement partage son inquiétude devant cet état de fait. Il a donc fortement enjoint les administrations nationales de redoubler d'efforts afin que le Luxembourg améliore son taux de transposition.

Les contacts seront aussi relancés avec les services de la Commission dans le cadre de réunions bilatérales dites «réunions paquets» au niveau des Hauts fonctionnaires afin d'échanger sur la question de la transposition des directives au Luxembourg. Une première réunion est prévue de se tenir fin janvier 2006.

Je suis naturellement aussi intéressé et disposé à améliorer la coopération et l'échange d'information avec la Chambre sur ce dossier important pour l'image et le statut du Luxembourg dans l'Europe communautaire. Des premiers contacts au niveau des administrations ont déjà eu lieu et ont montré leur plus-value potentielle.

Question 0811 (16.12.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **construction d'un lycée à Mersch:**

- L'État ayant pris une option d'achat sur une partie des terrains de la Cepal S.A. à Mersch, j'aimerais savoir si la construction d'un lycée est prévue sur ces terrains?

- Étant donné que la commune de Mersch accueille actuellement une annexe du Lycée classique de Diekirch en son territoire, quelle sera l'évolution ou l'affectation future de cette annexe?

- Est-ce que la commune de Mersch ne serait pas appropriée, en raison de sa situation géographique centrale et étant bien desservie par les transports publics, pour accueillir un lycée offrant un cycle complet, c'est-à-dire de la classe de septième à la classe de terminale, dans l'enseignement secondaire général et/ou technique?

Réponse commune (15.2.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Je peux vous confirmer que la construction d'espace scolaire est prévue sur une partie des terrains de la Cepal S.A. à Mersch, notamment pour les besoins des formations éducatives et sociales.

2. L'affectation future de l'annexe du Lycée classique Diekirch à Mersch ne sera pas changée.

3. La superficie rendue disponible avec la réalisation de l'option d'achat sur une partie des terrains de la Cepal S.A. ne s'oppose pas à l'extension de l'offre scolaire à Mersch.

Question 0813 (19.12.2005) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **qualification du médecin assumant l'assistance opératoire:**

Suite à l'évolution de la médecine et aux progrès faits en matière de techniques et appareils utilisés en salle d'opération, les interventions chirurgicales nécessitent plus que jamais le concours de toute une équipe médicale et soignante hautement spécialisée et travaillant en collaboration.

Or, l'article 11 du règlement grand-ducal du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, tel que modifié par la suite, prévoit que le médecin pratiquant l'intervention peut se faire assister en salle d'opération «si la complexité de l'intervention (l') exige». Ce même article fixe les règles applicables pour le calcul de la prise en charge de l'assistance opératoire sans préciser ni les conditions requises pour faire valoir cette prise en charge, ni la tâche ou la qualification du médecin assumant l'assistance opératoire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quels sont les critères précis qui définissent la complexité d'une intervention et qui permettent ainsi de juger de la nécessité d'une assistance opératoire?

- Quels sont les critères permettant de définir la tâche à assumer et la qualification nécessaire du médecin assumant l'assistance opératoire? Ces critères varient-ils selon la complexité et le type de l'intervention?

- Est-ce que le médecin pratiquant l'intervention et désirant se faire assister doit demander une autorisation préalable? Sinon, doit-il fournir une justification a posteriori?

- Est-ce qu'il existe une obligation de documentation concernant la présence et la participation du médecin assumant l'assistance opératoire?

- Monsieur le Ministre peut-il finalement m'informer sur l'impact financier des assistances opératoires lors des interventions chirurgicales?

Réponse (20.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les assistances opératoires sont régies, en ce qui concerne leur tarification, par l'article 11 de la nomenclature des actes et services médicaux.

La nomenclature elle-même ne donne aucune définition des situations médicales concrètes dans lesquelles une assistance opératoire est médicalement exigée pour la sécurité du patient. Dès lors les critères de la complexité de l'intervention justifiant l'assistance opératoire se définissent par les règles de l'art et non par celles de la tarification.

On peut néanmoins retenir que toute intervention chirurgicale (même une simple appendicectomie) nécessite la présence d'un assistant opératoire.

La tâche à assumer par l'assistant opératoire est fonction de l'acte chirurgical effectué lequel est décrit en détail dans les traités de technique opératoire.

La formation médicale de base prépare les médecins à assumer les fonctions d'un assistant opératoire.

Le médecin effectuant une intervention chirurgicale est seul maître du choix de son assistant opératoire. Il doit en assumer les conséquences médicolégales et a donc tout intérêt à porter son choix sur une personne qualifiée. En aucun cas ce choix ne saurait lui être imposé par une tierce personne.

Étant donné que du point de vue médicolégal une assistance opératoire est toujours justifiée et que nombre d'interventions relèvent du critère de l'urgence, l'introduction d'une procédure de demande d'accord préalable est irréaliste.

Une justification a posteriori est prévu pour le cas où le chirurgien se fait assister par deux médecins. Dans ce cas de figure, conformément à l'article 11, alinéa final du règlement de nomenclature, le médecin ayant effectué l'intervention chirurgicale doit fournir une justification écrite à la demande du contrôle médical de la sécurité sociale. Jusqu'à ce jour le contrôle médical n'a pas constaté d'abus en matière de double assistance opératoire.

Concernant la documentation sur la présence et la participation du médecin assistant celle-ci échappe au plan d'application des règles dont le contrôle est assigné aux institutions d'assurance sociale. Un tel contrôle relève plutôt du domaine de la documentation de soins pouvant être exigée sur base de la législation hospitalière, dont l'application relève des autorités de santé publique.

En ce qui concerne l'impact financier de l'assistance obligatoire, la note de l'UCM concernant l'analyse de l'évolution des actes médicaux et médico-dentaires du 31 août 2004 a fait état d'une progression substantielle du nombre d'assistances opératoires (+11,3%) sur une année, et le montant annuel à charge de l'assurance maladie a atteint un ordre de grandeur de 2,6 millions d'euros.

Question 0821 (3.1.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **taxe sur le recyclage des équipements électriques et électroniques:**

Vum 1. Januar u gëtt beim Kaf vun elektreschen oder elektroneschen Equipementer (EEE) eng Entsuergungstax op de Kafpräis dropgerechent, wat de Keefer derzou berechtegt, säin Apparat spéider an d'Entsuergung ze ginn ouni nach eppes mussen dofir ze bezuelen.

Dat bréngt mat sech, datt dës Kategorie vu Wuere vum 1. Januar vun dësem Joer un entspriechend méi deier gëtt. Doduerch gëtt d'Inflatioun, déi souwéisou schonn héich ass an duerch allerlee Taxenerhéijunge weider an d'Luucht gedriwwe gëtt, zousätzlech ugehëtzt.

Duerfir wollt ech lech gäre folgend Froe stellen:

1. Muss dës Tax op der Rechnung gesonnert ausgewise ginn?

2. Gëtt se bei der Berechnung vum Index am Wuerekuerf mat berücksichtegt? Wéi héich kënnt hiren Impakt op d'Inflatioun sinn?

3. Wéi gëtt dës Regelung an eisen Nopeschlänner applizéiert?

Réponse (16.2.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

S'agissant de la question parlementaire à trois volets de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques introduite au 1er janvier 2006, j'ai l'honneur de vous fournir les réponses suivantes:

1) Quant au premier volet de la question, je me permets de renvoyer l'honorable Député à la lecture de l'article 1er paragraphe d), points 2 et 4 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2005 modifiant le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques qui stipulent:

«d) L'article 9 est remplacé comme suit:

1. (…).

2. (…).

Les coûts générés par la collecte, le traitement et l'élimination non polluante ne sont pas communiqués séparément aux acheteurs lors de la vente de nouveaux produits.

3. (…).

4. (…).

Pendant une période transitoire allant jusqu'au 13 février 2011 respectivement au 13 février 2013 pour la catégorie 1 de l'annexe IA, les producteurs ont la possibilité d'informer les acheteurs, lors de la vente de nouveaux produits, des coûts de la collecte, du traitement et de l'élimination non polluante. Les coûts ainsi mentionnés correspondent autant que possible aux coûts réellement supportés.»

Au Luxembourg, la société Ecotrel a.s.b.l. garantit pour le compte de ses membres le recyclage futur des équipements électriques et électroniques qu'ils mettent sur le marché aujourd'hui. Ecotrel est une association sans but lucratif créée par 43 producteurs ou importateurs luxembourgeois afin d'endosser les obligations légales qui leur incombent du fait de la mise en vigueur de la directive européenne 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Le site d'Ecotrel (www.ecotrel.org) fournit tous les détails quant à la mise en œuvre de la législation nationale en la matière et stipule notamment quant à l'information à fournir aux clients:

«Si votre client est assujetti à la TVA, la cotisation de recyclage doit être explicitement mentionnée au client. Il est d'une grande importance, pour toute indication de prix de l'EEE (sur le bon de commande et/ou la facture et/ou le contrat, etc.) de mentionner que les EEE ont été soumis à la cotisation de recyclage et de fournir le montant de la cotisation de recyclage au client pour qu'il puisse, à son tour, la répercuter sur son client.

Lors de la vente au consommateur final (non assujetti à la TVA), la cotisation de recyclage est bien entendu portée en compte à ce dernier. Elle devra être visible et apparaître sur les brochures publicitaires et/ou les étiquettes et/ou les bons de commande et/ou les factures et/ou les tickets de caisse et/ou les contrats. Toutefois, Ecotrel accepte que la cotisation de recyclage soit visible sur les points de vente via des affiches.»

2) Quant au deuxième volet de la question du Député Robert Mehlen, je puis vous apporter les précisions suivantes:

Pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) et de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) exprimés sur la base 100 en 1996 (base 100 en 2005 à partir de janvier 2006), il doit impérativement être tenu compte de l'effet de l'introduction de la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques. Ces deux indices, qui sont des purs instruments de mesure de l'inflation, sont en effet assujettis à la réglementation communautaire qui exige que, sauf changement de qualité, tout changement de prix doive se refléter comme tel dans l'indice.

Quant à l'indice national raccordé à la base 100 au 1er janvier 1948, soit l'instrument de référence du système de l'échelle mobile des salaires, la neutralisation de la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques est possible uniquement sous condition qu'une disposition afférente soit introduite dans l'article 11 de la loi (modifiée) du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État. Dans cette hypothèse, la neutralisation se ferait par règlement grand-ducal portant nouvelle fixation du coefficient de raccord qui relie l'indice exprimé sur la base 100 au 1er janvier 1948 à celui exprimé sur la base 2005=100. En l'absence de mesure législative, l'indice raccordé à la base 100 au 1er janvier 1948 tient compte de l'introduction de la cotisation Ecotrel dans la même mesure que l'indice national exprimé sur la base 100 en 2005.

Pour évaluer l'incidence de l'introduction de la cotisation de recyclage Ecotrel sur l'indice des prix à la consommation, le Statec a retenu l'hypothèse que les montants de la cotisation seraient répercutés de manière fidèle sur les prix à la consommation relevés au mois de décembre 2005 pour les articles concernés. Ces articles se répartissent sur un éventail d'une vingtaine d'agrégats élémentaires de l'indice, lesquels représentent 3,8% de la pondération de l'indice. 14 montants de cotisation différents trouvent application; ils s'échelonnent de 0,13 euros à 16,00 euros (hors TVA).

Le tableau suivant indique les hausses que l'introduction de la cotisation de recyclage devrait en principe produire au niveau des agrégats élémentaires concernés:

Réfrigérateurs et congélateurs	+4,0%
Lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle	+1,1%
Cuisinières, fours, etc.	+1,2%
Appareils de chauffage et de climatisation	+1,9%
Appareils de nettoyage	+1,7%
Autres gros appareils ménagers	+0,4%
Petits appareils électroménagers	+1,5%
Gros outillage à moteur pour la maison	+0,9%
Gros outillage à moteur pour le jardin	+0,5%
Petit matériel électrique	+0,4%
Équipement de téléphonie, télécopie, etc.	+0,3%
Appareils de reproduction etc. du son	+2,0%
Appareils de télévision, magnétoscopes, etc.	+1,7%
Équipement photographique, cinématographique, etc.	+0,5%
Équipement informatique	+0,8%
Calculatrices, machines à écrire, etc.	+0,9%
Films photographiques, cinématographiques, etc.	+0,3%
Jeux, jouets et passe-temps	+0,1%
Articles de sport, de camping et de loisirs de plein air	+0,1%
Appareils électriques pour soins corporels	+2,5%
Horlogerie	+0,6%
L'incidence sur l'indice général qui en résulte est plutôt faible:	+ 0,04 point de %.

À noter encore qu'en réalité la répercussion de la cotisation de recyclage sur les équipements électriques et électroniques sur les prix à la consommation ne se fera pas intégralement au mois de janvier 2006, mais s'échelonnera sur une période de plusieurs mois.

3) S'agissant enfin du troisième volet de la question du Député Robert Mehlen, je puis vous informer qu'au stade de mes investigations actuelles:

- l'Allemagne n'a pas encore transposé la directive afférente en droit national mais une loi y relative est censée entrer en vigueur à partir du 23 mars 2006;

- la France a transposé la directive afférente par le décret N°2005-829 du 20 juillet 2005 sans qu'aucun arrêté de mise en application pratique de cette loi n'ait été pris à ce jour, selon les informations dont je dispose;

- la Belgique a introduit un système de récupération dès le 1er juillet 2001, donc bien avant la mise en vigueur de la directive européenne afférente. Des informations détaillées sur la mise en œuvre de ce système peuvent être obtenues en consultant le site: www.recupel.be; néanmoins, je puis vous informer qu'en Belgique, dans la chaîne commerciale (B-to-B), la cotisation de recyclage doit être mentionnée séparément du prix d'achat, conformément aux Conventions environnementales. Dans le souci d'assurer une communication claire vis-à-vis du consommateur, il est également conseillé de mentionner séparément le montant de la cotisation sur la facture adressée au consommateur (B-to-C).

Question 0823 (4.1.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **fermeture du réseau routier aux poids lourds en cas d'intempéries:**

Les importantes chutes de neige du 27 décembre dernier et les conditions de circulation difficiles qui en résultaient, avaient conduit les autorités françaises à fermer leur réseau routier aux poids lourds. La conséquence en fut l'immobilisation du côté luxembourgeois de centaines de camions sur l'autoroute menant vers la France.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que la décision française de fermer le réseau routier aux poids lourds a été prise avec l'accord des autorités luxembourgeoises? Dans l'affirmative, qui est compétent de prendre une telle décision? Dans la négative, que compte faire le Gouvernement luxembourgeois pour éviter une pareille situation à l'avenir?

- Est-il normal qu'en cas d'intempéries du genre, un pays puisse prendre des mesures de délestage de son réseau routier au détriment de la situation du trafic d'un pays voisin? Est-ce que de telles pratiques sont compatibles avec les dispositions communautaires en la matière? Dans la négative, le Gouvernement entend-il intervenir auprès des instances compétentes?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'immobilisation de centaines de camions sur les bandes d'urgence par temps de visibilité réduite due aux abondantes chutes de neige revêt un caractère hautement dangereux pour la circulation autoroutière?

- Est-ce qu'il a été procédé à une opération de ravitaillement des chauffeurs immobilisés le 27 décembre dernier? Dans l'affirmative, qui devra en couvrir les frais respectivement est-ce que ces frais seront remboursés par l'État français? Dans la négative, est-ce qu'il n'y aurait pas lieu de prévoir de telles opérations de ravitaillement à l'instar d'une pratique courante dans d'autres pays européens?

Réponse commune (14.2.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'interdiction de circuler pour les poids lourds dépassant 7,5 tonnes est une des mesures du PIZE (Plan Intempéries Zone Est) établi par les autorités françaises sur demande du Ministre de l'Intérieur en 1999. Ce plan est déclenché par le Préfet de la Zone de Défense concernée dès lors que les prévisions météo annoncent une dégradation importante des conditions de circulation sur les routes. En cas de déclenchement, ce plan prévoit l'information des départements français respectivement des pays avoisinant la zone concernée. L'accord des autorités luxembourgeoises ne doit pas être demandé lorsque le PIZE est déclenché.

Lorsque les autorités françaises ont décidé récemment de fermer le réseau routier aux poids lourds, le CIN (Centre d'intervention national) de la Police grand-ducale et le CITA (Contrôle et Information du Trafic sur les Autoroutes) de l'Administration des Ponts et Chaussées en ont été informés quelques heures en avance.

Pour faire face aux mesures du PIZE, un «Plan Intempéries» a été établi au Luxembourg par la Police grand-ducale (Unité centrale de Police de la Route) en collaboration avec les Ponts et Chaussées, CITA et CIEA (Centre d'Intervention et d'Entretien des Autoroutes), dont le but essentiel est l'organisation du stockage des poids lourds sur les aires de service et le long des autoroutes. Ce plan, établi en mai 2004, n'est pour l'instant qu'un document provisoire et subira probablement encore des modifications. Le plan a été appliqué deux fois cet hiver avec succès, la mission de la Police grand-ducale étant l'organisation du stockage des poids lourds, celle des Ponts et Chaussées d'assurer le balisage sur l'autoroute et l'activation de la signalisation dynamique du CITA.

Il reste à noter qu'au Luxembourg aussi, l'article 106 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques autorise le Ministre des Travaux publics, dans les limites lui conférées par l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, à restreindre ou à interdire la circulation sur le territoire luxembourgeois.

La seule solution pour éviter un stockage de poids lourds sur le territoire luxembourgeois serait d'appliquer les articles précités dès lors que le PIZE serait déclenché.

Lorsque les conditions météorologiques se sont dégradées à ce point, l'arrêt des poids lourds sur les bandes d'arrêt d'urgence diminue sensiblement le risque d'accident. Le ravitaillement des chauffeurs a été organisé en 2004 par la Protection civile. Tel ne fut pas le cas en décembre 2005 vu que la durée de l'arrêt était assez limitée dans le temps. En décembre 2004, les frais ont été portés par la Protection civile. Il est envisagé de compléter le «Plan Intempéries» par des mesures de ce type.

En ce qui concerne la question si de telles pratiques sont compatibles avec les dispositions communautaires, il faut noter que dans le cas précis de la fermeture du réseau routier français aux poids lourds il n'existe pas de texte communautaire spécifique. Il est vrai que lors de grèves qui provoquent des blocages prolongés d'autoroutes, un État peut demander à la Commission européenne d'exhorter le pays concerné à faire respecter le principe de la libre circulation dans le marché intérieur. Cependant dans le cas de la décision des autorités françaises de fermer leur réseau routier aux poids lourds, qui constitue un blocage temporaire de nature d'ordre public et surtout de sécurité routière, une telle démarche auprès de la Commission européenne aurait été disproportionnée par rapport aux enjeux en question.

Question 0824 (4.1.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **déficit de l'attention:**

Les 13, 14 et 15 octobre 2005 se tenait le Symposium international du «Lëtzebuerger Aktiounskrees Psychomotorik». Selon les organisateurs de ce symposium, l'ignorance ou la méconnaissance du problème du déficit de l'attention de la part de bon nombre des responsables éducatifs constitue un problème majeur pour les enfants et les familles concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre peut-elle me dire si le Gouvernement envisage de considérer le déficit de l'attention comme une maladie conformément au CIM 10 (Classification Internationale des Maladies)?

- Quelles possibilités Madame le Ministre voit-elle en vue d'une adaptation de l'offre scolaire aux besoins des enfants atteints et quelles sont les possibilités de sensibilisation voire de formation des enseignants en la matière?

- Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement en vue d'un meilleur encadrement scolaire des enfants concernés?

Réponse (7.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Mon département est particulièrement préoccupé par une prise en charge adéquate de tous les enfants à problèmes parmi lesquels je compte les enfants à déficit de l'attention.

Soucieuse d'accorder priorité à une intégration de tous ces enfants dans l'enseignement ordinaire, je partage l'avis que la formation initiale doit outiller les aspirants insti-

tuteurs à répondre aux besoins diversifiés de la population scolaire.

À cet effet, nous avons renseigné les responsables de l'Université du Luxembourg sur les compétences que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle attend des instituteurs et des institutrices dont il sera l'employeur. Une importance primordiale revient à l'individualisation de l'enseignement et à la scolarisation d'enfants à besoins spécifiques dans l'école ordinaire.

Le sujet du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité est traité régulièrement lors de formations continues dont mon département est responsable.

Les enseignants qui accueillent des enfants à déficit de l'attention, sont soutenus respectivement par le personnel du Service rééducatif ambulatoire de l'Éducation différenciée, accompagnant les élèves en question pendant les heures de classe, et par les collaborateurs du Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice (SCAP).

Les spécialistes du SCAP sensibilisent, conseillent et encadrent les parents et les enseignants confrontés à la problématique de l'hyperactivité. Les moyens mis à disposition de ce service ont été sensiblement augmentés depuis 1994, et ils ont notamment progressé de 238.000 € en 2005 à 358.989 € en 2006 (+ 50,84%).

Je pense que les démarches et mesures susmentionnées contribueront à un meilleur encadrement scolaire des enfants en question.

En ce qui concerne la reconnaissance du déficit de l'attention comme maladie, je vous prie de considérer que les décisions relatives à la «Nomenclature des actes et services des médecins et médecins dentistes» sont prises sous l'autorité de l'Union des Caisses de Maladie et ne font pas l'objet de résolutions du Gouvernement en Conseil.

Question 0825 (6.1.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**accès aux parkings souterrains pour les véhicules à gaz naturel:**

La prescription ITM-CL 534.1 intitulée «Parkings Couverts» de l'Inspection du Travail et des Mines prévoit au point 6.4.3 que «l'accès aux étages au-dessous du niveau des seuils extérieurs est interdit aux véhicules utilisant du gaz sous toutes ses formes (GPL, hydrogène…)». De manière générale, cette interdiction aux parkings et garages souterrains s'explique par le danger d'explosion en cas d'accident ou de fuite du réservoir.

Si ce raisonnement est justifié pour les voitures GPL, tel n'est pas le cas pour les véhicules roulant au gaz naturel, qui est un carburant aussi sûr que l'essence ou le diesel. Contrairement au GPL, qui est conservé sous forme d'un mélange liquide-vapeur, ce qui le rend très volatile et explosif, le gaz naturel ne présente pas de risque d'explosion. Plus léger que l'air, il s'évapore rapidement dans l'atmosphère sans qu'aucune nappe puisse se former sous le véhicule. En plus, il ne s'enflamme qu'à des températures très élevées, supérieures à celles du diesel, de l'essence ou encore du GPL.

En cas d'accident, les voitures propulsées au gaz naturel sont aussi sûres que les voitures traditionnelles. Tel est le résultat d'un crash test conduit par le club automobile allemand ADAC. L'ensemble du système de gaz naturel (système de conduites et réservoir de gaz) n'a pas été endommagé par un impact frontal à 64 km/h. Il en est de même en situation d'incendie, où à aucun moment il n'y a eu explosion.

À noter encore que dans certains pays européens, notamment en Allemagne et dans les pays scandinaves, les véhicules au gaz naturel sont autorisés dans les parkings et garages souterrains.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Vu les explications précédentes, le Gouvernement n'envisage-t-il pas à lever l'interdiction d'accès aux parkings souterrains pour les véhicules utilisant du gaz naturel?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions pourrait-on supprimer cette interdiction pour les GNV (Gaz Naturel Véhicules)?

Réponse (16.2.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

S'il est bien vrai que le Gaz de Pétrole Liquéfié représente d'autres risques que les risques du Gaz Naturel Véhicules (GNV), il n'est pas moins vrai que les risques émanant des véhicules équipés d'un réservoir contenant du GNV ne sont pas négligeables, surtout en cas de circulation ou de stationnement d'un tel véhicule dans un parking souterrain couvert.

En effet, en cas de fuite le gaz naturel mélangé à l'oxygène de l'air ambiant présente un réel danger de forte explosion, surtout dans un milieu fermé tel qu'un parking couvert souterrain.

C'est par mesure de précaution que l'interdiction a été prise au Luxembourg, comme dans d'autres pays, en Autriche notamment où certains «Bundesländer» ont pris la même décision, tandis qu'en RFA les différents «Länder» ont laissé la décision de l'autorisation d'accès des véhicules GNV aux exploitants des parkings.

L'Inspection du Travail et des Mines suit étroitement l'évolution de la situation dans nos pays voisins, de même que les résultats d'études en la matière en cours.

Dans ce cadre, la levée de l'interdiction d'accès pour les véhicules propulsés par GNV aux parkings couverts peut absolument devenir envisageable à l'avenir. Dans ce cas des mesures supplémentaires de sécurité des parkings pourraient être exigées, comme par exemple l'équipement de ces parkings d'installations de détection de gaz, asservies aux installations électriques, à l'évacuation des parkings, etc.

Question 0835 (11.1.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **système d'enseignement luxembourgeois:**

D'après les résultats d'une étude menée par l'Institut technologique danois au nom de la Commission européenne, le système d'enseignement luxembourgeois figure parmi les systèmes scolaires européens les plus différenciés et créant le plus d'inégalités parmi les performances scolaires des élèves.

Je souhaite dans ce contexte avoir de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle des réponses aux questions suivantes:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'étude mentionnée ci-dessus?

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis des auteurs de l'étude? Quelle suite Madame la Ministre entend-elle donner aux recommandations formulées dans l'étude, notamment en ce qui concerne l'introduction d'une école explicitement intégrative («Gesamtschule»)?

Réponse (15.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai pris connaissance de l'étude.

Ce n'est pas la seule étude qui atteste au système d'enseignement luxembourgeois de creuser les inégalités parmi les élèves. Elle confirme ce que depuis des décennies les études nationales et plus récemment les comparaisons internationales nous démontrent: l'école luxembourgeoise ne réduit pas les inégalités, mais les accentue.

Les conclusions que je retiens de toutes les études dont j'ai connaissance sont qu'il faut améliorer les performances de tous les élèves tout en réduisant les inégalités. Manifestement ce double objectif peut être atteint: d'autres pays nous montrent qu'on peut viser l'excellence tout en garantissant l'équité sociale.

Une lecture approfondie des études indique toutefois que le remède ne consiste pas en une seule mesure. Il serait trop simple d'expliquer le succès des uns et les problèmes des autres par l'existence ou non de la «Gesamtschule».

Les systèmes scolaires les plus performants sont - toujours d'après les études - ceux qui ont centré l'enseignement sur l'élève davantage que sur les matières, qui ne sélectionnent pas par l'échec mais s'efforcent d'amener chaque élève à développer au mieux ses capacités.

Nous devons donc:

- définir des socles de compétences du préscolaire à la fin de la scolarité qui indiquent les performances estimées suffisantes, bonnes ou excellentes;

- mettre en place un système d'évaluation qui tienne compte des progrès des élèves et de leur niveau de compétences;

- fixer des missions précises aux enseignants et les inciter à travailler en équipe pour atteindre ces objectifs;

- favoriser le dialogue et le partenariat entre parents et école, un des facteurs de succès des enfants;

- introduire dans tous les lycées des classes de différents ordres d'enseignement pour réduire les ségrégations;

- soutenir les enseignants qui placent les élèves au centre de l'apprentissage et qui les motivent à travailler et à apprendre;

- mettre en place des procédures d'évaluation et d'autoévaluation des écoles.

Je m'y applique.

Question 0842 (12.1.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **lazaret pour animaux:**

Am Kader vun enger Reportage am Journal op RTL Tëlee, den 11. Januar 2006, wou et ëm d'Vullegripp goung, huet e Responsabele vum Veterinärsamt gesot, datt Lëtzebuerg keng Quarantänstatioun besëtzt, fir Déieren, déi an d'Land agefouert ginn, kënnen ze isoléiere bis feststeet, ob se mat enger ustiechender Krankheet infizéiert sinn oder net. Dowéinst missten dës Déieren noutgedrongen ageschléifert ginn.

Duerfir folgend Froen:

1. Stëmmt et, datt Lëtzebuerg keng Quarantänstatioun fir Déiere besëtzt?

2. Wa jo, firwat huet Lëtzebuerg bis haut keng esou eng Statioun? Gedenkt den Här Minister esou séier ewéi méiglech eng Quarantänstatioun ze installéieren, fir onnéideg Aschléiferungen ze évitéieren?

Réponse (14.2.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Fir dem Här Deputéierten Aly Jaerling op seng Fro iwwert d'Bestoe vun enger Quarantänstatioun fir Déieren um Findel ze äntwerten, wëll ech fir d'éischt de Sënn an den Zweck vun esou enger Déierequarantän erklären. Eng Déierequarantän huet folgend Aufgaben an Ziler:

- en Déier, dat vun enger ustiechender Krankheet befall ass, ze behandelen an et gläichzäiteg vun aneren ufällegen Déieren ze isoléieren,

oder

- en Déier ënner Beobachtung ze stellen, wann et a Kontakt komm ass mat aneren Déieren, déi vun enger ustiechender Krankheet befall sinn, fir eng eventuell Ustiechung ze iwwerwaachen,

oder

- importéiert Déieren ënnerzestellen, bis déi feelend Dokumenter respektiv Gesondheetszertifikate virleien, déi fir e Weidertransport erfuerdert sinn.

Esou eng Quarantänstatioun besëtzt den „P.I.F." Findel zanter dem Opbau vun enger E.U.-unerkannter Importkontrollstatioun am Joer 1996.

Dëst ass eng polyvalent Déierequarantän an deem Sënn, datt si fir all Déierenaarte benotzt ka ginn.

Wat net um Déierenimportzenter um Findel virzefannen ass, dat ass eng spezifesch Quarantän fir exotesch Vigel, an zwar aus folgende Grënn:

- den Import vun exotesche Vigel iwwert de Findel ass quasi null, well weder de Landwirtschaftsministère nach d'Cargolux interesséiert sinn um Handel vun exotesche Vigel, déi aus hirem natierlechen Ëmfeld erausgerass ginn, an déi während deene laangen an net aartgerechten Transportflich en héije Liewenstribut bezuelen;

- de Risiko vum Aschleefe vun héichunstiechende Vullekrankheeten aus sou genannten Drëttlänner op Lëtzebuerg. Zënter Jore stellt dësen Handel eng reell Gesondheetsgefor duer. Rezent Beispiller sinn hei den Import vum vullegrippinfizéierten Adler an d'Belsch an vu vullegrippinfizéierte Papageien an England;

- am Noutfall ka Lëtzebuerg op Vullequarantänstatiounen am noen Ausland zréckgräifen.

Erënnert sief awer hei, datt mat der rezenter a weltwäiter Ausbreedung vun der héichunstiechender Vullegripp praktesch all Handel vu Vigel mat Drëttlänner gestoppt gouf.

Des Weideren ass ze bemierken, datt d'Cargolux Pläng virleien huet, fir an nächster Zäit eng spezifesch, klimatiséiert Gefligelkontrollstatioun um Findel ze bauen, déi am Noutfall och als Vullequarantän ausgewise ka ginn.

Zum Schluss ass zréckzebehalen, datt déi zoustänneg Instanzen zu Lëtzebuerg net begeeschtert wäre vun engem intensiven Import vun exotesche Vigel iwwert de Findel, mä datt am Noutfall Méiglechkeete bestinn, fir esou Importer ze regelen, ouni datt déi Déiere missten ageschléifert ginn.

Question 0843 (12.1.2006) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant la **réglementation du droit de grève des agents des CFL:**

Un projet de loi destiné à régler la grève des agents des CFL se trouve déposé depuis mars 1986 au greffe de la Chambre des Députés. J'avais demandé à la commission paritaire des CFL en 2002 d'examiner les possibilités d'actualiser le texte de ce projet de loi en vue de faire aboutir la procédure législative. Or, des problèmes d'interprétation que le texte élaboré par la commission paritaire avait posés au Ministre du Travail et de l'Emploi m'avaient empêché de déposer encore avant les élections législatives de 2004 les amendements dont j'avais saisi le Gouvernement.

Il m'importerait aujourd'hui de savoir de la part de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Monsieur le Ministre des Transports s'ils estiment opportune une situation légale où le droit de grève est garanti par la Constitution, mais où il n'y a aucune disposition légale réglant la mise en œuvre de ce droit de grève.

- Quels sont les problèmes qui s'opposent à une relance de la procédure d'approbation sur base du texte amendé par la commission paritaire?

- Était-il question de cet aspect majeur du statut d'assimilé à la fonction publique du personnel des CFL lors de la récente tripartite «chemin de fer»? Si oui, pourquoi les conclusions publiées n'évoquent-elles pas cet aspect? Si non, quelles étaient les raisons pour ne pas examiner cet aspect du cadre légal des conditions de travail des cheminots?

- Quels sont les projets du Gouvernement en la matière? Est-il prévu de soumettre prochainement une version amendée du projet de loi de 1986 à la Chambre des Députés ou le Gouvernement estime-il qu'eu égard à l'abandon progressif du statut des cheminots et son remplacement par un régime conventionnel de droit commun, fondé sur le contrat de louage de service retenu lors de ladite tripartite il n'est plus utile d'introduire un cadre légal pour régler le droit de grève aux CFL?

Réponse (22.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 12 janvier 2006, l'honorable Député Henri Grethen souhaite s'informer sur l'opportunité d'introduire un cadre légal réglementant le droit de grève du personnel des CFL.

Vu l'importance que le Gouvernement accorde au dialogue social, il a été décidé de garder en suspens le projet de loi N°3000 portant réglementation de la grève dans les services de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois.

Question 0846 (13.1.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **financement des formations pour adultes offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC):**

Le 20 décembre 2005, la direction du Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Ettelbruck a annoncé la fin prématurée de deux formations pour adultes, à savoir les cours de «télélearning» et de bureaucratique, en raison de l'absence de ressources financières.

Il échet de noter qu'une vingtaine de personnes ont participé à ces cours et ont espéré par ce biais de trouver un nouvel emploi. Du fait de l'arrêt abrupt des formations précitées, ces personnes voient leurs chances de réinsertion professionnelle s'envoler. À noter encore dans ce contexte que les années précédentes ces formations se sont soldées pour de nombreux participants par une réintégration sur le marché du travail, ce qui démontre le bien-fondé de ces mesures.

Ces formations en question offertes par le CNFPC, dont l'organi-

sation relève du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ont été financées conjointement par le Fonds Social Européen et le Fonds pour l'Emploi. Or, ce contrat de collaboration entre le Ministère du Travail et le Fonds Social Européen a expiré le 31 décembre 2004. Après cette date, le CNFPC a continué de proposer ces formations, sans que leur financement ait été prévu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Pourquoi l'accord avec le Fonds Social Européen n'a-t-il pas été renouvelé après son expiration le 31 décembre 2004?

- Dans le cas où le financement par le biais du Fonds Social Européen n'était plus possible, n'y avait-il pas moyen de trouver un autre mode de financement adéquat pour assurer le suivi financier de ces formations?

- Quelles solutions Madame la Ministre envisage-t-elle pour garantir le financement futur de ces formations, qui sont un investissement essentiel pour aider les chômeurs et demandeurs d'emploi à réintégrer le marché du travail?

Réponse (22.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

C'est en 2000 que le CNFPC a entrepris de revoir les contenus et les méthodes d'enseignement dans le domaine de la bureautique. Deux innovations méthodologiques en sont résultées: la possibilité d'offrir des formations à distance (télélearning) et la création d'une «entreprise d'entraînement» qui a permis d'améliorer significativement la formation pratique des stagiaires.

Le télélearning a été développé par le CNFPC Ettelbruck en collaboration avec des partenaires allemands; il a été cofinancé par le Fonds Social Européen (FSE). Il était de toute façon acquis dès la 2e année de formation que le cofinancement par le FSE avait explicitement comme objectif de mettre le CNFPC en mesure d'organiser ces projets novateurs par ses propres moyens sans l'aide d'un partenaire étranger. Par conséquent le Ministère de l'Éducation nationale n'a plus présenté le projet au FSE.

La base légale pour assurer ce type de formation est l'article 33 (1) de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant:

1. création d'un Fonds pour l'Emploi;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage, tel qu'il a été modifié par la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, que je tiens à citer in extenso:

«Conformément aux orientations prioritaires de gestion et dans les limites des moyens financiers de la section spéciale visée au paragraphe 2. de l'article 2 de la présente loi, le Ministre ayant dans ses attributions la formation professionnelle organise dans le CNFPC à l'intention des chômeurs, indemnisés ou non, inscrits à l'Administration de l'Emploi, des cours d'initiation et d'orientation à la vie professionnelle, des cours de préformation et de formation professionnelle, des cours de formation professionnelle complémentaire ainsi que des cours d'adaptation, de reconversion ou de perfectionnement professionnel ainsi que des actions locales à l'attention des jeunes en transition vers la vie active.»

Les difficultés d'appréciation avec les gestionnaires du Fonds pour l'Emploi (FPE) résultent du fait que légalement, le FPE suit une logique reliée directement au marché de l'emploi.

Pour résoudre à l'avenir ces difficultés, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi se sont accordés sur une réforme légale selon laquelle les mesures de formation susceptibles d'engendrer une embauche sur le marché du travail continuent à être pris en charge par le FPE, et à nécessiter une inscription à l'ADEM ainsi qu'un accord préalable de celle-ci.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle disposera selon cette nouvelle base légale d'un budget propre pour organiser et financer des cours de formation à l'intention de personnes désireuses d'augmenter leur employabilité sur le marché de l'emploi par des mesures de formation et ceci conformément à l'esprit de la stratégie de Lisbonne, sans lien nécessairement direct avec le marché du travail et l'ADEM.

En attendant, les cours de bureautique de type traditionnel ont repris. Le projet «télélearning» doit cependant rester suspendu jusqu'à une solution définitive de son financement.

Question 0847 (16.1.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **Lycée technique d'Ettelbruck:**

De Lycée technique zu Ettelbréck ass schonns jorelaang iwwerbeluecht an d'Regierung sicht ewell zënter zéng Joer no enger Léisung. Klasse vum „Régime préparatoire" hu missen a Containeren installéiert ginn zu Ettelbréck respektiv zu Dikrech.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Ministeren:

1) Wéi wäit ass dësen Dossier vum Ausbau bis elo fortgeschratt?

2) Ass de viséierte Standuert zu Angelduerf nach ëmmer aktuell? Wéi wäit sinn hei d'Verhandlunge mat de Propriétairen, oder huet d'Regierung sech no engem anere Standuert ëmgesinn?

3) Ass d'Regierung bereet, fir an nächster Zukunft hei ganz konkret Schrëtt ze ënnerhuelen, fir deenen onhaltbaren Zoustänn am Ettelbrécker Lycée een Enn ze maachen? Wa jo, wéi gesäit dëst konkret aus? Wann neen, wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (17.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. De Konstruktiounsplang vum Lycée läit vir an ass um Instanzewee.

2. Angelduerf ass ee vun deene méigleche Standuerter. D'Verhandlunge mat de Propriétairë fir de Kaf vun Terraine sinn amgaangen.

3. D'Optiounen, déi d'Regierung wäert huelen, hänke vun den Acquisitioune vu gëeegenten Terrainen of.

Question 0848 (16.1.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **carence en iode:**

D'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) «la carence en iode est une cause importante de troubles dans le développement mental de l'enfant. La principale stratégie, l'iodation universelle du sel, est un succès. On constate néanmoins des carences en iode dans 54 pays et il faudra des efforts soutenus pour développer les programmes d'iodation du sel, ainsi que l'indique le rapport 'Iodine status worldwide'.»

Afin de prévenir ou de combattre la carence en iode, l'OMS recommande l'iodation universelle du sel, c'est-à-dire l'utilisation de sel iodé pour l'alimentation humaine (notamment par enrichissement du pain en sel iodé) et animale. Selon le rapport «Iodine status worldwide» de 2004, la population luxembourgeoise présente toujours une légère carence en iode.

L'OMS fait cependant remarquer également que «des apports quotidiens en iode supérieurs à la limite considérée comme sûre peuvent entraîner des dysfonctionnements thyroïdiens chez les sujets sensibles. Cela souligne l'importance de renforcer les contrôles de qualité du sel iodé de façon à avoir des concentrations suffisantes pour couvrir un apport alimentaire optimal sans arriver à des quantités trop élevées. L'OMS insiste également sur la nécessité de veiller à ce que la promotion du sel iodé n'entraîne pas une surconsommation de sel pouvant contribuer à l'apparition de l'hypertension artérielle: le sel peut être iodé en fonction d'une consommation compatible à celle recommandée par l'OMS, à savoir un maximum de 5 g par jour».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est l'évolution de la carence en iode de la population luxembourgeoise depuis 2004?

- Ne devrait-on pas relancer la campagne de sensibilisation, initiée par le Gouvernement précédent, relative à la carence en iode?

- L'iodation optimale constitue-t-elle une priorité dans le cadre de la médecine préventive du Gouvernement actuel?

- Le pain fait-il toujours l'objet d'un enrichissement substantiel en sel iodé? Existe-t-il des contrôles réguliers sur la teneur en iode du pain consommé au Luxembourg?

- Comment peut-on, comme le préconise l'OMS, veiller à éviter une surconsommation de sel iodé?

Réponse (14.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La dernière étude «iodurie», mesurant l'iode urinaire, qui constitue un paramètre universellement accepté pour évaluer l'apport alimentaire en iode d'une population, a été réalisée en 2002. Nous ne disposons pas de données nouvelles concernant les niveaux d'iodurie, ou de déficience en iode dans notre population. Nous prévoyons de réaliser une nouvelle étude au cours du printemps 2007. Cette année mes services vont évaluer le nombre des pathologies de la thyroïde dues à une déficience en iode, ainsi que la consommation de médicaments thyroïdiens dans notre pays.

La problématique de la déficience en iode dans notre population reste une de nos préoccupations. Elle sera prise en compte dans le cadre du plan national nutritionnel qui est en phase d'élaboration. Partant du constat que la sensibilisation à elle seule de la population n'aboutit pas au résultat escompté, alors que le public même dûment informé ne sait pas nécessairement où se procurer l'iode manquant, le plan national établira des lignes directrices après concertation avec tous les acteurs de la chaîne alimentaire. Parmi ceux-ci figureront par exemple les producteurs aux différents stades de la production ainsi que les responsables des cantines, notamment scolaires.

Les recommandations en matière d'approvisionnement journalier en iode, émises par l'OMS, UNICEF et ICCIDD (International Council for Control of Iodine Deficiency Disorders), serviront d'orientation pour la formulation des recommandations nationales.

Un des moyens pour l'amélioration de l'approvisionnement en iode de notre population, comme le relève l'honorable Parlementaire, est effectivement la collaboration avec la Fédération des Patrons Boulangers-Pâtissiers, dans le but d'augmenter l'utilisation du sel iodé au dépens du sel non iodé pour la préparation du pain, élément important de notre alimentation journalière.

Cette action s'oriente strictement selon les recommandations des autorités mondiales en la matière, énumérées ci-dessus.

Actuellement la teneur en iode du pain ne fait pas l'objet d'évaluations à la division du contrôle alimentaire du Laboratoire national de Santé. Une analyse isolée de la teneur en iode du pain ne rend pas compte de l'apport global en iode alimentaire de la population. Par contre des analyses de la teneur en iode du sel utilisé dans toute la chaîne alimentaire sont envisageables.

La consommation modérée de sel est une des recommandations nutritionnelles importantes en faveur de la prévention de l'hypertension artérielle. Malheureusement le sel est l'élément véhiculaire privilégié pour l'iode, micro-élément essentiel, non produit par notre organisme, mais indispensable à la production des hormones thyroïdiennes. C'est pour cela que le message permanent de nos actions contre la déficience en iode est «du sel avec modération, mais du sel iodé». Ceci est également le message préconisé par l'OMS.

Si donc une consommation abondante de sel n'est pas sans danger, en revanche une surconsommation d'iode reste sans conséquences, alors que l'excès d'iode est éliminé par les urines et les matières fécales.

Question 0850 (17.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **jours scolaires libres pour fêtes religieuses:**

Les vacances scolaires et jours fériés au Luxembourg prennent en compte les fêtes catholiques. Selon un article paru récemment dans la presse, certains directeurs d'école accorderaient des jours libres supplémentaires à des élèves juifs, musulmans ou bouddhistes, afin de permettre à ces élèves de respecter les fêtes religieuses de leur culte respectif, tandis que d'autres directeurs refuseraient cette faveur.

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer qu'il est de l'appréciation des directeurs d'école si des élèves qui souhaitent participer à des fêtes religieuses juives, musulmanes ou bouddhistes peuvent être libérés ou non de la fréquentation des cours?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il serait peut-être plus opportun de régler cette question au niveau national afin d'assurer un traitement égal à tous les élèves concernés?

Réponse (17.2.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La législation et la réglementation en vigueur permettent de dispenser des élèves de la fréquentation des cours pendant la durée d'une journée. C'est tantôt l'instituteur, tantôt le directeur ou le régent qui l'accorde à la demande motivée des parents (art.7 de la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire; art.13 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques).

La participation à une fête religieuse importante est généralement considérée comme motif valable. J'estime qu'il faut laisser à l'instituteur et au régent de classe ou au directeur la liberté d'appréciation des demandes au cas par cas, notamment afin d'éviter des abus.

Question 0851 (18.1.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **remembrement rural:**

Déi jorelaang Differenzen tëschent zwou staatlechen Administratiounen, nämlech dem Office national du Remebrement, deen dem Landwirtschaftsminister ënnersteet, an der fir den Naturschutz zoustänneger Abteilung vun der Forstverwaltung, déi dem Ëmweltminister ënnersteet, iwwert d'Aart a Weis wéi verschidde Remembrementsprojete sollen duerchgeféiert ginn, sinn a leschter Zäit öffentlech diskutéiert ginn. Et ass onëmstridden, datt dës Divergenze Projete blockéieren an zu bedeitenden Zäit- a Geldverloschter féieren. Dat Ganzt ass ze gesi virum Hannergrond vun der konkreter Interpretatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz an der viru Jore gemaachter Ukënnegung, datt d'Remembrementsgesetz misst a verschiddene Punkten ofgeännert ginn. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wat fir Konklusiounen zéien déi zwee Ministeren aus der aktueller Situatioun, déi fir déi Betraffen net méi zoumuttbar ass?

2. Gëtt et eng gemeinsam Approche, wéi een dës Zort vu Konflikter duerch eng besser Prozedur respektiv méi prezis Regele kënnt évitéieren?

3. Wéi steet et de Moment ëm den „Katchessem" iwwert déi konkret Interpretatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz an och mat der ugekënnegter Reform vum Remembrementsgesetz?

4. Wéi sinn d'Aussiichten, datt déi aktuell Blocagë bei Remembrementsprojete kënne kuerzfristeg behuewe ginn?

Réponse commune (1.3.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Agriculture se sont mis d'accord sur une collaboration qui devrait faciliter la prise de décision lors des projets de remembrement actuels et futurs. Cette démarche commune peut être résumée en quatre points:

1. Un juste équilibre sera recherché entre les contraintes économiques et écologiques inhérentes à tout projet de remembrement sans toutefois négliger les intérêts légitimes des propriétaires concernés.

2. Le Ministère de l'Environnement sera associé à un stade suffisamment précoce à tout projet de remembrement de manière à lui permettre d'articuler ses suggestions et de définir les éléments naturels à conserver prioritairement. Cette première intervention du Ministère de l'Environnement aura lieu dès que le périmètre provisoire d'un projet de remembrement aura été défini. Cette façon de procéder aura aussi l'avantage de sensibiliser les propriétaires sur les exigences environnementales avant le vote de l'assemblée générale des propriétaires.

3. Un règlement grand-ducal sera pris, à très court terme, en exécution de l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964. Ce règlement fixera le contenu, les conditions et les modalités de réalisation de

l'étude d'impact à réaliser dans le cadre d'un projet de remembrement. En ce qui concerne la démarche relative à l'article 17, je renvoie à la réponse à la question parlementaire N°0757 de Madame le Député Marie-Josée Frank du 13 décembre 2005 *(cf. compte rendu N°5/2005-2006)*.

4. Lors de l'instruction des projets de remembrement en cours ou à venir, le Ministère de l'Environnement sera l'interlocuteur de l'Office national du Remembrement.

Par ailleurs, l'Administration des Eaux et Forêts continuera de traiter ces dossiers et fera tenir au Ministre de l'Environnement les avis de ses experts et propositions techniques servant de base aux décisions à prendre. Il va sans dire qu'elle assurera le contrôle de l'exécution de ces décisions.

Cette approche coordonnée entre les deux ministères devrait permettre d'accélérer les procédures et d'éviter des situations trop conflictuelles.

Question 0852 (18.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme:**

Selon des informations récemment publiées dans la presse environ 10% de la population du Luxembourg éprouveraient de sérieuses difficultés à lire et à écrire ou seraient même analphabètes. Afin de remédier à cette situation, des cours spéciaux pour adultes sont organisés pour donner une deuxième chance aux concernés.

Compte tenu de l'importance de la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme en tant qu'instrument d'insertion sociale, Madame la Ministre pourrait-elle me fournir les informations suivantes:

- Quel est le nombre des cours actuellement organisés?

- Où est-ce que ces cours sont offerts?

- Quel est le nombre de participants, leur répartition par âge, par sexe et par nationalité?

- Est-ce que les cours sont offerts en nombre suffisant ou y a-t-il des listes d'attente?

- Qui est responsable de l'organisation des cours?

- Dans quelle mesure l'État participe-t-il au financement des cours?

Réponse (1.3.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Dans sa question N°0852, la Députée se réfère à des informations publiées dans la presse concernant le nombre des analphabètes ou illettrés au Luxembourg.

Afin de remédier à l'illettrisme et à l'analphabétisme, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle organise depuis des années des cours d'alphabétisation et soutient des organismes qui oeuvrent dans la même direction.

À cet effet, le Service de la Formation des Adultes (SFA) organise des cours en langue allemande et en langue française à Ettelbruck et à Walferdange. Pour l'année scolaire 2005/2006, les inscriptions s'élèvent à 73. À côté de ces cours, le SFA a décerné, sur base d'une convention bisannuelle, un label de qualité à des cours offerts par «Objectif Plein Emploi». Les cours du Centre Culturel et d'Éducation populaire de Bonnevoie sont conventionnés et subventionnés par le SFA.

À plusieurs reprises, la commune de Dudelange a annoncé à travers la brochure du SFA des cours d'alphabétisation, mais faute d'inscriptions, elle a dû annuler les cours.

L'honorable Députée voudra trouver les détails demandés dans sa question parlementaire, dans les tableaux joints, tels que la répartition par nationalité, sexe et âge.

Les cours offerts par le SFA ne connaissent pas de listes d'attente, les apprenants étant admis selon leur demande de participation, également en cours d'année scolaire.

L'écart important entre la demande potentielle et la demande s'explique autant par l'embarras des personnes d'avouer leur déficience que par la difficulté d'atteindre les clients potentiels par les moyens ordinaires d'information et de communication.

							Nombre d'apprenants
Organisateur	Responsable	Lieu de formation	Nombre de cours	Financement	F	M	Total
MENFP - Service de la Formation des Adultes	SFA	Ettelbruck	2	MENFP	10	18	28
		Walferdange	2	MENFP	28	17	45
Objectif Plein Emploi		Schifflange	2	Label de qualité		8	8
C. Cult. & Édu. pop. Bonnevoie		Luxembourg	1	Convention	5		5
				Total	43	43	86

Nationalité	F	M	Total
Albanie		1	1
Bosnie-Herzégovine		1	1
Bangladesh	2		2
Cameroun	1		1
Cap Vert	2	2	4
France		1	1
Guinée	1		1
Irak	1		1
Italie		2	2
Libéria		1	1
Luxembourg	18	28	46
Maroc	2		2
Îles Maurices	1		1
Niger		1	1
Nigeria	1		1
Portugal	5	4	9
Roumanie	1		1
Russie	1		1
Thaïlande	7		7
inconnue		2	2
Total	43	43	86

	Sexe		
Tranche d'âge	F	M	Total
>50 ans	9	6	15
40 - 49 ans	17	10	27
30 - 39 ans	6	11	17
21 - 29 ans	7	12	19
18 - 20 ans	3	3	6
16 - 17 ans	1	1	2
Total	43	43	86

Question 0855 (19.1.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **bâtiment voyageurs de la gare de Wiltz:**

Récemment les locaux de la gare de Wiltz ont fait l'objet d'actes de vandalisme. Les dégâts causés aux installations du bâtiment ont été tellement importants qu'il a fallu fermer les guichets. Faute d'alternatives, les voyageurs sont obligés de se rendre à la gare d'Ettelbruck pour acheter leurs titres de transport et pour profiter des autres services généralement offerts à la gare de Wiltz. À part des dégâts matériels, le personnel de guichet a été agressé et menacé de violence. Selon mes informations, il est prévu d'installer, en tant que solution provisoire, le guichet dans un container à coté de la gare afin de garantir aux clients le confort et service habituel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer ces allégations?

- Dans l'affirmative, dans quel délai le guichet provisoire pourrait-il être opérationnel?

- Quelles sont les mesures que le Ministre entend prendre afin de garantir respectivement d'augmenter la sécurité du personnel de guichet?

Réponse (20.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 19 janvier 2006, l'honorable Député Ali Kaes souhaite s'informer au sujet des actes de vandalisme au bâtiment voyageurs et de violence envers du personnel du guichet en gare de Wiltz.

Tout d'abord, je tiens à confirmer que les allégations de Monsieur l'honorable Député sont exactes.

En attendant une décision définitive concernant la destinée future du bâtiment voyageurs en gare de Wiltz, la vente des titres de transport et l'information des clients se font dans un conteneur. Le conteneur en question a été aménagé de sorte à assurer la sécurité du personnel.

Pour le cas où la vente des billets est reprise dans le bâtiment voyageurs, le guichet devra être réaménagé pour tenir compte des contraintes générées par une sécurisation du guichet.

Question 0856 (19.1.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **ratification de la Convention de l'ONU contre la corruption, signée à Mérida (Mexique), le 10 décembre 2003:**

Cette Convention est entrée en vigueur le 14 décembre 2005, après que la République équatorienne l'ait ratifié en tant que 30e État signataire au mois de septembre 2005. À noter que jusqu'à présent sur les 140 États signataires, 38 ont procédé à la ratification de la Convention.

Or, d'après l'état d'information du soussigné, le Luxembourg n'aurait toujours pas procédé à la ratification de la Convention susmentionnée.

Il échet dans ce contexte de rappeler que la corruption constitue une menace pour la stabilité et la sécurité des sociétés, sapant les institutions et les valeurs démocratiques et éthiques et compromettant le développement durable et l'état de droit. Il est encore rappelé qu'il existe des liens étroits entre la corruption et d'autres formes de criminalité, en particulier la criminalité organisée. L'importance de la Convention précitée est dès lors évidente.

Au vu de ce qui précède j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- S'il existe des raisons, notamment techniques, empêchant la ratification de la Convention contre la corruption?

- Dans la négative, si le Gouvernement entend ratifier l'instrument juridique précité dans les plus brefs délais?

- En tout état de cause, si le Gouvernement est en mesure de fournir de plus amples informations quant au calendrier de ratification et de transposition en droit luxembourgeois de la Convention sous rubrique?

Réponse (3.2.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il n'existe pas de raisons techniques empêchant la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il s'agit d'une convention internationale que le Gouvernement entend ratifier au courant de l'année 2006.

Je voudrais attirer l'attention de l'honorable Député Laurent Mosar sur le travail législatif considérable entrepris par mon département en droit pénal au courant des dernières années et notamment en matière de lutte contre la corruption en mentionnant:

- La loi du 15 janvier 2001 portant approbation de la Convention de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales.

- La loi du 30 mars 2001 portant approbation:

1) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995;

2) du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Dublin, le 27 septembre 1996;

3) du Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de Justice des Communautés européennes, de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 29 novembre 1996 et portant modification d'autres dispositions légales.

- La loi du 23 mai 2005 portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant:

1) certaines dispositions du code pénal;

2) la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Question 0857 (20.1.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **mise en oeuvre de travaux extraordinaires d'intérêt général pour assurer l'emploi des personnes détachées de leur entreprise d'origine:**

Par règlement grand-ducal, le Gouvernement est autorisé à la mise en œuvre de travaux extraordinaires d'intérêt général pour ainsi assurer l'emploi des personnes détachées de leur entreprise d'origine, en l'occurrence la sidérurgie et la société WSA. Or, force est de constater que le nombre de détachements est en constante régression depuis une dizaine d'années. Ainsi, il s'est réduit de 171 personnes en 1995 à 51 personnes en 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si ce recul est dû à la mise en préretraite des personnes concernées ou si ces personnes ont trouvé un autre emploi?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant au nombre de personnes profitant des mesures de travaux extraordinaires qui ont trouvé un emploi dans le secteur privé?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la mesure des travaux extraordinaires d'intérêt général, conçue à l'époque comme transitoire, est encore appropriée?

Réponse (24.1.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La réduction du nombre des salariés de la sidérurgie et de la WSA occupés à des travaux extraordinaires d'intérêt général est due à plusieurs facteurs et notamment à l'application des différents régimes de préretraite, dont ont pu bénéficier 59 personnes entre 1995 et 2006.

Par ailleurs 13 personnes ont été embauchées par l'État ou les communes, neuf ont été embauchées dans une entreprise du secteur privé, quatre ont arrêté le travail, huit touchent une pension d'invalidité et 27 ont été réintégrées dans leur entreprise d'origine.

En ce qui concerne la dernière question soulevée par l'honorable Député, il est évident que l'instrument des travaux extraordinaires d'intérêt général reste nécessaire afin de couvrir la situation des salariés pour lesquels une solution de reclassement n'a pas encore pu être trouvée.

Question 0859 (20.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**amélioration des services de garde de nuit assurés par les médecins généralistes:**

Lors d'une interview télévisée un représentant de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) a évoqué récemment la nécessité d'améliorer les services de garde de nuit.

En effet, la garde de nuit est assurée par les médecins généralistes tous les jours de la semaine entre 22.00 heures du soir et 7.00 heures du matin.

Il en résulte qu'entre l'heure de fermeture des cabinets médicaux (vers 18.00 ou 19.00 heures) et le début de la garde de nuit à 22.00 heures, il n'y a pas de médecin généraliste susceptible de prendre en charge les malades. Pour les samedis, dimanches et jours fériés, le même problème se pose pendant la journée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre conçoit-il que les horaires de la garde de nuit posent problème pour les raisons énoncées ci-dessus?

- A-t-il été envisagé d'étendre les horaires du service de garde et d'y intégrer éventuellement l'ensemble du week-end?

- Dans l'affirmative, des pourparlers ont-ils été entamés dans ce sens?

- Quelles sont les solutions envisageables?

Réponse (3.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Un service de remplacement de nuit en médecine générale est en place depuis 2002, sur base d'une convention entre l'État et l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD). Il fonctionne à partir de 22.00 heures du soir jusqu'au lendemain matin 7.00 heures.

Mes services disposent désormais du recul nécessaire pour évaluer l'expérience acquise et faire bilan.

Si dans l'ensemble le service donne satisfaction et est assez bien accueilli par la population, il s'avère qu'il est peu sollicité dans la tranche horaire se situant entre 3.00 ou 4.00 heures et 7.00 heures du matin, alors qu'en revanche il existe une demande pour la tranche comprise entre l'heure de fermeture des cabinets et 22.00 heures. Par ailleurs une extension aux week-ends pourrait être envisagée.

Au cours d'une très récente entrevue l'AMMD m'a présenté ses vues au sujet d'une réorientation du service. Un groupe de travail a été mis en place sur le champ pour examiner ce nouveau concept avec toutes ses implications, y compris celles de nature budgétaire.

Question 0861 (23.1.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **projet «Eurocap-Rail» (connexion par chemin de fer des trois villes-sièges de l'Union européenne - Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg):**

Dans ma question parlementaire du 14 décembre 2005 *(cf. compte rendu N°7/2004-2005)* je m'étais enquis auprès du Ministre du ressort sur l'état d'avancement du projet Eurocap-Rail qui prévoit une connexion privilégiée par chemin de fer entre les trois villes sièges de l'Union européenne que sont Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg et qui avait été mis sur les rails en 2003 par le Ministre Henri Grethen ensemble avec son homologue belge de l'époque, Madame le Ministre de la Mobilité, Isabelle Durand.

Dans sa réponse du 29 décembre 2005 Monsieur le Ministre des Transports a souligné qu'au niveau fédéral belge et notamment auprès de son homologue des Transports la détermination prévaudrait d'effectuer les travaux de modernisation de la ligne Bruxelles-Luxembourg correspondant au moins au «projet SNCB de base».

Or, dans un article publié dans l'édition du Tageblatt du 19 janvier 2006 „Aus für das belgisch-luxemburgische Projekt Eurocap-Rail" l'auteur se fait l'écho d'informations parues dans la presse belge, selon lesquelles le projet Wallon (modernisation de la ligne de chemin de fer Luxembourg-Bruxelles) «est sur le cimetière» faute de moyens financiers pour procéder à la modernisation envisagée de la ligne.

Au vu des derniers développements précités de ce dossier stratégique très important pour notre pays j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle est la valeur réelle des déclarations politiques de représentants du Gouvernement belge auxquelles se réfère le Ministre luxembourgeois dans sa réponse à ma question parlementaire, si parallèlement au soutien oral apporté au projet, il semble être su dans les milieux politiques belges que l'argent fait défaut pour réaliser le projet?

- Quel est le soutien politique et financier à attendre des autorités wallonnes?

- Quelles ont été du côté luxembourgeois les initiatives prises en matière de concertation avec les responsables régionaux?

- Quel est le scénario de base SNCB pour la modernisation de la ligne auquel se réfère le Ministre dans sa réponse précitée? En quoi ce scénario se distingue-t-il, en termes d'aménagement technique de l'infrastructure, de temps de parcours de trains, de coût des investissements et de compétitivité par rapport aux itinéraires concurrentiels mentionnés par le Ministre, du projet Eurocap-Rail tel que promu par les Ministres Grethen et Durand?

- Quelles sont les initiatives prises ou envisagées du côté luxembourgeois pour sauver le projet?

Réponse (13.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 20 janvier 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet Eurocap-Rail.

Le dossier Eurocap-Rail tel qu'il a été présenté en juin 2003 en vue de son éligibilité parmi les projets prioritaires du réseau transeuropéen des transports prévoyait que l'ensemble de l'infrastructure ferroviaire entre Bruxelles et Luxembourg serait rendue apte à la circulation à pleines performances de trains pendulaires. Ainsi il était notamment prévu de créer entre Ciney et Libramont une nouvelle ligne à grande vitesse (300 km/h), court-circuitant la ligne actuelle très sinueuse. Par ailleurs, entre Namur et Ciney et entre Libramont et Luxembourg on prévoyait de porter la vitesse autorisée de 130 actuellement à 160, voire à 200 kilomètres à l'heure sur la ligne existante par des opérations de redressement du tracé. Le coût global d'infrastructures et d'équipements du projet total, tel que défini à l'époque, s'établissait à 749 millions d'euros, dont 389 millions d'euros pour maintenir le simple fonctionnement de la ligne dans des conditions acceptables, et 360 millions d'euros additionnels pour permettre le service à grande vitesse.

Suite à l'entrevue ministérielle belgo-luxembourgeoise du 22 septembre 2003, un groupe de travail belgo-luxembourgeois, composé de représentants des deux administrations et des compagnies ferroviaires, avait été chargé de vérifier la consistance technique des travaux à retenir ainsi que le coût de leur réalisation en vue de pouvoir se prononcer sur les modalités de mise en œuvre de ce très important investissement.

Le rapport final SNCB/CFL du 29 mars 2004 a envisagé trois scénarios pour la partie belge, à savoir:

scénario 1: dit projet Eurocap-Rail de base avec un relèvement de la vitesse à 160 km/h là où il est possible de le faire en restant sur l'assiette actuelle de la voie (coût 2004: 366 millions €, dont 283 millions € en maintien de capacité et 83 millions € en extension de capacité);

scénario 2: projet Eurocap-Rail de base + ligne nouvelle entre Ciney et Libramont (coût 2004: 1.030 millions €);

scénario 3: projet Eurocap-Rail «sensu stricto» (coût 2004: 1.794 millions €).

Dans ses conclusions, le groupe de travail SNCB/CFL proposait notamment de réaliser une étude de marché afin d'évaluer de manière plus précise le potentiel de trafic. Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire du 14 décembre 2005, cette étude a été effectuée pour le compte de la SNCB et des CFL par le consultant STRATEC et est terminée depuis le 22 novembre 2005.

Cette étude conclut notamment que la concurrence induite par les modifications prévues sur les grandes infrastructures ferroviaires en France et en Allemagne sera forte. Notamment, la mise en exploitation de la première phase de la ligne à grande vitesse Est Européenne risque de détourner le trafic Bruxelles-Strasbourg par Lille. Ces risques de concurrence conduisent à conclure qu'il faut réaliser au minimum le projet Eurocap-Rail de base.

Dans cet ordre d'idées, les deux Gouvernements réuniront fin février 2006 une deuxième fois le groupe de travail chargé d'analyser le volet financier de l'ensemble du projet de manière, notamment, en vue de pouvoir présenter un dossier concret aux instances européennes.

Une décision sur le financement de cette entreprise sera disponible pour le deuxième semestre 2006.

Question 0863 (23.1.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **médecine préventive:**

Le programme gouvernemental de 2004 prévoit que «le Gouvernement s'emploiera à développer, par le biais d'une loi-cadre, les programmes de médecine préventive dans une approche multidisciplinaire englobant les aspects de santé physique, psychique et sociale».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- À quel stade en est l'élaboration d'une telle loi-cadre?

- Quelles seront les priorités en matière de médecine préventive pour les années à venir?

- Quelle est la progression annuelle du budget en matière de médecine préventive pour les années 2000-2006?

Réponse (14.2.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite à la première «Conférence nationale Santé» tenue à la mi-2005, un comité de pilotage a été constitué avec la mission d'organiser et de coordonner l'élaboration d'un plan national de santé, basé sur une approche intersectorielle et multidisciplinaire.

Dans une première phase d'environ deux années (2006-2007) seront ciblés quelques domaines prioritaires, dans lesquels des activités pertinentes existent déjà, et ceci dans un souci d'efficacité.

Ces domaines prioritaires sont:

- L'alimentation saine et l'activité physique régulière.

- La lutte antitabac.

- La lutte contre le cancer.

- La prévention des maladies cardio- et cérébrovasculaires.

- La santé mentale.

L'importance de mettre en place dans ces domaines des plans d'actions intégrant à la fois la promotion de la santé, la prévention et la prise en charge des maladies, ainsi qu'un volet recherche y relatif, a été soulignée.

Un point essentiel sera l'amélioration de notre système d'information en santé, grâce à la collecte de données sanitaires de qualité, une analyse épidémiologique pertinente et une évaluation régulière et rigoureuse des différents projets menés.

Des groupes de travail concernant les différents domaines prioritaires précités ont été constitués, ainsi qu'un «comité de pilotage» en matière de médecine préventive, qui rendra compte régulièrement au soussigné de l'état d'avancement des travaux de groupe. D'ici la fin 2006 les deux premiers plans d'action (alimentation et tabac) devraient être finalisés.

Dans la suite le plan d'action national débouchera dans un projet de loi-cadre.

Quant à la question de la progression annuelle du budget en matière de médecine préventive pour les années 2000 à 2006, soulevée par l'honorable Parlementaire, il est malaisé de fournir une réponse chiffrée, alors qu'il y a au budget plus d'un article autorisant des dépenses pouvant être considérées comme relevant de la médecine préventive et que tout dépend dès lors de la définition que l'on veut bien donner de la médecine préventive. Il semble bien qu'on ne puisse pas se limiter au budget réservé aux seules activités relevant de la division de la médecine préventive et sociale de la Direction de la Santé, mais qu'il faille aussi tenir compte de certaines activités spécifiques de la médecine du travail et de la médecine scolaire.

Par ailleurs les vaccins, soit effectivement utilisés soit stockés en prévision d'hypothétiques pandémies, qui pèsent de plus en plus lourd dans la balance, devraient également être pris en compte. Or les dépenses afférentes, engagées pour faire face à des maladies déclarées ou des menaces de pandémie, sont sujettes à de fortes variations d'une année à l'autre. C'est ainsi qu'en 2002 l'article budgétaire afférent a fait l'objet d'un dépassement sensible en raison de cas de méningite dans l'enseignement secondaire. Pour 2005 et 2006 le même article budgétaire connaît une hausse exceptionnelle en raison précisément des nouvelles menaces de pandémie.

L'on remarquera encore que le projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale, dont les dépenses étaient prévues au budget du Ministère de la Santé de 2002 à 2005, n'apparaît plus au budget de l'année en cours, alors que ses frais de fonctionnement sont désormais à charge de l'UCM.

Si donc les facteurs relevés ci-dessus font qu'il n'est pas facile de suivre avec précision l'évolution du budget consacré à la médecine préventive, il n'en reste pas moins que la progression est soutenue et suit moins le rythme de progression du budget général de l'État.

Il ne suffit d'ailleurs pas, pour se faire une idée d'un point de vue purement budgétaire sur les activités effectives de l'administration en matière de médecine préventive, de comparer les budgets consacrés d'une année à l'autre à ce secteur. Encore faut-il voir dans quelle mesure le budget attribué à l'administration a été utilisé par elle. Or, force est de constater que pour les années visées par l'honorable Parlementaire et pour lesquelles les comptes sont actuellement disponibles les moyens budgétaires n'ont pas tous été épuisés. Pour l'un ou l'autre article budgétaire l'on est même loin du compte. C'est ainsi que pour la période allant de 2000 à 2004 l'article 14.1.12.126, libellé «Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de l'établissement d'un système d'information en matière de santé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la santé pour tous» n'a été épuisé qu'à moitié. Pour les années 2003 et 2004 les disponibilités de l'article 14.1.12.306 libellé «Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer du sein» n'ont été entamés que pour 40% environ du montant total alloué. Or l'on sait que le fait de ne pas épuiser totalement les fonds disponibles se traduit généralement par une diminution des moyens budgétaires correspondants alloués pour l'année subséquente.

Question 0864 (24.1.2006) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant l'**emploi d'armes nucléaires:**

Dans son discours du 19 janvier 2006, Monsieur Jacques Chirac, Président de la République française, a développé la doctrine française sur la dissuasion nucléaire en élargissant la protection des intérêts vitaux de la France à:

1. la garantie de ses approvisionnements stratégiques ou la défense de pays alliés;

2. la dissuasion à l'encontre des dirigeants d'États qui auraient recours à des moyens terroristes contre la France, tout comme ceux qui envisageraient d'utiliser des armes de destruction massive (ADM).

Tout en rappelant l'initiative antérieure française pour une réflexion européenne sur une dissuasion concertée, le Président de la République a d'ailleurs affirmé que «le développement de la politique européenne de sécurité et de défense, l'imbrication croissante des intérêts des pays de l'Union européenne, la solidarité qui existe désormais entre eux, font de la dissuasion nucléaire française, par sa seule existence, un élément incontournable de la sécurité du continent européen».

Aussi le Président de la République a-t-il précisé que le concept français d'emploi d'armes nucléaires, fréquemment qualifiées, d'une part «d'armes de non-emploi», et d'autre part de moyen «d'ultime avertissement» n'a pas changé. Il convient cependant d'enregistrer les réactions diverses et contradictoires à son discours au sein de l'opinion publique en Europe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Le Gouvernement estime-t-il que l'initiative du Président Chirac a un impact sur les garanties négatives de sécurité pour tous les pays non nucléaires signataires du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), c'est-à-dire l'engagement des puissances nucléaires à ne pas attaquer, avec des moyens nucléaires, ces pays?

2. Dans le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe, il est prévu d'instituer une politique de sécurité et de défense commune ainsi qu'une clause de solidarité pour assister les pays membres en cas d'attaque terroriste en faisant appel à tous les instruments de l'UE, y compris les moyens militaires. Le Conseil européen avait décidé d'appliquer l'esprit de cette clause. Compte tenu des initiatives prises par la Présidence autrichienne de ranimer les discussions sur l'avenir du Traité constitutionnel, le Gouvernement n'estime-t-il pas que pour des raisons de cohésion et de cohérence des 25 en matière de PESD, cette question devrait être portée à l'ordre du jour du prochain Conseil européen?

Réponse conjointe (1.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. Par la résolution 984, adoptée à l'unanimité le 11 avril 1995, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a pris acte avec satisfaction des déclarations faites par chacun des États dotés de l'arme nucléaire [(S/1995/261, S/1995/262, S/1995/263, S/1995/264, S/1995/265)], dans lesquelles ceux-ci ont donné aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au TNP, la garantie de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre eux. Il convient cependant de noter que pour la France cet engagement ne couvre pas le cas d'une invasion ou de toute autre attaque dirigée ou soutenue par un tel État en alliance ou en association avec un État doté de l'arme nucléaire, contre elle, son territoire, ses forces armées ou autres troupes, ou contre ses alliés ou un État envers lequel elle aurait un engagement de sécurité.

La France a également affirmé son attachement aux garanties négatives de sécurité dans le cadre de la position commune relative à la conférence d'examen de l'an 2005 des États parties au TNP, adoptée par le Conseil de l'UE le 25 avril 2005, en appelant les États dotés d'armes nucléaires à réaffirmer les assurances de sécurité existantes notées dans la résolution 984 (1995) du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Enfin, comme l'honorable Député le note lui-même, le Président de la République a précisé dans son discours que le concept français d'emploi d'armes nucléaires, qualifiées, d'une part «d'armes de non-emploi», et d'autre part, de moyen «d'ultime avertissement» n'a pas changé.

Par conséquent, le Gouvernement estime que l'initiative du Président Chirac ne renie pas les engagements politiques et juridiques pris par la France en matière de garanties négatives de sécurité.

2. Le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe prévoit en effet d'instituer une clause de défense mutuelle, ainsi qu'une clause de solidarité pour assister les pays membres en cas d'attaque terroriste, en faisant appel à tous les instruments de l'UE, y compris les moyens militaires. Néanmoins il est également spécifié que l'introduction d'une clause de défense mutuelle ne porte pas atteinte à la spécificité de la politique de sécurité et de défense de certains États membres.

Au vu de ces spécificités et de la sensibilité de la question, il ne semble pas opportun de soulever cette question à ce stade des discussions.

Question 0865 (24.1.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **brochure distribuée par le Ministère de la Santé sur l'alimentation des enfants:**

Lors du dernier «Salon de l'enfant» le stand du Ministère de la Santé a distribué une brochure relative à l'alimentation saine chez les enfants. Il s'est révélé qu'au dos de cette brochure figure une publicité en faveur d'une chaîne d'alimentation rapide (fast-food). Lors de l'édition 2004 du «Salon de l'enfant», le Ministère avait également présenté une brochure dont le sujet était le bien-être des enfants, brochure pour laquelle le Ministère a d'ailleurs été félicité de toute part.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont les raisons exactes ayant conduit à cet incident regrettable?

- La brochure 2005 a-t-elle été élaborée de façon différente par rapport à celle de 2004?

- Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de la mise en page de la brochure 2005 avant de donner son accord à sa publication?

- Les publications du Ministère de la Santé ne devraient-elles pas renoncer à l'insertion de publicité à l'avenir?

Réponse (1.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En 2005, comme c'était déjà le cas en 2004, la société qui organise le «Salon de l'enfant» a mis gratuitement à disposition de mon Ministère un stand d'information et de sensibilisation à la Luxexpo d'automne et nous a offert d'éditer et de faire imprimer une brochure, à condition de lui livrer les textes pour son contenu. Mes services se sont concertés avec notre partenaire, la Ligue de Prévention et d'Action médicosociales, et il a été décidé de profiter de ce service gratuit et de distribuer ladite brochure aux visiteurs durant le «Salon de l'enfant».

Comme l'année précédente mes services ont fourni nos textes au courant de l'été, ceux de la Ligue médicosociale ont été délivrés un peu plus tard.

À la rentrée cependant l'éditeur, qui devait s'occuper de l'impression de toutes les brochures du «Salon de l'enfant», s'est trouvé devant une surcharge considérable de travail et n'a pu livrer le produit fini qu'au moment de l'ouverture du salon.

Contrairement à l'année précédente mes services n'ont pas pu visualiser le dernier layout avant l'impression et ont dû constater le «faux pas» de l'éditeur lors de la soirée d'ouverture, à savoir l'apposition, en dernière page de couverture, d'une publicité pour une grande chaîne de fast-food.

Ceci étant en contradiction avec nos recommandations en matière de nutrition saine et équilibrée, il a été décidé de retirer la brochure et de ne pas la distribuer. Nous avons cependant mis nos textes sous forme d'un document DIN A4 à la disposition des visiteurs.

Pour éviter ce genre de malentendu à l'avenir, mes services renonceront dorénavant à fournir des textes pour des publications financées au moyen de publicités.

Question urgente 0866 (24.01.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg:**

Gëscht koum et um RTL-Sëtz um Kierchbierg zu enger Perquisitioun duerch d'Police judiciaire. Iwwert d'Motivatioun vun dëser Aktioun gouf et keng Explikatiounen.

Esou Perquisitiounen, wa se d'Press betreffen, mussen d'Chamber besonnesch interpelléieren. D'Presse- a Meenungsfräiheet ass an engem demokratesche Stat en iwweraus wäertvollt Gutt, esou wichteg, datt eis Constitutioun dës Fräiheeten explizit (Art. 24) garantéiert.

Dowéinst folgend Froen:

1. Wat sinn d'Hannergrënn vun der genanntener Perquisitioun?

2. Ass dës Aktioun an de Kontext vun der sou genannter „Bommeleeërraffär" anzeuerdnen?

3. Wéi steet den Här Justizminister generell zu Perquisitiounen, déi Medien a Journaliste viséieren?

Question 0867 (24.01.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **perquisitions dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg:**

Il me revient par voie de presse qu'au cours de la journée du lundi 23 janvier 2006 il aurait été procédé à des perquisitions dans le cadre de «l'affaire Bommeleeër» dans les locaux de RTL à Kirchberg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Quelles ont été les raisons invoquées pour procéder à des perquisitions auprès de RTL à Kirchberg?

- Est-ce que des perquisitions dans le cadre d'une instruction en cours auprès d'un organe de presse sont en accord avec la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et notamment les articles 6 et 7 concernant le droit de rechercher et de commenter des informations respectivement la protection des sources?

Réponse (24.01.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

No den Informatiounen, déi ech vum Parquet kritt hunn, ware keng Perquisitioune bei enger Redaktioun vun engem Presseorgan. Et hunn och keng Perquisitioune stattfonnt, déi Medien oder Journaliste viséiert hunn oder déi eppes mat dem Inhalt vun der Bommeleeërraffär ze doe gehat hätten. D'Perquisitioun hat zum Zil, den Auteur vun enger „fraude informatique" erauszefannen, dee virun e puer Wochen an eng E-Mail-Leitung agebrach hat, déi vun der Police am Kontext vun der Bommeleeërraffär ageriicht gi war.

Question 0870 (24.1.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **délégué à l'égalité des chances entre femmes et hommes:**

Dans leur réponse du 13 janvier 2006 *(cf. compte rendu N°7/2005-2006 - question parlementaire N°0772)* Madame et Monsieur les Ministres ont fait savoir qu'un «délégué à l'égalité des chances entre femmes et hommes est institué au sein de tout département ministériel et de toute administration qui ne dispose pas d'une représentation du personnel. Dans les autres départements ministériels et administrations, c'est la représentation du personnel qui exerce les droits et assume les obligations du délégué à l'égalité des chances».

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Égalité des Chances et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire quels ministères et administrations publiques ont désigné un délégué à l'égalité des chances? Quels sont les ministères et administrations où la représentation du personnel exerce les missions dévolues au délégué à l'égalité des chances?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir des données chiffrées quant à la date de l'entrée en jonction des différents délégués à l'égalité des chances au sein de la fonction publique?

Réponse (1.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse l'honorable Député voudra trouver en annexe un tableau indiquant les ministères et administrations ayant désigné un délégué à l'égalité, les dates de désignation et le cas échéant si la représentation du personnel exerce les missions dévolues au délégué à l'égalité.

Ministère / Administration	Désignation / entrée en fonction
Adm. com. des Caisses de Sécurité sociale - prof. agricole	29.03.2005
Administration de l'Emploi	11.03.2005 (représentation du personnel)
Administration de l'Enregistrement et des Domaines	01.06.2004 (représentation du personnel)
Administration de l'Environnement	01.07.2004
Administration des Bâtiments publics	16.11.2005
Administration des Contributions directes	19.05.2004 (représentation du personnel)
Administration des Douanes et Accises	02.02.2004 (représentation du personnel)
Administration des Eaux et Forêts	06.04.2005
Administration des Ponts et Chaussées	16.11.2005
Administration judiciaire	28.06.2004 (représentation du personnel)
Armée	18.04.2005 (représentation du personnel)
Bibliothèque nationale de Luxembourg	21.06.2004
Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés publics	16.06.2005
Caisse de Maladie des Ouvriers	27.05.2004
Centre commun de la Sécurité sociale	17.03.2004 (représentation du personnel)
Centre de Langues	07.01.2005
Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires (CPOS)	09.08.2004
Centre de Technologie de l'Éducation (CTE)	04.04.2005
Centre national de l'Audiovisuel	13.05.2005
Centre national de Littérature	13.05.2005
Conseil d'État	18.04.2005
Direction de la Santé	11.06.2004
École nationale de l'Éducation physique et des Sports	16.07.2004
Éducation différenciée	16.07.2004
Établissements pénitentiaires	30.03.2005 (représentation du personnel)
Inspection du Travail et des Mines	29.03.2005 (représentation du personnel)
Inspection générale de la Sécurité sociale	29.06.2004

Inspection générale des Finances	17.03.2005
Institut national d'Administration publique	01.10.2005
Institut national des Sports	16.07.2004
Laboratoire national de Santé	22.06.2004 (représentation du personnel)
Lycée Robert Schuman	11.03.2005
Lycée technique d'Ettelbruck	0.03.2005
Maisons d'Enfants de l'État	01.04.2005
Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration	20.12.2005
Ministère de la Famille et de l'Intégration	01.07.2004
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme adm.	01.10.2005
Ministère de la Justice	13.09.2005
Ministère de la Santé	10.06.2004
Ministère de l'Éducation nationale et de la Form. prof.	16.07.2004
Ministère de l'Égalité des Chances	13.05.2004
Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	16.07.2004
Ministère des Finances	23.05.2005
Ministère des Travaux publics	16.11.2005
Ministère du Travail et de l'Emploi	03.05.2005
Musée national d'Histoire naturelle	16.03.2005
Service central de Législation	11.06.2004
Service central des Imprimés	01.11.2005
Service de Contrôle de la Comptabilité des Communes	05.04.2005
Service de Coordination Recherche/Innovation péd. et techn.	16.07.2004
Service de la Formation professionnelle	16.07.2004
Service de l'Énergie de l'État	01.10.2005
Service d'Économie rurale	09.06.2004
Service des Médias et des Communications	14.07.2004
Trésorerie de l'État	16.06.2004
Union des Caisses de Maladie	01.06.2004

Question 0874 (25.1.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**obtention du grade de «bachelor» et de «master» de l'Université du Luxembourg:**

Le Gouvernement a adopté récemment des projets de règlements grand-ducaux relatifs à l'obtention du grade de bachelor et de master de l'Université du Luxembourg.

Suivant l'article 6, paragraphe 1, de la loi du 12 août 2003 «le grade de bachelor ne peut être délivré que si l'étudiant inscrit à l'Université a poursuivi une période obligatoire d'études auprès d'une université ou de toute institution d'enseignement supérieur à l'étranger».

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle sera exactement la durée de cette période obligatoire et comment elle s'intégrera dans les études faites à l'Université du Luxembourg? Des accords ont-ils été conclus avec des universités étrangères pour permettre aux étudiants de l'Université du Luxembourg d'utiliser la dite période obligatoire dans les meilleures conditions possibles pour le déroulement de leurs études? Comment seront pris en compte les résultats obtenus par l'étudiant à l'étranger?

- Par ailleurs, qu'en est-il des études de master pour lesquelles la loi ne prévoit pas expressément de période obligatoire à l'étranger tout en en faisant le deuxième niveau des études universitaires? Est-il donc sous-entendu que le master ne peut être obtenu que sur la base d'un bachelor de l'Université du Luxembourg ou peut-on concevoir un master délivré par l'Université du Luxembourg sans séjour obligatoire à l'étranger?

Réponse conjointe (14.2.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La durée de la période de mobilité obligatoire dans le cadre des études menant au grade de bachelor de l'Université du Luxembourg n'a pas été fixée dans la loi du 12 août 2003 afin de permettre à l'Université d'en moduler la durée ainsi que le moment en fonction des différentes formations.

L'Université est en train de conclure de nouveaux accords et de reconduire des accords existants avec un certain nombre d'universités afin de permettre la mobilité des étudiants qui suivent une formation en vue de l'obtention du grade de bachelor. Ces accords prévoient, entre autres, la reconnaissance par l'Université du Luxembourg et par les universités partenaires, des crédits ECTS validés par les étudiants dans les universités respectives.

Pour ce qui est des études menant au grade de master, la loi ne prévoit pas de mobilité obligatoire étant donné que les étudiants inscrits dans ces formations de deuxième niveau ont tous effectué une période d'études à l'étranger, soit en ayant effectué leurs études de bachelor dans une université étrangère, soit en ayant effectué leurs études de bachelor, qui comprennent la période de mobilité obligatoire, à l'Université du Luxembourg. Par conséquent, tout étudiant qui se voit conférer le grade de master de l'Université du Luxembourg a, de facto, accompli une période d'études à l'étranger. Par ailleurs, l'accès au deuxième niveau n'est pas tributaire de l'obtention du grade de bachelor délivré par l'Université du Luxembourg, mais il est régi par l'article 12 point (3) de la loi du 12 août 2003, article qui prévoit la reconnaissance de grades étrangers sur base de la Convention de Lisbonne.

Question 0876 (25.1.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **critères de promotion:**

Les nouveaux critères de promotion qui déterminent l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique ont été fixés par règlement grand-ducal le 14 juillet 2005. Cette nouvelle réglementation devra aboutir à mettre en place un système de promotion et d'orientation plus cohérent, qui permette aux élèves de progresser en fonction de leurs capacités réelles et d'éviter les échecs inutiles.

Pour ce qui est de la promotion des élèves, on peut lire dans l'article 6, point 1 du règlement que «dans les classes de 7e, 8e et 9e de l'enseignement secondaire technique et les classes de 7e, 6e, 5e et 4e de l'enseignement secondaire, l'élève réussit (...), s'il peut compenser toutes ses notes annuelles insuffisantes ou s'il a une moyenne générale d'au moins 40 points». Pour ce qui touche à l'échec, il est précisé au point 2 du même article que l'élève échoue «...si le nombre des notes annuelles insuffisantes est supérieur au tiers du nombre total des branches à moins que, pour les classes de 7e, 8e et 9e de l'enseignement secondaire technique et les classes de 7e, 6e, 5e et 4e de l'enseignement secondaire, sa moyenne générale annuelle soit supérieure ou égale à 40 points». Ceci signifie dans d'autres mots qu'un élève du cycle inférieur peut réussir, même s'il présente des notes insuffisantes dans les trois branches principales. S'y ajoute qu'il n'y a pas de note seuil minimum sollicité pour pouvoir compenser. Quant à l'ajournement, l'article 7 précise au point 1 que l'ajournement peut consister en «un travail de vacances fixé individuellement pour chaque élève et chaque branche, qui se solde par une épreuve portant sur le travail de vacances et une décision de promotion» ou bien en «un travail de révision qui peut, selon la décision du conseil de classe, se solder par une épreuve».

Nombreuses sont les critiques qui se font entendre de la part des professeurs qui craignent qu'avec le nouveau système de compensation, le niveau des classes dans les lycées secondaires et secondaires techniques ne se dégrade continuellement. En effet, ils argumentent que ce nouveau système prend la motivation aux élèves avec plus de difficultés et ne donne plus de défi stimulant aux élèves sans problèmes. Les enseignants redoutent qu'eux-mêmes voire les parents ne réussissent plus à motiver les élèves à faire plus qu'un minimum d'efforts.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- N'y a-t-il pas risque que ce nouveau système de compensation, au lieu d'encourager les élèves à exceller et à venir en aide aux plus faibles, n'entraîne une perte de motivation chez les élèves?

- Comme la société d'aujourd'hui ne mise que sur les meilleurs quant aux critères d'embauche, ne met-on pas les mauvais accents par un système de compensation dans les écoles qui n'évalue que partiellement les compétences de l'élève?

- Le fait qu'il existe deux différents types d'épreuves d'ajournement, les élèves ne courent-ils pas le risque d'être avantagés voire désavantagés par ce système?

- Madame la Ministre a-t-elle prévu de procéder à une évaluation des résultats obtenus par la mise en œuvre des nouveaux critères de promotion?

Réponse (1.3.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les nouveaux critères de promotion sont fondés sur l'idée qu'il faut stimuler les élèves à faire des efforts supplémentaires dans des branches ou des domaines où ils sont forts et où ils ont une chance réelle de prétendre à l'excellence. C'est un retournement sensible de la situation où l'élève qui par exemple avait une faiblesse chronique en mathématique était constamment obligé de concentrer tous ses efforts sur cette matière dans laquelle il n'avait aucune chance de briller.

Ces insuffisances insurmontables qui parfois tournaient au cauchemar des familles avaient pour effet de démotiver l'élève et de lui faire négliger les autres matières pour lesquelles l'école n'honorait pas ses performances.

1. L'honorable Députée évoque le cas d'un élève qui pourrait réussir son année même s'il a obtenu des notes insuffisantes dans trois branches principales. C'est un cas purement théorique. Pour l'année scolaire 2004/2005 aucun élève sur les quelque 15.000 concernés n'a obtenu simultanément une note insuffisante en allemand, français et mathématique et une moyenne de 40 points.

2. Ce n'est pas en promouvant la médiocrité, les résultats «passables» qu'on prépare les jeunes à la société qui ne mise que sur les meilleurs quant aux critères d'embauche. Il faut changer le modèle qui fait que les élèves apprennent surtout pour éviter de récolter des notes insuffisantes en un système où les élèves s'appliquent pour être bons ou excellents. Il est évident qu'il faut faire des choix et qu'on ne peut pas exiger des élèves qu'ils soient tous bons dans tous les domaines.

3. Il importe que le conseil de classe dispose d'une marge de manœuvre afin d'adapter les mesures de remédiation - dont l'ajournement fait partie - à la situation de l'élève.

4. L'évaluation des résultats scolaires se fait en continu puisque tous les résultats trimestriels sont saisis. L'évolution des effectifs scolaires et des bilans scolaires est analysée chaque année et fait l'objet d'une publication spéciale par le SCRIPT.

Question 0880 (26.1.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **poursuites pour des contraventions au Code de la Route commises en France:**

Au cours des dernières semaines la presse luxembourgeoise s'est faite l'écho de mésaventures d'automobilistes luxembourgeois poursuivis pour des contraventions routières apparemment commises en France au moyen de leur voiture à un moment où ni eux-mêmes ni leur voiture n'avaient frôlé le territoire de l'hexagone.

Il semble que les mésaventures vécues par les concernés se placent dans le cadre de la coopération entre les autorités judiciaires et policières françaises et la police luxembourgeoise, mise en place dans le sillage de l'intensification de la répression de la délinquance routière décidée par le Gouvernement français qui a entre autres conduit à la mise en place de radars routiers permettant la prise d'images de voitures en infraction au Code de la Route roulant notamment à vitesse excessive.

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il confirmer si une telle coopération a été mise en place et, si oui, m'expliquer selon quelles modalités cette coopération fonctionne en pratique?

- Quelle est la base légale pour l'organisation d'une telle coopération? Est-il notamment garanti que l'intimité de la sphère privée est assurée et que les règles légales de la protection des données personnelles sont appliquées? Y a-t-il eu à cet égard une consultation de la commission nationale de la protection des données? Si oui, que dit cet avis? Sinon, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cet avis n'est pas requis au regard de la législation en vigueur?

- Y a-t-il eu enquête sur les plaintes formulées par des citoyens luxembourgeois affirmant faire de façon non justifiée l'objet de poursuites pour des infractions qu'ils n'ont pas pu commettre et qui n'ont pas non plus pu être commises au moyen de leur véhicule? Les autorités luxembourgeoises sont-elles associées à ces enquêtes, dans la mesure où celles-ci ont été initiées, et, dans la négative, y a-t-il déjà eu initiative du Gouvernement pour réclamer une telle enquête?

- Monsieur le Ministre estime-t-il compatible avec les règles d'un État de droit dont se réclament aussi bien la France que le Luxembourg, et notamment avec le principe de la présomption d'innocence, le fait pour les autorités françaises d'insister sur le paiement de l'amende prévue en cas d'excès de vitesse, préalablement à l'examen de toute réclamation des concernés clamant leur innocence?

- S'agissant toujours des amendes les autorités françaises prévoient deux moyens pour payer ces dernières à savoir un timbre amende, qu'il faut se procurer en France, ou encore un chèque, une pratique qui est tombée en désuétude au Luxembourg. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de proposer aux autorités françaises de permettre le paiement d'amendes par virement d'autant plus que le système IBAN a été mis en place afin de faciliter les transactions financières au sein de l'Union européenne?

Réponse (16.2.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En application de la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale en vigueur, les autorités judiciaires luxembourgeoises transmettent les informations nécessaires aux autorités françaises afin de permettre la poursuite des infractions constatées en France.

S'agissant de données judiciaires, leur traitement n'est pas sujet à autorisation de la commission nationale de la protection des données.

Actuellement une concertation entre les autorités compétentes est menée visant à changer certaines modalités pratiques afin d'éviter les problèmes constatés.

Question 0888 (31.1.2006) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant le **soutien au développement rural:**

La loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural stipule dans son article 66 que «les mesures relatives à l'octroi des aides prévues par la présente loi ne sont valables que pour une durée de sept ans» et «qu'un règlement grand-ducal peut fixer les modalités d'application en rapport avec cette expiration, et notamment la date limite de la recevabilité des demandes d'aides, celle de l'achèvement des investissements susceptibles de bénéficier d'une aide financière, ainsi que celles de la décision à prendre sur l'allocation des aides».

Selon le même article 66, la loi qui est applicable à partir du 1er janvier 2000 devrait cesser de produire ses effets à la fin de l'année 2006 sauf pour ce qui est des suites à réserver aux investissements non achevés à la date d'expiration.

J'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Agriculture s'il peut se prononcer d'ores et déjà sur les modalités d'application en rapport avec cette expiration et plus particulièrement sur les conditions de recevabilité et d'éligibilité des demandes d'aides concernant les investissements dont le début de réalisation est antérieur au 31 décembre et dont l'achèvement est postérieur à cette date.

Réponse (24.2.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural, communément appelée loi agricole, prévoit effectivement à son article 66 la possibilité de fixer, par voie de règlement grand-ducal, les modalités d'application en rapport avec son expiration au 31 décembre 2006.

Étant convaincu que de telles modalités sont utiles et nécessaires afin de guider au mieux les bénéficiaires des aides dans la planification de leurs investissements, j'ai demandé aux différentes commissions consultatives instituées pour aviser les demandes d'aides de me soumettre, en fonction des différents régimes d'aides, des propositions quant aux dates limites de la recevabilité des demandes et à celles de l'achèvement des investissements éligibles aux aides.

Dès que je serai en possession de ces propositions, je ne manquerai pas de saisir le Conseil de Gouvernement d'un projet de règlement grand-ducal afin que les modalités proposées puissent entrer en vigueur dans les meilleurs délais possibles.

Question 0891 (1.2.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **actes d'agression contre les clients et le personnel d'accompagnement dans les moyens de transports publics:**

Les organisations syndicales ne se lassent pas d'attirer l'attention des milieux politiques sur le phénomène de la recrudescence inquiétante des actes d'agression dans les moyens de transports publics dont sont de plus en plus souvent victimes les clients et le personnel d'accompagnement.

En guise de réponse à ce cri d'alarme Monsieur le Ministre des Transports vient de diffuser en tout et pour tout un bref communiqué de presse comme quoi les pouvoirs publics maîtriseraient la situation et que prochainement les résultats de la réflexion menée au sein d'un groupe de travail interministériel seraient examinés en vue de prendre, le cas échéant, des mesures permettant de mettre un terme au malaise actuel.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports si des données statistiques existent en la matière et, dans l'affirmative, si les données recensées montrent au cours des dernières années une tendance à la hausse de ces agressions tant pour ce qui est le nombre qu'en ce qui concerne la gravité des faits recensés.

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend, le cas échéant, mettre en place pour enrayer le problème? Quel est le sens des propositions sur lesquelles travaille actuellement encore un groupe interministériel? À quand peut-on s'attendre à des initiatives concrètes de la part des autorités publiques? Les communes qui exploitent leurs propres services de transports publics seront-elles associées à cette prise de décision et si oui, de quelle façon?

- Monsieur le Ministre des Transports ne croit-il pas qu'il soit temps de mettre enfin en œuvre les mesures d'exécution relatives à la sûreté dans les gares et les moyens de transports prévues par la législation sur les transports publics de 2004 (loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics) qu'avait encore initiée son prédécesseur?

- Un an et demi après l'entrée en vigueur du cadre légal en question combien d'agents sont formés et assermentés en vue de pouvoir procéder à la surveillance hautement nécessaire à en juger de par les dires des organisations syndicales des transports?

- Quels sont les critères de formation prévus à cet effet, quelle est la durée de cette formation et selon quelles modalités les candidats sont-ils sélectionnés? Quel est l'effectif prévu pour être mis en place en vu de répondre aux besoins de sûreté identifiés?

Réponse (1.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 1er février 2006, l'honorable Député Xavier Bettel souhaite s'informer sur la sûreté dans les transports publics.

Il apparaît en effet que les agents employés dans le secteur des transports publics sont de plus en plus souvent victimes d'agressions verbales voire physiques ou d'autres incidents en relation avec la sûreté.

En vue d'améliorer la sûreté des usagers et des agents employés dans le secteur des transports publics, un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte le comité de pilotage a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» à l'aide duquel l'agent concerné peut signaler les incidents dont il a été victime ou témoin. Les données ainsi collectées sont centralisées pour servir notamment à l'établissement de statistiques reflétant la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

Différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment la présence d'agents de sécurité, la surveillance par caméras ou encore l'équipement des agents avec des téléphones portables.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la Tripartite ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public.

En vue d'assurer la sûreté dans les moyens de transports publics ainsi que dans les gares et d'améliorer l'efficacité de la surveillance, le législateur a décidé d'alléger les procédures judiciaires et a prévu à l'article 22 de loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics des règles de police.

La surveillance du respect des règles de police s'effectue notamment par le contrôle des titres de transports qui consistera à requérir l'exhibition du titre de transport et à percevoir à charge des fraudeurs découverts les surtaxes prévues à cet effet par la réglementation afférente. Ce contrôle est assuré par des agents qui ont, à cet effet, été spécialement formés et qui sont assermentés par le Ministre des Transports. Il s'agit d'agents relevant des opérateurs, de la Communauté des Transports ou bien du Ministère des Transports.

Il convient d'ajouter que les agents autorisés à procéder au contrôle du respect des règles de police en matière de transports publics ont la possibilité d'enjoindre à des personnes qui, dans les moyens de transports ou dans l'enceinte des gares, haltes et arrêts, se sont comportées de manière à troubler l'ordre ou à mettre en cause la sécurité, de quitter le véhicule et de s'éloigner des lieux.

La loi modifiée du 29 juin 2004 précitée prévoit en son article 22 paragraphe 3 qu'un règlement grand-ducal portera approbation du programme de la formation spéciale que doivent avoir suivies les agents concernés en vue de leur agrément.

Dans cet ordre d'idées, mes services ont élaboré un avant-projet de règlement grand-ducal qui précise les matières à traiter lors de la formation spéciale des agents visés. Ce projet de règlement grand-ducal sera soumis à l'approbation du Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 24 février 2006.

Question 0893 (2.2.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **chasse en battue dans la zone de protection à vocation récréative du Grünewald:**

Mercredi 30 novembre 2005 une chasse en battue aux chiens courants a été organisée par l'Administration des Eaux et Forêts dans la réserve cynégétique du Grünewald. Des chasseurs privés et des chasseurs publics, agents et fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts, y ont participé. L'organisation de cette chasse a donné lieu à la question parlementaire N°0787 *(cf. compte rendu N°5/ 2005-2006)*. Or, puisque la réponse ministérielle aux questions soulevées a été incomplète j'aimerais avoir les précisions suivantes:

Le fait que la zone de protection visée du Grünewald a été exclue des lots de chasse par arrêté ministériel du 4 janvier 1957 pris en conformité de l'article 2 de la loi du 20 juillet 1925 a comme conséquence qu'aucune chasse en battue ne peut être organisée sur ce terrain, à moins de disposer d'une autorisation ministérielle explicite.

- Quels arrêtés ministériels ont été pris pour justifier et organiser les trois chasses annuelles dans cette zone protégée?

59 «miradors de battue» enfoncés dans le sol et dûment numérotés ont été érigés spécialement pour la circonstance. Ces miradors ont été construits, apportés sur place et spécialement aménagés par des agents de l'Administration des Eaux et Forêts.

- Sur quel article ces dépenses ont été imputées?

- Quel arrêté ministériel a été pris pour autoriser ces 59 miradors?

- J'aimerais également savoir quel est le sens d'aménager des réserves cynégétiques et des zones récréatives exclues des lots de chasse alors que l'Administration des Eaux et Forêts y organise chaque année deux battues aux chiens courants et une en poussée.

Trois experts cynégétiques étrangers, spécialement mandatés par le Gouvernement, ont retenu à l'unanimité dans trois avis distincts que la pratique du nourrissage par les adeptes de la chasse loisir est la cause principale de la surpopulation du gibier. Cette constatation est donc en contradiction flagrante avec la réponse ministérielle qui prétend que les prélèvements de gibiers seraient insuffisants au regard des tableaux de chasse annuellement établis.

- Pourquoi l'Administration des Eaux et Forêts n'a-t-elle pas engagé de suite des initiatives en vue d'interdire le nourrissage responsable de la surpopulation?

- Pourquoi n'a-t-elle pas diffusé largement les avis de l'expert allemand, le professeur Dr Klaus Pohlmeyer, ainsi que des experts suisses, le Dr sc. nat. Hannes Geisser et le Dr Peter Lüps?

- Est-ce que des inventaires spéciaux basés sur le gibier et les dommages du Grünewald ont été faits avant l'organisation des trois chasses annuelles?

- Pourquoi, en dépit de la mauvaise expérience faite dans des lots de chasses privés, des supports à sels de gemme et autres oligoéléments favorisant la reproduction, ont aussi été installés dans la zone protégée du Grünewald?

- Monsieur le Ministre de l'Environnement n'est-il pas d'avis que des conflits d'intérêts peuvent survenir du fait que des fonctionnaires de l'administration gouvernementale, chasseurs passionnés et chevronnés, sont chargés en même temps de la surveillance et du contrôle de la législation sur la chasse?

Réponse (20.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

- À la demande de l'Administration des Eaux et Forêts, les chasses organisées dans le domaine du Grünewald ont été dûment autorisées en date du 8 septembre 2005.

- Vu que le domaine du Grünewald présente un relief peu prononcé, il a été jugé utile de pratiquer un maximum de mesures préventives de sécurité en vue de garantir un tir fichant (sans ricochets). Depuis plusieurs années, l'administration prend recours à ces «miradors de battues» ou «podiums» qui sont stockés après usage. Vu qu'il s'agit de dispositifs amovibles qui sont mis en place uniquement pour assurer une plus grande sécurité à tous les participants d'une chasse en battue, ils ne sont pas considérés comme construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

La fabrication des podiums est réalisée à l'atelier du centre forestier du Senningerberg par les ouvriers forestiers pendant les périodes d'intempéries à partir de déchets de bois notamment.

Les autres miradors et échelles d'affût présents sur le domaine du Grünewald et correspondant à des constructions au sens de l'article 5 de la loi précitée ont été dûment autorisés en date du 20 décembre 1999 par le Ministre du ressort compétent à l'époque.

- Le rôle de la réserve cynégétique du Grünewald est actuellement le suivant: Concilier les prélèvements nécessaires pour la gestion durable de la zone «Natura 2000» et «Habitats» du Grünewald (zone spéciale de conservation LU0001022) avec les intérêts des autres utilisateurs de ce complexe forestier périurbain (promeneurs, cavaliers, joggers, cyclistes, etc.).

Le rôle de la réserve cynégétique est aussi celui d'une chasse pilote et expérimentale dans le cadre du réseau des chasses pilotes européennes en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Les populations d'herbivores, mais aussi les carnivores et les omnivores peuvent fortement modifier les buts recherchés des zones «Habitats». Dans le cas du Grünewald, zone considérée zone «Habitats» et «Natura 2000» avec comme habitat principal la hêtraie autochtone du grès de Luxembourg, le projet de gestion élaboré par l'Université de Trèves prévoit le prélèvement de chevreuils, de sangliers et de renards par les moyens d'une chasse durable, comme une des mesures de gestion et de monitoring les plus importantes. Une des constatations de l'Université de Trèves est celle que l'accroissement annuel du cheptel de chevreuils et de sangliers n'est pas encore réalisé par la chasse.

- Le nourrissage artificiel n'est pas pratiqué dans le domaine du Grünewald.

- L'Administration des Eaux et Forêts a bien engagé une initiative en vue d'interdire respectivement de limiter le nourrissage et l'agrainage du gibier, mais cette initiative n'a pas été poursuivie par le gouvernement d'antan. Il faut encore ajouter qu'il n'existe actuellement aucune base légale pour réglementer le nourrissage du gibier, des initiatives dans ce sens ne pourront donc revêtir au stade actuel que le caractère d'une recommandation.

- En ce qui concerne les trois experts cynégétiques étrangers cités par l'honorable Député, il y a lieu de préciser que ces personnes n'ont pas été mandatées par le Gouvernement mais demandées en leur avis de manière informelle.

- Les avis en question ont été largement diffusés par voie postale aux chasseurs, agriculteurs, organisations de protection de la nature, forestiers, etc., soit à 1.000 personnes environ.

- Des inventaires ont été réalisés par l'Université de Trèves.

- L'installation de supports à sels de gemme est spécialement conseillée par les experts de l'Université de Trèves et ceci en vue de réduire les dégâts causés par le gibier aux plantes ligneuses et en vue de réduire les accidents routiers avec le gibier, en tant que dissuasion du sel routier.

- Je ne partage pas les vues de l'honorable Député en ce qui concerne un éventuel conflit d'intérêt. Je tiens à souligner qu'il s'agit de fonctionnaires assermentés respectueux du statut du fonctionnaire et des obligations d'impartialité qui en découlent.

Question 0894 (2.2.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **distribution de seringues stériles aux toxicomanes au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL):**

Il me revient par voie de presse (reportage dans «De Journal» de RTL Télé du mercredi 1er février 2006) que des seringues stériles ont été distribuées par une personne bénévole aux détenus, notamment aux toxicomanes au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL). Selon les témoignages dans le même reportage, il existait un trafic de drogues prospère au sein du CPL.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la distribution de seringues? Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons cette distribution a été supprimée?

- Vu le risque de contagion par des seringues déjà utilisées, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des seringues stériles devraient être mises à la disposition de tous les toxicomanes au sein du CPL, et notamment à ceux atteints d'une maladie contagieuse (sida, hépatite)?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'entrevue mentionnée dans le reportage? Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que lors de cette entrevue des noms de personnes travaillant au CPL et supposées d'être involvées au trafic de drogues lui ont été relevés? Quelles suites Monsieur le Ministre a-t-il réservé à cette entrevue?

Réponse (24.2.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Après adaptation de la législation, la distribution de seringues à des détenus toxicomanes et l'échange de seringues nouvelles contre des seringues utilisées sont effectuées au CPL sous la responsabilité du service médical et ceci depuis août 2005.

La personne visée à la question parlementaire a visité certains détenus du CPL dans le cadre d'une convention conclue entre le Ministère de la Justice et l'a.s.b.l. «Onofhängeg Aidshëllef» et a eu comme mission d'informer les détenus sur les risques de certaines infections et maladies sexuellement transmissibles et d'assurer le suivi social des détenus infectés. Il est apparu que contrairement aux dispositions de la convention, aux instructions du directeur du CPL, et au mépris des dispositions du règlement grand-ducal du 23 décembre 2003 prévoyant la distribution de seringues par un médecin agréé par le Ministre de la Santé, la personne en question a distribué des seringues au CPL à des détenus toxicomanes. Entre-temps la convention dont question a été résiliée par l'État.

Les informations données par la personne en question ont été continuées par Madame la déléguée du Procureur général d'État aux établissements pénitentiaires aux autorités de poursuite. Aucun nom de personnes travaillant au CPL n'a toutefois été révélé dans le contexte d'un prétendu trafic de drogues.

Question 0899 (3.2.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **fonds spécial de la chasse:**

L'indemnisation des dommages causés aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon est réglée par le fonds spécial de la chasse. Si la recette annuelle et le fonds de réserve ne suffisent pas au paiement intégral des indemnités et des frais, l'État avancera les fonds nécessaires et les droits supplémentaires prévus pourront être augmentés par règlement grand-ducal.

- Les recettes annuelles suffisent-elles à couvrir l'intégralité des indemnités et les frais?

- Combien de dotations supplémentaires ont été versées par l'État dans ce fonds depuis 1995?

- Comme il s'agit d'avances, ces dotations supplémentaires ont-elles été remboursées intégralement?

- La loi du 1er août 2001 prévoyant une augmentation des droits supplémentaires au cas où la recette annuelle des fonds de réserve ne suffit pas au paiement intégral des indemnités et des frais, j'aimerais savoir si les droits supplémentaires, perçus sur les permis de chasse, ont été augmentés?

Réponse (17.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1: Vu l'insuffisance des moyens du fonds spécial de la chasse (Wildschadenskasse) et conformément à l'article 13 de la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, l'État a avancé en 1997 par dotation budgétaire une somme de 6.000.000 LUF. Cette avance a été remboursée par tranches de 2.000.000 LUF pendant les exercices budgétaires 1999 à 2001. En 2004, l'État a dû faire une nouvelle avance de 200.000 €. Cette avance sera remboursée par tranches de 50.000 € pendant les exercices budgétaires 2006 à 2009.

ad 2: Les droits supplémentaires perçus sur le permis ont été augmentés à partir de l'année cynégétique 1999 par le biais de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1997 (en passant de 4.500 LUF à 7.500 LUF)

ad 3 et 4: Par le biais de l'article 45 de la loi du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État le mode de financement de l'indemnisation revenant au propriétaire terrien ou à l'exploitant en cas de dommage causé aux récoltes par le sanglier, le cerf et le mouflon a été modifié. Les motifs qui ont amené le Gouvernement à proposer cette modification ont été expliqués dans le commentaire des articles de ladite loi dont je rappelle ci-après le contenu:

«Les recettes annuelles du fonds se chiffrent actuellement à +/- 370.000 euros (2000 permis grevés d'un droit supplémentaire de 185 euros). La moyenne des déclarations des dégâts de gibier des trois dernières années, dont les données sont disponibles complètement (2001/2002/2003), est de 693.000 euros dont 6/10e à charge du fonds spécial (± 415.000 euros par an). Les dépenses dépassent donc les recettes de quelque 45.000 euros par an.

Vu que les crédits disponibles sur le fonds étaient insuffisants, l'État a avancé en 2004 la somme de 200.000 euros, crédit qui devra être remboursé à raison de 50.000 euros pendant les années budgétaires 2006 à 2009. La somme disponible sur le fonds spécial dans les prochaines années n'atteindra donc que +/- 320.000 euros.

Étant donné qu'aucune des deux mesures utilisées dans le passé, à savoir, ni l'augmentation du droit supplémentaire sur le permis de chasse (185 euros pour le permis annuel), ni la diminution globale de la part à payer par le fonds spécial (6/10e de l'indemnisation accordée), n'a réussi à établir un équilibre entre les recettes et les dépenses du fonds, un nouveau mode de calcul est proposé: le locataire de chasse devra désormais avancer les 9/10es du montant de l'indemnisation accordée pour cause de dégâts de gibier au propriétaire lésé (le dixième restant restera à charge du syndicat de chasse). Le locataire de chasse pourra cependant être remboursé en fin d'année cynégétique par le fonds spécial, et ce jusqu'à concurrence d'un montant maximal résultant de la multiplication de 4 euros par le nombre de ha du lot de chasse en question.

Ce mode de calcul équivaut à responsabiliser davantage l'adjudicataire de chasse individuel: les lots accusant de faibles dégâts sont remboursés intégralement par le fonds spécial, tandis que les locataires des lots accusant des dégâts dépassant de façon substantielle la moyenne des dégâts doivent payer une plus grande partie à partir de leurs propres moyens.

Vu le fait que les dégâts de gibier sont répartis de façon inégale sur les différents lots de chasse du pays, ce système devra permettre de limiter les dépenses du fonds spécial d'une façon durable à +/- 300.000 à 350.000 euros par année. Des simulations calculées avec les données détaillées de 2001 et 2002 confirment cette hypothèse.

Étant donné que les contrats de bail de chasse sont conclus pour une durée de neuf années cynégétiques (1er août - 31 juillet), le remboursement des locataires se fera également à la fin de l'année cynégétique.»

Question urgente 0960 (1.3. 2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **mesures de précaution dans le cadre de la grippe aviaire:**

La grippe aviaire continue non seulement à se répandre dans nos régions mais touche désormais aussi des animaux domestiques mammifères. En effet, en Allemagne un chat mort, porteur du virus H5N1, vient d'être découvert. En conséquence, le Ministère de l'Agriculture y fait appel à garder les chats domestiques dans les régions touchées à l'intérieur des maisons.

Au Luxembourg, le manque de directives de la part des autorités nationales commence à conduire à des initiatives et dispositions anarchiques au niveau communal. Ainsi par exemple, la commune de Remich vient d'interdire aux passants de nourrir des oiseaux aquatiques.

Face à cette évolution les questions suivantes s'imposent:

1. Quelles sont les dispositions de précaution actuellement en vigueur?

2. Le Gouvernement n'entend-il pas renforcer et étendre ces mesures et recommandations de précaution?

3. Ne serait-il pas sage de recommander à la population de garder leurs animaux domestiques autant que possible à l'intérieur des maisons?

4. La possibilité de vacciner des animaux domestiques contre le virus H5N1 existe-t-elle?

5. Le pays dispose-t-il le cas échéant de stocks de vaccins suffisants pour contrer une expansion du virus sur des animaux domestiques et voire même l'homme?

6. En cas d'épidémie, l'approvisionnement du pays en médicaments antiviraux serait-il assuré?

7. Existe-t-il un plan national d'urgence spécifique au cas où la grippe aviaire ferait son apparition sur notre territoire, si oui, qu'est-ce que ce plan national prévoit-il?

Réponse commune (6.3.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire de l'honorable Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la peste aviaire appelle les réponses suivantes:

En premier lieu, nous voudrions insister sur le fait que pour le moment le Luxembourg est toujours indemne de la peste aviaire, alors que depuis le début de 2006 quelque 200 échantillons d'oiseaux sauvages, collectés dans les différentes régions du pays, ont été analysés. À noter que ce chiffre est fort important par rapport au nombre d'analyses effectuées dans d'autres pays aux surfaces territoriales beaucoup plus grandes.

Concernant les dispositions de prévention actuellement en vigueur dans notre pays, nous renvoyons au communiqué du 15 février 2006 publié par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et des Services vétérinaires qui entre autres retient:

- d'éviter le contact direct et indirect avec les oiseaux sauvages;

- le confinement des volailles domestiques;

- les mesures de biosécurité et d'hygiène à observer dans les exploitations avicoles;

- la limitation des rassemblements des volailles et autres oiseaux;

- l'appel à la déclaration des sites de détention de volailles par leur propriétaire.

Dans les communiqués du Groupe de coordination de la lutte contre l'influenza aviaire du 16 février 2006 et du 1er mars 2006, les mesures de prévention suivantes sont publiées:

- Les préventions à prendre en face à la découverte d'un oiseau mort et la collecte des oiseaux morts par les soins des Services de Secours disponibles 24 heures sur 24 heures et sept jours sur sept, tout en appelant aux enfants de ne pas toucher les oiseaux morts;

- Les mesures de prévention à prendre à l'égard des animaux de compagnie, notamment chats, avec l'appel de confiner les chats et de sortir les chiens à la laisse dans les zones à risque en cas d'apparition de la peste aviaire sur le territoire luxembourgeois.

Répétition des règles d'hygiène élémentaires à observer par les personnes et plus spécialement la sensibilisation des enfants.

- Les informations obtenues des experts de la Commission européenne en date du 1er mars 2006 indiquent qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucun vaccin contre le virus de l'I.A. éventuellement détecté sur les chats et les chiens.

Concernant une éventuelle vaccination préventive des volailles domestiques, les autorités compétentes, en concertation avec les experts de la Commission européenne, observent d'une manière intéressée le projet-pilote des campagnes de vaccination effectuées dans des régions spécifiques et sur des espèces aviaires spécifiques en France et aux Pays-Bas. Les conclusions à tirer à partir de cette expérience devraient permettre à la Commission et au Luxembourg de se positionner d'une manière plus précise à l'égard d'une vaccination préventive contre la peste aviaire, vaccination qui, rappelons-le, ne connaît pas seulement des avantages, mais est accompagnée de beaucoup d'aléas pas encore définis d'une manière précise.

Cela n'empêche qu'il y a des réflexions en cours sur une éventuelle vaccination préventive des oiseaux détenus dans un parc zoologique ouvert au public pendant la saison estivale.

Ces vaccins utilisés pour la vaccination des volailles sont disponibles auprès de trois entreprises pharmaceutiques internationales avec lesquelles l'Administration des Services vétérinaires est en contact régulier.

Par contre il n'existe pas actuellement de vaccin contre le H5N1 qui pourrait être administré à l'homme. Le Luxembourg a réservé une quantité limitée d'un tel vaccin «expérimental» mais qui est toujours en phase d'études cliniques.

Des négociations pour la pré-réservation d'un vaccin en cas de pandémie grippale éventuelle sont en phase finale. La production d'un tel vaccin ne pourra toutefois commencer que lorsque le virus causant une éventuelle pandémie sera connu et prendra à ce moment trois à six mois au moins; rien ne permet de dire que ce sera le virus H5N1 actuel, qui se propage parmi les animaux depuis dix ans maintenant, mais qui reste très difficilement transmissible de l'animal à l'homme et qui n'est pas transmissible d'homme à homme à ce stade.

Nous disposons déjà actuellement d'une réserve nationale d'antiviraux, garantissant le traitement de 25% de la population en cas de pandémie éventuelle de grippe humaine (taux d'attaque clinique de la pandémie la plus grave du dernier siècle, la grippe espagnole). Une commande supplémentaire a été faite, qui augmentera cette couverture à 35%.

Quant à la dernière question, il y a lieu de mettre en évidence que le plan national d'urgence vétérinaire spécifique à la peste aviaire a été mis au point une première fois en 1999, puis révisé en fonction de l'évolution des données scientifiques et des expériences sur le terrain.

La dernière version vient d'être adaptée à la situation actuelle de la peste aviaire et prévoit dans les détails les interventions nécessaires à chaque phase de la peste aviaire:

- phase de vigilance;

- phase de suspicion;

- phase du foyer déclaré;

- phase d'assainissement du foyer;

- nettoyage et désinfection du foyer et des environs;

- levée du foyer et des zones de restriction;

- vaccination éventuelle.

De même un plan pandémie grippe a été élaboré par le Ministère de la Santé. Ce plan fournit le cadre à un processus de planification qui subit des adaptations permanentes en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, de la situation épidémiologique et les moyens prophylactiques et thérapeutiques disponibles.

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

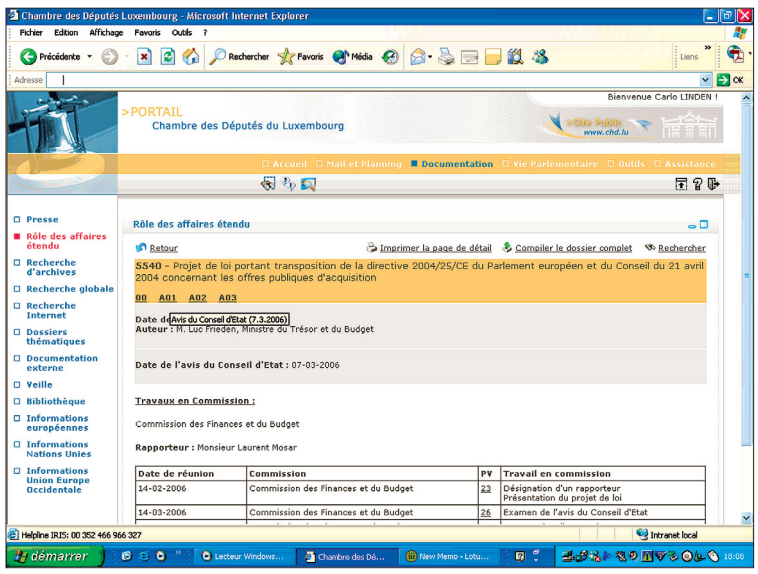
Compte rendu des séances publiques
N° 9 – Session ordinaire 2005-2006

28e séance, mardi 14 mars 2006
29e séance, mercredi 15 mars 2006
30e séance, jeudi 16 mars 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Le portail de gestion des connaissances de la Chambre des Députés

Une avancée importante pour le e-parliament à Luxembourg



Extrait du portail de gestion des connaissances - page de détail du rôle des affaires étendu

Déjà précurseur en matière d'archivage électronique de documents et de dématérialisation des échanges d'information avec les députés, la Chambre des Députés s'illustre une nouvelle fois dans le domaine des e-technologies en lançant la première mouture de son portail de gestion des connaissances pour les députés.

Mettre la bonne information à disposition du député au bon moment, sans contraintes de lieu et de manière personnalisée, tel était l'enjeu de ce projet stratégique de la Chambre des Députés demandé et lancé par le Bureau et la Direction de la Chambre voilà trois ans.

Accessible de partout dans le monde via une simple connexion Internet, le portail de gestion des connaissances de la Chambre combine l'accès sécurisé à des outils de communication (courrier électronique parlementaire du député, e-mail personnel) avec la possibilité de consulter à distance et de manière tout à fait sécurisée des bases de données informationnelles multiples et les ressources documentaires internes de la Chambre. De son bureau ou en déplacement à l'étranger, le député peut donc désormais suivre à tout moment l'actualité du parlement pratiquement en temps réel. Equipé d'un ordinateur et d'une connexion Internet, il dispose ainsi désormais d'un véritable bureau virtuel, avec accès à des informations constamment actualisées et des outils de gestion performants. Donner un accès à distance à l'information que le député ne pouvait jusque-là consulter que depuis un poste dédié dans ses bureaux à Luxembourg ne remplissait évidemment qu'une partie des besoins.

Un autre enjeu essentiel du projet de portail de gestion des connaissances était de permettre au député de mieux gérer, et donc de pouvoir exploiter plus efficacement, l'immense quantité de documents qui lui parviennent quotidiennement.

Cette problématique a été résolue en ayant d'une part recours aux techniques de structuration de l'information combinées à une personnalisation poussée des pages du portail en fonction des besoins réels du député. Chaque député a ainsi le choix de consulter toute l'information qui existe sur un sujet ou de ne se concentrer que sur celle qui est en relation directe avec les commissions parlementaires dont il est membre ou les projets de loi qu'il suit de près.

Un effort tout particulier a été porté sur la création de rubriques spécifiques dans lesquelles les députés trouvent, de manière contextuelle et en un endroit unique, l'ensemble des informations et documents annexes relatifs à tel projet de loi précis, telle modification de la constitution, etc. Là où avant le député devait péniblement rechercher des documents parlementaires dans les archives électroniques de la Chambre, contacter différentes personnes au greffe pour collecter les informations annexes (date de dépôt du document, le rapporteur, le niveau d'avancement du texte dans la procédure, demander à quelqu'un de lui compiler une documentation complète sur le dossier, ...) désormais un seul click de sa souris suffit pour disposer des documents recherchés et des informations y relatives (*cf. extrait du portail de gestion des connaissances - page de détail du rôle des affaires étendu*). Une rationalisation du travail de tous les acteurs impliqués a ainsi pu être établie et des gains de temps conséquents sont réalisés tous les jours grâce au système tout en rendant le député plus indépendant dans son action.

Facilité de recherche grâce à des outils performants

Des outils de recherche de nouvelle génération, performants et flexibles, autorisant des recherches simples et complexes, contextuelles et translinguistiques sur toutes les bases à disposition ont aussi été conçus et intégrés dans le portail. Si ces outils en soi sont très sophistiqués et complexes, le défi consistait à rendre leur utilisation aisée à toute personne ayant des notions de base d'un moteur de recherche Internet. Ici, comme d'ailleurs dans le portail, l'ergonomie des outils, c'est-à-dire la simplicité d'utilisation a été l'objectif recherché et atteint.

L'objectif de permettre au député de mieux exploiter les connaissances générées et gérées pour lui par l'administration du greffe de la Chambre et les collaborateurs de son groupe politique a donc été atteint. Pour pouvoir réaliser son travail parlementaire efficacement et en connaissance de cause, chaque député doit consacrer une grande partie de son temps à suivre l'évolution des thématiques discutées au parlement. Ceci a amené les concepteurs du portail à y ajouter une fonctionnalité de veille juridique et thématique automatisée au portail. Chaque député peut ainsi définir des veilles, sorte de recherches automatisées qui s'exécutent à intervalle défini sur toutes les bases de données du portail et même sur tout l'Internet. Dès que le système de veille trouve un nouveau document ou une nouvelle page Internet sur le sujet choisi, le député en est informé dans le portail ou via e-mail et il sait l'accéder. Il devient ainsi pour les députés plus aisé de suivre la multitude de sujets très variés qu'ils doivent suivre pour faire leur travail parlementaire de manière informée et efficace.

(Suite page 2)

«N'abandonnez pas la Macédoine!»

Ce message à l'attention des pays de l'Union européenne a été répété à plusieurs reprises par les responsables politiques macédoniens à l'occasion de la visite à Skopje d'une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

Depuis les troubles de 2000-2001 et grâce aux accords d'Ohrid, la Macédoine a retrouvé le chemin de la stabilité et de la cohésion interne. Pays d'à peine deux millions d'habitants, la Macédoine peut être un modèle dans la région par la façon intelligente et courageuse dont elle est en train, depuis 2001, de régler les tensions interethniques. Les dirigeants du pays tout comme de larges parties de l'opposition ont la volonté de développer l'économie et de créer les conditions propices aux investissements étrangers. Les habitants, en particulier les jeunes, ont le désir intense de voyager à l'étranger et d'avoir des contacts à tous les niveaux - universitaire, culturel, social et politique. Ayant obtenu le statut de pays candidat à l'Union européenne en novembre 2005, la Macédoine s'efforce de répondre aux critères pour l'adhésion. La grande partie des femmes et des hommes politiques macédoniens voient dans cet objectif un moyen de galvaniser les énergies et de moderniser le pays.

La délégation de la Chambre des Députés était composée par M. Ben Fayot, président de la commission, M. Charles Goerens, vice-président, ainsi que par M. Marc Angel, M. Xavier Bettel et M. Jacques-Yves Henckes. La visite, qui s'est déroulée les 20 et 21 mars 2006, faisait suite à une invitation de retour de la présidente de la Commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale macédonienne, Mme Karolina Ristova.

Lors de leur séjour à Skopje, les parlementaires luxembourgeois ont rencontré M. Ljupco Jordanovski, Président de l'Assemblée Nationale, et se sont entretenus avec des membres de la Commission des Affaires européennes, de la Commission de la politique étrangère et de la Commission de la Défense et de la Sécurité.

La délégation a également rencontré Mme Radmila Sekerinska, Vice-Présidente du Gouvernement chargée de l'intégration européenne et de l'assistance étrangère, ainsi que Mme Ilinka Mitreva, Ministre des Affaires étrangères. La visite s'est terminée par un échange de vues avec une délégation de la Chambre de Commerce macédonienne.



Rencontre des délégations luxembourgeoise et macédonienne

d'Chamber online op
www.chd.lu

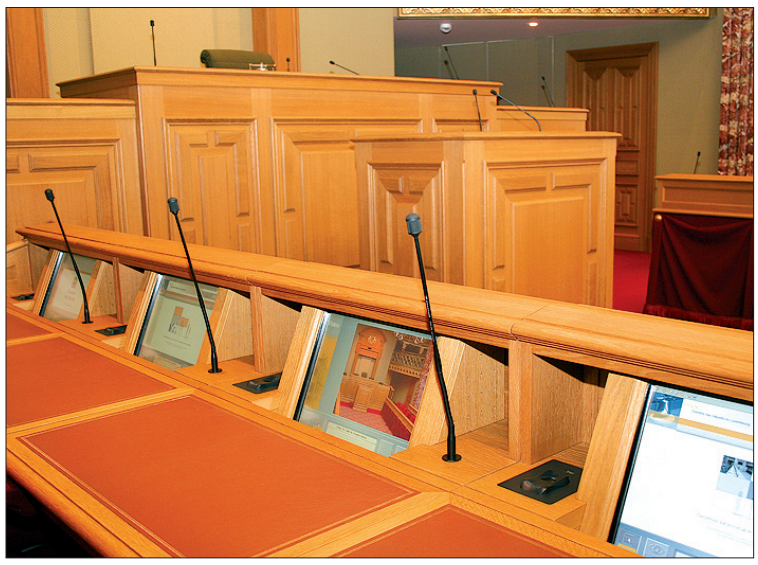
Le portail de gestion des connaissances

(Suite de la page 1)

D'autres outils utiles, comme des dictionnaires et encyclopédies on-line, des publications électroniques on-line, l'accès à des bases de connaissances internationales, la consultation on-line du catalogue de la bibliothèque de la Chambre, etc. complètent le contenu de cette première version du portail.

Une plate-forme de communication accessible à tous

Le portail de gestion des connaissances de la Chambre des Députés ne sert pas exclusivement aux députés. Cet outil performant est aussi accessible à tout fonctionnaire du greffe de la Chambre ainsi qu'à l'ensemble des collaborateurs des groupes politiques. Il s'agit ainsi d'une plate-forme globale de communication, de gestion des connaissances et de collaboration pour l'ensemble des acteurs directs du travail parlementaire luxembourgeois. Il a notamment permis une rationalisation de nombreux processus internes, de réduire de manière notable les sources d'erreur liées à des saisies multiples d'informations, et généré et continue à générer des économies de temps notables en automatisant de nombreuses tâches manuelles et redondantes consommatrices en temps. Dans ce sens, le portail de la Chambre des Députés peut aussi être considéré comme un projet d'optimisation du fonctionnement de la première institution du pays.



Tous les sièges des députés à la salle des séances sont équipés d'un ordinateur et d'une connexion Internet leur donnant un accès permanent au portail de gestion des connaissances de la Chambre

Un tel projet qui met en œuvre des technologies de pointe dans de nombreux domaines et qui exige de grands efforts d'adaptation et d'acceptation du changement à tous les niveaux n'a évidemment pu être mis en place que grâce à la collaboration permanente et compétente des principaux acteurs à l'intérieur du greffe de la Chambre.

Si le portail de gestion des connaissances est essentiellement destiné à usage interne, les compétences, l'argent, le travail et l'énergie investis dans ce projet ne seront néanmoins pas perdus pour les citoyens et les acteurs économiques présents au Grand-Duché de Luxembourg. Dans le cadre du projet d'un nouveau site Internet public de la Chambre des Députés, de nombreux développements et outils y trouveront leur place et bénéficieront ainsi à un public plus large.

Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne



M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Patrick Santer, M. Paul Helminger (de gauche à droite)

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à Vienne les 23 et 24 février 2006. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Alex Bodry, chef de la délégation ainsi que par Mme Viviane Loschetter, MM. Paul Helminger et Patrick Santer.

Dans le cadre de cette session a eu lieu une réunion du Comité permanent à laquelle M. Alex Bodry a assisté en sa qualité de chef de délégation.

La délégation luxembourgeoise a participé aux réunions jointes ainsi qu'aux réunions séparées des trois commissions générales. Au cours de ces réunions, les membres de l'Assemblée parlementaire ont préparé les sujets à débattre lors de la XV[e] session annuelle qui aura lieu à Bruxelles début juillet 2006.

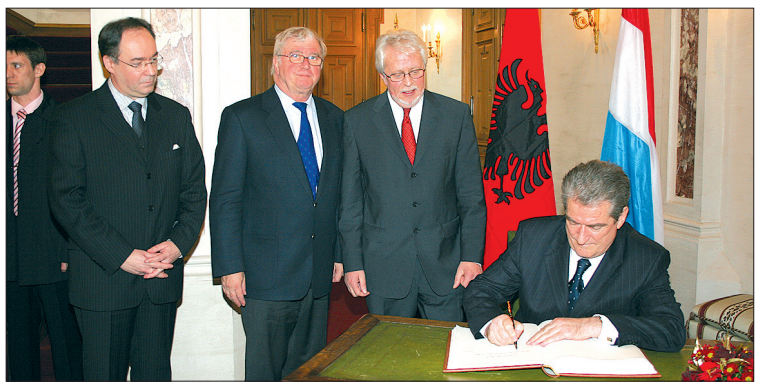
Visite de M. Sali Berisha, Premier Ministre de l'Albanie

«Le Balkan sera européen ou l'Europe sera balkanisée»

Le 16 mars 2006, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, a rencontré le Premier Ministre de la République d'Albanie, M. Sali Berisha.

Lors de leur entrevue, les deux hommes politiques ont évoqué les possibilités d'intégration de l'Albanie – et des pays des Balkans occidentaux en général – dans l'Union européenne.

En effet, il ressort d'un échange de vues des Ministres des Affaires étrangères des États membres de l'Union européenne avec leurs homologues des pays des Balkans occidentaux en mars 2006 que l'avenir desdits pays réside dans l'Union européenne et que l'adhésion est l'objectif ultime. M. Berisha a profité de l'occasion pour remercier le Luxembourg pour son soutien. Le Premier Ministre a par ailleurs souligné la nécessité de développer les investissements, notamment dans le secteur du tourisme.



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Jos Scheuer, M. Lucien Weiler et M. Sali Berisha signant le Livre d'or de la Chambre des Députés

Visite du Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Christoph Grimm

«Progressons au niveau de la Grande Région!»

Sur invitation du Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, M. Christoph Grimm, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, qui assure actuellement la présidence du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), s'est rendu en visite à Luxembourg, le lundi 13 mars 2006.

La visite au Grand-Duché de M. Christoph Grimm a débuté par une entrevue avec le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, M. Jean Asselborn. Le Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat a ensuite rencontré M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés. Un des thèmes de discussion fut notamment le Conseil Parlementaire Interrégional (CPI).

Le CPI constitue l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région Sar/Lor/Lux/Rhénanie-Palatinat/Wallonie et a pour mission de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région par une étroite collaboration transfrontalière entre les régions et de contribuer, à terme, au développement d'une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines qui sont de la compétence normative de chacune des régions.

Lors de leur entrevue, les deux Présidents ont évoqué plusieurs sujets intéressant de près la Grande Région, comme notamment la Maison de la Grande Région.

Ils sont d'avis que les différents partenaires de la Grande Région ont un intérêt certain à collaborer au niveau du marché de l'emploi, au niveau des liaisons routières et ferroviaires ou encore de la gestion de l'eau. Une coopération au niveau de la police, des douanes et de la protection civile profite également à toute la Grande Région, tout comme une collaboration en matière de médecine vétérinaire ou encore en matière de gestion des crises, par exemple en ce qui concerne la grippe aviaire.

À l'issue de cet entretien, M. Christoph Grimm, qui assure actuellement tant la présidence du Conseil Parlementaire Interrégional que la présidence de la Commission enseignement, formation, recherche et culture du même CPI, a visité dans ce cadre la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg ainsi que la Philharmonie - Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.

La visite a été clôturée par un dîner officiel offert par le Président de la Chambre des Députés où le Président Grimm a eu l'occasion de rencontrer également les présidents des groupes politiques de la Chambre des Députés.

Visite de la Bibliothèque nationale



Faisant suite à une demande du groupe DÉI GRÉNG, la Commission parlementaire de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait effectué une visite du bâtiment principal de la Bibliothèque nationale et de l'annexe située bd Prince Henri afin de se rendre compte sur les conditions de travail de l'institution.

Une visite des annexes situées à Kirchberg a suivi le 22 mars 2006.

(de gauche à droite) Mme Monique Kieffer, Directrice de la Bibliothèque nationale, M. Fred Sunnen, M. Claude Adam, Mme Claudia Dall'Agnol et Mme Anne Brasseur, députés

NOUVELLES LOIS

5489 - Projet de loi

sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière d'assurances introduisant dans l'Union européenne les normes comptables internationales IAS/IFRS. Il vise à actualiser la loi sur les comptes des établissements d'assurances et de réassurances en fonction des pratiques comptables modernes, tout en veillant à maintenir une certaine souplesse afin de permettre une compatibilité avec de futurs changements, notamment en ce qui concerne les IAS.

Le règlement IAS impose directement aux sociétés de droit communautaire dont les titres (actions ou obligations) sont négociés sur un marché réglementé de l'Union européenne de publier des comptes consolidés conformes aux IAS à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2005.

Le projet de loi transpose toutes les options prévues à l'article 5 du règlement IAS. Ainsi, il est permis aux entreprises d'assurances et de réassurances de publier leurs comptes consolidés conformes aux IAS.

Contrairement à la loi pour les établissements de crédit, le présent projet de loi n'entend pas donner aux entreprises d'assurances la faculté de ne produire qu'un seul jeu de comptes et de faire, dès l'introduction de la nouvelle réglementation, du référentiel IAS leur référentiel de base.

En introduisant des dispositions IAS sous forme optionnelle, le législateur permet aux entreprises d'assurances de recourir à l'une ou l'autre disposition, voire à toutes les dispositions prévues par les IAS, tant pour publier les comptes consolidés que pour publier les comptes individuels.

Les entreprises d'assurances sont toujours contraintes à établir un jeu de comptes conformes aux normes comptables actuelles de la législation nationale, ceci afin d'assurer la comparabilité de l'information comptable et de garantir un «level playing field» aux compagnies d'assurances.

Seules les entreprises d'assurances dont les titres (actions ou obligations) sont cotés en bourse sont obligées de publier leurs comptes consolidés sous le référentiel IAS, en application du régime obligatoire du règlement IAS. Actuellement aucune entreprise d'assurances ou de réassurances luxembourgeoise ne répond à ce critère et ne rentre donc dans le champ d'application obligatoire du référentiel IAS.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5497 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

Il est difficile de chiffrer les incidences fiscales devant résulter de la présente Convention. Il est cependant probable qu'un déchet éventuel pouvant résulter du partage de la matière imposable pourra être compensé dans une large mesure par les retombées fiscales provenant de l'intensification des relations économiques entre les deux États contractants.

La Convention s'inspire du modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune de l'OCDE tout en en adaptant certains points à la législation du Luxembourg et d'Israël. Ces points sont détaillés dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5498 - Projet de loi

portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

Une des mesures qui ont été prises pour encourager les entreprises des États membres d'aller s'installer dans un autre État membre concerne l'élimination des doubles impositions des bénéfices d'entreprises associées d'États membres de l'Union européenne pouvant intervenir en cas de correction par les administrations fiscales nationales.

Les douze États membres de la Communauté économique européenne ont signé le 23 juillet 1990 une Convention relative à l'élimination de ces doubles impositions. Cette Convention a été approuvée par la loi du 24 avril 1993. Par la loi du 3 août 1998 le Luxembourg a approuvé l'extension de la Convention aux trois nouveaux États membres, à savoir l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Les dix nouveaux États, devenus membres de l'Union européenne le 1er mai 2004, se sont engagés à adhérer à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions. À cet effet, une Convention a été conclue entre anciens et nouveaux États membres ayant pour objet de rendre applicable la Convention de 1990 à l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Cette Convention ainsi que le Procès-verbal de signature y relatifs ont été signés à Bruxelles le 8 décembre 2004.

L'objet du présent projet de loi est d'approuver cette nouvelle Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5503 - Projet de loi

portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

À l'heure actuelle, l'assistance mutuelle en matière de fiscalité directe est régie sur le plan européen par la directive 77/799/CEE du Conseil du 19 décembre 1977, transposée sur le plan national par la loi du 15 mars 1979 et le règlement grand-ducal portant la même date. Cette directive oblige les États membres à échanger, à charge de réciprocité, les informations susceptibles de leur permettre mutuellement l'établissement correct de leurs impôts. Il est évident que cette obligation s'entend sous réserve essentiellement de l'épuisement des voies habituelles du droit interne et de la protection de certains intérêts légitimes.

L'objectif de la directive 2004/56/CE est de modifier cette directive 77/799/CEE afin d'améliorer la coopération entre les autorités compétentes des administrations fiscales des États membres, d'abréger la durée des procédures à suivre en cas de demande d'assistance pour accélérer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et pour clarifier certains points de l'ancienne directive controversés à l'étranger.

Elle comporte cependant quelques éléments nouveaux, notamment:

- l'obligation pour les États membres à procéder sur demande d'un autre État membre à la notification de tous actes et décisions de ses autorités administratives compétentes en ce qui concerne l'application dans son propre pays de la législation fiscale;

- lorsqu'un État membre enquête pour obtenir les informations nécessaires dans le cadre d'une demande d'assistance, cet État doit pouvoir procéder comme s'il agissait dans le cadre d'une enquête pour son propre compte;

- un État membre ayant reçu des informations d'un autre État membre ne doit pas demander à ce dernier l'autorisation de faire état de ces informations au cours d'audiences publiques ou dans des jugements. L'État requis, qui veut s'opposer à la divulgation des informations fournies, doit le déclarer lors de la transmission initiale;

- un État membre n'est nullement tenu d'effectuer des enquêtes afin d'obtenir les informations nécessaires pour répondre à une demande d'assistance d'un autre État membre lorsque sa législation ou ses pratiques administratives n'autorisent pas son autorité compétente à les effectuer ou à recueillir ces informations dans le cadre d'enquêtes pour son propre compte;

- l'autorité compétente d'un État membre peut refuser de fournir des informations ou de prêter assistance si l'État membre requérant n'est pas en mesure de fournir des informations de même nature pour des raisons de fait ou de droit;

- vu que la situation fiscale d'un ou plusieurs assujettis établis dans différents États membres présente souvent un intérêt commun ou complémentaire pour ces États, il est prévu de rendre possible la réalisation de contrôles simultanés de ces assujettis, par le biais d'un accord mutuel et sur une base volontaire chaque fois que de tels contrôles apparaissent plus efficaces que des contrôles effectués par un seul État membre.

La date de transposition de la directive en droit national a été fixée au 1er janvier 2005.

La directive 2004/56/CE n'apporte pour le Luxembourg pas beaucoup de nouveaux éléments, le droit luxembourgeois étant déjà largement conforme aux exigences de la nouvelle directive. Le seul point majeur sur lequel il s'impose vraiment de légiférer est celui de l'assistance par notification d'actes.

L'article 7 de la directive 77/79/CEE contient déjà les dispositions relatives au secret des renseignements échangés. La directive 2004/56/CE apporte une précision à cet article. Au terme de cette précision, l'État requis doit faire valoir son opposition à toute divulgation des renseignements fournis lors de leur transmission initiale, à défaut de quoi le pays requérant peut en faire état au cours d'audiences publiques ou dans des jugements.

Par ailleurs, la procédure pénale est ajoutée à l'énumération des procédures dans lesquelles les informations peuvent être utilisées à des fins fiscales ou à des fins d'établissement ou de contrôle de l'établissement de l'impôt.

Ces précisions nécessitent un complément à l'article unique de la loi du 15 mars 1979 portant transposition de la directive 77/799/CEE.

La directive 77/799/CEE ne s'était pas prononcée sur la notification à l'étranger des décisions prises par une autorité compétente nationale, même des décisions reposant sur un échange d'information. L'article 8bis de la directive 2004/56/CE introduit l'obligation pour les États membres de l'assistance par notification de tous les actes des autorités compétentes d'un autre État membre concernant l'application sur son territoire de la législation fiscale afin de parer aux difficultés qu'éprouvent les autorités administratives lorsqu'elles sont obligées d'informer un contribuable de certains actes, alors qu'il a transféré son domicile dans un autre État membre.

La directive 2004/56/CE consacre dans son article 8ter le principe d'une nouvelle forme de l'assistance mutuelle, à savoir la faculté des contrôles simultanés. Elle fournit à cet effet une définition du contrôle simultané ainsi que la procédure à suivre par les différents États concernés.

Au terme de cette disposition, lorsque la situation des redevables présente un intérêt commun ou complémentaire pour plusieurs États membres de la Communauté européenne, l'autorité compétente d'un État membre peut convenir avec les autorités compétentes des autres États membres de procéder à des contrôles simultanés, chacune sur son propre territoire, en vue d'échanger les renseignements ainsi obtenus.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 18.10.2005

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

19.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.02.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Communications

3. 5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

(Déclaration de recevabilité)

4. Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

5. Ordre du jour

6. Dépôt d'une proposition de loi

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé
- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État

9. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière

(Exposé - Débat)

10. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

11. Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo

(Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dach, Här President.

(Hilarité)

Entschëllegt, Här President, den Här Asselborn hat mech net a sengem Réck gesinn.

1. Dépôt d'un projet de loi

Ech sinn autoriséiert vum Grand-Duc am Numm vun der Regierung de Projet iwwert d'Recherche biomédicale ze déposéieren.

- Projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale.

Une voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Gesondheetsminister Akt vun dësem Dépôt. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5544** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 16.02.2006

2. **5545** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 16.02.2006

3. **5546** - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Jacques-Yves Henckes, le 23.02.2006

4. **5548** - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le Statut général des fonctionnaires communaux et 2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006

5. **5549** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.03.2006

6. **5550** - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.03.2006

7. **5551** - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 14.03.2006

3) Par lettre du 16 février 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir aux membres de la Chambre les textes adoptés au cours de la période de session du 16 au 19 janvier 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;

- résolution sur des stratégies de prévention de la traite des femmes et des enfants vulnérables à l'exploitation sexuelle;

- résolution sur le changement climatique;

- décision sur des modifications à apporter au règlement du Parlement européen relatives à des règles de conduite applicables aux députés européens;

- résolution sur la mise en oeuvre de la Charte européenne des petites entreprises;

- résolution sur la situation en Tchétchénie après les élections et la société civile en Russie;

- résolution sur la période de réflexion: la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne;

- résolution sur le futur de la Stratégie de Lisbonne quant à la perspective du genre;

- résolution sur le handicap et le développement.

Par lettre du 28 février 2006 il leur a fait parvenir les textes adoptés au cours de la période de session du 1er au 2 février 2006:

- résolution du Parlement européen sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général de l'Union européenne - 2004;

- résolution du Parlement européen sur la situation actuelle de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et une action future éventuelle;

- résolution du Parlement européen sur l'adoption de mesures de gestion applicables aux ressources halieutiques de la Méditerranée.

3. 5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 9. Mäerz virgeschloen, datt de Revisiounsvirschlag 5546 vum honorablen Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Artikel 29 vun eiser Verfassung fir recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Wat d'Zesummesetzung vun eiser Delegatioun beim Benelux-Parlament ubelaangt ass folgenden Ännerungsvirschlag agaangen: Den Här Emile Calmes gëtt Membre effectif an den Här Xavier Bettel gëtt Membre suppléant.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Mir kommen elo zum Ordre du jour vun dëser Woch. An hirer Réuniouun vum 9. Mäerz huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- Haut de Mëtten hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann zweetens d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Postë vu Conseiller d'État;

- drëttens eng Aktualitéitsstonn op Ufro vum ADR iwwert d'Finanzlag vun de Gemengen

- an als leschte Punkt d'Resolutioun vum Här Robert Mehlen iwwert de Camp vu Guantánamo.

Muer um hallwer dräi mécht de Kooperatiounsminister, den Här Jean-Louis Schiltz, eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Duerno kommen eng Rei Projeten zur Diskussioun, an dat nom Basismodell:

- de Projet de loi iwwert déi géigesäiteg Ënnerstëtzung um Gebitt vun den direkte Steieren;

- e Projet de loi iwwert déi international Normes comptables am Assurancësecteur;

- als drëtte Punkt e Steierofkommes tëschent Lëtzebuerg an Israel;

- véierte Punkt muer de Mëtten ass en Ofkommes iwwert d'Duebelbesteierung bei Benefisskorrekturen;

- dann hu mer als fënnefte Punkt en Ofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Belsch iwwert den Informatiounsaustausch bei Tëschefäll mat radiologesche Konsequenzen;

- an als leschte Punkt de Projet de loi iwwert d'Carrière supérieure beim Statec.

Da schlussendlech en Donneschdeg de Mëtte féiert d'Chamber eng Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend kënnt et zur Diskussioun an dem éischte Vote constitutionnel iwwert d'Revisioun vum Artikel 11 Paragraph 2 vun eiser Verfassung. Bei dëser Propositioun ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Madame Frank freet d'Wuert fir en Dépôt.

6. Dépôt d'une proposition de loi

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, ech wollt froen, fir den Dépôt vun enger Proposition de loi ze maachen, a mengem Numm an am Numm vum Här Laurent Mosar, an zwar vun der

- Proposition de loi 5553 portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale.

Den Objet vun der Proposition de loi 5553 ass, fir d'Filiatiounsrecht ze reforméieren an d'Autorité parentale an eise Rechtssystem anzefëieren.

M. le Président.- Ech ginn der Madame Frank Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi fir d'éischt an d'Presidentekonferenz kënnt, fir gegebenenfalls als recevabel erkläert ze ginn. Wann dat de Fall ass, da geet se duerno weider un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. Déi éischt Fro, déi mer haut de Mëtten hunn, ass déi vum honorablen Här Marc Spautz iwwert d'École Supérieure du Travail. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Fro stellen un den Aarbechtsminister betreffend d'École Supérieure du Travail.

An der leschter Legislaturperiod war eng Persoun chargéiert ginn, eng Analys ze maachen iwwer alles, wat an der EST richteg leeft an net gutt leeft. Dass d'Wichtegkeet vun dëser Reform ausser Fro steet, ech mengen dat gëtt néierens bezweifelt, mä et ass eng grouss Noutwendegkeet.

Meng Fro un de Minister ass: Wou ass déi Analys vun där Persoun drun a wéi ass den Timing fir déi Reform op d'Schinnen ze kréien, well et jo sonner Zweifel ausser Diskussioun ass, dass et wichteg ass, och an der Weiderbildung vun de Personaldelegéierten eppes ze maachen?

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Här Minister!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Déi Fro vum Här Spautz ziilt effektiv op d'Formatioun zu Lëtzebuerg. Dir wësst, datt et do viru laange Joren schonn en Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot gouf, dee gesot huet, d'Formatioun besteet aus dräi Voleten: d'Formation professionnelle am Kader vum Betrib, d'Formation professionnelle individuelle, an den drëtte Volet ass d'Formation net nëmme professionnelle, mä d'Formation citoyenne.

Deen éischte Volet ass geléist ginn duerch d'Gesetz vun 1999.

Den zweete Volet, den Accès individuel à la formation professionnelle, dee si mer amgaang ze léisen, doduerch datt mer en Accord vun de Sozialpartner als Obligation générale erkläert hunn; a mir hunn nach e Projet de loi vun der Schoulministesch virleien, fir dat dann och ze complétéieren, fir datt dat eppes gëtt.

An den drëtte Volet, d'Formation citoyenne, déi wëlle mer am Kader vun der École Supérieure du Travail regelen. Et ass richteg, datt ech 1999 en Deputéierten, deen net méi erëmgewielt gouf, chargéiert hunn, am Kader vu senger Reintegratioun an d'Servicer vum Stat, an ech hunn hien och dofir bei d'École Supérieure du Travail gesat, fir déi Analysen do ze maachen. Ech ginn och dovunner aus, datt ech deemnächst do dierft e Rapport kréien.

Dee Rapport ass natierlech nëmmen dat wäert, wat déi Leit him och zouspillen, mat deenen hien ze schaffen huet. Ech ginn dovunner aus, datt d'Beruffskummeren, notamment d'Chambre des Employés privés an d'Chambre de Travail, him zouschaffen, fir datt och hie mir kann zouschaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur nächster Fro, dat ass déi vun der honorabler Madame Viviane Loschetter.

Une voix.- Här President, den Här Asselborn seet, huelt d'Fro 3, well déi zweet, do wéisste si net, wat dat ass.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ouh! Ech kann him dat erklären.

M. le Président.- Jo. Den...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President,...

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech kann lech se da vläicht erklären, wann Der net wësst...

M. le Président.- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, mä wann Der se vläicht wéilt hannendru setzen. Mir géife kucken, well mer wëssen net,...

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- D'accord.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- ...wat mer richteg sollen domadder ufänken. Wann Der wëllt!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, d'Fro ass an engem zimlech generellen Toun a Stil gehalen. Et ass schwiereg, fir hei erauszefannen, ëm wat datt d'Fro sech en fin de compte dréint. Mir wëssen, datt et ëm e Bréif geet, mä wéi ee Bréif genee? Dat schéngt de Moment e bësse schwiereg ze sinn.

Dofir huele mer d'Fro Nummer 3 vir, dat ass déi vum honorablen Här Bodry. Eng ähnlech Fro ass gestallt gi vum honorablen Här Jaerling iwwert d'Situatioun bei der WSA. Den Här Bodry huet seng Fro un den Här Ausseminister geriicht, den Här Jaerling un den Här Aarbechtsminister. Fir d'éischt kritt den Här Bodry d'Wuert, fir seng Fro virzedroen, an duerno den Här Jaerling. Dann äntwert fir d'éischt den Här Ausseminister an duerno den Här Aarbechtsminister.

Här Bodry, wann ech glift.

- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen zënter Woche verdichte sech Rumeure ronderëm de Weiderbestand vu verschiddene Lagere vun der amerikanescher Arméi oder den amerikanesche Arméien hei zu Lëtzebuerg. Besonnesch ass et d'WSA-Lager vu Beetebuerg-Diddeleng, wat no deenen Informatiounen, déi an deene leschte Wochen zirkuléiert sinn, kéint a Gefor sinn a wouvun souguer e Weiderbestand fraglech wär.

Ech mengen, als fréiere Minister vun der Force publique kennen ech e bëssen deen doten Dossier. Mer haten och an den 90er Joren esou Situatiounen, wat d'Lagere betreffen. Et ass jo och schonn ofgebaut ginn zum Deel an deem dote Beräich. Mir sinn, schéngt et erëm eng Kéier, virun enger ähnlecher Situatioun. Déi Décisioun, dat weess ech och, läit net an éischter Linn an den Hänn vun der Lëtzebuerger Regierung, mä bei den amerikaneschen Autoritéiten, a besonnesch de Militärautoritéite vun Amerika. Nach mengen ech, dass een op Grond vun deenen Informatiounen, déi haut an der Press ze liesen, ze héiere waren, dass een net méi ka weider ofwaarden, wéi eigentlech eventuell nach Verhandlungen ausginn.

Mä et ass elo de Moment komm, dass d'Regierung hei virun dem Parlament - och aus Respekt virun der Belegschaft, déi eventuell concernéiert ass – seet, wéi wäit elo den Dossier wierklech ass, ob, an awéiwäit déi Lageren an hirem Bestand a Fro gestallt sinn. Ech erënneren dorun, dass iwwer 200 Leit zu Beetebuerg-Diddeleng an deem Lager schaffen, an iwwer 100 Leit zu Suessem an dem Militärlager schaffen. Dat ass also schonn eng ganz wichteg Fro, déi eis hei beschäftegt an engem Ëmfeld, dat jo och op Grond vun den Informatioune vun deene leschten Deeg am Beräich Aarbechtsplazen net méi einfach ginn ass hei zu Lëtzebuerg. An deem Sënn also wär ech frou, wann ech vum Ausseminister kënnt Opklärung kréien iwwert de Stand, wéi e sech haut presentéiert am Beräich vun der WSA. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Da kann direkt den Här Jaerling seng Fro stellen, déi un den Aarbechtsminister adresséiert ass, mä deeselwechte Sujet huet. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Viru 14 Deeg ongefëier, wéi déi éischt Rumeuren iwwert d'Situatioun bei der WSA vun de Leit un eis erugedroe gi sinn, do hat ech versicht Opklärung ze fannen, och beim zoustännege Minister. Leider waren awer déi Informatioune relativ vag, an duerfir war ech elo erstaunt - ech hat alt gehofft, dass an der zoustänneger Kommissioun iergendwéi dann do eng Opklärung kéim -, dass elo déi ganz Problematik alt erëm eng Kéier fir d'éischt an der Press opgeworf gëtt, ier am Fong déi Leit an der zoustänneger Kommissioun dermat befaasst ginn. Et schéngt, wéi wann hei am Land déi aarbechtsrechtlech Problemer oder déi aarbechtsmaartpolitesch Problemer fir d'éischt an der Press behandelt ginn, an dann déi zoustänneg Leit hannendru lafen.

Gëschter Owend hu sech den Här Ausseminister, den Här Verdeedegungsminister an den Aarbechtsminister mam Verwaltungsrot vun der WSA getraff, nodeems se sech scho moies mat de Gewerkschaftsvertrieder getraff haten. Et schéngt also manifest ze sinn, datt 200 Aarbechtsplazen am WSA-Lager zu Beetebuerg-Diddeleng kéinten um Spill stoen.

Nach d'lescht Woch de Freiden, wa meng Erënnerung richteg ass, hat den Här Ausseminister eng Diskussioun an dëser Saach mat der US-Ambassadrice, an huet erkläert, de Ball géif elo bei der US-Regierung leien. Déi fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart désastréis Nouvelle wollt hien duerno awer net bestätegen. Déi unhalend Zukunftsonsécherheet fir déi Leit, déi bei der WSA schaffen, wéi och fir hir Familljen, fänkt elo lues a lues un onerdréiglech ze ginn. Gradesou onerdréiglech wéi dat och an anere Betriber, déi an de leschten Deeg an der Diskussioun waren, de Fall ass.

Et stellt sech also duerfir elo d'Fro: Wou si mer dru mat der WSA zu Beetebuerg? Kann den Här Minister dem Land endlech an dëser Fro klore Wäin aschëdden? Besti scho méi konkret Sozialpläng? Wat geschitt, de Fall gesat, wa bei den Amerikaner déi entspriechend Décisioun géif fir eist Land negativ ausfalen?

An dann eng lescht Fro: Wär et net méi sënnvoll, wann, ier emol d'Press informéiert gëtt, oder ier all déi aarbechtsmaartpolitesch Problemer do an d'Öffentlechkeet kommen, dann emol fir d'éischt déi zoustänneg Kommissioune géifen driwwer informéiert ginn, fir dass mer net hei brauchen ëmmer op d'Chambertribün ze kommen, fir gewuer ze ginn, wat dann elo um Aarbechtsmaart lass ass, besonnesch bei deene Problemer, déi d'ganzt Land betreffen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Fir d'éischt äntwert den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn. Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleegen alleguerten, mer wëssen - vläicht zwee Sätz als Introduktioun -, dass 1978 jo d'WSA gegrënnt ginn ass, fir virun allem Material vun der amerikanescher Arméi ze stockéieren, am Fall wou ee Konflikt sech an Europa géif deklaréieren. Nu wësse mer awer och, dass zënter dem Enn vum Kale Krich d'amerikanesch Regierung jo eigentlech un enger Restructuratioun an engem Redéploiement vun hire Forcen uechtert d'Welt schafft. D'Iwwerleeung concernéiert natierlech och besonnesch d'Forcen an Europa. Sou wësse mer, dass zu Washington ënner anerem décidéiert ginn ass, datt an Zukunft verstäerkt Material géif do stockéiert ginn, wou d'Wahrscheinlechkeet eigentlech méi grouss ass aus hirer Siicht, datt et an der Zukunft kënnt gebraucht ginn.

Nun d'WSA, mir wëssen dat, dat sinn zwee Siten: Beetebuerg - den Alex Bodry huet et gesot - ass de Site vun den USA mat iwwer 200 Aarbechtsplazen, an dann ass Suessem eigentlech de Site vun der Airforce mat iwwer 100 Aarbechtsplazen. Effektiv, wéi den Här Jaerling gesot huet, hunn ech leschten Donneschden, den 9. Mäerz, d'Madame Ambassadeur vun den USA a mengem Büro gesinn, a si huet mech dunn informéiert, datt d'Zeechen, wat de Site Beetebuerg uginn, ganz schlecht gestallt sinn.

Am spezifeschen amerikanesche militäresche Milieu, wann ech esou däerf soen, ass d'Décisioun awer eréischt geholl, wa se hierarchesch ënnerschriwwen ass, a wann déi Ënnerschréft dann och vun deenen zoustännege Stellen an Amerika publik gemaach gouf. Alles weist drop hin - dat musse mer wëssen, soss géife mer de Leit Sand an d'Ae streeën -, dass an den nächsten Deeg d'US-Regierung wäert déi zwee Schrëtt da maachen. Dat wier deen 41. amerikanesche Site a Westeuropa, deen da géif zougemaach ginn op Grond eben, wéi ech gesot hunn, vun där Strategie vun den USA.

Méi wéi 200 Aarbechtsplaze géifen dee Moment verluer goen zu Beetebuerg, a mat menge Regierungskolleege François Biltgen an och mam Jean-Louis Schiltz hu mer eis an de leschten Deeg concertéiert. Mir hunn eis och gëschter, wat richteg ass, gesi mam Conseil d'administration vun der WSA. Dee Conseil gëtt gefouert vun eiser politescher Direktesch, der Madame Lucas, déi sech ganz, ganz vill Méi mécht mat de Vertrieder vun deem Conseil d'administration, fir eis Lëtzebuerger Intérêten also do ze vertrieden, fir ebe kënnen dem Problem riicht an d'Aen ze kucken an eis virzebereeden op dat, wat op d'Belegschaft kënnt zoukommen. De Verloscht vu méi wéi 200 Aarbechtsplazen ass fir déi Leit, fir hir Familljе selbstverständlech grave a verdéngt vollt Engagement vun der Lëtzebuerger Regierung.

Ech hu bei deem Gespréich, Här President, och kloer gemaach, mat der Madame Ambassadeur an och insistéiert, éischtens emol, dass d'Engagementer, déi d'amerikanesch Regierung geholl huet, bei der Ënnerschréft, bei der Schléissung vun deem Kontrakt tëscht der WSA an der Lëtzebuerger Regierung mussen à la lettre erfëllt ginn. An zweetens och, dass ebe Suessem eng Chance sollt behalen. Och dat ass wichteg. Et si jo och iwwer 100 Aarbechtsplazen elo. Do hunn ech och de vollen Appui kritt vun der Madame Ambassadeur vun den USA.

Voilà, léif Leit! Dat ass dat, wat ech zu dësem Zäitpunkt ka soen zum Stand vun de Saachen. Nach eng Kéier: D'Décisioun muss vun den Amerikaner geholl ginn, a muss och dann, ier se rechtskräfteg ass, vun den Amerikaner publik gemaach ginn. Mir als Lëtzebuerger Regierung maachen alles, fir dass mer selbstverständlech zu dësem Moment och wëssen, wéi mer eis kënnen am beschten engagéieren, en face eben vun deem Verloscht vun den Aarbechtsplazen an och deem Verloscht fir d'Gemeng Beetebuerg an Diddeleng, an dass mer do an déi richteg Richtung kënnen zesummeschaffen. Merci.

M. le Président.- Ech denken, dass den Här Ausseminister déi zwou Froe voll an ëmfaassend beäntwert huet. Oder wëllt den Aarbechtsminister nach eppes bäiflécken?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech mengen och, dass den Här Ausseminister dat beäntwert huet, well hei geet et ëm Aussepolitik. Deen Dossier WSA kann een net an een Dëppe stieche mat aneren Diskussiounen, déi mer hunn zu Lëtzebuerg iwwer Industrie. Ech mengen, den Här Ausseminister huet alles gesot.

Den Aarbechtsminister war gëschter Owend op Wonsch vum Ausseminister derbäi. Den Aarbechtsminister ass hei prett, wéi en nach all Joer war, well, et muss ee wëssen,

dass déi amerikanesch Décisiounen all Joer erëm frësch musse geholl ginn. Dat heescht, et hat een ni eng Garantie iwwer ee Joer eraus. Den Aarbechtsminister ass also bereet hei, fir ze kucken esou vill wéi méiglech, wa sollte Problemer kommen, hei anzewierken, fir dass mer dat sozialverträglech maachen. Ech hale mech hei wéi üblech als Pompjee bereet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen domat un déi nächst Fro. Et ass déi vum honorabelen Här Ben Fayot iwwert de Register vun der Populatioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hat virun enger Zäit eng schréftlech Fro gestallt iwwert d'Identitéitskaarten hei zu Lëtzebuerg, déi bekanntlech…

Une voix.- Dir musst de Mikro drécken. Well dat do ass ze grouss.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dréint emol de Jus e bëssen op, Här President!

M. le Président.- Här Fayot, ech hunn alles hei um Lafen, wat zur Verfügung steet.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, nach eng Kéier:…

Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hat virun e puer Wochen eng schréftlech Fro un den Här Innenminister gestallt iwwert d'Identitéitskaarte vun de Lëtzebuerger. Bekanntlech ginn déi Identitéitskaarte vun de Lëtzebuerger vun de Gemengen ausgestallt. Elo gëtt et awer eng ganz Partie Lëtzebuerger, déi net méi an enger Lëtzebuerger Gemeng wunnen, mä an der Groussregioun, iwwert d'Grenzen eraus, an anere Gemenge wunnen, respektiv gëtt et Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, déi also och keng Identitéitskaart kënne kréien an dofir eben de Pass als hir Identitéitskaart musse benotzen.

Ech hat déi Fro un den Här Innenminister gestallt. Dunn huet den Här Innenminister mer geäntwert, si wären do amgaangen, a verschiddenen, an plusieurs groupes de travail interministériels, wou ganz vill Ministèren dran implizéiert sinn, dat ze studéieren, fir eng komplett Reform vun der Législatioun iwwert d'Registres de la population ze maachen, an och fir en Numéro d'identifiant unique an d'Données biométriques dans les documents d'identité ze studéieren.

Et gëtt och dru geduecht, fir also eng allgemeng Reform vun de Cartes d'identité ze maachen. Och iwwert d'Cartes d'identité pour enfants soll nogeduecht ginn, an et soll och nogeduecht ginn, ob d'Cartes d'identité vun de Leit sollen, kënnen elektronesch Carte-d'identitéé sinn oder à puce. Et gëtt och driwwer nogeduecht, fir déi Documents d'identité um staatleche Plang ze zentraliséieren.

Alleguerten déi Indikatiounen huet den Här Innenminister mer a senger schréftlecher Äntwert ginn. Ech wollt hie froen, wou dann déi Groupes interministériels dru wären, well et jo verschiddener sinn, an et gesäit hei no eppes Déckem aus, wat hien hei annoncéiert huet, an dofir wär ech frou, wann hie mer kënnt Detailer doriwwer ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Den Här Ben Fayot huet hei wierklech eng interessant Fro gestallt, op d'mannst eng komplex Fro, an ech hu mech och versicht e bësse méi schlau ze maachen an deem Dossier, wourun tatsächlech vill Ministèren zesummen um Dësch sëtzen.

Ech wollt lech dat soen, ech hunn dat extra nogekuckt: Den Intérieur, d'Justice, d'Fonction publique et réforme administrative, de Centre informatique de l'État, d'Économie, d'Classes moyennes, d'Famill an de Statec, déi sëtzen also all un deem Dësch do derbäi, fir notamment sech bei deem Numéro d'identifiant unique, där Matricule, wéi mer dat nennen, eng nei Regel ze ginn. Well déi Matricule, déi mer haut hunn, geet net méi duer, däers si mer eis bewosst. Do muss also eppes geschéien. Et ass also eng gewëssen Urgence do.

An ech kann lech do matdeelen, dass an engem nächste Regierungsrot - dat kann elo den nächste Freideg sinn oder dee Freiden drop - dee Punkt zur Diskussioun misst kommen. Do sinn anscheinend, wéi ech ëmmer soen, Neel mat Käpp gemaach ginn.

Wat de Registre de la population ugeet, sou ass dat e Punkt, wou a sech och en Handlungsbedarf ass, wou sech awer nach Problemer stellen, wat notamment - wéi Dir et och gesot hutt - de Registre national des personnes ugeet. Dat ass déi ganz Problematik, déi Der ugeschwat hutt, an och iwwert d'Protection des données.

Mir versichen awer, dat an engems ze maachen. Mir musse jo légiféréieren, wat den Numéro d'identifiant unique ugeet, a mir versichen deen ze koppele mat dem Registre de la population. Dee Wëllen ass do, mä déi zwee Aspekter, déi ech elo grad ugeschwat hunn, déi mussen nach geregelt ginn. Da misste mer do och normalerweis virukommen, well net nëmmen déi Leit, déi Dir ugeschwat hutt, sinn domat gehäit, mä och d'Sans-domicilefixen, déi Leit, déi op Campinger wunnen, an esou weider, alleguerten déi Leit, déi si vun där Problematik do betraff. An ech sinn och der Meenung, dass do muss eppes gemaach ginn. Mir mussen déi Situatioun an de Gréff kréien.

A last but not least, de Punkt vun den Donnée-biométriquen, deen ass jo éischter ënnert der Fiederführung vum Här Luc Frieden, vun der Justice. Och dee leeft parallell anscheinend zu deenen zwee aneren, an de Groupe de travail géif och do weider intensiv dru schaffen. Déi lescht Réunioun war anscheinend do am Dezember 2005, esou dass ech och dovun ausginn, dass do och deemnächst eppes Konkretes op den Dësch kënnt.

Deen éischten, deen Der ugeschwat hutt, vun dem Registre de la population, muss ee feststellen, dass schonn 2003 eng Note gemaach gi war. Also si mer elo schonn dräi Joer amgaangen, esou dass ech awer mengen, dass Der Recht hutt, dat ze froen, an ech mengen, do misst schnellstens eng Léisung fonnt ginn.

Ech konnt lech also net vill Detailer ginn. E puer konnt ech lech der ginn, awer de Wëllen, de politesche Wëllen, fir dës dräi Aspekter esou schnell wéi méiglech ofzeschléissen, ass do.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro. Et ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur iwwert d'Eröffnung vum Festungsmusée. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Interview den 9. Mäerz huet d'Madame Statssekretärin fir d'Kultur hir Akzenter duergeluecht, wéi se d'Action culturelle an nächster Zäit wäert gesinn. An deem Interview huet se gesot, dass nieft dem Pei-Musée - an dat wësse mer, do hu mer elo den Datum vun der Ouverture - och de Musée vun der Forteresse, also dee vun den Dräi Eechelen, en enorme Retard krut.

D'Ursaach vun deem Retard, explizéiert d'Madame Statssekretär, wier drop zréckzefeieren, dass de Concept muséologique, deen op der Base ass, fir dee Musée ze entwéckelen, net deem entsprécht, wat d'Regierung sech erwaart huet. E wier nämlech reng militäresch ausgeriicht, amplaz dat vill méi wäit ze spanen, andeem een e Musée entwéckelt, wou een d'Forteresse gesäit an d'Implikatioun op d'Evolutioun vum Land.

An deem Zesummenhang wollt ech wëssen: Dee Cahier des charges, dee Kontrakt, dee mat deem Expert gemaach ginn ass, wéini ass deen ofgeschloss ginn, a wat stoung an deem Cahier des charges, deen à la base war? Well d'Missioun vun deem Expert huet jo missen definéiert ginn.

Wann dat net esou war, firwat ass dat net definéiert ginn? A wa seng Missioun definéiert ginn ass, wéi konnt et dann zu deenen Dérapagë kommen, déi mer awer elo hu misse feststellen, duerch déi de Musée elo net kann opgoen? Ass och regelméisseg kontrolléiert ginn, wou deen Expert mat sengen Aarbechten dru war?

An da wollt ech och nach wëssen: Wat huet déi ganz Etüd do, déi jo awer elo muss nei gemaach ginn, kascht? Wéi vill Fraisën huet dat bis elo engendréiert?

An da wollt ech nach eng Fro drunhänken, Här President. Ech hunn héieren, et wiere Problemer vun enorm héijer Fiichtegkeet an deem Musée, esou dass bal kee Support papier kënnt exposéiert ginn, wat awer enorm wichteg ass an esou engem Musée, well ech weess net, soss kënnt ee jo nëmme méi nach Maquetten exposéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet d'Madame Statssekretärin zoustänneg fir Kultur.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. Merci, Madame Brasseur, fir déi detailléiert Froen.

D'Gesetzer vum Festungsmusée si vun 1997 a vun 2003, an am Februar 2000 ass eng Offer ugeholl gi vun engem auslänneschen Architektebüro, fir déi museologesch Programmatioun opzestelle fir de Festungsmusée. Zousätzlech war e Comité vun Historiker chargéiert, fir déi Proposë bestänneg ze vérifizéieren, an dee Comité war agesat vun der Maîtrise d'ouvrage, dat ass de Service des Sites et Monuments.

Déi zwee, souwuel d'Historiker wéi de Service des Sites et Monuments, hunn iterativ och deem auslänneschen Expert gesot, hie soll sech un de Cahier des charges halen. Dat heescht, hie soll net nëmmen dee militäreschen Aspekt vun der Festung beliichten, mä d'Liewen an a ronderëm d'Festung, mat senge villfältege Verzweigungen a Konsequenzen op d'Leit an op d'Land, vun eisem Land an an dësem Land.

Ech muss awer dozou soen, dass e gudden Deel vun den Aarbechten, déi den auslänneschen Expert gemaach huet, ka weider gebraucht ginn. De Kontrakt vun deem, wat exekutéiert ginn ass a wat mer brauche kënnen, ass op 104.000 Euro ugesat. Knapps 90.000 Euro wär de Wäert gewiescht vun den net ausgefouerte Prestatiounen. Well effektiv huet de Kontrakt fréizäiteg an am géigesäitegen Averständnis en Enn fonnt. Déi zwou Säiten hunn dee Vertrag 2004 opgeléist, dat heescht, de Ministère respektiv d'Maîtrise d'ouvrage an den auslänneschen Expert hunn dat am géigesäitegen Averständnis gemaach, an zwar virum Enn vun den Aarbechten, well ee gesinn huet, datt een net an déiselwecht Richtung gaangen ass wat den Inhalt vum Konzept ugeet.

Op déi lescht Fro däerf ech lech vläicht äntwerten, dass déi verschidden accidentel Waasserfuiten net eng Géigenindikatioun si fir d'Konservatioun vu Pabeier am spéidere Festungsmusée an dat no internationalen Normen. Well et ass ganz richteg, dat wär ganz schued, wa mer kee Pabeier kéinten doranner mat exposéieren, dat wär där Saach kee Gutts gedoen. Et gëtt zwar Waasserfuitë mat Momenter, kleng accidenteller, mä dat mécht näischt aus.

Ech wëll vläicht do nach dobäi soen, dass, dee Moment, wéi de Kontrakt mat dem auslänneschen Expert opgeléist ginn ass, a fir virunzekommen, mer eng Equipe vu Lëtzebuerger Historiker ënnert dem Professer Michel Margue vun der Uni Lëtzebuerg beoptraagt hunn, fir e Konzept fir de Musée auszeschaffen. A virun e puer Deeg hat ech eng Réunioun mat hinnen, wou ech dee Konzept avaliséiert hunn.

Fir et just an engem kuerze Wuert ze soen: Et ass eng modern historesch Approche, déi d'Differenz och mécht zwësche Souvenir an zwësche Geschicht, an déi eng zäitgerecht a modern Interpretatioun mécht a gëtt vun eiser Identitéit a vun Identitéiten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Dann déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Adam iwwert d'Organisatioun vun internationale Klassen am Lycée technique du Centre. Här Adam!

- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, am Regierungsrot vum 10. Mäerz ass un engem Projet de loi geschafft ginn, duerch deen de Lycée technique du Centre international Klasse soll kënnen ariichten, fir op den internationale Bac ze preparéieren. Dozou gëtt et dann och een Avant-projet de règlement grand-ducal, wéi déi Klasse sollen am Lycée technique du Centre organiséiert ginn. Dat ass jo bestëmmt eng gutt Saach.

Ech hätt dozou e puer Froen, fir zousätzlech Informatioune kënnen ze kréien. Et géing mech interesséieren, wéi wäit datt dëse Bac international och schonn en Deel vun de Beméiunge vum Ministère de l'Éducation nationale eventuell ass, fir sech mat der sproochlecher Situatioun an eisem Land an an eise Schoulen auserneen ze setzen.

Da wier ech och interesséiert dorun, ob déi Konditioune fir d'Schüler,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…fir kënnen als Schüler zu där Formatioun do zougelooss ze ginn, wierklech esou streng sinn, wéi se an där Duerstellung um Internetsite vun der Regierung ugekënnegt sinn.

Do steet vun «élèves nouvellement arrivés en pays, âgés de 12, 13 ans», dat wier schonn d'Konditioun, fir kënnen op eng Filière francophone an iergendengem Lycée technique, deen esou eng Filière ubitt, zougelooss ze ginn, da misste se fir d'éischt dräi Joer do bleiwen an dann eréischt kéim de Schüler véier Joer an de Lycée technique du Centre.

Oder, fir et méi kuerz ze maachen, Madame Minister: Wat sinn einfach d'Konditiounen, datt een als Schüler zu där Formatioun zougelooss gëtt?

An da wollt ech nach froen: Wéi ass d'Demande oder déi viraussiichtlech Demande? Wéi sinn d'Besoine bei de Schüler anzeschätzen? Ass et geduecht, fir déi positiv Erfahrungen, déi am Lycée technique du Centre gemaach gi sinn, eventuell och nach auszedehnen? Mir hu jo déi grouss Zuel vun auslännesche Schüler, net nëmmen an der Stad, mir hu se och am Süden, och am Norden. Ass do geduecht, fir dee Projet eventuell auszedehnen?

An dann eng lescht Fro: Wéi ass et mam Timing? Wéini kënnen déi éischt Klasse lafe respektiv wéini kënnen déi éischt Bac-internationalen an enger öffentlecher Schoul ausgedeelt ginn?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Mady Delvaux, Ministesch zoustänneg fir d'national Erzéiung, huet d'Wuert.

Une voix.- National Erzéiung?

M. le Président.- Éducation nationale heescht op Lëtzebuergesch national Erzéiung.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. D'Regierung huet leschte Freideg de Projet de loi ugeholl, an ech hat gehofft, ech kënnt en de Mëtteg déposéieren, mä ech brauch jo och nach eng Signature vum Grand-Duc. Soubal wéi mer déi hunn, gëtt de Projet déposéiert, dann ass et vläicht méi einfach, dat ass richteg.

Firwat eng Loi autorisant le Lycée technique du Centre fir esou Coursen ze offréieren? Dat geet an d'Richtung, dass mer jo an deene leschte Jore Beméiunge gemaach hunn, dass Schüler, déi éischter francophone sinn a Problemer am Däitschen hunn, kënnen am Technique verschidde Filièren offréiert kréien, mä dass se eigentlech keen Accès zu engem Bac classique hunn, à moins dass hir Eltere kënnen d'Minervals bezuelen an de Privatschoulen. An dofir dëse Projet, fir d'Méiglechkeet an enger öffentlecher Lëtzebuerger Schoul unzebidden - an ech mengen, dat ass wichteg: eng öffentlech Schoul -, wou da Schüler, déi Problemer hunn, manner gutt am Däitsche sinn, loosse mer soen, awer kënnen zu engem Bac classique kommen.

D'Konditiounen, fir do eranzekommen, Dir hutt do zitéiert. Dat ass eigentlech fir d'Motivatioun ze erklären, dass mer ganz vill Primo-Arrivanten hunn, déi iwwer zwielef Joer al sinn, wa se op Lëtzebuerg kommen. Wa se ganz jonk sinn, brénge

mer et jo, mat méi oder manner Erfolleg, fäerdeg, se an de Lëtzebuerger Schoulsystem ze solariséiere mat sengem Plurilinguisme, mä fir déi méi eeler, déi op Lëtzebuerg kommen, ass dat ganz schwéier.

Do gëtt jo dann e groussen Effort gemaach, fir se Franséisch ze léieren, massiv, an dass se kënnen op eng Filière francophone goen. Dofir si si déi éischt Zilgrupp fir déi Klassen, déi hei organiséiert ginn, mä dat heescht awer net, dass net aner Schüler, déi net Primo-arrivants sinn, mä déi schonn zu Lëtzebuerg sinn, an déi eben d'Konditiounen am Däitschen net géifen erfëllen, net kënnen dohinner goen. Dat ass also eng Offer fir alleguerten d'Schüler vu Lëtzebuerg. Et ass net restriktiv.

Mir hunn domat gerechent, vun der Population scolaire, déi elo am Lycée technique du Centre ass, wou déi meescht sech konzentréieren, aus anere Schoulen, dass do pro Joer ongeféier 15 bis 20 Schüler wären, déi d'Capacitéiten hätten, fir op e Bac classique ze goen. Sou dass mer domadder rechnen, dass mer pro Joer eng Klass emol géifen offréieren.

Den Timing, wéini mer géifen ufänken, hänkt natierlech éischtens vum Gesetz of, zweetens muss ee jo eng Autorisatioun vum Büro vu Genève kréien, a fréiestens, géif ech soen, wär et 2007 wou mer kënnte mat deene Klassen ufänken. Déi gi jo dann op Quatrième un a féiere bis op Première.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Déi honorabel Madame Brasseur huet och eng Fro un d'Ministesch zoustänneg fir d'national Erzéiung. D'Madame Brasseur wëllt eng Fro stellen iwwert de Programm vum Franséischunterrecht an deenen ënneschte Klasse vum technneschen Unterrecht. Madame Brasseur!

- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech bleiwen hei.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Madame Minister. Ech hunn héieren, dass de Programm iwwert d'Franséischt am Enseignement secondaire technique am Cycle inférieur soll komplett reforméiert ginn, an do soll sech baséiert ginn op de Référentiel de compétences. Dat huet zu ville Froen Ulass ginn, virun allem am Milieu och vun den Enseignanten.

Ech wollt vun der Madame Minister wëssen, ob si ons kuerz ka soen, wat dee Référentiel de compétences ass?

Déi zweet Fro ass déi: Ass net ze fäerten, dass duerch d'Aféierung vun engem Programm, deen dorop baséiert, de Vocabulaire méi kleng gëtt, an d'Kompetenz vun de Schüler, fir d'franséisch Sprooch ze gebrauchen, och doduerch méi kleng gëtt? De Contraire musse mer awer hei zu Lëtzebuerg erreechen.

Déi drëtt Fro ass déi, ob net d'Méthode d'évaluation och an esou eng Richtung geet? Et schéngt jo esou ze sinn, dass dann d'Punkten ofgeschaaft ginn an dass eng nei Méthode d'évaluation geholl gëtt, déi méi qualitativer Natur ass. Dat heescht, et gëtt keng Punkte méi. Riskéiert een do net, an den Arbiträr ze kommen a méi eng Appréciation approximative ze kréie wéi bis elo?

A meng lescht Fro ass déi, ob d'Madame Minister net awer mengt, dass déi gutt Schüler duerch dee System sech net méi esou motivéiert fillen an doduerch défavoriséiert ginn, well se net deen Effort maachen, dee se kënnte maachen, fir besser ze ginn? A mir brauchen einfach Schüler, déi besser ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Madame Mady Delvaux äntwert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech si mat der Madame Brasseur hirer Konklusioun d'accord: Mir brauche Schüler, déi besser ginn.

Mir sinn amgaang, duerch de ganzen Enseignement, vun der Spillschoul bis op d'Première, ze definéieren, wat mer vun de Schüler erwaarden, op all Niveau, ganz prezis. An der moderner Terminologie schwätzt een da vun engem Référentiel. E Référentiel ass en Ensembel, e Kader, wou alles drakënnt, wat een erwaart.

Et gëtt jo och Unterrecht mat Kompetenze gemaach, an eng Kompetenz, dat ass en Ensemble vu Savoir - ech muss et op Franséisch soen -, en Ensemble de savoir, Wëssen also, savoir-faire an «attitude qu'un élève doit mobiliser dans un contexte donné pour fournir une réponse adéquate à une problématique complexe». Dat heescht, et muss ee Wëssen hunn, Connaissancen, an et muss ee se kënnen op eng Situatioun uwennen. Dat sinn also d'Definitiounen.

Mir maachen also ee Kader, wou drageschriwwe gëtt, wéi eng Kompetenzen all Schüler op all Niveau vu senger Scolaritéit erreeche muss, fir kënne weiderzegoen. Dat geet un an der Primärschoul. Dir hutt elo méi prezis Froe gestallt iwwert de Secondaire technique. Do ass en Aarbechtsgrupp vu Proffen, franséisch Proffe vum Technique, déi hunn esou ee Référentiel, e Projet vun engem Référentiel de compétences fir d'Franséischt ausgeschafft.

Deen ass elo verschéckt ginn un d'Programmkommissiounen an un d'Schoulen, fir dass déi dat sollen diskutéieren. Well mir brauche jo eng breet Diskussioun, ob dat gedeelt ass, wat do proposéiert gëtt.

Ech schwätzen nëmme vum Cycle inférieur technique - net dem Classique. De Moment gesäit e véier Niveaue vir: Den Niveau 1 ass also deen niddregsten. Also, ech kann Iech och e puer Beispiller virliesen, aus wat dat besteet. Da geet dat bis op den Niveau 4, dee mer géife fir d'Neuvième proposéieren. Woubäi et kloer ass, dass jiddfereen dann an esou engem System certifiéiert kritt, wat e kann.

Wat d'Sproochen ugeet, gëtt et jo dräi grouss Domänen: Dat heescht, et muss ee kënnen eppes verstoen, am Liesen an am Héieren; et muss ee kënne schwätzen, an et muss ee kënne schreiwen. An déi dräi Kompetenzen an de Sprooche ginn alleguerte schéi beschriwwen, wat een do vun engem Schüler erwaart, an da ginn déi Kompetenzen och certifiéiert. Dat ass dann eng Certification - wéi mer se nennen - positive. An eisem jetzege System maache mer jo eng Prüfung an et huet ee 60 Punkten. Se ass negatif, dat heescht, et kréit ee vu 60 ofgezunn. Dat hei wär eng Démarche, fir ze soen: Wat ee kann, kréit ee certifiéiert, a wann ee méi kann, kritt ee méi certifiéiert.

De Moment, Här President, wollt ech der Madame Brasseur soen, dass mer nach näischt iwwert d'Evaluatioun op den Instanzewee ginn hunn. Dat ass implizit an de Kompetenzen dran, an näischt verhënnert - du moins an der Praxis -, dass ee Kompetenze certifiéiert an dat dann transforméiert an en Equivalent vu Punkten. Dat ass parfaitement méiglech.

Mä d'Iddi au départ ass éischter fir ze soen: Mir certifiéieren, wat ee kann, a wann een en Niveau erreecht huet, da kann een dorobberhi weidergoen. Esou dass ech mengen - an ech mengen dat net eleng -, dass dat eigentlech vill méi eng objektiv Certificatioun ass wéi déi, déi elo a Moyennë besteet, wou ee Moyennë vu Punkten zesummekritt, wou een net richteg ëmmer genau weess, wat déi bedeiten. Déi setzte sech jo aus verschiddene Kompetenzen zesummen: An der Mathé ass et Algèbre a Géométrie, an da kritt een eng Moyenne. Da weess een nach net: Kann deen elo Géométrie, oder kann en net? Et kann ee just certifiéieren, dass en eng gewësse Punktenzuel huet. Esou dass ech dervunner ausginn, dass dat hei vill méi eng prezis a méi eng motivant Evaluatioun ka sinn.

Dann déi lescht Fro, ob ech da mengen, dass mer d'Schüler géifen domadder démotivéieren. Ech mengen, de ganzen Exercice ass fir ze motivéieren, an dat ass eng Recommandatioun, déi mer vu ville Leit kréien, vun de Leit um Terrain, vun den Experte vu baussen, sou dass et fir eis immens wichteg ass, besonnesch am Sproochenunterrecht, eis Schüler ze motivéieren, dass een eng Sprooch ka benotzen, dass eng Sprooch do ass, fir ze communiquéieren, an dass ee se soll positiv opbauen, fir hinnen den Intérêt an d'Loscht um Sproocheléiere bäizebréngen, an dass een dorobber kann opbauen, fir d'Perfektioun an de Sproochen ze erreechen. Duerfir denken ech, wann een hei verschidden Niveauen definéiert, wou een ëmmer seet «on peut faire mieux», dass dat eigentlech déi gutt Schüler vill méi motivéiert, wéi wa se just géife schaffen, fir op eng Moyenne vun 30 hinzekommen.

Ech soe Merci. Här President, ech bleiwen awer erëm hei, well déi nächst ass och fir mech.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Ech mengen net, dass déi nächst Fro un Iech geriicht ass.

(Interruption)

Gelift? Laut mengem Programm hei ass déi nächst Fro eng, déi den honorabelen Här Meisch un den Här Wirtschaftsminister wëllt stellen. Vu dass awer de Minister de Moment nach en engem Stau stécht, géif ech proposéieren, déi Fro de Moment emol zréckzestelle bis zum Schluss.

(Interruptions)

Da komme mer elo zur Fro, déi den honorabelen Här Adam un d'Madame Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung stellt, iwwert de Profil vum Léierpersonal am Enseignement secondaire a secondaire technique.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

M. le Président.- An et kënnt een u sech d'Fro vun der Madame Brasseur, déi als nächst ass, direkt un déi unhänke vum Här Adam, well de Fong vun deem, wat hei gefrot gëtt, u sech praktesch identesch ass. Also, fir d'éischt den Här Adam, dann d'Madame Brasseur an duerno déi zoustänneg Ministesch. Här Adam!

- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng fannen et wichteg a richteg sech mam Profil vun den Enseignanten iwwerhaapt, an natierlech och mat dem Profil vun den Enseignantë vum Secondaire a Secondaire technique am Speziellen auserneen ze setzen. Déi Aart a Weis wéi dat allerdéngs gemaach gëtt déi Kéier, dat werft eng Rei Froen op. Et ass e Pabeier un d'Schouldirektioun gang. Dee Pabeier, dee soll diskutéiert ginn. Dat ass gutt.

Meng éischt Fro: Wéi ass dee Pabeier entstanen? Huet hei eng Aarbechtsgrupp vun Enseignanten oder Beamten dee Pabeier ausgeschafft? Op wat baséiert dëse Pabeier? Dat schéngt eis awer och ganz wichteg ze sinn.

Op wéi enger Vue vu wéi enger Schoul solle mer eis baséieren, oder baséiert sech de Ministère de l'Éducation nationale, wann e wëllt e Profil vun den Enseignanten definéieren? Ech mengen, mer musse jo fir d'éischt definéieren, wéi eng Schoul mer wëllen, fir dann erauszefannen, wéi eng Enseignantë mer wëllen.

Da froe mer eis och: Gëtt et nach aner Gruppen, déi hei gefrot ginn, wéi d'Schoul a wéi d'Enseignantë sollen ausgesinn? Ech denken zum Beispill un d'Elterevertrieder. Ech denken awer och un déi zoustänneg Chamberskommissioun, wou mer och nach net iwwert déi do Problematik geschwat hunn. Da schlussendlech: Wéi e Wee mécht dee Pabeier elo? A wéini kann ee mat éischte Konklusiounen dozou rechnen? Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn och eng Fro iwwert dat Dokument, iwwert de Profil professionnel vun den Enseignanten am Secondaire an am Secondaire technique, deen elo an de Schoulgebaier ass, an dee soll do diskutéiert ginn, wou et soll zu enger Redefinitioun vun der Tâche vun den Enseignanten am Postprimaire kommen.

Do wollt ech d'Madame Minister froen, wat se versteet ënnert der «redéfinition qualitative de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique». Merci.

M. le Président.- Voilà! Madame Minister.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Dir sidd jo elo fäerdeg.

(Hilarité)

Merci, Här President. Mir hunn dat Dokument «Profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique». Dat ass am Ministère ausgeschafft ginn, an et ass verschéckt ginn un d'Gebaier, un d'Schoulen, fir dass dat an de Konferenze soll diskutéiert ginn, ob dat e Bild ass, wat d'Enseignantë vum Postprimaire kënnen deelen.

Dat schreift eigentlech e bëssen dee Profil fort, dee mer geschriwwen hu fir de Schoulmeeschter. Dee baséiert op den Erkenntnisser vun de «Sciences de l'éducation». Ech hat verstanen, dass dat och dee Konsens ass, deen aus deene villen Débaten, déi mer awer an deene leschte Joren hei an der Chamber hate ronderëm d'Schoul, erauskomm ass.

Den Enseignant, de Proff, wéi mir en nennen am Secondaire, dat war jo, géif ech soen, bis an d'Enn vun de 60er Joren een «Transmetteur de savoir». Dat war een héich spezialiséierte Spezialist a sengem Fach. Deen hat eng attentiv Schülerschaft viru sech sëtzen an en huet deene säi Wësse vermëttelt. Dat ass dat schéint Bild vun deem Dialog zwëschent dem Meeschter a sengen Disciplen, déi eigentlech déi Wierder alleguerten do opgesaugt hunn, an déi dann op fruchtbare Buedem gefall sinn. Ech mengen, mir hunn dat Bild och nach alleguerten an eis aus de Romaner. Dat ass esou eng schéi Virstellung, dass och all déi Schüler, déi déi Wierder do opsaugen, sech dann dorauser entwéckelen.

Ech denken, dass de Proff, wéi mir en nennen, haut och nach ëmmer een ass, dee muss Wësse vermëttelen. Just d'Konditiounen, an deenen en dat Wësse vermëttelt, déi hunn immens changéiert. D'Schüler setzen net méi do a waarden op d'Wierder, déi vun de Lëpse vun den Enseignantë falen. Eis Klasse si vill méi komplizéiert ginn. Eis Gesellschaft ass méi komplizéiert ginn. D'Kanner si méi komplizéiert ginn, déi dra sinn.

Also ass emol déi éischt grouss Aufgab, déi en Enseignant huet: Wéi bréngen ech et fäerdeg, déi Klass do als eppes zesummenzeschmieden, an de Schüler hir Attentioun ze kréien, dass se iwwerhaapt opnahmfäeg sinn? Dat ass, géif ech soen, deen alleréischen Défi, dee sech fir en Enseignant stellt op allen Niveaue vun der Schoul.

An dofir ass dat emol deen éischte qualitative Sprong, dat heescht d'Enseignantë brauchen net nëmmen e ganz zolidd Fachwëssen, mä si mussen och ganz vill pedagogescht Wëssen hunn, an Know-how a Kompetenzen, dat heescht da Savoir a Savoir-faire, fir an der Schoul dat Wësse kënnen ze vermëttelen.

Da kënnt dat Zweet dobäi; mir hunn an deene leschte Jore ganz vill iwwer Autonomie vun der Schoul geschwat. Autonomie vun der Schoul, dat heescht, dass d'Schoul méi selwer kann décidéieren an dass se eng Obligatioun kritt, fir d'Schüler op ee Punkt ze bréngen.

Autonomie, wa mer dat wëlle liewe loossen, dann heescht dat awer och, dass déi Enseignanten, déi an der Schoul sinn, dass déi sech mussen un der Entwécklung vun där Autonomie bedeelegen, well d'Autonomie ka jo dann net dekretéiert gi vun engem, mä da muss déi jo dann an der Schoul entwéckelt ginn. Dat heescht, mir brauchen an de Schoulen Teamen, Équipen, déi zesummen diskutéieren, déi zesummen diskutéieren iwwert d'Entwécklung vun der Schoul an déi zesummen diskutéieren iwwert de Succès oder den Netsuccès vun hire Schüler, well si jo eng moralesch Obligatioun hunn - net eng Obligation de résultat, mä eng Obligation de moyen -, fir hir Schüler esou wäit wéi méiglech an hirem Parcours scolaire ze begleeden. Also musse mer vun den Enseignantë froen, dass se teamfäeg sinn, dass se kënnen an Équipen diskutéieren, dass se och déi Zäit opfannen an hirer Tâche, fir déi Saachen do ze entwéckelen.

Da kënnt en drëtten Niveau dobäi, dee vläicht manner elo direkt an den Alldag vun der Schoul erageet, mä dat ass d'Entwécklung vun eisem Système éducatif. Mir musse Programmen adaptéieren; dat ass och hei schonn ech weess net wéi oft gesot ginn, dass d'Programme mussen adaptéiert ginn. A fir déi ze adaptéiere brauche mir Leit, déi un deene Programme schaffen an duerfir brauche mir héich kompetent Leit, mä awer och Leit, déi den Terrain kennen. Also ass dat och eng Aarbecht, déi mer vun den Enseignantë froen. Also op deenen dräi Niveauen: Niveau „Engagement fir de Schüler“, Ni-

veau „Engagement fir d'Schoul" an Niveau „Engagement fir den Enseignement en général".

(Coups de cloche de la Présidence)

An duerfir heescht se qualitativ, well et eng aner Qualitéit an d'Aarbecht vun den Enseignantë soll bréngen.

Mir diskutéieren elo mat den Enseignanten an ech erwaarde mer, dass dorauser e Projet vun - wéi soll ech dat nennen ?- der Definitioun vun der Aarbecht vun engem modernen Enseignant am Joer 2006 entsteet. Déi besteet aus Schoul halen, déi besteet aus sech këmmeren - wann een dat kann esou nennen - ëm de Schüler, fir e weiderzebréngen, déi besteet aus Concertatioun zwësche Kolleegen, déi besteet aus Dialog a Concertatioun mat den Elteren an déi besteet aus Entwécklung fir seng Schoul a fir de Système éducatif am Ganzen. An dat misst, wann alles gutt geet, an enger schéiner Definitioun vun der Tâche enden.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. De Wirtschaftsminister ass nach net agetraff.

(Interruption et hilarité)

Duerfir huele mer elo d'Fro vum Här Meisch vir, adresséiert un de Minister vun der Santé; d'Fro vum Här Meisch iwwert d'biomedezinesch Fuerschung zu Lëtzebuerg. Den honorablen Här Meisch huet d'Wuert.

- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Zeitungsartikel hunn ech gelies, dass de fréiere Wirtschaftsminister, de jetzegen LSAP-Europadeputéierten, Robert Goebbels sech ausgeschwat huet, datt grad d'LSAP déi Partei hei zu Lëtzebuerg ass, déi probéiert de Kader fir d'Gentechnologie-Fuerschung wéi och fir déi konkret Applikatioun hei zu Lëtzebuerg no vir ze bréngen. Nu weess ech, datt mer och en LSAP-Gesondheetsminister hunn, a wann dat, wat den Här Goebbels gesot huet, géing stëmmen, da misst jo och dee probéieren op senger Plaz, wou hie Responsabilitéit dréit, dat deementspriechend dann och mat ze ënnerstëtzen a virunzedreiwen.

Ëmsou méi erstaunt war ech dann awer och, wéi ech an engem Rapport vun der Santéskommissioun gelies hunn, datt bei den Diskussiounen iwwert de Projet de loi 5528, d'Ëmsetzung vun der sou genannter Konventioun vun Oviedo, der Convention sur les droits de l'Homme et de la biomédecine, gelies hunn, datt do awer eng ganz restriktiv Handhabung vun Domäne wéi Stammzellefuerschung hei zu Lëtzebuerg soll an eis Législatioun afléissen.

Am Artikel 6 vun deem Projet de loi steet ganz konkret, datt e Verbuet vun der Recherche un Embryonalzellen hei zu Lëtzebuerg envisagéiert ass, gradesou wéi och vun der Schafung vun deenen Embryonalzellen. Ech hat gemengt, datt virun allem opgrond vun engem ganz sachlechen Avis vum nationalen Ethiksrot, dee sech favorabel ausgeschwat huet fir déi dote Fuerschungszweiger hei zu Lëtzebuerg, datt mer do kéinten ee Schratt méi wäit goen.

Ech wollt dann och eigentlech de Santésminister froen, firwat do net méi Courage un den Dag geluecht gëtt, ob hie wierklech der Meenung ass, datt mer mat esou enger Législatioun déi dote Fuerschung an och d'Applikatioun vun der Biotechnologie hei zu Lëtzebuerg wierklech kéint virugedriwwe ginn.

An enger Stellungnahm vun der Chambre de Commerce, déi och e Potenzial am Développement vun der Biotechnologie hei am Land gesäit, hunn ech gelies, datt et haaptsächlech och Problemer gëtt beim Recrutement vu Fuerscher, déi aus dem Ausland kommen, fir déi hei am Land kënnen ze engagéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wollt déi Fro dem Gesondheetsminister mat op de Wee ginn, wuelwëssend dass hien net deen ass, deen do eleng an der Regierung Kompetenz duerfir huet, ob hien déi Aschätzung deelt a wat ka gemaach ginn um Niveau vun der Regierung, fir de Recrutement vu Fuerscher, déi Qualitéite matbréngen, déi mer soss hei net fannen, fir grad deen doten Domän hei am Land ze développéieren, wéi mer déi administrativ Hürden do kënnen ofbauen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Mars Di Bartolomeo, Minister vun der Gesondheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, vläicht fir unzefänken: Et ass jo net esou, wéi wann Lëtzebuerg an deem heiten Dossier keng Positioun gehat hätt. Ënnert der viregter Regierung huet Lëtzebuerg sech um europäesche Plang positionéiert a kloer gesot, dass Lëtzebuerg net op de Wee vun der embryonnairer Stammzellefuerschung wéilt goen a wéilt déi adulte, déi erwuesse Stammzellefuerschung privilegéieren. Dat war fir déi europäesch Positioun.

Um nationale Plang, dat weess mäi Virgänger, war et net esou evident, fir eng kloer Positioun ze kréien. Nodeem den Avis vum zitéierte Comité d'éthique virlouch, hat den zoustännege Gesondheetsminister d'Regierung chargéiert mam Dossier. Et ass awer net zu enger klorer Positioun komm, dat heescht och d'Konventioun vun Oviedo ass dee Moment net deponéiert ginn a mir hunn d'Convention d'Oviedo, wéi iwwregens och dee Projet, deen ech elo just deponéiert hunn iwwert d'Recherche biomédicale, erëm op de Leescht geholl.

Déi jëtzeg Regierung huet sech eng Marche à suivre ginn, fir un deen doten Dossier erunzegoen. Dat huet näischt mat Courage oder mat feelendem Courage ze dinn. Mir hunn eng pragmatesch Approche geholl. Déi zoustänneg Ministeren - de Fränz Biltgen, d'Octavie Modert, de Jean-Marie Halsdorf an ech selwer - haten eng Entrevue mat dem CRP Santé, deen d'Problematik wuel am beschte kannt huet. Mir hunn nogefrot, wat d'Besoinen hei zu Lëtzebuerg wären.

Mir hunn eng ganz kloer Äntwert kritt vum CRP Santé, nämlech dass am Moment kee Besoin an deem dote Beräich wär, dass d'Fuerschungsprojeten um Lëtzebuerger Plang sech haaptsächlech géife ronderëm d'adulte Stammzellen dréinen. Mir hunn dat dee Moment och an de Projet de loi fir d'Ratifikatioun vun der Konventioun vun Oviedo agepaakt an eng kloer Positioun hei zu Lëtzebuerg geholl, fir d'Recherche op embryonnairë Stammzellen zouzemaachen. Dat fënnt sech iwwregens och am Projet iwwert d'Recherche biomédicale erëm.

Parallell dozou huet d'Regierung awer d'Diskussioun gefouert iwwer hir prinzipiell Haltung insgesamt, och um internationalen an um europäesche Plang. Si huet do vill méi eng nuancéiert Positioun an d'Diskussioun erabruecht wéi déi, déi bis dato gegollt huet. D'Regierung war sech eens, dass se bei europäesche Recherche-s-Projeten op deem heite Gebitt vu Fall zu Fall géif hir Positioun préiwen an net méi systematesch a kategoresch Nee géif soen zu esou Projeten.

Mir hu gemengt, dass dat eng kohärent Approche wär, well d'Problematik hei zu Lëtzebuerg sech och doduerch stellt, dass mer limitéiert Kontrollméiglechkeeten an deem dote Beräich hunn. A wann et ee Beräich gëtt, wou eng gemeinsam Approche um europäesche Plang e Sënn ergëtt, dann ass et an esou komplexen Dossiere wéi der Recherche biomédicale, wéi der Recherche op embryonnairë Stammzellen.

Duerfir déi nuancéiert Positioun vun der Regierung um europäesche Plang. Mir mengen net, dass dat eis a Saache Recherche zu Lëtzebuerg zréckwerft.

Zu där leschter Fro, déi den Här Meisch gestallt huet, wat eventuell Entravë fir de Recrutement vun héich spezialiséierte Chercheuren ugeet, do si meng Kolleegen, de Biltgens Fränz, den Nicolas Schmit an ech, amgaang, eis d'Käpp ze zerbriechen, wéi mer déi dote Problematik kënnen entschäerfen, a wéi mer och bei deene Chercheuren, déi mer brauchen, wat d'Autorisation de séjour hei am Land ugeet, déi manner schwéier kënne maachen, fir déi Chercheuren ze kréien, déi mer brauchen.

Also, ganz kloer op d'Fro, ob mer eis däers bewosst sinn: Jo, mir sinn eis däers bewosst a mir schaffen drun! Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zréck op eng vun deenen éischte Froen, déi vun der Madame Loschetter un den delegéierten Ausseminister iwwert dee Bréif, dee se zitéiert huet an hirer Fro. Madame Loschetter!

- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Maja, déi Fro, déi geet ëm e Bréif, deen de President vun der franséischer Republik an d'Premierministeren aus Schweden, Dänemark, Spuenien, Finnland an Tschechien geschriwwen hunn, wou se eigentlech um europäeschen Niveau en «Pacte européen pour l'égalité entre femmes et hommes» proposéieren. Am grousse Ganze gëtt et do dräi gréisser Objektiver, déi si sech virstellen:

éischtens, d'Ambitioune vun der Europäescher Unioun a Saache Chancëgläichheet, esou wéi se zum Beispill och am Traité européen, also an eisem Traité, dee mer jo hei gestëmmt hunn, dra beschriwwe sinn;

den zweete Punkt ass dee vun der Lissabonner Strategie a Saachen Aarbecht an awer och Sozialversécherung um Aarbechtsmaart, dat heescht, datt mer der Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen, souwuel um Aarbechtsmaart wéi och an der Sozialversécherung, e bësse méi no kommen;

an den drëtte Punkt um europäeschen Niveau beschreiwe si als dee vun der Vereinbarkeet tëschent Famill a Beruff.

Also, et beweegt sech och eppes um europäeschen Niveau. Bon, si hunn eng ganz Rëtsch vu Mesuren an deem Bréif - ech erspueren lech déi elo. An hirem leschte Saz soe se, datt eng Kopie vun dësem Bréif un all Member vum Europäesche Conseil géing goen.

Duerfir dann och meng Froen: Wat seet d'Regierung zu deem Bréif? Ass deen och schonn hei ukomm? An huet d'Regierung och wëlles, esou eng Initiativ ze ënnerstëtzen?

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här delegéierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Här President, Madame Deputéiert: Jo, de Bréif ass ukomm.

(Interruption)

Vläicht mat e bësse Verspéidung.

Mä, wéi Der zu Recht gesot hutt, dat ass en interessante Bréif, deen effektiv eng Initiativ ass vu sechs Chefs d'État et de Gouvernement am Kontext vun der Preparatioun vum nächste Conseil européen, dee jo dozou soll déngen, d'Stratégie de Lisbonne weiderzebréngen, weiderzeentwéckelen.

An deem Kontext ass effektiv d'Fro vun der Fra an der Gesellschaft, mä besonnesch och vun der Fra am Beruffsliewen eng ganz wichteg. Dir hutt zu Recht drop higewisen, datt de Prinzip vun der Gläichheet vu Mann a Fra net nëmmen an der Constitutioun, déi Der hei gestëmmt hutt, als ee vun den essenziellen Objektiver vun der Europäescher Unioun drasteet, mä schonn an den aktuellen Traitéen, déi en vigueur sinn, als e fundamentale Prinzip gëllt. An dozou gehéiert haaptsächlech och de Prinzip, datt eng Fra an e Mann fir déi gläich Aarbecht misste gläich bezuelt sinn.

Mir wëssen alleguer, datt dat zum Beispill ee Problem ass, wou mer nach net iwwerall, an alle Länner - an ech hu meng Zweifelen, ob dat sollt zu Lëtzebuerg de Fall sinn - ukomm sinn, datt déi Gläichheet, déi u sech misst eng Evidenz sinn, net an alle Länner assuréiert ass.

Dir kënnt lech vläicht drun erënneren, datt, wéi d'Lissabon-Strategie lancéiert ginn ass - a si ass jo ënner lëtzebuergescher Présidence relancéiert, redefinéiert ginn -, net nëmmen deen ekonomesche Volet, mä och dee soziale Volet an deem Kontext eng grouss Wichtegkeet huet. An am Beräich vun deem soziale Volet steet haaptsächlech och d'Fro, wéi mer den Aarbechtsmaart moderniséieren, wéi mer d'Kompatibilitéit organiséieren tëschent der Aarbechtswelt, dem Aarbechtsliewen, dem professionelle Liewen an dem Familljeliewen.

An ech mengen, dat sinn Themen, déi och hei zu Lëtzebuerg eng ëmmer méi grouss Wichtegkeet hunn, d'autant plus, datt mer ons jo mussen agestoen, datt mer nach e gewëssene Retard hunn, wat den Taux d'activité vun de Fraen ubelaangt hei zu Lëtzebuerg, datt mer also mussen nach eng Rei vu Mesuren huelen, fir de Fraen et ze erméiglechen, an d'Beruffsliewen entweder anzetrieden oder am Beruffsliewen ze bleiwen, du moment wou se Kanner hunn a Kanner mussen erzéien.

Eng Rei vun deene Punkten, déi an deem Bréif, deen Der évoquéiert hutt, opgezielt sinn, si jo hei zu Lëtzebuerg erfëllt, zum Beispill de Congé parental. Mir hunn, mengen ech, e gutt fonctionnéierenden, ech géif och souguer soen, e relativ generéise System vu Congé parental.

Mä doriwwer eraus geet et haaptsächlech drëm, déi Strukture weider ze verbesseren, déi de Familljen erlaben, Beruffsliewen a Familljeliewe besser iwwereneen ze bréngen - a mir wëssen alleguer, datt ganz oft d'Fraen d'Victimë ginn, wann et drëm geet, Choixen ze maachen, wa Kanner do sinn.

Hei ass jo och d'Ganzdagsschoul eng Iddi, déi een och muss weider propagéieren, fir déi zwou Saachen zesummenzebréngen. Wéi och aner Iddien ebe vu Strukturen, wou een d'Kanner mat méi flexiblen Zäiten zesummebrénge kann.

Also am Résumé: Déi Iddi, déi hei an deem Bréif développéiert gëtt - an ech mengen, d'Madame Jacobs wäert mer do doudsécher net widderspriechen -, ass eng, déi och am Zentrum vun der Sozialpolitik, vun der Aarbechtsmaartpolitik vun der Lëtzebuerger Regierung steet. D'ailleurs, déi Iddi, déi hei développéiert ass, gëtt wahrscheinlech och an de Konklusioune vum Conseil européen iwwerholl.

Et ass also eng vun denen Achsen, déi an dem Développement vun der Lissabon-Strategie solle weiderentwéckelt ginn, fir eng Gesellschaft hei an Europa weiderzebréngen, déi op der Gläichheet téschent Mann a Fra fousst - e wesentleche Prinzip -, mä awer och op der Égalité des chances, déi et an enger Gesellschaft muss erlaben, all Mënsch déi Méiglechkeeten ze ginn, sech an der Gesellschaft ze entfalen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…an der Aarbechtswelt, mä awer och a sengem Familljeliewen. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Jo, déi lescht Fro, Här Meisch… De Wirtschaftsminister ass an der Zwëschenzäit nach net agetraff. Da musse mer déi Fro zrécksetzen, à moins dass ee vun deenen anere Ministere bereet wär, drop ze äntwerten?

(Interruption)

Mä vu dass et sech ëm eng ganz spezifesch Fro handelt, denken ech, dass mer…

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech proposéieren och, wann de Minister nach sollt kommen, da kéint ee se vläicht herno nach um Ordre du jour zum Schluss evakuéieren. Wann net, kann ech se och an eng schréftlech Fro ëmwandele respektiv bei der nächster Heure de questions nach eng Kéier drop zréckkommen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Et ass jo keng Fro vun enger aussergewéinlecher Urgence, mä awer eng interessant Fro,…

M. Claude Meisch *(DP)*.- …déi important ass.

M. le Président.- …an duerfir huele mer se soubal et méiglech ass.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat wär deen éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kéimen dann un d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Statsrot.

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juni 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an d'Artikelen 116 bis 130 vum Chamberreglement et virgesinn, stelle mer elo esou eng Lëscht op. D'Lëscht vun de Kandidaten ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. No den Dispositioune vum Artikel 122 vum Chamberreglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 9. Mäerz folgend Kandidatelëscht mat zéng Persounen arrêtéiert - et sinn dat an alphabetescher Reiefolg:

d'Madame Simone Beissel, d'Madame Michèle Boz-Retter, d'Madame Agnès Durdu, den Här Henri Krischler, den Här Aloyse May, den Här Timon Oesch, den Här Roy Reding, den Här Jean-Paul Rippinger, den Här Marco Schroell an den Här Guy Vitali.

D'Chamberreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betracht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kruten. Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage entscheet d'Lous. Et gëtt also fir jiddfer Kandidat eenzel ofgestëmmt. Um Wahlziedel däerf nëmmen ee Kandidat ugekräizt ginn.

(Interruption)

Ech bieden ëm Opmierksamkeet dofir, well de Wahlziedel ass ongülteg, wa méi wéi ee Kandidat ugekräizt ass.

Vote du premier candidat

D'Ziedele fir d'Wiel vun dem éischte Kandidat sinn an der Zwëschenzäit ausgedeelt.

Appel nominal

Da kéime mer zum Appel nominal fir d'Asammele vun de Stëmmziedelen.

D'Resultat vum éischte Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	57
Blank Wahlziedelen:	3
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	54
Absolut Majoritéit	28

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Madame Simone BEISSEL	0
2. Madame Michèle BOZ-RETTER	19
3. Madame Agnès DURDU	33
4. Här Henri KRISCHLER	0
5. Här Aloyse MAY	0
6. Här Timon OESCH	0
7. Här Roy REDING	1
8. Här Jean-Paul RIPPINGER	0
9. Här Marco SCHROELL	0
10. Här Guy VITALI	1

Domat ass d'Madame Agnès Durdu d'éischt Kandidatin op eiser Lëscht.

* * *

Fir deen zweete Vote virzebereede géif ech d'Sitzung fir e puer Minutten ënnerbriechen.

(Interruption de la séance publique)

Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass nees op. Mir kommen dann zum Vote vum zweete Kandidat.

Vote du deuxième candidat

Mir maachen den Appel nominal.

Appel nominal

Ech géif bieden d'Ziedelen anzesammelen.

D'Resultat vum zweete Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	58
Blank Wahlziedelen:	2
Ongülteg Wahlziedelen:	1
Gülteg Wahlziedelen:	55
Absolut Majoritéit:	28

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Madame Simone BEISSEL	1
2. Madame Michèle BOZ-RETTER	19
3. Här Henri KRISCHLER	0
4. Här Aloyse MAY	0
5. Här Timon OESCH	0
6. Här Roy REDING	1
7. Här Marco SCHROELL	32
8. Här Guy VITALI	1

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, déi absolut Majoritéit huet mat 32 Stëmmen den Här Marco Schroell erreecht. Hien ass domat als drëtte Kandidat gewielt.

D'Lëscht vun deenen dräi Kandidaten, déi dem Grand-Duc ënnerbreet gëtt, presentéiert sech deemno wéi folgt:

- éischte Kandidat: d'Madame Agnès Durdu;

- zweete Kandidat: den Här Jean-Paul Rippinger;

- drëtte Kandidat: den Här Marco Schroell.

Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt.

Den Här Gibéryen huet am Numm vun der Fraktioun vum ADR eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gemengefinanzen ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehal a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Meisch, den Här Klein an den Här Gira.

D'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen als Vertrieder vun der Fraktioun vum ADR, deen dës Stonn ugefrot huet. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

9. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière

Exposé

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. An enger Aktualitéitsstonn kann ee sécherlech net déi ganz Problematik vun de Gemengefinanze behandelen, an duerfir hunn ech se och méi spezifesch ugefrot iwwert déi rezent Entwécklung, wat d'Dotation de l'État ugeet, déi vum Stat un d'Gemengen iwwerwise gëtt, respektiv schléisst sech och nach d'Gewerbesteier kuerz mat an.

Den 13. Februar dëst Joer huet de Syvicol an enger Pressekonferenz Alarm geschloen wéint der Entwécklung vun de Gemengefinanzen am Zesummenhang mam Décompte vun der Dotation de l'État fir d'Joer 2005. Den Dag duerno, de 14. Februar, hunn ech am Kader vun der Froestonn un d'Regierung eng deementspriechend Fro gestallt, an den Här Innenminister huet och drop geäntwert.

Menger Meenung no stinn nach eng Rei vu Froen an deem dote Sujet op, wat mech dozou gefouert huet, fir haut nach eng Aktualitéitsstonn zu deemselwechte Sujet unzefroen. Vläicht rappeléieren ech verschidde Chifferen.

D'Dotation de l'État, déi stoung am Budget rectifié fir d'Gemenge laut dem Circulaire vum Innenminister mat 513 Milliounen Euro. Bäi de Konten, déi ausbezuelt si ginn, waren et der 467.000 - ech rënnen no ënnen of -, e Réckgang vun 8,93%. Laut dem Här Innenminister wier dat eng eemoleg Situatioun, well zum Schluss vum Joer e relativ grousse Montant vun TVA un eng Entreprise rembourséiert gi wier. Et gëtt e Chiffer genannt vun 250 Milliounen Euro. Mir wëssen, datt d'TVA zu 90% an der Statskeess bleift an 10% an de Fong vun der Dotatioun fléisst, esou datt, wann hei d'Gemenge manner kruten, och de Stat néngmol manner als Recetten a seng Keess krut. D'Fro ass, ob et eemoleg war.

Den Här Minister huet eis erkläert, datt d'Recettë vun der TVA - dat war opgrond vu senger Äntwert vum 14. Januar - 2001 1,36 Milliarden Euro gewiescht wieren, 2002 1,44, 2003 1,6, 2004 1,78, a fir 2005 waren 1,99 Milliarden ageschriwwen an an der Realitéit sinn 1,38 Milliarden erakomm. D'Fro ass awer, ob mer net scho fir 2005 déi Chifferen ze héich am Statsbudget ageschriwwen haten.

Ech hunn d'Debatten nogekuckt, déi mer am Dezember 2004 hei bei Geleeënheet vun der Budgetsdiskussioun 2005 gefouert hunn, an do hu mir vun eiser Säit scho gesot, datt mer der Iwwerzeegung wieren, datt op de Recettësäite verschidden Artikelen am Statsbudget, eiser Meenung no, ze héich agesat wieren. Datselwecht ass iwwregens am Dezember 2005 vu verschiddene Leit, an och vun eis heibannen, gesot ginn, wat de Budget 2006 ubelaangt.

Et muss een dann och d'Fro stellen, ob d'Chifferen net ze héich agesat waren. Awer och, zweetens, kann een net higoen a soen, déi Differenz, wat d'Recetten ubelaangt, vun 1,99 Milliarden op 1,38 Milliarden - dat sinn ëmmerhi 610 Milliounen Euro -, déi wier zréckzefëieren op de Remboursement vun engem gréissere Betrib, well dee Chiffer, dee manner erakomm ass, vis-à-vis vum Budget bäi wäitem méi wéi dat Duebelt ausmécht, wat deen ee Remboursement ausmécht, et sief, datt och nach aner Remboursementer gemaach gi wieren oder datt ebe manner erakomm ass.

A gläichzäiteg muss ee sech dann d'Fro stellen, wa gesot gëtt, dat wier eng eemoleg Situatioun gewiescht, wéi déi Steieren - an dësem Fall d'TVA - sech da fir dëst Joer 2006 entwéckelen? A mir sinn duerfir och Demandeur, datt de Budgets- oder de Finanzminister am Abrëll soll an déi zoustänneg Finanzkommissioun kommen, fir do eis ze informéieren, wéi sech déi wesentlech Steieren am Laf vun deenen éischten dräi Méint entwéckelt hu vis-à-vis vun deem, wat am Budget dëst Joer ageschriwwen ass.

D'Fro muss ee sech och stellen, - an ech weess zwar elo net, ob den Innenminister dat kann hei beäntwerten -, wann ausgangs des Joers déi Remboursementer gemaach si ginn, ob déi Chiffere vun de Remboursementer, déi d'Chamber virleien hat, wéi se de Budget 2006 hei gestëmmt huet, an domadder automatesch och direkt de Rectifié vun 2005, schonn dra berücksichtegt waren? Menger Meenung no ware se net berücksichtegt, sou datt och de Statsbudget muss am Fong 2005 no ënne revidéiert ginn, laut deene Chiffferen, déi mer hei am Dezember virgeluecht kritt hunn.

Dir kënnt lech erënneren, datt ech dat schonn am Dezember hei opgeworf hunn, mä zu deem Zäitpunkt vum Finanz- a Budgetsminister keng Äntwert kritt hunn.

Dann huet den Här Minister de 14. Februar hei gesot, ech zitéieren, dass een „dovu kann ausgoen, dass an Zukunft d'Recettë vun de Gemenge weider wäerten an d'Luucht goen". Mir hunn do eis staark Zweifel drun, datt dat soll de Fall sinn.

Wa mer engersäits, eisen Informatiounen no, an zumindest wat déi éischt Méint ubelaangt, wëssen, datt d'TVA bei wäitem net esou erakomm ass, wéi dat hätt misse sinn, a wa mer awer och wëssen, datt den Impôt commercial, wat jo och eng wichteg Dépense vun de Gemengen ass, dëst Joer däerft vun 2006 op 2007 eriwwergoen; wann och den Här Minister hei gesot huet, wann d'Gemenge manner un der Dotatioun erakriten, wier awer e Plus um Impôt commercial ze verzeechne vun 9,4 Milliounen Euro, da muss een awer wëssen, datt een op där anerer Säit 45,8 Millioune bei der Dotatioun verluer huet, esou datt ënnert dem Stréch awer e Manktum vu 36 Milliounen Euro fir d'Gemenge bleift.

An och fir ze soen, mir hätten 2001 jo kënne fir d'Gemenge Reserven uleeë vun 126 Milliounen, muss ee wëssen, datt schonn en Deel vun deene Reserven opgeschafft ass, an op där anerer Säit och e Gros vu Gemenge keng Reserven hunn. A virun allem déi Gemengen, déi finanziell am schlechtesten dostinn, sinn och déi Gemengen, déi keng Reserve konnten 2000 uleeën an duerfir dann och elo net kënnen op déi Reserven do zréckgräifen.

A wann ech soen, Här President, datt mir eis Zweifel hunn, datt d'Gemengerecettë sollten an Zukunft weidersteigen, wëll ech nach eng Kéier op e Punkt hiweisen, nämlech deen, datt mer an der Finanzkommissioun vum 27. Oktober 2005 vun der Direktioun vun der Steierverwaltung gesot kritt hunn, datt am Géigendeel zu dem Budget vun 2006, wou d'Kierperschaftssteier mat 1.250.000.000 drasteet, ee misst dovun ausgoen, datt déi am Budget 2007 op 950 Milliounen - also ronn, kéint ee soen, 30% manner - géif zréckgoen. Wat gläichbedeitend wier, datt dann och vun 2006 op 2007 d'Gewerbesteier fir d'Gemengen, well déi ëmmer parallell lafen, géif zréckgoen, wat och an der Finanzkommissioun vum 27. Oktober nozeliesen ass, och am Bericht vun där Sitzung.

Mir hu bis haut awer keng Reaktioun op déi doten Aussoe kritt, obschonn ech se beim Budget gemaach hunn, obschonn ech se de 14. gemaach hunn, ech hu se an der Kommissioun gemaach, a kee Regierungsmember huet bis haut awer Stellung dozou bezunn, wéi déi Steier sech do entwéckelt.

Wann d'Steierverwaltung awer Recht huet, da schéngt et mir awer normal ze sinn, datt eng Informatioun vun der Steierverwaltung, déi wuel un hire Minister geet, de Budgetsminister, de Finanzminister, da misst un den Innenminister weidergeleet ginn, an da schéngt et mir och normal ze sinn, datt den Innenminister déi misst weider un d'Gemenge leden. Well 30% manner Gewerbesteier, dat mécht bei de Gemengen an der Moyenne 10% vun hiren uerdentleche Recetten aus.

An ech hu mer d'Méi gemaach, elo emol am Dezember an am Januar esou aus den Zeitungen eraus d'Gemengerotsberichter, wéi d'Budgete gestëmmt gi sinn, erauszehuelen, an ech hu 45 Gemengen erausgeschriwwen, dat sinn déi, déi ech fonnt hunn. A laut deene Chiffere si 70 bis 75% vun de Gemengen, déi ënner 10% Iwwerschoss an hirem ordinäre Budget nach hunn.

Wann dat also sollt antreffen, datt géif den Impôt commercial esou zréckgoen, wéi d'Steierverwaltung dat géif soen, wat 10% an der Moyenne vun de Gemengerecettë géif ausmaachen, da wier et kloer, datt also d'nächst Joer ëm déi 70% vun de Gemengen hir Budgeten am Ordinären net méi an den Equiliber géife bréngen.

An ech mengen, wann dat esou wier - an d'Regierung huet bis elo, nodeem ech et elo scho fir d'drëtt hei soen, nach ni Stellung dozou bezunn -, dann ass et onverantwortlech, wann d'Gemengen op déi Entwécklung net opmierksam gemaach ginn, an d'Gemenge quasi an d'Messer lafe gelooss ginn!

Virun allem well mer elo wëssen, datt mer nei Gemengeréit hunn, an datt déi nei Gemengeréit - an dat läit an der Saach vun der Natur - elo wëlle Projete realiséieren, déi si voller Initiativgeescht, a wou een awer misst vläicht zu deene Gemenge soen: Bremst lech emol, bis mer wëssen, wéi d'Situatioun sech 2007 entwéckelt. Well wa se esou géif antrieden, wiere vill Gemenge gutt beroden, dëst Joer keng nei Projeten unzegoen, déi eng gréisser Envergure finanzieller Natur hätten, fir eben net do de Risiko anzegoen, datt se dat zum Schluss net kéinte finanzéiert kréien.

An och stellen ech mer d'Fro, wéisou den Innenminister d'Budgete vun de Gemengen awer approuvéiert huet, wëssend, datt déi Chifferen, déi drastinn, wat d'Dotatioun ubelaangt, falsch waren. An der Vergaangenheet huet den Innenminister Zuele kënnen iwwerpréifen. Duerfir ass och extra am Budget eng Kolonn virgesinn - «somme fixée par le ministre» -, wou de Minister kann eng Zomm, wann hie se als falsch ugesäit, richteg asetzen. Den Innenminister huet awer néierens an de Gemengebudgeten d'Dotatioun geännert, obschonn e jo d'Chiffere kannt huet, souwuel bei der Dotatioun wéi beim Impôt commercial, well wann hien dat gemaach hätt, hätt hie selwer festgestallt, datt schonn eng Rei vu Budgeten net méi am Equiliber wieren, an hätt se dann an der Logik vun der Saach och net dierfen approuvéieren. Hien huet se also am Fong zu deem Zäitpunkt mat deene falschen Zifferen erëm un d'Gemengen zréckgeschéckt an d'Gemenge mussen dann eben elo beim Compte, dee se elo an deenen zwee nächste Méint wäerte maachen, déi richteg Chifferen asetzen, mat deene se dann och dat richteg Resultat erauskréien.

Här President, wann ech déi Aktualitéitsstonn hei gefrot hunn, dann ass et net engersäits fir Panikmacherei ze bedreiwen, an anersäits och net, fir wëllen hei dem Innenminister eppes virzewerfen. Mä et geet mer virun allem dorëm, datt mer kloer Verhältnisser kréien, datt d'Gemenge kloer gesot kréien, wéi d'Entwécklung ass, fir datt d'Gemengen net hei an en oppent Messer lafe gelooss ginn. Dat ass meng Intentioun.

Ech sinn iwwerzeegt dovun, datt mer och 2006 méi niddreg Recettë

wäerte kréien an der TVA, wéi dat am Budget virgesinn ass. An ech sinn och iwwerzeegt dovun, datt d'Direktioun vun der Steierverwaltung eist d'Wourecht gesot huet, wéi si an der Finanzkommissioun gesot huet, datt vun 2006 an 2007 d'Kierperschaftssteier an domadden och d'Gewerbesteier ëm 30% zréckgeet, well si eis gesot huet, si wier bei déi grouss Fiduciairen am Land gaangen, déi jo schonn d'Décomptë vun de Betriber gemaach hunn, an déi hätten hinnen quasi schonn déi Chifferen do matgedeelt. Also kann een dovun ausgoen, dass dat, wat d'Steierverwaltung, also déi Chifferen, déi si eis an der Finanzkommissioun virgeluecht huet, stëmmen. An da fannen ech et einfach onverantwortlech, dass d'Regierung do net hir Responsabilitéit hëlt an d'Gemengen och deementspriechend informéiert.

Dorëms geet et mer hei an där Aktualitéitsstonn. Et soll klore Wäin ageschott ginn. An ech mengen, wann d'Situatioun esou ass, dann hu mer besser, mir gesinn der Wourecht an d'Gesiicht, well et huet jo dach kee Wäert, datt mer elo nach e puer Méint oder bis ausganks nächst Joer waarden, bis mer mat der Wourecht erauskommen, wa mer wëssen, datt d'Entwécklung dohinnergeet. An ech mengen, da wier et nëmme seriö, wann d'Gemengen och deementspriechend géife mat Zäit avertéiert ginn, ier si sech zu weidere Projete géifen engagéieren. Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als éischte Riedner hu mer den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

Als Éischt wollt ech soen, datt mer dee Mechanissem, dee mer hunn - déi Verdeelung vun de Gemengefinanzen brauch ech hei, mengen ech, op dëser Plaz net ze erklären -, deen ass deen, deen et ass, an deen hänkt nun emol och un de steierleche Recettë vum Stat, deen hänkt un der ekonomescher Konjunktur, egal wéi si dann dréint oder net dréint. An ech wollt awer och am Ufank vu menger kurzer Interventioun soen, dass mer, wann een éierlech ass, Kolleeginnen a Kolleegen, déi vergaange Joren a Jorzéngten insgesamt net schlecht gefuer sinn.

An ech wëll och dem Här Gibéryen soen, datt mer, wann een éierlech ass, och viru Jore schonn drop higewise goufen, datt dat och eng Kéier net méi esou gutt ka goen, sou datt mer avertéiert goufen, an an deem Kontext ass de Gemenge proposéiert ginn, datt si dee Fonds de réserve solle schafen.

Wou ech him allerdéngs Recht ginn, dat ass, datt mer kloer Verhältnisser brauchen. An ech wollt och op dëser Plaz nach eng Kéier dem Minister vläicht suggéréieren, fir senge Servicer ze soen, datt si de Gemengen dann och matdeelen, wat dann elo definitiv déi eenzel Gemengen insgesamt manner kréien.

Ech wollt och soen, datt mer am September 2003, am Kader vum Débat Kompetenzen – Stat - Gemengen, d'Froe vun der Finanzéierung vun de Gemengen insgesamt diskutéiert hunn. An ech wollt och dorun erënneren, datt de Syvicol an d'Kommissioun gesot hunn: Majo, dee Fonds communal de dotation financière funktionéiert am Prinzip gutt - mat zwou Aschränkungen. Et ass gesot ginn, d'Versemente misste vereinfacht a beschleunegt ginn a virun allem d'Verdeelungskritäre misste geännert ginn - an ech mengen do hale mer ëmmer nach dru fest -, déi misste méi gerecht a méi transparent sinn, well do gëtt et grouss Ënnerscheeder zwëschent eenzelne Gemenge, dat brauch ech net am Eenzelnen hei ze beschreiwen.

Wat d'Gewerbesteier ubelaangt, war deemools d'Konklusioun vum Syvicol an och vun der Kommissioun, datt bis dato keen adequate Mechanissem fonnt gouf, fir d'Gewerbesteier ze ersetzen, éischtens am Kontext vun enger finanzieller Autonomie vun de Gemengen an zweetens och, fir d'Gemenge weider zu enger ekonomescher Aktivitéit op hirem Territoire ze incitéieren.

Ech erënneren allerdéngs och un den Accord vun 2001 tëschent der Regierung an dem Syvicol, dee gesot huet, datt am Fall, dass den ICE erofgeet an deenen nächste Jore par rapport zu 2001 Moossnamen awer musse kommen, fir do de Gemengen ze hëllefen, wann dann dem Stat seng Steierrecetten eropginn.

An un deen Esprit wollt ech erënneren, mä ech wollt awer och soen, datt d'Kommissioun deemools schonn - 2003 - proposéiert huet, datt de Conseil supérieur des finances communales chargéiert gëtt, fir e Konzept fir all d'Gemengen ze erschaffen iwwert d'Dotation étatique. An do sinn ech dann erëm bei deenen Verdeelungskritären, vun deene mer gären hätten, datt déi an Zukunft gerecht ginn.

An ech mengen, dat ass eppes, wat d'Gemenge ganz staark wënschen a besonnesch - ech soen dat nach eng Kéier an ech hat dat deemools scho gesot - déi méi ländlech geprägte Gemenge mat wäit ausernee verspreeten Uertschaften, déi net vill Abnehmer hunn vun hiren Infrastrukturen, och do muss ganz däitlech eppes geschéien.

Ee Wuert zur Grondsteier. Dir wësst, datt ech all Kéiers, wann ech d'Geleeënheet hunn, eng Lanz dofir briechen. Do ass definitiv de Wonsch do, datt déi enger déif gräifender Reform ënnerzu gëtt. Dat ass ganz kloer an dat huet och deemools d'Kommissioun gesot. Deemools ware vläicht d'Acteuren net alleguerten där Meenung, mä haut ass dat awer anescht, an net nëmme fir eng zousätzlech finanziell Ressource fir d'Gemengen ze kréien, mä fir datt eben och Spekulatioun op Bauterraine mat Hëllef vun där Steier kann ënnerbonne ginn.

An als direkt Moossnam hate mer deemools am November 2003 an enger Motioun gefuerdert, fir den Artikel 1 aus deem entspriechenden Arrêté grand-ducal erauszehuelen, dee virgesäit, datt déi Tauxen A a B liéiert sinn, dat heescht also, fir déi vuneneen ze trennen. Et gëtt anscheinend ëmmer erëm vun enger Rei vun Experte gesot, dat geet net, an dat hätt ech och gären eng Kéier schrëftlech, datt ee mer genee seet, firwat dat dann net geet.

An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass ech eng Recherche gemaach hunn: Bei de Lëtzebuerger Gemenge si vun all hire Recetten 1,5% Grondsteierrecetten - an 1970 waren dat nach 5,5%. A wann een Däitschland hëlt, do sinn dat ëmmerhi 6%, a Frankräich sinn et 13% an an der Belsch sinn et 17%. Da froen ech mech awer: Wéi maachen déi dat dann, wann dat net soll goen?!

Ech wollt dann och nach eng Kéier zum Schluss soen, datt meng Fraktioun schonn 2003 gesot huet, datt si sech enger grondleeënder Debatt an entspriechend och enger Reform net verschléisst am Kontext vun de Gemengefinanzen, fir do nei Mechanissemen ze fanne mat méi enger enker Ubannung un déi staatlech Finanzsituatioun - wéi et iwwregens am Regierungsprogramm och elo steet - a mat manner Ofhängegkeet eventuell och vun der Gewerbesteier, respektiv datt d'Gemenge fir nei Aufgaben och nei Sue kréien, wat och am Regierungsprogramm steet; mä dat geet sécher net haut, jiddefalls net a fënnef Minutten.

Zum Schluss wollt ech soen, datt mer eben och eng Debatt féieren am Zesummenhang mat den Aarbechten an der Spezialkommissioun vun der Réforme territoriale. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

9% manner Recettë fir d'Gemengen an der Dotation de l'État 2005 - dat nodeems 2005 schonn eriwwer ass; dat nodeems am Januar 2006 d'Budgete vun de Gemengen approuvéiert gi sinn, an nodeem eigentlech dann och do spéitstens vun all deenen, déi Responsabilitéit an deene verschiddene Gemengen droen, gemengt ginn ass, datt dat Verspriechen, dat den Innenminister agaangen ass, fir de Gemengen dann och esou vill Moyenen zur Verfügung ze stellen, dann och géing realiséiert ginn. Nun, am Februar 2006, wou mer de Solde iwwerwise kritt hunn, hu mer da gesinn, datt dat net esou ass an datt mer däitlech ënnert deenen Erwaardunge bleiwen, déi de Ministère de l'Intérieur eis nach am November 2005 ganz kloer an Aussiicht gestallt huet.

D'Fro, déi sech natierlech direkt dorunner enchaînéiert - an de Gast Gibéryen huet et och gesot -, dat ass: Wéi gesäit et 2006 aus? Och do hu mer Montante versprach kritt an och do hu mer déi an eis Budgeten 2006 ageschriwwen. D'Fro stellt sech natierlech elo direkt: Kënne mer dovunner ausgoen, datt déi Montanten dann nach wäerten iwwerwise ginn, datt dat Verspriechen, wat da fir 2006 gemaach ginn ass, ka gehale ginn?

A wéi sollen d'Gemenge sech dann elo verhalen? Mir wëssen, d'Budgete si gestëmmt an approuvéiert ginn a sinn amgaangen executéiert ze ginn. Ganz vill Gemengen hu jo elo schonn eng Situatioun, datt hire Kont 2005 dann eigentlech am Déséquilibre wäert ofschléissen, dee sech dann natierlech och direkt op 2006 weider wäert schreiwen, eng Situatioun, déi d'Startbedingunge fir dëst Joer also alles aneschters wéi gutt wäert maachen.

An dann déi ganz vill Fragezeichen, déi iwwert de Recetten 2006 stinn: d'Dotation de l'État. An et ass eben och schonn eppes ugeklongen, wat d'Gewerbesteier ubelaangt, wou villes net vill méi kloer schéngt wéi bei der Dotation de l'État, soudatt d'Gemengefinanzen also momentan alles aneschters wéi am Équiliber sinn.

Dat an enger Situatioun, wou d'Aufgabe vun de Gemengen awer lafend steigen, wou vu staatlecher Säit gesot gëtt, d'Gemenge missten déi eng oder déi aner Aufgab mat iwwerhuelen, wou d'Bierger am Land eis soen, dat eent an dat anert sollt eigentlech haut och zu den obligatoreschen Aufgabe vun der Gemeng gehéieren. Ech denken zum Beispill un Aufgabe wéi an der Kannerbetreiung.

Dat ass en Domän - da just fir eng Klammer opzemaachen -, wou jo eigentlech och de Stat elo wäert higoen, a seng Participatioun un deene Servicer nach eng Kéier wäert erofsetzen, esoudatt entweder do de Bierger oder och erëm alt d'Gemengen nach méi musse bäisteieren. Mir hunn eng lafend Entwécklung als Gemengen, als Betriber also, déi ganz vill Leit och engagéieren, a Personalkäschten, déi ganz staark no uewe ginn. D'Energiekäschte sinn déi lescht Joren net erofgaangen, mä se sinn och no uewe gaangen.

A ganz ville Gemenge wiisst d'Populatioun. Dat heescht also: méi Awunner. Ënner anerem sinn dat jo och Clientë vun der Gemeng. Also, méi Servicer, déi mussen ugebuede ginn, méi Aarbecht, an domadder och erëm méi Dépensë fir d'Gemengen. Mir hunn a ganz villen aneren Diskussiounen, zum Beispill, wann et ëm de Logement geet, ëmmer erëm festgestallt: Mer mussen d'Gemengen encouragéieren, grad dee Wuesstem och vun hire Gemengen, ze schëlleren, an deen och vum finanzielle Standpunkt hier ofzesécheren, déi Gemengen also encouragéieren, déi bereet sinn, an hirem Perimeter nach nei Awunner opzehuelen, fir d'Bauaktivitéit ze förderen, fir doduercher d'Spiral vun de Baupräisser, déi jo drastesch no uewe gaange sinn am Laf vun deene leschte Joren, endlech gebremst respektiv gebrach ze kréien.

An alles dat spillt sech dann an deem Kontext of, dee mer virdru beschriwwe kritt hunn, datt d'Gemengefinanze vun haut op muer duerch eigentlech eng schlecht Previsioun vu staatlecher Säit op eemol a Fro gestallt sinn. Mir musse kucken, datt mer eng kloer Situatioun kréie fir déi Leit, déi Responsabilitéit an de Gemengen droen; eng transparent Situatioun, datt déi Leit, déi e Budget opstellen an de Gemengen, dann och wierklech deem gleewe kënnen, wat se vu staatlecher Säit gesot kréien, an datt déi Recetten da wierklech och erakommen. Transparent Kritären net nëmmen, wat déi lafend Recetten ubelaangen, mä transparent Kritären eben och fir eng ganz Rei vun extraordinairë Recetten, zum Beispill bei staatleche Subsiden, wou da jo och ganz oft nach e weidere Problem derbäikënnt, nämlech deen, datt déi Subsidë ganz, ganz spéit bezuelt ginn.

Do soll een net alles iwwer e Leescht zéien. Mä jee nodeem, wat fir en Departement et awer da betrëfft, dee se soll ausbezuelen, do waart een heiansdo eng Rei vu Joren drop, wou Virfinanzementer musse gemaach ginn. An eigentlech stellt ee jo awer fest, datt och bei all där Diskussioun, déi mer hei an der Chamber an an der Politik an och an der Gesellschaft féieren iwwert d'Finanze vum Stat, datt de Stat jo awer do nach an enger ganz favorabeler Situatioun ass, wa mer se mat de Gemenge vergläichen.

D'Statsfinanzen, d'Recettë vum Stat si vun 2005 op 2006 am Budget 2006 ëm 6% an d'Luucht gaangen. Hei ass awer deen Deel, deen dann d'Gemenge solle vun där Croissance do ofkréien, eigentlech keng Croissance. Mä mer ginn do e Schratt zréck, oder e puer Schrëtt zréck an de Recettë vun de Gemengen. Dat schéngt eis eng Opdeelung ze si vun de finanzielle Ressourcen, wéi se net korrekt ass, wéi mer eigentlech och de Gemenge lues a lues dann awer d'Loft huelen, fir ze otmen, d'Loft huele fir déi Aufgaben, déi vun der Politik, d'Aufgaben och, déi vun de Bierger u se erugedroe ginn, fir déi esou kënnen ze bewältegen, datt ee se gutt ka bewältegen, fir laangfristeg oder och nëmme mëttelfristeg kënnen eng Planung ze maachen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Duerfir ass d'Thema vun de Gemengefinanzen en Thema, dat ganz konkret a schnell muss op den Ordre du jour kommen. An duerfir solle mer och net, eiser Meenung no, elo ofwaarde bis déi ganz Diskussioun, déi mer zum Beispill an der Kommissioun vun der Territorialreform momentan féieren, bis déi ofgeschloss ass, ier mer kucken, kuerzfristeg eppes um Niveau vun de Gemengefinanzen ze maachen. Well et kann net esou sinn, datt herno d'Gemenge bereet sinn, Aufgaben opzeginn, oder a Fusioune mussen eragoen, well einfach de finanzielle Kontext dat erfuerdert a keng aner Alternativ méi do ass. Esou ass et op jidde Fall net, wéi mir eis fräiwëlleg Fusioune virstellen. Dat doten, dat wären der, déi allerhéchstens fräiwëlleg gezwonge wären. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nächsten Orateur ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, wann ech gelift.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Joren hate mer ëmmer erëm Debatten an Interventiounen iwwert d'Gemengefinanzen. Dat ass en Zeechen, dass do effektiv Problemer sinn. D'Fuerderung war ëmmer un d'Regierung gaangen, fir de System vun de Gemengefinanzen ze verbesseren. Et ass awer bei de Fuerderunge bliwwen, an et ass wéineg Konkretes erauskomm, souguer no eestëmmeg ugehollene Motiounen hei am Haus, zum Beispill a puncto Grondsteier.

Den Débat vun haut, dee vum ADR ugefrot ginn ass, ass ausgeléist ginn duerch déi massiv Reduktioun vum Fonds communal de dotation financière fir d'Joer 2005, an zwar vun 9,1% par rapport zu deem, wat am Budget vum Stat fir d'lescht Joer virgesi war. Dëst wéinst enger Moins-value um Niveau vun der TVA, un déi d'Dotatioun mat 10% ugebonnen ass. Déi 46 Milliounen Euro fir d'Gemengen insgesamt, déi dëst ausmaachen, ginn nach laang net kompenséiert duerch d'Recettë vun der Gewerbesteier, déi ëm 9 Milliounen iwwert de Previsioune leien.

35 Millioune sinn also eng substanziell Moins-value fir d'Gemengen, woubäi een dann och nach muss der Tatsaach Rechnung droen, dass dës 9 Millioune sech net gläichméisseg op all Gemenge verdeele wäerten. Et ass kloer, datt d'Finanzkraaft vun de Gemenge fir d'Joer 2005 kräfteg ofgeholl huet, wat hir Budgeten a ville Fäll aus dem Équiliber bruecht huet. D'Regierung misst sech mat de Gemenge Gedanke maachen, wéi een dës Déchetë fir 2005 kënnt kompenséieren. Fir d'Joer 2006 gesäit d'Situatioun net méi roseg aus, au contraire. A fir 2007, wann näischt geschitt, wäerte munch Gemengen an eng ganz mësslech Situatioun kommen.

Den éischte Mount vun 2006, also am Januar, sinn d'Recettë vun der TVA ënnert dem Januar vun 2005. Op där anerer Säit wäert d'Reduktioun vum Gewerbesteierhiewesaz an der Stad Lëtzebuerg vun 250% op 225%, wat an d'Autonomie vum Conseil vun der Stad Lëtzebuerg erageet, vun 2006 un negativ Effeten op de Gemengen hir Recetten hunn. Den Écart tëschtent der Evolutioun vun de Recettes courantes vum Stat an de Recettes ordinaires vun de Gemengen ass an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn. D'Regierung seet zwar, dass de Stat selwer och net gutt drun ass. Fakt ass awer, dass de Gemengen hir Situatioun sech méi drastesch verschlechtert huet wéi déi vum Stat.

Parallell duerzou hunn déi nei Usprëch, déi nei Fuerderunge vu Populatioun a Regierung un d'Gemenge permanent zougeholl. Ech erënnere just un déi flächendeckend Ganzdagsbetreiung vun de Kanner, déi d'Regierung virschwieft, mä d'Gemenge sinn awer keng Mëllechkéi, egal wat fir eng Moyenen een huet, fir Suen anzedreiwen oder nei Ressourcen ze schafen. Bon, d'Gemenge ginn duerfir zu 50% vum Ministère de la Famille subventionnéiert, wann d'Kontributioun vun den Elteren ofgezunn ass. Mä da bleift awer nach eng Part fir d'Gemengen, wou se net wëssen, wou se d'Sue sollen hierhuelen, wann hir Recetten an Zukunft réckleefeg sinn.

Och op anere Gebidder gëtt un d'Gemengen appeléiert: Soziale Wunnengsbau, Aarbechtslosegkeetsbekämpfung, Chancëgläich-

heet tëschent Fraen a Männer. D'Gemenge si selbstverständlech bereet, fir do matzeschaffen, mä si mussen awer duerfir déi noutwendeg finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt kréien. Duerfir muss onbedéngt eppes geschéien, an zwar direkt! Mir kënnen net waarden, bis den Débat iwwert d'Territorialreform hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss ass. Bis dohin hu vill Gemengen e Kollaps kritt. Et muss elo gehandelt ginn. Mir sinn der Meenung, dass dat direkt muss geschéien.

An deem Sënn huet och de Syvicol op en Neits - et ass net deen éischten, et sinn der scho vill gewiescht, déi geschriwwe gi sinn - e Bréif un den Innenminister geriicht, den 28. Februar 2006. Do wollt ech déi véier Punkte rappelléieren, déi do erëm eng Kéier opgeworf gi sinn:

1. De Syvicol huet un den Accord vun 2001 erënnert, dee getraff ginn ass bei Geleeënheet, wéi d'Gemengen d'accord waren, fir d'Base d'assiette vun der Gewerbesteier erofzesetzen am Sënn vun der Ekonomie. Do ass de Gemenge versprach ginn, jee nodeem wéi elo d'Gewerbesteier géing evoluéieren, dass da Moins-valuë géife kompenséiert gi par rapport zum Referenzjoer 2001.

2. Mer hu schonn x-mol gesot, dass d'Gemengen net sollte vun deene verletzlechste Steieren ofhängeg sinn; et soll een dovunner wäitgehenst lasskommen, an d'Recettë vun de Gemengen un déi allgemeng Recettë vum Stat mat engem feste Prozentsaz ubannen, da kéimen déi grouss Iwwerraschungen net méi vir.

3. Et wier jo och einfach, fir schnellstméiglech um Plang vun der Grondsteier ze handelen. Ech hunn elo grad gesot, dass mer do eng eestëmmeg Motioun hei gestëmmt hunn, fir zum Beispill de Grondsteiersaz A vun deem vum B ze trennen. Dat géing net vill Aarbecht kaschten an dofir bräicht een och keng legislativ Prozedur ze maachen. Dat géing ganz séier geschéien.

An dann huet de Syvicol och gefrot, fir esou schnell wéi méiglech de Conseil supérieur des Finances communales zesummenzekréien, fir iwwert déi aktuell finanziell Situatioun vun de Gemengen ze diskutéieren. An esouwäit wéi ech weess ass den Datum scho fixéiert. Ech huelen un, dass dann den Innenminister eis gutt Nouvellen ze bréngen huet, à moins dass hien dat haut scho maache kann.

Ech soen Iech Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den nächste Riedner ass den Här Gira. Här Gira, wann ech glift, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gehéiert zu de klasseschen Zeenarien, dass d'Zentralregierungen ëmmer méi Kompetenzen, awer ëmmer manner Suen un ënnergëuerdnet Strukture weiderginn. Dat mécht d'Regierung zu Paräis mat hire Regiounen, dat mécht och zu Berlin d'Bundesregierung mat hiren eenzelne Bundesländer. Virun allem geschitt dat awer an Zäiten, wou déi öffentlech Finanze méi knapp sinn.

Déi Lëtzebuerger Regierung a virun allem de Lëtzebuerger Finanzminister huet dee Mechanismus awer schonn an deene gudden Zäiten hei am Land applizéiert. Zënter Enn vun de 90er Joren dréint hien de Gemenge systematesch de Krunn zou, mam Resultat, dass d'Gemengen net vun deene fette Joren um Enn vun den nonzeger Jore profitéiere konnten an domadder also kaum d'Chance hate Reserven unzeleeën. Dëse Phenomeen ass awer nach vill méi schlëmm ginn an deene méi allgemeng schlechte Joren, déi mer zënter 2001 hunn.

Dat erkläert dann och, dass insgesamt bei de Gemengen déi cumuléiert Recettë vun der Gewerbesteier an dem Fonds communal, déi jo awer zwee Drëttel ausmaachen, vun 970 Milliounen Euro am Joer 2003 iwwer 930 Milliounen am Joer 2004 op 927 Milliounen am Joer 2005 erofgaange sinn. An dat ass och, Här President, dat, wat esou dramatesch ass un där aktueller Situatioun. Wann dat do wierklech en eemolegen Abroch vun engem Joer wär, dee wierklech bedingt wier duerch esou en Zréckbezuele vu ganz héije Montante vun TVA, da géinge mer dat do jo labber verkraften, mä et ass just dee leschte Coup vun enger ganzer Serie vu Ki.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dofir muss ech awer och soen, dass fir eis ëmsou onverständlecher d'Reaktioun vun der Regierung ass. Op Dränge vun der gréngер Fraktioun hate mer jo eng Intérieurskommissioun zesummegeruff, an ech muss soen, ech war awer wierklech e bëssen erféiert, wéi den Innenminister an där Réunioun - am Numm vun der Regierung, hat ech verstan, ech wëll hien net hei als den allengegen Prügelknabe duerstellen - net nëmme keng Kompenséierung an Aussiicht gestallt hunn, mä praktesch gesot huet, et géing iwwerhaapt net iwwert déi Kompenséierung geschwat ginn.

Ech fannen, dat ass awer ganz grave. Ech fannen, dass d'Regierung hei e Wuertbroch mécht par rapport zum Accord vun 2001 mam Syvicol. E Wuertbroch, wat wierklech de Buschtaf ubelaangt, well 2004 ass d'Gewerbesteier ëm sechs Milliounen Euro méi niddreg gewiescht wéi 2001 an domat hätt missen den Automatismus ufänken ze wierken. Mä ech mengen awer och e Wuertbroch am Numm vum Geescht vun deem Ofkommes. Dee Geescht huet jo Folgendes gesot: D'Gemengen droe solidaresch zu de Steierreduktioune bäi, domat kierpe mer d'Wirtschaft erëm un; wann dat net sollt geschéien, da géing d'Regierung kucken, fir Kompenséierungen ze maachen, esouwäit hir dat méiglech wär.

An da muss een awer wierklech d'Evolutioun tëschent de Recettë beim Stat an de Gemengen an där Period kucken. Während beim Stat tëschent 2001 an 2006 ëmmerhin d'Recetten awer nach ëm 28% geklomme sinn, sinn déi vun de Gemengen nëmme méi ëm 15% geklommen, an do ass genau déi Schéier vun 13%, déi eis elo Problemer mécht.

Dofir hu mir och kee Versteesdemech fir dat Verhalen. Net nëmmen dass d'Regierung d'Gemenge an eng schwiereg Situatioun bréngt, mä mir fäerten, dass hei och politesch Schierbelen d'Resultat vun deem ganzen Agéiere sinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Regierung d'Gemenge méi wéi jee brauch bei der Ëmsetzung vum IVL, bei der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels Transport a Wunnengsbau. Och beim Kyoto-Engagement si mir als Gréng der Meenung, dass et nëmme mat den Gemenge geet.

A wéi soll een dann awer erwaarden, dass d'Gemenge sech solidaresch weisen, wann ee se an esou eng schwiereg Situatioun wéi déi aktuell bréngt? Well wann et ëm d'Iwwerliewe geet, Här President, dann ass jidderengem d'Hiem méi no wéi de Paltong, a wann ee wëllt d'Kierchtuermspolitik um Niveau communal förderen, ech mengen, da kann ee sech bal net besser uleeën, wéi dës Regierung amgaang ass et ze maachen.

Dofir fuerdere mir als Gréng d'Regierung op, hiert Wuert ze halen a mam Syvicol schnellstméiglech iwwer finanziell Kompenséierungen ze schwätzen, schnellstméiglech eng generell Reform vun de Gemengefinanzen unzegoen, endlech mindestens déi Motioun ëmzesetzen iwwert d'Grondsteier, déi mer hei unanime gestëmmt hunn, an dann eis awer och Fräiheeten ze loossen, fir eng Rei kommunal Steieren, déi ee ka mat ganz konkreten Ausgabe beleeën, dass mer déi däerfe stëmmen. Et si jo elo emol Gemenge virgaang mat gewëssen Taxen; loosse mer emol kucken, wat do d'Geriichter dozou wäerte soen, well ech si mer jo bal sécher, dass dat viru Geriicht lant.

Mir mengen awer och, dass dringend eng Evaluéierung vun all deene Reformen, déi mer um Niveau vun der Gewerbesteier gemaach hunn, muss kommen, well wann ee jo awer feststellt, dass déi gréissten Tankstellen a ganz Europa praktesch iwwert d'Gewerbesteier keen Impakt méi hunn op de Budget vun deene Gemengen, wou se sinn, dann ass jo iergendeppes faul hei mat där Steier. Da bréngt se net méi dat, firwat se ëmmer geduecht war. Wa just nach e puer Banken an der Stad Lëtzebuerg och Gewerbesteier bezuelen, da musse mer eis intensiv mat där Steier insgesamt beschäftegen. Ech mengen, dat ass eng dringend Aufgab.

Ofschléissend, Här President, hoffen ech, dass dës Strategie, de Gemengen de Krunn zouzedréinen, net eng geziilte Strategie ass, fir d'Gemenge plattzeklappe fir d'Réforme territoriale, well wann dat wierklech soll de Fall sinn, dann ass dës Reform gestuerwen, ier se ugefaangen huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann net an et ass sécherlech net d'Strategie vun der Regierung, fir de Gemengen de Krunn zouzedréinen a se dann ze forcéieren ze fusionéieren, wéi den Här Gira dat simplistesch duergestallt huet.

Et ass éischter eng laang Strategie, déi déi lescht Regierungen haten, fir d'Gemengen um Wuelstand vun eisem Land participéieren ze loossen. An dat kann ee ganz kloer novollzéien, wann een de Revenu disponible vun de Gemenge kuckt. Ech hunn do esou eng Tabell hei, déi d'Insider alleguerte kennen, wou ee ganz kloer gesäit, dass an de leschte Joren de Revenu disponible vun de Gemengen an d'Luucht gaangen ass.

Et muss ee feststellen - einfach, fir dass een dat och emol e bësse spiert: 1981 hunn d'Gemengen 194.786.896 Euro kritt an elo am Budget 2006 stinn 1.015.000.000 Euro, dat ass also fënnefmol méi. Wann een dat elo indexberengegt kuckt, muss ee feststellen, dass d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg an deene 25 Joer elo 2,5-mol méi Geld kréie wéi viru 25 Joer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Da soll kee mer soen, d'Regierung hätt d'Gemengen net participéiere gelooss um Wuelstand.

A wann een déi Diskussioun esou wëllt féieren, wéi Dir se wëllt féieren, Här Gibéryen, da gëtt dat eng ganz breet Diskussioun, an ech féieren déi ganz gären eng Kéier, wa mer strukturell Ännerunge maachen a wa mer festgestallt hunn, wat eng Gemeng am 21. Jorhonnert soll u Basisaufgaben erfëllen. Da kann een déi Diskussioun féieren. Ech verschléisse mech där Diskussioun net; ech hunn dat och hei gesot an dat soll een och maachen.

An déi mauvaise foi, déi mir ënnerstallt kréien, wéi wa mir wéilten de Gemengen express - oder ech weess et net - net déi richteg Chiffere ginn oder wéi wa mir eis Hausaufgaben net géife maachen, domat kann ech net d'accord sinn. Ech ka just soen, dass d'lescht Joer, ech mengen et war de 26. Oktober, effektiv, dunn hunn ech eng Circulaire un d'Gemenge geschriwwen, wou drastoung: Der musst dervun ausgoen, dass wahrscheinlech déi 513.000.000, déi am Budget sti fir d'Dotation d'État, net kommen; also sidd wann ech glift virsiichteg. Ech mengen, dat ass korrekt. Als Autorité tutelle seet een de Gemengen dat, an d'Gemengen huelen hir Responsabilitéit. Et war also do prévisibel, dass et net géif duergoen.

Et ass awer an deem Sënn net esou eppes Aussergewéinleches, wann emol eng Kéier manner Suen erauskommen, well mir haten dat och schonn an de Jore virdrun. Mir haten 1992 zum Beispill 11,14% manner ICC, also Impôt commercial. Dat ass relativ vill. Dat war och unique. Dat war eemol! Bon, Dir stellt elo an de Raum, dat kéint nach e puermol erëmkommen, dass manner Recettë géife kommen an der TVA oder dass manner géif an der Dotatioun erakommen. Ech si kee Visionär an deem Sënn, dass ech elo scho weess, wat Enn des Joers erakënnt. Et ass richteg, dass een elo muss um Ball bleiwen.

Et muss ee genau kucken, wéi d'Recettë vun der TVA an och déi aner Recettë vun deenen anere Steiere wéi déi sech an den nächste Méint entwéckelen, an ech géif et och normal fannen an och richteg fannen, an ech sinn och iwerzeegt, dass dat och esou geet, dass de Finanzminister oder de Budgetsminister an d'Kommissioun kënnt an dann déi Evolutioune vun deenen eenzelne Steiere wëllt matdeelen. Dat ass nëmmen normal.

Ech hunn éischter dat Gefill awer, dass d'Gemengen an de Stat hei versichen, zesummen déi Aufgaben, déi sech am Land stellen, anstänneg ze maachen, an ech ginn och dovun aus, dass dee Phenomeen, dee mer dës Kéier haten, unique ass, dass et wahrscheinlech keen esou en Abroch méi gëtt an den nächste Joren, mä dat kann een net viraussoen. Ech hätt just gär Sachlechkeet an deem Dossier.

Et stëmmt, dass 9% manner erakomm sinn. Et stëmmt net, wat zum Beispill de Leidelenger Buergermeeschter gesot huet, dass et 20% manner war. Deen hat sech verrechent, deen hat eng falsch Buchung gemaach a senger Gemeng an doduerch hat hie sech gëiert. Dunn ass hien direkt an d'Press gaang. Ech fannen, et soll een hei sachlech bleiwen.

Ech si gär mat lech d'accord, fir d'Interesse vun de Gemengen am Intérêt vun de Bierger ze verteidegen. Also déi Diskussioune wëll ech gär féieren. Duerfir hate mer jo och net fir näischt gesot, mir sollen 2002 an 2003 déi 125 Milliounen, déi do méi erakomm sinn - do si jo massiv Gelder erakomm -, an eng Reserv setzen, fir dass dann haut elo ka kompenséiert ginn. Déi Gemengen, déi dat gemaach hunn, déi hu kee Problem. Déi aner, déi et net gemaach hunn, fir déi gëtt et e bësse méi enk, mä ech mengen awer net, dass et dramatesch ass, an ech mengen, dass mer hei eis an enger Logik bewegen, déi net contraire ass zu den Interesse vun eise Bierger.

A wann ech elo geschwat hu vu Kompensatiounen, Här Gira, da wëll ech gär nach eng Kéier op dat agoen, wat Dir ugeschwat hutt, wéi d'Regierung hätt e Wuertbroch gemaach par rapport zu deem, wat am Joer 2001 décidéiert ginn ass. Duerfir hunn ech den Text matbruecht. Ech hu mer erwaart, dass ee géif dat soen. Ech liesen Iech dee vir, an da kucke mer, ob dat, wat hei steet, e Wuertbroch ass oder net.

Hei steet: «Dans le cas où le montant total de l'impôt commercial communal diminuerait au cours des années à venir…», dat ass dat wat dodra stoung. Or, éischtens ass emol schonn den Impôt commercial communal net zréckgaangen. Deen ass net zréckgaangen…

Une voix.- Dat ass falsch!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- …par rapport zum Joer 2001, dem Referenzjoer, well dat steet och dran: «…par rapport à son montant pour l'année budgétaire 2001,…». En ass ganz liicht zréckgaangen.

(Interruption)

An da lauschtert no: «…des mesures seront prises pour corriger cette évolution…», an da kënnt et: «…à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette.» Or, ech sinn der Meenung, a mir an der Regierung sinn der Meenung, dass d'Augmentatioun vun de Recettë vun de Gemengen net esou ass, dass mer dat kënne maachen, well mir hunn och Augmentatiounen, mä déi si largement ënnert den Dépensen, sou dass mer an enger Situatioun sinn, dat kee Wuertbroch duerstellt, mä dat vill méi ebe weist, dass d'Recetten insuffisant sinn, fir dat doten ze maachen, a mir sollten elo kucken, déi Diskussioun an der Spezialkommissioun iwwer eng zukünfteg...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, mä erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt den Här Minister nach froen, ob en awer weess, dass am Joer 2004 d'Gewerbesteier ronn 6 Milliounen Euro ënnert dem Montant vun 2001 louch?! Domat ass fir mech à la lettre dat agetraff, wat 2001 zu Stroosse gesot ginn ass. D'Gemenge kréie manner Recetten dräi Joer no 2001, an d'Statsrecettë sinn tëschent 2001 an 2004 eropgaang, also ass fir mech à la lettre den Accord gülteg, an zumindest déi 6 Milliounen Euro missten emol d'office kompenséiert ginn, ouni vum Geescht - wéi ech gesot hunn - vun deem ganzen Accord ze schwätzen, dee war fir ze soen: Wann Dir net méi esou kënnt vun der Evolutioun vun der Ekonomie profitéiere wéi mir, da gi mir lech en Deel vum Kuch of. Duerfir fillen ech mech awer total bestätegt an deem, wat ech gesot hunn.

M. le Président.- Jo. Ech fille just net d'Fro, déi Der wollt stellen,…

(Hilarité)

…mä ech géif awer elo bieden, den Här Halsdorf…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu gefrot, ob den Här Minister d'Chiffere vun 2004 par rapport zu 2001 kennt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wéilt dem Här Halsdorf och eng Fro stellen, wann ech gelift.

M. le Président.- Jo, dann an engem Zuch elo, elo geet et.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Ma ech wollt dem Här Halsdorf d'Fro stellen, ob e mer zoustëmmt,…

(Hilarité)

…datt, wéi deemools de Syvicol deen Accord do mat der Regierung ausgehandelt huet - an den Här Halsdorf war deemools Generalsekretär vum Syvicol -, den Här

Gira an ech op der Versammlung vum Syvicol de Comité grad drop opmierksam gemaach hunn, datt mat deem Text, dee se elo do ausgehandelt hätt, d'Regierung an e puer Joer géif kommen a soen - well och do nach dee Saz hannendru steet, wann d'Regierung déi finanziell Moyenen hätt -, datt d'Regierung da géif dat Argument huelen, fir de Gemengen eng Kompensatioun ze verweigeren.

Den Här Halsdorf huet deemools als Syvicol-Generalsekretär gemengt, den Här Gira an ech géife falsch leien, an duerfir wollt ech froen, Här Halsdorf, ob Der dann elo awer domat averstane sidd, datt Dir genau déi Argumenter haut als Innenminister gebraucht, déi mir deemools dem Generalsekretär vum Syvicol gesot hunn?

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech kann lech just soen, dass ech deen Text hei liesen an esou liesen, wéi Dir elo gesot hutt. Do steet: «…à condition qu'il y ait une augmentation des recettes fiscales de l'État qui le permette.» Dat kann een also interpretéieren, wéi Dir dat da maacht.

(Interruption)

Ech interpretéieren dat esou, well ech mengen zwar. A wat mer net gefält an der Diskussioun hei, dat ass, dass ënnerstallt gëtt, d'Regierung hätt wëllen d'Gemengen - wéi hat Der virdru gesot? wéi géif ech elo soen? -, et wär een net, mir wären net korrekt mat de Gemengen oder mir géife se net seriö huelen. Domat sinn ech net d'accord. Ech sinn der Meenung, dass mir hei am Fong geholl eis Hausaufgabe maachen, an dass Dir déi Sue kritt, déi Der verdéngt, an dass, wa mer déi strukturell Diskussiounen, déi mer elo ze féieren hunn,…

(Brouhaha général)

Wat gelift?

Une voix.- Ma Dir sidd awer e Schoulmeeschter!

Une autre voix.- Ouh là, là!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ma neen!

Une voix.- A wann d'Gemengen net wëllen, Här Minister?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Also, während 20 Joer oder 25 Joer ass eng Augmentatioun vun 2,5-mol komm vun de Recettë vun de Gemengen. Dat beweist also kloer, dass d'Gemengen - ech muss dat nach eng Kéier widderhuelen, wat ech virdru gesot hunn - participéiert hunn, an dat beweist awer ganz kloer, dass mir net als Regierung wëllen d'Gemengen an d'Messer lafe loossen. Dat ass mäi Message, deen ech wëll soen, a wann dat anert esou verstane ginn ass, dann hunn ech dat falsch oder net deementspriechend ausgedréckt.

Ech weess nach ëmmer, wou ech hierkommen, an ech weess, wat d'Gemenge verdéngen. Duerfir sinn ech net d'accord mat där Béisaartegkeet, déi hei eragedréint gëtt. Mir sollten elo eis un dat halen, wat an eiser Regierungserklärung steet. Do steet ganz kloer dran, d'Recette-communalen, déi ginn ugebonnen, an zwar un d'Recettë vum Stat. Dat ass eng gutt Saach, dass se kënne parallell evoluéieren.

Do steet dran, dass déi Gemenge mussen definéiert ginn, an do steet dran, dass nei Missiounen, wann déi un d'Gemenge kommen - Här Gibéryen, dat ass ganz kloer, well Der dat och virdrun opgeworf hat -, wann nei Missiounen un d'Gemenge kommen, déi gi finanziell kompenséiert. Dat heescht also ganz kloer, dass hei keng mauvaise foi ass, a souguer eise Statsminister hat gesot den 12. Oktober 2005, mir mussen d'Finanzéierungsrelatioune Stat-Gemengen, och besonnesch beim Bezuele vu Schoulpersonal, a Gespréicher mam Syvicol iwwerpréiwen. Dat dréckt also de Wëllen aus, dass mer wëlle konstruktiv mat Iech hei diskutéieren.

Duerfir kann een deenen Ënnerstellungen - ech nennen et schonn esou -, déi mengen, dass et elo dëst Joer nees eng Kéier géif schif goe bei der TVA - well et sinn nach keng konkret Beweiser do -, just domat begéinen, dass mer an den nächste Méint an d'Chamberskommissioun kommen an Iech dann déi Chifferen do virliesen, fir méi Gerechtegkeet an dat Ganzt eranzekréien. Dat ass dat, wat mir gär hätten.

Ech si jo och duerfir d'accord - den Alex Bodry huet dat emol an der Chamberskommissioun ënnerstëtzt -, fir eventuell déi Gemengen, déi vill ICC pro Kapp erakréien, fir dat ze deckelen, domat sinn ech ganz séier d'accord, fir dat ze maachen, awer nëmmen am Konsensus. Dat solle mer an där Kommissioun, déi elo zesummekënnt, dee Conseil supérieur des Finances communales, den 30. dëses Mounts, diskutéieren, an do solle mer da kucken, wa mer e Konsensus do kréien, sinn ech d'accord, eng Ëmstrukturéierung ze maachen, wat déi Elementer ugeet.

Mä wann ee wierklech drun…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Esou wéi Dir et gär hätt!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Wann ee wierklech dru wëllt goen, fir elo fundamental Ännerungen ze maachen, soll een emol ofwaarden, zum Beispill, ob an Zukunft d'Schoulpersonal oder d'Schoulléierpersonal nach vun de Gemengen zu engem Drëttel bezuelt gëtt. Wann do d'Spezialkommissioun dozou kënnt, dass mer dat net solle maachen, wa si do zu där Konklusioun kommen, da kréie mer eng ganz aner Logik. Da muss ee froen: Gëtt kompenséiert, gëtt net kompenséiert?

Wéi mer deemools d'Polizei zum Beispill aus der Gemengefinanzéierung erausgeholl hunn, ass net kompenséiert ginn. Déi Gemengen, déi betraff waren, konnten déi Suen halen a konnten déi Suen anescht benotzen.

(Interruption)

Sou dass ech also elo nach gär géif waarden.

Wou ech och nach gär géif waarden, dat ass déi ganz Diskussioun iwwert den Impôt foncier, well iwwert den Impôt foncier musse mer och hei zu Lëtzebuerg sécherlech diskutéieren, wéi mer dat Instrument kënne méi flexibel benotzen, notamment och fir Terrainë fräizemaachen, fir drop ze bauen. Dat huet de Statsminister och a senger Deklaratioun d'lescht Joer am Oktober hei an der Chamber gesot.

Mir sinn an Zäit der Meenung, dass mer eis mussen en Instrument ginn, fir dass och méi ka gewunnt ginn an eisem Land. Dat kann den Impôt foncier sinn, mä déi Diskussioune sollte mer och am Conseil supérieur des Finances communales féiere respektiv an den Diskussiounen elo iwwert déi Projetpiloten, déi mer wëlle machen, fir Logement hei an dat Land ze kréien.

Sou dass ech ofschléissend géif soen, mir sollten déi nächst Méint eis zesummesetzen. Mir sollte kucken, séier an der Spezialkommissioun weiderzekommen, wat d'Kompetenze vun de Gemenge sinn, an da sinn ech iwwerzeegt, dass mer nach um Enn vun dësem, Ufank nächst Joer kloer kënnen iwwer strukturell Ännerunge vun eise Gemengefinanzen diskutéieren.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, nach eng Zousazfro vum honorablen Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, kënnt Der eis wann ech gelift déi Ëmverdeelung vum ICC e bësse preziséieren, wéi Dir dat gesitt an Zukunft, a wéi eng Richtung datt Der do wëllt goen? Well Dir wësst jo och genau, wann Der do eng Ëmverdeelung maacht, duerfir kréien d'Gemengen insgesamt kee Frang méi. Dat ass just ënnert de Gemengen e bëssen aneschters verdeelt. Dat ännert net d'Verhältnis vun de Recetten tëschent de Gemengen an dem Stat.

An ech mengen, sidd Der net der Meenung, datt et emol endlech un der Zäit wär, datt mer géingen eng seriö Diskussioun féieren iwwert d'Aufgabeverdeelung vun der Kollektivitéit insgesamt, an dann emol definéieren, wat muss de Stat a wat mussen d'Gemenge maachen, an dann eréischt kënne mer diskutéieren, wie wat fir eng Finanze kritt.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech hu gesot, wann e Konsensus do ass, fir déi Ëmverdeelung ze maachen. Ech hu schonn op anere Plaze gesot, dass déi Gemeng, déi am Land am meeschte kritt, déi kritt 4.816 Euro pro Awunner, an déi Gemeng, déi am mannste kritt am Land, déi kritt 1.346 Euro pro Awunner. Elo ass d'Fro déi: Wann ech d'Solidaritéit spille loossen, ass dat gutt, wann deen een esou vill Mol méi kritt wéi deen aneren? Soll ee sech do net Parametere ginn, fir méi Gerechtegkeet dran ze kréien?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat huet jo awer och mat Aufgaben ze dinn, déi déi eng hunn an déi aner net hunn. Dir kënnt jo awer net, zum Beispill, Knapphouschent mat Esch vergläichen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ma ech soen Iech just, déi Diskussioun wäert geféiert ginn am Conseil supérieur des Finances communales den 30. Mäerz. Ech soen Iech dann, wat do derbäi erauskomm ass. Wann do déiselwecht Astellung ass wéi eis, dann ännere mer näischt bis mer fäerdeg sinn an der Spezialkommissioun an da wäerte mer déi Ännerunge maachen.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour.

Ah, mä de Wirtschaftsminister, den Här Krecké, ass an der Zwëschenzäit agetratt, esou dass ech géif proposéieren, dass mer déi Fro vum honorabelen Här Meisch géife virhuelen. Ech wëll allerdéngs drop hiweisen, datt den Här Minister Krecké vun engem Energieconseil kënnt an a 40 Minutten de Fliger muss huele fir an déi nächst Sitzung. Ech wëll domadder soen, dass d'Chamber déi Virkommenheet an déi Disponibilitéit vum Minister, fir hei dem Här Meisch seng Fro ze beäntwerten, begréisst.

Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

10. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Merci och un den Här Krecké, datt hien awer heihinner komm ass fir mat eis iwwer e Sujet ze diskutéieren, deen och gëschter an der Press stoung. An zwar hunn ech nämlech do gelies, datt den Här Krecké envisagéiert de Secteur vun der Logistik hei zu Lëtzebuerg méi staark ze développéieren, well hien do - an do kann een déi Meenung mat Sécherheet deelen - d'Chance gesäit fir Aarbechtsplazen ze schafen. Dat grad an engem Domän fir Leit, déi net déi héchste Qualifikatioun hunn, déi zum Deel onqualifizéiert sinn, also grad an deem Domän, wou mer hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart awer ëmmer méi Problemer kréien.

Ech wollt froen, ob een dat hei kéint confirméiert kréien. Ech wollt awer och froen, wat fir e Konzept, datt do derhannert stécht, wat fir e Mix vun eenzelne Moyens de transport sech do virgestallt gëtt a wéi wäit do de Fret aérien eng Roll spillt; wat dat dee Moment fir d'Infrastrukturen um Findel heescht; wat dat fir zum Beispill d'Nuetsflich heescht; wéi wäit do och de Fret iwwert d'Eisebunn eng Roll spillt; wat ass d'Aufgab vun der CFL an deem Konzept vum Wirtschaftsminister a ganz besonnesch awer och vun där nei gegrënnter CFL-Cargo.

Mir wëssen, datt déi Iddi do net nei ass, dass se schonn des Öfteren hei am Haus an an der Politik am Generellen diskutéiert ginn ass, fir Lëtzebuerg auszebaue fir e Logistikcenter. Ganz konkret Entreprisë waren d'ailleurs och schonn am Laf vun den 90er Joren interesséiert fir heihinner ze kommen. Wann ech mech richteg erënnere war dat DHL, an deemools sinn eben och Diskussioune gefouert ginn iwwer all déi dote Punkten an iwwert d'Inconvénienten, déi dat géing mat sech bréngen. An duerfir wollt ech froen, wat d'Konzept vum Minister Jeannot Krecké ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Wirtschaftsminister, den Här Jeannot Krecké, huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass d'Regierung sech virgeholl huet de Logistikzenter hei zu Lëtzebuerg oder loosse mer soen d'Logistikaktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze développéieren. Dofir ginn et eng ganz Rei Grënn.

Éischtens stellt ee fest, dass et jo eng Verschiebung e bëssen an de Mäert gëtt, esou dass eng ganz Rei Produkter, wat hir Produktiounslinnen ubelaangt, a Richtung Asien ginn.

Zweetens, dat hu mer bei der TDK gesinn, wäert Europa, net nëmme Lëtzebuerg, eng ganz Rei Produkter net méi kënnen hierstellen, an déi wäerten an nächster Zukunft op anere Plazen hiergestallt ginn, méi wäit ewech, wéi vun hei. Mä et si Produkter, déi mir awer brauchen, déi mir consomméieren, an doduerch hu mer geduecht an awer scho säit Méint, dass mer all Kéiers, wa mer mat engem schwätzen, dee seet, aus deenen an deene Grënn kann ech net op Lëtzebuerg kommen, sief et aus Käschtegrënn, sief et aus Opportunitéitsgrënn, dass mer ëmmer erëm datselwecht maachen, mir probéieren ze kucken, wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir eventuell eng Plattform, e Sëtz hei zu Lëtzebuerg ze hunn a wat fir eng Méiglechkeeten et gëtt, fir eventuell Logistik ze bedreiwen.

Elo muss ee soen, dass d'Logistik jo net nëmmen Transport ass. Mir hunn eng Etüd an Optrag ginn, déi am Fong geholl d'Schwächten an d'Stäerkte vu Lëtzebuerg sollt an deem dote Beräich kucken; an d'Logistik ass jo vill méi wéi Transport. D'Logistik ass déi ganz Organisatioun, déi ganz Verwaltung vum Floss, vum Material a vun den Informatiounen; u sech vun der Zouliwwerung am Fong geholl bis zur Produktioun, bis herno zur Distributioun. Do ass also wesentlech méi ze gesinn, wéi dass ee just Transportfroen ze behandelen huet.

Duerfir hu mir jo och eng Etüd an Optrag ginn am Zesummenhang mat dem Fret aérien, dat heescht mat der Fracht, haaptsächlech bezunn op d'Cargolux. Wat stelle mer fest? 98% vun deem, wat erageflu gëtt, gëtt direkt erausgefuer, ouni dass iergendeppes domat geschitt. D'Iddi ass also fir emol ze kucken: Majo, wat kënnte mir eventuell an deem Beräich maachen?

Do muss ëmmer frësch verpaakt ginn, do mussen extra Stempelen drop kommen, do mussen extra Stickeren drop kommen, do mussen aner Gebrauchsanweisungen drop kommen, dat muss anescht verdriwwe ginn. Deen ee seet, ech hätt et gär muer, deen anere seet, ech hätt et gären iwwermuer. Emol kucken, ob mir net kënnten an där Chaîne vu Création de valeur eng Roll hei zu Lëtzebuerg spillen. Dat heescht dat, wat souwisou hei op Lëtzebuerg kënnt - dat ass de Bestanddeel vun der Etüd -, do kucken, ob mir deem net e Mehrwäert bäiginn an et dann eréischt erausféieren. Et ass also un alleréischter Stell fir emol ze kucken eppes, wat souwisou haut geschitt, fir deem e Mehrwäert bäizeginn, éier et erausgeet.

Dat Zweet, wat mer allerdéngs awer och gekuckt hunn an der Zwëschenzäit, ass, wat ass dee Secteur eigentlech hei zu Lëtzebuerg. Dee Secteur, dee beschäftegt haut schonn 9.000 Leit an ass en évolution; déi lescht dräi Joer sinn do 1.000 Aarbechtsplaze geschaf ginn. Et ass also e Secteur, deen interessant ass, well en Aarbechtsplaze schaaft.

E schaaft Aarbechtsplazen op zwee Niveauen: op deem ganz héijen Niveau an um Niveau vu méi Handaarbecht, loosse mer soen, um manner qualifizéierten Niveau. Asoufern ass et fir mech eng interessant Opportunitéit, well mer eng Rei Aarbechtsplazen amgaange sinn an der Industrie ze verléieren - duerch Grënn iwwert déi mer jo scho geschwat hunn - an dass dat do e flotte Substitutiounssecteur kënnt gi fir Lëtzebuerg.

Selbstverständlech soll dat sech net nëmmen op de ganzen Deel, deen en rapport mat der Loftfracht ass, konzentréieren, mä et soll och op den Transport, deen iwwert d'Schinn geet, gekuckt ginn. An do ass et jo evident, dass Beetebuerg als en Happ, dee mer wëllen ausbauen, als en Happ, dee muer eng gréisser Zukunft soll hunn, do natierlech e gréissere Rôle soll spillen.

Wat huet dat vu Konsequenzen? Ma ee Problem ass deen, dass, loosse mer soen, alles relativ flächenintensiv ass an dass mer musse kucken, wou Flächen do sinn. Mir hunn zu Beetebuerg Méiglechkeeten, an och elo an den Transaktioune mat Arcelor wäerte mer Méiglechkeete kréien, a mir probéieren also a Richtung ze goen, och zu Beetebuerg Saachen unzesiedlen, ebe just wéinst deem Dréi- an Angelpunkt, dee mer do am Schinneverkéier hunn.

Op där anerer Säit ginn et nach Disponibilitéiten um Niveau vun den Terrainë ronderëm de Flughafen. Dir hutt gefrot, wat genee vun Installatiounen an Infrastrukturen op de Flughafe komme misst. Dozou kann ech Iech am Moment nach keng Ausso maachen, mir si jo eréischt amgaangen dat do elo ze studéieren. Wat ech Iech mat Sécherheet awer soe kann - an dat hunn ech deene Leit aus där Branche och gesot, mat deenen ech elo vill Gespréicher hat -, dat ass, dass et net wäert esou kommen, dass mir hei plötzlech opmaachen. Dat ass mat Sécherheet

net de Fall, mä mir probéieren also bei eppes, wat souwisou elo geschitt, eppes wat souwisou an eist Land erakënnt, e Mehrwäert deem bäizeginn. Mir probéieren dat, wat souwisou an eist Land erakënnt, och iwwer en anere Wee, iwwert d'Strooss oder esou, dass mer deem eventuell eng Plattform ginn, fir dat ze verdreiwen.

Wa mer net méi hei zu Lëtzebuerg produzéiere kënnen, da menge mer, dass mer eventuell kënnen dee Service do leeschten, dee Service, deen awer och eng Manutentioun noutwendeg mécht, dat heescht, et muss och Handaarbecht do gemaach ginn. Ech mengen, dass eng ganz Rei Aarbechtsplazen do ze schafe wieren, déi et muer kënnten erlaben, wat mer op anere Plaze verléieren eventuell ze ersetzen.

Voilà, Här President, dat ass zu dësem Zäitpunkt dat, wat ech dozou soe kann.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Mehlen agereecht hat, iwwert de Camp vu Guantánamo. Mir diskutéieren dës Resolutioun elo a stëmmen dann driwwer of. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens, den Här Bausch an den Här Fayot. D'Wuert huet fir d'éischt den Auteur vun der Resolutioun, den honorabelen Här Mehlen.

11. Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo

M. Robert Mehlen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Guantánamo läit wäit ewech. Et ass och eises Wëssens no kee Lëtzebuerger do internéiert. Duerfir kënnt ee sech d'Fro stellen: Wuerfir elo hei déi Resolutioun am Lëtzebuerger Parlament?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho ganz laang gewosst, datt dat, wat op Guantánamo passéiert, massiv géint d'Mënscherechtskonventioun verstéisst. Ech zielen op, ouni den Usproch ze erhiewe vollstänneg ze sinn: illegaalt Festhale vu Persounen op onbestëmmten Zäit; illegal Deportatioune vu Persounen op onbekannt Plazen; kee Kontakt fir déi Persounen, déi do festgehale ginn, no baussen; kee Rechtsbäistand fir déi Persounen, déi do festgehale ginn; keng konkret Beschëllegung; kee Prozess; inhuman Behandlung, an net nëmmen inhuman Behandlung, mä regelrecht Folter. Dat bedeit e Verstouss géint international Konventiounen iwwert de Schutz vun de Mënscherechter, déi vun den USA ratifizéiert gi sinn an duerfir och fir d'USA voll applicabel sinn.

Wat nei ass, dat ass, datt de 16. Februar vun dësem Joer e Rapport erauskomm ass vun enger UN-Untersuchungskommissioun, ënnert dem Virsëtz vum Här Manfred Nowak, deen UN-Sonderbotschafter fir Folter ass. An dësem Rapport gëtt ganz kloer festgestallt, datt et krass Verstéiss géint d'Mënscherechter gëtt. Et muss een awer och soen, datt den Enquêteuren dee fräien Zougang, deen d'UN-Mënscherechtskonventioun virgesäit, fir déi Enquête ze féieren, refuséiert ginn ass.

D'Parlamentaresch Versammlung vum Europarot huet am Abrëll 2005 an hirer Resolutioun 1433 (2005) ganz krass Verstéiss festgestallt. Ech erlabe mer am Zäitraum, deen ech hunn, e puer Zitater hei opzefëieren. Si soen, datt: «Le respect des droits de l'Homme internationaux et du droit international humanitaire ne constitue pas une faiblesse dans la lutte contre le terrorisme, mais une arme. (…) Néanmoins, l'Assemblée estime que le Gouvernement américain a trahi ses propres principes les plus élevés dans l'ardeur avec laquelle il a tenté de mener ‚la guerre contre la terreur'. C'est avec Guantánamo Bay que ces erreurs se sont peut-être avérées les plus manifestes.»

An da kommen d'konkret Beschëllegungen: «de nombreux détenus, si ce n'est tous, ont été soumis à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui ont été le résultat direct d'une politique officielle autorisée aux plus hauts niveaux du gouvernement;». Et geet weider: «de nombreux détenus ont été soumis à des mauvais traitements qui équivalent à de la torture, pratiqués systématiquement, et avec la complicité du Gouvernement des États-Unis, en toute connaissance de cause;». Esou wäit déi Zitater.

Här President, d'amerikanesch Regierung vertrëtt d'Attitüd, datt Guantánamo e rechtsfräie Raum wär, wou d'internationaalt Recht net ziele géing an duerfir kënnte si do mat egal wiem egal wat maachen. Déi Attitüd gëtt vun der Cour suprême vun den USA selwer zréckgewisen a gesot, datt se falsch wär a kee Bestand hätt. D'Europaparlament huet am Januar 2006, also vun dësem Joer, d'Schléissung vu Guantánamo gefuerdert an och en Untersuchungsausschuss agesat.

D'Fro stellt sech: Wat ass d'Opportunitéit vum Lëtzebuerger Parlament fir an där Situatioun en Opruff un d'amerikanesch Regierung ze maachen, fir där Situatioun en Enn ze maachen?

Ech wëll drun erënneren, datt mer viru kuerzem hei eng Resolutioun hate géint d'Proposë vum iranesche President, déi inakzeptabel sinn, wou mer hei mat aller Däitlechkeet an aller Vehemenz dat zréckgewisen hunn, wat dee Mann vu sech ginn huet. A mir hunn dat jo och matgedroen. Dee Mann huet Wierder gebraucht, déi net nëmme blesséieren, mä déi ënner Ëmstänn zu Gewalt féiere kënnen. Ass dat eng Mënscherechtsverletzung? Ass et keng? Ech wëll dat net qualifizéieren. Mä hei si mer a Presenz vu wierklechen, vun der UN festgestallte krasse Mënscherechtsverletzungen. An do solle mer de Mond halen?

Här President, ech froe mech an lech: Wat ass eis Glaubwürdegkeet dobaussen nach wäert, wa mer op där enger Säit einmüteg esou Proposën a Wierder zréckweisen, déi een net gebrauchen däerf, an op där anerer Säit awer faktesch Mënscherechtsverletzungen, déi ganz drastesch sinn, toleréieren. Ech muss soen, et ass och dat, wat mech derzou gefouert huet, fir déi Initiativ hei ze huelen, well ech einfach fannen, datt mir eis eege Glaubwürdegkeet do verspillen.

Kuerz virdrun hate mer, op Initiativ vum Här Goerens, hei eng Diskussioun iwwert den Dialogue des cultures. Mir wëssen, datt e Kulturkampf ausgebrach ass, dee sech net nëmmen op dee Karrikatureräit do reduzéiert. Mä mer wëssen awer och, an Analysten, déi sech an der Situatioun gutt auskennen, déi soen eis, datt net nëmmen déi kulturell oder reliéis Ënnerscheeder à l'origine si vun deem Haass, dee sech besonnesch am Mëttleren Orient, awer och nach méi wäit, opgestaut huet, mä datt et virun allem déi kontinuéierlech Humiliatioun vun de Leit an deene Raim do ass, déi zu deem onwahrscheinlechen Haass gefouert huet, deen dann och dozou féiert, datt dat sech ëmmer méi héichschaukelt an datt een net weess, wat da leschten Enns d'Konsequenzen dovunner eng Kéier si wäerten.

Här President, et kann een d'Mënscherechter dobaussen net propagéieren, wann ee sech net selwer dorun hält. Déi fortwährend Mënscherechtsverletzungen dreiwen den Haass géint de Westen un. Do gi mir entre-temps mat considéréiert. Mir gi mat den USA an een Dëppe gehäit, esou héich, datt d'Folgen effektiv ganz gravéierend kënne sinn.

Elo gëtt et Stëmmen, déi soen: Dat ass jo awer keng Differenz zu anere ganz villen Diktaturen op dëser Welt, wou och Leit gefoltert ginn, zu Onrecht festgehale ginn an esou weider, souguer deelweis exekutéiert ginn. Hei muss een awer soen: Et besteet trotz allem eng Differenz, wann och vläicht net um Niveau vun de Mënscherechtsverletzungen, mä eng Differenz, ob eng Diktatur, déi ënner Ëmstänn och emol d'Mënscherechter net ënnerschriwwen huet, hir eege Leit ënnerdréckt, fir sech selwer um Pouvoir ze halen, par rapport zu enger Natioun, déi sech dobaussen duerstellt als déi, déi d'Mënscherechter wëllt an der ganzer Welt verbreeden, a Bierger vun anere Staten einfach captéiert, festsetzt an hinne sämtlech Rechter verweigert. Datt dat, wéi gesot, den Haass an d'Luucht dreift, do brauch ee sech net ze wonneren.

An ech erlabe mer och hei d'Fro ze stellen: Wéi géinge mir eis als Lëtzebuerger Vollek stellen, wann - an ech hunn e puer esou Geschichte gelies vu Leit, déi do festgehale ginn, déi sech guer näischt zu Schold komme gelooss hunn, déi iwwerhaapt näischt mat den Taliban ze doen hunn - vläicht souguer e Familljenugehéierege vun eis ënnert deene Konditiounen do géing festgehale ginn. Géinge mer dann och esou roueg nokucken?

Ech wëll schléisse mat engem Zitat vum Här Nowak, dem UN-Sonderbevollmächtegte fir Tortur, op Däitsch: „Und ich setze hier auch sehr stark mein Vertrauen auf die Staaten der Europäischen Union, die ja als traditionelle Verbündete der Vereinigten Staaten von Amerika doch eine gewisse Überzeugungskraft haben." An domadder wëll ech schléissen, Här President.

Dat hei riicht sech selbstverständlech net géint d'amerikanesch Populatioun, wou e ganz groussen Deel och net d'accord ass mat där Aart a Weis, wéi hei verfuer gëtt, mä géint eng amerikanesch Regierung, déi mat enger Arroganz sonnergläichen hir eege Rechtsprinzipien ignoréiert a souguer Geriichtsuerteeler oder Aussoe vum lewechte Geriicht vun den USA einfach ignoréiert.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Charel Goerens. Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen eisen Accord bréngen zu där Virlag, déi den Här Mehlen eis hei ënnerbreet huet. Mir hate jo och schonn an der Commission des Affaires étrangères Rieds driwwer. Ech wëll mech op e ganz kuerze Commentaire beschränken.

Éischtens, gëtt scho méi laang évoquéiert, datt et net mat rechten Dénger zougeet op där Plaz do, wou déi Leit gefaange gehale ginn. Zweetens, gëtt dat och elo bestätegt vun offizielle Berichter, dat, wat virdru vun de Sources autorisées duerchblécke gelooss ginn ass. Drëttens, mengen ech, solle mer eis mat där Fro ausernee setzen an eis net an de Piège beginn, deen heescht «comparaison n'est pas raison».

Et gëtt eng ganz Partie Diktaturen, déi Mënscherechtsverletzunge praktizéieren. Dat gëtt deenen, déi d'Lutte géint d'Mënscherechtsverletzungen an hire Gronddokumenter, an hirer Verfassung stoen hunn, net d'Recht datselwecht ze maachen. Mir wëssen, datt d'Bekämpfung vum Terrorismus e ganz schwieregt Unterfangen ass an datt déi, déi am Kampf géint den Terrorismus Verantwortung ze droen hunn, oft un d'Limitë vun hire Méiglechkeete stoussen, a si gi vun hire Leit op schnell Resultater gedrängt.

Dat, wat ech hei elo soen am Numm vun der demokratescher Fraktioun, ass dat, datt een als westlech Demokratie nawell muss seng Grondsätz respektéieren, nawell fir déi Valeure muss antrieden a besonnesch an deene Momenter, wou et net esou evident ass fir dat ze maachen a wou d'Regierungen oft gedrängt a bedrängt gi vun hirer Opinion publique, fir op e Wee ze goen, dee méi zweifelhaft ass.

Wa mer wëllen hunn, datt déi Valeuren, déi mir als héich an helleg ugesinn, och vun anere respektéiert ginn, da musse mir selwer dru gleewen, mir mussen se selwer respektéieren a mir mussen och a kritesche Phasen dozou stoen. Westlech Demokratië mussen irréprochabel sinn an där doter Hisiicht a si däerfen net dee geringsten Zweifel un der Bereetschaft opkomme loossen, fir déi Valeuren envers et contre tout ze verteidegen.

Dat Lescht, wat ech soe wollt, dat ass, datt déi Resolutioun sech hei un en Alliéierten adresséiert an och ënner Alliéierten a Frënn muss ee sech kënnen dat dote soen an déi Wourechte soen. Ce d'autant plus, wou och an de Vereenegte Staten d'Opinion publique méi wéi reservéiert ass vis-à-vis vun deenen Praxissen, déi do gemaach ginn.

Dat, wat een awer soe muss, dat ass, datt et nawell an de Vereenegte Staten eng Press gëtt, déi déi Praxissen do stigmatiséiert an et och Geriichter ginn, déi, egal wat de President seet an egal wat d'Administratioun mécht, dat net akzeptéieren. E ganzen Deel vun deem, wat elo révéléiert gëtt a wat och elo vun eis stigmatiséiert gëtt, ass och drop zréckzefëieren, datt et an den USA selwer Kräfte gëtt, déi dat do net akzeptéieren. Ënnert dem Virbehalt vun deene puer Remarquë wollt ech den Accord vun der demokratescher Fraktioun zu dëser Resolutioun hei bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Deen nächste Riedner ass den honorablen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, leschte Méindeg huet ons Commission des Affaires étrangères iwwert dës Resolutioun diskutéiert an et war eng breet Unanimitéit an der Kommissioun vun alle Groupes politiques fir domat d'accord ze sinn, dass mer hei an der Chamber eng Resolutioun unhuelen, fir déi Methoden, déi zu Guantánamo ugewannt ginn, ze condamnéieren.

Ech erënneren drun, dass mer hei an de Konsequenze vum 11. September 2001 sinn, dass den 10. Januar 2002 dee Camp vu Guantánamo ageriicht ginn ass. An deem Camp vu Guantánamo si 760 Leit festgehale ginn, vun deenen der zum Deel libéréiert gi sinn, zum Deel op aner Plazen duerno och transportéiert gi sinn. Ech wëll och drun erënneren, dass de President Bush de 7. Februar 2006 en Dekret geholl huet, wou Amerika sech selwer entbonnen huet vun deenen Obligatioune vun de Konventioune vu Genève „iwwert d'Krichsgefaangen an dësem Konflikt", wéi de President sech ausgedréckt huet.

Ech wëll och drun erënneren, dass vun deenen Détenuen, déi zu Guantánamo sinn, der zéng bis elo en examen gesat gi sinn, dass nach kee condamnéiert ginn ass vun iergendengem Tribunal an dass déi zéng iergendwann solle virun enger militärescher Spezialkommissioun erschéngen.

Dir hutt och vläicht an der Press matkritt, dass an deene leschten Deeg, op Pressioun hi vun der Agence de Presse, Associated Press, 5.000 Säite vun deenen Interrogatoiren zu Guantánamo publizéiert gi sinn, déi 317 Détenuen implizéiert hunn. An deenen Interrogatoirë schéngt et wéi wann do effektiv militant Islamiste sinn, mä dass och ganz vill Leit do sinn, wou ee sech d'Fro stelle kann, wat se do maachen.

Virun allem ass och an der Zwëschenzäit an deene leschte Méint a Joren eng riseg Diskussioun an Amerika selwer opkomm iwwert déi Methoden, déi do an och op anere Plazen, wéi zum Beispill zu Bagdad am Prisong Abu Ghraib, gebraucht gi sinn, déi, wéi de Comité international vum Roude Kräiz gesot huet, Méthodes frôlant la torture. Déi Methoden do si ganz bestëmmt enorm verwerflech fir eng Natioun, déi anere Länner demokratesch Gepflogenheete bäibrénge wëllt.

Mir hunn also kee Problem mat dëser Resolutioun. Mir fannen et gutt, dass d'Chamber esou een Text unhëlt. Ech wollt awer an deem Text hei, well deen am Fong geholl nach net weider an der Form verschafft ginn ass, proposéieren, dass mer - fir d'Kloerheet vum Message och - de 4. an de 5. Tiret vum Considérant géifen ewechloossen an dass mer och am 6. Tiret e Feeler verbesseren, en „e" amplaz en „a" an „afférants" setzen. Dass mer och an der zweeter Rei de „pas" ewechhuelen, also „ne saurait être toléré".

Dass mer am éischten Deel vum Dispositif soen „exige l'arrêt de cette situation illégale". Mir wëllen net iergendwéi en Délai, mir wëlle constatéieren, dass dat soll ophalen. A mir wëllen och onse President chargéieren „de transmettre cette résolution à l'Ambassade des États-Unis". Ech mengen, ob dat elo sans équivoque oder avec équivoque geschitt, mir wëllen et ganz kloer, dass dat remettéiert gëtt. Den „sans équivoque" huet am Fong geholl kee Sënn. Dat wären déi Propositiounen, déi ech hei géif virbréngen.

Wéi gesot, mir si mat deem Text hei d'accord a mir fannen et och gutt, dass den Här Mehlen dee bruecht huet. Ech wär frou wann hie sech kënnt deene Propositiounen uschléissen, fir den Text esou ze maachen, dee menger Ansicht no doduerch nach méi staark gëtt a méi kloer gëtt, fir dann den Avis vun der Chamber ganz kloer och auszedrécken.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dee leschte Riedner ass den honorablen Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, am Numm vun eiser Fraktioun sinn ech frou, dass mer dës Resolutioun haut hei kënnen eestëmmeg ofstëmmen. Et ass esou, mir hu jo eigentlech an där Resolutioun hei elo keen neit Element dra par rapport zu deene Saachen, déi an deene leschte Wochen a Méint scho laang an der Diskussioun waren, mä ech mengen et ass wichteg, datt d'Parlament och en Zeeche setzt. Et ass e bëssen an der Diskussioun vun der Kommissioun erauskomm, dass gesot ginn ass, dass et hei eigentlech, oder dass mer eigentlech séier do wäre mat Kritiken, wann et ëm d'Vereenegt State géing goen, mä bei anere Länner géife mer méi kuerz trëppelen.

Éischtens emol mengen ech dat net. Mir hunn an dësem Parlament scho méi wéi eng Kéier och bei anere Länner Stellung bezunn. Mä ech muss och am Numm vu menger Fraktioun soen, datt mir et besonnesch schlëmm fannen, wann en demokratescht Land esou eppes wéi dat heiten - loosse mer emol esou soen - opzeweisen huet. Vun enger Diktatur erwaarden ech mer jo näischt aneschters wéi ondemokratesch Verhältnisser, Tortur oder och souguer Folter. Dofir bekämpfe mer jo och d'Diktaturen

an dofir hoffe mer jo och, datt mer eng Kéier an eng Situatioun kommen, datt mer weltwäit nëmmen nach demokratesch Regimer hunn a keng Diktatur méi hunn.

Fir datt mer dat awer erreeche kënne mussen déi Länner, déi sech selwer demokratesch nennen a virun allem grouss Länner, déi jo oft wëllen um internationale Parkett optrieden, fir Lektiounen auszedeelen, mussen déi besonnesch propper do stoen, da kënnen déi sech esou eppes, wéi zu Guantánamo Bay do gemaach ginn ass, net leeschten. Duerfir ass et desto méi wichteg, datt weltwäit haaptsächlech an demokratesche Länner dat dote condamnéiert gëtt a verlaangt gëtt, datt dee Prisong do esou séier wéi méiglech opgeléist gëtt.

Duerfir ass et fir eis als Fraktioun absolut gutt a richteg, datt mer haut hei - a wéi gesot ech si frou doriwwer - à l'unanimité dës Resolutioun kënne stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Domadder si mer um Enn vun där Diskussioun ukomm. Mir kommen zum Vote vun der Resolutioun.

(Interruption)

Här Mehlen! Jo, wéinst den Ännerungen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Wéi soll ech soen? Ech verstinn dat zwar éierlech gesot net esou recht, well jo d'Argumentatioun ass, dat wär e rechtsfräie Raum, wuerfir datt den Tiret 4 soll gestrach ginn. Ech fannen et soll een dat ënnersträichen, dass et op där ganzer Welt keen Endroit ka ginn, wou d'Mënscherechter einfach net zielen. Et ass jo eng ganz komesch Attitüd, déi d'amerikanesch Regierung do anhëlt.

Dat duerno, datt déi flagrant Mëssuechtung vun de Mënscherechter wierklech der Crédibilitéit ganz staark géing schueden, mengen ech, passt zwar och dran. Ech muss soen ech verstinn net, wat domadder beabsichtegt ass, fir dat ze sträichen, mä wa mer awer e Konsens all zesummen doduerch kënne fannen, da si mir och domat d'accord. Ech bedaueren et awer, dass dat net tel quel do stoe bleift.

M. le Président.- Also, wann ech dat richteg verstinn, sinn d'Fraktiounen alleguer d'accord mat deene Propositiounen, déi den Här Fayot gemaach huet. Ech hoffen, datt jidderee se notéiert huet, dass mer wëssen, wat mer ofstëmmen.

Da stëmme mer of. Kënne mer dat par main levée maachen?

(Assentiment)

Jo. D'Fro ass nach un d'Fraktiounen: Wien ënnerschreift, mir hunn hei just d'Ënnerschrëft vum Här Mehlen?

Den Här Bausch, den Här Haupert, den Här Fayot an den Här Goerens.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la publication d'un rapport du Haut-Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU sur la situation des détenus du camp de Guantánamo, en date du 15 février 2006;

- considérant que ce rapport constate des violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- considérant que ce rapport constate dans ses conclusions notamment que les États-Unis violent les droits fondamentaux des détenus de bénéficier d'un procès équitable, à la liberté de religion et à la santé;

- soulignant que toute violation des droits de l'Homme et des traités y afférents est inacceptable indépendamment des auteurs respectivement des circonstances et ne saurait être tolérée;

- exige l'arrêt de cette situation illégale;

- charge son Président de transmettre cette résolution à l'Ambassade des États-Unis.

(s.) Robert Mehlen, François Bausch, Ben Fayot, Charles Goerens, Norbert Haupert.

Voilà, dann au vote.

Vote

Ech gesinn, d'Unanimitéit vun de Membres présents vun der Chamber ass fir d'Resolutioun.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)

MERCREDI, 15 MARS 2006 — 29E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

2. 5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz iwwert d'Entwécklungshëllef. Här Minister Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

1. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Firwat eigentlech Kooperatioun? Firwat Kooperatioun haut? Firwat ëmmer méi Kooperatioun? A firwat eng ëmmer besser Kooperatioun?

D'Kaarte sinn op der Welt net gläichméisseg verdeelt. D'Entwécklung vu verschiddene Regiounen op der Welt geet ënnerschiddlech séier - oder villméi, ënnerschiddlech lues - virun. Emol staark gebremst duerch Naturkatastrophen oder Kricher, emol an erstaunlechem Mooss accéléréiert duerch e wëssenschaftlechen Duerchbroch oder eng Erfindung am industriellen oder medezinesche Beräich, fir nëmmen déi puer Beispiller ze nennen.

Den Entwécklungsstadium, an deem e Land oder eng Regioun sech befënnt, ass eigentlech e ganz relative Begréff. A wann een dann een Ament méi genee op der Zäitschinn zréckkuckt, da gesäit een och relativ séier, datt all Entwécklung alles anescht wéi linéaire ass. Et gëtt do vill méi Nuancen, wéi dat op den éischte Bléck schéngt. D'Grenzen tëschent Entwécklung an Ënnerentwécklung si vill méi verschwommen, wa mer iwwer ekonomesch Wäerter eraus, wéi de Produit intérieur brut, per capita ewechkucken a Facteure wéi d'Ëmwelt, d'Bonne gouvernance, d'Mënscherechter oder nach d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra als komplementar Moosslaten uleeën.

Déi grondsätzlech Fro stellt sech op eemol op eng vill méi komplex Manéier: Et geet net nëmme méi drëms fir festzestellen, ob et eng Entwécklung gouf - am quantitative Sënn vum Wuert -, mä et geet drëms fir festzestellen, ob déi Entwécklung, déi geschitt ass oder amgaang ass ze geschéien, an déi richteg Richtung geet, an ob se iwwert d'Zäit eraus eng Entwécklung duerstellt, déi nohalteg ass.

A wann een dat mécht, da stellt ee leider fest, Dir Dammen an Dir Häre, datt dat dacks net de Fall ass oder nëmmen deelweis de Fall ass. An dat ganzt Bild gëtt eben, wéi gesot, nach vill méi verschwommen, wann een déi ganz Saach op der Zäitschinn kuckt. Duerfir gëtt et eng ganz Rei Grënn.

Mir kämpfen haut nach all Dag - kämpfen am positive Sënn vum Wuert - a ville Länner op der Welt mat de Konsequenze vun deem, wat op Franséisch de «mal-développement» genannt gëtt. Déi déif gräifend Grënn vun deem Mal-développement sinn d'ailleurs dacks déiselwecht respektiv si sinn an deene meeschte Fäll ähnlech gelagert: physesch Onsécherheet duerch Krich oder Kriminalitéit, Angscht ëm d'boert Liewen, net genuch z'iessen oder näischt z'iessen, keng oder ganz wéineg Perspektive fir eng sënnvoll Beschäftegung, geschweige dann eng Aarbecht ze fannen, e materiellt Ëmfeld, dat och soss kaum Perspektiven iwwer laang Zäit zouléisst, a villes méi. D'Konsequenz dovunner ass Hoffnungslosegkeet fir Zéngdausenden, jo fir Honnertdausenden, zumools a Westafrika. An dobäi ass da meeschtens deen Eenzelne sech selwer ganz eleng iwwerlooss.

Och, Här President, wann d'Problemer an Afrika net mat deenen ze vergläiche sinn, déi mir hei an Europa hunn, ass et dach awer esou, datt mir eis hei an Europa - a besonnesch hei zu Lëtzebuerg - beméien, do wou Problemer optrieden, deen Eenzelne beispillsweis duerch d'Sozialnetz erëm opzefänken an him nei Perspektiven ze bidden. Dat geléngt eis zwar net ëmmer, mä trotzdeem.

An Afrika ass dat ganz anescht. Et kann eigentlech do keen duerch e Sozialnetz falen, well dat Netz gëtt et meeschtens ganz einfach net. Wann ee fält, da fält een direkt, voll a mat ganzer Kraaft op de Buedem. Esou einfach, mä och esou brutal ass dat.

An da si mer och mat enger Landflucht sonnergläiche konfrontéiert. Dat bréngt dann och mat sech, datt déi traditionell Solidaritéitsstrukture vun der Famill oder/a vum Clan net méi fonctionnéieren. D'Aarmutsspiral ass ugedréint a si hält net méi op mat dréinen.

Duerfir gëtt et, wéi gesot, vill Grënn. Datt et eng zolidd Trennung tëschent Räich an Aarm, tëschent Nord a Süd gëtt, dat bestreit haut keen. An dobäi spillen, wéi virop ugeschwat, déi ongläich Entwécklungszykle ronderëm d'Welt eng Roll. Déi Roll verschäerft sech aus der Mooss do, wou et zu verschiddene Momenter vun der Geschicht zu allze dacks kuerzsiichtegem Awierke vum Mënsch komm ass.

Ech schwätzen hei vu Kricher, awer och vum Kolonialismus mat egoisteschem Profitdenken, Sklaverei mat ähnlechen Hannergedanken a mat nach méi onakzeptabeler Mënscheveruechtung.

Krich, Kolonialismus a Sklaverei hunn ouni Zweifel déi Grenze matgezunn, déi haut déi industrialiséiert Welt vun der Entwécklungswelt trennen. Wat mat der deemoleger Arroganz vun de Groussmuechten als pragmatesch geopolitesch Interesseverdeelung iwwert d'Käpp vu Millioune Leit ewech duerchgezu gouf, kann haut dem Virworf vun Egoismus, Intoleranz a Manktum u Respekt virun deem Eenzelne sengem Liewen a senger Kultur net méi standhalen.

Lëtzebuerg hat un deenen drameteschen Agréffer glécklecherweis keng, oder am héchste Fall eng ganz marginal Bedeelegung. Mir mussen awer haut gesinn, datt mer ons an der globaliséierter Welt net laanscht d'Konsequenze vun deem deemolegen Handelen a Wierke kënnen drécken. Och mir mussen eis domadder ausenaner setzen.

Heibäi geet et net drëms, fir eis Responsabilitéiten opzelueden, déi mer net hunn, oder déi anerer hunn. Heibäi geet et drëms, de Realitéite vun dëser Welt an d'Aen ze kucken. Hei geet et drëms, eng gutt verstane Solidaritéit mat deene spillen ze loossen, deenen et aus Grënn, déi si selwer net oder kaum verschëlt hunn, net esou gutt geet wéi eis. Dat maache mer all Dag mat eisen Entwécklungsprogrammer, déi mer um Terrain ofwéckelen.

Dat maache mer regelméisseg och an eisem Dialog mat de politesche Responsabele vun den Entwécklungslänner. Dat maache mer awer och duerch Sensibilisatiounsaktiounen, wéi dës Chamber se schonns méi wéi eng Kéier zu Recht verlaangt huet. Ech wëll als politesche Responsabele vun deem Secteur och an Zukunft mat dozou bäidroen, fir d'Realitéiten - déi aus der Vergaangenheet an och aus der Géigewaart - aus der Entwécklungswelt de Lëtzebuerger méi no ze bréngen.

Ech wëll hei nëmmen dräi Beispiller ufëieren: eent aus dem leschte Joer, eent vun dësem Joer an eent aus dem nächste Joer.

Sou war d'Kooperatioun zum Beispill am November d'lescht Joer staark un der Semaine culturelle bedeelegt, déi de Statsbesuch vum President Touré aus dem Mali encadréiert huet. Am selwechte Sënn bedeelege mer eis dëst Joer un enger audiovisueller Initiativ, nämlech dem Film «Retour à Gorée», deen de senegalesesche Museker Youssou N'Dour iwwert d'Geschicht vun der Sklaverei dréit. Ech ginn - an dat ass mäin drëtt Beispill - och dovunner aus, datt d'Kooperatiounskomponent am Kulturjoer 2007 wäert hir Plaz hunn. Alles deit op jidde Fall den Ament dorobber hin.

Esou Initiative si mer awer och aus engem anere Grond wichteg. Ech hunn dee Grond schonn deelweis mat uklénge gelooss. Si erlaben eis ze weisen, datt Afrika net nëmmen aus Aarmut, Misär a Mal-développement besteet. Afrika ass sécher net räich u Suen, mä et ass onheemlech räich u senge Leit, u senger Geschicht a senger Kultur. Och dat ass et derwäert, datt et méi dacks gesot gëtt, datt et méi gewosst ass an datt et eis och méi bewosst gëtt.

Mä wa mer ons haut méi wéi jee mat de Konsequenze vun der Entwécklung an der Zäit vun anere Kontinenter ausenaner setzen, an ausenaner setze mussen, da geet et hei awer och drëms, ons eegen Intérêten ze schützen. Entwécklung, Mënscherechter a Sécherheet op der Welt ginn eis all eppes un. Sécherheet - esou huet den UNO-Generalsekretär Kofi Annan zu Recht a sengem Rapport "In Larger Freedom" geschriwwen - gëtt et keng ouni Entwécklung, grad ewéi keng Entwécklung méiglech ass ouni Sécherheet. Béid - Sécherheet an Entwécklung - sinn enk verbonne mam Respekt vun den elementare Mënscherechter an der sou genanntener Bonne gouvernance.

Mä fir d'éischt wëll ech unhand vun e puer Zuelen de Lëtzebuerger Kooperatiounseffort illustréieren. Ech wëll dat maachen andeems ech zur gläicher Zäit op de qualitativen Aspekt vun där Kooperatioun aginn an dobäi och e Wuert iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an deem Domän soen.

Wa mir iwwer onsen Asaz an der Entwécklungswelt schwätzen, solle mer net vergiessen, wou mer hierkommen, gradsou wéineg wéi mer solle vergiessen, mat wat fir enger rasanter Vitesse mir ons selwer am 20. Jorhonnert konnten entwéckelen - an dat trotz dem Leed an den Entbierunge vun onsen Elteren a Grousselteren, speziell an zwee Weltkricher. Haart a vill Aarbecht, eng geliefte Solidaritéit tëschent de Leit an en zolidd Stéck Solidaritéit vu bausse waren a sinn d'Rezepter vun dëser Entwécklung.

Wéi kënnte mer haut, entgéint de Lektioune vun onser rezenter Geschicht, eng gutt verstanen an eng echt geliefte Solidaritéit no baussen deene verwieren, déi duerch d'Globaliséierung méi enk wéi jee mat eis verbonne sinn? Dat ass ganz einfach net dran.

Nëmmen deen, Här President, deen d'Vergaangenheet kennt, nëmmen deen, deen d'Vergaangenheet versteet, kann d'Zukunft gestalten. An d'Erausfuerderunge vun der Zukunft am Entwécklungsberäich si grouss. D'Millenniumsziler weisen eis, wat déi Erausfuerderunge sinn. Mir musse se haut ugoen, net eréischt muer oder iwwermuer.

D'Verantwortung heifir läit natierlech net bei Lëtzebuerg eleng, si läit bei der ganzer internationaler Gemeinschaft. Dat Ganzt muss en Effort vu ville sinn. Jo, en Effort vun all deenen, déi kënnen, vun all deenen, deenen et esou gutt geet, datt se d'Méiglechkeet hunn, hiert méi oder manner grousst Stéck zu deem groussen Effort bäizedroen. All industrialiséierte Stat ass opgefuerdert, fir säi faire Solidaritéitsbäitrag zu der Bekämpfung vun der Aarmut ze leeschten.

Niewebäi bemierkt wëll ech soen, datt dee Prinzip vun der Solidaritéit a vum faire Bäitrag vu jiddferengem iwwregens net nëmmen an der Kooperatioun gëllt a misst gëllen. D'Welt wier sécherlech eng besser, wann dee Prinzip och a ganz anere Beräicher vun der Aussepolitik méi zum Droe kéim; mais cela est un autre débat.

Zréck bei d'Zuelen. Lëtzebuerg gehéiert zënter e puer Joer zum „Null-Siwenter"-Club. Dat sinn déi Länner, déi méi wéi 0,7% vun hirem Räichtum an d'Kooperatioun ginn. Zënter dem Mee d'lescht Joer hunn déi 25 Memberstaten aus der EU sech ënner Lëtzebuerger Présidence fir d'éischte Kéier dozou engagéiert, bis 2015 gemeinsam 0,7% vum nationale Räichtum an d'Kooperatioun ze stiechen. Dat ass eng Décisioun, déi de Wee virgëtt fir déi nächst Joren.

Lëtzebuerg kann ouni falsch Bescheidenheet soen, datt et an der Kooperatioun eng Virreiderroll gespillt huet, spillt a weider wäert spillen. Net nëmme wéinst eisem eegenen „Null-siwen"-Engagement, mä och wéinst deem Accord, dee mer op europäeschem Niveau zustane bruecht hunn.

Dat ass virun allem wichteg fir d'Leit, deenen hir Liewenskonditiounen am Endeffekt verbessert wäerte ginn, mä dat ass, wéi gesot, och wichteg fir Lëtzebuerg a seng Roll dobaussen an der Welt. Dofir loosst mech fir een Ament bei der Lëtzebuerger Perspektiv bleiwen.

Onsen nationalen Effort a Saachen Développement huet ons dobaussen duerch seng regelméisseg quantitativ Progressioun Visibilitéit a Respekt verschaaft. Doriwwer eraus ass et och eminent wichteg, datt Lëtzebuerg sech un de Konzeptdiskussiounen an den internationale Gremië bedeelegt an doduerjer och zu qualitativer Verbesserung vun där Kooperatioun bäisteiert.

Déi Aufgab hu mer 2005, wéi ech mengen, voll a ganz erfëllt. Mir hunn esou zum Beispill als Présidence décisiv dozou bäigedroen, datt de Forum vu Paräis iwwert d'Harmonisatioun vun de Prozedure konnt zu engem positive Resultat kommen, virum Hannergrond, datt all Euro, deen dozou déngt, fir komplizéiert an dacks duplikativ Prozeduren anzehalen, een Euro ass, deen eigentlech verluer geet - oder net méi ganz disponibel ass - fir déi Äermst vun deenen Aarmen.

Mir hunn déi Roll och erfëllt, andeems mer mat de Briten an de Schweden eis dofir staark gemaach hunn, datt bei der UNO e Fong ageriicht konnt ginn, fir de Konsequenze vun humanitäre Katastrophe besser an op eng méi effikass Manéier ze begéinen. Alles dat, genau wéi och deen Effort, dee mer also hei zu Lëtzebuerg a Saachen Evaluatioun, Suivi a Kontroll maachen, dréit zu méi Qualitéit an der Entwécklungspolitik bäi.

D'Zesummespill vu quantitativer Konsequenz a qualitativer Kompetenz a Saache Kooperatioun ass déi bescht Garantie fir Crédibilitéit an Unerkennung, eng Crédibilitéit, wéi e klengt Land wéi Lëtzebuerg se schwieregst iwwer aner aussepolitesch Weeër erreeche kann.

Duerfir ass ons international Kooperatioun och zu engem wichtege Vecteur vun der Lëtzebuerger Aussepolitik erugeräift. Et däerf deemno och net verwonneren, wann d'Regierung d'Entwécklungszesummenaarbecht als eng vun hire Prioritéite behandelt. Nëmmen deem, dee seng Rieden a Verspriechungen och konkret ëmsetzt, gëtt nogelauschtert, nëmmen dee kann e Wuert matschwätzen, wann et drëms geet, um internationale Plang Orientatiounen a Stoussrichtunge festzesetzen.

Wat heescht dat fir eis Partner an den Entwécklungslänner? Iwwert d'Joren ass aus der Entwécklungshëllef eng richteg Entwécklungszesummenaarbecht ginn, eng Kooperatioun mat enger Rei Entwécklungslänner, déi op géigesäitegem Respekt a Partnerschaft berout. D'Lëtzebuerger Kooperatioun mengt et eescht, wann et drëms geet, zesumme mat de Partner aus dem Süde Prioritéiten ze identifizéieren a mëttelfristeg Programmer opzestellen an ëmzesetzen.

Esou wéi ech dat viru kuerzem an der Chamberskommissioun kommentéiere konnt, huet déi Lëtzebuerger Kooperatioun am Joer 2004 0,83% vum Revenu national brut ausgemaach. D'Kooperatioun ass den Ausdrock vun de Lëtzebuerger hirer Solidaritéit no baussen. D'Welt, an där mir haut liewen, ass nëmmen eng, an et ka kee méi haut a sengem Eck sëtze bleiwen a behaapten, d'Suerge vun deenen anere géifen hien näischt ugoen. Duerfir huet déi Politik, haut nach vläicht méi wéi gëschter, hir zentral Wichtegkeet. Am Endeffekt geet et nämlech ëm d'Deele vum Räichtum mat deenen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, a mat deenen, déi näischt ze räissen an ze bäissen hunn.

D'Perspektive fir 2005 an 2006 gesinn e Prozentsaz vun 0,86 respektiv 0,89 vir. Dëst Joer stellen dat ronn 230 Milliounen Euro duer; dat Ganzt am Sënn vun der programmatescher Virgab aus der Regierungserklärung, mä och als Signalwierkung fir ons europäesch Partner.

D'Regierung ass duerfir och gewëllt, fir deen Effort op engem konstant héijen Niveau ze halen. Sécher, d'Kooperatioun operéiert net an engem lofteidele Raum; si kann net Abstraktioun maache vun deene wirtschaftleche Begebenheeten hei am Land. Duerfir wäert d'Kooperatioun an deenen nächste Joren zwar weider wuessen, mä si wäert dat op eng mesuréiert Manéier maachen, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer do och, wéi an deene leschte Joren, op déi tatkräfteg a gradesou indispensabel Ënnerstëtzung vun dëser Chamber ziele kënnen.

D'Wichtegkeet, Här President, vun där Entwécklungspolitik dans le long terme ass eis alt erëm eng Kéier op eng brutal Manéier an deene leschte Wochen a Méint virun Ae geféiert ginn. Ech schwätzen hei vu Ceuta a Melilla a vun deem wat am Mier viru Mauretanien amgaangen ass ze geschéien. Dës Realitéit nennt sech „migration", an ech wëll déi Fro vun der Migratioun hei, an hirer entwécklungspolitescher Dimensioun, beliichten.

Wa mir als Lëtzebuerger selbstbewosst an zugläich mat enger gewëssener Bescheidenheet op eis eege Geschicht zréckkucken, da musse mer ganz besonnesch sensibel sinn op den Drama vun deenen, déi entwuerzelt sinn, sief dat well se duerch Kricher forcéiert gi sinn, doheem fortzelafen, oder sief dat, datt blank Perspektivlosegkeet hinne keen aneren Auswee léisst, wéi sech a Bewegung ze setzen an hiert Gléck - tout étant d'ailleurs relatif en la matière - op enger anerer Plaz ze sichen.

Zwangsëmsiedlung a Flüchtlingslous waren nach viru 60 Joer haart geliefte Realitéite fir déi Generatioune virun eiser, an et sinn nëmme ronn 130 Joer hier, datt en Drëttel vun der deemoleger Bevölkerung vun eisem Land keen aneren Auswee méi wosst, wéi hiert Gléck an der deemools Neier Welt ze probéieren. Dës Situatioun huet sech eréischt verbessert, wéi Lëtzebuerg ugefaangen huet sech ze entwéckelen, um Enn vum 19. an um Ufank vum 20. Jorhonnert. A kuerzer Zäit ass Lëtzebuerg vun engem Emigratiounsland zu engem Immigratiounsland ginn.

Och haut, an Zäite vu grousser internationaler Migratioun, verléisst kaum een d'Land, d'Stad oder d'Duerf, wou hie lieft an opgewuess ass, aus Liichtfankegkeet, mä wéinst Grënn, déi wéineg mat fräiem Wëllen ze dinn hunn, mä éischter mat Onsécherheet am Fall vun engem Krich oder nach Hongersnout an endemescher Aarmut.

Masse vu jonke Leit aus Entwécklungslänner setze sech haut a Bewegung. Si hu keng Perspektiven doheem a si hoffen op e bessert Liewen an enger Welt, déi se héchstens vum Héieresoe kennen. Déi Biller vu jonken Afrikaner, déi an de spueneschen Exklaven Ceuta a Melilla um pickege Grenzdrot hänke bliwwe sinn, an d'Zuele vun deenen Honnerten, déi um Mëttelmier oder um Atlantik ënnerwee fir an Europa erdrénken, sinn net nëmme schwéier ze erdroen; si interpelléieren ons an onser gemeinsamer Mënschlechkeet. Si jäizen no deene richtegen Äntwerten.

D'Fro vun der Migratioun ass eng komplizéiert. D'Äntwerte leien deelweis am Süden, deelweis am Norden, meeschtens bei deenen zwee zesummen. En Deel vun där Äntwert ass sécherlech d'Immigratiounspolitik, déi lëtzebuergesch, mä awer och déi europäesch. Et gëtt vill dozou ze soen, mä dat ass net mäin Thema hei; mäin Thema ass de Lien mat der Entwécklungspolitik, woubäi mer nimools däerfe vergiessen, datt hanner all eenzelne Fall sech e mënschlecht Schicksal verstoppt.

Fir déi entwécklungspolitesch Komponent ze illustréieren, wëll ech fir d'éischt hei op de Rapport vun der Global Commission for International Migration vun der UNO verweisen.

Dëse Rapport aus dem Hierscht 2005 un den UNO-Generalsekretär zeechent fir d'éischt d'Nécessitéit vun der internationaler Migratioun op, an deem Sënn, datt et och dorëms geet, fir de Bedierfnisser u Leit an u Main-d'oeuvre am Norde gerecht ze ginn.

D'Kommissioun weist zweetens op déi wichteg positiv Roll hin, déi eng Diaspora kann hunn an der Entwécklung vum Heemechtsland, nämlech duerch de Bezuch, deen déi Leit, déi emigréiert sinn, weider zu hirer Famill hunn, déi zréckbliwwen ass, awer och doduerjer, datt se, vun do wou se sinn, Gelder un hir Familljen doheem iwwerweisen oder villméi schécken, an dat dréit dann erëm zu der Entwécklung vun deem Land bäi, aus deem se kommen.

Dësen Aspekt, bekannt ënnert dem engleschen Term „remittances", ass e wichtegen Aspekt vun der Entwécklungspolitik au sens large. Dat gëllt zum Beispill an engem ausgesprachene Mooss fir eent vun eisen Zillänner, an zwar de Cap-Vert. Ech si frou, datt déi Lëtzebuerger Agence de transfert de technologie financière sech d'lescht Joer an engem Rapport mat där Fro ausenaner gesat huet.

D'UNO-Kommissioun weist awer och - an dat ass zentral fir mech - op d'Nëtzlechkeet an d'Wichtegkeet hin, fir an den Entwécklungslänner duerch Entwécklung an Entwécklungszesummenaarbecht Konditiounen ze schafen, déi d'Liewensbedingunge vun de Mënsche verbesseren an déi d'Liewen an deene Länner a Regioune liewenswäert maachen.

Och wann d'Entwécklungspolitik net all Problemer eleng ka léisen, och wann d'Entwécklungspolitik net alles kann an engem Dag oder an engem Joer maachen, sou ass dach eppes kloer fir mech: D'Entwécklung ass am long terme déi bescht oder méi genau déi nohaltegst Äntwert, déi mer kënne ginn, wa mer gesinn, wat fir Masse vu Mënschen haut bougéieren.

Dat heescht beileiwen net, datt d'Entwécklungspolitik hiert Basiszil, nämlech d'Bekämpfung vun der Aarmut, soll a Fro stellen. Au contraire, si soll sech deem Zil verstäerkt verschreiwen, well do wou et keng Aarmut gëtt, gëtt et och net méi dee staarken Drang vun de Mënschen, fir hiert Gléck anzwousch anescht ze sichen. Dat ass esou einfach, mä awer och esou komplizéiert wéi dat.

D'Entwécklungspolitik kann an däerf der Migratiounspolitik net subordonnéiert ginn. Si muss hir Rechnung droen a si däerf net esou maachen, wéi wann et nëmmen dat eent géif ginn an net dat anert. Datselwecht gëllt iwwregens fir d'Migratiounspolitik, an dat Ganzt heescht och, datt keng ongesond Automatismen tëschent deem engen an deem aneren dierfen hiergestallt ginn.

An deem Sënn, Här President, huet Lëtzebuerg, zesumme mat senge Benelux-Partner, am November d'Initiativ ergraff, fir de Sujet vun der Migratioun an der Kooperatioun um europäeschen Niveau ze thematiséieren.

Oft ass et awer och esou, datt mer, ier mer kënne vun Entwécklungszesummenaarbecht schwätzen, fir d'éischt emol dozou musse bäidroen, datt a ganze Länner a Regiounen normal Konditiounen, sou genannt normal Konditioune fir eng normal Entwécklung erëm kënnen hiergestallt ginn. Dat ass de Fall, wa mer et mat humanitäre Katastrophen ze dinn hunn. Op dee Punkt wëll ech elo agoen.

Eppes méi wéi 10% vun de Lëtzebuerger Entwécklungsgelder sinn, wéi all Joer, fir Aktiounen am Beräich vun der humanitärer Hëllef reservéiert. Laangjähreg Erfahrung huet d'Gemeinschaft vun den Donateure geléiert, datt allze oft Krich oder Naturkatastrophen d'Acquisë vun der Entwécklungsaarbecht gefährden, wa se se net souguer

ganz zerstéieren. Joer fir Joer gesi mer ons deemno gezwongen, grouss Montanten an d'Aide d'urgence ze stiechen. Mir mussen dobäi leider allze dacks feststellen, datt fir déi eng Kris - zum Beispill Tsunami - vill Gelder zur Verfügung gestallt ginn, a fir déi aner bal keng. Rezent Beispill: déi alimentär Kris am Oste vun Afrika. Do feelt et un Equitéit - Verschiddener hu souguer vu Lotterie geschwat.

Dat mënschlecht Leed verdréit eigentlech keng esou Ënnerscheeder. Iwwert dat lescht Joer hunn dofir déi humanitär Acteuren, alle virop d'Briten, d'Schweden an d'Lëtzebuerger, sech domadder ausenaner gesat, wéi d'Aide d'urgence nach méi séier, nach méi massiv, mä och méi équitabel kann organiséiert ginn.

Um Sommet am September zu New York ass duerfir de Prinzip vun engem erneierten humanitäre Fong zréckbehale ginn. D'Zil vun deem Fong ass et, méi eng grouss Effikassitéit vun den humanitären Asätz ze garantéieren, andeems Urgencë-Fonge séier a massiv kënnen do agesat ginn, wou et op eemol stënterlech brennt, an awer och do, wou mer et mat sou genannte Crises oubliées ze dinn hunn, un deene kaum ee sech interesséiert an déi chronesch ënnerfinanzéiert sinn.

Mir hunn als Lëtzebuerger Regierung energesch matgehollef, datt dee Fong konnt an d'Liewe geruff ginn, ënner anerem andeems mer zesumme mat de Schweden am Kader vum September-Sommet eng grouss Sensibilisatiounsaktioun gestart hunn. Dës Efforten, an déi vun aneren, hunn hir Friichte gedroen, an net méi spéit wéi d'lescht Woch konnt ech zu New York derbäi sinn, wou dat neit Instrument offiziell vum Här Kofi Annan an dem humanitäre Coordinateur vun der UNO Jan Egeland lancéiert ginn ass.

Lëtzebuerg ass un deem Fong mat 4 Milliounen Dollar bedeelegt. Dee Fong soll deemnächst bis zu 500 Milliounen Dollar prettstellen. Vun deene 500 sinn der elo schonns méi wéi 250 do. Dee Fong, deen, wéi gesot, eréischt d'lescht Woch ugefaangen huet ze schaffen, huet scho seng éischt Aktioun gestart, andeems e Gelder fir Ost-Afrika bereetgestallt huet. Eng zweet Aktioun ass an der Côte d'Ivoire ofgeweckelt ginn.

An enger Welt, wou d'Humanitäre meeschtens nëmme schlecht Noriichte matzedeelen hunn, ass d'Kreatioun vun deem Fong, une fois n'est pas coutume, eng gutt Noriicht.

Lëtzebuerg huet mëttlerweil och eng zolidd eegen Erfahrung a Saachen humanitär Aktiounen. Konkret Asätz a Krisegebidder sinn d'Illustratioun vun dëser Kompetenz, déi mer eis do ugëeegent hunn. Ech denken un den Tsunami, un d'Presenz vun der Protection civile an der Louisiane nom Hurrikan Katrina oder un de rezenten Asaz vum Helikopter vun der Luxembourg Air Rescue fir d'Affer vum Äerdbiewen a Pakistan.

Och den onermiddlechen Engagement vun de Lëtzebuerger ONGen am humanitäre Beräich sief gebührend hei ervirgestrach. Grad wéi am Domän vun der traditioneller Entwécklungshëllef ass et sécher méiglech, an der humanitärer Hëllef deen een oder aneren Avantage comparatif op laang Zäit opzebauen. Dat géif et Lëtzebuerg erlaben, nach besser a Krisefäll anzegräifen. Dat ass eng grouss Erausfuerderung. Mir mussen eis dëser stellen.

Am totale Respekt vun der Spezifissitéit vun der Action humanitaire dierfen et hei och keng falsch Beréierungsängscht ginn tëschent Acteuren, déi sech prinzipiell vun der Natur vun hire Missiounen aus géifen aus dem Wee goen. Mir schwätzen hei vun den Humanitären op där enger Säit, an dem Militär op där anerer Säit.

Hinnen hir respektiv Aktiounen am Fall vun enger humanitärer Kris sinn zwee Stécker vun deemselwechte Puzzle. Wann een dee Puzzle richteg zesummesetzt, da kritt een e schaarft Bild; mécht een dat net, sou stousse sech déi verschidde Stécker vum Puzzle of oder si iwwerschneide sech op eng Manéier, déi d'Bild onschaarf mécht, eng Manéier, déi zu ongesonden Iwwerschneidunge féiert, an eng Manéier, déi dann och keng Resultater bréngt.

Eppes muss kloer sinn: Ech sinn deen Éischten, dee frou ass, wa keng militäresch Mëttele mussen zum Asaz kommen à la suite vun enger humanitärer Kris. Dat heescht nämlech, datt d'Humanitären eleng eens ginn, an datt d'Militär net gebraucht gëtt. An deene Fäll, wou dat esou ass, ass dat och gutt esou. Mä, de grâce, loosse mer eis dach näischt virmaachen: Et gëtt Situatiounen, wou dat net de Fall ass. An ech hu beim Tsunami mat mengen eegenen Aen am Sri Lanka an zu Banda Aceh gesinn, datt et ouni d'Militär net gaange wär. Hei geet et ëm Mënscheliewen, hei geet et net ëm d'Fro, ob d'Jeep oder den Helikopter gréng oder wäiss ugestrach ass.

Dat nämlecht war iwwregens wouer fir déi Kris a Pakistan d'lescht Joer. Affer vu Katastrophe séier an effikass bäizestoen, dat ass et wat mer brauchen. Woubäi, nach eng Kéier, jiddfereen a sengem Aktiounsfeld sech soll aktivéieren a jiddfereen dat maache soll, wat en am beschte kann.

Ech denken do besonnesch un déi Plus-value, déi d'Militär ka bréngen am Beräich vum Transport an der Logistik méi generell. Ech soen dat alles andeems ech mer voll bewosst sinn a bleiwen iwwert déi Retizenzen an Asprëch, déi zu dësem Sujet bestinn. Ech si bereet, doriwwer mech ze ënnerhale mat deenen, déi se wëlle virbréngen, a se dann och gemeinsam auszeloten. A wann ech absolut domat averstane sinn, datt e Mélange des genres muss verhënnert ginn, sou sinn ech awer gradsou der Meenung, datt et och am Sënn vun enger seriöer Gestioun vun den öffentleche Gelder néideg ass, fir konstruktiv Opportunitéiten ze erkennen an op eng responsabel Manéier wouerzehuelen.

Dat, wat ech alles hei soen, bedeit beileiwe keng Revolutioun, well genee vun där Warte gesäit och zënter Joren d'Europäesch Unioun déi Saach, wa Rieds ass vun de Petersberger Missiounen. Genee esou oder ähnlech gesäit dat de Coordinateur humanitaire vun der UNO, de Jan Egeland, vun deem ech virdru geschwat hunn a mat deem ech mech d'lescht Woch fir d'lescht iwwert dee Sujet ënnerhalen hunn.

An déiselwecht Richtung ginn och aner Aarbechte bei der UNO, wann do beispillsweis am Ament déi lescht Hand ugeluecht gëtt, fir eng „Peacebuilding Commission" an d'Liewen ze ruffen. Dës Kommissioun soll sech nämlech ënner anerem domadder beschäftegen, wéi d'Iwwergangsphas tëschent engem Konflikt an deem Moment, wou nees traditionell Entwécklungshëllef méiglech gëtt, ze organiséieren ass.

Esou vill, Dir Dammen an Dir Häre, zum Humanitären. Et bleiwe mer nach e puer Saachen ze soen zu de generellen Orientatioune vun eiser Politik.

Och wa mer all Dag probéieren, fir et besser ze maachen, sou brauche mer dach eis Politik net nei ze erfannen. Mir brauchen och net un de Grondprinzipië vun onser Kooperatiounspolitik erëmzedokteren. Virop bleift onst staarkt Engagement an der Aarmutsbekämpfung. Mir wëllen do den Akzent op déi Äermst vun deenen Aarme setzen. Konkret wäerte mir och an Zukunft haaptsächlech an de soziale Secteure vum Gesondheetswiesen an der Educatioun aktiv bleiwen. Integréiert ländlech Entwécklung bleift och weiderhi ganz uewen op onser Prioritéitelëscht, zesumme mat de Volete Waasser an „assainissement".

Mir wëllen dës Grondrichtung awer duerch dräi méi nei, complémentaire Akzenter ergänzen a mir sinn d'ailleurs schonns amgaangen dat ze maachen.

Deen éischten Akzent ass dee vun der Insertion professionnelle. Wat stelle mer fest, besonnesch an eisen Zillänner a Westafrika? Mir maachen do gutt Saachen an der Formation professionnelle, och am sou genannte Secteur informel. Dat sinn, vereinfacht gesot, Programmer fir déi Leit, déi, wéi se ganz jonk waren, et verpasst hunn oder net d'Méiglechkeet haten, Liesen a Schreiwen ze léieren. Mir stellen awer haut fest, datt déi Programmer net duerginn. Déi jonk Leit, ëm déi et geet, mussen zousätzlech ënnert d'Äerm gegraff kréien.

Deenen, déi Initiativgeescht beweisen, soll d'Méiglechkeet opstoen, fir hir eegen Entreprise ze grënnen a se dann och ze géréieren. Dozou wëlle mer mat bäidroen andeems mer zesumme mam BIT, dem Bureau International du Travail, spezifesch Insertiounsprogrammer ubidden. Dat gëtt et elo schonn an engem klenge Mooss a Westafrika, mä dat Instrument muss méi konsequent a flächendeckend agesat ginn - déi Deputéierten, déi mat mir am Senegal waren, wësse ganz genee vu wat ech hei schwätzen -, a mir wëllen do virun allem och Synergië mat eise Lëtzebuerger Formatiounsprojeten hierstellen.

Ënner ville Suergen a Westafrika ass sécherlech déi gréisst déi vun der Perspektivlosegkeet vun der Jugend. An engem Ëmfeld, an deem déi staatlech Ënnerstëtzung wäitgehend feelt, a wou oft nach eng Basisschoulausbildung - op d'mannst a verschiddene Géigenden - eppes wéi e Luxus ass, ass d'Beruffsausbildung deen néidege Complément, fir konkret deene Jonke professionell Perspektiven an hirem eegene Land ze verschafen oder hëllefen ze verschafen.

Deen zweeten neien Aspekt ass dee vun der Mikrofinanz. Mir wëllen d'Mikrofinanz méi systematesch do asetzen, wou den Accès zur Beruffswelt an domadder zu enger relativer finanzieller Onofhängegkeet oft nëmme vun enger minimaler Starthëllef ofhänkt. Mat verhältnismëisseg wéineg Sue fir deen Eenzelne kënnen do encourageant Resultater erziilt ginn. Erlaabt mer op dëser Plaz och den Intérêt vun der groussherzoglecher Koppel fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun am grousse Ganzen, an a Saache Mikrofinanz am Besonneschen, ervirzestréichen.

D'Zäit feelt mer, Här President, fir am Detail op déi verschidden Aspekter vun der Mikrofinanz anzegoen. Just vläicht awer dat hei: D'Mikrofinanz ass ee vun deene Beräicher, wou d'Lëtzebuerger Kooperatioun, d'Lëtzebuerger ONGen an d'Lëtzebuerger Entreprisen - an deem Fall hei de Bankesecteur - kënne positiv Synergien entwéckelen. Si hunn dat schonns gemaach andeems si d'lescht Joer zesummen d'Semaine de la microfinance organiséiert hunn. Dat war eng positiv Initiativ, an et wäert dëst Joer zu enger zweeter Editioun vun där Semaine de la microfinance kommen.

Mir hunn hei d'Geleeënheet, eng Bréck ze schloen tëschent der Welt vun der Mikrofinanz an der Finanzwelt tout court, an dat op der Basis vu béidsäitegem Intérêt. Dat solle mer weider maachen, och an anere Secteuren, ouni datt mir dowéinst de Prinzip opginn, datt eis Hëllefen net dorunner gekoppelt sinn, datt automatesch Lëtzebuerger Entreprisë Marchéen an Entwécklungslänner kréien. Dat wëlle mer net maachen, an dat wär och géint den internationalen Trend. Wat mer awer wëlle maachen, dat ass ze probéieren, intelligent a gesond Synergien tëschent Kooperatioun an Entreprisen hierzestellen.

Deen drëtten Aspekt ass dee vun der „bonne gouvernance". Mir féieren an deem Zesummenhang en intensiven Dialog mat den Autoritéiten an och mat der Zivilgesellschaft an eisen Zillänner. D'Bonne gouvernance gëtt och als sou genannten „matière transversale" an eise Programmes indicatifs de coopération ervirgestrach. Dat geet awer net duer. Et läit mer um Häerz, och konkret Projeten an deem Domän an eis Programmer anzebauen.

Sou ënnerstëtze mer zum Beispill vun dësem Joer un e Programm an Nicaragua, dee méi Transparenz an d'Gemengeverwaltunge soll bréngen. Mir ënnerstëtzen am Mali déi nei Institutioun vum Médiateur de la République. Mir wëllen och am Senegal de Programm ënnerstëtzen, dee schonn an de Schoulen d'Méfaitë vun der Korruptioun duerleet an esou schonn am Virfeld bekämpft.

Ee Wuert nach, Här President, zu enger Fro, déi mat de Modalitéite vun der Kooperatioun ze dinn huet.

An deene leschte Méint ass de Ruff no méi grousser, direkter Budgetshëllef vum Norden un d'Länner aus dem Süden ëmmer méi haart ginn. Dat heescht, datt d'Gelder sollen direkt an de Budget vun den Empfängerlänner fléissen, an da vun den nationale Regierungen am Süde verwalt ginn. D'Responsabilisatioun an d'Eegestännegkeet vun dëse Länner als Bénéficiairë vun der internationaler Hëllef géif dovunner ofhänken. Dat héiert een ëmmer méi dacks, dat héiert ee vu Säite vun der Europäescher Kommissioun, mä och vu Säite vu villen EU-Memberstaten.

Ech wäert lech net verstoppen, datt ech heizou déi gréisst Bedenken hunn, an zwar souwuel wat d'Pertinenz, mä och wat d'Motivatioun vun dëser neier Marschroute ubelaangt. Et schéngt mer fir d'éischt emol alles anescht wéi pertinent ze sinn, fir mat enger an därselwechter Method, wéi dem Appui budgétaire, den Exigenzen a Bedierfnisser vun alle Mënschen an allen Entwécklungslänner gerecht wëllen ze ginn, ganz nom Motto „one size fits all"; dat Ganzt ass scho liicht méi komplizéiert an och e bësse méi reng.

Des Weidere froen ech mech, wou déi wierklech Appropriatioun läit, wann en Donateur zwar direkt Suen an de Budget vun engem Entwécklungsland fléisse léisst, mä gläichzäiteg ganz Kohorte vun Experten aus dem Norden an de Finanzministère vun deemselwechte Land dépêchéiert, fir d'Kontroll vun der Gestioun vun deene Budgetshëllefen dann trotzdeem awer erëm ze iwwerhuelen. Do schéngt et mer, datt déi eng Hand dat erëm zréckhëlt, wat déi aner scheinbar grad ginn huet.

A virun allem - wann ech vu Kontrolle schwätzen -, ass et dann net esou, datt déi Approche, déi mir hunn - nämlech praktesch all bilateral Programmer iwwert d'Lux-Development ofzewéckelen -, et méiglech mécht, genee ze verfollegen, all Dag um Terrain, wat mat de Sue geschitt, wou se higinn, an esou e Maximum ze maachen, fir datt déi Suen deenen zegutt kommen, deene se sollen zegutt kommen, nämlech deenen Äermste vun deenen Aarmen? Dës eigentlech rhetoresch Fro ass fir mech eendeiteg mat engem ganz kloere Jo ze beäntwerten.

Dat heescht net, datt mer eis Partner net wéilte méi no um Werdegang vun de Programmer associéieren. Au contraire, mir halen de Prinzip vum Partenariat héich. Dat heescht och net, datt mer do, wou déi national Kompetenzen an eisen Zillänner bestinn, net wëllen a géifen op déi zréckgräifen. Au contraire, och dat gehéiert zum Partenariat an och dat wëlle mer maachen, do wou et Sënn mécht.

Wat mer awer och ëmmer méi verstäerkt wäerten ënnerstëtzen, am Sënn vu méi Effikassitéit, dat ass eng kohärent sektoriell Approche, déi de Besoinen an de Prioritéiten entsprécht, esou wéi eis Partner se definéieren an esou wéi mir se och gesinn.

Voilà, Här President, dat wär et scho bal gewiescht fir dëst Joer, awer och nëmme bal.

Ech hätt nach eng Rei Saachen zu der Organisatioun vun eiser Kooperatioun ze soe gehat. Ech loossen dat awer elo sinn, well, éischtens, an der Direction de la Coopération en Audit organisationnel amgaangen ass - ech wäert selbstverständlech mech an deenen nächste Wochen oder Méint mat der zoustänneger Kommissioun iwwert d'Resultater vun deem Audit, an deem mer gutt virukommen, ënnerhalen -, a well awer och - zweetens - ech dat Wichtegst zur Organisatioun scho gesot hunn, andeems ech mech mat der Fro vun de Kontrollen, a méi spezifesch mat där vun der Aide budgétaire ausenaner gesat hunn.

Ech hätt nach vill aner Sujete kënne beliichten; ech hätt hei nach op villes méi missen agoen. Ech hätt missen iwwert d'Pandemie vum Aids schwätzen, déi all Dag dausende vun Affer fuerdert an déi allze oft all Développement erëm futtimécht. Ech hätt misse vun Hongkong schwätzen a vun der Wichtegkeet vum Handel am méi breeden Doha-Entwécklungsagenda. Ech hätt missen iwwert déi geographesch Konzentratioun vun eiser Kooperatioun schwätzen. Ech hätt virun allem misse vun de Fraen an de Kanner schwätzen, déi méi wéi anerer nach ënnert der Ënnerentwécklung ze leiden hunn an déi eigentlech missten am Zentrum vun all Entwécklungspolitik stoen. Mir probéieren dat. Et geléngt eis oft, mä net ëmmer.

Dat alles, Här President, sinn nëmmen e puer Beispiller - et gëtt der honnert méi.

Ech hu mech haut op d'Défië vun der Kooperatioun konzentréiert. Ech hätt och misse vun de Succèsë schwätzen. Et gëtt do déi kleng an déi grouss Succèsen. Déi eng sinn esou wichteg wéi déi aner, mä déi grouss gesi mer besser, och wann et dacks nëmmen Deelsuccèsë sinn, des «victoires d'étapes», wéi een am Jargon cycliste géif soen, n'est-ce pas, Här Ausseminister?

Esou Succèsë gëtt et an dräi vun eisen Zillänner ze verzeechnen. Ech schwätzen do vum Vietnam, vun El Salvador a vum Cap-Vert.

Am Vietnam ass eng ganz positiv ekonomesch Evolutioun amgaang. Joran, joraus kann de Vietnam, fir déi Evolutioun ze begleeden, op en Total vu méi wéi 3 Milliarden Dollar Entwécklungsgelder, tous donateurs confondus, zréckgräifen. Dat ass enorm, mä et däerf een net vergiessen, datt de Vietnam 84 Milliounen Awunner huet. Mam Vietnam hu mer d'lescht Woch en neie Programm iwwer fënnef Joer ënnerschriwwen. Dat jährlecht Lëtzebuerger Engagement wäert sech op 10 Milliounen Euro belafen. Dat ass liicht méi wéi bis elo. Mir wëllen do verstäerkt en Akzent an deenen äermste Regioune setzen.

De Vietnam huet nämlech eng reell Chance, fir sech 2010 oder 2015 kënnen aus dem Cercle vun deenen äermsten Entwécklungslänner ze verabschieden. Dat ass den Deelerfolleg, zu deem mir gehollef hunn, eppes bäidroen. Dat ass deen definitive Succès, dee mer virun den Aen hunn an op dee mer mussen hischaffen.

Ähnleches gëllt fir El Salvador. Dat Land huet sech och ekonomesch positiv entwéckelt an deene leschte Joren. Och El Salvador huet d'Chance, fir an deenen nächste Joren oder am nächste

Jorzéngt kënnen ze soen: «mission accomplie», wat d'Entwécklung ubelaangt. Ech hunn der salvadorianescher Regierung am September fir déi positiv Evolutioun félicitéiert an hinne verséchert, datt mer hinnen net vun engem Dag op deen anere wäerten de Réck kéieren, mä datt mer bereet wieren, si eng weider Period ze begleeden, net am Sënn vun engem klasseschen Entwécklungsprogramm, mä am Sënn vun engem Programm, deen dorobber erausziilt, fir déi positiv Acquisen ze consolidéieren. Dee Programm wäert deemno och «Programme de consolidation» heeschen. Dat ass eppes Neies, och fir eis, a mir wäerten dee Programm am Laf vum Joer mat de Salvadorianer ausschaffen.

Och am Cap-Vert gëtt et Succèsen ze verzeechnen. Ech hunn d'Situatioun am Cap-Vert d'lescht Joer am Detail beliicht. Ech bleiwe bei deem, wat ech d'lescht Joer gesot hunn. Et besteet eng speziell Relatioun tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert, tëschent de Lëtzebuerger an de Capverdianer. Dës speziell Relatioun verflicht. Si ass zugläich Richtungsweiser a Moosslat fir dat ëmmer méi staarkt Partenariat, wat déi zwee Länner verbënnt. Mir sinn entre-temps dee wichtegste Partner vum Cap-Vert; dat ass gutt esou. A wann et nëmmen un eis soll hänken, da soll dat och esou bleiwen.

Dës Succèsen, Här President, sinn tangibel. Si musse sech nach an deenen nächste Jore bestätegen. Mir konnte se och net eleng erfueren. Mir hunn dat zesumme mat eise Partnerlänner gemaach. Mir hunn dat zesumme mat den internationalen Institutiounen an anere Geberlänner gemaach. Mä mir hunn dat virun allem zesumme gemaach mat deene ville Lëtzebuerger, déi Dag fir Dag hëllefen, ee Steen op deen aneren ze setzen am groussen Haus vun der Lëtzebuerger Kooperatioun.

Duerfir geet zum Schluss mäi grousse Merci un all si: d'Membere vun dësem héijen Haus, meng Kolleegen aus der Regierung, d'Leit aus der Kooperatioun, dem Ausseministère an deenen anere Ministèren, d'Leit vun der Luxdev, eis Leit dobaussen um Terrain an déi, déi eis international vertrieden, déi vill Leit, déi sech an ONGen engagéieren oder si ënnerstëtzen, a viller méi.

Eleng kënne mer näischt, zesumme kënne mer vill.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn lech Akt vun Ärer Deklaratioun, déi d'Chamber muer de Mëtten an der Debatt vun hallwer dräi un hei diskutéiere wäert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat sinn u sech véier Projeten aus der Kompetenz vum Här Budgetsminister Luc Frieden. Den Här Ausseminister huet allerdéngs gefrot, ob et net méiglech wär, fir seng zwee Projeten, wou hien derzou Stellung hëlt - dat sinn déi zwee lescht da vum Ordre du jour - virzezéien. Ech wëll d'Chamber froen, ob se d'accord ass, fir den Ordre du jour oder d'Projeten esou ze intervertéieren, wéi den Här Ausseminister dat gefrot huet?

(Assentiment)

Ech gesinn den Accord vun der Chamber. Ech gesinn och, datt den Här Budgetsminister näischt do dergéint huet. Deementspriechend huele mer dann elo fir d'éischt de Projet 5512, en Accord tëschent der Regierung vu Lëtzebuerg an der Belsch, wat d'«échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques» ubelaangt. Fir d'éischt huet de Rapporteur vun dësem Projet d'Wuert. Dat ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 26. Abrëll 1986 gouf d'ganz Welt schockéiert, wéi dee schlëmmen Accident zu Tschernobyl geschitt ass, wou 5 Milliounen Tonne Combustibles radioactifs deemools fräigesat gi sinn, wou grouss Deeler vun deem iwwer Europa gezu sinn a Form vu Wolleken, a wou och nach haut an där heiteger Ukraine an a Wäissrussland besonnesch d'Populatioun staark betraff ass.

Dëse schwéieren Accident huet deemools bewisen, dass d'Autoritéiten, d'Sécherheetsmechanismen an och d'Informatiounsmechanisme völleg iwwerfuerdert waren. An doraus ass déi Haaptléier gezu ginn um internationale Plang, dass ee bei esou Accidenter ëmmer Répercussiounen huet, déi iwwert d'Grenzen eraus gi vun engem Land, a souguer net nëmmen Nopeschlänner betreffen, mä och Länner, déi vill méi wäit ewech sinn.

Dunn huet d'international Communautéit sech direkt zesummegesat an huet versicht, an dräi Domäner méi verstäerkt zesummenzeschaffen: Dat Éischt ass d'Kommunikatioun, dat Zweet ass d'Harmoniséiere vun de Gestiounskritären an Noutsituatiounen, an dat Drëtt war d'Koordinatioun vu Schutzmoossnamen.

D'Agence internationale vun der Energie atomique huet dunn zwou Konventiounen ausgeschafft, déi 1986 ënnerschriwwe gi sinn: Dat eent ass d'«Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire» an dat zweet ass d'«Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire». Déi zwou Konventioune sinn hei am Haus am Joer 2000 ratifizéiert ginn.

Och um europäesche Plang gouf geschafft, an do gouf ECURIE gegrënnt. Dat ass d'„European Community Urgent Radiological Information Exchange". Dunn hate mer Instrumenter um internationale Plang an um europäesche Plang, an du sinn déi getest gi vun 1996 bis 1999. Do ass festgestallt ginn, dass och dës Weeër nach heiansdo ze laang sinn, an dass och dës Informatiounssystemer ze lues sinn. An dunn ass d'Recommandatioun komm.

D'Konklusioun war, dass d'Länner sollen um bilateralen an um multilaterale Plang Konventiounen ofschléissen, fir dass d'Informatiounen am Fall vun engem Nuklearaccident vill méi séier a vill méi direkt kënnen zirkuléieren. Dëst hate mir scho laang gemaach mat Frankräich am Joer 1983, wou mer e bilateraalt Ofkommes gemaach hunn, wou et dann iwwert den Échange vun Informatioune geet, am Fall vun engem Accident oder Zwëschefall zu Cattenom.

De Gesetzesprojet 5512, iwwert dee mer haut ofstëmmen, approuvéiert en Accord zwëschent der belscher Regierung an eiser Regierung, wou et eben och ëm esou Échangë vun Informatioune bei engem eventuellen Zwëschefall oder Accident mat radioaktive Folge geet. Dësen Accord komplettéiert selbstverständlech déi international an europäesch Konventiounen, vun deenen ech virdru geschwat hunn.

An der Belsch gëtt et am Moment zwou Atomzentralen: Et läit eng zu Tihange an der Wallonie mat dräi Reakteren - dat sinn 80 km Loftlinn vu Lëtzebuerg - an eng aner ass zu Doel a Flandere mat véier Reakteren.

Den Accord, dee besteet aus zwielef Artikelen a beträfft selbstverständlech nëmmen den Nucléaire civil. Den éischten Artikel ass natierlech deen, deen all déi Fäll opzielt, wou muss en Informatiounswiessel zwëschent deenen zwee Länner stattfannen. Dozou wëll ech eng interessant Bemierkung maachen, an et ass och dat, wat de Conseil d'État regrettéiert huet.

Hien huet dësen Accord approuvéiert. Hien huet just bedauert, dass deen éischten Artikel net esou wäit geet wéi dat de Fall ass an deem Accord, dee mer mat Frankräich 1983 ënnerschriwwen hunn, wou net nëmmen déi Fäll musse gemellt ginn, wéi se hei am Artikel 1 beschriwwe sinn, mä wierklech wou bis zum klengsten Zwëschefall, souguer anodinën Zwëschefall, muss informéiert ginn.

Den zweeten Artikel designéiert déi Autoritéiten, déi fir déi Applikatioun zoustänneg sinn. Dat ass zu Lëtzebuerg de Service national de la Protection civile vum Innenministère an an der Belsch ass et de Centre gouvernemental de Coordination et de Crise du Service public fédéral intérieur.

Den Artikel 5 ass och nach vläicht interessant. Dee seet, dass déi Informatiounssystemer periodesch mussen duerchexercéiert ginn, an dat mindestens eemol am Joer.

Dësen Accord gouf den 28. Abrëll 2004 zu Äischen ënnerschriwwen. De Projet de loi, deen dësen Accord approuvéiert, gouf de 7. November 2005 vum Ausseminister déposéiert. De 6. Dezember, knapp e Mount duerno, huet de Statsrot säin Avis ginn, andeem hien dëse Projet approuvéiert. Ech hunn en der aussepolitescher Kommissioun den 13. Februar 2006 presentéiert, wou en och eestëmmeg ugeholl ginn ass. Ech ginn also heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun a bieden lech, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, dass all déi aner Fraktioune sech dem Avis vum Rapporteur uschléissen. Deemno huet elo den Här Ausseminister d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, och ech brauch näischt méi bäizefügen. De Rapporteur huet alles gesot. Ech invitéieren d'Chamber dann, dee Projet hei och ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Gutt! Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm a mir kommen dann zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5512 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Ali Kaes), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet 5524, dem Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du Statec. De Rapporteur ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

3. 5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5524 ass den 21. Dezember vum leschte Joer hei an der Chamber deponéiert gi vum Wirtschaftsminister. Dee Projet huet als Zil fir d'Carrière vun den Universitairë beim Statec opzemaachen. A fir déi Carrière opzemaache gesäit den Text vir, dass den Alinea 2 vum Artikel 2 vum Gesetz vum 9. Juli 1962 vum Statec ofgeschaaft gëtt.

Wat gesäit deen Artikel vir? Deen Artikel gesäit eng limitéiert Zuel vun Universitairë beim Statec vir, an zwar eelef Leit. Déi Dispositioun ass net méi zäitgemëiss, aus zwou, wann net dräi Motivatiounen, déi och am Text drastinn.

Fir d'éischt emol ginn d'Effektiver vun den eenzelne Verwaltungen net méi an de Gesetzer fixéiert, mä am Budgetsgesetz. Dat heescht, wann zousätzlech Leit an de Verwaltungen dobäikommen, da ginn déi iwwert d'Budgetsgesetz autoriséiert. Dat ass bei all deenen anere Verwaltungen am Laf vun de leschte Jore geschitt, an all déi Verwaltungen hunn och déi limitéiert Zuelen an hire Gesetzer ofgeschaaft.

En zweete Grond ass deen, dass de Statec am Laf vun deene leschte Joren an zënter 1999 27 nei Universitairen agestallt huet, déi natierlech och autoriséiert waren iwwert de Budget, mä déi Universitairë konnten awer net an de Kader vun de Fonctionnairë kommen, mä hu missen agestallt ginn als Privatbeamten. Dat féiert natierlech an enger Verwaltung wéi dem Statec zu Schwieregkeeten, well déi Leit dann aneschters behandelt ginn an net déiselwecht Promotioune kënne kréie wéi déi, déi an der Fonctionnairescarrière dra sinn.

Doduerch dass mer den Alinea 2 vum Artikel 2 ofschafen, kënnen also och déi do Universitairen an deen normale Kader vum Statec erageholl ginn, ënnert der Bedingung, dass se déi virgeschriwwen Examen, den Examen d'admission an de promotion, matmaachen an och packen.

Et gëtt dann nach en anere Grond, dat ass deen, dass zënter 1986 duerch d'Gesetz vum 28. Mäerz 1986 - dat sou genannt Harmoniséierungsgesetz - d'Promotiounen an de Carrièren duerch ee Gesetz eenheetlech fixéiert si ginn. Dat féiert och dozou, dass een déi Dispositiounen, esou wéi se an den eenzelne Gesetzer drastinn, net méi brauch, dass déi eigentlech contraire sinn zum Gesetz vun 1986.

Dat féiert och dozou, dass am Gesetz vum Statec verschidden Dispositioune mussen ëmgeännert ginn, ënner anerem - dat huet de Statsrot proposéiert - am selwechten Artikel 2 den éischten Alinea, deen nach d'Promotiounsposten an der Carrière vum Universitaire am Gesetz selwer fixéiert. De Statsrot proposéiert do, d'Zifferen dräi a véier ofzeschafen. Dräi a véier bezéie sech op d'Conseillers économiques première classe an op d'Conseillers économiques.

De Statsrot, d'Chambres professionnelles an och d'Kommissioun si mat deem Text hei averstanen, an ech géif och d'Chamber bieden, den Text esou ze stëmmen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Den Här Minister Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Jo, ech wollt dann och heizou just soen, dass ech mech mat deem leschte Saz vum Här Rapporteur, deem ech och Merci soen am Numm vun der Regierung, identifizéiere kann. Ech wollt just am Numm vum Wirtschaftsminister soen, dass eng aner, méi eng grouss Reform vum Statec de Moment an der Mautsch ass. Do geet et ëm d'Moderniséierung vun der organisationeller Struktur vum Statec, an et si virun allem dräi Punkten, déi do ervirzesträiche sinn:

Dat eent, dat ass de System vun der Lëtzebuerger Statistik, wou vill Dispersiounen dra sinn, wou vill Ineffikassitéit a Gaspillage dran ass, well se zimlech fragmentéiert ass; fir dat dann ze änneren an ze kucken dat Ganzt méi kohärent ze maachen.

Zweetens och fir d'Recherche économique a sociale ze entwéckelen a fir d'Capacité d'analyse an och d'Capacitéit fir d'Previsioun besser kënnen ze fixéieren, fir déi also ze entwéckelen.

An dann drëttens: Et gëtt zënter der Lëtzebuerger Présidence e Code de conduite européen de la statistique, an dee wëllen d'Leit vum Wirtschaftsministère afléisse loossen an dee Reformprojet. Do geet et virun allem drëm, dass déi grouss Prinzipië vun der Indépendance professionnelle, vun der Impartialité, der Transparenz, der Aktualitéit an der Ponctualitéit vun de Statistike géife gefuerdert ginn.

De Statec wëllt och - dat ass d'Intentioun vum Wirtschaftsminister - de Prinzip vum «coût-efficacité» fuerderen. Hie wëllt och alles maa-

chen, fir dass déi exzessiv statistesch Chargen, déi op den Entreprisen an op de Ménagë leien, reduzéiert ginn.

Voilà. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5524 ass mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Michel Wolter), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5503, e Projet iwwert déi géigesäiteg Ënnerstëtzung vun den Autoritéiten am Beräich vun den direkte Steieren. Rapporteur ass den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

4. 5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Zil vun deem Projet 5503 ass d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv wat déi géigesäiteg Ënnerstëtzung vun den Autoritéite vun deenen eenzelnen EU-Memberlänner am Domän vun der direkter Besteierung ubelaangt. D'Ëmsetzung vun dëser Direktiv bedéngt gläichzäiteg eng Ännerung vun dem allgemenge Steiergesetz, der sou genannter Abgabenordnung, an och vun dem Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwert déi international administrativ Hëllef um Gebitt vun der direkter Besteierung.

Et ass esou, datt haut déi international Hëllef iwwert d'Gesetz an de Règlement grand-ducal vum 15. Mäerz 1979 geregelt gëtt, déi eng Direktiv vun 1977 ëmsetzen, an déi Direktiv gesäit d'Obligatioun fir déi eenzel EU-Membere vir, op Ufro vun engem anere Stat déi noutwendeg Enquêten am Beräich vun den direkte Steieren esou duerchzeféieren, wéi wann et sech ëm eng Besteierung am eegene Land géing handelen, an dat ënner zwou Bedingungen:

Éischtens, déi Enquête kann nëmmen esou wäit goen, wéi déi eege Mëttele vun der Administratioun reechen, dat heescht, déi Mëttelen, déi d'Administratioun kann asetzen, fir an hirem eegene Land ze enquêtéieren, an déi Enquête kann och nëmmen esou wäit goen, datt déi legitim Interesse vum Land geschützt bleiwen.

Zweet Konditioun ass, datt besonnesch déi geliwwert Informatiounen nëmme gebraucht kënne gi bei Steierkontrollen oder am Domän vun de Sanktiounen, déi sech aus dëse Kontrollen erginn, wat also och d'Steiergeheimnis vu Lëtzebuerg gewährt.

Déi Direktiv huet zu verschidden Interpretatiounsproblemer gefouert, besonnesch wat d'Divulgatioun vun deenen Informatiounen ubelaangt. Doduerch huet déi Europäesch Kommissioun missen déi Direktiv hei nobesseren. Si huet an engems dovu profitéiert fir déi Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelne Memberstaten ze verbesseren, a besonnesch d'Prozedur vun der Zesummenaarbecht ze vereinfachen.

Dernieft bréngt awer och déi nei Direktiv zwou aner Prozeduren iwwert déi géigesäiteg Hëllef mat an d'Spill, an zwar déi vun der Assistance um Gebitt vun der Zoustellung vun den Akten an den Décisiounen am Beräich vun de Steieren, an zweetens déi gläichzäiteg Kontrollen a verschidde Länner vun der EU. Dat heescht, wann eng Besteierung eng Kontroll net nëmmen an zwee verschidde Länner, mä a méi Länner vun der Europäescher Unioun mat sech bréngt.

D'Lëtzebuerger Gesetzgebung war bis elo wäitgehendst am Aklang mat där neier Direktiv, esou datt am Fong geholl keng wesentlech Ännerungen hu brauche virgesinn ze ginn. Déi eenzeg grouss Ëmännerung ass déi vun der Assistance um Gebitt vun der Zoustellung vun den Akten a vun den Décisioune vun de Steieren.

Wat d'Hëllefe bei der Zoustellung vun den Akten a vun den Décisiounen ubelaangt, ass Folgendes ze soen:

Nom Paragraph 91 vun der Abgabenordnung trieden d'Décisiounen, wat d'Besteierung ubelaangt, eréischt a Kraaft, wann de Besteierbescheed regelrecht beim Steierzueler ukomm ass. Dofir ass och deen Datum vun der Zoustellung e ganz wichtegen Datum, besonnesch wat d'Reklamatiounen, d'Rekursen a soss aner Délaien, déi doduerch entfalen oder ufänken ze lafen, ubelaangt. Lëtzebuerg huet bis elo keng Notifikatioun duerch friem Autoritéiten hei bei eis am Land virgesinn. Fir also der Direktiv Rechnung ze droen, hu mer missen de Paragraph 91 vun der Abgabenordnung ëmänneren. Dat ass also deen een Deel vun dësem Projet de loi.

Wat déi gläichzäiteg Kontrollen a méi wéi zwee verschiddene Länner ubelaangt, gesäit d'Direktiv besonnesch eng Definitioun vun dëse Contrôles simultanés vir, a si gesäit och d'Prozedur vir, wéi esou e Contrôle simultané kann iwwert d'Bühn goen. Lëtzebuerg hat schonn, wat den Austausch vun Informatiounen ubelaangt, dat a senger Gesetzgebung niddergeschriwwen. Fir awer der Direktiv komplett gerecht ze ginn, huet dann och missen d'Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwert déi international Hëllefe ganz kuerz komplettéiert ginn.

Voilà. Déi eenzel Chambre-professionnellen hunn hiren Avis zu dësem Projet ginn, mat e puer kleng Remarquen. De Statsrot huet och säin Avis an och den Accord zu dësem Gesetz ginn. Hien hat just proposéiert, fir den Intitulé vum Projet ze änneren, wat d'Kommissioun och ugeholl huet. De Statsrot hat weiderhi proposéiert, fir deen Artikel iwwert d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz aus dem Projet erauszehuelen, an d'Kommissioun huet de Statsrot och do suivéiert.

D'Kommissioun huet dee schréftleche Rapport, esou wéi en hei virläit, unanimement ugeholl, a si biet Iech, dëse Projet esou ze stëmmen, wéi en am Rapport steet, an ech ginn och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Ech gesi keng aner Wuertmeldung. Da komme mer direkt zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5503 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Michel Wolter), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5497, e Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg an Israel. Och hei ass de Rapporteur den honorabelen Här Haupert.

Une voix.- Do ass awer nach en aneren dertëschent.

M. le Président.- Dee vum Här Thiel?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Den Här Thiel. Dann huele mer fir d'éischt de Projet 5489 iwwert déi international Normes comptables am Assurancësecteur. Hei ass den Här Thiel de Rapporteur, an Dir hutt elo d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dat ass gutt! En ass vill méi spannend wéi deen aneren.

5. 5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, datt Der lech un d'Reiefolg haalt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut genau viru véier Woche stoung ech schonn eng Kéier hei virun Iech an ech hunn du probéiert, Är Gemidder fir e Sujet ze erwiermen, deen net grad zu deenen opregendsten an dësem Moment an an dësem Haus gehéiert. Et goung deemools ëm d'Aschreiwe vun den neien internationale Bilanzregelen, a Fachkreesser International Accounting Standards genannt, an eis national Gesetzgebung. Deemools hunn ech drop higewisen, datt et sech dobäi ëm e rengt Bankegesetz géif handelen, well déi nei Regelen an d'Gesetz vun 1992 iwwert d'Konte vun de Kreditetablissementer, also vun de Banken, ageschriwwe goufen.

Ech hat awer och bei där Geleeënheet schonn direkt drop higewisen, datt et en Zwillingsgesetz géif ginn, oder datt dat géif kommen, dat sech op d'Assurancëgesellschafte bezitt. En Zwillingsgesetz dofir, well déi ëmzesetzend Direktiven exakt déiselwecht sinn, an deen eenzegen Ënnerscheed dora besteet, datt se dës Kéier net an d'Kontegesetz vun de Banke vun 1992, mä an d'Gesetz vun 1991 vun den Assurancë gepraffte géife ginn.

Wat gëtt dann elo, a kuerze Wierder, do an eis Législatioun iwwerholl? Ech kënnt mech bal widderhuelen.

Et geet, wéi gesot, ëm déi sou genannten IAS-Regelen, also d'International Accounting Standards-Regelen. Déi goufe vun engem internationale Comité ausgeschafft, an deem sech ufanks de 70er Jore Vertrieder vun de gréissten Industrienatiounen ënnert dem Präbbeli vun der internationaler Kontabelsfederatioun zesummefonnt haten. Hir Aufgab huet dora bestanen, déi sëllechen ënnerschiddlech Kontasmethoden, virun allem an Europa, openeen ofzestëmmen a se dann duerno ënner een Hutt, oder plus ou moins ënner een Hutt, mat den Amerikaner hirer GAAP-Method, dat heescht Generally Accepted Accounting Principles, ze bréngen.

Dat Lescht war schonn eleng dofir néideg, well all europäesche Multi, deen och an Amerika op der Bourse cotéiert gëtt, am Ablack scho gebieden ass, nieft senger gewinnter Konta heiheem, och nach eng zweet, an zwar dës Kéier eben nom amerikanesche GAAP-Muster, ze féieren. Et ass also net vu Muttwëll, datt elo harmoniséiert gëtt.

Wéi ëmmer maache mir dat an Europa grëndlech, dat heescht, dat Ganzt gëtt duerch dee communautairë Gesetzeswollef gedréit, bei deem dann hannen déi Direktiven erauskommen, déi bannent enger gewësser Zäit an nationaalt Recht ëmgesat musse ginn, wann et sech dann net gläich ëm e Reglement handelt, dat bekanntlech d'office Gesetzeskraaft an de Länner vun der Unioun kritt.

Wéi schonn am Fall vun de Banken, soll dëse Projet gläich zwou Direktiven ëmsetzen, doriwwer eraus awer och Stécker vun engem Reglement an d'Assurancëgesetz vun 1991 eranhuelen a souguer schonn Dispositioune vun enger Direktiv an deemselwechte Gesetz ënnerdaach bréngen, déi nach zu Bréissel an der Maach ass.

D'Reglement, dat hei säi Nidderschlag an eisem nationale Kontasgesetz fanne soll, seet zweeërlee:

Op där enger Säit soll de Fonctionnement vum Kapitalmaart an Europa doduerch verbessert ginn, datt all cotéiert Firmaen no den IAS-Regele bilanzéiere mussen. Op där anerer Säit soll déi harmoniséiert Duerstellung vun de Konten och op net cotéiert Gesellschaften ausgedehnt ginn, ouni datt dat awer elo obligatoresch géif ginn. Deenen eenzelne Memberstate bleift et iwwerlooss, wéi wäit se wëlle goen - wat d'Saach net grad méi iwwersiichtlech maachen däerft, mä et gëtt ugeholl, datt keen Intérêt drun huet, aus der Rei ze danzen, sou datt um Enn alles am IAS wäert sinn.

Dann zu deenen zwou Direktiven. Déi éischt gouf schonn 2001 zu Bréissel ugeholl an dréit dee schéinen Numm Directive Juste Valeur, oder op Englesch, nach méi romantesch, Fair Value Directive. Ëm wat geet et?

Mä ganz einfach ëm d'Bewäertung vun de Verméigenswäerter an de Firmebicher, déi esou no wéi méiglech un dem reelle Wäert solle kliewen. Well dat awer méi séier gesot wéi gemaach ass, gouf et am Virfeld vun deenen Direktiven nawell e sëlleche Gedeessems iwwert déi Dispositiounen, an dat net nëmmen, well déi fir déi Fair Value noutwendeg Evaluatiounen zimlech opwändeg sinn an zu seriöe Schwankungen an de Bicher féiere kënnen, esou op an of.

Mä derniewent stelle sech och eng Rei vu Froen um steierleche Plang, well déi Evaluatiounen zu reng theoretesche Plus-valuë féiere kënnen, wat da mat sech bréngt, datt Wäertsteigerunge besteiert ginn, déi total fiktiv sinn. Am Moment zerbrieche sech dofir d'Spezialisten nach d'Käpp, ob deem Problem iergendwéi bäizekommen ass. Eng Méiglechkeet wär déi, datt se an Zukunft géife mat gespläcktene Bilane fueren, dat heescht engem offiziellen an engem fir d'Steierverwaltung.

Déi zweet Direktiv nennt sech sënnegerweis Directive Modernisation des Directives comptables a bezitt sech op déiselwecht technesch Ännerungen, déi par rapport zu deene fréieren Direktive virgeholl musse ginn, fir datt dat Ganzt IAS-konform gëtt. Ech ginn dovun aus, datt dat héicht Haus hei mech dovun entbënnt, an déi technesch Detailer ze goen.

(Interruption)

Voilà. Merci villmools.

Pragmatesch, wéi mir Lëtzebuerger sinn, hu mir schliesslech dann och nach gläich eng Dispositioun aus enger Direktiv agebaut, déi nach guer keng ass. Et handelt sech ëm e Richtlinie-Projet, iwwert deen ee sech am leschten Hierscht zu Bréissel eeneg gouf an dee sech op de Contrôle vun de Joresofschléss an de konsolidéierte Konte bezitt. Dat kléngt scho komplizéiert, mä fir déi, déi et ganz genau wëlle wëssen: Et dréit sech ganz einfach dodrëms, datt d'Honorairë vun de gesetzlech virgeschriwwene Kontrolleren, also de Réviseuren, publizéiert musse ginn.

Wéi dat nun ebe bei Zwillingen ass, gläicht dëse Projet fir d'Assurancen deem fir d'Banke wéi een Ee deem aneren. Allerdéngs gëtt et zwee kleng Ënnerscheeder, déi et verdéngen, kuerz ernimmt ze ginn.

Une voix.- Da si se net eineiig.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Neen, et gëtt jo och déi zweeeiig, wéi Der wësst.

Wuel léisst och dëst Gesetz deene betraffene Firmen, also den Assurancen, wa se dann net op der Bourse cotéiert sinn, de Choix tëscht den ale Kontasregelen oder den IAS-Regelen oder enger Mëschung aus béidem. Mä am Ënnerscheed zum Gesetz fir d'Banken, dat nëmmen ee Choix zouléisst, an dee Choix gëtt da vun der CSSF ofgeseent, an dobäi bleift et, mussen d'Assurancë weiderhin no deenen ale Regele bilanzéieren, och wa si sech fir d'IAS-Method sollten décidéieren. Begrënnt gëtt déi Zweespuregkeet domat, datt nëmmen esou iwwert d'Zäitachs d'Zuele matenee kënnte verglach ginn.

An da gëtt et nach eng kleng Differenz. Derbannst d'Aféierung vun den IAS-Regele fir de Bankesecteur also e faire Sënn bei eis mécht, well mir dräi Banken hunn, déi d'office op d'IAS-Normen ëmschwenke mussen, well se op der Bourse cotéiert sinn, trëfft dat fir den Assurancësecteur net zou. Mir hunn nämlech bei eis keng Versécherungsgesellschaft, déi ënnert d'IAS-Norme fale géif, well keng vun hinnen op der Bourse ass. Sou gesinn handelt et sech bei deem, wou mer eis elo haut da schwéier d'Käpp zerbriechen, ëm eng Ëmsetzung, déi éischter eng virtuell Operatioun ass. Wat awer net heesche wëllt, datt se net gutt gemaach wär, a sief et nëmme well mir jo ees wéi ees net derlaanscht kommen, d'Direktive vu Bréissel ëmzesetzen.

Ech erlabe mer dofir, Här President, dësem Haus un d'Häerz ze leeën, dësem Projet zouzestëmmen, a meng Fraktioun wäert et op jidde Fall esou maachen. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le President.- Ech denken, dass déi aner Fraktiounen dem Avis vum Rapporteur och follegen. Deementspriechend komme mer elo zum Vote iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5489 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum zweetleschte Projet de loi fir haut, dat ass dat Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg an Israel. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorablen Här Haupert.

6. 5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gradsou wéi den honorabele Kolleeg Lucien Thiel stoung ech och viru véier Wochen hei, fir lech…

(Interruptions)

…iwwert d'Duebelbesteierungsofkommes mat Litauen a Lettland ze schwätzen, an haut soll ech de Rapport maachen iwwert déi Approbatioun vun der Konventioun iwwert d'Duebelbesteierung an iwwert d'Verhënnerung vun der Fraude fiscale tëschent dem État d'Israël a Lëtzebuerg.

Well déi Konventioune sech jo alleguer relativ staark gläichen, kann ech och relativ séier iwwert dëse Rapport goen. Et ass esou, datt déi Duebelbesteierungsofkomme sech ganz staark un eng Konventioun vun der OCDE, eng Convention-type vun der OCDE, ulehnen. Lëtzebuerg suivéiert gréisstendeels déi Convention-type a versicht dann an deene spezifeschen Domäner, déi fir Lëtzebuerg wichteg sinn, oder fir de Partner, deen an dëser Konventioun matspillt, deene spezifesche Situatioune Rechnung ze droen.

Déi spezifesch Situatiounen handele meeschtens iwwert d'Besteierung vun den Dividenden, déi am Land, wou de Bénéficiaire residéiert, besteiert ginn. Déi spezial Konditiounen, déi Lëtzebuerg ëmmer virgesäit, sinn och hei virgesinn; d'selwecht, wat d'Zënsen ubelaangt. Ech mengen, dat Eenzegt, wat een hei ka bemierken, dat ass, datt Lëtzebuerg keng Imposition à la source mécht fir d'Zënsen, déi u Résidentë vun dem israelesche Stat ausbezuelt ginn. D'Impositioun vun de Redevancen: Do ass och eng Imposition à la source virgesinn, wat also vum Modell OCDE ofwäicht.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dat, wat och nach wichteg ass - dat ass eng Ëmännerung oder eng Ofwäichung par rapport zu deenen anere Konventiounen -, dat ass, datt an dem Transport routier souwéi och an dem Transport par avion an an dem Transport maritime déi Salariéen, déi vun enger Gesellschaft beschäftegt ginn, am Fall vun dem Transport routier an deem Land besteiert ginn, wou déi Gesellschaft hire Siège huet. Ech mengen, dat ass eng Ofwäichung zu den normale Besteierungen: Déi Chauffeure vun den Transporter ginn normalerweis an hirem eegene Land besteiert, well se jo meeschtens, wat Lëtzebuerg ubelaangt, am Ausland schaffen. Dat hei ass also eng Derogatioun zu deenen normalen Dispositiounen.

Ech erwähnen dann och nach déi fir Lëtzebuerg typesch Derogatioun zu der Convention-modèle, also erëm d'Besteierung vun de Pensiounen, déi am Privatsecteur ausbezuelt ginn. Et ass kloer, de Lëtzebuerger Stat dréit en Drëttel zu de Cotisatioune vun de Pensioune bäi, an duerfir behält sech de Lëtzebuerger Stat och ëmmer d'Recht vir, fir déi Pensiounen, déi an d'Ausland verséiert ginn, hei bei eis am Land ze besteieren.

Voilà. Ech mengen, dat waren déi wesentlech Punkten, déi ech zu dëser Konventioun wollt maachen. Ech wollt just zréckbehalen, datt et déi 48. Konventioun ass, déi mer mat anere Staten ofschléissen, an et ass héchstwahrscheinlech den 12. oder 15. Rapport, deen ech iwwer esou eng Konventioun hei virdroen.

D'Kommissioun huet de schréftleche Rapport, esou wéi e virläit, unanime ugeholl, a si schléit och der Chamber vir, fir dee Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. An ech ginn och domat den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Haupert Merci. Ech mengen, den Här Haupert war esou komplett, datt keng aner Wuertmeldung zu deem Projet méi do wär. Da géif ech d'Wuert dem Här Minister ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Schnellegkeet indiquéiert net d'Wichtegkeet vun de Projeten. A wann d'Chamber et de Mëtteg fäerdeg bruecht huet, a kuerzer Zäit mat grousser Eestëmmegkeet iwwert dräi Projeten ze diskutéieren, da soll dat net ewechhuelen, wéi wichteg dës dräi Projete fir déi international Finanzplaz an deen internationale Wirtschaftsstanduert sinn, dee mer hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis an een internationale Rechtskader erabewegen, deen deen ass, deen an deenen Direktiven do steet. Duerfir géing ech och hei wëllen d'Wichtegkeet vun deene Projeten ënnersträichen, a besonnesch och deenen zwee Rapporteuren, dem honorabelen Här Haupert an dem honorabelen Här Thiel, villmools Merci soe fir déi Aarbecht, well et ass net evident, sech an déi do Texter eranzeschaffen.

Déi Direktive si wichteg, an den Här Thiel huet et a senger Interventioun hei gesot: Dat sinn Direktiven, déi mer mussen ëmsetzen. Mir wëlen déi Direktiven do ëmsetzen, well déi Direktiven do hu mer mat ausgeschafft, mat négociéiert, mat ugeholl am europäesche Finanzministerconseil. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer, wa mer eng international Plaz sinn a wëlle bleiwen, dann och an deene Gesetzer, déi mer hei stëmmen, eis un deenen internationale Regelen orientéieren. Regelen, déi eis net isoléiere vun deenen anere Länner, Regelen, déi awer ëmmer do, wou d'Direktive Flexibilitéite loossen, déi Flexibilitéit eis och ginn.

Dat hu mer och versicht, an dësen Texter ze maachen. Ech hoffen, datt mer dat och an Zukunft an deenen Texter maachen, déi hei an der Chamber diskutéiert ginn.

Wann d'Chamber an deenen nächste Wochen och nach d'Direktiv iwwer Abus de marché transposéiert, dann hu mer duerch d'Aarbecht vun de Mëtten an där, déi héchstwahrscheinlech - huelen ech un - am Abrëll heibannen debattéiert gëtt, sechs weider Direktiven transposéiert, esou datt mer am Beräich vun de Finanzservicer konform si mat deem, wat eis op europäeschem Plang och am Kalenner virgeschriwwe gëtt. Dofir wollt ech och der Chamber Merci soen.

Ech mengen, nach eng Kéier, dat ass wichteg, datt mer net am Hannertreffen do sinn, wichteg awer och - an ech insistéieren nach eng Kéier drop -, datt mer an den Transpositioune kucken, datt mer eis net isoléiere vun deenen anere Länner, well soss kréie mer keng international Betriber op Lëtzebuerg.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wat d'Duebelbesteierungsofkommes schliesslech ubelaangt, esou ass et d'Intentioun vun der Regierung, dat Netz vun den Duebelbesteierungsofkommessen, wat schonn intensiv ass - den honorabelen Här Haupert huet elo grad vun 48 Konventioune geschwat -, weider auszebauen, well et ass eng wichteg Konditioun, fir datt méi Handel tëschent Lëtzebuerg an deene Länner, mat deene mer esou Konventiounen hunn, geschitt, méi Handel, och méi Investitiounen.

Duerfir menge mer, datt dat eng richteg Politik wär, a mir wäerten op deem Wee als Regierung weiderfueren a soe Merci fir déi breet Ënnerstëtzung, déi mer hei an der Chamber kréien. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5497 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Martine Stein-Mergen), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass en Ofkommes iwwert d'Duebelbesteierung bei Benefisskorrekturen. Och hei ass de Rapporteur den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

7. 5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet gesäit am Fong geholl soss näischt vir wéi d'Approbatioun vun enger Konventioun tëschent deene 15 alen - wann een esou ka soen - EU-Länner an deenen zéng neien EU-Länner, déi viru bal zwee Joer der EU bäigetruede sinn. Et ass eng Konventioun, déi d'Duebelbesteierung am Fall vun enger Gewënnkorrektioun vun associéierten Entreprisë wëllt évitéieren.

Ech mengen, eng éischt Konventioun war am Juli 1990 tëschent deenen deemolegen zwielef Länner ënnerschriwwe ginn. Lëtzebuerg hat déi duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1994 a seng Législatioun ëmgesat. Duerno si Schweden, Finnland an Éisträich der Unioun bäigetrueden, an et huet missen en Zousaz zu där Konventioun gemaach ginn, déi duerch d'Gesetz vum 3. August 1998 hei an eis Législatioun ëmgesat ginn ass.

Hei ass also déi drëtt Konventioun an deem Sënn, wéi gesot, déi dann tëschent deenen ale 15 Länner an deenen neien zéng Länner gemaach ginn ass. Déi Konventioun ass zu Bréissel ënnerschriwwe ginn, an de Projet gesäit also d'Ëmsetzung oder d'Approbatioun vun dëser Konventioun vir.

De Statsrot huet säin Avis zu dësem Projet ginn. D'Kommissioun huet de Rapport, esou wéi e virläit, ugeholl, a si schléit der Assemblée vir, fir dee Projet esou ze stëmmen,

wéi en hei virläit. Ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Haupert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5498 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.00 heures)

JEUDI, 16 MARS 2006

30E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire
2. Accueil de M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation
3. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suite)

   (Débat - suite - Motions et Résolution - Votes)
4. 3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

   (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premier vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir huelen Akt dovunner.

Dir Dammen an Dir Hären, uschléissend un dem Kooperatiounsminister, dem Här Jean-Louis Schiltz, seng Deklaratioun vu gëschter, féiert d'Chamber haut de Mëtten d'Debatt iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Goerens, d'Madame Err, den Här Huss, den Här Henckes, den Här Angel an den Här Mehlen. Als éischt Riednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Dag stierwe méi wéi 30.000 Kanner u Krankheeten, déi een hätt kënne vermeiden oder behandelen. All Dag stieche sech 14.000 nei Mënsche mat Aids un. Dräi Milliarde Mënschen hu manner wéi zwee Euro den Dag fir ze iwwerliewen. Eng Milliard Leit hu keen Zougang zu propperem Waasser. Iwwer 850 Milliounë Mënsche kënne weder schreiwen nach liesen. All Minutt stierft eng Fra duerch Komplikatioune bei der Gebuert. All Joer gi bis zu 800.000 Mënschen iwwert d'Grenzen trafiquéiert a sinn Opfer vu Mënschenhandel. 1,8 Milliounë Kanner verschwannen all Joer an d'Prostitutioun an an d'Pornographie. Den Handel mat de Kanner boomt, an de Sextourismus ass, wéi et schéngt, net méi ze bremsen, trotz alle Kannerrechtskonventiounen.

Dëst däerf a kann net, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Problem vun deenen aarme Länner eleng sinn, mä dëst muss gemeinsam ugepaakt ginn, well grad op deem leschten Thema d'Ufro aus deene räiche Länner kënnt. Mä och all déi aner Ziffere maache kloer, datt dës Mëssstänn nëmme global geregelt kënne ginn.

Här President, ech wollt Iech eigentlech hei elo net gäre mat Zuele bombardéieren, mä heiansdo sinn esou Zuelen néideg, fir d'Gravitéit vun der Situatioun ze realiséieren a fir ze verstoen, wéi wichteg an néideg et och ass, an der Zukunft an d'Entwécklungspolitik ze investéieren. Zumools, well awer schonn erëm trauregerweis déi eng oder aner Stëmm sech bemierkbar gemaach huet, ob dës Entwécklungshëllef iwwerhaapt néideg wär - elo, wou et jo bei eis „net méi gradsou gutt geet".

D'Erausfuerderunge si grouss, an et bleift och nach vill ze maachen. Fir de Kampf géint d'Aarmut ze gewannen, ass alldeeglechen Asaz verlaangt op ville verschiddenen Niveauen, an dësen Asaz däerf net nëmmen dee vun der Regierung sinn, mä et muss dee vun eis alleguerte sinn, an och dee vun deene Länner, déi betraff sinn. All Eenzelnen ënner eis soll sech ugesprach fillen, fir säi Bescht ze maachen, fir dësen Däiwelskrees, an deem sech d'Entwécklungslänner befannen, ze briechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt géif ech gären am Numm vu menger Fraktioun dem Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz villmools Merci soe fir säi wierklech interessanten an och informatiounsräichen Iwwerbléck iwwert d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik. A senger Ried stécht eist seriöt Engagement, fir eng vernünfteg a virun allem eng effikass Kooperatiounspolitik ze féieren, ganz gutt eraus.

Dem Minister seng Ried huet op en Neits verdäitlecht, datt déi lëtzebuergesch Kooperatioun hire Prinzipien an hiren Engagementer iwwert d'Joer 2004 trei bliwwen ass. Am Joer 2004 chiffréiert sech eis Entwécklungshëllef op 0,83% vum RNB -Revenu national brut - géint ongeféier 0,81% vum Joer 2003. Dës Progressioun confirméiert de Wëlle vun eiser Regierung, eiser Motioun, déi mer unanime den 18. Februar 2004 gestëmmt hunn, trei ze bleiwen, fir progressiv op 1% vum RNB an deenen nächste Joren erunzekommen.

Lëtzebuerg confirméiert duerch dës exemplaresch Resultater, zu deene puer Länner ze gehéieren, déi elo schonns d'Normen an der Matière vun der Entwécklungshëllef respektéieren an déi säit enger Zäitchen - wéi eise Minister ëmmer esou schéi seet - den informelle Club vun den 0,7% bilden.

Ech géif op dëser Plaz gären eisem Minister fir säin alldeeglechen Asaz villmools Merci soen. Hien huet am leschte Joer eng wierklech formidabel Aarbecht am Beräich vun der Kooperatiounspolitik geleescht. Net nëmmen huet hien et fäerdeg bruecht, während eiser EU-Présidence wichteg Accorden ze verhandelen, wéi dee vum Conseil Affaires générales am Mee oder och d'Revisioun vum Accord de Cotonou, déi d'Entwécklungshëllef um Niveau vun der Europäescher Unioun en däitleche Schrëtt no vir bruecht hunn. Mä och iwwert d'Présidence ewech huet säin Asaz einfach net nogelooss. Iwwert dat ganzt Joer huet hie Lëtzebuerg als Virreiderroll duerch d'Welt bekannt gemaach an ass dohinner gereest, wou eis Presenz bluttnoutwendeg war.

Ech géif och gäre Lux-Development, eiser Exekutiounsagence, an eisen ONGe fir hiren honnertprozentegen Asaz en décke Merci soen a wollt just ënnersträichen, wéi wichteg et ass, datt am Beräich vun der Kooperatioun d'Zesummenaarbecht tëschent dem Minister a sengen nationale Partner, wéi den ONGen, souwéi awer och deenen internationale Partner esou gutt iwwert d'Bühn leeft.

Et ass nämlech eng Saach, eng ambitiéis Kooperatiounspolitik ze féieren, mä et ass eng aner, fir och ze kucken, datt dës Hëllef richteg op der Plaz ugewennt gëtt. Et ass vun enormer Bedeitung, datt d'Fongen och tatsächlech dohinner ukommen, wou se hikomme sollen, an datt sech Leit vum Fach um Terrain fannen, fir se ëmzesetzen.

An dësem Kontext ass et och wichteg ervirzehiewen, datt eise Minister d'Décisioun geholl huet, fir zwee nei Kooperatiounsbüroen opzemaachen, deen een zu Ouagadougou am Burkina Faso an deen aneren an Nicaragua, wou d'Preparatiounen heifir schonns op Héichtoure lafen. Dëst erlaabt eis dann, op ee Büro fir zwee Pays cibles ze kommen, a wäert vill dozou bäidroen, eis Projeten an dëse Länner nach méi effikass ze gestalten a si nach besser suivéieren ze kënnen.

Ech wollt och kuerz um Rand bemierken, zu wat fir engem wichtegen Instrument och den „Fonds national de lutte contre le trafic des stupéfiants" iwwert déi lescht zwielef Joer ginn ass. Bei dësem Fong geet et drëms, Drogesuen, déi bei de Konfiskatiounen duerch déi geriichtlech Instanze beschlagnahmt goufen, an d'Projeten ze investéieren, virun allem an déi Länner, wou vill Droge produzéiert ginn, fir kënnen den Drogeproblem bei der Wuerzel ze paken.

Lëtzebuerg gehéiert duerch dëse Fong innerhalb vun der Europäescher Unioun mëttlerweil zu engem „Groupe majeur", dee matbestëmmt, wat fir Projeten an dësem Domän op der ganzer Welt ënnerstëtzt ginn. Och esou kann een Entwécklungspolitik leeschten.

E Merci awer och selbstverständlech un all déi Leit, Kanner, Organisatiounen, Schoulen, Clibb, Gemengen, déi sech an den Déngscht vun der Entwécklungshëllef gestallt hunn a probéiert hunn do ze hëllefen, wou et eben net gradsou gutt geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech et schonns am Ufank vu menger Ried gesot hunn, bleiwen d'Erausfuerderungen, déi sech eis an der Entwécklungspolitik stellen, enorm, an d'Fro stellt sech: Wéi pake mer se un um nationalen an internationalen Niveau?

Beim Millenniumssommet vun der UNO am Joer 2000 hu sech 191 Länner engagéiert, fir aacht Objektiver bis 2015 ze erfëllen, mam Zil, d'Aarmut ze éradiquéieren an d'Ongläichheeten an der Welt ze reduzéieren.

Nom Sommet zu New York am September 2005, deen eng Tëschebilanz vun de Millenniumsziler gezunn huet, muss ee leider feststellen, datt nach vill ze maache bleift, fir eisem Zil méi no ze kommen.

Déi international Communautéit ass zwar ganz generéis, fir d'Objektiver ze fixéieren, mä bleift spuersam, fir hinnen deen néidege Suivi ze ginn. Fir d'Millenniumsobjektiver fir d'Joer 2015 kënnen ze erfëllen, musse mer massiv op de Gas drécken. An an enger Analys huet d'Caritas gewarnt, datt, wa mer esou weiderfuere wéi elo, d'Aarmut an der Welt um schwaarze Kontinent net bis d'Joer 2015, mä eréischt am Joer 2147 sech halbéiere wäert.

Déi räich Länner hunn am Joer 2004 ongeféier 78 Milliarden Dollar Hëllef fir d'Entwécklungshëllef ausginn, wat e Rekordmontant bedeit. Mä et ass awer och gewosst, datt zënter dräi Joer d'Haaptzounahm vun der Entwécklungshëllef um weltwäite Plang virun allem aus der Finanzéierung - de Minister huet et gëschter sou gesot - vun humanitären Aktiounen, aus Projete vun technescher Assistenz oder och aus dem Läsche vu Scholde besteet. Et bleift also noutwendeg, no zousätzleche Geldmëttelen ze sichen, déi eis hëllefen, déi néideg Zomme fir d'Millenniumsobjektiver zesummenzekréien.

Hei géif ech och ganz besonnesch gären op déi rezent Décisioun hiweisen, déi geholl ginn ass, fir eng Tax op de Fluchticketen opzehiewen zu Gonschte vun der Entwécklungshëllef.

Eng aner Alternativ si selbstverständlech - de Minister huet et och gëschter scho gesot - d'Mikrokreditter. Datt dës Source vu klengem Finanzement et erméiglecht, d'Aarmut ze verréngeren, ass net nëmmen och wëssenschaftlech bewisen, mä et erlaabt och op eng positiv Aart a Weis de Mënschen, a virun allem de Fraen, an aarme Länner, als eegestännegen Unternehmer hire Projet ze entwéckelen an Hoffnung ze hunn, fir de Wee aus der Aarmut erauszefannen. Et ass e Startkapital, wat oft vun hinne mat ganzem Häerz gepaakt gëtt, a wou ee scho mat engem klenge Betrag vu 50 Euro Familljen hëllefe kann, erëm eng nei Existenz opzebauen, oder hir Ziler ze erreechen, déi se sech soss gesat hunn. Et ass ze begréissen, datt Lëtzebuerg hei nach méi eng aktiv Roll an der Zukunft spille wëllt.

Wéi d'lescht Joer hei zu Lëtzebuerg eng Konferenz iwwert dëst Thema organiséiert gouf, huet de Minister seng Hoffnunge geäussert, datt Lëtzebuerg sech kënnt eng Kéier zu engem Exzellenzzentrum fir d'Mikrofinanzen entwéckelen. Déi lëtzebuergesch Vereenegung vun den Investmentfongen, d'ALFI, huet hir Absicht ugekënnegt, fir e Qualitéitslabel fir d'Mikrofinanzen hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen. Dëst wär natierlech e Wee, deen d'Vertrauen an d'Transparenz an dësem Beräich géif verdéiwen an eisem Land och als unerkannte Finanzplaz géif zegutt kommen. Zugläich wär et och e wierklech effikasst Mëttel, fir d'Aarmut ze bekämpfen.

Fir d'Realisatioune vun de Millennium Development Goals (MDG) war besonnesch d'Décisioun, déi vum Conseil Affaires générales vun der Europäescher Unioun ënnert der lëtzebuergescher Présidence am Mee d'lescht Joer geholl ginn ass, vu grousser Wichtegkeet. Nodeems d'Entwécklungsministeren an Erënnerung geruff hunn, datt bis d'Joer 2015 den europäeschen Effort fir d'Kooperatioun op 0,7% vum RNB soll eropgeschrauft ginn, gouf hei e mëttelfristegt Objektiv vun 0,56% bis d'Joer 2010 festgehalen.

Dës Décisioun bréngt mat sech, datt mir bis d'Joer 2010 all Joer 20 Milliarden Euro méi fir an

d'Entwécklungshëllef ze investéieren hätten, a bis d'Joer 2015 wären et da 45 Milliarden Euro méi, wann alles gutt geet. D'Halschent vun deenen zousätzleche Gelder géif Afrika accordéiert ginn, dee Kontinent, dee se am meeschte brauch, fir capabel ze sinn, fir d'Millennium Goals ze realiséieren.

Datt dës Décisioun zustane komm ass, ass selbstverständlech och zum groussen Deel eisem Minister ze verdanken, deen d'Négociatiounen heifir am Numm vun der Europäescher Unioun gefouert huet. Hei war wierklech vill Iwwerzeegungskraaft gefrot, fir och déi méi retizent ënnert de Memberstate vun der Richtegkeet vun dëser Décisioun ze iwwerzeegen.

Dës Décisioun vun der Europäescher Unioun ass bemierkenswäert wéinst hirer Ambitioun, a si kann déi aner méi räich Länner aus der internationaler Communautéit motivéieren, der Europäescher Unioun et nozemaachen. Et muss kloer sinn, datt et sech heibäi ëm e kloert a verflichtend Engagement handelt. Wa mer dëst Engagement net anhalen, ass d'Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun als Spendecommunautéit op d'Spill gesat.

An dësem Kontext wollt ech och kuerz op de G8-Sommet zu Gleneagles agoen, wou den Tony Blair et och fäerdeg bruecht huet, fir seng Partner ze iwwerzeegen, d'Hëllef fir den afrikanesche Kontinent ze erhéijen a se souguer bis 2010 ze verduebelen.

E grousse Schrëtt an dëser Hisiicht war natierlech och deen, datt décidéiert ginn ass, d'Scholde vun deenen äermste Länner, déi staark géigeniwwer vun der Weltbank, dem Internationale Währungsfong an och der Afrikanescher Entwécklungsbank verschélt sinn, ze läschen. Vun dëser Décisioun sinn an engem éischte Schrëtt 18 Länner betraff, an dëst kéint effektiv fir si eng Chance an en neie Start bedeiten. Dës Länner mussen elo net méi wielen tëschent Suen ausginn zu Gonschte vun hire Bierger op där enger Säit, an onméigleche Scholden zréckbezuelen op där anerer Säit.

Fir d'Millenniumsobjektiver kënnen ze erfëllen, muss awer och eng Hëllef vu besserer Qualitéit geleescht ginn, an dëst op méi eng effikass Aart a Weis. Heibäi spillt d'Koordinatioun vun den Doneuren eng wichteg Roll, an et ass och wichteg, eng gewësse Kohärenz an déi verschidde Kooperatiounspolitiken eranzekréien. Dat heescht an anere Wierder, datt d'Zesummenaarbecht eng zentral Roll muss spillen.

Ech géif hei gäre kuerz op den «Consensus européen» ze schwätze kommen, deen zum Schluss vum leschte Joer vun der Europäescher Unioun adoptéiert gouf an deen d'Éradicatioun vun der Aarmut als Haaptzil huet.

Hei géif fir d'éischt an der europäescher Geschicht e gemeinsame Sockel geschaf ginn, op deem d'Ziler, d'Wäerter, d'Prinzipien an d'Mëttel vun deene 25 Memberstaten am Beräich vun der Entwécklungshëllef berouen. Dëse Konsens ass eng nei Visioun vun der Entwécklungshëllef, déi den Akzent op eng besser Kohärenz, Koordinatioun, Harmonisatioun an Effikassitéit an dësem Beräich setzt. Am selwechten Zuch bestäerkt dëst Engagement vun der Europäescher Unioun och hir politesch Roll als éischte Spender weltwäit.

Här President, d'Erausfuerderungen, fir d'Millenniumsobjektiver ze erfëllen, kann awer och keng One-Way-Politik sinn. D'Empfängerlänner sollen hei aktiv mathëllefen. D'Regierungen an deene verschiddene Länner musse sech doriwwer am Klore sinn, datt si an éischter Linn fir hir Entwécklung responsabel sinn. Et ass eis Aarbecht, hinnen derbäi ze hëllefen, fir déi néideg Koordinatioun fir d'Entwécklung ze schafen, an dat mat hinnen zesummen an net vun uewen erof. Et schéngt mer dann och evident ze sinn, datt d'Haaptviraussetzungen, fir datt d'Entwécklungshëllef iwwerhaapt gräift, nëmmen de Fridden, d'Bonne gouvernance, d'Demokratie an de Respekt vun de Mënscherechter sinn.

Här President, no engem klengen Tour duerch déi ganz Welt wollt ech awer elo op den nationale Kontext vun der Entwécklungshëllef ze schwätze kommen. Mat eisem Engagement huet Lëtzebuerg eng Féierungsroll, zesumme mat Länner wéi Schweden, Dänemark an Holland. An de Louis Michel, eisen europäeschen Entwécklungskommissär, huet eis an engem Interview dat schéint Kompliment gemaach, datt mir en europäesche Ris an dëser Politik duerstellen.

Wat besonnesch wichteg ass ervirzesträichen, ass, datt mir iwwert déi lescht Joren et fäerdeg bruecht hunn, eng cibléiert an effikass Kooperatiounspolitik ze entwéckelen, mat enger limitéierter Zuel vun Zillänner, déi sech op eng beschränkten Zuel vun Interventiounssecteure konzentréiert a virun allem déi Äermst vun deenen Äermsten usprécht. Dëst sinn d'Educatioun, d'Formatioun vun Aarbechtskräften, d'Gesondheet, d'Waasser souwéi och déi vollstänneg Entwécklung vum ländleche Milieu.

Fir eleng d'Waasser kuerz unzeschwätzen, esou bleift de Manktum u Waasser a seng schlecht Qualitéit eng vun den Haaptursaachen, datt Krankheete wéi Duerchfall, Cholera an Typhus nach ëmmer d'Doudesursaach vu bis zu aacht Millioune Leit am Joer sinn. An duerfir ass et vu grousser Bedeitung, sécher Waasserinstallatiounen ze aménagéieren, wéi mir dat schonn a ganz ville Géigende gemaach hunn.

Här President, wat fir mech bei dëser Ried vun dësem Joer besonnesch ervirzehiewen ass, ass, datt bei eiser Kooperatioun och d'Approche vum gender a vun der Bonne gouvernance eng Haaptroll spillt. D'Millenniumsobjektiver sinn op de Mënscherechter, der Dignitéit, der Sécherheet, der Fräiheet, der Befreiung vun Angscht an Diskriminatioun opgebaut. Et sinn elo 60 Joer hier, datt d'Grënner vun der UNO d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra an d'Charta vun de Mënscherechter verankert hunn.

D'Egalitéit vum Gender ass e mënschlecht Recht an eng vun de Schlësselpositiounen, fir d'Millennium Goals ze erfëllen. Dëst geet aus dem Rapport vum Joer 2005 vun der Weltbevölkerung vun de Vereenten Natiounen ervir. An dësem Bericht si se iwwerzeegt, datt sech d'Investissementer an d'Gendergläichheet an an d'reproduktiv Gesondheet exponentiell lounen an de sozialen an ekonomesche Prozess accéléréiere mat engem laang laaschtenden Impakt op déi zukünfteg Generatiounen.

Iwwert d'Jore beleeën ëmmer erëm nei Studien, datt et kee bessert Mëttel gëtt, fir géint d'Aarmut unzekämpfen, wéi d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra. Et gëtt keng besser Politik, fir d'wirtschaftlech Produktivitéit an den Entwécklungslänner an d'Luucht ze schrauwen. An et gëtt och kee bessert Mëttel, fir d'Gesondheet ze förderen an d'Stierffäll bei de Kanner a bei de Mammen erofzesetzen. De jährleche Rapport vun der Weltbevölkerung vun de Vereenten Natioune bestätegt, datt d'Inégalitéit tëschent Mann a Fra e wichtege Charakterzuch vun der heiteger Gesellschaft bleift. D'Netunerkennung vun der Aarbecht vun de Fraen ass nach vill ze vill oft un der Dagesuerdnung.

(Interruption)

Ah! Et ass mäin Handy. Entschëllegt!

Virun allem an den afrikanesche Länner…

(Hilarité)

Entschëllegt, Här President. Ech hat geduecht ech hätt en op lautlos gestallt.

M. le Président.- Et war net schlëmm, Madame Arendt. Et mécht kaum esou vill Kaméidi wéi d'Geraschels vun den Zeitungen.

(Hilarité)

Sou, Dir kënnt weiderfueren. Fuert Dir weider, Madame Arendt!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- D'Netunerkennung vun der Aarbecht vun de Fraen ass nach vill ze vill oft un der Dagesuerdnung. Virun allem an den afrikanesche Länner spillt d'Fra eng zentral Roll am ländleche Milieu, well et d'Frae sinn, déi responsabel si fir 60 bis 80% vun der Ernährungsproduktioun. Vill Länner verbidden hinnen nach ëmmer vill Rechter, an dobäi si si et awer, déi méi eng grouss Tendenz hunn, fir vill méi e grousse Prozentsaz vun hirem Gewënn erëm an d'Kanner an an d'Famill ze reinvestéieren.

A ville Regioune gëtt et nach Restriktioune wat d'Fraerechter ubelaangt fir eppes ze besëtzen oder Besëtz ze ierwen, souguer wann hir Männer stierwen. Oft hu se kee Recht, eng Schold opzehuelen oder kënnen emol net an déi Felder investéieren, an deene si selwer all Dag schaffen.

D'Sammele vu Brennholz an d'Waassercorvée sinn hir Aufgaben, a vill Meedercher si stonnelaang, bis zu 800 Stonnen am Joer - dat ass méi wéi ee Mount am Joer -, ënnerwee, fir proppert Waasser sichen ze goen, a kënnen esou net an d'Schoul. An d'Educatioun ass awer de Schlëssel zu allen Ziler an der Entwécklungspolitik an och an der Realiséierung vun de Millennium Goals.

Dofir ass dee Projet, dee mer béi der Unicef ënnerstëtzen, a wou d'Hindernisser identifizéiert ginn, déi de Meedercher am Wee stinn, fir kënnen an d'Schoul ze goen, a versicht gëtt, dëst ze iwwerwannen, vu grousser Wichtegkeet.

D'Millenniumsobjektiver gesinn och d'Eliminatioun vun den Inégalitéiten am Genre an der Éducation primaire vir.

De Gender Gap an der Educatioun bréngt mat sech, datt zum Beispill 600 Millioune Fraen hautdësdags Analphabete sinn, géint 320 Millioune Männer. D'Unicef huet an dësem Beräich 25 Länner selektionéiert, déi dee gréisste Risque lafen, hei net d'Millennium Goals kënnen ze erfëllen, a realiséiert hei en accéléréierte Programm. Véier vun dëse Länner sinn och eis Zillänner.

Et ass awer och emol richteg ze weisen, wat an deene Länner geschitt, déi enorm Fortschrëtter an dëser Hisiicht opzeweisen hunn, well se an den Gender Gap an der Educatioun investéiert hunn.

Sou huet zum Beispill den ostasiateschen Deel dat sou genannten ekonomescht Wonner tëschent de Joren 1965 an 1990 ervirbruecht. Hei sinn d'Meedercher gradsou wéi d'Jongen an d'Schoul geschéckt ginn, si hu geléiert, sech fräi ze entscheeden, a konnte sech d'Fäegkeeten uneegnen, wéi een e fräien an informéierte Choix ka maachen. D'Resultat heivunner war, datt se sech méi spéit bestuet hunn, manner Kanner kritt hunn an den Zougang zum Aarbechtsmarché fonnt hunn. A grad dës Participatioun vun de Fraen um Aarbechtsmaart huet de Länner geholl ef, sech wirtschaftlech weiderzeentwéckelen.

Och déi reproduktiv Gesondheet ass e Moossstab, mat deem sech Gläichbehandlung einfach moosse léisst. An dësem Beräich sinn d'Ënnerscheeder tëschent deenen aarme Länner an deene räiche besonnesch opfälleg, well 99% vun de Fraen, déi bei der Gebuert stierwen, liewen um afrikanesche Kontinent. All Minutt stierft eng Fra un de Komplikatioune während der Schwangerschaft an 20 anerer erleide schwéier Verletzungen oder gesondheetlech Schied. Wann eng Mamm bei der Gebuert vun hirem Kand stierft, sinn d'Iwwerliewenschancë vun hirem Kand selbstverständlech minim an esou engem Land.

Mat der Vermeidung vun ongewollte Schwangerschaften duerch besseren Zougang zur Familljeplanung kéinten 20 bis 35% vun alle Fäll vun der Mammestierflechkeet verhënnert ginn a méi wéi 100.000 Mammen al Joers gerett ginn. Hei sinn ech besonnesch stolz drop, datt eis Kooperatioun eng ganz Partie vu Projeten an dësem Beräich ënnerstëtzt. A bei engem vun dëse Projete geet et dorëms ze versichen, de Kanner e gudde Start an d'Liewen ze erméiglechen.

Besonnesch gëtt drop opgepasst, datt d'Schwangerschaften an d'Entbindung gutt verlafen, datt d'Ernährung de Besoine vun de Kanner entsprécht an datt si an engem gesonden Ëmfeld grouss ginn an och den Zougang zur Hygiène hunn. Et muss een allerdéngs feststellen, datt a verschiddene Länner d'Mammestierflechkeet nach extrem héich ass a besonnesch an deene leschte véier Joer staark an d'Luucht gaangen ass. Ech hoffe wierklech, datt mir eis och an Zukunft wäerte weider an esou Projeten engagéieren.

E weidere Projet, dee mir an der Zukunft ënnerstëtzen, ass deen, dee sech drop konzentréiert, fir géint d'Fistule virzegoen; eng heimtückesch Krankheet, vun där virun allem jonk Meedercher, déi immens fréi Kanner kréien, befall sinn, a wou se dann oft aus der Gemeinschaft a souguer vun hire Familljen ausgeschloss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Aids gëtt och ëmmer méi eng Fraekrankheet. Den Aids huet en anert Gesiicht kritt. Wann an den 80er Jore virun allem d'Männer heivunner betraff waren, sou sinn et elo virun allem déi jonk Fraen. Dräi Véierel vun allen HIV-Transmissiounen erfolgen duerch sexuell Iwwerdroungen tëschent Männer a Fraen an a ville Fäll vun dem Mann op d'Fra. An dësem Domän ass eis Kooperatioun och ganz aktiv an huet aus dem Kampf géint den Aids eng vu senge Prioritéite gemaach.

Ënnert deene ville Projeten, déi mir hei ënnerstëtzen, wollt ech just dee vun der ONUSIDA ervirhiewen, an zwar dee vun der „Global coalition on women and AIDS“, dee sech ebe global op allen Niveaue mat der Problematik vun de Fraen an de Meedercher mat Aids beschäftegt.

Obwuel dës Infektioun jo vermeidbar ass, ass d'Fäegkeet vun der Fra, sech heigéint ze schützen, oft relativ kleng. Grënn gëtt et der vill. Sief et duerch déi ongläich Entscheedungsmuecht, duerch geschlechtsspezifesch Gewalt oder duerch wirtschaftlech Onsécherheet, verbonne mat engem limitéierten Zougang zur Bildung, sinn et d'Fraen, déi am wéinegsten à même sinn, fir sech géint dës Infektioun ze schützen.

Bei menger Visite am Ruanda hat ech d'Chance, fir méi vertraut ze gi mat engem vun eise Projete géint den Aids, dee Lux-Development ënnert der Leedung vum Christine Oms am Ruanda realiséiert, an Zesummenaarbecht mam Dr. Arendt aus dem Centre hospitalier. Hei gi schwanger Frae mat antiretroviralen Traitementer betreit, an et gëtt gekuckt, datt de Virus sech esou mann wéi méiglech op hir Bëbeeën iwwerdréit. Hei gëtt et enorm Fortschrëtter ze mellen, well d'Transmissioune vun der Mamm op hiert Kand si vun iwwer 30% op nëmmen 8% erofgefall.

Här President, et géif mer schwéier falen, dëst Kapitel vun de Fraen ofzeschléissen, ier ech d'Gewalt géint Fraen géif uschwätzen. Och hei kennt d'genderbaséiert Gewalt keng Grenzen, weder ekonomesch, sozial oder geographesch.

Am Rapport vun der Weltbevölkerung vun de Vereenten Natioune kënne mer liesen, datt weltwäit eng vun dräi Fraen op déi eng oder aner Aart a Weis sexuell mëssbraucht gëtt. Dëse Mëssbrauch gëtt meeschtens vun engem Familljemember oder engem Bekannten ausgeübt.

Am 21. Jorhonnert fuerdert d'Gewalt géint Fraen a Meedercher tëschent 15 a 44 Joer méi Opfer wéi de Kriibs! Wat déngen international a regional Konventiounen, wann déi Rechter vun de Fraen net agehale ginn?

Fraen a Kanner ginn nach ëmmer a ville Länner géint hire Wëlle bestuet; Gewalt, Éieremord, Vergewaltegung, Zwangsprostitutioun, Sklaverei, Verstümmelung bis hin zur totaler Beschneidung toleréiert.

Här President, et gëtt geschat, datt bis zu 800.000 Fraen am Joer - an net nëmme Fraen, mä ëmmer méi Meedercher - Opfer vun Zwangsprostitutioun sinn. Déi meescht kommen aus Entwécklungslänner, aus Latäinamerika, Subsahara-Afrika, Asien an och Osteuropa. A Moldawien verschwannen, enger franséischer Studie no, ongeféier 30% vun de Fraen a Meedercher tëschent 18 a 25 Joer einfach esou. Et freet mech perséinlech onheemlech ze héieren, datt d'Europäesch Kommissioun endlech d'Gesetzer vun der Prostitutioun ënnert d'Lupp wëllt huelen, déi de Mënschenhandel beaflossen.

Niewent Preventioun an Opferschutzmoossname wéi awer och d'Strofverfolgung vun de Mënschenhändler, gehéiert och zu eisen Aufgaben, d'Strofverfolgung vun deenejéinege virzeknäppen, déi den Déngscht vun esou engem Mënschenhandel, virun allem bei Mannerjähregen, an Usproch huelen.

Här President, d'lescht Joer war ech a menger Ried ausféierlech op d'Beschneidung vun de Fraen an de Meedercher agaangen, an ech wollt an dësem Zesummenhang just eisem Minister nach eng Kéier villmools Merci soe fir seng detailléiert Äntwert op meng Question parlementaire, déi ech vun him heiriwwer kritt hunn an déi mech hoffe léisst, datt an dësem Beräich eng intensiv Opklärungs- a Sensibiliséierungsaarbecht am Mali weider geleescht gëtt, fir datt mir dach nach eng Kéier dës brutal Traditiounen ofgeschwächt kréien.

Fir d'Madame Venemann, d'Directrice générale vun der Unicef, spillt d'Ofschafung vun dëser geféierlecher Praktik och eng Roll fir d'Millenniumsobjektiver ze realiséieren. Si huet bei der 4. Journée mondiale vun der „Nulltoleranz bei genitale Mutilatiounen“ gesot, datt een an dësem Beräich engem Duerchbroch no stéing: «Nous sommes à un tournant de l'histoire alors que s'enclenche un mouvement véritablement positif qui nous concerne tous. Les méthodes les plus efficaces pour lutter contre cette pratique n'ont pas été de punir ceux qui la perpétuent, mais de proposer et de soutenir un choix sain.». An dat ass genau dat, wat mir gemaach hunn, an et freet mech ze héieren, datt mir eis elo schonn an enger zweeter Phas vun engem Programm befannen, déi an dës Richtung weidergeet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass a mengen Ae vu grousser Wichtegkeet, déi negativ Konsequenze vun de Bräich a vun den Traditiounen, déi a ville Kulturen nach déif verankert sinn, unzegoen. Wat bréngt et de Fraen, eng Bildung ze hunn, awer kee Recht op bezuelten Aarbecht? Wat bréngt et, Schoulen ze bauen, wann d'Traditioun de Meedercher verbitt, eleng virun d'Dier ze goen? A wat bréngen och Mi-

krokreditter, wann d'Frae kee Land kënne besëtzen?

Och wann et jo gutt an extrem wichteg ass, datt mir Schoulen a Klinike finanzéieren - dat zweifelt jo keen un -, bréngt et net dat, wat mir eis erhoffen, wann zur nämlechter Zäit d'Gesetzer an d'Traditiounen an deene verschiddenen Empfängerlänner net evoluéieren. De Succès vun de Reformen, awer och dee vun de Millenniumsobjektiver, hänkt zum groussen Deel vum Wëlle vun deenen eenzelne Regierungen an den Empfängerlänner of. Et ass un hinnen, d'Gesetzer esou ze gestalten, datt der Entwécklung vun hirem Land näischt am Wee steet, an et gehéiert zu eisen Aufgaben, zesumme mat hinnen dëst ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtegen Domän vun eiser Kooperatiounspolitik ass d'Entwécklungshëllef zu Gonschte vun de Kanner. Obwuel déi meescht Länner d'Norme fir de Schutz vun de Kanner adoptéiert hunn, weist de Rapport vun der Unicef fir d'Joer 2005 drop hin, datt d'Halschent vun de Kanner op der ganzer Welt ënner Aarmut, bewaffnete Konflikter oder dem Aids leiden. Eng Milliard Kanner si forcéiert, op eng gesond a protégéiert Kandheet ze verzichten. Hei leie fir mech déi gréissten Erausfuerderungen.

Wat d'Entwécklungshëllef fir d'Kanner ubelaangt, wollt ech virun allem een Aspekt uschwätzen, deen aus dem Rapport „Zur Situation der Kinder in der Welt" ervirstécht. Hei geet et ëm déi honnerte Millioune vu Kanner, déi op déi eng oder aner Aart a Weis onsichtbar si fir déi international Communautéit.

Kanner, déi vun hire Regierungen emol net wouergeholl ginn: Si existéieren net a liewen ouni Geburtsschäin. No neien Estimatioune vun der Unicef sinn an der Moyenne 55% vun de Gebuerten an den Entwécklungslänner - China erausgeholl - net deklaréiert. Eng Proportioun, jo, déi 65% erreecht fir Afrika südlech vun der Sahara. 65%! All Joer ginn 48 Milliounen Neigebuerener net gemellt. Dës Kanner verschwannen, wann hir Existenz net festgehale gëtt a se net offiziell vum Stat unerkannt ginn. Si hu keen Accès zur Bildung a keen Accès zur Gesondheet.

De Gebuertsakt ass noutwendeg fir vun der Sécurité sociale enregistréiert ze ginn. Souguer wann d'Länner sech mussen drun halen, fir Mechanismen anzesetzen, datt all Gebuert muss enregistréiert ginn, ass dat net de Fall. All Kand huet e Recht drop, eng offiziell Identitéit ze hunn an enregistréiert ze ginn, wann et gebuer gëtt. An der Konventioun fir d'Kannerrechter steet ganz kloer geschriwwen, datt all Stat muss assuréieren, datt dës Rechter agehale ginn. Esou kann een nämlech alles mat hinne maachen, a si gi ganz schnell Opfer vu Gewalt, Mënschenhandel, Krich a sexuellen Ausbeutungen.

Zum Beispill hu mer all Joer 8,4 Millioune Kanner, déi deene schlëmmste Forme vu Kanneraarbecht exposéiert sinn, Prostitutioun mat abegraff. Ongeféier zwou Millioune Kanner ginn an der Sexindustrie fir kommerziell Zwecker ausgebeut a si regelméisseg sexueller a physescher Gewalt ausgesat oder ginn zu anere Kanneraarbechte gezwongen. Weltwäit schätze se ronderëm 300.000 Kanner, déi als Zaldote mussen agéieren, Minne leeën, Spiounen déngen a gedrillt gi fir Leit an de Krisegebidder ëmzebréngen.

Ech wollt just, wat dës Problematik ubelaangt, e puer Pisten undeiten, wou et a mengen Ae wichteg wär, deenen an der Zukunft méi geziilt nozegoen, fir de Kanner hir Rechter ze verbesseren an ze verteidegen an deenen Exposéiertsten ënner hinnen nach besser entgéintzekommen. Et ass wichteg, datt mer weider no Systemer sichen, déi eis erlaben, d'Ursaachen an d'Heefegkeete vu schlechter Behandlung vun de Kanner nach besser ze duerchliichten, fir ze wëssen, wéi mer konkret eng méi effikass Hëllef kënne leeschten.

Et gëtt oft dorop higewisen, datt et och zum Deel un der Onfäegkeet vu ville Regierunge läit, fir d'Norme vun der Konventioun vun 1989 iwwert d'Kannerrechter ze respektéieren. Duerfir ass et wichteg, datt mer d'Empfängerlänner méi incitéieren, fir datt si hir Engagementer um internationale Plang an hirem nationale Recht konsequent applizéieren. D'Gesetzer géint d'Auteure vun de Verbrieche géint d'Kanner musse systematesch applizéiert ginn an och, a mengen Aen, verschäerft ginn. D'Empfängerlänner solle motivéiert ginn, fir Budgeten ze adoptéieren, déi op d'Bedürfnisser vum Kand opgebaut sinn, an d'Institutiounen, déi fir d'Kanner zoustänneg sinn, solle gestäerkt ginn.

Ech géif op dëser Plaz gären de Projet ervirhiewen, dee mer mat der ONG „Transparency International" am Mali ënnerstëtzen, wou e Médiateur vun der Republik agesat gëtt. Dëst ass a mengen Aen eng fantastesch Iddi, déi een och op anere Plaze kéint envisagéieren, fir datt och d'Rechter vun de Kanner a vun de Fraen op dëse Plaze besser respektéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zum Schluss kommen, wollt ech nach e puer Iddien opwerfen, déi ech flott an ënnerstëtzenswäert fannen, an déi dee sou genannten „CNN Effect", vun deem eise Minister schwätzt, a Bewegung halen.

D'Influenz vun de Medien op d'Leit ass enorm, an et ass fundamental, datt si dës Influenz notzen, fir d'Leit dobausse fir d'Millenniumsobjektiver an d'Aarmut ze sensibiliséieren. Ech mengen, et brauch ee just d'Beispill vum Tsunami ze huelen, wou d'Televisioun et fäerdeg bruecht huet, massiv international Hëllef a Bewegung ze setzen. Och bei eis solle sech d'Medien nach méi konsequent dofir asetzen, d'Leit dobaussen op deen alldeeglechen a geräuschlosen Tsunami opmierksam ze maachen, deen um afrikanesche Kontinent stattfënnt.

Ech kéint mer virstellen, datt eis Press eng Millenniumscampagne kéint starten, während där mir a regelméissegen Ofstänn e Bericht an der Zeitung géife fannen, deen iwwer ee Millenniumsobjektiv géif handelen, mam Objektiv, d'Leit heifir méi ze sensibiliséieren. Eng aner Iddi, déi ech an enger auslännescher Zeitung gesinn hunn, war déi fir eng Weltsäit ze illustréieren, wou een eemol an der Woch mat flotte Biller am Stil vun enger Weltwiederkaart kéint weisen, mat deenen akute Gebidder vun Noutstandssituatiounen, déi duerch Ëmweltkatastrophe geschitt sinn, esou datt jiddferee sech eppes Konkretes heirënner kéint virstellen.

Ech kéint mer awer och all Dag e klenge Saz virstellen, wou een op déi international Deeg dobaussen opmierksam mécht an a just e puer Wierder d'Bedeitung vun dësem Dag dann erkläert. Esou wëssen zum Beispill déi meeschte Leit, datt den 8. Mäerz den Dag vun de Fraen ass, well dat an der Press am Detail bericht ginn ass. Mä wie weess dobaussen, datt den 13. Februar den Dag vun de Kannerzaldoten ass, oder wie weess, datt de 25. Mäerz den Dag vum Mënschenhandel ass? Dat wär op alle Fall eng flott Iddi, fir op déi néideg Situatioun an déi, déi d'ganz Welt beréiert, opmierksam ze maachen.

Eng Iddi fir eis Regierung wär vläicht déi, fir e ganzt Joer der Aarmut an der Welt ze widmen. Dat kéint een zum Beispill „The Year of Saving the World" nennen. Während dësem Joer kéinten all méiglech Aktioune gestart ginn, wéi Concerten an Theaterstécker, zu Gonschte vun der Aarmut. Hei kéint ee jo kucken, fir deen een oder anere Star, dee sech géint d'Aarmut an der Welt engagéiert, ze invitéieren. Ech erënnere just kuerz un dem Bob Geldof säi phenomeenalen „Live Aid Concert", dee mat senger Iddi a mat sengem Engagement fir déi Drëtt Welt honnerte vun dausende Leit fir dësen Zweck d'lescht Joer mobiliséiert krut. Säin Engagement, wéi dat vun anere Staren, gëtt zum Virbild vu ville Leit. Wann esou Aktiounen an der Press oder vun der Regierung flott opgezu ginn, saturéieren déi d'Leit och net dobaussen, an et huet ee mat senger Sensibilisatioun en onheemlechen Effekt erreecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschléisse wollt ech just kuerz op meng Rees an de Ruanda ze schwätze kommen, wou ech virun zwee Méint d'Chance hat, op eng Invitatioun vun der Weltbank hin, dohinner ze goen. E Land, wat mech déif markéiert huet!

De Génocide am Joer 1994 a seng Konsequenzen hunn iwwer eng Millioun Opfer gefuerdert an an nëmmen 100 Deeg eng ganz Generatioun vu Leit ewechradéiert. Et feelt u Leit un allen Ecken an Enn, grad elo, wou dëst zerstéiert Land amgaangen ass ze probéieren, sech erëm opzebauen. Fir just emol ee Beispill ze nennen: Et fënnt een do een Dokter op 50.000 Leit.

D'Elteren hunn hir Kanner verluer an d'Kanner hir Elteren. An niewent Honger a Krankheet, sinn d'Kanner markéiert vu schreckleche Biller. Biller, déi si wahrscheinlech ni méi an hirem Liewe wäerte vergiessen. Mä dach sinn d'Leit voller Hoffnung, eng Hoffnung, déi sech duerch hir politesch Stabilitéit an hir Projete rechtfertege léisst.

A mengen Ae gehéiert et zu eisen drénglechsten Aufgaben, fir no Mëttelen ze sichen, fir deene Länner nach besser ënnert d'Äerm ze gräifen, déi no Zivilkricher oder aner Konflikter komplett zerstéiert goufen. Well besonnesch fir dës Länner ass et ganz schwéier, nees Fouss ze faassen an d'Entwécklung weiderzedreiwen. Grad fir dës Länner ass et och immens schwéier, fir d'Millenniumsobjektiver weiderzebréngen, well ëmmerhin néng vun zéng vun dëse Länner befanne sech ganz ënnen um Klassement vum Indice de développement humain - vum PNUD.

Doriwwer ewech musse mer Länner, wéi dem Ruanda, hëllefen, de Fridden ze befestegen, d'Korruptioun ze bekämpfen an hinne weisen, datt d'Anhale vun de Mënscherechter, der Bonne gouvernance, der Sécherheet an der Demokratie d'Schlësselpositioune sinn, fir sech ze entwéckelen.

An dësem Kontext war ech beandrockt, wéi d'Experte vun der Weltbank erzielt hunn, datt grad am Ruanda 90% vun den investéierte Suen tatsächlech och an d'Projeten erafléissen.

A well de Ruanda am Klassement vun der PNUD op der 159. Plaz läit, a well d'Land vun den 1.000 Hiwelen e klengt Land ass, wou mer relativ schnell e groussen Impakt kéinten hunn, a well Dir, Här Minister, scho gëschter gesot hutt, datt mir an deem engen oder aneren Zilland e grousse Succès ze verzeechnen hunn, wou ee vläicht no enger Period zréckschrauwe kéint, wollt ech de Minister froen, ob de Ruanda eng Kéier d'Chance kéint kréien, och en Zilland vun eiser Politik ze ginn? A wann, wéini?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ginn ongeféier 135 Milliarde gebraucht bis 2006, steigend bis 195 Milliarde bis 2015, fir d'Millenniumsziler ze erfëllen. Et gëtt geschat - an ech weess, den Här Minister hat dat gëschter ausféierlech zum Ausdrock bruecht -, datt et ouni d'Hëllef vu Militär - virun allem wéinst den humanitäre Katastrophen - net méiglech gewiescht wär, esou schnell ze hëllefen. A mir wësse jo och, wéi deier esou en eenzelnen Helikopter kascht, deen direkt an d'Krisegebidder starte kann, fir dat Noutwendegst op geféierlech Plazen ze kréien.

Mä trotzdeem schéngt mer dach am Verglach de globale Budget fir d'Militär - eng Trillioun Dollare weltwäit, dat sinn 1.000 Milliarden - extrem héich. Dann huet ee wierklech d'Tendenz fir sech ze froen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Arendt, wann Der ee Moment erlaabt.

2. Accueil de M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation

Mesdames, Messieurs, chers collègues, permettez-moi d'interrompre brièvement les discussions sur la politique de coopération du Gouvernement pour accueillir Son Excellence Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, et les membres de la délégation qui l'accompagne pendant sa visite officielle au Luxembourg.

(Applaudissements)

Monsieur le Premier Ministre, au nom de nous tous, je vous souhaite une cordiale bienvenue à la Chambre des Députés et vous assure de l'honneur que nous éprouvons de recevoir le Premier Ministre de la République d'Albanie.

Persuadé que votre visite ne manquera pas d'intensifier à tous les niveaux les relations qui existent entre notre pays et le vôtre, je vous souhaite un agréable et fructueux séjour au Luxembourg. Merci.

Voilà, Madame Arendt. Da kënnt Dir weiderfuere mat Ärer Interventioun.

3. Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suite)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Här President.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dann huet ee wierklech d'Tendenz sech ze froen, ob esou vill Suen an dëse Budget fléisse mussen. Mä déi Tendenz huet ee bei ville Sujeten. Den UN-Hëllefskoordinator Jan Egeland - Här Minister, Dir hat hien och gëschter zitéiert - huet drop opmierksam gemaach, datt d'Europäer all Joer fir zéng Milliarde Glacen iessen an d'Amerikaner all Joer 35 Milliarde fir hir Hausdéieren ausginn.

Da schéngt et mer wierklech keng iwwerdriwwen Zomm ze sinn, déi mer brauchen, fir eng méi gerecht a besser Welt, a bestëmmt schnell realiséierbar, wann all entwéckelt oder industrialiséiert Land op deen nämlechte Wee geet, nämlech dee vun den 0,7%. Mir schwätze jo hei net vu 7%, da bleiwen also nach ëmmer 99% fir a säin eegent Land ze investéieren, wéi e Vertrieder vum Cercle vun den ONGen dat richtegerweis bei eis an der Kommissioun gesot huet. Dat misst an däerft keng Onméiglechkeet si fir déi, deenen et e gutt Stéck besser geet wéi deenen aneren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Débat iwwert d'Kooperatioun ass wéi all Joer d'Geleeënheet fir de Punkt ze maachen iwwert dat, wat am vergaangene Joer op deem Gebitt passéiert ass, an och an engems en Ausbléck ze maachen op dat Joer duerno.

D'Joer 2005 war e beweegtend Joer. Et war déi éischt sechs Méint vun der Présidence vu Lëtzebuerg markéiert, an an där Hisiicht sinn och eng Partie ganz bedeitend Resultater ze vermelden; ënner anerem d'Entscheedung fir op 0,7% eropzegoen an der ganzer Europäescher Unioun, wat d'öffentlech Zouwendung fir d'Kooperatiounspolitik ubelaangt.

Et sinn ewell véier Länner op deem Niveau an der Europäescher Unioun - Holland, Dänemark, Schweden a Lëtzebuerg -, an eng Partie aner Länner hu schonn d'Entscheedung geholl gehat virun deem Beschloss vun de 25.

Wat bedeitend ass, dat ass, datt och déi nei Länner, déi an d'Europäesch Unioun erakomm sinn, bereet sinn, en Effort ze maachen. Si ginn zwar net esou wäit wéi déi 15 al EU-Staten, mä ëmmerhi gi se och progressiv mat hirer Hëllef an d'Luucht fir ongeféier op d'Halschent vun deem Zil ze kommen, wat déi aner maachen.

Dat ass wichteg an deem Sënn, datt et mat Kohärenz vun der Politik ze dinn huet, well d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, déi jo noweisbar mat wéinegen - fir net ze soen iwwerhaapt kengen - Hannergedanken auskënnt, ass interessiéiert drun, datt dat, wat se leescht, an hiert Wierken och am Kader vun dem internationalen Effort eng Hiewelwierkung huet, an datt déi Efforten, déi dat eent Land mécht, wat intelligent schafft, net widdersprach respektiv neutraliséiert ginn duerch dat, wat anerer falsch maache respektiv net maachen.

Am Ufank vu menger Interventioun wollt ech och dem Minister fir déi réusséiert Présidence - «Parcours sans faute» - an och fir dat, wat gemaach ginn ass am ganze Joer, Merci soen. An ech wëll an deem Merci ausdrécklech seng Mataarbechter aschléissen, déi et och fäerdeg bruecht hunn, iwwert d'Joren där ganzer Démarche e wëssenschaftlechen Ënnerbau ze ginn, an och eisen Aussestelle vun dem Ministère des Affaires étrangères, gradsou wéi och den Aussestelle vun der Kooperatioun - an dozou gehéiere selbstverständlech och d'Leit vu Lux-Development. Ech wëll och den ONGen e Kompliment maache fir dat, wat si dobaussen an der Welt maachen am Beräich vun der Kooperatiounshëllef an och heiheem a puncto Sensibilisatioun.

Mir hunn et also mat engem global gesi positive Resultat ze dinn. Dat huet domat ze dinn, well mer déi richteg Leit hunn, well mer déi richteg Moyenen och a genügendem Ausmooss asetzen, an et huet och domat ze dinn, well déi Kooperatiounspolitik gedroe gëtt vun engem breeden Deel vun eiser Bevölkerung. Et huet ee jiddefalls am leschte Joer keng nennenswäert Kritiken héieren, grad ewéi an de Jore virdrun. Dat ass ze begréissen, a wann een den Effort wëllt nohalteg gestalten, da muss een och kucken, datt déi Akzeptanz bleift.

Duerfir wollt ech och begréissen, datt mer hei an der Chamber am Laf vun deene successiven Debatten iwwert d'Kooperatiounspolitik ëmmer erëm erneiert hunn, datt mer am Ufank op 0,7% kéimen, duerno dann op deenen 0,7% géinge bleiwen, a spéider och, datt mer géife gemeinsam deen 1% vun den öffentlechen Zouwendunge par rapport zum PIB ënnerstëtzen an och ustriewen.

Dat ass och gëschter an der Presentatioun vum Här Schiltz net a Fro gestallt ginn, an ech mengen et wier och gutt, wa mer haut alleguer als Spriecher dee Konsens géifen erneieren, quitte datt ee sech Zäit hëlt, fir un dat Resultat erunzekommen.

Mir sinn op engem Niveau, wou mer praktesch um Maximum ukomm sinn, a wat elo ze maachen ass, ass, wéi gesot, och aner Acteuren ze iwwerzeegen, datt se op dee Wee ginn.

Dat ass gemaach, an déi kënnen och vläicht vun eis léieren, wéi een dat an enger trotzdeem relativ kuerzer Zäit mécht. Dat huet mat Opbau vum Ministère ze dinn, mat Opbau vun den Aussestellen, mat enger ganzer Démarche, déi vun enger Approche fortgeet, wou am Ufank den Haapteffort an de Capitalë vum Pays donateur gemaach gouf, fir duerno op eng méi dezentraliséiert Form vun Entwécklungshëllef hinzekommen, wat jo och weidergefouert gëtt duerch d'Ouverture vun zwee neie Büroen, wat mer och ausdrécklech begréissen. Dat ass e Wee, wou ee kann de Partenariat erneieren, wou de Partenariat och doduerch méi zum Ausdrock kënnt, well ee ganz no beim Partenaire, fir deen ee schafft a mat deem een zesummeschafft, ass. An dat wëlle mer och ausdrécklech virun ënnerstëtzen.

Elo kënnt een nach villes soen iwwert dat, wat gëschter hei gesot ginn ass, an ech mengen, et kann een dat am grousse Ganzen deelen. Meng Interventioun haut, déi ech net wëll ze laang halen, déi soll fir de Rescht vun där Zäit, déi mer zur Verfügung steet, haaptsächlech der Kohärenz vun de Politiken déngen.

Mir sinn a puncto Kohärenz doudsécher e Stéck weiderkomm duerch den Effort fir och anerer derzou ze bewegen, sech endlech emol kohärent ze behuele vis-à-vis vun deene Verspriechen, déi se viru ronn 40 Joer gemaach hunn, fir op déi 0,7% ze kommen. Deen Engagement ass elo geholl, an et muss een elo suivéieren, datt deen och agehal gëtt.

Et ass awer net déi eenzeg Manéier, wou d'Kohärenz oder d'Absence vu Kohärenz Froen opwerft. Een Deel vu menger Interventioun dréint ronderëm d'Kohärenz a puncto Sécherheet a Kooperatioun. Ech kënnt jo elo, wann dat a menger Natur léich, stëppelen a soen: Dir sidd elo viru kuerzem och nach Défense-Minister ginn. Wéi geet dat? A wéi verdréit dat sech mat Ärer Funktioun als Minister fir Kooperatioun?

(Hilarité)

Déi Froen hunn ech jo ëmmer gestallt kritt, a gëschter hu mer jo schonn eng Partie Elementer als Äntwert kritt op déi Fro. Wann een déi zwou Funktioune mateneen assuméiert, huet ee vläicht eng méi héich Sensibilitéit fir domadder eens ze ginn, an et weess een emol virun allem, wat een net däerf maachen. An et erkennt ee ganz schnell, wéi wäit datt ee ka goen a wéi wäit datt een net däerf ze wäit goen.

Elo gëtt et - fir e praktescht Beispill ze huelen - dobaussen an der Welt eng Partie Géigenden, déi fuerderen déi politesch Responsabel, souwuel op deem enge Plang wéi och op deem aneren: um Plang vun der Défense wéi och um Plang vun der Action humanitaire. Do gëtt et Méiglechkeeten, fir zesummenzeschaffen, déi si ganz kleng, besonnesch wann et sech ëm eng Konfliktsituatioun handelt. An et gëtt effektiv eng Partie Situatiounen, do muss ee sech als politeschen Acteur, menge bescheidene Kenntnisser no, méi zréckhalen.

Well, wann d'Humanitären net kënnen op den Terrain kommen, da muss iergendeen den Terrain preparéieren, datt se kënnen hir Aktiounen déployéieren. Dat si keng Humanitären, soss wier de Milieu vun den ONGen a vun der Société civile net ugewisen op Hëllef vun der Politik a vun de State respektiv vun der UNO, wa mer och wëllen hunn, datt mer déi Aktiounen dann an eng gewësse Kohärenz placéieren.

Do gëtt et also Humanitären, well wann d'ONGen nach net do sinn, dann ass et heiansdo esou, datt d'Arméie sech och op deem dote Plang ervirdinn. Dat gëtt natierlech ganz vill vun enger grousser a breeder Skepsis begleet, well dann hu mer duerno dans une situation donnée Humanitären an Uniform an Humanitären ouni Uniform. An Humanitären ouni Uniform, déi ginn dann oft a Konflikt bruecht mat deenen aneren. Si ginn associéiert mat deenen. Da gi se och mat aneren Ae betruecht, wéi wa se elo an hirem selbstlose Wierken ouni déi do Associatioun um Terrain wieren. Dat ass natierlech ëmmer e Problemfeld, an dat Bescht, wat een do ka maachen, ass, wann ee matenee ka schwätzen.

Ech weess, datt souwuel d'Internationaalt Rout Kräiz wéi och aner grouss humanitär an institutionell Acteuren en Intérêt hunn, datt jiddferee seng Aufgab mécht. Dat Bescht, da fir ofzeschléissen, wat ee ka maachen, ass, datt jiddferee sech op seng spezifesch Missioune konzentréiert, déi assuméiert, an dat am Respekt vun enger Finalitéit, déi souwuel déi eng wéi déi aner hunn, nämlech datt d'Leit kënnen a Fräiheet duerno sech déployéieren. Ech sinn och iwwerzeegt, datt dat dem Minister Schiltz wäert geléngen.

En anert Feld, wou een natierlech no Kohärenze sicht, dat ass de ganze Beräich ronderëm de Welthandel. Mir waren zu e puer delegéiert gi vun der Chamber, fir déi Verhandlungen zu Hongkong ze suivéieren. A mir hunn do d'Méiglechkeete gehat, den Här Adam an ech, fir souwuel bei der offizieller Delegatioun enger Partie Eventer bäizewunnen, wéi och duerno bei der Union interparlementaire a bei de Milieuë vun den ONGe matzediskutéieren a matzeberoden. Mir konnte just net mat énuméréieren, mä ëmmerhin ass et awer interessant, datt e Suivi parlementaire gemaach gëtt op breeder Front.

Elo gëtt et eng allgemeng einfach, simplistesch Approche fir ze soen: Den Handel mécht d'Länner méi räich. Et huet een och wéineg Argumenter fir dat do ze affirméieren. Effektiv, et sinn eng Partie Länner an Asien, déi sech enorm eropgeschafft hunn, ënner anerem doduerch, datt se um Welthandel participéiert hunn, datt se hir Länner konnte progressiv an d'Weltwirtschaft integréieren.

Dat ass Länner gelonge wéi China, dat haut souwuel nach Entwécklungsland ass, mä dat awer och schonn en héich industrialiséiert Land a verschiddene Beräicher ass. Dat ass haaptsächlech och bedéngt duerch intern Reformen, déi si gemaach hunn. Woubäi een awer och muss soen, datt do ganz vill Leit op der Streck bleiwen, well trotz kommunistescher a generéiser Utopie, déi de Kommunismus duerstellt, huet de klenge Mann keng Vertriedung do. Gewerkschafte sinn do verbueden. Dat muss ee kënne soen.

En anert Land, wat relativ gutt am Kommen ass, dat ass de Vietnam. Dat muss ee begréissen. Duerch déi ganz Reformprozesser, déi ronderëm d'Terminologie „Doi Moi" dréien, kënnt dat Land och progressiv erop. Da stellt ee sech natierlech d'Fro: Firwat fonctionnéiert dat do an deem Ausmooss net an Afrika?

Well Länner wéi Südkorea, déi och massiv profitéiert hu vun hirer Ouverture op d'Weltekonomie, déi hate viru 50 Joer e Produit intérieur brut, deen ongefeier esou héich war wéi dee vun der Côte d'Ivoire. Mir wëssen awer, wou haut d'Côte d'Ivoire steet respektiv datt se hannerzeg geet. A Länner wéi Südkorea, déi sinn haut a Spëtzentechnologië present a se loossen dann och do vu sech schwätzen. Noweisbar hu se genuch profitéiert.

Wat huet dat mat Kohärenz ze dinn? Mä et huet ganz vill mat Kohärenz ze dinn. Well engersäits hu mer eng Partie Acteuren, vun deene bal kee schwätzt, déi en enormt Gewiicht hunn, déi sech aller parlamentarescher Kontroll entzéien. Ech schwätzen do haaptsächlech vum Fonds monétaire international a vun der Banque mondiale. Anerersäits hu mer dann eng OMC, déi permanent am Kräizfeier vun der Kritik steet, well och si méi mediatiséiert gëtt no baussen, notamment an deene Phasen, wou wichteg Négociatiounen ustinn.

D'OMC huet och versicht, sech e bësse méi Kohärenz ze ginn - dat muss een objektiv unerkennen -, andeems datt se e Comité intégré op d'Bee gestallt huet, an deem Organisatioune wéi d'CNUCED, wéi de Fonds monétaire international an d'Banque mondiale vertruede sinn. Mä eng, déi awer enorm wichteg wier an déi och eng grouss Expertise kënnt bréngen, ass net dran: Dat ass d'Organisation internationale du Travail. Déi war zwar present en marge vun de Réuniounen zu Hongkong. Hir Vertrieder hunn och d'Wuert ergraff an der Réunioun, déi d'Parlementairen ënner sech haten.

Ee vun hire Vertrieder huet eng relativ flott Analys gemaach iwwert deen dote Phenomeen. En huet gesot: Wann een am Welthandel wëllt bestoen, da muss een natierlech e Risiko huelen. Et muss ee flexibel sinn, et muss ee sech permanent kënnen adaptéieren. A fir sech permanent kënnen ze adaptéieren, muss ee kënnen e Risiko huelen. A wann een elo an enger Situatioun ass, wou keng Marge do ass, fir e Risiko ze huelen, wou een also näischt huet, keng Regelwierker an och keng Mechanismen, fir d'Effete vun där brutaler Expositioun an der Weltekonomie ze attenuéiere respektiv ofzefiederen, jo, da gëtt kee Risiko geholl. An da kënnt déi Flexibilitéit net zu Dag.

An et ass dat précisément de Problem vun den Afrikaner. An do si mer matzen an der Problematik dran. Wat mécht ee Stat, deen dat do net ka maachen? Am Kloertext: Déi Länner missten am Fong eng Sécurité sociale hunn, fir déi opzefänken, déi am Fall vun enger gréisserer Panne e grousse Marché géinge verléiere respektiv keen neie géinge fannen. Jo, fir kënnen eng Sécurité sociale ze hunn, muss een och kënnen eppes hunn, fir dat ze finanzéieren. A fir dat kënnen ze finanzéieren, muss een och kënnen an d'Exportatioun goen.

Wann een am Export näischt erreecht, da muss ee kucke wat een um Bannemaart erreecht. An um Bannemaart leeft geméinlech net vill, et sief dann, e bëssen am Kader vun enger Économie informelle, wou Richessë generéiert ginn. Mä dat geet jiddefalls net duer, fir dann e kohärente System ze finanzéieren, an deem och eng Sécurité sociale do ass als Filet de sécurité, fir déi, déi am Fall wou se sech op de Welthandel riskéieren, échouéieren. Do si mer also, wéi gesot, am Kär vum Problem.

An ech mengen, do ass eng Entwécklungshëllef wéi déi Lëtzebuerger extrem pertinent, well se précisément hëlleft emol déi Aufgaben assuméieren, zu deenen déi meescht aarm Länner net fäeg sinn. Elo kënne mer, fir iwwert d'Kohärenz weiderzeschwätzen, nach d'Entscholdung beméien. An do komme mer an e Commentaire eran, deen ech mat engem laachenden a mat engem kräischenden A géing maachen.

Et ass prinzipiell gutt, datt um Sommet vu Gleneagles décidéiert ginn ass, fir ronn 40 Milliarden Dollar ze entschëlden, an zwar deenen Äermste vun deenen Aarmen - den „pays les moins avancés" oder de PMAen, wéi mer soen. Et ass a sech positiv. Elo kann ee laang driwwer épiloguéieren a sech froen: Hätten déi esou vill Schold misse maachen? An ass all déi Schold, déi gemaach gëtt, och effektiv am Intérêt gewiescht vun de Leit?

Elo gëtt et zwou Méiglechkeeten. Een Deel vun der Schold war vläicht am Intérêt vun de Leit, mä wann een d'Auslandsschold vum Kongo kuckt, wéi de Mobutu nach President war, do gesäit een, datt säi Privatverméige méi grouss war wéi d'Auslandsschold. Also hunn d'Leit vun deem, wat de Kongo geléint krut, näischt gehat, well dee Regime archikorrupt war. Soll een dann elo de Kongolesen imposéieren, eng Schold zréckzebezuelen, vun där si ni eppes haten?

Et ass am Fong eng Démonstration par l'absurde, déi ech maachen, sou datt ech géing soen, ënnert dem Strëch war et richteg, datt een den Effort gemaach huet a Richtung vun deene Länner. Mä - an do kënnt de Bémol awer an deem ganze Commentaire: Wie profitéiert elo vun deem ganze Scholdenerlooss? A wat ass d'Situatioun vun den „pays les moins avancés" no deem Scholdenerlooss? Woubäi ech ënnerstellen, datt elo déi 40 Milliarden Dollar musse refinanzéiert ginn, well d'Weltbank mécht net einfach e Kräiz iwwert déi Schold. Déi räich Länner mussen elo dat bezuelen, wat déi aarm nogelooss kréien a wat déi net konnten zréckbezuelen.

Do musse mir also och een Deel bezuelen, obscho mir ni responsabel ware fir déi Schold. Déi Diskussioun ass och ni gefouert ginn. Ech wëll nëmme just soen, wa mer iwwer eng kohärent parlamentaresch Begleedung schwätzen, hätte mir am Fong och misse virum Juni doriwwer gefrot ginn. Well do sinn e puer déck Leit, déi gi sech produzéieren op Gleneagles, an déi soen: Mir Grousszügeg loosse Schold no! Si loosse sech emol net d'Fro stellen, firwat datt op esou eng irresponsabel Manéier geléint ginn ass. Mais toujours est-il, déi ginn d'Direktioun un. Also ass do e ganz simple Plädoyer fir méi parlamentaresch Kontroll.

Mä dat, wat nach ze soen ass dozou, dat ass, datt déi Schold, déi nogelooss gëtt an déi do zréckbezuelt gëtt, jo dann der Banque mondiale nei Moyene gëtt, an déi nei Moyene gi jo erëm eng Kéier geléint, well et ass jo eng Bank, an déi Bank, déi wäert viru léinen, déi wäert viru Kreditter gewähren. An dat, wat se virun u Kreditter gewährt, wou geet dat hin? Mä dat geet elo an déi Länner, déi eng besser Gouvernance hunn.

Do gëtt et erëm eng Kéier zwou Méiglechkeeten. Entweder déi Länner, déi zu den „pays les moins avancés" gehéieren, gi sech déi Gouvernance, déi och d'Vertrauen erwächt vun der internationaler Communautéit an hir Kreditfäegkeet. Dat bedéngt allerdéngs, datt se amstand sinn, hir Fonction régalienne als Stat ze assuméieren. Dat ass éischter gesot wéi gemaach. Well duerfir muss een eng performant Administratioun hunn, an duerfir dierft een am Fong keng Korruptioun an den Administratiounen an an der Regierung hunn. Or, déi ass awer do, an déi kann een zum Deel verstoen.

Well mir kënnen eis dach emol d'Fro stellen heibannen, wa mir alleguer ongefeier 30 Dollar de Mount géinge verdéngen, ob mer net géinge versichen, awer iergendwéi op 50 oder op 100 Dollar ze kommen, fir kënne wéinstens eise Liewensënnerhalt ze finanzéieren. Dat ass eng Korruptioun, déi een net ka guttheeschen, mä et kann ee se iergendwéi verstoen, sichtlech erklären.

Ech schwätzen net vun der „Corruption des prédateurs" à la Mobutu, déi sech carrément d'Richesse minière ënnert den Nol räissen a fir de Rescht vun der Zäit d'Land erhéngere loossen. Dat do kann een iergendwéi verstoen, mä wann déi Länner awer net d'Chance kréien, aus deem Cercle vicieux erauszekommen, da si se definitiv verluer.

An duerfir ass dat, wat um Sommet vu Gleneagles décidéiert ginn ass, net ouni Bedenken, well et muss een oppassen, wat fir en Traitement datt deene Länner widderfiert, déi elo am Scholdenerlooss riskéieren, op der Streck ze bleiwen, well noweisbar mussen déi Länner nei Kreditter kréien.

An doraus kann ee sech och erëm eng Kéier een Avantage erausliese fir d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik. Mir sinn am Fong ëmmer gutt placéiert gewiescht, datt mer ëmmer op Donë gesat hunn an net op Prêten - ce qu'on fait, on le fait de façon purement gratuite -, an dann huet ee jiddefalls net duerno sech dem Risiko ausgesat, datt déi Länner nach mussen eng Generatioun duerno bludden oder iergendwéi mussen d'Hand ophale goen, fir nach eng Kéier d'Scholden nogelooss ze kréien.

Also ech mengen, do ass bei all den Efforten, déi gemaach goufen a puncto héijer Kohärenz, nach eppes nozehuelen, an d'Europäesch Unioun wier gutt beroden, wa se dat do géing méi thematiséieren. Déi 25 Länner sinn am Fonds monétaire international an an der Weltbank, do si se jo an „constituencies" organiséiert - ech mengen, mir sinn op siwen oder aacht, wann net néng verschidde Kreesser do verdeelt. Do ka keng kohärent europäesch Haltung erauskommen. A wann ee weess, datt d'Europäer do, wa se géifen a geballter, konzentréierter Form optrieden, eng Minorité de blocage hätten, da gesi mer zu wat fir enge Schrëtt an Avancéeën datt mer an der Entwécklungspolitik fäeg wieren.

De Pascal Lamy huet am Kader vun engem Colloque iwwert d'Sécurité alimentaire, deen zu Lëtzebuerg während der Présidence gehale ginn ass, eppes gesot, wat ville Leit net kloer war a wat déi allermeescht iwwerhaapt net wossten. Hien huet gesot: D'OMC gëtt ëmmer accuséiert, si wier responsabel fir déi niddreg Liewensmëttelpräisser, Agrarpräisser an den Entwécklungslänner.

Do gëtt et zwou Theorien. Déi eng soen: Maacht d'Grenze komplett op, suppriméiert sämtlech Subventiounen, an da profitéieren déi Aarm dovunner. Mir wëssen awer och, datt ee muss pragmatesch a realistesch un d'Saachen erugoen, datt dat net vun haut op muer geet an datt dat och nëmme phaseweis an Négociatioune kann erreecht ginn. De Pascal Lamy sot: Mä déi, déi am meeschten drop drängen, datt an Entwécklungslänner d'Präisser niddreg sinn, dat ass erëm eng Kéier d'Weltbank.

Huet iergendwann eng Kéier een am Parlament hei oder anerwäerts héieren, wat fir een Impakt a wat fir eng Positiounen datt d'Weltbank hëlt am Numm vun deenen eenzelne Länner? Also do si mer erëm eng Kéier gefuerdert, fir deene vill méi no op d'Fangeren ze klappen an déi méi enk ze suivéieren. Wa mer wëlle kohärent sinn a mir hätte gären, datt déi Suen, déi mer an d'Entwécklungshëllef investéieren, effektiv maximal zum Droe kommen, da musse mer déi do Froen thematiséieren.

Zum Schluss, Här President, wollt ech soen, datt mer och als Chamber bei där Kontrollfunktioun a bei där Impulsgeberfunktioun, déi mer hunn, och musse pedagogesch optrieden, souwuel vis-à-vis vun eisen eegene Leit heibannen am Haus wéi och vun der Opinion publique dobaussen. Dat, wat mer maachen, muss Sënn maachen an et muss och no baussen erkennbar ginn, datt et Sënn mécht.

Mir musse kënne mat Iwwerzeegung soen, datt dat, wat mer do maachen, emol éischtens aus reng humanitären an - nach vill méi nobel - aus humanistesche Grënn indispensabel ass. Domat misst et am Fong schonn eriwwer sinn, well mir fänken och un eis zum Hals erauszehänken, wa mer all Kéiers musse soen: Et bréngt och eppes

fir eis. Loosse mer dach domadder ophalen!

Et sinn och aner Leit, déi eis a fréiere Phase vun eiser Geschicht hëllefe komm sinn, ouni datt dat hinnen direkt eppes selwer bruecht huet. Et misst een am Fong, wann een e Reliounscours oder e Cours de morale laïque suivéiert huet, kënnen aus humanistesche Grënn soen: Mir maachen dat, well et deenen einfach sauméisseg an dreckeg geet. Punkt. Fäerdeg.

Elo kann een awer, wann dat net duergeet - an ech fäerte ganz, et geet net duer fir den Effort nohalteg ze gestalten -, sech ëm eng Partie aner Argumenter beméien. Mir brauchen nëmme just déi aktuell Héngergripp ze huelen, fir ze kucken, datt mer awer do wierklech mat Haut an Hoer och deem ausgeliwwert sinn, wat an anere Géigende vun der Welt passéiert. An dat ass erëm eng Kéier e Beispill vu Kohärenz oder vun Inkohärenz.

D'Weltgesondheetsorganisatioun huet op dat gesat, wat mer kennen, dat, wat mer all Dag héieren. A wa mer eng Kéier d'Héngergripp hei zu Lëtzebuerg hunn, da kënne mer dat net méi nolauschteren, well et eis dann esou zum Hals erushänkt, well et ëmmer erëm gesot ginn ass: Mä d'FAO huet eng Approche gehat fir systematesch an den Entwécklungslänner, notamment a China an am Vietnam, massiv ze impfen, an déi Approche hätt wesentlech manner kascht a si hätt vill méi bruecht.

Am Vietnam hu se et nawell gemaach, zum Deel mat Ënnerstëtzung, an och mat Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerger Gelder; wat ze begréissen ass. Si hunn et awer och aus ganz vill eegen Efforten hikritt, an déi hunn de Problem praktesch am Gréff!

An Afrika si se elo amgaangen, och mat Hëllef vun eis - an ech fannen, dat ass absolut richteg, an do gesi mer, datt mer an enger Schicksalsgemeinschaft sinn, an déi mécht keen Halt virun de Grenzen téschent „pays les moins avancés", „pays émergents", „pays du Nord" an „pays riches". Mir hunn do gemeinsam Intérêten, an dat ass zum Beispill eng Plage, déi mer gemeinsam mussen traitéieren.

Eng aner ass déi vun der Sécuritéit. An do hu mer esou vill Intérête gemeinsam mat Afrika, datt een nëmme ka begréissen, datt d'Europäesch Unioun ganz vill Efforten déployéiert huet an där Richtung; notamment och fir den Effort de sécurité ze finanzéieren. Dat, wat an Afrika an dësem Moment passéiert, ass Pionéieraarbecht, déi am Fong un d'Débutë vun der Europäescher Unioun erënnert.

Sur le plan économique gëtt sech ganz staark inspiréiert vun deem wat um Niveau vun der Union européenne passéiert.

Sur le plan de la sécurité gëtt sech ganz staark inspiréiert vun deem wat passéiert um Niveau vum Conseil de Sécurité vun der UNO, mat Ausnahm vum Veto-Recht, wat net zréckbehale ginn ass.

An déi Valeuren, déi an de Basisdokumenter stinn, déi déi ganz Démarche sous-tendéiert, dat si Valeuren, déi ginn op 1789 zréck, dat si Valeuren, déi mëttlerweil eng Valeur universelle, eng Dimension universelle hunn; mir kënnen dat nëmme begréissen.

Mir kënnen d'Afrikaner an dëser Phas, an där dote Situatioun net eleng loossen, mir mussen deen Effort begleeden, mir musse si virun ënnerstëtzen. A si brauche Resultater! Wëssend, datt si et selwer elo net packen, hu se awer am Darfour trotz allem eng Partie ganz gutt Aarbecht gemaach. Am Burundi ass et zu fräie Wahle komm, well si déi richteg Entscheedunge geholl hunn.

An ech mengen, och de Fait, datt an der Côte d'Ivoire konnt e Premierminister agesat ginn, deen als Kompensatioun geduecht war zum Report vum Délai vun de Wahlen ënner afrikanescher Mediatioun, ass e Beispill, wat och d'Afrikaner sech kënnen un den Hutt spéngelen. Dat ass absolut positiv an et beweist och, datt d'Afrikaner, wa se d'Moyene kréien, amstand sinn, eppes Valables ze maachen, a mir däerfe se an deem Effort wierklech net eleng loossen.

Dat Allerlescht, Här President, dat huet och mat Kohärenz ze dinn. Ech vertrieden hei d'Demokratesch Partei, ech sinn e liberale Politiker, ech sinn also op fir en offene Welthandel, fir eng fräi Konkurrenz, mä déi Konkurrenz muss och fair sinn. An et kann een net mam Commerce alles maachen, mä et kann ee villes guttmaachen, a wann dat Mëttel eleng net gräift, da muss een och flankéiert Moossnamen ergräifen.

Well wann dat net esou wier a mam Handel kéint een alles maachen, dann hätte mer wahrscheinlech kee Problem vum Sida. Oder mengt Der, mir kéinten an de Malawi goen a mir kéinten deene Kanner, déi do hir Eltere verluer hunn, soen: Mä wann der e fräien Handel gehat hätt, dann hätt der d'Méiglechkeete gehat, fir dat doten ze verhënneren. Dat fonctionnéiert net esou.

Wann een do wëllt eng kohärent Approche hunn, da muss een zu e puer Idiote sinn, déi am Ufank un eppes gleewen an déi de Courage hunn, fir dat duerchzehalen. An der Lëtzebuerger Kooperatioun waren och e puer Idioten, déi am Ufank 2000 gegleeft hunn, datt ee kënnt den Accès un d'Antirétrovirauxë bei de Sidas-Patienten erreechen. Et huet deemools ongefeier 50-mol méi kascht wéi haut.

An déi, déi gesot hunn: Et geet kleng un, a fir d'éischt kritt ee Patient e Medikament, en Antirétroviral, an duerno en zweeten an dann e fënneften, an da kommen der zéng, an op eemol sinn et der dausend an da sinn et der honnertdausend - am Fong wéi beim Penizillin, wat haut e Medikament ass, wat ronderëm de Globus praktesch fir all Mënsch accessibel ass -; déi, déi dorunner gegleeft hunn, hunn net op d'Fatalitéit gesat an hunn et net nëmme fäerdeg bruecht, datt eng Partie Leit kënnen hoffen, mä och datt a puncto Preventioun erëm méi Disponibilitéit do ass, fir sech testen ze loossen.

Well wou wär dann d'Bereetschaft vun engem, deen net weess, wéi säi Statut ass, ob en HIV-positiv ass oder net, wou wier dann den Intérêt vun enger Persoun an Afrika oder hei, fir sech testen ze loossen, wann en net wéisst, datt en duerno kéint gehollef kréien, seng Krankheet, kéim se eng Kéier zum Ausbroch, atténuéiert ze kréien?

Also, wann hei zu Lëtzebuerg een an der Situatioun wier, wou hien deen Accès net erméiglecht kréich, da géife mer alleguer op d'Strooss goen. Da loosse mer eis och net opregen, wa mer virun an deen doten Domän Gelder investéieren.

Loosse mer eis net opregen iwwert dat, wat an de leschte Joren an deem dote Beräich gemaach ginn ass, a loosse mer och vläicht hei eis Ënnerstëtzung zum Ausdrock brëngen, datt dat do, wat zu enger vun den nobelsten Aufgabe géhéiert, weidergefouert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir d'éischt emol oder virop déi Komplimenter am Résumé erëmhuelen, déi hei schonn ausgeschwat gi si vu mengem Virriedner, fir d'Performancen och an der Kooperatioun während der Lëtzebuerger Présidence. Ech wollt och dem Nancy Arendt Merci soen, dass hatt am Fong ee vu menge Feldzich hei matdréit, an dass ech am Fong kann iwwergoe mech ëm aner Saachen ze këmmere wéi déi speziell Aarmut vun de Fraen op der Welt. Wann ech et éischter gewosst hätt, hätt ech deen Deel nach méi kuerz gemaach, mä ech probéieren en elo ze résuméieren.

Ee Fënneftel vun der Mënschheet, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt all Dag ouni ze zécken zwee oder méi Euroen oder Dollaren aus fir e Cappuccino. En anere Fënneftel muss mat manner wéi der Halschent vun dësem Präis iwwerliewen an enger Géigend, wou Waasser Luxus ass, wou et keng Dokteren a keng Schoule gëtt a wou d'Kanner stierwen, well se keen Insekteschutz hunn.

2004 - dat ass jo dee Rapport, dee mer haut diskutéieren - ass Chrëschtdag dee schrecklechen Tsunami passéiert, deen awer eppes Positives u sech hat, well et ass jo ni eppes gradsou schlecht, dass net eppes Guddes dobäi wier; deen huet d'international Solidaritéit ervirgeruff wéi bis elo nach keng Katastroph op der Welt. D'Sue si gefloss, a mir hoffen, dass se gradsou effikass investéiert ginn, wéi se bezuelt gi sinn.

Mä en aneren Tsunami geschitt am Fong all Dag, ouni dass en Hunn duerno kréit, ouni dass d'Medien dovunner schwätzen an ouni dass d'Mënschheet Bescheed weess, geschweigs dann ugemiesse reagéiert. Esou stierwen all Stonn 1.200 Kanner op der Welt vun Aarmut, dat sinn der 28.000 den Dag an 864.000 am Mount. Dat heescht, all Mount stierwen esou vill Kanner, wéi beim Tsunami Leit ëmkomm sinn, ouni dass iergendeen eppes dergéint mécht.

Vill Ursaache fir déi Tatsaache gëtt et sécherlech, an dat ass jo och sécherlech eng vun deenen Ursaachen, firwat Lëtzebuerg probéiert huet an och weider probéiert, fir besonnesch op déi Konflikter anzegoen, wou d'Medië manner drop achséiert sinn, an ech mengen och, dass dat eng richteg Politik ass.

Vill Ursaache gëtt et als Erklärung fir Aarmut: engersäits Geographie, Krich oder Fridden, Waasser oder kee Waasser, good governance, mä och d'Ugehéiregkeet zum weibleche Sexe ass relevant an e grousse Risikofacteur fir an d'Aarmut ze falen.

D'Benodeelegungen, als Fra op d'Welt ze kommen, si besonnesch staark an Asien, wou zum Beispill iwwer Ofdreiwung dofir gesuergt gëtt, dass déi meeschte Kanner, déi op d'Welt kommen, Jonge sinn. Dat bréngt och mat sech, dass deemnächst an där Géigend, besonnesch an Asien, en Déficit démographique optrëtt, deen eis alleguerten nach wäert ze schafe maachen.

Et ass och eng Tatsaach, dass déi Kanner, déi bis fënnef Joer stierwen, 50% méi oft Meedercher si wéi Jongen. A wann d'Egalitéit wierklech assuréiert wier, da wieren eleng a Pakistan zwou Millioune Kanner, dat heescht Meedercher, méi an de Schoulen.

Den Amartya Sen huet den Nobelpräis 1998 als Ekonomist kritt. Hie gëtt vill gelueft fir seng Aarbechten, wat den Indicateur de développement humain ubelaangt. Hie seet zënter 1991 - ouni dass dat iergendeppes mat sech bréngt -, dass op der Welt 100 Millioune Frae feelen, déi eigentlech missten do sinn. Déi Fraen, déi feelen aus Ursaachen, déi mat hirem Geschlecht zesummenhänken, wat ugeet bei enger Selektioun vun de Fëten, beispillsweis an Indien, a China an an anere Länner. An do ass et wierklech, mengen ech, derwäert dorop anzewierken.

Doriwwer eraus stëmmt et nach ëmmer, wat 1985 festgestallt gouf, wéi d'Dekad vun de Fraerechter ugaangen ass, dass zwee Drëttel vun der Aarbecht op der Welt vu Frae geleescht ginn, mä dovunner dräi Véirel onbezuelt, dass insgesamt gesinn nëmmen een Zéngtel verdéngt gëtt vu Fraen, wat vu Männer verdéngt gëtt, an dass 70% vun deenen Äermsten op der Welt Frae sinn.

D'Ursaache sinn zweifelsohne bekannt a si si villschichteg; eigentlech wier et duergaange fir aus der Egalitéit, wéi dat d'ailleurs bei den Objektiver fir 2015 vun der UNO festgesat ginn ass, och eng Haaptstrategie ze maachen. Dat ass net geschitt.

Mir kënnen dat awer och um nationale Plang palliéieren, wa mer d'Millennium Goals kucken a probéiere mat deenen Indicateuren ze schaffen, déi et och méiglech maachen ze moossen, wat zu Lëtzebuerg a wat fir engem Projet geschitt a wat fir eng Konsequenzen, wat fir eng Resultater domadder erreecht ginn. Wann d'Millennium Goals net erfëllt ginn, esou wéi et elo ausgesäit, da gesäit dat fir d'Welt wierklech dramatesch aus, well da liewen 2015 380 Millioune Leit méi mat engem Euro oder engem Dollar den Dag a 47 Millioune Kanner méi ginn net an d'Schoul.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, e Luxus, deen d'Welt sech net erlabe kann. Duerfir ass et réconfortant, dass Lëtzebuerg, mat engem PNB mat 0,7%, deen zënter 1972 fixéiert ginn ass, dat erreecht huet, wat vill Länner, och an Europa, nach net erreecht hunn, a mir dann am Fong och ganz houfreg drop sinn, fir an deem Club vun den 0,7% dran ze sinn.

Och wa mer wëssen - an dat ass eigentlech eng Fro un de Minister, dee gëschter, wann e vun de Prozenter a vun den Ziffere geschwat huet, ëmmer eng Referenz gemaach huet op den nationale Räichtum. Mir schwätzen och ëmmer vum Revenu national brut, mä d'1972er Kritäre gehéieren eigentlech zum PIB. Ech wollt am Fong just wëssen, ob de Prozentsaz deeselwechte bleift vun eiser Aide, wann d'Referenz changéiert, jee nodeem, ob oder ob net, a wou, a wat fir enger Hypothees mir als Lëtzebuerger Land, wat d'Statistiken ubelaangt, weider besser dostinn.

Mir hu grosso modo - an de Minister huet dat gëschter gesot - 230 Milliounen Euro virgesinn. Dat sinn immens vill Suen, besonnesch am Verglach mat deenen anere Länner, mä mir mussen eis awer anerersäits…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Err, den Här Minister wëllt direkt dorobber äntwerten.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Dorobber äntwerten?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- 230.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Gelift?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- 230, Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- 230, jo. 230 Milliounen.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Ech hat gemengt, ech hätt 130 verstan. Entschëllegt.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Jo.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Dat heescht, et ass engersäits exzellent, mä mir mussen eis awer och bewosst sinn, dass anerersäits dat eigentlech, besonnesch wa mer eis Aide net terribel konzentréieren, nëmme kann eng Drëps op e waarme Stee sinn. Well et ass, fir et ze veranschauleche wat um Lëtzebuerger Plang geschitt, esou vill wéi wat ongefeier anscheinend deen neie Konferenzzentrum um Kierchbierg kascht, wann déi Rallonge, déi nach usteet, bis gestëmmt ass.

Mir sinn eis bewosst, dass deen d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg net ännert, a mir kënnen also och net erwaarden, dass trotz eisen Efforten och am Ausland oder an der ënnerentwéckelter an an der entwéckelnder Welt eise Beitrag leider wahrscheinlech net duergeet, fir déi fundamental Liewensëmstänn ze änneren.

Et muss ee soen, dass trotz allen ellenen Zifferen a Geschichten trotzdeem d'Entwécklungshëllef zënter 1990 eng verlängert Liewenserwaardung mat sech bruecht huet, dass méi Kanner an d'Primärschoul ginn, an och dass en général de sozialen Niveau, och an den Entwécklungslänner, an der Moyenne jiddefalls, sech ganz liicht verbessert huet.

Anerersäits musse mer eis bewosst sinn - a mäi Kolleeg, de Marc Angel, wäert nach dorobber agoen -, dass gläichzäiteg dräi Millioune Leit stierwen, dass dat och vläicht en Deel vum „Succès" erkläert - Succès zwësche Guillemeten -, déi par ailleurs ze verzeechne sinn, well den Aids net an de Gréff ze kréien ass. Dobäi kënnt sécherlech an engem anere Register, och besonnesch fir Südsahara-Afrika, derbäi, dass d'Grippe aviaire an Afrika wäert kënne verheerend Effekter hunn, well et net nëmmen eng vun de kuranteste Proteinquellen ass, mä gläichzäiteg och eng Akommesquell, déi net ze ënnerschätzen ass.

Et ass also alles net esou einfach, an et ass derwäert fir ze kucken, dass déi Suen, déi mir investéieren, an der Quantitéit genuch och op déi bescht Aart a Weis investéiert ginn.

Wéi de Minister gëschter gesot huet, ass a bleift d'Basiszil vun eiser Kooperatioun d'Bekämpfung vun der Aarmut. Am Artikel 1 vun eisem Gesetz steet nom «développement économique et social durable…», «insertion harmonieuse et progressive … dans l'économie mondiale», «la lutte contre la pauvreté». Et kann een dovunner ausgoen, dass dat drëtt Zil am Fong de Moyen ass fir déi aner ze erreechen. Et stellt sech och deemno d'Fro, wann d'Bekämpfung vun der Aarmut eist Haaptzil ass: Wat ass d'Aarmut? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op eis Aktiounsméiglechkeeten?

Ganz allgemeng bezeechent een als Aarmut e Mangel un eppes, wat liewensnoutwendeg ass. Extrem aarm sinn an deem Fall Leit, déi riskéieren ze stierwen, well se zum Beispill kee proppert Drénkwaasser hunn, net genuch z'iessen, keen Daach iwwert dem Kapp. Entwécklungspolitesch Ziler kann een awer am Fong eréischt da setzen, wann een déi verschidde Forme vu Mängel hierarchiséiert. Dat heescht, wann ee probéiert op déi anzewierken, déi ursächlech sinn, well ee soss riskéiert nëmmen op de Symptomer erëmzedokteren.

Um internationalen Niveau gouf ëmmer erëm versicht en Haaptproblem erauszefannen, deen all déi aner géing no sech zéien. Och op nationalem Plang ass dat sécherlech eng Strategie gewiescht, déi weiderverfollegt ginn ass. Et ass awer kloer, dass verschidden Ursaachen egal wéi mateneen zesummenhänken a sech géigesäiteg beaflossen, mä dass een duerfir awer och muss op verschiddenen Niveauë gläichzäiteg schaffen, wann een eng dauerhaft Veränneerung wëllt erreechen.

Trotzdeem prägen déi verschidden Approchen zur Definitioun vun Aarmut weiderhin déi national Kooperatiounspolitiken an deelweis och déi, wéi se sech um europäesche Plang ofspillt.

Déi éischt Approche vun der Aarmut, déi virun allem an de 60er Joren am Mëttelpunkt stoung, huet de Schwéierpunkt op ekonomesch Kritäre geluecht. Well staatlech Entwécklungshëllef virun allem eng Kooperatioun zwësche verschiddenen Natioune war, ass d'„Hëllef" - Hëllef zwësche Gänsefüßchen - un aarme Länner gaangen, dat heescht u Länner mat engem niddrege PIB. D'Zil vun der Hëllef ass, no dësem Konzept, e Wirtschaftswuesstum an deene Länner erbäizeféieren, deen dann automatesch géif dozou féieren, dass d'Aarmut am Land géif erofgoen. Dat ass natierlech eng theoretesch Rechnung, well et net duergeet, dass de Räichtum méi grouss gëtt, wann d'Ëmverdeelung vun deem Räichtum net gläichzäiteg verbessert gëtt.

Esou ass et och ganz kloer, dass et haut Länner gëtt, déi relativ gesinn eng Progressioun an hirem PIB hunn, wéi Brasilien zum Beispill, ouni awer dass déi Leit, déi a Brasilien liewen, an der Moyenne eppes vun deem Wuelstand hunn, well d'Ëmverdeelung eigentlech eng ganz schlecht ass.

Am Vietnam ass et sans doute e bësselchen aneschters. D'Progressioun vum PIB ass manner héich, mä d'Verdeelung ass besser, also hunn d'Leit an der Moyenne méi dovun. Et geet also net nëmmen duer, op wirtschaftlechem Plang ze kucken, ze moossen an ze schaffen. Et muss ee Léisunge sichen, déi passe jee nodeem wéi d'Kombinatioun an engem Land sech duerstellt.

An deem Sënn ass et och kloer: d'Mikrofinanz. An déi ass gëschter ugeschwat ginn. Ech wëll herno och nach dorobber zréckkommen, besonnesch och well dëst Joer d'internationaalt Joer vun der Mikrofinanz ass, a well mir als Lëtzebuerg sécherlech op deem Plang eppes Spezielles ze bidden hunn: Net nëmmen als Bankplaz spezialiséiert doran ze sinn, mä mir hunn och en Know-how iwwert d'ONG vun der ADA hei zu Lëtzebuerg opgebaut, deen iwwregens am Zesummenhang mat eiser Bankplaz eis erlaabt, mengen ech, eis och kënnen ze bretzen als Centre d'excellence an dëser Matière. Mir missten déi Kaart am Fong, déi eis vun deenen anere Länner an Europa ënnerscheet, besonnesch an dësem Joer probéiere besser auszespillen.

Well Wirtschaftswuesstum mat Ëmverdeelung ze dinn huet, ass no an no no enger anerer Approche gesicht ginn. Déi aner Approche vun Aarmut ass am Fong déi, dass Aarmut definéiert gëtt no Grondbedürfnisser: keen Daach iwwert dem Kapp, keen Zougang zu propperem Waasser, keen Zougang zur Bildung, keng Medikamenter, keng Dokteren, etc., also kee vun deenen Elementer, déi de Mënsch brauch fir ze iwwerliewen.

Dës Zort vun Aarmut an déi Léisungsvirschléi, déi sech dorauser erginn, hëllefe virun allem de Leit am rurale Beräich. De Mangel selwer gëtt oft als ursächlech naturbedéngt ugesinn, an d'Léisungen an dëser Optik sinn natierlech anerer wéi déi an där ekonomescher Optik virdrun. Dat heescht, et gi Schoule gebaut, Klinike gebaut, Alphabetisatioun gemaach, Hygiène, Landwirtschaft, nohaltegen Ëmgang mat knappe Ressourcen, etc. D'Entwécklungslänner ginn encouragéiert, e Sozialsystem opzebauen, deen dofir suergt, datt et och an deenen ärmste Länner net un iwwerliewenswichtege Gidder a Servicer feelt.

Dës Optik entsprécht gréisstendeels, mengen ech, där Optik vun der Lëtzebuerger Kooperatioun a si huet sécherlech och a ville Länner hir Pertinenz. Dës Approche stéisst awer och - an dat muss ee gradsou gutt soen - un hir Grenzen, do wou d'Regierunge vun engem Entwécklungsland net total matspillen, do wou Krich ass, wou Diktature sinn, wou d'Regierung nëmme begrenzt interesséiert ass, d'Aarmut ze bekämpfen.

Duerfir gëtt et och e Konsens, dass Entwécklungshëllef nëmmen da kann nohalteg sinn, wa gewësse politesch Bedingungen erfëllt sinn. Duerfir hunn ech och gëschter bei deenen dräi neien Akzenter, déi de Minister hei virgestallt huet, mat grousser Satisfaktioun gesinn, dass d'good governance net nëmmen um Pabeier steet, mä dass och solle Projeten do gemaach ginn, ouni dass se natierlech - an déi Apaisementer hunn ech kritt - als Konditioun fir d'Recevabilitéit vun enger Entwécklungshëllef gëlle kann.

Et heescht dann och an dësem Kontext, dass d'Mëttele fir dës Zort vun Aarmut ze bekämpfen nëmmen da gräifen, wa se an engem totale Partenariat mat de Bevölkerungsgruppen, fir déi se gemaach ginn, zesummekommen. Dat ass natierlech ëmmer schwiereg. Dës Approche huet also och, grad ewéi déi aner, hir Limiten, vu dass den Afloss vu baussen op d'Regierunge staark begrenzt ass. Besonnesch dann, wann een net massiv an engem Land vertrueden ass, a wann een den Dialogue politique an déi Pressioun, déi heiansdo noutwendeg wier, net ëmmer an deem néidege Mooss kann exercéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass relativ kloer, dass, egal wéi een d'Approche vun der Aarmut kuckt a wéi een d'Léisungen dovunner ugeet, d'Aarmut verschidde Facetten huet, an dass deemno och d'Bekämpfung vun der Aarmut muss verschidde Léisunge brénge, an dass standardiséiert Léisungen am Fong net effikass kënne sinn.

Um internationalen Niveau besteet e gewëssenen Drock op eenzel Regierungen, fir méi Suen a budgetär Zesummenaarbecht ze stiechen, a wéi dat gëschter gesot ginn ass vum Minister, sinn ech och iwwerzeegt, dass et sécherlech méi interessant Alternative gëtt wéi deen Transfert budgétaire, deen och um europäeschen Niveau prônéiert gëtt.

Als Schlussfolgerung zu dëser Aarmutsanalys wier et wichteg, eng genau Analys vun der Situatioun ze maachen an eng enk Zesummenaarbecht mat alle Betraffenen unzestriewen. Dat ass sécherlech d'Zil, an dat gëtt jo och probéiert. Dat kann een awer nëmmen, wann een op der Plaz ass, permanent am Dialog ass an Drock maache kann, an dat heescht am Fong, dass dat nëmmen da geet, wann ee seng Hëllef op ganz wéineg Zillänner a -regioune konzentréiert.

Dat heescht och, dass ee méi effikass ass, wann een op manner Plazen ass. Ech fäerten, dass dat en Objektiv ass, dass dat eng Tatsaach ass, déi mer bis elo zu Lëtzebuerg trotz Definitioun vu Pays cibles nach net fäerdeg bruecht hunn, well souguer wa mer zéng Pays cibles hunn, hu mer inoffiziell wéinstens nach den Territoire palestinien, inoffiziell vläicht och nach de Ruanda, a mir hunn nach 20 aner Länner, wou d'Lëtzebuerger Regierung schafft, ouni déi Länner matzezielen, déi vun den ONGen erausgesicht ginn a wou een - an dat wëll ech ganz kloer soen - och d'Fräiheet vun den ONGe muss kënne spille loossen, well dat sécherlech och en Deel vun hirer Motivatioun ass, an deene Géigenden ze schaffen, déi si am beschte kennen a wou si schaffe wëllen.

Datselwecht gëllt e bëssen - an ech wëll séier do ophalen, well ech keng kommunal Responsabilitéiten hunn - wat d'Entwécklungszesummenaarbecht vun de Gemengen ubelaangt. Do gëtt ganz vill gudde Wëllen an do gi ganz vill Suen investéiert, mä ech hu perséinlech déi Impressioun, dass déi am loftleere Raum passéieren.

Öfters oder bal ëmmer, huet de Minister mer gëschter gesot, gi se mat Hëllef vun ONGen um Terrain realiséiert, mä wa mer wësse wéi wéineg d'ONGe sech un d'Kritären hale mussen, déi an eisem Gesetz stinn, da gëtt dat engem och ze denken, an et kënnt een eventuell drun denken, dass net nëmmen d'ONGe sech an engem Cercle zesummefannen, mä eventuell och d'Gemengen, fir dass se probéiere kënnen, sech auszetauschen a Schwieregkeeten ze évitéieren, amplaz selwer mussen eenzel jiddfereen déiselwecht Schwieregkeeten unzegoen. Aus Erfahrung gëtt ee jo bekanntlech oder normalerweis jiddefalls méi gescheit. Et gëtt keng Ursaach, fir dass all Gemeng an all ONG hir eegen Dommheete muss maachen, fir dorauser kënnen ze léieren.

D'Mikrofinanz hunn ech ugeschwat, déi zu Lëtzebuerg sécherlech um Terrain scho vill spillt, déi eleng - an dat wëll ech awer och ganz kloer soen - keen Allheilmëttel ëmmer ass, mä déi eng wichteg Komponent ass vun enger ganzer Rei vun anere Projeten, déi een integréiert Projeten nennt an déi engersäits Alphabetisatioun a Revenusméiglechkeete beantragen, déi ganz oft duerch d'Mikrofinanze kënne verbessert ginn. Et ass also wichteg, dass eis Entwécklungshëllef flexibel bleift. Dat heescht awer och, dass se korrekt analyséiert gëtt. Zesumme mat deene Betraffene muss no moossgeschneiderte Léisunge gesicht ginn, an dat ass en Daueroptrag, deen nëmmen duerch eng permanent Evaluatioun kann erreecht ginn.

Déi Evaluatioun gëllt net nëmme fir Programmen a Projeten, mä déi gëllt natierlech och fir d'Kooperatiounspolitik als Ganzt. Ech wollt och an deem Kontext dem Minister soen, wéisou mer geschätzt hunn, dass d'lescht Joer no e puer Essaien den Audit vum Ministère ugeholl ginn ass, an dass mir och als Chamber mat Spannung op d'Resultater waarden an hoffen, dass déi Konklusioune vun dësem Audit Ulass wäerte ginn, fir zesummen - an eventuell och mat Theoretiker vun eiser Uni oder mat Experte vun dobaussen - déi Konklusioune vun deem Audit ze analyséieren, fir esou ze kucken, ob eis Theorie an eis Praxis wierklech iwwerenee stëmme mat deem wat d'Experten dodriwwer mengen. Dat kënnt, mengen ech, en neien Usporn ginn an eiser Kooperatiounspolitik, a menger Meenung no kënnt et och dozou féieren, dass eist Gesetz, wat an zéng Joer, menger Meenung no, relativ al ass, e bëssen aktualiséiert kënnt ginn.

Et ass kloer, dass Transparenz an dëser Matière e grousst Element ass. Duerfir wollt ech am Fong och virschloen, dass an dëser Politik heibannen e Pilotprojet kënnt stattfannen, wat d'Transparenz ubelaangt, déi bei der Budgetsdebatt hei vum Kolleeg Negri ugeschwat ginn ass. E Pilotprojet am Kader vun enger sou genannter Budgetsreform LOLF, passer d'une logique des moyens à celle des résultats, well d'Kooperatioun jo souwisou an der Logik vu Projeten a Programme schafft.

Esou eng Budgetsopstellung mat Programmen, amplaz mat Budgetslinnen, déi relativ schwéier ze verstoe sinn, hätt vill Virdeeler. Am Allgemenge wier et vill besser, vill méi einfach, och vu baussen, ofzeschätzen, ob mir mat eiser Kooperatiounspolitik an den Zillänner wierklech dozou bäidroen, duerch déi Veränneren d'Liewensqualitéit vun deenen eenzelne Bénéficiairen ze verbesseren oder net. Eng nei Budgetsopstellung géif eis och d'Instrument an d'Hand ginn, eenzel Aspekter vun eiser Politik méi genau ënnert d'Lupp ze huelen, an ech rejoignéieren do erëm d'Préoccupatioun vum Nancy Arendt, déi mir deelen. Als Beispill sief hei den Gender budgeting genannt.

Et ass relativ einfach fir ze soen: Mir wëssen, dass Fraen éischtens en interessante Vecteur sinn, well se d'Aide, déi se kréien, multiplizéieren, a mir wëssen och, dass d'Fraen en général an der Aarmut désavantagéiert, also diskriminéiert sinn. Wa mer also wëllen eppes op deem Plang maachen, musse mer eis menger Meenung no och d'Méiglechkeete ginn, Indicateuren auszeschaffen, déi eis erlaben ze moossen, ob dat, wat mir op gewëssene Projete maachen, déi Effete vun der Gläichstellung och an der Aarmut erreechen.

Vu dass bei de Millennium Goals d'Egalitéit tëschent Männer a Frae mat Indicateuren opgestallt ass, mengen ech, misst dat kënnen och fir Lëtzebuerg eng Léisung sinn, ze moossen, op wat fir enge Gebidder vun den Objektiver fir 2015 net nëmmen d'Welt en général, mä Lëtzebuerg en particulier déi eenzel Objektiver erreecht huet, déi mir eis selwer gesat hunn an déi natierlech iwwerenee stëmme mat deenen Objektiver, wéi se fir 2015 festgesat gi sinn.

E resultatorientéierte Budget wier och fir Netexperte sécherlech méi einfach liesbar a géif eng gutt Ausgangsbasis bidde fir eng breet Debatt iwwert d'Kooperatiounspolitik an hir Konsequenzen, well et ass ganz kloer, dass Entwécklungszesummenaarbecht net eng Saach ass vum gudden Häerz, well gutt Absichte féieren net automatesch zu gudde Resultater, souguer heiansdo just de Contraire, mä et ass eng Problematik vu Fachwëssen, vun Evaluatioun a vun Adaptatioun un d'Circonstancen. All dat wäerte mer och mussen an der nächster Zäit kënnen zu Lëtzebuerg iwwerpréiwen.

Opgrond vun eisem Effort ass et kloer, dass Lëtzebuerg weltwäit oder besonnesch europawäit als Musterschüler dosteet an deemno méi Gehéier fënnt wéi senger Gréisst no ugemooss wier. Et ass also kloer, Lëtzebuerg huet eng Stëmm um internationale Plang, wat d'Entwécklungszesummenaarbecht ubelaangt. Et geet drëms ze klären, ob mer och, esou gutt wéi eisen Effort ass, e klore Message hunn, wat d'Exekutioun vun eiser Entwécklungshëllef ubelaangt.

Ech denken duerfir, dass deen Audit, op deem seng Konklusioune mer waarden, e wichtege Moment an der Appréciatioun ass vun deem, wat zu Lëtzebuerg mat beschtem Wëssen a Gewëssen zënter Joren, Jorzéngte gemaach gëtt, fir ze kucken, ob eng Upassung néideg ass.

Ech hu probéiert dat Gesetz vun 1996 mat den Debatten, déi mer haten, ze analyséieren, an ech stelle fest, dass et an 52 Artikele vun eisem Gesetz, méi wéi d'Halschent, iwwert de Statut vum Coopérant geet, vum Coopérant, vum Agent de la coopération aus dem Secteur public, aus dem Secteur privé, iwwert de Coopérant tout court.

Ech muss Iech soen, dass dat wierklech schéngt eng Lëtzebuerger Spezifissitéit ze sinn, an all Gesetz esou vill Dispositiounen iwwert de Statut, besonnesch deen an der Fonction publique, eranzesetzen, déi am Ausland am Fong op gréisst Amusement stéisst, während am Fong déi Notiounen oder déi Haaptakzenter vun eiser Kooperatioun an deem aktuelle Gesetz hei net weider ugeschwat sinn.

Esou steet beispillsweis kee Wuert vu Strategie, vu Konzentratioun dran: «Concentration géographique, concentration sectorielle». Dobäi sinn ech mer bewosst, dass mer déi hunn zu Lëtzebuerg. Mä et ass net normal, dass mir e Gesetz hunn, wou déi Saachen net drastinn. Et ass net normal, dass néierens steet, no wat fir enge Kritäre mer eis Préférence géographique an eis Préférence sectorielle ausdrécken, och dann, wa mer wëssen, dass do no Kritäre gefuer ginn ass. Ech mengen, dass et interessant wier, och an engem Gesetz eng Kéier festzestellen: Wéi kënnt een aus engem Land, wat een als prioritäre Partner erausgesicht huet, eng Kéier eraus, wann een denkt den Développement wier an der Rei?

Ech weess, dass dat schwiereg ass. Besonnesch am El Salvador, wou et elo ugekënnegt ass, schéngt et mer duebel problematesch, well mer mam El Salvador elo nach e Projet wëllen ufänken, dee mat Kyoto zesummenhänkt, an dass déi zwou Saachen zesumme sécherlech relativ ongënschteg falen. Ech mengen duerfir, dass et gutt wier, dass een zu Lëtzebuerg probéiere géif, och prinzipiell Äntwerten ze sichen op all déi problematesch Froen aus der Praxis.

Ech denken duerfir, dass et och interessant wier, d'Millennium Goals, déi et iwwerall als Referenz elo gëtt, iergendwéi opzehuelen. Eigentlech wier et och normal, dass d'Kompetenzopdeelung zwëschent der Luxdev, an iwwerhaapt Luxdev, an dee Projet do misst erakommen, an deemselwechte Mooss wéi och an deem Gesetz selbstverständlech d'ONGen, den Agreement an ähnlech Elementer drastinn.

D'Coordination européenne besteet selbstverständlech, mä vläicht wier et och interessant ze kucken, a wéi engem Mooss an op wat fir enge Punkte genee Lëtzebuerg eng Koordinatioun um europäeschen Niveau wënscht. Sécherlech um Niveau vun der Evaluatioun, vun der Identifikatioun a vun der Exekutioun, well et mécht jo natierlech kee Sënn, wa 25 europäesch Länner an engem Entwécklungsland schaffen a jiddferee seng eege Strategien hätt. Et wier also normal, dass och verschidden Identifikatiounsmissiounen do missten, wéi dat och vum Louis Michel d'lescht Woch proposéiert ginn ass, ugeholl ginn.

Dozou, mengen ech, wier et och interessant, wa géif um europäeschen Niveau besonnesch - an dat huet de Charles Goerens hei viru mir gesot, an ech brauch am Fong nëmme mat engem Wuert nach dat unzeschwätzen - op eng Cohérence des politiques gepocht ginn, well et evident ass, dass eng PAC, wéi mer se de Moment hunn, net besonnesch kohärent ass mat enger gemeinsamer Kooperatiounspolitik, well mer ganz genau wëssen, dass, esou gutt wéi Hëllef ass, Aid and Trade déi besser Léisung ass, an dass den Handel am Fong nëmmen da ka fléissen zwëschent den Entwécklungslänner an deene besser gestaltene Länner, wann d'Grenzen opgemaach ginn. Do huet all eenzelt Land sécherlech ganz wéineg Afloss op déi Saachen.

Ech hunn och ganz kuerz probéiert an eisen - an ech kommen zum Schluss - Nopeschlänner ze kucken, wéi deenen hir Gesetzer ausgesinn. A mir schéngt dat belscht Gesetz, wat vun 1999 ass, e gutt Beispill: zwielef Artikelen, ganz kloer Definitiounen an Haaptpunkten. Déi schénge mir an eisem Gesetz de Moment nach ze feelen, fir ugeschwat ze ginn. Vläicht kréie mer och d'good governance, déi gëschter hei als neien Objektiv oder komplementaren Objektiv ugeklongen ass, iergendwou an eist Gesetz mat eran.

Ech wëll duerfir, ier ech meng éischt Motioun hei wëll ofginn, e Merci soen, net nëmmen dem Minister fir säin Asaz, mä allen Acteuren, déi och hei deelweis op der Tribün vertruede sinn, och deenen, déi net hei sinn, an der Hoffnung, dass mir eis alleguerten zesummen an den Assisë vun der Kooperatioun erëmfannen, déi ech an enger Motioun hei wëll froen, déi a mengen Aen am Fong eng wonner-

bar Geleeënheet wier, fir d'Konklusioune vun deem Audit vum Ministère zesummen ze analyséieren an déi beschtméiglech Konklusiounen doraus ze zéien.

Duerfir ginn ech, Här President, Iech déi Motioun hei of, wou ech froen, dass déi Assisen, déi d'leschte September fir d'éischt stattfonnt hunn - leider ouni d'Chamber an ouni d'ONGen - solle weidergefouert ginn, mä mat der Chamber a mat den ONGen, a fir d'Recherche am Domän vun der Kooperatioun ze prônéieren, fir dass mer alleguerten zesumme probéieren, aus deene Suen, déi mer do investéieren, dat beschte Resultat ze kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le débat sur l'orientation de la coopération au développement mérite d'être élargi;

- considérant que la composante scientifique ne doit pas être absente de ce débat;

invite le Gouvernement

- à institutionnaliser les «Assises de la Coopération luxembourgeoise» (dont la première édition s'est tenue en septembre 2005) et d'y associer à l'avenir tous les acteurs et en particulier la Chambre des Députés et les ONG;

- à promouvoir la recherche dans le domaine de la coopération.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Nancy Arendt, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Jean Huss.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer am Numm vun der grénger Fraktioun och e puer Wuert hei ze verléieren iwwert de Rapport vum Här Schiltz a vun der Regierung iwwert déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik zu Gonschte vun enger Partie vu Länner vun der sou genannter Drëtter Welt.

Ech wéilt gläich hei zur Illustratioun ufänke mat e puer interessanten Zuelen; et sinn der jo schonn hei genannt ginn:

Eng éischt Zuel ass d'Zuel 793. Wat ass dat? Wat bedeit d'Zuel 793? Abee, dat ass déi nei, vergréissert Zuel vun Dollar-Milliardären, esou wéi se eis an de vergaangenen Deeg vun enger bekannter Finanzzäitschrëft matgedeelt gouf, mat Nimm vun esou Dollar-Milliardären, déi alleguerten also mindestens 30 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang hiert Eegen nennen dierfen. An déi mat just ronn 30 Milliarde Frang sinn dobäi am Fong just d'Proletarier ënnert dëse Milliardären.

Eng zweet Zuel ass d'Zomm vun 350 Milliounen Euro. Dat sinn déi Gelder, déi weltwäit all Joer a Waffen a Rüstung gestach ginn; dovun hat d'Madame Arendt och scho geschwat.

Eng drëtt Zuel ass d'Zuel 420 Milliounen. Dat ass d'Zuel vun deene Leit aus der Drëtter Welt, déi am Joer 2015, dem Millenniumsjoer also, no seriöe Prognosen ënner extremer Aarmut wäerte leiden, déi da mat manner wéi engem Dollar pro Dag wäerte misse liewen, wa se dann dës extrem Aarmut iwwerhaapt wäerten iwwerliewen.

840 Millioune Leit, Mënsche wéi mir heibannen, gëllen haut no offizielle Kritären als ënnerernährt.

Nach en interessanten, mä och skandaléisen Zueleverglach: Während hei bei eis an den héich industrialiséierte Länner d'Obésitéit vun de Kanner zouhëlt op praktesch eent vun zéng Kanner, stierwen all Joer ronn sechs Millioune Kanner an dem Tiers-Monde ënner fënnef Joer u Malnutritioun a se hunn net genuch z'iessen.

Ech wëll Iech hei aner interessant a schockant Fakten an Zuele vun de soziale Realitéiten a villen Tiers-Monde-s-Länner erspueren. Mir kenne se alleguerte schonn zënter Joren:

- zum Beispill de Beräich Santé mat de Stéchwierder: Aids-Drama, Malaria an Tuberculose;

- de Beräich Aarbechtslosegkeet, Chômage an Aarmut, mat ronn 70% reellem Jugendchômage zum Beispill a munchen afrikaneschen oder latäinamerikanesche Grousstied, a mat där domadder verbonnener Kriminalitéit, Zwangsprostitutioun, Drogenhandel an esou virun;

- de Beräich Fraenënnerdréckung, mat nach ëmmer mëttelalterlechen Antifrae-Praktike wéi Klitorisbeschneidung oder fundamental islamesche Schariapraktiken a mat nach ëmmer milliounefachem Stierwe vu Frae bei Accouchementer;

- de Beräich Zougang zu Educatioun, Beruffsausbildung, Zougang zu propperem Waasser, zur Ofwaasserklärung, Hygiène, Müllentsuergung an esou virun, déi nach ëmmer honnerte vu Millioune Leit verwiert bleiwen,

- a schliesslech de Beräich Ëmwelt a Gesondheet, wou haut scho vill Leit drënner leiden, mä wou duerch de Klimawandel an Zukunft nach vill méi Leit wäerte riskéieren, ënner jorelaanger Dréchenheet oder Iwwerschwemmungen ze leiden; vum wuessenden Aids-Skandal net emol ze schwätzen; vun der Vullegripp och emol net, well déi hätt, wa se do austrëtt, ganz aner Konsequenzen nach wéi hei.

Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer schockant, oder solle mer vläicht éischter soen, zynesch Zuelen iwwert d'Realitéit vun dëser Welt, iwwert déi sozial Realitéiten am Verhältnis tëschent Räich an Aarm, tëschent Nord a Süd, obschonn déi neoliberal Entwécklungen aus deene vergaangenen 20 Joer dozou gefouert hunn, datt et och hei am Norden ëmmer méi Aarmer gëtt, an datt am Süden och eng Partie räich Eliten hir eegen aarm Bevölkerung weider ënnerdrécken an ausbeuten. Räich a superräich Profiteure gëtt et haut iwwerall.

Dir Dammen an Dir Hären, aus dësen déprimanten Zuelen a Fakten ergëtt sech vum selwen, wéi wichteg Solidaritéit, wéi wichteg ënner anerem eng seriö sou genannten Entwécklungshëllef grad och haut ass. An och wa mer haut hei zu Lëtzebuerg eng Partie vun Unzeeche vu Kris hei am Land selwer hunn - eng Partie vu Firmen, déi zoumaachen, Budgetsproblemer beim Stat an esou virun -, esou däerf dat an eisen Aen net dozou féieren, eis bishereg finanziell Entwécklungshëllef-Efforten a Fro ze stellen.

Entwécklungshëllef-Politik bleift weiderhi wichteg aus Grënn vu Solidaritéit mat Mënschen, deenen et onvergläichbar vill méi dreckeg geet wéi eis hei:

- Aus deem ekonomesch evidente Grond, datt och mir selwer dobäi an Zukunft géife gewannen, wann et dem Tiers-Monde mëttelfristeg géif geléngen, op e méi avancéierten ekonomeschen Entwécklungsstand ze kommen;

- aus deem Grond och, well am Kader vun der Globaliséierung eis Welt ëmmer méi zu engem Duerf ginn ass, a Problemer wéi de Klimawandel, Ëmweltproblemer, Epidemien an esou virun net méi viru Landesgrenzen an och net méi viru Grenze vu Kontinenter Halt maachen.

A schliesslech zum Schluss nach en Argument zu Gonschte vun Entwécklungshëllef an Entwécklung vun Afrika, vum Tiers-Monde: Well d'Alternativ nëmmen déi kënnt sinn, datt et nach vill méi staark wéi bis elo zu Völkerwanderungen, zu Migratiounen aus dem Süden, aus Nordafrika oder Afrika, an Europa géif kommen. Net méi spéit wéi haut stoung eng grouss Schlagzeil am „Tageblatt" ze liesen, wéi wa 500.000 Afrikaner virun eise Grenze géife stoen.

Als Gréng si mir der Meenung, datt Europa opgrond vu senger Demographie souwisou eng gewëssen Immigratioun wäert brauchen, mä ech mengen awer och, datt et dobäi op verstänneg Equiliberen ukënnt an datt et op jidde Fall och erstriewenswäert ass, de Mënschen an hire Länner selwer ze hëllefen, fir sech eng mënschewierdeg Zukunft opzebauen; also keen Ofbau vun Entwécklungshëllef, mä an eisen Aen e weideren Ausbau vun dëser Hëllef.

Dir Dammen an Dir Hären, als Reaktioun op eisem Minister säin Exposé vu gëschter wëll ech a geraffter Form am Fong Folgendes soen:

Éischtens: Déi Gréng si grosso modo averstane mat där Kooperatiounspolitik, mat deene konkreten Hëllefen, déi iwwer Lux-Development an iwwert déi eenzel ONGen un eis Pays cibles an doriwwer eraus geleescht ginn.

Zweetens: Iwwert dëse globalen Accord mat deene konkreten Entwécklungsprojeten eraus gëtt et awer deelweis wäitgehend Divergenzen tëschent eisen Analysen iwwert d'Ursaache vum Misär vum Tiers-Monde an den Analysen dovunner am Rapport vum Här Schiltz. A wann et eng aner Ursaachenanalys vun Aarmut a Misär gëtt, dann ass natierlech och kloer, datt och d'Fuerderung vun noutwendege Verännerungen a Reformen, fir Aarmut an Ënnerentwécklung ze besäitegen, zum Deel ausernee geet.

Mä fir d'éischt zu eiser Aschätzung vum Här Schiltz an der Regierung hirer Kooperatiounspolitik, just a Stéchwierder - an dat ass am Wesentlechen de positiven Aspekt vun dëser Ried.

Als Gréng si mir d'accord, éischtens mat der Steigerung vun eiser Entwécklungshëllef a Richtung vun 1% vum PIB.

Zweetens: Mir sinn och averstanen, well et ëm d'Kontinuitéit vun eiser Kooperatiounspolitik geet, mam Choix vun eise Pays cibles, obschonn do evidenterweis och aner Choixe méiglech wieren.

Drëttens: Mir fannen et positiv, datt sech d'Direktioun vun der Kooperatioun auditéiere léisst, a mir sinn och der Meenung, datt d'Aarbechten an d'Aktioune vu Lux-Development en héije Qualitéitsniveau erreecht hunn, sou datt eis Entwécklungshëllef kontrolléiert net nëmme wierklech do ukënnt, wou se soll ukommen, mä datt och en aktive Partenariat mat kompetenten ONGen a mat de Betraffene sur place gesicht gëtt, wat eng Viraussetzung dofir ass, fir datt déi ënnerstëtzte Projeten och iwwer Joren nach weiderentwéckelt kënne ginn an datt se valabel bleiwen.

Nächste Punkt: Mir sinn als Gréng och averstane mat der inhaltlecher Orientéierung vun eisen Entwécklungsgelder oder techneschen Assistancen. Investitiounen an den Zougang zu propperem Drénkwaasser an an den Assainissement vun Ofwässer an an Hygiène, Investitiounen a Schoulen a Beruffsausbildung, virun allem och vun de jonke Meedercher, geziilt Hëllefe beim Opbau vun engem elementare Gesondheetssystem oder beim Ëmwelt- a Gesondheetsschutz sinn absolut sënnvoll Orientéierungen.

Bei där Visite, déi mer am Dezember d'lescht Joer am Senegal haten, konnt een do op enger ganzer Rei vun Terrainen, notamment zum Beispill bei der Aidsbekämpfung, der Waasserversuergung an Dierfer, bei Beruffsausbildungsprojeten an esou virun, gréisstendeels absolut iwwerzeegend positiv Resultater constatéieren.

Dat si wierklech keng Gelder, déi zum Fënster erausgehäit si ginn oder déi bei korrupte politeschen Elite géife landen, wéi et munch Lëtzebuerger och haut nach leider ëmmer befierchten. Neen, bei esou Projeten an anere kann ee konkret gesinn, datt do wierklech eng gutt Aarbecht geleescht gëtt, déi onbedéngt virugefouert muss ginn.

E Wuert an dësem Kontext iwwert de Konflikt op europäeschem Niveau iwwert d'Modalitéiten, wouhin oder u wien d'Entwécklungsgelder solle goen.

D'EU-Kommissioun an eng Majoritéit vun den europäesche State schéngen neierdéngs direkt Budgetshëllefen an de Statsbudget vun den Empfängerlänner ze privilegéieren, während d'Lëtzebuerger Regierung ëmgekéiert eng méi kohärent an integrativ sektoriell Approche favoriséiert, déi haaptsächlech iwwer bilateral Programmer vu Lux-Development am Partenariat mat de betraffenen Acteuren an den Empfängerlänner soll fonctionnéieren.

Ech wéilt dozou gläich soen, datt mir als Gréng aus enger Rei vu Grënn d'Approche vum Här Schiltz a vun der Lëtzebuerger Regierung an dëser Fro deelen. Wann een nämlech de Bilan mécht vun där bishereger Entwécklungspolitik vun deene meeschte groussen europäesche Staten, sou ass dëse Bilan, vun eenzelne Länner ofgesinn - den Här Goerens huet der virdrun e puer genannt, Holland ënner anerem -, méi wéi desolat.

Éischtens am Réckbléck gouf schonn 1972 versprach, d'Entwécklungshëllef schnell op 0,7% vum Bruttosozialprodukt an d'Luucht ze hiewen, fir den aarme Länner beim wirtschaftlechen a sozialen Ophuelen ze hëllefen. Dovunner sinn déi meeschten europäesch Staten, vun den USA iwerhaapt emol net ze schwätzen, haut nach ëmmer ganz wäit ewech.

Eréischt am Joer 2010 soll d'Europäesch Unioun an der Moyenne 0,56% erreechen, an eréischt am Millenniumsjoer 2015 da finalement an der Moyenne 0,7%. Zënter dem Versprieche vun 1972 wieren dann 43 Joer vergaangen. Dat wiere praktesch zwou verluere Generatiounen am Tiers-Monde zënter der Onofhängegkeet an der Dekolonisatioun.

Laut dem PNUD, dem Entwécklungsprogramm vun der UNO, louch d'Zuel vun de Mënschen, déi ënner extremster Aarmut leiden, am Joer 1972, wou dat Versprieche gemaach gi war vun 0,7%, bei ronn 140 Milliounen. 1990 waren et schonn 307 Milliounen, an am Millenniumsstéchdatum 2015 sollen et mindestens 420 Millioune Mënsche sinn - no den Zuele vum PNUD vun 2002.

Déi am Joer 2000 feierlech verabschiedet Millenniumsziler, wéi zum Beispill d'Halbéierung vun der Aarmut, wéi zum Beispill de verbesserten Zougang zu Drénkwaasser an esou virun, riskéieren am Joer 2015 laut seriöe Prognosen och weiderhin op der Streck ze bleiwen. A Latäinamerika solle laut dëse Prognose bis 2015 héchstens 40% vun de Millenniumsobjektiver erreechbar sinn; an Afrika souguer héchstens 10% dovun.

Niewent enger absolut ongenügender Croissance an enger ongenügender Entwécklungshëllef gëtt et dofir awer aner gewiichteg Ursaachen, op déi ech herno wäert zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ee vun den Haapthannergrënn vun der europäescher Diskussioun, ob direkt Budgetshëllefen u Staten an der Drëtter Welt oder ob eis Lëtzebuerger Kooperatiounsapproche besser sinn, ass sécherlech de Problem vun der Korruptioun a munchen Drëttweltlänner a vun Détournementer vun Entwécklungsgelder duerch korrupt politesch Eliten an deene Länner.

Et stëmmt sécherlech, datt an der Vergaangenheet 20 bis 40% vun der Entwécklungshëllef a munche Länner an donkle Kanäl verschwonne sinn, an et gëtt zum Beispill bei der Weltbank geschätzt, datt an deene leschte 50 Joer ronn 100 Milliarden Dollar Hëllefsgelder duerch d'Korruptioun verluer gaange wieren. Et gouf esou munch skandaléis Korruptiounsfäll an et gëtt der vereenzelt och nach haut. Dës skandaléis Fäll mussen opgekläert a bestrooft ginn.

Mä do wou et an den Drëttweltlänner korrupt Ministeren, korrupt Politiker a korrupt Verwaltungsbeamten eventuell gëtt, do gëtt et awer och Leit, déi korrumpéieren, déi iwwert déi Korruptioun wëlle gewëssen Ziler erreechen. An dat si meeschtens sou genannten éirewäert Manager vu sou genannten éirewäerten internationale Firmen, déi an Afrika zum Beispill Bau- oder Schürfrechter a Goldminnen oder an Uelechfelder wëlle kréien. Mä iwwert déi Häre gëtt am Kontext vun der Korruptioun an der internationaler Öffentlechkeet leider vill manner geschwat, well si jo awer déi sou genannte Wirtschaftsinteresse vu westlechen transnationale Firme vertrieden.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Kritik, datt vill ze vill Entwécklungsgelder duerch Korruptioun géife verluer goen oder duerch eng schlecht Gouvernance an hire Länner, hat d'Organisatioun vun den afrikanesche State virun e puer Joer dozou bruecht, den Europäer den NEPAD virzeschloen, woubäi NEPAD steet fir „Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique". An deem NEPAD sinn Demokratie a Garantie vu Mënscherechter, eng bonne Gouvernance mat Auditen a mat géigesäitegen Evaluatiounsmechanismen expressis verbis virgesinn, fir all Korruptioun ze ënnerbannen a fir eng sënnvoll Verwendung vun den Entwécklungsgelder ze garantéieren.

An deem Sënn hunn déi meeschten afrikanesch Staten an deene vergaangene puer Joer hir Hausaufgabe gréisstendeels gemaach, mä si kritiséieren, datt d'Europäesch Unioun hinnen ëmgekéiert net méi schnell an net méi staark mat Hëllefen entgéintkënnt. Zum Beispill bei der Konfliktpreventioun, zum Beispill bei enger wierklecher Bekämpfung vun Aids oder aner Epidemien. Zum Beispill beim Opbau vu sozialen Infrastrukturen, déi Viraussetzung si fir en ekonomeschen Opschwong. A si kritiséieren och weiderhin déi ongerecht Welthandelsstrukturen.

Als Gréng menge mir an deem doten allgemenge Kontext, datt de Wee vun eiser Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik enger absolut vertrietbarer Linn entsprécht. Kooperatiounen, wéi zum Beispill am Senegal, mat Ministèren, Kooperatioun awer och mat aneren Acteuren, mat ONGen zum Beispill wéi der ENDA, déi en absolut héije Grad u Professionalitéit a Kenntnis um Terrain hunn, Kooperatiounen, déi virun allem den Opbau vun noutwendege sozialen Infrastrukture solle virundreiwen, dat alles verbonne mat dem Know-how an der Qualitéit vu Lux-Development, ass och an eisen Aen dee richtege Wee, deen eis Kooperatiounspolitik soll weider beschreiten.

Vill Luef also fir dës konkret Kooperatiounspolitik! Ech hat awer relativ am Ufank vu menger Interventioun bei der Aschätzung vum Exposé vum Här Schiltz gesot, datt eis seng Analys vun den Ursaache vun Aarmut an Ënnerentwécklung am Tiers-Monde net géif duergoen.

Et gëtt an där Analys richtegerweis geschwat vum Kolonialismus a vun der Sklaverei a vun hire Folgen, wéi se vun den deemolegen euro-

päesche Groussmächte bedriwwe goufen. Et gëtt och geschwat vun Naturkatastrophen oder Kricher, déi eng Roll géife spille bei der Netentwécklung, Korruptioun an eventuell schlecht Gouvernance.

Dir schwätzt derniewent, Här Minister, vum alldeegleche Kampf géint d'Konsequenze vun engem sou genannten „mal-développement" a ville vun dëse Länner a sozial Konsequenzen, déi Der och unhand vun enger ganzer Partie vu Beispiller beschreift.

Wat eis awer bei Ärer Analys feelt, dat wier eng Analys - nëmmen a kuerze Wierder -doriwwer, firwat trotz europäescher an internationaler Entwécklungshëllef aus deene leschten 30 Joer d'Situatioun vun deene meeschte Länner vum Tiers-Monde sech bis haut nach net verbessert huet, mä sech a villen Drëttweltlänner souguer nach verschlechtert huet. An do geet och déi sécher éischter historesch Erklärung vu Kolonialismus a Sklaverei net duer. Déi gëtt et, mä si geet net duer.

Et gëtt och do an eisen Aen an och aus der Vue vun de Länner vum Tiers-Monde aktuell Ursaachen. An dat ass dat, wou et drop ukënnt. Ursaachen, déi mat där feelender Kohärenz vun den europäeschen an internationale Politiken ze dinn hunn.

Déi räich Industriestate bedreiwen op där enger Säit nämlech eng Kooperatiounspolitik, si ginn Entwécklungshëllefgelder, déi zwar - ech hunn et gesot - bei wäitem ze niddreg sinn, op där anerer Säit awer gëtt zënter 20 Joer an der Handelspolitik, an der Finanzpolitik an op aner Politikfelder eng absolut egoistesch neoliberal Politik duerchgezunn, déi deene meeschten Drëttweltlänner iwwerhaapt keng Chance léisst, sech eegestänneg kënnen ze entwéckelen oder och just nëmmen eng gewësse Sécurité alimentaire ze erreechen.

Et ass jo net esou, wéi wann et zum Beispill an Afrika, a Latäinamerika oder och an aneren Drëttweltlänner keng wäertvoll Buedemschätz géife ginn. Mä dës Buedemschätz - Beispill Kongo, Beispill Bolivien - sinn an den Hänn vu groussen transnationale Firmen, sou datt d'Bevölkerunge vun esou Länner bis elo nëmme ganz wéineg dovunner profitéiert hunn. Datselwecht gëllt fir hir Liewensmëttel oder Naturprodukter, Beispill Banannen oder Kaffi, woubäi och nach dobäi kënnt, datt an deene vergaangenen 20 Joer d'Präisser fir Exportprodukter aus der Drëtter Welt, déi op de Boursen zu London oder zu New York festgesat ginn, praktesch stänneg gefall sinn - wann een emol vun de Pëtrolspräisser ofgesäit.

Doriwwer eraus ass eng weider evident heiteg Ursaach firwat de „mal-développement" weidergeet an et net zu engem Décollage kënnt déi weidergehend Verschëlldung vun deene meeschte Länner aus der Drëtter Welt.

Ronn 40% an der Moyenne vun hirem Gesamtbudget ginn a villen Drëttweltlänner eleng dofir drop, fir hir Scholdzënsen u westlech Banken zréckzebezuelen, an dat bei Statsbudgeten, déi souwisou schonn ënner chronescher Schwindsucht leiden. Wéi sollen do esou Staten iwwerhaapt kënnen Investitiounen a Waasserversuergung, Bildung a Gesondheet, an noutwendeg Transport- oder Stockageinfrastrukture selwer finanzéieren? Infrastrukturen, déi awer Viraussetzunge wiere fir eng wierklech eegestänneg Entwécklung; vun den Erfuerdernisse vun engem wierkleche kompletten Développement durable iwwerhaapt emol net ze schwätzen.

A wa sech dann déi verantwortlech Politiker aus Drëttweltlänner an hirer Noutlag erëm eng Kéier un den Internationale Währungsfong oder und d'Weltbank wenden, fir nei Kreditter ze kréien, da kréie se vun dësen neoliberalen, fräihandelsorientéierten Agencen, déi haaptsächlech ekonomesch Intérête vun den USA, vu Japan an der EU vertrieden, zënter 20 Joer eng Politik octroyéiert, déi de Géigendeel ass vun enger eegestänneger Entwécklung. Si mussen hir Grenzen nach méi opmaache fir subventionéiert bëlleg Importer, si solle liberaliséieren a privatiséieren a si sollen an hirem Haushalt, an hirem eegene Budget, virun allem bei Bildung a bei Gesondheet spueren.

Dës Politik vun den internationale Finanzinstitutiounen ass et och, déi zu deenen trauregen, och verheerende Konsequenze vun zounehmender Veraarmung, sozialer Exklusioun an Honger geféiert huet an och weider féiert. A soulaang kee Wëllen an de räichen Industriestate besteet, bei de Froe vun Entschëldung a vun déif gräifende Reforme vum Internationale Währungsfong a vun der Weltbank den Drëttweltlänner ganz wäitgehend entgéintzekommen, soulaang wäert et och net kënnen zu wesentleche Verbesserunge vun der Situatioun an de Länner vum Tiers-Monde kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, et wier och ganz vill iwwert de Rôle vun der Welthandelsorganisatioun - der OMC - a Bezuch op d'Relatiounen Nord/Süd ze soen. Well déi honorabel Häre Goerens an Adam awer e Bericht iwwert d'Konferenz vun Hongkong hei wëlle maachen - ech huelen un, datt dat geschwë wäert geschéien -, nëmme ganz kuerz…

(Interruption)

Dozou also nëmmen hei op dëser Tribün ganz kuerz, Här Goerens.

D'OMC - dat ass dat Mannst wat een haut muss soen - gëtt weiderhin dominéiert vun de Fräihandelsinteresse vun de räichen Industriestaten, an dat och wann elo zënter kuerzem eng Partie sou genannt «pays émergents», wéi China, Indien, Brasilien an esou virun, ugefaangen hunn dobäi matzespillen. Mä wiem seng Interesse bei den OMC-Konferenzen nach ëmmer keng bedeitend Roll spillen, dat sinn ouni Zweifel nach ëmmer déi meeschte Länner aus dem Tiers-Monde.

An et ass dofir och kee Wonner, wa sech d'Vertrieder vun Afrika, vu Latäin- oder Mëttelamerika bei OMC-Konferenzen ëmmer erëm iwwert den handelspoliteschen Egoismus vun Industriegroussmächten, neierdéngs och iwwer China, beschwéieren. Ee Beispill - en dramatescht Beispill -, wéi iwwert d'OMC-Regele Politik gemaach gëtt um Bockel vum Tiers-Monde, an dësem Fall um Bockel vun Afrika, ass dee säit Jore schonn undauernden Aids-Skandal.

Milliounen Afrikaner sinn infizéiert, d'Zuele steige weider un - och d'Zuele vun den Aidsdoudeger -, an déi afrikanesch Mënsche bräichte méiglechst bëlleg Aidsmedikamenter, virun allem déi nei Tritherapië vun der zweeter Generatioun. Mä déi international Pharmakonzerner, vun deene bekannt ass, wann een d'Bilane liest, datt se all Joer erëm op en Neits ëmmer méi héich Profitter maachen, kréien es leider nach ëmmer net genuch.

Et ass hinne gelongen, ab August 2005 déi sou genannten ADPIC-Accorden an der OMC, also e wäitgehende Brevetschutz fir hir deier Tritherapien, duerchzesetzen, sou datt sou genannte Génériquen do dervunner nach just a Fäll vun absoluter Urgence an op Demande vun engem eenzelne Land däerfen ugefrot a geliwwert ginn. Wat natierlech all Ureiz ewechhëlt, esou Génériquen a Bëlleg- a Masseproduktioun hierzestellen, mam Resultat, datt déi Aidskrank an d'Santésministere vu ville State mussen op Liwwerunge vu vill méi deieren Tritherapië vun de Pharmaindustrien zréckgräifen.

Hei ginn „shareholder value" an héchstméigleche Profit eendeiteg op d'Käschte vu Gesondheet a Liewensqualitéit. Hei wäerten iwwer esou OMC-Regele vill nach jonk afrikanesch Mënschen onnéideg stierwen, well se sech déi deier Medikamenter ganz einfach net méi wäerte kënne leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virdrun dovunner geschwat, datt et beim IWF a bei der Weltbank misst zu déif gräifende Reformen an hirer Orientéierung kommen; ënner anerem zu Gonschte vun den Intérête vun de Länner vum Tiers-Monde. Datselwecht gëllt evidenterweis fir d'OMC, déi sech praktesch als iewescht Weltinstanz am eenzegen Interesse vun engem ongebremste Fräihandel etabléiert huet, an déi iwwer e sou genannten „Comité de règlements des différends" an Usproch hëlt, praktesch all handelspolitesch Konflikter, och déi, déi mat der Ëmwelt, mam gesondheetleche Verbraucherschutz oder mam Aarbechtsrecht ze dinn hunn, eleng kënnen ze entscheeden.

Dat ass an eisen Aen inakzeptabel, an dofir verlaange mer op deem Niveau vun den Institutiounen, datt och d'Roll vun der OIT, vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun, d'Roll vun der OMS an d'Roll vum Ëmweltprogramm vun der UNO verstäerkt gëtt, sou datt déi kënne wierklech endlech eng staark Géigepart spille vis-à-vis vun där dominanter Roll vun der OMC.

All dës Aspekter, also d'Ierfschafte vum Kolonialismus an Neokolonialismus, d'Fro vun enger wäitgehender Annulléierung oder Reduktioun vun de Scholde vun den Drëttweltlänner, d'Fro vun néidegen déif gräifende Reforme vum Internationale Währungsfong, der Weltbank an der OMC an d'Fro vu méi Gerechtegkeet am Welthandel insgesamt spillen eng wichteg Roll, wann et soll geléngen, déi international Kooperatiounspolitik zu engem wierklechen Erfolleg ze bréngen.

Lëtzebuerg mécht a senge konkreten Aktioune mat senge ronn 0,9% Entwécklungshëllef haut grosso modo eng gutt Kooperatiounspolitik. Mä eist Land ass awer och Deel vun der Europäescher Unioun, Lëtzebuerg huet do och eng Stëmm, a mir sinn och Deel vum Internationale Währungsfong oder vun der Weltbank. Mir mussen dofir och oppassen a kucken, datt eis Entwécklungspolitik, déi am Klenge grouss Erfolleger opweise kann, net op där anerer Säit duerch néfaste Politiker vum Internationale Währungsfong, der Weltbank oder der OMC erëm futtigemaach gëtt.

Mir brauchen also Kohärenz an eise politeschen Aktiounen, fir datt se glaubwürdeg sinn. An all betraffe Ministerressorte sollten dobäi un deemselwechte Strang zéien, fir den Entwécklungslänner endlech wierklech Entwécklungschancen opzemaachen. A mir sinn, Här Minister, dofir och gespaant op Ären Rapport vum nächste Joer, fir ze gesinn, awéiwäit dës Froe vun der politescher Kohärenz vun de Politiken doranner da wäert Agang fannen.

Zum Schluss nach just zwou kuerz Bemierkungen:

Eng éischt par rapport zu de Mikrokreditter, déi an eisen Aen och e sënnvollt Instrument vun der Entwécklungsförderung op der Basis, also um konkreten Terrain kënne sinn. Mir gesinn dës nei Entwécklung also als absolut positiv, virun allem wann op déi Aart a Weis zum Beispill konkret Projete vu Fraeförderunge kënnen an d'Rulle bruecht ginn.

Et ass hei de Mëtte vill vun der Wichtegkeet vun der Fraeförderung geschwat ginn, wat mir och kënnen ënnerstëtzen. Et muss een allerdéngs am kloere Bewosstsäin behalen, esou positiv wéi Mikrokreditter an déi Entwécklungen och sinn, datt déi Mikroprojeten net vill wäerte kënnen änneren un de grousse makroekonomesche Problemer, och wann déi Mikroprojeten, wéi gesot, solle punktuell duerchaus positiv sinn.

An dann eng zweet Bemierkung, Här Minister, oder éischter eng Fro zum Schluss par rapport zu där neier Iddi vun der sou genannter Kerosinsteier, wéi se am Entwécklungskontext zënter e puer Méint an d'Gespréich bruecht ginn ass, a wou an eisen Aen de Risque ka bestoen tëschent enger Vermëschung vun der Kyoto-Politik op där enger Säit an der Entwécklungspolitik op där anerer Säit. Dozou e puer Froen.

Här Minister, bleift et an der Entwécklungspolitik bei där aktueller normaler Speisung aus dem Statsbudget a Richtung vun 1% vum PIB?

Wéi stitt Dir zu där Kerosinsteier an enger eventueller Verwendung do derzou?

A schliesslech an deem Kontext och vu Kyoto: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu hire Kyoto-Verflichtungen, dat heescht fir awer dem Gros vun hire Verflichtungen, zumindest 50% dovunner, hei zu Lëtzebuerg selwer nozekommen? Mir hätten do also de Wonsch no Opklärung vun lech.

Dat gesot, wëll ech awer nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt mir mat Ärer konkreter Kooperatiounspolitik kee Problem hunn an déi weider wäerten ënnerstëtzen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Globaliséierung vun der Wirtschaft huet méi Räichtum geschaf, si schaaft all Joers méi Räichtum, et brauch een nuren déi lescht Zuele vun der Evolutioun vum PIB an der Welt ze kucke fir ze gesinn, datt pro Joer zwëschent 3,2 an 3,3% de Produit national brut, de PNB, méi grouss gëtt.

Dat ass impressionnant an et ass eng positiv Zuel, mä do muss een awer dann higoen an och differenzéieren a kucken, wéi dann déi räich Länner evoluéieren. An do gesäit een dann, datt deene räiche Länner hir Croissance méi niddereg ass wéi d'Moyenne vun der Croissance uechtert d'Welt. Bei den Entwécklungslänner läit de Prozentsaz zwësche 5,5 a 5,9% an deene leschten dräi Joer. Op där anerer Säit muss een awer och ervirsträichen, datt an de subsaharesche Länner vun Afrika dee Prozentsaz do méi niddereg läit, während en an Asien, a Südasien speziell, vill méi héich läit.

Do gesäit een, datt déi Entwécklungen, bedéngt duerch d'Globaliséierung an der Weltwirtschaft, sech ënnerschiddlech auswierken, an datt verschidde Länner, haaptsächlech am asiatesche Raum, ob et elo China ass, ob et Vietnam ass oder aner Länner, sech staark positiv entwéckelen an aus dem Statut vum Entwécklungsland erauswuessen, mä datt aner Länner au contraire méi schwaach do sinn a verschidde Länner iwwerhaapt net méi décolléieren.

Dat do ass eng vun de Problematiken, déi muss ugekuckt ginn, mä et muss een awer och nach doriwwer eraus déi Croissance, dee Räichtum, dee geschafe gëtt an den eenzelne Länner, a Relatioun setze mat der Hausse vun der Populatioun an deene Länner. An do gesäit een, datt ganz oft an an deene meeschte Fäll dee gréissere Räichtum, dee geschafe gëtt, déi grouss Croissance opgefriess gëtt, opgefaange gëtt duerch eng Hausse vun der Populatioun. A fir et nach méi kloer auszedrécken: Dee méi grousse Kuch, dee gebak gëtt an engem Entwécklungsland, dee muss ganz oft op méi Leit verdeelt ginn, an dat do ass eng vun de Problematike mat deenen ee konfrontéiert ass.

A ville Länner mussen nämlech d'Familljen higoen, well se kee soziale System hunn, a vill Kanner hunn, déi hinnen dann am Alter hëllefen ze iwwerliewen an iwwert d'Ronnen ze kommen. An do ass et ee vun deenen Défië fir ze kucken iwwert déi international Moyenen a Méiglechkeeten, déi een huet, do eng Léisung unzestriewen, well soss packe mer de System net.

An Zäiten, wou et an onsem Land an an Europa d'une façon générale och méi schlecht geet, ass et och kloer, datt sech vill Leit d'Fro stellen: Firwat nach Wirtschaftshëllef, firwat nach 230 Milliounen Euro an d'Entwécklungshëllef stiechen? Mir mengen, datt et richteg ass, datt een op dee Wee geet.

Just zwee Grënn, déi ee schematesch kann ufëieren. Dat eent ass, datt mer natierlech ons solle solidaresch erkläre mat deene Leit, deenen et soss an der Welt méi schlecht geet. Dat ass eng humanistesch Approche, déi mir ganz deelen. Mä et kann een natierlech och méi eng wirtschaftlech Approche vun der Saach hunn a soen, datt et och an onsem eegenen Intérêt ass, wa mer op dee Wee do ginn, well et kann ee jo nure Wueren, déi ee produzéiert, enger Persoun oder engem Land verkafen, wann dat Land se och ka bezuelen.

Ech erënneren drun, datt et och wichteg ass, Här Minister, well mer dat schonn e puermol beschwat hunn, datt, wann Accords de coopération um Niveau européen ausgehandelt ginn, deen Ablack och Accords de réadmission fir Demandeurs d'asile, déi déboutéiert gi sinn, mat ofgehandelt ginn.

Ech géing awer och soen, wa mer esou en Effort wëlle maache fir d'Entwécklungshëllef an deen och nach wëllen ausbauen, da brauch et awer och vun der Regierung, datt se Effortë mécht fir déi Aarmut hei am Land ze bekämpfen, speziell an Zäiten, wou et méi schlecht geet, an datt doduerjer och d'Compréhensioun, de Versteesdemech bei der lëtzebuergescher Bevölkerung méi grouss gëtt, souguer elo an dëse Krisenzäite vis-à-vis vun der Entwécklungshëllef. Dat ass eng Debatt, där mer ons musse stellen, an ech mengen, wann d'Regierung mat deene richtegen Akzenter an den nächste Méint dat wäert zum Ausdrock bréngen, da kënnt och d'Akzeptanz bei der Bevölkerung méi grouss eraus.

Mir sinn och d'accord mat deem Zil, fir weider nach 1% vum PIB unzestriewen, fir deen der Entwécklungshëllef zur Verfügung ze stellen. Eng vun deenen Debatten, déi hei an der Chamber an och an der zoustänneger Kommissioun opkomm sinn, ass déi fir sech ze froen, ob ee soll eng Vermëschung maachen tëschent den Dépensen, déi um Gebitt vum Environnement gemaach ginn an um Gebitt vun der Entwécklungshëllef, ob een déi soll eventuell och mat urechnen oder ofrechnen op d'Gebitt vun deenen Accorden, déi am Kader vu Kyoto festgehale gi sinn.

Mir mengen, Här Minister, datt, esou wäit wéi mer informéiert sinn, dat eng relativ akademesch Diskussioun ass, wéinstens wat ons Entwécklungshëllef ugeet. An ech wollt just de Minister froen, ech mengen, wann ech gutt informéiert sinn, dann hu mer een eenzege Projet, deen an dee Kader kéint falen, datt e kann zweemol gebucht ginn, eng Kéier au titre vu Kyoto an eng Kéier au titre vun der Entwécklungshëllef. Dofir, mengen ech, wier et awer interessant ze wëssen, wéi héich ongefeier dee Montant ass, fir datt een dat an d'richtegt Liicht ka stellen.

Nach fannen ech awer, datt een och muss kucke wéi déi aner Länner - Frankräich, Däitschland, d'Belsch - dee Problem do uginn, ob se dat zweemol buchen oder nëmmen eng Kéier, fir datt een an därselwechter Praxis déi Problematik do soll ugoen, an net datt ee versicht de Luussepätter ze spillen, wann déi aner et net maachen. Ech mengen, do soll Kloerheet herrschen um europäeschen Niveau.

Dann, Här Minister, hutt Der mat Recht an Ärer Ried gesot, datt dee Ruff no méi grousser direkter Budgetshëllef vun de räiche Länner un d'Entwécklungslänner, datt méi Sue sollten direkt un d'Regierunge vun den Entwécklungslänner goen an datt een hinne sollt d'Méiglechkeete ginn, déi Suen esou gutt wéi méiglech ze verwalten, datt dat eng Approche ass, déi effektiv ganz oft an der Diskussioun ass a wou mer d'Meenung vun der Regierung deelen, datt een net sollt op dee Wee do goen.

Et gesäit een och, datt een do a ganz vill Konfliktsituatioune kënnt, wann een op dee Wee do geet. An hei wollt ech eng zweet Fro un de Minister riichten, och an deem Kontext vun enger Entwécklungshëllef, déi d'Europäesch Unioun fir d'palästinensesch Gebidder virgesinn huet.

Déi Hëllef, wann ech mech dat gutt erënneren, beleeft sech op 120 Milliounen Euro d'Joer, an et ass an der Diskussioun, et si verschidde Länner, déi hu proposéiert, well elo Neiwahlen a Palästina geschitt sinn, an de palästinensesche Gebidder, an do d'Wahlen net esou ausgaange si wéi Verschiddener et gemengt haten - dat geet heiansdo esou an der Demokratie -, datt deen Ablack d'Hamas, déi Partei, déi d'Wahle gewonnen huet, soll elo bestrooft ginn, an domadder d'palästinensesch Bevölkerung och, an datt also keng Sue vun der EU an och vun anere Länner vun der UNO sollten iwwerhaapt nach an déi Gebidder do fléissen.

Ech soen direkt, Här Minister, ech mengen dat wier eng schlecht Politik, well esou wéi se dobaussen emfonnt gëtt - ech mengen dobaussen an den arabesche Länner - wier dat, datt déi grouss demokratesch Prinzipien, déi mer festhalen, deen Ablack net méi gëllen, wann d'Wahlen net esou ausgi wéi een et gäre gehat hätt oder wéi een et gehofft hat. Ech géing soen, datt et e ganz schlecht Bild fir Europa wier, wann een op dee Wee do géing goen.

Et hätt héchstwahrscheinlech en ähnlechen Effet, wéi deen Effet, dee mer hei schonn eng Kéier an der Chamber diskutéiert hunn, vun de Karikaturen. Duerfir ass et och wichteg, datt d'Regierung, an onsen Ae wéinstens, kloer seet, a wat fir eng Richtung se wëllt goen, ob se wëllt an d'Richtung goen, fir déi nei palästinensesch Regierung ze sanktionéieren, oder ob se seet: Mir wëllen de Wee, dee mer bis elo gaange sinn, weiderféieren an ons net un esou Sanktioune bedeelegen.

Dat gesot, Här Minister, gëtt et natierlech och nach ganz vill aner Problematiken, déi mer elo schonn e puer Joer diskutéiert hunn. D'lescht Joer hate mer jo dovunner Abstraktioun gemaach, well mer d'Présidence haten, mä nach bleiwe Problemer, déi sollen diskutéiert ginn an déi een och net kann ignoréieren.

Mir begréissen, datt mer d'Microfinance nach wëlle weider ausbauen. Ech erënneren dorun, datt mer dat scho laang Jore gefuerdert hunn, datt mer och dat als e ganz effikasse Moyen ugesinn.

Ënner Microfinance versti mer och dat, wat mer am Laos konnte gesinn - dat ass dat, wat ech géing éischter nennen «Banque agricole» oder «microagricole» -, wou eng Initiativ geholl ginn ass, fir de Baueren, déi mat Problemer konfrontéiert sinn, duerch Agrarproduiten oder duerch d'Leit oder duerch Déieren ze hëllefen, hir Problematik ze iwwerbrécken. Ech mengen, et ass eng ganz luewenswäert Initiativ, déi och sollt an anere Länner Uwendung fannen.

Da wëll ech och drun erënneren, datt mer an der EU-Agrarpolitik nach ëmmer dee falsche Wee ginn. Et schéngt es elo, datt um Niveau vun der OMC sech e puer Saachen ausdäitschen, mä et muss endlech ophalen, datt mer als Europäesch Unioun Agrarpoduite subventionéieren, déi deen Ablack an Entwécklungslänner verkaaft ginn. Dat mécht déi Ekonomie, déi Agrarproduite vun deene Länner net méi kompetitiv an et bréngt och déi Baueren, déi schonn e schwéiere Stand hunn, total an de Misär.

Dat gesot, Här Minister, wëll ech nach eng Kéier vu Säite vum ADR soen, datt mir déi Politik, wéi dës Regierung, wéi déi viregt Regierung an déi Regierung virdru se gemaach hunn, mat ënnerstëtze wäerten. Ech hoffe just nëmmen, datt mer zesumme mat deenen ONGen a mat Lux-Development a mat alle Participanten déi positiv Resultater kënnen ufeieren an den nächste Joren.

Dat gesot, wëll ech awer och nach e puer Minutte vun onser Riedezäit mengem Fraktiounskolleeg, dem Robert Mehlen, iwwerloossen, fir och nach e puer Ausféierungen an e puer Aspekter zu der Entwécklungshëllef selwer ze diskutéieren.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den Här Angel. Den Här Marc Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ufank wëll ech wéi all meng Virriedner - mä et kann een dat net genuch soen - e Merci riichten un all déi Leit, déi hei am Land an um Terrain fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun schaffen. Ganz besonnesch wëll ech awer och dem Minister félicitéiere fir seng Aarbecht während der Présidence. D'Madame Arendt huet et gemaach, ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen:

Hien huet et fäerdeg bruecht, am Numm vu Lëtzebuerg, am Numm also fir Europa, d'Deklaratioun vu Paräis ze négociéieren. En huet et fäerdeg bruecht, dass bis 2015 déi 25 Länner op 0,7% kommen. Mä e wichtege Punkt - en huet eis et gëschter a senger Ried gesot - ass och d'Aide d'urgence, wou hien dozou bäigedroen huet, bei der UNO deen „Central Emergency Fund" ze kreéieren.

Wat mer gëschter ganz gutt gefall huet - duerfir wëll ech dem Minister Merci soen -, dat ware seng Bedenken, déi en zu deem Trend huet, deen een e bësse bei der Kommissioun spiert, an och besonnesch bei dem Vereenegte Kinnekräich, bei den Englänner, déi jo méi an d'Richtung vun der Aide budgétaire wëlle goen. Do huet mech gëschter besonnesch gefreet, dass hei am Sall, wéi Der do Är Bedenken ausgeschwat hutt, ech menge vun alle Bänken do en «Très bien» komm ass. Dat huet mech gefreet, an dat wëll ech awer haut nach eng Kéier hei ënnersträichen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen d'Ausgabe fir d'Entwécklungszesummenaarbecht op engem konstant héijen Niveau halen. Dat huet och gëschter de Minister Jean-Louis Schiltz nach eng Kéier betount, an dat entsprécht och dem Regierungsprogramm, wou drasteet, dass et eist Zil ass, fir eis Ausgaben no an no op 1% vun eisem Revenu national brut ze bréngen.

Mir sinn eis natierlech och alleguer bewosst, dass mer an alle Beräicher driwwer nodenken, fir Suen ze spueren. Deen Drock wäert nach emol kräfteg wuessen, wa mer bis mussen am Kader vum Kyoto-Protokoll Emissiounsrechter kafen. Wat dat genau wäert kaschten, ass nach net gewosst. Mä et kéint duerchaus sinn, dass dat, wat mer ab 2008 musse fir Emissiounsrechter bezuelen, well mer et net, oder nach net fäerdeg bréngen, seriö Energie a virun allem Bensin a Mazout ze spueren, um selwechten Niveau wäert sinn, wéi dat, wat mer fir d'Kooperatioun ausginn.

Am Kader vum Emissiounshandel hu mer viru kuerzem hei an der Chamber de Wee fräigemaach fir flexibel Mechanismen, wou mer mat der Hëllef vu Projeten an Entwécklungslänner eis Kyoto-Bilanz kënne verbesseren. Do ass et natierlech dann noleiend fir wëllen zwou Mécke mat engem Schlag ze treffen. Schéi wär et jo, wann e Projet, deen Emissioune spuert, an eis doriwwer déi wäertvoll Zertifikater bréngt, och nach géif dozou bäidroen, d'Aarmut ze bekämpfen.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt sécher Geleeënheeten, wou dat méiglech ass. An déi Geleeënheete soll een och notzen. Am Allgemengen ass et awer éischter esou, dass ee frou ka sinn, wann déi zwou verschidden Zilsetzunge sech net géigesäiteg behënneren. Wa mir emissiounsreduzéierend Projeten an engem Entwécklungsland maachen, ass et eis Flicht, och den Impakt vun dem Projet op d'Ëmwelt an op aner Aspekter ze analyséieren, déi d'Liewensqualitéit vun de Leit op der Plaz betreffen. Mir sollen eis ëm Synergië beméien, mä kloer definéieren, wat d'Haaptzil vun engem Projet ass. Et muss och transparent sinn, wat iwwer wéi ee Budget finanzéiert gëtt.

De Klimaschutz däerf net op Käschte vun den Entwécklungslänner goen, an et däerf op kee Fall sinn, dass sech d'Orientéierung vun eiser Kooperatiounspolitik iwwert d'Zäit esou verännert, dass nach just déi Projete géife finanzéiert ginn, déi „niewebäi" - entre Guillemets - och nach Emissiounsrechter produzéieren. An dësem Sënn, Här President, wëll ech lech och eng Motioun vun eis iwwerreechen, déi vun e puer Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Wann ech gelift!

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que, dans le cadre des obligations découlant du protocole de Kyoto, le Luxembourg aura recours aux mécanismes dits «de projet» pour atteindre son objectif concernant la réduction d'émissions de gaz à effet de serre;

- considérant que le mécanisme pour un développement propre prévoit la réalisation de projets dans des pays en voie de développement;

- considérant que l'objectif primaire de ces projets est d'obtenir des réductions d'émissions certifiées et non pas la lutte contre la pauvreté;

invite le Gouvernement

- à veiller à ce que les projets liés au mécanisme pour un développement propre ne soient pas financés au détriment du budget de la coopération au développement;

- à rechercher, dans la mesure du possible, des synergies entre les deux types de projets tout en respectant la finalité propre de chacun d'entre eux.

(s.) Marc Angel, Lydie Err, Charles Goerens, Jacques-Yves Henckes, Marcel Oberweis.

M. le Président.- Merci, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Während den alljährlechen Debatten iwwert d'Kooperatiounspolitik schwätze mer vun all deem, wat mer opbauen, Schoulen, Kliniken an esou weider, an och iwwer all déi sozial Hëllefen, déi mer fir d'Mënsche bréngen. Ech wëll duerfir nach eng Kéier drun erënneren an dat widderhuelen, wat de Minister gëschter gesot huet, an zwar, dass den Aids, den HIV-Virus, all dat nees kann zerstéieren.

Duerfir begréissen ech, dass Lëtzebuerg am Kader vun der multilateraler an och vu bilateraler Hëllef dësen Aspekt net vergësst. An ech ruffen nach eng Kéier op, nach méi verstäerkt an déi Richtung ze goen. Dat sechst Objektiv vun deenen aacht Objectifs du Millénaire huet jo als Zil, d'Propagatioun vum HIV-Virus ze stoppen an d'Tendenz ëmzedréinen. Ech mengen, mir sinn awer do nach ganz wäit ewech.

Ech wëll hei och e ganz wichtegen Zesummenhang ënnersträichen, an zwar ass dat dee vun der Bekämpfung vum HIV-Virus a vun der Santé reproductive, oder besser gesot, dat ass haut nach net gesot ginn: Dat nennt een «Santé sexuelle et reproductive». Dës zwee Domäner mussen Hand an Hand goen. D'Informatioun iwwer an d'Behandlung vum Aids ginn net duer, och den Accès an d'Opklärung, d'Sexualerzéiung, spillen do eng grouss Roll. Well d'Ursaache vun HIV an all deene Problemer, déi mat der Santé sexuelle a reproductive ze dinn hunn, sinn nämlech déi nämlecht: Et ass natierlech d'Ënnerdréckung vun de Fraen, et ass déi extrem Aarmut an et ass d'Marginalisatioun vu gewëssene Communautéiten.

Leider ass am Fong kee vun deenen aacht Objectifs du Millénaire, dee sech wierklech spezifesch mat där Santé sexuelle et reproductive ofgëtt. Et ass awer wichteg drun ze erënneren, dass den universellen Accès zur Santé sexuelle a reproductive wichteg ass, fir alleguer déi aacht Objektiver ze erreechen, besonnesch den drëtte Punkt, wou et ëm Empowerment vun de Frae geet, an de fënnefte Punkt, wou et ëm d'Gesondheet vun de Mamme geet. Ech mengen, d'Madame Arendt ass laang dorobber agaangen, duerfir kierzen ech dat, fir net hei ze widderhuelen.

Ech wollt mat folgender Remarque den Thema Aids ofschléissen: Fir all Euro, deen a räiche Länner an Entwécklungspolitik gestach gëtt, ginn derniewent zéng Euro an d'Défense gestach. Et ass och bewisen, dass, wann een dräi Deeg déi weltwäit Militärausgabe géing zesummerechnen, et géing duergoen, fir de Problem vum Aids kënnen ze léisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e groussen Deel vun den äermste Länner vun der Welt sinn um afrikanesche Kontinent, a wann an deene leschte Jore vu Succèsë geschwat ginn ass, dann huet dat virun allem Länner aus Asien betraff. Grad dëse Succès, dee beispillsweis China an Indien nei Chancen um Weltmaart opmécht, mécht et fir déi afrikanesch Länner duerfir erëm vill méi schwéier. Duerfir sinn ech frou, dass sechs vun eisen zéng Zillänner an deem Kontinent Afrika sinn, an dass 59% vun eiser bilateraler Hëllef a Projeten dohi ginn, an dass mer och nach bei fënnef aner afrikanesche Länner hëllefen.

Sou wéi Afrika oft de vergiessene Kontinent vun eiser Äerd ass, ass de Balkan oft och dee vergiessenen Eck vun eisem Kontinent. Och duerfir sinn ech frou - an et huet nach keen haut doriwwer geschwat -, dass mer och um Balkan hëllefen. Ech hunn d'Kreditter zesummegerechent: Dat si 5,9 Milliounen am Joer 2004. Ech mengen, dat ass wichteg.

Och wann d'Situatioun um Balkan eng aner ass wéi an Afrika, ass et awer hei wichteg, dass mer do och zur Friddenssécherung op eisem Kontinent bäidroen, well mer wëssen all, dass de Balkan net méi wéi zwou Stonne Fluch vu Lëtzebuerg ewech ass. D'Ziler do sinn natierlech d'Stabilitéit vun der Regioun. Verschidde Projete reie sech natierlech och an eis allgemeng Politik vun der Regierung an, fir den déboutéierte Réfugiéen, déi mussen zréckgoen, de Retour oder hir Reintegratioun ze vereinfachen.

Mä een Zil bei all deene Projeten ass awer och d'Aarmutsbekämpfung; dat däerf een net vergiessen. An et freet mech och - ech hunn déi Projete méi genau ugekuckt -, dass niewent Projeten, wou mer konkret um Terrain hëllefen, awer och déi eenzel Projeten an den „Capacity Building" agräifen, wat ech och gutt fannen, well ech mengen, an Europa kréie mer eréischt Rou, wa mer um Balkan hëllefen a wa mer deen och op laang Hisiicht hei an Europa integréiert kréien.

Ofschléissend wëll ech nach op eng Neierung hiweisen, déi mer dëst Joer haten, an déi eis et méiglech gemaach huet, fir eis besser fir dës Debatten ze preparéieren. Dat war, dass mer an der Kommissioun, niewent den ausféierlechen Informatioune vum Minister, deem mer och vill Froe konnte stellen, och eng Delegatioun vu Lux-Development an eng Delegatioun vum Cercle vun den ONGe konnten empfänken. Ech mengen, dëst ass e gudden Ufank fir méi e breeden Débat hei am Land ze kréien iwwert d'Kooperatiounspolitik.

Erlaabt mer duerfir e puer Punkten aus deem klengen Hearing, dee mer do an der Kommissioun haten, ervirzesträichen, déi, mengen ech, wichteg waren. Niewent deem, wat de Minister gesot huet a wat mer jo elo säit zwee Deeg hei diskutéieren, wollt ech awer och op zwee Punkte vun deenen anere Partneren agoen, déi mer gesinn hunn.

Mir si gewuer ginn, dass Luxdev sech säit dem 1. Januar 2006 nei Strukture ginn huet. Si hunn e Comité de direction gegrënnt, wou et niewent dem President vun dësem Comité de direction, dem Chef Raymond Weber, nach eng Direction Formulation an Études gëtt, eng Direction des Finances an eng Direction opérationnelle.

Ech mengen, si haten och en Audit, an d'Ëmsetze vun deem Audit war, dass soll dee Volet opérationnel getrennt gi vum Volet financier. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach. Mir sinn och gewuer ginn, dass hire Chiffre d'affaires - wann een dat esou däerf nennen - sech an de leschten zéng Joer verfënneffacht huet, an doraus huet sech natierlech erginn, dass si hu misse restrukturéieren.

Et war och interessant ze héieren, dass si sech fir dëst Joer en Zil ginn hunn, an zwar méi vu Generalisten op Spezialisten iwwerzegoen, sou genannten „In-house Capacity Building". Dat war interessant, a wat mech och ganz begeeschtert huet, dat war fir ze héieren, dass si déi eenzeg Agence de développement op der Welt sinn, déi sech ISO zertifizéiere gelooss hunn. Ech mengen, dat ass wichteg, well heiduerch kann ee seng Prozeduren a Prozesser vill besser duerch en „Manuel de qualité" kontrolléieren.

Och d'Entrevue mam Cercle vun den ONGe war ganz interessant. Si hunn eis gesot, dass hir Zesummenaarbecht mam Kooperatiounsministère sech an deene leschten zéng Joer vu Joer zu Joer verbessert huet. Si hunn eis och gesot, dass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg, wat déi Zesummenaarbecht ubelaangt, ganz gutt ass, well jo 10% vun der APD iwwert d'ONGe ginn. A Frankräich ass dat manner wéi 1%; dat ass vläicht och emol eng Kéier wichteg ervirzesträichen.

Si hate just ee klenge Regret - an ech wëll deen hei virbréngen -, dat ass, dass si fonnt hunn, dass si an de Pré-PIC-Verhandlunge gär géingen e bësse méi mat abezu ginn a vläicht och an de PIC-Verhandlunge sur place. Et war wierklech interessant, och déi zwee Acteure vun der Kooperatioun ze héieren.

Domadder wollt ech ofschléissen an Iech Merci soen, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt der Ausféierung vu mengem Kolleeg Jacques-Yves Henckes nach haaptsächlech an enger Iddi e puer Gedanken ufügen.

Ech mengen, all meng Virriedner hu kloer, däitlech a markant drop higewisen, wéi eis Welt am Dés-équilibre ass, a wéi wichteg datt et ass, datt mer all Efforte maachen, fir méi Balance an dës Welt ze kréien. Dofir ass iwwert de Sënn an d'Noutwendegkeet vun enger gutt konzipéierter Kooperatiounspolitik keng Diskussioun ze féieren.

Et ass awer net nëmmen den humanitären Aspekt. An ech ginn dem Kolleeg Charles Goerens Recht, wann hie seet: Eigentlech bräichte mer net doriwwer ze diskutéieren, woufir datt mer dat maachen. Eleng aus enger humanitärer Approche eraus ass dat schonn noutwendeg.

Mä et ass awer och deen aneren Aspekt, an zwar dee fir eis Welt dauerhaft liewenswäert ze erhalen. Mir wësse wat den Aarmut am Comportement vun de Leit an deene Länner mat sech bréngt: dauerhaft Zerstéierung vu Liewensgrondlagen, well si keen anere Choix hunn, Klimawandel am Schlepptau, deen eis och direkt betrëfft, d'Fortschreite vun de Wüsten, d'Nahrungssécherung, Waasserknappheet an esou weider.

Här President, et gëtt ee Mann, dee sech ganz vill Gedanken doriwwer gemaach huet als Wëssenschaftler, och deelweis a Kooperatioun mat der Europäescher Unioun, an dat ass de Professer Franz Joseph Radermacher, dee viru kuerzem eng Konferenz hei gehalen huet, wou Kolleegen och hei aus dëser Enceinte d'Geleeënheet haten, dat Referat ze héieren.

Et war ganz impressionnant. Wa mer vun der Nahrungsmëttelsécherheet op dëser Welt schwätzen, da muss een - an dat war och fir mech, dee sech jo awer mat där Problematik do regelméisseg ausernee setzt, eng nei Donnée - a Considératioun zéien, datt 25% vun eiser Nahrungsproduktioun eigentlech aus dem Asaz vu fossiler Energie hierstamen. Dat heescht, datt et immens urgent ass, datt mer och vum Aspekt vun der dauerhafter Nahrungsmëttelsécherung Kooperatiounspolitik maachen, déi drop ofziilt, fir déi natierlech Liewensgrondlagen net méi ze zerstéieren. Dofir ass d'Kooperatiounspolitik, wann och net prioritär, mä dann awer och eng Aktioun vun Eegeschutz.

Mä, Här President, mir hunn net méi vill Zäit. Wann ee gesäit, wéi déi global Entwécklung leeft, da stellt d'Fro sech eigentlech net: Musse mer eppes maachen?, mä d'Fro stellt sech: Wéi organiséiere mer eis, fir datt et esou wierksam an esou séier ewéi méiglech geet? An dofir ass vum Professer Radermacher d'Initiativ vun engem „Global Marshall Plan" an d'Welt gesat ginn. Eng Initiativ, déi entre-temps ganz vill Ënnerstëtzung op der ganzer Welt fonnt huet.

Wat ass dat?

Si baséiert op fënnef strategesche Pilieren:

Éischtens: eng méiglechst séier Verwierklechung vun de Millenniumsziler, wéi se 2000 vun der UNO definéiert gi sinn.

Zweetens, an dat ass de kruziale Punkt: d'Mobiliséierung vun 100 Milliarden Dollar jährlech, zousätzlech zu deene 60 Milliarden, déi de Moment an der Entwécklungspolitik agesat ginn.

Drëttens: Etabléierung vu faire Mechanismen, fir dës néideg Mëttelen opzebréngen. Hie schléit vir, 0,01% op Finanztransaktiounen a Kapitalspekulatiounen, eng Tax vun 0,05% op dem Welthandel, eng sou genannten „Terra-Abgabe", an eng Weltsteier ënner anerem op Kerosin.

Véierte Punkt: Progressiv Realisatioun vun enger weltwäiter ökosozialer Maartwirtschaft duerch Realiséierung vun engem bessere Kader fir d'Weltwirtschaft betreffend d'Wirtschaft, d'Ëmwelt, dat Soziaalt an d'Kultur. Dat betrëfft Reformen a besser Vernetzung vu bestehenden internationalen Institutiounen, wéi d'UNO, d'WTO, de Währungsfong, d'Weltbank, ILO, UNDP, UNEP an UNESCO.

Fënneftens: D'Viraussetzunge fir den Erfolleg sinn eng fair partnerschaftlech Zesummenaarbecht, d'Förderung vu gudder Gouvernance, évidemment, an d'Bekämpfung vun der Korruptioun.

Wuerfir dës Iddi?

Well mer gesinn, datt déi vill Ustrengungen op bilateraler Basis duerch déi onkontrolléiert Effete vun der Liberaliséierung zu engem groussen Deel anéantéiert ginn. Well mer gesinn, datt d'Zäit eis fortleeft, datt trotz deem enormen Input vun enger Partie Länner den Ënnerscheed tëschent Aarm a Räich ëmmer méi grouss gëtt, an d'Zerstéierung vun der Ëmwelt parallell ëmmer méi grouss gëtt. Well d'Erreechung vun de Millenniumsziler nëmme méiglech ass, wann d'Efforte weltwäit koordinéiert a multiplizéiert ginn.

Ech ginn deene Recht. Ech mengen, et war d'Madame Arendt, déi hei op de Skandal higewisen huet, wa mer kucken, wat weltwäit eleng an d'Rüstungsindustrie, an d'Waffen investéiert gëtt a mer vergläichen dat mat deem, wat mer an eng sënnvoll Entwécklung stiechen.

Här President, ech hu mer virgestallt, wann et dann de Männchen um Mars gëtt an e kuckt erof op dës Welt mat engem Feldstecher an e kuckt, wat mir hei veranstalten, da muss dee wahrscheinlech de Kapp rëselen. E gesäit, datt dee gréissten Deel vun der Weltpopulatioun am allergréisste Misär, an allergréisster Aarmut lieft, an datt dee méi klengen Deel, deen d'Mëttelen hätt fir deem Misär opzehëllefen, seng allergréissten Energien drop verwennt, fir Waffen ze fabrizéieren, fir datt mer eis géigesäiteg ëmbréngen. Wann een dat emol aus där Perspektiv kuckt, da kann ee jo eigentlech nëmmen de Kapp doriwwer rëselen. Mir wëssen awer, wuerfir datt et esou ass, an dofir ass et noutwendeg, datt deem Skandal en Enn gemaach gëtt.

Ech hu virun enger Zäit - an dofir widderhuelen ech et nach eng Kéier hei - gesot: Woufir soll Lëtzebuerg net emol eng Kéier d'Initiativ huelen a soen, jiddferee soll e bestëmmte Prozentsaz, dee fir deen ee wéi fir deen aneren d'selwecht wär, bezuelen? Da géife mer jo d'Reduzéierung och an alle Länner an deemselwechte Mooss praktizéieren, hir Rüstungsausgaben ëm 20, 30, 50% zréckschrauwen an déi Kreditter fir eng sënnvoll nohalteg Entwécklung zur Verfügung stellen.

Här President, d'Iddi vun engem globale Marshall-Plang ass d'Äntwert op déi riseg Erausfuerderung, där mer eis ze stellen hunn, an där hir Léisung entscheedend fir d'Zukunft vun eisem Globus an deenen zukünftege Generatioune wäert sinn. Et ass eng Iddi, déi lues a lues ëm sech gräift, si erfënnt d'Welt net nei, mä si ass e wëssenschaftlech konzipéiert Konzept, un deem laang geschafft ginn ass, dat capabel ass, dem Skandal vun Honger, Krankheet, Aarmut an Analphabetissem dauerhaft en Enn ze maachen. Si baut virun allem op op déi bestehend Instrumenter, mä hir Realisatioun erfuerdert konsequente politeschen Asaz, an do sinn d'Parlamenter als Vertriedung vun de Völker an de Staten als Alleréischt gefuerdert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Si gëtt haut schonn ënnerstëtzt vu ganz villen Organisatiounen, ënner anerem dem Club of Rome, Institutiounen, Wëssenschaftler, Politiker, jo souguer Regierungen. An Éisträich ass e Mouvement amgaang vun eenzelne Bundesländer. Ënner anerem hu Salzburg an Oberösterreich viru kuerzem öffentlech beschloss, datt se déi Initiativ géingen ënnerstëtzen. Dofir wollte mir vun hei aus en Opruff maache fir ze kucken, wéi mir als e Land, wat jo enorm Effortë vergläichsweis an der Kooperatiouns-, an der Entwécklungspolitik mécht, dës Initiativ kéinten esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzen.

Här President, ech hunn eng Resolutioun hei ausgeschafft, wou mer als Lëtzebuerger Parlament eis Kommissioun, déi sech mat deene Froe befaasst, géinge chargéieren, fir sech emol méi genee mat där Iddi ze familiariséieren an ze kucken, ob mer le cas échéant déi Iddi kënnten ënnerstëtzen. Ech wëll Iech dës Resolutioun iwwerreechen an domadder wier ech fäerdeg.

Ech soen Iech Merci.

Et ass nëmme meng Ënnerschréft drënner.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les énormes souffrances et problèmes résultant du sous-développement à l'échelle mondiale ne peuvent être résolus durablement que par une action mondiale concertée et solidaire;

- prenant note de l'initiative d'un «GLOBAL MARSHALL PLAN» qui vise à résoudre les problèmes mondiaux de sous-développement par une initiative globale, comparable à celle du Marshall-Plan après la Deuxième Guerre mondiale;

charge sa Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

- d'analyser les différents aspects de ce concept et d'étudier par quels moyens le Luxembourg pourrait soutenir cette initiative.

(s.) Robert Mehlen.

M. le Président.- Jo, merci, Här Mehlen. Mir deelen déi Resolutioun aus a kucken, wie se gegebenenfalls matdréit.

Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet ofschléissend den zoustännege Minister, den Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, no deenen, wéi ech mengen, villen an excellente Bäiträg bleift mir eigentlech net méi vill derbäizefügen.

Ech si frou festzestellen, datt d'Stoussrichtung, d'generell Marschrichtung vun där Politik, déi mer säit 2004 féieren, wat mech ubelaangt, mä déi awer op eng Kontinuitéit vun deene Politike vu virdru baséiert, zu engem ganz maassgeblechen Deel hei am Parlament nach wie vor grouss Zoustëmmung fënnt. Duerfir wëll ech och vläicht net hei op déi Saachen agoen, déi aus menger Ried an aus eisem Rapport erausgaange sinn an déi vun der Chamber gedeelt ginn. Ech wëll villméi probéieren, eng ganz Rei aner Saachen hei ze kommentéieren.

Fir d'éischt, zu deene Saachen a Punkten, déi d'Madame Arendt soulevéiert huet, wëll ech dat hei soen: D'Madame Arendt huet d'Fro soulevéiert vun der Mikrofinanz a vun deem Label de qualité, dee vun der ALFI ausgeschafft ginn ass. Ech hunn dee Label selwer elo, deen dës Woch presentéiert ginn ass, nach net gesinn. D'Initiativ ass awer eng Initiativ, déi ech vun Ufank un ënnerstëtzt hunn an déi ech och an der „Semaine de la microfinance" mat weidergedriwwen hunn, well ech nämlech gesot hunn: Mir mussen - an duerfir considéréieren ech mech och e bësse vläicht awer als ee vun de Pappe vun der Iddi - kucke goen, dass mer genau wëssen, wat mer maachen; duerfir d'Wichtegkeet vun deem Label de qualité.

Dir hutt d'Fro vun engem neien Zilland ugeschwat. Dir wësst, datt mer vum CAD dozou ugehale ginn, fir eis Aide méi ze konzentréieren op manner Zillänner, am Sënn vu méi Effikassitéit. Dat ass extrem schwéier, an ech wëll vläicht all déi Themen, déi an deem Zesummenhang hei soulevéiert gi sinn, an engem behandelen.

Ech mengen net, datt mer kënnen am Kader vun engem Gesetz oder iwwert de Gesetzeswee de Retrait vun der Lëtzebuerger Kooperatioun aus engem Land regelen oder Regelen do virgesinn, well dat ass vill méi eng komplex Problematik, déi ee muss um Terrain kucken, déi een an engem Nohaltegkeetskader muss kucken.

Och wann an Netzillänner scho Retraiten operéiert gi sinn, och wann d'Lëscht Enn vun den 90er Jore vun de Länner massiv erofgesat ginn ass, mengen ech awer soen ze kënnen, datt deen Exercice, dee mer am El Salvador ganz konkret ugefaangen hunn, fir do iwwert de Wee vun engem Consolidatiounsprogramm d'Saach auslafen ze loossen, eng Approche ass, déi bis elo net do war. Dat ass eng schwiereg Approche, dat mécht natierlech keng Freed, wann een enger Regierung dat muss erkläre goen.

Ech wëll awer och dobäi soen, datt ech eigentlech net d'Kontradiktioun mat de Kyotosprojete gesinn. Ech gesinn do éischter d'Complémentaritéit, well nämlech, wann ënnert der Fuchtel vum Environnementsminister décidéiert gëtt, datt Kyotosprojeten am El Salvador sollen ofgewéckelt ginn, da fannen ech dat gutt am Sënn vun deene Synergien, déi virdrun ugeschwat gi sinn - duerfir sinn ech och d'accord mat där Motioun, déi proposéiert ginn ass -, wann dat do geschitt. Dat erlaabt et eigentlech, dee Kooperatiounsretrait ofzefiederen. Dat verhënnert och net, datt mer an där Consolidatiounsphas, wou mer dra sinn, probéieren, där Synergien duerzestellen.

Ech mengen awer, datt fir d'éischt emol, mengen Informatiounen no, nach net séchergestallt ass, datt Lëtzebuerg dee Projet huet. Ech mag do elo net um leschte Stand sinn, mä wann dat de Fall ass, siche mer sécherlech do Synergien. An déi Presenz, déi mir op der Plaz hunn, respektiv am Niweland Nicaragua, ka sécherlech do hëllefen.

Nach eng Kéier: Wann ech vun der Zuel vun de Länner schwätzen, hu mer eis zwar bis elo a kengem Zilland zréckgezunn. Mir hunn Démarchen entaméiert - dat ass eng éischt Etapp. Déi waren et bis elo net. Et ass méiglech, datt do nach aner Länner nokommen, dat muss ee kucken. Wat mer par contre probéieren ze maachen, dat ass am Sënn vu méi Effikassitéit, am Kader vun engem Maximum vun Netzillänner eis zréckzezéien, well dat mécht eigentlech am Sënn vun der Effikassitéit kee Sënn.

Mä nach eng Kéier: Ech mengen, déi Fro kann een net iwwert de Gesetzeswee léisen.

Dat Ganzt bréngt mech och zréck op de Ruanda. Am Ruanda ass d'Situatioun esou, datt pour l'essentiel zwee risegrouss bilateral Bailleuren do sinn, dat sinn d'Amerikaner an d'Briten. Mir waren, wéi de Charel Goerens richteg gesot huet, am Ufank vum Joer 2000 dee wichtegste Partner an der Aidsbekämpfung. Mir sinn elo an engem groussen, massive Kampf géint den Aids nach een zentraalt Stéck, wou mer dozou bäidroen, datt eng Rei vu qualifizéierte Leit kënnen à la fois sech ëm d'Leit këmmeren, déi affektéiert sinn, awer och déi Leit forméieren, déi sech solle dans le long terme ëm déi Leit këmmeren, déi affektéiert sinn.

Dat ass eigentlech déi zweet Phas, déi mer mat der ruandesescher Regierung ugeschwat hunn am Kader vum ESTHER-Projet, esou dass mer eng Phas géife maachen, déi iwwert déi nächst véier, fënnef Joer geet, wou mer probéiere vun deene Leit, déi elo vun eis sur place sinn - qui font un travail remarquable, déi dat zentraalt Stéck, wéi gesot, si vun deem grousse Programm -, datt déi do den Know-how transféréieren.

Au-delà dovunner, mengen ech, datt ech aus deene Konzentratiounsconsidératiounen an aus deene Considératioune vun Effikassitéit eraus net ka mat op de Wee goen, fir en neit Zilland elo derbäizehuelen. Ech sti selbstverständlech am permanenten Dialog mat der Chamber, wat déi do Fro ubelaangt - dat ass jo eng Fro, déi all Joer erëmkënnt.

Zur Sensibilisatioun wëll ech näischt soen. Ech hunn a menger Ried d'Wichtegkeet vun där Sensibilisatioun ervirgestrach.

Den Här Goerens huet zu Recht drop higewisen, datt déi Kooperatioun sech entre-temps och e wëssenschaftlechen Ënnerbau ugéeegent huet, dee mer weider probéieren ze entwéckelen, wat mech och dozou bréngt, fir kee Problem ze hu mat där Motioun, déi seet, mir sollen déi Recherche an dee wëssenschaftlechen Ënnerbau weider promouvéieren.

Datt déi Assises de la Coopération sollen institutionaliséiert ginn, domat kann ech och nëmmen d'accord sinn, well et ass eng Iddi, déi vu mir kënnt. Ech wollt just der Madame Err vläicht soen, datt dat e premier galop d'essai war an et vläicht also normal war, datt mer dat emol mat eise Büroe gemaach hunn a mat der Luxdev, fir emol ze kucken, wat dat géif ginn, a mer selbstverständlech dëst Joer dat wäerten ausbauen an all déi aner Acteuren och wäerten dorun associéieren.

Den Här Goerens huet laang vun der Kohärenz geschwat; dat ass mer wichteg. Ech hu ganz laang d'lescht Joer dovu geschwat. Ech hunn dëst Joer net vun der Kohärenz als sollech geschwat, mä awer probéiert, d'Lienen tëschent deene verschiddene Politikfelder ze tracéieren, an och gekuckt, wéi déi Relatiounen do tëschent deenen zwee Politikfelder bestinn.

Den Här Goerens weess aus Erfahrung, wéi ee sech mat Sécherheetsfroen an humanitäre Froen ausenaner setzt. Hien huet dat, mengen ech, richteg beschriwwen a genau wéi ech gëschter gesot hunn, geet et drëm, datt jiddferee soll seng spezifesch Missiounen erfëllen, mä datt d'Finalitéit eben d'nämlecht ass, wéi gesot, fir deenen ze hëllefen, déi am Misär sinn.

Och wann ech d'accord sinn, datt déi Synergië gratis sinn, wéi Dir gesot hutt, datt déi Action humanitaire sech selwer justifiéiert, esou gesinn ech dat dach och viru méi engem grousse Sécherheetshannergrond - Dir hutt dat iwwregens och gesot. An ech wëll do op déi ganz konkret Evolutioun an der Europäescher Unioun hiweisen.

An der Europäescher Unioun sinn de Moment Diskussiounen amgaangen, wéi déi nei Phas vun der African Peace Facility soll finanzéiert ginn. Elo ass et esou, datt am leschte FED, dat sinn also d'Développementssuen, eng Rei Reliquatë sinn. Do sinn all d'Länner praktesch der Meenung, datt mer déi African Peace Facility, wat fir mech eng Sécherheetsfro ass, sollen iwwert d'Développementsgelder finanzéieren. Et ass ee Land -

vläicht zwee - net där Meenung, dat Land seet, mer misste se iwwert d'PESC finanzéieren. Dat Land ass Lëtzebuerg.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech si gefrot ginn, ob ech meng Reserv géif levéieren op Niveau COREPER, Ech hunn dat refuséiert, esou datt déi Fro elo an de Conseil geet, an de CAGRE, deen am Abrëll wäert zesummekommen. Ech verstoppen lech allerdéngs net, datt, wann ech do deen Eenzegen allein auf weiter Flur sinn, ech net weess, wéi laang ech nach meng Objektioun do kann oprechterhalen.

Ech mengen, dat illustréiert awer, datt et eis nach wie vor, vläicht méi souguer wéi deenen anere 24, dorëms geet, datt Froen, déi mat Sécherheet a Fridde sollen ze dinn hunn, iwwer Sécherheets- a Friddenssaache lafen, a Froen, déi mat Développement ze dinn hunn, sollen iwwer den Développement lafen, dat net dat eent au détriment vun deem anere gemaach gëtt. Wat net heescht, datt net Synergië solle geschéien. Dozou hunn ech haut eppes gesot, mä ça c'est une autre question.

Richteg ass och, wann ee vu Kohärenz schwätzt a wann een da vu Welthandel schwätzt,...

(Interruption)

...datt d'Kaarten do net richteg verdeelt sinn. Do ass et meng Iwwerzeegung - an ech hunn dat och scho gesot, wou ech mat der Chamber mech ënnerhalen hunn iwwer Hongkong -, datt, wann et am Kader vun der Doha Round - dat heescht ech schwätzen do vun der OMC; ähnleches géif gëlle fir d'Weltbank a fir de Fonds monétaire -, wann et also am Kader vun der OMC zu enger mei grousser Ouverture kënnt, ouni datt nach iergendwellech Regele bestinn, dann ass et sécher, datt déi äermste vun deenen aarme Länner wäerten d'Kopplabunz schloen, näischt wäerte fäerdeg bréngen an nach méi wäerten erofgoen an hirem Entwécklungsstadium, an déi, déi profitéiere wäerten, dat sinn déi an der Mëtt. Et sinn e puer vun deene Länner genannt ginn, et kënnt een och nach Indien a Brasilien dobäi nennen.

Dat heescht och, datt - an dat hunn ech och gesot – datt déi Percée, déi mer zu Hongkong trotzdeem haten, andeems mer décidéiert hunn, datt d'Exporthëllefen erofgefuer gi bis 2010 oder 2012, datt déi Initiativ, datt Produiten aus Afrika en franchise de droits kënnen an d'Unioun erakommen, an déi richteg Richtung geet.

Dat gesot, ass Hongkong sécherlech nëmmen tout au plus eng Victoire d'étape, déi ee mat enger gewëssener Modestie soll net genéissen, well si ass net ze genéissen, mä mat enger gewëssener Modestie soll zur Kenntnis huelen. Dat Wichtegst ass, mengen ech, datt déi Efforten do weiderginn.

Fir mech bleift, datt all Kontinent - an do äntwerten ech och en Deel op déi Froen, déi den Här Henckes ugeschwat huet - zwar d'Recht muss hunn, fir seng eegen Agrikultur esou ze organiséiere wéi hien dat richteg fënnt - Här Mehlen, dat huet och a vläicht virun allem souguer eppes mat Sécurité alimentaire ze dinn, Dir hutt dat gesot -, mä dat Recht, fir seng eegen Agrikultur ze organiséieren op sengem Kontinent, comportéiert a mengen Aen awer gradesou kloer d'Obligatioun, fir deem anere seng Agrikultur net ze desorganiséieren.

Duerfir gëtt et héich Zäit, datt déi Exporthëllefen, déi maachen, datt Produiten aus entwéckelte Länner an ënnerentwéckelt Länner exportéiert ginn, well se à la base subventionéiert ginn a méi bëlleg da kënne verkaaft ginn, datt dat ophéiert. Mir sinn do, wéi gesot, um richtege Wee.

Ee Wuert zum Scholdenerlass. Dat ass eigentlech vill méi eng komplex Fro wéi et ausgesäit, well - wéi Der richteg gesot hutt, an ech mengen dat och - déi richteg Äntwert ass dans le long terme eng Politik ze maachen, déi sech op Donë konzentréiert, eng Politik, déi also net Prêtë mécht, och wa mir, dat ass richteg, wéi all déi aner Membere vun den internationalen Institutiounen, participéieren un deem Scholdenerlooss.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat wäert iwwregens eise Budget an deenen nächste Jore mat ronn 2,5 Milliounen Euro all Joer grevéieren. Et ass richteg, datt de beschte Wee dee vun den Donen ass.

An dann ass och en Element vun Ongerechtegkeet an deem Scholdenerlooss, well d'Kapverdianer hu sech zum Beispill ganz staark gemaach, fir drop hinzeweisen - zu Recht, wéi ech mengen -, déi hu gesot: Jo lauschtert emol, mir hunn eis beholl, dat heescht mir hunn d'Scholden zréckbezuelt a mir hunn domadder eis Leit privéiert, an déi aner, déi ginn eigentlech elo par rapport zu eis „privilegéiert", well déi hu mat de Suen un peu tout et n'importe quoi gemaach, a mir ginn eigentlech elo bestrooft. Duerfir ass dat eppes, wat een, fannen ech och, soll differenzéiert gesinn.

Ech wëll derbäifügen, datt am Kader vu Gleneagles ëmmer vu 45 Milliounen Dollar geschwat gëtt à partir vun 2010; dat ass Gleneagles plus other donors, dat heescht, déi europäesch Décisioun mécht an deene 45 Millioune Gleneagles der schonn 20 aus. Ech wollt dat och eng Kéier vläicht an deem Kontext hei ervirsträichen, well net alles, wat verkaaft gëtt als G8, ass och G8. Et ass elo net esou, datt ech hei wëll do an en „beauty contest" trieden, mä et soll een d'Saachen awer soe wéi se sinn.

Dann, wat d'Optriede vun der Europäescher Unioun ubelaangt, wëll ech vläicht soen, datt Der d'Formatioun vun den „constituencies" an deene verschiddene Banken bemängelt hutt. Mir probéieren ëmmer méi do, wou et méiglech ass, op en anere Wee ze goen, zum Beispill am Fonds global, wou mer elo mat den Null-Siwenter an enger „constituency" sinn. Mir hunn och probéiert ënner Lëtzebuerger Présidence, fir op Plazen, wou virdrun d'Europäesch Unioun net mat enger Stëmm geschwat huet, mat enger Stëmm ze schwätzen: Dat war de Forum vu Paräis.

Ech ka mech erënneren, datt d'Diskussioun relativ hëtzeg war, datt ech am Numm vun der Unioun geschwat hunn, a mer dunn eigentlech en Désaccord am Sall festgestallt hunn. Wou dunn awer d'Leit gesinn hunn, datt 25 europäesch Ministeren op eemol sech opgehuewen hunn an erausgaange sinn, fir sech ze beroden, dat huet Impressioun gemaach, an dat huet eis och erlaabt do weiderzekommen. Dat ass sécher de richtege Wee.

Et sinn och e puer vun de Riedner, déi vun de Justificatioune vun der Politik geschwat hunn. D'humanistesch Grënn deelen ech selbstverständlech. Et gëtt nach vill aner Grënn. Wichteg ass awer fir mech, datt déi Politik d'Expressioun vun der Solidaritéit vun de Lëtzebuerger no baussen ass. Duerfir sinn ech och frou iwwer all dat, wat ech hei héieren hunn, wat Zuelen ubelaangt.

Ech sinn och frou iwwert dee Plädoyer, deen ech vun deene meeschte Riedner héieren hunn, wat d'Crises oubliées ubelaangt. Ech wëll do soen, wat Pakistan ubelaangt, datt do zwar net alles zum Beschten ass, mä datt awer all déi, déi gejaut hunn an deene leschte Méint, datt dat awer trotzdeem zu eppes gefouert huet, an d'Situatioun do elo net méi esou schlecht ass, wéi se emol um Schluss vum leschte Joer war. Si ass net gutt, mä si ass net méi esou schlecht. Tout est relatif en la matière. Et geet elo do an d'Rekonstruktiounsphas. Dat heescht, dat ëmmer erëm drop opmierksam Maachen op déi vergiesse Krisen ass sécherlech eent vun de wichtegsten Elementer, déi mer kënnen an déi humanitär Approche mat erabréngen.

Wat de Referenzwäert ubelaangt, Madame Err, ass dat den RNB, dee sech zesummesetzt aus de Flux vun de Revenus des facteurs de production, minus d'Salairë vun de Frontaliers, plus d'Dividenden op den Intérêten. Dat ass an dëser Legislatur ëmmer esou gewiescht; an där virdrun, mengen ech, och. Wann ech kucken, wéi dat am internationale Verglach behandelt gëtt, dann ass an der UNO den Terme dee vun „Gross National Income". Meng Engleschkenntnisser ginn esou wäit, datt ech „Gross National Income" mat „Revenu national brut" iwwersetzen. Mir sinn also do op där nämlechter Linn. Am Iwwregen ass dat mam CAD ofgekläert, well mer jo all Joer do d'Zuelen eraginn.

Ech wëll och soen, datt den RNB weider eropgeet, an datt also do och eng Rei Facteurs d'augmentation vun der Aide an deem mesuréierte Kader, deen ech virginn hu gëschter, bestinn.

Ech kann lech och rassuréieren, datt ech net wëll Automatismen hierstellen, wat d'Gouvernance ubelaangt. Ech wëll just weisen, datt mer et eescht mengen. Ech mengen net, datt een déi kann nach eng Kéier strofen, déi schlecht regéiert sinn, andeem een och seet: Mir coupéieren eis Hëllef. Mä ech mengen, et ass awer wichteg, fir deen Aspekt méi ervirzesträichen.

Ech hu gesot, datt ech géif d'Konklusioune vum Audit organisationnel an d'Kommissioun diskutéiere kommen. Ech maachen awer drop opmierksam, datt et en Audit organisationnel ass, datt et also net ëm d'Orientatioune vun der Politik geet. Et geet drëm wéi mer organiséiert sinn. Ech weess net, ob mer Organisatiounsexperten op der Uni hunn, déi niewent de Réviseuren nach mussen eis do berotschloen. J'ai quelques doutes à ce sujet.

Wat d'Gesetz ubelaangt, hutt Der dräi Saachen ervirbruecht: Dir hutt vun der Roll vun der Luxdev geschwat, Dir hutt vun den Agents de la coopération an Dir hutt vum Retrait aus engem Zilland geschwat. Vum Retrait aus engem Zilland hunn ech geschwat. D'Agents de la coopération an d'Coopéranten ass sécherlech derwäert, datt een dat eng Kéier am Detail kuckt. Ech mengen net, datt mer d'Gesetz mussen änneren, fir d'Roll vun der Luxdev ze definéieren, well a mengen Aen ass se 300%eg kloer: D'Luxdev ass d'Agence d'exécution. D'Politik gëtt am Ministère gemaach.

Mir sollen dat alles kucken, wa mer den Audit organisationnel hunn. Ech mengen, wa mer mat deem bestehende Gesetz kënne fonctionnéieren, solle mer weider mat deem fonctionnéieren. Wa mer do wierklech Obstaclë géifen entdecken, sinn ech gär bereet driwwer ze schwätzen. Ech gesinn déi Obstaclen, déi eise Fonctionnement an eis Politik géife behënneren, an dësem Fall hei net.

Wou ech net mat lech d'accord sinn, dat ass, datt mer net sollen zwar de Budget ëmkrempelen, well ech mengen, dat géif et méi komplizéiert maachen, an dat géif eis zum Beispill net déi Pompjeesfunktioun erlaben, déi mer heiansdo a Crise-humanitairen hunn. Ech géif also do proposéieren, dobäi ze bleiwen.

Wat ech awer eng gutt Iddi fannen, a wat mer probéieren ze maachen, dat ass fir méi mat Indicateuren ze fonctionnéieren, well dat schéngt mer dat ze sinn, wat dat Wichtegst ass. Am Iwwregen ass d'Evaluatioun, déi mer vun de Projete maachen an déi mer vun Drëtte vu bausse maache loossen, jo schonn en éischte Schrëtt an déi Richtung. Mä Dir wësst gradsou gutt wéi ech, datt dat och vun de Leit ofhänkt, déi Der hutt. Dat ass och eng Fro, déi mer an der Kommissioun kënnen diskutéieren. Wichteg ass also: Indicateuren.

Wichteg ass och, ouni datt mer zu Bréissel e Mastodonte kreéieren, deen alles u sech rappt, datt mer méi Koordinatioun géinge maachen. Dat ass am Fong zu Paräis décidéiert ginn. Ech hunn eng Mission commune gemaach virun e puer Woche mat den Directeur-exécutifë vun der Unicef a vun UNAIDS. Meng Leit maachen an zwou Wochen, mengen ech elo, eng gemeinsam Missioun mat den Hollänner am Cap-Vert. Dir gesitt also, datt déi Koordinatiounssaachen op dee richtege Wee ginn.

Wa mer elo natierlech nach d'Indicateuren hätten an der neier Generatioun vum PIC, dann hätte mer schonn e qualitative Sprong gemaach. Ech géif gäre vun all deene Saachen, déi Der do soulevéiert hutt - d'Gesetz, de Budget -, d'Prioritéit setzen op d'Mise en place vun deenen Indicateuren, well dat schéngt mer dat Wichtegst ze sinn, fir um Terrain ze kucken, wou mer hikommen.

Ech wëll iwwregens niewebäi soen, datt sech d'Fro jo vläicht eng Kéier wäert anescht stellen: Wann ee vun deenen, déi vun der Aide budgétaire iwwerzeegt sinn, wann deen also zum Beispill emol wëllt mat eiser Kooperatioun e Compagnonsgeschäft maachen an eis en Deel vu senger Enveloppe ze verwalte ginn, da kommen ech an d'Chamberskommissioun an da schwätze mer dodriwwer. Et ass net ausgeschloss, datt dat an deenen nächste Woche wäert de Fall sinn.

Den Här Huss huet vun den Ursaache geschwat. En huet sech relativ vill Méi ginn, fir ze weisen, datt en net mat mir d'accord wär. Ech muss em soen, ech mengen et ass em net ganz oder iwwerhaapt net gelongen.

Dir hutt vun den Ursaache geschwat. Dir hutt eigentlech gesot, datt déi Fro géif feelen, firwat et an deene leschten 30 Joer net zu enger Verbesserung komm ass.

Ech hunn dëst Joer de Choix gemaach, fir den éischten Deel vu menger Ried an en historesche Kontext ze stellen, dat heescht, historesch wäit zréckgekuckt. Ech hu vläicht dunn e Raccourci geholl, et ça je vous le concède, vun 1970 op haut. Mä…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass dee wichtegsten.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Jo, Här Huss, dat ass richteg, mä ech mengen, datt ech an all mengen Interventiounen ëmmer am Detail op déi Froen agaange sinn, notamment d'lescht Joer hei an der Chamber, andeem ech am Detail iwwert d'Kohärenz geschwat hunn. Ech wollt eigentlech opweisen, datt et, ausser deem wat an deene leschten 30 Joer geschitt ass, eng Saach ass, déi vill méi wäit zréckgeet an eis also vill méi wäit muss interpelléieren.

Dir hutt zum Beispill d'Wichtegkeet vun der Kohärenz unhand vun Hongkong ënnermauert. Ech hunn dozou virdru Positioun geholl am Kader vun der Agrikultur.

Ech wëll lech och zum Beispill soen, datt an dem Ëmweltprogramm vun der UNO Bestriewunge stinn, datt dat eng richteg UNOs-Agence soll ginn. Dat wësst Der. An ech mengen, dat geet an déi richteg Richtung.

Ech fannen och, an dat ass wichteg, datt Dir dat soulevéiert hutt: Dir sot, datt d'Buedemschätz net ëmmer zur Entwécklung féieren. Dat ass ëmsou méi richteg, datt zwee vun deene Länner, déi am räichsten u Buedemschätz sinn - Dir hutt eent genannt, de Kongo, ech kann lech och nach de Sudan nennen - eigentlech an där dramateschster Situatioun sinn, an datt dat déi zwee Länner um afrikanesche Kontinent sinn. Wa mer vun duerch de Mënsch verscholte Krisen - dat heescht direkt agewierktenen, an net duerch Naturkatastrophe - schwätzen um afrikanesche Kontinent, da sinn déi zwou drameteschst Situatiounen, wéi gesot, déi am Kongo an am Sudan.

Zur Verscholdung, mengen ech, wëll ech zousätzlech soen, datt déi richteg Äntwert do déi vun eiser Politik ass, datt mer op de Wee vun den Donë ginn. Ech hu virdrun och schonn dozou Positioun geholl.

Wat d'Mikrokreditter ugeet, sinn ech d'accord mat Iech: Dat léist net alles. Dat ass net en Allheilmittel. Mir maachen eis och do keng Illusiounen. Ech gesinn dat als en zousätzlecht Instrument, wat eben do, wou eng Starthëllef néideg ass, kann hëllefen. Mir wäerten d'Problemer an der Entwécklungswelt net eleng mat de Mikrokreditter léisen. Däers sinn ech mer voll a ganz a kloer bewosst.

Dir hutt d'Fro vun der Kontributioun op den Avionsbilljeeë soulevéiert, d'Madame Arendt och. Dir kennt d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung: Mir si prinzipiell esou enger Tax positiv gesënnt. D'Fro ass déi vun de Modalitéiten: Wéi? Wou? Wat? Ech hunn ëmmer gesot während der Lëtzebuerger Présidence, wou déi Diskussiounen opkomm sinn - an dat äntwert och vläicht e bëssen op dat, wat den Här Mehlen gesot huet vun den internationalen Taxen -, ech sinn d'accord, wa mer no Kontributioune sichen, mä wann et Saache sinn, déi séier an einfach ëmzesetze sinn.

Am ECOFIN ass ëmmer gesot ginn, an och ënner Lëtzebuerger Présidence, datt et muss eng Contribution volontaire-volontaire sinn. Dat heescht, d'Länner mussen décidéieren, ob si matmaachen, obwuel richteg ass, datt d'Affär nëmme Sënn mécht, wann eng ganz Rei vu Länner matmaachen. An et muss och de Länner fräigestallt sinn, ob si déi Kontributioun - an dofir schwätze mer jo net vun Tax - wëllen obligatoresch maachen oder net obligatoresch maachen, dat heescht, datt de Passagéier décidéiert, ob e se wëllt bezuelen oder net. Dat sinn also alles Froen, déi opstinn.

D'Regierung huet prinzipiell gesot, datt si där Iddi, deem Konzept favorabel géintiwwer steet. Mir mussen do nach iwwert d'Modalitéite schwätzen. Dir wësst och, datt eng ganz Rei vun Diskussiounen amgaange si fir ze froen, wat mat deene Sue soll geschéien. D'Tendenz schéngt déi ze sinn, datt si an e groussen internationale Fong ginn. D'Fro ass déi, ob si an d'national Budgete ginn an esou weider an esou fort. Dat sinn alles Saachen, déi ee muss kucken.

Mä nach eng Kéier: Ech fannen, datt déi Kontributioun deem Prinzip am beschten entsprécht, datt et eigentlech eng équitabel Approche ass an datt et eng Approche ass, déi och einfach ëmzesetzen ass. Mir gesinn de Moment schonn hei, wat d'Komplikatioune sinn, dat heescht ech wëll guer net wëssen, wat d'Komplikatioune sinn an deenen anere Saachen.

Här President, ech kommen op dat, wat den Här Henckes gesot huet. Hien huet zu Recht gesot - an dat hunn ech, mengen ech, och gëscht uklénge gelooss -, datt mer d'Situatioun hei am Land net solle vergiessen. Ech hunn dat an engem historeschen Ausbléck gemaach. Ech hunn dat och gemaach andeem ech dorop higewisen hunn, datt mer eis hei am Land

Méi ginn, fir duerch d'soziaalt Netz an aner Mechanismen déi, déi dann e bësse vun der Bunn geroden, erëm opzefänken. Déi Chance hunn d'Afrikaner meeschtens oder souguer bal ni. Ech hunn och gesot, datt d'Kooperatioun net an engem lofteidele Raum operéiert, an also musse mer och de wirtschaftleche Gegebenheeten hei am Land Rechnung droen.

Dir hutt déi Fro soulevéiert vum Urechne vu Kyoto par rapport zur Kooperatioun; den Här Angel ass och op déi Fro agaangen. Ech wëll soen, datt, och wann ech grondsätzlech där Meenung sinn, datt een, wann een öffentlech Gelder responsabel verwalt, ee soll no Synergië sichen, da muss ee sech awer an en internationale Kontext stellen. An den internationale Kontext am CAD - Comité d'aide au développement - ass, datt dat eent dat eent ass an dat anert dat anert ass. An déi Motioun, déi hei proposéiert ginn ass, geet och an déi Richtung.

Wat net heescht, datt mer net solle probéieren, Synergien hierzestellen. Well ech mengen, datt et Sënn mécht, datt do wou e Lëtzebuerger Kyoto-Projet ass, och e Lëtzebuerger Entwécklungsprojet niewendrun ass, am Sënn vun Effikassitéit. Mä dat heescht awer net, datt mer an eng Vermëschung kommen. Duerfir sinn ech och d'accord mat där Motioun, déi vum Här Angel abruecht ginn ass, an déi Dir och ënnerschriwwen hutt.

De salvadorianesche Projet beleeft sech, mengen Informatiounen no, op siwe Milliounen Dollar. Dat heescht, dat ass dat vun deem mer de Moment schwätzen. Ech ginn awer dovunner aus, datt mer an Zukunft dovu méi wäerte schwätzen.

Dir hutt mer eng Fro gestallt iwwert d'palästinensesch Territoiren, an Äre Fraktiounskolleeg, den Här Koepp, huet dem Ausseminister Asselborn eng Fro dozou gestallt. Ech weess net, ob déi beäntwert ass entre-temps.

Wat de Kooperatiounsvolet ubelaangt, kann ech lech dat hei soen, datt mir als Lëtzebuerger - sauf contre-ordre, dat heescht also am Kader vun deenen Décisiounen, déi an der EU eventuell géife geholl ginn - wëlle weiderfueren, d'UNRWA, dat heescht d'Agence vun der UNO, ze ënnerstëtzen, déi an den Territoires palestiniens aktiv ass. Do ass also kee Changement. Mir wëlle weiderfueren, déi Agence ze ënnerstëtzen, déi, mengen ech, an deene leschte Joren oft kritiséiert ginn ass, ouni datt dat emol - esou wéi ech dat vun hei aus ka kucken - nécessairement an alle Fäll justifiéiert war. Mir wëllen also weiderfueren, déi Agence ze ënnerstëtzen.

Ech mengen iwwregens gelies ze hu gëschter oder haut, datt d'amerikanesch Regierung och d'UNRWA wëllt ënnerstëtzen oder Projeten iwwer USAID ofwéckele wëllt an den Territoires palestiniens.

Dat ass also kloer. Dat ass den Haaptblock vun eiser Kooperatiounshëllef.

Alles an allem wëll ech generell soen, datt mer net wëllen déi, déi an den Territoires palestiniens an op anere Plaze vun der Welt näischt ze räissen an ze bäissen hunn, sanktionéieren. Ech wëll awer gradsou kloer soen, datt mer d'Violence als politescht Instrument bien entendu condamnéieren.

De Marc Angel huet iwwer Kyoto geschwat. Dozou hunn ech Positioun geholl. En huet zu Recht dorop higewisen, datt et ëm «droits sexuels et reproductifs» geet. Ech wollt soen, datt et nach méi wäit geet, et geet nämlech ëm „sexual and reproductive rights and services"; et ass also nach méi komplex.

Et waren Diskussioune fir en néngten Objectif du millénaire ze maachen am Virfeld vum Sommet. Et ass dovunner Abstraktioun gemaach ginn, well gesot gëtt, mir kënnen net, wa mer eis Moosslate ginn, op eemol no fënnef Joer d'Moosslaten änneren. D'Wichtegkeet, déi d'Lëtzebuerger Kooperatioun där Fro bäimësst, ass, mengen ech, doduerch ënnermauert, datt mer ee vun den Haaptcontributeure vun der UNFPA sinn, dem Fonds des Nations Unies fir d'Populatiounen.

Wat de Balkan ubelaangt, hutt Der mat Recht gesot - an ech mengen, ech hat dat och d'lescht Joer hei a menger Ried gesot -, datt dat eigentlech eppes wéi eng Zilregioun ass, an et ass och mäi Wëllen, datt dat esou bleift, mat alle Schwieregkeeten, déi mer do hunn, fir eis Saachen an de Gang ze kréien, mat alle Schwieregkeeten, déi mer do hunn, fir durabel d'Liewenskonditioune vun de Leit ze verbesseren.

Mir hunn zum Beispill elo een neie Projet mat der FAO ugefaangen, fir do am ländleche Raum d'Konditiounen awer nach, trotz all deenen Efforten, déi mer schonn an deene leschte Jore gemaach hunn, op eng durabel Manéier ze verbesseren. Ech soen Iech éierlech, ech weess net ob et eis geléngt, mä ech mengen et ass eis Flicht fir weider do present ze sinn.

Den Här Mehlen huet vun engem globale Marshall-Plang geschwat. Ech géif wëllen dat hei dozou soen: Ob et elo e globale Marshall-Plang ass oder ob et, wéi de Jean-François Rischard seet, esou e Conseil ass, wou Nobelpräisträger sech géifen ëm esou Problemer oder aner Saache këmmeren, schéngt et mer, datt dat, wat heirauser ervirgeet - an dat ass och dat, wat ech gär bereet sinn, eng Kéier an d'Kommissioun diskutéieren ze kommen -, net eleng duergeet mat der Entwécklungshëllef a mat de Millenniumsziler. Well Dir hutt mat Recht gesot, datt déi éischt Komponent vun deem Marshall-Plang, op deen Der Referenz gemaach hutt, effektiv d'Millenniumsziler sinn. Et gëtt nach aner Saachen, déi mussen derbäikommen.

Ech mengen net, datt deen, deen dee globale Marshall-Plang fuerdert, do de Monopol vun esou Initiativen huet. Et si sécherlech bei deene Punkten, déi Dir soulevéiert hutt, wéi zum Beispill d'Gouvernance, d'Vernetzung an d'Kohärenz vun internationalen Institutiounen, der déi ganz richteg sinn. Dat Ganzt schéngt mer e globalen Appel ze si fir méi Kohärenz, och wann ech, wat dee spezifeschen Aspekt vu villen internationalen Taxen ubelaangt, le plus grand doute hunn, ob mer do iergendwann eng Kéier weiderkommen oder ob dat de richtege Wee iwwerhaapt ass.

Ech mengen, ech hu virdrun dozou Positioun geholl, ech komme gären eng Kéier an d'Kommissioun fir iwwert déi Fro vun der Kohärenz ze diskutéieren. Ech wëll awer déi Fro vun der Kohärenz als eng global gesinn, an dat hei dann als ee vun den Elementer dovunner gesinn. Dofir géif ech och bieden, dovun Ofstand ze huelen, fir déi Resolutioun hei ze stëmmen. Mä ech kommen eng Kéier an d'Kommissioun iwwert d'global Problematik diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen zum Schluss. Ech mengen, datt ech gëschter ganz vill vum Humanitäre geschwat hunn, datt ëmmer méi grouss Défiën do op eis duerkommen. Wann ee weess, datt gëschter Owend um Véierel op aacht am Sudan de Büro vun den UNHCR, dat heescht den internationalen UNOsbüro fir Réfugiés, attackéiert ginn ass, mat Doudegen an esou weider an esou fort, da gesitt Der, datt do «il y a du pain sur la planche».

Mir maachen net do nécessairement Progrèsen. Mir hu Réckschlag op Réckschlag, an ech mengen dat, genau wéi all déi aner Défiën en matière de développement, verlaangt eis Energie an eisen Asaz an deenen nächste Joren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun der Debatt ukomm. Mir si befaasst mat zwou Motiounen, eng vun der honorabeler Madame Err an eng vum honorabelen Här Marc Angel. Ech gesinn, datt déi zwou Motioune vun alle Fraktioune gedroe gi sinn.

Pardon?

(Interruption)

Motion 1

Déi éischt ass op jidde Fall vun alle Fraktioune gedroen. Kënne mer also bei där Motioun par main levée ofstëmmen, wou et ëm d'Institutionalisatioun vun den Assises de la Coopération luxembourgeoise geet? Kënne mer par main levée do ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Voilà. Ech gesinn, dass déi Motioun mat ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn ass.

Motion 2

Déi zweet Motioun ass gedroe vun alle Fraktiounen, mat Ausnahm vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Duerfir denken ech, dass de Vote électronique gefrot gëtt?

(Assentiment)

Voilà. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 2 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Marc Angel) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt d'Abstentioun vun der grénger Fraktioun motivéieren. Mir begréissen op där enger Säit, dass hei d'Regierung opgefuerdert gëtt, keng Mëschung ze maachen tëscht dem Kooperatiounsbudget an eventuell dem Kyoto-Fong. Mir vermëssen awer op där anerer Säit iergendwe Wuert, dass prioritär sollten eis Engagementer vu Kyoto hei am Land erfëllt ginn.

Well och bei der Debatt, wou déi Mechanismen, vun deenen hei Rieds geet, hei zu Lëtzebuerg eng legal Basis kritt hunn, ganz kloer erauskomm ass, dass dës Majoritéit net bereet ass, och eng quantitativ Brems fir d'Utilisatioun vun dëse Mechanismen anzesetzen, gesi mir dat hei e bëssen als e Blankoscheck un, dass theoretesch mat 100% CDMe Lëtzebuerg seng Engagementer kéint erfëllen. Dee Blankoscheck wëlle mir net mat ënnerschreiwen.

M. le Président.- Gutt. Merci, Här Gira. Dann d'Resolutioun.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech wëll just vläicht dem Här Gira soen, datt dat sécher net esou gemengt ass. Mir sinn hei och an der Kooperatiounsdebatt, an ech gesinn dat also vun engem Kooperatiounsstandpunkt aus, an dat do ass eng Fro, déi ee vun der Wart vun der Kyotos-Problematik aus soll gesinn.

(Interruption)

Résolution 1

M. le Président.- Gutt. Mir sinn elo um Enn vun där Debatt. Mir sinn nach just beschäftegt mat der Resolutioun. Wann ech richteg verstanen hunn, huet den Här Minister gefrot, fir datt mir déi Resolutioun sollten an der Kommissioun diskutéieren, hie kéim och dohinner.

Här Mehlen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, dat wär jo schéin. Et ass jo dat, wat mer froen. Mä den Här Minister huet iergendwéi gesot, hie géing se zréckweisen, oder se soll ofgelehnt ginn. Ech fannen, dat hei ass eng Saach, déi betrëfft d'Chamber,…

M. le Président.- Jo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …an ech gesinn net, wat d'Chamber géing drun hënneren, fir sech mat engem wëssenschaftleche Konzept vu Leit, déi wierklech eppes dovu kennen, déi souguer mat der Europäescher Kommissioun zesummegeschafft hunn op deem Domän, fir emol eng Kéier ze kucken, ob déi Saach Kapp a Fouss huet, a wéi mer déi Initiativ kënnten ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Jo, den Här Mehlen huet Recht. Hei ass eng Resolutioun, déi adresséiert sech un d'Chamber. Duerfir ass et prioritär eng Affär vun der Chamber, an duerfir huet den Här Fayot elo d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech kann dës Resolutioun wuel an där Hisiicht unhuelen, dass een an der Kommissioun kann iwwer esou eppes schwätzen. Ech sinn awer mat dem éischte Considérant net d'accord. Ech sinn net domat d'accord, dass ee seet: De Problem vun der Aarmut an d'Problemer vun der Ënnerentwécklung, déi kënnen nëmmen durablement duerch eng «action mondiale concertée et solidaire» geléist ginn. Dat heescht, dass alleguerten déi Initiativen, déi mir och um nationale Plang fir Entwécklungshëllef geholl hunn, alleguerten och déi regional an international Initiativen, eigentlech näischt bréngen.

(Interruption)

Heescht et implizit.

(Interruption)

Här Mehlen, also ech versti jo e bësse franséisch, wéi gesot.

(Interruption et hilarité)

Et ass duerfir, wou ech déi Resolutioun net kann unhuelen. Mä op jidde Fall hunn ech kee Problem, dass mer an der Kommissioun doriwwer schaffen. Ech wär awer der Partei ADR dankbar, wa se géif hei zum Beispill amplaz elo just dräi Zeilen der Kommissioun virzeschloen, der Kommissioun vläicht e Mémoire virleeë géif an eng Partie Iddië géif bréngen, an dann op déi Manéier den Débat initiéiere mat dem Minister, dee sech jo bereet erkläert huet, an d'Kommissioun ze kommen. Ech mengen, da géif dat e bësse Sënn maachen, amplaz dat einfach esou iwwer eng Resolutioun ze maachen. Mä ech fannen déi Resolutioun eigentlech an hire Prémissen net gutt, duerfir kënne mir se net mat akzeptéieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech hunn hei d'Zoustëmmung beim ADR gesinn, fir de Mémoire, dee sollicitéiert ginn ass. Dat schéngt kee Problem ze sinn. An ech denken awer, datt opgrond vun där Positioun, déi den Här Fayot elo geholl huet, mer mussen iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Déi Resolutioun ass vun der ADR-Fraktioun ënnerschriwwen.

Ech denken och, dass de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Voilà, da komme mer direkt zum Vote électronique.

Vote

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 21 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Dall'Agnol Claudia), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Domat ass dës Debatt definitiv ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Proposition de révision vum Artikel 11 Paragraph 2 vun der Verfassung. Et sief drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. An de Vote fënnt och haut den Owend, wa mer um Enn vun der Debatt sinn, statt. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Doer-

ner, d'Madame Flesch, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Loschetter an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Propositioun, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

4. 3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Den 20. Januar 1999 huet déi parlamentaresch Kommissioun fir d'Institutiounen an d'Verfassungsreform engem neie Paragraph 2 vum Artikel 11 vun der Verfassung hir Zoustëmmung ginn. D'Zil vun där Ännerung war d'Aschreiwe vun der prinzipieller Gläichstellung vu Fra a Mann an d'Lëtzebuerger Verfassung. Gläichzäiteg huet d'Kommissioun awer een zweete Saz am selwechte Paragraph virgesinn, deen erlaabt huet, datt duerch d'Gesetz entspriechend Moossname kënnte getraff ginn, fir déi Gläichstellung vu Fra a Mann och an der Wierklechkeet ëmzesetzen.

Dee Virschlag ass un de Statsrot gaang, deen de 27. Abrëll 1999 schonn deen éischten Avis ofginn huet. De Statsrot war mat deem Prinzip, mat deem éischte Saz vun der Gläichstellung vu Fra a Mann, d'accord. Deen zweete Saz huet awer dem Statsrot Schwieregkeete gemaach. Dee Saz huet virgesinn, dass duerch positiv Aktioune sollt dat Zil, wat den éischte Saz ugedeit huet, erreecht ginn. De Statsrot war der Meenung, dass een dat Zil zwar an der Verfassung sollt aschreiwen, mä datt dat awer net zu enger gesetzlecher Norm sollt ginn, déi an der Verfassung verankert wär.

An anere Wierder, fir dat an engem anere juristesche Jargon auszedrécken: D'Verfassung sollt eng Obligation de moyens, an net eng Obligation de résultats virgesinn. Tëschent der Verfassungskommissioun an dem Statsrot ass et doropshin zu enger laanger Navette vun Texter komm; wéinstens dräimol ass den Text hin an hier gaangen, bis d'Verfassungskommissioun de 27. Oktober 2004 eestëmmeg mat dem Text averstane war, deen de Statsrot a sengem Avis vum 16. Mäerz 2004 virgeschloen hat.

D'Kommissioun huet awer zu deem Zäitpunkt nach net virgesinn, fir de Paragraph 2 direkt an d'Plénière ze bréngen, well d'Kommissioun der Meenung war, dass och aner Dispositioune vum Artikel 11, déi sollten ofgeännert ginn, zesumme mam Paragraph 2 kënnten ofgestëmmt ginn. Ënner anerem huet d'Verfassungskommissioun nei Proposë gemaach, wat d'Paragraphen 3, 4, 5 a 7 ugeet.

Besonnesch de Paragraph 7, dee sech mat der nohalteger Entwécklung am Ëmweltberäich a mam Déiereschutz ofginn huet, huet nach zu engem zousätzlechen Avis gefouert vum Statsrot vum 14. Februar vun dësem Joer. Wéi mer awer gesinn hunn, dass och zu deem doten Text zu dësem Zäitpunkt nach keng Eenegung kënnt erbäigefouert ginn an der Kommissioun, ware mer der Meenung, dass een déi Bestëmmung iwwert d'Gläichstellung vu Mann a Fra sollt ofstëmmen, ouni déi aner Texter ofzewaarden.

Den Text, deen haut zur éischter konstitutioneller Ofstëmmung kënnt, huet zwee Deeler: deen éischten Deel, deen allgemenge Prinzip, dee virgesäit, dass Fra a Mann gläich sinn an hire Rechter an an hire Flichten, an deen zweeten Deel, deen dem Stat eng nei Verflichtung, wann een dat esou ka gesinn, operleet, fir op eng aktiv Aart a Weis déi Hürden ewechzeraumen, déi der Verwierklechung vun där Gläichstellung entgéintstinn.

Iwwert de Prinzip vun der Gläichstellung vu Fra a Mann war eigentlech vun Ufank u bei allen Instanzen eng grouss Eestëmmegkeet. Dat brauch een och net ze wonneren, well dee Prinzip ass schonn, wéi haut de Mëtteg scho vun engem anere Riedner ervirgehuewe ginn ass, op Wäerter zréckgaang vu 1789. An der Lëtzebuerger Verfassung ass de Prinzip vun der Gläichstellung vun de Bierger virum Gesetz scho vun 1848 u virgesinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Allerdéngs - an dat hunn ech an deem schréftleche Rapport kuerz développéiert, wou ech op déi eenzel Etappen higewisen hu vun där Gläichstellung an de Lëtzebuerger Gesetzer - hu mer festgestallt, dass et eng laang Zäit gebraucht huet bis och am reng rechtleche Beräich déi Gläichstellung verwierklecht war, a mir mussen haut feststellen, dass et ëmmer nach Texter a Beräicher ginn, wou déi komplett rechtlech Gläichstellung tëschent Fra a Mann nach net besteet. Ech hunn och där Texter genannt, an eleng am Verfassungsberäich wäerte mer duerfir suergen, fir an der nächster Zäit déi Ongläichheeten, déi nach do bestinn, opzehiewen an och am Grondgesetz, an der Verfassung déi Gläichheet, déi nach net do ass, hierzestellen.

Op jidde Fall wäert déi Ausso vun der Gläichstellung vu Mann a Fra, wéi mer se elo an der Verfassung hunn, mat hirer Kloerheet a mat hirer Stäerkt och dozou féieren, dass jiddereen, dee gesäit, dass nach eng Ongläichheet besteet, duerfir suergt, dass déi a kierzester Zäit ze verschwannen huet.

Deen zweete Volet, iwwert déi positiv Aktiounen, huet allerdéngs zu gréisseren Diskussiounen Ulass ginn. Ech wëllt allerdéngs deen Text, esou wéi en haut zur Ofstëmmung kënnt, rappeléieren, dee seet: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

U sech ergëtt sech aus deem Text do eng Obligatioun fir de Stat, well den Text seet eigentlech kloer: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves». De Stat huet eng Verflichtung fir aktiv all dat, wat déi Gläichstellung behënnert, wéi ech scho virdru gesot hunn, ewechzeraumen. Et ass en Optrag, deen de Stat kritt, et ass e Statszil ginn, et ass eng politesch Aufgab, déi de Stat zwar ëmmer huet, mä déi duerch dëse Verfassungstext säi positiven Ausdrock fënnt.

Deen Text, deen d'Verfassungskommissioun lech haut virleet, huet zu laangen, wéi ech lech gesot hunn, Diskussiounen an Avisën Ulass ginn. Deenen enge geet den Text net wäit genuch, anerer hu gemengt, et wier iwwerhaapt keen Text noutwendeg, fir déi do Mesuren ze realiséieren. D'Verfassungskommissioun ass awer der Meenung an ass iwwerzeegt, dass dësen Text eng ausräichend verfassungsrechtlech Basis duerstellt, déi et dem Stat erlaabt, Diskriminatiounen tëschent Fra a Mann duerch positiv Aktiounen unzegoen.

Mir sinn an deem schréftlechen Avis laang op deen Text agaangen. Ech wëll lech dat haut erspueren. Ech wëll awer e puer Punkten ervirhiewen, déi sech mat deene positiven Aktiounen ofginn.

Wa positiv Aktioune getraff ginn am Intérêt vun der Gläichstellung vu Fra a Mann, da mussen déi Moossnamen enger Rei Kritären entspriechen; mir hunn déi Kritären och genannt. De Conseil d'État hat se schonn an engem viregten Avis ervirgehuewen.

Déi Kritäre bewege sech eigentlech op dräi Niveauen:

Éischtens, esou Aktioune musse sech op déi Beräicher beschränken, wou Ongläichheeten tëschent Fra a Mann objektiv festgestallt ginn.

Zweetens, déi Aktioune mussen dat preziist Zil verfollege fir déi Ongläichheeten ze eliminéieren.

An drëttens musse se an der Zäit beschränkt sinn an ophéieren, wann déi Ongläichheeten net méi bestinn.

Deen Text, dee mer haut hunn, erlaabt et eigentlech dem Stat, op eng pragmatesch Aart a Weis Diskriminatiounen unzegoen, an zwar a konkrete Projeten a mat cibléierten Aktiounen och ze versichen, déi Gläichstellung do ze erreechen. Et kann ee rechtlech Texter, Gesetzer, Reglementer esou verfaassen, datt se quasiment zu 100% d'Gläichstellung vu Fra a Mann virgesinn. Domat ass awer net garantéiert, datt déi Gläichstellung och Wierklechkeet ass a gëtt.

Deen neie Verfassungstext gëtt der Regierung, wéi ech scho gesot hunn, en Instrument, fir méi geziilt positiv Aktiounen am Sënn vun der Gläichstellung vu Fra a Mann ze ënnerhuelen. Deen Text stellt ganz sécher keen Ofschloss duer, mä en ass, wéi ech dat a mengem schréftleche Rapport och gesot hunn, nëmmen déi rezentst Etapp op deem laange Wee vun der Gläichstellung tëschent Fra a Mann. En erlaabt et och, deem Bestriewe vun där Gläichstellung neien Opdriff ze ginn an déi Bestriewungen och weiderzefëieren.

Dat ass och d'Meenung vun der Kommissioun, an eleng, mengen ech, aus där Considératioun eraus verdéngt deen doten Text, dass d'Chamber haut, esou wéi och schonn d'Kommissioun, deem neie Verfassungstext seng néideg Majoritéit vun zwee Dréttel Zoustëmmung gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Paul-Henri Meyers Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner agedroen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ouni Iwwerdreiwung ass de Gläichheetsgrondsaz niewent dem Recht op d'Liewen dee wichtegste Punkt an eiser Constitutioun. Ob eng Gesellschaft op Dauer an enger gudder oder schlechter Verfaassung ass, spigelt sech an hire Grondrechter erëm, déi awer ëmmer mussen esou elastesch bleiwen, dass zu all Moment déi gesellschaftlech Wierklechkeet kann agebaut a verschafft ginn, dat heescht an d'Constitutioun opgeholl ginn.

Profund Kenner vum öffentleche Recht, wéi eise Rapporteur, den honorabele Paul-Henri Meyers, wëssen, dass déi verfassungsrechtlech Norme ganz einfach den Nidderschlag vu ganz bestëmmte politesche Virstellunge sinn a selbstverständlech och Wäerter an d'Richtung vu staatlechem a gesellschaftlechem Liewe weisen. Eng Verfassung huet d'Aufgab, e Vollek ze representéieren an ze integréieren. Dobäi kënnt et drop un, d'Ënnerscheedlechkeet vun de Mënschen, no Geschlecht, sozialer a wirtschaftlecher Lag ze berücksichtegen a gegebenenfalls dës Differenzen auszegläichen.

De Revisiounsvirschlag, dee mer haut zur Debatt hunn, ass, wéi de Paul-Henri Meyers et elo just gesot huet, en Dauerthema, deen d'Philosophinne vun der Condition féminine op eng ganz einfach, eng ganz simplistesch Aart a Weis beschreiwen: Et gëtt zwee Geschlechter, a keent vun deenen zwee representéiert d'ganz Mënschheet.

Dat bedeit, datt et eng strukturell Differenz zwësche Mann a Fra gëtt, biologesch a kulturell, an dass déi zwou Kategorien an hirer Eegenaartegkeet respektéiert musse ginn. Weder de Mann nach d'Fra kann als Modell fir d'ganz Mënschheet geholl ginn, an dofir gesäit den éischte Saz vum Artikel 11 vir, dass d'Fraen an d'Männer déiselwecht Grondrechter a Grondflichte kréie sollen. Dat kléngt banal a selbstverständlech, mä et ass et awer op guer kee Fall, well an dësem neien Text ginn d'Rechter an d'Flichten niewentenee gesat. An aus dëser Wiesselsäitegkeet, aus dëser Onparteilechkeet kënne liewenswichteg Konsequenze fir d'Zesummewierke vu Fra a Mann am privaten, am berufflechen an am öffentleche Liewen entstoen.

De Rollewandel vun der Fra bedeit keng gesellschaftlech Kris, mä et soll als Chance ugesi gi fir méi e partnerschaftlechen Ëmgang, méi Fräiheet, méi Verantwortung a selbstverständlech och fir eng Erneierung vun eise gesellschaftleche Strukturen zu Gonschte vun der Famill a vun de Kanner. Mir befannen eis an engem Wandel: D'Famill bleift, mä si entwéckelt sech mat neien Usiichten a mat neie Profilen.

De Prozess ass op. Wéi e sech elo gestalte wäert, hänkt net eleng vun de Männer a vun de Fraen of, mä och vun deene gesellschaftlechen a politesche Rahmebedingungen, net eleng am Finanziellen, awer och an der Verännerung vum familiäre Liewen, mat de Kanner an och der Generatioun vun de Grousselteren, a selbstverständlech och an den öffentleche Strukture vu Bildung, Kannerbetreiung, Beruff an Organisatioun vum öffentlechen a private Liewen, wéi Scheedungsfroen, Filiatioun an nei Ierfschaftsregelungen.

D'Politik muss dësen neie soziale Realitéite Rechnung droen a muss op si reagéieren. Et geet hei engersäits ëm de Schutz an ëm d'Förderung vun der Selbstverwierklechung vu Mann a Fra, an op där anerer Säit ëm en neit Familljeverständnis, sief et mat deenen traditionellen oder mat méi neie Liewensformen.

Awer Fraen a Männer brauchen, fir dës nei Orientéierung ëmzesetzen, eng Begleedung an eng Ënnerstëtzung vum Stat. An duerfir, an engem zweete Saz vum Artikel 11, engagéiert de Stat sech opzepassen, an dat ganz bestëmmt mat der néideger Diligence, fir dass déi tatsächlech Genderdiskriminatiounen ofgebaut ginn. Déi gläichstellungspolitesch Korrektheet verlaangt, dass de Stat a gewësse Moossen de Manager gëtt, de Management mécht, vun dëser sozialer Transformatioun am Gendergebitt, well mir wëssen all, dass dëse juristesche Verfassungsgläichheetsprinzip net an der Praxis d'Enn vun der Diskriminéierung bedeit.

E Gläichheetsprinzip ouni déi sozial Gerechtegkeet bleift eng Illusioun, eng Utopie. D'Alternativ ass, dass de Stat hei net däerf neutral bleiwen, mä fir eng korrektiv Gerechtegkeet muss suergen, mat zivil a strofrechtlechen administrative Mëttelen, mat Informatiounen, Schoulungen a soss aner strukturell Moossnamen. Ech erënneren drun, dass am Kader vum Plan national d'égalité des femmes et des hommes d'Chamber an dësem Haus en Débat organiséiert huet, wou zwielef Mesurë virgestallt ginn, wat dëse Projet ubetrëfft.

Et muss een awer och soen, dass déi Begréffer vu Chancëgläichheet, vu positiven Aktiounen, vun negativen Diskriminéierungen absolut näischt Neies sinn. Dat si Konzepter, déi schonn d'UNO-Konventiounen, déi den Amsterdamer Vertrag an och den europäesche Geriichtshaff akzeptéiert an applizéiert hunn. Ech weisen drop hin, dass zum Beispill den UNO-Ausschoss d'Méiglechkeet huet, e Land beim Verstousse géint dës

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Prinzipien ze veruerteelen oder awer et opzefuerderen, ganz konkret Moossnamen ze huelen; Sanktiounsméiglechkeete sinn awer net virgesinn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Hei zu Lëtzebuerg ass ganz vill geleescht ginn an der Chancëgläichheetspolitik, an dat ënnert der Ministesch Marie-Josée Jacobs. An dat awer net onbedéngt ënnert dem Drock vun dësen internationalen Organisatiounen, mä ech wëll awer soen, haaptsächlech ënnert dem Impuls vun eise verschiddene Fraenorganisatiounen.

Déi Lëtzebuerger Geschicht vun de Fraerechter…

Une voix.- …dat kënne se net.

(Hilarité)

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Et muss ee soen, dass déi Lëtzebuerger Geschicht vun de Fraerechter et ëmmer erëm däitlech mécht: Ouni de Pionéiergeescht, de Courage an d'Intelligenz vun de sämtleche Fraenorganisatioune wären dës grondleeënd Verännerungen net méiglech gewiescht. Vun dëser Tribün aus wëll ech alle Frae fir hir Solidaritéit, fir hir Geschlossenheet an exemplaresch Initiative meng Unerkennung ausspriechen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Fraen hei zu Lëtzebuerg, zesumme mam Conseil national des femmes, hunn dem Schicksal vun eis Fraen eng Stëmm ginn. An ofschléissend mengen ech, dass dës Revisioun vun deem Artikel 11 eng nei Zukunft opmécht. Dat wëllt soen, fir eiser Gesellschaft en humaant a modernt Bild ze ginn, an dat dass Fraen a Männer op allen Niveauen, op alle Gebidder matwierke kënnen, an et gëtt alle Bierger a Biergerinnen d'Chance - an eng grouss Chance -, fir sech ze verwierklechen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Déi zweet ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech onsem Rapporteur, dem Paul-Henri Meyers, félicitéiere fir déi Gedold an déi Haartnäckegkeet, mat där hien dee Projet duerch d'Schikane vun der parlamentarescher Prozedur gefouert huet, an ech wëll em Merci soe fir dat Resultat, wat mer erreecht hunn a wat mer den Owend kënnen hei confirméieren. Hien huet a sengem Rapport, besonnesch am schréftleche Rapport, de Résumé gemaach vun de parlamentareschen Aarbechten, déi am Januar 1999 ugaange sinn. D'Chamber huet also ganz laang un deem Projet geschafft.

Hien huet och dee laange Marsch beschriwwen, net duerch d'Institutiounen, wéi an anere Fäll gesot gëtt, mä duerch d'Législatioun, deen zur Consécratioun vum Prinzip vun der Gläichheet vu Mann a Fra geféiert huet. Bei deem legislative Parcours wëll ech ganz besonnesch zwee Texter ervirhiewen, déi mer schénge Meilesteng an där Geschicht gewiescht ze sinn: Dat ass d'Gesetz vum 12. Dezember 1972 iwwer Rechter an Flichte vu Mann a Fra, wou fir d'éischt d'bestuete Fra als mündeg erkläert ginn ass, an dann och d'Gesetz vum 4. Februar 1974, wat d'Régimes matrimoniaux reforméiert huet. Et sinn natierlech nach eng ganz Partie aner Gesetzer, déi och international Konventiounen approuvéiert hunn, déi wichteg sinn, mä menger Meenung no ass mat deene Gesetzer an de 70er Jore wierklech eng Brèche gemaach ginn, an d'Evolutioun konnt ufänken.

Ech wëll an deem Zesummenhang och nach en anert Gesetz erwähnen, wat de Rapporteur net mentionnéiert huet, a wat direkt mat der Gläichheet vu Fra a Mann näischt ze dinn huet, mä wat a mengen Aen enorm wichteg war an der Fro vun der Emanzipatioun vun der Fra: Dat ass d'Gesetz vum 15. November 1978 iwwert d'Dépénalisatioun vum Avortement.

Sécher ass haut schonn an onser Verfassung d'Gläichheet vu Mann a Fra ageschriwwen an dem Artikel 10bis - et ass schonn drop higewise ginn -, wat virgesäit, dass d'Lëtzebuerger sans discrimination de genre égaux sinn, gläich si virum Gesetz.

Mä ons Virgänger hu vun 1999 u geduecht - a mir hunn dat och geduecht -, dass ee misst méi wäit goen an dass ee misst méi kloer dee Prinzip an d'Verfassung aschreiwen an enger, an ech zitéieren, „staarker a klorer Deklaratioun", wéi de Conseil d'État dat a sengem Avis vum 27. Abrëll 1999 richteg beschriwwen huet. Dat huet dann zu der Formulatioun vum éischte Saz vum Artikel 11 (2) gefouert: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.»

Iwwert déi Propositioun, wéi de Rapporteur et schonn ënnerstrach huet, ass am Fong ni gestridde ginn. Vun Ufank u war jiddfereen domadder d'accord, an et war deen zweete Saz iwwert d'Aart a Weis wéi déi Gläichheet da sollt erreecht ginn, iwwert déi sou genannten «Mesures positives», dass den eigentleche Misär ugaangen ass.

Schonn a sengem Avis vum Abrëll 1999 huet de Conseil d'État gemengt, et dierft ee fundamental Rechter, déi duerch d'Verfassung garantéiert sinn, a politesch Wunschdenken net matenee verwiesselen.

Déi ganz Diskussioun tëschent 1999 an haut, tëschent Verfassungskommissioun, Commission de l'Égalité des chances a Statsrot ass am Fong nëmmen iwwert deen dote Problem gaangen.

De Rapporteur huet iwwert déi verschidden Etappen an Texter, déi zréckbehale goufen, a sengem schréftleche Rapport am Detail Bericht erstatt, an ech wëll also elo net dorobber zréckkommen.

Ech halen awer fest, dass an där Diskussioun dem Statsrot seng Suerg eng essenziell konstitutionell-rechtlech Suerg war. D'Verfassung, sou huet de Statsrot gesot, muss e kloren, bindenden, dauerhaften Text sinn. Wann, fir dat Zil vun der Gläichheet ze erreechen, dem Stat eng Obligatioun operluecht gëtt, da kann et nëmmen eng „Obligation de moyens" sinn an net eng „Obligation de résultats".

Dofir huet de Statsrot a sengem Avis vum 27. Abrëll 1999 gemengt, et soll een deen zweete Saz sträichen.

Aus ähnleche juristeschen Iwwerleeungen huet meng Fraktioun an der rechtlecher Gläichheet vu Fra a Mann begnügen, an dass dann d'Regierung obligéiert wär, deem Rechnung ze droen an déi néideg Moossnamen ze huelen.

Et huet sech awer erwisen, dass d'Aschreiwe vun enger verfassungsrechtlecher Referenz zur aktiver Promotioun vun der Gläichheet vu Fra a Mann noutwendeg ass, wann ee soll legislativ, reglementaresch oder administrativ Moossnamen zu deem Zweck kënnen huelen.

Ech erënneren zum Beispill drun, dass de Conseil d'État sech sengerzäit formell opposéiert huet zu Bestëmmungen an engem PAN-Gesetzprojet, déi positiv Moossnamen am Intérêt vun de Frae virgesinn hunn, mam Argument, dat wär konträr zum Gläichheetsprinzip, deen am Artikel 10bis vun onser Verfassung festgeschriwwen ass.

Et sinn also praktesch Schwieregkeeten opgetratt, an entre-temps hunn och d'Jurisprudenz vun der Europäescher Cour de Justice an de legale Kader um Plan communautaire evoluéiert. Et sinn, souwuel an der Jurisprudenz wéi och an den Texter, Hiweiser komm op eng aktiv Promotioun vu Gläichheet zwësche Fra a Mann.

Dat huet de Statsrot dozou bruecht, a sengem Avis vum 25. Februar 2003 en zweete Saz ze proposéieren, deen hie folgendermoosse formuléiert huet: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Trotz allen Essaië vun der Commission de l'Égalité des chances oder vun der Verfassungskommissioun vun 2003 un, e besseren Text ze fannen, huet de Statsrot u sengem Text vun 2003 festgehalen; an ech géing mengen zu Recht.

Et kann een an dësem Beräich dem Stat an der Verfassung keng „Obligation de résultats" operleeën. Et kann nëmmen eng „Obligation de moyens" sinn, awer - an dat ass an deem Zesummenhang ganz wichteg - mat engem contraignantë Charakter - dat war och am Äifer vun der Diskussioun heiansdo vergiess ginn -, an ech géing dobäifügen, compte tenu och vun de Kritären, déi de Rapporteur virdrun hei op der Tribün an Erënnerung bruecht huet.

Den zweete Saz vum Artikel 11 (2), esou wéi en elo vum Statsrot a vun

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

der Verfassungskommissioun proposéiert ass, ass menger Meenung no en équilibréierte Kompromëss tëschent dem berechtegte Wonsch vun de Fraenorganisatiounen an de Politiker engersäits an de verfassungsrechtleche Méiglechkeeten an Obligatiounen anerersäits.

Mir wäerten als DP-Fraktioun den Text vum Artikel 11 (2), esou wéi en elo vun der Kommissioun proposéiert ass, stëmmen.

E Wuert nach, Här President, zum Communiqué vum Conseil National des Femmes du Luxembourg, deen an de leschten Deeg publizéiert ginn ass. Deen Text, dee mer haut stëmmen, ass a mengen Aen net eng Versioun „light" oder „soft" vun der Gläichheet vu Fra a Mann. Deen Text, dee mer haut stëmmen, bedeit eng vollwäerteg Gläichheet an eng Obligatioun fir de Stat, d'Diskriminatioun ze bekämpfen a positiv Moossnamen ze huelen. An deen Text, deen elo virläit, mécht dat an enger Formulatioun, déi de verfassungsrechtleche Kritären entsprécht an déi och kann novollzu ginn.

Elo hunn ech gehéiert, Här President, wann ech der Madame Doerner richteg nogelauschtert hunn, dass d'Madame Jacobs soll zum Manager vun där Operatioun genannt ginn. Ech weess net ob se wosst, dass se den Owend géing en neie Job hei kréien, mä mir schéngt et effektiv, dass et elo un der Regierung ass - Madame Minister vun der Chancëgläichheet - dofir ze suergen, dass mer der konstitutioneller Opfuerderung nokommen an dass déi Moossnamen ergraff ginn, déi an onser Gesellschaft néideg sinn, fir zu enger echter Gläichbehandlung vu Fra a Mann ze féieren.

Wéi de Rapporteur et zu Recht gesot huet, ass an der Vergaangenheet vill gemaach ginn, mä et bleift och nach villes ze maachen. Ech bedaueren et am Fong e bëssen, dass den Här Justizminister den Owend net hei ass, fir der Chancëgläichheetsministerin zur Säit ze stoen, well vill vun deene Moossnamen, déi musse geholl ginn, fënnt ee précisément am Beräich vun der Justice a vun onsen Textes juridiques.

Also mäi Wonsch, Madame Minister, dat ass, dass d'Regierung, wann deen Text dann elo definitiv gestëmmt ass, där Opfuerderung, déi den Text manifestéiert, nokënnt, an ech géing nach eng Kéier soen, dass ons Fraktioun wäert deen Text stëmmen, esou wéi en elo virläit.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächst Riednerin ass d'Madame Claudia Dall'Agnol ageschriwwen. Madame Dall' Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wéilt ech emol meng Fraktiounskolleegin, d'Lydie Err, entschëllegen, déi sech zënter Jore mat dësem Dossier hei beschäftegt huet an déi och ugefrot hat, dës Debatt vun haut op leschten Dënschdeg virzeleeën, wat hir erlaabt hätt, haut och dobäi ze sinn an dann eben och d'Wuert zu dësem Projet de loi ze ergräifen. Leider war et net méiglech fir den Ordre du jour ze änneren, an duerfir géing ech an hirem Sënn dëse Projet de loi mat analyséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, schonn an der Deklaratioun vun de Mënscherechter, déi vun 1949 datéiert, steet: «Tous les humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.» Fir déi Zäit - also 1949 - war dat ganz schéi revolutionär. Virun allem wann ee bedenkt, datt Lëtzebuerg elo 57 Joer gebraucht huet, fir dat doten, oder loosse mer emol esou soen, fir op en ähnlechen Niveau ze kommen, well bis elo stoung an eiser Verfassung ebe just: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

Wann een elo zwar kann - a mat e bësse gudde Wëlle misst dat jo méiglech sinn - d'Wuert „Luxembourgeois" als Neutrum, also fir Männlein und Weiblein gëlle loossen, da muss trotzdeem d'Fro erlaabt sinn, wat da bis elo d'Rechter vun den Auslänner, ëmmerhin eng ronn 39% hei am Ländchen an och ongeféier 120.000 Frontalieren, déi all Dag bei eis kommen, waren. Emol guer net ze schwätze vun deene Persounen, déi hei sinn, ouni datt hir Pabeieren an der Rei sinn an déi jo awer och Mënscherechter hunn.

Egalitéit tëschent Fraen a Männer mécht mëttlerweil - zumindest hei am Land - glécklecherweis d'Unanimitéit. Duerch d'Band ass keen, deen dësen allgemenggültege Prinzip géif ofstreiden. Just wéi déi Egalitéit soll an der Praxis ausgesinn a wéi an duerch wat fir eng Moyenen ee se soll hierstellen, doriwwer streide sech weiderhin d'Geeschter.

D'Formuléierung vun deem Text, esou wéi mer en haut elo virleien hunn - an ech wëll ënnersträichen, datt et sech ëm e Kompromëss handelt, an dass en eben net esou wäit geet, wéi en hätt vläicht kënnen an och solle goen -, an och déi Zäit, déi gebraucht ginn ass, fir eis iwwerhaapt op dësen Text ze eenegen, weist, dass den Egalitéitsprinzip a Wierklechkeet dann awer net esou selbstverständlech ass an och akzeptéiert ze si schéngt, wéi et oft gemaach gëtt, a wéi ech mer et perséinlech och géing wënschen.

D'Aschreiwen awer vum Prinzip vun der Egalitéit tëschent Fraen a Männer an d'Constitutioun ass e prinzipiellen, en theoretesche Geste, e Geste, deen awer doduerch net manner wäertvoll an och net manner wichteg ass. Am Géigendeel, de Fait, fir dëse Prinzip elo explizit an eisem Grondgesetz festzeschreiwen, ass d'Basis, déi néideg ass, fir kënne Mesuren ze huelen, esou datt och an der Praxis kann op d'Zil vun der Egalitéit tëschent Fraen a Männer weider higeschafft ginn.

Doriwwer eraus huet d'Aschreiwe vum Egalitéitsprinzip an d'Constitutioun natierlech och e symbolesche Charakter. Ee Prinzip, dee bis elo éischter sous-entendu war, gëtt elo ausdrécklech formuléiert an och ënnerstrach, a Lëtzebuerg seet domadder öffentlech a virun allem och haart an däitlech, datt d'Egalitéit tëschent Fraen a Männer zu de Grondwäerter gehéiert, op déi eis Gesellschaft opbaut, an datt eis Gesellschaft och zu deem Wäert steet a sech dofir asetzt, fir dëse Wäert och ze verdeedegen.

Wann ech vum Egalitéitsprinzip schwätzen, da gëtt mer och ganz séier bewosst, dass deen Ausdrock Egalitéit ganz wichteg ass an datt een dofir och soll wëssen, vu wat ee schwätzt.

Wann ech bis elo vun Egalitéit oder vum Egalitéitsprinzip geschwat hunn, dann ass eigentlech de Wuertlaut vum Projet de loi gemengt, nämlech «égaux en droits et en devoirs», wat net heesche soll, datt Fraen a Männer d'selwecht wieren. Fir eventuell déi däitsch Termen ze gebrauchen, hei geet et net ëm „Gleichmacherei", hei geet et ëm „Gleichberechtigung" an ëm „Gleichstellung". Den däitsche Metzler-Lexikon mam Titel Gender studies definéiert Gläichberechtegung a Gläichstellung vu Fra a Mann als den Usproch, dass Fraen a Männer ënnert deeneselwechte Viraussetzungen déiselwecht Rechter hunn.

Mä wat bedeit awer elo déiselwecht Viraussetzungen? Pragramatesch kënnt ee soen heescht Gläichberechtegung, dass een emol d'Viraussetzunge schaaft, fir datt Fraen a Männer kënne vun deeneselwechte Rechter iwwerhaapt profitéieren. Wou dës Gläichberechtegung net besteet an iwwerall do, wou se verletzt gëtt, schwätze mer vun Diskriminatioun.

An hei seet de Metzler-Lexikon: „Sie umfasst jede Situation, in der ein Individuum oder eine Gruppe aufgrund vun Vorurteilen oder Wertvorstellungen benachteiligt wird." Am Beräich vun der Gläichberechtegung tëschent Fra a Mann wieren dat Viruerteeler a Wäertvirstellungen, déi mam Geschlecht oder méi nach mat de Geschlechterrollen ze dinn hätten. Schued also, dass dësen Text net gläichzäiteg all Diskriminatioune verbitt, mä duerfir hu mer jo dann international Texter.

Domat wäre mer da bei den Terme Sexe an Gender, déi hautdësdags dacks als Synonymë gebraucht ginn, wat se awer net sinn, och wa se enk mateneen zesummenhänken. De Sexe ass ugebuer, an dee wëlle mer och net changéieren, well déi meescht vun eis sinn eigentlech ganz zefridde mat deem, wat se sinn,...

(Hilarité)

...mä de Sexe vun engem Wiese bezeechent déi kierperlech biologesch Differenz tëschent engem männlechen an engem weibleche Wiesen.

M. le Président.- Wëllt een der Madame eng Fro stellen?

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Huet et esou geklong?

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Dës biologesch Differenz tëschent männlech a weiblech ass awer mat kulturellen Deitungsmustere belueden, mat Valeuren, Biller a leider och Rolleverhalen. An dat ass et, wat een Gender nennt. Dës Valeuren, dës Biller an dëst Rolleverhale variéiere jee no Kultur an och an der Zäit. An am Géigesaz zum Sexe ass Gender net universell, net ugebuer a virun allem och net onveränner lech.

D'Chamber soll haut iwwert d'Aschreiwe vum Egalitéitsprinzip tëschent Fraen a Männer an d'Constitutioun décidéieren. Dat ass fir mech perséinlech, mä virun allem fir mech als Politikerin e wichtege Moment. Dee Sujet, déi Revendicatioun virun allem, huet vill vu menge Virgängerinne jorzéngtelaang begleet. Ech hunn och den Androck, datt eigentlech alles dozou gesot gouf, wat een nëmme soe kann. Laang goufen déi Saachen awer net gehéiert oder virun allem gouf net drop gelauschtert. Dofir ass dat heite schonn e Succès.

Ech wëll awer dobäi och net verheemlechen, datt sech meng Freed trotzdeem a Grenzen hält au vu vun deem konkreten Text, iwwert dee mer haut sollen ofstëmmen: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wëll drop hiweisen, dass de Choix vun de Wierder, vum Vocabulaire hei sécher alles anescht wéi onschëlleg ass. „Veiller à promouvoir" ass eng Formuléierung, an där een eng gewësse Virsiichtegkeet erkenne kann, oder fir et méi däitlech ze soen, d'Virsiichtegkeet vun engem, dee sech vläicht léiwer net ze wäit aus der Fënster wëllt leeën. Et steet leider net do: «L'État s'engage à» oder «L'État a l'obligation de», ganz dovun ofgesinn, dass d'Verbe «promouvoir» éischter en hallefhäerzegen Engagement erkenne léisst. De Stat soll d'Egalitéit tëschent Mann a Fra net garantéieren, net assuréieren oder duerchsetzen, mä just encouragéieren. Mä, wéi ëmmer, mir Frae si pragmatesch, mir si kompromëssbereet a mir wësse virun allem, datt een dacks muss vill kleng Schrëtt maachen, fir sengem Zil e Stéckelche méi no ze kommen.

An deen Text, dee mer haut virleien hunn, an dat ass dat Wichtegt, deen huet och Mériten: éischtens emol d'Gläichberechtegung tëschent Fraen a Männer kloer an däitlech festzeschreiwen, an zweetens, datt eben déi sou genannte Mesures positives erlaabt ginn.

Firwat dat esou wichteg ass, weist eis e Beispill aus Frankräich. A Frankräich haten 1982 déi zwou Assembléeën d'Loi électorale municipale amendéiert. Deen Text, deen do praktesch unanime ugeholl gi war, sot: «Aucune liste ne saurait comporter plus de 75% de candidats du même sexe.» Nëmmen e puer Méint méi spéit huet dunn de franséische Conseil constitutionnel, dee sech autosaiséiert huet - wat iwwregens déi éischte Kéier an deem senger Geschicht war - dësen Amendement awer annuléiert, well e konträr zur Constitutioun wier; dat wär eng Opdeelung vun de Wieler a vun den Eligiblen a Kategorien, an dat wier eben net zoulässeg, well all Bierger gläich wieren.

Zënter 2000 huet Frankräich elo awer e Gesetz, dat d'Paritéit op de Wielerlëschte soll favoriséieren. Dofir gouf awer am Virfeld d'Constitutioun och ofgeännert, esou dass et iwwerhaapt eng juristesch Grondlag gëtt fir dëst Gesetz a fir all Mesuren, déi an deem Sënn wäerte geholl ginn.

Esou Mesuren, déi en faveur vum Sexe sous-représenté spille wäerten, wann dësen neie Paragraph 2 vum Artikel 11 vun der Constitutioun haut gestëmmt gëtt, ginn dann och zu Lëtzebuerg méiglech. An esou Mesurë kënnen duerchaus och en faveur vun de Männer spillen, déi jo och an enger Rei Beräicher ënnerrepresentéiert oder benodeelegt sinn.

Et kënnt ee sech zum Beispill virstellen, dass mer hei e Gesetz géinge stëmmen, dat seet: Wann zwee Kandidaten, eng Fra an e Mann, mat gläichwäertege Qualifikatiounen an Erfahrunge sech fir eng Aarbechtsplaz mellen, muss deen agestallt ginn, deen zum Sexe sous-représenté an deem Beräich gehéiert. A munche méi techneschen Domäner spillt dat vläicht en faveur vun de Fraen, mä an aneren, zum Beispill bei den Enseignanten, virun allem an der Primärschoul oder och bei den Educateuren, do géing dat ëmgedréint och en faveur vun de Männer spillen.

Iwwregens gëtt et menges Wëssens hei zu Lëtzebuerg och schonn esou Mesures positives, déi applizéiert ginn, zum Beispill am PAN-Gesetz. Do iwwerhëlt de Fonds pour l'Emploi bei engem Contrat Auxiliaire Temporaire - a Kuerzfaassung CAT genannt - an och beim Stage d'insertion méi e groussen Undeel vun de Käschten, wann déi agestallte Persoun zum Sexe sous-représenté an deem Aktivitéitsberäich gehéiert. Ech mengen, déi dote Mesure wär derwäert vläicht dobausse méi bekannt gemaach ze ginn. Et kéint ee sech virstellen a wënschen, dass opgrond vun deem neien Artikel an Zukunft méi esou Mesurë geholl géinge ginn.

Ofschléissend wëll ech nach d'Gisèle Halimi zitéieren, déi franséisch Affekotin, déi eben 1982 d'Ännerung vum franséische Wahlgesetz proposéiert hat - vun där Ännerung hat ech lech virdru scho kuerz geschwat. Iwwert d'Reforme fir d'Paritéit an der Politik huet si am September 1999 am „Monde diplomatique" dat heite geschriwwen: «Elle» - also d'Paritéit an der Politik - «est une nouvelle lecture de l'universalisme, mais aussi une symbolique, un point de départ. À partir d'elle, tout reste à faire. Au législateur de prendre l'outil et de construire l'ouvrage.»

An deem Sënn géif ech hei den Accord vu menger Fraktioun ginn, net awer ouni nach dem Rapporteur Merci ze soe fir säin explizitte mëndlechen a schréftleche Rapport.

An lech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci an als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 158 Joer laang stoung an eiser Constitutioun: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

De Rapporteur ënnersträicht a sengem schréftleche Rapport - deen iwwregens ganz subtile ass, Här Meyers, an och Äre mëndleche Rapport huet mer Freed gemaach, well am grousse Ganze mécht et mer ëmmer Freed, wann déi zwee Sexen, déi hei representéiert sinn, och iwwert d'Égalité des chances schwätzen -, datt den Term «Luxembourgeois» neutral ass an datt e sech dofir och ebe bis haut an der Constitutioun, souwuel u Männer wéi u Fraen applizéiert huet.

Mä et ass net richteg, datt deen Term «Luxembourgeois» neutral ass. Richteg ass, datt eng Kéier décidéiert ginn ass, datt de Pluriel ëmmer masculin wär, wann en eben net exklusiv féminin wier. Mä bon, Här President, mir sinn hei net an der Académie française,...

(Brouhaha général)

...do si souwisou nach manner Frae wéi hei an der Chamber, an dofir wëll ech weiderfueren.

De Rapporter huet och ënnerstrach, datt d'Ursaach oder eben d'Nécessitéit - an Ärem schréftleche Rapport - vun dëser Revisioun begrënnt ass mat «vu le caractère fondamental que revêt ce principe dans le cadre de l'émancipation des femmes». Or, déi Gréng sinn der Meenung, datt d'Noutwendegkeet vun dëser Revisioun net oder zumindest net nëmmen an der Fraenemanzipatioun ze sichen ass, mä éischter am politesche Wëlle Gläichheet ze schafen tëschent Männer a Frae respektiv krassen a manner krassen Diskriminéierungen entgéintzewierken a fundamental demokratesch Prinzipië fir eis Gesellschaft festzehalen.

Datt Mënschen net geschlechtsneutral sinn, dat wësse mer alleguerten, an datt se an hire Rechter a Flichten an enger Gesellschaft net geschlechtsneutral considéréiert ginn, dat wësse mer och. An d'Opzielung vum Rapporteur a sengem schréftleche Rapport iwwert de laange Wee vun där, ech zitéieren lech: «parfaite égalité des sexes», beweist et ouni weidere Kommentar. Deen eenzege Kommentar, deen ee kéint maachen, dat ass, datt een d'Opzielung nach hätt kënne vill méi laang maachen, mä ech wëll haut wierklech keng Vergaangenheetsbewältegung maachen.

Mir ënnersträichen also haut mat dësem Vote, datt mir de Prinzip unerkennen, datt souwuel Männer wéi Frae gläich sinn a gläich Rechter a gläich Flichten hunn. Wat also haut fir all Mënsch eng soi-disant Selbstverständlechkeet ass, war awer nach Ulass fir etlech Diskussiounen an huet och vill Zäit an Usproch geholl, fir an d'Constitutioun niddergeschriwwen ze ginn.

Den zweete Saz awer - en ass jo schonn hei e puermol beschriwwe ginn - huet nach vill méi Diskussiounen all déi Jore bruecht. Dee Saz, deen elo zréckbehale ginn ass, ënnersträicht éischtens, datt et eng Méiglechkeet gëtt vu Mängel vun der Égalité de fait - dat ass

schonn emol ëmmerhin dat. Deen zweete Saz gëtt och dem Stat e kloren Optrag - dat ass och schonn hei gesot ginn -, fir sech ëm d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen ze këmmeren. Et ass och interessant ze bemierken, datt een an dësem Artikel 11 (2) net vu Chancëgläichheet, dat heescht Égalité des chances schwätzt, mä vu Gläichheet tëschent Männer a Fraen, vun Égalité; wat keng onwichteg Nuance ass.

Natierlech hätte méi kloer Varianten, mat engem nach méi kloren Optrag kënnen zréckbehale ginn. Déi Gréng hunn och ëmmer déi méi staark a kloer Variante matgedroen, well mir als Gréng eis kënnen e Gesellschaftsbild virstellen, wou Männer a Frae gläich a gläichberechtegt sinn, mä virun allem kënne mir eis eng Gesellschaft virstellen, déi dofir kloer a contraignant Mesurë festleet, fir dës Gläichheet éischtens hierzestellen an zweetens fir se och ze behalen. Mä och do wëll ech keng Vergaangenheetsbewältegung maachen.

Dës Mesurë si wichteg an noutwendeg, si ginn och ni iwwerflëssig, wéi munchereen hei behaapt huet. Kee Mënsch géif sech jo och virstellen aner gesellschaftspolitesch Moossnamen erëm a Fro ze stellen oder se wëllen ofzeschafen, well d'Zil erreecht gi wär. Kee Mënsch denkt zum Beispill drun, den Droit à l'éducation erëm ofzeschafen oder d'Reliounsfräiheet, déi niddergeschriwwen ass, ofzeschafen, mam Argument, datt d'Rechter, déi do solle verdeedegt sinn, en Acquis sinn.

Déi zwee Sätz am Artikel 11 erfëllen also eng duebel Roll: Éischtens, déi prezis Unerkennung, datt Fraen a Männer gläich sinn, an zweetens, datt de Stat sech kloer muss amësche fir eventuellen Ongläichheeten aktiv entgéintzewierken.

Dësen Artikel ass e wichtegt Instrument fir ebe Fraerechtlerinnen oder Associatiounen, déi scho laang fir d'Unerkennung vum Prinzip vu Gläichheet tëschent Männer a Frae schaffen. Et ass awer och e wichtegt Instrument - et ass schonn hei ugeklongen, mä ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen -, fir en anert Bild vun eiser Gesellschaft hierzestellen, e Bild, wou Männer eventuell méi vertrueden och wieren, do, wou se haut ënnervertruede sinn.

D'Gläichheet tëschent Männer a Fraen an d'Constitutioun aschreiwen ass also keen Aboutissement u sech, en Zil, wat endlech erreecht wär no engem laange Kampf, mä dësen Artikel erlaabt eis nieft oder souguer mat de Gesetzer, mat den Direktiven, mat de Recommandatiounen, mat den Traitéen an esou weider, eng konkret Politik ze féiere géint d'Ongläichheeten, déi nach bestinn, déi evident an déi méi subtile. Offiziell heescht dat déi direkt an déi indirekt Diskriminéierung ervirzesträichen a gläichzäiteg och de Stat opzefuerderen déi adequat Moossnamen ze ergräifen, fir déi aus der Welt ze schafen. Dat ass nämlech dat, wat do drasteet.

De Conseil d'État muss sech dann och an Zukunft vill méi prezis mat de Propositions de loi op dësem Thema ausenaner setzen, eben net nëmmen, fir d'Egalitéit tëschent Männer a Fraen ze garantéieren, mä och ze ënnersichen, ob dës Gesetzespropositiounen aktiv dofir suergen eventuell Ongläichheeten aus der Welt ze schafen.

Dëst kënnegt menger Meenung no och interessant Debatten un, zum Beispill wa mer mussen iwwert d'Aarbechtspolitik oder iwwert d'Sozialpolitik légiféréieren oder am Beräich vun der Santé musse légiféréieren, fir just nëmmen e puer Beispiller ze nennen. Zougespëtzt wier souguer e Gesetz iwwer eise Statsbudget ënnert dëser Opsiicht ze analyséieren, fir sécher ze sinn, datt de Statsbudget net verfassungswidreg ass, well en de Prinzip vun der Gläichheet tëschent Männer a Fraen net géing respektéiere respektiv net géing aktiv den Ongläichheeten entgéintwierken.

An och d'Gesetz iwwert d'politescht Liewen - et ass scho kuerz ugeklongen - wäert sech an Zukunft musse mat deem Tabuthema Paritéit ausenaner setzen, well Égalité entre hommes et femmes definéiert sech nun eemol just nëmmen iwwert d'Paritéit. Et wär och interessant, an deem Kontext da festzestellen, wéi eng Actions positives de Stat da wäert ënnerhuelen, fir d'«entraves pouvant exister» aus der Welt ze schafen.

Déi ganz gesellschaftlech Organisatioun an hir ze schafend Gesetzer sinn och an dësem Kontext betraff. Zum Beispill, wann ee weess, datt d'Fraen nach ëmmer op d'Structures d'accueil ugewise sinn, wa se hir berufflech Carrière net wëllen oder mussen ënnerbriechen, well et jo awer ëmmer erëm d'Frae sinn, déi méi oft a prekäre Situatioune sinn, wann et ëm Gewalt oder wann et ëm Scheedung geet. An ech kéint déi Opzielung elo praktesch op allen Domäne weiderféieren, mä dat wäert jo an Zukunft dann d'Aufgab ënner anerem vun der Regierung a vum Statsrot sinn.

Wichteg ass et elo fir d'Fraen a fir d'Männer, dat heescht fir eis ganz Gesellschaft, wéi mir dat Instrument, den Artikel 11 (2) vun der Constitutioun asetzen, fir d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen op allen Niveauen an an allen Domänen ze promouvéieren.

Dëse Vote vun haut erlaabt eis awer och, op verschiddenen Hitparaden net méi bei deene Leschten ze stoen. Vill ze vill oft muss e räicht, fräit an demokratescht Land wéi Lëtzebuerg, geographesch matzen an der Europäescher Uniouun, sech de Reproche gefale loossen, datt et seng Hausaufgaben net gemaach huet.

Dës Hausaufgabe sinn zum Beispill: Engagementer, d'Ëmsetze vun Direktiven - et gëtt der an deem Ressort, zwar net ze vill, mä et gëtt der awer -, Recommandatiounen, Traitéen oder Konventiounen, déi mer ënnerschriwwen hunn, wou mer dann hannendrun eigentlech eng Politik hätten, déi d'Gläichheet tëschent Männer a Frae géing promouvéieren, wou mer awer ganz oft hannen an der Hitparad sinn.

Et erlaabt eis och, eisen Nopeschlänner ze soen, datt mir och eis d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen an eiser Constitutioun stoen hunn an datt mir net hu misse waarden, bis mer dann déi Europäesch Constitutioun hätten, wou dat jo och dragestanen hätt.

Voilà, zum Schluss wëll ech Iech soen, datt ech perséinlech och wierklech frou sinn, datt mer elo an eiser Constitutioun dëse Passage dran hunn. Fir mech ass et e wichtegen an en noutwendege Passage, eng demokratesch Unerkennung. An ech fannen, datt et eis heibannen alleguerte gutt zu Gesiicht steet, datt déi Diskussiounen iwwert dësen Artikel, oder zumindest deen Deel vun dësem Artikel, endlech ofgeschloss sinn no deem laange peinlechen - heiansdo - Hin an Hier, an datt mer dat haut kënne stëmmen. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech mech de Merciën un de Rapporteur uschléissen, dee souwuel als President wéi och a sengem mëndlechen a schréftleche Bericht als Rapporteur ganz richteg den Historique vun dësen Debatten ervirgestrach huet, a gewisen huet, wéi schwéier et ass heiansdo, einfach Texter zesummenzefaassen.

Den éischten Alinea vun dem Text, dee mer haut debattéieren, dee seet: Männer a Frae si gläich a Rechter a Flichten. Dat ass en Text mat enger klorer a mat enger staarker Ausso. An et ass och wichteg, datt mer en endlech an onser Verfassung festhalen. Deen zweeten Alinea, deen huet, wéi et elo schonn all meng Virriedner ervirgestrach hunn, vill méi Schwieregkeete bruecht an dem Objektiv, wat ee sech wollt ginn, an an der Formuléierung.

Et muss een ervirsträichen, datt déi ganz Debatten iwwer Rechter a Flichte vu Mann a Fra ganz oft zu längeren Diskussiounen hei an onsem Land gefouert hunn. Ech wëll nëmmen un engem Beispill weisen, wéi schwiereg et heiansdo ass, fir d'Gläichberechtegung vu Mann a Fra duerchzesetzen. E gutt Beispill ass dat: D'Gläichberechtegung vun der bestuetener Fra mat dem Mann. De Code civil vun 1804 hat festgehalen, datt, wann d'Fra géing bestuet ginn, se sech ënnert de Schutz vum Mann misst stellen, an an deem Ablack hätt hien all Rechter, souwuel wat d'Verwaltung vun de Gidder ugeet, wéi wat d'Verwaltung oder d'Opsiicht vun de Kanner ugeet, an datt d'Fra en fait mannerjäreg ginn ass.

1938 ass a Frankräich déi Gesetzgebung do geännert ginn. An Däitschland ass en ähnleche Prinzip, dee bestanen huet, 1949 geännert ginn. An Holland ass d'Gesetzgebung fir d'Gläichberechtegung vun der bestuetener Fra 1956 ëmgeännert ginn, an der Belsch 1958, an zu Lëtzebuerg 1972. Mir waren dat lescht Land vun deene 25 europäesche Länner, déi mer haut kennen, wat déi Gläichberechtegung vun der bestuetener Fra agefouert huet.

Do gesäit een, datt mer et ons hei am Land ganz oft heiansdo schwiereg gemaach hunn, an duerfir begréisse mer och, datt mer dee Prinzip vun der Gläichberechtegung vu Mann a Fra elo endlech och an onser Verfassung kënne festhalen. Deen zweeten Alinea, dee mer an der Diskussioun hunn, dat ass deen, duerch dee mer dem Stat eng Obligatioun ginn, eng Obligatioun, déi néideg Moyenen ze sichen, mä ouni e Resultat unzestriewen, fir aktiv déi Hindernisser, déi Entraven, déi géinge bestoen, an déi géinge festgestallt ginn, fir déi ze eliminéieren.

Ech si ganz mam Rapporteur d'accord, wann e seet, datt et do dräi Konditioune gëtt, fir datt esou eng aktiv Mesure kënnt geholl ginn. Déi éischt ass déi, datt se fir d'éischt emol objektiv muss festgestallt ginn. Déi zweet ass, datt se nëmmen däerf temporaire sinn. Ech géing och nach derbäifügen, datt se net däerf a Widdersproch stoe mat dem Artikel 10 vun onser Verfassung, dee seet, datt all Lëtzebuerger gläich si virum Gesetz. Et kann net esou sinn, datt, wann déiselwecht Rechter, déiselwecht Konditiounen do sinn, datt op eng Kéier fir eng Fra manner Konditioune kéinte gestallt gi wéi fir de Mann, well soss wiere mer mat aneren Texter vun onser Constitutioun nees erëm a Kontradiktioun. An et bleift och nach de Moyen vun dem Contrôle vun dem Verfassungsgeriicht, ob déi Texter, déi eventuell kéinten ugeholl ginn, geännert ginn.

Ech wëll och kloer soen, datt an onsen Aen, als ADR, mir et net kéinten akzeptéieren, wann een op de Wee vu Quotë géing an iergendengem Gesetz higoen, well dat manifestement net an onsen Aen deene verfassungsrechtleche Prinzipien, déi hei festgehale sinn, géing entspriechen. Dat ka vläicht eng Diskussioun eng Kéier ginn, mä fir ons ass dat zum Beispill ee Moyen, deen op jidde Fall géint den Artikel 10 vun onser Verfassung géing verstoussen, deen och deen Ablack fir deen, ob et elo Fraen oder Männer sinn, souwéisou och dépréciativ wier, well net hir Valeur, hir Qualitéit géing zielen, mä just nëmmen de Quotient, ob se géingen dovunner bénéficiéieren oder net.

Dat gesot, mengen ech, ass hei awer e gudden Text zesummen diskutéiert ginn. E konnt zesummen arrêtéiert ginn, an duerfir wäert och d'ADR-Fraktioun dësen Text stëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hunn elo ganz andächteg nogelauschtert hei an zimlech vill bäigeléiert.

(Hilarité)

Jo, et léiert een nëmmen, wann een och kann nolauschteren, gell? Mä ech wëll awer eppes soen, ech hu matkritt, dass dat hei elo länger Diskussiounen iwwer Joren eraus waren, fir hei en Text ze fannen, dee menger perséinlecher Usiicht no, an der Praxis, géif ech mengen, guer näischt ännert. Mä wou ech mer awer nach eng Fro stellen, dat ass, dass während deene laange Joren un Diskussiounen, dann net emol een op de Gedanke komm ass, fir den Artikel 10 vun der Verfassung ze änneren, an deen endlech mol eiser gesellschaftlecher Entwécklung unzepassen, an dodran ze schreiwen «les citoyennes et les citoyens sont égaux devant la loi». Dann hätte mer näischt anescht laang bräichen ze sichen, an dann hätte mer eis elo hei net bräichten de Kapp ze zerbriechen, «les femmes et les hommes sont égaux devant la loi».

Hei hätte mer sollen den Artikel 10 vun der Verfassung änneren, an dann all Bierger hei am Land déiselwecht Rechter ginn, dann hätte mer méi geschafft gehat, wéi wa mer elo e puer Joer hei un eppes gefréckelt hunn, wat menger Usiicht no gutt ass, wann et drasteet, mä wou ech awer garantéiert sécher sinn - an dat weess d'Madame Minister och, an all déi, déi sech hei esou fervent derfir asetzen -, dass et an der Praxis wäert ganz schwéier sinn eppes ze änneren, wann d'Mentalitéit hei am Land net ännert. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. An elo huet d'Wuert d'Madame Ministesch vun der Chancëgläichheet, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Merci, Här President. Ech géing selbstverständlech och wëllen ufänke mat engem grousse Merci un de President a Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers, an och un d'ganz Kommissiioun vun den Institutiounen an der Revisioun vun der Verfassung fir Äert Engagement, a selbstverständlech och all deene Riednerinnen a Riedner, déi de Mëtteg hei zu där Revisioun Stellung geholl hunn.

Här President a Rapporteur, et ass richteg, wéi d'Madame Flesch gesot huet, dass et Ärem profunde Wëssen iwwert d'Verfassung an Ärer gedëlleger Ausdauer fir ëmmer erëm à charge ze kommen - gradesou gutt an Ärer Kommissioun wéi och beim Statsrot - ze verdanken ass, datt mer dann endlech awer haut hei ukomm sinn. Et war och Är Iddi fir dësen Deel vum Artikel 11 separat ze diskutéieren an ze stëmmen, an och dat huet fir mech zwee Virdeeler: Éischtens kann dann endlech d'Chamber dësen Deelartikel stëmmen, an zweetens ass duerch déi Debatt, déi hei gefouert gouf, an duerch déi jo, denken ech, vill Leit, wa se nogelauschtert hätten an hunn, och konnte villes bäiléieren, och méi zur Visibilitéit dovunner bäigedroe ginn.

Niewent Iech, Här President a Rapporteur, hunn am Laf vun de Jore vill Leit als Privatpersounen, als Vertriederinnen a Vertrieder vun ONGen an Organismen, Politikerinnen a Politiker ëmmer erëm op déi negativ Situatioun, an där mer als Lëtzebuerger Land waren, higewisen. An Ärem exzellente Rapport kann een déi chronologesch Entwécklung vun der Gläichstellung vu Fra a Mann zu Lëtzebuerg noliesen an och novollzéien. An et ass ewell méi wéi eng Kéier haut de Mëtteg hei gesot ginn: Et war e laange Wee.

Net nëmme Lëtzebuerg huet awer eng Roll doranner gespillt, mä och Europa hat eng wichteg Roll gespillt mat deene verschiddenen Direktiven, mat den Traitéen an och iwwert d'Charte des Droits fondamentaux. Ouni dës europäesch Instrumenter wiere mer sécher nach net esou wäit, wat och beweist, datt Europa praktesch a positiv Auswierkunge fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger huet.

Ech wëll awer och erënneren un déi vill Aarbecht, déi am Laf vun de Joren an der Égalitéitskommissioun vun der Chamber gemaach gouf ënnert der Presidentin Ferni Niklaus-Faber, avisen, déi zu dësem Artikel ausgeschafft goufen an déi méi wäit gaange wieren - dat ass och well de Mëtten des Öfteren hei gesot ginn - do derduerch, dass se méi contraignant gewiesch wieren, eng Positioun, déi selbstverständlech och vum Fraeministère a vun de Fraenorganisatioune gefuerdert an ënnerstëtzt gouf. Sou wäit hu mer elo an dësem Moment nach net bruecht, an ech héieren, datt et och hei juristesch Diskussiounen doriwwer gëtt, ob deen Text esou contraignant ass, ob en et méi ass oder manner ass. Ech denken, datt mer dat virum allen an der Zukunt wäerten erliewen.

«Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.» Bis haut war Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der EU vun deene 25, dat dëse Prinzip net a senger Constitutioun verankert hat. Mir brauchen eis elo och net méi ze généieren, wa mer op New York ginn, fir virum de CEDAW-Comité de Rapport iwwert d'Entwécklung vun der Gläichberechtegung vun de Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg mussen ze maachen, datt mer erëm Ausriede musse sichen, firwat mir als eent vun deene räichsten a fortschrëttlechste Länner vun der Welt d'Gläichstellung vu Fraen a Männer nach ëmmer net an eiser Constitutioun verankert hätten.

Mir hunn also haut zu Lëtzebuerg de grousse Schrëtt gemaach. D'Gläichheet vun de Fraen a vun de Männer ass elo an alle Gebidder aklobar an domadder droe mer als Land der CEDAW-Konventioun och Rechnung.

Ech sinn och iwwerzeegt, Här President, datt Dir mat Ärer Kommissioun vun den Institutiounen an der Révision constitutionnelle an dëser Legislaturperiod déi geplangte Propositioun ëmsetzt, fir d'Trounfolleg och un de Prinzip vun der Gläichheet zwëschent Männer a Fraen unzepassen,...

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- ...well soss bleift den Artikel 3 vun der Constitutioun am krasse Widdersproch mat dem Artikel 11, dee jo haut geännert gëtt.

Une voix.- Dee kënnt och un d'Rei.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Datt déi Ännerung sou laang gedauert huet, weist dorop hin, wéi schwéier et ass an eiser Gesellschaft traditionell Rollen ze änneren a vun historesch gepräegte Mustere lasszeloossen.

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 286

Communications page 286

5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution page 286

Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux page 286

Ordre du jour pages 286-287

Dépôt d'une proposition de loi page 287

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 287

- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

et

- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 287-288

- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 288

- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 288

- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 288-289

- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 289

- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

et

- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 289-290

- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé page 290

- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 290

- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 294-295

Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État pages 290-291

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière pages 291-294

Résolution de M. Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo pages 295-296

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire pages 296-299

5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004 page 299

5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC pages 299-300

5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs page 300

5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pages 300-301

5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004 page 301

5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004 pages 301-302

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 302-304 pages 304-314

Accueil de M. Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation page 304

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution pages 314-318

Et war schwéier ze erklären, datt mer et net fäerdeg kritt hunn, dëse Prinzip an der Constitutioun ze verankeren, obscho vill Leit, Männer a Fraen, duerno liewen an och ëmmer méi Jugendlecher d'gläichberechtegt Partnerschaft als hire Liewensprojet agesinn. Mir mussen dësem Prinzip also elo Liewe ginn.

Deen neie Paragraph 2 vum Artikel 11 ass méi wéi eng Opfuerderung, et ass och eng Verantwortung vum Stat: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.» Domadder also wëll de Stat ausmäerzen all déi méiglech Behënnerungen, déi d'Gläichstellung vun de Fraen a Männer verhënneren, an hie wëll och aktiv eppes dozou bäidroen, fir d'Gläichstellung ëmzesetzen.

D'Gesetzer um Aarbechtsmaart, am d'Zivilrecht, an der Sécurité sociale hunn als Zil d'Diskriminatioun ze eliminéieren, an trotzdeem gëtt et bis elo keng de facto Gläichheet.

D'Madame Flesch huet gesot, et wier gutt gewiescht, wann de Justizminister hei gewiescht wier. Et wier eigentlech gutt gewiescht, wann d'ganz Regierung hei gewiescht wier, well et gëtt keen eenzege Member an der Regierung, denken ech, an deem säi Beräich dat doten net eng Roll matspillt. Mir wäerten eis also beméien, se alleguerten op dee gudden Zuch oder Tram ze bréngen.

D'Regierung huet sech an hirer Deklaratioun de 4. August 2004 fir genau dësen Text ausgesprach an huet dunn ewell Akzenter fir d'Ëmsetze gesat. Den 3. Februar dëst Joer hat d'Regierung e «Plan d'action national d'égalité» fir Männer a Fraen ugeholl, deen de 6. Mäerz an Zesummenaarbecht mat der Chamberskommissioun vun der Famill, der Chancegläichheet an der Jugend ënnert der Presidentschaft vun der Madame Marie-Josée Frank, dem Conseil National des Femmes du Luxembourg, dem Comité du Travail féminin, dem Syvicol mat hirem President Jempy Klein, den ONGen an de Sozialpartner diskutéiert ginn ass.

Dëse Plang féiert den Gender mainstreaming an, a mir hunn eis verflicht all Gesetzer an all Moossnamen dorobber ze analyséieren, ob se sech aneschters op d'Fraen op de Mann auswierken. Mat dëser Method konnte mer de Paragraph 2 vum Artikel 11 ëmsetzen. All Ministère kritt eng Genderkompetenzzell an d'Ëmsetze vun der Chancëgläichheet läit net nëmmen am Ministère vun der Égalité des chances, mä all Minister an all Ministère huet d'Responsabilitéit fir déi Aktiounen, déi en ageschriwwen huet, och an deenen nächsten dräi Joer ëmzesetzen.

Fir d'Genderdifferenz bewosst ze maachen, sinn Informatioun, Sensibilisatioun a Formatioun noutwendeg. Den Institut National d'Administration Publique - oder INAP - bitt de Membere vun de Kompetenzzelle geziilte Coursen un. Mir loossen auslännesch Experten am Gender mainstreaming, am Gender budgeting - iwwert deen haut d'Madame Loschetter geschwat huet - an an der Genderlegislatioun kommen, fir eis selwer ze formëieren an eis ze informéieren. Selbstverständlech kann d'Chamber och vun deene Geleeënheete Gebrauch maachen, wa se dat wëllt.

Mat deem Plang hu mer eis d'Handwierksgeschir ginn, fir d'Fortschrëtter ze moossen; a genee dat huet och de CEDAW-Comité vun eis verlaangt. Et ass eng Evaluatioun vum Plang virgesinn, sou datt mer no dräi Joer kënne soen, wou d'Fortschrëtter sinn, wat fir eng Moossname gegraff hunn a wat mer mussen änneren. De 4. Abrëll soll dee Plang hei jo an der Chamber diskutéiert ginn.

Fir datt de Prinzip vun der Gläichheet vun alle Leit gelieft gëtt, musse mer awer nach vill an de Mentalitéite changéieren, an dat konnte mer effektiv net an d'Verfassung draschreiwen, mä de Ministère ass amgaange mat enger neier Campagne «Réalisons ensemble l'égalité des femmes et des hommes», well mer wëllen op d'Verantwortung vun de Fraen an de Männer opmierksam maachen. Duerch d'Adoptioun vum Artikel 11 hunn d'Aktioune vum Ministère de l'Égalité des chances elo méi eng staark Basis.

D'Gläichheet betrëfft Fraen a Männer, an och d'Männer kënnen elo an der Zukunft hir Chancëgläichheet akloe goen, och wann et der wahrscheinlech manner si wéi bei de Fraen, mä ech denken zum Beispill un d'Rechter vun de Pappen.

All déi, déi dëse Prozess gedroen a begleet hunn, wëssen, datt mer eis iwwerliefte Geschlechterverhältnisser haut vläicht e bëssen duerchernee kritt hunn, an datt et e Kampf war géint Traditionalismus.

D'Resultat ass gutt. Mir sinn der Demokratie tëschent de Geschlechter méi no komm, mä loosse mer zesumme mat Courage a mat Determinatioun viruschaffen, well et bleift och nach vill ze maachen, och wann haut deen Artikel oder deen Deel vum Artikel gestëmmt gouf.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien

M. le Président.- Ech soen der Madame Jacobs Merci.

A mir kommen elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Propositioun vun der Institutiounskommissioun 3923B. Den Text fannt Dir am Dokument parlementaire 3923B[10]. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt. D'Ofstëmme fänkt un.

Premier vote constitutionnel

D'Proposition de révision ass ugeholl gi mat 43 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an och kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer et Romain Schneider;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sitzunge si programméiert fir de 4., de 5. an de 6. Abrëll. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.10 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 9 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0718	M. Aly Jaerling	Embauche de chômeurs inscrits auprès de l'ADEM
0753	M. Aly Jaerling	Lutte contre le travail illicite
0819	M. Robert Mehlen	Irrégularités constatées au niveau de travaux de réfection des autoroutes
0820	M. Roland Schreiner	Transformation et extension du Lycée technique Mathias Adam
0826	M. Niki Bettendorf	Construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange
0831	M. Claude Meisch	Financement des formations offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Ettelbruck
0836	M. Carlo Wagner	Raccordement autoroutier en direction de la Sarre
0837	M. Jos Scheuer	Dépôt de produits pétroliers sur le site du port de Mertert
0838	M. Claude Adam	État du pont dit «Laangbréck» à Mersch
0840	M. Camille Gira	Aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 (Steinfort - Luxembourg-ville)
0854	M. Laurent Mosar	Système d'imposition des sociétés destiné à faciliter les activités transfrontalières des petites et moyennes entreprises (PME)
0858	M. John Castegnaro	Formulaire E301
0868 cf. 0881	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Aménagement de la salle de concerts Grande-Duchesse Charlotte, dite «Philharmonie»
0869	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Émissions de gaz à effet de serre engendrées par le trafic aérien
0871	M. Aly Jaerling	Forces de police
0872	M. Marc Spautz	Versement des allocations différentielles à des frontaliers belges et l'assimilation des interruptions de carrière et le crédit-temps reconnus en droit belge à une prestation familiale
0873	M. John Castegnaro	Économie solidaire
0875	M. Romain Schneider	Évolution du taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale
0877	M. Claude Meisch	Initiatives syndicales et communales au niveau du marché de l'emploi
0878	Mmes Marie-Josée Frank et Martine Stein-Mergen	Remboursement des prothétiques dentaires
0879	Mme Claudia Dall'Agnol	Construction du bâtiment de l'enseignement de la Cité des Sciences à Belval-Ouest
0881 cf. 0868	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Sécurité dans la salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte
0883	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Subventions à l'égard des maisons à haute efficience énergétique
0885	M. Claude Meisch	Période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail de travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne
0887	M. Romain Schneider	Promotion de l'esprit d'entreprise
0889	M. Jean-Pierre Koepp	Contrôle de sécurité des toits des bâtiments publics
0890	M. Romain Schneider	Situation budgétaire des communes
0895	Mme Anne Brasseur	Avis de concours du Fonds Belval pour la construction de l'Université
0896	Mme Anne Brasseur	Construction de nouvelles archives nationales à Belval
0897 cf. 0913	M. Xavier Bettel	Vols secrets de la CIA
0898	M. Claude Meisch	Simplification des formalités administratives en faveur des petites et moyennes entreprises (PME)
0900	M. Camille Gira	Lots de chasse pris en location par l'État
0901	M. Camille Gira	Indemnités pour sangliers abattus
0903	M. Xavier Bettel	Mise en place d'un tachygraphe digital pour les camions et les autobus
0907	M. Félix Braz	Concept des cours d'intégration
0909	M. Marcel Oberweis	Chemins de Saint Jacques de Compostelle
0910	M. Ali Kaes	Hyperactivité et le déficit d'attention chez les enfants et les adultes
0911	M. Claude Meisch	Législation des holdings
0912	M. Emile Calmes	Impact de la renaturation de la vallée de l'Alzette sur la région de Lintgen
0913 cf. 0897	M. Xavier Bettel	Vols secrets de la CIA
0914	M. Ben Fayot	Émission des cartes d'identité par les communes
0915	M. Lucien Clement	Introduction de la télévision digitale
0916	M. Jean-Pierre Koepp	Extension des «Park & Ride» dans le nord du pays
0919	MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
0923	Mme Claudia Dall'Agnol et M. Jean-Pierre Klein	Installations sanitaires dans les ateliers techniques des administrations communales
0924	M. Claude Meisch	Introduction du système TNT (Télévision Numérique Terrestre)
0925	M. Claude Adam	Site du Campus Walferdange
0927	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0929	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0930	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0931	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0932	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0937	M. Aly Jaerling	Fermeture de la Société du Train à Fil de Schifflange (STFS)
0939	M. Carlo Wagner	Campagne d'information en faveur des médicaments génériques
0940	M. Carlo Wagner	Budget consacré à la médecine préventive
0943	M. Carlo Wagner	Construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange
0944	M. Carlo Wagner	Extension du réseau de pharmacies
0945	M. Aly Jaerling	Procédure d'asile
0946	M. Henri Kox	Grippe aviaire

Question 0718 (4.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**embauche de chômeurs inscrits auprès de l'ADEM:**

No senger Visite an Italien huet den Här Wirtschaftsminister matgedeelt, datt sech eng italienesch Entreprise géif hei zu Lëtzebuerg néierloossen a 40 nei Aarbechtsplaze schafen.

A senger Pressekonferenz sot den Här Wirtschaftsminister: „Mir hunn an d'Konventioun och eraschreiwe gelooss, a mir wäerte mam Här Tontarelli selwer doriwwer schwätzen a mir hunn et iwwregens gemaach, dass mer gesot hunn, dass et net nëmmen e Wonsch wier, mä schonn en Drock vun eiser Säit, vu d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart, dass emol vir allem probéiert gëtt mat der Administration de l'emploi, déi och da fréi agespaant gëtt an déi ganz Entwécklung, fir ebe just ze kucken, fir datt déi Leit, déi haut bei eis op der Lëscht stinn, do eng Aarbechtsplaz fannen, an dass mer keng zousätzlech siche ginn."

Onkloer ass awer bliwwen, a wéi enger Form dës – begréissenswäert – prioritär Besetzung mat Personal, dat um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart zur Verfügung steet, soll geschéien, an op wat fir eng Aart a Weis déi nei Entreprise dozou gedrängt soll ginn.

Perséinlech sinn ech der Meenung, datt eigentlech d'office an den Oplage fir esou Betriber, déi sech hei am Land wëllen etabléieren, e Prozentsaz misst festgeluecht ginn, dee bestëmmt, wéi vill Salariéë vum nationalen Aarbechtsmaart en neie Betrib muss beschäftegen. Och fir all nei Plaz, déi an etabléierte Betriber geschaf respektiv nei besat gëtt, misst eng Astellungsprioritéit fir hieseg Chômeurë gëllen.

Momentan deele sech d'Salariéën um nationalen Aarbechtsmaart quasi paritéitesch a Frontalieren a Residenten op.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi wäert déi ugekënnegt a wuel besonnesch Zesummenaarbecht mat der Adem ausgesinn, „déi fréi agespaant gëtt"; bestinn do scho konkret Pläng?
2. Wéi wäert deen „Drock" vu Lëtzebuerger Säit konkret ausgesinn – sinn och Sanktioune vis-à-vis vun där Entreprise virgesinn a wa jo, wéi gesinn déi aus?
3. Ass deem genannte Betrib tatsächlech eng entspriechend Nidderloossungsoplag (prioritär Astellung vun eise Chômeuren) gemaach ginn?
4. Sinn den Här Aarbechtsminister respektiv d'Regierung net och der Meenung, datt een an Zukunft bei all nei Entreprise dorop insistéiere sollt, datt se prioritär Salariéë rekrutéiert, déi um nationalen Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn?
5. Wier et net sënnvoll, fir der wuessender Zuel vun hiesege Chômeurë Meeschter ze ginn, neie Betriber vun Ufank un d'Oplag ze ginn, datt se hiert Personal zum Beispill zu mindestens 50% aus deene Salariéë rekrutéiert, déi um hiesege Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn?
6. Misst esou eng Regel net och fir all Aarbechtsplaz, déi geschafe gëtt oder nei besat gëtt, gëllen?
7. Wier et do derniewent net och sënnvoll, e legaalt Instrument ze schafen, dat Betriber a Konzerner, déi sech ouni fondéierte Grond net un déi ugeduechten Oplagen halen, verstäerkt un de Käschte vum nationale Chômage bedeelegt (via zum Beispill eng méi staark Participatioun un der Finanzéierung vum Fonds pour l'emploi)?

Réponse (20.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Eent vun den Haaptziler vun der Politik fir wirtschaftlech Entwécklung an Diversifikatioun, sou wéi se vun der Regierung an am Besonnesche vum Wirtschaftsminister ëmgesat gëtt, ass d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen.

Dëse Wonsch spigelt sech och an der Zesummesetzung vum Board of Economic Development, also dem Ausschoss fir wirtschaftlech Entwécklung. Den Aarbechtsministère ass an deem Ausschoss duerch e Mataarbechter vertrueden. Dëse gëtt also vun de grousse Linne vun neie Projeten informéiert, wa se eréischt an engem Stadium vu méi oder wéineger fortgeschrattenen Diskussiounen oder Verhandlunge sinn. Ganz dacks ass et deen Ament awer ze fréi fir d'ADEM, fir konkret täteg ze ginn.

Dofir ass et wichteg, datt, méi spéit am Oflaf, an der berodender Kommissioun, déi duerch d'Gesetz iwwer wirtschaftlech Entwécklung an Diversifikatioun agesat gouf, e Vertrieder vun der ADEM sëtzt. Dës Kommissioun gëtt hir Meenung of, wann d'Betriber hire „Plan d'affaires" eraginn, fir vun öffentlechen Hëllefe kënnen ze profitéieren.

Zu dësem spéideren Zäitpunkt sinn am Prinzip d'Zuel vun ze schafenden Aarbechtsplaatzen an en approximative Profil vun de Salariéë bekannt. Dat sinn Donnéën, déi och an d'Bewäertung vun de Projetë mat erafléissen.

Wann dës Kommissioun e positiven Avis ofgëtt, treffen déi zoustänneg Ministeren eng Entscheedung, meeschtens ënner Form vun enger Konventioun mam Betrib.

An dëser Konventioun gëtt déi gesetzlech Verflichtung vun de Betriber, fir hir oppe Postë bei der ADEM ze mellen, ausdrécklech erëmgeholl.

Zousätzlech steet offiziell an deene Konventiounen eng Klausel, no där sech de Betrib engagéiert, esou vill wéi méiglech Aarbechter a Beamten anzestellen, déi hei am Land wunnen.

Bei sengem Besuch am Haaptsëtz vun Tontarelli huet de Wirtschaftsminister beim Här Tontarelli op d'Noutwendegkeet higewisen, wéi en et an der Pressekonferenz erwähnt huet, esou vill wéi méiglech Leit anzestellen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn.

An engem anere rezenten Dossier, wou déi berodend Kommissioun e positiven Avis ofginn huet, war eng Réunioun mat dem Betrib, wou e Vertrieder vun der ADEM derbäi war, nieft de Leit aus dem Wirtschaftsministère.

Dës Démarche ass och am Dossier Tontarelli virgesinn, wann de Projet e bësse méi wäit ass, wat d'Prévisiounen iwwer Zuel a Profil vun de Salariéën ugeet. Am Moment ass d'Kommodo-Prozedur um Lafen.

Vertrieder vun der ADEM ware schonns virun enger Zäit bei der Firma Tontarelli zu Longlaville. Zu deem Zäitpunkt wollt deen zoustännege Mataarbechter vun Tontarelli sech nach net op eng genee Zuel a méi prezis Profilë festleeën.

Ech hunn d'ADEM trotzdeem opgefuerdert, och am Kader vun där dramatescher Lag bei TDK, direkt erëm Kontakt mat Tontarelli opzehuelen, fir ze klären, och wann déi genee Zuel vu Leit nach net feststeet, wéi eng Profil gebraucht ginn, an, esouwäit wéi méiglech, sech op d'Selektioun vu Leit an noutwendeg Zousazformatioune virzebereeden.

D'Regierung an d'Verwaltunge maachen also hiert Méiglechst, fir bei all neie Betrib ze versichen, esou vill méiglech Leit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart anzestellen.

D'Froen 1 bis 4 vum Här Ofgeuerdnete sinn also mat Jo ze beäntwerten.

Wat d'Froe 5 a 6 ugeet, mengen ech net, datt vill Méiglechkeete bestinn, fir méi wäit ze goen. Op där enger Säit géifen esouwuel Quoten ewéi eng gesetzlech Regel, datt all Betrib muss esou vill Prozent Aarbechtsloser oder Résidenten astellen, zum Beispill europäescht Recht briechen. Op där anerer Säit kënnten esou strikt, chiffréiert Oplage Betriber ofhalen, fir sech op Lëtzebuerg implantéieren ze kommen, well se nieft dem gudde Wëllen, de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze bedéngen, och wirtschaftlech Contrainten hunn, zum Beispill missen déi qualifizéierst Leit astellen. An dat geet net esou generell an abstrakt, a mat esou Regele wéi den éierewäerten Deputéierte se fuerdert. Et muss do an all Fall gekuckt ginn, an enker a guttwëlleger Zesummenaarbecht mam Betrib, all Interessen ënnert een Hutt ze kréien.

Ech ginn zou, esou Fuerderunge gesi vu wäit gekuckt dobausse gutt aus, mä sinn net duerchsetzbar.

Dat gëllt och fir déi lescht Fro. Et kléngt natierlech gutt, ze fuerderen, déi Betriber, déi net matspillen, duerch méi e staarkt Abannen an der Finanzéierung vum Beschäftegungsfong ze pénaliséieren. Ech ginn dervun aus, datt déi Iddi och an de weideren Diskussiounen iwwert déi fir Lëtzebuerg néideg Reforme wäert op den Dësch kommen. D'Fro wäert sinn, awéiwäit méi eng staark Belaaschtung fir Betriber, besonnesch fir déi, déi souwisou Problemer mat der Kompetitivitéit duerch héich Aarbechtskäschten hunn, net eng Barrière gëtt, déi Betriber aus verschiddene Segmenter zum Beispill vun der Industrie kéint definitiv dervun ofhalen, Lëtzebuerg als Standuert a Considératioun ze huelen. A mir brauchen dréngend all industriell Aarbechtsplatz, besonnesch där, déi och nach méi déif qualifizéiert Leit hei vum Aarbechtsmaart kënne besetzen.

Question 0753 (22.11.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **lutte contre le travail illicite:**

Schwaarzaarbecht huet negativ Auswierkungen op de legalen Aarbechtsmaart, op d'Sozialversécherungskeesen an op de Statsbudget. Et ass evident, datt dës illegal Beschäftegung energesch bekämpft muss ginn. Dat gëtt momentan och verstäerkt versicht, am Kader vun engem plurimensuelle Programm vun intensive Kontrollen duerch eng „Cellule de lutte contre le travail illicite" – dëst am Bausecteur a geziilt op sou genannte Weekend-Chantieren. Eng ganz Rëtsch Erfolleger konnten hei schonns verbucht ginn.

Et ass awer sécher net nëmmen am Bausecteur, wou heefeg op illegal Beschäftegungsverhältnisser zréckgegraff gëtt.

An deem Kontext, a virum Hannergrond vu weider klammendem Chômage, stelle sech folgend Froen:

1. Weess d'Regierung, wéi en Impakt d'Schietwiertschaft hei am Land ongeféier huet?
2. Besteet an deem Beräich eng wuessend Tendenz?
3. Wéi eng wiertschaftlech Secteurë sinn, nieft dem Bausecteur, am stäerkste vu Schwaarzaarbecht betraff?
4. Wéi vill legal Aarbechtsplaze kéinten insgesamt bei Inexistenz vu Schwaarzaarbecht hei am Land, schätzungsweis, zousätzlech geschaf ginn?
5. Wéi vill geet dem Sozialversécherungssystem all Joers, schätzungsweis, duerch d'Schwaarzaarbecht u Cotisatioune verluer?
6. Wéi vill Steiergelder ginn dem Stat duerch Schwaarzaarbecht verluer?
7. Falls hei keng Donnéeë bestinn, plangt d'Regierung de genannte Phenomeen méi prezis ze ënnersichen?
8. Plangt den Aarbechtsminister deen uewegenannte Programm, och iwwert déi ursprénglech virgesi Period ewech, weiderzeféieren?
9. Wier et net sënnvoll, déi verschäerft Schwaarzaarbechtkontrollen och op aner Secteuren auszedehnen?
10. Mat wéi enge konkrete Mesurë soll de Kampf géint d'Schwaarzaarbecht weidergefouert – jo intensivéiert ginn?
11. Wier et net wichteg, virum Hannergrond vum wuessende Chômage, déi fir d'Schwaarzaarbechtbekämpfung zoustänneg Instanze personell massiv a séier opzestocken?

Réponse commune (24.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*, de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'Schietwirtschaft ass natierlech extrem schwéier korrekt ze moossen, ebe just well se sech soll den Autoritéiten entzéien. Et wier also reng spekulativ, fir elo Zuelen op den Dësch ze leeën, déi sech nëmmen aus der Extrapolatioun vun opgedeckte Fäll kéinten erginn. Un esou enger Spekulatioun wëll ech mech net bedeelegen. Et bestinn also keng konkret Zuelen, sou datt et schwéier ass ze moossen, wéi vill Steieren a Sozialversécherungsbeiträg verluer ginn, oder och wéi vill Aarbechtsplaze kéinte geschafe ginn, woubäi och muss gesot ginn, datt een net einfach aus dem Volume vu Schwaarzaarbecht ganz einfach op méiglech Aarbechtsplaze ka schléissen. Fir dat ze errechnen, muss een och kucken, iwwer eng gewëssen Zäit, wéi eng Entreprisë respektiv Salariéë betraff sinn, a wat fir enger Envergure an Dauer. Eenzel Momentopnahme bei Kontrolle ginn net duer, fir hei generell Schléss ze zéien.

Wann ech vu Kontrolle schwätzen, weist dat, datt d'Regierung sech bewosst ass, datt dee Phenomeen och hei am Land besteet. Kontrolle schéngen drop hinzeweisen, datt effektiv de Bausecteur haaptsächlech betraff ass.

Et ass och iwwert den Ausbau vun dëse Kontrollen, dass d'Regierung sech erwaart déi Plo méi konkret ze erfaassen an dann nach méi ze bekämpfen.

An datt d'Regierung dat eescht hëlt, weisen ebe just déi Kontrollen, déi amgaang si systematiséiert an ausgebaut ze ginn.

Den „Programme pluriannuel de lutte contre le travail clandestin organisé-weekends et après travail" gëtt vun der interadministrativer «Cellule de lutte contre le travail illégal» organiséiert. Dës Cellule besteet aus ITM, Douanes, Enregistrement, Steierverwaltung, Onfallversécherung a Sozialversécherung, a schafft enk zesumme mat de Parquetë vu Lëtzebuerg an Dikrech. Dës Cellule ass jo vun den „actions coup-de-poing" hier gutt bekannt, déi iwwregens och Fäll vu Schwaarzaarbecht opgedeckt hunn.

Déi éischt Resultater vun der nationaler Campagne géint organiséiert illegal Aarbecht de Weekend an no den normalen Aarbechtsstonne kommen elo eran a ginn ausgewäert. Eng offiziell Evaluatioun gëtt vu Säite vun der ITM gemaach.

Just e puer provisoresch Donnéeën.

Bei fënnef Aktiounen hunn am Ganzen 105 Agenten aus bis zu siwe Verwaltungen deelgeholl.

Et muss een awer preziséieren, datt et sech heibäi net ëm Chantieren, mä ëm ganz Regioune vum Land gehandelt huet (zum Beispill war eng Aktioun gläichzäiteg an der Uewerstad, am Neiduerf, zu Weimeschkierch an zu Mamer, eng aner zu Ettelbréck, Angelduerf, Gilsdref, Waarken, Reisduerf, Beefort an Miedernach). An deem Kontext muss een d'Zuelen, déi ech elo nennen, verstoen.

Dobäi sinn 23 Fäll opgefall, wou den „Maître d'ouvrage" keng Autorisatioun hat, dräimol haten Employeurë keng Genehmegung, 63-mol war d'Umeldung bei der Sécurité sociale net an der Rei a fënnefmol hate Salariéë keng Aarbechtserlabnis. Et sinn du fënnefmol total Fermeturë vun de Chantieren, zweemol deelweis Schléissungen an 38 Verwarnungen ausgesprach ginn.

Dat ass elo eng provisoresch Auswäertung, déi an den nächste Wochen nach verfeinert a preziséiert wäert ginn, ier een déi definitiv Schléss kann zéien.

Op jidde Fall ass d'Regierung gewëllt, dës Aktioun géint Schietwirtschaft fortzeféieren a vläicht ze intensivéieren.

Mir verfollegen do eenzel Modeller am Ausland, déi awer zimlech schwéierfälleg op administrativem Plang sinn.

Ech sinn trotzdeem dergéint, elo zousätzlech administrativ Waasserkäpp ze schafen, déi och duerno nach riskéieren, eng Eegestännegkeet ze entwéckelen, déi net gutt wier, well all déi Verwaltunge schaffe souwisou an hire respektive Kompetenzberäicher. Et géif also de Risiko bestoe vun Iwwerschneidungen a Konkurrenz téschent Servicer. Ausserdeem bréngt déi pragmatesch Zesummenaarbecht, wéi virdru beschriwwen, duerchaus Erfolleg. A bei systematescher Uwendung vun esou Aktioune wäert de preventiven an ofschreckende Charakter sécherlech zur Wierkung kommen.

Question 0819 (23.12.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **irrégularités constatées au niveau de travaux de réfection des autoroutes:**

Glaafwierdegen Informatiounen no ass et am Summer 2004 bei Erneierungsaarbechte vum Autobunnsbelag zu schwéieren Onregelméissegkeete komm. Deemno soll festgestallt gi sinn, datt eng Firma, déi regelméisseg fir de Stat schafft, bei der Liwwerung vu Makadam bewosst mat falsche Gewiichter operéiert hätt. Duerfir erlaben ech mer, déi folgend Froen ze stellen:

1. Kënnt Dir dëse Sachverhalt bestätegen? Wa jo, dann dës weider Froen:

2. Wat ass genee virgefall, a wéi héich war de finanziellen Impakt vun dëser Bedruchsaffär?

3. Wat gesäit d'Législatioun an esou engem Fall un administrative Sanktioune vir?

4. Sinn dës Sanktiounen applizéiert ginn? Wann neen, woufir? Wa jo, wouran hu se bestanen?

5. Ass um strofrechtleche Plang eng Plainte déposéiert ginn? Wann neen, woufir? Wa jo, wéini, an ass eventuell och op Schuedensersatz geklot ginn? Wa jo, wou ass déi Affär de Moment drun?

Réponse (16.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierte Robert Mehlen kann ech Folgendes soen:

1. Op deem betraffene Chantier as et effektiv zu Onregelméissegkeete komm.

2. Wéi de Chantier amgaang war ass den zoustännege Cantonnier vun de Ponts et Chaussées gewuer ginn, datt d'belsch Douane zu Sterpenich d'Camione géif kontrolléieren. De Cantonnier huet du vun der Geleeënheet profitéiert fir an am Kader vun där Kontroll d'Chargë vun de Camionen nozepréifen. Dem Cantonnier ass opgefall, dass d'Gewiichter vun de Camione méi niddereg ware wéi déi Gewiichtsbongen, déi um Chantier ofgi si ginn. Dorops hin huet de Cantonnier d'Lëtzebuerger Douane ageschalt fir Kontrolle vun de Camionen ze maachen. Dobäi ass festgestallt ginn, dass d'Camionneuren zwee Gewiichtsbonge bei sech haten, ee fir bei der Kontroll vun der Douane ze weisen an en anere fir bei de Ponts et Chaussées ofzeginn.

De Procès-Verbal, deen am Kader vun der Kontroll erstallt ginn ass, ass op de Parquet weidergaang. De Parquet huet den Dossier bei den Untersuchungsriichter weidergi fir op Basis vum Faux, Usage de faux, Escroquerie an Tentative d'escroquerie eng Information judiciaire opzemaachen. D'Instructioun ass nach am Lafen.

Dem Stat as kee materielle Schued entstan, well am Kader vun der Facturatioun e recalcul gemaach ginn ass an nëmmen den definitiv geliwwerten Tonnage verrechent ginn ass.

3. D'Gesetz an d'groussherzoglecht Reglement iwwert d'Marchés publics gesäit als administrativ Sanktioun d'Ausschléissung vun den öffentlechen Ausschreiwunge vir. Des Sanktioun ka geholl ginn an der Hypothees vun „manque de probité commerciale" an „faute grave" an der Exekutioun vum Marché.

4. Duerch en Urteel vum 30. Januar 2004 huet d'Cour constitutionnelle d'Méiglechkeet, fir e Betrib vun den öffentlechen Ausschreiwungen auszeschléissen, als net konform zu der Constitutioun erkläert an dowéint kann des Sanktioun fir de Moment net applizéiert ginn.

5. Wéi schonns gesot huet d'Douane e Procès-Verbal erstallt, deen dunn bei de Parquet weidergaang ass. Vu datt, wéi d'Saach opgeflunn ass, d'Leit vun de Ponts et Chaussées e Recalcul gemaach hunn an nëmmen den definitiv geliwwerten Tonnage verrechent hunn, ass dem Stat kee Schued entstan, esou datt net kann op Schuedensersatz geklot ginn. Wann eventuell d'Justiz sollt erausfannen, datt am Kader vun anere Chantiere vun deemselwechten Trick sollt Gebrauch gemaach gi sinn, wäert op Schuedensersatz geklot ginn.

Question 0820 (28.12.2005) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **transformation et l'extension du Lycée technique Mathias Adam:**

Le 16 juin 2005, la Chambre des Députés a voté un projet de loi relatif à la transformation et l'extension du Lycée technique Mathias Adam, Annexe Jenker à Differdange. D'après le texte du projet de loi déposé le 6 avril 2005 par Monsieur le Ministre des Travaux publics, la transformation et l'extension du lycée seront réalisées en trois phases. Vu le caractère urgent de ces travaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

Quand les travaux pourront-ils démarrer?

Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les différentes phases commenceront en juillet et que les gros travaux seront réalisés pendant les vacances d'été afin de réduire les perturbations à un minimum?

Quand est-ce que la transformation et l'extension du lycée seront-elles finalisées?

Réponse (16.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roland Schreiner au sujet de l'Annexe Jenker du Lycée technique Mathias Adam à Differdange, je peux fournir les précisions suivantes:

À propos de la loi du 3 août 2005 relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée technique Mathias Adam à Differdange, l'honorable Député Schreiner voudrait avoir des précisions, d'une part, sur le démarrage des travaux, d'autre part, sur le déroulement du chantier en différentes phases comme prévu par le projet de loi et enfin, sur la date de finalisation de ce chantier.

Actuellement, les architectes mandatés sont en cours d'élaborer les plans relatifs à l'avant-projet définitif. Par la suite, les premiers dossiers de soumission publique seront préparés. En tenant compte de la durée de ces prestations ainsi que de la durée habituelle de la procédure de mise en adjudication pour un projet d'une telle envergure, le chantier ne démarrera sans doute pas avant début 2007.

En ce qui concerne le déroulement des différentes phases du projet, l'Administration des Bâtiments publics est, pour le moment, en train d'étudier avec les responsables du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'avec les représentants du Lycée technique Mathias Adam une alternative à la solution d'exécution proposée par le projet de loi n°5457. Cette alternative n'était pas encore envisageable lors de l'établissement de l'avant-projet sommaire et donc lors de la préparation du projet de loi précité. En effet, vu que les travaux ne pourront guère débuter avant 2007, il serait concevable d'attendre la fin des travaux d'extension du Lycée technique Mathias Adam à Pétange, planifiée pour septembre 2007, afin de reloger les élèves de l'annexe Jenker dans l'ancien bâtiment du Lycée technique Mathias Adam à Pétange.

Le fait de pouvoir libérer les lieux pendant le déroulement du chantier présenterait évidemment de nombreux avantages. En dehors du fait que les travaux pourraient se dérouler avec beaucoup plus de facilité et de façon plus rapide, le problème de la perturbation des cours d'enseignement pendant les heures de travail et de la sécurité des élèves ne se poserait plus.

À noter encore que dans cette hypothèse, les trois grandes phases du projet seraient toujours maintenues, à savoir la construction de la nouvelle aile, la démolition des ateliers et du hall sportif et la reconstruction de ceux-ci ainsi qu'enfin la transformation du bâtiment existant, sans que le déroulement des travaux ne soit tributaire du fonctionnement de l'école.

En ce qui concerne la fin prévisible du chantier, d'ailleurs dans les deux cas de figure (proposition initiale ou alternative), les travaux devraient être achevés pour l'année scolaire 2009-2010.

Question 0826 (9.1.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange:**

La loi du 19 décembre 2003 relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange autorise le Gouvernement à faire procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange. L'article 2 stipule que les dépenses occasionnées par la loi en question ne peuvent dépasser le montant de 88.000.000 euros.

Plus de deux ans se sont écoulés depuis la publication au Mémorial de cette loi dont l'objectif est de permettre au Laboratoire National de Santé d'assumer ses missions actuelles et futures portant sur quatre axes, à savoir ceux du contrôle, du diagnostic, de la collaboration à des programmes de santé publique et enfin de la recherche.

En vue d'accélérer la réalisation du Laboratoire National de Santé, l'exposé des motifs du projet de loi en question précise que «la construction des laboratoires a été scindée en deux phases: la phase 1 concerne le LNS qui est décrite dans ce projet de loi et la phase 2 le Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement dont les travaux préparatoires sont en cours».

Sur le site Internet de l'Administration des Bâtiments publics, le Laboratoire National de Santé figure dans la rubrique «Projets en étude» avec comme date de fin de chantier prévue septembre 2006.

Concernant le Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement, il ressort des discussions au sein de la Commission parlementaire des Travaux publics que, si en principe il est prévu d'installer ces laboratoires près du nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange (comme l'a souhaité la Chambre des Députés par le biais d'une motion), des discussions à ce sujet seraient encore en cours entre les experts respectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Concernant le LNS, quel est l'état d'avancement des travaux?
- La fin de chantier prévue pour septembre 2006 est-elle toujours réaliste?
- Dans la négative, quelles sont les raisons exactes pouvant expliquer un éventuel retard concernent l'achèvement de ces travaux?
- Quelle serait le cas échéant la date de fin de chantier envisagée?
- L'enveloppe budgétaire de 88.000.000 euros pourra-t-elle être respectée?
- Dans la négative à combien se chiffre le dépassement envisagé?
- Où en sont les discussions relatives à l'implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire et du Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement?
- Quelles considérations pourraient justifier une non-implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire et du Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement sur le même site que celui du LNS?
- Quels sont les sites en discussion pour une éventuelle implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement?
- Quand est-ce que la construction du Laboratoire de Médecine vétérinaire et du Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement pourra-t-elle être achevée?

Réponse (20.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question N°0826 de l'honorable Député Niki Bettendorf, il y a lieu de préciser préalablement que la date de fin de chantier, annoncée par erreur sur le site Internet de l'Administration des Bâtiments publics pour septembre 2006, correspond en réalité à la date initialement prévue du début des travaux de la phase 1.

En ce qui concerne, en premier lieu, l'état d'avancement des travaux, il échet de préciser que l'avant-projet détaillé est quasiment finalisé. Alors que les dossiers de demandes d'autorisation, dont notamment le commodo-incommodo, sont en voie de préparation, les études d'exécution seront finalisées pour le mois de septembre 2006 de sorte que les travaux de terrassements sont prévus pour le début de l'année 2007.

Ainsi, en prenant en compte une durée de chantier de 42 mois pour la phase 1, la fin du chantier se situe avant les congés collectifs d'été 2010.

En deuxième lieu, le Ministère et ses services veillent à respecter l'enveloppe budgétaire de 88.000.000 euros, indice semestriel des prix à la construction de 569,61 (ce qui correspond actuellement à quelque 93,5 millions d'euros).

En ce qui concerne l'implantation du Laboratoire de Médecine vétérinaire, le Gouvernement en conseil a confirmé lors de sa séance du 24 février 2006 son intégration dans la phase 2 du LNS. Par contre, concernant le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement, il a été décidé par le Conseil lors de cette même séance de l'intégrer au site de Belval/Ouest, approche justifiée entre autres par la proximité du laboratoire en question avec son administration de tutelle, à savoir l'administration de la gestion de l'eau.

À noter encore que la planification de la phase 2 du LNS comprendra encore les Laboratoires de la radioprotection dont le programme de construction a été transmis au Ministère des Travaux publics en décembre 2005, ainsi que le laboratoire de médecine légale.

Le projet de loi relatif à cette deuxième phase ne pourra être déposé qu'après définition exacte du programme de construction et après l'accord de principe de la Chambre des Députés pour la réalisation des études d'avant-projet et des demandes d'autorisation, conformément à la nouvelle procédure fixée d'un commun accord entre le Ministre des Travaux publics et les commissions de l'exécution budgétaire et des travaux publics.

Question 0831 (10.1.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **financement des formations offertes par le Centre National de Formation Professionnelle Continue d'Ettelbruck:**

Selon un article paru dans la presse luxembourgeoise le 10 janvier 2006, l'indemnité de quelque 300 jeunes suivant une formation au Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC) d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck serait suspendue à partir de juillet 2006. Un refus de continuer à financer l'indemnité des jeunes concernés signifierait à moyen terme, selon les responsables du CNFPC, la fin de ces mesures de formation. Ceci serait d'autant plus regrettable qu'il existe une grande liste d'attente pour cette formation et que la formation en question représente pour beaucoup de participants la seule chance à trouver un emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

Est-il exact que le «Fonds pour l'Emploi» envisage de cesser le financement de l'indemnité des jeunes à partir de juillet 2006? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent ce refus de financement?

Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les solutions envisagées pour les personnes qui actuellement participent à cette formation?

Est-il exact que les participants à ces formations, jusqu'ici enregistrés auprès de l'ADEM comme demandeurs d'emploi, obtiendraient à l'avenir le statut d'élèves? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ce changement?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que de telles formations, et notamment celles visant les jeunes demandeurs d'emploi, méritent d'être financées par le Fonds pour l'Emploi?

Réponse (14.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'honorable Député Claude Meisch se réfère à un article paru dans la presse luxembourgeoise selon lequel l'indemnité versée aux jeunes suivant une formation au CNFPC serait suspendue à partir de juillet 2006 et que cette suspension signifierait, selon les responsables du CNFPC, à moyen terme la fin des mesures de formation.

Historique

Depuis le début des années 1990, une indemnité de formation a été payée aux jeunes (dès l'âge de 15 ans) et aux adultes suivant une formation au CNFPC et inscrits à l'ADEM. Cette indemnité était à charge du Fonds pour l'Emploi et fut cofinancée par le Fonds social européen jusqu'à 1996.

Fin des années 1990, l'indemnité a aussi été accordée aux participants aux mesures de formation d'associations conventionnées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Comme la législation sur le Fonds pour l'Emploi ne couvre pas l'indemnisation et le conventionnement d'associations qui forment des demandeurs d'emploi, la Direction du Contrôle financier a refusé les engagements pour le paiement des indemnités en question de sorte que le Ministre du Travail a dû prendre recours à la procédure dite du „passer outre“ pour permettre le paiement des indemnités.

Problème actuel

La loi dite PAN III du 19 décembre 2003 prévoit le principe de l'indemnité de formation mais abandonne à un règlement grand-ducal les modalités d'attribution ainsi que le montant de l'indemnité de formation.

Un règlement grand-ducal n'a pas encore été pris alors qu'il existait un désaccord entre le MEN et le MTE sur le champ d'application personnel des bénéficiaires de l'indemnité de formation.

Entre-temps, un arrangement a pu être trouvé avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale. Le système actuel des indemnités de formation versées aux jeunes suivant des cours de formation aux CNFPC prendra fin avec effet au 15 juillet 2006. Ainsi, pour les jeunes, le temps investi dans la formation ne serait plus rémunéré et il constituerait la contrepartie de la gratuité de la formation. En effet, l'expérience a montré que de nombreux jeunes ne participaient à des cours de formation que pour toucher une indemnité de formation et que malgré la formation offerte, leurs chances de réussir sur le premier marché de l'emploi étaient limitées. Les bases de départ de l'approche des deux ministères furent nécessairement différentes. Le MENFP se préoccupait de recueillir les jeunes dans une formation sans avoir comme finalité directe de les intégrer sur le marché de l'emploi. C'était une approche essentiellement d'ordre social, alors que le MTE a comme mission d'intégrer les jeunes sur le marché du travail. La solution envisagée (cf. alinéa final) essaye de tenir compte des deux préoccupations.

Il est à noter que les adolescents âgés de 15 à 18 ans qui fréquentent les lycées classiques et techniques de l'enseignement secondaire ne bénéficient pas non plus d'une indemnité de formation.

L'avenir

Après la fin de l'année scolaire actuellement en cours, le Fonds pour l'Emploi continuera à prendre en charge les frais en relation avec des cours de formation organisés par le CNFPC (y compris les indemnités de formation) et présentant un lien direct avec le marché de l'emploi. De son côté, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle élaborera un projet de loi concernant des cours d'orientation et d'initiation professionnelles pour les jeunes sortant de l'obligation scolaire et ne trouvant ni emploi, ni poste d'apprentissage. Ce projet de loi réglera également la question d'une indemnité de formation ou d'une aide à la formation à charge du budget de l'État pour ces personnes.

Question 0836 (11.1.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **raccordement autoroutier en direction de la Sarre:**

Le 20 décembre dernier l'éditorialiste du «Wort» a soumis à une analyse très critique le raccordement autoroutier en direction de la Sarre, en parlant d'une relative erreur de planification sous l'angle de vue luxembourgeois.

Dans ces conditions j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Travaux publics s'il partage ce point de vue, et s'il peut notamment énumérer les avantages et les faiblesses que comporte cet axe autoroutier en termes d'aménagement du territoire.

Au-delà de cette appréciation générale peut-il en outre me dire à quel horizon le chaînon manquant de Hellange pourra être construit, et quelles sont les étapes procédurales, judiciaires et techniques à prévoir pour aboutir?

Qu'en est-il de l'état d'avancement du projet de construction d'une (ou de deux) station de service sur l'A13?

Quelles sont les intentions du Gouvernement en matière de construction d'un contournement de la Ville de Remich? Où en est la planification? Quel tracé est envisagé pour ce contournement? Quelle est l'échéance de sa réalisation?

Réponse (8.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

S'il est vrai que des problèmes tels que l'occupation du sol ou encore l'impact sur l'environnement naturel sont des problèmes inhérents à toute construction routière, il ne faut pas en oublier les avantages de ces projets. Pour ce qui est de la liaison avec la Sarre, ces avantages sont notamment le raccordement de l'espace industriel du sud du Luxembourg à la région de la Sarre, respectivement de l'extrémité sud-est de notre pays au réseau autoroutier national et international. Le gain de temps très concret pour les usagers et le délestage effectif des communes et villages touchés par ce projet, dont notamment les communes de Frisange et de Mondorf, constituent des impacts sur l'environnement

humain. À ne relever que l'élimination du trafic de transit, la réduction des émissions des gaz d'échappement, la réduction du bruit provoqué par la circulation, le surplus en sécurité pour les piétons, les cyclistes, la restructuration des centres des villes et villages, le gain de temps des transports en commun desservant ces localités.

Quant au «chaînon manquant» de Hellange, le dossier est toujours devant les tribunaux de sorte que le Ministère des Travaux publics n'a pas d'influence sur les délais.

Au sujet de la station de service, il est à noter que pour le moment les discussions à ce sujet portent encore sur le choix du site et la faisabilité du projet. Une décision définitive à ce sujet n'a pas encore été prise.

En ce qui concerne le «Contournement de la Ville de Remich», ce projet fait partie du concept IVL et d'une étude comparative coût/utilité des divers projets de contournement (avant-projet sommaire), de sorte qu'il est prématuré de se prononcer sur l'échéance de sa réalisation. Les études se situent actuellement au niveau de l'avant-projet sommaire comportant plusieurs variantes de tracé.

Question 0837 (11.1.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant le **dépôt de produits pétroliers sur le site du port de Mertert:**

Dans la zone portuaire de Mertert se trouvent implantés des dépôts de produits pétroliers d'une quantité de plus de 60 millions de litres. En cas d'incendie, ces stocks pétroliers représentent une source de danger incontestable tant pour l'homme que pour l'environnement naturel. L'incident qui s'est produit sur le site d'un dépôt de carburants au nord de la ville de Londres en décembre dernier témoigne de ce risque.

Sachant qu'il est prévu d'accroître sur le site de Mertert la capacité de stockage de 60 millions de litres supplémentaires j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre pourrait-il me renseigner sur l'existence éventuelle d'un plan d'intervention particulier en cas d'incendie majeur?
- Est-ce que les riverains de ce dépôt sont informés en intervalles réguliers sur les comportements à adopter en cas de sinistre?
- Vu la situation géographique particulière du site de stockage de Mertert, comment la collaboration avec les autorités et les communes allemandes est-elle organisée?
- Quels sont sur le territoire national les autres sites importants de stockage de produits pétroliers tombant sous la directive Seveso II?
- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de dépôts similaires en proximité immédiate des frontières luxembourgeoises? Dans l'affirmative, quels dispositifs ont été mis en place pour avertir les autorités luxembourgeoises de sinistres éventuels?
- Le matériel des corps de pompiers locaux et des sapeurs-pompiers professionnels correspond-il aux exigences d'un incendie de grande envergure? Dans la négative, est-il envisagé d'adapter l'équipement aux besoins d'une telle intervention? Quelle est la collaboration prévue avec les forces d'intervention de la Grande Région?
- Par analogie, est-ce que la formation des pompiers correspond aux exigences d'une pareille intervention ainsi qu'au matériel disponible ou nécessaire au combat d'un incendie d'envergure majeure? Dans la négative, Monsieur le Ministre songe-t-il à adapter la formation des pompiers locaux et professionnels dans cette optique?

Réponse (7.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La question de Monsieur le Député Scheuer soulève le problème de la sécurité de la zone portuaire de Mertert où sont entreposés des stocks pétroliers importants qui représentent, sans aucun doute, un risque majeur d'incident. C'est la raison pour laquelle l'Administration des Services de Secours avait été chargée - bien avant l'incendie de Londres ou les projets d'extension du site de Mertert - d'élaborer, ensemble avec le Centre d'intervention de Mertert, un plan d'intervention particulier à déclencher en cas d'incendie des stocks pétroliers. Il s'agit en l'occurrence d'un plan externe qui se distingue des mesures internes à entreprendre par l'exploitant des installations sur base du règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. J'aimerais dans ce contexte rappeler à l'honorable Député que le règlement précité - il vient d'être modifié en date du 23 décembre 2005 - énonce clairement que «l'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et pour l'environnement» (art. 5). Ces mesures sont à consigner dans un plan d'urgence interne définissant les initiatives à prendre à l'intérieur de l'établissement. Toujours d'après le règlement grand-ducal, le Ministre du Travail et le Ministre de l'Environnement font élaborer un plan d'urgence externe définissant les mesures à prendre à l'extérieur de l'établissement (art. 11). Ce plan externe est à établir - pour le volet relatif aux secours à apporter à la population en cas de catastrophe majeure - en collaboration étroite avec l'Administration des Services de Secours.

Pour ce qui est de la collaboration avec les autorités allemandes, celles-ci sont averties immédiatement par les soins du central de secours 112 de tout incident majeur à proximité de la frontière.

Les autres sites importants de stockage de produits pétroliers se trouvent à Bertrange, Dippach et Bettembourg.

Je n'ai pas connaissance de dépôts similaires se trouvant à proximité immédiate des frontières luxembourgeoises.

Enfin pour ce qui est de l'équipement des corps de sapeurs-pompiers locaux, il va sans dire que les communes - soutenues en cela par l'État - prennent soin de doter les services de secours des moyens adéquats et d'adapter de façon permanente et dans le cadre de leurs possibilités budgétaires respectives, le matériel aux exigences et aux besoins de la commune.

Question 0838 (11.1.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**état du pont dit «Laangbréck» à Mersch:**

Des habitants concernés indiquent régulièrement et publiquement l'état délabré du pont dit «Laangbréck» à Mersch. Le pont et surtout ses bords sont effectivement en état piteux et des morceaux de béton tombent parfois par terre. Le ministère avoua d'ailleurs la nécessité d'une rénovation dès les années '90 et le pont est régulièrement contrôlé depuis lors.

- Quelle est la situation actuelle du pont? Est-ce que son état s'est aggravé?
- Est-ce que le passage est toujours sans danger pour les personnes, voitures et camions utilisant quotidiennement ce pont?
- Vu le passage régulier de nombreux piétons, cyclistes et voitures directement en dessous où à proximité du pont, le pont n'est-il pas un danger pour la sécurité de ces gens?
- Qu'en est-il du dépôt des Ponts & Chaussées partiellement situé sous le pont? Est-ce que le Ministère a déjà trouvé une solution pour son déplacement? Si oui, laquelle?
- Enfin, quelle est la solution proposée pour la mise en conformité du pont «Laangbréck»? À quelle échéance?

Réponse (24.3.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Claude Adam, je puis fournir les précisions suivantes:

Il résulte des observations de l'inspection de janvier 2006 que l'état de dégradation du béton armé des corniches et des piles et des murs s'est aggravé depuis l'inspection de 2003 mais que la stabilité de pont n'est pas compromise, de sorte que le passage est toujours sans danger pour les personnes, voitures et camions utilisant quotidiennement ce pont.

Des inspections périodiques de l'ouvrage «Laangbréck» sont réalisées par les services de la division des ouvrages d'art et la division des services régionaux de Mersch de l'Administration des Ponts et Chaussées qui prennent les mesures adéquates pour protéger les piétons passant en dessous du pont contre une chute éventuelle de morceaux de béton.

Une réhabilitation du pont existant n'est pas prévue, mais un bureau d'études a été chargé de la conception d'un nouveau pont avec voirie annexe. Comme la dépense pour la construction de ce nouveau pont avec la voirie annexe dépassera le seuil de 7,5 millions d'euros, la confection d'une loi autorisant le financement de ces travaux est indispensable. Enfin, vu que le service régional sera amputé d'une bonne partie de son dépôt, il est envisagé d'inclure dans le projet de loi concernant la construction du nouveau pont des crédits pour l'aménagement d'un dépôt extérieur sur le site du Mierscherbierg comprenant des aires de stockage, un silo pour sel de déneigement et un simple hangar, de sorte que le fonctionnement normal du service restera garanti.

Vu toutes les contraintes inhérentes à ce dossier, il est difficile d'avancer une date définitive pour le commencement des travaux.

Question 0840 (11.1.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 (Steinfort - Luxembourg-ville):**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0107 du 24 septembre 2004 *(cf. compte rendu N°2/2004-2005)*, Monsieur le Ministre des Transports avait déclaré soutenir fermement le projet d'une voie réservée aux transports en commun sur toute la longueur de la N6 de Steinfort jusqu'à la Place de l'Étoile à Luxembourg-ville.

Monsieur le Ministre avait également précisé dans sa réponse que l'aboutissement de ce projet ne dépendait que de l'accord du Ministère des Travaux publics et des autorités communales.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse (7.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Camille Gira au sujet de l'aménagement d'une voie réservée aux transports en commun sur la N6 de Steinfort jusqu'à la Place de l'Étoile à Luxembourg-ville, je puis fournir les précisions suivantes:

- L'aménagement d'une voie réservée pour les transports en commun sur toute la longueur de la route nationale N6 entre Steinfort et la Place de l'Étoile à Luxembourg-ville est un projet qui ne saura être réalisé par les seuls moyens d'une signalisation horizontale.
- Ainsi par exemple, la traversée de Capellen a été récemment réaménagée et des mesures d'apaisement du trafic ont été effectuées par la réduction de la largeur utile de la chaussée et par la plantation d'arbres haute tige et de haies.
- L'aménagement d'une voie pour bus entre Mamer et Bertrange ne pourra être utilement entamé sans disposer du projet définitif pour le raccordement de la nouvelle école européenne Bertrange/Mamer à la route nationale N6, projet qui est toutefois en élaboration.
- Des améliorations à court terme sont néanmoins possibles sur le tronçon entre Steinfort et le rond-point Windhof. Ainsi, le marquage d'un couloir réservé entre la sortie de Steinfort et le carrefour CR110/N6 vers Hagen/Kleinbettingen pourra se faire dès que les conditions atmosphériques le permettent.
- Les problèmes entre le croisement en direction de Hagen/Kleinbettingen et le rond-point Windhof sont plus complexes. Ainsi, le giratoire ne fonctionne pas à entière satisfaction et des élargissements de la chaussée seront nécessaires le long de la station de service et au croisement précité avant de pouvoir procéder à la mise en place d'une voie réservée aux transports en commun.
- En printemps 2006, des comptages au droit et à l'approche du giratoire seront effectués. Sur base d'une étude de trafic s'appuyant sur les résultats de ces comptages, un projet de réaménagement du carrefour giratoire et de ses approches (avec élargissement de l'assise de la route où tel est nécessaire) sera développé. Ces études devront avoir pour but d'avancer le couloir pour bus jusqu'à l'anneau de circulation du giratoire et permettre ainsi aux transports en commun d'éviter totalement les reflux qui se forment toujours à l'approche d'un giratoire.

Question 0854 (18.1.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **système d'imposition des sociétés destiné à faciliter les activités transfrontalières des petites et moyennes entreprises (PME):**

La Commission européenne a récemment adopté une communication qui décrit un système pilote d'imposition des sociétés destiné à faciliter les activités transfrontalières des petites et moyennes entreprises (PME). À cet effet, il est proposé pour une durée initiale de cinq ans et à titre facultatif un système d'imposition fondé sur les règles de résidence. Ainsi les bénéfices d'une société établie dans plusieurs États membres seraient calculés selon les règles d'imposition de l'État où la société détient son siège statutaire. Une fois l'assiette de l'impôt déterminée, une clé de répartition permettrait d'attribuer les bénéfices imposables aux différents États membres dans lesquels l'entreprise concernée a établi ses filiales.

Dans ce contexte, j'aimerais adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelle est la position luxembourgeoise par rapport à cette communication?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de conclure des accords bilatéraux, voire multilatéraux avec d'autres États membres de l'Union européenne pour mettre en place le nouveau système?
3. Quelles seraient les répercussions budgétaires éventuelles de ce nouveau système d'imposition des PME sur le plan européen?

Réponse (22.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

La communication du 23 décembre 2005 de la Commission des Communautés Européennes intitulée «Lutte contre les obstacles liés à la fiscalité des sociétés qui affectent les petites et moyennes entreprises dans le marché intérieur - Description d'un éventuel système pilote d'imposition selon les règles de l'État de résidence» présente en matière de fiscalité des entreprises le concept de «l'imposition selon les règles de l'État de résidence» («home state taxation») qui repose sur l'idée d'une reconnaissance mutuelle volontaire des règles fiscales.

Ainsi, les bénéfices d'un groupe d'entreprises exerçant des activités dans plus d'un État membre seraient calculés selon les règles d'un seul régime d'imposition, à savoir celui de l'État de résidence de la société mère ou du siège social du groupe. Toutefois, chaque État membre participant au projet-pilote continuerait d'imposer sa part des bénéfices découlant des activités du groupe dans cet État en appliquant son propre taux d'imposition.

Au dire de la Commission, aucune mesure ne serait prise en vue d'harmoniser les règles: l'imposition selon les règles de l'État de résidence préserverait donc la capacité de chaque État membre de générer des recettes par l'intermédiaire de l'imposition des entreprises.

La mise en œuvre pratique d'un système pilote expérimental pourrait être envisagée par l'intermédiaire d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui compléteraient à titre temporaire les dispositions existantes des conventions bilatérales ou multilatérales en matière de double imposition.

L'incidence du projet-pilote sur les recettes fiscales dépendra de la conception précise du régime d'imposition, du nombre de PME participantes et du mécanisme de répartition choisi. A priori, le système en question n'aurait pas pour effet de réduire systématiquement la pression fiscale des entreprises participantes, mais seulement de diminuer les coûts de mise en conformité qu'elles doivent assumer.

Au stade actuel du projet, il est prématuré de procéder à une évaluation définitive des gains d'efficience et de la simplification escomptée que l'application à titre expérimental de l'imposition selon les règles de l'État de résidence pourrait apporter aux PME. De

nombreux problèmes notamment d'ordre administratif, juridique et technique doivent être résolus, par exemple concernant le champ d'application des conventions applicables en matière de double imposition, l'impact des disparités au niveau des législations nationales en matière de fiscalité des entreprises, les facteurs à retenir dans la formule nécessaire pour répartir l'assiette fiscale entre les États membres participants, l'incidence de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune, le risque de voir le projet-pilote entraîner des coûts réels et de mise en conformité nouveaux ou supplémentaires, etc.

Le Gouvernement analysera de près l'acceptabilité de l'approche de la Commission dès que celle-ci soumettra aux États membres un projet plus avancé.

Question 0858 (20.1.2006) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant le **formulaire E301:**

Dans un communiqué de presse du 18 janvier 2006, l'OGB-L dénonce la remise tardive par l'Administration de l'Emploi (ADEM) du formulaire E301 aux frontaliers français qui, suite à leur licenciement, doivent introduire leur dossier aux ASSEDIC (Associations pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce) en France pour pouvoir percevoir des indemnités de chômage.

Actuellement le délai pour la remise de ce formulaire serait de huit semaines. Il s'ensuit que le paiement des allocations de chômage pour les travailleurs frontaliers ne débute souvent que trois mois après leur licenciement ce qui les place souvent dans des situations extrêmement difficiles.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-il exact que le retard pour la remise du formulaire E301 est actuellement de huit semaines?
- Quelle est la raison de ce délai?
- Quel est le nombre de formulaires E301 émis par mois? Quelle est l'évolution de ce chiffre au cours des dernières années?
- Le formulaire en question renseignant essentiellement sur le ou les derniers emplois et les salaires perçus, données dont devrait disposer l'ADEM, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il devrait être possible de remettre ce formulaire dans des délais plus courts?
- Étant donné que ces retards risquent de mettre de nombreux frontaliers et leurs familles dans des situations précaires, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à ce problème?

Réponse (15.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le retard dans l'établissement de l'attestation E301 était effectivement de huit semaines vers le milieu du mois de février.

Ce délai d'obtention du formulaire E301 est le reflet de l'évolution de la situation du marché de l'emploi telle qu'elle se présente actuellement au Grand-Duché de Luxembourg. En effet, il y a lieu de signaler qu'au mois de décembre 2005, 120.153 salariés frontaliers étaient occupés sur notre territoire. Il s'ensuit que le volume des demandes d'octroi du formulaire E301 évolue en conséquence. En 2005, l'ADEM a établi 10.389 attestations E301, donc en moyenne quelque 860 attestations par mois.

Il importe de souligner que le problème des retards ne concerne que les travailleurs frontaliers français. En effet, les autorités de l'emploi françaises (ASSEDIC) demandent pour le traitement d'une demande d'octroi de l'indemnité de chômage toutes les occupations salariales couvrant la période de trois années précédant la survenance du chômage. Comme les travailleurs frontaliers bénéficient souvent de contrats de mission (intérim et autres) de courte durée, la certification de leur carrière professionnelle sur une période de trois ans entraîne par conséquent une contrainte administrative considérable.

Afin d'éliminer dans la mesure du possible des retards dans la délivrance du formulaire E301, l'ADEM a mis en place un système informatique et a renforcé le service en charge de l'établissement dudit formulaire. Il en résulte que les responsables de l'ADEM me signalent qu'ils sont en train d'absorber les retards et que les nouvelles demandes sont dorénavant traitées, dans la mesure du possible, dès l'entrée.

Question 0868 (24.1.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* et de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**aménagement de la salle de concerts Grande-Duchesse Charlotte, dite «Philharmonie»:**

Nous avons pu constater que l'aménagement de la Philharmonie est défectueux notamment au niveau du recouvrement du sol. Les immenses dalles en béton qui recouvrent le sol de l'entrée et du hall de la Philharmonie présentent des inégalités. Suite, probablement à une erreur au niveau de la pose des dalles, certaines plaques ont bougé dans le sens d'une surélévation.

Il semblerait que le problème ne soit pas nouveau et serait apparu dès l'ouverture de la Philharmonie. Des mesures ont d'ores et déjà été prises afin de remédier à cette situation. Or, celles-ci ne semblent pas être suffisantes puisque le problème persiste.

À nos yeux, il est urgent d'intervenir, car la situation risque éventuellement de s'aggraver et de causer de sérieux préjudices tant au personnel de la Philharmonie qu'aux spectateurs. En effet, il nous a été rapporté que plusieurs personnes auraient déjà trébuché et se seraient blessées.

À toutes fins utiles, il est rappelé que la responsabilité civile de l'État risque de se trouver engagée, si aucune mesure efficace n'est prise dans les meilleurs délais.

Nous avons également pu constater que le revêtement des rampes d'accès aux loges était trop lisse, partant glissant, rendant celles-ci particulièrement dangereuses.

Finalement, on peut constater que les vestiaires sont manifestement trop exigus et mal placés pour accueillir les quelque 1.500 spectateurs potentiels.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Travaux Publics et de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la situation décrite ci-dessus?
- Peut-il nous renseigner sur les mesures qui ont d'ores et déjà été prises afin de remédier au problème des inégalités des dalles en béton?
- Dans la mesure où les problèmes concernant l'aménagement du sol persistent, quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre à court terme afin de solutionner les problèmes dans l'immédiat, mais également à moyen et long terme afin de régler les problèmes de manière définitive?
- Quelles sont les mesures qui pourraient être prises au niveau des rampes d'accès aux loges?
- Le Gouvernement pense-t-il que l'infrastructure de la Philharmonie permette une réorganisation des vestiaires? Dans l'affirmative, comment une telle réorganisation pourrait-elle être projetée?

Question 0881 (27.1.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* et de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **sécurité dans la salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte:**

À l'occasion d'un concert de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, le vendredi 20 janvier 2006, une alerte automatique a été déclenchée et une voix enregistrée sur bande magnétique diffusée par les haut-parleurs a prié les spectateurs de quitter la salle. Un employé de la Philharmonie a essayé, sans micro, de donner quelques explications aux spectateurs, mais cette tentative n'avait guère de succès, pour la raison que les gens se précipitaient déjà en direction de la sortie. Les amateurs de musique ont bien suivi les consignes de la bande magnétique et se sont rassemblés dans le hall d'entrée de l'immeuble. Cependant ils ont pu constater que les haut-parleurs ne cessaient de diffuser le message enregistré. Aucun des employés de la Philharmonie n'a réussi à arrêter ladite bande magnétique, alors que tout le monde avait réalisé qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Après un temps d'attente de plus de 30 minutes les problèmes techniques ont pu être résolus et les spectateurs ont finalement pu retourner en salle, sans avoir reçu ni explication ni excuse. Pour être complet il faut rappeler que le directeur artistique de l'OPL, Olivier Frank, a néanmoins présenté ses excuses à l'auditoire. Cependant nous tenons à préciser que les auditeurs n'ont pas eu droit à l'entièreté du programme pour la raison que la partie qui aurait dû être produite pendant l'interruption n'a pas été reprise.

Selon nos informations, l'agent de sécurité responsable n'était pas dans les locaux pendant la soirée en question et aucun des agents sur place n'a su gérer la situation. À nos yeux, il est intolérable qu'une salle de concert capable d'accueillir 1.500 personnes ne soit surveillée en permanence par des agents ayant la formation adéquate pour pouvoir garantir aux spectateurs la sécurité nécessaire. Bien que l'incident décrit ci-dessus n'ait point mis en danger les spectateurs, il faudrait urgemment revoir les consignes de sécurité de la Philharmonie, notamment de la formation du personnel de sécurité.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Travaux Publics et de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de l'incident décrit ci-dessus?
- Peut-il nous renseigner sur la formation des agents de sécurité et sur le nombre d'agents responsables?
- Le dispositif d'alarme mis en question a-t-il été contrôlé et remis en état de fonctionnement normal?

Réponse commune (22.3.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire n°868 des honorables Députés Madame Françoise Hetto-Gaasch et Monsieur Marcel Oberweis nous pouvons fournir les précisions suivantes:

- Concernant les inégalités des dalles en béton, il est vrai que certaines dalles posées dans le déambulatoire se sont décollées partiellement de leur support et présentent des désaffleurements. Il est à noter que des travaux d'injection au polyuréthane de stabilisation ont été réalisés et pour parer à toute éventualité de trébuchement de personnes tous les endroits sensibles ont été poncés. Des essais sont en cours pour un traitement esthétique. Une solution définitive ne peut être envisagée qu'à partir du moment où le matériau est complètement inerte et que l'on observe une stabilisation des déformations. Elle consistera dans le ponçage et le traitement définitifs à certains endroits, ainsi que dans le remplacement des dalles à d'autres endroits.

- Pour ce qui est des rampes d'accès aux loges, il faut retenir qu'effectivement le sol des rampes se définit, de par la nature du revêtement choisi, comme étant lisse. Cependant, un tel revêtement en caoutchouc est couramment posé dans des lieux publics et se soustrait à la définition de «glissant». D'ailleurs ni l'Établissement public Salle de Concerts ni l'Administration des Bâtiments publics n'ont encore été saisis d'aucune plainte sérieuse dans ce sens. En plus les personnes qui ont des places dans les tours-loges ont deux possibilités d'accès - soit par la rampe, soit par les escaliers internes aux loges et un ascenseur près des vestiaires.

- Au niveau des vestiaires, il est de fait que la capacité maximale du vestiaire principal n'a jusqu'à présent jamais été atteinte. Dans le cas d'une file d'attente trop importante, le problème est solutionné moyennant un renforcement du personnel posté au comptoir. D'autre part, il existe une liaison directe entre le foyer et le parking « Place de l'Europe » qui fut justement prévue afin d'offrir au public un accès direct à la Philharmonie sans que ce public ait à se préoccuper de contraintes vestimentaires. Dans ce contexte, il importe d'attendre la fin de la première saison pour pouvoir, le cas échéant, procéder à des réorganisations.

En ce qui concerne la question parlementaire N°881 des mêmes Députés, question ayant également trait à la Philharmonie, nous pouvons apporter les précisions suivantes:

Il est vrai que le vendredi 20 janvier 2006 une alarme incendie a été signalée sur le central alarme incendie. Le personnel de garde se trouvant à ce moment au poste de garde constatait sur le central que l'alarme provenait du local DG233. Le garde a acquitté l'alarme afin d'éviter que le message d'évacuation ne se mette en route après le temps de reconnaissance. Cependant, l'alarme est revenue une deuxième fois sur le central, car le détecteur dans ledit local détectait toujours de la fumée. Cette fois-ci, le message d'évacuation a été transmis.

Le local d'où provenait l'alarme est un petit sas vers les loges des musiciens. Une machine à café avait été placée dans ce sas et la vapeur produite par cette machine a déclenché l'alarme.

Tout le personnel de la Philharmonie nécessaire au bon déroulement d'un concert était présent au moment de l'incident: house management, responsable des ouvreurs, 24 ouvreurs, 3 techniciens. De plus, il y avait, à la conciergerie, deux agents de sécurité mis en place par une société de sécurité agréée. Les agents ont reçu la formation de base des agents de sécurité de leur firme et participent aux formations qu'organise la Philharmonie, dont notamment celle concernant la centrale de mise en sécurité incendie et la centrale de détection incendie.

Trois membres supplémentaires de la Philharmonie, dont un membre de la direction, le concierge principal, un électricien et le représentant de la firme ayant installé le système d'alarme, contactés par téléphone, étaient sur les lieux dix minutes plus tard afin d'assister l'équipe sur place et de superviser la remise en fonctionnement normal des systèmes techniques de la Philharmonie après la levée de l'alarme.

En conclusion, il est donc permis de retenir que l'installation alarme incendie fonctionnait en l'occurrence comme il se devait. Il faudra toutefois veiller à ce que la procédure d'exploitation soit encore améliorée et éviter que des équipements pouvant produire de la fumée ne soient installés dans des sas. On analysera d'autre part également la possibilité:

- de mettre à la disposition des agents des outils de sécurité encore plus performants pour identifier, dans un laps de temps plus court, le lieu exact où l'alarme s'est déclenchée;
- de rapprocher le dispositif d'interruption et d'arrêt de la messagerie vocale du poste de sécurité.

Question 0869 (24.1.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **émissions de gaz à effet de serre engendrées par le trafic aérien:**

La croissance du trafic aérien contribue de façon significative à la hausse du volume d'émission de gaz à effet de serre et au réchauffement climatique. Dans une communication du 27 septembre 2005, intitulé «Réduction de l'impact de l'aviation sur le changement climatique», la Commission européenne analyse les moyens et les instruments existants et nouveaux qui permettraient de réduire l'impact du secteur de l'aviation sur le changement climatique. Dans cette communication, la Commission européenne estime que la mesure la plus efficace est d'intégrer le secteur de l'aviation dans le système communautaire d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre. Elle propose notamment de plafonner les émissions de CO_2 pour tous les avions au départ des aéroports européens et d'autoriser les compagnies aériennes à échanger leur éventuel surplus de «droits de polluer» sur le marché d'échange de quotas d'émissions.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Environnement et de l'Économie:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la communication susmentionnée de la Commission européenne du 27 septembre 2005?
- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'une éventuelle inclusion du secteur de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pourrait avoir des conséquences négatives pour le secteur aérien luxembourgeois et rendrait encore plus difficile la réalisation des objectifs de Kyoto?
- Messieurs les Ministres pouvez-vous nous indiquer les quantités de CO_2 émises par les flottes aériennes luxembourgeoises respectivement la consommation de carburéacteur ou kérosène à l'aéroport

de Luxembourg pendant la période 2000-2004?

Réponse commune (7.3.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire en trois volets des honorables Députés Marcel Oberweis et Marco Schank concernant les émissions de gaz à effet de serre engendrées par le trafic aérien, j'ai l'honneur de vous fournir les renseignements suivants après concertation avec Monsieur Lucien Lux en sa double qualité de Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports:

1) Quant au premier volet de la question, la réponse est OUI!

En effet, la communication de la Commission européenne mentionnée par les honorables Députés figurait à l'ordre du jour du Conseil Environnement du 2 décembre 2005.

Dans leurs conclusions adoptées à l'unanimité, les Ministres de l'Environnement de l'UE ont accueilli favorablement la communication de la Commission européenne et ont souligné que les émissions en provenance du secteur de l'aviation «constituent un problème grave», l'UE étant responsable d'environ la moitié des émissions de CO_2 du transport aérien international communiquées par les parties de l'annexe I de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Les Ministres ont par ailleurs affirmé que «d'un point de vue économique et environnemental, la meilleure solution semble consister à inclure le secteur de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté», tout en soulignant le besoin d'une approche globale et cohérente.

À cette occasion un appel a été lancé à la Commission européenne pour élaborer au plus vite une proposition législative en la matière, accompagnée d'une analyse détaillée des incidences environnementales, économiques et sociales, une attention particulière devant être portée entre autres aux effets en matière de marché concurrentiel entre les transporteurs aériens, ainsi qu'entre les différents modes de transport. Il devra aussi être tenu compte de la diversité des situations - notamment d'un point de vue géographique - au sein de l'UE. Enfin les Ministres ont insisté sur le fait que le système proposé devrait s'appliquer aussi bien aux transporteurs européens qu'à ceux de pays tiers. De nombreuses questions, notamment en ce qui concerne les entités responsables - le Conseil Environnement considère qu'il devrait s'agir des transporteurs aériens -, les types de vols pris en considération, et la méthodologie de calcul et d'attribution des émissions devront être examinées en détail.

À cet effet, la Commission a mis en place un groupe de travail dans le cadre de la deuxième phase du programme européen sur le changement climatique. Ce groupe de travail devrait, selon le Conseil Environnement, développer un modèle qui soit «praticable dans le cadre du marché des émissions en Europe, susceptible d'être étendu ou copié au niveau mondial». Les Ministres ont souligné que l'option privilégiée consisterait à «couvrir tous les vols au départ des aéroports de l'UE car, en se limitant aux seuls vols à l'intérieur de l'UE, on ne tiendrait compte que de moins de 40% des émissions de tous les vols au départ de l'UE», tout en précisant que le groupe de travail devra «réfléchir notamment à des problèmes de concurrence tels que l'impact sur les parts relatives de marché des transporteurs de l'UE et des autres et la nécessité de réduire au minimum les distorsions sur le marché».

Enfin, les Ministres ont affirmé qu'il faudra veiller à ce que «la méthode de répartition du nombre total de quotas alloués au secteur de l'aviation à l'intérieur même de ce secteur devrait être harmonisée au niveau de l'UE».

2) S'agissant du deuxième volet de la question qui préoccupe les honorables Députés Oberweis et Schank, dans l'attente des conclusions du groupe de travail susmentionné et d'une proposition législative afférente de la part de la Commission européenne, il m'est difficile de me prononcer à ce stade quant à l'impact qu'un tel système pourrait avoir pour le secteur aérien luxembourgeois.

À noter aussi que les émissions provenant du secteur de l'aviation ne sont pas comptabilisées dans les budgets d'émissions pour la période 2008-2012 que doivent respecter les pays industrialisés qui ont ratifié le Protocole de Kyoto. L'intégration de l'aviation dans le système d'échange de quotas d'émission de la Communauté européenne ne compliquerait donc pas automatiquement le respect des objectifs de Kyoto pour le Luxembourg.

3) En réponse au troisième volet de la question des honorables Députés Oberweis et Schank je puis vous fournir les renseignements suivants:

Consommation totale de kérosène au départ de l'aéroport de Luxembourg-Findel:

2000: 311.635 tonnes métriques ou 389,5 mio litres

2001: 337.061 tonnes métriques ou 421,3 mio litres

2002: 365.184 tonnes métriques ou 456,4 mio litres

2003: 380.438 tonnes métriques ou 475,5 mio litres

2004: 407.362 tonnes métriques ou 509,2 mio litres

2005: 416.430 tonnes métriques ou 520,5 mio litres

Consommation totale de la flotte de Luxair:

2000: 75,2 mio litres de kérosène dont 57,5 au départ de Luxembourg

2001: 92,0 mio litres de kérosène dont 60,6 au départ de Luxembourg

2002: 81,0 mio litres de kérosène dont 60,9 au départ de Luxembourg

2003: 81,0 mio litres de kérosène dont 58,9 au départ de Luxembourg

2004: 81,3 mio litres de kérosène dont 57,9 au départ de Luxembourg

2005: 84,0 mio litres de kérosène dont 57,3 au départ de Luxembourg

Consommation totale de la flotte de Cargolux:

2000: 815,3 mio litres de kérosène dont 205,6 au départ de Luxembourg

2001: 790,6 mio litres de kérosène dont 218,0 au départ de Luxembourg

2002: 842,8 mio litres de kérosène dont 237,7 au départ de Luxembourg

2003: 921,0 mio litres de kérosène dont 245,5 au départ de Luxembourg

2004: 1.062,3 mio litres de kérosène dont 260,9 au départ de Luxembourg

2005: 1.155,7 mio litres de kérosène dont 274,6 au départ de Luxembourg

Question 0871 (24.1.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **forces de police:**

Et héiert een ëmmer méi, datt d'Polizei ënnerbesat ass, dat besonnesch nuets, wann et heescht preventiv ze wierken oder iwwerall zäiteg asazfäeg ze sinn.

Et schéngt deemno nach u Polizeieffektiver ze feelen. Den Nowuess an d'Méiglechkeeten, fir an de Polizeidéngscht ze trieden, gëtt awer zum Beispill duerch den Héchstalter vun 30 Joer beim Aschreiwen an d'Polizeischoul ageschränkt.

Dëst schéngt mer éischtens contradictoire zum Manktem u Polizeieffektiver, awer och ganz einfach eng kloer Altersdiskriminéierung ze sinn.

Et ass einfach onlogesch, wann ee verhënnert, datt Interessenten iwwer 30 Joer, déi jo awer oft schonn eng gewëss Liewenserfahrung hunn, vum Antrëtt an d'Polizeischoul ausgeschloss ginn.

De Stat huet jo an aner Beräicher seng Alterskritären no uewen opgemaach a misst dat och elo, bedéngt duerch de Manktem u Polizeieffektiver, bei den Aschreiwungskritären an d'Polizeischoul maachen.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Stëmmt et, datt nach Polizeieffektiver feelen, wa jo, wéi vill?
2. Sinn d'Patrullen des Nuets ënnerbesat, esou datt se hirer Aufgab net gerecht kënne ginn?
3. Wat sinn d'Ursaache vun der Alterslimite vun 30 Joer fir den Antrëtt an d'Polizeischoul?
4. Kéint d'Eropsetze vum Héchstalter net derzou bäidroen, datt de Manktem u Polizeikeffektiver kéint verringert ginn?
5. Ass den Här Minister net och der Meenung, datt Bierger iwwer 30 Joer, déi schonn eng gewëss Liewenserfahrung hunn, eng Beräicherung flr de Polizeiapparat kéinten erginn?

Réponse (14.3.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Depuis l'an 2000, des renforcements substantiels de 286 policiers ont été prévus en faveur de la police grand-ducale dans le cadre des lois budgétaires annuelles de sorte que la police compte en 2006:

- 61 cadres supérieurs,
- 1.320 inspecteurs,
- 101 brigadiers.

L'effectif légal maximum prévu par la loi sur la police sera probablement atteint l'année prochaine.

Il n'y a pas de problème de recrutement de la police qui exige une modification des conditions de recrutement comme celle mentionnée par l'honorable Député à l'heure actuelle.

Finalement, en ce qui concerne les patrouilles de sécurité de la police, il y a lieu de noter qu'elles étaient en 2000 de 41.946 par an et de 58.982 en l'an 2005, ce qui a considérablement renforcé l'action de l'État en faveur de la sécurité.

Question 0872 (24.1.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **versement des allocations différentielles à des frontaliers belges et l'assimilation des interruptions de carrière et le crédit-temps reconnus en droit belge à une prestation familiale:**

I.) Les familles frontalières belges bénéficiant d'allocations familiales en Belgique et d'un complément différentiel de la part du Luxembourg percevaient ce complément sur base semestrielle.

La Caisse nationale des prestations familiales (CNPF) vient récemment de changer les modalités de calcul du complément des prestations familiales. Celui-ci n'est plus calculé semestriellement, mais annuellement. D'après mes informations, ce changement, qui serait purement transitoire, s'expliquerait par le fait que des négociations sont en cours avec les organismes belges compétents en la matière afin de remplacer le système actuel de l'allocation différentielle par celui du versement mensuel des allocations au taux plein avec compensation a posteriori entre États.

S'il ne fait aucun doute que ce nouveau système permettra de remédier aux difficultés administratives et aux retards constatés au niveau du traitement des dossiers «allocations différentielles», il n'en demeure pas moins que la situation transitoire actuelle pose problème notamment aux familles nombreuses ou à revenus modestes. Pour ces familles le versement semestriel était la bienvenue et permettait de faire face aux dépenses importantes relatives à l'éducation de leurs enfants, par exemple scolarité de ceux-ci au moment de la rentrée. Avec le système transitoire, ces familles sont obligées d'attendre un an avant de toucher le complément des prestations familiales auquel elles ont droit. Une situation intenable pour de nombreuses familles qui dépendent de cette manne financière.

Dans ce contexte, j'aurais souhaité avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. À quel stade se trouvent les négociations avec l'État belge respectivement les caisses belges en vue de conclure une convention bilatérale réglant le mode de calcul et de versement des allocations familiales à des travailleurs frontaliers belges? Dans quel délai le Gouvernement pense-t-il que cette convention pourra entrer en vigueur?

2. Le Gouvernement ne pense-t-il pas pouvoir revenir à un versement semestriel du complément des prestations familiales en attendant que le nouveau système soit mis en place, une telle possibilité permettant aux familles les plus démunies de se sortir de l'impasse financière dans laquelle elles se trouvent depuis le changement de périodicité dans le versement des allocations différentielles?

II.) Depuis quelques mois, la CNPF assimile l'interruption de carrière belge et le «crédit-temps» à une prestation familiale, de sorte qu'elle intègre les indemnités versées au titre de ces mesures dans le calcul des allocations familiales différentielles. Il s'ensuit que les indemnités pour interruption de carrière ou crédit-temps octroyées par l'Administration de l'emploi belge sont déduites des allocations différentielles versées par le Luxembourg. La conséquence de cette assimilation est que de nombreuses familles belges se trouvent privées de l'allocation différentielle.

La CNPF se base pour justifier sa décision sur un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 7 septembre 2004 (affaire C-469/02). La Cour avait été saisie pour trancher principalement un litige concernant le critère de résidence imposé par l'État belge pour l'octroi des indemnités d'interruption de carrière à des frontaliers travaillant en Belgique et résidant en France. Dans cette affaire, la Cour a abordé subsidiairement la question de la qualification de ces indemnités en tant que prestation familiale ou de chômage.

Si la Cour retient le caractère de prestation familiale dans l'affaire dont elle a été saisie, elle n'a nullement qualifié de manière générale les allocations versées en cas d'interruption de carrière de prestations familiales. Elle a plus particulièrement retenu: «En ce qui concerne (…) le cas des allocations d'interruption de carrière octroyées, sous certaines conditions, aux travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre d'un congé parental, doit être assimilée à une prestation familiale, au sens des articles 1er, sous u), i), et 4, paragraphe 1, sous h), du règlement n°1408/71, une prestation qui vise à permettre à l'un des parents de se consacrer à l'éducation d'un jeune enfant, plus précisément à rétribuer l'éducation dispensée à l'enfant, à compenser les autres frais de garde et d'éducation et, le cas échéant, à atténuer les désavantages financiers qu'implique la renonciation à un revenu provenant d'une activité professionnelle. Dès lors qu'il est constant, en l'espèce, que tels sont précisément les objectifs poursuivis par la législation nationale en cause, les allocations d'interruption de carrière octroyées dans le cadre d'un congé parental constituent des prestations familiales (…).»

La CNPF ne saurait dès lors se baser sur cet arrêt et tenir compte lors du calcul et du versement des allocations différentielles des indemnités versées à titre d'interruption de carrière par des organismes belges sans distinguer entre les différentes formes d'interruptions de carrière (par exemple pour convenance personnelle, pour formation ou encore pour assistance médicale d'un membre de la famille).

À noter que par «crédit-temps» on entend en principe le système d'interruption de carrière «ordinaire» pouvant être obtenu pour n'importe quel motif. Selon l'Administration de l'emploi belge, le «crédit-temps» est un système de conciliation entre l'emploi et la qualité de vie. Il s'ensuit que la CNPF ne saurait pas non plus assimiler les allocations dues au titre du «crédit-temps» aux indemnités d'interruption de carrière versées dans le cadre d'un congé parental, qui peuvent seules être assimilées à des prestations familiales.

Je suis par ailleurs d'avis que mêmes les interruptions de carrière belges demandées dans le cadre d'un congé parental, qui finalement sont des revenus de remplacement au même titre que le congé parental ou une allocation d'éducation, ne sont pas assimilables à une allocation familiale classique. Si tel était le cas, un résident du Luxembourg bénéficiant d'un congé parental ne pourrait plus percevoir parallèlement des allocations familiales.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Le Gouvernement partage-t-il l'approche et plus particulièrement l'interprétation de la CNPF?

2. Le Gouvernement entend-il prendre des mesures afin de corriger les inconvénients d'une telle approche ou interprétation excessive? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il? Toujours dans l'affirmative, ces mesures auront-elles un certain effet rétroactif et s'appliqueront-elles aux dossiers en cours?

Réponse (14.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad. I. La Caisse nationale des prestations familiales (CNPF) m'informe qu'elle n'a pas changé les modalités de calcul du complément différentiel à l'égard des frontaliers belges. En effet, certains organismes belges ne font parvenir qu'annuellement le décompte des prestations belges de sorte que la CNPF n'est pas encore à même de calculer et de verser semestriellement les compléments différentiels à ces frontaliers. Ensemble avec le CRP-Lippmann, la CNPF est en train d'implémenter un programme informatique provisoire afin de prendre en compte les barèmes extrêmement complexes des pres-

tations familiales belges. Ce programme est actuellement dans une phase teste.

En ce qui concerne les négociations avec la Belgique relatif à la mise en œuvre d'un système analogue comme celui qui est actuellement implémenté avec la République française, je peux informer l'honorable Député que le principe d'aller dans le même sens a été arrêté au niveau politique avec Bruxelles, mais que la CNPF n'est pas encore à même d'ouvrir ce chantier avant d'avoir terminé la mise en œuvre de ce système avec la France. En effet, il fut retenu dans le procès-verbal de cette réunion que la Belgique ne souhaite aller vers un système comme celui arrêté avec la France que sous la condition que le système avec la France ait été définitivement et positivement mis en place. Du point de vue technique, la mise en œuvre d'un tel système s'avère extrêmement difficile et complexe. La CNPF a procédé à la mise en application d'une première étape qui permet actuellement un paiement semestriel avec échange de fichiers avec les CAF (Caisse des Allocations Familiales) en attendant la mise en œuvre de la deuxième étape attendue pour 2007.

Si le système avec la France fonctionne avec satisfaction, il ne fait aucun doute qu'il pourra être étendu aux frontaliers belges sous réserve des détails techniques complexes à négocier avec la Belgique. En conséquence, il n'est donc pas possible à l'heure actuelle de donner une échéance de négociation d'une convention technique avec la Belgique.

La CNPF a cependant planifié pour la première moitié de l'année des prises de contact avec l'ONAFTS (Office National d'Allocation Familiale pour Travailleurs Salariés) afin d'organiser un échange de fichiers informatiques et de programmer un système de calcul informatique des montants différentiels. Un tel système transitoire et qui a déjà fait ses preuves avec les CAF françaises permettra un paiement périodique plusieurs fois l'an.

Ad. II. Il ne m'appartient pas d'interpréter une loi belge dont la prestation vient d'être qualifiée le 7 septembre dernier par la CJCE (affaire C-469/02). L'interprétation au regard du droit communautaire d'une prestation étrangère donnée par la Cour s'impose à tous les États membres.

De même, les décisions afférentes qu'il incombe à la CNPF de prendre dans le cadre de sa mission relève, en cas de contestations, de l'appréciation des juridictions sociales et non point du Gouvernement. Cependant, selon l'information reçue par la CNPF, celle-ci n'interprète nullement le dispositif belge décrit comme l'expose l'honorable Député, mais s'efforce chaque fois de faire une analyse fine pour constater la présence d'un enfant qui seule permet de qualifier la multifonctionnalité de la prestation belge de prestation familiale au sens du règlement n°1408/71, peu importe la forme juridique du congé qui est demandé et de l'indemnité. En effet, au point 16 de l'arrêt précité, la Cour a dit pour droit que «doit être assimilée à une prestation familiale, au sens des articles 1er, sous u), i), et 4, paragraphe 1, sous h), du règlement n°1408/71, une prestation qui vise à permettre à l'un des parents de se consacrer à l'éducation d'un jeune enfant, plus précisément à rétribuer l'éducation dispensée à l'enfant, à compenser les autres frais de garde et d'éducation et, le cas échéant, à atténuer les désavantages financiers qu'implique la renonciation à un revenu provenant d'une activité professionnelle.»

C'est donc la présence de l'enfant particulièrement en bas âge qui constitue le critère principal de cette interprétation. Faire une interprétation contraire, reviendrait à inciter les bénéficiaires de prendre une autre forme de congé pour arriver finalement aux mêmes fins élucidant ainsi le dispositif anticumul prévu par la législation nationale et cumulant ainsi des prestations que les résidents au Luxembourg ne peuvent pas cumuler. Ceci entraînerait des inégalités flagrantes entre résidents et frontaliers belges ou des discriminations à rebours à l'égard des résidents luxembourgeois qu'il convient d'éviter et qui risquent d'ailleurs d'être actuellement contraires à l'article 18 combiné avec l'article 12 du TUE (voir CJCE arrêt Sala C-85/96 du 12.5.1998 Rec. P. I-2691). Il appartient, le cas échéant, à l'avenir à la CJCE de mieux préciser encore sa position en la matière, mais certainement pas au Gouvernement qui n'est pas compétent pour interpréter le droit communautaire.

Quant à l'indemnité du congé parental luxembourgeois, le Gouvernement s'était efforcé par une série d'amendements au projet de loi 5161 portant modification 1. de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; 2. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 3. la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, de mieux encore préciser la nature juridique de cette indemnité comme revenu de remplacement, c'est-à-dire que les heures de congés parentaux soient indemnisées à égalité et que le parallélisme entre l'allocation d'éducation et l'indemnité de congé parental soit partiellement abandonné. Or, la Commission parlementaire compétente n'a pas suivi cette approche. Aussi, il est à craindre que si la CJCE était saisie ultérieurement de la question de la qualification de notre indemnité de congé parental, elle pourrait la requalifier autrement. Pour l'instant et sous la législation actuelle, le Gouvernement maintient sa position qu'il s'agit d'un revenu de remplacement. Lorsque les nouvelles modifications législatives relatives au congé parental seront approuvées par notre législateur, ce qui devrait se faire rapidement vu l'urgence, la nature juridique de cette indemnité sera à nouveau analysée en fonction de cette nouvelle législation.

Je signale à l'honorable Député qu'une allocation d'éducation est, depuis les arrêts de la CJCE du 10 octobre 1996, Hoever et Zachow (C-245/94 et C-312/94, Rec. p. I-4895) en ce qui concerne le Bundeserziehungsgeld allemand et surtout depuis l'arrêt C-43/99 dans l'affaire Leclere contre CNPF du 31.05.2001 en ce qui concerne la qualification de l'allocation d'éducation luxembourgeoise, qualifiée de prestation familiale et non de revenu de remplacement. C'est pourquoi à partir du 1er mars 1999, date d'entrée en vigueur de la loi sur le congé parental, l'allocation d'éducation luxembourgeoise est également accordée aux non-résidents relevant du champ d'application du règlement (CEE) n°1408/71.

Question 0873 (24.1.2006) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant l'**économie solidaire:**

Dans l'accord de coalition, le Gouvernement s'est dit «conscient que la réglementation des initiatives sociales pour l'emploi ne saura à elle seule répondre aux aspirations importantes du secteur associatif oeuvrant dans le cadre de l'économie solidaire.» Aussi s'est-il engagé «à mener une large concertation sur le rôle de l'économie solidaire comme troisième pilier de l'économie et la mise en place d'un cadre légal nécessaire à son développement.»

Au vu de l'évolution du chômage, il paraît plus opportun que jamais de soutenir et de promouvoir le développement de ce secteur, susceptible de répondre à des demandes réelles et non satisfaites en termes de biens et de services, ainsi que de créer des emplois durables. Dans une note rédigée à l'occasion du colloque européen «L'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la stratégie de Lisbonne», qui s'est tenu les 11 et 12 mars 2005, le Statec conclut que «l'économie solidaire, les entreprises d'insertion en particulier, peuvent être considérées comme vecteur d'une nouvelle forme de politique d'emploi. De plus, elles contribuent à dynamiser les marchés des biens et services, elles combinent la création d'emplois et l'esprit d'entreprise, elles occupent des niches laissées en friche, elles satisfont des nouveaux besoins, elles favorisent la participation des citoyens et le volontariat, elles renforcent la solidarité et la cohésion sociale.»

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi les questions suivantes:

- Sous la Présidence luxembourgeoise en 1997, la stratégie européenne pour l'emploi a été instaurée, ce qui a permis au Luxembourg de s'engager dans une démarche qui valorisait le développement local et l'emploi, ainsi que l'apport de l'économie sociale et solidaire. Est-ce que le Gouvernement entend poursuivre sur cette lancée en exploitant de façon conséquente les possibilités offertes par la stratégie de Lisbonne et créer un cadre légal pour l'économie solidaire?
- Dans l'affirmative, un projet de loi y relatif est-il en cours d'élaboration? Dans quel délai peut-on s'attendre au dépôt de ce projet de loi?
- La large concertation sur le rôle de l'économie solidaire comme troisième pilier de l'économie est-elle en cours?
- Qu'en est-il actuellement de la mise en place du groupe interministériel annoncé?

Réponse (7.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Je remercie l'honorable Député d'avoir posé cette question qui me donne l'occasion, après concertation avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, de parler ouvertement des problèmes auxquels est confronté au Grand-Duché de Luxembourg, le domaine dit de l'économie solidaire. Je le fais avec l'espoir, et je suis sûre que Monsieur le Député partage ce sentiment, de pouvoir redonner un coup de pouce à ce secteur spécifique d'activité économique, dont l'étendue, grande ou petite, dépend effectivement de la façon dont on le définit.

Si l'on se réfère par exemple au groupe appelé «Action sociale» de la nomenclature des activités NACE, font partie de l'économie sociale et solidaire, outre les institutions et services pour personnes âgées, tous ceux qui font partie du secteur conventionné ainsi que les initiatives pour l'emploi financées - à quelques exceptions près - à 75% par des deniers publics en provenance du Fonds pour l'Emploi.

Ce n'est pas le point de vue ni de mon département, ni de celui du Travail et de l'Emploi.

En l'absence d'une définition officielle de l'économie solidaire, arrêtée par le Gouvernement, le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi que moi-même, en ma qualité de Ministre de la Famille et de l'Intégration, ont voulu faire avancer ce dossier en mettant en route ce que l'accord de coalition d'août 2004 prévoyait pour ce domaine particulier.

Rappelons que cet accord introduit une nette séparation entre les initiatives sociales en faveur de l'emploi et les initiatives d'économie solidaire.

C'est ainsi que le projet de loi 5144 relatif à la lutte contre le chômage social est censé conférer une base légale définitive aux organismes gérant des initiatives sociales en faveur de l'emploi et assurer, dans ce cadre, entre autres, l'accès limité et conditionné aux marchés publics tout en évitant toute forme de concurrence déloyale, bien que cette disposition se voit confrontée au stade actuel à une opposition formelle de la part du Conseil d'État.

Voilà pourquoi, nous avons arrêté et présenté ensemble, le 17 décembre 2004, à tous les organismes et services concernés un concept succinct visant précisément à délimiter de façon pragmatique les initiatives sociales en faveur de l'emploi et les initiatives d'économie solidaire.

Sans vouloir m'adonner à une exégèse des définitions présentées, retenons simplement que la ligne de démarcation la plus nette entre ces deux domaines était le haut taux de financement (ou même le financement exclusivement public) en ce qui concerne les initiatives sociales en faveur de l'emploi et le taux de financement public moyen ou faible en ce qui concerne les initiatives d'économie solidaire.

De ces taux de financement différents, devait en résulter logiquement - pour les initiatives sociales en faveur de l'emploi - un respect rigoureux des critères du service public régissant notamment l'accès équitable des demandeurs d'emploi aux activités d'insertion professionnelle, et - pour les initiatives d'économie solidaire - un plus grand risque économique et en contrepartie une plus grande liberté d'entreprendre et moins de contrôle de l'État.

À la suite de cette présentation, il y a eu au cours de l'année 2005 une vingtaine de réunions avec les organismes gestionnaires concernés. Il y a donc eu une «large consultation sur le rôle de l'économie solidaire» avec les acteurs du terrain pour répondre à la troisième question de l'honorable Député. Selon moi - mais cela ne dépend pas de moi seule - cet échange devrait être continué.

En effet, la continuation de cet échange semble pour le moins compromise pour l'instant, alors que, l'association Objectif Plein Emploi a fait savoir à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi par lettre datée au 13 octobre 2005 que la plate-forme de l'économie sociale et solidaire du Luxembourg ne pourrait plus être un acteur national représentatif du secteur en question, en raison notamment des intentions de l'EGCA de créer une plate-forme similaire sous son autorité. Nous nous situons donc face à un secteur qui semble être en profond désaccord et par rapport aux buts visés et par rapport aux moyens à mettre en oeuvre afin d'atteindre ces buts. Ce désaccord nous rend particulièrement difficile notre tâche de coordination cohérente.

Dans la foulée de la présentation du 17 décembre 2004 référée plus haut et des échanges qui ont suivi, tous les organismes ont été invités à présenter des projets d'économie solidaire.

En effet, la stratégie de mon département était double: relancer la mise en oeuvre de projets d'économie solidaire concrets et favoriser la concertation entre les partenaires de ce secteur et les ministères concernés. À cet effet, il a été retenu, de concert avec la plate-forme de l'économie solidaire, de créer un groupe de travail interministériel assisté par une minicellule de développement de l'économie solidaire, dont la création était prévue aux propositions budgétaires de 2006. Ce groupe interministériel, dont le fonctionnement devait commencer dès la mise en place de la minicellule précitée (probablement au cours du premier trimestre 2006), aurait certainement eu pour mission de réfléchir également sur les éléments à régler par la voie législative.

En ce qui concerne les projets concrets d'économie solidaire, les propositions budgétaires pour l'exercice 2006 envisageaient de participer au financement de six initiatives. Celles-ci avaient toutes pour objectif de couvrir des besoins de la population non couverts actuellement par des instances publiques ou le secteur marchand. Toutes prévoyaient des crédits de démarrage limités dans le temps, avec, comme seule exception, l'aide sociale (moyennant une sorte de «chèque-service») pour les personnes qui ne disposent pas de moyens suffisants pour payer les prestations offertes par ces entreprises d'économie solidaire.

À l'heure actuelle - pour répondre à la deuxième et à la quatrième question de l'honorable Député - le groupe de travail interministériel ne fonctionne pas encore et un avant-projet de loi n'est pas en voie d'élaboration.

En effet, dans le domaine de l'économie solidaire, l'instauration d'un groupe de travail interministériel n'est vraiment utile que s'il peut travailler en étroite collaboration avec les acteurs du terrain.

Or, actuellement, il existe entre ces acteurs une mésentente - que j'espère passagère - qui peut être esquissée comme suit: si des organismes gestionnaires à haut financement public mettent en oeuvre des projets d'économie solidaire, les organismes gestionnaires à financement public restreint et temporaire se voient désavantagés dans le calcul du prix de revient de la prestation qu'ils offrent. Le risque économique significatif - critère inhérent à notre définition de l'économie solidaire - existe chez les uns mais très peu ou pas du tout chez d'autres. Cette inégalité s'aggrave si des gestionnaires avec un financement public réduit et limité dans le temps, se consacrent à aider des demandeurs d'emploi très éloignés du marché normal de l'emploi. Cette «concurrence déloyale» entre les gestionnaires de projets d'économie solidaire a amené certains organismes à demander pour tous le même mode de financement en l'occurrence celui (élevé) des initiatives pour l'emploi.

Si nous voulons maintenir ce risque économique significatif en tant que critère de définition de l'initiative d'économie solidaire, il importe de résoudre ce problème fondamental avant de pouvoir procéder à une relance de l'économie solidaire. À titre d'illustration, citons la société Polygone (entreprise d'économie solidaire qui s'est transformée en une véritable entreprise) qui a dû se retirer des emplois de proximité dans les communes parce qu'elle n'était plus concurrentielle par rapport aux initiatives pour l'emploi.

Mon département demande à ce qu'une solution viable soit recherchée par le dialogue et la concertation entre les acteurs concernés. Voilà pourquoi, j'ai demandé à mes services de prendre à nouveau une initiative afin de les réunir autour d'une table de discussion. Ceci est la condition préalable pour que les représentants des ministères concernés puissent s'associer fructueusement aux travaux.

Ces travaux devraient permettre de concrétiser non seulement les engagements pris en la matière au niveau national - il existe des initiatives et des projets intéressants -

mais encore ceux pris dans le contexte de la stratégie de Lisbonne.

En effet, suite aux Conseils européens des 22 et 23 mars 2005 et sous la présidence luxembourgeoise en 2005, la lancée valorisant l'apport de l'économie sociale, à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa première question, s'est vue confirmée.

Question 0875 (25.1.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant l'**évolution du taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale:**

Selon les statuts de l'Association d'assurance contre les accidents, les taux des cotisations des entreprises sont fixés annuellement proportionnellement aux revenus cotisables et au coefficient de la classe de risque applicable à l'entreprise.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelle a été l'évolution du taux de cotisation de l'assurance contre les accidents au cours des trois dernières années et pour l'année en cours?
- Quelle a été l'évolution des taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale au cours de cette période?
- Quelle est la contribution à charge du budget de l'État?
- Quelle est l'évolution générale des taux de cotisation à charge des entreprises?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En réponse à la première partie de la question concernant l'évolution du taux de cotisation de l'assurance accident au cours des trois dernières années et de l'année en cours, le tableau 1 retrace l'évolution des tarifs des classes de risque de l'assurance accident «section industrielle» pour la période 2003/2006.

À l'exception de la classe 7 «travaux de toiture et travaux sur toit» qui reste inchangée à 6%, il y a lieu de noter une diminution sensible des taux dans les différentes classes de risque.

Tableau 1 - Évolution des taux respectifs des classes de risque de l'assurance accident

Tableau 1.1. - Variation

Cl. de risques		var04-03	var05-04	var06-05	var06-03
1	Commerce, alimentation, articles	-1,2%	-5,8%	-13,0%	-19,1%
2	Assurances, banques, bureaux	-1,4%	-8,6%	-17,2%	-25,4%
3	Chimie, textile et papier	-1,1%	-6,2%	-13,3%	-19,6%
4	Travail des métaux et du bois	5,6%	-7,1%	-13,4%	-15,0%
5	Sidérurgie	-6,7%	-11,8%	-20,0%	-34,1%
6	Bâtiment, gros oeuvres, travail des	-1,2%	-8,5%	-14,1%	-22,4%
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
8	Aménagement et parachèvement	-6,4%	-4,8%	-10,9%	-20,6%
9	Equipements techniques du bâtiment	0,9%	-4,0%	-13,0%	-15,7%
10	abrogée				
11	Travailleurs intellectuels indépendants	-4,9%	-14,3%	-16,7%	-32,1%
12	Etat, toutes activités à l'exception de celles	1,8%	-12,1%	-14,7%	-23,7%
13	Communes, toutes activités à l'exception de	-0,4%	-8,8%	-15,0%	-22,8%
14	Transport par route, par voie fluviale ou	-1,2%	-6,2%	-14,5%	-20,7%
15	Aviation	1,7%	-4,0%	-11,2%	-13,3%
16	Production et distribution d'énergie	-0,6%	-5,9%	-17,6%	-22,9%
17	Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres	-1,5%	-6,2%	-13,1%	-19,7%
18	Ateliers de précision à risque minime,	-0,6%	-6,5%	-14,0%	-20,1%
19	Fabrication de faïences et de produits	-2,4%	-5,4%	-7,6%	-14,7%
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	-8,9%	-5,7%	-8,1%	-21,0%
21	Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie	-32,1%	-22,8%	-22,5%	-59,4%
22	Travail intérimaire	0,0%	-2,7%	-12,8%	-15,2%

Le tableau 1.2. montre que le taux théorique nécessaire pour équilibrer le compte d'exploitation de l'assurance accident diminue lui aussi lors de cette même période.

Tableau 1.2. - Évolution du taux théorique global

2003	2004	2005	2006
1,80%	1,80%	1,70%	1,45%

Les informations demandées dans la deuxième partie de la question, notamment sur «l'évolution des taux de cotisation des entreprises dans les différents départements de la sécurité sociale», sont renseignées dans le tableau 2 pour la période 2003/2006.

Les taux de l'assurance maladie ont subi une augmentation à partir du 1er janvier 2005; les taux de l'assurance pension sont restés inchangés à 8%.

Tableau 2 - Taux de cotisation à charge des employeurs

	2003	2004	2005	2006
Assurance pension	8%	8%	8%	8%
Assurance accident	voir tab 1	voir tab 1	voir tab 1	voir tab 1
Assurance maladie				
-art.29. 1b CAS (employés; non-salariés…)	2,65%	2,65%	2,80%	2,80%
-art.29. 1c CAS (majorité des ouvriers)	4,90%	4,90%	5,05%	5,05%

Le troisième point de la question concernant «la contribution à charge du budget de l'État» est repris dans le tableau 3 [participation de tiers (à charge du budget de l'État)].

Pour 2003 et 2004, les données proviennent des comptes d'exploitation de l'assurance accident; pour 2005 du compte prévisionnel et 2006 du budget voté de l'État.

À noter qu'à partir de 2006, en présence de la nouvelle législation (article 18 de la loi budgétaire pour 2006), l'État ne prend plus à charge les frais d'administration de l'assurance accident.

Tableau 3 - Participation de l'État à l'assurance accident

	décompte 2003	décompte 2004	prévisionnel 2005	budget voté 2006
AAI				
Participations aux frais d'administration	6 030 012,09	6 240 171,74	6 886 000,00	-
Participations aux frais de prestations	19 940 110,73	21 042 221,02	20 714 400,00	21 202 000,00
AAA				
Participations aux frais d'administration	199 153,86	183 710,17	200 000,00	-
Participations aux frais de prestations	4 387 918,77	4 357 734,89	4 400 000,00	3 210 000,00
art 33/L17,11,97	114 918,83	108 635,84	125 000,00	125 000,00
Total	30 672 114,28	31 932 473,66	32 325 400,00	24 537 000,00

Comme il résulte du tableau récapitulatif annexé, on peut constater que les charges en matière de sécurité sociale, prises dans leur ensemble (assurance accident, assurance maladie et assurance pension) n'ont pas augmenté, mais au contraire, la charge globale des entreprises a diminué, à l'exception des classes de risque 7 et 17 qui cependant représentent moins de 3% du total des employeurs *(annexe à consulter au greffe de la Chambre des Députés).*

Question 0877 (26.1.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **initiatives syndicales et communales au niveau du marché de l'emploi:**

L'objectif de nombreuses initiatives syndicales et communales (Objectif Plein Emploi, Forum pour l'Emploi, ProActif, et autres associations sans but lucratif) consiste à améliorer l'employabilité de chaque demandeur d'emploi grâce à l'acquisition d'expériences professionnelles, ainsi que par le biais de formations professionnelles et à inciter notamment la réinsertion de demandeurs d'emploi principalement sur le premier marché de l'emploi.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant au nombre de personnes profitant de ces mesures? Quelle a été l'évolution de ce chiffre au cours des dernières années? Quel est le profil (âge, niveau de formation, etc.) de ces personnes?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle a été l'évolution du coût moyen par bénéficiaire des ces mesures au cours des dernières années?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes profitant des mesures en question ont pu trouver un emploi sur le premier marché de l'emploi? Dans quels secteurs économiques ces personnes ont-elles été engagées? Avec quel type de contrat (CDD, CDI) ces personnes ont-elles été embauchées?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes travaillent pour les associations en question, notamment dans l'administration de celles-ci? Combien de personnes, après avoir suivi les formations offertes par les associations en question, ont été embauchées par celles-ci?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels sont les prestations et services offerts par ces associations? À quel tarif ces services sont-ils offerts à des particuliers? À quel tarif ces services sont-ils offerts au secteur public?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si de pareilles mesures existent également à l'étranger? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant aux coûts et à l'efficacité des ces mesures par rapport aux initiatives luxembourgeoises?

Réponse (14.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le Ministère du Travail et de l'Emploi cofinance via les fonds en provenance du Fonds pour l'Emploi au stade actuel deux initiatives sociales publiques (communes) en faveur de l'emploi ainsi que six initiatives privées fonctionnant sous le statut d'association sans but lucratif.

À la demande de la Commission d'exécution budgétaire de la Chambre des Députés du 2 décembre 2002, invitant le Ministre du Travail et de l'Emploi à suivre les recommandations de la Direction du contrôle financier de subordonner le financement des initiatives sociales en faveur de l'emploi à la conclusion de conventions, le cofinancement est réglé depuis 2003 par une convention de coopération entre les organismes gestionnaires dont il s'agit et le Ministère du Travail et de l'Emploi.

À cette convention de coopération est venu s'ajouter, en 2005, un guide administratif et financier élaboré par le Ministère du Travail et de l'Emploi et qui avait été entériné par une décision du Conseil de Gouvernement du 30 avril 2004. Ce guide, élaboré notamment pour tenir compte des conclusions du réviseur d'entreprises qui a contrôlé l'utilisation des concours financiers accordés par le Fonds pour l'Emploi à l'association «Objectif Plein Emploi» pendant la période 1997-2001, définit le mode d'acceptation des dépenses par l'État, les modalités de commande et d'utilisation des biens ou services, les critères d'éligibilité des dépenses et la liste des documents administratifs à tenir disponibles auprès du gestionnaire.

L'État règle, au stade actuel de la procédure, surtout l'accès aux initiatives sociales en faveur de l'emploi, respectivement le suivi financier de celles-ci.

L'accès est strictement réservé aux personnes inscrites obligatoirement à l'Administration de l'Emploi et placées par celle-ci en stage d'insertion respectivement de réinsertion ou liées à l'organisme gestionnaire par un contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes. À titre tout à fait exceptionnel, et ce au plus tard jusqu'à la mise en vigueur du projet de loi 5144 relatif à la lutte contre le chômage social, des contrats à durée déterminée (CDD) suivant la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail sont acceptés.

Fait en outre partie du personnel à qui sont destinées les différentes mesures, toute personne inscrite obligatoirement à l'Administration de l'Emploi et bénéficiaire d'une mesure en application de l'article 10 paragraphe (1) point b) de la loi du 29 avril 1999 portant création à un revenu minimum garanti, telle qu'elle a été modifiée. Il y a lieu de relever particulièrement qu'aux fins de l'éligibilité des frais de fonctionnement de l'initiative sociale en faveur de l'emploi, la mesure doit être enregistrée auprès de l'Administration de l'Emploi.

Le financement et les données quantitatives à fournir sont réglés par l'article 9 de la convention qui prévoit:

(1) Le décompte semestriel, trimestriel cumulé, respectivement annuel comprend:

un tableau administratif actualisé du personnel de structure, reprenant:

le numéro de la matricule nationale;

le nom et le prénom de l'agent;

sa fonction dans l'initiative sociale en faveur de l'emploi;

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

l'indication de son diplôme de fin d'études;

l'indication de la forme du contrat, (exemple: contrat d'auxiliaire temporaire (CAT), contrat à durée déterminée (CDD), contrat a durée indéterminée (CDI);

la tâche de l'agent en %;

l'indication si l'agent est engagé sous le régime d'ouvrier (O) ou d'employé (E);

a) un tableau financier reprenant pour le personnel de structure par mois écoulé:

le numéro de la matricule nationale;

le nom et le prénom de l'agent;

Cl. de risques		Taux 2003	Taux 2004	Taux 2005	Taux 2006
1	Commerce, alimentation, articles de	1,73%	1,71%	1,61%	1,40%
2	Assurances, banques, bureaux d'études et	0,71%	0,70%	0,64%	0,53%
3	Chimie, textile et papier, notamment: Industries	1,79%	1,77%	1,66%	1,44%
4	Travail des métaux et du bois, notamment:	2,67%	2,82%	2,62%	2,27%
5	Sidérurgie	2,55%	2,38%	2,10%	1,68%
6	Bâtiment, gros oeuvres, travail des minéraux,	5,71%	5,64%	5,16%	4,43%
7	Travaux de toiture et travaux sur toit	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
8	Aménagement et parachèvement, notamment:	4,23%	3,96%	3,77%	3,36%
9	Equipements techniques du bâtiment	3,18%	3,21%	3,08%	2,68%
10	abrogée	-	-	-	-
11	Travailleurs intellectuels indépendants	0,81%	0,77%	0,66%	0,55%
12	Etat, toutes activités à l'exception de celles	1,14%	1,16%	1,02%	0,87%
13	Communes, toutes activités à l'exception de	2,28%	2,27%	2,07%	1,76%
14	Transport par route, par voie fluviale ou	2,46%	2,43%	2,28%	1,95%
15	Aviation	1,73%	1,76%	1,69%	1,50%
16	Production et distribution d'énergie	1,70%	1,69%	1,59%	1,31%
17	Entreprises de radio- et télédiffusion, théâtres et	0,66%	0,65%	0,61%	0,53%
18	Ateliers de précision à risque minime,	1,69%	1,68%	1,57%	1,35%
19	Fabrication de faïences et de produits	1,70%	1,66%	1,57%	1,45%
20	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	5,19%	4,73%	4,46%	4,10%
21	Fabrication de ciment, chaux, gypse, dolomie	2,71%	1,84%	1,42%	1,10%
22	Travail intérimaire	6,00%	6,00%	5,84%	5,09%

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

le salaire mensuel brut effectivement payé, parts patronales comprises.

Un total par mois de l'ensemble des dépenses de salaire et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque agent. Une liste séparée est à fournir suivant le régime ouvrier ou employé du personnel en question.

un tableau administratif actualisé du personnel à qui sont destinés les mesures, reprenant:

le numéro de la matricule nationale;

le nom et le prénom de l'agent;

son statut dans l'initiative sociale en faveur de l'emploi;

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

l'indication de son diplôme de fin d'études;

l'indication de la forme du contrat (exemple: contrat d'auxiliaire temporaire (CAT), contrat à durée déterminée (CDD);

En cas de prolongation de contrats ou de contrats successifs, indication des périodes respectives:

la tâche de l'agent en %;

l'indication si l'agent est engagé sous le régime d'ouvrier (O) ou d'employé (E);

b) un tableau financier reprenant pour le personnel à qui sont destinés les mesures par mois écoulé:

le numéro de la matricule nationale;

le nom et le prénom de l'agent;

l'indication de la section/initiative dans laquelle il travaille;

le salaire mensuel brut effectivement payé, parts patronales comprises.

Un total par mois de l'ensemble des dépenses de salaire et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque agent. Une liste séparée est à fournir suivant le régime ouvrier ou employé du personnel en question.

un tableau reprenant par mois écoulé:

un relevé des dépenses d'exploitation de l'initiative sociale en faveur de l'emploi (hormis les frais d'amortissement) suivant les rubriques détaillées du plan comptable mis en place au niveau du gestionnaire.

Un total par mois de l'ensemble des dépenses d'exploitation par initiative sociale en faveur de l'emploi et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque rubrique.

un tableau reprenant par mois écoulé:

un relevé des recettes de l'initiative sociale en faveur de l'emploi suivant les rubriques détaillées du plan comptable mis en place au niveau du gestionnaire.

un total par mois de l'ensemble des recettes par initiative du réseau OPE et un total cumulé sur les mois écoulés sont à fournir pour chaque rubrique.

un extrait conforme des impayés des comptes clients issu de la comptabilité générale de l'initiative sociale en faveur de l'emploi, dans le respect des dispositions de l'article 4 de la présente convention.

un compte de profits et pertes provisoire:

trimestriel accompagnant la demande du deuxième acompte;

semestriel accompagnant la demande du troisième acompte;

sur les premiers neuf mois écoulés accompagnant la demande du quatrième acompte;

annuel accompagnant le décompte final provisoire.

Comme l'honorable Député peut le constater, la collaboration conventionnelle entre le Ministère du Travail et de l'Emploi ne reprend pas, au stade actuel, l'indication du nombre de personnes profitant des mesures en question qui ont pu trouver un emploi sur le premier marché de l'emploi. Hormis des considérations d'ordre formel relatives à la protection des données nominatives, le Ministère du Travail et de l'Emploi ne saurait pas non plus affirmer, sur base de la convention actuelle, dans quels secteurs économiques ces personnes ont été engagées ni avec quel type de contrat.

Toutefois, afin de parer à ces lacunes, le Ministre du Travail et de l'Emploi a déposé, en date du 19 mai 2003 déjà, un projet de loi relative à la lutte contre le chômage social qui prévoit notamment la mise en place d'un comité de suivi dont une des fonctions clés est censée être la centralisation des informations permettant de répondre aux questions soulevées par l'honorable Député. Il importait au Ministre du Travail et de l'Emploi d'assurer un suivi permanent de la personne en activité d'insertion et de réinsertion afin de pouvoir mieux évaluer son évolution et les mesures éventuelles à proposer dès qu'une des activités proposées venait à échéance. Hormis l'ancrage dans la législation des aspects financiers, le projet visait donc la qualité de la prise en charge et la pérennité du curriculum de la personne en cause.

Toutefois, le Conseil d'État estime, dans son avis du 15 novembre 2005 relatif au projet de loi 5144, ces structures extrêmement lourdes et inutiles et suggère de réduire la fonction d'un comité de suivi, dont la composition serait à limiter à un strict minimum, à la seule émission d'avis sur les budgets prévisionnels en matière de lutte contre le chômage social ainsi que sur les décomptes annuels globaux. Une autre prérogative consisterait, selon le Conseil d'État, dans une activité de conseil au ministre ayant l'emploi dans ses attributions, quant à la gestion administrative et financière des initiatives prises en matière de lutte contre le chômage social.

Comme l'honorable Député pourra donc constater, le Ministre du Travail et de l'Emploi a proposé depuis longue date déjà de légiférer dans le sens de certaines des questions soulevées par lui dans sa question parlementaire 0877.

En ce qui concerne la question relative aux prestations et services offerts, il n'incombe pas, au stade actuel, au Ministre du Travail et de l'Emploi d'intervenir à ce niveau dans le calcul des tarifs offerts à des particuliers respectivement au secteur public. Ceci est de la compétence exclusive des gestionnaires d'initiatives sociales en faveur de l'emploi.

Les informations relatives aux prestations et services offerts par les associations sont cependant disponibles au public via les sites Internet des différentes associations dont notamment Objectif Plein Emploi, ProActif et Forum pour l'Emploi. Certaines des associations y publient aussi les tarifs appliqués.

Le nombre des personnes ayant profité des mesures des initiatives sociales en faveur de l'emploi entre le 1er janvier 2005 et le 30 septembre 2005, et selon les informations reçues dans le contexte du décompte trimestriel de la part des trois grandes associations dont question ci-dessus, décompte accepté par la Direction du contrôle financier, est de 1.223 personnes[1].

Aux flux de 1.223 personnes pendant les neuf premiers mois de l'exercice 2005 correspond un stock de 629 demandeurs d'emploi non indemnisés par l'ADEM pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi.

Ces personnes ont été encadrées pendant la période de janvier 2005 à septembre 2005 par 361 personnes dites «personnel de structure».

S'agissant de l'évolution de ces chiffres au cours des années soumises à conventionnement par mon département, tout comme par ailleurs l'évolution des montants mis à disposition par l'État dans le contexte du Fonds pour l'Emploi, on note une augmentation constante des personnes en mesure en raison notamment de l'augmentation du taux de chômage incompressible au Grand-Duché de Luxembourg.

La moyenne annuelle des stocks en mesure spéciale, donc de demandeurs d'emploi non indemnisés par l'ADEM pris en charge par les initiatives sociales en faveur de l'emploi passe de 114 personnes en mesures en moyenne en 1999 à 571 en 2003 (année de la signature de la première convention avec les initiatives sociales en faveur de l'emploi). En 2004 la moyenne est de 542 pour passer en 2005 à 602 mesures en moyenne annuelle.

Il est particulièrement difficile de calculer un coût moyen par bénéficiaire alors qu'il faudrait se baser, pour l'ensemble des données nous transmises, sur les flux de personnes comparé au nombre de mois qu'ils ont passés dans l'initiative sociale en faveur de l'emploi.

Les montants maximaux retenus pour les conventions des trois grandes initiatives sociales en faveur de l'emploi référées ci avant s'élèvent pour l'exercice 2003 à 24.367.500 €, pour l'exercice 2004 à 26.800.000 € et pour l'exercice 2005 à 28.092.850 €.

Le profil des personnes prises en charge par les initiatives correspond, dans une très large mesure, à celui de personnes sans, respectivement à faible qualification, mais aussi de personnes résidentes, de nationalité étrangère et n'ayant pas suivi de formation proprement dite au Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2005, de 537 personnes âgées de plus de 30 ans, respectivement de 686 personnes âgées de moins de 25 ans.

S'agissant de la dernière question de l'honorable Député, le Ministre du Travail et de l'Emploi est au regret de devoir l'informer qu'il n'a pas connaissance de pareilles mesures à l'étranger.

[1] Il s'agit des flux et non des stocks.

Question 0878 (26.1.2006) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **remboursement des prothétiques dentaires:**

Monsieur le Ministre de la Santé a donné une interview à RTL au sujet du remboursement de la prothétique dentaire. Après discussion avec les milieux professionnels concernés, il ressort que c'est depuis 2001 que l'on attend une révision de la nomenclature en médecine dentaire. Il s'agit de permettre une définition de l'utile et du nécessaire dans ce domaine qui est depuis quelque temps soumis à une tarification libre, puisque en grande partie non remboursé par les caisses de maladie.

Nous souhaitons dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Où en est la révision de la nomenclature de la médecine dentaire, attendue de pied ferme, et depuis longtemps déjà, par les milieux concernés?
- Si l'UCM décidait d'augmenter les remboursements en prothétique dentaire, le financement de ces remboursements resterait-il possible sans hypothéquer les autres remboursements de l'enveloppe globale en médecine? Existerait-il des perspectives de financement alternatives?
- Concernant les fournisseurs des médecins dentistes, notamment les laboratoires dentaires, est-il prévu de réglementer les prix pratiqués par ces fournisseurs à l'image de la réglementation existante par exemple pour les médicaments?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. Sur base d'une démarche proposée par l'Assemblée générale de l'Union des caisses de maladie en novembre 2001, les partenaires sociaux avaient déclaré leur intention de faire procéder à un examen de la nomenclature dentaire en vue de déterminer si et dans quelle mesure celle-ci serait susceptible d'être réformée.

L'UCM a demandé l'élaboration d'une expertise par un spécialiste français. Après une étude préliminaire et des rapports intermédiaires, les travaux de l'expert aboutirent à un document qui a été mis à la disposition de l'Union des caisses de maladie dans sa version finale le 6 février 2006.

Il convient de rappeler que ce document a été demandé par les partenaires sociaux avec la finalité de les éclairer sur l'état de la nomenclature actuelle par rapport aux exigences d'une nomenclature adaptée à l'évolution de la science et des pratiques médicales modernes. L'expertise devait permettre à l'UCM de déterminer ses propres positions dans le cadre de l'élaboration éventuelle d'une nouvelle nomenclature dentaire par la Commission de nomenclature instituée par l'article 65 du Code des assurances sociales.

Dès lors les partenaires sociaux vont d'abord tirer de l'expertise leurs conclusions en vue de déterminer la position de l'UCM. Dans la mesure où il sera conclu à la nécessité d'une réforme profonde de la nomenclature, la Commission de nomenclature devra être saisie de cette mission.

2. Avant que l'analyse des propositions de l'expert n'ait aboutie auprès de l'UCM et que des propositions concrètes soient mises en discussion au sein de la Commission de nomenclature, il est impossible de se prononcer sur l'impact financier ou sur les modalités d'exécution des nouvelles mesures à envisager.

3. Je saisirai la prochaine quadripartite prévue pour le 29 mars prochain de la question et je m'engagerai à revoir les taux de remboursement à la mesure des standards actuels en matière de prothétique dentaire.

Question 0879 (26.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **construction du bâtiment de l'enseignement de la Cité des Sciences à Belval-Ouest:**

Le site du Fonds Belval renseigne qu'un concours restreint d'architecture a été lancé en décembre dernier, en vue de la construction du bâtiment de l'enseignement de la Cité des Sciences à Belval-Ouest. Ce concours prévoit douze participants, dont quatre non-Luxembourgeois invités par le Fonds Belval et huit à sélectionner par le jury, sur base de l'appel de candidature.

À cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- pour quelles raisons il a été décidé de procéder à une présélection de participants?

- quels ont été les critères utilisés pour décider des quatre participants retenus?

Réponse (20.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Conformément à la démarche adoptée pour tous ses projets, le Fonds Belval a lancé un concours d'architecte afin de garantir l'émergence d'un projet de qualité.

L'organisation de concours entre architectes et urbanistes admet différents types de procédure qui vont d'une approche très large - appel de candidature international lancé par le journal officiel de l'Union européenne - jusqu'à une approche très restrictive- sélection d'un nombre limité de candidats sur présentation de dossiers.

Dans ce cas précis, le Fonds Belval a opté pour une procédure mixte. Le but recherché était double, à savoir:

- Se donner la garantie de voir participer des architectes de renommée internationale ayant une expérience confirmée en matière de projets d'enseignement supérieur;
- Offrir aux architectes non encore confirmés dans ce domaine précis l'opportunité de prouver leur compétence en relevant un nouveau défi

Dans une première étape, les responsables du Fonds Belval ont présélectionné quatre architectes étrangers compte tenu de leur compétences, références et expériences.

Afin de disposer d'un éventail de projets aussi diversifié que possible, les responsables du fonds Belval ont également veillé à mettre en concurrence des candidats provenant de pays différents et ayant une orientation architecturale caractéristique et spécifique.

Dans une deuxième étape, le jury a sélectionné huit autres candidatures sur base d'un appel de candidature international lancé par le journal officiel de l'Union Européenne.

Question 0883 (27.1.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **subventions à l'égard des maisons à haute efficience énergétique:**

L'article 11 du règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables prévoit le subventionnement de 500 habitations à performance énergétique élevée.

Si dans le cadre du règlement grand-ducal précédent, qui était quatre années en vigueur, seulement une soixantaine de projets relatifs à des maisons à performance énergétique ont été réalisés, l'année 2005 a connu un véritable boom en ce qui concerne les demandes de subventions dans le cadre du concept des maisons à basse énergie et des maisons passives. Selon nos informations, les 500 habitations prévues dans le cadre du règlement grand-ducal sous rubrique auraient déjà été attribuées.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative, quel est le nombre total de demandes reçues dans le cadre de l'article

11 du règlement grand-ducal sous rubrique? Combien de dossiers concernent des logements à basse énergie respectivement des habitations dites «passives»?

Réponse (8.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le règlement grand-ducal du 3 août 2005, instituant un régime d'aides étatiques dans le domaine des énergies renouvelables, a connu un véritable boom en ce qui concerne les projets de construction de maisons à performance énergétique élevée. Jusqu'à présent 351 maisons individuelles, 282 appartements et 45 projets d'assainissement ont été enregistrés. Ainsi le contingent maximum prévu de 500 unités qui peuvent bénéficier d'une aide étatique, est dépassé.

Dans ce contexte j'aimerais informer les honorables Députés qu'un projet de règlement grand-ducal a été adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 17 février 2006, visant à abroger les paragraphes du règlement grand-ducal du 3 août 2005 limitant les aides étatiques aux 500 habitations à performance énergétique élevée et aux 300 projets d'assainissement énergétique.

Question 0885 (30.1.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail de travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne:**

Lors du processus d'élargissement de l'Union européenne, les États membres avant l'élargissement du 1er mai 2004 (UE15) avaient exprimé leur crainte d'une arrivée massive de travailleurs en provenance des nouveaux États membres. En réponse à ces préoccupations, le traité d'adhésion a prévu un régime transitoire concernant la question sensible de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union élargie. Les États membres de l'UE15 peuvent ainsi permettre une libre circulation totale ou partielle des travailleurs en provenance des nouveaux États membres. Ils ont la possibilité de restreindre cette liberté pendant la période transitoire qui s'est ouverte le 1er mai 2004 et devant durer sept années au plus.

Pendant la période initiale de deux ans qui vient à échéance, les travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres (excepté Malte et Chypre) ont besoin d'un permis de travail à titre de condition d'accès au marché du travail dans l'UE15, sauf en Grande-Bretagne, en Irlande et en Suède, pays qui ont entièrement ouvert leurs frontières aux travailleurs des nouveaux pays membres.

Le 8 février prochain, la Commission publiera son rapport factuel sur l'application des mesures restrictives transitoires en matière de libre circulation des travailleurs dans l'UE des 25. Par ailleurs, chaque État membre de l'UE15 devra signaler formellement à la Commission soit son intention d'appliquer pleinement le droit communautaire et son principe de libre circulation des travailleurs, soit de maintenir des mesures restrictives pour une durée maximale de trois années supplémentaires.

D'après Agence Europe «la plupart des douze États membres semblent, pour l'instant, avoir décidé de ne pas maintenir leur période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail au 1er mai 2006. Par contre, l'Allemagne, qui connaît un très haut taux de chômage, et l'Autriche, qui préside le Conseil de l'UE et qui a de nombreuses frontières avec de nouveaux États membres, ont fait savoir qu'elles faisaient ‚front commun' contre l'ouverture de leur marché du travail.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la position du Luxembourg quant à une éventuelle prolongation de la période transitoire pour l'entrée sur le marché du travail de travailleurs salariés en provenance des nouveaux États membres?
- Combien de ressortissants en provenance des nouveaux États membres sont actuellement en possession d'un permis de travail au Luxembourg?
- Combien de demandes pour l'obtention d'un permis de travail au Luxembourg ont été adressées par des ressortissants en provenance des nouveaux États membres depuis le 1er mai 2004? Quelle en est la répartition par nationalités?

Réponse (15.3.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le Gouvernement a mené une vaste consultation avec les différents secteurs économiques afin d'évaluer l'intérêt de ceux-là à une ouverture complète du marché du travail luxembourgeois. La décision à prendre avant le 1er mai 2006 doit à la fois tenir compte du contexte actuel du marché du travail, des besoins spécifiques de certains secteurs du travail, ainsi que des positions de nos pays voisins dont un a déjà annoncé la prorogation de la période transitoire. Dans les prochaines semaines la concertation, notamment avec nos partenaires du Benelux, sera intensifiée en vue de définir, si possible, une position coordonnée.

Actuellement, 330 travailleurs ressortissants des nouveaux États membres sont en possession d'un ou de plusieurs permis de travail valables. Au moins 23 travailleurs supplémentaires ont été dispensés de l'obligation d'un permis en vertu d'une occupation régulière et continue dépassant douze mois, conformément aux dispositions contenues dans les annexes au Traité d'adhésion et relatives à la période transitoire. Sur les 330 travailleurs précités, 199 seront dispensés à courte échéance de l'obligation du permis de travail en vertu de ces mêmes textes. Les personnes dispensées de l'obligation du permis de travail seront assimilées aux travailleurs ressortissants des anciens États membres, ainsi que de Malte, Chypre, de la Confédération helvétique et des États parties à l'accord E.E.E..

Le nombre de personnes jouissant de la dispense de l'obligation du permis de travail en vertu des dispositions transitoires comme décrite ci-dessus ne pourra plus être recensé à l'avenir, alors que le droit d'accéder librement au marché de l'emploi de l'État membre dans lequel le travailleur a été occupé régulièrement pendant douze mois au moins profite également aux membres de famille du travailleur qui ont résidé légalement avec le travailleur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la date d'adhésion, quelle que soit leur nationalité. Ces derniers n'ont pas forcément introduit une demande de permis de travail par le passé et ne sont donc pas répertoriés.

Un tableau contenant le nombre de demandes pour l'obtention d'un permis de travail introduites depuis le 1er mai 2004 par des ressortissants en provenance des nouveaux États membres, ainsi que leur répartition par nationalités est joint.

Nationalité des demandeurs	Total des demandes pour des permis de travail
POLOGNE	436
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	120
SLOVAQUIE	100
HONGRIE	91
LITUANIE	36
SLOVÉNIE	31
ESTONIE	24
LETTONIE	22
Total	860

Question 0887 (30.1.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **promotion de l'esprit d'entreprise:**

Dans le but de redynamiser l'économie luxembourgeoise et de favoriser la croissance et la création d'emplois, le Gouvernement s'est notamment donné comme objectif la promotion de l'esprit d'entreprise. Cet objectif s'inscrit par ailleurs dans la stratégie de Lisbonne que notre pays est en train de mettre en œuvre par le biais de son Plan national de réforme.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes et les règlements grand-ducaux pris en exécution de cette loi instituent un régime général d'aides en vue de promouvoir la création, l'extension, la modernisation, la rationalisation ou la reprise d'entreprises, ainsi que des régimes spéciaux applicables aux investissements réalisés dans l'intérêt de la sécurité alimentaire, de la recherche et du développement ou de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Par contre, il me revient que les entreprises issues de certains secteurs économiques sont exclues du champ d'application de la loi susmentionnée. À titre d'exemple, le Département des Classes moyennes, en faisant valoir des «errements administratifs», refuserait l'octroi d'aides à des entreprises offrant des services informatiques à leurs clients, ce genre de services n'étant pas éligible en vue de bénéficier des aides prévues à la loi-cadre du 30 juin 2004.

Dès lors, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il peut me confirmer la pratique administrative selon laquelle certaines activités économiques seraient exclues de l'octroi des aides prévues à la loi-cadre du 30 juin 2004? Dans l'affirmative, de quels secteurs s'agit-il et quelles sont les dispositions légales sur lesquelles se basent ces exclusions?

Réponse (20.3.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

La loi du 30 juin 2004 a renforcé le soutien financier en faveur des entreprises du secteur des classes moyennes.

En effet, cette loi qui a été votée en mai 2004 à la Chambre de Députés remplace par un texte entièrement nouveau la loi du 29 juillet 1968 ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat. Si la loi de 1968 a indubitablement fait ses preuves au cours des trois décennies d'application, force est de constater que les besoins du secteur des PME ont changé et qu'il fallait adapter notre législation à l'évolution de la réglementation européenne en matière d'aide d'État et de politique de l'entreprise. Rappelons toutefois que sur la seule période 2000-2005, le Département des Classes Moyennes a traité 3.518 dossiers loi-cadre et que des aides d'un montant total dépassant 56.000.000 € ont été accordées pour une somme globale de € 767 millions d'investissements réalisés par les entreprises bénéficiaires.

Innovant par rapport à la loi de 1968, la nouvelle loi vise, au titre des dépenses éligibles, non seulement les immobilisations corporelles, mais également des investissements incorporels, vitaux pour les PME, tels que les droits de brevet, licences, savoir-faire ou connaissances techniques non brevetées. L'intensité de l'aide proposée est de 7,5% pour les entreprises de taille moyenne (50 à 250 salariés) et de 15% pour les petites entreprises (moins de 50 salariés).

La définition du champ d'application de la nouvelle loi-cadre permet l'élargissement de certains régimes d'aides aux professions libérales, dont les besoins en infrastructures et équipements sont de nos jours parfois comparables à ceux du commerce et de l'artisanat.

En outre, dans le but de développer l'esprit d'entreprise et de favoriser la création et la reprise d'entreprise, des conditions particulières sont offertes aux créateurs d'entreprises et aux repreneurs d'entreprises existantes lorsqu'il s'agit de leur premier établissement. L'intensité de l'aide proposée consiste en une majoration de 10 points du taux applicable au titre du régime PME (7,5 ou 15%) avec toutefois un maximum de 100.000 €.

La loi prévoit également d'encourager et de soutenir les entreprises luxembourgeoises en matière de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Le taux de base proposé est de 30%; il peut être majoré selon la taille de l'entreprise et en fonction de la nature des investissements.

Les activités d'innovation, de recherche et développement constituent un défi majeur pour le développement qualitatif et la compétitivité de nos entreprises. La loi entend jeter les bases d'une politique d'encouragement de nos PME à s'engager dans des projets de recherche, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement préconcurrentiel. Le taux de base proposé est de 25%, mais il peut bénéficier de majorations selon la taille de l'entreprise et en fonction de la nature des dépenses.

De plus, un régime spécial de sécurité alimentaire soutient et encourage les entreprises artisanales et commerciales du secteur de l'alimentation à investir dans des instruments ou méthodes permettant d'assurer ou d'accroître la traçabilité et la qualité des produits. L'intensité maximale de l'aide est de 40%.

Enfin, il est introduit un régime d'aide dit «de minimis» permettant d'accorder des aides à des entreprises non visées par les régimes précités sous réserve que l'aide effective accordée n'excède pas la somme de 100.000 € sur une période de trois ans.

L'article 1er de cette loi stipule que les entreprises disposant d'une autorisation de commerce peuvent bénéficier des aides et régimes prévus par la loi du 30 juin 2004. Partant, la Commission spéciale, instituée conformément à l'article 13 de la loi en question, a élaboré un règlement déterminant les taux d'intervention applicables aux différents secteurs d'activités et les activités ne bénéficiant pas des dispositions de la présente loi.

Sont ainsi exclues des aides étatiques prévues par la loi du 30 juin 2004, une trentaine d'activités parmi lesquelles se trouvent les prestataires de services informatiques. Ces derniers sont exclus étant donné que les investissements en matériel informatique et en logiciels sont déjà subventionnés au niveau des entreprises clientes de ces prestataires de services. Sont par ailleurs exclues les activités de location, les entreprises dont l'activité repose sur une concession étatique, les activités qui bénéficient déjà d'une intervention étatique par un autre département (industrie, instituts de formation, crèches, etc). Finalement, certaines activités sont exclues pour éviter une distorsion de concurrence (fiduciaires, bureaux de comptables, etc) respectivement pour ne pas soutenir financièrement une suroffre (débits de boissons, etc) dans un secteur ou une branche économique.

Question 0889 (1.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **contrôle de sécurité des toits des bâtiments publics:**

An de leschten zwee Joer hunn d'Katastrophemeldungen am Ausland zougeholl, wou duerch agestierzt Gebaier onschëlleg Mënschen hiert Liewe gelooss hunn.

Et ass an deem Zesummenhang festzestellen, datt et sech:

1. gréisstendeels ëm Gebaier vun öffentlechen Ariichtungen handelt, déi fir Sport- a Kulturveranstaltunge genotzt ginn an
2. et ganz oft den Daach ass, dee sengen Ufuerderungen net gerecht gëtt.

No esou enger Katastroph stellt sech da ganz oft d'Fro vun der Responsabilitéit an der Sécherheet.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- Bestinn hei am Land gesetzlech Virschrëften, fir Halen, déi a Betrib sinn, periodesch ze kontrolléieren, speziell wat d'Daachkonstruktioun ubelaangt? Wa jo, wien ass zoustänneg fir dës Kontroll?
- Ass d'Stabilitéit vun eisen Halen am Land garantéiert a wéi oft gëtt den Zoustand vun dësen Halen op d'Daachkonstruktioun kontrolléiert?
- Wa keng Kontrolle bis elo sollten duerchgefouert ginn, wier et dann net ubruecht emol an dësem Kontext eng Bestandsopnam vun alle Gebailechkeeten ze maachen?

Réponse (16.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Den honorablen Deputéierten Här Koepp hat, am Kader vun de Katastrophemeldungen aus dem Ausland iwwer agestierzte Gebaier, dräi Froe gestallt, an zwar un éischter Stell, ob et gesetzlech Virschrëfte gi fir Halen ze kontrolléieren, besonnesch wat d'Daachkonstruktioune betrëfft. Et ginn hei am Land eigentlech keng gesetzlech Virschrëfte fir Daachkonstruktiounen ze kontrolléieren.

Wat am Allgemengen d'Stabilitéit vun den (staatlechen) Halen am Land ugeet, muss ee wëssen, datt am Prinzip, wann eng Hal gebaut gëtt, en «bureau d'études statiques» den Opdrag kritt, fir statesch Berechnungen ze maachen

an en «bureau de contrôle» de statesche Konzept analyséiert. Déi zwee Büroe maachen d'Réceptioun vun den Aarbechte vun der Bauentreprise, déi eng „garantie décennale" stelle muss. Et gëtt keng Virschrëft fir en „contrôle périodique". Ausnahmsweis, fir speziell Gebaier, gëtt dat awer gemaach.

Wat déi drëtt Fro ugeet, ass ze bemierken, datt déi Responsabel vun der Bauteverwaltung am Prinzip um courant vum Zoustand vun de Gebailechkeeten, déi hir ënnerstinn, sinn, an domat och vun den Diech. Punktuell Problemer ginn hir och vum Benotzer signaléiert.

Am Zesummenhang mat deene leschte Katastrophen huet d'Administration des Bâtiments publics sech direkt drugesat fir eng Opstellung vun all deene Gebaier ze maachen, déi duerch hir Dimensiounen eventuell e Problem stelle kéinten. Déi Lëscht gëtt mat de respektiven Architekten- an Ingenieursbüroen duerchgeschafft an do, wou et néideg ass, wäerten zousätzlech Etüde gemaach ginn an och déi néideg Moossname geholl ginn.

Question 0890 (1.2.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **situation budgétaire des communes:**

Ces dernières années, les communes du Grand-Duché se sont vu attribuer de plus en plus de compétences. Les recettes communales n'ont cependant pas augmenté dans la même mesure. Vu l'évolution de la situation budgétaire de notre pays un renversement de cette tendance n'est guère probable à court terme, ce qui entraîne une compression des excédents du budget ordinaire des communes.

Est-ce que le Ministère de l'Intérieur a déjà établi un tableau comparatif qui permet de comparer la situation financière des différentes communes? Dans l'affirmative, est-ce que les excédents budgétaires sont repris dans ce tableau comparatif? Monsieur le Ministre pourrait-il me dire combien de communes ont établi leur budget ordinaire de façon à préserver un excédent supérieur ou égal à 5%, et gardent de ce fait une marge de manoeuvre raisonnable pour pouvoir faire face à des imprévus?

Réponse (15.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire réalise régulièrement dans le cadre de ses compétences des analyses sur la situation financière du secteur communal. De ce fait, il est normal que mon département dispose également des informations sur les soldes budgétaires des différentes communes.

Toutefois, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n'exploite pas ces informations systématiquement puisqu'une comparaison des soldes budgétaires ne donne pas une idée correcte de la situation financière des communes. Il est partant peu opportun de diffuser des tableaux comparatifs afin d'éviter toute interprétation erronée de ces données. Le solde budgétaire peut varier en effet fortement d'une commune à l'autre en fonction des politiques communales décidées en toute autonomie par les autorités locales que ce soit au niveau des recettes ou des dépenses. À toutes fins utiles, il y a lieu de rappeler que la loi communale dans son article 117 n'exige aucun excédent budgétaire mais demande seulement que les dépenses du chapitre ordinaire soient équilibrées par des recettes de même nature. Il est par ailleurs parfaitement possible qu'en raison de fluctuations ponctuelles des recettes ou des dépenses, les marges d'autofinancement du budget ordinaire des communes peuvent varier d'une année à l'autre sans que pour autant la situation financière réelle et objective à moyen terme de la commune ne soit modifiée. Pour éliminer d'une comparaison objective les phénomènes résultant de décisions locales il est préférable de comparer les recettes non affectées des communes en distinguant entre recettes dans l'intérêt de la population et recettes dans l'intérêt du territoire non aedificandi.

Question 0895 (2.2.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**avis de concours du Fonds Belval pour la construction de l'Université:**

Il me revient que l'avis de concours du Fonds Belval pour un bâtiment représentatif pour l'Université ait été publié avant même que le choix sur le terrain n'ait été pris. De plus, il semble que le Fonds Belval préfère faire construire l'Université par un grand architecte étranger, ceci au détriment des architectes luxembourgeois. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre des Travaux publics peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles l'avis de concours du Fonds Belval a été publié avant que le choix sur le terrain n'ait été pris et quels ont été les coûts engendrés jusque-là?

  Qui supporterait les coûts, si le choix sur le terrain était différent de celui prévu dans l'annonce de concours?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles les responsables du Fonds Belval semblent préférer un grand architecte étranger pour la construction de l'Université?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un ou plusieurs architectes luxembourgeois pourraient aussi développer un projet représentatif de haute qualité?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'approche choisie par les responsables du Fonds Belval aille à l'encontre des actions de promotion du Gouvernement en faveur de l'esprit entrepreneurial?

Réponse (20.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La décision du Gouvernement d'implanter une partie de l'Université sur la terrasse des Hauts Fourneaux n'est pas nouvelle: elle a été présentée au mois de mai 2000 à la Chambre des Députés par Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Conformément à la démarche adoptée pour tous ses projets, le Fonds Belval a lancé un concours d'architecte afin de garantir l'émergence d'un projet de qualité. Pour ce projet précis, un concours international d'architecture a été lancé au Journal Officiel en conformité avec les directives européennes en la matière.

Dans une première étape, les responsables du Fonds Belval ont présélectionné quatre architectes étrangers de renommée internationale qui ont tous une bonne expérience en matière de projets d'enseignement supérieur. Parmi ces projets,on peut citer notamment le centre des sciences de Wolfsburg, le campus de l'université de Chicago,le campus audiovisuel de Barcelone, le «Royal College of Arts» de Londres, le Science Parc de l'ETH de Zurich ainsi que le campus Novaris de Bâle.

Dans une deuxième étape, le jury a sélectionné huit autres candidatures sur base d'un appel à candidatures. Parmi ces huit bureaux d'architectes, cinq sont des bureaux luxembourgeois et trois des bureaux étrangers.

À noter encore que ce sont des architectes luxembourgeois qui ont été désignés comme lauréats à l'issue des concours organisés par le Fonds Belval pour le lycée, la pépinière d'entreprises, le premier bâtiment administratif et les archives nationales.

Question 0896 (2.2.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **construction de nouvelles Archives Nationales à Belval:**

À l'issue d'un concours international d'architecture un groupement d'étude composé de plusieurs architectes et ingénieurs a remporté le premier prix ainsi que le contrat pour l'étude du projet des nouvelles Archives Nationales à Belval. Or, il me revient qu'aujourd'hui il est question de remanier le projet et d'en transformer une partie en bibliothèque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information selon laquelle une partie du projet des nouvelles Archives Nationales à Belval serait transformée en bibliothèque?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et quels seront les coûts supplémentaires engendrés par ce remaniement? De quel type de bibliothèque s'agit-il exactement?
- Messieurs les Ministres estiment-ils que la logique inhérente à la construction d'un bâtiment destiné à des archives est la même que celle pour la construction d'une bibliothèque?

Réponse conjointe (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les besoins pour les nouvelles Archives Nationales ont été évalués en appliquant des ratios de croissances annuels des fonds sur une période d'évolution de 40 ans. C'est cette évaluation qui a servi de base à l'établissement du programme de construction de l'immeuble. Il est évident que cette capacité représente une vue à long terme des besoins qui, dans une première phase, ne seront pas utilisés pour les besoins propres des Archives Nationales.

Au vu des contraintes budgétaires actuelles, le Gouvernement a retenu de redéfinir partiellement le projet de construction de nouvelles archives.

Pour que les Archives Nationales puissent cependant continuer à assumer leurs missions dans les immeubles actuellement occupés le Ministre de la Culture a proposé la mise en place d'un groupe de travail afin de pouvoir dégager dans les meilleurs délais les solutions qui s'imposent en la matière.

Question 0897 (2.2.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **vols secrets de la CIA:**

Q 121

Hier lors de la séance publique à la Chambre des Députés Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a affirmé que des avions en provenance et en partance de Francfort, travaillant en relation étroite (suivant une liste du Conseil de l'Europe) avec les services secrets américains (CIA) dans le cadre du transport secret de détenus, avaient ravitaillé les 30 et 31 janvier 2006 à l'aéroport du Findel. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a également précisé que selon ses informations aucun détenu ne se trouvait à bord de ces avions. Il y a encore quelque temps Monsieur le Ministre des Transports a affirmé lors d'une heure de questions qu'aucun vol de la sorte n'a été enregistré à l'aéroport du Findel. Par voie de presse je dois constater que les autorités judiciaires se seraient emparées du dossier pour procéder à un examen plus approfondi de ces vols.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Affaires étrangères, des Transports et de la Justice:

- Est-ce que Messieurs les Ministres n'estiment pas curieux, au vu des informations que l'on possède sur des vols secrets de la CIA en Europe depuis 2001, que seulement des atterrissages et des décollages de machines collaborant avec l'agence secrète américaine auraient eu lieu les 30 et 31 janvier derniers?
- Étant donné que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a renseigné la Chambre des Députés que les avions ayant fait escale au Luxembourg ont uniquement procédé à un ravitaillement, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me dire combien de ravitaillements de ce genre ont d'habitude lieu à l'aéroport du Findel?
- Est-ce que Messieurs les Ministres entendent, à côté des renseignements qu'ils peuvent demander auprès de la société exploitant l'aéroport du Findel, contacter les autorités américaines pour avoir des informations plus précises et complètes sur les vols en question et sur d'autres vols éventuels?
- Comment le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il réagir s'il s'avérait que des avions transportant des détenus de la CIA auraient fait escale à l'aéroport du Findel?

Question 0913 (13.2.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **vols secrets de la CIA:**

Lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration en date du 6 février 2006 Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et des Transports ont informé les membres de ladite Commission sur les avions étant mis en relation avec les vols présumés de la CIA et ayant fait escale à l'aéroport du Findel. À cette occasion j'avais demandé à Messieurs les Ministres de m'assurer que l'avion immatriculé N368CE avait bien atterri à Francfort et de me donner de plus amples informations sur l'heure d'arrivée. Informations que Messieurs les Ministres avaient promis de me faire parvenir par écrit dans les plus brefs délais.

Étant donné que cette affaire continue à défrayer la chronique et que cet avion semble avoir eu par le passé pour destination Kabul et Bagdad, et n'ayant toujours pas eu de réponse à ce jour je m'empresse pour réitérer ma demande auprès de Messieurs les Ministres quant à la destination de cet avion en partance depuis le Luxembourg.

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont pu s'enquérir auprès des autorités aéroportuaires allemandes si l'avion en question a bel et bien atterri en Allemagne après son départ de l'aéroport du Findel? Dans l'affirmative à quelle heure? Et d'autre part peuvent-ils me renseigner sur la destination suivante de l'avion immatriculé N368CE?
- Dans la négative, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur la vraie destination de l'avion en question?

Réponse commune (8.3.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Suite à des interpellations et informations venant de la société civile et dans le contexte du rapport à établir par la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur «les allégations sur l'existence de centres de détention secrets dans les États membres du Conseil de l'Europe», une enquête fut engagée en novembre 2005 en vue de recueillir des informations quant à d'éventuels survols ou atterrissages «d'avions suspects» sur le territoire national.

Si l'enquête se concentrait dans un premier temps sur huit avions immatriculés aux États-Unis, signalés par des acteurs de la société civile, elle fut étendue par la suite à la liste de 41 avions qualifiés de «douteux» par le rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et transmise au Ministère des Transports par Eurocontrol en date du 31 janvier 2006.

Alors qu'il apparut dans une première étape qu'aucun des huit avions signalés n'avait atterri à l'aéroport de Luxembourg entre 2001 et 2005, fait dont la Commission des Transports de la Chambre des Députés fut informée en date du 29 novembre 2005 par le Ministre des Transports, l'extension de l'enquête aux avions repris sur la liste de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe montra que deux des avions sur cette liste avaient fait escale à Luxembourg, à savoir:

- un Beech 200 immatriculé N312ME en date du 16 novembre 2005: l'avion a atterri à 09.42 heures venant de Corfou et a décollé le même jour à 11.05 heures à destination de Dublin;
- un Boeing 737-300 immatriculé N368CE en date du 31 janvier 2006: venant de Francfort, l'avion a atterri à 11.44 heures et a décollé le même jour à 16.15 heures pour retourner sur Francfort.

D'après les informations fournies par l'Administration de l'aéroport, aucun passager n'avait embarqué ni débarqué dans les deux cas, s'agissant d'escales techniques pour les besoins d'avitaillement en fuel.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration fut informée de cet état des choses en date du 6 février 2006. Elle fut également informée du fait que le Boeing 737-300 immatriculé N34315, qui avait atterri le 30 janvier 2006 à l'aéroport de Luxembourg et qui avait été mentionné par le Ministre des Affaires étrangères lors de son intervention à la Chambre des Députés le 1er février dernier, ne figure pas parmi les avions qualifiés de «suspects» par le rapporteur de l'Assemblée parlementaire.

À la même occasion, le Ministre des Transports indiqua que les services du contrôle de la circulation aérienne de l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg étaient désormais requis de l'informer de suite en cas de plan de vol renseignant sur l'atterrissage envisagé

d'un aéronef figurant sur la liste de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le cas échéant, les autorités compétentes procéderaient à une inspection de l'aéronef en question.

L'honorable Député demande des informations sur le nombre de «ravitaillements» en fuel, qui ont lieu d'habitude à l'aéroport de Luxembourg. Il faut noter que l'avitaillement des avions est effectué par une compagnie spécialisée qui n'a aucun lien avec les activités de la compagnie chargée de l'assistance aéroportuaire et assurant, entre autres, les activités liées au débarquement et à l'embarquement des passagers. Faute de lien direct entre ces prestations différentes, il n'existe pas de données statistiques à ce sujet.

Pour ce qui est de contacts avec les autorités américaines en vue de recueillir des informations allant au-delà des renseignements recueillis auprès de l'Administration de l'aéroport de Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères a informé la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration lors de la réunion précitée du 6 février dernier de son entretien avec l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Luxembourg.

En ce qui concerne la requête de l'honorable Député quant à la destination de l'avion immatriculé N368CE ayant fait escale à Luxembourg le 31 janvier 2006, il a pu être vérifié auprès de l'aéroport de Francfort que cet avion venant de Francfort et reparti à destination de Francfort à 16.15 heures y a effectivement atterri à 16.45 heures. L'avion ne faisant dès son atterrissage à Francfort plus l'objet d'une relation de service avec les autorités aéronautiques luxembourgeoises, aucune information sur la destination suivante de cet avion n'a pu être obtenue.

Question 0898 (3.2.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **simplification des formalités administratives en faveur des petites et moyennes entreprises (PME):**

La performance et l'efficacité de l'économie luxembourgeoise sont en partie tributaire des pesanteurs et du manque de rationalité de certains secteurs de l'administration publique. Afin de soutenir l'activité économique et de promouvoir un climat propice au développement des affaires, il est indispensable de réduire au maximum les charges et les délais auxquels sont soumises les entreprises implantées au Luxembourg.

Une étude de la Chambre des Métiers publiée en août 2004 montrait que chaque emploi dans l'artisanat s'est trouvé hypothéqué par 1.728 euros par an.

Le programme gouvernemental, pour sa part, précise que «le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME.»

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Logement et du Tourisme:

- Est-ce que le Gouvernement possède une stratégie d'ensemble de réduction des charges administratives? Quels sont les objectifs concrets que le Gouvernement entend atteindre en matière de simplification des formalités administratives? Quels sont les délais endéans desquels le Gouvernement entend les atteindre?
- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le choix d'un objectif concret, à l'instar du Gouvernement danois ayant déclaré vouloir réduire les charges administratives des entreprises d'ici à 2010 d'au moins 25%, pourrait mieux sensibiliser les instances concernées et ainsi faire avancer le processus de la simplification administrative?
- Quelles sont les mesures et initiatives concrètes que le Gouvernement a réalisées depuis août 2004?
- Est-ce que le commissaire à la simplification administrative possède de vraies compétences horizontales respectivement est-ce que tous les ministères concernés participent à la politique de simplification et de réduction des formalités administratives? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails quant aux expériences faites respectivement aux problèmes rencontrés jusqu'ici? Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- La fiche d'impact PME/PMI a été introduite il y a quelques années pour éviter dans la mesure du possible de nouvelles charges administratives au détriment des classes moyennes. Quelle est l'analyse de Monsieur le Ministre en ce qui concerne l'utilisation des fiches d'impact par les autres ministères? Monsieur le Ministre entend-il faire évaluer l'instrument de la fiche d'impact quant à ses effets en faveur des classes moyennes et quant aux problèmes relatifs à son utilisation par les ministères?
- Le programme gouvernemental prévoit la mise en place renforcée de la formule du guichet unique. Dans son rapport «Éliminer la paperasserie - La simplification administrative dans les pays de l'OCDE», l'OCDE souligne que «bien que, par essence, la plupart des guichets uniques contribuent à réduire les charges administratives des catégories directement visées, on n'a guère d'informations en ce qui concerne l'impact économique global de la création et du fonctionnement des guichets uniques sur les entreprises, les administrations et les contribuables.» Messieurs les Ministres disposent-ils de données chiffrées quant à l'impact de l'introduction de guichets uniques?
- Monsieur le Ministre entend-il faire analyser de plus près les lois et règlements existant sous l'optique de la réduction de la charge administrative et d'une plus grande efficacité au niveau des relations et échanges entre les Classes moyennes et l'administration publique?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer si le Gouvernement entend davantage faire creuser l'idée du «netting fiscal»? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions quant aux objectifs poursuivis en la matière? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (14.3.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En ce qui concerne les questions de Monsieur le Député Claude Meisch, je tiens à informer l'honorable Député que les travaux actuellement engagés dans le cadre de la politique de simplification administrative s'orientent, d'une part, d'après quatre axes développés dans le cadre du plan national pour l'innovation et le plein emploi. Ces axes sont:

- le développement des études d'impact;
- l'analyse des procédures administratives;
- la codification des textes législatifs;
- l'optimisation de l'échange d'informations entre les administrations et les entreprises.

Sont engagés, d'autre part, au sein du Comité National pour la Simplification Administrative des travaux en faveur des Entreprises (CNSAE). Dans le cadre des travaux actuellement en cours, une collaboration étroite entre le CNSAE et le Comité de coordination pour la modernisation de l'État a été entamée. Le Comité a mis en oeuvre, d'ores et déjà, certaines simplifications administratives spécifiques (cf. tableau) en faveur des entreprises et est en train de préparer un document regroupant la stratégie, les instruments ainsi qu'un plan d'action visant à atteindre le but projeté.

En ce qui concerne les questions spécifiques formulées par l'honorable Député, je tiens à insister sur les éléments de réponse suivants:

En l'état actuel du dossier le choix d'un objectif quantitatif, à l'instar d'autres pays ne semble pas être de mise étant donné que les données préalablement nécessaires à un tel objectif font défaut au Luxembourg. Les autres pays ont d'ailleurs procédé de la même façon.

Outre les initiatives engagées par les différents départements ministériels telles que notamment le portail marchés publics et le portail entreprises, le CNSAE a entamé les travaux suivants ensemble avec les départements concernés (cf. tableau):

Les principales actions réalisées ou en voie de réalisation dans le cadre des travaux du CNSAE portant sur la simplification administrative en faveur des entreprises sont:

N°	Domaine	Actions	Réalisé	En voie de réalisation
1.	Protection des données	Avis du CNSAE en date du 22 juillet 2005, transmis au Ministère de tutelle.	X	
2.	Autorisations d'établissement	Mise en place d'un nouveau système informatique.		X
5.	Enquête Statec	Seuils d'exemption des expéditions et des arrivées de 100.000 euros ont été relevés à 150.000 euros.	X	
3.	Projet, «Assistance électronique aux entreprises du secteur»	Mise en oeuvre d'un outil informatique		X
4.	Statistiques	Mise en place du groupe, passage en revue des statistiques ayant trait aux entreprises	X	
5.	Marchés publics	Utilisation du domaine routier et ferroviaire de l'État: - publication des permissions de voirie sur un site internet - mise à disposition sur un site internet d'un formulaire de demande de permission de voirie		X
6.	Formation générale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation spécifique, destinée aux attachés du secteur étatique et du secteur communal.		X
7.	Formation spéciale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation, destinée aux attachés d'Administrations		X
8.	Formation continue	Développement et mise en place d'une formation, destinée au secteur étatique et secteur communal.		X
9.	Calendrier statistique	Liste des statistiques et dates des enquêtes concernant les entreprises, consultables sur le site du Statec	X	
10.	Intégration d'une rubrique «Simplification administrative» dans le site internet du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	Mise en relation avec PT consultings en vue de la mise en place des données.	X	
11.	Guide d'interprétation du règlement 178/2002/CE fixant les procédures relatives à la sécurité de la chaîne alimentaire	Traduction en langue allemande	X	
12.	Système de collecte Intrastat	Dispense des entreprises de fournir des informations sur la quantité en masse nette pour tous les biens pour lesquels des unités supplémentaires doivent être déclarées simultanément.	X	
13.	Participation au groupe de travail sur la Gestion de la réglementation et de la réforme réglementaire	Consultations dans le cadre du questionnaire de l'OCDE relatif aux indicateurs de la qualité de la réglementation.	X	

Le «commissaire à la simplification administrative» ne disposant pas de compétences horizontales, les travaux actuellement en cours se font sur la base de travaux de concertations et sous forme de collaborations entre différents ministères et administrations.

La fiche d'impact actuellement en vigueur est utilisée par les différents départements ministériels. Une nouvelle version de la fiche d'impact sera introduite prochainement. Afin de rendre plus pratiques la mise en oeuvre de l'approche «meilleure réglementation» et la fiche d'impact, le CNSAE ensemble avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative élaboreront dans ce contexte des formations spécifiques.

Les guichets uniques mis en place dès 1999 auprès de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers en étroite collaboration avec le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ont traité depuis lors quelques milliers de dossiers. Des statistiques détaillées sont disponibles auprès de mon département.

Question 0900 (3.2.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **lots de chasse pris en location par l'État:**

Suivant les dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, le Gouvernement et les communes peuvent prendre en location, en leur nom et à leurs frais, un ou plusieurs lots de chasse.

J'aimerais donc savoir si:

- Le Gouvernement a pris en location des lots de chasse?

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

- Dans l'affirmative, quels sont ces lots de chasse?
- Quelles sont les raisons de cette location?
- Quelles sont les personnes admises à pratiquer la chasse dans ces lots?

Réponse (17.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1: Le Gouvernement a pris en location les lots de chasse suivants:

lot n°104 de Naundorf (284 ha)

lot n°168 de Gralingen (422 ha)

lot n°173 de Bastendorf/Tandel (396 ha)

lot n°184 de Diekirch (325 ha)

ad 2: Le lot de chasse n°104 de Kaundorf a été spécialement créé en 1966 sur l'initiative de l'administration des Eaux et Forêts dans un double but:

1. Création d'un gîte et refuge à l'avifaune aquatique du lac de la Haute-Sûre, raison pour laquelle le lot de chasse englobe la majeure partie de la surface d'eau du lac.

2. Création d'une réserve pour permettre l'introduction du mouflon décidée à l'époque sur initiative du Conseil supérieur de la Chasse.

Il faut encore relever qu'environ 90% des terrains composant ce lot de chasse appartiennent à l'État.

En ce qui concerne les trois autres lots de chasse pris en location par l'État ils sont loués par le Ministère de la Défense.

ad 3: En ce qui concerne le lot de chasse n°104 de Kaundorf, la liste des personnes pouvant être admises à y pratiquer la chasse est celle qui a été communiquée en réponse à la question parlementaire N°0787 de l'honorable Député Camille Gira *(cf. compte rendu N°5/2005-2006).*

ad 4: Quant aux trois lots de chasse loués par le Ministère de la Défense, il y a lieu de demander les renseignements ad hoc à Monsieur le Ministre de la Défense.

Question 0901 (3.2.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **indemnités pour sangliers abattus:**

L'article 12.340 (12. 230) du Budget des recettes et des dépenses de l'État prévoit dans le cadre des dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier la participation à la lutte contre la peste porcine et le paiement d'indemnités pour sangliers abattus.

- Une telle indemnisation est-elle toujours d'actualité?
- Quand est-ce que le dernier cas de peste porcine a été détecté?
- Quel est le montant dépensé par l'État en 2003, 2004 et 2005 pour financer les indemnités pour sangliers abattus?

Réponse (17.2.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1: Conformément à la décision du Gouvernement en conseil du 8 avril 2005, une prime de 100 euros est payée pendant la période du 16 août 2005 au 15 août 2006 pour tous les sangliers d'un poids vivant inférieur à 50 kg, qui sont échantillonnés et acheminés ensuite à la destruction. En effet, un monitoring des sangliers nés après la dernière vaccination des sangliers contre la peste porcine en automne 2004 est de rigueur pour donner droit aux exigences de l'O.I.E. (Office International des Épizooties). Il s'agit de contrôler que les sangliers nés après cette dernière vaccination sont tous séronégatifs pour pouvoir assumer que le virus est définitivement éliminé de la population des sangliers.

ad 2: En ce qui concerne la situation après le 16 août 2006, il appartiendra à l'autorité compétente en la matière, à savoir au Ministre de l'Agriculture, de décider si et dans quelle envergure un monitoring des sangliers devra être poursuivi, au vu non seulement de la situation sanitaire au Luxembourg mais aussi de celle de nos pays voisins.

ad 3: Le dernier cas de peste porcine classique au Grand-Duché de Luxembourg a été constaté en août 2003.

ad 4: Nombre de sangliers indemnisés (100 euros par sanglier):

2003: 3.800 sangliers

2004: 3.100 sangliers

2005: 2.400 sangliers

Question 0903 (6.2.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en place d'un tachygraphe digital pour les camions et les autobus:**

Les instances communautaires ont décidé de remplacer le tachygraphe mécanique dont doivent être équipés normalement les camions et les autobus en vue de la vérification des temps de conduite et de repos des chauffeurs, par un nouveau tachygraphe digital censé être mieux protégé contre des manipulations frauduleuses destinées à déguiser l'omission de prendre en cours de route les périodes de repos imposées par le droit communautaire.

Au vu de l'opposition des syndicats d'accepter le principe du paiement par les intéressés des cartes à puce que désormais tout chauffeur de poids lourds ou d'autobus doit détenir j'aimerais être renseigné de la part de Messieurs les Ministres du Travail et des Transports sur le mode de fonctionnement du nouveau système.

- Depuis quelle date la présence d'un tachygraphe digital est obligatoire sur les camions et les autobus?
- Quels sont les errements techniques, administratifs et financiers retenus dans le cadre de la mise en place de ce nouveau type de tachygraphe?
- Comment a été résolu le différend sur la prise en charge financière de la carte à puce que doit dorénavant détenir le chauffeur? Est-il vrai que tant le Gouvernement que les associations patronales et syndicales ont fait établir des avis juridiques sur la question?
- Au vu des réponses obtenues, le Gouvernement entend-il légiférer pour clarifier la situation ou les avis juridiques permettent-ils d'établir à l'abri de tout doute quelle solution appliquer? Quelle est plus particulièrement l'opinion exprimée par les jurisconsultes sollicités quant à la prise en charge financière du nouvel équipement?
- À quel degré l'État participe-t-il au financement du système? Quels ont été jusqu'à présent les crédits budgétaires dépensés et à quelles fins? D'autres dépenses publiques sont-elles par ailleurs prévues à l'avenir?

Réponse commune (14.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le sujet de la question parlementaire de l'honorable Député ayant déjà été traité en partie dans la réponse des Ministres concernés à la question parlementaire N°0640 des honorables Députés Messieurs Ali Kaes et Marc Spautz, il sera exposé plus en détail ci-après en tenant compte notamment des avis juridiques sollicités dans ce dossier.

Le tachygraphe numérique sera introduit 20 jours après la publication du nouveau règlement communautaire sur les temps de conduite et les périodes de repos dans le Journal officiel des Communautés européennes. À ce stade, il est prévu que cette publication interviendra dans la deuxième moitié du mois d'avril 2006.

Les données techniques du nouveau tachygraphe numérique sont fixées dans l'annexe IB du règlement (CEE) n°3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports tel qu'il a été modifié par la suite. Le règlement à publier précité apportera, entre autres, des modifications au règlement (CEE) n°3821/85.

L'introduction des cartes de tachygraphes nécessite au plan administratif la mise en place d'un système de gestion des cartes.

Étant donné que la prise en charge financière de la carte à puce que doit dorénavant détenir le chauffeur n'est pas toisée par les textes communautaires parce que le règlement (CEE) n°3821/85 tel que modifié par le règlement (CE) n°2135/98 du 24 septembre 1998 se borne à préciser que la carte de conducteur est personnelle, émise par l'État de résidence du chauffeur et mutuellement reconnue au sein de l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois, comme tous les États membres, n'est pas obligé et n'entend à ce stade pas trancher cette question par voie législative.

En effet, vu la complexité du sujet et la particularité du secteur en question, nous sommes d'avis que la question s'apprête parfaitement à être réglée par voie d'accord individuel ou collectif.

Sans donner de solution définitive et en s'inspirant notamment des systèmes existant en Belgique et en France, les avis juridiques établis à la demande du Gouvernement respectivement d'une association patronale, donnent d'ailleurs un nombre non exhaustif de pistes intéressantes dont aucune ne va dans le sens d'une intervention directe du législateur mais qui sont toutes basées sur des accords pouvant être trouvés à différents niveaux.

Une des pistes ainsi tracées est par exemple celle de prévoir que pour tout chauffeur qui est au service d'un employeur du secteur concerné au moment de la mise en vigueur obligatoire de la carte de conducteur, il appartiendra à l'employeur d'en prendre le coût à sa charge.

L'employeur pourra dans ce cas demander à son salarié la signature d'un avenant au contrat de travail dans lequel ce dernier s'engage à rembourser à l'employeur la partie du droit d'usage forfaitaire non utilisé au service de cet employeur après résiliation du contrat de travail et ce au prorata de la tranche non utilisée.

Ceci est valable surtout en cas de démission volontaire ou de licenciement pour faute grave.

Si au contraire le travailleur souhaite se faire engager comme chauffeur après la mise en vigueur du nouveau système, l'employeur exigera probablement de la part du candidat la présentation de la carte de conducteur. Dans cette hypothèse il ne semble pas possible d'imposer à l'employeur le remboursement du coût de la carte.

Quant à la prise en charge financière du nouvel équipement des véhicules, ces coûts devront être supportés par les entreprises au même titre qu'actuellement les coûts d'équipement des véhicules avec des tachygraphes analogues.

Jusqu'à présent, la mise en place du nouveau système a entraîné des dépenses de l'ordre de 1,4 millions d'euros. Ce chiffre couvre notamment les frais d'investissement initiaux pour la mise en place du système de gestion des différentes cartes de tachygraphe.

Les frais inhérents à la production des cartes sont répercutés sur les prix de vente des cartes. Les différents éléments des coûts d'investissement englobent notamment:

- l'élaboration et la création d'une base de données pour la gestion des cartes de tachygraphes émises au Luxembourg;
- la digitalisation des photographies et signatures des candidats à l'obtention d'une carte de tachygraphe;
- la mise en oeuvre de la participation du Luxembourg au système d'échange d'information mis en place par la Commission européenne (Tachonet);
- la mise en oeuvre d'une infrastructure à clef publique pour la création et la gestion des signatures électroniques mémorisées dans les cartes de tachygraphes;
- le cofinancement d'un système de production des cartes de tachygraphes (projet commun avec les Pays-Bas) ainsi que de la gestion de ce système.

Question 0907 (7.2.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **concept des cours d'intégration:**

Pour mieux gérer tous les aspects liés à l'intégration et améliorer significativement le parcours des migrants primo-arrivants au Luxembourg, des propositions ont été faites concernant le concept des cours d'intégration.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Quels sont les projets actuels de votre département en matière de cours d'intégration?
- Quelle est la volonté du Gouvernement pour mettre en oeuvre une politique concertée en matière d'accueil?
- Quels sont les moyens budgétaires envisagés à cet effet pour 2006?
- Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration est-il associé à cette démarche? Qu'en est-il des partenaires sociaux?
- Qu'en est-il de l'analyse prévue par le programme gouvernemental sur le congé-éducation existant en vue de la création d'un congé linguistique?
- Sous quelle forme la Chambre des Députés sera-t-elle tenue au courant de cette démarche qui semble très prometteuse?
- Quelles sont les conclusions tirées par votre département à la suite du séminaire du 27 mai 2005 sur les cours d'intégration fonctionnant d'ores et déjà dans les pays voisins? Pourquoi la Chambre n'y avait pas été conviée?
- Que pensez-vous d'aller visiter certains projets concrets à l'étranger pour vous apporter des éclaircissements supplémentaires? La Chambre pourrait-elle y être associée?
- Quelles sont les conclusions tirées par le Gouvernement sur les diverses réflexions soumises en la matière par les associations?

Réponse (14.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Au début de l'année 2005, un groupe de travail informel composé de fonctionnaires, d'enseignants mais également de responsables d'associations d'étrangers ou oeuvrant en faveur des étrangers a été créé à l'initiative du Ministère de la Famille et de l'Intégration Commissariat du Gouvernement aux Étrangers avec l'objectif d'élaborer un concept de cours d'intégration.

Suite à différentes réunions dudit groupe et faute de budget propre du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers pour l'organisation de tels cours, la proposition par la responsable de la Formation des Adultes de lancer un projet pilote de cours d'intégration sous la dénomination «Cours INLUX» dans le cadre des deux Centres de Langues de Luxembourg et de Mersch fut retenue.

Il s'agit d'un cours intensif sur 20 heures par semaine dont 16 heures de langue luxembourgeoise ou française et 4 heures de formation civique courant sur deux fois six semaines totalisant ainsi au moins 200 heures d'enseignement de langues. Ce projet actuellement sous évaluation devra subir des adaptations, notamment concernant le public cible. Aussi une réflexion devra être menée par le groupe de travail sur la transférabilité du projet en cours et sa démultiplication: organisation par les autorités communales ou/et des associations au niveau local.

En ce qui concerne l'accueil des jeunes primo-arrivants, le Service national de la Jeunesse a mis en place à partir de l'année scolaire 2004-2005 une offerte de stages spéciaux de plusieurs jours pour classes d'accueil. Ces stages permettent aux jeunes d'avoir un échange sur leur situation particulière et de s'exercer dans un cadre parascolaire dans leur nouvelle langue véhiculaire. Les techniques utilisées sont le théâtre d'improvisation, les arts plastiques, etc. Pendant le stage une brochure spéciale est distribuée aux jeunes les renseignant sur les services de soutien aux jeunes et sur les possibilités de loisirs.

Au cours de l'année 2004-2005 au total 150 jeunes ont participé avec leurs enseignants à ces stages.

Comme les propositions budgétaires devront être finalisées en avril de l'année précédant l'année budgétaire visée, il n'était pas possible de prévoir une ligne budgétaire spécifique accueil/intégration.

L'évaluation du projet pilote a pu être réalisée par le biais d'un article budgétaire couvrant des frais d'experts.

Il est évident que les Ministères des Affaires étrangères et de l'Immigration et de la Famille et de l'Intégration se concerteront au niveau de la démarche: l'Immigration et l'Intégration étant deux concepts indissociables.

Avant l'implication des partenaires sociaux, il y a lieu de relever le rôle primordial que jouent dans ce contexte les associations avec lesquelles le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers a un contact soutenu ainsi que celui des administrations communales.

Le séminaire du 27 mai 2005 sur les cours d'intégration fonctionnant dans les pays avoisinants a permis aux parties concernées de se rendre compte que les approches à prendre dépendent des spécificités de chaque pays, de sorte que le Luxembourg ne saura transposer tel quel l'un ou l'autre des projets présentés. D'ailleurs les intervenants n'ont pas non plus caché les côtés négatifs de leur projet. Le Luxembourg continuera ainsi ses réflexions autour du projet pilote lancé dans le cadre du groupe de travail informel.

Le séminaire en question était organisé de concert par le Commissariat du Gouvernement aux Étran-

gers et l'ASTI et visait un public spécifique dont notamment: les associations et les partenaires sociaux dans le but de les inciter à réfléchir sur le sujet.

Il a également été envisagé d'aller visiter certains projets à l'étranger, notamment en France, bien que cette dernière, après évaluation de son approche, va procéder à certains réaménagements. Il est évident que la Chambre pourra être associée à une telle visite à planifier au courant de l'année 2006.

En réponse à la dernière question je m'attends à des propositions concrètes élaborées par le groupe de travail informel qui seront alors analysées par les instances concernées.

Question 0909 (8.2.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **chemins de Saint Jacques de Compostelle:**

Le Conseil de l'Europe a reconnu en 1987 les Chemins de Saint Jacques de Compostelle comme premier itinéraire culturel européen. La Déclaration faite à Saint Jacques de Compostelle le 23 octobre 1987 en présence des ministres de la culture européens, marque les objectifs et définit la philosophie de ce premier itinéraire culturel: inciter les citoyens de l'Europe en construction et tout particulièrement les nouvelles générations à redécouvrir les Chemins de Saint Jacques, à prendre connaissance de tout ce que le mouvement vers Compostelle a apporté à l'identité culturelle européenne et à parcourir à nouveau ces chemins avec un esprit d'avenir.

Pour revitaliser ledit itinéraire, le Conseil de l'Europe avait prévu en 1987 de créer un emblème commun qui permette de visualiser cet ensemble de chemins sur le territoire européen en soulignant la portée symbolique de l'espace défini par ces voies de pèlerinage. Cependant, j'ai pu constater que le Luxembourg n'a pas pris les mesures d'indication nécessaire, de façon que les pèlerins se voient éventuellement confrontés à des problèmes d'orientation géographique.

À mes yeux le Gouvernement doit remédier le plus vite possible à ce problème, en vue de l'année culturelle 2007.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture:

- Le Gouvernement envisage-t-il installer des panneaux d'indication pour le Chemin de Saint Jacques de Compostelle?
- Dans l'affirmative, quels sont les délais prévus?

Réponse (20.30.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Voici les réponses que je peux apporter aux questions de l'honorable Député concernant le balisage d'un itinéraire de St Jacques de Compostelle au Luxembourg.

Cet itinéraire s'inscrirait dans l'ensemble des «itinéraires culturels» du Conseil de l'Europe dont l'Institut Européen des Itinéraires Culturels a repris le flambeau depuis que le programme s'est arrêté au Conseil de l'Europe en 1997. L'ancien directeur du Service des Sites et Monuments nationaux a d'ailleurs été pendant quatre ans président du groupe d'experts du comité ad hoc au Conseil de l'Europe.

L'origine de ces itinéraires remonte à 1986 avec un itinéraire appelé «Architecture sans frontières» qui est un itinéraire de découverte de l'architecture rurale à travers la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Lorraine, la Wallonie et le Grand-Duché de Luxembourg; celui de St Jacques de Compostelle fut lancé une semaine après. D'autres itinéraires culturels ayant reçu le label de qualité du Conseil de l'Europe sont au Luxembourg, l'itinéraire «Wenceslas» et l'itinéraire «Vauban».

En ce qui concerne maintenant le fait de savoir si le Gouvernement envisage d'installer des panneaux d'orientation pour les pèlerins passant par le Luxembourg, il faut savoir que les données historiques actuellement disponibles ne sont pas suffisamment claires pour pouvoir affirmer que des pèlerins aient emprunté ces routes ou aient séjourné dans des couvents ou abbayes. À ma connaissance on ne saurait identifier aujourd'hui de façon certaine un chemin ou un site d'hébergement ayant fait partie de ce grand mouvement religieux du moyen âge. On peut, tout au plus, admettre que des pèlerins de l'ancien Duché de Luxembourg ont participé aux pèlerinages vers le nord-ouest de l'Espagne. Cela reste du domaine de l'hypothèse et on ne peut donc pas, en l'état actuel de nos connaissances, prôner l'installation d'un itinéraire culturel sur le territoire luxembourgeois.

Je voudrais encore relever ici que l'Association luxembourgeoise des Amis du Chemin de Saint-Jacques de Compostelle, consciente qu'il n'y a pas de preuves historiques permettant d'établir la certitude d'un itinéraire St Jacques de Compostelle, se propose de faire installer des panneaux en des lieux où il y a des preuves que St Jacques a été vénéré, Echternach, Jakobsberg près de Bech, Münschecker, Grevenmacher.

Question 0910 (8.2.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**hyperactivité et le déficit d'attention chez les enfants et les adultes:**

Le trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité est un trouble neurologique, souvent héréditaire, qui est très difficile à diagnostiquer. Toute une série de critères bien définis doivent être remplis avant que l'on puisse parler de trouble de l'attention.

Selon les estimations, environ 5% des enfants européens seraient touchés par ce trouble avec une prééminence de garçons. Outre à faire preuve de difficultés de concentration et d'impulsivité, voire d'un excès d'énergie en cas d'hyperactivité, ces enfants ont souvent des problèmes pour se contrôler de même qu'ils ont du mal à planifier, organiser et réaliser des activités humaines complexes. Un tel comportement rend difficile, voire impossible toute intégration à l'école et plus tard dans la société.

Il est dès lors important de bien comprendre cette maladie afin de pouvoir la traiter correctement. Or, déjà au niveau de la connaissance de la maladie on constate que beaucoup de médecins méconnaissent celle-ci et ont des difficultés à diagnostiquer correctement un trouble de l'attention. Une des raisons en est que la formation initiale des médecins ne comporte à l'heure actuelle aucune formation relative à ces troubles neurologiques.

Il s'en suit que la plupart des enfants hyperactifs ne sont pas diagnostiqués ou le sont tardivement à l'adolescence, voire à l'âge adulte. Malgré un pourcentage important d'enfants concernés, la maladie est et reste en effet mal connue tant des parents que des professionnels (médecins, instituteurs, professeurs et assistants sociaux).

On associe en général l'hyperactivité aux enfants, oubliant que ces enfants deviennent un jour des adultes qui peuvent continuer à souffrir de troubles de l'attention notamment s'ils n'ont jamais été suivis lors de leur enfance ou adolescence. Il est reconnu que 30 à 70% des enfants, ayant un diagnostic de déficit d'attention avec ou sans hyperactivité, continuent de présenter des symptômes de la maladie à l'âge adulte. Mais les troubles de l'attention ne sont pas propres à l'enfance. Toutes les générations peuvent en être atteintes. Selon des études récentes, 2 à 3% de la population adulte semble être atteinte de cette maladie.

S'il existe des places de thérapies pour les enfants présentant de tels troubles comportementaux, celles-ci sont néanmoins limitées de sorte que la demande dépasse de loin l'offre. À cela s'ajoute le fait que les personnes adultes, contrairement aux enfants, ne sont nullement encadrées. En effet, selon mes informations, il n'existerait à ce jour aucune possibilité de thérapie pour les personnes adultes au Luxembourg. Ces personnes sont obligées de se rendre à l'étranger.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la problématique susmentionnée?
- Le Ministre ne pense-t-il pas qu'une sensibilisation plus intense des médecins à cette problématique serait la bienvenue? Dans l'affirmative, par quels moyens une telle sensibilisation pourrait-elle être envisagée?
- Le Ministre peut-il confirmer l'absence de structures spécialement adaptées pour accueillir les personnes adultes souffrant d'hyperactivité? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement en vue d'améliorer l'encadrement des personnes adultes concernées?

Réponse (15.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le syndrome de l'ADHD, Attention Deficit Hyperactivity Disorder, représente un ensemble de troubles divers pouvant avoir des expressions d'hyperactivité motrice, de déficience d'attention, de manque de contrôle de réactions impulsives, de réactions sociales inadéquates…

La simultanéité et l'importance de ces expressions diverses peuvent être très différentes entre personnes touchées, mais également pour une même personne elles peuvent se modifier profondément au cours de la vie ou se présenter de manière différente selon les situations environnantes. Dans beaucoup de cas les pathologies sont souvent très manifestes lors de l'enfance et s'atténuent ou se «mono»focalisent à l'âge adulte.

Il s'agit d'images pathologiques complexes avec des perturbations possibles dans le système psycho-socio-biologique d'un individu. Le suivi ou le «management» de cette pathologie est tout aussi complexe et demande absolument une approche interdisciplinaire cohérente entre tous les intervenants concernés et intervenant aux trois dimensions mentionnées.

Un diagnostic précoce, une information et un accompagnement continu des parents, un suivi multidisciplinaire et intersectoriel de l'enfant tout au long de sa scolarité, peuvent permettre une évolution très positive de la maladie, une stimulation positive des compétences de l'enfant et une bonne gérance des expressions pathologiques gênantes: l'enfant, l'adolescent, l'adulte, sa famille, son entourage apprennent à vivre et à «manager» la maladie.

Malheureusement, dans beaucoup de cas encore la maladie n'est pas ou seulement tardivement identifiée, la prise en charge se réduit à une intervention unidimensionnelle (seulement médicale, ou pédagogique, ou sociale…) et l'enfant vit dans un système psycho-socio-biologique de plus en plus en déséquilibre. C'est notamment ce déséquilibre croissant qui souvent est à l'origine de pathologies chroniques conséquentes: troubles graves du comportement, toxicomanie, dépression, suicides, borderline syndroms… dont souffrent à l'âge adulte une partie des personnes chez qui les troubles d'ADHD n'ont pas trouvé une considération suffisante lors de l'enfance qui réponde à la complexité du syndrome.

1. Le Ministère de la Santé a connaissance de la problématique complexe des personnes atteintes de ADHD.

2. Nous pensons qu'une campagne ample de sensibilisation auprès des professionnels de la santé, du personnel enseignant et des parents serait importante. Dans le cadre des efforts pour la promotion de la santé mentale qui sont fait en relation avec la réforme de la psychiatrie l'ADHD trouvera une considération spécifique.

3. Je suis d'avis que particulièrement dans le cas des pathologies ADHD les démarches systémiques et interdisciplinaires sont particulièrement importantes et décisives pour la bonne prise en charge des personnes et des familles atteintes. Des efforts particuliers devront se multiplier pour améliorer les diagnostics précoces et la connaissance des troubles, et pour la mise en place d'équipes pluriprofessionnelles d'accompagnement et de suivi qui prennent en compte la globalité du vécu psycho-socio-biologique de l'enfant et de sa famille. Il ne s'agit pas seulement de traiter les troubles pathologiques, mais également de promouvoir les compétences et les capacités psychosociales de la personne touchée (de sa famille et de son entourage) dans le cadre de vie usuel. Il est primordial de prévenir les pathologies psychiques secondaires.

Dans ce cadre il faudra mentionner les efforts que nous sommes en train de faire dans le domaine de la réforme de la médecine scolaire où nous prévoyons une amélioration de la prise en charge et du suivi de la santé globale des élèves, ainsi qu'une amplification de la collaboration avec le personnel enseignant.

4. Je doute qu'une structure spécialement adaptée aux besoins des personnes adultes souffrant d'hyperactivité fasse défaut. Je pense plutôt que les démarches actuelles en route dans le domaine de la psychiatrie avec la décentralisation, l'augmentation de structures de proximité, l'amplification des services communautaires et ambulatoires, l'amélioration des approches interdisciplinaires amélioreront la prise en charge et la qualité des vies des personnes atteintes de troubles psychiques, également celles atteintes d'un syndrome d'ADHD.

Question 0911 (9.2.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **législation des holdings:**

Il ressort d'un communiqué de presse publié en date du 8 février 2006 par la Représentation permanente de la Commission européenne au Luxembourg que cette dernière vient d'ouvrir une enquête officielle sur la loi luxembourgeoise de 1929 exonérant les sociétés de la participation financière de l'impôt sur le revenu des sociétés. Il semblerait que la Commission européenne craigne que le régime de la loi de 1929 favorise les groupes multinationaux établissant leurs activités financières au Luxembourg ce qui constituerait une entrave aux règles régissant la compétitivité.

En effet, les holdings tombant sous le régime de la loi de 1929 (holdings 1929), qui sont des sociétés de droit luxembourgeois, dont l'activité se limite au financement, à la gestion de brevets ou de licences et à la coordination au sein de leurs groupes multinationaux, se trouvent exonérés de tout impôt luxembourgeois. Cela concerne aussi bien les revenus perçus par le biais de dividendes, d'intérêts ou de redevances que les revenus versés sous forme de dividendes et de redevances. La loi de 1929 avait pour objectif de faciliter la redistribution des bénéfices à l'intérieur des groupes multinationaux en leur évitant une imposition multiple. La Commission européenne estime que la mondialisation des marchés financiers et le dispositif moderne régissant les services financiers rendent cette loi obsolète et avance la possibilité que la législation sur les holdings 1929 pourrait cacher une subvention en faveur des sociétés multinationales ayant leur siège au Luxembourg.

L'on est également informé qu'après trois ans d'examen préliminaire la Commission européenne aurait proposé au Luxembourg de modifier progressivement le système prévu par la loi de 1929. Le Luxembourg s'étant cependant opposé à cette proposition, la Commission a décidé d'engager une enquête permettant d'élucider si les exonérations fiscales accordées aux holdings 1929 constituent ou non des aides d'État et si ces dernières sont conformes aux dispositions régissant le marché unique.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et du Trésor et du Budget:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me dire s'ils ont été contactés par les Services de la Commission européenne durant les trois ans d'enquête préliminaire? Si oui, peuvent-ils me dire si les conclusions avancées aujourd'hui se dessinaient à l'époque à l'horizon?
- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur les termes de la proposition avancée par la Commission européenne pour modifier progressivement la législation des holdings 1929? Pour quelles raisons le Luxembourg s'est opposé à ces dernières?
- Dans l'hypothèse où la Commission européenne constaterait que la législation sur les holdings 1929 enfreint les règles du marché unique, quelles conséquences cela pourrait-il avoir pour le Luxembourg?

Réponse (1.3.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Comme suite à la Communication de la Commission sur l'application des règles relatives aux aides d'État aux mesures relevant de la fiscalité directe des entreprises, publiée au Journal officiel des Communautés européennes le 10 décembre 1998, les services de la Commission européenne se sont adressés par écrit aux autorités compétentes luxembourgeoises, une première fois en février 1999, afin qu'elles leur communiquent des renseignements sur certains régimes fiscaux, dont les «sociétés exonérées d'impôts au titre d'une loi de 1929».

Dans le cadre de ladite lettre, les services de la Commission faisaient part de leur intention de vouloir examiner ou réexaminer tous les régimes fiscaux en vigueur dans les États membres, en particulier dans le domaine des services intra-groupe, des services fi-

nanciers, des entreprises d'assurance et des sociétés offshore.

Cet échange de courrier fut suivi par deux demandes de renseignements complémentaires, respectivement en juillet 2000 et en mars 2001.

Finalement par une lettre datant de février 2002, les services de la Direction Générale Concurrence ont informé le Luxembourg de leur intention «de recommander à la Commission d'adopter des propositions de mesures utiles afin d'éliminer les éléments d'aides du système» et ont invité celui-ci à soumettre ses commentaires «afin de commencer la procédure de coopération conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement (CE) N°659/1999 du Conseil».

Après un courrier en mars 2004 et plusieurs lettres en 2005, la Commission a subséquemment annoncé au Luxembourg par lettre du 20 octobre 2005, qu'elle estime que la société holding constitue une aide existante qui n'est pas compatible avec le marché commun et a proposé aux autorités luxembourgeoises des mesures utiles conformément à l'article 88, paragraphe 1, du traité CE, dont notamment:

a) de refuser le bénéfice du régime luxembourgeois des sociétés holding 1929 à tout nouveau demandeur, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'acceptation des présentes mesures utiles;

b) de prendre toutes mesures législatives, administratives et autres nécessaires pour que le régime luxembourgeois des holdings 1929 exonérés soit supprimé ou que tout élément d'aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité, qui en résulte, soit éliminé,

c) …

Tout récemment, la Commission vient d'aviser le Luxembourg de sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.

Évaluation

J'ai toujours estimé et fait savoir à la Commission qu'elle considère à tort que le régime fiscal applicable aux sociétés holding constituerait une aide d'État dans la mesure où les critères légaux pour que le traitement fiscal des holdings puisse être considéré comme une aide d'État ne sont, à mon avis, pas remplis en l'espèce.

Il en résulte que je n'ai pas pu accepter les propositions de mesures utiles, a fortiori des mesures susceptibles de comporter l'abolition du traitement fiscal des sociétés holding.

Dans ce contexte il y a lieu de relever que la Commission n'a à aucun moment indiqué quelles pourraient être, à part l'abolition pure et simple du régime, les mesures utiles susceptibles d'éliminer tout élément d'aide.

Force est par ailleurs de constater que la Commission n'a selon moi pas tenu dûment compte des amendements apportés au traitement fiscal des sociétés holding par la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies). Je tiens d'ailleurs à rappeler que cette législation a trouvé l'approbation tant du groupe Primarolo que du Conseil Ecofin, auquel participe la Commission, dans le cadre des discussions sur le «paquet fiscal» et la fiscalité des entreprises.

Question 0912 (9.2.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant l'**impact de la renaturation de la vallée de l'Alzette sur la région de Lintgen:**

La Centrale paysanne a récemment présenté une étude d'impact sur le projet de renaturation de la vallée de l'Alzette, projet qui sur base d'un règlement grand-ducal prévoit la création d'une zone humide de 64 hectares dans la région de Lintgen et qui y exclut toute activité agricole.

Selon l'étude d'Emmanuel Gille du Centre d'études géographiques de l'Université de Metz, une renaturation de l'Alzette telle que prévue, augmenterait considérablement le risque d'inondation entre les localités de Lorentzweiler et de Lintgen.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions de l'étude de Monsieur Gille?
- Quelle suite Monsieur le Ministre entend-il donner au projet de renaturation de la vallée de l'Alzette?
- Monsieur le Ministre prévoit-il de se concerter avec les communes concernées afin de trouver une solution adéquate?
- Monsieur le Ministre prévoit-il de se concerter avec les agriculteurs propriétaires des terrains concernés?

Réponse (14.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) Au sujet des grandes crues d'hiver, susceptible de générer des problèmes d'inondation, l'étude de Monsieur Gille constate à la page 23 que «concernant les crues majeures, les travaux de renaturation vont dans un premier temps améliorer la situation en terme d'inondation (…) il semble donc assez clairement établi que, du moins dans un premier temps, les populations concernées seront moins menacées qu'actuellement».

L'étude Gille confirme ainsi les résultats de l'étude hydraulique que l'Administration des Eaux et Forêts avait fait établir en vue de la création de la zone humide dans la Vallée de l'Alzette.

Mais l'étude estime ensuite que «à long terme (dix à 15 ans ou plus), avec le développement de la végétation (ligneuse) le stockage devrait retrouver, voir dépasser à l'amont de Lorentzweiler, son niveau actuel en même temps que son caractère inquiétant pour ses populations». L'étude Gille considère donc qu'avec l'installation d'arbres et arbustes, la rugosité de la section augmenterait de sorte que l'écoulement vers l'aval serait diminué, que donc la rétention naturelle des eaux augmenterait et avec elle le risque d'inondation. Si le raisonnement peut être approuvé dans son principe, il faut noter qu'il part d'une hypothèse fausse. En effet, le projet de l'Administration des Eaux et Forêts prévoit que sur l'ensemble de la surface sera mise en oeuvre une exploitation agricole extensive, qui aura justement pour effet d'inhiber la succession naturelle, à savoir l'installation de végétation ligneuse.

Si l'hypothèse de l'étude Gille concernant l'installation d'une végétation ligneuse est ainsi écartée, il y a moyen de revenir à sa constatation initiale selon laquelle le projet engendrera une amélioration de la situation des inondations.

En ce qui concerne les petites crues d'été, l'étude Gille confirme à la page 23 que d'une part elles seront nombreuses (pendant la période de végétation), mais sans danger au point de vue des inondations, et que d'autre part elles «vont effectivement construire rapidement la zone dite amphibienne du projet: il y aura donc transformation des milieux actuels en milieux humides». L'étude confirme ainsi que le but prévu dans la loi concernant les mesures de compensation pour la route du Nord, c'est-à-dire la création d'une zone humide dans la vallée de l'Alzette, sera atteint.

L'étude Gille estime cependant à la page 26 que «l'usage agricole sera nul ou très réduit». Sur ce point l'Administration des Eaux et Forêts est d'avis que l'étude aurait dû nuancer suivant le type d'exploitation agricole. S'il est vrai que l'exploitation agricole conventionnelle sera difficile sur les parties humides, il convient de rappeler que le règlement grand-ducal et le projet de renaturation prévoient la mise en oeuvre d'une exploitation extensive qui serait adaptée aux conditions stationnelles du site. Les projets de ce genre réalisés jusqu'ici ont montré qu'ils n'ont pas seulement des effets positifs au point de vue écologique, mais qu'ils sont également fondés au point de vue économique.

L'étude Gille considère enfin à la page 26 que «les problèmes d'humidité (liés au niveau de la nappe phréatique) risquent d'être récurrents et amplifiés pour les habitations de Hünsdorf, Lintgen et Prettingen». L'Administration des Eaux et Forêts est cependant d'avis que le rechargement de la nappe phréatique jusqu'à l'état naturel, qui interviendrait ponctuellement d'après l'étude Gille, est a priori à considérer comme un effet positif au point de vue de la protection de la nature, dans la mesure où il aboutirait à la restauration d'habitats des plus menacées, à savoir les zones à résurgences dans les pentes adjacentes à la plaine alluviale. Il convient de rappeler aussi que le règlement grand-ducal exige au chapitre VIII un rehaussement de la nappe phréatique. Il est par contre de l'évidence-même qu'un rehaussement de la nappe phréatique qui aurait des répercussions sur les zones bâties ou sur d'autres constructions ne sera pas accepté. Mais l'étude ne met pas clairement en évidence qu'un tel effet se produirait. Lors d'une réunion avec le bureau d'études qui a établi le projet de renaturation, avec le service géologique et avec l'Administration des Ponts et Chaussées, l'Administration des Eaux et Forêts a constaté que l'étude Gille comporte sur ce point un certain nombre de déficits et de points à clarifier. Voilà pourquoi il est prévu de prendre contact avec le professeur Gille pour discuter ces points. Pour écarter le doute que l'étude gille a généré au sujet de la question d'une éventuelle modification du niveau de la nappe phréatique, l'Administration des Eaux et Forêts fera élaborer une étude hydrogéologique dont le contenu, les moyens et la finalité seront déterminés en concertation étroite avec le service géologique et avec l'Administration de la Gestion de l'Eau. Si l'étude hydrogéologique venait effectivement à confirmer que le projet de renaturation engendrerait des problèmes au niveau de la nappe phréatique pour les agglomérations avoisinantes, le projet de renaturation sera modifié en conséquence. Il est évident que le projet ne sera exécuté que sous une forme dont il est établi au préalable qu'il ne portera pas préjudices aux zones bâties et autres constructions, et cela par des études scientifiques et techniques acceptées par les Administrations de l'État compétentes dans ces domaines, comme en l'occurrence le service géologique et l'Administration de la Gestion de l'Eau.

2) Conformément à l'article 5 de la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, il sera procédé à l'aménagement d'une zone humide dans la Vallée de l'Alzette. Le projet de renaturation est un moyen pour réaliser la zone humide dans la vallée de l'Alzette qui constitue l'une des mesures compensatoires pour la route du Nord.

Une application textuelle de la loi et du règlement grand-ducal du 27 août 1997 y relatif exigerait:

- l'aménagement d'une zone humide de 64 hectares au nord du viaduc sous forme d'une forêt alluviale, c'est-à-dire présupposant l'arrêt de toute activité agricole;
- la mise en oeuvre d'une agriculture extensive au sud du viaduc;
- une exécution du projet par déclaration d'utilité publique.

Le projet, tel que développé par l'Administration des Eaux et Forêts, prévoit une continuation de l'agriculture, extensive il est vrai, sur l'ensemble de la surface et permet même la conservation sur certaines parties (les plus hautes et partant moins humides) de formes d'exploitation intensive. L'exécution du projet se ferait à l'amiable dans le cadre d'un remembrement.

Si, après achèvement de l'étude agricole mentionnée ci-dessous, il y a moyen de trouver un accord, le règlement grand-ducal pourrait être modifié. La modification resterait cependant limitée à la prise en compte de la nouvelle répartition spatiale de la zone humide et du maintien de l'agriculture sur l'ensemble de la surface. En aucun cas une modification du règlement grand-ducal ne peut-elle envisager un abandon complet ou partiel des buts et principes prévus au chapitre VIII du règlement grand-ducal.

Il est rappelé que la route du Nord a engendré des dommages très importants pour l'environnement naturel du pays, et notamment aussi dans la vallée de l'Alzette (sortie du tunnel «Grouft», échangeur de Lorentzweiler, viaduc traversant la plaine alluviale, décharge «Schwunnendall», entrée tunnel «Gousselerbierg»). Le projet de la route du Nord a été accepté à l'époque sous la condition qu'un certain nombre de mesures compensatoires soient exécutées. Un budget de 800 millions de francs a été réservé à cet effet. Il serait inacceptable que maintenant où la construction de l'ouvrage technique de la route du Nord est pratiquement achevé, l'exécution des mesures compensatoires soit remise en question.

Il est également rappelé que lors de ma conférence de presse du 2 février 2006, j'ai constaté que 80% des zones humides qui existaient encore en 1960 ont aujourd'hui disparu. De ce point de vue aussi, la mesure compensatoire prévoyant la restauration d'une zone humide est donc bien fondée.

3) Dès que l'étude hydrogéologique sera disponible, elle sera présentée et discutée avec les communes. Le cas échéant le projet de la renaturation modifié en conséquence leur sera soumis pour avis. Une discussion sera également menée avec les communes au sujet de l'intégration de la piste cyclable. Enfin le projet d'exploitation agricole extensive et les répercussions de celui-ci sur la récréation et la qualité de vie des habitants de la région sera développé en concertation avec les communes.

4) Un bureau d'études allemand, spécialisé en agronomie et notamment en extensification agricole, a été chargé d'élaborer une étude agricole, dans laquelle seront déterminées:

- les modalités d'exécution pratiques de l'exploitation extensive;
- la composition du revenu pour chaque entreprise agricole sur les terrains incorporés au projet, revenu qui sera constitué en principe de trois éléments:
  - réduction des dépenses au niveau du travail, des machines et des produits;
  - octroi du subside de biodiversité;
  - augmentation du prix de vente dans le cadre d'une commercialisation basée sur les systèmes didactiques de la conservation de la nature;
- les répercussions économiques de l'extensification sur le bilan de chaque exploitation agricole concernée.

L'étude agricole se fera sur base d'entretiens détaillés avec les différents propriétaires et exploitants et en concertation avec les différents services du Ministère de l'Agriculture dont notamment l'Office national du Remembrement, l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et le Service d'Économie rurale. Ces entretiens et concertations serviront à inventorier les structures agronomiques des entreprises agricoles concernées et à évaluer leur capacité économique et technique à collaborer au projet.

L'étude est destinée en premier lieu à établir que l'extensification de l'exploitation agricole a un bienfondé économique, c'est-à-dire peut aboutir à une amélioration de la situation économique au niveau du bilan des entreprises agricoles concernées.

L'étude sera soumise pour examen au groupe de suivi des études agricoles, qui a été institué il y a quelques années sur demande du Ministère de l'Agriculture, et qui comporte des représentants des différents services du Ministère de l'Agriculture et de la Chambre d'Agriculture.

L'étude sera enfin discutée au Comité interministériel chargé du suivi des mesures compensatoires.

Question 0914 (13.2.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**émission des cartes d'identité par les communes:**

Les cartes d'identité luxembourgeoises sont émises par les communes. L'obtention d'une telle carte suppose l'inscription dans le registre de la population d'une commune située sur le territoire luxembourgeois.

Or, de nombreux ressortissants luxembourgeois sont installés et travaillent à l'étranger, d'autres, de plus en plus nombreux, s'installent dans les régions frontalières au-delà du territoire luxembourgeois. Comme ils ne figurent plus sur le registre de la population d'une commune du Grand-Duché, ils ne peuvent obtenir de carte d'identité.

Cette situation n'est pas sans créer des problèmes à ces ressortissants. Ils doivent se servir de leur passeport comme pièce d'identité. S'ils doivent renouveler leur passeport, ils sont sans pièce d'identité le temps de ce renouvellement qui peut être plus ou moins long selon les circonstances. De façon générale, la carte d'identité est plus pratique à manier.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement entend modifier les dispositions légales de sorte que tous les ressortissants luxembourgeois, indépendamment de leur domicile, puissent obtenir une carte d'identité?

Réponse (1.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Gouvernement a mis en place plusieurs groupes de travail interministériels chargés entre autre de procéder à une refonte complète de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité. Sont associés à ces travaux

non seulement des agents du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, mais également des agents du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, du Centre Informatique de l'Etat ainsi que les agents en charge de la simplification administrative.

Une réforme ponctuelle des cartes d'identité s'avère peu opportun. La réforme projetée devra tenir compte de l'intérêt général. Or, une adaptation des dispositions légales en vue de satisfaire les intérêts des ressortissants luxembourgeois vivant à l'étranger, ne viserait que l'intérêt particulier de cette catégorie de personnes. Par ailleurs, il y a lieu de trancher d'autres questions liées notamment à la carte d'identité pour enfants, à la carte d'identité électronique/à puce, au regroupement des documents d'identité au niveau étatique, à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. J'estime qu'il convient d'attendre les conclusions et propositions des groupes interministériels en question avant de procéder à une modification de la législation.

Bien que la délivrance des passeports ne fasse partie de mes compétences, j'aimerais toutefois nuancer l'affirmation selon laquelle les Luxembourgeois installés à l'étranger soient sans pièce d'identité le temps du renouvellement de leur passeport. En effet, la durée de validité du passeport étant connue d'avance, la demande de renouvellement est à introduire en temps utile pour éviter que l'«ancien» passeport soit périmé avant que le nouveau passeport ne soit délivré. Ce constat est également valable pour les cartes d'identité.

Question 0915 (14.2.2006) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant l'**introduction de la télévision digitale:**

Dans la presse quotidienne de ce jour, on a pu lire un article sur les conséquences possibles de l'introduction généralisée de la télévision digitale terrestre. Il semblerait ainsi qu'une diffusion nettement plus ciblée de très nombreuses chaînes de télévision pourrait conduire à un arrêt de leur diffusion sur des territoires où des droits de diffusion ne sont pas formellement acquis aux chaînes concernées. Celles-ci ne seraient pas uniquement les chaînes privées connues, mais également des chaînes publiques qui, pour une raison ou une autre, n'ont jamais obtenu des droits de diffusion de leurs programmes sur le territoire grand-ducal.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre,

- s'il peut confirmer les risques d'arrêt de diffusion de chaînes télévisées ne disposant pas des droits nécessaires à la diffusion de leurs programmes au Luxembourg;
- dans l'affirmative, si, dans le cadre du passage vers la généralisation de la télévision digitale terrestre, le Gouvernement entend procéder à l'octroi de droits de diffusion au Luxembourg à des chaînes télévisées qui n'en disposent pas à l'heure actuelle, et
- si le phénomène de l'introduction généralisée de la télévision digitale terrestre risque de générer pour les consommateurs des frais supplémentaires en relation avec l'octroi de nouveaux droits de diffusion.

Réponse (24.2.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre délégué aux Communications:*

- Quant à la première question:

Il est à noter d'abord que la télévision numérique offre de nouvelles opportunités. Ensuite, le risque auquel l'honorable Député fait référence existe depuis de nombreuses années. Il est exact que les nouvelles technologies, parmi lesquelles le numérique, permettent mieux que par le passé aux diffuseurs de délimiter les zones de diffusion des programmes. Il est aussi à relever qu'au niveau international de plus en plus de programmes sont des programmes payants. Ce mouvement ne s'arrête pas aux frontières du Luxembourg et je peux citer ici les bouquets payants d'ores et déjà mis sur le marché par Coditel.

- Quant à la deuxième question:

Le problème n'est pas tant celui d'accorder des droits de diffusion, mais d'œuvrer en ce sens qu'un maximum de programmes soient offerts au Luxembourg à l'avenir. Le problème bien connu dans ce contexte est un problème de droits d'auteurs. Ceux-ci se négocient pays par pays et donc au niveau national (et non communautaire) et les diffuseurs, établis dans les pays voisins, lorsqu'ils achètent les droits, oublient bien souvent d'acquérir également les droits pour le Luxembourg.

- Quant à la troisième question:

Je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse aux deux premières questions. Étant donné que de plus en plus de programmes sont payants au niveau international, cela sera sans doute également le cas au Luxembourg à l'avenir.

Question 0916 (15.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**extension des «Park & Ride» dans le nord du pays:**

D'Regierung huet sech am Persounentransport als Zil gesat bis zum Joer 2020 e Verhältnis vu 25 zu 75% unzestriewen. Fir datt d'Leit vum öffentlechen Transport solle verstäerkt Gebrauch maachen, muss dëse menger Meenung no awer verbessert ginn.

Ee vun de Problemer ass, datt d'Park & Ridë bei verschiddene Garë vill ze kleng sinn an hei drängt sech den Ausbau vun de Parkinge well méi laang op. Op der Nordstreck wëll ech nëmmen op e puer hiweisen, déi vill ze kleng sinn, zum Beispill Klierf, Wëlwerwolz, Kautebaach, Wolz, Ettelbréck asw.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Häre Ministeren:

1) Sinn an nächster Zäit Vergréisserunge vu Parkingë bei de Garë geplangt? Wa jo: Wou a fir wéini?

2) Besteet ee Gesamtplang fir dësen Dossier enger Léisung zouzeféieren? Wa jo: Wéi gesäit dëse konkret aus? Wann neen: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (21.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. Sinn an nächster Zäit Vergréisserunge vu Parkingë bei de Garë geplangt? Wa jo: Wou a fir wéini?

2. Besteet e Gesamtplang fir dësen Dossier enger Léisung zouzeféieren? Wa jo: Wéi gesäit dëse konkret aus? Wann neen: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

1) Am Sënn vun enger Verbesserung vun der Offer vum öffentlechen Transport fir d'Erreeche vun engem „modal split" vu 25% fir den Horizont 2020 ass et d'Zil, fir d'Leit derzou ze beweegen, sou frëi wéi méiglech op den öffentlechen Transport zréckzegräifen.

Lo ass et awer a siedlungsaarme Regiounen aus Käschten- a Rentabilitéitsgrënn net ëmmer méiglech iwwerall en effikassen an attraktiven öffentlechen Transport unzebidden. Dofir d'Iddi vun de Park & Riden, déi et erméiglechen, d'Verkéiersstréim ze bündelen a soumat de Grondsteen fir e staarken öffentlechen Transport ze leeën.

Well den Zuch méi e performant Verkéiersmëttel duerstellt wéi e Bus, besonnesch, wa gréisser Distanzen zréckzeleeë sinn, ass et dowéinst erstriewenswäert, méigléchst vill Verkéiersstréim iwwert d'Eisebunn ze leeden an zousätzlech Voyageuren duerch d'Schafe vu Park & Riden fir dëst Verkéiersmëttel ze gewannen. Sou bidden hautdësdaags praktesch all Garen am Land dem Voyageur d'Méiglechkeet, säin Auto op engem P&R stoen ze loossen a säin Trajet mam öffentlechen Transport weiderzeféieren.

Dobäi ass ze bemierken, datt grondsätzlech tëschent lokalen a regionalen Park & Riden ze ënnerscheeden ass.

Während déi lokal Park & Riden éischter fir d'Leit aus dem noen Anzuchsberäich vun de Garen oder Arrêtë geduecht sinn an och relativ kleng ausgeluecht sinn, leien déi regional Park & Riden um hallwe Wee vu gréissere Verkéiersstréim, sinn direkt un déi grouss Achse vum Stroossennetz ugeschloss a bidden och méi Parkraum.

Am Allgemenge kann ee soen, datt d'Park & Ridën a permanenter Evolutioun sinn, well se je no Besoin vun der Clientèle, vu finanzielle Moyenen an am Accord mat de lokalen Autoritéiten ausgebaut ginn.

Fir dës Besoinen ze erkennen an d'Planifikatioune vun de Park & Riden un der Clientèle ze orientéieren, gi regelméisseg Recensementer iwwert d'Occupatioun vun de Parkingë gemaach.

Wann d'Nécessitéit vun engem Ausbau vun de Park & Riden do ass an déi lokal Autoritéiten déi néideg Moyene fir eng finanziell Bedeelegung hunn, ginn Avant-projeten développéiert, déi an de Programme pluriannuel vun den Investissementer ageschriwwe ginn.

Sou sinn op der Ligne Lëtzebuerg-Ëlwen Extensioune vun de Park & Riden bei den Arrêtë Lëntgen, Miersch (Gare routière an éischt Phas vum Parking), Colmar-Bierg, Schieren, Méchela, Klierf a Wolz realiséiert ginn.

Déi aktuell Programmation quinquennale gesäit Extensiounen zu Heeschdref, Miersch, Giewelsmillen, Wëlwerwolz, Klierf, Ëlwen a Wolz vir.

Weider rezent Extensioune vun de Parkingë si realiséiert ginn zu Beetebuerg, Stengefort, Rodange a Rued (alleguer déi hei am Kader vun der Kreatioun vu Gare-routièren) wéi och zu Nidderkäerjeng, Bartreng (amgaang), Betzder, op der Kap, zu Diddeleng (amgaang), Klengbetten, Lëtzebuerg (éischt Phas vum Parking payant), Mamer, Manternach, Mënsbech an Téiteng.

Am Tableau pluriannuel vun den Investissementer si weiderhin folgend Extensioune virgesinn: Mënsbech, Wecker, Bartreng-Stroossen, Dippech, Rodange, Wandhaff/Stengefort a Klengbetten (Ausbesserung).

Leider bitt sech allerdéngs net ëmmer d'Méiglechkeet fir en Ausbau vun de Parkingen, well besonnesch déi lokal Park & Riden bei de Garen dacks an engem Siedlungsgebitt leien.

2) Ee Gesamtplang vum Ausbau vun de Park & Ridë besteet an der Form vun der Strategie „mobilitéit.lu", déi zwou Ceinturen vu P&R-Anlage mat regionalem Charakter virgesäit.

Eng éischt Ceinture ass laanscht d'Landesgrenz ugesiedelt, fir de Grenzpendler méiglechst frei, dat heescht op der Grenz, d'Méiglechkeet ze bidden, fir op den öffentlechen Transport ëmzesteigen.

Eng zweet Ceinture vu P&R-Anlagen ass am Ëmland vun der Stad Lëtzebuerg geplangt a soll d'virgelagert Anzuchsgebitt vun der Stad erschléissen. Dat sinn haaptsächlech déi Gebidder zwëschent der Haaptstad an de grousse Siedlungen am Süden an am Weste vum Land.

D'Iwwersiicht vum Stand vun der Realisatioun vun dëse Park & Ridë gesäit esou aus:

Uertschaft	aktuelle Stand
Grenzgürtel	
Steinfort/frontière	2002 mat 170 Emplacementer opgaangen.
Rodange/frontière	Etüde fir den Emplacement vum P&R si virgesinn.
Belval-Usines	Etüden amgaang; Realisatioun mat der éischter Phas vun der Antenne ferroviaire.
Audun-le-Tiche	Extensioun am Oktober 2003 a Service geholl; 125 Emplacementer.
Rumelange	1. September 2005 a Betrib geholl ginn; 100 Emplacementer.
Volmerange-les-Mines	Realisatioun am Dezember 2003; 170 Emplacementer.
Hettange-Grande	Operationell; 150 Emplacementer.
Dudelange/poste frontalier	Am Moment kee Projet amgaang.
Frisange/frontière	Am Mee 2005 opgaangen; 156 Emplacementer.
Regionalgürtel	
Dippach/Gare	Recherche vun engem gëeegente Site ass amgaang.
Foetz	Ee Projet ass am Kader vun der Neibaustreck Lëtzebuerg-Esch/Alzette virgesinn.
Höhenhof	Ee Site ass am Gesetz vum Raccordement ferroviaire vum Kirchbierg a vum Findel festgeluecht ginn a muss nach autoriséiert ginn.
Mamer/Capellen	D'Etüde sinn nach net amgaang.

Ausserdeem gëtt en Inventaire vun de bestehende Park & Riden an en Ausbléck op déi zukünfteg P&R-Projeten an engem separate Kapitel vum Plan sectoriel Transports gemaach.

Question 0919 (15.2.2006) de **MM. Ali Kaes**, **Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **création d'emplois au Luxembourg:**

Il est rappelé que les soussignés ont adressé une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur concernant le nombre et la nature des emplois créés au Luxembourg. Il s'agit de la question parlementaire N°0677 *(cf. compte rendu N°4 et N°8/2005-2006)* du 20 octobre 2005 (qui fait partie intégrante de la présente). Une première réponse ministérielle datée du 28 novembre 2005 ne leur ayant pas donné entièrement satisfaction, les soussignés ont souhaité obtenir des précisions. Dans sa réponse complémentaire, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur donne à considérer que l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) serait, entre autres, en mesure d'apporter les précisions requises par les soussignés. En effet, il résulte de la réponse complémentaire du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur «qu'une étroite collaboration entre le Statec et l'IGSS, ainsi qu'un affinement de l'analyse des fichiers de l'IGSS et du Statec devraient permettre à l'avenir de mieux cerner la problématique de la création d'emploi.»

Il s'en suit que l'IGSS respectivement le Centre d'affiliation de la sécurité sociale ont développé ces derniers années des outils et méthodologies statistiques adéquates permettant notamment de déterminer le nombre de salariés en détachement, voire de préciser si le nouvel poste créé est un poste à temps plein ou à temps partiel. En d'autres termes, l'IGSS dispose d'ores et déjà d'une banque de données concernant le nombre et la nature des emplois créés au Luxembourg ces dernières années.

D'après Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur 8.731 emplois auraient été créés entre septembre 2004 et septembre 2005. Or, les soussignés ont déjà pu constater que tout établissement de société au Luxembourg ne s'accompagnait pas nécessairement d'une création nette d'emplois profitant aux salariés résidents et frontaliers respectivement que de nombreux emplois, tout en étant réels, ne peuvent être considérés comme ayant été créés car transférés. Par ailleurs, il échet de souligner que près du tiers des emplois créés dernièrement le sont dans des domaines qui se caractérisent par un recours considérable aux contrats de travail à durée déterminée.

Dans ce contexte, les soussignés auraient aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Parmi les emplois créés entre septembre 2004 et septembre 2005, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels, mais transférés et non crées? En d'autres termes, quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?
- Parmi les nouveaux postes créés, combien sont des postes à temps plein respectivement des postes à mi-temps, voire des postes d'intérim? Quelle est, plus particulièrement, la part des mi-tâches ou des postes d'intérim dans le secteur de l'immobilier, de la location et des services aux entreprises?

Réponse (20.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans leur question parlementaire dont le sujet rejoint celui de la question du Député John Castegnaro, les Députés Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz auraient aimé savoir «quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels, mais transférés et non créés? En d'autres termes, quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle

en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?»

Dans leur question sur le même sujet en date du 20 octobre 2005, les Députés avaient déjà formulé une question similaire, à laquelle le Ministre de l'Économie et du Commerce a répondu. Le Ministre a précisé dans sa réponse complémentaire «qu'une étroite collaboration entre le Statec et l'IGSS ainsi qu'un affinement de l'analyse des fichiers de l'IGSS et du Statec devraient permettre à l'avenir de mieux cerner la problématique de la création d'emplois.»

Les Députés tirent la conclusion de cette réponse «que l'IGSS respectivement le Centre d'affiliation de la sécurité sociale ont développé ces dernières années des outils et méthodologies statistiques adéquates, permettant notamment de déterminer le nombre de salariés en détachement, voire de préciser si le nouveau poste créé est un poste à temps plein ou à temps partiel. En d'autres termes, l'IGSS dispose d'ores et déjà d'une banque de données concernant le nombre et la nature des emplois créés au Luxembourg ces dernières années.»

Il est vrai que l'IGSS établit ses statistiques à partir des fichiers de la sécurité sociale. Ces fichiers se basent sur les déclarations d'entrée et de sortie de l'affiliation, faites par les employeurs pour leurs salariés ainsi que sur la collecte des salaires faite par le CASS en vue du calcul des cotisations dues à la sécurité sociale. Depuis 2002, ces données sont regroupées dans un «Datawarehouse» facilitant l'élaboration de statistiques.

Malheureusement ces informations ont leurs limites, d'ailleurs bien énoncées dans la réponse du Statec. Dans ce contexte il s'impose de rappeler quelques remarques méthodologiques publiées dans le rapport au Comité de coordination tripartite du 19 mars 2003 concernant les emplois «virtuels»:

- Les fichiers de l'affiliation à la sécurité sociale ne recensent pas les postes de travail, mais les contrats de travail.
- Dans les statistiques de l'IGSS, chaque personne n'est comptée qu'une seule fois, même si elle a des contrats auprès de plusieurs employeurs.
- Lorsqu'une entreprise a plusieurs activités économiques, elle est classée dans les tableaux de l'IGSS sous la branche économique de son activité principale.
- Dans le cas d'un changement de l'activité principale d'une entreprise, celle-ci est reclassée dans les tableaux de l'IGSS sous la nouvelle branche économique. Cela peut amener à des fluctuations importantes de l'emploi recensé dans l'ancienne et la nouvelle branche économique.

Par ailleurs, l'affiliation à la sécurité sociale se fait au regard des règles du droit national et du droit communautaire. Les critères juridiques prévalent en l'occurrence sur les appréciations d'ordre économique.

Le phénomène de la délocalisation d'entreprises vers le Luxembourg n'est pas détectable à l'aide de simples statistiques. Pour le moment l'IGSS ne dispose d'aucun outil pour vérifier la constatation des Députés que «tout établissement de société au Luxembourg ne s'accompagnait pas nécessairement d'une création nette d'emplois profitant aux salariés résidents et frontaliers...».

La réponse de Monsieur le Ministre de l'Économie a également déjà attiré l'attention des Députés sur l'impossibilité de chiffrer les affiliations fictives voire frauduleuses à la sécurité sociale.

L'analyse de la situation sur le marché du travail à partir des fichiers de la sécurité sociale est difficile. Sur le marché de travail il y a tellement de fluctuations (24.654 déclarations d'entrée et 22.650 déclarations de sortie au seul mois de novembre) qu'il est imprudent de tirer des conclusions du chiffre du solde d'emplois résultant de la juxtaposition de deux photos à des dates prédéfinies en appelant le résultat de ce calcul les emplois créés au Luxembourg pendant une période donnée. Même la subdivision des statistiques en occupations à temps plein respectivement à mi-temps est assez délicate. Bien qu'il existe deux variables dans les fichiers de la sécurité concernant le temps de travail, ces informations sont à prendre avec prudence, alors que des réponses incorrectes de la part des employeurs n'entraînent aucune sanction.

En résumé on peut affirmer que pour le moment par le biais des fichiers à sa disposition, l'IGSS n'a aucun moyen pour détecter un emploi nouvellement créé à la base et certainement pas d'outil pour identifier un emplois «fictif», un emploi transféré ou bien un emploi réellement créé, si par «nouvellement créé» on entend un emploi avec une nouvelle tâche n'existant pas encore au sein de l'entreprise à l'observation précédente.

Pour répondre à la question concernant la création d'emplois au Luxembourg, il faudra passer par trois étapes:

1. chercher un accord entre tous les acteurs concernant les définitions à utiliser en matière d'emploi (p.ex. définition de l'emploi fictif, de la création réelle d'emplois) en tenant compte des contraintes en matière de droit du travail et de sécurité sociale et s'assurer des possibilités d'application de ces définitions;

2. améliorer la fiabilité des informations de la sécurité sociale utilisées pour établir des statistiques. Il est vrai que maintes données font partie intégrante des déclarations des employeurs: les heures de travail par moisi semaine, le motif de cessation d'un contrat de travail, le type du contrat de travail (à partir du 1er mai 2005) pour n'en citer que quelques unes. Mais le Centre commun de la sécurité sociale n'a ni les moyens juridiques, ni le personnel pour veiller au remplissage correct des éléments collectés à des fins purement statistiques. Il en résulte que la qualité des données en souffre;

3. en supposant qu'un consensus concernant les définitions à utiliser soit trouvé et que les efforts concernant une amélioration de la qualité des données aient porté fruit, le marché de travail devra être analysé sous un nouvel angle. On devra passer de la juxtaposition de deux photos statiques de l'emploi à l'analyse des flux sur le marché de travail. Les mouvements des employeurs (changement de la dénomination, de la personnalité juridique, de l'activité principale des entreprises, faillite, transfert du lieu de production etc.) et des salariés (réduction du temps de travail, interruptions pour cause familiale ou autre et cessation de travail) doivent être suivis pour discerner la«création réelle d'emplois au Luxembourg».

Alors que l'analyse de la situation du marché de l'emploi ne constitue pas l'attribution primaire de l'IGSS, l'approche décrite nécessiterait une coopération renforcée avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, l'Administration de l'emploi et le Statec, auxquels on associera avantageusement un institut de recherche.

En ce qui concerne le volet «travail intérimaire», il existe des statistiques mensuelles qui pourront être affinées au besoin.

Question 0923 (16.2.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant les **installations sanitaires dans les ateliers techniques des administrations communales:**

Il semble que certaines communes ne recrutent pour les besoins d'une partie de leurs services techniques (régies/voirie) que des hommes. Un argument avancé du moins de façon non formelle pour justifier cette pratique serait le manque d'installations sanitaires convenant aussi bien aux hommes qu'aux femmes dans les ateliers des communes. En effet, ces ateliers ne sont souvent équipés que d'un seul vestiaire, d'une seule douche et/ou d'un seul WC. Si ce problème peut paraître accessoire, il n'exprime pas moins un manque de volonté pour rompre avec des traditions discriminatoires.

- Est-ce que Madame la Ministre peut nous confirmer si ce problème persiste dans bon nombre de communes? Dans l'affirmative, quelle mesure entend-elle entreprendre pour remédier à cette situation?
- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si l'État accorde des subsides aux communes lorsque celles-ci construisent de nouveaux ateliers pour leur personnel technique? Dans l'affirmative, est-ce que ces subsides sont liés à des critères à respecter par la commune? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'on devrait introduire dans ce contexte des critères pour garantir que ces ateliers soient adaptés aux besoins des hommes et des femmes?
- Est-ce que par ailleurs il ne serait pas opportun de rappeler aux communes qu'elles devraient donner l'exemple en recrutant des femmes pour des métiers qui sont traditionnellement réservés aux hommes?

Réponse commune (20.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques sur l'équipement des vestiaires et installations sanitaires dans les bâtiments des services techniques communaux. Conscients de la problématique soulevée dans la question parlementaire et de la subsistance d'autres traditions discriminatoires, les deux Ministres concernés ont adressé, ensemble avec le Syvicol, la circulaire N°2501 du 5 juillet 2005 aux communes pour les inciter à modifier leur comportement de manière à mieux respecter l'égalité des chances entre femmes et hommes. D'autre part, les communes ont été sensibilisées à la politique de l'égalité des chances lors de la journée des élus locaux le 23 janvier 2006 à Roeser qui a pour thème «l'égalité entre les femmes et les hommes dans les villes et communes luxembourgeoises».

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire accorde une aide financière aux communes lors de la construction d'ateliers pour les besoins de leur personnel technique. Il ne s'agit en l'occurrence pas d'un subside de promotion, mais d'une aide accordée aux communes pour leur permettre de remplir leurs missions obligatoires. Le montant accordé varie en fonction de la situation financière de la commune.

L'adaptation des installations sanitaires aux besoins du personnel technique masculin et féminin des communes relève de la seule compétence des autorités communales. Le Gouvernement ne saurait que continuer à sensibiliser les élus locaux pour agir dans l'intérêt de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Vu les changements intervenus à la tête de certaines communes suite aux élections communales du 9 octobre 2005, les deux Ministres concernés se proposent de rappeler la circulaire N°2501 du 5 juillet 2005 aux communes et de préciser notamment que le recrutement par les communes de femmes travaillant dans des métiers atypiques serait un bon exemple de mise en œuvre de la circulaire.

Question 0924 (16.2.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**introduction du système TNT (Télévision Numérique Terrestre):**

Il me revient par voie de presse («Télécran» du 15 février 2006) que l'introduction système TNT (Télévision Numérique Terrestre) est prévue pour la fin de l'année 2006. La diffusion terrestre hertzienne, qui reste le mode unique de réception de la télévision pour bon nombre de foyers luxembourgeois, pourra alors bénéficier des techniques de compression numérique. Celles-ci permettront de proposer aux téléspectateurs une panoplie de chaînes, locales, nationales et internationales sans modification de leur antenne mais à condition de disposer d'un téléviseur ou d'un décodeur adapté.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications:

- Selon l'auteur de l'article, les chaînes de télévisions internationales pourraient priver les téléspectateurs luxembourgeois de la réception de leurs programmes - ceci à cause de problèmes de droits d'auteurs non résolus. Monsieur le Ministre partage-t-il cet avis? Dans l'affirmative, par quels moyens le Gouvernement pourra-t-il éviter un tel scénario?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les ménages disposant d'une parabole risquent d'être confrontés au même problème?
- Monsieur le Ministre partage-t-il également l'avis qu'après l'introduction du système TNT, la réception de programmes internationaux deviendra payante?
- L'affirmation que bon nombre de chaînes de télévision étrangères ne disposent pas d'une licence pour l'offre de leurs programmes à la clientèle luxembourgeoise est-elle exacte? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour résoudre ce problème?

Réponse (8.3.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je voudrais à titre liminaire rappeler que la télévision numérique offre de nouvelles opportunités.

Quant au risque auquel l'honorable Député fait référence, celui-ci existe depuis de nombreuses années et n'est pas exclusivement lié à la diffusion numérique. Il est cependant exact que les nouvelles technologies, parmi lesquelles le numérique, permettent mieux que par le passé aux diffuseurs de délimiter les zones de diffusion des programmes. Il est aussi à relever qu'au niveau international de plus en plus de programmes sont des programmes payants. Ce mouvement ne s'arrête pas aux frontières du Luxembourg et je peux citer ici les bouquets payants d'ores et déjà mis sur le marché par Coditel.

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député, le problème bien connu dans ce contexte est un problème de droits d'auteurs. Ceux-ci se négocient pays par pays et donc au niveau national (et non communautaire) et les diffuseurs, établis dans les pays voisins, lorsqu'ils achètent les droits, oublient bien souvent d'acquérir également les droits pour le Luxembourg.

Il s'agit donc d'oeuvrer en ce sens qu'un maximum de programmes soient à l'avenir offerts au Luxembourg.

J'ajoute qu'au vu du fait que de plus en plus de programmes sont déjà payants au niveau international, cela sera sans doute également le cas au Luxembourg à l'avenir.

La situation n'est pas fondamentalement différente pour la réception par satellite.

Question 0925 (17.2.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **site du Campus Walferdange:**

Vu la décision du Conseil de Gouvernement de décembre 2005 d'implanter la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation à Belval-Ouest j'aimerais poser quelques questions concernant la future destination du site du Campus Walferdange.

- Depuis plusieurs années déjà, le site du campus de Walferdange subit d'importants travaux de rénovation et de transformation. Quelle est l'enveloppe budgétaire pour ces travaux?
- Est-ce que la décision du Conseil de Gouvernement a une influence sur la poursuite de ces travaux?
- Quelle sera l'affectation de ce site à moyen et à long terme?
- Quel usage fera-t-on du hall sportif de Walferdange, bâti pour les besoins de l'Institut Supérieur d'Études et de Recherches Pédagogiques (ISERP) et financé en grande partie par l'État?
- Est-ce que les autorités locales, notamment le conseil communal de la commune de Walferdange, seront impliquées aux discussions concernant le futur développement du site.

Réponse commune (24.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Depuis 1998, l'Administration des Bâtiments publics a entrepris des travaux de remise en état et de transformation dans le cadre de l'ancien ISERP à Walferdange, actuellement UNI Luxembourg.

Le montant investi à ce jour est de 3.720.000 €, tandis que les budgets de 2006 et 2007 prévoient encore un investissement de 1.555.000 € à charge des fonds d'investissements publics scolaires. Toutefois, les travaux sont actuellement arrêtés en attente d'une décision quant à l'utilisation future des bâtiments dont il s'agit.

À noter que pour être complet des travaux de réaménagement du parc de Walferdange ont été entrepris depuis 2003.

Le montant investi à ce jour est de 1.155.000 €, tandis qu'il est prévu pour le budget 2006 un investissement de 800.000 €, à charge des fonds d'investissements publics

administratifs, ce qui fait un total de 1.955.000 €.

Par la loi du 21 janvier 2000 l'État a été autorisé à participer financièrement à la construction du hall sportif (coût total 291.500.000 LUF) pour les besoins de l'ISERP, pour un montant maximal de 160 millions de francs (paiements effectifs: 155 millions LUF), et est devenu copropriétaire du hall proportionnellement à sa participation financière, soit à 55%. En dehors des infrastructures sportives, l'ISERP utilise également deux salles de classe y aménagées.

Pour ce qui est de l'affectation à moyen et long terme du site ainsi que du hall sportif, aucune décision n'a été prise à ce jour. Il nous semble évident que l'Administration communale de Walferdange devra être impliquée dans les discussions y relatives.

Question 0927 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 29 directives relevant de la compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est en souffrance. Pour la transposition de quatre d'entre elles, des projets de loi ont été déposés.

Pour 25 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (20.3.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère à un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes pour constater que la transposition de 29 directives relevant de la compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural restent en souffrance et pour demander la raison de cet état des choses ainsi que des précisions quant au calendrier du dépôt des différents projets de loi portant transposition des directives concernées.

Étant donné que la question parlementaire porte à la fois sur le nombre de directives à transposer et sur la procédure de leur transposition, je répondrai à l'un et à l'autre de ces deux aspects.

Quant à la procédure de transposition des directives relatives au domaine agricole, je voudrais informer l'honorable Madame Flesch que la transposition de ces directives se fait usuellement par la voie du règlement grand-ducal et non par le biais de la procédure législative, sachant que pour les différents secteurs concernés des lois existantes constituent une base légale suffisante pour assurer la transposition. Il s'ensuit que le constat quant au dépôt des instruments de transposition est erroné et il ne saurait permettre de conclure à un quelconque retard dans la transposition de directives communautaires.

Quant au nombre de directives à transposer, force est de constater que le constat global de l'honorable Parlementaire omet de distinguer entre le nombre de directives dont le délai de transposition est échu et celui dont ce délai n'est pas encore échu et pour lesquelles il n'y a partant pas de retard dans la transposition.

Ainsi, une analyse plus attentionnée des directives en souffrance fait ressortir que le délai de transposition vient seulement d'échoir pour cinq directives, à l'égard desquelles je voudrais, toutefois, préciser que leur transposition est en cours de procédure.

Ces chiffres démontrent qu'après un certain ralentissement, dû aux priorités imposées par la présidence de l'Union européenne, un important travail de rattrapage a été accompli et notre Ministère s'efforcera à ce que dorénavant une transposition de toutes les directives puisse être réalisée avant leur échéance.

Ceci dit et sur un plan plus général, il m'importe de souligner qu'en raison du fait que le secteur agricole est le seul à être complètement intégré dans une politique communautaire, le nombre de directives à transposer en droit national est depuis des années le plus important, et qu'en comparaison avec d'autres secteurs le nombre des directives restées en souffrance est certainement à relativer.

Question 0929 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de onze directives relevant de la compétence du Ministère de l'Environnement est en souffrance. Pour la transposition de quatre d'entre elles, des projets de loi ont été déposés. La transposition de trois d'entre elles doit faire l'objet de règlements grand-ducaux qui, toutefois, n'ont pas encore été adoptés.

Pour quatre directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (1.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La dernière synthèse chiffrée des directives restant à transposer en droit luxembourgeois date du 21 février 2006. Alors que le secteur de l'environnement est concerné par onze directives, le Ministère de l'Environnement est en charge de la transposition de huit de ces directives, à savoir dans l'ordre chronologique:

- la directive 2001/42/CE «évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement», pour laquelle la date limite de transposition est le 21 juillet 2004;
- la directive 2002/49/CE «gestion du bruit», pour laquelle la date limite de transposition est le 18 juillet 2004;
- la directive 2003/35/CE «plans et programmes relatifs à l'environnement», pour laquelle la date limite de transposition est le 25 juin 2005;
- la directive 2004/12/CE «emballages et déchets d'emballages», pour laquelle la date limite de transposition est le 18 août 2005;
- la directive 2004/35/CE «responsabilité environnementale», pour laquelle la date limite de transposition est le 30 avril 2007;
- la directive 2004/101/CE «mécanismes flexibles de Kyoto», pour laquelle la date limite de transposition est le 13 novembre 2005;
- la directive 2005/33/CE «teneur en soufre des combustibles marins», pour laquelle la date limite de transposition est le 11 août 2006, et
- la directive 2005/88/CE «émissions sonores des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments», pour laquelle la date limite de transposition est le 31 décembre 2005.

Pour deux de ces réglementations, et plus précisément les directives 2004/101/CE et 2004/12/CE, les textes de transposition - sous la forme respectivement d'une loi et d'un règlement grand-ducal - feront l'objet sous peu d'une publication au Mémorial.

La directive 2005/33/CE fait l'objet d'un projet de règlement grand-ducal, qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 9 décembre 2005 et qui est engagé dans la procédure d'approbation réglementaire.

La directive 2005/88/CE fait l'objet d'un projet de règlement grand-ducal, qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 27 janvier 2006 et qui est engagé dans la procédure d'approbation réglementaire.

Pour ce qui est de la directive 2002/49/CE, un projet de loi de transposition (N°5206) avait déjà été déposé à la Chambre des Députés le 8 septembre 2003, sans toutefois bénéficier d'un caractère urgent ou prioritaire; le Luxembourg vient d'être saisi d'un recours en manquement; le vote du projet de loi est escompté avant la fin de la session parlementaire 2005-2006.

Pour ce qui est de la directive 2003/35/CE, elle a été partiellement transposée en droit national respectivement par un règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 modifiant la réglementation en matière d'évaluation et de gestion de la qualité de l'air ambiant et par une loi du 25 novembre 2005 modifiant la législation en matière de prévention et de gestion des déchets. À part le volet «protection des eaux contre la pollution par les nitrates» qui relève du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, un dernier volet non encore transposé en bonne et due forme est constitué par le projet de loi N°5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, qui est en instance de discussion au sein de la Commission de l'environnement de la Chambre des Députés.

Concernant la directive 2001/42/CE, qui concerne une pluralité de départements ministériels, un groupe de travail interministériel a été créé en vue de coordonner les travaux de transposition dans les meilleurs délais. Il sera veillé à ce que diligence soit faite, ceci d'autant plus que le Luxembourg vient d'être saisi d'un recours en manquement.

Concernant la directive 2004/35/CE, les travaux de transposition sont en cours.

Question 0930 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 21 directives relevant de la compétence du Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances est en souffrance. Pour la transposition de onze d'entre elles, des projets de loi ont été déposés.

Pour dix directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse commune (15.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Il convient de relever d'abord que le dernier tableau synthétique des directives européennes, établi par le Secrétariat général de la Chambre des Députés sous la date du 28 février 2006, ne recense sous la rubrique «Finances» plus que 17 directives restant à transposer, dont huit n'ont pas encore fait l'objet d'un projet de loi de transposition. Comme indiqué sur le tableau, la directive 2006/18/CE (taux réduits de TVA) ne requiert pas de transposition par le législateur.

Si l'on tient compte de ce que premièrement la directive 2005/56/CE (fusions de sociétés) devrait figurer sous la rubrique «Justice», deuxièmement la transposition de la directive 2004/22/CE sur les instruments de mesure est tributaire de l'adoption du projet de loi n°5516 qui ressortit au Ministère de l'Économie et troisièmement le délai de transposition de la directive 2004/39/CE («MIFID») sera reporté au 31 janvier 2007 par la directive «Extension MIFID», l'on constate que des projets de lois de transposition ont été déposés pour toutes les directives qui sont de la compétence du Ministère des Finances et dont le délai de transposition se situe avant 2007.

Question 0931 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 19 directives relevant de la compétence du Ministère de la Santé est en souffrance. Pour la transposition de l'une d'entre elles, un projet de loi a été déposé. La transposition de l'une d'entre elles doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal qui, toutefois, n'a pas encore été adopté.

Pour 17 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (7.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après l'honorable Parlementaire la transposition de 19 directives relevant de mon Ministère serait «en souffrance». Pour 17 de ces directives aucun instrument de transposition n'aurait encore été «déposé».

La terminologie employée par l'honorable Parlementaire est de nature à induire en erreur.

L'emploi du mot «en souffrance» donne à penser à un lecteur non averti qu'il y aurait retard dans la transposition pour l'ensemble des 19 directives. Or tel n'est pas le cas. En effet sur la liste des directives à transposer apparaît toute directive adoptée, et cela le lendemain de son adoption, donc sans que le délai de transposition soit venu à échéance. En l'occurrence pour dix seulement des 19 directives visées le délai de transposition a expiré. Je m'expliquerai plus loin sur les directives en question.

Quant au constat fait dans la question parlementaire que pour 17 des directives visées aucun instrument de transposition n'ait été déposé, il sous-entend que pour l'ensemble de ces directives la transposition devrait se faire au moyen d'une loi, alors que ce sont bien les lois qui font l'objet d'un dépôt à la Chambre. Or rien n'est plus faux. En effet les directives communautaires qui sont de la compétence de mon Ministère sont la plupart très techniques, notamment celles prises dans les domaines des denrées alimentaires et des médicaments, et leur transposition relève du pouvoir réglementaire et non du pouvoir législatif. Or les projets de règlement ne passent pas par la Chambre, de sorte que la procédure en cours et son état de finition peuvent échapper aux Parlementaires. Mais il n'est pas de mise de conclure de ce manque d'information à une procédure de transposition non encore entamée.

Cette mise au point étant faite, j'en viens maintenant au détail des 19 directives visées.

Je passe rapidement sur les neuf directives non encore venues à échéance et pour lesquelles il n'y a donc aucun retard de transposition. Les règlements transposant deux de ces directives, ayant trait au sang humain et à la transfusion sanguine, ont été pris et sont en instance de publication au Mémorial. Toutes les autres directives non encore venues à échéance relèvent également du pouvoir réglementaire à l'exception d'une seule. Ces directives ont trait la plupart aux denrées alimentaires et aux produits cosmétiques. Elles font l'objet de projets de règlement en cours de procédure. Seule la transposition de la directive 2004/23 en matière de tissus et cellules relève du législateur. La Chambre est saisie du projet de loi afférent depuis février 2005.

J'en viens maintenant aux dix directives pour lesquelles le délai de transposition est révolu. Parmi celles-ci il y en a deux en matière de sang dont la transposition est comprise dans le processus réglementaire dont question ci-dessus et qui a abouti, sauf que les règlements dûment pris et signés sont encore en cours de publication au Mémorial. Quatre des directives en question ont trait à des questions techniques en matière de médicaments. Leur transposition est assurée au moyen d'un seul et même règlement grand-ducal préparé en mon Ministère. Deux directives en matière de denrées alimentaires et une en matière de contrôle de sources radioactives font également l'objet de projets de règlement préparés par mes services. Finalement une seule des directives en retard de transposition relève du législateur; c'est celle relative à la publicité en faveur du tabac. La Chambre est saisie depuis peu d'un projet de loi qui, tout en transposant la directive, va beaucoup plus loin dans la lutte antitabac. Si la transposition de cette directive a pris du retard, c'est que mon prédécesseur avait pris l'option d'attendre l'issue de la procédure en annulation engagée contre cette directive devant la Cour de Justice des Communautés, qui n'a toujours pas abouti.

Question 0932 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 31 directives relevant de la compétence du Ministère des Transports est en souffrance. Pour la transposition de trois d'entre elles, des projets de loi ont été déposés. La transposition de six d'entre elles doit faire l'objet de règlements grand-ducaux qui, toutefois, n'ont pas encore été adoptés.

Pour 22 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (15.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 17 février 2006, l'honorable Députée Colette Flesch souhaite être renseignée sur l'état de transposition des directives communautaires en droit national relevant du département des transports.

Le déficit de transposition, c'est-à-dire le nombre des directives non transposées dans les délais, a été réduit de façon significative pendant les derniers mois.

En effet, depuis le début de l'année 2006, pas moins de six directives ont été transposées par le Ministère des Transports. De ce fait, le Ministère des Transports affichait à la date du 1er mars 2006 encore un total de 19 directives non transposées.

Des procédures de transposition sont engagées pour sept de ces 19 directives. Le nombre des directives qui vont être transposées par le biais d'un règlement grand-ducal s'élève à douze tandis que les autres directives feront l'objet d'un projet de loi.

En tout état de cause le Ministère des Transports s'adonne à engager dans les meilleurs délais les procédures de transposition, particulièrement pour les directives où il accuse un retard.

Question 0937 (20.2.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **fermeture de la Société du Train à Fil de Schifflange (STFS):**

Aus de rezente Communiquéé vun der Arcelor war erauszeliesen, datt d'Drotstrooss STFS ob ARBED-Schëffleng, déi am Besëtz vu Mittal ass, a sechs Méint soll zougemaach ginn.

Gewosst war, datt dës Strooss ëm 2009-2010 sollt zougemaach ginn, wann zu Gonderange d'Héichiewen, déi Arcelor gehéiren, hire Betrib géifen astellen, an doduerch och keen „Halbzeug" méi op ARBED-Schëffleng geliwwert géif ginn.

D'Ursaach vun der virgezunner Schléissung wier, datt net genug Tonnage Commanden erakéimen, fir dës Strooss um Liewen ze halen.

Arcelor soll sech bereet erklärt hunn, bei der Schléissung d'Personal vum STFS integral ze iwwerhuelen. Paradox an dem Ganzen ass awer, datt grad fir op déi Strooss nach weider Leit agestallt ginn, an zwar aus Frankreich a grad ebe vu Gonderange.

Dës Situatioun, déi der Belegschaft d'lescht Woch matgedeelt gouf, suergt fir vill Onrou a kann zu soziale Konflikter féieren.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass der Regierung bekannt, datt d'Drotstrooss STFS op ARBED-Schëffleng, wéinst engem Manktum u Commanden a sechs Méint zougemaach soll ginn?
2. Wann den STFS elo soll zoumaachen, gëtt da Gonderange och éischter zougemaach wéi virgesinn?
3. Ass der Regierung bekannt, datt weider Leit um STFS agestallt ginn an zwar Leit vu Gonderange, do wou och soll zougemaach ginn?
4. Kann d'Regierung mer Opklärung ginn iwwert déi ganz Situatioun mat dem STFS, der geplangter Schléissung vun den Héichiewe vu Gonderange a mat der Situatioun vum Personal, souwuel mat deem vu Gonderange an deem vum STFS?

Réponse (20.3.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

D'Ufro vum Här Jaerling erlaabt mer déi heiten Äntwerten ze ginn:

1. De Wirtschaftsminister ass weder vun der Arcelor nach vu Mittal Steel doriwwer informéiert ginn, datt d'Drotstrooss zu Schëffleng a sechs Méint soll zougemaach ginn. Hien huet dat aus engem Pressecommuniqué vun der Sidérurgie Asbl den 3.2.2006 gelies, grad wéi Mittal Steel hier Prezisiounen aus engem Pressecommuniqué vum selwechten Dag ervirginn.

Den STFS gëtt de Moment vun dem Elektrostolwierk vu Gandrange alimentéiert. Dem Wirtschaftsminister ass awer net bekannt, dass Gandrange soll zougemaach ginn.

Zu Gandrange gëtt et keng „filière fonte" méi, mä een Elektrostolwierk, dat Schrott schmëlzt an zu engem gewëssen Deel mat Goss vu Florange alimentéiert gëtt. D'Schléissung vun der Flëssegphas vu Florange ass vun der Arcelor fir d'Joren 2009/2010 virgesinn.

Mittal Steel ass also amgaang ze kucken, wéi eng Optioune se hunn, och wat den Approvisionnement vun STFS mat Billetten aus anere Wierker ugeet. Doriwwer wär och mat Arcelor geschwat ginn, wéi et aus dem Communiqué vu Mittal Steel ervirgeet.

2. Als Wirtschaftsminister hunn ech keng Kenntnis dovun, datt Leit bei der STFS - iwwert den normale Remplacement eraus - sollen agestallt ginn. Wann dat esou wier, därft een näischt dergéint hunn.

Question 0939 (20.2.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **campagne d'information en faveur des médicaments génériques:**

Le 13 février dernier Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a présenté la nouvelle campagne d'information en faveur des médicaments génériques, campagne intitulée «Médicaments génériques. Même qualité à moindre prix». Cette campagne se limite dans un premier temps à seulement sept principes actifs. Cette liste a également été publiée sur Internet, où elle sera mise à jour mensuellement. Selon l'UCM, le but de la liste serait de mettre à la disposition du prescripteur un outil de recherche de la prescription la plus économique.

En France, où les autorités veulent également promouvoir le recours aux génériques, l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (afssaps) a publié un répertoire des groupes génériques qui regroupe l'ensemble des médicaments entièrement substituables les uns aux autres. Cette liste est également consultable sur Internet (http://afssaps.sante.fr/pdf/5/alpha.pdf).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et da la Sécurité sociale:

- S'agit-il de la première action en faveur des médicaments génériques? Dans la négative, depuis quand les médecins généralistes ont-ils été sensibilisés à la prescription de médicaments génériques?
- Pourquoi Monsieur le Ministre s'est-il limité dans un premier temps à une liste regroupant seulement sept principes actifs?
- Quelle envergure prendra la mise à jour mensuelle, c'est-à-dire combien de principes actifs seront ajoutés tous les mois?
- Quel est le délai prévu pour la finalisation de cette liste?
- Pourquoi Monsieur le Ministre ne s'est-il pas basé sur le répertoire des groupes génériques de l'afssaps afin de mettre à la disposition du prescripteur un vrai outil de recherche de la prescription la plus économique?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1) Il est vrai que la campagne pour la promotion du médicament générique est la première campagne luxembourgeoise de ce genre dans le domaine du médicament. Toutefois il est intéressant de savoir que les conventions conclues entre l'Union des Caisses de Maladie et le corps médical et le corps des pharmaciens prévoient depuis 1993 la possibilité de prescrire des médicaments non par leur nom de marque, mais d'après leur dénomination chimique.

2) La définition des médicaments génériques ou des équivalents thérapeutiques dont la prescription est promue dans le cadre de la campagne nécessite un examen minutieux des dossiers à la base de leur commercialisation pour déterminer l'équivalence de ces produits par rapport aux originaux. Les sept premières molécules lancées par la campagne sont celles dont les dossiers ont été jugés complets par rapport aux exigences juridiques. D'autre part, les molécules choisies représentent une part importante dans les médicaments couramment prescrits et remboursés, de sorte que l'aspect quantitatif du résultat escompté a justifié ce premier choix.

3) La campagne pour la promotion du générique se présente actuellement comme le début d'une action continue. Dès lors, le nombre de molécules proposées à l'avenir dans le cadre de l'outil d'information permanent «Internet» dédié aux médecins, sera aussi exhaustif que possible par rapport à l'évolution future du marché des médicaments et des génériques identifiés par rapport à des originaux correspondants. La question de l'approvisionnement du marché en génériques et l'évolution du prix des originaux correspondants jouera un rôle déterminant dans la configuration future des listes comparatives proposées aux prescripteurs.

4) Comme indiqué ci-dessus, la liste sera évolutive et connaîtra certainement des fluctuations par rapport à l'évolution du marché. Dans ce sens, la liste ne sera jamais figée à l'avenir, mais sera adaptée en fonction du marché et des prix.

5) Le site Internet de l'Union des Caisses de Maladie www.ucm.lu présente aux prescripteurs luxembourgeois des liens intéressants vers des sites étrangers affichant des listes comparables, voire présentant le thème des génériques sous un angle de vue mettant l'accent sur les aspects scientifiques. Toutefois, une transposition dans un rapport 1:1 des listes étrangères n'est juridiquement pas indiquée alors que les dénominations, les prix ainsi que les dossiers établissant le statut de générique ou d'équivalent thérapeutique des médicaments commercialisés notamment en France, ne sont pas forcément identiques avec ceux commercialisés au Luxembourg. Dès lors, les listes de l'Agence française ne reflètent pas la réalité du terrain luxembourgeois.

Question 0940 (20.2.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **budget consacré à la médecine préventive:**

Dans sa réponse du 8 février 2006 à ma question parlementaire N°0863 *(cf. compte rendu N°8/2005/2006)* relative à la médecine préventive, Monsieur le Ministre a fait savoir «qu'il n'est pas facile de suivre avec précision l'évolution du budget consacré à la médecine préventive» et précise que «le projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale, dont les dépenses étaient prévues au budget du Ministère de la Santé de 2002 à 2005, n'apparaît plus au budget de l'année en cours, alors que ses frais de fonctionnement sont désormais à charge de l'UCM».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et da la Sécurité sociale:

- N'est-il pas surprenant, voire inquiétant, de ne pas pouvoir suivre avec précision l'évolution du coût d'une politique aussi importante que celle de la médecine préventive? Depuis quelle année est-ce le cas?
- Quelles sont les raisons exactes pour le transfert des frais de fonctionnement vers l'UCM du projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale? Quand cette décision a-t-elle été prise? Pourquoi Monsieur le Ministre n'en a-t-il jamais rapporté ni à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, ni ailleurs?
- Est-ce que d'autres dépenses prévues au budget du Ministère de la Santé des années précédentes sont désormais, même partiellement, à charge de l'UCM? Dans l'affirmative, lesquelles?
- Pour quelles raisons la réunion annulée du jeudi, 1er décembre 2005 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, et dont précisément l'examen des projets du budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 des départements de la Santé et de la Sécurité sociale à l'ordre du jour, n'a-t-elle jamais eu lieu?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Revenant à sa question parlementaire N°0863 et à ma réponse y relative donnée le 8 février, l'honorable Parlementaire exprime maintenant sa surprise et son inquiétude quant au fait qu'il ne soit plus possible de «pouvoir suivre avec précision l'évolution du coût d'une politique aussi importante que celle de la médecine préventive».

Je ne puis que renvoyer l'honorable Parlementaire à ma prédite réponse du 8 février. J'y expose que pour rendre compte de toutes les dépenses pouvant être considérées comme étant faites dans l'intérêt de la médecine préventive il ne suffit pas de prendre en considération les articles budgétaires relevant à l'intérieur de la Direction de la Santé de la seule division de la médecine préventive, mais qu'il faut encore y ajouter certains articles budgétaires autorisant des dépenses spécifiques dans l'intérêt de la médecine du travail et de la médecine scolaire. Par ailleurs l'achat de vaccins, inscrit au budget de la division de la pharmacie et des médicaments, risque de peser dorénavant de plus en plus lourd dans la balance.

Ceci étant dit, je puis assurer à l'honorable Parlementaire que la structure du budget du Ministère de la Santé est restée inchangée depuis au moins une vingtaine d'années. Je n'y ai pas touché, pas plus que mon prédécesseur, qui se trouve être l'auteur de la présente question.

S'agissant du projet pilote de dépistage du cancer du sein par mammographie, je précise ma réponse donnée le 8 février, qui a pu donner lieu à un malentendu. En fait le projet pilote, ayant pour objet de préparer la transmission des clichés par imagerie digitale, est terminé. Il n'apparaît dès lors plus dans le budget de l'année en cours de mon Ministère. Les frais de fonctionnement du programme de mammographie sont, comme par le passé, à charge de l'assurance-maladie pour ce qui est de l'acte médical de confection du cliché, et de mon département pour ce qui est d'autres frais, tels que la sensibilisation de la population ainsi que les frais de deuxième et troisième lecture des clichés et de gestion du programme. Ce qui est nouveau, c'est la prise en charge par l'UCM des frais d'infrastructure exposés par les hôpitaux pour équiper leurs appareillages de façon à permettre la transmission par voie digitale des clichés.

Pour le surplus il n'y a pas de transfert du budget de mon Ministère vers celui de l'UCM.

Finalement l'honorable Parlementaire me demande pourquoi la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre, consacrée à l'examen des budgets de mes ressorts de la Santé et de la Sécurité sociale, fixée au 1er décembre, mais annulée dans la suite, n'a jamais été refixée à une date ultérieure. Ce volet de la question ne laisse pas de me surprendre. Les membres du Gouvernement se rendent dans la mesure du possible aux réunions des commissions parlementaires lorsqu'ils y sont invités, mais ils ne les fixent pas. L'honorable Parlementaire parait donc mieux placé que le soussigné pour s'informer auprès du greffe de la Chambre sur les raisons du report de la prédite réunion et sa non-refixation à une date ultérieure. En tout état de cause le report ne m'est en aucune façon imputable.

Question 0943 (21.02.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange:**

La loi du 19 décembre 2003 relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange a pour objectif de permettre au Laboratoire National de Santé (LNS) d'assumer ses missions actuelles et futures portant sur quatre axes, à savoir ceux du contrôle, du diagnostic, de la collaboration à des programmes de santé publique et enfin de la recherche.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que selon Monsieur le Ministre, le LNS est en ce moment à même d'assumer de façon adéquate ses missions actuelles?
- Les infrastructures actuelles donnent-elles toutes les garanties de sécurité?
- L'achèvement des travaux de construction du nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange revêt-il selon Monsieur le Ministre un caractère urgent?
- Quelles sont les raisons du retard de réalisation du projet?
- Quand est-ce que les travaux vont enfin démarrer?

Réponse (20.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire commence par me demander si dans ses bâtiments actuels le LNS est en mesure d'assumer de façon adéquate ses missions et si ces infrastructures donnent toutes les garanties de sécurité.

Les infrastructures actuelles sont certes loin d'être optimales, raison pour laquelle la construction de nouveaux locaux a été décidée. Si le LNS parvient néanmoins à assumer correctement ses tâches, et cela dans le respect des conditions de sécurité, c'est grâce au dévouement des membres du personnel, qui, pour l'un ou l'autre, travaillent dans des conditions difficiles.

Je me plais à relever que malgré ces conditions de travail très difficiles le LNS a obtenu une accréditation à des normes européennes dans trois de ses services et que la procédure d'accréditation est en cours pour deux autres services.

Il va sans dire que la réalisation de la nouvelle infrastructure dans les meilleurs délais est pour le soussigné de la plus haute importance.

En ce qui concerne l'état d'avancement des travaux, je puis renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse donnée par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la question parlementaire N°0826 *(cf. ci-devant)* de Monsieur le Député Niki Bettendorf, ayant en partie le même objet. Dans cette réponse Monsieur le Ministre des Travaux publics expose que «les études d'exécution seront finalisées pour le mois de septembre 2006, de sorte que les travaux de terrassement sont prévus pour le début de l'année 2007».

Toujours dans la prédite réponse Monsieur le Ministre des Travaux publics, partant d'une durée de chantier de 42 mois pour la phase 1, estime que la fin du chantier pourrait se situer avant les congés collectifs d'été 2010. Je précise que la phase 1 concerne les infrastructures du Laboratoire National de Santé proprement dit. Le laboratoire de médecine vétérinaire, le laboratoire de radioprotection et celui de la médecine légale seront compris dans la phase 2 des travaux.

Question 0944 (21.2.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**extension du réseau de pharmacies:**

Aux termes de la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, aucune pharmacie ne peut être établie dans le Grand-Duché sans autorisation du Gouvernement, qui doit prendre au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale.

Selon le programme gouvernemental de 2004, «le Gouvernement poursuivra l'extension du réseau de pharmacies en vue d'assurer une présence régionale et décentralisée.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de concessions en vue de l'ouverture d'une pharmacie ont été accordées depuis août 2004?
- Quel est le calendrier prévu pour l'ouverture de nouvelles pharmacies à moyen terme?
- Quelles régions ou localités sont visées pour l'implantation de nouvelles pharmacies?
- Quelle suite a été réservée aux avis des communes d'Erpeldange et de Bettendorf concernant l'ouverture d'une pharmacie dans leur région? Pourquoi le projet traîne-t-il depuis presque deux armées?

Réponse (14.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement entend poursuivre la politique de nouvelles créations de concessions de pharmacie, ne serait-ce que pour tenir compte de l'évolution générale assez dynamique de la population résidente.

Dans cet ordre d'idées j'ai procédé à la création d'une nouvelle concession de pharmacie à Luxembourg-Cents.

Cependant, avant d'aller plus loin dans l'extension du réseau d'officines existantes, et afin de ne pas procéder par «pilotage à vue», au hasard des demandes qui me parviennent de la part des autorités locales candidates pour une nouvelle implantation, j'ai demandé à mes services d'élaborer un plan d'ensemble faisant ressortir les besoins locaux et régionaux. Ce rapport m'est parvenu en début d'année. Je suis en train de l'examiner et je prendrai très prochainement une décision en matière de nouvelles créations de pharmacie.

L'honorable Parlementaire soulève encore plus particulièrement la question des suites réservées aux avis émis par les communes d'Erpeldange et de Bettendorf en faveur de la création d'une officine dans la région. Le susdit rapport de mes services, s'il préconise l'ouverture d'une pharmacie supplémentaire à Ettelbruck, ne se prononce cependant pas en faveur d'une création dans les zones plus rurales du canton de Diekirch, c'est-à-dire dans un périmètre excluant les villes de Diekirch et d'Ettelbruck. Je prendrai une décision dans le contexte des réflexions plus générales engagées en la matière et dont question ci-dessus. D'ores et déjà je puis faire savoir à l'honorable Parlementaire que j'ai une nette préférence pour revenir à une détermination plus précise et plus limitée des périmètres des concessions à créer.

Question 0945 (21.2.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **procédure d'asile:**

Aus der Regierungserklärung, awer och aus enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro hin, geet ervir, datt Famillje mat Kanner, déi Asylbewerber sinn, deenen hir Kanner hei gebuer si respektiv hei an d'Schoul ginn nodeem se länger Zäit hei am Land waren, eng Chance kënnte kréien, fir hei ze bleiwen ënner bestëmmte Bedingungen.

Ganz oft sinn déi Famillje sou laang hei am Land wéinst deene laangen Asylprozeduren. Dëst féiert zu ganz schlëmme mënschlechen Dramen, wann dann awer d'Asyldemande ofgelehnt gëtt a se opgefuerdert ginn ërem heemzegoen.

D'Bedingungen, fir datt se eventuell awer kënnen hei bleiwen, sinn engersäits net ganz kloer, an anerersäits gëtt déi definitiv Décisioun vun engem Minister respektiv vun engem Beamte jee no „Gutdünken" getraff, wat menger Usiicht no net gutt ass. Bei eise belschen Nopere gouf elo e Gesetzesprojet virgeschloe fir eng permanent Kommissioun fir Regulariséierungen anzeféieren, fir eben esou Fäll ze klären respektiv och Leit, déi länger illegal am Land sinn, eng Chance ze ginn dozebleiwen.

Kann den Här Ausseminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Wéi sinn elo déi genau Kritären, datt eng Famill, déi scho länger hei am Land lieft, kann hei bleiwen?
2. Wéi gesi Kritären aus, wann dat neit Asylgesetz a Kraaft trëtt?
3. Wier et net sënnvoll a méi transparent, och hei am Land esou eng permanent Regulariséierungskommissioun anzesetzen?
4. Wéi vill ofgewisen Asylbewerber sinn am Joer 2005 fräiwëlleg heemgangen, a wéi vill sinn der onfräiwëlleg zréckgeschéckt ginn?

Réponse (16.3.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

1. D'après le programme gouvernemental «le Gouvernement continuera à régler les cas exceptionnels de familles de demandeurs d'asile, en portant une attention particulière à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation postprimaire».

En exécution du programme gouvernemental, le Gouvernement a accordé des autorisations de séjour à un certain nombre de demandeurs d'asile, en cours de procédure ou déboutés, qui remplissaient les conditions suivantes:

- les personnes devaient se trouver au Luxembourg depuis une date antérieure au 1er août 2001;
- elles ne devaient pas être susceptibles de troubler l'ordre public;
- elles devaient avoir au moins un enfant inscrit à l'enseignement postprimaire durant l'année scolaire 2003-2004.

Les personnes en question ont été sélectionnées sur base d'un listing des enfants scolarisés fourni par le Ministère de l'Éducation nationale.

Parallèlement à cette mesure exceptionnelle décidée dans le cadre du programme gouvernemental, mon Ministère est amené à accorder des autorisations de séjour dites «pour raisons humanitaires», lesquelles sont dans la majorité des cas déposées après le rejet définitif de la demande d'asile.

Une partie de ces demandes sont basées soit sur l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (torture, traitements inhumains ou dégradants), soit sur l'article 8 de cette même convention (protection et respect de la vie privée et familiale), soit enfin sur des raisons d'ordre médical. Dans ce dernier cas, le dossier est soumis au contrôle médical de la sécurité sociale pour avis et les maladies d'une gravité exceptionnelle rendant impossible un retour vers le pays d'origine sont retenues pour l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires.

En 2004, 219 personnes se sont vues accorder une autorisation de séjour pour raisons humanitaires. En 2005, 206 personnes ont obtenu une telle autorisation de séjour.

2. La nouvelle loi relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ne traite pas directement des questions de «régularisation» respectivement d'autorisation de séjour humanitaire. Toutefois, cette nouvelle loi décidera de tous les aspects de la protection internationale dans le cadre d'une procédure unique, ce qui évitera que des personnes susceptibles de tomber sous le coup d'instruments de protection internationale autres que la Convention de Genève de 1951 soient obligées de déposer une demande d'autorisation de séjour dite «pour raisons humanitaires» après le rejet définitif de leur demande d'asile.

3. Une telle commission permanente de régularisation n'a pas été prévue par le programme gouvernemental.

4. En 2005, 131 demandeurs d'asile déboutés ont fait l'objet d'un retour forcé vers leur pays d'origine. 137 personnes déboutées ont fait l'objet d'un retour volontaire.

Question 0946 (21.2.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **grippe aviaire:**

Dans le contexte de l'expansion de la grippe aviaire en Europe, les opinions sur l'opportunité d'une vaccination préventive de volailles et oiseaux divergent fortement tandis que le comité permanent d'hygiène alimentaire de l'UE doit examiner aujourd'hui la demande de vaccination à titre préventif français et néerlandais.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Comment le Gouvernement se positionne-t-il au niveau européen face à la question des vaccinations des volailles/oiseaux?
- Quelles sont les catégories de populations de volailles/oiseaux pour lesquelles une vaccination rentrerait en ligne de compte à Luxembourg?
- Existe-t-il des plans nationaux de vaccination d'urgence permettant une action rapide sur l'ensemble du territoire, ou à défaut pour des populations d'animaux ciblées?
- Le Luxembourg dispose-t-il de réserves suffisantes du vaccin en question?

Réponse (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

À titre liminaire, je voudrais préciser qu'en raison du fait que la question parlementaire a trait exclusivement au problème de la vaccination des animaux contre la grippe aviaire, elle relève de la seule compétence du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Elle appelle la réponse suivante:

Pendant les dernières semaines la peste aviaire a progressé d'une manière effarante dans la population des oiseaux sauvages de bon nombre d'États membres de l'Union européenne. La France a notifié en plus un foyer de cette maladie hautement contagieuse dans un cheptel de volailles domestiques.

En face de cette évolution rapide et préoccupante de la peste aviaire, les autorités luxembourgeoises, bien que pas encore confrontées à l'apparition de l'épidémie sur notre territoire, ont décrété une série de mesures de prévention dans l'objectif d'éviter une éventuelle contamination des volailles domestiques par le virus de la grippe aviaire. Ces mesures comprennent notamment:

- mise en garde des éleveurs des volailles et recommandation de la mise en application des mesures adéquates de biosécurité;
- confinement de principe des volailles domestiques à partir du 20 février 2006;
- stricte limitation des rassemblements des volailles;
- collecte des oiseaux morts par les Services de Secours suivie d'un examen de laboratoire;
- mise en garde contre tout contact avec les oiseaux sauvages et limitation du nourrissage.

Le recours à une éventuelle vaccination préventive des volailles domestiques présuppose une expérience en la matière, qui pour le moment fait cependant défaut, plus particulièrement pour le virus influenza aviaire sous-type H5N1.

C'est la raison pour laquelle le Luxembourg, en concertation avec la Commission européenne, s'est prononcé en février en faveur d'un projet-pilote de vaccination de certaines espèces avicoles domestiques détenues dans certaines régions de la France et des Pays-Bas afin d'acquérir une certaine expérience en la matière. Cette procédure permettra d'évaluer d'une manière scientifique les avantages et les désavantages d'une campagne de vaccination préventive.

Il est vrai en effet, que les volailles vaccinées présentent une résistance accrue à l'égard du virus infectieux, mais il est tout aussi vrai que ces mêmes volailles vaccinées peuvent héberger le virus pathogène et l'excréter sans présenter de signe clinique de la maladie avec le risque d'entretenir la peste aviaire à l'état endémique.

Une vaccination préventive peut en plus être à l'origine d'un certain relâchement des mesures de prévention de la part des détenteurs de volailles, mesures pourtant indispensables afin de juguler la dissémination du virus.

À moins d'une évolution inattendue de la peste aviaire, le Luxembourg se rallie pour le moment aux recommandations de la Commission européenne qui insiste sur la priorité de la mise en application des mesures de biosécurité et qui considère la vaccination préventive comme une mesure de lutte secondaire contre la peste aviaire.

Au niveau procédural, la conception d'une campagne de vaccination prévoit une autorisation préalable de la Commission européenne et sa mise en application est définie dans le plan d'intervention mis au point par l'Administration des services vétérinaires.

En considération de la population aviaire réduite au Luxembourg, avec un total maximal de quelques 150.000 unités, le Luxembourg a trouvé un accord avec les trois firmes pharmaceutiques productrices du vaccin anti-influenza aviaire qui offrent des disponibilités de livraison endéans les quatre semaines. Voilà qui constitue un avantage pour notre pays, car contrairement aux autres États membres présentant une forte production avicole, le Luxembourg n'est pas obligé d'entretenir une banque d'antigènes considérée comme un préavis d'acquisition de vaccins.

Retenons encore que les vaccins anti-influenza aviaire existants pour les volailles ne sont actuellement homologués que d'une manière provisoire afin d'être mis sur le marché, ceci en considération des longues procédures de validation.

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

Compte rendu des séances publiques
N° 10 – Session ordinaire 2005-2006

31e séance, mardi 4 avril 2006
32e séance, mercredi 5 avril 2006
33e séance, jeudi 6 avril 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sont tous les deux nécessaires, sont tous les deux différents et sont tous les deux uniques.»

«Pour que l'Europe réussisse, ils (Conseil de l'Europe et Union européenne) doivent viser un véritable partenariat aussi structuré que possible et organiser durablement leur complémentarité, ce qui exclut, ce qui devrait exclure les rivalités stupides et nocives. Ce partenariat se construira sur un socle européen de valeurs communes. Ces valeurs sont celles de l'Union européenne au même degré qu'elles sont les valeurs du Conseil de l'Europe.»

Voilà un des principaux messages du discours que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, a tenu devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 11 avril dernier pour présenter son rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne tout en soulignant l'importance d'une discussion annuelle des suites que les gouvernements et les instances parlementaires auront données au rapport.

En dehors de la présence du Premier Ministre, il convient de signaler celle du Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, ainsi que des membres respectivement effectif et suppléants, à savoir M. Charles Goerens, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur. Ces quatre membres ont assisté à la deuxième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 10 au 13 avril 2006, les deux autres membres, M. Norbert Haupert et Mme Lydie Err, s'étant excusés de leur absence.



(de gauche à droite) Mme Anne Brasseur, M. René van der Linden, M. Jean-Claude Juncker, M. Marcel Glesener, M. Charles Goerens

Les principaux points à l'ordre du jour étaient les suivants:

- allocution de M. René van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire,
- élection de M. Giorgi Bokeria comme Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Géorgie,
- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,
- intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe,
- la place de la langue dans l'enseignement scolaire,
- pauvreté et lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe,
- relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,
- discours de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg, sur son rapport concernant les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,
- discours de M. Calin Popescu-Tariceanu, Premier Ministre de la Roumanie qui assure la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,
- discours de M. Wolfgang Schüssel, Chancelier fédéral d'Autriche et Président du Conseil de l'Union européenne,
- discours de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne,
- élection de M. Mark Villiger comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre du Liechtenstein,
- situation au Proche-Orient,
- réinsertion sociale des détenus,
- droits de l'homme des membres des forces armées,
- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Mihai-Razvan Ungureanu, Ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, Président du Comité des Ministres,
- discours de M. Vlado Bučkovski, Premier Ministre de l'«ex-République yougoslave de Macédoine»,
- combattre la résurgence de l'idéologie nazie,
- débat joint sur le suivi du troisième sommet: relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

a) Mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

b) Le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, avec l'intervention de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, et celle de M. Elmar Brok, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen,

- réfugiés et personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

Deux discussions ont eu lieu selon la procédure d'urgence:

- halte à la traite des femmes à la veille de la Coupe du Monde de la FIFA,
- le Bélarus et les suites de l'élection présidentielle du 19 mars 2006.

Pour documenter les prestations de nos délégués aux séances de l'Assemblée, mentionnons

- l'intervention de M. Marcel Glesener en sa qualité de président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille au cours des débats sur la réinsertion sociale des détenus, la pauvreté et la lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe, et
- celle de M. Charles Goerens en tant qu'orateur du groupe «Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe» au sujet du point «combattre la résurgence de l'idéologie nazie», dont l'extrait suivant donne matière à réflexion:

«Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il importe avant tout de mettre en place des systèmes de préalerte et d'alerte. Au Rwanda, on savait. À Auschwitz, on savait. À Treblinka, on savait. (…) Cela est aussi un questionnement sur la condition humaine. Que font des hommes ordinaires dans une situation extraordinaire? Que chacun se pose la question! Serions-nous des lâches, des gens qui ignorent et qui refoulent tout? Y aurait-il quelques courageux? Serions-nous des héros ou des salauds? - N'est pas Hannah Arendt qui veut?»

Au cours de la susdite deuxième partie de session six recommandations et six résolutions en rapport avec les points à l'ordre du jour ont été adoptées.



Le nom de l'enfant

À l'occasion de l'entrée en vigueur, le 1er mai 2006, de la nouvelle loi relative au nom des enfants, la Chambre des Députés a publié une brochure destinée à informer le grand public des principales orientations et des grands principes de la réforme. La brochure a été présentée au cours d'une conférence de presse de ses deux auteurs, Mme Lydie Err et M. Laurent Mosar, le mardi 25 avril 2006.

Toute personne intéressée par des renseignements supplémentaires en la matière pourra se procurer le fascicule ou bien auprès de l'état civil de sa commune ou bien en s'adressant directement à la Chambre des Députés. Le texte de la brochure peut également être téléchargé du site Internet de la Chambre www.chd.lu (rubrique: portail documentaire - documentation).



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Mme Lydie Err, M. Claude Frieseisen

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Grippe aviaire, terrorisme et politique énergétique

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière à La Haye les 24 et 25 mars 2006 sous la présidence de M. Frans de Nerée tot Babberich.

La délégation luxembourgeoise, en l'occurrence Mme Lydia Mutsch, MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Félix Braz, Emile Calmes et Jean-Pierre Koepp, comptant parmi elle un nouveau membre effectif en la personne de M. Emile Calmes, en remplacement de M. Xavier Bettel devenu membre suppléant, a pu suivre avec ses collègues belges et néerlandais un exposé exhaustif de M. Vanthemsche, administrateur délégué de l'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire sur la problématique de la dioxine et de la grippe aviaire dont, pour l'instant, le Benelux reste épargné.

C'est avec le même intérêt que l'Assemblée a écouté les explications du coordinateur du Conseil des ministres de l'Union européenne, M. Gijs de Vries, sur la lutte contre le terrorisme au niveau du Benelux pour débattre ensuite de cette question d'un intérêt primordial, notamment au vu de la sécurité dans les aéroports.

Un autre sujet de grande actualité était celui de la politique énergétique et de la libéralisation des marchés de l'énergie sous toutes ses formes notamment durables. L'Assemblée s'y est penchée sur base des travaux préparatoires des Commissions réunies de l'Environnement du Parlement Benelux et de l'Assemblée balte. Les Premiers Ministres des trois pays du Benelux se sont d'ailleurs récemment concertés à leur tour à ce sujet dans le cadre d'une réunion ministérielle européenne qui traitait du même dossier.

M. Marcel Oberweis a fait rapport sur l'eutrophisation, cause majeure de la pollution des eaux souterraines, et les conséquences géopolitiques de l'aménagement d'un gazoduc au fond de la mer Baltique, reliant l'Allemagne à la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Union européenne. L'orateur a insisté sur l'importance d'une sécurité énergétique en diversifiant au maximum les formes d'énergie et en faisant appel de façon accrue aux énergies renouvelables.

Une recommandation des trois principaux groupes politiques de l'Assemblée sur la nécessité de la mise en place par les trois Gou-



(de gauche à droite) M. Pierre Dillenburg, M. Roger Negri, Mme Lydia Mutsch, M. Félix Braz, M. Marcel Oberweis, M. Jean-Pierre Koepp et M. Emile Calmes

vernements d'une politique énergétique européenne fut adoptée après que la délégation luxembourgeoise avait réussi à l'amender pour qu'elle soit conforme aux engagements des États membres du Benelux pris dans le cadre du Protocole de Kyoto, et pour que se poursuive la politique énergétique dans un esprit de développement durable.

Le Parlement Benelux a pris connaissance des préparatifs de la Conférence trilatérale qui se tiendra en mai 2006 à Liège, avec la participation du Conseil nordique et de l'Assemblée balte, sur la problématique de la drogue et s'est penché sur le problème du sida où d'importants efforts complémentaires sont à faire pour enrayer l'inquiétante recrudescence des cas.

L'avenir du Benelux et la révision des Traités l'ayant institué il y a cinquante ans ont été le dernier sujet à l'ordre du jour, alors que l'Assemblée y reviendra de façon approfondie lors des séances plénières de juin prochain. Il n'est en tout cas pas question d'une reconduction tacite de ces traités, ne fût-ce qu'en raison des changements intervenus au niveau de la forme étatique de la Belgique. Au moment où les frontières s'estompent, il faut veiller plus que jamais à ce que les dispositions légales soient adaptées à l'évolution des temps, compte tenu du fait que le Benelux, qui bénéficie d'une grande crédibilité au sein des institutions européennes dont il a été un des moteurs d'approfondissement, reste un important trait d'union dans la coopération avec les autres pays de l'Union européenne.

NOUVELLES LOIS

5386 - Projet de loi

1. transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant 1. transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services; 2. réglementation du contrôle de l'application du droit du travail

Le projet de loi sous rubrique vise principalement à transposer la directive 2003/88/CE du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Cette directive vient remplacer la directive 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 telle que complétée et modifiée par la directive 2000/34/CE du Parlement et du Conseil du 22 juin 2000. Par souci de clarté, il a été jugé opportun de reprendre les dispositions de ces deux directives et de les consolider dans un seul texte.

Il est rappelé dans ce contexte que la directive du 23 novembre 1993 a posé pour la première fois au niveau européen des règles communes en matière d'aménagement du temps de travail.

Si en principe la durée et l'organisation du temps de travail est du ressort de chaque État membre de l'Union européenne, il est paru opportun de prévoir des prescriptions minimales concernant certains aspects du temps de travail applicables dans tous les États membres de l'Union européenne et susceptibles d'améliorer les conditions de travail des travailleurs. En vertu de l'article 31 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé et sa sécurité. Une durée de travail excessive, un repos insuffisant ou encore un rythme de travail irrégulier peut avoir des conséquences néfastes sur la santé et la sécurité des travailleurs. L'aménagement du temps de travail apparaît dès lors comme le meilleur garant de la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs qui ne sauraient être subordonnées à des considérations purement économiques.

Si les grandes lignes de la directive de 2003 sont d'ores et déjà intégrées en droit luxembourgeois, il n'en demeure pas moins que cette directive contient des éléments qui nécessitent une adaptation de notre droit du travail, et plus particulièrement de notre législation en matière de temps de travail.

Parmi ces adaptations, il échet de citer en premier lieu l'introduction en droit national de la notion de période nocturne et du travailleur de nuit.

Si plusieurs textes se réfèrent d'ores et déjà au travail de nuit tels que la loi du 21 mars 2001 concernant la protection des jeunes travailleurs ou la loi du 1er août 2001 concernant la protection des travailleurs enceintes, accouchées et allaitantes, ces lois ne concernent que certaines catégories de travailleurs et ne constituent dès lors nullement des dispositions de portée générale.

Il est précisé dès l'ingrés que le régime des travailleurs du secteur HORECA, consacré par la loi du 20 décembre 2002, n'est pas remis en question par le biais du présent projet de loi. Il est rappelé qu'en matière de travail de nuit, cette loi garantit au travailleur de ce secteur un supplément de rémunération, et en tant que telle, elle réglemente donc le travail de nuit. Le projet de loi sous rubrique vise le statut du travailleur de nuit, notamment au regard de la sécurité et de la protection de la santé au travail.

Le projet de loi sous examen introduit ensuite de nouvelles possibilités de dérogations par rapport à certaines dispositions relatives au temps de travail tant des employés privés que des ouvriers, plus particulièrement en matière de temps de pause, de repos journalier et hebdomadaire, de durée du travail de nuit ou encore de période de référence.

Ces dérogations sont toutefois limitées à des activités et des circonstances limitativement énumérées. Ces dérogations sont également soumises à un accord issu du dialogue social qui peut prendre la forme d'une convention collective ou d'un accord en matière de dialogue social interprofessionnel voire d'un accord d'entreprise. Ce faisant, le projet de loi sous rubrique renforce en même temps le principe du partenariat social.

À noter encore que ces dérogations ne sont admises que si les conventions collectives, les accords en matière de dialogue social ou encore les accords d'entreprise contiennent des dispositions garantissant des périodes équivalentes de repos compensatoire accordées aux travailleurs concernés.

Le présent projet de loi vient également compléter la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail en prévoyant pour les travailleurs de nuit, à l'instar de ceux qui occupent des postes à risques, une évaluation de leur santé préalablement à leur affectation ainsi qu'une fois affectés. Dans cette dernière hypothèse, l'évaluation doit avoir lieu à des intervalles réguliers. Le projet de loi définit également en droit luxembourgeois, dans le cadre de la loi du 17 juin 1994 précitée, les postes dont le travail comporte des risques particuliers ou des tensions physiques ou mentales importantes. Sont considérées comme tels, les activités qui aggravent la diminution de vigilance du travailleur de nuit, ainsi que celles qui exigent de ces mêmes travailleurs une augmentation de l'activation biologique.

Le projet de loi modifie encore la loi du 17 juin 1994 précitée pour préciser que les travailleurs qui souffrent de problèmes de santé reconnus, liés au fait que ces travailleurs accomplissent un travail de nuit, sont transférés, dans la mesure du possible, à un travail de jour pour lequel ils sont aptes. En l'état actuel de notre droit, le travailleur de nuit peut théoriquement déjà bénéficier d'un transfert de poste, notre droit du travail disposant en effet que l'employeur est tenu, dans certaines conditions, d'affecter le travailleur déclaré inapte pour un poste à un autre poste, pour autant bien évidemment qu'un tel transfert soit possible. L'avantage du texte sous rubrique est de créer expressément dans le chef des travailleurs de nuit souffrant de problèmes de santé liés à leur travail la possibilité d'un transfert vers un poste de jour.

À noter encore que les travailleurs mobiles sont exclus du champ d'application des dispositions relatives au repos journalier, au temps de pause, au repos hebdomadaire ou encore à la durée du travail de nuit. Le projet de loi définit par ailleurs les travailleurs mobiles. Il s'agit des travailleurs qui font partie du personnel roulant ou navigant qui sont au service d'une entreprise effectuant des services de transport de passagers ou de marchandises par route, air ou voie navigable. S'il est exclu du champ d'application de certaines dispositions, le travailleur mobile se voit toutefois reconnaître formellement le droit à un repos suffisant celui-ci étant également défini dans le cadre du projet de loi sous rubrique.

Enfin le projet de loi règle aussi la problématique de la durée de travail des médecins en formation. Pour ces personnes, la durée de travail hebdomadaire maximale est limitée à 48 heures en moyenne sur une période de référence maximale de 6 mois.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.10.2004

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

28.09.2005	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.11.2005	Désignation d'un rapporteur
	Suite des travaux

11.01.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.03.2006	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
30.03.2006	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
05.04.2006

5415 - Projet de loi

relative aux abus de marché, portant transposition de

- la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché),

- la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché,

- la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts,

- la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière de lutte contre les abus de marché. À cet effet, la loi remplace et abroge la loi du 3 mai 1991 sur les opérations d'initiés. Afin d'éviter un vide juridique, les dispositions de la loi de 1991 restent toutefois applicables aux faits antérieurs à l'entrée en vigueur du présent projet de loi, sauf que les dispositions du présent projet de loi sont applicables dans la mesure où elles sont moins sévères.

Le champ d'application du projet de loi est large puisqu'il concerne toute personne physique ou morale ayant accès au marché et tout instrument financier admis à la négociation sur un marché réglementé ou pour lequel une procédure d'admission est en cours.

L'article 1er, point 1), enrichit et précise la définition de l'information privilégiée, notion centrale dans le délit d'initié, par rapport à celle qui était posée dans la directive de 1989.

Les articles 8 et 9 prévoient plusieurs interdictions pour toute personne détentrice d'une information privilégiée, dont la transgression apparaît constitutive du délit d'initié, sans que ce dernier soit expressément défini pour autant.

L'article 11 pose un principe général d'interdiction à toute personne de procéder à des manipulations de marché.

Afin de prévenir l'utilisation délictueuse de toute information privilégiée - dont la simple détention ne constitue pas un motif de sanction -, l'article 14 précise certaines obligations d'information du marché imposées aux émetteurs d'instruments financiers sur le marché réglementé. Ceux-ci doivent ainsi rendre publiques, dès que possible, les informations privilégiées les concernant et les faire figurer sur leur site Internet pendant une période de trois mois. Lorsqu'un émetteur, ou une personne agissant pour son compte, communique une information privilégiée à un tiers dans l'exercice normal de ses fonctions, la publicité de cette information doit advenir simultanément, en cas de communication intentionnelle, ou rapidement en cas de communication non intentionnelle, sauf si la personne qui reçoit l'information est tenue par une obligation de confidentialité (article 16).

Un émetteur dispose toutefois de la possibilité de différer la publication de l'information lorsque deux conditions cumulatives sont réunies: «*afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire le public en erreur et que l'émetteur ait mis en place les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité de ladite information.*» (article 15)

Les émetteurs et les personnes agissant au nom ou pour le compte de ceux-ci sont également astreints à trois grandes obligations d'information de la CSSF.

La section 3 du chapitre III prévoit des dispositions particulières pour les personnes qui produisent ou diffusent au Grand-Duché des recommandations d'investissement. Cette section vise donc la recherche, l'analyse et la presse financière. Conformément au point 5 de l'article 6 de la directive 2003/6/CE, le Luxembourg transpose ainsi l'exigence communautaire de «*disposer d'une réglementation tendant à assurer une réelle transparence sur les conflits d'intérêt potentiels auxquels ces professionnels pourraient être confrontés.*»

Les articles 6 et 7 prévoient que le projet de loi ou les interdictions qu'il comporte ne s'appliquent pas à trois catégories d'opérations financières qui bénéficient dès lors d'une présomption de légitimité.

Aux termes du chapitre IV du projet de loi, la prévention et la sanction des abus de marché relève de la CSSF qui est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions, sans préjudice des compétences des autorités judiciaires. La CSSF a une obligation de coopération, d'échange d'informations et de concours avec les autorités compétentes étrangères, chaque fois que cela est nécessaire à l'accomplissement de sa mission respective. La communication d'informations est toutefois soumise à trois conditions. Des exceptions à ce principe de coopération sont également prévues.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

01.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.12.2005	Examen de l'avis de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
	Examen des propositions d'amendements
05.01.2006	Examen des propositions d'amendements
	Examen de l'avis complémentaire de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
12.01.2006	Examen et adoption de propositions d'amendements
14.03.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

20.12.2005	Discussion du projet de loi

Vote en séance publique:
04.04.2006

5437 - Projet de loi

relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Le présent projet de loi a pour objet de réduire la durée de la procédure d'asile, tant au niveau administratif qu'au niveau judiciaire, et de transposer plusieurs directives européennes respectivement une proposition de directive en droit luxembourgeois:

1. la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil;

2. la directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;

3. la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts;

4. la proposition modifiée de directive du Conseil relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres.

Le projet de loi abroge par ailleurs la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile; 2. d'un régime de protection temporaire.

Les différents statuts de protection

Le projet de loi distingue quatre types de protection:

1. Le statut de réfugié peut être attribué à tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint à raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays.

2. La protection subsidiaire peut bénéficier à tout ressortissant d'un pays tiers qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire qu'il courrait un risque réel de subir certaines atteintes graves en cas de retour dans son pays d'origine.

3. Le statut de tolérance est un statut spécial accordé aux personnes auxquelles le statut de réfugié a été refusé. Il peut être accordé lorsqu'un refoulement ou un retour au pays d'origine est matériellement impossible.

4. La protection temporaire constitue une procédure de caractère exceptionnel assurant, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes.

Principales nouveautés

1. Le projet de loi introduit la protection subsidiaire et le statut de tolérance.

2. L'article 14 prévoit qu'une autorisation d'occupation temporaire peut être délivrée dans certaines conditions lorsque le Ministre n'a pas pris de décision sur la demande de protection internationale neuf mois après la présentation de celle-ci.

3. L'article 10 du projet de loi retient que le demandeur peut, sur décision du Ministre, être placé dans une structure fermée pour une durée maximale de trois mois dans les quatre cas suivants:

- la demande de protection internationale a été déposée dans le but de prévenir un éloignement de la personne visée alors qu'elle se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg;

- le demandeur refuse de coopérer avec les autorités dans l'établissement de son identité ou de son itinéraire de voyage;

- la demande de protection internationale est traitée dans le cadre d'une procédure accélérée;

- le placement s'avère nécessaire afin de ne pas compromettre le transfert du demandeur vers le pays responsable de l'examen de la demande en vertu d'engagements internationaux.

Le placement dans une telle structure fermée peut d'ailleurs être prolongé sous certaines conditions.

4. Le souci de raccourcir les délais de procédure ressort de plusieurs articles.

L'article 11 prévoit l'insertion d'un mécanisme de retrait implicite de la demande lorsque deux conditions cumulatives sont remplies, à savoir que le demandeur n'a pas fourni les éléments à la base de sa demande ou ne s'est pas rendu à l'entretien proposé par l'agent du ministère et qu'il n'a pas prolongé la pièce attestant l'enregistrement de sa demande pendant une durée de deux mois au moins.

L'article 15 vise les cas où un autre État membre est compétent pour l'examen de la demande.

L'article 16 prévoit l'irrecevabilité des demandes présentées par des ressortissants de l'Union européenne respectivement l'irrecevabilité des demandes dans l'hypothèse où il existe un premier pays d'asile ou un pays tiers sûr.

L'article 17 précise les voies de recours contre les décisions d'incompétence et d'irrecevabilité et uniformise les voies de recours en ce sens qu'il n'y aura plus qu'un seul délai de recours d'un mois et que le Tribunal administratif statuera dans le mois de l'introduction de la requête. Les décisions du Tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.

L'article 19 traite des décisions prises par le ministre dans le cadre de la procédure normale. Le premier paragraphe retient désormais qu'une décision négative du ministre vaut ordre de quitter le territoire, le but étant d'éviter des recours en cascade.

Le second paragraphe prévoit que les recours gracieux n'interrompent plus les délais de recours.

Les paragraphes 3 et 4 maintiennent le double degré de juridiction tout en apportant certains aménagements à la procédure actuelle, le nombre des mémoires étant p. ex. dorénavant limité à un seul par partie, tant devant le Tribunal administratif que devant la Cour administrative.

L'article 20 prévoit une procédure accélérée s'il existe une forte présomption que la personne concernée ne remplit pas les conditions pour bénéficier du statut, et notamment quand la demande de protection internationale a été déposée dans le but de prévenir un éloignement de la personne concernée alors que celle-ci se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg ou encore quand le demandeur refuse de coopérer avec les autorités dans l'établissement de son identité ou de son itinéraire de voyage.

La décision du ministre vaut ordre de quitter le territoire et les recours gracieux n'interrompent pas les délais de recours. Un recours en réformation peut être introduit devant le Tribunal administratif. À noter aussi que le double degré de juridiction est supprimé.

L'article 23 prévoit l'irrecevabilité d'une nouvelle demande dans certains cas.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.01.2005

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président:
M. Marcel Glesener):

15.03.2005	Désignation d'un rapporteur pour avis
20.04.2005	Entrevue avec M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, au sujet de l'article 14 du projet de loi
11.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation d'un projet de rapport pour avis concernant les articles 14 et 22 du projet de loi
04.07.2005	Examen du document de travail en vue d'un rapport pour avis

	Prise de position du Gouvernement et décision sur les points restés en suspens
19.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport pour avis

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

14.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
28.02.2005	Examen du texte du projet de loi
11.04.2005	Préparation d'une visite dans un centre de rétention allemand
18.04.2005	Examen des articles
25.04.2005	Examen des articles
10.05.2005	Échange de vues avec le Collectif Réfugiés Luxembourg
	Échange de vues avec Mme Christiane Martin, Commissaire de Gouvernement aux Étrangers, et M. Pierre Jaeger, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Famille et de l'Intégration
	Continuation de l'examen des articles
23.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.05.2005	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État et des avis de l'UNHCR, de la Commission consultative des Droits de l'Homme, du Conseil National pour Étrangers et de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
13.06.2005	Examen de l'avis de l'UNHCR, de la Commission consultative des Droits de l'Homme, du Conseil National pour Étrangers, de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
20.06.2005	Examen des avis de l'UNHCR et de l'ORK
27.06.2005	Examen des avis de l'UNHCR et de l'ORK
04.07.2005	Échange de vues avec Mme Judith Kumin, Représentante régionale de l'UNHCR pour le Benelux et les Institutions européennes
19.07.2005	Présentation et adoption d'amendements
17.10.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.10.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Analyse des commentaires complémentaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
30.11.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 20.12.2005

Second vote constitutionnel: 05.04.2006

5474 - Projet de loi

portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005

Le projet de loi en question souligne que les deux lois uniformes, à savoir la Convention Benelux en matière de marques de produits et Convention Benelux en matière de dessins ou modèles sont fusionnées, tout comme les deux administrations chargées de l'exécution de ces deux conventions, dans l'objectif de rendre la consultation plus claire et plus cohérente. Ainsi, la nouvelle convention Benelux est subdivisée en six titres. Le Titre I regroupe les définitions des termes utilisés et traite des aspects institutionnels. Le Titre II a trait aux dispositions spécifiques relatives aux marques, le Titre III aux dispositions spécifiques relatives aux dessins ou modèles. Le Titre IV regroupe des dispositions communes relatives aux marques et aux dessins ou modèles. Les Titres V et VI contiennent les dispositions transitoires et finales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

09.03.2006	Désignation d'un rapporteur
22.03.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2006

5509 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter le cadre législatif et réglementaire luxembourgeois aux lignes directrices européennes en matière de régimes d'aides, et en particulier celles relatives au sauvetage et à la restructuration des entreprises ayant des difficultés. L'article unique est maintenu dans sa forme initiale, sauf à ajouter un article 2 portant modification de l'intitulé.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.10.2005

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

09.03.2006	Désignation d'un rapporteur
22.03.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2006

5512 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord conclu entre le Luxembourg et la Belgique sur les échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques.

Assurant une transmission plus directe et rapide des informations, le présent accord complète l'arsenal des dispositifs internationaux et européens mis en place suite à l'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986 qui a mis en évidence des déficiences manifestes en matière de notification.

La Belgique et le Luxembourg s'engagent notamment à mettre en place et à maintenir en service un système approprié d'information mutuelle moyennant un réseau de transmission s'appuyant essentiellement sur les centres d'alerte nationaux et permettant de transmettre 24 heures sur 24 les éventuelles informations relatives à une situation d'urgence pouvant avoir des conséquences radiologiques.

La nécessité d'optimiser l'échange d'informations est d'autant plus importante que le risque de conséquences radiologiques transfrontalières résultant d'une situation d'urgence est plus élevé en raison de la proximité géographique des parties. En effet, la Belgique dispose de plusieurs sites nucléaires, dont en particulier la centrale de Tihange qui comporte trois réacteurs nucléaires et qui est située à environ 80 km à vol d'oiseau de la frontière luxembourgeoise.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

12.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.02.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5524 - Projet de loi

relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

Le projet de loi 5524 a pour objet d'abroger l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi modifiée du 9 juillet 1962 portant institution d'un Service central de la statistique et des études économiques (STATEC), qui dispose que *«le nombre total des conseillers économiques, des conseillers économiques adjoints, des chargés d'études principaux, des chargés d'études et des stagiaires ayant le titre d'attaché économique ne pourra dépasser onze unités»*.

Étant donné que les attributions du STATEC n'ont cessé d'évoluer depuis quelques années, ce dernier s'est vu obligé de recruter des employés pour répondre à la complexité croissante des travaux statistiques et mener à bien ses missions. C'est ainsi que le STATEC occupe actuellement, dans la carrière supérieure, vingt-sept employés contre seulement onze fonctionnaires.

Le but du projet de loi consiste donc à abroger le nombre limite inscrit dans la loi en offrant ainsi aux employés concernés la possibilité d'être fonctionnarisé. Il va sans dire que tout employé désirant accéder à la carrière supérieure des fonctionnaires du STATEC devra se soumettre à la procédure de recrutement en vigueur, c'est-à-dire passer avec succès l'examen-concours et l'examen de fin de stage.

La mesure prévue s'inspire de celles entreprises à cet égard pour d'autres administrations de l'État, généralement dans le cadre d'une loi budgétaire. L'effectif des fonctionnaires de la carrière supérieure du STATEC se trouvera désormais réglé par le seul nombre limite prévu dans la loi budgétaire annuelle. Elle permettra la mise en œuvre d'une gestion efficiente des ressources humaines au STATEC et veillera à l'équité entre les agents exerçant des responsabilités similaires.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 21.12.2005

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

08.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.02.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2006

5531 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Tadjikistan, d'autre part.

Après la désintégration de l'Union soviétique, les effets de l'accord concernant le commerce et la coopération commerciale et économique conclu entre l'URSS et la Communauté européenne ont été prolongés aux différents États indépendants en attendant la mise en place d'accords d'un type nouveau. Ces nouveaux accords, à savoir les accords de partenariat et de coopération, sont intermédiaires entre les accords classiques de commerce et de coopération économique et les accords d'association conclus avec les pays d'Europe centrale et orientale.

La guerre civile qui a éclaté au Tadjikistan après la chute de l'Union soviétique a retardé la négociation de l'accord jusqu'en 2001.

L'accord vise à établir un partenariat entre le Tadjikistan et l'Union européenne et régira les relations politiques, économiques et commerciales entre les parties.

Le partenariat a comme objectifs de fournir un cadre approprié au dialogue politique (coopération au niveau de la lutte contre le terrorisme, contre la prolifération des armes de destruction massive et contre les trafics illicites comme le trafic de drogues etc.), de soutenir les efforts tadjiks pour consolider la démocratie et développer l'économie, d'accompagner la transition vers une économie de marché et de promouvoir les échanges et les investissements. L'accord prévoit également des dispositions de coopération en matière de contrôle de l'immigration clandestine et de lutte contre la criminalité organisée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.04.2006

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, député honoraire

2. Communications

3. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

4. 5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale

(Déclaration de recevabilité)

5. Ordre du jour

6. Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics
- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports
- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics
- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances
- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration

8. Ordre du jour (suite)

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur

10. Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau

(Discussion générale)

11. 5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, député honoraire

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Méindeg, den 20. Mäerz 2006, huet ee vun eise fréiere Kolleegen, de sozialisteschen Deputéierten Nic Birtz vun Diddeleng, eis am Alter vu 84 Joer fir ëmmer verlooss.

Wéi bei ville Leit aus senger Generatioun sollt seng Jugend a säi spéidert Liewen duerch de Krich gepräegt sinn. Mat vill Courage an ënner permanenter Liewensgefor huet hien aktiv ee Regime vu Grausamkeet a Barbarei bekämpft an der Hoffnung, datt säi Weltbild vu Fridden a sozialer Gerechtegkeet sech spéider duerchsetze géif. Dësen Asaz huet den Nic Birtz vun 1942 bis 1945 als Häftling vun Hinzert an Natzweiler deier bezuelt. Vun 1951 bis 1989 huet sech d'Wierke vum verstuerwenen LSAP-Politiker op kommunalem an nationalem Niveau erstreckt, eng Carrière, déi hiresgläiche sicht.

A senger Gemeng Diddeleng hunn d'Leit him praktesch 35 Joer hiert Vertraue geschenkt. Dovun huet hien néng Joer als Schäffen an zwielef Joer als Buergermeeschter gewierkt, an enger Zäit, déi sech fir de Süde vum Land als besonnesch schwiereg erwisen huet.

Ganzer dräi Legislaturperioden huet den Nic Birtz d'Interesse vum Bierger hei an der Chamber vertrueden, bis hien 1989 e Schlussstréch ënner seng politesch Carrière gezunn huet.

Dee joviale Politiker, deem säin Häerz nieft der Politik virun allem fir de Sport geschloen huet, wäerte mer a beschter Erënnerung behalen.

Senger Famill an Trauer drécke mer eist oprichtegt Bäileed aus a mir wëllen opstoen, fir ee Moment am Stëllen dem Verstuerwenen ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

(Interruption)

Här Huss, no de Kommunikatiounen.

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5554** - Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; des articles 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 16.03.2006

2. **5555** - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

3. **5556** - Projet de règlement grand-ducal concernant l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

4. **5557** - Projet de règlement grand-ducal concernant l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

5. **5558** - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006

6. **5559** - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 23.03.2006

7. **5560** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 23.03.2006

8. **5561** - Projet de loi autorisant le Lycée technique du Centre à offrir des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat International (BI)

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

9. **5562** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 03.04.2006

3) Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière à La Haye les 24 et 25 mars 2006 sous la présidence de M. F. de Nerée tot Babberich.

La délégation luxembourgeoise, en l'occurrence Mme Lydia Mutsch, MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Félix Braz, Emile Calmes et Jean-Pierre Koepp comptant parmi elle un nouveau membre effectif en la personne de M. Emile Calmes, en remplacement de M. Xavier Bettel, devenu membre suppléant, a pu suivre avec ses collègues belges et néerlandais un exposé exhaustif de M. Vanthemsche, administrateur délégué de l'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire sur la problématique de la dioxine et de la grippe aviaire dont, pour l'instant, le Benelux reste épargné. C'est avec un même intérêt que l'Assemblée a écouté les explications du coordinateur du Conseil des ministres de l'Union européenne, M. Gijs de Vries, sur la lutte contre le terrorisme au niveau du Benelux pour débattre ensuite de cette question d'un intérêt primordial, notamment au vu de la sécurité dans les aéroports.

Un autre sujet de grande actualité était celui de la politique énergétique et de la libéralisation des marchés de l'énergie sous toutes ses formes notamment durables. L'Assemblée s'y est penchée sur base des travaux préparatoires des Commissions réunies de l'Environnement du Parlement Benelux et de l'Assemblée balte. Les Premiers Ministres des trois pays du Benelux se sont d'ailleurs récemment concertés à leur tour à ce sujet dans le cadre d'une réunion ministérielle européenne qui traitait du même dossier.

M. Marcel Oberweis a fait rapport sur l'eutrophisation, cause majeure de la pollution des eaux souterraines et les conséquences de l'aménagement d'un gazoduc au fond de la mer Baltique, reliant l'Allemagne et la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Union européenne, avec toutes les conséquences géopolitiques qui en résultent. L'orateur a insisté sur l'importance d'une sécurité énergétique en diversifiant au maximum les formes d'énergie et en faisant appel de façon accrue aux énergies renouvelables.

Une recommandation des trois principaux groupes politiques de l'Assemblée sur la nécessité de la mise en place par les trois Gouvernements d'une politique énergétique européenne fut adoptée après que la délégation luxembourgeoise avait réussi à l'amender pour qu'elle soit conforme aux engagements des États membres du Benelux dans le cadre du Protocole de Kyoto et pour que la politique énergétique se poursuive dans un esprit de développement durable.

Le Parlement Benelux a pris connaissance des préparatifs de la Conférence trilatérale qui se tiendra en mai 2006 à Liège, avec la participation du Conseil nordique et de l'Assemblée balte, sur la problématique de la drogue et s'est penché sur le problème du sida où d'importants efforts complémentaires sont à faire pour enrayer l'inquiétante recrudescence des cas.

L'avenir du Benelux et la révision des Traités l'ayant institué il y a cinquante ans ont été le dernier sujet à l'ordre du jour, alors que l'Assemblée y reviendra de façon approfondie lors des séances plénières de juin prochain. Il n'est en tout cas pas question d'une reconduction tacite, ne fût-ce qu'en raison des changements intervenus au niveau de la forme étatique de la Belgique. Au moment où les frontières s'estompent, il faut veiller plus que jamais, afin que les dispositions légales soient adaptées à l'évolution des temps, compte tenu du fait que le Benelux, qui bénéficie d'une grande crédibilité au sein des institutions européennes, dont il a été un des moteurs d'approfondissement, reste un important trait d'union dans la coopération avec les autres pays de l'Union européenne.

4) Par lettre du 22 mars 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 février 2006:

- position sur la proposition de règlement du Conseil abrogeant le règlement (CEE) n°3181/78 du Conseil et le règlement (CEE) n°1736/79 du Conseil dans le domaine de la politique monétaire,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les Îles Salomon concernant la pêche au large des Îles Salomon,

- résolution sur la confrontation entre l'Iran et la communauté internationale,

- résolution sur la liberté d'expression et le respect des convictions religieuses,

- résolution sur la situation au Belarus à la veille des élections présidentielles du 19 mars,

- résolution sur l'Azerbaïdjan,

- résolution sur Guantanamo.

3. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

Op Grond vun enger Décisioun am Büro an nom Artikel 30 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt dem Här Lucien Leclère, Premier Conseiller, deen den 1. Mäerz vun dësem Joer de Greffe pensiounshalber verlooss huet, den Éierentitel vu senger Fonctioun verliehen.

4. 5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale

Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet virgeschloen d'Proposition de loi 5553 vun der Madame Marie-Josée Frank a vum Här Laurent Mosar iwwert d'Autorité parentale fir recevabel ze erklären. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 30. Mäerz fir dës Woch folgenden Ordre du jour proposéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann d'Interpellatioun vum Här Emile Calmes iwwert de Waasserhaushalt nom Modell 1

- an duerno de Projet de loi 5415 iwwert d'Abus de marché.

Muer um hallwer dräi stinn op der Dagesuerdnung

- de Projet iwwert d'Aarbechtszäit;

- de Projet de loi 5474, eng Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle;

- dann de Projet de loi iwwert déi ekonomesch Diversifizéierung;

- duerno hu mer d'Diskussioun an de Second vote constitutionnel vum Projet de loi 5437 iwwert den Asyl

- an als leschte Punkt de Mëttwoch de Projet de loi 5531, e Partnerschaftsofkommes tëscht de Länner vun der Europäescher Unioun an dem Tadjikistan.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer

- eng Konsultatiounsdebatt iwwert den Tram;

- duerno d'Chamberskonte vum Joer 2004;

- eng Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir den Exercice 2004

- an dann d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Huss huet d'Wuert gefrot fir en Dépôt vun enger Motioun. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

6. Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt hei am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren, déi sech ëm d'Schicksal vun enger Fra dréint, an zwar vun der Madame Ersöz, déi eng kurdesch Journalistin ass. Déi Leit, déi d'Zeitung liesen, déi d'Medië verfollegen, wëssen, datt grad d'lescht Woch ganz vill iwwert déi Fra hei a Lëtzebuerg an de Medië geschwat ginn ass; et war och e klenge Piquet de protestation hei bei der Gëlle Fra. An et geet dobäi ëm eng Fra, déi hei Asyl ugefrot huet, déi awer zënter Mëtt Februar zu Schraasseg incarcéréiert ass a géint déi e Mandat d'arrêt vun der Türkei virläit.

Mir sinn als Gréng der Meenung, op der Grondlag vun den Informatiounen, déi mer hunn, datt bei där Saach do e Problem besteet. Engersäits well déi Faiten, déi där Fra virgeworf sinn, absolut kontestéiert sinn - notamment schéngen déi Zeien, déi d'Türkei ugefouert huet, hir Ausso widderruff ze hunn. An zum Zweete gëtt et och nach de Problem, datt et grad an deene leschten aacht Deeg an der Türkei zu neien Ausernanersetzunge komm ass zwëschen türkesche Sécherheetskräften an der kurdescher Bevölkerung oder Deeler vun der kurdescher Bevölkerung. Et ass net nëmmen zu Demonstratioune komm, et ass souguer zu Doudesfäll do komm. Et waren och net nëmmen am Kurdegebitt esou Demonstratiounen, mä och zu Istanbul selwer. A mir sinn als Gréng duerfir der Meenung, datt et net gutt wier, wann an esou enger Situatioun - aus deenen zwee Grënn, déi ech hei gesot hunn - déi Fra géif ausgeliwwert ginn.

Déi Situatioun ass am Moment virun der Justiz, mä mir mengen awer als Gréng, datt et net nëmmen eng juristesch Affär ass, mä datt hei och ganz kloer politesch Aspekter eng Roll dobäi spillen, an duerfir froe mer an dëser Motioun vun der Regierung, datt se soll déi Suspensioun vun der Demande d'asile vun der Madame Ersöz réckgängeg maachen, well mer der Meenung sinn, datt et net ka sinn, datt déi scho soll kënne geschwënn ausgeliwwert ginn. A mir sinn insgesamt och géint d'Extraditioun vun där Fra, där Journalistin, an dëser Situatioun, wéi se haut ass. Ech mengen, et muss ee wëssen, datt zum Beispill de Brudder an d'Schwëster vun där Journalistin schonn dout sinn.

M. le Président.- Här Huss, et soll den Dépôt vun enger Motioun sinn an net den Exposé. D'Diskussioun iwwert déi Motioun, déi féiere mer spéider. Déposéiert d'Motioun an da kucke mer, wéini datt mer se op den Ordre du jour huelen, an da kënnt Dir se exposéieren.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wann Dir mech net ënnerbrach hätt, ech war nämlech genau um leschte Saz ukomm vun deem, wat ech wollt soen…

(Interruptions)

… an dofir déposéieren ech se elo och.

Motion

La Chambre des Députés,

Considérant

- que la ressortissante turque Zubeyde Ersöz, incarcérée depuis mi-février au Centre pénitentiaire de Schrassig en vertu d'un mandat d'arrêt international, est visée par une demande d'extradition du Gouvernement turc;

- que Madame Ersöz est une journaliste d'origine kurde qui a dénoncé de manière répétée des atrocités commises par des militaires turcs;

- qu'elle a déjà fait l'objet de répressions de la part des autorités turques;

- que la soeur et le frère de Madame Ersöz furent tous les deux incarcérés, torturés et sont morts en prison;

- qu'un retour en Turquie risquerait de mettre sa vie en danger;

- que les charges à la base de son mandat d'arrêt international - terrorisme, prises d'otages et meurtres entre octobre 1994 et octobre 1995 - sont contestées;

- que Madame Ersöz bénéficia de l'asile politique en Allemagne et y vivait de 1993 à 1996 avant de se rendre en Irak pour travailler dans un camp de réfugiés sous contrôle de l'ONU;

- que le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a décidé de suspendre la procédure d'asile en attendant l'avis de la Chambre du Conseil, déclinant ainsi toute compétence en faveur du Ministre de la Justice;

invite le Gouvernement

- à annuler la suspension de la demande d'asile politique de Madame Ersöz et à vérifier dans le cadre de la procédure le bien-fondé des chefs d'accusation turcs;

- à refuser avant tout progrès en cause la demande d'extradition.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

M. le Président.- Mä dann hutt Dir se jo elo exposéiert, da kënne mer spéiderhin direkt zur Diskussioun kommen.

De Statsminister freet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hunn, wéi ech et schonn oft bewisen hunn, all Sympathie fir den Här Huss an och all Sympathie fir déi grondleeënd Iwwerleeungen, déi där Motioun zu Grond leien. Ech wëll just soen, als Chef vun der Regierung, dass d'Regierung déi Motioun oflehnt, well et gëtt hei am Land nach esou eppes wéi d'Séparatioun vun de Gewalten.

M. le Président.- Gutt.

D'Motioun gëtt ausgedeelt an da gesi mer, wéini datt mer déi Motioun hei diskutéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hunn däitlech gemaach, wat d'Positioun vun der Regierung ass. Domat ass déi Positioun elo scho gesot, déi brauch net nach eng Kéier widderholl ze ginn.

M. le Président.- Jo, mä d'Chamber diskutéiert natierlech iwwert déi Motioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt Iech just soen, wat eis Interpretatioun vun der Séparatioun vun de Gewalten ass.

M. le Président.- Jo. Also, ech hunn dat verstanen, Här Statsminister. Et ass just esou, dass ech wéinst dem Reglement muss kucken, wéi mer mat där Motioun do organisatoresch ëmginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Il y a le Règlement et il y a la Constitution. Au choix.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wien ass hei Meeschter am Parlament? Et géif een net soen, dass et de Chamberspresident ass!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, also ech hu meng Haltung duergeluecht. Ech hu gesot, dass d'Chamber iwwert déi Motioun hei debattéiere wäert an driwwer befanne wäert, sou wéi dat an eisem Reglement virgesinn ass.

Elo komme mer un d'Froestonn un d'Regierung. Ech wëll soen, dass 15 Froen agereecht gi sinn a vu datt et eng Froestonn ass an net zwou Froestonne sinn, kommen déi Froen haut net alleguerten drun. Mir wäerte bei der Fro N°10 ongeféier um Enn vun där Diskussioun ukomm sinn. Dat fir déi Kolleegen, déi dann eben haut net wäerten drukommen an dann hir Fro an enger nächster Stonn musse stellen.

(Interruption)

Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt just froen, no wat fir enger Ranguerdnung déi Froen opgestallt ginn. Well, da kann et jo nëmmen esou sinn, wann dat Är Décisioun ass, dass dat en fonctioun vun der Auerzäit ass, wéi se erageréecht goufen.

M. le Président.- Mir kucken no deene Regelen, déi mer hei festgehalen hunn, fir d'Ranguerdnung festzeleeën. Éischtens gëtt no deenen eenzelne Gruppe gekuckt, d'CSV kënnt vir, duerno kënnt d'sozialistesch Fraktioun, duerno d'demokratesch Fraktioun, duerno DÉI GRÉNG an duerno den ADR.

Une voix.- Dat geet awer net aus dësem Listing ervir.

M. le Président.- Ech hunn awer haut de Moien de Listing kontrolléiert an ech hu gesinn, dass dräi Froe fir d'CSV sinn, zwou fir d'sozialistesch Fraktioun, zwou fir déi liberal Fraktioun, zwou fir déi gréng Fraktioun an eng fir den ADR, no deem Listing, dee mir virgeluecht ginn ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wann Der de Listing kuckt, da kënnt hannert deene Grénge, no der Questioun 4, net den ADR, mä da kënnt d'CSV nach eng Kéier.

(Interruption)

M. le Président.- Da kucken ech dee Listing nach eng Kéier no. Op jidde Fall aus deem, dee mir haut de Moie virgeluecht ginn ass, hunn ech gemengt eraus kënnen ze liesen, datt der Rei no gefuer ginn ass. Mä mir kucken dat no.

Mir fänken elo…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Dir kënnt se mateneen huelen.

7. Heure de questions au Gouvernement

Voilà! Mir fänken elo emol u mat der éischter Fro. Dat ass d'Fro N°86 vum honorabelen Här Marc Spautz «relative au recrutement à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics». Här Spautz, Dir hutt d'Wuert, an de Bauteminister wäert duerno äntwerten.

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ëmmer méi Leit wëllen als Aarbechter bei Ponts et Chaussées. Dausenden Demandë solle bei där Verwaltung leien, an all Dag kommen der derbäi, well jo all Famill hei zu Lëtzebuerg ass gläich där Meenung, och si misst op d'mannst ee vun hirer Famill bei Ponts et Chaussées als Aarbechter beschäftegt hunn,…

(Hilarité)

…wat op Grond vun der Situatioun, déi um Marché de l'emploi ass, jo och verständlech ass. Mä et ka jo awer och net all Lëtzebuerger op eemol bei Ponts et Chaussées als Aarbechter schaffen. An duerfir geet meng Fro un den Här Bauteminister: Wéi vill Demandë leien elo effektiv vir? A wéi ass dat Auswahlverfahren iwwerhaapt, fir bei Ponts

et Chaussées als Aarbechter agestallt ze ginn? Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister vun den Travaux publics Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, d'Äntwert op déi Fro, déi den Här Spautz elo just gestallt huet, déi hunn ech schonn an der leschter Zäit immens oft ginn, well ech si selten op engem Dossier esou oft sollicitéiert ginn, wéi op deem hei, ob dat elo vun de Leit selwer ass, déi eng Demande gestallt hunn, oder ob dat vu Familljen a Bekannten ass. Ganz vill Leit wëlle bei de Stat schaffe kommen, ganz vill Leit wëlle bei Ponts et Chaussées schaffe kommen. Well dat esou ass, hunn ech drop gehalen, datt mer och eng Prozedur hei en place setzen, déi transparent ass. Eng Prozedur, déi dem Minister och erlaabt duerno, wann en Décisiounen hëlt, déi Décisiounen esou ze huelen, datt se all genaustens motivéiert kënne ginn, an datt se och novollzéibar sinn, fir keng Diskussiounen do ze kréien.

E puer Wuert iwwert déi Prozedur: Dat éischt, dat ass, datt et selbstverständlech esou ass, datt eng Annonce an der Press komm ass, déi ganz kloer seet, wéi ee seng Demande muss stellen. Déi muss op préimpriméierte Formulairë gestallt ginn, wou also déi Froen direkt mat beäntwert ginn, déi mer brauchen, fir déi Demande ze evaluéieren. Si muss mat deenen noutwendegen Dokumenter erageréecht ginn, a se muss bis zu engem Stéchdatum erageréecht ginn, wat hei de 6. Mäerz 2006 ass. All déi Demanden, déi duerno erakommen, ginn natierlech net méi geholl. Mir sinn do relativ strikt dran.

Dat Zweet ass, datt ech eng Kommissioun agesat hunn, fir déi Demanden alleguer ze evaluéieren. Déi Kommissioun, déi besteet aus véier Leit. Deen Éischten, dat ass dee Responsabele au Ministère des Travaux publics, dee sech ëm Ponts et Chaussées bekëmmert. Deen Zweeten, dat ass de Personalresponsabele vum Ministère. An den Drëtten an de Véierten, dat sinn déi zwee Leit, déi an dem Personalbüro vu Ponts et Chaussées sech ëm de Rekrutement bekëmmeren. Déi zesumme bilden eng Kommissioun, déi also all déi Demanden, déi erakommen, kucken.

Duerno si Kritären opgesat ginn, no wat fir enge Kritären dann eben déi Demandë géingen nogekuckt ginn:

1. Déi Demande muss selbstverständlech konform sinn.

2. Bei deemjéinegen, deen eng Demande stellt, gëtt da gekuckt, ob seng professionell Geschicht och wa méiglech deem entsprécht, wat mer brauchen.

3. E soll keng Surqualificatioun hunn.

4. De Fait, datt een als CAT, also als Mesure provisoire, eng Kéier bei Ponts et Chaussées geschafft huet, kann en Avantage sinn.

5. Et muss een Détenteur vun engem Führerschäi sinn.

Dat sinn d'Basisdonnéeën. Doropshin, bei deene Leit, déi deenen d'Basisdonnéeë méi oder wéineger entspriechen, gëtt da gekuckt, wat eng Rei Sozialkritäre sinn: notamment déi Leit, déi am Chômage sinn oder riskéieren aus konjunkturellen Ursaachen an de Chômage ze kommen, respektiv déi Leit, déi an enger prekärer sozialer Situatioun sinn an déi eng grouss Familljelaascht hunn, sollen da prioritär behandelt ginn. Dat sinn déi Kritären, déi opgesat ginn.

Déi Kommissioun, déi besteet aus deene véier Leit, déi ech virdru genannt hunn, déi kuckt no deene Kritären do alleguer déi Kandidaturen, mécht an enger éischter Etapp eng Selektioun op d'Dossieren, wäert do 100 bis 200 Leit dann op den Dossier selektionéieren - si ka se net alleguer empfänken -, wäert dann zwëschent 100 an 200 Leit komme loossen, fir eng Diskussioun mat deenen ze féieren, a mécht dann dem Minister vun den Travaux publics eng Propositioun. De Minister vun den Travaux publics, dat soen ech Iech hei kloer an däitlech, akzeptéiert déi Propositioun, déi en do gemaach kritt.

Duerno gëtt eng Lëscht de réserve gemaach, déi a sech fir déi Engagementer vu Leit zielt, déi da bis zur nächster Publikatioun gemaach ginn - eng Reservelëscht also, vun där Leit kënnen erofgeholl ginn. Dat sinn déi Kritären. Ech mengen, déi Kritäre sinn novollzéibar a sinn däitlech. Ech denken, datt mer och esou wäerten derduerchkommen.

Zum Schluss wëll ech soen: Et sinn 1.008 Demanden erakomm. 1.008 Demanden! Mir hu bis zum Schluss vum Joer maximum 20 Plazen. Duerfir brauch ech esou Kritären, fir datt dat Ganzt novollzéibar gëtt. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Nach eng Kéier op d'Fro vum Här Bausch: D'Froe ginn no zwee Kritären hei opgestallt:

1. Hei ass den éischte Kritär: fir d'éischt eng Majoritéit, dann eng Oppositioun. Mir alternéieren all Kéiers. Dee Prinzip hate mer festgehalen.

2. Et gëtt gekuckt no der Auerzäit, wéini datt d'Froen erakomm sinn. Deementspriechend gëtt de Libellé opgestallt.

D'zweet Fro fir haut de Mëtten, déi vum honorabelen Här Niki Bettendorf iwwert d'Astellung vun handicapéierte Matbierger. Här Bettendorf!

- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Här President, ier ech meng Fro gestallt hunn, hunn ech mer fir d'éischt d'Fro gestallt, u wat fir e Minister datt ech meng Fro sollt stellen. Vu dass d'Administration de l'emploi an hiren Aktivitéiten de Placement vun den Travailleur-handicapéën huet, ass d'Lous op eisen Aarbechtsminister gefall.

Op Grond vum Gesetz vun 2003 musse 5% Leit mat engem unerkannten Handicap vum Total vun den Effektiver vun engem Betrib agestallt ginn, an dat och beim Stat, bei de Gemengen, den Établissements publics an der Eisebunn. Elo war ze liesen den 31. Mäerz an der Press, dass weder de Stat nach d'Gemengen dëst Gesetz géife respektéieren.

Duerfir géif ech gäre vum Här Aarbechtsminister wëssen, ob de Stat an d'Gemenge sech net un d'Gesetz halen. Ech fäerten, ech kennen d'Äntwert. Awer wann dat esou ass, dass se sech net un d'Gesetz halen, géif ech gäre wëssen, wat d'Ursaach oder d'Ursaache sinn.

Wat fir eng Démarchë si gemaach gi vis-à-vis vun den Administratiounen, déi sech net un d'Dispositioune vum Gesetz halen? Kann den Här Minister mer soen, wéi d'Gesetz am Privatsecteur respektéiert respektiv befollegt gëtt? Kann den Här Minister mer soen, ob eng Aktioun virgesinn ass, fir e verstäerkten Engagement en faveur vun den Travailleurs handicapés? Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, éischtens handelt et sech hei ëm eng Compétence partagée zwëschent der Familljeministesch an dem Aarbechtsminister, woubäi d'Aufgabendeelung esou ass, dass d'Familljeministesch sech ëm d'Infrastrukture bekëmmert. Do wou et ëm de Marché de l'emploi geet, ass den Aarbechtsminister zoustänneg.

Mir hunn an de Gesetzer effektiv eng Quot vu 5% virgesinn - iwwerall. An d'Fro ass: Gi se respektéiert? Jo oder Neen? Déi Fro ass globalement gekuckt: Neen! An da musse mer kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, déi Quot ze respektéieren? A wann ech soe Quot, dann ass et souwuel fir Stat, Gemengen, an Ähnleches, natierlech och Privatbetriber.

Ech wëll duerfir fir d'éischt vun der Geleeënheet profitéieren, lech eng Partie Zifferen ze ginn: Wat den Total ubelaangt, hu mer 2.461 Leit zur Zäit, déi als Travailleurs handicapés, déi eng Plaz hunn. Dovunner 1.171 am Privatsecteur, 570 beim Stat an Établissement-publicen zesummegeholl, 122 bei de Gemengen a 598 an den Atelier-protégéen. Ech wëll nach eng Kéier soen, dass dat rezent Gesetz, wat mer hei gestëmmt hunn, eben all deene Leit, déi schaffen, e Mindestloun gëtt, wou den Employeur nëmmen en Deel ze bezuelen huet. De Stat participéiert do zu 40 bis 100%.

Ech wëll och soen, dass mer nach ëmmer Leit hunn, Handicapéierter, déi keng Aarbechtsplaz hunn; an ëm déi wëlle mer eis beméien. Wann Der déi lescht Note de conjoncture gelies hutt, de Conjoncture Flash vum Statec, da konnt Der liesen, dass de Chômage am leschte Joer ëm 40% an d'Luucht gaangen ass, eleng wéinst défavoriséierte Kategorien: 32% déi Leit, déi deelinvalid sinn, a 7% déi Leit, déi e Statut de travailleur handicapé hunn. Dofir hu mer nach eng Partie Leit ënnerdaach ze bréngen.

Här President, wéi vill Minutten hunn ech nach, well Dir ënnerbriecht mech ëmmer, wann ech iwwerzéien?

M. le Président.- Nach zwou.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Et ass richteg, dass de Stat nach net op deene 5% ass. Allerdéngs wëll ech drun erënneren, dass am Tripartite-Ofkommen 1998 am Kader vum PAN-Gesetz décidéiert gouf, dass all Joer 50 Handicapéierter beim Stat ënnerdaach kommen. Ech hunn elo d'Zäit net, Iech déi eenzel Verwaltungen ze soen, wou et ass, mä mir hunn insgesamt 2.000 Stonne pour travailleurs handicapés an der Woch, déi beim Stat sinn, an dat geet all Joer weider. De Stat ass also amgaang senger Obligatioun entgéintzekommen.

Do, wou mer e manifestë Problem hunn, an d'Zifferen hunn et virdru bewisen, dat ass bei de Gemengen, do hu mer der 122. An do hunn ech am Dezember nach eng Initiativ gestart, als Aarbechtsminister, fir ze soen: Lauschtert, wa mer iwwer Chômage diskutéieren, an de Chômage zu Lëtzebuerg ass net e Chômage vun deene Qualifizéierten - et gëtt och Qualifizéierter, déi am Chômage sinn -, mä d'Augmentatioun vum Chômage kënnt vun deenen Netqualifizéierten, vun deene Schwaachen - déi Schwaach verléieren all Kampf an der Groussregioun - an dofir musse mer selwer deene Schwaachen eng Chance ginn.

Déi Handicapéiert sinn déi Schwaachst, an dobäi wëllen der ganz vill vun hinne schaffen. An do wär et wichteg, dass d'Gemengen och géifen hir Verantwortung iwwerhuelen.

Mir hunn e Startschoss ginn a mir wäerten elo am Mee mat siwe Gemengen en éischten Accord ofschléissen, siwe Gemengen, déi op meng Informatiounsversammlung komm si bei der Syvicol. Dat ass Betzder, do si mer scho praktesch fäerdeg, dat ass Biekerech, dat ass Mäerzeg, dat ass Schëffleng, dat ass Kielen, dat ass Déifferdeng an dat ass Monnerech. Fir all déi, déi nach eng Roll um kommunale Plang ze spillen hunn an déi wéilte mat eis zesummeschaffen: Mellt Iech bei eis!

Ech wëll zwar soen, datt et och Gemenge gëtt, déi schonn an der Vergaangenheet Handicapéierter agestallt hunn. Mä wa mer wëllen no vir kommen a wa mer virun allem wëllen op déi Fro äntwerten, déi den Här Bettendorf gestallt huet - „Wat ass mam Privatsecteur?“ -, da kann ech net de Privatsecteur zwéngen eppes ze maachen, wann net den öffentleche Secteur Virreider ass.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, wuerfir ech net direkt wëll Strofen aféieren:

(Coups de cloche de la Présidence)

Éischtens, well fir d'éischt den öffentleche Secteur muss seng Obligatioun erfëllt hunn, ier dass de private Secteur et mécht.

Zweetens, mir hu ganz vill Leit, och an de Gemengen, déi agestallt goufen, well se schwaach sinn, well se handicapéiert sinn a wou bis elo d'Gemeng se net forcéiert huet de Statut unzefroen a wou d'Leit och net wëllen de Statut ufroen. Wa mer elo vun uewen erof géifen all Obligatiounen duerchféieren, da géife mer en Drock maachen op handicapéiert Leit - deen ech richteg fannen, well ech fanne mam Statut de handicapé hues de ganz vill Virdeeler -,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- ...mä d'Leit wierklech ze quëtschen, dat ass net gutt. Duerfir wëll ech léiwer, wéi dat a menger Politik virgesinn ass, proaktiv virgoen an net repressiv.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da wëll ech d'Chamber froen, ob se domat d'accord ass, datt mer déi Froen, esou wéi mer se elo virleien hunn, an deem Sënn duerchernee werfen, dass déi Fro vum honorabelen Här Meisch un den Här Lux géif virgeholl ginn, well den Här Lux nach aner Contrainten haut de Mëtteg huet. Déi Fro wär de toute façon drukomm.

Sidd Dir domadder d'accord?

(Assentiment)

Här Meisch, dann hutt Dir d'Wuert.

- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat déi lescht Woche Spekulatioun war, ass elo traureg Gewëssheet, nämlech datt bei enger Rei vu Betriber, eben och bei der nationaler Fluggesellschaft, bei der Luxair, Personalofbau an d'Haus steet. Méi Konkretes ass gëschter um Uschloss vun där Réunioun vum Comité mixte annoncéiert ginn.

An ech wollt hei den Transportminister, Stellvertrieder fir déi ganz Regierung, froen, wéi d'Regierung zu deem Restructuratiounsprogramm steet. Ob deen an all senge Facetten den Appui vun der Regierung kritt; wat de Changement vun der Flott zum Beispill ubelaangt; wat déi Reduktioun vun den Effektiver ubelaangt; wéi si zum Beispill de Changement vun der Flott gesäit; wat déi finanziell Engagementer concernéiert, déi noutwendeg sinn, fir dee Changement um Niveau vun der Flott kënnen ze realiséieren; wat d'Reduktioun vun den Destinatiounen oder d'Changementer vun den Destinatiounen ubelaangt.

Mir wëssen, datt dat och eng direkt Répercussioun huet op de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. D'Entreprisen hei am Land brauchen Destinatiounen an eng ganz Rei vun anere Wirtschaftszentren. Ass déi eng oder déi aner Destinatioun dovunner a Gefor a wéi kënne mer et hikréien, datt mer déi awer laangfristeg ofsécheren?

Den Transfert vun den Effektiver, do war ze liesen, datt haaptsächlech och envisagéiert gëtt hei Personal, dat elo bei der Luxair beschäftegt ass, an aner Entreprisen ënnerzekréien. Do wollt ech froen, wéi dat konkret schonn elo an d'A gefaasst gëtt. Geet dat iwwert d'Administration de l'emploi? Geet dat iwwer Négociatiounen tëschent eenzelne Betriber, déi an der Aviatioun dann täteg sinn, oder wat ass bis ewell do konkret virgesinn?

Ech wollt och nach froen - well gesot ginn ass, datt en Deel vum Personalofbau och iwwer Préretraite soll realiséiert ginn -, awéiwäit hei d'Luxair sech och engagéiert huet en Deel vun där Préretraite matzefinanzéieren? E Sujet, dee jo och bei deene leschten Négociatiounen iwwer Préretraiten ëmmer erëm Diskussiounen opgeworf huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Minister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, fir d'éischt emol Merci fir d'Versteesdemech fir d'Ännerung an Ärem Oflaf.

Ech wëllt dem honorabele Kolleeg Claude Meisch soen, dass d'Vertrieder vum Stat am Verwaltungsrot vun der Luxair de Freideg am Conseil d'administration hire Jo ausgedréckt hunn zu deem Plang, deen do virläit. Den Detail vun deem Plang wäert jo an der Verwaltungsrotssëtzung vum 8. Mee - besonnesch, wat d'Ännerung an der Flott an an der Strategie vun der Luxair ubelaangt - nach eng Kéier zréckkommen. Ech ginn och elo schonn dovun aus, no deenen intensiven Diskussiounen, déi mer mat der Luxair haten, dass eis Vertrieder an där Sëtzung och hiren Aval kënne ginn zu deene Propositiounen, déi virleien.

Eis louch um Häerz, virun allem och niewent der wirtschaftlecher Gesundung vun der Sociétéit, dass de Sozialdialog sech innerhalb vun der Sociétéit entscheedend sollt verbesseren an dass all déi Ännerungen, déi elo virzehuele sinn, tant soit peu ëmmer mat de Gewerkschaften am Haus, awer och mat dem Personal insgesamt, sollten transparent duerchdiskutéiert ginn. An eise Souci war och ëmmer deen, angesichts där ugespaantener Situatioun, déi mer haut schonn hunn, dass dee ganze Procedere ouni Entloossungen iwwert d'Bühn sollt goen.

Zu deenen anere Froen ass ze soen, dass de Conseil sech den 8. Mee, wéi gesot, méi prezis nach mat deene strategesche Froen zum Beispill um Niveau vun der Ännerung vun der Flott wäert beschäftegen.

Kloer ass do, dass déi dräi Fligeren, déi dräi Boeingen, déi fir Tour operatorë fueren, dass déi net wäerte betraff si vun deenen Ännerungen, mä dass awer bei den Airlines insgesamt - besonnesch, wat d'Embraeren ubelaangt - Ännerunge wäerte kommen. Déi kënnte

kommen, fir éischter an d'Richtung vun Turbopropen ze goen, wou mer haaptsächlech dee grousse Coût an déi Entwécklung um Niveau vum Kérosènespräis net esou voll géife kréien, wéi mer dat am Moment kréien. An ech mengen, dat war scho méi laang virgesinn, dass dëst Joer och dee Boeing 737-500 géing verkaaft ginn; dat gëtt och gemaach ausserhalb vun deenen Diskussiounen iwwert d'Revitaliséierung vun der Société́it.

Zu där drëtter Fro ass ze soen, dass am Moment eng Soumissioun publique vun eenzelne Strecken net virgesinn ass. Et muss een och wëssen, dass esou eng Soumission publique, déi sech jo géing ofspillen am Kader vun enger Obligation de service public, déi een da misst ausschwätzen, natierlech och seng gefäierlech Säiten huet, well dat natierlech kënnt bedeiten, dass nei Entrantë kënnten an de Marché erakommen, déi natierlech d'Luxair géingen zousätzlech konkurréieren oder och zousätzlech géinge belaaschten. Dat ass natierlech d'Gefor.

Fir eis ass et kloer, dass déi sou genannte strategesch Destinatiounen: Frankfurt, Paräis, London, Berlin, München a Madrid net drënner wäerte falen, mä iwwer aner Destinatioune muss awer nogeduecht ginn. Woubäi een ëmmer weess, dass am Rahme vun - ech weess net - 15 bis 20 Destinatiounen, der ëmmer drënner sinn, déi méi rentabel si wéi anerer oder souguer der drënner sinn, déi net rentabel sinn, déi awer dann, mengen ech, kënnen ofgefiedert ginn duerch d'Rentabilitéit, déi mer op anere Plaze kënnen erreechen.

Zu der véierter Fro ass ze soen, dass et effektiv richteg ass, et ginn intensiv Gespréicher gefouert souwuel mat der Cargolux wéi mat lux-Airport, fir derfir ze suergen, dass d'Effektiver, déi bei der Luxair ze vill wären, kënnen iwwerholl gi fir eenzel Servicer och, déi am Moment jo an der Diskussioun sinn. Ech mengen, déi Négociatioune sinn amgaangen.

Zu der fënnefter Fro schlussendlech ass ze soen, dass jo déi dräi Niveaue vu Méiglechkeete vun de Leit, a Pensioun oder Préretraite kënnen ze goen, am Moment analyséiert ginn. Déi Négociatioune mat dem Ministère du Travail iwwert dee Punkt do sinn amgaangen. Ech mengen, dat betrëfft natierlech engersäits déi normal Pensioun, anticipéiert Pensioun mat 60 Joer. Ech mengen, dass dat iwwert den normale Wee ka goen. Dat betrëfft natierlech d'Préretraite-Ajustement oder -Solidaritéit mat 57, an da gëtt et doriwwer eraus eng, ech géing se emol nenne Préretraite Luxair, déi dorun denken, iwwert den Alter vu 57 oder ënnert den Alter vu 57 eraus nach ze goen.

Fir eis an der Regierung ass kloer, dass souwuel bei der Préretraite-Solidaritéit wéi -Ajustement eng Participatioun vun der Gesellschaft un de Fraisë vun där Préretraite muss geschëllt ginn. Wéi déi ausgeet, mengen ech, mussen d'Diskussioune mam Aarbechtsminister dann erginn. A wat d'Préretraite Luxair ubelaangt, déi nach ënnert de Seuil vu 57 géif goen, ass d'Regierung der Meenung, dass déi integral vun der Luxair och da muss finanzéiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Lux. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här John Castegnaro iwwert d'zukünfteg Notzung vun den Terrainë vun der WSA. Här Castegnaro!

- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de 17. Mäerz vun dësem Joer huet déi amerikanesch Regierung d'Schléissung vum US-Army-Militärlager Diddeleng-Beetebuerg bekannt gemaach. Domat verléiere spéitstens ab 30. September vun dësem Joer 215 Leit hir Aarbechtsplaz, ouni ze schwätze vu ronn 40 Leit, déi nach an enger DAC-Struktur niewebäi zënter Joren eng aner Aarbechtsplaz provisoresch hunn.

Déi 215, dat sinn héich qualifizéiert, dat si flexibel, et si mobil an et sinn och héich motivéiert Salariéen, déi hoffentlech eng Alternativ ugebuede kréien an deem Sënn, dass hiert Beschäftegungsverhältnis ouni Ënnerbriechung ka weidergefouert ginn.

Ech wëll erënneren, dass mer hei vu Leit schwätzen, déi zu engem gudden Deel schonn d'Affer vun anere Betribsschléissunge ware respektiv de Wiessel an der Zäit vun der ARBED op d'WSA, aus bekannte Grënn, gemaach hunn.

Mä mir schwätzen och a virun allem - net virun allem, mä och - vu 34 ha éischtklasseg situéiertem Areal, vun 20 héich modernen Halen, vun engem Uschloss un d'Eisebunnsnetz an un d'Autobunn a vun optimalen Industriestrukturen an Infrastrukturen an enger bestehender Industriezon.

An d'Fro ass déi: Wat sinn d'Pläng vum Wirtschaftsminister, mä wat sinn och d'Pläng vun der Regierung, dat heescht och vun anere Ministèren? An ech denken un d'Arméi, un d'Police, un d'Douane, déi ënner Ëmstänn duerch Transferten op Beetebuerg Beschäftigung kënnte schafen an deem Zesummenhang, well jo de Moment Pläng lafe vun Neibau am militäresche Beräich, wou an enger Spuerperiod et sech kënnt ubidden, bestehend Infrastrukture souwuel fir de private Secteur wéi och fir den öffentleche Secteur kënnen ze benotzen.

Ech soen nach eng Kéier, an ech ënnersträichen dat: Et geet ëm wäertvollt Gebitt, an et geet virun allem och drëm, an dat wëll ech besonnesch ervirsträichen, et geet net drëm ze bradéieren an aus deenen Halen an aus deem Areal en Dreckstipp vun der Natioun ze maachen, well elo op eng Kéier jiddferee mengt, do kënnen ënnerdaach ze kommen.

Ech wëllt och drun erënneren, dass nieft deenen 215 vun der WSA an deem Raum 300 Aarbechtsplazen…

(Coups de cloche de la Présidence)

… à la suite vun der Fermeture vum LDD, der Schmelz zu Diddeleng, solle geschaf ginn. Här Minister, mir hunn net méi vill Zäit, an d'Mënschen, déi op der WSA schaffen de Moment nach, déi waarden drop, dass se eng Äntwert kréien an dass se virun allem eng Aarbechtsplaz behalen an domat eng sécher Zukunft.

Merci.

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de John Castegnaro huet hei e bëssen, wéi ech dat kënnt maachen, e Problem ausgedréckt, dee sech am Moment um Territoire vun der WSA stellt, an och drop higewisen, dass do am Fong eng ganz Regioun, Diddeleng-Beetebuerg, an deene leschte Joren, kann ee soen, uerg gebeidelt ginn ass.

Ech gesinn och an deem Zesummenhang um véier Auer, zesumme mam Aarbechtsminister François Biltgen, déi zwee verantwortlech Schäfferéit, an ech gesi mat hinnen zesummen emol, wat fir eng Méiglechkeete sech bidden a kuerz- a mëttelfristegen Terminer, fir deene Leit, déi do Aarbechtsplazen elo verluer hunn, erëm nei Hoffnung ze ginn.

Ech sinn och frou - ech kann et net verstoppen -, dass op eemol ganz vill Iddien opkomm sinn. Ganz vill Iddien! Souwuel vu Betriber wéi och vun deenen onméiglechste Plazen. Ech hunn esou e bëssen d'Impressioun, dass jiddfereen am Land, deen am Moment eppes iergendwou net duerchkritt huet, geduecht huet: Dat do ass déi ideal Plaz. Ech si frou fir déi vill Begeeschterung, déi do opkomm ass, mä ech géing awer drëm bieden, dass mer vläicht hei e puer Saache beuerchten.

Éischtens, dass mer geuerdnet virginn, dat heescht, dass mer net elo stéckchesweis, loosse mer soen, d'Wënsch erfëlle vun deem engen oder aneren, sief et souguer e Ministeschkolleeg, ouni dass mer gekuckt hunn: Wat ass op deem Site machbar? Wat ass eng Prioritéit fir dës Regierung, déi op deem Site do méiglech ass? Duerfir wäert ech am Optrag vun der Regierung eng kuerz Studie maachen, wat, wéi d'Opdeelung vun de Fläche kéint sinn, opgrond vun deene Propositiounen, déi ech am Moment um Dësch hunn.

Ech verstoppen Iech allerdéngs net, dass ech als Wirtschaftsminister eng kloer Virstellung hunn: Dass et éischtens eppes muss sinn, wat Aarbechtsplaze schaaft, well deen Eck do, deen huet dat noutwendeg; zweetens, dass mer kucken, dat do ass esou zimlech dee leschten Areal, deen ech gesinn, mat Ausnahm vläicht vum Tracé Élereng, grouss, zesummenhängend, wou een eng national Industriezon kann etabléieren. Et ass dee leschte groussen, zesummenhängenden Terrain, deen ech gesinn, deen esou e gudden Uschloss un d'Eisebunn huet, an duerfir drängt et sech op, eppes ze maachen, wat menger Meenung no Sënn ergëtt an der Zesummenaarbecht mat engem gudden Uschloss un d'Autobunnsnetz, mä haaptsächlech mat engem gudden Uschloss un d'Eisebunn.

Dir wësst, dass mer amgaange sinn ze kucken, nei Secteuren ze développéieren, an ech verstoppen net, dass ech op alle Fall wäert proposéieren, an deem Eck aus menger Siicht e Logistikaktivitéitszenter ze maachen. Dat géing sech opdrängen. Do sinn d'Infrastrukturen, déi mer brauchen. Mir hu keng aner Plaz, wou et sech esou kënnt maachen.

Ech hu mat Verantwortleche vun der Eisebunn och scho geschwat, déi am Ausland esou Saache sech ugekuckt hunn, an déi si ganz kloer: Ënner 50 ha soll een am Fong geholl net ufänken, Logistikaktivitéiten op enger Plaz ze maachen; dat heescht, wann, da muss een eng grouss Fläch zur Dispositioun hunn, soss kritt ee keen zesummenhängenden Ensembel, well Logistik ass eppes, wat vill Plaz hëlt.

Duerfir géif ech mengen, dass et eppes misst sinn, wat zesummenhängend misst sinn, wat mat der Eisebunn gegebenenfalls zesumme kënnt gemaach ginn, a mäi Wonsch ass sonner Zweifel, iwwer all Wënsch vu menge Kolleegen, fir déi ech Verständnis hunn, eraus, fir do d'Logistikaktivitéite vu Lëtzebuerg, déi mer wëllen développéieren, kënnen unzesiedelen, an dat konkret ëmzesetzen.

Et si garantéiert vill aner Méiglechkeeten, mä ech gesinn, wa mer Logistik wëlle maachen, nëmmen eng Plaz, an dat ass déi do. Ech gesinn nach eng zweet ronderëm de Flughafen, mä do ass am Moment d'Ubannung net garantéiert an nëmmen iwwert d'Strooss méiglech, an net iwwert d'Schinn méiglech, sou dass ech mengen, dass dat do dee leschte gudden Areal dofir wier. Ech hoffen, dass mer eppes Konkretes an och Zesummenhängendes do fäerdeg brénge. Méi kann ech fir de Moment net soen, vu dass ech beoptraagt si vun der Regierung, do Propositiounen an déi Richtung ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Krecké. Den Aarbechtsminister freet d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Et ass un deen, wou et sech riicht.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo. Mir wëssen, wat de Wirtschaftsminister am Numm vun der Regierung gesot huet, an ech soen, dass mer selbstverständlech elo kucken; mir hunn Zäit bis Enn September. Virun allem ass et dem Aarbechtsminister säi Souci ze kucken, och mat alle Proposen, déi mer maachen, dat Beschtméiglecht ze maache fir déi Leit, déi concernéiert sinn, fir dass se eventuell kënnen um Site bleiwen.

D'Gewerkschaften hu bei eis ugefrot. Mir wäerten d'Gewerkschaften och esou séier wéi méiglech empfänken. Vu dass awer an deem Sënn den Ausseminister federführend ass an elo dës Woch Missiounen huet fir d'Regierung, wäerte mer mat him en neien Datum maachen, wou mer niewent de Gemengen, déi mer de Mëtteg gesinn, och d'Gewerkschaften esou séier wéi méiglech gesinn.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da komme mer un déi nächst Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adresséiert un den Här Innenminister a Minister zoustänneg fir den Aménagement du Territoire. Här Braz.

- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal ass jo elo schonn eng kuerz Zäit an der Applikatioun an et stelle sech natierlech och eng Partie Froen iwwert d'Applikatioun vun deem Gesetz. Mir hu gelies, datt och gesot gëtt, datt d'Geriichter wäerten en Deel vun de Froe mussen tranchéieren. Dat wäert wuel net ausbleiwen, mä et wär natierlech net schlecht, wa méiglechst vill Froe kéinten duerch eng Interpretatioun vum zoustännege Ministère gekläert ginn, fir dass een net misst d'Geriichter ze vill befaasse mat deem Gesetz, fir Kloerheet ze kréien an den Applikatiounsdetailer.

Eng vun de Froen, déi sech eiser Meenung no stellen, wou mer och scho vu méi wéi enger Säit gesot kritt hunn, datt sech do Schwieregkeeten oder zumindest Froen opdinn, dat ass déi vun der Interpretatioun vum Artikel 7, Paragraph 2, Alinea 3, dee beseet, datt, wann ee fir eng Gemeng e Plan d'aménagement général mécht - an d'Gemenge musse jo elo alleguer op deen dote Wee nees goen -, een da während där Zäit, wou een dat Mandat huet, keng aner Opträg kann unhuelen.

An d'Fro, déi sech gestallt gëtt, ass: Wéi wäit geet déi Interdictioun? Ass dat eng Interdiction très générale, déi strikt a ferme ass, wou et kloer ass, do kann een näischt Zweetes unhuelen oder mécht de Ministère do eng Nuance tëschent Hochbau an deelweis Tiefbau?

Déi Fro ass doduerch och gestallt, well d'Opstellung vun engem neie PAG relativ laang dauere kann. Do ass also eng Firma ënner Ëmstänn laang un eng Gemeng gebonnen. Dat heescht dann am Kloertext, dass se während därselwechter Zäit och fir déi Gemeng net méi schaffe kann. A vu dass de Lëtzebuerger Marché net onendlech grouss ass mat qualifizéierten a spezialiséierte Büroen, ass dat do ënner Ëmstänn e Problem, dee sech stellt.

Duerfir d'Fro un de Minister: Wéi interpretéiert Dir deen Alinea? A sollt en d'application stricte an Ären Ae sinn, wéi eng Léisunge kann een envisagéieren, fir verstänneg Léisungen ze fannen, déi à la fois d'Indépendance an net d'Interférence garantéieren a vläicht trotzdeem net de Marché elo esou enk aschnüren, wéi dat am Moment kéint de Fall sinn?

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, Här Braz, wéi Der sot, dass dëst Gesetz Froen opwërft, mä et ass wéi all neit Gesetz, besonnesch, wann et wéi dat heite Gesetz eng nei Philosophie wëllt communément uwenden - e Paradigmewiessel, wéi mer oft soen -, dann ass et normal, dass sech Froe stellen.

Wat deen heite Punkt ugeet, mengen ech, wären d'Froen awer séier beäntwert, well dëse Verbuet, deen Der uschwätzt am Artikel 7 vun dësem Gesetz vum 19. Juli 2004, applizéiert sech, wéi et och am Gesetz steet, op déi Persoun, déi eben designéiert ginn ass vum Schäfferot fir de Bebauungsplang ze maachen. Also ass et kloer, dass et déi Persoun ass.

An där Lëscht vun deene Leit, déi Bebauungspläng kënne maachen, gëtt et Leit, déi en nom personnel op der Lëscht sinn, an et gëtt Leit, déi a Gruppen op der Lëscht sinn, an enger Société́it. Wann et en nom personnel ass, dann ass et jo ganz kloer, dass et déi Persoun ass. Wann et an enger Société́it ass, dann ass et och kloer, dass et déi ganz Société́it ass, dass et also och do eng Interprétation stricte ass, wéi Der gesot hutt, wéi een dat maache muss.

An deen Délai geet och deen Dag un, wou d'Ënnerschrëft gemaach gëtt vun dësem Kontrakt mat der Gemeng, an deen dauert esou laang bis eben deen Dag, wou d'Approbation définitive ass, wou dëse PAG definitiv am Gemengerot ugeholl ginn ass.

Dir hutt Recht, dat kënnen zwee, dräi, véier Joer sinn. Dat ass eng laang Zäit. Mä et ass nun emol esou. Et war, mengen ech, dem Législateur säi Wonsch - an doru kann ech mech och erënneren, well ech déi Zäit selwer an där Chamberskommissioun war -, dass d'Neutralitéit an d'Onofhängegkeet vun där Persoun, déi hei schafft, musse gi sinn. Déi Persoun deelt jo herno nei Arealer op, an do kënnen immens Plus-valuen erauskommen, doduerch dass aner Affektatioune kommen, an do ass et ganz kloer, dass ee muss den Intérêt particulier schützen.

Duerfir steet jo och am Gesetz: toute personne privée; pour l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier; pour tout projet de construction. Dat heescht, et ass eng Personne privée. Dat heescht also, déi Persoun kann awer mat engem öffentlechen Träger, ob dat eng Gemeng ass, ob dat de Stat ass oder iergendeng Personne morale publique, do kann déi Persoun also nach Opträg kréien, well do ass jo den Intérêt général garantéiert.

Duerfir, mengen ech, dass dat heite ganz kloer an däitlech ass an och propper ass an dass mer do-

run net brauche fréckelen ze goen, ëmsou méi déi eenzel Gesellschafte souguer d'Méiglechkeet kréien, wa se sech gutt uleeën, fir eng nei Gesellschaft ze maachen, wou aner Leit dra sinn, mat engem aneren Numm; dann ass et souwisou gehopst wéi gesprongen. Ob dat elo nachahmenswäert ass, dat ass eng aner Geschicht, mä ech wëll just soen, et gëtt vill Méiglechkeeten hei, an ech mengen, hei huet de Législateur eng gutt Aarbecht gemaach.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorablen Här Clement iwwert d'Soumissioune beim Bau vum Musée d'Art moderne. D'Fro ass adresséiert un de Bauteminister. Här Clement.

- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun eisem Reglement wëll ech e puer Froen un de Bauteminister, den Här Claude Wiseler, stellen; Froen iwwert de Bau vum Pei-Musée oder méi prezis iwwert d'Prozedur vun de Soumissiounen, déi de Pei-Musée betreffen oder betraff hunn.

De 7. Mäerz 2006 huet d'Cour administrative zwee Arrêtë gesprach, an dat am Kader vu verschiddene Litigen, déi do um Ordre du jour waren. Duerfir dës Froen un den Här Wiseler:

1. Ass d'Prozedur, déi d'Litigë betrëfft, elo endgülteg a schlussendlech ofgeschloss oder sidd Der der Meenung, datt do nach eppes nokënnt oder nokomme kann?

2. Wat waren d'Influenze vun dëse Geriichtsverfahren a puncto Zäitréckstänn beim Bau vum Musée?

3. Wat sinn déi finanziell Konsequenzen oder Belaaschtunge fir de Stat oder besser gesot fir de Steierzueler vun dëse Geriichtsprozeduren?

4. Wat fir eng juristesch Konsequenzen oder Konklusioune kann een oder wäert Dir aus dëse Litigen zéien?

Ech soen Iech Merci am Viraus.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Den Här Clement huet hei en Dossier ugeschwat, dee vun de Pei-Steng, dee virun enger Rei Jore ganz vill Wirbel opgeworf huet a wou mer nach alleguer eis kënnen un déi Biller erënneren, déi souwuel an den Zeitunge wéi an der audiovisueller Press erschénge sinn. En Dossier, wou den Affekot vum Stat mer elo gesot huet, de 7. Mäerz, datt hie frou wär, datt hien endlech kënnt déi 25 Classeuren aus sengem Büro an d'Archive stellen an datt hie frou wär, datt dat elo als Prozedur fäerdeg ass.

Wat ass erauskomm? Dat ass d'Fro. An de Fait, dass ee sech déi Fro elo stellt, dat ass a sech e Beweis dofir, datt de Stat déi Prozedure gewonnen huet, well wann et net esou wär, da wéisst jiddferee vun Iech, wat erauskomm wär. De Fait, datt net jiddfereen et weess, dat ass de Beweis, datt et hei fir de Stat positiv ausgaangen ass.

Ech wëll e kuerzen Historique maachen, well et awer net onninteressant ass. 1999 ass déi éischt Soumissioun fir d'Steng erausgaang; den Här Goebbels huet déi sengerzäit nach ënnerschriwwen. Déi Soumissioun ass annuléiert ginn aus deem Grond, well d'Resultat net satisfaisant war. Et ass e Recours vun enger Firma gemaach gi virum Tribunal administratif. De Stat huet dee Recours gewonnen. Et ass virun der Cour administrative e Recours administratif gemaach ginn. De Stat huet dee Recours gewonnen.

Et ass eng zweet Soumissioun gemaach ginn, wou de Cahier des charges 2000 erausgaangen ass. Do ass och eng Adjudicatioun un déiselwecht Firma gemaach ginn, déi virdru geklot hat. En éischten Echantillon ass gefrot ginn an deen ass als net akzeptabel emfonnt ginn. En zweeten Echantillon mat sou genannte portugisesche Steng ass offréiert ginn, deen ass och als net akzeptabel emfonnt ginn. Doropshin huet d'Administratioun eng Résiliatioun an eng Exclusioun vum Marché den 2. Juni 2002 gesprach.

Dat ass och virun den Tribunal gaangen. Den Tribunal huet sech op där enger Säit net zoustänneg fir d'Résiliatioun erkläert, huet awer bei der Exclusioun den Dossier weiderginn un d'Cour constitutionnelle. D'Cour constitutionnelle huet décidéiert, net datt déi Exclusioun vun dem Fait aus falsch war, mä dass se net compatibel wär an dass d'Exclusiounen en général net compatibel wäre mat der Constitutioun, well eng Exclusioun eng Peine ass an eng Peine muss an engem Gesetz stoen. Or, dat stoung am Gesetz, wat aus de 70er Jore staamt, net dran. Et ass also eng Anticonstitutionnalitéit vun engem Text aus de 70er Jore festgestallt ginn, wat d'Form a wat d'Kompetenz ugeet.

Do ass eng drëtt Soumissioun gemaach ginn. Déi drëtt Soumissioun huet dee ganze Marché an zwee gedeelt. Dat Éischt, dat war d'Livraisoun vun de Steng. Dat Zweet, dat war d'Pose vun de Steng. Do ass fir d'éischt emol vun därselwechter Firma eng Requête gemaach ginn iwwert de Cahier des charges. Den 1. Juli 2003 ass deen adaptéierte Cahier des charges als konform vum Geriicht erkläert ginn. De Stat huet also och dee Prozess gewonnen.

Duerno sinn zwou Requêtë géint déi zwee Marchéë vun därselwechter Firma gemaach ginn, plus nach eng zousätzlech Requête vun enger anerer Firma, fir d'Livraisoun, gemaach ginn.

Wat deen éischten Deel ugeet iwwert d'Pose, wou dee Bëllegste geholl gi war a wou e Formfeeler vun därselwechter Firma, wéi déi ganzen Zäit geschwat, beanstand ginn ass, huet de Stat an enger éischter Instanz de Prozess op engem Punkt verluer. Am Appel huet en och dee Prozess gewonnen. Dat ass eent vun den Uerteeler vum 7. Mäerz.

Wat déi zwou aner Affären ugeet, huet de Stat se an der éischter Instanz gewonnen, huet se an der zweeter Instanz gewonnen. Dat ass elo e wéineg laang gewiescht, mä ech wëll awer eng Kéier déi ganz Démarche do opzielen, ganz einfach well et wichteg ass ze wëssen, wéi vill a wat do alles geschitt ass.

De Bilan ass: De Stat huet fënnef Prozedure gewonnen. Dat, wat e verluer huet, dat ass ee Punkt, dee vun der Constitutionnalitéit vun engem prezise Punkt, vun der Exklusioun, schwätz, net um Dossier selwer, mä d'Constitutionnalitéit vun engem Gesetz, dat aus de 70er Jore staamt.

An Zwëschenzäit war de Chantier während dräi an engem hallwe Joer deelweis gestoppt oder ass au ralenti gedréint. Wann e Chantier deelweis gestoppt ass, da kascht dat, an da kascht dat deier. Dat huet sécher an dësem Fall iwwer fënnef Milliounen Euro zousätzlech kascht - kleng gerechent. Mir kënnen dat haut nach net definitiv soen, well de Chantier momentan nach net ofgeschloss ass, well mer net all Demanden dobannen hunn, well nach keng Dekonte gemaach gi sinn. Fënnef Milliounen Euro ass also e Minimum.

Konklusioun: Dräi an en halleft Joer Retard, iwwer fënnef Milliounen Euro zousätzlech kascht en, fënnef Prozesser, déi de Stat gewonnen huet. Dat ass déi Konklusioun, déi ech aus dëser Affär zéien, an ech mengen, jiddferee vun Iech kann och seng eege Konklusiounen dorauser zéien. Dat do ass de Bilan an den Zuelen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech schwätzen net vum Bilan vun a sech all där Energie, déi drageföss ass, haaptsächlech vun deene jonken Architekten op de Bâtiments publics, déi während Joren hir Aarbecht, hire Savoir-faire a Fro gestallt krut hunn.

De juristesche Bilan sinn ech gefrot ginn. Als juristesche Bilan zéien ech doraus, datt mer sécherlech am Text vun de Soumission-publiquen dee Problem vun der Exklusioun, op deen d'Cour constitutionnelle eis higewisen huet, datt mer dee mussen anescht an den Text draschreiwen…

(Coups de cloche de la Présidence)

… an datt mer och nach zousätzlech Konklusioune mussen zéien. Ech hunn d'Chambre-professionnellen, ech hunn den Ordre des architectes gefrot, si solle mer Propositioune ginn, fir deen Text vun de Marché-publicen ëmzesetzen.

M. le Président.- Här Minister, Dir musst awer elo zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Momentan dréint de Chantier voll op Touren. Ech denken, datt mer 2006, Mëtt 2006, fäerdeg ginn. Ech wëll och haut just ee leschte Saz soen, fir an d'Zukunft ze kucken. Ech war dat Gebai d'leschte Samschdeg kucken. Dat ass e wonnerschéint Gebai, an ech freeë mech op d'Ouverture dovunner.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dann hu mer als nächst Fro d'Fro vum honorabelen Här Jaerling iwwert déi staatlech Finanzhëllef fir Héichschoulstudien. Här Jaerling!

- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, duerch dee skandaléise Contrat première embauche, deen déi franséisch Regierung a Frankräich wëllt aféieren, gëtt et eng Rei Onrouen. D'Salariats- an d'Studentenorganisatiounen hunn zu Manifestatiounen opgeruff, déi villes a Frankräich blockéieren. Sou sinn och doduerch eng Rei Unien zougemaach ginn, wat fir déi Lëtzebuerger, déi do studéieren, eng Rei grouss Problemer mat sech bréngt. Si kënnen hiert Semester net fäerdeg maachen a riskéieren, e Joer ze verléieren.

Dat bréngt och finanziell Problemer mat sech, wa se e Joer méi laang musse studéieren. Des Weidere maachen déi Studente sech och Suergen am Bezuch op hir Studienhëllefen, vun deene se fäerten, dass se net méi fléissen, wann hir Studien ënnerbrach ginn.

Vill vun deene Studenten, deenen hir Eltere sech hir Studië vum Mond ofgespuert hunn, sinn onbedéngt op déi Statshëllefen awer ugewisen. Well déi Lëtzebuerger Studenten net schold sinn un där Ausnahmesituatioun a Frankräich, si meng Froen déi hei:

Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir de Lëtzebuerger Studenten an där Situatioun ze hëllefen? Wéi gesäit et aus mat de staatleche Subsiden, wann duerch déi ongewollte Situatioun do e Semester respektiv e Studiejoer verluer geet? Huet d'Regierung Kontakt mat deene Lëtzebuerger Studenten an deem Zesummenhang respektiv mat deene Studentenorganisatiounen, déi si betreien?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Madame Statssekretärin, zoustänneg fir Héichschoulen a Recherche, huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Jaerling huet déi Protester ugeschwat, déi de Moment a Frankräich amgaange sinn bei den Universitéiten an Héichschoulen, am Kontext vum Contrat première embauche, wou Universitéiten a Fakultéite blockéiert sinn. Dozou kann a muss ech soen, datt am Moment nach net kloer ass, ob dat Semester, wat amgaangen ass, wäert verlängert ginn oder ob et herno net wäert zielen. Dat hänkt natierlech net vun de Lëtzebuerger Autoritéiten of, well Lëtzebuerg ass net zoustänneg an huet natierlech keen Afloss op déi franséisch Universitéiten, a scho guer net wat déi hei Saach ubelaangt.

Ech kann Iech awer berouegen: Fir d'Aides financières pour études supérieures wäert et keng Problemer ginn a keng Auswierkunge vun deene Protester a vun deene Blocagë vun den Unien, well éischtens de System vun eisen Aides financières esou ageriicht ass, datt en op déi do Froen - an op aner Froen - kann eng Äntwert ginn, an zweetens well individuell, falls néideg, ech och eng Entscheedung géif kënnen huelen, fir deenen Emstänn hei Rechnung ze droen.

Zu där éischter Bemierkung: Eise System ass esou ageriicht, datt souwisou, nom Gesetz, ee Joer méi laang wéi déi normal Studiendauer d'Aides financières ausbezuelt an zougestane kënne ginn. Also ginn déi Studenten net pénaliséiert um Niveau vun de Bäihëllefen, falls se missten e Semester drunhänke wéinst den aktuelle Manifestatiounen.

Den zweeten Deel vun der Äntwert, deen ech ka ginn, ass, datt och an eisem Gesetz virgesinn ass, falls se an deem Fall hei ee Joer oder ee Semester missten drunhänken a si wäre souwisou schonn iwwert dat zousätzlecht Joer, wat am normale Regime méiglech ass, eraus, da kënne se eng schréftlech Ufro maachen, an an Ausnahmefäll kënne mir, wa si beweisen, datt et eng „Situation grave et exceptionnelle" war, hinnen eng Ausnahm zougestoen, fir trotzdeem och nach méi wéi ee Joer laang de Regime ze verlängeren, sou datt se weiderhin d'Bäihëllefe kréien.

Ech wëll en drëtte Volet nach hannendrun hänken, dat ass dee vun de Primes d'encouragement. Do gëtt all Dossier eenzel gekuckt, a mir wäerte scho versichen, datt kee Student wéinst der aktueller Situatioun wäert bestrooft, pénaliséiert ginn.

Also um Niveau vun den Aides financières fir Héichschoulstudië wäerten déi Manifestatiounen hei keng Auswierkungen hunn a kee pénaliséiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert.

Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Bodry iwwert d'Entwécklung vun den öffentleche Finanzen, adresséiert un de Finanzminister. Här Bodry!

- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Fro stellen un de Finanz- a Premierminister, den Här Juncker. Ech mengen, mir haten hei am Dezember eng grouss Diskussioun ronderëm de Statsbudget 2006 an Debatten, déi markéiert ware vun der Fro vum Budgetsdefizit, net nëmmen am Joer 2006, mä och an deene Joren drop; Debatten, déi och markéiert ware vun der Noutwendegkeet vum Respekt vun de Stabilitéitskritäre vun der Europäescher Unioun.

An hei war, mengen ech, e relativ breede Konsens an där Fro, dass Handlungsbedarf besteet, dass muss reagéiert ginn, an dass déi Finanz- a Budgetspolitik muss eng aner ginn déi nächst Joren, wann ee wëllt déi Stabilitéitskritäre respektéieren a wann ee wëllt d'öffentlech Finanzen nohalteg ofsécheren. Dës Noutwendegkeet ze handele gëtt regelméisseg natierlech a Fro gestallt - ech mengen, et ass jiddferengem säi gutt Recht, fir dat ze maachen.

Als Lescht géif ech hei zitéieren aus enger Publikatioun vun der CGFP, déi dee ganz evokativen Titel gedroen huet: „Die jüngsten Zahlen beweisen: Den Austeritätsmaßnahmen fehlt jede Rechtfertigung." Et ginn all méiglech Rumeuren an d'Welt gesat iwwert d'rezent Entwécklung, déi an eng ganz aner Richtung géif goe wéi dat, wat virun e puer Méint nach wouer gewiescht wär.

Ech fannen, dass de Moment komm wär - och am Virfeld vun deenen Tripartite-Diskussiounen, deenen öffentlechen Diskussioune ronderëm d'öffentlech Finanzen, d'Kompetitivitéit an aner wichteg Zukunftsfroe vu Lëtzebuerg -, dass een do géif Sachlechkeet erëm eng Kéier an déi Diskussioun erabréngen a vun der Regierungssäit déi neisten Zuele gewuer géif ginn, souwuel, wat de provisoresche Kont vun 2005 vum Statsbudget ugeet, mä virun allem awer och, wat d'Einnahmen ugeet vun deenen éischten dräi Méint vum éischten Trimester vun 2006, wat déi Haaptstatseinnahmen, d'Statssteieren, betrëfft.

Duerfir meng Fro: Wéi sinn déi Zuelen? Wat fir eng Konklusiounen zitt d'Regierung doraus? Kann een aus deem éischten Zuelematerial vun deenen éischte Méint vun dësem Joer Konklusiounen draus zéien, déi dat infirméieren oder confirméieren, wat soss ëmmer behaapt ginn ass? Ech wär frou, wa mer do kënnten als Chamber haut Informatioune kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den Här Jean-Claude Juncker, Stats- a Finanzminister, huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wéi ech gëschter matgedeelt hunn, ech géif kënnen un dëser Froestonn deelhuelen - dat kann ech dacks net, wat ech bedaueren -, hunn ech net eng Sekonn dru gezweifelt, dass mer Froe géifen iwwert d'Statsfinanze gestallt ginn. Ech sinn allerdéngs iwwerrascht driwwer, dass déi Fro mer net vun engem vun de Chefe vun der Oppositioun gestallt gëtt, mä vun engem vun de Parteipresidente vun der Majoritéit. Dat gëtt mer ze denken. Dat soll och de Chefe vun der Oppositioun ze denke ginn. Dat soll och deem, deen d'Fro stellt, ze denke ginn.

(Hilarité)

Déi Fro ass awer gutt gestallt, well d'Aktualitéit, esou wéi se sech entwéckelt huet déi lescht Deeg, invitéiert regelrecht zu engem parlamentareschen Opgréff vun deem, wat Gespréich an der Publizistik an och am Rescht vum Land ass; obschonn een déi zwee Niveauen net soll matenee verwiesselen.

Ech géif dem Här Bodry op seng duebel Fro gären eng villfach Äntwert ginn, well a senger kartesianescher Approche, déi hien éiert, do deelt hie jo an a Joren: Hie kuckt op d'Joer 2006 an hie freet u sech eng bewäertend Bilanzéierung vum Joer 2005 an eng perspektivesch Appréciatioun vun deem, wat 2006 kann op eis zoukommen.

Ech wëll soen, Här Bodry, wat d'Joer 2005 ubelaangt hu mer, wat de gesamtstaatlechen Defizit betrëfft, dat heescht dee vum Stat - dee Budget also fir deen d'Regierung an d'Deputéierten zoustänneg sinn -, dee vun de Gemengen an dee vun de Regimer vun der Sécurité sociale - am Graffen, eis Rentesystemer -, mat engem gesamtstaatlechen Defizit vun 2,3% vum Bruttoinlandprodukt gerechent; dat heescht mat engem Defizit vu ronn 625 Milliounen Euro.

De facto, an déi Zuelen deele mer mar oder iwwermar der Europäescher Kommissioun mat, erreeche mer e gesamtstaatlechen Defizit (Statsbudget, Gemengen a Sécurité sociale) am Joer 2005 vu 552 Milliounen Euro, dat heescht vun 1,9% vum Bruttoinlandprodukt. Eist integraalt Statswiesen huet also am Joer 2005 en Defizit produzéiert vu 552 Milliounen Euro, dat heescht vun 22,3 Milliarde Lëtzebuerger Frang, alles wat Stat ass: Gemengen, Stat a Sécurité sociale.

Dat ass also besser wéi dat, wat mer fir d'Joer 2005 erwaart haten, mä dat ass wiesentlech méi schlecht wéi dat, wat mer am Joer 2004 haten. Do war de gesamtstaatlechen Defizit - de Statsbudget, d'Gemengebudgeten an d'Budgete vun der Sécurité sociale - ee vun 1,1%. Dat heescht an anere Wierder: Mir hunn iwwer néng Milliarde Lëtzebuerger Frang méi Defizit vum Joer 2004 op d'Joer 2005 ze verzeechnen, wann een d'gesamt Statsfinanzen (Gemengen, Stat a Sécurité sociale) zesummen hëlt.

Wéi setzt deen Defizit aus dem Joer 2005 sech zesummen? Ech hunn Iech gesot, e bedréit 1,9%; alles: Stat, Gemengen, d'Sécurité sociale. Géif ech nëmmen de Stat kucken, bedréit deen Defizit 3,3% statt engem Defizit, dee mer ugeholl hate vu 4,2% par rapport zum Bruttosozialprodukt. Dat ass een Defizit fir dee renge Statsbudget, fir deen d'Regierung an d'Chamber zoustänneg sinn, vu ronn 952 Milliounen, dat heescht vun 38 Milliarde Lëtzebuerger Frang.

Wa mer emol alles vergiessen, wat Sécurité sociale a wat Gemengen ass, hu mir heibannen en Defizit am Joer 2005 vu ronn 38,5 Milliarde Lëtzebuerger Frang produzéiert, dat heescht ronn 10,5 Milliarde Lëtzebuerger Frang méi wéi am Joer 2004 an deem den Defizit, wat de renge Stat ubelaangt - ouni Gemengen an ouni Sécurité sociale -, 2,6% vum Bruttoinlandprodukt bedroen huet.

Deen terribelen Defizit reng vum Stat, ouni Gemengen an ouni Sécurité sociale, gëtt staark nuancéiert duerch deen aussergewéinlech staarken Iwwerschoss, deen de Budget vun de Regimer vun der Sécurité sociale, vun de Renteregimer, huet. Dee bedréit nämlech am Joer 2005 1,7% vum Bruttoinlandprodukt. Dee Budget vun der Renteregimer wier selbstverständlech total am Keller, wann de Stat net géif ronn 900 Milliounen Euro am Joer 2006 fir d'Pensiouns- an d'Renteregimer zur Verfügung stellen.

Ech résuméieren: Mir hunn ee Gesamtstatsdefizit - Stat, Gemengen a Sécurité sociale - vun 1,9% vum PIB. Dat ass manner wéi geduecht, mä dat ass wiesentlech méi wéi am Joer 2004. Mir hunn e renge Statsdefizit, fir dee mir heibannen zoustänneg sinn, vun 3,3%, oder vun 952 Milliounen Euro, oder vun 38 Milliarde Frang.

Wat sinn d'Explikatiounen derfir, dass dee Gesamtstatsdefizit vum Joer 2005 manner héich ass wéi deen, dee mer geduecht hunn, mä trotzdeem méi héich ass wéi deen, dee mer am Joer 2004 haten?

Éischtens si mer obligéiert duerch d'Europäesch Unioun, duerch den Eurostat, deen zoustänneg ass fir d'Gesamtregelwierk vun de Computatioune vun de Statseinnahmen a vun de Statsdépensen, an duerch den Eurogroup - deen ech jo sagement do presidéieren -, fir eise PIB frësch ze rechnen, andeem mer an eise PIB d'Berechnungsmassen integréieren, déi sech erginn aus der Prise en compte vun den Zwëschefinanzdéngschtleeschtungen, d'Services financiers intermédiaires, déi bis elo net an eisem PIB zréckbehale ginn.

Wann een déi an eise PIB arechent, gëtt dat e méi héije PIB an der Gréisstenuerdnung vun 0,2%. Ech wëll domat soen, wa mer elo en Defizit vun 1,9% am Joer 2005 hunn, statt 2,3%, a wann déi nei Berechnung opgrond vun enger Demande vun der Europäescher Unioun net gemaach gi wier, wier dat en Defizit vun 2,1%, well d'Integratioun vun de Services financiers intermédiaires an de PIB 0,2% ausmécht.

Zweetens, firwat ass deen Defizit manner héich 2005 am Ofschloss wéi am Ufank? Ganz einfach, well mer an der Halschent vum Joer, an deem mer gesinn hunn, wat op eis zou géif kommen, zu enger Politik vun enger méi prononcéierter Rigueur budgétaire iwwergaange sinn. Woubäi ee Rigueur budgétaire net däerf verwiessele mat Austérité budgétaire, e Wuert, wat an der innenpolitescher Debatt gebraucht gëtt vu Leit, déi iwwerhaapt net wësse wat Austérité budgétaire ass. Duerfir muss ee schonn a Frankräich, an Däitschland oder an d'Belsch goen, fir dass een emol kann a vollem Ëmfang genéissen, wat Budgetsaustéritéit ass. Mir sinn hei an engem System vu budgetärer Rigueur.

Deen zweete Grond, deen explizéiert, firwat dass den Defizit manner héich ass wéi am Ufank vum Joer 2005 geduecht, huet domat ze dinn, dass eng Rei vun Investissementer net an deem Rhythmus konnten duerchgefouert ginn, wéi se eigentlech am Ufank vum Joer, dat heescht en fait an deem Joer virdru geplangt waren.

Dat ass notamment wouer fir d'Aarbechten um Flughafen, wou duerch en déidlechen Aarbechtsaccident e Ralentissement, dat heescht e Stop, vum Chantier komm ass a wou duerch Wiederbedingunge wiesentlech méi lues geschafft ginn ass. Eleng um Flughafen hu mer 68 Milliounen Euro manner am Joer 2005 ausginn, wéi mer am Ufank vum Joer 2005 geduecht haten.

Dat ass e Beispill, wat iwwregens weist, dass eppes, wat mer manner ausginn hunn am Joer 2005, am Joer 2006 selbstverständlech muss…

(Coups de cloche de la Présidence)

… ausgi ginn,…

M. le Président.- Här Minister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- …well et do net zu enger Rupture… Pardon?

M. le Président.- Dir musst esou lues…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Jo! Här President, ech si mat allem d'accord, wann ee mech freet: Wéi steet et ëm d'Statsfinanzen an et stellt ee prezis Froen:…

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- ...Wat ass am Joer 2005 geschitt? Wat kënnt am Joer 2006 op mech duer? Da maacht, ech weess net wat, mä stellt mer keng Fro a verlaangt vu mir ech soll a fënnef Minutten drop äntwerten. Dat geet net! Soss ginn ech Iech graff Zuelen.

An ech soen Iech nach eng Kéier: 2,3% Defizit hätte mer sollen am Joer 2005 maachen. Mir maachen nëmmen 1,9% Defizit. Mir hunn 0,2% méi Steieren erakritt. An eenzelne Steierkategorië mécht dat ee Plus vun 0,6% aus. An anere Steierkategorië mécht dat 0,3% aus.

Ech kommen op d'Joer 2006. D'direkt Steieren an deenen éischten zwee Méint - dat sinn déi eenzeg Zuelen, déi mer zur Verfügung hunn - klamme vun 396 op 603 Milliounen Euro. Dat ass notamment imputable enger staarker Steigerung vun der Kollektivitéitssteier vu 46 op 182 Milliounen Euro. Maacht Iech doriwwer keng Illusiounen; do sinn 200 Milliounen Euro eleng vun engem Betrib dobäi, deen - wat mer d'lescht Joer scho wossten - méi séier seng gesamt Steierschold par rapport zum Stat beglach huet wéi bis elo.

D'Accisen, Tubak, falen am Joer 2005, bleiwen awer konstant am Joer 2006; d'TVA - well Der mech zu enger séierer Äntwert obligéiert, Här President - fale vun 342 Milliounen déi éischt zwee Méint am Joer 2004 op 255 Milliounen am Joer 2006, no engem Stand vun 272 Milliounen am Joer 2005.

D'Taxe d'abonnement klëmmt, mä dat huet näischt mat eiser Dichtegkeet ze dinn, mä eenzeg an eleng mat der Explosioun vun de Boursë gedriwwenen Aktivitéite weltwäit, esou dass insgesamt d'Steieren am Joer 2006 sech an deenen éischten zwee Méint op 1.236 Millioune belafen, géint 1.017 Milliounen am Joer 2005. An deenen éischten zwee Méint vun dësem Joer hu mer 16% vun der Gesamtsteiererwaardung vum Joer 2006 kritt, während mer 14% an deenen éischten zwee Méint am Joer 2005 par rapport zu der Gesamtsteiererwaardung haten. Wann Der deen extraordinäre Versement vun 200 Millioune vun engem Betrib eliminéiert, deen, ouni d'Steiergeheimnis ze verroden, am Satellittebereich täteg ass - an där hu mer jo vill hei am Land -, da gesitt Der, dass déi Steier do relativ konstant bleift.

In fine wëll ech Iech soen, Här President, dass mer par rapport zum Joer 2000, also virun der Steierreform, nach deeselwechte Pourcentage vu Steieren a vun Abgaben aus dem PIB erauszéien, wéi dat de Verglach tëscht 2005 an 2000 weist, mä dass awer den Undeel vun den Dépensen um Bruttoinlandprodukt, also um nationale Räichtum, vum Joer 2000 vun 38% op 46,1% an d'Luucht geet, dat heescht d'Abschöpfung - Steieren a sozial Cotisatiounen - bleift par rapport zum nationale Räichtum déiselwecht; d'Dépensë klammen ëm 8,1%, wat erkläert, wéisou dass mer vun engem Iwwerschoss vu 6,1% PIB-Punkten am Joer 2000 op en Defizit vun 1,9% am Joer 2005 kommen.

D'Statsreserve fale vun 3,4 Milliarden Enn 2001 op 1,4 Milliarden Enn 2005, wat fir d'Joer 2006 noutwendeg mécht, dass een Ekonomië bei der normaler Exekutioun vum Statsbudget am gréisste Mooss fäerdeg bréngt an dass een am Beräich vum Recouvrement vun de Steieren esou vill Effortë wéi méiglech mécht.

Dir hutt verstanen, Här President, dass Der mer d'Méiglechkeet net gitt, op déi an der Öffentlechkeet erhuewe Virwërf ze äntwerten, déi doranner bestinn, dass d'Regierung eigentlech géif d'Land beléien, andeem se d'Situatioun méi schwaarz a méi negativ géif maachen, wéi se ass. Dat géif eng eege Fro comportéieren, firwat dass de Finanzminister, deen zënter 1989 fir d'Statsfinanze zoustänneg ass, eigentlech de Bilan vu sengem mehrjährege Wierke wëllt méi negativ duerstellen, wéi et eigentlech ass. Ech sinn zu ville Perversitéite fäeg, mä zum integrale Masochismus sinn ech awer net bereet.

Mir hunn an deene leschte fënnef Joer mat de Kolleege vun der liberaler Fraktioun a mam Accord vun alle Partner an der Tripartite, nodeem mer vum Joer 2000 op d'Joer 2001 en dramateschen Abroch vum Wuesstum haten, eng Politik gemaach, déi bekannt ass ënnert dem Fachbegréff vun dem Spilleloosse vun de Stabilisateurs automatiques; dat heescht, dass een net sollt an eng sech ofzeechnend Kris esou budgetär eraspueren, dass aus enger virtueller Kris eng effektiv Kris géif ginn.

Elo si mer an engem Stadium ukomm, wou déi Rechnung iergendwou net méi opgeet, well eis Dépensë wesentlech méi séier klamme wéi den additive Cumul tëscht Croissance économique an Inflatioun. Dofir mussen d'Budgetë vun deenen nächste Joren erëm Schrëtt fannen a Mooss huelen un der Expansion économique, dem Wirtschaftswuesstum an un der Inflatioun. Et ass genau dat, wat mer eise Partner an der Tripartite wëlle bäibréngen. Et ass genau dat, wat munch Partner an der Tripartite oflehnen.

Dat hei ass déi eenzeg Regierung an Europa, déi seet, den Zoustand vun eise Statsfinanzen ass méi schlecht, wéi déi mengen, déi eis nokucken, an déi solle coactiv un der Behiewung vun deem Zoustand sech bedeelegen.

Ech komme gär erëm, Här President, wann Der eng Kéier méi Zäit hutt fir déi Fro.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Ausféierunge vum Här Statsminister bewege mech zu zwou Remarquen: Éischtens wëll ech à l'adresse vun de Memberen - den Dammen an den Hären - vun der Regierung soen, datt, wann ech hei d'Reglement hei large interpretéiert hunn, dat net ass, well de Statsminister geschwat huet, mä et ass, well mer alleguerten, net nëmmen d'Regierung, mä och d'Deputéierten gréissten Intérêt drun hunn, fir ze wëssen, wéi d'Situatioun actuellement vun de Statsfinanzen ass.

Et ass allerdéngs esou, dass eist Reglement virgesäit, datt d'Regierung - an d'Verfassung gesäit dat och vir - zu all Moment kann hei an d'Chamber kommen an Deklaratioune maachen. Wann also de Besoin besteet, fir weider iwwert d'Evolutioun an d'Situatioun vun de Statsfinanzen ze diskutéieren, dann ass d'Chamber selbstverständlech zu all Moment bereet, fir hei d'Deklaratioune vun der Regierung ze lauschteren.

Voilà, dat dozou. Mir kéimen dann zur nächster Fro.

(Interruption)

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just soen: Den Här Premierminister huet sech erstaunt gewisen, datt d'Oppositioun keng Fro gestallt huet zu deem Sujet. Ech hu keng gestallt, well ech ebe weess, dass ech weder an zwou Minutten…

Une voix.- Voilà!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- … esou en Exkurs maache kann iwwert dat doten, fir eng Rei Saachen ze soen, an och e Minister net a véier Minutten dorobber äntwerte kann. Ech wollt dat just hei soen.

M. le Président.- Fir d'éischt den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt och soen, datt mir an der Finanzkommissioun gefrot hunn, fir datt d'Regierung eis soll dee Bilan do maachen, a gëschter Mëtteg war och d'Sitzung vun der Kommissioun vum Contrôle budgétaire, déi huet dat och gemaach. Do ass eis gëschter souguer gesot ginn, d'Regierung géif, Här Grethen, de 15. Mee an déi zwou Kommissioune kommen, fir dat doten alles am Detail ze erklären. Dat ass schonn, also och vun de Fraktiounspresidente vun der Oppositioun, gefrot ginn, mä an der Kommissioun.

M. le Président.- Den Här Stats- a Finanzminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances.*- Ech wëll éischtens menger Satisfaktioun doriwwer Ausdrock ginn, dass d'Oppositioun och gemierkt huet, dass sech hei eng Fro stellt.

Dat Zweet ass, dass et selbstverständlech esou ass, dass een esou eng bombastesch, breet, ökumenesch gefaaste Fro wéi déi, déi de Kolleeg Bodry gestallt huet, décemment net kann am Kader vun dëser Prozedur évacuéieren an dass d'Regierung bereet ass, déi Explikatiounen op deene Plazen, notamment deenen zwou Kommissiounen, ze ginn, déi sech dofir prêtéieren.

Dréttens hunn ech d'Fro vum Här Bodry gutt verstanen.

M. le Président.- Gutt, dann hu mer jo jiddferee fir deen anere Versteesdemech.

(Hilarité)

Da komme mer zu där nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Schank iwwert den Zougank zu Informatiounen am Beräich vun der Ëmwelt um kommunale Plang. Den Här Schank huet d'Wuert.

- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, ech wollt eng Fro stellen am Kontext vun der Applikatioun vum Gesetz vum 25. November 2005, wat mer hei gestëmmt hunn iwwert den Accès à l'information en matière d'environnement, an zwar wollt ech froen, wat fir eng Répercussione si vun deem Gesetz op d'Gemengen, well jo am Text och Organes publics op regionalem a lokalem Niveau virgesi sinn, also d'Gemengen. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass d'Gemengen avertéiert sinn, wat do op si kann duerkommen; zum Beispill doriwwer, wéi eng Informatioune viséiert sinn, wéi eng Délaien a wéi deen Accès insgesamt geschitt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An ech wollt déi Fro och stellen am Zesummenhang, par analogie zu deem Gesetz, wat 1992 gestëmmt gouf mat deemselwechte Sujet, wat deemools op nationalem Niveau Sënn gemaach huet a woubäi mer nach viru Kuerzem wéi gesot hei an der Chamber eng Direktiv ëmgesat hunn.

Meng Fro: Wat sinn d'Répercussiounen op d'Gemengen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, wéi den Här Schank elo gesot huet, dass am Gesetz vun 1992 och eng Strategie ginn ass, fir am Fong geholl d'Gemengen an d'Bild ze setzen, an dës Kéier wëlle mer genau d'selwecht maachen. Mer wëllen de Gemengen eng Ligne de conduite ginn, wéi se solle prezis an uniforme dëst Gesetz ëmsetzen. Dat ass deemools och geschitt an et ass ganz kloer, dass den Ëmweltminister muss hei ausschaffen, wéi dat Ganzt soll ausgesinn. D'Gesetz gëtt jo e Recht deem eenzele Bierger op Informatioun am Beräich vun der Ëmwelt, an déi öffentlech Autoritéite sinn do forcéiert, praktesch alles erauszeginn, wat am Fong geholl zur Transparenz an zur Informatioun bäidréit.

Déi praktesch Modalitéite ginn esou wäit, dass am Fong geholl dës Diffusioun muss systematesch gemaach ginn an och esou breet wéi méiglech. Am Gesetz sinn Délaië virgesinn; déi Délaië si relativ grouss, contrairement zu den Délaien an der Kommodo-Gesetzgebung. An dat ass dat, wat e bësse problematesch ass. Et muss ee kucken, wéi een dat kann ofstëmmen. Mat dësem Gesetz huet ee vill Zäit a gutt Zäit, fir d'Bierger ze informéieren an hinnen dat Material ze kopéiere respektiv zur Verfügung ze stellen. An der Kommodo-Gesetzgebung ass dat méi enk. Mer mussen also do kucken, wéi mer dat praktesch ëmsetzen.

Ech verspriechen Iech awer haut, datt dat Gesetz hei dat Gesetz vum 10. August 1992 ersetzt, dass mer dat och wäerte mat enger Circulaire begleeden, déi de Gemengen da genau de Wee weist, wéi se sollen am Fong geholl inhaltlech virgoen, fir dass d'Bierger dat Recht, wat se hu fir informéiert ze ginn, dass dat systematesch a gutt ëmgesat gëtt. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Halsdorf. Déi nächst d'Fro vum Här Claude Adam befaasst sech mam Bau vun enger neier Opfaangstruktur fir d'Flüchtlingen am Mariendall. Här Adam.

- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wëll eng Fro stellen eben iwwert dat neit Flüchtlingsheem am Mariendall. Et ass mer bewosst, dee Site dee war ni esou ganz onëmstridden, mä esouwäit wéi ech informéiert sinn, sinn awer elo sämtlech Genehmegungen do. Et sollen do Modulë gebaut ginn, an do geet och Rieds dervun, datt dat net muss onendlech do stoe bleiwen. Ech wëll och net verheemlechen, datt mir als Gréng am Fong geholl och eng aner Virstellung hu vun enger glécklecher Politik an déi do Richtung. Mir stellen eis éischter méi kleng Unitéite vir. Zum Beispill war d'aussepolitesch Kommissioun jo och zu Zürich, wou se de Schwäizer Modell kenne geléiert huet.

Trotzdeem hat ech Geleeënheet d'lescht d'Woch op den Terrain ze goen a mer d'Situatioun unzekucken. Déi aktuell Situatioun am Mariendall ass wierklech keng flott. Déi hygiènesch Zoustänn an iwerhaapt och d'Liewenskonditioune si ganz schwiereg an deem Heim. Duerfir wollt ech froen: Vu datt d'Genehmegungen do sinn, wéi geet et virun? Wéini gëtt dann deen neie Bau opgeriicht?

An eng zweet Fro, déi ech awer och wéilt do uschléissen, dat betrëfft op deemselwechte Site den Encadrement. Dee Moment, wou ech do war bei där Visite, do wa keng Gérance do. Ech mengen, datt dat awer absolut wichteg ass, datt ee soziopedagogeschen Encadrement och fir déi Leit do ass. Dat géing deene Leit bestëmmt hëllefen, an d'Situatioun och méi erdréiglech maachen. Ech soe Merci.

M. le Président.- D'Madame Familljeministesch huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Adam konfirméieren, datt mer frou sinn endlech op deem Site do derduerch ze sinn, an datt mer kënnen dat Gebai dann awer an absehbarer Zäit mat där ganzer aktiver Mathëllef vum Bauteminister do realiséieren. D'Soumissioune sinn eraus, sou datt mer hoffen, fir d'Enn vun dësem Joer kënnen unzefänken ze bauen. Dat gëtt eng Struktur fir 100 Leit.

Ech wëll och vun dëser Plaz ausdrécklech der Gemeng Tënten e ganz grousse Merci an e ganz grousse Respekt soen.

Et ass ëmmer schéin heihinner soen ze kommen: Mir hätte gäre kleng Strukturen. Mir hätte gären hei, a mir hätte gären do! Ech waarden op jiddfereen, dee mer Propositioune mécht, jiddfereen, deen heibannen ass, fir ze soen: Kommt dohinner, hei ass Plaz. Do kënnen zéng Leit kommen, do kënnen der 15 kommen, do kënnen der 20 kommen. Soulaang wéi ech dat net kréien, sinn ech forcéiert ze kucken, datt ech mat anere Leit, déi duerfir bereet sinn, wéi hei d'Gemeng Tënten, deen dote Wee ze maachen.

Ech wees och, datt aner Saache méi ideal wieren, mä mir kënnen et selbstverständlech awer maachen nom Schwäizer Modell! Awer et ass jo vläicht interessant, fir eng Partie Leit, ze wëssen, wéi datt dat fonctionnéiert. Am Schwäizer Modell fonctionnéiert dat esou, datt, wa bis d'Demande enregistréiert ass, dann eng Quot da festgehalen ass, wou déi eenzel Leit dohinner op d'Gemeng gefouert ginn. Do freet de Stat net: Hutt Dir dann eng Plaz, fir déi ze logéieren oder net?

Ech wëll just all deene Gemengemammen a -pappe soen, datt se sech also an der Zukunft sollen drop ariichten, datt da moies de Weenchen aus der Stad kënnt, an dann zéng Leit dohinner kommen. An da musst Der da kucken, wéi Der dann eens gitt dermat. Wann dat da besser geet, wéi dat, wat mer elo probéiert hunn iwwer Joren op fräiwëlleger Basis ze maachen, wann dat dann esou ass, dann huelen ech dat dankend zur Kenntnis. Ech wäert dann dorobber net méi brauchen zréckzekommen. Mir brauchen also an der Zukunft net méi ze bauen, Här Bauteminister: Dat alles kréie mer vun de Gemengen ofgeholl.

Vu datt ech ëmmer weess, datt dat Eent gutt hei kléngt, an et awer op där anerer Säit net geschitt. Ech hunn elo kuerz nach esou e Bréif kritt, an deem fir d'éischt ass gesot ginn: Mir hëllefen Iech eppes siche bei eis an de Gemengen. Duerno kréie mer e Bréif, wou drasteet: Mä féiert eng Quot an, an da gitt Der jiddfer Gemeng der.

Ech hu bis elo op jidde Fall, Här Buergermeeschter, awer nach net gesot kritt, wou mer da kënne Leit ënnerdaach huelen, weder zu Esch nach zu Schëffleng. Ech waarden also dorobber mat Spannung a mat ganz grousser Satisfaktioun. Ech sinn och gäre bereet, wann dat bis esou wäit ass, fir Iech dat och hei soen ze kommen. Well ech gehéieren net zu deenen, déi, wann eppes Guddes geschitt, dat dann net géinge soen.

Ech wëll awer och soen, datt zënter dëser Woch och op de Site selwer Leit kommen, déi de Gardiennage maachen. Ech wëll och soen, datt mer virgesinn hunn, datt och en Accompagnement do virgesinn ass mat Leit, déi do agestallt ginn, dee Moment, wann dat neit Haus da fonctionnéiert; datt dat also virgesinn ass. Mä wéi gesot, selbstverständlech hätt ech vill léiwer, an et géif de Stat vill méi bëlleg ginn, wa mer op den anere Wee géinge goen, datt mer kënnten all Gemeng 1% ginn. Da kann ech a menger eegener Gemeng der 3% ewechhuelen, an der Gemeng Bäerdref kann ech der 14% ewechhuelen.

8. Ordre du jour (suite)

M. le Président.- Merci. Kolleeginnen a Kolleegen, ech proposéieren, fir nach eng Fro ze huelen an dann opzehalen, well ech hunn nogekuckt, wéi laang d'Interpellatioun dauert. Déi dauert sou mat den ageschriwwene Riedner knapp méi wéi zwou Stonnen. Wann Der elo kuckt, da si mer ganz bestëmmt iwwer siwen Auer haut den Owend mat der Interpellatioun beschäftegt. Et bleiwen nach fënnef Froen ze stellen.

Une voix.- Dir musst dat méi kuerz halen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President.

M. le Président.- Mme Brasseur?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, elo grad huet de Chamberspresident ons matgedeelt, dass d'Froe géinge geholl ginn, esou wéi se eragaange si mat der Auerzäit. Ech hunn nogekuckt: Meng Froe sinn zäitgläich geschéckt gi mat där vum Här Bettendorf. Dem Här Bettendorf seng Fro ass als zweet drukomm, a meng dräi Froen, déi stinn als lescht haut um Ordre du jour. Ech wollt wierklech am Greffe kucke loossen, dass dat soll nach eng Kéier anescht nogekuckt ginn an Zukunft, fir dass dat do awer net passéiert. Net dass Froen op der Streck bleiwen, ëmsou méi, wann iwwerzu gëtt, souwuel vun den Deputéierte wéi vun de Ministeren. Merci, Här President.

M. le Président.- Jo. Dat gi mer weider. Den Här Gibéryen, an dann den Här Minister.

M. Gaston Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech géif zwar mengen, amplaz dass mer elo nach zéng Minutten driwwer schwätzen, ob mer virufueren oder net, sollte mer virufueren. Da wiere mer an enger Véirelstonn fäerdeg mat deene Froen.

M. le Président.- Den Här Minister wollt datselwecht soen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, ech wollt just soen als Parlamentsminister, ech hunn ëmmer bei menge Kolleegen insistéiert, dass, wa Froestonn wär, se sollen hei sinn, et sief dann, si hätten eppes am Ausland. Ech hale mech och nach haut un déi Regel. Wéi Der d'Lëscht eraginn hutt als Chamber, konnt Der jo feststellen, dass et net mat enger Stonn géif duergoen. Ech soen, et ass e bëssen elo penibel. Elo sinn nach fënnef Froen, déi d'Madame Modert a mech betreffen. Wann d'Madame Modert nach eng kritt, si kann nach eng mathuelen, déi hannendrun ass, da sinn der zwou fort. Da bleiwen der nach dräi fir mech.

Ech hu kee Problem, dass se opstoe bleiwen. Ech soe just: Ech hunn elo eppes ofgesot, wat ech mam Här Krecké hat iwwert d'WSA, wou mer de Mëtteg gefrot gi si mat den zoustännege Gemengen, wou ech gesot hunn, den Här Krecké misst dat eleng maachen, well ech hei géif bleiwen. Mir hunn och, d'Madame Modert an ech, Beamte gefrot, während der Mëttesstonn ze schaffen, fir eis eng Partie Informatiounen ze ginn. Ech wär frou, wann nach eng Kéier géif d'Conférence des Présidents déi Froestonn iwwerdenken. Well entweder all Froe ginn ugeholl an da gi se och all gestallt a beäntwert, oder et ginn eben op Grond vum Reglement nëmmen esou vill Froen ugeholl, wéi normalerweis kënnen an enger Stonn gestallt ginn.

M. le Président.- Am Unfank ass jo gesot ginn,…

M. Gaston Gibéryen *(ADR).*- Am Moment sinn et véier Minutten.

M. le Président.- Här Gibéryen, am Ufank ass jo gesot ginn, datt d'Chamber sech mat der Fro befaasst, an dann och eng Regelung fënnt, fir datt dat, wat haut virkomm ass, net méi virkënnt. Dann aktéiere mer, datt mer zu Enn féieren an engem ganz zolitten Tempo.

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

Déi nächst Fro riicht den Här Spautz un d'Madame Staatssekretärin vun der Kultur, vun der Héichschoul a vun der Recherche, iwwert den Zougang vu Lëtzebuerger Studenten op belsch Universitéiten. Här Spautz!

- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch ass nom Briefing vum Regierungsrot vum Ausseminister Jean Asselborn gesot ginn, dass an Zukunft net méi all Lëtzebuerger, deen déi néideg Virqualifikatioun huet, dat heescht e Bac, kann an d'Belsch studéiere goen. Meng Froen un d'Madame Statssekretärin si folgend: Wat fir eng direkt Konsequenz huet dat fir déi Lëtzebuerger, déi de Moment an der Belsch studéieren, respektiv fir déi Leit, déi wëllen an d'Belsch studéiere goen? A wann en Detail besteet: Wat fir eng Studienzweiger si genau vun dëser Décisioun vun der belscher Regierung bertraff? Merci.

M. le Président.- Madame Statssekretärin!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech hunn eng Fro am selwechten Zesummenhang, och den Zougang vun de Lëtzebuerger a Belgien, wat d'Héichschulstudien ubelaangt.

M. le Président.- Gutt. Ech mengen, stellt se gläichzäiteg, da kann d'Madame da kombinéiert drop äntwerten.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech géing da meng Fro un déi vum Här Spautz unhänken. Effektiv wësse mer, dass elo eng Restriktioun vun de belschen Autoritéite geplangt ass, wat den Zougang zu der Uni ubelaangt fir net belsch Studenten. Et ass och gesot ginn an der Press, dass dann den Zougang geregelt gëtt duerch den Datum, mat deem d'Demande erageet, a mat deem d'Homologatioun déposéiert gëtt. Duerfir wollt ech wëssen: Wat kënne mer maachen, fir d'Homologatioun wierklech ze accéléréieren, fir dass d'Lëtzebuerger Studenten net pénaliséiert ginn? Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, well d'Zäit Iech fortleeft, wäert ech et just ganz kuerz maachen an net weider an den Detail goen. Ech wëll awer soen, datt ech frou sinn iwwert déi Froen do, well se mer d'Geleeënheet ginn, fir e puer Saachen aneschters duerzestellen, wéi se deelweis d'lescht Woch véhiculéiert oder verstane gi waren.

Déi Fro hei geet den Zougang zu den Universitéite vun der Communauté française an der Belsch un. Si geet nëmme verschidde Studienzweigen un. Ech wëll hei riichtstellen, datt net sämtlech Studienzweige viséiert sinn, mä erlabe mer virzeliesen, wat am Avant-projet de décret virgesinn ass, nämlech: Médecine vétérinaire, Kinésithérapie, Ergothérapie, Logopédie, Podologie, Éducateur spécialisé an Accoucheuse-bachelier. Dat heescht, et ass den Zougang zum éischte Joer vun deenen dote Studienzweigen an der Communauté française, an net a sämtlechen Universitéite vun der ganzer Belsch an och net zu sämtleche Studienzweigen a Fächer.

De Moment gesäit den Avant-projet de décret vir, datt et nëmme fir 30% vu sämtlechen net belsche Résidenten en Zougang géif ginn zu deene genannte Fächer. Dat ass eréischt en Avant-projet.

Firwat ass dat esou komm? Haaptsächlech well a verschiddene vun deene Formatioune bis zu iwwer 80% franséisch Studente sinn. Am Frankräich ass nämlech den Zougang vill méi schwéier zu deene Fächer, well se entweder en Numerus clausus, eng ganz streng Selektioun oder en Examen-concours hunn. Dofir hu franséisch Studenten dann zu engem Deel déi franséischsproocheg Universitéiten an der Belsch iwwerlaf.

Bäi der 30%-Quot ass de Moment net virgesinn, datt e Concours oder en Entréesexame géif ofgehale ginn, mä datt ee sech den 1. September muss an d'Rei stellen, an et am Fong geholl géif esou goen, dass deen Éischten, deen do ass, och deen Éischten ass, deen ageschriwwen ass.

Mir sinn zënter enger Zäit amgaangen no deene Froen ze kucken a mat den zoustännegen Autoritéiten ze diskutéieren. A well e gewëssent Netvirukommen doranner awer ze gesi war, hunn ech virun zwou Woche gesot, mir géifen nach eng Kéier där zoustänneger Héichschoulministesch vun der Communauté française e Bréif schreiwe fir ze insistéieren an datt mer gär e Rendez-vous hätten, wann et misst sinn, andeems mer den Accord-cadre de coopération zwëschent Lëtzebuerg an der Communauté française invoquéieren.

Eng ähnlech Fro, wa se och eppes aneschters gelagert war, hu mer an Éisträich geléist kritt, wou d'Lëtzebuerger deeselwechten Zougang op d'Universitéite behale wéi d'Éisträicher zu deene bei hinne betraffene Fächer, esou datt mer do e gudden Accord kritt hunn a mir bleiwen och mat de belschen Autoritéite weider a Pour-parleren.

Wat d'Equivalenzen ubelaangt: Dorunner läit et net. Et ass virgesinn am Avant-projet de décret, datt e Student muss dee Moment, wou e sech wëllt aschreiwen, beweisen, datt en eng Demande d'équivalence gemaach huet an d'Kopië vun deenen néidege Lëtzebuerger

Diplomer bäileeë muss. Dee Beweis - do stellt sech wéi gesot de Problem net - kréie se direkt. Se brauchen nëmmen eng Kopie vun der Demande ze maachen. Respektiv hu mer och mat de Lycéeë gekuckt, datt se kënnen eng Attestation provisoire vun hirem Diplom kréien, falls dat néideg wär. D'Equivalenze sinn also net de Problem, dorunner scheitert et net, datt se sech géifen aschreiwe kënnen op den 1. September. Si hunn dann alles, wat se brauchen, oder kréie vun eis dee Moment all Piècen, déi se brauchen, fir datt hiren Dossier komplett ass.

Bref, mir hu Rendez-vousë gefrot. Et ass een an deenen nächste puer Deeg mat der Ministesch vun der Communauté française, an et ass och een ausgangs vum Mount, en éischte mat der Héichschoulministesch vun der Wallonie.

A bref, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu bei eis am Haus scho virum leschte Freideg aktiv no dësen Dossierë gekuckt, an - wéi gesot - ech wëll als Rappel nach eng Kéier ënnersträichen: Hei sinn net sämtlech Studienzweige vun enger Universitéit betraff an net sämtlech Fakultéite betraff, an dat ass eng Informatioun, déi et ganz wichteg ass eriwwerzebréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Dann d'Fro Nummer 97 vum Här Gibéryen iwwert d'Schafung vun Aarbechtsplazen.

- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Virgëschter Mëtteg hat RTL Radio Lëtzebuerg eng Emissioun iwwer fiktiv Aarbechtsplazen, déi hei zu Lëtzebuerg bestinn, an den Här Aarbechtsminister François Biltgen war do am Interview. Ech weess, datt hien net direkt zoustänneg ass an am Fong keen direkt zoustänneg an der Regierung ass, fir sech mat deem Domän do ze befaassen, mä vu datt hien der Press do geäntwert huet, hunn ech meng Fro dann un hie gestallt, als en Uspriechpartner an der Regierung.

Et ass do Rieds gaangen, datt mer tëschent 20.000 an 23.000 där fiktiver Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg hätten, dat wieren ongeféier 10% vu sämtleche Beschäftegten am Privatsecteur. Et muss een dat dann ëmmer a Relatioun setzen, well mer an deene leschte Joren, an och mir heibannen, ëmmer gesot hunn, datt mer esou vill Nettoaarbechtsplaze géife schafen, an op där anerer Säit awer net genuch vun eise Leit, déi bei der ADEM gemellt sinn, op déi Plaze kriten, déi netto hei am Land geschaf si ginn. Duerfir ass dat net eng onwesentlech Fro, wéi déi fiktiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg bewäert kënne ginn.

Duerfir meng Froen, ob den Här Minister eis kéint déi Zuele confirméieren, datt dat sollen 20.000 bis 23.000 fiktiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg sinn.

Zweetens, ob d'Regierung als Ganzt oder eenzel Ministeren déi Praxis do méi no suivéieren.

Drëttens, ob dat positiv oder negativ Konsequenzen op eis Sozialversécherungen huet oder ob et positiv oder negativ Konsequenzen eventuell op eise Statsbudget huet, sief et op der Recettësäit, wat d'Steieren ubelaangt, oder op der Dépensësäit; Verflichtungen, déi de Stat vis-à-vis vun esou Leit huet. Ob et och eng positiv oder negativ Entwécklung kann op ons Ekonomie hunn an ob net misst eventuell op deem engen oder anere Punkt légiféréiert ginn, fir eventuellen Abusë kënnen entgéintzewierken.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Aarbechtsminister ass gefuerdert; fir véier Minutten huet hien d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer e bësse Leed, dass den ADR de Moien net vertruede war an der Réunioun vun der Commission du Travail et de l'Emploi, wou mer just déi dote Froe behandelt hunn. Ech kann also nach eng Kéier den Owend hei - de Mëtteg besser gesot, den Owend si mer nach net grad -, mä de Mëtteg dat soen, wat ech och schonn de Moie gesot hunn.

Viraus eng kuerz Bemierkung. Den Här Gibéryen huet et zwar schonn ugekënnegt, mä et läit mer awer um Häerz, well ech zurzäit gesinn, dass elo jiddferee sech am Land esou aschéisst, fir ze soen: Chômage, dat ass den Aarbechtsminister, den Aarbechtsminister muss dat alles léisen. Wouméiglech kritt den Aarbechtsminister nach manner Kompetenze wéi virdrun, mä hien ass de Bouc émissaire.

Wann Der wierklech där Meenung wäert, wat menger Ansicht no falsch ass, dass den Aarbechtsminister alles soll léisen, da muss den Aarbechtsminister méi Kompetenze kréien an net manner. Ech sinn awer der Meenung, dass dat idiotesch ass, well am Ausland hu mer oft gesinn, dass do, wou de Wirtschaftsminister och Aarbechtsminister war, wéineg d'Aarbecht gekuckt ginn ass a vill d'Wirtschaft. Duerfir sinn ech éischter der Meenung, dass all déi Departementer, déi concernéiert sinn, sollen zesummeschaffen, wat mer och versichen an dëser Regierung ze maachen.

Den Aarbechtsminister huet iwwerhaapt keng Vue a keen Zougang zu den Donnéeën, wat d'Beschäftegung ubelaangt. Den Aarbechtsminister huet Zougang zu den Donnéeën, wat de Chômage ubelaangt, hien huet leider keen Zougang zu den Donnéeën, wat den Emploi ubelaangt, wat schued ass, well nëmme wann ee weess, wat um Aarbechtsmaart geschitt, kann een eppes maachen.

Mir hunn eng Partie Indicatiounen iwwert d'Création d'emplois. Ech wëll och nach eng Kéier hei soen, wat fir mech wichteg ze soen ass, dat ass, ech begéinen ëmmer Leit, déi soen: So lauschter, d'lescht Joer goufen 8.000 nei Aarbechtsplaze geschaf an du hues iwwer 1.000 nei Demandeurs d'emploi dobäikritt, dat ka jo net sinn. De Problem ass, dass vun deenen 8.000 Aarbechtsplazen, déi geschaf goufen, nach laang net all - woubäi ech awer den Detail net kennen - Aarbechtsplaz dem Aarbechtsamt zur Verfügung stoung, fir Leit dohinner ze schécken. An do muss een e bësselche la part des choses maachen.

Mir hunn nach ëmmer eng gewëss Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg, notamment duerch eis niddreg Lounniewekäschten, wat mat sech brëngt, dass, esoulaang et am Ausland, virun allem an Däitschland, schlecht geet, eng Partie Betriber sech délocaliséieren - ausflaggen heescht dat an Däitschland - vun Däitschland op Lëtzebuerg. Déi komme mat all hire Leit op Lëtzebuerg aus zwee Grënn:

Éischtens d'Lounniewekäschte si méi bëlleg, also gëtt et fir de Patron méi bëlleg. Trotz héijen Nettolounkäschte gëtt et fir de Patron méi bëlleg zu Lëtzebuerg ze schaffen.

Zweetens investéiere mer zu Lëtzebuerg als Stat, also gëtt et hei Marchéen ze kréien, déi een an Däitschland net méi kritt.

Dat sinn also Aarbechtsplazen, déi effektiv reell zu Lëtzebuerg geschaf sinn, just dass déi Aarbechtsplazen net brauchen an net mussen an net kënne beim Aarbechtsamt gemellt ginn, well se jo scho besat sinn.

Da gëtt et de Problem vun de fiktiven Aarbechtsplazen, wou de Statec - awer ouni detailléiert Chifferen - dovunner ausgeet, datt dat 9% vum Emploi wären. Ech wär da frou, wann dat dann eng Kéier géif mam Statec diskutéiert ginn. De Statec huet awer - wat de Statec och bedauert, an de Wirtschaftsminister an ech zesumme bedaueren et och - net déi néideg Ënnerlagen dofir. Ech hunn awer regelméisseg Beispiller, wou fiktiv Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaf ginn.

Déi eng fiktiv Aarbechtsplazen, géint déi kann een näischt maachen, zum Beispill hu mer, wat d'Transports fluviaux ubelaangt, 3.000 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, dat betrëfft d'Rheinschëffer. Dat ass, well eng Kéier e Sécurité-sociale-s-Minister - awer gudde Glawes, soen ech awer och - en Accord gemaach huet, iwwert dee mir Member si vun der Rheinschëfffahrt. Vu dass mer niddreg Lounniewekäschten hunn, kommen elo d'Rheinschëffer bei eis. Eleng d'lescht Joer goufen do 500 Aarbechtsplazen net kreéiert zu Lëtzebuerg, mä transferéiert op Lëtzebuerg.

An da gëtt et déi reell fiktiv Aarbechtsplazen. Do gëtt et déi berühmten Affär Eclipse Airline - wou ech um Geriicht leien, wou ech bis elo zweemol verluer hunn; ech sinn elo a Cassatioun -, wou e Betrib sech zu Lëtzebuerg niddergelooss huet mat Fligeren a Piloten, déi ni Lëtzebuerg gesinn hunn. Deen huet hei Faillite gemaach, a mir mussen iwwert de Fonds pour l'Emploi dofir opkommen; dat heescht de Steierzueler muss hei de Superprivilège ausbezuelen. Ech hunn dat refuséiert, ech si virun d'Geriichter gaang; mir sinn elo zweemol condamnéiert ginn. Wéi déi Cassatioun ausgeet, weess ech net.

Do soen ech, do ass d'Gesetz dat eent, mä d'Gesetzer si relativ streng. Do wär de Wonsch - an dat ass e Wonsch, deen ech awer hei äusseren un d'Sozialpartner -, dass an der Sécurité sociale méi opgepasst gëtt! Woufir kommen ech net un d'Donnéeën? Mä well se der Sécurité sociale gehéieren. Wien ass d'Sécurité sociale? Ma dat sinn d'Patronat an d'Gewerkschaften.

Also hunn ech ëmmer gären, wann ee seet: Du muss mer méi soen, wann d'Sozialpartner drop sëtzen! Weder de Sécurité-sociale-s-Minister nach de Wirtschaftsminister ka mir déi Donnéeë ginn, dat sinn d'Sozialpartner selwer, an do wär ech frou, wann do wierklech géif an der Exekutioun vum Gesetz méi opgepasst ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Aarbechtsminister.

Dann hu mer nach zwou Froe vun der Madame Brasseur. Déi éischt Fro,…

Une voix.- Dat ass d'Fro 99.

M. le Président.- …d'Fro 99, bezitt sech op de Véierjoresplang vun der Universitéit Lëtzebuerg. Madame Brasseur!

- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der virleschter Kommissioun iwwert den Enseignement supérieur hate mer eng Entrevue mam Här Minister iwwert d'Héichschoul, an do huet de Minister ons e puer Indicatioune ginn, mä hien huet awer och gesot, et wier e Plan quadriennal amgaang ausgeschafft ze ginn, dee géing de 17. Mäerz, wa mäi Gediechtnes mech net am Stéch léisst, presentéiert ginn, an duerno kéim de Minister gären an d'Chamber oder an d'Kommissioun, fir ons dat duerzeleeën.

Or, mir sinn elo uganks Abrëll a mir hunn dee Plan quadriennal nach ëmmer net. Ech hunn zwar héieren, e wier de Moie virgestallt gi vum Conseil de gouvernance, mä dofir: Wéini gëtt e public? Wéini kréie mir en? A wéini ass de Minister gewëllt, der Chamber oder der Kommissioun doriwwer Opschloss ze ginn?

M. le Président.- Den Här Minister vun der Kultur, der Héichschoul an der Recherche huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, ech muss effektiv dem Gediechtnes vun der honorabeler Madame Brasseur e bësselchen Opfrëschung ginn. Net nëmmen, wat d'Datumen ubelaangt - dat ass net uerg -, mä virun allem, wat d'Gesetz ubelaangt vun 2003 iwwert d'Uni.

An deem Gesetz steet, ech zitéieren Iech: «Le développement de l'Université fait l'objet d'un contrat d'établissement pluriannuel négocié entre l'État et l'Université. Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans. Il est établi à partir d'un plan pluriannuel de développement proposé par l'Université et portant sur sa politique générale, ses choix stratégiques, ses objectifs et ses activités dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la mobilité des étudiants, de la documentation et de l'administration. Il couvre les éléments du plan pluriannuel de développement, détermine les moyens et les effectifs nécessaires pour la mise en œuvre des activités de l'Université et définit les engagements financiers de l'État.

La contribution financière de l'État est accordée dans la limite des crédits budgétaires disponibles.»

Wat seet deen Artikel, also Artikel 44, Paragraph 1? Dee seet Folgendes:

Éischtens, d'Uni, an dat ass de Conseil de gouvernance, deen etabléiert e Plan pluriannuel de développement. Opgrond vun deem Plan pluriannuel de développement entstinn Négociatioune mat der Regierung, fir e Plan de financement quadriennal ze etabléieren. D'Uni doktert elo scho relativ laang drun, wat ech net als negativ betruechten, well ech léiwer hunn, si mécht dat seriö an et dauert e bësse méi laang, wéi dass et iwwert de Knéi gebrach gëtt. De Conseil de gouvernance war den 13. Mäerz prinzipiell mat engem Pabeier d'accord, deen elo nach amgaang ass, fäerdeg gestallt ze ginn. Deen ass nach net definitiv vum Conseil de gouvernance approuvéiert.

Et ass richteg, dass de Recteur vun der Uni, deen awer net d'Kompetenz huet, de Plan de développement unzehuelen, de Moien déi grouss Linnen dovunner virgestallt huet, mä dat, wat hien de Moie virgestallt huet, engagéiert à ce stade juristesch weder de Conseil de gouvernance nach virun allem d'Regierung.

Wann de Conseil de gouvernance - wat e bis elo nach net gemaach huet - der Regierung, dat heescht dem Héichschoulministère, der Madame Modert a mir, de Plan de développement zousent, da gi mir domadder an d'Regierung, a selbstverständlech, wéi ech dat - do erënnert Dir lech richteg drun - der zoustänneger Kommissioun virgestallt hunn, diskutéiere mer dat och an der Kommissioun a gegebenenfalls, wéi mer hei eens waren, och hei am Plenum, well ech wierklech frou wier, wa mer géifen an Zukunft méi iwwert d'Inhalter diskutéiere wéi nëmmen iwwer Siten - an dat maache mer.

À ce stade si mer net saiséiert an eisem Ministère mat dem Plan de développement. Soubal mer de Plan de développement offiziell zougestallt kréie vum Conseil de gouvernance, wäerte mer souwuel d'Regierung informéieren, selbstverständlech, mä awer och - d'Regierung musse mer, d'Chamber brauche mer net, mä hu mer versprach - Debatten an der Chamber hunn, souwuel um Kommissiounsniveau wéi och - wann dat gewënscht ass vun der Chamber, mir sträuben eis net, au contraire - hei am Plenum.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dann déi lescht Fro. Et ass d'Fro N°100 vun der Madame Brasseur, nach eng Kéier, iwwert d'Etüd vun der OCDE iwwert d'Recherche an d'Innovatioun zu Lëtzebuerg.

- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer hat ech eng Interpellatioun ugefrot iwwert d'Universitéit zu Lëtzebuerg an d'Recherche. An duerno ass mer gesot ginn, dass d'Regierung bei engem Programm matmécht vun der OCDE, déi eng Etüd mécht a verschiddene Länner iwwert de Stand vun der Recherche an der Innovatioun. An ech war dorobberhin d'accord, d'Interpellatioun zréckzesetzen, bis mer dann d'Resultat vun där Etüd hunn.

Deemools ass gesot ginn, déi Etüd, déi kéim Enn Mäerz. Ech mengen net, dass do meng Mémoire mech am Stéch léisst, wéi ech och bei där Fro virdrun dat net mengen, mä Enn Mäerz ass och elo hei eriwwer.

Dofir wollt ech froen: Fir wéini ass elo virgesinn, dass mer déi Etüd kréien? Et ass manifestement e Retard do. Op wat ass dee Retard zréckzefëieren? Well et ass wichteg, dass mer och déi Donnéeën hunn, genee wéi de Plan quadriennal, fir dass mer wierklech eng uerdentlech Héichschoulpolitik hei zu Lëtzebuerg kënne maachen am Intérêt vun deene Concernéierten, mä haaptsächlech am Intérêt vu Lëtzebuerg.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet nach eng Kéier d'Wuert den Här Minister vun der Kultur, der Héichschoul an der Recherche.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, fir emol gemeinsam d'Mémoire vun der Madame Brasseur opzefrëschen, soen ech, wat déi Fro vu virdrun ubelaangt, hunn ech virdru gesot: Den 13. Mäerz, net wéi gesot de 17. Mäerz, sollt de Conseil de gouvernance zesummekommen, fir e Plan ofzeseenen, deen ech géif kréien. Deen hunn ech bis elo nach net kritt. Dat heescht, mir kënnen heiriwwer diskutéieren, wie falsch läit, mä dat, wat ech Iech annoncéiert hunn, ass net deen Datum, wou ech eppes hätt, mä et ass deen Datum, wou de Conseil de gouvernance virhat, eis eppes ze ginn.

Hei ass et da vläicht e bësse méi komplex, well ech anscheinend gesot hätt an der Kommissioun - an da ginn ech dann dovunner aus, dass d'Madame Brasseur eng besser Mémoire huet wéi ech -, dass den OCDE-Bericht am Mäerz disponibel wär.

Et ass esou, dass mer als Regierung mat der OCDE e Plang ofgemaach haten, dee seet: Am Juni 2005 definéiere mer de Projet; am

Juli kommen déi éischt preparativ Kommissiounen zesummen; Juni bis August - an och dat gouf agehalen - gëtt en „background report“ gemaach, deen ass jo schonn der Press zougespillt ginn; am September gëtt deen „background report“ dem OCDE-s-Sekretariat zougestallt. Am Oktober ginn d'Interviewe gefouert mat deene sëllechen Interesséierten an Acteuren hei zu Lëtzebuerg, dat bis an den November.

Bis de Januar soll e Rapport intermédiaire kommen. Och deen ass eis zougestallt ginn. Opgrond vun deem Rapport intermédiaire sinn am Februar nei Consultatiounen ofgehale ginn, an effektiv - an do kënnt vläicht d'Mëssverständnis zwëschent eis zwee - ass am Mäerz 2006 den éischte Projet vum Rapport final verfaasst ginn.

Dee Projet gëtt elo iwwerschafft, a gemäss deem, wat mer mat der Regierung ofgemaach hunn, gëtt deen definitive Projet weider gemaach. D'OCDE muss dat maachen; et sinn net mir, déi dat mussen. Also, mir hunn den éischte Projet gesinn, mä et ass net un eis, mä d'OCDE muss an hire Gremien dee Projet, deen effektiv am Mäerz geschriwwe gouf, bis Enn Mee ofgeseent hunn. Mir hunn och wëlles bis spéitstens den 31. Mee - ech mengen, ech hunn do en Datum virgesinn den 30. oder 31. Mee - dem Public dee virzestellen, an da kënne mer och an der Chamber driwwer diskutéieren.

Woubäi et fir mech ganz kloer ass, dass et un der Chamber läit, ob mer d'Héichschouldebatt virdrun oder zesumme féieren. Also, ech bestätegen dat, wat ech och an der Kommissioun gesot hunn, Madame Brasseur: Mir sinn do als Regierung op, fir entweder nëmmen eng Héichschouldebatt ze maachen an dann eng Recherchedebatt oder fir eng gréisser Debatt iwwert déi zwou Saachen ze maachen. Ech hätt déi zwou Saache gradesou gären zesummen, sinn awer och bereet, fir se separat ze maachen, wohlwissend dass mer elo wierklech - elo hoffen ech net ze vill hei ze verspriechen - am Abrëll kënnen iwwert de Plan quadriennal diskutéieren an am Juni dann iwwert d'Recherche. Mä mir stinn als Regierung zur Verfügung vun der Chamber. Dat, wat Dir décidéiert an der Chamber, sou wéi Dir gär d'Debatten hätt, sou féiere mer se mat lech.

Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass et wichteg wär - hei geet et wierklech ëm d'Zukunft vum Land -, fir hei eng sériö Debatt ze féieren, wou jiddereen Zäit huet en détail ze diskutéieren. Mir maachen dat, wat d'Chamber gären hätt.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domadder ass den éischte Punkt vun der Froestonn oder -stonnen - kann ee bal soen - ofgeschloss.

Mir kommen zum zweete Punkt vum Ordre du jour, nämlech d'Interpellatioun vum Här Emile Calmes iwwert d'Gestion de l'eau. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deementspriechend och opgedeelt. Ageschriwwe si bis elo den Här Schank, den Här Schneider, den Här Kox an den Här Gibéryen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

10. Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau

M. Emile Calmes *(DP), interpellateur.*- Här President, Merci fir d'Wuert.

Wéi ech mech hei préparéiert hunn op déi Interpellatioun, ass mer dach awer bewosst ginn, datt de Sujet relativ vaste ass. Fir iwwer all déi Detailer ze schwätzen, bleift mer also soss näischt iwwreg, wéi mech dach relativ generell ze halen, well d'Waasser, dat sinn net nëmmen d'Quellen, dat ass net nëmmen d'Drénkwaasser, d'Verdeelung vum Waasser, et ass och net nëmmen den Assainissement, et ass wierklech e larget Thema. Et ass och net esou, dass et nëmme Lëtzebuerg betrëfft; ech mengen och, datt et e planetären, ee globalen, weltwäite Problem ass.

D'Tatsaach, datt viru kuerzem - dat heescht viregt Woch - zu Mexiko ee Weltforum iwwert d'Waasser stattfonnt huet, ënnersträicht dëst. Op dësem Forum sinn och eng Partie Problemer opgeworf ginn, déi weltwäite Charakter hunn, nämlech d'Tatsaach, datt eppes méi wéi eng Milliard Leit am Fong geholl keen éierbaart Drénkwaasser hunn, datt bal dräi Milliarde vu Leit keng Basissanitärinstallatiounen hunn, datt een Drëttel vun der Populatioun iwwerhaapt net genuch Waasser huet, datt d'Halschent vun de Flëss op der ganzer Welt ganz béiss polluéiert si respektiv amgaange sinn auszedréchnen an datt ee vun de Haaptobjektiver an den nächsten zéng Joer vun der Coopération au développement dat ass, fir d'Zuel vun deene Leit, déi keen Accès zum Waasser hunn, ze halbéieren.

Wéi gesot, dat ass een Objektiv vun de Millennium Goals, deen d'Communautéit fir 2015 festgehal huet. Ech mengen, et ass och en Objet vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, an ech mengen dach, datt mer eiser Missioun op deem Niveau nokommen.

Global denken? Vläicht. Mä lokal handelen! Lokal bedeit fir eis awer och am Kader vun der Europäescher Union. An net méi spéit wéi zanter de 70er Joren ass d'Europäesch Unioun amgaang iwwer eng Partie vun Direktiven ze versichen dem Problem nozekommen. Net zulescht hu mer eng gréisser Direktiv do leien - eng Kaderdirektiv - iwwert d'Waasser, déi a sech d'Problemer alleguer beienee wëllt léisen, déi mer a sech hätte bis 2003 sollen ëmsetzen, wou dru geschafft gëtt, déi awer bis elo nach net ëmgesat ginn ass. Vläicht mam Hannergedanke säitens der Europäescher Unioun, fir och ze versichen d'Waasser um europäeschen Niveau ze liberaliséieren, wat mer awer net schéngt esou einfach ze sinn, wéi dat beim Elektresche respektiv bei den Telekommunikatiounen de Fall ass, well d'Waasser ganz einfach ëmmer nëmme ka biergof lafen an een doduerch dat schlecht europawäit ka regelen.

Dat alles gesot, soll dat eis awer net dovun ofhalen eis Problemer hei am Land selwer ze léisen. Dir wësst, datt et hei am Land relativ vill Waasser gëtt. Zwee Drëttel vun der Surface vun der Äerd - a firwat heescht se eigentlech Äerd? - ass vu Waasser bedeckt, an dat Waasser, wat do ass, ass zu 97% Mier. Et bleiwen also nach 3% Séisswaasser - wéi een dat esou seet - an dovu sinn dann nach 2% an Äis gebonnen. Wéi laang nach? Dat weess een net, wa mer sou weiderfuere mam Klima ëmzegoen, wéi dat bis elo de Fall ass. Bleift also nach 0,6% vu Grondwaasser, wat mer kënne gebrauchen, an 0,01%, wat mer a Flëss, Baachen a Séien erëmfannen. An et ass a sech och do, wou mir eist Waasser hei zu Lëtzebuerg musse siche goen.

Mir huelen nämlech zwee Drëttel vun all eisem Drénkwaasser aus dem Grondwaasser eraus a mir huelen een Drëttel vun dem Waasser aus engem Séi eraus, an dat virun allem aus dem Stauséi. Dat Grondwaasser huele mer aus dem Buedem eraus iwwer 40 Buerungen an 270 Quellen. Dat gëtt dann och gréisstendeels vu Gemenge gemaach respektiv de Stauséi gëtt a sech zesumme mam Stat géréiert. Fir de Rescht kann awer jiddere bueren, dee wëllt an eng Genehmegung huet.

Wann ech den Avis vum Conseil économique et social zu der Waasserproblematik liesen, da gëtt do drop higewisen, datt anscheinend an deem Land hei zwee- bis dräimol méi Buerungen do sinn, wéi der a sech erlaabt wieren. Do misst een a sech dem Minister emol eng Fro stellen, wou dat iwwerhaapt hierkënnt, firwat dat esou ass.

Ech kéint do e bëssen aus Erfahrung schwätzen, wëll ech als Buergermeeschter domat konfrontéiert war. An obscho mer negativ Avise ginn hunn an d'Buerungen net erlaabt gi waren, ass awer gebuer ginn. Mä d'Buerung - obscho mer intervenéiert hunn - ass ni zougemaach ginn. Wann dat iwwerall sou ass wéi bei eis, da verstinn ech, datt zwee- bis dräimol méi Buerungen do si wéi där, déi a sech erlaabt sinn.

Nun, bei der Faassung vun dem Waasser geet et awer virun allem drëm, dat d'Grondwaasser, wat mer hunn, respektiv dat, wat am Stauséi ass, ze schützen. Ech mengen, um Niveau vum Stauséi hu mer en Afloss drop, allerdéngs nëmmen op een Drëttel vum Territoire oder vum Einzugsgebitt, dat ass dat, wat op Lëtzebuerger Säit läit, op déi zwee Drëttel, déi an der Belsch leien, hu mer recht wéineg Afloss. A sech huet Lëtzebuerg och do gehandelt, an deem Sënn, datt mer en Naturpark do gegrënnt hunn, deem seng Aufgab et jo dann och ass, d'Waasser a sech hei ze schützen.

Op där anerer Säit war et och esou, datt bis elo keng Kläranlagen do waren. Dee Problem schéngt jo och elo an noer Zukunft geléist ze ginn, andeem datt zu Heischent oder am Heischtergronn virun allem eng Kläranlag gebaut gëtt. Op där anerer Säit ass also Grondwaasser do, awer op där falscher Plaz. Fir deen een op där falscher, fir deen aneren op där richteger, dat ass ëmmer esou, wa mer eppes maachen; ech mengen, dat ass och schonn hei zum Virschäi komm. Voilà.

Mä dëst gesot, geet et awer och drëm, fir d'Grondwaasser ze schützen. Hei mengen ech, hu mer een Haaptproblem, an dat ass dee vun den Nitraten, déi mer am Grondwaasser erëmfanne respektiv vun ëmmer méi héije Pestizid- an Herbizidwäerter. Mir wëssen, wou dee Problem hierkënnt, an zwar aus der Landwirtschaft kënnt en haaptsächlech hier. A mir hunn e Sak voll Reglementer a sech, fir deem Problem hei nozekommen; trotzdeem brénge mer et net esou richteg fäerdeg de Problem ze léisen.

Et ass ëmmer drop gepocht ginn, fir dat Ganzt op fräiwëlleger Basis ze maachen, mä iergendwou huet d'Fräiwëllegkeet jo awer och hir Grenzen erreecht. Statistesch gesi kritt een dann ëmmer erëm gesot, datt de Problem vun den Nitrate sech a Grenzen hält. Mä dat léisst sech alles relativ einfach explizéieren: Wann alleguer déi Quellen nach op wieren, déi an der Zwëschenzäit zougemaach gi sinn, well se ze vill héich Nitrater hunn, da wier d'Statistik net déi, déi se haut ass. A menger Gemeng zum Beispill hu mer d'Quell, déi mer zanter 50 Joer haten, fir eis mat Waasser ze beliwweren, ebe missen zoumaache just doduerch, well ze vill Nitraten dra waren, an déi fält aus der Statistik eraus.

Ech mengen, datt mer schonn e seriöe Problem hunn um Niveau vun de Quellen, awer och um Niveau vum Grondwaasser. An net méi spéit wéi haut konnte mer jo an enger Dageszeitung liesen, datt mer och um Niveau vum Grondwaasser e Manktem hunn, datt de Waasserspigel net méi deen ass, deen e war. An deem Sënn muss ee wëssen, datt dat Waasser sech jo periodesch erneiert an datt dat Waasser sech an Zukunft net méi mat esou klorem a propperem Waasser wäert erneieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. An dofir, mengen ech, musse mer awer de Problem vun den Nitraten an de Grëff kréien.

Ech hat sengerzäit um Niveau vum SEBES eng Proposition de loi gemaach, fir zum Beispill drop hinzeweisen, datt de Stat net méi soll dem SEBES d'Waasser fir näischt zur Verfügung stellen, mä him dach ganz einfach soll e puer aler Frang froen an domat éierbare Schutz vum Einzugsgebitt maachen. Dat huet weder an der leschter Regierung nach an dëser Regierung en Nidderschlag fonnt. Mä ech géif awer gäre wëlle vum Minister héieren, wéi datt e gedenkt deem Problem hei nozekommen, nodeem dann alleguer déi Reglementer, déi mer an der Vergaangenheet haten, mengen ech, awer net esou richteg gegraff hunn. Dat ass a sech fir dat, wat de Captage ass.

Nun, wa mer d'Waasser aus dem Buedem oder aus dem Stauséi erausgeholl hunn, da muss dat verdeelt ginn. Dat, wat aus dem Grondwaasser erausgeholl gëtt, gëtt dann iwwer e puer Syndikater, vun deenen haaptsächlech d'DEA an den SES sinn, oder aner Gemengen, dann un de Konsument virugeleet, an awer och oft zesumme mat deem Waasser, wat aus dem Stauséi erausgeholl gëtt, nämlech d'SEBES-Waasser.

Et gëtt haut vun deenen 116 Gemengen 59 Gemengen, déi exklusiv - dat heescht d'Halschent vun de Gemengen -, déi nëmme Waasser vun engem Syndikat kréien, déi also engem Syndikat total ausgeliwwert sinn. Dann hu mer nach 34 Gemengen, déi e Mëschsystem hunn. Dat heescht, déi am Prinzip hiert eegent Waasser hunn, a sech dann ofsécheren, andeem datt se an engem Syndikat sinn, an do hu mer och 23 Gemengen, déi integral autonom sinn.

Et muss ee soen, datt duerch d'Bank d'Waasserverdeelung awer relativ gutt fonctionnéiert. Relativ rar ass et och, datt Problemer do entstinn. Et muss een och soen, datt de Stat hei ausser senger Participatioun am SEBES eng iwwergeuerdent Roll spillt, andeem datt en dat Ganzt versicht iwwer Gesetzer a Reglementer ze regelen. Et freet ee sech iwwerhaapt, ob en am SEBES muss esou staark vertruede sinn, wéi en dat ass, a selwer d'absolut Majoritéit do muss hunn.

Do kéint ee sech eng aner Form vun Zesummenaarbecht virstellen; zum Beispill de Stat als Observateur, a firwat net d'Gemengen als Établissements publics kéinte fonctionnéieren. Nun huet de Stat awer nun eemol d'Responsabilitéit do, an och déi, duerfir ze suergen, datt dat Waasser, wat da vun do aus fortgeet, propper ass. Wéi gesot, an de meeschte Fäll klappt dat. An der Vergaangenheet huet et awer an zwee Fäll net geklappt. Dat hat zimlech Oprou hei am Land gemaach; et ass gutt ausgaang, wéi dat meeschtens och ausgeet.

Ëmmerhin hu mer awer deemools verlaangt hei, datt solle Konklusiounen doraus gezu ginn, datt een Audit soll gemaach ginn, ee Léieren draus soll zéien. Ech mengen, dat ass eng vun deenen nächste Froen. Do si mer an der Zwëschenzäit drop preparéiert, sollt also nach emol eng Kéier esou een Accident do virkommen, fir dat da besser ze léisen, wéi dat déi leschte Kéier geschitt war.

Een zweete Problem ass deen: Wann d'Halschent vun de Gemenge Syndikater ausgeliwwert sinn, dann ass dat eng Garantie selbstverständlech fir déi Gemengen, mä et stellt selbstverständlech op där anerer Säit awer och ee Risiko duer. Nu wësse mer awer, datt an der Vergaangenheet säitens vum Stat, d'Gemengen net forcéiert gi sinn, well mer jo autonom sinn, mä awer trotzdeem invitéiert gi sinn, sech Syndikater unzeschléissen. Dat war op d'mannst besser gesi wéi dat anert.

Och hei eng Fro un de Minister: Gëtt déi Politik virugefouert, oder gëtt och an Zukunft dru geduecht, d'Gemengen awer vläicht méi op zwee Been ze stellen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, soudatt d'SEBES sech op d'mannst op Noutliwwerungen da kéint zréckzezéien.

En anere Problem mam Drénkwaasser ass dee sécher vum Präis. Ech kommen herno, wann ech iwwert den Assainissement schwätzen, dorop zréck. Mä ech mengen, de Problem vum Präis ass beim Drénkwaasser net esou grave wéi beim Ofwaasser. Liest een d'Gemengerotsberichter, da fënnt een eraus, datt elo no de Wahlen dat dach awer relativ schnell virugeet, fir méi no zum Prix vérité ze kommen. Ech mengen, datt mer dann och do méi no beim Prix de revient leien, wéi dat beim Assainissement de Fall ass. Dat huet ganz einfach do dermat ze dinn, datt mer scho méi laang eis mam Drénkwaasser ausernee setzen, wéi dat a sech mat dem Ofwaasser de Fall ass.

Genuch zum Drénkwaasser, ech géif dann elo op d'Schmotzwaasser kommen, oder op den Assainissement vun deem Waasser. All dat Waasser, wat consommëiert gëtt, lant da schlussendlech awer iergendwéi iwwer ee Kanalrouer, iwwer ee Kollekter an enger Kläranlag. Mir brauchen däers Waasser vill. Ech wëll just drun erënneren, datt am Prinzip jiddferee vun eis all Dag 170 Liter brauch. Dovu brauch een awer nëmmen 3 bis 7 Liter fir ze drénken, fir ze iessen oder fir d'Iesse virzebereeden. 55 Liter brauche mer all Dag fir eisen Dreck iwwert d'Toilettëspühlung lasszeginn. Mir brauchen 28 Liter all Dag an der Wäschmaschinn, an der Spullmaschinn, ouni do derbäi ze rechnen, wat mer brauche fir den Auto ze wäschen, an all déi aner Saachen.

Ech wëll just domat soen, datt mer dat ganz Wéinegst brauchen, fir ze consommëieren. Dat weist drop hin, datt mer net nëmmen ee Schutzproblem beim Waasser hunn, mä datt mer och verschwenderesch mat deem Waasser ëmginn. An ech mengen, den Assainissement vun deem, wat hannen derbäi erauskënnt, wäert eng vun deene gréissten Erausfuerderunge sinn, déi an den nächste Joren op eis duerkommen. Op den éischte Bléck, wann een dat esou liest, schéngt dat awer alles an der Rei ze sinn. Mir hunn an deem Land hei 180.000 Uschlëss un déi 4.600 km Kanalisatiounen, déi mer hunn, déi dann an 284 Kläranlage landen, vun deenen der 177 mechanescher sinn, wat déi méi kleng sinn, an 107 biologescher sinn.

99% vun de Leit sinn also un eng Kanalisatioun ugeschloss, an esouguer 94% sinn un eng Kläranlag ugeschloss. Dat entsprécht am Fong geholl 900.000 Einwunnereinheiten, déi mer kënne klären. Et misst een a sech de Minister froen, wéi vill Einwohnereinheite mer haut missten hunn. Wa mer der 900.000 hunn, a mer kucken d'Qualitéit vun de Flëss, da schéngt dat jo net duerzegoen. Wat sinn d'Einwohnereinheiten hei am Land, op déi eis Kläranlage missten ausgeriicht sinn?

Wéi gesot, all déi Zifferen do si gutt, wann ee se op den éischte Bléck kuckt. Kuckt een awer dann de Rapport vum Ministère no, da fënnt een eraus, datt dat awer alles net esou gutt ass. A geet een da kucken, wat d'Qualitéit vun deene verschiddene Flëss ass, déi sinn do opgelëscht vu gréng iwwer blo, giel, orange bis zu rout hin, da fënnt een awer eraus, datt nach ganz, ganz vill vun den nationale Baachen a Flëss am rout-orange-giele Beräich leien. Dat weist drop hin, datt et net gutt ëm déi Baache bestallt ass. Ech zielen nëmmen den nationale Floss dann do eraus, d'Uelzecht, dee gréisstendeels am rout-orange-giele Beräich läit. Dat eleng weist drop hin, datt d'Situatioun awer net esou gutt ass.

Mä en aneren Indikator, dee mer ëmmer erëm kënne liesen, ass dee vun de Fësch. Ech mengen, all Mënsch weess, datt an Zwëschenzäit een Drëttel vun allen autoch-

tonë Fëschzorten hei am Land ausgestuerwe sinn. Mä déi rezent Analysen hunn awer och gesinn, datt déi Fësch, déi an eise Gewässer hei liewen, ganz oft Tracë vun Dioxinen a Schwéiermetallen hunn, à tel point, datt et ufänkt inquiétant ze ginn, an och an deem Sënn, datt d'Santé zum Beispill réit, datt d'Fësch aus der Musel net méi solle consomméiert ginn, an datt een och net méi wéi ee Mol de Mount soll Fësch aus deenen anere Baachen iessen.

Ech mengen, dat gesäit awer trotzdeem net gutt aus. Oder gëtt dat méi schlëmm gemaach wéi et ass? Oder entsprécht dat nu wierklech der Wourecht? Wann dat esou ass, dann ass dat kee gutt Zeechen dofir, datt dat Waasser an der Rei ass. A geschwë feiere mer och 20 Joer Badeverbot op der ënneschter Sauer. Wéi gesot, 1989 ass dat fir d'éischt an d'Liewe geruff ginn. Ech hunn déi leschte Kéier gesot, de Communiqué läit scho fäerdeg am Tirang, fir elo fir de Summer publizéiert ze ginn. Hei steet eis anscheinend nach vill méi an d'Haus, well d'Europäesch Kommissioun an Zukunft nach méi streng wäert moossen, an dann dat do wuel net méi déi eenzeg Plaz am Land wäert sinn, wou dann net méi gebuet däerf ginn.

Firwat ass dat eigentlech esou? Mä et huet einfach do dermat ze dinn, datt mer nach net iwwerall Kläranlagen hunn, oder wann déi Kläranlagen do sinn, datt déi Charge hydraulique ze héich ass, déi do erakënnt. Dat wëllt soen, datt ze vill Waasser mat erakënnt an doduerch net gutt ka gekläert ginn. Ech wëll just drop hiweisen, datt déi wéinegst Gemengen en Trennsystem hei am Land hunn. Well dat och relativ deier gëtt, gëtt da versicht, haut mat Reewaasserréckhaltebecken de Problem ze léisen, wat awer och e ganze Koup Geld kascht. Oder d'Equipementer sinn net adaptéiert, oder et ass einfach déi drëtt oder déi véiert Phas net do, sou datt dat Waasser, wat do erageet, net gekläert gëtt, wéi dat a sech misst gemaach ginn.

Et gëtt och e ganze Koup Géigenden, wou iwwerhaapt keng Kläranlag ass. Ech erënneren ëmmer un d'Musel. Ech muss dat dann hei maachen. Wann ech net hei wier, an de Gust Graas wier hei, da géif deen dat selbstverständlech maachen!

Voilà! Fir déi Situatioun awer do ze verbessere vun der Qualitéit vum Waasser, gëtt et keng dausenderlei Léisungen. Et gëtt just eng: Dat ass méi Kläranlage bauen an déi, déi do sinn, ausbauen. Dat ass och Deel vum Regierungsprogramm gewiescht, wéi d'Regierung déi leschte Kéier ugefaang huet. Duerfir fänke mer elo emol un nach een Audit iwwert den Assainissement ze maachen, gradesou wéi en nationalen Assainissementsplang hei ze maachen. Selbstverständlech ënnerstëtzt d'Gemeng dann och op der Musel, op der Sauer an op der Uelzecht de Bau vu Kläranlagen.

Wéi gesot, mat Auditen a mat Pläng wäerte mer d'Waasserqualitéit wuel net verbesseren, wann net Tacheles gemaach gëtt a wierklech Kläranlage gebaut ginn an der Praxis. Ech muss soen, d'Prévisiounen hei, wann ech déi am Rapport noliesen, déi si gutt. Mir hunn eng Partie Aarbechten amgaang. Mir sinn amgaang zum Beispill op der Atert zum Ofschloss ze kommen, wat e ganz deiere Projet war.

D'Regierung huet virgesi fir 2005 an 2006, mat décken Hummeren hei unzefänken, Gesetzer, déi d'ailleurs hei an der Chamber scho gestëmmt gi sinn, nämlech d'Kläranlag zu Beggen an d'Rei ze setze fir 50 Milliounen, dat si vill Suen - Euro gutt verstanen. Da gëtt deen ënnerierdesche Kanal vu Bouneweg op Beggen erofgeluecht, dat kascht och 50 Milliounen. Et soll op der Musel ugefaange gi mat 23 Milliounen.

Ech mengen, dat sinn alles Projeten, déi ganz, ganz vill an d'Geld schloen, mä iwwer zéng Joer gekuckt, kommen nach e puer aner déck Hummeren dobäi, nämlech den Ausbau an den Ëmbau vun der Kläranlag zu Biereng an dann och deen op der Bleesbréck, déi onbedéngt mussen ausgebaut ginn. Op zéng Joer gekuckt steet hei, datt dat géif 500 Milliounen Euro kaschten. À long terme doriwwer eraus gekuckt, weess een, datt dat eng Milliard Euro kascht. Dat ass eng Staang Geld!

A wéi mer deem a sech nokommen, dat weess ech net, an ech mengen, do muss ee sech och Suerge maachen, an och nach no de Suerge wäert dat e Rätsel fir ee bleiwen, wann ee kuckt, wéi vill Geld mer iwwert de Fong an den Assainissement stiechen.

Mir ginn zu dësem Zäitpunkt all Joer 15 Milliounen Euro an dee Fong eran. Et sinn der 90 dodran. Wann een déi 50 emol ewechrechent, déi dëst Joer solle gebraucht ginn, da bleiwen nach 50 Milliounen. D'Besoinë fir déi nächst Jore leie bei 180 Milliounen. A wann een dann all Joer géif 15 Millioune bäiginn, da géifen ëmmerhin nach 100 Milliounen u Gelder feelen, fir dee Programm, deen nach net alles begräift, iwwerhaapt iwwert d'Bühn ze kréien. Mir missten also bei der Dotatioun op d'mannst vu 15 op 35 Milliounen d'Joer eropgoen, fir dee Programm do kënnen ze bewältegen. Den Här Minister kann eis jo vläicht e bëssen Opschloss ginn, wéi datt hie gedenkt un déi Problematik hei erunzegoen.

Wéi dat do alles bezuelen, zumools mer wëssen, datt mer iwwert déi nei Kaderdirektiv net méi kënnen egal wéi subventionéieren? Déi Kaderdirektiv seet net, datt net däerf subventionéiert ginn, mä si seet awer, datt net méi esou däerf subventionéiert ginn, mat 90%, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Mä virun allem weist se drop hin, datt de Präis muss gerechent ginn, esou wäit wéi méiglech, am Respekt mat de soziale Kritären. Et muss esou wäit wéi méiglech respektéiert ginn, wat et kascht. De Prix véridique gëtt dat genannt.

D'Regierung, mengen ech, huet och an hirem Programm stoen, datt si eng Etüd doriwwer mécht, fir ze kucken, wat de Prix vérité, de Prix véridique ass. Dat huet se net fräiwëlleg gemaach. D'Direktiv huet hir dat virgeschriwwen, datt se dat bis Enn 2004 maache muss. Ech weess net, ob dat scho gemaach ass, den Här Minister kann eis doriwwer opklären.

Mä virun allem seet d'Direktiv, datt mer bis 2010 de Prix vérité applizéiere mussen; dat heescht, mir mussen eng Récupération totale des coûts sur les usages maachen an dat beinhalt d'Investitiounen, d'Fonctionnementskäschten, d'Amortissementskäschten, d'Ëmweltkäschten an alles, wat zur Klärung hei gehéiert.

Wéi gesot, an der Vergaangenheet hu mer eis och scho ganz vill Gedanke gemaach, wéi datt mer dee Präis do solle festleeën. Muss de Präis harmoniséiert ginn? Harmoniséiert wëllt net soen, datt dee gläiche Präis an all Gemeng deeselwechte muss sinn. Applizéiere mer do dernieft nach de Principe pollueur-payeur, den Utilisateur-payeur? Versiche mer deene verschiddene Gebrauchskategorië Rechnung ze droen: de Stéit, der Industrie oder der Landwirtschaft zum Beispill? Brénge mer endlech dat fäerdeg, wat mer an der Vergaangenheet net gemaach hunn, vläicht gestaffelt Präisser ze maachen? Eppes, wat eis an der Vergaangenheet u sech vum Intérieur emol iwwerhaapt ni esou richteg erlaabt ginn ass, wann ech dat richteg verstinn - an et sëtze jo Kolleegen heibannen, déi dat an hire Gemenge probéiert hunn.

De Conseil économique et social seet a sengem Avis, dass hie mengt, dass de Pollueur-payeur an de gelungene System vun Tarificatioun näischt brénge géifen. Et versteet een, datt se, fir sech eens ze maachen, a sech e gudde Kompromëss hei agaange sinn; ech hunn allerdéngs eng Etüd hei leien iwwert den Afloss vum Präis op d'Consommatioun.

Dänemark huet Mëtt den 80er Joren ugefaangen d'Taxen op den Ofwässer ze héijen. Deemools haten déi eng Consommatioun och wéi bei eis hei vun ëm déi 200 Liter den Dag. Doduerch datt se de Präis praktesch verdräifacht hunn, ass d'Consommatioun op 130 Liter den Dag erofkomm. De Conseil économique et social, mengen ech, huet an deem Fall do net Recht. Ech menge schonn, datt eng Hausse vum Präis et mat sech bréngt, datt d'Leit manner wäerte consomméieren.

Nun hu mer d'Geld dann nach, da musse mer d'Aarbecht nach gemaach kréien. A wann ech kucken, wat an deene leschte Joren um Niveau vun der Verwaltung oder wat d'Verwaltung u sech fäerdeg bruecht huet, fir ëmzesetzen, esou entsprécht dat guer net deem, wat mer eis virgeholl haten, well déi koum maximal esou op ëm déi 25 Milliounen Euro. Dat ass bestëmmt kee schlechte Wëlle säitens der Verwaltung oder säitens de Syndikater, déi dat maache sollen, mä dat huet ganz einfach domat ze dinn, datt op där enger Säit net genuch Leit do sinn an datt mer op där anerer Säit, mengen ech, am Ofwaasserberäich ganz schlecht organiséiert sinn.

Mir hunn do effektiv keng national Entitéit, déi mer jo awer zum Deel beim Drénkwaasser hunn, an eng vun de Propositioune vum Conseil économique et social ass déi, och eng national Entitéit ze maachen.

Ech ka mech erënneren, datt sengerzäit, wéi de SIDERO an de SIDEN, déi zwee regional Syndikaten am Norden an am Zentrum vum Land, gegrënnt gi sinn, ech deemools proposéiert hat oder drop higewisen hat an enger Question parlementaire, datt mer hei amgaange sinn d'Päerd vun hannen opzesuedelen. Deemools hat ech proposéiert, eng national Entitéit hei am Land ze organiséieren a vun där aus da regional Syndikaten oder regional Verbänn ze maachen, wéi och ëmmer een dat nennt. Deemools huet dat ganz schnell misse goe mat deem SIDEN an deem SIDERO. Firwat entzitt sech menger Kenntnis.

Ech mengen, eng national Entitéit mécht och Sënn, well een eng national Politik domat besser ëmsetze kann. Et kann ee méi harmoniséiert virgoen, mä virun allem brauch een e ganze Koup Aufgaben net x-mol ze maachen. Ech denken zum Beispill un d'Problematik vun engem Laboratoire. Et ass elo esou, datt vun deenen zwee Syndikater, déi bestinn, jidderee seng Analyse mécht. Ech gesinn net an, firwat datt mer keen éierbaren nationale Laboratoire hunn, deen déi Analysen do mécht. Ech mengen, dat ass jo och ee vun de Problemer, déi mer um Niveau vum Drénkwaasser hunn, datt mer mat den Analysen a sech net duerkommen.

En anere Problem zum Beispill, deen elo jidderee gehalen ass selwer ze léisen, ass dee vum Klärschlamm. De Klärschlamm ass egal wou ëmmer deeselwechte Problem, an ech gesinn, datt en nationale Syndikat sech awer, mengen ech, do besser kéint organiséieren, wéi dat jidderee sonner maache kann.

Wat fir eng Form datt dee Syndikat elo hu muss, dat ass am Fong geholl egal. Dat kann e Syndikat sinn, wou de Stat mat dran ass oder wou de Stat Observateur ass. Ech kéint mer allerdéngs och virstellen, datt dee Syndikat vläicht éischter en Établissement public ass, fir där Entitéit do och méi Flexibilitéit ze ginn, fir awer besser mat de Projetë virunzekommen, wéi dat bis ewell de Fall war. Ech gesinn nämlech net, datt et d'Missioun vum Waasserwirtschaftsamt ass - an da kommen ech op d'Waasserwirtschaftsamt ze schwätzen -, fir Projeten ëmzesetzen. Ech menge schonn, datt dat an der Hand vun de Syndikate respektiv vun enger nationaler Entitéit bleiwe soll.

Ech ginn elo net hin an zielen d'Aufgabe vun dem Waasserwirtschaftsamt op, mä dat huet esou vill Aufgaben, datt et am Fong geholl - esou wéi et haut organiséiert ass - net geduecht ass, fir praktesch um Terrain ze schaffen. Ech mengen, et muss scho kucken, datt dat, wat do gemaach gëtt, mat deem iwwereneestëmmt, wat déi national Ofwaasserpolitik ass. An ech fannen a sech och an deene Missiounen dat net erëm, datt et dat maache muss, wat et haut allerdéngs zu engem groussen Deel mécht.

Wéi gesot, et géif ze wäit féieren, fir all seng Missiounen hei opzezielen, mä ech gi jo dovun aus, datt den Här Minister no zwee Joer Fonctionnement vun deem Betrib hei e Bilan wäert zéien, ob dat draus ginn ass a sech, wat mir sengerzäit an der viregter Regierung wollten, wou mer kritiséiert gi sinn, datt mer a sech hei fënnef Administratiounen zesummeleeën, déi dann herno keng Homogenitéit duerstellen; déi et mengem Gefill no och nach net huet.

Mä ech kann lech just soen, mir hu vun 1989 un hei an der Chamber drun diskutéiert, fir e Waasserwirtschaftsamt ze kréien. Dat do war de Kompromëss, fir e Waasserwirtschaftsamt ze kréien. Ech hoffen elo just, datt mer net nach 15 Joer brauchen, fir déi Verwaltung do ze homogeniséieren. De Minister wäert gehale sinn déi Direktiv ëmzesetzen, an ech denken, datt no all deene Gesetzer, op deenen déi Verwaltung jo bis elo nach muss schaffen, se dann awer hirer Aarbecht besser nokënnt.

Ech mengen och, datt mer déi Verwaltung do mussen opwäerten. Wann ech zum Beispill bedenken, datt d'Waasserwirtschaftsamt iwwerhaapt net an der SEBES vertrueden ass. Den Intérieur ass dra vertrueden duerch de Finanzement, wou een nach ka soen, hei maacht Der de Bock e bëssen zum Gäertner. Dat besteet scho relativ laang, mä bon, ech mengen, dat ass Är Responsabilitéit. D'Travaux publics sinn dran, d'Santé ass dran, d'Finanze sinn dran, mä d'Waasserwirtschaftsamt ass net dran!

Ech sinn der Meenung, datt d'Waasserwirtschaftsamt an d'SEBES gehéiert. Ech sinn och der Meenung, datt d'Waasserwirtschaftsamt an de Conseil supérieur de la Nature gehéiert, an de Fonds pour la Gestion de l'eau an an den Haut-commissariat à la Protection nationale. Ech mengen, dat ass vläicht nëmme representativ, mä ech mengen, dat géif de Stellewäert awer vun där Verwaltung ganz sécher opwäerten.

Et bleift dann nach déi grouss Fro, déi mer ëmmer erëm hei diskutéiert hunn, nämlech déi: Wou gehéiert dat Waasserwirtschaftsamt hin? Mir hunn hei driwwer gestridden: an d'Ëmwelt oder an den Intérieur? Déi leschte Kéier hu mir als Demokratesch Partei eis weech klappe gelooss, fir datt et eben an den Intérieur kënnt, fir datt et iwwerhaapt eppes sollt ginn, well, wa mer net domat d'accord gewiescht wieren, da wier d'CSV net domat d'accord gewiescht. Si war eréischt domat d'accord, wéi si dat Waasserwirtschaftsamt an hir Hänn kritt huet. Mä wann ech haut emol zréckkucken iwwert d'Kompetenz vum Waasser an ech kucken déi Joren, déi et am Environnement war, du war et net besser wéi et haut ass, sou datt, mengen ech, dat am Fong geholl keng grouss Roll spillt. Am Fong, well den éischte But a sech vun enger Waasserwirtschaftspolitik awer ëmmer de Schutz vum Waasser misst sinn, duerfir gehéiert et, vu mir perséinlech aus gesinn emol ganz sécher, an den Environnement. Et war d'ailleurs, den Här Bodry huet eis ëmmer drop higewisen - hien ass haut net heibannen, ech kéint dat elo liesen, mä dat mécht ee jo net, datt een dat noliese geet, well et kéint jo och een engem säint noliese goen,…

(Hilarité)

… mä den Här Bodry huet ëmmer erëm gesot, datt an enger nächster Regierung, an dat ass déi hei elo, misst deen ee Feeler, dee gemaach gi wier beim Waasserwirtschaftsamt, nämlech datt et net an den Environnement komm ass, onbedéngt dës Kéier réckgängeg gemaach ginn, an et misst zréck an den Environnement kommen. Et ass net gemaach ginn.

Ech mengen, et ass och elo vill méi einfach. Et kann elo net een deem aneren de Schwaarze Péiter zouschousteren. Déi Schwaarz hunn de Péiter selwer an hire Reien, an de Bilan wäert da mat hinnen eleng musse gemaach ginn. D'Kompetenz läit bei der CSV an der Hand, an d'Qualitéit vum Waasser wäert an Zukunft dann op si gemooss ginn.

Den Här Minister wäert elo heihinner kommen an herno soen: Ah, dat do ass alles an der Rei, alles richteg, wat Der sot, mä elo wäert Der gesinn, an Zukunft geet et besser, well mir hunn eng Direktiv do leien, déi déi Problemer alleguer léist. Effektiv ass et esou, datt déi Direktiv - déi Der gehale sidd ëmzesetzen, oder déi Der a sech hätt scho sollen ëmsetzen, mä duerfir kënnt Dir jo net, Dir waart du jo nach net do - a sech alles begräift, de ganze Kader ëmfaasst, wat een am Waasser muss hunn.

Dat geet vun der Quantitéit vum Waasser un. D'ailleurs d'Quantitéit ass jo zënter haut dann och e Problem. Den nächste Summer wäerte mer net genuch Waasser hunn. Och doriwwer kënnt Der eis jo dann Opschloss ginn. Mä och d'Transparence des coûts, de Principe pollueur-payeur, d'Gestioun no Bassins hydrographiques, all dat sprécht dës Direktiv un.

Mir schwätzen ëmmer erëm iwwert d'Waasser, dat muss ee soen, mir maachen ëmmer erëm nei Gesetzer, mir sanéieren dann och erëm Gesetzer a Reglementer, awer et huet een d'Gefill, wéi wann et mat der Qualitéit vum Waasser net géif biergop goen. Ech weise just drop hin, datt all déi Gesetzer, déi mer haut hunn - an et sinn der derbäi nach aus dem leschte Jorhonnert -, a sech genuch Moyenë géife ginn, fir déi Problematik vun der Qualitéit a vun der Quantitéit am Waasser ze léisen. Mir brauchen a sech iwwerhaapt keen neit Gesetz, fir eis Problemer ze léisen, wann et net d'Finanze vläicht sinn.

Duerfir hoffen ech dann, datt mer elo net op d'Ëmsetzung vun deem neie Gesetz, dat mer gehale sinn hei ëmzesetzen, waarden, fir dann awer Neel mat Käpp ze maachen. An deem Sënn freeën ech mech op dat, wat de Minister eis herno hei wäert soen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass den Här Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech soen, datt mer déi lescht 14 Deeg immens gutt Wieder haten.

Une voix.- Ah jo?

(Hilarité)

M. Marco Schank *(CSV).*- Wann een héiert, wéi d'Leit sech bekloen, wann et dann op eemol reent, oder wéi um Radio sech beklot gëtt, dann, muss ech soen, iergert een dat ganz dacks. Mä Grousspapp huet ëmmer gesot, dat ass Gold, wat vum Himmel fält, wann et reent, an effektiv ass et esou, an dat wäert an der Zukunft och nach ëmmer méi stëmmen.

A villen Deeler vun der Welt, dat wësst Der, reent et entweder iwerhaapt net oder net genuch oder heiansdo ze vill. Dat mécht dann och Misär. Bei eis zu Lëtzebuerg ass den Notze vu Waasser, Drénkwaasser, eng Selbstverständlechkeet. Mir dréien de Krunn op an da kënnt es esou vill wéi mer es brauchen, an doduerch, datt mer esou einfach u Waasser kommen, gi mer ganz dacks och liichtfankeg mat där Ressource, där wäertvoller Ressource do ëm. D'Konsequenz dovunner ass, datt och Dag fir Dag immens vill Waasser verbëtzt gëtt.

Den Interpellant huet et gesot, de Kolleeg Emile Calmes: Méi wéi eng Milliard Mënschen op eiser Welt hu kee sécheren Accès zu Drénkwaasser, a laut der UNO stierwen all Joer ongeféier véier Millioune Mënschen un de Suitë vu verschmotztem Drénkwaasser. Dat sinn all Dag 10.000 Mënschen, an dovunner 4.000 Kanner. An et ass och ausgerechent ginn, datt duerch knaschtegt Drénkwaasser wesentlech méi Leit stierwe wéi duerch d'Kricher all zesummegeholl hei op der Welt.

Wann een dann dovun ausgeet, datt mer am Joer 2050 néng Milliarde Mënschen op dësem Planéit hunn, da kann ee sech virstellen, datt d'Konkurrenz ëm déi Ressource Waasser ëmmer méi grouss nach wäert ginn. Momentan si scho weltwäit 80 Länner vun enger Waasserknappheet betraff, an d'Zuel vun de concernéierte Mënsche wäert bis 2030 op net manner wéi 5,4 Milliarde klammen. Et gëtt also genuch Grënn, fir datt an Zukunft nach méi Konflikter - et gëtt der elo schonn, ech wäert herno e Beispill soen - an och Kricher ëm d'Waasser gefouert ginn.

Schonn haut kämpfen d'Baueren an d'Nomaden an der Sahelzon fir dat wéinegt Waasser, wat et do nach gëtt. Et reent net genuch, d'Bëscher gi futti, an d'Aarmut klëmmt stänneg. Zënter Jore streiden néng Länner mat Ägypten ëm d'Nilwaasser. An ech erënneren un e Sproch vum ägytesche President 1995, dee gesot huet: „Mir wäerten an Zukunft keng Kricher féieren, et sief dann ëm Waasser." An dat Konfliktpotenzial, wat doranner stécht, dat gëtt vun Dag zu Dag méi grouss.

Et kann also gutt sinn, Här President, datt an Zukunft, wa Kricher gefouert ginn, se net méi ëm de Pëtrol wéi am Irak gefouert ginn, mä ëm d'Waasser. Folglech muss en Ëmdenke geschéien, fir ze retten, wat ze retten ass.

Am Joer 2000, fir op den europäeschen Niveau zréckzekommen, ass eng Kaderdirektiv ausgeschafft ginn, d'Direktiv 2060 - si ass scho vum Interpellant e puermol ernimmt ginn. Ech wollt just vläicht dräi oder véier Grënn erwähnen, firwat déi Direktiv och an Europa wichteg ginn ass.

20% vum Uewerflächewaasser an der EU si staark mat Schuedstoffer belaascht, staark belaascht. 60% vun den europäesche Stied iwwerlaaschte selwer hir Grondwasserreserven. 50% vun de Fiichtgebidder si wéinst dëser Iwwerlaaschtung a Gefor, an d'Fläch vu kënstlech bewässertem Land vergréissert sech am südlechen Europa vun Dag zu Dag. An duerch dës enorm Belaaschtungen, deenen eis Waasserreserven ausgesat sinn, ass et natierlech néideg, déi Problemer unzepaken, wierksam Moyenen ze fannen, fir datt zukünftege Generatiounen och dës Ressource erhale bleift.

D'Kaderdirektiv Waasser huet wëlles, d'Protektioun op sämtlech Gewässer auszedehnen a kloer Ziler ze garantéieren, datt bis 2015 - et ass scho gesot ginn - all europäesch Waasserleef, an domat och déi Lëtzebuerger, an e gudden Zoustand kommen, an datt europawäit eng nohalteg Waassernotzung duerchgesat gëtt. Un där Direktiv hunn honnerte vun Experte matgeschafft, vun der Industrie bis zur Landwirtschaft iwwert den Ëmweltschutz bis hin zu den nationalen, lokalen Administratiounen. An ouni dat elo alles opzezielen, kann een awer soen, datt dës Direktiv en ambitiéisen an en innovativen Usaz an der Gestioun vum Waasser zu Lëtzebuerg duerstellt.

Et war virgesinn, dat wësst Der och, déi Direktiv bis Dezember 2003 ëmzesetzen, wat leider nach net geschitt ass. Ech hat viru kuerzem d'Fro gestallt un eisen Innenminister, dee gesot huet, datt de Moment nach, mengen ech, d'Form diskutéiert gëtt, fir eng juristesch Kohärenz an dat Ganzt ze kréien. Dann datt déi zoustänneg Ministere mam Projet befaasst sinn, an duerno wäert hien dann an de Regierungsrot goen. Sou datt ech dovun ausginn - mä de Minister kann eis dat herno soen -, datt awer virun der Summervakanz da viraussiichtlech dee Projet déposéiert gëtt, fir datt mer virukommen an och an der Chamber eis Aarbecht maachen.

Wat elo wesentlech nei ass, insgesamt, am Kader vun dëser Direktiv, ass d'Aféierung vun ekonomeschen Instrumenter an der Gestioun vum Waasser. Dat ass wesentlech, fir eben eng nohalteg an ëmweltgerecht Notzung ze realiséieren, ënnert dem Motto, datt d'Waasser ebe keng handelsüblech Wuer ass – ech soen herno nach eppes zur Liberaliséierung -, mä een eemolege Patrimoine, dee mer nëmmen eng Kéier hunn, dee protégéiert an erhale muss ginn. Sou heescht et och an der Direktiv.

Bis 2010 schreift d'Direktiv e käschtendeckende Präis fir Waasserdéngschtleeschtunge vir, bei deem all Utilisateur, ob dat elo d'Landwirtschaft ass oder d'Privatstéit oder d'Industrie, entspriechend dem Prinzip pollueur-payeur een ugemiessene Beitrag muss leeschten, also d'entspriechend Käschten zréckgefrot musse ginn. Dat ass déi grouss Fro, iwwert déi och nach ze schwätze bleift, an doduerch soll natierlech och, an dat ass wichteg, den Ureiz geschaf ginn, datt d'Ressource Waasser ebe manner verbëtzt gëtt, mä jo méi effizient an Zukunft genotzt gëtt.

Trotzdeem - och dat huet den Interpellant erwähnt - e gewësse Spillraum bleift um Niveau vun der Direktiv, also fir esou ekologesch Objektiver ze erreechen, wäert et och an Zukunft méiglech sinn, verschidde Mesures préventives ou correctives, sou heescht dat, ze finanzéieren, wëll soe subventionéieren.

Här President, d'Drénkwaasser ass bei eis zu Lëtzebuerg spottbëlleg. De bëllegste Waasserpräis, heescht et, ass an enger Lëtzebuerger Gemeng bei engem hallwen Euro, deen deierste läit bei zwee Euro. Wann ech dat kucken a wann ech dat mat Mineralwaasser vergläichen, da bezuelen ech en hallwen Euro bis een Euro fir 1.000 Liter, a wann ech an de Supermarché ginn, kréien ech fir deeselwechte Präis ee Liter Waasser; dat heescht, d'Waasser ass eigentlech zegmol méi deier.

Dorauser kéint ee jo schléissen, datt de Konsument dobausse bereet wier, well e jo och vill Mineralwaasser awer keeft, wesentlech méi fir Drénkwaasser an Zukunft ze bezuelen. An ech weess net, ob de Qualitéitsënnerscheed esou grouss ass wéi dat dacks dobausse gemaach gëtt wéi datt e wier. Op jidde Fall ass d'Waasser aus dem Krunn wesentlech besser wéi säi Ruff - ech wollt herno och nach eppes dozou soen.

Ech wëll awer och soen, datt d'Waasser géréieren, Waasser notzen, Waasser spueren, Waasser propper halen net nëmmen d'Responsabilitéit vun de Politiker ass. Ee Saz dozou: Och d'Leit dobaussen an de Stéit hunn eng Responsabilitéit; och déi responsabel Leit an de Betriber hunn eng Responsabilitéit. De Waasserschutz fängt doheem un, mat waasserspuerenden Elektrogeräter, Reewaasser notzen, op d'Waasser a Verbindung mat geféierleche Substanzen oppassen. Dir wësst, datt ee Liter Uelech eng Millioun Liter Waasser verseucht, an och dat - mengen ech - ass e ganz wesentleche Punkt.

Zum zukünftege Waasserpräis sief gesot, datt et keen eenheetleche Waasserpräis wäert ginn, mä e sou genannte Prix harmonisé, deen am Fong all Gemeng no därselwechter Formule an Zukunft rechne soll, a vun 2010 u soll dat dann och an de Gemengen obligatoresch ginn.

De Moment ass en Aarbechtsgrupp amgaang - dee vun der ALUSEAU -, d'Produktiounskäschte fir Drénk- an Ofwaasser ze rechnen. Gutt, bei de Präisser gëtt geschwat, datt de Präiss fir Drénk- an Ofwaasser sech tëschent dräi a véier Euro kéint apendelen, méi no wahrscheinlech bei véier Euro. Ech mengen, datt, wann et esou wäit ass, an een och higeet an d'Protektioun vum Waasser un d'Produktioun vum Waasser - wouzou ech nach eppes wëll soen herno - uknäppt, dee Präis och nach kéint méi deier ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt ee weidere wichtege Punkt an deem Thema uschwätzen, dat ass dee vum Waasserschutz, vum preventive Waasserschutz, deen a mengen Aen e ganz wesentleche Bestanddeel vum zukünftege Waassermanagement zu Lëtzebuerg muss sinn.

Eng Fro, déi ech an deem Kontext stellen, ass zum Beispill déi vum Ausweise vun entspriechenden Zonen, also Waasserschutzzonen. De Moment si jo eigentlech keng ausgewisen, entspriechend dem Gesetz vun 1993, wann een emol dovunner ofgesäit, datt et ronderëm de Stausséi schonn zënter de 60er Joren esou eng Zon gëtt. Ech hu mer awer soe gelooss, datt d'Auteurë vun deem neie Gesetz Iddiën entwéckelt hunn, fir konkrete Waasserschutz och hei virzegesinn.

An der Kaderdirektiv selwer geet vun engem Registre des zones protégées Rieds, wou allerdéngs net nëmmen de Quelleschutz viséiert ass, mä och d'Badegewässer, d'Naturschutzgebidder. Jiddefalls géif de Problem vun de Waasserschutzzonen am Kader wéi gesot vun der Ëmsetzung vun der Direktiv geléist ginn.

Sënnvoll wier a mengen Aen, wann ech dat däerf soen, eng Koppelung vun der Produktioun vum Waasser un de Waasserschutz, datt deen, deen Drénkwaasser produzéiert, och forcéiert ass, preventive Waasserschutz ze realiséieren an ze finanzéieren. Eng Partie Gemengen a Gemengesyndikater hei zu Lëtzebuerg maachen dat jo elo schonn.

Ech hu viru kuerzem op dëser Plaz och op Widderspréch an deem Kontext higewisen: Verschidde Gemengen däerfen dat maachen - ech weess, datt Gemenge wéi Biissen, Miersch dat gemaach hunn; den SES mécht et, mécht et och ganz effikass, déi investéiere relativ vill Suen doranner, fir Aidë fir d'Bauere respektiv Landwirtschaftsberodung ze finanzéieren -, anerer froen, fir et ze maachen, déi däerfen et net. Ech denken u Réiden, déi et net méi sollen oder däerfe maachen; ech denken un den Naturpark Uewersauer. Den Inneminister huet versprach an deem Kontext och Neel mat Käpp ze maachen, datt een dat doten aus der Welt schaaft. Entweder mécht jiddereen dat oder keen däerf et maachen, mä do muss et eng eenheetlech Linn ginn.

Dann nach ee Wuert zu de landwirtschaftlechen Aiden am Kader vum Agri-Environnement, déi also och konkrete Waasserschutz bedeiten. Och do gëtt gesot, datt déi Aiden net attraktiv genuch sinn. Et ass wéineg Flexibilitéit um Niveau vun deene Programmer, well déi Programmer vu Joer zu Joer lafen, an d'Bauere sech net gären op Zäitraim vu fënnef Joer festleeën, also och do bräicht ee méi Flexibilitéit an Zukunft.

An da wëll ech hei e ganz däitleche Plädoyer halen, Plädoyer hale fir Kooperatiounsmodeller zwëschent deenen, déi Waasser produzéieren, an deenen, déi Landwirtschaft maachen.

Wann ee sech virun den Internet setzt, da fënnt een an Zäit vun zéng Minutten x Beispiller am Ausland, wéi dat fonctionnéiert. Ech huele just ee Beispill: Am Waassergesetz vun Niedersachsen si ganz däitlech eng Partie Instrumenter verankert, zum Beispill fräiwëlleg Kontrakter mat de Bauere maachen, wou entspriechend Leeschtunge bezuelt ginn; eng gratis Zousazberodung vun de Bauere mat allem, wat mat Grondwasserschutz ze dinn huet, oder och Ausgläichfinanzéierunge fir dat, wat de Bauer méi mécht, wéi dat, wat en normal géif maachen, an dat brauche mir och zu Lëtzebuerg.

Finanzéiert ginn esou Moossname mat enger sou genannter Wasserentnahmegebühr, déi an deem hei Fall vun Niedersachsen fënnef Cent um m^3 ausmécht, wat awer och ka méi oder manner sinn.

Nach ee Saz just zu engem och flotte Beispill. Ech fannen do d'Stad München, déi zënter Jore vill méi wäit geet, an déi huet an hirem Einzugsgebitt vun all hire Quelle biologesch Landwirtschaft fest etabléiert, mat och relativ ville Suen.

(Interruption)

Jo, jo, ganz genau.

Erlaabt mer an deem Kontext och e puer Wuert zum SEBES ze soen. Et ass scho gesot ginn: Vu fënnef Liter, déi hei zu Lëtzebuerg konsuméiert ginn - fënnef Liter Drénkwaasser -, kommen der zwee aus dem Stau vun Esch-Sauer. Ech mengen, fir d'éischt soll een immens frou sinn, datt et de SEBES gëtt, well, wann et en net géif ginn, dann hätte mer schonn an der Vergaangenheet ganz dacks vill Misär gehat. Zum Beispill 2003, wou mer e ganz waarme Summer haten, an an Zukunft wäerte mer en och nach nach méi staark brauchen, wann ee jo - et ass scho gesot gi vum Interpellant - haut en Artikel an enger Dageszeitung konnt liesen, datt - an et gëtt jo schonn zënter Méint a Joren och virausgesot respektiv gemooss - de Grondwaasserspigel insgesamt erofgeet. Eis Grondwaasserreserven huele ferm of, a mir sinn doduerch an Zukunft méi staark op Uewerflächewaasser ugewisen.

Elementar a wënschenswäert wier et deemno, wann dat gréisste Waasserwierk zu Lëtzebuerg, de SEBES, de preventive Waasserschutz géif a seng Statuten ophuelen, an no auslänneschem Virbild Projete mat der Landwirtschaft géif hëllefen realiséieren a finanzéieren.

Här President, am Anzuchsgebitt vum SEBES, wann ech dat nach däerf soen, stécht den Naturpark Uewersauer all Joer 150.000 Euro an de Waasserschutz, dovunner droen dann d'Halschent - 75.000 Euro - déi siwe kleng Gemengen do. Ech mengen, datt et awer logesch wier - dat ass och schonn ugeklong virdrun -, datt all Gemenge respektiv Konsumenten uechtert d'Land, déi vum SEBES-Waasser profitéieren, sech un der Finanzéierung an un effikasse Projete fir de Schutz vum Waasser am Einzugsgebitt vum Stausséi géife bedeelegen. Konkret misst dat heeschen, de SEBES finanzéiert Projeten, wéi zum Beispill de Naturpark, déi mat senge Servicer iwwert de Landschaftsberoder och da koordinéiert ginn.

Nach ee Wuert zur Öffentlechkeetsaarbecht am SEBES, wou a mengen Aen och nach Munches kéint geschéien. Ech mengen do emol net, dat am Kontext vun enger Noutfallsituatioun, wéi mer se virun engem Jor oder méi laang schonn haten. Ech mengen, datt de SEBES all Grond hätt, fir méi offensiv dee gudden a wichtege Produit, deen en hierstellt, méi offensiv soll an d'Fënster stellen, datt dat mengen ech éischtens fir den Image vum SEBES ganz, ganz gutt wier, an anerersäits och där Ressource, déi do a wäertvollt Drénkwaasser ëmgewandelt gëtt, datt där et och géif zegutt kommen.

An et ass och net verbueden, Waasser aus dem Krunn ze drénken. Genau doweinst gëtt nämlech Réihwaasser mat vill Opwand an Drénkwaasser ëmgewandelt. Ech mengen, et kann een och vun enger gewësser Schizophrenie schwätzen, wann d'Leit de Kaffi mat Waasser aus dem Krunn maachen, an d'Waasser, wat se esou drénken, aus der Fläsch drénken.

Zum SEBES wollt ech nach soen, kuerz zur Fro vun der Katastropheplanung bei engem Eeschtfall: De Minister huet viru kuerzem gesot, datt dee Plang fir de Katastrophefall steet. An ech weess och vum Direkter vum Waasserwirtschaftsamt, datt net nëmmen d'Buergermeeschteren an Zukunft iwwert deen direkte Wee - SMSen - informéiert kënnen a wäerte ginn, mä och alleguerten déi sou genannten „Direkt-Clienten", wéi zum Beispill Entreprisen, wéi d'Syndikater an esou weider.

Déi Fro, déi deemools an der Intérieurskommissioun debattéiert gouf, ob een d'ganzt Land, d'ganz Bevölkerung kënnt iwwer SMS informéieren oder avertéieren, ass an der Tëschenzäit ganz däitlech mat Nee beäntwert ginn, well dat aus technesche Grënn net geet, well soss d'Netzer zesummebriechen, an och aus juristesche Grënn net geet - wéinst dem Dateschutz.

Ech wollt och nach ganz kuerz de Problem vun de Foragen uschwätzen. Dat huet den Interpellant och zu Recht gemaach, well mer an de Gemengen domadder konfrontéiert sinn, well Pëtzer gebuer gi mat an och ouni Autorisatioun; dat weess ee jo net ëmmer als Buergermeeschter oder als Buergermeeschtesch. Ech mengen, datt d'Waasserwirtschaftsamt an Zukunft gutt berode wier, fir déi Anlage systematesch ofzehuelen, well jo d'Gefor enorm grouss ass, datt polluéiert Waasser aus Pëtzer sech op eemol an öffentlechen Netzer erëmfënnt. Vun dohier, mengen ech, misst een dorunner denken.

À propos Waasserwirtschaftsamt: D'Direktioun zitt ee positive Bilan vun den Aktivitéite knapps zwee Joer no der Kreatioun. An der Tëschenzäit identifizéiere sech net manner wéi 115 Leit mat där Verwaltung, mat hire véier Divisiounen - ech ziele se och net all op -, dräi regionale Servicer op net manner wéi aacht Siten uechtert d'Land. Ech mengen, datt d'Zesummeleeung dee richtege Schrack war. Dat Eenzegt, wat dem Direkter nach e bësse Misär mécht, dat ass, datt en eng Partie zousätzlech Leit gefrot huet, mä en huet kee kritt. Ech wollt och do d'Fro un de Minister viruginn, wéi dat an Zukunft da virugeet, wa Leit an deem liewenswichtege Service do feelen.

Iwwregens ass et fir mech am Endeffekt net esou enorm wichteg, fir net ze soen iwwerhaapt net wichteg, ob d'Waasserwirtschaftsamt am Intérieurs- oder am Ëmweltministère ugesiedelt ass. Et däerf een

net vergiessen - dat ass fir mech een Atout -, datt den Innenminister och zoustänneg ass fir Landesplanung, wat eben och eng wichteg Kompetenz ass. Ech sinn där Meenung, datt eng nohalteg Waasserwirtschaft eben och esou Ministère-iwwergräifend Efforte brauch.

Da kënnt et och nach - wann ech dat däerf soen - drop un, dat ass méi wesentlech, datt d'Philosophie vun där Verwaltung eng ekologesch ass. Dat heescht, datt déi Leit, déi do Responsabilitéit hunn, ekologesch denken a sech dem Émweltgedanke verflicht spieren. Ech mengen, dat ass méi wesentlech, wéi wann een do ee spezifische Ministère sech muss eraussichen. Wat ech perséinlech eng ganz gutt Approche fannen - dat wollt ech och deene Verantwortleche vum Waasserwirtschaftsamt soen -, dat ass, datt se probéiere ganz biergerno ze operéieren.

An dann, Här President, méi zum Schluss wollt ech nach op ee ganz wesentleche Punkt agoen, deen an der Diskussioun wichteg ass: Eppes, wat eigentlech net däerf geschéien an Zukunft, dat ass d'Fro vun der Liberaliséierung vum Waasser. D'Waasser als eng liewenswichteg Ressource muss an öffentlecher Hand bleiwen - ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - an däerf op kee Fall zum Spillball vu privatwirtschaftlechen Interesse ginn.

An ech mengen, datt mir als Lëtzebuerg, als EU-Memberland, gutt berode wieren, fir vis-à-vis vun der Kommissioun vu Bréissel däitlech ze maachen, an zwar ouni Équivoque, datt d'Waasserpolitik sech fir eng Liberaliséierung ënner kengen Émstänn eegent, an datt een d'Kritäre vum europäesche Bannemaart net op d'Waasser kann iwerdroen.

Och den Avis vum Conseil économique et social ass schonn erwähnt ginn, well dat am Fong elo zäitgläich virgestallt gëtt. Och de Conseil économique et social seet jo, oder mécht däitlech, datt Waasserpolitik a Waasserproduktioun ënner, wéi si soen, staatlecher Kontroll bleiwe muss. Ech géif soen, Aufgaben am Zesummenhang mat der Waasserversuergung an -entsuergung, sinn als öffentlech an universell Déngschtleeschtungen ze gesinn, a komme vun dohier eben net fir Liberaliséierung a Fro.

De Wirtschafts- a Sozialrot fuerdert och däitlech eng Stäerkung - ech hunn et scho gesot - vum Stat. Ech mengen, datt mer eis alleguerten eens sinn, datt, wann een eng effizient Waasserwirtschaft wëllt, dee ganze Kreeslaf vun der Quell bis bei d'Entsuergung ënnert der Responsabilitéit vun öffentlechen Instanzen - Stat a Gemengen - muss stoen. Oder anescht gesot, dat onersetzlecht Liewensmëttel Waasser muss enger demokratescher Kontroll ënnerleien.

Ech erënneren och un déi Diskussioun, déi mer am Kader vun dem Débat iwwert d'Kompetenze Stat-Gemengen hei op dëser Plaz virun dräi Joer haten. Do hu mir schonn op eppes higewisen, wat mir perséinlech an och menger Fraktioun wichteg ass, dat ass de Subsidiaritéitsprinzip, deen eng wichteg Roll spillt, ebe well d'Waasser virun allem och eng lokal Ressource ass, an d'Servicer ënnert der Responsabilitéit vun nationalen a kommunalen Autoritéite stinn.

Datselwecht ënnersträicht de Conseil économique et social a sengem Avis, wann e seet, datt een deenen europäeschen Autoritéite just soll déi Kompetenze ginn, fir déi si eng Plus-value kënnte brénge par rapport zu nationalen a lokale Stellen. Dat weist de Stellewäert um Niveau vun den eenzelne Länner am Kontext Subsidiaritéit.

Zum Schluss wollt ech däitlech maachen, datt et bei deem neie Gesetz net nëmmen ëm d'Émsetzung vun enger Direktiv geet, mä datt mer am Fong ee fonkelneit Waassergesetz erwaarden a kréie sollen, mat alle Schikanen, wou eben all déi wesentlech Elementer, och déi vum preventive Waasserschutz, dra verankert sinn. Fir mech ass d'Émsetzung vun dëser Direktiv also e ganz ambitiéisen an och een innovativen Usaz fir d'Gestioun vum Waasser an Zukunft zu Lëtzebuerg.

Ech wollt awer dann als lescht Sätz soen, datt et wichteg ass, datt een déi liewensnoutwendeg Ressource do eben net de Gesetzer vum Maart ënnerwerft. Ech wollt ee ganz bekannt Beispill soen, net vun dësem Kontinent, mä aus Latäinamerika: Do gouf et zu Cochabamba a Bolivien d'Guerra del Agua virun enger gewëssener Zäit. Do hat eng US-amerikanesch Entreprise eng Konzessioun kritt iwwer 30 Joer, fir d'Waasserversuergung an där Stad Cochabamba ze organiséieren. D'Resultat, wat war dat? Et waren natierlech Präiserhéijungen, et war awer och parallell Qualitéitsverloscht, well d'Waasserréier sinn net ënnerhale ginn. De Contraire ass geschitt, et ass näischt méi gefléckt ginn, an Entloossunge sinn nach derbäikomm.

Am Abrëll 2000 koum et dunn zum Streik vun de Leit. D'Resultat ware 40 Doudeger a Stroosseschluechten. Dat waren d'Affer vun där Mobiliséierung. Kuerz drop ass d'Waasserversuergung zréck an öffentlech Hänn bruecht ginn. Haut, muss ee soen, huet dee klengen Andestat en eegene Waasserministère, fir ze weisen, wéi wichteg datt déi Politik ass.

Zum Schluss wollt ech och nach soen - den Här Calmes hat domadder der ugefaang: Um 4. Weltwaasserforum a Mexiko ass och erëm gefuerdert ginn, wéi déi zwou Kéiere virdrun zu Den Haag an och zu Kyoto, datt den Zougang zum Waasser als Mënscherecht a weltwäit als en Allgemeingut misst agestuuft ginn. Et ass och dës Kéier schif gaangen.

Ech wollt duerfir zum Schluss soen: Här President, Waasserressourcë verdéngen eise Respekt an eegne sech iwwerhaapt net - ech widderhuele mech do - als Spillball fir Privatwirtschaftsinteressen. Et liicht an, datt den Zougang zu propperem Drénkwaasser misst en elementaart Mënscherecht sinn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, ier mer mat Waasser ufänken, huele mer dann eng Schlupp Waasser.

Plusieurs voix.- Et ass däers deieren.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Interpellatioun vum honorabelen Här Emile Calmes ass menger Meenung no den Ufank vun enger Rei vun Debatten, déi mer wäerte féieren am Hibléck op dat neit Waassergesetz. Dobäi sinn d'Diskussioune villsäiteg, an d'Léisungen an d'Virschléi an der EU-Kader-Direktiv, déi jo eigentlech schonn hätt missen am Dezember 2003 ëmgesat ginn, kloer definéiert.

Här President, haut wësse mer, datt de Problem vun der Waasserversuergung ee weltwäiten ass, awer och op europäeschem Niveau sech grouss Ënnerscheeder duerstellen. Gëtt et a Länner wéi Éisträich, Holland a Schweden grouss Reserven, an esou Länner wéi Däitschland, Frankräich, England, Irland, Dänemark, Finnland a Lëtzebuerg ausräichend Reserven, sou besteet eng relativ grouss Pénurie vu Waasser fir de Moment a Spuenien, Italien, Griichenland a Portugal an an engem manner grousse Beräich an der Belsch. Dir gesitt also, datt d'Drénkwaasser ënnerschiddlech an Europa verdeelt ass, an d'Tendenz vun enger Waasserknappheet och hei zu Lëtzebuerg besteet.

An deene leschte Méint huet de SEBES Quantitéite vu Waasser geliwwert, déi bei vergläichbare Méint iwwerduerchschnëttlech héich louchen. Dëst ass bedéngt duerch, wéi schonn ugeschwat, de Grondwaasserspigel, dee relativ niddreg ass, an eis Quellen, déi ëmmerhin 60% vun der Waasserversuergung duerstellen a relativ niddreg sinn. Et heescht also elo schonn de Message erauszeginn, mam Waasser spuersam ëmzegoen, an och bei engem Summer vun nëmmen 20 bis 22 Grad musse mer eis op Spuermoossnamen astellen.

Mä erlaabt mer eng Rei vun Aspekter ze analyséieren an ze kommentéieren. An der Préambule vun der Directive-cadre vum 13. Oktober 2000 steet: «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel.» An dat weist eigentlech och op de But hi vun dëser Direktiv, dee But, deen ech mer erlaabt hunn op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

De But vun der Direktiv heescht also d'Schafung vun enger Gemeinschaftsrumm fir de Schutz vun dem Bannen- an Oberflächewaasser, dem Iwwerganks- a Küstegewässer, esou wéi dem Grondwaasser, fir Verschmotzung ze verhënneren oder ze begrenzen, fir nohalteg Notzung ze förderen, fir d'Ëmwelt ze schützen, den Zoustand vun dem Waasserökosystem ze verbesseren an d'Auswierkungen, wéi Iwwerschwemmungen an Dréchenten, ze verhënneren.

D'Direktiv schwätzt also, wéi schonn ugeschwat, net vun enger Liberaliséierung respektiv Privatiséierung vum Waasser; dat wäert weiderhin eng Décisioun vun de Gemenge bleiwen, a verschidde Gemenge si schonn amgaang sech eegen Iwwerleeungen an dësem Beräich ze maachen.

Dobäi soll een, an ech mengen, dat ass awer kloerzestellen, d'Waasser net mam Elektresch a mam Gas vergläichen. D'Waasser ass net nëmme wichteg fir d'Industrie an eise Confort, mä et ass ganz einfach iwwerliewensnoutwendeg. Et gëtt hei wichteg Ëmwelt- a Gesondheetsaspekter. Eng Stroumpann kann zwar vill onangenehm Konsequenzen hunn, virun allem, wa se méi laang unhält, mä eng Verschmotzung vum Drénkwaasser kann dogéint ënner Émstänn liewensbedrohlech sinn. Dobäi ass d'Waasser eng Ressource, déi mer net esou liicht aus dem Ausland importéiere kënnen, wa mer hei am Land e seriöe Problem hätten. D'Waasser ass an der Regel aus der Regioun. Natierlech kann een Drénkwaasser a Fläschen an de Supermarché kafe goen, mä net an deene Quantitéiten, déi mer all Dag virun allem fir eis Hygiène brauchen.

Dat gëllt och fir Länner, wou liberaliséiert a privatiséiert gouf. Dofir ass bei der Fro no der Liberalisatioun vum Waasser och kloer ze bedenken: Konkurrenz am Waassersecteur ass nëmme limitéiert méiglech. D'Interesse vun der Privatwirtschaft dorunner ass manner grouss wéinst héije Standardkritären am Beräich vun der Ëmwelt a virun allem am Beräich vun der Gesondheet. Dofir plädéieren ech och kloer, wéi och meng Virriedner schonn, géint eng Privatiséierung vun dem Waasser hei zu Lëtzebuerg.

Bei der Waasserversuergung hei zu Lëtzebuerg läit säit dem Dekret vu 1789 d'Responsabilitéit eleng bei de Gemengen; dat ass och gutt esou an dat soll menger Meenung no och esou bleiwen. 23 Gemenge maachen d'Versuergung iwwer eege Quellen, 34 Gemengen iwwer eng mixte Versuergung, an 59 Gemengen approvisionnéiere sech exklusiv bei Gemengesyndikater. 60% vun dëser Drénkwaasserversuergung kommen also aus de Quellen a 40%, wéi schonn ugeschwat, vum Stau. An datt eis Waasserversuergung gutt gemaach ass, beweisen d'Statistiken, déi beleeën, datt 86% vun de Leit hei zu Lëtzebuerg zefridde si mat der Qualitéit vun hirem Waasser, an nëmme 6% Problemer domat hunn.

D'Gemengen hunn a wäerten och an Zukunft vill an d'Waasserinfrastrukturen investéieren, sief et selwer oder sief et iwwert de Biais vun de Syndikater, an deene si engagéiert sinn. Duerch de Käschtendeckungsprinzip, dee jo och an der Directive-cadre virgesinn ass, probéieren d'Gemengen dës Dépensen un de Consommateur weiderzeginn. Awer och an dësem Beräich gesäit d'Direktiv e gewësse Spillraum vir. Esou kënne beispillsweis sozial Kritäre mat berücksichtegt ginn, an et muss een och net de Waasserpräis käschtendeckend gestalten, wann een op déi aner Manéier verhënnert, datt Waasser verhonzt gëtt.

An hei kéint een zum Beispill d'Iddi verschaffen, datt een eng gewësse Quantitéit vun x Liter Waasser pro Dag géing festleeën, déi liewensnoutwendeg sinn, dat zu engem relativ niddrege Präis, also x Liter géing festhalen op engem normalen Taux, an alles, wat géing driwwer goen, op engem méi héijen Taux un de Consommateur géif verrechnen.

Wat awer op alle Fall komme muss, dat ass fir mech, wéi schonn ugeklongen, dee sou genannte Prix harmonisé, wou et also drëm geet, datt an de Gemengen déiselwecht Recheparametere berücksichtegt ginn, fir op de Präis vum Waasser ze kommen. Et wäert also och an Zukunft keen Eenheetspräis am ganze Land ginn, dofir sinn eng Rei vun Ausgangsbasiskritären ze ënnerschiddlech, mä ech mengen d'Aféierung vum Prix harmonisé gëtt eng gewësse Linn vir fir d'Berechnung vun eisem Waasserpräis.

Et läit och op der Hand, an et ass schonn ugeklongen, datt de Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg vill ze bëlleg ass a mer eis ganz kloer kënnen astellen an deenen nächste Joren op zwee Euro de Meter Kibb, wann net méi! Dat sinn ëmmerhin nach nëmmen zwee Euro fir 1.000 Liter proppert Drénkwaasser, dat mer kréie kënnen.

Wat an Zukunft ebensou wichteg wäert si wéi d'Quantitéit, wäert virun allem och d'Qualitéit vun eisem Waasser sinn. D'EU-Direktiv ass jo virun allem eng Direktiv, déi iwwert d'Qualitéit vun eisem Waasser a vun eisem Drénkwaasser schwätzt. An hei schéngt et mer weiderhin eng wichteg Aufgab vun dem Waasserwirtschaftsamt ze sinn, dës Kompetenz ze iwwerhuelen an ze verbesseren. E Waasserwirtschaftsamt, dat jo no senger Grënnung am Joer 2003 dräi Erfahrungsjoren hannert sech huet. Et kann ee berouegend behaapten, datt dës Verwaltung hiren Challenge réusséiert huet. Eng Verwaltung, déi zesummegesat gouf aus fënnef Verwaltungen oder Departementer, huet a kuerzer Zäit kloer Richtlinnen an hirem Aktivitéitsfeld kreéiert. Mat Sécherheet si Verbesserungen nach ëmmer méiglech, sief et nëmmen d'Reduktioun vun deenen ablécklech eelef Siten, op deenen d'Waasserwirtschaftsamt de Moment agéiert.

Och d'Implantatioun vum Waasserwirtschaftsamt an den Innenministère krut e gewësse Sënn duerch d'Ausweitung vum Innenministère an de Beräich Landesplanung. Sécher wäert och an Zukunft d'Verwaltung eng Rei Schwéierpunkter an Ëmweltfroen hunn an d'Affectatioun un den Ëmweltministère weider en Thema bleiwen, wann ech awer och éischter d'Aufgabe vum Waasserwirtschaftsamt horizontal duerch eng ganz Rei vu Beräicher vun eiser Politik gesinn. Ech géif och d'Waasserwirtschaftsamt aktiv abannen an d'Kompetenzregelung zwësche Stat a Gemengen. Den Direkter a seng Equipe hunn d'Wäitsiicht an d'Kompetenz, dës Défien zesumme mam Minister unzegoen.

Här President, ech hu scho gesot, datt d'Qualitéit wichteg ass, an hei gesinn ech bei den Analyse vum Drénkwaasser - an et gouf och schonn hei vun engem vu menge Virriedner, ech mengen dem Här Calmes, ugeschwat -, datt en Zesummeschaffe virun allem bei dem Huele vun de Prouwe ganz wichteg ass an datt mer hei och virun allem musse kucken, Suen ze spueren an effikass Prouwen ze huelen. Synergië mussen op dësem Gebitt erstallt ginn.

40% also vun eiser Waasserversuergung kommen aus der SEBES, sprëch dem Stau, an déi aner 60 kommen aus den eegene Quellen; Quellen, deenen hir Standarden ëmmer méi héich goufen an déi och strikt mussen agehale ginn. Et stelle sech awer Froe bei der Exploitatioun vun dësem Quellewaasser, an eng vun de vitale Froen ass déi: Wiem gehéiert d'Waasser? Ass et deem säint, op deem sengem Terrain et erauskënnt, oder deem säint, wou et exploitéiert gëtt?

Den Artikel 3 vun der Direktiv gehäit hei Froen op. Et stellt sech d'Fro, awéiwäit international Ofkommesse musse verännert ginn, fir dëser Direktiv gerecht ze ginn. Hunn eis Nopeschlänner dës Direktiv schonn ëmgesat? Mä méi wichteg fannen ech nach, datt och de Contrôle vun der Quellenerfassung muss klappen. D'Gemengen an d'Syndikater kréien déck Oplage gemaach, zu Recht, si hale se an a kréien eng Genehmegung fir d'Bohrung. Wa se keng Genehmegung kréien, da gëtt d'Bohrung och net gemaach. Wéi gesäit et awer mat Privaten, mat Industrien oder mat der Landwirtschaft aus? Wie kontrolléiert a sanctionnéiert an der Praxis dës Mëssstänn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent der Verdeelung vum Drénkwaasser ass eng propper Entsuergung vum Waasser wichteg fir eis Ëmwelt. D'Direktiv schreift hei vir, dass all Land e Programm mat Moossnamen opstellt, déi et ergräife wëllt, fir d'Waasserqualitéit ze verbesseren. Eis Baachen a Flëss kënnen nëmme propper Gewässer ginn, wann och weider an héichwäerteg Kläranlagen investéiert gëtt. Millioune goufe säitens dem Stat an de Gemengen an Ofwaasserinfrastrukturen, sprëch Kanalisatioun oder Kläranlagen, investéiert. Dëse Wee muss och virugefouert ginn.

Dëst ass eng Intentioun an déi ass och festgehalen am Regierungsprogramm 2004/2009, wou ee liest, an hei schwätze mer virun allem vun enger Protection optimale des masses d'eau. Laut Direktiv geet de Schutz net duer. Et muss e regelrechte Programm fir d'Verbesserung gemaach ginn, mat kloren Zilvirgaben. De Qualitéitsniveau, deen d'Direktiv virgesäit, muss am Prinzip banne 15 Joer, dat heescht also bis 2018, erreecht ginn. An dee sou genannte Plan national d'assainissement des eaux muss erstallt ginn.

D'Kompetenze vun de Gemengen an dësem Domän solle restrukturéiert ginn duerch d'Schafe vu sou genannte schonn ugeschwate Syndicats mixtes, Stat a Gemengen, op regionaler Basis an eventuell national kontrolléiert. Dëst ass menger Meenung no de richtege Schratt fir eng besser koordinéiert a präiswäert Aufgaberegelung an dësem Beräich. D'Kläranlagen also an enger grousser nationaler Struktur, an dat lokaalt Netz weider a Gemengenhand. Dës Kompetenzenopdeelung muss och, wéi scho gesot, an der Commission de la réorganisation territoriale beschwat ginn.

Nach e puer Froen, nach e puer Bemierkunge vu menger Säit aus. Wou sti mer eigentlech? Mir kruten

hei d'Äntwerten, datt et geschwënn esou wäit wier, datt mer eist neit Waassergesetz kréien. Also d'Fro, déi den Innenminister mat Sécherheet wäert beäntwerten: Wou sti mer mam neie Waassergesetz? Wa mer bis dat neit Gesetz hunn, wéi grouss sinn dann d'Efforten, déi jiddferee muss maachen, fir datt och an der Realitéit wierklech dës Effeten ëmgesat ginn? An et geet hei och net nëmmen ëm d'Drénkwaasser, mä ëm eis Gewässer am Allgemengen.

Wéi staark polluéiert sinn dës Gewässer am Moment? Hu mer do iwwerhaapt systematesch Donnéeën driwwer? An da wësse mer och, datt am Unhang vun der EU-Direktiv zwielef Polluanten opgelëscht ginn, déi besonnesch musse berücksichtegt ginn. Wësse mer, ob dës Polluanten och an eise Gewässer erëmzefanne sinn oder net? A wat fir eng Moossname musse mer dergéint huelen, wann dat de Fall ass?

Zum Schluss wësse mer awer och, datt net all Incident kann ausbleiwen, an am Januar 2005, mengen ech, hu mer een esou en Incident, oder en hallwen Incident erlieft, an ech mengen, deemools war jiddfereen iwwerrascht an net virbereet op dës Situatioun.

An der Tëschenzäit gouf, menger Informatioun no, e Katastropheplang hei ausgeschafft, dee bei esou engem Incident och soll gräifen. Et ass awer wichteg, déi betreffend Partner - an hei schwätzen ech virun allem vun de Gemengen, déi nämlech responsabel si fir eng propper Waasserversuergung - bestens ze informéieren. Et kann och net sinn, datt niewent engem nationale Plang een net koordinéierte Plang an deenen eenzelne Gemengen derniewent nach fonctionnéiert, an dofir ass et wichteg, datt dësen nationale Katastropheplang och mat de Gemengen oder hirem Vertrieder, dem Syvicol, ofgeschwat gëtt, esou datt, wann een Incident geschitt, och wierklech jiddfereen optimal preparéiert ass, fir d'Informatioun u säi Bierger virunzeginn.

Zum Schluss wëll ech bemierken, datt all déi Informatiounen, déi Stellungnahmen, déi Colloquen, a virun allem och den Avis vum Conseil économique et social dozou bäigedroen hunn, datt mer eng gutt Debatt iwwert d'Waasser kënne lancéieren, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer och en nohaltegt an e gutt neit Waassergesetz hei zu Lëtzebuerg kënne kréien.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Elo ass ageschriwwen den Här Kox. Här Kox, wann ech gelift!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, als véierte Riedner iwwert d'Waasser ze schwätzen haut mécht d'Saach e bësse méi schwéier, well scho ganz vill Aspekter ugeschwat goufen, an ech och eng ganz Rei vu Widderhuelunge wäert maachen. Mä ech mengen, insbesondere d'Waasser gëtt immens wichteg, sou dass mer an der nächster Zukunft nach méi oft doriwwer wäerten diskutéieren.

Fir d'éischt wëll ech awer dem Här Calmes trotzdeem Merci soe fir déi Initiativ, fir d'Regierung iwwert d'Waasserpolitik ze interpelléieren. Ech mengen, aus grénger Siicht ass et wichteg, well mir gesinn net esou richteg, wou et no zwee Joer Regierung esou richteg an der Waasserpolitik higeet.

D'Waasser an d'Energie - den Här Schank huet virdru schonn eng Kéier kuerz doriwwer geschwat - sinn a sech ganz grouss Erausfuerderunge fir d'21. Jorhonnert. Tëschent der Energie an dem Waasserkonsum gëtt et eng ganz Rei vu Parallellen opzeweisen. Ouni d'Waasser, ouni Energie, mengen ech, leeft net allze vill hei op der Welt. Souwuel d'Waasser wéi och d'Energie ginn awer ouni déi néideg Suergfalt konsuméiert. Dobäi sinn d'Erkenntnisser, déi mir mëttlerweil iwwert d'Ëmweltauswierkunge vun dësem iwwerdriwwene Konsum hunn, méi wéi erschreckend.

De Klimawandel an d'Waasserverknappung an d'Verschmotzung sinn déi logesch Konsequenze mat fatale Folgen, an dat besonnesch fir d'Populatiounen aus den Drëttweltlänner. Ech brauch déi Zuelen hei net méi ze rappeléieren. Mä et kënnt derbäi, dass éischtens eng steigend Weltpopulatioun ze vermierken ass; d'Urbanisatioun, d'Industrialisatioun a besonnesch déi intensiv Landwirtschaft droe weider dozou bäi, dass d'Situatioun sech an der nächster Zukunft net onbedéngt wäert verbesseren.

Bon, Lëtzebuerg ass och do betraff: «…le déficit de précipitations ces trois dernières années se fait sentir dans nos réserves d'eau. (…) De plus, les eaux souterraines sont polluées par divers produits nocifs et la capacité d'auto-épuration des eaux souterraines est saturée en maints endroits, ce qui complique l'emploi de ces ressources pour l'approvisionnement en eau potable.» Dat ass den offizielle Communiqué vum Ministère de l'Intérieur zur Journée mondiale de l'Eau vum leschten 22. Mäerz. Dorauser kann ech jiddefalls nëmmen e Constat d'échec erausliesen. Souwuel dës Regierung wéi och d'Virgängerregierung schéngen also nach net immens erfollegräich gewiescht ze sinn, soss hätt wuel eppes aneschters iwwert déi Lëtzebuerger Waasserpolitik do gestanen.

Ech mengen, d'Aussoen, déi een och de Moien an enger Lëtzebuerger Zeitung gelies huet, weisen drop hin, dass mer effektiv e grousse Problem an eise Waasserreserven hunn. Och net nëmmen, dass d'Waasserreserven ofhuelen, mä et sinn och eng ganz Rei vu Quellen an deene leschte Joren zougemaach ginn, besonnesch aus Qualitéitskritären oder well se net méi dem neiste Standard entsprach hunn. Et bleift also nach villes, vläicht nach alles ze maachen.

Dobäi hate mer a sech schonn en Instrument oder hunn e ganz gutt Instrument: d'Gesetz vun 1993 iwwert de Schutz an d'Gestioun vum Waasser. Dat ass e ganz gutt Gesetz, e Gesetz, wat scho ganz vill Méiglechkeeten opgelooss huet, fir d'Waasserwirtschaft oder de Waasserkreeslaf ze schützen. E ganze Katalog vu preventive Moossname waren an deem Gesetz virgesinn.

Esou gesäit zum Beispill den Artikel 5 vir, dass en Inventaire iwwert d'Waasserqualitéit sollt gemaach ginn, eng Monografie no de physikaleschen, chemeschen, biologeschen a bakteriologesche Kritären iwwert d'Qualitéit vun all de Gewässer sollt erstallt ginn. Bis haut awer Fehlanzeig.

Och den Artikel 6 vun deemselwechte Gesetz gesäit vir zum Beispill, dass e Waasserwirtschaftsplang erstallt sollt ginn, an deem d'Ausweisung vun Drénkwaasserschutzzone geregelt sollt ginn.

Des Weidere gesäit den Artikel 15 vir, dass d'Gemengen obligéiert sinn, Kläranlagen ze bauen. Och do ass nach e grousse Retard opzehuelen.

Ech mengen, et ass nach säitdeem vill Waasser d'Musel erofgelaf, obschonn op Lëtzebuerger Säit mëttlerweil awer eng Dynamik do ze verzeechnen ass. Zumindest mir vun der Uewermusel schéngen dëst Zil jo 2008 kënnen ze erreechen, sou dass mer dann endlech och do mat enger propperer Kläranlag kënnen déngen.

Mä do stellt sech eng aner Fro, wat net esou einfach ass, wat haut och schonn ugeschwat gouf, dat sinn déi Syndikaten, déi sech do stellen. Et gëtt ëmmer vun engem nationale Syndikat geschwat. Hei stellt sech awer d'Fro: Inwiefern ass dat Syndikat och adaptéiert, wann een eng grenziwwerschreidend Kooperatioun huet, sou wéi dat de Fall ass bei der Kläranlag vun der Uewermusel, wou op där anerer Säit zu Besch d'Kläranlag gebaut gëtt?

Op der Ënnermusel schéngt sech jo och Bewegung ze maachen, mä do ass schonn den éischten Interessekonflikt, deen do erëm entsteet, well gläichzäiteg de Wirtschaftsminister op därselwechter Plaz, zu Gréiwemaacher, d'Capacitéit vun den Tanklager wëllt erweideren. Ech mengen awer, d'Prioritéit misst een awer hei fir d'éischt emol der Kläranlag ginn. Vläicht kann de Minister méi spéit kuerz drop zréckkommen.

Den Titre IV vun dësem Gesetz regelt d'Quelleschutzzonen. Hei ginn d'Kompetenzen, fir d'Quelleschutzzonen auszeweisen, vun de Gemengen op de Stat iwwerdroen. Dëst, well anscheinend d'Gemengen net déi néideg Suergfalt an der Vergaangenheet un den Dag geluecht hunn, fir esou Schutzzonen auszeweisen. Duerch déi staatlech Interventioun, sou déi deemoleg Ausso, géif endlech eng nei Dynamik an dësen Dossier bewierkt ginn.

Zwielef Joer no dësem Gesetz ass ausser vläicht der Schutzzon ëm de Stauséi keng weider Drénkwaasserschutzzon entstanen. Net nëmmen, datt de Stat net aktiv ginn ass, neen, zousätzlech waren de Gemengen d'Hänn gebonnen, well si kee Recht méi an dësem Zesummenhang haten.

Schlëmmer nach: An deene leschte Jore goufen eng ganz Rei vu Quelle wéinst baulechen a sanitäre Mängel zougemaach. Entweder waren d'Gemengen net bereet oder beziehungsweis goufen net motivéiert, sou ze investéieren, fir sech dem fachleche Standard unzepassen. Nozeliesen, wéi scho gesot, haut an der Lëtzebuerger Dageszeitung.

Ech sinn also net ganz iwwerzeegt dovunner, dass déi staatlech Interventioun do den néidege Suivi oder déi néideg Dynamik erabruecht huet, well mer effektiv dat jo schonn zwielef Joer hunn.

D'Resultat vun der Lëtzebuerger Waasserpolitik ass deemno trotzdeem e bëssen ernüchternd. Zéng wann net 20 Joer sinn effektiv verschlof ginn, fir endlech Neel mat Käpp do ze maachen.

D'Ursaache vun esou enger verfeelter Waasserpolitik sinn natierlech villfälteg an och villschichteg, an trotzdeem ëmmer nach hausgemaach. Hei steet net nëmmen eng Regierung um Pranger, mä et stinn déi fréier Regierungen an der Verantwortung.

Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob an der Vergaangenheet iwwerhaapt de politesche Wëllen do war, fir eng seriö Waasserpolitik ze bedreiwen. Wéi ass et mat den Ziler? Wa keng kloer Ziler formuléiert goufen, ass et natierlech schwéier ze wëssen, a wéi eng Richtung d'Waasserpolitik schlussendlech soll goen.

Waren déi néideg Moyene bereet gestallt, fir d'Instrumenter an d'Programmer och kënnen ëmzesetzen? Ware genuch Sue respektiv och dat néidegt Personal bereetgestallt ginn, dëst alles ëmzesetzen? Waren och d'Strukturen do, fir dës Programmer ëmzesetzen?

An och ëmmer erëm déi grouss an oft widderspréchlech Intérêten, déi een an der Praxis gesäit, a besonnesch tëschent der Landwirtschaft an dem Naturschutz.

Och d'Waasser hei zu Lëtzebuerg huet nach ëmmer net de richtege Präis. Et ass scho gesot ginn, de Pollueur-Payeur-Prinzip gëtt kaum ugewant.

A schlussendlech gouf keen Débat public - an deen ass ganz wichteg hei an dëser Debatt - lancéiert, fir d'Wichtegkeet vun engem propperen a sécherem Waasserkreeslaf ze diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a wou sti mir haut? Ass d'Situatioun dann elo besser ginn? Wann een d'Entwécklung vun de leschte Méint kuckt, däerf een trotzdeem e bëssen dorunner zweifelen.

D'Strukturen, fir eng seriö Waasserpolitik ze bedreiwen, si jiddefalls mol theoretesch do. Mä huet d'Waasserwirtschaftsamt och haut déi néideg Moyenen? Virun allem, huet se e kloren Optrag vum Minister mat kloer definéierten Ziler?

Wéi ass et mat den Ofsproochen tëschent de verschiddene Ministèren a Verwaltungen? Wéi steet et zum Beispill mat de Renaturéierungsprojeten, wann een elo d'Diskussiounen dodriwwer nokuckt?

Nach schlëmmer gesäit et do aus, well de Krich tëschent de Beamte mëttlerweil op der Place publique ausgedroe gëtt. Eng sachlech Auseinanersetzung ass bal net méi méiglech.

Wat soen d'Ministeren zu där Problematik? Gouf et Gespréicher tëschent deenen zoustännege Ministeren - an hei sinn et der gläich dräi: Boden, Lux an Halsdorf?

Fir déi Gréng bestätegt et sech awer, dass d'Wirtschaftsamt no eisen Iddien dach éischter besser am Ëmweltministère hätt missen ugesiedelt ginn.

Wéi esou oft, zumindest, wat déi ëmweltpolitesch Dossieren ubelaangt, schéngt d'Rettung erëm vu Bréissel ze kommen. Et ass scho gesot ginn, d'Waasserrahmenrichtdirektiv wäert op jidde Fall déi néideg Beweegung an dësen Dossier erabréngen.

Eleng d'Debatt iwwert de richtege Waasserpräis suergt fir déi néideg Intérêten. De Seminar iwwert de Waasserpräis vu virun zwou Wochen an der Abtei Neumünster huet gewisen, datt d'Interesse an d'Opklärungsbedürfnis ganz grouss ass. Déi Gréng wënsche sech, dass déi Veranstaltung keng eemoleg Aktioun war, mä den Ufank vun enger ganzer Serie vun Opklärungsversammlungen.

Sou Seminare si wuel wichteg, besonnesch fir déi politesch Verantwortlech an de Gemengen, ginn awer net duer, wann net parallell Sensibiliséierungsaktiounen a Campagnë fir de Grand public duerchgefouert ginn.

D'Responsabilitéit huet all eenzelne Bierger, fir mam Waasser verantwortungsvoll ëmzegoen.

Och wann de Waasserpräis net den Haaptpunkt vun der Direktiv ass, sou kann deen awer grad zu Lëtzebuerg zu engem Mentalitéitswandel bäidroen. Bis elo gëllt beim Waasser wéi bei ville Produkter: Wat näischt kascht, dat ass och näischt a wat kee Wäert huet, dofir interesséiert och kee sech. Dat muss, dat wäert an dat soll sech an der Zukunft änneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng waarden also gespaant op d'Aussoe vum Innenminister haut, waarden awer och nach méi gespaant op de Projet de loi iwwert d'Ëmsetzung vun der Waasserrahmenrichtlinn.

A waarden och gespaant op eng méi zilorientéiert Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft. Hei bleift och nach munches ze ënnerhuelen, sief dat bei de Pestiziden an och nach bei den Nitrater. D'Landwirtschaft ass awer net eleng schold un där Entwécklung.

Mir mussen als Gesellschaft bereet sinn, d'Landwirtschaft op de Wee do ze begleeden. Dëst geet net zum Nulltarif, dëst geet just, wann déi néideg Mëttele bereetgestallt ginn.

Sou hunn ech mat vill Interessi héieren, datt Dir, Här Minister, bereet sidd, Waasserschutzzonen duerch ökologesche Landbau ze ënnerstëtzen. D'Beispill vun de Münchener Waasserwierker - et ass scho virdru vum Här Schank ugeschwat ginn -, dat jo d'lescht Joer op engem Seminar virgestallt gouf bei der SEBES, beweist, dass duerch eng proaktiv Politik eng ganz Rei vu konkreten Erfolleger um Terrain kënne realiséiert ginn. Nämlech duerch méi eng differenzéiert an zilorientéiert Ënnerstëtzung vun deene landwirtschaftleche Fläche ronderëm d'Quellen an d'Gewässer loosse sech vill Win-Win-Situatiounen erreechen, souwuel fir de Bauer wéi och déi eenzel Waasserwierker.

Mir kucken also gespaant op déi Defiziter, dass déi an der Zukunft kënne behuewe ginn. Mir kucken, ob et geléngt, d'Waasser endlech zum Thema hei a Lëtzebuerg ze kréien, zu engem regelrechte Sujet, sou dass d'ganz Gesellschaft dozou sensibiliséiert gëtt, hei endlech Faarf ze bekennen.

Mir kucke schlussendlech, ob et geléngt den néidege Paradigmewiessel hei zu Lëtzebuerg am Ëmgang mat dem Waasser erbäizeféieren. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als nächsten ass den Här Gibéryen ageschriwwen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, vill Leit si sech sécherlech net bewosst, datt d'Waasser dat wichtegst Liewensmëttel ass, wat et gëtt. D'Waasser bedeit op där enger Säit Liewen an op där anerer Säit fir vill Leit den Doud.

Et hu schonn eng Rei vu menge Virriedner hei de Mëtteg Beispiller virgeluecht, déi mer an eisen Dokumenter hunn, an och mam Risiko, datt ech verschiddener duebel oder dräifach vläicht soen, mengen ech, ass et dach wichteg, datt een ëmmer erëm op en Neits Verschiddenes ënnersträicht, wéi zum Beispill, datt am Moment eng Milliard Mënschen op der Welt, oder all Sechsten, keen direkten Zougang zu Waasser huet.

Weltwäit rangéiert d'Waasser als Doudesursaach viru Krankheete wéi Aids oder Malaria. All Dag stierwen 10.000 Mënschen, dorënner 4.000 Kanner, wéinst Waasserkonsum, an all Dag ginn 90.000 Leit duerch d'Welt duerch de Waasserkonsum krank.

Mä och fir d'Liewensmëttelen hierzestellen, ass d'Waasser enorm wichteg. An ech war erstaunt folgend Chifferen ze liesen: Wann zum Beispill 16.000 Liter Waasser gebraucht gi fir e Kilo Rëndfleesch hierzestellen, 4.500 Liter fir e Kilo Räis, 1.500 Liter fir e Kilo Fruucht, da sinn et ëmmerhin nach 30 Liter Waasser, fir ee Liter Béier hierzestellen.

Wann dat doten och weltwäit grouss Problemer sinn, sou huet Lëtzebuerg dach nach ëmmer eng gutt Situatioun, wat d'Waasserversuergung ubelaangt, wat awer keng Garantie fir d'Zukunft ass.

Lëtzebuerg bezitt säi Waasser zu engem Drëttel aus Iwwerflächewaasser, dem Stauséi, an zu zwee Drëttel aus Quelle vum Grondwaasser. 23 Gemenge kréien hiert Waasser exklusiv aus Quellen, 34 Gemengen hunn e Mëschsystem duerch Quellen a sinn u Waassersyndikater ugebonnen an 59 Gemenge kréien exklusiv Waasser iwwer interkommunal Syndikater.

Wa Lëtzebuerg och direkt kee Problem huet, wat souwuel d'Qualitéit wéi d'Quantitéit ubelaangt, sou hu mer zum Beispill awer haut an der Press kënne liesen, datt vum Waasserwirtschaftsamt drop higewise gëtt, datt op Grond vun deem wéinege Reen, deen an deenen dräi leschte Joer gefall ass, de Spi-

gel vum Grondwaasser sech gesenkt huet, sou datt et an dësem Summer kéint eng Waasserknappheet ginn. D'Waasserknappheet ass erëm relativ, well déi, déi Quellen hunn, a sech aus dem Grondwaasser approvisionnéieren, hunn éischter Problemer, wann de Grondwaasserspigel sech senkt, wéi déi, déi zum Beispill Waasser aus dem Stauséi kréien. An dach, mengen ech, ass et e generelle Problem, wou jiddferee muss mat upaken, egal vu wou datt en d'Waasser hierkritt.

Och ass dacks d'Waasserknappheet e Problem, wat vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass. Ganz dacks héiert een, datt Gemenge verbidden am Summer Waasser ze benotzen, net onbedéngt dann, wann eng Waasserknappheet do ass, mä ganz dacks och ass dat op lokal Infrastrukturen zréckzefëieren, déi e gewëssenen Alter hunn an dann net méi d'Méiglechkeet hunn, fir déi grouss Nofro, déi a Spëtzestonnen de Summer kënnt, zefridde stellend ze beliwweren.

Mir wäerten d'Waasserrahmenrichtlinn a kuerzer Zäit hei am Parlament kënnen diskutéieren an ëmsetzen. Ech wëll och duerfir nëmmen am Fong méi eng prinzipiell Fro stellen. Am Fong, ass et net traureg, datt d'EU eis oder och anere Staten iwwerhaapt muss virschreiwen, datt mer mat eisem Waasser musse spuersam ëmgoen, datt mer musse Schutzzone maachen, datt d'Qualitéit an d'Quantitéit mussen Normen entspriechen?

Misst et net eng Selbstverständlechkeet sinn, datt déi eenzel Länner vu sech aus déi Moossnamen ergräifen? A misst déi dote Fro net souguer am Kader vun der Subsidiaritéit dohin décidéiert ginn, datt d'EU am Fong näischt an där doter Fro ze soen huet, an datt déi eenzel Länner besser outiléiert wieren a verflicht am Fong wieren, well et bis op déi ënnescht Instanz, nämlech d'Gemengen, zréckgeet, fir déi Problematik do zur Zefriddenheet ze léisen?

Fir datt d'Subsidiaritéit op deem Niveau spillt, kann een zwar an dëser Problematik net alles generell op d'Länner oder op d'Gemengen oder Regiounen ofwälzen. Mä zum Beispill, wat d'Iwwerflächewaasser ass, wat d'Flëss ubelaangt, ass et sécherlech eng europäesch Fro, well d'Flëss grenziwwerschreidend sinn, an et net ka sinn, datt ee Land deem anere Land iwwert de Wee vum Floss eng mannerwäerteg Qualitéit géif zouféieren. Op deem Niveau ass et sécherlech eng europäesch Responsabilitéit. Mä op där anerer Säit misst et awer sécherlech, wat d'Waasser ubelaangt, eng Normalitéit sinn, wat souwuel d'Qualitéit ewéi Quantitéit ubelaangt, datt dat op nationalem Plang misst gemaach ginn.

Ech wëll an dësem Zesummenhang soen, a mech menge Virriedner uschléissen, datt mir och géint eng Liberaliséierung, eng Privatiséierung vun der Waasserbetreiung, -liwwerung, -qualitéit, an alles sinn, well d'Waasser e wichtegt Liewensmëttel ass, an datt mer hei musse Kritäre festleeën, déi an öffentlecher Hand musse bleiwen, an datt dat net däerf privatwirtschaftlech geregelt ginn.

Här President, ee Wuert zum Waasserwirtschaftsamt, wat mer virun e puer Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn. Ech hunn haut de Moien emol déi Debatten nogelies, bei deenen am Fong d'Haaptdiskussioun heibanne war, ob dat Waasserwirtschaftsamt misst an den Environnement oder an den Intérieur kommen. Deemools waren et déi dräi Oppositiounsparteien - d'LSAP, déi Gréng an den ADR -, déi am Fong fir den Environnement plädéiert hunn. D'Regierungsparteien hu fir den Intérieur plädéiert, an de Kolleeg Calmes huet de Mëtteg gesot, si hätte sech deemools misse breetklappe loossen, mä perséinlech wier hien och fir den Environnement.

Haut, mengen ech, kënne mer awer soen, no deenen zwee Joer, déi dat Waasserwirtschaftsamt fonctionnéiert, datt een am Fong nëmme positiv Kritiken iwwert dat Waasserwirtschaftsamt vun deene Leit kritt, déi domadder ze dinn hunn. Dat ass jo am Fong e Wirtschaftsamt, vun deem een net geduecht hätt, dass, nodeem ee verschidde Verwaltungen - mir hunn der nach ëmmer fënnef Stéck - esou géif zesummeschloen, dat Amt sech kuerzfristeg awer kéint esou opbauen an esou gutt fonctionnel ginn. Op jidde Fall déi Echoen, déi ech kritt hunn aus eisem Eck, déi si praktesch alleguer nëmme positiver Natur, firwat een deene Leit och ka félicitéieren.

(Interruption)

De Kolleeg Calmes seet: Et huet näischt mam Ministère ze dinn. Mä et ass awer e Beweis, datt esou e Waasserwirtschaftsamt och ënner engem Intérieur kann eng gutt Aarbecht maachen.

Op där anerer Säit muss ech zwar soen, Här President, datt ech haut awer gären och bereet wier, fir ze soen, op Grond vun neien Erkenntnisser, datt et net muss onbedéngt falsch gewiescht sinn, datt d'Waasserwirtschaftsamt bei den Intérieur komm ass. Well et ass schliesslech zoustänneg - virun allem do, wou mat de Gemengen zesummegeschafft gëtt - bis hin fir d'Erfaassen, d'Verdeelung vum Waasser, mä awer och wat de Contrôle, wat d'Qualitéit betrëfft, awer och bis hin zur Ofwaasserverschmotzung, Kläranlagen an dat alles, wat jo awer direkt mat de Gemengen, an duerfir mam Intérieur, ze dinn huet.

An op där anerer Säit, Här President, weess ech och net, ob mer net ee Ministère wéi den Environnement ze vill staark gemaach hätten, wa mer deem esou eng grouss Verwaltung bäiginn hätten. Well ech muss éierlech soen, datt ech och déi lescht Zäit Bedenken hu vis-à-vis vu verschiddenen Décisiounen, déi am Environnement geholl si ginn. An ech mengen, et wier net onbedéngt gutt gewiescht, well ze vill Pouvoir an ee Ministère komm wier.

Den Environnement huet eng Rei vu Pouvoirë souwéisou op Grond vum Gesetz, a wann hei e Waasserwirtschaftsamt ënnert der Tutelle vun engem anere Ministère fonctionnéiert, deen och doudsécher no ekologesche Kritäre fonctionnéiert, awer vläicht net engem Ministère ënnersteet, dee menger Meenung no, wéi gesot, dach awer relativ, vu menger Säit aus, diskutéierbar Décisiounen an der lescher Zäit geholl huet, dann ass dat net sou schlecht. Duerfir géif ech mengen, datt et net onbedéngt gutt wier, wann ze vill Pouvoir an ee Ministère an där doter Richtung géif kommen.

Een anere Problem, dee mer mussen diskutéieren, dat ass, datt mer scho gutt berode sinn och bei der Waasserversuergung op zwee Féiss ze stoen. Mir wëssen, wéi mer de Stauséi erneiert hunn, hate mer eng Solution de rechange opgebaut, déi du fonctionnéiert huet, a wou mer am Fong konnten d'Waasserquantitéit an och -qualitéit garantéiere während deene ganze Bauaarbechten oder Erneierungsaarbechte vum Stauséi. Déi ass nach do, fir de Fall, dass se eben eng Kéier gebraucht gëtt.

D'Fro, déi mer eis musse stellen, dat sinn déi Gemengen, déi exklusiv op hir Quelle limitéiert sinn. Et gëtt eng Rei vu Gemengen, déi hunn de Mëschsystem. Déi hu wuel hir Quellen, mä déi hunn awer eng Garantie, doduerch datt se och u Waassersyndikater ugeschloss sinn. Wann eng Kéier eppes mat hire Quelle virkënnt, da kënne se ëmmer zréckgräifen op d'Waassersyndikat.

Mä déi Gemengen, deenen hir Waasserversuergung exklusiv op Quelle berout, an déi vläicht och nëmmen eng Quell hunn, oder Quellen, déi relativ no beienee sinn, an do géife mer eng Kéier Problemer da kréien, da wier et fir déi Gemenge sécherlech - an et sinn 23 Gemengen am Land, déi exklusiv hiert Waasser vun hire Quelle kréien -, eng staark Ofhängegkeet. Déi Gemengen, mengen ech, wiere gutt beroden och ze kucken eng Léisung ze kréien, fir un e Syndikat ugeschloss ze ginn, fir an alle Situatioune kënnen awer Waasser an enger gudder Qualitéit ze offréieren.

E Punkt, deen ëmmer hei diskutéiert gëtt, ass de Waasserpräis. Och de Waasserpräis, géif ech mengen, am Kader vun der Subsidiaritéit, ka weder op europäeschem nach op nationalem Niveau virgeschriwwe ginn. Et muss enger Gemeng fräigestallt bleiwen, dee Waasserpräis ze froen, dee si politesch fir richteg fënnt. Et ass selbstverständlech ze recommandéieren, datt dat e Präis soll sinn, dee käschtendeckend ass. Mä wann eng Gemeng aus Gott weess wat fir enge politeschen Ursaache géif mengen, si misst dat drënner verkafen, misst et menger Meenung no och ëmmer méiglech bleiwen; obschonn ech et perséinlech géif politesch als falsch gesinn.

Mir mussen och oppassen, wa mer déi ganz Diskussioun hei féieren, datt mer de Leit och soen, firwat dat Waasser méi deier gëtt. Well d'Leit kréie lues a lues d'Impressioun, wéi wann déi ganz Diskussioun am Fong géif drëm goen, datt mer méi Suen an d'Keess kréien. Well d'Leit kréien, wa se doheem de Krunn opdréien, duerfir net méi Waasser, an och kee bessert Waasser. Se kréie just méi deiert Waasser. Et kann also net eng Diskussioun sinn, datt d'Leit op eemol dobaussen d'Impressioun kréien: Ma dat do ass elo e gudde Moyen, fir méi Geld eranzekréien, awer mir kréien duerfir net méi gebueden.

Mä et muss een et schonn a méi e generelle Kontext setzen, an de Leit soen, datt d'Waasser net nëmmen dat ass, wat vir aus dem Krunn erauskënnt, mä datt dat trotzdeem ganz villes bedeit. Dat geet bis bei d'Sanéierung vun eise Baachen a Flëss, vun den Ofwässer a Schutzgebidder. Alles dat fält do mat eran, an datt et eng Investitioun an eng generell Waasserproblematik ass an net onbedéngt e Problem ass fir d'Waasser méi deier ze maachen. Firwat kann een net och vun uewen erof generell soen: „Dat ass e Waasserpräis?" Ma well et einfach och vu Gemeng zu Gemeng aner Viraussetzunge gëtt. Et gëtt éischtens Gemengen, déi hunn hir eege Quellen. Et gëtt Gemengen, déi hu Mëschsystemer an et gëtt Gemengen, déi kréien hiert Waasser vun de Syndikater. An doduerch komme jo scho vu virera verschidde Präisser eraus, well déi eng Syndikater verkafen hiert Waasser méi deier wéi déi aner. Anerer hu Quellen a kréien d'Waasser duerfir méi bëlleg.

Et gëtt Stadgemengen; et gëtt Landgemengen. Eng Stadgemeng huet sécherlech hir Infrastrukturen, wou eng dicht Besiedelung vun der Populatioun ass a kann hir Infrastrukture sécherlech méi liicht a méi séier amortiséiere wéi eng Landgemeng, déi vläicht e puer honnert Meter vun Infrastrukture muss leeschten, fir een Haus unzeschléissen. Déi kann dat sécherlech net esou amortiséieren.

Dann ass et awer och esou, déi eng Gemengen hunn an der Vergaangenheet an hir Waassernetz-Infrastrukturen a Waasserbehältere massiv investéiert, hu gutt Infrastrukturen, hu keng Fuiten. Et gëtt awer och Gemengen, wéi mer wëssen, wou 50, 80 Joer näischt méi an d'Waassernetz investéiert ginn ass an doduerch vill Fuitë sinn. An et ass eis gesot ginn, datt et souguer Gemenge gëtt, wou ee kann dovun ausgoen, datt bis zu 50% vum Waasser duerch Fuiten erëm am Buedem versickeren. Datt do de Gestehungspräis vum Waasser méi deier ass wéi an enger Gemeng, déi eng optimal Waasserinfrastruktur huet, schéngt mer och ginn.

Duerfir, wéi gesot, gëtt et eng ganz Rei vu Moossnamen, wat net déiselwecht Berechnungsbasise sinn an net déiselwecht Ausgangsbasise sinn. Duerfir kann een domat averstane sinn, datt een iwwer eng eenheetlech Berechnungsbasis diskutéiert, awer net iwwer en eenheetleche Waasserpräis.

Nach ofschléissend, Här President, ee Wuert iwwert d'Kläranlagen. Ech mengen, do ass eiser Meenung no dee gréisste finanziellen Opwand fir déi nächst Jore gemaach. Et muss en Audit gemaach ginn. Et sinn de Mëtteg d'Chifferen hei genannt ginn, wat alles nach muss an d'Kläranlagen investéiert ginn.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt d'Gemengen elo lues a lues higinn a se féieren Ofwaassertaxen an. D'Gemenge versichen och do zum Deel hir Part vun der Investitioun, déi 10%, ze récupéréieren oder d'Frais d'entretien et de gestion, déi se mat enger Kläranlag, sief et enger kommunaler oder enger syndikaler, hunn, iwwert de Wee vun den Taxen eranzehuelen, mä et schwätzt keen iwwert déi 90%, déi de Stat am Fong dran investéiert.

M. le Président.- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- De Stat investéiert am Fong 90% dran...

M. le Président.- Här Gibéryen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech si fäerdeg, Här President. De Stat investéiert 90% dran, wou kee Remboursement ass, an d'Gemengen 10%, déi se iwwert d'Taxë kënnen erakréien. An och do, mengen ech, sollt een eng Kéier driwwer diskutéieren, ob een net och misst déi Waassertaxen zum Deel eventuell mat der staatlecher Participatioun kënne verbannen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci och, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten haut de Mëtteg hei eng flott, interessant, konstruktiv, awer trotzdeem eng kritesch, géif ech soen - wéi ee vun de Riedner gesot huet -, eng nohalteg Debatt iwwert dat, wat de Bilan ass vun der Waasserpolitik hei am Land. Ech géif soen, et sinn elo bal zwee Joer hier, den 28. Mee 2004 ass den Datum, op deem d'Waasserwirtschaftsverwaltung geschafe gouf, also virun 22 Méint. A wann een haut e Bilan mécht, da muss ee feststellen, dass eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass. Ech wëll och hei gären an e puer Wierder eng Kéier retracéieren, wat an deenen 22 Méint geschitt ass.

Wann een esou eng Interpellatioun ugeet, da stellt ee sech d'Fro: Firwat ass iwwerhaapt esou eng Waasserwirtschaftsverwaltung gegrënnt ginn? Et läit op der Hand, dass een doduerch d'Kompetenze kann an deem ganze Beräich, an deem komplexe Beräich vum Waasser, dass een déi dann do ka bündelen; et kritt een d'Leit all ënner een Daach. Dat erméiglecht, wat mer haut an der Politik gäre maachen, eng koordinéiert, eng integrativ Approche, well mer nëmme méi eng Persoun, een Uspriechpartner op der staatlecher Säit am Waasserberäich hunn. Mir kréien also eng kohärent Approche. Et muss een an der Waasserwirtschaftsverwaltung en technescht Ëmsetzungsorgan gesinn, fir eben déi Waasserrahmenrichtlinie, déi mer deemnächst hei an der Chamber déposéiere wäerten, a spéider och d'Kadergesetz ze géréieren.

D'Fro ass opgeworf ginn - an ech kommen net derlaanscht drop ze äntwerten -: Firwat kënnt eng Waasserwirtschaftsverwaltung an den Intérieur a firwat net an d'Ëmweltverwaltung? D'DP huet sech jo weech klappe gelooss, hat den Interpellant gesot, an den Här Bodry hat gemengt, no sengen Aussoen, dat wier e Feeler gewiescht.

Ech mengen net, dass et ee Feeler war, well éischtens kann een Ëmweltschutz an all Ministère maachen, egal wou dat ass. Zweetens, mengen ech, bréngt den Innenminister oder den Innenministère Synergien, déi och hei ugeklonge sinn, mat sech, Synergien an der Landesplanung, well deeselwechte Minister déi Kompetenz huet. Och d'Gemengen, an dat ass och hei gesot ginn, hunn an der Planung an an der Entwécklung vun der Drénkwaasserversuergung an der Ofwaasserentsuergung eppes ze soen. A last but not least huet den Intérieur och déi sou genannten Administration des services de secours, also d'Hëllefsdéngschter, ënnert senger Responsabilitéit, am Fall vu Problemer beim Drénkwaasser respektiv bei Héichwaasserproblemer. Do huet een also alles gebündelt, esou dass ech mengen, dass dee Wee oder déi Décisioun net schlecht war.

Fir wat ass elo d'Waasserwirtschaftsverwaltung zoustänneg? Et kann ee wierklech net onbedéngt alles opzielen, mä et kéint een dat esou resüméieren, dass ee seet: Si ass zoustänneg fir alles dat, wat mat Waasser ze dinn huet, ausser vläicht fir d'Schëfffahrt op der Musel, d'Schleisen oder den Hafen oder och d'Waasserkraaftnotzung, d'Stroumproduktioun; do ass eng aner Kompetenz do.

Mä si ass responsabel, éischtens fir d'Waasserquantitéit, also Héichwaasserschutz an naturno Renaturéierungen, preventiven Héichwaasserschutz géif ech souguer soen, dat ass méi richteg, an och de Waasserkreeslaf mat allen Aspekter dovunner, dann ass se zweetens responsabel fir d'Waasserqualitéit, also - et ass haut ugesprach ginn – fir d'Kläranlagen, d'Koordinatioun dovun, d'Kanalnetzer an de Gemengen, d'Zoustänn vun de Flëss a vun de Baachen an och fir d'Grondwaasser, e wichtegen Aspekt, op deen ech herno nach kuerz wäert agoen. Si ass zoustänneg fir de Schutz, d'Protektioun an am Fong geholl d'Ausweise vu Schutzzonen; d'Koordinatioun am Beräich Drénkwaasserversuergung oder Grondwaasserschutzzonen. All dat fält ënnert d'Zoustännegkeet vun der Waasserwirtschaftsverwaltung.

A last but not least - an do muss ech déi Ausso zréckweisen, déi virdru gesot ginn ass - fir e performanten nationale Laboratoire, well ech fannen, dass en eng gutt Aarbecht mécht an nieft den Drénkwaasser- an Ofwaasseranalysen, déi gemaach ginn, ginn och aner Ministèren, aner Verwaltungen am Ëmweltberäich - wéi géif ech soen? - mat bedéngt. Ech fannen, et gëtt eng gutt Aarbecht gemaach am Laboratoire an ech kann net d'accord si mat deenen Aussoen, déi soen, eise Waasserlaboratoire wär net performant. Ech fannen, dee mécht eng gutt Aarbecht.

An d'Bilanz, déi haut vu verschiddene Leit gemaach ginn ass, kann een esou soen, ass fir d'éischt, dass 115 Leit aus fënnef Ursprungsverwaltungen - der Ëmweltverwaltung, der ASTA, de Ponts et Chaussées, der Forstverwaltung an dem Service de l'Énergie de l'État - zesummebruecht gi sinn, an ech erlabe mer op där hei-

ter Plaz deene Leit Merci ze soen, déi et fäerdeg bruecht hunn eng homogen, eng performant Equipe zesummenzesetzen.

An enger éischter Phas war dat déi Equipe ronderëm de Paul Hansen, fréieren Direkter vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, deen och eng biergerno Politik gemaach huet, gradesou wéi säin Nofolger, den André Weidenhaupt, déi et, mengen ech, fäerdeg bruecht hunn, dass déi Leit un engem Strang zéien an dass mer eng gutt Aarbecht maachen.

Haut ass jo och op där Plaz hei aus ville Mënner ugeklongen, dass eng gutt Aarbecht gemaach gëtt an och d'Relatioun Direktioun vun der Gestion de l'Eau a Ministère, Waasserwirtschaftsverwaltung a Minister, dat ganzt Zesummespill, dat ass ganz gutt, an ech kann och soen, dass mat deenen anere Ministèren, dass mer och do am Fong geholl eng gutt Relatioun hunn an dass mer an deenen nächste Joren eng effikass, eng effizient Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg maache kënnen.

De Stellewäert vum Waasser ass en anere ginn, dees si mer eis alleguer bewosst. Duerfir wäert och an Zukunft d'Wichtegkeet vun der Waasserwirtschaftsverwaltung eng aner ginn. Mir wäerte Leit musse kréien, dat geet net anescht, well et aner Prioritéiten an eiser Gesellschaft gëtt. D'Aufgabestellung ass eng anescht wéi an deene leschte Joren, esou dass ee muss dovun ausgoen, dass d'Waasserwirtschaftsverwaltung, wat eng oppen, eng biergerno Verwaltung ass - dat ass emol op d'mannst dat Zil, dat se sech gesat huet -, déi no moderne Managementskritäre gefouert gëtt, dass dës Verwaltung muss am Fong geholl déi Leit kréien, fir kënnen op allen Niveauen, an där si vill ugeklongen, hire Mann oder hir Fra ze stoen.

Wat hu mer Opweises? Mir hunn en Drénkwaasserreglement, dee virgesäit, dass d'Gemenge misste bis Oktober - d'lescht Joer war et - 2005 notamment en Audit maache vun hire Réseauen. Et sinn och en Deel Gemengen, déi dat gemaach hunn, an déi kréien och elo - dat kann ech hei schonn annoncéieren - de 25. Abrëll dee sou genannten „Drëpsi" iwwerreecht, dat ass e Label, dee weist, dass déi Gemengen hir Hausaufgab gutt gemaach hunn. Dat soll also de 25. Abrëll stattfannen.

(Interruption)

An et si verschidde Gemengen, déi am Fong geholl do derbäi sinn - gediert, Här Braz -, an dat ass och eng gutt Saach.

Gradesou eng gutt Saach ass et - an duerfir sinn ech nach eng Kéier net d'accord mat deenen Aussoen iwwert de Laboratoire -, dass eise Laboratoire akkreditéiert ginn ass, an e Laboratoire, deen akkreditéiert ass, entsprécht verschiddene Qualitéitskritären, sou dass een do muss soen, dass eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass.

Och déi Suen, déi investéiert gi sinn am Ofwaasserberäich, déi loosse sech weisen. Am Joer 2005 si 35 Milliounen Euro investéiert ginn, am Joer 2004 waren et der 25. Dat heescht, an deene leschten zwee Joer, wou mer elo eng Waasserwirtschaftsverwaltung hunn, si 60 Milliounen Euro investéiert ginn. Wann ech déi lescht 15 Joer zréckkucken, sinn 300 Milliounen investéiert ginn. Dat sinn also 20%, déi ënnert där neier Struktur hei, ënnert deem neie Gesetz investéiert gi sinn, wat also beweist, dass effikass geschafft gëtt, an dass d'Gemengen eng Hand mat upaken, well et sinn ëmmer nach d'Gemengen, déi Kläranlage bauen, net de Stat.

Et huet virdrun iergendee vun de Riedner gesot, de Stat géif d'Kläranlage bauen. D'Gemenge bauen d'Kläranlagen, d'Gemengen décidéieren, wat gemaach gëtt a wat net gemaach gëtt. An ech muss soen, dat Spillchen, dat fonctionnéiert ganz gutt, sou dass ech sécher sinn, dass och an deenen nächste Jore wäerte massiv Kläranlage gebaut ginn, wourop ech herno nach wäert kuerz agoen.

Am Héichwaasserberäich, muss ech soen, sinn an deene leschte fënnef Joer och iwwer 14 Milliounen investéiert ginn, an eleng an deene leschten zwee Joer nees eng Kéier 7,6 Milliounen - ech hunn déi Chifferen do nogekuckt -, wat nees eng Kéier beweist, dass, vun do un dass mer déi Verwaltung hunn, effizient a gutt geschafft gëtt.

Do muss en naturnoen Héichwaasserschutz gemaach ginn. An do muss ech dem Här Kox soen, dass am Beräich vun de Renaturéierungen schonn eng Décisioun geholl ginn ass, déi fir e Comité ze grënnen, wou Vertrieder vum Ëmweltministère, vun dem Landwirtschaftsministère a vun der Waasserwirtschaftsverwaltung zesummeschaffen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…déi an Zukunft dann d'Renaturéierunge begleeden. Doduerch kréie mer méi Kohärenz, doduerch kréie mer méi Effikassitéit, an do kënne mer eng zilorientéiert Politik maachen, och mat der Landwirtschaft. Ech géif souguer soen, mir hunn en neien Dialog mat den Acteuren aus der Landwirtschaft. Also, dat ass eng flott an eng gutt Noriicht, an ech fannen, dat ass eng richteg Aart a Weis fir effizient ze schaffen.

Déiselwecht Démarche hu mer wëlles och am Klärschlamm ze maachen. Dat hat och ee vun de Riedner virdru gesot: Och am Klärschlamm solle mer eng ähnlech Démarche maachen, mat enger multidisziplinärer Equipe, déi dann déi ganz Prozesser begleet.

Gutt. Wat muss elo nach geschéien? Bon, an Zukunft ass et kloer, musse mer déi Siten, déi mer de Moment an der Verwaltung hunn - et sinn eelef Siten - konsolidéieren. Mir ginn dovun aus, dass d'Waasserwirtschaftsverwaltung op d'Frichen op Belval kënnt, an dass nach eng zweet Antenn, géif ech soen, op Dikrech kënnt, a mer vläicht soss am Land och nach musse kucken, mä dat Ganzt muss méi regroupéiert ginn.

Mir wäerten och an Zukunft eng nei Approche kréien am Waasserpräis, dat ass jo och virdrun hei ugeklongen. A mir iwwerleeën eis och d'Iddi, déi ech bis elo nach net gesot hunn, vun enger Redevance pour prise d'eau an och vun enger Taxe de pollution. Dat sinn nei Elementer, déi amgaange sinn iwwerluecht ze ginn, amgaange sinn entwéckelt ze ginn, an doduerch ass et och ze verstoen, firwat dass am Fong geholl d'Gesetz vun der Waasserrahmenrichtlinn nach net déposéiert ass.

Déi Iddi ass komm, a mir wollten déi nach e bësse configuréieren, ier mer domat bei d'Leit kommen, an och dat Ganzt diskutéieren, mä déi Prinzipië vun der Redevance pour prise d'eau, also eng Waasserentnahmetax oder eng Redevance, an och eng Taxe de pollution, wann een Ofwaasser gëtt, déi Iddi wëlle mer duerchdiskutéieren, an doriwwer eraus musse mer, wat och ugeklongen ass, eng harmoniséiert Rechemethod ausschaffen, fir eben dem Käschtendeckungsprinzip aus der Waasserrahmenrichtlinn gerecht ze ginn a fir 2010 de reelle Waasserpräis da kënnen ze rechnen.

Mir wäerten och missen iwwert d'Gesetz den Héichwaasserschutz, d'Drénkwaasserbereetstellung an d'Ofwaasserbehandlung anescht ugoen. Mir versichen, dat Ganzt ze vernetze mat Landesplanung a mat Naturschutz, sou dass ech iwwerzeegt sinn, dass mer déi Ziler, déi an der Waasserrahmenrichtlinn sinn, wäerten erfëllen.

Wat soll elo definitiv an der Waasserrahmenrichtlinn ëmgesat ginn? Véier Punkte wollt ech uschwätzen:

Fir d'éischt brauche mer e gudden ekologeschen Zoustand vun de Baachen an de Flëss an e gudde chemeschen a quantitativen Zoustand vum Grondwaasser, dat bis 2015 - et ass jo schonn oft gesot ginn. Dat ass de Volet Ëmweltschutz an dëser Direktiv.

Den zweete Prinzip ass dee vun de Bewirtschaftungspläng an de Moossnahmepläng, inklusiv och déi Schutzzonen, déi mer mussen ausweisen, wou mer d'ailleurs, dat wël ech och hei soen, prett sinn, technesch dat ze maachen. A wann 1993 dat net gemaach ginn ass, ass et net gemaach ginn, well gemengt ginn ass, Här Kox, mir kéinten éischter vläicht déi Direktiv ëmsetzen, mä mir si prett a mir hu bis elo eis Hausaufgaben am Kader vun der Waasserrahmenrichtlinn, wat déi eenzel Délaie betrëfft, gemaach. Also, 2009 mussen dës Schutzzonen, e puer Anzuchsgebidder, ausgewise sinn, dat ass déi landesplaneresch Approche. Also, dat ass eng zweet Dimensioun, fir d'éischt Ëmweltschutz, da landesplaneresch.

Eng drëtt Dimensioun ass déi vum Käschtendeckungsprinzip, deen och hei ugeklongen ass. Dat ass déi ekonomesch Approche an deem Ganzen, déi wirtschaftlech.

An déi véiert, dat ass - an dat ass fir mech wierklech déi wichtegst - d'Informatioun an d'Abanne vum Public, dat ass déi sozial Komponent. A wa mer dat net fäerdeg bréngen, dee Mentalitéitswandel, Här Kox, deen Der ugeschwat hutt, wa mer deen net kréien, dann ass de Krich verluer.

Do musse mer also soen, ganz kloer ass, dass dee Colloque, oder wéi een dat wëllt nennen, déi Réunioun, déi mer haten iwwert de Waasserpräis, sécherlech net eng Eintagsfliege ass. Mir wäerte systematesch bei d'Leit goen, bei d'Société civile, systematesch op der Place publique all déi Aspekter diskutéieren. Mir mussen d'Leit abannen an déi ganz Iwwerleeungen, soss si se wierklech net prett, fir déi ganz aner Philosophie, déi mer elo hunn, duerchzezéien.

Mir mussen dat maachen, an et ass och noutwendeg, ëmsou méi mer Schnëttstellen hunn an deem Ganze mat dem Aménagement communal a mam Aménagement du Territoire. Et ass also eppes ganz Komplexes, an do geet et net anescht, wéi dass mer am Fong geholl mussen zesummen un engem Strang zéien, all zesummen an den Anzuchsgebidder, ob dat elo d'Meuse ass op där enger Säit an op där anerer Säit dann eben de Rhäin. Do musse mer kucken, och iwwert d'Grenzen eraus, un engem Strang ze zéien.

Wat sinn déi nächst Schrëtt? Gutt, fir de Stat éischtens emol musse mer - dat ass och ugeklongen - eng Restrukturéierung kréie vun de Subventiounsregimer am Waasserfong. Zweetens wëlle mer déi Redevance pour prise d'eau an déi Taxe de pollution aféieren, ech hunn dat gesot. De Käschtendeckungsprinzip ass fir de Stat eng Ambitioun, an déi lescht ass och déi, zousätzlech finanziell Ressourcen ze schafen, an och méi Leit an d'Waasserwirtschaftsverwaltung.

Dir gesitt also, dat ass eng deier Geschicht. Ech hunn et scho gesot, et muss een do ausrechnen, dass ee praktesch eng Milliard Euro brauch, fir dëse ganze Beräich ofzedecken. Ob dat an deem System wéi elo duergeet, weess ech net. Wann een den Avis liest vum Conseil économique et social, da liest een do, mir sollten iwwerleeën, ob mer net „public private partnerships" kéinte maachen oder soss nei Formele fannen. Fir mech ass et kloer: Déi Diskussioun muss gefouert ginn.

Fir mech ass et awer gradesou kloer, dass d'Waasser weider muss an der Hand bleiwe vun der Öffentlechkeet, loosse mer et emol esou soen. Et geet net ëm Privatisëierung, et ass net méiglech; do wëll ech mech deem och uschléissen, wat vill Riedner hei gesot hunn a wat och am Avis vum Conseil économique et social steet.

Fir d'Gemengen natierlech ergëtt sech éischtens: d'Taxereglement musse se änneren. Et si scho Gemengen, déi amgaange sinn, hir Präisser ze héijen. Si sollen dat net ze séier maachen, si sollen dat an Etappe maachen. Mir wëllen och do eventuell eng Circulaire un d'Gemenge schreiwen, fir hinnen ze soen, wéi eng Strategie se do solle maachen. Drénkwaasser an Ofwaasser gi méi deier, an et däerf net sinn, dass dat ugesi gëtt, wéi den Här Gibéryen gesot huet, dass dat einfach de l'art pour l'art ass, mä, wat awer sécher ass, Här Gibéryen: Duerch dat Ganzt kréie mer méi eng Traçabilitéit a méi eng sécher Qualitéit vum Drénkwaasser.

Dat heescht, haut sinn awer nach vill Froen, déi sech stellen, och ob dat Waasser, wat aus dem Krunn erauskënnt, da wierklech deene Kritären entsprécht, wéi et soll sinn. Am Prinzip ass et esou, mä mir hu keng objektiv Kritären de Moment, fir dee Monitoring honnertprozenteg op allen Niveauen ze maachen. Dat hei kréie mer, an doduerch - dat muss eis dat wäert sinn - kréie mer eng Traçabilitéit, an da kënne mer herno soen, dass d'Waasser wierklech gutt ass.

Dann ass en drëtte Punkt och ganz wichteg, nämlech dass mer an de Gemengen dës ganz Problematik mat de PAGen, mat de sou genannte Bebauungspläng, koppelen. Do musse mer och kucken, wou déi eenzel Réseauen hikommen. Dat ass ganz wichteg.

Fir eis Leit natierlech, eis Bierger an eis Biergerinnen, do ass et esou, dass déi natierlech och hir Responsabilitéit kréien; si mussen agebonne ginn an déi ganz Diskussiounen. De Waasserpräis gëtt méi héich. Mir kréie sécherlech eng Waasserqualitéit, déi garantéiert ass, an ech mengen, dass se besser gëtt souguer am Sënn eben, dass ee ka Garantien erabréngen, déi bis haut net onbedéngt do sinn, a mer kréien och méi propper Baachen a méi propper Flëss.

Ech gleewen awer drun, dass ech bis 2015, wat ech schonn eng Kéier gesot hunn, kann an d'Sauer schwamme goen, an dass dann do deen Zoustand vun deene Gewässer besser ass.

Une voix.- Dir musst net kriddelech sinn.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Erlaabt mer, dass ech nach kuerz op e puer Punkten aginn, déi och ugeschwat gi sinn. Éischtens den Tëschefall an der Drénkwaasserversuergung oder deen hallwen Incident, wéi gesot ginn ass. Et ass richteg, e Plang steet. Ech hunn en hei derbäi, ech hunn en iergendwou hei an deene ganze Paperassë leien. Mir hunn also e Plang, e ganze Plang, wéi mer wëlle virgoen an Zukunft. Dee Plang - hei ass en, fir lech deen nach eng Kéier ze weisen -, leet also eng ganz kloer Hierarchiséierung fest, vun allem, wat do muss geschéien, wann esou eppes nach eng Kéier virkënnt.

D'Cellule de crise, déi steet also, dat kann ech ganz kloer soen, wann den Eeschtfall eng Kéier kënnt. Dee musse mer elo nach fir d'éischt testen, an da maache mer och nach eng Circulaire an dësem Fall. Mir testen den Eeschtfall an da maache mer eng Circulaire, an da mengen ech, da wiere mer gewappnet, wann esou Situatioune kommen. Bei där leschter war et jo esou, datt et am Fong geholl keng war, mä et war awer gutt, dass ee mat esou enger Situatioun eng Kéier konfrontéiert ginn ass.

Dann, mir erneiere jo am Gesetz de Waasserregime, dat heescht den Entretien vun de Baachen a vun de Flëss. Mir wëllen also méi en naturnoe Waasserbau, mir wëllen also d'Fëschduerchgängegkeet verbesseren, mat natierlechen Uferen, mat Fëschbrécken an esou weider, a mir wëllen natierlech en naturnoen Héichwaasserschutz.

An elo sinn ech um Punkt: Do ass déi grouss Diskussioun, iwwert déi och schonn den Här Clement mech eng Kéier interpelléiert huet, ob an Zukunft de Stat méi wéi déi 50% wéilt ginn, wat en elo ginn huet bei de Mesuren, déi gemaach gi sinn am Beräich vun der Sauer. Do muss ech soen, 50% fir esou Mesuren, 80% fir Etuden, do gëtt et keen neie Moment, an ech stelle mer d'Fro, wéi mer dat wëlle maache mat där Enveloppe budgétaire, déi ech lech elo gesot hunn, déi mer brauchen. Dat ass eng Dikussioun, déi muss gefouert ginn.

An de leschten zwee Joer sinn dräi Milliounen investéiert ginn an esou Moossnamen. An de leschte fënnef Joer waren et 4,7 Milliounen. Hei gesitt Der also nees eng Kéier, vun do un dass d'Verwaltung do ass, gëtt méi effikass investéiert. Da brauche mer natierlech eng koordinéiert Previsioun, besonnesch op der Musel mat der Navigatioun. An do kréie mer jo dat Instrument, dat TIMIS heescht, wat eis do Méiglechkeete gëtt, fir an Zukunft effizient ze schaffen.

D'Qualitéit vun eise Baachen a Flëss a Grondwaasser, déi wëll ech och kuerz uschwätzen, well déi kréie mer jo nëmmen iwwert d'Kläranlagen. Dat ass haut hei ugeklongen an do sinn der vill amgaangen: Beetebuerg, Hesper, Beggen, Miersch, Bleesbréck, Musel-Perl an och Musel-Merterter Hafen.

An do wëll ech Folgendes soen: Déi Problemer mat Musel-Perl, mat der auslännescher Kläranlag a mat de Lëtzebuerger Gemengen - déi den Här Kox ugeschwat huet -, mengen ech, ass kee Problem, och wa mer e Syndikat fir déi Géigend maachen. Ech stelle mer zwar och vir, dass mer regional Syndikater kréien an dass mer eng national Struktur musse kréien, fir d'Gestioun ze maache vun den Ofwässer. Dat steet am Avis vum CES an et ass och vu verschidde Leit hei ugeklongen. Ech mengen, déi Diskussioun sollt ee féieren an dat wier dee richtege Wee.

D'Kläranlag Merterter Hafen, do muss ech kloer an däitlech soen: Et ass kee Problem fir op där enger Säit Tanklageren dohinner ze maachen an op där anerer Säit eng Kläranlag ze bauen. Deen Areal ass grouss genuch. Déi zwou Saache si méiglech, wann d'Politik dat esou wëllt. Do kann eng Kläranlag kommen an do kann och dernieft en Tanklager kommen, et ass also net esou, dass dat eent dat anert ausschléisst, do ass also eng Komplementaritéit.

Mir mussen an Zukunft Schutzzonen ausweisen - ech hunn dat gesot -, Gestiounspläng opstellen, also Bewirtschaftungspläng a Moosnameprogrammer maachen, da kréie mer dee gudden ekologeschen Zoustand, dee mer gären alleguerten hätten.

Dir gesidd also, et ass munches geschitt, an op déi Froen, déi ugeschwat si ginn, wëll ech och kuerz agoen, well déi mer och nach d'Méiglechkeet ginn, verschidde Saache kloerzestellen.

Et ass ugeschwat ginn, dass mer tatsächlech dëse Summer vläicht Problemer kréie mam Waasser. Mir hu jo och do schonn e Rout-Plang, en Orange-Plang oder wéi een e wëllt nennen. Do proposéieren ech deemnächst de Kolleegen an der Regierung respektiv hei wollt ech

dat och soen, dass een do vläicht kéint esou eng Aart Observatoire des ressources en eau kéint schafen. Dësen Observatoire kéint sech da bei Dréchenheet a bei anere Problemer - wa Problemer si mat de Ressourcen - mat deene Problematike beschäftegen, dee wär multidisziplinär besat mat deenen eenzelne Ministèren a Verwaltunge an do kéint een dann a mengen Aen eng gutt Aarbecht maachen an dësem Beräich an et kéint een dann do och preventiv virgoen.

A wann ech dat Wuert preventiv soen, da kommen ech och bei dem Marco Schank säi Lieblingsthema, an zwar de preventive Waasserschutz, wou ech och der Meenung sinn, dass een do muss an Zukunft eng eenheetlech Linn kréien. Wou ech der Meenung sinn, dass e SEBES notamment soll preventive Waasserschutz maachen a wou ech och dann déi Meenung deelen, déi gesot ginn ass, ob net soll och d'Waasserwirtschaftsverwaltung vertruede sinn am SEBES. Dat soll ee sech iwwerleeën, mä et ass ganz wichteg, dass déi Waasserliwweranten eng gutt Öffentlechkeetsaarbecht maachen, dat ass och ee Stéck vun deem, wat eis d'Méiglechkeet gëtt, an Zukunft d'Waasser als eppes Positives dohinner ze stellen.

An Zukunft muss d'Kooperatioun gemaach ginn zwësche Landwirtschaft a Waasserliwwerant. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn, well nëmmen e positiivt Zesummespille vun deenen zwee Acteuren erméiglecht eis op där enger Säit dem Waasser dee Stellewäert ze ginn, deen et huet, an op där anerer Säit och d'Landwirtschaft net an e schlecht Liicht ze bréngen an der Landwirtschaft och d'Méiglechkeet ze ginn, weider gutt ze produzéieren.

Da wollt ech nach zwee Wierder soen iwwert den Débat public. Den Débat public, deen ech virdru kuerz ugeschwat hunn, dee fir mech am Fong geholl den A an O ass an deenen nächste Méint, fir positiv aus dëser Diskussioun erauszekommen.

Dësen Débat public muss op där enger Säit zwëschent de Ministèrë stattfannen, do musse mer eis ofschwätzen. An da musse mer op där enger Säit bei d'Société civile goen an och an d'Chamber goen an duerch d'Land pilgeren, fir eis Strategie duerzeleeën.

Sou kréie mer dann am Fong geholl dat, wat mer gären alleguerten hätten: eng performant Waasserpolitik an eisem Land. Einwohnergleichwerte vun 900.000, déi stinn do, an ech kann Iech soen, wann d'Kläranlage vun der Musel stinn, da kommen der 150.000 dobäi. A wa mer eng Dénitrificatioun an och eng Entschwiefelung maachen, da kréie mer nach besser Chifferen. Sou dass ech mengen, dass ee kéint an deenen nächste Joren hei zu Lëtzebuerg iwwerzeegt sinn, dass eis d'Waasser hei zu Lëtzebuerg net ausgeet.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass déi Interpellatioun ofgeschloss. Mir hu keng Motioun an och keng Resolutioun virleien.

Ech proposéieren Iech fir folgendermoosse virzegoen. Déi Motioun, déi den Här Huss deponéiert huet, setze mer fir muer op den Ordre du jour a mir géifen elo nach dee klenge Projet de loi fäerdeg maachen, deen um Orde du jour steet. Et ass de Projet 5415 iwwert d'Abus de marché. D'Riedezäit ass do nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech ageschriwwen den Här Negri, den Här Meisch, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, wann ech gelift.

11. 5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, hei ass hien, Här President, mat sengem klenge Projet, wéi Dir dat nennt. Ech wäert Iech missen enttäuschen: Et ass guer kee klenge Projet, et ass e ganz wichtege Projet, mä ech weess, datt…

M. le Président.- Ech hat vun der Zäit geschwat, Här Rapporter.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech weess, datt dëst Haus ëmmer e bësse generft ass, wann ech erëm eng Kéier mat enger Direktiv oder mat e puer Direktive kommen aus dem Finanzsecteur.

(Interruptions)

Mä ech kann Iech awer soen, et gëtt der, déi sinn nach méi generft. Well Dir braucht nëmmen eng Kéier Iech domat ofzeginn an dann ass et fir Iech gelaf, währenddeem op deen et sech applizéiert, nämlech d'Operateuren aus dem Finanzsecteur permanent domat geplot sinn, wann déi Direktiven emol eng Kéier ëmgesat sinn.

Une voix.- Dat do ass eng Diffamatioun.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Et ass keng Diffamatioun, wann ech soen, Dir wiert generft, well ech kréien ëmmer hei gesot, e kuerze Projet muss et sinn, et muss ganz kuerz sinn, et muss ganz séier goen.

Une autre voix.- Här President, mir verléieren ze vill Zäit mat esou Saachen.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Voilà.

M. le Président.- Loosst lech net ophalen, Här Rapporter.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President.

Et gëtt sech allgemeng, awer besonnesch am Finanzberäich iwwert déi Hällewull vu Gesetzer a Reglementer beklot, déi d'Operateuren an ëmmer méi en enke Corset pressen an hir intern Organisatioun ëmmer méi komplizéiert maachen. Dat à tel point, datt bal méi Energie a méi Sue fir Kontrollmechanismen a fir déi sou genannte Compliance dropginn, wéi fir d'Entwécklung vun neie Produkter an d'Erschléissung vun neie Mäert.

Ob awer elo iwwerdriwwen oder net, do wou et mat der Moral happert, do brauch ee Gesetzer. Dat gëllt och a besonnesch fir d'Finanzmäert, déi leider net ouni ëmmer méi contraignant Regelen auskommen. Och wann déi Regelen dann um Enn dach nëmmen hannert der Realitéit hierlafen, well sech d'Marchéën an d'Techniken - an domat leider och d'Abusen - méi séier entwéckele wéi déi séierste Gesetzgebung.

E gutt Beispill dofir, wéi komplex déi Maarttechnike gi sinn a wéi sophistiquéiert dofir d'Iwwerwaachungsmechanisme si mussen, wann ee wëllt dofir suergen, datt d'Kierch am Duerf bleift, sinn déi sou genannten Insider-Geschäfter. De Législateur probéiert scho säit Enn der 80er Joren, fir déi Insider-Geschichten an de Gréff ze kréien. Mä d'Resultat schéngt net esou iwwerzeegend ze sinn, well soss bräichte mer wuel elo net en neien Ulaf ze huelen, fir dee gesetzlechen Zonk méi enk ze maachen an domat déi Insider-Tricke besser an de Gréff ze kréien.

Dat ass net esou einfach. Et ass nämlech net evident, datt een, dee méi weess wéi déi aner, net vun deem Wësse profitéieren däerf. Et heescht jo ëmmer: Wëssen ass Muecht. Mä dat ass net onbedéngt am Finanzberäich wouer, well deen, deen do aus sengem Wësse Profit schloe wëllt, dee steet schonn heiansdo mat engem Fouss am Prisong.

Wéi wëllt Dir d'Grenz zéien tëschent deem, wat een am Finanzberäich oder méi genee bei de Boursëgeschäfter mat sengem Wëssen ufänken a wéini een et net gebrauchen däerf. A wann déi Grenz emol gezunn ass, da muss jo och nach dofir gesuergt ginn, datt se respektéiert gëtt an déi ëmmer méi komplizéiert Regelen dann och agehale ginn.

Virun e puer Deeg huet zu London d'Financial Services Authority" (FSA) - dat ass den Englänner hir CSSF -, fir Opsinns gesuergt, wéi si huet missen agestoen, datt si déi Insider-Saach net esou richteg am Gréff huet. Si huet nämlech erausfonnt, datt bei all deene Fusiounen an Acquisitiounen, déi tëscht 2002 an 2004 op der Londoner Bourse iwwert d'Bühn gaange sinn, an 29% vun de Fäll gelonge Kursentwécklunge festgestallt goufen, déi méi oder wéineger däitlech op Insider-Trading hindeiten.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg - ech géif bal gär soe Gott sei Dank - eng méi spezialiséiert Bourse, wou de Manipulatiounsrisque, op Grond vun der Natur vun de quotéierten Titren, manner grouss ass. An trotzdeem hate mir och schonn déi eng oder aner Insider-Affär, déi eis Geriichter beschäftegt huet oder nach ëmmer beschäftegt.

An dat beweist, datt déi Législatioun, där mer haut eise Seege gi sollen, net vu Muttwëll ass. Ofgesinn dovunner, datt grad eng international Finanzplaz wéi eis sech et schëlleg ass, fir propper an transparent Verhältnisser ze suergen.

Elo ass et net esou, datt mir nach guer näischt op dësem Gebitt Opweises hätten. Mir hu säit 1991 e Gesetz iwwert d'Insider-Geschäfter, dat op eng Direktiv vun 1989 zréckgeet, a mir hate scho virdrun eng Dispositioun, déi et der Bourse erlaabt huet, disziplinaresch géint Insider-Sënner virzegoen. Mä déi 89er Direktiv huet sech an der Praxis als net ganz effikass erwisen, besonnesch net um communautäre Plang, wou weiderhi jiddferee plus ou moins maache konnt a gemaach huet, wat hie wollt.

A well sech an der Tëschenzäit souwuel d'Finanzprodukter wéi d'Technike verfeinert an d'Mäert sech ëmmer méi enk matenee verknäppt hunn, a well och eng Rëtsch Skandaler, besonnesch an Amerika, d'Boursë gerëselt hunn, koum d'Asiicht, datt een hei d'Schrauf e Krack weider misst zoudréien. Wat dann och am Laf vun 2003/2004 geschitt ass.

Et ass ugaang mat enger sou genannter Kaderdirektiv iwwert d'Insider-Operatiounen an d'Maartmanipulatiounen, déi sech staark um Behuelkodex vun der Londoner City inspiréiert hat. Si verbitt de Finanzprofien opgrond vu privilegéierten Informatioune Boursëgeschäfter ze maachen a forcéiert d'Emetteuren, also déi, déi d'Titren erausginn, dem Maart e Maximum un Informatiounen ze liwweren, ebe fir datt et net ze dacks zu privilegéierten Informatioune kënnt.

Well et esou kriddelech an esou delikat ass, goufen där Kaderdirektiv gläich dräi weider Direktive plus e Reglement nogeschoss.

Déi éischt Direktiv definéiert d'Notioune vu „privilegéierter Informatioun" a vu „Maartmanipulatioun" a regelt d'Publikatioun vun den Insider-Informatiounen.

Déi zweet Direktiv befaasst sech mat de Recommandatiounen, déi Verméigensberoder, Finanzanalysten oder och Journalisten a puncto Geldulagen un d'Adress vun hire Clienten oder vun hire Lieser maachen.

Déi drëtt bezitt sech op déi Maartpraktiken, déi erlaabt sinn, befaasst sech mat deenen neie Produkter, wéi zum Beispill den Derivaten, a preziséiert, wéi a wéini d'Kontrollautoritéit am Verdachtsfall an d'Bild ze setzen ass - e bëssen no deem bekannte Muster vun der Geldwäsch an der Terrorismusbekämpfung.

Schliesslech hu mer dann och nach e Reglement, dat jo d'office vun de Memberlänner ze applizéieren ass. An dësem Fall setzt et sech méi speziell mat engem ganz spezifesche Fall, nämlech mat dem Fall auserneen, wou eng Entreprise hir eegen Aktien opkeeft.

All déi EU-Texter sinn an dësem Gesetz elo gebëndelt, wat dann och logescherweis säi Virgänger, dat Virgängergesetz aus dem Joer 1991, ofschaaft an ofléist. Dat neit Gesetz deelt sech op véier grouss Kapitelen op:

éischtens, d'Definitioun vun der privilegéierter Informatioun an där hir Roll beim Insider-Delikt;

zweetens, d'Definitioun vun der Maartmanipulatioun;

drëttens, den Ëmgank mat der privilegéierter Informatioun,

a véiertens schliesslech d'Iwwerwaachungsinstanz, déi fir d'Anhale vun deene Regelen ze suergen huet.

Als „privilegéiert Informatioun" gëllt vun elo un e „preziist Wëssen iwwer Wäertpabeieren, dat net public ass an dat, wann et da public wier, kënnt de Cours vun deene Wäertpabeiere beaflossen". Ausschlaggebend ass deemno engersäits de „prezise Charakter" vun der Informatioun an anerersäits där hir „Auswierkung op de Boursecours".

Dat bedeit an der Praxis, datt et verbueden ass, dat Wëssen ze benotzen, fir op der Bourse ze kafen oder ze verkafen, dat Wëssen zum selwechten Zweck weiderzeginn oder et fir Recommandatiounen u potenziell Keefer oder Verkeefer ze benotzen. Hält ee sech net dodrun, dann ass dat e klore Fall vun Insider-Delikt. Wéi gesot, eng quokeleg Saach, déi sou einfach och net ëmmer nozeweisen ass, wéi dat éinescht zitéiert Beispill vu London beleet.

Dann d'Definitioun vun der Maartmanipulatioun. Heimat sinn all Aktivitéite gemengt, déi falsch oder irreféierend wierken an déi dann dozou féiere kënnen, datt de Cours vun engem bestëmmten Titre op en Niveau gedriwwe gëtt, deen dem wierkleche Wäert vun deem Titre net méi entsprécht. Och hei bewege mer eis op engem glëtschegen Terrain, well et sech net esou ouni weideres feststelle léisst, ob en Aktiekaf oder -verkaf a bedréierescher Absiicht geschitt oder net. Dofir léisst d'Gesetz och eng Hannerdier fir sou genannt „gängeg Praktiken op bestëmmte Mäert" op, probéiert dann awer erëm, iwwert déi Praktiken esou enk wéi méiglech ze schwätzen a se esou enk wéi méiglech ze halen.

Och déi, déi d'Wäertpabeieren erausginn, dat heescht déi Entreprisen, déi op der Bourse cotéiert sinn, si gehalen, hiren Deel dozou bäizedroen, datt et net zu Insider-Händel kënnt. Si kënnen zum Beispill dozou bäidroen, datt et méiglechst wéineg „privilegéiert Informatioun" gëtt, an zwar doduerch, datt se esou vill wéi méiglech Informatiounen iwwer sech ënnert d'Leit bréngen.

Doriwwer eraus si se awer och gehalen, bei der Kontrollinstanz eng Lëscht mat all deenen aus a ronderëm hire Betrib ze hannerleeën, déi als Insider ze betruechte sinn. Genausou wéi se därselwechter Instanz, also der Kontrollinstanz - wat, wéi Der elo gläich gesitt, d'CSSF ass -, all Boursëgeschäfter mam eegenen Titre melle mussen, déi hir Manager maachen, a wéi se och gehale sinn, direkt all Verdacht op en Insider-Delikt oder eng Maartmanipulatioun dëser selwechter Kontrollinstanz ze mellen.

Schliesslech hält d'Gesetz da fest, wéi eng Instanz dat alles soll iwwerwaachen. Et ass elo keng Iwwerraschung, datt dobäi de Choix op d'CSSF gefall ass, déi jo bei eis net nëmmen dofir ze suergen huet, datt d'Banke sech un hir sëlleche Regelen halen, mä déi och fir d'Iwwerwaachung vun der Bourse zoustänneg ass.

M. le Président.- Entschëllegt, d'Anlag gëtt gestéiert duerch en Handy!

(Interruption)

Une voix.- Jo.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci.

(Interruptions)

Well awer d'CSSF eent vun deenen Organer ass, déi eigentlech um Modell vum Self-control baséieren, wéi mir e vum Barreau a vum Collège médical oder och neierdéngs vum Presserot hier kennen, kënnt et ëmmer erëm zu Méssstëmmegkeeten, wann et ëm d'Kompetenz an de Pouvoir vun der CSSF geet. D'Verfassungspuristen kënnen do schonns en Hoer an der Zopp fannen, wann e sou genannte Régulateur eegemächteg Regelen opstellen däerf, déi jiddferee bannen an déi am Fall vun engem Verstouss souguer zu Sanktiounen duerch déiselwecht Instanz, net geriichtlech Instanz, féieren.

Mir hu scho méi dacks erlieft, datt de Statsrot seng Problemer mat gewëssen Aufgaben a Befugnisser

hat, déi de Législateur der CSSF iwwerdroen huet. Dat war och dës Kéier erëm de Fall. Wouropshin d'Budgets- a Finanzkommissioun de Gesetzesprojet huet misse liicht iwwerschaffen, fir deen een oder aneren Amendement dann unzebréngen.

Mä et war net nëmmen de Statsrot, dee sech géint de Kompetenzcumul vun der CSSF gewiert huet. Dës Kéier krut hie Sekurs vun den Affekoten. Déi waren nämlech net domadder d'accord, datt si sollte vun der CSSF geschoulmeeschtert ginn, wa si fir e Client schaffen, deen der CSSF ënnerstallt ass. Obwuel d'Direktiv virgesäit, datt et nëmmen eng Zoustännegkeet fir Insider-Delikter soll ginn, hält d'Gesetz fest, datt nëmmen de Barreau, also hir Disziplinarinstanz, an net och nach d'CSSF zum Beispill, en temporäert Beruffsverbuet fir en Affekot ausspriche kann, wann dee sech enges Insider-Delikts schëlleg gemaach huet.

An eng ähnlech Kerb haten och déi am Presserot vereente Journalisten an Editeuren doropshi gehaen, déi - ebenfalls well se vun der Insider-Législatioun betraffe Professioune sinn - d'Geleeënheet benotze wollten, fir hire Statut auszebauen an e méi no un dee vun den Dokteren an Affekoten erunzeféieren. D'Kommissioun war allerdéngs der Meenung, dat Gesetz hei géif sech net grad fir esou eng Operatioun eegnen; dat misst ee schonn iwwert déi spezifesch Presselégislatioun regelen, wat deene Betraffenen dann och ageliicht huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, alles an allem stécht e géi héirege Pak Aarbecht an dësem Projet, deem dofir sonner Zweifel de Verdéngscht zoukënnt, datt hie probéiert, Uerdnung an e kriddelechen an delikaten Dossier ze bréngen. An dee mat där ëmmer méi grousser Komplexitéit vun de Finanzoperatioune ganz bestëmmt net méi einfach an der Zukunft wäert ginn, och wann e fir Eenzelner e klengen Dossier ass.

Och wa sech dat, wat een Insider-Trading a Maartmanipulatioun nennt, strëppweis a Grenzberäicher beweegt, wéi mer elo grad gesinn hunn, wat där zoustänneger Kontrollinstanz d'Liewe bestëmmt net méi liicht maache wäert, kritt si heimat dach en einstweilen ugemiessent Instrument an de Grapp, fir d'Finanzoperatioune méiglechst propper ze halen. Grad fir e klengt Land mat enger grousser Finanzplaz, déi alt emol Problemer mat hirem Ruff hat an och nach heiansdo huet, ass dat scho vun enger gewësser Bedeitung.

Wann dann och mat dësem Gesetz d'Rëtsch vun eisen nach net ëmgesaten EU-Direktive gläich ëm véier Eenheete gekierzt gëtt, gëtt et wuel där Grënn méi wéi genuch, fir dësem Projet zouzestëmmen. Dofir kann ech och den Accord vu menger Fraktioun hei abréngen, an ech soen Iech Merci, datt Dir zu esou spéider Stonn nach esou vill Gedold hat. Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur, fir dee wichtege Rapport. Den éischte Riedner ass den Här Roger Negri.

Discussion générale

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Thiel, Merci soe fir säin excellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et ass scho bal alles gesot iwwert dat neit Gesetz. Ech ginn dofir net méi weider op déi technesch Detailer vum Projet an. Erlaabt mer dofir e puer méi generell Reflexiounen unzestellen iwwert d'Finalitéit vun deem Gesetz an iwwert de generelle Kader, an deen et sech aschreift.

Op deenen internationale Finanzmäert, zu deenen natierlech och eis Lëtzebuerger Finanzplaz zielt, ginn all Dag onvirstellbar grouss Zommen am Handel mat Aktien, Obligatiounen, Derivater, Devisen, Matière-premièren, Edelmetaller an esou weider ëmgesat. Rieds geet vun an déi 1.000 Milliarden Dollar, dat ass eng Zuel mat zwielef Nullen. Ech betounen et nach eng Kéier, dat ass den Ëmsaz vun engem Dag. Contrairement zu fréiere Jorzéngte sinn déi Transaktiounen haut awer net méi zu engem Groussdeel u real wirtschaftlech Echangë gebonnen, mä zu 80 bis zu 90% - d'Zuelen, déi genannt ginn, sinn net ëmmer déiselwecht - handelt et sech hei ëm reng Spekulatiounsgeschäfter.

Dobäi muss een och nach wëssen, dass zum Beispill am Handel mat deene sou genannten Derivater Pabeiere kaaft a verkaaft ginn, wou dee respektive Keefer a Verkeefer op eng Hausse oder eng Baisse vun de Präisser spekuléieren. Si schléissen eng Wett op d'Zukunft of, op de Moment also, wou si hir Transaktioun realiséiere mussen. Wann een de Fonctionnement an d'Logik vun där Zort Geschäfter bis verstanen huet a wann een déi enorm Zomme gesäit, déi an deem Spill ze gewannen oder awer och ze verléiere sinn, da gëtt et engem ganz séier bewosst, firwat et esou interessant ka si fir bestëmmt Akteure mat deels méi, deels manner legale Methoden an d'Geschéien op de Finanzmäert anzegräifen.

Kloer ass och, dass d'Gewënner an d'Perdantë vu virera feststinn. Vu Kursmanipulatiounen an Insider-Geschäfter profitéiere par définition déi, déi Zougang zu Informatiounen hunn, déi de Grand public net huet, déi also bei der Quell sëtzen an déi och déi néideg finanziell Moyenen hunn, fir eppes mat deenen Informatiounen unzefänken.

Dat sinn an der Regel net déi kleng Spuerer, déi Leit also, déi e puer dausend Euro an en Investmentfong abezuelen, fir dass se hire Kanner méi spéit eng Kéier eng Ausbildung oder en Unisdiplom finanzéiere kënnen. Et sinn och net déi Leit, déi e puer Aktien oder Obligatiounen an hirem Dépôt leien hunn, fir am Alter hir Pensioun e bëssen opzebesseren. Si alleguer gi fir gewéinlech eréischt owes op der Televisioun oder moies an der Zeitung gewuer, dass d'Firma X vun der Firma Y opkaaft gouf an dass de Benefiss vun der Firma Z manner oder méi héich ausgefall ass, wéi geschat gi war.

Neen, et sinn déi grouss Fësch, déi d'Moyenen, d'Informatiounen an den Afloss hunn, fir d'Mäert ze manipuléieren an Insider-Geschäfter ze maachen. Den honorabele Rapporteur huet an der Introduktioun vu sengem schréftleche Rapport un engem konkrete Fall illustréiert, mat wat fir Methoden an Tricken do geschafft gëtt.

Här President, grad an enger Zäit, wou de Stat d'Leit notamment mat steierlechen Avantagen incitéiert, fir sech privat ofzesécheren, wou bal jiddferee vun eis en Deel vu sengem Akommes an en Investment- oder Pensiounsfong iwwerweist a wou in extremis d'Salariéë sech um Kapital vun hirem eegene Betrib bedeelegen, fir hir Aarbechtsplaz ze retten, ass et ëmsou méi wichteg, dass de Législateur streng a méiglechst dissuasiv Normë festleet, fir Maartmanipulatiounen oder Insider-Delikter vu vireran ze ënnerbannen, oder wéinstens op e Minimum ze reduzéieren, an dass sech de Stat och d'Instrumenter gëtt, fir esou Delikter opzedecken an ze sanktionéieren.

Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass et hei net nëmmen ëm eng Gesetzgebung mat Konsequenze fir Lëtzebuerg geet. Lëtzebuerg ass eng international Finanzplaz, eng vun deene gréissten op der Welt. Mir hunn eis mat den Investmentfongen op e Segment vu Marché spezialiséiert, deen och deene klenge Spuerer d'Dier opmécht zu der Welt vun den Aktien, Obligatiounen an Devisen. Mir schaffen drun, fir Lëtzebuerg als privilegéierte Standuert fir Pensiounsfongen ze etabléieren. An dëse Fonge gi Gelder aus ganz Europa, fir net ze soen aus der ganzer Welt, géréiert. Deemno hu mir als Législateur net nëmmen eng Verantwortung fir Lëtzebuerg, mä och eng europäesch an eng global Verantwortung; esou wéi och d'Finanzmäert eng global Industrie sinn an et all Dag ëmmer méi ginn.

Natierlech bedeit all neit Gesetz och zousätzlechen Opwand - fir d'Akteuren op eiser Finanzplaz en Opwand, deen och mat zousätzleche Käschte verbonne si kann. Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass eis Finanzplaz sech Skandaler net leeschte kann, wéi se op anere Plaze méi dacks virkommen, well do grouss Boursë mat dausende cotéierten Entreprisen a Milliardenëmsätz all Dag existéieren. Mir musse wëssen, dass eis Finanzplaz besonnesch an der internationaler Press nach ëmmer gären als onseriö duergestallt gëtt an dass de Schued duerfir och ëmsou méi grouss wier, wa sech e Skandal vun enger bestëmmter Envergure hei bei eis produzéiere géif.

Här President, mam Gesetzesprojet, dee mir haut de Mëtten hei stëmme wäerten, gi mir op de Wee vu méi Transparenz a vun enger besserer Protektioun vun den Aktionären. All Gesetz ass awer nëmmen esou gutt, wéi et um Terrain applizéiert gëtt. Eng rezent Etüd vun der britescher Financial Services Authority (FSA) huet gewisen, dass bei all drëtter Iwwernahm a bei all fënnefter Gewënnwarnung vun enger Firma aus dem Footsie-350-Index an de Joren 2001 bis 2004 Insider-Handel a Kursmanipulatiounen am Spill waren. An och nodeems d'Gesetzgebung am Joer 2001 verschäerft gouf, huet sech näischt un dëser Situatioun verännert. Den Taux vun de manipuléierten Transaktiounen am Virfeld vun Iwwernahmen ass souguer nach an d'Luucht gaangen.

Mam Vote vun haut ass deemno de Kader gesat, awer d'Problemer an der Praxis sinn nach laang net geléist. Et bleift nach vill ze maachen an déi concernéiert Autoritéite sinn hei gefuerdert.

Heimat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet den Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem exzellente Rapport vum honorabelen Här Lucien Thiel, deen en long et en large de Projet hei exposéiert huet, an no deene Complémenten, déi mäi Virriedner ginn huet, kann ech just nach soen, dass ech dat net nach complétéiere kéint, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci villmools, Här Grethen. Här Braz, wann ech gelift, schléisst Dir Iech un?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn och just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ze bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Da kritt den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll mech där grousser Satisfaktioun, déi all Fraktiounen hei un de Rapporteur ausgeriicht hunn, uschléissen an och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, vu déi grouss Zoustëmmung zu dësem wichtege Projet de loi, dee véier Direktiven transposéiert, géing ech mech drop limitéieren, fir der Chamber a besonnesch hirem Rapporteur, dem honorabelen Här Thiel, villmools Merci ze soe fir déi effektiv - an do sinn ech mam Här Grethen d'accord - detailléiert, mä och verständlech Erklärung zu engem komplizéierte Projet, déi den Här Thiel hei gemaach huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5415. Den Text steet am Document parlementaire 5415[10]

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat heiten: 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrich-Duval), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Une voix.- Super!

(Hilarité)

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Domat ass d'Sëtzung fir haut ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 19.22 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

1. Communications

2. Composition des commissions parlementaires

3. 5386 - Projet de loi

1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;

5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant

- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;

- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

4. Motion de M. Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz

(Discussion générale - Vote)

5. 5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel

(Discussion générale - Amendements - Second vote constitutionnel - Motions)

8. 5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- D'Regierung huet keng Kommunikatioun ze maachen.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner, datt d'Regierung eis näischt matzedeelen huet.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La pétition N°270 contre le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection fut remise en date du 4 avril 2006 par les pétitionnaires Sonja Kmec, Christian Dessouroux, Benoît Majerus et Anne Schiltz.

2) M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, a déposé au Greffe de la Chambre, en date du 5 avril 2006, le projet de loi N°5563 relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains traitements de données à caractère personnel des personnes morales de droit public et portant modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé le même jour le projet de loi N°5564 portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz.

Une voix.- E gudde Projet.

2. Composition des commissions parlementaires

M. le Président.- Wat d'Kompositioun vun der Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire et des Comptes ubelaangt freet d'LSAP-Fraktioun, datt den Här Alex Bodry duerch den Här Roger Negri ersat gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5386 iwwert d'Aarbechtszäit. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Castegnaro, den Här Bettendorf, den Här Jaerling an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes.

3. 5386 - Projet de loi

1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;

5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant

- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;

- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Aarbechtszäitgestaltung, deen haut an der Chamber zur Ofstëmmung kënnt, gouf den 12. Oktober 2004 vum Aarbechtsminister an der Chamber deponéiert.

Nodeems e vun deene verschiddene Beruffschamberen, dem Centre hospitalier vu Lëtzebuerg, der Entente des Hôpitaux an dem Statsrot natierlech aviséiert gouf an d'Regierung nach en Amendement abruecht huet, huet sech d'Aarbechtskommissioun ganz intensiv mam Projet de loi befaasst. Eis Kommissioun huet eng Rei vun Amendementer abruecht, mam Zil, engersäits de kritesche Bemierkunge vum Statsrot an anerersäits vun de Beruffschambere Rechnung ze droen, an der Chamber e sozial verträglechen Text virzeleeën, dëst am Interesse vun alle Schaffenden hei zu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, erlaabt mer kuerz d'Entwécklung vun dësem Projet de loi, bei deem et haaptsächlech ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv vum Conseil vum 4. November 2003 geet, duerzeleeën.

Dës Direktiv bezitt sech op verschidden Aspekter vun der Aarbechtszäitgestaltung. Dës Direktiv ersetzt d'Direktiv vum 23. November 1993, déi iwwregens duerch eng Direktiv vum 22. Juni 2000 komplettéiert a modifizéiert gouf. Wéi Der selwer mierkt gëtt et hei en Duerchernee vu verschiddenen Direktiven, esou datt de Conseil et fir néideg fonnt huet d'Dispositioune vun deenen zwou éischten Direktiven an engem eenzegen Text ze festegen, eben der Direktiv vun 2003. Dës Initiativ dréit sécherlech zu méi Kloerheet an Iwwersiichtlechkeet bäi.

Ech wëll op dëser Plaz an Erënnerung ruffen, datt d'Direktiv vum 23. November 1993 fir déi éischte Kéier op europäeschem Niveau gemeinsam Regele festgeluecht huet, wat d'Aarbechtszäitgestaltung ugeet. Wann am Prinzip d'Aarbechtsdauer an d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit de Kompetenze vun deenen eenzelnen EU-Memberstaten ënnerleien, esou ass d'Iddi opkomm, datt et am Interesse vun de Salariéë wier Mindestnormen um europäesche Plang festzeleeën, mam Zil d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren.

Minimal Regelen um Niveau vun der Aarbechtszäitgestaltung, un déi sech all europäescht Land hale soll, erweise sech als dat bescht Mëttel fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun den Aarbechter ze schützen. Iwwermoosseg laang Aarbechtszäiten oder ongenügend Roupause kënnen d'Gesondheet oder d'Sécherheet vun den Aarbechter gefährden. Esou gesäit d'Direktiv zum Beispill eng Begrenzung vun der Aarbechtsdauer pro Dag a pro Woch vir respektiv féiert se eng deeglech Mindestroupaus an.

D'Direktiv vun 1993 ass net telle quelle transposéiert ginn, wat awer net heescht, datt eist Aarbechtsrecht net konform wier mat der Zilsetzung vun dëser Direktiv. Am Géigendeel, eis Bestëmmungen entspriechen ganz kloer de Prinzipie vun der Direktiv, si ginn deelweis souguer vill méi wäit wéi d'Direktiv dat virgesäit, esou datt bei eis d'Aarbechter oder déi Schaffend besonnesch gutt ofgeséchert sinn.

Och wann eis Gesetzgebung an hirer Substanz konform ass mat der Direktiv vun 1993, bleift et, datt se net méi mat de Bestëmmunge vun der Direktiv vum 22. Juni 2000 iwwerenee stëmmt. Ech erënneren drun, datt d'Direktiv vum Joer 2000 déi éischt Direktiv vun '93, d'Directive de base wéi se genannt gëtt, komplettéiert huet. Urspréinglech ware bestëmmte Secteuren an Aktivitéite vun de Bestëmmunge vun der Direktiv vun 1993 ausgeschloss. D'Direktiv vun 2000 huet den Uwendungsberäich vun de Minimalregelen erweidert op eben dës ursprünglech ausgeschlosse Secteuren an Aktivitéiten.

Déi Europäesch Kommissioun, Dir Dammen an Dir Hären, huet iwwregens e Recours géint Lëtzebuerg an d'Weeër geleet, well mir nach net d'Direktiv vun 2000 ëmgesat hunn. Mat der Transpositioun vun der Direktiv vun 2003, déi jo d'Dispositioune vun deenen zwou Direktiven, vun 1993 a vun 2000, zréckhält, misst am Prinzip dëse Recours hifälleg ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann déi grouss Linne vun der Direktiv vun 2003 schonn an der Lëtzebuerger Gesetzgebung ze fanne sinn, esou gëtt et awer verschidden Elementer, déi nach mussen ugepasst ginn, notamment am Beräich vun der Aarbechtszäit.

Eng vun deenen Upassungen ass d'Aféierung an eist Aarbechtsrecht vun den Notiounen: Période nocturne an Travailleur de nuit, déi ganz genau definéiert ginn. Mir hunn haut schonn deen een oder deen aneren Text, dee sech op d'Nuetsaarbecht bezitt, wéi zum Beispill d'Gesetz vum 21. Mäerz 2001, iwwert de Schutz vun de jonken Aarbechter, oder d'Gesetz vum 1. August 2001, dat d'Aarbecht vu Schwangeren an nierende Frae reglementéiert. Or, dës Bestëmmungen applizéiere sech nëmmen op verschidde Kategorië vu Schaffenden. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng allgemeng gülteg Regelung vun der Nuetsaarbecht. Dat wäert sech definitiv mam virleienden Text änneren.

No dësem Text versteet een ënner Période nocturne den Zäitraum tëschent 22 Auer nuets a sechs Auer moies. D'Notioun vum Nuetsaarbechter gëtt och, wéi gesot, ganz genau definéiert. Nuetsaarbechter ass deen, dee mindestens dräi Stonne vu senger deeglecher Aarbechtszäit während der Période nocturne erledegt respektiv deen, deen am Kader vun engem Kollektivvertrag oder soss engem Vertrag, dee vun de Sozialpartner ausgehandelt gouf, mindestens 25% vu senger Joresaarbechtszäit während der Nuetsperiod erfëllt.

Den initialen Text huet kee Minimum festgeluecht, wat d'Joresaarbechtszäit ugeet, dee während der Nuetsperiod erledegt gi misst, fir kënne vun Nuetsaarbecht ze schwätzen. Dëse Punkt sollt iwwer Kollektivverträg geregelt ginn. De Statsrot, mä och d'Kommissioun waren der Meenung et misst een dëse Punkt am Text selwer festhalen. D'Regierung hat iwwregens proposéiert de minimale Grenzwäert bei engem Drëttel vun der Aarbechtszäit festzeleeën. D'Kommissioun huet sech am Hibléck op d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Nuetsaarbechter fir méi e klenge Grenzwäert, an zwar e Véierel, ausgeschwat.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech maachen lech och direkt opmierksam op d'Tatsaach, datt déi nei Dispositiounen iwwert d'Nuetsaarbecht allerdéngs keen Afloss op den Horeca-Secteur wäerten hunn. Dëse Secteur gëtt weiderhi vum Text vum 20. Dezember 2002 reglementéiert, deen notamment d'Nuetsaarbecht an dem Horeca-Secteur regelt iwwert de Wee vum Ausbezuele vun engem Supplément.

D'legal Unerkennung vun der Nuetsaarbecht stéisst bei der Chambre des Employés privés op en zimlech groussen Accord. Fir dës Beruffschamber ass dës Unerkennung e wierkleche Schratt no vir.

De virleiende Gesetzesprojet féiert och nei Ausnahmeméiglechkeeten, wat d'Applikatioun vu bestëmmte Regelungen iwwert d'Aarbechtszäit ugeet, an. Dës Derogatioune gëlle souwuel fir d'Beamte wéi och fir d'Aarbechter a betreffe virun allem d'Dispositiounen iwwert d'Dauer vun de Pausen, den deeglechen an de wöchentleche Rouzäiten, d'Dauer vun der Nuetsaarbecht an och vun de Referenzperioden.

Dës Derogatioune sinn awer limitéiert op verschidden Aktivitéiten a si just ënner verschiddenen, kloer opgelëschten Ëmstänn méiglech. Derbäi kënnt, datt dës Ausnahmen dem sozialen Dialog ënnerstinn. Si sinn nëmme méiglech, wa se iwwer e Kollektivvertrag, en Accord interprofessionnel oder iwwer en Accord d'entreprise mat de Gewerkschaften ausgehandelt gi sinn. An derbäi kënnt och nach, datt se just zougelooss sinn oder zougelooss ginn, wann de Kollektivvertrag oder den Accord interprofessionnel ausgläichend Roupause virgesäit.

D'Tatsaach, datt en Accord d'entreprise, deen ënnert de Bestëmmunge vum Gesetz vum 1. August 1988 ausgehandelt gëtt, Derogatioune ka virgesinn, ass a sech e ganz wichtege Punkt. Esou kënnen och Betriber, déi net duerch e Kollektivvertrag gedeckt sinn, Derogatiounen um Niveau vun der Aarbechtsdauer négociéieren ouni mussen iwwert déi méi komplizéiert Prozedur vun engem Accord interprofessionnel ze fueren.

De Statsrot huet gemengt, et misst een och dës Derogatiounsméiglechkeeten opmaachen, fir Eenegungen am Kader vun enger sektorieller Kaderkonventioun, esou wéi se am Gesetz vum 30. Juni 2004 virgesinn ass, ze erméiglechen. D'Kommissioun huet dorobberhin den Text amendéiert.

Et geet ganz kloer aus deem wat ech elo grad hei exposéiert hunn ervir, datt de virleienden Text dozou bäidréit, de Prinzip vum soziale Partenariat ze stäerken. D'Derogatiounsméiglechkeet iwwert de Wee vu Kollektivverträg an aner ähnlech Instrumenter gëtt virun allem vun der Chambre des Métiers begréisst. Fir d'Chambre des Employés privés erlaabt esou eng Léisung de spezifesche Besoinë vun eiser Wirtschaft Rechnung ze droen a reit sech an der Traditioun vum sozialen Dialog an.

Duerch de virleienden Text gëtt och d'Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert de Service de Santé au travail ergänzt.

Den Text gesäit vir, datt d'Nuetsaarbechter op hire Gesondheetszoustand ënnersicht ginn, éier se an enger Nuetsaarbecht beschäftegt ginn, esou wéi d'Gesetzgebung dat jo scho fir d'Aarbechter virgesäit, déi op engem sou genannte Poste à risque affektéiert solle ginn. Dës medezinesch Check-ups sollen och duerno, nodeems den Aarbechter agestallt ginn ass, stattfannen, an dat a regelméissegen Ofstänn. Dëst dréit sécherlech zur Gesondheet an zur Sécherheet vum Aarbechter bäi.

Am virleiende Gesetzesprojet ginn och déi Posten definéiert, déi e besonnesche Risiko duerstellen oder bedeitend kierperlech a mental Ustrengungen erfuerderen. Dat sinn zum Beispill all d'Aktivitéiten, wou d'Opmierksamkeet vum Nuetsaarbechter ofhëlt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut wäerten ofstëmmen, hält zudeem fest, datt Aarbechter, déi u gesondheetleche Problemer leiden, an dat zwar wéinst hirer Nuetsaarbecht, op eng Dagesschicht versat ginn, esou wäit dëst natierlech méiglech ass. Huet den Nuetsaarbechter theoretesch schonns elo, nom aktuelle Recht, d'Méiglechkeet, eng Versetzung unzefroen, esou gesäit de virleienden Text dës Méiglechkeet expressis verbis fir d'Nuetsaarbechter vir.

D'Mobilaarbechter si vum Uwendungsberäich vu verschiddene Bestëmmungen, wéi zum Beispill déi iwwert déi deeglech Roupaus oder déi iwwert d'Dauer vun der Nuetsaarbecht, ausgeschloss. De Projet de loi definéiert iwwregens d'Kategorie vun de Mobilaarbechter ganz prezis. Dat sinn ënner anerem d'Aarbechter, déi fir Transportgesellschafte schaffen. Dës Kategorie vun Aarbechter kritt awer d'Recht op eng Mindestroupaus am Kader vum virleienden Text formell unerkannt.

D'Mindestroupaus vun de Mobilaarbechter gëtt iwwregens och definéiert. Als Beispill kann een ervirhiewen, datt den Aarbechter, dee méi wéi aacht Stonnen den Dag schafft, eng minimal Roupaus vun néng Stonne pro Dag zegutt huet, respektiv 36 Stonnen d'Woch. Dëst natierlech ouni Ënnerbriechungen. D'Roupause mussen och eng gewësse Kontinuitéit opweisen. D'Modalitéite vun dëser Roupaus kënnen iwwer Kollektivvertrag preziséiert ginn oder iwwer e Règlement grand-ducal.

Zu gudder Lescht regelt de virleienden Text och d'Problematik vun der Aarbechtsdauer vun den Dokteren, déi an der Ausbildung sinn, déi initial aus dem Uwendungsberäich vun der Direktiv vun 1993 ausgeschloss waren. Et ass d'Direktiv vun 2000, déi d'Dispositiounen iwwert d'Aarbechtszäitdauer och op d'Dokteren an der Ausbildung ausgedehnt huet. D'Direktiv vun 2000 huet awer Iwwergangsbestëmmunge virgesinn. Si huet eng Période transitoire vun néng Joer zréckbehalen, fir den EU-Länner d'Méiglechkeet ze ginn, d'Mise en oeuvre vun där Direktiv ze échelonnéieren.

Den initiale Projet huet och eng graduéiert Transpositioun virgesinn. De Statsrot huet sech awer a sengen Avisë géint dës Méiglechkeet ausgeschwat. Si wier sécher net am Interesse vun der Gesondheet an dem Schutz vun de betraffene jonken Doktere respektiv och vun de Patienten. D'Aarbechtskommissioun ass op déiselwecht Schlussfolgerung komm. Den amendéierten Text gesäit duerfir keng Iwwergangsbestëmmunge méi vir.

Fir d'Doktere gëllt deeselwechte Plaffong a puncto Aarbechtszäitdauer. Si dierfe maximal 48 Stonne pro Woch schaffen, mat enger maximaler Referenzperiod vu sechs Méint. Ech hiewen nach ervir, datt dëst souwisou der aktueller Praxis zu engem gudden Deel entsprécht. An deene meeschte Spideeler schaffe schonn haut d'Dokteren, déi an der Ausbildung sinn, net méi wéi 48 Stonne pro Woch.

No dësem kuerzen Iwwerbléck iwwert dat, wat déi Haaptpunkte vum Text ugeet, wéilt ech kuerz nach e puer Wierder iwwert den Amendement vun der Regierung verléieren.

De virleienden Text ass vun der Regierung op engem Punkt amendéiert ginn. Si huet den éischte Saz vum Alinea 1 vum Artikel 11 vum Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert de Service de Santé au travail ëmgeännert. Nom aktuellen Artikel 11 muss een, fir kënnen als Aarbechtsdokter ze schaffen, entweder an der Aarbechtsmedezin spezialiséiert sinn oder als Dokter eng Formatioun vun zwee Joer an der Aarbechtsmedezin noweise kënnen.

Den Artikel 27 vum selwechte Gesetz, deen iwwregens Enn 2004 ausgelaf ass, huet virgesinn, datt d'Titulairë vun engem einfachen Dokterdiplom, dat heescht déi, déi also nach net hir Formatioun als Generalist oder Spezialist hannert sech haten, konnten als Aarbechtsmedeziner schaffen ënnert der Bedéngung, datt se eng Ausbildung an der Aarbechtsmedezin noweise konnten.

De Moment, wou d'Gesetz vun 1994 gestëmmt gouf, ware mer a sech zimlech optimistesch. Mir hate geduecht, datt mer an zéng Joer genuch Dokteren hätten a virun allem genuch Aarbechtsmedeziner. Or, net nëmmen hu mer net genuch Aarbechtsdokteren, mä mir hunn och e Mangel u Generalisten. Et bleift eis näischt aneschters iwwreg wéi déi Iwwergangsléisung definitiv unzehuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, de virleienden Text ass och vu ville Beruffschamberen aviséiert ginn. Ech wëll och hei de Beruffschamberen e ganz grousse Merci soe fir hire konstruktive Bäitrag. Ech profitéieren awer och vun der Geleeënheet fir dem Statsrot, deen och méi Avisën zu deem Gesetzesprojet hei ofginn huet, Merci ze soe fir seng instruktiv Avisën.

De virleienden Text ass bei de Beruffschamberen a sech op e gréisseren Accord gestouss, och wann déi eng oder déi aner Beruffschamber méi oder manner kritesch par rapport zum Text war. Bedéngt duerch d'Abrénge vun enger Rei vun Amendementer duerch d'Aarbechtskommissioun sinn d'Kritike souwuel vun de Beruffschambere wéi och déi vum Statsrot lues a lues zréckgaangen.

Wéi Der all gesitt, huet hei kee sech et einfach gemaach, an esou ass e Projet entstanen, deen am soziale Beräich den heitegen Ufuerderunge gerecht gëtt a wichteg Mesuren am Beräich vun Aarbechtszäit, Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz festleet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss eng kleng Parenthèse ze maachen: D'Direktiv vun 2003, déi mir haut wäerten duerch d'Ofstëmmung vum virleiende Gesetz transposéieren, huet an deene leschte Wochen a Méint fir ganz vill Onrou gesuergt. Virun allem déi geplangte Revisioun vun dëser Direktiv. D'Europäesch Kommissioun huet am September 2004 virgeschloen, ënner anerem den individuellen Opt-out bäizebehalen. Et ass virun allem dëse Punkt, deen ëmstridde war an dat och nach ëmmer ass.

D'Europaparlament huet genau virun engem Joer suggeréiert, d'Revisioun vun där Direktiv nach eng Kéier nozekucken. Et huet virun allem fir d'Suppressioun vum Opt-out individuel plädéiert. D'Tatsaach, datt d'Europaparlament sech esou fir dësen Dossier asetzt wéi et dat hei gemaach huet, ass zimlech seelen a beweist, datt mer eis op engem ganz sensibelen Terrain bewegen.

D'Aarbechtszäitgestaltung dierf einfach net nëmmen ekonomesche Considérationen ënnerleien. D'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit dierf op kee Fall op Käschte vun der Sécherheet op der Aarbechtsplaz geschéien. D'Direktiv vun 2003 ass eng gutt Direktiv. Si stellt e gudde Kompromëss tëschent de Fuerderunge vun enger moderner Wirtschaft, déi méi Flexibilitéit brauch, an dem Schutz vun den Aarbechter oder de Schaffenden duer. Ech erënneren lech drun, datt no dem Artikel 31 vun der Charte sociale des droits fondamentaux d'„Union européenne" d'Aarbechtskonditiounen, dem Aarbechter seng Gesondheet a seng Sécherheet respektéiere soll.

Den Dossier läit elo um Pult vun der éisträichescher Présidence. Et kann ee just hoffen, datt e Kompromëss fonnt wäert ginn, deen dësem Grondsaz entsprécht. Dobäi leien a sech scho gutt Kompromësser vir, wéi zum Beispill dee vun eisem Aarbechtsminister, dem Här François Biltgen, dee leschten Dezember bei Geleeënheet vum Conseil vun den Aarbechtsministeren dee virgedroen huet.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro!

(Interruption)

Et ass net schlëmm. Huelt Iech Zäit.

(Interruptions et hilarité)

Pardon!

(Interruptions)

Dann, Här Castegnaro, kënnt Der Iech nach ee Moment konzentréieren, déi Zäit wou…

(Interruption et hilarité)

…den Här Bettendorf eis an deenen 20 Minutten, fir déi en ageschriwwen ass, eppes ze soen huet.

Discussion générale

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, elo hat Der bal e klengen Iertum hei ervirbruecht. En Iertum, dee mech och arrangéiert hätt, fir nom Här Castegnaro ze schwätzen.

(Hilarité)

Mä nujee, esou kann hien no mir schwätzen a mir ginn eis zum Schluss, mengen ech, awer eens.

Här President, och ech muss dem Rapporteur Ali Kaes Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht, säi Rapport. An an deem Merci kann a soll een, mengen ech, och de Sekretär vun eiser Kommissioun, de Martin Bisenius, mat aschléissen, deen eng exzellent an eng gutt Aarbecht geleescht huet.

Wéi schonns gesot gouf, handelt et sech hei ëm d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv vum 4. November 2003, déi eng aner Direktiv vun 1993 praktesch ersetzt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg weder déi Direktiv vun 1993 ëmgesat, an déi vu säit 2003, do si mer hannendran, souguer schonns an der Procédure d'infraction mat engem Arrêt vum 27. Oktober 2005. Mir sinn einfach ze lues bei der Ëmsetzung. Mëttlerweil si mer op der leschter Plaz am EU-Ranking, an dat Ganzt bréngt mech fir d'éischt dozou, fir iwwert déi europäesch Direktiven ze schwätzen.

Mir krute vum Secrétaire général hei aus der Chamber de 15. Mäerz en Tableau mat den Direktiven, ëm déi mer eis nach musse bekëmmeren an eisen eenzelne Chamberskommissiounen, bei de Beruffschamberen, bei der Regierung, beim Conseil d'État a schlussendlech dann erëm, wann d'Gesetz déposéiert ass, hei an der Chamber. Ech hunn 166 Dossiere gezielt, dat ass fir e puer Joer Aarbecht. A wa mer eis Method, fir europäesch Direktiven a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen, net änneren, da kréie mir dëse Pak Aarbecht net geleescht an dann, souguer wa mer eng Direktiv ëmgesat hunn, hu mer nach ëmmer keng gutt Aarbecht gemaach, an ech explizéiere mech.

Wa bis eng Direktiv steet, hu mer nëmmen zwou Méiglechkeeten: Éischtens, dës Direktiv eent zu eent ëmzesetzen; zweetens, nach méi wäit ze goen an eiser Gesetzgebung wéi d'Direktiv.

Eent zu eent ëmsetzen heescht awer schonns, eis Gesetzgebung unzepassen, well ganz oft mussen iwwer eng Direktiv e puer Lëtzebuerger Gesetzer ëmgeännert ginn. Nach méi wäit goe wéi d'Direktiv kann eng gutt Saach sinn, kann awer och eisem Land grouss Nodeeler bréngen, zum Beispill a puncto Kompetitivitéit vis-à-vis vun den aneren europäesche Länner, a wa mer da Schwieregkeete kréien, da kräische mer, dann hu mer e Problem.

Ech hu gesot, mir mussen eis Aarbechtsweis änneren, an domat mengen ech, mir mussen net, mir brauchen net esou vill iwwer bestehend Direktiven an der Chamber ze diskutéieren, allze vill Zäit ze verléieren; mir mussen am Virfeld vun der Direktiv, éier et zu der Direktiv kënnt, d'Problematik aus den Ae vun eisem Land beliichten an de Lëtzebuerger Vertrieder an Europa mat op de Wee ginn, wéi fir ons déi Direktiv ausgesi muss, fir dass mer se duerno, wa se steet, och kënnen telle quelle akzeptéieren an an eis Gesetzgebung ëmsetzen.

Ech weess, dat ass fir dës Chamber eng grouss Ännerung a bedéngt e risegen Engagement u Ressources humaines, un Zäit an u Geld, mä et ass nëmmen iwwert dee Wee, wéi mir déi europäesch Gesetzgebung fir eis positiv kënne matbestëmmen. Eis Aarbechtsweis stëmmt net méi. Mir setzen eng Direktiv ëm, mä d'Direktiv selwer hänkt emol net als Annex un eisem Document parlementaire drun.

Ech hu virdrun dem Rapporteur félicitéiert fir säin exzellente Rapport, de schréftlechen an de mëndlechen, an ech wëll och net, dass hei soll elo en Zweifel un där Ausso opkommen. Neen, de Rapport ass - wéi och déi aner Rapporten - op deem Wee ëmmer datselwecht. Mir hunn, wa mer Direktiven ëmsetzen, ni d'Direktiv am Rapport derbäi. Ech mengen, dat misste mer kënnen an Zukunft ëmänneren. Dat wier eng besser Aart a Weis fir Direktiven ëmzesetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis Aarbechtsweis am Parlament net änneren, da lafe mer ëmmer hannert dem Won, bleiwe frustréiert, well mer net déi gutt Aarbecht maachen, déi mer gäre géife maachen.

Här President, ech hu gesot, eng Direktiv eent zu eent ëmsetzen, ass schonns net einfach, a méi wäit ze goe wéi d'Direktiv, dat ka fir eist Land an d'A goen, zum Beispill a puncto Kompetitivitéit an domat Attraktivitéit vun eisem Land. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet eis dat an enger vun de leschte Chamberskommissioune ganz plastesch propper duergeluecht. Hien huet souguer ganz resignéiert geschéngt an en huet gesot, hien hätt keng Argumenter méi, fir Lëtzebuerg dobaussen an der Welt ze verkafen. D'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg géif erofgoen. Mir hu riseg Problemer fir nach ausländnesch Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, huet eis de Wirtschaftsminister gesot.

Dat bréngt mech dozou e Beispill ze ginn, wat ech eng Kéier op enger Réunioun zu Bréissel ginn hunn a puncto Sozialgesetzgebung hei am Land, wou eis Sozialgesetzgebung mat deenen anere Sozialgesetzgebunge vu 15 europäesche Länner verglach ginn ass. Ech hunn déi europäesch Länner op eng Leeder gestallt, méi héich oder méi niddreg, jee nodeems ob se eng gutt oder manner gutt Sozialgesetzgebung an hirem Land hunn. An ech hunn eist Land op déi héchste Spross ganz uewen op d'Leeder gestallt an ech war a sinn och haut nach houfreg, dass mir esou eng gutt Sozialgesetzgebung hunn. Mir sti ganz uewen, an ech hat gemengt, mir missten do stoe bleiwen an drop waarden, dass aner europäesch Länner Spross fir Spross géifen an d'Luucht kommen.

Wat politesch schwéier, wann net bal onméiglech dobaussen ze verkafen ass, net eleng fir politesch Parteien, mä och fir d'Gewerkschaften, dat ass wann ee muss dobausse soen oder misst soen, et misst een e puer Träppleken erofgoen. Dat ass ganz schwéier, kann awer a Kriseperioden dat eenzegt Mëttel si fir d'Krisis ze meeschteren, an duerno kann een erëm en Ulaf huelen, fir erëm un d'Spëtzt ze kommen.

Wat absolut wichteg ass bei esou enger Leeder, wéi ech se duergestallt hunn, ass dat, dass d'Leeder virun allem muss en zolidd Fundament hunn, fir dass se och stoe bleift. Wat a mengen Ae bestëmmt net geet, ass: Wann een awer ganz uewen op der Leeder steet an et wëllt een nach ëmmer méi, nach méi héich klammen, da kann a wäert et ganz séier de Bierg of goen, da kann een déif eroffalen an et kann ee sech dobäi méi wéi eng bluddeg Nues huelen. Dat wollt ech hei als Beispill ginn.

Wa mer europäesch Direktiven ëmsetzen, musse mer genauestens oppassen, dass mer net ze héich, net ze wäit ginn, well soss zerräisst de Sak a mir hunn duerno nëmmen nach eis Ae fir ze kräischen. Wa mir, wéi an de meeschte Fäll, versichen, déi europäesch Direktive weider ze verschäerfen, se net eent zu eent, mä zum Beispill zwee zu eent ëmzesetzen, da geet dat oft zum Nodeel vun eise Betriber an Entreprisen.

Ech ginn lech d'Beispill vun engem Metzleschbetrib hei am Land. Den Henri Grethen ass net hei.

Une voix.- Da lauschtert en och net.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Ech sinn hei a lauschteren.

(Hilarité)

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Gutt, Här Clement, ech schwätzen also, Här Clement, ënnert Ärer Kontroll. Wann e Metzleschbetrib hei am Land all déi Bestëmmungen anhält, déi e muss anhalen, dann huet dee véier Mol méi héich Käschte wéi deeselwechte Metzleschbetrib an der Belsch. Ass dat esou, Här Clement?

M. Lucien Clement *(CSV)*.- An de Restauranten ass et genau d'selwecht.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, no dëse méi allgemenge Bemierkunge wëll ech och nach e puer Wuert zu dëser spezifescher Direktiv soen. Mir hunn eis beim Vote zum Rapport an der Kommissioun enthalen a mir wäerten dat och als Demokratesch Partei beim Vote zu dësem Projet de loi maachen, ebe just well mer eis net un d'Ëmsetzung eent zu eent halen. Mäi Virriedner, de Rapporteur, ass schonns ganz an den Detail vum Projet de loi agaangen. Ech ka mech ganz kuerz faassen.

Ee vun de Punkten, dee muss ervirgestrach ginn, ass d'Introduktioun an d'Lëtzebuerger Recht vun der Notioun Période de nuit an Travailleur de nuit. Do hunn ech zum Beispill e Problem mat der Ausso am Rapport, wann do steet: «Il est précisé dès l'ingrés que le régime des travailleurs du secteur Horeca, consacré par la loi du 20 décembre 2002, n'est pas remis en question…» Et gëtt weider gesot: «Il est rappelé qu'en matière de travail de nuit, cette loi garantit au travailleur de ce secteur un supplément de rémunération, et en tant que telle, elle réglemente donc le travail de nuit.»

Mä d'Fro, déi sech stellt, a wann ech d'Gesetz richteg liesen, da kann et, a ganz oft, och am Horeca-Beräich richteg Travailleurs de nuit ginn. Zum Beispill, am Gesetz steet, fir Travailleurs de nuit ze sinn, musse folgend Konditiounen erfëllt sinn: Nuetsaarbecht ass d'Period vun 22 Auer bis sechs Auer moies. An da steet an eisem Artikel 4 (2): «Est considéré comme travailleur de nuit au sens de la présente loi: - d'une part, tout travailleur qui accomplit durant la période nocturne au moins trois heures de son travail journalier accomplies normalement.» Ech huelen e Garçon an engem Restaurant, deen all owes a sengem Restaurant schafft bis nuets eng Auer. Hie fält also ënnert dës Bestëmmungen.

Dräi Stonnen normal an der Nuetsperiod, och kann a wäert hien ënnert déi zweet Bestëmmung falen, wou steet: «…pour autant que cette partie soit supérieure à un quart de ses heures de travail annuelles prestées». Mir si jo an der Kommissioun op «un quart» weidergaangen, virdru ware mer op engem Drëttel. Un quart, dräi Stonne vun aacht ass fir mech méi wéi e Véirel, also och do fält hien drënner vun zéng bis eng; dann ass hie fir mech en Nuetsaarbechter laut dësem Text.

Ech mengen also et wär net richteg ze soen, d'Horeca wier hei ausgeschloss. Iwwregens, an dësem Beräich gëtt et Beruffer, déi méi wéi dräi Stonnen nuets schaffen, mä souguer heiansdo d'ganz Nuecht. Dir wësst jo nach, dass mer d'Feier-, d'Fräinuechten an d'Schléissstonnen och hei iwwer Gesetz viru kuerzem geregelt hunn.

Wann ech hei, Här Minister, net Recht hunn, da loossen ech mech gäre beléieren. Souguer a mengem Alter ass een nach lernfäeg.

(Interruption)

Ech wär frou, wa just an deem do Punkt den Här Minister mer géif direkt eng Äntwert ginn, well ech hunn d'Gefill, dass do eppes net klappt.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Dach, et muss ee just déi zwee Gesetzer beienee leeën. Hei ass en...

(Interruption)

Här President, pardon, muss ech opstoen?

(Interruption)

Selbstverständlech stinn ech op.

Här President, dat heite Gesetz regelt allgemeng d'Definitioun vum Travailleur de nuit, deen e besonnesche Schutz kritt, wat d'Sécurité an d'Santé ubelaangt. Fir den Travailleur de nuit ze definéiere muss een och eng Période nocturne definéieren, soss kënnt een net op en Travailleur de nuit. Dat Gesetz ass fir jidderee gülteg, selbstverständlech ass dat fir jidderee gülteg, och am Horeca-Beräich. D'Horeca-Gesetz ass awer net a Fro gestallt, wat en extra Supplément pour travail de nuit virgesäit, wann een no eng Auer schafft. Also déi zwou Saache ginn zesummen.

Ech mengen dat, wat Äre Rapporteur soe wollt, dat ass, datt dat heite Gesetz net dat anert aushiewelt, well dat eng Loi spéciale ass, déi derogéiert, déi also méi wäit geet wéi dat heiten. Mä dat heiten, wat d'Definitioun vum Travailleur de nuit ubelaangt, ass selbstverständlech gülteg.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Also och, wat d'Sécherheet am Aarbechtsberäich ubelaangt,...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo, jo.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- ...mengen ech, dass dann en Discjockey, deen déi ganz Nuecht schafft a muss déi Disquen do ronderëm dréinen, dass deen och exposéiert ass an deen da wahrscheinlech dann awer och muss do drënner falen.

(Interruption et hilarité)

Okay.

An dann hunn ech nach Problemer mam Artikel I a mam Artikel II, wat do opgezielt ass. Do steet dran, et kann derogéiert ginn, zum Beispill zum Prinzip vun der Referenzperiod vu véier Woche respektiv engem Mount an dat iwwer Kollektivvertrag, iwwert den Dialogue social interprofessionnel ou par accord d'entreprise am Kontext vun enger Convention-cadre.

Do steet zum Beispill dobäi, ënnert d): «en cas de surcroît prévisible d'activité, notamment» an da gi se opgezielt: d'Agriculture, den Tourismus, d'Post, d'Eisebunn an esou weider. Ech froe mech just an der Agriculture, de Bauer, deen huet kee Kollektivvertrag, keen Accord d'entreprise an esou weider, do muss geschafft ginn, wann d'Aarbecht do ass a wann d'Wieder et erlaabt. Dat nëmmen als Beispill, firwat datt ech mat verschiddenen Derogatioune meng Schwieregkeeten hunn.

Här President, eis Presidentekonferenz huet an hirer grousser Sagesse dem Projet hei d'Importenz zwee ginn, also eng ganz laang Riedezäit. Dat géif da fir d'CSV, mat de Motiounen, 98 Minutten ausmaachen, an an där Zäit kënnt ee ganz villes soen. Ech hu vläicht gemengt, dass eis Presidentekonferenz domadder gemengt huet, mir géife bei dëser Geleeënheet och iwwert d'Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart schwätzen an dofir wëll ech dat natierlech net verfeelen.

(Interruption)

Ech muss lech soen, Här President, mir als Demokratesch Partei, mir si ganz, ganz déif beréiert, wat sech am Ableck op eisem Aarbechtsmaart deet. Mir sinn niewent Beréiertheet...

(Interruption)

...och nach ganz an déif beonrouegt. All Dag...

M. le Président.- Här Glesener, wëllt Dir eng Fro stellen?

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Jo, Här President. Ech hunn eng Fro un lech. Um Ordre du jour steet, mir géifen iwwert dee Projet de loi hei schwätzen an net iwwert de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

Plusieurs voix.- Jo.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Also, iwwer wat schwätze mer dann elo?

Une voix.- Ma iwwert d'Aarbecht.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Iwwert de Projet de loi?

La même voix.- Jo.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Jo, mä den Här Bettendorf schwätzt awer net méi iwwert de Projet de loi.

M. le Président.- Jo, also ech menge mir sollten elo emol dem Här Bettendorf d'Chance gi fir seng Iddien hei ze développéieren.

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Ech hat mech fir 20 Minutten...

M. Henri Grethen *(DP)*.- ...dréit dozou bäi, dass Leit, déi nach Leit beschäftegen, nach méi beonrouegt ginn.

(Interruption)

Duerfir wëllt den Här Bettendorf driwwer schwätzen.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Jo, mä et ass just de Contraire, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här Glesener, Dir hutt guer kee Versteesdemech fir déi Leit, déi Leit beschäftegen. Dir hutt lech nach ni Gedanken doriwwer gemaach.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Ma Dir hutt de Projet net gelies.

(Interruptions)

M. le Président.- Also, loosse mer, Här Grethen, Här Glesener, deem Intermezzo do, deen näischt bréngt, loosse mer deem en Enn maachen an dem Här Bettendorf d'Geleeënheet ginn, seng Iddien iwwert de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze soen.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Merci, Här President. Ech hu laut eisem Reglement 40 Minutte Riedezäit a wann ech se ausnotze wëll, dann notzen ech se aus.

Plusieurs voix.- Jo.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Gleeft mer dat, ech loosse mer hei net de Mond verbidden.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- All Dag hu mer hei am Land nei Hiobsbotschaften: d'TDK, Villeroy et Boch, WSA, Luxair, d'Faillite Mevalux mat 67 Salariéen, an nach stinn anerer am Raum a kommen no. Dat ass keen onglécklechen Zoufall méi an et geet net méi duer fir ze ënnersichen, ze studéieren an een deem aneren d'Schold zouzeweisen. Et geet ëm méi. Et geet ëm déi schaffend Leit am Land an do bleiwen Dag fir Dag neier op der Strooss a mir hu keng Äntwerten op hir berechtegt Froen.

Här President, mir mussen eis all emol eens sinn, datt mer d'Aarbecht förderen an net d'Aarbecht verhënneren. Mir mussen eis ADEM fit maachen an nei strukturéieren, vun enger renger Aarbechtsmaartvermëttlungsanstalt zu enger Weiderbildungsanstalt. Mir als Demokratesch Partei stinn net fir en Ofbau vu soziale Rechter, dofir si mir net ze kréien, awer Changementer a Flexibilitéit musse kënnen diskutéiert ginn, an dat en faveur vum Salarié, deen Aarbecht brauch. Eist Aarbechtsrecht muss d'Aarbecht förderen, amplaz se ze verhënneren.

Bei der ADEM ass villes ze maachen an de Minister huet en Audit an Optrag ginn, wou d'Aarbecht elo am Juni soll ufänken. De Beoptraagten hat eng Entrevue mat eis an der Commission du Travail. No annerhallwer Minutt krut hie schonn den Dicks geriicht an huet gesot kritt: Wat schwätzt Dir do? Dofir hu mir lech net geruff. Maacht Ären Audit an d'Politik am Land hei, déi maache mir. Ech betounen „mir", fir datt et net hei zu engem Malentendu ka kommen.

Här President, d'ADEM huet eis e formidabelen an detailléierte Rapport iwwer hir Aarbecht gemaach. Ech huelen hei nëmmen d'Kärstéck eraus. Ee Placeur huet oder hätt pro Schaffdag 43 Kontakter mat Leit op der Sich vun Aarbecht. 43 Kontakter pro Dag. Dat ass onméiglech. An awer steet ze liesen am Rapport Säite 62: «Le maintien du contact régulier avec les demandeurs d'emploi, permettant ainsi un suivi permanent et individuel, est d'une importance extrême dans l'accomplissement de cette tâche.» Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, richteg a wichteg, kann awer net stattfannen. 43 Kontakter pro Dag. Ech défiéieren heibanne jiddereen, dat emol nëmmen een Dag ze probéieren. Beim zéngte Client weess ee schonn net méi, wat beim zweeten a beim drëtte besprach ginn ass.

Den Aarbechtsminister huet gemengt, hie wier net rose méi Leit ze kréien, mä do géif et jo awer och nach den Numerus clausus ginn an et géif u Plaz feelen. Zum Beispill zu Esch, do geet et mat der Plaz vir an hannen net méi duer. Et geet net méi op.

Här President, ech wollt dem Här Aarbechtsminister soen, datt hien eis voll Ënnerstëtzung fënnt, wann hie Plaz a Leit brauch. Hie muss sech awer emol mam Gedanke mindestens kënnen ofginn, dass och privat Aarbechtsvermëttlung ka vu groussem Notze sinn. Mir kennen déi negativ Astellung vu verschiddene Gewerkschaften, mä wann déi al Medikamenter näischt méi notzen, da muss een och emol op nei Medezinen zréckgräifen. Et gëtt Leit, déi gleewen un d'Homéopathie, anerer gleewen nëmmen un d'Schoulmedezin, dat Eenzegt, wat zielt, ass, datt gehollef gëtt. A wann d'ADEM Hëllef vu bausse ka kréien, déi se brauch, da kommt a mir ginn dem Arbeitsamt déi Hëllef, déi et esou néideg huet.

Mir als Demokratesch Partei si bereet eng Hand mat unzepaken, mussen awer och mindestens vun der Regierung déiselwecht Renseignementer kréie wéi déi, déi de Sozialpartner an der Tripartite zougestallt ginn. Dat ass eng Fuerderung. Da si mer bereet un der Léisung vum Problem ganz aktiv matzeschaffen. Ech muss lech drun erënneren, datt d'Demokratesch Partei mat der LSAP an der Regierung war, wou et dem Land nach méi schlecht gaangen ass a wou déi richteg Décisioune geholl gi si fir eist Land a fir seng schaffend Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot, datt mir als DP eis bei dem Vote zu dësem Projet de loi…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wäerten enthalen, mä dat ass bestëmmt zweetrangeg zu deem, wat mir zur Situatioun um Aarbechtsmaart ze soen hunn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Dann ass et elo um honorabelen Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll da versichen zum Thema ze schwätzen, eleng aus Respekt viru mengem Kolleeg, dem honorabele Marcel Glesener.

(Interruptions)

Ech kommen awer net derlaanscht déi eng oder déi aner Remarque ze maachen. Fir d'éischt awer en décke Merci dem Rapporteur, mengem Frënd an honorabelen Deputéierten Ali Kaes, fir dee schréftleche Bericht, mä besonnesch…

(Interruption)

Fir de Moment jiddefalls.

(Hilarité)

…fir déi mëndlech Erklärungen, wou hien et fäerdeg bruecht huet trotz der Komplexitéit eng Rei vun techneschen Informatiounen hei virunzeginn, nieft deene méi allgemenge Froen, déi sech an deem Projet de loi do erëmfannen. Ech wéilt awer och, genee wéi hien, drop hiweisen, dass déi Kommissioun gutt Aarbecht geleescht huet, dass eise Sekretär exzellent Aarbecht leescht a geleescht huet, awer och d'Ministèren aschléissen, déi an där Matière hei zur Säit stoungen a matgehollef hunn déi Fläissaarbecht an enger wierklech komplexer Matière kënnen esou ofzewéckelen, wéi mer dat gemaach hunn.

Eigentlech hat ech geduecht, am Ufank vum honorabelen Niki Bettendorf sengen Ausféierungen, kënnen ze soen, dass ech wäitgehend mat him eens sinn. Dat ass awer net esou. Ech wëll net op eng Rei vu Saachen agoen - obwuel dat sech géing rentéieren -, mä zwou, dräi Saachen awer hei riichtbéien, well se mer wichteg schéngen.

Den Här Bettendorf huet vun enger Sitzung vun der Commission du Travail et de l'Emploi geschwat, wou en OECD-Expert present war. Dee Mann, deen hat e bëssen d'Rolle vertosch, well säin Optrag deen ass, fir d'ADEM ze moderniséieren an ze reforméieren an duerfir éischt Iddien an Iwwerleeunge vun eis ze kréie respektiv selwer op den Dësch ze leeën. Mä dee gudde Mann, deen Expert, huet direkt ugefaange fir eigentlech eis Aarbechtsgesetzgebung a Fro ze stellen, an dat ënnert dem Beifall vum Niki Bettendorf - dat muss ee soen - a Fro ze stellen,…

(Interruption)

…andeem hie gemengt huet an engem Land, wou et de Mindestloun gëtt, wou et Index gëtt, wou d'Steierpolitik ass, wéi se ass, a wou d'Chômageentschiedegung ze héich wier, do géing ee kaum Vollbeschäftegung realiséieren. An deen, deen him den Dicks gesat huet als Éischten, war ech dann, obwuel ech ni op der Eisebunn war, mä dat léiert ee mat der Zäit. Duerno hunn ech dem honorabelen Här Bettendorf den Dicks och misse stellen, well ech net d'accord war mat deem Beifall, deen hie geklatscht huet zu engem Expert, deen nieft dem Dill louch.

(Interruption)

Ech hunn Iech net ënnerbrach, Här Bettendorf.

M. le Président.- Här Castegnaro, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Bettendorf?

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Well ech ee gudde Mënsch sinn!

(Hilarité)

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Ech wollt den Här Castegnaro just froen, ob ech dem Expert Beifall ginn hunn oder ob ech gesot hunn, aus Héiflechkeet misst een och engem Friemen, deen an d'Kommissioun kënnt,…

Une voix.- Voilà!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- …méi wéi annerhallef Minutt ginn, fir emol ze schwätzen. Ech hunn dat nämlech affrontéiert fonnt,…

Une voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- …wa mir vum Minister een dohinner geschéckt kréien, fir mat eis ze diskutéieren, dass en no annerhallwer Minutt schonn d'Wuert verbuede kritt! Dat hunn ech ugeprangert, a soss guer näischt! Dir schwätzt vun Index. Dir schwätzt vun hei. Dir verdréint eis d'Saachen am Mond!

(Hilarité)

Ech hu just Iech attackéiert, well Dir op der Plaz dee Mann blaméiert hutt. E war nach net dobannen. Annerhallef Minutt huet et gedauert! Annerhallef Minutt! Dat ass en Affront an et ass eng negativ Positioun fir eist Land!

M. le Président.- Also…

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här Bettendorf, wann ee sech an den Äifer ariet, da wëllt dat net bedeiten, dass ee méi Recht huet oder d'Wourecht seet.

(Interruption)

Et ass net esou gewiescht! De Conseiller huet vill méi laang geschwat wéi annerhallef Minutt an hien huet sech…

(Interruption)

Här Calmes, wann ech gelift!

Hien huet sech drugehalen an duerfir war et noutwendeg,…

M. le Président.- Also, ech géif bieden hei op déi Gëftpëlle vun all Säit ze verzichten!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- …fir hien un déi Missioun ze erënneren, déi hie vum Aarbechtsminister kritt huet. An ech bleiwen derbäi, dass Dir eigentlech déiselwecht Sprooch geschwat hutt, wéi déi, déi hie geschwat huet, an dass duerfir och dat, wat Der „Dicks" nennt, och par rapport zu Iech gemaach ginn ass, well mer gesot hunn, dass dat net d'Thema wier. Ech war am Enn jo och net eleng der Meenung, well praktesch all aner Mitglieder vun där Kommissioun datselwecht gesot hu wéi dat, wat ech gesot hunn.

Dann hutt Der hei en Horrorzeenario opgefouert an eng Ënnergangsstëmmung, déi een esou net kann am Raum stoe loossen. Et kann een net, wéi Dir et elo gemaach hutt, soen: Mir wëllen de soziale Besëtzstand net attackéieren, mä mir wëllen awer gläichzäiteg en upassen a veränneren. Da muss ee soe wat ee wëllt! Et muss ee Ross und Reiter nennen! Et kann een net sibyllinesch engersäits soen: Mir mengen, mir missten oder mir sollten eis Législatioun upasse fir attraktiv ze bleiwen. An da soen: Mir wëllen awer näischt veränneren. Mir wëllen net un de Besëtzstand goen. Et soll een, wann ech gelift, eng kloer Sprooch schwätzen, fir dass jiddferee sech an deenen Aussoe kann erëmfannen. Vläicht kënnt dee Moment, wou dann d'DP eis seet, wat si genee mengt a wat si genee wëllt.

Da wëll ech drëttens drop hiweisen, dass déi méi global Ausso fir ze soen: Mir maachen eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung a mir brauchen eis net ze wonneren, wa Lëtzebuerg net méi attraktiv ass vis-à-vis vun auslänneschen Investisseuren. Do hätt Dir och vläicht kënnen derbäi soen, dass an där Kommissiounssitzung déiselwecht Leit och d'Aussoe vum Wirtschaftsminister net esou am Raum stoe gelooss hunn, wéi hien et duergestallt huet. Dat hutt Der vergiess, mä dat entschëllegen ech. Et kann ee jo net alles verhalen.

Ech wëll awer Folgendes soen: Eng Politik maachen, déi nach just der Kompetitivitéit Rechnung dréit - fir et emol kuerz ze faassen -, déi hätt, hätte mer et da gemaach, absolut näischt dru geännert, dass eng TDK zoumécht, hätt näischt dru geännert, dass eng Villeroy et Boch Lëtzebuerg reduzéiert zu Gonschte vum Saarland; an de Minister huet eis dat iwwregens erkläert, well et do nach ëmmer regional Hëllefe gëtt, statt dass et bei eis déi net méi gëtt.

D'WSA-Militärlager, et gëtt kaum e Betrib hei zu Lëtzebuerg, wou esou vill Mobilitéit, Flexibilitéit a gudde Wëlle vun de Gewerkschaften an der Belegschaft war, fir alle Wënsch vun der amerikanescher Arméi nozekommen. Bei der Luxair ass et net vill besser. Och do gëtt ëmmer erëm bewisen, dass Flexibilitéit besteet.

Wat wëll ech domat soen? Ech wëll nëmme soen, dass Flexibilitéit, Mobilitéit, manner stur a starr Législatioune guer keng Garantie méi sinn, ob e Betrib kënnt, ob e Betrib bleift oder ob en of- oder ausbaut. An dat solle mer wëssen! Duerfir kann een net bradéiere mat deem, wat de Besëtzstand ass, mä et muss ee scho mat Virsiicht virgoen. Et muss ee schonn déi néideg Flexibilitéit hunn. An ech betounen - an ech weess, wat ech soen -, dass de Lëtzebuerger Gewerkschafte mat Sécherheet net ka virgeworf ginn, si wieren nëmme stur! Mä iwwer eis Kollektivvertragspolitik virun allem sinn all Regelungen am Interessi vum Betrib a vun den Aarbechtsplaze méiglech gewiescht a wäerten och méiglech bleiwen. Esouwäit…

(Interruption)

Jo, Här Glesener. Et kann een net alles einfach am Raum stoe loossen. Dir kritt nach vill Geleeënheet fir mam honorabelen Här Bettendorf ofzerechnen, wann Der mengt, dass dat dann och nach misst gemaach ginn. Ech wollt just déi puer Äntwerte ginn, well se mer um Häerz leien an och noutwendeg geschéngt hunn.

Zréck zur Direktiv an hirer gesetzlecher Ëmsetzung: Do wéilt ech besonnesch ervirsträichen, dass mer doduerch zu Lëtzebuerg eng besser an eng méi breet legal Basis schafen. Et muss een och ervirsträichen, dass dës Ëmsetzung deen an där Direktiv enthalene sozialen Zündstoff ausmäerze konnt - also ausschléisse konnt -, wat eng wesentlech Feststellung ass. Ech wëll och d'Beispill vum Opt-out nennen, de Versuch also méi wéi d'48-Stonnewoch zur Regel ze maachen, wat net zréckbehale ginn ass; jiddefalls net fir Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass also mat dëser Direktiv net méi liberal ginn. Am Géigendeel, mir schafen deen noutwendege gesetzleche Rahmen, ouni d'Tarifautonomie vun de Sozialpartner anzeengen, am Géigendeel, d'Kollektivverträg als Regulator. De Verhandlungsspillraum fir déi national representativ Gewerkschaften an d'Patronat ass méi grouss ginn, an dat am Sënn vun enger wuelverstanener Subsidiaritéit. En ass méi grouss ginn an e gëtt méi bedeitend.

D'Aarbechtszäit - an dat wësse mer alleguer - ass zënter ëmmer e Konfliktthema gewiescht a wäert och e Konfliktthema bleiwen, an net nëmmen zu Lëtzebuerg, obwuel mir zu Lëtzebuerg erëm eng Kéier am Kader vun eise Kollektivverträg grouss Fortschrëtter a Saachen Aarbechtszäit konnte maachen an och Ausnahme fonnt hunn - an dat ass jo éineschters ugeschwat ginn - fir den Horeca-Secteur, d'Viticulture an d'Agriculture. Mä insgesamt gesinn, hu mer eng fortschrëttlech Aarbechtszäitorganisatioun a -regelung zu Lëtzebuerg. Ech bleiwen derbäi, dass d'Kollektivverträg dat beschte Mëttel sinn, fir e Menu à la carte quasi ze entwéckele bei der Festsetzung vun den Aarbechtszäiten.

Nach eng Kéier: Dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, schaaft dee längst iwwerfällege méi breede gesetzleche Rahmen a festegt nach eng Kéier d'Mindestkonditiounen an d'Garantien, fir ze verhënneren, dass mer eng ultraliberal Léisung oder Dereguléierung fannen.

An ech erënneren ëmmer erëm un deen Opt-out do, well dat eppes ganz Dramatesches ass, wat sech an eenzelne Länner, besonnesch a Groussbritannien, entwéckelt huet. Wou et net méi d'48-Stonnewoch, mä bis zu 78 a méi Stonnen d'Woch sinn, déi op enger sou genannter fräiwëlleger Basis geleescht ginn. Fräiwëlleg an deem Sënn, dass deen, dee keng Aarbecht huet an Aarbecht sicht, deem Drock do nogëtt, oder en em nogëtt, fir net ze riskéiere seng Aarbechtsplaz ze verléieren. Eng Fräiwëllegkeet, déi also e batteren Nogeschmaach huet, well se dat beinhalt, wat ech virdru gesot hunn.

D'Aarbechtszäitgesetz, wat mer am Endeffekt haut stëmmen, soll jo d'Sécherheet an d'Fräizäit vum schaffende Mënsch regelen. Déi Aarbechtszäitgesetzgebung muss jo och Rechnung droen deem Liewen haut an der Betriber, dem Tempo, dem Drock, der Kompetitivitéit engersäits an anerersäits, wat ausgeléist gëtt, nämlech dem Drock op d'Gesondheet. Mir mussen déi, déi schaffen, schützen, well wa mer se net schützen, da gi se krank, gi se invalid. Dat bedeit jo dann an der Folleg erëm sozial Folgekäschten, dat bedeit Defizitter an de Sozialversécherungen an et bedeit méi Ausgaben an de Rentekeesen. Et ass also net e gudden Tosch, wann ee méi schafft, mä am Contraire: Méi schaffe bedeit och méi Belaaschtung.

D'Aarbechtszäitdiskussioun, déi mer am Kader vun deem Gesetz a vun där Direktiv hei féieren, ass een Deel. Ech wëll nëmmen drun erënneren, dass et jo och eng aner Diskussioun gëtt, déi um Dësch läit, nämlech déi iwwert d'Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit, déi direkt heimat elo näischt ze dinn huet. Mä ech wëll et duerfir soen, well déi Richtung, an déi oft gefuer gëtt, jo bedeit 48 Stonnen a méi schaffen engersäits an dann och nach d'Liewensaarbechtszäit op iwwer 60, 65 op 68 Joer setzen. Dat ergëtt kee Sënn. Am Contraire, dat beinhalt gesondheetlech Risiken, déi net vertrietbar sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmsetzung vun där genanntener Direktiv ass éischtens och eng Kodifizéierung vu villen Direktiven, déi den Ali Kaes hei opgezeechent huet: 1993, 2000, 2003.

Zweetens muss een awer drop hiweisen, dass schonn eng nei Direktiv an der Ausaarbechtung ass. Do gëtt et de Basistext vum Projet vum 22. September 2004. Do schwätzen déi eng vun Nobesserung an anerer gesinn an där neier Direktiv, déi op eis duerkënnt, eigentlech och en erneitene Versuch fir den Opt-out awer erëm zum Droen ze kréien; dat haaptsächlech op där sou genanntener fräiwëlleger Basis. Do kënnt dann dee Widderstand, dee genannt ginn ass, och vum Europäesche Parlament respektiv vun de Gewerkschaften an Europa. Do gëtt da gesot a virgeschloen déi ganz Regel op eng Zäitdauer vun dräi Joer ze beschränken an da géing se entfalen.

Et gëtt ënner anerem gesot, et kënnt een deen Opt-out do och iwwer Kollektivverträg regelen, da wär e kontrolléiert an e géing och korrekt bezuelt ginn, mä, besonnesch op individueller Basis, op Basis och vu Joresverträg, déi awer verlängert oder erneiert kënne ginn, mat oder ouni Rechter - dat bleift jiddferengem iwwerlooss, fir sech seng Gedanken ze maachen -, da soll och virgesi ginn, dass den Arbeitnehmer dat refuséiere kann. Awer da steet net méi do, wat em da geschitt, wann en e Refus mécht, wa säi Patron em seet: Ech hätt awer gär, dass de am Interessi vum Betrib a vun der viller Aarbecht 78 Stonne schaffs. An hie seet: An der Direktiv steet, dass ech et refuséiere kann. Da kënnt Der Iech alleguer virstelle vu wou hie seng Pai dann duerno kritt. Mat Sécherheet net méi aus deem Betrib. Do leien Theorie a Praxis da ganz wäit auserneen.

An deem Projet de directive, deen ech hei nennen, do sinn also weiderhin Upassunge virgesinn, déi net all de Moment iwwerschaubar sinn, déi also offe sinn an déi awer drop hiweisen, dass mer eng zousätzlech Liberaliséierungswell a Flexibiliséierungswell kënnten erliewen, oder awer dass déi, déi antriede fir méi Schutz a Saache Gesondheet a Sécuritéit fir déi Schaffend oder méi Conciliatioun vu Famill a Beruff, géinge Recht behalen. Mä et muss een ëmmer wëssen: Déi ganz Diskussioune ginn ëmmer am Kontext vun der Lissabon-Strategie gefouert an am Endeffekt ass d'Lissabon-Strategie ëmmer verbonne mat méi Kompetitivitéit, am Virrang stinn also wirtschaftlech Interessen a manner sozialer.

Interessant bleift awer ervirzesträichen - an dat ass eemol méi eng Tatsaach, déi een awer voller Hoffnung mécht -, nämlech d'Roll vum Europäesche Parlament bei der Gestaltung vun dësen Direktiven: déi vun där mer schwätzen, déi virdrun an déi, déi an Ausaarbechtung ass. Wou een nëmme ka soen, dass dat Parlament eng wäertvoll, eegestänneg, gutt Aarbecht geleescht huet a leeschte wäert, an entscheedende Froe Veto ageluecht huet a sech och duerchsetze konnt op Käschte vun der Kommissioun. Mä dass ee weess, dass d'Kommissioun ëmmer erëm versicht am Endeffekt dat lescht Wuert ze hunn an dass d'Ausriichtung vun der Politik vun der Kommissioun awer ëmmer eng vu méi Liberaliséierung ass.

Mä, wéi gesot, d'Europäescht Parlament huet et fäerdeg bruecht, munches ofzebremsen. An ech begréissen och, dass an deene villen Diskussiounen an eiser Commission du Travail et de l'Emploi mer grondsätzlech déiselwecht Haltung ageholl hu wéi breet Deeler vum Europäesche Parlament, wat dann och derzou gefouert huet - an den honorablen Här Kaes huet dat jo gesot -, dass déi ablehnend Haltung, besonnesch vun de Salariatskummeren an hiren éischten Avisen, sech lues a lues gewandelt huet zu enger Zoustëmmung op Grond vun Amendementer, déi mer gemaach hunn an déi jo och hei elo zréckbehale gi sinn. Dat soll een als eng Zoustëmmung wäerten, well dat ass et jo och.

Ech soen einfach, fir et gesot ze hunn, den Europäesche Gewerkschaftsbond a seng Gewerkschaften europawäit, mä och op nationalem Plang, stelle fest, dass esou Politike wéi déi, déi mer hei entwéckelen, mä och déi, déi iwwert d'Europäescht Parlament entwéckelt gi sinn, eigentlech dem europäesche Sozialmodell an de fundamentale Grondrechter vun de schaffende Leit méi Chance ginn a sech domat an d'Positioun gesat gëtt, sech géint neoliberal Iddie kënnen erfollegräich duerchzesetzen.

An et sollt een drop hiweisen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass duerchaus de Versuch scho sollt stattfanne fir iwwert déi Direktiv eben déi Limite vun den 48 Stonnen definitiv ze sprengen an no uewen opzemaachen. Et sollt een et an den Zesummenhang brénge mat der Bolkestein-Direktiv, mat der sou genannter Déngschtleeschtungsdirektiv, déi jo an eng ähnlech Richtung erageet. Béides zesummen an e puer aner Saachen, dat wier definitiv d'Zerstéierung vun deem, wat mer den europäesche Sozialmodell nennen, wat mer de soziale Fridden nennen a wat mer zefridde Leit an de Betriber nennen; déi mer brauchen, fir a Betriber gutt Aarbecht kënnen ze leeschten.

Mir si jo frou - vläicht net jiddereen heibannen -, dass déi sou genannte Bolkestein-Direktiv konnt bis elo ofgebremst ginn. Ech hunn haut an der Press gesinn, dass d'Kommissioun bereet ass dem Parlament seng Iwwerleeungen ze akzeptéieren. Dat kann een also als e weidere Fortschrëtt, net um séchere Wee, mä an déi richteg Richtung bezeechnen, an dat ass eng Tatsaach, déi een optimistesch stëmmt, well se déi total Dereguléierung vum Aarbechtsmaart verhënnert.

(Interruption)

Mir bleiwen hei an der Flicht...

(Interruption)

Ma well ech him elo aus sengem Häerz schwätzen, méi ass et net!

(Hilarité)

Mir stinn hei an der Flicht, d'Parlament souwuel wéi d'Regierung, dofir ze suergen, dass déi Gesetzer, déi eis sinn, erhale bleiwen an dass mer duerfir och verhënneren, dass dat, wat eis Kollektivverträg sinn, dass déi ënnerlaf ginn an dass déi Flexibilitéit, déi mer doduerch hunn, géing bei der Däiwel goen. Dat wier mat Sécherheet weder am Interesse vun de Betriber nach vum Aarbechtsmaart.

Erlaabt mer e puer Schlussfolgerungen:

Éischtens mat deem Gesetz vun haut, an ech widderhuele mech, schafe mer eng méi korrekt legal Basis a Saachen Aarbechtszäit.

Zweetens d'Statut vun den Nuetsaarbechter a vun der Nuetsaarbecht gëtt geregelt, wat ganz wichteg ass.

Drëttens gëtt de Subsidiaritéitsprinzip verstäerkt andeem de Sozialpartner hire Gestaltungsspillraum, wat d'Aarbechtszäit ubelaangt, mä och wat d'Aarbechtszäitorganisatioun ubelaangt, a wien denkt nach un d'POTen innerhalb vum PAN-Gesetz, déi jo deemools eng legal Basis kritt hunn, dass mer et also fäerdeg brénge wäerten iwwert dee Gestaltungsspillraum a mat den néidegen Ausnahmeregelen, déi virgesi sinn, eng gutt Aarbechtszäitpolitik, eng optimal an eng praxisno Aarbechtszäitpolitik kënnen duerchzeféieren.

Véiertens beweist et sech awer ëmmer méi, och an där Diskussioun hei, dass et Zäit gëtt, dass mer deen eenheetlechen Arbeitnehmerstatut am Privatsecteur endlech realiséieren. Eleng aus Prinzip schonn, well et kee Grond méi fir déi künstlech Differenze gëtt, mä awer och fir eng méi propper legislativ Aarbecht kënnen ze maachen, well eis Gesetzer déi duebel Déckt hunn, eleng duerch déi zwee Statuten; nieft deenen Ënnerscheeder, déi leider bestinn. An ech bleiwen derbäi: Et ass eng iwwerlieften Trennung. Déi gëtt elo mat dësem Gesetz leider nach eng Kéier fortgeschriwwen, mä mir brauchen e modernen eenheetleche Statut, och wa mer wëllen den Erausfuerderunge vun der Lissabon-Strategie an allen Ufuerderungen, déi se un eis stellt, gerecht ginn.

Ech soen nach eng Kéier: Et gëtt an engem Betrib, wou een eenzege Statut ass och nëmmen eng Solidaritéit, an dat ass déi bescht Viraussetzung, fir sech kënne mat deene gudde wéi mat deene schwéiere Momenter an enger Entreprise gutt an optimal auserneen ze setzen.

An deene Konklusioune wëllt ech och nach eng Kéier, Här Aarbechtsminister, drun erënneren - an ech weess, dass Der et ugemellt hutt -, dass d'Verabschiedung vum Code du Travail iwwerfälleg ass. Och dat spillt hei mat eran, wéinst der Transparenz, wéinst dem Duerchbléck, fir dass jiddferee mat méi Einfachheet seng Rechter a seng Flichte kann erëmfannen.

(Interruption)

Schlussendlech wëll ech dann drop hiweisen, dass mer eigentlech geduecht haten, parallell mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv 2003/88 och d'Direktiv 2002/15 iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun fir Transportbeschäftegt kënnen ze verabschieden. Déi Transpositioun war eigentlech den 23.3.2005 iwwerfälleg, an, wéi gesot, sollt no eise Virstellungen haut verabschiet ginn.

Dës Direktiv ass vu grousser Bedeitung fir déi Beschäftegt aus dem Transportsecteur - et ass hei gesot ginn - am nationalen, mä besonnesch am internationale Stroossentransport, woubäi ech awer drun erënnere wëll, dass dat jo net stattfënnt, dass déi Chauffeuren, déi a Betriber schaffen, wou Kollektivverträg bestinn, déi also net direkt Transportbetriber sinn, mä och aner Aktivitéiten hunn, wéi am Bau, dass déi Kollektivverträg domat net ugepaakt ginn, obwuel et och déi Gedanke bei Patronatskreesser gouf, mä dass mer déi Direktiv do mussen ëmsetze fir derzou bäizedroen, dass och de Schutz an d'Aarbechtsbedingunge vun de Leit an deem schwierege Beräich kënnen optimal gestalt ginn.

An ech wëllt elo schonn drop hiweisen, dass besonnesch do, mä och an all deenen anere Beräicher, en ëmfangräiche Kontrollsystem bestoe muss. Besonnesch am Transportberäich geet et mat der ITM net duer, do muss d'Police an d'Douane mat ageschalt ginn, wann een dat wëllt esou duerchféieren, datt jiddereen zu sengem kënnt.

Dat, wat haut berouegt, ass, datt deen entspriechende Projet de loi zënter enger Rei vun Deeg um legislativen Instanzewee ass, dass also déi Diskussiounen ëm dee Projet de loi ofgeschloss sinn an dass een och kaum nach kann eesäiteg Verännerungen dru virhuelen, well ee soss en delikaten Equiliber kënnt a Fro stellen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou wäit eng Rei Iwwerleeungen zu där Debatt vun haut. Am Numm vu menger Partei ginn ech d'Zoustëmmung zu deem Projet de loi a verbannen déi Zoustëmmung nach eng Kéier mat engem décke Merci un all déi, déi an iergendenger Form un der Ëmsetzung vun där Direktiv do deelgeholl hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter.

(Interruptions et hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg deet sech ëmmer schwéier mat der Ëmsetzung vun den Direktiven - et ass schonn haut gesot ginn -, an dëse Projet de loi weist et nach eng Kéier. D'Aarbechtszäitdirektiv ass e Musterbeispill fir ervirzehiewe wéi vill dëst Parlament an dës Regierung sech heiansdo schwéier dinn op eng kloer an transparent Manéier EU-Politik mat nationaler Politik ze verbannen. Duerfir erlaabt mer, Här President, net vum Thema ofzekommen,…

M. le Président.- Gären.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- …mä lech, éier ech ganz konkret op dësen dach awer zimlech technesche Projet de loi aginn, fir fënnef Minutten iwwert d'Origine vun dësem Projet de loi ze schwätzen…

Une voix.- Mengt Der den Här Glesener wär d'accord?

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech menge schonn. Jo.

…an iwwert de Fong an d'Form vun der EU-Politik, wéi se hei an dësem Haus praktizéiert ginn, anzegoen. Wann ech zréckdenken un déi engagéiert Rieden, déi gehale gi sinn, iwwert d'Wichtegkeet vun der EU-Verfassung, déi mir als Gréng ëmmer ënnerstrach hunn, dann ass zu där Zäit - et ass emol nach kee Joer hier - ganz konkret ervirkomm, dass et kloer ënnerstrach ginn ass, datt déi Schwächt déi wier, datt mir et bis elo net gutt fäerdeg bruecht hunn, dem Bierger an der Biergerin, déi Politik, déi soidisant zu Bréissel gemaach gëtt, méi no ze bréngen, méi kloer ze maachen, a virun allem dëst Parlament méi fréi a méi regelméisseg mat anzebannen. An ech erkläre mech unhand vun dësem Beispill, dat mir haut sollen ofstëmmen.

Dëse Projet de loi soll eng Direktiv vum November 2003 ëmsetzen, déi selwer schonn eng Direktiv vun 2000 modifizéiert huet, déi schonns déi éischt EU-Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit vun 1993 modifizéiert hat. Or, huet Lëtzebuerg bis elo keng vun dësen Direktiven an nationaalt Gesetz ëmgesat. Elo natierlech si mer extrem presséiert fir dëst ëmzesetzen. D'Deadline war den 2. August 2004.

Zumools wou eng net ëmstridden - an et ass schonn haut ervirgeklongen - Modifikatioun vun dëser Direktiv schonns fir vill Ierger gesuergt huet, à tel point datt keng EU-Présidence esou richteg méi wëllt sech definitiv domadder auseneaner setzen. Dës Modifikatioune si jo bekanntlech net méi zu 15, mä zu 25 ze verhandelen, wat sécherlech d'Verhandlungen net vereinfacht, zumools wann ee weess wéi notamment verschidden nei EU-Länner - mä net nëmmen déi - sech schwéier di mat Aarbechtsrecht, mat Gesondheet a mat Sécherheet op der Aarbechtsplaz.

Zweetens huet dëse Projet de loi natierlech, doduerch datt e sech ebe schwéier lasskoppele léisst vun der europäescher Diskussioun iwwert déi nei Aarbechtszäitdirektiv, e speziellen Nogeschmaach. A sécherlech huet d'Aarbechtskommissioun, wéi se un dësem Projet de loi haut geschafft huet, ëmmer parallell d'Diskussiounen ëm d'Modifikatioune vun der Direktiv 2003/88 verfollegt. Mä am Contraire zu aneren EU-Parlamenter ass an dësem Haus hei séier wéineg iwwert d'Haltung vun der Regierung an de Verhandlunge vun dëse Modifikatiounen informéiert an diskutéiert ginn.

Une voix.- Dat ass falsch.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Den Aarbechtsminister…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Bei all Geleeënheet schwätzen ech iwwert dat, wat an de…

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Loosst mech just weiderschwätzen. Ech kommen elo derzou, Här Minister. Ech erkläre mech.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ma, da maacht dat.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Gitt net direkt rosen. Waart bis ech ausgeschwat hunn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Majo.

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Den Aarbechtsminister huet wuel im Nachhinein - dat ass richteg - déi zoustänneg Chamberskommissioun au courant gehalen iwwert d'Resultater vun de Verhandlungen an den Diskussiounen, déi am Conseil gefouert gi sinn, mä eng öffentlech Diskussioun huet bis dato net an der Chamber stattfonnt. An do erënneren ech un de softe Versuch vun der grénger Fraktioun, déi eng Kéier an enger Heure de questions den 31. Mee 2005 am Virfeld, dat heescht kuerz virun enger Réunioun vum Conseil EPSCO, wollt vum Aarbechtsminister wëssen:

notamment wéi d'Haltung respektiv de politesche Message vun der Lëtzebuerger Regierung a Saachen Opt-out ass;

zweetens, wéi eng Notioun vu Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz d'Regierung huet par rapport zu der Aarbechtsreferenzperiod, déi vun der Kommissioun skizzéiert ginn ass;

an drëttens, wéi eng Appréciatioun d'Regierung huet iwwert den Temps de garde inactif an hir Haltung zu de Jurisprudenzen um Europäesche Geriichtshaff an deem Kontext. An et war schwéier méiglech dee Moment eng kloer Äntwert am Virfeld hei an der Chamber ze kréien, geschweige dann eng kloer Haltung vun der Regierung gewuer ze ginn.

Als alternativ Méiglechkeet, Här Minister, Här President, wéi mir Gréng eis dat kéinte virstellen, wéi mir eis kéinten d'Abanne vun der Chamber an d'EU-Politik virstellen, wëll ech notamment eng Resolutioun vun der Assemblée nationale ernimme vum 20. Juli 2005, dat heescht nodeems d'Kommissioun, no der éischter Lecture am Parlament an der Adoptioun plus ou moins vun de Propositiounen aus dem Cercas-Rapport, reagéiert hat. Dës Resolutioun an der Assemblée nationale ass gestëmmt ginn an huet kloer d'Positioun vum franséische Parlament duergestallt zu de politesche Geschehnissen zu Bréissel.

Hei zu Lëtzebuerg an der Chamber si mer leider nach meilewäit dovunner ewech. An dëst ass äussert bedauerlech, net nëmme fir dëst Haus a fir eis parlamentaresch Aarbecht, mä virun allem fir d'Kommunikatioun an d'Informatioun un de Bierger an un d'Biergerin, déi hei am Land interesséiert kéinte sinn un der europäescher Politik, déi e groussen Impakt huet op déi national Politik. An ech erënneren Iech, datt déi offiziell politesch Debatten hei an dësem Haus stattfannen.

Et ass elo allerdéngs roueg gi ronderëm déi Modifikatioune vun där Aarbechtszäitdirektiv. Duerfir freet och de Moment keen no. Mä och hei ass d'Kaz nach net aus dem Sak. Hei géif et Sënn maachen am Virfeld, a grad op dësem fir Lëtzebuerg wichtege politeschen Dossier, dass d'Regierung eng kloer an transparent Positioun zu de Modifikatioune vun der Aarbechtszäitdirektiv an der Chamber géing erviirbréngen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An ech soe bewosst „d'Regierung", net nëmmen den Aarbechtsminister, well mir Gréng sinn der Iwwerzeegung, dass d'Aarbechtszäitregelungen an déi domadder verbonne Komponenten, wéi zum Beispill d'Sécherheet, d'Gesondheet op der Aarbecht, mä och d'Vereinbarung vu Famill a Beruff an d'Erreeche vun de Lissabonner Objektiver net méi kënnen eleng gekuckt ginn, mä sech musse vernetze mat der Wirtschaft a mat der gesellschaftlecher Organisatioun vun engem Stat en général.

Et ass wichteg, Här President, datt d'Chamber mat agebonne gëtt, an am Virfeld…

(Interruption)

Jo?

M. le Président.- Erlaabt Der eng Fro vum Här Fayot?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. le Président.- Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir kënnt dee Saz fäerdeg soen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mäi Saz ass fäerdeg, Här Fayot.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn eigentlech vill Sympathië fir dat, wat d'Madame Loschetter elo gesot huet. Ech hunn och ganz opmierksam nogelauschtert. Si weess jo och sécher, dass mer probéieren hei an der Chamber dat, wat se gesot huet, dat heescht, d'Propositions de directives ganz am Ufank, wa se aus der Kommissioun erauskommen, an den eenzelne Kommissioune beroden ze loossen. Dat ass jo eppes, wat mer virun zwee, dräi Méint ugefaangen hunn.

Ech sinn och d'accord mat der Madame Loschetter, dass d'Regierung eng Verantwortung doranner huet. Ech wëll awer soen, dass d'Chamber och eng Verantwortung huet. Dat heescht, dass d'Chamber och méi oft muss d'Initiativ huele fir d'Regierung dozou unzehalen. An dat heescht also och, dass an all Kommissioun d'Leit, déi dorunner interesséiert sinn, sech mussen asetzen, dass mer déi Texter, déi kommen an déi se jo elo zougedroe kréien iwwer ons Commission des Affaires étrangères et européennes an iwwert déi Cellule européenne, déi mer an der Chamber hunn, dass mer déi wierklech seriö behandelen.

Also, ech menge schonn, dat wär e Complément zu deem, wat d'Madame Loschetter gesot huet. Mä ech wëll virun allem op d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Deputéierte vun de Kommissiounen a vun der ganzer Chamber och hiweisen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Villmools Merci, Här Fayot. Genau dat maachen ech elo an där nächster hallwer Minutt,…

(Hilarité)

…nämlech: Et ass wichteg, Här President, wat den Här Fayot gesot huet, datt d'Chamber mat agebonne gëtt an am Virfeld och hir politesch Richtung zu den EU-Dossieren ënnersträiche kann.

An duerfir, Här President, gi mir als Gréng eng Motioun hei of, wou mir haut, wou mer iwwert d'Ëmsetze vun der Direktiv 2003/88 ofstëmmen, schonn eis hei an der Chamber solle kloer positionéieren zu de Modifikatioune vun därselwechter Direktiv. Mir proposéieren der Regierung, sech am Conseil un d'Versioun, déi den 11. Mee 2005 an der éischter Lecture am EU-Parlament gestëmmt ginn ass, ze halen; déi iwwregens och vun deene sechs Lëtzebuerger EU-Deputéierte gestëmmt ginn ass.

Dat heescht, datt Lëtzebuerg sech konsequent asetzt: fir en definitiivt Ofschafe vum Opt-out bannent 36 Méint; fir den Temps de garde inactif prinzipiell als Aarbechtszäit unzeerkennen, a sech net iwwert d'Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff ewechzesetzen; fir de Prinzip vun enger maximaler Referenzperiod vun 48 Stonne pro Woch als Standard, Ausnahme si bis zu 12 Méint méiglech, wann dat mat de Sozialpartner ausgehandelt ass.

Dat sinn nëmmen e puer där Elementer. An eng ganz wichteg Moossnam fir d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz - wat jo eigentlech den Origine ass vun där Direktiv -, dat ass, dass nämlech den Temps de repos compensatoire nom Temps de travail muss geholl ginn.

Voilà, domadder hätte mer am Fong geholl en Deel vun eiser Flicht erfëllt. Wann ech gelift.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la stratégie de Lisbonne a pour but la construction d'une Europe dynamique et compétitive en améliorant l'emploi sur le plan quantitatif et qualitatif et en assurant une plus grande cohésion sociale;

- considérant que la conciliation entre travail et vie familiale est également un élément essentiel pour atteindre les objectifs que l'Union s'est fixée dans la stratégie de Lisbonne, notamment pour augmenter le taux d'emploi des femmes à plus de 60% d'ici 2010;

- considérant que l'article 31 de la Charte des droits fondamentaux prévoit que tout travailleur a droit «à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité» et «à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés»;

- soulignant que la construction européenne doit s'accompagner d'une consolidation du modèle social européen, laquelle repose notamment sur une harmonisation par le haut des conditions de travail dans les États membres de l'Union européenne et ainsi des règles touchant à la santé et à la sécurité au travail;

- vu la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

- se félicitant de la version adoptée en première lecture en date du 11 mai 2005 par une large majorité de parlementaires européens et qui stipule la suppression de toute possibilité d'«opt-out» endéans les 36 mois suivant l'adoption de la directive;

- estimant que le texte qui sera adopté à l'issue de la procédure de codécision doit conserver les éléments essentiels de la position du Parlement européen;

invite le Gouvernement

- à suivre dans leurs démarches futures la position adoptée par le Parlement européen le 11 mai 2005.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Voilà, dat zu de Modifikatiounen, déi elo nach opstinn. An elo kommen ech awer zréck zu der ursprünglecher Direktiv, déi mer haut an deem Projet de loi ofstëmmen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Elo ass den Här Glesener ueg béis mat lech.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech mengen net.

M. Henri Grethen *(DP).*- Dach, well Dir hutt zéng Minutte geschwat, ouni iwwert de Sujet ze schwätzen.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Jo, mä et war awer zum Thema.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Wat mir haut ofstëmmen ass u sech näischt, wat d'Sécherheet oder d'Gesondheet vun de Salariéen oder och d'fundamental Rechter vun de Salariéen a Fro ka stellen. Dat war och d'Haaptursaach, firwat Lëtzebuerg deemools net presséiert war fir déi éischt Direktiv iwwert d'Aarbechtszäitregelung ëmzesetzen, well mer schonn en zimlech - an dat ass och schonn hei gesot ginn - reglementéiert Aarbechtsrecht hunn, wat d'Aarbechtszäiten, d'Gesondheet an awer och d'Sécherheet op der Aarbecht ubelaangt.

Och muss ech soen, datt um Niveau vun der Aarbechtskommissioun an Zesummenaarbecht mam zoustännege Ministère vill geschafft ginn ass, an ech ralliéiere mech u meng Virspriecher mat engem décke Merci un eise Rapporteur awer och un eise Sekretär aus der Chamber, dee wierklech mat vill Nerven eng ganz flott Aarbecht leescht, well mer awer mat villen techneschen an aarbechtsrechtleche Froe konfrontéiert waren.

Ech mengen och, datt mer - vu awer dee contraignanten Aspekt vun enger Direktiv - déi beschtméiglechst Léisunge fonnt hu fir e Gesetz ze schafen, wat esou vill ewéi méiglech d'Sécherheet, d'Gesondheet an d'Rechter vun de Salariéé garantéiert an d'Méiglechkeete fir d'Wirtschaft net aschränkt.

Virun allem war et méiglech allen, oder praktesch allen, Revendicatioune vun de sämtleche Beruffschambere gerecht ze ginn an och den Aval vum Conseil d'État ze kréien.

Wichteg an dësem Projet de loi ass - an do kucken ech erëm eng Kéier op déi Modifikatiounen, déi geschwënn erëm wäerte Welle schloen -, datt de Rôle vun de Sozialpartner verstäerkt gëtt an datt si ëmmer musse mat agebonne ginn an den Décisiounsprozess vun enger Derogatioun, sief et iwwer Delegatiounen, sief et iwwer Comités mixtes oder Kollektivverträg.

Mir ware souguer mat der Situatioun konfrontéiert, datt notamment am Santésberäich de Sozialpartner dëse Projet de loi ze vill onflexibel emfonnt huet, well d'Direktiv op Grond vu Sécherheet a Wuelbefanne vum Salarié, notamment während der Nuetsschicht, d'Aarbechtsstonnen ze vill restriktiv beschriwwen hat; och do konnt eng adequat Léisung fonnt ginn.

Dëst ass e gutt Beispill gewiescht, wéi eng gutt légiféréiert Aarbechtszäitflexibiliséierung dem Salarié erlaabt, säi Privatliewen a säin Aarbechtsliewe besser ze vereinbaren.

D'Méiglechkeet, iwwer sektoriell Kollektivverträg eng aner Form vun Aarbechtszäit ze verhandelen, am Respekt vun alle fundamentale Rechter vum Salarié, ka sech zu enger Win-win-Situatioun entwéckelen.

Et erlaabt engersäits dem Salarié - am beschte Fall - mat ze décidéieren iwwert déi bescht Méiglechkeete vun Entwécklung vun deem Wirtschaftssecteur oder vun deem Secteur, wou hie schafft, a gläichzäiteg seng Aarbechtszäite matzegestalten.

Et ass och wichteg, datt et kloer ass wéi, wann a wéi vill kann derogéiert ginn. An do mécht dëse Projet de loi net am vollem Mooss Gebrauch vun der Flexibilitéit vun de Referenzperioden aus der Direktiv.

Dëse Projet de loi mécht och kloer wat ënner „Travailleur de nuit" ze verstoen ass - dat ass scho gesot ginn -, d'„Périodes nocturnes" gi kloer definéiert, wat en „Travail à risque" ass a wéi en „Travail à risque" definéiert awer och kontrolléiert gëtt; dat ass e wichtegt Element.

Leider ass an dësem zimlech kloer reglementéierten Text, wou d'Sozialpartner sech erëmfanne kënnen, schonn erëm den Domän vun der Horeca ausgeschloss.

Den Transportsecteur kritt deemnächst en eegent Gesetz - an dat ass schonn hei gesot ginn - an dat Gesetz ass och schonn deponéiert ginn.

An obwuel mer all wëssen, Här President, datt den Horeca-Secteur net einfach ze organiséieren ass, muss een awer trotzdeem feststellen, datt dee bal ëmmer op der Streck vun den Ausnahme bleift.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir bis elo nach ëmmer am Régime vun enger 40-Stonnewoch, mat enger héchstwöchentlecher Aarbechtszäit vun 48 Stonnen op enger Referenzperiod vu véier Wochen - am Prinzip.

Derogatioune vu sechs bis zwielef Méint kënne mam Accord vum Sozialpartner accordéiert ginn. Dat ass och d'Ursaach, firwat mir als gréng Fraktioun dëse Projet de loi kënne matstëmmen an hoffen, datt déi Modifikatiounen, déi op eis duerkommen, zum Schluss vun de Verhandlungen esou wäerten ausgesinn, datt mer déi och kënne matstëmmen an datt mer domadder en europäesche soziale Modell vun Aarbechtsgestaltung an Aarbechtszäitsgestaltung fir déi 25 respektiv fir déi 27 Länner kënnen opbauen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Dir hutt d'Wuert, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Meng Virriedner hunn elo all - méi oder wéineger intensiv - Direktive mat an d'Diskussioun erabruecht, wou ech da soen, dass mir…

(Interruption)

…, dass ech am Fong…

(Hilarité)

…de Problem do gesinn, dass wa mer iwwert d'Problemer mat den Direktive schwätzen, dat ass well mer besonnesch am Aarbechtsrecht ëmmer, wa mer Direktive wëllen ëmsetzen, mat där Zoossissepolitik befaasst sinn, déi mer am Aarbechtsrecht maachen, wou mer riets a lénks Derogatioune maachen a wou mer geschwë selwer net méi driwwer ewech gesinn. Dat ass och hei de Problem bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv, well mer einfach hei hu missen op eng ganz Rei Derogatiounen a verschiddene Secteure Rücksicht huelen.

Dat gesot, wëll ech awer net vergiessen dem Här Rapporteur Merci ze soe fir säi Rapport, deen dat erëmgëtt, wat an der Kommissioun an där viller laanger Aarbecht geschwat ginn ass, wou ech vläicht net mam Inhalt d'accord sinn, mä wou ech awer soen, dass d'Aarbecht, déi geleescht ginn ass vum Sekretär a vun him, awer besonnesch ze berücksichtegen ass an a besonnesch ze félicitéieren ass.

Et ass och net de Projet de loi, deen hei virläit, dee mäi Problem ass. De Projet de loi ass effektiv eppes, wat Verbesserungen am Aarbechtsrecht bréngt. Mä leider ass et esou, dass en nëmmen deelweis Verbesserunge bréngt am Aarbechtsrecht an net fir all Salariéen. A mäin Haaptproblem ass eben heibäi, dass hei versäumt ginn ass endlech ee Salarié wéi deen aneren ze behandelen an dann dëst Recht, dës Direktiv, déi ëmgesat ginn ass, einfach op all Salarié ëmzesetzen, ouni Derogatiounen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ka jo net sinn, dass fir een d'Nuetsaarbecht anescht ass, wéi fir deen aneren. Wann ee gesäit, dass an engem Secteur d'Nuetsaarbecht, déi bis eng Auer geet, net unerkannt gëtt oder dass d'Nuetsaarbecht eréischt um eng Auer ugeet, also eréischt vun eng Auer nuets un honoréiert gëtt, obwuel dass déi Leit gradesou aacht Stonnen nuets schaffen, da muss ee sech awer effektiv Froe stellen, wéi et dann hei an dësem Land mat der Gläichberechtegung ass.

Mir schwätzen ëmmer vu Gläichberechtegung zwëschent de Geschlechter an ech hunn ëmmer erëm gesot: D'Gläichberechtegung, dat ass e Ganzt. Gläichberechtegung huet sech iwwerall ofzespillen a Gläichberechtegung soll net nëmmen a verschiddene Beräicher gëllen. An hei am Aarbechtsrecht ginn déi eng méi gläich wéi déi aner behandelt, an dat ass dat, wat mech rose mécht a wou ech einfach net kann domat d'accord sinn a wou ech dann als Message dofir meng Abstentioun ginn, an dee berout elo net hei op dësem Projet, mä well mer et net fäerdeg bréngen an eisem Aarbechtsrecht ee Salarié wéi deen aneren ze behandelen.

E klenge Problem, deen ech nach hunn an deen ech och an der Kommissioun ugeschwat hunn a wou ech geduecht hunn den Här Rapporteur géif dat vläicht awer hei a sengem Rapport ernimmen, dat ass den Artikel 4 (1) mat deenen aacht Stonnen nuets schaffen innerhalb vu 24 Stonnen. Do kënne Problemer opdauchen, well et ass jo awer onméiglech wann ee vun owes zéng bis moies sechs schafft an dann deeselwechten Dag erëm owes um zéng ufänkt mat schaffen, well dann huet ee jo keng 24 Stonne Rou dertëschent. Dat gëtt an der Praxis Komplikatiounen - ganz besonnesch am Secteur Santé an awer och op anere Plazen - an dat hätt awer wierklech missen am Rapport, och am schréftleche Rapport esou explizéiert ginn, dass jiddereen et versteet, dann hätt ech et och vläicht verstanen. Mä et ass einfach onverständlech; déi Rouzäit, déi hei am Gesetz verlaangt gëtt, ass an der Praxis onméiglech.

D'Diskussioun war elo och hei gefouert ginn, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt a besonnesch wat d'Sozialpartner an d'Gewerkschaften ubelaangt. Esou muss ech awer hei ganz kloer soen, dass een awer wierklech eise Gewerkschaften net ka virwerfen, dass se net an der Lounpolitik moderat virgaange wieren. Ech géif souguer soen, just de Contraire, si sinn ze vill moderat virgaangen, well all déi Efforten, déi se gemaach hunn, konnten net verhënneren, dass mer elo a Situatioune sinn, wou Betriber massiv entloossen, wou ech awer wëll soen, dass déi Betriber, déi elo massiv entloossen, grouss an der Fënster stinn, mä wann een awer emol eng Kéier sech Gedanke mécht iwwer all déi Failliten, déi d'Joer duerch sinn, dass dat net nëmmen 200, 300 Aarbechtsplaze sinn, mä dass dat der all Joers iwwer 1.000 sinn. Ech mengen, da soll een och emol eng Kéier doriwwer schwätzen, well dat ass e fléissenden Ofbau vun Aarbechtsplazen a wou och eng Kéier mussen awer ganz konkret Mesurë kommen, wéi et sech mam Nidderloossungsrecht verhält fir d'Betriber a wat fir eng Garantien, dass emol endlech mussen agefouert gi fir d'Salariéen.

Also, wéi gesot, ech ka mech hei nëmmen derbäi enthalen, fir als Message ze ginn, dass ech soen, dass ech net domat d'accord sinn, dass mer weiderhin elo Gesetzer stëmmen, wou alt erëm eng Kéier Leit ausgeschloss ginn, wou alt erëm eng Kéier déi eng Salariéé Rechter hunn an déi aner keng hunn. Dat muss iergendwann eng Kéier ophalen.

Ech ka kee Gesetz hei matstëmmen, wat net an déi Richtung geet, dass all Salarié d'selwecht behandelt gëtt, an dofir meng Enthalung. Trotzdeem géif ech mengen, Här Rapporteur, et ass e gutt Gesetz, awer nëmme fir déi Leit, déi et betréfft, an déi aner, déi ausgeschloss sinn, fir déi ass et e schlecht Gesetz, well Der déi vergiess hutt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e Merci un de Kolleeg Ali Kaes fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, deen hei de Mëtte virgedroe ginn ass an deen, géing ech soen, an allen Detailer esou explizit war, datt een net méi vill brauch op de Projet de loi hei anzegoen, deen de Mëtten zur Diskussioun steet an och selbstverständlech herno zum Vote.

Et ass e Projet, deen eng Aarbechtszäitgestaltung op europäeschem Niveau regelt. Et ass, wéi gesot ginn ass, e sozial verträglechen Text, deen engersäits de Sozialpartner Rechnung dréit an op där anerer Säit eis ekonomesch Realitéiten awer net negativ beaflosst, well dat ee vun deene wichtegste Kritären ass, op déi mer jo och haut musse méi oppasse wéi jee virdrun. Et ass d'Ëmsetze vun der Direktiv vun 2003, déi d'Direktiv vum 23. November 1993 ersetzt, déi déi éischte Kéier iwwregens, an dat huet de Rapporteur gesot, eng gemeinsam Direktiv war wat d'Sozialgesetzgebung ubelaangt.

Wa mer iwwer Mindestnormen hei schwätzen op EU-Niveau wat d'Aarbechtszäitgestaltung ubelaangt, ech mengen dann hu mer als Lëtzebuerg en Intérêt dorunner fir esou Mindestnormen ze kréien. Lëtzebuerg huet bekanntlech en héijen, vläicht esou deen héchste Standard an der Sozial- an an der Aarbechtsgesetzgebung, an et ass och duerfir ganz kloer, datt, wat d'Konkurrenz méi grouss gëtt an Europa tëschent de Betriber, wat eis Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung och ëmmer méi ënner Drock geréit.

Mir wëssen alleguer, datt mer haut Problemer hunn, wa mer vu lounintensive Betriber schwätzen, a mir wäerten net méi esou séier erliewen, datt lounintensiv Betriber sech wäerten hei zu Lëtzebuerg nidderloossen. Éischter ass de Risiko méi grouss, datt lounintensiv Betriber, déi mer hei am Land hunn, an aner Länner ofwanderen, dat am Kader vun der internationaler Konkurrenz, wou den Drock op eist Land an domadder och op eis Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung ëmmer méi grouss gëtt, an dat spiere mer jo och vun Dag zu Dag. Duerfir hu mer also en Intérêt drun, dass op europäeschem Niveau sozial- an aarbechtsrechtlech Mindestnormen entstinn.

Dës Mindestnormen, déi mer op europäeschem Niveau an Direktive verfaassen, betreffen och duerfir net ëmmer direkt ons, well an der Regel eis Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung méi wäit geet wéi se an de Mindestnorme vun den EU-Direktive virgeschriwwen ass. Mir respektéiere schonn an deene meeschte Fäll am Virfeld alles dat, wat iwwert déi Direktive kënnt. Et sinn emol punktuell Verbesserunge fir eis Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung, déi eng Direktiv mat sech bréngt, wéi zum Beispill, datt mer elo hei och aschreiwen, wéi mer d'Période nocturne an den Travailleur de nuit genau definéieren, wéini datt dat ugeet a wéi iwwert den Dag respektiv iwwert d'Joren déi Kritären dat festleeën.

Mir hunn also en Intérêt drun, déi Direktiven hei ze ënnerstëtzen a se ëmzesetzen a matzeschaffen op europäeschem Niveau, datt déi kommen, well se ons an zweeter Stell, well se ons net direkt betreffen, dach awer indirekt betreffen, an zwar doduerch wa mer realiséieren, datt an anere Länner, wou d'Aarbechts- an d'Sozialgesetzgebung vill méi negativ si wéi hei am Land, wa mer et also duerch déi Direktive fäerdeg bréngen, an deene Länner lues a lues d'Niveauen unzehéijen. A wat se do lues a lues méi eropginn, wat den Drock op ons fir erofzegoe méi kleng gëtt, an dat schéngt mer dat Wichtegst ze sinn, wat bei deenen europäeschen Direktiven ass.

Net un éischter Stell, wéi gesot, datt dat fir eis eng Ännerung an der Gesetzgebung bréngt, mä un alleréischter Stell, datt mer domadder deen Drock, dee Konkurrenzdrock, dee mer vis-à-vis vun neien europäesche State spieren - a mer kenne se all, wou deen hierkënnt -, wa mer lues a lues et fäerdeg bréngen, fir do den Niveau eropzesetzen.

Et ass elo nach en anere Punkt, deen ech nach hei wëll mat ubréngen, Här President. Virun allem wéi mer den europäesche Verfassungstraité diskutéiert hunn, ass aus den Analysen herno erauskomm, datt d'Leit eng Angscht virun där Europäescher Unioun hunn, a priori well se och eng Angscht hu virun engem sozialen Ofbau, a wa mer - an dat hu mer jo dacks gesot - gär d'Glafwierdegkeet vun der Mass vun de Leit vis-à-vis vun Europa gewannen oder erëmgewannen, da musse mer virun allem de Leit och Garantien erëmginn, novollzéibar Garantien, datt dat Europa net nëmmen eleng am Interessi vu multinationale Konzerner steet, mä datt et och am Interessi vun den eenzelne Bierger steet, datt et och den eenzelne Bierger Rechter gëtt, e Schutz gëtt.

An dat kënne mer nëmme maachen, wa mer och Direktive maachen, déi de Bierger dee Schutz zoukomme loossen. Och wann dat heiten a mengen Aen nach e relativ klengen Avancement ass, esou ass et awer e Schrack an déi richteg Richtung.

Et ass och wichteg fir mech a fir eis, datt dat Gesetz hei net den Horeca-Secteur betréfft. Ech mengen, mir hunn deemools hei zu Lëtzebuerg den 20.12.2002 e Gesetz gestëmmt fir den Horeca-Beräich, wou mir, d'Sozialpartner, mat de Responsabele vun deenen en Accord fonnt hunn, wéi een enger spezifescher Situatioun vun engem Sektor ka Rechnung droen, an dat huet an engem Gesetz säin Niderschlag fonnt, e Gesetz, wat och deemools eis Zoustëmmung fonnt huet.

Mir gi jo alleguer och vill an d'Vakanz, an et kann een net alles iwwer ee Leescht zéien, Här President. Mir ginn alleguer vill an d'Vakanz, mir ginn an de Wantersport, a mir wonneren eis do, datt Leit iwwer Méint siwen Deeg d'Woch vu moies bis owes schaffen. Déi hunn

awer duerno e puer Méint fräi. Dat ass also eng Regelung, déi sech op ee Sektor bezitt, a wann déi Leit, souwuel d'Salariat wéi d'Patronat an deem Sektor, en Accord fannen, fir esou zesummen ze fonctionnéieren, ech mengen, da kann een dorunner näischt aussetzen.

Mir hunn hei am Land och Beräicher - ech huelen de Bausecteur -, wou villen Entreprisen hir Leit eng Stonn den Dag méi laang schaffen. Et ass en Accord, deen um Niveau vun der Entreprise geschaf gëtt, fir datt déi Leit ebe méi Congé kréien, fir datt se kënnen, wéi eis portugisesch Matbierger zum Beispill, méi laang heem a Portugal fueren. Wann dat en Accord ass, deen an deem Sektor getraff gëtt, an et interesséiert de Betrib an et arrangéiert d'Leit, ech mengen, da soll d'Politik sech och eraushalen an déi Méiglechkeete beloossen. Duerfir si mer och frou, datt duerch dëst Gesetz d'Gesetz iwwert den Horeca-Sektor net méi ofgeännert gëtt.

Mir hunn d'Diskussioun an de Spideeler vun den 48 Stonnen, wou mer wëssen, datt d'Leit zum Beispill nuets och zéng Stonne schaffen. Déi schaffen duerfir awer an der Regel an der Woch nëmme véier Deeg. Wa mer géife soen, se däerften nëmmen aacht Stonne schaffen, da missten déi Leit fënnef Nuechte schaffen, si misste sech eng Kéier weider déplacéieren. Och dat, mengen ech, ass am Intérêt souwuel vun den Entreprisë wéi vun de Leit, datt een esou Arrangementer mécht. Wann op deem Niveau kënnen Arrangementer stattfannen, da soll een déi akzeptéieren, an d'Politik soll sech esou mann wéi méiglech doranner mëschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Bettendorf an d'Madame Loschetter hunn hei mat Recht d'Prozedur ugeschnidden, déi mer eis hei am Parlament ginn, wat d'Ëmsetze vun den europäeschen Direktiven an insgesamt der europäescher Politik ubelaangt. De Kolleeg Fayot huet mat Recht och eng Bemierkung dozou gemaach, an ech menge mir sinn eis queesch duerch d'Bänken eens, datt mer do en neien Terrain musse goen an datt mer musse méi aktiv ginn.

Mä mir wësse jo awer och, datt et an der Vergaangenheet net onbedéngt d'Schold vun der Regierung war, wa mir hei ons Aarbecht net gemaach hunn, well d'Regierung ass och komm, wa mer se geruff hunn. Et sinn och Ministere vu sech aus komm, mä et muss een awer och op där anerer Säit soen, datt de Suivi oder d'Aktivitéit, déi mir un d'Dagesliicht bruecht hunn, net ëmmer déi allergréisste waren. Et sinn och Dossieren, déi relativ komplex sinn, déi schwéier sinn, déi vill Zäit anhuelen a vläicht politesch net esou interessant si wéi aner Themen.

An do, mengen ech, musse mer alleguer iwwer eise Schiet sprangen an eng Schëpp bäileeën, wéi een esou schéin op Lëtzebuergesch seet, a mer mussen eise Wee fannen. Ech mengen et si vun där zoustänneger Kommissioun ganz interessant Propose gemaach ginn. Et ass elo un ons alleguer fir ze kucken, ob mer déi Proposen, déi gutt gemengt sinn, och an der Realitéit ëmgesat kréien.

Sécherlech wäerte mer mussen déi eng oder déi aner Korrektur an där Prozedur do virhuelen. Mir wäerten och musse vläicht méi no Prioritéite schaffen. Mir musse sécherlech och Leit ronderëm eis kréien, déi eis an eiser Aarbecht begleeden, wat méi spezialiséiert Leit sinn, mä mir wëssen, datt et en Thema ass, wat vun Dag zu Dag méi wichteg gëtt.

A wa mer gären en Afloss op Direktiven an aner Traitéë kréien, da si mir un alleréischter Stell gefuerdert, fir mat der Regierung zesummen e Wee auszeschaffen, wéi mer vun Ufank u kënnen hei eis Meenung dozou abréngen an och eisen Afloss geltend maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo zum Schluss kommen an ech lech soen, datt mir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz wäerte bréngen, wëll ech awer och hei eppes ervirsträichen, wat mer positiv opgefall ass, wéi ech d'Texter duerchgelies hunn, an zwar datt d'Chambre professionnelle och zu den Amendementer Avisen ofginn huet.

Och do misste mer eis vläicht hei an der Chamber emol eng Kéier Gedanken driwwer maachen, well et an der Regel esou ass, datt d'Chambres professionnelles - déi patronales an déi salariales - Avisen zu Gesetzer ofginn a mir dono ganz dacks déi Gesetzer fundamental amendéieren a keng Avisë méi froen. An dësem Dossier hunn ech gesinn, datt d'Chambres professionnelles...

(Interruption)

An dësem Dossier, duerfir wëll ech dat extra ervirsträichen, Här Glesener -...

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Wonnerbar.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Dir hutt déi Auszeechnung vum Poopst, gesinn ech, net fir näischt kritt -, duerfir wëll ech hei...

(Hilarité et interruption)

Duerfir wëll ech soen, Här President, datt dat heiten eng gutt Formule ass, datt, wann ee fundamental Amendementer an engem Projet de loi mécht, een dann och soll d'Chambres professionnelles zu den Amendementer froen, wann d'Zäit et erlaabt - well dat ass ganz dacks ee vun de Kritären, déi et net erlaben, mä wann d'Zäit et erlaabt -, wat net eng Flicht ass, mä awer vläicht den Anstand et verlaangt. Duerfir fannen ech et begréissenswäert, wéi d'Kommissioun dat gemaach huet. Ech wollt dat hei ervirsträichen.

Här President, an duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier Merci un alleguer déi, déi un dësem Projet geschafft hunn, an ech ginn d'Zoustëmmung vun eiser Kommissioun, pardon, vun eiser Fraktioun.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Aarbechtsminister, wann ech gelift. Dir hutt just de Fanger gewisen an dunn hunn ech gemengt, dass Dir dat elo kënnt direkt soen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och jidderengem hei Merci, dee kollaboréiert huet, woubäi ech meng Mataarbechter aus dem Ministère net vergiesse wëllt, déi sech hei ganz vill Méi gemaach hunn, an engem technesch ganz komplexen, awer politesch wichtegen Text, regelméisseg Noten ze maachen iwwert déi sëllechen Avisen, déi komm sinn, fir der Kommissioun an hirem Rapporteur, deem ech ausdrécklech Merci soe fir dee klore schréftlechen awer och hei mëndleche Bericht, d'Aarbecht ze erliichteren. Dat war vill Aarbecht bei eis am Haus an duerfir hinnen och e besonnesche Merci.

Ech kommen direkt op dat zréck, wat den Här Gibéryen elo gesot huet, nämlech hat ech schonn décidéiert, wéi ech nach Parlamentsminister war, dass mer, wann d'Regierung Amendementë mécht, dass da selbstverständlech d'Regierung de Chambres professionnelles se pour information zoustellt, net pour avis, mä pour information. Wann dann d'Chambres professionnelles wëllen en Avis maachen, da maache se een.

Hei ass nach eng aner Saach dobäikomm, well ech d'Kommissioun inständeg gebieden hunn, dass si dat dës Kéier och maache soll, well de Statsrot gesot huet, ee Punkt, wou mer gäre méi der Sozialpartnerschaft Rechnung droen, do solle mer se awer och froen, an dat hu mer dofir iwwert d'Chambres professionnelles gemaach. Mä de Prinzip, dee mir als Regierung hunn a wou ech net weess, awer ech hat gemengt d'Chamber géif deen och suivéieren, dat ass, dass all Kéier, wann Amendementë komme se pour information op d'Chambres professionnelles ginn. Wa se net wëllen äntwerten, da brauche se net, a wa se wëllen äntwerten a se mengen elo brennt do eppes un, da maache se dat.

Ech wëll och soen, dass mer zum Beispill an deem heite Projet de loi nach dem Avis vun der Chambre des Employés privés, fir elo nëmmen deen ze huelen, op engem Punkt Rechnung gedroen hunn, wou mer gesot hunn: Ma do hu se Recht, kommt mir huelen dat nach in extremis mat eran.

Voilà, dat iwwert d'Kollaboratioun, déi hei wierklech ganz gutt war.

D'Direktiv huet véier wichteg Punkten:

Deen éischten ass deen, dass mer Derogatiounen zu verschiddene Punkte vum allgemengen Aarbechtsrecht maachen, wat de Repos an d'Referenzperioden ubelaangt. An déi Derogatioune kënnen nëmmen iwwert de Sozialdialog geschéien. An ech mengen, dass dat de richtege Wee ass.

Zweetens definéiere mer den Travailleur de nuit, fir deem méi Protektioun an der Sécurité an an der Santé ze ginn. Also, mir schwätzen net iwwert den Travail de nuit, mä iwwert den Travailleur de nuit.

Drëttens maache mer hei spezifesch Dispositioune fir d'Travailleurs mobiles. D'Travailleurs mobiles, dat sinn déi, wéi d'Wuert et seet, déi mobil sinn. All déi Leit ware bis elo total ausgeschloss vun Aarbechtszäiten an eisem Aarbechtsrecht. Ech wëll drun erënneren, dass d'70er Gesetz souwuel den Transport wéi och d'Horeca total fräi gelooss huet.

Mir hu virun zwee oder dräi Joer mëttlerweil en Horeca-Gesetz gestëmmt, wou mer d'Véierzegstonnewoch agefouert hunn, mat villen Derogatiounen, fir dass dee Secteur och nach kann uerdentlech schaffen.

An hei beim Transportsecteur hu mer elo d'Travailleurs mobiles dran, déi natierlech méi Derogatioune brauche wéi anerer. A fir déi, déi ënnert d'Direktiv 2002/15 falen, do hu mer jo e spezifeschen Text virgesinn, déi sinn elo nach ganz ausgeschloss. Déi, déi ënnert d'Direktiv 2002/15 falen, kommen duerno erëm, ech ginn elo net weider drop an, well dat ass och technesch an dat ginn nach ganz haart Diskussiounen. Mä nach eng Kéier, mir sinn amgaang iwwerall gewëss Mindestnormen ze setzen.

Wat een net ka maachen, dat ass dat, wat den Här Jaerling hei gefuerdert huet, fir ze soen: Et ass iwwerall gläich. Et muss een och no Secteure kucken oder mir soen: Deen dote Secteur, dee wëlle mer net méi am Land. Do sinn ech als Aarbechtsminister dergéint. Et kann een net ee Secteur wéi deen anere regelen.

De véierte Punkt ass dee vun de Médecins en formation, do ginn ech weider net méi drop an.

Ech si frou, dass déi meescht Riedner hei den Accord vun hirer Fraktioun fir deen Text ginn hunn, well ech mengen, dass en op wesentlech Punkten opgebaut ass, nämlech: Mindestsockel, Sozialdialog, wou et nëmme geet, an dat ass wierklech dee Prinzip, wéi ech en dauernd hei priedegen als Aarbechtsminister a wéi d'Regierung e verfollegt.

Ech hu gehéiert d'DP wéilt dësen Text net stëmmen. Ech hunn hire Fraktiounschef esou verstanen, well een hei géif den Employeuren et méi schwéier maachen Aarbecht ze kreéieren. An ech hunn net verstanen, wou déi Punkte leie solle. Den Här Bettendorf huet zwee Punkten hei erausgezunn.

Deen een ass dee vun den Travailleurs de nuit par rapport zum Horeca-Gesetz, wou ech jo elo d'Äntwert ginn hunn, dass nämlech deen Travailleur de nuit sech och op d'Horeca-Gesetz applizéiert, mä d'Horeca-Gesetz, dat vill méi Derogatiounen huet fir d'Patronat, notamment déi kleng Betriber. Am Horeca-Gesetz si vill méi grouss Referenzperioden; déi ginn net hei a Fro gestallt. Ech weess, dass verschidden anerer dat ebe kritiséiert hunn, dass se net a Fro gestallt ginn. Mä déi ginn net a Fro gestallt.

Duerfir verstinn ech net, wat mir hei verschlechtere sollen, wa mer dat vun der Säit vum Patronat aus gesinn, well Verschlechterung, dat hänkt jo ëmmer dovun of aus wat fir enger Vue een dat gesäit. Mä wann een dat vun der Säit vum Patronat aus gesäit, verschlechtere mer hei näischt par rapport zu virdrun, wat d'Horeca ubelaangt. Esou datt ech net mengen, dass dat eng Ursaach wär fir d'DP, dat Gesetz hei net ze stëmmen.

Deen zweete Punkt, hunn ech gehéiert, dat ass, well mer d'Agriculture och an d'Derogatioune geschriwwen hunn. Wa mer d'Agriculture net an d'Derogatioune geschriwwen hätten, da kéint näischt geschéien an der Agriculture fir déi Referenzperiod auszeweiden.

Och am aktuelle Gesetz huet d'Agriculture nëmmen eng gesetzlech Referenzperiod vun 28 Deeg oder engem Mount, dat heescht och do ass guer keng Verschlechterung, wann een dat esou wëllt nennen, par rapport zum aktuelle Gesetz. Et gëtt iwwerhaapt keng Ännerung par rapport zum aktuelle Gesetz, wat d'Referenzperioden am Secteur agricole ubelaangt.

Och do gëtt et also keng Ursaach fir ze soen, elo géifen d'Patronen et hei méi schwiereg gemaach kréien, fir Beschäftegung ze schafen. Duerfir wär ech frou, wann d'DP och hei kënnt hir Zoustëmmung ginn.

(Interruptions)

Eent-zu-eent-Ëmsetzung vun Direktiven, dat ass ein weites Feld. Eent-zu-eent-Ëmsetzung, all Direktiv léisst ëmmer eng gewësse Latitude op. Mir hunn als Regierung gesot: Prinzipiell maache mir eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Mä wat ass eent zu eent? Dat ass ganz schwiereg. An all Direktiv stinn nämlech, notamment wat d'Sécurité an d'Santé ubelaangt, Mindeststandarden, an dann ass eng Latitude do fir dorun ze schaffen. A villen Direktive gëtt et iwwregens d'Non-Régressioun-s-Klausel, wou gesot ginn ass: Wa mer hei Mindeststandarde setzen, da geet et net drëm, fir dass Der elo, wou Der fortschrëttlech sidd an Ärem Gesetz, d'Direktiv benotzt fir déi Saachen erëm ofzeschafen. Duerfir, eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung, dat seet sech méi einfach, wéi dass et sech a Wierklechkeet mécht.

Dat bréngt mech zu den Direktiven, an notamment zu der Aarbechtszäitdirektiv, déi mer elo amgaange sinn ze diskutéieren. Do huet d'Kommissioun e Virschlag gemaach, fir zwou Saachen ze änneren: engersäits ze soen, dass den Temps de garde net zur Aarbechtszäit gehéiert; an zweetens fir den Opt-out, deen an der aler Direktiv vun 1993 dran ass, méi anzeengen; net ofzeschafen, wéi d'Europaparlament nach ëmmer gefuerdert huet, mä e méi anzeengen. Dat geet elo hin an hier.

Mir hunn och versicht ënnert der Lëtzebuerger Présidence do e Kompromëss ze fannen, mä et muss ee wëssen, dass de Bord vun deene Leit, déi e generellen Opt-out wëllen an aus dem Opt-out d'Regel maachen, an net méi d'Exceptioun, dass déi Länner ëmmer méi staark ginn.

A wann ech elo hei zu der Motioun vun der grénger Fraktioun kommen, da muss ech soen, dass a priori - ech weess net, ob ech se richteg verstanen hunn - se mer kënnt sympathesch sinn - ech kommen nach eng Kéier am Detail drop zréck.

Mä, dat ass net méi dran. Wuerfir ass dat doten net méi dran? Well op deenen zwee Haaptpunkte vum Europaparlament, souwuel beim Temps de garde wéi och beim Opt-out, d'Kommissioun d'Amendemente vum Parlament refuséiert huet. Wat heescht dat, wann d'Kommissioun d'Amendemente vum Parlament refuséiert? Dat heescht, dass de Conseil déi Amendementen nëmme kann unhuelen, wann en eng Unanimitéit huet. Soss gëtt mat Majorité qualifiée ofgestëmmt. Dat ass dat, wat mer elo amgaange sinn ze maachen. Elo kënne mer déi nëmme méi mat Unanimitéit unhuelen. Dat heescht, déi doten hu keng Chance méi ze kommen.

Wéi ass meng Positioun par rapport zu deenen zwee Punkten? Ech soen Iech, dass Lëtzebuerg wéi déi 24 aner Länner d'Propositioun Temps de garde vun der Kommissioun approuvéiert an net dat approuvéiert, wat d'Europaparlament proposéiert. Dat heescht, wann Der ënner Ärer Motioun hei verstitt, dass mer och do eis sollen inspiréiere beim Europaparlament, da muss ech soen, dass d'Regierung net do wëlles huet sech beim Europaparlament ze inspiréieren.

Wat d'Ofschafe vum Opt-out ubelaangt: Selbstverständlech ass dat déi Positioun, déi ech nach ëmmer verteidegt hunn. An ech hunn déi ganz Europaparlamentsdiskussioun jo mat deene Leit zesummegeschafft während der Présidence, fir ze kucken, wéi si eis erëm kéinten de Ball zouspillen, dass mir hinnen an der zweeter Lecture de Ball zouspillen. De Problem ass elo just deen: Wann Dir sot, ech dierf keng aner Positioun am EPSCO-Conseil anhuele wéi just déi doten, strikt, an Der mer net d'Méiglechkeet gitt fir uerdentlech Kompromësser ze fannen, dann ass d'Gefor mëttlerweil ganz grouss, dass déi puer Länner, déi nach op där Positioun bleiwen, ënnert den Dësch gestëmmt ginn, an dass mer dat kréien, wat mer net wëllen.

Duerfir, ech hunn näischt dergéint, wann d'Chamber engem Recommandatioune mat op de Wee gëtt. Ech hunn eng Kéier selwer eng gefrot gehat iwwert d'Liberaliséierung vun der Post, fir de Réck gestäipt ze kréien, fir net nozeginn. Also, ech hunn näischt géint de Prinzip. Ech soe just: Dir musst enger Regierung d'Méiglechkeet loossen ze verhandelen. Et huet een eng Ausgangspositioun, an da muss ee kucken dat Beschtméiglecht doraus ze maachen.

Duerfir soen ech, telle quelle, wéi se elo hei virläit, kann ech déi Motioun net akzeptéieren. Ech kéint se akzeptéieren, wann Der géift am Dispositif schreiwen «à oeuvrer en vue de suivre, pour autant que possible, dans leur démarche future la position adoptée par le Parlement européen en matière de suppression de toute possibilité d',opt-out'», well dat och effektiv déi Positioun ass, déi ech ëmmer hunn. Ech soen, ech si bereet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass vu menge Kompromësser geschwat ginn, fir ze soen d'accord fir ze kucke mat Opt-out, mä de Prinzip muss d'Ofschafe vum Opt-out sinn. Den Opt-out muss ëmmer eng Exceptioun bleiwen. Souguer wa mer et stoe loossen, wa mer net esou wäit komme wéi mer et gären hätten, muss et eng Exceptioun bleiwen an dierf ni d'Regel ginn. Also, wann Der dat géift esou unhuelen, wéi ech Iech et hei virschloen, dann hätt ech kee Problem.

Voilà! Op aner Punkte ginn ech elo net an, well mer d'Zäit feelt; notamment ass de Statut unique en alen Dada vu mir. Ech hunn dauernd iwwert d'Salamitaktik versicht deen ze maachen. Ech wier och frou, wa mer eng Kéier kéinte méi déck Scheiwe vun der Salami ofschneiden, wéi déi, déi mer an der Vergaangenheet ofgeschnidden hunn.

Wat de Code du Travail ugeet, Här Castegnaro, do waarden ech mat Ongedold op den Avis vum Statsrot. Dat ass en déckt Buch. Si hate scho gemengt, si wiere bal fäerdeg, mä ech huelen un, dass e geschwë kënnt.

Wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, hätt ech elo schrecklech vill ze soen. Wéi Der mech kennt, géif ech och elo vill soen. Se hu gefrot eng extra Debatt hei ze maachen, woumat ech jo selbstverständlech d'accord sinn, dass mer - am Mee wahrscheinlech, mer musse kucken - op alle Fall eng öffentlech Debatt iwwert den Aarbechtsmaart maachen, wou da jiddferee vun eis ka vill méi soen, wéi elo déi Debatt hei hiergëtt.

An deem Sënn géif ech lech wierklech bieden dëst Gesetz ze stëmmen. Merci.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Fir d'éischt huet d'Madame Loschetter d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Mir géifen eis un déi Propositioun vun der Regierung ralliéieren, well et fir eis wichteg ass, datt emol eng Kéier hei eng kloer Positioun par rapport zu deem schwieregen Dossier „Opt-out" awer definéiert gëtt. Si schwächt u sech d'Positioun, déi mir gäre gehat hätten, just of.

Ech wëll awer dozou trotzdeem nach eng Remarque maachen. Et wär och anescht méiglech gewiescht, well ech mengen, datt, wann ee vun engem Land an e Conseil geet, an eng Verhandlung geet an et muss een iwwer eppes verhandelen, wou mir eigentlech hei an dësem Land kee Problem domadder hätten, nämlech esou kuerzfristeg wéi méiglech d'Suppressioun vun deem Opt-out, da mengen ech, wann een an eng Verhandlung erageet, soll een am Fong geholl eng kloer a streng Positioun och weisen. Et soll een net scho mat enger verwässerter Méiglechkeet vu Verhandlungsoptioun ufänken. Duerfir war et och de Fransouse ënner anerem méiglech eng Resolutioun esou ze stëmmen, déi seet: Hei voilà, dat ass déi Richtlinn an déi wëlle mir an enger Resolutioun esou approuvéieren.

Ech wëll och d'Remarque maachen, datt et eigentlech eng Motioun ass vun der Chamber un d'Regierung. Mir invitéieren d'Regierung dat ze maachen. Eigentlech fannen ech et schued, datt dann déi aner Säit d'Regierung schonn direkt deen «invite» erëm eng Kéier esou verwässert. Mä ëmmerhi fannen ech et wichteg, datt och emol d'Öffentlechkeet eng esou kloer wéi méiglech Positioun huet vu sengem Aarbechtsminister hei am Land a vun der Regierung.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt. Vläicht fir d'éischt nach den Här Jaerling, an da kënnt Der déi zwou Froe matenee beäntwerten. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Bon, den Här Minister huet gesot, dass wann een déi Derogatiounen am Horeca-Secteur net gemaach hätt, dass dann dee Secteur a Gefor gerode wär, esou wéi hien dat och fir aner Secteure gesot huet.

Här Minister, dat sinn Hypotheesen. Den Här Minister soll mer emol ee Secteur nennen, deen duerch d'Aarbechtsrecht a Gefor geroden ass. Tatsaach ass awer am Horeca-Secteur, dass duerch déi Referenzperioden an duerch déi Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit a verschiddene Beräicher d'Leit 25% manner an der Pai hunn. Dat sinn Tatsaachen, dat si keng Hypotheesen.

An dann zweetens, och wann ëmmer lamentéiert gëtt iwwert de Mindestloun oder iwwert den Index: Da ginn all Betriber hei am Land Faillite. Et ass bis elo nach keen um Index oder um Mindestloun Faillite gaangen. Dat Eenzegt, wou ee Faillite geet, dat ass, wann d'Betriber eng schlecht Gestioun hunn oder wann de Benefiss vun de Betriber do ënnen op der Côte d'Azur schwëmmt. Da ginn d'Betriber Faillite, awer net duerch den Index, an net duerch de Mindestloun, an net duerch eist Aarbechtsrecht.

Déi Derogatiounen do si menger Usiicht no falsch. Et ass kee Beweis do, dass duerch déi Derogatiounen elo géif e Secteur besser fonctionnéieren. E fonctionnéiert vläicht e bësse besser fir d'Employeuren, mä garantéiert net fir de Salariat!

M. le Président.- Also, Här Jaerling, ech hat verstanen, datt d'Debatt ofgeschloss wier an datt Der wëllt dem Minister eng Fro stellen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Dir hutt Commentairë gemaach. Mä gutt, da kann de Minister och d'Commentairen nach eng Kéier beäntwerten. Da schléisse mer awer of. Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll soen, dass mer fréier, wou mer keng Aarbechtszäitregelung haten, am Horeca-Secteur eng Onmass vu Kontrakter haten; déi waren 48 Stonne mam Mindestloun. Dat heescht, do louche mer mam Stonnenhoraire ënnert dem Mindestloun, an do sinn lwwerstonne prestéiert ginn, déi net kontrolléiert gi sinn an net hu brauche kontrolléiert ze ginn. Elo hu mer eng kloer Regelung, d'Véierzegstonnewoch, mat natierlech - besonnesch wéinst deene klenge Betriber, mir mussen och un déi am Land denken - grousse Referenzperioden. A mer hunn d'Méiglechkeet, wat d'Gewerbeinspektioun regelméisseg mécht, och do kontrolléieren ze goen.

Dann zur Motioun soen ech nach eng Kéier, wann d'Madame Loschetter mengt, elo hätt se endlech eng kloer Positioun kritt: Déi Positioun war nach ëmmer kloer! Do muss ee mer emol nolauschteren! Zënterdeem ech - an dat sinn elo schonn dräi Joer, wou dat dote leeft - dauernd an Europa an heiheem doriwwer schwätzen, ass eis Positioun géint den Opt-out, well dat stellt wierklech d'Aarbechtsrecht op d'Kopp.

Da komme mer op de Code Napoléon zréck. Ech widderhuelen net all meng Rieden, déi ech op ville Plaze scho gehalen hunn. Ech soe just, ech hunn dat och esou verstan, dass een natierlech, wa mer bis an enger Verhandlung sinn, wou e Knackpunkt ass, da muss ee kënnen Devanten huelen. Ech sinn den 8. Dezember vu mengem franséischen Homologue gefrot ginn, ob ech kéint de Lead huele fir hei am Numm vun deenen zéng Länner ze négociéieren - mëttlerweil sinn et der nach just zéng -, déi Schwieregkeete mat där anerer Positioun hunn, an ob ech kéint do fir dee Groupe mat der Présidence verhandelen. Et ass mer leider net gelongen en ordentleche Kompromëss ze fannen. Ech hoffen, dass d'éisträichesch Présidence méi glécklech ass. Mä et muss ee wëssen, dass déi englesch Présidence einfach net wollt verhandelen, well déi gär mordicus hir Positioun, de generellen Opt-out, duerchbréngt. Mat deene Preziséoune sinn ech dann och frou, dass déi gréng Fraktioun bereet ass, déi Motioun esou ofzeänneren, an dann hunn ech och eppes fir mat an Europa ze huelen.

M. le Président.- Jo, dat ass elo just d'Fro. Ass deen Text, deen de Minister proposéiert huet, an der Rei?

(Assentiment)

Gutt.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den…

(Interruptions)

Pardon, den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just eng Fro stellen, ob d'Commission du Travail et de l'Emploi schonn iwwert déi Proposition de modification vun där Direktiv, déi mer haut ofstëmmen, an der Kommissioun geschwat huet?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Selbstverständlech.

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech schwätzen hei mat de Leit vun der Kommissioun.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ma eng Kommissioun, déi vum Här Glesener presidéiert gëtt, dat ass net anescht méiglech, oder?

Plusieurs voix.- Jo.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Also, ech denken, Här Fayot, dass den zoustännege Minister an der Kommissioun dobäi war, wéi d'Kommissioun driwwer diskutéiert huet.

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech weess et net.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, ech sinn nach all Kéiers, nach all Kéiers, ech weess net wéi oft ech - ech ginn lech d'Procès-verbaux...

Une voix.- Neen, et geet net dorëms.

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ah.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, loosse mer elo net…

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President.

M. le Président.- Här Fayot, elo nach eng Kéier kloer an däitlech Är Fro.

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech froen d'Membere vun der Kommissioun respektiv hire President, ob dee Sujet, deen hei an der Motioun ugeschwat gëtt an iwwert dee mer elo sollen hei als Plénière eng Décisioun huelen, an der Kommissioun beschwat ginn ass; mat oder ouni Minister, dat sief dann elo mol dohinner gestallt, am beschte mat Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- De Minister huet en ugeschwat an der Kommissioun.

M. le Président.- Den Här Glesener wëllt eppes dozou soen.

(Interruptions)

Här Glesener.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Jo, Här President, selbstverständlech sinn déi Froe schonn an der Kommissioun diskutéiert a behandelt ginn, och zesumme mam Minister. Mä mir hunn awer dee Projet de loi net kënne konkret diskutéieren, well nach kee virläit, mä déi Problematik ass schonn des Öfteren diskutéiert ginn.

(Interruption)

M. le Président.- Eng kloer an eng…

(Interruption)

Neen, ma ech mengen den Här Glesener huet jo elo eng Äntwert ginn, déi…

(Interruptions et hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech froen, ob déi Proposition de directive modifiant la directive 2003/88/CE - dat ass déi Direktiv, déi mer elo transposéieren an do ass eng Proposition de modification hannendrun, déi amgaangen ass an der Codécisioun tëschent Parlament a Conseil diskutéiert ze ginn, an zu där Proposition de directive hätt gären d'Madame Loschetter, dass dës Plénière soll eng Positioun huelen -, ob d'Commission du Travail et de l'Emploi iwwert déi Proposition de modification vun der Direktiv schonn diskutéiert hätt. Dat ass meng Fro. Ni plus ni moins.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, entschëllegt...

M. le Président.- Gutt, da war dat, mengen ech, virdru falsch verstane ginn.

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dann huele mer déi Motioun zréck an ech bréngen lech hei d'Extraitë vum Procès-verbal vun der Kommissioun, wou dat drasteet. An ech war op d'mannst zweemol do - op d'mannst zweemol - an ech war schonn an der viregter Kommissioun do, wou ech iwwert déi dote Proposition de modification geschwat hunn, well dat ass ee vun den Haaptsujeten. An ech hunn e puermol während eiser Présidence an der Kommissioun dovunner geschwat. D'Chamberskommissioun huet keng Décisioun geholl, mä et kann een net soen, de Minister wär net dohinner gaangen an hätt dat doten op den Dësch geluecht. Dat wëll ech hei gäre soen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Esou, Dir Dammen an Dir Häre,…

(Brouhaha général)

Här Fayot, ech mengen,...

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Entschëllegt, ech wollt dem Här Minister soen, dass ech hien net attackéiert hunn.

(Hilarité)

Ech hunn och net a Fro gestallt, dass den Här Minister oft an déi Kommissioun kënnt an iwwert déi europäesch Saache schwätzt.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Notamment déi heiten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt just ganz einfach wëssen, ob deen Thema, deen hei drasteet, an där Kommissioun schonn diskutéiert ginn ass. C'est tout.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also, ech muss soen, Här Fayot, Dir hutt elo eng Fro dräimol gestallt…

(Brouhaha général)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Also, méi wéi dräimol kann ech net jo soen.

M. le Président.- Den Här Fayot huet eng Fro dräimol gestallt an et ass dräimol mat jo drop geäntwert ginn.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Méi kann ech jo awer net maachen.

M. le Président.- Ech mengen, domadder kënne mer déi Debatt ofschléissen.

(Interruptions diverses)

Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zum Vote.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Glesener huet awer Froe gestallt kritt.

M. le Président.- Ma den Här Glesener huet dorop geäntwert.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Ech hunn dräimol mat jo geäntwert, mä wann Dir net héiert.

(Brouhaha général et hilarité)

M. le Président.- De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1 modifiée

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi d'Madame Loschetter erabruecht huet, an deem Sënn ëmgeännert, esou wéi de Minister et proposéiert huet am Dispositif: «à oeuvrer (...), pour autant que possible (...)» an déi Richtung, déi d'Madame Loschetter ugeschnidden hat.

(Interruptions)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la stratégie de Lisbonne a pour but la construction d'une Europe dynamique et compétitive en améliorant l'emploi sur

le plan quantitatif et qualitatif et en assurant une plus grande cohésion sociale;

- considérant que la conciliation entre travail et vie familiale est également un élément essentiel pour atteindre les objectifs que l'Union s'est fixée dans la stratégie de Lisbonne, notamment pour augmenter le taux d'emploi des femmes à plus de 60% d'ici 2010;

- considérant que l'article 31 de la Charte des droits fondamentaux prévoit que tout travailleur a droit «à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité» et «à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés»;

- soulignant que la construction européenne doit s'accompagner d'une consolidation du modèle social européen, laquelle repose notamment sur une harmonisation par le haut des conditions de travail dans les États membres de l'Union européenne et ainsi des règles touchant à la santé et à la sécurité au travail;

- vu la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

- se félicitant de la version adoptée en première lecture en date du 11 mai 2005 par une large majorité de parlementaires européens et qui stipule la suppression de toute possibilité d'«opt-out» endéans les 36 mois suivant l'adoption de la directive;

- estimant que le texte qui sera adopté à l'issue de la procédure de codécision doit conserver les éléments essentiels de la position du Parlement européen;

invite le Gouvernement

- à oeuvrer en vue de suivre, pour autant que possible, dans ses démarches futures la position adoptée par le Parlement européen le 11 mai 2005 en matière de suppression de toute possibilité d'«opt-out».

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Wien ass derfir?

(Interruption)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an do géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord wär, dass mer elo géife kuerz hei déi Motioun, déi den Här Huss gëschter erabruecht hat, intercaléieren.

(Interruptions)

Mir hate gesot, mir géifen déi haut huelen, d'Fro ass just, wéini datt mer se huelen. An ech proposéieren, fir dat elo ze maachen.

(Assentiment)

Gutt, wann d'Chamber domat d'accord ass, dann huet den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert, obschonn hie jo gëschter d'Motioun schonn exposéiert hat. Ech denken, dass hien haut kuerz ka sinn.

(Brouhaha général)

Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

4. Motion de M. Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll dat da versichen och ganz kuerz ze maachen. Ech hat jo gëschter hei scho bei der Presentatioun iwwert d'Schicksal vun der Madame Ersöz higewisen, déi eng kurdesch Journalistin ass, déi hei Asyl gefrot huet, wou déi Demande d'asile awer elo suspendéiert ginn ass, well e Mandat d'arrêt international iwwer Interpol virläit, an zwar vu Säite vun der türkescher Regierung, déi gären d'Madame Ersöz ausgeliwwert hätt. Dorobberhin hu mer déi Motioun hei gemaach.

Déi Madame ass, wann een den Informatioune ka gleewen, eng Fra, déi d'Attrocitéite vun der türkescher Arméi an deene leschten zéng, 15 Joer an der Türkei, besonnesch a Kurdistan, ëmmer erëm dénoncéiert huet, och d'Folter an den türkesche Prisongen, esou wéi dat och vun Amnesty International a vun aneren internationalen Organisatiounen ëmmer erëm duergeluecht ginn ass. Si selwer an hir Famill ware scho Géigestand vun der Repressioun, well hire Brudder an hir Schwëster waren an türkesche Prisongen a sinn doranner gestuerwen. A mir menge ganz einfach, datt eng Ausliwwerung vun der Madame Ersöz an d'Türkei géif riskéieren hiert Liewen a Gefor ze setzen.

Firwat menge mer dat? Mä ganz einfach aus zwee Grënn: Éischtens well d'Türkei, déi wëllt an d'EU kommen, nach ëmmer - obscho si et versprach hat - relativ wäit ewech ass vun deem, wat mir als demokratesche Rechtsstat emfannen. Dat heescht, den Här Erdoğan huet zwar e Versprieche gemaach, mä si sinn nach guer net wäit domadder.

Ech wëll just drun erënneren - dat ass ee klengt Beispill -, dass den 8. Mäerz, den internationale Fraendag, friddlech Fraen, déi op der Strooss demonstréiert hunn, niddergeknëppelt gi si vun den türkesche Sécherheetskräften. Dat ass nëmmen een Element an dat zweet Element ass d'lescht Woch gewiescht, wou et schwéier Onroue gi sinn a Kurdistan, wéi et zu enger Partie vun Demonstratioune komm ass an et esouguer eng Partie Doudeger goufen; Kanner vun dräi, fënnef, sechs a siwe Joer sinn do souguer gestuerwen.

Dat heescht, et ass also ee Land, wat a mengen Aen e Risikogebitt ass, an et kann an eisen Aen duerfir net sinn, datt déi Fra géif ausgeliwwert ginn.

Et ass awer elo esou, datt déi Procédure vun der Demande d'asile ënnerbrach ginn ass, dat heescht suspendéiert ginn ass an datt och d'Chambre du Conseil soll ëm en Avis gefrot ginn an dann de Justizminister tranchéiere soll.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Mir mengen - an dat ass och eis Fuerderung, déi mer un d'Regierung hunn -, datt déi Suspensioun vun der Demande d'asile vun der Madame Ersöz erëm eng Kéier soll annuléiert ginn. Mir mengen zum Zweeten, datt d'Regierung an de Justizminister op jidde Fall sollen déi Demande d'extradition carrément refuséieren. Dat sinn eis Fuerderungen.

Ech hunn déi hei e wéineg begrënnt, ech wëll just nach een Zousaz soen, Här President, wann Dir erlaabt. Gëschter, wéi ech dat hei presentéiert hunn, sinn ech um Schluss vu menger Interventioun op eng relativ komesch oder solle mer soe cocasse Aart a Weis vum Här Statsminister ënnerbrach ginn, dee gesot huet, dat do, wat ech géif virbréngen an där Motioun, géif géint d'Séparation des pouvoirs verstoussen. Ech wëll awer dozou soen, datt ech mengen, datt do awer e komescht Verständnis vun der Séparation des pouvoirs bei him selwer virläit, wann hien engersäits emol net eng Diskussioun iwwert dee Problem hei am Parlament opkomme léisst, mä direkt seet als Statsminister: Mir lehnen dat do of.

Zum Zweeten, grad aus sengem Mond, wou een awer och muss wëssen, dass nach virun net ganz laanger Zäit am Kontext vun der Séparation des pouvoirs hie selwer awer och, an der sou genannter Bommeleeëraffär - an dat weess jiddfereen -, dat net onbedéngt à la lettre suivéiert huet.

(Interruption)

An zum Drëtte wëll ech soen, datt dat hei eng Situatioun ass, wou de Justizminister gefuerdert ass, an de Justizminister ass an eisen Aen awer Member vun enger Regierung. Dat heescht, et ass also net nëmmen an dëser Situatioun esou, datt vun engem Stat, deen e Rechtsstat ass, un en anere Stat, deen e Rechtsstat ass, eng Ausliwwerungsprozedur wéi bei normaler Kriminalitéit hei virläit. Hei hu mer et ze di mat der Türkei, déi nach ganz wäit vun engem Rechtsstat ewech ass, an do spillen net nëmme reng juristesch Argumenter eng Roll, do spillen och politesch Argumenter eng Roll. Ech mengen duerfir, datt dat, wat mer hei froen, ganz richtegerweis am Kontext vun der Séparation des pouvoirs läit, an datt do de Statsminister komplett falsch louch mat deem, wat hie gëschter hei gesot huet.

Mir mengen, datt och hei d'Regierung gefuerdert ass, de Justizminister an d'Regierung gefuerdert sinn, fir Stellung ze ergräifen, a mir mengen, datt duerfir ze erwaarde wier, datt, op jidde Fall an dëser Situatioun, et net dierft zu enger Ausliwwerung vun där Fra do kommen, bis all d'Fakten do gekläert wieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Bettel huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, wat d'Motioun vum Här Huss ubelaangt, esou kéint een, wann een d'Ursaache kuckt, vill Sympathie fir déi Motioun hunn, mä als Jurist muss ee leider soen, dass hei d'Kompetenze bei der Chambre du Conseil vum Tribunal d'arrondissement sinn, an d'Kompetenzen en cas de contestation vun deem Uerteel bei der Chambre du Conseil vun der Cour d'appel leien.

Wann eng Demande kënnt, dann huet een d'Méiglechkeet, wann een agesat gëtt bei enger Mesure de placement oder enger anerer Mesure, fir kënnen dergéint juristesch ze contestéieren, souguer bei enger Demande d'extradition. Mir hu jo selwer déi europäesch Extraditiounskonditiounen an dat Gesetz, déi Konventioun mat ënnerschriwwen an hunn eis drun ze halen. An do an där Konventioun selwer si schonn d'Rekursméiglechkeete virgesi virun der Chambre du Conseil vum Tribunal oder, en cas de contestation, wann ee mam Uerteel net averstanen ass, virun der Cour d'appel.

Ech géif et hei net opportun fannen, dass mir als Législateur der Regierung soen, si soll dem Judiciaire soen, wéi et goe soll. Dat wier e Mélange vun de Pouvoiren, dee fir mech net gesond ass an engem demokratesche Stat, wou…

(Interruption)

Hei steet dran: «- à annuler la suspension de la demande d'asile (…); - à refuser avant tout progrès en cause la demande d'extradition.» Et ass un der Chambre du Conseil ze décidéieren. Hei geet et ëm keen Avis vun enger Chambre du Conseil, et ass eng Décisioun vun enger Chambre du Conseil, dat ass e groussen Ënnerscheed. Et ass net um Minister ze décidéieren, well wann d'Chambre du Conseil seet, dass se net soll extradéiert ginn, huet de Minister sech drun ze halen, a wa se seet, si soll extradéiert ginn, huet de Minister sech och drun ze halen. Et ass keen Avis, et ass eng Décisioun, an et soll een net hei als Législateur der Regierung soen, wéi de Judiciaire soll seng Décisiounen treffen.

Dowéinst kënne mer leider dës Motioun hei net stëmmen.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, den Här…

(Interruption)

Wie kënnt elo vir?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Hien, an dann ech.

M. le Président.- Den Här Henckes fir d'éischt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, déi Motioun, déi schéngt am Fong berechtegt ze sinn, well mir wëssen alleguerten, datt d'Türkei keen demokratesche Rechtsstat ass an datt se mat ganz staarke Mëttele géint d'Kurdeminoritéit virgeet. Et ass esou, wann dës Chamber d'Regierung opfuerdert, fir d'Demande d'extradition zréckzestoussen, an d'Regierung hélt d'Demande d'extradition zréck, da gëtt déi Instance judiciaire hifälleg.

Mä op där anerer Säit muss ee sech elo d'Fro stellen, ob d'Regierung d'Moyenen huet a sech och d'Zäit geholl huet, fir deen Dossier do ze studéieren. Et ass also entweder un der Regierung, fir déi Aarbecht do ze maachen, fir ze kucken ob näischt virläit. Wa se dat net gemaach huet, wat schéngt de Fall ze sinn, dann ass et un de Geriichtsinstanze fir ze kucken, fir op dee Wee do ze goen.

Esou datt mir der Meenung sinn, datt mer hei also am Prinzip mat der Saach sollen d'accord sinn, mä mir sollen awer och sécher sinn, datt den Dossier seriö studéiert gëtt. Dat gëtt am Ablack duerch d'Geriichter gemaach, esou datt mir ons wäerte bei dëser Motioun enthalen.

M. le Président.- Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, fir mech spillen hei aner Wäerter wéi d'Geriichtsbarkeet hei zu Lëtzebuerg. Hei geet et ëm reng Mënscherechter, ëm elementar Mënscherechter, wou elo jiddfereen heibannen d'Situatioun kennt, wou jiddferee weess, an dat ass bewisen, dass schonn d'Famill vun där Fra dohannen ëmbruecht ginn ass, fir se kleng ze halen, dass Beweiser do sinn, dass déi Fra zu deem Zäitpunkt wou dat do, wou hir déi Terroruschléi virgeworf gi sinn, an Däitschland war, an dass et scho richteg ass, dass ee seet, bon, et kann een net d'Geriichtsbarkeeten ausser Kraaft setzen, mä hei geet et ëm elementar Mënscherechter, a mir wëssen alleguer, an ech wëll awer op kee Fall matschëlleg dru sinn, wann déi Fra hei ausgewise gëtt, dass se dann dohannen ëmbruecht gëtt.

Also ech wëll op kee Fall matschëlleg sinn, an ech sinn der Meenung, dass et sech hei ëm en Ausnahmezoustand handelt an dass et hei ëm e Mënsch geet, deem säi Liewe muss gerett ginn an ëm näischt anescht, an dat ass fir mech en Ausnahmezoustand, an do missten och Ausnahmeregele kënnen applizéiert ginn.

M. le Président.- Sou, den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt just soen, datt awer hei den Här Bettel zwou Saache matenee verwiesselt. Et ass richteg wann hie seet, datt een d'Suspensioun vun der Demande d'asile ka contestéiere bei de Geriichter. Et ass och richteg, datt, fir eng Extraditioun, also fir eng Ausweisung ze maachen, fir d'éischt den Avis conforme vun der Cour d'appel virleie muss. Mä Fait ass awer, datt de Minister hei eng Suspensioun gemaach huet vun der Demande d'asile vun där Fra, a Fait ass och, fir datt et iwwerhaapt zu enger Ausliwwerung kënnt, selbstverständlech da mat Avis conforme vun der Cour d'appel, dat vun der Regierung ausgeet, dat heescht vum politesche Pouvoir ausgeet.

An hei ass et esou, datt iwwert déi Suspensioun de Justizminister selwer awer kann décidéieren, onofhängeg vu Recoursen, déi gemaach gi sinn, fir selwer ze fannen, datt déi Demande d'asile do soll weiderlafen, wann hie fënnt, datt genuch Elementer virleien, fir datt hei eng normal Asylprozedur soll oflafen.

Duerfir, et gëtt schonn hei e juristesche Volet, an eis Motioun gräift och guer net an de juristesche Volet an, an et gëtt e politesche Volet. An déi Motioun hei, déi betrëfft just de politesche Volet a soss näischt, an duerfir menge mer, datt dat duerchweegs am Aklang ass mat der Séparation des pouvoirs, an duerfir menge mer, datt et hei och opportun ass, datt d'Regierung erkläert, wat fir eng politesch Motivatioune se dozou gefouert hunn, fir engersäits op de Wee ze goen, fir d'Demande d'asile ze suspendéieren, an eventuell hannendrun eng Ausweisung virzegesinn. Dat ass dat wat hei zur Diskussioun steet, an näischt aneschters.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ganz sécher ass d'Motioun net géint d'Dispositioune vum Gesetz iwwert d'Extraditiounen. Mä elo stëmme mer driwwer of. Ass de Vote électronique verlaangt?

Plusieurs voix.- Jo.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- D'Regierung huet gëschter kloer an däitlech Positioun geholl, datt se gesot huet, si géif déi Motioun hei net akzeptéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Just ganz kuerz an enger Sekonn, Här President, just awer fir dem Här Bausch ze äntwerten. Wann hien draschreift: «à refuser avant tout progrès en cause la demande d'extradition», ass dat géint eng Décisioun, déi vun der Justiz kënnt. Den éischte Paragraph, do kënne mer driwwer diskutéieren, Här Bausch, mä deen zweeten, deen heescht jo haargenau, egal wat d'Justiz elo vun Délai gesat huet fir en Uerteel ze fannen, gëtt hei net zréckgehal.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da sinn ech der Meenung, dat kënne mer effektiv net, well wann d'Demande, also d'Procédure d'asile leeft - während där Zäit gëtt souwisou keen ausgewisen -, da kann een deen zweeten Tiret sträichen, wann dat den Här Bettel arrangéiert, da kann hie se da jo unhuelen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Da steet datselwecht dran.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da steet dat nämlecht dran. Da sträiche mer deen zweeten Tiret. Mir si bereet, deen erauszesträichen. Kee Problem.

Une voix.- D'accord.

M. le Président.- Also déi lescht…

(Interruption et hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wéi gesot, Här Grethen, dat ass awer dann total am Aklang zu senger Interpretatioun vun der Motioun.

M. le Président.- Sou, mir sinn elo a Presenz vun enger Motioun, wou den zweeten Tiret vum Dispositif gestrach ass.

(Interruptions)

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que la ressortissante turque Zubeyde Ersöz, incarcérée depuis mi-février au Centre pénitentiaire de Schrassig en vertu d'un mandat d'arrêt international, est visée par une demande d'extradition du Gouvernement turc;

- que Madame Ersöz est une journaliste d'origine kurde qui a dénoncé de manière répétée des atrocités commises par des militaires turcs;

- qu'elle a déjà fait l'objet de répressions de la part des autorités turques;

- que la soeur et le frère de Madame Ersöz furent tous les deux incarcérés, torturés et sont morts en prison;

- qu'un retour en Turquie risquerait de mettre sa vie en danger;

- que les charges à la base de son mandat d'arrêt international - terrorisme, prises d'otages et meurtres entre octobre 1994 et octobre 1995 - sont contestées;

- que Madame Ersöz bénéficia de l'asile politique en Allemagne et y vivait de 1993 à 1996 avant de se rendre en Irak pour travailler dans un camp de réfugiés sous contrôle de l'ONU;

- que le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a décidé de suspendre la procédure d'asile en attendant l'avis de la Chambre du Conseil, déclinant ainsi toute compétence en faveur du Ministre de la Justice;

invite le Gouvernement

- à annuler la suspension de la demande d'asile politique de Madame Ersöz et à vérifier dans le cadre de la procédure le bien-fondé des chefs d'accusation turcs.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann déi gréng Fraktioun deen zweete Paragraph ewechhëlt, da géife mer net dergéint stëmmen, mä mir géifen eis dann enthalen.

M. le Président.- Sou, elo fänkt de Vote un.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 36 Nee-Stëmmen, bei 8 Jo-Stëmmen a bei 14 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5474 iwwer eng Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwen ass bis elo eenzeg an eleng d'Madame Flesch. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry!

5. 5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet 5474 geet et drëm, eng nei Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle guttzeheeschen. D'Benelux-Konventioun, déi d'Marken, d'Dessinën oder d'Modeller regelt, ass de 25. Februar 2005 ënnerzeechent gi vun den zoustännege Regierungen a si soll, wann alles riicht klappt, an deenen dräi Länner Mëtt dëses Joers - Mëtt 2006 also - a Kraaft trieden.

Ech mengen, et ass jidderengem bewosst heibannen, dass den Numm Benelux a besonnesch déi wirtschaftlech Unioun an Zollunioun, déi Benelux duergestallt huet zënter hirem Ursprung, merklech un Attraktivitéit an och un Daseinsberechtegung verluer huet duerch d'Schafung vun der EWG a vun der Europäescher Unioun. Wann et ee Rechtsdomän gëtt, wou d'Benelux haut weiderhi méi duerstellt wéi Pabeier, wou se e prakteschen Notzen huet, wou se e reelle wirtschaftlechen, administrativen an och e juristeschen Impakt huet, dann ass ee vun deene seelene Beräicher dee vun der Propriété intellectuelle. Et ass nämlech esou, dass mer, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, eigentlech eis Protektioun vun de Marken, vun den Dessinën a vun de Modeller praktesch net national maachen, mä dass mer dat direkt op den Niveau vun de Benelux-Staten eropféieren.

Déi nei Konventioun hei ass eigentlech eng Fortschreiwung vun deem Rechtssystem vun der Propriété intellectuelle, wéi mer en zënter de 60er an de 70er Joren am Benelux-Beräich kannt hunn. Déi Konventioun ass also opgebaut op deenen Erfahrunge vun deene leschte Jorzéngten an deem dote Beräich a si ersetzt am Fong a si verbessert eng ganz Rëtsch vu bestoenden Texter, an zwar haaptsächlech déi bestoend Konventiounen; et sinn der zwou, déi eng iwwer Marques de produits vun 1962 an déi zweet Konventioun iwwer Dessins ou modèles aus dem Joer 1966. Annexéiert zu deene Konventioune waren dann och zwee Gesetzer: eng Loi uniforme Benelux iwwer Marques de produits an eng Loi uniforme Benelux iwwer Dessins ou modèles. All déi doten Texter ginn ersat duerch déi nei Konventioun.

Bis haut gëllt et och esou, dass déi Législatiounen, déi d'Propriété intellectuelle am Kader vun der Benelux regelen, am Fong duerch verschidden Organer exekutéiert ginn, déi, géif ech soen, strukturell ebe vunenee getrennt sinn. Dat ass de Büro Benelux vun de Marken an de Büro Benelux vun Dessins ou Modèles, déi alle béid hire Sëtz zu Den Haag hunn an haut eng ronn 100 Leit beschäftegen.

Dëst soll elo anescht ginn, well eent vun den Haaptziler ass, fir déi Organer, déi reng juristesch zwou verschidde Strukturen hunn, och zwee verschidde Budgeten hunn, ze ersetzen duerch een neit administratiivt Organ mat engem internationale Statut.

Zil ass et derniewent eng Vereinfachung vun de Prozeduren ze erreechen, déi relativ komplex sinn, well een ebe mat verschiddenen Texter bis elo ze dinn hat, fir eng méi rationell Organisatioun vun deem ganze System ze kréien um Niveau Benelux mat der Schafung vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle. Déi soll och an Zukunft iwwer e klore Statut, en internationale Statut verfügen, wat haut net de Fall ass, well haut déi zwee bestoend Büroen ënnert der Protektioun vun der hollännescher Regierung eigentlech stinn an eigentlech keen internationale Statut hunn, deen hinnen och déi néideg Onofhängegkeet garantéiert.

Dobäi - ech hu gesot, et ass eng Fortschreiwung vun där Konventioun - ass och hei Suerg gedroe ginn, fir d'Missiounen nei ze definéieren an e puer zousätzlech Missiounen an de Kader vun där neier Konventioun mat eranzehuelen, déi also och an Zukunft méi Wäert leet op de Kontakt mat de Betriber, déi also éischter a Richtung Service ausgeriicht ass, Déngschtleeschtung fir d'Betriber, also manner vläicht sech selwer gesäit als eng reng Administratioun, eng Bürokratie am klassesche Sënn; also de Wonsch do ass, fir do déi Missioun e bësse méi breet ze maachen. Wat awer an eisen Aen zumindest net dozou féiert, dass hei eng reell Gefor besteet, dass déi nei Organisatioun Benelux iwwert d'Propriété intellectuelle géif op Plate-banden trëppele vu Mandatairen oder Cabinets conseil en marques et en dessins ou modèles, also kommerziell Aktivitéite géif kënnen duerchféieren.

Eisen Informatiounen no ass et och esou, dass e Code de conduite interne besteet, deen deen dote Risiko ausschléisst, esou dass also déi Ängschten, déi vun eenzelnen, och professionellen, Kreesser geäussert gi sinn am Virfeld vun der Ratifikatioun vun deem heiten Text, an eisen Aen net berechtegt sinn, well eng ganz Rëtsch vun Dispositions internes geholl si ginn, fir dee Risiko do zumindest op e Minimum ze reduzéieren.

Esou dass also och déi Suerg, déi de Statsrot matgedroen huet, dass et kënnt zu Konflikter kommen tëschent deem internationale Statut, deen déi Organisatioun elo kritt, an enger Activité commerciale, net ginn ass, well an eisen Aen, esou wéi d'Texter sinn a wéi et och intern geregelt ass, och vun där neier Organisatioun keng Activité commerciale ausgeübt wäert ginn. Dat zur éischter Suerg, déi de Conseil d'État geäussert huet.

Eng zweet Suerg, déi sech am Avis vum Conseil d'État zu där heite Konventioun erëmspigelt, ass déi Fro vun den Ofännerunge vun de Regelen. An deem heiten Text vun der Konventioun sinn Dispositiounen dran, déi eng spéider Modifikatioun vun eenzelne Regelen, déi elo festgehale sinn, vereinfache sollen, an deem Sënn, dass et géif duergoen, wann esou eng Décisioun um Niveau vun den Exekutive géif falen, dann eng Publikatioun an de Journaux officiels vun deenen dräi Länner ze maachen, fir déi Modifikatioun ze maachen.

Do deelt d'Kommissioun eigentlech déi Aschränkung an déi restriktiv Interpretatioun, déi de Conseil d'État a sengem Avis duergeluecht huet, aus deeneselwechten Argumenter, wéi dat eben och am Avis vum Statsrot nozeliesen ass. Zwar mécht den Artikel 37 vun eiser Verfassung d'Méiglechkeet op, dass de Législateur kann eng Vereinfachung vun den Ofännerunge méiglech maachen, mä nach muss dann awer déi Délimitatioun vun deem Pouvoir, deen de Législateur weidergëtt, eigentlech esou kloer sinn, dass do keng Mëssbräich méiglech sinn.

Dat ass an deem heite Fall an eisen Aen an an den Ae vum Conseil d'État net gewährleescht, esou dass et och de Prinzip bleiwe muss, dass, wann et um Fong zu enger Modifikatioun vun der Konventioun kënnt, zu enger Modifikatioun vun de Regele kënnt, déi d'Propriété intellectuelle am Beräich Benelux uginn, dass dann nach wie vor och muss déi Modifikatioun duerch d'Lëtzebuerger Parlament guttgeheescht ginn.

Et sief et wär e rengen Toilettage rédactionnel, wéi de Conseil d'État et nennt, et géif also sech ëm eng reng technesch Upassung vum Text handelen un aner international Normen, déi mer dann an der Regel och schonn duerch aner Prozedure guttgeheescht hunn, sief et Normen zum Beispill um Niveau vun der Europäescher Unioun. Dee Moment hätt jo da schonn d'Parlament säin Accord ginn an da wier et net onbedéngt néideg, déi ganz Legislatur fir déiselwecht Texter erëm eng Kéier frëschzemaachen um Niveau vun der Convention Benelux.

Also eng kleng Dier, géif ech soen, geet hei op, fir Modifikatioune vun technescher redaktioneller Natur ze maachen. Mä soubal et sech ëm eng gréisser Modifikatioun um Fong handelt, muss eiser Meenung no och an Zukunft déi legislativ Prozedur hei vu Lëtzebuerg respektéiert bleiwen.

Déi drëtt Suerg, déi de Conseil d'État hat an déi mer och deelen an där och haut Rechnung gedroe gëtt bei dem Ofstëmmungsmodus iwwert déi heite Konventioun, dat ass déi, dass mer et hei och deelweis mat enger Dévolution de compétences ze dinn hunn, deen am Fong d'Chamber mécht un de Verwaltungsrot vun där Organisation Benelux, déi eng Rei vun Décisioune huele kann. Dat ass méiglech, well den Artikel 49bis a Kombinatioun mam Artikel 37 vun der Verfassung déi dote Méiglechkeet opmécht, mä wéinst där Dévolution de compétences muss awer hei d'Ofstëmmung geschéien, net no de gängege Regele wéi bei engem normale Gesetz, mä mir mussen hei no de Regele vum Artikel 114 Alinea 2 vun eiser Verfassung déi Décisioun huelen, an deem ass och scho Rechnung gedroe gi bei der Organisatioun vun deenen heiten Aarbechten haut am Parlament.

Mir sinn och der Meenung - ech hunn dat virdru mam President geschwat, op jidde Fall a sengen Noten hat de President scho stoen -, dass misst nom Artikel 114 (2) verfuer ginn. Dat hat mech berouegt. Et ass wouer, dass mir et net haten. Duerfir sinn ech mam President schwätze gaangen, well ech do meng Apaisementer net direkt hat. Et ass also wichteg, dass mer dat respektéieren, wa mer herno hei ofstëmmen.

Da war d'Fro opgeworf gi vum Conseil d'État, ob een net misst formell opziele prezis all déi Texter, déi mat deem heite Gesetz elo ofgeschaaft ginn. Do war d'Meenung vum Ministère, dass dat net onbedéngt néideg wär, soss hätte se dat jo och selwer an den eegenen Text drageschriwwen, well et am Text vun der Konventioun praktesch och drasteet. Mir waren awer der Meenung als Kommissioun, well et eng Fro ass vu Rechtssécherheet, kann et sécherlech net schueden, wa mer och prezis nach eng Kéier an engem Artikel 2 vum Gesetz selwer soen, wat fir eng legislativ Dispositiounen hei ausdrécklech mat der Ratifikatioun vun där Konventioun Benelux hei mat ofgeschaaft sinn. Esou wäit zum Text.

Nach e puer Zuelen, déi ech nach wëllt noliwweren, déi net am schréftleche Rapport dra sinn, fir d'Bedeitung einfach nëmme kloer ze maache vun deem Dépôt respektiv vu Recherchen, déi ee maache léisst um Niveau Benelux, wat d'Propriété intellectuelle ugeet. Wann een d'Zuele kuckt, da gesäit een, dass an engem Joer och, eleng wat d'Marken ugeet, eng 25.000 Recherchë lafen, fir nozekucken, ob also eng Mark oder e Modell deponéiert ginn ass um Niveau Benelux.

Och d'Zuel vun den Dépôte leien an der Moyenne esou bei 20.000 pro Joer, déi also duerchgefouert ginn; woubäi natierlech déi iwwer Lëtzebuerg lafen, nëmmen e klengen Deel ausmaachen. Esou ronn 2% am Duerchschnëtt sinn am Fong Dépôten, déi iwwer Lëtzebuerg lafen. Dat sinn der bei enger Gesamtzuel vun iwwer 20.000 am Joer esou am Schnëtt 400 bis 600 gewiescht pro Joer; Dépôten also, déi vu Lëtzebuerg lafen.

Et bleift, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat heite fir eis, mengen ech, en Domän ass, dee vu wirtschaftlecher Bedeitung ass, deen eis als klengt Land och eis Aarbecht eigentlech vereinfacht, well et e spezialiséiert Organ ass op engem iwwergeuerdneten Niveau, wat déi praktesch Aarbecht mécht, wat also och vun där Hisiicht hier eppes Positives ass. An deem Sënn géif ech also net nëmmen hei den Accord vun der Kommissioun wëlle virbréngen, mä och den Accord vu menger Fraktioun. An ech hoffen also och, dass deen Text esou ugeholl gëtt. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. D'Madame Flesch huet d'Wuert. Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, a ganz besonnesch fir säi schréftleche Rapport, wou en de Projet an den allgemenge Kontext gestallt huet vun dem Regime vun der Propriété intellectuelle souwuel um nationale Plang wéi vum Benelux. An och, an dat huet en

nëmmen a sengem mëndleche Rapport gemaach, drop higewisen huet, a wat fir enge Konditioune mer mussen dee Vote duerno huelen.

Dat stoung net am schréftleche Rapport vun der Kommissioun. Dat stoung och net an der Convocatioun an deem Ordre du jour, dee mer kritt hu vun onser Sëtzung vun haut, esou dass ech mech froen, Här President, ob Der net vläicht, ier mer zum Vote kommen, de Quorum musst vérifiéieren en fonctioun vum Artikel 28 vun onsem Reglement, fir sécher ze sinn, dass mer do kee Problem hunn. Well ech si mam Rapporteur d'accord an deem Mooss, wou de Conseil d'État de Problem opgeworf huet: Mer mussen duerfir suergen, dass onse Vote incontestable an och incontesté ass, an dass mer also musse verfueren no de Konditioune vum Artikel 114 Alinea 2 vun onser Konstitutioun.

Här President, ons Fraktioun approuvéiert den Objektiv vun der Konventioun. Et geet drëm de Régime juridique ze vereinfachen, an och d'Organisatioun vun den Aarbechten ze vereinfachen, an d'Prozedure méi flexibel, méi soupel ze maachen, an da weider a schliesslech déi zwou Administratiounen, déi de Moment déi zwou Konventiounen applizéieren, ze fusionéieren. Mir wäerten also en faveur vun deem Projet stëmmen.

Et bleiwen awer vläicht déi eng oder déi aner Fro, déi ech leider net konnt an der Kommissioun stellen, well ech net konnt do sinn. Duerfir erlaben ech mer elo, Här President, déi Froen ze stellen.

De Conseil d'État ënnersträicht a sengem Avis vum 27. September 2005, dass en net wéisst, ob d'Chambres professionnelles gefrot gi wären, ob en Avis do ugefrot gi wär. D'Fro ass: Si se gefrot ginn? A wa Jo: Wat war hir Reaktioun? A wann Avisë komm sinn: Woufir hu mer se net kritt? A wann net: Woufir net? Well et ass mer gëschter an der Chamber vum Sekretariat gesot ginn, mir wéisste gradesou wéineg an deem Domän wéi de Conseil d'État.

Esou wéi de Rapporteur et gesot huet, sinn déi zwou Konventiounen, déi bis elo bestanen hunn, duerch zwee Büroen exécutéiert, vun deene jiddferee säi Budget a seng Particularitéiten huet, während an der Praxis déi zwee Gesetzer, déi zwee Lois uniformes duerch eng eenzeg a selwecht Administratioun exécutéiert ginn. Ech géing de Minister wëlle froen: Wat sinn d'Personaleffektivë vun deene Büroen a vun där Administratioun? Wat ass hire Statut? A wéi fonctionnéiere se?

An eng zweet Fro: Soll an Zukunft eng Reduktioun vun deem Personal stattfannen?

Den Text vum Exposé des motifs - an dat ass meng drëtt Fro - an den Text vun der Konventioun definéieren de Statut, d'Kompetenzen, d'Missioun vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle, vum Comité des Ministres, vum Conseil d'Administration a vum Directeur général; awer souzesoen net vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle. Meng Fro also, Här Minister: Wat ass genee d'Missioun vum Office? Wat sinn d'Effektiver vun deem Office, oder wat solle se sinn? Ech hale fest, dass am Artikel 1 (10) vun der Konventioun steet, dass den Directeur général an déi zwee Directeurs généraux adjoints, missten …

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Flesch. Ech wollt just soen, et ass fir d'Kolleegen alleguerten, dass bei dësem Projet mer de Basismodell arrêtéiert haten.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo. Ech sinn och direkt fäerdeg. Déi dräi Leit solle Ressortissantë vun den États membres sinn. Ass do e Lëtzebuerger derbäi? Soll an Zukunft e Lëtzebuerger derbäi sinn?

Dat, Här President, waren déi Froen, déi ech an deem Zesummenhang wollt stellen, an ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer effektiv musse stëmme gemäss den Dispositioune vum Artikel 114 Alinea 2.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech muss mech entschëllege bei der Madame Flesch. Ech hat hir gesot, si hätt fënnef Minutte Riedezäit op Basis vun den Informatiounen, déi ech hei geschéckt kritt hu vum Greffe. Do steet nämlech: Modèle de base, richteg, fënnef Minutte fir…Ah! Zwou Minutte virdrun.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Henri Grethen *(DP).*- Entschëllegt mech.

M. le Président.- Et ass guer näischt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech hat der Madame Flesch gesot, si hätt fënnef Minutten. Här President, ech wëll elo notéiere loossen, dass ech net méi d'accord sinn, dass de Modèle de base nach geholl gëtt.

M. le Président.- Här Grethen, ech hu gemengt ganz tolerant ze sinn an der Madame Flesch 100% méi Riedezäit zouzegestoen, esou wéi gëschter och verschidde Regierungsmemberen hei vill Zäit an Usproch geholl hunn.

(Hilarité)

Duerfir wollt ech gradesou tolerant mat der Madame Flesch si wéi mat deenen aneren.

Sou, freet nach soss een d'Wuert zu dësem Projet?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Den Här Minister Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Merci. Ech hunn och kee Problem, dass d'Madame Flesch iwwer hir Zäit gaangen ass. Si huet eng ganz Rei Froe gestallt, déi absolut berechtegt sinn. An ech hätt zwar léiwer gehat, si hätt se an der Kommissioun effektiv gestallt, well et relativ technesch Froe sinn. Neen, neen, et ass kee Virworf! Ech soe just.

Här Grethen, Dir kuckt mech. Dir wësst ganz genau, dass dat do relativ technesch Froe sinn. Ech muss éierlech soen, datt ech hu missen op mäi Beamten elo lauschteren, fir déi technesch Froen do ze beäntwerten. Dat war just do, wou ech mal à l'aise war. Duerfir konnt ech och net heibleiwen. Ech hunn ee Moment missen e puer Saachen nofroen, déi méi einfach an der Kommissioun gewiescht wieren. Mä dat ass awer fir mech kee Problem, Madame Flesch.

Ech maache kee groussen Exkurs iwwert d'Bedeitung vun der Propriété intellectuelle. Mä et ass doudsécher, wa mer an eng Wëssensgesellschaft wëlle goen, wa mer an eng Wëssensekonomie wëlle goen, wa mer wëllen higoen, dass mer am Beräich vum der Lissabon-Strategie probéiere Saachen unzelackelen, déi héichwäerteg Entwécklunge viraussetzen, da musse mer och higoen, déi verschidde Rechter an dat, wat do entwéckelt gëtt, och esou ze schützen.

Mir hu jo elo e Beispill gehat, wou notamment eng vun eisen Industrië sech beklot huet, dass eng ganz Rei Saachen net respektéiert gi sinn an deem dote Beräich. Duerfir, d'Wichtegkeet dovunner, mengen ech, brauch net extra ënnerstrach ze ginn.

Ech ka mech erënneren zwar, dass déi Zäit, wéi ech och hei an der Chamber war, et éischter e schwéieren Exercice fir eis ëmmer war, well et eng Matière ass, déi zimlech onverdaulech ass, dees sinn ech mer absolut bewosst, mä si ass vun absoluter Wichtegkeet, besonnesch fir e Land wéi eist. Mir musse kucken, dass mer an deem dote Beräich glaubwürdeg sinn.

Dir hutt gefrot, firwat dass d'Chambre de Commerce net gefrot ginn ass. Notamment ass se net gefrot ginn aus deem ganz einfache Grond, well dat hei just eng institutionell Fro war an näischt, wat en rapport mat den Entreprisen war, näischt, wat d'Entreprisen direkt géing beaflossen. Dat Eenzegt, wat scho gesot ginn ass, ass, se sollen e bësse méi noréckelen an hirer Aktivitéit un d'Entreprisen, mä u sech an hiren Démarchen, an all deem, wat d'Entreprisen als solches bekëmmert, huet näischt geännert.

Dir hutt och gefrot: Wat geschitt mat deem Office? Déi zwee ginn einfach zesummegesat. Dir hutt och gefrot no deene Leit: Déi ginn och einfach zesummegesat.

An ech muss Iech soen, ech si ganz frou, dass den Alex Bodry eng Rei Detailer ginn huet, déi awer weisen, dass mer hei eppes fäerdeg bréngen, nämlech aus zwou Konventioune maache mer eng, fir dass et och méi einfach ass, dass ee quasi en Texte coordonné huet iwwert déi zwee grouss Beräicher, déi bis elo getrennt waren.

A wa mer endlech op administrativem Plang och international sou wäit sinn, da fusionéieren d'Administratiounen - well hei geet et ëm eng Fusioun. An Är Fro war jo notamment och, ob do e Lëtzebuerger vertrueden ass. Deen ass vertrueden, hien ass souguer heibanne vertrueden; hie sëtzt do uewen. Duerfir mengen ech, kënnt ech déi Fro positiv beäntweren. An ech géing einfach drop hiweisen, dass et, mengen ech, hei institutionell eng Vereinfachung ass an dass mer dat solle begréissen. Ech hoffen, dass ech domat der Madame Flesch hir Froe beäntwert hunn.

Erlaabt mer nach eng Kéier, Här President, der Kommissioun an hei hirem President a Rapporteur awer wierklech Merci ze soen, well si hunn déi Aarbecht do exzellent gemaach an zwar och ganz schnell, well mir hu gewëssen Obligatiounen. Ech weess, ech hu se erëm eng Kéier gehetzt an ech entschëllege mech och dofir, mä mir sinn awer elo mat Zäite fäerdeg, wa mer dat do haut géinge stëmmen. An ech soen der Chamber am Viraus Merci, wa se dat do géing stëmmen. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Den Text steet am Document parlementaire 5474[2]. Bei dësem Projet ass, wéi et virdrun hei richtegerweis vum Här Bodry an der Madame Flesch gesot ginn ass, eng qualifizéiert Majoritéit vun 2/3 vun de Stëmmen erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert déi ekonomesch Diversifizéierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell…

(Interruption)

Jo, also ech hu géint näischt eppes, mä mir diskutéieren normalerweis an der Conférence des Présidents d'Problematik. Ech wëll drop hiweisen, datt ech grad just bei dësem Projet drop higewisen hat, well ech weess, wéi en dem Minister um Häerz läit, datt mer eis sollte méi Riedezäit ginn an dass d'Conférence des Présidents awer trotz mengen Awänn dëse Modell zréckbehalen huet.

M. Henri Grethen *(DP).*- Et ass elo eng Fraktioun net méi mam Modell d'accord.

M. le Président.- Et ass eng Fraktioun, déi elo freet, fir hei en anere Modell ze kréien. Ech froen déi aner Fraktiounen, ob se d'accord sinn, fir de Modell ze changéieren?

(Assentiment)

Dann huele mer de Modell 1 an deementspriechend geet d'Riedezäit natierlech ganz gewalteg an d'Luucht an déi nächst Projete wäerten dann ongeféier an enger Stonn drukommen. Ech wëll just soen, dass elo de Rapporteur d'Wuert huet, den honorabelen Här Scheuer. Här Scheuer, d'Tribün ass fir Iech.

6. 5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wäert mech da beméien, fir am Modèle de base ze bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Dat misst och duergoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir nom Krich d'Rekonstruktioun vum Lëtzebuerger Land ze begleeden a virun allem fir den noutwendege wirtschaftlechen Opschwong ze förderen, huet de Stat Gesetzer geschaf; dat éischt 1947.

De Stat huet sech en Instrumentaire ginn, fir anzegräifen oder respektiv fir… ***(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)***

M. le Président.- Ech géif lech bieden, bei dësem wichtege Projet dem Rapporteur all Opmierksamkeet zoukommen ze loossen.

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- …den Opschwong ze begleeden.

D'Entwécklung an d'Diversifizéierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie waren a sinn Objete vun enger ganzer Rei vu Lois-cadres; déi éischt Loi-cadre ass 1962 gestëmmt ginn, déi lescht am Joer 2000. Am Ganzen, mengen ech, gëtt et siwe Lois-cadres, déi dem Stat et erméigleche respektiv erméiglecht hunn, fir d'Wirtschaft positiv ze beaflossen.

Niewent dëse klassesche Gesetzer, déi duerch d'Wirtschaftsministeren abruecht gi sinn, sinn awer och aner Secteuren iwwer spezifesch Gesetzer an hirer Roll - an hirer munchmol ganz wichteger Roll - am wirtschaftleche Liewe vum Grand-Duché "forméiert" ginn; zum Beispill den Agrarsecteur, den Handelssecteur, d'Handwierk, de ganzen Tourismussecteur. Bref, de Mëttelstand huet am Laf vun der Zäit eng eege Gesetzgebung kritt, an an deem Kontext soll een awer och hiweisen op déi ganz wichteg Schafung vum SNCI den 2. August 1977.

Do derniewent ass op der Basis vum Traité de Rome zënter 1957, wou en a Kraaft getrueden ass, eng europäesch Législatioun entwéckelt ginn, fir d'Harmoniséierung vun den nationale Gesetzer an de Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn, virunzedreiwen an domadder Konkurrenzdistorsiounen am Marché intérieur an Europa ze verhënneren oder erofzesetzen.

Eis Lois-cadres sinn also ugepasst ginn un europäesch Direktiven. An deem Kontext wëll ech just nëmmen ee Gesetz zitéieren: D'Loi-cadre vun 1993, wou de Régime général d'aides ersat gëtt duerch e Regime vu regionalen Hëllefen. 1997 an 2000 sinn och wichteg Upassunge gemaach ginn, déi lescht respektiv déi virlescht, niewent där, déi mer haut virhuelen, datt nom Joer 2000 bis zum Joer 2006 nach 32% vun der Populatioun vu Lëtzebuerg kënne vun dësen Aidë profitéieren. Dat heescht, de Kritär Populatioun ass mat erakomm oder huet de Kritär Aide régionale ersat.

De Statsrot huet zum Projet 5509 e gudden - e relativ groussen - Avis gemaach. Hie weist an deem Avis op d'Noutwendegkeet hin, fir déi verschidde Lëtzebuerger Gesetzer - an ech schwätze vun enger Panoplie vu Gesetzer, déi d'Ekonomie regéieren -, an engem Text ze kompiléieren. Ech mengen, eng Kompilatioun ass eppes aneschters wéi eng Zesummefaassung. Et ass fir de Statsrot eng Fro vun Transparenz, déi een an déi verschidde Sparte vun der Ekonomie soll erabréngen.

De virleiende Projet de loi geet zréck op eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun an zwar d'Kommunikatioun N°244/02, déi den 1. Oktober 2004 da publizéiert ginn ass. An deem Text vun där Kommunikatioun steet, datt vum 31. Mee 2005 un d'Kommissioun muss informéiert ginn, wann e Stat engem Betrib, deen a Schwieregkeeten ass, dee riskéiert am Kloertext Faillite ze goen, wëll Bäihëllefe ginn. D'Kommissioun mëscht sech also ganz explizit an décidéiert an dës Form vun Aiden.

Dës Bäihëllefe musse vun der Kommissioun vum August d'lescht Joer un autoriséiert ginn. Net autoriséiert brauchen awer ze ginn déi Aiden, déi net méi wéi 100.000 Euro während enger Period vun dräi Joer bedroen.

D'Ënnerstëtzung fir d'Betriber a Schwieregkeete fält also domadder aus de Kadergesetzer eraus.

Dat féiert dozou, datt duerch deen heite Projet d'Gesetz vum 27. Juli 1993 ëmgeännert gëtt an deem Sënn, datt de Begréff, ech soe mol den Terme „Restrukturatioun" am Kontext «Aide à la restructuration» oder «Opérations de restructuration» an allen Artikelen an an alle Paragraphe vun den Artikele gestrach gëtt; dat geschitt dann am éischten Artikel vun dësem Gesetz 5509.

E Wuert zum Avis vum Statsrot, dee wierklech ausféierlech ass. Hien huet dräi wesentlech Remarquë gemaach. Déi éischt dovunner hunn ech schonn erwähnt, nämlech e proposéiert eng Kompilatioun vun de bestehende Gesetzestexter an engem eenzegen Text oder am Textkompendium.

Zweetens, de Statsrot proposéiert, fir den Titel vum 93er Gesetz ze änneren an d'Referenz oder d'Zil vun dësem 93er Gesetz, fir e wirtschaftlechen Equiliber tëschent de Regiounen hierzestellen, am Titel ze sträichen. Dat Gesetz vun 2000 huet nämlech deen Objet gestrach, an am Fong proposéiert de Statsrot post festum eng Toilette de texte.

Drëtt Propos vum Statsrot: E schléit vir, fir e kohärenten Text hierzestellen, fir dëse Projet méi kohärent, formal méi kohärent ze gestalten. E proposéiert fir, soe mer emol esou, zesummenhängend Sätz ze schreiwe respektiv ze iwwerhuelen aus dem 93er Gesetz, déi dann ze modifizéieren, an e proposéiert, fir net nëmme sech ze beschränken op d'Sträichung vun deem Begréff Restrukturatioun, an dat duerch een eenzegen Artikel.

Dat wär sécher méi kohärent gewiescht, an et war eng sympathesch Propos, an d'Kommissioun hätt sech och där Propos ugeschloss, wa mer net e Lapsus festgestallt hätten, e Lapsus, deen dem Statsrot geschitt ass, an duerch dee Lapsus hu mer dann déi Propos net festgehal.

Den Artikel 5 vun deem Gesetzestext, deen de Statsrot nämlech proposéiert, modifizéiert nämlech den Artikel 4 vum 93er Gesetz, an deen Artikel 4, dee bezitt sech op de Régime d'aide aux PME. Duerch e Règlement grand-ducal vum 16. Mäerz 2005 ass d'Definitioun vun de Mikroentreprisen a vun de klengen a mëttleren Entreprisë changéiert. Den Text vum Conseil d'État huet där neier Definitioun net Rechnung gedroen an huet déi al Definitioun iwwerholl.

Hätte mer also deen Text vum Statsrot iwwerholl, hätte mer missen en Amendement maachen. Or, den Text huet vum Statsrot keng inhaltlech Differenz bedeit zum Regierungstext an de Statsrot huet dowéinst och keng Opposition formelle gemaach, sou datt mer beim Regierungstext bliwwe sinn.

Ee Wuert dann nach zum Avis vun der Chambre de Commerce, deen d'Virgoe vun der Europäescher Kommissioun net a Fro stellt an deen awer trotzdeem zréckbehält, datt staatlech Bäihëllefe fir Betriber a Schwieregkeeten trotzdeem nach ëmmer aus sozialen, aus regionalen Ursaache méiglech sinn, oder awer fir Monopoler ze verhënneren am Commerce. Dat steet esou dran, déi Méiglechkeete sinn nach ëmmer do. An da weist d'Chambre de Commerce natierlech och op de Wäert vun de mëttelstännege Betriber an der Ekonomie vu Lëtzebuerg hin.

An zum Schluss huet d'Kommissioun da gefrot, fir aus dem Wirtschaftsministère eng Oplëschtung ze kréie vun den Aiden, déi am Laf vun der Zäit iwwert d'Loi-cadre, aus der Loi-cadre eraus sech fir d'Ekonomie erginn hunn. Do stellt sech wierklech d'Fro och, ob een net all Rapport d'activité kënnt nokucken, ob se deementspriechend opgelëscht sinn. Dat hu mer an där kuerzer Zäit, déi eis bliwwen ass, net gemaach. Vläicht kënne mer an enger spéiderer Kéier awer déi Dokumentatioun zesummegefaasst zur Verfügung gestallt kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen dann den Accord vu menger Fraktioun och. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorablen Här Spautz. Här Spautz!

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, wat mer ofänneren - an den Här Scheuer huet drop higewisen -, ass d'Gesetz vun 1993, wou d'Basis awer zréckgeet op d'Joer 1962. Vill - oder net vill, mä en Deel vun deene Leit heibanne war deemools emol nach net gebuer, wéi dat Gesetz 1962 a Kraaft gesat ginn ass, an et ass och duerno regelméisseg un déi europäesch Bestëmmungen ugepasst ginn. Ech félicitéieren och dem Här Scheuer fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, deen och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun fënnt.

Ech wëll awer och op verschidde Punkten nach hiweisen. Ëmmer erëm ass geschwat ginn: Wat huet dat Gesetz eis bruecht? E Betrib wéi Cerabati, Usine de Wecker, déi et haut leider net méi gëtt, konnte vun deenen Hëllefen deemools profitéieren an hir Aktivitéit méi laang oprechterhale wéi dat soss méiglech gewiescht wier. Et muss een awer och oppassen, dass am Term vun den europäesche Strukture Lëtzebuerg net fréier oder spéider méi schlecht ewechkënnt.

Ech erënneren drun, dass, wa mer vun enger Regioun schwätzen, déi direkt hei niewendru läit - dem Saarland -, en Deel vum Saarland nach ëmmer Hëllefe ka kréien, an dass et dofir och wichteg wier, dass, wann um europäeschen Niveau - an ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass de Minister dat mécht - iwwert déi Kadere geschwat gëtt, do och muss opgepasst ginn, dass Lëtzebuerg, als da staark Regioun, net ze vill Nodeeler kritt fir déi Betriber, déi sech hei am Land wëllen usiedelen, am Verglach zum Saarland - fir elo nëmmen d'Saarland als Beispill ze huelen.

Well et däerf een och net vergiessen, hei zu Lëtzebuerg hu mer jo och nach ëmmer regional Ënnerscheeder, och wann déi regional Ënnerscheeder net esou grouss si wéi an engem Nopeschland wéi Däitschland. Mä an den Industriebroochen am Süden ass eppes geschitt, obwuel den deemolegen Innenminister belächelt ginn ass, wéi en am Ufank vum Projet vun den Industriebrooche geschwat huet. Mä dass et och elo wichteg ass, dass eppes geschitt an den Industriebrooche vum Norden, ech mengen, dat bleift net aus. Wolz an deen Eck däerf och net vergiess ginn, an dat Ganzt däerf ee jo och net vergiessen, an och net aus dem Kader eraushuele vun där Debatt, wou mer jo an deenen nächste Méint wäerten higoen, am Kader vum IVL, dass et wichteg ass, dass d'Aarbechtsplazen do entstinn an do sinn, wou d'Leit wunnen.

Dofir ass et ebe wichteg, dass bei där regionaler Opdeelung, wann déi och op europäeschem Niveau kënnt, Lëtzebuerg awer och op seng ënnerschiddlech Regiounen opmierksam mécht. Och wa mer e klengt Land sinn an deem groussen Europa, sou hu mer dach ëmmer nach regional Ënnerscheeder, an dat Ganzt däerf an deem ganze Konzept och net vergiess ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den honorabelen Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech Iech, Här President, an de Kolleege Merci soe fir Äert Versteesdemech. Ech muss Iech zu menger Schan agestoen, dass ech bis haut der Meenung war, dass de Modèle de base fir meng Fraktioun eng Riedezäit vu fënnef Minutte géif comportéieren, well, vu dass et der awer nëmmen zwou sinn, ännere mer entweder eist Reglement oder ech soen elo schonn, dass ech ni méi an enger Conférence des Présidents d'accord sinn, dass de Modèle de base Uwendung fënnt.

Well an zwou Minutte kann ech wierklech net dat soen, wat ech alles um Häerz hunn. An no der Interventioun vum Här Spautz, déi jo eng Opfuerderung un de Wirtschaftsminister ass, fir zu Bréissel bei der Kommissioun den Hochstand ze drécken - an ech wënschen dem Här Wirtschaftsminister vill Freed bei deem Exercice, hie bréngt den Hochstand fäerdeg, do zweifelen ech net drun, ech hätt dat net fäerdeg bruecht,…

(Hilarité)

… wëll ech awer soen, dass dat net just esou einfach ass, wéi dat elo duergestallt ginn ass, an ech wollt d'Chamber - an duerfir, Här President, brauch ech méi wéi zwou Minutten - op d'Konsequenze vun dësem Text opmierksam maachen.

Déi Konsequenze wäerte sech fir d'éischt artikuléieren am Transportsecteur, a méi prezis bei där schéiner Gesellschaft, déi soll gegrënnt ginn, CFL-Cargo, wou jo den Här Transportminister hei an der Chamber refuséiert huet, der Chamber de Businessplang vun där neier Entreprise ze weisen, well e gesot huet, do wieren esou confidentiel Donnéeën dran, dass dat net gutt wier, wann en dat géif public maachen.

Ech kann Iech elo scho soen, Här President, dass en dat wäert wuel musse maachen, an zwar vis-à-vis vun der Kommissioun, an ech wëll all deenen, déi sech mat dësem Text beschäftegen, soen, dass Lëtzebuerg zënter Joren, wat d'Aide publique ugeet, e ganz schlechte Score um europäesche Niveau mécht, ganz besonnesch wéinst deene Subventiounen, déi aus dem Statsbudget an den Transportsecteur fléissen. An d'Kommissioun wäert also ganz opmierksam kucken, wat mir an deem Secteur an deenen nächste Méint wäerte maachen.

An, Här President, deen Text hei, dee mer hei stëmmen, dee baséiert jo op de Lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, en Text 2004/C244/02, publizéiert am Journal officiel den 1. Oktober 2004. A wann Der deen Text liest, da stellt Der fest, dass villes vun deem, wat do gesot gëtt oder wat an deene Lignes directrices steet, wäert op d'CFL-Cargo zoutreffen.

A wann Der dann nach en aneren europäeschen Text, deen och publizéiert ass, wann ee sech deen zu Gemitt féiert - an dat ass d'Décisioun vun der Kommissioun vum 2. Mäerz 2005, Aides d'État Nummer N386/2004, Aide à la restructuration à fret SNCF -, wann een dat liest - et ass en interessant Dokument, et kënnt een an engem Mëtteg gutt doduerch -, da stellt ee fest, dass een an deem Projet, dee mir wëlle bei der CFL-Cargo maachen, villes erëmfënnt. Ech stëmmen dat Gesetz mat menger Fraktioun hei, mä ech wëll déi Auteuren, d'Päpp vun deem Projet CFL-Cargo dorop uspriechen. Duerfir hat ech och gefrot, Här President, dass mer sollte mam Transportminister an der Kommissioun dat eng Kéier duerchdiskutéieren, wat leider net méiglech war - an ech hat och mäi Wonsch net rappelléiert.

Mä wann een do déi Note kuckt vun der Kommissioun oder déi Décisioun vun der Kommissioun an et kuckt een nëmmen e puer Punkten, et kuckt een zum Beispill de Punkt 73, dee geet iwwert d'Non-récurrence vun öffentlechen Hëllefen, da muss ee sech froen: An deem Mooss, wou dës Chamber 1997 eng Kéier d'Lëtzebuerger Eisebunnsgesellschaft total entschëlt hat - a gleeft mer, dat war eng gutt Saach fir d'Eisebunn, ech sinn als Transportminister fënnef Joer laang dowéinst am Conseil de Gouvernement op de Grill gesat ginn, well all Kéiers, wann et ëm d'Statsschold gaangen ass, dann huet de Statsminister zu mir gesot: Sot Dir näischt, well wann de Lëtzebuerger Stat Statsschold huet, dann ass et, well mer d'Schold vun der Eisebunn iwwerholl hunn, da war ech schonn zerwéiert -,...

(Interruption et hilarité)

...ech wëll einfach nëmmen drop opmierksam maachen, wéi liicht d'Kommissioun kéint op de Gedanke kommen, dass mer schonn eng Kéier 1997 d'Eisebunn entschëlt haten, an nom Prinzip vun der Non-récurrence haut keng Hëllefe méi méiglech wieren - och net fir déi nei Gesellschaft.

Ech wollt einfach dorobber opmierksam maachen an och drop opmierksam maachen op d'Punkten 9 bis 17, wat d'Notioun ugeet vun der Entreprise en difficulté a ganz besonnesch op de Punkt 11 dovunner, Här President, fir ze weisen, dass dësen Text, deen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun fënnt, awer an der Zukunft deem engen oder deem anere Regierungsmember nach wäert Problemer maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Wat Är Zäit ubelaangt huet, hutt Dir Iech esou a Grenze gehalen, wéi verschidden aner Ministeren et dës Woch hei am Parlament net fäerdeg bruecht hunn. Esou, dann ass keng…

(Interruption)

Den Här Kox nach.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, ganz kuerz nëmmen. Ech wëll fir d'éischt den Accord vu menger Fraktioun bréngen. Ech wëllt dann awer dem Här Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Bericht, an ech hat virdru vergiess dem Rapporteur Bodry vun deem viregte Gesetz och Merci ze soen,...

(Brouhaha général)

...wëll awer déi exzellent Opklärung, déi mer elo nach nodréiglech kritt hunn, déi mer an der Kommissioun a sech net esou haten - do hätte mer nach kënne méi ausféierlech doriwwer diskutéieren -, dofir och Merci soen.

M. le Président.- Ech denken, dass an dem Merci vum Här Kox och d'Mercië vun deenen anere Fraktiounen abegraff sinn,...

(Hilarité)

...deementspriechend huet elo den Här Wirtschaftsminister d'Wuert. Här Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- An och a menge Wierder sinn all déi Félicitatiounen a Mercien abegraff. Ech soen dem Här Scheuer a virun allem der ganzer Kommissioun, déi déi Aarbecht hei wierklech gutt virbereet huet, villmools Merci.

Den Henri Grethen hat op dee Problem do higedeit an der Kommissioun, dat muss ech fairnesshalber soen. Ech fille mech net total an der Lag, dat muss ech och zouginn, op déi eenzel Awänn, déi hien ervirbruecht huet, ze äntwerten, well ech de Projet och net deementspriechend kennen, fir ze gesinn, ob do Punkte sinn, déi effektiv réccurent kënnte betruecht ginn.

Do, wou hie Recht huet a wou och den Här Spautz drop higewisen huet, dat ass, dass Lëtzebuerg et ëmmer méi schwéier kritt, regional Hëllefen zu Bréissel ze verdeedegen. Mir kréien de Chômagetaux bei eis virgehalen, an dann, wann dee fir eis schrecklech héich ass, well en duebel esou grouss ass wéi viru véier Joer, dann ass dat awer nach ëmmer am Concert vun alle Regioune ronderëm a vun de Länner ronderëm leider net de Fall. Duerfir kréie mir et ganz schwéier.

Mir sinn am Moment mat ganz schwieregen Négociatioune mat hinnen amgaangen. Ech wëll nach eng Kéier bei Iech zréck an d'Kommissioun komme mat engem Projet, wou mer erëm eng Kéier mussen, loosse mer soen, d'Regiounen, déi mer cibléiere fir déi regional Hëllefen, frësch definéieren. Den Henri Grethen kennt deen Exercice, ëmmer héchst agréabel, well e kengem eppes méi gëtt, mä héchstens wäert soen, wou näischt méi méiglech ass. An do gëtt et eng Rei Zeenarien, déi ech amgaange sinn ze kucken.

Mir sinn amgaangen e Va-et-vient mat der Madame Kroes hire Servicer ze maachen, mä, wéi mäi Virgänger dat treffend ausgedréckt huet, dat ass keng liicht Affär. A si hu Lëtzebuerg iergendwéi am Collimateur wéinst där ganzer Saach. Mir sinn amgaangen ze kucken, wéi elo dee beschten Zeenario fir eis kënnt erauskommen. Ech kommen och gären eng Kéier an d'Kommissioun laanscht, fir doriwwer ze schwätzen, well et do eng Rei politesch Optioune gëtt, an da musse mer kucken, wéi mer do erauskommen.

Dat gesot, Här President, wäert wahrscheinlech, an dat hunn ech schonn e puermol ënnerstrach, fir Lëtzebuerg net eleng d'regional Hëllef vu muer ausschlaggebend dofir ginn, ob mir hei nach Betriber usiedelen oder net. Ech soen dat, well et net méi an deem Mooss, wou e Betrib eng Décisioun hélt, wäert an d'Gewiicht falen. Et ass ze wéineg, wat mer nach kënne bidden an där dote Saach. Mir mussen, menger Meenung no, ganz aner Elementer vun der Kompetitivitéit hei zu Lëtzebuerg frësch ënnersträichen. Dat do ass eppes, wou mer net méi ganz vill ze bidden hunn, wou mer och mat anere Regiounen, notamment hei an Europa, souguer bei Nopeschlänner, a Schwieregkeete sinn, esou dass mer aner Saache développéiere mussen.

Mä wat de Problem vun haut betrëfft, nämlech dat Wuert Restrukturatioun erauszehuelen, wat elo an Zukunft also total ënnert d'Appréciatioun vun der Kommissioun fält, well all Kéiers, de cas en cas, d'Kommissioun elo eng Décisioun do wäert huelen, do kënne mer souwisou net anescht maache wéi dat ëmsetzen. Dat maache mer hei mat dësem Gesetz.

Ech soen nach eng Kéier der Kommissioun Merci an der Chamber Merci am Viraus, wa se dat hei géing stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. Hei geet et ëm d'Diskussioun an den zweete Vote constitutionnel. De Statsrot huet den 23. Dezember d'Dispens vum Second vote constitutionnel refuséiert, deementspriechend ass d'Chamber opgeruff haut eng zweete Kéier iwwert dëse Projet de loi ofzestëmmen.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Bettel, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Jaerling. D'Wuert huet fir d'éischt den honorabelen Här Ben Fayot, deen d'Madame Rapportrice, d'Madame Lydie Err, remplacéiert, déi haut wéinst aneren Obligatiounen net kann hei sinn. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

7. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel

M. Ben Fayot *(LSAP), en remplacement de Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.*- Här President, ech wollt d'Madame Err entschëllegen, déi net aner Obligatiounen huet, mä déi einfach krank ass an net ka bei ons sinn. Dat kënnt vir am Liewen a selbstverständlech musse mer dat zur Kenntnis huelen.

(Interruption)

Merci villmools.

Ech wëll och soen, dass ech hei net d'Berichterstatterin, d'Madame Err, wëll ersetzen. Ech wëll drop hiweisen, dass hire Rapport, dee se am Dezember gemaach huet, wierklech komplett war a virun allem, well jo och an deene leschte Wochen eng Petitioun circuléiert ass, wëll ech drop hiweisen, dass am Fong geholl d'Äntwerten op déi Reprochen, déi och an där Petitioun stinn, an deem ganz extensiven an exzellente Rapport vun der Madame Err bei der éischter Lecture infirméiert gi sinn.

Dee Bericht huet iwwregens och nach eng aner Qualitéit. E weist wéi eng wichteg Roll d'Madame Err bei der Gestatioun vun deem Projet hat. Si huet fir dëst Gesetz vill an nach eppes méi gemaach. Si huet während deem ganze Joer 2005 vill Leit gesinn, mat hinne geschwat, Leit aus der Zivilgesellschaft. Si huet an der Kommissioun drop gehalen, dass all déi Avisen, déi mer während dem Joer 2005, an dat waren der ganz vill, kritt hunn, akribesch ënnersicht goufen. Si huet sech eigentlech och schonn ëm d'Exekutioun vum Gesetz gesuergt a si war ëmmer dofir, fir e Gesetz ze maachen, dat esou mënschlech wéi méiglech wär, awer och op där anerer Säit en effikasst Gesetz fir déi Asylpolitik, déi mer zu Lëtzebuerg maache sollen.

Ech wëll hir op jidde Fall, als President vun där Kommissioun, hei nach eng Kéier Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach huet an déi se och nach ëmmer amgaangen ass ze maachen.

Ech wëll awer och als President vun der zoustänneger Kommissioun d'Aarbecht vu menge Kolleeginnen a Kolleegen hei ervirsträichen. Sécher ware mer eis vun de Fraktiounen hier net an alle Punkten eens, dat wär jo och an esou engem komplizéierten a wichtege Sujet net méiglech gewiescht, mä ech mengen awer, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht haten an dass mer probéiert hunn, een op deen aneren zouzegoen, an ze probéieren, dee Kompromëss erauszefannen, deen dee beschtméigleche wär, souwuel vun der Problematik vum Asyl wéi och vun der Problematik vun der Effikassitéit vun deem Gesetz.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir wëssen, Här President, dass an dëser Matière, wou et ëm Mënsche geet, ëm hiert Schicksal an oft ëm hiert Liewen, jiddereen heibannen an dëser Chamber och säi Gewëssen huet. An zwëschen all de Sensibilitéite musse mer e Kompromëss fannen, deen d'Mënschlechkeet an d'Uerdnungspolitik esou wäit wéi méiglech zesummebréngt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat mat dësem Projet fäerdeg bruecht hunn.

Mä, Här President, mir wëssen och, dass an esou enger Matière d'Welt vun haut op muer anescht ka ginn. Ech erënneren drun: An den 90er Joren ass de Westbalkan - also zwou bis dräi Avionsstonnen ewech vu Lëtzebuerg - an eng fierchterlech Kris gestierzt. Dat huet zu Lëtzebuerg an an Europa kee virausgesinn. D'Mënsche sinn do zu honnertdausende geflücht, iwwerall an Europa an natierlech och op Lëtzebuerg.

Mir wëssen och haut, dass um Bord vum Mëttelmier vill jonk Leit aus Afrika no Europa drécken, dass Europa hir eenzeg Hoffnung ass. Iwwerall do och nach an der Welt, wou Aarmut an Honger, Sträit a Krich, Duercherneen an Haass ass, gëtt et Leit, déi Recht op Asyl hunn; woubäi ech natierlech ënnersträichen, dass mer hei en Asylgesetz maachen, a keen Immigratiounsgesetz.

D'Regierung huet jo och annoncéiert, dass se drop schafft, fir dat Gesetz vun 1972 eng Kéier op de Métier ze huelen. Ech huelen un, dass se och scho mat de Préparativen amgaangen ass. Mä dat muss een op jidde Fall ganz kloer hei soen: Dëst Asylgesetz kann net d'Froe vun de weltwäite Migratioune souwuel an Europa wéi soss anzwouch léisen. Et ass also e Gesetz, wat d'Recht op Asyl no der Genfer Konventioun vun 1950 soll assuréieren an d'Konditiounen dovunner moderniséieren.

Ech mengen, dass dëst Gesetz wuel net onverännert déi nächst zéng Joer wäert iwwerdaueren, sou wéi dat Gesetz vun 1996 bis haut 2006 gedauert huet. Ech menge schonn, besonnesch déi europäesch Gesetzgebung, déi ass an engem permanente Wandel - mir transposéiere jo heimat eng Partie Direktiven. An d'Länner vun der Europäescher Union sinn interesséiert, a besonnesch och Lëtzebuerg ass drun interesséiert, dass mer déi Asylproblematik an der europäescher Perspektiv probéieren ze léisen. Natierlech däerf dat keng minimalistesch Perspektiv sinn. Dat muss eng Perspektiv sinn, déi Instrumenter schaaft, déi souwuel d'Asylrecht assuréiert wéi och d'Effikassitéit vun der Manéier, wéi dat praktizéiert gëtt.

Ech mengen also, dëst Gesetz - dat kënne mer elo scho soen - wäert mussen evaluéiert ginn. Ech wollt duerfir och eng Motioun virleeën, fir d'Regierung opzefuerderen, dass se an zwee Joer evaluéiert, wéi dat Gesetz sech bewährt huet, wéi déi verschidden Dispositioune vun deem Gesetz sech ausgewierkt hunn, fir dann eventuell och op Grond vun deenen europäeschen Evolutiounen d'Lektiounen doraus ze zéien, an eventuell bei deem Gesetz eng Partie Ännerungen ze maachen, wann dat da sollt méiglech sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés:

- considérant que le projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a comme objectif «d'une part, de pouvoir accorder plus rapidement une protection aux personnes qui en ont véritablement besoin, et d'autre part, de faire sortir plus rapidement de la procédure d'asile ceux dont les demandes sont, de façon évidente, abusives ou contraires aux instruments de protection internationale»;

- considérant les engagements européens pris au cours des dernières années par notre pays en matière d'asile;

- considérant la nécessité d'abroger la loi du 3 avril 1996 et de la remplacer par une nouvelle législation, mieux adaptée à la situation présente;

- considérant le large débat au sein de la Chambre comme de la société civile durant toute l'année 2005 sur le projet soumis par le Gouvernement après de nombreuses consultations avec les associations intéressées et l'intérêt grandissant de la société pour ce débat;

- considérant que le projet de loi relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection introduit des procédures nouvelles;

- considérant que le délai de neuf mois prévu par le projet de loi avant que le demandeur d'asile puisse obtenir une autorisation d'occupation temporaire ainsi que certaines des modalités du dit accès au travail et à la formation, méritent une attention particulière;

- considérant que le fonctionnement d'un centre de rétention devra clairement se distinguer de celui d'une prison;

invite le Gouvernement:

- à se donner les moyens pour mettre en œuvre de la façon la plus efficace et la plus humaine la nouvelle loi, et

- à procéder à une évaluation de la loi au bout de deux années suivant sa mise en vigueur, tenant compte des évolutions européennes en matière d'harmonisation des politiques d'asile et d'immigration tout comme des enseignements tirés de la mise en œuvre de la loi.

(s.) Ben Fayot, Marc Angel, Alex Bodry, Laurent Mosar, Jean-Pierre Klein.

Här President, ech wollt awer och der Regierung, a besonnesch den Häre Asselborn a Schmit an hire Fonctionnairen an hirem Ministère, fir hir Aarbecht am Zesummenhang mat dësem Gesetz Merci soen. Si hunn am Virfeld schonn éier d'Gesetz déposéiert ginn ass - wëll ech drun erënneren - vill nogelauschtert, an d'Interventioune vun der Zivilgesellschaft ganz eescht geholl. Si waren och bereet, mat der Kommissioun zesummen d'Gesetz ze verbesseren, Amendementer also mat op de Wee ze ginn, wat natierlech d'Prozedur an d'Längt gezunn huet zu engem Zäitpunkt, wou et offensichtlech war, dass mer eng méi schnell a méi effikass Prozedur bräichten.

D'Regierung huet sech zugläich och an deenen zwee éischte Jore vun hirer Existenz nei Leit an nei Mëttele ginn, fir d'Dossiere vun den Demandeurs d'asile méi schnell ze behandelen, an esou ze verhënneren, dass Leit jorelaang an der Prozedur bleiwe mussen, mat all deene mënschleche Problemer, déi dat mat sech bréngt an déi mer kennen.

Här President, zwëschent dem éischte Vote an dem zweeten ass um reng legislative Plang näischt geschitt, esou dass et net néideg war en zweete Rapport ze maachen. Ech well just awer ënnersträichen, dass mer den Délai tëschent dem éischten an dem zweete Vote an der zoustänneger Kommissioun vun der Aussen- an Immigratiounspolitik, grad wéi an der Erzéiungsan Aarbechtskommissioun genotzt hunn, fir zwee Reglementer ze ënnersichen, déi d'Regierung erlooss huet: Dat eent betrëfft den Accueil vun den Asylsichenden, dat ass e Reglement vum Familljeministère, deen duerfir zoustänneg ass. An dat anert betrëfft den Accès zur Formatioun am Zesummenhang mam Artikel 14, fir dat den Educatiounsministère zesumme mam Aarbechtsministère zoustänneg ass.

Här President, eng Delegatioun vun der Kommissioun huet och eng Rees op Zürich gemaacht, fir do e Centre de rétention ze besichen, an eng Initiativ vun der Stad Zürich, fir Asylanten eng Beschäftegung ze offréieren; dat och op eng Initiativ vun der ASTI, déi sech doranner staark engagéiert huet. Eng weider Rees op Genève ass geplangt. Mir wëllen och als Deputéiert aus den Experienzen an de Feeler vun onsen Nopeschlänner léieren, fir hei zu Lëtzebuerg souwuel beim Centre de rétention wéi och bei dem Zougang zum Aarbechtsmaart oder zu Travaux de proximité nei Weeër ze goen. D'Kommissioun beméit sech drëm, well se weess, dass déi zwee Punkten do kruzial fir den Erfolleg vum Gesetz sinn.

Här President, de Centre de rétention zum Beispill ass e ganz contestéierte Punkt. Mir musse wëssen, dass dee Centre de rétention kee Prisong soll sinn. E soll derzou déngen, Leit, déi elo am Prisong sinn, do erauszehuelen. D'Gesetz gesäit vir, dass Asylanten, déi déboutéiert ginn, kuerz éier se an hir Heemecht zréckgefouert ginn - wann dat da méiglech ass - do ënnerbruecht ginn. Och sollen do Leit ënnerbruecht ginn, déi hir Identitéit verheemlechen, fir domat eng Asylprozedur onméiglech ze maachen. Datselwecht gëllt fir Leit, déi illegal an d'Land kommen.

Egal wat d'Grënn sinn, fir d'Leit do zréckzehalen, soll dee Centre anstänneg an human Bedingunge mat engem anstännegen Encadrement während enger Zäit bidden. A fir erauszefannen, wat déi Konditioune sinn, geet d'Kommissioun déi Visitë maachen, geet se Centre-de-rétentionë vergläichen, fir dann eben och hir Meenung der Regierung dozou ze soen.

En anere Punkt, deen och ganz vill contestéiert war, ass och d'Beschäftegung an d'Beruffsausbildung vun den Asylsichenden. Dëst ass eng Neierung am Gesetz. Si gëtt wuel kritiséiert, well se munchen net wäit genuch geet. Mä et ass en Duerchbroch par rapport zu där heiteger, zu där vergaangener Situatioun.

Mir haten och, fir dat ofzeschléissen, leschte Méindeg op Wonsch vun onse Kolleege vun der grénger Fraktioun eng Diskussioun iwwert d'Problematik vun de Pays d'origine sûrs. Dat sinn déi Länner, aus deenen am Prinzip keen Demandeur d'asile ka kommen, well se supposéiert sinn d'Mënscherechter grad ewéi déi demokratesch Rechter ze respektéieren. Dat si Länner, aus deenen no onsen Normen also keng politesch Verfollegt kënne kommen.

D'Lëtzebuerger Regierung wëllt keng esou eng Lëscht eleng opstellen - dat hate mer och an der Diskussioun an der Kommissioun -, gradesou wéineg wéi déi aner Länner vun der Europäescher Unioun. Duerfir gëtt probéiert, sou huet de Minister Schmit ons dat an der Kommissioun erklärt, eng europäesch Lëscht opzestellen. Dëst misst eigentlech eng weltwäit Lëscht vu Länner sinn, déi deenen Normen entspriechen, déi déi europäesch Länner verlaangen. A jiddferee versteet, dass dat eng schwiereg Aufgab ass. Anscheinend hunn och d'Justizministeren viru kuerzem décidéiert d'Virbereedung vun där Lëscht unzegoen. Et wär natierlech interessant, dass mer géife regelméisseg au courant gesat ginn iwwert de Progrès vun där Aarbecht.

Dat waren e puer Elementer, Här President, déi ech nach wollt zu deem Projet de loi hei soen. Als Vertrieder vun der Madame Berichterstatterin Lydie Err, als Sprecher vu menger Fraktioun wëll ech soen, dass mer dëse Projet wäerte stëmmen. Mir fannen, dass et e Projet ass, deen d'Asylrecht konsolidéiert, deen nei Statuter aféiert: Protection temporaire, Protection subsidiaire, Statut de tolérance, deen och eng Perspektiv an e Recht op Aarbecht gëtt, deen elo d'Prozeduren accéléréiert, an doduerch erlaabt, eng Partie Problemer aus der Welt ze schafen. Ech mengen, dat sinn alles Avantagë vun dësem Projet, an duerfir wäert meng Fraktioun dëse Projet och stëmmen. Ech soen Iech Merci .

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut fir d'zweet sollen ofstëmmen, huet eng ganz laang Virgeschicht, op déi beim éischte Vote déi allermeeschte Riedner in extenso agaange sinn, sou datt ech Iech haut deen Exercice kann erspueren a mech a sech just wëll mat deenen Oppositions formelles beschäftegen, déi zum Refus vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel vum Statsrot gefouert hunn.

Ech wëll awer och am Numm vun eiser Fraktioun nach eng Kéier der Madame Err Merci soe fir déi Aarbecht, déi si no der Adoptioun vum Rapport gemaach huet an där ganzer Diskussioun iwwert d'Asylrecht, an och vun dëser Plaz aus an eisem Numm hir eng gutt Besserung wënschen.

De Statsrot huet am Wesentleche Problemer mat zwee Punkten aus deem Projet de loi. Fir d'alleréischt mam Ofschafe vum duebelen Degré de juridiction an da mat der Ausdehnung op zwielef Méint vun der Dauer vun der Rétentioun.

Zum duebelen Degré de juridiction wëll ech dat nach eng Kéier kuerz an Erënnerung ruffen, wat ech scho beim éischte Vote gemaach hunn, nämlech datt mer viru fënnef Joer, wéi déi zoustänneg Kommissioun sech géint déi deemools geplangten Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction gewiert hat, awer im Nachhinein huet misse constatéieren, datt duerch deen duebelen Degré de juridiction et zu Situatioune komm ass, wou Demandeurs d'asile heiansdo bis véier, fënnef Joer an enger Prozedur sinn. A mir hunn och dofir an der zoustänneger Kommissioun gemengt, et wär net gutt, wann ee géif bei deem Bäibehale vun deem duebelen Degré de juridiction bleiwen an et gëtt och dofir dräi ganz gutt Argumenter, déi ech hei nach eng Kéier wëll widderhuelen.

Dat éischt wesentlecht Argument - an dat ass virdrun och schonn ugeklonge beim Kolleeg Ben Fayot - ass natierlech d'Verkierzung vun den Délaien. Mir wëssen alleguerten, datt eng Procédure d'appel

awer mol liicht ka bis zu engem Joer daueren. An ech sinn och net mat deenen averstanen, déi mengen, et kéint een hei eng Aart Procédure accélérée aféieren. Ech mengen, et kann een net hei fir ee Gebitt eng speziell Prozedur aféieren; dat wär net gutt. A mir verwieren eis och géint d'Aféierung vun iergendwéi engem «Appel-rabais». Duerfir si mer och do carrément dergéint.

Et gëtt awer och nach en zweet wesentlecht Argument, an dat ass nämlech, datt an deenen allermeeschten europäesche Länner et am Asylrecht keen duebelen Degré de juridiction méi gëtt. An ech verweisen do nach eng Kéier op d'Beispill vu Frankräich, wat jo oft als d'Wéi vun de Mënscherechter considéréiert gëtt. A Frankräich gëtt et en matiére d'asile keen duebelen Degré de juridiction méi, wat dann och dozou gefouert huet, datt do déi allermeeschten Demandë schonn an engem Délai, dee kaum iwwer sechs Méint erausgeet, kënne bewältegt ginn. An dat ass jo eigentlech e Punkt, deen eis alleguerten um Mo läit.

En drëtt Argument, an dat ass vläicht dat allerwichtegst, wat ganz oft vergiess gëtt, ass, datt jo eigentlech déi Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction just bei deenen Demandë spillt, déi manifestement irrecevabel sinn. An ech wëll awer emol nach eng Kéier vläicht widderhuelen, a wat fir enge Fäll datt dat sech ofspillt. Do geet et fir d'alleréischt ëm déi Demandeurs d'asile, déi an engem aneren EU-Land schonn hir Demande ofgewise kritt hunn, dann awer och gëllt et fir all déi, déi einfach refuséieren, mat den Autoritéiten zesummenzeschaffen. Et handelt sech also hei oft ëm Leit, déi einfach versichen iwwer e Wee vun der Asylprozedur kënne méiglechst laang an eisem Land ze bleiwen. An hei schéngt et eis, datt et trotzdeem an enger gewëssener Logik wär vun enger effizienter Asylpolitik, datt déi Demandë vun deene Leit wesentlech méi schnell kënnen duerch d'Prozedur goen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier drop insistéieren, datt, wat de Fong vun den Demanden ubetrëfft, et a sech jo nach en duebelen Degré de juridiction gëtt, och wann hei am Projet de loi eng Rei vun Aménagementer fonnt gi sinn.

Mir mengen also, datt et wierklech hei am Interesse vun den Demandeurs d'asile ass, datt hir Demandë méiglechst schnell kënnen ofgewéckelt ginn, datt een op esou en duebelen Degré de juridiction verzicht, a mir fannen duerfir och nach wie vor, an och wann de Statsrot hei eis d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert huet, datt mer do nach ëmmer richteg leie mat där Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction.

Wat elo deen zweete Volet ubetrëfft, wou de Statsrot Problemer huet, dee vun der Dauer vun der Rétentioun op zwielef Méint, wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, datt a sech dat jo just an engem eenzege Fall spillt, nämlech deem, wann den Demandeur d'asile bewosst falsch Informatioune gëtt oder iwwerhaapt refuséiert matzeschaffen.

An do menge mir awer ganz kloer, och als Fraktioun, datt et net akzeptabel ass, datt Leit, déi zum Beispill einfach refuséieren eng Identitéit nozeweisen, dann awer weider kéinte vun enger Prozedur profitéieren, déi jo forcément dann net kann esou schnell virugoen, well se do net matschaffen an datt déi Leit dann nach kéinten dovu profitéieren, fir eventuell dann eben no sechs Méint aus deem Centre de rétention fräigelooss ze ginn. Dat schéngt eis net ganz logesch ze sinn an duerfir bleiwe mir och der Meenung, datt déi Dauer vun där Rétentioun vun zwielef Méint an deenen doten an nëmmen an deene Fäll weider berechtegt ass.

Här President, ech wëll nach eng Kéier betounen - an ech leien do op därselwechter Linn wéi mäi Kolleeg Ben Fayot -, datt de Centre de rétention kee Prisong soll sinn an datt mer och mussen an deem Centre de rétention virgesinn, datt déi Flüchtlingen, déi do ënnerbruecht ginn, deen néidege sozialen Encadrement musse kréien.

A mir wären och ganz frou, vum zoustännege Minister vläicht herno e puer Erklärungen ze kréien, wéi wäit datt mer mat deem Dossier vun deem Centre de rétention sinn, well mir och e bësselchen d'Angscht hunn, dass, wann dat Gesetz elo haut hei definitiv gestëmmt gëtt an a Kraaft trëtt, mir kee Centre de rétention hunn, wou mer dann eventuell déi Leit kënnen ënnerbréngen, sou datt dat erëm dozou féiert, datt de Prisong weider wäert iwwerbelaascht ginn.

Ech wëll och soen, datt meng Fraktioun an ech ganz vill Verständnis hu fir déi Leit, déi déi Petitioun ënnerschriwwen hunn an datt mir och déi Suergen, déi déi Leit alleguerte versicht hunn ze vermëttelen, zu engem groussen Deel kënnen deelen. Mir mengen allerdéngs och, datt dat heite Gesetz eng Rei vun Äntwerten op déi berechtegt Suerge vun deene Leit gëtt an duerfir si mer och méi wéi jee dovun iwwerzeegt, datt dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet.

Mir bleiwen also der Iwwerzeegung, datt den aktuelle Projet e gutt Gesetz ass, well en éischtens den Délai vun der Prozedur wesentlech verkierzt, well en zweetens eng legal Grondlag gëtt fir e Centre de rétention an domadder déi onakzeptabel Situatioun beendegt, datt am Moment all Demandeurs d'asile, déi iergendwéi géint e Gesetz verstoussen, an de Prisong gespaart ginn, wou se eigentlech net higehéieren an drëttens awer och den Accès op den Aarbechtsmaart no néng Méint opmécht, och wa mir eis alleguerte bewosst sinn, datt bei där aktueller ugespaanter Situatioun um Aarbechtsmaart dat sécherlech fir déi allermannste Leit zu enger regelrechter Aarbecht wäert féieren.

Här President, schlussendlech wëlle mir och nach eng Kéier soen, datt mer déi Motioun, déi virdrun de Ben Fayot hei deponéiert huet, natierlech voll ënnerstëtzen. Mir sinn och der Meenung, datt et wichteg ass, datt een no zwee Joer e Bilan, eng Evaluatioun mécht iwwert d'Exécutioun vun deem Gesetz. Duerfir wäerte mir och déi Motioun matdroen a matstëmmen.

Schlussendlech wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt meng Fraktioun voll zu dësem Projet steet, well se dovun iwwerzeegt ass, datt et en équilibréierten an en zolitte Projet ass, dee sécherlech zu enger Verbesserung vun der Situatioun vun deene betraffene Leit wäert féieren. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech den 20. Dezember gesot hunn, dass ech vum Text net begeeschtert wär, da sinn ech haut op deem Dag nach ëmmer därselwechter Meenung. D'Meenung vun eiser Fraktioun huet sech net geännert. Firwat? Well déi Punkten, vun deenen deemools schonn de Statsrot gesot huet, dass et net an engem Rechtsstat kéint akzeptabel sinn déi Punkten duerchzeloossen, haut nach ëmmer déiselwecht Punkte sinn, déi dës Regierung an dës Majoritéit onbedéngt wëllen duerchboxen.

Eis Partei - an ech mengen, dat huet eis och den Här Mosar, wéi mer déi éischte Kéier driwwer diskutéiert haten, rappeléiert - ass dofir, fir dass an dëser Matière Accélératioune kommen. Mä Accélératiounen dierfen net kommen op Käschte vun demokratesche Rechtsprinzipien, juristesche Prinzipien, wéi déi vum Double degré de juridiction oder vun der Contestatioun vun enger Décisioun vun enger Regierung.

Erlaabt mer, Här President, dass ech ufänke mat der Procédure accélérée. Dat neit Gesetz gesäit vir am Punkt 5: «La décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.» Dat heescht, hei kann d'Exekutiv décidéieren, dass ee kee Recours judiciaire huet. Dat gëtt et a kengem anere Land.

Wann ech da gesot kréien: Ma dach, dat muss et iergendwou ginn! Hei ass e Knätschgummi, wou e Minister kann décidéieren, ob Argumenter, si lui semble, wann hie mengt, e mengt op jidde Fall, et kéint net stëmmen, dass et duergeet, dass ee kee Recours ka maachen. Dat ass a Contradictioun mat eise Grondprinzipien. Ech zitéieren Iech hei den Artikel vum Paragraph 2 vum Gesetz vum 7. November 1996: «Le recours au tribunal administratif prévu au présent article est admis même contre les décisions qualifiées par les lois ou règlements de définitives ou en dernier ressort.» Dat steet am Text. An hei gëtt gesot, hei gëtt emol kee Recours gemaach.

Ech zitéieren Iech den Avis vum Barreau, Här President: «Si l'accélération des procédures d'asile est dans l'intérêt de tous, tant des demandeurs d'asile qui seront fixés sur leur sort dans un délai rapproché que du droit d'asile lui-même qui retrouvera une efficacité qui faisait souvent défaut par le passé, elle ne doit cependant pas se faire au détriment des droits de la défense les plus élémentaires.»

Ech erfannen näischt hei, Här President. Op jidde Fall ass hei eng Méiglechkeet, dass d'Regierung kann unilatéralement eppes décidéieren, wou een emol kee Recours dergéint kéint maachen.

Duerfir proposéieren ech nees eng Kéier en Amendement, Här President, fir dass deen Artikel 5 gestrach gëtt. Deen ass och ënnerschriwwen nees vum Här Braz. Et sinn zwou Ënnerschréften drop. Ech sinn iwwerzeegt, dass verschidde Juristen heibannen - wann ech esou ronderëm kucken: den Här Klein, den Här Mosar, den Här Santer, den Här Meyers, d'Madame Doerner, den Här Henckes…

(Interruption)

…an hannert mer eise President - op jidde Fall genuch Know-how a Versteesdemech hunn a vläicht dann déi dräi Ënnerschréften nach wäerte bäifügen. Soss wäert ech awer nach Kolleege vun eiser Fraktioun, déi dat ënnerstëtzt hunn, froen.

(Interruption)

Amendement 1

Supprimer le point (5) à l'article 20: «la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Här President, dann den Här Mosar, dee behaapt hei, a Frankräich kéint ee keen double Recours maachen! Här Mosar, ech weess net, wien Iech dat gesot huet! Ech zitéieren Iech: «La Commission des recours des réfugiés CRR» genannt, dat heescht esou, et ass kee Code de la route, Här Mosar,…

(Hilarité)

…«La Commission des recours des réfugiés (CRR) est la juridiction administrative compétente en France, pour examiner les recours formés contre les décisions prises par l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) portant sur les demandes d'asile.» Hei gëtt et selwer de CRR, deen den Appel géint d'Décisioune vum Office de protection… Dat ass dann, Här President, fir dem Här Mosar ze soen, dass dat den OFPRA dann ass. Deen een ass den OFPRA, an de CRR, dee mécht…

(Interruption)

De CRR, dat ass d'Commission des recours des réfugiés, Här President.

(Interruption)

Jo, mä et ass awer eng Rekursméiglechkeet, Här President! Den Här Mosar seet mir hei, et géif a Frankräich keng duebel, keen Degré d'appel an der Juridictioun ginn.

(Interruption)

Ech erlabe mer hei just ze zitéieren, wéi et am franséischen Text drasteet. Da kann een net hei einfach behaapten, dat wier net wouer!

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Santer?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Selbstverständlech, Här President.

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Jo, Här Bettel, dee CRR, wie sëtzt dann do dran? Sinn dat da Riichteren? Oder sinn dat Fonctionnairen?

Une voix.- Nëmme Fonctionnairen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech kréien hei d'Fro vum Här…

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat seet den Här Bettel net hei.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ma ech kann Iech et soen: Do sëtze Fonctionnairen dran…

Une voix.- Aaahhh!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …an et ass e Magistrat dran, an déi huelen zesummen eng Décisioun, mä do huet een d'Méiglechkeet awer, e Recours ze maachen. Hei geet et ëm de Prinzip, Här President! Ech mengen, déi verstinn et net op där Säit,…

(Hilarité)

…dass een hei - oder si wëllen et éischter net verstoen, Här President - eng Rekursméiglechkeet huet! Mir ass et egal, wien do sëtzt, Här President,…

(Brouhaha général et hilarité)

…mä Haaptsaach, Haaptsaach, Haaptsaach,…

Une voix.- Haaptsaach!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.-…et kann een eng Décisioun contestéieren! Dës riets Säit hei, Här President,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…ass op jidde Fall dergéint, dass ee ka géint eng Décisioun e Recours maachen. Hei ass et e Prinzip, fir de Recours kënnen ze maachen, an hei si se jo net averstanen.

Ech zitéieren nach eng Kéier, Här President, den Avis vum Barreau: «Le souci de rapidité ne peut toutefois légitimer la suppression des garanties de l'État de droit de manière aussi fondamentale» wéi dee vum Double degré de juridiction. Mir sinn averstanen, Här President. Hei am Land gëtt et Matièren, wou et keen Double degré de juridiction gëtt. Dat ass fir d'Affären op der Justice de paix ënner engem gewëssene Montant, wou gesot gëtt, dat ass «de faible importance». Dat steet souguer um Site vum Ministère de la Justice.

Ass dat hei «de faible importance», Här President? Ech fannen - a meng Fraktioun an déi Gréng och, déi dës Amendementer ënnerschriwwen hunn - net. Fir eis ass et eng wichteg Matière, an hei soll een nach ëmmer d'Méiglechkeet hunn, kënnen en Appel ze maachen. Duerfir iwwerreechen ech Iech och hei, Här President, déi ganz Amendementer, déi déi Artikele betreffen, wou den Double degré de juridiction suppriméiert ginn ass.

Amendement 2

Remplacer à l'article 17 «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Principalement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Amendement 3

Remplacer à l'article 17 «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Sinon subsidiairement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Amendement 4

Remplacer à l'article 20 (4) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Principalement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Amendement 5

Remplacer à l'article 20 (4) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Sinon subsidiairement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire

de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Amendement 6

Remplacer à l'article 23 (3) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Principalement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Amendement 7

Remplacer à l'article 23 (3) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Sinon subsidiairement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling.

A finalement, Här President, iwwert de Centre de rétention. Mir hunn et dès le départ gesot, dass de Centre de rétention néideg wär. Ech erënnere mech awer nach viru kuerzer Zäit, wou den Här Frieden hei op dëser Tribün souz, Här President, a gesot huet: Am Prisong ass kee Problem. An elo!

Ech si frou, dass d'Madame Colas, wat jo eng ganz kompetent Madame ass, elo déi „task force" presidéiert, fir déi Problemer am Prisong kënnen ze léisen. Wa keng Problemer do sinn, froen ech mech zwar nach ëmmer, firwat eng „task force" fondéieren, wa jo keng do sinn? En huet heiansdo méi laang gebraucht, mä op jidde Fall gesäit hien et selwer an, dass d'Problemer musse geléist ginn. An ech si frou, dass hautdësdags mat där „task force" d'Problemer am Prisong solle geléist ginn.

Et huet elo näischt direkt mam Sujet ze dinn, mä firwat mam Prisong? Well hautdësdags, ob een et wëllt oder net, an do wou et gebrannt huet, dat de Block war, wou d'Réfugiéë sëtzen. E Réfugié huet näischt verbrach, ausser vläicht Pabeieren net ze hunn oder déi eng oder déi aner Donnéeën net kënnen ze hunn. Ass dat normal, dass een dann an de Prisong agespaart gëtt? Neen, do soll een e Centre de rétention hunn.

D'DP huet ni gesot, dass de Centre de rétention sollt net gebaut ginn. D'DP seet, dass e Centre de rétention sollt gebaut ginn.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Mir sinn derfir fir de Centre de rétention, an déi passen och do dran, mä net an de Prisong. A mir si frou, wann dee Centre de rétention gebaut gëtt.

De Problem ass awer, wann ech da gesot kréien, de Centre de rétention - dat war en Argument, dat ech vun der CSV gesot kritt hunn -, dat ass geduecht och fir déi Dealeren am Park, déi d'Chambre du Conseil ze séier lafe léisst. Da mécht et mer Angscht, Här President. Well da soen ech mer, wann d'Exekutiv dierf een asetzen, well se mengt, dass de Judiciaire ze large wär, mä da si mer nees an därselwechter Hypothees wéi virdrun. A wou hei awer op de Bänken eng Unanimitéit war, wou gesot ginn ass, d'Exekutiv an de Législateur hu sech net an de Judiciaire anzemëschen, do gëtt awer an deem heiten Text de Contraire gesot!

Hei dierf d'Exekutiv décidéieren: Mir setzen een an, an da kann ee selbstverständlech e Recours administratif maachen. Mä d'Chambre du Conseil vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg a vun Dikrech an d'Chambre du Conseil vun der Cour d'appel sinn déi, déi kompetent si fir Leit, déi eng Strofdot maachen, a soss keen. Et ass Gott sei Dank och geännert ginn, an déi Konditioun vum Trouble à l'ordre public, wat jo och e Knätschgummartikel war, ass geännert ginn.

Här President, zur Konklusioun. Den Här Fayot huet mer Freed gemaach, dass e gesot huet, den Text ass net perfekt, mir kéinte jo an zwee Joer nees eng Kéier e Bilan maachen. Ech erënnere mech, dass mer virun e bësse manner wéi zwee Joer den Text iwwert d'Partenariatsgesetz hei haten, wou mer gesot hunn, da kucke mer, wéi d'Répercussioune sinn an da kucke mer et ze verbesseren. Ech waarden haut nach drop!

Ech hoffe just net, que ça tombera aux oubliettes. Appel un eis Regierung: Wa mir hei soen, mir wiere frou, wa mer an zwee Joer nach eng Kéier kéinte mat der Regierung iwwert den Text diskutéieren, da solle se et och maachen! Et geet net duer, hei eppes ze soen, an dann herno keng Suiten ze hunn.

Här President, zur Konklusioun. Wéi gesot, den Text huet eng gewësse Wichtegkeet, a mir sinn och averstanen, dass verschidden Accélératioune kënne kommen. Mä wann ech da gesot kréien, dass eng Prozedur véier oder fënnef Joer dauert wéinst engem Double degré de juridiction, da muss ech awer laachen. Well dat ass d'Prozedur éier et op d'Geriicht kënnt, déi laang dauert, an net déi um Geriicht.

A mat deenen Amendementer, déi mer déposéiert hunn, géif den Appel bannent engem Mount toiséiert sinn, bannent engem Mount! Dat gëtt et och an der Chambre du Conseil vun der Cour d'appel bei den Demandes en liberté provisoire, wou ee bannent zéng Deeg muss eng Décisioun hunn. Dat heescht, et kann een en Délai setzen, wou en Uerteel muss gesprach ginn. Dat geet.

Mä dës Regierung wëllt einfach net hei Dialogbereetschaft weisen, si wëllt och net d'Grondrechter a Prinzipië vun enger Justiz a vun engem Droit de recours respektéieren, an duerfir kann d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text, esou wéi den 20. Dezember, net stëmmen a wäert sech beim Text enthalen. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweete Vote, dee mer haut mussen huelen iwwert dat Gesetz, dee kënnt, wéi Der wësst, dohier, dass de Statsrot eis keng Dispens dovunner ginn huet. Dat heescht also, dass all déi Argumenter, déi virdru vum Här Mosar virgedroe gi sinn, nach laang net all Mënsch iwwerzeegt hunn. Si hunn de Statsrot net iwwerzeegt, si hunn de Barreau net iwwerzeegt, d'Affekoten, déi sech gemellt hunn,…

Une voix.- A mech och net!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- …si hunn heibanne ganz vill Leit net iwwerzeegt, si hunn d'Caritas net iwwerzeegt, si hunn d'ASTI net iwwerzeegt - et kéint een déi Lëscht laang weiderféiere vu Leit, déi dem Här Mosar seng Argumenter net iwwerzeegt hunn.

Et huet kee Wäert haut weider drop anzegoen. Mir widderhuelen alles dat, wat mer beim éischte Vote gesot hunn, haut net nach eng Kéier. D'Gesetz huet Qualitéiten, d'Gesetz huet e puer gravéierend Schwächten. Den Här Bettel huet duerch déi gemeinsam Amendementer, déi hie mat mir gemaach huet, dat och virdrun hei am Detail nach eng Kéier widderholl. Ech wëll dat haut net maachen.

Wat mer awer wëlle maachen, dat ass, dass mer probéieren no vir ze kucken. Et läit eng Motioun vun der sozialistescher Fraktioun vir, déi mir och kënne matdroen, déi seet, mir kucken an zwee Joer, wat d'Entwécklunge waren a wéi mer d'Gesetz kënnen ëmänneren. Ech halen dat fir eng gutt Initiativ, well d'Gesetz eiser Meenung no net esou gutt ass, dass een dësem Gesetz misst eng méi laang Haltwäertszäit ginn. Ech mengen och, dass d'LSAP, wa se seet, dass se bereet ass, an zwee Joer schonn e kritesche Bilan ze maachen, iergendwou och spiert, dass d'Gesetz wahrscheinlech net esou formidabel ass, dass et géing laang kënne virugoen. Mä mir ënnerstëtzen déi dote Motioun, well mer dee Bilan fir noutwendeg halen.

Mir wëllen awer och no vir kucken op zwee Punkten, déi mat der Ëmsetzung vum Gesetz ze dinn hunn.

Dat Éischt ass, mir hunn - dorop ass och scho virdru reagéiert ginn - eng Visite kënne maachen zu Zürich, wou mer zwou Saachen eis ukucke waren: Mir waren eis engersäits e Centre de rétention ukucken, eng Struktur, déi mer hei zu Lëtzebuerg jo brauchen - doriwwer gëtt et jo e Konsens an der Chamber.

Allerdéngs muss ech soen, dass dee Centre de rétention, deen d'Kommissioun zu Zürich kucke war, alles anescht wéi iwwerzeegend war. De Centre de rétention vun Zürich ass eigentlech eppes wéi en Héichsécherheetsprisong. Dat ass bestëmmt net déi Infrastruktur, déi mir brauchen. Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng Infrastruktur, déi ganz aner Modeller vu Kontroll muss kënnen zouloossen.

Zürich ass an där Bezéiung éischter en ofschreckend Beispill, an dofir si mer och frou, dass mer mat der Immigratiounskommissioun wäerten d'Geleeënheet kréien, fir op Genève ze fueren, hire Centre de rétention eis unzekucken, och aus engem Grond eraus, wou mir gespaant sinn, wat d'Erklärunge wäerte sinn op der Plaz.

Mir hunn nämlech festgestallt, op Grond vun enger Etüd, déi an der Schwäiz gemaach ginn ass, wou déi eenzel Kantonen ënnerenaner vum federale Justizministère verglach gi sinn a se gekuckt hunn: Wéi bréngen déi eenzel Kantonen et fäerdeg, Leit, déi mussen expulséiert sinn, wéi kréie se déi an deene leschten Deeg a Woche vun hirem Openthalt an der Schwäiz suivéiert?

Dobäi ass erauskomm, dass de Kanton Zürich, dee Kanton, dee mer scho besichtege waren, deen ass, dee mat der meeschter Rétentioun fuere muss.

Ëmgedréint, op där anerer Säit vun där Skala ass Genf. Zu Genève bréngе se et fäerdeg, eigentlech genausou vill Leit, déi en fin de droits sinn, aus dem Land ze expulséieren, mat vill, vill manner Openthalt an der Rétentioun, mat vill manner Passage am Centre de rétention.

An et ass jo ëmmer dat, wat als Argument ugefouert gëtt. Et gëtt ëmmer gesot, wann déi Leit bis en fin de droits sinn, wa mer se dann net relativ laang an zolidd kontrolléiere respektiv aspären, dann ass d'Gefor immens grouss, datt se alleguerten an der Natur géinge verschwannen.

Genève ass à l'évidence e Beispill, wat weist, dass et net onbedéngt esou muss sinn. Déi bréngen et fäerdeg, eng Quot ze hu vun Expulsioun, déi absolut vergläichbar ass mat där vun Zürich, mat vill vill manner Rétentioun, also mat engem Passage am Centre de rétention, dee vill méi kuerz ass. Déi hunn also eng aner Approche, an doriwwer wëlle mer eis gären op der Plaz informéieren, wéi déi net nëmmen hire Centre gebaut hunn, mä wéi se insgesamt déi lescht Deeg a Woche virun der Expulsioun d'Leit begleeden, well se zu ähnleche Resultater kommen, mat manner coercitive Moyenen.

Dat ass op jidde Fall en Déplacement wäert, an do ass jo dës Kéier den delegéierte Minister och selwer mat dobäi. Dat fanne mer jo och gutt, dass mer eis dat kënnen zesummen ukucken, well do sinn eiser Meenung no e puer Saachen, déi mer kënnen ofkucken, fir et hei zu Lëtzebuerg éischter dann nom Genfer Modell ze maache wéi nom Zürecher Modell.

Mir waren awer och op Zürich nach eppes anescht kucken, an zwar ware mer op Zürich eis ukucken, wéi se mat de Leit, déi nach an der Prozedur dra sinn, déi nach net en fin de droits sinn, wéi se probéiere mat deene Leit op der Plaz ëmzegoen. An Zürich huet do fir d'Schwäiz, dat ass déi gréisste Schwäizer Stad, et ass also net iergendesou e klenge marginale Projet, et ass schonn déi gréisste Stad vun der Schwäiz, a si probéieren do déi Leit während hirer Prozedur och ze beschäftegen. Si hunn eng Partie esou Projeten am Beräich vun den Travaux d'utilité publique, den Travaux d'utilité générale - awer net nëmmen. Et sinn och Saachen dobäi, déi e Formatiounsdeel beinhalten, Leit, déi an der Restauratioun zum Deel beschäftegt ginn, an do sinn eiser Meenung no och fir Lëtzebuerg nach eng Partie Saachen ze léieren.

Mir hunn och bei der éischter Lecture vum Projet de loi doriwwer scho geschwat, an et war och do keng Géigemeenung am Sall, déi gemengt huet, et misst een dat fir Lëtzebuerg onméiglech maachen. Am Géigendeel, et ass gemengt ginn - an dat war och d'Appréciatioun vun deene Leit, déi op Zürich déi Visite maache gaange sinn, d'Madame Err kann haut, wéi gesot, leider net hei sinn, mä déi Leit, déi op der Plaz sech dat ukucke waren, déi hunn dat och fonnt -, dass déi Modeller wierklech interessant wären.

Mir hunn duerfir eng Motioun preparéiert, wou mer op déi relativ flott Resultater hiweisen, déi se domadder zu Zürich hunn, gläichzäiteg awer och rappelléieren, dass mer zu Lëtzebuerg eigentlech vum legale Standpunkt hier net direkt en adequate Kader elo schonn hätten, deen et géing méiglech maachen, Leit ze beschäftegen zu Rémunérationskonditiounen, déi natierlech net déi si vum normalen Aarbechtsmarché. Dofir hu mer eng Motioun preparéiert, fir d'Regierung opzefuerderen, déi doten Zort Projeten, nenne mer se elo emol vum Zürecher Modell, och hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen, a mir fuerderen duerfir d'Regierung op, fir deen dote Modell ze ënnerstëtzen.

Dat bedéngt och eventuell, dass een e Kader géing schafen, zumindest en administrative Kader, eng Pratique administrative géing schafen, déi et ebe méiglech mécht, och a vereenzelte Gemengen am Land kënne mat Projet-pilote-Charakter déi doten Experienzen ze widderhuelen. Anerer, déi de Courage haten dat do ze probéieren, si gutt domat gefuer.

Si hunn och Akzeptanz geschafen. Net nëmmen, dass deene Leit selwer eng Beschäftegung gi gëtt, déi och ganz, ganz liicht nëmme rémunéréiert gëtt, mä si schafen och Akzeptanz fir Leit, déi an der Procédure d'asile sinn, wann déi Leit, déi Leit bei sech ophuelen, gesinn, datt och e Retour do ass fir dee Solidaritéitseffort, dee geleescht gëtt, dass och dofir iergendwou e klenge Retour vun där anerer Säit kann entgéintkommen.

Dofir wäre mer frou, wann d'Regierung bereet wär, op deen dote Wee matzegoen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

- considérant l'expérience de la ville de Zurich en Suisse qui organise l'accès de demandeurs de protection internationale à des activités rémunérées;

- considérant qu'une délégation de la Chambre des Députés a pu se rendre sur place pour analyser les projets zurichois;

- considérant que le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ne prévoit pas explicitement ces formes d'activités rémunérées;

- considérant que le droit du travail luxembourgeois ne prévoit pas explicitement ces formes d'activités rémunérées;

- considérant toutefois que l'exemple de la ville de Zurich présente des aspects dignes d'intérêt;

invite le Gouvernement

- à promouvoir la réalisation de projets-pilotes organisant l'accès de demandeurs de protection internationale à des activités rémunérées.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Xavier Bettel, Paul Helminger, Viviane Loschetter.

Déi zweet Motioun betrëfft elo d'Règlements grand-ducaux, déi mer gemaach hunn. Et war vun der Regierung versprach ginn, dass se géinge virleien. Et war scho virum éischte Vote probéiert ginn; dat huet net geklappt. Et ass awer probéiert ginn, dat huet geklappt, dass zumindest d'Projets de règlements grand-ducaux géinge virleien, ier den zweete Vote géing geholl ginn. Och doriwwer hu mer an der Kommissioun scho geschwat. Do ass munches dozou ze soen. Och déi sinn, wann ech eng Aschätzung wëll maachen, besser wéi déi, déi mer haten, ouni awer dofir perfekt ze ginn.

Notamment ass do ee Punkt, deen eis ganz staark stéiert an deen ass an deem Projet de règlement grand-ducal, dee sech mat der Formatioun beschäftegt, also d'Applikatioun vum Artikel 14 (9) vum Projet de loi iwwert d'Procédure d'asile, deen notamment seet, dass, wann eng Demande definitiv rejetéiert ass, dann de plein droit ipso facto de Contrat d'apprentissage och hifälleg gëtt. Dat fanne mir falsch. Mir hunn déi Leit net mat där leschter Décisioun iwwert d'Grenz gesat, do vergeet oft nach eng relativ laang Zäit, aus enger Rei vu Grënn, bis déi Leit kënnen expulséiert ginn.

Dofir fanne mir déi Formulatioun, déi elo am Projet de règlement grand-ducal drasteet, ze haart. Déi Formulatioun entsprécht net der Realitéit. Wa mer schonn op de Wee ginn, fir Formatiounen unzebidden, Contrats d'apprentissage unzebidden, da well mer dat jo fir eng positiv Saach halen, déi am Intérêt ass vun de Leit, déi hei sinn, an och, firwat net, schlussendlech och an eisem Intérêt ka sinn, wäh-

rend dem Passage vun deene Leit hei zu Lëtzebuerg. An eng Formulatioun am Règlement grand-ducal ze iwwerhuelen, déi einfach seet, mat der leschter Décisioun vun engem Geriicht ass deeselwechten Dag, deen Dag drop moies um aacht Auer de Contrat d'apprentissage eriwwer, dat leeft laanscht d'Realitéit.

D'Realitéit ass déi, datt déi Leit sech zum Deel nach zwee Joer, vläicht souguer dräi Joer zu Lëtzebuerg ophale kënnen. Dofir wär et onbedéngt wënschenswäert, wann am Projet de règlement grand-ducal op deem dote Punkt eng Nuancéierung géing drakommen, déi et och erlaabt, iwwert d'Schlussdécisioun eraus, en fonction vun der reeller Openthaltsdauer, déi herno nach zu Lëtzebuerg stattfënnt, de Leit et ze erméiglechen déi Formatioun, déi se ugefaangen hunn, zumindest fäerdeg ze maachen. Do wäerte mer soss op eng ganz Partie Fäll falen, déi absurd sinn, wou mer Leit ënner Ëmstänn zwee Méint virun dem Fäerdegstelle vun hirem Contrat d'apprentissage expulséieren.

Mir wëssen, dass den Text eng Pratique administrative net vollstänneg kann dirigéieren, dat wësse mer. Mir wëllen och net d'Ënnerstellung maachen, dass d'Administratioun mat schlechtem Wëllen dësen Text géing applizéieren. Déi Ënnerstellung wëlle mer net maachen, mä wa mer et souwisou esou verstinn alleguerten, da solle mer och am Text eng Ouverture maachen, déi dat do zumindest zouléisst, well dann hutt Der wéinstens eng Base légale fir dat dann ze maachen, wat Der jo der Ausso no bereet sidd ze maachen.

Dofir hu mir och an deem dote Sënn eng Motioun preparéiert, wou mer d'Regierung opfuerderen, den Artikel 5 vum Projet de règlement grand-ducal an deem Sënn ze änneren, dass e wéinstens eng Appréciatioun méiglech léisst an dass et net esou ass, wéi et elo am Projet de règlement steet, wou et kloer wär, wann ee wëllt op enger legaler Basis bleiwen, dass ee misst deeselwechten Dag soen: Dat ass d'Décisioun vum Geriicht, domat ass däi Contrat d'apprentissage eriwwer. Dat mécht kee Sënn. Dat leeft laanscht d'Realitéit a mir wäre frou, wann déi Motioun och kéint ugeholl ginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 14 (9) du projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection et le projet de règlement grand-ducal concernant la formation pour les demandeurs de protection internationale afférent;

- considérant que l'article 5 du projet de règlement grand-ducal prévoit que le contrat d'apprentissage du demandeur prend fin de plein droit lorsque la demande de protection internationale a été définitivement rejetée;

- considérant qu'en conséquence le contrat d'apprentissage ne pourra pas être étendu sur la période où la mesure d'éloignement n'a pas encore été exécutée;

- considérant que cette disposition est directement contraire aux buts poursuivis par les contrats d'apprentissage;

invite le Gouvernement

- à modifier l'article 5 du projet de règlement grand-ducal en ce sens que le contrat d'apprentissage pourra au moins être étendu sur la période où la mesure d'éloignement n'a pas encore été exécutée après le rejet définitif de la demande de protection internationale.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Xavier Bettel, Paul Helminger, Viviane Loschetter.

Mat dëse Remarquen, Här President, brénge mer natierlech als gréng Fraktioun nach eng Kéier eis Désapprobatioun zu deem Text, deen, wéi gesot, op e puer wesentleche prinzipielle Froen eiser Meenung no einfach falsch läit. Mir wäerten domadder och nach eng Kéier, wéi scho virun dräi Méint, bei deem Text mat Nee stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll zuéischt der Madame Rapporteuse vun dësem Projet och eng gutt Besserung wënschen an dem Här Fayot Merci soe fir déi Explikatiounen, déi hien hei ginn huet, notamment, wat déi zwee Règlements grand-ducaux ugeet. Ech mengen, et war wichteg, datt mer déi konnten analyséieren, ier mer hei en zweete Vote huelen.

An ech wollt direkt soen, datt mir als ADR mat deenen zwee Texter, sou wéi se formuléiert gi sinn, kënnen d'accord sinn. Et ass kloer, datt natierlech déi Indemnité d'apprentissage, déi bezuelt gëtt, datt do vläicht nach misst am Reglement preziséiert ginn, wéi laang déi ausbezuelt gëtt - déi muss jo un d'Leit ausbezuelt ginn -, ob déi kompenséiert gëtt mat den Avoiren, déi en zegutt huet, mat de Bongen oder sou. Do misst vläicht nach eng kleng Prezisioun mat drakommen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt mer eng Noutwendegkeet haten, fir déi Asylprozedur ze reforméieren. Duerfir hat ech och eng Proposition de loi eraginn. An déi Noutwendegkeet, fir ze reforméieren, huet sech aus der Evolutioun vun den Zuele vun den Demandeurs d'asile bemierkbar gemaach: Am Joer 2000 hate mer 621 Demandes d'asile; am Joer 2003 ass et erop gaangen op 1.540; 2004 woren et 1.577. Do huet ee scho gesinn, datt, well an allen aneren europäesche Länner d'Asylprozedure verkierzt gi sinn, du ganz vill Demandeurs d'asile, déi a Wierklechkeet Immigrante woren, dunn op Lëtzebuerg komm sinn, well se wossten, datt hei d'Prozeduren an der Moyenne véier, fënnef a souguer bis siwe Joer konnten daueren.

De Fait, datt een d'Prozedure verkierzt, ass jo net eppes, wat an Défaveur ass vun dem Demandeur d'asile. Et ass a senger Faveur, an duerfir huet zum Beispill den UNHCR, den Haut Commissariat aux réfugiés, d'ailleurs ganz oft hei bei dëser Chamber intervenéiert, …

(Coups de cloche de la Présidence)

… fir datt ee soll d'Prozedure verkierzen.

An datt deen „Asylum Shopping", dat Negatiivt, wat op eng Kéier sech erginn hat, wou mer justement déi Leit ugezunn hunn, déi keng richteg Asylante woren, déi net politesch verfollegt woren, datt dat Gesetz, wat mer elo amgaange sinn an zweeter Lecture ze stëmmen, datt dat schonn e positiven Effet kritt huet. Dat gesäit een dorunner, datt, wann am Joer 2004 d'Demandeurs d'asile nach bei 1.577 woren, elo fir 2005 d'Zuel op 799 schonn zréckgaangen ass; dat heescht ëm bal d'Halschent, well déi Leit wëssen, datt se elo déi Délaien, déi se sech konnten erausholen net méi gi sinn an datt dat net méi fonctionnéiert.

Eleng aus engem Land, wou mer dat kënnen illustréieren, dat ass den Nigeria, do gesäit een, datt vun engem Joer zum aneren d'Demandë vun 330 op 45 erofgaange sinn. Et wor also noutwendeg, fir eppes ze maachen. Duerfir hat ech jo och eng Proposition de loi gemaach, déi sech zu engem gudden Deel op de franséischen Text baséiert huet, wou gesot ginn ass, datt déi Phase administrative ganz kuerz ass, dat ass aacht Deeg Maximum, just Zäit, fir ze kucken, ob net een Demandeur d'asile eng Demande an engem anere Land gemaach huet an ob e mat den Autoritéite kollaboréiert.

Da koum déi Décisioun administrative. A géint déi war eng Recoursméiglechkeet virgesinn, awer eng administrativ Prozedur, wou da gekuckt ginn ass, fir déi Demande d'asile ze analyséieren. Dat ass en fait bei ons an der administrativer Prozedur elo scho mat beinhalt.

Da gëtt et am Frankräich awer nuren eng eenzeg Appelméiglechkeet: Dat ass viru Geriichter. Dat ass nuren ee Recours. Also, virun den Tribunaux administratifs gëtt et just nëmmen ee Recours. Duerfir wonneren ech mech, wann elo op eng Kéier déi Iddi do, wou ech vu Säite vun der DP schwéier Kritike kritt hunn, wéi ech domadder komm si virun e puer Méint, datt déi elo als ideal dohinner gesat gëtt. Ech sinn awer frou ze gesinn, datt déi Propositioun awer nach op der Säit vun der DP Zoustëmmung kritt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här Henckes, genéisst de Moment, well soss passéiert dat net oft.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà! Gesitt Der, ech sinn ëmmer frou, wann een nodréiglech Luef kritt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Dir hat nach gutt Recht, Här Henckes.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dann ass et esou, datt ee muss d'Prozedure verkierzen. Dat ass eng ganz grouss Evidenz. D'Méiglechkeet, déi hei elo virgesinn ass, déi differenzéiert sech par rapport zu menger Proposition de loi doranner, datt ech nach d'Délais d'appel alleguerten, d'Cour d'appel iwwerall eliminéiert hat, mä datt ech awer d'Zuel vun de Mémoiren zréckbehalen hat, déi initialement virgesi war.

D'Regierung geet elo hin, si huet proposéiert fir de Recours bei der Cour administrative a verschiddene Fäll ze erméiglechen. Mä si huet awer d'Zuel vun de Mémoirë verkierzt, sou datt ënnert dem Schlussstréch, wann een d'Bilanz zitt, eng Differenz vu knapp dräi Wochen tëschent menger Proposition de loi an där vun der Regierung stécht. Duerfir si mer och mat deem Projet de loi d'accord op deem Gebitt, wou et heescht d'Prozeduren ze verkierzen, wat absolut am Intérêt vun de Leit ass.

Deen zweeten Deel, dee muss eliminéiert ginn, dat sinn déi, déi manifestement en Abus maache vun den Demandes de droit d'asile, déi an zwee, dräi oder méi Länner eng Demande maachen. Et ass dach kloer, datt een net kann a verschiddene Länner Demandë maachen. Déi Demandë mussen irrecevabel erkläert ginn, an déi kënne géint kee Geriicht méi kloen, sauf an deem Land, wou se als éischt seng Demande gemaach huet. Do gëtt dann déi Demande nach instruéiert.

Et ass och wichteg, datt mer reagéieren op déi Invasioun vun de falschen Demandeurs d'asile, well dat am Intérêt ass vun deenen Demandeurs d'asile, déi wierklech politesch verfollegt sinn. Mir hate virdrun déi Debatt iwwert déi tierkesch Persoun, déi Kurdin, déi an hirem Land héchstwahrscheinlech verfollegt gëtt, déi schwéier Sanktioune riskéiert. Duerfir ass et wichteg, datt een deene Leit d'Méiglechkeet gëtt, fir sech hei ze verteidegen, fir sech hei ze schützen.

Dat ass och dat, wat dëst Gesetz elo virgesäit, mä op jiddfer Fall muss een och bedenken, datt wann een d'Dieren wäit op opléisst, och fir déi Leit, déi Abus vun der Demande d'asile maachen, dann huet dat e Käschtepunkt, deen enorm ass, wou ech leider ëmmer versicht hunn, fir erauszefannen iwwert de Budget, wat et géing kaschten. Mä vu datt dee Käschtepunkt total verdeelt ass iwwer eng etlech Ministèren, ass dat mer bis elo net méiglech gewiescht. Mä et schätzt een awer, datt et bis zu 50 Milliounen Euro d'Joer kéinte sinn. Duerfir ass et och wichteg, datt een déi Suen, déi een als Stat wëllt zur Verfügung stelle fir d'Demandeurs d'asile, datt een déi fir déi zur Verfügung stellt, déi et wierklech néideg hunn. Dat wëlle mer och vun dëser Säit aus begréissen.

Dann ass et och kloer, datt mer gesinn hunn, datt mer e gudden Deel vun deenen Demandeurs d'asile aus verschiddene Länner herno an de Condamnatiounen um Pénal wéinst Trafic de drogues an aner Delikter erëmfonnt hunn. An do gesäit een dann och, wou d'Problematik stécht. Dat heescht, wa mer falsch Demandeurs d'asile hunn, déi hei d'Prozedur abuséieren, déi herno an onse Prisonge landen, da kréie mer en zweete Problem: éischtens, eng Iwwerbevölkerung an onse Prisongen; an zweetens, datt déi Leit, wa se condamnéiert sinn, ganz oft net ausgewise kënne ginn. Do hu mer also d'Noutwendegkeet fir se, wa se hir Strof ofgesat hunn, dann aus dem Prisong erauszehuelen an an de Centre de rétention ze setzen, ier se kënnen an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn. Dat ass op jiddfer Fall eppes, wat néideg ass, wat och verständlech ass, a wou et absolut richteg ass, datt mer e Centre de rétention virgesinn.

Dat Eenzegt, wat ech vun der Regierung wëll wëssen, dat ass: Wou kënnt dee Centre de rétention hin? A wéini soll e kommen? Dat ass eng Fro, déi natierlech berechtegt ass, wann een e Projet de loi, e Gesetz soll stëmmen, wou déi Problematik hei uklëngt, wou e Centre de rétention virgesinn ass. Mä ech weess awer net, datt de Bauteminister elo schonn e Projet de loi déposéiert hätt, fir dat dote virzegesinn. Et ass also wichteg, datt, wann ee wëllt dësem Gesetz seng voll Bedeitung ginn, een deen Ablack och weess, wéini dee Centre de rétention wäert gebaut ginn a wouhinner e kënnt.

En anere Punkt, dee wichteg ass, dat sinn d'Accords de réadmission. Mir hu gesinn, datt déi viregt Regierung eng etlech Accords de réadmission schonn erabruecht hat. Ech hunn héieren, datt dës Regierung och en Accord de réadmission amgaange wier ze négociéiere mat dem Nigeria, notamment mat verschidden anere Länner. Och do wier ech relativ interesséiert, fir gewuer ze ginn, wéi wäit mer an deene Prozeduren do sinn.

Ofschléissend, Här President, wëll ech soen, datt ee muss wëssen, wat ee wëllt. Entweder wëllt een d'Prozedure verkierzen oder net. Entweder wëllt een den Abusën en Enn setzen oder net. Mir mengen, datt dëst Gesetz e gutt Gesetz wier an dofir wäerte mer och onsen éischte Vote bekräftegen, andeem mer och dës Kéier d'Gesetz wäerte stëmmen.

Wat d'Motioun ugeet vun de Majoritéitsparteien, si mer bien entendu och bereet, déi mat ze droen, well et wichteg ass, datt mer eventuell eng Revisioun vun der Asylprozedur duerchhuelen, deen Ablack, wou déi Direktiven, déi an Négociatioun sinn, hei an ons Gesetzgebung missten afléissen.

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Dir eng Fro vum Här Braz?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn dem Här Henckes natierlech opmierksam nogelauschtert an ech deele jo seng Aschätzung op dësem Punkt praktesch ni, mä wann hie seet, et muss ee wëssen, wat ee wëll, do wollt ech hien da just froen, wéi e sech dann erkläert - ech huele jo un, dass Dir da selwer zu där Maxim stitt -, firwat dass en an der Kommissioun bei dësem Text mat Nee gestëmmt huet an herno am Plenum mat jo? Sou vill zum Thema: Et muss ee wëssen, wat ee wëllt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, de Grond dofir ass, datt mir verlaangt haten, datt mer déi Règlement-grand-ducalë sollten zur Verfügung gestallt kréie virun dem Vote. Dat war net de Fall.

(Interruptions et hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat war d'Explication de vote, déi mer ginn haten.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet nach d'Wuert gefrot. Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President.

Wann den Här Henckes elo grad deen éischte Vote confirméiert huet, dann huet hien en awer nëmme vu véier Leit confirméiert, well ech beim éischte Vote scho kloer gesot hat, dass ech dat Gesetz do net géif stëmmen an dass hei per Procuratioun fir mech gestëmmt ginn ass, ouni dass ech domat d'accord war.

Plusieurs voix.- Oooohhhhh!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat emol zum éischte Vote.

An ech deelen awer komplett dem Här Bettel…

Une voix.- Dat do ass eng Provokatioun!

(Interruptions et brouhaha général)

M. le Président.- Loosst den Här Jaerling schwätzen, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- …seng Meenung iwwert d'Violatioun vun de Rechtsprinzipien. Ech mengen, dat ass een elementare Punkt, wou ee kloer ka soen, dass een domadder net kann d'accord sinn.

Eppes, wat awer hei ni zur Diskussioun stoung a wat och ni oder scho laang net an d'Diskussioun geworf gëtt, dat ass den Accord vun Dublin. Ech maache mer e bësse Gedanken doriwwer. Mir hunn en Accord vun Dublin, duerch dee mer theoretesch kënnte soen, hei am Land bräichte mer iwwerhaapt net eng Demande d'asile unzehuele vu Leit, déi net iwwert de Findel hei an d'Land komm sinn; dat ass mol kloer, do gëtt et en Accord.

A mir bréngen et einfach net fäerdeg, iwwert deen Accord ze kucken emol Problemer ze léisen. Well jiddereen, deen hei eng Demande d'asile mécht, muss jo seng Identitéit, säin Numm uginn, an do gesinn ech net, woufir mer do esou vill Problemer hunn, dass all déi Leit an déi Prozeduren do erakommen. Dat ass déi eng Saach.

Déi aner Saach ass: Mir hunn och mat deem Gesetz hei de Problem net geléist vun de Réckféierungen, well och wa mer Leit déboutéiere vun enger Demande d'asile, dann hu mer se och nach laang net dohinner zréck, wou se sollen hikommen. Dat heescht, si bleiwen hei, well mer hir Identitéit praktesch net kennen, well se falsch Nimm uginn an dann hu mer de Problem net geléist.

Mä, wat mech awer elo hei nach eng Kéier bestätegt, fir Neen ze soen - an nach méi bestätegt, fir

Neen ze soen -, dat ass dat, wat mer de leschte Méindeg hei gewuer gi sinn, nämlech d'Ausféierungsbestëmmungen zu deem Gesetz. Dat sinn déi Reglementer, wou dann am Beräich vun der Educatioun - wat den Här Braz scho gesot huet - engersäits do einfach déi Leit ofgeschobe ginn, an dann anerersäits, wou mer dann hei bestätegt kritt hunn, dass do och nach d'Léierjongen, wa se eng Léier ufänken - deux poids deux mesures -, déi eng kréien eng Léierentschiedegung an déi aner kréie keng.

An dat ka jo net sinn. Mir kënnen awer net higoen, wa Leit an enger Prozedur sinn, dass mer da soen, déi, déi hei wunnen, dat si Léierjongen, déi kréien eng Entschiedegung, an déi aner, well se an enger Procédure d'asile sinn, déi kréie keng Léierentschiedegung.

Här Schmit, Dir braucht net de Kapp ze rëselen, dat hutt Dir hei bestätegt. Ech hunn Iech d'Fro gestallt. Also, Dir kënnt mer dat jo herno dann erklären, well ech si jo net där ganz Schlauer een, gell?

(Hilarité)

Mä op jidde Fall, ech soen Iech just dat, wat Dir hei gesot hutt. An dofir soen ech och, wéinst all deenen Ursaachen, déi ech elo hei opgezielt hunn, kann ech dat Gesetz do beim beschte Wëllen net stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Merci, Här President.

Mir sinn ons all eens, et geet hei ëm e wichtegt Gesetz. Et geet ëm e Gesetz, wat iwwer Mënschen handelt an iwwer Mënschen handelt, déi an onser Gesellschaft doudsécher net zu deene Privilegéierte gehéieren. Iwwer Mënschen handelt, déi, fir eng grouss Zuel vun hinnen, schwéier Épreuvë matgemaach hunn. An duerfir muss ech och soen - an ech sinn och völleg mam Här Mosar d'accord -, datt déi Resolutioun, déi Iech, dem Parlament, ënnerbreet gouf, och eng gewësse Sympathie vu mir huet, well dat weist, datt et an onser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg e Gefill vu Solidaritéit mat deene Leit gëtt, déi effektiv villes an hirem Liewen hu missen duerchmaachen.

Solidaritéit mat deenen, déi villes hu missen duerchmaachen, Solidaritéit mat deenen, déi fundamentaalt Recht op Asyl verdéngt hunn. A mir kënnen net iwwer Asyl diskutéieren ouni d'Aen opzemaachen an ze kucken, datt d'Situatioun e bësse méi komplizéiert ass, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt.

Mir hunn e Gesetz gemaach, wat fir d'éischt d'Rechter vum Demandeur d'asile konsolidéiert an, ech soen, éischter verbessert. Dat ass dat, wat hei an deem Gesetz drasteet, an net nëmmen ënner anerem - fir net op alles erëm zréckzekommen - d'Recht op Aarbecht. Jo, dat ass e Recht. All Lëtzebuerger huet net en absolut Recht op Aarbecht, mä zumindest e Recht, fir dierfe schaffen ze goen, wat bis elo fir déi Kategorie vu Leit net gegollt huet.

Recht op eng Formatioun, Här Jaerling. Et ass ganz sécher, datt all d'Demandeurs d'asile ënnert deene Konditiounen, déi virgesi sinn, an eng Formatioun professionnelle kënnen opgeholl ginn ënnert deene Konditioune wéi all aner Lëtzebuerger oder Résident hei zu Lëtzebuerg.

Nun ass et esou, datt och net all Résident hei zu Lëtzebuerg automatesch eng Plaz fënnt, fir an esou eng Formatioun ze kommen. Mä ech mengen, déi Reglementer, déi Dir jo a Fro gestallt hutt, déi weise ganz kloer, datt mer d'Rechter vun den Demandeurs d'asile op deene Pläng op jidde Fall verbessert hunn.

Ech kënnt mech och d'accord erklären, fir an d'Richtung vun engem Zürecher Modell ze goen, well et schwiereg wäert sinn, fir all deene Leit, déi an d'Situatioun kommen, eng Aarbechtsplaz oder eng Formatioun ze ginn, a fir ze probéieren, déi Leit op eng digne Aart a Weis ze beschäftegen, an hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, fir iwwert déi Indemnitéit, déi se souwisou kréien - an dat ass d'Äntwert op dem Här Jaerling seng Fro, deen elo net nolauschtert -, eng gewësse Verbesserung ze schafen.

Mir konnten awer op deenen zwee wesentleche Punkten net mam Conseil d'État d'accord sinn. An ech sinn e bësse verwonnert iwwert déi ganz Développementer iwwert den zweeten Degré de recours, sou wéi wann emol éischtens all déi Länner, déi déi zweet Recoursméiglechkeet net hunn, keng Rechtsstate méi wieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ouni elo wëllen hei an e Cours de droit administratif comparé ze verfalen, wëll ech awer hei rappeléieren, datt et an Holland eng Procédure accélérée gëtt - agefouert vun der liberaler Ministesch, menger gudder Frëndin d'Madame Verdonk -, déi 48 Stonnen dauert - net zwee Méint, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass - an déi een Degré de recours nëmme kennt.

(Interruption)

Neen. Déi een Degré de recours nëmme kennt…

(Interruptions et hilarité)

… an de surcroît, déi virgesäit, datt den Demandeur, deen an där Procédure accélérée ass, bannen enger Woch d'Land muss verloossen.

Une voix.- Schrecklech.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Dat ass also eng Situatioun, déi et an engem anere Rechtsstat hei an Europa gëtt. Mä ech halen net domat op.

Déi viregt däitsch Regierung huet fir eng Procédure accélérée - ech schwätzen ëmmer vun de Procédures accélérées - e System agefouert, wou ee bannen enger Woch muss e Recours maache virun engem Bundesverwaltungsgericht, een Degré, an deen ass net suspensiv. Deen ass net suspensiv, dat heescht, theoretesch kéint ee während där Woch schonn ausgewise sinn, wann een de Recours géint déi Procédure accélérée ënnerhuelen.

(Interruption)

Dat war eng gréng-rout Regierung, ech muss dat hei och zouginn. Dat ass also och fir ons Frënn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Den Här Minister seet grujelech Saachen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wëll och nach ee Wuert iwwert d'franséisch Situatioun soen, fir et ee fir allemol kloer ze maachen. Effektiv schéngt mer do eng Konfusioun ze sinn. Well et gëtt en Office français de protection des réfugiés et des apatrides,…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…an déi huelen d'Décisioun. Dat ass déi Administratioun, esou wéi de Ministère bei ons, déi d'Décisioun hëlt.

Une voix.- Très juste!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- An da gëtt et e Recours, an dee Recours fënnt statt bei der Commission des recours des réfugiés. An domat ass et dann och eriwwer. Dat ass ee Recours, een!

An et huet een en theoreteschT Recht op Cassatioun,…

(Interruption)

…an d'Cassation ze goen, voilà, beim Conseil d'État. An ech kann Iech soen, datt fir d'lescht Joer, fir 2004, vun 51.707 Demandeurs d'asile, déi e Recours bei der Kommissioun gemaach hunn, der 25 waren, déi bis bei de Conseil d'État gaange sinn. Well nämlech déi Prozedur beim Conseil d'État, déi kascht a Frankräich enorm deier, an d'Fransouse kennen net d'Assistance judiciaire, wéi mir dat hei praktizéieren, och fir d'Procédure accélérée.

(Interruption)

Elo froen ech Iech, Här Grethen, ech froen Iech elo…

(Interruption et hilarité)

Ech froen Iech, Här Grethen, wann dat d'Fro ass: Sidd Dir d'accord, datt mer d'Procédure accélérée ofschafen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…och fir déi, déi zu engem Drëttel onse Prisong bevölkeren an net pour des raisons…

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- …an net fir des raisons, an ech wëll net den Amalgame maachen, mä dat sinn awer och Realitéiten, déi een net einfach kann esou verschweigen. Ech mengen, Dir hutt Recht, mir hunn…

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, dat kenne mer. Den Här Bettel huet dat jo hei exposéiert…

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, den Här Minister agresséiert eis verbal! Eleng duerch säin Organ!

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech hätt gär eng Äntwert vun Iech…

M. le Président.- Lauschtert elo no! Loosst den Här Minister elo schwätzen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech hätt gär eng Äntwert vun Iech, an ech hu keng seriö Äntwert kritt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ma dach!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech mengen, et kann een net d'Situatiounen invoquéieren, déi a ganz Europa anerer sinn. Grad wann een héiert…

M. Henri Grethen *(DP).*- Wann all Mënsch Dommheete mécht, musse mir se net matmaachen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Et muss ee soen, iwwerall muss den Droit commun deen nämlechte si fir den Droit d'asile. Ech kann Iech zéng Beispiller nennen, ech hunn der elo hei schonn zwee opgezielt: An all deene Länner gëtt et spezifesch Juridictioune fir d'Demandeurs d'asile an net déi normal administrativ Juridictiounen, wéi dat bei ons de Fall ass. Dat ass och de Fall zum Beispill an der Belsch. D'Belsch huet eng spezifesch Juridictioun fir d'Demandeurs d'asile.

(Interruption)

Mä loosse mer elo de Cours de droit administratif comparé ophalen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Do kann ee Recours maachen, Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- …deen net suspensiv ass, dat heescht, Dir kënnt schonn ausgewise sinn, wann Äre Recours gesprach gëtt. Dat ass natierlech eng ganz agréabel Situatioun.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech fannen et immens, dass déi Sozialistesch Partei elo op eemol esou eng Astellung huet!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech soe just dat heiten: Mir hunn dat do gemaach…

(Interruption)

…fir déi richteg Demandeur-d'asilen ze protégéieren a fir déi Solidaritéit, déi mer hei am lëtzebuergesche Land brauche fir déi Politique d'asile, déi deene richtegen Demandeurs d'asile soll zegutt kommen, fir datt déi Solidaritéit mat deene Leit soll reservéiert bleiwen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir hu jo näischt dergéint!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- An all aner Theorien, déi net praktesch, déi vun de Realitéiten…

Une voix.- Ech fannen, dass d'DP extrem nervös ass a si huet keng Positioun. Si enthält sech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Minister seet Saachen, déi net wouer sinn!

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

(Brouhaha général)

Une voix.- Oh, Här Bettel! Schummt Iech!

M. le Président.- Här Minister, elo krut Der hei nach… Loosst den Här Minister elo fäerdeg maachen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Hie provozéiert permanent!

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Här Bettel, wësst Der, am amerikanesche Parlament nennt een dat „filibustering", he. An Dir sidd elo op esou Praxissen. An et wennt een ëmmer de Filibustering un, wann een à court d'arguments ass.

(Interruption)

Wann een à court d'arguments ass, dann ënnerbrécht een, Här Grethen. Ech kennen dat och.

M. Henri Grethen *(DP).*- Bei eisem Modell ass de Filibustering net ubruecht.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Wat ass dann Äre Modell, Här Grethen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ass dann de Conseil d'État och dat, wat Der mengt? Ass dat keng seriö Institutioun, wa se déi ganz Remarquen do maachen? Ass de Barreau keng seriö Institutioun, Här Minister? Sinn dat alles Leit, déi näischt verstanen hunn?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also, ech hätt gären, Här Bettel, dass mer eisen Toun heibanne mässegen an a korrekte Wierder…

(Interruption)

Jo, jo, jo! Dat op alle Säiten!

M. Henri Grethen *(DP).*- Maacht de Mikro aus, well ech ginn daf!

(Hilarité)

Wann dat do esou weidergeet, maachen ech nach hei en Hörsturz!

M. le Président.- Sou, elo komme mer zréck an, Här Minister, Dir fuert elo mat Ären Ausféierunge weider a mir lauschteren alleguerten no.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Neen, ech hat gehofft, datt ee miisst iwwer e Gesetz, wat e seriöe Background huet, wat e seriöe Sujet ass, datt ee miisst iwwer esou e Gesetz seriö diskutéieren. An datt ee mat seriöen Argumenter diskutéiert an datt ee mat seriöe Comparaisounen diskutéiert an net mat Provokatiounen an deelweis vläicht net Onwourechten, mä zumindest Argumenter, déi net besonnesch fundéiert a recherchéiert sinn. Mä domat halen ech op.

Ech wëll nach e Wuert soen iwwert de Centre de rétention, deen och e contestéierten Aspect ass. Éischtens, well den Här Mosar mech dat gefrot huet, hu mer ugefaang, dee Centre de rétention ze plangen am Sënn net reng administrativ. Mir hunn ons zesummegesat mat den ONGen, fir ze kucken, wéi mer esou e Centre de rétention kënnen organiséieren, fir datt en ebe précisément net e Prisong ass, fir datt d'Rechter vun den Asylanten an esou engem Centre de rétention absolut préservéiert sinn, datt se d'Méiglechkeeten hunn, Visiten ze kréie vun hirer Famill eventuell, vun hire Frënn, hire Bekannten, vun ONGen, vun dem HCR.

Mir sinn also amgaang e Konzept opzebauen, an ech wäert och, wann Der dat wëllt, der Chamber periodesch doriwwer Rechenschaft ofleeën, fir Iech ze informéieren, wéi d'Aarbechten ëm dee Centre de rétention do weiderginn.

Ech mengen, mir stëmmen hoffentlech haut dat Gesetz iwwert d'Asylrecht. An ech muss soen, d'Rechter vun den Asylante ginn duerch dat Gesetz verbessert. D'Rechter vun deenen, déi an enger normaler Prozedur bleiwen! Wat ëmmer hei gesot gëtt iwwert den doubele Recours, dee schafe mer jo net of! Wou huet een an deem Gesetz gelies, datt mer den double Recours géifen ofschafen? Mir schafen e just of an enger preziser Kategorie, fir déi, déi an eng Procédure accélérée kommen.

A mir ginn dem Tribunal en plus en Droit de réformation, a wann den Tribunal jugéiert, datt déi Décisioun, déi geholl ginn ass, fir een an eng Procédure accélérée ze setzen, net justifiéiert ass, dann huet en absolut d'Méiglechkeet, déi Décisioun net nëmmen ze annulléieren, mä se och nach ze reforméieren an domat eigentlech där Persoun d'Recht op de Statut vum Asylant ze ginn.

Ech mengen, d'Philosophie bleift déi heiten: absolut human, absolut offen - Lëtzebuerg ass e Land, wat offen ass fir déi Leit, déi an der Welt verfollegt ginn -, awer gradsou streng si mat deenen, déi wëllen d'Prozedure vum Asyl ëmgoen, andeem se hir Identitéit net präisginn, andeem se alles ënnerhuelen, fir datt net kann erausfonnt ginn, vu wou se kommen a wat wierklech d'Ursaache vun hirer Presenz hei zu Lëtzebuerg sinn. Streng awer human, dat bleift och muer ons Devise.

An ech soen, wat déi zweet Motioun ubelaangt, déi vun der Grénger Partei iwwert den Zürecher Modell, datt ech déi kann unhuelen, well et eng wichteg Kontributioun ka sinn, fir déi Leit iergendwéi an der Gesellschaft ze integréieren.

Ech si mer och bewosst, datt dat hei e Gesetz ass, wou een eng Evaluatioun néideg huet, datt mer

musse kucken, wéi mer dat Gesetz do kënnen applizéieren, compte tenu och vun deenen Evolutiounen, déi an Europa geschéien. Mir triede jo a fir en europäeschen Asylsystem, an duerfir schéngt mer déi Evaluatioun vun no zwee Joer, déi och virgesinn ass an där Motioun, déi richteg Approche ze sinn an och de gudde Wee fir eng human Asylpolitik, déi deenen Asyl gëtt, déi absolut d'Recht dorop hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zu de Voten. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert d'Amendementer, déi abruecht gi sinn.

Amendement 1

Den éischten Amendement ass vum honorabelen Här Bettel abruecht ginn. Wien d'accord ass mat deem Amendement, stëmmt Jo, wien dergéint ass, stëmmt Neen. De Vote fänkt un.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

(Interruption)

Et geet awer duer.

(Hilarité)

Amendement 2

Sou, mir kommen dann zum Amendement 2, och déposéiert vum honorabelen Här Bettel. De Vote fänkt un.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen, bei 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Martine Stein-Mergen;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Amendement 3

Da komme mer zum Amendement 3, ebenfalls déposéiert vum Här Bettel.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Amendement 4

Den Amendement 4, ebenfalls vum selwechten Auteur.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Amendement 5

Da komme mer zum Amendement 5 vum honorablen Här Bettel.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Amendement 6

Den Amendement 6, och vum Här Bettel.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Amendement 7

Da komme mer un den Amendement 7, deen den honorablen Här Braz déposéiert huet.

(Interruptions)

Jo, e gehéiert zu där ganzer Serie. Ech hu gemengt, Dir hätt en déposéiert gehat.

(Interruptions et hilarité)

Et ass also eng Kooperatioun tëschent dem Här Braz an dem Här Bettel, deen Amendement hei.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mir si gepacst fir d'Amendementen.

(Hilarité)

M. le Président.- Eng Koproduktioun. Esou, mir kommen elo zum Vote iwwert deen Amendement. Et ass den Amendement 7.

Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Mir stëmmen dann of am zweete Vote constitutionnel iwwert de ganze Projet de loi, deen am Document parlementaire 5437[13] steet.

Second vote constitutionnel

De Projet de loi ass am zweete Vote constitutionnel mat 41 Jo-Stëmme géint 8 Nee-Stëmmen, bei 11 Abstentiounen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner.

Da komme mer zu de Motiounen, déi déposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt zu där, déi den honorablen Här Fayot déposéiert huet.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Jo.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, dass déi Motioun mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl ass.

Motion 2

Da kënnt d'Motioun, déi den honorablen Här Braz déposéiert huet. Den Här Minister huet gesot, hie kënnt déi Motioun unhuelen.

(Interruption)

D'Motioun 2. Pardon?

(Interruptions)

D'Motioun 2.

Kënne mer da bei där Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Voilà, d'Unanimitéit ass fir d'Motioun.

Da komme mer zur Motioun 3.

Motion 3

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of.

(Interruption)

Jo, Här Braz?

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Den delegéierte Minister ass a sengen Ausféierunge virdrun op déi Grënn, firwat dass hien déi hei Motioun net wéilt unhuelen, net agaangen. Ech wär frou, wann ech awer kéint ee Wuert Erklärung kréien.

Une voix.- Awer just eent.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Vu datt den Débat sech e bëssen erhëtzt hat, hunn ech vergiess drop anzegoen.

Ech mengen, wa mer de Prinzip an e Reglement schreiwen, datt eng Formatioun d'office all Décisioun, fir ee vum Territoire ze éloignéieren, aussetzt, dann ass d'Gefor natierlech grouss, datt - an ech verstinn dat, dat ass kee Jugement, dat ass och keng Condamnatioun - probéiert gëtt d'Formatioun als eng Garantie ze hunn, fir emol net ausgewisen ze ginn, och wann een déboutéiert ass.

Mä et ass ganz evident, an Dir hutt et jo selwer gesot, datt kee Mënsch drun denkt een, dee virum Enn vu senger Formatioun steet oder eventuell och nach ee Joer Formatioun ze maachen hätt a bewisen huet, datt hien déi Formatioun seriö suivéiert huet, fir deen dann ze empêchéieren déi Formatioun fäerdeg ze maachen an dann eventuell heemzegoen, an esou mat engem Bagage heemzegoen, deen him eigentlech soll hëllefen, sech besser erëm a sengem Land ze insséréieren.

Mä et ass ganz schwiereg esou eng Dispositioun an d'Reglement ze setzen, an Dir hutt selwer vu Pratique administrative geschwat. Ech soen Iech ganz kloer, datt esou eng Pratique administrative, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, wäert applizéiert ginn.

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- ...grad mat deenen Ausféierungen, déi Der do ginn hutt, mengen ech, wär et näischt ze vill - ech wäert dat hei elo net an d'Längt zéien, Dir hutt Äre Standpunkt kloergemaach -, mä, ech mengen, et wär awer näischt ze vill, wann dat do souwisou dat wäert sinn, wat mer applizéieren, da géing et kengem wéidoen och an d'Reglement ze schreiwen, dass een ënner bestëmmtene Konditioune kéint d'Assiduitéit, wéi se déi Coursë besichen an esou weider, zum Prinzip derogéieren.

Dass de Prinzip esou festgehale gëtt aus enger Rei vu Grënn, dat ass jo net contestéiert ginn. Wat contestéiert ginn ass, dat ass, dass mer eng Formulatioun am Projet de règlement grand-ducal hunn, déi ultimativ ass. Eise Virschlag ass dranzeschreiwen, dass een dat ka par dérogation zum allgemenge Prinzip trotzdeem ënner bestëmmte Konditiounen dann awer handhaben. Dann hätte mer zumindest dat, wat Dir elo als Pratique administrative ukënnegt a wat mer hei och duerch Är Ausso festgehalen hunn, doduerch dass mer dat och einfach géingen op eng seriö reglementaresch Basis setzen, dass mer et esou géife schreiwen, wéi Der et wäert maachen.

(Interruption)

M. le Président.- Ech denke schonn, Här Braz, dass den Här Minister dat esou verstanen hat, an ech ginn dovun aus, dass mer elo kënnen zum Vote kommen iwwert déi Motioun?

(Assentiment)

Voilà. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen, 18 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Patrick Santer), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

S'est abstenue: Mme Vera Spautz.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, wou mer eis ëm d'Partnerschaftsofkommes mam Tadschikistan bekëmmeren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, ech wëll dat ënnersträichen. D'Wuert huet elo de Rapporter, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel.

8. 5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann et de Basismodell ass, wäert ech net zur Procédure accélérée iwwergräifen a wäert versichen Iech kuerz, awer mat e puer Detailer, dëse Projet ze erklären.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Et geet ëm den Accord de partenariat et de coopération zwëschent de Communautés européennes an hire Memberstaten op där enger Säit an der Republik Tadschikistan op där anerer Säit, wou iwwregens den Acte final hei zu Lëtzebuerg den 11. Oktober am Joer 2004 ënnerschriwwe ginn ass.

Wéi et zu esou engem Accord de partenariat komm ass, ass vläicht interessant. 1989 hunn d'Communautés européennes en Accord iwwert de Commerce an d'Coopération commerciale et économique mat der Sowjetunioun ënnerschriwwen. No der Desintegratioun vun der Sowjetunioun sinn d'Effete vun deenen Accorde prolongéiert gi mat deene Staten, déi dunn onofhängeg gi sinn, an am Mäerz '92 huet dunn de Conseil des Affaires générales der Europäescher Kommissioun den Uerder ginn nei Accorden auszeschaffen. Dës nei Accorde sinn eben déi APC, déi Accords de partenariat et de coopération, wat eng nei Form ass zwëschent deene klasseschen Accords de commerce et de coopération an den Accords d'association, déi mat osteuropäeschen an zentraleuropäesche Länner ofgeschloss gi sinn.

Dës Accords d'association beinhalten och eng Clause de libre échange a mentionnéieren d'Possiblitéit, fir der Unioun ze adhéréieren. D'APCen hunn dat net. Dat ass e groussen Ënnerscheed. Déi APCen, dat sinn och Accordmixten. Dat heescht, se couvréieren Domäner, déi d'Europäesch Unioun uginn, an et sinn awer och Domäner, déi ënner national Kompetenze falen. Duerfir musse mir haut och hei deen Accord approuvéieren, nodeem natierlech de Conseil no Avis conforme vum Europaparlament en och schonn approuvéiert huet.

Et si schonn där APCen mat néng Länner ënnerschriwwe ginn: Russland, Ukraine, Armenien, Aserbaidschan, Georgien, Kasachstan, Kirgisistan, Usbekistan a Moldavien. Dat hei ass also elo deen zéngten. An ech hoffen, dass mer an Zukunft och en eelefte kënnen ënnerschreiwen, an dat mat Wäissrussland, wann do eng Kéier demokratesch Verhältnisser herrschen. An ech hoffen, dass den internationalen Drock op déi Diktatur do weider unhält, an dass déi demokratesch Kräften do ënnerstëtzt ginn, fir dass mer deen heiten Exercice eng eelefte Kéier kënne maachen.

Tadschikistan ass e Land, dat 56-mol méi grouss ass wéi Lëtzebuerg a 6,7 Milliounen Awunner huet. Et huet Grenze mat Usbekistan, Kirgisistan, China, Pakistan, Afghanistan, an et huet eng interessant ethnesch Mixitéit: 62% sinn Tadschiken, 24% Usbeken, 8% Russen, 1% Kirgisen an 1% Tartaren.

(Coups de cloche de la Présidence)

An Tadschikistan ënnerscheet sech vun deene meeschte Länner an Zentralasien doranner, dass et keen Turkvollek ass, mä et ass e Vollek, wat eng Origine indo-iranienne huet. Wéi dat Land dunn onofhängeg ginn ass, war et guer net preparéiert dorobber. Du koum et zu enger Résurgence vum Islamismus, dee jo vun der Sowjetunioun ënnerdréckt ginn ass. An du koum et zu engem Biergerkrich. Deen huet laang ugedauert. 1994 huet d'UNO du vermëttelt, an et huet nach bis 1997 gedauert, bis et zum Fridde komm ass.

Tadschikistan ass doduerch nach ëmmer dat äermste Land an där Regioun. D'wirtschaftlech Schied vun deem Biergerkrich waren enorm: 7 Milliarden US-Dollar. Haut liewen nach 83% vun der Bevölkerung vun Tadschikistan ënnert dem Seuil de pauvreté, esou wéi d'Banque mondiale deen definéiert.

Grad duerch dëse Biergerkrich war et net méiglech an den 90er Jore zätgläich mat deenen aneren néng Länner esou en Accord ze ënnerschreiwen. Duerfir ass dee méi spéit komm. Do dertëschent waren dunn d'Attentater vum 11. September, an dunn ass sech iwwerluecht ginn, deen Accord nach e bësse méi wäit ze fächeren, an och Clausen, déi den Terrorismus an d'Massevernichtung ubetréffen, dra festzeschreiwen.

Ech kierzen elo, an ech soen Iech …

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Très bien.

M. Marc Angel *(LSAP) rapporteur.*- Ech wollt Iech awer nach soen, dass fir d'Mise en œuvre vun deem APC ze iwwerwaachen, zwou Institutiounen agesat ginn:

Eng op der exekutiver Säit, dat ass de Conseil de Coopération. Deen ass zesummegesat duerch Memberen vum Conseil vun der Unioun a vun der Europäescher Kommissioun, an natierlech vu Membere vun der tadschikescher Regierung.

An dann ass eng zweet d'Commission parlementaire de la Coopération, déi aus Membere vum Europaparlament an aus Membere vum tadschikesche Parlament zesummegesat ginn.

Voilà! De Statsrot erënnert a sengem Avis, dass mir als Europäer all Intérêt hunn, eis Presenz am Häerz vun Zentralasien ze renforcéieren. Et sinn och e puer Artikelen, wou et och ëm den Drogenhandel geet. An Dir wësst, dass Tadschikistan en Nopeschland vun Afghanistan ass, an dass dat déi Voie ass, wou ganz vill Heroin aus dem Afghanistan transitéiert. Duerfir, dee Punkt ass och wichteg.

Une voix.- Gitt nach d'Zoustëmmung vun Ärer Fraktion.

M. Marc Angel *(LSAP) rapporteur.*- Voilà! Ech wollt soen, genau wéi de Statsrot Iech et recommandéiert, dëse Projet ze approuvéieren. Ech wollt dann och den Accord gi vun der LSAP-Bänk. An ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech wëll dem Här Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech hunn op alle Säite vun alle Fraktioune vill Zoustëmmung dofir gesinn. A wann ech dervun ausginn, datt d'Regierung näischt Wiesentleches méi bäizefügen huet, da kënne mer direkt …

(Hilarité)

… kënne mer direkt zum Vote …

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ausser fir dem Här Rapporteur Merci ze soe fir dee ganz gudde Rapport!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, da komme mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Patrick Santer), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. François Maroldt), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Weiler), Lucien Thiel (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Norbert Haupert);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Fernand Diederich) et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

M. le Président.- Voilà! Et ass esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut. Nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.18 heures)

«Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

Ordre du jour

1. Communication
2. Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général

   (Exposés des Ministres - Débat - Motions)
3. 5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004

   (Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes - Résolution - Vote)
4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes

   (Vote)
5. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Merci, Här Minister.

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, a déposé au Greffe de la Chambre, en date de ce jour, le projet de loi N°5565 portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

Op Ufro vun der Regierung féiert d'Chamber haut de Mëtten eng Konsultatiounsdebatt iwwert den Tram an der Stad Lëtzebuerg an d'Schinnennetz am grousse Ganzen. Bei dëser Debatt ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Helminger, den Här Schreiner, den Här Bausch, den Här Henckes, den Här Angel, den Här Mehlen an den Här Negri. Mir fänken d'Debatt u mat engem Exposé vum Här Transportminister Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général

Exposés des Ministres

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Mobilitéitskonzept vun der Zukunft, dat en „modal split" vu 25% fir den öffentlechen Transport méiglech mécht, sech an d'Entwécklungskonzept IVL integréiert, den Émwelterausfuerderunge Rechnung dréit, finanziell tragbar an technesch méiglech ass, ass d'Realiséierung vun engem liichten Tram an der Stad, verbonne mat der absoluter Noutwendegkeet vun de Gares périphériques, der intelligenter Vernetzung mat dem Bus an dem Ausbau vum nationale Schinneréseau duerch ënner anerem nei Strecke vu Lëtzebuerg op Esch a vu Lëtzebuerg op Beetebuerg.

Domat hunn ech d'Einleitung widderholl, déi ech anlässlech vun der Presentatioun vun den Aarbechte vum Aarbechtsgrupp tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg gemaach hunn.

Ech hunn an deene leschte Wochen, no där Presentatioun, d'Iwwerzeegung gewonn, dass souwuel an der Bevölkerung wéi och am politesche Raum d'Gedold zu Enn geet an d'Zäit vun den definitiven Décisioune komm ass. Am „Lëtzebuerger Wort" huet de Leitartikler den 21. Mäerz ënnert dem Titel „Handeln, nicht diskutieren" a mam Verweis op d'Inaktioun an deene leschte 15 Joer, dat folgendermoosse kommentéiert: „Das ist einfach zu viel Zeit und beweist, dass die Entscheidungswege ausgerechnet im Land der kurzen Wege beunruhigend lang geworden sind! Diesen Luxus wird sich das Großherzogtum in wirtschaftlich und finanziell schwierigen Zeiten kaum noch leisten können."

Ech hoffen also, dass d'Debatt vun de Mëtten an d'Décisiounen, déi mer huelen, dësen Androck a virun allem dës Energie ginn, fir endlech zu Décisiounen an zu Realisatiounen ze kommen.

Meng zwee Virgänger am Amt vum Transportminister hu gutt Viraarbecht an deene jeeweilege Konzepter, déi se virgeluecht hunn, geleescht. De richtegen Duerchbroch musse mer allerdéngs elo packen.

Neel mat Käpp sinn an deene leschte Méint an enger Rei vun Décisioune geholl ginn:

- endlech konnte mer d'lescht Joer am Démarrage vum Projet vun der Verduebelung vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng nei Schinne leeën;

- endlech ass den Ufank vum Bau vum neie Centre de Remisage et de Maintenance vun der CFL ugefaange ginn;

- endlech, géing ech soen, sinn d'Viraarbechte vun dem Bau vun enger neier Gare op Esch/Belval ofgeschloss, a konnt mat enger provisorescher Léisung erreecht ginn, dass d'Eisebunn déi Éischt um Site vun de Frichë war;

- mat neiem Fuermaterial op der Eisebunn ass eng nei Attraktivitéit an, ech mengen, och an den Zuele konnten nei Clienten erreecht ginn;

- endlech hu mer, wann och nëmmen um Modèle de base, e konkreten Accord mat der Belsch zur Realiséierung vum Projet Eurocap-Rail;

- mir hunn e prinzipiellen Accord virun zwou Wochen erreecht fir d'Erëmopmaache vun der Streck vu Virton op Lëtzebuerg;

- e Freide konnt mam Accord „Sibelit", dem Korridor vun Antwerpen op Mailand, tëschent Lëtzebuerg, de Fransousen, de Belsch an de Schwäizer, e wichtege Projet op d'Streck bruecht ginn;

- a schlussendlech e Méinden hu mer mam Démarrage zu Beetebuerg vum intermodale Projet vun der Autoroute ferroviaire tëschent Beetebuerg a Perpignan, e wichtege Projet souwuel fir d'Eisebunn wéi, mengen ech, och fir d'Émwelt, op d'Schinne bruecht;

- an ech däerf soen, fir et net ze vergiessen, dass mer mat der Schafung vun der CFL-Cargo nei dynamesch Perspektiven och an de Frachtberäich vun der Eisebunn bruecht hunn.

D'Speisung vum Pluriannuel am Fonds du rail, souwuel wat den Entretien constructif wéi och wat d'Investitiounen ubelaangt, weisen dës och positiv Bewegungen aus a mussen dat och an deenen nächste Joren ausweisen.

Mir hunn elo d'Chance aus den Trëmp vun de Konzepter BTB an dem Strategiepabeier mobilitéit.lu awer och aus der Chance vum Konsens tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg dat Konzept ze strécken, wat eis endlech konkret weiderbréngt, an ech géing bal soen, wat eis endlech an d'21. Jorhonnert, wat d'Mobilitéitskonzepter ubelaangt, bréngt. D'Regierung wëllt dës Chance onbedéngt notzen.

Firwat déi Kurskorrektur vun deene leschte Wochen?

Éischtens den Accord am Juni 2005 fir e gemeinsamen Aarbechtsgrupp tëschent dem Stat, vertrueden duerch d'Ministèrë vum Transport, dem Aménagement du Territoire an dem Bauteministère op där enger, an der Stad Lëtzebuerg, op där anerer Säit, huet schnell gewisen, dass et méiglech wär eng Eenegung iwwer e gemeinsaamt Konzept fir d'Zukunft ze kréien. Ouni Tabuen, ouni vu vireran den Experten ze soen, wat geet a wat net geet, war et mat där Method méiglech, fir en eestëmegt Resultat ze kréien, an no Analys vun allen - ech betounen allen - Alternativen, déi säit Wochen, Méint a Joren um Dësch leien, d'Alternativ zugonschte vum liichten Tram ze décidéieren.

En zweete Grond fir déi Kurskorrektur waren déi zum Deel oniwwerwindlech Problemer beim Train-Tram-s-Konzept, wat souwuel à la base war vum BTB-Konzept wéi och vun deem vu mobilitéit.lu an de Gesetzer, déi zum Beispill am Dezember 2003 décidéiert gi sinn.

Dat huet ënner anerem dermat ze dinn, mat der Noutwendegkeet vun engem neie Sécherheetskonzept, dem ETCS-System, deen awer eréischt ab 2017 fäerdeg kënnt sinn; awer virun allem och ze dinn, mat de klengen, ze klenge Capacitéiten, déi den Train-Tram-s-Konzept virun allem op de Spëtzestonnen um Réseau géif mat sech bréngen, wat liicht och zu engem Stau op der Schinn kënnt féieren; huet ze di mat engem enorme Käschtenopwand vun deem Konzept, an huet och ze di mat der Beschränkung op zwou Afädelunge vun dem Train-Tram-s-Konzept op de Réseau, wat d'Gefor vu virprogrammëierte Retarden och um Réseau mat sech bruecht hätt.

D'Fro vum Konzept, d'Fro vum System, d'Fro vun den Tracen, souguer à la rigueur och d'Fro vun de Prioritéiten ass, war a wäert och ni fir mech eng ideologesch, keng parteipolitesch, jo souguer knapps eng politesch Fro sinn. Mä ech mengen et ass d'Fro, déi ze beäntwerten ass: Wéi kënnen, jo, wéi musse mer schnell, pragmatesch, effikass eng richteg Zäsur hin zur Prioritéit hei zu Lëtzebuerg zugonschte vum öffentlechen Transport erreechen?

An d'Äntwert oder d'Äntwerten op déi Fro kënnen nëmmen heeschen: Mir brauchen en intelligente Mix vun Zuch, Tram, Bus, Vëlo, Foussgänger an natierlech och dem Individualverkéier. Mir brauchen eng gerecht Verdeelung vum öffentleche Raum zugonschten, mat Prioritéit vum öffentlechen Transport. Mir brauche Konzepter, déi an anere Länner, an anere Stied säit Jore fonctionnéieren. Zum Beispill, dass Tram a Bus sech op enger Trace de Raum deelen, oder dass den Tram Prioritéit huet par rapport zu den Autoen. Konzepter, déi soss iwwerall ginn, ausser scheinbar zu Lëtzebuerg onméiglech wären.

Mir brauchen eng Äntwert op déi ekologesch Erausfuerderungen, déi ëmmer méi brisant ginn. Mir brauchen e Konzept, eng Revitaliséierung, och vun der Uewerstad hei an der Stad, awer och am Süden an an der Nordstad. Mir brauchen e bessert Konzept an e bessert Angebot fir d'Pendler. D'Regierung gleeft an ass iwwerzeegt, dass dat virleiend Konzept op sengen dräi Niveauen: Tram, de Gare-périphériquen an deenen neie Strecken op Beetebuerg an op Esch, de richtege Wee duerfir ass.

Mir hunn dräi Erausfuerderungen ze erfëllen:

1) Mir verschreiwen eis an all eise Konzepter a Rieden der nohalteger Entwécklung. Wat heescht dat an dësem Zesummenhang konkret? De Pilier vun der Ekonomie erwaart vun eis, dass mer eng zousätzlech, eng besser Attraktivitéit, besonnesch och fir d'Geschäftswelt an de Stied, hei an der Stad, mä och an de Stied vum Norden a vum Süden erreechen.

De Pilier économique verlaangt awer och vun eis, dass mer derfir suergen eng besser Mobilitéit ze kréien, déi et erlaabt, dass mer net Kompetitivitéitsverloschter hunn, doduerch dass d'Camionnetten an d'Camionen an de Staue stinn an onnëtz Zäit verléieren.

Am soziale Pilier vum Développement durable ass et evident, dass fir den Usager den öffentlechen Transport méi bëlleg, méi gënschteg ass, wéi den Individualverkéier, an dat praktesch an engem Facteur eent zu zéng. Awer virun allem wäerten déi Investitiounen, déi mer hei décidéieren, fir déi nächst Joren och Aarbechtsplaze crééieren, déi an dëser ugespaantener Situatioun um Aarbechtsmaart enorm wichteg wäerte sinn.

A schlussendlech am Pilier vun dem Environnement ass et an deene leschte Wochen a Méint evident ginn an deene Workshopen, déi vum Ëmweltministère organiséiert gi sinn, en vue vun der Strategie fir d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen, dass virun allem eng däitlech, eng evident Trendwend hin zu méi öffentlechem Verkéier par rapport zum Individualverkéier vläicht déi eenzeg Léisung ass, fir eis Engagementer vun enger Reduktioun vu minus 28% par rapport zu den Emissioune vun 1990 ze erreechen.

Op där anerer Säit soen eis d'Analysë vun de Resultater vu rengem Stëbs a Stéckoxiden, dass och déi Problematik virun allem an der Stad, mä muer och an aneren Agglomeratiounen eng ëmmer méi eeschthaft Problematik gëtt. Virun allem an deem Beräich muss et Schluss si mat der Theorie an ass d'Handelen enorm néideg.

2) Den IVL als dat endlech duerchduechtent Entwécklungskonzept vun eisem Land. Dat IVL-Konzept wäert déi Prinzipien, déi hei à la base dovunner sinn, an dësem Konzept iwwerhuelen:

- Virfahrt fir den öffentlechen Transport;

- „modal split" vu 25/75;

- awer virun allem och déi Harmonie ze erreechen tëschent: der Schafung vum Réckgrat vum Norden a vum Süden; der Äntwert op d'Pendler, virun allem duerch déi a mobilitéit.lu virgesinne Gare-périphériquen; engem vill méi héijen „modal split", dee wäit iwwer 25% muss goen an de Stied an an de Ballungsgebidder; a virun allem och dem Respekt vum Stadentwécklungskonzept vun der Stad Lëtzebuerg.

3) Déi drëtt Erausfuerderung, an ech hu se schonn erwähnt, ass déi vun der Verschmotzung vun der Loft, vun der Verpeschtung vun der Atmosphär; en eeschten, en drängende Problem. A loosse mer éierlech sinn: Mir hunn an deene leschten 20 Joer vill Geld investéiert a Gebaier an an d'Stroossennetz. Déi Investitiounen an nei Schinnennetzer, an en neit Mobilitéitszäitalter, dat awer och virun allem déi liewenswäert Grondlage fir d'Zukunft schaaft, sinn dobäi ze kuerz komm. Wa mer eisen zukünftege Generatiounen eng tant soit peu uerdentlech Liewensqualitéit wëllen erhalen, muss den öffentlechen Transport, muss d'Schinn - ob dat dann Zuch oder Tram ass - endlech elo Prioritéit kréien.

Mir hunn dräi Aktiounsniveauen ausgemaach, déi elo parallell effikass, ech géing bal soen, brutal musse virugedriwwe ginn:

Deen éischten ass deen - an den Aarbechtsgrupp schléit e vir, an d'Regierung an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg schléisse sech deem prinzipiell un - vun engem Konzept vum liichten Tram hei an der Stad Lëtzebuerg.

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, dass fir d'éischte Kéier säit laange Joren domadder e kloren Accord tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg um Dësch läit. Ech stellen och fest, dass d'Akzeptanz an der Stad, virun allem och an der Geschäftswelt, duerchwees méi positiv ass, wéi dat an deene leschte Jore festzestelle war.

D'Äntwert op d'Staue vun de Bussen: Do ass et evident, dass de Bus weider eng grouss Roll wäert spillen, souwuel an der Stad wéi och am RGTR vum ländleche Raum an d'Stad eran, mä dass et evident ass, dass, virun allem och wéinst deene schlechte Wäerter am Loftberäich, eng Alternativ op de groussen Achse par rapport zum Bus nëmmen den Tram ka sinn.

Ech stellen och fest, dass déi Variant, déi um Dësch läit, eng vill méi bëlleg an technesch méi einfach Solutioun ass, wéi déi, déi ugeduecht war mat der Variant vun Dummeldeng erop duerch den Tunnel op d'„Schëttermarial" a vun do op d'Avenue Kennedy.

An ech stelle virun allem och fest, dass mer heimadder en ausbaufäegt Konzept hunn, wou sech weider Modulen, au fur et à mesure vun der Akzeptanz, der Noutwendegkeet an de finanzielle Méiglechkeeten, herno kënnen ugeduecht ginn, mat all Kéier pro Module och e reelle konkrete Gain fir d'Usageren direkt ze erreechen.

Noutwendeg ass:

- an ech mengen, dat ass evident, an dat weess jiddfereen, dass mer heirunner mussen eng Upassung, eng Revisioun vun de Buskonzepter souwuel beim AVL wéi beim RGTR op dat neit Tramskonzept realiséieren;

- dass mer eng definitiv Beschlussfassung iwwert d'Tracéféierung solle kréien, ouni dass och hei iergendwellechen ideologeschen oder politesche Ballast soll drunhänken, mä objektiv soll gekuckt ginn: Wat si bei den Tracen, de Fluxen, déi mer do hunn, déi Äntwerten, déi mer do brauchen?

- Äntwerte fir den Individualverkéier, virun allem an der Noutwendegkeet vun der Neier Avenue an der Neier Bréck, déi zesumme mam Bauteminister mussen diskutéiert an erreecht ginn;

- mat deemselwechte Minister de Phasage mat den Aarbechte vun der Renovéierung vun der Neier Bréck ze kucken an auszeschaffen;

- och d'Asetze vun enger Gesellschaft mat kommerziell effikassem Charakter zum Bau an zu der Exploitatioun vun deem Tram;

- an natierlech och, dass de Stat, d'Stad Lëtzebuerg an all privat méiglech Investore sech iwwert

d'Opdeelung vun de Käschte mussen eens ginn.

Zu deem leschte Punkt sief gesot, dass et fir d'Regierung kloer ass, dass d'Stad Lëtzebuerg, well et sech ënner anerem - fir Eenzelner souguer virun allem - ëm en innerstädtesche Projet handelt, an dësem Konzept op allen Niveauë hir Plaz, also och hir Verantwortung muss iwwerhuelen. Grad esou kloer ass awer och, dass d'Roll vun der Haaptstad iwwer hir eigentlech Grenzen erausgeet, an dass och fir d'Erreeche vun engem „modal split" vu 25/75 op nationaler Ebene dat nëmmen duerch Investitiounen an der Stad, muer am Süden an an der Nordstad méiglech ass, an dass duerfir d'Verantwortung heifir natierlech och beim Stat läit.

Déi öffentlech Hand muss - an dat ass meng Iwwerzeegung - bei esou engem Projet vum Tram d'Mainmise behalen. Den Apport vu privaten Träger ass aus villen Ursaachen awer onëmgänglech. Dorunner däerf et keen Zweifel ginn.

Dëst Konzept kënnt och am Süden an an der Nordstad e gangbare Wee sinn. Mir hu mam Schäfferot vun der Stad Esch d'Asetze vun engem ähnlech gelagerten Aarbechtsgrupp, wéi deen, deen elo hei an der Stad geschafft huet, mat därselwechter Method ab Hierscht vun dësem Joer virgesinn an décidéiert.

Mir wäerten de 24. Abrëll den Nordstadgemenge verschidden Alternativen zu enger besserer Mobilitéit tëschent de Gemenge vun der Nordstad presentéieren. Doraus soll sech en offenen an transparenten Dialog erginn, wou natierlech och d'Méiglechkeet vun engem liichten Tram eng vun de méiglechen Optiounen ass, déi diskutéiert gi kann.

Den Tram - an dat soll den Ofschloss vu menge Kommentaren dozou sinn - huet a ville Stied vun Europa eng net méi ewechzedenkend Plaz eruewert. Meng Iwwerzeegung ass: Dat wäert och an der Stad Lëtzebuerg an doriwwer eraus esou sinn.

Den zweeten Niveau ass déi schnell Realiséierung vun de Gares périphériques. Mir hunn zwee grouss Problemer:

- wäit iwwer 100.000 Pendler all Dag, an nëmmen e „modal split" an dem Beräich vum Transfrontalier vu 4% öffentlechem Trafik par rapport zu 96% Individualverkéier;

- mir riskéiere mëttel- a laangfristeg eng iwwerfuerdert Gare centrale ze erreechen, wou mer Léisunge musse sichen.

D'Iddi vun de Gares périphériques, esou wéi ugeduecht am Konzept mobilitéit.lu, um Houwald, zu Zéisseng, um Kierchbierg an an engem gewëssene Mooss och zu Dummeldeng, ass also eng Äntwert op den direkten Uschloss vun de jeeweilegen Zones d'activités vun der Cloche d'Or, muer vum Ban de Gasperich, vun der Porte de Hollerich an natierlech och vum Kierchbierg. Et ass dat d'Äntwert op den Désenclavement vun der Gare centrale an de Quartiere vun der Ënnerstad an och der Uewerstad. Et wäert eng besser Attraktivitéit fir d'Pendler mat sech bréngen, awer, mengen ech, och eng Äntwert si fir vill Résidenten, déi aus dem Süden an aus dem Norden an d'Stad kommen.

Och wann, wéi scho gesot, mobilitéit.lu - wat e Strategiepabeier war - déi Projeten enthält, esou ass et net esou, wéi d'Leit et heiansdo mengen, dass een dann déi nächst Woche mat de Baggere ka kommen, fir dermat unzefänken. D'Planungsphas ass vis-à-vis vun deenen eenzelne Projeten eng ganz ongläich. A virun allem ass se bei eenzelne bei wäitem net wäit genuch fortgeschratt.

Wat d'Gare Houwald ubelaangt, si mer zurzäit deelweis op engem Niveau APS, Avant-Projet Sommaire. Et wäert ee Joer bis annerhalleft Joer dauere bis mer den APD, d'detailléiert Planung, fäerdeg hunn. De Projet de loi kënnt da bis Enn vun der Legislaturperiod hei deponéiert ginn.

D'Zéissenger Gare, do si mer an der Planung nach méi wäit hannendran, well et hei emol nach keen APS gëtt. Noutwendeg awer ass, en concordance mat den Aarbechten, am Rahme vum Eurocap-Rails-Projet, wou d'Belsch virgesinn hunn hir Streck ze renovéiere bis 2014, duerfir ze suergen, dass mer déiselwecht Planungsphas erreechen, fir dass de Projet och an dëser Legislaturperiod ka gestëmmt ginn an d'Aarbechte kënnen ugoen, fir dass se am selwechten Zäitraum wéi déi vun der Belsch kënnen ofgeschloss ginn.

En drëtte Projet ass deen, dass mer - trotz dem Gesetz vum Dezember 2003, an deem mer eng Streck um klassesche Réseau décidéiert hunn iwwer Sandweiler erop laanscht de Findel op de Kierchbierg - zwar do eng Streck décidéiert hunn, mä nach keng Gare hunn, well hei bis elo ausser e schwaarze Fleck soss näischt existéiert. Et ass also noutwendeg, dass mer do wou haut d'Foireshale sinn emol duerfir Suerg droen, éischtens eng Alternativ fir d'Foire ze fannen an zweetens dann och dee Projet iwwerhaapt emol auszeschaffen an en hei an d'Chamber ze bréngen, fir dass dee Projet och ka Realitéit ginn.

An Dummeldeng, wat natierlech duerch den Abandon vum Train-Tram-s-Konzept eng aner Nues kritt, mä wou virun allem en noutwendegt Buskonzept sech muss als Alternativ fir déi Leit, déi vun der Nordstreck aus an d'Stad kommen, erginn. Mir däerfen eis op allen Niveauen, bei der CFL, awer och an alle Ministèren, keng Zäitverloschter méi erlaben. Ech sinn zum Beispill ganz prezis der Meenung, dass bei de Gare-périphériquë laangwiereg Études d'impact comparatives net néideg sinn, fir dass mer och hei an de Prozedure weiderkommen.

An ech mengen och doriwwer eraus, dass fir déi Projeten, déi mer elo auszeschaffen hunn, net ëmmer déi beschten Architekten aus Europa mussen heihinner kommen, fir eis do Prunkbauten opzeriichten, mä dass funktionell Bauten och méiglech sinn,…

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- …fir dass mer an de Finanzéierungscapacitéiten och besser dostinn.

Déi drëtt Ebene betrëfft déi zwou nei Strecke vu Lëtzebuerg op Esch a vu Lëtzebuerg op Beetebuerg. Si sinn d'Réckgrat vun deem ganze Konzept, keng Fro. Si sinn awer och keng Virbedéngung fir d'Realiséierung vun aneren Deeler vum Konzept elo ze démarréieren an unzegoen. Den aktuelle Stand vun der Planung ass deen, dass op der Streck Lëtzebuerg-Esch den APS fäerdeg ass a souguer deelweis den APD op verschiddene schwierege Plaze konnt realiséiert ginn. Säit Ufank 2004 läit de Projet am Ministère vum Aménagement du Territoire fir d'Étude d'impact comparative ze maachen. Wann déi Prozeduren ofgeschloss sinn, kann de Projet de loi hei deponéiert ginn an esou schnell wéi méiglech och décidéiert ginn.

Wat d'Streck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg ubelaangt, si mer an der Planungsphas net esou wäit. Mir sinn amgaangen, den APS fäerdeg ze stellen, duerno dann den APD ze maachen, d'Étude d'impact comparative esou schnell wéi méiglech an dem Landesplanungsministère iwwert d'Bühn ze kréien, fir derfir ze suergen, dass se vläicht parallell och hei an der Chamber mat der Escher Streck kann décidéiert ginn. Ech wäert mer jiddefalls fest virhuelen, fir déi zwee Gesetzesprojeten zu béiden Investitiounen esou schnell wéi méiglech virunzebréngen, a si sollte wann nëmme méiglech an dëser Legislaturperiod dann och gestëmmt ginn.

Ech hunn déi dräi Niveauen - Tram, Gares périphériques, nei Strecken op Lëtzebuerg, op Beetebuerg an op Esch - skizzéiert. Ech betounen nach eng Kéier: Et geet also haut an dëser Debatt net ëm d'Priorisiérung vun de konkreten Aarbechten, wéini dass mer déi kënnen ufänken. Dat ass leider Gottes, géif ech soen, verfréit. Et geet drëm, d'Planung, d'Prozeduren, de gesetzgeberesche Prozess zu Enn ze bréngen. Munches ass muer parallell méiglech, munches léisst sech och duerch intelligent Finanzéierungsmodeller méi fréi attackéieren. Kuerzfristeg allerdéngs muss Tacheles geriet ginn, fir dass mer ouni Zäitverloscht op allen Niveaue wierklech weiderkommen.

Dat bréngt mech zu menger leschter Bemierkung. Ech wäert an deenen nächste Méint keng Schwéierfällegkeeten a Retarden, déi onnëtz sinn, do akzeptéieren. Jiddferee muss effikass a schnell schaffen, jiddferee muss all onnëtz bürokratesch Hürden esou schnell wéi méiglech huelen. Mir brauche fir all eenzelne Projet e prezisen Timing, deen dann och, wéi scho virdru gesot, brutal muss agehale ginn. An all Partner, öffentlech a privat - a privater hu sech virun allem beim Tramskonzept haut schonn ugemellt fir an deem Projet matzemaachen a matzeschaffen -, sinn dobäi wëllkomm. A virun allem mussen och Diskussiounen, vläicht souguer Négociatiounen tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg an och deenen anere Gemenge schnell ugaange ginn, duerchgefouert ginn an zu Enn bruecht ginn.

Meng Konklusioun, an ech widderhuele mech, ass, dass d'Regierung no intensive Berodungen iwwerzeegt ass, dass déi gläichzäiteg Realiséierung vum Tram an der Stad, d'Ausschaffung vu Konzepter fir de Süden an och d'Nordstad, déi intelligent Vernetzung mat dem Bus an den Ausbau vun den nationale Schinneréseauen, virun allem dee vun de Gare-périphériquen, dee richtege Konzept ass, dee mer elo unzegoen hunn.

Schéi wär et wann den Transportminister no der Debatt vun haut kënnt décidéieren, ob hien e Méindeg mat den Aarbechten a mat de Baggeren éischter bei deem engen oder bei deem aneren ufänkt. D'Mandat vun haut ass déi Kursännerung, déi Kurskorrektur, déi mer maachen am Konzept hin zum liichten Tram, d'Mandat zur intensiver Ëmsetzung vun der Planung respektiv de gesetzgeberesche Prozess op allen dräi genannten Ebene weiderzeféieren.

De Konsens fir dëst Konzept ass derbäi sech ze maachen, souwuel dobaussen an der Bevölkerung wéi och am politesche Raum. Doraus sollte mer déi Energie an déi Motivatioun huelen, fir endlech an en neit Mobilitéitszäitalter eranzekommen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Dann huet de Minister zoustänneg fir den Aménagement du Territoire nach d'Wuert gefrot, den Här Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Landesplanungsminister ass an dësem Dossier och gefuerdert, an duerfir wollt ech kuerz op d'Problematik Tram am Kontext IVL agoen, nodeems d'Propose vum Aarbechtsgrupp generell bei der Regierung a bei der Stad Lëtzebuerg, dat kann ee roueg soen, gutt ukomm sinn, mat engem Préjugé favorable beduecht goufen, wouriwwer ee sech freeë soll, well elo no annerhallwem Jorzéngt Studéieren an Diskutéieren endlech eppes Konkretes, eppes Décisives fir den öffentlechen Transport ka passéieren. Ech wëll mech do gären deene Wierder vu mengem Kolleeg aus der Regierung, dem Lucien Lux, ralliéieren. Hien huet Iech dat jo och elo erklärt.

Et muss awer elo nach gekuckt ginn, awéifern dësen Tram kompatibel ass mam IVL. Strukturell besteet heirunner am grousse Ganze keen Zweifel. Am Detail mussen awer nach eng Partie Elementer gepréift ginn, esou zum Beispill d'Desserte vum Uelzechtdall nördlech vun der Stad Lëtzebuerg an awer och d'Desserte ënnerhalb vun der Südstad. Dëst wäert och an deenen nächste Méint am Kader vum interministeriellen Aarbechtsgrupp vum Plan sectoriel „Transports" geschéien. An da muss den IVL am Kader vu sengem Monitoring deementspriechend am Respekt vu sengem inhärente raimleche Modell fortgeschriwwe ginn.

Ënner inhärentem raimleche Modell verstinn ech Lëtzebuerg als eng polizentresch Stadregioun am Landschaftsraum mat nees eng Kéier der Zentralachs, déi mer alleguerte kennen, Süden, Haaptstad, Nordstad, an och seng raimlechstrukturell Eckwäerter mussen iwwerpréift ginn. Dat ass den „modal split" 25/75, den Awunnerzeenario an dann natierlech och déi raimlech Awunner an Aarbechtsplazzeenarien: Wou gi mer wunnen? Wou gi mer schaffen? Dëst alles muss nach gekuckt ginn.

Wat awer kloer ass, dat ass, dass déi modern Garen, esou wéi se laut IVL och gebraucht ginn, déi sou genannte Plates-formes multimodales, mussen explizit, fir net ze soe prioritär an de Plang, dee mer fir eist Land maachen, integréiert ginn. Et handelt sech heibäi ëm déi sou genannte Gare-périphériquen: Zéisseng, Houwald, Kierchbierg, awer och d'Gare centrale vun der Stad Lëtzebuerg oder d'Garë vun Esch, vu Belval/West an och natierlech d'Gare vun Ettelbréck fir d'Nordstad. D'Iwwerleeunge ronderëm den Tram hu kloer gewisen, dass dës Garen eng entscheedend Roll beim Fonctionnéiere vun engem Gesamtkonzept fir den öffentlechen Transport spillen. Si sinn och e wichtege Garant fir d'Kompatibilitéit vum Tram mam IVL-Konzept a si mussen als alleréischt Prioritéit realiséiert ginn. Si sinn am Fong geholl den A an O vun deem Ganzen, an ech géif bal soen, keen Tram ouni Gare-périphériquen.

Duerch de Plan sectoriel „Transports" sollen da landeswäit déi integrativ richteg Weichen a puncto nohalteg Transportentwécklung gestallt ginn, mat dem Zil, wat mer alleguer kennen, 2020 25% vun de motoriséierte Persounentransporter am öffentlechen Transport ze bewältegen an awer och de Prozentsaz vum net motoriséierten Transport, där sou genannter Mobilité douce, staark an d'Luucht ze drécken.

A wann een d'Entwécklung um Frontaliersmarché elo kuckt - a mir sinn amgaang dat ze kucken -, da gesäit een, dass mer eis am Pendlerzeenario bewegen an dass mer schonn zwee Joer Avance hunn. Dat heescht, mir hu scho méi Leit am Land, déi eriwwer schaffe kommen, wéi mer dat geduecht hunn am Joer 2002. An da weess een also, dass et net einfach gëtt, fir d'Prioritéiten ze setzen, a si mussen dann och deementspriechend konsequent a richteg gestallt ginn.

An deem Kontext, menge mir, ass den Tram an der Stad e wichtegt Element an dësem ganz komplexe Puzzle. Den Tram an der Stad ass net alles, mä hie bréngt der Stad an hirer Agglomeratioun munches à terme, well wat elo vum Aarbechtsgrupp proposéiert gëtt, och wat de Réseau ugeet, ass jo nëmmen en Ufank. An Zukunft kann a muss een, wann ee sech konsequent ass, den Tramsréseau jo och weider an d'Agglomeratioun ausbauen, an d'Agglomeratioun vun der Haaptstad. Do wunnen ëmmerhin, wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren, 145.000 Awunner an et sinn 175.000 Aarbechtsplazen hei. Et muss een also ganz kloer soen, den Tram huet also méi wéi eng lokal Bedeitung.

Den Tram kann technesch a muss an eisen Aen och landesplaneresch mëttelfristeg an déi zwou aner urban Ballungs- an Entwécklungszentren exportéiert ginn - den Transportminister huet dat och schonn annoncéiert -, an d'Nordstad an och an d'Südregioun. Do mussen Iwwerleeunge gefouert ginn. Landesplaneresch gesi kann een awer nëmmen eppes Substanzielles an engem Gesamtkonzept brénge mam Zuch iwwert d'Garepériphériquë gekoppelt, an och nëmmen esou ass landeswäit den Tram als IVL-kompatibel erwisen.

An der Stad ass den Tram IVL-kompatibel, dat ass kloer. E bréngt méi Urbanitéit, e bréngt méi Attraktivitéit, e bréngt méi Liewensqualitéit, och fir ze wunnen, e bréngt och méi Mixitéit, an ech mengen och, dass deen „modal split", dee mer innerstädtesch gär hätten, 50/50, och doduerch an d'Luucht geet, à condition awer, an dat ass wichteg, dass een eng gesamt Opération urbaine hei an der Stad mécht, dass een dat Ganzt also als eng Opération urbaine apäkt a sech net scheit eventuell nei Weeër ze goen, fir d'Tramsspur esou wäit wéi méiglech vum reschtleche Verkéier ofzeschiermen. Dat ass ganz wichteg.

Den Transportminister huet deen Aspekt och schonn ugeschwat. Hei muss d'Stad Lëtzebuerg also konsequent, besonnesch och an hirem zentrale Beräich, eng nei a courageiert integrativ Stadentwécklung ustriewen. Mam Leeë vu Schinnen also geet et nach laang net duer.

Esou eng Démarche kann da sécherlech a wäert och sécherlech zur Attraktivitéit vun eiser Haaptstad bäidroen, wat natierlech och international eng Plus-value gëtt. An iwwerhaapt wëll ech deen Aspekt ervirsträichen, dee vun engem psychologesche Méiwäert a puncto öffentlechen Transport, deen een duerch den Tram ka kréien. Well duerch hien, mengen ech, kann net nëmme qualitativ, mä och duerch seng Akzeptanz an de Käpp vun eise Bierger, vun de Leit, do kann, mengen ech, e ganz wichtege Schratt gemaach ginn um Wee op den „modal split" 25/75, dee mer eis als Zil gesat hunn.

D'Landesplanung an d'Politik kënne sech also net an engem Land domat offannen, dass d'Stad géint d'Land oder d'Land géint d'Stad géifen an eng Diskussioun geféiert ginn; dat mécht landesplaneresch kee Sënn. Mä et ass awer och kloer, dass op kee Fall d'Haaptentwécklungsachs - laut IVL, ech widderhuelen et nach eng Kéier, Esch, Haaptstad, Nordstad - wéinst dem Tram ka vernoléissegt ginn. Duerfir wëll ech an deem Kontext nach e puer Wierder och iwwert déi direkt Schinneverbindung tëschent Esch an der Stad Lëtzebuerg soen.

Fir d'alleréischt ass et esou, dass fir de Moment déi raimlech Impaktstudië vum Aménagement du Territoire gemaach gëtt, an och hei ass e Variantevergläich a puncto Ëmweltimpakt duerchgefouert ginn. Well mer elo awer nees nei Elementer op den Dësch kritt hunn, nei Kaderelementer, verléiere mer natierlech Zäit, mer kréien eng zäitlech Verzögerung bis mer déi Resultater elo kréien. Däers soll ee sech bewosst sinn.

De Gewënn vun dëser Verbindung, déi een tëschent der Stad Esch a Lëtzebuerg mécht, dee kann een zäitlech an a Capacitéit ausdrécken oder och an deenen zwou Saachen. Wann een zäitlech wëllt eppes gewanne bei enger Neibaustreck, kann dat awer nëmme

substanziell géintiwwer enger moderniséierter bestehender Verbindung ausfalen. Dat ass fir eis kloer, wann een eng direkt Schnellverbindung tëschent Belval/Ouest an Zéisseng baut. Hei gëtt et awer gréisser technesch an och finanziell Hürde fir dësen Direktuschloss op de Site Belval hinzekréien.

Et muss een also eng Detailanalys maachen, wat dat genau bedeit. Déi muss gemaach ginn, an da muss och gekuckt ginn, ob dës Optioun finanziell drobar ass, an da muss d'Politik eng Entscheedung huelen, ob esou eng nei S-Bahn-ähnlech Direktverbindung tëschent Zéisseng an Esch/Belval et bréngt oder ob eng Moderniséierung vun der bestehender Streck besser ass. Déi Fro muss beäntwert ginn.

Wann ech elo kucke wat d'Capacitéitsvergréisserung ugeet, do weess ech, dës Fro, déi stellt sech à terme. Et ass zwar keng Urgence, mä am Fall vun enger Neibaustreck via Esch-Gare, wann dat méi sënnvoll wär a méi prioritär misst sinn, da muss een do kucken, wéi ee moderniséiert oder net moderniséiert, ob een do via Beetebuerg, dee Wee geet. Déi Froe musse beäntwert ginn an dat si Froen, déi sinn an eisen Aen deemnächst ze stellen.

Schlussendlech, wann een déi ganz Problematik Lëtzebuerg-Esch mécht, muss een awer och wëssen, dass déi Streck Esch-Lëtzebuerg duerch e Grénggürtel geet, déi sou genannte Zone verte interurbaine, déi tëschent der Stad an der Südregioun läit. An hei ass et also am Hibléck op eng nohalteg raimlech Entwécklung net ubruecht, vill Haltestellen an deem Deel do ze maachen, well soss géif een eng weider Zersiedelung kréien, an dat wier net gutt an esou enger wichteger grénger Zon. Dat soll een also net encouragéieren. An anere Wierder huet een hei also och Limitatiounen, wat d'Passagéierpotenzial op dëser Streck ugeet.

An dësem Kontext muss ee sech dann och froen, wat dat dann heescht an Zukunft, wa mer wëllen eng Kéier en Train-Tram maachen, well bei dëser Problematik vill Froe sech do stellen. Fir eis ass et kloer: Hei ass e klengen, awer richtege Schrëtt an déi richteg Richtung, deen hei gemaach gëtt. Et sinn nach vill Iwwerleeungen ze féieren - ech mengen, ech hunn déi elo hei gemaach -, mä et heescht elo handelen, an dat gëtt jo haut gemaach.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut steet den öffentlechen Transport am Mëttelpunkt. Fir d'CSV huet den öffentlechen Transport eng grouss Wichtegkeet, an esou ass et och evident an noutwendeg, dass mir eis iwwert d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Eisebunn als ee vun deenen Haaptacteuren am öffentlechen Transport mat Bléck an d'Zukunft asetzen an dat och tatkräfteg énerstëtzen.

Am Regierungsprogramm huet d'CSV-LSAP-Regierung sech kloer fir eng verbessert Mobilitéit ausgeschwat. Souwuel de Persounenwéi och de Gidderverkéier wäerten an deene kommende Joren ëmmer méi eng wichteg Roll spillen an eng vun eisen Haaptprioritéiten am öffentlechen Transport duerstellen. Vill ze laang huet de Schinneverkéier politesch eng Nieweroll gespillt. D'Fakte vun haut beleeën, dass an deene leschte Joren d'Prioritéiten anescht gesat goufen, andeems héich Investissementer an de Stroosseverkéier gefloss sinn, woubäi d'Entwécklung vum Schinnentransport vill ze kuerz koum.

Haut wësse mer, dass dat vläicht net grad dee richtege Wee war. D'Ëmweltproblemer, Kyoto, Stauen op eise Stroossen, d'Accidenter op der Strooss an esou weider, alles dat sinn d'Beweiser. Mir als CSV entdecken d'Transportmëttel vun der Eisebunn zwar net nei, mä mir wäerten d'Eisebunn op, andeems mer en Entwécklungskonzept vun engem regionalen an nationale verbesserte Schinnennetz propagéieren.

Fir der Schinn allerdéngs eng reell Chance ze ginn, mussen d'Viraussetzunge vu faire Wettbewerbsbedéngunge geschafe ginn, wat en Ausbau vun eiser Schinneninfrastruktur un déi neisten technologesch Ufuerderunge beinhaltet. Dëst war och ee vun deene Grënn, firwat d'CSV den Transportminister Lucien Lux ënnerstëtzt huet, fir d'Grënnung vun der CFL-Cargo am Fretberäich op d'Pist ze kréien; och wéi mer nach dës Woch gesinn hunn, dass déi Streck Beetebuerg-Perpignan, de Camion op den Zuch, dass dat och weider positiv Akzenter sinn, fir dat kënnen ze realiséieren.

Och am Persouneverkéier ass et wichteg, elo déi richteg Décisioune fir d'Zukunft ze huelen. Den IVL huet kloer ënnermauert, dass d'Schinn d'Réckgrat vum öffentlechen Transport duerstellt. Dräi verschidde Piliere sinn am Entwécklungskonzept ze betruechten: den internationalen, den nationalen, dee regionale respektiv lokalen.

Beim internationalen, deen eis zwar zu dësem Moment manner beschäftegt, ass et awer gutt, dass déi belsch Regierung elo endlech eng Entscheedung betreffend den Eurocap-Rail geholl huet. Allerdéngs bedauere mir, dass se sech fir déi méi kleng, déi méi kuerz Variant entscheet huet. Déi belsch Säit propagéiert en Timing vun 2007 op 2014. Dat bedeit konkret fir eis, dass d'Lëtzebuerger Eisebunnsnetz spéitstens muss 2011 mat den Aarbechten ufänken, fir dass eist Netz och 2014 fäerdeg ass, net dass eis belsch Kolleegen nach op eemol virun eis fäerdeg sinn, well dat wier net esou gutt. Niewent deenen Aarbechten um Réseau bedeit dat awer och, dass an deem gläichen Otemzuch muss eppes gemaach gi wat de Bau vun der Gare Zéisseng ubelaangt.

D'Ubanne vum Réseau Waasserbëlleg un d'Stad Lëtzebuerg klappt relativ gutt. Wichteg wier et allerdéngs do, wa vun däitscher Säit aus onbedéngt déi néideg Moderniséierung schnellstens géing an d'Wee geleet ginn. Obschonn dat net an eisen Hänn läit, fuerdere mer d'Regierung op, duerfir ze suergen, mat deenen däitsche Kolleege Kontakt opzehuelen, well nëmmen esou mécht et Sënn, am Kader vun der Groussregioun och e gudden öffentlechen Transport ze garantéieren, an dat am Zesummenhang mat eisen däitschen Noperen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wat de Grenzverkéier ubelaangt, esou konnt d'Ubannung u Frankräich a leschter Zäit zwar verbessert ginn, obschonn dëst eng ganz Rei vun negative Répercussiounen am Anhale vun den Horairen am nationale Persounentransport mat sech bruecht huet. Ganz besonnesch concernéiert ass hei déi Escher an déi Diddelenger Streck, wou elo ëmmer méi oft Retarden opkommen an den Zuch méi spéit an der Stad ukënnt, wat drop zréckzefëieren ass, dass déi franséisch Zich Prioritéit hunn. Mä dat dréit awer net onbedéngt eppes Positives dozou bäi, fir d'Leit vu Beetebuerg, Diddeleng an Esch op den öffentlechen Transport, dat heescht op den Zuch, ze kréien.

Dagdeeglech kommen 140.000 Frontalieren an eist Land schaffen. Déi schwiereg Situatioun vum öffentleche Grenzverkéier schwätzt allerdéngs - an ech hunn et jo elo just erkläert - net grad fir den öffentlechen Transport fir d'Frontalieren. Hei wier et un der Zäit, eng ganz Rei Efforten ze maachen, andeems mer de Service Schinn fir déi vill potenziell Clienten, fir déi vill Frontalieren, déi mer do hunn, an och Résidenten, an alle Facetten däitlech maachen an duerfir suergen, dass d'Schinn un Attraktivitéit gewënnt. Mir mussen de Leit Argumenter ginn, fir op de Service vum öffentlechen Transport zréckzegräifen.

Am nationale Beräich setzt d'CSV sech fir d'Realisatioun vu gréisseren Opfangparkingen an. An dat heescht op deene verschiddenen CFL-Knuetpunkter, wou grouss Garë sinn, dass do och déi néideg Parkinge musse bestoen. Mir stelle jo fest, a verschidde Gemengen, déi erliewen dat Dag fir Dag, dass hir Leit keng Parkplaze méi an hirer Uertschaft fannen, well déi de ganzen Dag besat sinn, well d'Leit do op den Zuch ginn. Do geet et net duer, dass mer d'Garen do hunn, mä mer musse gläichzäiteg och Opfangstrukture fir d'Leit schafen, well wa se alleguerten d'Flemm hunn, wa se wéi laang no enger Parkplaz gesicht hunn a se fanne keng, da fuere se léiwer direkt mam Auto an d'Stad. Duerfir wier et wichteg Opfangparkingen op deene Knuetpunkter ze maachen. Eng weider Méiglechkeet wier et déi lokal Garen op verschiddene Plazen am Land auszebauen, an domadden och déi eenzel Regiounen ze valoriséieren.

Fir en effikassen öffentlechen Transport suggéréiert d'CSV also d'Schafe vu lokale Sammelpunkte respektiv, wéi am IVL virgesinn, grouss Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsréseau. Hei mussen den RGTR-Transport mat der CFL, de Privatbussen, an och den aneren öffentlechen Ubidder aneneegräifen. Wéi en Zännrad an enger Auer muss dat klappen. Well nëmmen esou kënne mer en optimale Service um Client garantéieren.

Erlaabt mer e ganz cocasset Beispill vun engem Trajet do virzebréngen, dat ass Réimech-Lëtzebuerg Gare. Do si Leit, déi schaffen a verschiddenen Industriezonen a si fuere fir d'éischt mam RGTR bis an d'Stad op d'Gare eran, mussen dann ëmklammen an e Bus vun der AVL, fir dann erëm zréck op Hamm gefouert ze ginn, wou se scho 35 Minutte virdru laanschtgefuer sinn.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dréit net zu der Attraktivitéit bäi, an an all deene Saache musse mer derfir suergen, dass dat Ganzt, dee ganze Konzept mat deene verschiddenen Träger, also wéi scho virdru gesot, mat den Zännrieder aneneegräift.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass ze schéin, fir wouer ze sinn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här Mehlen.

E weidert Argument fir den öffentlechen Transport sinn déi ugekënnegt Taxen, déi jo elo lues awer sécher wäerte kommen op Diesel a Bensin, wéinst Kyoto. Wéi de Minister Lucien Lux et jo och schonn annoncéiert hat am Virfeld vum Autofestival, dass mer och eng nei Besteierung wäerte kréien op den Autoen, wat och vläicht dann an deem ganze Konzept den öffentlechen Transport nach méi interessant wäert maachen. Et ass awer duerfir och wichteg, dass an en zukunftsorientéiert CFL-Konzept investéiert gëtt an dass mer e schnellen, pünktlechen, komfortabelen a moderne Persounentransport iwwert d'Schinn kréien.

Vun deenen zentral geleeënen Achse wéi Waasserbëlleg, Nordstad, Stengefort, Péiteng, Diddeleng an Esch, muss den Transfert an d'Stad méi séier goen. Et ass och wichteg, dass déi Achsen eng mat där anerer verbonne ginn. Erlaabt mer och an deem Kontext - et huet zwar elo net direkt eppes mat deenen Achsen ze dinn - nach op de Problem vun Ëlwen hinzeweisen, wou een och vläicht laangfristeg - ech weess, dass dat e bësse méi schwiereg gëtt - och muss iwwert d'Léisung nodenken, fir Nordstad-Ëlwen zweegleiseg ze maachen. Do ass de Problem bedéngt duerch de Bierdener Tunnel. Mä et wier awer och do wichteg, dass ee laangfristeg iwwer Léisungen nodenkt.

Loosst eis also keng Zäit verléieren, andeems mer folgend Projete konstruktiv énnerstëtzen: d'Realisatioun vum Réseau Lëtzebuerg-Kierchbierg vun der Nordstreck hier, mat der Ubannung un d'Gare Lëtzebuerg an un de Findel; den Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng; den Ausbau vum Fentenger Dräieck; de Bau vum neie Viaduc Polvermillen; an d'Realisatioun vun enger neier Streck Esch-Lëtzebuerg, déi wichteg ass, éischtens, fir d'Leit vun Esch, awer och nach gläichzäiteg wichteg ass fir d'Rekonversioun vun den Industriebrachen Esch/Belval, déi jo och eng ganz grouss Prioritéit spillen. De Minister vum Aménagement du Territoire huet et virdru gesot, dass de Projet bei hinne läit. Mä si sinn och amgaang déi néideg Adaptatiounen ze maachen, dass mer dann och endlech deen Avis kënne kréien.

Déi lescht Woche stoung den Tram duerch d'Stad an der Aktualitéit. No der Virstellung vum Projet vum Aarbechtsgrupp „Mam Tram duerch d'Stad", ass et wichteg och op déi eenzel Punkten hei anzegoen.

Wat fir en Tram wëlle mir? En Tram nom Wiener Modell, mat der Gefor, dass den Tram am Stau steet? Oder wëlle mir e Modell vun engem Tram mat enger eegener ofgetrennter Spur, deen awer gewësse Plaznodeeler beinhalt? Vill Froen, wou jiddfer Modell säi Pro a Kontra huet.

Ech wëll mech hei och elo net op de genauen Tracé vum Tram duerch d'Stad festleeën, well am Projet ware jo verschidde Varianten opgezielt, mä et stelle sech nach eng Rei Froen am Zesummenhang vun dem Techneschen, wéi och vum Finanziellen. Just e puer erausgegraff:

Wat geschitt mam Pont Adolphe, wann do elo zwou vu véier Pistë fir den Tram ofgespaart ginn? Drängt sech do net d'Fro op vun enger neier Bréck? An ech hunn haut an der Zeitung gelies, dass de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg sech och do scho Gedanke gemaach huet. Wéi steet et ëm d'Stabilitéit vun dem Pont Grande-Duchesse Charlotte, besser bekannt ënnert dem Numm „Rout Bréck"? Wéi séier ginn déi nei Garen Houwald, Kierchbierg an Zéisseng gebaut? D'Zéissenger Gare huet jo och eng wichteg Roll am Zesummenhang mam Eurocap-Rail. Wann d'Planung vun deenen Aktivitéitszonen Houwald an Zéisseng akut gëtt, missten dann net och déi geplangte Garë prioritär behandelt ginn, fir en nationalen „modal split" vu 25/75 an en „modal split" vu 50/50 an der Stad Lëtzebuerg kënnen ze realiséieren? Mir mussen déi richteg Prioritéite setzen, ouni de finanziellen Aspekt vum Land aus den Aen ze verléieren.

Ech hu mer do erlaabt emol nach eng Kéier verschidde Chifferen zesummenzedroen. Den Eurocap-Rail war emol eng Kéier mat 215 Milliboune beanschlagt. Den Tram léger an der éischter Phas mat 122 Milliounen. Da kommen do nach dobäi: den Train classique Gare centrale-Cents-Aérogare-Kirchberg, déi nei Eisebunnslinn Lëtzebuerg-Esch, d'Gare vun Esch, d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg, d'Garen an de Park & Ride, den Arrêt Belval-Mairie mat den Antenne ronderëm. Wann een dat zesummerechent, da kënnt een op e Chiffer vun 1.525 Milliounen! A wa mer jo wëssen 1.525 Milliounen, a wann ee jo weess, dass mer…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wat soll dat da par rapport zur Nordstrooss sinn?

Une voix.- Jo. Voilà!

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Nordstrooss? Et muss ee just am Kader vun där Finanzsituatioun iwwert déi mer elo am Land schwätzen, do däerf een awer och déi Finanzen net aus den Ae verléieren, Här Gira.

(Interruption)

Här Gira, bei der Nordstrooss war ech nach deemools net derbäi. Du konnt ech d'Fro net stellen.

(Interruption)

An der Partei si mer am Moment mam öffentlechen Transport amgaang. Mir schwätzen elo net iwwert d'Strooss. Wa mer dann eng Kéier iwwert d'Strooss schwätzen, schwätze mer och do am Detail driwwer.

M. Charles Goerens *(DP).*- Säi Papp war d'accord domadder.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma et ass och gutt, dass d'Nordstrooss gebaut gëtt. Oder gesäit een dat aneschters, Här Goerens?

(Interruption)

Mä wann Dir awer géint d'Nordstrooss sidd, mir kënnen dat awer aktéieren.

Ech wëll awer och nach drop hiweisen, wann ech dat elo gesot hu vun deem Chiffer, da feelen do nach wéi gesot: Wat kascht dat fir de Pont Adolphe tramkonform ze maache respektiv eng nei Bréck do ze bauen?

(Interruption)

Wat kascht d'Ubannung mam Tram Houwald-Zéisseng? Wat kascht d'Fuermaterial fir deen Tram? Wat kascht d'Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg? Do loungen nach keng Chiffere vir. Op alle Fall, ech hu weder an der Note vum Här Minister Lux nach a soss engem Budget do e Chiffer fonnt. Wat kascht déi Instandsetzung vun all deene Garen, déi de Stat jo iwwerholl huet am Kader vum Tosch bei der Grënnung vun der CFL-Cargo? Wéi vill muss doran investéiert ginn?

Wann een dat dann alles zesummerechent - erlaabt mer, bei deem leschte Chiffer hunn ech dann esou de Pi mol Daume geholl -, da wäert een do op wäit iwwer zwou Milliarde kommen, déi net an engem Budgetsjoer - ganz kloer, dat géife mer jo nimools packen -, mä iwwer eng laang Streck, missten investéiert ginn, fir en attraktiven, komfortabelen öffentlechen Transport ze kréien. Do géllt et awer dann déi richteg Prioritéiten ze setzen, well mer wësse jo alleguerten, dass mer d'Suen net méi esou um Koup leien hunn.

(Interruption)

Här Jaerling, wann Dir dat net wësst, da kuckt an de Budget.

(Interruption et hilarité)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Spautz, fuert weider.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Fir d'CSV ass et wichteg, dass déi Haaptaccèsen: Nordstad, Lëtzebuerg, Esch, eng grouss Prioritéit kréien, an dat zesumme mat der Realisatioun vun de Gare-périphériquen: Kierchbierg, Houwald, Zéisseng, fir dass mer en attraktiven öffentlechen Transport kréien. Ouni déi Realisatiounen erreeche mer ni deen „modal split", dee mer virgesinn hunn.

Des Weideren ass et fir d'CSV wichteg, dass de Stat, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, schnellstméiglech eng detailléiert Analys virleet betreffend dem Bau,

der Tracéféierung, den Alternativen an dem Finanzement vun engem Tram duerch d'Stad. Gläichzäiteg mussen d'Eisebunnsstrecken Esch-Lëtzebuerg a Lëtzebuerg-Beetebuerg op den Dësch kommen, wou fir Esch-Lëtzebuerg jo en Avant-Projet do ass, mä den Avant-Projet fir Lëtzebuerg-Beetebuerg muss nach op den Dësch kommen. An dat och am Zesummenhang mat de Projeten: Gare, Houwald, Zéisseng a Kierchbierg Foire. Do huet de Minister vum Transport och scho virdrun driwwer geschwat, dass dat och muss an Ugréff geholl ginn, fir dass mer do nëmme keng Zäit verléieren.

Den öffentlechen Transport fonctionnéiert awer och net ouni Personal, fonctionnéiert net ouni eis Eisebunner. Bei allen technesche Moderniséierunge muss de Mënsch a seng Aarbechtsplaz och do am Vierdergrond stoen. Dëst setzt allerdéngs viraus, dass d'CFL och an Zukunft weiderhi genuch motivéiert a qualifizéiert Personal huet.

E weideren Aspekt ass den Accueil an den Encadrement vum Client. D'Faktore Sécherheet vum Client an och vum Personal mussen eng absolut Prioritéit kréien. Leider ass et net seelen, dass Leit an eisen öffentleche Gefierer ëmmer erëm an ëmmer erëm agresséiert a bedroht ginn. Vu dass den Effectif vun eiser Police dëser Entwécklung net ka Rechnung droen, ass et awer wichteg deem entgéintzewierken, doduerch dass méi Leit, méi Personal an deenen eenzelnen öffentleche Linne present ass, fir domadder d'Sécherheet an de Schutz vum Client, wéi och vun deem anere Personal, ze garantéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen., dëst waren nëmmen eng Rei vun de Problemer, déi eisen nationalen Eisebunnsréseau betreffen. Den Dossier vun der Schinn ass ze thematiséieren, ze diskutéieren an et ass em schnellstméiglech Léisungen zouzeféieren. De Minister Lucien Lux an d'Regierung mussen hir Prioritéiten opsetzen, fir am öffentlechen Transport déi néideg Akzenter ze setzen. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass si dat maachen an dass et och ganz wichteg ass, dass mer en attraktiven a sécheren öffentlechen Transport kréien, am Intérêt vum Land an am Intérêt vu sengen Usageren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Paul Helminger. Här Helminger!

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, ech géing gären ugangs e puer Wuert soen. Erlaabt mer, datt ech dat da vläicht haaptsächlech mat menger Kap och als Buergermeeschter vun der Stad, ëm déi et jo hei largement geet, soen, wou mer elo hei an der Prozedur eigentlech dru sinn, ëm wat et haut geet.

Den Transportminister, de Lucien Lux, huet eis virdru mat enger ganzer Rei ofgekierzte Begréffer APS, APD bal dronke gemaach. Glécklecherweis si mer nach net grad just an deem Film. Et geet also haut net drëm, fir engem Projet zouzestëmmen oder net zouzestëmmen.

Et geet am Fong drëm fir aus där Rangéiergare, wou mer waren a wou och ganz vill där Abréviatioune waren - ugefaange mat BTB, Train-Tram, BB, eng Kombinatioun vun all deem AVL, RGTR -, erauszekommen an ze kucken, ob mer et haut fäerdeg bréngen, fir och hei an der Chamber, dat heescht um nationale Plang, dee Wee ze goen, dee mer de Méinde virun aacht Deeg an der Stad schonn ageschloen hunn, fir ze soen, datt mer, wéi gesot, aus där Rangéiergare vu Projeten op ee Gleis elo probéiere virunzekommen. An dat ass dat Gleis, wat eis à l'unanimité recommandéiert ginn ass vun deem Aarbechtsgrupp, deen zesummen an op Initiativ vum Transportminister, mat deenen zoustännege staatleche Ministèren a Servicer an och mat der Stad Lëtzebuerg agesat ginn ass am Juni 2005, fir eben ze kucken, ob et do aus all deem, wat iwwert déi lescht 15 Joer studéiert ginn ass, en Auswee géing ginn an eng Direktioun, déi dann elo soll weider am Detail gekuckt ginn. Et geet ëm net méi an net manner wéi dat.

Et geet net drëm fir elo festzestellen, datt elo all Froe geléist sinn. Au contraire, et sinn der nach e ganze Koup, déi musse geléist ginn. Mä et geet drëm a wat fir enger Perspektiv, a wat fir enger Visioun, a war fir enger Hisiicht mer elo Äntwerten op déi Froe sichen. Deen Ausbléck, dat ass ganz kloer d'Konklusioun vum Groupe de travail, mat dem Tram léger an der Stad als Complémentaritéit zu deem, wat um nationale Plang muss an dem klasseschen Zuchverkéier gemaach ginn; zu deem, wat och um lokale Plang am Busverkéier muss gemaach ginn; zu deem, wat parallell dozou muss gemaach ginn an deenen anere Forme vu Mobilitéit.

Ob dat elo den Individualverkéier ass oder ob et och déi Mobilité douce ass, déi jo grad just an urbanen Agglomeratiounen, wéi nun eben d'Stad Lëtzebuerg an d'Nopeschgemengen eng sinn, och hir Roll ze spillen huet, fir datt mer an engem Gesamtkonzept vun zukunftsträchteger Mobilitéit dohinner kommen, datt mer déi Zilvirgaben, déi mer eis national ginn hu vun „modal split", erreechen an domadder och d'Accessibilitéit an d'Mobilitéit an dësem Land kënne garantéieren.

An ech géing déi Konklusioune gäre mat véier Konzepter eng Kéier kuerz beliichten, déi komescherweis alleguerte mat „Co" an dann nach engem Buschtaf ufänken. Wat awer elo net soll eng Opfuerderung sinn, datt een déi Debatt hei als eppes aneschters wéi eng seriö Debatt charakteriséiert. Mä, dat ass: Continuité, Conformité, Compatibilité a Comptabilité - well ech keen anert hunn. D'Tentatioun war ze vill grouss fir bis zum Schluss mat „Co" an dann nach engem Buschtaf ze fueren, esou datt ech do net Finanze gesot hunn, mä Comptabilité.

(Interruption)

Mä Spaass bäi Säit, Kontinuitéit: Ech mengen, dee Problem, mat deem mer haut beschäftegt sinn, deen huet schonn, bien entendu, eng laang Geschicht. Et geet ëm d'Accessibilitéit vun der Stad a vun der Agglomeratioun ronderëm d'Stad haaptsächlech an deene Stousszäiten, wou mer et also mam Beruffsverkéier ze dinn hunn. Dat ass eng Situatioun, déi huet zënter Luxtraffic net geännert. Luxtraffic war schonn zur Konklusioun komm, datt eigentlech ënnert dem Dag de Verkéier an der Stad ganz anstänneg fonctionnéiert, mä datt mer eben en décke Problem hunn zu deenen Zäiten, wou déi vill Leit, déi an d'Stad schaffe kommen, wou déi sech alleguerte matenee bewegen.

Et ass also eng Kontinuitéit vum Problem, mat deem mer befaasst sinn. Et gëtt oft gesot, mir hunn Zäit verträntelt, mä et gëtt eng Kontinuitéit vun Efforten, souwuel um Niveau vun der Stad wéi um Niveau vum Stat, fir ze probéieren deem Problem Meeschter ze ginn. Déi Efforten, déi um Niveau vum Stat gemaach gi sinn, hu sech zum Deel an Investitiounen néiergeschloen, déi mam Individualverkéier ze dinn hunn.

Et ware bal lauter Saachen d'ailleurs, déi dans leur temps ganz staark contestéiert waren, mä wou mer haut frou sinn, datt mer se hunn, well ouni déi de Verkéier scho laang zesummegebrach wär. Dat ass de Contournement, dat ass d'Pénétrante, zu där d'Stad dann d'Fortsetzung mat der Rocade bruecht huet, dat sinn awer och déi Investitiounen, déi schonn an der Vergaangenheet gemaach gi sinn um Niveau vum Tram, um Niveau vum RGTR. An ech behaapten och nach haut, datt dat och déi Diskussioune waren, déi op Grond vu Luxtraffic gefouert gi sinn an déi zu de Konklusioune BTB, dunn herno Train-Tram, gefouert hunn, well jiddferee vun deene Projeten hat finalement seng Avantagen, hat och seng Désavantagen, ass hei oder do op Widderstänn gestouss.

Wann ech ee Moment ka beim BTB oder bei sengem Successeur, beim Train-Tram, bleiwen, ass et jo eigentlech schued - an et ass an där Debatt hei praktesch dat Eenzegt, wat mer wierklech Leed deet -, dass et esou laang gedauert huet bis d'Eisebunn endlech déi Froen, déi eng ganz Rei Leit, och d'Stad, sech gestallt hunn iwwert d'Realiséierbarkeet vun deem BTB, oder vun deem Train-Tram, datt do eng ganz Rei successiv Transportministeren an och mir ëmmer erëm am Glaf gelooss gi sinn, dass dat e Projet wier, deen hätt kënne realiséiert ginn.

Mir wëssen haut, datt en aus Considératiounen, aus technesche Iwwerleeungen, déi mat der Sécherheet ze dinn hunn, souwéisou virun 2017 net hätt kënne fonctionnéieren, an datt en och duerno nëmmen nach hätt kënne fonctionnéieren a Konditiounen, déi wierklech de Confort an d'Attraktivitéit vun deem System an d'Opérationnalitéit vun dem klasseschen Tram, datt dat alles nëmme ganz schwéier mateneen ze vereinbare gewiescht wär.

Mä ëmmerhin, et ass investéiert ginn an Iddien, et ass investéiert ginn an Infrastrukturen. D'Stad Lëtzebuerg huet op hirer Säit niewent deem Investissement an d'Rocade - ech hunn dee scho genannt - och ganz vill an deene leschte Joren - ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck - an den Autobus-System an der Stad investéiert. Mir hu ganz staark an d'Reglementatioun vun der Circulatioun a vum Parking investéiert; alles am Sënn fir den öffentlechen Transport ze privilegéiere par rapport zum Individualverkéier. Kontinuitéit also.

Mat deene Recommandatiounen, déi mer hei um Dësch hunn, stelle mer awer och elo eng grouss Konformitéit fest mat deene grousse Strategiepabeieren, déi - dat muss een awer och soen - eigentlech eréischt an deene leschten dräi, véier Joer développéiert gi sinn. Dat ass un alleréischter Stell den IVL; dat ass de Konzept vu mobilitéit.lu, deen eise Kolleeg Henri Grethen, wéi en Transportminister war, développéiert huet; an dat ass dee Stadentwécklungskonzept, dee mir an der Stad iwwert déi lescht zwee, dräi Joer an enker Zesummenaarbecht mat de Bierger vun der Stad ausgeschafft hunn. Mir stelle fest, datt déi Recommandatioune vun deem Aarbechtsgrupp, déi Konklusiounen, zu deenen den Aarbechtsgrupp komm ass, datt déi effektiv parfaitement konform si mat deenen dräi Strategiepabeieren.

Wat gesäit grosso modo den IVL vir? Den IVL, deen am Fong déi éischt, géing ech soen - op jidde Fall, datt ech mech kann erënneren -, wierklech kohärent Approche zu der Landesplanung ass, gesäit eigentlech vir, datt anstatt, datt mer hott an har an dësem Land Développement bedreiwen, datt mer den Développement sollen op eng Manéier maachen, datt e kohärent ass mat deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir och d'Mobilitéit an dësem Land ze organiséieren; wat jo dann erëm ganz staark och zesummenhänkt mat der Disponibilitéit haut a mat der Disponibilitéit muer vum öffentlechen Transport.

E gesäit och nach vir, datt mer solle bei allem beduecht sinn op eng gewësse Mixitéit, awer och kucken, datt mer déi Développementer op eng Manéier konzentréieren, datt mer net lues a lues dat heite Land ganz zersiedelen, mä datt mer an deene verschiddene Géigende vum Land Clustere schafen, déi jiddferee seng eege Séil, seng eege Bedeitung, seng eegen Dynamik huet, an datt also déi Clusteren och erëm sech sollen do erëmfannen, wou entweder d'Ubannung haut un den öffentlechen Transport scho garantéiert ass, quitte datt se nach muss verbessert ginn, oder wou se jiddefalls muer ka realiséiert ginn. Aus deem, wat mer elo haut hei leien hunn, kënne mer nëmmen als Konklusioune feststellen, datt dat total konform ass mat den Iddien, mat de Grondiddië vum IVL.

Déi Konklusioune sinn och nach konform mat dem Konzept vu mobilitéit.lu. Et ass jo bal wéi wann den Henri Grethen, wéi hien Transportminister war, scho geahnt hätt, datt déi nei Strukturdonnéeën, déi elo an de Konklusioune ganz kloer an eendeiteg op den Dësch komm sinn, och fundamental Donnéeë par rapport zum BTB an Train-Tram geännert hätten.

Wa mer haut feststellen, datt iwwert déi lescht 15 Joer net 9.000 zousätzlech Aarbechtsplazen hei geschafe gi sinn, mä 118.000; wa mer feststellen, datt d'Bevölkerung net op 415.000 ugewuess ass, mä op 465.000 eropgewuess ass; wa mer feststellen, datt virun allem déi Leit, déi déi Aarbechtsplaze besetzen, net wéi virgesi war nëmmen zu 3.000 aus der Grenzregioun kommen, mä au contraire zu iwwer 80.000 aus der Grenzregioun kommen, da gëllt net nëmmen dat Spréchwuert „Et ass nëmmen deen en Dommen, dee seng Meenung ni ännert", mä dann hu mer et ganz einfach hei mat esou fundamental neien Donnéeën ze dinn, datt et wierklech derwäert war, datt een deen Exercice gemaach huet an datt ee sech do nei Léisungen dorobberhi wëllt afale loossen.

Mä ëmmerhin, et war schonn déi Regierung wou den Henri Grethen Transportminister war, déi dat gemaach huet mat deem Konzept vu mobilitéit.lu, dee jo virgesäit, datt een déi Navetteuren esou no wéi méiglech vun do wou se doheem sinn opfänkt - dat geet jo u mat Park&Riden, déi entweder an eisem Land un der Grenz leien oder souguer wouméiglech nach déi aner Säit vun der Grenz wären -, fir se op den Zuch ze kréien, datt se sollen esou no wéi méiglech mam klasseschen Zuch un déi Ballungsgebidder, un déi Entwécklungsgebidder ronderëm d'Stad erugefouert ginn - mir schwätze jo hei vun der Stad, mä dat gëllt bien entendu och fir déi aner Ballungsgebidder, déi uechtert d'Land sinn.

D'où de Konzept vun de Gare-périphériquen, an datt, fir déi Mouvementer ze bewältegen, déi do géingen ufalen, et net géing mat Klengegkeeten, net mat engem Train-Tram, mat engem BTB duergoen, mä datt een do en fait grouss Capacitéitszich géing kréien, an dat si jo dann déi nei duebelstäckeg Ramen, mat deene mer haut glécklecherweis scho kënne ronderëmmer fueren.

Dat Ganzt wëll ech awer direkt och derzou benotzen, fir ze ënnersträichen, datt déi ganz Diskussioun, déi mer haut féieren - quitte datt et elo haut drëm geet als éischt Prioritéit fir ze kucken, ob mer do e Feu vert kréien, fir weider déi Hypothees vun engem Tram an der Stad ze studéieren -, sech awer wuel aschreift an en nationalen, voire souguer iwwerregionale Kontext, an datt et - de Jean-Marie Halsdorf huet et virdru gesot - keen Tram ouni Gare-périphériquë gëtt. Dat ass wuel richteg. Ech géing awer zwar bal soen, wa mer sengerliewen, aus welleche Grënn och ëmmer, déi Gare-périphériquen net géinge kréien, da géinge mer jo alles op d'Gare kréien, da bräichte mer eréischt richteg en aneren Héichcapacitéitsmoyen, fir dee Verkéier, deen do ufält, lasszeginn.

Mä ëmmerhin, mir hunn et hei wierklech mat engem Problem ze dinn, dee wéi gesot national, regional Bedeitung huet, an et geet also net fir dann elo op eemol - wéi, ech mengen, de Statsminister et iergendwou an engem Interview ugedeit huet - ze soen, mir hätten et dann elo hei mat engem lokalen, mat engem urbanen Tram ze dinn. Ech sinn an deem Zesummenhang frou, datt de Jean-Marie Halsdorf och gesot huet, deen Tram hätt méi wéi eng lokal Bedeitung. Ech ënnerschreiwen dat mat béiden Hänn, an och dat wat de Minister Lux virdru gesot huet, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer eis op där Basis och eens ginn.

(Interruption)

Deen drëtte Strategiepabeier ass jo eisen eegene Stadentwécklungsplang, wou mer eis vill Méi ginn hu fir ze kucken, datt mer deen esou ausschaffen, datt och hie konform wär, dat heescht, datt mer den Développement vun der Stad géinge gesinn an der Konformitéit mat deenen nationale Pabeieren, mat IVL, mat mobilitéit.lu.

Wou mer awer och festgestallt hunn, datt déi Stad an eng ganz aner Direktioun sech développéiert huet, wéi een dat nach vläicht an deem Ausmooss, jiddefalls viru 15 Joer, sech konnt denken, nämlech en Développement ewech vun enger Stad, déi ganz zentréiert wär op hir Uewerstad an accessoirement nach op d'Gare mat engem Quartier, deen am Fong e bëssen extra muros läit, de Kierchbierg, mä datt au contraire déi Stad e ganz staarke polizentreschen Développement kennt mat, wéi gesot, nach ëmmer hirem ganz attraktive Stadkär - d'Uewerstad an d'Gare -, mä awer och mat neien Entwécklungszentren, déi da sinn de Kierchbierg, mä awer och d'Porte de Hollerich an de Ban de Gasperich, mat deene Prolongementer, déi déi Zonen dann hunn, mat deenen Nopeschgemengen.

Dat explizéiert jo och, woufir datt mer op de Wee gaange sinn, fir zesumme mam Landesplanungsministère eng Konventioun mat de Gemenge Stroossen, Bartreng, Leideleng an Hesper ze ënnerschreiwen, fir ze kucke wéi mer gemeinsam kënnen eisen Développement besser an de Gréff kréien, wéi mer dat eenzel kënne fäerdeg bréngen.

A mir hu virun allem och festgestallt, datt mer an der Stad en neien Equiliber brauchen tëschent wunnen a schaffen, an datt och an deem Zesummenhang, wa mer vun der Stad vun de kuerzen, confortabele Weeër schwätzen, mer eis do och mussen an der interner Organisatioun vun eisem öffentlechen Transport an der Stad op nei Dimensiounen an op nei Weeër astellen.

En drëtte Konzept: Kompatibilitéit. Konformitéit hunn ech gesot mat IVL, mat mobilitéit.lu, mat eisem Stadentwécklungsplang. Kompatibilitéit, dat ass vläicht vun all deenen Erausfuerderungen, déi sech fir eis an de Stat stellen, déi, déi am delikaatsten ass. Mir hunn an der Stad en extrem performanten öffentlechen Transportsystem, dat sinn eis städtesch Bussen. Wann ech dat soen, wëll ech dann awer dorunner erënneren, datt mir de Moment schonn an der Stad en „modal split" hunn. Also vun alle motoriséierte Mouvementer, déi an der Stad gemaach ginn, wa mer de Kierchbierg mat abezéien, leie mer net wäit ewech vu 25%; a wa mer ouni de Kierchbierg rechnen, da leie mer iwwer, wäit iwwer 25%.

Wann ech dat soen, woufir de Kierchbierg? Dat ass well mer um Kierchbierg de Moment nach en desaströsen „modal split" hunn, deen emol nach net op 8% kënnt. Wann dat, wéi gesot, jo dann och iwwert déi nei Investitiounen hei soll wesentlech verbessert ginn, dann ass et kloer, datt eleng schonn do e Schub wäert kommen, deen eis deem Zil, wat och elo hei an der Motioun nach eng Kéier ugeschwat ginn ass, fir an der Stad

op fifty-fifty ze kommen, wäert méi no bréngen.

Dat ass keen onrealistescht Zil, wa mer eng kohärent Reorganisatioun fäerdeg brénge vun all deenen neien Aktivitéitszonen, zesumme mat eisem Busservice an all deem, wat mer wëllen investéieren, an de sou genannten doucë Moyenen, fir sech ze déplacéieren. Dat ass op jidde Fall en Zil, wat mer bejoe sollen.

Mir hunn allerdéngs, wann ech just och nach déi Zuele ka soen, wéi vill Leit mir an der Stad transportéieren, nëmmen um Territoire vun der Stad: Do leie mer 2005 op iwwer 25 Millioune Passagéier, déi mer am ënnerstädteschen Transport mat eise Bussen transportéieren. A wa mer déi puer Linnen nach derbäihuelen, déi regional Linne sinn, mä déi och um Territoire vun der Stad Leit mathuelen - also ech schwätzen elo net vun deenen, déi vu baussen an d'Stad erakommen, mä Départ an der Stad an erëm Arrivée an der Stad, mä och iwwert déi RGTR-Linnen, do ass zum Beispill den Eurobus, deen och den Transportminister Grethen agefouert huet -, da si mer op iwwer 27 Millioune Leit, déi mer op déi Manéier schonn am Joer transportéieren.

D'Qualitéit vum Service ass sécher wichteg. Ech ginn dovun aus, datt herno de François Bausch, dee jo och nach d'Wuert wäert an dëser Debatt huelen, vläicht e bësse méi am Detail op déi Reorganisatioun vum Bus ageet.

Ech wëll just hei soen, datt et fir eis an der Stad extrem wichteg ass, datt déi Verbesserung, déi mer doduerch wëllen erreechen, datt mer um Réckstrank duerch d'Stad vum Kierchbierg op fir d'éischt elo emol d'Gare centrale an an enger zweeter Etapp weider an déi zwou aner Aktivitéitszone Porte de Hollerich a Ban de Gasperich fueren, datt eis ganz staark um Häerz läit, datt déi Qualitéit, déi mer do haut kënnen ubidden, net verschlechtert gëtt. Do solle jo och déi Etüden, déi mer elo schonn an Optrag ginn hunn, eis zur Zäit soen, wéi mer eis do sollen organiséieren, fir datt dat net de Fall ass.

E véiert a lescht Konzept, dat ass déi berühmt Fro vun de Finanzen. Ech muss éierlech soen, dat ass eng Fro, déi sech bien entendu stellt, a si gëtt ëmmer erëm gestallt, an et ass och a jiddferenge sengen Ae kloer: Wa mer d'Suen net hunn, da maache mer dat hei net! Et hänkt also alles dovun of, wéi mer déi Fro hei stellen.

Stelle mer d'Fro fir ze soen: Dat hei ass eppes wat sënnvoll ass, wat vläicht noutwendeg ass, an da schwätze mer iwwert d'Prioritéiten, an da kucke mer wéi mer et finanzéiert kréien. Oder stelle mer d'Fro am Sënn fir ze soen: Dat do ass ze deier, dat do maache mer net. Well och d'Näischtmaachen, och dat wat mer haut hunn, huet e Käschtepunkt, an da muss een dat eent géint dat anert stellen.

An ech muss éierlech soen, wéi gesot ech hu scho gesot, de Minister huet virdru vun Avant-projet sommaire geschwat. Déi Zifferen, déi am Rapport stinn, dee mer virleien hunn, sinn emol nach net um Niveau vum Avant-projet sommaire. Et sinn Estimatiounen. Mä kommt mir gi vun eppes aus. Kommt mir soen awer dräi Saachen:

Éischtens, dat Gesetz, wat dës Chamber scho gestëmmt huet iwwert déi Investitiounen, déi solle gemaach ginn am Zesummenhang mat dem Ubanne vum Kierchbierg, vum Findel an där zweeter Bréck - do huet, mengen ech, de Jacques-Yves Henckes jo eng Kéier gesot, déi Drahtzahnbahn aus dem Pafendall erop op de Kierchbierg -, dat ass jo e Käschtepunkt, zu deem huet dës Chamber schonn eng Kéier Jo gesot! Wat sécher ass, dat ass, wa mer nëmmen deen Deel vum Gesamtkonzept huelen, datt deen op alle Fall méi bëlleg gëtt. Ob en elo esou vill méi bëlleg gëtt oder anescht méi bëlleg gëtt, mä e gëtt op alle Fall méi bëlleg wéi dat. Esou datt also deen Deel iwwert de Finanzement, à moins datt mer total zréckginn op Saachen, déi mer am Fong schonn décidéiert hunn, eigentlech bal net méi däerft zur Diskussioun stoen.

Nach wëllt ech soen, datt mer eis mat deem wat mer maachen nach ëmmer bewosst musse sinn, datt et e Ganzt ass an datt mer effektiv déi Gare-périphériquë brauchen, datt mer déi Investitiounen an de klasseschen Zuch brauchen uechtert d'Land, datt also do effektiv d'Fro vun de Prioritéite sech stellt. Ech sinn och an deem Zesummenhang frou, datt de Minister Halsdorf déi ganz kloer esou ugesprach huet, well et schéngt jo aus deem Aarbechtspabeier ervirzegoen, datt do awer fir um Wee an d'Stad eng Streck ganz besonnesch prioritär ass, an dat ass eben déi Streck, déi iwwer Beetebuerg vun Zoufftgen aus an d'Stad féiert, net nëmmen am Hibléck op den TGV, mä virun allem och well de groussen Deel vun den Navetteuren, déi an d'Stad zoustréimen, éischter iwwert déi Streck komme wéi iwwert déi Escher Streck. Mä, wéi gesot, dat soll eng Diskussioun sinn, déi um nationale Plang gefouert gëtt; et ass awer eppes, wat ee sécherlech muss an de Käpp behalen.

Wann een elo dann de Problem uschwätzt: Wat soll dann elo den Undeel vun der Stad sinn? Do wëll ech jo elo bewosst - an ech menge mir alleguerten net, well mer op e Konsens hischaffen - hei net polemiséieren, mä ech kommen awer net derlaanscht, hei am Fong zwou Saache géintiwwerzestellen. An deem Televisiounsinterview, dat de Statsminister virun enger Zäitche ginn huet, do war hie jo kloer der Meenung, datt dat hei elo eng intra-urban Geschicht wär an datt hien och duerfir - ech hu bal gemengt en esou ze verstoen - der Meenung wär, datt d'Stad Lëtzebuerg dat dann elo och misst bezuelen.

Ech hat ëmmer gemengt, den Här Statsminister wär an der CSV,…

Une voix.- D'CSV ass dach de Statsminister.

(Hilarité et interruptions)

M. Paul Helminger *(DP)*.- …an da liesen ech awer hei aus engem Pabeier, deen déi Partei agereecht huet an den Diskussioune vun där Spezialkommissioun, wou et ëm d'Repartitioun vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemenge geet, déi jo och vun engem eminente Vertrieder vun der CSV presidéiert gëtt, ënnert dem Kapitel „Transports en commun": «Les communes n'ont pas a priori de compétences en matière de transports en commun. L'organisation d'une ligne de transport par autobus sur le territoire d'une commune donnée relève des compétences très facultatives de communes pouvant financer un tel service.»

Bon, dat geet jo nun awer net, datt een einfach seet, well déi d'Suen hunn, solle se bezuelen, gell. Ech mengen, entweder hu mer et hei mat engem Projet ze dinn, deen derwäert ass realiséiert ze ginn, oder net. Mir sinn och der Meenung, datt mir et als Stad bis elo net dru feele gelooss hunn, fir eise Käschtebäitrag do ze leeschten. Ech ginn lech d'Ziffere vun 2004 a vun 2005, an ech schwätzen do nach ënnert der Kontroll vu menge fréiere Kolleegen am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg.

Une voix.- Ouh? A wouhier!

(Interruption)

M. Paul Helminger *(DP)*.- 2004 huet d'Stad Lëtzebuerg 46 an eng hallef Milliounen Euro ausgi fir eise städteschen Autobusservice fonctionnéieren ze doen, a mir hunn en contrepartie 14,2 Millioune Recettë gehat, woubäi ech gären zouginn, datt vun deene 14,2 der 8 Milliounen, par rapport zu 46 Milliounen Dépensen, der 8 Milliounen Zouschëss waren, déi mer an där enger Form oder an enger anerer vum Stat kritt hunn. An dat huet sech 2005 nach verschäerft. Mir hunn 2005 50,6 Milliounen Euro ausginn. Wann ech bedenken, dass elo gesot gëtt, den Tram kascht am Invest 120 Milliounen, dann hu mir also an dräi Joer wäit méi ausgi fir de Fonctionnement vum Busservice wéi dee ganzen Invest an den Tram kascht.

Also 2005 hu mer 50,6 Milliounen Dépensë gehat, géintiwwer 15,3 Millioune Recetten, an dovun erëm eng Kéier 8,9, also kommt mer soen 9 Milliounen Euro, déi do vum Stat als Kompensatioun gefloss sinn. Dir gesitt also, datt mer eis an der Vergaangenheet net gescheit hunn, fir eisen Deel dozou bäizedroen, fir datt d'Mobilitéit an der Stad fonctionnéiert, an dat wäert och an Zukunft net de Fall sinn. Mä et muss räsonnabel sinn an et muss och seriö kënnen doriwwer geschwat ginn.

Ech sinn och frou, datt hei schonn esou kloer d'Modalitéiten ugedeit gi sinn, jiddefalls emol d'Richtung vun de Modalitéiten. De Minister Lux huet vun enger kommerzieller Gesellschaft geschwat. Hie ka sécher sinn, datt mir gäre bereet sinn, konstruktiv op deem Wee matzedenken, fir déi ganz Saach hei dann och definitiv op d'Schinnen ze kréien.

Ech kommen zu menger Konklusioun, Här President. Ech stelle fest, datt mer fir d'éischte Kéier zënter ganz laangem, wann iwwerhaapt schonn eng Kéier an dësem Dossier, dee ganz staark Emotioune jo ëmmer mat sech bréngt, kënne vun engem Konsens tëschent deene grousse politesche Formatiounen an dësem Land schwätzen. Ech maachen drop opmierksam, datt mer, wéi gesot, e Méindeg virun aacht Deeg à l'unanimité, mat enger Géigestëmm an enger Abstentioun, eng Resolutioun verofschiet hunn, déi jo also och vun alle grousse Fraktiounen am Gemengerot gedroe gouf, fir weider op deem Wee hei ze goen.

Ech maache gären e Rapport, awer ganz kuerz, iwwert déi Diskussiounen, déi mer mat Leit haten, vun deenen ëmmer an der Vergaangenheet gesot ginn ass, si wäre géint den Tram an der Stad. Mir haten net nëmmen eng, mä mir haten eng Rei Réunioune mat de Commerçanten. Ech muss éierlech soen, wann do an deene Milieue soll en Tsunami vun Entrüstung iwwert déi Richtung entfacht gi sinn, déi mer elo hei wëlles hunn anzeschloen, dann hätt ech mer erwaart, datt der e bësse méi zu Bouneweg gewiescht wäre wéi déi 40, déi do am Sall waren an déi am Fong och konstruktiv Froen iwwert de Projet gestallt hunn a jiddefalls net do d'Rebellioun ugekënnegt hunn.

An net méi spéit wéi gëschter Owend hate mer d'Union des Syndicats d'Intérêts locaux vun der Stad mat alle Syndikaten aus de Quartieren zu Bouneweg zesummegeruff. Eng gutt besichte Veranstaltung, wou wierklech, also wann do e Vote geholl gi wär, dee wär mat enger écrasanter Majoritéit ausgaangen an engem Encouragement fir de Schäfferot, fir op deem Wee, dee mer proposéieren anzeschloen, weiderzefueren.

Dat alles wëllt net soen, datt sech an deem Dossier hei, wat e komplexen Dossier ass, net eng ganz Rei Froe stellen, déi nach musse gekläert ginn. De genauen Tracé duerch d'Uewerstad ass nach net gekläert, gradsou wéi déi Froen iwwer ënner wat fir enger Form dann elo hei soll dee Projet weidergedriwwe ginn, wéi e soll finanzéiert ginn, wéi en herno soll exploitéiert ginn nach net definitiv gekläert sinn. Mä wéi gesot, dat si Froen, déi sech bei all Projet géinge stellen.

Dat wat fir eis haut wichteg ass, dat ass, datt mer och hei an dëser Chamber kënne feststellen, datt mer Äntwerten op dës Froen am Kontext vun deem sichen, wat d'Recommandatioune vun deem Aarbechtsgrupp sinn. An dat ass ganz kloer fir op de Wee ze goen, fir déi gewalteg Investitiounen, déi um nationale Plang ustinn am klasseschen Eisebunnsverkéier, doduerch ze komplementéieren um Territoire vun der Stad, datt eng éischt Etapp mat engem liichten Tram soll probéiert ginn.

Ech wëll hei ganz kloer dat confirméieren, datt mer éischtens als Stad prett si fir op deem Wee matzegoen an d'Hoffnung ausdrécken, datt eng Motioun, déi mir jo och mat ënnerschriwwen hunn, och vun der Chamber aus un d'Regierung dann déiselwecht Opfuerderung riicht.

Ech soen lech Merci.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien!

Une autre voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no den Interventioune vu mengen zwee Virriedner ass et natierlech elo schwéier, d'Argumenter nach ze toppen, déi fir d'Realisatioun vun dësem Projet virbruecht goufen. Déi Aussoe bestätegen awer dat, wat och de Paul Helminger scho gesot huet a wat och d'Virriedner scho gesot hunn, dat ass, dass et e breede politesche Konsens schéngt ze gi fir d'Realisatioun vun dësem Projet.

Dat ass gutt esou, an ech mengen ze soen, dass et och effektiv héich Zäit derfir gëtt. Esou e Projet, och vun esou enger Envergure, mengen ech, brauch awer och e grousse politesche Konsens, fir dass e ka realiséiert ginn. Dee Konsens, wann en emol vun der Politik gedroe gëtt - an dat spiert ee jo och -, geet och an aner Kreeser vun eiser Gesellschaft iwwer. Dat deet der ganzer Entwécklung jo effektiv gutt.

Als LSAP si mer an der Vergaangenheet ëmmer agetratt fir esou e Verkéierssystem. Duerfir ënnerstëtze mer natierlech och bedingungslos dëse Projet, och wann en nach eng ganz Rei vu Froen opléisst, déi an deenen nächste Wochen, Méint, vläicht Jore musse beäntwert ginn. Ech wëll just haut de Mëtteg hei op e puer Aspekter agoen. Meng Kolleege Marc Angel a Roger Negri wäerten déi Remarquen dann nach ergänzen; de Marc haaptsächlech wat de stater Volet ugeet an de Roger vläicht éischter wat d'Infrastrukturen ugeet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, et war 1992, wou de Professer Hermann Knoflacher am Stadtheater am Kader vun der Presentatioun vun der Etüd „E modernen Tram fir Lëtzebuerg", déi deemools vum Mouvement écologique, vun der Stëftung Ökofonds an der Tram A.s.b.l. presentéiert gouf, d'Ausso gemaach huet: „Luxemburg ist stadtbahnwürdig." Och dat war scho viru 14 Joer. An der Folleg sinn eng Rei vun zousätzlechen Etüde presentéiert ginn a gemaach ginn. An déi hu genau déi doten Ausso „Luxemburg ist stadtbahnwürdig" ëmmer erëm bestätegt.

Den Tram, en neit - fir eisereen zumindest en neit - Verkéiersmëttel, wat schinnegebonnen ass, dat seng Renaissance hei zu Lëtzebuerg sollt erliewen, an dat sech och an der Zwëschenzäit a villen europäesche Stied, ob grousser oder manner grousser, bewäert huet a sech als déi adequat Léisung fir vill Mobilitéitsproblemer entpuppt huet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an all deene Joren et leider net fäerdeg bruecht eis Mobilitéitsproblemer ze léisen. Am Géigendeel, si hu sech vu Joer zu Joer nach verschäerft. Wuel loungen eng Rei vu Konzepter um Dësch. Mir hunn et just net fäerdeg bruecht se ëmzesetzen. Duerfir hu mer awer an all deene Jore vill, ganz vill, a vill ze vill Zäit verluer mat endlosen, onendlechen Diskussiounen, ëmmer neien Etüden, mam Netrealiséiere vu Projeten, a virun allem mam Zerriede vu Projeten a vun Iddien.

Et si wuel an deene leschte Joren eng ganz Rei vu punktuelle Verbesserungen am öffentlechen Transport geschitt, dat ass richteg. Ech denken un d'Verdichtung vun de Fahrpläng a ville Beräicher, d'Asetze vun neiem moderne Material. Och de Législateur huet, duerch de Vote vun enger Rei vu Projeten an deene leschte Joren am Infrastrukturberäich, déi richteg Akzenter gesat an d'Richtung uginn. Mä mir hunn et nach bis haut net fäerdeg bruecht, trotz allen Efforten, nach ëmmer un engem gesamte Verkéierskonzept, dat virun allem och ëmweltpolitesch a landesplaneresch Aspekter berücksichtegt, eis festzemaachen.

Mir brauchen awer, wa mer eis Mobilitéitsproblemer wëlle léisen, e Quantesprong am öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg, deen noutwendeg ass fir och an der Zukunft déi Mobilitéitsbedürfnisser, déi d'Leit, déi hei wunnen a schaffen, hunn, ze befriddegen.

Här President, mir sinn als Chamber haut opgeruff eisen Avis ofzeginn iwwert de Projet vun der Extensioun vum Schinnennetz um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg an doriwwer eraus, a vun der gläichzäiteger Aféierung vun engem liichten Tram um Gebitt vun eiser Haaptstad. E Projet, deen de Minister eis erkläert a kommentéiert huet, an deen och d'Transportkommissioun de Privileg hat de 7. Mäerz virgestallt ze kréien. Endlech, kann ee soen, si mer haut befaasst mat engem Projet, dee sech sécher op enger Rei vu Punkten ënnerscheet vun deene Projeten, déi emol an der Vergaangenheet an der Diskussioun waren.

E Projet, deen awer - an dat ass schonn hei gesot ginn - de Privileg huet, dass en technesch machbar ass, dass e finanziell gedroe ka ginn, dass e politesch konsensfäeg ass an den Usproch roueg däerf erhiewen, fir Äntwerten ze liwweren op Mobilitéitsproblemer, déi mer zënter Joren hei am Land kennen, an déi sech an deenen nächste Joren - an d'Zuelen, déi mer matgedeelt kruten an déi och am Aarbechtsgrupp festgehal goufen, bestätegen dat - nach weider wäerte verstäerken.

Ech wëll duerfir hei emol vun dëser Plaz aus dem Transportminister an och deene Responsabele vun der Stad Lëtzebuerg félicitéieren, zesumme mat deene Leit, déi am Aarbechtsgrupp geschafft hunn, dass se et fäerdeg bruecht hunn e Pak hei ze ficeléieren, dee sécher net all eis Problemer wäert léisen, deen awer e bedeitende Schratt an déi richteg Richtung duerstellt, an d'Dieren opmécht, fir eng nei an eng modern Philosophie an eis Transportpolitik eranzebréngen.

Et ass scho gesot ginn, am Koalitiounsprogramm hu sech d'Regierungsparteien zu engem leeschtungsfäegen öffentlechen Transport mam Schinnennetz als Réckgrat bekannt. An deen ass och noutwendeg, wa mer deen affichéierten „modal split" vu 25% öffentlechem Transport bis d'Joer 2020 erreeche wëllen. En „modal split", ech erënneren dodrun, deen haut nach nëmme bei 12% oder 13% läit, an de Paul Helminger huet et gesot, jee nodeem wéi een et kuckt, bei 25% oder 29% an der Stad Lëtzebuerg; do wou en eigentlech awer op 50% an der Finalitéit herno misst kommen. A wa

mer d'Zuele vum Awunnerzeenario vum IVL zugronn leeën am Joer 2020: 561.000 Awunner, dat ass e Plus vu 25%, an 395.000 Aarbechtsplazen, e Plus vun 32% am Grand-Duché, da verstäerkt sech déi Noutwendegkeet vun engem Quantesprong, vun deem ech éinescht geschwat hunn, nach zousätzlech.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass an deene leschte Joren enorm vill an de Stroossebau investéiert ginn ass an eigentlech guer net vill an d'Schinnennetz. An de Kolleeg Marc Spautz huet eng Rei vu Chifferen éinescht genannt. Ech géif souguer nach méi wäit goen, dat wat hei geplangt ass, ouni dass mer all d'Chiffere bis zum Schluss kennen, ech mengen, bei deem, do leie mer locker bei 2 Milliarden Euro fir déi nächst 20 Joer. Vläicht geet et och nach e bëssen driwwer. Kommt mer rechnen emol eng Kéier zréck a mer kucken eis an d'Gesiicht, wéi vill Milliarde mer an deene leschte Joren an de Stroossebau investéiert hunn.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wie war dat dann?

Une voix.- A 14 Kilometer.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Net nëmmen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wie war do derbäi?

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech net, Här Gibéryen.

(Interruption)

Ech stelle just hei fest, wat ass.

M. Charles Goerens *(DP).*- Dem Här Spautz seng Partei war och ëmmer derbäi.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech stelle just fest, wat ass.

M. le Président.- Den Här Schreiner huet ganz eleng d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä hien huet eis provozéiert.

(Hilarité)

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Egal wéi Der mech provozéiert, et ass nach ëmmer richteg, wat ech gesot hunn. Et ass immens vill an de Stroossebau investéiert ginn an deene leschte Joren. An et gëtt héich Zäit, wa mer wëllen eppes bewegen, wa mer e Quantesprong am öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg wëlle kréien, dass mer mussen an den öffentlechen Transport mat aller Konsequenz investéieren, an net nëmmen an d'Infrastrukturen, mä och an aner Beräicher.

Mir hunn an de Stroossebau investéiert, mat deem Resultat, dat mer kennen! Mer brauche jo nëmmen op eis Stroossen ze kucken, wat haut do lass ass. A wa mer kuerzfristeg keng Konzepter realiséieren, da geet dat do jo nach weider. An ech mengen, dat ass och op ville Plazen entre-temps erkannt ginn. Mir mussen et awer elo endlech upaken.

Ech mengen, dës Regierung huet sech och bereet erklärt an d'Schinneninfrastruktur ze investéieren an dokumentéiert dat jo och am Budget duerch déi Zuelen, déi do drastinn. Ech erënneren drun, dass et d'lescht Joer fir d'éischt war, dass am Fonds du rail méi Sue virgesi ware wéi am Fonds des routes. An dëst Joer huet d'Regierung deen Exercice nach eng Kéier widderholl. An dat ass och gutt esou, och aus ëmweltpolitischen Iwwerleeungen.

Wann een zum Beispill weess, dass de Stroosseverkéier fir 62% vun de Kuelemonoxid-Emissioune, 50% vun de Stickoxid-Emissiounen, 33% vun de Kuelewaasserstoff-Emissiounen a 17% vun de Kuelendioxid-Emissioune verantwortlech ass, da gesäit een, dass et sech lount an d'Schinnen ze investéieren. An der Ökobilanz schneit den öffentlechen Transport souwéisou besser of wéi den Auto. E konsuméiert manner fossil Brennstoffer an e verursaacht vill manner extern Käschte wéi de motoriséierten Individualverkéier.

Den öffentlechen Transport huet awer nëmmen dann eng Chance, wa seng Roll innerhalb vum Verkéierssystem och méi effizient gestalt gëtt. E brauch déi noutwendeg Rahmebedingunge fir dee Qualitéitssprong, deen noutwendeg ass. Dëse Projet, iwwert dee mer eis haut hei ausschwätzen, bitt déi eemoleg Chance dëse Qualitéitssprong ze gewährleeschten. Duerch d'Vernetzung vun deem klassesche Schinnennetz mam neien Tramnetz an der Stad, mat wuel eemolegem Ëmklammen, brénge mer et fäerdeg d'Fördercapacitéiten ze erhéijen a virun allem, an dat ass wichteg, d'Quell- an d'Zilgebidder vun de Bewegunge schnell, sécher a virun allem bequem mateneen ze verbannen. Et gëtt net vill aner Verkéierssystemer, déi dësen Ufuerderunge gerecht ginn.

Et mécht elo hei kee Sënn, dëse Konzept mat aneren ze vergläichen, déi schonn emol eng Kéier vläicht um Dësch loungen, an déi och gutt waren, a vläicht souguer an eenzelne Punkten nach besser waren, an doriwwer ze lamentéieren, dass se net realiséiert goufen. Sécher kënne mer bedaueren, dass de BTB-Konzept kee politesche Konsens fonnt huet, mer kënnen och bedaueren, dass dee vun den CFL elo op eemol ugefouerte Sécherheetsproblem eréischt 2017 fréistens geléist kéint ginn. Sécher ass et och komesch, dass elo eréischt erausfonnt ginn ass, dass Verspéidunge beim Train-Tram sech forcément géifen op dat traditionellt Schinnennetz iwwerdroen an do fir Problemer suergen, an esou weider.

Fakt ass, dass all System seng Stäerkten a seng Schwächten huet, an dass et verschidde Realitéite gëtt, déi een net ka verkennen, wéi zum Beispill d'Entwécklung vun der Populatioun an d'Entwécklung um Niveau vun de Migratioune bei de Frontalieren an déi domat verbonne Capacitéitsproblemer. Alles dat hëlleft awer näischt. Mir musse weiderkommen a mat aller Konsequenz d'Mobilitéitsproblemer ugoen, an enger Léisung zoufélieren. Wichteg ass, dass mer elo esou séier wéi méiglech, wéi de Minister ëmmer seet, Neel mat Käpp maachen an endlech eng Verkéierspolitik aleeden, déi op engem Mobilitéitskonzept opbaut, dat konsequent, awer wierklech konsequent, den öffentlechen Transport an de Mëttelpunkt stellt.

Mat dësem Projet, dee mer haut presentéiert kritt hunn, féiere mer en neit schinnegebonnent Verkéiersmëttel an, den Tram. Den Tram an der Stad, och wann e isoléiert ouni Gare-périphériquen - an dat ass richteg, wat hei gesot ginn ass vum Paul Helminger - ka fonctionnéieren, den Tram an der Stad ass awer net alles; wann och e ganz wesentlecht Element an deem ganze Konzept.

Den Tram liwwert Capacitéitsméiglechkeeten, déi d'Bussen ni erreeche kënnen, speziell net op der Achs Gare/Uewerstad. De Bus behält awer, an dat ass och scho gesot ginn, seng Wichtegkeet an deenen nächste Joren, och an dësem Konzept. Seng Roll gëtt vläicht souguer nach vill méi bedeitend wéi dat bis elo de Fall war, souwuel an der Stad wéi och an der Regioun. Se muss just nei definéiert an adaptéiert ginn un d'Situatioun. De Marc Angel wäert herno eenzel Aspekter dovun och nach, wat d'Stad ugeet, beliichten.

Den Tram kann natierlech net isoléiert duerch d'Stad fueren, och wann en et op där Linn, déi elo virgesinn ass, duerchaus kéint maachen. Mä wa mer et am Gesamtkonzept kucken, dann ass eng Inselléisung net wënschenswäert. An duerfir däerft dat och keng Inselléisung bleiwen.

Den Tram muss ugebonne ginn un dat klassescht Schinnennetz; fir d'éischt op der Gare an dann op de Gares périphériques Houwald, Zéisseng a Kierchbierg. Dat ass scho gesot ginn, an dat ass wichteg. Dëse Garë fält eng ganz wesentlech Bedeitung zou. Si wäerten eng Schlëssselroll - an dat ass richteg, wat de Jean-Marie Halsdorf och gesot huet - ze spille kréien, well do dann déi verschidde Systemer openee wäerte stoussen, fir dass et Sënn mécht; Systemer, déi sech jo am Endeffekt herno ergänze sollen. Hei ass et wichteg, dass déi Garen awer esou ausgeriicht ginn, dass d'Ëmsteige vum Zuch op den Tram esou attraktiv an esou bequem wéi méiglech kann duerchgefouert ginn.

Et muss ee wëssen, dass d'Leit akzeptéieren eemol ëmzesteige während hirem Trajet, wann dat ouni gréisser Problemer a puncto Schnellegkeet, Bequemlechkeet an och Wiedercontrainten iwwert d'Bühn goe kann. D'Gares périphériques sinn natierlech och ze gesinn am Kader vun anere Projeten a Richtung Süden, oder och am Kader vum Projet Eurocap-Rail, dee lues a lues och schéngt op d'Schinnen ze kommen.

Déi Projete musse gradesou séier virugedriwwe gi wéi de Bau vun der neier Tramslinn an der Stad. Et ass einfach am Konzept e Ganzt. Natierlech kënnen net all Projete gläichzäiteg realiséiert ginn. Et mussen also Prioritéite gesat ginn. An zu dëse Prioritéite gehéieren evidenterweis déi nei Linne vu Lëtzebuerg op Esch, wou mer mat Schmäerzen op d'Resultater vun der Impaktetüd waarde respektiv och vu Lëtzebuerg op Beetebuerg, well mer haut hei scho wierklech un eis Capacitéitsgrenzen op der Eisebunn stoussen.

D'Zuelen, déi mer presentéiert kruten, weisen awer och, dass mer en Haaptakzent op d'Frontalierë musse leeën. Hei muss een aner Strategien entwéckelen, wéi vläicht bis elo. Strategië fir déi Leit, déi Frontalieren, esou séier wéi méiglech op den öffentlechen Transport verlagert ze kréien, mat der Zurverfügungsstellung vun ausräichende Capacitéiten.

Ech sinn duerfir och der Meenung, dass, niewent deenen do Linnen, déi nei klassesch Schinneverbindung vun der Gare iwwert den Zens, bei de Findel, bei d'Ausstellungshalen, eng weider Prioritéit muss kréien, well si d'Méiglechkeet schaaft d'Haaptgare ze entlaaschten an d'Zuchbenotzer a kuerzer Zäit op de Findel an op de Kierchbierg ze brénge. Dat géllt natierlech och an éischter Linn fir déi däitsch Grenzpendler, déi a grousser Zuel um Kierchbierg schaffen, awer och vill aner Beruffspendler, déi hei eng confortabel an zäitspuerend Verbindung zur Verfügung gestallt kréien. De Roger Negri wäert op aner Aspekter, wat d'Infrastrukturen ugeet, nach agoen.

Här President, de Projet, dee mer hei virleien hunn, mécht Abstraktioun vun enger Tramverbindung vun der Nordstreck ab Dummeldeng op de Kierchbierg. E Projet, dee jo schonn hei vun der Chamber votéiert ginn ass. Mir spueren domadder wuel, a Milliounen ausgedréckt, 264,5 Milliounen Euro, mä mer spueren awer och eng attraktiv Zoubréngerverbindung aus Richtung Norden. Mer däerfen awer net vergiessen och de Verkéier aus der Nordregioun méi attraktiv ze gestalten. Duerfir ass et wichteg och d'Gare Dummeldeng ze revaloriséieren an do Efforten ze maachen, fir d'Ëmsteigen vum Zuch op de Bus, oder ëmgedréint, op dëser Gare ze favoriséieren.

Här President, et ass ganz kloer, dass wann dëst Mobilitéitskonzept ee vun der Zukunft soll sinn, da muss e sech och an d'Entwécklungskonzept IVL integréieren. Déi integrativ Dimensioun vun dësem Projet am Kader vun der Landesplanung ass duerfir immens, immens wichteg. Dëse Projet fokussséiert sech zu engem groussen Deel de Moment op d'Stad Lëtzebuerg, op d'Verbesserung vun de Capacitéiten, fir d'Leit an d'Stad eranzebrénge respektiv tëschent der Gare an der Uewerstad.

Mir mussen awer wëssen, dass mer haut schonn, an an der Zukunft nach méi, niewent der Haaptstad nach aner Aktivitéitszone wäerte kréien, och am Sënn vum IVL an am Kader vun enger dezentraler Approche vun eise wirtschaftlechen Aktivitéiten. D'Nordstad ronderëm Ettelbréck an Dikrech an och d'Südregioun ronderëm Esch an d'Frichen um Belval sinn déi zwee Haaptpolen, déi hei viséiert sinn a fir déi och an den nächste Jore musse Léisunge fonnt ginn.

Et ass och gutt, dass de Minister zesumme mat de Responsabele vun der Stad Esch en Aarbechtsgrupp agesat huet, fir och an deem Beräich déi Problematik do ze diskutéieren. Ech hoffe just, dass et sech net op d'Stad Esch eleng beschränkt. Et ginn och nach aner Gemenge ronderëm d'Stad Esch, déi gradesou vun der Entwécklung betraff si wéi d'Stad Esch selwer, an dass och déi dann do hir Meenung kënnen afléisse loossen.

An dann ass et effektiv eng Erausfuerderung ze préiwen, ob dee Modell hei, dee fir eis Haaptstad zréckbehale ginn ass, och kann op déi aner Regiounen am Land iwwerdroe ginn, fir dann och do eng Verbesserung vun der Offer vum öffentlechen Transport ze realiséieren. Ech erënneren drun, dass mer eng Universitéit an de Süden, bei Esch solle kréien an dass mer och e Projet hunn, dee sech Friche Belval nennt, dee ganz effizient muss un den öffentlechen Transport ugebonne ginn, wou et ustriewenswäert ass en „modal split" ze kréie vu 40% öffentlechen Transport. Duerfir, mengen ech, ass et derwäert driwwer nozedenken och dee System, dee mer elo hei haaptsächlech fir d'Stad Lëtzebuerg konzipéiert hunn, op déi aner Regiounen an da speziell och an dësem Fall op de Süden, mä och op den Norden ze iwwerdroen.

Ech wollt dann awer nach zwou Froen dem Minister stellen; vläicht huet hie se a senger Introduktioun évoquéiert, ech hu se awer net richteg matkritt. Déi éischt betrëfft d'Wartung vum Tramsmaterial: Ass et esou - an hie ka mer dat da vläicht soen -, dass den Entretien vum Tramsmaterial am neien Zentralatelier vun der Eisebunn soll gemaach ginn? A wa Jo: Misst dann net direkt och en Uschloss un d'Schinnennetz do mat ageplangt ginn?

Déi zweet Fro betrëfft d'Eisebunnsgesellschaft an hirer Gesamtheet. An do wollt ech de Minister froen, wéi hien d'Roll vun der CFL-Gesellschaft an dësem Projet, haaptsächlech wat de Bau an och d'Exploitatioun vum Tramssystem ugeet, gesäit. Ech erënneren drun, dass jo beim BTB-Projet d'CFL soll d'Realisatioun iwwerhuelen an dass och de Bau vun der Train-Tram-Trace vun der Gare a vun Dummeldeng op de Kierchbierg erop eigentlech vun der Eisebunn sollt realiséiert ginn.

Et geet elo vun öffentlech-private Partnerschaften a kommerzielle Gesellschafte Rieds. Ass et dann net esou, dass d'Eisebunn déi eenzeg Gesellschaft hei am Land ass, déi iwwert den noutwendegen Know-how verfügt fir Schinnennetzer ze bauen an ze exploitéieren? Ech stellen dat einfach emol esou an de Raum. Misst se och duerfir net, niewent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg, vun Ufank un an de Projet mat agebonne ginn?

Här President, dëse Projet wäert eis an der Léisung vun eise Mobilitéitsproblemer sécher e gutt Stéck weiderbréngen. Et ass duerfir wichteg, dass e séier ka realiséiert ginn, och wann en net onbedéngt „der Weisheit letzter Schluss" muss sinn. An duerfir ass et gutt, dass en esou konzipéiert gëtt, dass et och spéider méiglech ass op en anere System, voire Train-Tram-System, ëmzewiesselen, wa sech dat da géif als noutwendeg erausstellen.

Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir alleguerten, Politiker a Gesellschaft, mussen erkennen, dass mer elo u Grenze stoussen, wou e weidert Usteige vum Verkéiersopkommes eeschthaft Schued fir den ekologeschen, den ekonomeschen an och de sozialen Equiliber an eiser Gesellschaft wäert hannerloossen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dëse Projet hëlleft eis dat ze verhënneren, well en op eng ëmweltverträglech a vollekswirtschaftlech sënnvoll Aart a Weis d'Mobilitéit vun de Leit och an Zukunft kann assuréieren. Eist Land an eis Stad brauchen dëse Projet. Et ass e Konzept mat enger neier Dimensioun, dat den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg endlech an en neit Zäitalter wäert eraféieren.

Ech hu scho gesot, d'LSAP gëtt dësem Projet seng Zoustëmmung, an am Numm vu menger Fraktioun an och vun der CSV, der DP an deene Grénge wëll ech heimat och eng Motioun deponéieren, an där mer d'Regierung an hirer Démarche ënnerstëtzen a si invitéieren, dës Pläng ze konkretiséieren am Sënn vum IVL, am Sënn vum „modal split" 25/75, am Sënn och vun enger anerer, enger neier, enger moderner Transportpolitik, an dann och esou séier wéi méiglech d'Froe ronderëm d'Modalitéite vum Bau, vun der Exploitatioun a vum Finanzement vum Tram léger ze klären tëschent deene verschiddenen Acteuren, déi implizéiert sinn. Kommt, wann ech gelift, mir verléiere keng weider Zäit méi a mir paken et un!

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 dispose que «En matière d'infrastructures de transports, la politique générale du Gouvernement s'inscrira dans le cadre de l'objectif général d'atteindre au niveau national et à l'horizon 2020 un doublement de la quote-part du transport en commun au volume global du trafic motorisé de manière à aboutir à une relation de 25:75. Dans ce contexte, les projets individuels d'infrastructure routière et ferroviaire seront arrêtés par le plan sectoriel ‚Transports' défini sur base de l'IVL. (...) Conformément aux recommandations formulées par l'IVL, le Gouvernement (...) fera également analyser l'opportunité de compléter ce réseau par certains tronçons de tram classique de manière à améliorer la qualité de la desserte de la capitale tout en économisant des fonds publics.»;

- considérant que l'accord de coalition arrête par ailleurs que: «Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, un effort particulier sera réservé au développement de l'infrastructure ferroviaire sur base de l'intersection des projets saillants tant du projet BTB issu de l'étude ‚Luxtraffic' que du papier stratégique ‚mobilitéit.lu'. (...) Sur base de l'évolution des besoins de mobilité sur le territoire de la capitale et de sa périphérie, le Gouvernement fera étudier la faisabilité d'autres extensions du réseau ferré destinées en particulier à connecter les polycentres d'habitation et d'activités existants et projetés.»;

- considérant que divers projets infrastructurels résultant de la stratégie «mobilitéit.lu» et devant contri-

buer à atteindre les objectifs définis en matière de transports en commun et notamment de partage modal par l'IVL sont d'ores et déjà votés par la Chambre ou en voie de l'être, voire en cours de réalisation, tandis que d'autres projets élaborés dans le même but font partie du programme des investissements publics à plus long terme, et que l'ensemble de ces projets doit être combiné de manière à permettre d'atteindre le partage modal prévu par l'IVL ainsi que les autres objectifs mis en perspective par cette étude;

- considérant qu'un groupe de travail dénommé «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg» fut institué en juin 2005 sur initiative du Ministre des Transports et du Collège des Bourgmestre et Échevins de la Ville de Luxembourg, et que ce groupe a eu comme mission d'analyser l'évolution des indicateurs structurels et de mobilité, les différents concepts et tracés pour une éventuelle extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg, d'examiner la faisabilité technique tant en ce qui concerne l'implantation dans le tissu urbain que pour ce qui est de son raccordement au réseau ferroviaire existant et aux gares périphériques projetées, d'établir une estimation des passagers en termes de modal split et de procéder à une évaluation financière sommaire des différents scénarios;

- considérant qu'il ressort du rapport de ce groupe que les concepts actuels au niveau de l'aménagement du territoire et du développement urbain, les concours d'idées internationaux d'urbanisme récents, les croissances extraordinaires, voire même inattendues des indicateurs structurels et de mobilité dont notamment l'afflux prépondérant des frontaliers, les exigences en matière de protection de l'environnement, l'implantation de nouveaux dispositifs de sécurité sur le réseau ferroviaire luxembourgeois et finalement les contraintes budgétaires actuelles demandent une adaptation des stratégies en matière d'organisation des transports publics;

- considérant que les concepts de l'aménagement du territoire, dont notamment l'IVL, vont de pair avec la réalisation au niveau national d'un système ferroviaire performant axé sur le train classique et peuvent s'accommoder de la création d'un système complémentaire de type léger en milieu urbain;

- considérant que la facilité d'intégration dans le tissu urbain, le maintien des capacités sur le réseau ferré classique, le gain d'attractivité du côté voyageurs à chaque étape de la réalisation et notamment le coût de construction raisonnable constituent des atouts majeurs du scénario «Tram léger»;

- considérant que l'implantation du système du «Tram léger» peut également contribuer à une amélioration de l'offre en matière de transports publics dans les autres centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur que sont la Région Sud et la Nordstad et ainsi assurer le développement complémentaire et non concurrentiel des différents pôles d'attraction du Grand-Duché;

- considérant que le dossier de synthèse du groupe de travail souligne la nécessité que le scénario préconisé doit impérativement s'insérer dans une approche d'ensemble englobant la création des nouvelles lignes ferrées classiques Luxembourg-Esch et Luxembourg-Bettembourg, les gares périphériques Howald, Cessange et Kirchberg/FIL, et un réseau de transport par autobus cohérent sur les plans local, régional (e.a. desserte Nord-Centre), national et transfrontalier;

- considérant que la réalisation des objectifs de l'IVL ne pourra résulter que d'une conception d'ensemble, dans laquelle des éléments existants et actuellement en voie de mise en œuvre doivent encore recevoir les compléments qui s'imposent, tant au niveau national qu'à celui de la Ville de Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à continuer de mener une politique des transports et des infrastructures qui sert l'objectif d'atteindre un partage modal de 25/75 en faveur des transports en commun au niveau national, ce qui requiert un partage modal de 50/50 sur le territoire de la Ville de Luxembourg;

- à concrétiser l'épine dorsale d'un réseau de transports en commun national, constituée par l'axe nord-sud (Nordstad-Luxembourg-Bettembourg/Esch-sur-Alzette), ensemble avec les gares périphériques de la Ville de Luxembourg au Kirchberg, à Howald, à Dommeldange et à Cessange, devant permettre un accès direct par chemin de fer classique aux principales zones d'activités situées dans la périphérie de la Ville de Luxembourg et au site aéroportuaire;

- à préciser et approfondir, ensemble avec la Ville de Luxembourg, le projet de la mise en place d'un tram léger, en spécifiant notamment la manière dont il devrait cohabiter avec le réseau d'autobus AVL/RGTR existant, en tenant compte des besoins spécifiques des quartiers résidentiels et du transport scolaire, ainsi que le tracé du tram sur l'axe central à travers la capitale et les besoins de réorganisation des flux de la circulation routière;

- à clarifier, dans ce contexte et dans les meilleurs délais, les modalités de construction, d'exploitation et de financement du projet d'un tram léger dans la Ville de Luxembourg, en tablant sur un partenariat notamment entre l'État, la Ville de Luxembourg et le secteur privé;

- à intégrer la solution retenue au niveau de la capitale dans le plan directeur sectoriel «Transports» et d'en tenir compte dans le cadre du monitoring de l'IVL en vue de garantir une cohérence de l'ensemble des démarches prospectives au niveau des transports et du développement spatial et afin que le projet «Tram léger» puisse constituer un élément majeur d'un concept national d'ensemble qui fournit des réponses bien au-delà des besoins de la Ville de Luxembourg en matière de mobilité;

- à tenir la Commission des Transports régulièrement informé sur l'état d'avancement du dossier.

(s.) Roland Schreiner, Marc Angel, François Bausch, Paul Helminger, Marc Spautz.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt néng Punkten opwerfen am Kader vun der Debatt haut de Mëtteg, déi, géing ech e bësse soen, eigentlech wäit iwwert dat erausgeet, wat deen e bësse verfälschten Titel oder Intitulé ubelaangt, dee mer der Debatt hei de Mëtteg ginn hunn, wou eigentlech e bësselchen dra suggeréiert ass wéi wann et just géing drëm goen, iwwert den Ausbau vum Réseau ferré zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

Et geet hei sécherlech ëm vill méi, an ech mengen - esou wéi een dat och scho konnt souwuel beim Transportminister wéi och beim Landesplanungsminister eraushéiere wéi och bei verschiddenen anere Riedner -, et hätt ee sech eigentlech missen en aneren Titel hei afale loossen, nämlech éischter an d'Richtung ze goen, fir eng Debatt ze féieren de Mëtteg iwwer e generelle Wandel an der Mobilitéitspolitik hei am Land. Eng Mobilitéitspolitik, wéi den Transportminister a senger Konklusioun zu Recht gesot huet, déi dem 21. Jorhonnert eigentlech gerecht gëtt.

Néng Punkten, wéi gesot, wollt ech opwerfen. Deen éischten, deen ass emol deen, dee mat eisem Wirtschaftsstanduert selwer ze dinn huet. Mir féiere jo de Moment eng ganz intensiv Debatt hei zu Lëtzebuerg iwwer Reforme vun de Statsfinanzen, iwwer Bekämpfung vun Aarbechtslosegkeet, iwwer Schafung vun neien Aarbechtsplazen, an an deem Kontext gi jo eng ganz Rei sou genannte Standuertfacteuren opgezielt, déi mer missten halen, wou mer haut am positive Sënn dostinn oder wou mer am negative Sënn dostinn, déi mer misste verbesseren, an et ass ganz sécher esou - dovu sinn ech der fester Iwwerzeegung -, datt d'Mobilitéit e ganz haarde Standuertfacteur ass an enger Gesellschaft haut an engem industrialiséierte Land.

Si gëtt ëmmer méi zu engem Facteur, deen déterminant ass, ob e Betrib sech iergendwou nidderléisst oder net, a wann een nëmmen eleng kuckt, wat sech um nationalen Niveau de Moment ofspillt vu Betriber, déi op eemol vun enger Regioun an eng aner oder vun enger Gemeng an eng aner plënneren, da stellt een oft fest, datt d'Plënnere ganz staark mat Mobilitéitsfacteuren ze dinn huet.

E rezent Beispill hate mer oder konnte mer héieren an deene leschten Deeg. Ech wëll d'Firma elo, oder den Déngschtleeschtungsbetrib, net onbedéngt nennen, mä jiddferee kennt en, deen an d'Industriezon Leideleng geplënnert ass mam Argument, well an deenen anere gréissere Gemengen - ënner anerem d'Stad Lëtzebuerg, mä net nëmme méi d'Stad Lëtzebuerg, och ëmmer méi aner Gemenge ginn op dee Wee - de Parkraummanagement esou gestallt wär, datt mer an d'Richtung gi vu Reduktioun vu Parkraum fir Navetteuren zum Beispill.

Doduerjer ass deen dote Betrib mat de ganzen Aarbechtsplazen an d'Industriezon Leideleng geplënnert, mam Argument, well an der Industriezon Leideleng bis op weideres… Obschonn och do deen neie Buergermeeschter eis scho méi wéi eng Kéier a leschter Zäit no baussen och matgedeelt huet, datt seng Gemeng ufänkt ze stöhnen ënnert deem Facteur, och elo a senger Gemeng, mä et ass e Fait gewiescht, datt do dat en déterminante Facteur war, ënner anerem, firwat dee Betrib dohinner gezunn ass. Dat ass awer nëmmen een Aspekt.

Dat do ass elo de Parkraum. Et kënnt een dat nämlecht kucke generell bei der Accessibilitéit vum Betrib. Et kënnt een dat nämlecht kucken och wat den Zoubrénger ubelaangt, den öffentlechen Transport generell, wéi een iwwerhaapt dohinner kënnt an e Betrib haut an esou weider. Dat heescht, d'Mobilitéit ass ganz däitlech zu engem ganz, ganz wichtege Standuertfacteur ginn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg enorm strukturell Defiziter an deem dote Beräich, an duerfir, wa mer an Zukunft gär hätten, datt dat Land sech nach soll weiderentwéckelen, datt mer Betriber och vu baussen, haaptsächlech Betriber och a méi engem Hightech-Secteur, wou d'Mobilitéit eng ganz grouss Roll spillt, wëllen op Lëtzebuerg unzéien, da musse mer an der Mobilitéit ëmdenken, da musse mer déi strukturell Defiziter, déi mer haut an der Mobilitéit hunn, iwwerdenken.

Zweete Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass: D'Mobilitéit zu Lëtzebuerg kënne mer nëmme kucken, andeem mer se am nationale Kader kucken. Et mécht glat a guer kee Sënn ze mengen, et kéint een d'Mobilitéitsproblemer an déi strukturell Defiziter, vun deenen ech geschwat hunn elo virdrun, léisen, andeem mer géingen op eng reng lokal, regional Léisung setzen. Mir hunn hei en nationale Problem. Mir hunn e Wirtschaftsstanduert, deen - ech kommen nach dorobber ze schwätzen - sech op dräi Deeler am Land, dräi Regiounen am Land focaliséiert, mä déi awer enk ëmmer méi mateneen och verzahnt sinn. Duerfir ass et absolut sënnlos ze mengen, et kënnt een an iergendengem Sënn de Mobilitéitsproblem léisen eleng um lokalen oder eleng um regionale Feld.

Duerfir ass et och richteg, fir déi Diskussioun haut esou ze féieren, datt mer een Element, wat jo nei ass an der Diskussioun de Moment elo, kucken an diskutéieren haut an engem gesamten nationale Kontext, et an der gesamter nationaler Mobilitéit zesummenhängend gesinn.

Drëtte Punkt, Här President, ass, datt mer mussen an der Mobilitéit Prioritéite setzen, aus zwee Grënn. Deen éischten, dat ass en Effizienzgrond. Mir hunn, géing ech gär soen, an deene leschten 30 Joer hei am Land versicht, d'Mobilitéit zu ganz groussen Deeler menge kënnen ze léisen, andeem mer ausschliesslech op den Ausbau vum Individualverkéier gesat hunn. Mir hunn enorm Zommen an de Stroossebau investéiert. Mir hunn enorm Facilitéite geschafe fir den Individualverkéier. Mir mussen awer haut e Bilan dovunner zéien a feststellen, datt dat Spréchwuert, wat déi Gréng an den 80er an den 90er Joren oft hei virgedroen hunn, nämlech „Wie Stroosse baut, dee wäert Verkéier ernten", absolut agetratt ass,…

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …an datt mer sécherlech plazeweis Verbesserunge kritt hunn, mä generell gesinn d'Mobilitéitsproblematik sech sécherlech mat där dote Strategie net verbessert huet. Duerfir musse mer elo Prioritéite setzen an eng aner Richtung. Mir mussen einfach dee Constat haut maachen a soen: Dat eleng geet net duer! Duerfir muss d'Prioritéit an deenen nächste Joren a Jorzéngten um öffentleche Verkéier leien.

Sécherlech kënnt dann där Prioritéitesetzung, wann een aus engem finanzpolitesche Bléckwénkel kuckt, nach méi eng grouss Bedeitung zou, well wa mer wëssen, datt d'budgetär Mëttelen net méi esou si wéi um Enn den 90er Joren, Ufank dem 21. Jorhonnert, da musse mer jo Prioritéiten an alle Beräicher setze vun der Politik, mä awer ganz besonnesch an deem heiten, well soss renne mer mat Sécherheet, wéi schonn e renommméierte Premierminister eng Kéier gesot huet, mat 100 à l'heure an eng Mauer. Dëst gëtt zwar da keng Rentemauer, mä an eng Verkéiersmauer.

Véierte Punkt, Här President: Mir brauchen e globaalt Konzept. Et ass absolut sënnlos ze mengen, et kéint ee mat engem eenzegen Element vun der Mobilitéit Problemer léisen. Globaalt Konzept heescht, datt mer all déi eenzel Verkéiersträger ëmmer zesumme mussen analyséieren. Dat heescht, de Bus, den Zuch, den Tram, de Vëlo, de Foussgänger an och den Auto mussen zesumme gekuckt ginn, awer si mussen do agesat ginn, wou se als eenzel Elementer am effizientste si fir déi spezifesch Verkéiersproblemer dann ze léisen, a si musse sech abetten an e gesamt, globaalt Konzept.

Dat ass eppes wou ech emol, wann ech d'Rieden de Mëtteg héieren hunn, frou si festzestellen, datt mer endlech, wéi et schéngt, zu Lëtzebuerg och op deem Niveau ukomm sinn, datt mer dat an deem Sënn esou gesinn, an datt mer net méi mengen, mir kënnten déi eenzel Acteure lassgeléist vunenee behandelen an och da versiche Léisungsvirschléi auszeschaffen, andeem mer eenzel Elementer lassgeléist favoriséieren oder defavoriséieren.

Fënnefte Punkt, Här President: D'Landesplanung spillt eng enorm wichteg Roll. Grad e Land wéi Lëtzebuerg mat nëmmen 2.586 km² Fläch a mat engem wirtschaftleche Potenzial, wann een am europäesche Kontext kuckt, wat jo awer enorm ass, ass nach vill méi drop ugewise wéi iergenden anert Land, e grousst Land zum Beispill, fir eng intelligent Notzung vum Raum endlech an d'Wee ze leeden. Mobilitéit a Landesplanung, dat si wierklech zwou Säite vun där nämlechter Medail, dat gehéiert extrem enk zesummen. Duerfir spillen natierlech déi ganz Mobilitéitsiwwerleeunge ganz, ganz staark an och eng nei Approche eran, déi mer jo iwwert den IVL kritt hunn, fir méi eng intelligent Notzung vun eisem Raum ze kréien, dat heescht fir d'Landesplanung endlech méi eescht ze huelen.

Dat ass zu Lëtzebuerg ganz nei, well et gëtt aner Länner wou op alle Fall d'Landesplanung am Verkéiersberäich scho laang vill méi contraignant konnt agräifen. Mir hunn zu Lëtzebuerg do relativ vill Jore Retard, a mir hoffen als Gréng, datt dat sech och dann elo mam IVL - an et gesäit jo och esou aus, well de Landesplanungsministère huet jo eng wichteg an aktiv Roll gespillt bei der Ausschaffung vun dësem Konzept - soll definitiv zum Gudde wenden.

Sechste Punkt, Här President, dat ass d'Ëmweltproblematik. Ech mengen, ech wëll net nach eng Kéier all déi Detailer widderhuelen, déi hei schonn ugeschwat gi sinn, mä d'Ëmweltproblematik op zwee Niveauen, dat eent ass natierlech d'Klimaproblematik an dat anert ass awer och d'Loftbelaaschtung insgesamt.

Mir wäerte souwisou gezwonge ginn, bis 2010 am Beräich vun der Loftbelaaschtung gréisser Efforten ze maachen, fir eng besser Loftqualitéit haaptsächlech an de Stied ze kréien. Wa mer och d'Zilsetzungen aus der betreffender europäescher Direktiv, déi mer jo alleguerte kennen, déi ab 2010 contraignantë Charakter kritt, nach net erreeche kënne bis dohinner, da musse mer mindestens fäeg sinn, 2010 virzeweisen, datt mer eng Strategie hunn, wéi mer dohinner wëlle kommen, fir déi Qualitéit vun der Loft kënnen iergendwann eng Kéier dann och ze garantéieren. Sollte mer dat net hunn, da wäert dat eis och deier kaschten, emol onofhängeg vum Fait, datt et jo emol souwisou en direkten Impakt huet op d'Gesondheet vun de Leit, an datt duerfir och eigentlech e gesondheetspoliteschen Aspekt sech nach hannendrunner verstoppt.

Siwente Punkt, Här President, dat ass, datt mer zu Lëtzebuerg eng ganz spezifesch Verkéierssituatioun hunn, wahrscheinlech eng wéi en eegestännegt Land se an deem Mooss net huet. Bon, well mer nëmmen e klengt Land sinn, kann een ons éischter vergläiche mat verschiddene Ballungszentren am Ausland, mä mir sinn awer en eegestännegt Land a mir hunn duerfir eng ganz spezifesch Verkéierssituatioun. Aus dem IVL geet jo och ganz däitlech ervir, datt mer am Fong entre-temps dräi wirtschaftlech Zentren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi ëmmer méi enk awer mateneen och zesummenhänken.

Dat eent ass d'Stad Lëtzebuerg an alles dat wat ronderëm d'Stad Lëtzebuerg ass, déi Gemenge Bartreng, Stroossen, Leideleng, Hesper an esou weider. An dann dat Zweet ass de Süde mat virun allem dem Beräich Esch/Belval, an dat Drëtt ass d'Nordstad mat Ettelbréck/Dikrech. A wat dann awer nach derbäikënnt, dat ass, datt déi dräi wirtschaftlech Zentren, déi iwwer 300.000 Aarbechtsplazen, déi do ugesiedelt ginn, zu engem enorm héijen Undeel besat si mat Leit, déi vun ausserhalb vun eisen nationale Grenze kommen, dat heescht, déi emol guer net hei am Land wunnen, wat natierlech an der Verkéierssituatioun zu ganz

komplizéierten a komplexe Situatioune féiert.

Da kënnt derbäi, datt mer, wann ech d'Stad Lëtzebuerg eraushuelen, och eng Situatioun hunn, déi mer och kaum an deem Mooss am Ausland fannen, nämlech datt mer eng Haaptstad hei hunn, déi 83.000 Awunner huet, wou am Dag awer 200.000 Leit an där Stad sinn, dat heescht sech 120.000 Leit zousätzlech zu deenen 80.000 Awunner vu méindes bis freides an der Woch hei an der Stad ophalen, déi natierlech da vu baussen erakommen, wat natierlech eng immens Inzidenz huet op d'Organisatioun vun der Stad a virun allem och op de Verkéier an der Stad.

An et muss een och soen, datt, wann ee kuckt wat dat an deene leschte Joren a Jorzéngte schonn d'Stad Lëtzebuerg kascht huet am finanzielle Beräich, wou jo awer ëmmerhin e ganz Package vu Mesurë geholl gi sinn, virun allem am Beräich vum Parkraummanagement, wou déi fréier Schäfferéit eng ganz Rei wichteg Initiative geholl hunn, déi mat héijem Käschtepunkt verbonne waren, mä awer och am Busdéngscht d'nämlecht - ech wëll déi Zuelen net méi opzielen, well déi hei scho gesot gi sinn -, da muss een awer gesinn, um Beispill awer duerch dee finanziellen Effort, deen do gemaach ginn ass, datt een och dann e Resultat ka kréien.

Well dat Resultat, wat virdrun den Här Helminger hei opgezielt huet vun engem „modal split" um Gebitt vun der Haaptstad vun 28%, dat ass jo nëmme komm well do deen Effort gemaach ginn ass. Dat ass awer menger Meenung no och gradsou gutt de Beweis, datt een, wann een de politesche Courage huet, nei Weeër ze goen, dann och Resultater kann hunn en faveur vum öffentlechen Transport.

Mir sinn awer um nationalen Niveau eréischt bei engem „modal split" vun 13%, wëllen awer do op 25% kommen. Wa mer wëssen, datt eleng um Gebitt vun der Haaptstad ronn 40% vun den Aarbechtsplaze konzentréiert sinn, da wësse mer ganz genau, wa mer da wëllen op en nationalen „modal split" komme vu 25%, da musse mer mat grousser Wahrscheinlechkeet an der Stad Lëtzebuerg en „modal split" kréien, deen net bei 28% läit, mä deen éischter tëschent 35 a 40% leie muss an Zukunft, well soss erreche mer dat nationaalt Zil vu 25/75 mat Sécherheet ni.

Wann een dann nach derbäi kuckt, datt och nach en enormen Undeel un Aarbechtsplazen op deem Territoire vun de Randgemenge vun der Haaptstad ass, nämlech Hesper, Bartreng, Stroossen, och entretemps Südrandgemenge wéi zum Beispill Leideleng, an datt déi dausenden Aarbechtsplazen, déi haut schonn do sinn, datt deen Trend och do nach weidergeet mat den Aarbechtsplazen, a souguer wa mer nach esou vill Effortë vun Dezentraliséierung maachen an Zukunft, wat mer jo all hoffen, solle mer ons keng Illusioune maachen:

Et bleift ëmmer nach en Entwécklungspotenzial och sécherlech do fir déi Gemenge respektiv déi Regioun. Da wësse mer, datt mer do en Aarbechtsplazpotenzial haut schonn hunn, wat mat Sécherheet nach steige wäert. Ech hunn dat net genau chiffréiert, well ech déi Zuelen net kennen, mä ech ginn awer fest dovun aus, datt et iwwer 50% vun den Aarbechtsplazen am Land ass, wéi gesot mat Tendenz steigend.

Duerfir ass et och kloer, datt dat wat mer haut hei proposéieren, wat jo ëmmer erëm e bëssen an der Öffentlechkeet an deene leschte Wochen duergestallt ginn ass wéi wann et ausschliesslech wär fir iergenden zousätzleche neie System anzeféieren, deen nëmme fir d'Stad Lëtzebuerg wär, net stëmmt, mä datt eigentlech dee System do och muss d'Fäegkeet hunn, eng Kéier iwwert d'Gebitt vun der Haaptstad erauszefueren, nämlech vum Zentrum och an aner Géigenden, an d'Randgemengen.

Ech hoffen och ganz staark, datt am Kader vun där wichteger a gudder Konventioun, déi déi dote Gemengen alleguerte mat der Stad Lëtzebuerg zesumme mam Ministère de l'Intérieur ofgeschloss hunn, wou sech jo an der Agglolux entre-temps wierklech eng gutt Zesummenaarbecht ofzeechent, datt mer dat ganzt Konzept hei an déi ganz Iddien hei och do erafléisse loossen, fir relativ séier ze kucken, wéi mer d'Randgemenge vun der Stad Lëtzebuerg mat abezu kréien an déi ganz Iwwerleeungen hei, en vue vun engem spéideren Ausbau vun deem Ganzen.

Et gesäit een also entre-temps och schonn, zemools wann ech hei soe Randgemengen an un eng Gemeng wéi Leideleng denken, wat jo eigentlech eng Südgemeng ass, wéi no datt déi eenzel Aktivitéitszentren am Land uneneegewuess sinn a wat fir eng Problematike sech do stellen. Duerfir, wéi gesot, et geet hei wierklech net dorëms ze diskutéieren ëm eng Uertschaft oder ëm eng Regioun. D'Problemer hänken entre-temps hei zu Lëtzebuerg ganz enk zesummen.

Aachte Punkt, Här President, dat ass d'Strategie, déi mer eis dann elo ginn. Ech mengen, ech hu gesot d'Strategie an der Mobilitéit muss sech op verschiddenen Niveauen erëmspigelen. Fir „öffentlechen Transport" soen ech ëmmer léiwer öffentleche Verkéier. Bei „öffentlechen Transport" denkt ee klasseschersweis ëmmer nëmmen an der Regel un de Bus oder den Zuch oder och nach un den Tram, mä zum Beispill Vëlo oder Foussgänger, dat ass och öffentleche Verkéier, also d'Mobilité douce gëtt zum Beispill gär do vergiess. Duerfir soen ech léiwer den öffentleche Verkéier.

Beim öffentleche Verkéier, ugefaangen natierlech beim klasseschen CFL-Netz, ech mengen et ass schonn hei e puermol de Mëtteg opgezielt ginn: Déi Gare-périphériquë si wichteg an der Strategie. Genausou wichteg ass awer och den Ausbau vum Rescht vum klasseschen Eisebunnsnetz. Ech wëll déi Projeten elo net méi alleguerten opzielen, déi hei genannt gi sinn. Dann zousätzlech Neischafung vun engem neien Transportsystem mat héije Capacitéiten, op alle Fall méi héije Capacitéite fir op grousse Sträng ze fuere wéi de Bus dat ka bréngen, wat eben den Tram ass, an dat natierlech net nëmmen ze limitéieren op eng Regioun, elo den Zentrum, mä an der Iddi eraus, datt een duerno op Esch/Belval an an der Nordstad dat nämlecht ka maachen.

Ech sinn och frou, also meng Fraktioun ass och frou ze héieren, datt do och scho bis de Summer ganz konkret Initiative geholl ginn a Form vu Schafung vun engem ähnlechen Aarbechtsgrupp mat de betraffene Südgemenge respektiv och dann duerno oder am gläichen Zäitraum mat der Nordstad. Ech mengen, dat ass extrem wichteg, datt dat alles parallell analyséiert a gekuckt gëtt.

Dann natierlech den RGTR, de Busdéngscht landeswäit, deen - an dat kann ee wierklech net oft genuch betounen, well jo och ëmmer gemengt gëtt, wa mer dat hei elo géingen aféieren, da géing generell de Busdéngscht méi kleng ginn. Dat ass net wouer! Dee spillt just eng komplett aner Roll wéi haut.

Mä ech mengen, et ass evident: Éischtens, mir kënnen net duerch d'ganzt Land Schinne leeën. Dat wëlle mer och net. Et musse sécherlech nach ëmmer massiv Capacitéiten opbruecht gi vum Busdéngscht, fir do ze fueren, wou kee schinnegebonnene Verkéier ass. Dann natierlech spillt de Busdéngscht als Zoubrénger zum Zuch oder zum Tram eng enorm wichteg Roll, och an Zukunft. Duerfir ass et relativ kloer, datt de Busdéngscht iwwer Land genausou eng grouss Bedeitung wäert behalen, wéi e se haut huet, wann net souguer nach méi eng grouss muss kréien oder kritt.

Lokal Businitiativen: d'nämlecht; ob dat den TICE zu Esch ass oder souguer och esou Citybus-Initiativen, och dat wäert weider musse bestoe bleiwen. An och der Stad Lëtzebuerg hire Bus, dee relativ staark ausgebaut ginn ass an deene leschte Joren, wäert sécherlech net méi kleng gi wéi en haut ass. E wäert anescht vläicht fueren.

E gëtt och - an do wëll ech eng kleng Klammer opmaachen - an deem Sënn reforméiert, ebe well d'Stad Lëtzebuerg sech anescht entwéckelt huet déi lescht 15 Joer. Dee Busdéngscht vun haut, deen zwar ganz performant ass, baséiert op enger Studie, déi sech awer op d'Enn vun den 80er Jore baséiert. Mat all deem, wat duerno ëmgesat ginn ass, muss een dat reformëieren, och well ee sech souwéisou all 15 bis 20 Joer eng Kéier muss grondleeënd iwwerleeën, ob een net säin öffentlechen Transport muss reorganiséieren.

Mat Sécherheet steet et haut och un, datt de städtesche Busdéngscht, also de Busdéngscht vun der Stad Lëtzebuerg, iwwerschafft gëtt. Duerfir hu mer och an der Stad Lëtzebuerg dem IVV-Büro en Optrag erausginn, fir dat ze maachen, an zwar an zwou Etappen: eng éischt Etapp, déi reng mam innerstädtesche Beräich ze dinn huet de Moment vun der Stad Lëtzebuerg, esou wéi d'Situatioun sech haut presentéiert; an eng zweet Etapp dann en vue vun der Realisatioun vun engem Tram-System 2012, mat dem kloren Optrag natierlech, datt de Bus nëmmen esou kann oder muss ëmorganiséiert ginn, datt et net zu engem Qualitéitsverloscht kënnt an der Offer par rapport zu deem, wat mer haut hunn.

Dann d'Mobilité douce: Ech mengen, um nationalen Niveau mussen do Saache passéieren. Mir haten eng interessant Interpellatioun hei am Januar zu deem Thema, wou een och konnt feststellen, datt bei der Regierung - muss ee luewenswäerterweis soen - de Wëlle besteet, fir an der Mobilité douce wierklech e Schratt weiderzekommen. Do muss och den nationalen Niveau natierlech mam regionalen a lokalen Niveau zesummeschaffen. Jiddfereen huet do seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Da muss gekuckt ginn, wéi mer dat alles matenee verknäppt kréien, dat heescht, wéi mer déi national Konzepter mat de regionalen a lokale verknäppt kréien. Mir sollen haaptsächlech bei dem innerstädtesche Verkéier bei wäitem net ënnerschätzen, wat do fir e Potenzial drastécht, och fir de motoriséierte Verkéier évitéiert ze kréien, respektiv wat fir e Potenzial drastécht fir d'Mobilité douce. Dat ass entretemps am Ausland bei anere Stied vill berechent ginn. Dat läit ongeféier bei Strecken tëschent 0 a 5 km bei 10%, wat wierklech, wéi gesot, net näischt ass.

An dann natierlech schlussendlech och den Auto. Den Auto wäert weider och eng Roll spillen. An deem Sënn musse mer kucken, wéi mer intelligent Park&Ride-Systemer opbauen am Land. Ech géing soen, méi intelligenter vläicht wéi mer der och an deene leschten zéng, 20 Joer opgebaut hunn, déi oft méi aus enger Nout eraus gebuer gi sinn, fir iwwerhaapt nach der Verkéierssituatioun Meeschter ze ginn. Et miisst ee se éischter hei nach da ganz däitlech an der Kombinatioun gesi mam öffentleche Verkéier oder anere Verkéiersträger; et kënnen och souguer dann d'Mobilités douces sinn. Ech mengen, an deem Sënn ass och do nach sécherlech Nachholbedarf.

Néngte Punkt, Här President, a leschten, dat sinn d'Finanzen. Et ass schonn de Mëtteg hei oft iwwert d'finanziell Envergure geschwat ginn. Jo, d'Mobilitéitswend, déi kascht eppes. A si kascht och vill. Dat ass ganz evident. Mä et muss ee se awer och am Verhältnis emol kucken zu deem, wat mer am Stroossebau an deene leschte Jorzéngten investéiert hunn.

Ech wëll hei nëmmen d'Nordstrooss eraushuelen. An zwar nëmmen dat Stéck vun der Nordstrooss vu Miersch bis op de Kierchbierg, wou, wann et fäerdeg ass, mer op engem Chiffer wäerte leien tëschent 500 a 600 Milliounen Euro. Dat heescht, bal, also eppes Klenges iwwer eng hallef Milliard Euro, fir eng Strooss vun ëm déi 16 km. Den Här Spautz huet virdrun hei…

(Interruption)

Dat hänkt dovun of, wou een elo ufänkt hei ze rechnen. Kommt mir ginn eis och nach eens op 15 km. Et ass och nach egal. Et kënnt do net op 1 km un. Mä wann een do dann dee ganze Pak rechent, deen Der virdrun hei zu Recht opgezielt hutt, wat de Käschtepunkt dovun ass, an dat a Relatioun stellt nëmme mat deene 16 km, da gesäit een, datt eigentlech de Käschtepunkt vum Stroossebau a kengem Verhältnis steet zu deem, wat de Käschtepunkt ass vum öffentleche Verkéier.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …dat gëtt ze deier.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wat mengt Der, Här Mehlen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wann een eng Autobunn bal nëmme mat Tunnelen a Brécke baut, da gëtt se deier. Do ass iwwerhaapt keen Zweifel.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, Här Mehlen, ech kann lech soen, ech hunn elo natierlech, fir, loosse mer soen, e bësse provokativ ze sinn, déi deierste Variant erausgeholl. Mä ech kann lech awer soen, wann Der de Kilometerpräis vun der Saarautobunn rechent, oder aner Autobunnen, dat gëtt och net bëlleg.

(Interruption)

Mengt net, datt Der do bei der Halschent vum Präis géingt leie par rapport zu deene 16 km Nordstrooss. Et ass relativ kloer: De Stroossebau ass en héije Käschtefaktor. An dobäi rechne mer jo dann nach nëmmen de Bau. Mir rechne jo net wat den Ënnerhalt herno also kascht. Dat rechne mer do och net alles mat dran, well hei si jo awer och virdru schonn am öffentlechen Transport eenzel Elementer mat agefloss, wat ganz typesch gemaach gëtt, wa mer iwwert den öffentlechen Transport schwätzen, déi da schonn herno mat der Exploitatioun a mam Ënnerhalt ze dinn hunn, wat hei net dran ass.

Mä bon, ech wëll awer elo guer net emol do eng Polemik entfachen: dat eent géint dat anert. Ech mengen, mir sollen eis awer bewosst sinn, datt mer dat Verhältnis do sollen am Kapp behalen, an datt sech deementspriechend, wat mer herno derfir kréien, effektiv dann de Käschtepunkt ganz staark relativéiert.

Da muss ee souwéisou wëssen, datt, wa mer deen doten Effort net maachen an d'Mobilitéitswend net kréien, et eis duerno vill, vill méi deier kascht. Well da kascht et eis um Niveau vun der Liewensqualitéit en héije Präis. Et kascht eis um Niveau vun der Ëmwelt en héije Präis. Et kascht eis bei Kyoto en ëmmer méi héije Präis, wou guer net méi ofzegesinn ass, wéi héich en eng Kéier wäert ginn, wann een déi lescht Zeenarioe kuckt vun de Klimamodeller, déi entre-temps berechent gi sinn.

Et kascht eis eppes am Beräich vun der Energiepolitik/Energieverbrauch. Et ass awer relativ kloer, datt, wann ech 350 Leit an en Zuch setzen an déi kollektiv mat engem Gefier féieren, wa mer emol d'Energieeffizienz kucke vun esou engem Transportmëttel par rapport dozou, datt déi 350 Leit alleguer eenzel mat hirem eegenen Auto kommen, mer do an e Verhältnis kommen, wat wierklech exorbitant ass en défaveur zum Individualverkéier. Dat heescht, och an dem Beräich Energiepolitik/Energieproblematik kascht et eis en héije Präis.

A schlussendlech kascht et eis och en héije soziale Präis. Well mir dierfen net vergiessen - an dat gëtt awer leider vill ze vill oft vergiess -, datt 20%, laut Zuele vum Statec, zu Lëtzebuerg iwwerhaapt keen Auto hunn. Dat heescht, 20% vun der Bevölkerung - dat sinn der net wéineg - sinn total ugewisen op d'öffentlech Verkéiersträger.

(Interruption)

Gelift?

M. le Président.- Wollt Der dem Här Bausch eng Fro stellen?

Une voix.- Dir schwätzt vun 20% vun der Bevölkerung, mä et sinn 20% vun de Familljen, wat e bësse manner ass.

Une autre voix.- Vun de Stéit.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, jo. Da schrauwe mer et e bëssen erof. Mä et sinn awer nach, egal wéi, vill vun de Stéit.

(Interruptions)

Et sinn 20% vun de Stéit, jo.

M. le Président.- Maacht lech eens an Ärer Fraktioun.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech mengen, mir maachen eng gréng Interfractionnel nächstens. Da gi mer ons eens iwwert d'Zuelen.

(Hilarité)

Mä ech mengen, 20% da vun de Familljen hei zu Lëtzebuerg hu keen Auto. Da weess een och, datt dat e soziale Käschtepunkt ass.

Duerfir, Här President, d'Fro, wie wat elo soll finanzéieren, ass sécherlech eng wichteg Fro, mä déi wichtegst Fro ass awer emol, datt ee fir d'éischt seet, datt ee bereet ass, generell als Kollektivitéit dee finanziellen Effort ze maachen, fir déi Mobilitéitswend do ze kréien. An eréischt da kucke mer deen zweete Volet: Wie bezilt wat? An do ass et och relativ kloer: All Acteuren hei am Lëtzebuerger Land, dat heescht, de Stat an all d'Gemengen - wëll ech betounen, all d'Gemengen - mussen hiren Effort dozou bäidroen, fir datt mer déi Mobilitéitswend do finanzéiert kréien.

Sécherlech ass et och esou, datt an der Stad Lëtzebuerg - den Här Helminger huet et virdrun opgezielt - bis elo vill Efforte gemaach gi sinn. An och d'Stad Lëtzebuerg wäert bereet sinn, am Kader vun deem neie Verkéierskonzept hei hir finanziell Responsabilitéiten ze droen.

Als Konklusioun, Här President: Ech wëll soen, datt mer als gréng Fraktioun eigentlech immens frou sinn, well mer zumindest déi éischte Kéier an dësem Parlament d'Impressioun hunn, datt mer um Ufank sti vun der Ëmsetzung vun engem neie Verkéierspuzzle, vun enger Mobilitéitswend vum 21. Jorhonnert; datt mer endlech et fäerdeg bréngen hei, zumindest véier Parteien an dësem Parlament, fir ze versichen zesummen en Auswee ze fannen aus der Mobilitéitskris, an där mer eis hei zu Lëtzebuerg entre-temps befannen.

Ech hu virdrun e bësselchen am Laachen zu menge Fraktiounskolleege gesot, datt mer eigentlech wat d'Mobilitéitswend dann ubelaangt, wa mer dat heiten op deem konstruktive Wee weider fäerdeg bréngen an deenen nächste Méint a Joren, e bëssen an engem Schwäizer Modell sinn. Dat heescht, wou effektiv véier Parteien

zesumme versichen dee Problem do ze léisen.

An ech mengen, déi Chance kréie mer vläicht soubal net méi, an duerfir soe mir als Gréng ganz däitlech: Mir wäerten hei an deem Dossier konstruktiv matschaffen an alles drusetzen, datt déi dote Chance dës Kéier genotzt gëtt, datt déi nämlecht Feeler net nach eng Kéier geschéien, wéi se an den 90er Jore geschitt sinn, datt mer endlech dat Ganzt op déi richteg Schinn bréngen. Et ass am Intérêt vun eiser Ekonomie. Et ass am Intérêt vun der Lewensqualitéit zu Lëtzebuerg. Et ass am Intérêt vun der Émwelt. Et ass am Intérêt vun eis all.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn ons op engem Punkt wéinstens alleguer hei an der Chamber eens, dat heescht, datt mer e kohärente Plang brauche fir den öffentlechen Transport a fir deen uviséierten „modal split" vu 25% zu 75% ze erreechen. Nach muss ech awer soen, datt ech iwwert d'Aart a Weis an iwwert déi Choixen, déi hei debattéiert gi sinn, datt ech do awer e puer Problemer hunn, fir déi mat novollzéien ze kënnen.

Déi meescht Intervenanten, déi viru mir geschwat hunn, hu geschwat vun engem liichten Tram. De Rapport vum Groupe d'experts schwätzt, ech zitéieren: vun engem Tram «léger, agile, silencieux et d'un esthétisme certain». Déi grouss Lyrik wëllt domadder ënnersträichen, datt een en fait op enger Wollek schwieft an datt ee vergiess huet, wéi dat an deene Rapports d'experts meeschtens de Fall ass, fir d'Realitéiten ze kucken.

Fir d'éischt iwwert déi Aarbechte vun deem Groupe de travail: E Groupe de travail, dee schonn e puermol ënnert deeneselwechte Komponenten institutioneller Natur - vläicht net personeller Natur, mä institutioneller Natur - zesummekomm ass a ganz brillant Rapporten der Chamber an dem Land virgeluecht huet. Déi éischte Kéier war et mat der Etüd Luxtraffic 1993. Haut seet deeselwechte Groupe de travail: Alles wat déi do virgesinn haten um Niveau vum Awunnerzeenario, alles war falsch, an d'Konklusioune ware falsch.

Du koum d'Etüd BTB. Do seet och elo de Groupe de travail: Alles wat do geschriwwe ginn ass war falsch, konnt net realiséiert ginn! Deeselwechte Groupe de travail huet fir dee Projet vun der mobilitéit.lu op eng Kéier erausfonnt, datt dat net kéint realiséiert ginn. Woufir? Well fir déi Verbindung vun Dummeldeng op de Kierchbierg, do brauch een eng Zahnradbahn, déi awer nach kee geplangt hat. D'Sécherheetskonzepter waren net do. Mat dem Matériel roulant hate mer Problemer.

Bref, et gesäit een, datt do de Groupe de travail deemools och eng schlecht Aarbecht schéngt geleescht ze hunn. A wann een haut dat kuckt, wat elo de Groupe de travail virgeluecht huet, da gesäit een, datt en d'Problemer erkannt huet a gesot huet e géing se studéieren. All d'Problemer, déi ech elo wäert e bëssen am Detail ugoen, déi gi studéiert. Dat nennen ech op Lëtzebuergesch: d'Miisserchen ënnert den Teppech gekiert, fir d'Problemer net ze gesinn.

Wa mer wëllen effektiv et derzou féieren, datt déi 4% Frontalieren, déi elo den öffentlechen Transport huelen, wann een déi wëllt op 25% oder nach méi Prozenter erophiewen, da muss een eng Kéier kucken, wéi vill Leit dat da sinn, an ob d'Zich oder den Tram oder d'Bussen dat kënnen elo scho packen. Da muss een déi Pendler nach derbäirechnen, déi och nach sollen op den öffentlechen Transport kommen. Wann ech d'Motioun hei kucken, déi vun e puer Parteien ënnerschriwwe ginn ass, da gëtt souguer virgesinn, datt iwwert de Wee vum Tram a vum öffentlechen Transport d'une façon générale 50% sollte vun de Leit op den öffentlechen Transport bruecht ginn.

An da kucke mer emol en éischte Problem un: Dat ass d'Capacitéit vun deenen eenzelnen öffentlechen Transportmëttelen, déi mer hei an der Diskussioun hunn. An do muss ee feststellen, datt am Ablack, am Joer 2005, an der Stad eng ronn 155 Bussen duerch d'Nei Avenue an de Spëtzestonne fueren. E Bus huet am Prinzip 70 Leit, Gelenkbussen 105 als Maximalcapacitéit: Total 10.800 Leit kënnen am Ablack Maximum pro Stonn gefouert ginn; dat ouni Gelenkbussen.

En Tram mat Duebelgarnituren, wéi dat genannt gëtt, an am Dräi-Minutten-Takt ka pro Tram maximal 250 Persounen transportéieren an de Spëtzestonnen; en Total vun 10.800 Leit. An anere Wierder: Dee Mini-Tram, dee Bonsai-Trämchen, wéi e sozialistesche Conseiller am Gemengerot e genannt huet,…

(Interruption)

Et war den Här Kollwelter.

…dee bréngt näischt. Datt mer en fait just nuren eng Alternativ, de Bus, ersetzen duerch en Tram, mä datt d'Maximalcapacitéiten net méi grouss ginn. Firwat also esou vill Suen - 1 Milliard bis 1,5 Milliarden - an e Projet investéieren, deen net méi Leit kann transportéieren, wéi den ablackleche Bus-System?

Une voix.- Wéini sidd Der fir d'lescht Tram gefuer?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech sot… Ech froen Iech dat och gär, Här…

Une voix.- Virun dräi Wochen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et muss een also kucken, ob et net eng Alternativ gëtt. Wann ee wëllt d'Frontalieren, wann ee wëllt d'Pendler aus dem Land op den öffentlechen Transport bréngen, da muss et eng Alternativ ginn. An do schéngt et mir den eenzege Wee: Dat ass den Zuch. Do kënnen 22.000 Leit pro Stonn befördert ginn. Dat sinn der 11.200 méi wéi mam Tram oder mam Bus. An do gesäit een also, datt déi Zuchvariant eng besser Léisung duerstellt.

Wéi kënnt een am séiersten duerch d'Stad? Garantéiert net mat engem Bus. Garantéiert net mat engem Bonsai-Trämchen, well dee kënnt jo net duerch de Verkéier. En ass u ganz vill Arrêtë gebonnen. D'Vitesse ass ongeféier d'Halschecht vun engem ënnerierdeschen Zuch, dee mat 40 km bis 80 km d'Stonn duerch ka fueren.

Wat ass also méi attraktiv fir den öffentlechen Transport: eng ënnerierdesch Variant, wou ee séier op seng Aarbechtsplaz kënnt, ouni brauchen ëmzesteigen? Oder eng lues Variant, wou ee muss ëmsteigen a ganz vill Zäit brauch?

Wa mer en Tram duerch d'Stad fuere loossen an iwwert d'Nei Bréck oder iwwert d'Rout Bréck goe loossen, an esou datt do zwou Bunne reservéiert gi fir déi Installatioun, wou fueren dann d'Bussen, d'Autoen, d'Vëloen op der Neier an der Rouder Bréck? Wat muss do vun Infrastrukture gebaut ginn?

(Interruption)

Op alles dat gëtt et an deem Groupe d'experts keng Äntwert. Et gëtt just nure gesot: Mir kucken, mir studéieren.

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wann déi öffentlech Sue méi knapp ginn, gëtt et dann net eng Alternativ? Kann een net eng aner Léisung sichen?

Fir ons ass et kloer, datt déi ablacklech Situatioun awer muss gekläert ginn, an et muss ee kucken, wat déi Infrastrukturen da kaschten. Da muss een och kucken, wat déi Gestioun kascht vun engem Tram, vun de Bussen, vun engem Zuch. Wat d'Infrastrukturen ugeet, do ass et ganz kloer; ech mengen, do si mer eis op alle Bänken, hunn ech dat wéinstens esou héieren, eens: Et weess keen een, wat et kascht. Et soll studéiert ginn. D'Präisser, de Montant total vum Invest, vun deem geschwat gëtt, läit tëschent 1 Milliard an annerhallef Milliard Euro.

Dat ass awer e gehéiregen Invest. Wann een do als Contrepartie dat hëlt, wat d'Basler Etüd gesot huet fir en ënnerierdeschen Zuch, fir eng ënnerierdesch Léisung, da gesäit een, datt déi och ongeféier an därselwechter Intensitéit, an därselwechter Héicht läit, déi och tëschent 1 an 1,2 Milliarden Euro läit. Mä mat enger Notzung, mat enger vill méi grousser Attraktivitéit wéi dee Mini-Trämchen hei.

Da muss een och kucken, wat d'Sëtzplaz kascht. Do gesäit een, datt den Zuch bei 15.000 Euro läit, den Tram bei 25.000 Euro an den Train-Tram bei 45.000.

An allen Hisiichte kann een also just nuren eppes festhalen, dat ass, datt d'Léisung vum Tram duerch d'Stad eng etlech Käschte mat sech bréngt, wou keen ee weess wéi héich se sinn, méi déi awer ongeféier oder mat Sécherheet an därselwechter Héicht leie wäerte wéi d'Léisung vun engem ënnerierdeschen Zuch, vun engem RER, vun enger S-Bahn, wéi dat och genannt gëtt, an datt mer also do ons mussen d'Fro stellen, ob een net sollt dat eent an dat anert studéieren an dann eng Décisioun huelen, wat ee soll maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Well dat ass nämlech d'Schwieregkeet, déi mer hunn.

Am Ablack wëllt d'Regierung a wëllen och déi aner Parteien alleguerte just nuren eng Léisung ustriewen a si verschléisse sech enger alternativer Léisung, déi eventuell kënnt besser sinn, méi rentabel sinn a méi eng grouss Attraktivitéit bréngen. Dat ass dat wou ech bedaueren, datt sech do op alle Bänke rebelléiert gëtt dergéint.

An ech kann Iech soen, Här Minister, datt an der Stad Lëtzebuerg, wat ee méi iwwert de Problem diskutéiert, wat d'Leit sech méi Froe stellen, wat se méi kritesch gi vis-à-vis vun deem Projet do.

(Interruption)

Well et heescht jo, datt beim Invest net nure mussen nei Garë gebaut ginn, datt musse Waasser, Gas, Elektresch, Tëlefon verluecht ginn, datt musse grouss Garen nach, déi elo bestinn, ausgebaut ginn, fir deen „modal split", fir déi multimodal Garen do ze bauen. Alles dat steet am Vagen, d'Leit kréien hei op hir Froe keng Äntwert an et gëtt hei an enger Aart Euphorie ouni Realismus einfach gesot: Kommt, mir studéieren den Tram; an net herno iergendeng Alternativ gekuckt.

Do läit an onsen Aen eng vun den Haaptschwieregkeeten, ee vun den Haaptiertëmer an deem Dossier, dee mer amgaange sinn ze kucken, an ech kann Iech soen, Här Buergermeeschter, Här…

(Interruption)

Ech soen datselwecht, well ech dem Här Buergermeeschter et och scho gesot hunn, mä ech wëll och dem Här Minister et soen, dat ass, datt d'Situatioun an der Stad wäert héchstwahrscheinlech zu ganz vill Oppositioun féieren, net nure politesch gesinn,…

(Interruption)

…mä och juristesch gesinn, och juristesch gesinn! Well Dir wësst, datt, wann Der esou e groussen Investest musst duerchmaachen, Der op Basis vun deenen Direktiven, déi mer nach net ëmgesat hunn, awer eng Prozedur vu Kommodo an Inkommodo duerchgoe musst, wou ech kann elo schonn nees soen, datt et ganz vill juristesch Interventioune virun de Geriichter wäerte ginn.

Ech wollt also d'Regierung opfuerderen, fir niewent deem Projet vun dem Tram - deen ee soll studéieren, do soll et net feelen -, mä et soll een awer och eng Alternativ dozou hunn, fir ze kucken, ob een net fir déiselwecht Suen oder souguer fir manner Sue méi effikass de Problem léise kann, dee mer alleguerte wëllen zesumme léisen.

Duerfir wëll ech och eng Motioun déposéieren, datt ee soll parallell zu dem Problem an dem Finanzement vun engem Tram duerch d'Stad och d'Léisung soll duerchkucke vun engem ënnerierdeschen Zuch, vun engem RER, enger S-Bahn ënnert der Stad erduerch, wat garantéiert dem Land an der Problematik, déi mer wëlle léisen, méi wäert bréngen, wéi dee Mini-, dee Bonsai-Trämchen, vun deem elo esou vill geschwat gëtt.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est nécessaire de tenir compte de la dimension nationale et transfrontalière de la problématique du transport public se présentant à la capitale et à sa périphérie;

- considérant que le problème du transport est constitué pour l'essentiel par les navetteurs et qu'il s'agit d'encourager ceux-ci à utiliser les transports publics en augmentant l'attractivité du transport public par rapport au transport par voiture privée;

- considérant que la construction d'une ligne de tram à travers la ville de Luxembourg va poser de graves problèmes au niveau des infrastructures à réaliser, que tant les coûts d'infrastructure et de gestion que les modalités de financement d'un tram constituent des inconnues importantes qu'il s'agit de clarifier avant de prendre une quelconque décision;

- considérant la résolution du conseil communal de la Ville de Luxembourg du 27 mars 2006 sur le projet «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg»;

- considérant que le conseil communal de la Ville de Luxembourg souhaite uniquement que le groupe de travail ad hoc «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» établisse «le coût réel des infrastructures à mettre en place en prenant en compte aussi les frais connexes (p.ex. construction d'un centre de remisage et de maintenance)» relatif à un système de tram léger sur la ligne gare centrale - centre-ville - Kirchberg et ne désire prendre en compte aucune alternative;

- considérant que tant pour les frontaliers venant travailler au Grand-Duché que pour les navetteurs résidents un train leur permettant de rallier leur lieu de travail en un minimum de temps et sans itératifs changements de mode de transport constituerait une incitation à l'utilisation du transport public;

- considérant qu'il serait dès lors sage d'étudier parallèlement une alternative à un système de tram, à savoir une ligne souterraine de train express régional (RER) reliant la gare centrale, le centre-ville, les quartiers Nord de la capitale et le Kirchberg, afin de rationaliser les choix budgétaires à opérer;

invite le Gouvernement

- à faire étudier la faisabilité et les coûts d'infrastructure et de gestion d'une ligne souterraine d'un train express régional (RER) reliant la gare centrale, le centre-ville, les quartiers Nord de la capitale et le Kirchberg;

- à procéder à une étude comparative tant qualitative que chiffrée des alternatives étudiées.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass schonn e puermol gesot ginn, dass mer jorelaang an der Politik diskutéieren iwwer en neit Transportmëttel am öffentleche Verkéier.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mir sinn och nach net fäerdeg.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir sinn nach net fäerdeg, et sinn nach vill Froen op, do hutt Der Recht, mä mir zéien awer elo all un engem Strang, hunn ech d'Gefill. An ech si frou,…

(Interruptions diverses)

Schwätzt Der vun der Bonsai-Fraktioun oder…?

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, loosst elo emol den Här Angel seng Ausféierungen ufänken, ier Der hei intervenéiert!

(Interruption)

Här Gibéryen!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wäert mech ganz kuerz halen a konzentréieren op deen Deel, dee sech op d'Stad bezitt. Besonnesch do ass deen Accord politique, vun deem ech elo grad geschwat hunn, ganz wichteg.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech stelle fest - et ass scho gesot ginn, mä et soll een et ëmmer erëm widderhuelen -, dass déi Parteien, do wou se Verantwortung hunn, hiren Accord zu dësem Projet ginn hunn. Dat ass d'CSV- an d'LSAP-Regierung, dat hu mer den 10. Mäerz am Ministerrot héieren, dat ass den DP-Grénge-Schäfferot, dee sech och voll hannert dee Projet stellt, an et sinn och déi Leit am Gemengerot vun der Stad, déi zu enger grousser Majoritéit dee Projet ënnerstëtzen. Ech mengen, wa mer déi Motioun stëmmen, dann hu mir och haut eis Aarbecht gemaach. Wéi gesot, vill Virriedner hunn dat ënnerstrach, an dat muss ee wierklech ëmmer erëm widderhuelen.

Dëst beweist och, dass d'Mobilitéitspolitik hei am Land net ouni d'Stad als Partner geet, an och ëmgekéiert, dass eng gutt Mobilitéitspolitik an der Stad net ouni d'Partnerschaft vum Stat respektiv vum Transportministère méiglech ass. An datselwecht gëllt natierlech dann och fir aner Ballungsgebidder wéi am Süden Esch an och d'Nordstad.

Ech si frou, dass den Transportminister Lux, wéi hie knapps am Amt war, am September 2004 direkt Pourparlere mam stater Schäfferot opgeholl huet. An deemools huet sech schonn erausgestallt, dass, fir de Problem vun de Bussen an der Stad ze léisen, do muss aner Weeër gaange ginn an dass een do net laanscht d'Schinn kënnt. An dunn ass jo och deen Aarbechtsgrupp ageruff ginn, wou den Titel jo ass «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg».

Mech huet besonnesch gefreet deen «dans» an dass et net «autour de la ville» ass, mä dass et och an der Stad ass. An duerfir wëll ech och all deene Leit Merci soen, déi do matgeschafft hunn, well ech mengen, dee Grupp ass senger Missioun gerecht ginn, well en eben déi eenzel Elementer aus deene viregte Projete BTB a mobilitéit.lu erausgeschielt huet an zu engem ganz neie Pak gemaach huet.

Deen Deel «Tram léger», dat soll een och ëmmer erëm ënnersträichen, muss een als Deel vun engem ganze Projet gesinn. Dee soll een an deen däerf een net isoléiert

gesinn. Fir eis Stater ass dee besonnesch wichteg, den Tram léger, awer och d'Gare-périphériquë ronderëm; dat hunn de Minister an och vill Virriedner jo schonn ënnerstrach.

Ech wëll Iech haut net mat villen Zuele ploen, mä fir mech ass déi wichtegst Zuel déi, dass, wann am Joer 2020 op der Achs Gare-Uewerstad 8.300 bis 12.000 Passagéier sollen an de Spëtzestonne befördert ginn, de Bus der nëmme 4.000 bis 6.000 packt an den Tram der 8.500 bis 16.000. Dat seet Iech alles. An ofgesi vun deenen Zuele gesitt Der jo haut schonn, wéi d'Bussen do am Stau stinn, an ech wëll de Buergermeeschter Paul Helminger zitéieren, deen am Gemengerot gesot huet: Wa mer näischt maachen, da wësse mer, dass mer an e puer Joer iwwerhaapt op där Achs net méi vir an net méi hannerzeg kommen.

Fir mech huet an deem Groupe de travail deen Zeenario 8A, deen huet mech iwwerzeegt, well e sech ebe liicht an de Réseau urbain integréiere léisst, well seng Realisatioun kuerz- a mëttelfristeg méiglech ass, well och de Phasage interessant ass, a bei all Etapp vun deene verschiddene Phasë gëtt d'Attraktivitéit vum Voyageur verbessert.

De Coût, do ass driwwer geschwat ginn, ass méi bëlleg wéi bei anere Varianten, déi mer haten. An dee wichtegste Punkt, dee mech iwwerzeegt huet, ass, dass dee Projet hei den Equiliber zwëschent deene verschiddene Centre-périphériquen, déi mer ronderëm d'Stad hunn, hierstellt, an awer och déi wichteg an déi noutwendeg Redynamiséierung vum Stadzentrum - an domadder mengen ech net nëmmen d'Uewerstad, mä och d'Gare - méiglech mécht.

A fir mech ass och eppes wichteg: Mat deem Projet hei, deem Deel Tram léger, verbaue mer näischt, well déi Schinnen, hunn ech mer soe gelooss, an och d'Quaien, do gëtt alles esou installéiert, dass, wann no 2017, wa mer spéiderhi gesinn, dass mer nach e Schratt méi wäit musse goen, mer eis do näischt verbaut hunn.

Eng aner Remarque, déi fir mech ganz wichteg ass, dass dat heiten e Konzept ass, deen uewerierdesch ass. Well ech sinn dergéint, dass d'Leit am öffentleche Verkéier mussen ënnert de Buedem goen an dass d'Autoen uewe fueren, schonn eleng vun der Sécherheet hier. Dat ass fir mech e ganz wichtegen Aspekt an dee soll een och ënnersträichen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Schwätzt emol mam Buergermeeschter vu Paräis doriwwer…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här…, wa mir eng Milliounestad wären, géing déi Diskussioun hei och ganz anescht gelagert ginn, an da kéint een iwwer aner Saache schwätzen. Mä mir sinn hei zu Lëtzebuerg.

Deen Tram léger, déi Linn, dat ass och fir mech am Moment en Haaptstrang, dat gëtt d'Réckgrat vum innerstädtesche Verkéier selbstverständlech, mä ech sinn iwwerzeegt, dass deen och nach ausbaufäeg ass, wann den Tram emol bis rullt.

De Problem vun de Brécken ass ugeschwat ginn, an do weess ech, dass de Minister Lux an de Minister Wiseler stänneg a Kommunikatioun matenee sinn, fir un deem Projet ze schaffen. An do hoffen ech, dass mer och geschwënn Informatioune kréien, wéi et mat deene Brécken ass. Ech si keen Ingenieur, mä ech erënnere mech drun, wann ech al Fotoe vun der Aler Bréck gesinn, wéi déi nach ganz schmuel war, an déi ass virun 30, 40 Joer schonn esou breet gemaach ginn, wéi se haut ass. Dat war deemools méiglech, duerfir maachen ech mer keng Suergen, dass mer am Joer 2010 un deene Brécken och nach kënne Verbesserunge maachen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir wäert Äert blot Wonner nach erliewen!

M. Marc Angel *(LSAP).*- En Aspekt, dee fir mech och ganz wichteg ass, ass deen ëmweltpolitesche Aspekt. Mir wëssen alleguer, dass d'Transportpolitik fir 40% vun den CO_2-Emissiounen zoustänneg ass an dass, wa mer näischt maachen, mer dann do keng Verbesserunge kréien. Duerfir ass d'Zil vum „modal split" 25/75 ganz wichteg, an ech wëll un d'Feinstaub-Direktiv erënneren, déi am Joer 2010 op eis duerkënnt, wou Grenzwäerter gesat gi fir d'PM10-Partikelen. Mir hunn elo schonn, wéi mer bei verschiddene Moossungen op verschiddene Plaze vun der Stad gesinn, déi Wäerter iwwerschratt. Nom Joer 2010 musse mer da Strofe bezuelen als Stad Lëtzebuerg oder mir mussen de Verkéier deelweis späre loossen, fir dass mer ënnert déi Grenzwäerter kommen.

Mir wëssen alleguer, an et ass och gesot ginn, dass nach vill Aarbecht um Dësch ass, souwuel fir de Stat wéi fir d'Gemeng, an ech hoffen och, dass, wéi de Minister gesot huet, een oder deen anere Projet, dee jo en Deel vun deem ganze Konzept hei ass, nach an dëser Legislatur ka gestëmmt ginn.

Ech hu weider keng Froen un de Minister. Ech wollt him Merci soe fir dat gutt Dokument vun zwielef Säiten, wat mer nach zougeschéckt kritt hu vun him a vu senge Servicer, wou eng ganz Rei ganz konkret Froen opgestallt gi sinn, besonnesch déi, déi d'Stad Lëtzebuerg betreffen, a wou och ganz konkret Äntwerte gemaach gi sinn.

Ech wëll nach op eppes agoen, wat den Här Spautz ugeschwat huet, wéi hien am Kader vum IVL-Konzept iwwert d'Park&Ridë geschwat huet. Den Här Bausch huet déi jo och ugeschwat, dass mer do nei Weeër musse goen, an ech hunn ëmmer bei deene ganze Park&Ridë gesinn: Déi Leit huele jo all den öffentleche Verkéier, mä si huelen en herno fir ee Kilometer. Ech hunn dat ëmmer ganz pervers fonnt, an ech mengen, wa mer deen heite System, dat ganzt Konzept mat dem Ausbau vun den Eisebunnsschinnen, mat neie Garen an och mat neie Parkingen ëmsetzen, dass dann d'Leit éischter déi kuerz Streck mam Auto maachen an da séier déi grouss Streck mam öffentleche Verkéier.

Ech hunn och nach ee Wonsch, dat ass elo erëm fir den Tram an der Stad. Ech hoffen, dass dat och e schéinen Tram gëtt. Dat kënnt jo herno eréischt zur Ried,…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- E rouden…

M. Marc Angel *(LSAP).*- …mä et ass och deen Aspekt vum Design wichteg, well och dat ass wichteg fir d'Stadbild am Allgemengen.

(Interruption)

Dat ass am Fong alles wat ech wollt soen.

Als Konklusioun sinn ech och frou, dass mer haut net ze vill no hanne gekuckt hunn an net gestridden hunn iwwert d'verschidde Varianten, wie wou Recht hat, dass mer all no vir kucken an dass mer all un engem Strang zéien, a wéi gesot, ech si ganz zouversiichtlech well ech weess, dass déi Leit, do wou se Verantwortung hunn, voll hannert deem Projet stinn. Dat ass d'Regierung, den Transportminister, an dat ass de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg, an duerfir sinn ech ganz zouversiichtlech.

Merci.

Une voix.- Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci, an als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als ADR ni en Hehl draus gemaach, datt dat ganzt Gespills mat deem Tram fir eis e Projet ass, deen zwar vill Geld kascht, mä de Verkéiersproblem hei zu Lëtzebuerg am Fong net léise wäert. Ech gi ganz kuerz op dat an, wat mäi Virriedner elo zum Schluss gesot huet.

Et ass schéin a gutt, déi schéinste Gare-périphériquë mat deene schéinste Parkingen hëllefe näischt, wann deen, dee wëllt hei an d'Stad schaffe kommen oder an d'Schoul kommen, net d'Méiglechkeet huet, wann e bis an d'Stad erakënnt, fir relativ einfach, bequem a séier dohinner ze kommen, wou e gär wëllt hikommen. An dee Problem ass fundamental mam Tram net geléist, well den Tram wäert et net fäerdeg bréngen - an de Kolleeg Henckes huet et gesot -, fir deen Afflux vu Leit, dee moies an d'Stad eran an owes aus der Stad eraus wëllt, kënnen an deem Mooss opzefänken an ze verdeelen, wéi dat vun de Leit erwaart gëtt, déi den öffentlechen Transport wëlle benotzen.

Dat ass eigentlech d'Grondiwwerleeung, déi hanner eisen Iwwerleeunge steet, a se stoung vun Ufank un hannendrun, woufir datt mir de Projet fir mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren, mat enger Partie Arrêten, wou den Zuch d'Leit direkt zu engem groussen Deel dohinner bréngt, wou se wëllen hikommen, ouni datt se mussen ëmklammen, ouni datt se mussen op en anert Verkéiersmëttel klammen, wat net déi Capacitéit huet…

Une voix.- En ass méi bëlleg.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …an duerfir e Fläschenhals, en Enkpass entsteet, vun Ufank un ënnerstëtzt hunn.

Eng aner Iwwerleeung ass déi - an d'Regierungsmembere si jo och schonn heidrop agaangen -, datt d'Geld net méi esou völleg do ass wéi et virdrun do war, an datt mer net nëmme spuersam musse bauen - dat ass eppes, dat hätt een an der Vergaangenheet heiansdo och scho gär gesinn -, mä datt ee muss selektiv virgoen a virun allem d'Reiefolg richteg plangen. A wann et richteg ass, datt de Schinneverkéier - den Zuch, d'klassesch Eisebunnsmaterial - d'Épine dorsale, dat heescht den Haaptträger vum Transport soll sinn, vun Norden no Süden a vun Osten no Westen - do si mer eis, mengen ech, eens -, a mer d'Geld nëmme beschränkt zur Verfügung hunn, da muss een och an der Reiefolg richteg virgoen.

Dat heescht, virun allem den Haaptträger vum öffentleche Verkéier fir d'éischt ausbauen, an da kann een - an do wiere mir eis och net dergéint - au fur et à mesure wéi een d'Kreditter huet a wéi ee gesäit, datt dat dem öffentlechen Transport an der Verdeelung um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg hëlleft, da Bussen, déi deen Trafic kënne maachen, lues a lues duerch Trammen ersetzen.

Mä et war en total falschen Usaz fir de Modul K fir d'éischt ze stëmmen. Mir hunn e Problem fir d'Leit an d'Stad eranzekréien a fir se esou séier wéi méiglech an der Stad op hir Aarbechtsplaz respektiv an hir Schoulen ze kréien. An dann décidéiere mer en Trajet ze bauen, fir en Heedegeld - 780 Milliounen, mengen ech, 718 deemools, jo, da si mer haut scho mam Index bei 780 -, vun Hamm erop bei de Findel, maachen d'Kéier, fueren dann erëm eng Kéier duerch e Gebitt wou iwwerhaapt kee Mënsch wunnt bis op de Kierchbierg, fir dann d'Leit ëmklammen ze loossen op en anere Verkéiersträger, deen eleng doduerch, well et en anere Verkéiersträger ass, och nach wesentlech méi deier gëtt.

Do muss ee sech awer wierklech froen, wat vun esou Etüde vun esou Experten ze halen ass! Wann ee wëllt probéieren, stäreförmeg d'Leit an d'Stad eranzebréngen, da baut een eng Binnchen oder Bunn ronderëm fir en Heedegeld an dann huet ee kee Geld méi fir dee Problem ze léisen, deen engem wierklech um Mo läit. Dat ass eng Denkweis, déi een einfach net ka verstoen!

Här President, mir gesinn déi Problematik hei net isoléiert - an ech mengen, déi Sichtweis ass deelweis déiselwecht wéi vun anere Fraktiounen heibannen -, net als en isoléierte Problem vun der Stad Lëtzebuerg oder um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg. Mir gesinn dat hei als eng global Verkéiersproblematik vum Lëtzebuerger Land, dat heescht vum Lëtzebuerger Stat. Lëtzebuerg ass net esou grouss, datt een et net kënnt a senger Gesamtheet wéi eng grouss Stad betruechten an duerfir och an därselwechter Optik un déi Problematik do erugoen.

Duerfir soe mir och däitlech, datt de Modul K, dee jo elo nach a wesentlechen Deeler besteet, iwwerhaapt kee Sënn ergëtt, besonnesch nodeem datt elo e wesentlecht Element, Dummeldeng-Kierchbierg, einfach eliminéiert ginn ass, an duerfir wär et néideg, datt een dat Gesetz erëm eng Kéier frësch géing op de Leescht huelen, Här Minister.

Mir hunn eis op eng Prozedur gëeenegt: Wann e Projet, dee gestëmmt ass, a wesentlechen Elementer verännert gëtt, da misst d'Chamber erëm nei domat befaasst ginn. Ech hoffen, och wann dat nach net definitiv arrêtéiert ass, datt sech an Zukunft un déi Sichtweis gehale gëtt. Hei ass e wesentlecht Element, nämlech d'Ubannung un d'Nordstreck, amputéiert ginn, einfach esou. Dann ass et och noutwendeg, datt d'Chamber erëm eng Kéier mat där Saach do befaasst gëtt.

Här President, d'strategesch Aspekter vun enger Léisung, déi mir nenne Bunn-Metro; den Här Schummer, deen déi Iddi eigentlech entwéckelt huet, seet Bus-Bunn.

Mir wëllen emol fir d'alleréischt, wéi ech gesot hunn, iwwert den Zuch schwätzen. Wéi een herno vun deene Garen, déi an der Stad Lëtzebuerg leien oder ënnendrënner, wéi Der wëllt, wéi ee vun do aus d'Verdeelung vum Verkéier mécht, dat ass eng aner Diskussioun, wéi gesot. Do verspäert och kee sech géint eng Tram-Léisung, do wou se da sënnvoll ass. Mä et kann een an dëser Diskussioun net Äppel mat Bire vergläichen. An dat ass eppes wat een net haart an däitlech genuch ka soen. Et sinn einfach zweeërlee Puer Schong an Huesen.

Den Zuch ënnert der Stad erduerch, mat enger Partie Garen, ass einfach eppes aneschters, well e bréngt eng enorm Plus-value par rapport zu engem Tram, deen d'Leit gréisstendeels op der Gare ewechhëlt a se dann anerwäerts dohier féiert. Dat gesäit een, wann een e puer Beispiller hëlt. Et ass jo näischt besser wéi wann ee konkret schwätzt.

E Student zum Beispill, dee vu Kautebaach kënnt a wëllt um Lampertsbierg an d'Schoul goen, dee bleift am Zuch sëtze bis datt den Zuch, deen aus dem Norde kënnt, ënnert dem Lampertsbierg stallhält, klëmmt do eraus, hëlt de Lift an ass schonn direkt op der Plaz.

Une voix.- Deen hëlt de Lift bis an de Klassesall.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Vu mir aus kënnt Der de Lift och nach bis an de Klassesall goe loossen, ech weess awer net ob dat…

(Interruption)

Op jidde Fall bei deem, wat Dir de Leit offréiert, braucht Dir Iech net ze wonneren, wa se déi Solutioun net unhuelen.

Fir en anert Beispill ze huelen: En Deputéierten, dee vun Ettelbréck kënnt, dee kann och am Zuch sëtze bleiwen an zum Beispill um Centre Aldringen erausklammen an déi puer Meter ze Fouss goen. Datselwecht betrëfft och deen een oder aneren Deputéierten aus dem Osten. Ech hunn effektiv d'Gare relativ nobäi. Ech géing mech freeën, wann ech iwwer esou eng Aart a Weis kënnt bis heihinner kommen.

Huele mer de Beamten, dee vu Péiteng kënnt an deen op de Kierchbierg wëllt schaffe goen, dee bleift am Zuch sëtze bis datt en do kann erausklammen, wou seng Schaff ass. Oder een, deen aus dem Oste kënnt an op de Lampertsbierg wëllt - do baue mer dann eng Solutioun, déi onheemlech Geld kascht -, dee kënnt dann à la rigueur zu Hamm erausklammen, dann iwwert de Findel fueren, iwwert de Kierchbierg, wann den Tram dann iwwert d'Rout Bréck geet, wat nach kee weess, an da kënnt hien dann iergendwann eng Kéier um Lampertsbierg un.

Beim Bunn-Metro-Konzept muss e vläicht an der Haaptgare eng Kéier ëmklammen, hëlt deen Zuch, deen an déi aner Richtung fiert, kann um Lampertsbierg erausklammen oder hie fiert virun op de Kierchbierg, wann en dann dohinner wëllt.

Här President, déi finanziell Aspekter vun där ganzer Diskussioun däerf ee jo net aus den Ae verléieren. Ech hunn et scho gesot. Mir sinn derfir, well dat hei eng ganz laangfristeg orientéiert Investitioun ass, déi vill Geld kascht, datt een op jidde Fall déi bescht Solutioun muss wielen, net onbedéngt déi bëllegst. D'Fro ass allerdéngs, ob den Zuch ënnert der Stad erduerch da méi deier gëtt wéi déi aner Solutioun.

Wann ee gesäit, de Modul K eleng, an dee léist de Problem jo net, dee soll Minimum 750 Millioune kaschten. Den Tram léger - déi éischt Phas, an de Minister huet jo gesot, mir sinn emol nach net approximativ beim Chiffer - gëtt elo mat 1 Milliard 225 Milliounen Euro veranschlagt. D'Etüd Basler, déi gesot huet, de Projet vum Här Schummer, dee wär net machbar, huet awer eng Berechnung gemaach vun 1 Milliard 160 Milliounen. Dat heescht, dee géing insgesamt scho bëlleger gi wéi den Tram, deen elo geplangt ass. Mä, wéi gesot, e bréngt eis awer eng ganz aner Solutioun. Dat heescht, déi bëllegst Léisung muss emol net onbedéngt eng manner gutt sinn. Et kann ee souguer hei de finanziellen Aspekt mat enger Plus-value an der Leeschtung verbannen.

Et sinn eng ganz Partie aner finanziell Aspekter, déi hei matspillen, notamment déi vun de Brécken. Et ass jo awer wierklech e Witz, datt mer en Tramstracé plangen, wou mer net wëssen, wéi mer déi Problematik besonnesch vun der Neier Bréck an der Rouder Bréck iwwerhaapt an de Gréff kréien oder ob mer se iwwerhaapt an de Gréff kréien, wat et u Supplémentë kascht, wou am anere Fall den Zuch ënnen an der Péitrus eng Kéier kuerz géing un d'Dagesliicht kommen, wat wahrhafteg net vill géif kaschten.

Wann een dat alles mat an d'finanziell Rechnung abezitt, da gesäit een, datt déi Solutioun vum Zuch ënnert der Stad - déi iwwregens méi eng ideologesch Diskussioun ass wéi eng praxisorientéiert Diskussioun - viraussiichtlech och nach finanziell méi eng gënschteg Léisung wär.

Eppes aneschters ass, datt een en eenheetlecht Transportmaterial huet. Ech hat et schonn ugesprach. Dat bedeit jo awer, datt ee wesentlech bëlleger an de Käschten auskënnt, well een nëmmen ee

Material huet, wat d'Uschafung, d'Wartung ubelaangt, an et huet ee méi eng héich Transportcapacitéit. Doraus ergëtt sech, datt och spéiderhin d'Bedreiwerkäschte méi niddreg sinn, well ee jo och mat wéineger Personal vill méi Leit kann transportéieren.

Mir sinn och der Meenung, datt méi eng héich Akzeptanz bei de Passagéier ass. A wat méi eng héich Akzeptanz, wat och d'Rentabilitéit herno am Bedreiwe vun deem Verkéiersmëttel éier erreecht gëtt. De Kolleeg Henckes huet schonn drop higewisen, datt och d'Uschafungskäschte pro Sëtzplaz méi niddreg sinn.

Dann awer, wat een da muss amüséieren, dat ass, datt heidriwwer diskutéiert gëtt tëscht dem Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg oder dem Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg an der Regierung, wien dann den Tram soll bezuelen.

Une voix.- Ah! Da sot eis et.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech géif soen, d'Stad Lëtzebuerg hätt all Intérêt fir emol a priori der Zuchsolutioun ënnert der Stad erduerch zouzestëmmen, well dat jo nu wierklech eng national Infrastruktur ass, déi all Mënsch zegutt kënnt a relativ wéineg mat der Stad Lëtzebuerg telle quelle ze doen huet. Wann d'Stad da géif d'Lifte finanzéieren,…

(Hilarité)

…fir datt d'Leit kënnen eropfueren, da géinge se sech vläicht op deem Niveau eens ginn. Mä et ass awer trotz allem scho bal net méi fir ze laache wann ee gesäit, datt hei einfach an d'Welt era geplangt gëtt, d'Saache bis an den Himmel gelueft ginn, an et weess awer nach kee Mënsch, wie se soll bezuelen oder wéi se solle bezuelt ginn.

Här President, och d'topografesch Gegebenheete schwätze ganz däitlech fir eng Tracéféierung ënnert der Stad erduerch. D'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg - an dat gesäit ee jo, wéi d'Eisebunn fréier hei gebaut ginn ass, dat ass jo dee rengste Chef-d'oeuvre, wéi déi verschidden Dénivellementer iwwerwonne gi sinn -, mécht et wierklech net liicht, an et ass wesentlech méi einfach, ënnert der Stad erduerchzefueren, d'autant plus wou de Sandsteen sech ganz gutt prêtéiert fir en Tunnel ze gruewen.

Och déi ideologesch Diskussioun fir ze soen, d'Leit ginn net gär ënnert de Buedem! Selbstverständlech bleift jiddferee gären un der frëscher Loft. Mä déi kuerz Zäit, déi ee brauch! Dann däerf ee jo och op anere Plazen net méi duerch en Tunnel fueren. Ech wunnen zoufälleg op enger Plaz wou den Zuch och muss an de Buedem goen, well dat scho virun 140 Joer esou geplangt gi war; d'Leit fueren awer ouni Problem do derduerch.

(Interruption)

Also ech mengen, et soll een awer net aus ideologesche Grënn hei eppes héichspillen, wat nu wierklech net akzeptabel ass.

An dann déi lëschteg Diskussioun, wou da gesot gëtt: Jorelaang huet d'Eisebunn déi politesch Décideuren am Onkloren driwwer gelooss, datt dee System, dee geplangt war, duerch de Sécherheetssystem vun der CFL den Tram op dem Streckennetz vun der CFL net géing zouloossen. Dat eleng weist jo schonn, wéi onseriö datt déi ganz Planung iwwert déi ganz Zäit war.

(Interruption)

Här President, Schlussfolgerung vun eiser Säit: Déi bishereg Aart a Weis, fir un de Problem erunzegoen, ass total onseriö gewiescht. De Modul K an den Tram kënnen den zentrale Pendlertransportproblem net léisen. Si sinn aus där Perspektiv gekuckt eng héichgradeg Geldverschwendung, a mir wäerten och alles drusetzen, fir dës Geldverschwendung ze verhënneren.

Wann een objektiv ofweit, da kënnt een zum Resultat, datt bal all Argumenter fir d'Bunn-Metro-Léisung schwätzen. A wann ee kuckt op wat fir eng laang Zäit déi héich Investitiounen hei ugeluecht ginn, da muss ee jiddefalls déi beschtméiglech Léisung wielen.

Här President, mir sinn och net eleng mat där Meenung. Ech hunn hei zwee Zitater, déi ech zum Ofschloss nach wollt gebrauchen. Eent staamt vum CSV-Fraktiounschef Michel Wolter. Ech zitéieren hei aus enger Zeitung, déi wahrscheinlech dat richteg erëmgëtt: „Dessen Wunsch (dem Här Statsminister Juncker säin), die Tram durch die Hauptstadt fahren zu lassen, stößt bei Wolter auf energischen Widerstand. Im Rahmen des IVL sei ein solches Projekt nicht als prioritär anzusehen. Andere Zugverbindungen seien da schon wichtiger."

De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, den Här Helminger, liese mer an engem Artikel vum „Wort", op dem 24.9.2005: „Davon abhängend dränge sich die Frage auf, ob es nicht sinnvoller wäre, mit klassischen Zügen unter der Stadt hindurchzufahren, wie es das BB-Projekt von Ingenieur Schummer vorsieht. Es sollen alle Alternativen und ihre Kosten genau geprüft werden."

Här President, et ass dat wat mir och hei ënnersträichen a wat mer verlaangen. Mir wëllen net, datt an d'Blannt erageschafft gëtt, mä mir verlaangen awer, datt eng sënnvoll Alternativ, eng Solutioun, déi méi sënnvoll ass, och seriö mat a Considératioun gezu gëtt, näischt méi an näischt manner.

(Interruption)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt zwee Faits nouveaux, déi am Endeffekt ausschlaggebend sinn, fir d'Diskussioun iwwer en neit schinnegebonnend Transportmëttel zu Lëtzebuerg erëm nei ze definéieren:

Éischtens, déi nei Majoritéit vun DP an Déi Gréng an der Stad hunn deklaréiert, an dozou wëll ech hinne félicitéieren, dass en Tram duerch den Zentrum vun der Stad duerch d'Nei Avenue op de Glacis, iwwert d'Rout Bréck op de Kierchbierg gebaut ka ginn. Dëst war bis elo jo net méiglech, duerch déi politesch Ëmstänn, déi mer all kennen.

Zweetens, den Zeenario vun Awunner an der Stad, Aarbechtsplazen a Grenzpendler hei am Land, deen d'Luxtraffic-Etüd am Joer 1990 bis 2005 estiméiert hat, huet sech als grondfalsch erwisen.

E puer Zuele fir dat Ganzt ze verdäitlechen: Bei dem Awunnerzouwuess war plus 39.000 virgesinn, déi reell Croissance ass bei plus 76.000; beim Aarbechtsplatzzouwuess plus 7.000, d'reell Croissance ass plus 118.000; a bei de Frontaliere ware plus 3.000 estiméiert ginn, woubäi déi reell Croissance plus 81.000 ass.

Opgrond vun dësen Tatsaachen, déi een net kann niéieren an déi ee muss unerkennen, huet eng nei Orientéierung a Saache schinnegebonnenen öffentlechen Transport stattfonnt an och stattfanne kënnen aus deem wat ech virdru gesot hunn. Fir elo endlech virunzekommen, solle mir elo déi Léisung vum Bau vum Tram duerch den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg och als Kompromëssléisung begréissen. Woubäi ech hoffen, dass elo déi aktuell Responsabel an der Stad dës Léisung och kënnen duerchsetzen.

Här President, wa mir awer hei am Land fir am Joer 2020 en „modal split" vu 25/75 erreeche wëllen, dat heescht, dass all véiert Bewegung mam öffentlechen Transport stattfënnt, da bewege sech nach ëmmerhi 75% mam Privatauto. Wann ee weess, dass den „modal split" de Moment bei ronn 12% läit, da muss also nach vill am Beräich vum öffentlechen Transport an deenen nächste Joren investéiert ginn.

Do sinn dräi zousätzlech Pisten, niewent dem Tram duerch d'Stad, déi mer konsequent an deenen nächste Jore mussen ëmsetzen:

Éischtens, den Ausbau vum klasseschen Eisebunnsréseau; zweetens, d'Upassung vum Bustransport op den Zuch an dann op den neien Tram; an drëttens d'Aménagéiere vu Park&Ride-Parkgaren, wou mer hei am Land och vläicht nei Weeër musse goen.

Wa mer dat am Detail kucken: Ënner Punkt 1 musse mer op dem klasseschen Eisebunnsréseau eng ganz Partie vun zousätzlechen Infrastrukture schafen. Mir brauchen, wéi scho gesot ginn ass, d'Garepériphériquen um Houwald, zu Gaasperech an um Kierchbierg bei der Luxexpo. Dës Gare um Kierchbierg, déi jo als Terminusgare oder Kopfbahnhof, wéi dat am Däitschen heescht, gebaut muss ginn a bis elo a kengem Projet de loi virgesinn ass, kann eréischt realiséiert ginn, wann déi bestehend Foireshalen op enger anerer Plaz nei gebaut sinn.

D'Fro, déi ech mer stellen, wou ech awer vläicht haut net onbedéngt eng Äntwert wëll, ass emol fir ze iwwerleeën, ob et net méi sënnvoll wier, den TGV-Est, dee jo ab dem nächste Joer an zwou Stonnen a 15 Minutten op Lëtzebuerg kënnt, den TGV-Est also iwwert d'Gare centrale, mat kuerzen Arrêten op der aktueller Gare centrale an um Flughafen, an da bis op de Kierchbierg an den Zentrum vun eisen europäeschen Institutioune fueren ze loossen.

Dëst hätt den Avantage, éischtens, dass déi staark iwwerlaaschte Gare hei an der Stad Lëtzebuerg kéint direkt dégagéiert ginn an net vu garéierten Zich blockéiert bleift; an zweetens, dass een an deem Cadre d'esprit déi Zich vum Projet vum Eurocap-Rail, déi jo déi dräi europäesch Haaptstied Stroossbuerg, Lëtzebuerg a Bréissel méi effikass matenee verbanne sollen, ebe just aus deem Grond dann och op de Kierchbierg bei déi europäesch Institutioune fuere loosse soll, wou een niewebäi och nach e gudden Échange, zum Beispill op deemselwechte Quai, zwëschent dem TGV an dem Eurocap-Zuch maache kéint, a wou béid Zich och ëmmer nach zousätzlech en Interface mam Lëtzebuerger Flughafen hätten, well all Zuch iwwert déi nei Streck vun Hamm via Findel op de Kierchbierg fiert. Dëst kéint souwuel eisem europäeschen Zentrum um Kierchbierg wéi och dem Flughafen en neie kommerziellen Incentive ginn, fir Clienten aus dem noen Ausland.

Dëst soll ee sech vläicht nach eng Kéier duerch de Kapp goe loossen an dorauser dann déi nei Périphérie-Gare zu Gaasperech och entspriechend orientéieren. Do ass e Choix ze maachen, ob d'Zich vu Stroossbuerg oder Bréissel direkt op déi nei Gaasperecher Gare fueren, ouni an d'Gare centrale ze fueren, mat engem Zäitgewënn, dat ass kloer, vu ronn 15 Minutten, awer mat deem Problem, dass een awer och da muss kucke fir d'Leit op d'stater Gare an an den Zentrum ze kréien duerch d'Ëmklammen an den Tram. Dëst Konzept soll nach gepréift ginn éier een do definitiv Décisiounen hélt.

Am Kader vum Projet vum Eurocap-Rail, wou eisen Transportminister jo den Accord fonnt huet mat sengem belschen Homologue, wouzou ech em félicitéieren, fir den Ausbau vun der Streck vun Arel op Namur, misste mir als Lëtzebuerger onbedéngt duerchsetzen, dass dës Streck vun der elektrescher Spannung hier gesinn a 25.000 Volt Wiesselstroum respektiv Duala Gläichstroum vun 3.000 Volt befahrbar gëtt, fir dass mer endlech zu Lëtzebuerg manner verschidden Zorte vu Stroumaarten hunn, wat d'Exploitatioun vum Zuchbetrib an d'Asetze vun Zuchmaterial erheblech géif vereinfachen.

Hei musse mir op der Streck vu Lëtzebuerg op Arel awer och um Lëtzebuerger Terrain eis Hausaufgab maachen, dat heescht e Projet de loi stëmmen am Kader vun dësem Eurocap-Projet an d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten komplett erneieren, an och do Kurvebegradegungen, wei dat heescht, maachen, fir d'Vitesse kënnen an d'Luucht ze setzen an do och effektiv Zäit an där Gesamtstreck vu Lëtzebuerg op Bréissel mathëllefen ze spueren. Hei misst virun allem déi grouss Kurv op der Grenz zwësche Klengbetten an Arel begradegt ginn, well dëse Projet bitt sech grad u fir europäesch Subsiden ze kréien, wann esou e Projet genau op der Grenz zwëschent zwee Länner ka realiséiert ginn, a wou d'Vitesse notablement an d'Luucht ka gesat ginn.

Här President, dann ass d'Eisebunn jo och amgaang, d'Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg vun engem op zwee Gleiser ze erweideren. Dat Ganzt geschitt ënnert dem permanente Betrib vun deenen normalen Zich, wou vill Sécherheetsmesuren ze huele sinn, sou dass dës schwiereg a gefëierlech Aarbechten och entspriechend laang daueren. Mä dës Zweegleisegkeet vu Péiteng an d'Stad ass absolut néideg, well déi bestehend Eegleisegkeet wéi e Fläschenhals wierkt an d'Zuchverspéidungen iwwert de ganzen Eisebunnsréseau generéiert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Deeselwechte Fläschenhals hu mer an der Sortie vum Nordausgang vun der Gare Lëtzebuerg. Do muss onbedéngt nach eng zweet Bréck niewent dem bestehende Viaduc vun der Polvermille gebaut ginn, virun allem wann déi nei Streck ab Hamm op de Kierchbierg nach derbäikënnt. Dësen zweete Viaduc dréit och zur aktiver infrastruktureller Sécherheet vum Eisebunnsbetrib bäi a sollt prioritär gebaut ginn. An deem Sënn hunn ech och d'lescht Woch eng parlamentaresch Fro un den Transportminister gestallt.

Da wëll ech och nach déi nei Streck vun Esch op Lëtzebuerg ernimmen, déi jo eminent wichteg ass am Kontext vun deenen neien Aménagementer um Belval, net zulescht am Kader vun der Uni Lëtzebuerg. Hei soll déi entspriechend funktionell Gare schnellstméiglech realiséiert ginn, net dass deen aktuelle Provisoire fir an d'Rockhal zu enger definitiver Léisung gëtt, wat géint d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport op dësem formidabele Site vum Belval wier.

An och déi nei Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg muss elo op den Instanzewee kommen, well mer jo aus deene virdru genannten Zuele gesinn, dass virun allem eis franséisch Frontalieren aus dem Sillon mosellan am massivsten op Lëtzebuerg kommen, an do musse mer d'Capacitéite vun den Eisebunnsinfrastrukture substanziell verbesseren.

Eng nei Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg ass och néideg, fir dass endlech direkt Zich vun Diddeleng, där véiertgréisster Stad am Land, an d'Stad Lëtzebuerg fuere kënnen, ouni dat komplizéiert Ëmklammen zu Beetebuerg.

(Interruption)

Merci. Wann dës prioritär Projeten um Eisebunnsréseau am Süde vum Land realiséiert sinn, muss och nach d'Nordstreck an hirer Fluiditéit vum Trafic verbessert ginn.

Fir d'Effikassitéit vum Entretien vum Zuchmaterial ze verbesseren, muss de Bau vum komplette Centre de Maintenance et de Remisage zu Bouneweg esou séier wéi méiglech realiséiert ginn.

All dës Projete wäerten, an et ass hei scho gesot ginn, vill Geld kaschten an och hir Zäit brauchen, an duerfir soll d'Eisebunn sech elo voll a ganz op dës Aarbechte konzentréieren, an da sinn ech iwwerzeegt, dass dës eminent wichteg Eisebunnsprojete sech bis d'Joren 2015-2017, also ëm den Horizont 2020 realiséiere loossen, wou mer jo dann deen ugestrieften „modal split" vu 25/75 erreeche wëllen, wat jo dann och am Sënn vum Kyoto-Protokoll ass, wat de Klimaschutz ugeet.

Här President, als zweete Punkt, fir den öffentlechen Transport weiderzebréngen, muss e globaalt Buskonzept mat optimalen Interfacen op Zuch a Bus geschafe ginn, dat gehéiert dozou.

En drëtten a leschte Punkt niewent dem Tram an der Stad, fir den „modal split" méi héich ze kréien, ass d'Schafe vun effikasse Park&Ride-Parkgaren, an net nëmmen op deenen neie Périphérie-Garë ronderëm d'Stad. Et muss e Konzept ausgeschafft gi vun zousätzleche Park&Riden, wéi se als Usaz schonn am IVL stinn, déi bei wäitem awer nach net duergi fir dësen „modal split" vu 25/75 ze erreechen. Hei muss och un zousätzlech Zucharrêtë geduecht gi mat Park&Riden, wou gutt Accèsen zwëschen Autobunnen an Haaptstroosse parallell zur Schinn bestinn.

Da muss och vläicht emol dru geduecht ginn, wéi dat am Ausland schonn de Fall ass, fir niewent de Garen e Parkhaus opzeriichten anstatt wäertvollen Terrain niewent de Garë mat Autoe voll ze beleeën. Hei dierf een nämlech net vergiessen, dass, wann den Autofuerer - ech huelen zum Beispill Garë wéi Péiteng oder Ettelbréck, an et gëtt der nach vill hei am Land - also moies bis zu 700 m ënner Ëmstänn duerch de Ree goe muss, dann d'Tendenz huet, an dat ass ze verstoen, léiwer am Auto emol weiderzefueren.

Ofgesinn dovunner kéinten dës wäertvoll Terrainen niewent enger konzentréierter Form vu Parkhaiser méi ekonomesch an och am optimale Sënn vum öffentlechen Transport genotzt ginn, well se jo do derbäi leien. Hei kéinte Gebaier fir Büroen a souguer Schoule gebaut ginn - dës Terraine gehéiere jo dem Stat -, zemools wa mer soss anerwäerts keng Terrainen zu räsonnabele Präisser ze kafe kréien.

Här President, an deem Sënn gesinn ech grouss Méiglechkeeten, fir eis Mobilitéit hei am Land ze erhalen an ze verbesseren an dobäi zur Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie e wichtege Bäitrag ze leeschten. Ech wënschen eis all, dass mir geschwënn déi éischt Schinnen an der Neier Avenue kënne bewonneren, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Kuerz kritt nach eng Kéier den…

Une voix.- Kuerz!

M. le Président.- …Transportminister, den Här Lucien Lux, d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll sécherlech net de Versuch elo maachen, op all déi Bemierkungen, op all déi Nuancen, op all déi Froen, op all déi Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, anzegoen. Ech mengen, dass an deenen nächste Wochen a Méint an der Transportkommissioun, mä sécherlech och erëm hei am Plenum Geleeënheet genuch wäert si fir de Suivi vun deem, wat mer de Mëtteg

hei diskutéiert hunn. Ech wëll trotzdeem, am Numm vu mengen zwee Kolleege Claude Wiseler a Jean-Marie Halsdorf, eis Satisfaktioun soen iwwert deen Débat, deen de Mëtteg e ganz konstruktiven Débat war.

Wéi de Kolleeg Paul Helminger zu Recht gesot huet, komme mer mat deem Débat a mat deem Konsens, deen haut scelléiert gëtt engersäits tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg, mä och der Tatsaach, dass véier vun de fënnef Fraktiounen hei am Parlament de Mëtteg hire prinzipiellen Accord zu deem Wee ginn hunn, an deenen Interventiounen, déi mer héieren hunn, fir an déi Richtung ze goen, aus der Rangéiergare eraus, wéi hien et gemengt huet, fir wierklech d'Geleeënheet elo ze kréien, am Volltempo an d'Ëmsetzung vun deenen eenzelne Projeten ze goen an dann iergendwou sécherlech och eng Kéier op de Punkt ze kommen, fir eng Prioriséierung an de Realisatiounen ze maachen.

Mä ech mengen, wéi ech virdru gesot hunn, ass dat sécherlech haut ze fréi. De Moment wäert awer kommen, wou mer par rapport zu dem gesamten Investitiounsvolumen, deen dat hei bedeit, eng Rei vu klore Prioritéite musse setzen, an ech mengen, déi Zäit wäerte mer eis dann huelen.

Ech wëll soen, dass mer op zwou Froen nach wëllen agoen. Engersäits op dat wat de Kolleeg Roland Schreiner gefrot huet am Zesummenhang mat dem Rôle vun der CFL an deem wat den neien Tramspojet soll bedeiten. Ech mengen, do gëtt et zwou Äntwerten.

Engersäits ass et kloer, dass de Rôle vun der CFL an deem heite Konzept net méi déiselwecht Bedeitung huet, wéi en en nach beim Train-Trams-Konzept hätt kënnen hunn. Ech mengen, dat schéngt mer evident ze sinn an op der Hand ze leien.

Ech mengen trotzdeem, dass d'CFL hei bei engem dach schinnegebonnene Konzept, wat mer hei hunn, eng Roll ka matspillen an där Sociétéit, déi ze schafe wäert sinn, an ech mengen och, dass eleng de Fait, dass et och eng Joint Venture um Niveau vun der Maintenance muss ginn, dass ee sollt versichen, de Centre de Maintenance, dee mer amgaang sinn ze bauen, esou ze konzipéieren, dass och muer déi Tramsrammen, déi do mussen enger Revisioun ënnerzu ginn oder soss enger Maintenance, kënne profitéiere vun deem Know-how, wéi Der zu Recht gesot hutt, an deenen Infrastrukturen, déi do sinn.

Ech mengen, eleng déi Tatsaach mécht, dass d'CFL eng Roll ze spille wäert hunn, mä sécherlech e Rôle moindre grand wéi deen, deen natierlech an engem Train-Trams-Konzept noutwendeg gewiescht wär.

Ech mengen och, dass ech dobäi bleiwen, dass mer e Konzept musse strécken, wat en öffentlech-privat Konzept ass. Ech mengen, mir hunn echt eng Rei vun Investoren, déi interesséiert sinn, fir sech hei un deem Konzept ze bedeelegen, an déi Chance sollte mer onbedéngt och notzen.

Ech wëll also soen, dass déi Motioun, déi deponéiert ginn ass vun den Deputéierte vun deene véier Fraktiounen, eng ass, déi den Aval vun der Regierung fënnt, an där mer eis erëmfannen an déi eis dee Mandat an och déi Chancë gëtt, fir elo, wéi gesot, mat Volldamp weider un der Ëmsetzung vun deem Projet ze schaffen an eis iwwert dee Konsens ze erfreeën, dee mer an deene leschte Wochen a Méint duerch déi Method, déi mer gewielt hunn, och fäerdeg bruecht hunn.

Ech wëll dann zweetens a leschtens kuerz och iwwert d'Motioun vum ADR an iwwert déi puer Bemierkungen, déi hei gemaach gi sinn, e puer Wuert soen, net nëmme fir déi Formulatioun zréckzeweisen, déi dach awer de Mëtteg déi eenzeg polemesch Formulatioun war, fir ze soen, dass dat, wat hei geschafft ginn ass an deene leschte Wochen a Méint, als total onseriö ze betitele wär.

Ech mengen, dass ech mech net géif heihinner stellen, fir zum Beispill de Projet Schummer als en total onseriöen duerzestellen. Ech respektéieren alles wat jiddfereen, deen hei e gewëssene Know-how, eng gewësse Kompetenz huet, an deene leschte Méint a Joren hei duergeluecht huet, an ech géif am Dram net drun denken, fir déi Aarbechten an déi Méi, déi sech déi Leit gemaach hunn, als total onseriö ze betitelen. Duerfir weisen ech och zréck, dass een d'Aarbecht vun deenen Experten, déi am Numm vum Stat, vun der Stad Lëtzebuerg, vun der Eisebunn, vun der Ponts et Chaussées, vum Fonds du Kirchberg an esou viru mat de Bureau-d'étudë geschafft hunn, als total onseriö dohinnerstellt.

An da wëll ech doriwwer eraus soen, dass de Projet, loosse mer einfach bei der Betitelung Schummer bleiwen, dass deen och net nëmmen duerch eng Etüd vu mengem Virgänger schonn en long et en large analyséiert ginn ass an ze liicht befonnt ginn ass, mä dass en och an dem Aarbechtsgrupp en long et en large mat sengen Avantagen an Désavantagen analyséiert ginn ass, an och do sécherlech eng Rei vun Avantagen - an dat steet jo och prezis an transparent an éierlech an dem Projet vun dem Aarbechtsgrupp dran - dra sinn an esou virun, mä dass insgesamt gesinn de Projet vill méi Nodeeler huet.

Ech mengen, dass hei gemaach ginn ass, wéi wann dat den Dramprojet wär. Och dee Projet kascht enorm vill Geld. Et kascht 1,2 Milliarden Euro, fir dat ze maachen.

Niewent deem wëll ech Iech soen, dass dat jo net gëllt, wann een iwwert den Tram schwätzt an der Stad Lëtzebuerg, dass dat natierlech an der Bauphas eng Rei vun Nuisancë wäert mat sech bréngen, mä et ass jo awer net esou, dass, wa mer muer en Tunnel duerch d'Stad maachen an esou virun, dat esou iwwert d'Bühn geet, dass kee Mënsch un der Uewerfläch mierkt, dass mer do mat engem Chantier amgaange sinn. Dat ass dach de Leit wierklech Dommheete verzielt, fir esou ze maache wéi wann dat géif iwwert d'Bühn goen, ouni dass iergendeen eng Kéier knaschteg Féiss géif an der Stad kréien, an de Rescht wär nëmme konfrontéiert mat Problemer.

Da muss ech soen, wann een dann och op eng despektéierlech Aart a Weis vum „Trämchen" schwätzt an esou virun, dass den Här Schummer virun dräi Joer, en sachant bien, dass ebe just säi Projet vum ënnerierdeschen Zuch keng Äntwert wär op all déi Froen, nach en Tram dropgesat huet vun 300 Milliounen. Wann een also hei de Coût vun 1,2 Milliarde seet, da muss ee soen, dass och nach eng Kéier 300 Milliounen derbäikomme fir en Tram, well och hie gemierkt huet, dass d'Tatsaach, dass hie vun der Gare bis an d'Uewerstad nëmmen een Arrêt huet, net onbedéngt den Usageren entgéintkënnt, esou dass hien och nach eng Kéier en Tram dropgesat huet fir aner Plazen an esou virun, deen nach eng Kéier 300 Millioune kascht.

An et muss ee wëssen, mat deenen Erfahrungen, déi mer am Moment maachen, an déi virun allem de Bauteminister mat Tunnele mécht, dass, wa mer dat muer maachen, dat och nach net esou sécher ass, dass déi 1,2 Milliarden Euro och definitiv dat sinn, wat dat dann herno kascht.

(Interruption)

An da muss ech och soen, wa mer iwwert d'Attraktivitéit schwätzen, da kann ee soen, hei déi Fro, ob den öffentlechen Transport soll an de Buedem goen an den Individualverkéier um Niveau vun der Uewerfläch bleiwen, dass dat eng ideologesch ass.

(Interruption)

Op där anerer Säit muss ech awer soen, dass d'Tatsaach, dass mer de Leit och géifen zoumudden - wann ech dat dann esou däerf soen -, fir muer op 60 Meter erofzegoe mat Liften an esou virun, ob dat onbedéngt dat Verkéiersinstrument wär, wat d'Leit géifen ophuelen als eng Äntwert op d'Mobilitéitsproblemer an der Stad an esou virun, dat ass och nach ze gesinn. Deen dote Problem ass also ganz eescht analyséiert ginn. Ech hunn den Här Schummer mat senge Protagoniste selwer empfaangen, fir déi Argumenter do de vive voix mateneen ze diskutéieren.

Iwwregens ass et net richteg, wann Der hei gesot hutt, dass d'Capacitéite vum Tram an der Stad bei 10.000 leien op der Stonn. Déi leie bei 16.000, esou wéi et genau nogerechent ginn ass. Dat ass also scho par rapport zum Bus op den Haaptachsen e ganz groussen Ënnerscheed.

An da muss ech Iech och soen, Här Mehlen, dass ech d'Gefill hat zu engem gewëssene Moment, dass Der an de Chifferen awer Vergläicher gemaach hutt mat dem Train-Trams-Konzept, dat Konzept, wat mer am Prinzip jo haut awer ad acta geluecht hunn, esou dass een déi Chiffere muss vergläiche mat deem Konzept vun de Gare-périphériquen, vum Tram a vun den neie Linnen op Esch an op Beetebuerg, an net mat engem Train-Trams-Konzept, wou mer haut zur Konklusioun kommen, dass dat net de richtege Wee ass.

Ech mengen also, dass ee muss oppassen, wann een heihinner kënnt an et mécht ee wéi wann déi aner lauter Toperte wären an een deen Eenzege wär, deen dat Richtegt, deen d'Wourecht gepacht hätt an esou virun, dass mer do ganz seriö driwwer diskutéiert hunn. Duerfir géif ech och d'Chamber bieden, fir déi Motioun vum ADR ofzelehnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre.

M. le Président.- Jo. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir wësst, datt ech net dovunner abuséieren, mä zwee Wuert.

Den Här Minister huet gesot, säi Virgänger hätt dee Projet vum Här Schummer en long et en large analyséiere gelooss. Déi Analys ass gemaach gi vum selwechte Bureau d'études Basler, deen de Modul K entwéckelt huet, wat scho vum Choix hier net seriö ass.

Da kënnt déi Etüd zum Resultat - global, ech ginn net op Detailer an -, datt de Projet net ze realiséiere wär. Den Här Schummer bréngt a sengem Dokument, wou hien de ganze Projet développéiert, den Avis vum Här Professer Zumkeller, dem Chef vum Institut fir Verkéierswiese vun der Uni vu Karlsruhe, deen him schwaarz op wäiss bescheinegt, datt säi Projet ohne weiteres ze realiséiere wär.

Här Minister, do leie Welten dertëschent. Dofir, wa mer hei iwwer eng Analys vun deem engen an deem anere Projet schwätzen a wierklech net Äppel mat Bire wëlle vergläichen, mä och tatsächlech kucken, wat kascht dat eent, wat kascht dat anert, wat bréngt dat eent a wat bréngt dat anert, dann, wann ech gelift, muss dat eng seriö Etüd sinn an net eng Etüd vun enger Firma, déi iwwerhaapt keen Intérêt drun huet, fir dat ze realiséieren, well si leschten Enns dee Projet entwéckelt huet, deen...

(Interruption)

...als Konkurrenz dergéint stoung.

M. le Président.- Jo, kommt, den Här Henckes nach.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll drop hiweisen, Här Minister, datt an deem Rapport, dee mer hei hunn, vun dem Groupe d'experts gesot gëtt, datt an engem Tram duebel Garnitur 250 Leit kéinten zirkuléieren, an dat am Dräi-Minutten-Takt, dat heescht also 20 Trame mol 250. Ech weess net wéi Dir do op 12.000 kommt. Ech wollt dat just nuren uginn. Entweder sinn d'Donnéeën hei falsch oder Är Rechemaschinn huet e Problem.

Merci.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Gutt, da kuckt den Här Minister dat no.

Motion 1

Mir kommen dann zur éischter Motioun, déi vum Här Schreiner déposéiert ginn ass.

Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt, da maache mer dat.

(Interruption)

Wie freet de Vote électronique?

(Interruption)

Jo. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nancy Arendt), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Marc Angel), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun vum Här Henckes. Ech denken, dass och do de Vote électronique gefrot ass.

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo neen, Dir kënnt jo net fir fënnef schwätzen.

M. le Président.- Entschëllegt, Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech wëll dat dann direkt kloerstellen, dass ech hei all Motioun mat ënnerstëtze wéinst dem Dépôt, net onbedéngt wéinst dem Inhalt, well ech einfach vum demokratesche Prinzip hier nach ëmmer der Meenung sinn, egal wat hei geschitt, dass all Deputéierte muss d'Recht hunn, hei eng Initiativ ze ergräifen. Där Meenung war ech vun Ufank un an ech wäert och bei där Meenung bleiwen.

M. le Président.- Gutt, dat huele mer zur Kenntnis. Elo kommen...

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dann ass ee gewéinlech domat d'accord.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt dann och direkt kloerstellen, dass dat selbstverständlech vun eiser Säit och esou ass.

M. le Président.- Dat ass jo großer Friede-Freude-...

(Brouhaha général)

Grouss Eenegkeet an der Fraktioun vum ADR. Da komme mer elo zum Vote.

(Interruption et hilarité)

M. Charles Goerens *(DP).*- Firwat si si sech net eens ginn, Här President?

(Hilarité)

M. le Président.- Här Goerens, dat kënnt Der mech net froen, dat musst Der si froen.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 55 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat sinn d'Konte vum Service intérieur vun der Chamber. De Rapporteur huet d'Wuert, den honorabelen Här Castegnaro.

3. 5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net wéi et lech geet, mä ech fille mech no deene Stonne wéi geriedert, mä et war jo fir de gudden Zweck. Ech entschëllege mech elo schonn duerfir, dass ech nëmmen iwwer Milliounen an net iwwer Milliarde schwätze wäert, an dass deen Thema natierlech méi dréchen, awer duerfir méi konkret ass, méi real ass, well et d'Konte vun eisem Haus sinn, déi Joer fir Joer op den Dësch kommen an domat eigentlech e klore Fall duerstellen oder duerstelle sollen.

Mir beschléissen also haut iwwer eis eege Konten, iwwert d'Geld, wat mer vun der Allgemengheet zur Verfügung gestallt kréien, fir eis Aufgab hei am Interesse vum Land a vu senge Bierger kënnen ze erfëllen. Mir wëssen an och anerer wëssen: D'Demokratie, och déi, kascht Geld, mä wann een d'Konte vun der Chamber kuckt, dann ass dee Käschtepunkt am Verglach zu villem aneren nach e relativ geréngen.

Dir wësst, dass d'Einnahmen oder d'Dotatioun vun eiser Chamber 26.929.000 Euro bedroen, dass d'Chargen oder d'Ausgabe 26.352.000 an eppes méi waren, wat dozou féiert, dass mer dann awer en Iwwerschoss hunn oder e Benefiss, géing ee soen, vu 577.304,58 Euro. Dat ass déi global Iwwersiicht. Dat ganzt Zuelematerial fannt Der am Rapport iwwert den Exercice 2004 erëm; dat konnt Der och noliesen.

Ech wëll net op all dat agoen, mä op e puer interessant Zuelen an awer och e puer Iwwerleeungen ustellen.

Virun allem wëll ech éischtens ënnersträichen, dass d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes hei fungéiert an hirer Roll an Aufgab vu Kontroll- a Kontekommissioun, fir eis eege Konten ze préiwen a Rechenschaft ofzeleeën an entspriechend entweder ze proposéieren, déi Konten unzehuelen oder ofzelehnen. Haut proposéiere mer se unzehuelen.

Zweetens, d'Kontekommissioun huet domat eng kloer Missioun, mä si erfëllt se zesumme mat engem onofhängege Réviseur d'entreprises an dësem Fall, déi vun eis bestëmmte Revisiounsgesellschaft KPMG Audit s.à r.l.

Drëttens, eis Aarbecht ass awer nëmme méiglech dank enger preziser, propperer an transparenter Aarbecht, déi eise Service de comptabilité leescht; duerfir deenen all a stellvertriedend der Madame Biasini Ginette en décke Merci, mä och allen anere Mataarbechter vum Greffe an natierlech de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun.

E puer kritesch Bemierkungen. D'Chamber soll a muss ëmmer mam gudde Beispill virgoen. Dat heescht, mir hätten an dësem Fall eigentlech d'Konte vum Joer 2004 scho missen am leschte Joer hei verabschieden. Dës Verspéidung, déi agetratt ass, ass net op eis Servicer zréckzeféieren, och net op eis Kommissioun, mä op eng Verspéidung vun eisem Rechnungspréifer. Dat huet och dozou gefouert, dass d'Kommissioun den ausdréckleche Wonsch geäussert huet, dass d'Auditfirma eis nach an dësem Joer alles dat liwwert, wat mer brauche fir d'Konten 2005 virum Enn vum Joer ofzeschléissen.

Zu deene gudde Beispiller gehéiere weiderhin d'Transparenz vun eisen Zuelen, d'Komplettheet vun eisen Zuelen, fir dass eist eegent Finanzgebahren iwwerschaubar ass. Ech géing soen déi Viraussetzungen erfëlle mer. Wa Virschléi diesbezüglech ze maache sinn, da si se natierlech ëmmer wëllkomm.

Konsequent musse mer op si fir Problemer, déi optrieden an der Verwaltung a Verwendung vun öffentleche Gelder, vun Deniers publics fir déi mir hei d'Responsabilitéit droen, dass esou Problemer schnell a rücksichtslos am Interesse vun dësem Haus, der Glaubwürdegkeet vun dësem Haus gekläert ginn. A wa mer iwwert d'Realiséierung vun der Parteiefinanzéierung eeschthaft wëlle schwätzen, dann ass dat och eng Fro vun effikasse Kontrollmechanismen an ebe vun totaler Transparenz.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konte vum Joer 2004 ënnerscheede sech an der Héicht vun der Dotatioun a vun den Ausgabe vun anere Jore ganz einfach dowéinst, well 2004 e Wahljoer war an dat Méiausgabe generéiert huet. Dir wësst, dass eise Budget d'Parteiwahlcampagnë matfinanzéiert. Dat waren 1.624.500 Euro. Dir wësst, dass, wann eng Sessioun op d'Enn geet an eng nei ufänkt, eng Iwwerlappung stattfënnt fir déi Deputéierten, déi net méi erëmgewielt gi sinn oder déi net méi dobäi waren, wat och eng Méiausgab ausmécht. Entspriechend ass et och schwéier eben d'Joer 2004 mat deene puer Joer virdrun absolut kënnen ze vergläichen.

Ech hu gesot, ech wëll net op honnerten Zuelen hei agoen. Et kann een iwwert de Bilan natierlech eppes soen. De Bilan huet mat engem Actif vun 10.500.000 ofgeschloss. D'Avoirs en banques et en caisse sinn 9,7 Milliounen - ech rënnen all Kéiers of -, an dat ass e Plus vun 2,2 Millioune par rapport zu deem Joer virdrun.

Déi Haaptposten op der Passif-Säit, dat sinn d'Excédents budgétaires cumulés vu ronn 7,1 Milliounen, mä dann och nach vu Scholden, déi mussen am Laf vum Joer bezuelt ginn, dat waren 2,5 Milliounen. Ech hu scho gesot mir hunn e Benefiss gemaach vu ronn 577.000 Euro. Dat sinn 1,3 Millioune manner wéi 2003. D'Erklärung hunn ech lech geliwwert, dat ass haaptsächlech wéinst der Bedeelegung un de Campagnes électorales.

Wat e bësse méi spannend festzestellen ass, dat ass éischtens de Verglach tëschent dem Budget alloué an de Frais réellement encourus, zweetens d'Evolutioun vun de Fraisë par rapport zum viregte Joer. Do gesäit een, dass mer bei den tatsächlechen Ausgaben ëm 10% ënnert dem Budget leien, dat si 26,3 Millioune vis-à-vis vun 29 Milliioune vun deem Joer virdrun. Wat de Verglach mat dem viregten Exercice betrëfft, ergëtt sech eng Croissance vun Dépenses vun 10,43%, allerdéngs erëm eng Kéier duerch d'Wahlcampagne, esou dass déi allgemeng Dépensen, déi regelméisseg sinn, ëm 3,62% gestiege sinn.

Et sollt een och hei rappeléieren, dass et dräi wichteg Postë bei eis gëtt: d'Deputéierten, d'Personal an d'Groupes politiques, déi Charges fixes hunn, déi och gewëssenen Automatismen ënnerleien, wéi dem Punktwäert, wéi dem Index an aneren.

Dann nëmmen ervirzesträiche personalméisseg: Et schaffen an der Chamber 51 Fonctionnairen, sechs Employéën an een Aarbechter. Dat sinn 58 Leit. Dat sinn der zwee méi wéi dat Joer virdrun. An Dir wësst, dass mer selwer hei konstant zu 60 sinn an och entspriechend op der Fraisësäit erëmzefanne sinn.

Ech wëllt ervirsträichen, dass d'Regierung méi oft ënnersträicht, dass bei där viller Aarbecht, där Méiaarbecht, déi duerch Bréisseler Direktiven an aner Obligatiounen op si zoukomm ass, se vill Problemer huet, fir déi ze bewältegen.

Dat stëmmt jo och a vläicht nach vill méi fir dëst Haus. Mir si vill manner gutt équipéiert wéi de gesamte Regierungsapparat a mir ënnersträichen awer selwer ëmmer an ëmmer méi, dass mer eis mussen och dorop astellen. Mir wëlle méi maachen, mir wëllen eis méi fréi, méi schnell a méi effikass an deen europäesche Prozess aschalten, fir dee kënne mat ze gestalten oder mat ze beaflossen. An ech sinn do eens mat mengem Kolleeg, dem honorabele Ben Fayot, deen ëmmer erëm bei ville Geleeënheeten ënnersträicht, dass mer net derlaanscht komme wäerten, fir méi an entspriechend qualifizéiert Personal anzestellen, wat natierlech dann och méi héich Personalkäschten heescht, mä fir eng besser a méi schnell Aarbecht.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir nach eng Kéier op d'Zuelen zréckzekommen, wollt ech mentionnéieren, dass 2004 d'Frais d'administration mat 7,5 Milliounen Euro praktesch onverännert bliwwe sinn, souguer liicht méi déif waren, an dass d'Fraisë vum Analyteschen, vum Compte rendu vun 1,2 Milliounen op 955.000 Euro gefall sinn.

Et muss een awer - an dat war an der Zäit jo ëmmer en Thema - fairerweis an dee Betrag do d'Chamber TV mat arechnen, déi bal eng hallef Millioun Euro kascht an och eisen Internet mat 233.000 Euro, wat dann en Total vun 1.679.470 Euro ausmécht. An ech wëll dat an de Verglach setze mat deem leschten Analyteschen, deen an all Haushalt geliwwert ginn ass, dee mat der Chamber TV zesummen 1.916.000 Euro kascht huet. Et gesäit een, dass mer also do zréckgaange sinn an de Fraisën; natierlech eisen Analyteschen och net an all Haushalt méi geliwwert gëtt.

Bevir ech ofschléissen, Här President, Kolleeginnnen a Kolleegen, wollt ech eng Iwwerleeung un de Büro hei riichten an un lech natierlech, Här President. Den 12. Oktober d'lescht Joer huet de Statsminister eis hei mat schlechten Noriichten net iwwerrascht, mä konfrontéiert, a méi spéit och de Budgetsminister an eng ganz Rei Riedner a Sprecher vun den eenzelne Fraktiounen. Den Tenor war dee vum Spueren, a mir sinn eigentlech alleguer drop higewisen an ermahnt ginn, dass ee méi spuere misst an dass een d'Ausgaben drossele sollt.

An do stellen ech mer d'Fro, Här President, ob d'Parlament do abseits stoe kann, oder ob mir déi sinn, déi mam Fanger op déi aner weise respektiv d'Regierung an hiren Efforten ënnerstëtzen a selwer net iwwert den eegene Spuerpotenzial bei eis selwer nodenken oder en op d'mannst iwwerpréiwen. Dat wier och eng Fro vum gudde Beispill a géing och zu der Glaubwürdegkeet vun deem Haus hei zousätzlech bäidroen; ech weess zwar och net wou dat geschéie kënnt.

A menger Fantasie hat ech mer virgestallt, dass ee bei deene villen Auslandsreese vläicht d'Zuel vun de Reesende kéint reduzéieren. Da sot Der mer, ech géing selwer net reesen, dat wier e gudde Virschlag vu menger Säit - mä vläicht hu mer Fantasie genuch. Mä virun allem, mengen ech, beispillhaft, wéi mer sollte sinn, fanne mer och bei eis wou ee spuere kann, an dat wier menger Meenung no e flott Beispill wat een awer am richtege Moment och géing ginn.

Ech wier um Schluss a géing nach eng Kéier bieden, dass déi Konten, déi vun eiser Kommissioun gekuckt an approuvéiert gi sinn an déi och de Réviseur d'entreprises indépendant bestätegt huet, konform si mat de gesetzlechen Dispositiounen. An der Konklusioun géing ech proposéieren, déi folgend Resolutioun ze stëmmen, déi Der op der Säit 18 vum Rapport vun der Comexbu kënnt noliesen:

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de sa Commission de l'exécution budgétaire et des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2004 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) François Bausch, Lucien Clement, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Henri Grethen.

Merci, Här President. Merci, Kolleeginnen a Kolleegen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, wa kee méi zu dem Rapport vum honorabelen Här Castegnaro nach eppes wëllt bäifügen, da komme mer zum Vote vun der Resolutioun, sou wéi hie se elo just virgelies huet.

Vote

D'Konte sinn unanime mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marc Spautz), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Haupert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes

Am Numm vun der Kontekommissioun huet den Här Henri Grethen eng Resolutioun déposéiert iwwert d'Gestioun vun de Konten aus dem Joer 2004 bei der Cour des Comptes.

(Interruption)

Hien déposéiert se elo an da kënne mer direkt driwwer ofstëmmen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que «les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2004 ainsi que des résultats de l'exercice terminant à cette date»;

- vu que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes a marqué au cours de sa réunion du 19 septembre 2005 son accord avec le rapport du réviseur des comptes

approuve

les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes.

(s.) Henri Grethen, François Bausch, Alex Bodry, Ben Fayot, Michel Wolter.

Kënne mer doriwwer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Voilà. Wien ass d'accord mat der Resolutioun?

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit. D'Resolutioun ass deementspriechend ugeholl.

5. Demandes en naturalisation

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat sinn d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.08 heures et levé à 18.16 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 61 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 6 avril 2006

1. ADROVIĆ Sadrija, né le 2 janvier 1967 à Donja Vrbica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schwebsingen

2. BABACIĆ Munirka, née le 20 juin 1969 à Tucanje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schwebsingen

3. AVDIJA Avni, né le 8 février 1965 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

4. SINANI Fatime, née le 18 juillet 1969 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

5. AYNETCHI Ali, né le 11 juillet 1952 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange

6. SEPEHRDAD Guita, née le 20 juin 1958 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange

7. BELLA ABANDA Marie-Laure, née le 19 janvier 1978 à Emana/Monatélé (Cameroun), demeurant à Bereldange

8. CANIFA PINTO Margarida, née le 30 décembre 1968 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Mersch

9. CHARRUE Dominique, née le 8 décembre 1975 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Luxembourg

10. DELGADO ALVES Ornélia, née le 6 juillet 1984 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Bettembourg

11. DJUKANOVIĆ Aleksandar, né le 27 juillet 1972 à Smederevska Palanka (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

12. EICHIN Otmar Wolfgang, né le 15 juillet 1958 à Hasel (Allemagne), demeurant à Dorscheid

13. ELMQUIST Kirsten, née le 29 décembre 1945 à Copenhague (Danemark), demeurant à Niederanven

14. EMANUEL Adolf, né le 29 septembre 1938 à Trier (Allemagne), demeurant à Differdange

15. FERREIRA DE SOUSA DIAS Manuel, né le 14 novembre 1962 à Capo/Valongo (Portugal), demeurant à Differdange

16. GAO Jingsi, née le 2 janvier 1941 à Zhejiang (Chine), demeurant à Beringen

17. GILIS Cédric Claude Michel, né le 8 mars 1977 à Uccle (Belgique), demeurant à Hobscheid

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, député honoraire page 319

Communications pages 319-320

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 320

5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale page 320

Ordre du jour page 320

Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss page 320

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics pages 320-321

- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 321

- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports pages 321-322

- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 322

- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 322-323

- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics page 323

- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 323

- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances pages 323-324

- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 324-325

- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 325

Ordre du jour (suite) page 325

Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

et

- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 325-326

- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 326

- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 326

- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur pages 326-327

Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau pages 327-334

5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes pages 334-335

Communications page 336

Composition des commissions parlementaires page 336

5386 - Projet de loi

1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;

5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant

- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;

- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail pages 336-344

Motion de M. Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz pages 344-345

5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005 pages 345-346

5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 346-348

5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel pages 348-354

5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004 page 354

Communication page 355

Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général pages 355-367

5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004 page 367

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes page 367

Demandes en naturalisation pages 367-368

18. GENARD Christian François Ghislain Mutien Eugène, né le 21 avril 1957 à Bertrix (Belgique), demeurant à Luxembourg

19. GONCHARENKO Marina, née le 5 février 1974 à Staro-Severskaya (Russie), demeurant à Ettelbruck

20. GOOSSE Laurence Josette Andrée Marie, née le 20 juillet 1967 à Bastogne (Belgique), demeurant à Weidingen

21. GORQAJ Sait, né le 5 novembre 1953 à Studenica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

22. GORQAJ Shkelzen, né le 16 décembre 1978 à Istog (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

23. HANG Huifeng, né le 9 octobre 1977 à Zhejiang (Chine), demeurant à Remich

24. HERRADOR ROLDAN Yvan, né le 24 février 1977 à San Sebastián (Espagne), demeurant à Luxembourg

25. HOFFMANN Karl-Josef, né le 28 août 1950 à Jünkerath (Allemagne), demeurant à Wellenstein

26. HONSIĆ Zekrija, née le 27 mars 1975 à Honsice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Colmar-Berg

27. IBISI Sulja, né le 15 mai 1948 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettange-sur-Mess

28. BROJA Myzafere, née le 20 mars 1948 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettange-sur-Mess

29. JACOBS Thomas, né le 11 août 1967 à Trier (Allemagne), demeurant à Howald

30. JAHIĆ Adisa, née le 2 octobre 1982 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

31. KAZAZIĆ Sijana, née le 1er janvier 1961 à Mostar (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

32. KOURDLASSI Mina, née le 28 décembre 1970 à Verviers (Belgique), demeurant à Luxembourg

33. LANGE François Christian Jean-Marie, né le 19 avril 1967 à Verviers (Belgique), demeurant à Stadtbredimus

34. ARTE Sonia Georges Solange Ghislaine, née le 17 décembre 1968 à Dinant (Belgique), demeurant à Stadtbredimus

35. LIU Haiquin, née le 1er mai 1981 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Dudelange

36. LIU Hong Hua, née le 16 mars 1963 à Zhejiang (Chine), demeurant à Bigonville

37. LOOSVELDT Marc Jean André Ghislain, né le 22 mai 1960 à Bastogne (Belgique), demeurant à Huldange

38. LORAND Anne Françoise Frédérique, née le 12 juillet 1972 à Braine-l'Alleud (Belgique), demeurant à Olingen

39. LOTOLL Eroll, né le 28 mai 1970 à Priština (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

40. MAUSS Delphine Marie Anne, née le 18 août 1977 à Metz (France), demeurant à Grevenmacher

41. MEHOVIĆ Edis, né le 13 juillet 1985 à Podgorica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Heinerscheid

42. MIN Young-Jin, née le 7 novembre 1960 à Incheon City (Corée du Sud), demeurant à Luxembourg

43. MONTEIRO MELO Antonio Manuel, né le 20 octobre 1984 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

44. NEU Marie-Ange Katty, née le 2 juillet 1969 à Arlon (Belgique), demeurant à Mondercange

45. NEVES Vera Lucia, née le 5 novembre 1965 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Differdange

46. NIKQI Avni, né le 12 décembre 1972 à Peje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

47. OSVILLE David Alexandre Samuel, né le 28 janvier 1982 à Evreux (France), demeurant à Luxembourg

48. PECIREP Dario, né le 18 juillet 1983 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

49. PEREIRA LOPES Luisa Maria, née le 13 novembre 1965 à Montalvao/Nisa (Portugal), demeurant à Differdange

50. QUISPE PUMALLOCLLA Fiorella Roxana, née le 30 mars 1978 à Cusco (Pérou), demeurant à Prettingen

51. ROCHA PIRES Mateus, né le 21 septembre 1975 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Heisdorf

52. SHABANI Agron, né le 3 avril 1965 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant au Luxembourg

53. SHAHRBAN Ameneh, née le 23 décembre 1978 à Isfahan (Iran), demeurant à Tarchamps

54. SHATROLLI Agim, né le 30 avril 1982 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

55. SHATROLLI Xhuljeta, née le 3 mai 1983 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

56. SIBONJIĆ Damir, né le 28 février 1985 à Derventa (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

57. SOLNY Sylvie Marie, née le 9 août 1967 à Bouar (République Centrafricaine), demeurant à Dillingen

58. SUCESKA Amila, née le 24 août 1964 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

59. TAHIRI Fatime, née le 6 octobre 1960 à Vllahi (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

60. WEBER Suzanne Sigrid Jeanne Ghislaine, née le 1er juin 1976 à Ougrée/Seraing (Belgique), demeurant à Leudelange

61. Xerxa Ardian, né le 24 août 1971 à Gjakove (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 2., 3. a 4. Mee. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss, obschonn Der e schonn zum Deel kennt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.17 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0853	M. Camille Gira	Trafic de camions en direction de la zone industrielle Lentzweiler
0860	M. Claude Adam	Gestion des biens appartenant à l'État et loués à des particuliers
0862	M. Robert Mehlen	Patrimoine rural
0892	M. Patrick Santer	Étude belge sur la toxicologie des composés chlorés dans les piscines
0905	M. Jacques-Yves Henckes	Publication des lois et règlements au Mémorial
0908	M. John Castegnaro	Création d'emplois
0918	M. Jean Huss	Inscription de huit pesticides dangereux dans l'annexe I de la directive qui régit les pesticides (91/414/CEE)
0926	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0928	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0933	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0934	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0941	M. Carlo Wagner	Revendication des médecins d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence
0942	M. Robert Mehlen	État des bâtiments «La petite Marquise» à Echternach
0947	MM. Marcel Oberweis et Marco Schank	Travaux de renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen
0948	M. Aly Jaerling	2006 - Année européenne de la mobilité des travailleurs
0949	M. Marc Spautz	Paiement des salaires aux ouvriers
0950	Mme Lydia Mutsch	Individualisation des droits à pension
0951	M. Carlo Wagner	Laboratoire de Médecine vétérinaire
0952	M. Aly Jaerling	Transport public des étudiants
0953	M. Camille Gira	Régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables
0956	M. Jean-Pierre Koepp	Observatoire Régional Nord (ORENO)
0957	M. Jean-Pierre Koepp	État de Palestine
0958	M. Henri Kox	Grippe aviaire
0959	M. Carlo Wagner	Baisse du taux légal d'alcoolémie
0962	M. Carlo Wagner	Situation du secteur de l'Horesca
0963	M. Ben Fayot	Transfert d'un certain montant d'un article du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2005 à un autre
0966	M. Jean-Pierre Koepp	Piscines dans la région «Nordstad» et au canton de Vianden
0967	M. Claude Meisch	Hausse des prix des titres de transport
0969	M. François Bausch	Visite d'un membre du parlement du Luxembourg dans les territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces armées arméniennes
0970	M. Claude Meisch	Fermeture des pistes de l'Aéroport de Luxembourg suite à l'enneigement de celui-ci
0971	M. Claude Meisch	Lutte antitabac
0973	M. Félix Braz	Répartition des logements pour demandeurs d'asile

Question 0853 (18.1.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **trafic de camions en direction de la zone industrielle de Lentzweiler:**

Afin d'éviter le trafic de transit des camions sur la N18 qui traverse Clervaux et la N12 qui traverse Troisvierges, le CR338 et une partie du CR335 ont été spécialement aménagés pour accueillir les camions à destination de la zone industrielle de Lentzweiler. Toutefois il s'avère que ce trajet officiel via les CR338 et CR335 n'est guère utilisé par les camionneurs.

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait envisager une interdiction de transit pour les camions dépassant un certain tonnage sur la N12 entre Wämperhaart et Antoniushaff, ainsi que sur la N18 entre Marnach et Clervaux?

Réponse commune (13.4.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La législation en matière de transit de poids lourds poursuit l'objectif que la circulation de camions transitant à travers le territoire luxembourgeois se fasse, soit par le réseau autoroutier, soit par les chemins repris et les routes nationales qui guident ce trafic vers les autoroutes. Les routes nationales (N) et les chemins repris (CR), qui constituent pour la plupart des traversées d'agglomération, ne disposent pas d'un gabarit suffisamment important pour permettre une utilisation fréquente d'engins lourds.

La législation ne comporte cependant pas de dispositions spécifiques relatives à la partie Nord du Grand-Duché, alors que le réseau autoroutier n'y est pas développé. En appliquant le principe de la législation, il est préférable d'organiser le trafic des poids lourds via les routes nationales qui sont généralement dotées d'un gabarit plus important et d'une géométrie plus favorable que les chemins repris. Les chemins repris traversent par ailleurs souvent des agglomérations, ce qui entraîne des répercussions directes sur la qualité de vie et, surtout, sur la sécurité des riverains.

À l'heure actuelle il n'est pas prévu d'interdire aux camionneurs en transit l'accès à la N12 entre Wämperhaart et Antoniushaff. L'Administration des Ponts et Chaussées a procédé à la mise en place d'une signalisation directionnelle qui indique aux camionneurs l'itinéraire à suivre. La signalisation directionnelle n'a cependant aucun effet obligatoire qui interdirait l'accès à certains tronçons de route.

La signalisation directionnelle en question indique aux camionneurs qui empruntent la N7, soit en direction de Wämperhaart, soit en direction de Fridhaff de rejoindre la zone industrielle Lentzweiler par les CR335 et CR339 via Rossmillen et Maulusmillen.

Afin de compléter la réponse, il convient de noter que l'itinéraire de rechange, qui est spécialement conçu pour une utilisation fréquente de camions et qui se trouve à l'écart de toute agglomération, a le désavantage de représenter un détour considérable, surtout pour le trafic venant de Fridhaff.

Il est par ailleurs recommandable que les entreprises implantées dans la zone industrielle Lentzweiler lancent une campagne de sensibilisation tout en incitant les camionneurs à suivre l'itinéraire indiqué - une campagne qui contribuerait sans doute à rendre la signalisation directionnelle plus efficace.

Question 0860 (20.1.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **gestion des biens appartenant à l'État et loués à des particuliers:**

Depuis plus de dix ans un certain nombre de maisons d'habitation, propriétés de l'État et situés à Colmar-Berg (rue Poutty Stein, rue Emile Reding, an der Saang, rue Mertzig), sont inoccupées et se trouvent actuellement dans un état pitoyable. Des travaux de rénovation, qui y avaient été entamés il y a quelques années, ont effectivement été interrompus.

- Pour quelles raisons ces maisons ne sont-elles pas habitées?
- Pourquoi les travaux de rénovation ont été interrompus?

Dans ce contexte Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur la politique générale du Gouvernement en matière de gestion des biens appartenant à l'État et qui sont loués à des particuliers:

- La gestion et l'entretien du patrimoine de l'État étant revendiqués à la fois - dans les organigrammes respectifs - par l'Administration des Bâtiments publics et par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser la répartition exacte des compétences pour la gérance de cet ensemble immobilier ainsi que les critères de gestion?
- Le Gouvernement dispose-t-il d'un programme de rénovation pluriannuel pour ces logements?
- Qui peut bénéficier d'un logement étatique et qui décide de l'attribution de ces logements?
- Quel est le nombre de ces habitations actuellement occupées respectivement inoccupées?
- Enfin, combien de ces habitations sont utilisées à des fins administratives?

Réponse commune (30.3.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'État est propriétaire de différentes propriétés situées dans les rues «Poutty Stein», «Emile Reding», «an der Saang» et «rue de Mertzig» dans la localité de Colmar-Berg. Il s'agit d'immeubles acquis en 1934 de SAR la Grande-Duchesse Charlotte.

Certains des immeubles, en l'occurrence ceux sis 1, 2, 3, 4 et 5, an der Saang et 1 et 3, rue Emile Reding, servent comme logements de service pour la police, dont cinq sont occupés et quatre encore libres. Sur les quatre logements non occupés, deux ont été achevés en décembre 2005 et des demandes d'attribution afférentes sont en cours. Les deux logements restant feront l'objet de travaux de rénovation en 2006 (crédits afférents prévus au budget).

En ce qui concerne les maisons d'habitation situées à Colmar-Berg, il ressort d'une convention entre l'État et la Cour grand-ducale du 14 avril 1934 que la remise en état des immeubles abritant les logements de service du Château de Berg tombe sous la responsabilité de l'État. Par contre, la jouissance de ces immeubles reste attachée à la Maison Souveraine, de sorte que l'État ne dispose d'aucun pouvoir de décision en ce qui concerne l'occupation de ces immeubles.

À propos de l'état des logements en question, il y a lieu de noter que seuls les immeubles situés 7-9 et 13-15, rue Poutty Stein se trouvent dans un état de dégradation avancé, sans toutefois constituer un quelconque danger pour autrui. Leur démolition peut être envisagée d'autant plus que la Cour n'a manifesté aucun intérêt à une remise en état éventuelle de ces bâtisses.

Les autres immeubles, situés 2, 4, 6 et 8, rue Emile Reding, 8, an der Saang et 2, 15 et 17, rue de Mertzig, se trouvent tous dans un très bon état. Seule la ferme Ries, située 19-21, rue de Mertzig, n'a pas encore été rénovée.

De façon générale, en ce qui concerne la gestion et l'entretien des immeubles loués à des particuliers, l'Administration des Bâtiments publics est chargée de l'entretien incombant au propriétaire ainsi que de la remise en état de ces immeubles. Les travaux de rénovation ou de modernisation sont effectués au fur et à mesure des besoins qui se présentent. À cet effet, l'Administration des Bâtiments publics travaille en étroite collaboration avec les services de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines qui s'occupe en particulier de la mise en location des immeubles domaniaux à des particuliers ainsi que de la gestion administrative des logements (confection des contrats de bail, encaissement des loyers, résiliations, mises en demeure en cas de non-paiement des loyers, etc.).

Les articles budgétaires 22.4.12.080 (entretien), 52.3.72.010 (rénovation) et 52.4.72.031 (modernisation) inscrits au budget de l'Administration des Bâtiments publics prévoient chaque année des crédits pour l'exécution de ces travaux.

L'Administration des Bâtiments publics assure de même l'entretien incombant au propriétaire, la rénovation ou la modernisation des logements de service. Le financement y afférent est assuré par des crédits spécifiques prévus par département ministériel et inscrits au budget de l'Administration des Bâtiments publics.

En ce qui concerne les critères de gestion, il se fait que tous les logements appartenant à l'État ont été acquis dans un but précis et de ce fait sont affectés à un Ministère/une administration précise. En cas de changement d'affectation ou de retardement dans l'exécution de certains projets, il se fait que les immeubles peuvent être loués à des particuliers afin d'éviter la dégradation du patrimoine de l'État ou pour pourvoir à un besoin temporaire.

L'État a deux critères d'attribution d'un logement:

- les logements de service attribués sur avis des administrations afférentes; la Commission des loyers est chargée de fixer les loyers et charges locatives des quelque 600 logements de service appartenant à l'État et qui sont attribués entre autre à la Police grand-ducale, à l'Armée et à l'Administration des Douanes et Accises;
- les logements locatifs dont la gérance incombe à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et qui sont attribués en tant que logement social en référence au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de su-

perficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (Mémorial A, N°97 du 25 novembre 1998). La fixation du loyer se fait en exécution du règlement ci-dessus ainsi qu'en exécution de la loi du 20 avril 1998 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines fait la gestion de quelque 200 unités habitables louées (maison, maison-place, chalet, bâtiment, bâtiment-place, etc.). Actuellement il n'y a aucune disponibilité d'unités habitables qui resteraient à louer, les unités non louées se trouvant dans un état inhabitable ou réservées à d'autres fins.

Question 0862 (23.1.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **patrimoine rural:**

E wäertvolle Bestanddeel vun eisem „Patrimoine architectural" sinn eis iwwert d'ganzt Land verdeelte Baurenhäff, sief et als isoléiert Gebaier, sief et als Elementer vun eisen Dierfer. Vill Positives ass an der Vergaangenheet geleescht ginn, fir dës Gebailechkeete stilgerecht ze erhalen, ze renovéire respektiv an Evidenz ze setzen. Dat am Interessi vun der Kultur, awer och vum Tourissem.

Duerch de Konzentratiounsprozess an der Landwirtschaft verléieren ëmmer méi vun dëse Gebailechkeeten hir fréier Bestëmmung a si ginn da fréier oder spéider ëmgebaut, meeschtens fir als Wunnenge genotzt ze ginn. Leider geschéien dobäi ëmmer erëm schlëmm „Bausënnen" duerch déi eis Dierfer verschampeléiert ginn an hiren Duerfcharakter am architektonesche Sënn verléieren. Dat geschitt ganz dacks am Bestriewe fir de Maximum u Wunnraum aus engem Objet erauszehuelen.

Well d'Gemengeverwaltunge bei sou Décisioune ganz dacks iwwerfuerdert oder grousse perséinleche Pressiounen ausgesat sinn, géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wat ass generell d'Approche vun der Regierung an dëser Fro, a gesitt Dir d'Noutwendegkeet, fir op dësem Plang eppes ze ënnerhuelen?
2. Wa jo, mat wat fir Mëttele wär dëser Problematik um nationale Plang bäizekommen?
3. Missten net all gréisser Bauprojeten an den alen Zentre vun eisen Uertschafte vun enger nationaler Instanz op hir Compatibilitéit mat dem architektoneschen Ëmfeld iwwerpréift an autoriséiert ginn?
4. Ass vu Säite vun der Regierung mat enger Initiativ an dësem Sënn ze rechnen?

Réponse (7.4.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

De Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) huet um Enn vun de 70er Jore vum 20. Jorhonnert eng grouss Sensibilisatiounscampagne gestart, fir souwuel d'Gemengeverantwortlech wéi och d'Privatleit op de Wäert vun eisem Patrimoine, virun allem um Land, opmierksam ze maachen. Déi Campagne war eng grouss Réussite, well besonnesch Ausgangs vun den 80er an Ugangs vun den 90er Jore sinn immens vill Gebaier restauréiert ginn.

Ongeféier 12.000 Privathaiser goufe bis haut subsidiéiert; méi wéi 100 öffentlech Gebaier goufen an d'Rei gesat a kruten eng nei Affektatioun.

All déi Leit goufe vum Service des Sites et Monuments Nationaux och mat Rot an Dot versuergt, sou datt graff Feeler an der Restauratioun dacks konnte vermidde ginn, obschonn et awer eng Rei Plaze gëtt, wou sech net un déi Recommandatioune gehale ginn ass an esou geet en Deel vun aler Bausubstanz verluer.

1) Et ass also wichteg, datt all Verantwortlech un engem Strang zéie fir d'Erscheinungsbild vun eisen Dierfer ze erhalen. Den Denkmalschutz ass gäre bereet, do wou e gefrot gëtt, mat tatkräfteger Hëllef zur Säit ze stoen. Dat gëllt och zum Beispill fir den IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept Luxemburg).
2) Ee Mëttel fir deem Verfall entgéintzewierken wär e «Service de l'Inventaire» ze schafen, deem seng Aufgab et wier en Inventaire vu sämtlechen interessante Gebaier, Ensemblen a Siten opzestellen, a regelméisseg ze aktualiséieren. Sou eng „Denkmaltopographie" kéint d'Protectioun vum Patrimoine erliichteren. Dat géif och de Gemengen erlabe méi einfach, méi streng a méi prezis Bautereglementer ze verfaassen, déi och verlaange kéinten, datt nei Konstruktiounen deene bestehende missten ugepasst ginn.
3) Eng vun de Missioune vum Service des Sites et Monuments Nationaux ass et fir Gemengen ze beroden. A verschiddene Bautekommissioune si Vertrieder vum SSMN. Eenzel Gemenge froen och an hirem Bautereglement en Avis vum Service. Dat ass eng Zesummenaarbecht, déi mir gär bereet sinn auszebauen.
4) Et gëtt deemno genuch Initiative vun der Regierung an Erfahrungswäerter, déi déi verschidden, vum honorablen Deputéierte viséiert, Persounen a Verantwortlech derzou misste bréngen, datt se verantwortungsvoll mat eisem Patrimoine ëmginn.

Question 0892 (2.2.2006) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**étude belge sur la toxicologie des composés chlorés dans les piscines:**

En date du 18 janvier 2006 le journal «La Libre Belgique» a publié une interview avec le Professeur Alfred Bernard sur une étude réalisée entre 2002 et 2006 sur l'utilisation du chlore dans les piscines publiques. Cette étude révèle que le chlore est dangereux pour la santé des enfants et plus particulièrement celle des bébés nageurs. La fréquentation de piscines chlorées augmenterait le risque de développer de l'asthme et des inflammations pulmonaires. Ces dégâts seraient causés par la concentration de trichloramine, un gaz toxique qui est formé par la réaction du chlore avec la matière azotée (sueur, cellules, etc.) apportée par les baigneurs.

Selon Alfred Bernard, le risque est surtout important avant l'âge de six ou sept ans, période où le poumon arrive à maturation. Or, les enfants fréquentent les piscines de plus en plus jeunes. Comme ils ne savent pas encore nager, ils se retrouvent dans des petits bassins chauds, donc fort pollués au niveau organique, raison pour laquelle le taux de trichloramine y est toujours plus élevé.

Sur base de ces constatations, le Professeur Bernard a observé que, dix ans après avoir été «bébés nageurs», les enfants présentent des troubles du tissu pulmonaire irréparables, comparables aux complications survenues chez des fumeurs de longue durée. Et Alfred Bernard de conclure que «on ne peut pas dire que la pratique des bébés nageurs est saine». Et de déconseiller cette pratique.

Dans un article paru en 2004 dans le renommé «New England Journal of Medecine» des chercheurs suédois auraient également relevé que le trichloramine serait une cause d'asthme parmi les maîtres nageurs.

Selon mes informations il existe uniquement des recommandations quant au taux de chlore dans l'eau des piscines publiques.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a-t-il connaissance de l'étude susmentionnée?
- Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures pour instaurer un seuil limite pour le taux de composés de chlore dans l'eau de piscine?
- Dans l'affirmative, ces mesures tiendront-elles compte des observations en question?
- Entre-temps, le Gouvernement prévoit-il éventuellement des mesures d'information pour les parents des enfants «bébés nageurs»?

Réponse (3.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services sont au courant de l'étude du Professeur Alfred Bernard, réalisée entre 2002 et 2006, à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire. En fait ils suivent les travaux du Professeur Bernard depuis 2001, année de publication d'une première étude consacrée à la relation entre les piscines chlorées et l'apparition de phénomènes de santé auprès des enfants bruxellois.

Au Luxembourg il n'y a pas de dispositions légales ou réglementaires qui imposeraient des prescriptions techniques pour le traitement des eaux de piscine. Cependant, sur base de la législation relative aux établissements classés, le Ministre du Travail, lorsqu'il délivre une autorisation pour l'exploitation d'une piscine, en détermine les conditions, ayant trait notamment à la sécurité et à l'hygiène, et cela en s'inspirant de normes allemandes (DIN 19643).

La Division de l'Inspection sanitaire fait régulièrement des contrôles sanitaires dans les piscines. Ainsi, en 2005, plus de 100 piscines ont été contrôlées. Lors de ces contrôles des échantillons d'eau sont prélevés et soumis au Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Chaque fois qu'un dépassement du seuil est constaté, mes services informent l'exploitant de la piscine. Ils ne disposent cependant pas des instruments réglementaires requis pour imposer des mesures plus incisives.

J'estime tant la situation sur le terrain que le cadre réglementaire insatisfaisant. J'ai demandé à mes services de me faire parvenir un relevé des établissements qui ne satisfont pas aux normes. Je compte passer cette liste en revue avec mes collaborateurs et décider de cas en cas des mesures à prendre.

Quant au cadre réglementaire, je constate que pas moins de trois administrations ou services ont compétence pour l'un ou l'autre aspect de la question, à savoir l'Administration de l'Environnement pour les aspects de voisinage et des eaux usées, l'Inspection du Travail et des Mines pour la sécurité et pour la santé des travailleurs (maîtres nageurs, le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement de l'Administration de la Gestion de l'Eau pour les analyses et l'Inspection sanitaire pour la protection de la santé des usagers). Si l'exercice dont question ci-dessus devait révéler que le cadre réglementaire est inapproprié, je ne manquerai pas de me concerter avec les autres ministres concernés pour le renforcer.

Question 0905 (6.2.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **publication des lois et règlements au Mémorial:**

L'article 112 de la Constitution dispose qu'«aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi».

Plusieurs arrêts du Conseil d'État ont décidé que la preuve de la régularité formelle d'une loi ou d'un règlement est fournie par la publication au Mémorial.

Or, certains textes de loi qui sont toujours d'application voire même certaines parties du Code civil et du Code pénal ou certains traités ou accords internationaux n'ont jamais été publiés au Mémorial. Il se pose dès lors la question de savoir si, à défaut de publication, ces textes ont une valeur juridique et s'ils ne devraient pas être publiés.

Ainsi, la fiscalité luxembourgeoise est en partie fondée sur des textes allemands introduits par l'occupant pendant la deuxième guerre mondiale, notamment la loi générale des impôts (dite Abgabenordnung) du 22 mai 1931 ou encore la loi sur l'impôt commercial communal du 1er décembre 1936. Ces textes, parmi d'autres, ont été maintenus temporairement en vigueur à la fin de la guerre par un arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 dit arrêté de validation qui a déclaré à son article 1er que «…toutes les mesures prises par l'ennemi avant le 10 septembre 1944 et relatives aux impôts, taxes et cotisations mentionnés à l'article 2 sont tenues pour valables et continuent à être appliquées à partir du 10 septembre 1944 jusqu'à disposition ultérieure». C'était une fiction dite légale très contestable en droit qui n'a pas été remise en cause par la suite. Or, le fait que notre pays se soit doté d'une Cour Constitutionnelle risque de remettre le problème à l'ordre du jour, ceci d'autant plus que par exemple dans le recueil des lois fiscales publié par un éditeur privé, certaines erreurs semblent s'être glissées.

La sécurité juridique nécessaire dans un état de droit quant à la légalité des lois toujours en application dans notre pays, me semble devoir inciter le Gouvernement à ordonner un inventaire visant à établir quels sont les textes de loi non publiés au Mémorial et toujours en vigueur et à ordonner une publication générale au Mémorial soit de ces lois soit des codes entiers soit de lois consolidées. Ceci me semble d'autant plus vrai eu égard à la règle «nemo censetur ignorare legem» (nul n'est censé ignorer la loi).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1) Quelle est la validité juridique des lois non publiées au Mémorial au regard de l'article 112 de la Constitution?
2) Ne conviendrait-il pas de faire l'inventaire des textes non publiés mais toujours en vigueur et de les publier conformément à la loi constitutionnelle et à la loi d'exécution?

Réponse commune (7.4.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances*, **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice* et **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement:*

L'honorable Député s'interroge sur la validité juridique des textes non publiés in extenso au Journal officiel. Il cite les exemples de la loi générale des impôts (dite «Abgabenordnung») du 22 mai 1931 et de la loi sur l'impôt commercial communal du 1er décembre 1936. Ces textes ont été maintenus en vigueur par l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 concernant les impôts, taxes, cotisations et droits, publié au Mémorial de 1944 à la page 80.

D'une manière générale, la publication des lois, arrêtés ou règlements d'administration générale ou communale doit se faire conformément à l'article 112 de la Constitution. Cet article 112 figure dans notre Loi fondamentale dès sa mise en vigueur, le 17 octobre 1868. Le texte constitutionnel de 1848 préfigurant notre Constitution actuelle de 1868 contenait d'ailleurs déjà un article 116 ayant le même libellé que l'actuel article 112, de même que la Constitution de 1856.

Entre 1822 et 1848, la loi du 2 août 1822 relativement à la promulgation des lois ainsi qu'à l'époque où elles commencent à être obligatoires (publiée au Journal officiel des Pays-Bas, 17e tome, numéro 33) et l'arrêté royal du 9 mars 1832 créant le Mémorial législatif et administratif et concernant la publication des lois et arrêtés du souverain dans le Grand-Duché de Luxembourg (publié au Mémorial Administratif et Législatif, numéro 1 du 3 avril 1832, p. 1) réglaient la publication des textes législatifs et leur entrée en vigueur.

Avant 1822, la publication, les effets et l'application des lois étaient définis exclusivement par le Code civil qui dispose dans son article 1er: «Les lois sont exécutoires dans tout le territoire luxembourgeois, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Grand-Duc. Elles seront exécutées dans chaque partie du Grand-Duché, du moment où la promulgation en pourra être connue.»

Aussi les lois entrées en vigueur avant 1822 n'exigeaient-elles pas d'être publiées dans le Journal officiel de l'époque, leur promulgation suffisant à les rendre exécutoires.

Pour ce qui est plus particulièrement des deux lois fiscales citées à titre d'exemple par Monsieur le Député, il existe une jurisprudence constante selon laquelle ni la Constitution, ni la loi ordinaire n'imposent l'obligation de reproduire formellement dans le texte de loi les termes d'une «loi étrangère ou autres dispositions ou mesures, déclarées obligatoires par voie de référence» (arrêt du Conseil d'État du 8 décembre 1948).

Dans son jugement du 17 novembre 1997, le Tribunal administratif a confirmé que l'applicabilité de principe de ces textes allemands résulte de l'arrêté du 26 octobre 1944 précité, qui a maintenu provisoirement en vigueur ces textes d'origine allemande et qui les «purge des vices éventuels liés au défaut de publication effective au Luxembourg. L'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 a été maintenu en vigueur par la loi du 27 février 1946 concernant l'abrogation des lois de compétence de 1938 et 1939 et l'octroi de nouveaux pouvoirs spéciaux au Gouvernement» dont «l'article 3 est à considérer comme une ratification législative implicite dudit arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 lui conférant la nature d'une véritable loi». «Faute de disposition expresse en sens contraire, le maintien ainsi opéré vaut à la fois pour la période antérieure à l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944, voire à la loi du 27 février 1946 précités et pour l'avenir, en attendant le remplacement des textes allemands ainsi visés par des dispositions nouvelles».

L'honorable Député se demande également s'il ne convient pas de faire l'inventaire des textes non publiés mais toujours en vigueur et de les publier conformément à la loi constitutionnelle et à la loi d'exécution.

Dans le cadre des travaux de mise à jour et d'extension du portail juridique (www.legilux.lu) mis en place par le Gouvernement et offert gratuitement aux usagers, il est prévu de revoir entièrement le «Relevé général de la Législation» présentant de la manière la plus exhaustive possible tous les textes en vigueur au Grand-Duché et de le compléter par les textes qui y font éventuellement défaut. Dans une première phase, qui a débuté le 1er janvier 2005 et qui prendra fin le 31 décembre 2008, sera couverte la période de 1839 à nos jours. Lors d'une deuxième phase (de 2009 à 2012), le Relevé général de la Législation sera complété par la période d'avant 1839.

Question 0908 (7.2.2006) de **M. John Castegnaro** *(LSAP)* concernant la **création d'emplois:**

Pour les neuf premiers mois de 2005 le bulletin Statnews N°6/2006 du Statec fait état d'une croissance de la moyenne de l'emploi salarié intérieur de 3,2% par rapport à la même période de référence de l'année précédente. Une analyse des chiffres révèle que près des deux tiers (8.249) des 12.500 emplois créés entre le 31 décembre 2004 et le 30 septembre 2005 ont été occupés par des salariés non résidants.

Parallèlement, on se doit de constater que parmi les résidents le taux de chômage continue à progresser pour atteindre un taux de 5%: fin décembre de l'année écoulée, le nombre des personnes sans emploi enregistrées auprès des services de placement de l'Administration de l'Emploi et non affectées à une mesure pour l'emploi était de 10.653.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Est-ce qu'il existe des informations plus précises concernant les emplois créés lors des neuf premiers mois de 2005? Est-il possible de les analyser selon les domaines d'activités, selon les qualifications requises? Parmi les emplois créés quelle est la proportion des emplois à temps plein respectivement à temps partiel? Peut-on les convertir en unités d'emploi temps plein? Est-il possible de savoir combien de ces emplois sont des emplois virtuels?
- Est-il possible de disposer d'informations en ce qui concerne les salariés engagés, leur niveau de formation et leur âge?
- Dispose-t-on de données concernant le nombre de nouveaux emplois qui ont, respectivement n'ont pas été déclarés par l'employeur à l'Administration de l'Emploi?
- Ne serait-il pas utile de mener une enquête parmi les employeurs afin de connaître les critères selon lesquels ils décident d'engager un salarié non résidant ou un salarié résidant?
- Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et de la loi du 12 septembre 2003 concernant le revenu des personnes handicapées, les personnes handicapées et les personnes présentant une capacité de travail réduite ne trouvant pas d'emploi sont inscrites auprès de l'Administration de l'Emploi. Ces personnes sont-elles comptées parmi les chômeurs et demandeurs d'emploi?
- Afin de permettre une analyse plus précise de l'évolution du chômage, est-il possible de connaître l'évolution de la proportion des travailleurs à capacité de travail réduite et des travailleurs handicapés parmi les chômeurs et demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM?
- Est-il possible de connaître l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi et chômeurs inscrits à l'ADEM ne présentant pas de capacité de travail réduite et n'ayant pas la qualité de travailleur handicapé?
- Quelle est l'évolution de ces chiffres par rapport aux chiffres antérieurs à l'entrée en vigueur des lois en question?
- Est-ce que l'analyse plus précise des données concernant le marché de l'emploi et le chômage risque de poser des problèmes au niveau de la protection des données? Dans l'affirmative, et considérant qu'un examen détaillé du marché de l'emploi et du chômage constitue la base pour l'élaboration d'une politique efficace dans le domaine, de quelle façon Messieurs les Ministres comptent-ils résoudre ces problèmes?

Réponse (19.4.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1. Remarques préliminaires

Le retard pris dans l'élaboration de la réponse aux questions soulevées par l'honorable Député s'explique par le fait que plusieurs administrations publiques interviennent dans l'établissement de statistiques sur l'évolution de l'emploi et du chômage au Luxembourg. Ainsi la présente réponse regroupe notamment des éléments de réponse fournis par le Service central de la Statistique et des Études économiques (Statec), l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) et l'Administration de l'Emploi (ADEM).

En matière d'emploi, la plupart des travaux d'analyse et de recherche se basent sur les fichiers d'affiliation de la sécurité sociale. Dans ce contexte il faut rappeler quelques remarques méthodologiques publiées dans le rapport au Comité de coordination tripartite du 19 mars 2003 concernant les emplois «virtuels»:

- Les fichiers de l'affiliation à la sécurité sociale ne recensent pas les postes de travail, mais les contrats de travail.

- Dans les statistiques de l'IGSS, chaque personne n'est comptée qu'une seule fois, même si elle a des contrats auprès de plusieurs employeurs.

- Lorsqu'une entreprise a plusieurs activités économiques, elle est classée dans les tableaux de l'IGSS sous la branche économique de son activité principale.

- Dans le cas d'un changement de l'activité principale d'une entreprise, celle-ci est reclassée dans les tableaux de l'IGSS sous la nouvelle branche économique. Cela peut amener à des fluctuations importantes de l'emploi recensé dans l'ancienne et la nouvelle branche économique.

Par ailleurs, l'affiliation à la sécurité sociale se fait au regard des règles du droit national et du droit communautaire. Les critères juridiques prévalent en l'occurrence sur les appréciations d'ordre économique.

Ainsi le terme de «création d'emploi», utilisé dans les tableaux statistiques, ne désigne rien d'autre qu'un solde entre deux situations. À partir de ce solde du nombre d'emplois entre deux moments différents, il n'est pas possible de conclure qu'il s'agit d'autant de créations d'emplois.

2. En ce qui concerne la création d'emplois par secteur d'activité, une analyse détaillée est difficile à établir, notamment en raison des remarques qui précèdent sur le changement d'activité.

Une analyse de la création nette d'emplois sur les neuf premiers mois de l'année 2005 laisse apparaître la répartition suivante par secteur d'activité *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Le total de 8.873 personnes s'explique par le fait que la variation a été mesurée par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2004.

3. Les qualifications requises ne sont pas répertoriées dans les fichiers de la sécurité sociale. Il est vrai qu'à partir du 1er mai 2005, de nouvelles données ont été intégrées à la déclaration d'entrée des salariés. Il s'agit notamment du code CITP-88 (COM) correspondant à la classification internationale des professions et du lieu de travail habituel du salarié. Jusqu'à présent, les nouvelles données ne sont disponibles que pour les déclarations faites après le 30 avril 2005. 20% (66.207 cas) des 322.342 occupations salariées en cours au 31 janvier 2006 sont des affiliations déclarées à partir du 1er mai 2005. Pour le moment le Centre d'affiliation de la Sécurité sociale n'a pas encore de calendrier concernant la mise à jour du stock des occupations, opération indispensable pour tirer profit des informations supplémentaires recueillies. En plus, les tests effectués par l'IGSS sur le code CITP des nouvelles déclarations d'entrée ont montré que le système nécessite encore un certain temps de mise au point avant qu'on puisse utiliser les nouvelles informations à des fins statistiques.

Même l'utilisation d'informations inclues depuis longtemps dans les fichiers de la sécurité sociale comporte un certain risque. Ainsi la subdivision des statistiques en occupations à temps plein respectivement à mi-temps est assez délicate. Bien qu'il existe deux variables dans les fichiers de la sécurité concernant le temps de travail, ces informations sont à utiliser avec prudence puisque des réponses incorrectes de la part des employeurs n'entraînent aucune sanction.

Au Luxembourg, comme dans d'autres pays, la part des salariés travaillant à temps partiel est en augmentation. Sont statistiquement considérés comme travailleurs à temps partiel, les personnes travaillant moins de 130 heures par mois ($^3/_4$*173 heures), soit 30 heures/semaine environ.

Selon les données de l'IGSS, 13,9% des salariés (40.093 personnes) se retrouvent dans cette situation en 2005 (neuf mois), contre 13,3% en 2004 et 12,6% il y a trois ans. Il y a pourtant de fortes disparités par branches. Dans les services domestiques presque 2/3 des salariés travaillent à temps partiel, contre même pas 5% dans l'industrie (cf. encadré «Le travail à temps partiel au Luxembourg» dans la note de conjoncture N°2-05 pages 56 et 57). Sur la première moitié de 2005, le travail à temps partiel note une progression de 7% (contre 4,3% en 2004 et 5,8% en 2002).

4. Pour ce qui est de la question sur les emplois virtuels, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire N°0677 de Messieurs les députés Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz, réponse dont copie est annexée à la présente *(cf. compte rendu N°8/2005-2006)*.

5. L'Administration de l'Emploi dispose d'informations détaillées concernant les profils des postes vacants déclarés par les employeurs à ses services. La qualité et la pertinence de ces informations sont fonction des déclarations faites par les entreprises. Les indications fournies ne permettent pas de différencier entre postes nouveaux créés et postes devenus vacants suite au départ d'un salarié.

En plus, l'ADEM ne gère pas de données sur l'ensemble des postes nouveaux créés au Luxembourg: il est dès lors difficile d'estimer la «part de marché» de l'administration en termes de captage de postes nouveaux créés par l'économie.

L'analyse détaillée de la totalité des embauches réalisées sur le territoire national par les entreprises aiderait sans doute l'ADEM à détecter des solutions potentielles dans l'intérêt des demandeurs d'emploi.

6. L'idée d'une exploration des comportements des employeurs en matière de recrutement est évidemment intéressante. Une possibilité est la réalisation d'une enquête par sondage auprès des entreprises, telle que proposée. Cependant, en vue d'éviter des charges administratives supplémentaires aux entreprises, des études de cas bien choisies devraient être possibles grâce à un consultant spécialisé et sur base d'un échantillon d'entreprises à tirer par le Statec.

Une deuxième piste est l'analyse des profils des postes occupés par des travailleurs frontaliers à partir des données transmises par les employeurs au Centre commun de la Sécurité sociale.

7. Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle respectivement de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, les personnes handicapées de même que les travailleurs à capacité de travail réduite sont comptées parmi les demandeurs d'emploi.

Le tableau qui suit retrace l'évolution de ces deux catégories particulières de demandeurs d'emploi par rapport à l'évolution de la population totale des demandeurs d'emploi.

Demandeurs d'emploi (DE) - Moyennes				
Années	DE (1)	STH (2)	CTR (3)	(1)-((2)+(3))
2001	4.549	269	0	4.280
2002	5.209	326	0	4.883
2003	7.064	378	189	6.497
2004	8.220	408	660	7.152
2005	9.368	477	1.148	7.743

Demandeur d'emploi (DE): personne sans emploi, disponible pour le marché du travail, à la recherche d'un emploi approprié, non affectée à une mesure (d'activation) pour l'emploi, indemnisée ou non indemnisée et ayant respecté les obligations de suivi de l'ADEM.

Travailleur handicapé (STH): demandeur d'emploi présentant une diminution de sa capacité de travail de 30% au moins et qui est reconnu apte à exercer un emploi salarié sur le marché du travail ordinaire ou dans un atelier protégé.

Travailleur à capacité de travail réduite (CTR): personne bénéficiaire d'une décision de reclassement externe prise par la commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail en application de la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.

La hausse du nombre de chômeurs des dernières années s'explique en partie par l'augmentation des travailleurs handicapés et des travailleurs à capacité de travail réduite (à raison de 50% en 2005). Hors ces deux catégories de chômeurs, la croissance du nombre de chômeurs aurait été de 27,7% en 2003, de 8,8% en 2004 et de 7,5% en 2005 (contre 31%, 15% et 13% si on les inclut). Notons encore que la nouvelle série de demandes d'emplois non satisfaites (depuis janvier 2006), source ADEM, ne comporte plus les travailleurs frontaliers à capacité de travail réduite *(schéma à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

8. Les trois administrations consultées dans le cadre de la préparation de la présente réponse s'accordent à dire que la protection des données n'est pas un obstacle pour l'analyse scientifique des données individuelles et sont par ailleurs d'accord pour mener des réflexions en vue d'une amélioration de l'analyse des emplois créés au Luxembourg.

Question 0918 (15.2.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**inscription de huit pesticides dangereux dans l'annexe 1 de la directive qui régit les pesticides (91/414/CEE):**

L'Union européenne compte inscrire huit pesticides dangereux (Azinphos-methyl, Carbendazim, Dinocap, Fenarimol, Flusilazole, Methamidophos, Procymidone, Vinclozolin) dans l'annexe 1 de la directive qui régit les pesticides (91/414/CEE). Considérant que ces substances étaient trop dangereuses, la Commission européenne avait émis un avis défavorable au mois d'août, mais vient de changer sa position récemment. Le vote au sein du Comité permanent sur la chaîne alimentaire et la santé des animaux, initialement prévu pour fin janvier, a été reporté à une date ultérieure.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- À quelle date la prise de décision a-t-elle été reportée?
- Est-ce toujours le même comité qui prendra la décision?
- Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier?
- Est-ce qu'un représentant luxembourgeois sera présent dans le comité en question? Dans la négative, par quelle voie la position du Gouvernement sera-t-elle transmise au sein du comité?

Réponse (3.4.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire relative à l'inscription de huit nouvelles substances actives à l'annexe 1 de la directive n°91/414/CEE concernant les produits phytopharmaceutiques appelle les réponses suivantes:

1. Le vote sur l'inscription des substances concernées a eu lieu le 3 mars 2006.
2. Les décisions sont prises par le Comité permanent sur la chaîne alimentaire et la santé des animaux. Ce comité est composé de plusieurs groupes de travail spécialisés. Normalement les discussions et les décisions concernant la directive 91/414/CEE se déroulent au sein du groupe de travail «Produits phytopharmaceutiques». Ce groupe s'est réuni le 3 mars 2006 pour procéder au vote sur les propositions en question.
3. La délégation luxembourgeoise a voté contre l'inclusion de ces huit substances à l'annexe 1 de la directive 91/414/CEE au motif que ces substances constituent un risque

inacceptable pour la santé humaine et pour l'environnement et devraient être retirées du marché.

À noter que la proposition de la Commission a été rejetée par une majorité des représentants des États membres de sorte qu'elle devra être soumise au Conseil des Ministres.

4. Le Luxembourg a été représenté par un expert du Laboratoire national de Santé.

Question 0926 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 13 directives relevant de la compétence du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration est en souffrance. Pour trois d'entre elles un projet de loi a été déposé et voté en première lecture et un deuxième vote constitutionnel est nécessaire.

Pour dix directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (27.3.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

A. En réponse à votre question parlementaire N°0926, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration est compétent pour 14 directives non encore transposées en droit luxembourgeois. Dans l'ordre chronologique de leur adoption par le Conseil de l'Union européenne, ces directives sont les suivantes:

1. Directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers (date limite de transposition, le 2 décembre 2002);
2. Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (date limite de transposition, le 31 décembre 2002);
3. Directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 (date limite de transposition, le 11 février 2003);
4. Directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (date limite de transposition, le 5 décembre 2004);
5. Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres (date limite de transposition, le 6 février 2005);
6. Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial (date limite de transposition, le 3 octobre 2005);
7. Directive 2003/110/CE du Conseil du 25 novembre 2003 concernant l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne (date limite de transposition, le 6 décembre 2005);
8. Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée (date limite de transposition, le 23 janvier 2006);
9. Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n°1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE (date limite de transposition, le 30 avril 2006);
10. Directive 2004/81/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes (date limite de transposition, le 6 août 2006);
11. Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (date limite de transposition, le 25 août 2006);
12. Directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat (date limite de transposition, le 12 janvier 2007);
13. Directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique (date limite de transposition, le 12 octobre 2007);
14. Directive 2005/85/CE du Conseil du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres (date limite de transposition, le 1er décembre 2007).

B. Concernant les directives 2001/55/CE, 2003/9/CE, 2004/83/ CE et 2005/85/CE (nos2, 5, 11 et 14 de la liste ci-dessus), elles seront transposées en droit national moyennant le projet de loi n°5437 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, projet soumis à un premier vote de la Chambre des Députés en date du 20 décembre 2005. Alors que le Conseil d'État a refusé la dispense du deuxième vote, le projet de loi est réinscrit à l'ordre du jour de la Chambre des Députés début avril 2006.

C. Pour ce qui est des directives 2001/40/CE, 2001/51/CE et 2002/90/CE (nos1, 3 et 4 de la liste ci-dessus), elles font l'objet d'un projet de loi qui a été adopté par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 10 mars 2006 et qui est engagé maintenant dans la procédure législative.

D. Le projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 2003/110/CE (n°7 de la liste ci-dessus) a été adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 17 mars 2006 et est dorénavant engagé dans la procédure d'approbation.

E. Retenons en ce qui concerne la directive 2005/71/CE (n°13 de la liste ci-dessus), qu'un projet de règlement grand-ducal adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 17 mars 2006 dispense d'ores et déjà les chercheurs, quelle que soit leur nationalité, et dont le séjour au Luxembourg n'excédera pas une période de trois mois, de l'obligation du permis de travail. D'autre part, un groupe de travail composé de représentants des Ministères de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Économie et du Commerce extérieur, du Travail et de l'Emploi, de la Sécurité sociale, ainsi que des Affaires étrangères et de l'Immigration est chargé, d'ici le 15 novembre 2006, de l'élaboration d'un projet de règlement grand-ducal, voire d'un projet de loi devant permettre de transposer cette directive dans les meilleurs délais.

F. Concernant les directives 2003/86/CE, 2003/109/CE, 2004/38/CE, 2004/81/CE et 2004/114/CE (nos6, 8, 9, 10 et 12 de la liste ci-dessus), il est de l'intention du Gouvernement de les transposer dans le cadre de la nouvelle loi sur l'immigration qui est en train d'être élaborée par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, et dont un avant-projet de loi devrait être disponible vers la fin de l'année.

G. Concernant les raisons du retard de transposition de différentes des directives sous rubrique, elles sont certainement de différents ordres, tenant en partie aux ressources humaines limitées engagées largement dans le traitement des dossiers de demandeurs d'asile. Plusieurs directives dont le délai de transposition avait déjà expiré vont être transposées par la nouvelle loi sur l'asile déposée le 27 janvier 2005 et qui sera vraisemblablement en vigueur en avril 2006.

Question 0928 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 21 directives relevant de la compétence du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en souffrance. Pour la transposition de l'une d'entre elles, un projet de loi a été déposé. La transposition d'une d'entre elles doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal qui, toutefois, n'a pas encore été adopté.

Pour 19 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (3.4.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans l'ordre chronologique de leur adoption, les directives qui concernent le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur figurant au tableau synoptique du 27 janvier 2006, auquel se réfère l'honorable Députée, sont les suivantes:

1. Directive 1998/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection des inventions biotechnologiques (échéance de transposition: 30/07/2000);
2. Directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale (échéance de transposition: 01/01/2006);
3. Directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits (échéance de transposition: 15/01/2004);
4. Directive 2002/31/CE da la Commission du 22 mars 2002 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique (échéance de transposition: 01/01/2003);
5. Directive 2002/40/CE de la Commission du 8 mai 2002 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique (échéance de transposition: 31/12/2002);
6. Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments (échéance de transposition: 04/01/2006);
7. Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE (échéance de transposition: 01/07/2004);
8. Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 98/30/CE (échéance de transposition: 01/07/2004);
9. Directive 2003/66/CE de la Commission du 3 juillet 2003 modifiant la directive 94/2/CE portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques (échéance de transposition: 30/06/2004);
10. Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE (échéance de transposition: 21/02/2006);
11. Directive 2004/34/CE de la Commission du 23 mars 2004 modifiant, aux fins d'adaptation au progrès technique, les annexes I et II de la directive 96/74/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dénominations textiles (échéance de transposition: 01/03/2005);
12. Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle (échéance de transposition: 29/04/2006);
13. Directive 2004/67/CE du Conseil du 26 avril 2004 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel (échéance de transposition: 19/05/2006);
14. Directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE (échéance de transposition: 20/01/2007);
15. Directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil (échéance de transposition: 12/06/2007);
16. Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil (échéance de transposition: 11/08/2007);
17. Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (échéance de transposition: 01/03/2007);
18. Directive 2005/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 concernant la reconnaissance mutuelle des brevets des gens de mer délivrés par les États membres et modifiant la directive 2001/25/CE (échéance de transposition: 20/10/2007);
19. Directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises (échéance de transposition: 19/12/2006).

Depuis janvier 2006, la procédure de transposition de quatre des directives susmentionnées a pu être finalisée:

- les règlements grand-ducaux transposant en droit interne les directives 2002/31/CE et 2002/40/CE ont fait l'objet d'une publication au Mémorial A N°37 du 3 mars 2006;
- le règlement grand-ducal transposant la directive 2004/34/CE a été publié au Mémorial A N°50 du 16 mars 2006;
- la loi transposant la directive 1998/44/CE a été approuvée en séance plénière de la Chambre des Députés le 15 février 2006. Suite à la dispense du second vote constitutionnel, elle entrera en vigueur les semaines qui suivent.

Notons encore que trois nouvelles directives récemment adoptées par la Commission ont entre-temps été ajoutées à la liste des textes à transposer par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, à savoir les directives:

- 2005/89/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité et les investissements dans les infrastruc-

tures (échéance de transposition: 24/02/2008). Le projet de loi transposant cette directive devrait être prêt en mi-2007;

- 2006/2/CE du 6 janvier 2006 portant modification, aux fins de l'adaptation au progrès technique, de l'annexe II de la directive 96/73/CE du Parlement et du Conseil relative à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles (échéance de transposition: 06/01/2007);
- 2006/3/CE de la Commission du 9 janvier 2006 modifiant, aux fins de l'adaptation au progrès technique, les annexes I et II de la directive 96/74/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dénominations textiles (échéance de transposition: 10/01/2007).

Les projets de règlement grand-ducal portant transposition des deux dernières directives devraient être soumis au Conseil de Gouvernement courant avril 2006.

Ce qui fait que 18 directives restent actuellement à transposer par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Le projet de loi portant transposition de la directive 2001/95/CE a été déposé à la Chambre des Députés le 9 mars 2004. L'avis du Conseil d'État date du 22 février 2005. La lettre d'amendements de la commission parlementaire a été transmise au Conseil d'État le 20 décembre 2005. Nous nous trouvons actuellement dans l'attente de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur ces amendements.

Concernant la directive 2001/84/CE, un projet de règlement a été transmis au Conseil d'État en mars 2005.

En ce qui concerne les directives 2003/66/CE, 2004/108/CE, un avant-projet de règlement grand-ducal respectivement un avant-projet de loi se trouvent en voie de finalisation et seront soumis sous peu au Conseil de Gouvernement.

L'avant-projet de loi transposant la directive 2005/81/CE sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines qui suivent.

Pour ce qui est de la directive 2004/48/CE, le Gouvernement entend attendre de voir les projets de loi belges et français avant de déposer son propre projet. Retenons que ces pays ont de la jurisprudence, peu nombreuse au Luxembourg, dans ce domaine et indispensable pour les autorités judiciaires luxembourgeoises. De ce fait, une transposition similaire est nécessaire pour pouvoir continuer à appliquer les jurisprudences belges et françaises. Néanmoins, les travaux de préparation ont été lancés au Luxembourg en mai 2005 dans le cadre d'un groupe de travail d'experts. Il est prévu de soumettre un avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement en juin 2006.

Il est l'intention du Gouvernement de transposer la directive 2005/29/CE dans le cadre du Code de la Consommation qui codifiera la législation existante en matière de protection des consommateurs. Sa finalisation est prévue pour novembre 2006.

Concernant la directive 2002/91/CE, la préparation de deux avant-projets de règlement grand-ducal est en cours, ceci en étroite collaboration avec les acteurs concernés et avec le concours de plusieurs consultants luxembourgeois et étrangers. L'avant-projet de règlement grand-ducal concernant les bâtiments d'habitation est sur le point d'être finalisé et sera soumis au Conseil de Gouvernement sous peu. Vu la complexité de la matière et la récente publication de nouvelles normes concernant notamment les aspects climatisation et ventilation dans des bâtiments non destinés à des fins d'habitation, la finalisation de l'avant-projet de règlement grand-ducal concernant les bâtiments fonctionnels est prévue pour la deuxième moitié de l'année 2006. Quant aux dispositions relatives au contrôle périodique des chaudières telles que formulées par la directive 2002/91/CE, elles ont déjà été transposées par le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ainsi que par le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz.

Pour la transposition des directives 2003/54/CE, 2003/55/CE et 2004/67/CE, trois avant-projets de loi actuellement en finalisation seront soumis au Conseil de Gouvernement avant fin juin 2006.

L'avant-projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2004/8/CE est en cours d'élaboration et devrait être disponible au cours du mois de juin 2006. L'avant-projet de loi transposant la directive 2005/32/CE devrait à son tour être disponible en janvier 2007, sept mois avant l'expiration du délai de transposition.

Enfin, l'avant-projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 2005/45/CE sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines qui suivent. La soumission au Conseil de Gouvernement de l'avant-projet de loi transposant la directive 2005/35 est prévue pour septembre 2006.

En ce qui concerne les raisons des retards accumulés en matière de transposition par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, il convient de mentionner d'abord deux arguments valables de manière horizontale pour l'ensemble de l'administration luxembourgeoise: le manque chronique de ressources humaines par rapport à une charge législative croissante ainsi que la Présidence luxembourgeoise du Conseil du premier semestre 2005, qui a ralenti pendant six mois les travaux au niveau national. Au sein du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, l'insuffisance de ressources humaines se fait particulièrement sentir en ce qui concerne la politique énergétique, domaine dans lequel un nombre très restreint d'agents doit faire face à la transposition de neuf directives. Afin de remédier à cette situation insatisfaisante, des recrutements de renforcement ont déjà été demandés.

Ensuite, il convient de rappeler que l'ensemble des directives pour lesquelles nous nous trouvons actuellement en retard a été adopté longtemps avant ma prise de fonction. Dans la grande majorité des cas, les travaux législatifs n'ont commencé qu'au cours du deuxième semestre 2004, moment où nous nous trouvions déjà en dépassement du délai de transposition de sept directives. Cette situation difficile aurait pu être évitée par le lancement de travaux préparatoires adéquats dès l'adoption des directives en question.

Comme mentionné ci dessus, la transposition de quatre des directives pour lesquelles nous nous trouvions en infraction a entretemps pu être finalisée. D'autres suivront sous peu.

Question 0933 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 20 directives relevant de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi est en souffrance. Pour la transposition de cinq d'entre elles, des projets de loi ont été déposés. La transposition de l'une d'entre elles doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal qui, toutefois, n'a pas encore été adopté.

Pour 14 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (27.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le volume et la technicité des directives notamment en matière de santé et de sécurité au travail (dont les travaux de transposition sont assumés par l'Inspection du Travail et des Mines) entraînent une charge de travail considérable qui doit être assumée en parallèle aux travaux quotidiens. Liés aux délais de transposition courts en la matière, ce fait explique certains retards. J'ai néanmoins mis en place un système de suivi, basé sur un support informatique, qui devrait redresser la situation.

Pour les directives touchant au droit du travail (plusieurs directives en matière de temps de travail, information-consultation des travailleurs, lutte contre les discriminations, implication des travailleurs dans la société européenne, protection des travailleurs contre l'insolvabilité de l'employeur), je tiens à souligner qu'elles touchent au coeur même du droit du travail luxembourgeois. Il m'importait donc d'associer les partenaires sociaux aux travaux préparatoires, alors que les directives touchent parfois des textes de toute façon sujets à modification, et qu'il me tient à coeur d'assurer le plus grand consensus avant de déposer des projets qui sont relatifs à certains principes fondamentaux de notre Droit du Travail.

D'autres fois, une consultation interministérielle s'avère indispensable. L'ensemble de ces démarches prend évidemment du temps.

Le calendrier des transpositions a été revu et soumis au Ministère des Affaires étrangères.

La Commission parlementaire de l'Emploi et du Travail examinera à son tour la situation le 28 mars prochain.

Question 0934 (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de six directives relevant de la compétence du Ministère des Travaux publics est en souffrance. Pour la transposition de l'une d'entre elles, un projet de loi a été déposé.

Pour cinq directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

Réponse (27.3.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Colette Flesch je puis fournir les précisions suivantes:

1. Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 87/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement:

Cette directive fait l'objet d'un projet de loi N°5198 au sujet duquel le Conseil d'État a rendu son avis en date du 18 janvier 2005. Le groupe de travail interministériel (départements de l'Intérieur, de l'Environnement, du Transport et des Travaux publics) en a tiré les conclusions et a saisi le Conseil de Gouvernement de quelques amendements gouvernementaux. Le Conseil de Gouvernement du 3 février 2006 approuva le texte lui soumis, qui pourra être soumis à la Chambre des Députés.

2. Paquet «marchés publics» trois directives

- directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services
- directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux
- directive 2004/75/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 rectifiant la directive 2004/18/CE relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Les directives relatives aux procédures des marchés publics seront transposées en modifiant la législation actuelle sur les marchés publics (loi du 30 juin 2003 et règlement grand-ducal du 7 juillet 2003) qui est d'application depuis le 30 septembre 2003.

Par cette transposition, les livres II et III de la loi et du règlement précités seront intégralement modifiés. À l'occasion de la transposition des directives, il est prévu d'améliorer ponctuellement des dispositions purement nationales des livres I de la loi et du règlement précités, sans pour autant changer la structure globale du texte à laquelle les opérateurs économiques et fonctionnaires sont en train de s'habituer.

La législation actuelle datant d'une période dans laquelle les grands principes des nouvelles directives étaient déjà connus, il convient de noter que notamment la pondération des critères d'attribution a déjà été implantée dans les textes actuellement applicables, ainsi que l'importance de l'environnement.

À part la pure transposition, il convient de remarquer que les nouvelles directives mettent l'accent sur l'informatisation des procédures des marchés publics.

Le portail électronique des marchés publics institué auprès du département des Travaux publics, qui a pour but de devenir le portail électronique des marchés publics au niveau national est opérationnel depuis février 2006, de sorte que d'éventuelles dispositions légales ou réglementaires nécessaires seront également à intégrer dans la législation, ce en sus des dispositions y afférentes des directives.

Comme les directives comprennent un certain nombre de dispositions dont la transposition est laissée à l'appréciation des États membres, le département des Travaux publics a décidé de saisir les Chambres professionnelles avant de présenter un avant-projet de loi et avant-projet de règlement grand-ducal au Gouvernement.

3. Directive 2004/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen.

Il s'agit d'une directive pour laquelle, parallèlement à la transposition proprement dite, son application sur le terrain est à étudier de manière concomitante avec les projets de construction de tunnels actuellement en cours et avec les tunnels existants.

Un groupe de travail interministériel, composé de représentants du département des Travaux publics, du département des Transports, du Travail et de l'Emploi, de la Justice (Police grand-ducale) et de l'Intérieur (services d'intervention) est institué afin de pouvoir définir des structures claires et de formuler précisément les procédures exigées par la directive.

Par cette démarche, la transposition de la directive proprement dite pourra se faire en connaissance de cause des solutions qui sont mises en place sur le terrain.

4. Directive 2004/52/CE concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté.

Il s'agit d'une directive concernant le télépéage que le département des Travaux publics se déclare prêt, après concertation avec le département des Transports, à transposer dans les tous meilleurs délais. À noter que, pour l'instant, cette directive ne trouvera aucune application concrète au Luxembourg.

Question 0941 (21.2.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **revendication des médecins d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence:**

Une revendication de longue date des médecins et plus particulièrement des médecins urgentistes, est celle de la possibilité d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence. Cette revendication s'est jusqu'à présent heurtée au souhait des autorités d'éviter une prolifération par trop poussée des signes distinctifs à mettre en place sur les voitures.

L'article 39 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par la suite, stipule que: «Les véhicules de l'armée, de la protection civile, des services d'incendie et du service d'aide médicale urgente ainsi que les ambulances, les véhicules destinés au transport de sang et les véhicules conduits en mission officielle par les membres de l'effectif du garage du Gouvernement peuvent être munis d'un avertisseur sonore spécial, lorsque ces véhicules sont utilisés en service urgent.»

Selon l'article 104 du même arrêté grand-ducal: «L'accès aux parties de la voie publique réservées à la circulation ou à l'utilisation de certaines catégories d'usagers, est interdit aux autres catégories d'usagers. Toutefois, les conducteurs des véhicules utilisés en service urgent et énumérés à l'article 39 peuvent emprunter les parties de la voie publique réservées à la circulation de catégories déterminées d'usagers, pour autant que le service l'exige et à condition qu'ils tiennent compte en toute circonstance des exigences de la sécurité de la circulation.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est leur position respective quant à donner aux médecins en service la possibilité d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence?
- Quelle est leur position respective quant à donner aux médecins en service la possibilité d'avoir accès aux parties de la voie publique réservées à la circulation ou à l'utilisation de certaines catégories d'usagers, notamment les couloirs de bus, lors de déplacements en voiture en cas d'urgence?

Réponse commune (4.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les voitures du service d'aide médicale urgente, qui interviennent dans la prise en charge et le transport des urgences au sens de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, sont équipées de gyrophares et de sirènes, et autorisées à emprunter les parties de la voie publique réservées à la circulation de catégories déterminées d'usagers.

Il n'y a pas d'autres véhicules intervenant en urgence médicale.

S'agissant plus particulièrement des voitures utilisées dans le cadre du service de nuit en médecine générale, il faut savoir que ce service ne fait que prolonger pendant une partie des heures de fermeture des cabinets l'activité normale des médecins généralistes. Il n'a pas pour vocation la prise en charge d'urgences médicales.

D'une façon générale une prolifération des gyrophares et sirènes ne se recommande pas, alors qu'elle aboutit à une banalisation préjudiciable à l'objectif poursuivi.

Question 0942 (21.2.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**état des bâtiments «La petite Marquise» à Echternach:**

Zënter Jore sinn d'Gebailechkeete vun der «La petite Marquise» am historeschen an touristesche Kär vun Iechternach an engem lamentablen Zoustand. Mengen Informatiounen no huet d'Inspection sanitaire an hire Rapporte vum 22. Februar 2000 respektiv 4. Mäerz 2004 dës Zoustänn ënner anerem kloer an däitlech mat dëse Wierder kritiséiert: «Les alentours de la construction sont dans un état indescriptible du point de vue hygiénique et constituent un danger notable pour les enfants du quartier (...) incommodant les habitants du quartier (...)».

Dës bedauerlech Zoustänn schueden net nëmmen der touristescher Attraktivitéit vun der Stad Iechternach, mä kënnen aus hygienesche a sécherheetspolitesche Grënn net toleréiert ginn; awer anscheinend ass och keng Autoritéit amstand, fir dëser bedauerlecher Situatioun en Enn ze maachen.

Well esou eng Situatioun sech jiddereräit och op anere Plaze widderhuele kann, wollt ech Iech virum Hannergrond vun der aktueller Législatioun - notamment dem Dekret vum 14. Dezember 1789 iwwert d'Schafung vun de Gemengen, dem Gesetz vum 27. Juni 1906 iwwert d'öffentlech Gesondheet an dem Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 - generell folgend Froe stellen:

1. Wat fir staatlech respektiv kommunal Autoritéite sinn an esou engem Fall verantwortlech fir d'öffentlech Sécherheet an Hygiène?
2. Wat sinn am Besonneschen déi wierksam an direkt Interventiounsméiglechkeete vun de Gemengen, fir an esou Fäll kënnen dofir ze suergen, datt d'öffentlech Sécherheet an Hygiène garantéiert si respektiv erëm hiergestallt ginn?

Réponse (30.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Ier ech op déi generell Froe vum Här Deputéierte Robert Mehlen aginn, schéngt et mer wichteg ze informéieren, dass d'Gemeng Iechternach schonn den 2. August 2005 eng Uklo géint d'Propriétairë vun der „Petite Marquise" agereecht huet. Dës Affär ass nach ëmmer amgaang instruéiert ze ginn, esou dass ech zu dësem spezifeschen Dossier am Moment keng Stellung huele kann.

D'Sécherheet an d'Hygiène op öffentleche Plazen an an öffentleche Gebaier sinn an der Kompetenz vum Buergermeeschter. De Buergermeeschter ass zoustänneg fir déi Gesetzer a Reglementer auszeféieren, déi polizeilech Bestëmmungen enthalen. Wann zum Beispill an enger Gemeng e privat Gebai an engem schlechten Zoustand ass an eng Gefor fir d'Öffentlechkeet duerstellt, dann ass et dem Buergermeeschter seng Aufgab fir hei déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vun de Leit, déi sech op deenen öffentlechen Terrainen a Plaze ronderëm deem Haus ophalen, ze garantéieren. Normalerweis fuerdert de Buergermeeschter fir d'éischt de Propriétaire op säin Haus an d'Rei ze setzen an d'Gefor fir d'Öffentlechkeet aus der Welt ze schafen. Wann de Propriétaire trotzdeem näischt mécht a wann awer Urgence besteet, da kann de Buergermeeschter déi néideg Aarbechten ausféiere loossen op Käschte vum Propriétaire. Wann d'Gebai riskéiert zesummenzefalen, da kann de Buergermeeschter et esouguer ofrappe loossen. Iwwregens huet den Distriktkommissär am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet an Hygiène déiselwecht Pouvoire wéi de Buergermeeschter an hie kann intervenéieren, wann de Buergermeeschter dëst ënnerléisst.

Question 0947 (22.2.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant les **travaux de renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen:**

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck prévoit la renaturation de la vallée de l'Alzette par l'aménagement de zones amphibiennes et de zones humides de quelque 64 hectares entre les villages de Lorentzweiler et de Lintgen.

Selon l'étude complémentaire d'évaluation des impacts sur l'agriculture du projet de renaturation de l'Alzette, la renaturation telle que prévue engendrerait la perte de terres agricoles et aurait pour conséquence une aggravation du risque d'inondation dans la région de Lintgen. Selon les conclusions de l'étude, les problèmes d'humidité risquent de devenir récurrents et de s'amplifier à l'avenir pour les habitants des villages limitrophes affectant de la sorte l'usage agricole.

Alors que le règlement grand-ducal créant cette zone de 64 hectares y exclut toute activité agricole, le Ministre de l'Environnement s'est cependant dit ouvert à l'organisation d'une agriculture douce sur le site, ce qui impliquerait une modification dudit règlement.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la réalisation de la renaturation de la vallée de l'Alzette selon les dispositions du règlement grand-ducal du 27 août 1997?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il modifier le règlement en question et le cas échéant, quelles seraient alors les alternatives envisagées par rapport aux plans de renaturation élaborés par l'Administration des Eaux et Forêts?

Réponse (22.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1. Conformément à l'article 5 de la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, il sera procédé à l'aménagement d'une zone humide dans la vallée de l'Alzette.

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 prévoit pour la zone située au nord du viaduc de l'autoroute la création d'une zone humide de 64 ha, où pourrait s'installer une forêt alluviale par succession naturelle, c'est-à-dire où l'agriculture devrait être cessée, et pour la zone située au sud du viaduc la mise en œuvre d'une agriculture extensive.

Le projet de renaturation tel que proposé par l'Administration des Eaux et Forêts prévoit par contre que l'exploitation agricole soit maintenue sur l'ensemble de la surface, à condition que ce soit une agriculture adaptée au caractère humide du site tel qu'il sera restauré par la renaturation. En comparaison avec la solution préconisée dans le règlement grand-ducal en vigueur le projet de renaturation serait donc avantageux pour l'agriculture.

Un bureau d'études allemand, spécialisé en agronomie et notamment en extensification agricole, a été chargé d'élaborer une étude agricole, dans laquelle seront déterminées:

- les modalités d'exécution pratiques de l'exploitation extensive,

- la composition du revenu pour chaque entreprise agricole sur les terrains incorporés au projet, revenu qui sera constitué en principe de trois éléments:

- réduction des dépenses au niveau du travail, des machines et des produits;
- octroi du subside de biodiversité;
- augmentation du prix de vente dans le cadre d'une commercialisation basée sur les systèmes didactiques de la conservation de la nature;
- les répercussions économiques de l'extensification sur le bilan de chaque exploitation agricole concernée.

D'après le chapitre VIII du règlement grand-ducal, «la zone humide est réalisée par le rehaussement de la nappe phréatique et par la libre évolution de la dynamique naturelle de l'Alzette renaturée et des autres cours d'eau mineurs traversant la zone». Ce but ne peut être atteint que par un rehaussement du fond du ruisseau dans la mesure du possible jusqu'au niveau du terrain naturel.

La réalisation de la renaturation est donc conforme aux principes énoncés au chapitre VIII, sauf en ce qui concerne les deux points suivants:

- la répartition spatiale de la zone humide: les 64 hectares de zone humide ne se situeraient plus exclusivement au nord du viaduc, mais s'étendraient sous forme d'une bande plus ou moins large au nord et au sud du viaduc, dans la partie la plus basse de la vallée,
- l'exploitation agricole des 64 hectares de zone humide resterait dans l'exploitation agricole qui sera cependant adaptée aux conditions stationnelles telles qu'elles seront restaurées par la renaturation.

2. Les plans de renaturation élaborés par l'Administration des Eaux et Forêts constituent une ouverture envers l'agriculture par rapport à la solution préconisée au règlement grand-ducal.

Si cette solution moins contraignante que celle du règlement grand-ducal ne trouve pas d'accord, il faudra revenir à une interprétation stricte du texte et exécuter le projet tel qu'il y est prévu.

Si par contre, après achèvement de l'étude agricole, qui sera élaborée en concertation avec les propriétaires et les exploitants agricoles, les différents services du Ministère de l'Agriculture et tous les autres concernés, et après achèvement de l'étude hydrogéologique destinée à clarifier les effets d'un rehaussement de la nappe phréatique, il y a moyen de trouver un accord, le règlement grand-ducal pourrait être modifié. La modification resterait cependant limitée à la prise en compte de la nouvelle répartition spatiale de la zone humide et du maintien de l'agriculture sur l'ensemble de la surface. En aucun cas une modification du règlement grand-ducal ne peut-elle envisager un abandon complet ou partiel des buts et principes prévus au chapitre VIII du texte actuel.

Question 0948 (22.2.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant **2006 - Année européenne de la mobilité des travailleurs:**

Aus engem Pressecommuniqué vun der EU-Kommissioun, den 20. am Spierkel 2006, war gewuer ze ginn, datt am Kader vum europäesche Joer vun der Mobilitéit vun de schaffende Leit, zéng Milliounen Euro agesat gi fir Manifestatioune vu grousser Envergure am Zesummenhang mat der Mobilitéit vun de schaffende Leit ze organiséieren.

Esou ass zum Beispill am Hierschtmount 2006 eng Initiativ „Job Fair Europe" virgesinn, déi et 50 europäesche Stied soll erméiglechen „Salons de l'emploi" ze organiséieren.

Des Weidere sinn och „Soirées de la mobilité" virgesinn.

Dofir folgend Froen:

1. Ass der Regierung déi genannt Initiativ bekannt?
2. Wa jo, gedenkt d'Regierung dës Aktioun aktiv ze ënnerstëtzen oder bleift et den eenzelne Stied iwwerlooss, fir eng Bedeelegung ze kandidéieren?
3. Ass schonn déi eng oder aner Stad hei am Land „virgesinn", fir e „Salon de l'emploi" oder eng Mobilitéitssoirée ze organiséieren?
4. Falls et eleng de Stied iwwerlooss bleift, fir sech un esou Aktiounen ze bedeelegen, op wéi eng Aart a Weis solle se dann, wa se Intérêt hunn, virgoen?

Réponse (11.4.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Selbstverständlech ass d'Lëtzebuerger Regierung doriwwer am Bild, datt d'Europäesch Kommissioun 2006 zum Joer vun der beruffflecher Mobilitéit ausgeruff huet.

Et handelt sech allerdéngs heibäi ëm e komplexe Sujet, deen ënnert den Zoustännegkeetsberäich vu ganz ville Ministèren a Verwaltunge fält: Aussen- an Immigratiounsministère, Sozialministère, Finanzministère, Schoulministère an Transportministère, fir nëmmen déi ze nennen.

Anerersäits huet eng rezent Etüd vun der Fondatioun vun Dublin (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) gewisen, datt Lëtzebuerg mat 28% iwwert der europäescher Moyenne läit (21%), wat d'Mobilitéit vun deene schaffende Leit ugeet.

Ënner anerem aus där Ursaach eraus gesäit d'Regierung fir de Moment net d'Noutwendegkeet eppes ze ënnerhuelen, fir déi Mobilitéit an d'Luucht ze setzen, zumools well se an der Groussregioun haaptsächlech en sens unique spillt.

Wat elo méi konkret déi Evénementer ubelaangt, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro uschwätzt, esou spillt d'Lëtzebuerger Regierung keng aktiv Roll an deem Kontext: Et steet all Stad respektiv all Gemeng hei am Land fräi sech un deene Manifestatiounen ze bedeelegen oder selwer eppes Ähnleches ze organiséieren.

Question 0949 (22.2.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **paiement des salaires aux ouvriers:**

Le paiement des salaires des ouvriers est encore régi par la loi du 12 juillet 1895 telle que modifiée en 1906 et 1998.

Cette loi témoigne d'un certain archaïsme. Ainsi prévoit-elle à charge de l'employeur l'obligation de verser le salaire de ses ouvriers deux fois par mois à 16 jours d'intervalle au plus. Pour les ouvriers à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif sera effectué au moins une fois chaque mois. Ce mode de paiement obligé ne correspond plus du tout aux usages et coutumes de notre époque, de même qu'il est suranné d'interdire le paiement des salaires dans les cabarets, les débits de boisson ou autres locaux du même style ou encore de prévoir que les patrons puissent imputer sur les salaires le prix des instruments de travail et des matériaux nécessaires au travail qui ont pu être fournis aux ouvriers.

L'article 6 de la loi de 1895 constitue un autre exemple du caractère dépassé de cette législation. Celuici énumère les différentes hypothèses dans lesquelles l'employeur peut effectuer une retenue sur le salaire de l'ouvrier. Outre le fait que certaines hypothèses sont désuètes, il échet de remarquer que les saisies et les cessions de rémunérations sont actuellement régies par une loi plus récente, à savoir la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et les saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes.

Il résulte de ce qui précède que la loi sous rubrique n'est plus adaptée à notre temps.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement entend abroger la loi du 12 juillet 1895 telle que modifiée en intégrant, le cas échéant, la ou les dispositions qui demeurent utiles dans les textes actuellement en vigueur, adaptées au besoin, voire en rédigeant un nouveau texte?

Réponse (27.3.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député relative à la loi modifiée du 12 juillet 1895 concernant le paiement des salaires des ouvriers, mes services ont procédé à l'analyse des dispositions de cette loi, tout en tenant compte également de la loi modi-

fiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail et des pensions et rentes.

Cette lecture a permis de constater qu'il s'agit en l'occurrence d'un texte suranné ne correspondant plus aux réalités du monde du travail d'aujourd'hui.

Comme par ailleurs la loi modifiée du 11 novembre 1970 précitée procure à l'ouvrier la même protection que celle accordée aux employés privés, la loi modifiée du 12 juillet 1895 pourra être abrogée dans sa totalité, sans incidence négative pour les salariés concernés.

Partant, je profiterais de la prochaine possibilité qui se présentera pour procéder à son abrogation.

Question 0950 (23.2.2006) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**individualisation des droits à pension:**

Dans son accord de coalition l'actuel Gouvernement s'est engagé à «retenir les solutions appropriées en vue d'améliorer la compensation des interruptions de carrières d'assurance» et à «remettre sur le chantier le projet visant à introduire le ‚splitting' en cas de divorce, quitte à revoir les différentes solutions possibles en l'occurrence».

En effet, suite aux conclusions du «Rentendësch» un groupe de travail avait été chargé de procéder à des analyses supplémentaires dans le domaine de l'individualisation des droits à pension. Lors de la présentation du rapport de ce groupe de travail en juin 2005, Monsieur le Ministre avait précisé qu'un comité interministériel (Égalité des chances, Fonction publique et Sécurité sociale) serait mis en place pour en dégager les conclusions de façon coordonnée et cohérente entre les différents départements concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que le comité interministériel a été mis en place tel que prévu?
- Dans quel délai pourra-t-on s'attendre aux conclusions de ce comité interministériel?
- De quelle façon Monsieur le Ministre compte-t-il procéder par la suite dans ce dossier?

Réponse (27.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Lors du Conseil de Gouvernement du 15 avril 2005 il a été décidé d'instituer un comité interministériel composé des Ministres de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de la Sécurité sociale afin de dégager les conclusions du rapport établi par le groupe de travail «individualisation des droits» mis en place sur base des conclusions du «Rentendësch».

À la suite du premier échange de vue du comité de travail interministériel en date du 30 mai 2005, il a été retenu que le modèle à élaborer doit permettre de pallier les lacunes ou les réductions dans la carrière d'assurance pension dues à un abandon ou une réduction de l'activité professionnelle.

Les situations requérant l'intervention du législateur à première urgence sont celles du divorce. Le problème du divorce est lié à celui de la fragilité du droit dérivé. En effet, en cas de dissolution de la vie commune, la personne ne bénéficiant pas d'une assurance personnelle risque d'être sans couverture.

Afin d'y remédier, il y a lieu de mettre en place un modèle de partage obligatoire lié au prononcé du divorce, tout en laissant subsister la possibilité de compenser des pertes de cotisations par des solutions d'assurance volontaire et de rachat rétroactif. La solution limitée du divorce pourrait constituer une première étape d'une réforme d'ensemble. Cependant elle devrait être cohérente avec des propositions futures d'individualisation générale.

Actuellement le comité interministériel fait analyser l'impact financier de la solution d'un partage obligatoire des droits et les difficultés d'application liées à une interférence des différents régimes de pension. Afin de pouvoir aboutir à des conclusions, il y a en effet lieu de procéder à des simulations de carrières tenant compte de tous les niveaux de revenus et de toutes les interférences de carrières de pension possibles. Sur base de ces travaux, le comité interministériel se réunira pour dégager les conclusions finales.

Question 0951 (23.2.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **Laboratoire de Médecine vétérinaire:**

En 1922, la section vétérinaire du Laboratoire de bactériologie fut créée à Luxembourg. Aujourd'hui, le Laboratoire de Médecine vétérinaire cumule plusieurs fonctions dont le dépistage des maladies contagieuses des animaux de rente par des examens parasitologiques, bactériologiques, virologiques et sérologiques, le dépistage d'anthropozoonoses, affections animales transmissibles à l'homme ou encore le diagnostic de toute autre maladie des animaux de rente et du gibier et accessoirement des animaux de compagnie.

Face à la progression de l'épizootie de la grippe aviaire en Europe, la population luxembourgeoise a été exhortée à signaler la présence suspecte de cadavres d'oiseaux ou de volailles qui sont transférés vers le Laboratoire de Médecine vétérinaire afin d'analyser s'ils sont porteurs du virus H5N1. Il s'avère que le Laboratoire de Médecine vétérinaire ne serait pas en mesure d'effectuer ce type d'analyse sur les cadavres en question qui devraient être envoyés vers un laboratoire à Bruxelles.

L'exposé des motifs du projet de loi relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange (LNS), devenu entretemps la loi du 19 décembre 2003, précise notamment que «la construction des laboratoires a été scindée en 2 phases: la phase 1 concerne le LNS qui est décrite dans ce projet de loi et la phase 2 le Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement dont les travaux préparatoires sont en cours».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'information selon laquelle le Laboratoire de Médecine vétérinaire ne serait pas à même de procéder aux analyses sur les cadavres d'oiseaux ou de volailles pour la détection éventuelle du virus H5N1? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes? Comment s'effectue le cas échéant le transfert des cadavres vers Bruxelles?
- Est-ce que, selon Monsieur le Ministre, le Laboratoire de Médecine vétérinaire est en ce moment à même d'assumer de façon adéquate ses missions actuelles?
- Les infrastructures actuelles donnent-elles toutes les garanties de sécurité?
- La construction du nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire à Dudelange revêt-il selon Monsieur le Ministre un caractère urgent? Où en sont les travaux préparatoires? Quelles sont les raisons du retard considérable de ce projet de construction?

Réponse (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

L'honorable Député se réfère aux tâches reconnues au Laboratoire de Médecine vétérinaire en 1922 pour s'enquérir ensuite sur les procédures appliquées dans cet institut en matière du monitoring relatif à la peste aviaire dans notre pays.

L'honorable Parlementaire n'est certainement pas sans savoir qu'entre-temps les procédures analytiques des diagnostics ont fortement évolué en fonction des nouvelles connaissances scientifiques et en fonction d'une sophistication améliorée de l'équipement technique. Actuellement la plupart des laboratoires se spécialisent dans le diagnostic de certaines maladies bien précises tout en travaillant en sous-traitance et en étroite synergie avec d'autres laboratoires dans l'objectif d'une utilisation rationnelle du personnel et des installations techniques. C'est la raison pour laquelle le Laboratoire «CERVA» à Bruxelles a été désigné auprès de la Commission européenne comme laboratoire de référence pour notre pays en matière de peste aviaire.

La technique d'analyse du virus responsable de la peste aviaire est bien maîtrisée par le personnel formé du Laboratoire de Médecine vétérinaire, mais l'absence d'un tract de biosécurité renforcé empêche la mise en évidence de ce germe hautement pathogène. C'est la raison pour laquelle les examens des oiseaux à risques, tels les oiseaux aquatiques et les rapaces, sont effectués au laboratoire de référence à Bruxelles alors que les prélèvements trachéaux et cloacaux des autres oiseaux sont transférés au Laboratoire National de Santé pour y être soumis à un diagnostic selon la procédure P.C.R.

Dans l'objectif de disposer dans des délais courts des résultats des analyses, c'est-à-dire endéans les 48 heures, le transfert des échantillons à destination du «CERVA» se fait, en accord avec les règles valables en matière de biosécurité, soit avec la voiture de service du Laboratoire de Médecine vétérinaire, soit par les soins de firmes de transport spécialisées dans les envois rapides.

Une réaffectation récente des tâches du personnel ainsi qu'un équipement protecteur amélioré vont permettre au Laboratoire de Médecine vétérinaire d'être à la hauteur des interventions lui attribuées dans la démarche de diagnostic de la peste aviaire.

Dans l'objectif d'une amélioration des performances du Laboratoire de Médecine vétérinaire, le Ministère de tutelle a créé en 2001 le poste d'un responsable de qualité. Suite à cette initiative, le Laboratoire de Médecine vétérinaire a été accrédité en 2005 pour certaines procédures de diagnostic à la fois dans la Division des Denrées alimentaires que dans la Division de la Santé animale. D'autres procédures de diagnostic sont en préparation d'accréditation pour 2006, alors que le diagnostic des germes hautement pathogènes tels la fièvre aphteuse, la peste porcine classique et la peste aviaire est censé être traité en synergie avec le laboratoire «CERVA» à Bruxelles jusqu'à la réalisation d'un nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire doté des infrastructures adéquates.

Quant au nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire, le Ministère de tutelle, toujours dans l'objectif d'une amélioration de la qualité de travail du personnel et de ses performances scientifiques, est intervenu itérativement auprès du Gouvernement et auprès des ministères concernés aux fins d'intégrer un nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire sur le site du projet du nouveau Laboratoire National de Santé. Dès la décision gouvernementale de l'implantation du Laboratoire National de Santé sur le site de Dudelange, les Services vétérinaires ont réajusté les plans du projet du nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire aux fins de permettre sa réalisation dans la même phase de construction que le Laboratoire National de Santé. À l'heure actuelle, des experts extérieurs ont été chargés par le Ministère des Travaux publics d'une étude sur les possibilités des synergies à envisager entre le Laboratoire National de Santé et le Laboratoire de Médecine vétérinaire alors qu'en parallèle la Commission d'analyse critique, comprenant des experts du Ministère des Bâtiments publics et du Ministère des Finances, est en train d'examiner le projet de construction.

Question 0952 (23.2.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **transport public des étudiants:**

Regelméisseg gëtt et Problemer an de Linniebussen am Zesummenhang mat de Schülerkaarten. Mat enger Jumbokaart kann een all Linniebusser an den Zuch benotzen, mat de Schülerkaarten awer anscheinend nëmme mat de spezielle Schoulbusser fueren.

Schüler behaapten, si hätten nogefrot bei der TICE-Direktioun, an do hätte se matgedeelt kritt, och kënne mat de Linniebussen ze fueren.

D'Chauffere vum TICE behaapten, datt hir Direktioun hinne verbueden hätt, Schüler mat Schülerkaarten an de Linniebusse matfueren ze loossen.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Hu Schüler, déi am Besëtz vu Schülerkaarte sinn, d'Recht mat de Linniebusse matzefueren?
2. Wa jo, gedenkt den Här Minister dann, bei de Busbedreiwer Kloerheet doriwwer ze schafen, fir datt et net méi zu Konflikter tëschent Buschaufferen a Schüler kënnt?

Réponse (24.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

D'Schüler aus dem postprimairen Unterrecht hunn d'Urecht op eng Gratiskaart, fir mam öffentlechen Transport vun doheem an hir Schoul ze fueren.

Dës Bestëmmung gëtt et hei zu Lëtzebuerg säit 1973. Si gëllt fir all Schüler bis 21 Joer; a souguer bis 27 Joer, wa si bis dohi Kannergeld bezéien.

D'Schüler däerfen deemno all öffentlecht Transportmëttel um direkte Wee tëschent hirem Heemechtsuert an der Uertschaft vun hirem Schoulgebäi benotzen, an dat während de Schouldeeg an och an deene klenge Vakanzen. Ausgeholl ass de Mount August, wou dës Kaarten net gülteg sinn.

Dës Regele stinn am Tarifreglement a si souwuel dem Transportpersonal wéi och de Responsable vun de Schoulen an de Schüler bekannt.

Sollt et e konkrete Problem tëschent engem Buschauffeur a Schüler an deem Sënn ginn, da sollen d'Schüler sech direkt un d'Direktioun vum betraffenen Transportsbetrib wenden.

Question 0953 (23.2.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable:**

Conformément à l'article 75 de notre règlement, je souhaite poser à Monsieur le Ministre de l'Environnement une série de questions parlementaires au sujet du nouveau régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable, introduit par le règlement grand-ducal du 3 août 2005:

Chapitre 2 du règlement: «Utilisation rationnelle de l'énergie»

1. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, octroyées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2005?
2. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chacun des cinq types d'investissements éligibles?

Chapitre 3 du règlement: «Mise en valeur des sources d'énergie renouvelable»

3. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable, octroyées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2005?
4. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour les quatre types d'investissements éligibles, en distinguant également entre énergie solaire thermique et photovoltaïque?

Chapitre 4 du règlement: «Conseils techniques»

5. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières concernant les activités de conseils techniques, octroyées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2005?
6. Combien de ces activités de conseils techniques furent réalisées par l'Agence de l'Énergie, et combien par des établissements d'utilité publique?
7. Quels sont les établissements d'utilité publique concernés?

Réponse (27.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

D'une manière générale la situation se présentait début janvier 2006 comme suit:

478 demandes ont été introduites, plus précisément:

- 424 demandes pour chaudières à condensation;
- 15 demandes pour chaudières à bois, et
- 29 demandes pour installations solaires thermiques.

359 demandes ont été finalisées, c'est-à-dire les aides ont été versées sur les comptes en banque des requérants.

Un dossier a été refusé.

118 demandes restaient à traiter (en majeure partie des dossiers incomplets où des données supplémentaires ont été demandées).

Concernant le chapitre 2 «Utilisation rationnelle de l'énergie»

424 demandes relatives aux chaudières à condensation ont été finalisées, ce qui représente une dépense de 37.500 €.

Concernant le chapitre 3 «Mise en valeur des énergies renouvelables»

Quatre demandes relatives aux installations solaires thermiques ont été finalisées, ce qui représente une dépense de 11.235 €.

En outre, 347 maisons individuelles à performance énergétique élevée ont été enregistrées, plus précisément:

- 282 appartements;
- 42 assainissements énergétiques;
- 29 installations photovoltaïques.

Les investissements exacts de ces inscriptions ne peuvent être déterminés pour l'instant, étant donné que les projets se trouvent actuellement dans la phase de planification. Les demandes relatives à l'obtention des aides proprement dites ne nous sont pas encore parvenues.

Concernant le chapitre 4 «Conseils techniques»

Aucune demande relative à un conseil technique ne nous est parvenue pendant l'exercice 2005.

Question 0956 (28.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**Observatoire Régional Nord (ORENO):**

Vun 1996 bis 2001 hat de Ministère vun der Raumplanung iwwert de Veräin „Stad a Land" als „Porteur de Projet" vum ORENO (Observatoire Régional Nord) e Büro fir eng regional Opstellung vun enger Datebank am Norden an d'Liewe geruff. Dës Datebank war sengerzäit e ganz nëtzlecht a sënnvollt Aarbechtsinstrument fir d'Gemengen, Vereenegungen, Etüdebüroen, Entreprisen a Ministèren.

Dëse Büro ass am Dezember 2001 leider zougemaach ginn. Zënter dëser Zäit feelen eng Rei vu wichtegen objektiven Donnéeë mat deenen ee kënnt an der Regioun ganz wäertvoll Aarbecht maache fir d'Zukunft.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass der Regierung hir Meenung fir esou eng regional Datebank erëm an d'Liewen ze ruffen?
2. Falls d'Regierung esou enger Initiativ negativ géintiwwersteet: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Falls d'Regierung eng favorabel Stellung dozou huet: Fir wéini ass mat esou engem Projet ze rechnen?

Réponse (4.4.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Fir d'éischt ass et eng Kéier wichteg an Erënnerung ze ruffen, firwat den ORENO am Dezember 2001 zougemaach gouf.

Den ORENO ass opgebaut gi vun 1995 un, vum deemolege Landesplanungsministère iwwer eng Konventioun mat der a.s.b.l. „Stad & Land" a gouf finanzéiert zu 75% vum Stat an zu 25% iwwert de FEDER. D'Grondiddi war iwwert d'EU-Kofinanzéierung de Projet an enger Pilot-Phas ze lancéieren, fir en da spéider, dat heescht nom Auslafe vun den EU-Gelder (1999), mat enger regionaler Struktur an där d'Gemenge vertruede sinn (zum Beispill e bestehende Gemengesyndikat) an enger finanzieller Bedeelegung vun de Gemengen ze organiséieren.

Trotz enger Rei vun Initiative vum Ministère an de Joren 2000 an 2001 fir den ORENO ëmzeorganiséieren an d'Gemengen aus dem Distrikt Dikrech fir eng Weiderféierung ze gewannen, huet misse festgestallt ginn, datt den Interessi dofir relativ geréng war. De Ministère huet du missen décidéieren, den ORENO als Struktur opzeléisen an d'Personal vum ORENO a seng Servicer ze integréieren.

Am Moment gëtt dowéinst net dru geduecht, esou eng regional Datebank erëm an d'Liewen ze ruffen.

2. D'Regierung wollt den ORENO erhalen, wat aus de genannte Grënn net gelongen ass.

Den Opbau vun engem neien ORENO ass keen Thema am Innen- a Landesplanungsministère, ënner anerem och well et bis haut keng Signaler ginn, an an der Vergaangenheet och net goufen, dass sech bei den uewe genannte Problemer eng wesentlech Weiderentwécklung erginn hätt.

Am Kontext vun der Sammlung vu regionalen Donnéeë soll awer och drop higewise ginn, datt den Innen- a Landesplanungsministère am Kader vum Naturpark Our beispillsweis den Opbau vun engem regionale Geographeschen Informatiounssystem (GIS) ënnerstëtzt.

Question 0957 (28.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**État de Palestine:**

D'Hamas huet a Palästina d'Wahle gewonnen a krut vum President Mahmud Abbas den Optrag fir eng Regierung ze bilden. Der Hamas hire Wahlprogramm gesäit d'Zerstéierung vun Israel vir. Dës Astellung féiert zu engem internationale Boykott vu Palästina an och zu engem Stopp vun Hëllefsgelder op déi dëse Stat ugewisen ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Bezilt Lëtzebuerg och Hëllefsgelder u Palästina?
2. Wa jo,

   a) wéi héich ass dëse Chiffer pro Joer, an

   b) ënnerstëtzt Lëtzebuerg och déi nei palästinensesch, vun Hamas dominéiert Regierung oder schléisst eis Regierung sech dem internationale Boykott un?

Réponse (3.4.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Lëtzebuerg huet seng Kontributioune fir d'UNRWA (United Nations Relief and Work Agency for Palestine Refugees in the Near East) bäibehalen a wäert dat och an Zukunft maachen. Dës Ënnerstëtzung ass geduecht fir d'Liewensbedéngunge vun de palästinensesche Flüchtlingen op direkt Aart a Weis ze verbesseren. Wann et néideg ass, ennerstëtzt Lëtzebuerg och weiderhin der UNRWA an aneren internationalen Organisatiounen hir Nouthëllefsprogrammer. Déi bilateral Hëllef wäert fir hiren Deel drop beschränkt sinn, Projeten, déi amgaange sinn, fäerdeg ze maachen. Et ass fir de Moment net virgesinn, nei bilateral Projeten unzegoen.

A folgendem Tableau sinn d'Hëllefsgelder vun der Lëtzebuerger Regierung fir Entwécklungs- an humanitär Hëllef an de besatene palästinensesche Gebidder fir déi lescht dräi Joer opgefouert:

(an €)	2003	2004	2005
Bilateral Kooperatioun	367.913	305.298	490.000
Multilateral Kooperatioun	2.366.400	2.018.606	1.700.000
Nouthëllef	635.537	1.288.515	754 695
Kofinanzement vun ONGen	16.198	173.907	19.656
Total	3.386.048	3.786.326	2.964.351

Nom Opruff vum Quartett, eege Moossnamen ze huele fir d'Aarbecht vun der palästinensescher Iwwergangsregierung méi einfach ze maachen, huet Lëtzebuerg der Europäescher Kommissioun hir Décisioun ënnerstëtzt, de Palästinenser zousätzlech Nouthëllef ze leeschten an d'Deblockéiere vun engem Deel vun de Ressourcen aus dem Fonds d'affectation spécial vun der Weltbank ze autoriséieren.

Wat en eventuelle Boykott vun där zukünfteger palästinensescher Regierung duerch d'international Gemeinschaft ugeet, deen den honorabelen Deputéierten ernimmt, sou verfollegt Lëtzebuerg, zesumme mat senge Partner an der EU, d'Regierungsbildung vun no a passt virun allem op der palästinensescher Regierung hiren Attachement un d'Prinzipië vun der Gewaltlosegkeet, der Unerkennung vum Stat Israel an der Akzeptatioun vu bestehenden Accorden an Arrangementer, dorënner d'Feuille de route, op.

Allerdéngs si mir der Meenung, dass d'Aktivitéiten am reng humanitäre Beräich net sollte betraff sinn. An deem Sënn dierft den Untrëtt vun der neier palästinensescher Regierung sech och net nidderschloen op d'Lëtzebuerger humanitär Hëllef an d'Ëmsetze vun deene bilaterale Projeten, déi fir de Moment lafen, Projeten, déi nëmmen duerch ONGen ausgefouert ginn.

Question 0958 (1.3.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **grippe aviaire:**

Le 28 février, la commune de Remich a interdit l'alimentation des oiseaux aquatiques de la Moselle par les passants. De son côté, l'Agence française de sécurité et de surveillance alimentaire recommande l'interdiction de nourrir les pigeons et les oiseaux dans tous les parcs et espaces publics. En outre, elle conseille d'assurer une surveillance accrue de ces sites.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Ne serait-il pas opportun de publier au niveau national une directive interdisant d'approcher et de nourrir les oiseaux au lieu de laisser chaque commune décider selon son bon gré?
- La surveillance des parcs et lieux publics hébergeant des oiseaux est-elle assurée en ce moment par des services spécialisés de l'État?

Réponse (7.4.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Bien qu'aucun cas de peste aviaire ne soit survenu au Luxembourg, le Gouvernement est évidemment pleinement conscient de la progression de la peste aviaire des oiseaux sauvages sur le continent européen et est préoccupé de ses retombées éventuelles sur la faune sauvage sur notre territoire et de la possibilité d'une transmission de l'épidémie aux volailles domestiques. S'y ajoute la connotation humaine éventuelle avec un risque extrêmement minime mais théoriquement possible d'une contamination de l'homme.

Encore faut-il préciser à nouveau que:

- pour le moment le Luxembourg n'est pas atteint de la peste aviaire;
- à une exception près, seuls les oiseaux sauvages sont atteints sur le continent européen;
- des dispositions sanitaires et hygiéniques adéquates ont été mises en place pour réagir d'une manière concertée et efficace contre une éventuelle introduction du virus de la peste aviaire au Luxembourg.

Depuis le 15 février, date de la détection de cas de peste aviaire sur l'île de Rügen en Allemagne, des recommandations de mesures de prévention à l'égard du virus H5N1 ont été communiquées par les autorités luxembourgeoises aux détenteurs des volailles et à toute la population. Ces recommandations ont été réitérées à maintes reprises et ont été adaptées en fonction de l'évolution de l'épidémie à l'étranger et en fonction des avis fiables et validés, émis par des organismes scientifiques reconnus. Car n'oublions pas que nous avons à faire à une maladie émergente, ce qui implique des données inconnues, et qu'il faut éviter, par des informations hasardeuses, de susciter chez la population un sentiment de psychose respectivement de panique non justifiée à l'égard de la peste aviaire.

C'est la raison pour laquelle une cellule de communication, composée des différentes administrations concernées en matière de peste aviaire, a été mise en place pour communiquer au public l'évolution de la situation sanitaire y compris des recommandations sur les différents aspects de la maladie et le comportement éventuellement à adopter. Ces informations se font à la fois par les médias et par le site Internet du Gouvernement.

Il y a à l'heure actuelle toujours avantage à communiquer directement avec le public plutôt que par l'intermédiaire d'autres institutions telles les communes alors qu'une communication directe sur des notions techniques comporte des avantages indéniables.

Même si tout particulier est appelé à prendre des précautions en s'approchant des oiseaux, recommandations d'ailleurs répétées d'une manière itérative par les services concernés, ceci n'empêche pas qu'il faut soigneusement évaluer les avantages et désavantages d'une interdiction de tout nourrissage des oiseaux pour les raisons suivantes:

- les oiseaux affamés vont à la recherche de la nourriture dans d'autres régions et pourraient, en se dispersant, le cas échéant disséminer le virus H5N1 s'ils en sont porteurs;
- les oiseaux mal nourris, donc faibles, sont plus réceptifs par rapport à tout germe pathogène, donc également au virus H5N1.

Il est, dès lors, recommandé de nourrir les oiseaux pendant les périodes de froid intense, mais de les nourrir modérément sans contact direct, ce qui signifie de distribuer la nourriture pour les oiseaux aquatiques dans l'eau pour éviter ainsi tout contact direct avec les oiseaux et prévenir l'encrassement des rives d'eau par les fientes des oiseaux aquatiques.

Les parcs et lieux publics, hébergeant des oiseaux, sont sous surveillance des forces publiques, c'est-à-dire des agents de la Police, des agents de l'Administration des Douanes et Accises ainsi que par endroits des agents communaux. Instruction est donnée de communiquer tout comportement anormal des oiseaux ainsi que la détection d'oiseaux morts à l'Administration des Services de Secours qui assure le ramassage des oiseaux morts et leur transfert au laboratoire pour les examens adéquats. Comme précisé à maintes fois dans les communiqués du Gouvernement et sur le site Internet consacré à la grippe aviaire, rappelons que les oiseaux à risques sont les oiseaux aquatiques, les rapaces et d'autres oiseaux trouvés morts en nombre important dans un rayon limité.

Question 0959 (1.3.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **baisse du taux légal d'alcoolémie:**

Lors d'une récente entrevue avec les responsables de la Sécurité routière, Monsieur le Ministre a annoncé des mesures répressives dont notamment la baisse du taux légal d'alcoolémie de 0,8‰ à 0,5‰.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est l'argumentation à la base des réflexions de Monsieur le Ministre? Quel est selon Monsieur le Ministre l'impact escompté de l'abaissement du seuil d'alcoolémie légal de 0,8‰ à 0,5‰?
- S'il est vrai que l'abus d'alcool est souvent à la base d'accidents de la circulation, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le pourcentage d'accidents survenus entre les années 2000 et 2005 dont le conducteur présentait un taux d'alcoolémie compris entre 0,5‰ et 0,8‰? Quel en est le pourcentage respectif d'accidents mortels, d'accidents faisant des blessés et d'accidents entraînant uniquement des dégâts matériels?

Réponse (24.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Député demande des éclaircissements en relation avec l'abaissement envisagé du seuil légal d'alcoolémie au volant de 0,8 g d'alcool par litre de sang à 0,5 g d'alcool par litre de sang. Ainsi aimerait-il bien connaître les réflexions qui sont à la base de l'introduction d'une telle mesure de même que le pourcentage, par rapport au nombre total des accidents routiers recensés entre 2000 et 2005, d'accidents impliquant des conducteurs présentant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 g et 0,8 g d'alcool par litre de sang.

Tout en se basant sur les résultats de nombreuses études ayant démontré sans équivoque l'effet négatif de la consommation de boissons éthyliques sur les facultés du conducteur ainsi que la corrélation directe entre le taux d'alcool et le risque d'accident, la Commission européenne a pris des initiatives visant à introduire un seuil maximal d'alcoolémie autorisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang dans l'ensemble de la Communauté. Il s'agit en l'occurrence d'une proposition de directive datant de 1998 qui n'a pas abouti ainsi que de sa recommandation afférente du 17 janvier 2001.

Dans son troisième programme d'action européen pour la sécurité routière du 2 juin 2003 intitulé «Réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée», la Commission européenne a identifié les trois causes principales des accidents à savoir, la vitesse excessive, l'alcool au volant et le non-port de la ceinture de sécurité. Elle estime par ailleurs à dix mille le nombre de décès imputables chaque année à la conduite en état d'ébriété.

Entre-temps, la majorité des États membres de l'Union européenne ont introduit le taux légal d'alcoolémie préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang. Certains États membres ont même opté pour le seuil de 0,2 g d'alcool par litre de sang. D'autres encore ont introduit en sus des seuils plus bas (0,1/0,2 g d'alcool par litre de sang) pour certaines catégories d'usagers. À ce stade, seul le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg maintiennent le seuil de 0,8 g d'alcool par litre de sang dans leurs législations nationales.

C'est sur cette toile de fond qu'il est envisagé d'abaisser le seuil légal d'alcoolémie à 0,5 g d'alcool par litre de sang et de suivre en sorte la tendance communautaire tout en espérant que cette mesure contribuera à réduire le nombre de victimes sur nos routes.

Pour ce qui est des données statistiques sur les accidents routiers impliquant des conducteurs présentant une alcoolémie comprise entre 0,5 g et 0,8 g d'alcool par litre de sang, ces chiffres ne sont pas disponibles du fait qu'en présence du taux d'alcool prohibé actuel de 0,8 g d'alcool par litre de sang, les conducteurs concernés ne se trouvent pas en infraction et ne sont pas recensés.

Question 0962 (2.3.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **situation du secteur de l'Horesca:**

Le secteur de l'Horesca passe actuellement par une phase difficile du point de vue financier, due non seulement à la conjoncture actuelle, mais aussi et surtout à la nouvelle réglementation de la durée du travail s'appliquant aux ouvriers, apprentis et stagiaires occupés dans les entreprises hôtelières, les entreprises de restauration, les débits de boissons et les établissements similaires.

Deux ministres, à savoir le Ministre des Transports et le Ministre de la Santé, ont dernièrement annoncé des mesures répressives qui auront un impact non négligeable sur le secteur de l'Horesca. Il s'agit d'un côté de la volonté d'abaisser le taux légal d'alcoolémie de 0,8‰ à 0,5‰ des conducteurs de véhicules, de l'autre côté du projet de loi N°5533 relatif à la lutte antitabac introduisant une interdiction de fumer dans les établissements de restauration et les salons de consommation des pâtisseries et des boulangeries ainsi que, pendant tout le temps que des plats y sont servis, dans les autres débits de boissons. Fumer ne serait désormais toléré dans les restaurants que dans des fumoirs spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux.

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0298 du 10 février 2005 concernant l'interdiction de fumer dans les restaurants *(cf. compte rendu N°7/2004-2005)*, Monsieur le Ministre a indiqué qu' «il est évident que le Ministère du Tourisme suit de très près l'évolution de ce dossier et est prêt à coopérer dans la recherche de solutions évitant d'affecter trop le secteur de la restauration tout en respectant le droit de ceux qui ne désirent pas être gênés par la fumée ou l'odeur de cigarettes, cigares ou pipes dans les restaurants».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les mesures répressives évoquées ci-dessus et risquant d'affecter considérablement le secteur Horesca?
- Monsieur le Ministre partage-t-il la crainte de nombre d'établissements du secteur Horesca de se voir poussés au bord de la faillite?
- Quelles mesures compensatoires Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de pallier le manque à gagner prévisible de la part des professionnels du secteur Horesca?

Réponse (11.4.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Ministère du Tourisme, bien que n'ayant pas de compétence immédiate en la matière, a toujours fait valoir les préoccupations du secteur Horesca, dont le but déclaré est de défendre les intérêts des restaurateurs et cafetiers.

Il a suivi de très près l'évolution du dossier concernant l'interdiction de fumer dans les établissements de restauration et il a appuyé toutes les démarches entreprises pour trouver une solution acceptable également pour le secteur Horesca.

Le projet de loi actuel est le fruit de nombreuses réunions entre l'Horesca et les autorités compétentes et semble constituer le meilleur compromis possible.

Il serait de toute évidence prématuré de préjuger d'ores et déjà des effets négatifs que pourrait avoir cette interdiction sur les établissements concernés. Il en va d'ailleurs de même pour une mesure éventuelle concernant la réduction du taux légal d'alcoolémie des conducteurs de véhicules. Passé un délai raisonnable à partir de l'entrée en vigueur de la loi, il conviendra de dresser, avec le secteur, un premier bilan, d'en tirer les conclusions et de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent.

Tout comme par le passé, le Ministère du Tourisme est disposé à participer également à l'avenir à la recherche de solutions et la prise de mesures acceptables et valables.

Question 0963 (2.3.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **transfert d'un certain montant d'un article du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2005 à un autre:**

En date du 10 février 2006 Madame la Ministre a informé par écrit le Ministère des Finances, la Direction du Contrôle financier, la Chambre des Députés et la Cour des Comptes du transfert d'un montant de 350.000 € d'un article du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2005 à un autre.

Selon ce courrier les dépenses à imputer à l'article 12.1.12.301 pour frais liés à la location de chaises par l'État dans des structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants seraient inférieures aux prévisions (1.640.944 € inscrits au budget 2005) tandis que le crédit inscrit à l'article 12.1.33.013 pour participation de l'État aux frais d'infrastructures de structures d'accueil de jour pour enfants serait insuffisant (50.000 € inscrits au budget 2005).

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les raisons pour cette surestimation des dépenses à imputer à l'article 12.1.12.301 respectivement les raisons de la sous-estimation des dépenses liées à l'article 12.1.33.013 du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 2005?
- Il ressort du budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 que le crédit pour frais liés à la location de chaises par l'État dans des structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants (article 12.1.12.301) a pratiquement doublé en deux ans: il est passé de 920.941 € selon le compte provisoire 2004 à 1.800.000 € inscrits dans le budget 2006. Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les raisons de cette augmentation? Étant donné qu'en 2005 les dépenses à imputer à cet article ont été inférieures aux prévisions, Madame la Ministre pense-t-elle que les projections pour l'exercice 2006 sont réalistes?
- Suite au transfert annoncé le crédit inscrit à l'article 12.1.33.013 pour participation de l'État aux frais d'infrastructures de structures d'accueil de jour pour enfants passe de 24.790 € en 2004 à 400.000 € en 2005. Quelles sont les raisons pour cette explosion des dépenses? Madame la Ministre peut-elle me fournir plus de précisions quant à la nature des frais d'infrastructures concernés?
- Le crédit inscrit à l'article 12.1.33.013 pour l'exercice 2006 s'élève à 50.000 €. Étant donné qu'en 2005 les dépenses à imputer à cet article ont été supérieures aux prévisions (400.000 € contre 50.000 € prévus), Madame la Ministre pense-t-elle que les projections pour l'exercice 2006 sont réalistes?

Réponse (24.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En matière d'accueil de jour d'enfants l'État poursuit les objectifs suivants:

1. encourager la mise en place de crèches par les communes, compte tenu de la répartition géographique de la population;
2. encourager la mise en place de crèches par des particuliers, des personnes morales sans but lucratif et des sociétés commerciales;
3. rendre accessibles les places existantes aux familles à revenus modestes;
4. assurer que l'accueil des enfants dans les crèches du pays correspond aux standards légaux de qualité.

Ces objectifs sont poursuivis par les méthodes suivantes:

1. En fonction de la demande locale existante, l'État propose aux communes un partenariat financier matérialisé par une convention signée entre l'État et l'organisme sans but lucratif auquel la commune confie la gestion de la crèche. Dans le cadre de cette convention, l'État subventionne les frais d'équipement en mobilier et couvre le déficit des frais de fonctionnement éligibles et des recettes.
2. À l'aide des crédits inscrits à l'article budgétaire 12.1.33.013 «Participation de l'État aux frais d'infrastructure de structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants», l'État accorde aux gestionnaires de crèches non conventionnées un subside correspondant à 15% des frais d'infrastructure déclarés, pièces originales à l'appui.
3. Dans le cadre des crèches conventionnées la participation financière des parents est calculée à l'aide d'un barème qui établit le rapport entre le prix coûtant et la situation financière et familiale des parents. À l'aide des crédits inscrits à l'article budgétaire 12.1.12.301 «Frais liés à la location de chaises par l'État dans les structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants», l'État loue des places dans les crèches non conventionnées et les sous-loue à des familles qui sont sur les listes d'attente des crèches conventionnées et qui financièrement ne peuvent pas payer le prix demandé par la crèche non conventionnée.
4. Suite à la mise en vigueur de la loi du 8 septembre 1998, l'État a mis en place des procédures d'agrément préalables à l'ouverture des crèches et conféré à certains fonctionnaires des pouvoirs d'inspection sur place des crèches agréées.

Lors de l'établissement des propositions budgétaires, les crédits nécessaires au financement de ces mesures sont estimés sur base des données chiffrées des exercices précédents et de l'évolution prévisible des dépenses et recettes. Or, pour certaines mesures, la dépense de l'État est fixée en fonction de la participation financière barémique des usagers. Il va de soi que l'estimation des crédits qui concernent ces mesures ne peut être qu'approximative.

En matière de location de chaises, l'État verse aux crèches contractantes le complément de la participation financière barémique des parents par rapport au prix normal. Lors de l'établissement des propositions budgétaires, il s'agit dès lors d'estimer à l'avance trois éléments:

1. le nombre de chaises louées, qui est le résultat d'une négociation et non une décision unilatérale de l'État;
2. le prix de location, qui varie d'une crèche à l'autre;
3. les revenus des parents dont l'enfant sera admis sur les chaises louées.

En 2005, les crédits nécessaires au financement de cette mesure ont été inférieurs aux estimations.

Étant donné que le coût total de cette mesure est connu en décembre, alors que les demandes en vue de l'obtention d'un subside aux frais d'infrastructure de crèches non conventionnées sont introduites après la fin de l'exercice c'est-à-dire en janvier, les crédits non utilisés en matière de location de chaises ont été transférés vers l'article 12.1.12.301.

Ce transfert s'est finalement avéré comme superflu, puisque les crédits inscrits ont été suffisants pour pouvoir honorer les demandes de subside introduites.

Question 0966 (2.3.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **piscines dans la région «Nordstad» et au canton de Vianden:**

Et ass schonns jorelaang gewosst, datt am Raum vun der Nordstad a vum Kanton Veianen déi momentan Infrastruktur u Schwemme bei wäitem net genügend ass. D'Finanzsituatioun vun de betraffene Gemenge léisst awer de Bau vu Schwemmen net zou.

Dofir drängt sech, menger Meenung no, eng regional Léisung op. Ech denken hei zum Beispill un eng Erliefnisschwemm am Raum vun der Nordstad an zu Housen, dëst am Interessi vun eise Schoulkanner, eise Veräiner, Privatleit an och den Touristen.

Eng Schwemm respektiv eng Erliefnisschwemm wier vu regionaler Bedeitung. Ech erënneren drun, datt déi viregt Regierung sech positiv ausgeschwat hat zu esou enger Infrastruktur am Park Housen - nozeliesen zum Beispill an engem Schréftstéck vum November 2001: „Nun will also auch die Regierung ein 50-Meter-Becken im Raum ‚Nordstad' bauen. Zudem befürworten sowohl Innenminister Michel Wolter als auch Sportministerin Anne Brasseur ein Erlebnisbad im Park Hosingen." (A. Kaes). Den Auteur vun dësen Zeilen huet och gefuerdert, datt dës Infrastrukturen nach virun de Wahlen 2004 misste realiséiert ginn.

Esou Erliefnisschwemme géife ganz sécher positiv zur touristescher Indoor-Attraktivitéit vum Norde bäidroen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1. Wéi ass der aktueller Regierung hir Meenung zum Bau vun esou regionale Schwemmen?
2. Falls d'Regierung esou enger Initiativ negativ géintiwwersteet, wat sinn dann déi genee Grënn fir dëse Changement?
3. Falls d'Regierung weiderhi favorabel zu dëse Pläng steet: Fir wéini ass mat engem konkrete Projet ze rechnen?

Réponse commune (7.4.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Et ass richteg, datt an der Nordregioun eng Noutwendegkeet besteet, fir déi eng oder aner regional Schwamminfrastruktur ze schafen. Verstäerkt gëtt dës Noutwendegkeet nach doduerch, datt eenzel bestehend Schwemmen net méi de geltenden Normen entspriechen an engersäits net méi a Betrib kënne bleiwen, an anerersäits misste vergréissert ginn, fir de Belaanger nozekommen.

Fir dëser Karenz Rechnung ze droen, war geplangt, am Kader vum sou genanntene Plan sectoriel „Lycées" eng grouss Schwemm am Raum Ettelbréck/Dikrech virzegesinn, fir besonnesch all postprimaire Bedürfnisser ofzedecken an dem Kompetitiounssport zur Verfügung ze stoen.

Säitens dem Gemengesyndikat SISPOLO vun Housen besteet och eng Demande, fir eng Schwemm ze realiséieren, well kuerzfristeg siwe bis néng Gemenge kee Schwammunterrecht méi ofgesécher hunn. Déi Schwemm kéint dann zugläich esou ausgeluecht ginn, datt se en zousätzlechen Attrait fir den Tourismus géing duerstellen.

Déi Karenze sinn emol erkannt a wäerte sech och net vun eleng léisen. Et gëtt also kee Changement bei den Usiichte vun der Regierung, mä et gëtt e Changement bei der Ausféierung vun de Programmen. De budgetären Enkpass, vun deem jo mëttlerweil jiddferee weess, bedéngt, datt muss gespuert ginn, an, well ee jo all Euro nëmmen eemol kann ewechginn, datt déi bestehend Investitiounsprogrammer musse gestreckt ginn. Fir elo vun enger Dauer vun deene Mesuren ze schwätzen, wier onvirsiichteg.

De Gemengesyndikat SISPOLO weess Bescheed iwwert d'budgetär Contraintë vun der Regierung. Trotz de Spuermoossname muss esou e Projet awer net stoe bleiwen, mä e ka roueg weidergefouert ginn.

D'Regierung wäert décidéieren, wéi si hir Investitiounsprogrammer kuerz-, mëttel- a laangfristeg realiséiert.

Question 0967 (3.3.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **hausse des prix des titres de transport:**

Les prix des titres de transport ont changé depuis le 1er mars 2006. En effet, les nouveaux tarifs de la plupart des billets et abonnements ont connu une hausse non négligeable.

Lors de la campagne électorale pour les élections législatives de 2004, la gratuité des transports en commun figurait en bonne et due place dans le programme électoral du LSAP („...werden die Sozialisten den öffentlichen Transport durch (…) die Einführung des Nulltarifs attraktiver gestalten".).

Il est vrai que la gratuité des transports publics n'a pas été retenue par l'accord de coalition de 2004.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons exactes pour cette hausse des prix des titres de transport?
- L'introduction à terme d'une gratuité des transports en commun reste-t-elle envisageable?
- Quelles seraient les conditions préalables à l'introduction d'une gratuité générale des transports en commun?

Réponse (29.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Plusieurs raisons ont amené le Gouvernement à décider une hausse des tarifs appliqués dans les transports publics nationaux, dont notamment les investissements importants à charge de l'État, réalisés au niveau de l'offre du transport public par route ces dernières années.

En effet, huit lignes d'autobus régulières (à horaires cadencés) et six lignes scolaires ont été introduites entre 2004 et début 2006, afin de compléter le réseau déjà performant en matière de l'offre horaire et de son confort.

Au réseau du syndicat des TICE, l'offre a pratiquement doublée depuis septembre 2005.

Au niveau des CFL, la mise en service du nouveau matériel roulant à deux étages a permis d'augmenter de façon considérable la qualité de l'offre.

En plus, les éléments composant les prix des prestations de transport ont subi des hausses considérables ces derniers temps. Il s'agit entre autres des prix du gasoil, des prix d'acquisition du matériel roulant et des salaires du personnel.

Dans le souci de garder les propositions des prix du transport public par rapport aux tarifs des voyageurs, des adaptations tarifaires ont dû avoir lieu au moins tous les trois ans depuis 1990.

Il y a lieu enfin de remarquer que, malgré une hausse substantielle des prix des billets à partir du 1er mars 2002, les tarifs en vigueur dans les transports publics au Grand-Duché de Luxembourg restent parmi les plus bas sur tout le territoire de l'Europe.

Question 0969 (6.3.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **visite d'un membre du Parlement du Luxembourg dans les territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces armées arméniennes:**

D'après une dépêche d'une agence de presse un «membre du Parlement du Luxembourg a visité les territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces armées arméniennes sans autorisation préalable du Gouvernement azerbaïdjanais, ce qui a provoqué la colère des officiels». Cet événement aurait provoqué un incident diplomatique.

- Est-ce que le «parlementaire» en question était en mission officielle dans ce pays?
- Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a du intervenir auprès des autorités de l'Azerbaïdjan pour clarifier cet incident diplomatique?

Réponse (3.4.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Ayant appris par voie de presse qu'une délégation du Parlement luxembourgeois aurait effectué une visite au Nagorno-Karabakh, j'ai demandé à mes services de vérifier le bien-fondé de ces informations. Il s'est avéré qu'il s'agissait non pas d'un déplacement d'une délégation de la Chambre des Députés, mais d'une visite privée de Monsieur Frank Engel, Secrétaire général du Groupe parlementaire chrétien-social et Consul honoraire de l'Arménie au Luxembourg, qui s'est déplacé le 1er mars 2006 au Nagorno-Karabakh.

Les autorités azéries ayant également appris la rumeur d'un déplacement de parlementaires luxembourgeois au Nagorno-Karabakh, le Ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan a effectivement envisagé de faire une démarche auprès de mon Département par le biais de son Ambassade à Bruxelles, coaccréditée au Luxembourg. L'Ambassade d'Azerbaïdjan a cependant pris la précaution de vérifier d'abord le bien-fondé de cette rumeur.

Au cours d'un entretien téléphonique informel, mes services ont apporté les clarifications relatées ci-dessus. Ayant été convaincue que la visite au Nagorno-Karabakh n'a pas été effectué par un membre du Parlement luxembourgeois et n'était nullement sanctionnée par les autorités luxembourgeoises, l'Ambassade de la République d'Azerbaïdjan a fini par renoncer à faire une démarche.

Question 0970 (6.3.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **fermeture des pistes de l'Aéroport de Luxembourg suite à l'enneigement de celui-ci:**

Suite à l'enneigement en ce 3 mars de l'Aéroport de Luxembourg, les pistes de celui-ci ont dû être fermées pour une durée de cinq heures. Les vols à destination de Luxembourg ont dû être déviés vers les aéroports de Paris ou Londres. Un certain nombre de vols en partance de Luxembourg ont été annulés. Fin décembre 2004 on a déjà assisté à une fermeture des pistes de l'Aéroport de Luxembourg suite à l'enneigement de celui-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'Aéroport de Luxembourg soit bien préparé aux intempéries de ce genre?
- Une meilleure préparation des pistes en vue de l'arrivée prévisible de la neige n'aurait-elle pas pu être obtenue?
- Le temps nécessaire au déblayement des pistes est-il jugé approprié?

Réponse (13.4.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur l'enneigement de l'Aéroport de Luxembourg en date du 3 mars et les conséquences que cet enneigement eut sur le trafic aérien.

La journée du 3 mars 2006 a été caractérisée par des chutes de neige d'une violence et d'une durée inouïe, puisque endéans une très courte période environ 20 cm de neige mouillée sont tombés cette journée, ce qui arrive une fois par décennie dans nos régions.

Ni le Service de Déneigement de l'Aéroport de Luxembourg, ni celui d'un autre aéroport de la région ne dispose d'un matériel d'intervention spécifique pour faire face à un tel événement météorologique exceptionnel.

L'honorable Député demande si une meilleure préparation des pistes aurait pu être assurée vu que les prévisions météorologiques annonçaient la neige. Or, une préparation préventive de la piste est envisageable seulement lorsque la piste est mouillée et que des gelées sont prévisibles. Dans ce cas, un liquide déverglaçant est appliqué à titre préventif. Par contre, pour les chutes de neige aucun traitement n'est disponible sur le marché afin d'atténuer préventivement l'impact de la neige sur les opérations aéroportuaires. Le seul remède est alors l'enlèvement mécanique par des balayeuses équipées de chasse-neige et éventuellement par une fraise à neige, lorsque soit le volume de la neige est important, soit la neige est trop lourde.

Le temps nécessaire pour le déblayement est fonction et de la hauteur de neige tombée et de la qualité de la neige qui, en l'espèce, était à la fois volumineuse et mouillée. Pour des chutes de neige de quelques centimètres il faut compter environ une heure pour dégager la piste avec les balayeuses. Cependant, en raison de l'accumulation de la neige par les chasse-neiges en bord de piste, d'abord la neige a dû y être enlevée par la fraise, machine ayant un rythme de travail moins rapide que les balayeuses, et ensuite être évacuée de la piste par une pelleteuse et des camions. Puis, pour des raisons évidentes de sécurité aéroportuaire, il a encore été procédé à un déblayement à main des feux de bord de piste. Il faut remarquer que la durée des travaux s'est davantage allongée puisque l'intensité des chutes de neige a rendu nécessaire l'interruption des travaux de nettoyage entre 12.45 et 14.50 heures à cause d'un manque de visibilité. Finalement, à 16.15 heures la piste a pu être remise en service.

Il convient encore de relever qu'après que la piste a été remise en service, le nettoyage des voies de circulation et des aires de stationnement a continué par les services compétents jusqu'à 00.30 heures du lendemain.

Au vu de ce qui précède, j'estime que les Services de l'Aéroport de Luxembourg disposent d'un matériel d'intervention adéquat et d'un personnel qualifié et motivé pour maîtriser, tant que faire se peut, les intempéries pouvant avoir une influence sur le trafic aérien national. Reste à souligner que dans ces cas d'intempéries exceptionnelles la sécurité aéroportuaire est la priorité absolue dans le déroulement des opérations de nettoyage afférentes.

Question 0971 (7.3.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **lutte antitabac:**

L'article 11 du projet de loi N°5533 relatif à la lutte antitabac prévoit que les infractions aux dispositions de l'article 7 (notamment interdiction de fumer dans les restaurants) seront punies d'une amende de 25 à 250 euros. Or, le projet de loi reste muet sur la nature des contrôles (contrôles réguliers ou plutôt contrôles coup de poing), ainsi que sur les autorités responsables de ces contrôles. Aussi n'est-il pas clair si les amendes prévues en cas d'infraction touchent uniquement le consommateur ou également le propriétaire, respectivement le gérant de l'établissement en question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la nature envisagée de ces contrôles?
- Qui se chargerait de ces contrôles? La Police grand-ducale, les agents municipaux, l'ITM, l'Administration des Douanes et Accises ou encore l'Inspection sanitaire? Quelle est l'opinion des ministres de tutelle respectifs?
- Est-ce que les amendes prévues en cas d'infraction touchent uniquement le consommateur ou également le propriétaire respectivement le gérant de l'établissement en question?

Réponse (3.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire questionne le Gouvernement sur les contrôles et poursuites auxquels donneront lieu les infractions prévues au projet de loi relatif à la lutte antitabac.

Le procédé me semble assez inhabituel. Le projet de loi visé par l'honorable Parlementaire est en effet en cours d'examen au Conseil d'État et à la Chambre. Au cours d'une première réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre, tenue le 9 février et consacrée à la présentation et à l'examen général de ce projet, les questions soulevées par l'honorable Parlementaire ont déjà été abordées et certaines suggestions ont été faites. J'estime qu'à ce stade cette Commission est le lieu de rencontre le plus approprié pour le dialogue entre la Chambre et le Gouvernement. Je n'ai, en ce qui me concerne, absolument pas l'intention de me dérober à ce dialogue et je compte bien au contraire y participer activement.

Ceci étant dit, et sous réserve d'éventuelles modifications à apporter au projet par la Chambre, je me bornerai à répondre à l'honorable Parlementaire, pour ce qui est des contrôles de l'interdiction de fumer dans les restaurants, que ceux-ci pourront être de trois ordres. D'un côté il peut y avoir des interventions ponctuelles, sur demande, en cas d'infraction signalée par un restaurateur ou un consommateur. D'un autre côté il peut y avoir des contrôles concertés menés par exemple à l'heure du déjeuner ou du dîner dans plusieurs restaurants d'une ville ou d'une région. Finalement mes services pourront, mais sans avoir la prétention ni le droit de verbaliser, se présenter dans les restaurants pour me faire rapport sur l'application de la loi et pour agir par persuasion sur les contrevenants. De toute manière je suis d'avis, et de récents sondages me confortent dans cette opinion, que l'existence même du projet et les discussions qu'il provoque vont dans le sens d'une prise de conscience du public, et que la loi sera finalement bien acceptée tant par les restaurateurs que par les consommateurs, y compris les fumeurs, de sorte que la répression proprement dite ne sera que très peu mise à contribution.

S'agissant de la question de savoir qui, du restaurateur ou du consommateur, s'expose aux sanctions en cas d'infraction à l'interdiction de fumer dans les restaurants, la réponse est claire dans la version actuelle du projet. Étant donné que l'article afférent interdit de fumer, mais pas de laisser fumer, le contrevenant ne peut être que le fumeur, à l'exclusion donc du restaurateur. Mais cette question est justement une de celles abordées par la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre lors de sa prédite réunion. L'un ou l'autre membre de la Commission a marqué ses préférences pour une extension de l'interdiction au restaurateur. Je n'entends pas m'opposer à un amendement parlementaire en ce sens de la Chambre, qui est de toute manière souveraine.

Question 0973 (7.3.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **répartition des logements pour demandeurs d'asile:**

À la suite d'une visite à Zurich le 26 janvier 2006, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont pu constater qu'en Suisse, la répartition des logements pour demandeurs d'asile est calculée au prorata du nombre d'habitants des communes, garantissant ainsi une répartition équitable de l'effort national.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Quelle est actuellement la répartition des demandeurs d'asile par commune au Luxembourg?
- Le Gouvernement ne pourrait-il pas s'inspirer de cette procédure suisse pour l'appliquer également au Luxembourg?

Réponse (19.4.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Eu égard à votre question parlementaire, je me permets de vous transmettre ci-joint, Monsieur le Député Félix Braz, à titre d'information, la répartition actuelle des demandeurs d'asile par rapport à la population par commune au Grand-Duché de Luxembourg *(annexe à consulter au greffe de la Chambre des Députés).*

Je concède que la répartition des logements sociaux au Grand-Duché de Luxembourg n'est absolument pas satisfaisante telle qu'elle existe à l'état actuel.

Il est un fait que cette répartition est disproportionnée tant au niveau communal que cantonal. En effet, si certains cantons logent un nombre considérable de demandeurs d'asile (p.ex.: canton Wiltz), d'autres ne procurent qu'un nombre très restreint de logements aux demandeurs d'asile (p.ex.: canton Capellen).

Dès lors, une réflexion sur une répartition plus équitable des logements s'impose.

Il échet de relever que les modalités de l'accueil des demandeurs d'asile en Suisse respectivement dans le canton de Zurich s'appliquent différemment.

En effet, l'accompagnement ainsi que l'hébergement des demandeurs d'asile se déroule en deux phases: une première phase qui prévoit l'accueil dans des Centres provisoires (Durchgangszentren) et une deuxième phase où les offices sociaux des communes concernées assignent les requérants dans des structures d'hébergement plus définitifs.

Le contingent d'accueil par commune est fixé à 0,7% par rapport à la population totale.

Le modèle suisse ne saurait être transposé tel quel aux procédures luxembourgeoises, à moins que les communes se déclarent toutes d'accord à participer à l'effort d'hébergement des personnes en procédure d'asile et de garantir ainsi une répartition nationale plus équitable.

Dans le cas contraire, le Gouvernement se verrait obligé d'abandonner sa politique volontariste et d'imposer aux Communes un quota à définir par les autorités nationales.

«Chamber aktuell»

Chamber TV

vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

Compte rendu des séances publiques
N° 11 – Session ordinaire 2005-2006

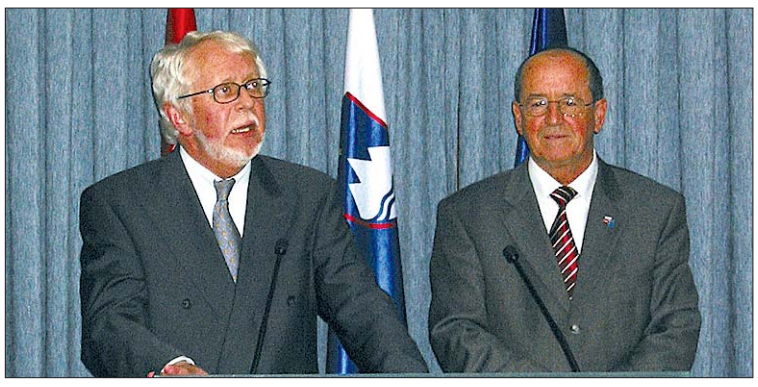
34e séance, mardi 2 mai 2006
35e séance, mercredi 3 mai 2006
36e séance, jeudi 4 mai 2006
37e séance, jeudi 4 mai 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

«La Slovénie est europhile, voire euro-enthousiaste!»

Ces paroles prononcées par M. Dimitrij Rupel, Ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie, se sont confirmées tout au long de la visite d'une délégation du Bureau du Parlement luxembourgeois auprès de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, visite qui s'est déroulée du 9 au 11 mai 2006 sous la présidence de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés.

Les parlementaires luxembourgeois ont eu l'occasion de rencontrer le Président de l'Assemblée nationale, M. France Cukjati, des délégations de la Commission des Affaires européennes et de la Commission des Affaires étrangères, ainsi que des responsables des différents groupes politiques représentés à l'Assemblée nationale.
Les parlementaires se sont plus particulièrement intéressés à l'introduction de l'euro en Slovénie, prévue selon toute vraisemblance pour le 1er janvier 2007, et aux préparations de la première présidence slovène du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2008.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, et le Président de l'Assemblée nationale de Slovénie, M. France Cukjati

Les députés ont également évoqué plusieurs autres sujets d'actualité européenne tels que la «période de réflexion» décidée par le Conseil européen les 16 et 17 juin 2005 suite aux référendums négatifs en France et aux Pays-Bas sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe, le futur élargissement de l'Union européenne, en particulier aux pays de l'Europe du Sud-Est, ainsi que la prolongation par plusieurs anciens membres de l'Union européenne - dont le Luxembourg - de la période transitoire en matière de libre circulation des travailleurs de huit des nouveaux États membres.

À noter que les relations bilatérales entre la Slovénie et le Luxembourg sont caractérisées par une amitié de longue date, comme en témoignent nombre de visites du plus haut niveau de part et d'autre.

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Visite d'une délégation en Russie

M. Marcel Oberweis, M. Fernand Diederich, M. Félix Braz et M. Jacques-Yves Henckes ont accompagné M. Charles Goerens, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, à une visite en retour auprès de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération de la Russie, visite qui s'est déroulée les 24 et 25 avril 2006.

Au cours de leur séjour, les parlementaires ont rencontré des membres de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération, présidée par M. Vasily Likhachev, Président du groupe d'amitié parlementaire Russie - pays du Benelux, ainsi que leurs homologues de la Douma d'État, sous la présidence de M. Konstantin Kosachev, Président de la Commission des Affaires étrangères. Lors des entretiens, des questions économiques ainsi que les relations entre la Russie et l'Union européenne ont été évoquées notamment.

La délégation a été accueillie en outre par M. Sergey Yastrzhembski, conseiller du Président Poutine pour les relations internationales, qui a entre autres expliqué les relations de la Russie avec l'Iran respectivement avec les Palestiniens.
La délégation a par ailleurs profité d'une entrevue avec M. Vladimir Platonov, Président de la Douma d'État de Moscou, pour discuter notamment de l'organisation des municipalités et du financement des communes, et a également rencontré des membres de la société civile russe.



Le Président de la Douma d'État de Moscou, M. Vladimir Platonov (3e de gauche), entouré des députés luxembourgeois M. Jacques-Yves Henckes, M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Félix Braz et M. Fernand Diederich, et de l'Ambassadeur luxembourgeois à Moscou, M. Carlo Krieger (à droite)

Visite de travail de la Commission d'audit du Seimas de la République de Lituanie

Destination Schengen et euro



Les délégations lituanienne et luxembourgeoise

«Membre de l'Union européenne depuis bientôt 16 ans et disposant d'excellents indicateurs macroéconomiques, la Lituanie espère rejoindre l'euro en 2007.» C'est ainsi qu'Arturas Skardzius, président de la Commission d'audit du Parlement lituanien, a tracé la voie européenne de la Lituanie lors d'une entrevue avec les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. Le pays rejoindra l'espace Schengen à la mi-2007; une sous-commission du parlement surveille la transposition de l'acquis Schengen.

«On peut admirer les progrès accomplis par la Lituanie depuis son indépendance en 1991», a souligné M. Henri Grethen, président de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, tandis que M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères, a relevé qu'effectivement les indicateurs économiques de la Lituanie sont excellents. En ce qui concerne la Constitution européenne que la Lituanie a été le premier pays européen à ratifier, le Président de la Commission d'audit du Parlement lituanien est d'avis que le processus devrait continuer.

Par ailleurs, les commissions parlementaires se sont entretenues sur leurs expériences dans leurs pratiques d'audit respectives. En Lituanie, il s'agit surtout de vérifier que la propriété publique est gérée pour le bénéfice de tous, dans le contexte de la nouvelle distribution des propriétés de la période post-soviétique. Par ailleurs, la Commission d'audit du Seimas surveille la distribution des fonds européens. Les députés lituaniens ont relevé que la Commission européenne elle-même n'a pas trouvé de vraies erreurs ou irrégularités.

Ayant profité de leur séjour à Luxembourg, les députés lituaniens ont visité diverses institutions européennes.

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Conférence des Présidents de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est déroulée à Bucarest du 26 au 28 avril 2006.

Lors de leurs travaux, les parlementaires, représentant treize pays et régions francophones de l'Europe, ont préparé la prochaine réunion de la Région Europe qui sera organisée du 18 au 22 octobre 2006 à Luxembourg. Cette rencontre aura pour thème central «Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation.»

Visite koweïtienne



La délégation de l'Assemblée nationale du Koweït a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Une délégation du groupe d'amitié interparlementaire Koweït-Luxembourg du Majles Al-Ummah (Assemblée nationale) de l'État du Koweït était en visite officielle à Luxembourg du 25 au 28 avril 2006.
Après l'accueil que leur avait réservé le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, les députés koweïtiens se sont informés auprès des services du Greffe des travaux et du fonctionnement de la Chambre des Députés.

La deuxième journée était réservée aux entretiens politiques: après avoir rencontré le Ministre délégué aux Affaires étrangères en fin de matinée, la délégation de l'Assemblée nationale de l'État du Koweït s'est entretenue au cours de l'après-midi avec les Membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du Parlement luxembourgeois.

Cette réunion, présidée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères, a porté sur différents sujets tels que les tensions autour de la question nucléaire iranienne, la situation en Irak et les relations palestino-israéliennes.

La visite officielle a été clôturée par une audience accordée à la délégation koweïtienne par S.A.R. le Grand-Duc au Palais Grand-Ducal.

Parole aux jeunes!



Travail en groupes sur des sujets européens

Le 6 mai 2006, un Parlement des jeunes a rassemblé des élèves des classes supérieures des différents établissements de l'enseignement secondaire dans la salle plénière de la Chambre des Députés. Il s'agissait de contribuer à la préparation de la rencontre parlementaire sur le «futur de l'Europe» les 8 et 9 mai à Bruxelles.



M. Yves Carl, représentant permanent de la Chambre des Députés auprès des institutions européennes, et M. Claude Adam, député (à droite), ont participé à la rencontre parlementaire sur le «futur de l'Europe» à Bruxelles

Les jeunes ont travaillé dans trois groupes de travail: mondialisation et modèle économique et social européen, l'Europe dans le monde et les frontières de l'Europe, construire l'Europe politique. Leurs conclusions ont été rassemblées dans une résolution transmise au représentant de la Chambre des Députés à la rencontre de Bruxelles, M. Claude Adam.

M. Adam a siégé dans un forum composé de membres du Parlement européen, de députés des parlements nationaux, membres de l'Union européenne, ainsi que des parlements des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. La rencontre a été présidée par le Président du Parlement européen, M. Josep Borrell, par le Président du Nationalrat autrichien, M. Andreas Khol, et par Mme Sissy Roth-Halvax, Présidente en exercice du Bundesrat autrichien.

Égalité des sexes: la contribution des parlements

Mme Viviane Loschetter, membre de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, a représenté la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg lors de la réunion parlementaire organisée par l'Union interparlementaire et la Division de la promotion de la femme des Nations Unies à l'occasion de la 50e session de la Commission de la condition de la femme à New York, les 1er et 2 mars 2006.

Cette réunion a été organisée pour proposer un espace de débat aux parlementaires du monde entier et pour contribuer aux travaux de la 50e session concernant la participation égale des femmes et des hommes dans les instances de prise de décision.

L'accent a été mis tout particulièrement sur le parlement en tant qu'institution et sur la manière dont les parlementaires concourent à l'égalité des sexes. La réunion a débattu des deux thèmes principaux suivants: l'apport des parlementaires et le rôle des mécanismes parlementaires. Chaque thème a été présenté par des experts et a ensuite donné lieu à un débat général.

À la fin de la réunion, un bref message a été adressé à la Commission de la condition de la femme, soulignant les domaines d'action prioritaire à l'avenir, eu égard en particulier à la manière dont les parlements peuvent promouvoir la participation égale des femmes et des hommes dans la prise de décision.



Mme Viviane Loschetter, participante à la 50e session de la Commission de la condition de la femme à New York

Girls' Day

Pour la troisième fois consécutive, la Chambre des Députés a participé au Girls' Day en accueillant douze élèves au cours de la matinée du 11 mai 2006. À la suite d'une présentation du système parlementaire luxembourgeois et de l'organisation des travaux du Greffe, les étudiantes ont eu l'occasion de s'entretenir longuement avec une délégation de députés, ce qui leur a permis de recueillir des informations privilégiées sur le métier de femme respectivement d'homme politique. Finalement les participantes ont pu jeter un coup d'œil dans les coulisses de Chamber TV en visitant les installations techniques de la chaîne parlementaire.



NOUVELLES LOIS

5540 - Projet de loi

portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2004/25/CE concernant les offres publiques d'acquisition (OPA). Cette transposition doit être accomplie au plus tard le 20 mai 2006. En l'absence d'une législation nationale spécifique préexistante qui devrait être modifiée ou abrogée, le texte du projet de loi suit le texte de la directive.

Les propositions d'amendement formulées par la commission à la suite de la réception de l'ensemble des avis institutionnels et positions concernaient pour l'essentiel six points substantiels sur lesquels elle a jugé utiles des modifications du projet, dans le sens d'une précision accrue. Ces points sont les suivants:

- la stipulation d'une période de carence de douze mois pendant laquelle une nouvelle offre ne peut être lancée par le même offrant dans la suite de l'échec d'une OPA;

- l'appréciation de la liquidité des titres de l'offrant dans le contexte de la composition de l'offre - probablement la principale question soulevée par les milieux professionnels actuellement concernés par le phénomène d'une OPA;

- l'implication des représentants du personnel de la société visée par une OPA dans le processus de positionnement de la société visée par rapport à l'offre;

- les seuils à partir desquels le retrait ainsi que le rachat obligatoires se conçoivent respectivement s'imposent;

- l'introduction d'une période de transition suivant l'entrée en vigueur de la loi pendant laquelle le retrait et le rachat obligatoires sont ouverts à des actionnaires se trouvant dans les conditions de ce retrait ou de ce rachat à la suite d'une OPA ou d'une autre opération révolue, ceci dans un souci de traitement égal d'actionnaires se trouvant dans des situations identiques, peu importe le fait générateur de ces situations;

- la rétroactivité des sanctions pénales prévues par le projet de loi.

Parmi les amendements proposés par la commission, certains ont pourtant fait l'objet d'oppositions formelles motivées du Conseil d'État.

Ainsi, le Conseil d'État s'est opposé à l'institution d'une période de carence de douze mois pendant laquelle un offrant ne pourrait pas lancer une nouvelle offre à la suite de l'échec d'une OPA précédente.

La commission reste cependant convaincue que l'amendement tel que proposé était justifié alors qu'il est essentiel pour le bon fonctionnement d'une entreprise de prévoir un délai de carence pendant lequel une nouvelle OPA ne pourra être lancée par le même offrant. Comme il sera indiqué dans les conclusions de ce rapport, la Commission entendra revenir sur le sujet.

Un deuxième amendement auquel le Conseil d'État s'est opposé formellement concerne l'ouverture du droit au rachat obligatoire (le «reverse squeeze-out») à des actionnaires se retrouvant dans des conditions identiques à celles visées par la directive 2004/25/CE, mais autrement qu'à la suite d'une OPA.

Finalement, le Conseil d'État a frappé d'une opposition formelle l'amendement par lequel la commission souhaitait permettre à des actionnaires minoritaires à la suite d'une OPA révolue au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur les OPA de recourir au mécanisme du rachat obligatoire pendant une période transitoire de six mois suivant cette entrée en vigueur, tout comme la possibilité du retrait obligatoire devrait être ouverte à des actionnaires détenant 95 pour cent au moins des titres d'une société à la suite d'une OPA déjà achevée.

Les amendements de la commission concernant le renforcement de l'implication des représentants du personnel dans la réaction d'une société visée à une offre, la différenciation des seuils pour le déclenchement des mécanismes du retrait et du rachat obligatoires ainsi que la non-applicabilité des sanctions pénales prévues par la loi à des démarches effectuées par un offrant avant l'entrée en vigueur de la loi ont, par contre, recueilli l'assentiment du Conseil d'État - tout comme celui, extrêmement médiatisé, portant sur la définition de la liquidité des titres de l'offrant.

Concernant ce dernier point, le Conseil d'État ne s'est pas opposé à inclure dans la loi une disposition tirée de la directive 2001/34/CE concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs, et transposée au Luxembourg par le règlement d'ordre intérieur de la bourse.

Pour la forme, il convient de noter que la commission a suivi le Conseil d'État pour l'ensemble des propositions dont furent assorties les oppositions formelles contenues dans l'avis complémentaire.

La commission estime que la loi n'a qu'un but à servir, à savoir celui de constituer un cadre approprié pour les offres publiques d'acquisition. Cet objectif est atteint par le texte que la commission a soumis au vote de la Chambre. C'est un texte neutre, clair et concis, en phase avec la directive qu'il transpose.

Les deux seuls aspects qui n'ont pas pu être réglés de manière satisfaisante aux yeux de la commission sont celui du sort et de la protection des actionnaires minoritaires résultant de situations préexistantes à la nouvelle loi OPA et celui de l'introduction d'une période de carence pendant laquelle une nouvelle offre ne peut être lancée suite à l'échec d'une OPA, au sujet desquels le Conseil d'État a rejeté les amendements parlementaires proposés avec la motivation exposée plus haut. La commission entend néanmoins prendre une initiative dans ces deux domaines.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.02.2006

Rapporteur:
M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
Monsieur Laurent Mosar):

14.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
14.03.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.03.2006	Examen des divers avis
22.03.2006	Continuation
28.03.2006	Correction d'un amendement
06.04.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.04.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
04.05.2006

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi üblech net, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

Ech hunn eng Rei vu Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen, mä vu den Ordre du jour, dee mer dës Woch hunn, géif ech proposéieren dës Kommunikatiounen op muer de Mëtteg ze vertagen.

1. Ordre du jour

Ech géif just wëllen d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass, sou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet.

Haut de Mëtteg mécht de Statsminister a Premierminister Jean-Claude Juncker seng Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun.

Muer de Mëtteg um 14.30 an iwwermuer moies um 9 Auer féiert d'Chamber d'Debatten iwwert dem Premierminister seng Deklaratioun.

An den Donneschdeg de Mëtteg diskutéiere mer - sou proposéiert wéinegstens d'Presidentekonferenz et - iwwert d'OPA-Gesetz.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister a Statsminister Jean-Claude Juncker iwwert d'Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, d'Press ass nach genau zwou Minutten heibannen, fir déi noutwendeg Biller ze maachen, an duerno fuere mer mat der Deklaratioun vum Statsminister weider. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech erschöpft d'Lag vun enger Natioun sech net an der Beschreiwung vun hirer wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Situatioun. Eng Natioun, hir Hoffnunge fir muer, hir Dreem fir d'Zukunft, hir Ambitiounen, fir heiheem gutt zesummenzeliewen a fir mat deenen anere ronderëm eis gutt eens ze ginn, dat ass méi, däitlech méi, wéi de Cumul vum Wirtschaftlechen, vum Sozialen a vum Finanziellen.

Wann awer déck Frozeeche sech hannert dat Wirtschaftlecht, dat Soziaalt an dat Finanziellt hänken, dann ass et d'Aufgab vun der Regierung a besonnesch vun deem, dee se presidéiert, sech mat deene Froen - a fir eng Kéier exklusiv mat deene Froen - ofzeginn, fir ze weisen, wou mer stinn, a fir kloer ze maachen, wouhinner mer ginn. Et gëtt keng Dreem, keng Hoffnungen, keng Ambitiounen, wann dat Wirtschaftlecht, wann dat Soziaalt a wann dat Finanziellt net stëmmen.

Et muss ee soen, wéi et ass: Näischt klappt méi honnertprozenteg. Eis Wirtschaft ass net an der Kris. Dat huet och ni ee behaapt. Mä si schwächelt op eenzelne Flanken. Si wiisst mat iwwer 4%, si wiisst robust, si wiisst staark am direkte Verglach mat anere Wirtschaftsënnerraim vum Euroland. Si wiisst virun allem, well d'Finanzplaz wiisst. Datt dës iwwerhaapt wiisst, misst heibannen déi, déi virun de Wahlen d'europäesch Kapitalertragssteierregelung als déi final Doudessprëtz fir d'Finanzplaz erbäikatastrophéiert haten, rout am Gesiicht gi loossen; mä si ginn net rout. Déi virun de Wahlen doutgesote Finanzplaz, déi ass quietschfidel.

Mä mir haten eis an de Joren 2001 an 2002 jo geschwuer - alleguer zesumme geschwuer -, mir dierften eis ni méi an Ofhängegkeet zur Finanzplaz an hiren exogen ze erklärende Performancë beginn. Et kann ee strukturell, sozial an aner Ausgaben net op konjunkturell Spezialeinnahme vum Finanzsecteur opbauen. Et kann een net, an et däerf een net, also soll een och net. Gradesou, wéi ee sech net op sporadesch Arcelor-Chèquen däerf ausrouen.

Eist Wirtschaftswuesstum ass finanzplazgedopt. Wann een dat Opputschmëttel ewechhëlt, dann ass eis Wirtschaftsleeschtung nach ëmmer besser wéi déi vun eisen Noperen, mä si ass nëmme méi d'Halschent wäert. Dat däerfe mer net vergiessen. Grad wéi mer net däerfen iwwersinn, datt eis Ekonomie an deene leschte Joren am Direktverglach mat eisen dräi Noperen, mat eisen Euro-Partner a mat eise Matstreider am globale Wettbewerb manner kompetitiv ginn ass.

Mir hunn zu Lëtzebuerg - an eis dräi Noperen hunn dat eben net - ee seriöen Inflatiounsproblem. Tëscht Mäerz 2004 a Mäerz 2005 huet Lëtzebuerg déi héchsten Inflatioun. Tëscht Januar 2005 a Januar 2006, Februar 2005 a Februar 2006, Mäerz 2005 a Mäerz 2006 hu mer deen zweethéchsten Inflatiounssprong an der Eurozon ze verzeechnen. Eisen tëscht 1996 an 2005 accumuléierten Inflatiounsdifferenzial mat Däitschland, mat Frankräich, mat der Belsch a mat Holland beleeft sech op 7,2% Punkten. Ergo: Mir si méi wéi 7% manner kompetitiv gi wéi eis Haapthandelspartner. Dësen Zoustand - d'Hausse vun der Inflatioun, d'Perte vun der Kompetitivitéit - muss behuewe ginn, ëmsou méi wéi déi automatesch Lounindexéierung -, déi dräi vun eisen Haapthandelspartner an Noperen iwwerhaapt net kennen an d'Belsch nëmmen zum Deel kennt - dësen Inflatiounsdrock direkt an ouni allze vill Nuancen an d'Léin dréit an domat de Faktor Aarbecht relativ a komparativ betruecht méi deier mécht.

A sozialer Hisiicht si mer op alle Pläng besser gestallt wéi eis Noperen. Mir hunn ee méi enkt soziaalt Netz, mir hunn eng besser well méi egalitär Gesondheetsversuergung, mir hu méi héich Nettoléin, mir hu méi héich Renten, mir hu méi héich Pensiounen, mir hu méi en héicht Kannergeld, e besser bezuelten Elterenurlaub, eng méi héich Aarbechtslosenentschiedegung wéi eis Nopere wäit a breet. Dat ass gutt esou. Awer dat muss op Dauer och esou bleiwe kënnen. Wéinst der sozialer Kohäsioun am Land. Wéinst der Atmosphär an eiser Gesellschaft. Wéinst dem geuerdnete Mateneen ënnereneen.

Mä de Chômage klëmmt. E klëmmt staark, e klëmmt ëmmer méi an e klëmmt méi séier wéi soss doruechter. Mir fannen eis als Regierung domat net of. Mir trieden un, fir de Chômage ze reduzéieren a fir de Marsch an d'Massenaarbechtslosegkeet ze stoppen.

Aarbechtslosegkeet, dat ass keng Form vun imposéierter Fräizäitgestaltung, si däerf keng sinn, si däerf keng ginn. Si ass een individuellen Drama fir déi, déi et betrëfft; een individuellen Drama, deen an der Zomm d'Kollektivitéit vill kascht. Quasi ewechgeworfen Energiën an ewechgeworfent Geld.

Mir hunn am Joer 2005 356 Milliounen Euro - bal 14,2 Milliarden al Lëtzebuerger Frang - fir d'Finanzéierung vun der Beschäftegungspolitik a wéint dem Chômage opbruecht, méi wéi 1% vun eisem nationale Räichtum; 0,4% vun eisem PIB méi wéi nach 2002, wou mer 207 Milliounen Euro fir Aarbecht a Beschäftegung hu mussen opbréngen. De Chômage ass eng Attack op d'Liewensbiographie vun all deenen, déi en trëfft. En ass eng op Dauer inakzeptabel finanziell Charge fir d'Allgemengheet. E muss falen, a fir datt e fällt, muss jiddferee méi wéi eng Hand mat upaken.

Och finanziell betruecht geet et eis besser wéi eisen Noperen. Däitschland a Frankräich hu Budgetsdefizitter vun ëm oder iwwer 3% an eng öffentlech Schold vu 67,7 respektiv 66,8%. D'Belsch huet 2005 zwar de budgetären Equiliber erreecht, mä gëtt awer vun enger Statsschold vun 93,3% erdréckt. Mir haten - mir Lëtzebuerger - 2004 e Gesamtstatsdefizit vun 1,1%, an 2005 e Gesamtstatsdefizit vun 1,9%.

Eis öffentlech Schold beleeft sech op 6,2%. Dat ass mat risegroussem Ofstand deen niddregste Scholdestand an der Eurozon, dee sech am Schnëtt op 70,8% beleeft.

Esou verglach kënnt ee mengen, et wier alles an der Rei.

An et ass richteg: Mir si besser wéi vill anerer.

Richteg ass awer och: Aner anerer si vill besser wéi mir. Spuenien, Irland a Finnland haten 2005 e Budgetsiwwerschoss, an dat bei am Mëttel engem méi niddrege Wirtschaftswuesstum wéi deem lëtzebuergeschen.

Nach méi richteg awer ass: Eis öffentlech Finanze bewege sech an déi falsch Richtung.

Firwat bewege se sech an déi falsch Richtung? Firwat si se deelweis schonn op der falscher Plaz ukomm, dat heescht am Déséquiliber, dat heescht am Defizit?

D'Äntwert - fir een, dee kucke kann, fir een, dee kucke wëllt, fir een, dee verstoe kann, fir een, dee verstoe wëllt -, déi läit op der Hand: Déi öffentlech Ausgabe wuesse méi séier wéi dat nominaalt Wirtschaftswuesstum an och méi séier wéi d'Recetten.

D'Entwécklung vun de relevante Finanzaggregater tëschent 2005 an haut léisst guer keen anere Constat zou.

An de Joren 2000 an 2001 hunn d'öffentlech Finanze sech duerch en Iwwerschoss vu 5,9% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt ausgezeechent. Dunn ass de wirtschaftlechen Abroch komm, a quasi logescherweis ass deen eigentleche Statsbudget, dat heescht de Budget vu Regierung a vum Parlament, am Joer 2002 defizitär ginn, an am Joer 2004 sinn déi gesamtstaatlech Zuelen - déi vum eigentleche Statsbudget, déi vun de Gemengen an déi vun der Sécurité sociale - bal hätt ech gesot: rout ginn; op jidde Fall negativ ginn.

Tëschent 2000 an 2005 ass e relativ dramateschen Zuelenëmschwonk passéiert: Aus engem Iwerschoss vu 5,9% ass en Defizit vun 1,9% ginn, dat heescht, de Gesamtéquiliber vun allen öffentleche Finanzen huet sech ëm 7,8% PIB-Punkte verschlechtert. An Euro heescht dat: D'Verschlechterung vum Gesamtéquiliber vun allen öffentleche Finanzen huet 2.340.000.000 Euro bedroen. A Lëtzebuerger Frang: 94,5 Milliarden.

An deemselwechten Zäitraum sinn déi öffentlech Einnahmen - trotz de Steierreformen aus de Joren 2001 an 2002 - mat ronn 42,5 Prozent-Punkte vum Bruttoinlandsprodukt stabil bliwwen. Mä während därselwechter Period sinn déi öffentlech Ausgabe vu 37,7% op 44,3% vum Bruttoinlandsprodukt geklommen, dat heescht, si hu 6,6 PIB-Prozent-Punkten zougeluecht. Sou gesinn ass also de Budget vum Stat, de Budget vun de Gemengen, de Budget vun der Sécurité sociale, op dëse Fënnef-Jores-Zyklus bezunn, méi séier gewuess wéi d'Wirtschaft.

Firwat sinn dës öffentlech Finanze méi séier gewuess wéi eisen nationale Räichtum vum Moment et eigentlech erlaabt hätt? Mä well déi deemoleg CSV-DP-Regierung - matzen am wirtschaftspolitesche Konjunkturëmschwonk vun de Joren 2001 bis 2003 - déi sou genannten „automatesch Stabilisateuren" spille gelooss huet. Trotz wirtschaftlechem Réckgank hu mer d'Dépensen, notamment am Investitiouns- a Sozialberäich, sech am souwisou geplangte Rhythmus virubewege gelooss.

Dat hu mer gemaach aus gudde Grënn! Dat hu mer gemaach, well mer de wirtschaftleche Réckgank net duerch eng restriktiv staatlech Ausgabereduktioun wollten a Stagnatioun an a Rezessioun sech verwandele loossen. An d'Wirtschaftsentwécklung eraspueren, hätt eiser Ekonomie, an à terme eiser Sozialstruktur, enorm geschuet. Dat wollte mer net.

A mir hunn et och net stringent gebraucht. Mir hate Reserven aus de gudde Joren op d'Säit geluecht a mir hunn dës, ënnert dem Präis, wéi ech muss zouginn, vun enger objektiv iwwerzunnener Ausgabesteigerung, zum Asaz bruecht. Dës Ausgabepolitik, a Kombinatioun mat enger gutt cibléierter Steierpolitik, huet d'wirtschaftlech Aktivitéite vun 2001 bis 2004 stabiliséiert an de Retour zu deem méi konsequente Wirtschaftswuesstum, wat mer zënter 2004 hunn, erméiglecht a favoriséiert.

Ouni dës Politik, ouni déi Politik vun der leschter Regierung, wiere mer haut, reng wirtschaftlech betruecht, méi schlecht drun. Eis Noperen hunn an d'Wirtschaftskris eraspuere missen, well se keng Reserven ugeluecht haten. Mir hunn d'Wirtschaftskris verhënnert, well mer hir Politik net hu brauche nozeäffen.

Wann haut, notamment vun Deeler vun der Oppositioun a vun der Press, behaapt gëtt, déi aktuell Regierung wier schold un der Verschlechterung vun der Finanzsituatioun, dann ass dat falsch. Et war déi fréier Regierung. An déi huet - an dozou stinn ech och nach haut - déi richteg Politik am richtege Moment gemaach.

Ech héieren an ech liesen, de Juncker an de Frieden wiere schold un de finanziellen Enkpäss, déi mer haut géife kennen. Okay, okay, wann et jiddferengem hëlleft, sech esou aus där vun alle matgedroener Verantwortung erauszestielen, da wëll an da kann ech domat liewen. Wann de Juncker an de Frieden, si zwee ganz eleng, d'Land virun der Stagnatioun gerett an eis Wirtschaft nees zur zweethéchster Wirtschaftsleeschtung an der Eurozon zréckgefouert hunn, dann akzeptéieren ech dee Reproche.

(Hilarité)

Mä d'Wierklechkeet ass - leider fir de Juncker, leider fir de Frieden - eng ganz aner. De Verdéngscht un där korrekter Politik - an domat och d'Verantwortung fir déi aktuell Defiziter - droen och d'DP an all déi, déi an der Tripartite vun de Joren 2001, 2002, 2003 an 2004 hir Zoustëmmung zu där voluntaristescher Ausgabepolitik, besonnesch am Investitiounsberäich, grad och am Sozialberäich, ouni Nuancë ginn hunn: den OGB-L als Éischten, den LCGB gläichop als Zweeten, d'CGFP, net hannendrun, mä op därselwechter Linn, als Drëtten, d'FEDIL, d'Fédération des Artisans, d'Chambre des Métiers, d'Confédération du Commerce, d'Horesca, d'Chambre de Commerce an d'Bauerenzentral. An d'LSAP hirersäits ass net duerch excessiv, massiv Spuerappeller an där Period opgefall.

Wéi gesot: Ech iwwerhuelen d'Verantwortung fir dës Politik. Ech muss se jo och iwwerhuele fir d'Gesamtresultater vum Rentendësch, déi eise strukturellen öffentleche Finanzdefizit ëm 0,8% par rapport zum PIB vum Joer 2002 u vergréissert hunn. Wann ech, heibannen oder soss enzwousch, 2001 gesot hätt, de Rentendësch géif ze deier ginn, a mir kënnten eis dee Rentendësch op Dauer net leeschten, da géif ech haut net méi hei stoen, well da wier ech deemools erschoss ginn, an et hätten der vill heibannen äifreg matgeballert.

Meng Solidaritéit mat der fréierer Regierung, déi integral ass - well esou geet dat net, fir Waasser ze zéien, net wann ee fort ass an net wann een eleng iwwreg bleift -, meng Solidaritéit mat der fréierer Regierung huet mech dozou bruecht, hir Politik, déi breet gedeelt ginn ass hei am Haus, ze explizéieren an ze justifiéieren. Eis Verantwortung awer fir d'Land a fir seng Zukunft bréngt dës Regierung dozou, déi Politik ze modifizéieren.

Mir hunn haut e Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4%. A wann d'Wirtschaft 4% wiisst - wat enorm vill ass am internationale Vergläich -, dann däerf een op Dauer keng Defiziter maachen. Am Géigendeel: Defiziter sinn ofzestellen doduerch, dass d'öffentlech Finanzen net méi séier, mä héchstens gradsou séier wuessen, wéi dat nominaalt Wirtschaftswuesstum.

Géife mer nämlech d'Politik vu bis elo, déi vun der fréierer Regierung, déi vum Ufank vun dëser Regierung - an déi Politik war richteg - sech an den nächste Joren einfach virunentwéckele loossen, da géife mer eben déi falsch Politik maachen.

Géife mer déi bishereg Politik fräi galoppéiere loossen, da géifen d'öffentlech Finanzen zwangsleefeg méi séier uklamme wéi d'Wirtschaftswuesstum - dat international gekuckt, ech widderhuele mech, ganz héich ass -, wat mer hunn, et erlaabt. Wa mer d'Politik einfach géife weiderschreiwen: d'Investitiounspolitik, d'Sozialpolitik, d'Gehälterpolitik beim Stat, d'Indexéierung vun de Léin a Gehälter an esou virun, da géif sech den Defizit vum Zentralstat, also dee vun der Regierung an dee vun der Chamber, vun 2,6% am Joer 2003 a vun 3,3% am Joer 2004 op 4,1% am Joer 2007 bewegen; den Defizit vum Zentralstat, eisen Defizit, dee mer heibanne bastelen. An der Moyenne iwwer 4% Wirtschaftswuesstum bis 2009 an als Resultat massiv Defiziter. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, kann net sinn a wäert och net sinn.

Mir haten, bei alle Feeltreffer, bei alle Feelquoten, bei alle Feeltrëtt, déi richteg Politik hei am Land vun 1999 bis 2005. Fir déi richteg Politik ze behalen, brauche mer elo e Politikwiessel: keen drameteschen, mä e konsequente Politikwiessel, keng stur Austeritéit, mä kollektiv Responsabilitéit, kee radikalen Ofbau, mä ee manner séieren Opbau, deen iwwerluecht a gläichgewiichteg si muss. Keen Ofbau, neen, well mir hunn esou villes nei opzeriichten. An dat, wat mer opriichten, dat muss haut esou finanzéiert ginn, datt déi, déi no eis kommen, déi, déi jonk sinn, déi, op déi d'Zukunft waart, net ënnert der Laascht zesummebriechen, déi mir hinnen op hirem Liewenswee opgetiermt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis öffentlech Ausgaben an de Joren 2007, 2008 an 2009 esou virujauwe loosse wéi tëschent 2000 an 2005, wa mer se aus Konjunkturgrënn net konnten an net wollten ofbremsen, da fabrizéiere mer bis un den Ufank vum nächste Jorzéngt en zesummegedroenen Defizit vu 15 bis 20% vun eisem Bruttoinlandsprodukt.

Eis Reserven, déi mer hunn - an eis Noperen hunn ebe keng -, belafe sech op insgesamt 1,4 Milliarden Euro. Si géifen net duergoen, fir dësen Defizittuerm ofzebauen. Ergo misste mer iwwer Mooss méi Sue léine goen. Mir géifen, géife mer dat maachen, der nächster Regierung eng öffentlech Schold vu 15% vun eisem nationale Räichtum hannerloossen.

Et gëtt dacks gesot an nach méi dacks geschriwwen - wat gëtt net alles geschriwwen hei am Land iwwert d'öffentlech Finanzen -, eis Statsschold kënnt laut de Maastrichter Konvergenzkritäre bis op 60% uschwëllen. Dat ass richteg, mä dat ass virun allem awer falsch.

(Hilarité)

60% Statsschold, dat ass an Europa e maximale Plaffong. Dat ass keen Zil, wat een absolut muss erreechen. Schold muss een nämlech zréckbezuelen. Si kascht déi nächst Generatioune vill Geld a verklengert, well et se vill Geld kascht, hir Liewenschancen. Dofir hat de Budgets- an Tresorminister Recht an deene leschte Jore wéineg Schold a vill Reserven ze maachen.

Géif hien elo och vill Schold maachen an d'Reserven einfach esou, well dat méi einfach ass, verschleideren, da misste mer muer an iwwermuer, fir d'Schold zréckzebezuelen, d'Steiere fir d'Leit an d'Steiere fir d'Betriber massiv erhéijen. Géife mer a misste mer dat maachen, da géife mer déi individuell Liewenskompetitivitéit vun all Lëtzebuerger, well och déi gëtt et, déi individuell Liewenskompetitivitéit vun de Leit hei am Land, reduzéieren, a mir géifen an engem Moment, wou iwwerall an Europa d'Betribssteiere falen, eiser Ekonomie an domat à terme eis alleguer grousse Schued zoufügen. Mir géifen op eng durabel an definitiv Aart a Weis eis international Kompetitivitéit verschlechteren. Dofir musse mir haut méi lues trëppelen, fir muer net aus der Bunn ze fléien. Dat ass eis Responsabilitéit vun haut!

Gradesou ass et eng dréngend Exigenz, iwwert dat Budgetäert a Finanziellt eraus, d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ze verbesseren. Jo, Statsfinanzen an durabel Kompetitivitéit, déi ginn zesummen. An dofir mussen se zesummen ugepaakt ginn an dofir wëlle mer a pake mer se och zesummen un.

Här President, ech hunn lech virun e puer Minutte gesot, den Haaptproblem vun eiser Wirtschaft an ergo vun hirer Kompetitivitéit wier deen, par rapport zu eisen Noperen, enorm gewuessenen Inflatiounsdifferenzial. Dee muss verschwanne respektiv dee muss däitlech méi kleng ginn. Dat brénge mer fäerdeg, wa mer alleguer zesummen an déi Richtung schaffen.

Eng ze héich Inflatioun zu Lëtzebuerg - an eis Inflatioun ass ze héich - entsprécht iwwerhaapt kengem Naturgesetz. Mir hunn an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert d'Inflatioun aus Däitschland a virun allem aus Frankräich an aus der Belsch importéiert. Dat ass de Moment awer net de Fall, well d'Inflatioun an deenen dräi Länner ass wesentlech méi niddreg wéi zu Lëtzebuerg.

Mir hunn heiheem ënner anerem eng héich Inflatioun, well d'Pëtrolspräisser de Kopplabunz schloen. Ënnert deenen héije Pëtrolspräisser leiden eis Noperen awer och, en fait leide se vill méi, well de Bensin, den Diesel an de Mazout sinn an deenen dräi Nopeschlänner wesentlech méi héich wéi zu Lëtzebuerg, mä hir Inflatioun leit manner ënnert der Präisexplosioun vun de Pëtrolsprodukter. Si gëtt net esou staark vun de Pëtrolsprodukter gedriwwe wéi eis, ganz einfach well si keng oder keng integral Indexéierung vun de Léin a vun de Gehälter kennen. Op d'Pëtrolspräisser hu mer zu Lëtzebuerg, obscho mer enorm dichteg sinn a weltwäit natierlech en Tresor vun Influenzen all Dag déployéieren, keng Influenz.

Mä eent musse mer wëssen: Déi meescht Inflatioun maache mer selwer an op déi Inflatioun - op déi Inflatioun, déi mer selwer maachen - musse mer méi e staarken Afloss kréien. Mir mussen e méi staarken Afloss op se kréien, well eis Kompetitivitéit hänkt zu engem groussen Deel dovun of, wéi vill Kontroll a wéi vill Maîtrise mer iwwer eis hausgemaachten Inflatioun zu Lëtzebuerg kréien. Mir mussen déi Inflatioun, déi mer selwer maachen, stoppen. Dat kascht, wéi ech weess, Ustrengung, mä mir mussen dës Ustrengung maachen.

De Stat an d'Gemengen droe bei der Inflatiounsbekämpfung eng considérabel Responsabilitéit. Si musse sech beim Festleeë vun öffentlechen Tariffer, vun öffentleche Präisser a vu kommunalen Taxen eng méi grouss Retenue operleeën, wéi dat an der Lescht de Fall war. D'Gemenge kréien ab Januar 2007 méi Finanzmëttelen duerch eng Rei vu steierlechen Ännerungen, déi kommen, zougefouert. Dofir kënne se méi lues bei der Erhéijung vu kommunalen Taxë maachen. Si kréien 2007 méi Sue vum Stat, da kënne se de Leit der och méi loossen.

Och déi, déi mam Stat zesummeschaffen, wäerte mierken, datt mer d'Inflatioun mat den Hare wëllen huelen, iwwerall do, wou mer se ze pake kréien. D'Ministeren ënnerschreiwe keng Kontrakter méi, déi voll indexéiert sinn. Wann eng Indextranche erfält, däerf dat net länger zur Konsequenz hunn, datt all Kontrakter mam Stat automatesch 2,5% méi deier sinn. Dat war bis elo esou, dat ass elo eriwwer. D'Augmentatioun vum Präis vun de Kontrakter beschränkt sech nach just op den Impakt, deen op de Präis vun de Kontrakter duerch d'Lounaugmentatioun entsteet, mä awer net méi op d'Integralitéit vum Kontrakt, an deen enthält aner Dispositioune wéi där, déi nëmme mat der Evolutioun vun der Lounmass a vun de Léin ze dinn hunn.

D'Regierung wëllt fräiwëlleg Präisaccorde mat eenzelne Wirtschaftssecteuren ofschléissen. Zu deem Zweck setzen de Mëttelstandsminister an de Wirtschaftsminister sech mat der Confédération du Commerce, der Horesca an anere Wirtschaftskreesser fir eng Konzertatiounsronn zesummen, déi Weeër a Mëttele siche soll, fir d'Präisser a bestëmmte Beräicher ze stabiliséieren. Mir wëllen d'Inflatioun ausbremsen, doduerch dass mer Accorde mat deenen treffen, déi selwer d'Präisser maachen.

Mir hunn nämlech besser Viraussetzungen, fir méi niddreg Präisser ze hu wéi anerer. Zu Lëtzebuerg bedréit deen normalen TVA-Saz 15% an et wäert kengem entgaange sinn, dass mer deen, entgéint deem, wat eis Nopere maachen, net aus Haushaltskonsolidéierungsgrënn an d'Luucht gesat hunn.

Mir hunn a mir behalen déi niddregsten TVA an Europa. D'Belsch huet en TVA-Saz vun 21%, dat ass 6% méi; Frankräich ee vun 19,6%, dat ass 4,6% méi; an Däitschland hieft säi vu 16 op 19% op den nächsten 1. Januar, dat sinn da 4% méi wéi zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, ronderëm eis misst villes méi deier si wéi heiheem, well zu Metz, zu Arel, zu Tréier musse méi héich Steieren, méi héich Konsumsteiere beim Akafe bezuelt ginn. Or, eleng zu Tréier - erlaabt dem Éirebierger vun där Stad dat ze soen - ginn d'Lëtzebuerger iwwer 160 Milliounen Euro d'Joer aus. Mir hu graff geschat, datt dem Lëtzebuerger Stat am Joer 60 bis 70 Milliounen Euro TVA-Einnahmen doduerch verluer ginn, dass d'Lëtzebuerger net heiheem, mä an der Groussregioun kafen. Dat ass ee Steierverloscht, deen exakt enger Solidaritéitssteier vun 3% entsprécht.

Fir datt mer eis, léif Kolleegen, gutt verstinn: Mir hunn näischt dergéint, datt d'Lëtzebuerger och an der Groussregioun akafen. Et kann een net déi gréisste Rieden iwwer Europa schmetteren an da soen: Kaaft heiheem a bleift ewech vun Tréier, vun Arel, vu Metz, vun Namur an vun Thionville. Mä mir hätte gären, a mir géife gären, well mer méi niddreg Konsumsteieren hu wéi anerer, aus Lëtzebuerg den Haaptakafszentrum vun der Groussregioun maachen. Een Akafszentrum, wou déi aner hikommen, statt dass mir bei déi aner rennen. An dofir musse mer méi präiswäert ginn. An Zukunt wäert ee komparative Präisindex vun der Groussregioun publizéiert ginn, vun der Lëtzebuerger Regierung publizéiert ginn, op deem d'Leit vun heiheem an d'Leit aus der Groussregioun de respektive Präisstand kënnen ofliesen.

An engem Wuert: Mir musse mat eiser méi niddreger TVA besser wirtschaften. Dofir starte mer d'nächst Joer eng grouss Marketing-Offensiv zesumme mat der Confédération du Commerce, fir Lëtzebuerg zur éischter Akafsadress an der Groussregioun ze maachen. Mir mussen eis bewegen, ëm all däitschen, belschen a franséische Client kämpfen, gutt Präisser ubidden, een Tram duerch d'Stad fuere loossen, frëndlech sinn am Geschäft an op der Strooss. Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn an hir Mëllech zu Lëtzebuerg, awer besonnesch an der Haaptstad ginn hunn, déi sinn definitiv eriwwer!

D'Maîtrise vun der Inflatioun kann net Abstraktioun maachen - dat ass evident - vun der Lounentwécklung. Déi muss Schrëtt hale mat der genereller a mat der sektorieller Produktivitéit. Op dee Basisprinzip, deen d'Lounmoderatioun zu Lëtzebuerg soll irrigéieren, hu mer eis an der Tripartite verstännegt.

Mir sinn, Dir hutt et gemierkt, laang ronderëm d'Fro vun der Indexéierung geschlach. Dir wësst, un dëser Fro kann ee sech d'Fangere verbrennen. Schonn als klengt Kand kréien d'Kanner hei am Land bäibruecht, datt een d'Fangeren ewech vum Index soll loossen.

(Hilarité)

D'Indexéierung vun de Léin a vun de Gehälter huet Virdeeler, si huet och Nodeeler. D'Regierung an d'Partner an der Tripartite hu sech mat deenen engen a mat deenen aneren ausernee gesat.

Den Index huet an den Ae vun der Regierung een incontestabele Virdeel: En erlaabt eng periodesch Upassung vun de Léin un d'Inflatioun. Dat heescht, e gläicht de Kafkraaftverloscht aus, wann och mat Retard. Domat hélt e Konfliktstoff aus de Lounverhandlungen eraus an en erlaabt - an aner Länner dreemen dovun - eng dezentraliséiert Lounpolitik, déi wichteg ass, well d'Léin sollen esou no wéi méiglech un der Betribssituatioun pechen. Souguer d'Patrone stellen d'Indexéierung net méi prinzipiell a Fro: Wie fir eng maximal Indextranche ass, deen ass fir d'éischt emol fir den Index. D'Regierung ass och fir den Index, an dofir gëtt e bäibehal.

Mä d'Nodeeler vun der Indexéierung sinn och bekannt.

Den Index dreift d'Inflatioun: Manner, wéi d'Patrone soen - vill manner eigentlech wéi d'Patrone soen -, mä méi wéi et gutt ass. E reagéiert - den Index - extrem op wirtschaftlech Facteuren, déi sech eisem Zougréff entzéien: Déi aktuell Explosioun vun de Pëtrolspräisser, deenen hiren Niveau dëser Deeg mat 75 Dollar geflirt huet, jo deen déi 75 Dollar ee Moment stramm gekësst hat, dee mécht dat däitlech. D'Regierung wëllt d'Pëtrolsprodukter net aus dem Index huelen, well hiert Uklamme belaascht den normalen Duerchschnëttsbierger, déi kleng Leit hei am Land, där et nach vill gëtt, an engem aussergewéinleche Mooss.

Den Index produzéiert - dat ass säin zweeten Nodeel, tëscht Gänseféisercher, neen, ouni Gänseféisercher - budgetär a finanziell méi Belaaschtungen, déi d'Politik net besser maachen, mä déi d'Politik just méi deier maachen. Eng Indextranche kascht de Statsbudget 175 Milliounen Euro, an de Gesamtstat - dat heescht, de Stat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale - 180 Milliounen Euro. Dat war nach ëmmer ee Problem. Dat ass elo méi ee grousse Problem, well d'Pëtrolspräisser eis iwwerlafen a well mer méi knapp bei Keess si wéi soss. Eis Partner an der Tripartite - och a grad d'Gewerkschaften - akzeptéieren d'Realitéit vun där Contrainte.

Well d'Pëtrolspräisser enorm op d'Gestehungskäschten a via Index op d'Léin drécken, a well déi öffentlech Finanzen duerch déi gemeinsam décidéiert konjunkturschounend Politik vun de leschte Joren an den Déséquiliber ofgerutscht sinn, waren d'Gewerkschaften - entgéint hirer traditioneller Doktrin - mat enger Indexmodulatioun d'accord. Ech wollt hinnen hei meng Unerkennung fir déi Kraaftustrengung soen. Et war fir si net einfach, mä hiert Responsabilitéitsgefill - och wann et fir säin Zoustanekomme laang Zäit gebraucht huet - mécht eis villes méi einfach.

Mir hunn all dës Elementer, all dës Stécker an Iwwerleeungen a laangen Tripartite-s-Gespréicher - ënnerbrach duerch enorm vill Stonne bilateral Verhandlungen tëscht dem Statsminister, de Ministeren an de Sozialpartner - mateneen ofgewiën, an hu se esou laang zesummegestréckt bis mer eng akzeptabel Léisung fonnt haten.

Déi Léisung, déi mer erschafft hunn, ass - egal wat gesot gëtt - keng kleng Léisung. Si ass besser wéi ee faule Kompromëss. Ee faule Kompromëss, dee fënnt een ëmmer. A si ass tout compte fait besser wéi all aner Léisung, déi um Dësch louch. Déi Léisung, déi mer fonnt hunn, ass déi hei:

Fir d'éischt emol: D'Regierung hätt kënnen dermat liewen, eenzel Produkter elo schonn aus dem Indexwuerekuerf erauszehuelen; net d'Pëtrolsprodukter, mä Alkohol an Tubak. Well d'Gewerkschaften awer nëmmen d'accord waren, sech iwwert dës Fro endgülteg ze äusseren, wann déi nächst regulär Iwwerpréifung vun der Zesummesetzung vum Wuerekuerf stattfënnt - an déi fënnt 2007 statt - hu mer déi Diskussioun op da vertagt. Dës Diskussioun ass net eriwwer, si ass just vertagt.

Mer hunn dofir musse méi konsequent aner Weeër goen. Mir hunn décidéiert all Erhéijung vu bestehenden Taxen an Akzisen, an all Kreatioun vun neien Taxen, wann d'Erhéijung vun deenen alen oder d'Schafe vun denen neien aus ëmwelt-, gesondheets- oder sozialpolitesche Grënn erfolgen, am Index honnertprozenteg ze neutraliséieren. Dat zielt ënner anerem fir steierlech an administrativ Opschléi op de Pëtrolsprodukter, den Tubakspräisser an dem Waasserpräis, dee mer nom Verbraucher-an Notzerprinzip am nächste Joer mussen unhiewen.

Fir ze verhënneren, datt d'Inflatioun ze vill klëmmt, an domat d'Kompetitivitéit ze vill fält, hu mer eis op eng Modulatioun vum Erfale vun den Indextranchë verstännegt.

Wann den Index normal géif spillen, esou wéi d'Gesetz, wat mer haut hunn, et virschreift, da géif - esou gesäit een dat vun haut aus betruecht - folgenden Indexrhythmus sech erginn: Wéinst den héije Pëtrolspräisser géif eng Indextranche schonn am August 2006, an net - wéi nach am Ufank vun dësem Joer geplangt - am Oktober 2006 erfalen, déi nächst wier fir den August 2007 fälleg, gefollegt vun enger am August 2008 an op d'mannst enger am Joer 2009.

Mir sinn eis eens ginn, datt de Cumul vun dësen Tranchen - déi Zesummeballung vun Indexéierung op kierzester Zäit - d'Kompetitivitéit géif schiedegen, an d'Statsfinanze géif iwwerbelaaschten.

Der Regierung hirer Berechnung no hätt d'Lounmass sech - eleng duerch d'Indexéierung - bis August 2009 ëm 2,4 Milliarden no uewe beweegt, iwwer 97 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Dës Lounmass hätt vun den öffentlechen a vun de privaten Arbeitgeber missen opbruecht ginn. Dat wier schéi gewiescht fir d'Leit, mä et wier ze vill gewiescht fir d'Kompetitivitéit.

Dofir wäert d'Regierung der Chamber nach virum Summer ee Gesetz virleeën, dat d'Indextranche vum 1. August 2006 op den 1. Dezember 2006 verleeë wäert.

Am Joer 2007 - wou normalerweis spéitstens am August eng Indextranche erfall wier - gëtt et keng Indextranche. Déi Indextranche, déi am Joer 2007 erfale wier, gëtt op den 1. Januar 2008 verluecht, à moins datt d'Pëtrolspräisser vun haut bis dann an der Moyenne méi héich wéi 63 Dollar de Barrel gewiescht wieren. An deem Fall erfält d'Indextranche net am Januar, mä eréischt am Mäerz 2008. Vun haut aus betruecht entfält se wahrscheinlech am Mäerz, well kee kann dervun ausgoen, dass d'Pëtrolspräisser sech elo dramatesch no ënne géife bewegen. Wann dës Situatioun - d'Pëtrolspräisser iwwer 63 Dollar de Barrel op déi Berechnungsperiod vun haut bis dann - géif antrieden, da géif den Heizkostenzuschuss, dee fir déi besonnesch Akommesschwaach geduecht ass, no uewen ugepasst ginn.

Am Joer 2008 erfält keng weider Indextranche wéi déi, déi am Mäerz 2008 wäert erfalen. Déi, déi normalerweis am August 2008 géif erfalen, gëtt op den 1. Januar 2009 verluecht. Stinn d'Pëtrolspräisser bis dohinner nach ëmmer an der Moyenne iwwer 23 Dollar fir de Brent, da verréckelt dës Indextranche sech op den 1. Mäerz 2009. Aus der Siicht vun haut erfält d'Indextrache am Joer 2009 op den 1. Mäerz. Doriwwer eraus kënnt et am Joer 2009 zu kenger weiderer Indexupassung.

Ech wëll, Här President, dës Indexmodulatioun kuerz kommentéieren:

- An de Joren 2006, 2008 an 2009 erfält nëmmen eng Indextranche. Am Joer 2007 erfält keng.

- Op der gesamter Lounmass gëtt vum August 2006 bis zum Januar 2010, konservative Regierungsberechnungen no, ee Lounbetrag vu ronn 700 Milliounen Euro net ausbezuelt, ee Betrag vu ronn 28,2 Milliarde Lëtzebuerger Frang. An e gëtt och nom 1. Januar 2010 net nobezuelt.

- De Mindestloun gëtt den 1. Januar 2007 an och - ech soen dat haut schonn - den 1. Januar 2009 ugehuewen. Dës Unhéijung vum Mindestloun huet keng Gewerkschaft, net eng eenzeg, mussen der Regierung ofzwéngen. Et huet keng Gewerkschaft brauchen ze plädéieren, fir dass d'Regierung d'accord wier, de Mindestloun den 1. Januar 2007 an d'Luucht ze setzen, well ech hat Iech dat schonn - liest et no - den 12. Oktober 2005 hei am Parlament gesot, dass dat géif geschéien.

- D'maximal Indextranche vun 1,5-mol de Mindestloun, sou wéi d'Patronat se proposéiert hat, hätt eng Erspuernis op der Lounmass bis Enn 2009 vu ronn 850 Millioune bruecht, ronn 150 Milliounen Euro méi wéi an där leschtendlech akzeptéierter Regierungspropositioun, op d'Lafdauer vum Accord bezunn - well Enn 2009 muss déi nei Regierung, déi aus de Wahle vun 2009 ervirgeet, jo erëm frësch iwwer alleguer déi Froe verhandelen - grosso modo 3,5 Milliounen Euro de Mount. 3,5 Milliounen Euro de Mount hätt d'maximal Indextranche bei 1,5-mol de Mindestloun et erlaabt supplementar Lounkäschten anzespueren. Dat ass d'Differenz tëscht der Regierungspropositioun, déi akzeptéiert ginn ass, an där sou genannter grousser struktureller Reform, déi vum Patronat probéiert ginn ass duerchzesetzen. Ech brauch dat, denken ech, net weider ze kommentéieren.

- D'Gewerkschaften hirersäits wollte keng maximal Indextranche. Et ass hir Aufgab, fir de Leit ze erklären, firwat dass eng maximal Indextranche am Prinzip schlecht ass, firwat dass ee Spëtzeverdénger énormément méi Lounausgläich bei dem Erfale vun enger Indextranche kritt wéi en Duerchschnëttsverdénger oder wéi e Mindestlounbezieher. Ech muss allerdéngs derbäi soen, an dat stäerkt den éischter defensiven Discours vun de Gewerkschaften op deem Plang, dass natierlech d'Aféierung vun enger Maximalindextranche zu enger enormer Kontraktioun vum Gehälterfächer gefouert hätt. Déi Kontraktioun hätt an den nächste fënnef, sechs Joer kee Problem opgeworf, mä spéitstens an aacht, néng, zéng Joer zu gréisserem soziale Konfliktpotenzial gefouert.

D'Partonat wollt eng maximal Indextranche bei 1,5-mol de Mindestloun. Dës Limit war der Regierung ze niddreg, an dofir hu mer déi Propositioun net gewollt. A si hätt ausserdeem - ech widderhuelen dat - 3,5 Milliounen Euro de Mount méi Lohneinbehalung méiglech gemaach wéi déi Propositioun vun der Regierung, déi ugeholl ginn ass.

- An am Kompetitivitéitsrésumé, Här President: D'Betriber gewannen duerch déi Léisung, déi mer fonnt hunn, 700 Milliounen Euro. Zum Verglach wëll ech just soen: 1% vum Bruttoinlandprodukt mécht 300 Milliounen aus. An eng eenzeg Indextranche kascht däitlech manner.

Déi, déi soen dat wier ee bescheident Resultat, déi ire sech. Besser: Déi wëlle sech ieren. D'Leit am Land verzichten nämlech duerch dës Léisung, déi mer zesumme fonnt hunn, op villes. An et soll een den Zynismus net esou wäit dreiwen, si gleewen ze dinn, si géifen näischt verpassen. D'Leit maachen hei ee reellen Effort. An déi, déi soen dat wier näischt, déi wëssen net, wéi normal Leit hei zu Lëtzebuerg liewen.

Dësen Accord war nëmme méiglech, well d'Partner verstänneg waren. Si sollten och beim Kommentéiere vum Accord mindestens esou verstänneg si wéi beim Ofschléisse vun deem Accord. Den Index bleift erhalen, e gëtt moduléiert no engem Accord an der Tripartite, ouni Streik wéi 1982-1983, ouni béisst soziaalt Blutt an am Geescht vum Lëtzebuerger Modell. Dësen huet seng Grenze gewisen, a bewisen, jo! Mä huet scho jeemools ee behaapt de Lëtzebuerger Modell, deen hätt iwwerhaapt keng Grenzen? Wien deen däitsche Konfrontatiounsmodell léiwer huet, wien dee franséischen Totalkonfliktmodell besser fënnt wéi eise rouege sozial équilibréierten, partnerschaftlech géréierte Lëtzebuerger Modell, dee soll sech muer heihinner stellen an dat une fois pour toutes soen. Da wësse mer dat.

Ech sinn och géint de bëllege Konsensualismus. Ech sinn esouguer allergesch géint de Kompromëss wéinst dem Kompromëss. Ech si fir tragbar Léisungen am Konsens. An dee Konsens ass ëmmer manner wéi dat, wat een an der Zomm gäre gehat hätt, mä et ass ëmmer méi wéi dat, wat een am stupide soziale Sträit kritt. En ass am konkrete Fall dat, wat d'Regierung wollt. En ass am konkrete Fall dat, wat d'Land gebraucht huet.

Fir dass, Här President, eis Ekonomie staark bleift, geet et net duer, d'Inflatioun ze käppen an der Kompetitivitéit nei Muskelen ze ginn. Mir brauchen och weiderhin héich öffentlech Investitiounen. Mir mussen haut investéieren, fir mar performant Infrastrukturen ze hunn. Déi Infrastrukturen, un deene mer haut bitzen, déi maachen de Stoff aus, aus deem muer d'Gezei vun eiser Wirtschaft gemaach gëtt.

Mir hunn haut déi héchsten öffentlech Investitiounen an der Europäescher Unioun an an der Eurozon. Mir mussen déi fir déi nächst Jore geplangten Investitiounsausgaben kierzen, well eis öffentlech Finanze packen déi Laascht net méi. Mir haten an de Joren 2000 bis 2005 extrem héich Investitiounsbudgeten. Mir haten déi héich Investitiounsbudgeten, well mer d'Konjunktur hu musse stäipen. Si steet awer elo - déi Konjunktur - op méi feste Féiss. Kee Leitartikel gëtt geschriwwen, scho guer keen zu Esch, deen dat net ënnersträicht. Dofir brauch déi Konjunktur haut manner Stäipe wéi an de Joren 2000 bis 2005, an deene mer, hätte mer hinnen déi Stäipen net ginn, d'Konjunktur sech a Rezessioun an a Stagnatioun verwandele gelooss hätten. D'Konjunktur brauch haut manner Stäipen. An d'Konjunktur vu muer brauch trotzdeem d'Investitioune vun haut. Si brauch - déi Konjunktur vu muer - héich Investitiounen -, mä ebe manner héich Investitioune wéi geplangt.

Duerfir féiere mer d'öffentlech Investitioune vun 3,7% vun eisem Bruttoinlandsprodukt am Joer 2006 graduell op 3,2% vun eisem PIB am Joer 2009 zréck. Mir féiere se zréck par rapport zu deem, wat mer eis fir 2007, 2008 an 2009 virgeholl haten, mä mir erhéije se par rapport zu 2005 vun engem Joer zum aneren. Well eis Wirtschaft dat trotz allem ëmmer nach brauch, well eist Land dorop net verzichte kann a well eis politesch Prioritéiten dat verlaangen.

Mir investéieren 2007 170 Millioune manner wéi geplangt, awer nëmme 50 Millioune manner wéi am Joer 2006, wou mer 217 Millioune méi wäerten investéiere wéi am Joer 2005.

Mir investéieren 2008 iwwer 190 Millioune manner wéi geplangt, mä awer 120 Millioune méi wéi 2007.

Mir investéieren 2009 300 Millioune manner wéi geplangt, mä awer grosso modo deeselwechte Betrag wéi 2008, dat heescht nach eng Kéier 120 Millioune méi wéi 2007.

An de Joren 2007, 2008 an 2009 investéiere mer insgesamt 3,3 Milliarden Euro. Dat si 660 Milliounen Euro manner wéi geplangt. Dat sinn der méi wéi an de Joren 2004, 2005 an 2006 zesummen.

D'Steigerung vun den Investitioune betrëfft virun allem den Héichbau an ass domat mëttelstands- a beschäftegungsfrëndlech.

D'Kierzunge par rapport zu deem, wat geplangt war, betreffen aner Projeten, Projeten, déi och noutwendeg wieren, Projeten, déi gutt gemaach wieren, mä Projeten, déi mer awer mussen zrécksetzen. Sou zum Beispill den Ausbau vun zwou op dräi Piste vun der Autobunn A6 tëschent Mamer a Beetebuerg, d'Tangente Ouest tëschent der A7 an der A6, eenzel Échangeuren op eisen Autobunnen an eenzel Contournementer vun eise Lokalitéiten.

Fir den Investitiounsimpakt, dee bleift, op d'öffentlech Finanzen ofzefiederen, musse mer, wann et nëmme geet, zu enger öffentlech-privater Partnership kommen, besonnesch a grad am Schoulberäich, wou mer investiv net méi lues maache wëllen, wou mer investiv net méi lues maachen däerfen. Den Investissement an d'Intelligenz an den Investissement an déi Jonk huet absolut Prioritéit.

No intensiven Etüde weist et sech, dass mer nom „private partnership"-Prinzip méi séier a 15 bis 20% méi bëlleg, grad d'Schoule méi bëlleg, kënne bauen. Also baue mer elo méi séier a méi bëlleg. Wien hätt dat geduecht?

(Interruptions)

Alles an allem: Mir investéiere manner wéi geplangt, mä méi wéi bis elo. D'Handwierk an d'Beschäftegung gi geschount. Et gëtt net op der falscher Plaz gespuert an d'Wirtschaft wäert vun deenen Investissementer profitéieren, grad wéi eis wirtschaftlech Zukunft och.

Fuerschung an Innovatioun, Här President, gehéieren zur Wirtschaftspolitik an zur Kompetitivitéit wéi d'Amen zum Gebiet - fir déi, déi dat vu fréier nach wëssen; dat huet ëmmer mat Amen opgehal. Ouni Fuerschung fënnt keng Zukunft statt. Fuerschung ass virun allem d'Saach vun der Wirtschaft selwer. Mä d'öffentlech Fuerschung muss esou verstäerkt ginn, dass mer Uschloss un de Fuerschungsniveau vun eisen Nopere fanne kënnen. Den öffentleche Fuerschungsbudget muss par rapport zu sengem Volume vun 2006 verduebelt ginn, fir den öffentleche Fuerschungsundeel bis an d'Joer 2009 op 0,66% vun eisem Bruttoinlandsprodukt unhiewen ze kënnen. Mir mussen - Stat a Betriber - manner innovatiounsfaul a méi fuerschungsfrëndlech ginn. Eis Aarbechtsplaze vu muer hänke vun deem Mentalitéitswiessel of.

Fir eis Wirtschaft dauerhaft ze stäerken, muss et awer och eng Handvoll vun aneren Initiative ginn.

Mir mussen d'Exportfäegkeet vun eisen Entreprisë staark förderen. Besonnesch déi méi kleng Betriber di sech schwéier, wann et ëm Exportrisikofinanzéierung geet - besonnesch ausserhalb vun der Europäescher Unioun, wouhi mer, ausserhalb vun der Europäescher Unioun, 10% vun eisen Exporter brénge a wou grouss Chancen op d'Lëtzebuerger Exportaktivitéite waarden.

Dës kleng Betriber kréien eng méi breet Ënnerstëtzung vum Office national du Ducroire, vum Delkredereamt, a vun der SNCI, deenen hir Aktivitéite mer méi no beienee leeën, bis hin - wahrscheinlech, bal sécher - zu enger eventueller Fusioun vun deenen zwee. D'SNCI an den Office du Ducroire gi Förderschleidere fir grouss a fir kleng, virun allem fir kleng Exportbetriber.

Mir mussen eis international Entwécklungshëllef an eisen Aussenhandel sech méi no openeen zoubewege loossen. Mir hunn am Prinzip keng merkantil orientéiert Entwécklungshëllef a mir wëllen och keng geschäftsgedriwwen Entwécklungshëllef kréien. Mä mir wäerten duerfir suergen, dass eis eege Betriber d'Partner vun eiser eegener Entwécklungshëllef ginn, statt dass just Betriber aus Länner, déi manner Entwécklungshëllef maache wéi mir, un eiser Entwécklungshëllef verdéngen.

Mir maachen nimools en Entwécklungsprojet, fir dass e Lëtzebuerger Betrib Suen drop verdéngt, mä wa mer ee Projet maachen, wou e Lëtzebuerger Betrib ka Suen drop verdéngen, da soll en dat och maachen, anstatt dass d'Amerikaner oder d'Hollänner an der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef an d'Keess ginn.

Mir halen dat steierlecht Ëmfeld vun eiser Ekonomie virun am A. Mir schléisse kompetitivitéitserweidernd Schrëtt am Steierberäich an den nächste Joren net aus. A mir wëllen eis konstruktiv um Versuch bedeelegen, d'Bemiessungsgrondlage fir d'Betribsbesteierung an Europa ze vereinheitlechen. Mir maachen dat, well mer mengen, dass dee ruinöse Steierdumping tëschent de Länner vun der Europäescher Unioun muss contrecarréiert ginn.

D'Wirtschaft fënnt net fir sech selwer statt, si huet eng eminent sozial a gesellschaftlech Verflichtung. D'Länner vun der Europäescher Unioun däerfen net zu de Komplize vun engem wäertneutrale Globaliséierungswahn ouni Grenzen an ouni Gêne ginn. Si musse vill méi Architekte vun enger équilibréierter Mondialiséierung sinn. Besser gesot: Si mussen dat endlech gi wëllen!

Mir mussen, Här President, heiheem méi Plaz, méi Zukunftsraum aménagéieren, méi Terrainen uleeën, fir nei Aktivitéiten unzesiedelen, déi eis eis Plaz an der Ekonomie vu muer séchere sollen. D'Beräicher Logistik, Biotechnologie, medezinesch Equipementer, Ecotechnologie mussen endlech Prioritéit kréien. Aus dem Éilerenger Crassier maache mer eng national Industriezon, aus de WSA-Terrainen ënner anerem e grousse Logistikzenter. Incubateuren, sou genannte Betribszären, mussen a méi grousser Zuel wéi bis elo entstoen.

Eis Betriber leiden ënner administrativer Iwwerbelaaschtung. Deen administrativen Opwand kascht Wirtschaftswuesstum, Wirtschaftskraaft an Aarbechtsplazen. E mécht d'Wirtschaft an d'Schaffe méi deier. Mir schätzen, dass d'Bürokratiekäschten heiheem net méi niddreg si wéi am Rescht vun Europa: D'Bürokratie frësst an Europa an heiheem 3% vum Bruttoinlandsprodukt. D'Käschte vun der Bürokratiediktatur musse gedréckt ginn. D'Bürokratie kascht Geld, si kascht Nerven, si kascht Zäit. Am Hierscht leet d'Regierung Iech en administrativen Entfesselungsprogramm fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft vir.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien iwwer Kompetitivitéit schwätzt, dee muss selbstverständlech och iwwer Energiepolitik schwätzen. D'Energiefacture laascht schwéier op eiser Ekonomie, si muss reduzéiert ginn.

Zënter der Liberaliséierung vum Stroummaart an Europa kafen eis Entreprisen hire Stroum um fräie Maart. D'Konkurrenz tëschent de Produzente spillt, mä d'Präisser bleiwen héich, ze héich fir eis Betriber. Ergo muss d'Konkurrenz vergréissert ginn. Mir mussen duerfir eise Stroumréseau mat allen dräi, statt wéi bis elo mat nëmmen zwee vun eisen Nopeschlänner verbannen. Mir mussen iwwerall undocken, eis iwwerall connectéieren an eis dann interconnectéieren.

Mä de Stroumpräis, Dir wësst et, besteet net nëmmen aus dem Akafspräis. E besteet och aus dem Transportpräis, deen och eng Roll spillt. De Stroumpräis muss esou gemaach ginn, dass e méi bëlleg gëtt, well d'Transportweeër minimal laang an d'Qualitéit vun de Réseauë maximal performant gestaltet ginn. Dës qualitativ héichrangeg Réseauë mussen och vun alle potenzielle Stroumfournisseure kënne genotzt ginn, fir dass d'Konkurrenz och praktesch, dat heescht finanziell, beim Client ukënnt. Net nëmme bei de Betriber, och bei de Privatleit.

Dat, wat fir de Stroum gëllt, muss selbstverständlech och fir de Gas zielen. Mir reforméieren d'nächst Joer de Kompensatiounsfong eng zweete Kéier, fir d'Laaschte vun de Betriber nach eemol erofzedrécken. D'Cogénératioun wäert manner ënnerstëtzt ginn an d'Kompensatiounsmechanisme wäerten op de Gassecteur ausgedehnt ginn.

Här President, d'Stéchwuert vun der Energie féiert eis direkt op Kyoto. D'Bekämpfung vum weltwäite Klimawandel ass, nieft dem Ausradéiere vun der Aarmut an der Welt, déi eigentlech grouss Aufgab vun der éischter Halschent vum 21. Jorhonnert, déi zentral ekonomesch, sozial an ekologesch Erausfuerderung vun eiser Zäit.

D'Temperatur klëmmt, d'Gletschere schmëlzen, den Niveau vum Mier gëtt méi héich. Et gëtt vill Leit a besonnesch vill Europäer an ënnert den Europäer och vill Lëtzebuerger, déi dëser Problematik de Réck wëllen dréinen, well se eis Generatioun leschtendlech net existenziell betreffe wäert. „No eis d'Sintflut!" Nach ni war dësen Irresponsabilitéitsmotto sou richteg wéi an dësem Zesummenhank.

De Klimawiessel an de Klimaschutz sinn awer kee Problem a keng Aufgab vu muer: Et sinn Aufgabe vun haut! Intergenerationell Egoisten ignoréieren dës Aufgab gären. Weltbierger musse sech dëser Aufgab stellen, a mir Lëtzebuerger wëllen ee Vollek vu Weltbierger sinn.

Kyoto, sou gëtt ëmmer ërem gesot, wier eng schwéier Laascht fir Lëtzebuerg, well mer eis CO_2-Emissioune bis 2012 ëm 28% reduzéiere mussen. Jo! Dëse Reduktiounsvolume, zudeem déi virlescht Regierung sech international engagéiert hat, ass ee Problem. Mä et ass virun allem awer eng Chance! Eng Chance fir nei Weeër an der gesamter Energiepolitik ze goen; eng Chance fir manner ofhängeg vum Pëtrol ze ginn; eng Chance fir nei Technologiën ze entwéckelen; eng Chance fir méi Energie ze spueren; eng Chance fir méi Energieeffizienz a fir erneierbar Energiën, an domat eng Chance fir nei Aarbechtsplazen an den erneierbaren Energiën, an der Albausanéierung an an der Energieberodung.

Dës Chance wëlle mer an dës Chance solle mer notzen. Wa mer se richteg notzen, gëtt eis Wirtschaft nämlech méi kompetitiv, well se op Dauer méi nohalteg wuesse wäert kënnen.

Wéi gesäit, Dir Dammen an Dir Hären, eise Kyoto-Bilan aus?

Vun 1990 bis 1998 hu mer eis CO_2-Emissioune vun 12,5 op 8,5 Milliounen Tonnen ofgebaut. 2004 hu se sech awer schon erëm op 12,6 Milliounen Tonne belaf. Bis 2012 riskéiere se op 14 Milliounen eropzeklammen. Mer däerfen awer net méi wéi néng Milliounen Tonnen CO_2 d'Joer ausstoussen. Dofir muss eppes geschéien.

D'Regierung huet de leschte Freideg ee Kyoto-Aktiounsplang ugeholl, deen op dräi fundamental Objektiver erausleeft:

Kuerzfristeg geet et drëm, déi Kyoto-Ziler, zu deene mer eis international an och national engagéiert hunn, ze respektéieren;

laangfristeg geet et drëm, d'Jalone fir eng permanent Strategie géint de Klimawiessel a Plaz ze kréien,

a fundamental geet et drëm, all Acteur vun der Energiezeen an all Bierger am Land bewosst ze maachen, datt mer alleguer gefuerdert sinn, datt déif strukturell Changementer néideg sinn, fir méi ëmweltfrëndlech Produktiouns- a Konsummodeller ze favoriséieren an dofir ze suergen, datt dës e wichtegen ekonomeschen Differentialavantage duerstellen, well se et eis erlabe sollen, nei Aarbechtsplazen - an zwar heiheem - ze schafen.

Mer wëlle vun der Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffer ewech. Mer wëlle Weeër sichen, fir Energie ze spueren. Mer wëllen ewech vun deem engen an hin zu deem aneren, well eis Wirtschaft vun den Energiepräisser erdréckt gëtt a well Leit mat niddregem Akommes een ëmmer méi groussen Deel vun hirer Pai oder vun hirer Pensioun mussen opbréngen, fir eng waarm Wunneng ze hunn.

Eis Moossname betreffen dofir de Secteur vum Transport, de Secteur vun de Gebaier, de Secteur vun den erneierbaren Energien an d'Industrie. Den Ëmweltminister wäert déi eenzel Moossnamen an deenen nächsten Deeg méi genau virstellen. Ech beschäftege mech haut mat den direkt désagréabelen Elementer vun där Kyoto-Strategie - woubäi ech net wëll soen, dass den Ëmweltminister gär gehat hätt, ech soll dat Désagréabelt soen an hie géif dat Agréabelt soen. Ech leeë Wäert drop ze soen, ech soen dat Désagréabelt haaptsächlech a sengem Numm.

(Hilarité)

Et gëtt eng speziell Kyoto-Kontributioun agefouert. Dës speziell Kyoto-Kontributioun, déi eng Responsabilitéitskontributioun ass, hëlt d'Form vun enger progressiver Erhéijung vun den Akzisen um Diesel an um Bensin un. 1990 hat den Transportsecteur 2,6 Milliounen Tonnen CO_2-Ausstouss ze verantwerten, dat war deemools ee Fënneftel vum lëtzebuergesche Klimakillervolume. 2004 waren et 6,8 Milliounen Tonnen CO_2, 55% vun eiser Killerleeschtung. Vun deene 6,8 Milliounen Tonnen CO_2-Ausstouss si 70 bis 75% duerch de grenziwwerschreidenden Tankverkéier komm. Mer mussen dëse Killerpotenzial onbedéngt ofbremsen. Ofbremsen an da reduzéieren. Soss kënne mer eist Kyoto-Zil ënner kengen Ëmstänn erreechen. Mer gi graduell vir.

Mer sinn dobäi net näiv: d'Inzidenz vun den Diesel- a Bensinspräisser op de budgetären Equiliber gëtt regelméisseg bewäert. D'Kyoto-Kontributioun, falls et sech als noutwendeg erweist, gëtt am jährleche Rhythmus ugepasst. An enger éischter Phas ass d'Hausse vun den Akzisen folgendermoosse geplangt: den 1. Januar 2007 ginn d'Akzisen um Bensin ëm zwee Cent an um Diesel ëm 1,25 Cent erhéicht. Den 1. Januar 2008 gëtt d'Akzis um Diesel eng weider Kéier ëm 1,25 Cent erhéicht. Déi Kyotobedéngten Erhéijung vun den Akzise gëtt indexneutral gestaltet. Si bréngt eis Recettë vu ronn 300 Milliounen Euro vun haut bis an d'Joer 2012. De Käschtepunkt awer vun der Emissiounsreduktioun, déi mer virhuelen, beleeft sech wahrscheinlech op iwwer 500 Milliounen Euro vun haut bis an d'Joer 2012. D'Differenz tëschent dem reale Coût vun der Reduktioun vun den Emissiounen an dem Steierplus, dee mer kréien, déi Differenz vu ronn 200 Milliounen, déi musse mer mat normale Budgetsmëttele bestreiden.

No den elementare Regele vum Verursacherprinzip gëtt déi sou realiséiert supplementar Steierrecette integral an de Kyoto-Fong agespeist. Dëse Kyoto-Fong huet dräi Ziler. E soll innovativ national Reduktiounsmoossname finanzéieren. E soll déi sou genannte flexibel Mechanisme finanzéieren an e soll d'Organisatioun vum Emissiounshandel virhuelen.

Ech hat, Här President, Iech den 12. Oktober vum leschte Joer, also 2005, eng Reform vun den Autosteieren ugekënnegt. Dës Reform ass elo fäerdeg. Si trëtt den 1. Januar 2007 a Kraaft. Eis aktuell Autosteier - dat wësse mer - wiisst mat der Gréisst vum Motor. Well awer de Kyoto-Problem en CO_2-Ausstoussproblem ass, muss a wäert d'Reartikulatioun vun der Autosteier derzou féieren, datt Autoe mat engem méi héijen CO_2-Ausstouss méi staark besteiert wäerte ginn. Dës Steier wäert och d'Loftpollutioun duerch d'Emissioune vun de Stéckoxyder an de Feinpartikele mat a Betracht zéien, fir esou en Distingo tëschent Diesel- a Bensinsautoe kënnen erbäizeféieren.

Mer wëlle séier bewosst zu deem Grapp voll Länner an der Europäescher Unioun gehéieren, déi d'Autosteier op engem CO_2-Kritär, dat heescht op dem Kyoto-Kritär wëlle baséieren. Net méi d'Gréisst vum Motor, net méi den Hubraum, mä den Emissiounsschued vun engem Auto soll d'Steierbasis fir d'Steier um Auto bestëmmen. Esou erreeche mer, datt jiddfereen, dee sech en Auto keeft, sech beim Choix vu sengem Auto iwwert den Emissiounspotenzial vu sengem Gefier informéiert. Jee manner Emissiounsdreck en Auto produzéiert, ëmsou méi niddreg wäert d'Autosteier sinn. All Joer ginn hei am Land 50.000 nei Autoen ugemellt. Wa 50.000-mol pro Joer hei am Land ee méi emissiounsaarmen Auto kaaft gëtt, dann huet jiddfereen, mécht en dat, wann en en neien Auto keeft, d'Méiglechkeet säin héchst individuelle Kyoto-Bäitrag ze leeschten.

Fir Autoe mat niddregem Verbrauch - Hybridautoen zum Beispiel - wäert d'Autosteier grosso modo déiselwecht bleiwen. Fir déi meescht mëttelgrouss Autoen, fir déi mat raisonnablem Spritverbrauch, wäert och d'Autosteier zwar an d'Luucht goen, mä awer räsonnabel bleiwen - jiddefalls méi niddreg wéi an Däitschland a virun allem an der Belsch. Méi zolidd Haussen - bis zu enger Verdräi- a Vervéierfachung vun der Autosteier - wäert et fir déi Autoe ginn, déi am meeschten Dreck maachen. Betraff sinn do haaptsächlech grouss veier-rad-gedriwwe Gefierer, déi duerch hiert méi héicht Gewiicht an hire méi grousse Loftwidderstand extrem vill Bensin respektiv Diesel verbrauchen.

En Auto, deen 192 CO_2-Gramm pro Kilometer ausstéisst, ass haut mat enger Autosteier vun 81 Euro beluecht. D'Autosteier klëmmt fir esou en Auto op 208 Euro, géint niewebäi bemierkt 305 Euro an der Belsch.

Een Auto, deen 260 CO_2-Gramm pro Kilometer ausstéisst, bezilt haut eng Autosteier vun 126,25 Euro an an Zukunft eng vu 526 Euro; ee Klacks géint 1.020 Euro an der Belsch.

Där CO_2-Problematik, Här President, komme mer nëmme bäi, wa mer laangfristeg d'Plaz vum öffentlechen Transport an eisem Verkéierssystem stäerken. Mir wëlle bis an d'Joer 2020 eng Opdeelung vum Verkéier zu 75% op den Individualverkéier an zu 25% op den öffentlechen Transport erreechen. Ech hat den 12. Oktober 2005 heibanne gesot, datt mer der Meenung wieren, duerch d'Stad misst een Tram fueren. Mir sinn dësem Zil e gutt Stéck méi nogereckelt. Den Tram ass een Deel vun engem méi breede Mosaik, dee sech ënner anerem duerch Gares périphériques an à terme nei Zuchstrecke vu Lëtzebuerg op Beetebuerg an aus der Stad op Esch zesummesetzt. De Fonds du rail wäert déi néideg finanziell Mëttele fir dës Investitiounen zur Verfügung gestallt kréien.

Eng nei Wärmeschutzveruerdnung trëtt ufanks 2007 a Kraaft - ech annoncéieren hei hir Akraafttriedung fir déi drëtte Kéier, si trëtt elo ufanks 2007 a Kraaft. Si wäert ambitiéis Standardë fir den Energiekonsum an neie Gebaier setzen, Standarden, déi no un deene vun den Niddregenergiehaiser leie wäerten.

D'Fördermoossname fir erneierbar Energien, vun deene Privatpersoune kënne profitéieren, ginn iwwert den 31. Dezember 2007 eraus gefuerdert. Hei kënnt de Moossname fir eng méi héich Energieperformanz vun den Haiser a fir energetesch Sanéierung vun de bestoende Gebaier d'Haaptopmierksamkeet zou. Bis zu 30 Milliounen Euro si virgesi fir öffentlech Gebaier energetesch ze sanéieren.

(Interruption)

Jo, Här Frieden. 30 Milliounen Euro si virgesi fir öffentlech Gebaier energetesch ze sanéieren.

(Hilarité)

Eng Marketingsstrategie fir Niddregenergiehaiser gëtt ab 2007 vum Ëmweltminister lancéiert. Biomass an Holz wäerte méi wichteg Ener-

gieliwwerante wéi bis elo ginn. Et gëtt ee Réseau agesat, deen all concernéiert Acteuren zesummebréngt: privat Bëschbesëtzer, Gemengen, zoustänneg Verwaltungen, Ëmwelt, Landwirtschaft an esou virun an anerer. D'Biomass als Energieliwwerant wäert eng nei Akommesquell fir eis Landwirtschaft ginn. A speziell d'Gemenge sinn opgefuerdert bei neie Projeten d'Wärmeproduktioun duerch Holzhackschnitzel-Förderungsanlagen oder Holzpelletsanlagen ze garantéieren.

D'Aspeisung vu Biogas an en natierleche Gasréseau gëtt ënnersicht. Hei ass den Aspuerpotenzial grouss. Et musse méi Biocarburanten a méi Biodiesel op de Maart kommen. D'Regierung ënnerstëtzt all Effort an déi Richtung. Zu Lëtzebuerg ginn am Joer 2,7 Milliarde Liter Bensin an Diesel verbraucht. Et kann ee sech also virstellen, wat de Wee a Richtung Biocarburant a Biodiesel als enormen Aspuerungspotenzial mat sech bréngt.

Mir stellen, Här President, en zweeten nationalen Allocatiounsplang a Saachen Emissiounshandelsregelung fir industriell Betriber op. Dëse Plang gëtt der Kommissioun bis den 30. Juni vum lafende Joer zougestallt.

Fir datt déi, déi fir den Aktiounsplang fir Emissiounsreduktioun zoustänneg sinn, ënnerwee net vu Muskelschwund befall ginn, setzt d'Regierung eng „task force" an, déi d'Ëmsetzungsaarbechte suivéiere soll. Dës „task force" leet regelméisseg Ëmsetzungsbilane vir, déi dem Parlament selbstverständlech zougestallt ginn.

Et geet net duer, d'Absiicht ze hunn d'Emissioune vun CO_2 ze reduzéieren. Et muss dofir gesuergt ginn, datt se effektiv reduzéiert ginn, dat ass eis Obligatioun, dat ass eis Aufgab.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen hu schlecht Norichte vun der Wirtschafts- a Beschäftegungsfront eis erreecht. TDK, Villeroy & Boch, WSA, Monopol, anerer si Réckschléi fir eist Land. Si si virun allem en individuellen Drama fir betraffe Männer a Frae vun heiheem a vu ronderëm.

Sou schlëmm dës Virgäng och sinn, mir däerfen elo de Kapp net hänke loossen.

Et gëtt Échecen. Jo, selbstverständlech, et gëtt der ëmmer erëm. Mä mir hunn an de leschte Joren och munches fäerdeg bruecht, wat mer eis selwer net zougetraut haten a wat déi aner eis net zougetraut hätten.

An de 70er an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert, wéi mer eis zu Lëtzebuerg mat der Stolkris erëmgeklappt hunn, a wéi mer iwwerzeegt waren, wéi der vill dovun iwwerzeegt waren, Lëtzebuerg hätt seng beschten Zäiten hannert sech, do hu jonk Leit ouni Suen, mä awer mat Iddien, an de Kelleren an an de Garagë vun den amerikanesche Virstied d'Informatiounsrevolutioun agelaut. Microsoft, Apple, AOL, eBay an anerer sinn entstan.

Déi waren iwwerhaapt net fir eis geduecht. Mä si sinn elo hei. Well mir si se siche gaangen, wéi se sech no enger Ankerplaz an Europa ëmgekuckt hunn. An et war net einfach - ech ka mech och un d'Efforten vum deemolege Wirtschaftsminister, dem Kolleeg Henri Grethen, erënneren - fir se ze kréien. Et kascht grouss Efforten an der Zukunft, fir datt mer der méi kréien. Mä déi, déi mer méi kënne kréien, déi sinn ënnerwee. A vu datt mer kënnen, wa mer wëllen, kënne mer se och kréien. Mir wëllen an der Technoparad an der éischter Rei matdanzen.

Et ass am Technoberäich scho vill geschitt.

Déi grouss e-Playere sinn zu Lëtzebuerg ukomm a bedéngen Europa vun hei aus mat hire Produkter. Dee leschten an der Serie ass Digital River, dee weltwäit gréissten Informatiounsgrossist.

Wichteg Banken - ëmmer méi Banken - etabléieren hir Datenzentren zu Lëtzebuerg a maachen domat hir Presenz zu Lëtzebuerg generell méi sécher.

Am Medien- a Kommunikatiounsberäich schaffen haut scho vill Leit. Mir hätten der gäre méi a mir sinn zouversiichtlech, dass mer méi Aarbechtsplazen an deem Secteur schafe kënnen.

Fir all dës e-Betriber muss natierlech de Kader stëmmen an un deem Kader schaffe mer.

Mir hunn d'TVA-Sätz op den digitalen Televisiounsservicer op 3% ofgesenkt, den Telekommunikatiounspak huet d'Chamber Mëtt 2005 passéiert.

Mir hunn endlech de Plan sectoriel „Antennes" ëmgesat. Am Beräich vun der Breetbandkommunikatioun si mer vun der 16. op déi aachte Plaz an der Europaskala no vir gesprongen. An engem Joer. Mir kënnen, wa mer wëllen.

Am Mäerz hu mer eng nei UMTS-Lizenz ausgeschriwwen.

Mä elo musse mer eis intensiv mat der Fro vun der internationaler Connectivitéit, dat heescht mam Ubanne vu Lëtzebuerg un déi grouss Datenautobunnen an Europa beschäftegen.

A priori ass bei eis d'Ubannung un dat internationaalt Netz ganz gutt. Mä mëttelfristeg hu mer net genuch Capacitéiten. Si mussen also elo kuerzfristeg ausgebaut ginn, besonnesch och fir den Entreprisen, déi hei sinn oder déi nach komme wëllen, Sécherheetsprévisibilitéit ze offréieren. D'Infrastrukture vu Ponts et Chaussées a CFL mussen technologiezilorientéiert genotzt ginn.

Mir sinn am e-Beräich um gudde Wee. Och d'Finanzplaz huet eng Kéier ganz kleng ugefaangen. Wie weess nach, dass d'Deutsche Bank mat zwee Appartementer an engem Miethaus Mëtt vun de 60er Joren zu Lëtzebuerg ugefaangen huet. Et muss een ëmmer, wéi dat Beispill weist, kleng ufänken, wann ee wëllt grouss ginn. Am e-Secteur si mer schonn no e puer Joer net méi kleng. D'Kand entwéckelt sech. An dat ass gutt esou.

Här President, elo drénken ech eppes.

(Hilarité)

Nodeem ech gedronk hunn, soen ech och: Dir Dammen an Dir Hären.

D'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet ass eng kruzial Aufgab vu Stat a vu Gesellschaft. Si ass déi alleréischte Prioritéit vun der Politik. Si misst och d'Prioritéit vu jidderengem hei am Land sinn, voire ginn.

Déi Aarbechtsmaartpolitik, op déi mer eis an der Regierung an duerno an der Tripartite gëeenegt hunn, ass eng, déi d'Aarbechtslosegkeet verhënnere soll. Et ass eng, déi d'Leit, déi um Aarbechtsmaart ënnerwee sinn, aktivéieren a responsabiliséiere muss. Mir brauchen nees eng regelrecht Vollbeschäftegungsmentalitéit zu Lëtzebuerg, statt eis mat der Aarbechtslosegkeet ofzefannen a se passiv ze erdulden. Dofir muss d'Aarbechtsmaartpolitik preventiv an aktiv zugläich sinn.

Et geet fir d'éischt emol drëm, den Aarbechtsplazverloscht a sengem Risikoopbau fréi genuch - méi fréi wéi bis elo - ze erkennen.

Dofir muss all Betrib mat méi wéi 15 Beschäftegten dem Konjunkturcomité an Zukunft all wirtschaftlech bedéngten Entloossunge matdeelen. Esou kënne mer besser gesinn, datt an engem Betrib en Aarbechtsplazofbaurisiko amgaang ass Form unzehuelen.

Dofir gëtt elo no der drëtter Demande op Kuerzaarbecht, déi e Betrib areecht, e wirtschaftlechen a sozialen Audit duerchgefouert; net eréischt no der sechster Demande. Dësen Audit soll de Betrib wirtschaftlech op Häerz an Niere préiwen a sech mat senger sozialer Weiderentwécklung am Detail net nëmme vag an iwwerflächlech ofginn.

Wann e puer wirtschaftlech bedéngten Entloossungen an engem Betrib stattfonnt hunn, da kënnt et zur Opstellung vun engem sou genannte Beschäftegungserhalungsprogramm; den Här Biltgen nennt dat op Lëtzebuergesch Plan de maintien dans l'emploi.

(Hilarité)

Dëse Beschäftegungserhalungsprogramm soll Alternativen zu weideren Entloossungen opzeechnen. Esou e Plang kann zum Beispill virgesinn, de Salariéen, déi riskéieren an de Chômage ze kommen, direkt eng Formatioun en vue vun enger neier Aarbechtsplaz unzebidden, ouni datt se virdrun e puer Méint duerch de Chômage transitéiere mussen. De Stat bedeelegt sech selbstverständlech un de Käschte vun dëse Formatiounsprogrammer.

Fir d'Leit méi aarbechtsmaartsécher ze maachen, féiert d'Educatiounsministesch zesumme mat den Acteuren um Terrain hir Politik vu liewenslänglecher Ausbildung op engem méi héijen Niveau virun.

D'Aarbechtslosegkeet kann een och verhënneren, doduerch datt een d'Instrument vun der Préretraite-ajustement zum Asaz bréngt. Mä d'Préretraite däerf net déi Alibiléisung bleiwen, déi se an der Vergaangenheet ganz dacks war, eng Léisung fir déi optéiert gëtt, well keng aner gesicht ginn ass. Dofir geet de Préretraite-Wee an Zukunft nëmme méi am Kader vun engem Beschäftegungserhalungsplang op. Am Prinzip muss de Betrib net wéi haut tëschent 0 a 50%, mä mar tëschent 30 a 75% Finanzéierungsundeel un der Préretraite iwwerhuelen.

D'Neiastellung vu Leit, déi duerch eng Restrukturéierung hir Aarbecht verluer hunn, muss accéléréiert ginn. Fir se kënnen ze accéléréieren, kréien d'Betriber, déi Leit astellen, déi aus enger Entreprise mat Beschäftegungserhalungsplang kommen, genau déiselwecht Astellungshëllefe wéi déi, déi hinnen normalerweis zoukommen, wa se e Chômeur embauchéieren. Dat erlaabt e méi séiere Reklassement vun Entloossungsbedrohten an erspuert et dësen, fir d'éischt emol e puer Méint Bekanntschaft mam Arbeitsamt ze maachen.

Mir mussen, Dir Dammen an Dir Hären, d'Acteuren um Aarbechtsmaart frësch responsabiliséieren an d'Aarbechtsmaartpolitik nei aktivéieren. Dofir riichte mer en Appel - en Appel, deen dës Kéier dréngend ass - un d'Gewerkschaften an un d'Patronen endlech a verstäerkt hiren Obligatiounen nozekommen, déi se op Grond vun engem heibanne gestëmmtene PAN-Gesetz vun 1999 hunn. Dëst Gesetz zwéngt se bei de Kollektivvertragsverhandlungen net nëmmen iwwert de Loun an de Lounfortschrëtt am Betrib ze schwätzen, mä och a virun allem iwwert d'Beschäftegung am Betrib ze verhandelen. Si sollen dëser gesetzlecher Obligatioun endlech nokommen. Si sollen dat maachen, well se hunn dat an der Tripartite versprach. Ech hoffen, datt dat et dës Kéier keng eidel Versprieche waren, well 1999 waren et jiddefalls keng voll.

An deem Zesummenhang si mer frou iwwert d'Offer vun de Patronatsorganisatiounen, fir bis zu 1.000 nei Léierplazen an e puer honnert supplementar Plaze fir Insertiounsstagë fir déi Jonk a Réinsertiounsstagë fir eeler Aarbechtsloser zur Verfügung ze stellen.

Spéitstens sechs Méint no senger Aschreiwung um Arbeitsamt muss all Jonkem eng Aarbechtsplazmoossnam, e Stage oder eng Formatioun vun der ADEM ugebuede ginn; spéitstens no sechs Méint, am léifsten no dräi Méint. D'Jugendaarbechtslosegkeet bekämpft ee mat Aarbecht, et bekämpft een se mat Beschäftegung, et bekämpft een se net mat Indemnitéiten, fir näischt ze maachen.

Aarbecht fënnt een net nëmmen iwwert d'Arbeitsamt; et kann een se och selwer fannen. An Zukunft muss all Aarbechtslose beweise kënnen, datt hie sech selwer ëm eng Aarbechtsplaz beméit huet. D'kollektiv Solidaritéit däerf déi individuell Responsabilitéit net suppriméieren.

Am Prinzip gëtt an Zukunft d'Entschiedegungsperiod fir de Chômage proportional zur effektiver Dauer vum Beschäftegungsverhältnis ausgeriicht. Een, deen nëmme sechs Méint geschafft huet, soll keng Entschiedegung kréien, déi méi laang dauert. Mä een, dee laang geschafft huet, kritt selbstverständlech d'Aarbechtslosenentschiedegung no genau deene Regelen ausbezuelt wéi déi, déi haut zielen. Et ass lech opgefall, dass dës Regierung, contrairement zu alle Regierungen an allen Nopeschlänner, net d'Indemniséierung vun der Aarbechtslosenentschiedegung touchéiert huet.

Am Prinzip gëtt d'Erwuesseneléier erëm hirem initiale But zougefouert, dat heescht de Leit iwwer 25 Joer reservéiert. D'Modalitéite vun deem Neesanzéie vum gesonde Mënscheverstand an deem Beräich ginn am Comité permanent de l'Emploi diskutéiert.

D'ADEM an d'Interimsgesellschafte musse méi enk zesummeschaffen. D'Interimsgesellschafte wäerte vum Stat finanziell ënnerstëtzt ginn, wa se et fäerdeg bréngen, e Chômeur via Zäitaarbechtsvertrag definitiv an e Beschäftegungsverhältnis onbegrenzter Dauer ze bréngen.

D'Aarbechtslosegkeet, Här President, betrëfft dacks déi Jonk. Dofir kënnt der Schoulpolitik selbstverständlech eng enorm Bedeitung zou, mä d'Schoul kann net alles maachen.

Allgemeng geet een dovun aus, datt de Succès an der Schoul nëmmen zu engem Véierel vun der Schoul selwer ofhänkt. Déi aner Explikatiounsdeeler vum Succès an der Schoul leie bei den Elteren, de Schüler selwer an der Ëmwelt am breede Sënn vum Wuert. Dofir däerfe mer d'Schoul, d'Professeren an d'Schoulmeeschteren net fir alles responsabel maachen, wat schif leeft. Si maachen eng schwéier Aarbecht a si maachen dës Aarbecht mat vill Engagement an Dévouement, ouni duerfir déi richteg Unerkennung vun eiser Gesellschaft ze kréien. D'Gesellschaft tendéiert dozou, sech ze déresponsabiliséieren, andeems se d'Schoul iwwerresponsabiliséiert.

Mä dee Véierel, fir deen d'Schoul fir dee Succès-Trajet zoustänneg ass, dee muss d'Schoul optimal notzen. Dofir musse mer d'Missioun vun der Schoul a vun den Enseignanten redefinéieren. Fir dat ze maachen, brauch een net alles op d'Kopp ze werfen, mä d'Educatiounsministesch an d'Enseignantë mussen zesummen un der Schoul vun der Kompetenz schaffen.

Fir all Schoulniveau a fir all Schoulstuf, am Primaire esou gutt wéi am Secondaire, um Enn vun der obligatorescher Schoulzäit esou gutt wéi op deenen Zwëschenetappe muss e Sockel vu Kompetenze festgeluecht ginn, deen de Schüler maîtriséiere muss. D'Aarbechten un dësem Kompetenzsockel sinn amgaang, si gi mat den Enseignanten zesumme gemaach, Enseignanten, vun deene mer mengen, si hätten et méi einfach, wann an eise Schoulen den Equipëgeescht géif wuessen. Een Enseignant eleng, deen och dacks eleng muss eens ginn, kann net esou vill fäerdeg bréngе wéi eng Equipe vun Enseignanten, déi systematesch zesummeschafft, zesumme schwätzt, zesumme beréit an zesummen orientéiert.

Den Enseignanten hir Tâche soll nei geregelt ginn, net well mer op der Schoul an op Käschte vun der Schoul wëlle spueren - am Géigendeel, d'Schoul wäert an den nächste Jore vill méi deier ginn - oder well mer ënnert dem Applaus vum Publikum d'Enseignantë piesacke wëllen.

De Problem ass, datt d'Missioun vum Enseignant nei beschriwwe gi muss. De Problem ass, datt d'Schülerzuel konstant wiisst. Mir hunn haut 30.200 Sekundarschüler géint 16.200 am Joer 1970. An de Problem ass, datt mer net genuch Enseignanten hunn: 3.894 haut, 1.046 am Joer 1970. D'Schülerzuel ass ëm 87% ugewuess, déi vun den Enseignanten ëm 272%. D'Zuel vun den Enseignanten ass also méi séier gewuess wéi d'Zuel vun de Schüler, mä vun 1999 bis 2006 hätten 1.175 Professerplazen opgrond vum Numerus clausus kënne besat ginn; Numerus clausus an Départs en retraite. Et sinn awer effektiv nëmmen 935 Professere rekrutéiert ginn. 240 Plaze sinn net besat ginn, net well mer hätte wëlle spueren, mä well déi richteg Leit net zur Verfügung stoungen.

Ech sinn iwwerzeegt dovun, datt eis Enseignanten dës Problemer verstinn an datt se probéiere mat der Edukatiounsministesch, där hire Wëllen zum Kompromëss grouss ass, zu der Léisung vun dëse Problemer ze kommen. Mä sech einfach verweigeren, einfach oftauchen, dat geet net. D'Problemer si reell, da muss een optauchen, wann ee se wëllt léisen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am leschte Schouljoer hunn 1.984 Schüler d'Schoul ouni Ofschloss verlooss. Dat kann engem egal sinn. Mir ass dat net egal. 320 vun hinne maache bis haut strikt näischt. Si schaffen net. Si sinn a kenger Beschäftegungsmooss-nam. Si maachen eben näischt. Si sinn doheem, oder och net. A si si sech selwer iwwerlooss. Hinnen offréiere mer vum nächste Joer un ee fräiwëllegt Sozialjoer, well mer se wëlle beschäftegen. Well jiddfereen an eiser Gesellschaft gebraucht gëtt, an den Altersheimer, an de sozialen Institutiounen, iwwerall. D'Jugendministesch wäert lech hire Beschäftegungsplang fir déi beschäftegungslos Jugendlech deemnächst virstellen.

Et läit op der Hand, datt dem organiséierte Suivi vun deene jonke Beschäftegungslosen, déi solle beschäftegt ginn, eng primordial Bedeitung zoukënnt. Mä mer kënnen net tatenlos nokucken, wéi all Joer 300 Jonker an d'Welt entlooss ginn, ouni d'Welt ze fannen. All Joer 300 Jonker, déi keng Liewensorbit fannen: Dat sinn der 1.500 an enger Legislaturperiod; 1.500 a fënnef Joer. Wa mer näischt maachen, fir datt si hir Plaz fannen, da fanne mer se op Plazen erëm, déi se hir Plaz am Liewen ni fanne loosse wäerten. An dofir huet d'Jugendpolitik als éischt Aufgab, sech ëm dës Jonk ze bekëmmeren. An d'Jugendministesch wäert dat och maachen.

Här President, de leschten 12. Oktober hunn ech mech heibannen iwwert d'Fehlentwécklungen um Wunnengsmaart geiergert.

Obschonn d'Zuel vun de Baugenehmegunge vun 2.956 am Joer 2002 op 4.662 am Joer 2005 eropgaangen ass, obschonn d'Baupräisser an d'Loyeren - esou héieren ech - sech e bësse stabiliséiert hunn, besteet ëmmer nach Ulass zur Wunnengssuerg.

De Logementsplang, deen ech lech am Oktober ugekënnegt hat, deen ass fäerdeg. De Wunnengsbauminister wäert e geschwënn am Detail virstellen, well en enthält vill Detailer. Ech hu just Zäit, mech op seng grouss Zich ze konzentréieren.

Dee Programm vum Logementsminister a vun der Regierung, an deen d'Tripartite gekuckt huet ouni driwwer ze schwätzen, gesäit an éischter Linn ee regelrechte Wunnengsbaupakt tëscht Stat a Gemenge vir. Bei der Baulanderschléissung a bei der Wunnengsbaufuerderung hu Stat a Gemengen eng gemeinsam Verantwortung ze droen. Si mussen Hand an Hand, a Verstand a Verstand schaffen.

De Stat ass prett, all Gemengen eng substanziell finanziell Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen, déi sech duerch eng Konventioun mat him - dem Stat – engagéieren, Wunnengsbauentwécklungspläng opzestellen. Dës Wunnengsbauentwécklungspläng sollen et erméiglechen, hir Awunnerzuel innerhalb vun zéng Joer ëm méi wéi 15% wuessen ze loossen. Si sollen et erméiglechen, datt d'Gemengen d'Baulanderschléissung méiglechst séier a méiglechst präisgënschteg realiséiere kënnen. Mécht eng Gemeng mat am Kader vun esou engem Wunnengsbauentwécklungsplang, da kritt se 4.500 Euro Kapitalhëllef vum Stat fir all supplementaren Awunner iwwer eng Awunnererweiderung vun 1% eraus.

Déi Gemengen, deenen hir Entwécklung laut IVL - dee soll een net vergiessen, den IVL - prioritär ass an déi bereet sinn, gréisser zesummenhängend Arealer ze erschléissen a méi dicht bebauen ze loossen, déi kréien eng staatlech Bäihëllef, déi 50% méi héich läit wéi déi, déi ech elo just virdru beschriwwen hunn.

An all Lotissementer vu méi wéi engem Hektar sollen 10% vun der Surface fir d'Realisatioun vu präisgënschtege Wunnenge reservéiert ginn.

Stat a Gemenge musse méi effikass op d'Baulanderschléissung an d'Baulandpräisser awierke kënnen. Dofir brauche se méi eng staark „Maîtrise" vu Grond a Buedem a vu potenzielle Baulandzonen.

Stat a Gemenge musse gemeinsam méi aktiv um Immobiliëmaart ginn an d'Terrainen ënner Form vun engem Bail emphytéotique fir Wunnengsbauprojeten zur Verfügung stellen. De Stat ass bereet, de Gemenge 50% vun dem Uschafungskäschtepräis vun esou Terrainen ze bezuelen. De Bail emphytéotique, e Pachtvertrag vun 99 Joer, ass sécherlech dat wierksaamste Mëttel, fir d'Baupräisser substanziell no ënnen ze drécken. Dofir gëtt och d'Gesetz iwwert d'Emphytéose an den Droit de superficie vun 1824 iwwerschafft a logescherweis ugepasst.

D'Gemenge sollen des Weideren - an dat ass wichteg - ee Virkaafsrecht kréien, fir gréisser Terrainen opzekafen, déi an Entwécklungs- oder Baulandreservezone leien. Déi zäitlech begrenzte staatlech Virdeeler beim Verkaf vun Immobilië lafen den 31. Dezember 2007 of - esou wéi ech Iech dat hei am Oktober 2005 gesot hat - a ginn ersat duerch eng partiell oder total Steierexemptioun beim Verkaf vun Immobilien un d'Gemengen oder un de Stat.

Fir géint d'Baulandspekulatioun, fir géint d'Zréckbehale vu potenziellem Bauland virzegoen, hunn d'Gemengen zwar schonn zënter Joren ee legaalt Mëttel: Si kënnen e Baugebot op esou Terraine virschreiwen. Mä déi domat verbonnen Enteegnungsprozedur hält se awer dervun of, fir dat ze maachen.

Dofir ass elo nieft der Expropriatioun - déi iwwregens duerch eng Reformulatioun vum Artikel 16 vun eiser Verfassung dringend muss esou geännert ginn, dass mer erëm räsonnabel Delaien an deem Beräich kréien - als Alternativ eng spezial Tax virgesinn. Dës spezial Tax gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet, een iwwerdriwwent Zréckhale vu Bauterraine finanziell ze bestrofen.

Mä d'Gemengen däerfen awer och selwer net derzou bäidroen, d'Bauland onnéidegerweis ze verdeieren. Dofir gëtt den Artikel 34 vum Gesetz iwwert de kommunalen Aménagement erëm frësch op de Métier geholl.

De Fonds du Logement huet säi Bauprogramm fir de subventionnéierte Wunnengsbau verduebelt. Ech hoffen, mir hoffen, datt d'Gemengen an aner Promoteuren duerch dësen Aktiounsprogramm ugespornt ginn, fir och hire Beitrag zur Vergréisserung vun der Offer vu bezuelbarem Wunnraum ze leeschten.

Wann een iwwer Wunnengsbau referéiert, da muss ee sech och der Wichtegkeet an der Dringlechkeet vun der Reform vum Mietgesetz nei bewosst ginn. Dës Reform ass noutwendeg, fir dass mer méi Mietwunnenge kréien. Ausserdeem gëtt déi Reform de Gemengen d'Méiglechkeet, fir den zweckentfriemte Gebrauch vu Wunnhaiser ze bekämpfen, wat jo besonnesch ee Problem an der Haaptstad ass. All Gemeng ass derniewent fräi - esou gëtt dat gemaach - eng eventuell speziell Tax op eidele Wunnengen anzeféieren. Och dat ass op ville Plazen ee Problem.

Wa mer et fäerdeg bréngen, d'Offer u Bauterraine méi grouss, an domat d'Bauterraine méi bëlleg ze maachen, da wier ech frou. Wa mer nach eng Kéier scheiteren - Stat a Gemengen zesummen -, da weess ech menger Hänn kee Rot méi.

Datt d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi d'Bauen an d'Wunnen zu Paräis a wéi zu London weist, dass mer se net méi alleguer hunn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an de vergaangenen Deeg haaptsächlech zanter dem Ofschloss vun den Tripartites-Aarbechten ëmmer erëm héiere mussen - och aus dem Mond vun dësem oder deem, dee méi oder manner begeeschtert oder passiounslos ronderëm den Dësch vun der Tripartite souz -, mir hätten eis déi leschte Méint nëmmen ëm d'Staatsfinanze bekëmmert, an et wier der Regierung schliesslech och gelongen, gouf mat Bedauere derbäigesot, d'Finanzproblemer vum Stat ze léisen. Wësst Der, wann ee Finanzminister ass, oder Budgetsminister wier, da kann een dat mam allerbeschte Wëllen net als eng direkt Beleidegung emfannen, dass et eis gelong ass den Équiliber fir d'Statsfinanzen op eng previsibel a plausibel Aart a Weis fir 2009 kënnen an Aussiicht ze stellen.

An trotzdeem ergëtt déi reng finanzpolitesch Beschreiwung eng total onkomplett Würdegung vun den Aarbechten, déi mer an deene leschte Méint gemaach hunn. Well si ignoréiert bewosst oder onbewosst - am Regelfall bewosst -, wat hannert dësen Aarbechte stécht. Si gëtt, fir et mam Lenin ze soen - deen däerf ee jo hei vläicht nach zitéieren - „den Dingen hinter den Dingen" net gerecht.

Mir hunn den Androck ginn, nëmmen iwwert d'Statsfinanzen diskutéiert ze hunn, Okay. En fait hu mer awer iwwert de finanziellen Impakt vun der adequater Zukunftsvirbereedung geschwat.

Mir hunn iwwert dat geschwat, wat fir déi nächst Jore erëm wichteg ass. Fir déi al-nei an déi ganz nei Prioritéiten ze finanzéieren, brauche mer enorm finanziell Mëttelen, méi Mëttele wéi bis elo. Mir hu musse mat de Sozialpartner iwwert déi al-nei an déi ganz nei Prioritéite schwätzen. Si betreffe si direkt. Si gi si direkt un. Si betreffen eist Wirtschafts- a Sozialgefüge op eng eminent Aart a Weis. Dofir: Mer musse mat de Patronatsorganisatiounen a mat de Gewerkschaften iwwert déi Aspuerunge schwätzen, déi mer hikréie mussen, fir Margë fräizeleeën, déi mer brauchen, fir d'Prioritéiten - déi al-nei, an déi nei Prioritéiten - vun eiser Politik kënnen ze finanzéieren.

Wat wëlle mer dann, a wat brauche mer dann an deenen nächste Joren?

Fir d'staatlech Bedeelegung un de Kannergeld-, Pensiouns- a Krankekeese brauche mer am Joer 2009 mindestens 2,8 Milliarden Euro. Am Joer 2000 hu mer dofir 1,5 Milliarden Euro gebraucht. Dës Politik kascht also am Joer 2009 1,3 Milliarde méi wéi am Joer 2000.

Mir wëllen net op de Kanner, net op de Rentner, net op de Kranke spueren. Also musse mer déi Mehrausgaben, déi mer kréien a vun deene mer wëssen, dass mer se kréien, och finanzéiere kënnen. Jiddfereen an der Tripartite war mat där Prioritéit d'accord. Dont acte.

Mir wëllen a mir brauche modern Spideeler. Da musse mer vun elo u bis an d'Joer 2017 500 Milliounen Euro, iwwer 20 Milliarden al Lëtzebuerger Frang, zur Verfügung stellen, fir déi nei Projeten a fir déi al Projeten, déi amgaang sinn exekutéiert ze ginn.

Mir wëllen a mir brauchen Altersheimer. Oder wëlle mer keng? Oder brauche mer keng? Si kaschten eis an den nächsten dräi Joer 150 Milliounen!

Mir wëllen a mir brauchen eng méi konsequent Logementspolitik. Brauche mer keng? Wëlle mer keng? Mir mengen, mir bräichte se a mir misste se och wëllen. Si kascht bis an d'Joer 2009 ronn 300 Milliounen Euro méi.

Mir wëllen a mir brauche méi Sue fir d'Sécherheet vun de Leit hei zu Lëtzebuerg. Dat schléit an de Joren 2007, 2008 an 2009 mat 750 Milliounen Euro zu Buch. Wien der Meenung ass, mir bräichte manner Sécherheet, mir bräichte manner Sécherheetsefforten, dee soll dat hei soen. Jiddferee kann dat jo soen. Mir mengen, mir bräichten déi Investissementer, fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren.

Mir wëllen an deenen nächste Joren - an dat ass eng absolut Prioritéit vun der Regierungspolitik, souwuel heiheem wéi an Europa - méi Klimaschutz bedreiwen. Dat ass eis moralesch Aufgab. Dat ass eisen Engagement fir eng besser Welt. Dësen Engagement bedéngt en Investissement vu méi wéi 500 Milliounen Euro bis an d'Joer 2012. Wie géint dësen Engagement ass, wien dës moralesch Responsabilitéit net bei sech selwer spiert, dee soll dat soen. Ech hoffen, dass keen et wäert soen. Mä wann een et wëllt soen, da soll en et muer heibannen an där Debatt, déi mer hunn, soen.

Mir wëllen a mir brauche méi Accueilstrukturen a méi Crèchë fir eis Kanner. Mir mussen de Leit de Choix tëschent Beruff a Famill loossen. Mir imposéiere keng Liewensmodeller. Mir sinn net Meeschter iwwert d'Liewe vun eise Leit. A well mer keng Liewensmodeller wëllen imposéieren, well mer net Meeschter iwwert d'Liewe vun eise Leit sinn, well mer eis net ëm hiert Privatliewen an deem seng Artikulatioun wëlle bekëmmeren, musse mer och de Choix fir Beruff a fir Famill, de parallelle Choix fir Beruff a Famill zouloossen, favoriséieren a begleeden.

Mir hunn haut 8.000 Versuergungsplaze fir d'Kanner, mir brauchen der bis 2013 ronn 30.000, 10.000 méi vun elo u bis 2009. Den Accueil vun de Kanner ausserhalb vun de Schoulzäiten huet am Joer 2000 näischt kascht, guer näischt, net ee Frang. E kascht an de Joren 2007, 2008 an 2009 tëschent 150 an 180 Milliounen Euro, mat de Crèchen derbäi 230 bis 250 Milliounen Euro. Wëlle mer dat,…

Plusieurs voix.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- …d'Vereinbarkeet tëschent Beruff a Famill, oder wëlle mer dat net? Wa mer et net wëllen, mësche mer eis an d'Privatliewe vun de Leit an, a wa mer et finanzéieren, gi mer de Leit d'Souveränitéit iwwer hir Liewensgestaltung am integrale Mooss zréck, an duerfir wëlle mer dat an duerfir maache mer dat. A wann een dergéint ass, dass mer dat maachen, soll e muer de Mëtteg heihinner kommen a soen, e wier do dergéint. Da maache mer et net, wann en eng Majoritéit duerfir kritt. Mä ech mengen, mir hätten eng Majoritéit am Land, fir méi Vereinbarkeet vu Beruff a Famill erbäizeféieren.

Mir wëllen a mir brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, performant Schoulen. D'Zuel vun de Schüler, ech hunn et gesot, déi wiisst. Mir brauchen duerfir nei Schoulgebaier, méi Klassen, méi Professeren, méi didaktescht Material. Mir wëllen d'Schoul jo net futtispueren, mir brauche vill méi Sue wéi bis elo fir den Enseignement. D'Schoul huet am Joer 2000 550 Milliounen Euro kascht, si wäert an deenen nächste Joren tëschent 1.100 an 1.200 Milliounen Euro d'Joer kaschten.

Wien der Meenung ass, si soll manner kaschten, dee soll dat hei soen. Wien der Meenung ass, si géif esou vill kaschten, dee soll d'accord sinn, dass een dann op anere Plaze muss Aspuerunge maachen. Dat zielt fir d'Schoul a fir alleguer déi aner Politikberäicher, déi ech hei énoncéiert hunn. A wien der Meenung ass, d'Tâche vun den Enseignantë soll esou bleiwe wéi se ass, si soll net frësch definéiert ginn, dee soll dat muer hei soen.

Mir wëllen a mir brauchen, Dir Dammen an Dir Hären, en öffentlechen Transport, dee gutt funktionéiert. Seng Detailorganisatioun muss selbstverständlech iwwerpréift ginn, mä e kascht méi Suen. Eleng de Fonds du rail brauch iwwer 200 Milliounen Euro d'Joer an de kommende Joren, an de Persounentransport op d'mannst 250 Milliounen Euro d'Joer vum Joer 2008 un. Wien der Meenung ass, manner wier méi, dee soll dat hei soen. Wien der Meenung ass, manner wier just genuch, soll sech aktiv um Versuch bedeelegen, op anere Plazen an de Statsfinanzen déi Ekonomien erbäizeféieren, déi ee brauch, fir déi Politik hei kënnen ze bezuelen.

Mir wollten eng Uni hunn, Här President, well mer eng Uni gebraucht hunn. Déi Uni brauch ronn 200 Milliounen Euro an den nächste Joren. Wie mengt, mir géife mat manner auskommen, dee soll dat hei soen. Wie mengt, dat do wier dee Betrag, deen d'Universitéit brauch, dee soll sech un der Sich no Ekonomien op anere Plazen an de Statsfinanze bedeelegen.

Mir wëlle méi Recherche, hu mer gesot, ëmmer erëm gesot, well mer méi Recherche bräichten, hu mer och ëmmer erëm gesot. Wa mer se wëllen, méi Recherche, da brauche mer fir d'Fuerschung a fir d'Innovatioun an de Joren 2007, 2008 an 2009 ronn 500 Milliounen Euro méi. Mir brauchen dës 500 Milliounen Euro, fir dass mer op dësem Punkt, op dësem Thema vun der Plaz kommen. Am Joer 2000 hu mer just penibel 20 Milliounen Euro duerfir missen opbréngen. Wie mengt, d'Fuerschung géif mat manner auskommen, wie mengt, Innovatioun wier net esou wichteg, wien dat mengt, dee soll muer heihinner kommen an dee soll eis dat erklären.

Neen, Här President: Déi, déi soen, mir hätte just iwwert d'Vergaangenheet an iwwer Aspuerunge geschwat, déi ire sech, well se sech ire wëllen. Mir hunn iwwert d'Liewensplanung vun eisem Land an den nächste Jore geschwat. Iwwert dat hu mer geschwat, wat alternativlos muss sinn. A mir hunn iwwert d'Weeër geschwat, wéi mer eis öffentlech Finanze mussen ausriichten, fir méi Fuerschung, eng besser Schoul, eng méi durabel Ëmwelt, méi bëlleg Logementer, méi performant Transportweeër, eng besser Kannerpolitik, eng solidaresch Politik fir Al a Jonk ze garantéieren. Doriwwer hu mer geschwat, net nëmmen iwwer Aspuerungen, mä iwwert déi politesch Zilsetzungen hu mer eis ënnerhalen, haaptsächlech an der Regierung, méi an der Tripartite, wéi Eenzelner, déi an der Tripartite derbäi waren, no bausse wollten zouginn.

Ech hu gesot, Här President, déi Politiken, déi ech opgezielt hunn, déi géifen an d'Geld schloen. Mä d'Zukunft kritt een net fir näischt! Wann een d'Zukunft wëllt kréien, da kann een net alles direkt an net alles ouni Ofstrécher wëllen. Da muss een op anere Pläng Fouss bei Mol halen. Et sief dann, et wëllt een alles behalen, wat mer hunn, alles derbäi kréien, wat mer brauchen, Scholde maachen, Defiziter maachen, ouni un déi ze denken, déi no eis kommen an déi net wëllen an eise Scholden an an eisen Defiziter ënnergoen.

Déi Aspuerungen, déi mer gemaach hunn, ergi sech aus där Politik an aus deenen Zukunftsprioritéiten, déi ech beschriwwen hunn.

D'Indexmodulatioun, déi der Kompetitivitéit op d'Spréng soll hëllefen, schléit sech am Budget vum Zentralstat, deem vun der Chamber, deem vun der Regierung, mat enger Ekonomie vun 220 Milliounen Euro bis 2009 nidder.

Der CGFP hu mer eng Lounpaus fir d'Joren 2007 an 2008 proposéiert. Eng nei Erhéijung vum Punktwäert gëtt et net an de Joren 2007 an 2008. Eng Neterhéijung vum Punktwäert géif eis bis d'Joer 2009 80 Millioune méi iwwreg loossen, fir aner Politiken ze maachen. Ech sinn iwwerzeegt, total iwwerzeegt, dass eis Statsbeamten, déi responsabel a solidaresch sinn, sech keng Lounerhéijunge fir d'Joren 2007 an 2008 erwaarden.

Wann awer een, aus irrésistible Grënn, heibannen der Meenung ass, de Punktwäert misst an de Joren 2007 an 2008 massiv erhéicht ginn, da kënnt e muer heihin a seet eis dat, a seet eis, wat fir eng vun deene Prioritéite mer nëmme ganz oder deelweis kënne finanzéieren, déi ech lech elo grad hei genannt hunn. An dat, wat ech an dësem Zesummenhang soen, soen ech an dem Gesamtzesummenhang vun deem wat ech hei virdroen, wouraus resultéiert, dass mer selbstverständlech mat der CGFP och eng Diskussioun iwwer méi niddreg Ufanksgehälter an deenen nächste Méint wäerte misse féieren.

D'Investitiounen, ech hunn dat gesot, kierze mer par rapport zu eise Pläng bis zu 660 Milliounen Euro an deenen nächsten dräi Joer. D'Investitioune klamme virun, si klamme just manner héich, wann och méi wéi geplangt.

Duerch e méi luest Uklamme vun den Neiastellunge beim Stat an duerch substanziell Aspuerunge bei de staatleche Fonctionnementskäschte gewanne mer 125 Milliounen Euro bis an d'Joer 2009. D'Fonctionnementskäschte vum Stat belafe sech am Joer 2006 op 2,4% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Si gi bis op 2,1% am Joer 2009 ofgesenkt.

Eleng fir d'Rentekeese musse mer tëschent enger Milliard an 1,1 Milliard an nächster Zäit opbréngen. Ech war duerfir frou, dass d'Sozialpartner domat d'accord waren, Ausgabe vu ronn 70 Milliounen Euro am Joresduerchschnëtt op d'Pensiounskeesen aus dem Budget vum Zentralstat eraus ze iwwerdroen. Et ass evident, dass den eigentleche Statsbudget, de Budget vum Zentralstat, huet missen diesbezüglech transferméisseg entlaascht ginn.

De staatleche Beitrag fir d'Fleegeversécherung gëtt op 140 Milliounen Euro d'Joer stabiliséiert. Am Géigenzuch klëmmt d'Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung vun engem op 1,4%, dat vum nächsten 1. Januar 2007 un. D'Fleeg ass néideg - batter néideg -, mä si ass awer och deier - ganz deier. Dofir ginn d'Leeschtungen, d'Performancen an d'Profiler vun der Fleegeversécherung am nächste Joer kritesch vum Sozialminister iwwerpréift.

Egal wéi, jiddferee weess, datt eng Cotisatioun vun 1,4%, iwwert d'ganz Liewe bezuelt, dacks net am Entferntesten un d'Käschte vun der Fleeg erukënnt, déi een engesdags vläicht muss an Usproch huelen. Ee Fleegefall kascht - wann een dat esou ka soen - an der Moyenne 2.500 Euro de Mount, 30.000 Euro d'Joer. Dat soll och jidderee wëssen. 30.000 Euro d'Joer kascht ee Fleegefall an der Moyenne.

D'Cotisatioun fir d'Fleegeversécherung gëtt op dem gesamten Akommes erhuewen, net eleng um Loun, och op den Dividenden, op de Loyeren an op all aneren Einkunftsaarten. Si - dës Cotisatioun - kann net vun de Steieren ofgesat ginn. Dat heescht, dass deen, dee vill verdéngt, och netto muss méi bezuelen, an deen, dee brutto manner verdéngt, och netto wesentlech manner muss opbréngen.

e Mindestloun - dat hunn ech gesot - gëtt den 1. Januar 2007 ëm ronn 40 Euro erhéicht. 4,5 Euro vun deem Mindestlounplus gi bei engem Mindestlounbezéier an d'Fleegeversécherung. Et bleift him also eng real Lounerhéijung vu 36 Euro de Mount, 432 Euro d'Joer. Domat leeft hien net wäit, mä hie kritt méi 2007 wéi am Joer 2006. D'Fleegecotisatioun vum Mindestlounbezéier geet vun 11,40 Euro de Moment op 15,80 Euro de Mount, dat heescht 189 Euro d'Joer erop.

Ee wéi de Statsminister - vun deem ech periodesch liesen, e géif zu de Spëtzeverdénger hei am Land géieren, an deen theoretesch dee beschtbezuelte Statsbeamten ass - bezilt vum 1. Januar 2007 u ronn 200 Euro Fleegecotisatioun de Mount, 2.400 Euro d'Joer, géint 1.700 Euro d'Joer haut. Dat heescht 700 Euro méi wéi bis elo. Ee wéi de Statsminister bezilt zwielef an en halleft Joer an, ier hien e Betrag vun engem Joer Fleeg erbruecht huet. Ee Mindestlounbezéier bezilt a senger ganzer Carrière 7.500 Euro an. Dat heescht, däitlech manner wéi déi 30.000 Euro, déi am Duerchschnëtt ee Fleegejoer kascht.

Ech wëll domat soen, dass kee sech soll iwwert déi Augmentatioun vun de Cotisatioune vun engem op 1,4% allze vill an d'Broscht geheien. Et ass e sozial gerechte Finanzéierungssystem an et ass eng absolut Noutwendegkeet fir Leit, déi sech net anescht kënnen hëllefen, an dass mer déi méi solidaresch a méi däitlech wéi bis elo zesummen an der nationaler Solidaritéit cofinanzéieren, ass näischt, woufir ee sech brauch ze entschëllegen.

Fir d'Kannergeldkeess muss de Stat tëschent 2,3 an 2,8 Milliarden Euro an deenen nächsten dräi Joer bereetstellen, fir den Accueil vun de Kanner - ech hunn et gesot - tëscht 150 an 180 Milliounen Euro. Dofir désindexéiere mer d'Prestatioune vun der Kannergeldkeess a kënnen esou déi méi deier Politik, déi ech beschriwwen hunn, mat 100 Milliounen Euro - dat heescht, emol net ganz - géigefinanzéieren.

De Renten- a Pensiounsajustement gëtt net beieneen op den 1. Januar 2007 ausbezuelt, mä seng Tranchë ginn, wat den Ajustement ubelaangt, zu gläichen Deeler mat 1% den 1. Juli 2007 an den 1. Juli 2008 ausbezuelt. Doduerch dass mer dat maachen, doduerch dass mer den Ajustement net mateneen integral op den 1. Januar 2007 ausbezuelen, verbessert sech de Gesamtstatshaushalt a sengem Equiliber ëm ronn 50 Milliounen Euro, eleng am Joer 2007.

D'Solidaritéitssteier - dat ass wouer - klëmmt ëm 1%. Mä de Chômage war nach ni esou héich an d'Solidaritéitssteier war nach ni esou niddreg wéi am Joer 2006. Dofir hunn d'Gewerkschaften hir Erhéijung virgeschloen, well se wollten zu enger méi solidarescher finanzieller Begleedung vun dem Chômage zu Lëtzebuerg kommen. D'Regierung war domat d'accord. Firwat hätt si et net solle sinn?

Am Beräich vun der TVA kënnt et zu Upassunge bei de liberale Beruffer, deenen hir Prestatiounen an Zukunft wéi déi aner Aktivitéiten, déi der TVA ënnerleien, mat 15 statt mat wéi bis elo 12% besteiert ginn.

Mir brénge par ailleurs ee Gesetz an, wat déi juristesch Basis fir d'Kooperatioun tëscht der Steierverwaltung an der Enregistrementsverwaltung betreffend méi sécher mécht. Déi juristesch Basis brauche mer fir de Kampf géint d'Steierhannerzéiung méi konsequent kënne virzehuelen. Dat ass iwwregens kee verharmlosende Saz, deen ech soen, mä dat ass d'Absicht vun der Regierung, fir a Saache Steierhannerzéiung méi konsequent och um legale Plang an den nächste Jore virzegoen, wéi dat bis elo vläicht heiansdo de Fall war.

Ee Wuert nach, Dir Dammen an Dir Hären - well dat interesséiert heibanne jo ëmmer -, zu de Gemengefinanzen. D'Gemengebudgete gewannen duerch déi Gesamtoperatiounen, déi d'Regierung lech virschléit, supplementar Finanzéierungsmargen. Vu datt d'Akommessteiertabell net un d'Inflatioun ugepasst gëtt, kréie se méi en héijen Undeel un der Lounsteier. Vu datt den Index moduléiert gëtt, spuere se op hire Personalkreditter. Vu datt d'TVA fir déi liberal Beruffer an d'Autossteier méi Ertrag wäerten ofwerfen, kréie se méi Suen an hir Keess. Schliesslech si se mat 10% un der TVA-Recette a mat 20% un der Autossteier bedeelegt. Ech hat ee Moment dru geduecht, d'Erhéijung vun der Autossteier ganz dem Stat zouzeféieren, a wéi ech amgaang war drun ze denken, hunn ech erëm opgehalen ze denken a gesot, d'Gemenge behalen hir 20% Undeel un der Autossteier.

Dat heescht awer, dass eleng d'Indexmodulatioun, d'Neierunge bei der TVA an d'Reartikulatioun vun der Autossteier sech bei de Gemenge mat engem budgetäre Plus vun 43,5 Milliounen Euro - 1,8 Milliarde Lëtzebuerger Frang - an de Joren 2007, 2008 an 2009 niddersch loe wäerten. 14,5 Milliounen Euro d'Joer, 585 Milliarde Lëtzebuerger Frangen. Dat ass dat, wat duerch déi Propositiounen, déi d'Regierung mécht, d'Gemengen an deenen nächste Joren a pro Joer zur Verfügung hunn. Ech soen dat net, fir iergendeppes ze beweisen, mä just fir et gesot ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Chamber mat deene Moossnamen d'accord ass, déi d'Regierung lech, nodeems de Koordinatiounscomité vun der Tripartite säin Avis ofginn huet, deen ech lech d'lescht Woch zougestallt hunn, virschléit, da géifen eis öffentlech Finanze sech no engem zweejährege Konsolidéierungseffort, deen 2007 an 2008 muss erbruecht ginn, 2009 nees am Équiliber befannen. Fir dohinner ze kommen, schloe mer eng global Erspuernis vun 1,5 Milliarden Euro iwwer dräi Joer verdeelt am Budget vum Zentralstat vir.

Den Defizit vum Zentralstat, dat heescht, den Defizit vu Regierung a vu Parlament, reduzéiert sech vun 3,8% vum PIB am Joer 2006 op 1,7% vun eisem Bruttoinlandsprodukt am Joer 2009, dat heescht ëm ronn 2%.

Dofir mussen d'öffentlech Finanzen an de Joren 2007, 2008 an 2009 manner séier wuesse wéi dat nominaalt Wirtschaftswuesstem, an am Joer 2007 héchstens ëm 4%. Den Defizit vum Gesamtstat, vum Stat, vun der Sécurité sociale a vun de Gemengen, fält - an dat ass dee wichtegsten, well et deen eenzegen ass, dee maastrichtrelevant ass - ëm 1,9% am Joer 2005 op plus/minus 0% am Joer 2009, also och ëm 2% vum Bruttoinlandsprodukt.

Déi Aspuerungen, Här President, déi mer virschloen, sinn net agréabel a maachen d'Regierung selbstverständlech net beléift. D'Leit gi méi belaascht, dat soll een net verstoppen. Mä dës Aspuerungen, dëst Méi-lues-Trëppelen an den nächste Joren, muss ee gesinn am Liicht vun deene Reformen, vun deene Verbesserungen, déi a ville Beräicher vun der Politik kommen.

Am Résumé:

- Mir hunn eis politesch Prioritéite fir d'nächst Jore fixéiert a mir wëssen, wéi mer dës Prioritéite finanzéieren: méi Schoul, méi Famill, méi Klimaschutz, méi Fuerschung, méi Kompetitivitéit, méi öffentlechen Transport, méi Investissementer, méi bëlleg Wunnengen, bref méi Solidaritéit a méi Responsabilitéit. Et ass derwäert, dass mer dee Moderniséierungseffort zesumme versichen.

- Mir hunn d'Viraussetzunge geschaaft, fir am Joer 2009 eis Statsfinanzen nees an d'Gläichgewiicht ze kréien - keng kleng Affär leschten Enns!

- Mir prévenéieren de Chômage do, wou et geet, a mir responsabiliséieren an aktivéieren d'Partner vum Aarbechtsmaart an um Aarbechtsmaart, wou et néideg ass.

- A mir verbesseren d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft net nëmmen iwwert d'Indexmodulatioun, mä duerch deen Aktiouns- an Initiativensembel, deen ech lech duergestallt hunn.

Villes ass haut, Här President, méi kloer wéi nach viru sechs Méint.

Mä net all Froe konnten endgülteg gekläert ginn.

Iwwert d'Fro vun der Liewensaarbechtszäit an iwwerhaapt den Impakt vun dem Vieillissement vun der Bevölkerung op eis sozial Systemer wäert an deenen nächste Wochen, Méint a wahrscheinlech Joren diskutéiert an négociéiert ginn. Mä keen huet d'Recht déi demographesch Changementer an hir Konsequenzen ze ignoréieren.

Iwwert den eenheetlechen Arbeitnehmerstatut gëtt et e prinzipiellen Accord, en Accord vu Patronen a vu Gewerkschaften, en Accord fir an d'Richtung vum Ofschafe vun der Diskriminéierung tëschent Aarbechter a Beamten ze goen. Iwwert d'Weeër dohinner an iwwert d'Weeër, wéi een dohinner ka kommen, muss selbstverständlech nach mateneen an ënnerenee geschwat ginn, a jiddferee weess, dass dat keng einfach Weeër sinn.

Mä datt mer endlech, um Ufank vum 21. Jorhonnert, also vill ze vill spéit, d'Chance an der Hand hunn, mat där zweegedeelter Welt vun der Aarbecht Schluss ze maachen, mat där Diskriminéierung tëschent Aarbechter a Beamten opzehalen, dat ass eng strukturell Reform an e strukturellen Engagement vu Lëtzebuerg, wat mech éierlech gesot ganz frou mécht.

D'Tripartite, déi kann natierlech net alles maachen. Si soll och net alles maachen, si brauch jo och net alles ze maachen. D'Chamber, d'Parlament behält hir a seng ureege Verantwortung. Et ass heibannen, wou d'Regierung responsabel ass, net an der Tripartite. Mä wa se an der Tripartite gescheitert wier, da wier se selbstverständlech heibannen dofir responsabel gemaach ginn. Mä si ass, d'Regierung, der Chamber Rechenschaft schëlleg, kenger anerer Institutioun a kengem anere Gremium.

Zur moderner Form vun der Politikgestaltung gehéiert nun emol d'Consultatioun an d'Konzertatioun mat de Verantwortleche vu Wirtschaft a Salariat. Wie mengt, d'Politik géif just am argumentative Wiesselspill tëschent Regierung a Parlament gemaach ginn, dee liest keng Zeitungen an deen huet sech och net mat moderner Politikwëssenschaft och nëmme minimal beschäftegt.

Eenzelner hu gesot, vill hunn der gesot, mir hätten an der Tripartite ze vill Zäit verplempert. Ech wëll dozou Folgendes soen: Wann een aus Kompetitivitéits- a Budgetsgrënn den Index moduléiert, wann een d'Kannergeld an aner sozial Prestatiounen désindexéiert, wann een den Ajustement vu Renten a Pensioune retardéiert, wann een d'Beschäftegungspolitik moderniséiert, wann een d'Kompetitivitéit amélioréiert, da muss een, ier een am a mam Parlament schwätzt, mat de Sozialpartner schwätzen, déi fir d'Kompetitivitéit coresponsabel sinn, déi d'Budgete vun der Sécurité sociale cogéréieren an déi fir d'Lounpolitik an de Betriber zoustänneg sinn.

D'Tripartite, jo, si kann net alles, mä d'Politik ka wierklech och net eleng alles maachen a mir sollte bescheide genuch sinn, fir dat anzegestoen.

Wann ech den 12. Oktober vum leschte Joer oder de 15. Februar vun dësem Joer hei an d'Chamber komm wier, ouni Consultatioune mat de Sozialpartner, frisch, fröhlich, frei hei Indexmodulatiounen ugekënnegt hätt, d'Verschiebe vum Rentenajustement matgedeelt hätt, d'Désindexéierung vu Sozialprestatiounen annoncéiert hätt, d'Ofsenke vun Investitiounsdépensë matgedeelt hätt, da wier mer gesot ginn heibannen, virun allem heibannen, dat wier e graffe politesche Feeler gewiescht an et hätt ee fir d'éischt mat Gewerkschaften a mat de Patronatsorganisatiounen, déi direkt vun deene Moossname betraff sinn, misse schwätzen. Da sot mer elo net - an Dir sot dat jo och net -,...

(Hilarité)

...mir hätten Zäit verluer. Deen Zäitverloscht, wéi Eenzelner en nennen, huet eis et erlaabt, responsabel an zukunftsorientéiert Léisungen am Konsens auszeschaffen.

D'Chamber muss dee Konsens net deelen. Dat ass hiert gutt Recht an dat wier hiert gutt Recht, mä wie vu vireran op d'Verhandlunge mat de Sozialpartner an op d'Konsensintersektioune mat hinne verzicht, dee leeft d'Gefor am soziale Krich stiechen ze bleiwen. Mir wollten net stieche bleiwen, a scho guer net am soziale Krich. Mir wollte virukommen, mat de Sozialpartner, mä selbstverständlech och mam Parlament. An der moderner Demokratie ginn d'Meenung vun der Chamber an d'Meenung vun der Regierung zwar vir, mä si zielen net eleng. Jiddferee weess dat an däers soll sech dann och jiddfereen dauernd bewosst sinn.

Wann d'Politik eleng handelt, wann d'Politik radikal an ergo banal Léisunge proposéiert, wann d'Politik op radikal Léisungsvirschléi lauschtert –halbéiert de Budget vun der Kultur, setzt d'Entwécklungshëllef erof! -, wann d'Politik, andeem se dat mécht, sech esou iwwerdehnt, wann d'Politik ophält ze lauschteren, wat anerer soen, wann d'Politik bewosst op déi speziell lëtzebuergesch Aart a Weis verzicht Problemer unzegoen a Problemer ze léisen, wann d'Politik mengt, si bräicht keng Rücksicht op de Lëtzebuerger Sozialmodell ze huelen, dann ass dat eng Optioun, mä et ass net meng, an et wier eng falsch Optioun, wa se géif geholl ginn.

Ech hat lech am August 2004, Här President, bei der Virstellung vum Regierungsprogramm gesot, dës Regierung wier eng Regierung vun der Moderatioun. Dat ware keng eidel Wierder. Dat war en Deel, e Substanzdeel vun eisem Programm. Wie jo zur Regierungserklärung gesot huet, dee muss och jo soen zu der genereller Method, mat där de Regierungsprogramm am Detail ëmgesat gëtt.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun a soen him Merci derfir.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi fänke mer mat der Debatt iwwert d'Deklaratioun un. Ech si gefrot ginn, wéi den Timing virgesinn ass. Dat kann een de Moment net genee virausgesinn, mä mat deene Riedner, déi ageschriwwe sinn, ass et méiglech, dass mer gegebenenfalls muer den Owend, spéitstens en Donneschdeg de Moie fréi d'Debatt ofschléissen. Duerno, huet de Statsminister gesot, géif hien op d'Debatt dann äntwerten.

Voilà, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.08 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

1. Communications

2. Composition de la Chambre des Députés

3. Composition des commissions parlementaires

4. Rôle des affaires

5. 5569 - Débat sur l'état de la nation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5566** - Projet de règlement grand-ducal portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.04.2006

2. **5567** - Projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2005/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 concernant la reconnaissance mutuelle des brevets des gens de mer délivrés par les États membres et modifiant la directive 2001/25/CE, et modifiant le règlement grand-ducal du 16 novembre 2001 transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.04.2006

3. **5568** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe du référendum sur l'indépendance du Monténégro

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 28.04.2006

3) «Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sont tous les deux nécessaires, sont tous les deux différents et sont tous les deux uniques.»

«Pour que l'Europe réussisse, ils (Conseil de l'Europe et Union européenne) doivent viser un véritable partenariat aussi structuré que possible et organiser durablement leur complémentarité, ce qui exclut, ce qui devrait exclure les rivalités stupides et nocives. Ce partenariat se construira sur un socle européen de valeurs communes. Ces valeurs sont celles de l'Union européenne au même degré qu'elles sont les valeurs du Conseil de l'Europe.»

Voilà un des principaux messages du discours que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, a tenu devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 11 avril dernier pour présenter son rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne tout en soulignant l'importance d'une discussion annuelle des suites que les gouvernements et les instances parlementaires auront données au rapport.

En dehors de la présence du Premier Ministre, il convient de signaler celle du Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, ainsi que des membres respectivement effectif et suppléants, à savoir M. Charles Goerens, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur. Ces quatre membres ont assisté à la deuxième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 10 au 13 avril 2006, les deux autres membres, M. Norbert Haupert et Mme Lydie Err, s'étant excusés de leur absence.

Les principaux points à l'ordre du jour étaient les suivants:

- allocution de M. René van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire,

- élection de M. Giorgi Bokeria comme Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Géorgie,

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,

- intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe,

- la place de la langue dans l'enseignement scolaire,

- pauvreté et lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe,

- relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,

- discours de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg, sur son rapport concernant les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,

- discours de M. Calin Popescu-Tariceanu, Premier Ministre de la Roumanie qui assure la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

- discours de M. Wolfgang Schüssel, Chancelier fédéral d'Autriche et Président du Conseil de l'Union européenne,

- discours de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne,

- élection de M. Mark Villiger comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre du Liechtenstein,

- situation au Proche-Orient,

- réinsertion sociale des détenus,

- droits de l'homme des membres des forces armées,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Mihai-Razvan Ungureanu, Ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, Président du Comité des Ministres,

- discours de M. Vlado Buãkovski, Premier Ministre de l'«ex-République yougoslave de Macédoine»,

- combattre la résurgence de l'idéologie nazie,

- débat joint sur le suivi du troisième sommet: relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

a) Mémorandum d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

b) Le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, avec l'intervention de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, et celle de M. Elmar Brok, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen,

- réfugiés et personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

Deux discussions ont eu lieu selon la procédure d'urgence:

- halte à la traite des femmes à la veille de la Coupe du Monde de la FIFA,

- le Bélarus et les suites de l'élection présidentielle du 19 mars 2006.

Pour documenter les prestations de nos délégués aux séances de l'Assemblée, mentionnons

- l'intervention de M. Marcel Glesener en sa qualité de président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille au cours des débats sur la réinsertion sociale des détenus, la pauvreté et la lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe, et

- celle de M. Charles Goerens en tant qu'orateur du groupe «Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe» au sujet du point «combattre la résurgence de l'idéologie nazie», dont l'extrait suivant donne matière à réflexion:

«Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il importe avant tout de mettre en place des systèmes de préalerte et d'alerte. Au Rwanda, on savait. À Auschwitz, on savait. À Treblinka, on savait. (…) Cela est aussi un questionnement sur la condition humaine. Que font des hommes ordinaires dans une situation extraordinaire? Que chacun se pose la question! Serions nous des lâches, des gens qui ignorent et qui refoulent tout? Y aurait-il quelques courageux? Serions-nous des héros ou des salauds? - N'est pas Hannah Arendt qui veut?»

Au cours de la susdite deuxième partie de session six recommandations et six résolutions en rapport avec les points à l'ordre du jour ont été adoptées.

4) Par lettre du 25 avril 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 mars 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et l'Ukraine sur certains aspects des services aériens,

- résolution sur les délocalisations dans le contexte du développement régional,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les États fédérés de Micronésie concernant la pêche dans les États fédérés de Micronésie,

- Recommandation sur l'évaluation du mandat d'arrêt européen,

- résolution sur la protection sociale et l'inclusion sociale,

- résolution sur le document de stratégie pour l'élargissement 2005 de la Commission,

- résolution sur le résultat des négociations concernant le Conseil des droits de l'homme et sur la 62e session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies.

Par lettre du même jour il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 22 au 23 mars 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'Accord euroméditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) N°44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale,

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Danemark étendant au Danemark les dispositions du règlement (CE) N°1348/2000 du Conseil relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale,

- résolution sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne,

- résolution sur les défis démographiques et la solidarité entre générations.

2. Composition de la Chambre des Députés

Ech wëll dann nach eng Kommunikatioun maachen iwwert déi politesch Zesummesetzung vun der Chamber. Aus enger Korrespondenz vum Här Aly Jaerling a vum Här Gast Gibéryen geet ervir, datt den Här Jaerling vum 1. Mee un net méi zum Grupp ADR gehéiert a säi politescht Mandat als onofhängegen Deputéierte weiderféiert. Aus där Tatsaach ergëtt sech, datt déi Häre Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp a Robert Mehlen eng Sensibilité politique mat der Bezeechnung ADR bilden, woubäi de Sigel ADR fir Alternativ Demokratesch Reformpartei steet.

3. Composition des commissions parlementaires

Zousätzlech wär nach een Änneerungsvirschlag ze signaléieren, wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire ubelaangt. Den Här Aly Jaerling gëtt ersat duerch den Här Gast Gibéryen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Rôle des affaires

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz virgeschloen de Projet de loi 5503 iwwert d'Palliativmedezin an d'Stierfbegleedung vum Rôle ze sträichen, well en duerch en neie Projet ersat wäert ginn. Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

No der Deklaratioun vum Premierminister a Statsminister Jean-Claude Juncker fänke mer haut de Mëtteg d'Debatten iwwert d'Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun un. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen, Jaerling an d'Madame Flesch. Als éischte Riedner ass agedroen den honorablen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5. 5569 - Débat sur l'état de la nation

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet am Numm vun der Regierung gëschter eng gutt, an eisen Aen eng excellent Ried zum État vun der Natioun gehalen. En huet et fäerdeg bruecht, an 43 Säiten an an zwou Stonnen déi wesentlech Elementer vun der Lëtzebuerger Politik zesummenzefaassen, de Leit d'Zesummenhäng ze erklären, déi et noutwendeg maachen, fir eng gewësse Politik ze gestalten. En huet d'Zukunft beschriwwen an en huet d'Weeër beschriwwen, wéi dës Majoritéit déi nächst dräi Joer dee Wee wëllt goen.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech dès le début dem Statsminister dofir félicitéieren an em déi inconditionnel Ënnerstëtzung vun eiser Fraktioun op deem Wee, dee sech aus dëser Ried ergëtt, och ginn. Et ass och net ganz vill Kritik un der Ried komm. Op jiddfer Fall näischt, wat een an den Departement „fundamental Kritik“ kéint areien. Do ass deen een oder deen aneren Aspekt; et geet deem engen oder deem aneren net wäit genuch; et hätt ee méi wäit an d'Zukunft misse kucken. Jo.

Den Haaptkommentar an der geschriwwener Press de Moie war deen, wéi och an der geschwatener gëschter: En fin de compte huet de Statsminister näischt Neits gesot. En huet näischt Neits gesot, an dach, en huet op ville Plazen Neits gesot. En huet näischt Neits gesot, an dach huet een d'Impressioun, dass dat, wat e gesot huet, nach oft muss gesot ginn, well wann een deen een oder deen anere Communiqué, deen eis elo an deene leschte Stonnen op de Büro geflattert ass, wann een dee kuckt, huet een d'Impressioun, dass ee kann Dag fir Dag, Woch fir Woch, Mount fir Mount, d'Realitéiten, d'Wourechten, d'Zesummenhäng vun der Lëtzebuerger Politik op den Dësch leeën, an dass awer Leit net wëlle verstoen, a wat fir eng Richtung den Zuch geet.

Wann ech dem Statsminister seng Ried kéint an dräi Punkte résuméieren, wéi mir se gesinn, da wär

et ënnert de Stéchwierder „Solidaritéit“, „Responsabiliséierung“, a „Selektivitéit“:

- Solidaritéit, well wéi e roude Fuedem duerch déi ganz Ried gaangen ass, dass mat dëser Majoritéit kee sozialen Ofbau, kee soziale Kahlschlag wäert gemaach ginn, dass déi Mesuren, déi musse geholl ginn, fir eist Land frësch a flott fir d'Zukunft ze gestalten, esou ofgefiedert ginn, dass déi breet Schëllere méi droen, an déi méi schmuel Schëllere manner droe mussen.

- Responsabiliséierung, well een op x Plazen an der Ried dem Statsminister säin Opruff gespuert huet un all déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg täteg sinn, dass et noutwendeg ass, dass iwwert d'Politik eraus, iwwert déi 60 Leit, déi hei am Parlament sëtzen, dobausse kloer an däitlech verstane gëtt, dass et nëmme méiglech ass, dem Land eng Zukunft ze ginn, wann op alle Plazen - jiddfereen op senger Plaz - déi néideg Responsabilitéit virherrscht: ob dat vum Patronat, vun de Betriber ass, wann et drëm geet, d'Leit net an de Chômage ze geheien, wa se hinnen ze al erschéngen; ob dat vun de Leit selwer ass, wann et drëm geet, Mässegung ze tätegen an engem Moment, wou mer budgetär Équilibere brauchen, fir nei Politike kënnen ze gestalten; ob dat am Opruff u jiddfer Eenzelnen ass, egal op wat fir enger Plaz en ass, fir säint ze maachen, fir eis Gesellschaft virunzebréngen.

- An drëttens Selektivitéit, well e ganz kloer eng nei Ausriichtung vun der Finalitéit vun der Versuergungs- a vun de Betreiungsleeschtungen zu Lëtzebuerg annoncéiert huet. D'Zäit vun de linéairen Argumentatioune schéngt op jiddfer Fall an der nächster Zäit eriwwer ze sinn. Ëmschichtungen, déi virgeholl musse ginn, déi wäerte virgeholl ginn, mä net méi duerch elengegen Zouwuess, mä duerch de Fait, dass mer fir nei Politike Sue vun engem Domän an en aneren, oder innerhalb vun Domänen ëmschichte mussen.

Stéchwuert „Kannergeld“: Mer sinn d'accord als CSV mat där Mesure, fir d'Kannergeld ze begrenzen, fir et aus dem Index erauszehuelen. Net well mer der Meenung wären, dass een de Familljen net soll déi Suen zur Verfügung stellen, mä well mer zur Konklusioun komm sinn, dass an deenen nächste Joren d'Opriichte vu Kannerbetreiungsstrukture méi wichteg ass wéi dat rengt Ausbezuele vun Euroen, an dass mer déi zwou Saachen aus enger ganzer Rei vu Grënn net méi kënne maachen.

Dee ganze Pak, dee virgeschloe ginn ass, fir de Budget an den Équiliber ze setzen, gëtt elo vun deenen, déi sech et einfach maachen, ënnert dem Stéchwuert „Kafkraaftverloscht“ kommentéiert. Wéi wann et de permanenten Automatismus géif ginn, wéi wann et permanent esou wier, dass Saachen, déi eng Kéier décidéiert gi wieren, dass déi immuabel an Zukunft misste weider gedroe ginn, esou wéi wa mer de Leit op déi nächst fënnef, zéng, 15 Joer all Indexadaptatioun schonn am Fong versprach a mat an d'Wéi geluecht hätten.

Neen, dat wat ausgehandelt ginn ass an de leschte Wochen, dat wat ëmgesat soll ginn an deenen nächste Méint a Joren, ass fir eis dee richtege Wee; nämlech kucken, wéi déi Moyenen, déi mer hunn, lassgeléisst vun enger op déi eenzel Persoun axéiert individuell Betruechtung, nees zréck zu engem méi kollektive Gedankegang an enger Politikféierung, wéi mer d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land kënne maachen.

De Statsminister huet gëschter an eisen Aen eng realistesch Analys vun der wirtschaftlecher, sozialer a finanzieller Situatioun vun eisem Land gemaach. En huet näischt verschéinert, mä en huet och näischt méi schlecht duergestallt wéi et ass.

Et war, Dir Dammen an Dir Hären, a ganz villen Aspekter eng ganz optimistesch Ried, well e Potenzialer opgewisen huet, well e gewisen huet, wat fir eng Chancen dass dat Land hei huet, wa mer et fäerdeg bréngen, déi richteg Nischen ze fannen, wa mer et fäerdeg bréngen, déi richteg Politik ze maachen, fir nei Betriber, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen.

Et war eng Ried, déi d'Limiten opgewisen huet vum politeschen Handelen. Limiten, déi doranner bestinn, dass een en Equiliber am Budget brauch, fir d'Rumm ze hunn, fir kënne Politik ze maachen. Limiten, déi doranner bestinn, dass, wann een e klengt Land ass mat 450.000 Awunner, dass ee keen Hannerland huet, een also vill méi onflexibel ass, wann et drëm geet, méiglech Defiziter, déi sech accumuléiert hunn, nees ewechzekréien.

An et war eng Ried, déi op Risiken higewisen huet. Risiken, déi doduerch entstinn, wann Egoismen, wann d'stuert Festhalen un deem Erreechten der Suerg prédominéieren, fir d'Zukunftsgestaltung vum Land ze maachen.

Hien huet d'Zesummenhäng téschent deenen eenzelnen erkläert an hien huet an eisen Aen och ganz kloer an däitlech gemaach, dass d'Politik net eleng alles kann, mä dass d'Politik och zum Deel d'Spigelbild vun enger Gesellschaft ass an der Aart a Weis, wéi déi Gesellschaft sech beweegt.

E wichtegen Aspekt an der Ried vum Statsminister war an eisen Aen deen, dass hien d'Politik nees an hire Kader gesat huet. Hien ass wäit iwwert d'Beschléss vun der Tripartite erausgaang respektiv huet en déi Beschléss an dee Kader gesat, an deem d'Politik déi aner Aktiounsfelder, déi se wëllt betätegen, betätege kann. Dat war fir eis en extrem wichtege Moment och an der Ried, well domat kloer an däitlech ginn ass, dass d'Politik net vun der Tripartite gemaach gëtt.

D'Tripartite gëtt Ureegungen, d'Tripartite kann a soll eng Rei vun Themen diskutéieren, mä déi endgülteg Décisioun doriwwer, wéi Politik an Zukunft gemaach gëtt, bleift do, wou se higehéiert, nämlech an der Chamber, do wou déi gewielte Vertrieder vum Vollek ënnereneen an och iwwert déi Politik diskutéiere kënnen.

Hien huet Aktiounsfelder opgezeechent, hien huet d'Politik vun der Majoritéit festgeluecht, hien huet Prioritéite gesat fir déi nächst Joren, ob dat am Domän vun der Beschäftegung, vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten, vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, vum Logement, vum Transport, vun der Energie, Kyoto, Schoul, Ausbildung, Conciliatioun vu Famill a Beruff war, jee, et war e kompletten Ausbléck iwwert d'Politikgestaltung.

Et ass eng Ried, Här Statsminister, déi eis Fraktioun iwwerzeegt huet an déi och eis Zoustëmmung dofir fënnt.

Un der Regierung ass et elo, déi Politik do ëmzesetzen - eleng do, wou d'Kompetenz vun der Ëmsetzung hir ënnerläit, mat der Chamber zesummen; do, wou déi noutwendeg legislativ Rahmebedingunge geschaf musse ginn, fir déi Politik do kënnen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Ried vum Statsminister op eng aner Aart a Weis wéilt kommentéieren, da géif ech soen, dass ech dräi zäitlech Aspekter a senger Ried erëmfonnt hunn: de court Terme, de moyen Terme an de long Terme.

Dat, wat kuerzfristeg noutwendeg ass; dat, wat mëttelfristeg ustriefbar ass, an dat, wat laangfristeg an eiser Gesellschaft ännere muss, fir dass mer viru kënne kommen. An ech géif och elo gären an deenen doten dräi Kategorien de weidere Verlaf vu menger Analys gestalten:

Kuerzfristeg eng Betruechtung maache vun deem, wat d'Viraussetzung war, fir kënnen zu där Ried ze kommen, nämlech d'Gesondung vun de Statsfinanzen an d'Accorden an der Tripartite; mëttelfristeg eng Analys vun de Politikfelder, déi vun him ëmrass gi sinn; a laangfristeg eng Reflexioun herno iwwert d'Pensiouns- an d'Sécurité-sociale-s-Wiesen, d'Fro vum 700.000-Awunner-Stat, jee, déi méi iwwert d'Wahlen eraus sech gestaltend Betruechtung vun deem System, an deem mer liewen.

Kuerzfristeg gesinn, Dir Dammen an Dir Hären, deele mer de Constat, dee gemaach ginn ass, an dat wäert keen iwwerraschen, well eis Fraktioun am Hierscht vum leschte Joer, no der Ried vum Statsminister vum 12. Oktober an no der Representatioun vum Budgetsminister sengem Budget fir d'Joer 2006, eng Rei Saachen ugemahnt huet an och do zu der Gestaltung vum Denkprozess, mengen ech, ganz staark bäigedroen huet.

De Constat ass deen, dass Lëtzebuerg an der wirtschaftlecher Normalitéit sech erëmfënnt. Mir hunn en interessante Wirtschaftswuesstum, 3 bis 4%. Wann ech soen interessant, da well e méi héich ass wéi dat, wat mer an den Nopeschlänner kennen. Mir schafe weider an eisem Land nei Aarbechtsplazen, vill nei Aarbechtsplaze pro Joer. Mir kréien nei Aktivitéiten an eist Land eran. Och wa se vläicht net méi esou breet gestaffelt sinn an der Wirtschaft, esou sinn dach eng Rei vun Zukunftsaktivitéiten an deene leschte Joren op Lëtzebuerg komm.

Dat ass eng gesond Basis zesumme mat enger Ausgangspositioun vun eise Statsfinanzen, déi gekennzeechent ass duerch e relativ déiwen Niveau vun der Schold, vu Reserven, déi a gudden Zäiten ugeluecht si ginn, fir a manner gudden Zäite kënnen opgebraucht ze ginn.

De Bémol ass deen, dass dee Wirtschaftswuesstum ganz staark vun zwee Secteuren ofhänkt: Dat sinn d'Banken an d'Finanzplaz, an an där Finanzplaz haaptsächlech zwou Aktivitéiten, vun deenen eng extrem volatil ass, nämlech déi vun der Bourse. Dat hu mer jo schonn am Joer 2001/2002 gemierkt, an deen zweeten ass dee ganze Volet, dee mam Bensin a mam Tanktourismus ze dinn huet. Déi brénge ganz vill Suen an eis Keess, sinn awer ganz volatil, dofir am A ze behalen.

Mir hunn e manifeste Problem um Niveau vun der Inflatioun a mir hunn e manifeste Problem um Niveau vum Chômage, deen amgaangen ass, obscho mer dynamesch weider Aarbechtsplaze schafen, weiderzeklammen.

D'Budgetslogik vum Joer 2001 u war opgebaut op déi vun den 90er Joren, Enn den 90er Joren, wéi mer e Wirtschaftswuesstum vun 9 bis 10% kannt hunn, wou mer Augmentatiounen an de Recettë vum Statsbudget alt bis zu 12, 15% kannt hunn, wou mer all Joer 8.000 bis 10.000 Aarbechtsplaze geschaf hunn. Déi Logik, déi sech opgebaut huet aus enger wirtschaftlecher Realitéit, déi dat Duebelt ass vun deem, wat mer an normalen Zäite kennen, déi Logik, déi et erlaabt huet, 600 Milliounen Euro Reserven aus de Plus-valuen an d'Fongen ze transféréieren, net dem direkte Konsum ze iwwerdroen, mä domadder eng méi mëttel- a laangfristeg gesond Politik vun eise Statsfinanzen ze garantéieren.

Mir hunn am Joer 2001/2002 mat der deemoleger Majoritéit eng Steierreform gemaach, an engem Moment, wou mer scho gesinn hunn, dass d'Wirtschaftswuesstum géif erofgoen, an engem Moment, wou mer eis erhofft hunn, dass mer duerch eng Steierreform nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg géife kréien, dass mer duerch eng Steierreform de Konsum kéinten ukuerbelen, dass mer keen Abroch an deenen Domäner géife kréien.

Abee, wann een d'Situatioun haut kuckt, dat stellt ee fest, dass déi Logik déi richteg war, déi d'ailleurs kombinéiert war mat enger antizyklescher Politik fir net direkt, wéi de Wirtschaftsëmschwonk 2001/2002 komm ass, anzegräifen an alles ze reduzéieren, wat een da mat enger Austeritéitspolitik hätt kënne kennzeechnen, déi dee Wee net gaangen ass.

Ech erënneren drun, dass dee Wee en accord mat der Tripartite zustane komm ass. Et ass jo net esou, dass d'Tripartite vu viru 14 Deeg aus dem Näischt entstanen ass, mä déi huet an de Joren 2000, 2001, 2002 och getagt a war mat där doter Aart a Weis d'accord. D'ailleurs, wann ee kuckt, wéi vill Wertabschöpfung mer aus dem Statsbudget eraushuelen, wann ee gesäit, dass mer haut um Niveau vun de Recettë vum Statsbudget um exakt deemselwechten Niveau si par rapport zum PIB wéi mer dat am Joer 2000 waren, a wann ee gesäit, dass et um Niveau vun den Dépensen ass, wou mer vum Joer 2000 bis zum Joer 2005 eis Wertabschöpfung par rapport zum PIB ëm 8% gehéicht hunn, dann huet ee relativ séier gesinn, wou d'Problematik vun eisen öffentleche Finanze wier.

Mir mussen als Lëtzebuerger Land - an dat ass e feste Bestanddeel vun eiser Politik - Uecht dofir droen, dass mer net an d'Verschëldungsspiral kommen. Mir sinn e klengt Land, wat keng Méiglechkeeten huet ze reagéieren.

Wa mer gesinn, wat fir eng Politiken haut an eisen Nopeschlänner bedriwwe musse ginn, well zum Deel an deem richtege Moment net déi richteg Politik gemaach ginn ass, well net mat där noutwendeger Dynamik a mat där noutwendeger Konstanz och Reformvirschléi duerchgeholl si ginn an Zäiten, wou een et hätt nach kënne maachen, a wann ee gesäit, wéi vill méi grouss déi Länner sinn, a wat fir eng Méiglechkeete se am Prinzip selwer hunn, fir nees op d'Féiss ze kommen, wier all Dérapage hei zu Lëtzebuerg katastrophal.

Wann ee weess, datt se an der Belsch vum Joer 1990 bis zum Joer 2005 péniblement, an andeem déi zweet Generatioun hannereneen dofir blutt, vun 127% Schold par rapport zum PIB elo op 91-92% komm sinn; wann ee weess, dass an der Belsch 25% vum ordinäre Budget zréckgeet an d'Tilgung vun de Scholden, déi an där Generatioun virdru gemaach gi sinn, da gesäit een, wéi schwéier et ass - och fir e Land wat zéngmol méi grouss ass wéi eist - fir e Land, wat eng Kéier an där doter Spiral dran ass, fir sech nees aus där Spiral erauszebeweegen.

Wa mer also Kompetitivitéit wëlle schafen, wa mer d'Beschäftegungspolitik wëllen erhalen, wa mer Sozialpolitik wëlle maachen, dann ass d'Viraussetzung déi, dass eise Budget am Equiliber ass. Dat nennt een an eisen Aen net Ofbau, dat ass Ëmbau, dat ass Sécherstellen, dass mer an engem sozialverträgleche Modell déi Potenzialitéite behalen, fir an d'Zukunft ze investéieren. Heiansdo ass manner méi, wann een et an de mëttelfristegen an an de laangfristege Kontext stellt.

Dësen Equiliber ass noutwendeg, fir kënnen eng Rei vu Politiken ze maachen, an et ass och dowéinst, datt mer domat d'accord waren, wéi de Staatsminister den 12. Oktober d'lescht Joer ugekënnegt huet, dass en am Kader vun der Tripartite iwwert déi dote Froe wéilt diskutéieren: Kompetitivitéit, Aarbechtsmaartpolitik an öffentlech Finanzen. D'ailleurs hu mer deemools kaum een héieren, deen der Meenung war, dass een net an déi Richtung soll goen. Wann ee sech an d'Spill beweegt, da muss een och mam Spill liewen. An ech mengen, dass dat, wat erauskomm ass aus der Tripartite, eng Rei vu positiven, eng Rei vu manner positiven Elementer huet, mä dass een, wann een dat Element en tant que tel spillt, och muss acceptéieren, dass et vläicht längst net déi strukturell Reforme méiglech mécht oder den Aval dozou gëtt, déi ee gären hätt.

Wann een an engem Kompromëss wëll ofschléissen, wann een de Sozialausgläich wëll behalen, wann een net an eng Zäit vu Streike wëll eragoen, an et sëtzt een zu dräi Partner zesummen, déi ganz ënnerschiddlech Opfaassungen hunn, déi ganz ënnerschiddlech Intérêten hunn, an déi souguer an hirem Intérieur ganz verschidden Opfaassungen an Intérêten zum Deel verteidegen, dann ass et kloer, dass dat, wat erauskënnt, net zu honnert Prozent jidderengem senger Meenung kann entspriechen.

An dach si mer der Meenung, dass, wat d'Statsfinanzen ubelaangt - op jidde Fall déi mëttelfristeg Gesundung vun de Statsfinanzen, dat heescht, dat, wat den Objet war, nämlech bis 2009 zum Equiliber vum Budget ze kommen - , dat ganz remarquabel ass, wat an der Tripartite erauskomm ass, an domat och duerch de Mond vum Statsminister gëschter der Chamber presentéiert ginn ass.

t ass en Accord erauskomm - dat soll een net ënnerschätzen, et ass aneschters wéi 1982 an 1983 -, den Handlungsbedarf ass akzeptéiert ginn, et ass vun de Sozialpartner unerkannt ginn, dass mer um Niveau vun der Indexatioun, haaptsächlech um Niveau vun der Inflatioun d'Brems mussen ageheien, wa mer d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft wëlle behalen.

Et ass also eppes geschitt, wat een am Hierscht vum leschte Joer nach am Fong net hätt kënnen erwaarden, nämlech dass den Handlungsbedarf, deen doranner besteet, fir de Budget an den Equiliber ze kréien, vun de Sozialpartner unerkannt ginn ass, wat bis zu der leschter Ronn vun der Tripartite en fin de compte net de Fall war, a wat haut - ech kommen alt nees op dat zréck, wat een esou op säi Pult geluecht kritt - och vun deenen engen oder vun deenen anere vläicht schonn net méi gradesou gesi gëtt, wann et elo ëm den Detail vun deenen eenzelne Moossname geet, déi sech aus der Tripartite erginn.

Et ass fir eis Fraktioun wesentlech en Engagement geholl ginn an der Tripartite zu engem mëttelfristegen Equiliber. E Wuesstem vun de Statsausgabe vu 4% fir d'Joer 2007, duerno fir d'Joren 2008 an 2009 e Wuesstem vun de Statsausgaben, deen däitlech ënnert dem Wuesstem vun der Wirtschaft sech ergëtt, ass d'Viraussetzung fir de Budget kënnen an den Equiliber ze bréngen, d'Viraussetzung also, dass d'Regierung déi Engagementer, déi se zu Bréissel geholl huet am Kader vun de Maastricht-Kritären, och kann erfëllen.

Et ass kee Sozialofbau gemaach ginn, et ass wuel déi eng oder déi aner Propositioun komm, fir Steiererhéijungen ze huelen, mä wann ee kuckt, wéi déi Erhéijunge gestaffelt sinn, wéi se organiséiert sinn, fanne se och den Accord vun eiser Fraktioun. D'Solidaritéitsstéier erhéijen, wann et drëm geet de Chômage ze bekämpfen, an am selwechte Moment och annoncéieren, dass een d'Mechanismen, déi dat Ganzt regéieren, iwwerpréift, fir ze kucken, fir se performant ze maachen, ass eppes, wat den Accord vun eiser Fraktioun absolut fënnt.

D'Fleegeversécherungskontributioun an d'Luucht setzen an engem Moment, wou mer wëssen, dass ëmmer méi Leit al ginn an dass jidderee kann an de Fall kommen, wou e vun der Fleegeversécherung

profitéiere muss, ass e Beitrag zur Altersversécherung vun eise Leit an ass fir eis absolut akzeptabel, d'autant plus wéi de Statsminister gëschter annoncéiert huet, dass och um Niveau vun der Fleegeversécherung muss gekuckt ginn, wéi se do steet par rapport zu deem, wat initial geduecht ginn ass; an och do wäerten déi Korrekture geholl ginn, déi noutwendeg sinn, wa sech dann erweist, dass et noutwendeg ass.

Et ass also e Pak, dee sech weise léisst, an et ass, Dir Dammen an Dir Hären, e Pak dee substanziell ass. Ech muss soen, dass ech net verstinn, déi dach muskléiert Aussoen, déi ech elo héieren hunn, notamment vun der Patronatssäit, déi e bëssen esou mécht ewéi wann mat deem Pak hei näischt geschitt wier. Dat mag, soulaang een de Pak net gesinn huet, sou laang een d'Dokumentatioun net hat, soulaang een net alleguerten d'Elementer huet, an enger éischter Etapp vläicht kënnen den Uschäin hunn, mä wann ee gesäit, dass dat, wat an der Tripartite der Chamber proposéiert gëtt, insgesamt e Volume vun 1.500 Milliounen Euro fir dräi Joer ausmécht, dass mer 700 Milliounen de Leit als Effort ofverlaangen, net als Effort, andeem mer de Leit eppes ewechhuelen, mä als Effort, andeem mer verschidde Saachen, déi se no der jëtzeger Legislatioun sech an deenen nächste Jore vläicht hätte kënnen erwaarden, net ausdeelen, fir se an nei Politiken ze gestalten, plus deen Effort, deen um Niveau vun der Recettësäit gemaach gëtt, kombinéiert mam Kyoto-Effekt, mat der Noutwendegkeet also, fir an der Ëmweltpolitik aner Weeër ze goen, menge mir schonn, dass dat esou ausgefall ass, wéi et muss ausfalen. Mä fir ze soen, dass et keen Effort wär, dass et e Klacks wär, mat där Analys si mer net d'accord.

Et sinn an der Tripartite selwer nach eng Rei vu Pisten opgestouss ginn, déi an deenen nächste Joren nach wäerte fir munnech Diskussioun suergen. De Statut unique, deen ass an eisen Aen e gudde Prinzip a mer wäerten deen och total ënnerstëtzen. An an der Richtung zu engem richtege Statut unique wäert Der gesinn, datt, wa mer am Detail wäerten driwwer diskutéieren, dass déi Solidaritéit, déi noutwendeg ass fir zum Statut unique ze kommen, nämlech zu Rééquilibragen ze kommen um Niveau vu gewëssene Wirtschaftsaktivitiéiten a vun der Kontributioun och notamment vu gewëssene Secteure par rapport zu anere Secteuren, vill méi schwiereg wäert ginn, wéi mer eis dat haut nach kënne virstellen.

Dat erënnert mech e bëssen un d'Diskussioun iwwert d'Gesundung vun de Gemengefinanzen, wou jiddereen, soulaang et am Generelle bleift, fir ze soen, mir mussen dat an den Equiliber bréngen, d'accord ass, a soubal et dann an den Detail geet, dann awer alles muss bleiwen, wéi et ass, well keen iergendwou en Euro par rapport zu engem aneren däerf verléieren.

Mir hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass sech d'Patronat - dat heescht de Mëttelstand - engagéiert huet - fir et emol esou ze soen -, fir 1.000 Léierplazen ze schafen.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, och e wesentleche Beitrag, dee komm ass am Kader vun dëser Tripartite. Allerdéngs muss een och verstoen an och gesinn, dass do am Handwierk e gewëssene Malaise besteet, wann ee mat de Patronen diskutéiert, deen doranner erëmzefannen ass, dass mer an enger Situatioun sinn, an héchstwahrscheinlech och ouni verschidden Ajustementer an där Situatioun wäerte bleiwen, dass haut ganz vill Léierplazen ausgeschriwwe ginn, besat ginn, d'Betriber sech ganz vill Méi maachen, fir d'Formatioun vun deene Jonken ze maachen a bei der éischter Geleeënheet déi Jonk da probéieren an en anere Secteur - fir en net ze nennen: de Statssecteur - ofzewanderen.

A wann Der e klenge Betrib hutt an Dir hutt nëmmen zéng oder 15 Leit, Dir hutt 20 Leit, an Dir hutt dat dräimol gemaach, dann ass d'Probabilitéit an de Wëllen, fir dat nach eng véierte Kéier ze maachen, relativ kleng. Dann däerf een déi Leit och net ze vill verdamen, wa se déi véierte Kéier soen: Dann huele mer léiwer een aus dem Grenzgebitt, well do hu mer wéinstens d'Garantie, dass, wa mer en ausgebilt hunn, hien och bei eis bleift an dass hien net direkt fortleeft.

Och wat d'Augmentatioun vum Mindestloun ubelaangt, ass eis Fraktioun domadder d'accord, mä et muss eng Augmentatioun vum Mindestloun bleiwen. Wa sech erausstellt, dass d'Augmentatioun vum Mindestloun en fin de compte eng weider Indextranche ass, nämlech doduerch dass an de Betriber probéiert gëtt, d'Augmentatioun vum Mindestloun zu enger sech iwwert déi ganz Gehälterskala droender Augmentatioun vun 2% vum Gehalt ze maachen, dann ass déi Augmentatioun vum Mindestloun net méi dofir, firwat se geduecht ass.

A wann Der an enger Rei vu Secteuren och mat de Betriber schwätzt, dann ass déi Resistenz oder déi Réticenz, déi ee ganz oft héiert, net déi, dass gesot gëtt, mir hunn eppes dergéint, dass de Mindestloun an d'Luucht gesat gëtt, mä d'Problematik doranner besteet, dass duerno probéiert gëtt, déi Augmentatioun vum Mindestloun zu enger total sech duerchschloender linearer Augmentatioun vun de Paien ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an enger zweeter Partie, déi awer méi kuerz gëtt - well et net méiglech ass, all déi Felder, déi de Statsminister a senger Ried ugeschwat huet, voll ëmfänglech ze behandelen -, wollt ech op e puer Aspekter agoen, déi hien am Kader vun der politescher Prioriséierung vun den Aarbechte vun der Majoritéit erausgestallt huet.

Eis Fraktioun ënnerstëtzt de Wëlle vun der Regierung, fir mat där héijer Investissementspolitik weiderzefueren. Mir hunn déi héchst Investitiounsquot an der Eurozon. Mir sinn zefridden, dass se net zréckgefouert gëtt.

D'Duerstellung, wéi se gëschter hei koum, ass an deem Sënn e bëssen ierféierend, dass ee mengt, am Nominal géif den Investissementsvolume zréckgedréint ginn. Dat ass no enger méi genauer Betrachtung vun der Ried vum Statsminister net richteg, well mer am Joer 2006 ronn 220 Milliounen Euro méi Investissementer tätege vun öffentlecher Hand, am Joer 2007 geet dat wuel ëm 50 Milliounen dann erof, fir am Joer 2008 nees ëm 120 Milliounen an d'Luucht ze goen an am Joer 2009 op deemselwechten Niveau sech virunzeschreiwen.

Wann een also iwwert déi ganz Period kuckt an et multiplizéiert een also déi 220 Millioune mol véier Joer, minus déi 50 Millioune mol dräi Joer, plus déi 120 Millioune mol zwee Joer, da kënnt een insgesamt op en Investitiounsvolume vun elo bis Enn 2009, deen ëm eng Milliard méi héich läit wéi dat an där Period virdrun de Fall war.

Ech wollt dat gesot hunn, well och do ganz oft Abroch a Konsolidatioun matenee vermëscht ginn. De Fait, dass een am Nominal net weidergeet, heescht jo net, dass een erofgeet. Et heescht, dass een net nach weider an deem Domän wëllt dropleeën an dass een déi Sue wëllt huelen, fir an anere Beräicher vun der Wirtschaft täteg ze ginn.

Mir ënnerstëtzen deen Effort, dee gemaach gi soll um Niveau vun der Forschung an der Innovatioun. Forschung, Innovatioun, Héichschoul, Universitéit, E-Commerce - Viraussetzunge fir also an déi nei Welt ze kommen -, dat si wesentlech Erausfuerderungen, där sech dës Regierung an deenen nächsten dräi Joer muss stellen, wa mer an d'Wëssensgesellschaft, wa mer a Lissabon wëlle kommen.

E Sujet, wou een effektiv en Déjà-vu gëschter hat, dat war, wéi de Statsminister iwwert d'administrativ Belaaschtung vun de Betriber geschwat huet. Mä déi administrativ Belaaschtung, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat en fin de compte net de Widderspigel vun eiser Gesellschaft?

Wou ass an deene leschte Woche vu méi Plazen annoncéiert ginn, datt se géife geschaf ginn, wéi grad just bei de Réviseuren? Bei deene Gesellschaften also, déi kontrolléieren, wat aner Gesellschafte maachen. Si mer net an engem System - an der Politik, an der Wirtschaft, iwwerall -, wou ëmmer méi probéiert gëtt, alles ze kontrolléieren, nach eng Kéier ze kontrolléieren, duerch eng zweet Hand ginn ze loossen, duerch eng drëtt Hand ginn ze loossen, ganz oft aus der Angscht, dass ee jo kéint de Reproche gemaach kréien, datt wann een eppes mécht, dass een et da falsch mécht?

Wat ass 1997 no där sou genannter Diskussioun iwwert d'Dysfonctionnementer zu Lëtzebuerg geschitt? Ma soss näischt, wéi dass mer op enger ganzer Rei Plazen nach eng Kéier en zweeten, en drëtten, e véierten Degré vu Contrôle ageschalt hunn, fir dat nach eng Kéier ze kontrolléieren, wat virdru schonn eng Kéier ee kontrolléiert huet, aus der Angscht deen Éischten, deen et kontrolléiert, wann deen eng Kéier seng Aarbecht net géif maachen, da géif deen, deen et décidéiert hätt, da responsabel gemaach ginn.

Et ass also vläicht en Déjà-vu, mä et ass awer och eng Fro, déi sech wäit iwwert d'Politik eraus stellt. Dee geckege Frenetismus, fir alles ze encadréieren, fir alles wëllen ze réglëieren, och hei an der Chamber, och an der Regierung, alleguerten déi Pressekonferenzen, déi dohinner schalten, fir ze soen: Wat hate mer vill Sitzungen a wat hu mer villes op Pabeier bruecht, versus d'Noutwendegkeet vun der Wirtschaft, fir manner Leit op deenen dote Posten ze gebrauchen, fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, wat ee vun eise wesentlechen Elementer an der Vergaangenheet war, erëmzekréien.

Mir begréissen, Här President, ausdrécklech dat, wat de Statsminister zum Volet Energiepolitik, zum Volet Kyoto, zum Volet laangfristeg Politik gesot huet, wann et drëm geet, fir de Klimawandel ze ëmgoen. Mir sinn als Lëtzebuerger Land vläicht nëmmen eng kleng Drëps op engem ganz décke waarme Steen, mä mir hunn d'Responsabilitéit,...

(Interruption)

...fir un déi nächst Generatioun ze denken. De Mëtteg war nach um Radio eng Emissioun, wou kloer an däitlech gemaach ginn ass, dass d'Äerd amgaangen ass sech ze erwäermen, dass mer bis zum Joer 2050 wäerten e Klimawandel duerchmaachen an dass et noutwendeg ass, och bei eis a besonnesch bei eis, fir dofir ze suergen, dass dat vermindert gëtt.

Kyoto setzt eis virun eis Responsabilitéit, mä Kyoto kascht eppes, an dat ass jo dat, wat d'Leit interesséiert. Dofir war jo och elo schonn de Bistrot Trottoir Doku dee freet: „Sidd Der dofir oder sidd Der dergéint, dass d'Autostax an d'Luucht gesat gëtt?". Hätt d'Froestellung net kënnen déi sinn, fir ze soen: „Sidd Der domadder d'accord dass d'Autostax an d'Luucht gesat gëtt, well mer als Lëtzebuerger Land e Bäitrag zum Vehënnere vum Klimawandel wëlle bäidroen?" Wann d'Fro esou gestallt gëtt, gëtt et vläicht eng aner Äntwert, wéi wann een d'Fro stellt: „Sidd Der dergéint oder sidd Der dofir, dass d'Autostax an d'Luucht gesat gëtt?"

Esou ass et ebe ganz oft. D'Äntwert op eng Fro hänkt vun der Aart a Weis of, wéi d'Fro gestallt gëtt. Gëtt d'Fro an de Kontext gestallt oder gëtt d'Fro laanscht de Kontext gestallt? Mir sinn op jiddfer Fall op der Säit vun der Regierung, wann et drëm geet, déi Engagementer, déi mer wéinst Kyoto ze huelen hunn, ëmzesetzen, a wann et och drëm geet, mëttel- a laangfristeg Perspektiven ze schafen, fir an alle Beräicher, och bei de Leit doheem, déi Viraussetzungen ze schafen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer méi energiespuerend liewe kënnen.

Datselwecht zielt fir de ganzen Domän IVL an öffentlechen Transport. Ech brauch keng laang Ried doriwwer ze halen; d'Positioun vun eiser Partei dozou ass hinlänglech bekannt. Wa mer e 700.000-Awunner-Stat ginn, wa mer nei Aktivitéite wëllen op Lëtzebuerg kréien, wa mer méi Aarbechtsplaze wëlle kréien, wann eist Land mëttelfristeg net méi grouss gëtt, dann ass et unabdingbar, dass mer eis aneschters organiséieren.

Mir mussen eis also d'Fro stellen, ob mer eis um Niveau vum Uleeë vu Gewerbeplazen an um Niveau vum Ausbau vum öffentlechen Transport net eng Kéier kënnen drop eenegen, wat mer maache wëllen, an da fir déi nächst 15, 20 Joer net mat all Regierungschangement nees mengen, datt een deen een oder deen aneren Extrabonbon nees misst op seng Säit leeën, mä an enger laangfristeger, mëttelfristeger Perspektiv, déi gedroen ass duerch en zolitten, och investissementspolitesche Pak, d'Ëmsetzung da vun deene Politiken ze gestalten.

Mir wëllen, Dir Dammen an Dir Hären - de Statsminister huet et ugekënnegt -, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg bréngen. Maache mer eis näischt vir, et gëtt ëmmer méi schwiereg. Mir musse selwer un eis schaffen, mir mussen eis selwer un eiser Nues zéien, mir musse selwer d'Viraussetzunge schafen, fir an zukunftsträchtegen Domäner Aktivitéiten ze kréien.

Wann ech den Technoberäich kucken - ech hunn héieren, dass mer an der Technoparad wëlle matdanzen an Zukunft -, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et awer unabdingbar, dass mer eng attraktiv Steierlandschaft hunn, net eng Steierlandschaft zéro, mä eng Steierlandschaft, déi esou attraktiv ass, dass déi Betriber op Lëtzebuerg kommen. Dann ass et unabdingbar, dass mer eng Datenautobunn hunn, déi et méiglech mécht, am Haus, dat heescht zu Lëtzebuerg, mä och iwwert d'Haus eraus d'Interconnexioune mam Ausland esou ze gestalten, dass mer d'Viraussetzung schafen, dass mer déi Betriber op Lëtzebuerg kënne kréien. D'Simplification administrative, de gudden Accueil vun deene Leit ass dann och eng drëtt Konditioun, déi noutwendeg ass.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun d'accord mat deem Volet, dee sech ëm d'Beschäftegung dréint. D'Beschäftegung, d'Leit an der Aarbecht halen, Aarbechtsplaze schafe si Viraussetzung vum soziale Fridden. Mir ënnerstëtzen d'Regierung an hire Beméiunge géint d'Jugendaarbechtslosegkeet a fir de Maintien dans l'emploi vun eelere Matbierger. Eeler si jo haut scho Leit, déi iwwer 45 Joer sinn. Do si mer elo jo geschwënn och dann derbäi. Da gëtt ee lues a lues bësse méi sensibel op deene Punkten. Dat sinn d'prioritär Aufgaben.

Mä de Statsminister huet, Dir Dammen an Dir Hären, och kloer drop higewisen, dass et an Zukunft net méi duergeet, fir ze mengen, dass de Stat an deem Domän alles géif réglëieren. En huet kloer an däitlech gesot, dass et eng Responsabilitéit gëtt. Et gëtt eng Responsabilitéit vun den öffentlechen Instanzen, mä et gëtt och eng Responsabilitéit vun deem Eenzelnen, fir sech fit a flott ze maachen, fir op deem Aarbechtsmarché vun der Zukunft eng Plaz ze fannen.

An Dir wäert gesinn, dass iwwert de generellen Ausdrock vum Maintien dans l'emploi - wat jo eng flott Notioun ass, wann ee sech se ukuckt, wa mer elo emol an den Detail vun deem Ganze ginn - sech dach awer wäerten eng Rei Limitë weisen, wann et drëm geet, d'Notifikatiounen notamment ze maachen.

Wat fir ee Betrib an engem Environnement, wou een exakt zwou an eng hallef Stonnen de Secret vun deem, wat ee seet, ka festhalen; wou den Dag drop alles an der Zeitung steet, wat een iergendwou op iergendenger Plaz seet, wäert fräiwëlleg eppes soen an enger Situatioun, wou en zwar eng schwiereg Lag huet, mä awer nach net an enger Situatioun ass, wou e vläicht d'Knëppele bei d'Tromm muss geheien, wann en net déi Garantien, déi noutwendeg sinn, dofir huet, dass d'Clienten, d'Aktionären an alles net ofspensteg ginn?

Wie mécht eng Notifikatioun a begëtt sech en fin de compte dann an eng Situatioun, aus där säi Betrib méi schlecht erauskënnt, wéi wann en en fin de compte dee Moment näischt gesot hätt?

Mir sinn och ganz an Erwaardung vun deem, wat d'Familljeministesch eis an der Beschäftegung fir Jonker wäert op den Dësch leeën. Et ass annoncéiert ginn, dass do e Pak kënnt. Mir wëllen dee positiv begleeden, woubäi een och do op d'Responsabilitéit vun alle muss zielen.

Et geet net duer, dass d'Ministesch e Plang dohinner leet, fir ze mengen, da wär de Problem geléist. Deen Eenzelnen, deen doheem sëtzt a sech net beméit, d'Famill, déi ronderëm net aktiv ass, och déi hunn eng Responsabilitéit, wann et drëm geet, deene jonke Leit, wa se an der Schoul Schwieregkeeten hunn, wa se vläicht keen Ofschloss an der Schoul hunn, wa se soss Schwieregkeeten hunn, ze hëllefen niewent allen öffentlechen Instanzen, fir zu eppes ze kommen.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, frou, dass de Statsminister eng Rei vu Prezisiounen um Niveau vum Logementspak, vum Wunnengsbaupak ginn huet, déi de Minister Boden an deenen nächste Woche wäert virstellen. Ech hunn den Här Meisch gëschter op enger Table ronde héiere soen - dat war, well ech selwer derbäi war -, dat wär elo fir d'x-te Kéier, dass um Niveau vum Wunnengsbau eppes géif annoncéiert ginn. Ech muss soen: Mat deem do Degré de détail ass dat bis elo nach net geschitt.

Dat wäert net ouni Diskussioune lassgoen, wann et drëm geet, ze kucken dee Pak mat de Gemengen ze maachen, wann et drëm geet ze selektionéieren: Wat sinn dann déi Gemengen, déi gewëllt sinn iwwer e gewëssene Pourcentage ze wuessen? Mä an deem Pak wäerten eng Rei vu Mesurë sinn - esou hoffen ech op jiddfer Fall -, déi dee wesentleche Punkt uschneide wäerten, deen de Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg deier mécht, jo, ze deier mécht: An dat ass d'Fro vun dem Präis vum Terrain.

Mir hate bis viru 15 Joer, Dir Dammen an Dir Hären, eng Relatioun vun 20 op 80: 20% huet den Terrain kascht, an 80% huet d'Haus kascht, wat een drop gesat huet. Mir sinn haut an enger Relatioun 50/50. An déi Relatioun ass amgaangen ze kippen, sou dass den Terrain, deen ee sech muss kafen, méi deier ass wéi dat, wat een als Haus nach kann dropsetzen. De wesentleche Facteur vun der Deierecht vun dem Bau zu Lëtzebuerg an deene leschte 15 Joer ass net d'Augmentatioun vum Präis vun der Konstruktioun. Déi huet sech an engem gewëssene Mooss weiderentwéckelt, esou wéi alles sech

weiderentwéckelt huet, mä déi wesentlech Verdeierung vun de leschte 15 Joer kënnt duerch d'Explosioun vum Terrainspräis, deen op der Basis läit vum sech Leeschte vun engem Haus.

Mir hunn - an doriwwer eleng kéint een eng Véierelstonn oder eng hallef Stonn referéieren - Grousses virun eis, wa mer iwwert d'Schoulpolitik schwätzen. Eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, déi mer an eisem Land hunn ass: Wéi brénge mer et fäerdeg, an engem Land vu gesellschaftlechem Ëmschwong, an enger Gesellschaft, déi manner homogen ass virdrun, an enger Gesellschaft, wou méi Auslänner hei zu Lëtzebuerg wunnen, also vill méi Sprooche musse bedéngt ginn, wéi dat an der Vergaangenheet war, eng Schoul ze gestalten, déi jiddferengem eng Chance gëtt?

Eng Schoul vun der Chance, eng Schoul vun Erfolleg, mä awer och eng Schoul vun der Erausfuerderung. Eng Schoul vun der Erausfuerderung, well mer gären hätten, dass all Kand op sengem Niveau a par rapport zu senge Potenzialitéite gefördert gëtt. Mir brauchen ënnen op der Basis Hëllef, fir d'Kanner, déi Schwieregkeeten hunn, opzefänken. Mir brauchen och eng Schoul, déi uewe Leit ausbilt, déi eis et erlaben, an deene Secteure vun eiser Wirtschaft, wou mer manifestement Schwieregkeeten hunn, nämlech an den Dirigenceberäicher vun eiser Wirtschaft. Och do brauche mer Jugendlecher, déi an eiser öffentlecher Schoul esou forméiert ginn, dass se de Wee vun der Universitéit, dass se de Wee vun den Héichschoule kënne begoen, fir déi Posten an Zukunft ze besetzen.

An d'Tâche, iwwert déi jo elo haaptsächlech wäert an deenen nächste Wochen a Méint diskutéiert ginn, ass an den Ae vun eiser Fraktioun een Element vun engem gesamte Pak, deen definéiere muss: Wat ass d'Schoul, a wat ass den Encadrement ronderëm d'Schoul? Wat ass den Inhalt vun der Schoul, a wat sinn d'Moyenen, déi mer der Schoul zur Verfügung wëlle stellen? Wat sinn d'Ambitiounen, déi mer hunn? Wat ass dat, wat mer wëllen erreechen? A wat sinn d'Moyenen, déi mer wëllen zur Verfügung stellen, fir déi Ambitioune kënnen ze kréien?

Mir sinn amgaangen als Partei un engem Pabeier ze schaffen, fir eis Positioun dozou an deenen nächste Wochen ze publizéieren. Mir wäerten op der Säit vun der Ministesch stoen, wann et drëm geet, déi fundamental Neiorientéirunge vun der Politik virzehuelen, déi noutwendeg sinn. A mir wäerten eis och net beire loossen, well mer dat jo kennen, och perséinlech aus enger Erfahrung, dass een Deeler vun enger Diskussioun wëllt erausbriechen, fir de Rescht vun der Diskussioun wëllen ze verhënneren.

D'CSV steet op der Säit vun deenen, déi wëllen d'Schoul an den Encadrement vun der Schoul fir d'Zukunft esou organiséieren, dass en anert Element vun der Politik, dat de Statsminister gëschter hei ugeschwat huet, nämlech d'Conciliatioun vu Famill a Beruff méiglech gëtt. D'Conciliatioun vu Famill a Beruff, déi villes ze dinn huet mat Logement a mat Präisser; d'Conciliatioun vu Famill a Beruff, déi villes ze dinn huet mat Schoul a mat Encadrement vun der Schoul. Mir sinn derfir déi zwou Saachen am Kader vun der Liewenszäit esou kënnen ze organiséieren, dass d'Familljen d'Méiglechkeet hunn, an d'Méiglechkeet virun allem nees kréien, fir ze décidéieren, ob een oder deen anere Partner während engem Deel vun der Aarbechtszäit doheem wëllt bleiwen, fir un der Erziehung vun de Kanner deelzehuelen.

Schlussendlech, an dat ass mäi lescht Kapitel, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech e Bléck an d'Zukunft geheien. Ech wär mer net selwer trei, wann ech dat net géif maachen. An ech maachen et d'autant plus, dass ech héieren hu vum President vun der Demokratescher Partei, dass de Statsminister a senger Ried net op d'Zukunft agaange wär. E wär net op dat agaangen, wat an zéng, 15 oder 20 Joer an deem Land hei wier. E wär net op d'Fro vun de Pensiounen agaangen.

Abee, ech kennen der zwee hei am Raum, déi sinn an deene leschten zéng Joer ëmmer erëm op déi Fro agaangen. Well wa mer am Joer 2001, Här Meisch, iwwert de 700.000-Awunner-Stat diskutéiert hunn, dann ass dat soss näischt wéi de Résumé vun deem, wat ech elo gesot hunn, nämlech deen: Wéi brénge mer et fäerdeg e Land, wat méi Leit brauch, méi Aktivitéite brauch, drop virzebereeden, fir dohinner ze kommen, dass mer och nach an Zukunft kënne Pensiounen ausbezuelen? An dat - well mer dat jo net wëllen héieren zum Deel - bedéngt ganz grouss Efforten.

De Statsminister huet gëschter gesot, dass d'Regierung mat de Gemenge wéilt e Pakt maachen, fir eng Augmentatioun vu 15% vun den Awunner an deenen nächsten zéng Joer virzehuelen, 1,5% pro Joer. Dat sinn ëmgerechent iwwer eng gewëssen Zäit 7.000 Leit pro Joer. 7.000 Leit pro Joer, wat d'Moyenne ass vun deem, wat an deene leschte Joren op Lëtzebuerg komm ass, fir déi 4.000 nei Aarbechtsplazen, déi mer all Joer geschafen hunn, och kënnen ze besetzen. 7.000 Awunner, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Contre-valeur vun där 12. oder 13. gréisster Gemeng, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, déi mer all Joer zu Lëtzebuerg mussen ophuelen.

Mä et geet aus deem, wat den Här Di Bartolomeo virun zwee Méint gesot huet am Numm vun der Regierung, ervir, datt dat, wann et ëm d'laangfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounsregimer geet, nach net duergeet, well, wat den Här Di Bartolomeo gesot huet, wat sech jo a méi wéi engem Saz zréckspigelt, Saz, deen an der Press war: „Eis Rente si sécher", a wou een dann am Artikel de véierte Saz huet misse siche goen, fir erauszefannen, dass am véierte Saz stoung: Si si sécher sous condition, dass mer iwwer eng Generatioun, nämlech iwwer 40 Joer, eis Aarbechtsplazzuel vun haut 300.000 op 600.000 erhéijen, also eis Aarbechtsplazzuel iwwert déi Zäitdauer verduebelen. 40 Joer, dat sinn 8.000 Aarbechtsplazen, 7-8.000 Aarbechtsplaze sinn noutwendeg, fir de Pensiounsregime ze garantéieren iwwert déi Period.

Wann d'Regierung e Plang virleet, wou, wa mer dee während 40 Joer géife weiderféieren, also während 40 Joer déi zwieleftgréisst Gemeng all Joer zu Lëtzebuerg ophuelen, mer op 700.000 Awunner kommen, mer also am 700.000-Awunner-Stat sinn, Här Statsminister, vun deem Dir richtegerweis am Joer 2001 geschwat hutt a wou Der net ganz vill Uklang do fonnt hutt mat deem, wat Der gesot hutt, da stellen ech fest, dass mer en Différentiel hu vun 200.000 Leit an dass mer um Niveau vun den Aarbechtsplazen en Différentiel hu bei 4.000 Aarbechtsplaze pro Joer, vu praktesch 100.000 Aarbechtsplazen, déi eis feelen, fir dat, wat mir ënnert dem Stéchwuert „d'Rente si sécher" de Leit verkafen.

D'Rente si längerfristeg net sécher, si si kuerzfristeg finanzéierbar, mä si kënnen - an dovu sinn ech fest iwwerzeegt, dovu si mer alleguerte fest iwwerzeegt an eiser Partei - laangfristeg net esou gestallt bleiwen, wéi se haut gestallt sinn, an dofir si mer frou, dass an deem ganze Pak och en Dësch annoncéiert ginn ass, fir sech iwwert d'laangfristeg Perspektive vun eise Rentesystemer Gedanken ze maachen.

A quasi als Virleeschtung dozou géif ech de Sozialminister froen, dass en eis dat géif ginn, wat eis elo säit zéng Joer feelt, nämlech fir eng Kéier seriö och iwwert déi kuerz- a mëttelfristeg Finanzéierbarkeet vun eise Systemer, wéi soll ech soen, e bësse méi Opschloss ze ginn, nämlech dat, wat een am Neilëtzebuergeschen „Emploi fictif" nennt, fir eis dat zur Verfügung ze stellen.

Mir hu manifestement d'Impressioun, dass et eng Rei Leit, a besonnesch an de Keesen, ganz staark arrangéiert, dass dausenden, jo vläicht zéngdausende vu Leit haut cotiséieren, ouni dass se awer zu Lëtzebuerg eng Contrepartie um Niveau vu Sozialleeschtunge kréien, well se hire Fouss ni op Lëtzebuerg setzen. Et ass also kuerzfristeg d'Entbannen aus enger Reorganisatioun vun engem Sozialsystem, deen ouni déi do vläicht schonn net méi esou am Equiliber géif stoen, wéi e stoe misst.

An et ass laangfristeg fir déi Generatioun hannerun eis eng Katastroph, wann et ëm d'Ausbezuele vun de Pensioune geet, déi sech duerch d'Cotisatioun iwwer 20 oder 30 Joer vun deenen dote Leit herno op eis Renteregimer an, esou wéi mir zu Lëtzebuerg organiséiert sinn, domadder och op eise Budget wäert nidderschloen.

An engem Land, wou een en Drëttel vu senger Masse cotisable budgetiséiert huet, an engem Land, wou 40% vun der Sécurité sociale iwwert de Budget vum Stat bezuelt ginn, muss een - et ass unabdingbar - en Iwwerbléck kréien iwwert dat, wat de reellen Emploi zu Lëtzebuerg ass, an dat, wat de fiktiven Emploi zu Lëtzebuerg ass, fir déi doten zukunftsorientéiert Diskussioun kënnen ze féieren.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech wëll résuméieren, et soen, dass eis Fraktioun déi Ausféierunge vum Statsminister vu gëschter mat grousser Zefriddenheet héieren huet. Et misst een en Opruff maachen un d'Leit, déi wierklech u Politik interesséiert wieren, fir sech dat Dokument, wat d'ailleurs um Site vun der Regierung erofzelueden ass, zu Gemitt ze huelen.

Mir begéine jo alleguerte permanent Leit, déi soen, si wären net genuch informéiert iwwert d'Politik. Abee, déi dote Ried ze liesen, den Zesummenhang ze verstoen, deen do gemaach gëtt tëschent deenen eenzelne Politikfelder, tëschent dem Budget, der Wirtschaft an dem Sozialen, dat géif fir vill Leit dozou bäidroen, fir der Lëtzebuerger Politik hir Méiglechkeeten an hir Potenzialitéite fir d'Zukunft aneschters, méi genau a méi prezis ze verstoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Ech wëll dem Här Wolter soen, dass d'Deklaratioun vum Statsminister net nëmmen um Internetsite vun der Regierung, mä och um Internetsite vun der Chamber ze fannen ass.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Als nächste…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, däerf ech e Wonsch äusseren?

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hätt gären, dass d'Leit se vum Internetsite vun der Chamber erofhuelen.

M. le Président.- Merci.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass datselwecht awer. Et ass datselwecht, zweemol.

M. le Président.- Voilà. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premierminister huet an dësem Raum e Saz gesot, dee kënne mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen: „D'Regierung mengt, et wier eng Politik nieft dem Dill, wa mer elo d'Steiere géifen an d'Luucht setzen. Dat wier einfach: De Finanzminister gëtt vernannt, am Ufank spruddelen d'Quellen, mä no e puer Joer geet eis Wirtschaft schlamm an d'Leit fänken un ze hippen." De Statsminister Jean-Claude Juncker, hei op dëser Plaz, den 12. Oktober 2005.

Nun, d'Demokratesch Partei hätt deen dote Saz och léiwer an der Deklaratioun vu gëschter Mëtten héieren, well en eis esou gutt gefall huet. Mir hunn en awer vermësst a mir hunn aner Sätz héieren. Mir hunn d'Annonce héiere vun enger Hällewull vu Steieraugmentatiounen. Ech wëll Iech se alleguerten emol nach eng Kéier opzielen:

Zweemol ginn d'Accisen um Bensin an um Diesel an d'Luucht; d'Autossteier geet an d'Luucht; d'Kontributioun vun de Privatleit zur Fleegeversécherung ëm sage und schreibe 40%; d'Solidaritéitssteier plus 1%; d'TVA fir liberal Beruffer vun 12 op 15%; d'Netupassung vun der Steiertabell, wou jo jiddferee schonn am Laf vun deene leschte Jore selwer bei der Akommessteier méi bezuelt huet, wéi dat eigentlech no der Steierreform am Ufank vun dësem Jorzéngt geduecht war, soll bäibehale ginn. Dat war also dee Cocktail, dee mer gëschter u Steiererhéijungsmesurë presentéiert kritt hunn. Et gesäit een also domadder, wat d'Deklaratioune vun dëser Regierung wäert sinn, wéi kuerz hir Haltwäertszäit ass.

D'Konsequenz dovunner, de Premierminister huet d'Analys selwer gemaach den 12. Oktober 2005: D'Wirtschaft geet an e puer Joer schlamm an d'Leit fänken un ze hippen. D'Responsabilitéit vun där doter Politik dréit dës Regierung ënnert der Présidence vum Premierminister Jean-Claude Juncker, dee probéiert huet gëschter an der Introduktioun vu senger Deklaratioun, d'Responsabilitéit fir déi jetzeg Situatioun vum Statsbudget a vun aneren Déséquilibren, déi mer kennen hei am Land, op ganz vill Schëlleren ze verdeelen.

Hien huet se gedeelt mat der Demokratescher Partei tëschent 1999 an 2004. Dat stëmmt. Mir hunn zesumme Politik gemaach, mir sinn zesumme responsabel fir dat, wat do gemaach ginn ass. Hien huet se gedeelt mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften; si sinn alleguerten opgezielt ginn. Hien huet se gedeelt mat de Patronatsorganisatiounen; och déi sinn alleguerten zitéiert ginn. An och déi deemoleg Oppositioun wär mat dru schold un der Situatioun, wéi mer se haut kennen.

Nun, gelungen ass, wann et positiv Messagen ze verkünde gëtt, wann d'Situatioun gutt ass, da schéngt et d'CSV ze sinn hei am Land, déi eenzeg an eleng de Mérite dovunner beusprocht, a wann et awer dem Land méi schlecht geet, wa mer en Déséquiliber am Statsbudget hunn, wa mer soss e Problem hunn, da waren all déi aner dru schold, déi mat gedoktert hunn.

De Beweis duerfir: Am CSV-Wahlprogramm fir 2004 kënne mer haut nach noliesen: „Dass Luxemburg seine offensive Haushaltspolitik mit sichtbaren Akzenten und ohne Einschnitte fortsetzen konnte und kann, ist das Resultat der von CSV-Ministern geführten vorsichtigen und verantwortungsbewussten Finanzpolitik." Also, wann et gutt leeft, ass et d'CSV, wann et manner gutt leeft, da waren all déi aner mat derbäi.

Mir sinn der Meenung, datt e Premierminister, deen eelef Joer Premierminister ass, deen elo 17 Joer Finanzminister ass, sech aus där doter Verantwortung net däerf stielen. An ech ginn dovunner aus, datt et och net esou gemengt war, mä et hätt een et kënnen esou verstoen.

Da gëtt et eng nei Koalitiounspartei, d'LSAP, déi net midd gëtt, op d'Joren 1999 an 2004 ze verweisen, do wou si an der Oppositioun waren, do wär alles schif gelaf, do wär d'Wuerzel vun eise Problemer ze sichen, a si hätte jo näischt domadder ze dinn a si missten eigentlech elo dat ausbueden, wat anerer verursaacht hätten.

Wann een awer emol nach eng Kéier nosiche geet an noliest, wat d'Propositioune vun der LSAP déi Zäit waren: Do ass iwwer eng 35-Stonne-Woch geschwat ginn. Wann dat ëmgesat gi wär, déi Zäit, da wär eis Situatioun haut mat Sécherheet net besser. An do wou d'Sozialleeschtungen eropgesat si ginn oder nei geschaaft gi sinn, do ware si all Kéiers déi Éischt, déi nach haart gejaut hunn, fir nach eng Kéier eng Schëpp bäizeleeën, beim Kannergeld, bei der Mammerent; also nach zousätzlech Dépensë wären ënnert hirer Verantwortung derbäikomm. Duerfir ass dee Reproche, deen do gemaach gëtt un d'CSV-DP-Regierung 1999 bis 2004 jo och net ganz eescht ze huelen.

Et ass an deene Joren eng Steierpolitik gemaach ginn, déi d'Steieren erofgesat huet fir d'Betriber, fir d'Privatpersounen, fir d'Investitiounen ze favoriséieren, doduerger Aarbechtsplazen hei ze schafen, Betriber kënnen unzezéien an deenen, déi hei sinn, gutt Argumenter ze ginn, fir ze bleiwen, an d'Steiere sinn erofgesat gi fir d'Privatpersounen, fir de Konsum weider ze favoriséieren, datt jiddereen, dee selwer d'Äerm eropstrëppt, e gudden Deel vun deem, wat en do erschafft, selwer ka behalen.

Et ass eng antizyklesch Investitiounspolitik gemaach ginn. An do si mir absolut mat der Analys d'accord, déi de Premierminister gëschter gemaach huet, fir weider d'Ekonomie ze relancéieren, well mer eng Rei vu Problemer am Ufank vun dësem Jorzéngt haten. An d'Resultat um ekonomesche Plang gesi mer, wa mer d'Statistike kucken: Wa mer d'Wuesstumszuele kucke vun 2005 an dat, wat 2006 prognostizéiert gëtt, leie mer gutt iwwer 4%, a wa mer dat net hätten, wa mer déi Situatioun an der Ekonomie net hätten, da géinge mer heibanne mat Sécherheet iwwer ganz ganz vill aner Problemer schwätze wéi déi, déi haut um Ordre du jour stinn.

Déi Politik huet dann och dozou gefouert, datt 2004 net manner wéi 2,5 Milliarden Euro Reserven ugeluecht waren a 50% vun deem Chiffer sinn eleng an de Joren 1999 bis 2002 op d'Säit geluecht ginn - sou vill zu deene Reprochë vun der LSAP iwwert d'Gestioun a Saache Finanzen tëscht de Joren 1999 an 2004.

Ech war och erstaunt, wéi ech an engem Tageblattartikel den 21. Abrëll 2006 vum LSAP Parteipresident Alex Bodry gelies hunn, den Accord - an eisen Aen e Minimalaccord - an der Tripartite, wär dee grousse Coup vun der Regierung an et misst een d'Regierung dofir huldegen. Ech hat mer net erwaart eng Kéier matzeerliewen,…

(Interruption)

…datt en LSAP-Parteipresident et als grousse Coup an als groussen Erfolleg bezeechent, dann, wann nëmmen en hallwe Rentenajustement ausbezuelt gëtt, mä duerfir awer no hannen dekaléiert; dann, wann den Index moduléiert gëtt - ech wollt net soe manipuléiert -; dann, wann décidéiert gëtt eng ganz Rei vun öffentlechen Taxen

aus dem Indexkuerf erauszehuelen. Nun, an aneren Zäite wär eng vun deenen doten oder vun anere Mesuren duergaangen, fir d'LSAP mat all hire Supporteren op d'Strooss ze kréien. De sozialisteschen Tiger ass lues a lues zahm ginn, en huet seng Zänn verluer an e kuscht eigentlech nach just virum Dompteur - an Dir kënnt lech alleguerten denken, wien domadder gemengt ass.

Déi CSV-LSAP Regierungspolitik ass gëschter nach emol, nodeems mer eng Regierungsdeklaratioun 2004 haten, nodeems mer eng d'lescht Joer am Oktober haten, nei skizzéiert ginn, an eppes muss een awer feststellen: Se huet en Demokratiedefizit. D'Glafwierdegkeet vun der Regierungspolitik gëtt net gestäerkt, wann een dat liest, wat d'CSV an LSAP 2004 an hire Wahlprogrammer geschriwwen hunn, well dat ass meilewäit ewech vun deem, wat mer gëschter hei presentéiert kritt hunn. Am Wahlprogramm vun der LSAP war zum Beispill ze liesen: „Umso wichtiger ist die Wiederankurbelung der Wirtschaft durch gezielte steuerliche Massnahmen um die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit zu fördern." E puer Zeile weider stoung do: „Die Sozialisten wollen auch weiterhin die Steuertabelle an die Inflation anpassen."

An der Regierungserklärung CSV-LSAP 2004 war ëmmerhin nach ze liesen: Steiersätz hirersäits maache keng grouss Spréng, guer keng no uewen, klenger no ënnen, d'Steierlaascht vun de Privatpersounen ka periodesch un d'Inflatioun ugepasst ginn, déi vun de Betriber ka liicht ofgesenkt ginn, fir datt mer op der europäescher Steierskala wettbewerbsfäeg bleiwen. Kee Wuert war an deene Progammer ze liese vu Moduléierung vum Index, vum Verschibe vu Rentenajustementen, vum Erhéije vun de Steieren. Neen, et war ugekënnegt, dass d'Steiere weider sollen op d'mannst stabil bleiwen, wann net esouguer erofgoen. An elo wësse mer et, de Contraire ass de Fall.

Dat, wat hei den 2. Mee presentéiert ginn ass, huet näischt méi mat deem ze dinn, wat virun de Wahlen 2004 ugekënnegt ginn ass.

Da gëtt gesot: Et ass den Accord vun enger Tripartite. A fir all Mëssverständniss vun Ufank un aus der Welt ze raumen, wëll ech nach emol ënnersträichen, datt mir zum Instrument Tripartite stinn, wann et drëm geet, an enger Krisesituatioun d'Acteure beieneen ze kréien, fir duerch Kompromësser a Konsenser Weeër ze fannen, déi Kris besser iwwerbréckt ze kréien, mä trotzdeem muss een awer soen, datt dee Kompromëss, deen do ausgehandelt ginn ass, eben net déi demokratesch Legitimitéit huet, wéi wann e sief et hei an der Chamber, sief et dobaussen an engem groussen Débat diskutéiert gi wär.

An och do nach eng Kéier wëll ech de Jean-Claude Juncker zitéieren, deen den 12. Oktober 2005 hei gesot huet: „Mir wëllen iwwer Aspuerunge verhandelen. Heibannen fir d'éischt selbstverständlech." Also an der Chamber. „An der Majoritéit – wahrscheinlech och. Mat der Oppositioun – op alle Fall. Dobaussen – fir d'zweet, mat de Sozialpartner an der Tripartite an och bilateral."

Nun, ech muss soen, mir waarden eigentlech op déi Verhandlungen, déi mat den Oppositiounsparteien do solle gefouert ginn. Ech weess net, ob déi aner Oppositiounsparteien invitéiert waren a mat un deem Dësch souzen, fir dee Kompromëss do an dat, wat an där Regierungserklärung vu gëschter agefloss ass, déi ganz konkret Spuermoossnamen, auszeschaffen. D'Demokratesch Partei op jidde Fall net. A mir hu bis ewell och net festgestallt, datt e groussen Opruff vu Säite vun der Regierung un d'Parlament gaange wär, oder datt d'Parlament sech och d'Iwwerleeung gemaach hätt, wéi mer déi Diskussioun do hei an dësem Haus strukturéiert kënne féieren. Nun, dat hu mer vermësst an och dofir ass dat keen Ausgläich fir den Demokratiedefizit vun der CSV-LSAP-Politik.

Wéi kënne mer deen Demokratiedefizit do iwwerbrécken? Mir wëllen net vun Neiwahle schwätzen; mir wëllen net vu Referendum schwätzen, dat wär mat Sécherheet an dëser aktueller Situatioun, an mer awer Décideure brauchen am Land, an där Décisioune musse geholl ginn, an där déi Décisioune mussen ugepaakt ginn an ëmgesat ginn, fir datt se hir Friichte kënnen droen, de falsche Wee.

Mä mir mussen awer kucken, datt mer d'Leit am Land informéieren iwwert dat, wat hei diskutéiert ginn ass, iwwert déi wierklech Situatioun. Wann d'Leit 2004, wou se also fir d'leschte Kéier opgeruff waren, fir dëst Parlament ze wielen, gesot kritt hunn, d'Situatioun - a ganz besonnesch d'Finanzsituatioun - ass a Botter, a se héieren awer elo eppes aneschters, dann hunn d'Leit d'Urecht dorobber, fir d'Donnéen ze kréien, fir d'Zuelen ze kréien a sech selwer e Bild iwwert déi aktuell Situatioun kënnen ze maachen.

Et wär interessant eng Campagne ze maachen, eng Informatiounsan eng Diskussiounscampagne queesch uechtert d'Land, fir mat de Leit zesummen, déi eenzel Fraktiounen agebonnen, iwwert déi Problematik do ze diskutéieren, fir datt och all Partei d'Geleeënheet hätt, hir Positiounen an d'Diskussioun mat eranzebréngen, an och d'Populatioun, d'Zivilgesellschaft mat un den Dësch ze huelen.

Eng Campagne, wéi mer se - ganz erfollegräich - haten zu enger anerer grousser Zukunftsfro, nämlech dem Referendum iwwert d'EU-Konstitutioun, wou ganz vill Leit komm sinn, well se gespuert hunn, datt et ëm d'Zukunft vum Land géing goen. A mir sinn dovunner iwwerzeegt, datt och dës Kéier d'Leit ganz gäre bereet wären, matzediskutéieren, wann et ëm d'Zukunft vun eisem Land géing goen.

Mir brauchen esou eng konkret Zukunftsdebatt, an déi Campagne, organiséiert vun der Chamber, kéint den Départ dovunner sinn. Mir brauche keng Politik vum Pilotage à vue, mir brauche virun allem eng oppe Politik, datt d'Bierger spéitstens bis 2009, wann et nees dodrëms geet, dëst Parlament hei ze wielen, wëssen, wéi d'Situatioun ass, wéi se sech duerstellt, a wiem se Vertraue kënne schenke fir déi Problemer, déi virun eis leien an déi nach sollte kommen, kënnen ze léisen. D'Bierger mussen eng Décisioun kënnen huelen en connaissance de cause.

Dofir, fir d'Parlament opzefuerderen esou eng Zukunftsdebatt ze lancéieren, eng Informatioun- an Diskussiounscampagne queesch uechtert d'Land, Här President, géing ech ganz gären am Numm vun eiser Fraktioun eng Resolutioun déposéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- notant que les effets de la mondialisation se font également ressentir sur notre économie et qu'il importe dès lors d'amorcer les orientations nécessaires afin d'en apprivoiser les éventuels désavantages et d'être par la même en mesure de s'en approprier les avantages;

- relevant qu'un renforcement de la compétitivité de notre économie s'avère être d'une première importance;

- soulignant que la montée du chômage demande à ce que soit mis en œuvre une politique volontariste permettant de mieux répondre à la fois aux attentes des employeurs et des demandeurs d'emplois;

- constatant qu'il importe d'œuvrer à garantir l'équilibre du budget de l'État en favorisant une approche à moyen et à long terme plutôt que de donner la priorité au court terme;

- considérant l'accord tripartite trouvé entre le Gouvernement, le patronat et les partenaires sociaux;

- notant que la tripartite a été instituée en tant qu'organe de concertation en temps de crise dont la vocation n'est a priori pas de décider des mesures préparant l'avenir de notre pays;

- constatant que l'objectif de la tripartite est de garantir la paix sociale en adoptant une approche consensuelle menant à des accords ne pouvant cependant en aucun cas être démocratiquement représentatifs;

- relevant que l'accord trouvé au sein de la tripartite répond pour l'essentiel à une volonté de garantir l'équilibre du budget de l'État;

- rappelant que lors de sa déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement Monsieur le Premier Ministre appelait de ses vœux la participation de la Chambre des Députés aux discussions relatives aux réformes qu'il convient d'engager afin de garantir un avenir prospère à notre pays;

- soulignant que les réformes proposées dans l'accord tripartite ne figurent ni dans les programmes électoraux des partis de la majorité, ni dans la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

- insistant sur le rôle de notre Parlement, seule assemblée représentative des citoyens de notre pays, et sur l'importance d'associer davantage la société civile aux grands débats devant esquisser l'avenir du Luxembourg,

décide

- d'organiser une campagne d'information à travers le pays à l'instar de la campagne réalisée à l'occasion du référendum sur le Traité instituant une Constitution pour l'Europe afin d'informer et d'engager avec nos concitoyens une discussion sur les défis que le Luxembourg sera amené à relever dans les années à venir;

- de discuter au sein des commissions compétentes au sein de la Chambre des Députés avec le Gouvernement les différentes propositions présentées à l'occasion du débat sur l'état de la nation afin de lancer un vrai débat sur les réformes dont notre pays à besoin et

- d'entériner après les discussions au sein des commissions parlementaires, tenant également compte des doléances exprimées par les citoyens lors de la campagne d'information, à l'occasion d'un débat d'orientation sur base d'un rapport les réformes nécessaires pour garantir un avenir prospère au Luxembourg.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

M. le Président.- Merci.

M. Claude Meisch *(DP)*.- D'Diskussioun muss natierlech an der Politik heibannen an dësem Haus tëscht deenen eenzelne Parteie gefouert ginn, fir datt mer kucken, iwwert dee Minimalkonsens, deen aus der Tripartite erauskomm ass, kënnen ewechzegoen. D'Erwaardungen am Land ware grouss, nodeems mer eigentlech en innepolitesche Stëllstand hate während zwee Joer, zanterdeem d'CSV-LSAP-Regierung ugetrueden ass. Mir wësse firwat. Et ass net direkt als Reproche ze verstoen. Mir haten d'EU-Présidence, mir haten en EU-Referendum, vill - och heibannen - waren engagéiert an de Gemengewahlen an dunn ass gemengt ginn, den 12. Oktober géinge mer dann endlech gewuer ginn, wéi konkret elo d'Situatioun wär a wat eis um Niveau vun der Politik géing erwaarden.

Nun, och do ass nach emol d'Diskussioun an d'Tripartite vertagt ginn an den 2. Mee sollt dann elo d'Kaz aus dem Sak gelooss ginn, a vill Leit, virun allem déi, déi sech méi erwaart haten, sinn natierlech elo enttäuscht ginn, wann ee gesäit, datt eigentlech d'Propositiounen, déi och gëschter am Statsminister senger Deklaratioun méi konkret waren, drop zilen, fir de Statsbudget an den Équiliber ze bréngen - dat ass gutt, do sinn der och vill dobäi, déi d'Demokratesch Partei mathëllefen ëmsetzen.

Mä dat, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt; dat, wat de Chômage ubelaangt; dat, wat aner Zukunftsthemen hei am Land ubelaangt, dat war dann awer all Kéiers scho vill vill manner konkret oder ass am Usaz an eisen Ae stieche bliwwen. Virun allem, wann een déi eegen Erwaardungen, déi d'Regierung och an dës Tripartite gesat hat, vergläicht mat deem, wat dobäi erauskomm ass, da muss een enttäuscht sinn.

D'Analys ass gemaach ginn - och déi deele mir, als Demokratesch Partei mat der Regierung -, datt mer eng ganz Rei vu strukturelle Problemer hunn, wat de Statsbudget ubelaangt, an aner Problemer, déi mer diskutéieren an déi och an där doten Tripartite sollten diskutéiert ginn, datt och déi éischter strukturneller Natur wären. Et stellt een awer fest, dass wéineg strukturell Léisungen op den Dësch komm sinn.

Och ass ëmmer vum Premier a vun der Regierung gesot ginn, an och dat deele mer, datt den Haaptproblem, wat de Statsbudget ubelaangt, op der Dépensëséit ze sichen ass. Mir hu Recetten, déi vun 2005 - hoffe mer emol - bis op 2006 ëm 6% klammen. Mir hunn awer Dépensen, déi wäerten ëm 8% klammen. An dat weist, datt mer wéineger Efforte bräichten ze maachen, fir datt mer nach weider Recettë kënne kréien, wa se scho vun engem Joer op dat anert ëm 6% an d'Luucht ginn, mä datt mer musse kucken, datt d'Dépensen eben net méi schnell wéi d'Recettë klammen, fir se erëm eng Kéier an den Equiliber ze bréngen.

Trotzdeem sinn awer hei an der Deklaratioun an och nom Tripartitesaccord eng ganz Rei vun Initiativen annoncéiert ginn, déi op der Recettësäit wäerten intervenéieren, déi de Leit also e Stéckelche méi Geld aus hirem Portmonni Joer fir Joer wäerten zéien.

Wichteg strukturell Décisiounen, an et gëtt souguer am Tripartite-s-Accord nach all Kéiers preziséiert, sinn da bis op no 2009 vertagt ginn. Dat mierkt een och bei all deenen Zuelen, déi virgefouert ginn, déi annoncéiert ginn, wat et da ganz konkret fir de Statsbudget géing heeschen, wann een dat eent an dat anert géing maachen. D'Rechnung geet emol all Kéiers nëmme bis 2009 an et huet een d'Impressioun, wéi wann dës Regierung net vill méi wäit géing doriwwer erausdenken. Ech weess net, ob se mengt, datt se da schonn ofgewielt wär an eng Nofolgeregierung sech mat deene Problemer do misst erëmploen,...

(Interruption)

...mä et gesäit op jidde Fall ganz staark duerno aus.

Dës Regierung ass gewielt bis 2009, mä si ass awer net nëmme verantwortlech bis 2009. Si dréit d'Verantwortung fir Problemer, déi wäit iwwer 2009 erausginn. An dës Regierung soll och elo an haut déi Problemer upaken a wa se Problemer erkannt huet, strukturell Problemer, wéi se virdru selwer gesot huet, da brauch een elo net einfach ze kucken, andeems een un deem engen oder un deem anere Rad e bëssen an déi eng oder an déi aner Richtung dréint, bis 2009 iwwert d'Ronnen ze kommen an dann duerno de Problem enger nächster Regierung ze iwwerloossen.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei huet eng déif parteiintern an och no baussen orientéiert Zukunftsdiskussioun gefouert, huet sech iwwerluecht, wat déi grouss Erausfuerderunge sinn nieft deenen, déi och vun der Regierung genannt gi sinn, well et gëtt der eng Hällewull. Mir hate vun Ufank un d'Impressioun, datt et d'Intentioun vun der Regierung war, haaptsächlech de Statsbudget an den Equiliber ze bréngen, mä do niewendru sinn awer eng ganz Rei vu Veränneerungen, déi mer spieren, déi mer all Dag mierken: d'Persounen an eisem Land, d'Privatleit an och d'Betriber.

D'Globaliséierung zitt net laanscht Lëtzebuerg. Eng méi grouss Europäesch Unioun huet och hir Répercussiounen, a wann et nëmmen déi solle sinn op den Aarbechtsmaart an op d'Betriber. Den Industriestanduert kritt ëmmer méi Problemer, fir sech ze behaapten, well Betriber manner oft hei réinvestéieren, a wann Décisioune vun Réinvestissementer geholl ginn, da ganz oft an d'Ausland.

De Wirtschaftsminister misst am beschte wëssen, datt hien eigentlech zënter zwee Joer net vill Opweises huet, wat d'Unzéie vun neien Industriebetriber hei am Land ubelaangt. Also musse mer jo do e Problem hunn, also musse mer jo doriwwer schwätzen a kucken, wéi mer kënnen d'Käpp beieneestrecken, wat fir eng Politik mer kënne maachen, fir datt mer och nach zu Lëtzebuerg eng industriell Aktivitéit à moyen an à long terme kënnen ofhalen.

Bildung gëtt vu jidderengem als grouss Prioritéit genannt, an ech brauch lech net ze soen, datt dat och déi grouss Prioritéit ass vun eis, well vun der Bildung enorm vill ofhänkt, well et déi Ressource ass, op déi mer mussen opbaue fir d'Zukunft, datt mer d'Leit fit maachen, datt mer d'Kanner haut fit maachen, fir datt se, wa se grouss sinn, kënnen um Aarbechtsmaart bestoen, net nëmmen an hirem Liewen, mä och am Betrib, an datt se deenen Ufuerderungen, wat haut anerer si wéi gëschter, da kënne gerecht ginn.

Mir mussen iwwer eis Sozialausgaben nodenken, ganz besonnesch well mer eng ganz Rei - an do ginn ech deene Recht, déi dat soen - vun neie Politikfelder hunn an an deene mer och ganz konkret intervenéiere mussen. Da musse mer kucken, wat mer wierklech vu Sozialausgaben nach brauchen a fir wie virun allem mer déi brauchen, wou mer e Stéckelche méi selektiv kënne ginn, fir op där anerer Säit och deenen neien, éischter sozial orientéierten Aufgabe kënne gerecht ze ginn: Wéi de Beruff an d'Famill ënnert een Hutt kréien; wéi d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze stäerken; wéi an den öffentlechen Transport weiderhin ze investéieren; wéi eis och Gedanken maachen doriwwer? - An do deelen ech d'Meenung vum Michel Wolter.

Dofir hunn ech eigentlech net verstan, firwat hien d'Positioun vun der Demokratescher Partei do kritiséiert huet.

(Interruption)

D'Pensiounsfro, d'Rentefro, d'Sécherheet vun de Pensiounen, dat war nach ëmmer déi Fro, déi eis uewe louch. Mir hunn eng ganz Rei vu Propositioune gemaach am Laf vun deene leschte Joren iwwert deen dote Sujet. Mir hunn och elo erëm an eisem Katalog vun 33 Propositiounen eng dobäi, déi deem awer wierklech ganz no kënnt, wat de Michel Wolter haut gesot huet, wat de Premierminister gëschter gesot huet, awer ganz wäit ewech ass vun deem, wat offensichtlech den Här Sozialminister Mars Di Bartolomeo mengt verstanen ze hunn.

(Interruption)

Och mir soen, datt mer primär déi nächst Joren iwwert d'Sécherheet vun de Renten à long terme mussen diskutéieren, fir datt deen, deen haut an de System

eraklëmmt, nach d'Garantie huet, datt dee System och nach fonctionnéiert, wann hien eng Kéier seng Rent soll kréien. An do ass e Rentendësch anzeberuffe mat enger ganzer Rei vun Acteuren, fir eben d'Sécurité à long terme kënnen ze analyséieren an ze kucken, wéi mer de System haut méi fiabel maache fir d'Zukunft, wéi mer de System haut kënne stäipen, wéi mer de System haut kënnen ergänzen duerch Mesuren an duerch Décisiounen, déi mer haut kënnen huelen.

A wann ech dem Premierminister seng Interventioun gëschter kritiséiert hunn op deem dote Punkt, dann ass et, well mer eben haut nach net konkret kënnen handelen, wou eigentlech haut dann och scho jidderee seet, an den Här Wolter huet et gesot fir d'ganz CSV - an dat freet mech -, datt mer e Problem wäerte kréien. A wa mer haut gesinn, datt mer e Problem wäerte kréien, da misste mer eigentlech haut ufänken, a spéitstens haut ufänken, do dergéint unzegoen. Dofir verstinn ech déi net, wéi zum Beispill de Mars Di Bartolomeo, déi mengen, dat soll keng vun eise Prioritéite sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Sidd net esou streng mam Carlo Wagner.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech si streng mat Iech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Sidd net esou streng mam Carlo Wagner. Plus 10% Ausgaben an engem Joer, dat ass ni erreecht. Wann ee vu Rentesécherheet schwätzt, Här Meisch, da soll ee wann ech gelift op déi Period vun 1999 bis 2004 kucken,...

(Interruption)

...do gesäit een, wou d'Fundament fir d'Rentenonsécherheet gesat ginn ass.

(Interruptions)

Just niewebäi gesot. A sidd net esou streng mam Carlo Wagner

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, den Här Meisch huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, d'Demokratesch Partei steet zu deem Accord, wéi hoffentlech och all déi aner Parteien, déi um Rentendësch mat dobäi waren,...

M. Niki Bettendorf *(DP).*- ...d'Gewerkschaften.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An Dir wëllt en elo réckgängeg maachen?

M. Claude Meisch *(DP).*- ...inklusiv Är Partei, Här Di Bartolomeo.

(Interruption)

Mir wëllen...

(Interruption)

Här President, ech hunn den...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Wagner, den Här Meisch...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Riicht Iech un den Här Meisch. Deen ass streng mat Iech, net ech.

M. le Président.- ...géing gäre mat senger Ried weiderfueren.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Also, Dir Hären Di Bartolomeo a Wagner,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn Iech bis elo nach net an de Knéi geschoss.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- ...ech wëll nach emol soen, datt et eis net drëms geet, fir d'Resultater vun deem leschte Rentendësch ze analyséieren, mä et geet eis dorëms, fir ze kucken, wéi mer de System, dee mer haut hunn, kënne méi breet opstellen, fir datt e méi sécher ass fir d'Zukunft. An dat hunn ech verstanen an der Deklaratioun gëschter vum Regierungschef an dat hunn ech och an de Wierder erëmfonnt vum Michel Wolter. A wann Dir dat net wëllt, Här Di Bartolomeo,...

(Hilarité)

...wann ech Iech esou verstinn, da sidd Dir am Déphasage mat Äre Regierungskolleegen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir verstitt ons alleguer falsch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn eis Iwwerleeungen op dräi Schwéierpunkte konzentréiert. Dat net, well dat eis eenzeg Suerg ass, mä dat, well et eigentlech de Motor ass vun enger Gesellschaft. De Motor kann nëmme rullen, wa mer de Budget am Equiliber hunn, e kann nëmme rullen, wa mer Aarbechtsplaze schafen an e kann och nëmme rullen, wa mer kompetitiv Betriber hunn.

Mir kënnen dat nëmmen erreechen, wa mer eng oppe Gesellschaft hunn, wa mer en oppene Geescht hunn, wa mer eis net zoumaachen, eis net op eis selwer konzentréieren, eis net op d'Vergaangenheet konzentréieren, mä wa mer eis ganz besonnesch als klengt Land opmaache fir aner Partner, fir aner Iddien a fir nei Iwwerleeungen . Mir wëllen a mir mussen also wirtschaftlech erfollegräich sinn, fir eis sozial Ofsécherung kënne fir d'Zukunft ze garantéieren.

Jiddereen, deen Angscht huet haut seng Plaz ze verléieren; jiddereen, deen net weess, wéi et am Alter ëm e steet; jiddereen, deen net sécher ass, ob dann, wann e krank ass, e wierklech gehollef kritt, an dann och net méi bei all deenen anere Schicksalsschléi, déi eis leider nun eben emol heiansdo erwëschen. Jiddereen huet Angscht virun deenen doten Développementer, a mer kënnen déi Angscht nëmmen huelen, wa mer et fäerdeg bréngen, eis Sozialsystemer mëttel- a laangfristeg ofzesécheren. An nëmmen dann ass e fräit Liewen an enger fräier Gesellschaft fir jidderee vun eis hei am Land méiglech. Nëmmen da ka jidderee sech seng eegen Ziler setzen, a kucken duerch säin Effort se esou gutt wéi méiglech ze erreechen.

Duerch eis Iwwerleeungen ass ee bloe Fuedem gaangen. Et ass dat, datt mer gesot hunn, mer kënnen an der internationaler Konkurrenz net mathalen, wa mer um Facteur Loun wëllen d'Konkurrenz ausfechten. Wa mer do probéieren an eng Ofwierspiral eranzegeroden, da kënne mer vläicht nach mat der Grenzregioun mathalen - mä och schonn do wär et schwiereg matzehalen -, mä mer kënne mat Osteuropa, mat Indien a China, wou jo awer d'Welt ganz aneschters fonctionnéiert wéi hei, net mathalen.

Duerfir soe mer, datt mer zum Prinzip vum Index stinn, datt een natierlech muss kucken, awéiwäit en de Betriber zousätzlech an eigentlech dee Moment an enger ganz konkreter Period net ze verkraaftend Laaschten opbürt, ganz besonnesch am Verglach mat eisen direkte Konkurrenten. Mä vum Prinzip hier, ass den Index eng gutt Saach. Vum Prinzip hier bréngt den Index eis sozial Rou an d'Land. A vum Prinzip hier, bréngt den Index dat, wat vill der verdéngt hunn, nämlech den Erhalt vun hirer Kafkraaft.

An duerfir soe mer och, datt de Mindestloun fir eis net zur Diskussioun steet. Duerfir soe mer, datt déi Leit, déi de Mindestloun kréien, well de Patron hinnen net bereet ass méi ze bezuelen, datt mer déi mussen esou fit maachen, datt mer deene mussen esou vill Bagage, esou vill Kenntnisser an esou vill Fäegkeete mat op de Wee ginn, datt se dann herno awer bei engem Patron eng Plaz fannen.

A wa mer d'Kompetenzausernanersetzung an d'Konkurrenzausernanersetzung net wëllen a puncto Loun ausdroen, da musse mer op all deenen anere Facteuren e Stéckelche besser sinn an e Stéckelche besser ginn. Et ass dat d'Formatioun; et sinn dat d'Lounniewekäschten; et sinn dat d'Steieren; et sinn dat déi administrativ Prozeduren, d'Betribsgenehmegung, d'Energiekäschten a villes a villes méi. Dat war de bloe Fuedem, deen eis guidéiert huet duerch déi 33 konkret Virschléi, déi mer bei eis an der Partei awer ganz besonnesch och mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften, mat de Patronatsorganisatiounen diskutéiert hunn.

Och mir wäerten als Partei net hei wëlle stoe bleiwen. Och mir wëlle weider diskutéieren, a wëlle Punkt fir Punkt am Laf vun deenen nächste Méint nach emol op de Leescht huelen, fir se méi prezis auszeformuléieren, a fir se dann hei am Haus nach emol an eng ganz konkret Diskussioun kënnen eranzeginn. Ech erspueren Iech déi 33 Propositiounen, eng no der anerer duerchzegoen. Ech wëll mech op déi konzentréieren - an ech weess, datt dat och déi sinn, Här Premierminister, déi Iech besonnesch interesséieren -, do wou en Ënnerscheed ze mierken ass. Do wou mer…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et sinn der esou vill derbäi, wou et d'selwecht ass, dass Der net gutt eens gitt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ohhh, ech fannen der awer mol nach. Da loosst Iech elo emol iwwerraschen, Här Juncker.

(Interruption)

D'Steiererhéijungen ass fir eis dee Punkt, deen eis am zentraalsten ënnerscheet, well mer der Meenung waren, datt déi Steierreduktiounen am Ufank vun dësem Jorzéngt wichteg waren, fir de Konsum ze stäerken hei am Land, fir d'Betriber ze stäerken hei am Land par rapport zur internationaler Konkurrenz, fir Investitiounen hei am Land ze favoriséieren, datt se eng vun den Ursaache sinn, firwat mer bei enger Croissance vun iwwer 4% leien. An duerfir denke mer, datt elo méi héich Steieren dann och genau de géigendeelegen Effet wäerten hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…datt se kontraproduktiv sinn, datt se derzou kënne féieren, datt Geld, dat bis ewell hei versteiert ginn ass, net méi hei versteiert gëtt, a wéi de Premier jo selwer gesot huet, datt herno d'Wirtschaft schlamm geet an d'Leit ufänken ze hippen. Méi Steiere si schlecht fir de Konsum, schlecht fir d'Investitiounen, schlecht fir den Aarbechtsmaart a schlussendlech och schlecht fir de Statsbudget.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng weider vun eise Prioritéite sinn déi Mesuren um Aarbechtsmaart, déi mer analyséiert hunn, déi bestinn, an déi, déi ee kéint proposéieren, nei derbäizesetzen. Do wou mer eis eigentlech ënnerscheeden - an ech hoffen, datt mer do eng Kéier an eng convergéiernd Positioun era kënne kommen -, dat ass, datt mer bis ewell festgestallt hunn, datt d'Regierung sech besonnesch beméit ëm den zweeten Aarbechtsmaart, amplaz den Akzent op den éischten ze setzen, amplaz den Akzent drop ze setzen, d'Leit an den éischten Aarbechtsmaart kënnen ze réintegréieren.

Do gëtt et, an do ass et eng Rei vu Mesurë ginn, déi bis ewell net esou applizéiert gi sinn, an trotzdeem hate mer awer bis ewell d'Impressioun, datt do déi néideg Efforten net gemaach si ginn. Op eng Question parlementaire hin un den Aarbechtsminister, hunn ech dann och misse feststellen, datt eigentlech kee weess, wat déi Mesuren, déi mer iwwert de Fonds pour l'Emploi finanzéieren, konkret bréngen, fir d'Leit an den éischten Aarbechtsmaart zréckzebréngen, well de Minister net à même war mer ze soen: Am Joer esou an esou vill sinn esou vill Leit, déi vun där Mesure profitéiert hunn, herno erëm fest vun engem Betrib iwwerholl ginn.

Nun, dat schéngt eis awer den A an den O ze sinn, fir déi Mesuren do ze analyséieren a fir se gegebenenfalls, wann ee mierkt, datt d'Resultater net déi sinn, déi ee sech versprach hat, fir se dann nach emol op de Leescht ze huelen. Duerfir fanne mer et elo ze einfach, fir d'Solidaritéitssteier an d'Luucht ze setzen, ier datt mer emol an de Fong gaange sinn, ier datt mer den Audit gemaach hunn iwwert déi Mesurë vum Fonds pour l'Emploi, ier datt mer gesinn hunn an hätte kënnen décidéieren, wat fir eng mer bäibehalen, a wat fir eng mer gegebenenfalls ausbauen, well se einfach méi Resultater bréngen. An och den 12. Oktober huet de Premier nach annoncéiert, ech zitéieren nach emol: „Mir musse mat de Sozialpartner d'Aspuerpotenzial am Beschäftegungsfong sichen." Nun, offentsichtlech ass gesicht ginn, mä et ass näischt fonnt ginn.

Eng aner Aarbechtsmaartpolitik, wéi mir eis se virstellen, déi setzt och bei der Administration de l'emploi un. Eng Administration de l'emploi, déi, wann ech de Premier richteg verstanen hunn, nach méi Aufgabe soll kréien, mä wou den interne Fonctionnement awer net a Fro gestallt gëtt. Mir stellen a Fro, ob deen Acteur hei am Land, dee sech ëm den Aarbechtsmaart soll këmmeren, ob et gutt ass, wann deen eng Statsverwaltung ass, ob een net misst do op eng aner Struktur higoen, op en Établissement public, fir deem Acteur eng Rei vu Libertéiten ze ginn, zum Beispill och kënnen d'Mataarbechter erauszesichen um fräien Aarbechtsmaart. E Placeur ass haut och eppes aneschters wéi an der Vergaangenheet. E Placeur ass haut e Beruff. E Placeur muss formëiert ginn, an ass net onbedéngt deen, deen d'Redaktesch- oder d'Expéditionnaire-s-Carrière gepackt huet.

Eiser Meenung no geet et an enger Situatioun, wou mer e steigende Chômage hunn, a gläichzäiteg awer nach Aarbechtsplaze schafen, well mer eng Diskrepanz hunn tëscht de Fäegkeete vun deenen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, an den Erwaardunge vun de Betriber, net duer, just de Problem ze verwalten an ze géréieren, mä mer musse kucken, datt mer déi Leit, déi op der Sich sinn, eropgehuewe kréien op déi Stuf, wou se dann herno och kënnen agestallt ginn. An duerfir wëlle mer aus der ADEM eng Weiderbildungs- a Jobagentur maachen, wou den Accent Weiderbildung ebe vill méi wichteg ass, wéi just probéieren déi Leit ze géréieren, déi momentan fir gewësse Plazen eben net méi déi Capacitéite matbréngen.

Mir wëllen och ganz kloer d'Fro stelle vum Monopol, wat d'Aarbechtsvermëttlung ubelaangt vun der ADEM. Woubäi een d'Fro eigentlech och muss stellen, ob déi dann nach ëmmer gëllt. Op jidde Fall am Gesetz do steet se. Mä mir géinge virschloen eng kloer Situatioun ze schafen, datt eben net nëmmen d'Administration de l'emploi kann Aarbechtsvermëttlung virhuelen, datt dat och kéint eng Aufgab gi fir privat a fir aner öffentlech Betriber, déi sech dann an deem doten Domän géinge bewegen, fir eng nei Dynamik an d'Aarbechtsvermëttlung eranzekréien. Eng Dynamik, déi mer brauchen, eng Dynamik, déi mer gesinn hunn, zum Beispill datt et fonctionnéiert am Domän vum Interim, wou privat Firme ganz besonnesch aktiv sinn hei um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

Mir wëllen deene Leit hëllefen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, déi hir Aarbecht verluer hunn; se schonn an deem ganz grousse perséinleche schwierege Schicksal, an dat se eragerode sinn, net eleng loossen. Mer mussen dann awer och vun deene Leit eng Géigeleeschtung erwaarden. Mer mussen erwaarden, datt se bei där Hand, déi ausgestreckt gëtt, och zougräifen, datt se déi Chance notzen, an datt se probéieren, selwer en Effort derzou bäizedroen, fir dann aus der Situatioun kënnen erauszekommen. Et schéngt och do an den Iwwerleeunge vun der Regierung zu engem Stéck méi Rigiditéit ze kommen.

Mir stellen eis och vir, datt deen, deen net matmécht, datt deen, dee passiv an enger Mesure bleift, datt dat net deen ass, deen eng Mesure ka weider blockéieren, fir vläicht engem aneren herno keng Chance ze ginn. Mir denken och un déi, déi wierklech Problemer mat hirer Formatioun haten, déi keen Ofschloss haten, datt déi och vill méi fréi kéinten zu enger Weiderbildungsmesure mat ugehale ginn.

D'Aarbechtsrecht ass fir eis e Punkt, wou ee punktuell kann driwwer diskutéieren. Mir wëlle Flexibilitéit, awer keng Précaritéit, mir wëlle keng Hire-and-Fire-Mentalitéit, mä awer kucken, wou mer kënne virun allem och Industriebetriber hei am Land nach eng Chance bidden, fir hei am Land e gewëssenen Avantage ze fannen.

Do kann ee vun deene Punkten, déi mer emol wéilten an d'Diskussioun bréngen, d'Referenzzäit sinn, déi bis elo bei engem Mount begrenzt ass, mä déi een awer kéint opmaachen, datt ee bei gläich bleiwenden aneren Dispositiounen, déi am Gesetz jo kloer definéiert sinn, wat d'Aarbechtszäit ubelaangt, den Dag an an der Woch awer d'Aarbechtszäit kéint iwwer en halleft Joer oder e Joer équilibréieren, wat enger Rei vu Betriber mat Sécherheet géing entgéintkommen a wat och mat Sécherheet kéint engem Betrib eng Décisioun erliichteren, fir vläicht hei ze bleiwen, hei ze réinvestéieren oder iwwerhaapt op Lëtzebuerg ze kommen.

Mir wëllen eis och Gedanke maachen, wéi mer de Résidenten, déi um Aarbechtsmaart op der Sich no enger Aarbecht sinn, e gewëssenen Avantage kënne gi par rapport zu all deenen, oft gutt formëierten, motivéierte Leit, déi aus dem Ausland op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart kommen. Do kéint ee sech virstellen, datt ee bei engem, deen eng länger Zäit keng fest Plaz hat, déi üblech Klausel, wat de Contrat à durée déterminée ubelaangt, géing ofschwächen, datt een do dem Patron méi Méiglechkeete géing ginn, fir en CDD ze maachen, fir doduerjer dem Patron en Argument ze ginn, hei um Aarbechtsmaart ze rekrutéieren, amplaz an der Groussregioun ze rekrutéieren.

Déi zentral Fro ass a bleift, och wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, natierlech: Wéi brénge mer et fäerdeg, souwuel bei der initialer Ausbildung wéi och bei der Weiderbildung d'Leit fit ze maache fir den Aarbechtsmaart? An do däerfe mer déi lwwerleeungen, déi mer ustrengen, wou mer jo alleguerten driwwer iwwerleeën an driwwer diskutéieren, wat mer an der Schoul mussen änneren, wat fir eng Reform mer an der Schoul brauchen, do musse mer da kucken, datt mer net isoléiert op de Schoulbetrib iwerleeën, mä mir mussen och orientéiert op den Aarbechtsmaart iwwerleeën.

Mir musse kucken: Wat sinn d'Ufuerderungen um Aarbechtsmaart? Wéi kënne mer d'Formatioun deenen Ufuerderungen éischter gerecht maachen? Et geet net duer, wéi bei enger Rei vu Mesuren awer elo leider da geschitt ass, datt d'Ufuerderungen erofgeluecht ginn, datt manner Hausaufgabe solle gemaach gi fir méi Leeschtung ze kréien, datt en Experiment vun engem Neie Lycée gemaach gëtt fir e puer Schüler, amplaz datt mer déif gräifend Reformen an eisem ganze System uginn, datt mer d'Promotiounskritären esou strukturéieren, datt wierklech d'Lat esou niddreg läit, datt der vill méi kënnen driwwer sprangen. Mä awer déi Lat um Aarbechtsmaart, déi bleift héich leien, an do fale se dann awer herno derduerch.

An déi Politik, déi do gemaach gëtt, déi Politik, déi vun dëser Regierung momentan an der Educatioun gemaach gëtt, déi dréit net dozou bäi, fir ville jonke Leit hei am Land besser Zukunftschancen ze bidden. Si dréit dozou bäi, vläicht elo hinnen d'Impressioun vun enger besserer Zukunftschance ze ginn, mä spéitstens dann, wa se op den Aarbechtsmaart wäerte kommen, da gesi mer, da gesi si och, wat konkret dann hir Formatioun wäert war.

Déi Mesuren, déi mir proposéieren, droen och dozou bäi, fir d'Dépensen iwwert de Fonds pour l'Emploi ze drécken, fir se erofzesetzen, well mer méi Leit an den éischten Aarbechtsmaart wëllen erandrainéieren. Mir wëllen awer net soen, datt all déi Mesurë schlecht waren an alles schlecht ass an duerfir misst op de Leescht geholl ginn. Mir kënnen eis och virstellen, Mesuren derbäizemaachen.

Eng konkret vun deenen 33, déi mir och proposéieren an deem Domän, dat ass fir Start-up-Entreprisen, neien Entreprisen, déi sech kreéiert hunn, wa se Hëllef brauchen, wa se nach net déi Decken awer hunn, fir wierklech da kënnen och Personal ganz massiv anzestellen, datt se do op Demandeur-d'emploie kënne fir eng gewëssen Zäit zréckgräifen an dann herno d'Ënnerstëtzung iwwert de Fonds pour l'Emploi do géing lues a lues auslafen.

Fir d'Recettë vum Stat ofzesécheren, ass den Aarbechtsmaart ee wichtegen Domän, well mer do vill Dépensen driwwer lafen hunn, well d'Dépensen an d'Luucht geschnellt sinn, parallell zum Chômage, mä gläichzäiteg musse mer awer bei allen Iwwerleeunge kucken, datt mer eng dynamesch Ekonomie behalen. Eng dynamesch Ekonomie, wou mer nei Gebidder eis mussen eraussichen. Gebidder, Zukunftstechnologie: Do geet et net duer, datt mer driwwer schwätzen. Mir mussen eis kloer dozou bekennen. Mir musse kucken, datt mer eng Vernetzung hikréien tëschent deene Betriber, déi do sinn, tëschent Betriber, déi interesséiert sinn, tëschent der Uni, der Fuerschung, an datt mer gläichzäiteg awer och kucken, de legislative Kader dann och all Kéiers deem unzepassen.

Wa mer vun Zukunftstechnologië schwätzen, da versteet een och net, firwat mer bis ewell net de Courage haten, eng kloer a konkret Diskussioun hei am Land iwwer Stammzellefuerschung ze féieren. Och dat ass een Element vun Zukunftstechnologien. A wa mer Chancë gesinn - mir musse méi Chancë gesinn -, dann däerfe mer net all Kéiers gläichzäiteg och de Risiko mat ervirsträichen an de Risiko als grouss Hürd dohinnerstellen, sou datt een herno eigentlech d'Chancë guer net méi gesäit. Wann eis Virfahre bei all neie Sprong, dee se gemaach hunn, esou iwwerluecht hätten, da wäre mer haut mat Sécherheet net do, wou mer Gott sei Dank ukomm sinn.

Mir brauchen och e Stéck nei Zukunftschancë fir den Handel hei am Land. Ech hu mat Freed festgestallt, datt de Premierminister gesot huet, Lëtzebuerg soll de Shoppingcenter vun der Groussregioun ginn. Well mer et net méi sinn, well mer Kafkraaft verléieren, a méi Kafkraaft an d'Ausland exportéieren, wéi mer vum Ausland erakréien. An duerfir musse mer eis lwwerleeunge maachen, u wat dat dote läit.

Ob awer elo de Präisvergläich oder en Inflatiounsvergläich, wéi gëschter proposéiert ginn ass, tëschent Lëtzebuerg an deenen Nopeschlänner wierklech hëlleft, fir d'Clienten herno hei ze halen, do wëll ech virdru warnen. Dat kann och herno dozou féieren, datt, wa mer nach e Stéckelche méi Transparenz kréien, d'Clienten dann och herno nach méi op Tréier ginn.

Une voix.- Aha!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Well mir mussen och kucken, firwat et Differenzen an de Präisser gëtt, an et gëtt Differenzen an de Präisser, well och d'Konditiounen anerer sinn an Nopeschlänner, well do d'Loyere vläicht anerer sinn, well do d'Lounkäschte vläicht anerer sinn. Duerfir solle mer net nach méi Reklamm maachen, fir Leit an d'Nopeschregiounen akafen ze schécken, mä mir musse kucken: Wat kann dozou bäidroen, fir datt de Lëtzebuerger Client, de Résident hei am Land, och e gudden Deel vu senger Kafkraaft hei am Land léisst?

Do gehéiert fir eis eng Diskussioun iwwert d'Öffnungszäite vum Commerce mat derbäi. Wann ee feststellt, datt do, wou awer samschdes owes méi laang op ass, vill lëtzebuergesch Autoe virun de Supermarchéé stinn, da schéngt et e gewëssent Bedürfnis vum Client hei am Land ze ginn, fir vun esou enger Offerte Gebrauch ze maachen. Da musse mer eis d'Fro stellen, wa mer wierklech interesséiert dru sinn, déi Kafkraaft hei ze halen, ob mer net och hei am Land d'Öffnungszäite méi fräi géinge gesinn. A mir brauchen e Gesamtkonzept, eng Campagne, eng Publizitéitscampagne fir de Shoppingcenter Lëtzebuerg. Et geet mat Sécherheet net duer.

Mir mussen - an dat ass e Punkt, wou mer frou sinn, och gëschter an der Debatt eng kloer Sprooch héieren ze hunn - eis Iwwerleeunge maachen iwwert d'Entwécklung vun de Stroumpräisser an den Uschloss un eis sämtlech Nopeschlänner a gläichzäiteg d'Opde-Leescht-Huele vum Fonds de compensation. Dat ass eppes, wou mer domadder kënnen d'accord sinn, a mir gehéiere schliesslech net zu deenen, déi permanent op deem dote Punkt eng falsch verstanen Debatt iwwert den Atomstroum wëlle féieren.

Fir Betriber et méi einfach ze maachen, sech hei nidderzeloossen, hei auszebauen, weider ze investéieren, musse mer iwwerleeën: Wat kënne mer konkret ubidden? Déiselwecht Iwwerleeungen hu vill Gemenge viru kuerzem gefouert a sinn higaangen an hunn e Guichet unique gemaach, fir deem Bierger, dee bei se an d'Gemeng komm ass, aus enger Hand dat meescht vun administrative Prozedure kënnen ze proposéieren, him d'Méiglechkeet ze ginn, op enger Plaz an aus engem Mond kënne beroden ze ginn.

Nun, datselwecht brauche mer fir d'Betriber. Mir musse kucken, datt mer fir Betribsgenehmegungen ee Guichet unique schafen, datt mer an deem Guichet unique eng konkret Berodung kënnen ubidden, datt mer doriwwer eng ganz Rei vun anere Moossname kënne lafe loossen, wéi zum Beispill d'Favorisséiere fir Betriber, fir Handwierksbetriber virun allem, wou de Propriétaire sech wëllt zur Rou setzen, kee Successeur huet, datt en ee fënnt, datt déi Betriber kënnen iwerliewen.

Mir wëllen duerch eng Spuerpolitik beim Stat d'Ekonomie net ofwiergen, och net duerch eng Spuerrhetorik. Mir wëllen Zukunftsinvestitiounen tätegen an deenen Domäner, wou mer se brauchen. Mir sinn och net der Meenung, datt eng Statsverscholdung per se schlecht ass. Mir musse kucken, wann en Emprunt gemaach gëtt, datt en da wierklech och investéiert gëtt an d'Zukunft, datt mer eppes hunn dovunner, alleguerten, spéiderhin. A wann et wierklech esou ass, datt déi Investitiounen deenen nächste Generatioune mat déngen, da kënnen déi jo och iwwert de Finanzement mat dozou bäidroen.

Mä op jidde Fall mëttelfristeg a laangfristeg ass et net méiglech, och an eisen Aen, datt de Stat méi ausgëtt wéi en erakritt. Fir de Budget an den Equiliber ze kréien, si mat eis keng faul Tricker ze maachen, faul Tricker wéi se laang am Raum stoungen, op jidde Fall zënter der Regierungserklärung 2004, wat d'Mammerent ubelaangt, wou jo gesot ginn ass, déi Dépense géing aus dem Budget erausgeholl ginn an da géing se iwwert d'Rentekeese lafen. Dat schéngt jo elo vum Dësch ze sinn. Souwäit ech mech erënneren, wär dat eng Dépense vun 80 Milliounen Euro gewiescht.

Wann ech awer dem Premierminister gëschter richteg nogelauschtert hunn, da ginn dann elo Dépensë vu 70 Milliounen Euro aus dem Budget erausgeholl an an d'Rentekeesen transferéiert, dat ass an eisen Aen eigentlech nach ëmmer deeselwechte faulen Trick, wéi et bei der Mammerent gewiescht wär.

Fir eng besser Finanzpolitik an eng gutt Steierpolitik kënnen ze maachen, brauche mer besser Prognosinstrumenter, fir d'Steierschätzung méi prezis kënnen ze maachen, datt mer éischter wëssen, mat wat fir enge Recettë mer wierklech kënne rechnen, nëmmen esou kann ee sech jo op konkret Zuele baséieren.

Mir brauchen - an ech hunn et virdru schonn ugeschnidden - och Geldmëttel fir nei Politike kënnen ze gestalten. Mir sinn eis jo iwwer vill Prioritéiten eens, da musse mer kucken, wéi mer Moyene kréien, fir dann och déi Politike kënnen ëmzesetzen. Mat eis ass d'Désindexéierung vun enger Rei vu Sozialleeschtungen ze maachen, et ass eng vun deene Proposen, déi mer gemaach hunn, sous condition natierlech datt mer all Kéiers dann och niewendru setzen, firwat mer dann dat manner Geld, dat mer zum Beispill beim Kannergeld oder zum Beispill bei der Mammerent ausginn, ganz konkret fir ee vun deenen neie Politikfelder do dann och gebrauchen.

Eng selektiv Sozialpolitik kann och nach Mëttele fräimaachen, fir aner Politike kënnen ze gestalten. Eng Sozialpolitik, déi méi op deen Eenzelnen ageet; eng Sozialpolitik, déi éischter d'Bedürfnis vun deem Eenzelne considéréiert, amplaz datt et eng Sozialpolitik ass mat der Strenz, wou jiddereen datselwecht kritt, egal ob en et brauch oder net, egal ob en drop ugewisen ass oder net. Deen ee kritt vläicht Kannergeld an e bräicht et net, a bei deem anere geet et vläicht nach net duer mat deem, wat e bis ewell kritt.

Wa mer esou eng Diskussioun wëlle féieren iwwer eng selektiv Sozialpolitik, da musse mer fir d'alleréischt emol d'Analys doriwwer maachen, wien un där doter Sozialpolitik matfinanzéiert a wien dovunner profitéiert. Mir brauchen dat Instrument, wat do genannt gëtt - Matrice des transferts sociaux -, fir eigentlech déi doten Diskussioun eréischt kënne ganz seriö an op Basis vu ganz konkrete Fakten ze féieren, an dofir géinge mir d'Regierung invitéieren, dat Instrument opzebauen an zur Verfügung ze stellen.

Mir mussen eis och Gedanke maachen iwwert den Export vu Sozialleeschtungen. Eng Pist ass an eisen 33 Propositiounen domat opgezeechent: Mir wëlle Sozialleeschtungen deenen zegutt komme loossen, déi se brauchen. An da musse mer kucken, wat e konkret Bedürfnis dofir ass, an dat Bedürfnis ass vläicht hei am Land - op jidde Fall momentan mat deene Baupräisser, mat deene Loyeren, déi mer haut hunn - en anert wéi an de Nopeschlänner an an der Grenzregioun. An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob all Sozialleeschtung och nach an deem Mooss muss mat exportéiert ginn. Konkret kéint ee sech e Modell virstellen, wou d'Kannergeld géing erofgesat ginn, wou et och manner géing exportéiert ginn, an dofir eng Wunnprimm hei am Land de Résidenten zousätzlech géing zegutt kommen, fir datt et déi net géing treffen, an déi brauche jo eigentlech och méi, well se méi deier wunnen, wéi wa se an der Grenzregioun géinge wunnen.

Mir wëllen och Subventiounen an Ofschreiwungen op de Leescht huelen. Mir musse kucken, wa mer Ziler wëllen an der Politik erreechen, wéi zum Beispill eis méi ökologesch ze verhalen, wéi zum Beispill, datt mer Eegevirsuerg maache fir d'Altersversuergung, wéi mer déi am beschte kënnen erreechen. Geet dat duerch eng Ofschreiwungsméiglechkeet? Geet dat duerch e Subsid oder geet et net vläicht méi effizient dann och duerch ganz konkret a legal Dispositiounen, déi da jiddereen och dru bannen, fir sech da lues a lues esou engem Verhalen unzenäheren. An da géinge mer um Niveau vum Budget eng Rei vun Aspuerunge realiséieren, déi mer alt nees erëm fir aner nei Politikberäicher kéinte fräimaachen.

Mir wëllen awer wierklech oppassen, datt dat, wat elo vun der Regierung och hei annoncéiert ginn ass, fir Dépensen zréckzehalen duerch den Index, deen net fält oder dee méi spéit fält, duerch den Index, deen net applizéiert gëtt op d'Kannergeld, op d'Mammerent an op aner sozial Leeschtungen, datt mer wierklech awer och net nëmmen hei en Argument geliwwert kréien, datt dat ass, fir nei Leeschtunge kënnen opzebauen, fir nei Offerten de Bierger hei am Land kënnen ze maachen, mä datt déi Suen herno wierklech och dofir gebraucht wäerte ginn.

Mir mussen, wat d'Investitiounen ubelaangt, se op engem héijen Niveau behalen, well nach e grousse Besoin do ass, well mer modern Infrastrukturen an dësem Land brauchen. Mir mussen awer ewechkommen, wat mëttlerweil vu jidderengem als Prunkbaute bezeechent gëtt, hin zu Investitiounen, déi an deem Sënn vum Wuert eigentlech richteg Investitioune sinn, nämlech wou mer haut eppes investéieren a muer dann eppes och derfir erëmkréien. Dat ass, wa mer an d'Fuerschung investéieren; dat ass, wa mer eis Schoulinfrastrukturen ausbauen; dat ass, wa mer eng Uni opbauen; dat ass, wa mer nei Verkéiersweeër schafen; dat ass, wa mer Gewerbezone schafen, mä dat ass awer net onbedéngt de Fall, wa mer déi eng oder déi aner grouss Infrastruktur schafen, déi herno méi kascht u Folgekäschten, wéi se dann och fir d'Zukunft soll méi erabréngen.

PPP - public private partnership - ass e Stéchwuert, dat vun eis jo och scho gebraucht ginn ass a wou mer soen: Dat kann eng Pist sinn, fir méi schnell a méi bëlleg ze bauen. Mir wëllen awer gläichzäiteg derbäi bedenken, datt et eng Rei vu Risike gëtt. Risike virun allem och fir déi einheimesch Betriber, fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Wann et herno esou ass, datt do nach just grouss auslännesch Gruppe kënne matmaachen an d'Projete realiséieren, da wësse mer net, ob dat ënnert dem Stréch dann och dem Stat méi bréngt, ob en net herno iwwert d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprisen, iwwert de Fonds pour l'Emploi, gläichzäiteg méi Ausgaben huet, wéi op där enger Säit e géing aspueren.

Beim Stat kann nach reforméiert ginn um Niveau vun de Verwaltungen, och esouguer um Niveau vun de Ministèren. Wann d'Regierung de Courage hätt a wierklech mam gudde Beispill géing virgoen, da géing se soen: Mir brauchen net onbedéngt e Wirtschafts- an e Mëttelstandsministère, kommt mir schloen déi zesummen, well et ass eng ähnlech Aktivitéit, mir brauchen net onbedéngt e Ministère vun de Sécurité sociale an ee vun der Solidarité nationale, déi agéieren an deeneselwechten Domäner, ma kommt mir leeën déi zesummen, mir ginn dat an eng Hand an déi Verwaltungen, déi drënner sinn, schaffe méi effizient a méi rationell zesummen.

Brauche mer e puer Steierverwaltungen a musse mer net wierklech nach emol den Dossier op de Leescht huele vun der Aufgabenopdeelung tëscht Stat, Gemengen a konventionéiertem Secteur, wou mer kënne kucken, wie sech hei am Land ëm wat fir eng Aufgabe soll këmmeren, wie se besser mécht a wie se méi käschtegënschteg mécht, an da gi mer deem dat als Aufgab mat op de Wee?

Déi Mesuren, déi elo ugekënnegt sinn, déi och mir dann zum Deel mat ënnerstëtzen a wou mer anerer derbäigesat hunn, wäerten derzou féieren, datt ee mëttelfristeg kann en Equiliber am Budget erreechen. Mir mussen awer wëssen, datt nach eng ganz Rei vun Inconnuën am Raum stinn. Eng Inconnue ass natierlech d'Ekonomie, wou mer manner Afloss drop hunn, eng aner Inconnue sinn déi Risiken an déi Ofhängegkeet vun eise Statsfinanze par rapport zu enger Rei vun Aktivitéiten, d'Aktivitéite vun der Bankplaz, déi ongeféier e Véierel vun de Recetten ausmaachen, d'Aktivitéiten aus dem Tanktourismus, déi ongeféier e Fënneftel vun de Recetten ausmaachen.

Iwwert de Kyoto-Prozess ass vill geschwat ginn, iwwert den Tanktourismus ass vill geschwat ginn an et gi jo Mesurë geholl, fir ze kucken, wéi mer aus der Ofhängegkeet kënnen erauskommen, wéi mer de Kyoto-Prozess kënne finanzéieren. Wat ech vermësst hunn, dat ass awer gläichzäiteg eng Ofschätzung, wat sinn d'Répercussioune vun deenen dote steierlechen Adaptatiounen - nei Steieren, déi agefouert gi sinn an d'Eropsetzung vun den Accisen - op de Konsum an domadder gläichzäiteg och op déi Recetten, déi mer aus dem Tanktourismus zéien. Do schéngt mer awer nach e grousst Fragezeichen hannendru verstoppt ze sinn, sou datt ech net kann dovunner ausgoen, datt dat, wat hei als zousätzlech Recetten all Kéiers genannt ginn ass, dann och wierklech kann déi nächst Jore realiséiert ginn.

Wat d'Autossteier ubelaangt, do kann een och feststellen, datt déi a kengem Wahlprogramm war, datt se och net am Koalitiounsaccord war. An d'Fro stellt sech: Ass et wierklech fir d'Ëmwelt oder ass et fir de Statsbudget dass se agefouert gëtt? Well wann een elo mol nach eng Kéier kuckt, wat fir eng Autoen datt do betraff sinn, da sinn et natierlech déi Drecksschleideren an déi grouss, déi vill CO_2 hannen erausblosen, déi méi staark

herno wäerte belaascht ginn, mä och deen, dee bis elo schonn en Effort gemaach huet oder wëll en Effort maachen, fir sech e klengen CO_2-spuerenden Auto wëllen unzeschafen, och dee wäert däitlech méi belaascht ginn. Laut mengen Informatiounen ass et bei engem Verbrauch vu sechs Liter op 100 Kilometer - wat jo ëmmerhin net allze vill ass - méi ewéi eng Verdueblung vun der aktueller Steierlaascht, sou datt mer hei wierklech eis d'Fro stellen: Geschitt dat dote wierklech am Interesse vun der Ëmwelt, fir d'Leit derzou ze bréngen, datt se e manner verbrauchenden Auto fueren oder geet et net awer drëms, fir generell herno méi an d'Kees ze kréien?

An d'Fro, déi een och ka stellen: Wat geschitt mat deene Recetten, ginn déi da wierklech zilorientéiert genotzt, fir ze investéieren an Energiespuerprojeten a Konzepter eran, wéi mer an Zukunft eis Ofhängegkeet vun de fossilen Energië kënnen zrécksetzen, oder fléissen se och ganz einfach mat an déi grouss Keess eran?

D'Deklaratioun vu gëschter gëtt dem eegenen Usproch vum Premierminister a vun der Regierung an enger ganzer Rei vu Punkte selwer net gerecht. Se baséiert um Minimalkonsens aus der Tripartite. De Minimalkonsens, deen, wéi een elo ka feststellen, lues a lues amgaangen ass schonn ze bréckelen.

Se ass wirtschaftlech kontraproduktiv, well d'Steierlaascht an d'Luucht geet. Domadder wäert keng Aarbechtsplaz geschaf ginn hei am Land, domadder wäert kee Betrib ofgeséchert sinn oder nei op Lëtzebuerg kommen, domadder geet d'Kafkraaft erof, domadder geet de Konsum erof.

Mir hu keng strukturell Reformen annoncéiert kritt, op jidde Fall keng konkret. A ville Punkten, do, wou strukturell Reformen noutwendeg wären, gëtt sech a gi mir bis op 2009 vertréischt, fir bis zu den nächste Chamberwahlen iwwert d'Distanz ze kommen.

Eng ganz Rei vun deenen doten Décisiounen, déi awer ganz vill Leit am Land betreffen, sinn hannert zouenen Diere geholl ginn. Och dat solle mer nach emol bedenken. Mir solle wierklech Efforte maachen. Duerfir eis Resolutioun, fir d'Leit am Land mat op de Wee ze kréie vun deene Reformen do. Mir sollen d'Situatioun am Land erklären, mat de Leit diskutéieren, an ech mengen, datt déi allermeescht, op jidde Fall heibannen, wann een déi Emissiounen héieren huet, wann een déi Stellungnahmen héieren huet, keen Zweifel méi drun hunn, datt Handlungsbedarf ass an datt et eng ganz interessant Debatt kéint sinn, wa mer kontrovers iwwert d'Zukunft vu wichtege Froen hei géifen diskutéieren, an dësem Haus a mat de Bierger queesch uechtert d'Land.

Mir, als Demokratesch Partei, wollten en aktive Bäitrag dozou leeschten, mir wollten eis net an d'Situatioun beginn, datt mer einfach aus der Oppositioun eraus der Regierung géingen nokucken, wéi se sech mat enger Rei vu ganz reelle Problemer géing ofméien. Mir wëllen do, wou mer zesummen eppes kënne maachen, dat zesummen dann och mat upaken.

Mir wëllen do, wou bis ewell d'Majoritéit net gewëllt ass, op e Wee ze goen an nei Iddien an d'Diskussioun bréngen, déi hei am Haus an dobaussen am Land diskutéieren. A fir datt mer och kënnen domadder ufänken, ganz konkret ze diskutéieren, hu mer eng Rei vun deene Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, a Motiounsform hei nach emol erabruecht, an ech wëll déi déposéieren, fir datt d'Chamber sech dann dozou expriméiere kann.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination Tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

- à déposer sans tarder à la Chambre des Députés le document substantiel concernant la politique en matière de logement présenté au Comité de Coordination Tripartite.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à déposer sans tarder à la Chambre des Députés les documents détaillés relatifs à la révision de la législation sur le chômage remis au Comité de Coordination tripartite.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à intensifier la coopération entre l'ADEM et les entreprises de placement du secteur privé en vue de faciliter la réintégration des chômeurs dans le marché du travail,

à déposer un projet de loi modifiant la loi du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi de façon à renforcer le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation et à procéder à une définition des droits des chômeurs tenant compte des efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi,

à étudier la possibilité de transformer l'ADEM en établissement public et d'améliorer la flexibilité de l'ADEM en procédant à une abrogation générale du monopole de l'ADEM concernant le placement de demandeurs d'emploi.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à veiller à ce que l'ADEM lance, avec les organisations patronales, une campagne d'information relative aux potentialités offertes par la législation sur les conventions collectives en ce qui concerne les questions liées à l'emploi, la formation et la lutte contre le chômage.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006,

invite le Gouvernement

à faire procéder à un audit sur les mesures pour l'emploi dans le but de dégager des synergies, regrouper les structures administratives et de réexaminer les objectifs à atteindre par le biais de ces mesures.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant l'opportunité d'encourager la création d'entreprises et de renforcer une politique active de maintien de l'emploi,

invite le Gouvernement

à déposer un projet de loi destiné à permettre une intervention du Fonds pour l'Emploi dans le financement de mise à la disposition de «start ups» nouvellement créées de chômeurs pendant une durée déterminée dans l'optique d'un engagement définitif.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant la «Déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement» du Premier Ministre, Ministre d'État du 12 octobre 2005 et notamment son affirmation (p.21): «D'Regierung mengt 't wier eng Politik niewt dem Dill wa mer elo d'Steiere géifen an d'Luut setzen»,

invite le Gouvernement

à renoncer à relever le taux de l'impôt de solidarité de 1% le 1er janvier 2007.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant la nécessité de renforcer la compétitivité du commerce luxembourgeois par rapport à celle des régions environnantes,

invite le Gouvernement

à développer une stratégie ensemble avec tous les concernés pour améliorer l'attractivité du commerce luxembourgeois par rapport à la Grande Région,

à initier un grand débat public sur l'heure d'ouverture des magasins,

à élaborer un projet de loi qui permettrait de décider quand et sous quelles conditions les magasins peuvent être ouverts, étant entendu que les heures d'ouverture doivent être fixées en tenant compte du droit du travail existant.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant l'importance d'une programmation financière à moyen et long terme,

invite le Gouvernement

à mettre en place une procédure permettant une meilleure prévision des recettes fiscales et une meilleure évaluation des conséquences prévisibles de modifications du régime fiscal existant,

à assurer une plus grande transparence de la répartition des recettes fiscales entre l'Etat et les communes,

à veiller à ce que le groupe d'analyse fiscale, que le Gouvernement entend mettre en place, fasse une analyse secteur par secteur de la compétitivité fiscale aux niveaux régional, européen et international.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- déterminée à œuvrer pour une politique plus ciblée en matière de transferts sociaux,

invite le Gouvernement

à établir dans les meilleurs délais une matrice des transferts sociaux.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, knapps zwee Joer no de Wahle vum 13. Juni 2004 ass dës Legislatur op engem wichtegen Etappenzil ukomm.

(Interruption)

De Wee fir d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen ass ofgestach, den Trend vum Defizit säit 2003 ass gestoppt, d'Regierung huet sech domat eng zolidd finanziell Grondlag gi fir hir Reformen. Dës Konsolidéierung ass kee Selbstzweck. Si huet als Zweck d'Konkurrenzfäegkeet vum Land ze verbesseren, de Kampf géint de Chômage méi effikass ze maachen, d'Gläichgewiicht tëschent dem Sozialen, dem Wirtschaftlechen an dem Ekologesche festzeleeën.

Ech erënnere mech nach, dass de grénge Kolleeg François Bausch virun de Gemengerotswahle gesot huet: „Waart bis no de Gemengerotswahlen, da kënnt et knëppeldéck.“ Et kënnt net knëppeldéck, Här President, well dee richtege Mechanismus vun der soziale Concertatioun nach ëmmer fonctionnéiert. De Sozialmodell, deen a jorzéngtelaangen Ausenanersetzungen opgebaut gouf, bleift net nëmmen a senge wesentlechen Objektiver, mä och a sengen Instrumenter bestoen.

D'Objektiver, dat sinn: d'Solidaritéit, d'sozial Kohesioun, d'Ëmverdeelung vum Räichtum, dee geschafe gëtt, d'Erhalen an den Ausbau vun öffentlechen Déngschtleeschtungen.

D'Instrumenter, dat sinn: déi öffentlech Versécherunge géint Krankheet, fir d'Fleeg a fir den Alter, d'Hëllef fir Kanner a Famill, d'Mëttele géint de Chômage.

Et gëtt kee sozialen Ofbau, mat anere Wierder: Dat soziaalt Netz bleift erhalen a gëtt un d'finanziell Méiglechkeete vum Stat vun haut ugepasst. Den Index bleift, zwar décaléiert, mä e gëtt net ausgesat. Den Ajustement kënnt, zwar an zwou Etappen, mä e kënnt. D'Leeschtunge vun de Keesen an der Fleegeversécherung bleiwen. D'Leeschtunge fir d'Famillje bleiwen och, zwar net indexéiert, an d'Recetten dovunner gi fir méi Crèchen a fir méi Encadrement fir d'Schoulkanner agesat. D'Entschädegung am Fall vu Chômage gëtt net reduzéiert. De Mindestloun gëtt an d'Luucht gesat.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

An där Opzielung, Här President, sinn eng Partie Sacrificer enthalen. Mir mengen déi Sacrificer wären ze erdroen, well se sozial gerecht verdeelt sinn. Dat gëllt och fir eng Partie Taxen a Steiererhéijungen. De Bäitrag fir d'Fleegeversécherung geet an d'Luucht, d'Solidaritéitssteier och, grad ewéi den Taux parking fir verschidde Servicer bei der TVA vun 12 op 15%. Dat ass keng haart Steierschrauf, wéi se an anere Länner ronderëm ons gedréint gëtt.

Et däerf een awer déi Sacrificer net erofspillen. Si bedeite sécher Aschnëtter am Akommes, also och am Konsum, hunn also sozial a wirtschaftlech Konsequenzen. Dobäi muss et da kloer sinn, dass déi Sacrificer eppes brénge mussen. Si mussen hëllefen déi Problemer ze meeschteren, déi mer effektiv als Land kuerz- a mëttelfristeg hunn.

Här President, d'Analys vun de Problemer vun de Statsfinanzen ass kloer an däitlech am Avis vun der Tripartite novollzunn. Si weist, dass den Defizit vum Stat 2002 agesat huet an 2004 dee vum gesamten öffentleche Secteur, dat heescht: den Zentralstat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale. Vu plus 5,9% vum PIB am Joer 2000 ass et erofgaang op minus 1,9% am Joer 2005. D'Ausgabe vum öffentleche Secteur sinn tëschent 2000 an 2005 vu 37,7% bis op 44,3% vum PIB eropgaang. Ganz kloer huet d'öffentlech Hand an deene Joren hir Ausgabe massiv, ze massiv erhéicht.

De Statsminister huet déi massiv Ausgabenerhéijung vun 2003 an 2004 doduerch argumentéiert, dass d'Konjunktur sollt gestäipt ginn. Dat ass sécher nëmmen zum Deel duerch déi héich Investitiounsquot de Fall gewiescht, awer net duerch déi ze héich Fonctionnementskäschten. 2002/2003 huet de Stat massiv Leit agestallt, ëm déi 500 nei Statsbeamten, déi net alleguer nëmme fir d'Police an d'Schoul bestëmmt waren.

Här President, kee Land a keng Gemeng kann iwwer hir Mëttele liewen oder si dreiwen op kuerz oder laang an d'Faillite. Dat schuet an éischter Linn deenen, déi de Stat an d'öffentlech Hand am meeschte brauchen. Dat veraarmt de Stat an d'Gemengen. An dofir hu Regierung wéi Gemengen, egal wéi hir politesch Zesummesetzung ass, hir Budgeten am Gläichgewiicht ze halen a kënnen héchstens fir d'Investissementer fir d'Zukunft Schold maachen.

Et gëtt net einfach, Léisunge fir déi schwiereg a vernetzt Problemer, mat deene mer ze dinn hunn, ze fannen. D'Theorië vun enger staatlech dirigéierter Wirtschaft oder vun Defiziter, déi keng wirtschaftlech Couverture hunn, hunn 1990 endgülteg Faillite gemaach. Mir sinn an enger oppener Welt, un déi ons Wirtschaft sech upasse muss.

Ech hu gehéiert, et wäre Leit zum Beispill der Meenung, ech hunn dat den 1. Mee gehéiert, et sollt een e Präisstop zu Lëtzebuerg festleeën, fir der Inflatioun Här ze ginn. Ob dat da fir d'Pëtrolspräisser fonctionnéiert misst een emol probéieren, dat wär wierklech ze schéin.

Här President, d'Noutwendegkeet vun der Konsolidéierung leet sech direkt aus dem Mandat vum Koalitiounsprogramm of, fir d'Norme budgétaire am Aklang mat der wirtschaftlecher Entwécklung ze bréngen, grad ewéi de Pacte de stabilité de croissance ze respektéieren.

Dëst ass vun der Chamber am Dezember 2005 mat Nodrock verlaangt ginn, a ganz prezis am Budgetsrapport vum LSAP-Deputéierte Roger Negri. Den LSAP-Deputéierte sot doran, dass d'Regierung hir Prioritéite fundamental misst réévaluéieren, d'Contrainte budgétaire verbesseren, an zugläich hir Moyenen op déi Prioritéiten ausriichten.

En huet och vun enger mangelnder Soutenabilitéit vun den öffentleche Finanze geschwat. Dat heescht, dass mer allgemeng net d'Gewunnecht hunn hei zu Lëtzebuerg ze analyséieren, wéi effikass d'öffentlech Ausgabe sinn, dass mer weder d'Resultater vun den Ausgaben nach d'Ëmstänn dovunner kennen. Dat géllt fir d'Investissementer wéi fir munech sozialekologesch oder soss Ausgaben. Vill an oft gëtt gär mat der Strenz gefuer, an net no den eigentleche Besoinen. De Stat - sot och de Budgetsrapporteur deemools am Dezember 2005 - muss seng Gestioun moderniséieren, seng Prozedure vereinfachen, seng Bürokratie ofbauen. E puer Elementer dovunner fënnt een an der Ried vum Statsminister.

Här President, dës Koalitioun freet e responsabelen Effort vun de Salariéé wéi vun de Pensionären an de Betriber. Si freet deen net aus Larifari, mä aus der Noutwendegkeet, dem Stat Mëttelen ze ginn, fir déi nei Zäit ze preparéieren.

De Kompromëss an der Tripartite vum 19. Abrëll ass eng noutwendeg Virgab, fir op dee Wee ze goen. Mir wëssen all, dass dee Wee schwéier war an ass. Wa vun Index, Ajustement oder Steieren an Taxë Rieds geet, da si mer an Tabuzone vun der sozialer Ausernanersetzung. Da geet et ëm Lager a Grabenkämpf, déi esou al si wéi d'Sozialgeschicht vu Lëtzebuerg. De Kompromëss vun der Tripartite weisst, dass déi Tabuthemen nach ëmmer bestinn. E weisst awer och, dass trotzdeem Fortschrëtter erreecht kënne ginn. A wann ech vun Tabu schwätzen, da mengen ech domat grondleeënd Instrumenter vun der sozialer Kohesioun an der Ëmverdeelung. Den Index ass ee vun deenen.

Den Tripartite-s-Mechanismus besteet am Wëlle vun der Politik, mat de Sozialpartner en Accord ze treffen an net géint d'Sozialpartner ze regéieren. Dat erspuert Opreegung an Duercheneen, déi Lëtzebuerg, mengen ech, sech manner ka leeschte wéi munech méi grousst Land. Wann déi Concertatioun mat staarke Gewerkschaften a Patronatsverbänn net stattfënnt, geet d'Ausernanersetzung op d'Strooss, wéi een dat am Frankräich viru kuerzem gesinn huet.

De Mechanismus besteet awer och an der Bereetschaft vun de Gewerkschaften noutwendeg öffentlech Aufgabe mat unzegoen. De Mechanismus stäerkt sécher och d'Gewerkschaften an d'Patronatsverbänn. Et gëtt hinne Gewiicht am Décisiounsprozess an der Gesellschaft zwësche Betriber a Salariat, mä och zwësche Gesellschafts- a Beruffsgruppen.

Natierlech kann een dozou munches soen; als Parlamentarier besonnesch. Et ass jo net fir d'éischt, dass d'Tripartite als Enceinte kritiséiert gëtt, déi d'Prerogativë vun der Chamber beschneide géif. Dat war schonns an de 70er Joren de Fall, wéi déi deemoleg DP-LSAP-Regierung dat Instrument vum Krisemanagement agefouert huet. Si gouf deemools vun der extremer Lénker bis zur CSV schaarf kritiséiert.

Ech stelle mer allerdéngs Froen iwwert d'Méiglechkeete vun der Politik a vun dësem Parlament, ouni enke Kontakt mat de sozialen a wirtschaftleche Relaisen d'Zukunftsfroen unzegoen.

Et ass net onwesentlech fir d'Stabilitéit vum Land, dass déi sozial a wirtschaftlech Kräfte vum Land an esou enger Enceinte zesummekommen. Ech zielen och de Conseil économique et social dozou, dee ganz bestëmmt eng wichteg Roll beim Cheminement vun de Gedanke vun der Reflexioun vun deene Kräften hat. Dëst Organ huet a sengem Avis iwwert d'Lag vum Land d'Regierung opgefuerdert - dat sinn also d'Patronen an d'Salariatsvertrieder - seng Finanzen ze sanéieren, d'Sozialtransfertë besser ze cibléieren, seng mëttelfristeg Prioritéite méi kloerzestellen.

An da schlussendlech fir déi, déi d'Tripartite kritiséieren: Ass et dann net eigentlech normal, dass d'Sozialpartner e Wuert matschwätzen, wann et ëm Akommes, Ëmverdeelung a Prélèvementer geet, déi de soziale Fridden an déi sozial Kohesioun betreffen? Den Index ass en Instrument fir d'Kafkraaft ze erhalen. Den Ajustement ass den Upassungsmechanismus vun den Akommesse vun den eelere Leit. An do sollen d'Sozialpartner net matschwätzen?

Här President, sécher gëtt et der, déi nach méi rabiat un der Steierschrauf dréine wëllen, oder manner dréine wëllen; et gëtt der, déi den Index méi rabiat upacke wëllen; et gëtt der, déi den Ajustement carrément aussetze wëllten; et gëtt der och, déi mengen d'Aarbechtsrecht kënnt zur Dispositioun stoen. An da gëtt et Leit, déi mengen, wat do bei der Tripartite erauskomm ass, wär net - zwëschen Anführungszeichen - „strukturell" genuch. Ech hunn dat och vun engem CSV-noen Thinktank gehéiert. Ech hunn et vun der DP gehéiert. Ons gréng Kolleegen hunn an engem offene Bréif un de Statsminister gemengt, de Sozialstatmodell misst insgesamt iwwerduecht ginn. Mir bräichten de Courage, ech zitéieren: „zur globalen Reform des gesamten Systems".

Heescht dat dann elo, dass zum Beispill de Statut unique vun de Salariéé mat der Fusioun vun de Krankekeesen hannendrun näischt Strukturelles ass? Oder dass Reformen an der Assurance maladie, oder Assurance accident, oder bei der Assurance dépendance net strukturell wären? Oder heescht dat, dass déi Sacrificer, déi elo an der Tripartite ofgemaach gi sinn, der versammelter Oppositioun net duerginn, ebe well se net - zwëschen Anführungszeichen - „strukturell" sinn. Wat wären da strukturell Alternativen? Wär dat carrément den Ofbau vu soziale Leeschtungen?

Wann een haut d'DP no strukturelle Reforme ruffen héiert, mengt een net, dass se nach viru manner wéi zwee Joer an der Regierungsverantwortung war! Si huet vun 2000 bis 2004 d'Budgetë mat opgestallt, an och där mat vill Defizit matgedroen. Deemools allerdéngs waren dat no DP-Liesaart „konjunkturell" Defiziter. Haut sinn et „struktureller", well d'Regierung schlecht soll sinn.

Ech verstinn dofir net, dass eng Partei wéi d'DP dee Kompromëss an der Tripartite esou liichtfankeg als ongenügend ofdeet. Wat sinn dann d'Léisunge vun der DP?

Mat der DP wär den Index fir d'éischt emol ganz ewechgefall. Si huet sech e komplizéierte Mechanismus ausgeduecht, deen d'Relatioun zwëschent de Präisser an dem Akommes eliminéiert hätt. D'Statsausgabe sollen ageschränkt ginn: Wou, gëtt net gesot. Néierens, op kengem Punkt! En neie Rentendësch gëtt gefuerdert am Hibléck op eng Opweechung vun der öffentlecher Altersversuergung zu Lëtzebuerg. D'Aarbechtsrecht wär zur Dispositioun. Et gesäit een, op wat fir een neoliberalen Trip d'DP sech begëtt, nodeem dass se sech an der viregter Koalitioun als eng Gewerkschaftspartei entwéckelt hat.

Déi Gréng, Här President, hunn zwar déi Mesuren, déi bei der Tripartite erauskoumen, net global kleng geriet. Si hunn awer d'Tripartite prinzipiell als ondemokratesch ofgedoen, well déi Debatten hannert zouenen Dieren, an net am öffentleche politesche Raum gefouert goufen. Ech kann dat net novollzéien.

(Interruption)

An och d'DP mengt, et misst een an öffentleche Foren esou Diskussioune féieren.

(Interruption)

Här Bausch, Dir hutt kritiséiert, dass d'Tripartite hanner zouenen Diere fonctionnéiert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass richteg, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà! An dat hutt Dir kritiséiert…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Awer net an deem Sënn, wéi Dir dat elo grad duergestallt hutt, wat mer…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Der kënnt dat jo dann…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- … en ondemokratescht Gremium herno, wäert Der gesinn. Dat ass eng grouss Nuance, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, da kënnt Der ons déi Nuance dann herno erklären. Fir mech ass dat e bëssen eng reng Nuance. Dir musst mer dat dann erklären.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat wäert ech maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech sinn dee leschten, deen d'öffentlech Debatt fäert. Ech stelle mer awer net vir, wéi esou eng komplex a villschichteg Diskussioun a Biergerversammlungen oder Foren ouni Relaisen an der Gesellschaft vir sech goe soll, esou wéi d'DP dat proposéiert.

Da gëtt och nach eng global Reform vum Sozialstat-Modell verlaangt. Mir wëssen awer aus der Erfahrung mat de Sozialpartner, dass „global" Léisunge schéi klénge, mä näischt aussoen.

An da freet ee sech, wat dann d'Alternativen zu de Resultater vun der Tripartite wären, déi agestanenerweis schwéier ze erreeche waren, vill Verhandlungsgeschéck verlaangt hunn. A wann een duerno sicht, da fënnt een dann ëmmer nach nëmmen nei Sacrificer, méi Sacrificer. Wéi soll dann de Sozialsystem ëmgebaut ginn? Wat sinn dann déi strukturell Aschnëtter? Näischt Klores hunn ech bis elo an där Hisiicht héieren.

Dogéint muss a kann ech hei behaapten, dass dës Regierung kee Sozialofbau bedreift, mä dass se d'öffentlech Finanzen an d'Rei brénge wëllt, fir onst Sozialnetz ze erhalen.

Här President, d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen däerf och d'Gemengen net vergiessen. Verschidde Gemenge sinn an enger schwiereger Finanzlag. De Statsminister huet gëschter duergeluecht, dass d'Gemenge vum 1. Januar 2007 u méi Sue kréien: méi en héijen Undeel un der Lounsteier, well de Barème net ugepasst gëtt; Erspuernisser op de Personalkreditter wéinst der Modulatioun vum Index; d'Erhéijung vun der TVA bréngt eppes méi; si si mat 10% un der TVA-Recette a mat 20% un der Autossteier, déi jo ëmgeännert a méi héich soll ginn, dobäi. An déi dräi lescht Einnahmen, huet de Statsminister gerechent, bréngen de Gemengen alleguer 14,5 Milliounen Euro am Joer.

Natierlech mussen d'Gemenge sech un de Käschtendeckungsprinzip halen, ouni Benefisser op hiren Déngschtleeschtungen ze maachen. D'Gemenge sollen och 4.500 Euro pro Awunner als Kapitalzoulag kréien, wa se hir Awunnerzuel bannen zéng Joer ëm 15% erhéijen. Natierlech ginn awer och duerch déi Bevölkerungsaugmentatioun d'Fraisën an d'Luucht, et brauch een nei Infrastrukturen.

Hei wëll ech eng direkt Fro un de Statsminister stellen, eng praktesch Fro, déi munch Schäfferéit sech elo zu dësem Zäitpunkt stellen: Wéini ass dee Betrag fir d'Gemengen, deen elo an der Erklärung vum Statsminister steet, fälleg? Besonnesch ass dat wichteg fir Gemengen, déi elo Lotissementer a Wunnengsbau an hire Schäfferéit, an hire Gemengeréit wëllen décidéieren. Wéini kommen déi Ausféierungsbestëmmungen?

Ech mengen, et ass wichteg, dëst kloer ze maachen, well dovun hänkt of, wéi séier d'Décisiounen an de Schäfferéit geholl ginn: elo direkt oder eréischt an engem oder zwee Joer. Dovunner hänkt och of, ob d'Gemenge waarden, bis d'Reglementer kommen, oder ob se direkt aktiv ginn. An dovun hänkt da schliesslech och awer de Wunnengsmaart an d'Präisbildung of, an ech mengen, wann d'Regierung schonn op dee Wee wëllt goen, wär et wichteg, dass se do och de Gemenge klore Wäi géif aschëdden.

Schliesslech wäerten déi Suen, déi erakommen, déi Ausfäll bei der Gewerbesteier a bei dem Fonds de dotation financière vun de leschte Joren net ersetzen. Ech mengen, et ass wichteg, dass déi gesamt Finanzsituatioun vun de Gemengen an d'Effeten och vun den neie Mesuren op d'Gemengen am Conseil supérieur vun de Finances communales analyséiert ginn.

Insgesamt kann ee bei de Gemengen, grad ewéi bei de Betriber an de Bierger, zréckbehalen, dass d'Konsolidéierung vun de Statsfinanzen hinne Vertraue gëtt an domat fir Planungssécherheet grad ewéi fir de wirtschaftlechen Opschwonk suergt.

Här President, d'LSAP begréisst ausdrécklech dee Kompromëss, deen an der Tripartite fonnt gouf. Den Avis vun der Tripartite ass e wichtegt Dokument fir de weidere Verlaf vun der Legislatur. En ass eng Basis fir déi weider Zesummenaarbecht zwësche Regierung a Sozialpartner. Déi Zesummenaarbecht ass an deem Avis ageschriwwen a kann a muss zu weidere Succèsë vun der sozialpartnerschaftlecher Politik zu Lëtzebuerg féieren. De Lëtzebuerger Modell lieft a bréngt Resultater zum Wuel vum ganze Land.

Här President, de Statsminister huet a senger Ried eng Partie Chantieren opgezielt, déi dës Regierung eropzéie wëllt. Mir si mat senger Analys eens, dass d'Diskussioun iwwert déi finanziell Konsolidéierung, mat där d'Tripartite befaasst war, en fait eng Diskussioun iwwert d'Zukunft vum Land war an ass. Si huet nämlech domat ze doen, ob mer déi finanziell Mëttelen hunn, fir onst Land nei ze gestalten.

Et geet natierlech net mat finanzielle Mëttelen duer. D'Zukunftsgestaltung ass eppes Schwiereges a brauch oft laang Zäit, bis se an de Käpp ukomm ass. Si brauch och politesche Courage a verlaangt, dass een iwwer säi politesche Schiet ka sprangen.

Ee Beispill just: Haut gëtt et keng Opzielung vun Zukunftsgestaltung méi ouni dass Uni a Fuerschung erwähnt ginn. Nach viru sechs Joer - sechs Joer! - war dat Wuert „Uni Lëtzebuerg" en Tabu zu Lëtzebuerg. Sechs Joer! Dräi Joer nom Gesetz vun 2003 iwwert d'Uni gëtt et nach ëmmer Reserve bei munche Leit, munche gescheite Leit, iwwert déi Uni. Fuerschung huet meeschtens missen en direkte wirtschaftleche Benefiss bréngen. Och haut menge vill Leit, d'Fuerschung misst sech direkt bezuelt maachen.

Sécher wäert nach munch Diskussioun an Iwwerzeegungskraaft néideg sinn, fir dem Land kloer ze maachen, dass Uni a Fuerschung déi noutwendeg Nodenklechkeet a geeschteg Kraaft ginn, déi eng Gesellschaft brauch, fir sech ze moderniséieren. Dofir begréissen ech den Asaz vun der Regierung fir d'Uni an d'Fuerschung an de finanzielle Beitrag, an ech gesinn doran eng Ausso iwwert déi positiv an offensiv Astellung vun der Regierung.

Op där méi konkreter Säit nach en anert Beispill dofir: den Tram. Den Tram! Vun 1990 un, säit der Etüd Luxtraffic, ass dat städtescht Verkéiersmëttel, wat mer ufanks de 60er Joren ofgeschaaft hunn, erëm am Gespréich. Modern, ekologesch, nohalteg, roueg, sécher, zouverlässeg huet den Tram sech haut a ville Stied an Europa erëm duerchgesat. An der Stad - an der Stad! - gouf den Tram aus kleng karéierten, elektoralistesche Grënn fir 20 Joer laang verhënnert. 20 Joer laang, wa mer fäerdeg sinn. Vläicht méi. Elo si mer endlech erëm beim Tram ukomm, beim liichten, innerstädteschen Tram.

Zukunftsgestaltung, dat gesäit een un deenen zwee Beispiller, besonnesch och un deem méi konkrete vum Tram, ass effektiv schwéier, well se verlaangt, iwwer Gewunnechten an Interessen Neies ze entwerfen an duerchzesetzen.

Här President, déi vill Zukunftschantieren, déi de Statsminister duergestallt huet, musse schnell an energesch ugepaakt ginn. Ouni de Suivi duerch déi eenzel Ministeren an och d'Chamber an d'Fraktioune geet soss näischt weider. Mir hunn dat an der Erfahrung. Villes vun deem, wat an der Regierung fir d'Tripartite preparéiert gouf, interessant Dokumenter, mengen ech, sollen elo an d'Aarbecht vun de Chamberskommissiounen afléissen, an et ass d'Roll vun der Chamber a vun de Fraktiounen alleguer, déi Reformaarbecht ze begleeden, ze inspiréieren an och ze kontrolléieren.

Dëst géllt zum Beispill fir d'Bekämpfung vum Chômage, déi enk mat der Schafung vun neien Aarbechtsplazen, also mat Kompetitivitéit a wirtschaftlecher Dynamik zesummenhänkt. An der Ried vum Statsminister goufen eng Partie Pisten zur Aarbechtsmaartpolitik duergeluecht. Och hei hänkt villes dovunner of, wéi aktiv se ëmgesat ginn. Et däerf net sinn, dass herno nëmmen d'Solidaritéitssteier eropgehuewe gëtt a soss näischt geschitt.

Dofir solle mer méiglechst schnell déi Debatt hei féieren, déi d'LSAP gefrot huet an déi regelméisseg soll widderholl ginn, fir d'Fortschrëtter vun der Aarbechtsmaartpolitik ze constatéieren. Mir kënnen do op déi vill Iddien, déi den Aarbechtsminister festgeluecht huet an och schonn zum Deel an der zoustänneger Kommissioun duergeluecht huet, zréckgräifen, an ech mengen, dat gëtt eng wichteg Debatt fir d'Gestaltung vun der Aarbechtsmaartpolitik zu Lëtzebuerg.

D'Tripartite gouf och mat engem Pabeier vum Wirtschaftsminister iwwert d'Kompetitivitéit vun onse Betriber befaasst. Sécher kënnt déi décidéiert Indexmodulatioun de Betriber op deem Plang entgéint. Si gewanne 700 Milliounen Euro. Fir d'Patronat anscheinend ass dat net strukturell, well et nëmme bis Enn 2009 géllt. Déi Logik verstinn ech net.

Et ass och wichteg ze notéieren, dass d'Tripartite d'Lounentwécklung am Zesummenhang mat der Entwécklung vun der Produktivitéit gesäit. Grad ewéi mer constatéieren, dass elo endlech mat der administrativer Iwwerbelaaschtung Schluss gemaach gëtt. De Statsminister huet dofir schlëmm an energesch Wierder gebraucht. Hie schwätzt vu Bürokratiediktatur! D'Fro sief erlaabt, wéi déi administrativ Vereinfachung dann elo soll geschéien, nodeem dass jorelaang dovu geschwat gëtt. Ëmsou méi wéi se mëttelfristeg dozou bäidroe kann, d'Fonctionnementskäschte

vum Stat an der Gitt ze halen oder souguer ze reduzéieren.

Mir begréissen och ausdrécklech, dass iwwert de Logement der Tripartite en Text virgeluecht gouf, deen do zur Kenntnis geholl gouf. En dokumentéiert de Wëlle vun der Regierung, op deem Gebitt endlech weiderzekommen. En dokumentéiert awer och, dass op deem Gebitt scho vill Iddie bestinn an dass et endlech un der Zäit ass se ëmzesetzen. A schliesslech dokumentéiert en déi eminent Roll vun de Gemenge bei der Ëmsetzung vun deem Plang.

Mir sollen also dësen Text iwwert de Logement an der zoustänneger Chamberkommissioun kucken an d'Regierung unhalen, déi Virschléi ëmzesetzen.

D'Gemengen hunn am Wunnengsbau eng grouss Roll ze spillen. De Stat wëllt mat hinnen e Wunnengspakt ofschléissen. E wëllt de Gemengen dobäi hëllefen d'Folgekäschte fir nei Infrastrukturen ze meeschteren. Ech hu virdrun drop higewisen, dass d'Gemenge schnell wëllen am Klore sinn, dass se bereet sinn, schnell dozou Aktiounen ze ënnerhuelen an dass si dann och gäre wéissten, wou se mat hire Lotissementsprojeten dru wären.

Här President, …

Mme le Président.- Här Fayot, Dir wennt lech ëmmer un den Här President, et wor e Changement scho virun enger gewëssener Zäit.

(Hilarité)

Ech hu bis elo net intervenéiert, ech hunn lech andächteg nogelauschtert, mä bei der fënnefter Kéier hunn ech mer erlaabt lech dorop opmierksam ze maachen. Entschëllegt, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech weess awer elo net, wéi mer dat elo sollen organiséieren, wann elo den Här President erëmkënnt. Also, ech menge schonn, mir bräichten en Écran dohannen, fir hannerun ons ze gesinn.

Also, Madame Presidentin, vläicht eppes, wat méi lokal ass an trotzdeem awer och nationale Charakter huet. Als Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg begréissen ech, dass endlech d'Gemengen Instrumenter kréien, fir géint d'Désertifizéierung vun de Stadkäre virzegoen an d'Spekulatioun an d'Bürotiséierung an der Stad ze bekämpfen. Dëst trëfft och fir aner Gemenge schonn zou. De Stadkär vun der Haaptstad huet Dausenden Awunner verluer. Dorënner leit d'Geschäfts- an d'Gesellschaftsliewen. D'Büroe verjoen d'Awunner. Dorunner, dat muss een allerdéngs soen, huet och de Stat sech jorelaang bedeelegt, an dat muss ophéieren. Déi Instrumenter, déi am Logementspabéier sinn, kënnen dozou bäidroen.

Datselwecht gëllt fir Baulücken, dat heescht fir Terrainen, déi jorzéngtelaang an de Quartieren onbebaut leie bleiwen.

Madame Presidentin, e weidere Chantier ass den öffentlechen Transport. Mir begréissen, dass den Transportminister d'CFL-Tripartite am Konsens mat de Sozialpartner zu Enn gefouert huet. Mir hoffen, dass déi weider Diskussioune mat de Sozialpartner iwwert de CFL-Cargo zügeg weiderkommen.

Op den öffentlechen Transport komme grouss Erausfuerderungen duer. E muss flexibel, sécher, méiglechst pünktlech a benotzerfrëndlech sinn.

Mir hunn och, dank dem intelligente Verhandele vum Transportminister, e politesche Konsens mat der Stad Lëtzebuerg erreecht, fir d'Schinn ze favoriséieren an den Individualverkéier ze bremsen. Sou wéi den Tram an der Stad conceméiert ass, kann en och an anere Géigende vum Land eng nohalteg a sënnvoll Alternativ fir d'Mobilitéit am innerstättesche Beräich sinn.

Eng wesentlech Zukunftsaufgab ass d'Bekämpfung vum Klimawandel. Den Ëmweltminister huet elo säin Aktiounsplang fäerdeg, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren an domat ons Kyoto-Engagementer dauerhaft ze erreechen. Dëst hänkt enk zesumme mat onser Energiepolitik, ënner anerem mat onser Ofhängegkeet vu fossile Brennstoffer, also vu Bensin an Diesel a Mazout.

D'Kyoto-Politik engagéiert jiddfereen, Autofuerer, Bauhär, Hausbesëtzer, Betribschef oder Patron. D'Regierung - sou hunn ech et verstanen - geet op enger breeder Front vir: duerch steierlech Incitatiounen engersäits, duerch breet gefächert Programmer anerersäits. Op den Accise fir Bensin an Diesel gëtt eng Kontributioun agefouert, déi direkt fir de Kyoto-Fong bestëmmt ass. D'Autossteier gëtt reforméiert, fir emissiounsarem Ween ze förderen. Eng nei Wärmeschutzverordnung soll den Energieverbrauch vun de privaten an öffentleche Gebaier drosselen a schliesslech sollen nei Energiequelle gesicht a gefördert ginn. Dozou kënnt den Usaz op Betriber ze setzen, déi an der Ökotechnologie täteg sinn.

Dës Strategie ass zesummenhängend a versprécht Erfolleg.

Ee Wuert wëll ech awer nach verléieren iwwert d'Energieversuergung vum Land.

D'Regierung wëllt ons Energieversuergung diversifizéieren. Dat ass gutt. Si wëllt onst Elektrizitéitsnetz an den Europäesche Verbund abannen. Si wëllt domat d'Versuergungssécherheet an den Zougang zum europäesche Maart assuréieren. Nach muss deen europäeschen Energiemaart sou fräi fonctionnéieren, wéi dat vun der Europäescher Unioun geduecht war. Et gëtt nach vill Enkpäss zwëschent de Länner a vill Problemer bei der Kupplung zwëschent de Mäert.

Mir wëssen, dass mer iwwert den Europäesche Verbund och Atomstroum kréien.

Dogéint kënne mer, sou wéi dat ugeluecht ass, näischt direkt maachen. Mir kënnen awer kloerstellen, dass d'Nuklearenergie keng Zukunftsléisung fir d'Energieversuergung ass an dass mer se solle vermeiden, wou mer kënnen. Dëst ass eng traditionell Positioun vun alle Lëtzebuerger Regierunge säit Mëtt vun den 80er Joren. Ech wëll dat ënnersträichen zu engem Zäitpunkt, wou den Atomlobby probéiert, déi Energiequell erëm opzepäppelen. Atomenergie ass eng enorm opwändeg Energie, d'Entsuergung ass net garantéiert, d'Sécherheet och net, wat 20 Joer no Tschernobyl nach ëmmer wouer däerft sinn.

Här President, d'Gesondheets- an d'Sozialwiesen ass den Zement vun onser Gesellschaft. Mat vill Fangerspëtzegefill huet den zoustännege Minister Propositioune fir d'Konsolidéierung an deem Beräich gemaach.

Dofir bleift de Renten- a Pensiounsajustement, wéi gesot, zwar décaléiert, awer e bleift.

Dofir bleift d'Qualitéit vun den Déngschtleeschtunge vun der Fleegeversécherung, och wann de Beitrag vum Akommes vun engem op 1,4% vum 1. Januar 2007 eropgeet.

An dofir bleiwen d'Leeschtunge vun der Krankekeess erhalen. Dofir ass de Sozialminister am permanenten Dialog mat de Sozialpartner an den Déngschtleeschter, fir de finanziellen Equiliber vun de Keesen ofzesécheren.

Deeselwechte Sozialminister ass och befaasst mat der Ëmsetzung vum eenheetleche Statut vun de Salariéen.

Dëst ass ganz bestëmmt en epochale Fortschrëtt an onser Sozialgeschicht, dee bis Enn 2006 erreecht soll ginn. De Prinzip ass an der Tripartite acquis, bleiwen nach d'Modalitéite festzeleeën an och den Iwwergang sou ze gestalten, dass d'Betriber net belaascht ginn. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Sozialminister dëst am Sozialdialog hikréie wäert.

Här President, d'Schoul ass eng weider Erausfuerderung fir de Reformwëlle vun der Regierung.

A fir dass et vu virera kloer ass: Weder d'LSAP, an ech mengen och net d'Erzéiungsministesch, hu jee behaapt, an der Schoul wär ni virdrun eppes Neies geschitt, hätten d'Enseignanten net dynamesch an innovativ Initiative geholl. Ech war selwer 20 Joer laang an der stater Schoulkommissioun a konnt do gesinn, wéi vun ënnen erop iwwert de Comité de cogestion d'öffentlech Schoul dynamiséiert, erneiert an ugepasst ginn ass.

Ech war och eng Partie Joren Enseignant an hu selwer, grad wéi aner Kolleegen, un der Erneierung vun der Schoul deelgeholl.

Dat verhënnert awer net, dass de Regierungsprogramm op dësem Gebitt e Wandel mat der Politik vun der viregter Regierung vollzunn huet.

A säit dem August 2004 sinn op deem Gebitt wichteg Weiche gestallt ginn.

De Pilotprojet vum Neie Lycée soll nei Forme vu Léieren an Encadrement an der öffentlecher Schoul aféieren. Dëse Lycée mécht säi Wee a gëtt all Joer ëm eng weider Klass ausgebaut. E muss natierlech seriö evaluéiert ginn an aus der Experienz musse Konklusiounen objektiv gezu ginn.

D'Erzéiungsministesch huet eng Partie wichteg Etüde fir weider Reformen op de Wee bruecht. Dozou gehéiert d'Beschreiwung vum Komptetenzsockel op de verschiddenen Niveauen. Dozou gehéiert och de kruziale Sproochunterricht. Dofir huet de Conseil de l'Europe zesumme mat Lëtzebuerger Enseignanten e Sproochprofil ausgeschafft, deen nei Weeër op deem Gebitt opweist.

Et ass bekannt, dass déi schoulesch, wéi déi sozial Selektioun zu Lëtzebuerg duerch d'Sprooche geschitt. Vill Echecer kommen duerch d'Sproochen, dat heescht duerch den Enseignement vun de Sproochen. De Statsminister sot ons gëschter, dass 1.984 Schüler am leschte Joer d'Schoul ouni Ofschloss verlooss hunn. Net dobäi gerechent sinn déi vill dausende Kanner, déi aus onsem Schoulsystem an d'Belsch oder a Frankräich flüchten. Et ass also derwäert iwwert d'Manéier, wéi d'Sproochen enseignéiert ginn, nozedenken, grad wéi iwwert d'Bewäertung vum Sproochenunterricht an onser Schoul. Et heescht elo mat den Enseignantë wéi mat den Elteren iwwert déi nei Pisten ze diskutéieren an zur Ëmsetzung ze kommen.

Dat gëllt och fir d'Gesetz vun 1912, dat reforméiert gi soll. Mir hätten déi Reform gäre méiglechst schnell, no der ausgiebeger Diskussioun, déi säit iwwer engem Joer stattfënnt, well dës Reform d'Primärschoul an d'Schoul bis zum Enn vun der Schoulflicht nei gestalte wäert. Mir begréissen, dass de Stat den Encadrement vun de Kanner ausserhalb vun de Schoulstonne weiderentwéckelt. Wann dësen Encadrement keng Schoul ass, esou hänkt en awer enk mat der Schoul zesummen, soss verléiert e seng wichteg Fonctioun fir d'Chancëgläichheet am Kader vun der öffentlecher Schoul.

Net méi spéit wéi haut den Owend, Här President, trëtt d'Erzéiungsministesch a Verhandlunge mat de Proffegewerkschaften iwwert d'Missioun vum Enseignant, also iwwert d'Tâche. Déi Tâche ass qualitativ beschriwwe ginn: Niewent dem eigentleche Schoulhalen enthält déi Tâche Equipenaarbecht, kulturell a sportlech Animatioun an ëmmer méi autonome Gebaier, de Suivi vun de Schüler, d'Ausaarbechtung vu Programmer, pedagogesch Zesummenaarbecht a Fuerschung. Ofgesinn - wëll ech och nach soen - vun der qualitativer Beschreiwung, wësse mer, dass d'Ministesch d'Tâche oder d'quantitativ Tâche a Reglementer festleeë muss, déi et bis elo net gëtt.

Här President, fir ofzeschléissen, d'LSAP fënnt sech souwuel an dem Avis vun der Tripartite wéi an de Perspektiven, déi de Statsminister gëschter opgezeechent huet, erëm. Mir si frou, dass de sozialen Dialog gutt an erfollegräich fonctionnéiert huet an doduerch de Sozialmodell mat Upassungen erhale bleift. Mir begréissen de Reformwëlle vun der Regierung a mir begréisse besonnesch, dass d'Regierung eng Prioritéit op d'Vollbeschäftegung setzt.

D'LSAP ass an dës Regierung eragaang, fir e modernt, gerecht a solidarescht Lëtzebuerg op- an auszebauen. Dës Tripartite huet dës Absicht ënner Beweis gestallt, grad ewéi déi sëllech Reformen, déi an dëser Legislatur schonn entaméiert gi sinn, an all déi, déi ech virdrun ernimmt hunn an déi nach kommen. Mir sinn iwwerzeegt, Här President, Madame Presidentin, entschëllegt,...

(Hilarité)

...dass mer um richtege Wee sinn, fir dat ze réusséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwee Joer sinn elo scho säit de leschte Chamberswahle vergaangen...

(Interruption)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären - dat hei hat ech elo ofgelies, dofir ass dat schif gaangen -, d'Chamberswahle sinn elo zënter zwee Joer eriwwer a mir hunn eng Neioplag vun enger Koalitioun, déi eist Land och schonn tëschent 1984 an 1999 ouni Ënnerbriechung regéiert huet.

Déi sou genannt grouss Koalitioun aus CSV an LSAP hat no de Wahlen 2004 vill Startschwieregkeeten, deelweis duerch hausgemaachten Ursaachen an natierlech och duerch extern Schwieregkeete wéinst deene sechs Méint Présidence vun der Europäescher Unioun. Zwee Joer sinn deemno vergaangen, wou an der Innenpolitik zimleche Stëllstand geherrscht huet, a mat der Erklärung zur Lag vun der Natioun 2006 sollt oder hätt dat missen anescht ginn. Et bleiwen der CSV-LSAP-Koalitioun elo nach ganzer dräi Joer, fir hire Regierungsprogramm ëmzesetzen.

Bei senger Ried zur Virstellung vum Koalitiounsofkommes am August 2004 huet de Statsminister hei op dëser Tribün gesot, dass dës Regierung hir Aktioun wéilt op véier Pilieren opbauen: Modernisatioun, Innovatioun, Transformatioun an Integratioun. Dës Regierung géing sech fir d'Moderniséierung duerch e Mentalitéitswandel asetzen. D'Modernitéit an d'Moderniséierung, déi dës Regierung géing ustriewen, géingen am Changement eng Chance gesinn. „Jo, mir wëlle bleiwen, wat mer sinn, a fir dat ze ereechen, musse mer changéieren, eis adaptéieren an evoluéieren", huet de Statsminister hei bei senger Regierungserklärung am August 2004 gesot.

Déi Gréng deele prinzipiell dës Iwwerzeegung. Mir mengen awer, dass mer musse fäeg sinn, fir iwwer eng kuerzfristeg defensiv Politik eraus genuch politesche Courage opzebréngen, fir déi grouss Erausfuerderungen an engem Sënn unzegoen, dass eist Land och mëttel- a laangfristeg an eng gënschteg Lag versat gëtt.

Politikgestaltung, déi iwwer eng Legislaturperiod erausgeet, dëst ass haut erfuerderlech, wa mer et wëlle fäerdeg bréngen, eist Land ënnert de schwieregen internationale Bedéngunge weiderzebréngen. Wien nëmme Politik mécht mam Bléck op déi nächst Wahléchéance, dee lieft, oder besser gesot iwwerlieft, op Käschte vun der kommender Generatioun.

Et gëtt haut Problemfelder, do bleift net méi vill Zäit fir politesch Kalküler oder Spillercher. Wa mer net wëllen d'Zukunft verspillen, da musse mer elo bereet sinn, eng couragéiert Modernisatioun, Innovatioun, Transformatioun an Integratioun an d'Weeër ze leeden. Da musse mer couragéiert fir e Mentalitéitswandel antrieden, fir dass mer och an Zukunft kënne bleiwen, wat mer sinn.

Dee gewaltegste Chantier, deen eis do erwaart, ass eiser Meenung no - an do sti mer entre-temps laang net méi eleng do, op alle Fall net méi esou eleng wéi nach an den 90er Joren - dee vum Ëmbau vun eiser Industriegesellschaft am Energieberäich. De wirtschaftlechen Opstig vu Länner wéi China, Indien oder Brasilien, wou honnerte vu Milliounë Mënschen dee gläiche Wuelstand, an zu Recht dee gläiche Wuelstand, ustriewe wéi mir, huet d'Vereinbarkeet vun Ekonomie an Ekologie definitiv zur Grondbedéngung vun der Bewunnbarkeet vun eisem Planéit gemaach.

Déi extrem Ofhängegkeet vun de modernen Industriegesellschafte vun de fossilen Energieträger Uelech, Kuel oder Gas gëtt ëmmer méi zu enger wirtschaftlecher Fal. Souguer klengste Krisen dreiwen d'Präisser fir Réiuelech op ëmmer nei Rekordhéichten.

Tëschent dem Januar 2005 an dem 20. Abrëll 2006 ass de Cours vum Barrel Pëtrol vun 43 Dollar op 74 Dollar geklommen. Dat ass bal eng Verdueblung an net emol annerhallwem Joer. De Präisdrock vun de fossilen Energieträger vernicht permanent Wirtschaftswuesstum an deementspriechend Wuelstand an Aarbechtsplazen.

An engem exzellente rezenten Artikel op de Wirtschaftssäite vun der franséischer Dageszeitung «Le Monde» huet e Wirtschaftsjournalist fënnef Grënn uginn, firwat dass de Pëtrol weider wäert klammen oder deier bleiwen, och an deenen nächste Méint.

Éischtens d'Spannungsverhältnis tëschent der Offer an der Demande. Zweetens den Ënnerinvestissement bei de Produktiounscapacitéiten. Drëttens geopolitesch Facteuren: d'Kris am Iran an am Irak zum Beispill, mä net nëmmen. Véiertens Spekulatiounsgrënn, a fënneftens, an haalt lech un, de Risiko vun enger neier virulenter Hurricane season.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dësen Zeenario, Dir Dammen an Dir Hären, wäert eis elo Joer fir Joer begleeden an e wäert nach ergänzt ginn duerch en neien, extrem geféierleche Faktor, nämlech dem Erreeche vum sou genannten Oilpeak, dat heescht vun deem Moment, wou d'Reserve weltwäit no ënnen ufänken ze tendéieren, wat dann och nach en extrem präisdreiwende Raritéitsfaktor wäert an d'Spill bréngen.

Dofir d'21. Jorhonnert wäert - an dofir muss et och esou goen - eng nei industriell Revolutioun bréngen, déi vun der Energieeffizienz a vun dem Opstig vun den erneierbaren Energien an den nowuessende Rohstoffer. Ouni dës nei industriell Revolutioun wäert eise Wirtschaftsmodell net iwwerliewensfäeg sinn.

Duerfir leien och déi gréissten Zukunftsmarchéen am 21. Jorhonnert an de Beräicher Energieeffizienztechniken, dem Ausbau vun den alternativen Energien, der verstäerkter Erschléissung vun nowuessende Rohstoffer esouwéi den Ëmweltschutztechniken insgesamt.

Gutt ausgebaute Fuerschungszentren, eng zolidd Wëssensgesellschaft an effizient Infrastrukture si wichteg Viraussetzunge fir Techniken an Industrieprozesser ze schafen, déi fäeg sinn, fir dës Topmäert vum 21. Jorhonnert ze erschléissen. Wa mer duerfir vu wirtschaftlecher Diversifizéierung a vu Schafung vun neien Aarbechtsplazen hei am Land schwätzen, da wäre mer gutt beroden, ons grad no deenen dote Marchéen ëmzekucken.

Derbäi kënnt dann och nach, dass dee vu Mënschenhand provozéierte Klimawandel ëmmer méi däitlech an ëmmer méi spierbar gëtt, an dass dëse ganz enk mat der gesamter Energieproblematik verzahnt ass. Et nerft een zolidd, dass een an deene leschten Deeg ëmmer erëm huet misse liesen an héieren, dass Kyoto eis eppes géing kaschten. Mir soen de Contraire ass de Fall: D'Näischtmaache kascht ons a virun allem déi kommend Generatioune vill; fir net ze soen alles.

Den iwwerdriwwene Konsum vum fossilen Energieträger Pëtrol ass eng vun den Haaptursaache vum Ausstouss vum schiedleche Klimagas CO_2. An den iwwerdriwwene Konsum vum Pëtrol heizt och d'Präisspiral vun dëser Energieform gewalteg un. Wa mer eis ee gewëssene Sputt, eng liicht Otempaus wëlle verschafen, fir dass mer de Strukturwandel am Energieberäich op eng einegermoosse geuerdent Aart a Weis wëllen hikréien, da musse mer de Konsum vum Uelech drastesch reduzéieren. Duerfir ass et wichteg, dass mer bei den CO_2-Reduktiounen net nëmme mam Scheckheft handelen, andeem mer eis fräikafe wëllen, mä dass mer och heiheem eis Hausaufgabe maachen.

Wa mer keng Energiewend, an domat och keng preventiv Klimapolitik an deene kommende Jorzéngten hikréien, da wäerten Turbulenzen op den Energiemäert entstoen, déi zu ganz geféierleche gesellschaftleche Spannunge féieren. D'Endlechkeet vun de fossilen Energieträger mécht, dass se ëmmer méi rar ginn, an duerfir gëtt d'Tendenz virun allem natierlech vun de Groussmuechten, fir sech mat aller Gewalt dës Ressourcen unzëeegenen, ëmmer méi grouss. Duerfir sinn een effiziente Klimaschutz an eng Energieeffizienzrevolutioun och déi wichtegst Friddensinstrumenter ginn am 21. Jorhonnert.

Dës komplex Problematik, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäert zur zentraler Aufgabebestellung vun all Wirtschaftspolitik, vun all Gesellschaftspolitik an deenen nächste Jorzéngte ginn. Déi Ekonomien an déi Länner, déi zu deem Problemfeld déi gëeegent couragéiert Strategien, Produkter a Wirtschaftsprozesser kënne virweisen, wäerte führend sinn am 21. Jorhonnert. Déi Länner, déi Ekonomien awer, déi dës Problematik opschiebe wëllen, ausklammere wëllen, oder nach schlëmmer, ignoréiere wëllen, déi wäerten an allen Hisiichten zu de Verléierer gehéieren.

An deenen nächsten 20 Joer wäert sech entscheeden, ob d'Mënschheet fäeg ass rational ze handelen an deementspriechend d'Rudder fir d'Energieeffizienzrevolutioun erëmzegeheien. Ech gleewen un de rationalen Iwwerliewensreflex vun der Mënschheet, an duerfir sinn ech och sécher, dass et genuch Avantgardiste wäert ginn, déi hei couragéiert an nei Weeër wäerte goen. Kommt mir handele politesch esou, dass mer zu den Avantgardisten, dat heescht, zu de Gewënner gehéiere bei där doter Saach!

Déi elo vun der Regierung ugekënnegte Mesuren an deem Kontext fannen eis Zoustëmmung. Dat soen ech ganz däitlech. Et hëlleft awer och näischt derlaanscht, fir hei festzestellen, dass eng ganz Rei vun deene Mesurë sécherlech net onbedéngt populär sinn, an ze mengen, et kéint een elo mat deenen allméiglechste fadenscheinegen Argumenter hei kommen a soen, si géingen net deem déngen, fir wat se géingen agefouert ginn. Dat ass net richteg! Si baséieren op enger Etüd, déi ausgeschafft ginn ass vun der Regierung. An déi Etüd ass ausgeschafft ginn duerch en Optrag vun dësem Parlament op Basis vun enger Motioun, déi déi gréng Fraktioun hei an dësem Parlament erabruecht huet. Et wär wierklech méi wéi seltsam, wann déi gréng Fraktioun duerfir d'Konklusioune vun där Etüd, an den endlech ugekënnegte Strategiewandel elo hei net géing matdroen.

Mir mengen awer, dass déi Mesuren, déi do ugekënnegt ginn, an e laangfristegt Konzept agebett musse ginn. Si mussen eis an enger gewëssener Hisiicht och eng gewësse Planungssécherheet bréngen. An do sinn eng Rei Saachen, déi mer och mussen elo weiderdenken, ausgehend vun deem, wat hei proposéiert ginn ass. Mir mengen, dass dëst Planungskonzept, dës Strategie, muss véier Voleten am Besonnesche behandelen a berücksichtegen:

1. Natierlech: Mir mussen de Leit vermëttelen, dass d'Energiewend an de Klimaschutz zu de wichtegsten Erausfuerderunge vun der Gesellschaft an deenen nächste Jorzéngte ginn, an dass mer dës Aufgab nëmme kënne léisen, wann all Mënsch - an ech betounen „all Mënsch" - an eiser Gesellschaft eng Hand matupaakt.

2. Esou eng Strategie muss déi positiv wirtschaftspolitesch Ufuerderungen ugoen. Dat heescht, eben och d'Export- a Wuesstëmsschancen notzen, déi sech an deenen neien Technologien, déi domadder verbonne sinn, verstoppen, an domadder eben och nei Aarbechtsplazen hei am Land schafen. Et besteet eng reell Chance doranner, och fir eise Wirtschaftsstanduert - mir kënnen et net oft genuch widderhuelen -, an déi musse mer notzen.

3. Mir hätte gären, dass an Zukunft bei alle Projeten, déi am Zesummenhang mam Verkéier stinn, och endlech eng Berechnung vun den externe Käschten, déi ufale fir d'Gesellschaft, gemaach gëtt. Dat ass wichteg, fir dass mer emol eng Kéier kënnen och dat eent géint dat anert opweien, wa mer iwwert dat do diskutéieren.

4. Mir brauchen dréngend, a wierklech dréngend fiabel statistescht Material, een effikassen analytesche Instrumentarium an Zesummenhang mat den Emissiounen insgesamt.

Wann ech dëse grousse wirtschafts- an ëmweltpoliteschen Défi e bësse méi am Detail beschriwwen hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da war dat och, fir däitlech ze maachen, dass all Sozial- a Gesellschaftspolitik am 21. Jorhonnert wäert ofhängeg si vun der Fäegkeet eben dësen imposante Strukturwandel unzegoen. Duerfir huet et eis schonn enttäuscht, dass aus der Tripartite, no dem Ofschloss vun der Tripartite, lauter Signaler no bausse komm sinn, wéi wann an deene leschten zéng Méint do bal nëmmen iwwer kuerzfristeg ugeluechte Spuermoossnamen a wéineg iwwert déi dote knallhaart Standuertfaktoren diskutéiert gi wär.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat huet och wahrscheinlech dermat ze dinn, dass d'Aufgabegebidder vun der Tripartite guer net méi kloer sinn an dësem Land. Dat bréngt mech dann derzou, fir eng kritesch Bestandsopnahm vun dem Instrument „Tripartite" ze zéien. Mä dass awer kloer ass, an dass kee Mëssverständnis opkënnt: Och déi Gréng si Verfechter vum Sozialdialog, an och mir hu prinzipiell näischt anzewende géint d'Aberuffe vun enger Tripartite, fir de Sozialdialog ze fleegen. Allerdéngs hätte mer gären, dass mer emol eng Kéier eng seriö politesch Debatt solle féieren, wat an der Tripartite soll sozialpartnerschaftlech verhandelt ginn, a wat net.

Nom 12. Oktober 2005 hat een awer e bëssen d'Impressioun, wéi wann an där Tripartite iwwert déi zéng Méint, déi dono komm sinn, laang a breet iwwert d'Schicksal an d'Zukunft vum gesamte Land sollt dialogéiert ginn. Dëst huet derzou gefouert, dass während bal engem Joer déi öffentlech politesch Auserenanersetzung ëm d'Zukunft vum Land net richteg fonctionnéiert huet; fir net ze soe guer net fonctionnéiert huet. Wann dann d'Resultater vun der Tripartite, zumindest déi, déi dunn no bausse komm sinn, wéi se ofgeschloss waren, nëmmen defensiv oder souguer kuerzfristeg ausgeriicht sinn, an déi grouss wirtschafts- a gesellschaftspolitesch Défië vum Land eemol net um Rand touchéiert gi sinn, da brauch ee sech net ze wonneren, wann déi, déi net un deene Gespréicher bedeelegt waren, enttäuscht a verwonnert sinn.

Wann d'Regierung vu vireran de klore politesche Message ginn hätt, dass se mat de Sozialpartner „nëmme wëllt" iwwert - entre Guillemets natierlech „nëmme wëllt" - d'Spuermoossnamen diskutéieren, da wär dat kloer gewiescht, an dann hätt parallell dozou dat sollen ugekierpt ginn, wat déi eng „een Zukunftsdësch" genannt hunn, anerer een «Sommet de la relance» an hirem Wahlprogramm, an nach anerer „öffentlech politesch Ronndëschgespréicher" genannt hunn. Dann hätten déi lescht zéng Méint och scho kënne genotzt ginn, fir parallell zu deem, wat an der Diskussioun an der Tripartite ass, iwwert déi defensiv Spuermoossnamen eraus och mëttel- a laangfristeg wirtschafts- a gesellschaftspolitesch Strategien ze entwerfen.

Nom Ofschloss vun der Tripartite ass awer no baussen dee falsche Message, eiser Meenung no, vermëttelt ginn, wéi wann duerch d'Resultater eleng vun der Tripartite alles geregelt wär, dat heescht, eis Zukunft ofgeséchert wär.

Bei allem Respekt virun dem Verhandlungsresultat an och der Bereetschaft zum Kompromëss vun de Sozialpartner: Mir waren dach awer frou, fir gëschter hei ze héieren, dass dat, wat gëschter hei gesot ginn ass an der Lag zu der Natioun, iwwert d'Halschent dovunner wäit iwwert dat erausgeet, wat d'reellt Resultat vun der Tripartite ass, an dass domadder awer doriwwer eraus dann elo endlech dee méi breede politeschen Débat iwwert d'gesamtgesellschaftlecht Ëmfeld hei am Land ugekierbelt ginn ass.

Wann een iwwert d'Tripartite schwätzt, da kënnt een natierlech net derlaanscht, fir iwwert dat Thema ze schwätzen, deen d'Tripartite jo schéngt am meeschten an am längste beschäftegt ze hunn: d'automatesch Lounupassung un den Index. Déi Gréng haten no der Regierungsdeklaratioun hei am Parlament den 12. Oktober gesot, dass si wéilte bei där gesamter politescher Debatt do, déi elo géing ustoen, Faarf bekennen, ier de breeden Débat an der Chamber géing lancéiert ginn, an duerfir hu mir no engem längeren interne Reflexiounsprozess am Mäerz dëst Joer eis Propositiounen op den Dësch geluecht. Dorënner war och eng kloer Positioun iwwert den Index. Dat heescht, mir hunn eis kloer Positioun längstens virgeluecht, ier et an der Tripartite zu engem Ofschloss komm ass, ier bekannt war, wat do géing erauskommen.

Wat hu mer am Mäerz dëst Joer festgehalen als Gréng?

Éischtens, mir sinn der Meenung, dass d'Lounupassung un den Index eng wichteg sozialpolitesch Mesure ass, an dass dëst Instrument als solches net däerf a Fro gestallt ginn.

Zweetens, mir sinn der Iwwerzeegung, dass dëst Instrument zum soziale Fridden am Land bäidréit, well deen automateschen Inflatiounsausgläich Kollektivvertrags- oder Lounverhandlungen an deem Sënn méi einfach mécht, well d'Gewerkschaften da manner héich Lounfuerderunge stelle wéi a vergläichbare Fäll am Ausland, eben duerch de Fait, dass et dëse Lounautomatismus do gëtt.

Drëttens, mir mengen och, dass déi automatesch Lounupassung un den Index virun allem wichteg ass, fir deene Leit eng Lounupassung ze sécheren, déi ënner kee Kollektivvertrag falen, dat heescht, déi relativ schutzlos ausgeliwwert sinn.

Véiertens, mir sinn awer der Meenung, dass dëse Mechanismus awer am Fall, wou et zu enger Inflatiounsunheizung eleng duerch ee Produkt kënnt, an dësem Fall de Pëtrol, deen 2005 eleng zu 30% zur Inflatioun bäigedroen huet, et zu engem Modulatiounsmechanismus muss kommen oder dee muss méiglech sinn. An esou engem Fall gëtt d'Inflatioun kuerzfristeg extrem ugeheizt, an dëst hätt zemools oder huet zemools fir eng kleng Ekonomie wéi Lëtzebuerg grouss Nodeeler.

A fënneftens, mir waren der fester Iwwerzeegung, dass ëmwelt- oder gesondheetspolitesch Steierungsinstrumenter missten am Index neutraliséiert ginn, well dës soss zum perversen Effekt géinge féieren, dass dat, wat mer op där enger Säit wëllen ëmwelt- oder gesondheetspolitesch ëmsteieren, géing op där anerer Säit duerch dëse Mechanismus erëm neutraliséiert ginn. Mir waren awer och der Meenung, dass dës Neutraliséierung nëmmen dierft ugewannt ginn, wann d'Konsumenten iwwer Alternativen um Marché géinge verfügen, déi den ëmwelt- a gesondheetspoliteschen Zilsetzunge géinge Rechnung droen.

Wann ech elo kucken, wat d'Tripartite-Ofkommes zréckbehalen huet, da stellen ech fest, dass dëst genau dat ass, wat mir an eisem Pabeier am Mäerz dëst Joer festgehalen hunn. Näischt méi, awer och näischt manner.

Ech kommen deemno schwéier derlaanscht, fir der Regierung a virun allem de Gewerkschaften ze félicitéieren, dass, wat den Index ubelaangt, se wäitsiichteg geduecht hunn. Dat, wat hei zréckbehale ginn ass, dat huet net nëmmen d'Lounupassung un den Index insgesamt als solches ofgeséchert, mä et huet och der Politik den néidege Spillraum ginn, fir kënnen op déi staark verännert wirtschafts- , ëmwelt- a sozialpolitesch Bedéngungen an Erausfuerderungen ze reagéieren.

Et bleift elo nach déi méi generell Diskussioun iwwert de Wuerekuerf opstoen. Dozou wëll ech folgend Bemierkunge maachen:

Weder de Fraktiounschef vun deene Gréngen nach déi Gréng Partei insgesamt nach all aner Ëmweltbewegunge vun der Zivilgesellschaft wëllen de Wuerekuerf ganz ofschafen oder en duerchlächeren.

Mä et muss awer erlaabt sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Kafkraaft als solches, wéi déi duergestallt gëtt am 21. Jorhonnert, nei ze definéieren. Wat war dann d'Grondphilosophie anescht bei der Aféierung vun der Lounupassung un den Index?

Ech ginn emol dovun aus, dass d'Grondiddi war, fir dass all Mënsch an eiser Gesellschaft iwwert dee Wee eng Kafkraaft géing garantéiert kréien, déi et him erlaabt, all mënschlech Grondbedierfnisser ze erfëllen. Dorënner verstinn ech un éischter Stell natierlech déi klassesch mënschlech Rechter op Wunnen, Ernährung, Bildung, Kultur, Gesondheet, Betreiung an esou weider. Well eng Gesellschaft sech am Wandel vun der Zäit awer verännert, komme sécherlech eng ganz Rei aner Aspekter nach derbäi. Ech gleewen awer net drun, dass den Indexmechanismus fir all méi oder manner schlecht Konsumgewunnechten an der Gesellschaft soll gëllen.

Et ass als ekologesch ausgeriichte Partei eist Recht, fir net ze soen eis verdammte Flicht, par rapport zu de kommende Generatiounen, verschidde Kafkraaftverhalensmusteren a Fro ze stellen an deemno och se wëllen am Zesummenhang mam Indexwuerekuerf ze diskutéieren. An dat Recht wäerte mer eis weider och virbehalen an och wëllen op deem Wee mat diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och op deene klassesche sozialpolitesche Felder ass alles anescht wéi geregelt am Moment. Wa mer wëllen déi europäesch, sozialpolitesch Traditioun vum 20. Jorhonnert och am 21. Jorhonnert oprechterhalen, da musse mer eise Bléckwénkel e bësselchen erweideren. Wär et dann net endlech un der Zäit, fir all eis Sozialinstrumenter emol genau ze analyséieren, eis d'Fro ze stellen, wat d'Zilsetzung war bei hirer Aféierung, ob mer dës Zilsetzung zum Beispill och erreecht hu respektiv ob d'Zilsetzung iwwerhaapt haut nach ginn ass?

An, Här Fayot, ech wëllt lech soen, esou en Exercice ze maachen, dat huet a priori strictement näischt mat Ofbau vum Sozialstat ze dinn. Dat ass einfach mënschleche Verstand, deen een do muss spille loossen, dass ee sech déi do Froe muss stellen. Mir maache jo keng Politik einfach nëmme fir Mesuren anzeféieren, ouni en Zil wëllen ze erreechen. Duerfir schéngt et eis awer normal ze sinn, dass mer dat mussen a wëlle kënne maachen. Dat war och eng Kéier ugesat ginn, schonn an enger leschter Legislaturperiod, wou Är Partei och an der Regierung war, tëschent 1994 an 1999, ass awer leider duerno stieche bliwwen an der Diskussioun.

Als Beispill wëllt ech hei nëmmen déi villfälteg Primen, Subsiden, Allocatiounen oder Steierabattementer am Zesummenhang mat Kanner erwähnen. Dës sinn zu ganz ënnerschiddleche gesellschaftlech-politesche Momenter agefouert ginn an haten och ganz verschidden Zilsetzungen. Deelweis widdersprieche se sech souguer, jee nodeem wéi ee se haut kuckt. Doriwwer eraus hu mer am 21. Jorhonnert e ganz anert Familljebild wéi am 20. Jorhonnert. Vill Mesuren, déi mer viru vläicht 20 oder 30 Joer agefouert hunn, déi et haut nach gëtt, déi bauen awer nach op dat klassescht Familljebild vun, ech géing emol soen, Mëtt dem 20. Jorhonnert op. D'Resultat dovunner ass, dass mer hei eng Käschtenexplosioun hunn, gläichzäiteg awer als öffentlech Hand oft zolidd oneffikass sinn, an d'Mesuren ëmmer manner de reelle Bedierfnisser vun de Famillje vun haut entspriechen.

Mir brauchen duerfir eng vill méi grondleeënd Diskussioun iwwert de Stellewäert an d'Ausriichtung vun der Sozial- a Familljepolitik am 21. Jorhonnert. Wann zum Beispill d'Feele vu Structures d'accueil an engem Sondage zur zweetwichtegster Suerg vun de Mënschen an dësem Land ginn ass, da musse mer dat eescht huelen. Dann huet dat Ursaachen, da gëtt et do Défaillancen an eisem System.

Et ass awer och gradsou kloer, dass d'öffentlech Hand net alles ka maachen a finanzéieren. Duerfir musse mer do iwwert d'Prioritéitesetzung diskutéieren. Dës muss natierlech all Mënsch e Choix loos-

sen, fir ze kucken, wéi e seng Privatsphär wëllt organiséieren, dat heescht och säi Familljeliewe wëllt gestalten. Mir solle kee forcéieren an iergendee Kartong eran.

De staatlechen Ënnerstëtzungsinstrumentarium muss awer eiser Meenung no esou ausgeriicht sinn, dass déi zur Verfügung stoend öffentlech Gelder proportional no deem am meeschte vertruedene Familljemodell opgebaut ginn. Duerfir ass d'Fro absolut berechtegt, ob et net muss zu Ëmschichtunge kommen a Richtung vu vläicht e bësse manner Geldleeschtungen, duerfir awer méi qualitativ a fir jiddfereen erschwénglech Infrastrukturleeschtungen am Familljeberäich.

Dëse wichtegen Débat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss eis an deene kommende Joren intensiv beschäftegen. Et ass e komplizéierten Débat. Et ass en Débat, deen un d'Traditioune wäert erugoen, an deen ass natierlech net einfach ze féieren. Mä mir mussen en ugoen, a mir wëllen eise Beitrag als Gréng dozou leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage, a virun allem d'Jugendaarbechtslosegkeet, ass e Grondiwwel an eiser moderner Industriegesellschaft ginn, deen ëmmer méi onerträglech Ausmoossen unhëlt. Chômage ass eiser Meenung no keng Fatalitéit. Eise Wirtschaftsmodell huet sech leider erëm ewechbeweegt vun de Léieren aus der grousser Kris an den 30er Joren an de fatale Konsequenzen, déi sech dorauser erginn haten.

Mënschlech Aarbechtskraaft gëtt ëmmer méi ausschliesslech als e Käschtefacteur, als en Hemmnis bei der Steigerung vun de Profitraten ugesinn - leider muss een dat haut feststellen. Dëst muss sech erëm änneren, a fir dass dëst sech kann änneren, musse mer an enger globaliséierter Welt un éischter Stell natierlech den europäesche Wirtschaftsraum insgesamt esou reglementaresch ausgestalten, dass d'Recht op Aarbecht erëm e wirklecht Recht gëtt. D'Europäesch Unioun ass dat eenzegt Instrument, wat mer haut hunn, fir kënnen doriwwer eraus och op globalem Niveau modellhaft ze intervenéieren, an d'Europäesch Unioun, als grousse Wirtschaftsraum ass eigentlech déi eenzeg Chance, déi mer hunn, fir do kënne géigenzesteieren.

Mä och hei am Land gëllt et do unzesetzen, wou et noutwendeg ass, fir dass mer Jugendlechen erëm eng besser Chance um Aarbechtsmaart kënne ginn. Natierlech musse mer un éischter Stell nei Aarbechtsplaze schafen an deementspriechend eis Strategië ginn, fir déi Wirtschaftssecteuren ze detectéieren, wou mer och eng Chance hunn, se op Lëtzebuerg ze kréien. Mä eng zentral Roll, fir e besseren Accès zum Aarbechtsmaart ze kréien, wäert awer och virun allem eis Schoul spillen, an dat an duebeler Hisiicht hei zu Lëtzebuerg. Engersäits musse mer d'Schoul un déi nei Gegebenheeten, Beruffer, Qualifikatiounsniveauen upassen, anerersäits och un déi nei Lëtzebuerger Verhältnisser, déi tatsächlech dra bestinn, dass mer an der Tëschenzäit bal 50% Auslänner an eise Schoulen hunn.

An deem Zesummenhang wëll ech och vläicht eng kuerz Klammer opmaachen, fir ze soen, och wann ech weess, datt een an engem État de la nation natierlech net alles ka behandelen, datt dat awer een zentralen Défi ass, wou eis e bëssen enttäuscht huet, datt deen net och behandelt ginn ass, nämlech dee vun der Integratioun an der Lëtzebuerger Gesellschaft. Et sinn natierlech eng ganz Rei Gesetzer um Instanzewee, mä mir sollen dat awer net ënnerschätzen, well déi gi wahrscheinlech net duer. Also och dat hätt, menger Meenung no, virun allem an deem hei Kontext, verdéngt méi e breeden Deel gewidmet ze kréien.

Dofir ass d'Schoul, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee wichtege Chantier fir d'Zukunft. Hei ass villes a Beweegung geroden, dat wëlle mer net niéieren. D'Unterrechtsministerin geet mat vill politeschem Courage un hir Aufgab erun. Vum Gelénge vun der Reform vun eisem gesamten Educatiounswiesen hänkt vill fir eist Land, a virun allem fir eis Jugend of. Et ass ze hoffen, dass verstane gëtt, dass kee Reformelement am Schoulwiese gemaach gëtt, fir Eenzelnen hir Acquisen ze beschneiden, oder ze maachen, wéi wann et just un hinne géing leien, dass eise Schoulsystem net méi un den Erfuerdernisser vun haut adaptéiert ass. Wann duerfir zum Beispill iwwert d'Tâche vum Enseignant geschwat gëtt, dann ass et verständlech an normal, dass d'Gewerkschaften aus deem Secteur hellhöreg ginn.

Et wär awer net normal an extrem kuerzsichteg, wann d'Diskussioun iwwert d'Tâche vum Enseignant lassgeléist vun der gesamter Schoulreform elo direkt als Knackpunkt géing héichstiliséiert ginn an domadder iwwersi gëtt, dass eng aner Tâche vum Enseignant, agebett an eng Gesamtschoulreform, och derzou féiert, datt dëse Beruff méi interessant, méi spannend an deementspriechend méi zefridde stellend gëtt.

Den Enseignement direkt mécht just ongeféier 40% vun der visibler Tâche vum Enseignement senger Aarbecht aus; dat ass, wéi gesot, de sichtbaren Deel vun der Aarbecht vun enger Léierin oder engem Proff. Well d'Gesellschaft sech entwéckelt huet, well d'Schüler net méi esou sinn, wéi se viru Jore vläicht eng Kéier waren, muss natierlech och d'Tâche vun engem Enseignant däerfen diskutéiert an eventuell nei definéiert ginn.

Op kee Fall awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dierf d'Tâche vum Enseignant just oder virun allem ënnert dem Aspekt „Wéi kann de Stat Sue spueren?" gefouert ginn. Dëst géing nëmmen zu enger Verhäerdung vun de Fronte féieren a wär en zolidd Hemmnis fir d'Gelénge vun der Schoulreform insgesamt.

An eisem Land, mat dräi offizielle Sproochen a mat 40 bis 50% auslännesche Schüler, muss Beweegung an de Sproochenunterrecht kommen. D'Sprooche maachen nach ëmmer vill Dieren zu engem zolitten a gudde Schoulofschloss zou, an dobäi misste se de Schlëssel sinn. Si kënnte sech a ville Gebidder zu engem Passepartout entwéckelen. Déi rezent Studien, déi vun der Unterrechtsministerin an Optrag gi sinn, missten elo d'Basis bidden, datt mer eng kloer Linn an eise Sproochenunterrecht kréien, am Intressi vun all Schüler a vun der Beruffsausbildung.

Här President, haut ass et méi wéi jee kloer, d'Educatioun ass ni d'Plaz, wou de Stat muss Suen oder soll Sue spueren. Natierlech mussen Iwwerleeunge gemaach ginn, wéi de System muss verbessert ginn, an ob d'Moyenen, déi agesat ginn, net eventuell besser kéinten agesat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass onméiglech an dëser Debatt schonn op all Beräicher, déi ugeschwat gi sinn, am Detail anzegoen. Dofir wëll ech e puer Iwwerleeungen zu eenzelnen Themen a méi geraffter Form maachen.

Endlech gi mer am Logementsberäich op dee Wee, dee mer scho bei den Debatten an der leschter Legislaturperiod verlaangt hunn.

Déi Hëllefsmesuren, déi virgeschloe ginn, fir a partnerschaftlecher Zesummenaarbecht mat de Gemengen am Logementsberäich ze handelen, si wichteg. Virun allem och, dass d'Gemengen endlech elo sollen an d'Lag versat ginn, fir géint d'Spekulatioun virzegoen, ass wichteg a richteg.

Ech hätt an deem Kontext just eng klärend Fro ze stellen, well dat fir mech oder fir eis net esou kloer war an den Deklaratioune vum Premierminister, an dat ass, en huet gesot, d'Regierung wëllt e Gesetz op den Instanzewee bréngen, fir esou eng Tax anzeféieren, a méi spéit schwätzt en dovunner, datt natierlech all déi Gemengen, déi dat wëllten, kéinten op fräiwëlleger Basis och nach eng aner Tax aféieren, nämlech eng, déi op eidel stoendem Wunnraum zum Beispill kéint agefouert ginn.

Fir mech oder fir eis ass et net kloer, ob d'Regierung der Meenung ass, dass een, fir déi zum Beispill anzeféieren, net méi brauch ze légiféréieren, ob dat d'Gemengen haut scho kéinte maachen ënnert de bestoende Bedéngungen, oder ob dat soll geregelt ginn am Kader vun deem Gesetz, wat op den Instanzewee geschéckt gi wier. Ech mengen, dat ass eng wichteg Informatioun, virun allen natierlech fir grouss Gemengen, déi vun deem do Problem staark betraff sinn, an deenen dat doten Instrument kënnt eng nëtzlech Hëllef sinn.

Zu den ugekënnegte Finanzhëllefe fir d'Gemengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech soen, dass mer der Iwwerzeegung sinn, dass et domadder net däerf gedoe sinn. Mir hätte gären, datt endlech eng generell Diskussioun stattfënnt driwwer, wat dann insgesamt déi öffentlech Déngschtleeschtungen an eiser Gesellschaft sollen duerstellen, a wat fir enge Gebidder de Stat oder d'Allgemengheet soll aktiv sinn, wat iwwer hie soll geregelt ginn. An dann an enger zweeter Phas, wann dat emol bis genau définéiert ass, muss geregelt ginn, wat muss de Stat maachen an deem Kontext a wat sollen d'Gemenge maachen. An dann an enger drëtter Phas muss gekuckt ginn, wéi de finanzielle Kuch tëschent Stat a Gemenge soll verdeelt ginn.

Et ass relativ kloer, mir hunn nëmmen ee Kuch ze verdeelen, och wann et verschidde Steiere gëtt an eng méi fir d'Gemengen an anerer méi fir de Stat sinn. De Kuch ass ëmmer nëmmen ee generellen a mir kënnen deen nëmmen diskutéieren en fonction vun enger Debatt, déi am Virfeld gefouert ginn ass, wéi gesot, éischtens iwwert d'Déngschtleeschtungen insgesamt vun der öffentlecher Hand, an dann zweetens, wann déi Kompetenzdiskussiounen do tëschent Stat a Gemengen ofgeschloss gi sinn.

Dann awer och e puer Wuert zu engem Punkt, wou mer natierlech guer net kënnen dermat d'accord sinn an deen eis net happy gemaach huet, nämlech de Virschlag fir d'Prise en charge vun de Babyjoren an de Complément différentiel an d'Pensiounskeesen ze transféréieren; an dat gëtt jo gemaach, ouni datt elo eng nei Cotisatioun agefouert gëtt.

Dat ass och eiser Meenung no contraire zu de Recommandatioune vum BIT, dee gesot huet, all Prestatioun misst géigefinanzéiert sinn, also et misst dofir cotiséiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass mer fréier jo schonn eng Kéier eng Operatioun gemaach hunn, an dat ass, an deem wat et ausmécht, vläicht e bësse komplizéiert ze verstoen. D'Babyjore si jo schonn eng Kéier erausgeholl ginn nom Rentendësch, wéi d'Mammerent agefouert ginn ass, an du si se eriwwergeholl gi bei de Stat. Hei gëtt elo erëm e Retour gemaacht an hei muss ee kucken, wat hei geschitt. Et gëtt net e Retour gemaach an deem Sënn, wéi dat dann och fréier war, wou de Stat dann an deem Sënn eng Cotisatioun bezuelt huet an d'Privatbeamtekeesen, mä et gëtt einfach eng Laascht, déi elo beim Stat war, erëm eriwwertransféréiert an d'Pensiounskeesen, wat ganz kloer e Gréff ass an d'Pensiounskeesen a wat an deem Sënn fir eis net akzeptabel ass.

Mir si souwisou awer der Meenung, datt déi ganz Rentendiskussioun an deem hei Kontext e Schwaachpunkt ass, well et feelt eis u Virschléi, wéi d'Pensiounen doriwwer eraus sollen ofgeséchert sinn. Et ass zwar ugedeit ginn, mir missten doriwwer weider diskutéieren, well mir hätten den demographeschen Défi och nach eng Kéier ze diskutéieren - an dee misst een och diskutéieren -, mä mir hätten eis awer kënne virstellen, datt hei eng Rei Zukunftsvisioune fir eng nohalteg Altersversécherung, fir eng gutt Gestiounspolitik vun de Reserven a virun allen och fir dat Element, dat eis scho laang wichteg ass an op dat mer och um Rentendësch vill insistéiert hunn, nämlech eng Altersverécherung vun de Fraen a virun allem vun deene Fraen, déi natierlech net beruffstäteg sinn, virgeschloe gi wieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet bei senger Regierungserklärung 2004 folgende Saz och nach gesot. Hien huet gesot: „De Mentalitéitswiessel, dee stéisst op Grenzen, net op Grenzen, déi sech absolut opzwéngen, mä op Grenzen, déi mer eis selwer opdrécken, well mer virun den Aufgaben, déi sech stellen, esou gäre géife fortlafen: aus Ängschtlechkeet, aus Bequemlechkeet, aus där sympathescher Lëtzebuerger Commoditéit eraus."

Mir hoffen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Regierung och zwee Joer no der Regierungserklärung dëst esou gesäit an dass se net scho selwer un déi Grenze gestouss ass. Et ass un der Politik dofir ze suergen, eiser Meenung no, dass déi do beschriwwe Grenzen duerchbrach ginn; aus der Responsabilitéit an dem Respekt eraus par rapport zu de kommende Generatiounen ass dat eis verdammte Flicht.

Ech wëll och, Här President, als Ofschloss zu menger Interventioun, eng Motioun déposéieren, déi - géing ech emol soe fir eis op alle Fall - wichtegst Elementer aus menger Ried och enthält an déi d'Regierung eben opfuerdert deen Débat, dee mer haut jo ugefaangen hunn, dee breede gesellschaftlechen Débat, datt mer deen déi nächst dräi Joer solle weiderféieren a Richtung vun engem nationalen Débat iwwer strukturell Reformen, déi, wéi gesot, all déi doten Défië solle berücksichtegen.

Ech hunn och elo matkritt, datt eng Motioun, eng Resolutioun, pardon, déposéiert ginn ass vun de Kolleege vun der Demokratescher Partei, fir eppes anzeféieren, wat mech verdächteg un dat erënnert, wat mir als Gréng schonn dräimol hei proposéiert hunn, nämlech dee sou genanntenen Zukunftsdësch.

Mir sinn dräimol bis elo gescheitert mat där Variant an dräimol ënnert deenen ënnerschiddlechste Konstellatiounen an dësem Parlament. Mir waren nach ëmmer an där nämlechter Konstellatioun, dofir hu mir et elo vläicht méi einfach wéi anerer, fir ze jugéieren, mä zumindest ass et esou, datt mer dann elo hei e véierten Ulaf an déi Richtung proposéieren. Mir hu kee Problem domadder. Mir sinn och bereet, op dee Wee matzegoe selbstverständlech; wéi gesot, mir hunn et schonn dräimol virdru verlaangt. Ech sinn da gespaant, ob dann elo an erëm enger neier, verännerter Konstellatioun am Parlament dës Resolutioun wäert eng Majoritéit fannen.

Här President, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech wëll heimadder nach meng Motioun déposéieren.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant les risques de la structure monolithique de l'économie du Grand-Duché;

- considérant la nécessité de favoriser la diversification de l'économie nationale;

- considérant que dans un environnement économique toujours plus concurrentiel et globalisé il sera de plus en plus difficile d'attirer des entreprises industrielles dites «classiques»;

- considérant que le changement climatique n'est plus à prouver et que les dissensions tournent uniquement sur l'imminence et l'ampleur du bouleversement pour notre planète;

- considérant que la moindre crise (crises pétrolières, catastrophes naturelles, guerres, spéculation, etc.) entraîne des hausses spectaculaires des prix du pétrole et nuit inévitablement à la croissance économique et à la prospérité;

- considérant que les modes de fonctionnement de la société industrielle reposent sur la dépendance presque totale vis-à-vis des combustibles fossiles;

- considérant que pour atténuer les effets du changement climatique, il faudra renoncer progressivement à ces énergies fossiles;

- considérant que le marché des énergies renouvelables est générateur d'emplois, de stabilité sociale et d'accroissement de la richesse nationale;

- considérant que l'accomplissement des défis du 21e siècle repose sur l'amélioration de l'efficience énergétique, l'essor des énergies alternatives, le développement renforcé des matières premières renouvelables, ainsi que sur l'ensemble des techniques de protection de l'environnement;

- considérant que le contexte mondial a définitivement montré la relation étroite entre économie et écologie;

- considérant que notre société et nos structures économiques ont fortement évolué et que pour maintenir le modèle social européen hérité de l'après-guerre, il est nécessaire d'analyser l'efficacité de notre modèle d'État social en réexaminant l'objectif initial et la pertinence de chaque prestation sociale;

- considérant que la diversité des transferts sociaux ainsi que les structures actuelles d'accueil, nationales ou communales, ont provoqué une explosion des coûts dans le budget du secteur de la politique familiale sans pour autant offrir des solutions adaptées aux besoins de toutes les familles,

invite le Gouvernement

- à ouvrir un large débat national sur les réformes structurelles pouvant répondre à moyen et à long terme aux questions essentielles des défis économiques, sociaux et environnementaux du pays.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Deklaratioun vum Här Statsminister vum 12. Oktober d'lescht Joer hei an der Chamber an der Deklaratioun vu gëschter géif ech mengen, datt mer elo alleguer am Besëtz si vun deenen Iddien, Propositiounen a Virschléi, déi dës Regierung dem Land, dem Parlament virdroe wëllt, fir se an deenen nächste Joren ëmzesetzen a fir d'Land an eng Richtung ze bréngen, wou mer mengen, datt e groussen Handlungsbedarf besteet.

Well meng Zäit begrenzt ass, wëll ech mech op eng Rei vu Froe limitéieren. Déi éischt Fro, déi ee sech stelle muss, ass: Besteet e finanziellen Handlungsbedarf? Wann

een an de leschte Wochen a Méint esou an d'Land eragehéiert huet, da si verschidde Leit erauskomm an hu gesot: Mir hunn e Wirtschaftswuesstum vu 4%, et besteet keen Handlungsbedarf fir ze reagéieren.

Mir als ADR soen awer ganz kloer: Et besteet Handlungsbedarf. Mir soen dat net eréischt zënter e puer Wochen, zënter e puer Méint, mä mir soen et am Fong schonn zënter e puer Joer, datt en Handlungsbedarf besteet an datt d'finanziell Situatioun vum Stat bei wäitem net esou gutt ass, wéi se dacks duergestallt ginn ass. Mir hunn dat och scho virun de Chambers- a virun de Gemengerotswahle gesot. A mir hunn och deemools gesot, datt am Fong d'Wourecht iwwert déi finanziell Situatioun vum Land eréischt no de Wahle géing erauskommen.

Mir hu gesot, datt de Stat iwwer Joren iwwer seng Verhältnisser gelieft huet, datt mer méi Geld ausginn hunn, wéi mer zesummen als Gesellschaft verdéngt hunn. Mir hu gesot, mir géifen an der vergaangener Legislaturperiod virun allem falsch Prioritéite setzen an den Investitiounen an duerch déi falsch Investitioune géifen eis herno Gelder feele fir Investitiounen ze maachen, déi d'Land bluttnoutwendeg brauch.

An ech wëll do aschléissen, Här President, datt mer als ADR elo der Meenung sinn, datt mer am Ableck erëm eng falsch Prioritéit setzen, an zwar am Zesummenhang mam öffentlechen Transport, well mer fundamental dovun iwwerzeegt sinn, datt déi Léisung mam Tram an der Stad ueweneriwwer eng falsch ass an datt et nach ëmmer Zäit ass, fir ze korrigéieren, an datt déi eenzeg richteg Léisung, déi net nëmmen de Verkéiersproblem an der Stad, mä am ganze Land an iwwert d'Land an d'Grenzregioun eraus géif léisen, déi wier, wann ee mam Zuch géif ënnert der Stad erduerchfueren.

Et ass eng Jorhonnertinvestitioun, well och, wa mer zréckkucken, wéi mer den Zuch fir d'éischt hei am Land gebaut hunn, dat si Jorhonnertinvestitiounen, an do wieren d'Leit och bereet, well et eng richteg Léisung ass, géif ech mengen, hiren Obolus bäizeleeën, fir datt een e kéint finanzéieren.

Mir hunn och ëmmer gesot, datt d'Fonge géife lues awer sécher opgeschafft ginn an datt mer 2006, 2007 géifen un d'Enn vun de Reserve kommen. Elo gi se gestreckt an deelweis duerch Emprunten, déi elo opgeholl gi sinn, kënne mer se weider strecken.

Déi lescht Regierung hätt eiser Meenung no spéitstens 2003 missen ufänken ze reagéieren. Mir wëssen alleguer, datt mer 2001 eng grouss Steierreform gemaach hunn an datt duerno den Abroch komm ass. Zu deem Zäitpunkt hat d'Land riseg Reserven an et war och net ze verlaange vun enger Regierung, dass no engem Joer Abroch bei deene finanzielle Reserve se misst direkt reagéieren, mä no zwee, dräi Joer spéitstens hätt missen en Ëmdenke kommen an et hätt misse reagéiert ginn, da wier haut d'Lach an der Keess net esou grouss.

Mä firwat ass net reagéiert ginn? Well mer ebe viru Chamberswahle stoungen an d'Regierung am Fong net wollt virun de Chamberswahle soen, datt mer mat deene finanzielle Reserven net esou wäit géife kommen an net eng Situatioun esou laang kéint iwwerbréckt ginn, wéi d'Leit gleewe gedoe gi waren.

Dofir wëll ech vläicht e puer Zitater hei virbrénge vu virun de Wahlen, wéi d'Leit am Fong de séchere Wee versprach kritt haten. Haut komme Leit heihinner, déi de Leit virun de Wahlen de séchere Wee versprach hunn an elo just de Contraire am Fong vun deem maachen, wat se versprach hunn, a si ginn dobäi net emol rout am Gesiicht.

Wat d'Fuerschung ubelaangt, Här President, huet den Här Statsminister de 27. Abrëll 2004, dat war deen État de la nation virun de Chamberswahlen, hei gesot: „D'Investissementer an d'öffentlech Fuerschung waren eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung", dat heescht also vun der leschter Regierung. Haut héiere mer déiselwecht Wierder, datt d'Fuerschung enorm wichteg ass, an dat, mengen ech, gëtt vu jidderengem ënnerstrach. Et ass keen neie Moment, mä et muss méi geziilt doranner investéiert ginn.

En zweet, e weidert Zitat vum Här Statsminister vum 27. Abrëll 2004. Am Zesummenhang mat de Bensinspräisser huet den Här Statsminister hei gesot, och massiv Bensinspräis-Augmentatiounen, déi wirtschaftlech a finanziell net liicht ze verquësse wieren, géifen de Problem net léisen. Si géifen d'Emissiounen net erofsetzen, de Klima net schützen, mä just d'Lokaliséierung an d'Berechnung vun deenen Emissioune geographesch déplacéieren.

Gëschter huet dat Ganzt sech am Zesummenhang mat der Erhéijung vun den Accisë beim Bensin an dem Pëtrol aneschters unhéieren, well do ass gesot ginn: „Fundamental geet et drëm all Acteur vun den Energien an all Bierger am Land bewosst ze maachen, datt mer alleguer gefuerdert sinn, datt déi strukturell Changementer néideg sinn. An enger éischter Phas ass d'Hausse vun den Accisen déi folgend", an da sinn déi Chiffere genannt ginn. Et ass elo also op eemol wichteg, datt d'Präisser gehéicht ginn, wat nach virun de Wahlen näischt bruecht hätt. Et ass och gëschter hei geschwat gi vun enger éischter Phas, esou datt een also och domat muss rechnen,...

(Interruption)

...datt dann eng zweet an eng drëtt Phas wäert nokommen.

Am Zesummenhang vum Logement huet den Här Statsminister siwe Woche virun de Chamberswahlen hei gesot: „Dem Logement, dem Hausbau, deem geet et besser." Zwee Deeg no de Gemengerotswahlen huet hie gesot: „Ech muss Iech éierlech zouginn, datt ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëztebuerg fir jidderen hei am Land erschwinglech ze maachen, ech si bei deem Versuch gescheitert." A gëschter ass vun enger Feelentwécklung um Wunnengsmaart geschwat ginn.

Et ass also all Kéiers just de Contraire vun deem, wat virun de Chamberswahle bei der Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun hei deklaréiert ginn ass.

E véiert Zitat am Zesummenhang vun dem Chômage, also sechs Woche virun de leschte Chamberswahlen: „Fest steet awer elo schonns, et geet besser um Aarbechtsmaart. Dat weisst d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen, dat weisen och déi rezent Zuelen." Déi rezent Zuelen deemools waren am Abrëll 2004 11.889 Chômeuren, an déi rezent Zuel vun haut ass 13.871.

Eng zweet Fro, déi ee sech muss stellen, Här President, ass: Den Här Statsminister huet ëmmer deklaréiert, de Problem wier net op der Recettë-, mä vill méi op der Dépensëséit. A priori hat ee sech duerfir erwaart, datt op der Dépensëséit géif méi massiv gespuert ginn. D'Léisung ass eng Mëschung elo vu méi Recetten a manner Dépensen. Wat d'Dépensen ubelaangt, déi de Stat direkt betreffen, ass dat allerdéngs manner prezis. D'Investitioune gi gebremst an de Joren 2007, 2008 an 2009. Insgesamt 660 Milliounen Euro manner wéi geplangt; wou awer net genau preziséiert ass, wou déi agespuert ginn. Et sinn e puer Projete genannt ginn, wéi den Ausbau vun enger drëtter Spuer op der Autobunn tëschent Mamer a Beetebuerg, d'Tangente Ouest an eenzel Contournementer.

D'Fonctiounskäschte beim Stat: 25 Milliounen Euro op dräi Joer, wat net onbedéngt en enorme Chiffer ass; eng restriktiv Astellungspolitik; 6,5 Milliounen Aspuerungen op dräi Joer; Nullronn am öffentleche Secteur 2007/2008.

A wa mer haut awer de Communiqué vun der CGFP liesen, dann ass zumindest net vun der CGFP do en Accord gemaach ginn, mä et ass éischter e Bekenntnis an der Tripartite gewiescht. A wéi d'CGFP haut geschriwwen huet, wier et elo éischter esou, wéi wann dat schonn eng Décisioun vun der Regierung wier.

Op där anerer Säit, wat d'Recetten ubelaangt, déi de Stat kritt, do gi scho méi kloer Chiffere genannt:

- D'TVA bei de Fräiberuffler geet vun 12 op 15% erop. Dat bréngt dem Stat 30 Milliounen; woubäi ee muss soen, datt net d'Fräiberuffler méi TVA bezuelen, mä d'Clientë vun de Fräiberuffler, déi d'Rechnung ausgestallt kréien, kréien déi 3% weider ze bezuelen.

- 1% méi Solidaritéitssteier bréngt 33 Milliounen Euro.

- D'Erhéijung um Bensin an Diesel soll 300 Milliounen Euro bis 2012 bréngen.

- D'Autosteier tëschent 35 a 70 Milliounen.

Vergiess gëtt awer ëmmer d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Et ass wuel gesot gi gëschter, datt déi och an den nächste Joren net géif gemaach ginn, mä et ass awer net gesot ginn, wat dat dem Stat weider u Recettë bréngt. Ech erënneren drun, datt mer haut nach mat der Steiertabell vun 2002 fueren, an datt vun 2003 bis 2006 an deene leschte véier Joer keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun gemaach ginn ass, an datt an deem nächste Joer och keng wäert gemaach ginn.

Et ass awer net gesot ginn, wat dat dem Stat weider u Recettë wäert bréngen. Mir hunn an der Budgets- a Finanzkommissioun am Kader vum Budget vum leschte Joer vun der Steierverwaltung gesot kritt, wat dat fir d'Exercicen 2005 a fir 2006 als Plus-value fir de Statsbudget bedeit. A wann een dat héichrechent, wann an dëser Legislaturperiod och keng Upassung géif kommen, dann hunn d'Leit, d'Steierzueler, d'physesch Persounen an d'Betriber zesummen, iwwert déi aacht Joer, wou da keng Upassunge gemaach si ginn un d'Inflatioun vun der Steiertabell, zesummen dem Stat 2,5 Milliarden Euro weider an d'Statskeess bruecht. Et ass also deen déckste Montant, wou de Stat weider Recettë kritt iwwert déi aacht Joer, duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

Här President, eng drëtt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Bréngt dësen Accord der Ekonomie en neien Opschwong? Dës Operatioun wier net fir Politik kënnen ze maachen, oder zousätzlech Investitiounen. Ech mengen, dat ass dat Wesentlecht, datt dës Politik, datt dësen Accord un alleréischter Stell net ass, fir méi Politik kënnen ze maachen, méi Investitioune kënnen ze maachen. Mä en ass a priori fir den Defizit am Statsbudget ze reduzéieren, well duerch dësen Accord gi manner Investitioune beim Stat gemaach; wéi gesot 660 Milliounen manner op dräi Joer wéi geplangt.

D'Gemenge kréie wuel 43,5 Milliounen Euro weider Steieren iwwert dräi Joer, déi sech aus den Indexmodulatiounen, den Neierunge bei der TVA- an der Autosteier zesummesetzen.

Mä, Här President, et ass am Fong geholl nëmmen ee Peanut, géif ech soen, am Vergläich zu deem, wat d'Gemengen op där anerer Säit wäerte verléieren. An et ass och sécherlech net an där Berechnung mat agefloss, wann op där enger Säit gesot gëtt, well mer bei de Fräiberuffler d'TVA vun 12 op 15% héijen, datt duerch déi grouss Zomm, wou d'Konsumente manner kréien, fir ze konsuméieren, awer och wäert manner TVA iwwert dee Wee erakommen, wéi geplangt war. Esou datt ech mengen, datt dat doten eng Milchmädchenrechnung ass, wou ënnert dem Strëch fir d'Gemengen näischt wäert erauskommen.

An et ass eis och net gesot ginn, ob dat, wat d'Steierverwaltung d'lescht Joer am November der Finanzkommissioun gesot huet, datt d'Kierperschaftssteier an domadder och d'Gewerbesteier vun 2006 op 2007 kéint bis 30% zréckgoen, ob dat nach de Fall ass, oder ob do nei Erkenntnisser komm sinn. Sollt dat de Fall sinn, komme sämtlech Gemengen am Land sécherlech a grouss finanziell Problemer.

Et ass virun e puer Woche gesot gi vun der Regierungssäit, datt déi staatlech Participatioune bei de Gemenge fir Sport- a Kulturinfrastrukturen an deenen nächste Jore gestoppt géife ginn. Gëschter huet de Statsminister dat net ernimmt hei, oder répétéiert. D'Fro stellt sech also: Steet déi Deklaratioun vun der Regierung nach, oder ass déi duerch d'Deklaratioun vun der Regierung vu gëschter erëm opgehuewen? Gëschter ass doriwwer hei keng Ausso gemaach ginn.

Wa mer also gesinn, datt d'Gemengen an deenen nächste Joren doudsécher wäerte mussen hire Rimm méi enk zéien, manner Investitioune maachen, a mir huelen déi dräi Saachen zesummen, datt de Stat wäit manner investéiert, datt d'Gemenge manner investéieren, an datt d'Bierger, d'Konsumente wäerte manner konsuméieren, dann huet déi Moossnam hei sécherlech kee positiven Impakt op ons Ekonomie, mä éischter en negativen Impakt. An dobäi treffe mer da virun allem net onbedéngt déi multinational, déi grouss Entreprisen, mä mer treffen dobäi d'Kleng- an d'Mëttelindustrien, de Commerce, d'Ingenieurs- an d'Architektebüroe voll.

Déi véiert Fro, déi ee sech ka stellen: Besteet d'Chance, datt duerch dësen Accord de Chômage ka reduzéiert ginn. An ech mengen, d'Äntwert op déi Fro vu virdrun, ob mer doduerch kënnen e wirtschaftlechen Opschwong kréien - an déi ech hu misse verneinen -, huet also och zur Konsequenz, datt mer duerch dësen Accord, wéi elo grad bewisen, och wäerten am Chômageproblem kee Fortschrëtt maachen, datt dat automatesch Konsequenzen och huet fir den Aarbechtsmaart, an de Chômage och duerfir wäert weider klammen.

Ech kann aus Zäitgrënn net op all déi Propositioune vun der Beschäftegungspolitik agoen. Mir hunn awer viru fënnef Woche 15 Propositioune gemaach. An ech war frou, och eng nei vun eise Propositioune gëschter hei an der Deklaratioun vum Här Statsminister erëmfonnt ze hunn, nämlech e fräiwëllegt Sozialjoer hei zu Lëtzebuerg anzefiéieren, wat schonn am Ausland gemaach gëtt. Well et ëmmer méi wichteg ass, wa mer Jonken eng Beschäftegung ginn, a se d'Méiglechkeet kréien, a Betriber eranzekucken, virun allem an engem Beräich, wou mer wëssen, datt mer vill Aarbechtskräften hei zu Lëtzebuerg brauchen.

Mä ee vun deene wesentleche Punkten - an deen ass gëschter zum Deel och hei vum Här Statsminister ugeschwat ginn -, dat ass d'Steierpolitik op europäeschem Niveau.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir wäerten esou séier keng lounintensiv Betriber méi hei zu Lëtzebuerg kréien. A mir wäerten och Problemer hunn, fir déi lounintensiv Betriber, déi mer hunn, kënnen ze behalen.

Als ADR hu mer ëmmer verlaangt, datt Europa misst sozial an ekologesch Ëmweltmindestnorme schafen. An och um steierleche Plang misst een elo iwwer Mindestnormen nodenken. Den Här Statsminister huet gëschter eng Ausso hei gemaach, ech zitéieren en: „Mir bedeelegen eis konstruktiv um Versuch d'Bemiessungsgrondlage fir d'Betribsbesteierung an Europa ze vereenheetlechen." En huet wuel net vun de Steiersätz, awer vun der Bemiessungsgrondlag geschwat. Ech géif mengen, global gesinn ass dat eent esou wichteg wéi dat anert.

Wann d'Steierkonkurrenz an Europa bestoe bleift, wäert kee Land derlaanscht kommen, d'Steieren oder d'Bemiessungsgrondlage fir d'Betriber no ënnen ze revidéieren. Nëmme wann déi zwee Faktoren am europäesche Bannemaart op d'Mindestnorme konkurrenzlos ginn, kënnen d'Betriber erëm méi Steiere bezuelen, ouni Schued dorunner ze hunn.

A Lëtzebuerg bezuele laut Steierverwaltung - 2002 sinn déi lescht Chifferen - vun 32.000 steierlech Betriber, déi erfaasst waren, der nëmmen nach 4.000 Steieren. A viru 14 Deeg hu mer eng Etüd kritt vun der KPMG, eng Studië iwwert d'Steiersätz fir d'Entreprisen am internationale Verglach. An dorauser gëtt erkenntlech, datt Lëtzebuerg vun 1998 bis 2006 seng Steiersätz vu 37,45 op 29,6 erofgesat huet, d'Belsch vu 40,17 op 33,99, Frankräich vun 41 op 33, Griichenland vu 40 op 20, Irland vun 32 op 12,5, Polen vu 36 op 19 a Portugal vu 37 op 27. Am Duerchschnëtt sinn d'Steiersätz an Europa an deem Zäitraum vu 36 op 25% erofgaangen. E Resultat vun der Steierkonkurrenz am europäesche Bannemaart.

Wa mer dann déi aner grouss Mäert kucken: Japan ass wuel och erofgaangen, mä huet seng Steiersätz op 40% gehalen. Amerika ass konstant an där Zäit mat senge Steiersätz och op 40% bliwwen. Wa mer als Europa also keng Mindestnorme kréien, spillen déi multinational Konzerner een europäesche Stat géint deen aneren aus, mam Resultat, dass si zum Schluss keng Steiere méi ze bezuele brauchen an d'ganz Steierlaascht dann op d'physesch Persounen ofgewälzt gëtt.

E Stat brauch awer Recettë fir senge Verflichtungen nozekommen, a wann e sech keng Recettë bei seng Betriber aus Konkurrenzgrënn ka siche goen, da bleiwen nëmme méi déi physesch Persounen. An den Accord, dee mer gëschter presentéiert kritt hunn, weist och ganz kloer an déi Richtung.

Ech hunn elo grad gesot, d'Steiertabell gëtt net un d'Inflatioun ugepasst, dat bréngt dem Stat iwwer aacht Joer 2,5 Milliarden Euro an d'Keess eran. D'TVA gëtt eropgesat, d'Solidaritéitssteier geet erop, d'Beiträg fir d'Fleegeversécherung ginn ëm 40% vun 1 op 1,4% erop, Bensin an Diesel ginn erop, d'Autossteier geet liicht bis massiv erop, den Index gëtt manipuléiert bis moduléiert, sou nennen et déi aner, e gëtt zäitlech versat, d'Kannergeld, de Congé parental an d'Erzéiungszoulag ginn net méi un den Index ugepasst. Eng Rei vun zukünftegen Taxen a Steiererhéijunge sinn indexneutral. De Rentenajustement gëtt gestreckt. D'Regierung huet hei eng ganz Kuerbelbootsch vu Moossname geholl, an hir Fantasie war am Fong grenzenlos.

All Moossname sinn argumentéiert ginn, mä all Moossnamen hunn een éischt Zil, an zwar fir méi Geld an d'Statskeess eranzekréien. Dobäi däerf een net vergiessen, datt den normale Bierger schonn eng Rei vu Sacrificer an deene leschte Méint a Joren erbruecht huet. Ech denken un déi héich Ma-

zoutspräisser oder Gaspräisser, déi d'Leit musse bezuelen, d'Loyeren, d'Krankekeesen, och emol Participatiounen. Den öffentlechen Transport ass méi deier ginn. D'Verméigenssteier ass ofgeschaaft ginn. Fir déi kleng Leit ass eng Quellesteier agefouert ginn.

Alles dat zesummen, mat deem, wat elo hei proposéiert ginn ass, a well et esou breet gefächert an esou verschiddentlech gelagert ass an duerfir schwéier op den Eenzelne wäert auszerechne sinn, wäert eréischt jiddfereen no engem, spéitstens zwee Joer genau gesinn, wat et en däerf kaschten.

Mir hu verschidde Fallbeispiller duerchgerechent, sinn awer nach net fäerdeg, mä et kann een awer elo scho soen, datt duerch all déi Moossnamen d'Kafkraaft vum eenzelne Bierger oder der Famill, jee nodeem wéi se strukturéiert ass, bannent zwee Joer wäert tëschent 10 a 15% hei zu Lëtzebuerg falen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei de Rente gëtt den Ajustement, deen den 1. Januar 2007 fälleg gewiescht wier - an der Regel hätten et missen 2% ginn -, gestreckt an ausgesat op 1% den 1. Juli 2007 an 1% den 1. Juli 2008. Ech wëll drun erënneren, datt mer hei Reserven am Land hu vu 6,6 Milliarden am Privatsecteur, datt dat 3,12-mol d'Joresdépensen ausmécht, an datt mer, esou wéi de Sozialminister et elo kierzlech och gesot huet, keng finanziell Problemer hunn, fir d'Rente mëttel- a laangfristeg ze géréieren.

Wann elo dat heite gemaach gëtt, dann ass dat ganz einfach en Trick, deen elo hei proposéiert gëtt, fir datt an Zukunft d'Pensiounskeese fir 70 Milliounen Euro d'Joer Käschten iwwerhuelen, déi bis elo de Statsbudget huet missen droen, well an Zukunft d'Pensiounskeesen d'Babyjoren, de Complément différentiel an deen een Drëttel vum Ajustement vun den Assurances accident mussen industriell iwwerhuelen.

Wann ee weess, Här President, datt mer beim Budget fir 2006 schonn eng Ännerung am Gesetz bruecht hunn, andeem datt de Stat do déchargéiert ginn ass vu senger Participatioun un de Frais de gestion vun de Pensiounskeesen an der Héicht vu 17 Milliounen, a mir gesinn elo, datt de Stat déchargéiert gëtt ëm 70 Milliounen, an et zielt een dann déi 70 an déi 17 zesummen, da stellt ee fest, datt bannen e puer Wochen oder e puer Méint elo de Statsbudget ëm 87 Milliounen all Joers déchargéiert gëtt, eng Belaaschtung, déi op d'Pensiounskeesen iwwerdroe gëtt.

A wann ee weess, datt den Här Statsminister vun der Mammerent, déi vum Statsbudget bezuelt gëtt, déi och iwwer 80 Milliounen de Statsbudget kascht, gesot huet, déi misst vun de Pensiounskeese bezuelt ginn, an de Sozialisten, de Koalitiounspartner, souguer als Konditioun gesat huet, fir iwwerhaapt mat an eng Koalitioun eranzegoen, se missten domat d'accord sinn, datt d'Mammerent géif iwwert d'Pensiounskeese bezuelt ginn, a wou dunn e bësse Remedur an deene Parteie komm ass - do gëtt et jo och nach Sozialpolitiker -, a vun de Gewerkschafte Remedur komm ass: Mir sinn net averstanen domat, datt dat iwwert d'Pensiounskeese bezuelt gëtt; sou hu se awer elo hei klammheimlech, Här President, hir Zoustëmmung ginn zu deem geniaalsten Trick, dee mer scho laang net méi hei gesinn hunn, an zwar bezilt de Stat elo seng Mammerent vun 80 Milliounen d'Joer schéi weider, awer si sinn domat d'accord, datt d'Pensiounskeese fir 87 Milliounen d'Joer aner Chargen iwwerhuelen, déi de Stat virdrun huet misse selwer iwwerhuelen. Besser hätt een d'Leit am Land net kéinten, erlaabt mer den Ausdrock, uschäissen, wéi dat dës Kéier hei…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Här Gibéryen, mässegt Är Sprooch!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, dat hei ass esou. Mir Jonge vum Duerf hunn heiansdo méi eng graff Sprooch. Et deet deenen engen oder anere wéi am Ouer, mee si huet deen enorme Virdeel, jiddferee versteet se.

M. le Président.- Déi kann een dobausse gebrauchen, awer heibanne soll een domat schounend ëmgoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hei ass dee gréisste Renteklau, deen an de leschten 20 Joer…

(Interruptions)

…hei am Land gemaach ginn ass, an duerfir, well dee Renteklau elo gemaach ginn ass, kréien d'Pensionären aus dem Privatsecteur hire geschëllte Rentenajustement den 1. Januar eben net, dee gëtt dann eben nach ausgesat.

(Interruptions)

An den Här Wolter, Här President, ass gëschter Owend an enger Table ronde, wou ech zoufälleger-weis och dobäi war, och nach mat der Iddi komm, datt een och elo eventuell kéint - an hien huet am Fong am Numm vum Statsminister, ech hunn et de Moien extra nach eng Kéier nogelauschtert, geschwat - an Zukunft Altersheimer iwwert d'Pensiounskeese bezuelen, an d'Fleegeversécherung kéint een och nach driwwer bezuelen.

Mir gesinn also déi Leit, wat déi alles vun Iddien hunn! An dann héieren ech den Här Wolter awer haut de Mëtten hei vun der Regierung verlaangen, datt se onbedéngt elo emol misst déi Etüde maachen, fir ze kucken, wéi d'Pensiounssystemer laangfristeg finanzéierbar wieren.

Dee Culot muss een allerdéngs hunn, Här President, heihinner ze kommen a blann d'Zoustëmmung ze ginn, fir datt d'Regierung hei kann iwwer 80 Milliounen d'Joer aus de Pensiounskeesen all Joers huelen, a gläichzäiteg ze soen: Elo musse mer awer kucken, wéi d'Pensiounen nach laangfristeg finanzéierbar sinn!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst oppassen, Är Zäit fänkt elo un ofzelafen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech sinn och elo un der leschter Säit, Här President.

M. le Président.- Et ass och nëmme méi eng Minutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo. Här President, déi Renteversécherungen, déi mer do hunn, déi Cotisatiounen, déi gehéieren den Assuréen, an duerfir huet de Stat kee Recht, fir sech déi Suen dohinner klauen ze goen, mä déi sinn do fir d'Ajustementer, fir d'Pensioune vun haut ze bezuelen an och Reserven ze behalen, fir datt déi kommend Generatiounen nach kënne Rente kréien.

Dat gesot, Här President, hat ech nach e puer Iddien hei, mä ech wäert nach d'Geleeënheet kréien, fir déi an deenen nächste Woche bei enger anerer Geleeënheet hei da kënnen ze développéieren.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Muer de Moie fuere mer weider mat der Debatt. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Jaerling, duerno héiere mer den Här Statsminister a mir mussen nach iwwert d'Motiounen ofstëmmen.

Voilà, domadder ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 5569 - Débat sur l'état de la nation
   (Débat - suite - Résolution - Motions)
3. Motion de M. Félix Braz au sujet du trafic cycliste
   (Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Ech wéilt kuerz nach op den Ordre du jour vun haut de Moien ze sprieche kommen.

1. Ordre du jour

Op Ufro vum Här François Bausch hunn d'Fraktiounspresidenten an hirer Majoritéit virgeschloen, d'Motioun vum Här Félix Braz iwwert de Vëlostrafic haut de Moien um Schluss vun der Sitzung ze evakuéieren.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir fueren haut de Moie weider a kommen zum Ofschloss vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. Als eenzegen a leschte Riedner fir haut ass den honorabelen Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

2. 5569 - Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Den Här Statsminister huet a senger Deklaratioun d'Lag vun der Natioun esou beschriwwen, fir dass eigentlech elo kee méi dierft gleewen, dass mer laanscht déi Mesurë kommen, déi an der Tripartite ausgeschafft goufen. Ech betounen: ausgeschafft goufen, an net beschloss goufen, wéi dat alt esou ugeholl gëtt, well nach ass et d'Chamber, déi dat beschléisst, an nach ass et un der Chamber, all eenzel Propositiounen aus der Tripartite ze diskutéieren an eventuell gesetzlech ze verankeren.

A fir dat méi einfach ze maachen, hat ech schonn an der Vergaangenheet bei verschiddene Geleeënheeten eng Motioun hei eragereecht, fir dass den Deputéierte soll en offizielle Rapport zu den Tripartite-Propositiounen zougestallt ginn - wat och elo geschitt ass, mä leider eréischt après coup -, well d'Deputéierten an der Vergaangenheet ëmmer hu missen aus der Press erausliesen, wat dann elo gemengt ass. D'office misste se virun der Press informéiert ginn.

Dës Motioune goufe vun der Regierung ëmmer ofgelehnt, wat net grad e Beweis vun Transparenz ass. Dat soll sech jo dann awer elo an Zukunft änneren, well wann den Dialog an d'Transparenz solle spillen, dann un éischter Stell tëschent der Regierung an de Volleksvertrieder, well d'Regierung ass d'Exekutiv vum Parlament an d'Chamber ass an duerf op kee Fall d'Exekutiv vun enger Tripartite ginn. Dofir wier et och nëmme selbstverständlech, dass d'Regierung no all Tripartite d'Chamber respektiv déi zoustänneg Kommissioune géif iwwert d'Konklusioune vun der Tripartite informéieren, ier se d'Press informéiert.

D'Tripartite gouf agefouert als Kriseninstrument, fir a bestëmmte Secteure Léisungen ze fannen, an dat zesumme mat de Sozialpartner an der Regierung. D'Tripartite huet sech awer am Laf vun de Joren zu engem Instrument entwéckelt, wat sech ëm alles këmmert, esou dass sech d'Fro stellt: Wie këmmert sech drëm, wa mer emol eng Kéier wierklech eng Kris hei am Land hunn?

Ech sinn och der Meenung, dass ee bei der Tripartite, wann een do wëllt zukunftsweisend Orientéierunge sichen, onbedéngt och do misst d'Unien an d'Fuerschung mat abannen, well déi Plus-value vu Matière grise géif der Tripartite op jidde Fall zegutt kommen.

Den Här Statsminister huet eng Rei Grënn hei opgezielt, firwat dass déi Moossnamen, déi an der Tripartite proposéiert goufen, noutwendeg sinn. Et huet sech erausgeschielt, dass et net nëmmen ëm d'Statsfinanze geet, mä haaptsächlech och ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie.

D'Ekonomie, déi soll jo awer do sinn, fir dem Mënsch ze déngen, an net ëmgekéiert. Mä just dat geschitt hei erëm. Eist ganz Land muss sech alt erëm eng Kéier de Bedürfnisser vun der Ekonomie ënnerwerfen. D'Bedürfnisser vun de Bierger ginn alt erëm eng Kéier an den Hannergrond gestallt, an dat obwuel ëmmer erëm a weider houfreg eng Croissance économique vu 4% ugekënnegt ginn ass. Wéi soll den Ottonormalbierger dat kënnen novollzéien? Eent ass op jidde Fall erëm kloer zum Virschäi komm: Et ass net méi d'Politik, déi dirigéiert, jo net emol méi reguléiert, mä d'Ekonomie an déi fräi Maartwirtschaft.

Här President, wann den Här Statsminister hei matdeelt, dass déi héich Inflatioun, déi mer hunn, muss gebremst ginn, esou ka jo jiddferee mat him d'accord sinn. Hien ass och der Meenung, dass mer gréisstendeels eng hausgemaachten Inflatioun hunn. An do sprécht hien dann de Stat an d'Gemengen un, déi bei der Inflatiounsbekämpfung sollen eng considérabel Responsabilitéit iwwerhuelen a sech beim Festleeë vun öffentlechen Tariffer a vu kommunalen Taxen eng méi grouss Retenue operleeë sollen. Dat, well d'Gemenge jo ab 2007 méi Geld kréie sollen iwwer eng Rei vu Mechanismen, déi mat de virgeschloene Mesurë solle parallell a Kraaft trieden; wou d'Praxis eis awer weise muss, ob dat dann awer och esou wäert sinn.

Bei dëser Ausso mierkt een, dass dës Regierung wierklech laangfristeg plangt an näischt dem Zoufall iwwerléisst, well elo schonn hunn d'Gemengen, wéi se manner Sue kritt hunn, déi meescht, hir Taxë missen erhéijen. Am Budget 2006 vun der Escher Gemeng, zum Beispill, maachen d'Taxenerhéijunge fir dëst Joer 6 Milliounen Euro aus. Wann Esch dann elo d'nächst Joer méi Sue kritt, da misst se jo laut dem Statsminister hir considérabel Responsabilitéit iwwerhuelen an dann déi Taxen erëm erofsetzen. Dat ka se awer net, well soss kréie mer d'Fraisë vun der Jorhonnertfeier knapps gedeckt.

An dann de Stat! Trotz anere Versprieche goufen d'Präisser vum öffentlechen Transport gehéicht, an et wäert och nach weider an déi Richtung goen, well den Här Statsminister huet hei gesot, dass mer en öffentlechen Transport brauchen, dee gutt fonctionnéiert. Do widdersprécht sécherlech keen him. Dofir brauch hien och kengem ze drohen an ze soen, wien net senger Meenung wier, dee soll dat hei soen.

Wat den öffentlechen Transport a seng Attraktivitéit ubelaangt, do sinn ech och senger Meenung, mä ech sinn awer net senger Meenung, wann hie wéinst dem Käschtepunkt tëschent den Zeile schonn erëm eppes aneschters undeit, an zwar, dass den öffentlechen Transport, well en en héije Käschtepunkt huet, fir d'Benotzer eventuell nach méi deier kënnt ginn. Da geet seng Attraktivitéit deelweis verluer - ech mengen déi vum öffentlechen Transport, net déi vum Här Statsminister. Wann awer nach eng Erhéijung vun de Präisser am öffentlechen Transport soll kommen, da misst der LSAP hir Attraktivitéit total verluer goen, well si et jo waren, déi de gratis öffentlechen Transport versprach hunn.

De Waasserpräis soll deemnächst och gehéicht ginn, wat besonnesch awer dann alt erëm eng Kéier Famillje mat Kanner a mat klenge Revenuen treffe wäert. Och dee vun der Regierung ugepeilte Käschtendeckungsprinzip geet voll op de Portmonni vun de klenge Leit a wäert hei am Land nach méi Leit un de Rand vun der Aarmut dreiwen, esou dass mer dann ier-

gendwann eng Kéier eng Tripartite erëm mussen aberuffe fir ze kucken, wou mer d'Suen hierhuelen, fir weider Obdachlosenheimer ze bauen.

Här President, den Här Statsminister huet och richtegerweis d'Problemer am Wunnengsbau ugeschnidden, wou hie schonn am Wäimount 2005 selwer d'Verantwortung fir déi Problemer, déi do entstane sinn, iwwerholl huet. Gëschter huet hien hei e puer Pisten opgezeechent, wéi een aus dëse Problemer kënnt erauskommen.

Et ass vun enger sou genannter Moderniséierung vun den Enteegnungsmesurë geschwat ginn, wou Délaië solle verkierzt ginn. Do ass dann natierlech och eng Verfassungsännerung néideg. Do muss een natierlech awer oppassen, wéi wäit dass ee geet, an dass hei net d'Besëtztumsrecht précariséiert gëtt a mer Zoustänn kréie wéi deemools hannert der Mauer, well et kann net sinn, dass pour raison d'État sech awer alles erlaabt gëtt.

Hien huet och e Virkafsrecht vun de Gemenge fir Bauland ugedeit. Eng Mesure, déi mir perséinlech ganz sympathesch erschéngt, menger Usiicht no awer och ka kontraproduktiv sinn, well da kënnen d'Präisser esou opgepompelt ginn, dass d'Gemengefinanzen et net méi packen oder se iwwerhaapt keen Terrain méi ze kafe kréien. Dat kann déi negativ Konsequenz vun där gutt gemengter Mesure do sinn. Do misst dann awer kloer och iwwer Präisplaffongen diskutéiert ginn, an déi missten dann awer och strikt respektéiert ginn.

Wat elo de Verkaf vun Terrainen ubelaangt, esou schéngen déi versprache steierlech Avantagë jo ganz interessant, sinn awer gradsou geféierlech a kënnen dozou féieren, dass d'Präisser am Contraire zu deem, wat erwënscht ass, nach weider klammen. Et huet awer de Virdeel, dass déi effektiv Präisser och bezuelt ginn an net wéinst steierleche Grënn, wéi dat elo oft de Fall war, en Deel schwaarz ënnert dem Dësch bezuelt gëtt.

Wat elo d'Zréckhale vun Terrainen ubelaangt respektiv d'Spekulatioun vun Terrainen, esou kann et net sinn, dass ee bestrooft gëtt, wann een Eegentum huet. Och d'Obligatioun, fir mussen innerhalb enger bestëmmter Period ze bauen, erschéngt mer als vill ze vill dirigistesch an et misst een aner Mechanismen am Konsens sichen, well et ka jo net sinn, dass op eemol een, dee sech fir seng Enkelkanner en Terrain kaaft huet an dee wëllt versuergen, fir dass seng Enkelkanner kënne bauen, dann dorobber muss säi Liewe laang Taxë bezuelen.

(Interruption)

Här President, wann ee kann domat d'accord sinn - an dat hätt scho längst missen esou sinn -, dass d'Regierung Präisaccorde mat den eenzelne Wirtschaftssecteure soll aushandelen, dann ass dat eng Saach. Wann awer hei ugekënnegt gëtt, dass d'Ministere keng Kontrakter méi däerfen ënnerschreiwen, déi voll indexéiert sinn, da beduerf dat awer enger Klärung am Detail, awer wierklech bis an dee leschten Detail.

Wann dann och nach ugekënnegt gëtt, dass d'Ausbezuele vun där, laut gesetzlechen Dispositiounen, geschélten Indextranche erausgeschiebt gëtt, an dass et nach maximal eng Indextranche pro Joer soll ginn, dann ass d'Mooss awer wierklech voll. Well den Indexmechanismus gëtt hei kloer manipuléiert. Well dat automatescht Ausbezuele vun de gesetzlech festgeluechten Indextranchen ass e Mechanismus, an dee gëtt elo volontaire ënnerbrach.

Den 12. am Wäimount d'lescht Joer huet den Här Statsminister hei behaapt, et géif näischt um Index geännert ginn. D'Land hung och voller Gewerkschaftsplakate mat „D'Fangeren ewech vum Index!". Mat Generalstreik ass gedréit ginn, wann een den Index géif manipuléieren. An elo behaapten all déi, déi sech esou dichteg fir den Index agesat hunn, dass eng Indexmanipulatioun déi eenzeg Rettung wier, fir eis Statsfinanzen ze sanéieren an eis Kompetitivitéit ze stäipen.

Wiem notzt déi Manipulatioun? Well et ass keng Modulatioun, et ass eng kloer Manipulatioun vum Index do. Un alleréischter Stell notzt dat der Ekonomie, an dann dem Statsbudget. D'Ekonomie, a besonnesch d'Multien, déi Joer fir Joer Milliarde Benefisser astiechen, kréien dann och nach elo e Kado gemaach op Käschte vun der zréckgestallter geschélter Lounaugmentatioun iwwert den Index.

De Stat spuert massiv bei senge Gehälter, wann d'Indextranche ëm Méint verréckelt gëtt, oder souguer nach méi laang. Well den Här Statsminister huet hei kloer verlaude gelooss, dass den Datum vum Ausbezuele vun den zukünftegen Indextranchë vun de Pëtrolspräisser ofhänke géing. Dat heescht, de Bierger bezilt also weider déi ëmmer méi deier Pëtrolspräisser, kritt awer déi inflationär Konsequenzen net méi esou vergüt, wéi dat no de bestehende gesetzlechen Indexmechanismen üblech war. Eng Ursaach méi, fir esou séier wéi méiglech eis no alternativ Energien ze orientéieren.

Wiem schuet d'Verréckele vun der Indextranche? Ma genau deeneselwechten, déi souwisou d'Haaptlaascht vun deenen onsozialen Tripartite-Virschléi ze droe wäerte kréien, an dat sinn d'Salariéen, d'Rentner an d'Familljen.

D'Salariéen, well se ëm déi gesetzlech festgeluechten Upassung vun hirem Loun un d'Inflatioun bruecht ginn. Dat heescht, hir Kafkraaftérhéijung gëtt ëm Méint, wann net ëm Jore verréckelt. Wéi dat der Ekonomie, a besonnesch dem Mëttelstand, soll hëllefen, dat muss dann awer emol erkläert ginn. Well wann de Klengverdénger e Sou weider verdéngt, da gëtt e se aus. Anerer, déi méi verdéngen, déi Groussverdénger, déi mussen all Mount dräi Méint an d'Vakanz goen, fir hir Sue lasszeginn, an da gi se se nach net hei lass.

De Mindestloun soll awer ab d'nächst Joer termingerecht erhéicht ginn. Dat ass awer kee spezielle Kado vun der Regierung, esou wéi dat hei duerchklénge gelooss gëtt, mä just déi geschélten Erhéijung opgrond vun der Lounentwécklung insgesamt, esou wéi dat och beim Rentenajustement hätt misse sinn.

De Spriecher vun der CSV huet hei gesot, d'Erhéijung vum Mindestloun dierft net dozou féieren, och all aner Lounstrukturen an engem Betrib ëm deeselwechte Prozentsaz unzepassen. De Mindestloun ass eng gesetzlech Moossnam, an de Rescht vun de Loundiskussioune gehéiert an d'Tarifautonomie vun de Verhandlungsgewerkschaften a geet de Stat näischt un. D'Gewerkschafte si selwer capabel fir hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen, an dat hu se oft genuch bewisen.

Här President, d'Rentner gi gläich dräimol ofgezockt: Eemol, well hiren Ajustement och zäitversat an an zwee Deeler ausbezuelt gëtt, a well hinnen dat zäitgeméiss Ausbezuele vun der fälleger Indextranche verweigert gëtt, an dann och nach - an dat gëllt och fir d'Salariéen - duerch d'Netupasse vun der Steiertabell un d'Inflatioun, an dat scho säit Joren. An dat soll och elo nach Joren esou weidergoen. Dat ass e regelrechte Skandal!

Just déi, déi hiert Liewe laang all Affer vun dëser Gesellschaft fir eis Ekonomie mat opbruecht hunn, ginn elo duebel oder dräifach bei d'Lisette gelooss. Nodeem dass d'Renter beklaut gi sinn, andeem de Stat sech an de Rentekeesen zerwéiert huet, ginn d'Rentner och elo nach direkt aus hirer eegener Täsch beklaut.

An d'Pensiounskeese sollen och nach weider ofgezockt ginn. Ronn 70 Milliounen Euro Statsausgabe sollen am Duerchschnëtt op d'Pensiounskeesen iwwerdroe ginn. Dann hätt ech awer gären hei Kloerheet wéi dat soll vu sech goen a wéi dat vu Gewerkschaftssäit ze veränntwerten ass. Well et geschitt och leider mam Accord vun de Gewerkschaften.

Här President, gradsou verwerflech ass et, dass elo d'Familljenzoulage sollen indexneutraliséiert ginn. Dat trëfft alt erëm déi Familllje mat vill Kanner, an et geet kloer géint déi versprachen Opwäertung vun der Famill. Et solle steierlech Vergënschtegungen amplaz kommen, ass erausgeklongen hei, mä wou kann ee steierlech Vergütungen un d'Familllje ginn, vun deenen déi meescht keng Steiere bezuelen! Heescht dat, dass d'Regierung wëllt d'Negativsteier aféieren? Wat zwar ze begréisse wier, mä wann ech gelift dann awer net déi fir d'éischt striitzen, déi kënnten dovu profitéieren. Loosst d'Familllje mat Rou, si sinn déi wichtegst Zell aus eiser Gesellschaft!

Här President, den Här Statsminister huet et och selwer hei zouginn! Hien huet gesot, mir mussen de Familljen de Choix loossen, wéi se sech organiséieren. Ob se zu zwee schaffe ginn oder ob ee sech ëm d'Kannererzéiung oder ëm de Stot këmmert. Mir bräichte méi Crèchen a méi Accueilsstrukturen, sot hien, an dat ass och noutwendeg. Mä gradsou noutwendeg ass et, der Famill, déi sech anescht entscheet, déi fräi Entwécklung ze loossen, an dat ouni finanziell Contrainten. Wat méi Familllje sech entscheeden, sech selwer ëm hir Kannererzéiung ze këmmeren, wat mer manner Crèchen a Structure-d'accueile brauchen.

Dofir ass et kontraproduktiv, d'Familljenzoulagen aus dem Inflatiounsmechanismus erauszehuelen, well ebe grad d'Kannererzéiung ënnert der Inflatioun méi deier gëtt a well d'Kannererzéiung ee mat deenen deierste Facteuren ass, deen eng Famill huet.

Dann ass d'Erhéijung vum Fleegeversécherungsbeitrag proposéiert ginn, vun 1 op 1,4%. De Beitrag fir d'Fleegeversécherung ass jo just geduecht fir d'Fleeg ze garantéieren a fir soss näischt. E gëtt awer vu jiddferengem bezuelt, also och vun deem klengste Verdénger. Ech konnt awer net feststellen, dass d'Fleegeversécherung defizitär wier, an dofir froen ech mech, ob et hei net just och erëm ëm d'Sanéiere vum Statsbudget geet. Well de staatleche Beitrag un der Fleegeversécherung gëtt gläichzäiteg op 140 Milliounen Euro jährlech agefruer. D'Bierger mussen also méi blechen, an de Stat zitt sech mam Afréiere vu senger Participatioun deelweis aus der Verantwortung.

D'Solidaritéitssteier war dat Solidaritéitsinstrument, wat scho matgehollef huet, uganks den 80er Joren eist Land aus der Kris ze rappen. An do froen ech mech, firwat dass dat net integral zur Sanéierung vun de Statsfinanze genotzt gëtt. An ech froe mech, ëm wat fir ee Prozentsaz dass déi Steier hätt missen erhéicht ginn, fir de Statsdefizit bis 2009 ze decken. Well ech ka mech erënneren, dass mer schonn eng Kéier e Prozentsaz vu Solidaritéitssteier hate vun 10%, an et ass keen dru gestuerwen.

Et ass nämlech eng Sozialsteier, duerch déi d'Solidaritéit voll zum Droe kënnt, well déi kleng Leit, déi keng Steiere bezuelen, an och déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi keng Steiere bezuelen, net dovu betraff sinn. An all déi grouss Verdénger, a besonnesch d'Multien, déi Milliarde Benefisser Joer fir Joer asäckelen, deene kann ee jo awer roueg e bësse méi Solidaritéit zoutrauen, an deene géif dat och net allze vill schueden.

Här President, ech kommen net derlaanscht, och nach e puer Wuert ze verléieren iwwert dat wat den Här Statsminister hei ugedeit huet a puncto Fonction publique. Wann hie mat der CGFP verhandele wëllt iwwer en zweejährege Lounstopp respektiv iwwer méi kleng Ufanksgehälter beim Stat, da geschitt dat jo am Kader vun der normaler Tarifautonomie. No deenen Echoen, déi ech awer haut schonn an der Press gelies hunn, muss hie sech dann awer waarm undoen, wann hien dat wierklech wëlles huet, an da muss hien awer méi wéi een „Juncker on tour" duerch d'Fonction publique maachen, fir Iwwerzeegungsaarbecht ze maachen.

Do derbäi wëllt d'Regierung awer en totalen Astellungsstopp an der Fonction publique ausspriechen. An dat geet fir mech voll op d'Käschte vun den Déngschtleeschtungen un de Bierger an ass fir mech kontraproduktiv. Et kann net sinn, dass d'Bierger a verschiddene Servicer wéinst flagrantem Personalmangel Wochen a Méint op d'Betreiung vun hiren Dossiere musse waarden, an dat weess ech aus der Praxis, an et kann och net méi sinn, dass an de Servicer den Absentéismus duerch Stress, Drock a Mobbing sech heefen, an d'Regierung deem net wëllt entgéintwierken.

Eng Diskussioun mat der CGFP iwwer méiglech Aspuerungen, do kann een domat d'accord sinn, och iwwer eng Réforme administrative. Mä op kee Fall däerf dat Ganzt op Käschte vun den Déngschtleeschtungen um Bierger goen!

Här President, wat d'Bestriewungen a Richtung Beschäftegungsmesuren a Mesuren am Zesummenhang mat der Vollbeschäftegung a mat der Beschäftegung besonnesch vun de Jonken ubelaangt, kann ech mat all deem d'accord sinn, wat proposéiert ginn ass, well dat bluttnoutwendeg ass. Déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber ass och permanent amgaang, an déi Richtung ze schaffen. Et ass och wierklech noutwendeg, net nëmme Mesuren ze schafen, fir déi Jonk an d'Beruffsliewen ze integréieren, mä et ass gradsou noutwendeg, déi Jonk ze responsabiliséieren, fir dass se selwer Initiativen ergräifen, fir ënnerdaach ze kommen.

A fir déi eeler Leit, déi eng Aarbecht sichen, musse leider och nach zousätzlech Mesuren agefouert ginn, well déi, déi bis elo bestinn, net zum Droe kommen. Dës Mesuren eleng benéidege länger Viraarbechten an en déif gräifende Konsens zwëschent der ADEM an de Betriber, dee mer awer sécherlech fanne wäerten.

Wat den Eenheetsstatut vun de Salariéen ubelaangt, hunn ech dat ëmmer als onbedéngt noutwendege Schrëtt ugesinn, awer ni well ech mech geschummt hunn, Aarbechter ze sinn. All Aarbechter ass houfreg, en Aarbechter ze sinn. D'Aarbechter sinn a waren awer nach ni houfreg drop, dass dëse Stat hinne manner Rechter zougestanen huet wéi anere Beruffssparten. Wann dat sech duerch den Eenheetsstatut soll änneren, tant mieux.

Mä ech wëll awer Verschiddener hei schonn am Virfeld warnen, fir dës historesch Reform fir d'Aféiere vu weiderem Sozialofbau ze benotzen. Well wann d'Patronat mat där Reform do d'accord ass, da mécht et dat net ouni Contrepartie. Dofir kommt net iergendeemol a frot hei fir de Kënnegungsschutz am Krankheetsfall ze bradéieren, oder d'Lounfortzahlung am Krankheetsfall a Fro ze stellen, well da kann ech Iech soen: Dann ass awer d'Fest un!

Här President, den Här Statsminister huet a sengem Virtrag hei e puermol gesot: Een dee mat där enger oder anerer Mesure, déi virgeschloen ass, net d'accord ass, dee soll dat hei soen. Här President, ech hunn et hei gesot an ech widderhuelen et: Mat där Aart a Weis vu Problemléisung do, déi de Sozialofbau och nach am Konsens mat de Gewerkschaften alaut, sinn ech net d'accord a wäert och ni d'accord sinn. Wann och vläicht hei an dësem héijen Haus e Konsens wäert fonnt ginn, esou fannt Der deen an der Öffentlechkeet, a besonnesch bei deene Leit, déi duerch dëse Moossnamepak betraff ginn, ganz sécherlech net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Als leschte Riedner hëlt nach eng Kéier de Stats- a Premierminister Jean-Claude Juncker Stellung. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, um Schluss vun dëser Debatt - an ech soe jiddferengem Merci, deen un där Debatt deelgeholl huet - wollt ech op eng Rei vun Elementer aus där Debatt ofschléissend, wann och nëmme virleefeg, agoen.

Ech wollt fir d'éischt all deenen op dat Allerhäerzlechst félicitéieren, déi ganz äifreg aus där Regierungserklärung vum leschten Dënschdeg an aus fréiere Regierungserklärungen zitéiert hunn. Wann een a mengem Alter ukomm ass, ass ee frou, wann een eng Referenz gëtt,…

(Hilarité)

…och wa se meeschtens negativ geduecht ass. Ëmmerhin ass dat schonn eppes.

E bëssen iwwerrascht war ech just driwwer, dass aus dëser Regierungserklärung - där vum leschten Dënschdeg - onkomplett zitéiert ginn ass. Besonnesch den Här Meisch huet als Spriecher vun der Demokratescher Partei - wat ech och verstinn - monéiert, ouni dat esou ze soen, ech wär e bëssen e Gelungenen.

(Interruptions et hilarité)

Wann ech Iech dat esou suggeréieren, bedauert Der et schonn, dass Der dat net esou einfach ausgedréckt hutt. Net?

(Hilarité)

Une voix.- Dir kënnt dat ebe gutt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

Une voix.- Dir kënnt Iech gutt selwer beschreiwen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass wouer, an déi aner och. An dozou kommen ech elo.

(Hilarité)

En huet gesot, ech hätt hei den Androck ginn - zumindest hätt een deen Androck kënnen hunn -, dass un där Situatioun, an där mer stinn, jiddfereen een, wéi eis däitsch Nopere géife soen, gerüttelt Mooss u Schold hätt, just de Stats- a Finanzminister net. En huet dankenswäerterweis derbäi gesot, et hätt ee kënnen déi Impressioun hunn; well hien hat se selbstverständlech net, well hien hat jo gutt nogelauschtert an nogelies, an dunn huet en de Saz fonnt: „Ech iwwerhuelen d'Verantwortung fir dës Politik." Méi Zoustëmmung zu sech selwer op där enger Säit an Akzeptéiere vun dem Verantwortlech-gemaach-Gi fir de ganze Rescht kann et jo net ginn.

Wann ech soen, ech iwwerhuelen d'Verantwortung fir déi Politik, a well ech iwwerhaapt net den Androck wëll ginn, hei am Land géif nëmmen een décidéieren, hunn ech awer gesot, wie bei där Politik nach alles derbäi war. Wann déi, déi awer derbäi waren, elo net méi wëllen derbäi sinn, nodeem déi Po-

litik, déi gemaach ginn ass vun 2000 bis 2005 inclus, vun där mir selwer, alleguer déi eis observéieren, soen, si wier ursächlech dru schold, dass Lëtzebuerg am Joer 2001 net a Stagnatioun an a Rezessioun ofgerëtscht ass, an dass mer erëm relativ séier op ee Wuesstumspad zréckkomm sinn, dee konsistent a provisorisch unhalend ass; wa kee méi domat eppes wëllt ze dinn hunn, dann iwerhuelen ech och d'Verantwortung gären eleng fir deen Deel, deen eis et erlaabt huet, erëm zréck op de Wuesstumspad ze kommen.

Mä esou ass et jo awer net. Mir hu gemeinsam décidéiert an der Chamber, an der Regierung fir d'éischt, an der Tripartite duerno, dass mer déi automatesch Stabilisateure géife spille loossen an de Joren 2001 bis 2004 a keng Coupen an d'Budgetsinvestitiouns- a Sozialnetz géife maachen, fir net an déi sech ofzeechnend Kris eranzespueren a se domat an eng Rezessioun oder an eng Stagnatioun ze verwandelen.

Mir feelt e wéineg d'Verständnis drun, muss ech soen, dass, wann een dat zesumme gemaach huet an der Regierung, mat de liberale Kolleegen, duerno fir d'Joer 2005 mat de sozialistesche Kolleegen, ëmmer begleet vun der Zoustëmmung vun de Sozialpartner, sech dann duerno esou débobinéiert gëtt, wéi wann een eigentlech do net derbäi gewiescht wier. An ech soen dat eigentlech nach méi fir de Patronatsdeel vun de Sozialpartner wéi fir d'politesch Parteien. Do bréngen ech jo fir muneches Verständnis op.

Dat ass awer e wichtege Punkt, wa mer iwwert de Lëtzebuerger Modell schwätzen. Fir déi Saachen, déi duerch de Lëtzebuerger Modell an duerch parlamentareschen Appui an duerch Regierungsimpulsioun gutt ginn, dofir ass kee verantwortlech. A fir déi Saachen, déi d'Konsequenz vun där Politik sinn, nämlech eng Ausbreedung vun dem Defizitkanal, dofir ginn eleng de Finanz- an de Budgetsminister zoustänneg gemaach, obschonn déi eigentlech déi Politik ëmgesat hunn, déi gemeinsam décidéiert ginn ass.

Wann déi sech et hätte wëllen einfach maachen, dann hätte se déi Politik net duerchgelooss. Keng Regierung, keng Chamber a keng Tripartite bréngt e Budget géint de Finanz- a géint de Budgetsminister fäerdeg. Dat gëtt et net! Entweder gëtt et kee Budget, oder de Finanzminister an de Budgetsminister, déi ginn hirer Wee.

Wann déi an hire klassesche Schemen ëmmer nëmme bleiwen, an dat An-de-klassesche-Scheme-Bleiwen huet vill Länner ronderëm eis onglécklech gemaach - klassesch Schemen, déi doranner bestinn, wann den Defizit ufänkt ze wuessen, da gëtt direkt dropgeschloen, egal wat d'Auswierkunge vun deem Dropschloen op d'Konjunktur an op d'wirtschaftlech Entwécklung sinn -, dat kënnen déi zwee ëmmer maachen, an d'Leit fannen dat och ganz normal. Déi soe jo, de Finanzminister an de Budgetsminister sinn do fir Neen ze soen.

A wann ech elo heiansdo déi demokratesch legitiméiert Trottoirsëmfroen an Erantëlefonéierei héieren, déi et op de Radioen do gëtt, dat ass jo net hannert verschlossenen Dieren, dat ass jo um offene Mikro, wou dat sech ofspillt. Da soen d'Leit jo och: Firwat hu se et esou wäit komme gelooss? Abee, wa mer et net esou wäit komme gelooss hätten, dann hätte mer dee Wirtschaftsopschwonk, dee mer erlieft hunn an de Joren 2004 an 2005, ganz einfach net kënne realiséieren, well dann hätte mer enorm vill Extrakt aus der Bruttoinlandsproduktsubstanz erausgezunn, a mer hätte genau déi Feeler gemaach, déi am Ausland gemaach si ginn.

An dofir soll eigentlech kee rosen driwwer sinn, wa mer - well dat hu mer nu wierklech zesumme gemaach - gutt Resultater do opweises hunn. Esou gudder, dass vill Leit am Land soen, an och d'Gewerkschaften an der Tripartite dat während fënnef Méint gesot hunn, dass mer iwwerhaapt kee Problem hätten, well jo de Wirtschaftswuesstum grouss wier.

An et ass jo och de Leit schwéier ze vermëttelen, dass, wann d'Wirtschaft 4 bis 4,5% wiisst, een da muss op verschiddene Pläng, dont notamment um budgetäre Plang, ufänken en anere Wee ze goen. Well mer dat jo dauernd am Ausland héieren, besonnesch an Däitschland - déi däitsch Televisioun erfreet sech jo gréisster Beléiftheet hei zu Lëtzebuerg -, dofir loosse mer eis och heiansdo duerch d'Larmoyanz vun deenen, déi déi öffentlech-rechtlech elektronesch däitsch Medien an d'Land erandroen, gewannen a mengen, mir wieren an Däitschland an eis géif et gradsou schlecht goe wéi deenen. Obschonn d'Leit jo dann och hätte misse matkréien, dass an Däitschland d'Rente schonn aacht Joer net méi ugepasst gi sinn, mä dat bleift net esou an der Erënnerung hänken.

Doduerch dass mer berieselt gi mat schlechten Nouvellen a mat massiivste Sozialkierzungen - Hartz 1 bis Hartz 4 -, si ganz vill Leit hei am Land, déi mengen, si géifen iwwer Lëtzebuerg quasi schwätzen. D'Differenz ass eng enorm. Däitschland huet wéinst enger falscher Finanzpolitik - a wéinst enger falscher Finanzpolitik am falsche Moment - et bis haut nach net fäerdeg bruecht, d'Bannennofro usprangen ze loossen, an et bis haut nach net fäerdeg bruecht, och nëmmen op d'Halschent vun deem Wirtschaftswuesstum ze kommen, op dat Lëtzebuerg komm ass duerch déi pondéréiert Politik, déi mer aus der Kombinatioun vun Dépensen-sech-entwéckelen-Loossen a vu cibléierte Steiermoossname maache konnten.

An et stellt sech jo eraus bei de Chifferen - ech soen och dem Här Bausch dat nach eng Kéier an aller Frëndschaft -, dass déi Steierreformen, déi mer gemaach hunn, net iwwerdriwwe waren, well deen Deel Steieren, dee mer aus dem Bruttoinlandsprodukt erauszéien, dee bleift prozentual grosso modo deeselwechte wéi virun der Steierreform, woumat sech bewisen huet, dass Wuesstum à terme ënnerstëtzt ginn ass duerch déi Steierreform an dass esou vill Steieren, bruttoinlandsproduktméisseg betruecht, erakomme wéi virun der Steierreform, obschonn d'Steieren an där Period 1999 bis 2004 massiv gesenkt gi sinn.

Ech hunn also hei a menger Ried gesot, déi Politik, déi wier richteg gewiescht. Et kënnt mer schonn drop un, dat nach eng Kéier hei ze widderhuelen. An d'Kolleege vun der liberaler Partei hunn eigentlech net gesot, si wier net richteg gewiescht. Also si mer jo schonn zu vill, déi fannen, si wier richteg gewiescht.

Dofir fannen ech et ëmmer e bësse gelungen, wann déi eng an déi aner - dat verdeelt sech e bëssen ökumenesch iwwer all Fraktiounen an deene geschlossene Parteiversammlungen, iwwert déi dann awer ëmmer an den Zeitunge jo e Wuert geschriwwe gëtt - soen, dee Schlamassel, an deem mer elo wieren, deen hätt déi fréier Regierung ouni Grond erbäigefouert. Dat ass bëlleg an iwwregens och domm, well mir waren alleguer dru bedeelegt.

Wa mer an Tripartitesronnen an de Joren 2001, 2002 an 2003 higaange wieren a mir hätten dee Programm als Regierungspropositioun virgeluecht, dee mer elo, nodeem d'Regierung e proposéiert huet, an der Tripartite ugeholl kritt hunn, dann hätten d'Gewerkschafte sech massiv géint dee Programm gewiert, an an deem Moment zu Recht, well d'Gewerkschaften hunn dee Prozess an där leschter Legislaturperiod ëmmer positiv begleet, a mir hätten net déi Viraussetzunge kënne schafen, fir wirtschaftlech erëm relativ séier op d'Been ze kommen.

Nun ass de Problem mat deem zréckfonntene Wirtschaftswuesstum deen, dass e steierlech net dat ofwerft - wann ech mech salopp kann ausdrécken -, wat eigentlech esou en héije Wirtschaftswuesstum misst ofwerfen, an dat huet notamment am Beräich vun der Kierperschaftssteier, a grad do am Beräich vun der Finanzplaz - déi, ech widderhuelen dat, zu 50% um Wirtschaftswuesstum schold ass, an dorop soll ee sech net op Dauer strukturell verloossen - mat enger Geschéckerlechkeet sonnergläichen ze dinn, déi Engineeringsprodukter a grousser Zuel fäerdeg bréngen, déi sech an dat Geflecht apassen, wat entstan ass duerch europäesch Regelungen, déi ëmmer gutt ware fir eis Finanzplaz, an duerch déi Ribambelle vun duebele Steierofkommessen, déi mer hunn.

Eng vun de Regierungspropositiounen an der Tripartite war, an dat steet och am Avis vum Comité de coordination Tripartite, dass mer ganz kritesch a kriddelech eng Kéier géifen duerch dee Bësch vun Duebelbesteierungsofkommesse goen, fir déi manifest pervers Steierkonstruktioun, déi et heiansdo gëtt, kënnen doduerch ze eliminéieren, dass mer do - dofir brauche mer och den Accord vun deenen anere Regierungen dann - amendéierend virginn.

Ech hunn hei e Programm a fënnef Punkten zur Inflatiounsbekämpfung virgedroen, e Programm vu 14 Punkten a Saache Beschäftegungspolitik an e Programm vun eelef Punkten a Saache Logementspolitik. Ech liesen awer dauernd nach virun, an et gëtt och dauernd viru gesot, d'Regierung hätt soss keng Suerg gehat wéi de Budget bis d'Joer 2009 an d'Rei ze kréien.

Wann Der Iech d'Méi géift ginn - ech weess net, ob dat eng nëtzlech Übung ass -, d'Säiten ze zielen, déi iwwert de Budget handelen, an d'Säiten, déi iwwert d'Kompetitivitéit, d'Beschäftegung, de Logement, d'Kyoto-Problematik an aneres handelen, da géift Der gesinn, dass den Deel Budget relativ schmuel ausgefall ass an der Ried vun engem, deen och nach Finanzminister ass. Mä ech weess och net richteg, wat schlecht soll dru sinn, dass ee Propositioune mécht, en Accord an der Tripartite kritt an an der Chamber fir d'Zoustëmmung zu deem Accord plädéiert - d'Chamber ass jo do fräi ze maache wat se wëllt -, wann dat dozou féiert, dass mer fir d'Joer 2009 erëm équilibréiert Statsfinanzen hätten?

Stellt Iech emol vir mir hätten eis op kengem Punkt op Virschléi gëeenegt an der Tripartite, spéider vläicht heibannen, an der Regierung fir d'éischt, a mir wieren heihinner komm mat 33 Propositiounen an deenen net vill steet a vun deenen een zum Schluss net gesäit, wat dann d'budgetär Auswierkungen dovunner sinn. Wa mer heihinner komm wieren a gesot hätten: Sou, elo hu mer alles gemaach, mä de Budget kréie mer awer net an d'Rei; wat hätt Der eis da gesot? Dann hätt Der eis jo zréckgeschéckt a gesot: Maacht emol Är Aarbecht iert Der Iech hei presentéiert.

Ech hu jo awer och nogelauschtert bei de Budgetsdebatten d'lescht Joer am Dezember, an do hat ech awer d'Impressioun kritt, dass et de Wonsch vun der Chamber wier a partiell jo och den Optrag vun der Chamber gewiescht wier, dass mer eis a Saachen Haushaltskonsolidéierung sollen op déi hënnescht Féiss setzen. Ech ka mech net erënneren, dass een heibanne gesot huet: Dir musst méi Defizit maachen, Dir musst méi Schold maachen, Dir däerft keng Automatismen ofbremsen, Dir musst alles lafe loosse wéi et leeft. Keen huet dat gesot!

Firwat gëtt sech dann elo driwwer beklot, dass mer dee Budget bis d'Joer 2009 erëm an d'Fassong kréien, wann eis kee gréisseren Accident ënnerwee passéiert? Ech verstinn dofir net, firwat dass ausgerechent an engem Parlament enger Regierung virgeworf gëtt, si géif hire Budget an d'Rei bréngen. Wou si mer eigentlech? Wou si mer eigentlech, dass eng Regierung de Virworf gemaach kritt, si géif sech drëm bekëmmeren, Budgetskonsolidéierung ze bedreiwen?

Ech sinn eigentlech der Meenung, eis Debatte missten heiansdo an all Sprooche vun der Welt iwwersat ginn, fir dass d'Leit emol géife mierken, wat mir fir extraordinär Gesellen hei sinn, dass een hei kritiséiert gëtt, wann een e Programm virleet, fir de Budget ze konsolidéieren, net wéinst deene Moossnamen, déi virgesi sinn, mä dass ee sech iwwerhaapt esou laang domat beschäftegt huet. Dat fannen ech eng ganz erstaunlech Saach!

Mä elo wëssen d'Leit am Land, wat d'Regierung géint d'Inflatioun mécht, wat mer fir méi Beschäftegung wëlle maachen, wat mer fir méi Logement wëlle maachen, wat mer zur Haushaltskonsolidéierung virleeën. An ech froe mech no dëser Debatt - well et gëtt jo ëmmer no Debatte geruff, a wann eng Debatt ass, da soll jo och eng sinn -, ob d'Leit am Land elo wëssen, wat eis Kolleegen aus der Demokratescher Partei dann zu all deem ze soen hunn.

Ech hunn dem Här Meisch, deen Talent huet,...

(Interruption)

Jo.

...intensiv nogelauschtert, an dee jo och e sympathesche Mënsch ass, dofir ass et och net désagréabel, fir him nozelauschteren, well hien, net wéi ech nach an deem Alter, esou ëmmer heiansdo nach een op d'Schëpp hélt, mä dat emol schonn direkt op der Säit léisst, wat absolut fir hie schwätzt.

(Hilarité)

Dach, ech soen dat, an dat ass mer esou gemengt. Ech hunn déi 33 Propositioune vun der Demokratescher Partei gelies, an ech wëll et och begréissen, dass eng Oppositiounspartei - dat misst se jo net maachen - sech d'Méi gëtt emol opzereien, wat dann hir Meenung zu all deene Punkten ass, mä no der Lecture vun deem Dokument an no der Ried vum Kolleeg Meisch weess ech awer net, wou ech mat der Demokratescher Partei dru sinn.

Éierlech gesot, ech wosst dat ni ganz richteg,...

(Hilarité)

...wou ech mat der Demokratescher Partei dru wier, mä dat ass selbstverständlech mäi Problem, nom Lichtenberg sengem Motto: Wann een e Buch widder e Bam geheit an et kléngt huel, dann ass et net dem Buch seng Schold, mä dem Bam seng. De Bam sinn ech, d'Buch sidd Dir,...

(Hilarité)

...mä ech hunn et awer ni verstan, wat Der do gäre gehat hätt. Ech mengen awer, dass dat wichteg wier, sech mat deene Propositiounen ze beschäftegen, an ech hu festgestallt, an doriwwer war ech frou - iwwregens och an Interventioune vun anere Fraktiounen -, dass et awer eng enorm Mass vu Propositiounen, Elementer, Suggestioune gëtt, déi gedeelt gi vu relevante politesche Kräften hei am Land.

Vun deenen 33 Propositiounen, déi d'Kolleege vun der DP gemaach hunn, fannen ech, dass der 19 genau dat sinn, wat mer elo maachen. Ech soen Iech dat, fir dass mer dat gutt gesinn, net dass mer mengen, mir hätten do grouss Désaccorden, wou mer iwwerhaapt keng Désaccorden hunn. Well Alternative kënnen och heiansdo a Widderhuelung bestoen, a wann een d'Alternativen dann nach eng Kéier widderhëlt, da gëtt jo d'Asiicht an d'Richtegkeet vun deenen Accorden, déi grouss Parteien ënnereneen hunn, nach méi däitlech.

Dir plädéiert dofir, dat ass eng vun Äre Propositiounen, dass europäesch Direktiven eent zu eent ëmgesat ginn; en Zitat aus dem Avis vum Comité de coordination Tripartite, an dat steet och an der Regierungserklärung.

Dir plädéiert dofir, dass d'Arbeitsamt an d'Interimsgesellschafte méi solle kooperéieren. Dat ass ee vun de Punkten, déi ech hei als ee vun deene 14 Beschäftegungspunkten opgezielt hunn, déi d'Regierung ëmsetze wëllt.

Dir hutt Iech hei dofir ausgeschwat, dass de Mindestloun soll erhéicht ginn. Dat maache mer.

Dir schwätzt Iech an Äre Propositiounen dofir aus, dass d'Beruffsbild vu Professeren a Schoulmeeschtere soll ugepasst ginn. Dat si mer amgaang ze maachen. Wat haalt Der eigentlech dovun? Soll déi Tâche vun den Enseignantë bleiwe wéi se ass, oder soll se am Kader vun enger Reformulatioun vum Lehrerbild ugepasst ginn? Do hunn ech näischt Prezises gëschter dozou héieren, mä dat reecht Der no, well mir sinn eis jo am Prinzip eens, dass d'Lehrerbild muss ugepasst ginn.

Dir setzt Iech an - e fënnefte gemeinsamen Accord - fir méi Fuerschung, fir méi Biotechnologie an esou virun. Do si mer eis also eens.

Dir plädéiert derfir, dass an de Lëtzebuerger Botschafte sech méi muss ëm Aussenhandel bekëmmert ginn a méi Kontakter mussen ugeknäppt ginn, wéi dat scheinbar bis elo de Fall ass. Mir hunn an der Tripartite als Regierung virgeschloen, dass mer eise Réseau vun Aussenhandelsrepresentatioune sollen opfrëschen. Mä ech fannen dat net gentil der Madame Polfer géintiwwer, dass Der schreift, déi Lëtzebuerger Botschaften, déi hätten dat am ongenügendem Mooss bis elo gemaach, well déi hu sech och an deene leschte Joren, an d'Madame Polfer selwer och als Aussenhandelsminister, ganz intensiv ëm déi Saache bekëmmert.

Dir schwätzt Iech derfir aus, dass mer eis un d'Versuergungsnetz vun deenen dräi Nopeschlänner sollen uknäppen. Genau dat huet d'Regierung an hirer Erklärung gesot.

Dir schwätzt Iech fir alternativ Energiequellen aus. Genau dat huet d'Regierung gesot an ass se amgaang ze maachen.

Dir sot, d'Betribssteiere missten ugepasst ginn, wann et néideg ass. Genau dat hunn ech hei a menger Ried gesot, a mir hunn e Groupe fiscal agesat tëscht Beamten a Fiskalisten, ënner Begleedung vun de Sozialpartner, déi net dobäi sinn, mä herno consultéiert ginn, iwwert d'Suivéiere vun der Positioun, där fiskaler Positioun vu Lëtzebuerg um internationale Positionnement an am internationalen Environnement.

Dir schwätzt - deen néngte gemeinsamen Usaz, deen ech do fannen - fir e Guichet unique fir d'Betriber. Mir hu scho laang Joren dorunner geschafft, och ënnert der fréierer Regierung, och ënnert dëser. Mir schaffe scho laang alleguer dodrun, an do si jo och ganz grouss Fortschrëtter ze vermelden. Do si mer eis also eens.

Dir schwätzt Iech aus fir e Budget am Equiliber: Dat maache mer.

Dir sot an Ärem Pabeier, an ech war dankbar doriwwer, dass een esou reng Konjunktureinnahmen, déi dem Budget zouwuessen, net sollt als en zolidd Fundament fir weider Haushaltsausgabe considéréieren. Nom Motto, wéi ech et formuléiert hat an eiser Ried, d'konjunkturell Mehreinnahme sollen net gebraucht gi fir strukturell Mehreinnahmen ze finanzéieren, well op Dauer geet dat net.

Ech hat do vun eenzelne Revenuë vun der Finanzplaz geschwat - un déi hutt Dir och geduecht -, a vun deene sou genannten extraen Arcelor-Schecken, déi mer dëst Joer kréien. An dass et en duerchaus considérabele Betrag ass, déi Dividenden, déi mer kréien, an d'Steier op den Dividenden, déi déi aner Aktionäre kréien. Déi musse jo 20% Steieren dodrop zu Lëtzebuerg bezuelen. Jee nodeem wéi se dat do tesselen, gëtt dat net grad en Ertrag vun 20% vun der Dividendemass, déi ausgeschott gëtt, mä et gëtt awer e substanzielle Betrag. Dat gëtt iwwer 100 Milliounen Euro. Dat kënnt elo méi an d'Statskeess eran.

Ass dat, mengt Der, eng Recette, déi ee kënnt considéréieren als eng, déi engem elo de Budget équilibréiert hätt, wann doduerch de Budget géif équilibréiert ginn, wat ech och nach net gleewen? Neen, dat muss ee considéréieren als eng exzeptionell Recette, als een ongewéinleche Virgang, als een, dee sech net zéng Joer laang widderhëlt.

D'Finanzplaz idem, well do hu mer jo 2001 an 2002 gesinn, wat dat heescht, wann do eng Kéier duerch exogène sech weltwäit ofspillend Phenomeener manner Fiskalprodukt vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ufält. Do si mer also d'accord. Schonn deen eeleften Accord, deen ech do mentionnéiere kann, grad ewéi deen, mä deen zielen ech net extra op, dass Der lech derfir ausschwätzt, den Ausgabewuesstum, dee misst gebremst ginn. Dir sot an Ären 33 Propositiounen, Dir kënnt mat der Desindexéierung vun eenzelne Sozialausgabe liewen. Genau dat maache mer elo.

Well Der an deem Pabeier sot, wann et géif drëm goen, fir kuerzfristeg bedéngten Enkpäss ze behiewen, da soll een dat mat zäitlech begrenztene Mëttele maachen, da verstinn ech net ganz gutt, firwat dass Der lech esou driwwer eräifert, grad ewéi d'Patronat, dass déi Moossnamen hei um Enn vum Joer 2009 vun där neier Regierung a vum neie Parlament mussen iwwerpréift ginn.

Dir schwätzt lech aus fir zäitlech begrenzte Moossnamen am Beräich, sot Der, vum Budget, vun der Beschäftegungspolitik, vun der Wirtschaftspolitik. Dir proposéiert eng Debatt bis an d'Joer 2009 eran, wat een doriwwer eraus nach kënnt maachen, an da kommt Der heihinner an Dir reegt lech driwwer op, dass d'Regierungsmoossname bis den 31. Dezember 2009 lafen an da vun där neier Regierung sollen iwwerpréift ginn.

Also si mer mat där Démarche d'accord, fir elo dat ze maachen, wat dréngend ass, an dass dann déi nächst Legislaturperiod an déi nächst Regierung sech musse mat de weiderféierenden Elementer dovu beschäftegen.

Dir schwätzt lech fir eng Autossteier aus, déi op dem CO_2-Ausstouss baséiert. Genau dat mécht d'Regierung elo.

A bei de Prioritéite fir d'Investissementer sot Der, dat misst fir d'Uni sinn, fir d'Schoul sinn, fir den öffentlechen Transport, fir d'Famillestrukturen a fir Aktivitéitszonen am Land sinn. Genau dat hunn ech a menger Ried virgeluecht an och mat Zuele beluecht.

Dir schwätzt lech aus fir méi „public private partnership". Genau dat ass dat, wat d'Regierung mécht.

Dir sidd fir eng Verwaltungsreform. Dir wësst och firwat. Dir wësst, dass déi schwiereg ass, d'Verwaltungsreform.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

An där leschter Regierung hate mer zwee Kolleegen, déi sech dorëms bekëmmert hunn. Also, dobäi muss all Minister ee Verwaltungsreformsminister sinn, a jiddfereen, dee Minister ass oder Minister war, weess jo, dass, wann en dat héiert, e sech schlechte Gefiller net kann erwieren, wann en dat gesot kritt, dass jiddfereen dat soll maachen. Mä jiddefalls, do si mer d'accord, a beim Bürokratieofbau si mer och d'accord.

Dir sidd der Meenung, dass bei wesentlechen natierleche Ressourcen déi Déngschtvirleeschtungen an Déngschtleeschtungen, déi d'öffentlech Hänn do bidden, musse käschtendeckend bestridde ginn. Duerfir hunn ech lech hei annoncéiert, dass et zu enger käschtendeckender Finanzéierung vun deenen Investissementer op der Präisfront, déi mer am Beräich vum Waasser maachen - wat Der ausdrécklech an Ärem Pabeier, esou wéi mir och, erwähnt -, muss kommen a komme wäert.

Dir dréckt lech aus am Kyoto-Zesummenhang - dat ass Är 18. Propositioun a gläichzäiteg deen 18. Accord out of 33 - fir eng schrëttweis Erhéijung vun den Accisen, wann et muss sinn. Et ass genau dat, wat d'Regierung mécht.

Dir plädéiert, wat ech richteg fannen, fir déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vun eisen Altersséchерungssystemer. Dat ass genau dat, wat d'Regierung mécht, wa se an den Tripartite-Accord schreiwe léisst, dass elo iwwert den Impakt vun der Alterung vun der Bevölkerung op eis Sozialsystemer an notamment iwwert d'Fro vun der Liewensaarbechtszäit muss diskutéiert ginn. An do si Strukturreforme jo néideg.

Da géif ech lech just bieden, ee Moment an Äre Wahlprogramm vun 2004, mengen ech, war dat, kucken ze goen, well do beschreift Der schonn d'Limitë vun där struktureller Reform, wat d'Regimer vun der Sécurité sociale an den Impakt vun der Alterung vun der Bevölkerung op déiselwecht comportéiert, well do sot Der, et wier net dru geduecht, de legale Rentenalter an d'Luucht ze setzen, an et wier net dorunner geduecht, eppes un deene 40 Joer Cotisatiounen ze änneren.

Ech wënschen lech vill Freed mat Ärer Strukturreform, well Dir sidd séier fäerdeg, wann Der déi Limiten do schonn esou fixéiert, wéi Der se an Ärem Wahlprogramm fixéiert hutt! Mä mir schwätze jo hei net iwwer Aussoe virun de leschte Wahlen, mä iwwert déi 33 Propositiounen, déi Der gemaach hutt, an do si mer op 19 Punkte vun 33 d'accord.

Da mahnt Der fënnef Debatten un, déi solle gefouert ginn. Keng ass virum Joer 2009 fäerdeg vun deenen, déi Dir wëllt féieren. Ech widderhuele se hei net alleguer. Wann ech déi Accorden zesummerechnen an déi Debatten, déi mer souwisou zesumme musse féieren, plus deen een Audit, deen Dir recommandéiert an deen amgaangen ass gemaach ze ginn, plus ee Prozess vun Nodenken iwwer Beschäftegungsmoossnamen, deen och amgaangen ass, da si mer schonn op 27 vun 33 vun Äre Propositiounen, wou Dir integral mat der Regierungspolitik vum Prinzip hier a mam Detail vläicht net ëmmer averstane sidd.

Wa mir an der Tripartite déi 33 Propositiounen do net gehat hätten, hätte mer net esou zilsécher kënne virgoen. Mir hätten net esou zilsécher kënne virgoen, well mir hu fonnt, wann déi, déi fréier an der Regierung waren, an déi, déi elo an der Regierung sinn, am Wesentlechen enger Meenung sinn, da kréie mer jo keng grouss Diskussioune méi am Parlament iwwert dee Pak, well entweder ass een d'accord oder et ass een net d'accord mat deem, wat ee geschriwwen huet, an duerfir hunn ech dat fir ee Beitrag zu eisen Aarbechten emfonnt, dee séier nëtzlech a begréissenswäert war.

Ech wiere mech just dergéint, dass esou gemaach gëtt, wéi wann déi gréissten Oppositiounspartei en total alternative Pak amstand wier virzeleeën zu deem, wat d'Regierung dem Parlament an deenen nächste Wochen a Méint wäert virleeën. Mä ech hunn näischt Richteges héieren an den Ausféierunge vun der Demokratescher Partei zur Inflatiounsbekämpfung als solcher, sauf d'Warnung, dass een dee groussregionale Präisindex, dee komparativen an deen indikativen, net soll publizéieren. Dat kënnt zu eisen Ongonschten ausgoen.

Précisément menge mer, dass mer eppes musse maachen zur Inflatiounsbekämpfung hei am Land. Esou zwar, dass déi Präisvergläicher positiv fir Lëtzebuerg ausginn. Wéi kënnt Der de Leit et verdenken, dass se zu 15% fir den Ëmsaz zu Tréier vu Lëtzebuerg hierkommend ausmaachen, an dass se ansonsten am Ganzen 160 Milliounen Euro an der Groussregioun consommëieren, wa se d'Gefill hunn, zu Lëtzebuerg wieren eng Rei Saache méi deier? Do musse mer eis also zesummen drëm beméien, dass se deen Androck net méi hunn.

An dat ass jo net nëmmen eng Saach vum Präis. Dat ass jo och d'Saach vum ganzen Environnement, wat ee muss ëmgestalten. An do mécht d'Confédération du Commerce jo och mat. An ech ignoréieren och net, niewebäi bemierkt, dass selbstverständlech wat d'Approvisionnementsweeër ubelaangt, een Deel vu Lëtzebuerger Betriber wesentlech méi deier beliwwert ginn, wéi dat op anere Plazen an der Groussregioun de Fall ass. Notamment am Klenghandel ass dat de Fall; notamment am Électroménager ass dat de Fall; notamment bei den Autoe kann dat de Fall sinn.

Dofir hu mer an der Tripartite gesot - dat steet och am Avis -, dass mer eis, d'Regierung esougutt wéi d'Acteuren, drëm beméien, déi elementar Bannemaartregelen, déi et an Europa muss ginn, och zu Lëtzebuerg ukommen ze loossen, an dass mer eis aktiv an d'Gespréicher mësche mat deene grousse Fournisseuren a mat deene grousse Firmen, fir dass se Lëtzebuerg als eng eegen Identitéit erschénge loossen an et och mindestens gläich behandele wéi déi aner.

An de Wirtschaftsminister huet en Optrag kritt, och bei der Direktioun vun der Konkurrenz zu Bréissel drop anzewierken, dass déi onnatierlech Versuergungshemmnisser, déi mer do duerch d'Artikulatioune vun deenen Approvisionnementsweeër an d'Féiss geluecht kréien, iwwerpréift ginn am Liicht vun den europäesche Regelen.

Mä onofhängeg dovun hunn ech iwwert d'Inflatiounsbekämpfung soss net vill héieren. Ech denken awer, dass Der dermat d'accord sidd, dass an Zukunft all staatlech Kontrakter desindexéiert ginn, déi mer maachen. An ech denken, dass Der lech net dergéint wiert, dass mer a Gespréicher mat deenen eenzelne Secteuren zu inflatiounsdämpfende Moossname kommen.

An ech denken, dass Der net dergéint sidd, dass all Taxen, déi elo agefouert ginn, neier oder aler, déi aus ekologeschen, aus gesondheetspoliteschen, aus sozialpolitesche Grënn erhéicht ginn, indexneutraliséiert sinn. Dat hutt Der esou däitlech net gesot, mä ech setzen et emol viraus, dass dat esou ass. Mä ech hu kee geschlossenen Inflatiounsbekämpfungsprogramm vun der Demokratescher Partei hei an dëser Debatt oder an deenen 33 Propositioune kënnen detektéieren.

Ech hu gelungenerweis näischt Richteges iwwert déi Fro vun dem eenheetlechen Arbeitnehmerstatut héieren. Dat ass jo awer eng grouss an eng wichteg Fro. Mir fält iwwerhaapt op, dass déi am Patronat an och heibannen, déi esou fir d'Strukturreforme sinn, ouni jeemools ze soen, wéini dass eng Reform ufänkt eng Strukturreform ze ginn. Do hunn ech mech scho mam Kolleeg Grethen am Eurogroup, a mam Kolleeg Krecké elo am Eurogroup, ëmmer bis un den Ausrëss vum leschten Hoer erubeweegt, wa vu Strukturreforme geschwat ginn ass, ouni dass jeemools gesot ginn ass, wat dat da wier. Mä déi, déi fir Strukturreforme sinn am Patronat, déi lafe quasi Stuerm géint déi gréisste Strukturreform, déi hei an dësem Pak envisagéiert ass.

Et ass dach awer een erstaunleche Virgang! Ech hunn d'Patronat - ech soen dat hei - an der Tripartite - an ech hu jo Zeien - fënnefmol gefrot, wann d'Melodie vun de Strukturreforme komm ass, se solle mer dräi Strukturreformen nennen, déi se gären hätten. A wann een da soss näischt héiert, wéi dass eng maximal Indextranche bei annerhallefmol de Mindestloun muss agefouert ginn, déi 3,5 Milliounen de Mount méi géif ausmaachen an der abehalener Lounmass vun de Betriber wéi dat wat d'Regierung hei proposéiert, da fannen ech, dass ee säin öffentlechen Diskurs iwwer Strukturreformen - well dee gutt kléngt, a well kee weess, wat een domat mengt - e bësse sollt mässegen.

Am Ufank vun der Tripartite hate se natierlech virgeschloen, dass de Rentenajustement, de Pensiounsajustement definitiv net méi dierft un d'Lounentwécklung an un den Index gebonne sinn. Dat konnt d'Regierung net maachen, well dofir hu mer kee Mandat! Mir hunn an eise Wahlprogrammer gesot, dass mer der Meenung sinn, dass prinzipiell den Ajustement vu Renten a Pensiounen un d'Inflatioun an un d'Lounentwécklung ugepasst wier. Ob mer dat an engem nächste Wahlprogramm nach eng Kéier esou soen, ass eng aner Fro. Mä op jidde Fall ass dat déi Positioun, déi mer haten.

Also ass et erlaabt, emol eng Kéier een Ajustement falen ze loossen oder en esou ze verréckelen, wéi mer dat elo maachen, mä fir an d'Gesetz - an da wier et eng Strukturreform - anzeschreiwen, ni méi géif den Ajustement vun de Renten a Pensiounen op Basis vun der Lounentwécklung gemaach ginn, dat hätt d'Patronat gäre gehat. Ob se déi kleng Handwierker do ëmmer esou genau gefrot haten, ob déi och domat averstane wieren, dat weess ech net esou richteg. Mä dat wier eng Strukturreform gewiescht. Mä déi konnte mer net maachen, well dofir hu mer kee Mandat.

Mä ech hunn awer vun lech net vill iwwert den Ajustement héieren hei an där Debatt. Sidd Der d'accord, dass dee verréckelt gëtt an zwou Etappen, opgedeelt op den 1. Juli 2007 an op den 1. Juli 2008, oder hätt Der gären, dass mer - wéi, wéi gesot gëtt, d'Gesetz et eigentlech virgesäit, obschonn dat net esou ass - mat 2% géifen op den 1. Januar 2007 kommen? Doriwwer hätt een eppes kënne soen, wann ee sech intensiv mat zum Beispill där nu 50 Millioune breeder Gesamtéquilibersverbesserung ausernee gesat hätt, déi eleng dës Moossnam brëngt an déi d'Regierung selbstverständlech net beléift mécht bei deenen, déi et betréfft.

Déi Lounpaus am öffentleche Secteur: Wéi ass et dann domat? Wéi ass et da mat där Lounpaus am öffentleche Secteur?

Et ass jo schéin a gutt, fir ze soen, wat no 2009 soll geschéien! Dat muss ee jo och kucken, wat no 2009 geschitt. Dat maache mer jo och. Mä wat soll dann 2007 mat de Gehälter an der öffentlecher Funktioun geschéien? Solle se nach ëm 1%, ëm 2% wuessen? Dat ass jo eng Fro vun der Chamber. Et ass e Gesetz, wat gestëmmt gëtt. Et muss een awer wëssen, wat fir ee Gesetz dass ee wëllt stëmmen.

An et muss een awer wëssen, mat wat fir enger Positioun een der CGFP géintiwwerträtt, wann een dat mécht, wat selbstverständlech geschitt, well d'Kollektivvertragsverhandlunge beim Stat si jo net nëmme Lounverhandlungen. Do si jo och nach ganz vill aner Saachen, déi den Här Wiseler mat der CGFP ka schwätzen. Mä et muss een awer wëssen ongeféier, wat een do wëllt.

Den Ajustement gëtt gebremst. Mir maache Lounmoderatioun am Privatsecteur; déi mussen d'Léin ënnert der Produktivitéitsschéier uwuesse loossen. Mir maachen Erspuernisser hei a mir maachen Erspuernisser do. Et si 15.000 Leit ouni Aarbecht. Et sinn dausende Leit d'Joer a Kuerzaarbecht. Iwwregens gëtt - keen huet dat hei gesot, ech och net; fir eng Kéier wou ech bescheide war - d'Vergütung vun de Leit, déi an de Betriber schaffen an déi ënner Kuerzaarbecht oder Schlechtwetterregelung falen, wesentlech verbessert, wat d'Patronat net wollt, mä wou et leschtenenns awer zougestëmmt huet.

Wann dat d'Situatioun am Land ass, da muss een och e rouegt Gespréich kënnen driwwer féieren, ob da wierklech elo de Moment ass, fir zu engem Lounzouwuess an der öffentlecher Funktioun ze kommen. Mir hunn der CGFP proposéiert, fir dat ze maachen. D'CGFP huet gëschter hefteg dodrop reagéiert. Dofir wëll ech soen, dass ech der CGFP proposéiert hätt, si soll dat selwer proposéieren an engem Moment, wou et ville Leit schlecht geet, ze soen: Mir als Fonction publique - hunn ech der CGFP proposéiert - renoncéiere selwer op eng Erhéijung vum Punkt während de Joren 2007 an 2008.

Just fir lech dat elo ze soen. Wann ech et net gesot hätt, wann d'CGFP net hire Communiqué gemaach hätt, fir dass herno kee mer ka soen, d'Regierung géif mordikus hei d'Statsbeamte wëllen dreiwen a virféieren a wier net bereet, richteg ze verhandelen, an hätt de Sozialdialog net richteg begraff. Just dass dat gewosst ass. Mä elo wësst Der, wat d'Regierung denkt. Elo wësse mer, wat d'CGFP denkt. Wat d'DP denkt, wësse mer nach net, mä d'Debatt ass jo nach net eriwwer.

Dass Der bei der Tâche lech zréckgehalen hutt, hunn ech scho gewisen. Bei der Steierhannerzéiung och. Mä dat reien ech an d'Kategorie vun den Oubliën an, well dat ass eng Aufgab, déi mer gemeinsam ze leeschten hunn. Mä dat soen ech net um spöttesch-ironeschen Toun. Ech si wierklech der Meenung, dass een net all Kéier hei an der Chamber muss soen: Ech sinn och géint d'Steierhannerzéiung. Dat ass eng Evidenz.

D'Zesummeleeung, esou eng kleng Strukturreförmchen, vun der SNC a vum Ducroire, fir eise mëttelstännege Betriber d'Viraussetzunge méi liicht kënnen zur Verfügung ze stellen, fir dass se am aussereuropäeschen Exportgeschäft, wou ëmmerhin 10% vun eisen Exporter higinn, méi aktiv kënne sinn - et hätt een elo och kënne soen, domat wier een d'accord.

Iwwert déi Antispekulatiounssteier am Logementsberäich hunn ech net den Androck, dass jiddfereen alles doriwwer gesot huet; éischter zoustëmmend, éischter oflehnend, éischter soend, mir mussen dat nach studéieren. Do hunn ech

näischt Richteges héieren, wat d'Meenung ass.

Iwwert der Regierung hir Meenung, fir am europäesche Steierdumpingsconcours, doduerch dass mer probéieren, d'Assiette imposable, d'Bemiessungsgrondlag bei de Betribssteieren, maximal ze harmoniséieren, fir dass dee ruinöse Steierwettlauf do ophéiert, deen déi öffentlech Budgete lues a lues onfinanzéierbar mécht an d'Betriber an d'Kapital aus der Finanzéierungsflicht vu gesellschaftlechen Aufgabe lues a lues entléisst, doriwwer hätt ech gären eppes héieren. Dat ass eng extrem wichteg Fro. A Lëtzebuerg ass bei deene Länner, déi dat gären hätten. An dat entsprécht net der klassescher Positioun vu Lëtzebuerger Aussefinanzpolitik.

Dass mer Entwécklungshëllef a Commerce extérieur méi no beienee wëlle bréngen, doriwwer hätt een e Wuert kënne soen. Dat ass eng konkret Propositioun an e Politikbroch mat bis elo, deen net esou dramatesch ass wéi e kléngt, well mer nach ëmmer keng merkantil Entwécklungshëllef wëlle maachen, mä awer eng subtil, déi et och erlaabt, dass eis eege Betriber, anstatt hollännesch, amerikanesch an englesch Betriber, vun eiser Entwécklungshëllef kënne profitéieren.

Mir hu virgeschloen, d'Investissementer vun 3,7 PIB-Punkten op 3,2 zréckzefiéieren: jo oder neen? Dat ass eng einfach Fro. Et ass kloer, dass d'Investissementer par rapport zu 2005, wou se 850 Milliounen d'Joer bedroen hunn - ech schwätze vun deene vun de Statsfinanzen, dem Budget an de Fongen, ech schwätzen net vun deene vun de Gemengen -, viruklammen. Déi, déi soen, d'Investissementer gi gekierzt, déi soen einfach d'Wourecht net. D'Investissementer ginn nach virun, mä si klammen net esou séier wéi geplangt, well si ginn ëm 660 Milliounen Euro op der ganzer Period zréckgeholl. Jo oder neen?

Dat muss ee wëssen, well d'Regierung muss jo e Budget maachen. Ass dat eppes, wat der Chamber aliicht, dass mer dann nach wesentlech méi wéi d'europäesch Länner investéieren, dat heescht an de Joren 2007 an 2008 ass dat jo méi wéi 3,2%, do ass dat tëschent 3,7 an 3,2%, am Joer 2009 si mer op 3,2%. A mir hu gesot, d'Konsumausgabe vum Stat, déi misste vun 2,4 PIB-Prozent proporz op 2,1 zréckgefouert ginn. Do kann ee jo soen: Dat ass falsch, dat ass richteg, dat gefält eis net, iwwerleet lech dat nach eng Kéier, mä et muss een awer eppes dozou soen!

Den État de la nation, déi Debatten, déi sinn an de Joren 1979 an 1980 eigentlech ëmgewandelt ginn a Budgetsvirbereedungsdebatten. Esou steet dat an eisem Text. An da muss een iwwert déi Froe kënne schwätzen. Mir wëllen d'Konsumausgaben op 2,1% zréckféieren an deenen nächste Joren, an et wier gutt gewiescht doriwwer eppes ze soen.

Da bleiwen eng Rei vu kontroverse Punkten; dat ass och normal. D'Demokratesch Partei seet - an ech huelen dat jo och seriö, soss géif ech mech net esou laang hei domat beschäftegen -, dass mer a Saache Globaliséierung zu Lëtzebuerg anstatt haart jo ze soen, éischter konservativ a protektionistesch géife reagéieren. Sot mer emol ee Beispill, wou da Lëtzebuerg de Moment besonnesch protektionistesch reagéiert huet a Globaliséierungsfroen! Mir fält dozou kee Beispill an, wou mer opgrond vu rengem Protektionismus elo gesot hätten, dat an dat däerf net geschéien an dat an dat däerf net sinn. Ech hunn dat dofir net verstan an dofir stellen ech d'Fro.

Mir hu manifestement eng Meenungsverschiddenheet, mengen ech, mä ech si mer nach net ganz sécher, iwwert d'Arbeitsamt an d'Aart a Weis wéi d'Arbeitsamt soll reforméiert ginn. Do verstinn ech net, Dir bréngt eng Motioun an, wou Der sot, d'Arbeitsamt soll an en Établissement public verwandelt ginn. An Ärem Pabeier steet awer, d'Arbeitsamt soll emol méi privatrechtlech organiséiert fonctionnéieren. Dat ass net grad datselwecht. Dir sidd also net, wéi Äre Pabeier kéint unhuele loossen, fir d'Privatisiérung vum Arbeitsamt. Dir sidd dofir, dass een en Établissement public doraus mécht. Da sot mer elo emol...

(Interruption)

Gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- …nom Privatrecht kann handelen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nom Privatrecht kann handelen. Wéi ass et dann do mam Statut vun de Beamte vum Arbeitsamt?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hu bis ewell jo och Verwaltungen an Établissement-publicen ëmgewandelt, do si Léisunge fonnt gi fir déi dote Froen. A wann een dat dote géing envisagéieren, da géing ee mat Sécherheet och Léisunge fannen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An déi zukünfteg Beamten, déi um Arbeitsamt agestallt ginn, ginn déi privatrechtlech...

Une voix.- Dat hu mer awer iwwerall gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass jo net nei, dat doten.

La même voix.- Dat hu mer op anere Plazen och gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, dat ass eng interessant Diskussioun vun där den Här Grethen an d'Madame Brasseur scho spieren, firwat dass ech se féieren.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, mir sinn net am Oral hei.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen, mä ech sinn am Exposé oral de Moment, well ech hat e schréftlechen eraginn an iwwert deen ass geschwat ginn an elo kommen ech emol mëndlech op eenzel schréftlech Deeler zréck.

Dofir soen ech, et war konstant d'Politik vun der Demokratescher Partei - ech hunn och näischt do dergéint - fir sech ze wieren, dass ëmmer méi Établissement-publicë géife kommen. A wann déi Établissement-publicë sollen total reorganiséiert Aarbechtsmethoden erlaben - an dat steet och an Äre Pabeieren, wéi d'Beamte vum Arbeitsamt do solle fonctionnéieren -, da kritt Der dat net hi mat deem Statut, deen Der wëllt behalen.

Mä déi Diskussioun ass méi verständlech, wann een de Mémorial vum 12. Juli 2004 liest. Do huet déi deemoleg Regierung nach d'Lignes directrices iwwert d'Établissements publics produzéiert, fir dass dat an der kollektiver Erënnerung géif hänke bleiwen. Dofir liest dat emol eng Kéier no. Mir alleguer, mengen ech, liesen dat emol eng Kéier no.

Dann hu mer e Problem bei der Referenzzäit bei de POTen, bei de Plans d'Organisation du Travail. Dir sot, do kéint een eventuell bis op zwielef Méint goen. Dat ass eng Saach, déi mer de Sozialpartner, mengen ech, iwwerloosse sollen an net iwwert d'Gesetz regelen. Dir sot jo op enger anerer Plaz, d'Sozialpartner solle méi regelen an d'Gesetz soll manner regelen. Ech mengen dofir, dass een dat emol mat de Sozialpartner diskutéiere soll.

Da wëllt Der Chômeuren „gratis" - wann ech kann esou soen -, dat heescht vum Arbeitsamt bezuelt, an de Start-upën, wéi mer déi nennen, engagéieren. Esou vill Start-upë gëtt et net, fir dass dat e massiven Aarbechtsplazofbau zur Folleg hätt, a mir mengen, dass déi Instrumenter, déi mer hunn an déi jo elo verfeinert ginn: de Stage d'insertion d'entreprise an de Stage de réinsertion d'entreprise, wou d'Betriber eigentlech nëmme 40% vun de Lounkäschte musse bezuelen, dass dat och e Wee wier, fir dat ze maachen.

Dann hu mer - ech weess net wéi grouss dass do den Ënnerscheed ass, well ech do éierlech gesot och net ëmmer weess, wat d'Regierung denkt - wahrscheinlech awer eng Kontrovers iwwert d'„Ladenöffnungszeiten", wéi mer dat op Lëtzebuergesch nennen.

(Interruption)

Dat, wat Der do schreift, dat kléngt esou wéi wann do d'Regelen all géifen opgehoff ginn, sauf dass déi aarbechtsrechtlech Regele misste bleiwen. Da soen ech lech, dann hieft Der net ganz vill op, wann d'Regele vun der Aarbechtszäit, Wochenaarbechtszäit an deeglech Aarbechtszäit, solle bleiwen, dann hieft Der do net ganz vill op. Mä onofhängeg dovu wëll ech och soen, dass… - Dat däerf ech jo? Ech kucken d'Regierung...-

(Hilarité et interruptions)

...ech als solchen, wéi de Kant gesot hätt, radikal do dergéint sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Esou geet dat jo net, quitte dass et an der Regierung och Eenzelner gëtt, déi do net radikal dofir si, mä awer éischter dofir sinn.

(Hilarité et interruption)

Gelift? Huet elo den Här Boden eppes gesot?

(Hilarité)

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Hien hat just ugesat.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn d'accord domat, dass dat eng Fro ass, déi sech stellt, mä ech sinn allergesch dergéint, dass Leit, déi schaffe ginn, da musse samschdes owes no sechs Auer oder bis sechs Auer schaffen, an déi aner Leit hunn Zäit - besonnesch déi, déi méi al sinn - sech hir Akeef iwwert d'Woch esou ze verdeelen, dass net anerer, déi och Famill hunn an och gär géifen heemgoen, da mussen do hannert der Théik an hannert der Keess stoe bleiwen. Ech sinn allergesch do dergéint.

Dat ass eppes, dat geet méi wäit wéi ee mengt. Dat huet eppes domat ze di wéi een d'Bild vun deem Mënsch, dee schafft, an der Gesellschaft gesäit. Dat huet eppes domat ze di wéi een d'Atmosphär an der Gesellschaft gesäit. Dat huet eppes domat ze dinn, ob een d'ganz Gesellschaft wëllt duerchkommerzialiséieren a -merkantiliséieren oder ob et nach aner Wäerter gëtt, déi solle respektéiert ginn. Ech sinn d'accord, dass een déi Debatt muss féieren. Ech wollt just meng Meenung soen.

D'Frontaliere sëtzen owes no sechs Auer nach op de Keesen an d'Lëtzebuerger kënnen da just samschdes owes akafe goen. Dat ka kee mer weismaachen, dass een dat net och op eng aner Fassong kann organiséiert kréien. An e bësse Respekt fir déi Leit, déi do schaffen, wier vläicht awer och néideg.

(Coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Schhhh!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech soen iwwregens net, dass Dir fir déi Leit kee Respekt hutt, dat ass net mäi Propos. Mä ech wëll soen, dat ass mat enger Verbéiserung vun dem Aménagement vun dem Privatliewe vun dausende Leit verbonnen, an ech fannen et muss een och op eng Minoritéit - et ass eng Minoritéit, déi an de Geschäfter schafft - kënne Rücksicht huelen, just well d'Majoritéit gären e klengen Avantage vu luxuriéiser Fräizäitgestaltung méi hätt. Ech sinn do dergéint. On verra bien.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ganz gutt. Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da geet et ëm d'selektiv Sozialpolitik. Do hu mer selbstverständlech e Gespréich. Et ass villes ugekuerbelt ginn a Richtung méi selektiv Sozialpolitik, mä déi selektiv Sozialpolitik, Kolleegen, déi kann dach net nëmme spillen, wann et ëm d'Ausbezuele vu staatleche Leeschtunge geet.

Wien et mat der selektiver Sozialpolitik eescht mengt, dee muss jo och bei der Finanzéierung vun de soziale Leeschtunge vum Stat bereet sinn, selektiv virzegoen. An da verstinn ech eigentlech net, firwat dass een do, wou mer nu wierklech déi sozial selektiivste Finanzementsmethod vun enger Sozialleeschtung hunn, nämlech an der Fleegeversécherung, dass ee sech do dergéint wiert, dass de Stat, vun deem mer jo soen e misst och am Soziale spueren - Dir sot jo net de Géigendeel -, säi Bäitrag afréiert bis en enges Dags op 40% gefall ass, an dann diskutéiere mer erëm driwwer mat de Sozialpartner, wéi mer virufuere bei där Kofinanzéierung vun der Fleegeversécherung. Et ass just do, wou also eng sozial gerecht, eng selektiv sozial ofgestuufte Finanzéierungsrhythmik gewielt ginn ass, dass sech dergéint gewiert gëtt.

Well dee Mënsch, deen net vill verdéngt, bezilt net vill an, an deen, dee vill verdéngt, bezilt vill an. Dat ass déi eenzeg Cotisatioun, déi net vun de Steiere kann ofgesat ginn, dat heescht wou déi Bruttocotisatioun, déi een, dee vill verdéngt, bezilt, och eng Nettokontributioun ass an domat disproportional vill méi héich ass wéi bei deem, deen net vill verdéngt. Well wann et kënnt vun de Steieren ofgesat ginn, kënnt dee se iwwerhaapt net vun de Steieren ofsetzen, well e bezilt keng Steieren, während déi Déck, dat heescht mir, dat kënne vun de Steieren ofsetzen.

Dat ass also wierklech sozial Selektivitéit an engem schlëmme sozialen Zukunftsrayon, dee mer hei proposéieren. Et kann een net iwwert d'Selektivitéit vun der Sozialpolitik bei den Aufgaben diskutéieren, ouni gläichzäiteg iwwert d'Selektivitéit vun der Sozialpolitik bei der Finanzéierung vun därselwechter ze diskutéieren.

An datselwecht zielt fir d'Solidaritéitssteier. D'Regierung huet d'Solidaritéitssteier net proposéiert an der Tripartite. Ech hat lech hei an der Chamber och gesot, dat wier net eis Approche fir et mat Steiererhéijungen ze maachen. An der Tripartite an an der Gesellschaft ass relativ séier kloer ginn, wéi mer notamment iwwert d'Budgetsfro geschwat hunn, dass d'Leit gesot hunn: Dir kënnt dat awer net nëmmen iwwert d'Ausgabesäit maachen. Dir musst dat och e bëssen iwwert d'Steiersäit maachen, do wou et noutwendeg ass.

An d'CGFG, den LCGB, den OGB-L a vill anerer, an dat éiert se jo awer éischter, hu vun Ufank u gesot: Wann hei Solidaritéit gefrot gëtt, bréngt mir eisen Accord iwwer eng Erhéijung vun der Solidaritéitssteier, well jiddferee weess, dass déi Solidaritéitssteier, déi mer anzéien, haut anzéien, net duergeet, fir d'Indemnité de chômage ze bezuelen. Dir däerft dat net, mengen ech, a Verbindung bréngt mat allen Ausgabe vum Beschäftegungsfong. Do hutt Der zum Deel richteg Froe gestallt. Op déi Froen ass och ze äntwerten.

D'Solidaritéitssteier ass net do fir de Beschäftegungsfong ze finanzéieren, mä ass do fir d'Indemnisatioun vum Chômage ze finanzéieren. Dofir erhéije mer déi Steier ëm 1%, an déi gëtt vu Leit, déi net vill verdéngen, ergo och keng Steiere bezuelen, jo net bezuelt. Déi gëtt bezuelt vu Leit, déi Steiere bezuelen, well se vill oder méi verdéngen, an da kréie se e Solidaritéitsopschlag vun deemnächst dann 1% méi. Dat ass eng solidaresch, eng sozial gerecht an eng sozial selektiv Finanzéierung vum Chômage.

All déi aner Länner obligéieren all Arbeitnehmer, ob e fënnef Euro d'Stonn verdéngt oder dräi Euro d'Stonn verdéngt oder 30 Euro d'Stonn verdéngt, ee bestëmmte Prozentsaz Cotisatioun op sengem Loun zur Finanzéierung vun der Aarbechtslosegkeet zur Verfügung ze stellen. Mir maachen dat iwwert d'Solidaritéitssteier. Déi ass sozial gerecht, déi ass sozial selektiv, déi ass sozial ofgestuuft, an et kann een net, wann ee fir selektiv Sozialpolitik plädéiert op der Ausgabesäit, wat jo liicht ass ze formuléieren als theoretesche Prinzip, seng Zoustëmmung zur selektiver Sozialpolitik bei der Gestaltung vun den Einnahme verweigeren, déi solle komme fir dat ze maachen. An dofir trennt dat eis e bëssen.

Net déi Accisenerhéijung, well domat sidd Der d'accord, laut Ärem Pabeier, an Dir hutt jo och an där leschter Legislaturperiod eng Kéier gehollef, d'Accisen ze héije fir d'Contribution sociale fir de Fonds du Chômage. Domat sollen iwwregens déi aner Moossname vum Fonds de l'Emploi bezuelt ginn, déi net Indemnisatioun vum Chômage sinn, fir déi ze finanzéieren.

Dass Der lech iwwert d'Netinflatiounsupassung vum Steiertarif iergert, dat verstinn ech. Ech weess, dass de Finanzminister net populär ass, wann en d'Steierstrukturen net un d'Inflatioun upasst. Dat ass awer de Moment net anescht méiglech. Dir wësst dat nach aus de Joren 2003 an 2004, wou mer am Budget genau dat virgesinn hunn, dass ee keng Inflatiounsupassung géif maachen.

Elo gëtt dat nach eng Zäit laang gemaach, an dëser Regierung wéi an där leschter Regierung, an da kucke mer am Laf vun der Legislaturperiod, wéi mer an der Steierpolitik Privatpersoune betreffend viruginn, well mir hu jo gesot - ech hunn dat net exposéiert hei, Dir fannt dat awer am Avis vum Comité de coordination -, mir géife probéieren, bis den 1. Januar 2008 e System vu Steierkreditter ze erfannen, fir deene Leit, déi net gutt dru sinn, awer liicht Steiere bezuelen, op deem Plang entgéintzekommen.

Ech hunn ëmmer dervu gedreemt, anerer och, eng Negativsteier anzefiéieren. Dofir hat ech de Wirtschafts- a Sozialrot virun dräi Joer, am Optrag nach vun där fréierer Regierung, mat enger Etüd doriwwer befaasst. D'Resultat vun där Etüd stoung op zwou Säiten, an deene steet, den Impôt négatif géif näischt ginn, mir sollen eis op de Wee vun engem Crédit d'impôt maachen. Dat si mer amgaang ze maachen, an da muss een am Liicht vun der Aféierung vun deemselwechte kucken, wéi een dann an deenen nächste Jore mat der Steierpolitik virufiert.

Dat ass notamment geschitt am Zesummenhang mat deene supplementaren Investissementer, déi mer bei de Kanneraccueilsstrukture brauchen, déi mer jo deelfinanzéieren duerch en Netindexéiere vum Kannergeld an de Joren 2007 an 2008. Dofir muss

een dat do alles am Zesummenhang gesinn, well do ass jo och méi Selektivitéit néideg.

Dofir froen ech emol fir weider Debatten, déi nächste Kéier wou een d'Kannergeld erhéicht. Ech halen do déi Modération d'impôt pour enfants of - selektiv Approche op der Steiersäit -, oder léisst een déi bestoen? D'Regierung ass der Meenung, dass een déi da soll ofschafen. Well mer der Meenung sinn, dass ee selektiv Sozialpolitik muss maachen. Et muss ee soen, wéi een dat gesäit.

Esou hu mer also eng Rei vu Froe wou mer eis eens sinn. Dat sinn der ganz vill. Da soll een elo net esou maache wéi wann ee sech net eens wier. Dann hu mer eng Rei vu Saachen iwwert déi mer gemeinsam wëllen nodenken, an eng Rei vu Saachen, déi manifestement kontroverséiert sinn. Do wier ech frou, wa mer en Accord zu den Accorde géife kréien, déi op d'Joer 2009 begrenzt sinn, net well d'Regierung dat gär gehat hätt, mä well een Deel vun de Sozialpartner dat gär gehat hätt.

Een Argument fir déi Begrenzung fanne mer an dem Positiounspabeier vun eise liberale Kolleegen, déi soen, et soll een eng Rei vu kuerzfristege Moossnamen huelen an iwwert déi aner Saachen an deenen nächste Joren diskutéieren.

Wat Kyoto ubelaangt, sinn ech frou, dass mer eng breet Zoustëmmung zu deem Kyoto-Aktiounsplang kritt hunn, besonnesch och vun de Kolleege vun der grénger Fraktioun. An do ass jo scheinbar elo d'Autossteier op eemol e grousst Thema ginn. Dat wonnert mech guer net. Et wonnert mech guer net soulaang wéi ee Kyoto, Kyoto, Kyoto jäizt. Dat seet jiddfereen: Bravo, Kyoto, Kyoto! Freet een d'Lëtzebuerger: Wat ass Är éischt Suerg, nieft Äre klenge Suergen? Dann ass déi éischt grouss Suerg den Émweltschutz. Mä wann et bis praktesch gëtt, dann ass dat séier eriwwer.

Gott sei Dank sinn d'Kolleege vun der DP mat enger CO_2-baséierter Autossteier d'accord, an en fait bréngt jo déi Erhéijung - net all Autossteiere ginn erhéicht, mä déi Erhéijunge vun deenen, déi erhéicht ginn, bréngen e Plus an d'Statskeess, mengen ech, vu 35 Milliounen. Dat ass also keng bombastesch Geschicht, kuckt ee sech emol d'Zuel vun den Autoen awer un. Et gëtt der natierlech, déi musse méi bezuelen.

A wann een der Meenung ass, dat wat ech hei Kyoto-Schleideren oder ech weess net méi wéi genannt hunn, déi solle virufuere wéi bis elo: Fir Milliounen Autoe kafen, mä awer net bereet sinn, eng méi héich Autossteier ze bezuelen, da soen ech lech, dat gëtt gemaach. A wann duerch déi Erhéijung vun den Autossteieren d'Leit systematesch ëmklammen op Autoen, wou den CO_2-Ausstouss manner schlëmm ass, da kréie mer manner an d'Statskeess eran, mä dann hu mer eisen Entlaaschtungseffekt awer bei eise Kyoto-Ziler erreecht, an dofir ootmen déi Politiken dach mateneen.

An elo ass eng nei Kontrovers entbrannt, vun de Budgetsspezialisten aus dem „Tageblatt" ugefouert, wéi ëmmer,…

(Hilarité)

…dass déi Kyoto-Kontributioun an der Form vun Autossteier och misst an de Kyoto-Fong kommen. Ech halen elo keng laang Ried iwwert d'Netaffektatioun vu Recetten. Dee Prinzip respektéiere mer net ëmmer integral.

Mir kréien iwwert déi Accisenerhéijungen, wann et gutt geet, well déi Präiserhéijunge kënnen duerchaus, notamment am Dieselberäich, och zu engem Abroch vun de Steiere féieren, an domat awer dann och e Kyoto-Bäitrag an eiser Gesamtbilanz bréngen, wa manner Diesel vun auslännesche Camionen zu Lëtzebuerg kaaft gëtt. Wann een déi Accisësteieren zesummenhëlt, gëtt et 300 Milliounen bis an d'Joer 2012. Kyoto kascht eis awer 500 Milliounen! Dat heescht an anere Wierder, dass mer Suen aus dem Budget brauchen, fir de Gap opzefëllen.

An elo wéisst ech gär, fiwat dass da gemengt gëtt, elo misste mer just déi 75 Milliounen Autossteier dohinner féieren, an déi Accisësteier. An déi aner 125 Milliounen, wou huele mer déi dann hier? Also bezuele mer de Rescht, iwwert d'Accisenerhéijung eraus, iwwert déi 300 Milliounen eraus, mat normale Budgetsmëttelen, zu deene selbstverständlech déi Kyoto-Steier do gehéiert.

Déi brauch een dofir net direkt ze affektéieren, wat schwiereg ass bei enger Recette, déi sech zu 80% beim Stat erëmfënnt an zu 20% bei de Gemengen erëmfënnt, während bei den Accisen dat integral an d'Statskeess geet, well ech jo ëmmer nach wëll dervun ausgoen, dass déi Gemengen, déi wollte selwer emol accisësteierméisseg politesch aktiv ginn an international opfalen, dorop verzichte wäerten, well soss geet déi ganz Politik hei net méi op.

Dat sinn déi puer Elementer, Här President, déi ech lech nach eng Kéier zum Schluss vun dëser Debatt fir déi nächst Joren, wou mer jo déi gemeinsam Debatten ze bestreiden hunn, a wou mer déi gemeinsam Accorden hei festgestallt hunn, mat op de Wee ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Domadder ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zu de Resolutiounen an zu de Motiounen, déi während der Debatt déposéiert goufen.

Résolution 1

D'Resolutioun Nummer 1 vum honorablen Här Meisch iwwert d'Organisatioun vun enger Debatt iwwert déi zukünfteg Erausfuerderungen a Reformen, deene sech eist Land stelle muss. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mir dat. De Vote fänkt un.

Vote

D'Resolutioun vum Här Meisch ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz.

(Interruption)

Här Bausch, mir musse just nach kucken, wéi d'Kompositioun ass.

Da komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

D'Motioun Nummer 1 vum Här Meisch iwwert d'Wunnengspolitik. Ass de Vote électronique verlaangt vun der Demokratescher Partei bei all Äre Motiounen?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo, natierlech.

M. le Président.- Gelift?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ass d'Regierung net d'accord der Chamber dat Dokument ze ginn? Mir hunn am Avis vun der Tripartite kënne liesen, dass de Comité de coordination tripartite en ausféierlecht Dokument iwwert de Logement hat. Mir froen, dass d'Chamber och soll dat Dokument kréien.

Den Här Statsminister huet gëschter gesot, e wär net virun der Tripartite responsabel, mä e wär virun der Chamber responsabel. Den elementaarsten Anstand géing dach gebidden, dass d'Chamber Zougang zu deem Dokument hätt. Ech ka mer net virstellen, dass d'Regierung déi do Motioun net unhëlt.

M. le Président.- Jo, Madame Flesch. Ech hunn zwar bis elo nach net héieren, datt se se ofgelehnt hätt.

(Hilarité)

Den zoustännege Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, ech wollt am Fong näischt soen, well ech dat normal fannen. Den Här Haupert huet jo fir d'nächste Mëttwoch eng Sitzung virgesinn an der zoustänneger Kommissioun vun der Chamber. An ech hätt am Fong dat Dokument schonn éischter hei ausgedeelt, wann d'Motioun vun der DP net komm wär.

Ech weess net, wat d'Chamber dervun hält. Vläicht si se dergéint, datt et ausgedeelt gëtt. Also wann d'Chamber d'accord ass, kritt se natierlech dat Dokument ausgedeelt. Ech wëll awer soen, datt den Här Statsminister eng ganz Rei vu Pisten hei opgezeechent huet, déi eleng och schonn derwäert gewiescht wären, och ouni dat Dokument diskutéiert ze ginn, an déi Matière genuch ginn hätten, fir dat ze maachen. Mä d'Chamber kritt natierlech dat Dokument. Domat si mer d'accord. Doriwwer gëtt dann an der Logementskommissioun diskutéiert.

M. le Président.- Also, si mer eis alleguerten eens, an d'Motioun ass domat superfétatoire, wann ech dat richteg gesinn.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, neen!

M. le Président.- Oh, d'Regierung seet, si géif eis dat Dokument zoukomme loossen, also denken ech, Här Meisch, dass mer dës Motioun kënnen ad acta leeën.

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Vu dass d'Regierung sech engagéiert huet.

M. le Président.- Voilà, kee Problem!

Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2, och vum honorablen Här Meisch, iwwert d'Législatioun vum Chômage.

M. Claude Meisch *(DP).*- Do kéint ech och froen…

M. le Président.- Do ass den zoustännege Minister, den Här…

Här Meisch?

M. Claude Meisch *(DP).*- … der Chamber zur Verfügung ze stellen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, Här Meisch, et wär vläicht gutt, wann Der géift selwer an d'Chamberskommissioune kommen, oder wann Är Leit lech géifen informéieren. Ech hu selwer gefrot, fir den nächsten Dënschden iwwert alles ze schwätzen, wat mer an der Tripartite gemaach hunn. Dir rennt also nach eng Kéier oppen Dieren an. Leet déi Motioun ad acta!

M. le Président.- Jo, mä gëtt d'Regierung dann déi Dokumenter hei, déi den Här Meisch an dëser Motioun freet?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ma jo! Natierlech! Mä ech hunn et selwer gefrot, well ech schonn ënnert der viregter Regierung ëmmer versicht hunn als Aarbechtsminister e Parallellismus ze maachen, tëschent deem, wat an der Tripartite ass a mech interesséiert, an tëschent der Chamberskommissioun. Do hunn ech selwer gefrot, ech wéilt esou séier wéi méiglech - an deen éischten Datum, dee mer konnte fixéiere mam Här Glesener senger Kommissioun, dat war den nächsten Dënschden - dohinner kommen. A selbstverständlech bréngen ech dann iwwert dat, wat am Tripartite-s-Ofkommes ass, déi Dokumenter mat, déi ech ausgedeelt hunn, datt mer iwwert déi Dokumenter och weider am Comité permanent de l'Emploi schwätze kënnen.

M. le Président.- Jo. Merci, Här Minister. Den Här Grethen freet d'Wuert nach zu dëser Motioun.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, fir eng gutt Virbereedung vun esou Kommissiounssitzunge wier et natierlech utile, wann een déi Dokumenter, déi bestinn, am Virfeld als Deputéierte géif kréien, statt se op d'mannst fir d'Oppositioun an där Kommissioun eréischt ze entdecken.

M. le Président.- Dat ass eng verständlech Remarque, déi den Här Grethen gemaach huet.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo.

M. le Président.- Mä mir huelen Akt dovun. D'Regierung gëtt eis déi Dokumenter. Et ass en Engagement. Deementspriechend ass och dës Motioun ad acta geluecht.

Motion 3

Da komme mer zu der Motioun Nummer 3...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et ass ni…

M. le Président.- …och vum honorablen Här Meisch iwwert d'Arbeitsamt. De Vote électronique ass hei verlaangt. Da maache mir dat.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, ech kann awer dozou Stellung huelen.

(Hilarité)

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt bei 36 Nee-Stëmmen, bei 13 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marc Spautz), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Robert Mehlen.

Motion 4

D'Motioun Nummer 4 vum Här Meisch iwwert d'Organisatioun vun enger Informatiounscampagne am Beräich vun der Beschäftegung, der Ausbildung an am Kader vun der Aarbechtslosegkeet.

Vote

D'Motioun 4 ass ofgelehnt bei 36 Nee-Stëmmen, 20 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Robert Mehlen et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marc Spautz), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Motion 5

D'Motioun Nummer 5 vum honorablen Här Meisch iwwer een Audit um Gebitt vun den Aarbechtsbeschafungsmoossnamen. Den zoustännege Minister François Biltgen freet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Déi Motioun ass superfétatoire, Här President, well dat dote maache mer zënter engem Joer. Dee leeft! Also, ech gesinn net, dass mer nach en zweete solle maachen niewent deem, dee leeft.

M. le Président.- Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt bemierken, dass awer ee Joer, fir en Audit ze maachen, mir relativ laang schéngt. Wou sinn dann d'Schwieregkeeten? Den Här Minister kann eis déi dann elo vläicht soen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, éischtens kann ech lech dat soen.

(Hilarité)

Zweetens hätt ech gemengt, vu dass Dir awer gewinnt sidd ze wëssen, wéi een eppes analyséiert, dass Der selwer géift drop erauskommen, dass et eben net nëmmen duergeet, wat mir elo scho wëssen, nämlech ze soen: Mir hunn esou vill Leit an enger Mesure, dono fanne se eng Plaz. Mä dat, wat mer gären hätten, a wat Dir jo och gären hätt, wann ech Är Propositioune gutt beschriwwen hunn, dat ass, et längerfristeg ze kucken: Wat geschitt mat deene Leit, déi eng Kéier an enger Moossnam waren, déi dono erauskommen?

Dofir muss een déi Leit längerfristeg suivéieren, an dat ass de Ceps amgaang ze maachen. Hien ass amgaang déi eelef Moossnamen, déi mer hunn, an engem Pak vu Leit ze kucken: Wat ass mat deene Leit geschitt? Do hu mer schonn am Januar - dat ass nämlech iwwert den Observatoire des relations professionnelles et de l'Emploi (ORPE), en Tripartite-s-Organ, nach ausgedeelt ginn - éischt Resultater kritt.

Wat de Ceps elo amgaangen ass ze maachen - an ech mengen, dat misst lech jo och interesséieren -, dat ass eng Enquête ze maache bei den Employeuren, fir ze kucken, wéi d'Employeuren déi eenzel Moossname spieren. Kenne se se? Wa se se hunn: Spiere se se? An dat leeft, an dofir dauert dat seng gewëssen Zäit. Wann ee gär eppes uerdentlech mécht, da brauch een och seng gewëssen Zäit.

Dat soll eis awer net dovunner ofhalen, wéi ech et och elo scho proposéiert hunn, fir eng Partie Moossnamen op de Leescht ze huelen, mat Erkenntnisser, déi mer einfach aus dem Bauch eraus wëssen. Mä wa mer gär eng Etüd maachen, déi eis och deier kascht, da soll e bësselche méi erauskommen, wéi dat, wat mer souwéisou scho wëssen.

M. le Président.- Ass d'demokratesch Fraktioun d'accord unzeerkennen, datt d'Motioun sans objet ass?

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir kënnen eis virstellen, datt mer déi Motioun géingen zréckzéien. Wa mer awer dann dat Tëscheresultat, wat jo offensichtlech scho virläit, dann och kéinten zur Verfügung gestallt kréie fir déi intern Diskussiounen, sief dat an der Chamber, sief dat zum Beispill och fir d'Preparatioun vun dëser Debatt, dofir hätt een et och scho gebraucht, well jo awer nun de Chômage ee wichtegt Element war an dëser Debatt. Da wäre mer wahrscheinlech net op d'Iddi komm, fir déi Motioun hei eranzereechen.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wa mer also dat Tëscheresultat geliwwert kréien, da wäre mer ganz gäre bereet, dës Motioun zréckzezéien.

M. le Président.- Voilà! Domadder si mer eis eens iwwert de Sort vun...

M. Henri Grethen *(DP).*- Mécht den Här Minister dat?

M. le Président.- Här Minister?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, selbstverständlech. Ech muss just do d'Genehmegung froe vum ORPE, deen do Maître d'ouvrage ass.

M. le Président.- Très bien. Dann ass déi Motioun zréckgezunn.

Une voix.- A wéi ass dann d'Lidd vum Refrain?

(Hilarité)

Motion 6

M. le Président.- Mir kommen elo zur Motioun Nummer 6 vum Här Meisch iwwert d'Finanzéierung vun de sou genannte Start-ups fir Chômeuren.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 21 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marcel Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz.

Motion 7

Da komme mer zur Motioun 7 vum Här Meisch iwwert d'Solidaritéitssteier.

Vote

D'Motioun 7 ass ofgelehnt mat 46 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider) et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 8

D'Motioun 8 vum Här Meisch iwwert d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Handel.

Vote

(Interruption)

Pardon, Här Bausch, ech wäert Rücksicht dorobber huelen.

D'Motioun 8 ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider) et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Motion 9

Dann d'Motioun 9, och vum Här Meisch, iwwert d'Steiereinnahmen. Den Här Budgetsminister Luc Frieden freet d'Wuert dozou.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech wollt lech soen, datt de Stats- a Finanzminister an ech mat dëser Motioun an där Matière, déi se betrëfft, nämlech d'Previsioun vun de Steierrecetten, ganz d'accord sinn, well dat ass genau dat, wat mer maachen. Dofir hu mir och kee Problem domat, wann d'Chamber dës Motioun stëmme wëllt.

Ech géing just vläicht proposéieren am éischten Dispositif, amplaz «à mettre en place une procédure», ze schreiwen «à assurer une meilleure prévision». Ech weess net, ob dat eng komplizéiert Prozedur ass. Mir hu schonn an deene leschte Méint eng ganz Rei Gespréicher mat de Finanzverwaltunge gefouert, fir méi schnell d'Donnéeën ze kréien iwwert d'Steiereinnahmen an doduerch och kënnen eng besser Previsioun fir d'ganzt Joer ze maachen. Et ass also genau dat, wat mer am Finanzministère amgaange sinn ze maachen.

M. le Président.- Ech gesinn, datt d'demokratesch Fraktioun d'accord ass mat der Modifikatioun, déi den Här Minister proposéiert.

Motion 9 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'avis du Comité de Coordination Tripartite;

- considérant la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays du 2 mai 2006;

- considérant l'importance d'une programmation financière à moyen et long terme,

invite le Gouvernement

- à assurer une meilleure prévision des recettes fiscales et une meilleure évaluation des conséquences prévisibles de modifications du régime fiscal existant;

- à assurer une plus grande transparence de la répartition des recettes fiscales entre l'État et les communes;

- à veiller à ce que le groupe d'analyse fiscale, que le Gouvernement entend mettre en place, fasse une analyse secteur par secteur de la compétitivité fiscale aux niveaux régional, européen et international.

(s.) Claude Meisch, Anne Brasseur, Colette Flesch, Charles Goerens, Henri Grethen.

Deementspriechend kënne mer par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 9 ass à l'unanimité ugeholl.

Motion 10

Da kënnt d'Motioun 10 vum Här Meisch iwwert déi sozial Ëmverdeelungen.

D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs freet do d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wollt am Fong eppes froen - well dat hei si publizéiert Dokumenter, déi mer hunn. Dat eent ass eng Etüd vun dem rheinesch-westfäleschen Institut für Wirtschaftsforschung iwwert d'sozial Transferten im Großherzogtum Luxemburg vun 1998. Dann hu mer eng aner Etüd, déi ass am Oktober 2002 fäerdeg ginn, iwwert d'Effets redistributifs de la politique familiale, déi vum Ceps gemaach gouf. Ech wollt do froen, ob nach zousätzlech eng aner Etüd géing gefrot ginn a wat dann do nach alles misst drakommen.

Ech soen dat, well ech weess, datt ëmmer erëm, wann esou Etüde gemaach goufen, méi Zäit gebraucht gouf a sech ëmmer erëm gefrot ginn ass: Wat huele mer dann nach mat dodran? Wann een also iwwert dat erausgeet, wat mer bis elo hunn, dann, mengen ech, wär et och wichteg ze wëssen, wat genau nach misst do derbäikommen, an och sech Zäit genuch dann ze loossen, fir datt een et wierklech uerdentlech kënnt maachen, well fir an zwee Joer esou eppes fäerdeg ze kréien, wat iwwer alles geet, ass onméiglech, an da gëtt et eppes, wou een net herno dat Resultat kritt, wat een eigentlech wëllt. Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den Här Grethen freet nach d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech menge mech ze erënneren, dass 1998, wéi déi Etüd ausgeschafft ginn ass, e mathematesche Modell opgestallt gi war. Deemools ass der Chamber erkläert ginn, dat wier eng komplizéiert Aarbecht gewiescht, déi och ganz deier gewiescht wär, mä elo hätte mer en Instrument, fir op Basis vun deem d'Donnéeën ëmmer erëm ze aktualiséieren.

Eise Wonsch geet also net an d'Richtung, dass een elo eng komplett nei Etüd mécht, mä dass een dat Instrument notzt, wat 1998 ausgeschafft gi war, fir op Basis vun den Donnéeë vun 2006 eng Actualisatioun vun där Etüd ze maachen. A vu dass dat deemools esou deier war an esou komplizéiert, an eis awer gesot ginn ass, dat wier d'Viraussetzung fir d'Zukunft, fir dat dann ëmmer erëm nozeberechnen, ass et eis Demande, dat dann elo ze maachen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Domadder ka selbstverständlech d'Regierung d'accord sinn.

M. le Président.- Allerdéngs d'Formulatioun vun der Motioun.

M. Henri Grethen *(DP).*- Neen, mir zéien dann d'Motioun zréck, Här President.

M. le Président.- Très bien.

M. Henri Grethen *(DP).*- Mir huelen dann Akt dovun, wat d'Madame Jacobs elo gesot huet.

M. le Président.- Dont acte.

Motion 11

Da komme mer nach bei d'Motioun 11, déi den honorabelen Här Bausch abruecht huet. Här Bausch, wëllt Dir d'Wuert nach eng Kéier dozou?

(Interruption)

Neen. Gutt, da kënne mer driwwer ofstëmmen.

(Interruption)

Den Här Statsminister freet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wat déi Motioun ubelaangt, ass et jo kloer, dass d'Regierung och gären e breeden nationalen Débat hätt iwwer alleguer déi Froen, déi mer hei diskutéiert hunn, esou dass ech a priori net gesinn, dass een do kënnt dergéint sinn, obschonn et der Regierung vill zougetraut ass ze mengen, si eleng kënnt en Débat opmaachen.

(Interruption)

Also, et ass jo net esou, dass hei eng Regierung ka soen: Elo ass den Débat op, elo ass den Débat eriwwer, elo geet e virun.

An da soll deen Débat iwwer Réformes structurelles féieren. Ech hat lech scho mäin Désarroi d'éinescht zum Ausdrock bruecht virun där Notioun a virun deem Konzept vu Strukturreform. Ech wier also d'accord, fir déi Motioun unzehuelen, wa mer dat Wuert «structurelles» géifen ewechloossen, well et steet jo do «réformes structurelles pouvant répondre à moyen et à long terme aux questions essentielles». Loosse mer eis dat Wuert «structurelles» do spueren.

Ech wëll awer elo net hei soen, d'Regierung mécht elo déi Debatt op, déi ass...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- ...scho laang amgaang.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...well déi ass amgaangen. Dofir, «invite le Gouvernement à ouvrir un (...) débat», dat fanne ech der Regierung - ech kenne se jo -...

(Hilarité)

...e bësse vill zougetraut. Iwwerleet lech eng Formel, déi mir och géif gefalen.

M. le Président.- À initier?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- À initier dann.

M. le Président.- Den Här Fayot huet vläicht eng Formulatioun.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech fannen éischtens emol, d'Form vun der Motioun ass an där Hisiicht jo un d'Regierung gewannt. Et ass d'Regierung selbstverständlech, déi esou Débatë ka maachen; et ass och d'Chamber, déi se ka maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, voilà.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech sinn och der Meenung, dass mer deen Débat elo scho säit gëschter hei hunn...

(Interruption)

...an dofir proposéieren ech dann deene grénge Kolleegen, fir zum Beispill ze soen «invite le Gouvernement à continuer le large débat national sur les réformes» an esou weider.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et si jo also Saachen, déi mer elo diskutéiert hunn, an dat geet elo virun.

M. le Président.- Den Här Meisch huet d'Wuert gefrot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Eigentlech wonnere mer eis, Här President, datt dann eis Resolutioun, déi awer an eng ganz ähnlech Richtung gaangen ass, fir e grousse largen Débat ze féieren, wou mir eng Resolutioun da proposéiert hu fir d'Chamber, datt déi sech selwer beoptraagt deen Débat do ze initiéieren, ze animéieren an no baussen och ze droen an d'Populatioun eran, datt déi Resolutioun ofgelehnt ginn ass mat de Stëmmen hei vun der Majoritéit an dann awer elo hei de Regierungschef seet, hien hätt vum Prinzip hier kee Problem mat där doter Motioun vun de Kolleege vun der grénger Fraktioun, déi awer an eng ganz ähnlech Richtung geet.

Gläichzäiteg seet oder kritiséiert hien dann, hie wëllt et net als Motioun un d'Regierung formuléiert wëssen, datt déi deen Débat misst opmaachen an zoumaachen a guidéieren, mä datt aner Acteure missten do matmaachen. Mir hate gemengt, an eiser initialer Resolutioun, datt d'Chamber hei, dëst Haus, dee richtegen Acteur wär am Land, fir déi Debatten ze féieren an no baussen ze droen.

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, an deem Mooss, wou den Här Grethen relativ spéit vu menger Äntwert, gentillement spéit, gesot huet, mir wieren hei net am Oral, wëll ech elo dem Här Meisch hei net den Ënnerscheed erklären tëschent där Resolutioun an dëser Motioun.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir sinn d'accord mat der Formulatioun «à continuer un large débat». Et ass eis wichteg, datt - an dat soll een net ënnerschätzen - hei opgezielt gëtt, datt et net esou evident ass, datt, och wann eng Rei Décisioune geholl gi sinn zu deenen eenzelne Punkte respektiv eng Rei anerer hei dra sinn, wou nach keng geholl gi sinn, dat esou ouni weideres weidergeet an dofir hu mir...

M. le Président.- Da lauschtert emol ee Moment no.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess net, Här President, ob et normal ass, dass hei 20 Leit matenee kënne schwätzen.

Also, dofir ass et fir eis awer wichteg, datt an deenen nächste Méint a Jore mer, wa mer da feststellen, datt déi Debatt net weidergeet, hei den Optrag hu vun der Chamber fir dat ze maachen. Dorëms geet et. Mir si frou fir...

M. le Président.- Bleift elo nach d'Fro ze klären, wat mer mam Désarroi vum Statsminister maachen iwwert den Term vu Réformes structurelles.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dann huele mer «structurelles» eraus. Dat ass net de wesentleche Punkt.

M. le Président.- Den Här Mehlen. Dozou?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wann et der Saach da géing hëllefen, da kënnt ee jo vläicht schreiwen «à intensifier le débat public».

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wien huet nach d'Wuert gefrot?

Fir d'éischt den Här Jaerling, dann den Här Fayot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, ech mengen, ech hunn och kee Problem domadder. Ech sinn dann awer elo frou, dass hei jiddereen d'accord ass, dass mer hei an der Chamber awer weider kënnen Débatë féieren.

(Hilarité et brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Fayot.

Une voix.- Dir verstitt zwar manner wéi virdrun.

M. le Président.- Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just eppes zum Här Meisch soen. Ech hu seng Resolutioun ganz opmierksam gelies. Ech sinn och a menger Interventioun op dat agaangen, wat d'DP wëllt. D'DP wëllt jo - an do komme mer an en Thema, dee mer schonn e puermol hei an der Chamber diskutéiert hunn -, d'DP, déi wëllt eppes ganz aneschters wéi elo en Débat hei an der Chamber iwwer Reformen, iwwert d'Ausriichtung vum Land. D'DP wollt en Débat dobaussen an der Gesellschaft. Wéi dat soll vir sech goen, ass net bekannt.

Si wollt och esou eppes maachen, wéi mer dat beim Referendum gemaach hunn, bei den Hearinge vum Referendum. Si wollt d'Chamber engagéieren am Fong geholl, fir no bausse Versammlungen ze organiséieren, wat menger Usiicht no d'Roll vun de Parteien ass, d'Roll vun de politesche Familljen, d'Roll och vun de Gewerkschaften. Dat ass eng Form vun Ausenanersetzung, wou ech net d'Utilitéit gesinn. Wann ech gesinn, wéi schwiereg et war fir d'Regierung, fir deen Débat an der Tripartite ze preparéieren, d'Propositiounen ze maachen, da gesinn ech net, wéi et dann op déi Manéier ka goen, wéi d'DP dat proposéiert.

Den Här Bausch ass jo net bei senger éischter Tentative…

(Coups de cloche de la Présidence)

…fir den Débat ze lancéieren. Ech fannen, dass den Débat hei oft stattfënnt an dëser Chamber, an et ass och un der Chamber, wa se dat da wëllt. Si ka jo och d'Initiativ huelen, fir Débaten ze organiséieren. Ech mengen net, dass mer do Problemer hunn.

Dofir sinn ech der Meenung, mir solle soen: De Débat geet weider, et ass e largen Débat, selbstverständlech, an e soll iwwer Reformen droen, ob se elo strukturell oder konjunkturell sinn. Ech mengen, déi Debatt hate mer jo och gëschter, wéi mer dozou intervenéiert sinn.

Dofir sinn ech der Meenung, mir solle soen: «...invite le Gouvernement à continuer le large débat national sur les réformes pouvant répondre…» an esou weider, an dat fënnt statt an de Budgetsdebatten an an den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Är Propositioun fënnt den Accord vun där grénger Fraktioun an hieft domat och den Désarroi vum Statsminister op.

Motion 11 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les risques de la structure monolithique de l'économie du Grand-Duché;

- considérant la nécessité de favoriser la diversification de l'économie nationale;

- considérant que dans un environnement économique toujours plus concurrentiel et globalisé il sera de plus en plus difficile d'attirer des entreprises industrielles dites «classiques»;

- considérant que le changement climatique n'est plus à prouver et que les dissensions tournent uniquement sur l'imminence et l'ampleur du bouleversement pour notre planète;

- considérant que la moindre crise (crises pétrolières, catastrophes naturelles, guerres, spéculation, etc.) entraîne des hausses spectaculaires des prix du pétrole et nuit inévitablement à la croissance économique et à la prospérité;

- considérant que les modes de fonctionnement de la société industrielle reposent sur la dépendance presque totale vis-à-vis des combustibles fossiles;

- considérant que pour atténuer les effets du changement climatique, il faudra renoncer progressivement à ces énergies fossiles;

- considérant que le marché des énergies renouvelables est générateur d'emplois, de stabilité sociale et d'accroissement de la richesse nationale;

- considérant que la relève des défis du 21e siècle repose sur l'amélioration de l'efficience énergétique, l'essor des énergies alternatives, le développement renforcé des matières premières renouvelables ainsi que sur l'ensemble des techniques de protection de l'environnement;

- considérant que le contexte mondial a définitivement montré la relation étroite entre économie et écologie;

- considérant que notre société et nos structures économiques ont fortement évolué et que pour maintenir le modèle social européen hérité de l'après-guerre, il est nécessaire d'analyser l'efficacité de notre modèle d'État social en réexaminant l'objectif initial et la pertinence de chaque prestation sociale;

- considérant que la diversité des transferts sociaux ainsi que les structures actuelles d'accueil, nationales ou communales, ont provoqué une explosion des coûts dans le budget du secteur de la politique familiale sans pour autant offrir des solutions adaptées aux besoins de toutes les familles,

invite le Gouvernement

- à continuer le débat national sur les réformes pouvant répondre à moyen et à long terme aux questions essentielles des défis économiques, sociaux et environnementaux du pays.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Voilà. Kënne mer da par main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass…

(Interruption)

Voilà, d'modifiéiert Motioun 11 ass à l'unanimité ugeholl.

Domat wären d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun definitiv ofgeschloss. Mir kommen dann nach zur Motioun, déi abruecht gi war vum Här Braz iwwert de Vëlostrafic. Déi war den 2. Februar dépo-séiert ginn. Déi solle mer elo nach debattéieren. Ech weess net, ob grouss Débaten do stattfannen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Motion de M. Félix Braz au sujet du trafic cycliste

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dat ka ganz kuerz sinn. Mir haten den 2. Februar déi Motioun am Kader vun enger Aktualitéitsstonn déposéiert. Si war op Wonsch vun der Regierung an d'Transportkommissioun verwise ginn. D'Transportkommissioun huet sech d'lescht Woch mat dëser Motioun befaasst a Presenz vum Transportminister, a mir sinn zur Konklusioun komm, dass d'Motioun an därselwechter Form, wéi se déposéiert gi war, kann zum Vote kommen, mat Zoustëmmung vun der Regierung.

Fir eis ass dat eng wichteg Motioun, besonnesch och am Kader vun deenen Diskussiounen, déi mer deelweis bei der Lag vun der Natioun gefouert hunn zum Stéchwuert Kyoto. De Vëlo ass en eescht ze huelend Transportmëttel, a mam Vote vun dëser Motioun wäert d'Chamber och dat als national Positioun confirméieren an och der Regierung de Réck stäipe bei deenen Iwwerleeungen, déi am Moment amgaang sinn, fir d'Opstellung vun engem Plan d'action national fir de Vëlo ze développéieren als Transportmëttel am Alldag, an net als belächelt Transportmëttel, mä de Vëlo kritt eng nei Qualitéit zu Lëtzebuerg an den nächste Méint a Joren, a mir sollen dat mam Vote vun dëser Motioun och als Chamber hoffentlech eestëmmeg confirméieren.

M. le Président.- Här Braz, Dir musst eis nach soen, wien Är Motioun dann nach alles ënnerstëtzt. Si ass de Moment nach net ganz breet gedroen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, d'Motioun gouf nach vu menge Kolleege François Bausch, Henri Kox, Jean Huss a vun der Madame Martine Stein-Mergen ënnerschriwwen.

M. le Président.- Très bien. Kënne mer da par main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Voilà, ech gesinn, déi Motioun ass à l'unanimité ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung fënnt haut de Mëtten um hallwer dräi statt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 10.46 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen, Här Minister?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här President. Nach net.

M. le Président.- Méi spéit am Nomëtten?

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5540 iwwert d'Offres publiques d'achat. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Grethen, Fayot, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Woche stoung eist Land oft op den éischte Säite vun der internationaler Aktualitéit wéinst der OPA vu Mittal Steel op de Grupp Arcelor. Och haut steet nach ëmmer dës OPA am Mëttelpunkt vun der nationaler, mä ganz besonnesch och der internationaler Wirtschaftsaktualitéit.

De Projet de loi iwwert d'OPAen, dee mer haut diskutéieren, wär an normalen Zäiten, wéi dat esou üblech ass bei komplexe finanztechnesche Gesetzer, kaum vun der öffentlecher Meenung zur Notiz geholl ginn a wär méi wéi wahrscheinlech an enger Modèle-de-base-Diskussioun um Enn vun enger öffentlecher Debatt zur Ofstëmmung komm. Datt dëst haut net esou wäert sinn, ass op déi virgenannten OPA-Tentative zréckzeféieren, déi vum éischten Dag u vun der Arcelor-Direktioun als onfrëndlech agestuuft ginn ass.

D'Finanzkommissioun mat hirem Rapporteur hat et also net einfach, well se an hiren Aarbechten ënner enger intensiver Beobachtung stoungen, net nëmme vun deenen involvéierte Parteien an där OPA-Schluecht, mä och vun den internationale Medien, ganz besonnesch déi aus dem Wirtschafts- a Finanzberäich. Vun Ufank u war et dofir och d'Intentioun vun der Budgets- a Finanzkommissioun, fir mat enger roueger Hand un déi finanzjuristesch komplex Matière erunzegoen, dëst ouni Virbehalter an ouni sech vun iergendwéi enger Säit beaflossen ze loossen.

Fir d'Kommissioun an hirer Gesamtheet war et ëmmer kloer, datt d'Approche eng vun Neutralitéit an Objektivitéit misst sinn, déi als eenzegt Objektiv de generellen Interessi vun dësem Land kuerz-, mëttel- a laangfristeg misst hunn. Deen Text, deen dobäi erauskomm ass, an deen ech lech de Mëtten hei virstellen, ass dofir weder en Anti-Mittal- nach e Pro-Arcelor-Gesetz, mä en Text, deen deenen Objektiver, déi mir eis als Législateur gestallt hunn, esou wäit wéi méiglech soll Rechnung droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann lech net versprieche, ob dat eis gelongen ass, besonnesch dann, wann ech verschidde Reaktiounen op eisen Text, besonnesch an der internationaler Press, zur Kenntnis huelen. Ech hunn d'Gefill, datt eigentlech kee richteg mat dësem Text zefridden ass, weder vun den Haaptprotagonisten am OPA-Dossier nach vun aneren interesséierte Parteie wéi Aktionären, grousser oder klenger.

Aus all dëse Reaktioune schléissen ech, datt mer eigentlech vun eisem virgenannten Objektiv net mussen esou wäit ewech sinn. Et ass - an ech wëll dat hei nach eng Kéier an Erënnerung ruffen - jo net drëm gaangen, fir deem een oder deem aneren duerch d'Instrument vun engem Gesetz zousätzlechen Opdriff a sengen eegene Bestriewungen ze ginn, an an deem Sënn hätt d'Kommissioun an ech selwer mir misse Froe stellen, wa mer allze vill vun där enger oder där anerer Säit gelueft gi wären.

Dëst gesot, Här President, erlaabt mer awer fir d'alleréischt all de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanz- a Budgetskommissioun e grousse Merci ze soe fir déi Aart a Weis, déi vun alle Fraktiounen hei op eng äusserst konstruktiv Manéier diskutéiert ginn ass, dëst op deenen allermeeschte Punkten an engem grousse Konsensus, an dat an engem net einfachen Ëmfeld. E grousse Merci wëll ech awer och un all déi Chambre-professionnellen, a ganz besonnesch och un de Statsrot riichten, déi op eng äusserst konstruktiv Manéier an hiren Avisen och eng Rei vu Suggestiounen a Propositiounen zu deem Projet de loi eraginn hunn.

Mäi Merci geet awer och un eis Sekretärin, d'Madame Caroline Guezennec, un den Här Frank Engel, dee mech aktiv bei der Redaktioun vu mengem schrëftleche Rapport begleet huet. Schlussendlech awer och e grousse Merci un de Budgetsminister, deen all déi Ännerungsvirschléi vun der Finanzkommissioun positiv begleet huet, awer och u seng Mataarbechter, déi Häre Guill a Ruppert, déi eis an der Kommissioun mat hirem Fachwëssen d'Aarbecht wesentlech erliichtert hunn.

Här President, ech hunn et virdru gesot, dëse Gesetzesprojet huet sech eng Rei vun Objektiver gesat, an déi fënnef wichtegst wëll ech hei nach eng Kéier ganz kuerz widderhuelen:

Éischtens sollt emol iwwerhaapt e legale Kader fir OPAen duerch dëst Gesetz geschaaft ginn, deen et an deene meeschten europäesche Länner scho gëtt, mä deen an eisem legislativen Arsenal bis elo gefeelt huet.

Zweetens gëtt duerch dësen Text eng europäesch Direktiv iwwer OPAen transposéiert.

Drëttens ginn hei fir d'alleréischt an engem Gesetzestext d'Rechter an d'Flichte vun den Aktionären am Kontext vun enger OPA definéiert.

Véiertens ginn awer och d'Rechter vum Salariat a vu senge Vertrieder festgeluecht.

A fënneftens wollt d'Kommissioun och ee fir alle Mol eng Klärung vun de Rechter vun de sou genanntene minoritären Aktionären an dësem Text festschreiwen, dee sech awer och op Situatiounen ausserhalb vun OPAe sollt bezéien.

Selbstverständlech stoung awer ëmmer fir d'Kommissioun iwwer all dësen Objektiver dee vum iwwergeuerdneten Interessi vun eisem Land, wat bis elo ëmmer eng oppen an investorfrëndlech Approche hat, ouni déi mer sécherlech haut net eng vun deene wichtegste Finanzplazen op der Welt wären.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi zwee éischt Objektiver vun dësem Gesetzestext ubelaangt, ass et kloer, datt déi mat dësem Text erreecht gi sinn. An ech wëll hei besonnesch ënnersträichen, datt wat de Volet „Transpositioun vun der Direktiv" ubetrëfft, mer dat och emol eng Kéier an den Délaië maachen. Am Verglach zu aneren europäesche Länner leie mer par ailleurs am Spëtzepeloton, well déi allermeeschte Länner sech äusserst schwéier doe mat der Transpositioun vun dëser Direktiv.

Den ursprüngleche Regierungstext huet sech dann och méiglechst no un den Text vun der Direktiv ugelehnt, an och déi verschidden Ännerungen, déi souwuel vum Statsrot wéi vun der Kommissioun an den Text agefloss sinn, sinn am Geescht vun dëser Direktiv, esou datt ech haut scho géif wëlle behaapten, datt mer um Niveau vun der Konformitéit mat der europäescher Législatioun kaum wäerte Problemer kréien an net riskéieren, wéi verschidden anerer vun eisen Nopeschlänner, vun der Europäescher Kommissioun op d'Fangere geklappt ze kréien.

Erënnere wëllt ech an dësem Kontext, datt den Text vun der europäescher Direktiv a sech d'Resultat vu laangen an zéie Verhandlungen zwëschent dem Conseil des Ministres an dem Europaparlament war, déi sech laang net konnten eens setzen iwwer en definitive gemeinsamen Text. Am Ufank ass dann och déi Approche eng extrem liberal gewiescht an ass schlussendlech nëmmen ofgeschwächt ginn duerch eng Rei vun Amendementer, déi souwuel vum Conseil wéi awer och vum Europaparlament guttgeheescht gi sinn.

Wichteg ass allerdéngs nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt dës europäesch Direktiv als Objektiv huet, d'OPAen net nëmmen ze erméiglechen, mä se awer och ze erliichteren, mä dofir awer eng Rei vu Spillregelen definéiert huet, un déi all Offrant sech muss halen, an déi och, am Géigesaz zu deem, wat vill Leit mengen a behaapten, en zimlech contraignantë Charakter hunn. An deem Sënn ass dann och den Text, iwwert dee mer haut hei sollen ofstëmmen, eng zimlech genau Kopie vun deene wesentlechen Dispositioune vun der europäescher Direktiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erspueren lech a mir, am Detail op déi eenzel Dispositioune vum definitiven Text anzegoen. Ech verweisen lech do fir d'éischt u mäi schrëftleche Rapport, mä awer och op déi vill gutt Avisen, déi zu dësem Projet verfaasst gi sinn an déi in extenso déi verschidden Dispositiounen an hirer Uwendung beschreiwen. Ech wëll mech dofir och kuerz op dräi Punkte beschränken, déi der Kommissioun hirer Meenung no net kloer genuch am initialen Text beschriwwe gi waren an dofir d'Kommissioun och dozou bruecht hunn, eng Rei Ännerungsvirschléi zum originären Text ze maachen.

En éischte wesentleche Punkt vun dësem Projet ass dee vun de Kompetenze vun der sou genanntener Autorité de contrôle, an eisem Fall d'CSSF. Fir d'Finanzkommissioun ass et kloer, datt dës Kontroll a Surveillance nëmme ka vun der CSSF exerzéiert ginn, an déi muss dat op eng total onofhängeg Manéier kënne maache par rapport zu allen implizéierten Acteuren an enger OPA. Dës Kontrollautoritéit ass och déi eenzeg, déi an esou enger OPA-Prozedur kann intervenéieren, fir festzestellen, ob déi eenzel Konditiounen, déi elo am Gesetzestext fixéiert ginn, och vun deene respektive Kontrahente beuecht ginn.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis kritiséiert, datt déi Kompetenzen, déi d'CSSF sollt kréien, op verschiddene Punkten net kloer genuch am Gesetzestext beschriwwe gi wären. Mir hunn dëser Kritik Rechnung gedroen an op all deene Punkten, wou e gewëssene Flou, wat d'Kompetenze vun der CSSF ubetrëfft, bestoung, dës Dispositiounen einfach aus dem Text vum Gesetz erausgeholl.

Ech géif dofir och ënnersträichen, datt duerch déi verschidde Preziséiounen den Text, ganz besonnesch och um Niveau vun de Kompetenze vun der CSSF, méi kloer a verständlech ginn ass.

En zweete kriddeleche Volet, mat deem d'Kommissioun sech laang an intensiv beschäftegt huet, ass dee vun der Definitioun vun der Liquiditéit vun enger Offer gewiescht. Eng Definitioun vun der Liquiditéit stoung net am ursprëngleche Regierungstext, wat dann och derzou gefouert huet, datt an enger Rei vun Avisen zum Projet, notamment dem Avis vun der Chambre de Commerce, esou eng Definitioun proposéiert ginn ass.

D'Kommissioun ass eigentlech vun Ufank un der Meenung gewiescht, datt et sënnvoll wär, am Interessi vun engem méiglechst kloren Text, datt esou eng Definitioun vun der Liquiditéit an den Text géif ageschriwwe ginn. Dës Definitioun sollt awer zwou Konditiounen erfëllen, wat folgend Konditioune sinn:

Éischtens ass et fir d'Kommissioun ëmmer ausgeschloss gewiescht, datt duerch esou eng Definitioun an déi ulafend OPA vu Mittal Steel op Arcelor kéint agegraff ginn.

Zweetens wollt d'Kommissioun och ni hei d'Welt nei erfannen, mä a sech op eng Definitioun zréckgräifen, déi et schonn an aneren europäeschen oder nationale Législatioune bis elo géif ginn.

Mir sinn dann och no enger Rei vu Recherchë fündeg ginn an enger europäescher Direktiv, déi d'Nummer 2001/34/CE dréit, an an där d'Liquiditéit vun de sou genanntene Valeurs mobilières definéiert gëtt, déi wëllen op enger Bourse cotéiert ginn. Dës Definitioun aus där europäescher Direktiv ass an deene meeschten interne Reglementer vun den europäesche Bourssen transposéiert ginn a gëtt och do als Definitioun vun der Liquiditéit vun deenen eenzelnen Titren ëmmer zréckbehalen.

Ech wëll elo net méi am Detail op déi Definitioun agoen. Dir kënnt se am Exposé des motifs, awer och a mengem schrëftleche Rapport nach eng Kéier am Detail noliesen. Am Kloertext bedeit allerdéngs dës Definitioun, datt als „liquide" an Zukunft all déi Titren unzegesi sinn, déi op enger Bourse cotéiert sinn. Dëst schéngt mer och an der Logik ze sinn, well vun deem Moment un, wou jo en Titer op enger Bourse akzeptéiert a cotéiert gëtt, ee muss dervun ausgoen, datt d'Liquiditéit vun deem Titer och unerkannt gëtt.

De Statsrot ass a sengem Avis complémentaire zur Konklusioun komm, dës Definitioun, déi mir elo an den Text festgeschriwwen hunn, wär eigentlech iwwerflësseg, well jo souwisou d'Kontrollautoritéit op déi Definitioun misst zréckgräife bei der Appréciatioun vun der Liquiditéit vun engem Titer. Mir sinn awer an der Kommissioun zur Iwwerzeegung komm, datt et méi kloer wär, et géif een et nach eng Kéier ausdrécklech an den Text renvoyéieren, an dofir hu mer déi Definitioun dann och an den Text festgeschriwwen.

Schlussendlech wëll ech betounen, datt et der Kontrollautoritéit, also der CSSF, virbehalen ass, wéi bei all aneren Dispositioune vun dësem Gesetz och, festzestellen, ob den Offrant och déi Konditiounen erfëllt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wesentleche Punkt vun dësem Projet ass d'Informatioun an d'Abannung vum Salariat an d'Verteidegungsstrategie vun der viséierter Sociétéit. Am Regierungstext war ursprénglech virgesinn, datt d'Salariat an d'Salariatsvertrieder eréischt géifen informéiert a consultéiert ginn, nodeem d'Direktioun vun der Sociétéit hiren Avis zu der OPA verfaasst a publizéiert hätt. Mir waren awer an der Finanzkommissioun der Meenung, et wär méi sënnvoll, dës Informatioun a Consultatioun sollt am Virfeld vun der Ausschafung vun dësem Avis stattfannen, an dofir ass den Text vum Gesetz och an deem Sënn ëmgeännert ginn.

Dëse Punkt vum Gesetz schéngt mer par ailleurs ee vun den Häerzstécker vum Projet ze sinn, well jo hei den Offrant gezwonge gëtt, seng Kaarten opzedecken iwwer seng allgemeng Intentiounen, wat den Emploi op deene verschiddene Sitë vun där ze iwwerhuelender Gesellschaft ubetrëfft. An Zukunft wäert also d'Direktioun respektiv de Conseil vun enger viséierter Gesellschaft, ier e säin Avis zu enger OPA formuléiert,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…d'Salariatsvertrieder heizou misse consultéieren an hir Meenung anhuelen iwwert d'Pläng vum Offrant um Niveau vun der Beschäftegung.

En anere wichtege Volet vum Projet ass awer och deen, wéi eng viséiert Sociétéit sech ka géint eng onfrëndlech OPA verteidegen. Op dësem Punkt ass d'Kommissioun der Meenung gewiescht, et wär net gutt, wann no enger éischter gescheiterter Tentative deeselwechten Offrant direkt erëm duerno kéint eng nei OPA-Prozedur aleeden, well domadder jo de Risiko besteet, datt de gudde Fonctionnement vun enger Entreprise iwwer Méint, wann net souguer iwwer Jore blockéiert kéint ginn. Dës Iwwerleeung ass der Kommissioun a mir selwer och haut nach ëmmer pertinent.

Leider Gottes si mer hei mat enger Opposition formelle vum Statsrot konfrontéiert ginn, esou datt mer heirobber renoncéiert hunn. Dëst wëllt awer net heeschen, datt mer vun der Argumentatioun vum Statsrot op dësem Punkt iwwerzeegt sinn, a mir wëllten dofir d'Regierung invitéieren, bei dësem wéi d'ailleurs och herno bei anere Punkten am Kader vun der Revisioun vum Gesetz vun 1915 iwwert d'kommerziell Gesellschaften heiriwwer kloer Regelen ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Kommissioun op dësem Punkt also keng Satisfaktioun kritt huet, heescht dat net, datt d'Direktioun oder de Conseil vun enger viséierter Gesellschaft keng Méiglechkeeten hätten, fir sech géint eng feindlech Iwwernahm duerch en Offrant ze wieren. D'Direktioun kann nämlech eng ganz Rei vu Mesuren huelen an huet souguer d'Méiglechkeet, duerch Dispositioune vum Artikel 9 vum Gesetzesprojet, net mussen

d'Autorisatioun vun der Generalversammlung vun den Aktionären am Virfeld iwwert dës Mesuren anzehuelen, wat dëser Direktioun och dann erlabe kann, kuerzfristeg op esou eng feindlech Iwwernahm ze reagéieren.

Ech wëll elo net am Detail nach eng Kéier op déi verschidde Mechanismen agoen esou wéi se an den Artikelen 9, 10 an 12 vum Gesetzestext virgesi sinn. Betoune wëll ech just nach eng Kéier, datt all Gesellschaft d'Fräiheet huet, hir Verteidegungsstrategie esou ze organiséieren, wéi dat fir si sech als nëtzlech a sënnvoll erausstellt, a ganz eleng och doriwwer befënnt, ob se dofir dat préalabelt Averständnis vun der Generalversammlung vun den Aktionären anhëlt oder net.

Här President, ech kommen domadder schonn zu mengem leschte Punkt, dee vun de sou genanntenen „squeeze-out"- an „reverse-squeeze-out"-Mechanismen, déi an den Artikele 15 a 16 vum Gesetzestext beschriwwe ginn. Well et hei ëm wesentlech Punkte vun dësem Projet am Kontext vum Schutz vun den Aktionäre geet, erlaabt mer nach eng Kéier kuerz ze versichen, dës komplizéiert Dispositiounen ze erklären.

Hei geet et op där enger Säit drëm, datt en Offrant, dee 95% vum Kapital vun enger Gesellschaft besëtzt, och kann déi reschtlech 5% Aktionären obligéieren, hir Aktien ze verkafen, dëst zu engem sou genanntenen «juste prix», wéi et am Text formuléiert gëtt.

Erënnere wëllt ech drun, datt an der Direktiv eigentlech dësen „squeeze-out" scho sollt spille kënne bei 90%, d'Regierung awer décidéiert hat, bis op de Seuil vu 95% eropzegoen. Dës Dispositioun ass sécherlech eng, déi am Interessi vum Offrant si kann, deen, wann hien da 95% vum Kapital vun enger Gesellschaft besëtzt, och déi reschtlech 5% iwwerhuele kann.

Den Artikel 16 gesäit a sech dee sou genanntenen „reverse-squeeze-out" vir, dat heescht am Kloertext, datt, wann en Offrant méi wéi 90% vun den Titres vun enger Gesellschaft besëtzt, déi reschtlech 10% Aktionären d'Recht hunn, hir Aktien och zum sou genanntenen «juste prix» un den Offrant ze verkafen. Dëst ass a sech eng Schutzmoossnam fir déi Aktionären, déi an esou enger Situatioun, wou en Aktionär 90% a méi vun den Aktien a sengem Besëtz huet, net méi wëlle weider an där Gesellschaft verbleiwen an dofir och wëllen hir Parten oftrieden.

An deem Kontext wëllt ech dann och nach drun erënneren, datt op Virschlag vun der Finanzkommissioun eng zousätzlech Dispositioun an d'Gesetz ageschriwwe ginn ass, déi elo virgesäit, datt Aktionären, déi an enger éischter Etapp net op d'Offer vum Offrant reagéiert hunn an hir Aktien net cédéiert hunn, elo eng zweet Chance kréien, wa sech erausstellt, datt zum Beispill den Offrant d'Majoritéit vun den Aktien an der viséierter Gesellschaft kritt huet. Dës Aktionäre kréien also elo an Zukunft en zousätzlechen Délai vu 15 Deeg, an deem se zu deselwechte Konditiounen, wéi dat fir déi éischt Verkeefer vun den Aktien de Fall war, och hir Aktie kënnen un den Offrant verkafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës verschidden Dispositiounen, déi haaptsächlech am Interessi vun deene minoritären Aktionäre sinn, wollt d'Kommissioun eigentlech a sech och op Situatiounen applizéieren, déi sech net nëmmen am Kontext vun enger OPA stellen.

Et kann ee sech nämlech parfaitement d'Situatioun virstellen, wou e Groussaktionär vun enger Gesellschaft am Averständnis mat engem Ukeefer e Groussdeel vu sengen Aktien zu engem gewëssene Präis verkeeft, awer net bereet ass, och deene reschtlechen Aktionären dëse selwechte Präis fir hir Aktien unzebidden. Dëst ass a sech eng diskriminéierend Situatioun par rapport zu dëse sou genanntene Klengaktionären. Dofir wollt och d'Kommissioun dës Dispositioune vun den Artikele 15 a 16 op aner Aktionäre bezéie wéi déi, déi an eng OPA involvéiert gi sinn.

Dës Amendementer sinn awer op de grousse Widderstand vum Statsrot gestouss, deen argumentéiert huet, datt een esou Dispositiounen net kéint an engem OPA-Gesetz verankeren. Och wann een d'Argumentatioun vum Statsrot op dësem Punkt - an dat wëll ech kloer ënnersträichen - kann novollzéien, esou bleift dach déi total onzefridde stellend Situatioun vun de klengen Aktionäre bestoen, déi also a kenger Législatioun geregelt ass.

Mir waren eis dofir och als Kommissioun eens, fir d'Regierung ze invitéieren, an där virgenanntener Reform vum Gesetz vu 1915 dës an eisen Aen absolut virrangeg Protektioun vu minoritären Aktionären ze verankeren. Dofir erlaben ech mir och, am Numm vun der gesamter Finanzkommissioun eng Motioun ze déposéieren, déi vun alle Fraktioune gedroe gëtt an och vun allen ënnerschriwwen ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'urgence qu'il y a de voter le projet de loi 5540 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition;

- considérant les amendements destinés à instituer des mesures efficaces de protection des actionnaires minoritaires;

- considérant que la protection des actionnaires minoritaires doit notamment comporter la faculté, pour ceux-ci, de sortir du capital d'une société du contrôle de laquelle ils se trouvent juridiquement et factuellement écartés;

- considérant l'amendement visant à protéger une entreprise confrontée à une OPA hostile en empêchant qu'une OPA nouvelle ne puisse être lancée par le même offrant contre la même société pendant un délai de douze mois;

- considérant que le Conseil d'État s'est opposé formellement à ces amendements;

invite le Gouvernement

- à étudier les instruments juridiques les plus efficaces pour éviter qu'une entreprise ne fasse l'objet d'OPA répétées et ne soit ainsi déstabilisée et forcée à concentrer toute son énergie et tous ses moyens sur sa défense pendant des années;

- à concevoir un dispositif de protection des actionnaires minoritaires, et plus spécifiquement des actionnaires largement minoritaires à la suite de changements importants intervenus dans la structure du capital;

- à inclure dans ce dispositif la faculté, pour les actionnaires minoritaires, de sortir du capital d'une société qu'ils ne peuvent plus contribuer à contrôler, moyennant rachat de leurs titres par le ou les actionnaires majoritaires à un prix équitable;

- à intégrer ce dispositif de protection dans la refonte prévue de la loi du 10 décembre 1915 sur les sociétés commerciales.

(s.) Laurent Mosar, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru gesot, d'Finanzkommissioun an ech selwer bedaueren zudéifst, datt mer déi virgenannten Ännerungsvirschléi souwuel um Niveau vun der Period vun zwielef Méint wéi all déi aner Dispositiounen, déi zu enger besserer Protektioun vun den Aktionäre bäigedroen hätten, net konnten am Kontext vun dësem Gesetzesprojet verankeren. Wa mer eis trotzdeem alleguerten eens waren, net iwwert d'Oppositions formelles vum Statsrot ewechzegoen, esou ass dat aus deem einfache Grond, well mer an deem schwierege Kontext vun enger lafender OPA net eréischt wollten dëst Gesetz stëmmen, wann déi OPA schonn ofgeschloss gi wär.

An deene leschten Deeg a Méint hunn ech oft d'Fro gestallt kritt, ob et net besser gewiescht wär, et hätt een eréischt dëst Gesetz diskutéiert an ofgestëmmt nodeem d'OPA Mittal Steel-Arcelor definitiv ofgeschloss gewiescht wär. Wa mer no laangen an deelweis kontroversen Diskussiounen eis an der zoustänneger Kommissioun net fir déi Optioun entscheed hunn, esou aus haaptsächlech zwee Beweggrënn eraus:

Éischtens si mer iwwerzeegt, datt, och wann dëst Gesetz sécherlech keng honnertprozenteg Satisfaktioun den Aktionäre wäert ginn, se trotzdeem vill besser wäerten an Zukunft protegéiert si wéi dat bis elo de Fall ass. Kee Gesetz stëmmen hätt fir all déi Aktionäre geheescht, datt se zum Beispill um Niveau vun der OPA Mittal-Arcelor ouni dee geréngste Schutz dem Offrant ausgesat gi wären, mam Risiko, datt d'OPA, wa se da géif réusséieren, hätt kënnen negativ Konsequenze fir vill, besonnesch kleng Aktionäre mat sech bréngen.

Zweetens: En eminent wichtege Grond, fir datt mer dëst Gesetz och sollen an deem virgeschriwwenen Délai bis zum 20. Mee an der Chamber ofstëmmen, ass, datt mer soss am Verzuch par rapport zu Bréissel gewiescht wieren a mer sécherlech och dowéinst vun der Bréisseler Kommissioun op d'Fangere geklappt kritt hätten.

Elo kënnt Der mer entgéinthalen, datt dëst jo scho méi oft och an dësem Haus virkomm ass, an datt dat trotzdeem net zu schwéier wiegende Konsequenze fir eist Land gefouert huet. Allerdéngs gëtt et hei e wesentlechen Ënnerscheed par rapport zu deene Situatiounen: Hei leeft am Moment eng OPA, an de Fait, datt eist Land eng europäesch Direktiv net am Délai transposéiert hätt, hätt kënnen dozou féieren, datt dem Stat seng Responsabilitéit engagéiert gi wär an hätt och kënnen zu substanzielle Schuedensersazfuerderunge géint de Stat féieren.

Aus dësen zwou Considératiounen eraus - op där enger Säit déi wuelverstanen Interessië vun den Aktionären, op där anerer Säit awer och den allgemengen Interessi vun eisem Land - huet d'Kommissioun sech schwéieren Häerzens entschloss, op hir Amendementer op dëse Punkten ze verzichten an den Text tel quel unzehuelen.

Här President, ech kommen domadder zu menger Konklusioun. Den Text, dee mer Iech haut zum Vote virleeën, ass keen Text, deen all Mënsch wäert zefridde stellen. Fir d'éischt stellt en eis selwer net zefridden aus deene Grënn, déi ech virdrun ugefouert hunn, well mer léiwer gesinn hätten, datt all eis Ännerungsvirschléi sech an deem definitiven Text erëmfonnt hätten. Dësen Text wäert och kaum déi Haaptacteuren an der OPA glécklech maachen, gradsou wéineg wéi all déi kleng Aktionären, déi an de leschte Joren d'Gefill haten, vum Législateur vergiess ginn ze sinn.

All deene Leit muss een awer och haut kloer an däitlech soen, datt dëse Gesetzesprojet net d'Objektiv huet, de Grupp Mittal Steel a senge Beméiungen, d'Arcelor ze iwwerhuelen, ze ënnerstëtzen, gradsou wéineg wéi der Arcelor-Direktioun an hirem Kampf géint déi onfrëndlech Iwwernahm ënnert d'Äerm ze gräifen, an och net soll all deenen Aktionären hir Problemer léisen, déi säit Joren a Prozesser virun de Geriichter versichen hir Rechter duerchzesetzen.

D'Objektiv vun dësem Gesetz konnt a kann nëmme sinn, e legale Kader fir OPAen en place ze setzen, déi europäesch Bestëmmungen an nationaalt Recht ëmzesetzen, den Aktionären an esou enger OPA eng Rei vu Rechter festzeschreiwen, dem Salariat an de Salariatsvertrieder déi hinnen zoustoend Plaz an enger OPA-Prozedur ze garantéieren a schlussendlech d'Reputatioun vu Lëtzebuerg als Wirtschafts- a Finanzstanduert weider ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Objektiver sinn duerch deen Text, deen Der elo zum Vote virgeluecht kritt, erreecht, well et hei ëm e prezisen, kloren an iwwersiichtlechen Text geet, dee voll am Aklang mat der europäescher Direktiv ass. Dofir géif ech Iech dann och häerzlech invitéieren, dësem esou wichtege Projet fir eist Land eng méiglechst grouss Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt et elo scho grad vum Rapporteur héieren, datt et keng einfach Aufgab war, déi d'Regierung der Budgets- a Finanzkommissioun mat dësem Gesetzesprojet opginn hat. Entspriechend schwéier huet sech d'Kommissioun dann och mam Projet gedoen. En déckt Luef dofir fir all d'Membere vun der Kommissioun, déi sech et alles aneschters wéi liicht gemaach hunn an hiert Bescht ginn hunn, fir deen delikate Sujet méiglechst gutt ënnerdaach ze kréien.

E ganz besonnescht Luef awer huet sech de President vun der Kommissioun verdéngt, well hien huet sech en plus och nach als Rapporteur fir de Projet hierginn, an et muss een him dofir duebel unerkennen, datt en, trotz den dacks kontroversen Diskussiounen, mä virun allem de méi oder manner gudden an drängende Rotschléi vu baussen, weder den Iwwer- nach den Duerchbléck verluer huet.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Merci.

Une voix.- Très bien.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Firwat ass dëse Projet dann esou komplizéiert? Do gëtt et e puer Grënn derfir. Engersäits soll hei eng Direktiv ëmgesat ginn, iwwert déi esou laang zu Bréissel gestridde ginn ass, bis datt net méi vill vun der Originalversioun iwwreg war. Entspriechend dënn a vag ass dann och um Enn den Text ausgefall, deen als Direktiv hannen erauskoum.

Op där anerer Säit fält där hir Ëmsetzung an d'nationaalt Recht net ganz zoufälleg zäitlech zesumme mat engem Evénement, dat an direktem Zesummenhang mat der Direktiv steet, an dat am Moment nach ewell fir gehéireg Oprou bei eis an och dobausse suergt. Ech mengen natierlech d'Attack vum Lakshmi Mittal op eis Arcelor.

Eigentlech war d'Iddi déi, d'Direktiv iwwert d'OPAen esou ëmzesetze wéi d'Regierung sech et vun elo u virgeholl huet, nämlech eent zu eent, oder wéi et am Tripartitespabeier heescht: «Transposer la directive, toute la directive et rien que la directive.» Un a fir sech ass dat kee schlechte Prinzip, well e brécht e bësse mat enger Traditioun, déi mat der Zäit agerass ass an déi dora besteet, datt mir heiheem, fir et ganz gutt ze maachen, nach ëmmer eppes op d'Originaldirektiven dropgetesselt hunn a souzesoe probéiert hunn, d'Ham an der Mëllech ze kachen. Dat gëtt da ganz gär däers Gudden e bëssen ze vill, zëmools se schonn zu Bréissel mat der grousser Schëpp schaffen, a féiert dann zu där Iwwerreglementéierung, iwwert déi esou dacks geklot gëtt, well se eis Betriber iwwerméisseg belaascht an domat hir Kompetitivitéit beschneit.

An dësem Fall sollt also nom neie Prinzip verfuer ginn an d'Direktiv souzesoe plakeg ëmgesat ginn. Allerdéngs mécht esou eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung nëmmen da Sënn, wann d'Direktiv selwer an der Rei ass, wat awer net grad an dësem Fall zougetraff huet.

Well sech d'Memberstaten einfach net op kloer Regele fir d'OPAen eenege konnten, ass eng verwässert Geschicht draus ginn, déi allerdéngs jiddfereen arrangéiert huet, besonnesch déi grouss Memberen, déi drop aus waren, fir hir Stats- oder Hallefstatsbetriber géint OPA-Iwwergréff ze protegéieren. Eng seriö OPA-Gesetzgebung kënnt zum Beispill esou Tricken net dulde wéi déi mat den „Golden Shares", mat deenen eenzel Staten hir Betriber géint friem Iwwergréff protegéiere wëllen. A well mir där Protektiounsspezialisten nach e puer an Europa hunn, ass d'Direktiv eben esou ausgefall, wéi se ausgefall ass.

(Interruption)

Här President, géife mir elo - wéi et och am Ufank vun der Regierung geduecht war - d'OPA-Direktiv ouni zousätzlech Prezisiounen ëmsetzen, dann hätt dat ënner anerem als Konsequenz, datt bei OPAen de Gros vun der Aarbecht, an domat vun der Verantwortung, sech bei der CSSF konzentréiere géif, déi mat der Kontroller- an der Arbiterroll an OPA-Fäll chargéiert ass.

Et läit op der Hand, datt dem Riichter, oder an dësem Fall der Opsiicht hir Aufgab desto méi grouss an hir Responsabilitéit desto méi schwéier gëtt, jee manner prezis d'Gesetzer an d'Regele sinn, un deene si sech orientéiere muss. Dat hätt also bedeit, datt mir mat engem reduzéierte Gesetz de Gros vun der Aarbecht a vun der Verantwortung der CSSF zougeschoustert hätten, déi da kucke misst, wéi si domat eens gëtt.

Wann een dann awer op där anerer Säit sech déi formell Oppositiounen ukuckt, déi de Statsrot a säin éischten Avis gepaakt hat, an déi all - all, ouni Ausnahm - déi, laut Statsrot, schonns vill ze wäit reechend Kompetenz vun der CSSF viséiert hunn, da gesäit een, a wéi eng quokeleg Situatioun mir eis eramanövréiert hätten, wa mir d'Direktiv eent zu eent ëmgesat hätten, dat heescht der CSSF de Gros vun der Aarbecht opgelueden hätten.

Eleng schonn dofir koum d'Budgets- a Finanzkommissioun net derlaanscht, an eenzelne Punkte méi prezis am Text ze ginn. Well nëmme wann een e méi oder wéineger kloere Kader fir d'Opsiicht zitt, reduzéiert een där hire Spillraum fir Interpretatiounen a schrauft domat hir Muecht, déi jo eise Verfassungsgardienen esou vill Kappzerbrieches ze maache schéngt, e bëssen zréck.

Elo sollt et sech awer erausstellen, datt grad déi Prezisiounsaarbecht, un déi sech d'Budgets- a Finanzkommissioun ginn huet, alles aneschters wéi einfach war. Net datt si domat iwwerfuerdert gewiescht wier, ganz a guer net. Wat hire Membere vill méi Kappzerbrieches gemaach huet, waren déi extern Ëmstänn, ënnert deene si hir Hausaufgab hu misse maachen. Déi Ëmstänn konnt ee kaum als

neutral bezeechnen, well just zu där Zäit, wou sech an der Kommissioun d'Käpp iwwert d'OPA-Regelung zerbrach gi sinn, ass direkt virun der Dier esou eng OPA iwwert d'Bühn gaang, an zwar eng, déi jiddfer Lëtzebuerger eigentlech huet missen ënnert d'Haut goen.

Et ass kee rengen Zoufall, datt d'Ëmsetzung vun der OPA-Direktiv zäitlech zesummefält mat der OPA vu Mittal op d'Arcelor. Wuel gouf den Délai fir déi Ëmsetzung vu Bréissel festgeluecht, an zwar op den 20. Mee dëst Joer, mä wa mir deen Délai net respektéiert hätten oder respektéiere géifen, wär nach net vill geschitt. Ech mengen, et wär net déi éischte Kéier, datt mer Verspéidung mat enger Direktivëmsetzung gehat hätten.

Méi grave wier et schonns, wann d'OPA op d'Arcelor sech mangels ugemiessener Législatioun - an de Rapporteur huet et schonn erklärt - an engem rechtsfräie Raum ofspille géif. Da géifen nämlech all déi Moossnamen net spillen, déi derfir suergen, datt d'Operatioun ënner geuerdnete Konditiounen ofgewéckelt gëtt, an d'Interessië vun deenen eenzelne Bedeelegten - ob Aktionären, ob Management oder Belegschaft - berücksichtegt ginn.

Et war schonn déi richteg Reaktioun, wéi d'Regierung direkt nom Här Mittal senger OPA-Ukënnegung décidéiert huet, ouni nach laang ze waarden d'OPA-Direktiv ëmzesetzen, fir datt se sech nach op dës OPA applizéiere sollt. An duerno gesäit et jo och elo aus.

Elo hätt d'Budgets- a Finanzkommissioun sech et einfach maache kënnen, andeem si d'Regierungsversioun vum OPA-Projet tel quel iwwerholl hätt. Datt si net deen einfache Wee gaangen ass, mä dee méi beschwéierlechen a virun allem méi riskanten, hat wéi gesot domat ze dinn, datt ee wollt souwuel de Bedenke vum Statsrot iwwert d'Befugnisser vun der CSSF Rechnung droen, wéi och gläichzäiteg der CSSF d'Missioun méi liicht maachen, duerch e méi prezise Rechtskader.

De Problem derbäi war nuren, datt een, jee nodeem a wéi eng Richtung ee goe wollt, automatesch an de Schosswiessel zwëschent dem Mittal an der Arcelor geroden ass.

D'Versuchung war natierlech grouss, d'Regelen esou ze dréien, datt deejéinege vun deenen zwee, deen engem scho reng emotional méi no steet, dobäi befriddegt a bevirdeelegt gi wier. Dat hätt sech dann an där enger oder anerer protektionistescher Moossnam ausgedréckt, déi ee souguer als Lëtzebuerger Standuertvirdeel hätt verkafe kënnen. Nom Motto: Kommt mat Ärer Entreprise op Lëtzebuerg, do sidd Der sécher virun OPA-Attacken!

Mä wann ee sech déi Saach e bëssen iwwerleet, gëtt ee sech der Gefäierlechkeet vun esou protektionistesche Manövere bewosst. Déi hätten nämlech och hir Reverssäit - besonnesch fir eng international Finanzplaz, déi säit jeehier vun hirer Ouverture no baussen a vun hirem liberalen Ëmfeld lieft an déi sech et och dofir ganz einfach net leeschte kënnt, och nëmmen an de Verdacht ze kommen, op eemol protektionistesch wëllen ze ginn.

Virun dee schwéiere Choix gestallt, d'Lëtzebuerger Entreprisen - dat heescht déi puer, déi op der Bourse sinn natierlech - no Méiglechkeet géint sou genannte Raider an deenen hir feindlech OPAen ze protegéieren, oder weiderhi vun der ganzer Welt als Champion vum Liberalismus dozestoen, huet d'Kommissioun no deem berühmte gëllene Mëttelwee gesicht.

Esou koum et dann, datt eng Bäckeschdose vun Amendementer redigéiert gi sinn, déi d'Kommissioun abruecht huet, souwuel mat däers enge wéi däers aneren dran. Nieft Mesuren, déi fir eng méi staark Berücksichtegung vun de Salariésinteressië bei enger OPA suergen, gouf et och déi, déi beispillsweis déi attackéiert Entreprisen, am Fall wou d'OPA dernieft geet, während engem Joer virun enger neier Attack protegéiere sollten, fir datt se sech a Rou erblose kënnt.

Op där anerer Säit kann een doduerch, datt een näischt seet, och eppes bewierken. Zum Beispill doduerch, datt een déi sou genannt Géftpëllen net verbitt, mat deene sech den Attackéierte wiere kann, beispillsweis duerch d'Opkafe vun den eegenen Aktien oder doduerch, datt e sech duerch Zoukeef oder Allianze méi deier fir de Raider mécht. Oder datt een dem Management eng gewëssen Aktiounsfräiheet fir seng Ofwiermoossname léisst, ouni hien ze zwéngen, all Kéier missen d'Erlaabnis vun enger Assemblée générale ze froen.

Op där anerer Säit awer koum et fir d'Kommissioun net a Fro, deenen nozelauschteren, déi direkt op d'Ganzt wollte goen an déi gäre gehat hätten, et sollt een an d'Gesetz Barrièren abauen, déi héich genuch wieren, fir just déi OPA, déi grad am Lafen ass, onméiglech ze maachen. Dat hätt an anere Wierder geheescht: De Gesetzgeber sollt dem Här Mittal de Fouss stellen, beispillsweis andeem en d'Lat fir deen Deel vum Kafpräis, deen a borer Mënz an net a Mittal-Aktie bezuelt soll ginn, esou héich geluecht hätt, datt den Här Mittal onméiglech driwwer komm wär.

Nëmmen eleng de Gedanken dodrun hat direkt déi ganz international Finanzpress op de Plang geruff, déi - souwisou net ëmmer ganz objektiv vis-à-vis vun eiser Finanzplaz - dat Ganzt ongeheierlech fonnt huet.

D'Budgets- a Finanzkommissioun ass mat hire Virschléi op oppen Ouere beim Statsrot gestouss, deen déi meescht vun hinne gutt geheescht huet. Just bei deenen, déi op d'Protektioun vun de minoritären Aktionären - de Rapporteur huet drop higewisen - an op d'Schounfrist fir d'OPA-Affer gemënzt waren, huet hien net matgespillt.

Net datt déi héich Kierperschaft prinzipiell Schwieregkeete mat enger besonnescher Protektioun fir Klengaktionäre gehat hätt. Wat si gestéiert huet, war villméi, datt d'Kommissioun hir Virschléi esou gedréit hat, datt se sech eventuell och op Transaktioune bezunn hätten, déi scho méi wäit zréckleien an déi am Moment eis Geriichter beschäftegen. Mam Argument, datt et sech dobäi - mir schwätze vun der Acquisitioun vun RTL duerch de Bertelsmanngrupp - net ëm eng OPA gehandelt hätt an déi domat verbonne Froen dofir net iwwert dëst Gesetz ze léise wären. Dat soll dann elo bei der Reform vum Sociétéitsgesetz vun 1915 geschéien.

Här President, ech ka mech net erënneren, datt sech déi international Press esou staark fir eist Land interesséiert hätt wéi dat an deene leschte Wochen de Fall war. Dem Lakshmi Mittal seng Attack op d'Arcelor suergt säit Enn Januar fir Schlagzeilen an all deene grousse Wirtschafts- a Finanzzeitungen, déi dësen OPA-Krimi ganz genee verfollegen an all eis Aktiounen a Reaktioune bis an de leschten Detail observéieren.

Déi éischt Reaktiounen op d'Attack, déi, dat muss een zouginn, éischter aus dem Bauch oder, méi nobel, aus dem Häerz koumen, sinn net iwwerall op Versteesdemech gestouss. Eréischt wann een d'Journaliste mat bis an d'Geschicht vun eisem Land geholl huet an hinne virun A gefouert huet, wat de Stol a wat d'ARBED fir Land a Leit bedeit hunn, hu se déi méi emotional Reaktioune verstanen.

Net alleguer, mä déi meescht. Déi aner, déi hu sech net fir eis Séilenzoustänn interesséiert an hu weider un hirer éischter Impressioun geklieft. An dat war déi vun engem Land, dat sech beim éischte Géigewand vun der Globaliséierung an de Protektionismus flücht a vergësst, datt et säi beneidenswäerte Liewensstandard säit Jorzéngte grad dem Ëmstand verdankt, datt et grad ëmmer d'Kaart vun der offener Ekonomie spillt.

Entre-temps ass d'Betruechtungsweis vun der internationaler Press e bësse méi nuancéiert ginn, mä et spiert een awer bei deene meeschten, datt den éischten Androck, dee se kruten, nach ëmmer nowierkt. Den ugeduechtene Versuch, iwwert d'OPA-Gesetz Protektiounsbarrièrë ronderëm eis Betriber opzeriichten, hunn eisem Ruff dobaussen, dat muss een akzeptéieren, nohalteg geschuet.

Wann een awer weess, datt dacks schonns en iwwerflächlechen Androck duergeet, fir an de Chefetage vun de multinationale Konzerner d'Investitiounsentscheedungen an déi eng oder an déi aner Richtung ze beaflossen, da kann ee sech ausmolen, wat fir eng wäit droend Konsequenzen et kann hunn, wann ee keng gutt Press dobaussen huet.

Och den Här Mittal an d'Direktioun vun der Arcelor wëssen, wéi wichteg d'Public Relations sinn a setzen an hirem Clinch voll op dat, wat een Imagefleeg nennt. Si hu sech allen zwee déi bescht Beroder zougeluecht, déi et an deem Beräich gëtt, well si wëssen, datt deen heite Match zu engem gudden Deel iwwert d'Medien ausgedroe gëtt, an datt deen déi gréisste Chancen huet, deen dee beschten an iwwerzeegendsten Androck mécht.

Mir kënnen als Stat nëmme vun hinne léieren. Well mir dinn eis nach ëmmer e bësse schwéier, als Land dat ze maachen, wat an alle Betriber gang und gäbe ass, nämlech derfir ze suergen, datt den eegenen Image stëmmt an datt en och iwwerall richteg eriwwerkënnt. Dat geléngt engem awer nëmme mat enger gutt strukturéierter an héich professioneller Promotiounsaarbecht, wéi se eis haut ënner anerem vun eisen direkte Konkurrente wéi Liechtenstein a Singapur virgemaach gëtt.

Ech mengen, mir missten eis esou en Instrument zouleeën, dat et eis erlabe géif, am entscheedende Moment séier do anzegräifen, wou eise Ruff riskéiert Schued ze huelen. A mir sollen net vergiessen, datt eise Ruff e wesentlecht Stéck vun eiser Attraktivitéit als Wirtschaftsstanduert ass. An där Attraktivitéit, Här President, brauche mir vläicht elo méi wéi jee.

An do kënnt Der verstoen, firwat ech mech ganz gär dem Rapporteur uschléissen an Iech empfehlen, dëst Iwwersetzungsgesetz unzehuelen, an ech bréngen da bei där Geleeënheet och direkt den Accord vu menger Fraktioun eran an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur fir säi magistrale Rapport félicitéieren. Dass dat e magistrale Rapport vun engem Maître ass, ass jo net weider verwonnerlech, a well säi Rapport esou komplett war, erlaabt et mir och, e bësse méi kuerz ze sinn, well soss hätt ech iwwer eng Stonn Riedezäit gebraucht, an dat hätt Iech vläicht alleguer e bëssen nervös gemaach.

Une voix.- Dir sot et.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Dëst Gesetz ass jo d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. Et ass schued, Här President, dass déi ganz Operatioun Mittal-Arcelor op dëst Gesetz interféiert, well wier dat net de Fall gewiescht, dann hätte mer mat méi Serenitéit an och mat manner externen Interventiounen dës Législatioun kënnen an der Kommissioun diskutéieren an duerno och am Plenum driwwer ofstëmmen.

Ech däerf drun erënneren, Här President, dass ech am Januar, wéi de Statsminister hei seng Reaktioun op d'Offer vum Här Mittal virgedroen huet, deemools schonn drop opmierksam gemaach hat, dass ee vun de Problemer fir eis als Chamber, als Législateur, dee wier, dass mer nach keng Gesetzgebung iwwert d'OPAen hätten. Duerfir, Här President, sinn ech och frou, dass mer haut e Gesetz stëmmen, wat dann déi Rechtssécherheet gëtt, déi mer net nëmme wéinst dëser Operatioun, mä déi mer iwwerhaapt an dësem Beräich brauchen.

Et geet hei drëms, nach eng Kéier, déi Direktiv ëmzesetzen. Mä der Demokratescher Partei geet et haaptsächlech drëms, fir d'Rechter vun deene klengen Aktionären, vun den Actionnaires minoritaires, ze protegéieren.

(Interruption)

Gläichzäiteg geet et eis awer och drëms, fir eng Gesetzgebung auszeschaffen, déi am Intérêt vum Land ass, vun den Intérête vum Land ass, eng Gesetzgebung, déi, wann een eng Kombinatioun géif maache mat der Struktur vun der Société européenne, wou mer jo och amgaang sinn, a Kommissiounen drop ze schaffen, wa mer esou eng Gesetzgebung hunn, da kann d'Kombinatioun vun dësem Gesetz mat där Struktur vun der Société européenne, jee nodeem wéi mer dat agencéieren, e Standuertvirdeel fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ginn.

Hätte mer d'Chance, deen een oder deen anere Konzern ze iwwerzeegen, hei zu Lëtzebuerg säin Haaptquartéier opzeschloen ënnert dem Sigel vun der Société européenne, da wier dat och eng substanziell Kreatioun vun Aarbechtsplazen an et géif de Finanzstanduert Lëtzebuerg an d'ganz Lëtzebuerger Ekonomie stäerken.

Dofir muss ee kucken, Här President, ob een net kann hei zu Lëtzebuerg, ech wëll net soen als Nisch, mä d'Méiglechkeet hätt, en ähnleche Rôle an der Europäescher Unioun ze spille wéi de Stat Delaware an de Vereenegte Staten. Wann Der Iech an de Vereenegte Staten e bëssen d'Wirtschaft ukuckt, da stellt Der fest, dass ganz vill Haaptquartéiere vun amerikanesche Gesellschaften am Delaware sinn, well do d'Rahmebedéngunge fir d'Gesellschaften ebe ganz einfach besser si wéi an anere Bundesstate vun de Vereenegte Staten. En ähnleche Rôle kënnte mir och hei zu Lëtzebuerg spillen.

An dofir, Här President, ass et wichteg, dass mer eis Législatiounen ëmmer op esou Objektiver ausriichten a kucken de Maximum vun där Flexibilitéit, déi eng Direktiv engem nach léisst, ze notzen.

Elo ass et natierlech bei dësem Gesetz d'Fro: Wat ass am Intérêt vun der Finanzplaz? Wat wier am Intérêt vun der Finanzplaz? An ech kommen nach eng Kéier drop zréck: Et ass schued, dass déi ganz Operatioun Mittal-Arcelor eis hei derzwëschegefunkt huet, well soss hätt ee sech kënne fundamental Gedanke maachen:

Ass et am Intérêt vum Standuert Lëtzebuerg, eng Législatioun ze hunn, déi, wat d'OPAen ugeet, wuel déi fundamental Problemer vun der Protektioun vum Actionnaire minoritaire berücksichtegt, méi wéi berücksichtegt, den Haaptakzent dorobber leet, mä gläichzäiteg awer och am Intérêt ass vun deenen, déi wëllen en europäescht Haaptquartéier op Lëtzebuerg leeën? Dann ass dat net onbedéngt den Intérêt vun deenen, déi en däitschen SPD-Politiker mat „Heuschrecken" qualifizéiert huet, mä dann ass et éischter den Intérêt vum Management, dee vläicht gäre protegéiert wier par rapport zu enger feindlecher OPA, wéi d'OPA vu Mittal par rapport zu Arcelor eng ass.

Hätte mer, Här President, déi Zäit gehat, an hätte mer kënnen déi Debatt an aller Serenitéit féieren, da wiere mer och vläicht éischter mat deene verschiddenen Oppositions formelles vum Conseil d'État eens ginn.

Ech muss Iech soen, Här President, an ech hunn dat schonn op dëser Tribün gesot, dass ech jo perséinlech e fundamentale Problem mat der Attitüd vum Conseil d'État hunn, deen all Kéier dann, an ech ginn dat Gefill net lass, wann hie weess, dass de Législateur ënner Zäitdrock ass a sech keng Opposition formelle ka leeschten a sech net ka leeschten iwwert d'Opposition formelle erauszegoen, dat Instrument zum Deel à tort et à travers eraushëlt. Och dat ass bei dësem Text erëm eng Kéier de Fall.

Mir kommen herno - et ass eng Motioun déposéiert - nach op déi Motioun zréck. Ob dat elo an dësem Gesetz steet oder ob dat herno am Gesetz iwwert d'Gesellschafte vun 1915 geännert gëtt, dat ass a mengen Ae Speck a Schwéngefleesch, mä hei weist erëm eng Kéier de Conseil d'État, dass hien dem Législateur, eis also, der Chamber, den Aarm béie wëllt.

An et ass eng fundamental Fro, Här President, an ech kommen dorobber zréck, dass mer mam Conseil d'État mussen eng Regel fannen, wéini Oppositions formelles opportun sinn oder net. Oder awer ech, a vläicht och nach anerer, déi sech mir uschléissen, mir mussen eis fundamental Gedanke maachen iwwert de Rôle vum Conseil d'État. E Gremium, wat jo net gewielt ass, mä genannt gëtt vum Grand-Duc op Propositioun vun der Regierung, vun der Chamber a par cooptation, dat also keng, awer null Legitimatioun huet, wat d'Representatioun vum Vollek ugeet.

Et ass och keng zweet Chamber, et ass en Avis wéi vun iergendenger Chambre professionnelle. Vläicht musse mer de Conseil d'État eng Kéier erofstufen op en Avis wéi en aneren, deen och net zwéngend noutwendeg ass, wou een hinnen och vläicht ka soen - well Der gesitt jo heiansdo Texter, do dauert et annerhalleft, zwee Joer bis de Conseil d'État en Avis ofginn huet an nach méi laang -: Wann Der bannent dräi Méint keen Avis ofginn hutt, jo, da war et dat. «Le Conseil d'État demandé en son avis» gëtt dann an d'Präambel vun engem Gesetz geschriwwen an domadder huet d'Saach sech. Mä dëst Gesetz, dëse Projet beweist erëm eng Kéier méi, dass de Conseil d'État sech Rechter eraushëlt, déi hien eigentlech net huet.

Ech hätt haut ganz gären, Här President, ech war versicht an ech si laang mat mer zu Kouer gaang, ob een net sollt un deene Propositiounen, déi d'Chamber selwer gemaach hat, festhalen, an dass een eben da sollt iwwert de Risiko vun engem zweete Vote constitutionnel, dee jo d'Regel ass - d'Dispens ass eigentlech d'Ausnahm - einfach ewechgoen, fir deenen Dammen an Hären ze weisen, dass mer eis den Aarm net béie loossen.

Mä wéinst mengem Souci fir eng Base juridique an där lafender OPA ze hunn, déi de klengen Aktionär protegéiert, hunn ech mech awer iwwerzeege gelooss, dass mer haut an hei deen Text misste stëmmen. En Text also, deen net 100-prozenteg eise Vuen entsprécht. En Text, dee wuel d'Rechter vun den Actionnaires minoritaires protegéiert, deen awer wéinst den Oppositions formelles vum Conseil d'État, déi mer respektéiere mussen - an heibanne weess ech, Här President, dass et fréier Membere

vum Conseil d'État gëtt, déi elo liicht irritéiert vläicht sinn, mä och dat huelen ech mat a Kaf -...

(Hilarité et interruptions)

Deen Text hei, deen a mengen Aen net perfekt ass, en Text, deen an deenen nächste Joren - et sinn der méi, Här President, zu menger rechter Säit, déi Irritatioun weisen, wéi zu menger lénker -,...

(Hilarité)

...mä, Här President, dësen Text, deen ass derwäert, dass mer en an deenen nächste Joren, wa sech de Polverdamp vun där OPA geluecht huet, nach eng Kéier op de Métier huelen, am Intérêt vum Standuert Lëtzebuerg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot.

(Interruptions et hilarité)

Sou, ech géif elo ëm Opmierksamkeet fir den Här Fayot bieden.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, uganks wollt ech och mengersäits dem Rapporteur a President vun der Finanzkommissioun, dem Kolleeg Laurent Mosar, Merci soe fir seng Aarbecht. Hien huet sech vill Méi domat gemaach. Et war keng liicht Aarbecht. Hien huet och dobäi ganz vill Versteesdemech fir déi verschidde Point-de-vuen an der Kommissioun gewisen. Dofir him an natierlech och deenen anere Kolleege meng Unerkennung.

Här President, mir transposéiere mat dësem Gesetz eng Direktiv vum 21. Abrëll 2004. Déi muss also dann zwee Joer duerno, spéitstens bis den 20. Mee 2006, transposéiert sinn. Dat ass, wéi gesot - dat ass hei schonn zweemol gesot ginn -, eng vun deene relativ seelenen Direktiven, déi mer an der Zäit transposéieren.

Dës Direktiv ass eng éischt - ech géif se emol esou definéieren - minimal Approche vun enger europäescher Harmoniséierung vun der OPA-Gesetzgebung. Déi meescht Länner an Europa, a ganz besonnesch déi mat wichtege Finanzplaze ronderëm ons, wéi Royaume-Uni, wéi Frankräich, Däitschland, Belsch, hunn esou eng national Gesetzgebung säit Joren.

Den Opbau vun engem europäesche Maart fir Finanzoperatiounen huet d'Kommissioun dozou gefouert, dës Direktiv virzeleeën, fir d'Harmoniséierung am Interessi vum europäesche Finanzmaart weiderzedreiwen. Bekanntlech ass eng éischt Propositioun, nämlech de Projet vun enger 13. Directive en matière de droit des sociétés sur les offres publiques d'acquisition, de 4. Juli 2001 vum Europaparlament no der Conciliatioun verworf ginn.

Dëst Gesetz elo wéi och d'Direktiv werfen a mengen Aen eng Partie fundamental Froen iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg an och iwwert d'Finanzmäert an Europa op. Si stellen d'Fro, ob een an de Geschäftsrelatiounen zwësche groussen Aktiefirmen, déi op der Bourse cotéiert sinn an also mat dem Geld vun eisen Aktionäre finanzéiert ginn, Regulatiounen afëiere soll an de Länner respektiv um europäesche Plang, oder ob een de Maart einfach fräi soll loossen. Dës Fro beschäftegt d'Öffentlechkeet all Kéier, wann eng Firma an hir Betriber vun enger Hand an eng aner wiesselen, dann emol sanéiert an ofgebaut, Synergië gemaach ginn, de Management ausgewiesselt gëtt. Dat alles ënnert dem Virwand fir d'Profitabilitéit esou héich wéi méiglech ze dreiwen.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dobäi stellt sech dann d'Fro, wéi wäit déi Regele goe kënnen, déi een opstellt. Et ass och kloer, dass d'Äntwert op dës Fro eng politesch éischter wéi eng technesch ass. Politesch si mer ons eens - ech mengen, dofir maache mer jo och dëst Gesetz no der Direktiv -, dass esou Regulatiounen noutwendeg sinn.

Politesch manner eens si mer ons awer, wann et ze décidéiere gëllt, ob déi Regulatioune méi oder wéineger schaarf solle sinn, an ob se de Schutz vun den Aktionären alleguer, mä och de Schutz vun den Entreprisen, also de Wäerter, déi do geschaf ginn, a besonnesch de Leit, déi do schaffen, am A mussen hunn.

An de leschte Woche si jo zum Beispill a grousse Länner hefteg Diskussiounen doriwwer entstanen, ob een zum Beispill a strategesche Secteure wéi an der Energieversuergung national Entreprisë schütze beziehungsweis OPAen duerch sou genannt „poison pills" verhënnere soll.

An der Vergaangenheet, Madame Presidentin,...

(Hilarité)

...sinn och regelméisseg Iwwernahme vu blühenden Entreprisen ugeprangert ginn, déi zum Zil haten, weider ze rationaliséieren, Leit ofzebauen, oder awer d'Entreprise ganz verschwannen ze dinn. An deem Zesummenhang kann ech mech mat enger Partie Aussoe vun de Salariatschamberen, am Avis vun der Chambre des Employés privés wéi och am Avis vun der Chambre de Travail erëmfannen.

Esou seet d'Chambre des Employés privés, dass eng OPA sech an eng Industriepolitik aschreiwe soll, amplaz dass se eng blouss Operatioun vu Finanzraideren ass, déi probéiere schnell Benefiss ze maachen, egal wat dat soss u wirtschaftlechen a mënschleche Coûtë mat sech bréngt. Dat ass jo och d'Argumentatioun vun der Arcelor vis-à-vis vu Mittal, wa se hiren Industrieprojet ervirsträicht.

D'Chambre des Employés privés schwätzt och d'Fro un, ob de Management oder d'Aktionären am beschte placéiert sinn, fir iwwer eng OPA ze jugéieren. Den honorabelen Här Grethen huet dat och schonn ugeschnidden. Ech mengen, dëst hänkt sécher och vun der Natur vum Actionnariat of: Wann e stabel genuch ass, kann een unhuelen, dass d'Aktionären de mëttelfristegen a laangfristegen Intérêt vum Betrib éischter am A hunn - esou wéi jo de Lëtzebuerger Stat mat senge 5,6% bei Arcelor -, awer net onbedéngt occasionnel Investisseuren, Geldgeber, déi ganz kuerzfristeg Calculen hunn.

Dofir hunn d'Chambre des Employés privés an och d'Chambre de Travail eng restriktiv Haltung vis-à-vis vun den OPAe verlaangt. An dozou kann och selbstverständlech d'Participatioun vun de Salariéen, och bei der Definitioun vun der Strategie géint zum Beispill feindlech Iwwernahmeversich, bäidroen.

Ofgesi vun dëser uerdnungs- a wirtschaftspolitescher Fro beschäftegt d'Fro vun der OPA och d'Öffentlechkeet, wann et ëm Aktionäre geet an ëm hir Erspuernisser, déi ëmmer méi an Aktien ugeluecht ginn. Säit Joren, Madame Presidentin, hëlt d'Tendenz zou - et muss een oppassen, well dat wiesselt schnell hei -, dass och Spuerer hir Erspuernisser an Aktien investéieren. An d'Banke proposéieren ëmmer méi Forme fir esou Investissementer an d'Wirtschaft ze kanaliséieren.

An de leschte Jore sinn eng Partie Lëtzebuerger Gesellschaften op der Bourse zu Lëtzebuerg cotéiert ginn: SES, Utopia, Foyer, Arcelor, fir déi ze zitéieren. Eng Partie Lëtzebuerger Investitiounsfongen hu sech dora spezialiséiert, a vill Lëtzebuerger hunn hir Suen doranner gestach. Doduerch sinn dann och eng ganz Partie sou genannt Klengaktionären zu Lëtzebuerg entstan, déi natierlech - wéi mer all wëssen - méi oder wéineger kleng sinn.

D'Gesellschaften, déi op der Bourse cotéiert sinn an also Geld vun Aktionäre sichen, hunn eng Partie Obligatioune vun Informatioun an Transparenz vis-à-vis vun den Aktionären. D'Décisioun, fir an esou eng Gesellschaft ze investéieren, gëtt meeschtens duerch zwee Facteure bestëmmt: engersäits d'Liquiditéit vum Titer, an anerersäits d'Garantie vun engem ugemiessene Präis, wann een déi Aktie verkeeft.

Wann Operatiounen ënnerholl ginn iwwert de Wee vum Ukaf vun Aktien an der Bourse, oder och en dehors dervun, kann den Titer mat der Zäit seng Liquiditéit verléieren, oder den Titer verléiert u Wäert. Dofir hunn dann och déi meescht Länner - hunn ech éinescht gesot - eng Législatioun iwwert d'OPAen agesat. Dobäi sinn d'Gläichheet vun den Aktionären an och de Schutz vun den Actionnaires minoritaires wesentlech Elementer. Bekanntlech, wësse mer, sinn dës Prinzipie schonn an enger Recommandatioun vun 1977 vun der Europäescher Gemeinschaft deemools europawäit an engem Code de conduite européen concernant les transactions relatives aux valeurs mobilières festgeluecht ginn.

Gestridde gëtt, ob dee Code force de loi huet oder ob en nëmmen eng Recommandatioun ass. An dat ass jo och ganz besonnesch an deem Prozess zwëschent de minoritären Aktionäre vun RTL an dem Grupp Bertelsmann kontestéiert. An deem Prozess bekloe jo d'Actionnaires minoritaires vun RTL sech, méi schlecht vu Bertelsmann behandelt ginn ze sinn, wéi aner ganz grouss Aktionären.

Här President - Madame Presidentin, entschëllegt -, dës Ausenanersetzung ass nach viru Geriicht unhängeg. Ech wëll se also hei net weider kommentéieren. Ech wëll awer drun erënneren, dass ech och an där Saach eng Vergaangenheet hunn. Ech hunn den 19. August 2002 eng Proposition de loi N°5013 déposéiert, déi vun der Regierung den 30. Dezember 2002 aviséiert gouf - an där Regierung war och den Här Grethen, mäi Virriedner, hei -, allerdéngs negativ aviséiert, wat normal ass bei Propositions de loi, besonnesch wa se vun der Oppositioun kommen.

Dobäi - dat ass awer interessant - huet déi deemoleg Regierung hir, wann een dat esou kann nennen, Doktrin duergestallt. An dofir e puer Zitater aus deem Avis zu menger Proposition de loi.

D'Regierung huet deemools, Enn 2002, gesot, si wëllt keng eege Gesetzgebung zu Lëtzebuerg ausschaffen, mä op déi europäesch waarden. Si huet och rappeléiert, dass bis dohin als kompetitiven Avantage fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz betruecht gouf, dass et keng esou Regele gouf. A si huet da gesot, an ech zitéieren: «Eu égard aux difficultés éprouvées récemment dans le cadre d'opérations de prise de contrôle de sociétés cotées luxembourgeoises, le Gouvernement juge désormais opportun de légiférer en la matière.» Fin de citation.

D'Ursaach derfir, och an deem Avis: E legislative Kader gëtt méi Sécurité juridique fir jiddfereen, fir d'Aktionären, fir déi implizéiert Gesellschaften a fir d'Kontrollautoritéiten. Dat war an ass och meng Meenung, an dofir hätt ee kënne wënschen - dat wëll ech hei awer soen -, dass mer am Interessi vun der Finanzplaz déi Direktiv vum 21. Abrëll 2004 esou séier wéi méiglech ëmgesat hätten, also virun op d'mannst zwee Joer. A well dat meng Meenung ass, sinn ech natierlech d'accord mat der Direktiv a mat der Transpositioun, mat deem Regret, dass mer dat net éischter gemaach hunn.

Trotz deene wichtege Froen, déi ech virdrun ugeschnidden hunn, Madame Presidentin, wär dëst Gesetz an normalen Zäiten - dat ass och scho gesot ginn - eng reng Spezialistenaffär bliwwen. D'Zäite sinn awer nun net esou normal, säitdem de 27. Januar 2006 den Här Mittal annoncéiert huet, hie géif eng OPA géint d'Arcelor lancéieren. Dofir huet d'Transpositioun vun där Direktiv a Lëtzebuerger Recht méi Opmierksamkeet zu Lëtzebuerg an och am Ausland fonnt, wéi dat normalerweis de Fall gewiescht wär. An dat huet natierlech och d'Aarbecht vun der Kommissioun selbstverständlech erschwéiert.

Natierlech kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass de Projet de loi 5540 zwee Deeg no der Annonce vun der OPA vu Mittal déposéiert gouf. Wéi gesot, en hätt scho säit Abrëll 2004, oder säit Mee 2004 kënne virgeluecht ginn. En hätt och eventuell e puer Wochen no der Annonce vun der OPA déposéiert kënne ginn. Mä well en zwee Deeg no der OPA virgeluecht gouf, huet déi international Öffentlechkeet d'Lëtzebuerger Regierung verdächtegt, si wëllt eng Anti-Mittal-Gesetzgebung duerchbréngen. Mir waren also och als Chamber sous haute surveillance, in tempore suspecto, wéi een esou schéi seet, wat sech op ons Aarbecht ausgewierkt huet.

d'Chamber online op **www.chd.lu**

mat de Rubriken:

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Dofir wëll ech och kloer soen, dass dëst Gesetz zwar eng wuertwiertlech Transpositioun vun enger relativ minimalistescher Direktiv ass, awer keng fundamental Reflexioun iwwert d'Regulatioun vun der Finanzplaz duerstellt. Dat fannen ech bedauerlech, an dat muss ons och dozou zwéngen, an Zukunft iwwer eng Partie Saachen nozedenken, déi hei ze kuerz komm sinn.

Ech muss och da soen, dass de Conseil d'État mat senger extrem liberaler Astellung, besonnesch zu den Amendementer vun der Chamber, net gehollef huet. Erstaunlech war och fir mech, dass de Statsrot iwwerhaapt keng Avisen a sengem éischten Avis zur Kenntnis geholl huet! Dorënner war e juristesch zolitten Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, vun deenen ee kann hale wat ee wëllt, mä deen awer wierklech eng Partie wichteg Froen opgeworf huet, an et ware politesch, besonnesch politesch wichteg Avisë vun de Chambres salariales.

Ëmsou méi erstaunlech ass och fir mech, dass de Statsrot dräi Oppositions formelles a sengem zweeten Avis zu den Amendementer vun der Chamber gemaach huet, déi net liichtfankeg gemaach gi sinn, mä déi wierklech seriö iwwerluecht waren. Amendementer, vun deenen op d'mannst ee refuséiert ginn ass aus Ursaachen, déi näischt mat constitutionnellen oder formale juristesche Froen ze dinn hunn. Esou gouf den Amendement, fir enger Entreprise zwielef Méint no enger OPA Loft ze loossen, mat enger Opposition formelle beluecht, mat dem Argument vum Statsrot, dass dëst géint déi traditionell liberal Astellung vu Lëtzebuerg wär an zu Bréissel Problemer hätt kënne bréngen.

Also ech muss Iech éierlech soen, dee Risque hätt ee kënnen agoen als Conseil d'État, fir deen Amendement unzehuelen, an dann hätte mer jo gesinn, wat d'Madame Kroes no zwee oder dräi Joer mat deem Amendement gemaach hätt. Mä en attendant wär dat awer menger Usiicht no eng Protektioun fir eng Gesellschaft gewiescht, déi ënnert dem Coup vun enger OPA hostile ass, oder eng aner, déi dat och kënnt sinn.

Madame Presidentin, de Conseil d'État huet och eng Opposition formelle iwwer en Amendement iwwert d'Actionnaires minoritaires ausgeschwat. Ech mengen, mat deem Amendement wollt d'Chamber och eng Partie Problemer aus der Welt schafen, déi eben duerch d'Feele vun enger OPA-Regulatioun ervirgeruff goufen.

D'Chamber wollt nun awer dëst Gesetz virum 20. Mee 2006 stëmmen, an zwar aus zwou Ursaachen. Mir hätten och, Madame Presidentin, - dat wëll ech dem Här Grethen soen -, liebend gär déi Oppositions formelles, wéi seet een, „overruled", wa mer net gewosst hätten, dass mer da bis an den Hierscht komm wären, also bis an den November, fir déi Direktiv wierklech a Kraaft trieden ze loossen. Also ons Ursaachen, fir dat Gesetz elo direkt ze stëmmen, waren:

Éischtens, den Délai vun der Transpositioun ass den 20. Mee 2006. An déi zweet, dat ass, dass et wichteg ass, d'Gesetz ze hu währenddeem déi OPA vu Mittal géint Arcelor ofleeft.

Dat Gesetz - et ass och scho vun de Virriedner gesot ginn - gëtt eng gewësse Sécurité juridique. De Stat schaaft e rechtskräftege Kader, an et ass gutt, dass dee Kader am Délai geschaf gouf, deen d'Direktiv virgesäit. Bei enger OPA wéi bei dëser gëtt et vläicht hannendru Prozesser, an dann ass et gutt, wann dee Kader besteet.

Et ass ons och vun de Spezialisten an der Kommissioun gesot ginn, dëst Gesetz hätt eng wichteg Roll fir déi lafend OPA vu Mittal op Arcelor: D'CSSF iwwerwaacht nämlech den Oflaf vun der OPA elo op grond vum Gesetz vum 10. Juli 2005 iwwert d'Prospectus pour valeurs mobilières. Wann de Prospectus vu Mittal approuvéiert ass, huet d'CSSF keng Base légale méi, fir den Oflaf vun der OPA ze iwwerwaachen an eventuell Sanktiounen auszeschwätzen. Dofir ass et wichteg, dass dëst Gesetz esou schnell wéi méiglech kënnt.

Well d'Chamber also dëst Gesetz virum 20. Mee stëmme wollt, huet se déi Oppositions formelles vum Statsrot schwéieren Häerzens missen unhuelen, soss wär d'Gesetz eréischt am November a Kraaft getrueden.

Esou wéi d'Gesetz elo do läit, ass et, wéi gesot, e Kompromëss, deen eben och e relativ allgemengen ass, e minimalen, well en um europäesche Plang esou ass. En ass sécher net der Weisheit letzter Schluss, och net um europäesche Plang. Ech menge schonn, dass um europäesche Plang d'Regulatioune fir d'Finanzmäert weider wäerte goen.

Mir waren ons och als Kommissioun op enger breeder Basis eens, dass mer sollten onsen Diskussiounen an enger Motioun Ausdrock ginn. Dat huet näischt mat - wéi soll ech soen - engem Mësstraue vis-à-vis vun der Regierung oder Onzefriddenheet elo mat der Prozedur ze dinn. Et ass ganz einfach dat elementaart Recht vun der Chamber drop hinzeweisen, dass do nach Problemer bestinn.

Mir hunn also déi dräi Amendementer, déi de Conseil d'État mat enger Opposition formelle beluecht huet, erëm eng Kéier an déi Motioun erabruecht. Mir hu gesot, dass dat fir ons wichteg Elementer si fir eng OPA-Gesetzgebung zu Lëtzebuerg. Dofir ass dat eng wichteg Motioun, eng wichteg politesch Motioun, déi jo och, souwäit ech weess, vun anere Parteie gedroe gëtt. Dat och fir no bausse kloer ze maachen, dass mer als Chamber och wëlle weider dorunner schaffen an oppassen, wat d'Regierung dozou mécht. Ech mengen, et ass kloer, dass dës Motioun och vun der Chamber ugeholl gëtt, an ech kann dat hei och begréissen.

Dat gesot, Madame Presidentin, wëll ech d'Approbatioun vun onser Fraktioun och zu dësem Gesetz iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert d'OPA bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo schonn e puermol gesot ginn, datt mer dat Gesetz hei ënnert engem gewëssenen Zäitdrock hu misse verofschiede respektiv datt mer als Chamber an enger äusserst delikater Situatioun waren, wéi mer dat Gesetz hei hu missen diskutéieren. Mir souzen e bësse souzesoen tëschent alle Still. Ënnert esou Konditiounen, mat deem Drock, deen do fonctionnéiert huet, ass et ganz schwéier, eng uerdentlech legislativ Aarbecht ze maachen.

Wat awer nach net gesot ginn ass, dat ass, datt et e Grond gëtt firwat mer ënnert deen Zäitdrock gerode si respektiv mer net konnte méi eng propper legislativ Aarbecht maachen. An dat ass e politesche Grond, deen et dofir gëtt!

Ech ka mer deen och iwwerhaapt net erklären, wann ech weess, datt mer zu Lëtzebuerg, wann et ëm d'Législatioune geet, déi mat der Finanzplaz ze dinn hunn, eigentlech jo ëmmer nawell zolidd um Qui-vive waren an deene leschte Joren a Jorzéngten, an aus gudde Grënn. Fir mech ass et duerfir onerklärlech, datt mer déi heiten EU-Direktiv, mat där Bedeitung vun der Finanzplaz eleng, déi mer hunn, esou spéit ëmsetzen, firwat datt d'Regierung gewaart huet, bis eigentlech eréischt déi OPA do lancéiert ginn ass, ier se eis hei e Projet de loi déposéiert huet.

Ech wëll drop hiweisen, datt mer se den 22. Mee hätte missen ëmgesat hunn. Ech weess awer elo, datt dat fir eis jo keng Iwwerraschung ass, wa mer Direktiven net am Délai ëmsetzen, au contraire. Mir versiche jo och do eist Bescht ze maachen.

Allerdéngs muss ech awer soen: Bis elo war et nach ëmmer esou, och wa mer insgesamt do zimlech an engem schlechte Liicht stinn, datt mer, wann et ëm Direktive gaang ass, déi mat der Essenz vun der Lëtzebuerger Ekonomie ze dinn haten, nämlech mat der Finanzplaz, nawell do net onbedéngt gewaart hu bis zum Allerleschten, ier mer hei légiféréiert hunn. Ech kann och duerfir dat net novollzéien.

Ech sinn och der fester Iwwerzeegung, datt d'Regierung hei vun deenen ënnerschiddlechste Stellen an deene leschten zéng Méint gewarnt ginn ass a gesot kritt huet an drop higewise ginn ass, datt et vläicht nëtzlech wär, déi do Direktiv relativ séier ëmzesetzen, an duerfir, nach eng Kéier, ass dat fir mech quasi onerklärlech, datt d'Regierung esou laang gewaart huet, ier se dat Gesetz op den Instanzewee bruecht huet.

Ech erhoffe mer, datt de Budgetsminister eis hei herno e bësse méi zolidd Argumenter wäert virdroe wéi déi, déi hien eis an der Finanzkommissioun schonn eng Kéier virgedroen hat, déi mech net immens staark iwwerzeegt haten, zëmools wann ech, wéi gesot, den Historique vergläiche mat deene Gesetzer, déi mer generell ugaange si bis elo, wann en Intérêt vun der Finanzplaz zu Lëtzebuerg am Spill war.

Dat huet eis natierlech dozou gefouert, datt mer an där peinlecher Situatioun waren, datt mer hei während enger lafender OPA op eng wichteg Lëtzebuerger oder eng wichteg Entreprise, déi zu Lëtzebuerg hire Siège huet - loosse mer emol esou soen, dat ass méi richteg ausgedréckt -, d'Arcelor, hu missen dat heiten diskutéieren an op där anerer Säit natierlech wëssen, datt mer eng important Finanzplaz sinn, datt mer hei net kënnen egal wat maachen, well et hei jo och ëm Rechtssécherheeten insgesamt an ëm Crédibilitéite geet an dat natierlech relativ schwiereg war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen awer och, datt ee méi generell misst, iwwert d'OPA-Gesetzgebungen eraus, diskutéieren iwwert de Rôle vun de Finanzmäert an eiser Ekonomie vun haut. Wann ech gesinn, wat sech an der Zwëschenzäit weltwäit entwéckelt, op wéi eng Aart a Weis, datt Entreprisen iwwerholl ginn, da muss ee feststellen - an do si bal all Länner, bal all Ekonomiessecteuren oder och bal all Zorte vun Entreprisë betraff -, datt déi verschiddenaartegst Versich gemaach ginn, fir sech aner Entreprisë vum nämlechte Secteur oder och esouguer net unzëeegnen.

Et kann dat sinn aus engem Grond, deen duerchwees ekonomesch plausibel ass, nämlech fir ze kucken, andeem ech eng aner Entreprise kafen, dass dann eben iwwert dee Wee zwou Stéck sech zesummeschléissen, datt ech dann an enger neier Konstellatioun, mat engem uerdentlechen industrielle Plang, mat enger uerdentlecher wirtschaftlecher Strategie, méi staark um Weltmaart ka sinn. Dat ass sécherlech déi sënnvoll Aart a Weis, firwat et kann zu enger Iwwernam kommen.

Et kann awer och sinn, an do gëtt et scho méi zweedäiteg, dat ass, datt ech eigentlech Loscht hu meng eegen Entreprise e bësse méi ze valoriséieren, andeem ech einfach just carrément eng opkafe ginn, well ech weess, datt déi vill wäert ass an dat meng eegen Titren a meng eegen Entreprise duerno zolidd valoriséiert. Dat ass schonn e bësse méi zweifelhaft, wann et iwwert dee Wee geet. Dat kéint een awer nach, jee nodeem wat duerno geplangt ass, akzeptéieren.

An da kënnt eng aner Variant, an déi ass awer fir mech guer net méi ze akzeptéieren, dat ass, datt et entre-temps och relativ kloer ass, datt Offeren einfach lancéiert ginn, fir Konkurrenten um Marché ze schueden, fir se wirtschaftlech an d'Knéien ze kréien, fir wierklech um Marché dann doduerjer e Virdeel ze kréien, well deen anere gezwonge gëtt eng defensiv Strategie un den Dag ze leeën. Dee muss dann natierlech vill Geld mobiliséieren, fir sech ze verteidegen, an dat Geld, dat feelt him logescherweis herno, fir ze réinvestéieren oder fir eng uerdentlech nei Strategie duerchzefëiere vun der eegener Entreprise. Dat ass natierlech dat, wat een e regelrechte wirtschaftleche Krich nennt, dee vun enger Entreprise zu enger anerer gefouert gëtt. Spéitstens do sinn ech der Meenung, datt dat äusserst diskutabel ass. An dat huet och e Grond, deen historesch ass, an duerfir muss een op d'70er Joren zréckgoen.

Vun de 70er Joren un, haaptsächlech natierlech dunn an den 80er Joren an an den 90er Joren, sinn déi international Finanzmäert extrem liberaliséiert ginn. Et ass entre-temps kaum nach en effikasst Regelwierk do. An esou wichteg wéi Finanzmäert natierlech an enger Maartwirtschaft sinn, esou ass et awer och gradesou däitlech, datt, wa keng uerdentlech international Regelwierker méi do sinn, de Risiko reell ass, datt déi Finanzmäert sech vun der realer Ekonomie lassléisen an datt dat zu schwéiere Schied am ekonomesche Secteur féiere kann, voire esouguer, jee nodeem wéi wäit een dat steigert, zu gravë Krise féiere kann.

Dofir si mir der Iwwerzeegung, datt et iwwert d'Schafe vun OPA-Gesetzgebungen elo an eenzelne Länner oder an engem Stateverbund wéi der Europäescher Unioun iwwer eng Direktiv eraus extrem wichteg ass, datt een op internationalem Niveau am FMI, an der Weltbank an esou weider diskutéiert iwwer eng Reform, fir datt mer um internationalen Niveau erëm en uerdentlecht Regelwierk kréie fir d'Finanzmäert.

Dat bedeit net, datt et soll drëms goen de Finanzmäert Fesselen unzeleeën a se anzeschränken, mä zumindest awer bei gewësse perversen Tendenzen, déi et entretemps manifestement gëtt, fir do esou Regelen opzestellen, datt déi an Zukunft ënnerbonne ginn. Dat wär souwisou och méi effikass, wéi datt all eenzelne Stat, all eenzelt Land oder all eenzelne Stateverbond elo iwwer all méiglech méi oder manner protektionistesch Mesurë versicht sech oder seng Betriber a seng Ekonomie ze schützen, well dat ass éischtens emol méi oder manner effikass respektiv ass dat, wa mer an där Logik weiderfueren, sécherlech net zugonschte vun enger sech uerdentlech entwéckelnder Weltekonomie. Et wär virun allem awer och wichteg, well mer jo och wësse mussen, datt et haaptsächlech bei deene ganz negativen Approchen do jo och ëmmer ëm d'Schicksal vun dausende vu Leit geet, déi eigentlech ënner esou Situatioune leiden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sinn duerfir eigentlech och total onzefridde mat deem, wat mer haut hei maachen. Mir wäerten zähneknirschend dëst Gesetz hei stëmmen, well mer der Meenung sinn, dass, wa mer dat Gesetz hei diskutéiert hätten, net ënnert dem Androck vun där lafender OPA, da wär et relativ kloer gewiescht, dass mer eppes Besseres erauskritt hätten.

Mir mengen awer och, datt een aus e puer Grënn net derlaanscht kënnt fir esou séier wéi méiglech e minimalen a wéinstens reglementaresche Kader ze kréien.

Deen éischten ass deen - deen ass och scho gesot ginn an deen hu mer och an der Kommissioun gutt erkläert kritt - vu Prozesser, déi riskéieren ze kommen iwwert déi lafend OPA, an datt dann, wa mer da guer kee Gesetz hunn, mer och nach géinge riskéieren - wahrscheinlech vläicht nach dann zu Onrecht, mä egal - mat an esou Prozesser eragezunn ze ginn, well mer keng Rechtssécherheet hunn.

Da gëtt et do awer nach ee Punkt, dee wierklech och ganz wichteg ass fir eis, dat ass, datt mer zumindest iwwert dëst Gesetz hei e gewëssene Schutz erabréngen, e gewëssent Matsproochrecht, wann een dat esou ka soen - e bescheident zwar, mä ëmmerhin e Matsproochrecht -, afëiere fir déi, déi am schutzloseste sinn an där ganzer Situatioun, nämlech fir déi Leit, déi an deene Betriber do schaffen.

Ech mengen awer och, dass, wa mer Zäit gehat hätte fir méi am Detail ze diskutéieren, dann hätte mer déi ënnerschiddlech Législatiounen, déi et an eisen Nopeschlänner zu den OPAe gëtt, déi ënnerschiddlech Ëmsetzungen, déi do gemaach gi sinn, dann hätte mer déi kënne méi genee kucken. Et ass séier gesot - ech weess och elo net, ob et gutt gewiescht wär fir Lëtzebuerg, wa mer op dee Wee gaange wäre wéi zum Beispill Frankräich -, mä et ass och séier gesot: Dat, wat Frankräich gemaach huet, widdersprécht wahrscheinlech der EU-Direktiv. Ech weess dat net!

Mir hate fir meng Begréffer och net genuch Zäit, fir dat alles ze analyséieren. Ech wëll och elo net soe mir hätten onbedéngt eng Rei Saache genau esou iwwerhuele solle wéi d'Fransousen et gemaach hunn, mä vläicht hätt een awer verschidden Elementer do och nach kënnen eriwwerhuelen. Dat war net méiglech wéinst där Situatioun an där mer dra waren a wéinst deem Drock ënnert deem mer stoungen.

Och déi zwee Punkten, haaptsächlech dee vum Délai vun engem Joer, wou mer eng Opposition formelle vum Statsrot kritt hunn, ech fannen dat äusserst bedauerlech. Ech deelen do ganz dem Här Fayot seng Analys. Fir mech war dat total onverständlech, datt bei där Fro vum Délai eng Opposition formelle komm ass.

Et ass eigentlech schued a mir als Gréng hunn nach ëmmer verlaangt, datt de Statsrot misst aus där Dunkelkammer emol e bëssen erausgeholl ginn, datt de Statsrot net esou eng Dunkelkammer ass, da kéint ee vläicht méi genau emol kucke wien zu deenen Avisën am meeschte bäigedroen huet a wien am meeschte responsabel war fir verschidden Oppositions formelles. Da géing ee vläicht besser verstoe firwat esou eng Opposition formelle wéi déi doten dobäi erauskomm ass. Dat kënne mer awer net, well dat Gremium do esou fonctionnéiert wéi et nun eben emol fonctionnéiert.

(Interruptions)

Och déi Saach vum Schutz vun den Actionnaires minoritaires ass e wichtegen Aspekt, an ech wëll net méi alles widderhuelen, wat den Här Fayot hei gesot huet, vläicht just ee Punkt dobäi awer nach beliichten, dee wichteg ass a wou mer och e grousse Manko hunn, dat ass d'Transparenz, wann esou Operatioune wéi déi hei geschéien.

Den Här Thiel huet gesot, den Här Mittal hätt sech déi bescht Kommunikatiounsberodere kaaft, fir hei agéieren ze kënnen. Mir mussen awer och wëssen, et ass richteg, datt dat heiten iwwert d'Medien ausgedroe gëtt, dat heescht awer am Endeffekt och, datt et eigent-

lech en eenzege Propagandazuch ass, deen do stattfënnt. Dat heescht, datt op béide Säiten - dat muss een awer hei soen - sécherlech net mat den transparentsten ekonomeschen Donnéeë geschafft gëtt, fir drop hinzeweise wien dann elo déi besser Argumenter huet.

An do muss ee sech natierlech froen, haaptsächlech d'Actionnaires minoritaires, oft ganz kleng Aktionären, wéi sollen déi dann d'Schlësselen hu fir an deem Propagandakrich, deen do stattfënnt, och ëmmer den Duerchbléck ze hunn, wat dann do richteg a wat dann do falsch ass. Och do gëtt et vill driwwer ze diskutéiere wéi mer an Zukunft kënnten och do besser Regele schafen. Mä, wéi gesot, och dat ass jo e Volet, dee leider elo ganz ausgeklammert ass an dësem Gesetz hei; wat mer bedaueren.

Mir sinn och duerfir, Här President, gär bereet gewiescht, fir déi Motioun do ze ënnerschreiwen, woubäi ech awer och do natierlech dem Här Grethen Recht ginn. Hie seet, et ass jo wierklech Speck- a Schwéngefleesch, wat mer eigentlech maachen. Et ass bal pervers wat mer hei fir eng Operatioun maachen, datt mer e Gesetz elo hei mussen ofstëmmen, wou mer ganz genau wëssen, datt mer zwou oder dräi oder véier wichteg Saachen nach gär dra gehat hätten, déi hei eraushuelen an dann eng Motioun bei dat Gesetz derbäileeën, wou mer dann eigentlech en Agestëndnis maachen, datt dat Gesetz, wat mer haut hei maachen, absolut schlecht ass an datt mer duerfir wëllen an deenen nächste Méint nolégiféréieren.

Also, et huet ee vill Krämp. Also, et muss ee vill, wéi den Här Grethen gesot huet, mat sech zu Kouer goen, fir hei herno de Knäppche mat „Jo“ ze drécken, vu datt ee jo awer trotzdeem, wann een och nach déi doten Donnéeën esou um Dësch leien huet, léiwer eng uerdentlech a korrekt legislativ Aarbecht maache géing.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir, wéi gesot, mir stëmme mat Jo zu dësem Gesetz, mä zähneknirschend. Mir stëmmen eigentlech nach vill léiwer déi Motioun.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame President. Ech wëll och vun eiser Säit ufänken, andeem ech dem Kolleeg Laurent Mosar wëll Merci soen a félicitéiere fir säi gudde Rapport, a virun allem och déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass. Et ass selten, datt mer e Projet an der Finanzkommissioun haten, deen esou intensiv ënnert der Opsiicht vun der internationaler Press diskutéiert a behandelt ginn ass, an ech géif…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Och an der nationaler.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An der nationaler, selbstverständlech. Déi national fält an déi international mat eran, jee nodeem vu wou, datt een et kuckt.

Ech mengen, et war awer eng fair Zesummenaarbecht an et ass virun allem eng Aarbecht gewiescht, déi zum Konsens gefouert huet. Well ech mengen, Verschiddener vun eis haten zu verschiddene Punkten aner Usiichten. An duerch déi Diskussioun, déi gefouert ginn ass, ass zum Schluss e Resultat erauskomm, wat dann, wéi mer haut hei bis elo héieren hunn, vu jidderengem ka gedroe ginn.

Et ass am Fong d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv, déi hei an der Chamber ganz selten intensiv diskutéiert ginn, wou de Modèle de base geholl gëtt a wou d'Zoustëmmunge relativ séier kommen. A wa vläicht hei net grad déi OPA vun der Mittal iwwert d'Arcelor komm wier, wier et sécherlech och dës Kéier méi séier, wann och vläicht net awer esou séier wéi normal iwwert dës Direktiv gaangen, wat a sech eng komplizéiert Matière ass.

De Gros vun de Leit dobausse kritt och net vill dovunner mat. Déi meescht Leit froen een ëmmer: Wat ass dat iwwerhaapt déi OPA iwwert déi Der do diskutéiert, déi Offre publique d'acquisition, fir et emol eng Kéier ze soen, well et ënnert den normale Konditiounen net esou intensiv diskutéiert gi wier?

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wann d'OPA vun der Mittal op d'Arcelor net de 26. Januar dëst Joer gemaach gi wier an d'Regierung de 7. Februar, also e puer Deeg duerno, direkt dëse Projet deponéiert hätt, da wier déi Diskussioun och net esou intensiv gefouert ginn. Wann dee Projet hei d'lescht Joer diskutéiert gi wier oder e wier méi spéit diskutéiert ginn an e wier net an Zesummenhang mat der OPA komm, da wier dat keen esou e groussen a breeden Discours no bausse ginn.

Et huet natierlech laang gedauert iert d'Regierung den Dépôt vun deem Projet gemaach huet, bal zwee Joer. An et kann ee sech d'Fro stellen: Firwat ass deen Dépôt net éischter gemaach ginn? Firwat huet en eben misse grad zu engem Zäitpunkt gemaach ginn, wou nun emol eben de Verdacht ganz no läit, zumindest an der Opinion publique dobausse bei deene Concernéierten, datt e mat der OPA Mittal-Arcelor eppes ze dinn hätt? Duerfir huet d'Chamber - well d'Regierung och laang gebraucht huet - séier geschafft. Wann d'Regierung bal zwee Joer gebraucht huet, fir en Dépôt ze maachen, huet d'Chamber awer déi legislativ Prozedur a quasi dräi Méint iwwert d'Distanz bruecht.

Déi OPA Mittal-Arcelor, dat war hei zu Lëtzebuerg eppes wéi esou e klengen nationale Schock. Et huet de Mëtten nach een hei - ech mengen, den Här Thiel war et - vun „onser Arcelor“ geschwat. Esou menge vill Leit, vill, vill Leit, datt d'Arcelor hier wier. D'Arcelor ass e multinationale Konzern ginn an trotzdeem fille vill Lëtzebuerger sech nach enk mat der Arcelor, déi fir déi meescht nach ëmmer d'ARBED ass, verbonnen.

Duerfir war et och normal, datt am Fong esou eng national Solidaritéit op eemol iwwer e puer Stonnen hei am Land entstanen ass, déi bis op den héchsten Niveau vun der Politik gaangen ass. De Premier ass bannen e puer Stonnen direkt op Bréissel an dunn op Paräis, oder ëmgedréint, gefuer, fir och iwwert d'Grenzen eraus wëllen e Schulterschluss ze beweisen, wou mer awer herno festgestallt hu lues a lues, datt och iwwert d'Grenzen eraus op eemol déi eenzel Länner gewëssen national Interessen hunn. An dëse Schulterschluss, deen do gemaach ginn ass, ass awer lues a lues zerbréckelt.

D'Politik huet och versicht sech lues a lues aus där Diskussioun zréckzezéien an d'Kommissioun hat eng éischt Suerg, dat war fir zumindest ze dokumentéieren, datt dat Gesetz, wat hei gemaach géing, weder fir deen een nach fir deen anere wier, mä datt et am Fong e Gesetzestext wier, deen eng neutral Positioun hei géif iwerhuelen. D'Politik huet sech also erausgezunn aus der Diskussioun, wat d'OPA Mittal-Arcelor ubelaangt. Duerfir, mengen ech, wann och dat géif glécken, wat mer hoffen, datt et dem Arcelor-Management géif glécken, datt Mittal net kéint d'Arcelor schlécken, da kéint och mar net d'Politik higoen a soen et wier hire Mérite, mä da misst een dee Mérite dann och dem Management zoukomme loossen.

En zweete Punkt vun deem nationale Schock souz doranner, datt vill Leit, den normale Bierger, am Fong an der internationaler Press liesen a gesinn wéi weltwäit Risekonzerner een deen aneren iwwerhuelen. Ganz dacks huet et als Konsequenzen, dass op där enger Säit d'Aktien enorm an d'Luucht ginn, datt d'Actionnariat och grouss Ausschëddunge kritt vun hiren Aktien an datt op där anerer Säit dat awer dacks domat verbonnen ass, datt Personal ofgebaut gëtt. Dat gesäit een an der internationaler Press, op der Televisioun, mä d'Lëtzebuerger waren ni esou richteg domat konfrontéiert, datt dat och kéint eng Kéier mat eiser gréisster Gesellschaft hei am Land geschéien.

Et muss een och soen, datt d'Arcelor, wat jo am Fong eng Kéier eng kleng Gesellschaft war, wéi se hei zu Lëtzebuerg ugefaangen huet, am Laf vun de Joren an de Jorzéngten, a virun allem an deene leschte Joren, jo och massiv weltwäit opkaaft huet. An dat huet am Fong och kee vun ons esou direkt gestéiert, mä mir waren am Fong ëmmer e bëssen houfreg drop, wann eis Arcelor oder eis ARBED ëmmer konnt weider akafen. Mä et hat ni een dru geduecht, datt och eng Kéier dee Moment kéint kommen, wou een d'Arcelor kéint opkafen.

Et war och duerfir, an ech ginn dat gären zou, an enger éischter Approche, déi mir an der Kommissioun vertrueden hunn, datt ee sollt e gewëssene Protektionismus an dee Gesetzestext hei afléisse loossen. Mir hunn zum Beispill ons drun erënnert, datt 2000-2002 och d'Amerikaner, fir hir Stolindustrie ze schützen, am Fong d'Grenzen zougemaach hunn. A mir waren och an enger éischter Phas éischter där Meenung, wéi se am Avis vun der Chambre de Commerce vertruede ginn ass. D'Diskussiounen an der Kommissioun, déi, wéi ech scho gesot hunn, ganz objektiv an oppe gefouert gi sinn, hunn awer dozou gefouert, datt déi Amendementer, déi an der Kommissioun ugeholl gi sinn, alleguer konnten eestëmmeg vun de Kommissiounsmemberen ugeholl ginn.

Et ass haut scho vill hei iwwert déi Opposition-formellë geschwat ginn, déi de Statsrot a sengem zweeten Avis gemaach huet, wou mer ënner engem gewëssenen Zäitdrock stoungen. An ech brauch net méi drop anzegoen, firwat datt d'Kommissioun dann ebe sech dozou décidéiert huet, fir sech deenen Opposition-formellen ze beugen, obschonn ech och do an der Kommissioun an enger éischter Reaktioun gesot hunn, et soll ee sech iwwert d'Opposition-formellen ewechsetzen an einfach en zweete Vote méi spéit maachen.

D'Ursaachen, firwat datt d'Kommissioun zur Konklusioun komm ass dat net ze maachen, sinn de Mëtten hei bekannt an dacks genuch gesot ginn a si ginn och an enger Motioun festgehalen, fir dat eben an d'Gesetz vum 10. Dezember 1915 iwwert d'Sociétés commerciales, wann dat reforméiert gëtt, afléissen ze loossen.

Mä et kéint ee sech och nach eng aner Iddi iwwerleeën. Kee verbitt eis och dëst Gesetz nach eng Kéier no enger bestëmmter Zäit ze änneren an eis eben déi Zäit ze huelen, wann de Conseil d'État nach eng Kéier eng Opposition formelle mécht, fir eis dann doriwwer ewechzesetzen.

Et ass eis gesot ginn, wa mer d'Oppositions formelles maachen, da géife mer an d'Summervakanz kommen, da géif et Hierscht ginn an da kéint dat verschidden Nodeeler zu der Lag vun der OPA hunn. Duerfir, wéi gesot, droe mer deem Rechnung a mir sinn dann och domadder d'accord.

Ech brauch net méi op déi eenzel Punkte vum Gesetz anzegoen, déi stinn am Detail an dem Rapport. Ech géif awer nach just ee Punkt wëllen erauszéien, wat den Actionnaire minoritaire ubelaangt.

Och do hu mir intern driwwer diskutéiert, ob een, wann en Offrant, dee mindestens 95% huet, kann en Actionnaire minoritaire forcéieren, fir déi reschtlech Aktien, zwar zu engem Prix juste, ze verkafen, dat net kéint mat enger gewëssener Expropriatioun vun engem Aktionär vergläichen. Dat kann een esou gesinn. Wann een net méi ka selwer iwwer seng Aktien décidéieren a wann een och nëmmen e puer Prozent huet, datt dann eben en Offrant, dee méi wéi 95% oder mindestens 95% huet, deen anere ka forcéieren, fir seng Aktien ze verkafen.

Mä et huet wéi alles, wéi all Medail, zwou Säiten. Hei ass et jo och ëmgedréint, datt den Actionnaire minoritaire ka verlaangen, datt seng Aktien opkaaft ginn, allerdéngs souguer scho bis 10%. Dat heescht, en huet e gewëssenen Avantage, well op där enger Säit déi 95% an op där anerer Säit déi 90% sinn. Esou datt een awer ka soen, et ass op där enger Säit vläicht ähnlech wéi eng Expropriatioun, mä op där anerer Säit kann awer och de minoritären Aktionär verlaangen, datt seng Aktien opkaaft musse ginn, an zwar och zu deem Prix juste, esou wéi dat doranner stoung.

Et huet eis och Leed gedoen, datt mer déi Iddi vun der Retroaktivitéit net konnten zréckbehalen. Wéi gesot, alles dat hu mer an der Motioun mat verfaasst, an et ass elo ze hoffen, datt d'Regierung dee Projet dann awer och elo bäizäiten op den Instanzewee bréngt, fir datt een och gesäit, datt dat heiten net nëmmen eng Alibimissioun war, fir eben elo kënnen dat Gesetz hei, d'Motioun ze stëmmen, mä datt et och der Chamber eescht gemengt ass, fir déi Iddien, déi an eisen Amendementer waren, déi mer net konnten am Gesetz zréckbehalen, mä déi eben elo an där Motioun hei zréckbehale gi sinn, ëmzesetzen, an datt d'Regierung och da muss deem Vote vun der Chamber Rechnung droen, an dat, wéi gesot, net allze laang waarde loossen, fir dat kënnen ze maachen.

Ech wëll ofschléissend nach soen, datt awer och een Amendement ënner anerem, wat mir awer wichteg schéngt, ugeholl ginn ass, wou de Conseil d'État zwar och seng Bedenken derzou hat, mä keng Opposition formelle gemaach hat. Dat ass nämlech, datt d'Salariatsvertrieder, d'Salariat, muss virun esou enger OPA informéiert ginn iwwert d'Absichten, déi do bestinn. Och do hat de Statsrot Bedenken derzou. Hien huet keng Opposition formelle gemaach, an duerfir ass d'Kommissioun bei hirem Text do bliwwen.

Dat gesot, Här President, wëll ech och vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu dësem Projet brëngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport, mä ech ka mech awer net mam Inhalt vun deem Gesetz hei ufrënnen. Wa mer feststellen, dass net fäerdeg bruecht ginn ass, d'Rechter vun de minoritären Aktionären an dësem Gesetz ze schützen, da stellen ech mer awer eeschthaft Froen, wéi et da mat de Rechter ass vum Salariat an dësem Fall, wou jo awer hei de ganze Mëtten nach net ee Wuert driwwer verluer ginn ass. An och mat de Rechter vun de Salariatsvertrieder, wéi déi kënnen hir Leit vertrieden.

Et sinn eng Rei Direktiven natierlech, déi d'Rechter vun de Salariatsvertrieder festschreiwen, mä hei bewege mer eis an enger neier Législatioun, déi garantéiert och an Zukunft nei Froen opwerfe kann. Duerfir hätte missen och onbedéngt d'Rechter vum Salariat a vun de Salariatsvertrieder an dësem Gesetz mat festgehale ginn. Esou vill Zäit hätt misse sinn.

A wann ech dann héieren, dass mer aus Zäitdrock déi Amendementer net hätte kënnen duerchsetzen, da verstinn ech awer d'Welt net méi. Dës Chamber soll jo awer dofir do si fir Gesetzer ze maachen, déi équitabel sinn an déi och eng Zäit laang solle gedroe ginn. An hei brénge mer et net fäerdeg, konsequent dat am Gesetz ëmzesetzen, wat d'Kommissioun eigentlech wëllt oder wat dës Chamber wëllt, a wat all Riedner, déi hei geschwat hunn, eigentlech gewollt hunn an awer elo net maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här Jaerling, entschëllegt, kann ech lech soen, kuckt den Artikel 14 vum Gesetz wéi en elo am Gesetz ass, wéi en elo festgeluecht ass, wat mer elo wäerte stëmmen. Do gesitt Der genee, dass d'Rechter vum Personal garantéiert sinn.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech hunn lech dat och elo gesot an enger Rei vun Direktiven, déi awer absolut net alleguerten op dëst Gesetz iwwerdrobar sinn. Hei si mer an enger neier Législatioun, Här Fayot, wou ganz kloer nei Momenter wäerten optrieden.

An ech wëll lech emol drun erënneren, dass mer schonn eng Kéier esou e Gesetz haten, wat voller Lacunë war, wou mer och eng Motioun hei hannerluecht hunn, fir dat Gesetz schonn erëm ze revidéiere knapps wou et gestëmmt war, an dat war d'Gesetz iwwert d'Krankekeesen. An haut kennen d'Gewerkschaftler heibannen all d'Konsequenze vun deem Gesetz. Dass emol nach keng zwee Joer erëm sinn, dass do Leit an de Misär lafen, just duerch dat Gesetz, well et net perfekt war a well et net kloer duerchduecht war, an do war keen Zäitdrock.

An hei wëll ech den Zäitdrock net gëlle loossen, fir dass elo e Gesetz iwwert de Knéi gebrach gëtt, wou eng Rei vu Rechter, wou eng Rei vun Dispositiounen, déi wierklech jiddferee gär gehat hätt, net mat duerchgeholl ginn. Ech wëll och net hei gëlle loossen, dass elo de Statsrot soll d'Schold kréien, well d'Chamber huet ëmmer d'Méiglechkeeten, fir sech iwwert dem Statsrot seng Oppositiounen ewechzesetzen. Duerfir hu mer eng Prozedur, an d'Chamber hätt dat solle maachen.

Ech fannen et einfach lächerlech, an ech hunn dat deemools scho gesot, dass mer hei e Gesetz stëmme voller Lacunen an dass mer dann eng Motioun hannendru leeën, wou mer da biedele ginn, fir dass d'Regierung soll déi Lacunen erëm iergendwann eng Kéier riicht béien. Dat wäert dann zwee, dräi Joer daueren. An där Zäit wäerte mer da gewuer ginn, wat fir eng Problemer dass dat Gesetz hei schaaft, an dofir wäert ech dat Gesetz hei net stëmmen. Ech wäert mech enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den zoustännege Minister d'Wuert, den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géing fir d'éischt och wëllen dem honorabelen Här Mosar Merci soe fir dee Rapport, deen e gemaach huet, an alle Kommissiounsmemberen, an och him als President-Rapporteur, fir déi excellent Zesummenaarbecht, intensiv Zesummenaarbecht, déi mer an deene leschte Wochen haten, wéi d'Finanz- a Budgetskommissioun vun dësem Haus de Regierungsprojet iwwert d'OPA-Gesetzgebung diskutéiert huet.

Eng OPA, eng Offre publique d'acquisition, en Übernahmeangebot, gehéiert zum Liewe vun op der Bourse cotéierte Gesellschaften. Ech mengen, datt een dat och emol muss eng Kéier an dësem Débat rappeléieren. Eng Gesellschaft, déi op der Bourse cotéiert ass, déi muss och wëssen, datt se ka vun engem opkaaft ginn, ënner Modalitéiten, déi - an dat ass den Objet vun dësem Gesetz - an engem Kader solle festgeluecht ginn. An duerfir gëllt dat fir déi OPA, déi de Mëtten hei vill diskutéiert ginn ass, gradesou wéi fir all déi OPAen, déi an der Zukunft kommen.

Dat gehéiert zum Risiko vun enger cotéierter Gesellschaft, an duerfir muss een och wëssen, datt cotéiert Gesellschaften, och wéi déi am Fall vun der Lëtzebuerger Stolindustrie, net engem oder eis gehéieren, wéi den Här Thiel sech ausgedréckt huet, mä datt déi dausenden an dausende vun Aktionäre gehéieren, virun allem Fongen, déi an England an an Amerika domiciliéiert sinn. D'Fro ass, ob déi déi Aktien an där Gesellschaft halen oder ob déi eng Offer vun engem aneren akzeptéieren oder net. Wéi gesot, d'OPA gehéiert zum Liewe vun op der Bourse cotéierte Gesellschaften.

D'Fro ass: A wéi engem Kader léisst een esou eng OPA iwwert d'Bühn goen? Ech mengen, dat war den Objet vun deenen intensiivsten Debatten, déi am Europaparlament, am europäesche Ministerrot och viru Jore stattfonnt hunn, an op déi den Här Fayot de Mëtten och nach eng Kéier zréckkomm ass.

Déi Direktiv, déi mer am europäesche Ministerrot 2004 ugeholl hunn, déi setzt e Rumm, deen, mengen ech, net esou schlecht ass. Dee seet, wien ass zoustänneg wann et sech ëm multinational OPAen handelt; wat fir eng Autoritéit zoustänneg ass; a wat fir engen Délaien dat gemaach muss ginn; wat fir eng Prozedure respektéiert musse ginn, a virun allem, datt jidderee vun den Aktionäre muss d'nämlecht behandelt ginn. An et ass dëse Prinzip vun der Gläichbehandlung vun den Aktionären, deen eis derzou bruecht huet, fir an dësem Moment dee Projet de loi anzebréngen.

Sécher kann een ëmmer froen: Firwat hutt Der dat net éischter gemaach? Ech wëll dorop äntwerten, datt ech net weess, ob d'Leit sech bewosst sinn, wéi komplex a wéi zahlräich déi vill Texter sinn, déi am Finanz- a Gesellschaftsrecht souwuel de Finanzministère wéi de Justizministère ëmzesetzen hunn.

Ech weisen hei drop hin, datt nëmmen dräi oder véier Länner an Europa déi Direktiv bis elo ëmgesat hunn an datt mir déi Direktiv am Délai, esou wéi en an der Direktiv steet, ëmsetzen. Mir sinn also parfaitement an den Délaien, déi Europa sech selwer ginn huet. Et ass deemools gesot ginn: Dat ass eng komplizéiert Matière, do brauch een eng zwee Joer, fir dat ëmzesetzen. Sécherlech, wa mer dat e puer Méint éischter gemaach hätten, wär dat vläicht méi eng einfach Debatt gewiescht, dat ginn ech gären zou, mä ech halen hei drop ze preziséieren, datt mer am Délai sinn, fir déi Direktiv ëmzesetzen, an ech mengen och, datt mer se op eng uerdentlech Aart a Weis ëmsetzen.

Mech erstaunt dach awer, datt mer an der Tripartite eng länger Diskussioun haten iwwert d'Direktivëmsetzungen, datt och de Moien nach eng Kéier a Bezuch op d'Propositioune vun enger Partei, déi awer op deem Punkt mengen ech largement gedeelt gëtt, gesot ginn ass, datt een d'Direktive soll eent zu eent ëmsetzen. Hei maache mer dat, esou wéi mer dat oft am Finanz- a Gesellschaftsrecht maachen, an dofir, mengen ech, leie mer dann op engem Wee, dee fir de Gesetzgeber zu Lëtzebuerg e gudden ass.

Well, wat ass dem Gesetzgeber seng Roll an dëser Matière? Wat soll dem Gesetzgeber seng Roll sinn, a wat war déi, déi d'Regierung an dëse Projet de loi afléisse gelooss huet? Mä ganz kloer déi, fir datt Lëtzebuerg fir international Gesellschaften eng Plaz ass, wou se wëssen, datt se wëllkomm sinn. Mir hätte gär e wirtschaftsfrëndlechen, klore juristesche Kader, wou d'Entreprisë wëssen, wat op se zoukënnt, wou se och déi néideg juristesch Sécherheet hunn, a mir wëllen net an engem Land sinn, wou een eng finanziell, industriell oder aner Operatioun mécht, a wou deen da fäert, datt enges Dags d'Politik kënnt a seet: Ma dat do gefält eis net; dat do, dat geet net. Dat ass esou gemaach ginn an deenen Ekonomien an Osteuropa an an anere Regimen, déi Gott sei Dank ëmmer manner zahlreich ginn, wou een net weess, ob säin ekonomesche Projet eppes gëtt, mä wou ee vun iergendenger Partei oder enger Regierung ofhängeg ass.

Hei si mer an enger fräier Maartwirtschaft, wou et net heescht, datt ee ka maachen, wat ee wëllt, mä wou d'Aufgab vun der Politik ass, de Kader ze setzen, an innerhalb vun deem Kader mussen déi Entreprisë sech kënnen entwéckelen op eng wirtschaftsfrëndlech Aart a Weis.

Eist Land lieft dervun, datt grouss international Entreprisë Lëtzebuerg erausgesicht hunn, fir hei hir ekonomesch Aktivitéit ze maachen, an dëst Gesetz erlaabt hinnen, dat op eng besser Aart a Weis an Zukunft och ze maachen.

An dann hu mer trotzdeem op zwou Plazen - an et war nëmmen op zwou Plazen, wou mer dat konnte maachen - an där Direktiv e Choix getraff, wou mer net konnten eent zu eent ëmsetzen, wou d'Direktiv seet: Hei musst Der e Choix maachen. An do hu mer e klore Choix gemaach fir de Management vun deenen hei etabléierten Entreprisen. Mir hunn e Choix gemaach, deen de Gros vun de Länner net gemaach huet, an ech sinn am Fong geholl e bëssen erstaunt, datt och an der öffentlecher Debatt, och bei der lafender OPA, dat wéineg Berücksichtegung fënnt.

D'Direktiv seet, wann eng OPA kënnt, dann ass de Grondprinzip, datt nëmmen nach d'Assemblée vun den Aktionären eppes dierf décidéieren, mä d'Direktiv erlaabt - ech résuméiere staark -, datt een awer och ka virgesinn, datt de Conseil d'administration an de Management vun enger Firma kënnen eng Rei Défensemechanisme maachen.

Mir hunn aus Respekt fir déi gutt Aarbecht, déi a villen hei zu Lëtzebuerg baséierte Gesellschafte gemaach gëtt, virgesinn, datt de Conseil an d'Direktioun dee Pouvoir behalen an datt net de Marché direkt, also d'Aktionären direkt kënnen décidéieren.

De Fait, datt mir hei net dee Prinzip vun der „board passivity rule" spille gelooss hunn, ass op ausländnesche Marchéë kritiséiert ginn. Mir mengen awer, datt dat eng Dispositioun ass, déi am Intérêt ass vu gutt geféierte Gesellschaften, an dofir hu mer déi gemaach.

Gradesou wéi mer virgesinn hunn, datt och am Fall vun enger OPA méiglech statutär Restriktioune vum Transfert vun den Aktien, déi verschidde Gesellschaften hunn, och an esou engem Fall kënne spillen. Dat ka fir zukünfteg OPAe relevant sinn. Och do huet d'Direktiv e Choix gelooss. Mir hunn eis dat intensiv iwwerluecht a mir hunn dat Bescht fir déi zu Lëtzebuerg etabléiert international Entreprisë gemaach.

Et gëtt Intérête vun där enger oder anerer Gesellschaft, et gëtt Intérête vu klengen, wat meeschtens grouss Aktionäre sinn, et gëtt divers Intérêten, mä fir eng Regierung ass deen éischten Intérêt, an dat war déi Fro, vun där mer eis ëmmer guidéiere gelooss hunn, den Intérêt vum Land.

An den Intérêt vum Land ass, datt och an Zukunft zu Lëtzebuerg de gutt organiséierte Marché besteet, an datt och zu Lëtzebuerg an Zukunft international Firmen e frëndlecht Klima fannen, fir hei kënnen Aarbechtsplazen ze schafen, fir sech hei kënnen ze etabléieren. A fir déi Entreprisen, déi hei sinn, déi, egal wien och an engem gewëssene Moment Aktionär ass, a bei cotéierte Gesellschaften änneren d'Aktionäre regelméisseg - heiansdo méi, heiansdo manner -, do gëllt fir eng Regierung, datt mer musse kucken, datt mer ëmmer alles maachen, datt d'Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg bestinn, erhale bleiwen, datt déi ausgebaut ginn, datt de Sëtz vun enger Gesellschaft, deen zu Lëtzebuerg ass, wann et eng international Gesellschaft ass, datt deen hei ass an datt dee ka weider ausgebaut ginn.

Dat gëllt fir déi Gesellschaften, déi de Mëtteg hei mentionnéiert gi sinn, dat gëllt awer och fir aner Gesellschaften, déi cotéiert sinn, an op déi sech déi OPA-Gesetzgebung selbstverständlech och an Zukunft kann a wäert applizéieren.

D'Regierung begréisst déi enorm grouss Zoustëmmung zu deem Text, dee se hei abruecht huet, dee vun der Kommissioun op verschiddene Punkte preziséiert ginn ass. Ech mengen, datt an enger kruzialer Fro et gutt ass, datt mer intensiv debattéiert hunn an datt mer zu deem Resultat kommen.

D'Regierung huet och kee Problem mat där Motioun, déi hei vun alle Fraktiounen abruecht ginn ass, a wäert versichen déi ëmzesetzen. Mä ech soen lech: Et ass méi einfach déi Motioun ze schreiwe wéi dee Gesetzestext ze schreiwen, an duerfir kommen ech an deenen nächste Wochen eng Kéier an d'Finanz- a Budgetskommissioun fir déi eenzel Iddië vun de Fraktiounen och dozou ze héieren.

Zesumme mat villen Experten, mat deene mer geschwat hunn an deene leschte Joren, soen ech lech, datt besonnesch bei net cotéierte Gesellschaften dat eng Fro ass, vun där ech och emol gär géing wëssen, wat déi eenzel Fraktioune géingen denken, an da bréngen ech ganz gären esou e Projet de loi an.

Mä ech mengen, et wär gutt, wann een emol do géing d'Iddiën e bësse matenee konfrontéieren; d'Reform vum Gesellschaftsrecht vun 1915 ass keng einfach Saach, et ass eng komplizéiert Saach, an ech wëll déi esou maachen, an ech wäert déi esou maachen, net nëmmen op dësem Punkt, datt mer eng flexibel Gesetzgebung hunn. Flexibel heescht Rechtssécherheet, flexibel heescht awer och internationalen Opérateuren Optiounen oploossen. An deem Sënn sinn déi Remarquë vum honorabelen Här Grethen betreffend den Delaware där, déi eis och an der Vergaangenheet schonn oft guidéiert hunn, fir eng Gesetzgebung ze maachen, déi sécher konform ass zum europäesche Regelwierk, mä déi frëndlech ass fir international Investisseuren.

Well e klengt Land muss en oppent Land sinn, well et muss och vum auslännesche Kapital liewen, wat hei en uerdentlechen Terrain fënnt, fir sech auszedehnen, fir vun hei aus Exportmäert unzegoen, mä awer och hei Aarbechtsplazen ze schafen a Steierrecetten ze generéieren.

Et ass an deem Sënn, wou ech hei der Chamber wëll Merci soe fir déi breet Ënnerstëtzung, déi dës OPA-Gesetzgebung de Mëtteg hei fonnt huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi, dee mer elo just diskutéiert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm an dräi Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. François Maroldt), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen et Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: M. John Castegnaro et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen dann nach zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den honorabelen Här Mosar déposéiert huet. Kënne mer par main levée doriwwer ofstëmmen?

(Assentiment)

Ech denken, Här Grethen, se ass vun alle Fraktioune gedroen. Och Äre Parteipresident huet mat ënnerschriwwen, esou datt…

(Interruption)

Et ass an der Rei.

Vote

Dann, wien d'accord ass mat der Motioun ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dergéint?

Eng Abstentioun.

Also, d'Motioun ass mat écrasanter Majoritéit ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir de 16., 17. an 18. Mee. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.34 heures)

Sommaire des séances publiques

Sommaire des séances publiques

Ordre du jour page 369

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 369-375

Communications page 376

Composition de la Chambre des Députés page 376

Composition des commissions parlementaires page 376

Rôle des affaires page 376

5569 - Débat sur l'état de la nation pages 376-389 pages 389-396

Ordre du jour page 389

Motion de M. Félix Braz au sujet du trafic cycliste page 396

5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition pages 397-403

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 11 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0902	M. Robert Mehlen	Délai pour le dépôt des bilans de sociétés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés
0904	M. François Bausch	Voitures de société
0906	M. Claude Adam	Logement de service des brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises
0938	Mme Viviane Loschetter	Accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne
0955	M. Aly Jaerling	Procédure d'asile
0961	M. Niki Bettendorf	Système de comptes épargne-temps
0964	M. Emile Calmes	Congé sabbatique rémunéré
0965	M. Claude Meisch	Taxe sur les billets d'avion
0968	M. Emile Calmes	Carnet de l'habitat
0972	M. Claude Meisch	Mise en place d'un géoportail français
0974	M. Félix Braz	Aménagement d'une voie réservée aux autobus au Kirchberg
0976	M. Xavier Bettel	Redressement de la rentabilité de la société Luxair
0977	M. Roland Schreiner	Sécurité du personnel des entreprises de transport collectif
0978	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Création d'un centre de compétences et l'organisation d'un brevet de maîtrise pour le secteur agricole
0979	M. Lucien Clement	Mesures de précaution relatives à la grippe aviaire
0980	M. Aly Jaerling	Contrôle technique des véhicules
0981	M. Xavier Bettel	Offre de reprise du groupe Arcelor par Mittal Steel
0982	M. Fred Sunnen	Évaluation et promotion des élèves de l'enseignement secondaire
0983	M. Carlo Wagner	Subventionnement pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations
0984	Mme Marie-Josée Frank	Dons d'organes
0985	Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Marie-Josée Frank, M. Ali Kaes et M. Marco Schank	Retard des mesurages d'emprises pour le réseau routier
0986	Mme Anne Brasseur	Introduction d'une section sportive dans l'enseignement secondaire
0987	M. Marcel Oberweis	Insertion des jeunes sur le marché de travail par la création de postes de formation
0988	M. Xavier Bettel	Trafic de drogues au sein des établissements scolaires
0989	M. Jean Huss	Contrôle portant sur les niveaux de fond de dioxines, de furannes et de PCB de type dioxine respectivement dans les denrées alimentaires et dans les produits destinés à l'alimentation animale
0990	M. Félix Braz	Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres
0991	Mme Claudia Dall'Agnol	Fonctionnement du Centre Culturel Portugais - Institut Camões (CCP-IC)
0993	M. Xavier Bettel	Diffusion de l'information relative à la découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13
0994	M. Emile Calmes	Fonctionnement de la Commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
0995	M. Niki Bettendorf	Règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 2. le Code des assurances sociales
0996	Mme Claudia Dall'Agnol	Lecteurs inscrits à la Bibliothèque nationale du Luxembourg
0997	Mme Martine Stein-Mergen	«Plan pandémie grippe» luxembourgeois
0998	M. Marcel Oberweis	Agence de l'Énergie
0999	M. Jean-Pierre Koepp	Subventionnement des formations continues pour chômeurs
1000	M. Camille Gira	Instauration d'un service national de soins intensifs pédiatriques à la Clinique Pédiatrique de Luxembourg
1001	M. Jean-Paul Schaaf	Directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles
1002	M. Roger Negri	Construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg
1004	M. Jean-Pierre Koepp	Simplification des formalités administratives en faveur du rendement et de l'esprit d'initiative des PME
1005	M. Carlo Wagner	Abaissement du taux légal d'alcoolémie
1006	M. Claude Meisch	Hausse des prix des titres de transport

Question 0902 (3.2.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **délai pour le dépôt des bilans de sociétés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés:**

D'Gesetz vum 19. Dezember 2002 betreffend de „Registre de Commerce et des Sociétés“ an esou wieder schreift ënner anerem vir, datt d'Gesellschaften hir Bilanze spéitstens siwe Méint nom Enn vum Geschäftsjoer mussen um Registre de Commerce deponéieren. Well praktesch all Gesellschaften op den 31. Dezember ofschléissen, bedeit dat fir d'Fiduciairen, datt si an der Zäit virum 31. Juli gewaltegen Aarbechtsdrock hunn, dee mat dem normale Personalbestand net ze bewältegen ass. Well engersäits net genügend qualifizéiert Personal um Aarbechtsmaart verfügbar ass, fir den Effectif vun de Fiduciairen entspriechend opzestacken, an anerersäits dat zousätzlecht Personal nom 31. Juli praktesch sechs Méint ouni Aarbecht wär, ass esou eng Solutioun auszeschléissen.

Dat ass e Problem, deen esou séier wéi méiglech eng pragmatesch Léisung fanne muss, well d'Fiduciairen net gesinn, wéi se mat dëser Bestëmmung kënnen eens ginn. Duerfir géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi gesitt Dir dës Problematik?
2. Gëtt et Ärer Meenung no eng Méiglechkeet, fir dëse Problem am Kader vun der aktueller Législatioun ze léisen?
3. Wann neen, sidd Dir bereet, fir kuerzfristeg eng Iwwergangsléisung fir dëst Joer ze sichen, am Hibléck op eng eventuell Ännerung vun dem betreffende Gesetz, a wéi kënnt dës Léisung ausgesinn?

Réponse (4.5.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Ech sinn am Ufank vun dësem Joer vu verschidde Beruffsverbänn opmierksam gemaach ginn, dass hir Memberen enorm Schwierigkeeten hätten fir den Délai vu siwe Méint, deen d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 virgesäit, anzehalen. Ech hu Verständnis fir dës Schwieregkeeten an hunn deemno de Gestionnaire vum Handelsregister gebieden, deene Betriber, déi hir Konten net innerhalb vu siwe Méint beim Handelsregëster hannerleeë kënnen, en administrativen Délai ze accordéieren, soulaang dësen Délai net zwielef Méint dépasséiert. Ech hunn dës Léisung mat de Beruffsverbänn diskutéiert a si sinn domat averstanen.

Question 0904 (6.2.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **voitures de société:**

Au Luxembourg, un nombre important d'automobiles est immatriculé auprès de sociétés. Ces voitures de sociétés sont souvent utilisées en dehors du cadre du travail pour des déplacements privés et les frais de carburant, pour ces kilomètres privés, sont fréquemment à la charge des employeurs. Dans ces conditions, les conducteurs sont donc peu incités à choisir des véhicules qui consomment moins.

Dans ce contexte je désirerais savoir:

- Quelle est l'ampleur actuelle du phénomène des voitures de société pour le Luxembourg et quelle en est l'évolution?
- Quelles sont les modalités ou avantages fiscaux au Luxembourg concernant les voitures de sociétés aussi bien pour l'employeur que pour l'employé?

Réponse commune (2.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

En réponse à la première question de l'honorable Député François Bausch, soulevant l'imposition de la mise à la disposition de voitures de fonction par certains employeurs à leurs salariés, il est à noter qu'il n'est réglementairement pas obligatoire pour le propriétaire d'un véhicule d'en déclarer, le cas échéant, le détenteur au moment de faire immatriculer son véhicule. Nous ne disposons pas d'informations complètes sur le phénomène des voitures que des sociétés mettent à la disposition de leurs employés, ni par ailleurs sur l'évolution de ce phénomène.

Si une société veut mettre une voiture à la disposition d'un de ses employés, la situation classique rencontrée au Luxembourg (et estimée à plus de 90% de tous les cas existants) consiste dans l'acquisition de la voiture par la société sur base d'un contrat de leasing. En pareils cas, le fichier national des véhicules routiers (FNVR) renseigne comme propriétaire de la voiture en question la société de leasing en cause, alors qu'en matière du détenteur, trois situations différentes se présentent:

- pas de détenteur déclaré;
- le détenteur déclaré est la société (= personne morale) ayant conclu le contrat de leasing;
- le détenteur déclaré est la personne physique qui est censée effectivement utiliser le véhicule.

Nonobstant l'information incomplète dans le FNVR, nous avons fait de notre mieux pour établir, à partir des informations disponibles, quelques données statistiques qui pourraient permettre de se faire une idée, même si forcément très approximative, de la situation quant au nombre de voitures immatriculées au Luxembourg et mises à la disposition d'une personne par son employeur.

Actuellement le FNVR renseigne 288.611 voitures en circulation, dont 250.135 sont immatriculées au nom d'une personne physique et 38.476 sont immatriculées au nom d'une personne morale (= société).

De ces 38.476 voitures, environ 16.500 sont immatriculées, en tant que propriétaire, au nom des différentes sociétés de leasing actuellement actives sur le marché luxembourgeois. Ce chiffre se confirme plus ou moins si l'on fait le comptage du nombre de voitures qui, au moment de leur immatriculation, ont officiellement été déclarées comme étant des voitures destinées à être données en leasing ou en location (16.555 unités).

En partant de l'hypothèse que sur toutes les voitures immatriculées au nom des sociétés de leasing, de l'ordre de deux tiers à trois quarts paraissent susceptibles d'être mises à la disposition d'employés de sociétés, le nombre total des «voitures de société mises à la disposition d'employés» serait de l'ordre de 10.000 à 12.000 unités.

Tout en regrettant de ne pas pouvoir vous faire tenir des données chiffrées plus précises et dans l'espoir de malgré tout vous avoir servi avec les informations ci-dessus, je me tiens par ailleurs à votre entière disposition pour, le cas échéant, vous faire tenir tout renseignement complémentaire éventuellement encore requis de votre part en la matière visée par la présente.

En réponse à la deuxième question, il est à retenir que d'une manière générale, aux termes de l'article 95 L.I.R., les avantages tant contractuels que bénévoles, obte-

nus dans le cadre d'une occupation salariée, sont à soumettre à l'impôt.

D'après l'article 104, alinéa 2 L.I.R., les biens et avantages ne consistant pas en espèces sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à la disposition. Du fait que cette évaluation pose de sérieuses difficultés, notamment dans le cas de la mise à la disposition d'un véhicule de service pouvant être utilisé par le bénéficiaire pour ses besoins privés, la circulaire administrative L.I.R. n°104/1 du 16 juin 1995 permet deux méthodes d'évaluation dudit avantage, à savoir:

- une évaluation d'après le prix de revient kilométrique sur la base du kilométrage privé établi d'après un carnet de bord;
- une évaluation forfaitaire s'élevant à 1,5% de la valeur d'acquisition de la voiture neuve (TVA comprise) par mois, ne tenant compte que de la mise à la disposition du véhicule et non du degré de l'utilisation privé effective.

La circulaire précitée ne traite que l'évaluation de l'avantage de la mise à la disposition d'une seule et unique voiture de service au salarié par l'employeur. Il est à relever qu'il n'appartient pas à l'Administration des Contributions de statuer sur le genre, la puissance ou le prix des voitures mises à la disposition par l'employeur au salarié, mais il est constant que plus les frais à charge de l'employeur en relation avec ledit véhicule sont élevés, plus l'avantage à considérer comme rémunération et à soumettre à l'impôt dans le chef du salarié est élevé. La mise à la disposition d'un véhicule est fréquente, si le salarié occupe un certain poste dans l'entreprise, même si l'utilisation professionnelle est faible. Il est impossible aux services de l'Administration des Contributions de constater si et dans quelle mesure ledit véhicule sert à des besoins professionnels ou privés du salarié.

Dans l'hypothèse où une voiture de service est accordée à des actionnaires de sociétés de capitaux, il y a lieu de distinguer les cas suivants:

- L'avantage est accordé à l'actionnaire en sa qualité de salarié de la société.

L'avantage est à considérer comme revenu d'une occupation salariée au sens de l'article 95 L.I.R.. Cette condition est uniquement remplie si, compte tenu de tous les éléments du cas d'espèce, des salariés non actionnaires auraient bénéficié d'avantages analogues pour le même service.

- L'avantage est accordé à une personne en sa seule qualité d'actionnaire de la société de capitaux.

Par suite de la position particulière que peuvent revêtir dans des sociétés de capitaux certains actionnaires disposant d'une position dominante et assumant également la gestion journalière de ladite société, les mesures de la circulaire L.I.R. n°104/1 ne leur sauront être applicables.

Aussi, si l'actionnaire reçoit directement ou indirectement des avantages de la société, dont normalement il n'aurait pas bénéficié s'il n'avait pas eu la qualité d'actionnaire, lesdits avantages sont à considérer comme distributions cachées de bénéfices au sens de l'article 164, alinéa 3 L.I.R.. Dans ce cas, ces avantages ne constituent pas, dans le chef du bénéficiaire, des revenus d'une occupation salariée, mais des revenus de capitaux mobiliers et sont soumis à l'impôt d'après le régime commun applicable en la matière.

Du point de vue de l'employeur, les dépenses de leasing des voitures de sociétés constituent, dans l'hypothèse où la propriété économique des biens n'appartient pas à l'entreprise, des dépenses d'exploitation intégralement déductibles, tandis qu'en cas d'acquisition de la propriété économique, les amortissements desdits biens, de même que leurs frais courants sont fiscalement déductibles.

Question 0906 (7.2.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **logement de service des brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises:**

En 1993 les Douanes ont été confrontées à l'ouverture du grand marché intérieur européen. À cette occasion l'organisation structurelle et opérationnelle de ces services a été revue et de nouvelles brigades motorisées ont été implantées au coeur de notre pays, notamment dans les localités de Luxembourg, Goetzingen et Mersch. Cependant, les fonctionnaires des brigades motorisées des communes citées ci-dessus n'ont pas eu la possibilité, comme leurs collègues d'autres communes, de bénéficier d'un logement de service.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Existe-t-il une ligne directrice qui définit quels fonctionnaires peuvent bénéficier d'un logement de service?
- Est-ce que des logements de service sont prévus pour les fonctionnaires des localités de Luxembourg, Goetzingen et Mersch?
- Dans l'affirmative, combien?

Réponse (28.4.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La gestion des logements de service de l'Administration des Douanes et Accises est assurée par la direction de l'Administration des Douanes et Accises sur base d'une instruction directoriale ad hoc élaborée en concertation avec les représentations du personnel de l'administration en application de l'article 24 de la loi du 22.6.1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et de la lettre circulaire du 12.05.1982 du Ministère portant «Instructions en matière de logements de service».

Suivant celle-ci, «l'attribution d'un logement de service se fait dans l'intérêt d'un meilleur fonctionnement du service.

Sont à considérer notamment comme raisons de service:

- la nécessité de surveiller un immeuble, un chantier, dépôt;
- la nécessité de faire résider des fonctionnaires à proximité du lieu de travail afin d'assurer une intervention rapide en cas de nécessité (prisons, Service autoroutier des Ponts et Chaussées, chauffeurs, force publique);
- la nécessité de regrouper les habitations de certains fonctionnaires, afin de pouvoir organiser à tour de rôle une permanence garantie (force publique, prisons).»

La décision quant à l'attribution d'un logement de service est prise par le Ministre ayant la responsabilité des domaines de l'État, sur proposition du Ministre du ressort et après avis de la Commission des Loyers.

Les règles et les critères établis dans l'instruction précitée sont valables pour tous les fonctionnaires sans distinction de grade et d'affectation étant entendu qu'une priorité est accordée aux candidats dont le lieu de travail et celui du logement vacant sont situés dans la même commune ou dans la même inspection divisionnaire. Les critères ancienneté, affectation, situation familiale, distance, grade et mérite entrent également en ligne de compte pour l'attribution d'un logement de service.

Actuellement l'Administration des Douanes dispose de 131 logements de service occupés par ses fonctionnaires et situés dans 21 localités différentes.

Il faut reconnaître aujourd'hui que les critères ayant justifié dans le temps la présence de logements à la frontière comme à l'intérieur du pays, ainsi que la mobilité dans le domaine de la circulation routière et ferroviaire ont fondamentalement changé ces derniers temps.

Par conséquent, à l'heure actuelle, des logements de service ne sont pas prévus pour les localités de Luxembourg, Goetzingen et Mersch, mais les fonctionnaires y affectés, peuvent, en cas de vacance d'un des logements visés ci-dessus, introduire une demande et sont mis à pied d'égalité avec les fonctionnaires des autres régions du pays.

Question 0938 (20.2.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne:**

Après l'élargissement du 1er mai 2004 le Luxembourg a décidé d'appliquer certaines mesures transitoires limitant l'accès au marché national du travail aux ressortissants des nouveaux États membres.

La première phase des dispositions transitoires vient à son terme le 30 avril 2006. Sachant d'une part que la libre circulation des personnes est une des libertés fondamentales garanties par le droit communautaire et d'autre part que le Grand- Duché a besoin d'un certain niveau d'immigration pour soutenir sa croissance économique j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la possibilité de maintenir ou non les limitations en vigueur actuellement?
- Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre tire du rapport de la Commission européenne plaidant en faveur de la libre circulation des travailleurs entre anciens et nouveaux États membres?

Réponse (12.5.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Avant de prendre une décision définitive sur la deuxième phase des dispositions transitoires limitant l'accès au marché du travail luxembourgeois aux ressortissants des huit nouveaux États membres, le Gouvernement avait mené une vaste consultation avec les différents secteurs économiques afin d'évaluer leur intérêt à une ouverture complète du marché du travail. La décision qui a été prise par le Conseil de Gouvernement a tenu compte à la fois du contexte actuel du marché du travail national, des besoins spécifiques de certains secteurs, ainsi que de la position de nos pays voisins qui avaient indiqué vouloir proroger la période transitoire.

Le Gouvernement luxembourgeois, vu la situation plus difficile du marché national de l'emploi, a donc décidé de maintenir en vigueur les mesures nationales appliquées depuis le 1er mai 2004. Toutefois, en maintenant le dispositif transitoire pour la deuxième phase, il a également décidé que pour certains secteurs spécifiques le permis de travail sera accordé avec une bienveillance absolue aux ressortissants des États membres concernés, en fonction d'une procédure minimale et simplifiée, sans cependant abolir l'exigence de permis de travail. Les secteurs visés par cette ouverture sectorielle sont l'agriculture, la viticulture et l'Horeca. Pour les autres secteurs, selon la situation du marché du travail, la procédure d'octroi de permis de travail sera assouplie et les délais réduits.

Le Gouvernement se propose d'ailleurs de procéder à une première évaluation de la situation et de la pratique au plus tard en mai 2007, en vue d'examiner d'éventuelles adaptations au régime.

Quant au rapport de la Commission européenne de février 2006 sur le fonctionnement des dispositions transitoires au traité d'adhésion de 2003, certaines conclusions méritent d'être mises en évidence.

Ainsi, selon les indications de la Commission, les flux de travailleurs des États membres d'Europe centrale et orientale vers l'UE 15 ont eu des effets essentiellement positifs et ont été, dans la plupart des pays, quantitativement moins importants que prévus. La Commission estime également que les travailleurs originaires de l'UE 10 ont contribué dans les pays qui ont levé les restrictions à la réduction des pénuries de main-d'œuvre et à l'amélioration des résultats économiques en Europe.

Toutefois, les données disponibles semblent indiquer que certains de ces pays n'ont été confrontés à des effets secondaires indésirables, tels que des niveaux plus élevés de travail non déclaré et de travail indépendant fictif.

En prenant en compte les conclusions tirées du rapport de la Commission, de la consultation avec les différents secteurs économiques et de la situation très particulière du marché du travail luxembourgeois dont le caractère transfrontalier pris est unique dans l'Union européenne, le Gouvernement a pris une décision qui prépare l'ouverture complète dans les meilleures conditions.

Question 0955 (28.2.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **procédure d'asile:**

Politesch Réfugiéé kënnen an hirem Hierkonftsland och mat de Mëttele vun engem sou genannte Rechtsstat ënner Drock gesat ginn. Dat kann, am Kader vun der Asylprozedur, och hei am Land zu Konsequenze féieren, wann zum Beispill en Haftbefehl via Interpol virläit.

Esou politesch Flüchtlinge komme weiderhin aus der Türkei, e Stat mat deem antëschent fir eng Memberschaft an der Europäescher Unioun verhandelt gëtt.

An deem Kontext stelle sech folgend Froen:

1. Wéi vill Ufroe fir politeschen Asyl koumen an dësem Joer schonns vu Leit, deenen hir Heemecht d'Türkei ass a wéi vill waren et der am vergaangene Joer?
2. Wat geschitt, wa géint esou en Demandeur d'asile en Haftbefehl vun Interpol virläit?
3. Goufen et a leschter Zäit scho Verhaftunge vun Demandeurs d'asile opgrond vun esou engem internationalen Haftbefehl - waren och politesch Réfugiéen aus der Türkei betraff?
4. Wat ass déi genau Prozedur an esou engem Fall?
5. Ginn d'Uschëllegunge vun den türkeschen Autoritéite grëndlech iwwerpréift - wuelwëssend ëm déi méiglecherweis politesch Motivéiertheet vun de Virwërf - ier et eventuell zu enger Ausliwwerung kënnt?
6. Wier et net mënschlech an och rechtlech vertrietbar, esou Persounen, déi sech jo hei am Land näischt zuschulde komme gelooss hunn, erëm op fräie Fouss ze setzen an hinne politeschen Asyl ze gewähren, bis datt déi Virwërf (vun türkescher Säit) integral opgekläert sinn?

Réponse (8.5.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. En 2005, deux personnes de nationalité turque ont déposé une demande d'asile au Luxembourg. En 2006, deux personnes de nationalité turque ont déposé une demande d'asile au Grand-Duché.

2. S'il existe un mandat d'arrêt international, il appartient aux autorités judiciaires luxembourgeoises de décider des suites qui y seront données.

3. À notre connaissance, il existe un seul cas où un demandeur d'asile a été arrêté sur base d'un mandat d'arrêt international.

4. et 5. La demande d'extradition des autorités étrangères est traitée conformément à la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et à la loi luxembourgeoise sur l'extradition du 20 janvier 2001. Avant de pouvoir prendre une décision le Ministre de la Justice doit attendre l'avis de la Chambre du Conseil de la Cour d'appel.

6. La décision de mise en liberté provisoire d'une personne sous le coup d'un mandat d'arrêt international est du seul ressort des autorités judiciaires. Les demandes d'asile sont analysées individuellement, après une instruction minutieuse de la demande.

Question 0961 (2.3.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant le **système de comptes épargne-temps:**

Dans sa déclaration gouvernementale du 12 août 1999, le Gouvernement précédent s'était proposé d'introduire des «comptes épargne-temps» permettant aux salariés d'accumuler sur un compte des droits à congé rémunéré qu'ils pourraient utiliser ultérieurement afin de pouvoir réaliser des projets personnels sans devoir recourir à des périodes de congé sans solde ou de devoir purement et simplement renoncer à de tels projets.

Par lettre du 19 juillet 2001, le Premier Ministre a saisi le CES pour avis sur l'introduction éventuelle d'un système de comptes épargne-temps, avis qui a été rendu en date du 23 juillet 2004.

Dans le programme gouvernemental 2004 on peut notamment lire que: «L'introduction de comptes épargne-temps (Lebensarbeitszeitkonten) permettra une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail tant aux entreprises qu'aux salariés, notamment en ce qui concerne l'âge effectif du retrait de la vie active et la conciliation entre travail et famille. Les discussions seront poursuivies sur base de l'avis du Conseil économique et social.»

Lors de la réunion de la Commission du Travail et de l'Emploi du 14 octobre 2004, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a annoncé que l'introduction de comptes épargne-temps fera l'objet d'un avant-projet de loi se basant sur la position majoritaire de l'avis du CES sur cette problématique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- À quel stade en sont les discussions relatives au système de comptes épargne-temps?

- Quelles sont les conclusions que l'on peut d'ores et déjà tirer de ces discussions?
- Quand est-ce que l'avant-projet de loi en question pourra-t-il être finalisé?

Réponse (2.5.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Comme souligné à juste titre par l'honorable Député l'introduction de comptes épargne-temps fera l'objet d'un avant-projet de loi se basant sur la position majoritaire de l'avis du Conseil économique et social.

Étant donné que le souci du Ministre du Travail et de l'Emploi était de consulter tous les départements ministériels pouvant être concernés par le sujet avant de commencer le travail de rédaction de l'avant-projet en question, des courriers leur ont été adressés en vue de discuter d'une approche coordonnée du sujet.

Les premières positions écrites communiquées par les Ministères concernés ont fait conclure à la nécessité d'écarter préalablement certaines interrogations quant au champ d'application de la future loi, particulièrement en ce qui concerne l'inclusion de tout ou partie de la fonction publique.

À cette fin les services compétents du Ministère du Travail et de l'Emploi et du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont fixé une réunion dans les semaines à venir.

Il est dès lors évident qu'à ce stade aucune conclusion ne peut encore être tirée, mais le Ministre du Travail et de l'Emploi espère qu'une fois les questions de principe visées ci-dessus tranchées, les discussions en vue de l'élaboration de l'avant-projet de loi pourront avancer rapidement.

Question 0964 (2.3.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **congé sabbatique rémunéré:**

Depuis le 1er janvier 2005, les salariés suédois peuvent jouir d'un congé sabbatique rémunéré. Ce projet vise à permettre dans un premier temps à 12.000 salariés par an de prendre une pause de trois à douze mois aux frais de l'État, à condition que leurs employeurs les remplacent par un chômeur. L'État leur verse en effet une indemnité représentant 85% de la prestation d'assurance-chômage.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre s'est-il déjà familiarisé avec cette idée?
- Quelles conclusions en tire-t-il?
- Une telle mesure pourrait-elle avoir des chances d'être appliquée au Luxembourg?

Réponse (2.5.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Il est évident que le Ministre du Travail et de l'Emploi s'est déjà familiarisé avec ce sujet très intéressant, mais vu que le Gouvernement tente plutôt à éviter l'introduction de nouvelles formes de congé, une mise en pratique de cette idée n'est actuellement pas prioritaire.

De plus, il y a lieu de souligner que du point de vue marché de l'emploi et résorption du chômage une telle mesure risque de ne pas produire les effets désirés alors que les entreprises disent déjà avoir des problèmes pour utiliser le congé parental à cette fin, vu l'inadéquation entre offre et demande largement constatée au Luxembourg.

Néanmoins je tiens à préciser que je ne m'oppose nullement à ce que le congé sabbatique rémunéré soit discuté dans une enceinte appropriée si la demande se faisait sentir.

Question 0965 (2.3.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **taxe sur les billets d'avion:**

Treize pays, dont le Luxembourg, se sont formellement engagés lors de la Conférence de Paris sur les financements innovants du développement à mettre en oeuvre une taxe sur les billets d'avion, telle que proposée par la France, en vue de financer une partie de l'aide aux pays pauvres. Une telle taxe de solidarité internationale sur les billets d'avion est destinée à financer en partie l'aide au développement et notamment la lutte contre le sida.

En France une taxe de 1 à 40 euros sera prélevée sur les billets d'avion à compter du 1er juillet prochain.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel sera le montant de cette taxe sur les billets émis au Luxembourg?
- Quand est-ce que cette taxe sera-t-elle en vigueur au Luxembourg?
- Quel en sera l'impact sur la compagnie aérienne Luxair?

Réponse (28.4.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La communauté internationale a pris conscience que dans certains pays l'aide publique au développement seule ne sera pas suffisante pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire à l'horizon 2015 en conformité avec les engagements pris lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000. Les discussions relatives aux sources innovantes de financement du développement visent à dégager des ressources stables et prévisibles capables d'assurer la continuité du financement du développement sur le long terme.

À l'instar de la France, le Luxembourg envisage d'introduire une telle contribution de solidarité de faible importance (1 à 10 euros) sur les billets d'avion. Les modalités de mise en oeuvre seront déterminées en étroite collaboration avec les trois pays voisins du Luxembourg afin d'éviter un désavantage concurrentiel pour les entreprises aériennes opérant à partir du Luxembourg. Ces concertations sont en cours de sorte qu'aucune date d'entrée en vigueur ne peut être indiquée à ce jour.

Lors de la Conférence de Paris sur les financements innovants du développement le 28 février et 1er mars 2006, un groupe pilote a été créé qui sera chargé d'examiner l'utilisation des recettes de la contribution de solidarité sur les billets d'avion pour des actions coordonnées dans le domaine de la santé. Le Luxembourg compte faire partie de ce groupe pilote.

Question 0968 (3.3.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **carnet de l'habitat:**

La loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit notamment l'introduction d'un carnet de l'habitat destiné principalement à promouvoir la rénovation de logements existants.

L'objectif du carnet de l'habitat est d'évaluer les bâtiments et d'attribuer des subventions pour la rénovation et l'assainissement d'immeubles existants. Il s'agit d'éviter les pertes d'énergies par une meilleure isolation des bâtiments, notamment par l'utilisation de matériaux d'isolation et de construction. Ces mesures entrent dans la stratégie nationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La directive 2002/91/CE du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments prévoit la mise en place d'un «certificat de performance énergétique» («EnergiePass»). Cette directive aurait dû être transposée en droit national au plus tard au 4 janvier 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Le bilan de la mise en œuvre du carnet de l'habitat est-il jugé satisfaisant?
- Combien de logements ont été rénovés depuis l'introduction du carnet de l'habitat?
- Ne serait-il pas plus efficace de prévoir un subventionnement direct, sans passer par le carnet de l'habitat, du double vitrage notamment?
- Quand est-ce que la directive sur la performance énergétique des bâtiments pourra-t-elle être transposée en droit national?
- Le «certificat de performance énergétique» remplacera-t-il le carnet de l'habitat?
- Quel est actuellement le potentiel chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rénovation et l'assainissement d'immeubles existants?

Réponse (25.4.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement a été seulement publié au Mémorial le 28 juillet 2005 (Mémorial A n°112 du 28 juillet 2005, pp.1919-1922) en raison de l'annexe volumineuse dudit règlement (publié au Mémorial A - Annexe 1 du 28 juillet 2005, pp. 1-508).

Ce règlement grand-ducal a été élaboré sur base de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, qui prévoit dans son article 12bis, que l'État est autorisé à participer aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement, sans que cette participation ne puisse dépasser 1.900 euros par carnet.

L'article 12bis de la prédite loi de 1979 stipule encore qu'un règlement grand-ducal fixe les conditions et modalités d'octroi et de calcul de cette participation, laquelle n'est liée à aucune condition de revenu ou de surface.

L'objectif de cette initiative consiste notamment à donner un coup de pouce à la rénovation rationnelle des bâtisses existantes, à économiser de l'énergie et à avoir un impact sensible sur l'emploi dans le secteur de la construction.

Le carnet de l'habitat constitue un outil prioritaire et incontournable pour l'essor d'un logement plus durable.

Le carnet de l'habitat est en quelque sorte une radiographie des immeubles. Chaque propriétaire peut se faire établir un «check-up» de son immeuble par un homme de l'art qui contrôlera le logement notamment du point de vue santé, sécurité, consommation d'énergie, technique et aspects sociaux. L'expert vérifie ces facteurs moyennant un logiciel informatique spécifique. Pour chaque nuisance ou défectuosité constatée, l'expert agréé recommande des mesures pour y remédier.

Basé sur l'analyse approfondie des éléments essentiels à la réalisation du logement durable, le carnet de l'habitat est non seulement un instrument de soutien au développement de nouveaux logements, mais également un outil:

- de prévention au niveau de la santé publique;
- de soutien au niveau du cadastre (typologie et qualité des bâtiments);
- de base pour l'établissement de normes de sécurité pour le bâtiment;
- de promotion pour le marché de la construction et des matériaux.

L'État accorde une participation financière substantielle aux frais d'expert déboursés par le ménage et cette aide est accordée indépendamment de la situation socio-économique du ménage et de la surface du logement.

Les détails de l'activité des experts lors de l'élaboration de carnets de l'habitat ont été discutés avec l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils (OAI), notre partenaire de choix dans la mise en oeuvre du carnet de l'habitat. Un forfait échelonné a été convenu avec l'OAI, lequel est à la base des honoraires des experts.

Plusieurs cycles de formation pour architectes et ingénieurs-conseils de l'OAI ont été organisés. Les 43 premiers experts ont ainsi été formés. De plus, le logiciel d'application pour les collaborateurs du Département du logement a été défini et la société «Katalyse» a été chargée de la finalisation de la programmation.

Tous ces travaux ont abouti à la conclusion d'une convention avec l'OAI le 19 janvier 2006, de sorte que les premiers carnets sont en train d'être exécutés.

Il va de soi qu'un bilan ne saurait être établi à l'heure actuelle.

Aussi y a-t-il lieu d'informer l'honorable Député Emile Calmes que toutes les aides au logement accordées par le Département du Logement, et donc également la prime d'amélioration, sont actuellement octroyées indépendamment de la présentation d'un carnet de l'habitat.

Question 0972 (7.3.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **mise en place d'un géoportail français:**

L'Institut Géographique National de France (IGN) mettra progressivement en ligne, à partir de l'été 2006, un géoportail dont la vocation est de donner accès à un grand nombre d'informations de service public, avec une navigation géographique.

Ce géoportail de l'administration permettra notamment l'accès, sur une base territoriale, à toutes les informations relatives au service public. Une telle carte numérique géante se veut être un outil numérique précieux aussi bien pour les élus ou tout autre gestionnaire du territoire que pour les professionnels du bâtiment, des transports ou encore de l'agriculture. Tout citoyen pourra ainsi accéder aux données, localiser et visualiser des services ou des événements.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres se sont-ils déjà familiarisés avec ce projet de géoportail français?
- Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il s'agisse là d'un outil numérique précieux pouvant s'inscrire dans le plan d'action eLuxembourg?
- Existe-t-il des projets analogues au niveau de l'Administration du Cadastre et de la Topographie?
- Une coopération entre le Luxembourg et l'IGN afin d'associer le Grand-Duché au projet géoportail serait-elle envisageable?

Réponse commune (13.4.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Depuis la disponibilité de moyens informatiques capables de gérer les données géographiques à grande envergure et complexité, des systèmes de consultation et d'affichage de données géographiques opérant via le web connaissent un essor certain. L'apparition d'outils de consultation géographique plus ou moins élaborés, développés par des entreprises privées et des instituts nationaux géographiques, en témoigne amplement.

Il est indéniable que l'accès généralisé aux données cartographiques et géographiques constitue un grand progrès tant pour le citoyen que pour l'utilisateur professionnel et que l'intégration de tels outils dans une infrastructure eGouvernement est effectivement très importante.

Pour cette raison, déjà en 2001 un groupe de travail interne a étudié l'opportunité de mettre en place un tel système au sein de l'Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT). L'écho fort positif qu'a suscité l'annonce de ce projet appelé «eCadastre», des échanges d'idées lors d'une enquête et des workshops tenus avec des administrations étatiques et communales ainsi que des professionnels du secteur ont démontré l'importance de ce projet. Depuis 2002, l'ACT a entamé le projet en étroite collaboration avec le Service eLëtzebuerg et le Centre Informatique de l'État. Après des études détaillées concernant la faisabilité en général et les fonctionnalités à envisager, et suite à une demande de candidatures au niveau européen, la réalisation concrète du projet eCadastre a commencé en novembre 2004. La solution a été livrée en février 2006. Actuellement le système est en phase de tests préliminaires internes avant l'ouverture graduelle au public prévue pour fin 2006.

Le système eCadastre permettra la consultation et la mise à disposition au travers de l'Internet d'informations, de données et de produits géographiques et cadastraux de l'ACT ainsi que d'autres fournisseurs potentiels.

Il offrira les fonctionnalités suivantes destinées au grand public, les clients professionnels et tout le secteur administratif étatique et communal:

- une vitrine d'accès dénommée portail eCadastre,
- un guichet cartographique permettant d'afficher des cartes et données géographiques,
- un catalogue de métadonnées renseignant sur tous les produits disponibles,
- une fonctionnalité de commande permettant de commander les produits disponibles,
- des services web basés sur les standards de l'Open Geospatial Consortium (OGC).

Les informations géographiques de l'ACT publiées par eCadastre sont les données issues du Plan Cadastral Numérique (PCN) et de la Banque de Données Topo-Car-

tographique (BD-L-TC) ainsi que les orthophotos et les différentes cartes. De plus, tous les produits de l'ACT pourront être commandés par eCadastre. Mais le système eCadastre ne se limite pas au fournisseur ACT lui-même, mais est conçu comme système fédérateur permettant la diffusion de produits et données d'autres fournisseurs. Il offre ainsi une plateforme de publication centrale pour tous les acteurs étatiques et communaux. Il a le potentiel de devenir le géoportail universel des administrations du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour le moment aucune coopération entre l'ACT et l'IGN France en cette matière n'est prévue. En effet, les deux géoportails français et luxembourgeois ont de prime abord une vocation nationale. Cependant, une mise à disposition, même trans-frontalière, de données géographiques en vue d'une intégration dans d'autres systèmes est techniquement prévue par le biais des services web susmentionnés. Ceci permettra le cas échéant d'accéder aux données géographiques luxembourgeoises et de les afficher dans d'autres systèmes. D'autre part, le système eCadastre permet lui aussi d'intégrer des données de provenance étrangère.

Question 0974 (7.3.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**aménagement d'une voie réservée aux autobus au Kirchberg:**

L'augmentation quasi journalière du nombre de voitures empruntant nos routes durant les heures de pointe accroît sensiblement le nombre des embouteillages et punit davantage ceux qui n'y sont pour rien, les usagers des autobus.

Au Kirchberg, les bus qui desservent l'arrêt de la Deka-Bank restent constamment bloqués dans des bouchons faute d'une voie qui leur est réservée.

Sachant que l'attrait d'un système de transports collectifs repose sur des critères variés de qualité et d'efficacité, notamment sur des horaires fixes, je me permets de poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'il est prévu d'aménager une voie réservée aux autobus sur ce tronçon de route?
- Dans l'affirmative, quel sera le délai prévu pour sa réalisation?

Réponse (25.4.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La question parlementaire de l'honorable Député relève de la compétence du Ministère des Travaux publics et appelle de la part du département des Travaux publics les observations suivantes:

- Il résulte du rapport de Monsieur le Président du Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg qu'il est prévu d'aménager une voie bus sur le tronçon visé par l'honorable Député. La soumission pour les travaux afférents a eu lieu le 15 février, de sorte qu'on peut estimer le début des travaux à fin avril 2006. Le délai prévu étant de 80 jours ouvrables, la mise en service devrait avoir lieu pour début octobre 2006. À noter que la continuité de la voie de bus en amont de ce tronçon avec les tronçons déjà en service sera assurée avec les travaux de réaménagement du Bricherhaff dont le début est prévu pour fin 2006.

Question 0976 (9.3.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **redressement et la rentabilité de la société «Luxair»:**

Il me revient par voie de presse que la société «Luxair» a chargé un consultant de l'élaboration d'une étude portant sur le redressement de la rentabilité de la société; un rapetissement de la flotte d'avions et, par conséquent, une réduction du personnel étant, selon la presse, une des mesures envisagées.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter une éventuelle réduction du personnel?
- En 2005, Monsieur le Ministre avait annoncé une table ronde sur l'avenir de la société aérienne en question, réunion qui par la suite avait été remise au début de l'année 2006. Monsieur le Ministre peut-il me dire si une nouvelle date pour cette table ronde a déjà pu être fixée? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'organisation d'une telle table ronde serait indiquée, compte tenu de la situation actuelle?

Réponse (29.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur une étude portant sur le redressement de la rentabilité de Luxair S.A. et qui viserait à rendre la compagnie nationale plus moderne et plus rentable afin d'affranchir les défis du futur.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que l'État luxembourgeois est certes le plus grand actionnaire de la société Luxair S.A., mais qu'il ne détient cependant pas la majorité des actions. Partant, il incombe à l'État de respecter le processus décisionnel d'une société anonyme au niveau des organes compétents, dont notamment le Conseil d'administration.

Dans ce contexte les représentants de l'État luxembourgeois participent aux réflexions de modernisation qui sont actuellement menées au niveau du Conseil d'administration de Luxair. Pour le moment, parmi les pistes envisagées, faisant d'ailleurs l'objet d'une politique d'information et de communication transparente, le Conseil d'administration n'a pas encore tranché. Toujours est-il que ce dernier plaide clairement pour une restructuration qui garantisse à la compagnie nationale de faire face au futur, ayant égard au contexte de plus en plus concurrentiel dans lequel elle se trouve.

Pour ce qui est de la table ronde mentionnée par l'honorable Député, il importe de souligner qu'elle vise à rassembler tous les acteurs présents à l'Aéroport de Luxembourg afin de préparer le futur du site aéroportuaire par une approche cohérente et coordonnée. Cette table ronde aura lieu à la fin du 1er semestre 2006.

Question 0977 (9.3.2006) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **sécurité du personnel des entreprises de transport collectif:**

Le personnel des entreprises de transport est régulièrement exposé à des agressions verbales et même physiques. Ainsi, en 2005, les agents des CFL ont été victimes de 96 agressions verbales et de 55 agressions physiques. Dans le cadre d'une action de protestation organisée fin janvier 2006 par les syndicats cheminots, Monsieur le Ministre avait qualifié la situation d'intolérable et annoncé des mesures pour renforcer la sécurité dans les gares et dans les trains.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si de telles mesures ont déjà été mises en œuvre et si des actions préventives sont prévues pour garantir la sécurité du personnel des entreprises de transport?

Réponse (24.3.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 9 mars 2006, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer sur les mesures déjà mises en place et sur les actions prévues pour assurer la sûreté dans les transports publics.

En vue d'améliorer la sûreté des usagers et des agents employés dans le secteur des transports publics, un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été mis en place. Ce comité de pilotage, qui fonctionne sous la tutelle du Ministère des Transports, se compose de représentants du Ministère des Transports, des différents opérateurs (CFL, RGTR, TICE, AVL), du Syvicol et des syndicats du secteur des transports publics. Ledit comité de pilotage a pour mission d'établir des statistiques fiables sur les incidents se produisant dans le transport en commun et de proposer des mesures préventives et répressives.

Dans ce contexte le comité de pilotage a élaboré un formulaire standardisé appelé «constat incident sûreté» à l'aide duquel l'agent concerné peut signaler les incidents dont il a été victime ou témoin. Les données ainsi collectées sont centralisées pour servir notamment à l'établissement de statistiques reflétant la nature des incidents, leur périodicité et leur localisation.

Différentes mesures ont déjà été mises en place pour assurer la sûreté dans les transports publics, à savoir notamment la présence d'agents de sécurité, la surveillance par caméras ou encore l'équipement des agents avec des téléphones portables.

Par ailleurs, dans ses conclusions du 20 décembre 2005, la Tripartite Ferroviaire a retenu que le personnel temporairement en surnombre auprès des CFL serait affecté à des missions de contrôle et de surveillance dans le cadre de projets de sécurisation des clients du transport public.

En vue d'assurer la sûreté dans les moyens de transports publics ainsi que dans les gares et d'améliorer l'efficacité de la surveillance, le législateur a décidé d'alléger les procédures judiciaires et a prévu à l'article 22 de loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics des règles de police.

La surveillance du respect des règles de police s'effectue notamment par le contrôle des titres de transports qui consistera à requérir l'exhibition du titre de transport et à percevoir à charge des fraudeurs découverts les surtaxes prévues à cet effet par la réglementation afférente. Ce contrôle est assuré par des agents qui ont, à cet effet, été spécialement formés et qui sont assermentés par le Ministre des Transports. Il s'agit d'agents relevant des opérateurs, de la Communauté des Transports ou bien du Ministère des Transports.

Il convient d'ajouter que les agents autorisés à procéder au contrôle du respect des règles de police en matière de transports publics ont la possibilité d'enjoindre à des personnes qui, dans les moyens de transports ou dans l'enceinte des gares, haltes et arrêts, se sont comportées de manière à troubler l'ordre ou à mettre en cause la sécurité, de quitter le véhicule et de s'éloigner des lieux.

La loi modifiée du 29 juin 2004 précitée prévoit en son article 22 paragraphe 3 qu'un règlement grand-ducal portera approbation du programme de la formation spéciale que doivent avoir suivies les agents concernés en vue de leur agrément.

Dans cet ordre d'idées, un projet de règlement grand-ducal qui précise les matières à traiter lors de la formation spéciale des agents visés a été approuvé par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 24 février 2006 et soumis à l'avis du Conseil d'État et des Chambres professionnelles le même jour.

Conformément à l'article 22 paragraphe 4 de la loi modifiée du 29 juin 2004 précitée, le ministre a la possibilité d'interdire pour une durée ne dépassant pas un an l'accès aux personnes qui ont fait l'objet d'une injonction de quitter les transports publics. En date du 7 mars 2006, une telle interdiction a été notifiée à un individu qui a commis à plusieurs reprises des agressions à l'encontre d'agents des CFL.

Question 0978 (9.3.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **création d'un centre de compétences et l'organisation d'un brevet de maîtrise pour le secteur agricole:**

L'accord de coalition d'août 2004 stipule que le Gouvernement envisage la création d'un centre de compétence pour assurer une meilleure formation des agriculteurs et le renouvellement des compétences professionnelles. Dans le même ordre d'idées, il est prévu d'organiser un brevet de maîtrise pour le secteur agricole qui servira à accompagner efficacement le renouvellement des générations.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le dossier de la création du centre de compétences, collaborant avec les organismes professionnels et services étatiques actifs dans le domaine de l'agriculture?
- Dans quel délai le centre de compétences pourrait-il être opérationnel?
- Le Gouvernement a-t-il déjà entamé les procédures afin d'organiser un brevet de maîtrise pour le secteur agricole?
- Dans l'affirmative, quel est l'état d'avancement de ces travaux?

Réponse (19.4.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

À titre liminaire je voudrais renvoyer au projet de la stratégie nationale du Grand-Duché de Luxembourg pour la période de programmation du développement rural 2007-2013 qui prévoit au volet «Formation et information», du chapitre 3, axe 1, intitulé: «Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier», la création d'un centre de compétences et l'organisation d'un brevet de maîtrise pour le secteur agricole comme idées phares en vue du renforcement du potentiel humain. Ce document souligne qu'une attention accrue sera portée aux actions de diffusion des connaissances, de formation professionnelle de base et continue et d'information des chefs d'exploitation par le biais de la Chambre d'Agriculture, du Lycée Technique Agricole, du Ministère de l'Agriculture et des services-conseils actifs dans le domaine de l'Agriculture.

Quant au centre de compétence, un groupe de travail est en charge d'analyser et de préciser le contenu, les objectifs et les aspects organisationnels d'un tel centre. Les travaux de ce groupe de travail se font en étroite collaboration avec le Lycée Technique Agricole, la Chambre d'Agriculture et d'autres organisations ou services actifs dans ce domaine. Comme cette collaboration nécessite des consultations inévitablement longues, il s'ensuit qu'un délai précis quant à la présentation d'un projet concret ne saurait être avancé actuellement.

Quant au brevet de maîtrise, il m'importe de souligner que l'organisation d'un tel brevet rentre dans les attributions de la Chambre d'Agriculture. À cet effet, des contacts ont été établis avec cette Chambre professionnelle et, selon les informations dont je dispose, les travaux préparatoires à l'organisation d'un tel brevet sont à un stade avancé.

Question 0979 (10.3.2006) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant les **mesures de précaution relatives à la grippe aviaire:**

En matière de lutte contre la grippe aviaire et pour des raisons de prévention, les autorités nationales ont formulé plusieurs recommandations à l'attention des personnes qui détiennent des volailles à titre privé ou professionnel en vue de protéger celles-ci de tout risque potentiel de contamination avec le virus de la grippe aviaire. Selon mes informations, ces recommandations ne sont pas appliquées uniformément à travers le pays, vu que les personnes concernées ne sont pas obligées de suivre ces conseils. De même, aucune sanction n'est prévue en cas de non-respect. Or, selon l'Administration des Services vétérinaires, une stricte application des mesures de précaution est le seul moyen en cas d'apparition du virus de la grippe de lutter efficacement contre celle-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelle est la position du Gouvernement face à l'application non uniforme des recommandations prises respectivement quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de remédier à cette situation et garantir un strict respect des conseils prodigués? Le Gouvernement ne pense-t-il s'inspirer en la matière de nos voisins français qui ont réglementé le tout via un arrêté ministériel, instrument juridique plus contraignant que de simples recommandations?
- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il faille à l'instar de certains pays asiatiques, mais également européens, prévoir des sanctions en cas de non-respect des recommandations de précaution tant par des éleveurs professionnels que privés?
- Quelles instances pourraient, le cas échéant, contrôler la bonne application des mesures d'interdiction?

Réponse (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Le Luxembourg ne connaît jusqu'à ce jour aucun cas de peste aviaire. Or, en application du principe de précaution, une série de mesures

préventives à l'égard de cette maladie hautement contagieuse furent prises.

Ces mesures concernent entre autre le confinement de principe des volailles, la limitation des rassemblements des volailles, la surveillance sanitaire des volailles et les dispositifs de prévention à prendre lors de la détection d'oiseaux morts.

Ces mesures préventives sont prises en se basant sur le règlement grand-ducal du 12 février 1993 établissant des mesures communautaires de lutte contre l'Influenza Aviaire et sur le règlement grand-ducal du 8 août 1985 concernant l'exécution de la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail qui stipule entre autres que, selon les risques de l'évolution de l'épidémie, des mesures adaptées sont à mettre en place.

Pour le moment, le Luxembourg se trouve en phase de vigilance et les mesures restrictives sont émises sous forme de recommandations. Au fur et à mesure de l'avancement de la maladie vers notre territoire qui nécessiteraient à ce moment-là la mise en place de zones à restriction, les dispositions à prendre, sur base de la réglementation en application, auront un caractère obligatoire et seront traitées en conséquence.

La coordination des mesures de lutte contre l'épidémie est, en conformité avec les textes législatifs, exercée par l'Administration des Services vétérinaires qui collabore dans le cadre de leurs attributions légales respectives avec les agents de la police, les agents de l'Administration des Douanes et Accises ainsi qu'avec les agents de l'Administration des Eaux et Forêts.

Un projet de règlement grand-ducal, transposant la directive 2005/94 du Conseil du 20 décembre 2005 établissant des mesures de lutte contre l'Influenza Aviaire et abrogeant le règlement grand-ducal du 12 février 1993 précité, est en voie d'instance et permettra une réévaluation et une adaptation des textes législatifs aux nouvelles données scientifiques existant en matière de peste aviaire. J'ai tenu à ce que la transposition de cette directive adoptée très récemment par le Conseil des Ministres de l'Union européenne se fasse le plus rapidement possible compte tenu du contexte actuel de la maladie animale de grippe aviaire.

Question 0980 (13.3.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **contrôle technique des véhicules:**

D'„Société Nationale de Contrôle Technique s.à r.l." (SNCT) huet hei am Land en De-facto-Monopol, wat déi obligatoresch technesch Kontroll vu Gefierer ugeet. Juristesch gëtt dës Monopolstellung duerch de groussherzogleche Reglement vum 6. Juli 2004 ofgeséchert. Gläichzäiteg befanne mer eis awer an engem fräien europäesche Bannemaart.

An deem Kontext imposéiere sech folgend Froen:

1. Wann d'technesch Kontroll vun engem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier am noen Ausland gemaach gëtt - z.B. an Däitschland bei der DEKRA, der KUES oder dem TÜV -, gëtt dës „Jahreshauptprüfung" dann hei am Land als équivalent zur Kontroll bei eiser nationaler SNCT ugesinn an de betreffende Bierger vun engem Passage zu Sandweiler, Esch oder Wëlwerwolz dispenséiert?
2. Wa jo, wéi ee Formulaire oder Certificat mussen déi concernéiert Bierger da virleeën?
3. Wann neen, firwat erkennt de Lëtzebuerger Stat valabel a positiv ausgefalen technesch Kontrollen, déi am EU-Ausland virgeholl goufen, net un?

Réponse (4.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Déi virleiend parlamentaresch Ufro betrëfft d'Unerkennung vun der technescher Kontroll vun engem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier, déi am Ausland gemaach gouf.

Och wann d'„Société Nationale de Contrôle Technique" (SNCT) fir de Moment déi eenzeg Gesellschaft ass, déi zu Lëtzebuerg déi technesch Kontroll vu Gefierer duerchféiert, kann een net vun enger Monopolstellung schwätzen, déi duerch e groussherzoglecht Reglement geschaf gi wier. Weder d'Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementatioun vum Verkéier op allen öffentleche Strooss en nach dat groussherzoglecht Reglement vum 27. Januar 2001 (dat vun engem Reglement vum 6. Juli 2004 ofgeännert ginn ass) iwwert d'Modalitéite vum Fonctionnement vun engem System fir technesch Kontrolle vu Gefierer maache Referenz op d'SNCT a ginn hir och kee Monopol. Wann eng aner Gesellschaft de legalen a reglementareschen Ufuerderunge géif entspriechen, sou misst si och unerkannt ginn als Organissem fir technesch Kontrollen duerchzeféieren.

Wann d'technesch Kontroll vun engem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier am Ausland gemaach gëtt, sou dispenséiert dat de betreffende Bierger net vun enger technescher Kontroll an enger vun deenen dräi Kontrollstatiounen hei am Land.

Och wann d'Direktiv 96/96/CE eng Aart generelle Kader fir déi technesch Kontroll vun de Gefierer an de Länner vun der Europäescher Unioun opstellt, an och wann dës Direktiv verschidden Dispositiounen enthält, déi eng Harmonisatioun vun där technescher Kontroll ustriewen (Obligatioun fir d'Memberlänner fir eng periodesch technesch Kontroll duerchzeféieren, Kategorië vu Gefierer, déi obligatoresch enger periodescher technescher Kontroll ënnerleien, Heefegkeet a maximal Periodizitéit fir déi Kontrollen, Elementer, Systemer an technesch Komponenten, déi där technescher Kontroll mussen ënnerworf ginn asw.), sou ass een zu dësem Moment awer nach zimlech wäit vun enger Harmonisatioun ewech.

Eng géigesäiteg Unerkennung vun de Certificaten, déi no der technescher Kontroll ausgestallt ginn, ass an der Direktiv 96/96/CE net virgeschriwwen. Och wann d'Kommissioun an der Tëschenzäit schonn e puer Versich gemaach huet, fir déi géigesäiteg Unerkennung vun de Certificaten duerchzesetzen, sou ass et bis elo awer nach net zu enger Eenegung komm. De Widderstand, deen eng grouss Majoritéit vu Memberstaten (dorënner och Lëtzebuerg) enger totaler Harmonisatioun entgéintsetzt, baséiert dorop, dass dës State fir d'éischt eng Harmonisatioun op technieschem Plang wëllen (z.B. d'Definitioun vu minimalen technieschen Exigenzen, wat den Inhalt vun der technescher Kontroll ubelaangt, existéiert bis elo just fir Ofgasen a Bremsen; d'Harmonisatioun vun de Kontrollprozeduren existéiert bis elo just fir d'Ofgasen; Harmonisatioun vun de Grenzwäerter a vun de Kritären, déi ausschlaggebend sinn, dass Gefierer duerchfalen; Obligatioun fir d'Organismen, déi d'technesch Kontroll duerchféieren, fir total onofhängeg ze si vun Aktivitéiten, déi d'Konzeptioun, d'Fabrikatioun, de Verkaf an/oder d'Reparatur vu Gefierer ubelaangen), éier een d'géigesäiteg Unerkennung vun de Kontrollcertificaten diskutéiert.

Soulaang ee sech net op europäeschem Plang zu enger qualitativ héichwäerteger Harmonisatioun vun den Inhalter, Ufuerderungen a Prozeduren, souwuel wat déi technesch Kontroll selwer wéi och wat d'Organismen, déi se duerchféieren, ugeet, eenege kann, esou laang bleift et schwiereg, wann net onméiglech, datt eng Majoritéit vun de Memberstaten Certificaten aus anere Memberstaten unerkennt. Eng Solutioun dovunner kéint sinn, sou wéi dat aktuell vu verschiddene Memberstate gemaach gëtt, fir mat deene Länner, déi eng technesch Kontroll duerchféieren, déi qualitativ op deemselwechten Niveau ass an déi op d'mannst équivalent ass zu där nationaler technescher Kontroll, bilateral Accorden ze maachen, fir géigesäiteg Kontrollcertificaten unzeerkennen.

Question 0981 (14.3.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**offre de reprise du groupe Arcelor par Mittal Steel:**

Dans le cadre de l'annonce de Mittal Steel d'une offre de reprise du groupe Arcelor, le Gouvernement de la Wallonie, actionnaire à 2,4% d'Arcelor, a fait savoir qu'il entend éventuellement céder ses parts. Monsieur Guy Verhofstadt, Premier Ministre de Belgique, vient d'annoncer qu'une décision définitive dans ce contexte sera prise fin mars ou début avril.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si à ce sujet des discussions entre les responsables politiques luxembourgeois et belges ont déjà eu lieu? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces discussions?

Réponse (27.3.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) Il faut préciser à l'intention de l'honorable Député que le Premier Ministre belge, d'après ses propres propos, n'a pas à influer dans la décision du Gouvernement de la Région wallonne de céder ou de ne pas céder ses actions Arcelor.

L'État fédéral belge n'est pas actionnaire d'Arcelor, alors que la Région wallonne détient 2,4% du groupe sidérurgique à travers la société régionale d'investissement Sogepa.

2) Le contact entre les Gouvernements belge, wallon et luxembourgeois est continu.

Question 0982 (14.3.2006) de **M. Fred Sunnen** *(CSV)* concernant l'**évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire:**

Le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique prévoit, en son article 8, alinéa 2 que: «pour être admis en section E, il (l'élève) doit faire preuve de compétences artistiques. Le Ministre fixe les modalités pour établir ces compétences».

L'instruction ministérielle du 15 février 2006 stipule l'introduction d'un dossier de travaux pratiques et d'une lettre de motivation à rendre par tous les élèves des classes de 4e de l'enseignement secondaire désirant accéder à une classe de 3e E.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

1. Considérant que pour les sections C, D et G il n'y a aucune exigence de compétences requises et que les seules critères d'admission ne prévoient qu'une moyenne de 38 points dans les branches spécifiques pour les sections A et B, quels arguments justifient l'exigence d'un dossier d'admission ainsi qu'une lettre de motivation pour les élèves désirant accéder à la section artistique?
2. L'exigence d'un tel dossier ne met-elle pas en cause les compétences professionnelles des professeurs d'éducation artistique des classes de 4e?
3. Est-il opportun de n'informer les élèves des modalités d'admission en section E qu'au milieu du deuxième trimestre de l'année scolaire courante, alors que le délai pour rendre le dossier est prévu pour juin ou juillet?
4. Est-ce que l'introduction de telles mesures de sélection ne signifie pas une réintroduction d'un examen de passage camouflé?

Réponse (2.5.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad1) La commission nationale pour les programmes d'Éducation artistique dans l'enseignement secondaire précise dans le profil de la section Arts plastiques (E) que la section E «prépare les élèves aux études artistiques de niveau universitaire» et que «dans la mesure du possible cette préparation tient compte des exigences liées aux conditions de recrutement des grandes écoles et universités concernant l'ensemble du domaine Arts plastiques (architecture, peinture…) en vue de la constitution d'un dossier de travaux personnels et d'un concours d'entrée». Au cours des études «les élèves sont formés pour allier liberté de création et efficacité dans la réalisation. C'est pour cette raison que la motivation des élèves, leur engagement dans les études et la vie de la section Arts plastiques (E) sont indispensables. La section Arts plastiques (E) exige un investissement de temps de travail personnel important» et «une quantité équivalent de travail personnel à domicile est de rigueur». Pour l'évaluation la commission nationale prévoit que «des bilans trimestriels/semestriels sous forme de dossier peuvent compléter le contrôle continu».

On constate donc que la section Arts plastiques (E) où la seule branche éducation artistique est enseignée pendant 25 leçons hebdomadaires au cours du cycle de spécialisation (13 leçons pour la classe de première) est une section fortement spécialisée et exige de la part des élèves une motivation particulière et un engagement sans faille. Il est donc utile d'y sensibiliser les élèves avant qu'ils ne prennent la décision de s'engager dans cette section exigeante.

Je suis convaincue que la constitution d'un dossier aide de façon efficace à orienter les élèves qui s'intéressent aux études artistiques après la classe de 4e de l'enseignement secondaire.

ad2) Non; puisque le dossier d'admission ne doit pas uniquement renseigner sur les compétences que l'élève a acquises en 4e, mais sur sa motivation à choisir la section E.

ad3) L'élaboration d'une grande partie des pièces du dossier exigé par l'instruction de même que la réalisation d'un dossier artistique sont prévues au programme officiel de la classe de 4e. Le temps imparti pour la réalisation des autres pièces du dossier, à savoir la rédaction d'une lettre de motivation et le choix de cinq travaux graphiques personnels de l'élève qui ne sont pas en relation avec le programme de 4e, devrait largement suffire pour permettre à l'élève de rendre son dossier dans les délais prévus.

ad4) Vouloir établir un rapprochement entre l'instruction concernant l'inscription en classe de 3e E et un «examen de passage camouflé» c'est ignorer les finalités et les modalités des deux. La différence entre un dossier d'admission, qui doit témoigner des dispositions et de la motivation d'un élève à s'engager dans une section E, et l'examen de passage, qui certifiait les dossiers et connaissances généraux d'un élève, me semble grande.

Question 0983 (14.03.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **subventionnement pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations:**

Au cours des derniers mois, un certain nombre d'études relatives à des mesures de protection en vue de réduire l'impact des crues de nos cours d'eau sur plusieurs localités, notamment celles situées près de la Moselle, ont été finalisées. La réalisation des travaux en question relève maintenant des communes concernées. Les coûts de tels travaux s'avèrent souvent inabordables pour certaines communes. Un subventionnement à hauteur de 50% pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations était jusqu'à présent promis aux communes concernées.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quel sera à l'avenir le taux de subventionnement accordé aux communes pour la réalisation de mesures de protection contre les inondations?
- Un subventionnement à hauteur de 50% sera-t-il à encore suffisant à l'avenir, après la baisse substantielle du Fonds de dotation financière, pour permettre aux communes concernées de réaliser ces travaux?

Réponse (13.4.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. La question du subventionnement des mesures de protection contre les inondations mises en oeuvre par les communes sera discutée lors de l'examen par la Chambre des Députés du projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive-cadre sur l'eau. À ce moment pourra également être abordée la question de l'adaptation des taux de subventionnement qui sont actuellement de 50% pour les travaux et de 80% pour les études. La Commission spéciale «Réorganisation territoriale» de la Chambre des Députés devrait pour sa part procéder à une réflexion plus générale sur le financement des communes.
2. Je ne vois pas de lien direct entre la politique de subsides du Gouvernement et notamment le taux de l'aide financière pour promouvoir la réalisation d'un objet/projet bien spécifique parmi tant d'autres (pistes cyclables, stations d'épuration et collecteurs, centres sportifs…), et l'évolution de la dotation financière des communes en 2005 par le biais du Fonds Communal de Dotation Financière (FCDF) qui représente environ 1/3 des revenus des communes.

La baisse du FCDF en 2005 par rapport à l'exercice 2004 s'élève à 1,96% et est due à un phénomène unique et ponctuel dont les effets ont même pu être résorbés entière-

ment par les communes par un recours à leur fonds de réserve constitué durant les années 2002 et 2003.

En suivant la logique de l'honorable Député, et si une baisse des revenus du FCDF devrait entraîner une hausse du taux des aides spécifiques, alors, à l'inverse, toute augmentation des revenus du FCDF devrait conduire à une réduction des taux d'aides spécifiques de l'État aux communes. Or, tel n'est pas la politique de l'État à l'égard des communes.

Voilà pourquoi les communes devraient, en pareille situation, revoir le rang de priorité qu'elles ont accordé en toute autonomie aux différents projets figurant à leur programme politique pluriannuel et cela non seulement au niveau de projets d'investissement, mais également en ce qui concerne leurs initiatives au niveau du budget de fonctionnement tant en recettes qu'en dépenses.

Question 0984 (15.3.2006) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **dons d'organes:**

En date du 12 janvier 2006, le site Internet «aerzteblatt.de» a publié un article de la «Deutsche Gesellschaft für Chirurgie» (DGCh) sur les dons d'organes. Dans tous les pays de l'Europe on peut constater un manque de donneurs d'organes post mortem, ce qui a comme conséquence que beaucoup de patients en attente d'une greffe sont condamnés à mourir. Selon la DGCh on pourrait remédier à cette situation si, sur la nouvelle carte de sécurité sociale européenne, chaque individu avait la possibilité d'exprimer sa disposition de donner ses organes. Cette simple indication augmenterait, selon l'avis de la DGCh, le nombre des dons d'organes de 20%.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale pourrait-il envisager que la carte d'affiliation porte la mention de donneur d'organe?
- Sur le plan européen une telle mesure a-t-elle déjà été envisagée? Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale voit-il une possibilité de proposer une telle mesure à ses collègues européens?

Réponse (27.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est un fait que le don d'organes post mortem se situe à un niveau trop bas pour satisfaire la demande. Comme le Luxembourg est relié pour les dons et transplantations au réseau d'Eurotransplant, nous sommes aussi concernés par la situation préoccupante des dons dans tous les pays qui adhèrent à Eurotransplant.

J'aimerais rendre l'honorable Parlementaire attentive au fait que la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine permet d'ores et déjà à toute personne résidant au pays à s'exprimer au moyen d'une formule de déclaration à deux options si elle est donneur d'organe ou non, et à annexer cette formule à sa pièce d'identité. Malheureusement peu de gens font fruit de cette faculté.

Si à l'époque le législateur avait opté pour une pièce pouvant être annexée à la carte d'identité ou au passeport plutôt que pour une mention sur la pièce d'identité même, c'est en considération du fait que les gens n'aiment pas nécessairement dévoiler au premier contrôleur venu leur option prise en la matière. Je ne suis pas certain que la possibilité offerte aux gens de faire connaître leur choix au moyen de la carte d'affiliation à la sécurité sociale connaisse davantage de succès.

De l'avis des milieux professionnels concernés l'insuffisance de dons au Luxembourg serait en partie à attribuer au caractère désuet des procédés à mettre en œuvre pour constater la mort en vue d'un prélèvement, tels que déterminés dans un règlement grand-ducal du 10 août 1983. D'après ces milieux les progrès de la science permettraient désormais de modifier ces procédés tout en gardant le même degré de certitude quant à la réalité de la mort intervenue dans le chef de la personne sur laquelle le prélèvement est effectué. Je serai prochainement saisi d'une proposition en ce sens.

Question 0985 (16.3.2006) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Marie-Josée Frank** et **MM. Ali Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant le **retard des mesurages d'emprises pour le réseau routier:**

Il nous revient que des mesurages d'emprises pour le réseau routier affichent des retards importants. Ces retards posent de sérieux problèmes aux anciens propriétaires qui n'ont, jusqu´à l'heure actuelle, touché aucune indemnisation pour leurs terrains cédés pour la plus grande part à l'État dans l'intérêt de projets routiers d'envergure nationale. En conséquence, de plus en plus de propriétaires refusent de céder de nouvelles emprises parce que l'administration en question n'a pas encore mesuré les emprises cédées lors d'un investissement antérieur. À titre d'exemple, la requête des Ponts et Chaussées en date du 11 octobre 1982, sollicitant le mesurage des emprises suite à la reconfection de l'E29 à Michelshof, n'a jusqu'ici pas été traitée par l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Les cinq bureaux régionaux de l'Administration du Cadastre et de la Topographie fonctionnent en principe avec huit fonctionnaires, à savoir: un ingénieur, deux ingénieurs techniciens, trois expéditionnaires et deux chaîneurs. Le bureau de Diekirch a été renforcé en 2004 par un ingénieur et un chaîneur, tandis que le bureau de Grevenmacher dispose actuellement d'un effectif en personnel réduit pour raison de congé parental.

Par ailleurs, les missions des bureaux régionaux ont subi quelques changements au cours des dernières années. En effet, avec l'introduction de la mutation instantanée dans le cadre du projet «Publicité foncière», le personnel régional est appelé à réaliser lui-même la mutation graphique sur le «Plan Cadastral Numérisé», vu qu'il est manifestement mieux au courant de la situation réelle sur le terrain. Cette réorientation a entraîné un surplus considérable de travail pour les bureaux régionaux.

Dans ce contexte nous aimerions adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

1. Comment Monsieur le Ministre entend-il pallier aux retards excessifs existants?
2. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait préférable de compléter le staff de personnel actuel par l'engagement de fonctionnaires de la carrière supérieure sachant que le travail de mesurage requiert de bonnes connaissances mathématiques et géométriques?
3. Ne devrait-on pas créer une équipe de réserve mobile pour soutenir les bureaux régionaux affichant les plus grands retards?

Réponse (18.4.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Contrairement à ce qui est allégué à la question parlementaire, le problème des mutations, et des indemnisations de propriétaires, d'emprises de terrains acquis dans le cadre des nombreux projets routiers, ne se limite pas exclusivement à des retards de mensuration par l'Administration du Cadastre et de la Topographie, mais concerne également et surtout la confection, endéans des délais de rigueur, des actes administratifs et actes notariés afférents.

Concernant la première question posée, j'aimerais souligner que le Gouvernement poursuit depuis l'année 1999 un projet pluriannuel, visant à charger par voie de soumission publique, et sous le contrôle du cadastre, un bureau d'études de la mensuration de différents tronçons de chemins repris et de routes nationales (détail des mesurages adjugés entre 1999 et 2005: longueur totale du tronçon «secteur non bâti»: 23.800 m et du «secteur bâti»: 12.450 m). Pour ce qui est de l'Administration du Cadastre proprement dite, elle finalisera en mi-2006 les plans à l'acte de l'autoroute de la Sarre (hors remembrement) et du contournement de Sandweiler. Compte tenu du manque de priorité que réservent actuellement le Notariat, les administrations communales et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines à la confection d'actes de vente se rapportant à des emprises, dont la surface moyenne peut être évaluée à 10 m^2, j'ai l'intention d'instaurer un groupe de travail interministériel ayant pour objet d'améliorer la coordination des travaux en cette matière.

Quant à la deuxième question, l'attention des honorables Député(e)s est attirée sur la loi du 25 juillet 2002, habilitant désormais des géomètres officiels établis dans le secteur privé à dresser des mensurations officielles. Dans un secteur immobilier en croissance soutenue, il est à espérer que les nouveaux débouchés créés par le législateur connaîtront un succès auprès des étudiants et que les effets de la réforme permettront de réduire les retards actuels de l'administration de manière conséquente. Parmi le cadre supérieur de l'administration, il y a par ailleurs lieu de noter que 17 des 18 postes sont déjà actuellement pourvus de titulaires de la filière de l'ingénieur géomètre.

Finalement, Monsieur le Directeur du Cadastre confirme l'existence au sein de l'administration d'un «service de réserve» exclusivement occupé, pour le moment, à l'exécution des mesurages d'emprises des autoroutes, des contournements, des zones industrielles et artisanales.

Question 0986 (17.3.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**introduction d'une section sportive dans l'enseignement secondaire:**

Monsieur le Ministre des Sports avait relevé à l'occasion de l'assemblée générale du COSL qu'il est dans l'intention du Gouvernement d'introduire une section sportive dans l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur les raisons qui ont mené le Gouvernement à prévoir l'introduction d'une section sportive dans l'enseignement secondaire?
- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire à quel stade se trouve le projet de l'introduction d'une telle section dans l'enseignement secondaire?
- Comme le nombre de candidats se présentant à l'examen-concours d'admission au stage pédagogique pour la fonction de professeur d'éducation physique est actuellement six fois plus élevé que le nombre de postes prévus dans le plan de recrutement (52 candidats pour huit postes en 2005), Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les perspectives professionnelles des élèves optant pour la section sportive risquent d'être assez limitées?

Réponse commune (12.5.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'entrée il est redressé que la section sportive que le Gouvernement réfléchit d'introduire dans l'enseignement secondaire, n'a point le seul objectif ni la finalité de déboucher sur des études pour le professorat d'éducation physique, comme le laisse entendre l'honorable Député si elle conclut du nombre pléthorique de candidats pour cette fonction par rapport aux postes disponibles dans le plan de recrutement.

Les domaines littéraire, scientifique, économique, les arts et la musique dans le culturel, se prévalent d'ores et déjà de la mise en place de «sections» à partir de la classe de troisième. Ils s'en trouvent valorisés, investis d'une reconnaissance à leur profit, c'est indéniable.

De par ses missions, le sport reste à être assis et ancré pleinement dans notre société, ce qu'il est, à bien des égards, de façon insuffisante.

La voie prédilectionnée c'est de conférer dans le domaine scolaire également au sport la place importante, identique à celle des autres branches ou matières enseignées, à l'image de formations reprises dans le cursus scolaire par de nombreux pays européens. Il ne faut pas confondre avec les classes destinées à accueillir et à regrouper les jeunes sportifs d'élite.

Une section sportive aura pour objet et contenu d'analyser le phénomène du sport dans toutes ses facettes, tant théoriques que pratiques. La formation peut préparer aux métiers et fonctions liés au sport, de près ou de loin, à l'éducation, l'animation et l'encadrement de jeunes. En profitent les enseignants, spécialistes ou non du sport, les assistants sociaux, les médecins, les kinésithérapeutes, les gestionnaires, les journalistes désireux de se spécialiser dans ce vaste domaine.

Puis et encore, ce doit être un investissement pour le mouvement sportif que de fournir le savoir-faire aux futurs dirigeants sportifs, techniques ou administratifs, bénévoles ou non, oeuvrant au sein de la structure sportive et de ses organismes.

Le projet de la création d'une susdite section «Sport» se trouve actuellement, de la part du Ministre et des responsables de l'éducation nationale, au stade d'étude de faisabilité technique et financière. En vue d'une formation très générale à dispenser, il peut être indiqué, parmi les pistes en perspective, d'envisager celle de rattacher une section pour le sport à une autre déjà en place.

Question 0987 (17.3.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**insertion des jeunes sur le marché de travail par la création de postes de formation:**

Le Comité de coordination Tripartite s'était réuni le 18 novembre 2005 pour discuter de la compétitivité de l'économie nationale ainsi que du programme national de réforme du Luxembourg dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. L'objet de cette réunion consistait à discuter plus spécifiquement des mesures en faveur de l'emploi.

Parmi les idées évoquées en matière de combat du chômage au Luxembourg, les associations représentées au sein de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) se sont engagées à offrir dans le domaine de l'apprentissage 1.000 nouveaux postes de formation, dont 600 dans l'artisanat et 400 dans l'industrie, le secteur bancaire et le commerce, ainsi que de recourir de façon plus intensive au stage d'insertion pour les jeunes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Cette démarche proactive de la part du monde patronal a-t-elle été suivie de propositions concrètes?
- Le cas échéant, quelles mesures concrètes ont été décidées au stade actuel et pourront-elles s'appliquer dès l'année scolaire 2006-2007?
- Les Chambres professionnelles compétentes seront-elles également impliquées dans ce dossier important de la société du savoir?

Réponse (27.4.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Actuellement la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce mobilisent les différents secteurs de l'économie pour offrir 1.000 postes d'apprentissage supplémentaires, dont 700 dans l'artisanat, 200 dans l'industrie et 100 dans le commerce.

Les propositions concrètes seront en fonction des offres de postes d'apprentissage qui seront déclarées par les entreprises formatrices au Service de l'Orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi.

L'objectif de cette campagne est de disposer pour la rentrée scolaire 2006/2007 d'un nombre supplémentaire de postes d'apprentissage. Il importe d'analyser si les postes proposés s'adressent à des candidats/tes se préparant au CITP, au CCM ou au CATP. D'autre part, il faut voir également si les postes offerts peuvent être occupés par des candidats/tes de l'apprentissage pour adultes.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle se propose de réunir dans un délai rapproché tous les partenaires concernés, à savoir le Service de l'Orientation professionnelle, le Service de la Formation professionnelle et les Chambres professionnelles.

Question 0988 (20.3.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **trafic de drogues au sein des établissements scolaires:**

Il me revient qu'un apprenti en mécanique a dû quitter l'école après

avoir dénoncé la consommation et le trafic de drogue dans son lycée. Par la suite, la personne en question a perdu sa place d'apprenti.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Madame la Ministre peut-elle me dire combien d'incidents de drogues ont été enregistrés au cours de la dernière année dans l'enceinte des bâtiments scolaires? Quelle a été l'évolution du chiffre de tels délits au cours des dernières années?
- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement pour endiguer le trafic de drogues au sein des établissements scolaires?

Réponse (27.4.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il m'est difficile de me référer à la situation qui donne lieu à la question, puisque ni le lycée, ni l'élève qui serait concerné ne sont mentionnés.

J'ai connaissance du cas d'un élève inscrit dans une formation de mécanicien d'autos et de motos qui a quitté de plein gré l'école. Or, les cours à l'école font partie pour l'apprentissage concomitant et ainsi la décision de ne plus suivre les cours à l'école a entraîné la résiliation du contrat d'apprentissage à l'entreprise patronale.

Plus tard les parents de cet élève m'ont informé que leur fils aurait été confronté à des problèmes de drogue à l'école. Ces dires n'ont pas été confirmés lors de l'enquête menée par la direction de l'école concernée.

Des informations qui m'ont été communiquées par les directions des établissements scolaires, les services ainsi que le Centre de psychologie et d'orientation scolaires, il ressort qu'il n'y a que peu d'incidents liés à la consommation ou au trafic de stupéfiants rapportés; ils se chiffrent entre deux et trois pour certains établissements. Tous les cas relevés ont été signalés aux instances compétentes, c'est-à-dire transmis à la Justice.

On ne peut toutefois pas nier que certains élèves sont exposés à des risques et que dans la population scolaire la consommation de stupéfiants est bien réelle. Même s'il n'y a pas d'évolution notable, les mesures prises pour endiguer les problématiques liées aux drogues doivent être continuées avec tous les moyens qui sont à notre disposition.

Elles se résument comme suit:

a) au niveau administratif:

S'il y a trafic de drogue, donc délit criminel, le cas est signalé aux instances compétentes et transmis à la Justice. Dans le souci de la protection des jeunes, la mise en oeuvre du dispositif administratif est réalisée en coopération avec la police (commissariats de proximité et Service de la Police judiciaire - section de stupéfiants) ainsi qu'avec Médecins sans frontières-Solidarité Jeunes.

S'il est nécessaire de prendre des mesures curatives à l'attention d'un élève, ce dernier sera orienté vers les instances et services compétents en la matière (Jugend- an Drogenhëllef, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires…) et l'adolescent sera pris en charge et encadré ainsi que ses proches parents.

b) au niveau préventif:

En complément aux démarches visant la réduction de l'offre, des activités de prévention sont régulièrement proposées aux écoles et soutenues par le ministère en vue notamment de diminuer la demande.

À titre d'exemples peuvent être mentionnées des actions réalisées au cours de l'année 2005-2006:

1. Campagnes de sensibilisation s'adressant aux élèves, personnel des écoles, parents: Festival du film pour jeunes, Extratour Sucht, soirées d'information, activités promouvant les compétences psychosociales, Impuls Forum-Theater…
2. Projets d'innovation dans les écoles: réseau européen des écoles promotrices de la santé, d'Schoul um Wee, Défi, pédagogie de l'aventure, bien-être et créativité, …
3. Activités de formation continue du personnel enseignant, dirigeant et psycho-socio-éducatif: Workshops sur les drogues, Looss Dech net vum Drogephenomeen iwwerrompelen, Weißt du eigentlich was ich fühle?, Tabakprävention und Raucherentwöhnung, Pratiques addictives et produits addictogènes: Aspects cliniques et toxicologiques.
4. Étude internationale «Health behaviour in school-aged children», organisée sous l'égide du bureau européen de l'Organisation Mondiale de la Santé. L'étude permet de mieux cerner l'état de santé des jeunes de onze à 17 ans, d'observer l'évolution de leurs comportements et des déterminants de leur santé au niveau national et international. Les résultats de cette étude permettront au Gouvernement luxembourgeois d'élaborer ou d'améliorer des politiques en réponse aux besoins spécifiques des adolescent/e/s mis en évidence grâce à l'étude.

À côté de ces activités explicites de prévention des conduites de dépendance, les initiatives visant une amélioration du climat scolaire, la promotion d'une école de la réussite, les démarches d'évaluation positive, d'apprentissage coopératif, de tutorat, d'accueil positif, de gestion participative de la classe et de motivation contribuent de façon importante au bien-être des jeunes et constituent ainsi le volet préventif implicite.

Question 0989 (21.3.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **contrôle portant sur les niveaux de fond de dioxines, de furannes et de PCB de type dioxine respectivement dans les denrées alimentaires et dans les produits destinés à l'alimentation animale:**

Dans la Recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 relative au contrôle des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les denrées alimentaires et dans la Recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 relative au contrôle des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les aliments pour animaux, la Commission recommande que les États membres effectuent, à partir de l'année 2004 et jusqu'au 31 décembre 2006, des contrôles portant sur les niveaux de fond de dioxines, de furannes et de PCB de type dioxine respectivement dans les denrées alimentaires et dans les produits destinés à l'alimentation animale. À cette fin, un nombre minimal recommandé d'échantillons à analyser annuellement a été prescrit pour chaque État membre. Pour le Luxembourg, le minimum d'échantillons à prélever est de 30 pour les denrées alimentaires et de 33 pour l'alimentation animale.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes:

- Les analyses préconisées par la Commission ont-elles été réalisées en 2004 et en 2005? Est-ce que les volumes et la répartition de l'échantillonnage correspondent aux recommandations de la Commission? Si tel n'est pas le cas, quelle en est la raison?
- Quelles informations ont été transmises à la Commission dans le cadre des deux recommandations en question?
- Le programme de 2006 est-il définitivement établi et, le cas échéant, quelles en sont les adaptations à la lumière de l'expérience acquise?

Réponse commune (25.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:*

Le Laboratoire national de Santé n'est pas équipé pour procéder à l'analyse de teneur en dioxines des denrées alimentaires. Toutefois ces échantillons sont envoyés à l'étranger aux fins de mettre en évidence une éventuelle teneur en PCB et en substances organochlorées. En cas de résultat positif il y a suspicion de présence de dioxines et de PCB de type dioxine des analyses ad hoc supplémentaires sont effectuées.

Ont été soumis à l'analyse en 2005 23 échantillons de lait ou de produits laitiers, 25 échantillons d'oeufs ou de produits d'oeuf, et 30 échantillons de viandes, dont 20 de viandes de gibier.

Pour 2006 un programme d'analyses similaire est envisagé.

Quant au contrôle des aliments pour animaux, il importe de relever que depuis 1999 des analyses sur dioxines sont régulièrement effectuées par les soins de la Division des laboratoires de contrôle et d'essais de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et que depuis 2004 ces analyses portent également sur les PCB de type dioxine. Les analyses, comme celles faites sur les denrées alimentaires, sont confiées à un laboratoire situé à l'étranger.

Ces analyses se répartissent comme suit:

Année:	Nombre d'analyses:
1999	3
2000	12
2001	8
2002	10
2003	21
2004	12
2005	10

À noter qu'à de rares exceptions près, où la limite autorisée a été légèrement dépassée et a conduit au retrait du marché des aliments concernés, tous les résultats des analyses effectuées étaient largement inférieurs aux valeurs limites autorisées.

Si le nombre d'analyses préconisé par la recommandation de la Commission du 11 octobre 2004 n'a pas pu être respecté intégralement, cette différence s'explique pour les raisons suivantes:

- l'expérience des dernières années a montré que les teneurs en dioxine trouvées sur les échantillons tant indigènes qu'importés ne posent pas de problème particulier et justifient un contrôle évidemment régulier, mais pas trop soutenu;
- compte tenu de la multitude d'analyses à effectuer et de l'enveloppe budgétaire disponible et sachant que le type d'analyse en question se caractérise par un coût très élevé (environ 500 euros/échantillon) des choix judicieux s'imposent quant à la fréquence des différentes analyses à réaliser;
- il a pu être constaté que le nombre d'échantillons recommandé pour notre pays est surévalué par rapport aux autres États membres. En effet, le nombre d'échantillons prévus pour la Belgique est de 60, pour l'Autriche de 47 et pour les Pays-Bas de 111. Or, tous ces pays ont une production d'aliments pour animaux largement supérieure à celle du Grand-Duché de Luxembourg;
- le système d'alerte rapide pour les aliments pour animaux existant au niveau européen fournit une information précieuse pour évaluer le risque de certaines catégories d'aliments pour animaux.

Les résultats des analyses des niveaux de fond de dioxines et de PCB de type dioxine dans les aliments pour animaux sont communiqués annuellement à la Commission.

Pour l'année 2006, il sera procédé à des analyses sur 15 échantillons, dont notamment des fourrages.

Question 0990 (21.3.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres:**

La directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifie le règlement CEE N°1612/68 et abroge les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE.

Cette directive prévoit de nouvelles mesures, favorisant l'exercice du droit de libre circulation et de séjour des citoyens de l'Union, réduisant au strict nécessaire les formalités administratives, définissant mieux le statut des membres de la famille et circonscrivant la possibilité de refuser ou mettre fin au séjour.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Est-ce que cette nouvelle directive oblige le Luxembourg, de quelque façon que ce soit, à changer son dispositif légal et réglementaire?
- Dans l'affirmative, quel en est son état d'avancement?

Réponse commune (27.4.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à sa question en relation avec l'entrée en vigueur le 30 avril 2006 de la Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, nous aimerions informer l'honorable Député que la transposition de la directive entraînera des changements significatifs dans le dispositif légal et réglementaire luxembourgeois.

Voilà pourquoi il est prévu de procéder à la transposition dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi sur l'immigration qui est actuellement en cours.

Question 0991 (22.3.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **fonctionnement du Centre Culturel Portugais-Institut Camões (CCP-IC):**

Le Centre Culturel Portugais-Institut Camões (CCP-IC) fut créé en 1999 par décision des Gouvernements portugais et luxembourgeois. Par l'intermédiaire du Ministère de la Famille et de l'Intégration, le Gouvernement luxembourgeois a assumé et assume le paiement des loyers pour les installations (58.000 euros/an). Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois appuie certaines activités du CCP-IC en tant que sponsor. En 2005, le CCP-IC a fonctionné, en termes d'activités, exclusivement avec des supports et des financements provenant d'entreprises privées et des institutions du Grand-Duché du Luxembourg.

Le CCP-IC est considéré par la communauté portugaise du Luxembourg comme étant un centre générant une activité permanente en faveur de toutes les communautés du Luxembourg. Son directeur a fourni tous les efforts afin d'assurer une programmation continue du CCP-IC. La communauté portugaise, la Confédération des Communautés portugaises du Luxembourg et les représentants élus des communautés portugaises n'ont été entendus ni sur le fonctionnement du CCP-IC, ni sur le renvoi de son directeur. Selon mes informations, l'Ambassade du Portugal au Grand-Duché n'a pas non plus été consultée au sujet du renvoi du directeur du CCP-IC.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et à Madame la Secrétaire d'État:

- Madame la Ministre et Madame la Secrétaire d'État ont-elles connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Est-ce que les ministères concernés vont continuer à donner leur appui au CCP-IC afin que celui-ci puisse continuer à exister et à maintenir sa programmation, surtout en vue de l'année 2007, lorsque le Luxembourg et la Grande Région seront la Capitale européenne de la culture et lorsque le Portugal, au cours du deuxième semestre, assumera la Présidence de l'Union européenne?

Réponse conjointe (8.5.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Comme la communauté portugaise elle-même, ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration, ni le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'ont été informés par les autorités portugaises quant aux décisions prises concernant le Centre Culturel Portugais-Institut Camões, notamment quant au renvoi de son directeur.

Depuis fin 1998, le Ministère de la Famille et de l'Intégration paie le loyer relatif aux locaux dans lequel est installé le Centre Culturel Portugais-Institut Camões, soit jusqu'à ce jour un montant total de 436.910 euros. Aussi a-t-il l'intention de continuer le paiement du loyer mensuel afin que ledit Centre puisse poursuivre ses activités.

Depuis 2001, le Ministère de la Culture a subventionné plusieurs projets de l'Institut Camões. Le montant de cette aide financière a toujours été apprécié en fonction des activités culturelles que le CCP-IC a présentées dans sa demande de subvention annuelle.

Une demande de subvention pour 2006 n'a pas été présentée.

Voici le tableau récapitulatif des aides financières versées par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au Centre Culturel Portugais-Institut Camões.

Année	Montant de l'aide financière
2001	991,47 €
2003	10.000 €
2004	5.000 €
2005	1.500 € 3.000 € 1.031,28 €
Total depuis 2001:	21.522,75 €

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche reste disponible à apporter son soutien à des activités culturelles au Centre Culturel Portugais, à condition, bien sûr, d'en être saisi par une demande en bonne et due forme.

Question 0993 (23.3.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **diffusion de l'information relative à la découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13:**

Suite à la découverte du 20 mars de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13, les organes de presse, rapidement au courant, auraient été priés par un communiqué officiel de ne pas diffuser l'information en question au public.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'un embargo ait été décrété sur la diffusion de l'information relative à la découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13?
- Dans l'affirmative, quelles en étaient les raisons?
- Ce communiqué officiel émanait-il du Service Information et Presse (SIP)?
- Des sanctions sont-elles prévues pour tout organe de presse qui n'aurait pas respecté cet embargo?

Réponse (7.4.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La découverte de cadavres d'oiseaux sur l'autoroute A13 en date du 20 mars a déclenché les procédures prévues pour ce cas de figure. Conformément à ces procédures, la Direction des Services vétérinaires a informé le Service Information et Presse dans l'immédiat, et celui-ci a procédé de suite à la préparation d'une information à la presse.

Or, à ce moment, certains éléments de l'information manquaient encore, comme par exemple l'espèce des animaux trouvés ou alors les délais endéans desquels le résultat d'une analyse pouvait être attendu.

Comme dans ce genre de situation, il importe que la communication se fasse selon des critères particulièrement exigeants, il a paru opportun aux responsables du SIP de ne s'adresser au grand public qu'une fois tous les éléments rassemblés. Comme en même temps il paraissait important que la presse luxembourgeoise ait connaissance des éléments connus jusqu'à ce moment, notamment afin de pouvoir se préparer au scénario le moins favorable et de mettre en place son dispositif y relatif, il a été décidé d'informer les médias de la situation, tout en exprimant le souhait que l'information ne soit diffusée qu'une fois tous les éléments connus.

Voilà pourquoi l'information à la presse précisait qu'un communiqué de presse détaillé et complet serait envoyé une fois tous les éléments nécessaires rassemblés. Ce communiqué de presse est parvenu aux médias à peine une heure après l'envoi du premier texte et une demi-heure avant le début du premier des principaux bulletins d'information du soir.

Pour ce qui est des «sanctions» qui seraient éventuellement prévues en cas de non-respect d'un «embargo», il y a lieu de rassurer l'honorable Député. Les relations du Gouvernement et de son service d'information avec la presse nationale et internationale reposent sur une confiance mutuelle et un respect sans faille de la liberté de la presse.

Question 0994 (23.3.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **fonctionnement de la Commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

La Commission d'aménagement au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est un groupe de travail qui a été institué en exécution de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Cette commission, «multidisciplinaire, politiquement indépendante et hautement qualifiée» selon les mots de Monsieur le Ministre lui-même, se compose de six membres effectifs et de six membres suppléants qui sont respectivement juriste, architecte, géographe et ingénieur. Elle a pour mission de rendre des avis, donner des conseils et formuler des propositions à l'égard des communes et du Gouvernement en ce qui concerne l'aménagement communal et le développement urbain.

D'après un article paru dans l'hebdomadaire du «Lëtzebuerger Land» en date du 24 février 2006, Monsieur le Ministre aurait qualifié cette Commission d'aménagement de «cercle fermé d'experts». Il serait préférable, selon Monsieur le Ministre, d'associer la future chaire en Géomatique, Analyse spatiale et Aménagement du Territoire de l'Université du Luxembourg aux procédures d'approbation des PAG.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'affirmation du «Lëtzebuerger Land»?
- Existe-t-il des projets concrets visant une future collaboration avec l'Université du Luxembourg en matière de procédures d'approbation des PAG?
- Comment Monsieur le Ministre qualifie-t-il la coopération entre son Ministère et la Commission d'aménagement?
- La Commission d'aménagement réussit-elle à jouer son rôle d'intermédiaire en adoptant une approche horizontale entre les communes et le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire?

Réponse (8.5.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- La qualification de la commission d'aménagement en tant que «cercle fermé d'experts» peut être confirmée dans la mesure où les différents membres de la commission ont un champ de compétence très spécifique tout en faisant parti d'un cercle restreint d'experts. En outre, tous les membres de la Commission d'aménagement, mis à part le président sortant, occupent des emplois à plein temps et à responsabilité auprès de communes ou encore auprès de différents départements ministériels et autres administrations publiques. Comme ces emplois sont tous en relation directe ou indirecte avec l'aménagement communal et le développement urbain, il n'est pas exclu que les membres de la commission soient un jour confrontés à un conflit d'intérêt, notamment en raison de l'exiguïté de notre pays et de ses ressources humaines limitées en la matière.
- Actuellement il n'existe aucun projet concret en ce qui concerne une future collaboration entre la Commission d'aménagement et l'Université du Luxembourg, où un master en aménagement du territoire est en train d'être monté de même qu'une formation continue en aménagement local et régional. Néanmoins, en vue de parer à tout reproche susceptible de voir le jour en ce qui concerne la neutralité de la Commission d'aménagement et afin de garantir une objectivité parfaite de ses membres, il est envisageable d'associer la toute nouvelle chaire en Aménagement du Territoire de l'Université du Luxembourg aux travaux de la commission.

Ainsi l'Université pourrait notamment participer à l'élaboration de critères d'évaluation scientifiquement objectifs servant de base pour les avis que la commission doit mettre dans le cadre de l'article 7(2) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, à savoir sur la liste des personnes qualifiées habilitées à établir des plans d'aménagement général (PAG). Aussi serait-il envisageable que la Commission d'aménagement ait recours à un expert externe pour l'analyse des PAG. La possibilité d'avoir recours à un expert est d'ailleurs expressément prévue à l'article 9 du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'aménagement.

- La collaboration entre les services du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et la Commission d'aménagement peut être qualifiée comme étant bonne. Dans ce contexte il est opportun de rappeler les missions de la Commission d'aménagement. La mission principale de la Commission d'aménagement est d'aviser les projets d'aménagement général dans le cadre de la procédure d'adoption de ces PAG. Une autre mission importante de la commission est celle de conseiller les communes dans l'application de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il appartient encore à la commission d'adresser de son initiative des propositions au Gouvernement et aux communes en matière d'aménagement communal et de développement urbain, de même que de donner son avis sur toutes les questions et tous les projets que le Gouvernement et les communes lui soumettent. Finalement, elle doit rendre son avis sur la liste des personnes qualifiées habilitées à établir des PAG. Le fait que dans pratiquement tous les cas cet avis est respecté lors de l'approbation ministérielle témoigne du respect du travail de la commission par le Ministre et du caractère opérationnel de sa collaboration avec les autres instances ministérielles concernées.

- De par sa composition actuelle, la commission constitue une équipe multidisciplinaire couvrant tous les aspects de l'aménagement communal tels que l'urbanisme, la mobilité, l'environnement naturel et l'aménagement général du territoire. Dans toutes les missions qui lui sont attribuées par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la commission ne manque jamais de faire le lien avec les différents instruments de l'aménagement du territoire comme le programme directeur ou encore les différents plans directeurs sectoriels ou régionaux dans les avis qu'elle émet au sujet des PAG communaux. La Commission d'aménagement assume dès lors parfaitement le rôle d'intermédiaire entre les communes et le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, mais en adoptant une approche verticale et non horizontale.

Question 0995 (23.3.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant les **règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 2. le Code des assurances sociales:**

Dans l'article 10 de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 2. le Code des assurances sociales sont prévus des règlements grand-ducaux fixant les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test, ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens syndics de copropriété. Dans sa réponse du 21 décembre 2005 à une question parlementaire de Monsieur Laurent Mosar, Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il était prévu de soumettre un avant-projet de règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement dans les prochains mois pour et de le transmettre ensuite au Conseil d'État pour avis.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel stade se trouvent actuellement les travaux préparatoires en vue de l'élaboration de ces règlements grand-ducaux?
- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la date précise de l'adoption de ces règlements grand-ducaux?

Réponse (8.5.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Un avant-projet de règlement grand-ducal destiné à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test, ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens syndics de copropriété a récemment été finalisé.

Il sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines pour approbation et ensuite transmis au Conseil d'État pour avis.

Question 0996 (24.3.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **lecteurs inscrits à la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL):**

Le 22 mars 2006, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a effectué une deuxième visite des annexes de la Bibliothèque nationale du Luxembourg. Suite à cette visite j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État:

- Madame la Secrétaire d'État peut-elle me fournir des données sur l'évolution du nombre de lecteurs inscrits à la BnL au cours des dix dernières années?
- Comment le nombre de prêts a-t-il évolué pendant cette même période?
- Le Ministère de la Culture dispose-t-il de données sur le profil des utilisateurs (sexe, âge) et le genre de livres empruntés?

Réponse (28.4.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Suite à la question parlementaire du 24 mars 2006 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol, j'ai l'honneur de lui transmettre les informations ci-dessous, basées sur les Rapports annuels de la Bibliothèque nationale, déposés à la Chambre des Députés.

1. Évolution du nombre de lecteurs inscrits à la BnL:

2000:	13.472
2001:	16.450
2002:	19.335
2003:	22.444
2004:	25.929
2005:	27.774

Commentaire:

Le Rapport annuel de la BnL n'indique pas les chiffres pour les années précédentes. Au début de l'année 2000, le fichier des lecteurs recensait 42.800 inscriptions, parmi elles un grand nombre de lecteurs qui ne s'étaient plus manifestés depuis des années. Afin de disposer d'un instrument de mesure fiable et par souci de transparence, la Bibliothèque nationale a profité de la migration informatique du système de gestion SIBIL vers le système ALEPH 500, en avril 2000, pour «épurer» le fichier informatisé des lecteurs en éliminant tous les noms de personnes n'ayant plus fait de prêt à domicile au cours des cinq années précédentes.

2. Évolution du nombre de prêts

a) Prêts à domicile:

Fonds:	2005:	2004:	2003:	2002:	2001:
Luxemburgensia:	5.604	5.335	4.648	4.079	3.867
Fonds général:	17.361	17.227	13.967	12.796	12.786
Médiathèque:	15.560	15.976	12.597	8.013	7.231
Total:	38.525	38.538	31.212	24.888	23.884

Fonds:	2000:	1999:	1998:
Luxemburgensia:	3.182	3.294	3.492
Fonds général:	11.124	13.808	15.325
Médiathèque:	4.719	4.470	4.255
Total (livres, périodiques et médiathèque):	19.025	21.572	23.072

Commentaire:

Le Rapport annuel de la BnL n'indique pas de chiffres pour les années 1997 et 1996. Pour 1995, il indique uniquement le total général des ouvrages sortis des magasins, que ce soit pour prêts ou consultations sur place, sans indiquer la part des prêts à domicile.

b) Prêt international

Demandes reçues de l'étranger:

1995:	129
1996:	115
1997:	127
1998:	115
1999:	81
2000:	63
2001:	120
2002:	65
2003:	35
2004:	29
2005:	40

Demandes envoyées à l'étranger:

1995:	1.994
1996:	2.162
1997:	2.000
1998:	2.361
1999:	2.081
2000:	2.129
2001:	2.262
2002:	2.089
2003:	1.803
2004:	2.474
2005:	3.523

c) Aux prêts à domicile et via le Service du Prêt international, il convient d'ajouter les prêts consentis à d'autres institutions culturelles pour des expositions à Luxembourg et à l'étranger.

d) Il importe de souligner que les services offerts par la BnL à ses lecteurs ne peuvent pas se mesurer uniquement aux prêts. Il faut notamment prendre en compte:

- les consultations sur place (2005: 14.689 livres et périodiques sortis des magasins, donc ouvrages directement accessibles dans les salles de lecture non compris; 2.989 consultations en médiathèque);
- les consultations de publications électroniques (2005: env. 28.000 consultations);
- les consultations d'Internet (2005: 16.224 inscriptions).

3. Profil des utilisateurs:

Ci-dessous, on retrouvera les données relatives aux nouvelles inscriptions en 2005. Ces données restent relativement constantes d'une année sur l'autre.

Pays de résidence des nouveaux lecteurs:

Luxembourg:	2.129	88,8%
France:	109	4,5%
RFA:	57	2,3%
Belgique:	55	2,3%
Divers:		2,1%

Nationalité des nouveaux lecteurs:

Luxembourg:	918	39,9%
France:	284	12,3%
RFA:	125	5,4%
Portugal:	119	5,1%
Belgique:	113	4,9%
Italie:	100	4,3%
Divers:		28,1%

Les nouveaux lecteurs ont 97 nationalités différentes.

Tranches d'âge des nouveaux lecteurs:

en dessous de 20 ans:	378	15,6%
entre 20 et 30 ans:	995	41,1%
entre 30 et 40 ans:	459	18,9%
entre 40 et 50 ans:	307	12,6%
entre 50 et 60 ans:	149	6,1%
entre 60 et 70 ans:	74	3,0%
entre 70 et 80 ans:	50	2,0%
Plus de 80 ans:	7	0,2%

Principales catégories socioprofessionnelles:

Étudiant:	580	24,0%
Employé privé:	469	19,4%
Élève:	345	14,3%
Chômeur, sans emploi:	327	13,5%
Fonctionnaire européen ou international:	113	4,6%
Femme/Homme au foyer:	113	4,6%
Retraité (toutes professions):	75	3,1%
Fonctionnaire ou employé public:	71	2,9%
Ouvrier qualifié et non qualifié:	71	2,9%
Profession libérale (Médecin, Avocat, Architecte):	70	2,9%
Professeur d'université, chercheur:	63	2,6%
Indépendant (Commerçant, Artisan, Industriel):	32	1,3%
Instituteur:	21	0,8%
Enseignant (secondaire):	18	0,7%
Autres:	7	0,2%
Profession inconnue ou non définie:	65	

Les tableaux ci-dessus montrent que la BnL attire un public très divers, issu de toutes les couches de la population résidente, et que son rayon d'attraction va bien au-delà des frontières nationales, plus de 10% de ses usagers venant de la Grande Région. Ils mettent également en évidence que la Bibliothèque nationale est un outil à la disposition de la jeunesse, plus de 56% des usagers se recrutant dans les tranches d'âge de 16 à 30 ans. Enfin, le nombre élevé des «sans emplois» parmi les nouveaux inscrits souligne que la Bibliothèque nationale assure aussi une fonction sociale et est un vecteur important de la formation permanente.

4. Genre de livres empruntés

Pour ce qui est du «genre» de livres empruntés, il est renvoyé au point 2 de la présente réponse. La BnL est en train de perfectionner son outil statistique, sur la base des normes ISO, ce qui lui permettra de disposer prochainement de chiffres plus détaillés quant aux types de livres empruntés.

Question 0997 (24.3.2006) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant le **«plan pandémie grippe» luxembourgeois:**

Selon mes informations, le plan gouvernemental français, appliqué en cas d'une pandémie grippale, aurait des incidences directes et indirectes sur le secteur médical et paramédical luxembourgeois. Ainsi, le Gouvernement français envisage la fermeture ciblée et temporaire des frontières en pareil cas, ce qui empêcherait les frontaliers à se rendre sur leurs lieux de travail au Luxembourg. S'y ajoute que les autorités françaises seraient autorisées à réquisitionner tous ceux parmi leurs citoyens qui ont des compétences médicales, nonobstant leurs lieux de travail.

Sachant qu'en cas de pandémie grippale, le secteur médical et paramédical aura besoin du personnel frontalier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?
2. Dans l'affirmative, le «Plan pandémie grippe» luxembourgeois prend-il en compte l'implication des mesures décidées par les autorités françaises dans le cadre de leur propre plan «pandémie grippe»?
3. Quelles mesures le Gouvernement a-t-il plus particulièrement prévu pour combler le manque de personnel médical et paramédical au cas où la France mettrait en oeuvre son plan précité?

Réponse (7.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire s'inquiète des répercussions que le plan français «pandémie grippale» risque d'avoir sur le Luxembourg. En effet, d'après l'honorable Parlementaire, ce plan permettrait «la fermeture ciblée et temporaire des frontières» empêchant de se rendre à leur lieu de travail les frontaliers occupés dans le secteur de la santé au Luxembourg, ceux-ci pouvant, ce qui plus est, faire l'objet d'une mesure de réquisition en France.

Le Gouvernement est en possession du plan gouvernemental français «pandémie grippale», et il est parfaitement conscient du problème soulevé, qui du reste ne se limite pas aux seuls professionnels de la santé occupés au Luxembourg et résidant en France, mais qui s'étend aux frontaliers du secteur de la santé venant de Belgique et d'Allemagne. Il est un fait que le pourcentage de non luxembourgeois travaillant dans le secteur de la santé est important, et qu'une part non négligeable de ceux-ci gardent leur domicile dans les régions limitrophes. La non-disponibilité de ce personnel en cas de pandémie pèserait certainement sur la correcte mise en œuvre du plan national.

Cela étant le Gouvernement s'est mis en rapport avec les autorités sanitaires de nos trois voisins. J'ai personnellement pu établir un contact téléphonique direct avec mes homologues belge et allemande, qui m'ont assuré que les frontaliers visés seraient exemptés des mesures de réquisition nationales. Pour ce qui est de la France le contact s'est fait par l'intermédiaire de notre Ambassade à Paris. Les collaborateurs de l'Ambassade ont été reçus par le responsable de la cellule de coordination «grippe aviaire» au Quai d'Orsay. La question de la réquisition des frontaliers a été abordée, de même que celle d'une éventuelle fermeture des frontières. Ces contacts seront approfondis, en vue d'obtenir de la France les mêmes assurances que celles que j'ai personnellement pu obtenir de mes collègues belge et allemande.

En tout état de cause le Gouvernement s'emploiera à formaliser par écrit les assurances verbales reçues ou à recevoir, tout en gardant à l'esprit que dans chacun des pays limitrophes des organes décentralisés peuvent soit directement soit par délégation exercer des pouvoirs propres.

S'agissant plus particulièrement de l'hypothèse, d'ailleurs peu probable, de la fermeture des frontières, elle est de nature à faire l'objet d'une coordination au niveau communautaire.

Question 0998 (28.3.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**Agence de l'Énergie:**

À l'instar de nombreux pays industrialisés, le Luxembourg s'est engagé, dans le cadre du protocole de Kyoto, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28% par rapport à 1990 pour lutter contre le réchauffement de la température à la surface du globe et le risque d'importants changements climatiques sur la planète. Pour réduire sa facture et sa dépendance énergétiques ainsi que diminuer ses émissions de gaz à effet de serre, le Luxembourg doit faire un effort considérable de maîtrise de l'énergie.

Une Agence de l'Énergie a été créée sur initiative gouvernementale à Luxembourg en 1991 avec comme but de parvenir à un développement durable en approvisionnement énergétique. Cette agence a comme mission de proposer des méthodes et des outils adaptés aux personnes privées, aux communes ainsi qu'aux entreprises désireuses de parvenir à une utilisation rationnelle de l'énergie ou de recourir à la mise en place de sources énergétiques renouvelables.

Dans mes yeux, cette agence pourrait voir son rôle renforcé en contribuant à l'élaboration d'une politique nationale d'efficacité énergétique, qui permettrait de s'approcher des engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- L'Agence de l'Énergie ne pourrait-elle pas être associée davantage, au niveau national, dans l'identification des économies d'énergie possibles et la mise en œuvre de meilleures technologies et de pratiques d'utilisation rationnelle de l'énergie dans des secteurs clés comme le transport et le bâtiment afin de progresser dans une démarche de développement durable?
- Dans un même état d'esprit, cette agence ne devrait-elle pas intervenir pour une plus grande sensibilisation de l'opinion publique au développement durable en matière d'énergie?
- Dès lors ne conviendrait-il pas de changer la dénomination de l'Agence de l'Énergie en Agence du Développement durable?

Réponse (12.5.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Comme suite à la question parlementaire en trois volets de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant l'Agence de l'Énergie, j'ai l'honneur de vous fournir les éléments de réponse suivants en commençant par la fin, à savoir par le troisième volet de la question:

- Je ne pense pas qu'il convienne de modifier la dénomination de l'Agence de l'Énergie qui depuis sa création en 1991 a toujours travaillé dans l'esprit de développement durable que vous préconisez en matière d'énergie. Cet esprit de travail est par ailleurs garanti dans le temps par la double présence des représentants tant du Ministère de l'Environnement que du Ministère de l'Économie/Direction Énergie dans les organes de gestion de l'Agence de l'Énergie, les deux ministères étant aussi les deux plus importants commanditaires de l'Agence de l'Énergie pour faire réaliser de nombreux travaux relevant du domaine du développement durable en matière d'énergie, et à titre d'exemples je citerais l'étude actuellement en cours sur le potentiel des énergies renouvelables au Luxembourg ou encore l'étude sur l'utilisation du bois au Luxembourg réalisée au courant de 2003 par l'Agence de l'Énergie en collaboration étroite avec le C.R.T.E..

Partant, je ne pense pas que l'Agence de l'Énergie ou quiconque aurait quelque chose à gagner d'une nouvelle dénomination. D'autre part, en matière de coordination de la politique nationale de développement durable, la loi afférente du 25 juin 2004 institue à la fois un Conseil supérieur et une commission interdépartementale pour le développement durable, organes auxquels l'Agence de l'Énergie ne saurait et ne pourrait vouloir se substituer.

- Quant au volet concernant une plus grande implication de l'Agence de l'Énergie en matière de sensibilisation de l'opinion publique au développement durable, il faut noter que l'Agence de l'Énergie, depuis plusieurs années maintenant, ne cesse d'accroître ses activités par un service d'information et de consultation destiné au grand public pour toute question ayant trait aux énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie et qu'elle vient de mettre en ligne début de 2006 un site Internet (www.ael.lu) traitant justement de ces questions. Le Gouvernement entend par ailleurs et dans un avenir très rapproché renforcer cette action de l'Agence de l'Énergie en lui confiant la mission d'instituer en son sein une structure centralisée pour couvrir information, conseil et formation dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. Cette nouvelle mission ne saura se réaliser sans doter l'Agence de l'Énergie des moyens requis à cette fin en personnel et sur le plan financier.
- Finalement, pour répondre au premier volet de la question de l'honorable Député Marcel Oberweis, on pourra remarquer que l'Agence de l'Énergie est d'ores et déjà fortement impliquée au niveau national, dans la mesure de ses moyens actuels en personnel, dans l'identification des économies d'énergie possibles et la mise en œuvre de meilleures technologies et de pratiques d'utilisation rationnelle de l'énergie dans de nombreux secteurs et que cette tendance ira croissante encore dans l'avenir, notamment dans le domaine du bâtiment dans lequel l'Agence de l'Énergie a été active depuis plus d'un an maintenant pour assister le Ministère de l'Économie à mettre au point une nouvelle réglementation relative à la performance énergétique des nouveaux bâtiments.

Question 0999 (28.3.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **subventionnement des formations continues pour chômeurs:**

An der Press, op den Aarbechtsmaartsäiten, si mer an der Lescht Annoncë vun enger A.s.b.l. opgefall, déi sech exklusiv u Fraen adresséieren. Ënnert den Iwwerschréften „Das Talent zur Selbstständigkeit“ an „Mentoring

Macht Erfolg, Frauen sind Spitze - von der Idee zum Erfolg“ ginn do entspriechend Weiderbildungscoursen ugebueden.

Zitéiert Offere goufe mir als „sexistesch-segregationistesch“ kommentéiert an als net konform zum Gläichheetsprinzip qualifizéiert - all Chômeur/Salarié misst déiselwecht Chance fir entspriechend Weiderbildungsofferen hunn. Dowéinst ass de Subventionnement vun esou Coursë mat Gelder vun der Allgemengheet - also och vun de Männer - eppes, wat een hannerfroe muss.

Am konkrete Fall sinn et den europäesche Sozialfong, den Educatiounsministère an den Aarbechts- a Beschäftegungsministère, déi déi Projete förderen.

Duerfir folgend Froen:

1. Wat ass d'Positioun vun der Madame Chancëgläichheetsminister zu esou Projeten an „sexistesch-segregationisteschen“ Annoncen?
2. Firwat hu männlech Chômeuren/Salariéen zu der genannter Weiderbildungsoffer keen Zougang?
3. Aus wéi engem Grond ginn esou diskriminatoresch Weiderbildungsprojete mat Gelder vun der Allgemengheet subventionéiert?
4. Ass esou eng Verwendung vun öffentleche Gelder net contraire zu de Prinzipië vun eisem liberale Rechtsstat, dee jo net nëmmen d'„égalité devant la loi“ garantéiert, mä och all „distinction d'ordres“ an eisem Statswiesen ofgeschaaft huet?

Réponse commune (25.4.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de l'Égalité des chances* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

De Projet, deen den honorablen Deputéierten uschwätzt, ass net als Diskriminatioun ze gesinn, mä als Deel vun enger méi genereller Politik, déi als Zil huet, d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen hierzestellen.

Déi Gläichheet erreecht een andeems een an alle Beräicher Männer a Fraen d'selwecht behandelt, mä awer och andeems een do, wou nach manifest Ënnerscheeder festgestallt ginn, geziilt déi benodeelegt Zilgrupp ënnerstëtzt.

Déi Philosophie ass och d'Basis fir déi rezent Ännerung vum Artikel 11 vun der Verfassung, déi d'Chamber de 16. Mäerz vun dësem Joer gestëmmt huet: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes».

Scho laang virun dëser Verfassungsännerung huet de Lëtzebuerger Stat sech engagéiert, fir Gläichheet tëschent Männer a Fraen, wat hir Rechter a Flichten ugeet, ze schafen, an zwar duerch d'Ratifikatioun vun der Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, der sou genannter „CEDAW“ Konventioun, déi den 18. Dezember 1979 vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen ugeholl ginn ass a säit 1981 a Kraaft ass.

Den Text seet a sengem Artikel 4: «L'adoption par les États parties de mesures temporaires spéciales visant à accélérer l'instauration d'une égalité de fait entre les hommes et les femmes n'est pas considérée comme un acte de discrimination tel qu'il est défini dans la présente Convention, mais ne doit en aucune façon avoir pour conséquence le maintien de normes inégales ou distinctes; ces mesures doivent être abrogées dès que les objectifs en matière d'égalité de chances et de traitement ont été atteints.»

Lëtzebuerg huet d'CEDAW-Konventioun 1989 ratifizéiert. D'Regierung huet sech verflicht, dës Konventioun ëmzesetzen, an huet dëst Joer den 1. Mäerz hire fënnefte Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun der Konventioun bei dem CEDAW-Comité zu New York ofginn.

Wat elo méi speziell de Beräich vum Aarbechtsmaart ugeet, an deem d'Associatioun, ëm déi et geet, aktiv ass, ass jo gewosst, dass de Beschäftegungstaux vun de Fraen zwar an deene leschte Jore geklommen ass, mä nach ëmmer ongefeier 11 Prozentpunkten hannert deem vun de Männer läit (am Joer 2003 koumen d'Männer op 73,3% an d'Fraen op 52%).

Wat de Chômage ubelaangt, sinn d'Fraen allerdéngs iwwerrepresentéiert an deem Sënn, dass si am Dezember 2005[1] 45,2% ausgemaach hu vun deene Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn an eng Aarbecht sichen, während awer nëmme 37,5%[2] vun de Leit, déi am November 2005 eng Schaff haten, Frae sinn.

D'Regierung kann also a wäert och an Zukunft weider Projete finanziell ënnerstëtzen, wann dat gewënscht ass och mat Hëllef vum europäesche Sozialfong, déi als Zil hunn, d'Gäichheet vu Fraen a Männer um Aarbechtsmaart erbäizeféieren.

[1] Quell: ADEM
[2] Quell: IGSS/CCSS

Question 1000 (29.3.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**instauration d'un service de soins intensifs pédiatriques à la Clinique pédiatrique du Luxembourg:**

La nécessité d'instaurer un service national de soins intensifs pédiatriques à la Clinique pédiatrique de Luxembourg devant accueillir des enfants ayant subi des interventions chirurgicales ou un traumatisme grave n'est plus à démontrer et a d'ailleurs l'appui du Ministère de la Santé.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Quand ce service devrait-il pouvoir être opérationnel?
- Qu'en est-il du recrutement du personnel nécessaire au bon fonctionnement de ce service?

Réponse (18.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je puis confirmer à l'honorable Parlementaire qu'un service de soins intensifs pédiatriques sera mis en place à la Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Des locaux pour ce service sont en train d'être aménagés dans le cadre des transformations en cours à la Clinique pédiatrique. La fin de ces travaux est prévue pour le mois d'octobre de l'année en cours.

Les compétences soignantes et médicales nécessaires au bon fonctionnement du service sont en train d'être recrutées. Pour ce qui est du personnel de soins, il est procédé non seulement par embauche externe, mais encore par formation complémentaire et continue de membres du personnel déjà en place.

L'ouverture du service est prévue pour la fin de l'année.

Question 1001 (29.3.2006) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles:**

La directive 91/676/CEE du Conseil, du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles prévoit dans son annexe III sub 2.: «Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare.

Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.»

Le règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture stipule sub Art. 6, 6), que «La quantité de fertilisants organiques épandus par an et par hectare ne doit pas représenter plus de 170 kg d'azote, sauf pour les cultures protéagineuses et les cultures pures de légumineuses pour lesquelles la limite est de 85 kg d'azote.»

Il semble que l'interprétation de ces textes par les services de l'économie rurale et les services de l'agriculture soit plutôt théorique et ne répond ni à la réalité ni à l'interprétation donnée par nos voisins.

En effet, tout donne à admettre que les services font une équation entre la quantité d'excrétion azotée de l'animal et la quantité d'excrétion épandue de ce même animal.

Or, cette équation ne tient pas compte du fait que les quantités d'éléments «épandables» diffèrent des quantités d'éléments excrétées en raison des pertes par volatilisation.

En France, le Comité d'orientation pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dénommé Corpen estime que les pertes d'azote dans les bâtiments et pendant le stockage s'élèvent à +/- 30%.

En Allemagne, la législation prise en exécution de la directive 91/676/CEE prévoit des déductions de 40% de la quantité excrétée par porc.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- De quelle manière les services compétents luxembourgeois appliquent respectivement interprètent-ils la susdite directive?
- Est-ce qu'ils tiennent compte dans leurs calculs des pertes par volatilisation?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Est-ce que les services ne partagent-ils pas les avis du Corpen et des services compétents allemands?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (4.5.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire porte sur la quantité de fumure organique admissible par ha, ainsi que sur l'application pratique de la réglementation dans ce domaine.

À titre liminaire, je tiens à préciser que la directive 91/676/CEE citée par l'honorable Député a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 20 septembre 1994 concernant l'utilisation de fertilisants organiques dans l'agriculture et modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 avril 1990 relatif aux boues d'épuration. Ce règlement grand-ducal a par la suite été remplacé par le règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture. Cette réglementation est applicable au secteur agricole au sens large, sans exception. Les contrôles y afférents relèvent entièrement de la compétence des fonctionnaires désignés à cet effet par la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

Concernant plus particulièrement le respect de la limite des 170 kg N-organiques par ha de surface agricole, cette obligation se retrouve dans différents régimes d'aides applicables au secteur agricole, à savoir:

- la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel créée en 1996,
- les mesures d'aides agro-environnementales et l'indemnité compensatoire prévues au plan de développement rural 2000-2007,
- le régime du payement unique, qui a introduit le principe de la conditionnalité (cross-compliance).

C'est dans le cadre de ces régimes d'aides et non dans celui du règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 précité que mes services effectuent, depuis 1996, des missions de contrôle relatives aux quantités de fertilisants organiques à l'égard desquelles les dispositions réglementaires à la base de ces régimes d'aides contiennent des valeurs précises pour le calcul de la charge de bétail, des quantités d'azote et des unités fertilisantes (UF). À chaque catégorie d'animaux correspond un facteur UF, et une UF correspond à 85 kg d'azote.

Ces contrôles se réfèrent, partant, à une méthodologie précise confinée dans des dispositions réglementaires et les facteurs de conversion y arrêtés sont strictement appliqués par mes services.

Quant à ces facteurs, je voudrais signaler qu'ils sont tout à fait comparables à ceux appliqués dans les pays limitrophes et que les aspects de volatilisation y sont considérés dans la même mesure. Ainsi en Flandre, pour l'élevage de porcs à l'engrais, le facteur est de 13 kg N et en Saxe-Anhalt il est de 10 à 13 kg N, compte tenu d'une perte par volatilisation de 10% au maximum. Au Luxembourg, ce facteur est de 11,05 kg N.

Finalement et concernant plus particulièrement le problème des pertes par volatilisation, il m'importe de souligner les efforts constants du secteur agricole pour endiguer ces pertes, cela aussi bien dans le domaine des bâtiments d'élevage (normes environnementales), que dans celui de l'épandage (techniques d'enfouissement immédiat, tuyaux traînés…). Ces efforts constituent une contribution importante à la protection de l'environnement et devraient mener à la longue à une réduction de l'impact de la volatilisation lors de la fixation des normes de rejet d'azote pour le cheptel.

Question 1002 (30.3.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg:**

Le 18 mars 2004, la Chambre des Députés a voté une loi autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg.

Le viaduc de Pulvermuehle à la tête nord de la Gare de Luxembourg menant et vers le nord du pays en direction de Troisvierges et au-delà vers Liège, et vers l'est du pays en direction de Wasserbillig et au-delà vers Trèves constitue depuis longtemps un goulot d'étranglement reconnu au niveau européen où il est classé en tant que «bottleneck».

La loi du 18 avril 2004 autorisant la construction d'un deuxième viaduc permettra de remédier à cette situation et améliorera la fluidité des mouvements ferroviaires. Par ailleurs, ce projet renforcera la sécurité active au niveau des infrastructures ferrées.

Suite à la présentation des conclusions du groupe de travail ad hoc concernant l'extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que la loi du 18 avril 2004 autorisant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg garde toujours sa validité?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur l'état d'avancement du projet voté à la Chambre des Députés il y a à peu près deux ans?
- Dans quel délai une mise en service du deuxième viaduc est-elle envisagée, le cas échéant?

Réponse (4.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les projets concernant la construction d'un nouveau viaduc à deux voies à la sortie nord de la Gare de Luxembourg, le raccordement d'une des deux voies par un tunnel nouveau à voie unique et le réaménagement général de la tête nord de la Gare de Luxembourg ont été autorisés par la loi du 18 avril 2004 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

Le groupe de travail ad hoc «extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» a préconisé, dans ses conclusions arrêtées dans le dossier de synthèse présenté à la presse le 6 mars 2006, à côté de la circulation d'un tram léger en ville de Luxembourg, le raccordement de Kirchberg/Luxexpo par le train classique à la ligne Luxembourg-Wasserbillig en passant par l'Aérogare.

Au niveau des infrastructures, ceci présuppose la construction du viaduc de dédoublement Pulvermuehle, la mise à double voie du tronçon entre Luxembourg-Stadtgrund et Sandweiler ainsi que la construction du raccordement Irrgarten-Findel-Kirchberg/Luxexpo.

Le développement du projet du nouveau viaduc Pulvermuehle suivant décision du jury du concours est actuellement en phase d'avant-projet détaillé (APD).

Il est prévu, sous réserve de l'aboutissement des procédures d'autorisation et des études géotechniques côté perré Biisserwee, de démarrer la construction de l'ouvrage pour l'exercice 2008.

À part le nouveau viaduc proprement dit, le projet de construction du raccordement Irrgarten-Findel-Kirchberg/Luxexpo englobe un nouveau passage supérieur sous le boulevard d'Avranches et l'ouvrage de transition en crête du perré en haut du Biisserwee. La durée de réalisation de cet ensemble est estimée à trois, quatre ans, ce qui permet d'envisager la mise en service à l'horizon 2011-2012.

Question 1004 (30.3.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)*

concernant la **simplification des formalités administratives en faveur du rendement et de l'esprit d'initiative des PME:**

An der Regierungserklärung vun 2004 ass festgeschriwwe ginn, déi administrativ Prozedure méi geschmeideg ze maachen an d'Décisiounsprozesser méi séier ze gestalten:

Le Gouvernement accordera une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME. Il créera la fonction d'un «commissaire à la simplification administrative» qui évaluera les frais générés par les formalités administratives et qui s'occupera à réduire d'une façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME.

Dans ce contexte la durée de la procédure visant à obtenir une autorisation d'établissement sera réduite. Le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des administrations et des ministères sera renforcé.

La formule du guichet unique sera davantage mise en place. Ceci pour centraliser et regrouper en un seul lieu les différentes procédures administratives et de permettre aux entreprises de trouver un seul interlocuteur et d'éviter le passage par plusieurs administrations.

Afin d'éviter des déclarations multiples, l'entraide administrative visant à réduire le nombre de formulaires à remplir par les entreprises sera intensifiée. Dans la suite de la réforme du registre de commerce et des sociétés, la mise en place d'une centrale des bilans et d'un plan comptable harmonisé apportera une simplification considérable et permettra aux entreprises d'automatiser l'établissement des réponses aux questionnaires des enquêtes statistiques.

Fir dëst ze erreeche gouf den „CNSAE" agesat.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi wäit ass dësen Dossier am Eenzelne fortgeschratt?
2. Si schonns weider Décisioune geholl ginn?
3. Falls neen: Fir wéini kann ee mat weideren Décisioune rechnen?
4. Kann den Här Minister schonns éischt Tëschekonklusioune matdeelen?
5. Ass mam Rapport wéi geplangt am Hierscht ze rechnen?

Réponse (8.5.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Opgrond vu senge Froen an der parlamentarescher Ufro N°1004 vum 30. Mäerz 2006 wëll ech den honorabelen Députéierte Jean-Pierre Koepp informéieren, datt d'Regierung der administrativer Vereinfachung eng Prioritéit accordéiert an den CNSAE agesat gouf, fir dës Aarbecht an Ugréff ze huelen.

Ech erlabe mir, mech op d'parlamentaresch Ufro N°0898 vum 7. Februar 2006 ze beruffen, wou ech op den aktuelle Stand vun dësem Dossier agaange sinn *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*:

«Les travaux actuellement engagés dans le cadre de la politique de simplification administrative s'orientent, d'une part, d'après quatre axes développés dans le cadre du plan national pour l'innovation et le plein emploi. Ces axes sont:

- le développement des études d'impact;
- l'analyse des procédures administratives;
- la codification des textes législatifs;
- l'optimisation de l'échange d'informations entre les administrations et les entreprises.

Sont engagés, d'autre part, au sein du Comité national pour la simplification administrative des travaux en faveur des entreprises (CNSAE). Dans le cadre des travaux actuellement en cours, une collaboration étroite entre le CNSAE et le Comité de coordination pour la modernisation de l'État a été entamée. Le Comité a mis en œuvre, d'ores et déjà, certaines simplifications administratives spécifiques (cf. tableau) en faveur des entreprises et est en train de préparer un document regroupant la stratégie, les instruments ainsi qu'un plan d'action visant à atteindre le but projeté.»

Les principales actions réalisées ou en voie de réalisation dans le cadre des travaux du CNSAE portant sur la simplification administrative en faveur des entreprises sont:

N°	Domaine	Actions	Réalisé	En voie de réalisation
1.	Protection des données	Avis du CNSAE en date du 22 juillet 2005, transmis au Ministère de tutelle	X	
2.	Autorisations d'établissement	Mise en place d'un nouveau système informatique		X
5.	Enquête Statec	Seuils d'exemption des expéditions et des arrivées de 100.000€ ont été relevés à 150.000€	X	
3.	Projet, «Assistance électronique aux entreprises du secteur»	Mise en œuvre d'un outil informatique		X
4.	Statistiques	Mise en place du groupe, passage en revue des statistiques ayant trait aux entreprises	X	
5.	Marchés publics	Utilisation du domaine routier et ferroviaire de l'État: - publication des permissions de voirie sur un site Internet; - mise à disposition sur un site Internet d'un formulaire de demande de permission de voirie		X
6.	Formation générale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation spécifique, destinée aux attachés du secteur étatique et du secteur communal.		X
7.	Formation spéciale des stagiaires-fonctionnaires	Développement et mise en place d'une formation, destinée aux attachés d'administrations		X
8.	Formation continue	Développement et mise en place d'une formation, destinée au secteur étatique et secteur communal.		X
9.	Calendrier statistique	Liste des statistiques et dates des enquêtes concernant les entreprises, consultables sur le site du Statec	X	
10.	Intégration d'une rubrique «Simplification administrative» dans le site Internet du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	Mise en relation avec PT consultings en vue de la mise en place des données	X	
11.	Guide d'interprétation du règlement 178/2002/CE fixant les procédures relatives à la sécurité de la chaîne alimentaire	Traduction en langue allemande	X	
12.	Système de collecte Intrastat	Dispense des entreprises de fournir des informations sur la quantité en masse nette pour tous les biens pour lesquels des unités supplémentaires doivent être déclarées simultanément	X	
13.	Participation au groupe de travail sur la Gestion de la réglementation et de la réforme réglementaire	Consultations dans le cadre du questionnaire de l'OCDE relatif aux indicateurs de la qualité de la réglementation	X	

An Zesummenaarbecht tëschent dem Sekretariat vum CNSAE an TNS-ILRES ass d'«étude auprès de 500 PME en 2005-2006» gemaach ginn, déi d'Perzeptioun vun de Betriber festhält, wat hir administrativ Belaaschtungen an hir Relatiounen zur Verwaltung an deene verschiddene Beräicher ubelaangt.

De Rapport «simplification administrative» wäert wéi geplangt am Hierscht virgestallt ginn an Ustouss zu weideren Aktiounen an Décisiounen an dëser schwiereger a komplexer Matière sinn.

Question 1005 (3.4.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**abaissement du taux légal d'alcoolémie:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0959 relative à l'abaissement du seuil d'alcoolémie légal (cf. ci-dessus), Monsieur le Ministre dit vouloir suivre la tendance communautaire qui est d'introduire un taux légal d'alcoolémie préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang. À ma question sur le pourcentage d'accidents survenus entre les années 2000 et 2005 dont le conducteur présentait un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang, Monsieur le Ministre déclare ne pas avoir de statistiques du fait que les conducteurs concernés ne se trouvent pas en infraction et ne sont de ce fait pas recensés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre:

- Puisque Monsieur le Ministre souhaite suivre la tendance communautaire qui est d'introduire un taux légal d'alcoolémie préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang, peut-il au moins se baser sur des statistiques européennes montrant l'impact d'une telle mesure?
- Dans l'affirmative, quelle est la plus-value obtenue par un taux légal d'alcoolémie préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang par rapport à un taux légal d'alcoolémie de 0,8 g d'alcool par litre de sang?
- Dans la négative, ne devrait-on pas dans un premier temps faire un inventaire des accidents dont le conducteur présente un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang avant de vouloir suivre aveuglément la tendance communautaire?
- Monsieur le Ministre partage-t-il les craintes du secteur Horeca vis-à-vis d'un abaissement du taux légal d'alcoolémie de 0,8 à 0,5 g d'alcool par litre de sang?

Réponse (8.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En se référant à ma réponse à la question parlementaire N°0959 relative à l'abaissement du seuil légal d'alcoolémie au volant à 0,5 g d'alcool par litre de sang, l'honorable Député aimerait bien avoir des informations supplémentaires, notamment sur l'existence de statistiques européennes montrant l'impact d'une telle mesure ainsi que la plus-value obtenue par un taux légal de 0,5 g d'alcool par litre de sang par rapport à un taux d'alcoolémie de 0,8 g par litre de sang.

D'emblée, je me permets de renvoyer au troisième programme d'action européen pour la sécurité routière du 2 juin 2003 intitulé «Réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée» où la Commission européenne estime que les conducteurs ayant un taux d'alcool excessif sont responsables d'environ 10.000 décès chaque année sur les routes européennes.

Selon la Recommandation de la Commission du 17 janvier 2001 concernant le taux maximal d'alcool dans le sang autorisé pour les conducteurs de véhicules à moteur, il est largement prouvé qu'un abaissement du taux maximal d'alcool autorisé, assorti d'un dispositif de contrôle et de sanctions et d'une publicité autour du sujet, peut faire reculer l'incidence de l'alcool au volant, aux divers degrés d'alcoolémie.

À titre d'exemple, en Autriche, pendant les trois premières années depuis l'introduction du seuil d'alcoolémie abaissé de 0,5 g par litre de sang en janvier 1998, le nombre d'accidents attribués à la consommation excessive de boissons alcooliques a diminué de 10% selon les évaluations statistiques du «Kuratorium für Verkehrssicherheit». Les bons résultats enregistrés sont par ailleurs renforcés par le changement du comportement des usagers de la route en ce qui concerne la conduite sous l'influence d'alcool. En effet, d'après un sondage effectué en Autriche en 2000, 41% des personnes interrogées se prononçaient pour un taux maximal d'alcool de 0,5 g/l par rapport à 29% seulement en 1997.

En ce qui concerne la plus-value d'un taux d'alcoolémie de 0,5 g par litre de sang par rapport à un seuil légal de 0,8 g d'alcool par litre de sang, les recherches confirment que le risque relatif d'implication dans un accident augmente de façon sensible lorsque l'alcoolémie dépasse 0,5 g par litre de sang. Ainsi, pour un conducteur moyen une alcoolémie comprise entre 0,5 g/l et 0,8 g/l entraîne-t-elle un risque d'accident environ deux fois supérieur à celui d'un conducteur ayant un taux d'alcool dans le sang de 0,0 g/l. Ce risque est quatre fois plus élevé avec un taux de 0,8 g/l!

Concernant d'éventuelles craintes du secteur Horeca vis-à-vis d'un abaissement du taux légal d'alcoolémie à 0,5 g par litre de sang, je tiens à vous informer que lors d'une entrevue du 25 avril 2006 avec les représentants des milieux professionnels concernés, j'ai fourni les éclaircissements nécessaires ainsi que les réflexions à la base de cette mesure.

Pour ce qui est de l'argument que l'abaissement du taux maximal d'alcool pourrait entraîner une réduction des ventes d'alcool et des pertes économiques pour le secteur concerné, je partage l'avis de la Commission européenne qui estime que la valeur sociale de la réduction des accidents résultant de l'abaissement des limites d'alcoolémie, conjugué à des mesures efficaces de contrôle, de sanction et de publicité, devrait contrebalancer les éventuelles pertes économiques subies, sachant que chaque décès sur les routes a un coût économique estimé à un million d'euros.

Finalement, je tiens à souligner que par la mesure envisagée, il ne s'agit pas d'interdire la consommation de boissons alcooliques, mais de répondre à la nécessité de dissocier la conduite et la consommation d'alcool au-delà de taux limites dont il est prouvé qu'ils altèrent les facultés des conducteurs. Les transports publics, des initiatives du «Late night bus», le covoiturage et les campagnes de sensibilisation du conducteur désigné sont autant de solutions qui permettent le maintien de la boisson à des fins sociales.

Question 1006 (3.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **hausse des prix des titres de transport:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0967 *(cf. ci-dessus)* relative à la hausse des prix des titres de transport, Monsieur le Ministre a omis de répondre aux deux dernières questions à savoir si l'introduction à terme d'une gratuité des transports en commun reste envisageable et quelles seraient les conditions préalables à l'introduction d'une gratuité générale des transports en commun.

Partant, j'aimerais réitérer ces deux questions précises.

Réponse (13.4.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'introduction de la gratuité des transports en commun n'est pas envisagée à terme.

«Chamber aktuell»

Chamber TV

vous propose tous les **vendredis** à **19.00 heures** un **résumé** de l'activité parlementaire de la semaine.

Compte rendu des séances publiques
N° 12 – Session ordinaire 2005-2006

38e séance, mardi 16 mai 2006
39e séance, mercredi 17 mai 2006
40e séance, jeudi 18 mai 2006
41e séance, mardi 23 mai 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Visite d'une délégation bulgare à la Chambre des Députés

«Tendez à être irréprochables!»



La délégation bulgare reçue par le Président de la Chambre des Députés et des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes

«La Chambre des Députés a l'intention de ratifier le traité d'adhésion conclu entre l'UE et la Bulgarie encore avant cet été.» C'est ce que Mme Lydie Err, rapporteuse du projet de loi en question, a annoncé le 1er juin 2006 à une délégation de l'Assemblée Nationale de la République de Bulgarie en visite officielle à Luxembourg.

Les députés luxembourgeois ont cependant insisté sur les progrès qui restent à accomplir jusqu'au mois d'octobre dans des domaines tels que la réforme de l'administration judiciaire ou les luttes contre la corruption, le blanchiment d'argent et la criminalité organisée. «Entre amis, il faut se dire la vérité!»

C'est au mois d'octobre que la Commission européenne rendra son rapport définitif qui décidera de la date d'adhésion de la Bulgarie. Sans progrès dans les domaines cités, cette date risque d'être retardée d'un an au 1er janvier 2008.

La délégation luxembourgeoise n'a pas caché que l'opinion publique au Grand-Duché était parmi les plus réticentes face au nouvel élargissement de l'Union. «Les parlementaires vous font confiance. Tendez à être irréprochables, afin que l'opinion publique puisse se rendre compte - au moins a posteriori - que cette confiance était justifiée!»

La délégation bulgare, conduite par M. Younal Loutfi, Vice-Président de l'Assemblée Nationale de Bulgarie, a été reçue par M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Ben Fayot, a présidé les entretiens.

XXXVe COSAC à Vienne

Avenir de la Constitution pour l'Europe, principe de subsidiarité et Balkans occidentaux

M. Laurent Mosar, Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. François Bausch et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la XXXVe COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne) qui s'est déroulée les 22 et 23 mai 2006 à Vienne.



Près de 250 représentants parlementaires des Parlements nationaux des États membres, des pays adhérents, des pays candidats et du Parlement européen ont procédé à un échange de vues avec M. Wolfgang Schüssel, chancelier fédéral d'Autriche, sur le sujet «L'Europe - perspectives et pragmatisme». La délégation luxembourgeoise a notamment fait valoir que le dossier de l'harmonisation fiscale n'avance pas et que l'Europe est loin de mettre en place une politique commune en matière d'asile. De même, il s'agit de faire attention à ne pas analyser le respect du principe de subsidiarité sans tenir compte des valeurs politiques, en se basant trop sur des intérêts nationaux.

Un autre sujet qui a dominé les débats a été l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Pour la délégation luxembourgeoise, «Il s'agit de discuter avant tout sur le point central, à savoir la question du transfert de souveraineté.», au risque d'aboutir sinon à une union intergouvernementale sans forger une Union européenne forte et développant l'intégration.

Dans le cadre de leurs travaux les parlementaires se sont intéressés par ailleurs à la politique européenne de voisinage et aux Balkans occidentaux et ont profité de la présence de Mme Benita Ferrero-Waldner, membre de la Commission européenne en charge des relations extérieures, et de M. Erhard Busek, Représentant spécial de l'Union européenne chargé de la coordination du pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, pour discuter sur les derniers développements dans lesdits dossiers.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui a eu lieu du 26 au 30 mai 2006 à Paris, la Chambre des Députés a été représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation, M. Fred Sunnen, M. Marc Angel, Mme Colette Flesch ainsi que M. Jean-Pierre Koepp.

Dans le cadre de leurs travaux en séance plénière, les parlementaires ont écouté entre autres les allocutions de Mme Michèle Alliot-Marie, Ministre française de la Défense, du Secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, et du Général James L. Jones, Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR).



(de gauche à droite) M. Jean-Pierre Koepp, M. Marc Spautz, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, M. Marc Angel

Dans son discours Mme Alliot-Marie a notamment retenu qu'il s'agit de prendre «(...) garde à ne pas nous présenter comme une organisation chargée de promouvoir la démocratie dans le monde, face au Grand Moyen-Orient, à la Chine ou à la Russie. Ce serait contre-productif et risquerait de pousser à un conflit de civilisations que nous cherchons à éviter. Ne perdons pas de vue notre véritable raison d'être: une alliance militaire qui nous permet de faire respecter nos valeurs et nos intérêts. (...)»

Les représentants parlementaires ont également pu assister à une réunion jointe de l'Assemblée parlementaire avec le Conseil de l'Atlantique Nord, organe qui réunit les représentants permanents des pays membres.

Les membres ont en outre pu profiter de l'occasion pour procéder à un échange de vues avec le Président de Géorgie, M. Mikheil Saakashvili, le Président de la République d'Azerbaïdjan, M. Ilham Aliev, le Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine, M. Borys Tarasyuk, ainsi que le chef de l'opposition biélorusse, M. Alexander Milinkevitch.

Les travaux dans les cinq commissions préparent traditionnellement la session annuelle, la prochaine se déroulant en novembre 2006 au Québec. Les parlementaires y analyseront des sujets aussi variés que «L'Afghanistan et l'avenir de l'alliance», «La sécurité énergétique», «Les engagements du G8 en faveur des pays en développement», «Défi posé par le développement en Chine», «Nécessité d'une cohésion transatlantique pour une meilleure interopérabilité en matière de technologies», «Le rôle de l'OTAN dans le Caucase du Sud», «La Bosnie-Herzégovine, perspectives pour l'après-Dayton», ou encore «L'OTAN et la protection civile».

À noter aussi l'intervention de M. Jean-Louis Bruguière, Premier vice-président du Tribunal de Grande Instance de Paris, sur «La coopération transatlantique en matière de lutte contre le terrorisme.»

Festlichkeiten anlässlich der Hundertjahrfeier des finnischen Parlaments

Im Anschluss an die Präsidentenkonferenz der in der parlamentarischen Versammlung des Europarats vertretenen Parlamente in Tallinn hat Herr Jos Scheuer, Vizepräsident der Abgeordnetenkammer, das Luxemburger Parlament auch bei den Festlichkeiten zum einhundertjährigen Jubiläum der Eduskunta (finnisches Parlament) vertreten, welche am 1. Juni 2006 in Helsinki stattfanden.

In seiner feierlichen Ansprache hat Herr Paavo Lipponen, finnischer Parlamentspräsident, hervorgehoben, dass Finnland vor hundert Jahren als erstes Land den Frauen das aktive und passive Wahlrecht zugestanden hatte. Dieser Erfolg sei jedoch nicht ohne den gemeinsamen Willen der Zivilgesellschaft, der großen Volksbewegung möglich gewesen. Um die Fähigkeit Finnlands, sich der Herausforderung der Globalisierung zu stellen, zu stärken, hat das finnische Parlament den Anlass dazu genutzt, während der Festsitzung feierlich die Gründung eines unabhängigen Instituts für internationale Beziehungen und die Angelegenheiten der Europäischen Union zu beschließen. Das Institut ist dazu bestimmt, der gesamten finnischen Gesellschaft zu dienen und internationale Vernetzungen zu fördern.

Diplomatie parlementaire et promotion de la démocratie pluraliste

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Conférence européenne des Présidents de Parlement qui s'est déroulée les 30 et 31 mai 2006 à Tallinn (Estonie). Les représentants parlementaires des 46 États membres du Conseil de l'Europe ont discuté sur la diplomatie parlementaire, trait d'union entre les pays, et sur le rôle des parlements dans la promotion de la démocratie pluraliste à l'intérieur et à l'extérieur du pays.



M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés

Dans sa contribution au deuxième sujet, M. Jos Scheuer a expliqué les efforts luxembourgeois pour impliquer davantage les résidents non nationaux dans la vie politique, soulignant que «L'accroissement des flux migratoires obligera la politique d'ajuster différentes dispositions législatives figées et d'élaborer des statuts de citoyen qui les mettent en mesure et qui leur donnent envie de participer à la vie politique du pays d'accueil.» Dans le cadre de leurs travaux, les parlementaires ont notamment insisté sur l'importance d'un partenariat entre parlements et société civile. Les représentants des différents parlements ont par ailleurs retenu que la démocratie parlementaire peut entre autres contribuer à prévenir des conflits grâce à la promotion du dialogue et aider dans le processus de démocratisation et d'établissement des droits civils et politiques pour tous les citoyens.

Visite des friches industrielles à Esch-Belval



Le 17 mai 2006, les membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture ont effectué une visite du site d'Esch-Belval. Cette visite des friches industrielles leur a donné la possibilité de s'informer sur l'avenir de la plate-forme des hauts-fourneaux A et B, les futurs emplacements de plusieurs institutions telles l'Université du Luxembourg et son campus, les Archives nationales ainsi que le Centre de Recherche public Gabriel Lippmann.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

4939 - Proposition de révision

de l'article 68 de la Constitution

Comme dans notre loi fondamentale les articles 68, prévoyant l'irresponsabilité du député, et 69, traitant de l'inviolabilité du député, portent dans leur ensemble sur les deux volets de ce que l'on qualifie d'immunité parlementaire, on a attendu que la procédure législative relative à l'article 69 soit arrivée à un stade permettant de présenter en séance publique les propositions de révision des deux articles précités.

L'article 68 consacre le premier volet de l'immunité parlementaire, à savoir l'irresponsabilité du député dans l'exercice de ses fonctions, le second volet en étant l'inviolabilité, relevant de l'article 69.

L'irresponsabilité parlementaire soustrait le député à toute action judiciaire tant civile que pénale pour les opinions et votes émis dans l'exercice de ses fonctions.

L'irresponsabilité parlementaire doit permettre au député d'assumer librement le mandat que les électeurs lui ont confié. Il s'agit d'une mesure de protection contre les menaces ou actes d'intimidation, contre des poursuites, souvent vexatoires, dont un parlementaire pourrait faire l'objet. Ce régime découle du principe de la séparation des pouvoirs en vue d'assurer l'indépendance des élus. Il ne doit pas être considéré comme un privilège d'impunité, allant à l'encontre du principe de l'égalité devant la loi, mais comme une garantie attachée au libre exercice du mandat parlementaire. Cette garantie protège donc surtout le mandat et moins celui qui le détient, d'où la conclusion de la doctrine que le député ne peut pas renoncer, soit de manière générale, soit dans un cas particulier, à cette garantie qui fait partie de son statut.

L'article 68 de la Constitution dans sa nouvelle forme se lit comme suit:

«Art. 68. Aucune action, ni civile, ni pénale, ne peut être dirigée contre un député à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.»

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 17.04.2002

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président:
M. Paul-Henri Meyers):

25.04.2003	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.10.2005	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Réexamen des textes à la lumière du projet de révision 5339 des articles 76 à 83 et 116 de la Constitution
13.12.2005	Analyse des prises de position des groupes politiques quant aux textes proposés relatifs aux propositions de révision sous rubrique
18.01.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 16.02.2006

Second vote constitutionnel: 17.05.2006

4285 - Proposition de révision

de l'article 69 de la Constitution

Il est souligné dans l'exposé des motifs de la présente proposition de révision que «*la jeune démocratie du XIX*e *siècle et ses représentants devaient se protéger contre les velléités d'un pouvoir exécutif non encore rompu à la pratique démocratique et qui était susceptible d'exercer toutes formes de pressions sur les parlementaires*». L'inviolabilité parlementaire devrait ainsi constituer, à côté de l'irresponsabilité prévue à l'article 68, le deuxième volet de l'immunité du député afin de lui permettre d'échapper aux pressions éventuelles et de pouvoir exercer son mandat en toute liberté.

L'inviolabilité, telle qu'elle est conçue dès 1848, consiste non pas à assurer l'impunité pour des infractions commises, mais à empêcher des poursuites pénales avec l'arrestation du député durant l'exercice de son mandat. En fait, l'inviolabilité a pour conséquence de différer dans le temps les mesures de poursuite ou d'exécution des peines.

Cependant, on constate que de nos jours l'inviolabilité des parlementaires n'est plus considérée comme une mesure de protection de la fonction, mais comme un privilège guère compatible avec le principe de l'égalité du citoyen devant la loi.

En votant le nouveau texte de l'article 69 de la Constitution, la Chambre des Députés suit également les modifications constitutionnelles intervenues dans nos pays voisins qui, à leur tour, ont fortement limité l'étendue de l'inviolabilité des parlementaires, notamment en Belgique par la loi du 28 février 1997 et en France par le nouvel article 26 de la Constitution française, modifié le 4 août 1995.

L'article 69 de la Constitution dans sa nouvelle forme est rédigé comme suit:

«Art. 69. À l'exception des cas visés par l'article 68, les députés peuvent être poursuivis en matière pénale, même durant la session.

Cependant, l'arrestation d'un député pendant la durée de la session est, sauf le cas de flagrant délit, soumise à l'autorisation préalable de la Chambre.

L'autorisation de la Chambre n'est pas requise pour l'exécution des peines, même celles privatives de liberté, prononcées à l'encontre d'un député.»

Dépôt par M. Lucien Weiler, Député, le 05.03.1997

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président:
M. Paul-Henri Meyers):

20.06.2001	Présentation de la proposition de révision
20.06.2001	Examen de la proposition de révision et de l'avis du Conseil d'État
05.12.2001	Réexamen de la proposition de révision et de la problématique connexe de la responsabilité des Ministres (art. 82 et 116 de la Constitution)
16.01.2002	Continuation
30.01.2002	Continuation
20.02.2002	Continuation
27.02.2002	Continuation
06.03.2002	Adoption d'une proposition d'amendement et d'un commentaire
24.04.2003	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.10.2005	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Réexamen des textes à la lumière du projet de révision 5339 des articles 76 à 83 et 116 de la Constitution
13.12.2005	Analyse des prises de position des groupes politiques quant aux textes proposés relatifs aux propositions de révision sous rubrique
18.01.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 16.02.2006

Second vote constitutionnel: 17.05.2006

5430 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

Signé le 6 décembre 2002 à Bruxelles entre la Communauté européenne et ses États membres de l'UE, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, l'accord >vise à harmoniser et à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectuent les transports maritimes entre les ports de l'Union européenne et ceux de la Chine. L'accord en question étant conclu pour une période de cinq ans repose sur les principes de la libre prestation de services de transport maritime, du libre accès aux cargaisons et au trafic tiers, de l'accès aux services auxiliaires sans restrictions ainsi que d'un traitement identique à celui qui est accordé aux entreprises nationales pour l'utilisation de ces services.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

05.04.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
27.04.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.05.2006

5461 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe

Le projet de loi a pour but l'approbation d'un accord conclu entre, d'une part, les 25 États membres de la Communauté européenne et la Communauté européenne elle-même et, de l'autre, les États-Unis d'Amérique. L'accord fournit le cadre pour la coopération entre les signataires en vue de garantir la cohabitation du système de radionavigation par satellite Galileo, que les vingt-cinq États membres de la Communauté et celle-ci entendent commercialiser fin 2010, et du système GPS (Global Positioning System) développé par les États-Unis d'Amérique. Le GPS, bien que conçu à des fins militaires, est actuellement le seul système qui répond à la demande civile. Le développement de Galileo doit mettre en place un système constituant une alternative au système GPS.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

23.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.04.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.05.2006

5462 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004

Le système de radionavigation par satellite Galileo est né d'une initiative lancée par l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA). Contrairement aux deux seuls réseaux de satellites de radionavigation existant actuellement, les systèmes russe GLONASS et américain GPS (Global Positioning Service), initialement développés à des fins militaires, Galileo est le premier système destiné à satisfaire principalement des besoins civils et constituera de ce fait l'unique alternative au monopole américain.

En juin 2003, l'État d'Israël a exprimé le souhait de participer au programme Galileo et, partant, sa volonté de soutenir la position européenne en matière de normalisation et d'attribution de fréquences en vue de stimuler le marché des services Galileo. Galileo est appelé à renforcer de manière générale la sécurité du trafic aérien, maritime et terrestre. La coopération avec Israël contribuera à faciliter l'intégration de la navigation par satellites dans ces modes de transport dans la région et à renforcer ainsi la sécurité de trafic.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

23.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.04.2006	Présentation et examen d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.05.2006

5479 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003

Pour maximiser les avantages du programme Galileo, la coopération internationale est un élément fondamental, notamment pour développer l'équipement technique et pour promouvoir une large utilisation de cette technologie. Les pays désireux d'être associés au programme sont nombreux. Des accords de coopération ont été conclus avec les États-Unis et Israël (projets de loi 5461 et 5462).

Le présent accord avec la Chine date de 2003. Il prévoit des activités de coopération en matière de navigation par satellite dans un large éventail de secteurs, notamment celui de la science et de la technologie, de la fabrication industrielle, du développement des services et des marchés, ainsi que dans celui de la normalisation et de l'homologation. Il prépare également la Chine à assumer un rôle financier important (à hauteur d'environ 200 millions d'euros) dans le programme, ceci par le biais d'une prise de participation financière dans l'entreprise commune Galileo qui est l'organe établi pour gérer le programme.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

23.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.04.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.05.2006

5530 - Projet de loi

portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980

La Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), les Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des voyageurs et des bagages (CIV) et les Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM) ont été approuvés par la loi du 4 mai 1983. Par le projet de loi en question, il s'agit en principe d'établir un régime de droit uniforme applicable aux transports des voyageurs et des marchandises en trafic international direct entre les États membres, empruntant des lignes ferroviaires. De surcroît, l'exécution et le développement de ce régime sont facilités. Le régime de droit en question peut également être appliqué aux transports internationaux directs empruntant, en sus des lignes ferroviaires, les lignes routières et maritimes et les voies d'eaux intérieures navigables. L'organisation sous rubrique compte actuellement 42 États membres.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

Rapporteur: M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

23.03.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.04.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2006

5532 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert, signé à Praïa, le 20 novembre 1998. Cet Accord bilatéral constitue le premier accord de coopération culturelle avec un pays du continent africain et entend établir des rapports plus étroits dans le domaine de la culture et des arts, plus particulièrement dans les domaines de la musique, du théâtre, de la littérature, des arts plastiques et du cinéma par des échanges de matériel de documentation et d'information.

Les parties prévoient des échanges bilatéraux dans de nombreux domaines, à savoir: l'éducation, les sciences, la technologie, l'archivage, le domaine bibliothécaire, la muséologie, l'archéologie ainsi que la protection et la restauration de monuments, d'œuvres d'art et de documents écrits et audiovisuels. Les deux pays s'engagent également à favoriser et à intensifier les échanges dans le domaine de la jeunesse et des sports.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

04.04.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.04.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.05.2006

5536 - Projet de loi

portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention relative à l'adhésion des dix nouveaux États membres de l'Union européenne (République tchèque, Estonie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Malte, Pologne, Slovénie et République slovaque) à la Convention de Rome sur la loi applicable aux obligations contractuelles ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes.

À noter que la Convention de Rome introduit dans le droit national des États membres un ensemble de règles uniformes sur la loi applicable aux obligations contractuelles ainsi que sur certaines questions générales de droit international privé concernant les obligations contractuelles. Ladite Convention s'inscrit dans la logique de l'œuvre d'unification déjà entamée par les Communautés européennes au niveau de la compétence judiciaire et de l'exécution des jugements, le but étant de rendre possible ou de faciliter dans le domaine économique la création de conditions juridiques semblables à celles qui caractérisent un marché intérieur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 01.02.2006

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

20.02.2006	Désignation d'un rapporteur
27.04.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2006	Présentation et adoption d'un projet de rappor

Vote en séance publique: 17.05.2006

5551 - Projet de loi

relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg

Les coûts du projet de construction initial du Centre National Sportif et Culturel (ci-après la «Coque») élaboré au milieu des années quatre-vingt-dix furent estimés à l'époque à un montant de 3.500.000.000 LUF et comportaient une piste cycliste. Étant donné que cette somme a été jugée trop élevée, la piste cycliste et divers autres équipements ont été supprimés. Le projet définitivement autorisé par la loi du 2 mai 1996 se chiffrait exactement à 2.500.000.000 LUF (61.974.000 €).

Pour les mêmes raisons le Gouvernement avait décidé de limiter son intervention à l'emprise de la construction et d'exclure tout autre aménagement. Il appartiendrait ainsi au Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg de prendre en charge les aménagements extérieurs du projet.

La loi du 11 août 2001 autorisait une première adaptation budgétaire qui se chiffrait à une somme de 578.000.000 LUF (14.328.246 €) dont 250.000.000 LUF correspondaient aux frais d'aménagement des alentours qui furent réintégrés dans le projet. Le solde était destiné aux financements des adaptations d'ordre technique devenues nécessaires au cours du développement des études.

La deuxième adaptation budgétaire d'un montant de 7.035.797 € a été autorisée par la loi du 26 juin 2002 et concernait les équipements de la Coque. Cette adaptation a été introduite dans la procédure législative par le Ministre des Sports après le refus de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de financer une partie du premier équipement par le biais des crédits budgétaires du département des Sports.

Le projet de loi sous rubrique prévoit une troisième adaptation budgétaire ayant trait au règlement de frais supplémentaires engendrés par des dépassements des délais avec les adjudicataires des trois lots initiaux adjugés en entreprise générale à forfait non révisable, aux frais de financement ainsi qu'à diverses régularisations financières.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 14.03.2006

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

05.05.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.05.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.05.2006

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen

um Kanal S 29

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Communications

3. Ordre du jour

4. Dépôt d'une proposition de loi

5. Interventions au sujet de l'organisation de l'heure de questions au Gouvernement et des questions parlementaires

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°101 du 15 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz au sujet du bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°102 du 15 mai 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'élaboration d'un projet de loi permettant la création d'un cycle supérieur et de conférer au «Neie Lycée» le droit de décerner des diplômes de fin d'études secondaires, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°103 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Angel relative au programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, adressée au Ministre des Travaux publics
- Question N°104 du 16 mai 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux intentions du Gouvernement quant à la politique salariale du secteur public, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Question N°105 du 16 mai 2006 de Madame Martine Stein-Mergen concernant la pertinence de certains critères qu'une personne doit remplir pour pouvoir donner son sang, adressée au Ministre de la Santé
- Question N°106 du 16 mai 2006 de Monsieur Norbert Haupert relative à la réforme de la taxe sur les voitures automobiles notamment à la différence de traitement de voitures immatriculées avant et après 2001, adressée au Ministre de l'Environnement

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative au «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions CO_2» du Ministère de l'Environnement

(Débat)

8. 5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980

(Rapport de la Commission des Transports - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet de la politique agricole

(Discussion générale - Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Minister Mars Di Bartolomeo.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, de Grand-Duc huet mech autoriséiert am Numm vun der Regierung de Projet de loi ze deponéieren, deen d'Artikelen 61 a 65 vum Code des assurances sociales an deem Sënn soll ëmänneren, dass de Séjour am Centre de Convalescence zu Kolpech besser vun der Sécurité sociale en charge geholl gëtt.

- Projet de loi N°5574 modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

M. le Président.- Merci, Här Minister, ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dësem Projet an de Projet wäert un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet ginn.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5570** - Projet de loi portant approbation - de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française sur la sécurité sociale - du Protocole additionnel relatif au recouvrement des cotisations et contributions de sécurité sociale et à la répétition des prestations indûment versées signés à Paris, le 7 novembre 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.05.2006

2. **5571** - Projet de loi portant modification de l'article 10 du Code d'Instruction Criminelle et de l'article 18 de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.05.2006

3. **5572** - Projet de loi portant: 1. transposition - de la directive 2001/40/CE du Conseil de l'Union européenne du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers; - de la directive 2001/51/CE du Conseil de l'Union européenne du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985; - de la directive 2002/90/CE du Conseil de l'Union européenne du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers; - de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant l'obligation pour les transporteurs de communiquer les données relatives aux passagers; 2. modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1) l'entrée et le séjour des étrangers; 2) le contrôle médical des étrangers; 3) l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.05.2006

4. **5573** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en soutien de la MONUC en République démocratique du Congo (EUFOR RD Congo)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 12.05.2006

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt vun dëser Woch huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer:

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert den Aktiounsplang fir d'Erofsetze vun den CO_2-Emissiounen;

- duerno kënnt de Projet de loi 5530, eng Konventioun iwwert den internationale Schinneverkéier

- an als leschte Punkt haut de Mëtten um Ordre du jour hu mer d'Interpellatioun vum Här Robert Mehlen iwwert d'Landwirtschaft.

Mar um hallwer dräi sti folgend Projeten um Ordre du jour:

- fir d'éischt e Projet betreffend eng budgetär Upassung beim Sport- a Kulturzentrum um Kierchbierg;

- da kommen dräi Projeten iwwert d'Navigatiounssystemer Galileo a GPS an déi dräi verschidde Projete ginn an enger Diskussioun behandelt;

- dréttens hu mer um Ordre du jour e Kulturofkommes tëscht Lëtzebuerg an dem Cap-Vert;

- dann e Projet iwwert de Bäitrëtt vu verschiddenen neien EU-Länner zur Konventioun iwwert d'Obligation contractuelle

- an als leschte Punkt hu mer den zweete Vote constitutionnel iwwert den Ofännerungsvirschlag vun den Artikelen 68 an 69 vun eiser Verfassung. Bei deene Voten ass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert an de Vote par procuration ass hei net erlaabt.

Iwwermar, en Donneschdeg, och um hallwer dräi fënnt eng Consultatiounsdebatt iwwert den IVL statt.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir fänken haut de Mëtten un…

(Interruption)

Den honorablen Här Fayot huet d'Wuert gefrot. Här Fayot.

4. Dépôt d'une proposition de loi

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt am Numm vun der Madame Lydie Err an a mengem eegenen eng Proposition de loi déposéieren, fir d'Participatioun vun net Lëtzebuerger Matbiergerinnen a Matbierger un dem Wahlgeschäft zu Lëtzebuerg ze erliichteren, ënner anerem och fir d'Participatioun am Fall vun engem Referendum engem Gesetz ze iwwerloossen, fir dee Corps électoral festzeleeën. No der Erfahrung mat dem Referendum iwwert d'Europäesch Verfassung huet dat ons eng noutwendeg Modifikatioun vun der Verfassung geschéngt. Ech déposéieren also déi Proposition de loi op den Dësch vum Haus.

- Proposition de loi N°5575 portant modification de 1) l'article 51 (7) de la Constitution 2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national 3) la loi électorale du 18 février 2003

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Déi Proposition de loi gëtt wéidergeleet un déi zoustänneg Kommissioun, fir do examinéiert ze ginn.

D'Froestonn un Regierung…

(Interruption)

Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, ech wollt eréischt d'Wuert froen zur Froestonn.

M. le Président.- Dann hutt Der d'Wuert.

5. Interventions au sujet de l'organisation de l'heure de questions au Gouvernement et des questions parlementaires

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir wollten am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Fro un den Ausseminister stellen, well am Kader vum Dossier vun der WSA eng Rei vun Neiegkeete véhiculéiert ginn, wou mer gären eng Confirmatioun hätten.

Mir versti jo, dass d'Ministeren, wa se am Ausland sinn, op Grond vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Vergaangenheet schonn itérativement hei gefouert hunn, verhënnert sinn, a mir sinn och dovun ausgaangen, dass den Ausseminister am Ausland wier, esou dass e verhënnert wier zu enger Fro, déi gestallt war, ze äntweren. Ech muss soen, dass eist Erstaune relativ grouss war, dass den Ausseminister vun zwou bis Véierel vir dräi an enger Chamberskommissioun present war elo de Mëtten an ëm dräi Auer net konnt an der Chamber sinn.

Also, mir wäre scho frou, wann Der nach eng Kéier géift de Kolleegen an der Regierung rappeléieren, datt, wann net imperativ Auslandsmissiounen d'Leit géife verhënneren, d'Deputéierten net onfrou driwwer wieren, datt, wann eng Heure de questions wier - déi d'ailleurs deemools jo och op Initiativ vun der Regierung komm ass -, se dann och am Plenum wieren, wann déi Froe géife gestallt ginn, déi hinne gestallt goufen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den honorablen Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Jo, Här President, mir waren an därselwechter Situatioun. Mäi Kolleeg Charel Goerens wollt eng Fro un den Ausseminister stellen, well mer matgedeelt kritt hunn, hie wier present. Mir hunn awer och elo gesot kritt, hie kéint leider net hei sinn, well hie géif den namibesche President um dräi Auer empfänken. Ech sinn zwar paff, well ech hat ëmmer gemengt, dass bei esou héije Gäscht déi Reese wochen- a méintlaang am Viraus géife preparéiert ginn - hei schéngt awer elo ganz kuerzfristeg eppes derzwëschent komm ze sinn. Mä ech wollt mech deem uschléissen, wat de Kolleeg Michel Wolter gesot huet, an och eist Erstaunen zum Ausdrock bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wéilt dat confirméieren, wat den Här Grethen gesot huet. Den Här Ausseminister huet sech bereet erklärt, fir vun zwou bis Véierel vir dräi an d'aussepolitesch Kommissioun ze kommen. Ech wëll awer och confirméieren, dass hie scho laang am Viraus wousst, dass en eng Obligatioun um dräi Auer hätt, en l'occurrence den namibesche President ze empfänken. Ech fanne mir sollte Versteesdemech hu fir déi Obligatioune vun de Regierungsmemberen.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir alleguerten heibannen hu Versteesdemech fir d'Obligatioune vun de Regierungsmemberen, wa se Obligatiounen am Ausland hunn, och wa se dringend Obligatiounen hei am Land hunn, datt se net kënnen an der Froestonn present sinn. Et bleift awer de Prinzip, dee mer arrêtéiert haten, datt d'Ministere prinzipiell hei wären, wa se net Auslandsobligatiounen hunn.

Ech muss awer soen, ouni hei wëlle Partei ze ergräifen, datt den honorabelen Här Wolter an den honorabelen Här Grethen net ganz falsch leien, wa se soen: Déi Visite do gëtt jo awer programméiert a geplangt, an et ka jo net sinn, datt gëschter deen Termin vun dräi Auer nach net festgestanen huet an en haut awer op dräi Auer läit. Also, loosse mer elo haut fir den Här Ausseminister Versteesdemech hunn, hien empfänkt elo en auslännesche Gaascht an domadder ass d'Saach gedoen.

Mä et bleift awer esou - a fir déi Regierungsmemberen, déi hei sinn, wëll ech dat nach eng Kéier rappeléieren -, dass d'Sitzunge vun der Chamber bekannt sinn an et och gewosst ass, datt praktesch an all Sitzung eng Froestonn un d'Regierung ass. Duerfir nach eng Kéier mäin dréngenden Appel un d'Regierungsmemberen, hei present ze sinn. De Respekt vis-à-vis vun der Chamber verlaangt dat.

An deemselwechte Kontext, well mer just do derbäi sinn, géif ech och wëlle rappeléieren, datt mer ewell laut Reglement eng Prozedur hunn net nëmme vun der Froestonn

hei un d'Regierung an der Chamber, mä och fir d'Questions parlementaires, déi Deputéierten un d'Ministere stellen an et ass a leschter Zäit agerass - an net nëmmen a leschter Zäit, scho méi laang - an et ass net ganz gutt erträglech, dass d'Ministere sech dann und wann e Spaass draus maachen, nun awer och mat kengem Wuert op d'Froe vun den Deputéierten ze äntwerten.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Et ginn e ganze Koup Froen, déi ganz korrekt an detailléiert beäntwert ginn. Ob d'Äntwert elo dem Deputéierte gefält oder net, dat steet net zur Debatt, mä si gi wéinstens beäntwert. An et ka jo awer net sinn, datt, wann an enger Fro en Deputéierte fënnef Froe stellt, hien héchstens op eng hallef Fro eng Äntwert kritt. Dat ass net korrekt an an Zukunft, huet d'Presidentekonferenz décidéiert, wäerten déi Froe par retour du courrier un d'Regierung zréckgoen, wou se gebiede gëtt op déi Froen ze äntwerten, déi d'Deputéierte gestallt hunn. Dat wollt ech kloer an däitlech hei gesot hunn,…

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- …fir datt d'Ministere sech net wonneren, wa se deemnächst déi Froen, déi se délibérément net beäntwert hunn, zréckkréien, fir banne 14 Deeg eng korrekt Äntwert ze ginn.

(Interruptions diverses)

Domadder ass, Dir Dammen an Dir Hären, deen Episod ofgeschloss.

De fréiere Minister, zoustänneg fir d'Relatioune mam Parlament, freet d'Wuert.

(Hilarité et interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech schwätzen net als fréiere Minister vun de Relatioune mam Parlament, mä well ech deen eenzege sinn, deen elo an der éischter Rei hei sëtzt. Ech wëll soen…

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Minister no.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech mengen, datt ech wierklech hei autoriséiert sinn am Numm vu menge Kolleege vun der Regierung ze schwätzen an dass ech eng ganz Partie Elementer deele vun deem wat de Chamberspresident gesot huet. An ech mengen, dass et absolut d'Flicht ass vun der Chamber, wa se mengt, e Minister hätt net genuch op eng Fro geäntwert, dass se dat da mécht. Ech wär just frou, wann dat géif Fall fir Fall op där eenzelner Fro geschéien an net esou pauschal hei duergestallt géif ginn, wéi wann d'Ministeren insgesamt net wéilten äntwerten.

Et ass och net ëmmer einfach, Här President, op eng Fro ze äntwerten. Wéi gesot, wann d'Chamber net zefridden ass, dann ass et wierklech hir Flicht, fir dat ze maachen. A mir wäerten alleguer - an duerfir schwätzen ech wierklech am Numm vu menge Kolleegen - versichen - an dat ass wierklech eist Uleies -, fir uerdentlech op d'Froen ze äntwerten.

Ech wëll dann op där anerer Säit och nach eng Kéier widderhuelen, dass ech wierklech der Meenung sinn, dass d'Chamber - dat heescht hire President a seng Servicer - och de richtegen Intermédiaire soll spillen zwëschen den Deputéierten an de Ministeren. Mir hunn - dat ass net ëmmer ze évitéieren - ganz oft Froen, déi un de falsche Minister gestallt ginn.

(Interruption)

Neen, ech soen dat, dat ass net ëmmer einfach erauszefannen. Ech mengen, dofir ass d'Chamber do, fir dann och den Deputéierten ze soen, mir ginn et un de richtege Minister weider, mir kucken hei an do an déi Fro ass net recevabel.

Op där anerer Säit wëll ech de Chamberspresident ausdrécklech dran ënnerstëtze fir ze soen: Wa mer net zefridde si mat enger Fro, da schécke mer se iwwert den zoustännege Minister fir d'Relatioune mam Parlament, d'Octavie Modert, zréck un d'Regierung. Domadder sinn ech absolut d'accord. Ech wär just frou, wann dat géif zu all Fro geschéien an net einfach esou pauschal hei géif gesot ginn, wéi wann d'Regierung sech keng Méi géif ginn.

M. le Président.- Ech wëll awer, wann Dir erlaabt, Här Minister, soen, dass ech versicht hunn net pauschal ze sinn. Ech hunn expressément gesot, dass e ganze Koup vu Froen op eng méi wéi korrekt Aart a Weis am Detail beäntwert ginn an dass et virkënnt, dass bei enger Rei vu Froen - an ech hunn dat nogecheckt - nu wierklech iwwerhaapt keng Äntwert an der Äntwert ass; an dat kann net sinn. Ech mengen, de Respekt vis-à-vis vun der Chamber verlaangt et, datt dat esou soll gemaach ginn.

Ech wëll par ailleurs soen, datt d'Administratioun vun der Chamber ganz pingeleg ass, wat d'Formulatioun vun de Froen an d'Recevabilitéit vun de Froe vun den Deputéierten ubelaangt. Mir loossen net alles duerch. Och d'Deputéierte gi vun der Administratioun kontrolléiert an et gëtt gekuckt, ob hir Froen, esou wéi se formuléiert sinn, dem Reglement entspriechen. Wann awer d'Administratioun déi eege Leit bis an de leschten Detail kontrolléiert, da mengen ech, wär et och d'Recht vun der Administratioun, fir vun der Regierung ze verlaangen, datt si géif Äntwerte ginn, déi an der Form an am Contenu korrekt sinn, och wann de Contenu net gefält, mä awer dass se wéinstens eng Äntwert beinhalten.

Voilà, dat gesot an engem feinen a korrekten Toun vis-à-vis vun der Regierung, esou wéi och de Minister dat vis-à-vis vun der Chamber gemaach huet, an dann denken ech, dass mer an Zukunft an deenen zwou Froe kënne korrekt matenee fueren.

6. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer elo zur éischter Fro vun haut de Mëtten, dat ass déi vun dem honorabelen Här Spautz iwwert de Bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé an déi adresséiert sech un onse Gesondheetsminister. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°101 du 15 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz au sujet du bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Statslaboratoire ass eemol méi an der öffentlecher Diskussioun. Ech mengen, d'Artikelen an der Press, souwuel där geschriwwener wéi och där geschwatener, huelen déi lescht Wochen ëmmer méi zou. Déi eng soen, et si Fonctionnementsschwieregkeeten, an déi aner soen, et ass Kompetenzgerangel zwësche verschiddene Leit.

De Bien-être au travail, mengen ech, ass e Gesetz iwwert dat mer ëmmer vill heibanne geschwat hunn - oder besser gesot net mir, do war ech nach net dobäi, mä déi Kolleege virdrun - an iwwert d'Wuel an déi gutt Aarbechtskonditiounen an engem Betrib. An ech mengen, dat misst dann och gëlle fir de Statslabo, wéi och fir all anere Betrib, souwuel private wéi och öffentlech-rechtlechen.

Duerfir ass meng Fro un de Gesondheetsminister, wéi hie gedenkt géint déi Virwërf virzegoen, déi deen een deem anere mécht a puncto Kompetenzen an och wéi et mat deene Virwërf ass, déi gemaach gi betreffend Mobbing an Harcèlement moral am Statslabo.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Mars Di Bartolomeo, den zoustännege Minister fir d'Gesondheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Spautz huet sech un déi richteg Adress gewannt, well de Bien-être au travail läit mir gradesou um Häerz wéi him an ech engagéiere mech iwwerall do, wou ech aktiv sinn, d'Leit ze encouragéiere sech e géigesäitegen anstännegen Aarbechtsklima ze schafen oder ze erhalen amplaz sech drop ze konzentréieren, fir sech den Aarbechtsklima ze versaueren.

Gradesou wichteg wéi de Bien-être au travail situéieren ech awer den Travail bien fait an d'Qualitéit vun der Aarbecht. Dat heescht, ech sinn der Meenung, dass déi Leit, déi an engem Etablissement wéi dem LNS schaffen, zwou Konditiounen ze erfëllen hunn an och wäitgehend erfëllen, dat heescht, dass se sech staark fir deen Etablissement engagéieren an dass se zesumme probéieren, fir déi Aarbecht esou effikass an esou agréabel wéi méiglech ze maachen.

Et deet mer Leed, dass an deene leschte Woche méi iwwer eenzel Fäll a Reiwereien - déi et an all Etablissement gëtt, iwwerall op all Aarbechtsplaz, an all Betrib kënnen esou Situatiounen optauchen - diskutéiert ginn ass, wéi iwwert déi excellent Aarbecht, déi den LNS, als wichtegen Element vun der öffentlecher Gesondheet, leescht. Duerfir wëll ech heivu profitéiere fir ze soen, dass en ordre principal deen LNS e wichtegen Etablissement ass, wou vill a gutt Aarbecht geleescht gëtt a wou och niewebäi heiansdo esou Fäll optrieden.

Well d'Liewensqualitéit an d'Qualitéit vun der Aarbecht mir um Häerz leien, maachen ech och all Efforten, wann ech sollicitéiert ginn, fir schlichten ze kënnen an anzegräifen. Ech muss allerdéngs soen, dass een, fir ze schlichten, ëmmer zwee Stéck brauch, déi bereet sinn ze schlichten an dofir an deene Situatiounen, déi mer zougedroe gi sinn an déi an der Press e wäiten Echo fonnt hunn, fuerderen ech déi zwou Säiten op, fir sech erëm op dat ze konzentréieren, firwat dass se do sinn, nämlech Aarbecht am öffentlechen Interesse ze leeschten.

Ech hu ganz wéineg Versteesdemech fir Leit, déi dat klengt Déierche bei deem anere sichen, an och wéineg Versteesdemech fir Leit, déi dat klengt Déierche sichen, fir sech vun der Aarbecht ofzelenken. An déi vill Leit, déi dobausse sech géife wënschen esou eng Aarbechtsqualitéit ze hu wéi se an eenzelnen Établissements publics an öffentleche Betriber besteet, déi hu ganz wéineg Versteesdemech fir esou Streidereien.

An dofir, well de Labo am Moment op enger wichteger Kräizung ukomm ass - en neit Gebai, en neie Statut, nei Missiounen -, maachen ech hei - an ech profitéieren dovun, dass den Här Spautz mer déi Geleeënheet ginn huet - e pressanten Appel un alleguer d'Mataarbechter vum Labo, fir sech op déi Etapp ze konzentréieren, well dat ass eng Etapp, déi een net däerf ratéieren, well et der dobausse genuch ginn, déi drop waarden, fir d'Aufgabe vum LNS ze iwwerhuelen. An dat wär eng kleng Katastroph, well mer deen Établissement public an deen öffentlechen Institut am Sënn vun der Liewensqualitéit a vun der Gesondheet vun de Leit alleguer brauchen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Anne Brasseur iwwert den Neie Lycée. Eng Fro, déi sech adresséiert un d'Madame Minister, zoustänneg fir d'national Erzéiung.

- Question N°102 du 15 mai 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'élaboration d'un projet de loi permettant la création d'un cycle supérieur et de conférer au «Neie Lycée» le droit de décerner des diplômes de fin d'études secondaires, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Direkter vum Neie Lycée huet virun enger Rei Deeg en Interview um Radio, op RTL, ginn, wou hien ugekënnegt huet, hien hätt d'Autorisatioun vun der Madame Minister vun der Educatioun kritt, fir e Projet de loi auszeschaffen, fir Klassen no der Quatrième oder no der Troisième och nach virulafen ze loossen - bis elo gëtt et jo e Gesetz, wat den Neie Lycée kreéiert huet a wou nëmmen de Cycle inférieur ass -, esou dass ee kënnt Klasse bis Première an deem Neie Lycée virgesinn.

Hien huet och an deemselwechten Interview gesot, si kréichen dann d'Autorisatioun fir e Première-s-Examen ze organiséieren, mä wéi den Direkter sech ausgedréckt huet, en anere Première-s-Examen, dat heescht e Première-s-Examen, wou aner Fächer géinge gepréift gi wéi an deenen anere Lycéeën, wou d'Praxis géing matabezu ginn, wou Stagë géinge bewäert ginn an ech huelen un, dass et och do keng Punkte géing ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech d'Madame Minister froen, éischtens, ob déi Informatiounen an déi Deklaratioune stëmmen. Zweetens wollt ech se froen: Wat ass dann d'Motivatioun, fir éischtens dee Lycée bis op Première virufonctionnéieren ze loossen an deem dann d'Autorisatioun ze ginn en anere Première-s-Examen duerchzeféieren, wéi dat an deenen anere Schoulen de Fall ass?

An da wollt ech och nach d'Madame Minister froen, ob se net mengt, dass doduerch de Première-s-Exame jo awer en anere Stellewäert géing kréien, dat heescht e Stellewäert, dee manner grouss wier, an ob se net mengt, dass an engem Land vun onser Gréisst et awer net gutt wier, wa mer verschidde Première-s-Examen hätten. Mir hunn e Bac international an de Bac vun den Europaschoule wéinst der internationaler Clientèle, déi mer hei hunn, mä ass et gutt, dass mer dann am Lëtzebuerger System och nach zwee verschidde Première-s-Exame kréien?

De Passage-Examen ass fir d'éischt ofgeschaf ginn. Duerno ass den Opnamexamen ofgeschaf ginn, an elo solle mer och nach verschidde Première-s-Examen organiséieren; an do froen ech mech, ob dat net zu Ongerechtegkeete féiert an ob mer doduerch net e Schoulsystem à plusieurs vitesses kréien. Domat wier kengem gedéngt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Madame Mady Delvaux, Minister zoustänneg fir d'Educatioun, huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, also ech ginn elo éierlech zou, dass ech deen Interview vum Direkter vum Neie Lycée net héieren hunn. Ech äntwerten awer ganz gär op der Madame Brasseur hir Froen.

Éischtens gëtt e Projet de loi net vun engem Direkter vun enger Schoul ausgeschafft - dat wär eng Method, déi ech bis elo net kennen -, esou dass ech net verstinn, wann den Direkter dat da gesot hätt, wéi hien esou eppes kënnt soen a wéi hie kënnt soen, dass et, esou wéi et en Neie Lycée gëtt, en neie Première-s-Exame géif ginn. Wat richteg ass, dat ass, dass an där Schoul doriwwer nogeduecht gëtt, wéi een e Cycle supérieur kënnt gestalten.

Ech wëll och soen, ech mengen, dass mer sollen en neien Exame maachen. Mir hunn de Moment scho siwe Sektiounen op der Première - wat ech der immens vill fannen -, an déi si jo och ganz ënnerschiddlech: Sproochen, Mathé, Musek, Molen, Konscht, an dann hu mer eng Sektioun...

(Interruption)

Madame Brasseur, wann Dir mer eng Chance gitt, da wëll ech lech soen, wat nach alles dorëmmer geduecht gëtt. Ech wier dat Lescht, wat d'Leit géif empêchéieren iwwer nei Formen nozedenken. Ech fannen, et ass ëmmer gutt, wann ee mat engem Projet kënnt, dass een awer op d'mannst deem eng Chance gëtt a seet: Da schaff emol eppes aus a presentéier eppes, an dann diskutéiere mer dat an da kucke mer, ob et interessant ass oder net.

Et ass richteg, dass zum Beispill d'Sportsproffen Demandeur si fir eng Sportssektioun. Ech wëllt och soen, dass zum Beispill déi Leit, déi elo de Moment an de Sportsklasse sinn, och u mech erugetruede sinn, fir ze soen, si wëllten driwwer nodenken, ob een dee Cycle supérieur vun deene Schüler, déi elo an enger Sektioun, eng vun deene siwen, déi mer bis elo hunn, sinn, dass een do kënnt nodenken, fir déi eventuell anescht ze gestalten. Da soen ech net a priori: Neen, Dir dierft net doriwwer nodenken. Ech fannen dat éischter positiv, wann d'Leit soen: Hei si Saachen, wou mer mengen, et kënnt een eppes verbesseren; dass mer do wëllen dru verbesseren.

Ech wëllt och den Deputéierte matdeelen, dass mer jo och mat engem Projet amgaange si fir de Schengen-Lycée. Schengen-Lycée, dat heescht en däitsch-lëtzebuergesche Lycée. Dat heescht jo och, dass mer eis mussen iwwerleeën, wa mer do en Diplom ginn, deen dann zu dem däitschen Abitur an dem Lëtzebuerger Première-s-Examen équivalent ass, wou mer deen an eise siwe Sektioune situéieren, déi mer elo schonn hunn.

Dat sinn also all déi Iwwerleeungen, déi de Moment lafen, woubäi alles am Ufanksstadium ass, an ech selbstverständlech, wann do Iwwerleeungen dra wären, déi ech géing concluant fannen, jo fir d'éischt meng Regierungskolleege misst froen, ob déi dat och géife concluant fannen, an da misste jo déi Prozedure lafen, esou wéi se fir all Projet lafen.

Mä ech wëll nach eng Kéier soen, ech fannen et interessant, wann an der Schoul Leit mat Projetë kommen, wou se aus der Praxis, aus hiren Erfahrungen: Experienzen, déi gutt lafen, Experienzen, déi manner gutt lafen, wa se domadder bei mech an de Ministère kommen a soen: Hei, mir géife gären doriwwer nodenken. An dat sinn der Gott sei Dank onheemlech vill, vun allen Niveauen, vun alle Fächer. An ech wëllt alleguerten déi Leit, déi denken, encouragéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Marc Angel betreffend de Programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg.

Eng Fro, déi sech un de Bauteminister adresséiert.

- Question N°103 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Angel relative au programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Fonds d'Urbanisation vum Kierchbierg huet an deene leschte Jore vill Effortë gemaach, fir verschidde Planungssünden aus de 60er Joren erëm gutt ze maachen. D'Philosophie, mengen ech, gëtt vun eis all gedeelt. De Kierchbierg soll e multifonctionnellë Quartier ginn an deem geschafft gëtt, an deem gewunnt gëtt, an deem Commerce ass an an deem Fräizäitaktivitéite sinn.

Här Minister, am Kader vu menger Aarbecht am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg si mer bäileefeg gewuer ginn, dass de Fonds d'Urbanisation um Kierchbierg Projeten huet, fir iwwer 5.000 Wunnengen ze bauen. Dat passt jo parfaitement an déi Philosophie eran. An dat ass jo och eng gutt Saach. Ech hunn awer dozou e puer Froen:

Éischtens: Kënnt Dir eis Informatioune ginn iwwert d'Zäitspan, de Phasage vun deene Wunnengen?

Zweetens - wat méi wichteg ass - wollt ech Informatiounen iwwert d'Bauformen: Sinn dat och Wunnenge fir Familljen?

Drëttens: Wéi eng Kategorie Wunnenge sinn dat, wa mer de Präis kucken? Sinn dat Wunnengen, déi erschwénglech a bezuelbar ginn?

A véiertens wollt ech Iech no dem Dialog zwëschent dem Fonds d'Urbanisation de Kirchberg an der Stad Lëtzebuerg froen. Ech weess, dass d'Stad duerch e Beamten am Conseil d'administration vertrueden ass, mä et kritt een heiansdo d'Gefill, de Kierchbierg wär e bëssen extraterritorial vis-à-vis vun der Stad. Dat ass e Gefill an ech wollt Iech dowéinst froen, ob Dir net och der Meenung wäert, et misst ee vläicht den Dialog intensifiéieren a verbesseren.

An dann e fënnefte Punkt, dee mer ganz wichteg schéngt: Ech wollt Iech froen, wéi den Dialog ass zwëschent dem Fong vum Kierchbierg, der Regierung an den europäeschen Institutiounen.

Dir wësst, d'EU erweidert sech. Mir sinn eng vun deenen dräi Haaptstied vun der EU, mir hunn Institutiounen hei, an do ass bestëmmt och e Besoin, fir déi ze vergréisseren. Dofir froen ech mat all deene Projetë vu Logementer, déi elo geplangt sinn: Verbaue mer eis do keng Optioune fir den eventuellen Ausbau vun deene verschiddenen Institutiounen? Oder besser gesot: Behale mer genuch Reserven um Kierchbierg fir EU-Institutioune weider auszebauen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Just eng Remarque. Ech krut eng Fro gestallt, déi generell formuléiert war iwwert de Fonds de Kirchberg, awer den Här Angel huet elo ganz prezis fënnef Froe gestallt. Dat ass dann natierlech an der Formulatioun schwéier alles esou prezis ze beäntweren. Ech maache mäi Bescht, mä ech wier frou, wann een ähnlech Froen awer kënnt méi prezis dono kréien, da wären d'Äntwerten och desto méi prezis. Okay?

Also, fir d'éischt, wat fir mech wichteg ass ze soen, dat ass ganz kloer, datt déi Geschicht vun der Urbanisatioun vum Kierchbierg, wéi den Här Angel et elo gesot huet, an deene leschte Jore wesentlech geännert huet a wou am Fong e Plateau, dee fir grouss Institutioune do si sollt, ëmfonctionnéiert ginn ass an eng Mixitéit, déi geschafe gi soll, wou also net nëmmen europäesch Institutiounen, mä och aner Entreprisen, och Commercer, och Schoulen, och Parken, och Servicer, och Gesondheetsservicer, och Sportsinfrastrukturen an haaptsächlech och Leit sollen op de Kierchbierg kommen, fir am Fong e ganz normale Quartier vun der Stad Lëtzebuerg do entstoen ze doen, dee Liewen hätt, Dag an Nuecht Liewen hätt a wou et dee Moment och flott wär, fir do ze schaffen, flott wär, fir do ze wunnen.

Et sinn actuellement 20.000 Leit, déi do schaffen, an 1.500 nëmmen, déi momentan do wunnen. An et ass laangfristeg, innerhalb vun deenen nächste 15, 20 Joer, geduecht, datt ronn 30.000 Leit sollen dohinner kënne schaffe goen an 10.000 Leit sollen do uewen um Kierchbierg wunnen - wat dann och déi Diskussioun iwwer nei Méiglechkeete vum öffentlechen Transport schonn eleng op deenen Zuelen als eng evident Diskussioun erschénge léisst.

Déi Froen, déi den Här Angel gestallt huet no dem Zäitraum, deen do ass, kann ech elo nëmmen an där Generalitéit vu 15, 20 Joer beäntwerten, well et a mengen Aen absolut evident ass, datt een, wann een esou grouss Infrastrukturen an esou grouss Strukture schaaft, och „der Zäit Zäit muss ginn", fir eben doraus e Wunnquartier lues a lues ginn ze loossen, datt een eben dat während Joren nëmme kann opbauen.

Dir wësst awer och, datt elo an der Stad Lëtzebuerg zwee Changementer vun dem PAG gefrot gi sinn op zwou Plazen um Domaine du Kiem uewen, an dat beäntwert deelweis och déi Froen no den Typë vu Logementer, déi dohinner komme sollen. Do sollen an der Extensioun vum Domaine du Kiem 895 Logementer gebaut ginn, wouvunner 398 Appartementer an 32 Haiser vun der SNHBM solle gebaut ginn - also deen Typ Haiser, deen d'SNHBM dann och baut - a 465 Appartementer, déi vum Fonds de Kirchberg solle realiséiert ginn. An d'Fro, déi Dir gestallt hutt, dat ass: Wéi gëtt do décidéiert? Wat fir eng Typë vun Haiser kommen?

Wat d'SNHBM ugeet, déi weess relativ kloer wat d'Besoinë si vun deene Leit, déi sech bei hir gemellt hunn. Wat déi aner Wunnenge vum Fonds de Kirchberg ugeet, do geet dat esou, datt Lot pro Lot a sech ausgeschriwwe gëtt, datt de Fonds de Kirchberg dat also an d'Vente fir e Promoteur gëtt, datt éier en et awer verkeeft a sech eng öffentlech Ausschreiwung ass, déi op zwee Kritäre soumissionnéiert gëtt: Éischte Kritär ass selbstverständlech de Präis; an zweete Kritär, awer mindestens gradesou wichteg och an der Beuerteelung, ass dee vun der Architektur, well mer einfach wëllen do uewen e schéinen an en uerdentleche Quartier hunn an och e grousse Soin op d'Architektur leeën. Wichteg ass also, datt alles ausgeschriwwe gëtt op deenen zwee Kritären.

An dann ass et natierlech un de Promoteuren, fir ze kucke wat fir een Typ Appartementer - een, zwee, dräi Schlofkummeren - se am léifste verkafen. Dat hänkt evidenterweis dovunner of, wat gefrot gëtt a wat de Besoin ass vun deene Familljen, déi sech do mellen.

Evidenterweis ass eng Concertatioun zwëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Fonds de Kirchberg, well ee Member vun der Stad Lëtzebuerg och an deem Fong ass. Dat heescht, d'Stad Lëtzebuerg ass am Prinzip informéiert vun deem wat do geschitt. An ech denken och, datt déi Aménagementer, déi elo gefrot ginn, déi PAGen, wou d'Changementer gefrot ginn, datt dat och an der Stad Lëtzebuerg misst kënnen esou akzeptéiert ginn. Ech hoffen op jidde Fall, datt mer do weiderkommen. Schlussendlech…

Une voix.- Dat ass de Méindeg um Ordre du jour vum Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, ech suivéieren dat nach ëmmer ganz e wéineg a mat vill Begeeschterung, esou datt ech déi Informatioun schonn hat.

An zweetens wëll ech derbäi soen, déi Relatioun, déi mer natierlech mat den europäeschen Institutiounen hunn, déi ass kloer iwwert deem Comité, dee sech am Affaires étrangères ëm d'europäesch Institutioune bekëmmert a wou all déi Demanden, notamment déi Demande vun den Extensioune vun den europäeschen Institutiounen, enregistréiert ginn,…

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- …a mir passe ganz gutt op, datt och genuch Plaz do ass, datt déi europäesch Institutioune sech och an Zukunft kënnen um Kierchbierg implantéieren. Dat däerft och an deenen nächste Joren a Jorzéngten iwwerhaapt kee Problem sinn.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Robert Mehlen, adresséiert un de Minister vun dem öffentlechen Déngscht, iwwert d'Absichte vun der Regierung betreffend d'Gehälterpolitik bei der Fonction publique. Här Mehlen.

- Question N°104 du 16 mai 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux intentions du Gouvernement quant à la politique salariale du secteur public, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. De 14. Juli d'lescht Joer, dat heescht just virun der parlamentarescher Vakanz, ass hei de leschte Gehälteraccord gestëmmt ginn. Deemools war finanziell kee Problem fir deem Deel, deen d'Gehälter betraff huet, d'Zoustëmmung ze ginn. Et ass och drop gehale ginn, duerch Zoufall, datt déi réckwierkend Ausbezuelung am September sollt erfollegen, esou datt bis zu de Gemengewahlen d'Welt nach an Uerdnung war.

No de Gemengewahlen huet awer en anert Zäitalter hei zu Lëtzebuerg ugefaangen. Den Här Statsminister huet hei däitlech beim État de la nation gesot, wat hien an d'Regierung an där Bezéiung denken. Et geet awer aus Äusserunge vun der Statsbeamtegewerkschaft ervir, datt déi dat e bëssen anescht gesäit. Si seet: Neen, d'Evolutioun vun den öffentleche Gehälter géing dervun ofhänke wéi d'Croissance vun der Produktivitéit, dat heescht der Wirtschaftsleeschtung, an nächster Zäit géing erfollegen.

Do muss een awer soen: An der Tripartite si jo eng Partie Décisioune geholl ginn. Do ass jo e Pak ficeléiert gi vu Moossnamen, déi mer hei presentéiert kritt hunn, an et schéngt mer e bësse komesch, datt just iwwert dee Punkt do, dee jo awer e wichtege Punkt ass, keen Accord sollt fonnt gi sinn.

Duerfir hunn ech, a mer hunn dëser Deeg jo d'Orientation budgétaire kritt, Här Minister, an de Contributioune vum Ministère de la Fonction publique nogekuckt. An den «Les rémunérations des agents de l'État», do steet alles dra wéi keng Absichtserklärung iwwert dat, wat d'Regierung dann elo definitiv wëlles huet. Dat ass awer wichteg fir d'Finanzen. Et ass och wichteg fir zum Beispill d'Gemengen, well jo eng ganz Partie un deem Accord do drunhänkt. Dofir wollt ech Iech froen: Wat sinn dann elo definitiv d'Intentioune vun der Regierung an dëser Matière?

M. le Président.- Den Här Claude Wiseler, Minister zoustänneg fir den öffentlechen Déngscht, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Also, ech hu beim Statsminister senger Ried den 2. Mee gutt hei nogelauschtert an ech hat gemengt déi wär ganz kloer gewiescht, wat deen Domän do ugeet. Hien huet ganz kloer zum Ausdrock bruecht, datt d'Regierung eng Lounpaus wäert fir 2007 an 2008 proposéieren, datt also keng Lounaugmentatioune fir 2007 an 2008 wäerte kommen. Wann dat Är Fro war, dann ass dat d'Äntwert. Déi Äntwert ass et scho ginn. Déi Äntwert ass kloer. Déi Äntwert hunn ech och scho selwer widderholl.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi dat gaangen ass, datt am Kader vun der Tripartite et net zu engem Ofschloss an engem Accord do komm ass. Och op déi Fro huet de Statsminister scho geäntwert. Ech maachen et awer gär nach eng Kéier. Am Kader vun der Tripartite hate mer eng ganz Rei a laang Diskussioune mat der CGFP. An d'Regierung huet och gemengt, an der CGFP gesot, datt se géing mengen, datt eng Lounpaus fir 2007 an 2008 eng Noutwendegkeet wär aus finanzielle Grënn, och aus Grënn vun der Prévisibilitéit, déi de Budget muss hu fir 2007 an 2008.

Dee Budget gëtt elo opgesat. Mir mussen also elo genau wësse wat do drakomme soll. Aus deem Grond huet d'Regierung gesot, datt se elo och schonn dat doten Ofkommes, deen doten Accord gär hätt. Dat war awer net méiglech, well d'CGFP insistéiert huet, datt fir si esou eng Diskussioun eréischt am Kader vun de Gehälterverhandlunge kéint gefouert ginn. D'Gehälterverhandlungen, déi no deem leschte Gehälteraccord, dee mer gemaach hunn, eréischt Schluss 2006 géingen ufänken. Ech regrettéieren dat. Ech muss awer domadder liewen. D'Regierung huet méi wéi kloer an däitlech hir Meenung gesot. Fir 2007 an 2008 ass eng Lounpaus proposéiert. Déi Positioun, mengen ech, ass kloer an däitlech.

Dat heescht awer net, datt keng Gehälterverhandlunge solle stattfannen. Dat hunn ech och scho gesot. D'Gehältervehandlunge kënne stattfannen, well et ganz vill aner Sujete ginn, iwwert déi et derwäert ass ze diskutéieren. A wann Der déi lescht Gehälteraccorde kuckt, oder dee leschte Gehälteraccord, da mierkt Der, datt zwielef vun deenen 13 Punkten, déi do évoquéiert gi sinn, Punkte sinn, déi net iwwert de Punktwäert ginn, mä déi iwwer aner Sujeten handelen. Dat ass also Diskussiounsmatière, wou ech 100%eg Vertrauen an d'CGFP hunn, datt se imaginativ genuch wäert sinn, fir do eng grouss Zuel vu Sujete bei där Diskussioun un den Dag ze leeën.

De Fait, datt näischt heivunner an den Option-budgétairë vun dem Ministère de la Fonction publique steet, ass net esou ze interpretéieren, wéi Dir et liest. Et steet näischt dran, well eng Lounpaus fir 2007 an 2008 virgesinn ass. Wann eng Lounpaus virgesinn ass, brauche mer dat…

(Coups de cloche de la Présidence)

…net nach zousätzlech ze preziséieren. Ech mengen, dat wär kloer genuch als Äntwert. Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Martine Stein-Mergen iwwert d'Bluttspender. Eng Fro, adresséiert un de Gesondheetsminister.

- Question N°105 du 16 mai 2006 de Madame Martine Stein-Mergen concernant la pertinence de certains critères qu'une personne doit remplir pour pouvoir donner son sang, adressée au Ministre de la Santé

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, Ausléiser vun dëser parlamentarescher Ufro wor eng Klo vun engem homosexuelle Matbierger, dee wollt op eng Campagne vun der Croix-Rouge hi Bluttspender ginn. Wann een dat awer wëllt ginn, da kritt een natierlech virdrun eng Rei Froe gestallt an och verschidden Exame gemaach.

Dat ass och richteg esou, well mir jo mat onse Bluttspender iwwert d'Croix-Rouge wëllen zwee Buten erreechen. Den éischten ass eng Autosuffizienz vun onsem Land, dat heescht, dass mer net mussen op d'Ausland zréckgräifen, fir Blutt do anzekafen. An dat zweet ass natierlech eng méiglechst grouss Sécherheet vun deenen Transfusiounsproduiten.

Or, mäi Mann ass dann deemools ofgewise ginn, well Homosexualitéit ee vun de Critères d'exclusion ass. Ech wollt hei zwou Reflexioune féieren iwwer dës Kritären. Homosexuell Männer si global vun der Bluttspend ausgeschloss. Et gëtt net nogefrot iwwer sexuell Rapporten, ob stabil Relatioune bestinn oder Promiskuitéit. Wann een awer am rezente Rapport vum Comité de Surveillance du Sida bliedert, da fält engem op, dass nei Infektioune bei den Homosexuelle stagnéieren, wann net zréckgi par rapport zu deene vun den Heterosexuellen.

Wier et dann net vläicht besser all Leit zu hire sexuelle Gewunnechten ze froen, ier se kënne Bluttspender ginn? Wat awer net gemaach gëtt. Och Frae kënne mat engem homosexuelle Mann bestuet sinn. Et ginn och bisexuell Männer an et kënnt een och einfach emol dee Fall virgesinn, dass emol een net d'Wourecht seet, wann en esou eng Fro gestallt kritt.

En zweete Kritär, iwwert deen ech mech e bësse gewonnert hunn, ass den Ausschloss vun deene Leit, déi ee Joer a Groussbritannien verbruecht hunn. Et geet hei natierlech ëm de Schutz virun der BSE, ESB, virun der Krankheet vun de geckege Kéi, an do hunn ech mech gefrot: Firwat grad ee Joer an net zweemol sechs Méint, oder véiermol dräi Méint, a firwat iwwerhaapt nach dëse Kritär bäibehalen, wou mer jo wëssen, dass den Importverbuet op Randfleesch opgehuewen ass?

Aus dësen zwee Beispiller schielt sech meng Fro un den Här Gesondheetsminister eraus: Sollt een net déi Ausschlosskritären eemol, sief et op nationalem Plang, mä de Minister kéint och op internationalem Plang awierken, op d'Lee huelen a se vläicht aktualiséieren, dat am Intérêt vun der Transfusiounssécherheet an awer och am Sënn vun der Netdiskrimination vu verschiddene Bevölkerungsgruppen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den Här Mars Di Bartolomeo, Gesondheetsminister, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol zu dem zweete Volet vun der Fro, dee mer e bëssen approximativ schéngt a senger Formulatioun. Et ass nämlech net esou, dass systematesch Leit, déi ee Joer an Eng-

land waren, ausgeschloss ginn. Villméi sinn et déi Leit, déi an där Period do waren, wou a Groussbritannien d'Creutzfeldt-Jakob-Krankheet, d'Krankheet vun de geckege Kéi, hire Sommet erreecht huet, also den héchste Stand erreecht huet.

An deem Formulaire, deen d'Madame Stein évoquéiert huet, ass ganz kloer d'Fro formuléiert, ob de Bluttspender oder de Bluttspender in spe an der Period zwëschent 1980 an 1996 méi wéi ee Joer a Groussbritannien verbruecht huet. Dat heescht also, d'Fro, esou wéi se gestallt ass, entsprécht net der Realitéit. Et ass effektiv esou, dass dat sech begrenzt op déi Period, wou de Risiko méi grouss war, wann ee länger Zäit an England war. Dat ass no 1996 net méi esou de Fall gewiescht, esou dass dat och an deem Sënn net méi eng Konditioun ass.

Wat deen zweete Punkt vun der Fro ugeet, do schwätzt d'Madame Stein-Mergen e sensibele Punkt un. Dat muss een esou soen. Mä och do ass engersäits, mengen ech, d'Attitüd vun der Croix-Rouge duerch en duebelen Objektiv gekennzeechent: Engersäits huet d'Madame Stein ganz Recht, dass een net soll eng Diskriminatioun maachen opgrond vun enger sexueller Neigung, mä op där anerer Säit ass et awer gradesou richteg, dass ee fir deen, dee Blutt kritt vun engem Spender, dee geréngste Risiko muss agoen.

An ech wëll hei kloer soen, dass déi Fro iwwer sexuell Attitüden oder iwwer Relatiounen zwëschent de Geschlechter, dass déi net esou limitativ ass, wéi d'Madame Stein dat gemengt huet. Dee Frobou kann ee sécher hannerfroen; et kann ee sécher eenzel Formulatiounen hannerfroen. Et geet doranner Rieds net nëmme vun Homosexualitéit, mä och vun anere sexuelle Gewunnechten, déi méi e grousse Risiko duerstelle kënnen ewéi anerer. Et ass esou, dass dat net nëmmen a Lëtzebuerg esou ass, mä dat sinn international Gepflogenheeten am Beräich vun dem Blutt spenden an dem Blutt ginn.

Ech muss soen, dass een, wann een et esou onnuancéiert gesäit, wann een net d'Nuancen erabréngt, dass dat selbstverständlech zu där Reaktioun féiert, déi d'Madame Stein och zu Recht hat, mä dass een awer op där anerer Säit hei d'Sécherheet vum Empfänger op deen héchsten Niveau stelle muss. Opgrond vun deenen Erfahrungen an deene Problemer, déi emol mam Blutt verbonne waren, däerf ee kee Risiko agoen.

Wéi een dat awer och an der Kommunikatioun mat deene betraffene Leit mécht, dat ass eng aner Fro. Ech mengen, do muss ech soen, dass och do vill Fangerspëtzegefill néideg ass.

Wann natierlech um internationale Plang aner Erkenntnisser do sinn, dass dee Risiko net méi esou ageschat gëtt, da wäert d'Croix-Rouge hei zu Lëtzebuerg sech deem och alignéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi lescht Fro fir haut ass déi vum honorabelen Här Norbert Haupert un den Här Ëmweltminister iwwert d'Autossteier. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°106 du 16 mai 2006 de Monsieur Norbert Haupert relative à la réforme de la taxe sur les voitures automobiles notamment à la différence de traitement de voitures immatriculées avant et après 2001, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, ech wollt am Kader vun der neier Regelung vun der Autossteier un den Ëmweltminister folgend Froe stellen:

Éischtens, ob et wouer ass, dass no där neier Regelung et virgesinn ass, dass déi Autoen, déi virum 1. Januar 2001 gebaut si ginn, net ënnert déi nei Dispositioune falen, a wa jo, ob d'Ursaach déi ass, datt ee bei deenen Autoen d'Wäerter vun den CO_2-Emissiounen net ka feststellen; a wa jo ass meng Fro weider, vu dass déi Autoe jo héchstwahrscheinlech net manner polluant si wéi déi nei Autoen, ob een net iwwert de Wee vun der Kontroll, vu dass déi Autoe jo regelméisseg all Joer mussen an d'Kontroll goen, dee Wäert vun den CO_2-Emissioune ka feststellen an déi Autoen dann och esou besteiere ka wéi déi nei Autoe besteiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Den Här Lucien Lux, Ëmweltminister, hëlt Stellung.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op deen Dossier do zesumme mam Finanzminister agoen, well mer den Dossier zesumme géréieren, an d'Propositioun, déi herno als Projet de loi gemaach gëtt, och vun him wäert kommen, well et sech ëm eng Steier handelt.

Ech wëll bei där Geleeënheet och eng Kéier preziséieren, dass dat, wat d'Regierung proposéiert huet, net par la volonté du mufti schonn esou ass an net méi ka geännert ginn, well dat e Gesetz gëtt, wat souwisou herno an d'Prozedur kënnt bei de Conseil d'État, bei d'Chambres professionnelles a mer d'Geleeënheet hunn iwwer eng Rei vun Aspekter sécherlech nach ze diskutéieren.

Dir hutt Recht, Här Haupert, dass de Problem sech effektiv do stellt, dass d'Kontrollstatioun vu Sandweiler eréischt säit 2001 effektiv déi Donnéeë vun den CO_2-Wäerter wierklech ophëlt. Deementspriechend si mer also en manque vun Informatiounen, fir kënnen eng Berechnung vun deenen Autoe vu virun 2001 no CO_2-Ausstouss ze maachen. Dat ass déi eng Saach.

Richteg ass, dass et falsch wär, wa mer déi Autoe vu virun 2001 net géingen och an hirer Steierhéicht upassen. Dat wär e Message, dee sécherlech och vun engem ekologesche Standpunkt aus gesinn e falsche wär.

Dobäi kënnt, dass déi Autossteier säit 1984, also 22 Joer, net ugepasst ginn ass an e Retard haut huet op d'Lounentwécklung vun 61%. Dat heescht also, et gëtt mat Sécherheet eng Upassung gemaach vun där Tax fir déi Autoe vu virun 2001.

Fir awer elo dat ekologescht Element och mat dran ze kréien, wat natierlech enorm schwiereg ass, wann ee vun engem Modell an en neie Modell geet, a wat net nëmmen an där do Fro schwiereg ass, hu mer eis geduecht, fir an dräi Kategorien déi Autoe vu virun 2001 ze rechnen: déi Autoen, déi ënnert 2.000 Kubik sinn; déi tëschent 2.000 an 3.000 Kubik sinn, an déi Autoen, déi iwwert 3.000 Kubik sinn.

Domadder kréie mer, well natierlech d'Héicht vum Kubik och meeschtens eppes iwwert d'Héicht vum Ausstouss, dee gemaach gëtt, ausseet, eng kleng, eng gewëssen ekologesch Taxéierung och fir déi Autoen. Iwwert d'Héicht vun deenen dräi Kategorien, a wéi d'Upassung gemaach gëtt, ass nach keng definitiv Décisioun an der Regierung geholl. Mä ech ginn awer dovun aus, dass se sech iergendwou och an deene Kategorië vun Upassung prozentual wäert bewegen, wéi dat bei den neien Autoen de Fall ass, esou dass do, mengen ech, de Message awer net soll dee sinn, dass een onbedéngt mat engem alen Auto, deen e ganz héijen Ausstousswäert huet, soll nach jorelaang fueren, amplaz vläicht en neien Auto ze kafen, deen e besseren Ausstousswäert huet, souwuel wat d'CO_2-Emissioune wéi och wat d'Partikelen oder d'Stéckoxyden ugeet.

Ech mengen, dat misst als Äntwert duergoen. Merci.

M. le Président.- Esou, Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun der Froestonn ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass d'Heure d'actualité, déi vum Grupp vun deene Grénge gefrot ginn ass, iwwert den Aktiounsplang fir d'Erofsetze vun den CO_2-Emissiounen.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78-2 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit vir, dass déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ufreet, zéng Minutten Zäit huet, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef, d'Sensibilités politiques zwou Minutten an d'Regierung eng Véirelsstonn. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Calmes an den Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Camille Gira.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative au «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions CO_2» du Ministère de l'Environnement

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der rezenter Generalversammlung vum internationale Klimabündnis zu Wien huet och den amerikaneschen Zukunftsforscher Dennis Meadows, berühmte Coauteur vum net manner berühmte Buch vun 1972 „Die Grenzen des Wachstums", geschwat. Hien huet am Kontext Klimaschutz d'Situatioun aus wëssenschaftlecher Siicht kloer an däitlech op de Punkt bruecht.

(Coups de cloche de la Présidence)

Hie sot: „Et ass ze spéit fir de Klimawandel opzehalen. De Klimawandel ass do! E geet méi séier virun, wéi jiddferee geduecht hat, a seng Konsequenze wäerten zu grousse Bréch op ekologeschem Plang féieren. Den Uelechpeak op där anerer Säit, wäert an deenen nächsten zéng bis 15 Joer stattfannen. Duerno wäert d'Produktioun all Joer ëm 4% zréckgoe bei steigendem Energiebedarf. D'Kombinatioun vun deenen zwee Phenomeener wäert zu onvirstellbare Bréch op sozialem a wirtschaftlechem Plang an eise Gesellschafte féieren. Méi wéi jee sinn dramatesch Mesuren néideg, fir de Klimawandel esou gutt wéi méiglech nach ofzebremsen, an esou séier wéi méiglech déi mënschlech Gesellschaft, besonnesch déi am Norde vum Planéit, aus der Ofhängegkeet vum Pëtrol erauszeféieren." Esou wäit den Här Meadows.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vum éischten Allocatiounsplang fir d'CO_2-Reduzéierung zu Lëtzebuerg stelle sech also zwou Froen:

Erlaabt dëse Plang, dass Lëtzebuerg seng Kyoto-Engagementer bis 2012 anhält?

An zweetens: Preparéiert dëse Plang Lëtzebuerg op e luesen awer sécheren Ausstieg aus dem Uelechzäitalter?

Déi zwou Froe mussen aus eiser Siicht ganz kloer mat Nee beäntwert ginn. Eiser Aschätzung no féiert dëse Plang just zu enger Stabiliséierung vun den Dreifgas-Emissiounen, wann et gutt geet zu enger liichter Reduzéierung vun den CO_2-Emissioune bis 2012.

Dëse Plang ass eigentlech net vill méi, wéi dat wat déi viregt schwaarz-rout Regierung hätt missen 1997/1998 an d'Wee leeden. Mir stellen och eng ganz Rei Defiziter an deem Plang fest:

En ass eiser Meenung no ze kuerzfristeg, well en, wann iwwerhaapt, nëmme bis 2009 geet.

En ass ze beschränkt. Mir schwätze guer net méi vum Stroum, wat zwar bis 2012 a puncto Kyoto gutt ass. Mir fäerten, dass dat awer mëttelfristeg e risege Problem wäert ginn.

En ass ze punktuell. Eenzel Steiererhéijunge sinn zwar ze begréissen a kann een och „ekologesch Steieren" nennen, mir sinn awer nach wäit ewech vun enger ekologescher Steierreform.

En ass ze vag. Et si keng kloer chiffréiert Ziler, keng Evaluatiounsmethod virgesinn.

En ass ze onkloer wat d'Ëmsetzung ubelaangt, well eiser Meenung no d'Strukturen onopérationnel sinn.

En ass onkomplett wat d'Roll vu wichtegen Acteuren ubelaangt, zum Beispill d'Gemengen.

En ass limitéiert - hu mer dat Gefill - wat de Réckhalt an der Regierung ubelaangt. Mir gleewen dem Ëmwelt- an Transportminister, dass hien hannendru steet. Mir hunn och dat Gefill, dass an Tëschenzäit de Premierminister hannendru steet. Mir ginn d'Gefill awer net lass, dass eng Rei aner Ministeren an dëser Regierung d'Gravitéit vum Enjeu nach net verstanen hunn.

D'Resultat vun dësem Aktiounsplang wäert sinn, dass mer eis zu 90%, wann net nach méi, an der éischter Kyoto-Period musse fräikafen, an ob mer wëllen oder net, wäert d'Lëtzebuerger Regierung misse mam Scheckheft iwwert d'Land zéien.

An trotz allem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären - hutt Der jo d'lescht Woch vun eisem Fraktiounschef scho matkritt, an ech wëll dat och haut nach eng Kéier betounen -, wäerten déi Gréng eng prinzipiell positiv Approche zu dësem Aktiounsplang huelen. Firwat?

Éischtens si mer der Meenung, dass et e klengen, awer en éischte richtegen a wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Zweetens hu mer dat Gefill, dass déi éischte Kéier en Usaz vun de richtege Messagen, wat den Enjeu vun der Problematik ubelaangt, eriwwerkënnt.

Drëttens fanne mer eng Rei jorelaang Fuerderunge vun deene Grénge an dësem Plang, an déi sollen och seriö ugaange ginn, wéi d'Albausanéierung, och d'Autotaxéierung an esou weider an esou fort.

A véiertens begréisse mer et och, dass Themen, déi mir jorelaang hei abruecht hunn an der Chamber, wou mer deelweis ausgelaacht gi sinn, jo deelweils ugefeint gi sinn, endlech hei enttabuiséiert ginn. Ech erënneren do zum Beispill un den Tanktourismus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung wäert déi prinzipiell Ënnerstëtzung fanne vun deene Grénge fir d'Accisenerhéijung, och fir d'Autosteier, obwuel mer - an ech mengen de Minister huet dat jo elo grad gesot, esou hu mir et och verstanen - selbstverständlech nach mussen iwwer eng Rei Detailer schwätzen. Et muss ee kucken: Kann een net och iwwert dee Wee de Russpartikelfilter mat erabréngen, dass déi Problematik och geléist gëtt? Da verstinn d'Leit dat och vläicht besser. Et muss een iwwert déi eenzel Datumen an déi eenzel Kategorien nach schwätzen.

Mir insistéieren awer och, Här President, an deem Kontext op eng Kombinatioun vun der normaler Autossteier mam Beschäftege mat de Betribsautoen. Net dass mer iwwert dee Wee eng Zwouklassegesellschaft hei schafen, wou déi eng mussen all Euro Käschte vun hirem Auto bezuelen an aner Leit iwwert den Ëmwee vun de Betribsautoen awer net méi belaascht ginn. Dat kann an däerf net sinn! Duerfir gehéiere fir eis déi zwee Problemer an een Dëppen a mir wiere frou, wann d'Regierung och déi zwou Saache matenee kéint ugoen.

D'Regierung wäert och eis Ënnerstëtzung fanne bei der Ëmsetzung vun deenen EU-Direktiven, déi jo zu engem gudden Deel och am Aktiounsplang stinn, wéi Biofuel, wéi Wärmeschutzverordnung, wéi méi effizient öffentlech Gebaier an d'Notzung vum Holz. Do wäert d'Regierung bei eis oppen Dieren arennen.

Mir sinn awer méi skeptesch, Här President, wat d'Accords volontaires ubelaangt. Do hätte mer gären, dass ier se fortgeschriwwe ginn, emol vläicht fir d'éischt eng Evaluatioun gemaach gëtt a gekuckt gëtt, ob se hir jeeweileg Ziler erreecht hunn. A ganz aner Virstellunge schlussendlech hu mer awer wat déi néideg Strukturen ubelaangt an och wat de Rôle am Kontext vun de Strukture vun der Agence de l'Énergie ubelaangt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Résuméiert kann een awer soen, dass deen éischten Aktiounsplang eng éischt a gutt Basis ass, fir drop ze schaffen. Et ass jo och net nëmme bei der Autossteier esou, dass dat elo dat lescht Wuert ass, mä et ass jo dat éischt Wuert. Praktesch all déi Mesurë brauchen eng legal Basis a wäerte jo nach méi wéi eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert ginn, ob dat d'Ëmsetzunge vun hiren EU-Direktive sinn oder d'Accisenerhéijungen oder aner Saachen.

Fir d'Zukunft, Här President, erwaarde mer eis awer elo wesentlech Verbesserunge vun deem Aktiounsplang an och an der generelle Démarche. Mir maachen en Appel un d'Regierung, fir wierklech endlech kloer Messagen an onmëssverständlech Signaler no baussen ze ginn. Huelt ee fir allemol d'Décisioun, Dir Dammen an Dir Hären aus der Regierung, déi Saar-Tankstell net ze bauen. Sot de Leit, dass den Ausbau op sechs Spuren, dass d'Westtangente an aner gréisser Stroossen net nëmmen net gebaut ginn, well keng Sue méi do sinn, mä och, wann erëm Suen do sinn, dass se awer net gebaut ginn, well mer endlech d'Prioritéit op den öffentlechen Transport setze mussen.

Mir brauche kloer Ziler. Et muss de Leit dobausse kloer gemaach ginn, dass dat, wat hei elo an deem Aktiounsplang steet, Peanuts si vis-à-vis vun deem, wat op eis duerkënnt op Grond vun där Schilderung, déi ech am Ufank vu menger Interventioun gemaach hunn.

Mir brauchen och, Här President, kloer Miessinstrumenter. Jiddfereen hei am Land muss gesinn, ob mer amgaange sinn eisen Ziler méi no ze kommen oder ob mer amgaange sinn ëmmer nach méi wäit dervun ewechzekommen. Mir brauche kloer Evaluatiounsinstrumenter. Mir stellen eis vir, dass bei all Projet, deen hei an d'Chamber kënnt, gradesou wéi eng Fiche financière derbäi läit och eng Fiche CO_2 derbäi läit. All eis Politike mussen an Zukunft op de Raster vun der Klimaproblematik getässelt ginn.

An de Moie war jo e ganz interessante Séminaire iwwert d'Offallpolitik, wou mer, mengen ech, zesumme festgestallt hunn, dass do en neie Moment erakënnt an dass mer zum Beispill déi ganz sektoriell Politik ënnert dem Aspekt Klimaschutz kucke mussen.

Schlussendlech brauche mer ganz kloer Strukturen. Mir sinn der Meenung, dass mer eng nei gegrënnten Institutioun brauchen, fir de Klimafong, dee jo geschaf ginn ass, ze géréieren. Dee Klimafong soll a muss jo Ministère iwwergräifend Aktioune plangen a Projeten ëmsetzen. Duerfir brauche mer eng innovativ nei Struktur. Dës Struktur muss awer och eng eenzeg Ulafstell gi fir d'Betriber an d'Bierger an d'Biergerinnen dobaussen.

Ech mengen, et soll ee sech elo net vun enger Rei Lieserbréiwer erschrecke loossen. Et sinn ëmmer déi Leit, déi géint eppes sinn, déi schreiwen. All déi vill, déi derfir sinn, schreiwen net. Mir sinn als Gréng der Meenung, dass vill Leit, jo, déi meescht Leit, eppes maache wëllen zum Klimaschutz. Si fanne sech deelweis net erëm an eise komplizéierte Strukturen.

Ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass Klimaschutz bei de Leit och net nëmmen eng Affär mam Scheck duerch d'Land ze reesen ass, mä do brauch ee wierklech wichteg Betreiungsstrukturen, fir de Leit weiderzehëllefen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. De Professer Meadows sot och zu Wien: Et geet ëm d'Iwwerliewen. Net ëm d'Iwwerliewe vum Planéit Äerd, well dee wäert de Mënsch iwwerliewen, mä ganz sécher geet et ëm d'Iwwerliewe vun der mënschlecher Zivilisatioun.

Fir dës Erausfuerderung unzegoen, geet dësen éischten Aktiounsplang bäi wäitem net duer. Mä et fënnt een Unzeechen dran, dass den Eescht vun der Situatioun vun dëser Regierung erkannt ginn ass. Dat ass méi wéi et bis haut jee de Fall war bei enger Lëtzebuerger Regierung. Dat léisst eng kleng Hoffnung opkomme fir d'Zukunft, an déi Gréng si gär bereet, mat unzepaken, dass aus dëser Hoffnung eng Kéier Realitéit gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci, an als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „D'Bekämpfung vum weltwäite Klimawandel ass, nieft dem Ausradéiere vun der Aarmut an der Welt, déi zentral ekonomesch, sozial an ekologesch Erausfuerderung vun eiser Zäit. D'Temperatur klëmmt, d'Gletschere schmëlzen an den Niveau vum Mier gëtt méi héich."

Mat deem Saz huet eise Premier ganz kloer gesot an däitlech gemaach, datt Klimaschutz an nohalteg Entwécklung vu Lëtzebuerg fir d'Lëtzebuerger Regierung haut an net eréischt muer - an ech soen derbäi, et gëtt Zäit - net nëmmen e Problem ass, mä och eng Aufgab fir eist Land, an doriwwer eraus och éischt Prioritéit muss sinn.

Haut stellt definitiv kee seriöe Wëssenschaftler méi a Fro, datt d'Zäregaser responsabel sinn, wann déi global Temperatur an d'Luucht geet. An Dir wësst, zënter datt d'Wieder opgezeechent gëtt hu mir déi lescht 15 Joer déi zéng wäermst Summeren erlieft, déi et zënterhier gi sinn. De Mieresspigel klëmmt, d'Wieder spillt ëmmer méi verréckt an d'Weltklima leeft sécher lues a lues aus dem Rudder, mat katastrophale Folge fir e gudden Deel vun eiser Äerdbevölkerung.

Fir mech ass et wichteg, datt de Premier och däitlech gemaach huet, datt net nëmme vun engem Problem geschwat gouf, net nëmme vun enger Aufgab, mä och vun enger Chance, vun enger Chance a villen Hisiichten, net fir d'lescht och eng Chance fir nei Technologien ze entwéckelen, eng Chance fir méi Energieeffizienz, eng Chance fir méi Aarbechtsplazen, an domat och eng Chance fir Innovatioun an eiser Ekonomie.

Dem Ëmweltminister wëll ech op dëser Plaz attestéieren, datt hie seng Hausaufgabe gemaach huet, uerdentlech gemaach huet, an och zesumme mat senge Kolleeginnen a Kolleegen an der Regierung wënschen ech, datt am Sënn vun enger effikasser Klimaschutzstrategie eng enk Kooperatioun an Zukunft tëschent de Ministèrë besteet a sech weiderentwéckelt.

Här President, de Verkéier ass a bleift d'Suergekand Nummer eent, wann een am Klimaschutz wëllt gewannen. Nach ëmmer steigt d'Nofro no Sprit fir de Verkéier weltwäit an EU-wäit e gudde Krack méi séier wéi déi global Nofro no Energie. Duerfir begréisse mir ausdrécklech d'Aféierung vun enger spezieller Kontributioun fir Kyoto mat enger progressiver Erhéijung vun dem Taux op den Accisë vu Bensin an Diesel, an och den Ëmstand, datt d'Recetten integral an dee Fong fléisse fir d'Mechanisme vu Kyoto ze finanzéieren. Eng aner interessant Filière ass och d'Aféierung vun enger Obligatioun fir Mélangë vu Biocarburanten zesumme mat konventionellem Sprit op de Marché ze bréngen.

Mir sinn och där Meenung - an dat ass e wichtege Punkt -, datt déi méi wéi positiv Moossnamen, wéi gesot, d'Erhéijung vun der Autossteier wéi d'Eropsetze vun den Accisen um Sprit, no an no awer mussen an eng laangfristeg Strategie münden, Stéchwuert ekologesch Steierreform.

Och den Challenge um Niveau öffentlechen Transport ass net evident. Ëmsou méi ënnerstëtze mir d'Approche vun der Regierung fir d'Promotioun vum öffentlechen Transport vis-à-vis vum Stroossebau, an dat steet däitlech am Aktiounsplang dran, fir dem öffentlechen Transport hei absolut Prioritéit ze ginn. An dat mat där Hällewull vu Projete wéi se am Aktiounsplang opgelëscht sinn - Dir konnt dat noliesen - mat net manner wéi 3 Milliarden Euro bis d'Joer 2020, beispillsweis den TGV-Est, den Eurocap-Rail, nei Zuchlinnen, den neien Tram, d'Gares périphériques, d'Valoriséierung vun der Mobilitéitszentral, wat fir mech e ganz wichtege Punkt ass, datt mer eng effikass Mobilitéitszentral zu Lëtzebuerg kréie fir déi nächst Jorzéngten.

Ausdrécklech begréisse mer, datt eng nei Wärmeschutzverordnung ënnerwee ass, déi den 1. Januar 2007 soll a Kraaft trieden. Erlaabt mer, datt ech „endlech" soen, datt endlech de Règlement grand-ducal aus dem Joer 1995 ersat gëtt. Och hei soll een net fäerten, den offizielle Standard vun Niddregenergiehaiser zu Lëtzebuerg ze iwwerhuelen, an zwar 60 kWh pro m^2 pro Joer. Ech géif recommandéieren, net dodriwwer ze goen, carrément deen ze iwwerhuelen, an Dir wësst, datt dat ongefeier 600 Liter Mazout fir 100 m^2 Wunnfläch entsprécht.

Virun allem awer géif ech recommandéieren, datt een nieft oder am Kader vun deem geplangte Wunnengsbaupakt tëschent Stat a Gemengen d'Leit an Zukunft gratis beréit, nach méi wäit ze goen, a Richtung Passivhausstandard ze goen, well schonns haut falen entspriechend Méikäschte beim Bau vun esou Haiser iwwerhaapt net méi an d'Gewiicht, an déi héich Mazoutspräisser gläichen dat ganz séier erëm aus.

Enorm wichteg - loosst mech dat nach soen - ass de Suivi vun der Ëmsetzung vun deem Plan d'action, wann een eng richteg Strategie am Klimaschutz wëllt. Duerfir begréisst meng Fraktioun och ausdrécklech d'Asetze vun enger sou genannter „task force" op Regierungsniveau, déi regelméisseg e Bilan vun de Progrèsë presentéiert. Ech erënneren drun, datt dat eng laangjähreg Fuerderung vun deem engen oder aneren Deputéierten aus dësem Haus ass, och vun den Ëmweltschutzorganisatiounen, fir esou an engem strukturéierte Prozess de Klimaschutz virunzedreiwen.

Zum Schluss wëll ech soen, datt d'Léisung vun eisem Kyoto-Problem respektiv d'Konsolidéierung vun eisem Budget eng Saach ass. Eng aner Saach ass déi - an dat geet doriwwer eraus - entspriechend strukturell Reformen, Ulafstelle fir Betriber, fir Biergerinnen a Bierger, strukturell Reforme fir eng nohalteg Entwécklung respektiv d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land an d'Wee ze leeden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schank Merci. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mer deen Aktiounsplang hei ukucken, d'Versioun 2006, da gläicht dee praktesch all deene Pläng, déi an der Vergaangenheet hei presentéiert gi sinn, zënter 1997, vun deene verschiddene Ministèren. E weist a senger Aleedung op enger Dose Säiten op d'Problematik hin, e relativéiert dann och emol, wat och richteg ass, d'Emissioune vun eis hei zu Lëtzebuerg, e setzt déi 10 Milliounen Tonnen emol a Verhältnis zu deenen 20 Milliarden Tonnen, déi weltwäit produzéiert ginn, an e relativéiert dann och déi Problematik vu Lëtzebuerg par rapport zu der internationaler Situatioun.

E stellt dann natierlech och fest, datt mer 2004 eis 28% finalement opgeschafft hunn, esou datt guer näischt méi vun deem Virsprong, dee mer haten, iwwreg bliwwen ass, an e stellt fest, datt mer bis 2012 eis Engagementer ëm 25 Milliounen Tonnen CO_2 net wäerte respektéiere kënnen.

En ënnerléisst allerdéngs ze mentionnéieren, firwat datt deen Accident eis hei geschitt ass. Ech mengen, et muss een awer drun erënneren, datt am Virfeld vun der Signature vun där Kyoto-Konventioun hei, kollektiv oder net kollektiv, op d'mannst vun deenen, déi d'Responsabilitéit haten, vergiess gi war, deen Dossier hei an allem Eescht unzegoen a wierklech d'Käpp zesummenzestrecken, wat dat do fir eis hei géif bedeiten. Domadder kann een a sech kengem Reprochë maachen. Ech mengen, et si sengerzäit Feeler gemaach ginn, wou keen a sech dru geduecht hat, déi net mat ageplangt gi sinn, déi aneschters komm si wéi se eigentlech virgesi waren.

Et sinn an der Zwëschenzäit och nach eng Partie Feeler gemaach ginn, déi d'Situatioun vill méi schlëmm gemaach hunn, wéi d'Gasdampturbin zu Esch, mä ech weess dat, fir d'demokratesch Entwécklung kënne mer net. Dat ass eben esou komm. An datt den Tanktourismus esou e Succès hätt, mengen ech, konnte mer och am Virfeld vun 1997 net virausgesinn.

Ech mengen, déi Regierung hei, grad ewéi déi virdrun, wëllt energesch handelen, fir deem Problem hei zu Leif ze réckelen. Obscho laang Jore gemengt ginn ass, Kyoto géif awer net esou komme wéi et komm ass, ass et awer elo do. An et sinn och eng Partie konkret Mesuren hei ënnerholl ginn, virun allem fir Geld an d'Keess eranzebréngen, déi dann a Relatioun mat Kyoto gesat ginn, fir de Problem ze léisen.

De Bensin gëtt méi deier gemaach ëm zwee Cent, den Diesel gëtt d'nächst Joer ëm 1,25 Cent méi deier gemaach, 2008 nach eemol ëm 1,25 Cent. Mir wëssen awer - a wa mer dem Dokter Ewringmann seng Etüd liesen -, datt et ab 3% un d'Liewegt geet, op d'mannst um finanziellen Niveau. Dat, wat ech an deem Dossier hei vermësse bei engem méi deiere Sprit, ass a sech, mir wësse wat an d'Keess domat erakënnt, mä mir wësse finalement net wat un Tonnen un CO_2 hei agespuert gëtt. Mir wëssen awer, datt mer, wa mer wierklech wëllen CO_2 aspueren, iwwer fënnef Cent mussen erausgoen. An da wësse mer awer och, datt et un d'Liewegt geet.

Ech mengen awer, datt den Dokter Ewringmann, deen eng gutt Aarbecht gemaach huet an deene leschte Joren - an ech mengen, dass dat Ganzt eis dee ganze Spigel emol virun Ae gehalen huet -, awer vergiess huet an deem Ganzen hei och den Tubak, den Alkohol an all déi aner Ausgaben drunzehänken, déi beim Tanktourismus matspillen. An ech mengen et muss een d'Rechnung awer nach emol méi seriö hei maachen.

Mir begréissen och, a mir hunn dat ëmmer verlaangt, datt déi Gelder deem Fong sollen zougefouert ginn an domat Mesurë sollen ënnerholl ginn, fir dem Problem Kyoto zu Leif ze réckelen. Da kënnt d'Autossteier dobäi. Domat, natierlech, biischte mer just déi Lëtzebuerger Leit hei. Dat begéint villem Onversteesdemech. Ech weess net, a mir hu jo nach keng seriö Ënnerlage fir dat am Konkreten hei ze diskutéieren, mä et muss een awer wierklech oppassen, datt d'Leit dobaussen d'Gefill net kréien, wéi wann et just hei drëm geet Geld an d'Keess ze kréien, an datt de But, dee mer erreeche wëllen, nämlech d'CO_2-Emissiounen erofzesetzen, heimat verfeelt gëtt.

Fir de Rescht gëtt dann dat ernimmt, wat mer scho laang kennen: Den öffentlechen Transport gëtt erwähnt, am Bau d'Niddregenergiehaiser, d'Passivhaiser, d'Altbausanéierung, Themen, déi schonn all e laange Baart hunn, wou mer a kengem Moment awer elo virukomm sinn an ech wëll och net soen, datt dat dem Ëmweltminister seng Schold hei ass. Zënter Jore gëtt am Mëttelstandsministère un der Altbausanéierung diskutéiert, un deem Cahier, deen da muss erstallt ginn, fir iwwerhaapt eppes ze maachen.

Déi gutt Reglementer, déi mer a sech haten, wat sengerzäit d'Isoléierung an d'duebel Verglasung waren, hu mer einfach ofgeschaf ouni iergendeppes amplaz ze setzen an denken emol net drun eppes amplaz ze setzen.

D'erneierbar Energien diskutéiere mer. Déi lescht Regierung hat wierklech do awer Reglementer gesat vun deene mer, bon, vum Succès iwwerrascht gi sinn a se leider hu missen ofschafen, well de Succès ze grouss war. Esou maache mer et ëmmer: Wann dann eppes e Succès huet, da gi mer hin an da schafe mer dat of. Ech géif gäre gesinn, wat déi Reglementer bréngen an der Statistik a wat déi al bruecht hunn. Leet eis déi Chifferen op den Dësch an da kënne mer doriwwer virundiskutéieren.

Et bleift also, wa mer net alles hei am Land kënne maachen, an dat stellt ee jo fest, eng eenzeg Chance, an dat sinn déi flexibel Mechanismen. Do gesinn ech dann an deem Aktiounsplang hei, datt mer d'lescht Joer fënnef Milliounen an e Fong eragestach hunn, deen awer net nëmme geduecht ass fir déi flexibel Mechanismen - dëst Joer zéng Milliounen -, mä och fir déi national Mechanismen. An da fannen ech fënnef respektiv zéng an nach emol zéng an internationale Fongen erëm.

Do hunn ech awer elo ëmmer gemengt, datt, wa mer iwwert dat heiten diskutéieren, da géife mer eng Chance hei gesinn en aneren Zweig vu wirtschaftlecher Entwécklung opzebauen, nämlech dee vun den erneierbaren Energien. An ech mengen déi Reglementer, déi mer déi lescht fënnef Joer hei an d'Liewe geruff hunn, déi ware jo dofir geduecht fir hei zu Lëtzebuerg eng Visioun duerzestellen, fir vill Diech ze hu mat ville Fotovoltaiksanlagen, fir thermesch Anlagen, fir Holzverbrennungsanlagen, jee, all dee ganzen Zaster, deen do drunhänkt. An dann, mengen ech, solle mer awer och versichen, wa mer vu flexible Mechanisme schwätzen, datt dat Land hei awer och en Deel un deem Mérite do kann hunn.

Eppes, wat ech awer och hei an deem Plang vermesse fannen, dat muss ech awer éierlech soen, dat ass, datt einfach...

M. le Président.- Här Calmes, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Emile Calmes *(DP).*- Ech kommen och elo zum Schluss.

...konkret Donnéeën hei feelen. Ech vermësse ganz einfach, wat déi verschidde Mesuren do bréngen a wéi vill mer en fin de compte an deene verschiddene Beräicher do un Tonne vun CO_2 hei aspueren, wëssend datt den Här Ewringmann geschriwwen huet, datt mer alles in allem an am beschte Fall eng Millioun pro Joer tëschent 2008 an 2012 kënne mat nationale Mesuren aspueren. Da bleiwen ëmmerhin nach 20 Milliounen Tonnen anzespueren. Jo, wou huele mer déi hier? Et gëtt gesot mir dierften d'Halschent nëmme mat flexible Mechanisme maachen.

An deem Sënn kommen ech dann zum Schluss, Här President, fir ze soen, datt dee Plang hei net besser ass an net méi schlecht wéi all déi virdrun. Ech muss awer hei soen, datt mer ëmmer méi no un deen Datum vun 2008 an 2012 kommen an iergendwa musse mer eis awer bewegen a konkret Schrëtt ënnerhuelen a wëssen, wat mer maachen, well soss fält dat Ganzt eis op de Kapp.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech soen dem Här Calmes Merci an als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- ...de Problem nach erhéicht mat den Accisen an den Tanktourismus ausgebaut hunn, massiv.

M. Emile Calmes *(DP).*- Jo, da loosse mer kucken, wat et bréngt, Här Gira.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Esou, elo huet ganz eleng den Här Negri d'Wuert.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Kyoto-Protokoll, dat ass kee Selbstzweck. De Kyoto-Protokoll ass eng Zwëschenetapp um Wee zum globale Klimaschutz, um globale Wee zu manner CO_2-Emissiounen. Manner CO_2-Emissioune brauche mer laangfristeg fir de kommende Generatiounen eng nohalteg Liewensqualitéit ze erméiglechen. Manner CO_2-Emissioune brauche mer kuerzfristeg fir ëmmer méi héije Präisser vu Pëtrol a Gas entgéintzewierken. Mir mussen eis also selwer hëllefen, hei bei eis an zesummen an Europa.

Mir musse weisen, dass mer eis net erpresse loosse vun deenen, déi um Uelech sëtzen. Heifir ass de Kyoto-Protokoll deen éischten Usaz, fir - emol bildlech geschwat - den Zuch fir manner CO_2-Emissiounen op d'Schinnen ze setzen. Fir dësen Zuch fir manner CO_2-Emissiounen un d'Rullen ze kréien hu mir elo en éischten Aktiounsplang virleien. Mir stinn also um Ufank vun engem fir eis onendleche Prozess, nämlech der Fro vun der Energieversuergung, eng Fro, déi eis ëmmer méi intensiv wäert a muss beschäftegen.

Ech gräifen hei just aus dem Aktiounsplang aus Zäitgrënn e puer Punkten eraus: Am Transportsecteur wësse mer, dass hei dat gréisste Spuerpotenzial läit an do musse mer elo usetzen. 1990 huet de Stroosseverkéier 2,6 Milliounen Tonnen CO_2 produzéiert an 2004 6,8 Milliounen. Dat ass eng Augmentatioun vu ronn véier Milliou-

nen. Ouni dësen Zouwuess am Verbrauch vu Bensin an Diesel am Stroosseverkéier wär eis Kyoto-Bilanz an der Rei. 70% vun dësem Verbrauch fält ënnert de Sammelbegréff Tanktourismus zesummen. Den Tanktourismus féllt engersäits eis Statskeesen, mä zur gläicher Zäit musse mir fir den Tanktourismus ronn, en chiffre rond, dräi Milliounen CO_2 pro Joer och herno bezuelen. Déi beschwaten Haussen op Bensin an Diesel setzen eisen Zuch fir manner CO_2-Emissiounen elo a Bewegung.

D'Etüd vum Professer Ewringmann weist kloer wéi mer mat dem progressiven Dréinen un der Präisschrauf eise Statsbudget net ongënschteg belaaschten an zur gläicher Zäit den Tanktourismus emol an enger éischter Phas liicht reduzéiere kënnen. Et ass richteg, wéi d'Regierung seet, do virsiichteg virzegoen a permanent ze validéieren, ob dës Mesuren och dee richtegen Impakt kréien.

D'Erhéije vun der Autossteier soll eis alleguerte motivéieren Autoen ze fueren, déi esou mann wéi méiglech eis Loft belaaschten. Fir eis Mobilitéit awer an Zukunft ze erhale muss elo konsequent och den öffentlechen Transport op deene richtege Plazen ausgebaut ginn. Eng aner Pist an der Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen am Stroosseverkéier ass de Gebrauch vu Biocarburanten. Biocarburantë sinn am Ausland ëmmer méi am kommen. Dofir muss déi entspriechend europäesch Direktiv esou schnell wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn. Bis 2010 sollen deemno ronn 6% aus Biomass hiergestallt ginn.

Aner Länner, wéi dat am „Spiegel" ze liese war, wëlle bis d'Joer 2020, ënner anerem Schweden, do komplett ëmsuedelen a vum Äerduelech fräikommen an déi sou genannte flexi-fuel Autoen ëmmer méi asetzen. Mir mussen also oppassen, dass mer och hei zu Lëtzebuerg dësen Zuch net verpassen.

Une voix.- Très bien.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Als zweete Punkt hu mir am Bausecteur en Aspuerpotenzial vu bis zu 500.000 Tonnen CO_2. Hei musse mir och elo dee legale Kader mat der EU-Direktiv iwwert d'Wärmeschutzveruerdnung vun eise Gebaier esou séier wéi méiglech ëmsetzen, fir do deen néidegen Drock ze schafen.

Als drëtte Punkt wëll ech den Emissiounshandel uschwätzen, wou et prioritär eist Zil muss sinn d'CO_2-Emissiounen esou wäit wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ze reduzéieren an eis net nëmmen duerch Emissiounszertifikater op Käschte vun deenen anere Länner a virun allem Drëttländer am Ausland fräizekafen. Mir mussen allgemeng déi erneierbar Energië vill méi promouvéieren. Mir mussen d'Energieeffizienz vun de fossilen Anlage steigeren.

D'lescht Woch huet de Professer Dessus op enger Konferenz vun der Uni Lëtzebuerg gesot, dass de Wierkungsgrad vun eise fossilen Anlage bei knapp 40% läit, dat heescht 60% vun der Energie ginn an d'Luucht geblosen. Do läit e risegt Potenzial de Wierkungsgrad bis op 80% ze bréngen. Domadder kann d'Halschent vun der Energie agespuert ginn. Dat kann nëmmen erreecht ginn duerch d'Asetzen, esou de Professer Dessus, net nëmme vu Kogenerationsanlagen, mä duerch d'Weiderentwécklung zu Tri- a Quattro-Generatiounsanlagen, wou zum Beispill Biomass an esou weider mat verwäert gëtt.

Här President, ech kommen zum Schluss. Als Konklusioun begréisse mir als LSAP-Fraktioun, dass dësen éischten Aktiounsplang zum Klimaschutz Neel mat Käpp mécht. Mir ënnerstëtzen d'Regierung op dësem Wee. Déi nächst Erausfuerderung steet awer och scho virun der Dier, dat ass den „deuxième plan national d'allocation de quotas", dee fir den 30. Juni 2006 zu Bréissel notifizéiert si muss. Den Zuch fir manner CO_2-Emissiounen...

M. le Président.- Här Negri, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Ech sinn u mengem leschte Saz, merci.

Den Zuch fir manner CO_2-Emissioune kënnt un d'Rullen a loosst eis zesummen den Uschloss net verpassen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci an als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Här President, wann ech zu dësem Thema, wou ech net grad en Expert sinn, d'Wuert ergräifen, esou wëll ech just hei drop hiweisen, dass et awer bei alle Beméiungen, déi mer maachen, fir dee Kyoto-Programm ëmzesetzen, net an d'Richtung geet, dass elo mat all deene Mesuren, déi ergraff ginn, dat just op déi Leit iwwerdroe gëtt, déi hiren Auto huele mussen, fir schaffen ze goen, Leit, déi hiren Auto brauchen, fir schaffen ze goen...

(Interruption)

Jo, déi kréien dat kompenséiert; d'Aart a Weis, déi kenne mer. Mir hu schonn aner Projeten erlieft.

Ech sinn einfach der Meenung, dass bei der Erhéijung vun de Bensinspräisser an och bei den Taxë fir d'Autossteier ganz kloer muss drop opgepasst ginn, dass et awer net just grad déi trëfft, déi net schëlleg sinn un deem Ganzen, an dass muss dofir gesuergt ginn, dass déi awer och nach déiselwecht Moyenë behalen, wou jo awer vun der Regierung a vun alle Mënschen d'Flexibilitéit an d'Mobilitéit vun de Salariéë verlaangt gëtt. Dass dat elo net esou ass, dass déi iwwerhaapt keng Flexibilitéit a Mobilitéit méi hunn an dann och nach mussen dorënner leiden. Ech mengen, déi leide scho genuch drënner.

Dat ass mäi Wonsch, fir dass dat awer net an déi Richtung geet.

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci an elo ass och nach den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen iwwert d'Noutwendegkeet vu ganz konkrete Moossnamen a vun enger Strategie iwwert d'Aspuerung vun CO_2 oder fir d'Reduktioun vum CO_2-Ausstouss ass keng Diskussioun méi.

Déi zwou Minutten, déi mir hei zur Verfügung stinn, si selbstverständlech ze kuerz fir op en Dokument vun 30 Säiten am Detail anzegoen; wat ech natierlech bedaueren. Ech wäert mech dofir och hei nëmme ganz allgemeng driwwer äusseren.

Mir si frou, datt et endlech konkret gëtt, nodeem datt hei iwwer laang Zäit lamentéiert ginn ass. De Minister seet zu Recht, dass et am Prinzip dräi Kategorië vu Moossname gëtt: dat eent sinn d'Steieren, dat anert sinn d'Subsiden - dat ass la carotte et le bâton - an da gëtt et nach eng drëtt, dat ass d'Reglementatioun. Ech wëll hei ganz däitlech soen, datt mir eng Faveur hu fir e ganz groussen Deel iwwer strikt Reglementatioun ze maachen. Reglementatioun, wat de Verbrauch vun eisen Aggregater ubelaangt, wou een och d'Technik kann dozou zwéngen, fir méi performant ze ginn, ouni datt ee muss la carotte et le bâton aktivéieren. D'Isolatioun vun de Gebaier, ech mengen, alles dat ass an d'Ae gefaasst, och d'Entwécklung vun neien Energieformen. Do kann een och iwwert de Wee vu Virschréfte vill maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, et ass, wann een an där ganzer Entwécklung kuckt, vill ze vill laang geschlof ginn. Et sinn och am Laf vun deene leschte Jore falsch Décisioune geholl ginn. Falsch Décisioune waren zum Beispill de Bau vun enger grousser Kogenerationsanlag, wou d'Wäermt net genotzt gëtt, oder d'Fotovoltaik ass iwwer all Moosse gefördert ginn, déi eis awer leschten Enns an eiser CO_2-Bilanz iwwerhaapt näischt bréngt.

An deem Zesummenhang wëll ech ënnersträichen, datt egal wéi wéi et eis haut deet, de Stat zu sengen Engagementer, déi hie virdru geholl huet vis-à-vis vun deene Leit, déi doran investéiert hunn, stoe muss. Et kann net sinn, datt elo op eng Kéier, well mer gesinn, datt iergendeppes an déi falsch Richtung gelaf ass, dru gefréckelt gëtt, fir sech laanscht déi Engagementer ze drécken.

Dat gesot, Här President, wënschen ech der Regierung vill Gléck. Ech hunn zwar iergendwéi dat Spréchwuert „Wohl hör ich die Botschaft, doch fehlt mir der Glaube" nach am Ouer, mä mir loossen eis da positiv iwwerraschen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Ëmweltminister, den Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si mer bewosst, dass deen Aktiounsplang, deen d'Regierung jo virgeluecht huet, et nach schwiereg wäert maache fir eis Verflichtungen am Rahme vum Kyoto-Protokoll ze erfëllen, mä, ech mengen, et ass eng décidéiert Approche an en décidéierte Wee, deen all Ministeren an all Regierungsmembere goe wëllen, fir déi Ziler ze erreechen.

An en heescht net fir näischt en éischten Aktiounsplang, well en domadder d'Geleeënheet soll ginn, fir permanent kënnen nei evaluéiert ze ginn, kënnen nei ajustéiert ze ginn, nei Moossnamen nozeschéissen oder unzepassen, fir dass mer déi Ziler do erfëllen. Ech weess awer, dass dat eng ganz schwiereg - Eenzelner mengen eng onméiglech - Aufgab ass, mä op alle Fall ass de Klimawandel eng Problematik, wou et sech lount, fir décidéiert a couragéiert un d'Saach erunzegoen.

Ech hunn e Sonnden eng RTL-ILReS-Ëmfro gelies, déi seet, dass 72% vun de gefrotene Lëtzebuerger a Lëtzebuergerinne mat de Virschléi vum Statsminister a senger Regierungserklärung zum Ëmweltberäich méi oder wéineger averstane sinn. Nëmme 7% si guer net averstane mat deene Moossnamen. Dat stëmmt mech positiv an optimistesch, dass bei allem Erklärungs- an Iwwerzeegungsbedarf, deen et an deenen nächste Wochen a Méint wäert erfuerderen, méiglech wäert si fir d'Bekämpfung vum Klimawandel, d'Wierke géint d'Verschmotzung vun der Atmosphär, géint d'Verschmotzung vun der Loft, fir e liewenswäerte Planéit sech anzesetzen, dass dat endlech an definitiv zu enge vun de prioritären Aufgabe vun der Lëtzebuerger Politik gëtt.

Ech soen nach eng Kéier, dass mer décidéiert sinn an der Regierung - alleguer, ouni Ausnahm - dee Wee do matzegoen. Ech soen och ganz däitlech, dass et fir d'éischte Kéier ass a mer och déi Diskussioun musse féieren, roueg, objektiv an argumentativ, wou mer vun de Biergerinnen an de Bierger dobausse fir den Ëmweltberäich, dee vun de Lëtzebuerger bei allen Ëmfroen ëmmer zu den Toppriorité ite vun hire Suergen zielt, dass mer do fir d'éischte Kéier och e finanzielle Präis, en Ëmweltbäitrag fir déi Ziler do an deenen nächste Jore kënne verlaangen, 300, 400 bis zu 500 Milliounen Euro bis 2012.

A wa mer dat hätte wëlle maachen iwwer budgetär Dotatiounen an all Joer fir eng, zwou oder dräi Milliounen hätte misse streiden, da wäre mer ni vun der Plaz komm. Dofir, mengen ech, ass et richteg, och wann et schwiereg ass mat de Leit doriwwer ze diskutéieren, fir déi Diskussioun endlech ze féieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass eng Majoritéit vun de Lëtzebuerger, wa se sech d'Problematik virun Ae féieren, d'accord wäerte si fir dat zu den Toppriorité iten ze maachen an hire Bäitrag och dofir ze leeschten.

Mir brauchen eng objektiv Debatt an ech hu bei der Autossteier oder bei der Bensinserhéijung, wat keng populär Moossname sinn, besonnesch Versteesdemech fir déi kleng a mëttler Akommessen, déi sécherlech de Kumul vun all deene Moossnamen, déi elo op se zoukommen, trëfft an déi vläicht och déi eng oder aner Moossnam méi liicht kënnen novollzéien oder vläicht déi eng oder déi aner als déi lescht Drëps emfannen.

Trotzdeem, mengen ech, musse mer an deenen nächste Wochen a Méint alleguer dofir suergen, dass mer iwwert dat Wesentlecht an der Fro trotz allem hei diskutéieren. A mech léisst no laangem Schaffen un deem Dossier an deene leschte Méint, och hei mat de Kolleeginnen a Kolleegen an der Chamber, net lass, dass et schlussendlech drëm geet, fir fir d'Zukunft vun eise Kanner a fir d'Zukunft vun de Generatiounen hei ze streiden. Mir hu laang genuch doriwwer theoretiséiert an dozéiert. Ech mengen, dee Plang hei léisst Méiglechkeeten op endlech och ze agéieren, fir dass mer deenen Zilsetzungen och gerecht ginn.

A mech léisst net lass, wann d'Organisation mondiale de la Santé, dat ass net iergendeng Institutioun, festhält, dass duerch d'Loftverschmotzung haut scho fënnef Millioune Leit op der Welt erkranken a vun deenen der 150.000 stierwen. A mech léisst definitiv net lass festzestellen, dass d'Canicule, d'Hëtzwell, vum Joer 2003 an Europa 30.000 Doudesfäll provozéiert huet.

A mech léisst och net lass, dass haut d'Europäesch Kommissioun mat de Wëssenschaftler, déi se beoptraagt, eis seet, dass d'Liewenserwaardung, déi elo kontinuéierlech ëmmer erëm an d'Luucht gaangen ass, duerch de Klimawandel ëm néng Méint an der Moyenne amgaangen ass zréckzegoen. A mech léisst och net lass, wa mer och iwwert déi wirtschaftlech Folge schwätzen, dass d'Schied, déi haut scho provozéiert ginn duerch de Klimawandel, tëschent 4 an 8% vum weltwäite PIB - vum Bruttoinlandsprodukt - ausmaachen.

Da stellen ech d'Fro: Ass dat och e Lieserbréif wäert? Ass dat et wäert, dass mer och iwwert déi dote Saache streiden? An ech mengen, dass vill Professeren - ënner anerem de Professer Ewringmann mat all senger Kompetenz -, vill Wëssenschaftler, all féierend Wëssenschaftsakademien op der Welt an all déi bescht Instituter an der Tëschenzäit datselwecht soe wat och de Kolleeg Gira am Ufank gesot huet, de Klimawandel ass net eppes, wat amgaangen ass iergendwou op eis zouzekommen, de Klimawandel ass schonn do an deementspriechend mengen ech, ass et wichteg, dass mer och drop agéieren.

Mir sollten déi wesentlech Punkten do an der Diskussioun iwwert de Klimawandel an iwwert d'Ëmweltdéfien am Moment net op d'Säit schieben an dofir ass et noutwendeg, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint vill mat de Leit dobaussen diskutéieren, dass mer an de Schoulen, sou wéi mer et ofgemaach hu mat der Unterrichtsministesch, déi Diskussioun do féieren, iwwert d'Effeten, iwwer sënnvoll Moossnamen am Beräich vun Energie spueren an Energieeffizienz.

De Stroum ass net vergiess, och wann dat direkt fir d'CO_2-Bilanz keen Effet huet, mengen ech, musse mer mat all de Leit dobaussen a besonnesch mat de jonke Leit diskutéieren, wat fir eng Noutwendegkeeten, dass mer hei hunn.

Ech stellen - wéi scho wéivill Mol - fest, dass vu Säite vun CSV an LSAP eng total Iwwereneestëmmung, fir déi Moossnamen do ëmzesetzen, elo wäert bestoen an deenen nächste Wochen a Méint hei an der Chamber. Ech mengen och, dass mer an der Linn si vun deem Strategiepabeier, dee mäi Virgänger, de Kolleeg Charel Goerens, 2000 virgeluecht huet. Mä ech hunn deen nach eng Kéier gëschter Owend gekuckt an och hie weess, dass vun deenen 29 Moossnamen, déi an deem Programm stoungen, der vläicht véier oder fënnef ëmgesat gi sinn. Dat ass kee Virworf un hien. Munches war vläicht, well d'Zilsetzung nach esou wäit vun eis ewech war. Och war et vläicht net jidderengem bewosst, dass et elo géif Zäit gi fir endlech an dat Konkret, an d'Saach eranzegoen an esou virun.

Ech mengen d'ekologesch Taxéierung vun den Autoe stoung och schonn 2000 an deem Programm vum deemolegen Ëmweltminister, ass awer net gemaach ginn. Voluntaristesch anzewierken op de Bensinspräis stoung och deemools schonn am Programm, ass awer net gemaach ginn. Elo musse mer et maachen, well mer wierklech mat der Nues widdert der Mauer stinn, an dass dat da vill Diskussiounen dobausse provozéiert, ass sécherlech ze verstoen, mä déi Diskussioune musse mer féieren.

An ech zielen och op d'Ënnerstëtzung vun deene Gréngen, déi si jo hei ugebueden hunn an déi sécherlech de Spagat de Mëtten hei gemaach hunn. Den Här Gira huet dat ganz flott gemaach, fir engersäits ze soen, de Programm géif näischt dagen, mä e géif awer ënnerstëtzt ginn.

(Interruption)

M. le Président.- Neen, de Minister huet et och net esou gemengt.

Une voix.- Elo waart Der awer net fein mat him, hie war esou fein mat Iech!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech weess och, dass an deem Plang, an ech mengen däers si mer eis bewosst, ech huelen nëmmen d'Beispill vun der Fro vun der Kontributioun um Bensin oder um Diesel, natierlech hätte mer kënnen op de Professer Ewringmann lauschteren, deen eis seet: Dir musst wéinstens fënnef Cent Augmentatioun maachen, fir dass der sécher sidd, dass der en Effet drop kritt.

Mir wëssen awer och, wann ech déi aner Säit hei am Haus kucken, dass do gesot gëtt: Maacht näischt Irresponsabeles, wat herno eise Budget komplett op d'Kopp gehäit, well mer wësse wat fir en Effet d'Recettë vun dem Bensin an alles wat connexe nach dozou gehéiert op den Niveau vun dem Equiliber vun eisem Budget hunn. Also hu mer gesot: Mir maachen en éischte Schrëtt, mä mir wëllen awer all sechs Méint genau kucken, wat fir eng Effeten dass et huet an dann zesumme mat der Chamber iwwer weider Schrëtt diskutéieren. Ech mengen, et ass déi éischte Kéier - an dat musst Der awer soen, Dir, déi jo laang hei Motiounen deponéiert hutt -, dass eng Regierung um Niveau vum Tanktourismus vo-

luntaristesch wëllt higoen, fir d'Entwécklung an enger éischter Phas emol ze stoppen, an dann ze kucken, wéi mer kontrolléiert, ouni irresponsabel ze sinn, kënnen no ënne goen.

Ech wëll och iwwert déi Autossteier e Wuert soen, well dat e gutt Beispill ass, fir de Wee ze kucken an de Prinzip vum Pollueur-payeur eranzekommen; dee Prinzip, dee mer alleguer ëmmer am Mond hunn an esou virun an elo hei eng éischte Kéier probéieren dann och ëmzesetzen.

Obscho seng zwee konkret Autosbeispiller, déi de Statsminister a senger Ried bei der Regierungserklärung genannt huet, kloer waren, hat een an den Deeg duerno an haut nach d'Gefill, dass mer décidéiert hätten, d'Autossteier iwwert d'Bank ze vervéier- an ze verfënneffachen. An dofir hu mer an deene leschten Deeg einfach och emol gekuckt, wat déi Propositioun, déi mer gemaach hunn, vu konkreten Effeten huet, fir einfach dobaussen ze objektivéieren an e rouegen Discours mat de Bierger och iwwert déi Fro kënnen ze diskutéieren, déi eng wichteg Moossnam ass um Niveau vun dem Aktiounsplang, dee mer virgeluecht hunn.

Ech hu virdru bei der Äntwert op dem Kolleeg Norbert Haupert seng Fro scho gesot, dass déi Autostax fir d'éischte Kéier 1984 ugepasst ginn ass. Elo kënne mer nokucken, wie war schëlleg drun, dass mer net kontinuéierlech déi Tax ugepasst hunn, fir dass se haut net zu engem Retard kënnt vun 61%, déi se haut op d'Lounentwécklung huet. Ech soen och objektiv, dass do wou d'Autostax zu Lëtzebuerg haut 81 Euro d'Joer kascht, se an der Belsch 380 Euro fir deeselwechten Auto kascht an an der Bundesrepublik Däitschland bei 308 Euro läit. Och dat, mengen ech, muss een awer an engem Débat roueg an objektiv soe kënnen.

A mir hunn um Niveau vun där Propositioun - ech soen nach eng Kéier där Propositioun -, déi mer haut gemaach hunn, festgestallt, dass bei där neier Tax 60% eng Tax bezuelen, déi wéineger wäert si wéi 165 Euro pro Joer fir en Dieselauto - dat ass, mengen ech, déi Propositioun, déi mer haut maachen. Déi ass da par rapport zu den Taxë wéi se an Däitschland oder an der Belsch sinn nach ëmmer do drënner. An och bei deene groussen Autoe stelle mer fest, dass 15% vun dem gesamte Fuerpark haut mat där neier Tax eng Tax wäerte bezuelen, déi iwwer 300 Euro wäert leien. Do läit een, wann een dat eleng mat der Belsch vergläicht, wou ee fir déi Autoen haut 1.000 Euro Autossteier bezilt, nach ëmmer drënner. Dat sinn nach eng Kéier déi Verhältnisser, déi mer hu bei där neier Tax, déi mer elo proposéieren.

An ech wëll och soen, no deene Berechnungen, déi mer gemaach hunn, dass ronn zwee Drëttel - jo effektiv zwee Drëttel - vun de Leit, déi d'Autossteier bezuelen, elo mat där neier Tax manner wéi 100 Euro d'Joer méi bezuele wéi dat, wat se virdru bezuelt hunn.

Elo kënnt ee soen: Dat ass nach ze vill. Sécherlech kann een där Meenung sinn, an ech hu virdru gesot, ech hu Versteesdemech fir Leit mat klengen a mëttleren Akommessen, déi der Meenung sinn, dass dat vläicht am Kumul vun allem fir si ze vill ass, mä trotzdeem, mengen ech, muss een endlech eng objektiv Debatt féiere fir ze kucken, wat ass deen Ëmweltbäitrag, dee mer vun de Leit verlaangen, fir effektiv um Niveau vun den Zilsetzunge vum Klimawandel weiderzekommen.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Also, Här Minister, Dir hutt elo grad gesot, dass déi Leit, déi elo bezuelen, mat där neier Steier 100 Euro manner bezuele wéi se virdru bezuelt hunn, da kréiche se jo theoretesch 19 Euro erëm.

Une voix.- Neen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech mengen, ech hätt mech richteg ausgedréckt.

(Interruptions)

Une autre voix.- Mir hunn lech verstanen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Zwee Drëttel vun de Leit bezuele mat där neier Autossteier manner wéi 100 Euro méi wéi se elo bezuelen.

(Interruptions)

Dat war, mengen ech, dat, wat ech gesot hunn.

Ech mengen och, dass haut de Mëtten zwee Punkte wichteg sinn, fir och kloer ze maachen, dass mer deem Débat, deen dobausse gefouert gëtt, nolauschteren an dass mer och sensibel sinn, deem Débat do Äntwerten ze ginn. Dofir wëll ech och de Mëtte soen, dass mer eis an der Regierung eens gi sinn, fir bei der Autossteier e Bonus fir déi Autoen anzeféieren, déi fréizäiteg déi sou genannten Euro-5-Norm erfëllen, an domadder sécherstellen, dass déi Leit, déi e Russpartikelfilter sech ugeschaf hunn, och iwwer e Bonus bei der Autossteier eppes wäerten zegutt kréien.

Ech mengen, dat ass eng Äntwert op vill zum Deel berechtegt an objektiv Froen, déi mer dobausse gestallt kritt hunn. An ech wëll och zweetens soen, dass mer schonn der Meenung sinn, dass mer um Niveau vum Taux, dee mer wëllen aféieren, bei deene wierklech klengen Autoen e gewëssene Korrektiv maachen, fir wierklech dofir Suerg ze droen, dass fir déi kleng Autoen, déi e klengen Ausstouss hunn, och wierklech keng Augmentatioun vun 100% kënnt, mä dass een do wierklech soll dofir suergen, dass eng manner héich Augmentatioun kënnt, fir och dem Souci vun deene Leit do kënnen eng Äntwert ze ginn.

An drëttens wëll ech schlussendlech eppes soen, wat mer immens wichteg ass, well ech dee Virworf déi eng oder déi aner Kéier och am politesche Raum héieren hunn, nämlech ze soen, déi Suen, déi aus der Kontributioun Kyoto op de Bensin an op den Diesel agefouert ginn, kommen integral an de Kyoto-Fong a sinn also do, fir Moossnamen, nationaler an internationaler, am Beräich vun de flexibele Mechanismen ze maachen. Ech wëll och soen, dass déi zousätzlech Recetten aus der Autossteier, déi bei tëschent 35 a 40 Milliounen d'Joer wäerte leien - da ginn 20% un d'Gemengen of -, och wäerten dofir do si fir déi noutwendeg Verstäerkung vun de Kreditter vum Ëmweltministère an der Ëmsetzung vun dësem Aktiounsplang. Do wäerte mir duerfir Suerg droen.

Déi sinn net dofir do, fir d'Lächer vun iergendengem Budgetséquiliber ze stoppen, mä déi wäerten dofir genotzt ginn, fir a villen eenzelne Filièren - et geet u beim Fong selwer am Ëmweltministère, mä och bei villen anere Politiken - dofir ze suergen, dass déi Kreditter vum Ëmweltministère gestäerkt ginn, fir dass mer déi Aufgab net nëmmen an dem grousse Fong, mä och an de klenge Politiken, zum Beispill vis-à-vis vun de Gemengen an der Subventionéierung vu Projeten, déi do gemaach ginn, dass déi och deementspriechend dotéiert wäerte ginn. Ech mengen, och dat ass eng wichteg Kloerstellung par rapport zu där Diskussioun, déi dobausse gefouert gëtt.

Ech wëll ofschléissend soen, dass et eng gedeelte Verantwortung ass. Dofir hu mer déi sou genannten „task force" agesat, fir dass de Wirtschaftsminister schnell an décidéiert mat enger neier Wärmeschutzveruerdnung kënnt, an d'Ëmsetzung vun der Biocarburant-s-Direktiv virhëlt.

Wat kloer ass, ass, dass de Landwirtschaftsminister sech aklénkt, fir am Beräich vun der Biomass vum Holz dofir ze suergen, dass d'Agrikultur en engagéierte Partner gëtt, fir och all déi Potenzialer erauszekëddelen, dass de Claude Wiseler als Bauteminister, fir d'éischte Kéier eng extra Dotatioun vun 30 Milliounen Euro kritt, fir energetesch Sanéierung vu bestoenden öffentleche Gebaier ze maachen,…

M. le Président.- Här Minister, Dir kënnt zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …dass den Innenminister dofir suergt, fir och kloer ze maachen, dass mer bei de Gemengen, wou jo heiansdo Diskussioune sinn iwwert d'Kompetenze vun de Gemengen an deem Beräich, och weiderkommen an d'Gemengen als Partner aktiv ginn, fir an där Politik matzehëllefen. An ech wäert och dofir suergen, dass den Ëmweltminister mam Transportminister schwätzt, fir dass den öffentlechen Transport och weidergeet. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass déi Debatt ofgeschloss.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5530, eng Konventioun am Beräich vum internationale Schinneverkéier. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Schreiner!

8. 5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Frënn Ministeren, ech probéieren dann deen net onkomplizéierte Sprong vu Kyoto op Vilnius ze maachen. Zu Vilnius, der Haaptstad vu Litauen, gouf nämlech den 3. Juni 1999 no véierjähregen Diskussiounen a 25 Sitzungen e Protokoll ënnerschriwwen, deen d'Konventioun iwwert den internationale Schinneverkéier, kuerz COTIF genannt, deen den 9. Mee 1980 zu Bern ënnerzeechent ginn ass, ofännert.

Lëtzebuerg gehéiert zu deenen 42 Staten, déi dës Konventioun mëttlerweil ënnerschriwwen hunn, an ass dofir och opgefuerdert de Protokoll vu Vilnius ze ratifizéieren. Mat dem Vote vum Projet de loi 5530, dee mer haut hei um Ordre du jour hunn, soll d'Chamber deemno dëser Opfuerderung nokommen.

De Projet de loi ass de 16. Januar 2006 déposéiert ginn. De Statsrot huet de 7. Mäerz 2006 säi favorabelen Avis derzou ofginn. An hirer Sitzung vum 23. Mäerz 2006 huet d'Transportkommissioun sech de Projet an den Avis vum Statsrot ugekuckt a mech als Rapporteur designéiert. An de 27. Abrëll huet d'Kommissioun dann de Rapport zum Projet, deen lech virläit, ugeholl.

D'COTIF ass eng Konventioun, déi éischter technescher Natur ass - dat wäert Der gemierkt hunn -, déi awer fir d'Entwécklung vum Eisebunnswiesen an Europa an doriwwer eraus vu grousser Bedeitung ass. Si gouf, wéi gesot, den 9. Mee 1980 ënnerschriwwen, an ass den 1. Mee 1985 a Kraaft getrueden, nodeem dass och eis Chamber duerch d'Gesetz vum 4. Mee 1983 hir Zoustëmmung ginn hat.

D'COTIF stellt eigentlech e Kadergesetz duer, wat zum Zil huet, eenheetlech Rechtsstrukturen am internationalen Eisebunnstransport ze schafen, also d'Spillregelen ze definéieren, no deenen d'Transporter iwwert d'Schinn um internationle Plang ofgewéckelt ginn. Mat dem A-Kraaft-Triede vun dëser Konventioun ass och d'OTIF, d'Organisation intergouvernementale pour les Transports Internationaux Ferroviaires, gegrënnt ginn.

D'Zil vun dëser Organisatioun ass et, d'Gesetzer an de Memberstaten, déi den internationale Schinneverkéier betreffen, ze harmoniséieren a gemeinsam Regelen anzeféieren, déi den internationalen Transport iwwert d'Schinn erliichteren. Dës Regele betreffe souwuel de Voyageur- wéi och de Fret-Beräich. Zu de Membere vun der Organisatioun gehéieren d'EU-Staten, Länner aus Nordafrika an aus dem Noen Osten an eng Rei vu Staten aus Osteuropa.

Zënter dem Joer 1980, wou d'Konventioun festgeluecht gouf, an haut huet sech natierlech vill verännert. D'Rahmebedingungen um politeschen, ekonomeschen, juristeschen an och technesche Plang hunn an all deene Joren eng Evolutioun matgemaach, déi sech natierlech och op den internationale Schinneverkéier auswierkt. Dat gëllt virun allem fir d'Europäesch Unioun, wou de gemeinsame Bannemaart realiséiert gouf, an déi sech no dem Zesummebroch vun der Sowjetunioun an der europäescher Osterweiterung däitlech vergréissert huet.

D'Membere vun der OTIF waren duerfir zu Recht der Meenung, dass een d'Konventioun vu 1980 misst deenen neie Gegebenheeten upassen. An dat ass 1999 iwwert de Wee vum Protokoll vu Vilnius geschitt.

Fir kënnen a Kraaft ze trieden, musse mindestens zwee Drëttel vun de Memberstaten den neie Protokoll akzeptéieren. Dëse Seuil ass viru kuerzem erreecht ginn, nodeem d'Türkei de Protokoll ratifizéiert huet, esou dass déi ëmgeännert Konventioun elo den 1. Juli vun dësem Joer kann a wäert a Kraaft trieden.

Bon, wat ännert sech elo konkret no dësem 1. Juli? Zum enge gëtt et e puer Verännerungen, déi d'Organisatioun an hire Fonctionnement selwer betreffen, an zum anere modifizéiert de Protokoll och déi gemeinsam Regelen op enger Rei vu Pläng.

Wat d'Organisatioun betrëfft, esou gëtt virun allem hir Zilsetzung erweidert. Si soll an Zukunft dozou bäidroen, Hindernisser, déi de Schinnentransport iwwert d'Grenze behënneren, ofzeschafen. Hir Aufgab gëtt et och, eng technesch Harmonisatioun ze förderen, a gemeinsam technesch Normen auszeschaffen, fir dass d'Interoperabilitéit tëschent deene verschiddenen Netzer ka verbessert ginn. Innerhalb vun der Organisatioun kënnen och eenzel Memberstaten nei international Konventiounen ënnerschreiwen, déi dës Zilsetzungen ënnerstëtzen.

Domadder wäert sech d'OTIF an Zukunft mat alle Problemer beschäftegen, déi fir den internationale Schinnentransport relevant sinn, an déi an den Zoustännegkeetsberäich vun deenen eenzelne State falen. D'OTIF soll déi eenzeg tëschestaatlech Organisatioun ginn, an där d'Memberstate sech zesummefannen, fir dës Problemer ze léisen. Am Beräich vum internationale Schinneverkéier soll si dat ginn, wat beispillsweis d'IMO fir d'Schëfffahrt, oder ICAO fir déi zivil Aviatioun duerstellt.

Am Moment gëtt et nieft der OTIF aner Forme vun internationaler Zesummenaarbecht, déi och den internationale Schinneverkéier beaflossen, wéi zum Beispill d'Europäesch Communautéit. Dat bréngt automatesch problematesch Iwwerschneidungen, a ganz oft och Double emploi mat sech. Méi einfach a méi rationell ass et, dës Problemer op engem eenzegen Niveau ze léisen.

Besonnesch d'Liberaliséierung am Transportberäich mécht et noutwendeg, fir kloer an eenheetlech Spillregelen opzestellen. A ville Länner gouf mëttlerweil den Transport vun der Infrastruktur getrennt. Amplaz vun engem Statsmonopol gëtt et fräi Konkurrenz. Dofir ginn awer nei eenheetlech Regele gebraucht. A wann déi gläichzäiteg a sechs verschiddenen Organisatioune verhandelt ginn, ass dat natierlech extrem zäitopwendeg, deier an och ineffizient. Mat dem Protokoll vu Vilnius mécht d'OTIF sech prett, fir déi leedend Organisatioun ze ginn, ënnert där hirem Daach sech all aner Organisatiounen zesummefannen, déi mam internationale Schinneverkéier ze dinn hunn.

Fir dësen neien Aufgaben och gerecht ze ginn, gëtt sech d'OTIF dann zum Deel och nei Strukturen. Niewent der Assemblée générale, déi nëmmen all dräi Joer zesummekënnt - woubäi dräi Joer schonn eng Verbesserung duerstellt par rapport zur Situatioun vun haut, wou et fënnef Joer nach sinn -, ginn d'Geschäfter vun engem Comité administratif geleet, deen an Zukunft esou zesummegesat gëtt, dass d'Memberen, déi hei siégéieren, méi oft wiessele kënnen. Dat soll derfir suergen, dass all d'Memberstate méi intensiv kënne mat agebonne ginn.

No der modifizéierter Konventioun kënnen iwwregens net nëmmen eenzel State Member vun der Organisatioun ginn, och d'Europäesch Gemeinschaft kritt eng Méiglechkeet, fir selwer als EU bäizetrieden. Si huet och schonn am Joer 2002 ugekënnegt, dass si wéilt Member ginn. Entspriechend Verhandlunge goufen och scho gefouert an en Accord ausgeschafft. Wann d'Konventioun elo a Kraaft trëtt den 1. Juli an d'Generalversammlung dësem Accord zoustëmmt, wäert d'Europäesch Communautéit och als neie Member derbäi sinn.

Vu dass d'OTIF an Zukunft vill méi e groussen Zoustännegkeetsberäich huet, enthält de Protokoll vu Vilnius schonn nei eenheetlech Bestëmmungen, déi deem och Rechnung droen. Och goufe bestehend Regelungen un deen zum Deel liberaliséierten Transportsecteur ugepasst. Et mécht elo net vill Sënn, fir hei am Detail op dës Bestëmmungen anzegoen.

Et sief just gesot, dass zu deenen neie Beräicher ënner anerem méi eng grouss Rechtssécherheet ronderëm d'Sécherheet am internationale Schinneverkéier an dem Transport vu geféierleche Substanze gehéiert, an dann d'Froe vun der Responsabilitéit, wann en Transporteur zum Beispill eng Infrastruktur benotzt, déi him net gehéiert, oder och technesch Standarden, déi fir d'Zuchmaterial a fir d'Infrastruktur gëllen.

Fir de Rescht verweisen ech op de schréftleche Rapport, dee méi am Detail op déi eenzel Aspekter ageet, an ech géif lech bieden och an deem Sënn dësem Projet de loi Är Zoustëmmung ze ginn, an ech wëll dat och heimat am Numm vun der LSAP-Fraktioun maachen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn iwwerzeegt, datt d'Regierung grad wéi d'Fraktiounen alleguerten deenen detailléierten Ausféierunge vum honorabelen Här Schreiner hei follegen, an deementspriechend den-

ken ech, dass mer direkt zur Ofstëmmung vun dësem Projet kënne kommen.

(Brouhaha et hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. le Président.- De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Interpellatioun vum Här Mehlen iwwert d'Landwirtschaft. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Goerens, den Här Schneider an den Här Kox. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Robert Mehlen.

9. Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet de la politique agricole

M. Robert Mehlen *(ADR), interpellateur.*- Merci, Här President. Fir unzefänken e puer Virbemierkungen - eng, déi ech net virgesinn hat. Ech hoffen, datt d'Regierung nolauschtert.

Une voix.- D'Regierung ass do, Här Mehlen.

(Brouhaha et hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR), interpellateur.*- Ech si berouegt.

Här President, ech ka mer virstellen, datt d'Meenungen iwwert d'Bedeitung vun enger spezifescher Debatt iwwert d'Orientierungen am Agrarsecteur an dësem Haus wäit ausernee ginn. Dat virun allem, well eist Land de Moment an enger seriöer Kris stécht, an d'Propositioune vun der Tripartite respektiv der Regierung an der jëtzeger Situatioun d'politesch Debatten dominéieren.

De Fait, datt den Agrarsecteur schonn zënter Joren an der Deklaratioun vun der Regierung zum État de la nation praktesch net méi ernimmt gëtt, weist och, datt déi reell Bedeitung vun der Landwirtschaft um politesche Plang net méi richteg ageschat gëtt.

Et wär awer falsch, fir den Agrarsecteur - Landwirtschaft, Wäibau, Gaardebau, Forstwirtschaft - an der Debatt iwwert d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land als isoléierte Secteur ze gesinn, dee grad nach 0,6% zur Valeur ajoutée brute par rapport zu eiser gesamter Ekonomie bäisteiert, oder nëmme méi 1,3% vun der aktiver Populatioun duerstellt.

Et ass dofir och meng Ambitioun, fir déi wéineg Zäit, déi leider fir dës Debatt zur Verfügung steet, derfir ze notzen, fir prioritär d'Bedeitung an déi zukünfteg Roll vun der Land- a Forstwirtschaft an eiser Gesellschaft, an eiser Ekonomie an an eiser Ëmweltstrategie ze beliichten an doraus Konklusiounen ze zéien.

De Fait, datt mer duerch déi aktuell Energiekris an den ëmmer méi däitlech spierbare Klimawandel viru gewaltegen Erausfuerderunge stinn, zwéngt eis dozou, fir dem Agrarsecteur an Zukunft eng vill méi grouss Bedeitung zouzemoossen an e politesch mat ganz aneren Aen ze kucken.

Dofir ass dës Debatt haut virun engem ganz aneren Hannergrond ze féieren, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. An ech wär dankbar, wann d'Majoritéit vun de Membere vum Lëtzebuerger Parlament dat och géifen esou gesinn, an dës Debatt als e wichtegen allgemengpolitesche Exercice géife verstoen, dee jiddfereen hei am Land direkt betrëfft, an net nëmmen eng Minoritéit vu Leit, déi hiert Brout an der Landwirtschaft, am Wäibau oder anere landwirtschaftleche Beräicher verdéngen.

Och d'Aufgab, déi den Agrarsecteur um Gebitt vun der Nahrungsmëttelversuergung ze erfëllen huet, ass net ze négligéieren, och wann eng relativ laang Zäit vun Iwwerfloss, déi et ni virdrun an der Mënschheetsgeschicht ginn huet, derzou gefouert huet, datt den Aspekt Sécherung vun der Ernährung ganz an de Vergiess geroden ass, an et esouguer Leit gëtt, déi mengen, et wier besser a méi bëlleg, eis landwirtschaftlech Produktioun opzeginn an eis Liewensmëttel ganz ze importéieren.

Et ass nämlech eng onbestridden Tatsaach, datt d'Zuel vun de Mënschen op dësem Globus ëmmer nach onheemlech séier zouhëlt mat plus/minus 80 Milliioune pro Joer, an anerersäits déi fruchtbar Biedem gradesou séier ofhuelen. De Klimawandel verstäerkt dës Entwécklung nach dramatesch.

D'Klimatologe soen zum Beispill fir Spuenien an deenen nächste Joren eng Wüstenbildung viraus, déi net méi opzehalen ass, an déi eng normal landwirtschaftlech Produktioun onméiglech maache wäert. Datselwecht gëllt fir aner Regiounen am Süde vun Europa.

Och dës Donnéeën zwéngen eis dozou, fir de Stellewäert vun der Landwirtschaft haut mat ganz aneren Aen ze kucke wéi virun e puer Joer. D'Ofsécherung vun der Nahrungsmëttelversuergung aus eegene Ressourcë wäert dofir an Zukunft erëm méi e grousse Stellewäert kréien, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Eng Regierung, déi dësen Aspekt vernoléissege géif, géif fahrlässeg vis-à-vis vun hirer Populatioun handelen.

An der aktueller Kris, wou mer finanziell extrem ofhängeg si vun der Finanzplaz an dem Bensinstourismus an Industriebetriber wackelen an zoumaachen, wou de Chômage wiisst an d'Diversifizéierung vun der Ekonomie bluttnoutwendeg ass, wär et onbegräiflech, wa mer déi Potenzialitéiten, déi den Agrarsecteur bitt, net géife voll a ganz ausschäffen. Aner Länner maachen dat, a si wësse woufir.

Hei zu Lëtzebuerg, an dat ass e weidere Punkt, sti mer eng Kéier méi virun der Ëmsetzung vun enger Agrarreform mat dem Ausschaffe vum PDR - Plan de Développement Rural - an domat verbonnen engem neien Agrargesetz. Dat geschitt traditionell méi am stillen Kämmerlein wéi an engem grouss ugeluechte politeschen Denkprozess, an ech fäerten d'Chamber wäert wuel erëm eng Kéier mat der Fuerderung konfrontéiert ginn, de Projet de loi esou séier wéi méiglech ze votéieren, well soss ze vill Zäit géif verluer goen an déi Betraffen de Schued ze droen hätten.

Dofir, Här President, gesinn ech dës Interpellatioun och als Méiglechkeet, fir op d'mannst usazweis eng Orientéierung ze ginn, wéi dës Législatioun a Réglementatioun soll ausgeriicht ginn.

A leschte Punkt vu mengen allgemenge Bemierkungen zur Introduktioun: Den Agrarsecteur ass e Secteur mat ganz ville Facetten, an iwwer ganz vill Aspekter wär sécher vill Wichteges ze soen. Dat ass an dësem Débat net méiglech, an dofir gesinn ech mech gezwongen, mech a menger Interventioun op déi wichtegst Aspekter ze limitéieren.

Fir d'éischt den internationalen an europäesche Kontext. Här President, wann een d'Nohaltegkeet als Maassstab fir d'Beuerteelung vun der internationler Agrarpolitik hélt, da kënnt een zur Erkenntnis oder zum Resultat, datt dat eng eenzeg Katastroph ass.

D'Globaliséierung vun den Agrarmäert geschitt haaptsächlech am Intressi vun de multinationalen Agrarhandelskonzernen, awer net am Intressi vun de Mënschen an der Ëmwelt. D'Weltmaartpräisser, déi ëmmer als Referenz geholl ginn an deene ganzen Diskussiounen, si keng reell Präisser.

Woufir? Well et relativ kleng Mäert sinn, awer Iwwerschossmäert, dat heescht, déi Länner, déi ze vill hunn, probéieren dat, wat se ze vill hunn, op déi Mäert ze drécken, a bekanntlecherweis gëtt dann Dumping gemaach. Dofir kann een déi Präisser och net als Referenz huelen, wann een iwwer reell a käschtendeckend Agrarpräisser schwätzt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Europäesch Unioun, dat ass op jidde Fall eis Meenung, huet sech leider vun den USA an den Eck drécke gelooss, an dat mierkt een am beschten an der Fro vun der Akzeptanz vun den OGMen, dat heescht de genmanipuléierte Planzen, wou mir der Meenung sinn, datt d'Charge de la preuve bei deene läit, déi Saachen, déi se artificiellement manipuléiert hunn, an d'Ëmwelt entloossen, datt et un deenen ass, fir ze beweisen, datt dat onschiedlech ass, an net ëmgekéiert!

Et ass net esou, datt d'Europäer musse beweisen, dass et schiedlech ass, fir et kënnen ofzelehnen. Dat sinn alles Saache vu Verhandlungspositiounen a vu Verhandlungsstäerkt. Et muss ee leider feststellen, datt d'EU an deem Punkt noginn huet.

D'Transporter vun de Liewensmëttel droen dem CO_2-Ausstouss an deene Käschten, déi domat verbonne sinn, an de Folgen iwwerhaapt keng Rechnung. Dofir sinn déi international Agrarmäert total verfälscht. D'Zil muss sinn a bleiwen, fir sou wäit wéi méiglech lokal a regional ze produzéieren an ze konsuméieren.

Här President, d'ganz Weltpolitik ass an Zukunft virum Hannergrond vun der CO_2-Problematik ze revidéieren an d'Europäesch Unioun ass an der Flicht - an eis Regierung och -, fir do matzehëllefe fir dohin ze kommen.

D'europäesch Agrarpolitik ass virun dësem Hannergrond eng falsch Politik a si muss dréngend revidéiert ginn. Mir mussen et an Zukunft fäerdeg bréngen - a mir hu jo elo grad zum Deel driwwer geschwat - den Energiesecteur als neie Secteur ze entwéckelen. Dat hätt den immens positiven Effet, datt verschidde Liewensmëttelmäert, déi ënnert der Iwwerproduktioun, dem Iwwerangebot um Maart leiden, ze entlaaschten an erëm zu méi verstännegen a käschtendeckende Präisser ze kommen.

A wann ech bei de käschtendeckende Präisser sinn: Fir ee Kilo Weess - an ech hat wëlles eng Tut matzebréngen a se heihinner ze stellen, wéi och schonn anerer dat e bësse méi veranschaulecht hunn - kritt de Bauer zéng Cent.

Här President, haut si vill Leit, déi bécke sech net méi, fir zéng Cent opzerafen. Fir ee Kilo Weess, deen e ganzt Joer brauch fir ze wuessen, wou enorm vill Investissement drastécht, kritt de Bauer zéng Cent. Fir déi reell Käschten ze decken, missten et der minimum 16 sinn. Dofir si jo och Ausgläichzahlungen an eng ganz Bürokratie, déi domat verbonnen ass, agefouert ginn, ëm déi déi fréier Bürokraten an de kommunistesche Länner eis géife beneiden.

Dat, Här President, ass net normal, dat ass verréckt, an dat muss sou séier wéi méiglech geännert ginn, och wann et deenen, déi dësen Unfug verbrach hunn, net an de Krom passt. D'Interesse vun de Mënschen a vun der Ëmwelt musse sech géint d'Interesse vun de Multien duerchsetzen, soss kritt d'Politik ganz zu Recht virgeworf, si hätt versot.

Wat ergëtt sech doraus als grondsätzlech Orientéierung um nationale Plang? Dat ass mäin zweete Punkt.

Här President, mir sinn der Meenung, datt am europäesche Kader, deen eis gestallt ass, mer eisen nationale Spillraum, dee mer do hunn, voll a ganz mussen ausnotzen duerch d'Applikatioun vum Subsidiaritéitsprinzip, dee jo ëmmer beschwuer gëtt.

Mir mussen dofir suergen, Här Minister, datt d'Akommeshëllefen deenen zugutt kommen, déi aktiv an der Landwirtschaft schaffen, an net deenen, déi de Beruff opginn oder opginn hunn. Mir mussen alles drusetzen, eng überbordend Bürokratie konsequent ofzebauen. Mir mussen an Zukunft méi an d'Hänn vun der Bauerevertriedung, vun der Landwirtschaftskammer selwer iwwerginn, an d'Regierung soll sech méi op hir Aufgab beschränken, fir ze kontrolléieren, datt alles richteg ëmgesat gëtt an datt keng Abusë bedriwwe ginn.

Dofir si mir och der Meenung, datt een d'Landwirtschaftskammer, déi finanziell op vill ze vill schwaache Féiss steet, fir hir Roll richteg kënnen ze erfëllen, och misst méi ënnerstëtzen. Mir sinn der Meenung, datt dat och zur Ausnotzung vum nationale Spillraum gehéiert.

Nohaltegkeet als Prinzip heescht, den Energiesecteur - an dat net nëmmen als eng marginal Ajoute un dat, wat d'Landwirtschaft bis elo gemaach huet, mä als wierklech wichtegt Standbeen - konsequent entwéckelen an op e Maximum ausbauen. An zwar aus ëmweltpolitescher Siicht, woubäi e ganz wichtege Punkt deen ass, dass et net drëm geet, fir egal wat ze maachen, d'Haaptsaach ass, et huet eppes mat Energie ze doen, mä fir eppes do ze maachen, wou d'CO_2-Effizienz am héchsten ass.

D'Fuerschung an d'Entwécklung vun der Waasserstofftechnologie muss ganz konsequent virugedriwwe ginn. Et kann net sinn, datt mer do - wéi dat esou dack de Fall ass - hannendrulafen an anerer eis viraus sinn. Et sollt awer - an dat ass och eise Wonsch - demokratesch gehandhaabt ginn. Dat heescht, dee ganzen Energiesecteur an der Agrarwirtschaft soll sou wäit wéi méiglech an den Hänn vun den Agrarproduzente bleiwen an net an d'Hänn vun iergendwelleche Konzerne geroden, an dann d'Produzenten dozou condamnéiert ginn, fir als Rohstoffproduzente just d'Matière première zu engem bëllege Präis ofzeliwweren.

Här President, mir schwätze scho jorelaang iwwer Diversifikatioun: Geméissbau, Fëschzucht, déi am Ausland enorm zouhëlt, Gefligel an esou weider. Mir fannen an Ärem Rapport, Här Minister, Zuelen iwwer Importer an Exporter vun Agrarprodukten. Ech trauen deenen Zuelen zwar net, iergendeppes stëmmt do net richteg, entweder et si Frangen, oder d'Euroe stëmmen net, mä dat si Chifferen, déi iwwersteigen all Virstellungen; ech mengen, do ass en lertum geschitt, mä dat kann ee jo awer nokucken. Mä et gesäit een, datt e ganz ganz groussen Ënnerscheed ass tëscht deem, wat mer importéieren, an deem, wat mer exportéieren; dat sinn net nëmmen Orangen a Bananen. Mir kënnte wesentlech méi maachen, mä mir schwätzen dovun an um Terrain beweegt sech net vill.

Drëtte Punkt: Akommes- a Strukturentwécklung an eise Betriber.

Virop ganz generell Froen. Mir schwätzen ëmmer vu Gesundschrumpfung a schonn esou wäit ewéi ech zréckdenke kann - dat ass scho relativ laang - ass ëmmer vu Gesundschrumpfung geschwat ginn. Ass et gutt, wa weiderhin all Joer ronn 50 Betriber zoumaache respektiv ophalen? Ass et gutt, wann d'Betriber – déi, déi bleiwen - gezwonge ginn an engem Mooss ze wuessen, datt et e seriöe Problem mat der Finanzéierung vun dësem Wuesstem gëtt? A wiem ass domat gehollef, virum Hannergrond vun engem Chômage hei am Land, deen, wéi mer wëssen, eng ganz onglécklech Entwécklung geholl huet?

Et kann ee sech d'Fro stellen: Wat ass dann déi gesamtekonomesch sënnvollst Form vu Betrib? Et gëtt jo Leit, déi der Meenung sinn, wat e Betrib méi grouss ass, wat hie méi rentabel ass.

Här President, mir deelen déi Meenung net. De Familljebetrib ass mat Sécherheet déi rationellsten, wann och déi onsoziaalst Form - wat ville Leit net bewosst ass. An dat ass an där heiteger Situatioun den Haaptproblem. D'Aarbechtsbelaaschtung, déi Stonnen, déi musse prestéiert ginn, d'Mataarbecht vun de Familljememberen, ouni déi et net geet, si Situatiounen a ville Betriber, déi sozial net méi ze vertriede sinn an déi dofir dozou féieren, datt d'Betriber op Dauer net iwwerliewensfäeg sinn, well déi Jonk dat net méi matmaachen.

Et ass e beonrouegende Phenomeen, datt vill Bauerejongen, fir iwwerhaapt hire Betrib kënne weiderzefëieren -, fir eng Famill ze grënnen, sech bal gezwonge gesinn, an osteuropäesch Länner eng Fra sichen ze goen, well déi eventuell nach bereet ass, déi Aarbechtsbelaaschtung an déi onsozial Konditiounen ze erdroen, well dat hei zu Lëtzebuerg praktesch kee méi bereet ass matzemaachen.

Zu der aktueller Akommessituatioun: Aus Ärem Rapport geet ervir, datt de Moment eng Aarbechtskraaft an der Landwirtschaft 80% vum Revenu comparable verdéngt. Wann een dat op déi reell prestéiert Aarbechtsstonnen zréckféiert, da bleift nach 45% vum Referenzstonneloun. Dat sinn offiziell Chifferen, an och do brauch ee sech net ze wonneren, datt eng ganz Partie Leit soen: Dat do maache mer net méi mat. Si sinn zwar meeschtens bereet, vill Stonnen ze schaffen an op e fräie Samschden a Sonnden ze verzichten, well dat gehéiert derzou, awer wann dann och nach de Revenu ënner 50% vum Referenzloun läit,

dann ass iergendwou d'Schmerzgrenz iwwerschratt. Dobäi kommen 2004 ronn - haalt Iech un - 104% vum Revenu an de landwirtschaftleche Betriber aus öffentleche Bäihëllefen; 104%, dat kléngt e bësse komesch. Dat heescht, datt 2004 den duerchschnëttleche Betrib - net d'Persoun - 42.400 Euro verdéngt huet, wouvun 44.000 Euro aus Bäihëllefe komm sinn. Mat anere Wierder, ouni dës Bäihëllefe wär eng Perte vu 1.600 Euro entstanen.

Eng weider Considératioun, déi sech doraus ergëtt, ass déi vun der Verbesserung vun der Formatioun, vun der Weiderbildung, der Berodung an der Fuerschung. Dat ass eiser Meenung no deen allerwichtegsten Domän vun enger zukunftsorientéierter Strategie fir d'Zukunft vum Agrarsecteur.

Här President, och wann de Landwirtschaftsministère net direkt dofir zoustänneg ass, ass et absolut noutwendeg d'landwirtschaftlech Ausbildung ze optiméieren. A mir soe ganz däitlech: Mir mussen dofir keen Haff bei der Akerbauschoul hunn. Wat wichteg ass, dat ass an däitschen Termen „Die Füsse unter fremden Tischen", dat heescht, datt déi jonk Leit rauskommen an aner Betriber, a mir soe ganz kloer, an déi bescht gefouert Betriber, déi et an der Regioun an och nach doriwwer eraus gëtt. Si brauche Stagen, méi laang Stagen, net zwee, dräi Deeg op e Betrib fir eng Kéier do ze schnupperen, mä fir wierklech ze gesinn, wéi e gudde Betrib richteg gefouert gëtt.

Da kommen ech zur Fro vun der Meeschterprüfung, vun där och schonn esou laang geschwat gëtt, wéi ech mech zréckerënnere kann, an déi mer nach ëmmer net hunn.

Här President, mir sinn och der Meenung, datt een de landwirtschaftleche Beruff soll doduerch opwäerten, datt een eng Meeschterkaart aféiert. Dofir muss ee se net als Virbedéngung maachen, fir datt ee Jong kann de Betrib vu sengem Papp iwwerhuelen, oder e Meedchen. Mä et géing een awer de landwirtschaftleche Beruff dobaussen an den Ae vun der Öffentlechkeet opwäerten. Et géing een, wann een dat géing mat engem Ureiz verbannen, och ganz sécher e wichtege Schratt an der Verbesserung vun der Qualifikatioun vun eise Chefs d'entreprise maachen.

Datselwecht betrëfft d'Berodung, fir déi zwar an der Vergaangenheet munches geschitt ass, mä wou och nach wesentlech Schrëtt ze maache sinn, wou et awer och zu engem Deel dann un de finanzielle Verfügbarkeeten hänkt.

E weidert Kapitel, wat eis ze Denke gëtt, a wou och an der aktiver Landwirtschaft ganz vill Remousë sinn, dat ass d'Kapitel Landwirtschaft an Ëmwelt: D'Zesummespill Landwirtschaft-Ëmwelt, a virun allem d'Zesummespill vun deenen eenzelne Verwaltungen, déi an deene Beräicher zoustänneg sinn. Dëse Moment muss ee feststellen, a schonn zënter enger Rei vu Joren, datt dat Ganzt leider méi e Géintenee wéi e Mateneen ass.

Mer hunn et erlieft an der praktescher Applikatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wou, wann een dat esou héiert, och bis elo nach keng richteg Solutioun, kee Modus Vivendi fonnt ass. Mer gesinn et zum Deel bei de Cross-Compliance-Kritären, wou - dat si jo déi Ëmweltkonditiounen, déi u Bäihëllefe gebonne sinn; net nëmmen Ëmwelt, mä och Tierschutz an esou weider -, datt och do munechmol iwwerdriwwe gëtt, an datt besonnesch, wat d'Kontrollen ubelaangt, et awer wierklech u Koordinatioun feelt an d'Leit heiansdo geckeg gemaach ginn.

D'Oplo beim Bauen, Här Landwirtschaftsminister: Ech weess, datt Dir net dofir zoustänneg sidd, mä et kann een awer vun enger Regierung erwaarden, datt och do matenee geschwat gëtt. Et gëtt mer ëmmer erëm gesot, datt do maassloss iwwerdriwwe gëtt. Déi Konditiounen, déi d'Leit do imposéiert kréien! Ech hunn elo eréischt héiere vun engem Fall, wou een am Éislek wëllt e Schwäistall bauen an - dat läit eis jo alleguer uewen, fir déi Produktioun an d'Luucht ze dreiwen -, wou een dräi Ställ muss niewentenee bauen amplaz een. Dat géif et am Ausland net ginn.

Wéi solle mer da kompetitiv sinn, wa mir méi streng do virginn? Ech hu kee Problem, datt déi Bauten esou sinn, datt se e bëssen an d'Landschaft passen, mä et kann een d'Ham och an der Mëllech kachen. Awer dat soll een an dësem Fall net.

Et gëtt mer och gesot, datt d'Méikäschten net, esou wéi versprach gëtt, integral zu 90% iwwerholl ginn.

Konflikter am Remembrement ass en Thema. Här Minister, mir hate kierzlech iwwer eng Question parlementaire doriwwer kommunizéiert. Och dat kann net sinn, datt d'Projeten esou laang blockéiert bleiwen, well zwou Verwaltungen, oder d'Chefe vun zwou Verwaltungen net eens ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech huelen d'Zäit…

M. le Président.- Huel Der déi siwe Minutte vun dem ADR derbäi? Jo?

M. Robert Mehlen *(ADR), interpellateur.*- Jo, jo, kloer. Ech hat dem Här President dat scho matgedeelt.

M. le Président.- Ech hu mer dat esou geduecht.

M. Robert Mehlen *(ADR), interpellateur.*- Och do kann et dach net sinn, datt Verwaltunge sech bekämpfen a géigesäiteg blockéieren, an déi zoustänneg Regierungsmemberen net soen: Sou, elo setze mer eis zesummen. Elo ginn Neel mat Käpp gemaach. Elo ginn d'Décisioune geholl. Do geet Zäit verluer. Do entsteet e schlecht Klima, an do, fir déi Leit virun allem, déi betraff sinn, entsti jo awer Situatiounen, déi net ze erdroe sinn.

Mir sinn d'accord, wa mer vu Landwirtschaft an Ëmwelt schwätzen, datt zum Beispill de Grondwaasserschutz, Pestiziden, Nitrater am Grondwaasser, d'Erhale vu Buedemfruchtbarkeet, de Problem vun der Erosioun an esou weider, en Thema ass, deen ee muss ganz opmierksam verfollegen.

Och de Schutz vun de landwirtschaftleche Produktiounsflächen, Här President, Här Minister, gehéiert zu deem Thema. Et kann net sinn, datt all méiglech Fläche geschützt gi fir déi an déi an déi Aktivitéit, just d'landwirtschaftlech Flächen net. An ech wollt an deem Zesummenhang och nach eng Fro opwerfen: Si mer net an Zukunft an der Obligatioun am Kader vum Klimawandel - mir hu 36% Bësch -, fir nach méi klimastabiliséierend ze wierken, eventuell an Zukunft eise Prozentsaz u Bëscher un der nationaler Surface nach eropzesetzen?

E weidere Punkt ass d'Liewensmëttelsécherheet a -qualitéit. Mer sinn déi lescht Jore vun engem Skandal an deen anere getrollt mat alle Schwieregkeeten, déi dermat verbonne waren. Liewensmëttelsécherheet - ganz kloer - muss sinn! Duerfir ass de Stat verantwortlech, an de Stat huet och dofir riichtzestoen.

(Interruption)

Mä d'Konditiounen, déi dru gekoppelt sinn, mussen iergendwou vun dem administrativen Opwand hier fir d'Betriber erträglech bleiwen.

Zënter Joren ass d'Qualitéitspolitik, Här Minister, e Steckenpferd - ech géif soen Äert Steckenpferd, well et kënnt a kenger vun Äre Rieden net vir, géing ech bal soen.

(Interruption)

Et ass och eppes, woumat all Mënsch d'accord ass. Mä domadder kënnt Der haut kee Virsprong méi erausschloen. Selbstverständlech, jiddferee mécht haut Qualitéit. A fir eng Qualitéit ze maachen, déi esou vill iwwert déi aner, iwwert de Standard erausgeet, datt all Mënsch seet „Dat do, dat kafen ech elo!", dat ass praktesch net méiglech. Ech sinn honnertprozenteg d'accord, datt mer eng Qualitéitsstrategie fueren, mä dat eleng rappt d'Lëtzebuerger Landwirtschaft net eraus. An och d'Notioun Produit du terroir bréngt net vill, well mir sinn esou kleng, datt et immens schwéier ass, fir dat iwwert d'Grenze vun eisem Land eraus duerchgesat ze kréien. An da gëtt et schrecklech deier.

Nach ee Wuert - an ech mengen, ech bleiwen dann awer nach a menger Zäit - iwwert d'Genossenschaftswiesen. Dat ass eppes, wat mer ganz um Häerz läit. Et kann net sinn, datt mer de Konzernen dobaussen alles iwwerloossen. Mer gesinn, datt d'Muecht vun de Marketingfirmen, vun de grousse Supermarchéën ëmmer méi grouss gëtt. Et gëtt Theorien, déi soen, datt an Europa, wann et fäerdeg ass, nach zwou bis dräi grouss Chaînen iwwreg bleiwen, an datt d'Baueren deene quasi ausgeliwwert sinn. Duerfir ass et noutwendeg, datt mer d'Genossenschaftswiese stäerken.

Ech muss leider feststellen, datt hei zu Lëtzebuerg den Usaz sengerzäit virun 30, 40 Joer zwar richteg war, mä datt d'Ëmsetzung näischt gedaagt huet, esou datt mer haut an enger eenzeger Katastroph an enger eenzeger Faillite stinn. Do ass enorm vill öffentlecht Geld futtigemaach ginn. Do ass enorm vill Geld vun de Bauere futtigemaach ginn. An et gesäit och kee méi esou richteg, wéi een dat do - ech mengen d'Ariichtungen zu Miersch vun der Cepal - nach iergendwéi riichtgebéit kritt.

Duerfir stellt sech d'Fro: Wéi fuere mer do weider? Ass - an dat schéngt de Fall ze sinn - vu Säite vun der Regierung ëmmer nach de Wëllen do, fir zum Beispill an e Schluechthaus ze investéieren, wat net méi ze sanéieren ass, wa meng Informatioune richteg sinn?

(Interruption)

Duerfir stellt d'Fro sech och, virun allem an där klenger Enceinte, wou mir sinn, vun der Kooperatioun iwwert d'Grenzen. An ech mengen, Här President, mer hunn e gemeinsaamt Europa, a mer mussen, wat dat do ubelaangt, och iwwert d'Grenze kucken an iwwert d'Grenze kooperéieren.

Här President, ech kommen zu de Konklusiounen:

1. D'Landwirtschaft muss an Zukunft als Zukunftssecteur gesi ginn, an d'Politik muss hir erëm méi Bedeitung zoumoosse wéi an der Vergaangenheet.

2. Et musse kloer Strategien entworf ginn a konsequent ëmgesat ginn, an et mussen och d'Mëttele bereetgestallt ginn, fir se ëmzesetzen.

3. D'Nohaltegkeet, a virun allem am Sënn vun der Nohaltegkeet an der CO_2-Problematik, muss als Richtschnouer an där ganzer Politik gëllen. Dat ass fir eis Landwirtschaft ganz sécher eng grouss Chance no enger laanger Zäit, wou d'Leit am Fong geholl kee Liichtbléck méi gesinn hunn.

4. Den Energiesecteur ass wierklech konsequent ze entwéckelen als Alternativ zum Iwwerschossberäich Nahrungsmëttel.

5. Dat ass zwar eng banal Feststellung: Ouni Baueren, Wënzer, Gäertner an esou weider gëtt et kee vitalen Agrarsecteur. Duerfir musse mer dréngend eng Akommespolitik bedreiwen, déi deene Leit en dezent Akommes garantéiert. Duerfir ass et esou schwiereg, bei 104% Bäisteierung zum landwirtschaftlechen Akommes aus öffentleche Bäihëllefen, datt d'Garantie do ass, datt dat och esou virugeet, an net, wéi d'Leit elo scho fäerten, datt dat am Kader vun der Austéritéitspolitik elo eventuell ofgebaut gëtt.

6. D'Primëpolitik ass esou ze gestalten, datt virun allem déi Aktiv dervu profitéieren, an net d'Jetonen deene profitéieren, déi an d'Pensioun ginn.

7. D'Moderniséierung an d'Diversifizéierung si weiderzedreiwen.

8. D'Aus- an d'Weiderbildung sinn ze verstäerken.

9. D'Fuerschung an d'Entwécklung sinn ze stäerken a besser ze koordinéieren.

10. D'Bürokratie ass konsequent ofzebauen.

Här President, ech mengen, domadder hunn ech meng Zäit respektéiert an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Ech hunn dräi Motiounen ausgeschafft: eng, déi e bësse méi allgemeng gehalen ass; eng, wou et ëm d'erneierbar Energie geet, an eng, wou et ëm d'Verbesserung vun der Ausbildung geet. Ech géing lech déi iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- persuadée que le secteur agricole devra jouer un rôle important dans notre stratégie nationale de développement durable et d'approvisionnement en énergies renouvelables;

- soucieuse que les initiatives prises dans ce secteur doivent être scientifiquement accompagnées et optimisées du point de vue de l'efficience énergétique et économique,

invite le Gouvernement

- à promouvoir la recherche et le développement connexe de nouveaux créneaux prometteurs dans le domaine de l'énergie à base de biomasse;

- à prendre toutes les mesures utiles afin de développer dans l'agriculture - à côté du secteur alimentaire - un secteur énergétique de haute performance, permettant d'utiliser d'une manière rationnelle et optimale toutes les ressources disponibles pour la production systématique d'énergies renouvelables sur base de matières organiques;

- à favoriser dans la mesure du possible des solutions décentrales de nature associative, permettant à nos exploitations agricoles et forestières de se procurer une base économique supplémentaire au lieu de se voir limité au rôle de simple fournisseur de matière première.

(s.) Robert Mehlen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la gestion d'une entreprise agricole, viticole, horticole ou forestière moderne exige des compétences professionnelles multiples et de haut niveau;

- constatant que le succès des exploitations du secteur primaire dépend en premier lieu de la bonne gestion et partant du niveau de formation des chefs d'entreprises;

- persuadée que l'augmentation du niveau de formation peut contribuer considérablement à l'amélioration de la situation financière et sociale des exploitants agricoles,

invite le Gouvernement

- à optimiser la formation, la formation continue et la vulgarisation dans l'agriculture, la viticulture et l'économie forestière;

- à prendre toutes les mesures nécessaires à la création d'un diplôme de maîtrise dans le domaine agricole, sans que ce diplôme ne soit une condition impérative à la reprise d'une exploitation;

- à encourager les jeunes par des mesures adéquates à acquérir le brevet de maîtrise dans leur profession.

(s.) Robert Mehlen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- estimant nécessaire de renforcer l'importance du secteur agricole, viticole et forestier dans le but de diversifier notre économie nationale;

- inquiétée par la diminution sans cesse du nombre de nos exploitations agricoles, viticoles et horticoles;

- persuadée que le secteur agricole aura pourtant à jouer un rôle important dans notre stratégie nationale de développement durable,

invite le Gouvernement

- à défendre au niveau européen et international une approche politique assurant la viabilité de nos entreprises oeuvrant dans le domaine agricole, viticole et forestier;

- à considérer le secteur primaire comme fondement indispensable d'une politique de développement rural;

- à mener une politique visant à faire bénéficier les personnes travaillant dans le secteur agricole, de conditions de travail et de revenu comparables aux autres secteurs de notre économie nationale;

- à prendre soin, dans la mesure du possible, que les aides au revenu accordés aux agriculteurs/viticulteurs soient enfin au bénéfice des personnes actives et non à ceux qui cessent l'activité agricole;

- à déployer tous les moyens disponibles afin de combattre l'insupportable charge administrative des entreprises causée par des papetasseries toujours croissantes;

- à trouver une entente commune entre les administrations publiques au service de l'agriculture et celles ayant comme mission la protection de la nature;

- à porter soin que la nouvelle loi agraire soit déposée dans les meilleurs délais possibles.

(s.) Robert Mehlen.

Ech hu se ënnerschriwwen, an ech loosse se op fir all déi aner Fraktiounen, déi bereet sinn, dat mat ze deelen. Am Fall, wou déi Ënnerschréften net géinge kommen, muss ech soen, datt déi gréng Kolleege bereet waren, fir eis eventuell eng feelend Ënnerschréft ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis ageschriwwen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Madame Statssekretärin, mir sinn haut mat enger Interpellatioun konfrontéiert, déi sech Gedanke mécht iwwert d'Zukunft vun onser Landwirtschaft. Fir sech awer e kloert Bild doriwwer ze maachen, muss een och den europäesche Kader vun der Landwirtschaft beméien.

Zënter dem 1. Januar 2005 ass déi nei europäesch Agrarreform, de PAC, a Kraaft. Den Dréi- an Angelpunkt vun där ganzer Reform louch jo deemools an deenen dräi Begréffer: Modulatioun, Entkopplung an Cross Compliance.

Kuerz rappeléiert nach: D'Modulatioun steet fir eng stufeweis Reduktioun vun den Direktzouwendungen; d'Entkopplung steet fir d'Lasskoppele vun de Primë vun der Produktioun. D'Bauere ginn domat incitéiert, maartorientéiert ze produzéieren an net méi Produkter hierzestellen, déi déi meeschte Pri-

men erzilen. Well dat huet jo an der Vergaangenheet déi grouss Bierger vu Botter an déi grouss Séie vu Mëllech ervirgeruff. Eis Landwirtschaft huet bis 2003 esou geschafft, an deemno ass elo e Broch mat der Vergaangenheet agetratt.

Deen neie System bréngt der Landwirtschaft méi Méiglechkeeten a Chancen. Eis Bauere kënnen elo fräi entscheeden, wat si produzéiere wëllen; dat heescht, wat am beschten op hire Betrib passt, an net méi all Trend nolafen, dee sech breet mécht.

D'Cross Compliance, dat flottsten Element dovunner, ziilt op eng ekologesch Vernetzung vun der Ëmwelt mat der Landwirtschaft. D'Bestëmmung vun der Cross Compliance zeechent dee Kader op, an deem sech de Bauer ënner anerem no de Prinzipie vun dem Ëmweltschutz, der Landschaftsfleeg, dem Déiereschutz an der Liewensmëttelsécherheet beweege muss.

Fir an de Genoss ze komme vun deenen Aiden, mussen d'Baueren awer eng Rei vu Konditiounen erfëllen, an déi sinn an 19 europäesche Virschréften ageschriwwe ginn, déi an dräi Gruppen da vum Januar 2005 bis Januar 2007 ëmgesat musse ginn.

Duerch dës Mesurë gëtt d'Aarbecht vun de Baueren, déi sech fir d'Liewensqualitéit an d'Liewensmëttelsécherheet vun eis alleguerten asetzen, ervirgehuewen. Well déi Aarbechte jo am Sënn, ënner anerem, vun der Erhalung vun eisem schéine Landschaftsbild sinn, muss d'Gesellschaft och bereet sinn, dofir ze bezuelen. Well, et ass gewosst, eng gesond a propper Ëmwelt kréie mir net zum Nulltarif. Schonn eleng aus ethesche Grënn onse Kanner géigeniwwer musse mir eis dat agestoen.

Wat elo de Sockelbetrag aus dem Europäesche Förderfong fir eis Baueren ubelaangt, esou steet Lëtzebuerg op Grond vun der Referenzperiod 2000 bis 2002 ee Gesamtbetrag vu 37 Milliounen Euro zegutt. Déi nei europäesch Agrarpolitik gesäit, wéi schonn ugedeit, vir, dass d'Aiden net méi op d'Produktioun bezu ginn. Dat heescht elo fir onst Lëtzebuerger Land dann, dass fir déi Gesamtfläch, déi mir hunn - dat sinn 122.268 ha -, et ronn e Jeton vun 300 Euro pro Hektar gëtt.

Vläicht nach e puer Wierder zu den europäesche Finanzperspektiven 2007-2013, do si Gesamtdépensë vun 362 Milliarden Euro virgesinn, an interessanterweis dovunner fir de ländleche Raum 70 Milliarden, Lëtzebuerg kritt dovun 74 Milliounen Euro am Kader vun dem PDR - ee Montant, dee mir dann asetze kënne fir d'Entwécklung vun de Landschaften, eng Roll, déi onse Bauere ganz gär zoufält, a fir déi si och grued wëlle stoen.

Eis Landwirtschaft, muss een awer ervirhiewen, ass eng ekonomesch Aktivitéit an dat muss si och bleiwen. Et ass eng Tatsaach, dass d'Lëtzebuerger Landwirtschaft sech der Qualitéitsproduktioun verschriwwen huet. Mir wollten ni eng industriell Landwirtschaft ginn. Duerch hir Aktivitéiten dréit eis Landwirtschaft zum Wuel vun onser Gesellschaft bäi, an dat ganz speziell op eng exemplaresch Aart a Weis am Naturschutz.

Dierf ech drun erënneren, dass méi wéi 90% vun de Betriber hei am Land bei der Landschaftsfleegeprime matmaachen? Dat eleng beweist dee groussen ekologeschen Dévouement vun onser Landwirtschaft. Dovu kann ee sech ganz schnell iwwerzeegen, wann ee gesäit, wéi eis Baueren d'Landschaften zënter Jorhonnerten no dem Nohaltegkeetsprinzip bestallt hunn. An dofir verdénge si eise Merci fir dësen Engagement.

Dat beweist och d'Tatsaach, dass op 23% vun eise Fläche spezifesch ëmweltschounend Mesuren op enger fräiwëlleger Basis duerchgefiert ginn. Fir awer als Acteur économique an der heiteger Wirtschaft déi Roll nach weider ze iwwerhuelen, muss d'Produktioun vun de landwirtschaftleche Produkter mat engem héije Qualitéitsniveau och rentabel sinn.

Déi vergaange Krisen an der Landwirtschaft hunn eis kloer bewisen, dass de Konsument sech der Wichtegkeet vun der Landwirtschaft an der Liewensmëttelketten bewosst ass. D'Bauere kënnen awer nëmmen da fir dës Qualitéit vun hire Produkter biergen, wann och si wéi och all déi aner schaffend Mënschen an der Gesellschaft e gerechte Präis fir hir Aarbechten a Produkter kréien.

Fir dës wichteg Aufgab ze réussëieren, musse mir eis Baueren am Marketing ënnerstëtzen, well oft stëmmt d'Qualitéit, mä net ëmmer d'Vermaartung. Si kënnen dat och net selwer maachen, well de Bauer ass jo primär e Bauer, an net e Manager.

Fir de Konsument haut fir sech ze gewannen, muss ee sech sengem Wonsch och e bëssen upassen. Vill vun eis wëssen alleguer aus hirer fréierer Jugend nach, wéi mer mat schwéiere Schweessdrëpsen Zenner Gromperen an de Keller geschleeft hunn, an haut kafen d'Leit hir Grompere gäre geschielt, gewäsch, mondgerecht an enger Tut vun 2,5 kg an engem Supermarché.

E gudden Usaz an där Richtung ass d'Initiativ vun e puer Baueren, déi resolut un hir Zukunft gleewen. Si setzen op d'Selbstvermaartung op lokalem an op regionalem Plang. E gutt Konzept, wat och bei de Leit Uklang fënnt. Wichteg ass och dofir, all déi Initiativen ze ënnerstëtzen, déi do gemaach ginn.

Ech wëll e puer Wuert zu dem Beruffsstand selwer soen. Et ass hei schonn ugedeit ginn: Am Joer 2005 hate mir nach 2.185 Betriber am Land hei, an deenen dann awer 3.115 Mënschen hiert Akommes verdéngt hunn. D'Moyenne vun der Agrarfläch vun der Betriber war ronn 59 ha, an 1.114 Betriber hu méi wéi 50 ha.

Mir wëssen, dass d'Unzuel vun de Betriber erofgeet an d'Hektargréisst eropgeet. Mat deenen Zuele kann ee beweisen, dass mer ëmmer méi op de Wee vu méi grousse Betriber ginn. Dat ass logesch; aus wirtschaftleche Grënn musse mir dee Wee goen, well déi kleng Betriber einfach net méi liewensfäeg kënne bleiwen.

Mä d'Fro, déi sech hei stellt, ass, ob mer dann eis hannerfroen, wéi vill Betriber pro Joer ophalen, oder ob mer d'Fro musse stellen, wéi déi Betriber, déi iwwerliewen, an der Wirtschaft vu muer iwwerliewe kënnen.

Mäi Fraktiounskolleeg Lucien Clement huet hei am November 2004 gesot, dass an der Landwirtschaft, grad wéi an anere Secteure vum Handwierk oder dem Commerce, massiv an d'Ausbildung, an d'Weiderbildung muss investéiert ginn, fir eben déi performant Betriber ze halen.

Den traditionelle Beruff vum Bauer en tant que tel ass haut méi en Entrepreneur, well e muss iwwer vill Kenntnisser verfügen. Kucke mir eis den Acteur an der Landwirtschaft un, da kënne mer feststellen, dat ass e Mënsch, deen net méi wéi fréier nëmmen d'Kéi sträicht oder d'Botten eranhëlt.

Wat elo awer d'Zukunft vun der Landwirtschaft selwer ubelaangt, esou muss een och vläicht drun denken, dass och dat nëmmen iwwert d'Jugend geet. D'Prime d'installation fir de jonke Bauer ass gehuewe gi vu 40.000 Euro op 55.000 Euro, e ganz couragéierte Schrëtt, dee jo och d'Leit um Terrain begréissen.

Interessant ass folgend Ausso am Joresbericht 2005: D'lescht Joer ware fënnef jonk Leit ënner 20 Joer méi an eise Betriber wéi dat Joer virdrun. Fënnef Unitéite sinn net ganz vill, mä fënnef jonk Leit hunn de Schrëtt do gemaach, an déi fënnef wëllen elo am landwirtschaftleche Betrib bleiwen.

E puer Wuert zu der Biolandwirtschaft. Mir stellen e permanenten Zouwuess fest. Mir haten am Joer 1988 nëmmen aacht Betriber mat enger Gesamtfläch vun 370 ha, an haut hu mer der schonn 78 mat iwwer 3.200 ha. Dat sinn zwar eréischt 2,7%, mä de Schrëtt ass ganz kloer, wann de Konsument bereet ass, fir déi Qualitéitsprodukter an d'Bioprodukter méi Geld auszeginn, da kënnt déi Demande och an d'Luucht goen.

Et ass ëmmer d'Spill vun der Maartwirtschaft. Wann de Konsument agesäit, datt et wichteg ass d'Liewensmëttel aus eise Regiounen ze kafe géigeniwwer deene Produkter, déi aus Géigende kommen, wou net déiselwecht Soinë virherrschen, da besteet fir ons Landwirtschaft eng grouss Chance.

Grad d'Qualitéitslabelen, déi mer mëttlerweil hei am Land hunn, hëllefen d'Parts de marché vun eise landwirtschaftleche Betriber ze erhéijen.

Mir stelle fest, dass an der globaliséierter Welt op ville Plazen d'Biodiversitéit rasant ofhëlt - et ass haut schonn an der Rumm vum Kyoto-Protokoll gesot ginn -, mä hei zu Lëtzebuerg hu mir et duerch concertéiert Aktioune fäerdeg bruecht, dass eng staark Kooperatioun tëschent der Landwirtschaft an dem Natur- an Ëmweltschutz besteet.

Et gëtt sécherlech nach Plazen, wou dat net de Fall ass, mä déi Leit, déi op deenen entscheedende Plaze sëtzen, sinn amgaange Remedur ze schafen. De Plan de Développement Rural wäert och déi Partner beienee bréngen, déi déi Saachen an de Grapp kënnen huelen.

Ech denken hei speziell un d'Renaturéierungsgebidder. Dat ass zwar nëmmen een Deel dervun, mä dat ass e flotten Deel, deen een zwar duerch zwee Brëller ka kucken, mä ech géing emol dee flotte Brëll undoen a stellen da fest, dass am Uelzechtdall an och am Syrdall gutt Elementer beienee komm sinn. Sécher sinn nach Elementer derbäi, déi ee muss hannerfroen, mä et ass e Schrëtt gemaach ginn, fir d'Landwirtschaft an den Ëmweltschutz beieneen ze kréien.

Op wat een awer och muss hiweisen, dat sinn déi 180 ha, déi als Extensivwiesen ausgewise ginn. Dat si Beispiller, wou déi dräi Ministèren - Landwirtschaft, Ëmwelt an Intérieur - staark matenee schaffen. Fir awer um Terrain ze réusséieren, brauche mer Partneren: d'Baueren, d'Verwaltungen an d'Gemengen.

Doniewent mussen dann awer och déi respektiv Ministèren d'Budgetsmëttele bereetstellen, well ouni Budgetsmëttelen, déi vun all Mënsch do opbruecht ginn, kënne mer net déi Biodiversitéit erhalen.

Dofir op dëser Plaz e grousse Merci un all déi Baueren, déi sech bereet erklärt hunn, duerch hir Aarbecht iwwer Jorzéngten eist gewuessent Landschaftsbild ze erhalen an och weider ze verbreeden. Duerch hir Aarbecht um Terrain garantéiere si eis déi gewënschte biologesch Villfalt.

An de leschte Joren a ganz besonnesch och an deene leschte Méint ass d'Energieversuergung an de Mëttelpunkt gerëckelt, eleng nëmme well den Äerduelechpräis rasant fortgelaf ass.

Dat huet och d'Europäesch Kommissioun erkannt. Si wëllt de Wee vun der Notzung vun der Biomass goen. Wann ech awer soen Europäesch Kommissioun, dann ass et ganz evident, dass all Land vun dem Europa vun de 25 do gefuerdert ass. Mir kënnen hei ganz kloer d'Landwirtschaft an d'Bëschwirtschaft erabannen an hinnen dee néidege Stellewäert ginn, dee si brauchen, fir eis ze hëllefen.

Lëtzebuerg huet sech e ganz couragéiert Zil gesat: Bis 2010 wëlle mir gären den Undeel vun den erneierbaren Energien op 5,7% erophiewen; zur Zäit si mer bei 2,7%, mä et ass nach Zäit, mir hunn nach e puer Joer virun ons.

Och wa schonn zënter e puer Jore vill gutt Usätz gemaach gi sinn, sou läit awer leider nach an Europa den Undeel vun der Biomass bei nëmmen 0,8% vun der Gesamtenergieversuergung; deeselwechte Wäert hu mer och hei zu Lëtzebuerg.

An der Rumm vun der Notzung vun der Biomass kritt de Betrib hei am Land eng Prime d'encouragement vu 45 Euro pro Hektar, wann en Energieplanzen usetzt, fir dorauser Biogas ze gewannen.

Do muss een zwar nach differenzéieren. De Biogas selwer gëtt gewonnen aus de Biomassanlagen an et gëtt Stroum dermat gemaach. Mä dat geet net méi duer, mir mussen och probéieren duerch Cogénératioun d'Wäermt auszekoppelen, da gëtt den Notzungsgrad vun der Biogasanlag méi héich a mir kënnen déi thermesch Energie an Noversuergungsnetzer aspeisen oder souguer de Biogas an d'Äerdgasnetz aspeisen. Dat sinn nei Schrëtter an der Rumm vun dem Kyoto-Protokoll.

Och d'Biocarburantë sinn en Deel an d'Europäesch Unioun huet ugedeit, datt den Undeel vun de Biocarburantë bis 2010 bei 5,75% soll leien; an och eist Land kann dee Wee goen. An ech zitéieren dat gären un engem Beispill: Een Hektar Raps liwwert ons ronn 1.600 Liter Biodiesel, déi bei ons an de Bussen agesat ginn. Erëm eng Kéier e Schrëtt, wéi d'Landwirtschaft eis kann hëllefen.

Et ass ee vläicht net ëmmer dee Wee gaangen, mä elo musse mer eis mat der Landwirtschaft méi ausernee setzen an ech denken och, dass eis Universitéit hire Beitrag an dësem interessante Gebitt leeschte kann.

Dës Nischeproduktioun um Baurenhaff kann der Landwirtschaft sou munch nei finanziell Mëttelen zur Verfügung stellen. Mir hunn elo schonn där Biogasanlagen an ech wëll der zwou zitéieren, dat ass engersäits déi zu Réiden, eng ganz interessant, an och zu Steesel, déi eis hëllefen an der Kyoto-Bilanz sou munches ze verbesseren.

Doduerch, dass d'Baueren d'Offäll aus de Ställ an d'Biogasanlage bréngen, kënne si no der Fermentatioun een Dünger op d'Felder ausdroen, dee manner nitrathalteg ass.

Eis Bauere si sech hirer wichteger Aufgab a Responsabilitéit am Beräich vum Drénkwaasserschutz bewosst. Si bedeelege sech hei op fräiwëlleger Basis an de Quelleschutzzonen.

Awer net nëmmen d'Biomass vun de Felder kënne mer verschaffen, mer kënnen dat aalt gesammelt Gras oder d'Offäll aus der Kichen och huelen, fir an d'Biomassanlagen eranzebréngen. Mat der Landwirtschaft iwwert d'Gemenge bewege mir munches.

Mir wëllen d'Baueren och invitéieren, den nowuessende Rohstoff, d'Holz aus eise Bëscher, an dem Kreeslaf vun der Natur energetesch anzesetzen. Mat der Holzverbrennung kënne mer weider Nowärmenetzer opbauen an domat Tonnen CO_2 spueren.

Wéi gesot, duerch all dës ekologesch Aktivitéiten, bei deene sech eis Baueren als wichteg Acteuren um Terrain erweisen, kënne mir dauerhaft nei Aarbechtsplaze schafen an notamment am ländleche Raum, wou dach an de leschte Joren esou muncher eng verluer gaangen ass.

Här President, d'Liewensmëttelen aus der Regioun sollen de Virrang hu par rapport zu deenen - ech hunn et gesot -, déi mat vill Energieopwand aus frieme Géigenden an eis Länner bruecht ginn. Dat ass och eng Mesure am Sënn vum Kyoto-Protokoll an der Reduktioun vun den Dreifhausgasen.

Et wier jo net seriö, wa mir hei géifen an onse Géigende massiv Energieplanzen usetzen, och nach gefördert mat Suen, an anererséits aus wäite Géigenden iwwer honnerten an dausende Kilometer Geméis an Uebst erabréngen; dat géif kee Sënn maachen.

Awer net nëmmen, datt mir de Leit an den anere Géigende vun der Welt hiert Waasser ewechhuelen ass een negative Punkt. Neen, mä mir huelen hinnen do derniewent och d'Biomass ewech; an dat ass aus ethesche Grënn net ze verännerten.

An deem Zesummenhang soll awer ervirgehuewe ginn, dass sech engagéiert Mënschen hei am Land Gedanke maachen iwwert d'Renaissance vum lëtzebuergesche Geméisbau.

Grad am Lycée technique agricole zu Ettelbréck si jo an de leschte Jore munch gutt Usätz getraff ginn, fir de jonke Baueren déi Weeër opzezeechnen, wéi si zum Beispill an den Zäre Geméis fir de regionale Marché kënnten ubauen.

Mir hunn eng monolithesch Landwirtschaft, déi aus dräi Elementer besteet: d'Mëllech, d'Randvéi an d'Kären. Mir mussen deemno probéieren, dass niewent dësen dräi Elementer, och nach d'Nischeproduktiounen opgebaut kënne ginn.

Den Agrarminister Fernand Boden hat hei an enger vu sengen Interventiounen gesot, dass sech d'Landwirtschaft muss diversifizéieren. Hien huet eise Schwéngssecteur an eise Gefligelsecteur ugeschwat. Leider musse mir déi aner Grondliewensmëttelen importéieren, ënner anerem d'Eeër, d'Gromperen, d'Geméis an d'Uebst. Et ass jo erstaunlech, dass mer haut Gromperen afëieren, wou mer nach virun 30 Joer 6.000 ha hei am Land Gromperebau haten a mer hautdësdags nach jhust 600 ha hunn. Dat beweist, dass och do Remedur ze maache bleift.

Duerfir ass et ze begréissen, dass déi Responsabel amgaange sinn doriwwer nozedenken, d'Grompereproduktioun an och de Geméisbau mat beheizten Zären erëm ze reorganiséieren. Dat sinn natierlech Zukunftsdreem, mä wann ee keng Dreem huet an dëser Gesellschaft - ech hat et schonn eng Kéier gesot -, da kann een näischt réussëieren.

Sou kënne mir nei Nischeproduktioune fir eise regionale Maart opbauen an an deem Domän wäerte mir och esou munch Aarbechtsplaze schafen, notamment fir Mënschen, déi d'Schoul verlooss hunn ouni Diplom - an deene mer kënnen hëllefen.

Duerch eng geziilten Ausbildung um Terrain kënne mir hinnen dann de Wee an d'Aarbechtswelt weisen an hinnen eng nei Perspektiv opzeechnen, déi si hautdësdaags vermëssen.

An deem Zesummenhang muss een awer ënnersträichen, dass et eng ganz Rei vun Aidë gëtt, déi aus dem Landwirtschaftsministère erauskommen, fir eben all déi Iddien, déi ech opgezeechent hunn, ze ënnerstëtzen.

Erlaabt mir op dëser Plaz de Responsabele vum Lycée technique vun Ettelbréck e Luef auszeschwätzen. Duerch hiren Engagement kréien déi jonk Leit, déi sech nach fir d'Landwirtschaft am Gesamten interesséieren eng wäertvoll Ausbildung. Doriwwer eraus gëtt hinnen och matgedeelt, dass dës Ausbildung nëmmen déi éischt Etapp ass op engem laange Beruffswee.

Nach ee Wuert zum Centre de Compétences an dem Meeschterbréif. Jiddferee vun eis weess, dass den Diplom, dee mir haut kréien, nëmmen de Billet d'entrée ass, fir d'Liewen unzefänken. Wann ee wëllt Bäcker ginn, oder wann ee Metzler wëllt e Betrib opmaachen, da gëtt vun him eng Meeschterkaart verlaangt. De Bauer, deen eng Panoplie vu Kenntnisser muss hunn, brauch duerfir och e Brevet de maîtrise.

Duerch dësen Diplom sollen d'Baueren nei Kompetenze kréien, notamment sollten - an dorop bauen ech ëmmer - der jonker Generatioun vu Bauere besser Zukunftsperspektiven erméiglecht ginn. Mat Sécherheet dréit dësen Diplom dann och zum Image de marque vun eiser Landwirtschaft bäi.

A firwat kann een dann net mat esou engem Diplom och nach weider Studië maachen? Mer sollen ni engem jonke Mënsch verwieren, wann hien en Diplom huet, eppes dropzesetzen. Och an der Landwirtschaft gëtt et jonk Mënschen, déi bestëmmt bereet sinn en neien Challenge unzegoen, déi sech dofir begeeschtere kënnen. Deene solle mir als Politiker, déi un d'Wëssensgesellschaft a liewenslaang Weiderbildung gleewen, d'Rumm opspanen, an där sech d'Baueren an der Zukunft bewege kënnen, an hinnen net duerch onnéideg Bestëmmungen a Reglementer Steng an de Wee leeën.

Duerch eng adequat Weiderbildung schaffe mir et eis Gesellschaft fir Neierungen opzehalen. Vu jiddfer Mënsch gëtt haut verlaangt, dass hie seng gro Zelle liewenslaang aktiv soll halen, an dat besonnesch, well mer d'Ziler vun der Lissabonner Strategie virun ons hunn.

Duerch deen ze schafende Centre de Compétences soll et duerfir dem Bauer erlaabt ginn, seng Weiderbildung ënner optimale Bedingunen duerchzeféieren. Mir hoffen dofir, dass dëse Centre geschwë Wierklechkeet gëtt. Vläicht kann ons de Minister och nei Elementer opzeechenen an deem Dossier vun dem Centre de Compétences.

Ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Déi aktuell Landwirtschaftspolitik ass eendeiteg duerch d'Ausschafung vun deem neien Agrargesetz an och dem PDR gekennzeechent. Et ass eis awer kloer, dass dat Gesetz sech an der Rumm vun der europäescher Landwirtschaftspolitik bewege muss. Fir de ländleche Raum mat senge schéine Landschaften ze erhalen, soll weider op d'Instrumenter wéi de Leader-Programm gesat ginn.

Wat dann d'Zesummenaarbecht tëschent der Landwirtschaft an dem Ëmweltschutz ubelaangt, esou wäert déi nei interministeriell Kommissioun, déi vu Fonctionnairen aus dem Intérieur, dem Environnement an och der Landwirtschaft, sécherlech nei Gedanke fir déi uleiend Problemer erabréngen. Ech hoffen, se bréngen nohalteg Léisungen erbäi, dass eise Baueren och fir hire Beruffswee konkret Weeër opgezeechent kënne ginn.

Mir wëllen de Baueren op alle Fall d'Weichen esou stellen, dass si op eng nohalteg Aart a Weis eis Liewensmëttel bereetstelle kënnen, fir déi de Konsument och de berechtegte Präis soll bezuelen. Mir setzen hei op den Engagement vun eise Baueren an op déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Landwirtschaft. Mir brauchen eis Baueren an déi Leit, déi mat hinnen op eng net ëmmer einfach Aart a Weis schaffe mussen, fir ons Natur an hir Biodiversitéit ze erhalen.

De Bauer ass wuel am Endeffekt nach ëmmer säin eegene Chef - dat seet e mer, wann ech mat him an d'Gespréich kommen, - an hëlt déi Décisiounen op sengem Haff, déi hie fir richteg hält.

(Interruption et hilarité)

Hie ka wuel iwwer villes bestëmmen, awer net alles. Do muss d'Politik asprangen an de Kader fir eng Landwirtschaft ënnert deene beschtméigleche Bedingungen a Konditiounen opzeechnen. Dat neit Agrargesetz muss a soll dofir den Erausfuerderunge vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft Rechnung droen. Mir brauchen all d'Acteurë vum Terrain. Hei ass jiddfer Eenzelne gefrot, fir seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Et geet och hei ëm e Stéck Lëtzebuerg. D'CSV-Fraktioun ass sech der Wichtegkeet vun onser Landwirtschaft voll bewosst an ënnerstëtzt si op hirem oft schwierege Wee.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Nächste Riedner ass den Här Charles Goerens. Här Goerens, et ass un lech.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn d'accord mat dem Interpellant senge Virbemierkungen, wou en iwwert de Stellewäert vun der Landwirtschaft an der Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg geschwat huet. Ech sinn d'accord mat em, well déi Bedeitung, déi d'Zuele verroden, am Fong net d'Realitéit erëmginn. D'Bedeitung vun der Landwirtschaft geet nämlech wäit iwwert déi Zuelen, déi d'Landwirtschaft par rapport zum Produit intérieur brut an hirer Leeschtung duerstellt, eraus.

Just e puer Beispiller: Wann een déi Plaz berücksichtegt, déi d'Landwirtschaft anhëlt an den OMC-Verhandlungen, wou et ëm d'Restrukturatioun vum Welthandel geet, da gesäit een, datt se wäit iwwert déi 0,6% erausgeet, déi se duerstellt am Verhältnis zum Bruttosozialprodukt. Och an den Diskussiounen um europäesche Plang huet - notamment wéi iwwert de Budget Rieds gaangen ass - d'Landwirtschaft eng Plaz ageholl, déi och wäit iwwert déi Bedeitung erausgeet, déi een aus der Zuelenzalot kann erausliesen. An och wat d'Ëmsetzung vun der gemeinsamer Agrarpolitik ubelaangt, kënnt een ähnlech Bemierkunge maachen.

Ech wollt elo mol a menger einleitender Bemierkung vläicht eng Kéier e fréieren Direkter vu Ponts et Chaussées paraphraséieren, dee mol eng Kéier gesot huet. „Hei zu Lëtzebuerg hu mer 300.000 Leit. 299.000 schwätzen iwwer Stroossebau an déi aner, déi schaffe bei Ponts et Chaussées.“, sot en. An der Landwirtschaft ass et esou: Mir hu 450.000 Awunner hei zu Lëtzebuerg, 446.000 schwätzen iwwert d'Landwirtschaft a wëssen, wéi et misst gemaach ginn, an déi aner, déi schaffen an der Agrikultur.

Nun, wat erwaarden d'Baueren an déi Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, sech? Aus hirer Siicht gesäit dat natierlech e bëssen anescht aus wéi dat, wat oft als allgemeng Virstellungen dorëmmer geeschtert. De Bauer huet am Fong als Haaptfuerderung, als Zentralfuerderung d'Akommesparitéit mat deene Leit, déi an anere Secteurë wéi der Agrikultur schaffen. Fir déi Akommesparitéit ze erreechen - an déi ass jo noweisbar net de Fall, well d'Landwirtschaft jo mol net un 80% erukënnt vun deem, wat anerwäerts am Duerchschnëtt verdéngt gëtt -, brauchen d'Baueren natierlech zwou Saachen: Engersäits d'Berechebarkeet an anersäits Perspektiven.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wat d'Berechebarkeet ubelaangt, muss een natierlech wëssen, datt dat ganzt Ëmfeld, dat politescht, dat administratiivt, e groussen Afloss huet op d'Wierken an d'Schaffen an der Agrikultur. An do gehéiert natierlech derzou, datt ee kloer Vuen huet iwwert d'Evolutioun vun der Politik an deem Secteur. D'Politik huet en immense Rôle ze spillen, well se engersäits e grousst Wuert matzeschwätzen huet iwwert d'Gestaltung vun de Strukturen, op jidde Fall esou wäit wéi d'Strukture gefördert gi vun nationale Gesetzgebungen, déi erëm eng Kéier mussen am Aklang si mat der europäescher Législatioun.

Déi Verhandlungen, déi am Kader vun der Organisation mondiale du commerce sech ofwéckelen, bleiwen och net neutral op d'Akommesgestaltung vun der Landwirtschaft, wann ee weess, datt och eng Brems agehäit gëtt beim Export. Dat ass politesch praktesch acquis, datt nëmme just nach kënnen Agrarprodukten nom Ofschloss vun deene Verhandlungen exportéiert ginn ausserhalb vun der Europäescher Unioun, wann dofir keng Hëllefe gebraucht ginn. Jiddefalls kënnen d'Präisser net méi künstlech gedréckt ginn duerch Exportbäihëllefen.

E Volet, deen natierlech och ganz staark op d'Akommes awierkt, dat sinn déi sou genannt „Bäihëllefen“. Bäihëllefen ass am Fong en Terme, dee kënnt irleeden, well en ass aus zwee Wierder zesummegesat: „Bäi“ an „hëllefen“, als eppes, wat sech ajoutéiert zum normalen Akommes. Dat ass richteg. Mä ass et eng Hëllef, wann ee weess, datt déi sou genannt „Aiden“ nëmmen ee Prozentsaz duerstelle vun deem, ëm wat d'Präisser reduzéiert goufen, an dat duerch politesch Décisiounen?

An deene verschiddene Reforme vun der Agrarpolitik ass ëmmer gesot ginn: D'Agrarpräisser mussen erof. Se musse sech un dem Niveau vum Welthandel orientéieren. An dann ass eng Präisbaisse décidéiert ginn, an da si Primen als Kompensatioun décidéiert ginn, déi am Fong nëmmen een Deel, ongefeier dräi Véierel vum Verloscht duergestallt hunn. Dat ass also nëmmen eng Deelkompensatioun. Deen Ausdrock géing mer besser gefalen, wéi wann ee vu Bäihëllef schwätzt.

Ëmmerhin, och an deem dote Punkt brauche mer Berechenbarkeet, well et ass net evident, datt mer nach no 2010 eraus kënne vun der Indemnité compensatoire de revenu schwätzen.

Ech weess, datt de Minister sech agesat huet fir d'Bäibehale vun därselwechter, an datt déi awer erëm eng Kéier an zwee Joer - ech mengen, et ass am Joer 2008 - diskutéiert gëtt, a wou et iwwert d'Opportunitéit vum Weiderféiere Rieds geet. Mir haten och eng Kéier an der Agrarkommissioun Rieds, wou de Minister eis opgefuerdert huet, him dann Argumenter ze liwweren, wéi een d'Weiderféiere kënnt justifiéieren.

Ech géing och eng Explicatioun ginn: Wéi déi sou genannt Flächeprimen agefouert gi si bei der McSharry-Reform, huet Lëtzebuerg eng Kompensatioun kritt, déi ass ausgerechent ginn op eng Duerchschnëttsrecolte vu 4,2 Tonne Céréalë pro Hektar.

Mengem Gefill no war deemools d'Recolte iwwert där Moyenne, déi Lëtzebuerg op Bréissel signaléiert huet. Et kann een et och ni mat allerleschter Sécherheet feststellen, well een Deel beim Bauer doheem gehal ginn ass; deen ass net gewieë ginn, mä einfach stockéiert ginn.

Wann een elo zum Beispill Géigenden hëlt am Ausland, am noen an am weiden Ausland, wou deemools méi en héije Betrag op Bréissel gemellt ginn ass, do fält natierlech och déi Kompensatioun méi héich aus. An et si Géigenden, déi hunn ouni d'Indemnité compensatoire méi eng héich Bäihëllef iwwert déi sou genannt Flächeprimen, wéi d'Lëtzebuerger Bauere bei der Flächeprime mat der Indemnité compensatoire zesummen.

Ech mengen, dat wier vläicht en Argument, fir awer jiddefalls emol an der Diskussioun déi éischt Ronn ze packen. Ech wollt dat mol jiddefalls als Bäitrag vu menger Fraktioun hei mat an d'Diskussioun erabréngen.

Elo ass d'Politik nun emol eppes Onberechenbares, well jo kee weess, wéi dat do ausgeet. A well ee jo och Accordë brauch dono, a wa méiglech Accorden op breeder Basis an dat wäerten Diskussioune ginn um Conseil européen, déi sech och bis 2013 natierlech engagéiert hunn, fir de Baueren e gewëssene Rahme virzeginn, an deem dann d'Agrarpolitik an och hiert Wierke sech kënnen ofwéckelen.

Wéi ass et dann elo mat deene Méiglechkeeten, déi de Bauer selwer huet ? Wat sinn d'Variables d'ajustement, fir kënnen hiert Akommes ze verbesseren? An ech betounen, datt de Bauer den éischten an de wichtegsten Acteur nach ëmmer an der Landwirtschaft ass.

Ech hunn éinescht den Här Oberweis héiere soen, de Bauer ass säin eegenen Här. Jo, hie kann e bësse méi gestalten elo mat där neier Reform, well hien ass e bësse manner duerch d'Entkoppelung vun der Produktioun un Uweisunge gebonnen, mä hien ass awer nach ganz staark geprägt vun engem réglementairen Ëmfeld, op dat ech och nach méi genee ze schwätze kommen.

Eng éischt Variable d'ajustement ass d'Produktivitéitssteigerung. Déi geet permanent an d'Luucht an déi erkläert och, firwat datt mer en enorme Konzentratiounsprozess hunn a firwat datt immens vill Leit nach ëmmer de Secteur verloossen. Dat erkläert och, firwat datt d'Betriber ëmmer méi grouss ginn, an dat erkläert och, firwat datt näischt hei am Land broochleie bleift, well et gëtt virun zu manner datselwecht gemaach.

Eng zweet, dat ass natierlech en Awierken op d'Qualitéit, a mir droen och déi Motiounen, déi hei vum Interpellant agereecht gi sinn, als Fraktioun mat, well dat och an allgemengen Termë gehalen ass, a well mer dat och kënnen esou mat ënnerstëtzen ouni gréisser Schwieregkeeten.

Vun der Qualitéit ass och gesot ginn, datt se natierlech ganz wichteg ass. Ech deelen dat och, mä och do si Grenzen erreecht. Et soll een och keng iwwerdriwwen Erwaardungen an d'Qualitéitssteigerung setzen.

An en drëtte Beräich, op dee kann agewierkt ginn, dat ass natierlech d'Sensibilisatioun. Déi beschte Réussiten an der Landwirtschaft an deene leschten zéng Joer tëschent Produzent a Konsument sinn nach ëmmer déi, déi och iwwert eng gelonge Marketingsstrategie an eng réusséiert Sensibilisatioun zum Enn gefouert ginn. Zum Beispill d'Fleesch an enger grousser Chaîne hei zu Lëtzebuerg. Dat huet der Landwirtschaft deemools zum Deel gehollef aus enger Kris erauszewuessen, an där se duerch d'BSE-Problematik eragerode war.

Wa mer iwwert d'Berechenbarkeet schwätzen, muss een och iwwert d'Réglementatioun schwätzen. An ech war laang Zäit - fënnef Joer laang - an engem Ministère, dee jo och zum Deel d'Rahmebedingunge matprägt. An ech konnt mer eng Iddi maachen, wéi schwiereg datt et ass, fir ëmmer Kompromësser ze fannen - och well eng Partie Reflexer an eenzelnen Administratiounen net ëmmer déi sinn, op déi de Bauer, deen als Entscheidungsträger op rapid Décisiounen ugewisen ass, kann zielen.

Ech denken un Oploen, an ech kommen nach eng Kéier op dat zréck, wat ech och zejoert bei der Interpellatioun vum Här Kox gesot hat: Mir mussen och en Inventaire maache vun deenen Oploen an der Landwirtschaft, déi nach ëmmer d'Kompetitivitéit vun de Bauere belaaschten.

Déi Situatioun war mat Momenter esou grave, datt ech praktesch als politesch Responsabelen herno mech ëm bal all Projet hu misse selwer bekëmmeren, fir ze vermëttelen. Ech ginn zou, et ass net einfach, fir ëmmer déi richteg Kritären ze fannen. Wat zum Beispill d'Relatioune mam Environnement ubelaangt, mam Naturschutz, wa landwirtschaftlech Bauten an der Gréngzon opgeriicht ginn, begéine mer e Feld, wat net einfach ass, mä do hu mer mat der Agriculture et awer erreecht, datt een 90% vun den Oploe kënnt kompenséieren duerch eng Hëllef, an da géing de Bauer 10% vun deem Käschtepunkt droen, déi entstinn duerch zousätzlech Oploen. Ech mengen, zur Berechenbarkeet gehéiert also, datt een do weess, datt een net op Schikanen a Willkür muss zielen.

Bei de Renaturatioune wëll ech de Minister froen, ob et nach ëmmer esou ass, datt nëmme just déi duerchgezu ginn, mat deenen d'Baueren averstan sinn. An ech denken do net nëmmen un d'Propriétairen, mä och un d'Exploitanten, déi net ëmmer Propriétaire vum Terrain sinn, fir datt déi matgefrot ginn, ier et zu enger Renaturatioun kënnt. Dat si Saachen, déi muss een och, wa se décidéiert sinn, honnert- an dausendmol répétéieren, fir dass se net an de Vergiess kommen.

An ech sinn do formell, wann et am Intérêt vun der Saach ass, an et huet een den Accord vun de betreffende Leit net, soll een et si loossen. A wann een den Accord vun de Leit fënnt an et kann een eng Renaturatioun maachen, da soll ee se maachen, well et awer zur Gesondung vum Waasser bäidréit a well, wa se gutt ugepaakt ass, se och kann hëllefräich sinn.

Ech soen dat, well déi, déi an enger schwiereger Situatioun sinn an déi sech Gedanken iwwer hir Zukunft maachen, net nach mat neien Inconnuën an Incertitudë kënne belaascht ginn.

Wéi ass et elo mat den neie Perspektiven? Dat ass mäin zweeten a leschten Deel. D'Landwirtschaft ass méi wéi jee op enger Kräizung ukomm. An et sinn zwou Richtungen, an déi se kann hifueren. Déi eng, déi heescht Liewensmëttelproduktioun, an déi aner, déi heescht Energieproduktioun. Déi zwou ginn haut schonn zum Deel an der Landwirtschaft gemaach. Mat méi oder wéineger Erfolleg. Déi zwou kënnen och net ouni zolidd politesch an administrativ Rahmebedingunge sech ofwéckelen. Et heescht also elo, net nëmmen d'Bewosstsäin ze mobiliséieren, well et ass zum Deel do; et heescht am Fong elo, sech asetzen, datt d'Potenzial identifiéiert gëtt. An ech mengen, Dir sidd mat enger Etüd befaasst, där hiert Resultat mer nach net am Endeffekt kennen, mä et ass noutwendeg, datt mer wëssen, wéi grouss dat Potenzial ass, wat ee raisonnablement kann an der Agriculture förderen.

D'Verwäerte vun der Biomass ass ugeschwat ginn. Och do hunn ech d'Gefill, datt de Präis, dee bezuelt gëtt fir de Gas awer knapps duergeet, fir d'Pérennitéit vun där Zort vun Energieproduktioun ze sécheren. Dat héiert een am Gespréich vun de Leit. Déi soen engem, wann och net alles, Här Oberweis, da soe se awer wéinstens, datt et net evident ass, fir mat deenen aktuellen Zouwendungen, öffentlechen Zouwendungen definitiv iwwert d'Ronnen ze kommen.

Et gëtt och aner Méiglechkeeten, fir am Energiesecteur Bäiträg ze liwwere vun der Landwirtschaft aus, mat Produktiounen, déi aus deem Secteur entstane sinn an déi och am Endeffekt der Kyoto-Bilanz eppes bréngen. Ee Kilo Stréi oder zwee Kilo Stréi, wann déi a Pellets gepresst sinn, déi hunn en Equivalent vun engem Liter Mazout. Dat muss ee wëssen!

A mir hunn awer zeg dausend Hektar Stréi hei am Land, déi kënnten där neier Zouwendung, där neier

Affectatioun zougefouert ginn. Do kënnte mer en décken Deel spueren. Ech ginn dovun aus, datt dat och an där Etüd kann opgezeechent ginn. Net all Hektar Stréi kënne mer enger Energieproduktioun zouféieren, mä awer e groussen Deel ëmmerhin. Datselwecht gëllt fir d'Céréalen.

Dat maach elo deen een oder anere stéieren, mä wa Braderiespräisser bezuelt gi fir d'Céréalen... an et ass d'éinescht och vum Interpellant gesot ginn: zéng Cent de Kilo, an dat ass nach heiansdo héich gegraff, well zejoert war et esouguer manner. Zéng Cent de Kilo, dat si véier Frang. Et si schonn Céréale verkaaft gi fir 3,2 Frang de Kilo oder 3,5 Frang de Kilo. Mä wann een déi mat zwee multiplizéiert, dann huet een am Fong schonn d'Matière première, fir e Liter Mazout hierzestellen. Rechne mer och nach zéng Cent dobäi fir d'Produktioun vu Pellets - ech weess net, wat se kaschten, mä dat ass emol héich no uewen ofgerënnt -, da kënnt een awer herno op e Gestehungspräis vun zéng där aler Frang. Dat ass manner wéi d'Halschent vun deem, wat haut e Liter Mazout kascht!

Do deet sech menger Meenung no awer e Potenzial ervir, dee mer onbedéngt musse verwäerten, a wat ee relativ kuerzfristeg kënnt asetzen. Domat läit een doudsécher richteg, esouguer wann d'Energiepräisser kënnte falen. Ech gehéieren zu deenen, déi mengen, datt se nach iergendwann eng Kéier kënne schwanken, och wann déi Schwankunge vläicht net méi esou no ënnen ausschloen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, mä et ass awer net gesot, datt de Barrel net erëm eng Kéier 40 oder 45 Dollar ka kaschten. Och da géing ech mengen, misst et nach méiglech sinn, datt een do nach esou just kéint rentabel sinn an där Produktioun. Dat muss een alles kënnen als Perspektiven opzeechnen.

Een anert Gebitt, wou mer nach an de Kannerschong stiechen, mä wat awer, menger Meenung no, laangfristeg eng ganz grouss Perspektiv kéint duerstellen - ech gebrauchen ausdrécklech de Conditionnel -, dat ass d'Waasserstofftechnologie; Gewënn, déi een aus der Biomass och ka bréngen. Ech mengen, et soll een och dorunner studéieren an och kucken, wéi gesot, wéi ee kann déi politesch administrativ Ëmfelder fir déi do Politiken esou gënschteg ewéi méiglech gestalten.

Zu de Konklusiounen, Här President, wëll ech soen, datt mer weider an der Landwirtschaft an engem grousse Konzentratiounsprozess sinn. Wann een all déi Discoursen noliest vu virum Krich bis haut, dann ass praktesch all Interpellatioun ugaang mat der Zuel vun de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen a wéi vill datt déi Zuel méi kleng ass, par rapport zu där, wéi se dat Joer virdru war oder fënnef Joer virdrun oder zéng Joer virdrun. An all Kéiers ass gemengt ginn, d'Welt géing ënnergoen. D'Welt ass net ënnergaang.

Ech mengen, mir sollen aus där Fäegkeet, déi och d'Landwirtschaft huet, fir sech ze adaptéieren, léieren. Mir wëssen, datt do am Fong dat gréisste Potenzial ass, fir d'Agrikultur weiderzebréngen, an duerfir musse mer kloer erkennen, datt den Haaptacteur an der Agrikultur de Bauer ass a bleift a muss och bleiwen, a senger duebler Funktioun als Liewensmëttelproduzent an och als Energieproduzent, an dat ëmmer méi, well och an där zweeter Dimensioun eng Potenzialitéit läit, well déi Wueren, déi bradéiert ginn um normale Liewensmëttelmaart, erausgezu ginn an an Energie ëmgewandelt ginn an doduerch duerno och kënnen e Rééquilibrage vun de Präisser no uewe provozéieren. An d'Politik huet och doranner eng ganz begleedend Funktioun.

Ech mengen, kuerzfristeg misste mer kloerstellen, wéi den aktuelle Plan de Développement Rural auszelafen huet, do muss reglementéiert ginn, do mussen déi Leit, déi dëst Joer en Investissement nach ufänken an déi deen nach ënnert dem Empire vun der aktueller Législatioun maachen, wëssen, ënnert wat fir enge Konditiounen datt se dee maachen. Bei deem fréieren Agrargesetz ass e Règlement grand-ducal geholl ginn, deen déi Dispositiounen do preziséiert huet. Ech hat och eng Kéier eng Fro un de Minister gestallt, an ech ginn och dovun aus, datt mer kënne relativ kuerzfristeg mat enger Äntwert do rechnen, fir datt d'Auslafe vun deem aktuelle Plan de Développement Rural an enger och berechenbarer Bunn leeft.

An ech mengen och kënnen ze soen, datt d'Konditiounen - jiddefalls menger Lecture vun de Geschehnisser no - elo besser sinn, fir relativ kuerzfristeg en neit Gesetz ze kréien. An ech hoffen, datt dat relativ fréi am nächste Joer ka sinn, fir och an der Zukunft dann de Baueren déi Berechenbarkeet ze ginn, déi se brauchen, fir eben hir Investissementer ze plangen.

Well déi Investissementer musse gutt geplangt ginn. Mir brauche Leit, déi wëssen, wouhin datt se wëllen. Se mussen och wëssen, op wien datt se kënnen zielen, wa se dohinner ginn, wou se décidéiert hunn hinzegoen, a se mussen och wëssen, datt se net muttwëlleg schikanéiert ginn, fir dat ze maachen. Well déi Investissementer, déi haut geplangt ginn, déi ginn ofgeschriwwen iwwer eng Period vun zéng, 15 Joer, jee nodeem ëm wat dass et sech handelt. Da si mer am Joer 2020.

Or, am Joer 2013 soll eng nei Agrarreform kommen, vun där mer net wëssen, wou se higeet, wou mer net wëssen, ob do, wou haut nach eng Kontingentéierung an der Produktioun ass, wéi zum Beispill bei der Mëllech, fir déi et Quote gëtt, ob déi bäibehale ginn, dat sinn alles Incertituden, an déi wäerte sech eréischt an deenen nächste Jore preziséieren.

An do hätte mer gären, datt mer och e ganz klore politesche Message vun der Chamber aus ginn, datt mer e Maximum ustriewen, fir iwwerall do, wou Lëtzebuerg kann e Beitrag leeschten, zur Kloerheet bäizedroen. An da mengen ech, hätten d'Bauere jiddefalls méi Berechenbarkeet a méi Aussiichte fir op eng honorabel Manéier iwwert d'Ronnen ze kommen an engem schéinen awer och an engem ganz schwierege Beruff.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stellewäert vun der Landwirtschaft an eiser Gesellschaft ass haut ee ganz anere wéi nach virun zwou bis dräi Generatiounen. Wann ee liest, dass dëse Secteur haut nach just 1,3% vun den Aarbechtsplazen ausmécht an net vill méi Leit - 1,6% - an der Liewensmëttelveraarbechtung schaffen, kéint ee liicht d'Bedeitung vun der Landwirtschaft ënnerschätzen. Dobäi sinn ëmmerhin nach 55% vun dem Lëtzebuerger Territoire Agrarflächen a 34% dovunner sinn och nach vun eise Bëscher bedeckt; an dat trotz engem ständegen Zouwuess un Awunner. Och d'Wéngerten, déi 1.300 ha ausmaachen, prägen d'Landschaftsbild laanscht d'Musel.

D'Landwirtschaft ass deemno net iergend ee Beruffszweig wéi en aneren. An datt et dësem Secteur gutt geet, ass net nëmme fir déi Leit wichteg, déi doranner schaffen, mä fir déi gesamt Lëtzebuerger Bevölkerung. Och wa mir haut net méi esou ofhängeg si vun der nationaler Produktioun, wéi dat fréier emol de Fall war, sou appréciéiere mer awer déi gutt a villfälteg Liewensmëttel, déi op eisem Territoire produzéiert ginn.

Virun allem kënnt dem Bauer och eng entscheedend Roll zou, wann et drëm geet déi charakteristesch Landschaften ze erhalen, souwéi och am Ëmweltschutz aktiv ze sinn. Dës duebel Aufgab - Liewensmëttelproduktioun an Naturschutz am wäiteste Sënn - ass net onproblematesch. Et ass verständlech, dass d'Bauere sech virun allem als Produzente vu qualitativ héichwäertegen Agrarprodukter gesinn a sech net zu haaptberuffleche Landschaftsgäertner wëllen ëmstrukturéiere loossen.

Dobäi muss an ass de Bauer sech bewosst, datt hien eng wichteg Roll am Kader vum Naturschutz souwéi Waasserschutz ze spillen huet. Sou bedeelege sech jo haut scho vill Baueren an de Quelleschutzgebidder u spezifesche Waasserschutzprogrammer. Och ënnerleie 87% vun de landwirtschaftleche Flächen den Oplagen a Restriktiounen vun de Landschaftsfleegeprimen. An derniewent bedeelege sech d'Bauere mat engem Véirel vun der landwirtschaftlecher Fläch un ëmweltschounende Moossnamen. An et ass och gutt, datt de Gebrauch vun Dünger a Sprëtzmëttelen enger strenger staatlecher Kontroll ënnerläit an doduerch och an deene leschte Jore staark reduzéiert gouf.

An dëse Beräicher wäert eng wichteg Zesummenaarbecht tëschent eenzelne Ministèren absolut noutwendeg sinn. Landschaftsministère, Ëmweltministère an Innenministère sinn hei gefuerdert. Ech si sécher, datt si mat hire Verwaltungen déi richteg Weeër wäerte fannen.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Landwirtschaft wäert awer och engem usteigenden Drock ausgesat sinn, deen eemol vu baussen souwéi och vu banne wäert entstoen.

Den Drock vu baussen entsteet duerch eng ëmmer méi grouss Usteigung vun ëmmer méi Fuerderung no Urbaniséierung. Ëmmer méi Raum gëtt gebraucht fir Bauland, awer fir och Aktivitéitszonen, Stroossen an esou weider, awer och fir eng grouss Majoritéit vu Leit, déi de ländleche Raum virun allem als Noerhuelungsgebitt ugesinn a bei deenen de Wonsch do ass no idyllesche Landschaften en enger intakter Natur.

An dann den Drock vu bannen, déi héich Präisser fir Terrain, eisen ongënschtege Klima, dee Lëtzebuerg zu enger defavoriséierter Regioun fir d'Landwirtschaft mécht, doniewent héich Gehälter an anere Branchen an esou virun.

D'Resultat: D'Bauere verdénge verhältnisméisseg wéineg; fir ëmmer manner Jonker ass dëse Beruff attraktiv. 2003 waren 33% vun de Chefs d'exploitation méi al wéi 54 Joer. Dëser Problematik, dësem Drock heescht et entgéintzewierken duerch eng offensiv, wéi och geplangten, an organiséiert a strukturéiert Agrarpolitik.

D'Pourparlerë mat der Europäescher Kommissioun fir d'Opstellung vum PDR fir d'Joren 2007 bis 2013 lafen a sinn an hirer Endphas. Dëse Programm wäert dann och d'Eckwäerter si vun deem neien Agrargesetz.

An dësem Programm heescht et d'Zeeche vun der Zäit erkennen an ze wëssen, datt Verännerungen néideg sinn, an d'Chance ze notzen, eis Landwirtschaft méi kompetitiv ze halen, an deenen, déi an dësem Beräich schaffen, eng Zukunft ze bidden. De Beruff soll erëm attraktiv ginn a gläichzäiteg den Erwaardunge vun eiser Gesellschaft entgéintkommen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir brauche modern Betriber, déi héichwäerteg Produkter herstellen. Virun allem déi lescht Joren hu jo gewise wéi grouss d'Nofro no Produkter ass, déi onproblematesch kënne consomméiert ginn. BSE, Schwéngspescht a Vullegripp hu gewisen, datt mat Liewensmëttel keng Experimenter sollen an dierfe gemaach ginn.

De Consommateur freet no Produkter, déi an der Rei sinn a wou d'Chaîne vun der Produktioun ka vun A bis Z noverfollegt ginn. Esou eng Garantie kann entstoen duerch de Qualitéitslabel, deen dem Konsument och déi néideg Sécherheet a Confiance wäert ginn. Dëst ass en Challenge, deen eis Landwirtschaft ugaangen ass an - ech si sécher - och an Zukunft wäert kënnen erhalen a weider kënnen ausbauen. Och ass d'Palette vun de Bioliewensmëttel nach net erschöpft, an hei sinn zousätzlech Nischen ze exploitéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer awer och bewosst, dass dës Ausriichtungen awer nëmmen effikass a wierksam duerchgefouert ginn duerch eng gutt a richteg Ausbildung vun eise Baueren, Gäertner a Wënzer. Engersäits mussen eis Jongbaueren déi néideg Ausbildung kréien, fir hire Betrib souwuel um Terrain wéi och administrativ beschtméiglech kënnen ze leeden. Korrekt Buchféierung, geziilte Rentabilitéitsberechnungen an en aktualiséiert Fachwësse sinn a ginn ëmmer méi wichteg an dësem Beräich.

Awer och d'Formation continue muss an dësem Secteur virun ugepaakt ginn a weider méi offréiert ginn. Dëst ass, fir den Acteuren um Terrain regelméisseg déi néideg Informatiounen an Erkenntnisser ze ginn, déi se brauchen, fir dësen Job an dës edel Aufgab ze erledegen. An dësem Kontext schéngt mer och wichteg, endlech eng definitiv Léisung ze fanne fir de Lycée agricole zu Ettelbréck. Gutt Schoulinfrastrukture gehéieren och zum Image vun enger Beruffsgrupp.

Dir Dammen an Dir Hären, déi usteigend Pëtrolspräisser, wéi schonn ugekënnegt hei, souwéi d'Ëmsetze vum Kyoto-Protokoll féieren awer och dozou, nei Weeër an der Energieproduktioun ze sichen. Dës Nische sollen och vun der Land- a Forstwirtschaft weider ausgenotzt ginn. De Moment scho werft d'Produktioun vu Biodiesel d'Joer 600 bis 1.000 Tonnen of. 24 Biogasanlage gi vun engen 100 Bauerebetriber bedriwwen, eng Rei anerer sinn an der Prozedur, eng Prozedur, déi sécher korrekt an normgerecht soll sinn, déi awer net zu engem iwwerdriwwene Bürokratismus soll féieren.

An derniewent gëtt et 21 Installatiounen, déi Gebaier hëtze mat Holzschnëtzel, wat enger Capacitéit vu 5.700 Kilowatt entsprécht. Dës Wäerter kënnen a sollen an Zukunft ausgebaut ginn, an nei Piste mussen exploitéiert ginn, fir zousätzlech Einnahmequelle fir eis Forst- a Landwirtschaft ze schafen an et eisem Land ze erlaben, méi onofhängeg ze gi vum Pëtrol. Mir sollen also och zu Lëtzebuerg Weeër goen, nei Entwécklungszentre fir Energiequellen ze erschléissen an ze schafen, esou wéi dat am Ausland besteet an net wäit vun eis, an Neibelgien, zu St. Vith zum Beispill, wäert entstoen, an esou wéi et jo och am Aktiounsplang Kyoto, wéi den Ëmweltminister Lucien Lux erkläert huet, wäert entstoen.

Och mir hunn d'Matière première Holz op der Plaz zur Verfügung a brauche se net wäit ze transportéieren. De Projet hei zum Beispill fir d'Revitaliséierung vun den Industriebrooche Wolz gesäit vir, een Zentrum fir d'Entwécklung vun alternativen Energien do unzesiedelen. Hei kann a muss eng Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft aus der Regioun stattfannen. Fir si kënnen hei nei Méiglechkeete gebuede gi fir d'Produktioun an d'Liwwere vu Matière première am Beräich alternativ Energien. Eng Rei vu Beispiller goufe schonns opgezielt zum Schluss elo vum Charel Goerens. Dëst bedeit eng Diversifizéierung fir d'Agrarproduktioun aus dem Norde vum Land.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerte mat Sécherheet nach Geleeënheet fannen, iwwert de Secteur vun der Landwirtschaft am Kader vum neien Agrargesetz, souwuel an de Kommissioune wéi och an der Chamber, ze debattéieren. Et ass awer wichteg, mat den Organisatiounen an de Leit um Terrain an deenen nächste Méint ze debattéieren. Dëst mécht de Ministère de Moment, an eis all bitt sech och d'Chance, mat deene Leit aus dem Secteur iwwert hir Problemer an Erwaardunge fir d'Zukunft ze schwätzen. Souwuel d'Foire agricole zu Ettelbréck wéi elo d'nächst Woch de 25. Mee zu Rulljen de Landjugenddag ginn eis d'Geleeënheet, dëst och a Praxis ëmzesetzen. Siche mer also den Dialog mat deenen, déi dës Richtlinne sollen ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Nächste Riedner ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Froestellung vum Interpellant kann ech a menger Interventioun net uschwätzen, dofir wäert ech mech och nëmmen op e puer beschränken. Ech wëll mech besonnesch op déi Punkte beschränken, déi an de leschte Méint a Wochen a Kreesser vun der Agrarwelt, an net nëmmen an der Agrarwelt, hir héich Welle geschloen hunn. Sief dat am Dossier vun der Renaturéierung vu Gewässer oder och nach am Dossier Remembrement.

D'Spannungsfeld tëschent dem Natur- an Ëmweltschutz an der Landwirtschaft ass nach ni mat esou enger Heftegkeet wéi an der leschter Zäit ausgedroe ginn. D'Ëmsetzung vum neien Naturschutzgesetz vun 2004 an d'Praxis wäert och nach zu muneche kontroversen Debatte féieren. Bei richteger Interpretatioun a géigesäitegem Respekt kënne mer awer nëmme Gewënner aus dësem Prozess ervirbréngen. D'Bedéngung zu esou engem Erfolleg ass awer d'Unerkennung vun de géigesäitege Stäerkten a Schwächten.

E weidere Punkt, deen net nëmme fir eis wichteg ass, ass d'Problematik ëm de Klimaschutz. Haut ass jo schonn an dësem Haus iwwert d'Thema Nummer eent vum 21. Jorhonnert debattéiert ginn. De Klimaschutz aus Siicht vun der Landwirtschaft huet en enormt Potenzial mat ville Gewënner: e Gewënn fir d'Ëmwelt, e Gewënn fir d'Landwirtschaft, e Gewënn fir d'Gesellschaft am Allgemengen. D'Zukunft vun der Landwirtschaft läit fir déi Gréng deemno net nëmmen an der Liewensmëttelhierstellung, mä och an der Energieproduktioun, nom Motto: vum Landwiert zum Energiewiert.

Dës zwee Punkte fanne sech och méi oder manner développéiert am neie Programm vum Développement rural, deen de Moment an der Ausaarbechtung ass, zréck. Dëse Programm stellt jo bekanntlech d'Basis fir dat neit Agrargesetz fir d'Period 2007 bis 2013.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech mech am Detail mat de virgenannte Beräicher wëll beschäftegen, wëll ech awer och e puer Wuert iwwert déi lescht europäesch Reform an der Landwirtschaft verléieren. D'Entkoppelung

vun der Produktioun vun de Bäihëllefe war e ganz wichtege Schrëtt a méi eng nohalteg Landwirtschaft. D'landwirtschaftlecht Akommes soll deemno net méi iwwert d'Produktioun, mä iwwer e Grondsockel, deen un d'Fläch vum Betrib gekoppelt ass, ofgeséchert ginn. Dës Bäihëllefe ginn awer nëmmen dann ausbezuelt, wann déi sou genannten „Cross Compliance" agehale ginn, Konditiounen, déi souwuel d'Beräicher vun der Liewensmëttelsécherheet, der aartgerechter Déierenhaltung wéi dem Ëmweltschutz betreffen.

Dës Konditioune sinn och fir déi Gréng Kritäre vun enger nohalteger Agrarpolitik. D'Zil vun enger nohalteger Agrarpolitik muss also sinn, esou vill wéi méiglech Baueberetriber mat engem uerdentlechen Akommes ze erhalen a gläichzäiteg d'Ëmwelt ze schounen an eng villfälteg Kulturlandschaft ze erhalen. Et weist sech awer, zumindest wann een déi europäesch Dimensioun kuckt, datt nach ëmmer e ganz groussen Deel vun den europäesche Gelder an d'Produktioun geet, ouni datt déi virgenannten Ziler och richteg erreecht ginn.

Och fir Lëtzebuerg sollte mer am Kader vun der Diskussioun ëm dat neit Agrargesetz eis verstäerkt mat deenen uewe genannten Ziler auseenaner setzen. D'Landwirtschaft kann an däerf net méi eleng am Secteur vun der Landwirtschaft diskutéiert ginn. Mir brauchen eng breet gefouert Diskussioun fir d'zukünfteg Ausriichtung vun der Agrarpolitik ze definéieren. Esou wéi schonn an der Debatt iwwert de Klimaschutz, wou festgestallt gouf, datt d'Klimapolitik net méi eleng d'Aufgab vum Ëmweltministère ass, mä eng ressortiwwergräifend Aufgab, esou muss och eng nohalteg Landwirtschaft iwwert hiren Tellerrand eraus betruecht ginn.

Dofir begréisse mir och ausdrécklech, datt bei den Diskussiounen iwwert d'Ausriichtung vun dem neie Programm vum Développement rural, dem sou genanntene PDR, e Partenariat gewielt gouf, wou souwuel d'Ëmweltvertrieder wéi och d'Vertrieder aus anere Wirtschaftssecteure mat um Dësch konnten diskutéieren. Dëst stellt awer aus eiser Siicht nëmmen en Ufank duer. Och bei der Ëmsetzung vum PDR an dat neit Agrargesetz muss déiselwecht Prozedur gewielt ginn. Wëssend, datt mir eis zwar net allze vill Zäit kënnen huelen, esou läit awer bekanntlech den Däiwel am Detail.

Dat neit Agrargesetz muss deemno ganz kloer zilorientéiert diskutéiert ginn. D'Landwirtschaft däerf net méi produktorientéiert betruecht ginn, mä muss als Aart Déngschtleeschtung vis-à-vis vun der Gesellschaft betruecht ginn. Eng Déngschtleeschtung, wéi schonns virdru gesot, op Produktioun vu gesonden a séchere Liewensmëttel, op aartgerechter Déierenhaltung, op de schounenden Ëmgank mat der Ëmwelt an dem Erhale vun enger villfälteger Kulturlandschaft. Dës Déngschtleeschtung kréie mir awer net zum Nulltarif.

Dëse Paradigmewiessel geléngt nëmmen dann, wa mir als Gesellschaft bereet sinn, och déi néideg Mëttel fir esou eng nohalteg Landwirtschaft zur Verfüngung ze stellen, a bereet sinn, d'Landwirtschaft och op deem Wee ze begleeden. Dës Bäihëllefe ginn natierlech un Oplage gebonnen, ouni déi eng zilorientéiert Agrarpolitik net méiglech ass. Dës Oplage sinn awer net als Plo mä als Chance ze gesinn. Dofir däerfen d'Bedingungen, fir dës Mëttel ze kréien, net nëmmen iwwer Sanktiounen a Kontrolle goen, mä iwwer méi Berodung a wirtschaftlech Ureizer.

Mir mussen dofir verstäerkt op d'Ausbildung an d'Weiderbildung setzen, fir esou Programmer kënnen an der Praxis ëmzesetzen. Am neien Agrargesetz mussen deemno dës Beräicher besonnesch ervirgegraff ginn. Och d'Landwirtschaft ass e Bestanddeel vun enger Wëssensgesellschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Renaturéierungen, Remembrement, Natura 2000, d'Waasserrahmerichtlinn, d'Biodiversitéit - fir nëmmen déi ze nennen - si Begréffer, déi ëmmer nees zu héije Spannungen tëschent der Landwirtschaft an dem Natur- an Ëmweltschutz féieren. Dobäi kënnten awer eng ganz Rei vu positive Messagen domadder verbonne ginn. Esou léisst sech am Beispill vun der Renaturéierung vu Waasserleef eng Landwirtschaft am Aklang mat der Natur an dem Ëmweltschutz realiséieren. D'Viraussetzung fir esou eng Harmonie ass awer dann nëmme ginn, wann d'Ziler vum Projet kloer definéiert goufen.

Niewent enger Bestandsopnahm respektiv enger klorer Zilsetzung spille Pedagogik an Opklärung eng gradesou wichteg Roll. Ouni transparent Prozedur mat kloer definéierten an novollzéibare Kritären an Ziler sinn och weiderhi Konflikter virprogramméiert.

Dës Konflikter sinn awer ze oft op falsch Rollespiller zréckzeféieren. Et schéngt, als wëllt d'Ëmwelt de bessere Landwirt an d'Landwirtschaft de besseren Naturschützer sinn. Mir wären dofir frou vum Minister ze héieren, wéi d'Landwirtschaft am Allgemengen zu de weidere Renaturéierungsprojetë steet, respektiv wéi an der Zukunft d'Problematik vun de Renaturéierungsprojeten ugaange gëtt.

Esou wéi Renaturéierungsprojetë bei der Landwirtschaft op Oflehnung stoussen, esou ass et mat dem Remembrement bei den Ëmweltkreeser. Besonnesch de Remembrement vun de Wéngerten huet schonn zu munchen heftegen Diskussioune gefouert. Hei wär et un der Zäit erëm méi eng generell Debatt iwwert d'Remembrementspolitik ze féieren, an esouwuel déi wirtschaftlech wéi ekologesch Kritären erëm an dat richtegt Liicht ze stellen. Och d'Feele vun dem Règlement grand-ducal iwwert d'Impaktstudie ass net sonnerlech dinglech. E Reglement, wat jo am Virfeld vun esou Remembrementsprojeten eng zesummenhänkend Bestandsopnahm iwwert d'Auswierkungen op d'Ëmwelt soll analyséieren.

D'Waasserrichtlinn ass e weideren Dossier, dee schnellstens mat der Landwirtschaft muss diskutéiert ginn. D'Waasserrichtlinn stellt net nëmmen der Landwirtschaft eng grouss Erausfuerderung. Ze laang, vill ze laang hu mir d'Waasserproblematik hei zu Lëtzebuerg vernoléissegt. Mir waarden dofir gespaant op méi eng zilorientéiert Zesummenaarbecht vum Waasserwirtschaftsamt mat der Landwirtschaft. Um Plang vun der Reduktioun vun de Pestiziden oder och nach bei den Nitrater bleift jo a sech nach genuch ze ënnerhuelen. Mir mussen als Gesellschaft bereet sinn, d'Landwirtschaft op deem Wee ze begleeden.

Esou hunn ech mat vill Intressi op engem Seminar vum SEBES héieren, datt den Här Innenminister bereet ass, Waasserschutzzonen duerch ekologesche Landbau ze ënnerstëtzen. D'Beispill vun de Münchner Waasserwierker, dat op deem Seminar virgestallt gouf, beweist, dass duerch eng proaktiv Politik villes erreecht ka ginn. Duerch méi eng differenzéiert an zilorientéiert Ënnerstëtzung vun deene landwirtschaftleche Fläche ronderëm d'Quellen an d'Gewässer loosse sech vill Win-win-Situatiounen erreechen.

Firwat net scho muer zesumme mam Waasserwirtschaftsamt e Pilotprojet duerchféieren, ëmsou méi déi entspriechend Gesetzgebung do ass? D'biologesch Landwirtschaft huet deemno eng ganz wichteg Roll beim Waasserschutz ze spillen. Leider kënnt si hei zu Lëtzebuerg awer net esou richteg vun der Plaz. Dobäi verlaangt de Konsument ëmmer méi no esou Produkter. D'europäesch Tendenz weist däitlech no uewen. Éisträich zum Beispill huet haut scho bal 15% Biolandbau. Dëst war an Éisträich awer nëmme méiglech, well d'Rahmebedingunge mat kloer formuléierten Ziler gestëmmt hunn.

Den 10. Juli 2004 gouf zum Beispill en europäeschen Aktiounsplang lancéiert mat 21 Punkten, fir de biologesche Landbau weiderzedreiwen. Leider stelle mir awer fest, datt nach ëmmer näischt Konkretes fir Lëtzebuerg um Dësch läit, obscho sech e Groupe de travail mat der Problematik säit laangem beschäftegt. Et géif eis interesséieren, firwat mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer keng couragéiert a breet ugeluechten Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne lancéiert hunn. Et stinn zwar eng ganz Rei vu positiven Usätz iwwert de biologeschen Landbau an dem PDR. Dësen Absichtserklärunge mussen awer elo endlech konkret Schrëtter folgen. Vill vun de Spannungsfelder tëscht der Landwirtschaft an dem Naturschutz loosse sech nämlech mat dem biologesche Landbau vermeiden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Ausféierung wëllt ech awer nach een Thema beliichten, wat en neit Betätegungsfeld mat neien Akommesméiglechkeete fir d'Landwirtschaft duerstellt: Vum Landwirt zum Energiewiert. Et ass also méi wéi wichteg eng Strategie ze entwéckelen, wéi mir dat risegt Potenzial vun der Bioenergie hei zu Lëtzebuerg kënnen erschléissen. Wa mir Strategie soen, heescht dat haut déi richteg Entscheedung treffen, datt méiglechst vill vun der Wäertschöpfung hei am Land bleift.

Laut der Etüd vum Dokter Ewringman loosse sech eleng iwwert de Wee vun de Biotreibstoffer iwwert den Zäitraum vun 2008 bis 2012 eng Millioun Tonn CO_2 aspueren. Et ass also wichteg, datt d'Landwirtschaft eng ganz aktiv Roll bei dëser Entwécklung muss anhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Well d'Flächen awer nun emol nëmmen eng Kéier zur Verfügung stinn, heescht et d'Strategie esou auszeleeën, datt och eng normal liewensmëttelproduzéierend Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg eng Zukunft huet. Och heescht et den Ubau esou ze steieren, datt et net op d'Käschte vun der Ëmwelt an der Biodiversitéit geet, an net duerch d'Hannerdier genmanipuléiert Energieplanzen agefouert ginn.

Nom Modell vu Schweden heescht et also e Programm auszeschaffen, fir d'Ofhängegkeet vum Uelechimport ze reduzéieren. Firwat net e Programm mat de Gemengen, mat de Ponts et Chaussées, mat de Bauere selwer ausschaffen, fir de Maschinnepark ganz op de Betrib mat Planzenuelech ëmzestellen?

Mir mussen dofir kee Biodiesel raffinéieren. Domat wär et méiglech eng Energieproduktioun um lokalen Niveau duerchzeféieren, wou d'Wäertschöpfung ganz hei zu Lëtzebuerg bleift. Niewent der Kreatioun vun neien Aarbechtsplaze gëtt domat ganz konkrete Klimaschutz bedriwwen.

D'Landwirtschaft huet deemno och fir déi Gréng eng Zukunft. Si muss sech awer méi wéi jee dem gesellschaftleche Wandel stellen an och upassen. Wann et hir geléngt, de Lien tëschent der renger Déngschtleeschtungsgesellschaft an der Ëmwelt an der Kulturlandschaft ze spanen, ass et eis net baang ëm hir Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Dann hätt elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift. Kommt, Här Minister. 20 Minutten.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, ech hu liicht den Houscht, dofir hunn ech eppes geholl; ech hoffen net ze vill un d'Houschten ze kommen. Voilà.

(Interruption)

Ech hunn eng. Merci, Merci.

Fir d'éischt géif ech mol all deenen, déi hei zu der Landwirtschaft geschwat hunn, en häerzleche Merci soen. Ech mengen, et war eng konstruktiv Debatt.

Jiddereen huet op d'Wichtegkeet vun dem landwirtschaftleche Secteur higewisen. Ech wëll soen, datt och d'Regierung dat esou gesäit. Mir hunn och ëmmer nees d'Wichtegkeet vun dësem Secteur ënnerstrach. Mir wëssen alleguer, datt mer d'Landwirtschaft brauchen aus ville Grënn, datt mer dichteg Baueren, Wënzer a Gäertner brauchen, datt mer och kompetitiv Betriber brauchen.

Et ass hei e puermol gesot ginn, datt ee misst der Landwirtschaft och Mëttel zur Verfügung stellen. Ech wëll och drun erënneren, datt d'Regierung ëmmer bestrieft war, fir der Landwirtschaft, esou vill wéi et méiglech war, Mëttel zur Verfügung ze stellen, fir datt se konnt kompetitiv schaffen.

Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt zum Beispill elo déi entkoppelt Primen, déi jo vun deene meeschte Leit hei begréisst gi sinn, pro Joer esou 37 Milliounen Euro wäerten ausmaachen - dat ass den éischte Peiler vun der Landwirtschaft. Dorobber grefféieren ech dann alleguer déi Bäihëllefen, déi mer am Kader vun dem zweete Peiler, also vum PDR oder Agrargesetz, tätegen. Ech mengen, déi Zuelen do ënnersträichen, datt mer wierklech bereet waren, a mir wäerten och an Zukunft bereet sinn, trotz méi enger schwiereger finanzieller Situatioun vum Stat, fir d'Landwirtschaft esou ze ënnerstëtzen, datt mer och an Zukunft kënnen hei eng performant Landwirtschaft am Land behalen.

Den Här Mehlen an och anerer si ganz kuerz op den internationale Kontext agaangen. Ech wëll mech och dofir ganz kuerz halen a just soen, datt bei de WTO-Verhandlungen de Conseil - souwuel de Conseil Affaires générales wéi och de Conseil Agriculture - der Kommissioun e Mandat ginn huet, datt kloer ass, datt se net duerfen iwwert dat erausgoen, wat se als Mandat kritt hunn, an datt dee Spillraum, dee se hunn, net duerf dozou féieren, datt eng nei grondleeënd Reform vun der Agrarpolitik an der Europäescher Unioun misst gemaach ginn.

Bis elo huet d'Kommissioun sech un déi do Virgabe gehalen, an ech mengen, si hätt nach e klenge Sputt, fir vläicht an dem leschte Moment nach déi eng oder aner kleng Konzessioun ze maachen, wann och déi aner Partner bereet sinn, hire Beitrag ze leeschten an deene ville Schrëtt, déi d'Europäesch Unioun scho gemaach huet, fir deenen och gläiches entgéintzesetzen - dat ass bis elo leider nach net geschitt.

Ech wëll mech dann awer e bësse méi laang ënnerhalen iwwert d'Problematik vun deem neien Agrargesetz. Den Här Mehlen an och anerer hunn drop higewisen, datt, wann et bis fäerdeg ass, et sécher ganz schnell muss gestëmmt ginn, fir datt déi Leit - d'Baueren an alleguer déi aner, déi dovu profitéiere kënnen - méiglechst schnell kënnen dovu profitéieren an datt se och eng gewëssse Sécherheet hunn.

Mä Dir wësst alleguer, datt et eng laangwiereg Prozedur ass, fir bis zu deem Gesetz do ze kommen, datt et also sécher net wäert méiglech sinn, fir dat Gesetz den 1. Januar 2007 a Kraaft ze hunn. Dat wäert wahrscheinlech, géif ech soen, op d'mannst d'Halschent vum Joer ginn an och deen Timing kënne mer nëmmen anhalen, wa mer konsequent a resolut a ganz schnell weiderfueren.

Dir wësst alleguer, datt d'Viraarbechten - an et ass zum Deel hei gesot ginn - amgaange sinn, datt mer amgaange sinn, déi national Strategie ze entwéckelen, déi gefrot ass. An dem Partenariat - well do gëtt jo am Partenariat iwwert déi wichtegst Elementer diskutéiert - war och d'Chamberskommissioun vertrueden a si ass also en connaissance de cause, wat do diskutéiert gëtt a wéi déi national Strategie an de gréissten Zich ausgesäit, an et waren och Vertrieder vum Ministère an der Chamberskommissioun, fir dat Ganzt eng Kéier ze erklären. Mä ech menge schonn, datt et wichteg ass, hei awer nach eng Kéier op déi Problematik do anzegoen, well den Här Mehlen jo gesot huet, en hätt gär, dass dës Interpellation soll am Fong Usätz ugi fir eng Orientatioun, déi an dat neit Agrargesetz soll ageschriwwe ginn.

Fir lech dann eng Kéier kuerz drun ze erënneren: Dat communautäert Kaderreglement, dat d'Basis ass fir dat neit Agrargesetz, ass ënner Lëtzebuerger Presidentschaft eestëmmeg ugeholl ginn. Mir hunn do matgehollef déi richteg Jalone setzen, sou datt mer kënnen hei an deem neien Agrargesetz op Kontinuitéit setzen an eng Politik maachen, déi an der Kontinuitéit vun deem ass, wat an der Vergaangenheet gemaach ginn ass.

Am Februar vun dësem Joer ass déi sou genannten europäesch Strategie am Agrarrot ugeholl ginn. Dir wësst, déi national Strategie muss sech orientéieren un där europäescher Strategie fir Entwécklung vum ländleche Raum. Mir hunn, wéi gesot, déi national Strategie praktesch ofgeschloss an se wäert also a kuerzer Zäit op Bréissel kënne geschéckt ginn.

Wa Bréissel elo domadder averstanen ass, da musse mer un d'Ausschaffung vum PDR goen - dat sinn déi eenzel spezifesch Moossnamen, déi déi Strategie solle mat Liewen erfëllen - an och do muss, wann dat ofgeschloss ass, dat bei d'Kommissioun goen, dann huet d'Kommissioun sechs bis aacht Méint Zäit, fir mat eis doriwwer ze diskutéieren an eis e Feu vert ze ginn. Dir gesitt also, eleng den Timing ass esou ugesat, datt et net méiglech ass, datt mer virum Enn vum Joer e Feu vert kréie vun der Kommissioun fir de PDR, a wa mer de PDR hunn, da musse mer dorauser e Gesetz maachen an dat muss déi ganz legislativ Prozedur duerchlafen.

Dofir wëlle mer - a mir hoffen, datt jidderee matschaft - sou schnell wéi méiglech dee Prozess do duerchzéien. Ech sinn dann och frou, datt d'Bauerenorganisatioune bereet waren, schonn hir Virschléi mat op den Dësch ze leeën an datt mer déi Virschléi och scho konnte mat abauen an déi national Strategie.

A kuerzen Zich wëll ech lech soen, wat d'Haaptorientatioun vun der nationale Strategie ass. Et geet do drëm - an et ass wichteg fir eis -, datt dee sou genannten europäeschen Agrarmodell, dee 1997 definéiert ginn ass - och ënnert där viregter Lëtzebuerger Presidentschaft -, soll säin Nidderschlag fannen an eisem Agrargesetz.

Et geet drëm, déi multifunktionell Roll vun der Landwirtschaft ze ënnersträichen, déi doranner besteet, datt se soll éischtens als Wirtschaftssecteur kompetitiv sinn an nohalteg schaffen, datt se zweetens soll Ëmweltschutz an Déierenschutz respektéieren, drëttens datt se soll Liewensmëttel produzéieren, déi op där enger Säit sécher sinn an op där anerer Säit awer och

eng héichwäerteg Qualitéit hunn, a leschtens soll et eng Landwirtschaft sinn, déi iwwerall am Land, also um ganzen Territoire vum Land ka gemaach ginn an déi et soll fäerdeg bréngen, eis Landschaft an eisen natierleche Liewensraum ze ënnerhalen an ze gestalten.

De Programm, de PDR, deen elo entwéckelt gëtt, baséiert also op där doter Strategie. E wäert sech orientéieren un de Richtlinne vu Göteborg iwwert den Développement durable an e wäert sech och un der Strategie vu Lissabon - also iwwer Wuesstem a Beschäftegung - orientéieren an e wäert och am Geescht vun der Wëssensgesellschaft, der Formatioun an der Weiderbildung wesentlech méi Gewiicht bäimoosse wéi dat virdrun de Fall war.

Wat de Bëschsecteur ubelaangt, deen haut net ugeschwat ginn ass, sou wäert d'Strategie an och déi Moossnamen, déi ergraff ginn, sech baséieren op dem nationale Forstprogramm, dee mat allen Acteuren zesummen ausgeschafft ginn ass am Joer 2004.

Mir hunn och eng mid-time Evaluatioun gemaach iwwert de PDR 2000-2006 an an där Evaluatioun do ass festgestallt ginn, datt am Fong déi Orientatioun, déi mer deem aktuelle PDR ginn hunn, ëmmer nach déi richteg ass an datt een dorobber opbaue kann, fir deen nächste PDR auszeschaffen.

Dat sinn also elo, géif ech soen, d'Haaptlinne vun deem PDR an do fannt der villes erëm, wat och haut hei diskutéiert ginn ass. Dir wësst, datt mer an eiser Strategie dräi Achsen hunn. An där éischter Achs geet et drëm, fir d'Konkurrenzfäegkeet vum landwirtschaftleche Secteur ze verbesseren. Éischtens emol - an ech hunn elo grad drop higewisen - wëlle mer méi staark op d'Formatioun pochen. Et muss een an Zukunft op d'mannst e CATP agricole hunn, fir können an de Genoss vun de Bäihëllefe vun dem Agrargesetz ze kommen. Mir wäerten och - an dat gëtt jo och an enger Motioun gefrot - weider dofir antrieden, datt e Meeschterdiplom geschafe gëtt. Mä Dir wësst, beim Meeschterdiplom läit d'Initiativ bei der Landwirtschaftskammer, déi zesumme mat dem Unterrechtsministère muss kucken, fir déi Meeschterprüfung do an d'Liewen ze ruffen. Also ech hu schonn x-mol dorobber insistéiert an ech mengen, et wier och wichteg fir d'Image de marque vun der Landwirtschaft, wa mer géifen eng Meeschterprüfung aféieren, déi awer net e Préalable dierft sinn - an der éischter Etapp op d'mannst -, fir dierfen e Bauerebetrib ze féieren; dat schéngt mer kloer ze sinn.

Da gëtt d'Berodung ëmmer méi wichteg, déi wäert och ausgebaut ginn. Ech mengen, do hu mer schonn eng gutt Berodung an der Vergaangenheet gehat, do si gutt Acteuren um Terrain täteg, mä déi muss natierlech an deem méi komplexen Ëmfeld ausgebaut ginn. Dir wësst, duerch déi entkoppelt Primen ass de Bauer elo méi op sech selwer ugewisen, d'Kënnen an d'Wësse vum Betribschef sinn ausschlaggebend fir den Erfolleg vum Betrib an dofir muss en ënnerstëtzt a berode ginn an a méi engem staarke Mooss, wéi dat virdrun de Fall war.

Wesentlech ass och an Zukunft, datt mer versichen de Strukturwandel weider ze förderen an och ze encadréieren. De Strukturwandel wäert virugoen, ob een dat wëllt oder net. D'Betriber wäerten an der Zuel nach weider ofhuelen an déi eenzel Betriber wäerte méi grouss a méi kompetitiv ginn. Si musse sech dofir moderniséieren, si mussen innovéieren, si musse sech diversifizéieren, si mussen also investéieren a sou wéi an der Vergaangenheet wäerten d'Investitiounen och begleet ginn.

Ech kann Iech just soen, an deene leschte fënnef Joer huet d'Landwirtschaft en Investitiounsvolume gehat, dee formidabel war, dee wäit iwwert dat erausgeet, wat si am Fong am PIB duerstellt, mä ech mengen, do ass dokumentéiert ginn, datt d'Bauerebetriber am grousse Mooss nach un d'Zukunft gleewen a bereet sinn, eben déi Erausfuerderung opzehuelen a sech ze moderniséieren, fir méi kompetitiv ze sinn a fir och kënnen an Zukunft ze iwwerliewen.

Bei den Investitioune wäerte mer och weiderhin e Surplus ginn a besonnesch déi förderen, déi an d'Qualitéit investéieren, an d'Hygiène an d'Liewensmëttelsécherheet, déi an Ëmwelt- an Déiereschutz investéieren. Dat ass am Fong näischt Neies, mä och déi Richtung wäert konsequent weider pousséiert ginn.

Da wäerte mer och versichen, fir d'Diversifikatioun weider ze encouragéieren. Déi dräi Beräicher si scho genannt ginn:

Dat ass de Gaardebau, wou mer hoffen, datt elo déi Zone horticole endlech ka Realitéit ginn, datt mer och déi lescht retizent Propriétairë vun den Terrainë kënnen iwwerzeegen awer Feu vert ze ginn, datt se kann ufänken. Et ass wichteg de Gaardebau ze pousséieren.

Beim Gefligelsecteur ass et vläicht eng schwiereg Zäit, fir dat elo ze maachen. Mä och do si mer esou defizitär, datt een do, mengen ech, kënnt awer e Marché opbauen, well d'Nofro no Qualitéitsgefligel ass grouss.

Dann de Schwéngssecteur, fir dee mer schonn an dësem PDR 10.000 Mastplazen derbäigemaach hunn, dee muss weider ausgebaut ginn.

Dann ass hei vun alle Säite ganz laang geschwat gi vun den alternativen Energien. Den Här Schneider huet eng ganz Rei vun Zuele genannt, déi ech am Fong och wollt nennen, an déi weisen, datt an de leschte Jore villes scho vun de Baueren an där Hisiicht do gemaach ginn ass. Dat muss ee weider förderen, weider encouragéieren, an do och nei Weeër goen. Do sinn ech d'accord dermat. Et muss een do innovéiere kënnen. Do si jo eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent ginn.

Och um europäesche Plang huet d'Kommissioun e Programm, e Plan d'action virgestallt, fir am Beräich vun der Biomass Efforten ze maachen.

E Secteur, dee bis elo e bësse vernoléissegt ginn ass, ass de ganze Beräich vun dem Holz. Ech mengen, do ass nach munches méiglech, fir och d'Holz méi staark ze notzen als Energieträger. An et ginn och nei Weeër gaange bei de Biogasanlagen, wou versicht gëtt dee Gas an d'Gasnetz anzespeisen, wat menger Meenung no och méi interessant ass - och fir eisen CO_2-Bilan.

Dann ass et wichteg, datt mer och versichen, fir jonk Leit ze behalen, déi bereet sinn, e Betrib ze iwwerhuelen. Ech kann Iech just soen, déi Prime de première installation, déi wäerte mer net erofsetzen, mä éischter nach eng kleng Schëpp dropleeën. Mä mer wäerte verlaangen, datt déijéineg, déi wëllen déi Prime kréien, eng zolidd Formatioun hunn, datt se bereet sinn, och gewësse Coursë matzemaachen, wat d'Gestioun vum Betrib ubelaangt, an datt se och bereet sinn, e Coach ze akzeptéieren, dee se e bëssen am Ufank begleet, fir datt se déi richteg Strategie fir hire Betrib entwéckelen an och an déi Richtung ginn, fir méi kompetitiv kënnen ze ginn.

An dann ass eppes aneschtes, wat och hei ënnerstrach ginn ass, dat ass d'Förderung vun dem sou genannten agroalimentairë Secteur. Mir mussen alles maachen, datt mer net nëmmen hei Primärproduktioun hunn, mä datt mer eis qualitativ héichwäerteg Primärprodukter och hei veraarbechten, datt se och hei veredelt ginn zu regionale Qualitéitsprodukter. Ech mengen nach ëmmer, datt dat déi eenzeg Chance ass, déi mer hunn, fir datt eis Landwirtschaft ka kompetitiv schaffen a kann iwwerliewen.

Et muss een natierlech och kucken - do sinn ech d'accord dermat -, datt ee vläicht Labelë schaaft, déi iwwert d'Grenze vum Land erausginn. Zum Beispill an der Biolandwirtschaft gëtt et en EU-Label, deen och nach net genügend ugewant gëtt, mä datt een esou Labele schaaft, duerch déi d'Qualitéit certifiéiert ass, an och vläicht regional Labelen an der Groussregioun. Well ech menge schonn, datt et eis eenzeg Chance ass, fir eben op déi Qualitéitsproduktioun ze pochen, an ze kucken den Ofsaz do ze verbesseren. Well d'Nofro um Maart, besonnesch bei der Lëtzebuerger Clientèle, ass do fir Liewensmëttel, déi noverfollegbar sinn, an déi se Vertrauen hunn, datt se op eng richteg a gutt Aart a Weis, wéi si et gären hätten, produzéiert gi sinn, an datt och certifiéiert ass, datt dee Produktiounsprozess och kontrolléiert gëtt vum Stat a vun anere Büroen.

Dann déi zweet Achs: Do wäerte mer 60% vun deene Suen drastiechen, déi mer vun der Gemeinschaft kréien. Fir Iech och eng Kéier ze soen, déi Suen, déi mer vun der Gemeinschaft kréien, déi wäerten esou ronn 74 Milliounen Euro ausmaachen. D'Engländer haten eis 54 Milliounen Euro virgeschloen an hire Propositiounen. De Statsminister huet jo versicht, fir do nach e bësse méi erauszeschloen. Mir wäerten elo op ronn 74 Milliounen Euro komme fir déi siwe Joer. Da kënnt nach - wat mer nennen - d'Modulatioun derbäi. Dat wäerten nach eng Kéier siwe Milliounen Euro ginn. Dat heescht, mir wäerten ongefeier eng 81 Milliounen Euro zur Verfügung hunn an deene siwe Joer, fir all dës Moossname mat Gelder vun der Unioun ze begleeden.

A wat elo deen zweeten Achs ubelaangt, do geet et ëm d'Verbesserung vun der Ëmwelt a vun der Landschaft. Do hu mer et fäerdeg bruecht - ech wëll dat och nach eng Kéier soen, et war net einfach -, fir déi ganz Zone défavorisée bäizebehalen.

Et ass wuel virgesinn, Här Goerens, datt do 2008 soll en neit Iwwerdenke kommen. Mir wäerten och versichen eis Argumenter do virzebréngen. Eent, wat Der gesot hutt, hu mer schonn ëmmer virbruecht, mä et sinn am Fong zwee Puer Schong.

Dat eent geet ëm d'Indemnité compensatoire. Do muss ee jo noweisen, datt een naturbedéngt Nodeeler huet. A bei deem anere geet et ëm direkt Bäihëllefen, déi fixéiert sinn, an déi et ganz schwiereg ass ëmzeänneren. Mä et ass en Argument, wat ee kann notzen.

En anert Argument, wat mer ëmmer gebrauchen, dat ass, datt mer hei am Land ganz héich Léin hunn an deenen anere Secteuren; vill méi héich Léin wéi an anere Länner. A wann d'Differenz ze vill grouss gëtt, da riskéiere mer, datt hei e Bauerestiewe kënnt. Also, fir kënne landeswäit Bauerebetriber ze behalen, brauche mer déi Indemnité compensatoire. Déi mécht iwwregens och…

(Interruption)

…all Joer 15,5 Milliounen Euro aus. Dat ass schonn e wichtegt Element vun dem Akommes vun de Baueren. En contrepartie muss e sech jo dem Code de bonne pratique agricole ënnerwerfen, niewent der Éco-conditionnalitéit, déi jo och gefrot ass.

(Interruption)

Jo, et war och gutt. Ech si jo och frou fir all Iddi, déi mer kréien, fir kënnen dat doten ze verdeedegen, well et ass wesentlech, datt mer et och an Zukunft behalen. Ech mengen zwar, et wär bis 2013 ofgeséchert, mä et muss een also kucke bei där Diskussioun, déi elo kënnt, à mi-temps, datt een do och d'Argumenter alleguer, déi een huet, virbréngt.

Dann ass dat wichtegst Element vun den Agrarëmweltmoossnamen ouni Zweifel d'Landschaftsfleegeprime. Do ginn och Oplage gefrot. An dat ass dat beschte Mëttel, fir méiglechst vill Bauerebetriber an d'Richtung vun der nohalteger Landwirtschaft ze féieren. Mir hunn iwwer 90% vun de Betriber, déi matmaachen. Dat ass de Beweis, datt se bereet sinn, wann dat gutt encadréiert ass, fir an déi Richtung do matzegoen. Dat wäert och an Zukunft e wichtegt Element sinn. Dat bréngt de Baueren ongefeier 9,5 Milliounen Euro pro Joer. Dat ass och net näischt. Mä en contrepartie geet et, wéi gesot, an déi Richtung, déi mer alleguer gären hätten: zu enger nohalteger Landwirtschaft.

Dorobber grefféiere sech dann zwee aner Fächer vu Moossnamen. Dat Éischt si geziilte Moossnamen an Zonen, déi méi sensibel sinn, wat Naturschutz an Ëmwelt ubelaangt.

A mer hunn do och horizontal Moossnamen, wéi zum Beispill d'Biolandwirtschaft. Ech wëll dem Här Kox och soen, datt an de leschte Joren d'Biolandwirtschaft ganz staark gefördert ginn ass, och ganz staark ausgebaut ginn ass, esouwuel wat d'Produktioun ubelaangt, wéi och wat d'Vermaartung an d'Veraarbechtung ubelaangt. An ech hoffen, datt déi Bäihëllefen, déi mer do ausdeelen, och wäerten an Zukunft genotzt ginn, fir d'Biolandwirtschaft nach weider hei am Land auszebauen. Ech sinn iwwerzeegt, datt dat op oppen Ouere wäert bei deem engen oder anere Bauer stoussen.

Dann deen drëtte Fächer vu Moossnamen an dësem Beräich sinn d'Bäihëllefen am Kader vun der Biodiversitéit. Och do gëtt et ëmmer méi Flächen, déi dorënner falen, well d'Bauere bereet ware matzemaachen. Ech wëll och dofir nach eng Kéier dat ënnersträichen, wat hei e puermol gesot ginn ass: Naturschutz mécht een net géint d'Baueren, mä mat de Baueren.

An ech menge schonn, datt et wichteg ass, datt mer versichen Interpretatioune vun de Gesetzer räsonnabel ze maachen, datt jiddferee kann dermat liewen; an zweetens, datt och een deen anere soll respektéieren, een op deen aneren zougoen a Konflikter vermeide soll. Ech muss soen, ech vermëssen dat bei verschiddene Gremien, loosse mer et emol esou soen. An ech hunn ëmmer gesot: Ech si gäre bereet, an ech wëll och datt d'Landwirtschaft soll nohalteg schaffen, datt se soll an d'Richtung vun dem Landschaftsschutz goen, ëmmer méi staark, esou staark wéi dat méiglech ass. Mä et muss een awer kucken, datt se och kënne liewen. Landwirtschaft ass och nach ëmmer en ekonomesche Sektor. Si mussen also och herno e Revenu do erauskréien, dee räsonnabel an akzeptabel ass.

An ech mengen, wann do Konflikter bei dem Remembrement sinn, si mir gäre bereet, doriwwer nach weider ze diskutéieren. Mer maachen dat intensiv, an déi ganzen Zäit schonn. Ech wëll Iech just soen, datt mer schonn x-mol probéiert hunn dee Règlement granducal, vun deem ëmmer nees geschwat gëtt, auszeschaffen. Mä duerfir brauche mer den Accord vum Environnement. Bis elo hu mer deen op verschiddene Punkten net kritt.

Une voix.- Schwätzt Der och an der Regierung doriwwer?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, och an der Regierung! Och an der Regierung schwätze mer,…

Une voix.- Ech wollt just nëmme froen, ob Der och an der Regierung iwwer esou Saache schwätzt,...

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, och an der Regierung gëtt doriwwer geschwat.

Une voix.- …oder just an der Chamber.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Mä do ginn d'Meenungen heiansdo auseenaner. Wa mir Remembrement maachen, dann hu mer op där anerer Säit…

M. le Président.- Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Oh, entschëllegt, ech huelen d'Motiounen direkt mat. Ech versichen dat ze maachen.

M. le Président.- Huelt Der d'Motioune mat, dann hutt Der nach genau véier Minutten.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Dat ass an der Rei.

Mä ech mengen, ech hunn den Appel gehéiert hei a verstanen, datt ee muss kucken alles ze maachen, fir méi Hand an Hand ze schaffen an net géinteneen ze schaffen,…

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- …och am Beräich Landwirtschaft an Naturschutz. An ech denken an ech hoffen, datt Ären Appel och mat dozou bäidréit, datt mer do méi verstänneg ginn. Wat d'Renaturéierung ubelaangt, mengen ech, muss een och do räsonnabel sinn an et däerf een och do net iwwerdreiwen.

(Interruption)

Gutt.

M. le Président.- Zu de Motiounen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Dann elo zu de Motiounen. Ech mengen, ech hätt dat meescht schonn ugeschwat. Also, ech muss soen, datt ech déi Debatt hei begréisst hunn, datt ech fonnt hunn, datt d'Iddien net wäit ausenaner ginn, datt jiddferee sech déi nämlecht Richtung iergendwéi orientéiert, datt deen ee vläicht e bësse méi an dës Richtung gären hätt, deen anere vläicht e bësse méi an eng aner Richtung, mä grosso modo ass d'Zil, wat mer ustriewen, dat nämlecht.

Ech wëll och soen, datt d'Regierung prinzipiell mat de Motiounen averstan ass, an ech hu mat der Madame Modert och mech doriwwer ënnerhalen, fir déi Motiounen allen dräi unzehuelen, wann den Auteur vun der Motioun bereet ass, fir déi eng oder aner Formulatioun ofzeänneren.

Une voix.- Dir wäert Iech schonn eens ginn, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Also, bei där éischter Motioun, do géif ech mengen, datt ee soll dee leschten Tiret ewechloossen: «au lieu de se voir limité au rôle de simple fournisseur de matière première». Well bei den Énergies alternatives, renouvelables, do geet et jo doriwwer

eraus. Si produzéieren hir Energieplanzen, si liwwere se an d'Biogasanlagen, déi se gemeinsam bedreiwen, an dee Biogas gi se entweder an d'Netz eran oder op eng aner Plaz. Ech mengen, haut si mer vill méi wäit wéi dat, wat hei an där Motioun gesot gëtt. Wann Der also de leschten Deel vum Saz géift sträichen, kënnt ech déi Motioun akzeptéieren.

Une voix.- Da sträiche mer dat.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Mat där zweeter Motioun hunn ech kee Problem. Ech mengen, do wëlle mer alleguer an déi Richtung goen, och iwwer besser Formatioun d'Meeschterprüfung anzeféieren, mä ech géif do en Appel maachen, och un d'Landwirtschaftsgremien, fir selwer d'Initiativ ze ergräifen, well et ass un hinnen am Fong fir mat dem Educatiounsministère zesummen ze kucken, datt dee Meeschterdiplom un d'Lafe kënnt.

Bei der drëtter Motioun, do géif ech bieden, deen éischten, zweeten, drëtten a véierten Tiret liicht ze änneren. Den éischten soll een esou ëmänneren: «à prendre soin que les aides au revenu, accordées aux agriculteurs/viticulteurs, soient, dans la mesure du possible, au bénéfice des personnes actives». Ech mengen, dat, wat mer wëllen ass jo kloer: Et soll een alles maachen, fir datt déi aktiv Bauere Sue kréien. Mir wëssen awer, datt duerch d'europäesch Reglementatioun dat net absolut méiglech ass, mä et kann een awer iwwer Dispositiounen am Reglement dat Zil upeilen. Dofir mengen ech, wann een dat liicht ëmformuléiert, esou wéi ech et elo grad gesot hunn, also «à prendre soin que les aides au revenu, accordées aux agriculteurs, soient, dans la mesure du possible, au bénéfice des personnes actives dans le secteur», kënnt een nach derbäi soen.

Wann ee géif deen nächsten Alinea esou maachen: «à déployer tous moyens disponibles afin de soulager la charge administrative des entreprises».

(Interruption)

Ah, Dir hutt schonn…

M. le Président.- Dat ass scho geännert ginn.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- An deen zweetleschten: «à améliorer l'entente entre». Voilà! Also ech mengen dat beweist, datt een och op engem kontroverse Gebitt kann zu gemeinsamen Erkenntnisser kommen an ee gemeinsame Wëllen ausdrécken.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen also elo zur Ofstëmmung vun deenen dräi Motiounen.

D'Motioun 1 an 2, do sinn nach déi fënnef Ënnerschrëften net drop. Ah dohannen, den Här Schneiner an den Här Oberweis ënnerschreiwen och. Dann hunn déi dräi Motioune fënnef Ënnerschrëften. Da mengen ech, kënnte mer och par main levée ofstëmmen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- persuadée que le secteur agricole devra jouer un rôle important dans notre stratégie nationale de développement durable et d'approvisionnement en énergies renouvelables;

- soucieuse que les initiatives prises dans ce secteur doivent être scientifiquement accompagnées et optimisées du point de vue de l'efficience énergétique et économique;

invite le Gouvernement

- à promouvoir la recherche et le développement connexe de nouveaux créneaux prometteurs dans le domaine de l'énergie à base de biomasse;

- à prendre toutes les mesures utiles afin de développer dans l'agriculture - à côté du secteur alimentaire - un secteur énergétique de haute performance, permettant d'utiliser d'une manière rationnelle et optimale toutes les ressources disponibles pour la production systématique d'énergies renouvelables sur base de matières organiques;

- à favoriser dans la mesure du possible des solutions décentrales de nature associative, permettant à nos exploitations agricoles et forestières de se procurer une base économique supplémentaire.

(s.) Robert Mehlen, Charles Goerens, Henri Kox, Marcel Oberweis, Romain Schneider.

Vote

Mir kéimen da fir d'alleréischt zur Ofstëmmung vun der Motioun 1.

Wien ass domadder averstanen?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Unanimitéit ass fir d'Motioun 1.

Motion 2

D'Motioun 2.

Vote

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 2 ass ugeholl.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- estimant nécessaire de renforcer l'importance du secteur agricole, viticole et forestier dans le but de diversifier notre économie nationale;

- inquiétée par la diminution sans cesse du nombre de nos exploitations agricoles, viticoles et horticoles;

- persuadée que le secteur agricole aura à jouer un rôle important dans notre stratégie nationale de développement durable,

invite le Gouvernement

- à défendre au niveau européen et international une approche politique assurant la viabilité de nos entreprises oeuvrant dans le domaine agricole, viticole et forestier;

- à considérer le secteur primaire comme fondement indispensable d'une politique de développement rural;

- à mener une politique qui permet aux personnes travaillant dans le secteur agricole de bénéficier de conditions de travail et de revenu qui sont comparables aux autres secteurs de notre économie nationale;

- à prendre soin que les aides au revenu accordées aux agriculteurs/viticulteurs soient, dans la mesure du possible, au bénéfice des exploitants actifs et non à ceux qui cessent l'activité agricole;

- à déployer tous les moyens disponibles afin de soulager considérablement la charge administrative des entreprises;

- à améliorer l'entente entre les administrations publiques au service de l'agriculture et celles ayant comme mission la protection des ressources naturelles;

- à porter soin que la nouvelle loi agraire soit déposée en temps utile.

(s.) Robert Mehlen, Charles Goerens, Henri Kox, Marcel Oberweis, Romain Schneider.

Vote

Keen dergéint?

Keen Enthalen?

Da sinn déi dräi Motiounen à l'unanimité ugeholl.

Mir sinn domadder um Schluss vun eisen Aarbechte vun haut. Muer ass déi nächst Sëtzung mëttes um hallwer dräi.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.58 heures)

Ordre du jour

1. 5551 - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

2. 5461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe

5462 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004

5479 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003

(Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

3. 5532 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5536 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

(Second vote constitutionnel)

6. 4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution

(Second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Wiseler.

Da komme mer direkt zur Diskussioun vun dem éischte Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg um Ordre du jour hunn. Dat ass déi budgetär Upassung beim Bau vum nationale Sport- a Kulturzentrum um Kierchbierg. Bis elo sinn ageschriwwen d'Madame Flesch, den Här Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement.

1. 5551 - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, haut solle mir e Projet de loi hei an der Chamber unhuelen, ee vun enger Zort, vun där mer schonns e puer haten. Et geet hei nämlech ëm déi drëtt Budgetsupassung betreffend de Bau vum „Centre national sportif et culturel“ um Kierchbierg, eis alleguerte besser bekannt als Coque. De Bauteminister huet de 14. Mäerz 2006 dëse Projet hei an der Chamber déposéiert. De 4. Abrëll huet de Statsrot säin Avis ofginn. D'Bautekommissioun huet, nodeems ech de 5. Mee als Rapporteur bestëmmt gouf, an därselwechter Sitzung souwuel de Projet wéi och den Avis vum Statsrot analyséiert an och diskutéiert.

Selbstverständlech, Här President, krute mir all zousätzlech Informatioune vum Bauteminister, dem Claude Wiseler. An der Sitzung vum 12. Mee huet d'Bautekommissioun de Rapport bei zwou Enthalunge majoritär ugeholl.

Erlaabt mer, Här President, datt ech e kuerzen Historique vum Projet de loi hei maachen. Deen ursprüngleche Projet, dee Mëtt den 90er Joren ausgeschafft gi war, sollt ongefeier 3,5 Milliarden al Lëtzebuerger Frang kaschten. An deem Projet war allerdéngs virgesinn, datt eng Vëlospist soll matgebaut ginn. Well dës enorm Zomm awer zu deem Zäitpunkt als ze héich gesi gouf, sinn d'Vëlospist an aner divers Équipementer gestrach ginn.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- De Keelesportszentrum net vergiessen.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Jo. Ass deen och gestrach ginn, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Deen ass och gestrach ginn. Schlëmmer wéi d'Pist!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Hahaha! Esou datt de Projet schlussendlech den 2. Mee 1996 hei an der Chamber gestëmmt gouf, a ronn eng Milliard méi bëlleg war wéi deen ursprüngleche Projet…

(Interruption)

…um Pabeier.

Fir weider Geld ze spueren hat d'Regierung deemools dann och décidéiert, fir sech just ëm d'Konstruktioun vun der Coque ze bekëmmeren. All déi aner Aménagementer sinn ausgeklammert ginn. Domat war et dem Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg seng Charge, fir sech ëm d'Alentoursë ronderëm d'Coque ze këmmeren.

Mä et war domadder net gedoen. Dofir och meng Ausso aganks vu mengem Rapport, datt mir där heiter Gesetzer schonns e puer gesinn hätten. D'Gesetz vum 11. August 2001 huet eng éischt Budgetsadaptatioun erlaabt, déi sech op 578 Millioune Frang oder 14.328.246 Euro chiffréiert huet. 250 Milliounen dovu waren du fir d'Aussenaménagementer bestëmmt, déi dunn erëm an de Projet integréiert gi sinn. Mam Rescht vun de Sue sinn technesch Adaptatiounen, déi am Laf vun der Zäit néideg gi sinn, finanzéiert ginn.

Eng zweet Adaptatioun an der Héicht vun 7.035.797 Euro huet du missen am Juni 2002 virgeholl ginn, fir verschidden aner Équipementer vun der Coque ze finanzéieren.

Den Text, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, gesäit elo eng drëtt, an hoffentlech awer lescht Budgetsadaptatioun vir. Et geet ëm d'Bezuele vun zousätzleche Fraisen. Fraisen, déi zum Deel entstane sinn duerch Iwwerschreide vun den Délaien, awer och duerch verschidden aner finanziell Regularisatiounen, déi hu misse virgeholl ginn.

Den Detail vun den zousätzleche Käschte gesäit elo folgendermoossen aus:

Éischte Lot: Travaux «clos et couverts». Eng Expertise ass vum Stat an Optrag gi ginn, nodeems datt d'Revendicatioune wéinst zousätzleche Leeschtungen, déi net duerch de Cahier des charges ofgedeckt waren, opkomm sinn. Hei koum een zur Konklusioun, datt den Délai de dépassement vu siwe Méint dem Entrepreneur général net kann opgelaascht ginn, an datt eng zousätzlech Indemnisatioun an dësem Fall domadder och gerechtfäerdegt wier.

Ouni elo wëllen op all déi Aarbechten am Detail anzegoen, ass awer nach ze bemierken, datt nach aner zousätzlech net virgesinnen Aarbechten ugefall sinn, déi - wéi kann et anescht sinn - selbstverständlech och zousätzlech Käschte mat sech bruecht hunn. Zu dësem Punkt muss ee soen, datt déi heifir néideg Suen eréischt disponibel sinn, wa mer dat heite Gesetz bis gestëmmt hunn, an datt de Stat am Moment Intérêts de retard berappe muss, fir déi ze spéit Bezuelung vun dëse supplémentairen Aarbechten. D'Rechnung, déi heizou gemaach ginn ass an als Basis fir de Montant déngt, op dee sech am Projet de loi baséiert gëtt, gesäit vir, datt d'Sue spéitstens den 30. Juni 2006 disponibel si sollen.

Fir dem Entrepreneur senge Fuerderungen nozekommen, huet de Minister him eng definitiv an irrévocabel Offer gemaach. De Montant vun dëser Offer ass och an dësem Text virgesinn.

Den Total vun deenen heite Käschte beleeft sech op 8.127.000 Euro, Taxes comprises.

Zweete Lot sinn Travaux «techniques»; an de Lot 3 Travaux de «second œuvre». Déi elo just genannten Dépassementer vun deene virgesinnenen Délaien haten natierlech en Afloss op d'Loten 2 an 3. Et ass och aus deem Grond net ze contestéieren, datt déi do entstane Fraisen de jeeweilegen Adjudicatairen net däerfen opgelaascht ginn.

Wat déi net prévisibel Aarbechten ugeet, esou ass do eng Eenegung um Niveau vun den zousätzlechen Offerë fonnt ginn. No verschiddene Réunioune mat de concernéierte Parteie konnten déi ursprünglech Fuerderunge beträchtlech - awer beträchtlech - erofgeschrauft ginn.

An dësem Beräich vu Lot 2 an 3 beleeft sech den Total op 2.081.000 Euro.

Drëtte Lot: Honoraires supplémentaires dus en raison de l'expertise. No deene verschidde Revendicatiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, huet de Stat mat de concernéierte Parteien zesummen eng Expertise an Optrag ginn. Eng Expertise, déi als Zil huet, fir en Accord a puncto Montant, deen ze bezuelen ass, ze fannen. Et ass ausgemaach ginn, datt d'Expertisëfraisen zwëschent deenen eenzelnen Acteuren opgedeelt solle ginn. Par conter mussen déi zousätzlech Architektefraisen awer vum Bauhär gedroe ginn. Dëse Käschtepunkt beleeft sech op ronn 708.000 Euro.

Véierte Lot: Aménagements extérieurs. No där éischter Budgetsadaptatioun sollt den Aussenaménagement vun der Coque 6.770.000 Euro kaschten. Insgesamt hu sech d'Engagementer no der Soumission publique awer op 7.630.000 Euro belaf. Dëse Montant konnt allerdéngs op 7.300.000 Euro zréckgeschrauft, reduzéiert ginn, esou datt am Endeffekt en Dépassement vu 570.000 Euro entstanen ass.

Dozou muss ee soen, datt dës Aarbechten awer opgedeelt gi sinn tëschent dem Stat engersäits an dem Fonds de Kirchberg anerersäits. Fir Soumissiounskäschten ze spueren a fir e bessere Präis ze kréien, ass awer nëmmen eng Soumissioun ausgeschriwwe ginn; eng gemeinsam also amplaz vun zwou Soumissiounen. Normalerweis hätt jo de Stat säin Deel ausschreiwe missen an de Fonds de Kirchberg - deen Deel, fir deen hien zoustänneg ass.

Déi hei ugewannte Prozedur, Här President, kann een awer als séier vernünfteg ugesinn. De Stat huet dem Fong säin Deel deemno virfinanzéiert a gëtt, wann den definitiven Décompte bis gemaach ass, rembourséiert. Dës Zomm gëtt awer als normal Statsrecette ofgebucht a kann deemno och net méi vum Budget vun dësem Projet ofgezu ginn a muss dofir ganz op de Projet Coque kontabiliséiert ginn.

D'Fraisë vun dësem Volet belafe sech deemno am Total op 530.000 Euro.

Fënnefte Lot: Préfinancement des travaux de construction par la société immobilière. D'Virfinanzéierung vun dësen zousätzleche Bauaarbechten duerch d'Immobiliëgesellschaft huet zousätzlech - selbstverständlech zousätzlech - Onkäschten, oder besser gesot Intérêts de retard mat sech bruecht. An der Zäit vum 16. September 2002 bis 1. Abrëll 2003 huet d'Société immobilière déi lafend Aarbechte virfinanzéiert, wat eigentlech esou net virgesi war.

Bei dëser Zomm handelt et sech dann ëm 153.000 Euro.

Sechste Lot: Régularisations financières. Zu gudder Lescht bleiwen nach verschidde finanziell Regulariséierungen. Effektiv sinn do verschidden Ausgaben, déi eigentlech wéinst dem Garantiegesetz hätte misse vum Fonds direkt bezuelt ginn, der Ligne de crédit vun der Immobiliëgesellschaft operluecht ginn. Dës Dépensë waren am initiale Projet net virgesinn. Mëttlerweil sinn d'Suen awer opgebraucht a musse folglech an d'Enveloppe financière vun dësem Projet opgeholl ginn. Do ass zum Beispill d'Grondsteier bezuelt ginn iwwert d'Ligne de crédit vun der Société immobilière, déi esou net dû war.

Dës zousätzlech Käschte belafe sech op dräi Milliounen Euro.

D'Gesamtkäschte vun dëser drëtter Budgetsadaptatioun vum Bauprojet Coque belafe sech, wann een all déi grad genannte Chiffren zesummerechent, op ronn 14.600.000 Euro.

Gradesou wéi de Statsrot a sengem Avis hoffe mir an der Bautekommissioun, datt elo den Dossier Coque definitiv kann zougemaach ginn an esou d'Exploitatioun an de Fonctionnement vun den Infrastrukture garantéiert ass.

„Definitiv zougemaach", aus finanzieller Vue gesinn, bleift awer, Här President, mat engem Point d'interrogation do stoen. Well dat, wat bleift, sinn nach e puer Litigen, déi, wa se net à l'amiable geregelt gi kënnen, juristesch gesinn nach net ausgestane sinn. Hei ass et net de Rôle vun der Politik, fir den Entscheedunge vun de Gerichter virzegräifen. Déi verschidde Montanten, fir ze entschiedegen, déi d'Expertë vun der Administratioun als dû ugesinn, sinn awer, wéi scho gesot, an dësem Projet virgesinn.

An deem Kontext, Här President, wollt ech nach e puer méi generell Bemierkunge maachen zu deem gesamte Projet Coque an der Prozedur, déi jo net onbedéngt als Glanzstéck duerzestellen ass. Och wann et verschidden Ursaachen an Erklärunge fir déi eng oder aner Entscheedung gëtt, esou muss ee sech dach awer verschidde Froen an dësem Kontext stellen:

Éischtens, de Rôle vum Architekt a puncto Responsabilitéit, wat d'Anhale vun Délaisen an d'Anhale vun där finanzieller Enveloppe ass. Et ka jo nu wierklech awer net sinn, wann e Projet, sief et duerch Feelplanung, sief et duerch Oubliance, sief et duerch Netanhale vun Délaien, méi deier gëtt - an dëse Projet, Här President, ass ëm 1,5 Milliarden al Frange méi deier ginn -, datt den Architekt doduercher och nach prozentual méi Geld kasséiert. Ech sinn do där Meenung, dat däerf et net sinn.

Éischter de Konträr misst de Fall sinn, datt ee mat den Architekten eng Prime aushandelt, fir de Fall wou de Bau éischter fäerdeg ass wéi geplangt, oder bei Netterreeche vun där finanzieller Enveloppe, oder wann déi finanziell Enveloppe net opgebraucht gëtt - datt den Architekt dofir eng Prime kritt. Mä dat anert, dat dierf u sech net de Fall sinn.

Zweetens, am Fall vun engem Litige, mengen ech, wier et richteg an och wichteg fir de Stat selwer, mä och fir de Betrib, dee mat dra verwéckelt ass, datt deen Deel vun de Gelder, déi d'Expertë vum Stat als dû ugesinn, datt au moins déi direkt sollen ausbezuelt ginn. Domadder spuert de Stat éischtens d'Ausgabe fir d'Zënsen op där enger Säit, an op där anerer Säit kënnt dee betraffene Betrib net onnéideg a finanziell Schwieregkeeten.

Well et handelt sech jo hei, Här President, oder an de meeschte Fäll net nëmmen ëm e puer Euro. Et handelt sech net ëm Peanuts. Ech bleiwen awer där Meenung, wann en Accord à l'amiable méiglech ass, oder een ee fanne kann, datt dat dee bessere Wee ass, och dee bessere Wee wäert sinn, an och an Zukunft wäert bleiwen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wëll ech awer nach all deene Merci soen, déi un dësem schwierege Projet geschafft hunn. Virun allem awer wëll ech dem Bauteminister Claude Wiseler Merci soen, deen déi néideg Transparenz an dëse Projet an an dës Prozedur erabruecht huet. Ech wëll och all deene Merci soen, déi mer heibannen nogelauschtert hunn, an ech wëll selbstverständlech den Accord vun der CSV zu dësem Projet bréngen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, an hirem Rapport zur zweeter Budgetsadaptatioun vum Projet Coque den 8. Mee 2002 huet déi deemoleg Rapporteuse, d'Madame Agny Durdu, hire Rapport mat folgende Wierder introduzéiert, an ech zitéieren: „Bei dësem Projet de loi hätt ech déck Loscht fir ze soen: Jamais deux sans trois." Elle ne croyait pas si bien dire!

Mä d'Resultat geet nach iwwert dat ewech, wat se deemools gemengt huet. Well si hat deemools bäigefügt, an ech zitéieren erëm: „Woubäi ech hoffen, datt deen «trois» dann awer elo dëse Projet de loi ass, an datt mer net nach eng Kéier erëmkomme mussen an nach eng Rallonge stëmme mussen." Elo si mer esou wäit. Mir si bei der drëtter Adaptatioun, also beim véierten Episod vun deem Roman.

Ech wär éischter tentéiert ze soen: Plus ça change, plus c'est la même chose, wann ech un all déi Rallongen denken, déi mer a leschter Zäit hu musse stëmmen, fir d'Projetë vum Här Goebbels a vun der Madame Hennicot iwwert d'Bühn ze bréngen, dat geet vum Musée d'Art Moderne iwwert d'Schoulen um Geesseknäppchen, d'Philharmonie, d'Coque, an d'Cité judiciaire kënnt bestëmmt derbäi, an ech hunn der bestëmmt nach eng ganz Partie vergiess.

Also, de Bauteminister, den Här Wiseler, huet keng einfach Positioun. Ech muss soen, et kéint ee sech méi attraktiv Beschäftegunge virstelle wéi Bauteminister ze sinn an déi Projeten dann iergendwéi awer iwwert d'Bühn ze bréngen.

Wat ech wëll begréissen a mengem perséinlechen Numm, mä och am Numm vu menger Fraktioun, dat ass säi Wëllen, Uerdnung an de Bauteministère ze bréngen, Transparenz ze schafen, a seng exzellent Kollaboratioun mat der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, wou mer jo all zesummen eng nei Prozedur versichen op d'Been ze setzen, déi soll erméiglechen an Zukunft dee Genre Dérapagen ze verhënneren.

Wann ech mech bei menge Rechnungen net geiert hunn, dann ass mat dëser Augmentatioun de Gesamtkäschtepunkt vum Projet Coque 97.938.043 Euro. Dat sinn der 35.900.000 an eppes méi wéi den ursprüngleche Projet vum 2. Mee 1996. Dat ass also eng stolz Iwwerschreidung vun 58%, méi oder wéineger.

Bon, wat bleift der Chamber iwwreg? Mir mussen deen dote Projet stëmmen. D'Coque steet. D'Coque fonctionnéiert. Mer mussen och derfir suergen, datt se fonctionnéiere kann. Mir kënnen also näischt aneschtes maache bei dëser Diskussioun, wéi dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, villmools Merci ze soe fir säi Rapport. Hien ass jo an all déi Eenzelheeten agaangen, wéi déi Zomm vu 14.600.000 Euro, déi mer haut stëmmen, sech zesummesetzt. Ech ginn also dorobber net méi an. Mä ech wéilt him nach eng Kéier Merci soe fir eng ondankbar Aarbecht, déi en hei huet musse verriichten.

Ech mengen, et misst ee sech och dem Conseil d'État ralliéieren, dee gesot huet, dass een nëmme kann hoffen, dass déi Dépensen, déi elo festgeluecht sinn, effektiv korrekt evaluéiert sinn, wat géing, esou de Conseil d'État, eng definitiv Evakuatioun vum Dossier erméiglechen.

Nach hunn ech eng Befierchtung, well ech hunn dem Rapporteur a sengem mëndleche Rapport gutt nogelauschtert: Hien huet higewisen op déi Litigen, déi nach virun de Geriichter pendant sinn. Mer kënnten also do och nach Iwwerraschunge kréien.

Drëtte Punkt, Här President, ech mengen, et misst een dem Bauteminister Bonne chance wënschen, fir dass e kann effektiv déi Fongen, déi hei an dësem Projet virgesi sinn, virum 30. Juni 2006 liquidéieren, fir dass mer net erëm Intérêts de retard kréien. Ech géing mengen, et geet elo duer.

Et kann een och hoffen, an et soll een och hoffen, dass mer enges Daags un d'Enn vun deem Tunnel vun den Dépassementer komme vun deene Projeten, déi den Här Goebbels an d'Madame Hennicot ons iwwerlooss hunn, an et bleift ons näischt aneschters iwwreg wéi dëse Projet de loi ze stëmmen. Am Numm vun onser Fraktioun soen ech also, dass mir wäerte Jo stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi prezise Rapport zu engem Projet, deen d'Rei vun deene fortsetzt, fir déi mer hei an der Chamber budgetär Adaptatiounen hu misse stëmmen.

D'Situatioun beweist e schlechten an irresponsabelen Ëmgang mat den öffentleche Gelder. A wa gëschter hei gesot gouf, datt eng Rei Leit sech net méi bécken, fir zéng Cent Mënz opzehiewen, sou sinn hei aner Montanten am Spill. De Stat misst hei, wéi och an anere Gebidder, mam gudde Beispill virgoen an net ëmmer anere Leit, wéi zum Beispill de Gemengen, de béise Fanger maachen.

Sécher wësse mer och, dass net all Detail bei esou engem grousse Projet ka virausgesi ginn, datt et ëmmer Imprévuë wäert ginn, déi och oft am Interesse vun enger gudder Léisung mussen a Kaf geholl ginn. An dësem Fall stéiert awer besonnesch d'Ausmooss vun den Iwwerschreidungen, déi bei no 60% leien, souwéi de Faktor Zäit, wann ee weess, datt de Projet am Mee 1996 votéiert gouf, sou datt mer haut zéng Joer méi spéit nach hei mussen driwwer befannen.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Dir sidd ze spéit an d'Chamber komm, Här Diederich!

(Hilarité)

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Dat ass déi Gnod, déi een huet, Här Goerens.

(Hilarité)

Une voix.- Besser spéit ewéi ni.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Sécher huet déi polyvalent Notzung vum Bau fir Sport a Kultur eng gewësse Komplexitéit vun den Ariichtungen a besonnesch vun den techneschen Équipementer bedeit.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Sécher soll ee Centre national - och wa mer e klengt Land sinn an eng kleng Stad am Verglach mam Ausland - awer gewësse Kritären entspriechen, déi eppes aneschters ausgesi kënne wéi an enger gläich grousser Provënzstad am Ausland.

Et muss ee sech awer froen, ob dofir ëmmer musse grouss Stararchitekte beméit ginn, déi sécher dem Projet eng perséinlech Emprunte verleien, den estheteschen Aspekt vläicht iwwerbetounen, sou datt déi technesch Schwieregkeete bei der praktescher Ëmsetzung spéider oft méi grouss si wéi erkannt.

Datselwecht gëllt och a Gemengen. Mir hunn dat alles erlieft am klenge Verglach, dass och do alles, wat esou e bësse méi modern a méi komplizéiert war, a wou e klenge Buergermeeschter mat sengem, loosse mer soen, heiansdo Bon sens, nogefrot huet, dann ass gesot ginn, dat geet schonn an datt de Problem herno awer do.

Mir mengen awer, datt déi nei Prozeduren, déi den zoustännege Minister ausgeschafft huet, eng besser Planung an e bessere Suivi vun den neie Projete wäerte garantéieren an datt mer an Zukunft dës leideg Problematik besser an de Gréff kréie wäerten.

Dobäi ass och déi parlamentaresch Kontroll vu grousser Wichtegkeet. Sou wéi de Statsrot et gesäit, deen och säin Accord zu dësem Punkt gëtt, solle mer dofir suergen, den Dossier definitiv ze evakuéieren, a mir hoffen, datt der Exploitatioun an dem gudde Fonctionnement vun der Coque näischt méi am Wee wäert stoen, datt keng weider Reparaturen an Iwwerraschunge sech wäerten an Zukunft weisen, datt d'Coque de Kader wäert ofgi fir munch flott sportlech a kulturell Événementer. An deem Sënn wëll ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an och den Accord vu menger Fraktioun fir de Projet ginn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Äert Wuert an eiser Här sengem Ouer.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, sou eng Reiefolleg vun Adaptations budgétaires bréngen automatesch déi méi désagréabel Säite vun der politescher Aarbecht zum Virschäin; wat eigentlech schued ass a sécherlech net ganz glécklech fir den Image vun der politescher Aarbecht hei an dësem Haus.

An der éischter Adaptation budgétaire am Joer 2001 hate mer scho bei dësem Projet mat enger Adaptation budgétaire vun 22% ze dinn. Mä Kolleeg, de François Bausch, huet deemools schonn ënnerstrach, datt esou en Dépassement vu praktesch engem Véirel vum Gesamtbudget - also déi éischt Adaptatioun - net kéint eleng op Imprévuen zréckzeféiere sinn.

Dat Joer duerno koum déi zweet Adaptation budgétaire, an de Robert Garcia, deen en Don hat, fir Politik op eng poetesch pikant Aart a Weis ze beschreiwen, huet déi regelméisseg Parlamentssëtzungen, wou iwwer Adaptations budgétaires gestëmmt ginn ass, deemools beschriwwen als – ech zitéieren: „eng Grieweröffnung op dem Här Goebbels sengem gigantesche Kierfecht vun Éléphants blancs".

(Interruptions diverses)

Jo, ech géif haut beschreiwen, datt den Här Goebbels, deen iwwregens deen deierste Bauteminister aus der Lëtzebuerger politescher Geschicht ass, dem aktuelle Bauteminister éischter en trojanescht Päerd geschenkt huet.

A wann d'Madame Flesch och mengt, et géinge méi flott…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech géif mech do net ze wäit avancéieren, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*-… Aarbechte ginn, wéi Bauteminister sinn, da mengen ech awer, Här Fayot, datt et aner Bauteministere ginn ass, déi déi Aarbecht nawell ganz lëschteg fonnt hunn.

Eis erféiert net nëmmen haut de Montant vun der Adaptation budgétaire - erëm eng Kéier 22% - oder déi Gesamtiwwerschreitung vum Budget, knapp 60%, dat ass jo scho gesot ginn -, mä nach vill méi d'Ursaachen, déi - an et muss een et soen - mat enger schlechter an net kontrolléierter Gestioun vum Dossier ze dinn huet.

De Gros vun de Sue ginn drop fir Prozesser, Supplémenten, Retarden, soi-disant Imprévuen, déi eng Expertise dann haut erëm als noutwendeg erwisen hunn, mä déi deemools net am Cahier des charges virgesi waren.

De Conseil d'État huet et eigentlech an Tëschenzäit och opgi sech an d'Detailer iwwert d'Ursaache vun dëser drëtter Adaptation ze knéien. Hie mécht d'Aen zou, hie gëtt säin Accord, an hien hofft, datt dat deiert trauregt Spill endlech en definitiivt Enn fënnt.

Tëscht 1996 an 2006 sinn awer an Tëschenzäit wichteg Décisioune geholl ginn. Décisiounen, déi meng Fraktioun iwwregens scho laang an dësem Haus revendiquéiert haten, wéi zum Beispill déi nei Prozeduren, fir e Bauteprojet an engem fréizäitege Stadium mat sengem Budget zousätzlech och nach an der Comexbu ze presentéieren. An eisen Ae sinn dat wichteg an noutwendeg Garde-fouën, déi munch engem fréiere Bauteminister zum Beispill den Drang no Extravaganzen e bësse gebremst hätten.

Dëst gesot, Här President, wëll ech dem Rapporteur och Merci soe fir seng Aarbecht; ech wëll dem Bauteminister eng glécklech Hand wënsche bei senger Altbausanéierung, déi hien amgaang ass duerchzeféieren, an der Chamber matdeelen, datt mir - konsequent, wéi mir eben nun eemol sinn - eis d'selwecht wäerte behuele wéi bei där éischter a bei där zweeter Adaptation budgétaire, nämlech wäerte mir eis an där drëtter Adaptation budgétaire an hoffentlech och där leschter nach eng Kéier enthalen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Loosse mer mol kucken, wéi et bei den Iwwerschreidungen elo an der Stad Lëtzebuerg geet.

(Interruptions)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Fayot, ech hat geduecht, Dir géingt awer iwwert dee provinziellen Niveau do erausgoen, datt Dir hei d'Stad Lëtzebuerg géingt verwiessele mat der Chamber.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mir hunn där och scho vill an der Stad Lëtzebuerg gestëmmt an dat wäert net besser goe bei deem blogrénge Schäfferot.

M. le Président.- Also, mir sinn hei net an engem Poterraum. Ech hat dem Här Mehlen d'Wuert ginn, fir seng Ausféierungen ze maachen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mä den Här Fayot, dee provozéiert ze vill. Et muss een dorobber reagéieren.

M. le Président.- Här Bausch, ech kann Iech do net zoustëmmen; den Här Fayot ass net bekannt, fir ze provozéieren.

(Hilarité)

Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, war dat do elo e Kompliment oder kee Kompliment?

Une voix.- Et kann nach alles kommen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, den Här Fayot, deen elo genannt ginn ass, huet haut de Moie bei enger Visite um Terrain vu Belval gesot: „Dat waren Zäiten, do hate mer nach Wagone voller Goss." An ech fannen, dat ass en exzellenten Aussproch, wann een en op dëse Projet wëllt uwenden. Dat waren Zäiten, do hate mer nach Wagone voller Goss. An eis Ministeren hunn och gemengt, dat géing ni méi ophéieren.

Haut stelle mer fest, datt mer vläicht nach Wagonen hunn, mä de Goss ass zimlech rar ginn. An trotzdeem musse mer eise finanzielle Verflichtungen nokommen.

Ech wëll soen, datt dat, wat sech beim Projet Coque ofgespillt huet, e finanzpolitesche Skandal allerëischter Klass ass. Ursprénglech war e Projet vun 3,5 Milliarde Frang virgesinn. Well Bedenke waren, datt dat d'Finanzkraaft vum Lëtzebuerger Stat géing iwwerstrapazéieren, ass en op 2,5 Milliard reduzéiert ginn, obschonn all Mënsch deemools wosst, datt dat net anzehale wär. Do ass sech scho fir d'alleréischte Kéier an d'eegen Täsch gelu ginn. Da koumen Adaptatiounen - ech bleiwe bei de Frangen, fir datt et keng Konfusioun gëtt -, 2001: 578 Milliounen, 2002: 285 Milliounen an elo 585 Milliounen, en neien Total vun nobäi véier Milliarden, wou mer ursprénglech vun 2,5 ausgaange sinn, dat ass eng Iwwerschreidung vu 1.500 Millioune Lëtzebuerger Frang oder - ech mengen, den Här Diederich hat et gesot - ronn 60%.

Dat ass onverantwortlech, sou kann een a sou däerf ee mat öffentleche Steiergelder net ëmgoen.

Ech zitéieren ausnahmsweis d'Lëtzebuerger Wort vu gëschter, wat seet: „Bei der morgigen Debatte wird es erneut harsche Kritik und Ärger geben rund um himmelschlechten Umgang mit guten Steuergeldern. Wir vertrauen trotzdem, dass Newcomer Claude Wiseler ein umsichtiger Bautenminister ist und…"

(Hilarité)

„…politisch wie personell bedingtem Wursteln…" - ech ënnersträichen et: Wursteln - „…der Vergangenheit künftig ein Ende bereitet." Dat ass jo awer schwaarz op wäiss an enger Zeitung, déi d'Wourecht an d'Recht fir sech gepacht huet…

(Interruption)

M. le Président.- Här Bausch, provozéiert elo net!

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …hei d'Konfirmatioun vun deem, wat ech elo grad gesot hunn a wat och meng Virriedner zum Deel gesot hunn.

(Interruption)

Här President, wann een op d'Ursaache vun deem finanzielle Crash hei ageet, da kann een nëmme staunen. Am Exposé des motifs fir déi Rallonge hei steet: «Il appartiendrait ainsi au Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg de prendre en charge les aménagements extérieurs du projet.»

Déi éischt Adaptatioun, déi komm ass, déi war néideg, well dat net agehale ginn ass: «frais d'aménagement des alentours qui ont été réintégrés dans le projet, tandis que le solde était destiné au financement des adaptations technologiques», an esou weider. Et war néideg wéinst «transformations de la zone d'entrée et principalement des parvis et escaliers du côté boulevard Joseph Kennedy, à cause de l'implantation de la centrale de cogénération.»

Do kann een nëmme staunen. Fir d'éischt gëtt eppes esou geplangt, dann huet den deemolege Buergermeeschter vum Kierchbierg oder besser de President vum Fonds de Kirchberg anscheinend anescht décidéiert, an de Stat, dee konnt d'Rechnung bezuelen. Wéinstens esou liesen ech et hei.

Ech widderhuelen dat, wat meng Virriedner gesot hunn: De Statsrot resignéiert. En huet et einfach opginn. E seet: Liest meng Kritike bei deene Projetë virdrun. Et si soi-disant déiselwecht.

(Interruption)

Mir wëllen hei just e puer Froe stellen: Wéi ass esou eppes méiglech?

Éischtens, selbstverständlech duerch d'Ambitiounen an enger Zäit, wou mer Wagone voller Goss haten, fir d'Ham dräimol an der Mëllech ze kachen, obschonn datt mer alleguer wëssen, datt dat näischt bréngt.

Architekten, déi hirer Verantwortung net gerecht ginn, a wou mer alleguer hoffen, datt dat gutt ausgeet, wou ech awer fäerten - muss ech éierlech soen -, datt dat net gutt ausgeet, wat mer elo nach u Litigen um Hals hunn.

Ech muss awer och soen, dee ganze finanzielle Montage geet mer net. An ech stéiere mech all Kéiers drun, wann eis gesot gëtt, dat gëtt iwwert d'Loi de garantie gebaut, well dat geet jo méi einfach. Mir huelen eis e Maître d'œuvre, an dee baut eis dat. Dat géing ech jo nach verstoen! Mä da maache mer e Projet a mir soen, mir hätte gären dat an dat, bien défini. An elo schreiwe mer dat aus: Wee mécht eis dat, déi Qualitéit, déi Architektur zum beschtméigleche Präis? An da läit d'Verantwortung bei deem, deen de Projet realiséiert.

Hei kritt zwar een de Projet, däerf e realiséieren, awer d'ganz Responsabilitéit läit beim Stat. Dat ass eppes, dat hunn ech bis haut nach net verstanen. Dat applizéiert sech och op de Musée Pei. Hei ass zu engem ganz groussen Deel natierlech d'Responsabilitéit vum Architekt am Spill. An ech ralliéiere mech deem Virriedner, dee gesot huet, datt et jo net ka sinn, datt deen dann och nach Geld drop verdéngt, wann en de Käschtepunkt maasslos iwwerzéit, well einfach de prozentualen Taux op säi Chiffre d'affaires applizéiert gëtt.

Mä et ass awer och d'Responsabilitéit vun der Politik, déi et net fäerdeg bruecht huet iwwert déi ganz Zäit, fir d'Jalonen an deem ganzen Agencement esou ze stellen, datt déi Dérapagen do net méiglech gewiescht wären. Et sinn natierlech och nodréiglech ëmmer erëm Réadaptatioune vum Projet, Ännerunge vum Projet gestëmmt ginn, wou mer eis jo haut Gott sei Dank mol driwwer eens sinn, datt dann all Kéiers d'Chamber op en Neits muss befaasst ginn. Wann dat de Fall gewiescht wär, wäre mer och vläicht e bësselche méi virsiichteg virgaangen.

Här President, contrairement zu eise Virriedner muss ech hei soen, datt mir dëse Projet net stëmmen. Mir ginn d'ganz Responsabilitéit bei déi, déi deen Marasmus hei ze veränterwerten hunn an d'politesch Verantwortung duerfir droen. Et geet nämlech net duer de Bauteminister einfach auszewiesselen, an dann den Newcomer - wéi d'„Lëtzebuerger Wort" schreift -, deen ass jo dann onbeleckt an onbefleckt,…

(Hilarité)

…an deen däerf dann einfach esou virufueren. Mir kënnen dem Här Wiseler jo hei nodréiglech keng Steng geheien.

(Interruptions)

Do komme mer och nach eng Kéier drop ze schwätzen.

Une voix.- Här Spautz, do däerft Der och nach eng Kéier driwwer schwätzen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat do war jo awer eng chrëschtlech Zeitung, déi jo awer och Saache geschriwwen huet, déi net falsch sinn.

M. le Président.- Här Mehlen, Är Zäit ass ofgelaf.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Meng Zäit ass ofgelaf, Här President.

Une voix.- Dir kritt nach Zäit!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech wollt nach eng Kéier soen, datt mir dee Projet hei net kënne stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Aly Jaerling. Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech zu dësem Projet Stellung huelen, dann ass et fir nach emol eng Kéier deen initiale Projet an Erënnerung ze ruffen: dee vun der Coque. An deem Projet war niewent enger Vëlospist, déi ass jo hei vum Här Rapporteur ernimmt ginn, awer och e Keelesportzenter mat virgesinn.

(Interruption)

Déi zwou Infrastrukture konnte leider aus finanztechnesche Grënn net realiséiert ginn, an haut gesi mer jo, dass et nach schlëmmer ass, wéi deemools gefaart ginn ass, wann do och scho keng Sue waren. An haut hu mer scho missen zwou Schëppen noleeën. Ech hoffen dann och, dass dat awer déi lescht Schëpp ass, déi mer an deem Projet mussen uleeën.

D'Keelefederatioun krut amplaz vun deem Keelesportzenter da staatlech Ënnerstëtzung zougesot, fir an den Infrastrukturen op der Kockelscheier kënnen hir Trainingsunitéiten an national an international Compétitiounen ofzehalen. Op de Kongresser vun der Keelefederatioun hunn awer verschidde Ministeren offiziös versprach de Bau vun engem Keelesportzenter ze förderen, bis haut awer och ouni offiziellen Echo.

Elo gesäit et leider esou aus, wéi wann déi Anlagen op der Kockelscheier aus sécherheetstechnesche Grënn spéitstens an engem Joer mussen zougemaach ginn. Eis Keelesportler, déi international massiv Erfolleger ze verzeechnen hunn, riskéieren ab nächstem Joer op der Strooss ze trainéieren. Et ass also néideg kuerzfristeg ze reagéieren.

Duerfir, Här President, erlaabt mer hei e puer Nimm an e puer Exploitë vun eise Keelesportler nach eemol an Erënnerung ze bréngen:

(Interruption)

Jeannot Peter, Weltmeeschter par individuel a par équipe an am Tandem; Alain Scheer, zweemol Weltmeeschter par individuel, par équipe an am Tandem an zweemol Europameeschter; Steve Blasen aktuelle Weltmeeschter par individuel, par équipe, an am Tandem an och Europameeschter. D'Goldmedail huet de Steve Blasen d'lescht Joer gewonne bei de World Games, den olympesche Spiller vun den net olympesche Sportaarte viru 25.000 Spectateuren.

M. le Président.- Här Jaerling, Är Ausféierunge si ganz interessant.

(Hilarité)

Ech gesinn allerdéngs net, wat se mam Sujet ze doen hätte vun haut de Mëtten, dee mer diskutéieren.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här President, wann Der mech fäerdeg schwätze loosst, da gesitt Der zum Schluss, dass dat wuel mam Sujet ze dinn huet.

Am Bowling huet den Alain Lieners, den Alain De Biasi, de John Van Agris an de Romain Oberweis bei de Weltmeeschterschaften d'Bronzemedail gewonnen.

Här President, dat sinn Erfolleger, déi keng aner Sportaart hei am Land opzeweisen huet. De Keelesport an de Bowling sinn also sonner Zweifel sportlech Ambassadeure vu Lëtzebuerg, déi Unerkennung verdéngt hunn. Fir esou Erfolleger weider kënnen ze garantéieren, brauchen dës zwou Sportsdisziplinen onbedéngt ugepasste Sportsinfrastrukturen, zumools de Bowling kuerz virdrusteet als olympesch Disziplin unerkannt ze ginn.

Dofir, Här President, wa schonn deemools et net méiglech war, fir de Keelesportzenter ze bauen, géif ech dann awer Schrëtt fir Schrëtt virgoen, an dann eng Motioun hei deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, zumindest de Bau vun engem Keelen- a Bowlingsportzenter an de Fënnefjoresplang vun de Sportsinfrastrukturen ze integréieren, esou dass awer wéinstens e Geste vis-à-vis vun de Keelesportler, déi esou vill Erfolleger opweises hunn, ka gemaach ginn.

Dat wëllt jo dann net heeschen, dass e muer muss gebaut ginn, mä zumindest ass awer schonn emol e Schrëtt no vir gemaach, dass awer d'Dier op ass, fir en iergendwann ze bauen. Domadder hätten d'Keelesportler dann och scho Genugtuung. Meng Motioun huet nëmmen eng Ënnerschréft, an ech hoffen, dass jo awer hei wéinstens sech véier Athlete fannen, déi bereet sinn den Dépôt…

(Hilarité)

…vun dëser Motioun wéinst dem Dépôt ze ënnerstëtzen, fir dass se da ka spéider gestëmmt ginn.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer,

- besuergt, all Sportaarten adequat Infrastrukturen ze garantéieren;

- sech bewosst, datt och de Keelesport an de Bowling, déi eist Land während deene leschten zwee Jorzéngten international exceptionnel gutt mat Weltmeeschtertitele par équipe a par individuel vertrueden hunn, ugepassten Infrastrukture brauchen;

- besuergt driwwer, datt déi aktuell Trainings- an Compétitiounsanlagen op der Kockelscheier spéitstens an engem Joer deene sécherheetstechneschen an international gefuerderte Bedingungen net méi wäerten entspriechen;

fuerdert d'Regierung op

- de Bau vun engem Keelen- an Bowlingsportzenter an de Fënnefjoresplang vun de Sportsinfrastrukturen ze integréieren.

(s.) Aly Jaerling, Niki Bettendorf, Charles Goerens, Henri Grethen, Carlo Wagner.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Claude Wiseler, Bauteminister.

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Däerf ech net schwätzen?

M. le Président.- Pardon, den Här Bettendorf hat d'Wuert gefrot.

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Ech wollt just soen, datt ech dem Här Jaerling seng Motioun ënnerschreiwen. Hien huet vergiess ze soen, datt ech op enger Keelebunn zwëschent zwou Klatzen am Trach op d'Welt komm sinn.

(Hilarité)

M. le Président.- Mir ginn haut de Mëtte villes hei gewuer.

Sout, den Här Minister Wiseler huet elo d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech soen, fir unzefänken, selbstverständlech der Commission des Travaux publics an dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, Merci fir déi Aarbecht, déi e ganz gutt an och ganz schnell gemaach huet. Well dat hei ass e Projet, bei deem et wichteg war, datt mer schnell schaffen, well all Dag déi Zënsen op deem Projet hei lafen.

Ech fänken un, andeem ech soen, datt evidenterweis och fir mech dat hei keen einfachen a keen evidenten Dossier ass. Well et all Kéiers, wann een esou en Nostëmme muss maachen, a wann een all déi Problemer, déi sech am Laf vun der Zäit bei engem Bau wéi deem hei, wat e schwierege Bau war, gestallt hunn, muss novollzéien, muss nachgestalten, wat net ëmmer evident ass.

Déi Problemer, déi mer haten, sinn eng ganz Rei technesch Problemer, déi sech gestallt hu wéinst der Komplexitéit vum Bau, wéinst Supplémenten, déi gefrot gi sinn z.B. vun Armaturen, déi hu misse stabiliséiert ginn. Och wéinst Koordinatiounsproblemer um Chantier - an dat wëll ech kloer soen -, déi grouss Retardë mat sech bruecht hunn - 19 Méint Retarden - wouriwwer Expertisë gemaach gi sinn, an eng ganz Rei Méint der Entreprise générale zougeschriwwe gi sinn an anerer der Entreprise générale awer net konnten zougeschriwwe ginn a wou dann déi Nobezuelungen hei musse gemaach ginn. Wéinst aner supplementar Aarbechten, déi net prévisibel waren a schlussendlech wéinst d'Kontabilisatioune vun Ausgaben, déi op dësem Projet gemaach gi sinn, ouni datt se hätte missen op dësem Projet gemaach ginn, well si hätten direkt kënnen iwwert d'Loi de garantie lafen. Well si awer iwwert de Projet bezuelt gi sinn, mussen se dann elo, wa mer dat wëlle propper an transparent par rapport zu den Texter, par rapport zu de Reglementer, déi mir eis selwer ginn hunn, maachen, och mat an d'Gesetz opgeholl ginn, obwuel se an der Theorie guer net hätte missen dra sinn, mä mir hätten se missen iwwer en anere Wee bezuelen, an esou am Fong elo als Supplément hei figuréieren, mä a Wierklechkeet net e Supplément sinn, well se hätten am Prinzip, wa se net iwwer e falsche Wee bezuelt gi wären, net bräichen hei am Gesetz ze figuréieren.

Dat, fir déi puer Explikatiounen ze ginn. An ech mengen, wann een esou e Projet wéi dat hei - an dat hu mer och gemaach an dem Ministère des Travaux publics an deene leschte Méint -, analyséiert a wann een alles kuckt, wou d'Problemer sech am Laf vun der Zäit, am Laf vun de Jore gestallt hunn, dann ass et jo evident, datt ee probéiert aus esou engem Projet wéi deem hei Léieren a Konklusiounen ze zéien, fir eng ganz Rei Saachen ze évitéieren.

Eng vun deene Konklusiounen, déi mer draus gezunn hunn, dat ass, datt mer déi Analys vun de Besoinen, déi gemaach muss ginn éier iergendee Projet op den Ordre du jour kënnt, dann och esou muss gemaach ginn, datt mer eis vläicht vill méi Zäit au préalable huelen, fir d'Analys ze maachen. Datt mer och de Programm, dee mer aus där Analys do opstellen, deen nach vill méi prezis muss sinn, direkt mat deene Gremien, mat Analysten duerchkucken, fir datt mer sécher sinn - méi oder wéineger sécher sinn -, datt et dat do och ass, wat schlussendlech soll gebaut ginn. Dat Schrecklechst ass, datt, wann au fur et à mesure vun der Zäit, wou gebaut gëtt, Changementer kommen a wann dann um Programm mussen Adaptatioune kommen, dat ëmmer fuerchtbar an d'Käschte geet.

Dat zweet ass d'Architektur. Mir hunn elo eng ganz Rei Projete gebaut. Dir hutt hei vun de Stararchitekte geschwat an an der Zeitung liesen ech iwwert d'Prunkbauten. Ech soen, déi Bauten, déi mer elo an deenen nächste Joren um Programm hunn, déi Bauten, déi mer elo als prioritär considéréieren, dat si Bauten, déi a sech eng klassesch Form hunn. Déi och klassesch Baute sinn, déi d'Administratioun, déi se muss maachen, wesentlech besser beherrscht, wéi aner Bauten, déi esou exzeptionell si wéi deen hei. An dofir denken ech, datt mer se och ganz anescht a wesentlech besser an de Gréff kréien.

Mä et ass och evident, datt mer eis eis reglementaresch Basis mussen anescht ginn. Mir hunn e Règlement concours ausgeschafft, fir d'Architekten an d'Projeten erauszewielen. E Règlement concours, dee vill méi wéi déi Jore virdrun eis dann och d'Méiglechkeet gëtt, fir dem Präis, dem Käschtepunkt, der Ekonomiséierung vun engem Projet Rechnung ze droen, schonn eleng wa mer de Projet erauswielen.

Dann ass et och evident, datt mer ganz anescht wäerten un d'Projeten erugoen, wa mer de Choix vun de Materialie maachen a wa mer Soumissioune maachen. Ech wëll an Zukunft net, datt iergendzwouch Luxusmateriale gebraucht ginn, mä datt et ganz kloer ass, datt all dat Material, wat an deene Bauten agebaut gëtt, wat mer elo brauchen, Qualitéitsmaterial ass, sans plus. Et muss zolidd sinn, an et muss fonctionnel sinn.

Hannendru wëll ech dann och nach soen, datt et a mengen Aen evident ass, datt e ganz enke Suivi vun der Exécutioun a vun den Décomptë gemaach gëtt. Mir hunn an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire mam Här Grethen ofgemaach, datt mer all sechs Méint a seng Kommissioun kommen, fir déi eenzel Projeten duerchzekucken.

Mir hunn eis och eng Method ginn, wou mer net nëmmen d'Globalitéit vum Projet duerchkucken, mä wou mer der Kommissioun och jiddfer Projet par corps de métier ginn, wat dann d'Dépensen op deem Corps de métier prezis sinn, sou datt bei jidderengem, dem Ministère an der Chamber, dee Suivi vill méi enk ka gemaach ginn.

Den Här Clement huet virdrun de Problem opgeworf vun de Contrats d'architecte an dem Fait, datt d'Architekte prozentual zum Coût bezuelt ginn. Ech akzeptéieren a verstinn och, datt dat als Problem ka gesi ginn, dofir hunn ech och dem OAI, dem Ordre vun den Architekten an den Ingenieuren, bei deene Réuniounen, déi mer haten, a wou mer diskutéiert hunn iwwer en neie Contrat type mat den Architekten, proposéiert, datt mer an Zukunft géingen iwwert d'Forfaitisatioun schwätzen an datt e System op där enger Säit, wann et méi deier gëtt, vu Penalitéiten respektiv op där anerer Säit, wann et méi bëlleg gëtt, vu Primen mat an déi Diskussioun muss drakommen. Dat gëtt net nécessairement eng einfach Diskussioun. Ech mengen, datt et eng schwéier Diskussioun gëtt, mä d'Finalitéit, wou mer wëllen higoen, schéngt mer awer ganz kloer ze sinn.

A wat mer och, mengen ech, musse maachen, dat ass, fir all Kéiers, wa mer Baute vun esou enger Envergure maachen, d'Prévisibilitéit an d'Zukunft vum Entretien ganz anescht an de Gréff ze kréien oder ganz anescht virzegesinn, wéi dat bis elo de Fall war. Dofir probéiere mer am nächste Joer am nächste Budget e Fonds d'entretien préventif direkt op d'Been ze setzen, deen eis erlaabt, d'Prévisibilitéit vum Entretien besser an de Gréff ze kréien, laangfristeg an de Gréff ze kréien, an dee Moment och den Entretien vun de Gebaier wesentlech besser ze maachen. Déi puer Saache wollt ech nach dozou soen.

Ech stëmmen och dem Här Clement zou, wann hie seet, datt et bei Désaccorden, déi mer hu mat där enger Firma an och mat där anerer - an Dir hutt et richteg gesot, an deem hei Dossier sinn nach esou Désaccorden, keng Litigen, well mer nach net um Geriicht sinn, mä nach eng Rei Désaccorden dran -, ëmmer préférabel ass, en Accord à l'amiable ze fannen. Domat sinn ech d'accord, mä ech soen awer och hannendrun, datt ech awer net bereet sinn, wann ech mengen, datt dem Stat säin Intérêt net zu honnert Prozent garantéiert ass, wéinst dem Accord à l'amiable den Accord à l'amiable anzegoen. Ech mengen, datt wa mir iwwerzeegt sinn, datt eng Zomm dû ass an datt net méi dû ass wéi dat, a mir kréie keen Accord à l'amiable, jo dann hu mer keen anere Choix, an ech wëll och dann am Intérêt vum Stat keen anere Choix agoen.

Ech hoffen och wéi d'Madame Flesch, datt dat hei déi leschten Diskussioun ass, déi mer heiriwwer hunn. Ech hu gesot, mir hunn nach eng Rei Désaccordë mat enger Rei Entreprisen. Ech mengen, datt d'Administratioun an déi Zuelen, déi si virleet, Recht huet, an ech denken, datt mer och wëllen op dat Recht, vun deem mer mengen, datt mer et hunn, pochen an dat duerchzéien.

Här President, ech hunn eng Wuertmeldung gesinn.

M. le Président.- Pardon, den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt dem Här Minister zwou Froe stellen. Dat eent ass déi - an dat stelle mer bei dësem Bau fest -, dass d'Missioun vun den Architekten a vun den Ingenieuren ze iwwerdenken ass an dass d'Responsabilitéit vun deenen zwee Corpsen och misst e bësse méi prezis gekuckt ginn, a ganz besonnesch bei der Opstellung vun de Bordereauen, wou ee feststellt, dass et Entreprisë gëtt, déi méi Leit an hire Services internes hunn, fir d'Faillë vun engem Bordereau ze kucke wéi de Bordereau u sech, déi also méi Manipulatore vun engem Bordereau hu wéi Kalkulatoren.

An ech mengen, dass een och do als Stat muss ganz skeptesch vis-à-vis vu besonnesch gréisseren Entreprisë sinn, déi ëmmer erëm mat hire pléthoreschen Truppe vu Spezialisten, besonnesch Juristen, de Präis vun engem Bau an d'Luucht dreiwen, a mir doduerch esou vill Affären um Geriicht hunn. Vläicht kann de Minister eis konfirméieren, dass bei klenge Betriber, wann déi op engem Bau schaffen, dat Onwiese manner grouss ass wéi bei gréisseren Entreprisen, besonnesch bei Entreprises générales, a wat hien do gedenkt ze maachen.

An dat Zweet ass, Här President: Um Bau Printz Rischard, vun deem mir jo als Chamber direkt concernéiert sinn, gesi mer jo d'Schwaachstelle vun eisem aktuelle Soumissiounsgesetz. D'Fro, déi ech stellen, ass, ob de Minister bereet ass, dat Soumissiounsgesetz an noer Zukunft op de Leescht ze huelen an déi Schwaachstellen och auszemerzen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech soen dem Här Grethen Merci fir seng Froen, well se a sech eng Rei vun deene grousse Suergen, déi déi sinn, déi ech all Dag ze traitéieren hunn, hei honnertprozenteg widderspigelen.

Déi éischt Fro, dat ass d'Missioun vun den Architekten an den Ingenieuren. Et ass ganz kloer, datt mer eng Prezisioun mussen drabréngen, wéi wäit déi Kontrollfunktioun vun den Architekten an den Ingenieuren op de Chantieren exercéiert gëtt.

Ech gesinn awer do och, datt dat vu Chantier zu Chantier verschidden ass, well ech ka mer ganz gutt Chantierë virstellen, wou déi Kontrollfunktioun an de Suivi vun dem Bau vun dem Architektebüro selwer gemaach gëtt.

Par contre hu mer awer och a gréissere Chantierë gekuckt, datt mer eegestänneg Koordinatiounsbüroen huelen, déi da just als Missioun d'Koordinatioun vun deem Chantier hunn, well mer mengen, datt do d'Aarbechten esou grouss sinn, datt et wesentlech ass, datt dat net den Architekt ass.

Mä d'Äntwert op Är Fro ass dei hei: Ee muss et maachen an ee muss domat chargéiert ginn, an ee muss dovunner och déi Responsabilitéit kloer an däitlech droen, fir déi Koordinatioun op de Chantieren ze maachen.

Ech deelen déi Skepsis, déi Dir hutt, an ech kann zwar elo net soen, ob déi Prozesser, déi mer hunn, méi vu gréisseren oder méi vu klengen Entreprisë gemaach ginn. Wann Dir mech esou spontan frot, obwuel ech et net nogekuckt hunn, géing ech Iech am Prinzip, mengen ech, kënne Recht ginn.

Par contre, wat ech Iech awer ka soen, dat ass, datt d'Zuel vun de Prozesser, mat deenen de Ministère des Travaux publics ze dinn huet, selbstverständlech zouhëlt, an datt déi Affären, déi schonn an enger ganz fréier Etapp op de Référé ginn, enorm zouhëlt.

Dat heescht an anere Wierder, datt och de Ministère a senge Fonctionnalitéite muss ëmdenken. Et ass evident, datt, wann dat do déi Welt ass, an déi mer erakommen - an dat schéngt esou ze sinn -, da musse mer eis och d'Moyenë ginn, fir ze résistéieren a fir kënnen och déi Atouten op eis Säit ze kréien.

Ech hunn dee Ministère zu engem groussen Deel ëmgebaut, ëmkoordonnéiert, eng ganz Rei Juristen erageholl, fir de Suivi vun den Dossierë besser ze maachen, wa mer an déi juristesch Gefilder kommen, mä haaptsächlech, an dat ass d'Zil dovun, fir net a juristesch Problemer ze kommen, andeems mer schonn de juristeschen Aspekt au préalable duerchkucken, fir kee Feeler ze maachen; well hei all Komma, dee falsch steet, du iergendwou eng Kéier bezuele kanns. Wa mer dat wëssen, da musse mer drop oppassen. Ech soen Iech just, et mécht net ëmmer Freed an et ass net ëmmer einfach, mä et ass esou, a wann een dat weess, muss een drop reagéieren.

Déi drëtt Fro vum Här Grethen, dat wär déi iwwert d'Soumissiounsgesetz. D'Soumissiounsgesetz ass 2003 a senger aktueller Fassung gestëmmt ginn. Mir hunn eis eng Rei Joren elo ginn, fir ze kucken, wat d'Stäerkten an d'Schwächte vun deem Gesetz sinn. Ech hunn d'Beruffschamberen elo gefrot, si solle mer hir Avisen eraschécken, well ech der Meenung sinn, datt mer deen Text erëm eng Kéier mussen op de Leescht huelen, fir éischtens eng Rei Punkten, déi an den Direktiven zousätzlech komm sinn, ëmzesetzen, mä dovunner ze profitéieren, fir dann och d'Schwaachstellen, déi mer manifestement am Text kënne gesinn, an de Gréff ze kréien a fir esou de Stat besser a méi reaktiounsfäeg ze maachen.

Voilà, dat waren d'Äntwerten op déi Froen, an och déi iwwert den Architekt, déi den Här Mehlen gestallt huet, mengen ech, hunn ech beäntwert.

Zur Motioun vum Här Jaerling wëll ech soen, quitte datt dat hei elo net mäin Dossier ass, well et en Dossier vum Sportsministère ass, datt ech mengen, an all deenen Diskussiounen, déi mer momentan hei hunn, wat d'Prioritéite vum Stat sinn, weess ech genau, wat d'Prioritéite sinn, an deene mer elo dra sinn. Mir bauen hei prioritär Schoulen; mir baue prioritär déi europäesch Institutiounen, déi mer mussen hunn; mir baue prioritär déi sozial Infrastrukturen, déi mer brauchen, an do brauche mer all eis Energie an engem groussen

Deel vun eisen Investissementer, fir dat korrekt zur richteger Zäit, sou schnell wéi méiglech a sou bëlleg wéi méiglech hinzekréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

(Brouhaha général)

Also, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eis ee Moment gedëllegen. An der Technik huet sech en Iertum ageschlach a mir wäerten nach eng Kéier vu vir ufänken.

Sou, elo stëmme mer dann iwwert de Projet de loi of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmme, 4 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun vum Här Jaerling ass an dësem Moment nach net recevabel, well den Här Jaerling an den Här Bettendorf de Moment nach eleng sinn op der Keelebunn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Eemol, wou d'Sportler ugeschwat sinn, géif ech se gären ënnerstëtzen.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, den Här Jaerling, den Här Bettendorf an den Här Grethen. Domat ass d'Motioun net recevabel an deementspriechend...

(Interruption)

M. Henri Grethen *(DP).*- Neen, neen, neen, mir ginn einfach eis Ënnerschrëft, fir dass den Här Jaerling seng Motioun ka stëmme loossen.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Also, den Här Goerens an d'Madame Flesch ënnerschreiwen nach, an dann ass d'Motioun recevabel a mir stëmmen driwwer of.

Kënne mer par main levée ofstëmmen, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo.

M. le Président.- Wien ass fir déi Motioun, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Voilà. Wien ass dergéint? Ech denken, Här Jaerling, dass de Vote eendeiteg ass. Domat ass déi Motioun ofgelehnt.

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi vun haut de Mëtteg, dat sinn u sech dräi Projeten iwwert d'Navigatiounssystemer Galileo, GNSS a GPS. Mir maachen eng Diskussioun iwwert déi dräi Projeten. De Rapporteur, den honorablen Här Thiel, exposéiert eis elo déi dräi beieneen an da maache mer d'Diskussioun zesummen iwwert déi dräi Projeten. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

2. 5461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe

5462 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004

5479 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003

Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, no villem Gedeessems goufe sech d'europäesch Partner virun dräi Joer eens, en eegent Navigatiounssystem opzeriichten, dat sech op eng Rëtsch Satellite stäipt.

Dat hat net onbedéngt eppes mat europäeschem Prestigedenken ze dinn, och wa mir deemools nach déi Schéinst an déi Bescht op der Welt wollte ginn, wéi dat jo eestëmmeg 2000 zu Lissabon beschloss gi war. De Papp vun der Iddi däerft éischter d'Asiicht gewiescht sinn, datt quasi d'ganz Welt sech am Ablack op een eenzegen Navigatiounssystem verléisst, deem säi Propriétaire domat eng Monopolstellung an dësem wichtege Beräich anhélt.

Dat wär un a fir sech nach net weider schlëmm, well dee Monopolist säi Service gratis offréiert, mä kee kënnt hien drun hënnere säi System auszeschalten, wann et him an de Kapp kéim, an domat all deene Milliounen Navigatiounsapparaten op der ganzer Welt de Stroum oder de Signal ofzedréinen. Wat hien iwwregens och schonn eng Kéier - op d'mannst deelweis - gemaach huet, an zwar aus Sécherheetsgrënn am Ufank vum Irakkrich, well dee Satellitesystem, vun deem hei Rieds ass, ass de GPS - GPS steet fir Global Positioning System -, deen d'Amerikaner säit 1993 bedreiwen an deen an alleréischter Hisiicht militäreschen Zwecker déngt.

Et ass awer net vun ongefeier, datt déi zwee eenzeg Satellitesystemer op der Welt, den Amerikaner hiren GPS an de Russen hiren GLONASS, vun deenen zwee gréisste Militärmuechte bedriwwe gëtt. Allerdéngs zielt de Russen hire System kaum, well deem seng 24 Satelliten nëmme méi zur Halschent fonctionnéieren, derbannst den Amerikaner hir 24 Satellite säit 13 Joer voll am Asaz sinn. An dat - deen Asaz - net fir d'Lescht zur vollster Zefriddenheet vun deene Milliounen Automobilisten uechtert d'Welt, déi sech - a mir gehéiere jo zu engem gudden Deel och derzou - vun deene Satelliten op de richtege Wee schécke loossen.

Well den GPS esou e grousse Publikumserfolleg ginn ass a well een déi Navigatiounshëllef ganz breet asetzen an eventuell esouguer e Geschäft draus maache kann, ass sengerzäit zu Bréissel décidéiert ginn, och fir Europa esou e System ze lancéieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi Iddi ass zwar net iwwerall op Begeeschterung gestouss, weder bei den EU-Memberen, déi dofir sollten an d'Täsch gräifen, nach bei den amerikanesche Frënn, déi nawell ganz gären hiren Navigatiounsmonopol bäibehalen hätten, mä well dat Ganzt net der Däiwel kascht - et geet Rieds vu manner wéi 4 Milliarden Euro, also ongefeier d'Halschent vun eisem Budget -, war et net allze schwéier sech eens ze ginn. A wéi d'Amerikaner gesinn hunn, datt d'Europäer décidéiert wieren Eescht ze maachen, hu se sech och dragefügt no hirer albekannter Business-Devis: ‚If you can't beat them, join them.'

An elo ass de Galileo dann ënnerwee. Säin Numm, wéi Der Iech denke kënnt, huet de Projet vun deem groussen italienesche Wëssenschaftler aus der Renaissance, dee sech sengerzäit munche Misère opgelueden huet, wéi hie seng Zäitgenossen dervun iwwerzeege wollt, datt d'Äerd sech ëm d'Sonn dréint an net ëmgekéiert. Datt de Galileo Galilei elo, 400 Joer nodeem hie wéinst senger angeblecher Häresie ausgelaacht an esouguer agelacht gi war, esou en Denkmal gesat kritt, ass wuel méi wéi an der Rei.

De Projet Galileo gouf als Gemeinschaftswierk vun der Europäescher Unioun an där hirer Weltraumduechter ESA, European Space Agency, lancéiert. E gesäit 30 Satellite vir - 27 am Normale plus 3 an der Reserv -, déi eng gutt 23 km iwwer eise Käpp ëm d'Äerd kreesen a vun do hir Signaler erofschécken, woumat ee seng Positioun hei ënne bis op de leschte Meter bestëmme kann.

Den éischte Satellit gouf den 28. Dezember vu Baikonur eropgeschoss - vun der russescher Weltraumgare -; just zur Zäit iwwregens, well den Test vun de Sendefrequenzen, fir deen déi zwee éischt Satelliten agesat ginn, muss bis den 10. Juni ofgeschloss sinn, well soss d'Reservatioun fir d'Frequenzbänner verfale géif. Wann dann och elo duerno alles riicht an och no Fahrplang verleeft, da kann de Galileo-System Enn 2010 - dat ass net méi esou laang - a Betrib goen.

Woufir brauche mir dann elo de Galileo?

Fir d'éischt soll hien natierlech dat assuréieren, wat elo den GPS och mécht, nämlech deem Eenzelnen hëllefe säi Wee ze fannen, doduerch datt hien zu all Moment kontrolléiere kann, wou hie selwer grad ass, an dat par rapport zu där Plaz, wou hien hi wëllt. Dee Service, logescherweis „open service" genannt, ass gratis a fir jiddereen op.

Dann de kommerziellen Déngscht, den „commercial service", deen alle méigleche Benotzer um Buedem, um Waasser oder an der Loft extrem prezis Navigatiounsdaten op extra Frequenze liwwert, allerdéngs dës Kéier net méi fir näischt, mä géint Bezuelung.

Dann drëttens kënnen och d'Eisebunn, d'Aviatioun an ähnlech Entreprisen op de Galileo zréckgräifen, fir hire sécherheetstechnesche Besoinë gerecht ze ginn. Dat heescht dann „safety of life service".

Als nächst kommen déi fir déi eenzel State reservéiert Frequenze fir den „public regulated service", déi natierlech entspriechend ofgeschiermt a verschlësselt der Polizei oder och der Arméi, a ganz bestëmmt wuel och de jeeweilege Geheimdéngschter zur Verfügung stoe wäerten.

A schliesslech dann, de Sich- a Rettungsdéngscht, „search and rescue", mat deem senger Hëllef d'Rettungséquipen an Nout- a Katastrophefäll séier a virun allem prezis agräife kënnen.

Dat Ganzt soll géréiert gi vun engem Konzessionär, dee vun der „Galileo Joint Undertaking", der Gemeinschaftsentreprise vun EU an ESA, an zwee Joer erausgesicht gëtt, an deen dann och fir déi nächst 20 Joer fir d'Betribskäschten opkomme muss, déi op ronn 220 Milliounen Euro am Joer geschat ginn.

De Sëtz vun der Bedreiwergesellschaft, déi „Galileo Operating Company" heesche soll, mussen sech Toulouse a London deelen, well ee sech net op een eenzege Sëtz eenege konnt.

Wat huet elo Lëtzebuerg da mam Galileo ze dinn, a woufir musse mir hei Gesetzer iwwer Accordë stëmmen, déi d'Galileo-s-Bedreiwer mat Staten uechtert d'Welt ofschléissen?

D'Äntwert ass einfach: Lëtzebuerg ass bekanntlech en EU-Stat an domat Copropriétaire vum Galileo. A Lëtzebuerg ass och e Partner vun der European Space Agency, also der ESA, deem zweete Pilier vum Galileo. Mir sinn also gläich zweemol derbäi.

Net jiddfer EU-Land ass och un der ESA bedeelegt, well déi huet am Moment eréischt 17 Memberen. Déi 17 Membere sinn d'office u gewësse Fuerschungsprogrammer vun der Weltraumagence bedeelegt a kënne sech doriwwer eraus u weider ESA-Programmer drunhänken, wa se wëllen. Lëtzebuerg mécht zum Beispill nieft dem Galileo beim Telecom-Projet ARTES a beim Technologieprogramm GSTP mat, an ass doriwwer eraus och nach un zwee Observatiounsprojete bedeelegt.

Dat kascht natierlech eppes. Am Fall vu Galileo si mir indirekt iwwert den EU-Budget mat 1,5 Milliounen Euro derbäi, an direkt iwwert d'ESA mat 4,5 Milliounen, déi bis op 11 Millioune klamme kënnen.

A wat hu mer dervun? Datt mer just derbäi sinn? Net nëmmen dat. Et muss ee wëssen, datt déi ESA-Programmer nom Prinzip vum „juste retour" fonctionnéieren. Dat heescht, d'Partner hunn en Urecht drop Commandë mat heem ze huelen, déi bis zur Héicht vun hirem Kapitalasaz oder souguer doriwwer eraus goe kënnen. Am Kontext vu Galileo hu Lëtzebuerger Firmae véier Propositioune fir déi zwou éischt Phase vum Projet agereecht. Sollten si zum Zoch kommen, kréiche mer iwwert dee Wee op d'mannst een Deel vun eiser Mise erëm.

Här President, Är Presidentekommissioun war esou gentil déi dräi Galileo-s-Projeten, iwwert déi Är Chamber dës Kéier ze befannen huet, ze bëndelen a se mateneen duerchzehuelen. Dat war eng weis Décisioun, well si erspuert dem Rapporteur dräimol bal datselwecht ze erzielen, an et erlaabt him no dëser allgemenger Virstellung vum Projet sech op d'Spezifissitéite vun deenen dräi Accorden ze konzentréieren.

An allen dräi Fäll geet et ëm d'Ratifizéierung vun Ofkommessen, déi d'Galileo-s-Initiateure mat Drëttstaten ausgehandelt hunn. An dëser éischter Serie - well et kommen der nach e puer no - handelt et sech ëm Amerika, Israel a China.

D'Ofkommes mat de Vereenegte State vun Amerika ass net fir näischt dat éischt an der Rei, well vun dësem Accord huet d'Réussite vu Galileo zu engem gudden Deel ofgehaangen.

Wéisou?

Majo et ass bekannt, datt d'Amerikaner nach laang net frou mat deem europäesche Projet waren, an deem si net nëmmen eng Menace fir hiren Navigatiounsmonopol gesinn hunn, mä virun allem eng gefëierlech Konkurrenz fir hiren eegenen GPS. Wäre si bei hirer Resistenz bliwwen, hätt dat ganz gär zu politesche Mëssstëmmegkeeten an och zu gehéieregem Drock op deen een oder aneren EU-Partner féiere kënnen, wat de Galileo ganz gefëierlech hätt kënnen an d'Wackele bréngen.

Dozou ass et Gott sei Dank net komm. Mä wéi viru genee fënnef Joer d'Verhandlunge mat Amerika ugefaangen hunn, huet et nach net esou gutt ausgesinn. Déi Säit vum grousse Pull ware se der Meenung en europäeschen Navigatiounssystem wier total iwwerflësseg. Doriwwer eraus géif en den GPS stéieren an domat deem seng Zouverlässegkeet - an dat ass a militäresche Froe jo net näischt - op eng entscheedend Aart a Weis aschränken, wat erëm schonn eleng dofir net vun den Amerikaner hätt kënnen akzeptéiert ginn, well den GPS prioritär jo eng militäresch Missioun ze erfëllen huet.

Et huet schonn e Strapp gedauert bis d'Amerikaner dovun iwwerzeegt konnte ginn, datt grad si, als Champion vum fräie Welthandel, sech engem globalen, zivilen an zum Deel kommerziellen Navigatiounssystem net an de Wee stelle kënnten. Dat ëmsou méi, wou d'Europäer eng Zesummenaarbecht tëschent dem Galileo an dem entretemps vereelsten an dofir fir eng Revisioun zeidegen GPS offréiert hunn, déi den GPS nach méi performant maache géing, wat och erëm eng Kéier fir seng militäresch Notzung net vun onbedeitender Relevanz ass.

Mä eréischt wéi d'Techniker de Problem vun der Cohabitatioun vun dem GPS sengem Militärsignal an dem oppene Galileo-Signal geléist an d'Amerikaner hir 100%eg Garantie kritt haten, datt een de Galileo am Krichsfall oder bei Terrorismusgefor ausblende kënnt, hu si „Jo" zu enger Kooperatioun gesot. Déi ass dunn um Sommet vun der iresher Présidence Enn Juni virlescht Joer op Dromoland Castle mat deem Accord besigelt ginn, deem Lëtzebuerg mat dësem Gesetz säi Sege gi soll.

De Fait, datt mir eis mat den Amerikaner eens gi sinn, huet wahrscheinlech d'Realisatioun vum Galileo iwwerhaapt eréischt méiglech gemaach. An de Fait, datt e Wee fonnt gouf, fir déi zwee Navigatiounssystemer mateneen ze verknäppen an domat de Grondstee fir e regelrechten universelle System ze leeën, wäert gradesou wahrscheinlech fir de kommerzielle Succès suergen.

Et gëtt erwaart, datt beim Démarrage 2010 gutt dräi Milliarden Navigatiounsapparater prett sinn an datt déi kommerziell Notzung gutt 250 Milliounen Euro am Joer abrénge kënnt. An dann nach en anere Chiffer, deen net onwesentlech ass: Ronn 150.000 Mënsche solle bis dohi vum Galileo-Bedreiwerkonsortium beschäftegt ginn op deenen eenzelne Buedemstatiounen.

Esou wäit zum - allerdéngs décisiven - Accord mat Amerika, dee Géigestand vum Gesetzesprojet 5461 ass, an deen lech elo zur Approbatioun virläit.

Här President, mä den Accord mat Amerika war net deen éischten, deen d'Galileo-s-Promoteure mat engem Drëttland ënnerzeechent hunn. Schonn am Oktober 2003 war et zu Peking zu enger Ënnerschréft ënner engem Schréftstéck komm, mat deem sech d'Volleksrepublik China an d'Initiateure vum Galileo zu enger enker Zesummenaarbecht engagéiert hunn.

China, dat jo de Weltraum net méi ze entdecke brauch, hat ganz séier déi strategesch Bedeitung vun deem globalen Navigatiounsréseau erkannt, zu deem de Galileo de Grondstee leeë sollt, an hat dofir am Mäerz 2003, wéi d'Diskussioune mat den Amerikaner nach voll amgaange waren, Verhandlunge mat den Europäer opgeholl. Et ass vläicht esouguer net vun der Hand ze weisen, datt de Chineesen hir Bereetschaft, beim Galileo matzemaachen, eng stimuléierend Wierkung op d'Gespréicher mat den Amerikaner hat a vläicht souguer zum Duerchbroch bei deene Verhandlungen dräi Méint méi spéit zu Washington bäigedroen huet.

Jiddefalls huet de populatiounsstäerkste Stat vun der Welt sech am Hierscht 2003 verflicht beim Galileo matzemaachen, och finanziell, well China huet 280 Milliounen Euro Kapitalbedeelegung an Aussiicht gestallt. Déi technesch Zesummenaarbecht gëtt vun engem „Centre de coopération et de formation technique du système mondial de navigation par satellite Chine-Europe" koordinéiert, deen an de Chineesen hirem Hightechpark Zhongguancun zu Peking ënnerbruecht ass.

Den Accord vun deemools läit der Chamber elo als Gesetzesprojet 5479 vir. A sengem Intitulé geet Rieds vun enger Kooperatioun en vue vun engem weltwäite Satelliten-Navigatiounssystem GNSS Galileo. Fir d'éischte Kéier gëtt also hei ugedeit, datt mir et mat zwou Facettë vun engem an deemselwechte Projet ze dinn hunn. Engersäits mat där vum europäesche Galileo, an anerersäits mat där vun engem globalen Navigatiounssystem, dee sech „Global Navigation Satellite System" nennt; dohier d'Ofkierzung GNSS.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den drëtten Accord, deem mir mat dem Gesetzesprojet 5462 zoustëmme sollen, ass deen, deen den 13. Juli viregt Joer zu Bréissel mam Stat Israel ënnerzeechent ginn ass.

D'Israelien hate sech am Fréijoer 2003 fir de Projet interesséiert an hir Bereetschaft signaléiert beim Galileo eranzeklammen. Dogéint haten d'Europäer schonn eleng dofir näischt, well d'Israelien zu den Top Ten an der Weltraumtechnologie gehéieren, a si domat als Partner vum Galileo wëllkomm waren. Op där anerer Säit hélt Israel op Grond vu senger geographescher Lag am weltëmspanende Galileo-Netz eng net onwichteg Positioun an, an huet och wëlles sech finanziell um Projet ze bedeelegen.

Et huet dann och knapps e Joer gedauert bis ee sech mat den Israelien eens war an den Accord iwwer e „weltwäite Satelliten-Navigatiounssystem fir zivil Notzung" ënnerschriwwen huet.

Bezeechnenderweis geet am Titel vum Projet 5462, mat deem dësen Accord gestëmmt gi soll, net méi vu Galileo, mä nëmme méi vum „Global Navigation Satellite System" Rieds, wat wuel dorop hindeite soll, datt mir hei elo definitiv den europäesche Kader vum Galileo verloossen, an eis elo an deem globale vum amerikaneschen GPS am Galileo gemeinsam gedroene Weltnavigatiounssystem bewegen.

Här President, déi dräi Accorden, iwwert déi mir elo gläich ofstëmme sollen, sinn, wéi schonn ugedeit, nëmmen den Ufank vun enger laanger Rëtsch. Well an der Tëschenzäit hu scho fënnef weider Staten en Accord mat de Galileo-Partner ënnerschriwwen, an zwar: Indien, dat sech mat 200 Milliounen Euro un der Entreprise bedeelegt, d'Ukrain, Marokko, Südkorea an d'Schwäiz. D'Schwäiz, déi, wéi kënnt et aneschters sinn, déi wichteg Atom-Prezisiounsauer fir de System liwwere wäert. An et stinn der nach siwen an der Rei, fir däerfe matzemaachen. Dat sinn: d'Norweger, d'Argentinier, d'Brasilianer, d'Chilenen, d'Kanadier, d'Malayen an d'Mexikaner.

An anere Wierder, Här President, Dir kënnt lech drop gefaasst halen, datt mir deen Exercice vun haut nach méi wéi eng Kéier hei widderhuele wäerten, an dann hoffentlech mat deemselwechte positive Resultat, dat de Rapporteur sech elo vun Ärem Vote erhofft.

Ech soen lech elo scho Merci, och fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Éischten agedroene Riedner ass den Här Sunnen. Dir hutt d'Wuert, Här Sunnen.

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, mengem Fraktiounskolleeg Lucien Thiel, fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren.

Eng Course mam Taxi zu Paräis oder e Segeltour um Atlantik hunn op den éischte Bléck näischt Gemeinsames, mä et gëtt awer eppes, wat si verbënnt. Den Taxichauffeur gëtt d'Fahrzil vu sengem Client a säin Navigatiounssystem an, an de Segeler orientéiert sech mat sengem Navigatiounssystem um Mier. Deenen zwee hire System baséiert um GPS, engem amerikanesche System, dee fir déi amerikanesch Arméi konzipéiert gouf. A Krichszäiten - de Rapporteur huet et scho gesot - kënnen d'Amerikaner ouni Problem hire System ausschalten, oder op d'mannst stéieren, esou datt eise Paräisser Taxichauffeur an eise Segeler um Atlantik op eemol hir Problemer hunn.

Mir sinn haut opgeruff, fir eisen Accord ze ginn zu engem alternative System, deen net a Krichszäite gestéiert gëtt an deen esou d'Garantie gëtt, datt en ëmmer fonctionnéiert.

Här President, de Galileo ass keng Visioun méi, mä schonn eng Realitéit. Déi éischt Satellite goufen am Ufank vun dësem Joer mat Succès an de Weltraum geschéckt.

Wat mécht den innovative Charakter vum Galileo dann aus?

1. Et ass en éischte groussen industrielle Projet, dee vun der EU gesteiert gëtt. Bis elo huet d'Unioun zwar d'Fuerschung duerch hir verschidde Kaderprogrammer an der Weltraumpolitik ënnerstëtzt, mä selwer hat si kee Projet lancéiert oder gesteiert. D'Europäesch Kommissioun huet beim Galileo e Gestaltungsspillraum definéiert, a si huet sech selwer ëm d'Weiderdreiwe vun dëser Iddi an hirer Verwaltung gekëmmert.

Dat Ganzt spillt sech an engem Spëtzesecteur of, deen e wichtege Bausteen an der Lissabon-Agenda ass. De weltwäite Marché vun der Satellitennavigatioun huet sech tëschent 2002 an 2003 verduebelt, nämlech vun 10 Milliarden Euro op 20 Milliarden. Bis zum Joer 2030 gëtt mat 300 Milliarden Euro gerechent, dat bei 3 Milliarde Récepteure vun de Satellitestrahlen. De Rapporteur huet scho gesot, datt de Galileo bis zu 150.000 Aarbechtsplaze schafe kann.

2. Dëse System ass deen éischte weltwäit exklusiven zivilen Navigatiounssystem. Am Ablack existéieren zwee Systemer - ech hunn e scho genannt -: den amerikaneschen GPS an de russesche GLONASS. Déi zwee goufe fir d'Militär konzipéiert a si fir d'éischt emol militäresch Instrumenter. Konkret heescht dat, datt dës Systemer zwar zivil genotzt ginn, mä soubal militäresch Interessen dominéieren, kann d'zivil Notzung ageschränkt oder esouguer ausgesat ginn. Dëst ass net eng Fiktioun, mä eng gängeg Realitéit. An de Rapporteur huet scho bemierkt, datt d'Amerikaner am leschte Golfkrich d'Leeschtung vum GPS ageschränkt haten.

De Galileo bitt déi juristesch Garantie, datt en onënnerbrach a kontinuéierlech fonctionnéiert. Dat mécht der Satellitennavigatioun nei Secteuren op. Bis elo hunn d'zivil Loftfahrt an d'Schëfffahrt gezéckt, fir sech op d'Satellittennavigatioun ze verloossen.

3. D'Finanzéierung vum Galileo ass och innovativ. Et ass nämlech den éischten europäesche Projet, deen an engem „public private partnership" finanzéiert gouf. Also e Modell, un deem mir léiere kënnen, well mer jo bekanntlech fir eis Schoulbauprojeten hei zu Lëtzebuerg och op dëse Finanzéierungswee goe wëllen.

4. De Galileo ass déi éischt strategesch Infrastruktur, déi der Europäescher Unioun gehéiert an ënnert hire Contrôle gestallt gëtt.

5. De Galileo ass och en neie Baustee vun der internationaler Zesummenaarbecht. Esou gouf de 26. Juni 2004 de Kooperatiounsaccord mat den Amerikaner ënnerschriwwen, deen d'Kompatibilitéit an d'Interopérabilitéit vum amerikaneschen GPS an dem europäesche System erméiglecht. Et gëtt also net géint d'Amerikaner, mä zesumme mat eisen amerikanesche Frënn a Partner geschafft.

Mä net nëmme mat den Amerikaner gëtt zesummegeschafft, och mat groussen Industriestaten - an den Här Thiel huet se erwähnt -: China, Israel an Indien oder mat wichtegen Drëttstaten, déi net ausser Uecht gelooss ginn. Ech erënneren nëmmen un e puer: Südkorea, Marokko, d'Ukrain an Argentinien.

Domat bleift dee vun eisem Ausseminister Jean Asselborn propagéierte Begréff „Multilateralismus" net nëmmen Theorie, mä e gëtt mat Liewen erfëllt. Et bleift ze preziséieren, datt d'Kooperatioun mat dësen Drëttstaten sech net eleng op d'Notze vun der Technologie limitéiert, mä datt eis Partner encouragéiert ginn, fir selwer innovativ ze sinn a fir nei praktesch Uwendungsméiglechkeete vum Galileo ze entwéckelen.

Wat fir Servicer bitt dee Galileo elo un?

1. Den „open service" ass fräi a gratis zougänglech. E liwwert d'Donnéeën iwwert déi eege Positioun mat enger Prezisioun vun nëmmen e puer Meter, an e liwwert d'Auerzäit mat der Prezisioun vun enger Atomauer. Well dëse Service zwou Senderfrequenze benotzt ass d'Positiounsbestëmmung mam Galileo méi prezis wéi mam GPS. Déi méi héich Unzuel vu Satelliten - beim Galileo nämlech 27 par rapport zu deene 24 vum GPS - garantéieren eng Empfangsofdeckung an de Stied bis 95%, besser also wéi déi 50% vum GPS.

2. De kommerziellen Déngscht erméiglecht déi zousätzlech Iwwerdroung vu käschteflichtegen Navigatiounsdonnéeën, zum Beispill nach méi prezis Donnéeën zur eegener Positioun.

3. De Safety-of-life-Déngscht steet sécherheetskritesche Beräicher zur Verfügung, zum Beispill fir d'Loftfahrt an de Schëffsverkéier. Esou warnt en d'Notzer banne sechs Sekonnen, wann de System wéinst Positionéierungsfeeler net genotzt gi kann.

4. De staatlechen Déngscht ass en exklusive Service, deen de staatlechen Déngschter, wéi den Numm et seet, zum Beispill der Polizei oder der Garde vun de Côten an aneren zur Verfügung steet.

Schlussendlech nach de Such- a Rettungsdéngscht, ee vun deene wichtegsten. Dëse Service erlaabt déi weltwäit Lokaliséierung vun Hëllefsufroen, zum Beispill vu Schëffer, déi a Schwieregkeete sinn. Och en einfachen Dialog mat der Asazzentral soll méiglech sinn. Op dës Manéier kann de Galileo also Mënscheliewe retten.

Här President, de Galileo, deen ech elo kommentéiert hunn, ass en exemplarescht Beispill wéi de Weltraum fir d'Mënschheet intelligent a friddlech genotzt gi kann. Lëtzebuerg huet all Intérêt drun, fir bei dësem europäesche Projet matzemaachen. Et ass evident, dass mer der Lëtzebuerger Ekonomie heimadder nei Marchéen opmaachen. D'Ratifikatioun vum Galileo duerch d'Chamber ass e weidere Meilesteen an der Lëtzebuerger Weltraumpolitik. Ech erënneren drun, dass mer viru kuerzem schonns der ESA, der europäescher Weltraumagence, bäigetruede sinn.

D'CSV-Fraktioun begréisst dës Politik vun eiser Regierung. Dofir ginn ech och heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zu deenen dräi Gesetzesprojeten. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Nächste Riedner ass d'Madame Flesch. Dir hutt d'Wuert, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll och fir d'alleréischt dem Rapporteur Merci soe fir seng zwee ganz ausféierlech Rapporten, souwuel fir dee schréftleche wéi och fir dee mëndlechen. Hien ass op déi technesch Elementer vun deenen Dossieren agaangen. Hien ass op déi wirtschaftlech Elementer agaangen an op déi aarbechtspolitesch oder Emploi-s-Elementer agaangen. Ech wäert dat net alles widderhuelen. Et ass gesot a gutt gesot. Ech soen him also Merci fir de Rapport.

De Projet 5461, also den Accord mat Amerika, ass am Fong den Acte de naissance vu Galileo, well wann et net dozou komm wär, wär Galileo ni zustane komm.

Wann ech zréckdenken u meng Joren am Europaparlament an der leschter Legislaturperiod, dann erënneren ech mech och ganz genee un deen Drock, deen deemools vun Amerika op ons an Europa ausgeübt ginn ass, fir dass Galileo net soll zustane kommen. Loosse mer dat ganz kloer soen, bei de Verdeedegungsministeren ugefaangen, an den Här Goerens ka sech bestëmmt erënneren, bei de Représentants permanents zu Bréissel, an den Här Minister Schmit ka sech bestëmmt erënneren, an ech ka mech als Europadeputéierten och genee dodrun erënneren:

Jiddfer Eenzelne vun ons ass kontaktéiert ginn, an ass, oder et ass wéinstens versicht ginn, ons ënner Drock ze setzen. Eng Zäit laang huet et och ausgesinn, wéi wann deen Drock géing Erfolleg kréien. Et hate sechs Länner innerhalb vun der EU am Fong eng Front géint de Projet gemaach, engersäits d'Finanzministeren, déi fonnt hunn, et wär awer ganz deier, an anerersäits verschidde Verdeedegungsministeren, déi gefaart hunn et géing dem Klima an der NATO schueden.

Bon, Gott sei Dank, an de Rapporteur huet et gesot, et si verschidden Etappen am amerikaneschen Denke viru sech gaangen: vum Bréif vum Här Wolfowitz am Dezember 2001 iwwer verschidden aner Etappen, bis dass dunn ons amerikanesch Frënn sech enges Bessere besënnt hunn. Galileo ass du schlussendlech 2004 zustane komm an en ass elo - wéi soll ech soen - gestart.

D'Iddi war vun der europäescher Säit aus gesinn, den amerikanesche Monopol beim GPS ze briechen, a ganz sécher domadder och d'Recherche an ons héich Technologie-Industrien an Europa ze encouragéieren. An deem Mooss ass dee Projet effektiv e ganz wichtege Projet. En ass och wichteg, well elo d'Interopérabilitéit an d'Kompatibilitéit vu Galileo a GPS geséchert sinn.

GPS war ursprünglech e militäresche Projet, mä huet zivil Utilisatiounen. Galileo ass en zivile Projet, mä ka militäresch Utilisatiounen hunn. Loosse mer ons näischt virmaachen: E kann doudsécher zu Renseignementszwecker gebraucht ginn. Mä ech mengen, et ass schonn eng gutt Saach, dass déi Initiativ, déi vun der Europäescher Unioun a vun der ESA komm ass, zustane komm ass an haut do steet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Accordë mat Amerika waren de Grënnungssteen. D'Accordë mat Israel a China, déi mer haut och zur Diskussioun stoen hunn, sinn Elementer, déi d'Assise vum System renforcéieren a sécherlech verbreeden.

Eng Fro, déi ech wollt dem Minister stellen, dat ass: Et gëtt och e russesche System, net Glasnost, mä GLONASS genannt, deen ass wäitgehend iwwerholl, nach méi iwwerholl wéi den amerikaneschen GPS-System. Ech wär awer frou, wann de Minister mer kéint soen, wou mer mat den Négociatiounen dru si mat der russescher Federatioun; a wann e mer och kéint soen, ech weess net wien de Minister ass, deen zoustänneg ass fir op déi Froen ze äntwerten, ob et den Här Biltgen oder den Här Schmit ass: Wéi ass et mat deenen aneren Négociatiounen, déi nach net ofgeschloss sinn? Wou sti mer do?

De Projet Galileo huet e Käschtepunkt. Et ass keng Fiche financière hei derbäi, well e gëtt iwwert den EU-Budget finanzéiert. Mir finanzéieren en also indirekt. Mir brauchen hei keng zousätzlech Montantë bereetzestelle fir dat ze finanzéieren.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, ass d'Kollaboratioun mat Israel besonnesch interessant, well dat jo e Land ass, wat eng grouss Erfahrung huet an de Raumtechnologien an an de Systèmes mondiaux de navigation. Ech mengen, et wär eng ganz gutt Saach, dass mer dee Projet haut kënne mat approuvéieren.

Den Accord mat China, do sinn ech net dem Rapporteur senger Meenung. Ech mengen net, dass dat den Accord mat Amerika facilitéiert huet, well wann ech mech richteg erënneren, huet dat am Ufank souguer zu grousse Schwieregkeete gefouert, well ons amerikanesch Frënn um militäreschen a Sécherheetsplang nei Problemer gesinn hunn. An dofir hunn och mussen eng Partie Klauselen, souwuel am Accord mat GPS Amerika, wéi am Accord mat China, ëmmodeléiert ginn. Also, et war schonn en zousätzleche Problem an den Négociatiounen.

Mä et ass awer ganz kloer, dass déi Kooperatioun mat China am Zesummenhang mat der Globalisatioun vum System e wesentleche Pluspunkt ass. Ech wéilt drop hiweisen, an do kann de Minister mer och vläicht drop äntwerten, dass am Zesummenhang mam Accord vu China de Conseil d'État a sengem Avis vum 14. Februar 2006 eng ganz Partie ganz prezis Froen opwërft, déi derwäert sinn, datt se haut hei op der Tribün eng Äntwert kréien.

Här President, dat gesot, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun zu deenen dräi Projete bréngen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just dem Rapporteur nach eng Kéier Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport, an ech wollt och den Accord vum grénge Grupp emol zu dësen dräi Projetë bréngen.

Et ass ganz vill Wäert op d'Auswierkung op den Transport: den Transport terrestre, aérien et maritime, geluecht ginn, mä ech mengen och soen ze kënnen, datt dee ganze Projet Galileo a senger Wichtegkeet an a senger Bedeitung och eréischt an Zukunft wäert kënnen ausgewäert ginn. Op alle Fall ass et een Deel, dee fir d'europäesch Forschung an d'europäesch Sciencen, fir d'Entwécklung dovun, extrem wichteg ass. De Galileo wäert sech och nach op ganz aner Aspekter positiv auswierke kënnen. An deem Sënn si mer frou, datt mer déi Accordë kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Minister François Biltgen schléisst d'Debatt of.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass relativ schwiereg nom Rapporteur nach villes dobäizefügen.

Dee Projet Galileo ass een, deen dräi wichteg Elementer huet:

Deen éischten ass deen, dass e sech der ziviler Notzung vum Weltraum consacréiert. Dat ass eppes, wat oft diskutéiert gouf, och nach an Europa. Mä ech mengen, et gouf schonn oft genuch elo gesot vun de Virriedner, dass Galileo sech op d'zivilrechtlech Notzung beschränkt. An dat solle mer net vergiessen.

Zweetens, Europa kritt elo endlech d'Méiglechkeet - an ech denken do un d'Lissabon-Strategie -, fir mat Amerika op enger ganzer Partie Punkte gläichzezéien. Dat huet och erkläert, dass mer laang Zäit gebraucht hunn - an den Här Grethen weess et nach aus där Zäit, wou hien Transportminister war, wéi komplizéiert an all deene Sommeten, déi mer haten, ëmmer d'Diskussioune Galileo waren, well verschidde Länner wollten dat eben aus enger Partie méi strategeschen Iwwerleeungen eraus bremsen. Elo si mer esou wäit, dass mer dat maachen.

Drëttens ass et natierlech och esou, dass mer zu Lëtzebuerg Retombéeë kréie vum Galileo-Projet. Mir bedeelegen eis um Galileo-Projet insgesamt duerch Europa, duerch eis Kontributiounen iwwert d'Europäesch Unioun fir 1,5 Milliounen Euro, an iwwert de Programm GalileoSat vun der ESA gi mer nach eng Kéier 6 Milliounen Euro. Dat sinn 0,5% vum gesamte Chiffer. Dat ass net vill. Dat ass awer méi wéi mer iwwer Europa do bezuelen.

Mir hoffen och, dass eng Partie Firme vu Lëtzebuerg Retombéeë kréien. Zum Beispill hu mer e Projet ënnerwee, dat ass deen, deen TTC heescht, „Tracking, Telemetry and Command". Do geet et drëm, fir och iwwer Buedemstatioune kënnen en Impakt op dee Galileosystem ze huelen, an do gëtt et Lëtzebuerger Firmen, déi dorun interesséiert sinn. Do errechne mer eis och eng Retombée fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft vu ronn 3,3 Milliounen Euro.

Galileo ass also een Element, wou mer et zu Lëtzebuerg och wäerte fäerdeg bréngen an Zukunft, fir matzespillen am Weltraum. An d'Ursaach, dass mer an d'ESA erageklomme sinn als Lëtzebuerg, ass ebe just déi, fir Lëtzebuerg an Zukunft eng nei wirtschaftlech Entwécklung ze ginn, wat d'Weltraumtechnologien ubelaangt. An do si mer och ganz frou als Forschungsministère, dass sech déi verschidde Firmen, ob se elo an der Haute technologie sinn, oder ob se Zouliwwerfirme sinn an dem Industrieberäich, sech zesummefonnt hunn zu Lëtzebuerg am sou genannte GLAE, dem „Groupement Luxembourgeois de l'Aéronautique et de l'Espace", fir do kënne matzehëllefen.

Iwwert d'ESA kënne mer an enger éischter Phas deene Firmen Opträg ginn. An enger zweeter Phas kréien déi Firmen Know-how, fir och do an Zukunft an deem Beräich eng wichteg Roll ze spillen. Dat schaaft och Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, notamment am industrielle Beräich. Dofir ass dee Galileo-Projet eis wichteg.

An dofir ass et och wichteg - an elo kommen ech e bëssen op déi dräi Projetë vun haut -, dass dee Galileo-Projet sech an en internationaalt Ëmfeld ofséchert. Dohier waren déi Accorden, do ginn ech der Madame Flesch Recht, net ëmmer esou einfach wéi dat elo herno um Pabeier kléngt, mat deene verschiddene Länner. Mä et ass eis gelongen.

D'Madame Flesch huet gefrot, wéi wäit mer mat deenen anere sinn. Ech weess net wéi wäit do d'Europäesch Unioun mat deene verschiddene Länner ass: an dat ass Russland, dat ass Indien, Ukrain, Brasilien, Mexico, Australien. Mir hoffen awer, dass mer do esou séier wéi méiglech och déi Projetë kënne bréngen. Ech kann Iech also elo net méi Informatioune ginn, wéi fir ze soen, dass déi en cours sinn. Op wat fir engem Punkt se sinn, wësse mer zurzäit net.

Op där anerer Säit soen ech Iech awer, dass et natierlech och wichteg wär, fir esou vill wéi méiglech Accorden ze hunn. Wat Galileo méi Partner op der Welt huet, wat et éischtens méi einfach gëtt Galileo duerchzesetzen an zweetens och méi einfach gëtt Galileo ze finanzéieren. Well wa mer an Europa d'Diskussiounen haten, da war et virun allem ee Finanzementsproblem am Ufank. Do si mer elo emol e gudde Strapp weider.

Dat gesot, wéilt ech Iech dann invitéieren, fir dat ze maachen, zu wat Iech Äre Rapporteur hei opgefuerdert huet, nämlech hei unanime déi dote Projeten ze stëmmen. Et ass vläicht nëmmen e klenge Schrëtt fir Lëtzebuerg, awer et ass e grousse Schrëtt fir Europa. A mir hunn och e klenge Profit dervun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun deenen dräi Projet-de-loien. Fir d'éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet 5461.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5461 et dispense du second vote constitutionnel

Här Mosar, mir huelen Iech derbäi.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi 5462.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5462 et dispense du second vote constitutionnel

Dëse Projet ass och mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi 5479.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5479 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5532, d'Kulturofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Oberweis.

3. 5532 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister. Nodeem eis elo déi zwee Kolleege mat hirem Galileo an de Weltraum matgeholl haten, hunn ech d'Chance Iech erëm erofzehuelen an Iech an Afrika ze entféieren, an de Cap-Vert; net fir ganz laang, da komme mer erëm.

Mir huelen haut de Rapport vun engem Accord de coopération un, deen am Joer 1998, dat heescht also virun aacht Joer schonn, ënnerschriwwe ginn ass. Fir dëse Rapport - ech war dat Land ni besichen - emol eng Kéier ze kucken, hunn ech mer d'Websiten ugekuckt, fir mer emol e Bléck iwwer dës Inselrepublik ze ginn, déi am Oste vum Atlantik läit. Dat Land gëtt do an de schéinste Faarwe beschriwwen an ech beneiden déi Leit, déi d'Land scho gesinn hunn. Och hei am Sall si Leit, déi mer gesot hunn, dass et esou schéi wier, an ech hoffen och eng Kéier d'Chance ze kréien, d'Kultur vun deem Land ze gesinn.

D'Republik vum Cap-Vert besteet aus 28 Inselen, an déi sinn alleguer vu vulkaneschem Ursprung, wéi dat am Atlantik normalerweis de Fall ass, vun deenen der awer nëmmen néng Stéck bewunnt sinn. D'Klima ass waarm an dréche mat wéineg Reen. Et huet zum Beispill tëschent 1972 an 1977 net gereent; d'Temperaturmoyenne läit bei 20 bis 25 Grad Celsius.

460 Kilometer ewech vun dem westafrikanesche Kontinent op der Héicht vum Senegal läit dës Insel-grupp am Ostatlantik. Mat ronn 4.000 km² ass de Cap-Vert e bësse méi grouss wéi onst Land, an an der Haaptstad Praia liewen 115.000 Mënsche vun am ganze 450.000 Kapverdianer. Mindelo ass a sech d'kulturell Haaptstad vum Archipel.

D'Leit do ënne schwätzen portugisesch, awer mat engem liichten Touch vun engem kreole Cap-Verdien. Franséisch ass déi zweet Sprooch.

Vum wirtschaftleche Standpunkt aus gesinn ass d'Landwirtschaft op dëser Inselgrupp déi Haaptaktivitéit. Méi wéi d'Halschent vun de Leit schaffen an der Landwirtschaft, déi 12% vum Bruttonationalprodukt bedréit. D'Industrie ass gezeechent duerch d'Raffineréiere vun Zocker, d'Konservéieren an d'Amaache vu Fësch an d'Distilléiere vu Liqueuren. Den Tourismus ass awer e Beräich, deen ëmmer méi staark zum Droe kënnt. Esou hunn am Joer 2000 déi éischte Kéier 145.000 Leit dëst Land besicht. De Cap-Vert huet sech och extra agesat, fir e Spezialstatut mat der Europäescher Unioun ze kréien.

Ech maache vläicht elo e ganz kuerze Réckbléck an d'Geschicht, awer e ganz kuerzen nëmmen. Et geet u mam Joer 1456: Do huet den deemolege Schëffskommandant Alvise Cadamosto déi Insele fir d'Land Portugal entdeckt.

(Interruption)

No der Ofschafung vun der Sklaverei an der Lassléisung vun dem Guinea-Bissau an der zweeter Halschent vum 19. Jorhonnert war déi kapverdianesch Wirtschaft awer um Enn. Ganz vill Leit sinn deemools fortgaangen an d'portugisesch Kolonien an Amerika. Nach schlëmmer gouf et dunn ënnert dem Regime vum Diktator Salazar. Do huet de Cap-Vert déi däischterst Zäit vu senger Geschicht matgemaach. Eréischt duerch déi sou genannten „Nelkenrevolutioun" am Joer 1974 ass dat Land erëm fräi ginn an huet dann d'Onofhängegkeet de 5. Juli 1975 gefeiert.

Eng ganz wichteg Etapp fir d'Land ware sécher am Joer 1990 déi éischt Fräiwahlen, déi do organiséiert konnte ginn. D'Kooperatioun vu Lëtzebuerg mat dësem afrikanesche Land huet um Enn vun den 80er Joren am leschte Jorhonnert ugefaangen an am Joer 1993 huet de Cap-Vert de Statut vun engem Pays cible kritt.

Zënter dem Joer 1993 sinn an dat Land awer scho 35 Milliounen Euro gefloss. Dat bedeit ganz einfach de groussen Impakt vu Lëtzebuerg an der Kooperatioun. Dorop kënne mir houfreg sinn, well mir de Mënschen, déi net op der Sonnesäit vum Liewe stinn, e bësse Liewensfreed bréngen. Ech sinn der Meenung, dass duerch d'Ëmsetzung vun dësem Accord, dee mir haut stëmme wäerten, dës Hëllef nach méi gefestegt gëtt.

Déi prioritär Secteure vun eisem Kooperatiounsprogramm sinn: d'Educatioun, d'Gesondheet, d'Verbesserung vun der Waasserquali-

téit an d'Liewensmëttelhëllef. Am Beräich vun der Educatioun konzentréiert sech eis Hëllef haaptsächlech op d'Géigend vu Santiago, wou d'Zoustänn am dramateschste sinn. Duerch déi Liewensmëttelhëllef, déi mir deem Land zoukomme loossen, kënne mir och Entwécklungsprojete bäisteieren an domadder och der kapverdianescher Bevölkerung méi hëllefen. Dat ass ee wichtege Grond d'Kooperatioun mat dësem Land weiderhin oprechtzëerhalen.

Och wann de Cap-Vert geographesch gesi relativ wäit ewech vu Lëtzebuerg läit, esou sinn dach déi Relatiounen tëschent eise Länner an de leschte Jore staark gewuess. Interessant ass och: 1.700 Mënschen aus dem Cap-Vert wunne mëttlerweil bei ons, a ronn 430 hunn eis Lëtzebuerger Nationalitéit ugeholl. Dat beweist ganz einfach, dass déi Leit gewëllt sinn, sech hei ze integréieren.

No deem kuerzen Ausfluch an d'Geschicht, d'Geographie an d'Kooperatioun wëll ech nach e puer Wuert hei zum Kooperationsaccord selwer soen: Duerch de Projet selwer gëtt en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert ënnerschriwwen, deen déi gutt Zesummenaarbecht an de Beräicher Ausbildung, Kultur a Wëssenschaften dokumentéiere soll.

Den Accord de coopération ass den 20. November 1998 zu Praia am Cap-Vert ënnerschriwwe ginn, an den 9. Januar 2006 vun dem Ausseminister hei an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 14. Februar ofginn an d'Chamberskommissioun huet an hirer Sëtzung vum 4. Abrëll du mech als Rapporteur genannt. Mir hunn och den Text an den Avis vum Statsrot analyséiert. De Rapport ass de 24. Abrëll ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nëmmen op e puer Objektiver vum Accord agoen. Dëst bilateraalt Ofkommes ass en éischten Accord mat engem afrikanesche Land. Fir d'Ziler vum Accord de coopération erreechen ze kënnen, gëtt eng Commission mixte agesat. Déi huet natierlech d'Aufgab fir hire pluriannuellë Programm auszeschaffen, fir deen ugestrieften Échange och opzebauen. Den Accord huet eng Lafdauer vu fënnef Joer an e gëtt dann tacitement weider verlängert, wa keng vun de Parteie sech derzou äussert dee Vertrag opzeginn.

Duerch en Austausch vun Dokumentatiounsmaterial an Informatioune soll eng bilateral Kooperatioun an de Beräicher: Ausbildung, Archiv- a Bibliothéikewiesen, Museologie, Archäologie, Protektioun an der Restauratioun vu Monumenter a Konschtwierker zum Droe kommen. Notamment am Beräich Jugend a Sport wëlle mer den Austausch favoriséieren.

Wann een elo weess, dass an Afrika munch Kanner net an d'Schoul kënne goen, esou muss de Beräich Ausbildung hei e grousse Stellewäert kréien. Mir wëllen dat begleede mat dem Austausch vu Studenten, Professeren a vu Schüler. Duerch esou en Austausch vu Kulture ginn déi national an europäesch Mentalitéite beräichert, d'Toleranz an de Respekt fir aner Kulturen a Völker méi grouss gemaach.

An dann zum Schluss: Duerch dëse Kooperatiounsaccord wëllt Lëtzebuerg säi bescheidene Bäitrag leeschten, dass zumindest an dësem Land Cap-Vert op de Gesiichter vun de Kanner méi e grousst Laache kënnt. Dat ass eng Haaptroll vun esou Kooperationsaccorden. No dëse Wierder wëll ech dann der CSV-Fraktioun hiren Accord zu dësem Projet erabréngen, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech hunn op alle Säite vill Zoustëmmung gesi fir d'Ausféierunge vum Rapporteur. Ech mengen, et ass deem näischt bäizefügen. Wann d'Regierung och näischt derzou bäizefügen huet, dann…

(Interruption)

Den Här Angel huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Rapporteur villmools Merci soen. Hien huet gesot wéi wichteg dësen Accord ass a wéi enk déi zwee Länner matenee verbonne sinn. Ech wéilt op dräi aner Parallelen agoen.

De Cap-Vert ass an Afrika eent vun deene klengste Länner, esou wéi mir an Europa eent vun deene klengste Länner sinn. A mir schwätzen hei um europäesche Plang mat, a si ginn dohannen och als seriöe Partner geholl.

Eng aner Parallel, déi mer am Kontext vun dësem Accord wichteg schéngt, ass, dass de Cap-Vert genau wéi Lëtzebuerg net eng Sprooch huet, mä e Sproochesystem. Si hunn als offiziell Sprooch Portugisesch, esou wéi mir Franséisch hunn, mä si schwätze Kreolesch, esou wéi mir Lëtzebuergesch schwätzen. Si spillen eng wichteg Roll am Monde lusophone, esou wéi mir an der Francophonie eng wichteg Roll spillen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- An dat wollt ech hei ënnersträichen.

A si sinn e Land, dat eng grouss Diaspora huet, esou wéi mir se hate virun 100 Joer, wéi mir en Auswanderungsland waren. Si sinn dat am Moment nach, mä mir hoffen, dass si sech esou entwéckelen, dass d'Leit an hirem Land kënne bleiwen, esou wéi d'Lëtzebuerger haut hei bleiwen.

Dat sinn dräi Parallelen, déi ech ënnersträiche wollt. Ech wollt och nach eng Kéier dem Marcel Oberweis Merci soe fir de Rapport. A selbstverständlech gi mir eisen Accord.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, zwou ganz kuerz Bemierkungen: Ech freeë mech wierklech, dass deen éischten Accord, dee mer mat engem afrikanesche Land ofschléissen, mam Cap-Vert ass, Compte tenu vun deenen exzellente Relatiounen, déi mer hei am Land mat onse kapverdianesche Matbierger hunn.

An ech géing mer erlaben e Wonsch un d'Regierung eruzedroen: De Champ d'application vum Accord ass d'Konscht; d'Kultur insgesamt. D'kapverdianesch Kultur huet ee Glanzsteck: Dat ass d'Musek. Ech géing mech freeën, wann am Kader vum Contenu, deen nach definéiert gëtt, een och un deen doten Aspekt géing denken. Mir gi selbstverständlech onsen Accord zum Projet.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Minister Biltgen wëllt och d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci. Och ech wëll emol fir d'éischt dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir deen eingehende Bericht.

Ech wëll och hei, wéi all Virriedner eigentlech, menger Zefriddenheet Ausdrock verleeën, dass mer endlech mam Cap-Vert en Accord hunn. Wa mer kucken, mat wat fir enge Länner mer alleguer Accordculturelen hunn, a wa mer kucken, mat wat fir engem Land et wierklech wichteg wär een ze hunn, dann ass de Cap-Vert eent vun deenen éischten.

Et huet laang gedauert. Deen Accord gouf 1998 vun der Madame Err an dem Här Wolter ënnerschriwwen.

(Interruption)

An et huet aacht Joer gedauert, bis dass mer deen dann elo endlech hei duerch d'Chamber kritt hunn. An ech sinn och frou, dass d'Madame Err an den Här Wolter hei kënnen nach eng Kéier mathëllefen, dass et och eppes gëtt, deen Accord. Mä et ass eigentlech richteg, dass mer deen eréischt am Joer 2006 hei ofseenen, well am Joer 2006 feiere mer 550 Joer Entdeckung vum Cap-Vert, déi geschitt ass duerch e Genueser - wéi ëmmer, wéi de Columbus -, deen awer fir Portugal, net fir Spuenien, gefuer ass, den Alvise de Cadamosto. Deen huet viru 550 Joer Cap-Vert entdeckt. Voilà!

550 Joer drop maache mer elo endlech deen Accord, wou d'Musek, Madame Flesch, doudsécher dierft eng Roll spillen. Ech wëll lech drun erënneren, dass mer éier mer den Accord haten, och versicht hu kulturell Échangen ze maachen, notamment um musikalesche Plang.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng ganz grouss kapverdianesch Immigratioun. Mir hunn eis ëmmer refuséiert en Accord de main-d'œuvre ze maachen, aus engem ganz wichtege Grond, well mer gesot hunn: Mir hu méi Intérêt, dass mer dat Land opbauen an dass och hir Kräften dohannen hëllefen, fir dass dat Land eng Kéier erauskënnt. An ech mengen, mir mussen dat och an Zukunft maachen. Mir hunn eng Verflichtung par rapport zu deem Land, a si gesinn eis och esou. Mir sinn deen zweetgréisste Bailleur de fonds no Portugal an nach virun der Europäescher Unioun. A si hoffen och op eis.

An ech mengen, mir sollen dat och dofir weiderféieren, engersäits eben ze soen, mir géife gär hunn, dass Der doheem bleift an Äert Land opbaut, an anerersäits dann och de Lëtzebuerger ze weisen, dass d'Kapverdianer eng Kultur hunn. Well een awer, wann een an d'Bistroë kënnt an esou weider, net ëmmer am positive Sënn vun dëser Immigratioun héiert. Dobäi sinn et vill Leit, déi oft ënner ganz schlechte Verhältnisser schaffen. Dofir hat ech ëmmer gehofft bei der Regulariséierung méi Kapverdianer kënnen ze régulariséieren, wéi mer régulariséiert hunn. Mä dofir ass et wichteg, dass mer iwwert dëse Wee weisen, dass mir eng Verbonnenheet hu mat deem Land, an dass mer zesummestinn.

An ech soen da ganz zum Schluss: Als Escher Jong schwätzen ech net vun der Musek, mä vum Fussball. Ech si ganz houfreg, dass mer mëttlerweil e Lëtzebuerger Nationalspiller hunn, dee selbstverständlech vun Esch kënnt, dee vu kapverdianescher Origine ass, an deen eis nach vläicht hëlleft an zwou Wochen d'„Preisen" ze schloen.

Merci.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert dëst Kulturofkommes.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Den Accord ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi. Dat ass e Projet iwwert de Bäitrëtt vu verschiddenen neien EU-Länner zur Konventioun iwwert d'Obligations contractuelles. D'Wuert huet de Rapporteur, déi honorabel Madame Err. Madame Err.

4. 5536 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm een Accord hei, iwwert dee manner interessant Saachen ze soe si wéi iwwert dee viregten, well en nach vill méi terre à terre ass wéi deen. Et geet hei am Fong ëm eng Approbatioun vun enger Konventioun vun deenen zéng Länner, déi der Europäescher Communautéit als lescht bäigetratt sinn, zu enger internationaler Konventioun a Protekoller, wou Lëtzebuerg scho länger Member ass, an déi am Fong ganz wichteg sinn, well se am Droit international privé festleeën, wat fir een Tribunal zoustänneg ass, wann international Elementer an engem Prozess stattfannen.

A fir dass net jiddferee sech da kann dat Land eraussichen, wou hie mengt am beschten ewechzekommen, gëtt et eben déi Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, déi zu Roum gemaach ginn ass. Et gëtt och Protekoller iwwert d'Interpretatioun vun dëser Konventioun. Domadder ass am Fong schonn alles gesot.

Fir Lëtzebuerg ass et absolut näischt Neies, well mir déi Texter am Fong scho ratifizéiert haten an déi zu Lëtzebuerg Uwennung fonnt hunn. Wat nei hei ass, dat ass, dass déi Dispositiounen, déi ënnert den EU-Memberen och virdru scho rechtskräfteg waren, elo ausgeweit ginn op déi zéng Länner, déi bei där leschter Adhäsioun bäigetratt sinn. Et ass am Fong dann esou, dass den europäesche Rechtsraum, wat d'Kompetenzen an d'Interpretatioun vu Kompetenzen am Droit international privé ugeet, ausgeweit gëtt.

An ech mengen, dass dat praktesch eng wichteg Saach ass, och dann, wann et kee vum Hocker hei räisst. Ech géif Iech dann trotzdeem alleguerte bieden, deen Accord hei ze stëmmen, well et eng Uniformitéit iwwert d'Kompetenz vun de Juridictiounen am Europa vun deene 25 hei bréngt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Err, fir deen explizite Rapport.

Ech denken, mir sinn all d'accord, datt mer direkt kënnen zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum zweete Vote constitutionnel iwwert den Ännerungsvirschlag vum Artikel 68 vun eiser Verfassung.

5. 4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

D'Chamber huet eng éischte Kéier de 16. Februar dëst Joer doriwwer ofgestëmmt. Bei dësem Vote ass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt. Ech denken, dass mer direkt kënnen zur Ofstëmmung kommen.

Second vote constitutionnel

Den Ännerungsvirschlag, fir den Artikel 68 vun der Verfassung ze änneren, ass mat 50 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dee Punkt ass domat ofgeschloss.

Da komme mer zum Artikel 69 vun der Verfassung.

6. 4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution

Och dëse Punkt huet d'Chamber eng éischte Kéier de 16. Februar ofgestëmmt. Den Text steet am Document parlementaire 4285[4]. Et gëtt no deeneselwechte Modalitéiten ofgestëmmt wéi bei deem Projet vu virdrun.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de révision fir den Artikel 69 vun eiser Verfassung ass mat 50 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.30 heures)

JEUDI, 18 MAI 2006

40E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5575 - Proposition de loi portant modification de
1) l'article 51 (7) de la Constitution
2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national
3) la loi électorale du 18 février 2003
(Déclaration de recevabilité)

2. 5547 - Débat de consultation sur la mise en œuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept)
(Exposé du Ministre - Débat - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. 5575 - Proposition de loi portant modification de

1) l'article 51 (7) de la Constitution

2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

3) la loi électorale du 18 février 2003

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Presidentekonferenz virgeschloen d'Proposition de loi vun der Madame Lydie Err an dem Här Ben Fayot iwwert d'Wahlrecht vun den Auslänner fir recevabel ze erklären.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Op eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Consultatiounsdebatt iwwert den IVL. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Calmes, den Här Bodry an den Här Gira. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Här Innenminister.

2. 5547 - Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept)

Exposé du Ministre

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass eng Première. Et ass déi éischt Deklaratioun vum zoustänege Minister am Kader vun engem Débat de consultation iwwert d'Ëmsetze vum IVL. Virausgaange sinn als Virbereedung fënnef Réuniounen an och e Schlussbericht vun der zoustänneger Chamberskommissioun ënnert der Présidence vum Marco Schank. A mengen Ae misst ee vun elo un all Joer dësen Exercice widderhuelen.

Här President, d'interaktiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept, dat jo - an dat soll een op kee Fall vergiessen - um Programme directeur de l'Aménagement du Territoire fousst vum Joer 2003, ass nach ëmmer an all Mond. D'Entscheedung iwwert den Uni-Standuert an och déi rezent Diskussiounen iwwer e moderne liichten Tram hunn dat bewisen.

Mä wat ass zënter senger Presentatioun viru ronn zwee Joer, ausser Landes- a Gemengewahlen an enger EU-Conseilspräsidence, geschitt? A wéi geet et weider?

Tatsaach ass, dass déi integrativ konzeptuell Iddi, nämlech dass Wunnen, Schaffen, Transport a Liewensqualitéit am Kader vun enger schéiner a gesonder Ëmwelt eppes mateneen ze dinn hunn, e grousse Konsens fënnt. Et gëtt méi vernetzt geduecht a politesch méi horizontal diskutéiert a geschafft wéi virdrun.

Et muss een awer och feststellen, dass net alles wat als IVL-konform duergestallt gëtt, dat och ass. Beim Stat an an der Regierung ass, trotz ville Progrèsen am interministerielle Mateneen, dee jo eng Conditio sine qua non fir d'Ëmsetze vum IVL ass, nach net alles perfekt. Vill gutt Koordinatiounsaarbecht ass nach noutwendeg.

Mä et gouf e groussen Effort gemaach a puncto integratiivt Virgoen. Mir bewegen eis och - an däers muss ee sech ëmmer bewosst sinn - hei op Neiland, an dat Ganzt sécherlech ass mat engem Méi un Aarbecht verbonnen. Mir riskéieren also, all déi Ministèren, all déi Leit, déi concernéiert sinn, u strukturell Grenzen ze treffen. Dat gëllt och besonnesch fir de Landesplanungsministère.

Et ass awer wichteg sech de Méiwäert, dee sech aus dem Ëmsetze vum IVL ergëtt, virun Aen ze halen.

Nëmme mam IVL wäerte mer amstand sinn dem Wuesstem vun eisem Land nohalteg ze begéinen. Dat heescht notamment, méi dicht bebauen, méi virsiichteg Flächeversigelung, well laut OBS-Vergläicher vum Ëmweltministère sinn an de Joren 1990 bis 1999 7.760 ha Land bebaut a verbraucht ginn. Dat maachen 862 ha pro Joer oder och ronn fënnef Fussballsterraine pro Dag.

Wann et esou weidergeet, da wäerte mer zum Beispill bis an d'Joer 2020 12.000 ha weider Land verbrauchen, a wann een dat dann op 1990 zréckkuckt, géif dat enger Verdueblung vun de bebaute Flächen entspriechen.

Mir kënnen op kee Fall esou weiderfueren, well hautdësdags leie mer zum Beispill nëmme bei enger landeswäit duerchschnëttlecher Wunnengsdicht vu knapp 14 Wunnenge pro Hektar. Just an den Haaptballungszentre vum Süden an och ronderëm d'Stad, do erreeche mer déi wichteg Lat fir den öffentlechen Transport vu 25 Wunnenge pro Hektar.

Den demographesche Wuesstem ass proportionell vill méi staark ausserhalb wéi innerhalb vun dësen Zentren. Dat war déi lescht 30 Joer esou, an dat ass haut och nach ëmmer de Fall. Ech kann lech do och e puer Beispiller gi vun esou Steigerungsraten zwëschen 1991 an 2001. Stied wéi Lëtzebuerg, Hesper, Walfer, Esch, Suessem, Péiteng, Dikrech an Ettelbréck, sinn alleguerte manner wéi 15% gewuess. Uertschafte wéi Biermereng, Tënten, Esch-Sauer oder och Eschweiler, si méi wéi 45% gewuess.

An därselwechter Zäit ass et och zu enger méi grousser Konzentratioun vun den Aarbechtsplazen an a ronderëm d'Stad komm. Doweinst koum et jo zu enger Explosioun vun den automobile Verkéiersstréim, déi duerch d'Zuel vun de Frontalieren nëmmen nach verstäerkt gouf. Et gouf also hei keng Gesamtstrategie.

Wa mir awer wëssen, dass mir all Joer op d'mannst musse 4% wirtschaftlech wuessen, fir eis Sozial- a Rentesystemer ze halen. Wa mer wëssen, dass mer genuch Statsrecettë mussen hunn, fir eis héich Ausgabe vum Stat ze decken an och munchmol musse strukturell Kurskorrekturen no ënne maachen. Wa mer wëssen, dass 100.000 nei Aarbechtsplaze bis an d'Joer 2020 geschafe musse ginn, dat heescht jee no Awunner oder Pendlerzeenario 60.000 bis 110.000 Awunner méi an eisem Land.

Wa mer wëssen, dass mer elo schonn e Plus hu vun 20.000 Frontaliere par rapport zum Pendlerzeenario aus dem IVL vum Joer 2002 - mer hunn also an dräi Joer 2,5 Joer Virsprong op den Zeenario vum Joer 2002. A wa mer och nach wëssen, dass dëse Pendlerzeenario längerfristeg dee manner gudden an nohaltegen Entwécklungswee ass, dann ass et ganz kloer: Mir brauchen eng Strategie, an déi Strategie, déi kann nëmmen IVL heeschen. An ech soe ganz kloer: Ouni IVL ass d'Liewensqualitéit hei am Land an den zéng, 15 Joer, déi elo nach kommen, net méi garantéiert.

Et mag och sinn, dass aus enger reng sektorieller Perspektiv, wann een zum Beispill den Transport nëmmen eleng géif kucken, dass et do kéint ouni IVL goen. Et géif esouguer vläicht méi einfach a méi séier goen, mä et géif awer bestëmmt op Käschte goe vun anere Secteuren.

An esou engem Gesamtbilan wäre kaum Synergie-Plus-valuen ze maachen. An dofir soen ech ganz kloer: Och wann den IVL-Ëmsetzungswee keen einfachen ass, och ugefaangen an de Käpp vun de Leit, esou ass en awer deen, deen am Endeffekt eiser Stadentwécklung an eiser selwer am meeschte bréngt.

Natierlech geet et mat dësem progressiven, integrative Mentalitéitswiessel net duer, och wann dëst vernetzt a raimlecht Denken eng extrem wichteg Viraussetzung duerstellt. Mir mussen ëmmer erëm, a jee nom spezifesche Schwéierpunkt, d'IVL-Prinzipien a konzeptuell Iwwerleeungen erklären, diskutéieren an héichhalen. An dat maache mer jo och. Dat geschitt jo och.

Dëst geschitt fir d'alleréischt emol an deene véier sou genanntene primäre Plan-sectorielen, déi nieft de regionale Pläng, an de Projetpiloten, ee vun de wichtegsten Ëmsetzungsschrëtt vum IVL duerstellen.

A grad elo, a méi schwieregen Zäiten, wou groussen Handlungsdrock besteet, souwuel am Wunnengsbau, wéi a Saache wirtschaftlech Entwécklung, an domadder verbonnenen Terrainen an Aktivitéitszonen, am Beräich vun der Mobilitéit, ouni déi jo bekanntlech näischt geet, an natierlech och am Beräich vum Landschaftsschutz, ass et wichteg net just kuerzfristeg ze denken, mä och der längerfristeger Entwécklung am Kader vun der Landesplanung mat hirer nohalteger, integrativer Approche, eng grouss Bedeitung zoukommen ze loossen. D'Landesplanung kann nämlech hëllefen, déi richteg Prioritéiten ze setzen, an esou kënne vill Suen iwwert d'Zäitschinn gespuert ginn.

Ech kommen elo zum éischte vun deene véier wichtege sektorielle Pläng, an zwar zum Plan sectoriel „Transports", dee schonns an der leschter Legislatur ugefaange gouf. An ech mengen, wann alles normal geet, wann et gutt virugeet, dass mer bis 2007 kënnen e fäerdege Projet de plan kréien, an deen dann, wann och duerno alles normal leeft, nach an dëser Legislatur a Kraaft triede kann. Duerch dëse Plang gi jo notamment Korridore reservéiert, déi laut IVL2 Verkéierszeenarioen zréckbehalen, wichteg Verkéiersprojeten am Schinnen- a Stroossebau.

Wann e Projet vun enger neier Strooss oder enger neier Eisebunn am Plan sectoriel dran ass, dann heescht dat awer net automatesch, dass si och gebaut gi kann. All Projet muss weiderhin duerch déi national an europäesch definéiert Ge-

nehmegungsprozedure lafen. Esou analyséiert de Landesplanungsminister ëmmer nach, ob de bestëmmte Projet och sënnvoll ass, wéi eng Auswierkungen en op d'Verkéiersverlagerungen an d'Siedlungsentwécklungen huet, a wéi eng Variant dann aus der Siicht vum Aménagement du Territoire déi beschten ass.

Genau esou préift den Ëmweltminister och weiderhin, ob eng nei Infrastruktur aus der Siicht vum Naturschutz an dem Ëmweltschutz ka genehmegt ginn oder net; a wa jo, wéi eng Mesure-compensatoirë musse realiséiert ginn. Wat mer also mam Plan sectoriel erreechen, dat ass, dass, wann d'Prozeduren ofgeschloss sinn, d'Realiséierung vum Projet net méi duerch aner national a kommunal Planunge ka blockéiert ginn.

Bei dësem Plang sinn awer och nach e puer Hürden ze huelen, eng Partie Konditioune mussen nach erfëllt ginn. D'Noutwendegkeet heivunner ass besonnesch am Kontext vum Tram kloer zum Virschäi komm.

Et ass positiv, dass mer elo derbäi sinn Neel mat Käpp ze maachen an dësem Kontext. Mä et stelle sech Froen: Inwiefern ass den Tram kompatibel mam IVL?

Strukturell besteet sécherlech heirunner am grousse Ganze keen Zweifel. Am Detail mussen awer nach eng Partie Elementer gepréift ginn, an dat am Kader vum interministeriellen Aarbechtsgrupp vum Plan sectoriel „Transports", an och a Réckkoppelung vum Monitoring mam IVL.

Et muss och gekläert ginn, wat an deene Korridoren, déi am Plang reservéiert sinn, geschitt; ob en Zuch, en Train-Tram, e städteschen Tram oder e Bus fiert, a wéi ongeféier d'Frequenz an d'Vitesse sinn.

Dës Parametere sinn entscheedend fir d'Attraktivitéit. Dësen Aspekt hat ech och scho bei Geleeënheet vum Débat iwwert den Tram op dëser Plaz iwwert d'Schinneverbindung Lëtzebuerg-Esch besonnesch ënnerstrach.

Mä och fir de Stroossebau muss et kloer sinn, wat fir een Typ vu Strooss gebaut gëtt, mat wat fir enger Capacitéit a wéi schnell een do fuere kann. Nieft dëse Korridore mussen och déi modern Garen, déi sou genannten „plates-formes multimodales" explizit, fir net ze soe prioritär, an de Plang integréiert ginn. Et handelt sech heibäi ëm déi sou genannte Gare-périphériquen - Der kennt se alleguerten -: Zéisseng, Houwald, Kierchbierg, Dummeldeng, d'Stater Gare centrale, d'Garë vun Esch an Esch/Belval an och d'Gare vun Ettelbréck fir d'Nordstad.

D'Iwwerleeunge ronderëm den Tram hu kloer gewisen, dass dës Garen eng ganz entscheedend Roll beim Fonctionnéiere vun engem Gesamtkonzept fir den öffentlechen Transport spillen. Si sinn och e wichtege Garant fir d'Kompatibilitéit vum Tram mat dem IVL-Konzept, a si missten als alleréischt Prioritéit realiséiert ginn.

An da mussen d'Landesplanung an duerno d'Regierung am Dialog mat der Chamber an deene betraffene Gemengen a Bierger bei Transportprojetë kënnen e Wuert beim Phasage, bei der Realisatioun matschwätzen, a kucken ob dëse Phasage, dee sech jo ursprünglech aus de sektorielle Prioritéite vum Transportminister op där enger Säit, a vum Bauteminister op där anerer Säit ergëtt, ob dee landesplaneresch, dat heescht also och vis-à-vis vum Logement, de wirtschaftlechen Aktivitéiten an der Ëmwelt, sënnvoll ass.

Et ass awer och kloer, dass dëse Phasage de Garant fir eng prioritär Entwécklung vum öffentlechen Transport si muss. Hei gëtt da pragmatesch eng éischt Phas mat prioritäre Projeten definéiert, souwéi en ausgeklügelte Monitoring vum Plang festgeschriwwen, mat Hëllef vun deem dann a Réckkoppelung mam Monitoring vum IVL déi nächst Etappen erausgeschielt ginn.

Am Kader vun dësem Monitoring kann dann nach gegebenenfalls souguer décidéiert ginn, dass Reservatioune vun engem Korridor opgi ginn. Et ass nämlech kloer, dass dës Korridoren net ad infinitum kënne fir Notzungszwecker planeresch blockéiert ginn. Däers muss ee sech ëmmer bewosst sinn.

Mä och de Langsamverkéier ass en Element vum Plan sectoriel „Transports". D'„Stad vun de kuerze Weeër" gëtt mat gutt fonctionnéierenden Infrastrukture fir Foussgänger a Vëlosweeër Realitéit. An dësem Kontext solle mer en „modal split" viséieren an deem d'Verhältnis vum net motoriséierte Verkéier zum motoriséierte Verkéier wesentlech verbessert gëtt.

Komplementar heizou ginn éischt Jalonen a Richtung Harmonisatioun vum Parkraum-Management gesat, och wann een hei duerno wäert musse speziell légiféréieren. Ech soen an dësem Kontext eppes ganz kloer: Am urbane Raum mat vergläichbaren Dichten a Verkéiersproblemer däerf keng Standuertpolitik fir Aktivitéiten iwwert de Parkingsschlëssel gemaach ginn.

Duerch dës Pläng sollen déi integrativ richteg Weichen a puncto nohalteg Transportentwécklung gestallt ginn, mat dem Zil 2020 25% vun de motoriséierte Persounentransporter mam öffentlechen Transport ze bewältegen, an awer och de Prozentsaz vun dem net motoriséierten Transport staark an d'Luucht ze drécken. Wann een d'Entwécklung um Frontaliersmaart gesäit, ass et elo höchste Eisenbahn, an alle Sënner vum Wuert, fir richteg ze handelen.

Deen zweete Plan sectoriel, deen ech uschwätze wollt, ass dee vum Logement, fir deen d'Preparatiounen uganks 2005 ugefaangen hunn a wou dank gudder Zesummenaarbecht mam Ressortsministère den interministerielle Grupp séier gebilt war.

Hei gi mer an dräi Modulë vir, déi zum Deel parallell lafen:

- D'Aktualiséierung vun der Wunnengsbedarfsprognos vun 1993/94, déi ass schonn esou gutt wéi ofgeschloss;

- d'Erstellung vun engem Wunnengsbauprogramm ass deen zweete Module

- an dee leschte Module ass deen: d'Erstelle vun engem integrativen Aktiounsplang. A grad dësen drëtte Module ass gläich raumplaneresch relevant.

Bis 2007 soll dann de Projet de plan virleien, esou dass dann, wann alles gutt geet, dëse Plang bis Enn vun der Legislatur kann a Kraaft trieden. Heimat soll genuch Wunnraum op gëeegente Flächen entstoen a gläichzäiteg méi dicht Wunnforme realiséiert ginn, besonnesch op Plazen hei am Land, déi predestinéiert si fir Wunnengsraum ze schafen. Hei kann ech lech och Beispiller ginn, wéi d'Haaptstad, wou Potenzialer si vun 166 ha, zu Stroossen sinn et 40 ha, zu Hesper 25 ha, zu Diddeleng 96 ha, zu Suessem 66 ha, zu Ettelbréck 26 ha, zu Ierpeldeng 22 ha, zu Iechternach 19 ha.

Wann ech nëmmen dës aacht Gemengen zesummenzielen, kommen ech op 460 ha. A wann ech do soen, komm mer baue 25 Wunnengsunitéite pro Hektar, wat net grouss gedriwwen ass, da komme mer schonn op iwwer 10.000 Unités d'habitation. Dat ass also e gutt Resultat fir dës aacht Gemengen.

An et muss een och kloer wëssen, dass et kee Sënn mécht Haiser do ze bauen, wou den öffentlechen Transport kaum eng Chance wäert hunn effizient an attraktiv ze fonctionnéieren. Mä et soll een ebe prioritär an IVL-kompatibele Gemengen an op IVL-kompatibele Fläche bauen.

Mir ginn och dervun aus, dass dëse Plang hëlleft d'Präisspiral um Wunnengsmaart an de Gréff ze kréien. An dësem Kader muss een awer och a priori onpopulär Moossnamen, wéi zum Beispill eng progressiv Grondbesteierung op Terrainen, déi als Bauland ausgewise sinn awer net bebaut ginn, afféieren.

Dass neie Wunnengsbau awer e ganze Koup Käschten, wéi zum Beispill Erschléissungskäschte fir d'Kollektivitéit, mat sech bréngt, gëtt an dësem Kader ganz oft vergiess. Och hei sollen adequat Begleetmoossnamen am Plang definéiert ginn. A genau dat geschitt jo elo ugesiichts vun den akute Problemer am Logementsberäich, wou de Premier jo a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun e ganze Pak vun urgentë Moossnamen ugekënnegt huet; ënner anerem och fir de Käschte Rechnung ze droen, déi op d'Gemenge wéinst méi Logement zoukommen, wéi méi Schoulen, nei an erweidert technesch Réseauen an esou weider.

Ech wëll awer hei nëmmen op déi landesplaneresch technesch Réseauen agoen.

Fir d'alleréischt muss een awer virausschéissen, dass esou laang wéi de Marché esou ugespaant ass, an d'Präisser esou héich si wéi dat haut de Fall ass, en IVL-kompatible Wunnengsbau kaum méiglech ass. Dofir muss kuerzfristeg - dat heescht op déi nächst zéng Joer gekuckt - e landeswäit iwwerduerchschnëttlech staarke Wuesstum ugepeilt ginn, fir ze erreechen a sécherzestellen, dass d'Gesamtmass grouss genuch ass, fir um Marché d'Präisser ze affectéieren.

Donieft ass et awer och esou, dass d'IVL-kompatibel Gemenge prioritär opgefuerdert ginn, fir am Kader vun dësem Pakt fir de Wunnengsbau aktiv ze ginn. Duerfir kréie se jo nach eng Kéier 50% méi Geld, fir gréisser Wunnengsbauprojetë schnellstens an Ugréff ze huelen.

De Ministère huet och a méi wéi 35 Gemengen Zonen determinéiert, déi sech speziell laut Programme directeur d'Aménagement du Territoire an IVL fir esou Projeten eegnen. Hei sollen da vill vun deenen 10.000 zum normale Wunnengsbaumarché néidege supplementare Wunnengsunitéiten an deenen nächsten zéng Joer geschafe ginn. Et ass awer och kloer, dass all déi nei Lotissementer, déi sech aus dem Wunnengspakt erginn, sech mussen un de Prinzipië vum Programme directeur d'Aménagement du Territoire a vum IVL orientéieren.

Drëttens hätte mer dann och dee wichtege Plan sectoriel vun de wirtschaftlechen Aktivitéitszonen, dee parallell zum Plan „Logement" soll realiséiert ginn a wou d'Bestandsopnahm déck amgaangen ass.

Mir sinn awer, wat dëse Plang ugeet, an der kecker Situatioun, well säin Erschafen op där enger Säit op der Prioritéitelëscht vum Wirtschaftsministère fir d'Verbessere vun der Kompetitivitéit vun eisem Land am Kader vun der Tripartite steet; op där anerer Säit et awer leider esou ass, dass obschonns d'Konzeptstudie elo schonns méi wéi e Joer virläit, de Wirtschaftsministère, deem ech d'Présidence vum Groupe interministériel ugebueden hunn - wat iwwregens an der Logik vun all deenen anere Plan-sectorielen ass -, nach keng Zäit hat sech ëm d'Lancéiere vum eigentleche Planungsprozess ze këmmeren. De Groupe interministériel ass emol nach net gebilt.

Dobäi sollen awer duerch dëse Plang déi néideg IVL-tauglech Fläche fir d'Wirtschaft geséchert, an dobäi besonnesch regional Zone gefördert ginn. D'Wirtschaft soll dëse Plang nämlech als eng grouss Chance gesi fir déi wirtschaftlech Entwécklungen, déi politesch an Zukunft solle gefördert ginn, um Terrain sënnvoll an nohalteg kënnen hinzekréien, mat der néideger awer verstänneger Flexibilitéit, déi se dofir brauch.

D'Gemenge sollen dës regional Entwécklungsperspektiv mat Hëllef vun ausgeklügelte regionale Verdeelerschlëssele schätze léieren, an esou op net nohalteg lokal Entwécklungszone verzichten.

Här President, Aktivitéitszone waren a si wichteg fir d'Entwécklung vun eisem Land. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mer eng gewësse Surface vun neien Aktivitéitszone brauchen, fir d'wirtschaftlech Entwécklung vum Land ze ënnerstëtzen. Mä wat wëlle mer genau?

Wéi vill Hektar un neien Zone brauche mer dann, wuelwëssend dass fir d'éischt muss gekuckt ginn, fir déi bestoend Zone voll auszenotzen a gegebenenfalls auszebauen? Wou musse se leien an a wéi enger Géigend? Bei wéi enge bestoende Betriber? Bei wéi enger Verbindung? Bei wéi enger Strooss? Bei wéi enger Eisebunnslinn? A wéi grouss musse se sinn, fir dass se attraktiv gi fir d'Betriber, virun allem fir déi nei Betriber, déi mer wëlle förderen? Mä och: Wéi ass et mat der Gestaltung?

Am Kontext vum IVL ass dann awer och wichteg ze froen: Wéi ass et mat der Erreechbarkeet vun de Gewerbegebidder fir déi Leit, déi do schaffen? Wou sollen nei Zonen hikommen, fir dass mir de Verkéier op der Strooss esou niddreg wéi méiglech halen? Wéi brénge mer et fäerdeg, dass all d'Gemenge vun der Entwécklung profitéieren, egal wou déi nei Zone schlussendlech hikommen? A wéi garantéiere mer, dass d'Aktivitéitszone wirtschaftlech effikass géréiert ginn?

Wann ech all dës Froe stellen - an et gëtt der nach méi -, gesitt Der wéi komplex a komplizéiert dëst Thema ass. Mir kënnen awer net esou weiderfuere wéi bis elo. Dat heescht, d'Gemenge weise weiderhin, jidderee fir sech, no eleng hire Prioritéiten an Usiichten, kommunal Zonen aus. D'Resultat ass e grousse Fleckenteppech iwwert d'Ländche mat massivem Zouwuess vum Verkéier a villen onzefriddene Leit an onzefriddene Betriber.

Ech kann Iech hei e Beispill ginn aus dem Norden, aus dem Kanton Klierf. Hei leie véier offiziell Demandë vu Gemenge vir, fir nei Zonen zousätzlech ze maachen, an och eng Demande vum SICLER, vum Syndikat, fir eng regional Zon. An dat an enger ländlech schützenswäerter Regioun, déi elo schonn déi zweethéchst Zuel vun Aarbechtsplaze pro Awunner hei aus dem Land huet.

Bei all dësen neien Ausweisungsbestriewunge sollte mer awer net vergiessen, dass laut IVL nach ongefëier 1.700 ha an de bestoende PAG-ausgewisenen Zonen am Joer 2002 fräi waren.

Wat kann dann e Plan sectoriel hei änneren a bewierken?

Gutt, de Plan sectoriel wierkt op zwee Niveauen, op zwou Manéieren:

E schaaft en nationalen, e regionale Kader fir déi zukünfteg Entwécklung. En definéiert d'Prioritéite fir d'Ausweisung vun neien Zonen, den Typ vun der Aktivitéit, déi doranner komme soll. Iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal da ginn d'Gemengen derzou bruecht, dësen nationalen a regionale Kader ze respektéieren. Si kënnen näischt méi an hirem PAG décidéieren, wat contraire wär zum Plan sectoriel.

Eng zweet Manéier wéi de Plang wierkt ass, dass d'Zesummenaarbecht an den Dialog tëschent de Ministèrë verstäerkt gëtt. A regelméissege Sëtzunge vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp kënnen déi konkret Problemer diskutéiert a geléist ginn, esou och Léisunge preparéiert ginn, fir de regionale Gedanke weiderzebréngen. Besonnesch wichteg ass an dësem Kontext d'Zukunft vun der Gewerbesteier, vun hirer intelligenter Ëmverdeelung, an och d'Méiglechkeet vun engem regionale Fong ze schafen nieft deem heitege Fonds communal de dotation financière.

Konkret liwwert de Plan sectoriel eis och eng éischte Kéier eng prezis Iwwersiicht iwwert déi bestoend a geplangten Aktivitéitszonen, hir Occupatioun an déi nach fräi Flächen. Zesumme mam Statec an de Vertrieder vun de Wirtschaftsverbänn wëlle mer déi ekonomesch Entwécklungstendenzen analyséieren an doraus d'Ufuerderungen un d'Landesplanung bestëmmen. Wann déi zukünfteg Besoinë bis méiglechst prezis definéiert sinn, ginn déi Flächen, déi sech am beschten eegnen, kartographesch festgehalen an iwwert de reglementaresche Wee fir d'Wirtschaftsaktivitéit reservéiert.

Wann de Plang fäerdeg ass - ech géif soen, an zwee Joer ongefëier -, hu mer d'Attraktivitéit vum Land als Wirtschaftsstanduert verbessert:

- Mir hunn eng Iwwersiicht iwwert dat, wat esou besteet, dat, wat verfügbar ass, an dat, wat nach verfügbar gëtt;

- mir hunn eng Planungssécherheet fir déi Betriber, déi zu Lëtzebuerg investéiere wëllen.

Ech wëll awer hei och ganz kloer an däitlech soen, dass, wat dëse Plang ugeet, et elo op kee Fall esou wäert sinn, dass bis zu senger Fäerdegstellung näischt geschéien däerf. Hei wäerten esou schnell wéi méiglech genügend Elementer virleien, fir dass d'Projeten och während der Élaborationsphas vun dësem Plang realiséiert kënne ginn.

Dëst gesäit een um Beispill vum Raum Stengefort-Kapellen, wou et drëms geet eng regional Léisung ze fannen. Duerfir huet d'Landesplanungsdirektioun eng Etüd an Optrag ginn, aus där sech elo esou eng Léisung ergëtt, à condition dass d'Gemengen an natierlech och d'Proprietairë vun den Terrainë matspillen. An dësem Fall géif d'Gemengenaktivitéitszon vu Grass iwwerflësseg an et kéim zu enger regionaler Léisung, déi sech aus zwee Elementer géif zesummesetzen: enger regionaler Vergréisserung vun der Zon vum Wandhaff an enger neier regionaler Zon bei Klengbetten.

Well dëst zweet Element awer nëmmen, wat d'lokal Erschléissung ugeet, a Kooperatioun mat eise belschen Nopere kéint realiséiert ginn, géif sech hei eng formidabel Geleeënheet bidden, fir no der dach vergëftener IKEAs-Debatt grenziwwergräifend Neel mat Käpp a puncto Landes- a komplementarer Wirtschaftsplanung ze maachen.

Dës Léisung ass méi ekologesch, méi regional, méi grenziwwergräifend a méi komplementar wéi déi vu Grass. Duerfir sollte Stat a Gemenge vun elo un hei onbedéngt un engem gemeinsame regionalen a grenziwwergräifende Strang zéien.

Och an der Zentrum-Nord-Regioun deet sech e regionalen Aktivitéitszonewee op. Hei bitt et sech un am Kader vun der Nordstadkonventioun d'Zon vum Rouscht, déi fir d'Luxair gesicht ginn ass, schrëttweis laangfristeg zu enger grousser regionaler Zon auszebauen. Gekoppelt mat enger regionaler a funktionell komplementarer, well wesentlech méi urbaner an tertiärer, Zon um Fridhaff - well et ass jo kloer, déi zwou Zone kënnen op kee Fall identesch sinn, an deementspriechend verschidde musse se och aménagéiert an ausgenotzt ginn - hätt dann dës Regioun a puncto Aktivitéitszon dat néidegt Potenzial, fir all d'Gemengen, zumindest vu Miersch bis an d'Nordstad, ekonomesch sënnvoll an nohalteg ze bündelen.

Dës Léisung géif och den Aktivitéitszonendrock vum Zentrum vun der Nordstad huelen, wou dann déi rar notzbar Flächen am Dall prioritär fir héichwäerteg an integrativ Stadentwécklung kéinte genotzt ginn.

Schliesslech wëlle mer zesumme mam SICLER, esou wéi mam Ëmwelt- a mam Wirtschaftsministère, an der Regioun Norden intensiv an den nächste Méint no regionale Léisunge fir Aktivitéitszone sichen. Dëst gesi mer als virgezunnene Projet pilote par rapport zum sektorielle Plang.

Wa mer dës regional differenzéiert Approchen, déi ech elo grad beschriwwen hunn, hikréien, ass d'Richtung fir de Rescht vum Land, wat d'Aktivitéitszonen ubelaangt, virginn. Heiduerch gëtt och déi schwiereg a ganz wichteg Aarbecht vun der Commission d'aménagement an dëser dach heiansdo ondäitlecher Iwwergangsphas méi kloer.

Här President, ier ech bei de véierte Plan sectoriel, dee vun de grands ensembles paysagers kommen, wëll ech awer nach an aller Däitlechkeet op déi nohalteg Environnementselementer vun dësen dräi Plan-sectorielen hiweisen.

Bei deem vum Transport ass d'Zil vu 25/75 „modal split", besonnesch am Hibléck op Kyoto, e wichtegt Element.

Beim Logementsplang ass et dee wichtege Volet „nohaltegt ëmwelt- an energiefrëndlecht Bauen".

An och beim Plang iwwert déi wirtschaftlech Aktivitéitszonen ass et immens wichteg, dass keng onnéideg Automobilverkéiersstréim entstinn. Esou wäit et méiglech ass sollt den öffentlechen Transport zum Droe kommen. Den Impakt op Ëmwelt a Landschaft soll esou kleng wéi méiglech gehale ginn an op d'nohaltegt ëmwelt- an energiefrëndlecht Bauen an de Wirtschaftsgebaier sollt ee pochen. Dat och nees ganz am Sënn vu Kyoto.

Der gesitt also, et ass ganz am Sënn vun der edukativer nohalteger Approche, dass och bei deene sektorielle Pläng, déi sech net prioritär mat Ëmwelt befaassen, d'Ëmwelt eng wichteg Roll spillt. D'Roll ass natierlech méi grouss beim Plan sectoriel vun de grands ensembles paysagers, wou d'Konzeptstudie virläit, an deen och bis Enn 2007 als Projet de plan um Dësch leie soll.

D'Approche, fir eng Konzeptstudie ze maachen, soll hëllefe fir e Wee ze fannen, dee souwuel de planeresche a wëssenschaftlechen Usprëch engersäits, an anerersäits de politeschen, sprëch den zäitlechen Noutwendegkeete gerecht soll ginn, an dat an engem Kontext, wou ee mat enger heterogener Datenausgangsbasis ze dinn huet, an och besonnesch mam Naturschutzgesetz vun 2004 eng nei bestoend Gesetzgebung berücksichtege muss.

Et geet jo net drëms eppes ze maachen, dat een iwwer bestoend Instrumenter scho maache kann. An et geet definitiv och net drëms déi ze ersetzen. Ma et geet drëms de Plan sectoriel komplementar zum bestoenden Instrumentarium ze notzen. De Plan sectoriel soll nämlech iwwer säi Règlement grand-ducal eng gewësse juristesch Bindung entfalen, un déi sech an enger éischter Linn déi öffentlech Planunge vum Stat an de Gemengen hale mussen.

Mir stellen eis an dësem Kontext vir, gewësse Raim iwwert de Plan sectoriel e gewëssene Statut ze ginn, deen een als Tëschenetapp ka gesinn, bis déi concernéiert Flächen dann iwwert d'Prozeduren - déi laang Prozeduren, géif ech bal soen - vum Naturschutzgesetz e prezise Schutzstatut kréien an an deem och dem Particulier kënne Servituden operluecht ginn, wat am Plan sectoriel esou net ka gemaach ginn.

Inhaltlech wäert et bei dësem Plan sectoriel dorëms goen, fir gréisser wäertvoll Fräiraim fir den Zweck vum Landschaftsschutz an der landschaftsgebonnener Erhuelung ze erfaassen, ze sécheren an ze entwéckelen, a Weeër ze sichen, fir se ënnereneen ze vernetzen, an domadder och der Siedlungsentwécklung iwwert d'Gemengegrenzen eraus, wann et aus nationaler Siicht noutwendeg ass, Grenzen ze setzen.

Den Akzent vun dëse Pläng läit awer däitlech um Landschaftsschutz, wat net gläichzestellen ass mam klasseschen Naturschutz. Dat kann een och esou illustréieren: Duerch de Plan sectoriel gëtt net déi eenzel Heck geschützt, mä de landschaftlechen Ensembel. Et ass also esou, dass déi véier primär sektoriell Pläng zimlech parallell, also mat den néidegen integrative Wiesselwierkungen a Réckkoppelungen, nach an dëser Legislaturperiod erstallt an och, wann nëmme méiglech a wann alles normal geet, a Kraaft triede sollen.

Dëst verlaangt awer eng exzellent interministeriell Zesummenaarbecht, wou all - ech betounen „all" - Ministère sech muss déi néideg Méi a Moyenë ginn a säi Bescht muss maachen. Soss kréie mer dat net hin. An ech soe kloer: Kierchtuermspolitik, déi mer munchmol bei de Gemengen uprangeren, däerf awer och beim Stat net gëllen. Hei muss jiddferee seng Responsabilitéit huelen.

Zu dëse véier grousse sektorielle Planungsprozesser kommen dann nach Plans directeurs régionaux dobäi. Hei muss ee wëssen, dass dëst Instrument, wat um Pabeier vläicht dat wichtegst vun der Landesplanung ass, an der Praxis an esou engem klenge Land wéi Lëtzebuerg schwéier gutt an effikass unzewennen ass. Et geet hei nämlech drëms en Instrument anzesetzen, wat zwar am Gesetz steet, awer am Detail muss ausgedäitscht ginn, ier et applicabel ass.

Och hei kann dat net am lofteidele Raum passéieren, mä mir mussen eng Hällewull vun Iwwerleeungen integréieren an e Planungsinstrument, dat schlussendlech jo fir all Regioun eenheetlech a vergläichbar soll sinn, a gläichzäiteg awer och upassbar soll sinn, dass et den ënnerschiddleche raimlechen Ausgankssituatiounen an deene sechs Regioune vum Land muss Rechnung droen.

Elo erlaabt mer hei kuerz op e puer allgemeng Aspekter anzegoen, déi am Zesummenhang mat der Uwennung vun de Regionalpläng wichteg sinn.

Fir d'éischt ginn et strategesch Iwwerleeungen unzestellen. Zum Beispill muss ee kloerstellen, ob e Regionalplang méiglechst vill soll regelen oder plangen oder ob ee sech op déi wesentlech Aspekter vun der Raumentwécklung konzentréiere soll.

Wann een deen éischte Wee aschléit heescht et séier: De Stat wëllt alles dominéieren. Weiderhi besteet awer och déi ganz grouss Gefor, dass de Regionalplang als Plang esou iwwerluede gëtt mat fachplanereschen Detailer, dass am Endeffekt kee méi weess, wat dann elo dat Spezifescht vum Regionalplang iwwerhaapt nach ass.

Wann een deen zweete Wee aschléit, da riskéiert een, dass séier gesot gëtt, dass de Plang vill Lücken huet an dowéinst näischt bréngt respektiv net all Acteur wäert zefridden ze stelle sinn.

De gëllene Mëttelwee ass hei ze sichen. Heibäi spille Froe wéi: Wie wäert de Regionalplang duerno wéi uwennen? Oder: Wat kënnen de Stat an d'Gemengen iwwerhaapt reglementaresch sënnvoll bewältegen?

Dës Froe spillen eng wichteg Roll. Et ass dobäi kloer, dass de Regionalplang muss reglementéieren, soss brauche mer keen. Mir hunn awer och en neit Gesetz vun der kommunaler Flächennotzungsplanung, wat d'Lat ganz héich leet. A mir wëllen natierlech net mat der Regionalplanung en Instrument schafen, wat eis oniwwerluecht zousätzlech Regelen operleet, déi dann an der Praxis obsolet ginn, well se eis all iwwerfuerderen. Déi richteg Balance ze fannen tëschent noutwendeger Reglementatioun an noutwendegem planereschem Fräiraum op de richtege Plazen, dat ass keng einfach Affär, awer e wichtegen Usproch un dat neit Instrument vun de Regionalpläng.

Et muss ee sech an dësem Kontext dann och ganz kloer ginn, wéi de Regionalplang, besonnesch och inhaltlech, mat deenen anere Planungsinstrumenter, déi schonns e feste Kader hunn, sprécht am Besonneschen d'PAGen, soll zesummespillen. Wéi kann een déi zwee Planungsinstrumenter esou organiséieren, dass de Regionalplang regionalrelevant Weiche stellt, ouni awer de Gemengen all Autonomie communale am Beräich vun der Flächennotzung ewechzehuelen?

Et ass praktesch absolut noutwendeg, dass an Zukunft verschidden Décisiounen, wat d'Flächennotzung ugeet, um regionale Plan geholl musse ginn. Mir wëssen awer och all, dass, wa mer hei net de richtege Mëttelwee fannen, d'Gemengen net wäerte mat op de Wee vun der Regionalplanung goen, déi mer als Landesplanung net kënnen erzwéngen, mä wou mir op d'Verhandlung a schlussendlech och op d'Kooperatioun mat de Gemengen ugewise sinn.

Et muss ee sech awer och iwwerleeën, ob een e Regionalplang als Instrument an och als Planungsprozess ka gestalten, fir dass d'Regionalplanung net just wäert Ausdrock si vun deem klasseschen „Verdeelungskampf" tëschent de Gemengen oder dem Stat an de Gemengen. An der Vergaangenheet huet sech dobäi oft net dee mat deene beschte planereschen Argumenter, mä ganz oft dee mat der beschter Uluecht duerchgesat. Wann de Regionalplang e reelle planeresche Mehrwäert soll duerstellen, muss hien awer virun allem den Ausdrock si vun enger gemeinsamer raimlecher Visioun fir d'Regiounen, déi dann als Grondlag ka genotzt ginn, fir am konkrete Plang déi sécherlech onausweichlech Verdeelungsfroe méi objektiv ze féieren.

All dës Iwwerleeunge sinn zesumme mat auslänneschen an nationalen Experten aus der Planung an der Praxis am Joer 2005 diskutéiert ginn, fir ebe sécherzestellen, dass mer, wa mer ufänken, hannert deem vill gebrauchte Begréff „Regionalplang" eng ähnlech Konzeptioun verstinn. Opgrond vun deenen Erfahrungen aus den Diskussiounen aus de leschte Joren hu mer dëst gewëssermoossen als eng Hausaufgab betruecht, bei där mer dann zu folgende Schlussfolgerunge komm sinn:

De Regionalplang soll als Instrument opgebaut ginn, dat de Prinzipië vun engem schlanken an effektive Plang Rechnung dréit. Dat heescht, dass en nëmme regional Bedeitendes soll regelen an net dat wat op Gemengenniveau a gëeegenter Form ka geklärt ginn, ganz nom Subsidiaritéitsprinzip.

All Ausso vum Plang muss en Zil-adressat hunn, fir ze vermeiden, dass vill geschriwwe gëtt a kee sech ugesprach fillt. De Regionalplang soll steieren, orientéieren, dirigéieren, dat heescht och, dass en nëmmen dat an de rechtsgültege Plang ophëlt wat dann och wierklech ka gesteiert ginn.

An dësem Sënn soll de Regionalplang sech op d'Regelung vun der Siedlungs- a Fräiraumentwécklung konzentréieren an op de Piliere Siedlung, Infrastruktur a Fräiraum opbauen. Dat heescht, dass ee bewosst en eendeitegen Akzent leet op raum- a flächennotzungsrelevant Aspekter, fir déi och gülteg Regelungen ze fanne sinn, ouni dass de Regionalplang awer als regionale Flächennotzungsplang ze verstoe wier, deen de facto da géif de PAG ersetzen.

An dësem Sënn soll de Regionalplang en Instrument ginn, dat de Gemengen hëlleft beim Opstellen an der Beuerteelung vu Pläng an Investitiounen, dat déi interkommunal Ofstëmmung ënnerstëtzt, dat d'Acteure bei der Analys vun de Potenzialer a Restriktioune fir déi raimlech Entwécklung vun enger Regioun, an da speziell och bei der Standuertsich beréit, dat awer och der Commission d'aménagement d'Beuerteelung vu Pläng erliichtert an och d'Ministèrë beim Opstelle vum Programm an der Bewäertung vun deenen Investitiounsprojeten ënnerstëtzt.

An dësem Sënn spillt en och eng bedeitend Roll wat d'Regionalfongen, déi ech a mengem Pabeier iwwert d'territorial an administrativ Reform Fonds de dotations à l'équipement communal genannt hunn, well hie wäert hei mat de virgesinnenen an domadder enk verbonnene Contrats de développement régionaux ee vun de wichtegste Steierungsinstrumenter duerstellen, wat an Zukunft interkommunal a regional staatlech Equipementshëllefen ugeet.

Mir sinn also nach net um Enn ukomm wat dës méi grondleeënd Aarbecht um Instrument Regionalplang ugeet. Si soll dann am Laf vun 2006 an e Règlement granducal afléissen. Mir sinn eis awer och bewosst, dass vill Detailfroen och an der Praxis nach wäerten diskutéiert an duerchgespillt ginn, well et eben ni eng absolut Sécherheet iwwert den Oflaf vu komplexe Planungsprozesser wäert ginn.

De Regionalplang vun der Südregioun, wou jo schonns eng ganz Rei Viraarbechte gemaach goufen, wou et jo och schonns deen éischte Regionalsyndikat gëtt, wäert dann den Testfall sinn, an hei kënne mer dann, soubal wéi d'Rumm vum Règlement granducal steet a sech mam Pro-Sud iwwert d'Virgehensweis gëeenegt ginn ass, definitiv richteg ukommen, wa méiglech nach virum Summer dëst Joer.

Eréischt wa mer zesumme mam Pro-Sud mat deem Plang planeresch-fachlech iwwert de Bierg sinn an déi Erfahrungswäerter gesammelt hunn, déi néideg si fir Feeler, zumindest eng gutt Partie, ze vermeiden, klamme mer méi déif an deen zweeten an drëtte Regionalplang an, dee vum Westen an dee vum Centre-Sud, wou och schonns Virbereedungsaarbechte lafen.

Dës virsiichteg Ugehensweis erkläert sech awer och duerch d'Réforme territoriale an administrative, wou et jo net ausgeschloss ass, dass nach d'regional Landschaft sech an absehbarer Zäit méi oder manner kéint veränneren, mat Ausnahm vum Süden, dee sech an allen Iwwerleeungen als äusserst stabel erweist. Well et also net méiglech ass an net responsabel ass, all Regionalpläng mateneen ze maachen, ass d'Landesplanung derbäi, esou wéi dat och am IVL steet, zwee planeresch Zoomen op déi wichtegst Zonen ausserhalb vun der Südregioun ze maachen. Et handelt sech hei ëm de Südweste vun der Haaptstad an d'Nordstad.

Hei gouf mat de jeeweilege Gemengen eng Konventioun ënnerschriwwen, déi beinhaltet, iwwert déi nächst fënnef Joer partnerschaftlech an op eng koordinéiert an integrativ Manéier am Aklang mam IVL Planungen an Entwécklungen, déi eng gemengeniwwergräifend Bedeitung hunn, ofzestëmmen, ouni awer de Gemengen hir Fräiheet anzeschränken.

Am Südweste vun der Haaptstadagglomeratioun geet et drëm, deen dynameschste Raum vum Land, do wou d'Niewewierkunge vun der Entwécklung am gefäierlechste sinn, esou ze gestalten, dass d'Liewensqualitéit net de Bierg ageet an eng komplementar a sënnvoll méi phaséiert Entwécklung par rapport zu anere wichtegen Deeler vun eisem Land hei entsteet.

An der Nordstad, do geet et drëm, hei endlech eng funktionell attraktiv a qualitativ héichwäerteg städtesch Agglomeratioun ze schafen, esou dass e Pendant entsteet zur Südstad an der Haaptstad, een territoriale Rééquilibrage vum Land. Et ass och kloer, dass dës Planungen, déi ugefaangen hunn, schnellstens duerch konkret Pilotprojetë konkretiséiert ginn, fir en Driff am Prozess ze behalen.

Esou gëtt an der Nordstad eng Consultation rémunérée iwwert d'Zentralachs Ettelbréck-Dikrech an deenen nächste Woche lancéiert, wou Elementer wéi een neien Nordstad-Lycée, eng Maison de l'État, e regionale Centre d'intervention, eng als Plate-forme multimodale ausgebaute Gare vun Ettelbréck an en Nordstadtram evaluéiert ginn.

Am Südweste vun der Haaptstadagglomeratioun gëtt gekuckt e grousse gemengeniwwergräifende Projet pilote am städtesche Wunnengsbau ze lancéieren. De Parkraummanagement an dëser Regioun gëtt och doriwwer ofgestëmmt. All dës Planunge lafen herno an de Regionalplang an an déi grenziwwergräifend ofgestëmmte PAGe vun dëse Gemengen, déi jo da bis spéitstens 2011 mussen erneiert ginn. Eisen Timing ass also gutt, well bis 2011 déi nei PAGen och mussen do sinn.

Här President, bis ongefäier 2012 missten all Regionalpläng stoen, a beim Erstelle vun der nächster Generatioun vu Plan-directeure wäert missen eng Repondératioun vun de planeresche Schwéierpunkten zu Gonschte vun de Regionalpläng virgeholl ginn, wuelwëssend, dass elo bei der éischter Generatioun d'sektoriell Pläng déi éischter dominant sinn.

Mir sinn och nach net prett, fir massiv a landeswäit Regionalplaning ze maachen, well d'Konzeptaarbecht ass eréischt knapps ofgeschloss, den Outil steet nach op eppes wacklege Féiss a muss sech nach beweisen, mir hunn och keng Erfahrungswäerter, ausser de Süden hu mer och keng regional Struktur, a mat der Réforme territoriale et administrative kënnen déi regional Rahmebedéngungen nach méi oder manner staark änneren.

Esou passt eise Phasage och gutt mat der Réforme territoriale et administrative iwwereneen, déi de regionalen Niveau konsequent stäerken a Communautés urbaines fir d'Haaptagglomeratioune schafe wëllt. All dës Iwwerleeunge weisen, dass d'Réforme territoriale et administrative elo, dann de Gros vun de Regionalpläng, eng richteg Démarche sinn.

Här President, ier ech zum Schluss kommen, nach e puer Wierder zu de Frichen.

Zu Belval-Ouest, deem éischte groussen IVL-Projet, bleift d'Landesplanung weider do staark engagéiert op politescher Koordinatiounsebene. Dëst ass awer net einfach, well fir mateneen effikass ze schaffe sech oft op ze vill Klengegkeete behaapt gëtt. D'Landesplanung, déi hei politesch mat hirem Minister eng wichteg Roll spillt, huet awer konkret vun allen implizéierten Acteuren um Terrain am mannsten ze soen. Dësen Dés-équilibre gëtt am Fong geholl bei dësem éischte groussen IVL-Projet ëmmer méi däitlech. D'urspréngleche Aufgab vun der Landesplanung, nämlech d'Erstelle vum Masterplan, ass jo elo erfëllt, a wann een elo wëllt, dass d'Landespla-

nung weider soll koordinéieren, da muss een hir och déi néideg konkret Moyene ginn an hir Roll deementspriechend respektéieren.

D'Regierung huet och voluntaristesch-dezentral zwee vun den dräi Unisfaken definitiv op Belval décidéiert, grad dofir heescht hei d'Phaséierung, dass et besonnesch schnell weidergoe soll.

E puer Wuert zu Diddeleng. Zu Diddeleng ass d'Landesplanung bereet, fir fir déi nei Arcelor-Friche mat der Gemeng e Masterplan ze erstellen, a si ass och prett, soubal wichteg praktesch an technesch Elementer wéi den Assainissement am Kader vum Iwwergank vun der Friche a Statshänn gekläert sinn, d'Planungskoordinatioun fir d'Revalorisatioun vun den Terrainen ze iwwerhuelen.

Och op der Friche vu Wolz si Saache geschitt. Esou gouf am Laf vum Joer 2005 de Masterplan, dee vum Ministère kofinanzéiert gouf, presentéiert. D'Reconversioun vun der Friche muss esou geschéien, dass Wolz senger Roll als regionalen CDA voll a ganz ka gerecht ginn, well et spillt eng ganz wichteg raimlech komplementar Roll am Norde vum Land vis-à-vis vun der Nordstad.

D'Landesplanung huet och an engem interministeriellen Aarbechtsgrupp, wou och d'Gemeng Fiels dra war, koordinéiert, fir eng tragbar an nohalteg Entwécklung vum Ensemble paysager Meesebuerg hinzekréien. Am Sënn vum IVL ass gekuckt ginn, wéi en héichwäertegen a schützenswäerte ländleche Raum ka sënnvoll am Interesse vun der Gemeng an der ganzer Regioun entwéckelt ginn. Eng Décisioun drängt sech op, well d'Schlass a seng Dépendancë sinn an engem schlechten Zoustand, an d'Famill wëllt verkafen, mam Risiko, dass, wann näischt Gréisseres a Kohärentes geschitt, den Domän…

(Coups de cloche de la Présidence)

…kéint verkommen oder a verschidden Hänn falen, an da géif en nach manner accessibel ginn. Hei wäert ech an deene nächste Wochen dem Regierungsrot Rapport maachen an eng Alternativ proposéieren.

An dësem Dossier stellt sech d'Fro, ob sënnvoll an exemplaresch Projeten am héichwäertegen a schützenswäerte ländleche Raum der öffentlecher Hand eppes wäert sinn oder net.

Zënter kuerzem leeft och nach de Monitoring vum IVL. Froe wéi: „A wat fir eng Richtung entwéckelt sech eist Land territorial? Si mer an engem Pendler- oder an engem Awunnerzeenario? Wéi ass et mam ‚modal split'? Wat leeft eventuell schif par rapport zum Modell, dee mer eis am IVL ginn hunn?", ginn hei analyséiert.

Deen Dag, wou mer hei Äntwerten hunn, kënnen eventuell Kurskorrekturen en temps utile virgeholl ginn, fir esou eis nohalteg raimlech Entwécklungslinn net ze verléieren. Och wäert dëse Monitoring eng ganz wichteg Entscheedungshëllef fir d'Prioritéitesetzung, wat d'Realisatioun vu wichtege Projeten am Transportberäich ugeet - zum Beispill beim Tram, mä och soss -, duerstellen. Enn 2007 kënnt dann en éischte Rapport de monitoring.

Schliesslech bleift dann dee fir dee ganze Ministère vläicht wichtegsten Dossier, d'Réforme territoriale et administrative, wou d'Landesplanungsdirektioun fir de roude Fuedem ganz am Sënn vum IVL zoustänneg ass. Si ass derbäi, d'„background map" fir d'Communautés de communes oder d'Gemengefusiounen an d'Communautés urbaines ze finaliséieren. Dëst soll als Diskussiouns- an Iwwerleeungsbasis an enger méi spéider Diskussiounsphas op den Dësch vun der Spezialkommissioun vun der Chamber kommen, wann aner wichteg Elementer, wéi d'Missioune vun de Gemengen, an der Zukunft gekläert sinn.

Den Dossier vun der Réforme territoriale et administrative ass e wesentleche Schrëtt beim Schafe vun den noutwendege Kaderkonditioune fir eng nohalteg konkret Ëmsetzung vum IVL. Ech wëll hei net virgräifen, well d'Aarbechte sinn nach wierklech voll amgaangen.

Här President, zum Schluss wëll ech soen, dass d'Ëmsetze vum IVL komplex ass, an et mécht och Sënn d'Chamber all Joer iwwert déi domadder verbonne Planungsdossieren am Kader vun enger Chambersdebatt ze informéieren, fir ze weisen, wou mer virukommen oder wou mer net esou gutt virukommen, firwat dat esou ass, a wou Problemer sinn.

Déi eenzel Planunge ginn och am Laf vun deenen nächste Méint am Kader vu verschiddenen Öffentlechkeetsaktioune mat den Experten am Detail presentéiert, fir dass d'Leit, besonnesch och regional Acteuren esouwéi och déi interesséiert Acteuren an Organisatiounen aus der Zivilgesellschaft mat Zäite gesinn, wou mer hiwëllen, a wéi mer dat wëlle maachen.

Hei gëllt iwwerall dat, wat ech gären den „territorial thinking" nennen. Et geet dorëm deen hei ze förderen. Mä d'Entwécklung vun eisem Land, vun eisem Territoire gëtt ëmmer méi jenseits vun eise Grenze beaflosst, wat sech op d'Ëmsetzung vum IVL natierlech nidderschléit. Dofir ass et imminent wichteg, an e grenziwwergräifenden Aménagement eranzekommen.

Mir hunn och mat der Lorraine viru kuerzem en Aarbechtsgrupp mat der Zilsetzung, grenziwwergräifend Planungen hinzekréien, agesat. Mat de Walloune si mer op engem ähnleche Wee, a mat Däitschland sinn d'Kontakter och gutt, an hei steet jo den Dossier Mäerterter Hafen un.

Schlussendlech ass den IVL als Entwécklungskonzept och ganz op der Linn vun der europäescher Raumplanung a seng Ëmsetzung als solch ass och eng Aart Projet pilote am Kontext vun der europäescher Politik vun der territorialer Kohesioun. Mir si sécherlech net déi Éischt, déi an dës Richtung schaffen,...

M. le Président.- Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech sinn um leschte Saz.

...mä mir kënne mat déi Éischt sinn, déi landeswäit mat sophistiquéierte Planungsinstrumenter sech op de Wee vun enger moderner an nohalteger raimlecher Entwécklung beginn. Wann ee weess, wat fir eng allgemeng Entwécklung mir fir eist Land ustriewen, ass dëst sécher net vu Muttwëll.

Den IVL ass eng eemoleg Chance, en eemolegt Instrument, fir Lëtzebuerg prettzemaache fir déi grouss Erausfuerderungen, déi sech dem Land stelle wäerten, am Interessi vu senge Bierger.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wou wunnen a wou schaffe mer an Zukunft zu Lëtzebuerg? Op wéi eng Manéier si mer an Zukunft mobil? Wou däerft et an Zukunft nach Landschaft ginn an Natur, wéi verbrénge mer a wou verbrénge mer eis Fräizäit?

Dir wësst, eis Ekonomie brauch scho méi laang méi Salariéën, wéi där am Land selwer wunnen. Léise mer dëse Problem duerch méi Frontalieren aus dem noen oder manner noen Ausland respektiv duerch méi einheimesch Aarbechtskraaft? Kënne mer de Wuesstem vum Verkéier mat all senge Konsequenzen, déi mer kennen, a gläichzäiteg d'Liewensqualitéit an d'Konkurrenzfäegkeet vum Land erhalen?

Dës Froen, dat sinn einfach Froen, mä et si kruzial Froen, an d'Äntwerten si vill manner einfach; se si komplex an dofir brauche mer - an et ass an der Ried vum Landesplanungsminister ugeklongen - zesummenhängend, global an integréiert Léisungen.

Dës Froen, Här President, hunn ech selwer an och anerer virun zwee Joer gestallt op därselwechter Plaz an dem Débat de consultation, wéi den IVL - Dir erënnert lech - offiziell virgestallt gouf, an déi Froen hunn näischt, guer näischt un hirer Aktualitéit agebéisst, ganz am Géigendeel.

Eist Land verännert sech all Dag an et wäert sech och an de kommende Jore weider veränneren. Alles gëtt méi enk, e Fait, dee sech virun allem am Beräich vum Wunnengsbau an am Transportwiese wäert no an no bemierkbar maachen. Déi jeeweileg Regierunge mat deene jeeweilege Landesplanungsministeren, ugefaangen mat dem Alex Bodry iwwert de Michel Wolter bis haut zu dem Jean-Marie Halsdorf, hu probéiert d'Politik an dëse Schlësselfelder mat ze definéieren.

Am heitege Regierungsprogramm geet dann och Rieds, datt e breeden Débat iwwert den IVL géif gefouert ginn, awer et geet och Rieds vum Ausschaffe vun de sektorielle Pläng, iwwert déi mer haut schwätzen - ech brauch se net nach eng Kéier ze soen: also Transport, Wunnen, Aktivitéitszonen, geschützte Landschaften. Et geet awer och Rieds vu Regionalpläng, an et geet Rieds vu Schlësselprojeten, wéi neie Wunnraum am Süde beispillsweis, oder och déi sou genannte Regionalparke respektiv dem Entwécklungsplang vun der Nordstad.

Zwee Joer méi spéit lount et sech dann och en Tëschebilan ze zéien, a genau dat maache mer, genau dat hu mer an der Intérieurskommissioun wéi scho gesot, virbereet, a mir hunn eis vum Minister respektiv vu senge Mataarbechter soe gelooss, wéi wäit de Fortgang vun deenen Aarbechten de Moment ass.

Ech erënneren drun, datt den IVL déi éischt landesplaneresch a raumgestalteresch Visioun an der Geschicht vun eisem Land ass. Et geet also ëm net manner, wéi méi Kohärenz an der Organisatioun vun eisem Land ze kréien. Ech erënneren och drun, datt den IVL d'Suite ass vun enger Démarche, déi am Programme directeur ugaangen ass, a well den IVL och hëllefe kann, d'Zilsetzunge vun deem Programme directeur, un dee mer eis gutt erënneren, iwwert dee mer och Débaten haten, ëmzesetzen.

Engersäits ass den IVL e strategescht Instrument bei der Analys vun deenen ënnerschiddlechen Entwécklungsméiglechkeeten, an anerersäits awer och en Aarbechtsinstrument ebe bei der Ofstëmmung vun de sektorielle Pläng. E stellt och de Kader duer fir zukünfteg regional a kommunal Zesummenaarbecht an Entwécklungspläng.

Doriwwer eraus soll den IVL och dozou déngen, an dat ass fir mech ganz wichteg, en integratiivt Denken ze pushen, besonnesch an de Käpp vun de Leit an um Niveau vun den Décideuren op allen Niveauen.

Déi dräi wesentlech Funktiounen - wunnen, schaffen, mobil sinn - ginn am IVL an deem Mooss openeen ofgestëmmt, datt sech aus der Ëmsetzung vun deem Konzept manner Verkéier soll ergi respektiv d'Aarbechtsplaze sech do erëmfannen, wou öffentlechen Transport stattfënnt, respektiv wou déi meeschte Leit wunnen. Zukünfteg Wirtschaftszonen a Betribsgrënnunge sollen do an d'Liewe geruff ginn, wou sech och déi noutwendeg Infrastrukture befannen, wéi gesot virun allem den öffentlechen Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng wichteg Stäip am IVL stellen déi zukünfteg regional a virun allem sektoriell Pläng duer, an deene sech genau eben d'Objektiver vum IVL erëmfannen. Den IVL verlaangt, wéi gesot, d'Ausschaffe vun deene sektorielle Pläng an deene véier Haaptberäicher. Den IVL mécht och konkret Aussoen, wéi mer an de kommende Joren eis Politik am Beräich Wunnengsbau, Verkéier, Landschaftsgestaltung a Landschaftsentwécklung gestalte kënnen. Ënner anerem setzt en awer, an dat ass e ganz wichtege Punkt, op d'Komplementaritéit tëschent Stad a Land - Land als ländleche Raum.

En trëtt däitlech, an dorop kommen ech nach zréck, fir déi regional an interkommunal Zesummenaarbecht an, a setzt sech fir eng nohalteg Verkéiersentwécklung, duerch d'Kopplung vun der Siedlungsentwécklung an der Entwécklung vum Schinnennetz, an. De verstäerkte Réckgréff op den öffentlechen Transport ass e ganz ganz wesentleche Schwéierpunkt. A puncto Verkéier kann den Undeel vum öffentleche Verkéier nëmmen op 25% gehuewe ginn, wa gläichzäiteg Restriktioune fir den Autosverkéier kommen.

Et gëtt och ënner anerem virgeschloen, schonn am IVL an och elo an deem neien Aktiounsplang, eng restriktiv Parkraumpolitik ze maachen. Dobäi komme Verbesserunge fir de Foussgänger an de Vëlosfuerer, well zu Lëtzebuerg ganz vill kuerz Weeër ebe mam Auto zréckgeluecht ginn. Derbäi kënnt, dat wësst Der, déi extrem héich Motorisiérung zu Lëtzebuerg, déi Problemer schaaft, respektiv d'Erkenntnis, datt d'Grondstruktur vun engem attraktiven öffentleche Verkéier muss um Schinneverkéier baséieren.

Zënter der Virstellung vum IVL virun zwee Joer, gëtt et dann elo - ech hunn et scho gesot - en éischten Aktiounsplang am Kontext Kyoto, dee sech genau där do Problematik unhëlt, mat ënner anerem der Approche vun der Regierung fir der Promotioun vum öffentlechen Transport vis-à-vis vum Stroossebau absolut Prioritéit ze ginn, mat ënner anerem 3 Milliarden Euro Investissementer bis d'Joer 2020, oder och d'Eropsetze vun der Autossteier respektiv d'Erhéijung vun den Accisen um Sprit.

Zum Plan sectoriel „Transports" selwer wëll ech nach soen, datt - de Minister huet et ernimmt - zwee Joer virun der lafender Legislaturperiod ugefaange gouf; an domat si si och am wäitste fort. Spéitstens am éischte Semester 2007 soll en da virleien. Mir hunn e Kapitel, wat sech mat der Groussregioun befaasst, en anert mat dem Impakt vum iwwerregionalen an dem nationalen Transport op d'Lëtzebuerger Land. En anert Kapitel behandelt déi multimodal Plattformen, wou de Lien gemaach gëtt zwëschent de Projete vun der Stad Lëtzebuerg an aneren Transportprojeten - et ass vum Minister scho gesot ginn - um Niveau vun de Gares périphériques, der Gare centrale an och de Garë wéi Belval, Esch-Uelzecht oder Ettelbréck.

An dann ass en anere wichtege Volet dee vun der Mobilité douce, dem net motoriséierten Trafic. Hei sollen d'Prinzipien an de Plan sectoriel opgeholl ginn, déi souwuel op regionalem wéi och op lokalem Niveau en Afloss hunn, eben och, d'Thema ass hei, d'Verbindung vu lokalen an nationale Vëlosweeër. Eng grouss Schwieregkeet stellt an deem Domän hei d'Erausfuerderung duer, natierlech, d'Schinnennetz optimal mam d'Stroossennetz ze verbannen.

Här President, den IVL brécht zum Beispill och eng Lanz fir eng Verdichtung vun eise Bauten. D'Baudichten an eisem Land sinn am Verglach mam Ausland nach ëmmer relativ niddereg. Eis zukünfteg Siedlungsentwécklung muss verstäerkt un d'Infrastrukturen am öffentlechen Transport ausgeriicht ginn. An dat fänkt scho bei der Ausweisung vun neiem Bauland a vun neien Aktivitéiten un. An dëst, mengen ech, ass e wesentleche Kritär, dee bei der Ëmsetzung vum IVL spille muss.

Domat och nach e Wuert zum Plan sectoriel „Logement". Dëse Plang gëtt zesumme mam Ministère du Logement an dem Ministère de l'Aménagement du Territoire ausgeschafft. An éischten Aarbechtsversammlungen, krute mer gesot, goufen dräi Modulë festgeluecht, déi sech un enger Etüd vun 1991 mam Titel „Untersuchungen zum Wohnungswesen in Luxemburg" orientéieren. De Module A mat der sou genannter „Wohnbedarfsprognose" ass aktualiséiert gi mat engem Pronostic fir d'Joer 2020.

En zweete Volet befaasst sech mam Wunnengsbauprogramm. Do gi virun allem d'Froe gestallt: Wat sinn déi regional Bedürfnisser am Wunnengsbau? Wéi hunn dës Besoinë sech an deene leschte Jore gewisen an a wéi eng Richtung muss ee plangen?

De Programm baséiert sech och op d'Donnéeën an op d'Objektiver vum IVL, haaptsächlech fir dat, wat d'Verstäerkung vun den CDAen, déi och schonn ugeschwat goufen, duerstellt. Zu dësem Volet ginn och Pilotprojeten aus dem Ausland analyséiert, fir dem Public nei Wunnengsformen - an dat ass, mengen ech, eng ganz flott Saach - am ländleche Raum virzestellen.

De Knackpunkt vum Plan sectoriel „Logement" besteet dann doranner erauszefannen, wéi een déi erhuewe Resultater mam IVL-Konzept koordinéiere kann. Donieft mussen d'Resultater och nach mam Plan sectoriel „Transports" harmoniséiert ginn.

Dann ee Wuert zum Module C, dee sech mat der Typologie vun de Gemenge beschäftegt. Hei gëtt natierlech d'Densitéit gekuckt, d'Form, den Niveau vum Wunnengsbau.

D'Regierung huet am Kader vun der Virstellung vun den neien Hëllefe fir d'Schafe vu Wunnraum leschte Méindeg duerch den zoustännege Minister däitlech gemaach, datt se an dësem enorm wichtege Beräich nei Weeër goe wëllt - ech erënneren dorunner. An dësem Zesummenhang passen dës Mesurë fir Wunnengsbauprojetë selbstverständlech an déi Problematik vum Wunnengsbau. 4.500 Euro respektiv 6.750 Euro pro Awunner fir d'Gemengen, déi IVL-konform sinn; Ënnerstëtzung mat der Viraussetzung, datt d'Baudicht 25 Wunnenge pro Hektar ausmécht.

Da begréisse mir och, datt am Kontext Baulandspekulatioun eng Virgab gemaach ginn ass, d'Méiglechkeet fir d'Gemengen eng Tax ze erhiewen, wann een Terrain während dräi Joer broochlouch. Ech erënneren op dëser Plaz, dat ass eng Aart ceterum censeo, datt mer schonns 2003 eng Motioun hei gestëmmt hunn, fir eng Reform vun der Grondsteier,…

(Interruption)

…déi nach ëmmer op sech waarde léisst. Och iwwert déi Reform hätt een d'Méiglechkeet kritt, fir d'Baulandspekulatioun erofzedrécken.

Ech wollt dann och dem Minister déi Fro stellen, quitte datt déi deel-

weis scho virdru beäntwert gouf: Et ass jo dann esou, datt déi 6.750 Euro fléisse fir Gemengen, déi IVL-kompatibel sinn. Ech wollt wëssen, ob et keng weider Kritären da géife fir déi Gemengen, déi eben net als IVL-kompatibel gëllen, déi 4.500 Euro kréie sollen, also Kritären am Kontext Aménagement du Territoire.

Här President, eng aner Fro: Wou schaffe mer an Zukunft zu Lëtzebuerg? Dorop soll de Plan sectoriel vun de Zones d'activités eng Äntwert ginn. Dëse Plang gesäit véier grouss Bléck vir. Ech ginn net an den Detail an. Just esou vill, datt op der Basis vun den PAGen - an dat ass wichteg, well d'PAGen an där neier Philosophie jo déi Méiglechkeet virginn - en Inventaire vu sämtlech existéierende Fläche fir Aktivitéitszone gemaach gëtt, also national, regional an och kommunal Zonen. Mat der Ënnerstëtzung vum Statec ginn dann Donnéeën zu den Aarbechtsplazen, déi mat de Zones d'activités zesummenhänken, aktualiséiert.

En zweete Block besteet aus der Auswäertung vun ebe genau deenen Donnéeën do. Och hei erëm d'Froestellung: Wéi eng Surfacë gi benotzt a wéi eng sinn disponibel? Wou leie se? Leie se op deenen, ech soen emol, adequate Plazen, am Sënn IVL? An ëm wéi een Typ vu Surfacen handelt et sech do? D'Analys wäert och de Volet vun de Steierrecetten do berücksichtegen, a kucke wéi eng Zone d'activités steierlech am rentabelsten ass.

An enger drëtter Phas ginn déi wirtschaftlech Tendenzen an Noutwendegkeete festgeluecht mat Froe wéi: Wat brauche mer fir kompetitiv ze sinn? Respektiv: Ass eng Konkurrenz tëschent de Gemengen, wat den ICC betrëfft, nach néideg?

Véiertens, an engem leschte Block soll dann och entspriechend e Plang ausgeschafft ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Vläicht nach zwou, dräi Remarquen zu deem Plan sectoriel. Vu datt eis Ekonomie sech ëmmer méi a Richtung Déngschtleeschtungssecteur entwéckelt, sollen d'Zones d'activités net nëmme fir Industrie a Commerce genotzt ginn, mä eben och fir eng Utilisation mixte do virgesinn.

Dann, wat déi nei Flächen ugeet, gëtt gekuckt, datt se de Mobilitéits- an och Aktivitéitskritären entspriechen. An doriwwer eraus, e wichtege Punkt a mengen Aen, solle verschidden eventuell géigeleefeg Intérêtë vun dem Environnement an dem Wirtschaftssecteur matenee considéréiert ginn an e Kompromëss iwwert d'wichteg Surfacen och fonnt ginn.

Dat Argument bréngt mech dann op deen nächste Plan sectoriel, nämlech dee vum Schutz vun de grousse Landschaftsensemblen zu Lëtzebuerg. Dëse Plang muss fir d'éischt an Aklang bruecht ginn, selbstverständlech, mam neien Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004, dat eben d'Opsetze vun engem nationale Plang - Dir wësst jo, dat ass nei - zum Schutz vun der Natur an de Landschafte virgesäit. Dëse Plang soll - et ass virgesinn am Hierscht vun dësem Joer - virgestallt ginn an national Schutzzonen och do ausweisen.

Dëse Plan sectoriel soll selbstverständlech net d'Naturschutzgesetz ersetzen, mä d'Lücken opfëllen an der Koordinatioun mam Aménagement du Territoire. Den Haaptakzent läit hei - et ass virdrun, mengen ech, scho gesot ginn - um Schutz vun de Landschaften, net a priori um Schutz vun der Natur.

D'Zil ass, bannen zwee bis zwee an engem hallwe Joer e Plan sectoriel auszeschaffen, deen op zwee wichtege Pilierë berout, nämlech deen op der Evaluatioun vun de Landschafte vum ganzen Territoire an - dat ass och e wichtege Punkt - op enger Vocation récréative vun eise Landschaften, déi mer an d'Fräizäitgestaltung mat abanne wëllen.

Här President, en vue vun 116 Gemengen an dësem Land an och am Kontext vun der ablacklecher raumgestalterescher Struktur zu Lëtzebuerg, war an ass et fir eis als CSV-Fraktioun kloer, datt een d'Ëmsetzung vum IVL muss differenzéiert kucken. Ech erënneren drun, datt och den IVL selwer dat suggéréiert huet, andeems datt en d'Land an dräi grouss raimlech Konzepter andeelt, an zwar déi ländlech geprägte Regiounen, déi sou genannte Landschaftsstad, an och d'Nordstad. Dernieft schwätze mer - an ech wollt och e Saz dozou soen - laut Programme directeur vu sechs Planungsregiounen, déi iwwert d'Land verdeelt ginn. Zu de Plans régionaux och vläicht just zwee, dräi Sätz.

D'Gesetz vun 1999 gëtt do relativ wéineg Prezisiounen a weist op e Reglement hin, wat et awer nach net gëtt. An de leschte Jore sinn awer um Terrain eng Rei Saache geschitt, notamment am Süde vun eisem Land, mam Pro-Sud, dann éischt Démarchen. Net méi spéit wéi muer ass eng éischt Réunioun an der Regioun Nordwesten, Réidener Kanton an Naturpark Uewersauer plus Wolz a Géisdref. An an deene Pläng solle selbstverständlech, dat ass kloer, d'Charakteristike vun där jeeweileger Regioun besonnesch ervirgehoff ginn, an déi regional wichteg Domänen am Plan régional sinn an dräi Voleten opgedeelt, nämlech d'Siedlungsentwécklung, d'Natur an d'Landschaften an drëttens d'Infrastrukturen, woubäi natierlech den Haaptakzent och hei um Stroossen- an um Schinneverkéier läit.

A puncto Règlement grand-ducal gëtt de Plan régional an Zukunft op dräi Niveauen ausgeschafft: déi méi raimlech Visioun; dann dee juristesch noutwendegen Deel, deen ënnersträicht, datt e Regionalplang net déiselweicht Prezisioun wäert hu wéi e PAG, dat ass logesch; an drëttens och d'Ausschaffung vun enger gewëssener Zuel vu regional bedeitende Projeten.

Här President, wat elo d'Aarbechte vun eiser Kommissioun ubelaangt, hu mer de Bilan plans régionaux, plans sectoriels, dee mer vu Säite vum Ministère gemaach kruten, unhand vu sechs Stéchwierder, vu sechs Themeberäicher analyséiert, a gläichzäiteg gouf opgrond vun deenen haaptsächlech sechs Punkten do an op Wonsch vun de Kommissiounsmemberen eng Motioun ausgeschafft, déi ech heimat déposéieren an och kuerz virstelle wëll.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est nécessaire d'associer les communes à la mise en œuvre de l'IVL („Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept"), notamment au niveau des plans sectoriels, et qu'il est indispensable de sensibiliser et de conseiller les représentants communaux dans le domaine de l'aménagement et du développement du territoire;

- considérant qu'il est essentiel pour le bon développement des régions de disposer du personnel professionnel formé de manière à faire bénéficier les régions de leur savoir-faire spécifique dans le domaine de l'aménagement du territoire au niveau national et européen;

- considérant qu'il est important de disposer de structures régionales performantes subventionnées du moins en partie par des fonds régionaux;

- considérant qu'il est nécessaire d'optimiser la coordination et coopération interministérielle dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs sectoriels;

invite le Gouvernement

- à développer des stratégies de consultation et d'information informelles permettant de mieux informer et conseiller les communes en ce qui concerne la mise en œuvre du programme directeur et de l'IVL à l'échelle régionale voire locale;

- à organiser des réunions informelles de manière à informer les communes et régions ainsi que la société civile en fonction de l'avancement des planifications sur les orientations et les conclusions des plans directeurs sectoriels préalablement au lancement de la procédure de consultation formelle prévue par la loi;

- à promouvoir la coopération et la coordination régionale par la création d'un fonds régional et en soutenant les régions d'aménagement à se doter de structures de coopération et de management régional efficaces en se basant sur les entités existantes comme les syndicats régionaux à vocation multiple (Syndicat Pro-Sud, Syndicat „Réidener Kanton", Parcs Naturels, e.a.) ou sur l'idée des «Établissements publics de coordination régionale»;

- à soumettre au Parlement le «Cadre de Référence Stratégique National» en matière d'aides communautaires avant sa communication à la Commission européenne en juillet 2006, de manière à optimiser les moyens d'action régionaux;

- à renforcer davantage la coordination et coopération interministérielle dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs sectoriels;

- à assurer de manière conséquente l'intégration de la dimension territoriale dans toute décision stratégique nationale ayant un impact direct ou indirect sur l'organisation du territoire, notamment en ce qui concerne le logement, les zones d'activités, la préservation des grands ensembles paysagers et forestiers, les infrastructures publiques et les transports;

- à réformer la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire de manière à permettre une meilleure articulation entre les différents niveaux de planification lors de l'établissement des différents plans.

(s.) Marco Schank, Alex Bodry, Emile Calmes, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, Camille Gira.

M. le Président.- Merci.

M. Marco Schank *(CSV).*- Fir d'éischt e Sujet, deen d'Gemenge scho laang interesséiert, deen d'Regioune laang interesséiert, dat ass de sou genannte Fonds régional, deen dann och definitiv zënter zwee Joer am Regierungsprogramm figuréiert an deen och an de Concept intégratif fir eng territorial Reform, deen de Landesplanungs- an Innenminister viru kuerzem virgestallt huet an där Spezialkommissioun, opgeholl ginn ass.

An dëser Motioun erënnere mer drun, datt d'Schafe vun esou engem Regionalfong enorm wichteg ass fir d'Promotioun vun enger regionaler Kooperatioun an och Koordinatioun, dëst virun allem am Kontext fir d'Ënnerstëtzung vun de Planungsregiounen. An hei huet d'Kommissioun och däitlech gesot, datt een esou Strukture brauch, a mir hunn eis d'Fro natierlech gestallt, wéi déi regional Strukturen, déi den Haaptinterlocuteur vun der Regierung beim Ausschaffe vu Plans régionaux sinn, sollen ausgesinn.

An der Motioun si mer der Meenung, datt ee sech op bestehend Entitéite soll baséieren, zum Beispill de Pro-Sud, oder, ech hunn et virdru scho gesot, op ee Réidener Kanton, op Naturparken an aner Syndikaten, déi eng Vocation multiple hunn, respektiv op d'Iddi, déi vum zoustännege Minister koum, vun deene sou genannten EPCRen, d'Établissements Publics de Coordination Régionale, déi och am Kader vun deem Concept stratégique do ernimmt ginn.

Mir proposéieren dernieft d'Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du Territoire unzepassen, fir eng besser Artikulatioun tëschent de verschiddene Planungsniveauen. Ech mengen, dat ass wesentlech, wann elo déi verschidde Pläng opgestallt ginn, datt een net stänneg selwer do eng Brems ass, datt ee sech net selwer am Wee steet an entspriechend Bremsen entsti bei der Weiderëmsetzung vun de Pläng.

Zu enger effikasser Regionalentwécklung gehéiert ouni Zweifel och e professionelle regionale Management. En Dadda vun deene Leit, déi sech fir Regionalentwécklung an der Vergaangenheet agesat hunn. D'Virdeeler vun enger haaptamtlecher Betreiung leien op der Hand. Ech mengen, datt nëmmen esou wierklech professionell ka Regionalentwécklung gemaach ginn. Mir gesinn et um Beispill vun deene LEADER-Aktivitéiten a vun aneren Aktivitéiten iwwert déi lescht Joren. An esou regional Managerinnen a Manager hëllefen och - an dat hu mer och an der Vergaangenheet erlieft - op europäeschem Niveau, Weeër ze fannen, fir Fongen ze notzen, wou Suen disponibel si fir virun allem ländlech Regiounen.

Domat si mer am Kontext vun der regionaler Promotioun op europäeschem Niveau. Hei hu mer gemengt, datt méi Transparenz misst an Zukunft entstoen, fir datt d'Regiounen eben déi besoten europäesch Fonge besser notze kënnten. D'Regierung ass an dësem Beräich amgaang, eng Strategie auszeschaffen, dee sou genannte Cadre de Référence Stratégique National, deen der Europäescher Kommissioun bis Juli 2006 muss virgeluecht ginn, a mir froen an der Motioun, datt d'Chamber virdrun Ableck an dëse Pabeier ka kréien.

Dee wichtegste Punkt, dee mer an der Kommissioun diskutéiert hunn an deem mer e ganz grousse Poids an der Motioun ginn, dat ass dee fir d'Gemenge beim Ausschaffe vun deene sëlleche Pläng, besonnesch de Plans sectoriels respektiv dem Ëmsetze vum IVL, ze associéieren. Net nëmmen, datt d'Gemenge solle sensibiliséiert gi fir d'Virdeeler vun enger regionaler Zesummenaarbecht, net nëmmen, datt se sollen informéiert ginn iwwert de Fortgang vun der Planung, mä virun allem och, datt se berode ginn, wa se selwer amgaang sinn - an dat wäert elo dann och de Fall sinn -, verstäerkt Projeten am Wunnengsbau ze realiséieren, Zones d'activités eventuell auszeschaffen oder wëllen ausschaffen. Alles dat, mengen ech, spillt eng Roll am Kontext och vis-à-vis vun der paralleller Ausschaffung vun deene Pläng.

Well a ville Gemengen dat lescht Joer, den 9. Oktober, nei Leit an d'Gemenge gewielt goufen, déi deelweis kaum mam Sujet Aménagement du Territoire konfrontéiert goufen, wëllen déi Responsabel vum Ministère - an dat fannen ech eng gutt Saach - an de kommende Méint an déi sechs Planungsregioune goen, fir um Terrain gewëssermoossen Opklärungsaarbecht ze maachen. Déi Iddi ass an eiser Kommissioun gebuer ginn. Ech froe mech och, ob et net vläicht wéinst der Visibilitéit gutt wier, wann een eng konkret Ulafstell hätt vis-à-vis vun de Gemengen, fir deene Besoinen un Informatioun, u Berodung kënnen ze entspriechen.

Da wollt ech och soen, datt d'Acteuren um nationalen Niveau - d'Société civile, besonnesch awer d'Gemengen - net däerfen den Androck kréien, datt se et mat enger Landesplanung ze dinn hätten, déi vun uewen erof geschitt. Ech mengen, datt Partnerschaft hei d'Zauberformel ka sinn. An deem Kontext wëll ech op ee spezielle Problem hiweisen:

Am Lëtzebuerger Planungssystem hunn d'Gemenge jo gewëssermoosse Planungshoheit. Ëmsou méi ass eng Verzahnung an der Planung tëschent Gemengen, Regiounen a Stat enorm wichteg, wéi et zum Beispill dat neit Bebauungsgesetz virgesäit, wou an der Étude préparatoire virgesinn ass, datt ee muss nationalen a regionale Komponente Rechnung droen.

An deem Kontext wollt ech och e Problem ernimmen, dee mer an der Kommissioun kuerz ugeschwat hunn, dat ass dee vum zäitlechen Auserneendrifte vun Theorie a Praxis. Mir wëssen, datt een déi Pläng net vun haut op muer realiséiere kann. De Minister huet et gesot: Bis d'Joer 2008 wäert et daueren, ausser dem Plan sectoriel „Transports", deen éischter fäerdeg ass, bis déi Pläng virleien.

De Moment gëtt et awer, Dir wësst dat, enorm vill Gemengen, déi en neie PAG wëllen opstellen. Opgrond vun deenen neien…

Plusieurs voix.- Mussen! Mussen!

M. Marco Schank *(CSV).*- …mussen opstellen. Bon, si kënnte jo och nach waarden, mä si mussen et an deenen nächste Jore maachen iwwert dat Gesetz vum Aménagement communal. Do wier et natierlech sënnvoll, wa se deen noutwendege regionale Kader scho wéissten, wa se déi PAGen opstellen.

A grad do ass jo am Fong, dat ass eng nei a wichteg Errungenschaft vum Gesetz vun 2004 respektiv 2005, datt, ech hunn et scho gesot, national, regional Iwwerleeunge mussen an déi PAGen afléissen. Dat ass awer kee Virworf un den zoustännege Ministère, well ech weess, datt se mat enger ganz dënner Personaldecke musse schaffen. Si maachen dat mat deene wéinege Leit, déi se hunn, extrem gutt. Perséinlech sinn ech duerfir der Meenung, datt grad dëse Schlësselministère méi Leit misst kréien, fir dës Aarbecht an Zukunft verstäerkt ze maachen.

Wichteg wier et awer och, datt duerch eng verstäerkt Bedeelegung vun de Gemenge laangfristeg Konzepter a Projeten elo schonns hiren Nidderschlag an deenen neie PAGen an domat an der aktueller Politik géife fannen.

Just ee Saz och zu deem Pabeier vum Mouvement écologique vum leschte Méindeg. An engem Punkt ginn ech hinne Recht, wou se soen, datt Akzeptanz fir Projeten doduerch entsteet, wann ee Leit participéiere léisst. Derbäi kënnt a mengen Aen, datt d'Bedeelegung vun allen Acteuren och d'Viraussetzung verbessert, datt d'sektoriell Pläng, wa se da fäerdeg sinn, wa se Force de loi kréien, och an der Breet vun de Gemenge respektiv de Regioune matgedroe ginn. Ech mengen och, datt grad duerch konkret Projeten, wéi se elo am Wunnengsbau ugeduecht sinn, d'Gemenge fir eng Planung iwwer hiren Tellerrand eraus an domat fir d'regional Zesummenaarbecht ze gewanne sinn. Dat weist sech och duerch dat positiivt Ophuele vun de Gemengen insgesamt, wat déi Wunnengsbaumoossnamen do ubelaangt.

E weidere positiven Aspekt a mengen Ae vun enger staarker Partizipatioun vun de Gemengen un der Regionalplanung an um IVL-Prozess dréckt, mengen ech, d'Gemengen éischter positiverweis a Richtung vu Gemengefusiounen, an ech mengen, datt se och op déi Manéier léieren, datt dann an Zukunft méi effikass ka geschafft ginn.

Här President, ech erënneren drun, datt d'Experten am Kader vum Ausschaffe vum IVL - ech erënnere

mech dorunner - virun zwee Joer drop higewisen hunn, datt et ganz wichteg schéngt, zwou Saachen ze berücksichtegen. Engersäits muss d'Kooperatioun tëschent de Ministèrë verstäerkt ginn, an anerersäits muss d'Kommunikatioun mat der Öffentlechkeet verdéift ginn, well dëst essentiel wier fir e Succès vun deem ganze Prozess.

An der Motioun weise mer genee op dee Punkt vun der interministerieller Kooperatioun a Koordinatioun beim Ausschaffe vun de Pläng hin, well mer an der Kommissioun awer e bëssen eraushéieren hu vun de Mataarbechter vum Aménagement du Territoire, datt grad dës esou noutwendeg Zesummenaarbecht net ëmmer ganz einfach ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Preparéiere vun der IVL-Debatt an der Intérieurskommissioun; zweetens d'Réforme territoriale an der Spezialkommissioun mat am Moment den Diskussiounen iwwert d'Kompetenzopdeelung Stat/Gemengen; drëttens d'Presentéiere vun de sëlleche Mesuren am Kontext Wunnengsbau; véiertens d'Virstellung vun de Mesuren am Transportberäich am Kader vum éischten Aktiounsplang Kyoto; fënneftens d'Gemengen, déi hir PAGen nei maachen; sechstens d'Ausschafung eben elo vun de sektorielle Pläng an och no an no vun de Regionalpläng - alles dat muss au fur et à mesure matenee vernetzt ginn.

Domat wollt ech zum Schluss ënnersträichen, datt mer eng Strategie brauche vum zäitlech Openeen-Ofstëmme vun deene verschiddene Prozesser, dann och eng Strategie vu Verzahnung vun deene sektorielle Mesuren, a virun allem de sektorielle Pläng, fir eng wierksam an integréiert Ëmsetzung vum IVL an domat Lëtzebuerg fir déi nächst Jorzéngte fit ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Här Schank, ech maachen Iech drop opmierksam, datt eng Ënnerschrëft feelt.

(Interruption)

Merci.

Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de kuerze schréftleche Rapport vum Här Schank - fir deen ech e wëll félicitéieren, well en zum Schluss dach awer, mengen ech, alles op de Punkt bréngt - zitt eng fir de Minister dach awer zimlech negativ Bilanz iwwert den Ëmsetzungsprozess vum IVL, op d'mannst wat d'Erstelle vun de véier sektorielle Pläng ugeet. Dat zwee Joer nom éischten Débat doriwwer hei an der Chamber, entgéint deem, wat den deemolegen Innenminister gesot huet, nämlech datt déi Äntwerten op déi vill Froen, déi deemools den 22. Abrëll 2004 gestallt gi sinn, awer och net eréischt an dräi bis véier Joer komme kënnen.

De Rapport wërft a sech nei Froen an nei Problemer op, wéi mer sollen oder hätte solle virgoen. E liwwert nach ëmmer keng praktesch inhaltlech Äntwerten, an an enger Motioun, déi ech dach als relativ kritesch betruechten, ginn awer Äntwerten organisationeller oder prozeduraler Natur ginn. De Rapport a sech selwer verléiert och kee Wuert driwwer, wéi soss am Allgemengen d'Iddië vum IVL, dee bis elo jo nach ëmmer keng legislativ Basis huet, vun deene verschiddene Regierungsmembere berücksichtegt gi sinn.

An der Press de Moie konnt een allerdéngs liesen, datt et domat net déck steet, an elo de Mëtteg ass d'Sonn awer e bëssen opgaang. Finalement kann een alles am IVL ënnerdaach kréien!

Am Allgemengen huet een d'Impressioun, datt - Wéi soll ech soen? - den IVL dem Usproch vu sengem visionäre Charakter iergendwou net méi gerecht gëtt. Et gëtt net méi dat Ganzt gekuckt, mä et verléiert ee sech an deene prozeduralen Detailer, de Rivalitéiten tëschent de Ministèren a leschten Enns och tëschent de Ministeren.

De flotte sëffegen Humpen, dee mer virun zwee Joer zerwéiert kritt hunn, deen déi eng wollten direkt genéissen, déi aner am léifsten awer ex gedronk hätten, ass verläscht an elo wëllt keen e méi esou richteg, an e gëtt vu jidderengem stoe gelooss. Ech hoffe just, datt en net ausgeschott gëtt, dofir wier en awer ze schued.

Den Här Juncker seet an der Ried zur Lag vun der Natioun, awer och nëmmen esou niewebäi, datt et den IVL nach ëmmer gëtt. Den Här Lux schéngt Gefalen un dësem IVL fonnt ze hunn; fir den Här Boden ass den IVL keng Bibel, wat en och net ass; den Här Krecké gesäit mat dem IVL alles net esou enk, an den Här Wolter selbstverständlech wëllt natierlech säi Bëbee, deen en als Nach-Minister op d'Welt gesat huet, net opginn, an ackert dofir monter schéi virun an der IVL-Kommissioun bis, der Spezialkommissioun iwwert d'Réorganisation territoriale, wou sech natierlech d'Fro gestallt gëtt, wat de Stat an d'Gemengen an Zukunft kënnen, sollen, däerfe maachen.

Ee Sujet, deen och zum IVL gehéiert, ass: Et stellt sech d'Fro, ob den IVL gläich Réforme territoriale ass, oder ob den IVL an d'Réforme territoriale nach eppes ganz Verschiddenes sinn.

Eng Fro, déi ëmmer erëm gestallt gëtt, ass déi, ob déi 116 Gemengen déi gëeegent Strukturen hunn oder sinn, fir den IVL unzegoen, an dat ëmzesetzen, fir dat si zoustänneg sinn, mam Zil, wéi am Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative am Grand-Duché virgesinn, Gemengen ze fusionéieren, an dat ass awer alles anescht wéi vun haut op muer ze realiséieren. Nach ni ass sech d'Fro a sech gestallt ginn, ob de Stat oder méi speziell d'Regierung da gutt strukturéiert ass, fir den IVL unzegoen.

Hu mer net ze vill Ministeren an ze mann Statssekretären? Mussen net eng Partie Ministèren zesummegeluecht ginn an/oder anerer ofgeschaf ginn, oder neier bäikommen?

Mir stellen eis och d'Fro net, ob d'Administratioune richteg outilléiert sinn, fir déi Aufgaben hei unzegoen. Mä IVL an territorial Reform hin oder hier, mir brauchen d'Äntwerten, fir ze definéieren, wéi mer muer an dësem Land liewe wëllen a kënnen.

Dofir muss een e Bléck fir dat Ganzt erëmkréien, a vläicht emol méi bescheiden usetzen, fir dann eppes méi Grousses an Ugréff ze huelen. Konkret Projeten um Terrain bréngen an der Praxis oft méi wéi theoretescht Geplänkels. Et huet een d'Impressioun heiansdo, speziell an der Spezialkommissioun, mir géife wëllen alles matenee léisen. Mir sollen eis ëmmer drun erënneren, datt Roum och net an engem Dag gebaut ginn ass, a loosse mer och net vergiessen: Qui trop embrasse mal étreint.

Dofir kann de Bilan, dee mer haut maachen, och keen iwwert déi inhaltlech Wäerter sinn, mä eng Diskussioun doriwwer, wéi mer wat, mat wiem, wéini eppes Konkretes kënnen erstellen, an d'Motioun seet deem Minister dann, wat ee soll maachen oder villméi, wat ee vläicht och hätt solle maachen.

De Rapport ass haaptsächlech e Résumé vun de Schwieregkeeten, déi envisagéiert sektoriell Pläng ze erstellen. Déi meescht sektoriell Pläng stinn nach - an dat ernimmt de Rapporteur ganz richteg - an de Kannerschong. Bei deenen engen ass den interministerielle Grupp nach net zesummegestallt, anerer beroden, wéi se prozedural virgoe sollen, an iwwerhaapt, wéi esou e sektorielle Plang ausgesi soll. Wat ass säin Opbau, wat kënnt dran, wat kënnt an dee jeeweilege Règlement grand-ducal? Froen iwwer Froen, déi eng Äntwert verlaangen, awer keng erginn.

Elo zwee Joer nom Virstelle vum IVL muss ech iwwerhaapt d'Fro stellen, ob mer dann den IVL op der Schinn hunn oder net, fir deem, wat dee fréieren Innenminister gesot huet, gerecht ze ginn.

Da gëtt och vun de Schwieregkeete geschwat - et ass schonn hei ernimmt ginn -, déi um Niveau vun der Zesummenaarbecht zwëschent de Ministèrë bestinn. Dat ass d'ailleurs och den Haaptgrond oder d'Haaptargument, fir d'Gemengen net an d'Aarbechte mat anzeschléissen. „Bleift elo emol wann ech glift e bëssen ewech, mir ginn ënner eis selwer net eens." Dat ass de Motto. Dat kann et, mengen ech, awer net ginn, fir d'Zukunft vun dësem Land hei ze organiséieren.

An duerfir weist de Rapport zu Recht zum Schluss drop hin, datt mer säit 1999 e Landesplanungsgesetz hunn, wat awer net ëmgesat ass a wat Regionalpläng virgesäit, déi vun interkommunale Syndikater hätte sollen erstallt ginn. De Rapport weist awer och um Enn op den Interface vun de regionale Pläng an de sektorielle Pläng hin, schwätzt vu Fonds régional, vun engem Manager régional, vu grenziwwerschreidender Kooperatioun, a finalement vun der Association des communes, Här Schank, an net vu Fusiounen.

Ech freeë mech, datt mer elo an eiser Regioun - an den Här Schank, de Rapporteur, huet dat schonn hei ernimmt -, der Regioun Nordwesten, endlech do ukommen, esou e Regionalplang unzegoen. Ech si frou, datt déi erausgesicht ginn ass. Bei eis ass dat och méi einfach ze realiséieren, well an der Vergaangenheet de Syndikat vum Réidener Kanton, grad wéi och de Syndikat vum Naturpark, den IVL schonn zënter 15 Joer applizéieren, ouni dat ze brauchen. Datt et méiglech ass mat de Gemengen dat Ganzt zesummen ze maachen, hunn déi do alleguer bewisen, ganz am Sënn vun deem, wat schonn am Plan d'aménagement général du territoire virgesi war.

Duerfir, mengen ech, muss een, ier een d'Entwécklungstheorie IVL, wéi den Här Wolter den IVL deemols genannt huet, ëmsetzt, d'Landesplanungstheorie ëmsetzen, an déi virgesinne Regioune mat deenen néidege Strukture schafen, an déi, déi um Terrain schaffen, mat abannen, dësen déi néideg Leit an déi néideg Finanzen zur Verfügung stellen, an urappe mat schaffen, anstatt sech an neien theoretesche Verfassungen ze verrennen, déi kaum eng Akzeptanz kënne kréien, wa se net mat de Leit um Terrain ausgeschafft ginn.

Ech mengen, mir musse méi Demokratie an dat Spill hei erabrénge wéi Technokratie. Den IVL muss endlech eng politesch Legitimatioun kréien. D'Planwirtschaft vun uewen erof huet meeschtens keen Erfolleg, an et ass nach net esou laang hier, datt d'Faillite vum Sozialismus eis dat bewisen huet. An et ass dat jo och, wat d'Motioun zum Ausdrock bréngt, déi seet, op Grond vun der aktueller Virgoensweis d'Gemengen net vun Ufank u mat anzebannen, well dat iergendwéi net géif goen, well d'Gemengen net kompetent wieren - an dat seet den Här Schank selwer -, d'Päerd vun hanne gesuedelt gi wier. Ee Päerd, wou ech d'Impressioun hunn, wat scho ferm amgaang ass ze hippen, a wat riskéiert no relativ kuerzer Zäit op der Plaz ze trëppelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dir ditt Iech ganz sécher net besser, wann d'Gemengen ausgeschloss ginn. D'Gemengesyndikater fonctionnéiere gutt an hunn op ville Plazen eng Virreiderroll gespillt, wat d'Kollaboratioun vun de Gemengen ubelaangt. Et soll ee pragmatesch an där Richtung virufueren, d'Projeten op deem Niveau sech realiséiere loossen an ënnerstëtzen. Dat bedéngt natierlech och e Reforméiere vum Gesetz iwwert d'Gemengesyndikater. An do sollen och dann endlech déi regional Fongen agesat ginn an deementspriechend opgestockt ginn, fir dat do ze ënnerstëtzen.

Dofir, mengen ech, solle mer dach och endlech ophalen d'Gemengen op de Mordjëss wëllen ze fusionéieren oder ze „communautiséieren" - wéi dat neit Wuert ass -, wou dach schonn esou vill Gemengen op allen Niveauen an alle Beräicher zesummeschaffen.

„IVL ass en Zauberwuert mat dräi Buschtawen", ass emol gesot ginn. Sécher ass et dat net. Et ass och net de Witz vum Jorhonnert, wéi viru kuerzem den Titel vun engem Lieserbréif am „Wort" war. Mä IVL steet effektiv fir „Integrativ", dat heescht d'Noutwendegkeet an Zukunft eng Partie Saachen net méi jiddfereen aus sengem Eck eraus unzegoen, mä gemeinsam ze gestalten. Dat heescht, wéi mer zesumme wëlle liewen, schaffen an eis bewegen, net méi aus renger Landesplanungstheorie - Awer och! -, mä aus enger Entwécklungstheorie eraus. Dat ass natierlech méi séier gesot wéi gemaach.

D'Tatsaach aus der Theorie, den Noute Musek ze maachen, erweist sech dann och als relativ schwiereg. Dat seet op d'mannst de Rapport. An déi zoustänneg Motioun invitéiert d'Regierung hei Remedur ze schafen. Duerfir kënne mer déi Motioun och hei ënnerstëtzen, Här President.

D'Fro bleift, ob déi Responsabel, an dat ass sécher den Innenminister net eleng, d'Ambitiounen, de Wëllen hunn déi getréppelt Pied ze verloossen an dat, wat den IVL erfuerdert, ze realiséieren. An der Zwëschenzäit huet den IVL schonns e puer Joreszäite matgemaach, e schéngt awer d'Fréijoer net esou richteg wëllen ze erliewen. Loosse mer hoffen, datt de Summer fir den IVL besser gëtt wéi d'Fréijoer.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry. Den Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet sech ouni Zweifel vill virgeholl am Beräich Landesplanung. Hire Programm weist dat aus. An och wann déi eigentlech öffentlech Debatt, d'Leit dobaussen, bis elo wéineg ugelaf ass wat den IVL ugeet, kann een op jidde Fall der Regierung, dem zoustännege Minister an och senge Mataarbechter hei bescheinegen, dass se behäerzt un hir Aufgab erugaange sinn an deene knapp zwee Joer, zënter dass déi nei Regierung a Funktioun ass.

Den IVL ass e politescht Dokument. Et ass eng Prezisioun vum Programme directeur. Et weist konkret a ganz ville Beräicher aus, wéi d'Entwécklung an deene wesentleche Punkte vun der Besiedlung, vum Transport, vum Wunne soll ausgesinn an deenen nächste Joren hei zu Lëtzebuerg. Et ass allerdéngs en Dokument, iwwert dat ni ofgestëmmt ginn ass. Mir haten eng Debatt hei viru bal genau zwee Joer ouni Konklusiounen. Emol keng Motioun ass sengerzäit hei an der Chamber virgeluecht ginn, vu kenger vun de Fraktiounen.

Mä och wann déi Diskussioun iwwert den IVL eigentlech net richteg concluéiert ginn ass, mengen ech, ass et jo och esou, dass d'Landesplanung e Prozess ass an ni mat engem Dokument ophält, mä dass een ëmmer erëm muss Adaptatioune maachen, ëmmer erëm muss nei Daten erafidderen, fir esou eng méiglechst prezis Virausso kënnen ze maachen, wéi d'Entwécklung geet. An entweder dann déi Entwécklung stäerken, ofschwächen oder steieren an deenen eenzelne Beräicher, jee nodeem ob se an d'Gesamtkonzept vun der Entwécklung vum Land erapasst.

Et ass fir mech also keen Drama, dass dat esou ass. Et bleift awer, dass sécherlech och dobaussen nach e groussen Informatiounsdefizit eigentlech besteet iwwert d'Landesplanung, iwwert d'Objektiver vun der Landesplanung an och iwwert den IVL. All déi Punkten, elo prezis déi iwwer sektoriell Planungen, sollen an deenen nächste Léisungen dann och konkret a rechtlech verbindlech zu engem Deel geregelt ginn.

Et ass also do, wou mer mussen upaken, nieft där gudder Aarbecht, déi, mengen ech, an den zoustännegen Officinë vun der Regierung geleescht gëtt. An Zesummenaarbecht och mat externen Experten ass et wichteg, dass mer et elo fäerdeg bréngen déi Diskussioun do aus deem méi klenge Krees vun den Eingeweiten erauszekréien, a wierklech iwwert den interministeriellen Niveau eraus, iwwert déi Debatten, déi mer och an enger Chamber hunn, eraus, eigentlech un d'Acteuren um Terrain ze kréien. Well et si si, déi herno och d'Haaptresponsabilitéit hunn an der Ëmsetzung vun deene Projeten aus deene Planungen do. Duerfir ass et wichteg si och ganz fréi an de Planungsprozess selwer, an net nëmmen an d'Ausféierung vun deene Planungen, mat anzebezéien.

Ech mengen, dës Aktioun ronderëm déi nei Pläng, déi an Ausaarbechtung sinn, déi schreift sech an an eng fortschreitend Unerkennung eigentlech vun der Landesplanung hei zu Lëtzebuerg. De Marco Schank huet e puer Etappe schonn opgewisen. D'Landesplanung, déi um Pabeier zënter Mëtt de 70er Joren hei zu Lëtzebuerg besteet, mä déi eigentlech awer eréischt an den 90er Joren ugefaangen huet e bësse Konsistenz ze kréien, an déi an deene leschte Joren och politesch méi staark gedroe ginn ass vu breede Kräften hei am Land. Dat ass sécher eng ganz positiv Entwécklung an deem dote Sënn.

Ech wëll un d'Gesetz iwwert d'Naturparken erënneren, wou erstmaleg d'Landesplanung konkret, mengen ech, eng wesentlech Kompetenz kritt huet. D'sektoriell Pläng iwwert déi Iwwerschwemmungsgebidder an de Joren 1996-1997, d'Landesplanungsgesetz vun 1999, d'Programmes directeurs 2003, IVL 2004, an dann och déi sektoriell Pläng „secondaires" gi se bezeechent, déi vun de Lycéeën, déi vun de Bauschuttdeponien, déi vun den Antennen am Mobilfunk. Alles dat si ganz wichteg Entwécklungen.

Et ass och, mengen ech, net vun ongefëier, dass sech eng kantonal a regional Zesummenaarbecht gemaach huet. Déi am Süden hunn ech selwer - fir d'éischt als Minister, duerno als Gemengeverantwortlechen - matbegleet. Dat ass e ganz laangwieregen an e schwierege Prozess dat do, dat ass selbstverständlech. Dat wiisst net vun haut op mar, wéi och d'Iddi vun den Naturparke ganz schwiereg ugelaf ass, an nëmme mat de Joren no an no gewuess ass, an d'Akzeptanz och um Terrain méi grouss ginn ass, esou dass haut awer déi doten Instrumenter net méi ewechzedenke sinn aus der politescher an der gesellschaftlecher Realitéit hei zu Lëtzebuerg.

D'Nordstad och, wou ech mat derbäi war déi éischt Sitzung, wou et emol schwiereg war iwwerhaapt e puer Leit vun de Gemengen op eng Sitzung ze kréien, wou elo awer och do, mengen ech, de Fonken iwwergesprong ass, an dass dat net nëmmen elo eng Iddi ass, déi vum Stat aus eigentlech, vu baussen eraus gefördert gëtt, mä déi awer och elo ugefaange gëtt gedroen ze gi vun de gesellschaftleche Kräften aus där Géigend selwer.

An dat ass jo, mengen ech, de wesentleche Punkt. Wann dat Ganzt e künstlechen Opbau ass, eng künstlech Struktur ass, déi u sech net gedroe gëtt vun der Regioun selwer, da muss dat e Fiasko ginn. Duerfir brauch ee selbstverständlech Zäit, mä et soll ee sech eigentlech net découragéiere loossen, och wann dat e bësse méi laang dauert. Och dat fannen ech eigentlech keen Drama, well, ech mengen, dass d'Précipitatioun an där heite Matière och eng schlecht Aart a Weis wär, fir un eng Planung erunzegoen.

Duerfir géif ech hei soen, dass et vläicht keen Drama ass, wann och deen een oder anere Plang vläicht e bësse méi lues virugeet. D'Haaptsaach ass, dass sech awer Zäit geholl gëtt fir mat alle relevante Kräften am Virfeld ze diskutéieren, nozelauschteren, och nei Iddië vläicht mat opzehuelen, ze erklären, ze consultéieren, fir dass herno d'Ëmsetzung ëmsou méi einfach gëtt, wann et dann ëm dat Praktescht an ëm dat Liewegt geet.

Wichteg ass et och, mengen ech - an do ass et d'Landesplanung jo net eleng, déi d'Aufgab huet fir prospektiv virzegoen -, dass mir hei d'Obligatioun hunn eis iwwert d'nohalteg Entwécklung Gedanken ze maachen. Et ass also och wichteg, dass déi Planungen hei an der enker Landesplanung, déi jo méi déi raimlech Komponent ze kucken huet, och ofgestëmmt gi mat aneren inhaltleche Froen, déi sech soss nach stellen.

An do si mer direkt am Beräich vun der nohalteger Entwécklung dran. Et ass also och wichteg an eisen Aen, dass ëmmer erëm betruecht gëtt, dass eigentlech op deeneselwechte Gronddate geschafft gëtt, dass mat deeneselwechten Zeenarioe versicht gëtt d'Entwécklung vun deenen nächste Joren ze plangen, an dass een och probéiert un deeneselwechten Objektiver ze schaffen an deenen eenzelne Planungen. Et ass immens wichteg, mengen ech, dass een dat ni aus den Ae verléiert.

Déi eenzel sektoriell Pläng, regional Pläng mussen natierlech ofgestëmmt ginn am Kader vun der Landesplanung. Mä och aner Planungen, déi an anere Beräicher lafen, mussen, mengen ech, mat hei afléissen an ëmgekéiert, fir dass dat wierklech e Ganzt gëtt a fir dass et eppes Kohärentes ass, wou een och do erëm da probéiert eng Majoritéit vun de Leit op deen dote Wee mat ze kréien.

De Landesplan ass also an deene leschte Jore salonfäeg ginn, dat kann ee soen. An ech muss soen, dass ee sech schliesslech net ka bekloen, dass et un Zukunftsdebatten hei zu Lëtzebuerg géif feelen. Ech hu mech eigentlech ëmmer gewonnert, dass dat nach virun e puer Woche jo verstäerkt hei och an der öffentlecher Diskussioun behaapt ginn ass, elo misst emol méi iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg nogeduecht ginn.

Ech mengen, wat ass dann dat heiten? Wat ass dann déi sektoriell Planung do? Wat sinn déi Regionalpläng? Dat ass dach näischt aneschters wéi iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg nozedenken! Wat sinn déi Debatten, déi mir an der Chamber hei organiséieren an deenen nächste Wochen a Méint ronderëm d'Sécherheet, ronderëm d'Energie? Wat sinn dat dann aner Froe wéi Zukunftsfroen, déi mer wëllen hei gemeinsam diskutéieren an och probéieren, Orientéierung fir d'Zukunft ze ginn.

Ech mengen, mir brauchen eis net esou ze bekloen. Hei ass schonn, mengen ech, eng Prise de conscience do, dass mer méi Planung, méi vernetzte Planung brauchen, och laangfristeg ausgeriicht. Mä ech mengen och do soll een net vun engem Extrem an dat anert falen, an no enger Zäit wou vläicht de Laisser-faire, Laisser-aller, deen de liberale Kräfte sécherlech méi no läit, gewisen huet, dass mer do op Dauer widder eng Mauer lafen, däerf een net mengen, et kënnt een alles am Viraus plangen an et kënnt een alles am Viraus steieren. Ech mengen dat wär en Trugschluss, deen esou falsch wär wéi wann ee wëllt bei deem Alen einfach bleiwen.

Duerfir ass et also och wichteg, dass een do plangt wou et noutwendeg ass, dass ee sech op e puer Schwéierpunkttheme konzentréiert an dass ee probéiert also och do d'Contraintë festzeleeë wou et noutwendeg ass, mä dass een déi awer virdrun, mengen ech, diskutéiert mat deenen, déi herno eigentlech déi Contrainten och auszefiéieren hu respektiv ze spiere kréien.

D'Landesplanung muss also weider och en demokrateschen, en transparente Prozess bleiwen an däerf net mat Dirigismus gläichgestallt ginn. Dat schéngt mer e ganz wesentleche Punkt ze sinn, och d'Fro vun der Akzeptanz dobausse vun der Iddi eigentlech vun der Landesplanung. Duerfir muss een also och do scho mat engem gewëssene Fangerspëtzegefill un déi Saachen erugoen, eng gewësse Flexibilitéit och erkenne loossen, an och an deem, wat ee festleet iwwert d'Landesplanung, iwwer och déi eenzel sektoriell Planungen, nach ëmmer genuch Fräiraum loosse fir Flexibilitéit, genuch Fräiraum loossen och fir Adaptatioune virzehuelen, och fir nei Initiativen, och vun ënnen erop, iwwerhaapt zouzeloossen. Dat schéngt mer awer de Schlëssel eigentlech zum Succès vun där ganzer Operatioun ze ginn.

Esou dass ech eigentlech och déi Diskussioun hei als, wéi gesot, eng kleng Etapp bezeechnen an deem grousse Prozess, wou mer zënter Jore mat dran implizéiert sinn an deen och ni eigentlech wäert déi nächst Jore kënnen ophalen. Mir hunn eigentlech als sozialistesch Fraktioun och Vertrauen an dës Regierung, dass se de Wëllen huet, dës Landesplanung net hannert zouenen Dieren…

Une voix.- Dat hätt nach gefeelt, wann Der kee Vertrauen hätt!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …lafen ze loossen, mä dass een awer mat engem oppenen a participativë Geescht eigentlech un déi ganz Froen erugeet an all Décideure wëllt mat abannen an och an öffentleche Foren déi wichteg Weichenstellungen eigentlech matdiskutéiert.

Firwat net systematesch eigentlech op eng Method zréckgräifen, déi besonnesch am Ëmweltschutz an och elo an där sektorieller Planung fir d'Landschaftsschutzgebidder opgegraff ginn ass, dass mer mat Workshoppe schaffen? Dat ass eigentlech eng ganz flott, eng flexibel Method fir vill Acteuren am Virfeld emol ze consultéieren, mat anzespanen, fir esou, mengen ech, och de Prozess am Endeffekt kënnen ze beschleunegen. Da kritt ee manner Blocagë méi spéit an der Prozedur wann ee fréizäiteg probéiert jiddferee mat an dat Boot do eranzehuelen.

Et ass ganz kloer: D'Responsabilitéite bei der Landesplanung leie bei der Regierung. Dat ass eng Prärogativ vun der Exekutiv. Mä et ass selbstverständlech, dass virdrun all déi Institutiounen an och déi Kräfte musse consultéiert ginn.

Véier sektoriell Pläng leien an der Aarbecht. Et sinn eigentlech déi Pläng, déi, géif ech soen, d'Schlësseldomäne vun der Landesplanung ofdecken: Transport, Landschaftsplanung, Gewerbezonen a Wunnengsbau. D'Haaptachse vum IVL-Konzept waren: de Verkéier, d'Siedlung an d'Landschaftsgestaltung. Et fënnt een also praktesch déiselwecht Punkten hei erëm. An ech mengen et ass gutt wann een, ier een op déi eenzel Pläng ze schwätze kënnt, nach eng Kéier sech virun Ae féiert, wat eigentlech d'Objektiver vun der Landesplanung sinn, wéi mer se hei gemeinsam 1999 definéiert hu beim Vote iwwert d'Gesetz vun der Landesplanung.

E wichtegt Element ass dran, an dat war eng politesch Optioun, déi ze huele war: Dat war d'regional Komponent. Et hätt ee sech zu Lëtzebuerg och kënnen eng aner Approche virstellen, dass ee seet: Mir hunn eng Haaptstad, dat ass en zentrale Punkt, deen als Attraktiounspunkt och iwwerregional soll fonctionnéieren, a mir hunn eng Agglomeratioun ronderëm dës Haaptstad. Dat wier eng aner Optioun gewiescht, déi een hätt kënnen an engem klenge Land zumindest huelen.

Hei ware mer eis alleguerten eens, mengen ech, iwwer all Parteigrenzen eraus, dass een dat net sollt maachen, mä dass mer e regionalen Équiliber eigentlech wollten zu Lëtzebuerg sichen, deen eben opgebaut ass op den eenzelnen Entwécklungszentren, déi dann och an dräi verschidde Gréissten agedeelt gi sinn.

D'Objektiv vun der Landesplanung ass et, d'Liewensqualitéit vun de Leit op engem héijen Niveau ze garantéieren, fir optimal Liewensbedéngungen allen Awunner hei zu Lëtzebuerg ze bidden, egal a wat fir enger Regioun dass se am Land hei liewen. Woubäi et och ganz kloer ass, dass Liewensqualitéit sech kann anescht definéieren an engem ländleche Raum wéi an engem städtesche Raum. Mä béides ass Liewensqualitéit.

Wichteg schéngt mer och dat Instrument ze sinn, wat festgeluecht ginn ass net am Gesetzestext selwer, mä wat awer eigentlech de feste Bestanddeel ass vum Programme directeur a wat och den IVL mat iwwerholl huet, dat ass de System vun den zentralen Uerten. Dass mer also hei eng sou genannt - et ass oft belächelt ginn, deen Ausdrock - konzentréiert Dezentralisatioun wëllten hei zu Lëtzebuerg duerchféieren. Dass mer also net eng diffus Dezentraliséierung oder eng diffus Implantatioun vun Aktivitéiten uechtert d'Land maachen, mä dass mer dat geuerdnet maachen an dass mer dat eben opbauen op déi eenzel Centres de développement et d'attraction: Lëtzebuerg, Esch, Nordstad, an dann duerno op déi zwielef aner an deenen eenzelne Regioune vum Land.

Wichteg ass et och wa mer dat wëllen ëmsetzen, dass mer et och fäerdeg bréngen, dann déi regional Strukturen opzebauen, déi eigentlech zu deem dote System gehéieren. Well et kann een net vu Regionaliséierung schwätzen, wann d'Regioun keng Realitéit an der Wierklechkeet ass. Et ass also wichteg, dass sech an de Regioune selwer do Kräfte mobiliséieren, fir déi Strukturen opzebauen, fir d'Identitéit vun der Regioun ze definéieren an iwwer konkret Projeten déi Identitéit no an no ze stäerken an opzebauen.

An ech mengen, dass et och net falsch ass - an de Mouvement huet dat a sengem Pabeier am Virfeld vun dësen Debatten och gesot, an ech deelen eigentlech fundamental déi Meenung -, dass een an de Regioune souguer duerchaus soll Ënnerregioune sech entwéckele loossen, wou d'Zesummenaarbecht scho méi einfach ass, wou d'Identitéit an déi gemeinsam Punkte scho méi evident sinn a wou eng Traditioun scho praktesch besteet, an dass een no an no eigentlech och déi doten Zesummenaarbecht soll sech fräi entwéckele loossen, déi natierlech muss herno amünden an dat Ganzt.

Fir de Süden huet een dee Beräich relativ kloer ofgedeckt. Du hues Esch mat deene Gemengen direkt ronderëm, du hues déi Gemengen aus dem Kordall an du hues eigentlech déi Gemengen am Eck Diddeleng/Beetebuerg - dat sinn eigentlech dräi Ënnerregiounen, déi s de hues. Ech sinn och d'accord, dass een déi net muss festhalen an iergendenger Duerstellung, mä ech mengen do ass eng Entwécklung do, do ass eng gewëssen Zesummenaarbecht, déi sech scho gemaach huet a wesentleche Beräicher, an et soll een déi, mengen ech, och kënne sech entwéckele loossen.

Fir eis Partei ass et och kloer, dass déi regional Strukture mussen eng Emanatioun vun ënne sinn, eng Emanatioun vun de Gemenge sinn, an net eng Delegatioun eigentlech vun uewe sinn, vum Stat erof op den Niveau régional. Ech mengen dat ass an eisen Ae ganz kloer, dass dat muss eigentlech de Wee sinn, dass déi dote Strukturen eigentlech aus der interkommunaler Zesummenaarbecht praktesch entstinn. Esou ass jo eigentlech och de Syndikat Pro-Sud hei am Süden entstanen, wat jo eigentlech am Fong deen eenzege regionale Syndikat ass, deen och der Planungsregioun vun der Landesplanung entsprécht.

Wichteg ass et awer niewent deenen dote Strukturen also, dass mer konkret virukommen an dass mer mat sou genannte Schlësselprojetë virukommen, an dass ee sech eens setzt, d'Gemengen ënnert sech an a ville Punkte mam Stat zesummen, iwwer eng Rei vu Projeten, vun deene jiddereen eigentlech de konkreten Notze gesäit, de Mehrwäert gesäit, deen e gemeinsaamt Virgoen op regionalem Plang bréngt, par rapport zu engem Virgoen, bei deem allgemeng jidderee géif seng eegen Zëppche kachen an an iergendengem Beräich eleng täteg ass.

Dat ass net einfach. Duerfir muss een e puer Projeten definéieren, well et ëmmer Projetë gëtt, an där sech bal déi eng Gemeng, bal eng aner méi staark ëremfënnt. Duerfir muss een also do e Mix maache vun eenzelne Schlësselprojeten, fir ze weisen, wat fir e Plus eigentlech déi regional Zesummenaarbecht do bréngt.

Et ass probéiert ginn elo um Niveau vum Pro-Sud, fir esou Projetë festzeleeën, fir also och kloer do all d'Gemengen eigentlech beieneen ze halen, fir och kloer ze maachen, dass eigentlech jiddereen - ob klenger oder gréisser Gemeng - am Endeffekt ka vun esou enger Zesummenaarbecht profitéieren, wat net evident ass vu vireran, a wou nach ëmmer grouss Retizenze bestinn, fir ganz wäit op deen dote Punkt ze goen, mä do brauch een Zäit an et brauch een Iddien, fir déi dote Schwieregkeeten ze iwwerwannen.

Ech wollt dann elo e puer Remarquë maachen, just aus dem Sënn vun eiser Fraktioun, zu deenen eenzelne sektorielle Pläng, iwwert déi mer jo eigentlech och keng inhaltlech Diskussioun bis elo gefouert hunn, mä vun deene just am Fong matgedeelt ginn ass, a wat fir engem Stadium vun Avancement déi eenzel Planunge sinn, an déi bis elo nach eigentlech an enger Diskussioun sinn, déi ausschliesslech praktesch um Niveau interministeriell gefouert ginn ass.

Wichteg ass et, mengen ech, dass mer, an dat soll eis awer net oflenke vun den eigentleche Pläng selwer, och am Kapp behalen, dass mer fir sämtlech Pläng och eng Rei vun Niewefroen nach musse mattranchéieren, déi domadder zesummenhänken, wéi finanziell Froen, wéi Froen am steierleche Beräich, déi selbstverständlech an enger raumordnerescher Planung eigentlech näischt direkt ze sichen hunn, mä vun deene mer awer wëssen, dass dat einfach begleedend a stützend Moossname sinn, ouni déi et an eenzelne Beräicher net geet, fir dass mer wierklech och um Terrain schnell mat der Ëmsetzung vun deene landesplaneresche Konzepter virukommen.

Duerfir si mer ausdrécklech och dofir a mir hu matgehollef, dass dës Regierung och de Regionalplang an hire Programm mat opgeholl huet. Mir sinn och der Meenung, dass méi Transparenz komme muss an dee ganzen Domän vun der Affektatioun vun europäesche Mëttelen am Beräich vun der Landesplanung. Do muss also, mengen ech, mat offene Kaarte gespillt ginn, an doranner musse mer och als Chamber an als Gemenge méi staark implizéiert ginn. Iwwert déi dote ganz Froen hunn eigentlech bis elo déi verschidde Regierungen traditionell ëmmer gäre ganz eleng diskutéiert an décidéiert.

Beim Wunnen ass et ganz kloer, dass, wa mer déi Wunnengsbauoffensiv vun der Regierung elo wëllen zu engem Succès bréngen, déi muss gestützt ginn iwwer e sektorielle Plang. Ech mengen, dat ass evident, dat eent gehéiert eigentlech mat deem aneren zesummen.

Fir dass all déi Moossnamen och um Terrain gräifen an dass se eigentlech geuerdnet um Terrain och raumordneresch déi richteg Effeten hunn, brauche mer do e gemeinsaamt Virgoen. Mir brauchen also déi Moossnamen, a mir brauchen an absehbarer Zäit och e sektorielle Plang, wat de Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg ugeet. Do ass et ganz kloer, dass an eisen Aen ee muss verhënneren, dass elo als eenzege Saz bei de Leit, bei den Décideuren hänke bleift: „Et muss méi gebaut ginn.“, an dass net mat gehéiert gëtt, dass muss differenzéiert gebaut ginn, jee no ländlechem Raum, jee no städteschem Raum, an dass jee nodeem, wat fir eng Funktioun d'Gemeng och a puncto Landesplanung huet, och do aner Kritären ugewannt ginn.

Ech mengen, déi zwee Messagë musse mer gemeinsam un d'Décideuren eriwwer kréien. Et ass natierlech esou, dass de Charakter, d'Identitéit vun enger Uertschaft, vun enger Regioun och muss an deem dote Sënn respektéiert bleiwen.

Wichteg ass et, dass mer iwwer esou e sektorielle Plang Virgabe kréien, wat d'Bebauungsdicht an Zukunft ugeet an deenen eenzelne Géigenden a Gemenge vum Land. An ech mengen, dass et och ganz richteg ass, dass d'Regierung, wéi dat schonn eng Kéier bei enger viregter Etüd geschitt ass, jo wëllt mat zwou Etappe fueren an als éischt eng Prognos wëllt maache vum Wunnengsbedarf, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, net nëmmen national, mä och awer an deenen eenzelne Regiounen. Wat ass de Bedarf u Wunnengen, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wann ee mat eenzelnen Zeenarië fiert, wat d'Entwécklung vum Land ugeet? An enger zweeter Phas gëtt natierlech och doropshin dann de Wunnengsbauprogramm opgebaut fir déi nächst Joren, wou natierlech dem System vun den zentralen Uerte géif Rechnung gedroe ginn.

Als LSAP géife mer et och begréissen, wann an där Planung och d'Fro vun der Mixitéit vum Wunnengsbau géif berücksichtegt ginn, dat heescht, dass och garantéiert gëtt, dass et an deem Wunnengsbau do all Forme vu Wunnengsbau wäert ginn, an och de soziale Wunnengsbau e gewëssene Prozentsaz soll ausmaache vum Wunnengsbau an deenen eenzelnen Uertschaften an deenen eenzelne Géigenden. Dat schéngt eis wesentlech ze sinn, fir eben ze verhënneren, dass et zu soziale Ghettoë kënnt, mä dass mer eng sozial Mixitéit an deenen eenzel-

nen Uertschaften, an deenen eenzelne Gemengen hei zu Lëtzebuerg behalen oder kréien, jee nodeem wéi d'Entwécklung ass. Dat schéngt eis e ganz wesentleche Punkt ze sinn, dee mer eis och musse genau ukucken, wa mer déi Planung do am Wunnengsbau an deenen nächste Jore maachen.

De Message däerf och sécherlech net sinn, dass elo wéi wëll all Bauperimeter hei zu Lëtzebuerg soll opgemaach ginn. Dat ass eng Suerg, déi och d'Ëmweltschutzorganisatioune geäussert hunn an déi Suerg deele mer natierlech komplett. Selbstverständlech, punktuell Öffnunge vum Bauperimeter si sécherlech néideg. Mä prioritär natierlech soll ee sech all d'Mëttele ginn - an d'Regierung huet jo eng Rei vun neie Mëttelen ugekënnegt -, fir dofir ze suergen, dass déi Terrainen, déi elo schonn ausgewise sinn - an dat sinn der jet, an den Innenminister huet virdrun d'Zuel genannt vun deenen Hektaren, déi hei zu Lëtzebuerg an deenen eenzelnen Uertschaften eigentlech als Bauland nach ausgewise sinn -, benotzt ginn.

Wéi kënne mer et fäerdeg bréngen, dass déi prioritär bebaut ginn, an dass mer d'Renovatioun maache vun den ale Stadkären? Do ass villes ze maachen, a wann dat net gräift, da musse mer selbstverständlech och bereet sinn, do, wou et Sënn ergëtt, och eng weider Öffnung vun de Bauperimeteren ze maachen. Mä u sech huet Lëtzebuerg am grousse Ganze momentan net de Problem, dass net genuch Bauterrainen ausgewise wären; mir hunn éischter de Problem, dass déi Bauterrainen aus munchen Ursaachen net bebaut ginn. An duerfir ass eng prioritär Aktioun eben an deem dote Punkt unzesetzen. An ech hunn och erkannt, dass d'Regierung dat eigentlech jo och maache wëllt.

Eng Bemierkung zum Transport. Do si mer ganz am Beräich vun der Mobilitéit dran, wat jo och en Domaine clé ass vun der Zukunftsplanung hei zu Lëtzebuerg. Ech betounen nach eng Kéier dat, wat ech schonn hei am Numm vu menger Fraktioun virun zwee Joer gesot hu bei der IVL-Debatt: Eis kloer Prioritéit ass den öffentlechen Transport. Dat muss och d'Prioritéit si vun deem dote Plang. Dat muss ganz kloer aus der Weichenstellung, wann ech dat kann esou soen, vun deem dote sektorielle Plang erausgoen, dass den öffentlechen Transport en „modal split" 25/75 2020 soll erreechen. Dat muss ganz kloer déi Linn sinn, déi een an deem dote Plang als alleréischt erëmfënnt. Mir setzen also op all Form vun öffentlechem Transport: den Zuch, de Bus, den Tram.

Dann däerf een awer natierlech och net déi méi douce Formë wéi de Vëlo, wéi d'Foussgänger vergiessen. Wa mer vum Lëtzebuerg vun de klenge Weeër schwätzen, da muss et jo och eigentlech méiglech sinn, munches zu Fouss oder mam Vëlo kënne vun Distanz ze maachen. Et ass also och ganz wichteg, dass een dat an där ganzer Planung do net vergësst a sech net nëmmen op déi ganz schwéier Infrastrukture konzentréiert, mä och déi aner matberücksichtegt an deem ganze Plang.

Ech mengen, dass do och sécherlech par rapport zum IVL eng Rei vun Adaptatiounen néideg sinn op Grond vun deenen Décisiounen, déi d'Regierung viru kuerzem geholl huet, wat den Tram ugeet. Et ass eng Selbstverständlechkeet en Tram an der Haaptstad ze hunn, mä den Tram - dat soe mer jo och ganz kloer - gehéiert och an de Süden eran, an dee gehéiert och an d'Nordstad eran. Déi däerfe bei deem Ganze landesplaneresch selbstverständlech net vergiess ginn.

Anscheinend, esou si mer gewuer ginn, ass bei der Ausaarbechtung vun deem dote Plang eng grouss Diskussioun an der Regierung sel-

wer oder tëschent den Departementer, tëschent de Beamten, déi un deene Pläng do schaffen, doriwwer, wéi déi eenzel Bauprojetë sollen definéiert ginn. Et ass festgehale ginn - dat schéngt mer selbstverständlech richteg ze sinn -, dass Variante solle gekuckt gi bei gréissere Projeten.

Fir eis schéngt et och kloer ze sinn, dass all Projet muss motivéiert ginn. Bei all Projet, bei all groussem Projet, deen opgewise gëtt, muss dee Projet och erkläert ginn an et muss gesot ginn, firwat dass dee Projet gemaach gëtt a wéi e sech verhält mat den allgemenge Prinzipië vun der Landesplanung a vum IVL. Dat schéngt fir eis awer indispensabel ze sinn. Einfach e Verweis op fréier Dokumenter schéngt mer do effektiv net duerzegoen. Ech mengen, dass mer do och éischter op der Linn vun der Landesplanung leien, wa mer dat hei soen.

Ee Wuert zu dem Plang iwwert d'Gewerbezonen. Mir wëssen, dass dat eng Noutwendegkeet ass. Mir wëssen, dass dat och oft ganz schwiereg ass. Do war an den 90er Joren och schonn den éischten Inventaire sengerzäit gemaach ginn. Ech mengen, wou natierlech en Iwwerbléck besteet iwwert d'national Zon an och zum Deel iwwert déi regional Zonen, déi wou de Wildwuchs haaptsächlech kënnt duerch déi sëlleche Lokalzonen, Kommunalzonen, déi entstane si respektiv déi nach am Enstoe sinn. Wou natierlech, dat wëll ech awer och soen, d'Regierung awer och haut schonn eng gewëssen Handhab huet.

Ech mengen, all déi Zonen, dat bedeit jo an der Regel e Reclassement. E Reclassement muss nach ëmmer genehmegt gi vum Innenminister. E muss meeschtens och, wann et eng fréier Grëngzon war, genehmegt gi vum Ëmweltminister. Si hunn awer de Programme directeur zur Hëllef, deen nom Gesetz seet, dass deen d'Décisioune vun der Regierung an och vun de lokalen Acteuren orientéiert.

Ech mengen also, dass och do souguer an enger rechtlecher Rumm eng Handhab do ass, en Instrument do ass, fir awer kënnen d'Noutbrems ze zéien an eigentlech ze refuséieren eenzel Projetë vun esou Zone guttzeheeschen, wa se net konform sinn zu der Ausriichtung vum Programme directeur. Ech mengen, dass do d'Regierung eigentlech net mëttellos wär, an net nëmme Spectateur wär, mä do awer och schonn haut eng Rei vun Instrumenter hätt, déi se, wa se wëllt, och kënnt hei asetzen.

Wichteg ass et awer, an dat schéngt d'Approche jo och ze sinn, dass e kriteschen Inventaire gemaach gëtt vun deem, wat do ass, an net gesot gëtt: Dat, wat do ass, dat ass emol schonn do; elo setze mer nach derbäi. Mä dass och gekuckt gëtt: Dat, wat do ass, gëtt dat Sënn? Gëtt et Sënn op där Plaz do eng lokal Zon oder eng regional Zon ze maachen? Gëtt et net méi Sënn dat op enger anerer Plaz ze maachen, wou d'Ubannung zum öffentlechen Transport, d'Ubannung zum Transportwee am Allgemengen eng ganz aner ass?

Dat schéngt mer och wichteg ze sinn, dass déi kritesch Approche duerchgezu gëtt an dass also och probéiert gëtt eng nei Klassifizéierung vun de Gewerbezonen hei zu Lëtzebuerg virzehuelen. Déi bestoend Klassifizéierung ass onbefriddegend an engem ganz grousse Mooss, well se sech eigentlech eleng ausriicht no deem, dee praktesch d'Initiativ geholl huet, fir d'Zon auszeweise respektiv ze géréieren, an net kuckt no der Lag vun der Zon an no dem Entwécklungspotenzial, deen déi Zon eigentlech huet.

Dat schéngt an eisen Ae grondleeënd falsch ze sinn. An duerfir encouragéiere mer och d'Regierung, wa se wëlles huet dann deen dote Wee ze goen, fir also eng nei Nomenklatura ze erstelle vun de Gewerbezonen hei zu Lëtzebuerg, wou et och duerchaus soll an d'Richtung goe vu spezialiséierten Zonen an deenen eenzelne Beräicher, wou een also dee Pôle de compétence och kënnt opbauen. Dat schéngt mer eng ganz interessant Pist ze sinn, déi et der Méi wär, mengen ech, och an der Wirtschafts- an Entwécklungspolitik vun eisem Land weiderzeverfollegen.

Dozou gehéiert natierlech och en Iwwerdenke vun der Subventiounspolitik vum Stat an deem dote Beräich. Och d'Fro vun der Opdeelung vun der Gewerbesteier hänkt natierlech enk mat deenen dote Froen zesummen. An och dat, mengen ech, muss ee parallell zu där Planung hei diskutéieren a probéiere kohärent Äntwerten op déi dote Froen ze fannen.

Ee Wuert zum Landschaftsschutz, zu deem sektorielle Plang, dee jo eigentlech éischter complémentaire ass zu deem Plang, deen iwwert dat neit Naturschutzgesetz soll erstallt ginn an nächster Zäit, wou jo hei éischter manner oder net dru geduecht ginn ass, fir iwwert deen heite Wee Servitudë festzeleeën. Mä déi Schutzmoossname sollen éischter am Kader vum Naturschutzgesetz geschéien, wou jo dann d'Méiglechkeet besteet och esou Landschaftsschutzgebidder auszeweisen.

Mir weisen drop hin - dat ass bekannt, dat heiten ass déi al Diskussioun ronderëm déi sou genannten „Tabuzonen" -, dass een hei muss oppassen, wéi gesot, dass déi heite Planung net ze vill hannert deenen aneren hannendrun hippt, well soss riskéieren iwwert déi aner sektoriell Pläng schonn déi Virentscheedunge getraff ze ginn, an da kënnt herno de Landschaftsschutz hannendrun. Dat schéngt éischter eng nëtzlos Saach ze sinn. Duerfir ass et immens wichteg, besonnesch mat där heiter Planung, dass een do wierklech Interfacë sicht mat deenen anere sektorielle Planungen, dass déi eng Planung op déi aner ka wierklech rationell ofgestëmmt bleiwen.

Ee Wuert dann nach zu de Regionalpläng, déi och e wichtegt Instrument eigentlech an der Landesplanung duerstellen, wou mer elo, mengen ech, virun enger wesentlecher Entscheedung stinn. Dat heescht: Wat soll eigentlech an déi Pläng do erakommen? Wat soll geplangt ginn? Wéi wäit gi mer an der Planung? Wat fir eng Domäner sollen ofgedeckt ginn a wéi wäit gi mer eigentlech erof an den Detail vun där Planung?

Do ass jo virgesinn, dass e Règlement grand-ducal dat soll regelen, wat souwuel de Contenu am Fong vun de Regionalpläng ugeet, also souwuel de schréftlechen Deel wéi och de grapheschen Deel. An do ass et ganz kloer, dass mer als sozialistesch Fraktioun awer wierklech gären hätten, dass ier d'Regierung deen dote Règlement grand-ducal guttheescht, dass deen awer virdrun och hei bei déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber kënnt.

Well hei geet et awer ëm eng kriddelech Fro, awer eigentlech och eng wichteg Fro bei der praktescher Ëmsetzung vun deem Gesetz vun 1999. An dat muss een also, mengen ech, hei diskutéieren, wéi et och wichteg ass natierlech - an de politesche Wëllen ass jo och hei nach eng Kéier vum Minister dokumentéiert ginn -, dass déi Fro och vum Inhalt, och vun de Regionalpläng, och mat dem Pro-Sud, dat heescht der éischter Regioun, wou den éischte Plang eigentlech soll erstallt ginn, dass déi och diskutéiert gëtt, net nëmme mat den technesche Mataarbechter vun deem Pro-Sud, mä och mat de politesche Responsable vun deem Syndikat Pro-Sud.

Ech hu Kenntnis dervu geholl, dass d'Regierung sech wëllt bei deem Plang do op dat Wesentlecht beschränken, dat heescht, alles dat regelen, wat wierklech regional relevant ass. Dat schéngt mer eng pragmatesch wichteg Astellung ze sinn, well wann een ze vill wëllt regelen, da regelt ee menger Usiicht no ganz schlecht. Duerfir soll ee sech schonn hei op déi wesentlech Punkte beschränken.

Mir wären allerdéngs och frou, wann awer den Entwécklungsgedanken net derbäi géif verluer goen, dass mer also och en dynamescht Element eigentlech an där Regionalplanung do drabehalen, dass also och Entwécklungsperspektiven awer opgezeechent bleiwen, wann ee vun der Regionalplanung schwätzt.

Wichteg ass et och, mengen ech, dass ee bei de sektorielle Planungen net vergësst, dass do awer och vill regional Komponente mat berücksichtegt ginn. An duerfir huet jo och de Pro-Sud sech elo selwer esou organiséiert, dass mer prett si fir eis an deene véier sektorielle Planungen als regionale Verband mat ze implizéieren, well mer mengen, dass dat eigentlech och wichteg ass an dass dat e Plus och ka bréngen an der inhaltlecher Ausriichtung vun deenen doten eenzelne Pläng.

Bon, ech hätt domadder, mengen ech, dat Wesentlecht gesot zu deenen eenzelne Pläng, esou wéi se bestinn. Ech wéilt als Ofschloss vläicht just nach ënnersträichen, dass fir eis vill Effortë gemaach si ginn. Ech deelen do wierklech net dat negatiivt Bild, wat vum DP-Spriecher hei gezeechent ginn ass, iwwert d'Landesplanung hei zu Lëtzebuerg.

Ech mengen, dass mer awer elo och mussen déi néideg Rou behalen, fir mat der néideger Bestëmmtheet, mä awer och Flexibilitéit un déi Saachen do erunzegoen, an dass mer, wéi gesot, eis eng Kommunikatiounsstrategie ginn - dat schéngt mer ganz wesentlech ze sinn an deenen dote Punkten - an e gewëssent pädagogescht Geschéck un den Dag leeën, fir eng Rei vu Grondiddien einfach eriwwerzekréien, an d'Akzeptanz eigentlech dobausse ganz grouss ze maachen.

Déi Iddien do, déi fanne mer an der gemeinsamer Motioun och erëm, wou ech frou sinn, dass mer eis do konnten op en Text eenegen, deen awer kloer ass a senger Zilsetzung, deen, mengen ech, och éischtmoleg iwwert déi wichteg Fro vum regionale Management schwätzt, wou déi Leit, déi konkret um Terrain op deenen dote Punkte schaffen, wësse wéi schrecklech wichteg dat doten ass.

Et ass keng regional Aktivitéit ze développéieren, ofzesécheren iwwer länger Zäit, wann een net och e professionelle Staff huet nieft deene politesche Responsabelen, déi dat Ganzt pushen an déi hëllefen eigentlech och déi Décisiounen ze preparéieren, d'Ausféierung mat ze kontrolléieren. Duerfir, mengen ech, dass een och do sollt, wat de Profil vun deem regionale Management ugeet, zimlech all Dieren oploossen.

Et ass selbstverständlech, dass eng landesplaneresch Virbildung net schlecht ass. Mä et kann ee sech awer duerchaus och aner Virbildunge virstellen an där doter Roll. Dat musse jo och Leit sinn, déi op d'Leit zouginn. Dat musse jo Leit sinn, déi d'Diskussioun net fäerten. Dat däerfe jo keng Leit sinn, déi eigentlech nëmmen um Büro bleiwen, déi also eng aktiv Roll um Terrain ze spillen hunn. Do kann ech mer och aner Profiler virstellen op déi dat och kéint zoutreffen, an de Choix wäert am Endeffekt natierlech e renge Persounechoix sinn. Gëtt dee gutt, da mengen ech, dass dat Ganzt och kann eppes ginn; gëtt e schlecht, da riskéiert dat Ganzt natierlech och ganz lues virunzegoen.

Eis ass gesot ginn hei am Süden, dass an Däitschland an an aneren däitschsproochege Géigenden, wou scho méi laang Erfahrung besteet mat City-Manageren a mat Regionalmanageren, eigentlech d'Haltedauer vun deene Leit net ganz grouss ass. Dat wäre 14 Méint am Duerchschnëtt. Duerfir däerf ee sech also och net erschrecken, dass een heiansdo muss op Décisiounen zréckkommen, mä et bleift, dass dat doten awer eng wesentlech Fro ass, an ech si frou, dass déi och erstmoleg, mengen ech, hei och gebührend an enger Motioun von der Chamber zur Geltung kënnt.

E lescht Wuert just nach. Et schéngt mer och wesentlech ze sinn, an ech mengen, dass eigentlech d'Regierung och wëllt op deen dote Wee goen, dass, wann een eng Stad plangt, wann een eng Géigend plangt, een dat vläicht haut erëm no anere Gesiichtspunkte mécht wéi dat an deene leschte Jorzéngten oft üblech war. Dass déi strikt Trennung, déi eigentlech an den 30er Joren definéiert ginn ass vun engem Le Corbusier, vun anere Leit, tëschent dem Wunnen, dem Schaffen an der Fräizäit verbréngen a verschiddenen Zonen, strikt ofgetrennt eng vun där aner, eigentlech haut net méi ganz vill Sënn mécht.

Wann ee wëllt eng Identitéit vun enger Stad halen, wann ee wëllt eng Identitéit vun enger Regioun mat hëllefe stäipen an opbauen, ass et selbstverständlech, dass een net kann e ganz strikten, rigiden Zonage maachen, mä dass een do muss Interfacë schafen, dass een do also och muss gewësse Mëschaktivitéiten an deenen eenzelne Beräicher zouloossen. Dat schéngt mer eigentlech eng modern Approche ze sinn, wéi een u Städte- a Landesplanung erugeet.

Ech géif mer also, wéi gesot, wënschen, dass déi Iddien do och géifen Afloss kréien op déi eenzel sektoriell Pläng. Op jidde Fall, wann d'Regierung wëllt Neel mat Käpp maachen, op d'sozialistesch Fraktioun ka se zielen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Camille Gira. Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir mech gëtt et gewësse Parallelismen tëschent de Begréffer „nohalteg Entwécklung" an „IVL". Jiddferee benotzt se, déi wéinegst wësse wat gemengt ass, an an der Realitéit geet alles weider wéi gehabt. Wann déi Begréffer dann och nach bewosst oder onbewosst gebraucht gi fir Projeten ze designéieren, déi de Kritäre vun deene Begréffer awer nu guer net entspriechen, da verpufft déi ganz Wierkung a riskéiert sech souguer an de Géigendeel ze wandelen.

Ech menge mir sinn eis eens, dass dat bei der nohalteger Entwécklung schonn deelweis leider geschitt ass, a mir mussen oppassen, Här President, zu Lëtzebuerg, dass mam IVL an den nächsten zwee bis dräi Joer net datselwecht geschitt.

Ech mengen och, dass déi Schwieregkeete fir d'Ëmsetzung an deenen zwee Beräicher ähnlech Ursaachen hunn. Déi zwee Begréffer verlaange vun eis alleguerten e Paradigmewiessel an eisem Denken, an der politescher Approche a bei der konkreter Ëmsetzung. Mir mussen ewechkomme vun der sektorieller hin zur integrativer Approche, ewech vum linearen zum vernetzten Denken. A fir an esou engem komplizéierten Ëmfeld eng Chance ze hu bei der Ëmsetzung, mengen ech missten dräi Viraussetzungen do sinn:

Dat Éischt ass, dass een eng permanent Verfeinerung vun deem

theoretesche Konzept, wat dann nach eng Kéier an d'Diskussioun geworf ginn ass, weiderdreift, fir dann och lues a lues ze weise wat dann hannert esou engem ongréffege Begréff steet.

Dat Zweet ass, dass een déi Begréffer dann och mat konkreten Inhalter fëlle muss. Iergendwéi eng Kéier mussen d'Leit e Bild virun Aen hunn, wa se „IVL" héieren oder wa se „nohalteg Entwécklung" héiere soen.

An dat Drëtt ass, dass een déi ganz Saach muss mat enger partizipativer Approche ëmsetzen.

Ech mengen, Här President, dass de Bilan haut vum IVL awer ernüchternd ass. Ech deelen zwar net déi relativ destruktiv Aart a Weis wéi den Här Calmes hei déi ganz Saach duergestallt huet, mä ech menge mir missten awer, wa mer éierlech mat eis selwer alleguerte sinn, zouginn, dass de Bilan awer dobaussen um Terrain, dee mer beweegt hunn, ernüchternd ass.

Ech mengen dat huet de Minister och selwer missen zouginn a senger Duerstellung. Wa mer feststellen, dass mer eigentlech eis eens waren, och wa mer et net formell décidéiert hunn, a Richtung vun engem Awunnerzeenario ze goen, an de Minister gëtt eis haut Zuelen, déi weisen, dass mer haut schonn am Pendlerzeenario si vun 2009, da muss ee fairerweis soen, mir sinn net esou richteg weiderkomm um Terrain an de Bilan ass ernüchternd.

A wann dat esou ass, mengen ech, dann huet dat manner mam Manktum vun theoretescher Konzeptioun ze dinn, mä éischter mam Feele vun enger konkreter Ëmsetzung an awer an der totaler Absence vun enger klorer politescher Strategie bei der Ëmsetzung. Ech wëll déi dräi Punkte kuerz aus eiser Siicht analyséieren.

Zur theoretescher Konzeptioun: Ech mengen, dass den IVL e relativ kohärent Dokument war an och nach ass. Ech kommen herno op zwou, dräi méi prinzipiell Bedenken zréck, déi mir nach ëmmer als Gréng hunn, mä insgesamt mengen ech kann een awer soen, dat war e relativ kohärent Dokument. Ech mengen och, dass déi Aarbecht - a si ass schonn e puermol hei erwähnt ginn, duerfir schwätzen ech net nach laang dervun - un de Plans sectoriels och zu enger Verfeinerung vun dem theoretesche Konzept bäidréit.

Ech mengen, dass och do eng respektabel Aarbecht geleescht ginn ass um Niveau vum Landesplanungsministère, mat deene wéinege Ressources humaines, déi do sinn. Ech mengen, do deelen ech d'Meenung vu menge Virriedner, och wann een da muss feststellen, dass an Tëschenzäit, mengen ech, d'Kierchtuermsdenke méi nach an de Käpp vu gewëssene Ministeren an héijere Beamte verankert ass, wéi vläicht an de Käpp vun de Buergermeeschteren.

Wann ech den Innenminister des Öfteren an deene fënnef Sitzungen hunn héiere stöhnen a soen: Uff, et ass net einfach!, wann et drëm gaangen ass, Kolleege Ministeren oder héijer Beamten aus anere Verwaltungen ze iwwerzeegen, dass et awer elo géing Zäit ginn, iwwert d'Plate-banden ze streiden, da mengen ech muss een dat feststellen. Esou ass effektiv fir mech déi Haltung vum Här Krecké am Kontext vun dem Plan sectoriel „Zones d'activités" net nozevollzéien, besonnesch wann een Aussoe vun him an anere Beräicher kennt. Mä ech mengen awer, dass do de grondleeënde Problem elo net läit. Et huet een awer dat Gefill, dass déi Pläng weiderginn.

Bei de konkreten Inhalter hapert et scho méi. Ech mengen och do, dass et eng Rei positiv Usätz gëtt, éischter um regionale Plang. Et huet een dat Gefill, dass et endlech an der Nordstad weidergeet. Ech mengen et huet een dat Gefill, dass och mat Aglolux fir d'éischte Kéier probéiert gëtt, eng Rei grenziwwerschreidend Problemer unzegoen. Wéi konkret déi sinn, si mer dann nach déi lescht Deeg gewuer ginn. Wann en Donnerwieder iwwert de Südweste vu Lëtzebuerg niddergeet, da stelle mer elo fest, wéi desastréis et ass, wann déi eng Gemeng hektareweis versigelt an net mat der Nopeschgemeng schwätzt fir ze kucken, wéi mer dann elo dat Iwwerflächewaasser do erëm iergendwou an eng Baach kréien. Dat just als Klammer fir ze weise bis op wéi e konkreten Niveau déi Gemengenzesummenaarbecht einfach noutwendeg ass.

Mä mir mussen oppassen och an deene regionale Projetë wou gutt Usätz do sinn, dass iergendwéi eng Kéier konkret Resultater komme fir déi Leit an de Gemengeréit. Net nëmmen déi puer Buergermeeschteren oder Schäffen, déi do mat um Dësch sëtzen, mä och an de Gemengeréit gëtt sech erwaart, dass een iergendwéi eng Kéier konkret Resultater gesäit. Mä virun allem brauche mer Resultater fir déi Leit, déi an deene Géigende wunnen, dass déi och lues a lues, wéi ech elo éineschters gesot hunn, e Begréff, e Bild hannert dee Begréff „IVL" setze kënnen.

Dann hunn ech dat Gefill, wou mer scho vill méi schwaach op der Broscht sinn, dat ass bei de reglementaresche Moossnamen a bei de finanziellen Incitatiounen. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, dass praktesch kee vu menge Virriedner hei méi op déi zwou Moossnamen agaangen ass. Ech wëll betounen, dass déi Partie intégrante souwuel vum Basisdokument wéi awer och vun der Regierungserklärung sinn. Ech hat de Mëtten dat Gefill wéi wann an der Regierungserklärung nëmmen iwwer „Plans et projets" géing Rieds goen, mä do stinn - en extrae Punkt - „Mesures d'incitation financière" an „Mesures réglementaires", an do hunn ech awer dat Gefill, dass nach net vill um Dësch läit.

Ech weess och, dass no zwee Joer vläicht nach näischt kann ëmgesat ginn, mä ech waarden awer op éischt Texter wou mer eis kéinten drop stierzen an driwwer diskutéieren. Ech erënneren un eng Parkraumgestaltung, déi dréngend noutwendeg ass; ech erënneren dann zum honnertste Mol un eng Reform vun der Grondsteier. Ech hunn do net ganz vill héieren an deene fënnef Sitzunge wou mer zesumme waren.

Wat mir awer am meeschte vermëssen, ass eigentlech um Niveau drënner. Do hu bis haut d'Gemenge keen Instrumentarium am Grapp fir déi operationell Ëmsetzung vun den IVL-Konzepter. Si hu keng Geschirkëscht, déi se kënne benotzen, wa se muer mat Projetë virun allem vu Promoteuren, mä och anere Projetë konfrontéiert sinn. Et gëtt bis haut keng Checklëscht fir e Lotissement ofzeklappen, ob dat dann elo de Logo IVL-gerecht verdéngt huet oder net.

An duerch dee Vakuum, deen do nach ëmmer ass, mengen ech, stelle mer dann zwou Saache fest:

Éischtens kommen dann esou kontraproduktiv Diskussiounen op, wéi elo viru kuerzem déi iwwert dat Lotissement zu Réiser, wou op där enger Säit ganz haart an däitlech vum Promoteur an anere gesot gëtt, ma dat Lotissement wier dach hei IVL-konform, an dann op där anerer Säit vun Naturschutzorganisatiounen oder anere Leit gesot gëtt, et wier total konträr zum IVL, Réiser wier iwwerhaapt keng Gemeng, déi geduecht ass am Kontext vum IVL grouss ze wuessen. Dat ass immens geféierlech. Do ginn absolut diffus Messagen iwwer Antenn a Press no baussen verdeelt, an da weess geschwë guer kee méi sech eppes ënner IVL-gerecht virzestellen.

Den zweete groussen Nodeel vun deem Vakuum ass awer virun allem, dass weiderhin all Dag, all Woch, all Mount weider Décisioune geholl ginn, déi eventuell konträr sinn zu deem generelle Konzept, a mer dann nach jorzéngtelaang mat deene konkreten Décisiounen a Realisatioune konfrontéiert ginn.

An ech wéilt do op eng ganz interessant Studie vum Ceps hiweisen an och e puer Sätz doraus zitéieren. Et ass eng ganz spannend Etüd, an där den Ceps iwwert d'Erreechbarkeet vum öffentlechen Transport um Beispill vun der Südregioun Lëtzebuerg ganz interessant Analysë gemaach huet, mä och ganz spannend Konklusioune gezunn huet, déi menger Meenung no voll hei an d'Diskussioun vun de Mëtten erapassen.

Ech liesen lech e puer Sätz vir. Déi Resultater sinn net ganz erbauend an d'Ursaache liesen ech lech vir: „Die teilweise ‚sehr schwachen' Ergebnisse sind nicht nur bei den ÖPNV-Anbietern zu suchen. (...) Auf eine der wichtigsten Grundlagen des ÖPNV-Netzes haben die Verantwortlichen keinen Einfluss, nämlich die Gestaltung des Umfeldes welches später erschlossen werden muss. (...) Erst wenn das Projekt realisiert ist und die ersten Häuser respektiv Firmengebäude gebaut werden, wird über die Anbindung an das ÖPNV-Netz nachgedacht. (...) So gerät, ungeachtet anderer Aspekte wie zum Beispiel dem Takt, der öffentliche Personennahverkehr gegenüber dem motorisierten Individualverkehr bereits bei der Planung ins Hintertreffen."

A si soen dann och ganz kloer: „Bei zukünftigen Projekten muss der ÖPNV bereits in der Planungsphase eine Rolle spielen."

Dat ass liicht gesot, mä wann do awer d'Gemengen net vum Landesplanungsministère vläicht zesumme mam Transportministère e Vademecum iergendwéi eng Kéier doriwwer an de Grapp kréien, wat dat dann elo heescht, den öffentlechen Transport bei der Planung vun engem Lotissement ze maachen, da sinn der awer vläicht eng Rei iwwerfuerdert. Ech mengen, do musse mer oppassen, well bis mer elo dann awer déi Rei Pläng, vun deenen esou vill geschwat ginn ass, rechtskräfteg ëmgesat hunn, ginn nach vill Décisioune geholl, a wann déi alleguerte konträr zu den Iddië vum IVL sinn, dann hu mer ganz vill gutt Geleeënheete verpasst.

Ech fannen et dann awer och am Kontext vun der Ëmsetzung net gutt, wann op eemol konträr Messagen aus der Regierung kommen. Et ass e bësse schued, dass elo de Wunnengsbauminister grad fortgaangen ass, well ech deelen nämlech net d'Meenung hei vu gewëssene Virriedner, dass dat, wat den Här Boden de leschte Méindeg virgestallt huet, konform ass zum IVL.

Ech sinn als Buergermeeschter vun enger klenger Landgemeng nämlech elo schlecht drun. Wann ech den IVL kucken, da soll Biekerech net méi wuesse wéi säin Eegebedarf. Deen ass elo vläicht schwéier ze chiffréieren, mä dat sinn awer doudsécher keng 15% an deenen nächsten zéng Joer. Elo kréien ech da leschte Méindeg vum Här Boden un d'Häerz geluecht, dass, wann ech mäi Solidarbäitrag leeschte wëll, da Biekerech an deenen nächsten zéng Joer mindestens 15% wuesse misst, an eréischt wann ech nach dodriwwer wuessen, da kréien ech och nach e bësse Geld.

Et deet mer Leed, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wat ass dann elo meng Referenz? Soll ech mech un den IVL halen oder soll ech mech un de Wunnengspakt vum Här Boden halen? Ech sinn der Meenung, dass dat, wat do ausgeschafft ginn ass, konträr ass zum IVL. Dat do ass weider mat der Strenz iwwert d'Land gefuer.

Do soll all Gemeng ondifferenzéiert mindestens 15% wuessen. Dat ass wesentlech méi wéi d'Eegenentwécklung. Ech fannen dat bedauerlech, well do weess dann och elo vun de Responsables communaux geschwë kee méi, wat dann elo seng Referenzdokumenter sinn an u wat dass hie sech dann hale soll.

Déi Gréng si fest dovun iwwerzeegt: D'Wunnengsnout kann net an der Gemeng Biekerech, der Gemeng Munzen oder der Gemeng Schengen geléist ginn! D'Wunnengsnout zu Lëtzebuerg, déi muss an der Stad Lëtzebuerg, an der Nordstad, zu Esch an an de gréissere Gemenge geléist ginn. Dat ass fir eis ganz kloer. Generell stelle mer fest, dass an deem Beräich vun der praktescher Ëmsetzung natierlech eng ganz Rei Acteure gefuerdert sinn, a wann do eng Rei Defizitter sinn, si mir och déi Lescht, déi elo wëllen integral dem Innen- oder Landesplanungsministère d'Schold zouschiben.

Ech kommen awer dann zum drëtte Punkt vun der politescher Ëmsetzungsstrategie. Do ass et awer esou, wa mir als Gréng ee Virworf un den Innenminister ze riichten hunn, dat deen ass, dass mer dat Gefill hunn, dass hien zwee Joer no de Wahlen nach keen Usaz vun enger politescher Ëmsetzungsstrategie fir den IVL erkenne léisst - am Géigendeel!

Ech mengen, dass den IVL zu enger gewësser Zäit, wéi e virgestallt ginn ass, schonn eng gewësse Plaz am Débat public, an der Press och an de Lieserbréiwer an esou weider ageholl hat. Elo awer no zwee Joer Funkstille vun offizieller Säit, hunn ech dat Gefill, dass mer leider erëm musse bei null ufänken.

Dat ass iwwregens och ganz konträr zur Regierungserklärung. Do stoung nämlech schwaarz op wäiss dran, et géing direkt no de Wahlen e groussen Débat public iwwert den IVL gefouert ginn. Dat ass net geschitt!

Déi Gréng, Här President, hätte sech virgestallt, dass no de Chamberswahlen am Virfeld vun de Gemengewahlen, mä och no de Gemengewahlen et zu engem „Halsdorf on tour" komm wier, dass den Innenminister an déi sechs Regioune gepilgert wier, dass hien un dosende vu ronnen Dëscher,...

(Interruptions)

…hien un dosende vu ronnen Dëscher deelgeholl hätt mat senge Leit, mat de Gemengen, fir iwwer Regionalpläng ze schwätzen.

Ech mengen net, dass ee muss waarde bis formal alles an der Rei ass, ier een ufänkt iwwer regional Zesummenaarbecht ze schwätzen. Den Alex Bodry, mengen ech, huet dat ganz gutt geschildert. Dat ass e laangwierege Prozess. Do muss emol fir d'éischt eng gewësse Vertrauensbasis sech opdinn. Dat kann een och mat enger A.s.b.l. ufänken, wéi et op gewësse Plaze geschitt ass. Dat muss net direkt de Syndicat mixte à vocation multiple aus dem Landesplanungsgesetz vun 1999 sinn. Esou dass mer bedaueren, dass eigentlech do elo do déi zwee Joer näischt geschitt ass.

Et hätt ee misse mat den Acteurs économiques schwätzen a mat der Société civile, fir lues a lues hannert déi theoretesch Konzepter vum IVL och kloer Biller ze setzen. Et ass souguer deelweis konträr virgaange ginn. Ech deelen dem Mouvement écologique seng Kritik, dass déi ganz Aarbecht, déi vill gutt Aarbecht, wéi ech elo éinescht och betount hunn, ze vill am stillen Kämmerlein geschitt ass.

Mä nach, Här President, si mer der Meenung, dass et nach Zäit ass; et gëtt zwar héich Zäit, an duerfir si mir och frou, dass an der Motioun ee vun de wichtegste Messagen ass, dass awer elo dee Pilgertour muss gestart ginn an dass mer an déi sechs Regioune musse goen, fir dass grad och elo, wou mer nei Buergermeeschteren, Schäffen a Conseilleren hunn, déi vläicht nach ni eppes vun IVL héieren hunn, déi och eng Chance kréien, sech mat deem Konzept auserneen ze setzen, an och vläicht eng positiv Approche zu där ganzer Saach kréien.

Esou wäit an enger éischter Phas, Här President, e bëssen eis Analys an de Bilan vun deene leschten zwee Joer.

Ech wëll dann awer betounen, dass déi Gréng och weiderhin iwwerzeegt si vun der genereller Approche vum IVL. Vläicht kuerz déi éinescht vu mir ugedeiten dräi méi prinzipiell Kritiken, déi deelweis déiselwecht sinn, déi ech virun zwee Joer hei op dëser Tribün gesot hunn.

Eis stéiert et, dass an deem ganze Konzept dat Wuert Kyoto net virkënnt. Ech mengen, et gëtt ëmmer méi kloer, dass awer virun allem - trotz eisem bescheidenen, oder loosse mer soen eisem gudde Recht, eis iwwer Lëtzebuerg Gedanken ze maachen an och ze kucken, eis uerdentlech ze organiséieren - par rapport zu där Risenerausfuerderung Klimawandel, dee virun eis steet, dat dann awer Peanuts sinn.

Esou mengen ech, muss et awer zu enger méi staarker Verankerung tëscht der Problematik Kyoto an der Virgoensweis IVL kommen. Dat misst eigentlech den ieweschte Kritär sinn no deem all Projet hei analyséiert gëtt.

Ech gräifen déi Iddi erëm op, déi ech en Dënschdeg hei an d'Diskussioun geworf hunn, nämlech net deemnächst bei all Projet - esou wéi et Usus ass - eng Fiche financière dobäizesetzen, mä eng Fiche CO_2 dobäizeleeën, fir ze kucken, ob mer Kyoto-konform sinn oder net.

An ech mengen, dass och e Bensinspräis oder d'Héicht vum Bensinspräis vill méi mat Landesplanung ze dinn huet, wéi vläicht vill Leit mengen. Ech hunn an engem interessante Buch emol eng Kéier gelies, datt e Fachmann gesot huet: „Gitt mer en Helikopter an ech fléien iwwer äert Land an da soen ech iech, wat de Bensin kascht." Well wann ech nämlech eng relativ konzentréiert Agglomeratiounsstruktur hunn, dann ass d'Chance grouss, dass de Bensin relativ deier ass, well d'Leit et sech iwwerhaapt net leeschte kënne 50 Kilometer an d'Land wunnen ze goen, fir dann all Dag an d'Stad schaffen ze goen.

Ech mengen, Dir sidd mat mer eens, dass wa mer mam Helikopter op der Place d'Armes géinge starten an eis virun allem an deenen nächsten 20 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg ëmkucke géifen, da géife mer séier gewuer ginn, dass de Bensin ganz bëlleg zu Lëtzebuerg ass, wat eigentlech erlaabt, dass d'Leit wäit eraus wunne ginn an dann awer all Dag, wa méiglech och nach individuell mat hirem Auto, an d'Stad erapendelen. Esou dass, mengen ech, och op deem Niveau de Lien tëschent dem Aktiounsplang Kyoto an dem IVL vläicht méi grouss ass wéi verschidde Leit menge géingen.

Eng zweet prinzipiell Kritik ass, dass mer e Lien zur Familljepolitik vermëssen. Elo frot Der mech vläicht: Wat huet dat da mam IVL ze dinn? Ma, mir, déi Gréng, sinn iwwerzeegt, dass wa mer eng minimal Chance wëlle kréien an de Beräich vum Awunnerzeenario ze kommen, da gëtt et fir eis nëmmen ee Wee: Da musse mer ganz substanziell mam Taux d'activité vun de Fraen erop.

Fir déi Gréng gëtt et genuch aner Ursaache fir den Taux d'activité vun de Fraen eropzekréien, mä fir eis ass et evident: Ouni eng wesentlech Augmentatioun vum Taux d'activité vun de Fraen, kënne mer den Awunnerzeenario vergiessen. Dat ass eigentlech eng ganz effi-

kass Manéier fir an den Awunnerzeenario eranzekommen: Déi Leit, déi wunne schonn hei, déi hu schonn en Haus, deenen hir Kanner gi schonn an eng Schoul. Wa mer déi mar op den Aarbechtsmaart mobiliséiert kréien, dat gëtt eis a viller Hisiicht vill méi bëlleg, wéi wann ëmmer erëm nei Grenzgänger, vun ech weess net wou, individuell mat hirem Auto bei eis kommen.

Duerfir si mer der Meenung, dass aus enger Politik vun de Maisons relais, déi bis elo nach ëmmer fräiwëlleg leeft, wierklech wéi mir et och scho proposéiert hunn, eng Obligatioun vun de Gemenge soll ginn, fir an engem verstännegen Zäitraum flächendeckend esou Strukturen ze hunn, fir dass mer de Fraen och eng Méiglechkeet ginn, Beruff an Haushalt besser ze vereinbaren. Esou dass ech mengen, dass dee Lien och vläicht méi grouss ass, wéi et den éischte Moment ausgesäit.

An drëttens eisen ale Slogan „Endlech a Leit investéieren amplaz a Bëton“. Mir hunn dat Gefill, dass den IVL prinzipiell awer nach e bëssen infrastrukturlaaschteg ass, wann ech dat emol esou däerf soen. Et huet een dat Gefill, dass an eiser Gesellschaft nach ëmmer gemengt gëtt, mir kéinten all Problemer mat Infrastrukture léisen. Dobäi misst een esou lues erkennen, dass am Zäitalter vun der Wëssensgesellschaft ee ganz oft mat intelligente Konzepter a kreative Léisunge wesentlech méi Problemer ka léisen, wéi ëmmer erëm nei Infrastrukturen an d'Welt ze setzen.

Ech mengen, en éischt gutt Beispill ass d'Mobilitéitszentral. Ech sinn iwwerzeegt, wann déi emol hiren Niveau de croisière erreecht huet, wäerte mer feststellen, dass véier, fënnef Leit, richteg gutt agesat, mat där richteger Kommunikatiounsstrategie, vläicht méi zur Léisung vun eise Mobilitéitsproblemer kënne bäidroen, wéi wa mer ëmmer erëm nei Contournementer an nei Stroosse wëlle bauen.

Datselwecht gëllt fir Energieberoder. Datselwecht géing awer och vläicht gëlle fir Bauberodung op regionalem Plang. Esou Konzepter gëtt et an der Wallonie mat relativ groussem Succès, wou op informell Aart a Weis Gemenge berode ginn, an och déi Privat, fir einfach méi zäitgeméiss Bauformen ze entwéckelen.

Nieft dëse méi prinzipiellen dräi Kritiken, wëll ech awer eng Rei Virschléi oder Prioritéiten eisersäits an d'Diskussioun werfen. Ganz kuerz: Fir eis ass dat Allerwichtegst déi kuerzfristeg Moossnamen, wou ech éinescht gesot hunn, wou eiser Meenung no grouss Defizitter sinn. Mir brauchen eng absolut aktiv Sensibiliséierung vun de Gemengen, grad am Virfeld - wéi eng Rei Virriedner et scho gesot hunn -, beim Opstelle vun deenen neie PAGen.

Wa mer déi Fënster elo, déi elo an deenen nächste puer Joer besteet, wou 116 Gemengen en neie PAG maachen, verpassen, da si mer erëm fir sechs, zéng Joer partis pour la gloire, wann ech esou däerf soen. An da gëtt et duebel esou schwéier op Gemengenniveau konkret Saachen ëmzesetzen. Mir brauchen déi Rastere vun deenen ech geschwat hunn, d'Checklëschten. Kommt mer ginn net ëmmer komplizéiert juristesch Argumenter sichen.

Vill Gemengeverantwortlech si mar frou, wa se d'operationell Geschirkëscht an de Grapp gedréckt kréien. A vill vun hinne sinn dankbar, wa se vis-à-vis vu Promoteure sëtzen a si kënnen op Grond vun enger Checklëscht oftaaschten, ob dann dat Lotissement, wat engem dann do presentéiert gëtt, sënnvoll ass oder net.

Kommt mer leeën dann och Kritäre fest, wann anscheinend e Konsens do ass, dass mer Minimum 25 Unitéite pro Hektar fir den IVL wëllen, da kommt mer soen de Leit déi Chifferen. Ech sinn iwwerzeegt, wa mer eng Ëmfro bei de Gemengeverantwortleche géinge maachen, do huet nach keen eppes vun deem Chiffer héieren. Da kommt mer soen deenen dat a mer soen: Dat ass zum Beispill e Kritär. Kommt mer ginn hinnen eng Distanz, wéi wäit et soll wa méiglech zur nächster Gare oder zur nächster Bushaltestell maximal sinn. Da kréie mer scho vläicht ganz villes an der Praxis erreecht.

Ech géing e Krack méi wäit goe wéi den Alex Bodry, wat d'Zones d'activités an d'Perimeteren ubelaangt. Wa mer wierklech feststellen, dass mer nach kéinte 500.000 Leit ophuelen a Lëtzebuerg, ouni…

(Interruption)

…en Hektar méi an de Perimeter ze huelen, solle mer dann net de Courage hunn an e Moratoire fir weider Perimetererweiderunge maachen? Vläicht hätt dat och eng ganz grouss Symbolwierkung.

Zweet Iddi mat de Projets pilotes. Ech menge schonn, dass um regionalen Niveau relativ vill leeft. Dat soll een esou séier wéi méiglech weiderdreiwen, mat wa méiglech konkrete Resultater.

Mir brauchen awer och Beispiller um klengen Niveau. Ech hunn et hei scho gesot, mir riskéieren elo vum Extrem vum Bungalow op 15 ha eriwwerzeschloen, och besonnesch am ländleche Raum, op d'Appartementshaus mat 30 Appartementer an engem ale Bauerenhaff. Dat eent ass esou desastréis wéi dat anert. Dat eent vläicht éischter um landesplanereschen Niveau, dat anert awer um sozialen Niveau.

Et gëtt ganz spannend Formen, wéi een aus engem ale Bauerenhaff mat enger Rei Reienhaiser an zwee, dräi Appartementer eigentlech erëm kann op déi Zuel vu Leit kommen, déi vläicht am Ufank vum 20. Jorhonnert an esou engem Bauerenhaff gewunnt hunn, wou nach sozial Nohaltegkeet kann existéieren. Och esou Beispiller brauche mer.

Dann, dat, wat mer opgefall ass, wéi gesot, de Mëtten, dat ass, dass wéineg dervu geschwat ginn ass: Mir mussen eis finanziell Instrumenter, déi mer hunn, un d'Philosophie vum IVL upassen.

Éischtens, wa mer gär e Lëtzebuerg vun de kuerze Weeër hätten, da kann een net weider déi laang Weeër op d'Aarbecht mat öffentleche Gelder ënnerstëtzen. Also gehéiert eiser Meenung no d'Reglementatioun iwwert d'Frais de déplacement op de Leescht.

Wann ee gär eng Banneverdichtung hätt, da misst eiser Meenung no d'Ëmnotzung vill méi staark gefördert ginn, wéi de Bau op der grénger Wiss, an da misste mer eis Logementssubsiden och deementspriechend ëmänneren. Ech kann lech soen, dass an Däitschland an der Tëschenzäit déi Primen, déi de Stat bäigëtt fir Wunnengskaf, exklusiv op d'Banneverdichtung ausgeriicht ginn. Do kritt een iwwerhaapt keng Hëllef méi, wann een e Bungalow op d'grouss Wiss setzt. Vläicht misste mer och de Courage hunn dat ze maachen.

Wann ee gär déi onbebaute Fläche mobiliséiert, da muss endlech eng Reform vun der Grondsteier kommen, déi de Moment nach ëmmer déi bebaute Fläche méi staark besteiert wéi déi onbebauten. Dat sinn alles finanziell Instrumenter, déi net nëmmen net konform si mam IVL, mä déi esouguer konträr sinn zu där Philosophie. An do waarden ech awer op d'Virschléi vun der Regierung, fir dass endlech do eppes geschitt.

Véierte Punkt, ech ka mech bal selwer net méi héieren, mä: Wéini kënnt dann dee berühmte Fonds régional? Et ass a bleift fir eis ee vun de Schlësselen zur regionaler Entwécklung. Et muss een net onbedéngt e Fonds régional hu fir regional Entwécklung ze maachen. Mä ouni Fonds régional kritt een nach esou bal keng flächendeckend regional Entwécklung. Duerfir schaaft dat Instrument endlech a weist de Gemengen, dass déi, deenen de Paltong emol eng Kéier e bësse méi no ass wéi d'Hiem, belount ginn derfir, an net ëmgedréint, wéi et haut ass.

Fënnefte Punkt, d'Konkretiséiere vum Slogan „A Mënschen investéieren“ um Regierungsniveau, um regionalen Niveau. Och mir freeën eis, dass hei e Konsens ze bestoe schéngt, dass mer op alle regionalen Niveauen e Kompetenzteam brauche vun héich qualifizéierte Leit, en vue vun deem wat ech éinescht gesot hunn, dass heiansdo innovativ Konzepter méi brénge wéi deier Infrastrukturen. Da kommt mer maachen am nächste Budget eng gréisser Kreditlinn, a mer ginn deene Regiounen, déi elo schonn esou schaffen, och Kreditter fir déi Leit anzestelle respektiv maache mer en Ureiz fir nei Regiounen, fir dat och ze maachen.

Sechst Iddi: Ech mengen, dass de Stat mam gudde Beispill muss virgoen. Ech hunn nach net vill héiere vun där jorelaang och schonn hei diskutéierter Dezentraliséierung vun Aarbechtsplaze vu staatleche Verwaltungen. Ech mengen, dass mer awer och eis mussen eens ginn, wat mer ënner enger richteger Dezentraliséierung verstinn.

Et mécht kee Sënn mam Pudderdëppchen iwwer Land ze fueren an eng ganz Rei Institutiounen, déi et nëmmen eemol am Land gëtt, iergendwou hinzetesselen. Dat ass an eisen Aen eng falsch verstanen Dezentraliséierung, well domat produzéiert een nach méi Kaméidi. Mä zum Beispill, wann een zwielef oder 15 Lycéeë brauch, fir déi wierklech systematesch iwwer Land ze verdeelen, dat ass fir eis eng wuelverstanen Dezentraliséierung.

A siwent a lescht Iddi, do si mer bei de Strukturen. Ech mengen och, dass mer net elo ëmmer erëm mussen nei Strukturen erfannen, dass mer ëmmer erëm iwwer Gesetzesännerunge mussen diskutéieren. Ech fannen déi Strukturen an dem 99er Gesetz net esou schlecht. Kommt mer kierben déi emol un, a wa mer dann en cours de route feststellen, dass se net grad esou effikass si wéi se si sollten, da maache mer dann Ëmännerungen. Mä ech verstinn net, dass mer ëmmer erëm nei Gesetzer mat neien Iddië vu Strukture maachen, a mer maache keng operationell.

Ech mengen awer, dass ee sech och wierklech muss Gedanke maachen, elo schonn, fir an enger nächster Regierung dat ze maachen, wat den Emile Calmes ugeschwat huet, wou ech seng Meenung deelen. Et ass net méi zäitgeméiss, dass mer e Ministère des Bâtiments publics hunn, deen d'Busspur zeechent, e Ministère des Transports, dee se autoriséiert, an ech weess net wien, dee se och nach muss matdeelen. Et gëtt héich Zäit, dass mer e Verkéiersministère kréien, deen d'Mobilitéit hei am Land organiséiert, an do ënnendrënner Verwaltungen, déi gradesou gutt Stroosse baue wéi Eisebunne wéi Vëlosweeër an esou weider an esou fort. Do si mer nach wäit dervun ewech. Ech mengen et ass elo schonn Zäit, fir sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuele mech: Den Innenminister soll de Pilgerstaf an de Grapp huelen, fir mat den neie Schäffen- a Gemengeréit ze schwätzen, fir e Pakt mat de Gemengen ze maachen, dës Kéier awer fir den IVL an net dee Pakt am Wunnengsbau. Ech mengen, dat ass fir mech deen éischte Pakt vun deem ech héieren hunn, e Pakt tëschent zwee Partner, wou nëmmen een um Dësch souz. Dat schéngt mer e komesche Pakt ze sinn a schonn zum Scheitere veruerteelt vun Ufank un. Ech mengen hei misst et e Pakt net fir d'Gemengen, mä mat de Gemenge ginn. Mir hunn Erfahrungswäerter an esou enger Démarche, wat LEADER an aner Programmer ubelaangt.

Ech deelen absolut d'Meenung vum Alex Bodry, dee gesot huet: Den IVL ass e politescht Instrument. Da kommt mer maachen och eng politesch Virgehensweis, Här Innenminister, a mer zéien eis net dauernd op formaljuristesch an éischter technokratesch Iwwerleeungen zréck, déi selbstverständlech och musse gefouert ginn, mä do dernieft brauche mer eng politesch Démarche, soss bleiwe mer am Bulli vun den technokrateschen Hürden an de gesetzleche Problemer stiechen.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deelen déi Gréng d'Meenung vun deene meeschte Virriedner, dass u sech d'Grondphilosophie vum IVL richteg ass an dass se eigentlech och méi néideg ass wéi jee. Seng politesch Ëmsetzung däerf net méi weider verzögert ginn, mä muss kommen, an dat aus dräi Ursaachen eiser Meenung no:

Aus ekologeschen Ursaachen, soss riskéiere mer en dramatescht Zréckgoe vun der Liewensqualitéit, mä awer och en immensen Drock op eis natierlech Ressourcen. Aus ekonomeschen Ursaachen: Mir brauche grad an Zäite wéi haut en effikasst Ëmgoe mat den öffentleche Gelder. A schlussendlech, Här President, och aus sozialen Ursaachen, well, Dir Dammen an Dir Hären, an Zäite vu steigende Pëtrolspräisser riskéiert e Lëtzebuerg vun de laange Weeër an enger verschwenderescher Urbaniséierung zu engem soziale Bumerang fir déi méi schwaach Deeler vun eiser Gesellschaft ze ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann ass et um honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Virun zwee Joer hate mer am Fong déiselwecht Diskussioun eng Kéier hei an engem Débat iwwert den IVL scho gefouert zum Wunnen, Schaffen an zur Mobilitéit, vernetzt Denken an Handelen. An ech mengen, wann een, haut hunn ech emol eng Kéier nogelies wat mer virun zwee Joer, déi eenzel Spriecher, gemaach hunn, dann huet ee festgestallt, datt am Parlament e gewëssene Konsens bestanen huet iwwert d'Grondausriichtungen, wéi mer an Zukunft eis landesplaneresch Gestaltunge missten organiséieren, an et ass och deemools geschwat gi vun engem Ëmstellen an eisem Denken, an der Politik, an de Verwaltungen, fir dat Ganzt och de Bierger méi no ze bréngen.

Et huet also kee Wäert, datt mer haut alles dat erëm eng Kéier rappeléieren, wat mer eis virun zwee Joer gesot hunn, mä mer solle kucken: Wou sti mer? Wat hu mer opzeweisen? A wou sinn d'Knackpunkten, firwat datt mer net richteg virukommen?

Et muss ee wëssen, datt déi Diskussioun hei ëmsou méi schwéier fält, well se, menger Meenung no - an dat ass elo kee Virworf, do si mer alleguer schold drun -, vläicht 20, 30 Joer ze spéit komm ass. Mir hunn am Fong iwwer Jorzéngte queesch duerch d'Land: a Regiounen, a Gemengen, an Dierfer gebaut a geplangt, Industriezonen, Gewerbezonen, Wunnzonen, ouni datt ee gekuckt huet, datt dat vernetztent Denken deemools present war. An haut fanne mer eis awer mat där Ist-Situatioun do erëm a mer wëllen elo e globaalt Konzept doranner bréngen, wat awer dann am Konflikt steet mat deem, wat alles scho queesch duerch d'Land realiséiert ass. An dat beweist dann och wéi schwéier d'Diskussioun ass.

Mir mierken dat hei am Parlament, mir mierken dat och an de Kommissiounen, mir mierken dat och an der Spezialkommissioun, wou mer elo schonn e puer Méint amgaange sinn dran ze diskutéieren an ëmmer méi mat an d'Diskussioun erabréngen, an ech fäerten, wat mer ëmmer méi mat an d'Diskussioun erabréngen, wat herno manner erauskënnt, no dem Spréchwuert „Allze vill ass ongesond“.

Duerfir hunn ech och do schonn e puermol d'Propos gemaach, ob et net besser wier, datt mer eis vläicht géifen op Punkten, wou mer kéinte méi séier Accordë fannen, an déi och net esou grousser prinzipieller Géigesätzlechkeet entstinn, wéi zum Beispill der Fro vun der Grondsteier, wat awer scho géif en Deel virunhëllefen, wou mer, mengen ech, heibannen eestëmmeg eng Motioun geholl hunn, ob mer do wierklech mussen déi ganz Diskussioun ofwaarden, déi iwwer Jore wäert goen, bis mer mengen, mir kéinten och op esou punktuellen Iddien agéieren?

Prinzipiell misst een och d'Fro stellen, ouni datt ech awer och hei wëll soen, datt ech d'Léisung derfir hunn: Mir soen, mir mussen e Wuesstum hei zu Lëtzebuerg kréie vu 4%, wéi mer deemools um Rentendësch gesot hunn, fir eis Sozialversécherungen ofzesécheren, a wa mer soe 4% Wuesstum, soe mer automatesch esou vill Aarbechtsplaze weider. A wa mer haut hei diskutéieren a mer soen, datt mer esou vill Wunnenge brauchen am Land an do zousätzlech Efforten elo musse gemaach gi queesch duerch d'Land fir neie Wunnengsraum ze schafen, da muss ee sech d'Fro stellen, ob den Här Statsminister, wéi dee virun enger Rei vu Joren hei an der Chamber eng Kéier gesot huet, datt déi Wuesstumsentwécklung an deen Zouwuess, dee mer doduerch kréien, just duerginn, fir dat ze generéiere wat et als Konsequenzen a sech selwer huet.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

A wa mer haut schwätzen, datt mer elo musse während zéng Joer esou vill Wunnraum hei am Land schafen, datt mer mussen esou vill wirtschaftlech Entwécklung kréien, dann ass dat menger Meenung no eng kuerzfristeg Vue, well mir musse jo dann och nach wëssen, wa mer haut op 500.000 zouginn a mer sinn an zéng oder 15 Joer op 600.000, datt domadder net de Problem geléist ass, mä en ass bis dohinner geléist ginn, an datt en doduerch just méi grouss ginn ass, an datt mer dann an zéng Joer soen, ma elo musse mer op 700.000, an dann erëm esou weidergoen, well d'Logik bleift ëmmer déiselwecht.

An d'Fro misst sech am Fong stellen - an dat ass dat wat ech gesot hu wou ech keng Äntwert awer drop hunn -, ob mer net sollten emol d'Alternativ diskutéieren, fir ze mengen emol ze kucken, wa mer net esou géife wuessen, wat dat als Konsequenzen hätt, an ob een net och op deem Niveau kéint d'Konsequenzen zu enger Léisung féieren, fir eventuell net esou engem permanente staarke Wuesstum mussen ausgesat ze sinn.

Dat ass menger Meenung no eng Diskussioun, déi mer sollten eng Kéier de Courage hunn, parteieniwwergräifend ze féieren. Et soll do keen direkt een deem aneren eppes virwerfen, mä ech mengen et ass eng Diskussioun, déi et wichteg ass, fir se ze féieren, well dat hei ass och keng nohalteg Diskussioun, et ass nëmmen eng Léisung à vue, wou awer ëmmer de Problem vu Jorzéngt zu Jorzéngt méi grouss gëtt, an iergendwa ginn eis dach awer eng Kéier natierlech Grenze gesat, wou mer dee Problem net méi an där Logik geléist kréien.

Dat Zweet ass d'Akzeptanz, wann ee wëllt esou eng Diskussioun féieren, queesch duerch d'Land. Do si selbstverständlech eiser Meenung no déi beschten Uspriechpartner d'Gemengen. Et muss een d'Gemengen - an et hu scho Virriedner et hei gesot - méi staark do mat erabezéien, an duerfir muss een de Gemengen awer och eng Rei vu méi prezisen Aussoe maachen.

Wann Der haut mat de Kolleegen an de Gemengen doruechter schwätzt, da kritt ee gesot: Ma si hätte gäre Fusiounen, si huelen eis gären een Deel vun eiser Autonomie ewech. Et gëtt am Fong net an der Iddi vun der Subsidiaritéit diskutéiert. Et gëtt wuel vu Subsidiaritéit geschwat, awer mat dem Resultat, datt duerno d'Gemenge manner ze soe kréien an datt méi um ieweschten Niveau décidéiert gëtt.

An och déi Iddien, elo net direkt IVL, mä déi awer an deem Kontext sinn, wat net direkt a Richtung Fusioune geet, mä vun de Communautéite vu Gemengen, wat zwar menger Meenung no och eng Zwangsfusioun ass, well déi Gemenge kee grousse Choix hunn, wa se mussen dodranner goen a se mussen een Deel vun hiren Attributiounen un déi Communautéit ofginn, dann hu vill Gemengen domadder Problemer a si sécherlech net op fir weider an déi Richtung ze diskutéieren.

Mir wëlle vun eiser Säit aus kloer soen, datt mer duerfir och eis dergéint striewen, datt mer zousätzlech Strukturen hei zu Lëtzebuerg schafen. Mir missten et als e Virdeel ugesinn, datt mer nëmmen zwee Niveauen hunn, Gemengen a Stat, a sollten net drun denken, fir Regioune mat Préfeten a Gott weess wat anzeféieren. A Frankräich géif ganz Lëtzebuerg emol keng Préfecture ginn, mir géifen emol keng Sous-préfecture ginn. Da solle mer net mengen, mir sollte Lëtzebuerg elo nach kategoriséieren a Gruppen an Deelercher maache mat esou klenge Stadthaltere queesch duerch d'Land, fir d'Land ze organiséieren, mä mir sollen op deenen aktuelle Wäerter, dat sinn d'Gemengesyndikater, menger Meenung no weiderfueren.

A wa mer regional Strukture maachen, da solle mer dann eben op regionalem Niveau Syndikater maachen, wou mer Erfahrung hunn, déi och déi Flexibilitéit hunn, déi ee brauch. Well och wa mer aner Strukture maachen, wat mer gesinn, musse mer vun deenen iwwer 80 Syndikater - mengen ech, sinn et, déi mer am Land hunn - de Gros awer nach weider derbäi behalen, aus aneren Ursaachen. Wann een eng Kläranlag baut, da gëtt d'Kläranlag mat deene Gemenge gebaut, wou de Waasserfloss leeft, an dee geet normalerweis biergof, déi an deem Dall leien.

(Interruptions)

Esou gëtt et eng ganz Rei vun Iwwerleeungen, déi einfach ausschlaggebend si fir Syndikater ze maachen, a mir sollten och op deem Niveau bleiwen.

D'Gemengefusioune sollten also fräiwëlleg bleiwen. An et muss een och wësse wat dann eng Gemeng, eng ganz kleng Gemeng nach ze décidéieren huet. Déi misst fir d'éischt een Deel vun hire Pouvoiren ofginn an esou eng Communautéit vu Gemengen, an déi Communautéit misst dann erëm en Deel ofginn a Regiounen. Do gesi mer wéi komplizéiert datt mer et maachen, an datt dann déi klengste Gemeng mengt, si hätt nach eppes doranner ze soen an ze bestëmmen, dat gleeft keen.

An da kënnt och d'Fro do vun dem Finanzéieren. Wa mer vu regionale Strukture schwätzen, da vergiesse mer ëmmer ze soe wéi mer déi finanzéieren. Ech hunn elo de Kolleeg Gira hei héieren. Mat Recht huet e gesot, an och aner Virriedner, datt mer dat musse professionaliséieren, datt Leit och mussen dohinner kommen, an datt de Stat soll d'nächst Joer eventuell scho Kredittер am Budget virgesi fir déi ze finanzéieren. Mir wëssen awer a wat fir enger Situatioun datt mer sinn.

Mir wësse wat de Statsminister virun zwou Wochen hei deklaréiert huet, a mir hunn an der Kommissioun och driwwer diskutéiert, datt am Fong déi Ministèren, déi dat Ganzt hei missten ëmsetzen - dat ass jo eng wahnsinneg Aarbecht, et gesäit ee praktesch net derduerch, mat et puer Leit -, fir d'éischt missten opgestockt ginn, fir déi Leit och ze kréien, fir dat heite kënnen alles ëmzesetzen, a wou mer dunn an der Kommissioun gesot kritt hunn: Jo, mä Dir wësst jo awer, datt vu Regierungssäit quasi e Stop do ass, datt mer näischt do kënne maachen. A gläichzäiteg soe mer dann, wa mer um ieweschten Niveau, deen et fir d'éischt soll organiséieren, keng Leit kréien, mir missten awer scho Kredittер kréien, fir et op regionalem Plang ze maachen.

An duerfir froen ech mech och, an dat ass och eng Saach, déi einfach aus der Diskussioun ausgeschloss gëtt: Mir schwätze vu regionale Strukturen, mä mir schwätzen absolut net doriwwer wéi mer déi regional Strukture finanzéieren. Engersäits wësse mer, datt et fir de Stat wäert schwéier sinn, zousätzlech Sue fräizemaachen, fir se an déi Strukturen ze ginn, an anerersäits ass jo awer wahrscheinlech och keng Gemeng dermat bereet, fir datt mer eng Ëmverdeelung ënnert de Gemenge maachen, fir datt eben déi Sue sollten aneschters am Secteur vun de Gemenge verdeelt ginn.

Här President, mir hunn e bësse Problemer mat deene regionale Strukturen, well déi eis net kloer genuch definéiert ginn. Engersäits wat d'Décisiounen, d'Nominatiounen ubelaangt, wie wat wou kann décidéieren, an anerersäits och wat d'Finanzéierung vun deene Strukturen ubelaangt. Duerfir hu mir och déi Motioun, déi hei proposéiert ginn ass vun der Kommissioun, net mat ënnerschriwwen.

Mir kënne mat dem Rescht wat an där Motioun steet averstane sinn, mä mir kënnen ons net do, wéi soll ech soen, e Blankoscheck ausstellen, ouni ze wëssen, wat genau domadder hannendru geduecht ass, an duerfir wäerte mer eis och herno beim Vote vun där Motioun do enthalen.

Fir en anere Punkt nach ze weisen, Här President, fir bei de Finanzen ze bleiwen, wat och d'Verdeelung tëschent Stat a Gemengen ass. Wa mer wëssen, datt mer bis haut nach net als Parlament wëssen - wat am Fong traureg ass fir e Parlament -, wéi vill Transfertë vum Stat un d'Gemenge gemaach ginn an deenen eenzelne Ministèren, datt mer eis als Partei, als Parlament emol net trauen,…

Une voix.- Dat weess just de Geheimdéngscht.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, mir musse vläicht de Geheimdéngscht froen.

…, datt mer eis als Parlament emol net trauen, fir zu der Regierung ze soen, mir hätten et gären, mir hätten et gär!

(Interruptions)

Well mir haten eng Kéier viru fënnef Joer eng Motioun hei eraginn, wou mer gesot hunn, mir hätte gären, datt d'Ministere sollten eis all Joer e Rapport annuel maachen, wat an hiren Departementer d'Transfertë vis-à-vis vun de Gemenge sinn, firwat datt déi gaange sinn, a wéi d'Kritäre ware fir déi Subsiden. An déi Motioun war zu eiser Iwwerraschung deemools eestëmmeg ugeholl ginn! A wéi no zwee Joer näischt geschitt war, dunn hu mer geduecht, ma da brénge mer se elo nach eng Kéier eran, fir dat ze rappeléieren, an dunn hunn d'Majoritéitsparteie se ofgelehnt, zwee Joer méi spéit.

A mir hunn och elo dëser Deeg an der Kommissioun doriwwer geschwat, datt een awer erëm eng Kéier sollt déi Diskussioun ulancéieren, an ech hat gesot: Kommt mer setzen dat mat an dës Motioun eran. An och do ass gesot ginn: Neen, dat kënne mer net maachen. Well et ass jo net nëmmen den Intérieur, dee Subsiden un d'Gemenge gëtt, haut vill méi, well d'Waasserwirtschaftsamt elo nach do mat erakomm ass. Et ass den Environnement, et ass d'Kultur, et ass de Sport, et ass d'Famill, et ass d'Jugend, et si praktesch bal all Ministèren, déi Subventiounen un d'Gemeng fir Projetë ginn, a kee weess vun eis vu wat fir engem Ministère wouhin ënner wat fir enge Kritären déi Sue fléissen. Et ass also absolut keng Transparenz doran, wann do quasi refuséiert gëtt fir dat ze maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da muss ee sech froen: Wat ass dann eigentlech do ze verstoppen? Wat ass do ze verstoppen, datt e Minister net ka soen: Ech hunn d'lescht Joer deenen an deene Gemenge fir dat an dat deen an dee Subsid ginn? A wann do eppes anscheinend ze verstoppen ass, well soss krite mer et jo, da brauch ee sech och net ze wonneren, datt vill Leit sech Gedanke maachen, wéi et dann an Zukunft soll mat de Finanze goen, wa se nach manner doranner ze soe kréien.

Ofschléissend nach e Wuert, Här President, well ech gesinn, meng Riedezäit leeft esou lues of, iwwert de Plan sectoriel „Transports". Do froe mir eis als ADR, ob déi Iddi, wéi se elo hei propagéiert gëtt, fir an der Stad mam Tram ueweriwwer ze fueren, dann IVL-verträglech ass. Well wa mer regional, national an iwwert d'Grenzen eraus wëllen en Transportkonzept maachen, da schéngt eis déi Iddi fir mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren déi richteg Léisung ze sinn, wou mer dann…

(Interruption)

Jo, dat muss Iech elo net gefalen, deene Gréngen. Ech respektéieren Är Meenung, mä ech soen och eis Meenung. Mir sinn einfach der Iwwerzeegung, datt, wann ee géif mam Zuch ënnert der Stad erduerchfueren, dann hätt een den Transportproblem regional geléist bis an d'Grenzregioun eran. Elo léise mer de Problem doudsécher net. Mir ersetzen elo en Deel vun de Bussen an der Stad duerch en Tram, a wann een emol eng Kéier kuckt, ech hu mer virgëschter emol ugekuckt wat fir eng Trammen, eh Busse vun der Gare an d'Stad eropfueren, déi fueren an all Uertschafte vum Land. Déi fueren also och muer nach.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Dir misst elo esou lues ofschléissen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech gesinn. Merci, Här President, datt Der mech dorun erënnert…

(Brouhaha général)

Ech mengen, Här President, am Respekt vun Ärer Remarque ass dat fir mech eng Selbstverständlechkeet.

M. le Président.- Wonnerbar, dann hu mer eis jo verstan.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ass dat fir mech eng Selbstverständlechkeet. Ech wollt just de Saz nach fäerdeg maachen.

M. le Président.- Een, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Herno fiert den Tram an dertëschent Bussen, an dann hu mer scherlech net de Problem geléist. De Problem géif awer geléist ginn, wa mer d'Léisung géifen huelen, déi den Här Schummer proposéiert huet, fir ënnert der Stad erduerchzefueren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Domat ass d'Debatt ofgeschloss an zum Schluss kritt nach eng Kéier den zoustännege Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Här Gibéryen huet hei vun engem Konsens geschwat, deen am Joer 2004 heibanne war. Ech ka just feststellen, dass de Mëtteg an der Debatt hei e grousse Konsens war, an dee fënnt een och erëm an där Motioun, wou ech gesinn hunn, dass véier Parteien dës Motioun ënnerschriwwen hunn, a wou ech herno kuerz wollt drop agoen.

Ech wollt awer och kuerz zu deene puer Froen, déi hei gestallt gi sinn, respektiv zu deene puer Interventiounen eppes soen.

Den Här Schank huet gefrot wéi et mat dem Logement wär am Beräich vun dem Pakt, deen den Här Boden als Logementsminister gemaach huet, also wou IVL-Kritäre solle spillen. Do ass et esou, dass mir eis virstellen, dass déi Gemengen, déi IVL-konform sinn, déi also hir Baulücken zoubauen, déi also net ze schnell wuessen, awer richteg wuessen, déi dann och dicht bauen, op d'mannst 25 Unités d'habitation pro Hektar maachen. Dat dierft kee Problem sinn, esou dass mer do, mengen ech, dee Gedanken, dee gefaart gëtt, deen net onbedéngt an dësem Pakt vum IVL ass, dass deen awer an dësem Pakt sech kann erëmfannen.

Ech hat dat jo och a menger éischter Allocutioun hei gesot, dass ech wëll dialogéiere mat der Chamber, mat de Leit, mat der Société civile, mat all deene Leit, déi interesséiert sinn um IVL. Ech mengen, deem hunn ech Ausdrock ginn, wéi ech zesumme mam President a mat deenen anere Membere vun der Chamber gesot hunn, dass ech wéilt an déi sechs Regioune goen, fir de Gemengepäpp an de Gemengemamme matzedeelen, wéi den IVL weiderkënnt a wou d'Problemer sinn.

Dat ass jo och haut de Mëtteg hei ugeklongen, a mir versiche souwisou pragmatesch virzegoen. Déi Iwwerleeungen, déi den Här Bodry notamment gemaach huet, fir am Süden zum Beispill mat elo dräi Ënnerregiounen ze fonctionnéieren, dat mécht Sënn, an et muss een ëmmer kucken, dass de Subsidiaritéitsprinzip spillt.

An duerfir sinn ech net d'accord mat deene Leit, déi hei uewe mengen, mir wëllten diktatoresch vun uewen erof déi ganz Saach ugoen. Mir versichen a gudde Bottom-up an e gudden Top-down ze kréien, an der Mëtt eis erëmzefannen, fir dann do déi néideg Masse-critiquen dans tous les sens du terme bei de Gemengen a bei alle Leit ze fannen, fir gutt Aarbecht hei ze maachen.

Et ass ugeklonge fir de Règlement grand-ducal vun de Regionalpläng hei an der Chamber ze diskutéieren. Ech huelen dëst gären un an ech komme gären heihinner an d'Chamber, fir iwwert dëse Règlement grand-ducal vum Regionalplang hei ze diskutéieren.

Et ass och ugeklonge fir de regionale Verband Pro-Sud iwwert de Plan sectoriel an déi Aarbechte mat anzebannen. Den Här Bodry huet dat ugeschwat. Ech wëll dat och gär, ganz gär mat unhuelen. Ech fannen dat ass eng richteg Approche. Et soll ee mat alle Leit esou vill wéi méiglech vernetze fir dat schwieregt Instrument, ech hunn lech et jo virdru beschriwwen, optimal anzesetzen. Also dëst huelen ech ganz gären un.

Den Här Gira hat e Problem wou hie fonnt huet, dass d'Gemengen zum Beispill bei Lotissementer wéi zu Réiser net genuch den IVL kéinten iergendwéi verstoen oder spieren; loosse mer emol esou soen. D'Gemengen hunn e wichtegt Instrument fir Politik ze maachen, déi IVL-konform ass, dat ass hire PAG. D'Commission d'aménagement gesäit jo da vir, dass déi PAGen, déi gemaach ginn, respektiv déi PAPen, déi gemaach ginn, sech dann och deene Prinzipien ënnerwerfen, esou dass ech dee Problem, deen hien do geschildert huet, net onbedéngt esou akut gesinn. Ech si jo d'accord a gewëllt, an d'Gemengen ze goen, ech soen dat nach eng Kéier, fir dann do ze diskutéieren an eventuell eng Checklëscht opzesetzen, fir an deem Beräich dann do och am Fong geholl eng Politik ze maachen, déi am Interesse vun eise Bierger ass.

Kyoto, dee Lien, mengen ech, hunn ech a menger Ried dräimol gewisen. Dat heescht, mir gesi ganz kloer de Lien mat Kyoto, a mir wäerten dann och versichen, déi Lienen optimal ëmzesetzen.

Dann nach e Wuert zu de Fonds régionaux. Do hutt Dir jo och meng Astellung héieren. Do wëll ech also och gradesou wéi bei de Subsiden eng gewëssen Transparenz kréien; déi läit mer um Häerz. Et ass net ëmmer einfach, well et ass e komplexe Prozess, mä ech menge wann do jiddferee gudde Wëllens ass, da kënne mer do villes maachen.

Nach e puer Wierder dann ofschléissend zur Motioun. Déi Motioun wou d'„stratégies de consultation et d'information informelles" gefuerdert ginn, fir den IVL ze vermëttelen, hunn ech elo grad gesot, wou d'Société civile soll agebonne ginn an och d'Gemengen an d'Regiounen, „préalablement au lancement de la procédure de consultation formelle", dat läit op der Hand, dat muss ee maachen, soss kritt een herno Diskussiounen. Wann een déi méi fréi mécht, da kritt een herno e vill bessert Instrument, dat vill méi no un d'Problemer erukënnt, déi sech stellen.

Da kënnt d'Fro nach eng Kéier vun der „création d'un fonds régional", wou ech jo gesot hunn, dass dat eng Saach ass, déi mer ënnerstëtzen, gradesou wéi de Management an der Regioun. Et muss een zwar do kucke wéi een dat upeekt. Ech hunn do verschidden Iwwerleeungen haut de Mëtten héieren. Déi eng wëllen eng ganz grouss Ouverture fir dee Management ze maachen, anerer hu scho verschidde Virstellungen. Mir sollten eis do zesummen un en Dësch setzen a kucken, wéi mer esou e Management kënnen effikass fir déi eenzel Regioune maachen.

Den „Cadre de Référence Stratégique National", dat ass e ganz komplext Instrument, wou de Wirtschaftsminister federführend ass. Ech gesinn awer kee Problem, dass een eng Kéier domat an d'Chamber kënnt an dass een do heiriwwer diskutéiert, an d'Parlament kënnt an da kuckt wéi een dat Instrument optimiséiert, fir am Lëtzebuerger Land déi finanziell Hëllefen, déi an deem Beräich ufalen, optimal anzesetzen.

Dann eng besser Koordinatioun tëschent de Ministèren, begréissen ech och, an déi ass am Intérêt vun eis alleguerten.

Da gëtt ugeschwat fir all Décisioun, déi strategesch eng national Wichtegkeet huet, mat dem IVL ze verknëppen. Dat ass och eng gutt Iddi am Beräich vum „logement, zones d'activités, préservation des grands ensembles paysagers, infrastructures publiques"; mat zwou Hänn gëtt dat ënnerschriwwen.

A last but not least ass et richteg, dass mer mussen d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung reforméieren. Do si verschidden Elementer, déi musse mat den Erfahrungen, déi mer an deene leschte

siwe Joer gemaach hunn, gekuckt ginn. Esou dass ech sécherlech déi Motioun hei als e weidere wichtege klenge Schrëtt gesinn, fir am Beräich vum IVL, am Beräich vum Lëtzebuerg-fit-Maache fir déi grouss Erausfuerderungen, déi elo op et zoukommen, et do dann eben an eng Positioun ze bréngen, eng Position de force am Interesse vun eis alleguerten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kommen dann zum Vote vun der Motioun.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Vote

Wann dat net de Fall ass, da géif ech froen:

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Also d'Motioun 1 ass majoritär ugeholl, bei 2 Abstentiounen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.27 heures)

MARDI, 23 MAI 2006 — 41E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Roger Linster, ancien Député

2. Communications

3. Ordre du jour

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique

(Débat - Motion)

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°107 du 23 mai 2006 de Monsieur Marcel Oberweis relative aux primes d'encouragement écologique, adressée au Ministre de l'Environnement
- Question N°108 du 22 mai 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling relative au Service de protection de la Jeunesse, adressée au Ministre de la Justice

6. 5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen ?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. Roger Linster, ancien Député

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat déiwem Bedauere muss ech lech matdeelen, datt ee vun eise fréiere Kolleegen, den Här Roger Linster, den 21. Mee am Alter vun 72 Joer verstuerwen ass. Schonn als jonken LSAP-Politiker huet hie sech am stater Gemengerot, an deem hie vun 1964 bis zu senger Démissioun am Joer 1991 mat enger Ënnerbriechung vun e puer Joer siégéiert huet, fir d'Bierger vu senger Gemeng agesat.

An de Reie vun der Sozialistescher Partei huet de Verstuerwenen d'Interesse vum Land hei an der Chamber vun 1984 bis 1989 vertrueden a sech haaptsächlech um Gebitt vun der Erzéiung, der Kultur an der Aussepolitik profiléiert. Eng besonnesch Éier koum him zudeel, wou hien 1987 zum Vizepresident vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot gewielt gouf.

Et wier awer onméiglech e Portrait vum Roger Linster ze maachen ouni säin Asaz ervirzesträiche fir déi Leit an eiser Gesellschaft, deenen et manner gutt geet, an dat souwuel op séileschem wéi op kierperlechem Plang. Net vun ongefeier war hien Direkter vun der Éducation différenciée, fir där hir Schafung hie mat Leif a Séil gewierkt huet. Och an der Welt vun der Kultur huet hie sech als President vum Théâtre du Centaure en Numm gemaach.

Senger Fra a senger Famill wëll ech am Numm vun eis alleguerten eist déifste Matleed ausspriechen an hinne versécheren, datt mir hien a beschter Erënnerung behalen.

Mir wëllen elo opstoen, fir ee Moment am Stëllen un dee Verstuerwenen ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5576** - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.05.2006

2. **5577**- Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.05.2006

3. **5578** - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.05.2006

4. **5579** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la surveillance du commerce des précurseurs de drogues et déterminant les modalités d'application et sanctions des dispositions: 1. du règlement (CE) N°273/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 relatif aux précurseurs de drogues; 2. du règlement (CE) N°111/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers; 3. du règlement (CE) N°1277/2005 de la Commission du 27 juillet 2005 établissant les modalités d'application du règlement (CE) N°273/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux précurseurs de drogues et du règlement (CE) N°111/2005 du Conseil fixant des règles pour la surveillance du commerce des précurseurs des drogues entre la Communauté et les pays tiers

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 22.05.2006.

3) Par lettre du 11 mai 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 3 au 6 avril 2006:

- résolution sur le rapport spécial du médiateur européen faisant suite au projet de recommandation adressé au Conseil de l'Union européenne dans la plainte 2395/2003/GG concernant la publicité des réunions du Conseil lorsqu'il agit en qualité de législateur,

- résolution contenant des recommandations à la Commission sur l'accès aux documents des institutions,

- résolution sur l'évaluation du cycle de Doha à la suite de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong,

- résolution sur la situation de l'économie européenne: rapport préparatoire sur les grande orientations des politiques économiques pour 2006,

- résolution sur le régime transitoire qui restreint la libre circulation des travailleurs sur les marchés du travail de l'UE,

- résolution sur le rapport spécial du Médiateur européen faisant suite à une plainte contre les Écoles européennes,

- résolution sur la situation des camps de réfugiés à Malte,

- résolution sur la situation au Belarus après les élections présidentielles du 19 mars 2006,

- résolution sur les travaux de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE en 2005,

- résolution sur Ayman Nour.

Par lettre du 15 mai 2006 il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 26 au 27 avril 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de la convention relative au renforcement de la Commission interaméricaine du thon tropical établie par la convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles,

- résolution sur un partenariat renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif aux amendements modifiant le protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord de coopération en matière de pêches maritimes entre la Communauté européenne et la République islamique de Mauritanie pour la période allant du 1er août 2001 au 31 juillet 2006,

- résolution sur la sécurité routière: le système «eCall» pour tous,

- résolution sur la promotion du multilinguisme et l'apprentissage des langues dans l'Union européenne: l'indicateur européen des compétences linguistiques.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen: Fir d'éischt hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Promotiounskritären am Secondaire an am Secondaire technique, duerno eng Froestonn un d'Regierung a schliesslech de Projet de loi 5430, en Ofkommes tëscht der Europäescher Unioun an der Volleksrepublik China iwwert den Transport maritime.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen? Den Här Bausch freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert Iech wuel gewonnert hunn, datt nëmmen zwou Froen do sinn, an datt zum Beispill vun der Oppositioun quasiment keng do ass, respektiv eng vun deenen zwou nëmmen do ass.

Mir hunn op alle Fall décidéiert, fir haut bewosst keng Fro ze stellen, well mer net méi wëlles hunn déi Farce vu Froestonn hei nach laang matzemaachen, an zwar déi dora besteet, datt am Prinzip an eisem Reglement hei steet, datt all Dënschdeg am Mount eng Froestonn virgesinn ass, dat och an auslännesche Parlamenter zum Beispill a Frankräich sou ass, vu wou mer dat jo deemools ofgekuckt haten, an och iwwert dee Wee agefouert hunn, an eis dorunner inspiréiert hunn, well et ganz gutt fonctionnéiert, well do souguer ëmmer d'ganz Regierung au complet ass.

Mir wären emol net esou kéng, fir ze verlaangen, datt déi ganz Regierung misst ëmmer au grand complet sinn, mä ech muss awer soen, et ass e trauregt Spill, wat mer hei elo matmaachen zënter Méint. Well, mir hu jo elo keng Présidence méi, esouwäit ech mech erënneren, déi ass jo scho laang eriwwer; de Referendum ass och eriwwer; d'Tripartite ass och eriwwer, an awer si vun deene 15 Regierungsmemberen der nëmme sechs disponibel gewiescht, fir haut an d'öffentlech Sitzung ze kommen.

(Interruption)

Mä et sinn nëmmen zwou Froe gestallt ginn, Madame Flesch, duerfir sinn natierlech nëmmen déi zwee komm, déi d'Fro och gestallt kritt hunn, dat kann ech jo nach novollzéien am Virfeld.

Mä, ech mengen, Här President, esou kann et net méi weidergoen. Déi Froestonn hei mécht kee Sënn méi an deem Kontext, well déi Froestonn ass jo an deem Sënn geduecht, datt d'Froe sollen d'actualité sinn, datt mer solle kuerz Froe stellen, déi e generellen Aktualitéitshannergrond hunn. Wann awer natierlech de Gros vun der Regierung net hei ass, ass et ganz schwiereg, fir dann dat Instrument vum Reglement auszenotzen.

Mä et ass net domadder gedinn, Här President, mir hunn es souwisou och genuch insgesamt, wat d'Froen ubelaangt. Ech wëll lech just drop hiweisen, datt meng Fraktioun de Moment siwe Froen nach opstoen huet, déi iwwert dem Délai sinn. Dat betrëfft déi ënnerschiddlechst Ministeren. Deen, deen hei elo sëtzt, ass zwar net betraff, mä et sinn der awer eng ganz Rei, déi betraff sinn. Och do muss ee soen, dat huet eng Allure ugeholl, datt d'Froe laang iwwert d'Délaië beäntwert ginn, déi mer net méi kënnen akzeptéieren - mol ofgesinn dovunner, datt bei ganz vill Froe bestänneg gefrot gëtt, fir d'Délaië verlängert ze kréien.

Ech mengen, esou kënne mer net méi hei weiderschaffen. Esou wëlle mir och net méi hei schaffen, a wann ech haut de Mëtteg nach méi frëndlech a méi fei sinn, da wäert

ech lech awer kënnen ukënnegen, datt, wann et esou weidergeet, mer déi Instrumenter hei guer net méi benotze wäerten an Zukunft, mä da wäerte mer anerer asetzen, an zwar wäerte mer dann all Dënschdeg hei, wa mer öffentlech Sëtzungen hunn, Punkten op den Ordre du jour setze loossen, an da wäerte mer hei eng generell Debatt féieren iwwer alles dat, wat mer permanent froen oder wëlle froen an net beäntwert kréien.

Duerfir, Här President, hu mir och haut keng Fro gestallt. Ech hoffen, datt mer déi Froen, déi mer nach alleguerten opstoen hunn an déi mer schréftlech eraginn hunn, an engem räsonnabelen Délai beäntwert kréien. A wann ech soe beäntwert kréien, da mengen ech dat an engem Sënn, datt et och eng Äntwert ass, déi eng Äntwert wäert ass. Well, bei enger ganzer Rei vu Froen - ech wëll lech dat erspueren, mä ech hätt lech d'Lëscht kënne virliesen -, déi an der leschter Zäit och nach beäntwert gi sinn, eigentlech guer net op d'Froe geäntwert ginn ass, déi gestallt gi sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Grethen huet d'Wuert gefrot. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat schonn oft d'Geleeënheet souwuel an der Conférence des Présidents wéi och hei op der Tribün op déi Désinvolture hinzeweisen, déi d'Regierung, déi dës Regierung am Zesummenhang mat der Chamber huet. Et gi systematesch Froen net beäntwert, et gi systematesch Froen nëmmen zu engem ganz klengen Deel beäntwert, an - wéi mäi Virriedner gesot huet - d'Heure de questions ass amgaang zu enger Farce ze degeneréieren.

Mir hunn och duerfir als Fraktioun haut ganz bewosst keng Fro gestallt. Well, wieren d'Ministere vun der Lëtzebuerger Regierung, vun där groussherzoglecher haut in corpore hei, hätte mir zum Beispill gären, Här President, den Ausseminister an den delegéierten Ausseminister gefrot, wat si vun der Image halen, déi Lëtzebuerg a Frankräich am Moment huet, wou an enger vun deene respektéiertesten Dageszeitunge vum Land eng Karikatur op der éischter Säit, an zwar am «Monde» vum Freideg, dem 19. Mee, ka stoen: «Le Luxembourg, c'est toujours magouilles et corruption.»

Do missten den Ausseminister a säin Delegéierten op Paräis sausen an deene soen, dass déi Image de marque, déi se vu Lëtzebuerg véhiculéieren, dass dat net an der Rei ass!

Ech si frou, Här President, dass gëschter Owend op enger Réceptioun de Budgetsminister als Verdeedeger vun der Bankeplaz gesot huet, dass hien dat net géif weider toleréieren. Mä hei misst d'Regierung opjäizen an eise franséische Kolleege soen, dass dat net géif goen.

An ech mengen, wann d'Regierung et net mécht, da wier d'Chamber gutt beroden, fir der franséischer Assemblée ze soen, dass deen Image de marque falsch ass, deen do systematesch véhiculéiert gëtt, och vu franséischen Deputéierte wéi Montebourg an aneren Häre, déi jo och schonn hei zu Lëtzebuerg waren, fir ze kucken, ob hei alles an der Rei wier. Déi hätte besser si géife kucken, ob bei hinnen alles an der Rei ass, an da géife se feststellen, dass do villes am Uerge läit.

Mä hei geet et drëms, fir de gudden Numm vu Lëtzebuerg dobaussen ze verdeedegen. Dat ass eng Fro, déi mir ganz gären de Mëtteg mat deenen zwee fir d'Aussepolitik zoustännege Regierungsmemberen diskutéiert hätten.

Gradesou, Här President, wéi ech och haut ganz gäre mam delegéierten Ausseminister diskutéiert hätt, wéi et méiglech ass, dass gëschter Owend an d'Chamber eng Invitatioun koum, fir un enger Table ronde am Dikrecher Lycée iwwer europäesch Froen deelzehuelen, déi kee vun eis materiell an der Lag war, matzehuelen.

A wann een e bësse machiavellistesch wier, da kéint een do hannendrun eng Taktik feststellen, da kéint een op de Gedanke kommen, dass ee géif soen, mä et ass mat Absiicht gemaach, fir dass op d'mannst d'Oppositioun do net kann dobäi sinn.

An, Här President, ech wier frou, wann Dir deene Responsabele vun deene verschiddene Lycéeën zu Dikrech géift schreiwen a soen, dass et bestëmmt net d'Schold vun der Chamber a vun deenen eenzelnen Deputéierte war, dass haut de Mueren zum Beispill vu menger Fraktioun kee konnt un där Table ronde deelhuelen, well et ass eng Initiativ, déi eis um Häerz läit. Den Asaz, den deeglechen Asaz fir d'europäesch Saach ass eis wichteg, a mir fannen et net an der Rei, dass d'Regierung, dass eenzel Regierungsmemberen d'Chamber esou behandelen.

Dofir hale mir eis och d'Recht vir, fir an Zukunft mat anere parlamentaresche Mëttelen ze kämpfen, wann dat vun der Regierung weider esou praktizéiert gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Mehlen hat d'Wuert gefrot, duerno den Här Fayot.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wéi de Statsminister Jean-Claude Juncker den 1. Februar 1995 hei seng Untrëttsried gehalen huet, do huet en e puer ganz remarquabel Saache gesot. En huet ënner anerem gesot: „Et ass hei, wou eis kleng Demokratie sech ëmmer erëm Rendez-vous gëtt. Duerfir muss och hei d'Plaz vum demokratesche Sträit sinn, d'Plaz vun der kontroverser Ausenanersetzung a vum komplizéierte Sichen. Duerfir muss och hei d'Plaz vun där leschter Entscheedung sinn. Et ass duerfir normal, dass d'Regierung virun allem hei wëllt Ried an Äntwert stoen. (...) Et ass duerfir, wou ech lech, Här President, eng Offerte wollt maachen. Ech hunn de Wonsch, all sechs Wochen fir zwou Stonnen an d'Chamber ze kommen a mech de Froe vun allen Deputéierten ze stellen. Net Froen, déi wochelaang virbereet gi sinn, an net Froen, op déi d'Regierungsverwaltung a wochelaanger Aarbechte preparéiert, mä déi Froen, déi dee Moment an deene Wochen an an där Woch aktuell sinn, wichteg sinn. Ech géif gären, fir dass mir mateneen debattéiere kënnen, fir dass Gespréich stattfënnt, och all sechs Wochen an deenen zwou Stonnen, nodeem Dir all déi Froe gestallt hutt, déi Dir wollt stellen, och engem Deputéierten eng Fro stellen däerfen."

Ech muss soen, Här President, datt mer eis deemools gefreet hunn iwwert deen Dialog, iwwert dat permanent Gespréich tëscht Chamber a Regierung. Mä et muss ee leider feststellen, datt, ofgesi vun enger ganzer Partie Regierungsmemberen, déi regelméisseg soen, se kéinten net hei sinn, oder net kënnen hei sinn, net hei untrieden, de Statsminister dat, wat en deemools ugekënnegt huet, nun awer guer net agehalen a respektéiert huet.

Ech hätt em haut zum Beispill eng ganz kuerz Fro gär gestallt, wéini datt en eng Questioun, déi ech em scho viru laanger Zäit gestallt hunn, déi scho laang iwwerfälleg ass, wéini datt e bereet wär, mer déi ze beäntwerten. Ech hätt d'Äntwert gär schréftlech, mä ech hätt en haut gär gefrot, wéini datt en dann endlech géing daignéiere mer déi Fro ze beäntwerten.

Mä mir hunn och décidéiert haut keng Fro ze stellen, fir eise Protest hei…

Une voix.- Ganz spontan.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- …zum Ausdrock, ganz spontan, ze bréngen. Ech wëll och soen, datt mir net méi bereet sinn, dat do esou nozekucken, datt ee fir d'alleréischt eng Lëscht gemailt kritt, an da kënnt eng zweet, an da kënnt eng drëtt, an ënner Ëmstänn och nach eng véiert, wou ëmmer erëm Korrekture sinn, a wou een dann däerf de Choix maachen, wat fir engem Minister datt een däerf eng Fro stellen.

Ech war mat Ärem Virgänger, Här President, eng Kéier am schwedesche Parlament. Do hu mer och ganz lieweg erlieft, wéi dat do fonctionnéiert. Dat ass op jidde Fall aneschters wéi et hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert, contrairement zu deem, wéi de Statsminister dat ugekënnegt hat, wéi en ugetratt ass. Mir kënnen dat nëmme bedaueren. Wéi gesot, och mir schléissen eis all deene Schrëtt un, déi d'Oppositioun wahrscheinlech gemeinsam wäert huelen, fir där Haltung, där Méssuechtung vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber hei entgéintzetrieden. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Dann huet d'Wuert gefrot den honorabelen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech weess net, a wat fir engem Film vum Reglement dass mer elo hei sinn, mä ech wollt awer...

Une voix.- Modifications de normes.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, jo.

Ech wollt awer fir d'éischt mol soen, dass ech et zimlech penibel fannen, wéi den Här Grethen hei zwee Ministeren, den Här Asselborn an den Här Schmit, an de Mond geholl huet, ouni dass se hei sinn, fir sech kënnen ze verdeedege respektiv hir…

(Brouhaha général)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Dat ass dach net eise Feeler!

Une voix.- Dat ass genau de Problem!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech mengen, dat ass eng penibel Manéier fir virzegoe géint d'Regierungsmemberen, déi sech net kënne verdeedegen. Dat ass dat Éischt, wat ech wollt soen.

Egal wéi d'DP do jäitzt, fannen ech dat penibel. Et deet mer Leed.

Dat Zweet, wat ech wëll soen: Als Parlementaire sinn ech selbstverständlech mat all deene Kolleegen d'accord, déi soen, dass d'Regierung deen néidege Respekt visà-vis vun der Chamber soll hunn. An ech fannen et och net akzeptabel, dass schréftlech Froen, déi gestallt ginn, esou laang iwwert d'Délaien, trotz den Admonestatioune vun onsem President, net beäntwert ginn. Et sinn natierlech och komplizéiert Froen heiansdo derbäi, déi vläicht e bësse méi laang Zäit brauchen. Mä ech mengen, also d'Regierung, oder gewësse Regierungsmembere misste sech e Ruck ginn, fir déi Froen ze beäntwerten.

An da wëll ech awer soen zu där Froestonn, déi mer hei all Mount eng Kéier hunn: Ech mengen awer, mat allem Verständnis och fir d'parlamentaresch Demande, fir d'Ministeren alleguerten hei ze hunn, gëtt et nun awer och vill international Verflichtunge vun deene Ministeren, déi net vun hinnen ofhänken. An déi Leit, déi hei bei der DP sinn, déi ware jo och an der Regierung, déi wësse jo och, wat déi Verflichtunge sinn. An ech menge schonn, dass een de Ministeren déi Fräiheet muss loossen, fir hiren internationale Verflichtungen nozekommen.

Selbstverständlech sinn ech mat deene Kolleegen d'accord, déi soen, dass fir d'Ministeren, déi hei am Land sinn an hei Verflichtungen unhuelen, d'Chamber muss d'Prioritéit hu virun anere Verflichtungen. Ech fannen, mir sollen och der Regierung dat an deem Sënn soen. Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Fayot.

Jo, ech ginn elo gläich eng Äntwert dorobber.

Fir d'éischt den Här Jaerling nach. Dann d'Madame Flesch.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, wann ech och déi Interventioune vun den Oppositiounsparteien deelweis ënnerstëtzen, esou ass et awer och esou: Ech géif jo och gär mat hinne solidaresch sinn, mä leider misste se mech dann awer vläicht mol eng Kéier, och wann ech nëmmen eng Sensibilitéitche sinn, virdrun informéieren, wa se e gemeinsame Protest wëlles hunn.

Op jidde Fall, wann ech Froe wëll stellen, da kucken ech déi Lëscht, déi virläit an da stellen ech déi Froen un déi Ministeren, déi do sinn. Ech ka keng Froen un déi Ministere stellen, déi net do sinn. Ech ginn eben esou vir. Ech hunn dat net esou enk gesinn, mä ech kann awer och kengem Onrecht ginn, wann en dat e bësse méi streng gesäit, a wann e sech dorop berifft, wat awer hei versprach ginn ass, nämlech dass d'Ministere solle wa méiglech do sinn. Dat ass och richteg.

Den Här Grethen an och den Här Bausch, déi hunn hei gesot, si géifen dann an Zukunft keng Froe méi stellen, mä si géifen dann all parlamentaresch Méiglechkeeten asetzen, déi hinnen zur Verfügung stinn, fir dann hei kënnen ze intervenéieren.

Da wär ech awer och frou, wann déi zwou Parteien dann an der nächster Zukunft an d'Presidentekonferenz géife goen an dann derfir suergen, dass dann awer och all Deputéierten heibannen an all Sensibilitéit heibannen och d'Méiglechkeet kritt, fir all parlamentaresch Méiglechkeete kënnen ze benotzen, déi hei an der Chamber zur Verfügung stinn. Dat ass eng Fuerderung, déi ech scho jorelaang gestallt hunn, wou ech scho versicht hunn, d'Chambersreglement …

(Interruption)

…an deem Sënn ze änneren.

Ech hunn dat och hei gemaach schonn eleng aus Respekt virum Här Urbany, deen eleng hei souz, a wou ech net d'accord war, dass een Deputéierten, dee gewielt ass vum Vollek, hei net d'Recht huet seng parlamentaresch Méiglechkeeten all auszenotzen. Hei si mer erëm an esou enger Situatioun, an hei sinn ech nach ëmmer der Meenung, dass endlech soll derfir gesuergt ginn, dass d'Demokratie richteg spillt, an dass all Deputéierten hei an der Chamber kann all seng Méiglechkeeten ausnotzen, an dass en net brauch bei eng aner Partei biedelen ze goe fir fënnef Ënnerschréften, fir hei eng Motioun ze deponéieren.

Also, wann Der der Meenung sidd, dass jiddferee soll kënnen hei seng parlamentaresch Méiglechkeeten ausnotzen, da gitt wann ech gelift och an d'Presidentekonferenz an da suergt derfir, dass och jiddfereen dat hei kann. Dat nennen ech Solidaritéit vun der Oppositioun. Ech soen lech schonn am Viraus dofir Merci.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wollt mat lech guer net solidaresch sinn, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech kann och gutt drop verzichten!

M. le Président.- D'Madame Flesch huet d'Wuert nach gefrot.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President,…

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Méi aarmséileg geet et jo net.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- …op Grond vun deem, wat den Här Fayot elo hei gesot huet, wëll ech ganz kloer drop hiweisen, dass mer absolut Verständnis hunn, wa Ministeren, déi Auslandsverflichtungen hunn, net kënnen hei sinn. Mä mir wëssen awer, dass bei verschiddene Ministeren, déi sech haut hei entschëllegt hunn, et net Auslandsverflichtunge sinn. An dofir mengen ech, muss een onbedéngt drop hiweisen, dass awer déi éischt Prioritéit vun de Ministere muss sinn, an der Chamber ze sinn, wann dës Froestonn ass.

Ech soen dat mat grousser Gelassenheit, well ech och emol an der Regierung war an ëmmer erëm derfir gekämpft hunn, och à l'égard vu mengen eegene Beamten, fir ze soen: Et kann net sinn, dass een net der Chamber d'Prioritéit gëtt. Also, ech kann net akzeptéieren, dass d'Ministeren, déi am Land sinn - a vun deenen zwee, déi den Här Grethen genannt huet, trëfft et een dervun -, dass déi haut net hei sinn.

De Minimum vun Anstand à l'égard vun der Chamber verlaangt vun de Ministeren, datt se hei sinn, wann déi Froestonn stattfënnt.

Ech wëll eng zweet Bemierkung maachen opgrond vun deem, wat den Här Jaerling gesot huet. Wa mer gesot hunn, mir géinge vun alle Méiglechkeete vum Reglement Gebrauch maachen, fir an Zukunft d'Regierung drop hinzeweisen, wat hir Obligatioune sinn a wat se muss maachen, dann ass dat, well mer es midd sinn, Här President, Äntwerten op Froen ze kréien, déi mer stellen, déi keng Äntwerte sinn an déi a kengem Mooss op d'Froen äntwerten, déi mer gestallt hunn!

Ech wäert lech, Här President, elo muer e Bréif schécken, wou ech bei enger Fro Anstand huelen, wou e Minister total laanscht d'Froe geäntwert huet oder probéiert huet ze äntwerten, also keng Äntwert geliwwert huet op Froen, déi gestallt gi sinn. Dat kann net sinn! Mir huele vun alle Méiglechkeete vun deem, wat an esou engem Reglement steet, elo an Zukunft Gebrauch.

An ech géing dem Här Jaerling soen: Mir hunn d'lescht Woch seng Motioun iwwert de Keeleclub mat ënnerschriwwen,…

(Interruption)

…fir dass mer konnten dergéint stëmmen,…

(Hilarité)

…mä fir him d'Méiglechkeet ze ginn, seng Meenung zum Ausdrock ze bréngen. Mir sinn also absolut bereet, och dann zu deem ze stoen, wat am Reglement virgesinn ass. Mir sinn awer net der Meenung, dass ee soll Moossnamen oder Aktiounen ënnerhuelen, déi net am Reglement virgesi sinn. Mir halen ons kloer un déi Méiglechkeeten, déi d'Reglement ons gëtt, mä mir schöpfe se voll aus.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech der Regierung d'Wuert ginn, erlaabt mer,…

(Interruption)

Ah pardon, den Här Wolter! Pardon, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci fir d'Wuert. Ech wollt soen, dass ech an de Grondzich mat deem, wat elo hei gesot ginn ass, d'accord sinn, an och soen, dass ech d'lescht Woch selwer eng Initiativ geholl hat, well et dach fir en Deputéierten, deen eng Fro wëllt stellen, relativ frustrant ass, wann e fënnef vir dräi e Regierungsmember aus der Chamber gesäit erausgoen, deem e gären um dräi Auer eng Fro gestallt hätt an deen dann awer anscheinend keng Zäit huet, fir déi Fro dee Moment um dräi Auer ze beäntwerten.

Déi Froestonn, déi ass agefouert ginn op Initiativ vun der Regierung. Ech menge souguer, dass ech an där Regierung selwer war. D'Iddi war fir eng lieweg Confrontation d'idées mat den Deputéierten an der Chamber ze kréien. Déi kann een allerdéngs nëmme kréien, wann een eng Presenz huet, déi engem objektiv erlaabt, fir och déi Confrontation d'idées, deen Dialog, deen Austausch vu Gedanken ze hunn. Duerfir och vun eiser Säit aus de Rappel, och dans la mesure wou et eng Initiativ war vun der Regierung, dass, wann een net wierklech eng imperativ Verflichtung huet, d'Regierung sech muss zur Verfügung stellen, fir an d'Chamber ze kommen, ansonsten een de ganze System vun där Froestonn a Fro muss stellen.

Fir haut wëll ech allerdéngs à décharge vun de Regierungsmembere soen, dass et virgesinn ass, dass déi Froestonn vun dräi bis véier ass, an dass mer an der Conférence des Présidents fir haut selwer décidéiert hunn, opgrond vun där enger oder där anerer Interventioun, fir eng Inversioun vum Ordre du jour virzehuelen a fir d'éischt eng Aktualitéitsstonn ze maachen an duerno d'Froestonn ze maachen, esou dass deen een oder anere Kolleeg aus der Regierung mech gebieden huet, ze verstoen, dass en net konnt do sinn, well en effektiv vun dräi bis véier de Calepin blockéiert huet an duerno Rendez-vousen ugeholl huet.

Et muss een och wëssen - an ech war jo och selwer am Fall, an och aner Kolleege waren hei am Fall -, dass awer de Calepin vun engem Minister e chargéierten och ass, an een och muss Verständnis hu fir den Ordre du jour an de Calepinë vun de Ministeren. Et ass also e Spill tëschent deem engen an deem aneren.

Wat d'Froen ubelaangt, sinn ech och e Verfechter dovunner, dass ee gutt Froe stellt, déi am Intérêt national sinn, an déi - wéi soll ech soen? - zur politescher Wahrheitsfindung vum Land eppes bäidroen. An der Zäit war et emol esou, kann ech mech erënneren, dass am Joer 200, 250 Froe gestallt gi sinn. Mir sinn elo zu wäit iwwer 1.100 Froen eleng fir dës Sessioun eriwwergaangen. Wann ech mer d'Froen heiansdo ukucken, stellen ech heiansdo mer d'Fro, ob alles,…

Une voix.- Très bien.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …wat do als Froe gestallt gëtt, och wierklech d'intérêt national um Niveau politique ass - de un. An de deux stelle mer de plus en plus oft fest, dass Froe gestallt ginn, déi dräi Wochen, sechs Wochen, ee Mount, dräi Méint virdru schonn eng Kéier gestallt gi sinn an déi scho beäntwert gi sinn.

Och do ass et Geben und Nehmen, an ech soen dat aus menger Erfahrung, well mir hunn eis jo hei mam Minister: Wie beäntwert d'Froen? - D'Froe gi beäntwert, preparéiert vun de Beamten. Wa vum selwechten Deputéierten zum selwechte Sujet innerhalb vum zweete Joer déi siwent Fro gestallt gëtt, da kann een natierlech och net ëmmer erwaarden, dass…

Une voix.- Très bien, très bien.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …dann nach mat därselwechter Inbrunst eng Fro beäntwert gëtt, wéi wann en Deputéierte vun Zäit zu Zäit eng Fro stellt, zu engem Sujet, wou souguer de Minister zu de Beamten a sengem Ministère muss soen: Ma nom d'un - elo hat ech bal eppes gesot! -

(Hilarité)

…ma dat do ass eppes, wat wierklech och enger eingehender Analys bedarf. Och do ass et: froen, äntwerten, ein Geben und Nehmen. Et ass jo net nëmmen d'Fro fir eng Fro ze stellen, et ass och fir eng Fro ze stellen, déi awer eng gewësse Plus-value huet fir déi Aarbecht, déi mer hei maachen.

Zum Schluss wëll ech dem Här Bausch soen, dass ech, säit ech Fraktiounspresident si vu menger Fraktioun, elo déi lescht zwee Joer, ëmmer probéiert hunn an der Conférence des Présidents, tëschent der Majoritéit an der Oppositioun eng ganz gutt Zesummenaarbecht ze hunn. Ech kenne kee Fall an de leschten zwee Joer, wou den Här Fayot an ech selwer op iergende Wonsch vun der Oppositioun net agaange wieren. Dir misst mer et op jidde Fall soen. Mir probéiere wierklech, fir déi Aarbecht, déi mer hei maachen, gemeinsam ze maachen.

Duerfir sinn ech net frou iwwert den Toun, dee kämpfereschen, e bësse provokativen Toun, deen hien hei opgeluecht huet, well dee jo automatesch dann eng Reaktioun misst brénge vun enger anerer Säit.

Ech si weider duerfir, dass mer fir eng gutt Zesummenaarbecht an der Conférence des Présidents schaffen, wat den administrativ-techneschen Deel ubelaangt, wëssend, dass mer selbstverständlech, wat inhaltlech-politesch Saachen ubelaangt, Divergence-devuen hunn, wéi se normal sinn tëschent der Oppositioun an der Majoritéit.

Mä ech hoffen net, dass de Fait, dass mer elo hei op engem gewëssene Punkt eng Ausenanersetzung hunn, wou ech wierklech nach eng Kéier wëll d'Regierung an hir Membere froen, dass mer do déi néideg Diligence hunn, dass sech doduerch eng Degradatioun vum Gesamtklima och an der Conférence des Présidents géif astellen. Ech wär net frou doriwwer, well et net zu der Serenitéit vun eisen Aarbechte géif bäidroen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Bausch, wann Der mir erlaabt just ee Wuert ze soen. Den Här Fayot huet virdru ganz zu Recht hei gefrot: Am Kader vu wéi enger Debatt si mer? Wann een eist Reglement ganz large ausleet, da kënne mer hei soen, mir wären an der Debatt iwwer eisen Ordre du jour. Allerdéngs gesäit eist Reglement, well dat elo vun alle Fraktiounen hei invoquéiert ginn ass, och Temps de parole vir, fir zum Ordre du jour ze schwätzen, a well haut de Mëtten d'Situatioun esou e bësselche kriddelech ass, hunn ech geduecht, ech géif dat duerchgoe loossen. All d'Fraktiounen hu bis elo méi wéi fënnef Minutte geschwat, dofir mengen ech sollte mer elo zum Schluss kommen.

Ech wëll zwou Konklusiounen zéien, an dann der Madame Delvaux, déi d'Wuert gefrot huet, fir am Numm vun der Regierung ze schwätzen.

Här Bausch, wann ech dann nach eng Kéier ganz large sinn…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Fir Fait personnel.

M. le Président.- Fait personnel hu mer am Reglement virgesinn, fir op d'Regierung ze äntwerten.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, well den Här Wolter mech ugeschwat huet, Här President.

M. le Président.- Wat gelift? Neen, neen, neen, den Här Wolter war ganz laang Zäit Member vun der Regierung, de Moment ass en et net. En ass elo Parlamentarier.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- De Fait personnel bezitt sech net nëmmen op d'Regierung, Här President, dat mengen ech awer net!

M. le Président.- Da sot. Ech hunn net héieren, wou den Här Wolter hei iergendwéi eppes esou Provokatives gesot huet.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- En huet gesot, provokativen Toun par rapport zu der Conférence des Présidents. Ech muss eppes dozou kënne soen a Stellung huelen. Dat war net de Fall!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Rappel au règlement!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, wann Der erlaabt,…

M. le Président.- Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …ech sinn och séier fäerdeg. Ech well just zwou Saache soen.

Dat Éischt ass, ech si sécher, wann Der eis Questioune kënnt nokucken, datt dat, wat den Här Wolter elo opgezielt huet, déi Froen, déi siwe Mol gestallt ginn zum nämlechten Thema respektiv déi, déi net d'ordre général waren, datt dat bei eise Questiounen net wäert zoutreffen. Mir kënnen den Exercice roueg maachen, do sinn ech mer zimlech sécher. Ech sinn och sécher, datt mer net fir all Klengegkeet hei reklaméieren, mä iergendwann eng Kéier geet et engem es duer.

An da wëll ech just dem Här Wolter soen: Mäi méi kämpfereschen Toun, deen hat strictement näischt ze di mat him oder mat der Conférence des Présidents, mä deen huet sech un déi Hären an Damme geriicht, déi normalerweis douewe sëtzen um Pult, a wann ech méi e kämpfereschen Toun do opgeluecht hunn, dann ass dat och, well ech mer eng Reaktioun erwaarde vun där Bänk douewen, op Basis vun deem kämpfereschen Toun. Ech weess ganz genau, wéini een an der Politik muss e kämpfereschen Toun opleeën, a wéini et e sachleche soll sinn, an haut ass ubruecht e kämpfereschen opzeleeën.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Madame Flesch! D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Rappel au règlement.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da lauschtert elo no, wann ech gelift!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Rappel au règlement, Artikel 75, Paragraph 5. Den Här Wolter huet gemengt soen ze missen, Froen, déi gestallt gi wären, géingen no dräi Méint erëm gestallt ginn. Dat kann net sinn, well onst Reglement gesäit ganz genee vir, an ech liesen den Text vum Artikel 75, Paragraph 5 vir: «Une question à laquelle le ministre compétent a fourni une réponse ne peut être représentée dans les mêmes conditions au cours de la même session.» Här President, ech maachen lech an de Servicer vun der Chamber genügend Vertrauen, dass Dir duerfir suergt, dass d'Dispositioune vun onsem Reglement respektéiert ginn.

M. le Président.- Sout, zu där leschter Fro, déi den Här Wolter an d'Madame Flesch opposéiert, wat d'Froen ubelaangt, déi méi oft gestallt ginn: Ech muss lech soen, dass mir selbstverständlech hei oppassen, datt déiselwecht Fro an den Délaien net eng zweete Kéier gestallt gëtt.

Et ass allerdéngs an der Praxis heiansdo ganz schwiereg - dat wëll ech lech soen, Madame Flesch -, fir ze soen, dat do ass eng nei Fro oder dat do ass déiselwecht Fro, well d'Froen, déi jo an enger Fro gestallt ginn, sech oft esou iwwerschneiden, datt et schwiereg ass den Tri dovunner ze maachen, wat dann elo nei ass a wat al ass un där Fro do. Dat zu deem Punkt.

Ech wëll lech awer soen, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi Debatt hei ofzeschléissen an ier ech der Regierung d'Wuert ginn: Mir hunn déi Debatt hei elo d'lescht Woch zum Deel gefouert, an ech hunn duerno mat der Madame Modert geschwat, déi zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament, an d'Madame Modert huet mer gesot, datt se an der Regierung intensiv iwwert déi dote Froe géifen an där éischter Sitzung, déi se hätten, schwätzen, sougutt wat d'Froen ubelaangt, déi hei an der Chamber gestallt ginn a Presenz vun de Regierungsmemberen, wéi wat d'Questions parlementaires ubelaangt.

Dofir denken ech - elo hu mer dat jo an aacht Deeg zweemol gemaach -, dass de Message ganz sécher bei der Regierung eriwwerkomm ass, an dass mer kënnen an Zukunft dat hei ouni gréisser Diskussiounen iwwert d'Bühn kréien.

Ech wëll awer, dass dat och korrekt ass. An den Här Ausseminister hat mech interpelléiert dowéinst. D'lescht Woch war jo eng Diskussioun hei, well hien net hei war. En huet mer gesot, dass hien hei an der Chamber ugemellt gi war, an dass dat en Iertum vu sengem Sekretariat war. Dat war en Iertum, soss wär en net ugemellt ginn. Déi hätte misse soen, hie kënnt net kommen, well en um dräi Auer de President vun Namibia empfänkt. A wann en de President vum Namibia empfänkt, wat feststoung, ech denken, dass dann all Mënsch hei an der Chamber d'accord ass, dass dat dee Moment virgeet.

Da wëll ech Iech soen - well haut just opgeworf ginn ass, dass den Här Ausseminister an den delegéierten Ausseminister, den Här Asselborn an den Här Schmit, net hei sinn -, dass den Här Schmit de Moment zu Paräis ass an enger Konferenz vun der OCDE, an den Här Asselborn (an dat ass ugekënnegt an engem Communiqué vum Ausseministère) op enger Visite de travail an der République d'Estonie zu Tallinn ass. Dat do si jo Auslandsobligatiounen, wou mer eis awer ëmmer eens waren, dass d'Ministeren dann net kéinten hei sinn.

Ech weess duerch Zoufall eng aner Obligatioun vun engem vun deenen aneren zoustännege Ministeren, déi Obligatioun gouf him octroyéiert, net vu sech respektiv senge Servicer a sengem Kalenner, mä vun enger Gemeng, déi einfach Datume fixéiert huet, a wat och e gréisseren Éclat gemaacht hätt, wann den zoustännege Minister net do wär.

Dofir, dat, wat mer haut virun aacht Deeg gemaach hunn, erëm eng Kéier: en Appel un d'Regierung, fir, well se d'Chamberssitzunge kennen an de Kalenner vun der Chamber kennen, ze versichen, wa keng Auslandsobligatiounen do sinn, déi Inlandsobligatiounen esou ze tässelen, datt dënschdes mëttes um dräi Auer hei kann normal getagt ginn.

An dann zum Schluss muss ech awer soen, an den Här Grethen huet dat ugesprach - Här Grethen, Dir hutt mer do aus dem Häerz gesprach -, datt ech dee Bréif vun dem Ausseministère iwwert déi Diskussioun zu Dikrech am Lycée gëschter op de Büro kritt hunn. Dee Bréif ass de 17. Mee gestempelt am Ausseministère an ass den 22. Mee gëschter an der Chamber hei ukomm. Ech krut dat gëschter Mëtteg virugeleet, an do steet dran, den Här Schmit wär och frou, de President vun der Chamber zu Dikrech begréissen ze kënnen, haut de Moien an där Konferenz, fir do Stellung ze huelen.

(Interruption)

Jo, Här Calmes, mir si jo elo an engem anere Film.

(Hilarité)

Et geet hei net dodrëm. Et geet hei ëm eng Konferenz, déi am Lycée zu Dikrech haut de Moien um zéng Auer war,...

(Interruptions)

...a beim bëschte Wëllen ass et natierlech net méiglech, wann een den Dag virdrun e Bréif kritt, fir manner wéi 24 Stonne méi spéit op esou enger Konferenz ze sinn, an dofir hunn ech den Här Frieseisen gëschter gebieden, e soll eng Äntwert heiropper ginn, éischtens, fir mech ze entschëllegen, dass ech net kéint do sinn, an zur selwechter Zäit zum Ausdrock ze bréngen, datt een awer räsonnabel Délaie soll kréien, fir kënnen un esou enger Konferenz deelzehuelen.

Dat gesot hoffen ech, datt elo d'Atmosphär sech berouegt huet, dass mer versichen an deenen nächste Woche mat der Regierung hei en Accord ze fannen, fir korrekt, esou wéi mer dat ëmmer gemaach hunn, mateneen ëmzegoen.

Ech géif d'Madame Delvaux bieden d'Wuert ze ergräifen, déi d'Wuert gefrot huet, fir am Numm vun der Regierung derzou bäizedroen, datt d'Klima sech elo berouegt. Madame Delvaux, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President.

Déi Diskussioun hei erënnert mech terribel un déi, déi mer leschten Dënschdeg hei geféiert hunn, an ech hätt geduecht, et wären do verschidde Froe gekläert ginn, wéi zum Beispill, wa Question-écriten net gutt beäntwert wären, dass et dann dem Parlamentarier säi Recht ass, fir se zréck an de Ministère ze schécken, a fir ze froen, dass en eng anstänneg Äntwert drop kritt.

Ech kann och nëmme confirméiere wat de President gesot huet, nämlech dass d'Madame Modert eis de Freideg iwwert dat Thema do ënnerhalen huet. Mir hunn doriwwer diskutéiert. Mir hunn alleguerten de Kapp gewäsch kritt, dat ass vläicht e bësse vill gesot, mä mir sinn an eis gaangen a mir hu ganz gutt Virsätz geholl.

Ech wëllt awer elo hei an haut...

(Brouhaha général)

Här President, däerf ech schwätzen?

M. le Président.- Här Bettel!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wëllt awer elo haut hei soen, dofir hunn ech och d'Wuert gefrot, dass et eigentlech alles meng Schold ass wéi dat de Mëtteg alles esou leeft.

Une voix.- Ah!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Elo hu mer endlech de Schëllege fonnt! Well et sollt eng Heure d'actualité sinn iwwert d'Promotiounskritären, an dunn hunn ech gesot: Ma ech hu mer fräige-

holl vun dräi bis véier, fir an d'„question time" ze goen, a wann dann d'Heure d'actualité hannendru kënnt, dann hunn ech Problemer, well ech misst theoretesch, net am Ausland sinn - ech hunn net vill Auslandsverflichtungen -, mä ech misst um hallwer fënnef zu Miersch an enger Réunioun mat Schoulmeeschteren a Léierinne sinn, déi ech scho laang aberuff hunn no dem Motto: vun dräi bis véier an der Chamber, an da kann ee jo verfügen.

Ech hunn du mat der Madame Brasseur geschwat, a mer hu probéiert eng Léisung ze fannen, an d'Propositioun war, dat haut um dräi Auer ze huelen. Dat huet awer dunn zur Konsequenz gehat de Freideg an der Regierung, dass all déi Kolleegen, déi am Land sinn, sech do iwwer mech geiergert hunn a gesot hunn: „Jo, wéi solle mir dann elo an d',question time' kommen, wann Dir vun dräi bis véier eng Heure d'actualité maacht?" - Well déi och no véier Auer hir Rendez-vousë geluecht hunn, esou dass ech awer wierklech wëllt hei ëm Verständnis bieden. Déi Diskussioun ass jo vläicht interessant hei, wie weem Virwërf mécht, mä ech mengen, dat hei ass alles meng Schold. Also, entschëllegt, Här President.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Félicitatiounen, Dir schéngt lech vis-à-vis vum Rescht vun der Regierung duerchzesetzen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Voilà.

M. le Président.- Sout, ech denken, dass op deem concilianten Toun vun der Madame Delvaux mer déi Diskussioun hei kënnen ofschléissen.

Iwwert den Ordre du jour während 40 Minutten ze schwätzen, dat hate mer, mengen ech, zanter 15 Joer net méi.

Une voix.- Et war derwäert.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Här Bausch, wann Der mengt, et wär emol erëm Zäit gewiescht, fir et eng Kéier ze maachen!

Sout, da komme mer elo endlech zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Fir d'éischt d'Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun, an, ech mengen, Madame Minister, da misst Der Bescheed soen, datt et elo méi spéit gëtt, bis Der kënnt kommen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, en prévision hat ech gesot, et kënnt sinn, dass ech géif ze spéit kommen.

M. le Président.- D'accord. Also d'Riedezäit ass nom Artikel 78 festgehalen. D'DP-Fraktioun huet deementspriechend zéng Minutten, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an d'Sensibilités politiques zwou Minutten. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Maroldt, den Här Diederich an den Här Adam. D'Wuert huet elo d'Madame Anne Brasseur als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, nach ee Wuert vun Explikatioun, zu deem Punkt, dee mer virdrun hei ugeschwat hunn: Déi Heure d'actualité hat d'DP-Fraktioun scho fir d'lescht Woch gefrot. Well onsen Ordre du jour awer esou chargéiert war, war ech bereet, dat op dës Woch ze setzen, an op Wonsch vun der Madame Minister war meng Fraktioun dann och d'accord, fir dat elo vun dräi bis véier ze huelen - dat also, fir de Kader ze tracéieren.

Mir hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Heure d'actualité gefrot, well mer ons ganz grouss Suerge maachen. Mir maachen ons ganz grouss Suergen iwwert déi Approche, déi d'Madame Minister ënner anerem huet, wat d'Promotiounskritären an d'Kompensatiounsméiglechkeeten an onsem Schoulsystem ubelaangt. An onsen Ae geet dee Wee, deen d'Madame Minister ageschloen huet, an déi falsch Richtung.

Kompenséieren heescht jo, dass een, wann een eng Ongenügend huet, déi ka wettmaachen. Dat ass als System och gutt, soulaang et dozou déngt e klengen Ausrutscher wettzemaachen, oder eng momentan Schwächt vum Schüler kënnen ze kompenséieren. Dat däerf awer net dauerhaft sinn, net dass de Schüler déi Lacunen eng ganz Schoulzäit matzitt. Dofir war an der leschter Regierung och de Seuil de compensation, nämlech dass ee kënnt en Ausrutscher wettmaachen, vu 25 op 27 eropgehuewe ginn, fir eben d'Abusën ze évitéieren.

Dës Regierung huet dunn e Règlement grand-ducal geholl de 14. Juli 2005, a säit dëser Rentrée gëtt et kee Seuil de compensation méi. Et kann een also och ganz grave Ongenügender kompenséieren an et kann een am drëtten Trimester sech erlaben, an engem Fach iwwerhaapt näischt méi ze foutéieren, well d'Moyenne vum Joer duergeet. An dat ass wierklech fir ons inakzeptabel, well et dem Schüler net hëlleft. Et hëlleft him zwar vläicht seng Klass ze packen, mä et hëlleft em awer net an der Astellung, well spéider gëtt och vun him verlaangt, dass e muss Effortë maachen. An do kann en och net kompenséieren.

Vill Enseignantë bekloe sech - an ech kann dat wierklech bestätege vu Gespréicher, déi ech mat hinnen hat -, dass se d'Gefill hunn, dass eng ganz Partie Schüler keng Fortschrëtter méi maachen. Si packen zwar hiert Joer, mä de Grondprinzip, dass de Schüler eppes leeschte muss, dee Grondprinzip, dee kréie se net mat. An et ass do, wou mer an déi falsch Richtung ginn.

Déi nei Kompensatiounskritären, déi si jo esou, dass ee méi wéi een Drëttel Datze muss hunn, fir direkt duerchzefalen. Dat heescht, op Septième bei zwielef Fächer, wann een do véier Datzen huet, fält een net duerch. Et kann een am Classique en Noexame kréien. Am Secondaire technique kann een emol keen Noexame kréien. Dat heescht, et kann ee mat véier graven Ongenügenden esouguer nach op eng Huitième kommen.

Den OGBL huet selwer an engem Communiqué d'Madame Minister opgefuerdert: «Ne pas brûler les étapes.» An d'APESS ass nach méi wäit gaangen, déi huet vun hirer Consternatioun an hirer Amertume vis-à-vis vun där Politik geschwat.

Et sinn eng ganz Partie Leserbriefe komm. Et huet eng Enseignante geschriwwen: «Et moins nous exigerons, moins les élèves travailleront.» Mä net nëmmen d'Enseignanten hu sech zu Wuert gemellt, d'Schüler och selwer. Et sinn zwee Schüler vun enger Deuxième G, déi an engem Leserbrief geschriwwen hunn: «Ce nouveau système ne ferait-il pas plutôt baisser le niveau scolaire, les élèves sachant qu'il ne faut plus s'appliquer pour réussir?» Oder eng Schülerin schreift: «En lui facilitant la tâche, l'école prend d'un élève toute motivation de s'améliorer.» Et ass eng Enseignante, déi zitéiert e Schüler a seet: „Weess d'Madame Minister dann net, dass déi meescht vun eis einfach nëmme liddereg sinn?" Dat sinn natierlech grave Aussoen, an dat muss ons dach interpelléieren.

Elo, Här President, an dofir deen Débat d'actualité, wëllt d'Regierung dat och natierlech op de Premièresexamen ausdehnen. De 14. Abrëll 2006 huet de Regierungsrot beschloss d'Règlements grand-ducaux ze huelen, déi déi generéis Promotiounskritären op de Premièresexamen ausdehnen, deen eenzegen Examen, deen d'Kanner nach maachen nodeem den Opnahmexamen an de Passage-Exame jo ofgeschaaft gi sinn. Och do soll een da kënne largement kompenséieren.

Dat kënnt an onsen Aen enger Braderie gläich. An dat kënne mer dach net maachen, well domat ass wierklech de Schüler net gehollef.

Déi Kritären féieren dozou, dass e Schüler an Zukunft während senger ganzer Schoulcarrière een oder zwee Fächer einfach kann negligéieren. Et ass an onsen Aen inakzeptabel, dass e jonke Mënsch e Premièresdiplom kritt, deen awer net e Minimum vu Culture générale huet an deem säi Franséisch méi wéi approximativ ass.

Domat hu mer deem Schüler mat Sécherheet e ganz schlechten Déngscht geleescht. Mä mir hunn och dem Land e schlechten Déngscht geleescht, wa mir wëlle méi kompetitiv ginn. A mir hate jo elo d'Geleeënheet d'virlescht Woch heiriwwer wierklech vill ze diskutéieren. D'Tripartite ass zur Konklusioun komm, dass mer musse méi kompetitiv ginn, an ech menge jiddfereen ass domat d'accord. Dann däerfe mer dach net bei de Schüler falsch Signaler setzen.

E Schüler, dee bei e Patron schaffe geet an deen duerno als Mataarbechter keng gutt Aarbecht leescht, do kann de Patron dach net zum Client soen: Mä, mäi Mataarbechter, deen huet kompenséiert. Hien huet d'Aarbecht bal hallef gutt gemaach. Dat ass eng Attitüd, déi an der Aarbechtswelt net geet, an duerfir däerfe mer am Schoulsystem och d'Schüler net op esou eng Schinn setzen.

Duerfir froe mir an enger Motioun, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dass d'Regierung soll verzichten dee Règlement grand-ducal iwwert de Premièresexamen ze publizéieren an dass dee Règlement grand-ducal iwwert d'Promotiounskritäre vun 2005 soll zréckgezu ginn. Dat ass och eng Fuerderung, déi d'Jeunesse démocrate et libérale leschte Samschdeg um Kongress vun der DP gefrot huet. Eng Motioun, déi mat ganz grousser Majoritéit ugeholl ginn ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- soucieuse d'une école de la réussite apportant à tout élève une formation aussi complète que possible ainsi qu'une culture générale solide, tout en encourageant le développement de l'esprit critique et du sens de l'initiative de l'élève;

- convaincue que ce but ne peut être atteint que par une formation axée sur l'effort et la transmission de savoirs;

- convaincue qu'une réorientation de l'Éducation nationale vers un enseignement fondé sur l'effort et la transmission de savoirs, tenant compte de la diversité des élèves et encourageant leur créativité est de mise;

invite le Gouvernement

- à abroger le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire;

- à renoncer à la promulgation des projets de règlements grand-ducaux portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires adoptés par le Conseil de Gouvernement du 14 avril 2006;

- à remettre en vigueur le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves des classes du cycle inférieur et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique ainsi que les conditions d'admission aux classes des différents régimes du cycle moyen;

- à remettre en vigueur le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 fixant les branches spécifiques et les branches de promotion spécifiques pour l'admission à certaines divisions et sections du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique;

- à remettre en vigueur le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves dans les cycles moyen et supérieur du régime technique et du régime de la formation de technicien de l'enseignement secondaire technique.

(s.) Anne Brasseur, Niki Bettendorf, Henri Grethen, Paul Helminger, Carlo Wagner.

„Ech hu mat de Proffen ausgemaach, datt mer dat iwwerkucken." Dat sinn d'Wierder, déi d'Madame Minister leschte Samschdeg an der Emissioun „Background" op RTL gesot huet. Dat heescht, dass d'Madame Minister selwer zur Konklusioun koum, dass déi Promotiounskritären zu Abusë féieren an dass een et muss iwwerkucken. Duerfir mengen ech also, dass dann d'Regierung dës Motioun kann unhuelen an dass se vun de Kolleege vun de Majoritéitsparteien och ka gestëmmt ginn.

Meng Fro ass awer un d'Madame Minister: Wéini wëllt Der dat iwwerkucken? A fir ze évitéieren, dass een elo fir de Premièresexamen deeselwechte Feeler mécht, sidd Der da bereet dee Règlement grand-ducal, deen nach publizéiert ass, einfach zréckzezéien? Net dass Der dat och duerno musst nokucken.

Här President, am Moment hu mer hei am Land eng Jugendaarbechtslosegkeet vu ronn 20%, dat heescht all fënnefte Jonken ënner 25 Joer fënnt net direkt eng Plaz. Dofir gëtt et ganz vill Ursaachen.

Eng vun den Ursaachen ass déi, dass déi jonk Leit sech der Konkurrenz vun anere jonke Leit aus dem Ausland musse stellen. Do gi se konfrontéiert mat deene Beschten, déi heihinner kommen. Dat heescht, dass mir ons jonk Leit dofir musse preparéieren einfach och ganz gutt oder och nach besser ze sinn, well se soss keng Chance hunn.

Bei dëse generéise Promotiounskritäre gi mer awer an déi falsch Richtung, an duerfir froe mer wierklech d'Regierung si soll dat nach eng Kéier iwwerdenken, esou wéi d'Madame Minister dat jo selwer an engem Interview ugekënnegt huet. Well soss gi mer deene jonke Leit de falsche Message mat op de Wee, dass ee mat manner Ustrengung méi erreeche kann. An dat ass net dee Message, dee mer de jonke Leit musse ginn, well déi jonk Leit si selwer bereet och en Effort ze maachen. Da kommt mir hëllefen hinnen dobäi.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Maroldt.

Plusieurs voix.- Et war d'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dir hutt mech Madame Delvaux genannt. Dat ass awer net schlëmm. Déi Konfusioun kënnt méi oft vir. D'Madame Delvaux huet domat kee Problem, ech och net.

M. le Président.- Entschëllegt, Madame Brasseur.

Den Här Maroldt.

Débat

M. François Maroldt *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi nei Promotiounskritären, esou wéi se de 14. Juli 2005 festgeluecht goufen, sollen dozou bäidroen e méi kohärente Promotiouns- an Orientatiounssystem fir d'Schüler op d'Been ze setzen, eng Linn an de lëtzebuergesche Schoulsystem, fir eng Reform net nëmmen an den Technique mä och an de Classique eranzebréngen.

Dëse System soll et de Schüler erlaben a Funktioun vun hiren tatsächleche Fäegkeete Fortschrëtter ze maachen an onnéideg Mësserfolleger ze vermeiden. Mat hirer Stellungnahm huet d'Madame Brasseur kloer an däitlech gewisen, dass munchereen dorun zweifelt, dass dëst Zil mat den aktuelle Promotiounskritären tatsächlech kann erreecht ginn. A perséinlech kann ech och en Deel vun hire Suerge verstoen.

Well ech elo d'Zäit net hunn am Detail op d'Fro vun de Promotiounskritären anzegoen - mir sollten och net vergiessen, datt d'Orientatioun an d'Evaluatioun enk domat zesummenhänken -, wollt ech just e puer Remarquen heizou maachen, déi mer besonnesch wichteg erschéngen.

U sech hätt d'Madame Minister d'Chamberskommissioun net bräichte mat deenen neie Critères de promotion ze befaassen. Mä well se dat gemaach huet, fannen ech et schued, dass et fir d'Educatiounskommissioun net méiglech war, d'Virschléi zu deenen neie Promotiounskritären d'lescht Joer méi genau ënnert d'Lupp ze huelen. Si stounge wuel um Ordre du jour vun enger Sëtzung - an de Kolleeg Norbert Haupert ka sech bestëmmt erënneren, datt mir zwee deemools eng ganz Rei vu Verständnisfroen haten -, mä si koumen net zur Diskussioun an et gouf eis gesot, dass se zu engem spéideren Zäitpunkt méi genau mat der Kommissioun géifen diskutéiert ginn.

Dëst war awer leider net de Fall, esou dass enger ganz Partie Problemer, déi mir bei dëse Virschléi gesinn haten, bei der definitiver Versioun vun de Promotiounskritären, déi am September a Kraaft getruede sinn, net Rechnung gedroe ginn ass. Et ass leider festzestellen, dass et genau dës Problemer sinn, déi elo am Corps enseignant vun der Communauté scolaire - kuerz gesot vun der Öffentlechkeet - opgegraff goufen.

Eng effikass Ausenanersetzung iwwer Promotiounskritären an der Kommissioun hätt a mengen Aen eng ganz Partie Problemer vu vireran aus dem Wee geschaaft. Dëst hätt dann och net mat sech bruecht, datt mir eis Suergen heiriwwer iwwert de Wee vu Questions parlementaires hätte missen zum Ausdrock bréngen, esou wéi dëst an eiser Fraktioun d'Françoise Hetto souwéi och de Fred Sunnen gemaach hunn.

Ech hunn a verschiddene Schoulen nogefrot, wou déi nei Kritären no deenen éischte Klassekonferenzen duerchgespillt gi sinn. Mir ass gesot ginn, dass keng däitlech Verännerunge wat d'Promotioun vun de Schüler u sech betrëfft ze erwaarde wären, mä wat d'Leeschtunge bei de Schüler mat deenen neie Promotiounskritären ubelaangt, esou wär ze fäerten, dass d'Motivatioun an de Fläiss géifen zréckgoen.

Kritesch Remarquen zu de Promotiounskritäre gëtt et zu Haff, wou virun allem drop higewise gëtt, dass deen neie Kompensatiounssystem an de Lycéeën den Niveau vun de Klassen no ënnen dréckt. Esou gëtt argumentéiert, dass déi Schüler mat méi Schwieregkeeten hir Motivatioun verléiere fir sech ze verbesseren, an dass déi Schüler mat manner Problemer an dësem System keng Erausfuerderung méi fir sech gesinn. Hannen um Enn

kënnt ee sech jo duerch dee ganze Lycée duerchkompenséieren. Dëst géif dann och mat sech bréngen, dass den Ofschlossdiplom u Qualitéit verléiere géif.

Woumat ech perséinlech immens Schwieregkeeten hunn, oder awer wat ech iwwerhaapt net kann akzeptéieren, dat ass d'Kompenséiere vun enger Note mat 01. Et mag ze verstoe si bei Fächer, déi net linear fonctionnéieren, wou all Joer eng nei Matière enseignéiert gëtt. Mä bei Fächer, wou op d'Matière vum Joer virdrun opgebaut gëtt, ergëtt dëst kee Sënn. All déi Kolleegen, déi ähnlech Erfahrunge gemaach hunn, wäerte mer bäistëmmen.

Erlaabt mer och, un d'Madame Minister an engem liicht anere Kontext eng pertinent Fro un déi fréier Latäinsprofessorin ze riichten: Ass et theoretesch méiglech, dass e Schüler mat deenen neie Promotiounskritäre mat enger oder méi Datzen am Latäin, déi een iwwert d'Jore kompenséiere kann, sech duerchfuddele kann an duerno als Belounung en Ofschlossdiplom am Enseignement classique kritt? Dëst ka jo net sinn!

Duerfir sinn ech frou gehéiert ze hunn, dass am Educatiounsministère mat der Iddi gespillt gëtt, géint déi eventuell Mëssbräich, wat d'Uwennung vun de Promotiounskritären ubelaangt, geziilt virzegoen.

Esou wär et zum Beispill net vu Muttwëll fir e Seuil inférieur festzeleeën, fir iwwerhaapt kënnen ze kompenséieren, oder zum Beispill déi theoretesch Méiglechkeet, dräi Haaptfächer am Cycle inférieur ze kompenséieren, auszeschléissen.

Als Konklusioun wollt ech just soen, dass eng Harmoniséierung vun eise Promotiounskritären an d'Berücksichtegung vun individuelle Kompetenze vun de Schüler eng gutt Saach sinn. Dat war jo och d'Iddi au départ, wéi de Fernand Boden als Unterrechtsminister d'Kompensatiounsméiglechkeet agefouert huet. De Premièresdiplom bleift fir eis en Zil, dat mer sollten am A behalen. An deen däerf säi Wäert net weider verléieren, wa mer de Kontakt mam Ausland wëlle behalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich!

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Madame, Dir Häre Ministeren, wa mer hei sollen iwwert d'Critères de promotion schwätzen, esou huet dat scho seng Bedeitung, well se eng Roll spille bei der Promotioun vun de Schüler. Si sinn awer nëmmen ee Glidd an där ganzer Ketten, déi d'Evaluatioun vum Schüler ausmécht. Et ass awer vill méi wichteg, esou wéi d'Madame Minister et och hei schonn e puermol an der Chamber presentéiert huet, eist Schoulwiesen op enger Rei wichtege Punkten ze reforméieren, déi méi déif gräifend sinn, an et wier ze hoffen, datt een dann net méi op déi Zuelespillereie muss zréckgräifen, datt et sech heibäi also nëmme méi oder wéineger ëm eng Iwwerganksbestëmmung op deem Wee dohi wäert handelen.

Ech denken do un d'Analys, déi amgaang ass gemaach ze ginn iwwert den Apprentissage vun de Sproochen am Lëtzebuerger Unterrecht, dee bäi wäitem déi gréisste Plaz anhëlt, an dëst an heterogene Klasse bei méi wéi 40% Auslännerkanner an eise Schoulen. Dann un d'Festleeë vun de Kompetenzen, déi d'Schüler an engem bestëmmte Fach op enger bestëmmter Klass mussen erreecht hunn. Weider kann een op méi informativ Evaluatioun hiweisen, op eng Reorganisatioun vun de Contenuer an den Unterrechtsmethoden. Dozou gehéieren och ëner anerem d'Manueller. Ech ka selwer nach aus menger Erfahrung elo e Beispill ginn, datt do Bicher op Klasse waren, net vun Techniker, mä vun Technicienen, drënner, deen zweeten Niveau, also wou een de Schüler konnt pro Säit 30, 40 Vokabelen erklären, ier een emol konnt un d'Explikatioun vum Text kommen.

Ausserdeem ass hei och schonn drop higewise ginn, datt den Enseignant sech soll als Deel vun enger Equipe ëm de Schüler këmmeren, an datt dem Conseil de classe méi eng grouss Bedeitung zoukënnt. Ech wëll elo hei net ëmmer Beispiller ginn am negative Sënn, mä ech kennen ee Fall wou eben och net de Conseil de classe present war bei engem Noexamen, deen dunn zur Diskussioun komm ass, mat engem Punkt. De Schüler huet dunn awer mat 29 d'Joer kënnen nach eng Kéier maachen, well emol net de Quorum do war vun de Leit, fir iwwert dee Fall ze diskutéieren. Ech hunn de Jong elo zoufälleg erëmgesinn d'lescht Woch hei um Oktavmäertchen, an dunn hu mer déi Saach natierlech erëm eng Kéier rappeléiert.

Une voix.- Hien huet sech berouegt.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Jo, du has jo nach intervenéiert.

(Hilarité)

Wa mer wëssen, datt eise Schoulsystem méi selektiv ass wéi dat an deenen aneren europäesche Länner, an domat och an eisen Nopeschlänner, ass, wou et och Schoule gëtt, esou ass et kloer, datt d'Schüler, déi an eisem Land keng Chance fir hir Formatioun gesinn, versichen am Ausland hir Ausbildung ze maachen. Ech ginn hei awer kuerz e Beispill.

Virun zwee Joer waren an enger Klass vun Infirmièrë sechs Fäll, wou d'Schüler net duerchkomm sinn am Franséischen. Dat war och berechtegt, laut deem wat de Prof konnt virleeën. Eng Rei Schülerinne sinn op Tréier gaangen, hunn do hiert lescht Joer gemaach a sinn duerno normal virugaangen an der Formatioun a sinn haut am leschte Joer fir hiren Infirmièresberuff ze léieren.

Méi eng selektiv Ausriichtung vun de Kritäre géif de Bilan vun der Schoul bestëmmt net verbesseren. Déi méi Schwaach wieren do déi Leidtragend a géifen déi schonn ze héich Zuel vu Jonken nach eropsetzen, déi ouni Qualifikatioun d'Schoul all Joer verloossen.

Erlaabt mer nach ee Beispill ze ginn aus dem Secondaire technique, wou Schüler, déi hir Treizième bestinn, oft Ingenieursstudien zum Beispill zu Karlsruhe maachen an do genausou gutt wéi hir däitsch Kolleegen hir Studien ofschléissen. Een Deel vun hinnen huet awer oft Schwieregkeeten, ënner anerem duerch d'Sproochen, hiren Ofschloss bei eis ze maachen a kënnten duerch méi restriktiv Mesurë méi Schwieregkeete kréien, iwwerhaapt déi Carrière anzeschloen. Hei muss ee jo soen, datt dës Schüler an de Branches fondamentales net kompenséiere kënnen. Do gëtt et eng Differenz, well net alles, wéi gesot, wat hei gesot ginn ass, ka kompenséiert ginn. An deene leschte Jore mussen d'Branches fondamentales gepackt sinn.

Ech maache mer och manner Suergen ëm déi Schüler, wéi elo gesot ginn ass, bei deenen - wéi oft - d'Passivitéit an de Mangel u Motivatioun duerch déi méi large Kritäre géifen zouhuelen. Ech weess net, ob et déi richteg Astellung ass, wann ee fir Punkte léiert, ob dat der elo 26 oder 30 sinn. Ech mengen, do wier psychologesch eng aner Approche, déi méi wichteg wier, an ech mengen et ass jo geduecht, datt mer och dorunner schaffen, fir mat engem besseren Encadrement d'Schüler zu enger gréisserer Leeschtung och ze bréngen, onofhängeg vun deene Punkten, déi engem dann ëmmer virgehale ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech si méi interesséiert un deene Schüler, an et gëtt där och, fir déi dës Bestëmmunge positiv sinn. Schüler, déi, obscho se hiert Bescht maachen, eng Rei Defiziter hunn, déi awer an deem Beruff oder op där Aarbechtsplaz, déi se interesséiert a fir déi se motivéiert sinn, valabel Mataarbechter kënne ginn, déi awer duerch méi restriktiv Mesuren am Lëtzebuerger Modell géife scheiteren.

Ech wollt zum Schluss nach soen, datt ech denken, datt d'Madame Minister bereet wäert sinn, wa sech eng Rei Ännerungen als noutwendeg erweise sollten, deem och Rechnung ze droen, an ech hoffen, datt déi geplangte Mesuren dozou bäidroe wäerten, an Zukunft eng Rei fundamental Problemer am Schoulwiese bei eis am Intérêt vun eise Schüler, an domat och am Intérêt vun der Zukunft vun eisem Land, ze léisen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech splécke meng fënnef Minutten an zwee. Doduerch gewannen ech natierlech keng Zäit, mä ech hoffen, datt déi gréng Positioun zum aktuelle Sujet doduerch méi kloer gëtt. Ech schwätzen also knapps dräi Minutten iwwert dat, wat um Ordre du jour steet, an de Rescht vun der Zäit iwwert dat, wat net explizit um Ordre du jour steet.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Adam, ech wollt Iech soen, Dir hutt der laut Programm nëmmen zwou zegutt.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Oh neen!

(Interruptions)

M. le Président.- Ech kann Iech nëmme soe wat hei steet.

Dann informéieren ech mech beim Greffe, well hei steet zwou Minutten.

(Brouhaha général)

Ech informéiere mech. Fänkt Dir emol un, an da kucke mer weider.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Gutt, ech fueren dann emol weider.

Une voix.- Eng Motioun!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Déi zwou Minutte wou ech nawell awer drop bestinn, datt déi mer zoustinn, déi wëll ech dann iwwert dat schwätzen, wat net explizit um Ordre du jour steet, mä wourëms et awer eigentlech geet.

Positiv un den neie Critères de promotion fanne mir éischtens, dass elo an alle Klassen am Prinzip déiselwecht Kritäre gëllen. Et ass zwar eng relativ komplizéiert Matière, mä et ass awer schonn e bësse méi transparent fir d'Eltere wéi virdrun.

Positiv fanne mer och, datt ee Schüler mat enger Schwächt net dowéinst seng Carrière ruinéiert. Firwat soll ee Schüler, deen immens sproochebegabt, mä chronesch schlecht an der Mathé ass, net op eng A kënne kommen an déi packen? Firwat soll e genialen Elektriker net säin Techniker maachen, nëmme well e schlecht am Franséischen ass?

Mä wann am Enseignement secondaire technique e Schüler refuséiert Sciences sociales oder Sciences naturelles ze maachen, da kënnt en awer virun. Noexame gëtt et net, an eng Datz däerf esou déif si wéi ee wëllt.

Wann ee Schüler sech an de Sproochen oder an der Mathé goe léisst, da gëtt et nach e bësselche méi tragesch, well anescht wéi déi virdrun zitéiert Fächer huet en ab der Dixième dës Fächer jo och nach. A wéi en da soll iwwert seng 20 kommen, déi e brauch, wann e keng Basen huet, dat ass net einfach.

Wat déi nei Critères d'orientation ugeet, esou gëtt an eisen Aen de Schüler an hiren Elteren hei Sand an d'Ae gestreet. Aus Zäitgrënn beschränken ech mech just op de Passage vun der Neuvième op d'Dixième.

Mir wëssen aus Erfahrung, an et ass iergendwéi novollzéibar, datt an eisem aktuelle Schoulsystem, wéi en nun emol nach besteet, d'Schüler a virun allem hir Elteren, ëmmer probéieren op déi héchst Sektioun, dat heescht op de Régime technique ze kommen. Wann et nëmmen iergendwéi méiglech ass, schécke se hir Kanner dohin, a leider packe se dann, besonnesch wa se ofgerode kritt hunn, fir dee Wee ze goen, hir Klass net, an amplaz dann en Techniker ze maachen, probéiere si et nach eng Kéier an eventuell nach eng Kéier, an dat ass net positiv fir d'Schüler.

Wann een eng gewësse Begabung an der Mathé huet, dat heescht méi wéi 38 huet, da kann een a senger ganzer Carrière am Lycée op enger Générale bleiwen, an esoulaang d'Sproochen am Cycle moyen a supérieur net ënner 20 falen, kritt ee säi Bac, an duerno kann een zum Beispill Schoulmeeschter oder Léierin ginn. Ass dat gutt?

D'Ëmännere vun de Promotiounskritären eleng bréngt awer an eisen Aen näischt. Well fréier oder spéider hunn d'Schüler an hir Proffe sech ugepasst. Et kann een erwaarden, datt dëst an déi nächst puer Joer manner Leit wäerten duerchfalen, mä eiser Meenung no si mir a véier, fënnef Joer nees do, wou mer haut sinn.

An domat kommen ech zu deem Deel, deen net explizit um Ordre du jour steet, mä ëm deen et eigentlech geet: Si mir bereet eise Schoulsystem ze änneren? Zënter datt mir un internationale Studien deelgeholl hunn, ass de Mythos vum gudden ale Lëtzebuerger Schoulsystem elle lädéiert. D'Magrip-Etüd konnte mir nach zu Walfer an engem Tirang vergiessen; mat PISA a PIRLS ass dat net méi méiglech.

Een Deel vun den Acteure schwätzt dervun d'Lat méi héich ze leeën. De Wonsch ass verständlech, mä dat kann eiser Meenung no net d'Léisung sinn. Domat kréie mer de Problem vun de Schouloffbriecher an der Jugendaarbechtslosegkeet net an de Gréff, a mir sinn och iwwerzeegt, datt dat net automatesch zu engem Nivellement vers le haut féiert.

Mir mengen, datt mer déi berühmtberüchtegt Lat mussen a vill kleng Stécker seeën, an déi Stécker mussen op ënnerschiddlech Héichte gehaange ginn. Mir mussen op de Wee goen zu engem méi individualiséierten, méi differenzéierten Unterrecht.

Dat mécht awer nëmme Sënn, wa mir eis Aart a Weis wéi mer zertifiéieren an eise Schoulen a Fro stellen. Dat si Reformen, déi gi ganz wäit, mä mir sinn op alle Fall iwwerzeegt, datt mer net laanscht dës Reforme kommen.

Wann de Schüler net motivéiert ass, well en net agesäit, firwat e léiere soll, kann de Cours esou gutt sinn, wéi e wëllt. Et geet awer net duer ze wëssen, firwat ee léiert, well och, wann een dat weess, muss ee sech awer nach dohisëtzen a schaffen. Dat fält eise Schüler zimlech schwéier, mä net nëmmen eise Schüler. Et muss een deene Jonken de Goût un der gutt gemaachtener Aarbecht nees ginn, an dat ass alles anescht wéi einfach.

An da gëtt nach zu Recht ëmmer op déi wichteg Zesummenaarbecht mat den Elteren higewisen. Et kann ee jo d'Proffen duerch Reglementer dozou bréngen, mat den Elteren ze schaffen; et ass awer och net ëmmer einfach Elteren an d'Schoul ze kréien.

D'Critères de promotion sinn, de Kolleeg Bim Diederich huet et gesot, d'Glidd vun enger Ketten; et kann een och soen d'Spëtzt vun engem Äisbierg. Ob mer op deen Äisbierg eng blo oder eng rout Plooschter droppechen, dat léist eis Problemer an der Schoul net.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir brauchen eng nei Kultur vu responsablem Zesummeschaffen an eise Schoulen; mir mussen eis schoulech Ziler prezis definéieren, an dann zesumme mat alle Schoulpartner déi dréngend noutwendeg Reformen upaken. Soss riskéiere mir e Land vu ville Projets d'école a Projets pilotes ze ginn, ouni datt dat grousst Schëff vun der Éducation nationale vun der Plaz kënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als nächst Riedner sinn ageschriwwen den honorabelen Här Henckes fir d'éischt an dann den honorabelen Här Jaerling.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deenen zwou Minutten, déi mer zoustinn, wëll ech just nëmme kuerz eng Feststellung maachen, dat ass, datt dës Regierung an Dir selwer, Madame Erzéiungsminister, d'Impressioun hannerloosst, datt Der wëllt permanent d'Diplomer allégéieren, datt Der d'Connaissance wëllt no ënnen drécken an den Exame méi liicht maachen. Ech mengen, dee Message, dee bei verschiddene Schüler a bei verschiddenen Elteren duerchkënnt, ass e schlechte Message.

Et geet also elo dorëms, datt Der déi Promotiounskritären, déi Der festgeluecht hutt am Techneschen, revidéiert, an datt Der och dovunner Abstand huelt, fir eng ähnlech Reform um Niveau vum Premièresexamen duerchzeféieren. Well elo muss ee scho wëssen, datt ganz vill Jugendlecher mat deem Diplom, dee se hunn, vun deem se mengen, et wier eppes, scho keng Aarbecht méi fannen, a vis-à-vis vun hire Kolleegen aus Frankräich, Däitschland oder der Belsch um Aarbechtsmaart ewechfueren.

Esouguer hei zu Lëtzebuerg kann ee feststellen, dass den Diplom haut net méi vill ausseet. Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn, wat mer an der Stad Lëtzebuerg haten, wou mer zéng Redaktere gesicht hunn, a wou vun 110 Kandidate véier finalement den Exame gepackt hunn. Ech mengen, domadder ass schonn alles illustréiert, wat hei muss gesot ginn.

Et kann net méi esou weidergoen, et gëtt domadder d'Impressioun hannerlooss, wann een en Diplom hätt, hätt een eppes Valabeles, an a Wierklechkeet ass herno d'Selektioun net während der Schoulzäit, mä um Aarbechtsmaart.

An dofir menge mer och, datt mer also sollten do nei Akzenter setzen, kucken och, fir am Enseignement déi néideg Reformen duerchzeéien, andeem ee méi individualiséiert, méi op Cyclen eriwwergeet, a sech méi dem Schüler upasst, fir datt mer do déi richteg Resultater kréien.

Am techneschen Unterrecht, wann een en Elektriker brauch, da brauch een eng Persoun, déi am Elektreschen eppes kann, an dat och weist, an net een, deen de ganzen Zäit Kurzschlusser mécht, mä deen awer ganz gutt am Franséischen an am Däitschen ass.

Ech mengen, dat ass dat, wat et net däerf sinn, an dofir fuerdere mir Iech nach eng Kéier op, Madame Ministerin, fir déi Reformen duerchzezéien, déi sech hei imposéieren, a mer wäerten als ADR och déi Motioun vun der DP ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Säit längerem verfollegen ech schonn déi Débaten iwwert de Schoulsystem hei, an ech stelle mer effektiv d'Fro, wéi et méiglech ass, dass ech deemools konnt all Exame packen, an eis Schüler, déi jo awer haut en anere Background hunn, vill méi e grousse Background hu wéi ech a wéi verschidden anerer heibannen, dann op eemol sollen op der Streck bleiwen.

Ech stelle mer einfach prinzipiell emol d'Fro, ob mir net e bësse mat dru schold sinn, dass mir, wou eis Elteren nach houfreg waren, dass mer an d'Handwierk schaffe gaange sinn - houfreg waren! -, dass mir selwer als Elteren einfach souguer systematesch versicht hunn ze verhënneren, dass eis Kanner e bloe Kostüm undoen, oder dass mer eis genéiert hunn, fir se an d'Handwierk ze schécken.

Et soll een och emol eng Kéier déi Diskussioun féieren. Do leien och d'Problemer, dat ass eng falsch Beruffsorientéierung. A mir brëngen et och ëmmer erëm fäerdeg, eis Schüler dohinner ze orientéieren, wou am Ausland schonn d'Beruffsméiglechkeete saturéiert sinn, déi wëlle mir dann hei aféieren, wann am Ausland déi Beruffsorientéierung schonn an eng aner Richtung geet.

An ech stelle mer einfach d'Fro, wéi mer do kënnen erauskommen, an déi eenzeg Léisung, déi ech gesinn, dat ass, dass ee parteiiwwergräifend muss kucken, dass een eng pluriannuel Léisung fënnt, dass een endlech zesummen e Schoulsystem mécht, deen net vun all neiem Educatiounsminister op d'Kopp gehäit gëtt, dass net all neien Educatiounsminister sech en Denkmal ka setze fir dat, wat en am Schoulwiese verbrécht oder wëllt guttmaachen.

Ech mengen d'Léisung läit eben doranner, an enger grousser Reform, an net an e puer Deelreformen, wéi hei gefuerdert gëtt, hei e Stéck, do e Stéck - dat ass net d'Léisung. D'Léisung läit dran, dass parteiiwwergräifend muss versicht ginn, do eng seriö Reform ze maachen, déi all Partei matdréit, fir dass mer endlech déi endlos Diskussiounen iwwer eise Schoulsystem a wéi mer eis Kanner sollen ënnerdaach kréien ofschléissen, an déi endlech hei um Enn sinn. Eng aner Léisung gëtt et net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Déi Aktualitéitsstonn geet ëm d'Critères de promotion, dat Reglement, wat de 14. Juli 2005 geholl ginn ass, an dat ass natierlech méi wéi nëmmen d'Kompensatioun. Dee Règlement grand-ducal, deen hat eigentlech verschidden Objektiver.

Deen éischten dovunner war, dass déi verschidden Dispositiounen, déi et gi sinn am Classique, am Technique, am Professionnel, sollten harmoniséiert ginn, an dass net d'Impressioun géif opkommen, et wär méi liicht am Classique duerchzekommen oder méi schwéier am Technique, dass do aner Promotiounskritäre géifen zielen. Dat war dat éischt Objektiv dovunner. Dat ass, mengen ech, och réusséiert.

Dann hu mer an der ganzer Diskussioun, wann een e Reglement frësch mécht, da gi jo e ganze Koup Froe gestallt, an d'Iddi vun der Kompensatioun, déi jo scho länger an eisem Unterrechtssystem besteet, wat och all anert Land huet an Europa, dass et misst méiglech si mat enger Schwächt, wou een an engem Fach méi schwaach ass an een awer dofir an deenen anere Fächer sech méi drugëtt, dass een dann awer misst kënnen duerch eise Schoulsystem kommen.

D'Iddi war am Fong, wat mer feststellen, dass ganz vill Schüler, déi eng Schwächt hunn, sech dann immens konzentréieren, déi Fläisseg - déi Liddereg, wann ech dat richteg verstanen hunn, déi maache jo souwéisou an näischt eppes -; ech schwätzen elo vun deenen, déi fläisseg sinn. Déi hu sech da konzentréiert an deem Fach wou se eng Schwächt haten, an haten am Fong keng Zäit fir déi Fächer an deene se gutt waren, fir do nach vill ze schaffen.

A mir hätten - ech jiddefalls, an ech denken, dass dat awer eng Meenung ass, déi gedeelt gëtt - jo gär och exzellent Schüler. D'Excellence misst en Zil si vun der Schoul, dass ee seet, wann een an eppes gutt ass, da schaffen ech fir nach besser ze ginn. An ech schaffen net just, fir dass ech meng Moyenne hunn, mä nach besser. An dofir d'Iddi fir ze soen: Ma wann een eng gutt Moyenne huet, da kann ee sech konzentréieren op déi Fächer wou ee gutt ass, da kann een domadder Schwächte kompenséieren.

Dat Reglement féiert och d'Remédiatioun an. Dat ass also d'Iddi, dass esoubal beim éischten Alarm wou gemierkt gëtt, dass e Schüler ufänkt ze lappen, dann de Conseil de classe sech muss Gedanke maachen an eng Mesure proposéieren, fir dass d'Schüler sech bewegen. Sief et, dass se gesot kréien: Hei, du muss méi schaffen. Sief et, dass gekuckt gëtt: Wou ass hir Schwächt a wat kënne mer als Schoul als Offer maachen, fir dass se weiderkommen?

D'Remédiatioun fonctionnéiert a verschiddene Gebaier ganz gutt, an anere fonctionnéiert se gutt. Ech denken, dass dat en interessant Instrument ass.

An dann ass natierlech déi aner Diskussioun, déi hei och gefouert ginn ass: Ech mengen, dass mir als Land, als Schoul eis och mussen iwwerleeë wéi mer de Redoublement wa méiglech iwwerflësseg maachen. Mir si Weltmeeschter am Duerchfalen. 20% vun de Kanner an der Primärschoul hu scho Retard. Am Technique hu 60% vun eise Schüler Retard. Dat ass immens vill. Dat heescht, wann et géif duergoen ze soen: Elo méchs du dat Joer nach eng Kéier an da geet et besser, da wär dat jo einfach.

Mir wësse just, all d'Etüde weisen: Duerchfalen ass dat schlechtst Remédiatiounsmëttel, well déi Schüler, déi duerchfalen, réusséieren nach manner wéi déi, déi net duerchgefall sinn. Dofir kann ech also d'Motioun vun der DP…

Nach eng Klammer, entschëllegt.

Ech si jo amgaangen duerch d'Schoule Réuniounen ofzehalen, fir iwwert d'Sproocheprofil mat den Enseignanten ze diskutéieren.

(Interruption)

Wa se mat mer diskutéieren. Ech muss awer soen, déi meescht diskutéiere mat mer. Verschiddener diskutéieren net mat mer. An da ginn natierlech och aner Saachen diskutéiert, an notamment d'Promotiounskritären. Do stellt sech eraus, dass effektiv eenzel Saachen dra sinn, déi zu abusivë Situatioune féieren. An do hunn ech den Enseignantë gesot, ech wär och bereet fir doriwwer ze diskutéieren.

Ech kann awer net déi Motioun vun der DP, esou wéi se hei virläit, unhuelen, well dat heescht jo alles, och dat Positiivt, wat an deene jëtzege Règlements grand-ducaux dran ass, ofzeschafen an op dat aalt Reglement zréckzegoen.

Ech wëll och soen, de Règlement grand-ducal, wat d'Première ugeet, deen ass déi logesch Konsequenz vun deenen aneren. En ass de Moment beim Conseil d'État. Ech kann en also elo iwwerhaapt net publizéiere bis e vum Conseil d'État erëm ass. Ech waarden dann, wat de Conseil d'État dozou seet.

Ech wëll, wann Der erlaabt, Här President, ech hu jo nach e bëssen Zäit, awer op deen anere Volet agoen, dee sech stellt: d'Critères de promotion. Dat ass, wéi een et wëllt nennen, eigentlech déi lescht Schrauf an der Schoul. Eng Schoul ass jo méi komplex wéi de Système d'évaluation, deen hir zu Gronn läit. Fir d'éischt si jo d'Inhalter an der Schoul: Wéi setze mer dat ëm? An als Lescht kënnt d'Fro vun der Bewäertung.

Mir sinn amgaang mat den Enseignanten och an den Diskussiounen ze soen: Wéi definéiere mer dat Wëssen, déi Kompetenzen, déi ee muss hunn a senge verschiddenen Etappe vun der Scolaritéit: um Enn vum zweete Schouljoer, vum véierte Schouljoer, vum sechste Schouljoer, vun der Neuvième an dann op der Première? An dass mer dat géifen och a Kompetenzen ëmschreiwen.

Dat géif natierlech e komplett neie System vu Bewäertung mat sech bréngen. De Moment ass et eng Nummer. Huele mer d'Beispill vun der Mathematik, do ass jo eng Kompensatioun. Dann huet een een Trimester eventuell Algebra

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

gemaach an een Trimester Geometrie. Herno kritt een eng Moyenne, an da kann ee soen: Bon, d'Moyenne geet duer, mä ob deen elo Kompetenzen an der Algebra huet oder an der Geometrie, dat kann ech aus där Zensur net erausliesen.

An de Sproochen ass dat ähnlech. Déi eng maache schéin Aufsätz, da kréie se do hir Nummeren, déi aner léiere vill Vokabelen. A wann den Enseignant e gudde Mix vu Prüfunge mécht, da kënnt dann eng 30 derbäi eraus oder eng Moyenne, déi driwwer ass. Mä et seet näischt driwwer aus, ob ee kann en Text schreiwen, ob ee kann e Résumé maachen, ob een eng Compréhensioun, e genügend Verständnis vun engem Text huet.

Duerfir, wa mer op deen neie System - wa mer déi Kompetenzen definéiert hunn - kënnen iwwergoen, da muss ech zertifiéieren: Kann een en Text schreiwen oder kann en et net? Huet en déi Kompetenz oder huet e se net? An deem Fall gëtt natierlech dee ganzen Evaluatiounssystem komplett geännert.

Da musse mer eis just décidéieren: Wat sinn dann déi Kompetenzen, déi ee muss hunn, fir en Diplom ze kréien? Muss ech en héijen Niveau am Franséischen hunn, fir eng Première A ze kréien? D'Äntwert wär fir mech: Jo. Wéi een héijen Niveau muss ech da fir Infirmière - fir dat Beispill ze soen - am Däitschen, am Franséische hunn? An dee musse mer da festleeën. An da gëtt et an deem System keng Kompensatioune méi.

Ech denken, dass mer an der Primärschoul elo mat der Kompetenzdiskussioun fir de Summer eng Propositioun kënne virleeën, déi da jo natierlech breet muss diskutéiert ginn. Am Laf vum nächste Schouljoer bis op Neuvième, do wär ech frou, wa jiddferee sech dran abréngt, an dat implizéiert u sech en neie System vu Bewäertung an der Schoul, deen natierlech eng gréisser Ännerung géif da mat sech bréngen, esou dass ech géif soen: Elo si mer eigentlech an der Klengaarbecht. Mä ech sinn awer mat all deenen d'accord, déi soen: Mir mussen eis e System ginn, wou mer och reell zertifiéiere wat eis Schüler kënnen.

Wäit ewech vu mir ass d'Iddi, dass mir de Kanner an der Schoul näischt solle bäibréngen. Ech mengen au contraire, dass mer musse méi Effortë maachen an och an der Schoul vermëttelen, dass et net duergeet eng Moyenne ze kréien, well dat ass jo e bëssen déi Haltung. Wann ee Schüler - et hu mir och Schüler dat gesot - zu mir seet: Wann ech net brauch ze schaffen, da maachen ech näischt an deem Fach, wann ech net forcéiert ginn; da beängschtegt mech dat.

An da soen ech: Mir mussen op e System iwwergoen, wou et net duergeet einfach ze rechnen eng Moyenne ze kréien, mä wou ee muss Kompetenzen hunn, a wou een déi zertifiéiere muss. Dee System implizéiert awer, dass mer fir d'éischt definéiere wat mer wësse mussen. Duerfir kann ech deen elo haut nach net afëieren.

Mä en attendant géif ech dann d'Chamber froen, déi Motioun hei net unzehuelen, well mer net déi al Systemer, dat aalt Reglement tel quel kënnen afëieren, wat awer net verhënnert, dass ech déi abusiv Elementer géif iwwerkucken an deem bestoende Reglement.

Här President, ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi d'Madame Brasseur virdrun déposéiert huet.

Motion 1

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Niki Bettendorf) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dat sinn d'Froen un d'Regierung. Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Marcel Oberweis un den Ëmweltminister iwwert d'Primen am ekologesche Beräich. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°107 du 23 mai 2006 de Monsieur Marcel Oberweis relative aux primes d'encouragement écologique, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, Dir Häre Ministeren, mir hunn d'lescht Joer déi zwee Reglementer am Beräich vun der Notzung vun den erneierbaren Energië bis Enn 2007 weidergefouert.

D'Reglement vum 3. August 2005 weist am Speziellen eng Prime écologique am Beräich vun der Notzung vun der Biomass, der Wandkraaft, der Waasserkraaft an dem Biogas aus.

An dat zweet Reglement vun dem 14. Oktober 2005 besteet sengersäits aus Aiden, wann een an déi Energiequellen investéiert.

Wa mir awer wëlle bis Enn 2010 ronn 5,7% vun onsem Gesamtenergieverbrauch iwwer erneierbar Energien decken, da musse mer an all Forme vun erneierbar Energie investéieren.

A meng dräi Froen un de Minister:

Sinn am leschte Mount oder an de leschte Méint Projeten erausgaangen am Beräich vun der Notzung vun der Wandkraaft? Wandkraaft, déi eng Energieform ass, déi relativ no un d'Wirtschaftlechkeet erukënnt.

A wann dat de Fall sollt sinn: Wou sinn där Siten an der Planung, a wéi vill Leeschtung hu mer eventuell ze erwaarden?

An dann eng drëtt Fro nach: Wéi grouss ass d'Wirtschaftlechkeet vun de Wandkraaftanlagen am Hibléck vun deenen neien zwee Reglementer?

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet elo den Här Ëmweltminister, Lucien Lux. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll d'Geleeënheet benotze vun der Fro vum Kolleeg Marcel Oberweis, fir festzestellen, dass mer am Moment insgesamt 36 Anlagen am Beräich vun der Wandnotzung exploitéieren op insgesamt zwielef Siten, déi am Moment eng Puissance ausmaachen insgesamt vu 35.400 Kilowatt. Vläicht niewebäi ze bemierken, dass déi Installatiounen am Joer hei zu Lëtzebuerg ëm déi 1.500 Stonnen d'Joer kënne produzéieren, wou also d'Capacitéit vum Wand esou ass, dass eng Produktioun 1.500 Stonnen d'Joer méiglech ass.

Déi insgesamt Installatiounen, déi ech elo genannt hunn, produzéieren am Moment insgesamt 0,9% vun der gesamter Stroumconsommatioun hei zu Lëtzebuerg. Dat also par rapport zu deene 5,7%, déi Dir genannt hutt als déi Zilsetzung, déi mer eis ginn hu bis 2010.

Är Fro war dann déi gewiescht: Sinn nei Anlagen, nei Projekter, nei Projeten a Projektioun? D'Äntwert ass: jo. Konkret sinn dat: eng Anlag zu Mompech mat enger Puissance vun 8.000 Kilowatt an eng zu Garnech mat 2.000 Kilowatt. Zwee weider Projete sinn an Diskussioun, awer ze fréi, mengen ech, fir se schonn dobaussen ze nennen, déi insgesamt nach eng Kéier ëm déi 12.000 Kilowatt géinge mat sech bréngen. Mä wéi gesot, se sinn en discussion, an ech mengen, et ass ze fréi, fir dat schonn hei ze nennen.

Et kënnt een dovunner ausgoen, dass déi Produktioun vun 0,9%, déi mer haut hunn, kann doubléiert ginn, dat heescht mir ginn dovunner aus, dass mer ëm déi 1,8% vun der gesamter nationaler Consommatioun iwwert de Wee vun dem Wand kënnen erreechen. Ech mengen, deen Doublement kënnt natierlech dohier, dass mer engersäits Ëmweltkonstellatioune musse Rechnung droen am Beräich vum Naturschutz, Habitat-Zonen an esou weider, dass een op där anerer Säit och muss gesinn d'Incommodéiere vun den Agglomeratiounen um Niveau vu Kaméidi an esou weider. Wann een also alles dat zesummerechent, gi mer dovunner aus, dass déi Zilsetzung méiglech ass.

Dir hutt da gefrot um Niveau vun den Aiden. Effektiv gëtt et jo déi zwou Méiglechkeeten, engersäits iwwert d'Loi-cadre économique iwwert de Wirtschaftsministère un de Frais-d'investissementen an Héicht vun 10% vum Invest. Do leie mer mat engem Maximum vun 240.000 Euro pro Anlag vun 2.000 Kilowatt. Wann een se am Moment hëlt, leien déi Aiden, déi aktuell iwwert de Wirtschaftsministère bezuelt ginn, bei 2.650.000 Euro. Dat ass dat, wat am Moment um Niveau vum Invest iwwert de Wirtschaftsministère bezuelt ginn ass. Wann ee vun engem Dédoublement géing ausgoen op 1,8% vun der Consommatioun, wäre mer also bei ronn tëschent 4 a 4 an eng hallef Milliounen Euro, déi iwwert den Invest géinge bezuelt ginn.

An dann hutt Der deen zweete Reglement aus dem Ëmweltministère ugeschwat, dee vum 3. August 2005, wou mer jo deen ale Frang weider bezuelen, wat haut 0,025 Euro ausmécht. Dat maachen am Joer 2006 Aspeisprimë fir déi dote Produktioun vun 867.000 Euro. Wann een natierlech och dat géing dédoubléieren, ech mengen da kënnt Der d'Rechnung selwer maachen, dass mer dann 1,8 Milliounen Euro Aspeisprime fir déi produzéiert Energie géinge bezuelen.

Schlussendlech géif ech lech drop verweisen, dass jo gewosst ass, dass déi zwee Ministèren d'Agence de l'Énergie ëm eng potenzial Studie vun allen eenzelne Méiglechkeeten am Beräich vun den erneierbaren Energië beoptraagt huet. D'Resultater vun där Etüd sollen am fréien Hierscht virleien, an ech mengen, dass mer an den zoustännege Kommissioune vun der Ekonomie a vum Environnement iwwert d'Resultater vun där Studie da wäerten diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum honorabelen Här Jaerling, betreffend engem Presseartikel iwwert d'Pädophilie. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°108 du 22 mai 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling relative au Service de protection de la Jeunesse, adressée au Ministre de la Justice

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. An enger Wochenzäitschrëft, am „Investigateur", dee vu sech behaapt, dass alles wouer wier, wat e géif schreiwen,…

Une voix.- Och!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- …war an der Ausgab N°313 vum 19. op de 25. am Haartmount 2006 déi penibel Affär, déi dëst Haus hei am Zesummenhang mat engem Pädophilie-Fall huet misse matmaachen, an engem Artikel zitéiert.

Une voix.- Richteg!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Niewent dësem Artikel war dann en aneren Artikel publizéiert mat der Iwwerschrëft «Pédophilie: au Luxembourg aussi!».

An engem Passus vun dësem Artikel steet Folgendes ze liesen: «Dans ce cadre il faut évoquer une rumeur qui circule dans les rangs de la Chambre de Députés et qui met en cause pas moins qu'un député aux faits plutôt médiatiques pour ses penchants pédophiles. Des témoignages et des victimes, des enfants venant de Roumanie via un réseau bien organisé, entourent cette affaire, qui pour l'instant ne fait pas encore l'objet d'une enquête, mais qui commence à polluer l'atmosphère du parlement grand-ducal.»

Ech hunn dee Journalist, deen dat dote geschriwwen huet, an enger öffentlecher Televisiounsemissioun drop higewisen, dass, wann hie vun esou enger Affär Kenntnis hätt an och nach déi Persoun kennt, déi esou eppes verbrach soll hunn, hien dem Parquet dat misst matdeelen, soss wier e vun deem Moment un, wou e Kenntnis vun de Faiten hätt, matschëlleg un all Akt, deen dee soi-disant Pédophile géif u Kanner verbriechen.

De Mann huet du behaapt, hien hätt Kenntnis dovun, dass schonn eng Enquête en cours wier, hat awer a sengem Artikel de Contraire geschriwwen. Esou Ënnerstellunge wéi dat dote kann ech einfach net esou roue loossen, well sech u Kanner vergräife fir mech dat schlëmmste Verbriechen ass. Awer och wéinst der Éier vun allen Deputéierten heibannen, a well soss och nach de Verdacht beim Vollek kéint opkommen, hei géif eppes verstoppt ginn.

Et gëtt an deem Artikel och nach behaapt, de Service des moeurs et de pédophilie bei der Police judiciaire wier ënnerequipéiert, duerfir kënnt net seriö enquêtéiert ginn.

Kann den Här Minister mer duerfir soen, ob hie Kenntnis vun deem Artikel huet?

Ass net och e Journalist verflicht, wann e Kenntnis huet vu kriminellen Akten oder Faiten an och nach déi Persoun kennt, déi se vollbruecht huet, dem Parquet dat matzedeelen?

Ass den Här Justizminister net och der Meenung, dass, wa vun iergendengem öffentlech ënnerstallt gëtt, an dëser Chamber géif e mutmaassleche Pédophile sëtzen, onbedéngt eng Enquête misst entaméiert ginn an zumindest deen, deen esou Behaaptungen opstellt, misst gehéiert ginn, och wann et e Journalist ass?

Gëtt et e Service des moeurs et de la pédophilie bei der Police judiciaire? Wa jo, ass dee wierklech ënnerequipéiert, esou dass keng seriö Enquêten an deem Beräich kënne gemaach ginn?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, d'Regierung fënnt et inopportun fir iwwer Rumeuren, déi duerch verschidde Blieder kolportéiert ginn, Stellung ze huelen. Et ass selbstverständlech esou, datt, wann eng Persoun, insofern se net ënnert d'Regele vum Pressegesetz fält, Connaissance huet vu schlëmme kriminelle Faiten, se déi muss de Justizautoritéite matdeelen. An nom Pressegesetz, insofern dat sech applizéiert, wat ech mengen hei net de Fall ass, da ka se dat. Ech mengen, wann et sech ëm schlëmm Doten handelt, soll se dat och maachen.

Ech wëll awer hei ausdrécklech soen, datt souwuel de Parquet wéi d'Police judiciaire mer op Nofro hi matgedeelt hunn, datt si keng Connaissance hu vu Faiten, prezise Faiten, oder vun enger Enquête, déi um Lafe wär an déi e Member vun dëser Chamber an deem hei genanntene Kontext concernéiert. Ech wëll weider drop hiweisen, datt déi zwou Sektiounen an der Police judiciaire, déi sech ëm esou Affäre bekëmmeren, engersäits d'Section Protection de la Jeunesse an anerersäits d'Section Criminalité Organisée, wann et ëm Mënschenhandel geet, datt déi esou ausstafféiert sinn, datt déi déi diesbezüglech Enquêten och kënne seriö maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass déi Debatt ofgeschloss. Mir kommen dann zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5430, en Ofkommes tëscht der EU an der Volleksrepublik China iwwert d'Transports maritimes. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Scheuer. Här Scheuer!

6. 5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 6. Dezember 2002 huet d'Europäesch Unioun e Vertrag ofgeschloss mat der Volleksrepublik China, e Vertrag iw-

wert den Transport mat Schëffer, den Transport maritime, iwwert d'Mier also - fir keng Konfusioun opkommen ze loossen.

De Projet 5430 huet nëmmen een Artikel, an duerch deen een Artikel gëtt den Accord dann approuvéiert. D'Gesetz ass am Joer 2005 déposéiert ginn. Ech hunn am schrëftleche Rapport dervu profitéiert, fir quasi als Virspann zum Gesetz e kuerzen Aperçu ze ginn iwwert d'wirtschaftlech Relatiounen tëschent der Volleksrepublik China an der EU. Déi Zuelen, déi ech zitéieren, déi stamen aus dem Joer 2004, an an der Zwëschenzäit huet sech nach villes gedoen an dëse Relatiounen.

D'Ekonomie vu China war am Joer 2004 - ech mengen, do huet sech näischt dru geännert - déi véiertstärkst vun der Welt hannert den USA, Japan an Däitschland. De wirtschaftleche Wuesstem vum PIB vun der Volleksrepublik China schwankt tëscht 9 an 10% - een enorme Wuesstem. An den Aussenhandel vu China huet e fulguranten Opschwonk kannt.

Den Export aus China, vu China an Europa huet sech am Joer 1999 op 52,41 Milliarden Euro belaf; 2004 hu mer fir 127 Milliarden Euro importéiert, an op där anerer Säit ass erausgaangen aus Europa a China 1999 fir 19,62 Milliarden, an am Joer 2004 fir 48 Milliarden Euro. Dat heescht also d'Balance commerciale ass déficitaire a fir d'EU 2004 huet den Defizit 79 Milliarden Euro bedroen.

A mir hunn eis och d'Méi gemaach, fir d'Échangen tëscht China a Lëtzebuerg emol ze kucken: 1999 huet Lëtzebuerg importéiert fir 35 Milliounen Euro, an am Joer 2004 hu mer importéiert fir 62 Milliounen Euro, mä mir exportéieren a China méi, wéi mer importéieren aus China, an dat ënnerscheet eis vun der EU. 1999 hu mer exportéiert fir 39 Milliounen, an am Joer 2004 fir 133 Milliounen. Mir hunn also en Excédent vu méi wéi 71 Milliounen Euro.

Just déi puer Zuelen, fir ze weisen, wat fir e Potenzial vu Wuesstem nach besteet; wéi déi geschäftlech Relatiounen tëschent der Volleksrepublik China an der EU sech entwéckelt hunn, a wéi si sech och weiderentwéckelen. Am Joer 2004 huet den Import aus China 12,3% vum Gesamtimport vun der EU ausgemaach, a vun 1999 ass en also geklomm vu 5,3% op déi 12,3. An d'Exporter sinn net an deem Mooss gewuess, si hunn 1999 2,8% bedroen, an am Joer 2004 5%.

D'Konklusioun ass natierlech och, datt d'Accorden tëschent der EU a China noutwendeg sinn, absolut noutwendeg - Accorden, déi op de Prinzipie vum fräien Handel berouen, Accorden, déi Handelskricher verhënnere sollen, an den Entreprisen Garantië ginn, fir zolidd Handelsbezéiungen opzebauen, a fir déi Handelsbezéiungen dann och ze ënnerhalen op feste Kritären.

Den Accord geet méi wäit wéi déi bestoend bilateral Ofkommessen, vun deene Lëtzebuerg natierlech keent hat an dësem Domän, an den Accord bezitt sech op all Zorte vun Transporter, déi iwwert d'Mier ofgewéckelt ginn.

Interessant an deem Kontext ass awer och de Fait, datt déi sou genannt intermodal Transporter ofgeséchert ginn. Dat heescht, dat si Servicer, Transporter, déi nëmmen deelweis iwwert d'Waasser ofgewéckelt ginn, déi nëmmen deelweis mam Mier zesummenhänken an duerch déi d'Wuer da praktesch op d'Plaz geliwwert gëtt mat aneren Transportmëttelen, dat gëtt genannt am Fachjargon de porte à porte, an deen ass och ofgeséchert. Den Entrepreneur huet dann d'Recht op déiselwecht Servicer, op déiselwecht Behandlung wéi seng Kolleegen oder Konkurrenten aus deemselwechte Secteur. D'Chinesen, wa se an Europa kommen, hunn déiselwecht Garantien, an d'Europäer och, wa se a China ginn.

Lëtzebuerg huet wéi gesot kee bilaterale Vertrag mat China am Secteur vum Transport maritime, an d'Schëfffahrtsgesellschaften, déi ënner Lëtzebuerger Pavillon enregistréiert sinn, kënne vun dësem Vertrag profitéieren. Ech hu mer erausgeprint, wéi vill där Schëffer kënnten dovunner profitéieren, natierlech ënnert där Bedingung, datt se dann och bis dohinner fueren: Mir hunn am Ganzen 132 Schëffer, déi ënnert dem Registre public maritime figuréieren - 132 Schëffer, mat engem Total vu 720.771 Bruttotonnen. Interessant wär ze wëssen, wéi vill de Lëtzebuerger Handel oder deen Handel, deen iwwert dee Register mat Lëtzebuerg verbonnen ass, ka profitéieren.

Den Accord, deen ofgeschloss gëtt, gëllt fir fënnef Joer; e leeft weider, wa keng vun de Parteien e kënnegt, an dat ass och richteg, well den Ufank geet jo zréck op d'Joer 2002. Den Accord gëllt och fir déi nei EU-Länner an ass vum Europaparlament de 5. Juli 2005 dann approuvéiert ginn. De Lëtzebuerger Statsrot hat kee Problem mat deem Accord. D'Kommissioun hat och kee Problem mat deem Accord an - Dir wonnert lech net - d'Fraktioun vun de Sozialisten huet och kee Problem, fir deem Accord zouzestëmmen, an ech iwwerbréngen also heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Et ass, wann ech dat richteg gesinn, net nëmmen d'Fraktioun vun de Sozialisten, déi kee Problem huet, mä déi aner Fraktiounen och net, an ech denken och d'Regierung net. Deementspriechend denken ech och, dass mer kënnen elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank (par M. François Maroldt), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst öffentlech Sitzunge si programméiert fir den 20. an den 21. Juni. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech matgedeelt. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.42)

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 404

Communications page 404

Ordre du jour page 404

Dépôt d'une proposition de loi page 404

Interventions au sujet de l'organisation de l'heure de questions au Gouvernement et des questions parlementaires pages 404-405

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°101 du 15 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz au sujet du bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 405

- Question N°102 du 15 mai 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'élaboration d'un projet de loi permettant la création d'un cycle supérieur et de conférer au «Neie Lycée» le droit de décerner des diplômes de fin d'études secondaires, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 405

- Question N°103 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Angel relative au programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, adressée au Ministre des Travaux publics page 406

- Question N°104 du 16 mai 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux intentions du Gouvernement quant à la politique salariale du secteur public, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 406

- Question N°105 du 16 mai 2006 de Madame Martine Stein-Mergen concernant la pertinence de certains critères qu'une personne doit remplir pour pouvoir donner son sang, adressée au Ministre de la Santé pages 406-407

- Question N°106 du 16 mai 2006 de Monsieur Norbert Haupert relative à la réforme de la taxe sur les voitures automobiles notamment à la différence de traitement de voitures immatriculées avant et après 2001, adressée au Ministre de l'Environnement page 407

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative au «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions CO_2» du Ministère de l'Environnement pages 407-410

5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980 page 410-411

Interpellation de M. Robert Mehlen au sujet de la politique agricole pages 411-418

5551 - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg pages 418-422

5461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe;

5462 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004
et
5479 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003 pages 422-424

5532 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998 pages 424-425

5536 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005 pages 425-426

4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution page 426

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution page 426

5575 - Proposition de loi portant modification de
1) l'article 51 (7) de la Constitution
2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national
3) la loi électorale du 18 février 2003 page 426

5547 - Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) pages 426-437

Hommage à la mémoire de M. Roger Linster, ancien Député page 437

Communications page 437

Ordre du jour pages 437-440

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique pages 440-443

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°107 du 23 mai 2006 de Monsieur Marcel Oberweis relative aux primes d'encouragement écologique, adressée au Ministre de l'Environnement page 443

- Question N°108 du 22 mai 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling relative au Service de protection de la Jeunesse, adressée au Ministre de la Justice page 443

5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002 pages 443-444

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 12 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0936	M. Robert Mehlen	Paiement de dommages-intérêts dans l'affaire «Bommeleeër»
0954	M. Henri Kox	Taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur
0975	M. Emile Calmes	Présence d'un conseiller du Conseil de la Concurrence lors d'inspections effectuées par la Commission européenne dans les localités d'une société de fret aérien luxembourgeoise
0992	M. Xavier Bettel	État du bâtiment Jean Monnet
1003	M. François Bausch	Élaboration d'un code de conduite pour anciens membres de Gouvernement et anciens hauts fonctionnaires
1007	M. Marco Schank	Travaux d'entretien autour du lac de la Haute-Sûre
1009	M. Marcel Oberweis	Production d'énergie électrique à base de biogaz
1010	M. Henri Grethen	Organisation de la grève dans les services des chemins de fer
1011	M. Ben Fayot	Réduction des frais d'itinérance internationale (roaming)
1012	M. Xavier Bettel	Mise au point d'un nouveau type luminescent de plaques d'immatriculation
1013	M. Aly Jaerling	Cours des actions d'Arcelor
1014	Mme Viviane Loschetter	Utilisation de la notion de «langue maternelle» dans certaines annonces de la rubrique des offres d'emploi
1016	M. Xavier Bettel	Mesures de réduction des accidents mortels de la route
1017	M. Claude Adam	Recours à la punition collective pour sanctionner les élèves
1018	M. Jacques-Yves Henckes	Problème des cessions et saisies des rémunérations de travail
1019	M. Jacques-Yves Henckes	Demandes d'approbation d'un plan d'aménagement particulier
1020	M. Xavier Bettel	Axe ferroviaire «Eurocap-Rail»
1021	M. Claude Meisch	Évolution de l'aciérie électrique vers une installation de coïncinération de déchets (pneumatiques)
1022	Mme Claudia Dall'Agnol	Modèle de certificat de déclaration médicale en cas de violence domestique
1024	M. Claude Meisch	Plainte de l'Association Internationale du Transport Aérien IATA auprès de la Commission européenne concernant les pratiques tarifaires des aéroports
1025	M. Emile Calmes	Centre de Convalescence à Colpach
1026	M. Claude Adam	Bibliothèques scolaires
1027	M. Claude Adam	Bibliothèques communales et associatives
1028	M. Claude Adam	Politique archivistique des bibliothèques
1029	Mme Colette Flesch	Transposition de la directive OPA
1030	M. Claude Meisch	Placement de demandeurs d'emploi
1031	M. Claude Meisch	Situation concurrentielle de l'Aéroport du Findel
1033	M. Aly Jaerling	Plagiats
1034	Mme Claudia Dall'Agnol	Centre de Langues Luxembourg
1035	M. Xavier Bettel	Plaques d'immatriculation personnalisées
1036	Mme Françoise Hetto-Gaasch	La maîtrise des langues dans le cadre de la formation aux fonctions d'aide socio-familiale
1038	M. Xavier Bettel	Extension des activités de l'Administration des Eaux et Forêts dans le domaine de l'élevage
1039	M. Xavier Bettel	Implantation d'un Eroscenter
1042	M. Jean Huss	Encadrement médical en cas de grève de la faim au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig
1046	M. Ben Fayot	Bilan sanitaire de l'accident de Tchernobyl
1049	M. Marco Schank	Crues artificielles de la Sûre supérieure
1054	Mme Claudia Dall'Agnol	Taxe sur la vente des alcopops
1059	M. Jean Huss	Réforme dans le secteur de la médecine psychiatrique
1060	M. Aly Jaerling	Transposition de la directive européenne 2003/20/CE relative au port obligatoire de la ceinture de sécurité

Question 0936 (20.2.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **paiement de dommages-intérêts dans l'affaire «Bommeleeër»:**

Aus de rezente Reportagë geet ervir, datt de Stat am Kader vun der Bommeleeër-Affär enger Privatpersoun 850.000 Frang als Schuedenersaz bezuelt hätt. Dësen ongewéinleche Virgank féiert mech derzou, dës Froen un lech ze riichten:

1. Kënnt Dir dës Duerstellung bestätegen?
2. Wa jo, wat war d'Motivatioun fir dës Transaktioun, a wien huet se autoriséiert?
3. Wéisou sinn an dëser Affär net all Geschiedegt gläich behandelt ginn?
4. Wien huet soss nach Schuedenersaz vum Lëtzebuerger Stat bezuelt kritt, als Privatpersoun oder Gesellschaft, wéini a wéi vill?
5. Wéi ass am Besonneschen de Schued bei der Cegedel, wou de Stat jo zu engem héijen Deel um Kapital bedeelegt ass, geregelt ginn?
6. Wat kënnt Dir mir zu folgender anonymer schréftlecher Matdeelung soen: «Suivant les dires d'un haut fonctionnaire de la Cegedel, deux familles luxembourgeoises auraient déjà payé, il y a 17 à 18 ans, deux fois le montant de 85.000.000 LUF?»

Réponse (22.5.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Jo.
2. Autoriséiert gouf dës Transaktioun vun dem deemolege Statsminister.
3. Déi ablécklech nach verfügbar Dokumenter an dëser Affär hu keng Ongläichheeten opgedeckt, an all vergläichbar Fäll sinn no deeneselwechte Prinzipien traitéiert ginn.
4. Aus dësen Dokumenter geet ervir, dass op d'mannst nach eng Persoun am selwechten Zäitraum och eng gewëssen Entschiedegung ausbezuelt krut.
5. D'Cegedel huet dee Schued integral selwer gedroen.
6. Déi an där anonymer schréftlecher Matdeelung gemaachten Ausso stëmmt net.

Question 0954 (23.2.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur:**

Le 1er février 2006, les Ministres des Finances de l'UE ont modifié la liste des secteurs éligibles pour un taux de TVA réduit (5,5%) et notamment ajouté les réseaux de chaleur.

Dans ce contexte je voudrais avoir les renseignements suivants:

1. Quel est le taux de TVA actuellement appliqué aux réseaux de chaleur luxembourgeois?
2. Est-ce que le Gouvernement prévoit d'appliquer le nouveau taux réduit? Dans l'affirmative, quelle est la date d'application prévue?

Réponse (23.5.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le Gouvernement ne prévoit pas dans l'immédiat d'appliquer le taux réduit aux réseaux de chaleur. Néanmoins, ce point sera considéré dans le cadre d'une analyse globale du régime de taxation des vecteurs énergétiques destinés à des fins de chauffage, des conséquences budgétaires qui en découlent et des potentialités offertes en matière de taux par la 6e directive TVA.

Question 0975 (8.3.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **présence d'un conseiller du Conseil de la Concurrence lors d'inspections effectuées par la Commission européenne dans les localités d'une société de fret aérien luxembourgeoise:**

Selon un article paru le 17 février 2006 dans le quotidien «Tageblatt», un conseiller du Conseil de la Concurrence se serait trouvé dans les localités d'une grande société de fret aérien luxembourgeoise lors d'inspections effectuées par la Commission européenne le 14 février 2006.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus et dans l'affirmative me donner des informations sur les missions de ce conseiller?
- Est-ce que Monsieur le Ministre s'est enquis auprès du Conseil de la Concurrence sur les circonstances expliquant la présence de ce conseiller lors desdites inspections de la Commission européenne?
- N'est-il pas vrai que suivant les dispositions de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, un conseiller du Conseil de la Concurrence ne peut siéger dans une affaire lorsque celle-ci touche des intérêts directs ou indirects qu'il détient dans une activité économique et que le Conseil de la Concurrence ne traite pas directement cette affaire?
- Quelle pourrait être la position de la Commission européenne à l'égard d'une situation qui serait contraire à la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence?

Réponse (26.5.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'honorable Député se réfère à un article de presse du 17 février 2006 au sujet de l'inspection effectuée par la Commission européenne dans les locaux d'une grande société luxembourgeoise de fret aérien pour me poser un certain nombre de questions relatives aux faits allégués dans cet article et pour en déduire quelques questions de principe:

1. Quant aux faits:

D'après mes informations, une personne qui exerce la fonction de conseiller de la concurrence est arrivée en fin de la 1re journée d'inspection dans les locaux de la société inspectée, à la demande de celle-ci.

Étant associé d'une société de conseil en medias, elle a été appelée ensemble avec son partenaire, pour assister la société de fret dans une affaire de communication externe relative à l'inspection initiée par les services de la Commission européenne.

Je note:

- que la personne en question a été appelée pour une prestation de service liée à son activité professionnelle principale (conseil en medias);
- qu'à ce moment elle ignorait que le motif de l'appel résidait dans l'inspection, dont elle n'avait eu aucune connaissance préalable;
- qu'elle est membre du Conseil de la Concurrence.

L'examen des faits m'amène donc à confirmer que la personne en question, conseiller de la concurrence d'une part, et consultant en matière de médias d'autre part, se soit trouvée dans les locaux de la société de fret inspectée, le soir du 14 février, première journée d'inspection.

J'insiste toutefois sur ce que cette même personne a respecté les dispositions légales et règlementaires auxquelles elle est soumise en notifiant au plus tôt au Président du Conseil de la Concurrence «une potentielle situation de conflit d'intérêts» et en lui demandant «d'en tenir compte au cas où le Conseil de la Concurrence serait saisi d'une quelconque affaire en rapport (avec la société inspectée) en particulier ou le secteur aérien cargo en général». De même, elle en a informé sa cliente, qui, elle, en a informé les Services de la Commission européenne et le rapporteur général de l'Inspection de la Concurrence luxembourgeoise, associée à l'inspection.

Il faut donc conclure que le conseiller de la concurrence s'est comporté selon les règles et que les soupçons soulevés dans l'article de presse cité sont dénués de fondement.

2. Quant aux principes:

En créant le Conseil et l'Inspection de la Concurrence par la loi du 17 mai 2004, le législateur a expressément souhaité que les conseillers de la concurrence puissent être recrutés dans le secteur privé. D'ailleurs, en dehors du président du Conseil, aucun conseiller n'est fonctionnarisé ou exercerait la fonction de conseiller à titre principal. Aussi, le législateur a-t-il prévu l'hypothèse d'un potentiel conflit d'intérêts directs ou indirects et les règles à suivre en l'espèce, respectivement les sanctions à prendre en cas de non respect de ces règles.

En cas de survenance d'une situation de conflit d'intérêts potentiel, «les membres du Conseil de la Concurrence ne peuvent intervenir dans une affaire lorsque celle-ci touche des intérêts directs ou indirects qu'ils détiennent dans une activité économique ou lorsqu'ils ont eu à en connaître dans le cadre de fonctions exercées antérieurement à leur activité auprès du Conseil: Si un membre effectif ou un membre suppléant appelé à siéger en remplacement d'un membre effectif estime lui-même avoir un conflit d'intérêts, il doit en avertir le président dès réception de la convocation, respectivement dès qu'il constate l'existence du conflit d'intérêts.

Le Conseil de la Concurrence accepte et respecte le choix de son membre sans procéder à une délibération séparée au sujet de l'appréciation personnelle émise par son membre (article 14 du Règlement intérieur du Conseil de la Concurrence, en référence à l'article 793 de la loi du 17 mai 2004).

Je tiens à relever, par ailleurs, que lors de ses inspections, la Commission européenne ne s'associe pas les Services du Conseil de la Concurrence; seule l'Inspection de la Concurrence peut lui prêter concours. En cas de décision dans une affaire, la Commission européenne se borne à prendre l'avis d'un comité consultatif européen constitué des autorités de la concurrence des 25 États membres, dont notre Conseil de la Concurrence qui délibère ensemble et sur un pied d'égalité avec l'ensemble des autres autorités.

3. Quant à la dernière question de l'honorable Député:

Cette question est sans objet étant donné que nous ne sommes pas en présence, dans le cas d'espèce, d'une situation contraire à la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

Question 0992 (22.3.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**état du bâtiment Jean Monnet:**

Depuis de nombreuses années, l'état du bâtiment Jean Monnet qui abrite quelque 3.000 agents de la Commission européenne à Luxembourg est source d'inquiétudes tant les risques d'accidents majeurs y sont élevés.

Depuis des mois, une procédure de réhabilitation partielle visant à obtenir une autorisation d'exploitation dérogatoire est en cours de la part du Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, propriétaire du bâtiment. Or, selon certaines sources, le dossier technique y compris celui de la sécurité incendie, contient de nombreuses dérogations par rapport aux obligations légales luxembourgeoises, notamment en matière de détection et de compartimentage.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les affirmations susmentionnées?
- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si l'Inspection du Travail et des Mines est effectivement sur le point d'accorder une telle autorisation?
- Messieurs les Ministres peuvent-ils également préciser qui porterait la responsabilité d'un accident grave, si les obligations légales en la matière ont été négligées par le service chargé du respect de leur application?
- Messieurs les Ministres peuvent-il indiquer comment une autorisation de poursuivre l'occupation d'un immeuble contenant notamment de l'amiante a pu être accordée?
- Accessoirement, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres, quelles autorisations ont été données pour les travaux d'étanchéité du parvis avec du goudron chaud épandu à proximité des bureaux? Quelles précautions vont être prises dans l'évacuation et le recyclage des milliers de m^2 de moquettes dégradées qui vont être prochainement retirées de l'immeuble?

Réponse commune (22.5.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux* publics et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il convient de fournir les précisions suivantes:

1) Par arrêté du Ministre du Travail et de l'Emploi du 28 décembre 2004, le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, propriétaire de l'immeuble Jean Monnet depuis le 1er avril 1998, a obtenu l'autorisation d'exploiter l'immeuble en question pour une durée de dix ans à partir de la date de notification sous réserve de la réalisation de travaux de mise en conformité à réaliser endéans un délai de 36 mois. Les mesures en question sont énumérées et définies en détail dans l'autorisation en question sur proposition d'un expert agréé par l'Inspection du Travail et des Mines.

Aucune dérogation par rapport à la législation en la matière n'a été sollicitée par le Fonds.

Le Fonds a entrepris les travaux nécessaires qui à l'heure actuelle ont été réalisés conformément aux prescriptions de l'arrêté précité. Conformément à ces prescriptions, ces travaux font l'objet d'un rapport de réception et de contrôle dressé par un organisme de contrôle choisi sur une liste établie par l'Inspection du Travail et des Mines. Ce rapport va être transmis incessamment au Ministre du Travail et de l'Emploi.

À toutes fins utiles il est à relever que depuis 1998 et jusque fin 2005, le Fonds a investi 12,4 millions d'euros en travaux de remise en état dans le prédit immeuble et en particulier 6,2 millions d'euros au cours des exercices 2004 et 2005.

En conclusion, il peut être considéré que le bâtiment est actuellement sécurisé en matière de risque incendie.

2) En matière d'amiante, le rapport d'inspection du 30 décembre 1997 de l'association Kleineberg/Müssigmann + Partner conclut qu'il n'y a pas nécessité du point de vue de la réglementation en la matière d'éliminer les produits d'amiante existant dans la mesure où ceux-ci ne sont pas touchés par des travaux. Par ailleurs, le rapport aboutit au constat que tant la structure métallique portante que les dalles n'ont pas fait l'objet d'un flocage à base d'amiante.

3) Les travaux de réfection du parvis sont réalisés à la demande expresse de la Commission. Ces travaux comprennent nécessairement la mise en œuvre d'une nouvelle isolation d'étanchéité pour protéger les parkings en sous-sol.

Le rapport d'expertise du bureau AIB Vincotte, commandité par l'OIL au sujet des émanations de composés organiques volatiles lors de la mise en œuvre de goudron à chaud, établit que la concentration mesurée se trouve «sous la limite de détection de la méthode d'analyse».

4) Les travaux de remplacement de la moquette dans les couloirs sont réalisés à la demande de la Commission uniquement les vendredis après-midi et samedis lorsque les locaux sont inoccupés.

L'évacuation et le recyclage des anciennes moquettes qui vont être retirées de l'immeuble se feront conformément aux autorisations délivrées par le Ministère de l'Environnement respectivement le 23 février 2005 et le 12 octobre 2005 couvrant la mise en conformité et l'exploitation du bâtiment jusqu'au 31 décembre 2012, fixant notamment les conditions en matière de recyclage et d'évacuation des déchets.

Question 1003 (30.3.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**élaboration d'un code de conduite pour anciens membres de Gouvernement et anciens hauts fonctionnaires:**

En date du 21 mars 2005, le «Wort» publie une interview avec l'ancien administrateur général du Ministère des Travaux publics. À la question du journaliste si sa longue et intensive collaboration avec une grande compagnie de construction durant sa carrière active représente un conflit d'intérêts avec sa participation actuelle au conseil d'administration de cette même société, il affirme qu'il n'existe aucune incompatibilité entre sa carrière auprès de l'État et ses activités actuelles.

Après son retrait de la vie politique active, Gerhard Schröder a été nominé à un poste du conseil d'administration de la North European Gas Pipeline Company, ce qui a suscité en Allemagne de vives discussions. La nouvelle chancelière Merkel a annoncé l'élaboration d'un code de conduite relatif aux activités des anciens membres de Gouvernement et anciens hauts fonctionnaires.

Des initiatives semblables sont discutées à l'heure actuelle dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la mise en place d'un code de conduite relatif aux activités des anciens membres de Gouvernement et anciens hauts fonctionnaires s'impose également au Luxembourg?

Réponse (30.5.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question de Monsieur le Député concernant la mise en place d'un code de conduite relatif aux activités des anciens membres de Gouvernement et anciens hauts fonctionnaires, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le dispositif très substantiel au niveau des droits et des obligations des fonctionnaires de l'État prévu par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Ce dispositif touche notamment à la question des conflits d'intérêts visés plus particulièrement par la question de Monsieur le Député.

Ce sont plus précisément les articles 9 à 11, 14 et 15 qui règlent la matière. Les dispositions pertinentes dans le contexte de la question de Monsieur le Député sont mises en évidence ci-après.

D'après l'article 9, 1. le fonctionnaire est tenu de se conformer consciencieusement aux lois et règlements qui déterminent les devoirs que l'exercice de ses fonctions lui impose.

L'article 10, 1. précise que le fonctionnaire doit, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ses fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public.

Aux termes de l'article 10, 3. le fonctionnaire ne peut solliciter, accepter ou se faire promettre d'aucune source, ni directement ni indirectement, des avantages matériels dont l'acceptation pourrait le mettre en conflit avec les obligations et les défenses que lui imposent les lois et les règlements et notamment le statut du fonctionnaire de l'État.

L'article 11 interdit au fonctionnaire de révéler les faits dont il a obtenu connaissance en raison de ses fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques, à moins d'en être dispensé par le Ministre du ressort. Tout détournement, toute communication contraire aux lois et règlements de pièces ou documents de service à des tiers sont interdits.

L'article 14 règle ensuite en détail les activités accessoires que le fonctionnaire peut assumer ainsi que la façon dont d'éventuels conflits d'intérêts doivent être traités.

L'article 15 impose enfin au fonctionnaire, qui, dans l'exercice de ses fonctions, est amené à se prononcer au sujet d'une affaire dans laquelle il peut avoir un intérêt personnel de nature à compromettre son indépendance, d'en informer son supérieur hiérarchique.

Si l'ensemble de ce dispositif s'applique prioritairement aux fonctionnaires de l'État, il convient cependant de noter que l'article 81, 2. du statut du fonctionnaire de l'État précise que les dispositions de l'article 14 sont également applicables aux membres du Gouvernement.

Par ailleurs, et c'est ce cas de figure qui est plus particulièrement visé par la question parlementaire de Monsieur le Député, certains pans du dispositif très complet prévu par le statut du fonctionnaire de l'État pour les fonctionnaires en activité, couvrent également la situation du fonctionnaire qui a cessé ses fonctions. Tel est le cas pour l'obligation faite au fonctionnaire de ne pas révéler les faits dont il a obtenu connaissance en raison de ses fonctions. Le droit disciplinaire de la fonction publique prévoit par ailleurs que le fonctionnaire qui a quitté le service reste soumis à la juridiction disciplinaire pour les faits ou les omissions qui entraîneraient la révocation d'un fonctionnaire en activité. Toutefois l'action disciplinaire devra être intentée dans les six mois qui suivent la cessation des fonctions, étant entendu qu'il s'agit en l'occurrence de faits ou d'omissions dont le fonctionnaire se serait rendu coupable avant la cessation des fonctions.

S'il en résulte que le fonctionnaire reste, du moins dans certaines hypothèses, soumis au statut même après avoir quitté le service de l'État, cette situation s'avère toutefois être exceptionnelle. Avant d'étendre certains éléments du régime des interdictions s'appliquant aux fonctionnaires en activité au fonctionnaire qui a rompu tout lien avec le service ou au membre du Gouvernement qui a quitté ses fonctions, il est dès lors indiqué de peser soigneusement le pour et le contre d'une telle démarche qui porte atteinte au principe qui veut que chacun choisit librement l'activité qu'il veut poursuivre. Dans le même ordre d'idées, il convient de ne pas perdre de vue que les questions abordées relèvent du domaine de la moralité publique, et ne se laissent pas toujours traiter, de façon exhaustive, dans les limites strictes d'une réglementation, mais requièrent de la part de ceux qui sont confrontés à ces questions une conception élevée des missions et des charges qui leur sont confiées, un sens aigu de l'éthique professionnelle, ainsi qu'honnêteté intellectuelle et doigté dans les choix opérés et que c'est finalement par rapport à ces valeurs que les questions soulevées par Monsieur le Député doivent trouver réponse.

Ceci dit, et si une telle initiative devait s'avérer nécessaire dans l'intérêt d'un exercice neutre, impartial et indépendant des fonctions publiques et des mandats politiques, le Gouvernement ne se fermerait pas à la mise en place d'un ou de plusieurs codes de déontologie ou de codes d'éthique pour les agents de l'État et les membres du Gouvernement, ces codes étant destinés à refléter les valeurs clé autour desquelles s'organisent l'action publique et l'action politique et à guider les intéressés lorsqu'ils sont confrontés à des questions d'éthique professionnelle. Ces codes pourront, dans cette perspective, également englober des règles de comportement couvrant la période se situant après la cessation des fonctions, étant entendu qu'il s'agira de déterminer la durée de cette période. Les Services concernés travaillent d'ailleurs sur cette problématique et sur les nombreuses questions qu'il s'agit de résoudre en amont, à savoir les questions tenant au contenu de tels codes, à leur valeur juridique et à leur caractère contraignant et à leur positionnement par rapport au statut, les deux dernières questions étant intimement liées.

Question 1007 (4.4.2006) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **travaux d'entretien autour du lac de la Haute-Sûre:**

Au cours des dernières années, la Division des Ponts et Chaussées d'Esch-sur-Sûre avait pris en charge un certain nombre de travaux autour du lac, en l'espèce la collecte de déchets, la coupe de l'herbe, le nettoyage des berges et le retrait de barques de pêche vétustes du lac.

Or, depuis le début de l'année 2005, il semble que la Division de l'Administration des Ponts et Chaussées d'Esch-sur-Sûre ne poursuit plus certains des travaux susmentionnés dans la même mesure qu'auparavant puisque cette division s'occupe maintenant prioritairement de l'entretien des ouvrages d'art sur le territoire entier de l'Oesling. Cependant, ladite administration est la seule à disposer à la fois du personnel compétent et du matériel logistique nécessaire pour lesdits travaux.

Il échet de noter que cette nouvelle situation a aussi une influence sur le plan d'alerte du lac: La Division des Ponts et Chaussées d'Esch-sur-Sûre est la seule à posséder des connaissances approfondies et de longue date au sujet du lac et de sa région. Ainsi, un déclenchement du plan d'alerte pourrait avoir des conséquences imprévisibles au cas où ladite division serait engagée par d'autres travaux par exemple à Colmar-Berg.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons pour lesquelles l'Administration des Ponts et Chaussées n'est plus responsable, sinon compétente pour certains des travaux d'entretien autour du lac?
- Le Ministère des Travaux publics prévoit-il, à court, moyen ou long terme, des mesures pour remédier à cette situation intenable et inexplicable?
- Le Ministère a-t-il des informations si oui ou non la situation actuelle a déjà eu des répercussions sur la qualité de l'eau du lac?

Réponse (31.5.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. Certains travaux d'entretien autour du lac n'incombent plus à la Division des Ouvrages d'Art, car

avec la création de l'Administration de la Gestion de l'Eau, les compétences ont changé. La Division des Ouvrages d'Art continuera cependant, dans la mesure du possible et dans la limite de ses moyens, à assumer encore certaines tâches de l'ancienne Division des Eaux des Ponts et Chaussées jusqu'à la relève définitive.

2. C'est ainsi que la collecte des déchets reste garantie pendant la saison par le Service des Barrages, tout comme la coupe d'herbes. En ce qui concerne la coupe d'herbes, le fauchage a dû être réduit tant sur les surfaces que le nombre des coupes. Jusqu'à présent, toutes les demandes de la Police grand-ducale pour retirer des barques de pêche vétustes du lac ont été satisfaites et le stockage sur le dépôt des Ponts et Chaussées, en attendant la fin des procédures juridiques, reste garanti comme dans le passé.

3. La salubrité des eaux du lac est toujours garantie. Le service d'entretien des Ponts et Chaussées sur place procède régulièrement à un nettoyage du plan d'eau.

4. et 5. Une définition claire des compétences des différentes instances concernées s'impose. À cet effet, je viens de demander à Monsieur le Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées à se concerter avec Monsieur le Directeur de l'Administration de la Gestion de l'Eau pour définir clairement une solution pouvant donner satisfaction à toutes les parties intéressées.

Question 1009 (5.4.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **production d'énergie électrique à base de biogaz:**

L'Union européenne dépend des importations d'énergies fossiles à hauteur de 50% de sa consommation actuelle, un chiffre qui pourrait passer à 70% d'ici 2030. En plus, si les tendances actuelles se maintiennent, la part du gaz naturel importé pourrait passer à 80% au cours des 25 prochaines années.

Afin de garantir la sécurité de notre approvisionnement énergétique et de réduire notre dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles, la priorité doit être donnée au développement des énergies renouvelables et à l'accroissement de l'efficacité énergétique. Dans ce contexte l'Union européenne a déclaré de réduire sa consommation d'énergie de 20% d'ici 2020, d'augmenter la part des énergies renouvelables à 15% et d'accroître l'utilisation des biocarburants dans les secteurs des transports, en envisageant d'augmenter leur proportion à 8% d'ici à 2015.

Les énergies renouvelables représentent une possibilité de production d'énergie électrique et thermique. Le secteur agricole par exemple s'est lancé depuis 1998 dans la valorisation énergétique de la biomasse. Environ 20 installations de production de biogaz avec une puissance totale de 3.300 kW_{el} ont été installées à travers tout le pays.

Le tarif de base pour l'injection de l'énergie électrique dans le réseau électrique d'un gestionnaire de réseau à partir d'installations de biogaz est de 0,0776 €/kWh pour une installation ne dépassant pas les 500 kW_{el}; le tarif de base diminue graduellement en fonction de la puissance installée. La prime d'encouragement écologique est fixée à 0,025 €/kWh pour les installations de biogaz ne dépassant pas les 3.000 kW_{el}.

À mes yeux, la production d'électricité à partir du biogaz devra jouer un rôle non négligeable dans l'approvisionnement énergétique national et permettre aux agriculteurs de diversifier leurs sources de revenu.

Le traitement par méthanisation d'une tonne de matière organique agricole produit environ 500 Nm^3 de méthane. La partie restante après la méthanisation (20 à 70%) peut être utilisée comme fertilisant en agriculture. L'épandage des digestats résultant de la méthanisation représente un point essentiel écologique de la filière biogaz et réduit considérablement l'impact au sol et la nappe phréatique. La méthanisation constitue une alternative à l'épandage nocif et permet d'éliminer les odeurs liées à leur traitement habituel. En outre le biogaz issu de la méthanisation réduit de 20 fois la pollution des gaz issus de la fermentation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Au vu de ce qui précède, ne devrait-on pas miser davantage sur la production d'électricité à partir des installations de biogaz?
- Le cas échéant, le Gouvernement n'envisage-t-il pas d'accroître la prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir du biogaz afin de valoriser l'effort multidisciplinaire apporté par le secteur de l'agriculture?

Réponse (8.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Conseil de Gouvernement, lors de sa séance du 28 avril 2006, a adopté le premier plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 - «Changement climatique: Agir pour un défi majeur!».

Monsieur le Premier Ministre en a d'ailleurs présenté les principaux éléments lors de son discours du 2 mai 2006 sur l'état de la nation.

Il est évident que l'utilisation des énergies renouvelables, et en particulier le recours à la biomasse et au biogaz, compte parmi les mesures prioritaires du plan d'action. Il sera tenu compte de l'impact sur le bilan des émissions de CO_2 lors de l'évaluation des mesures préconisées.

Pour ce qui est de la production d'électricité sur base des énergies renouvelables, le règlement grand-ducal du 14 octobre 2005 concernant la fourniture d'énergie électrique à partir des énergies renouvelables, et en parallèle le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, de la biomasse et du biogaz, seront soumis à une réforme basée sur les résultats de l'étude des potentiels réalisée actuellement par l'Agence de l'Énergie. Il sera aussi tenu compte des considérations relatives à la simplification administrative et à la transparence des aides allouées.

La réforme mettra un accent particulier sur les aspects de rentabilité et d'économicité, procédera à une revue générale de tous les tarifs d'injection. Elle tiendra compte du fait que le Luxembourg s'est engagé, par le biais de la directive 2001/77/CE, à atteindre en 2010 une contribution de 5,7% d'électricité renouvelable par rapport à sa consommation brute d'électricité.

Un projet de règlement grand-ducal sera soumis au Conseil de Gouvernement début 2007.

Question 1010 (5.4.2006) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant l'**organisation de la grève dans les Services des chemins de fer:**

Dans ma question N°843 du 12 janvier 2006 à Monsieur le Ministre des Transports, je m'étais enquis sur l'état de la procédure relative à un projet de loi déposé déjà en 1986 et concernant la grève dans les Services des chemins de fer. En effet, j'avais pris soin à l'époque où j'assumais les responsabilités ministérielles du ressort des transports de demander à la commission paritaire des CFL de réactiver la procédure et de me proposer une version actualisée du projet de loi précité en vue de faire adopter le projet de loi par la Chambre des Députés.

Dans sa réponse du 15 février 2006, Monsieur le Ministre des Transports me fait savoir qu'il entend laisser le dossier en l'état, au motif «de l'importance qu'il accorde au dialogue social».

- Tout en avouant ma perplexité devant cette réponse, j'aimerais savoir en quoi l'existence d'une législation sur l'organisation de la grève dans les Services des chemins de fer entraverait le dialogue social.
- Le Gouvernement, les autorités communales ou encore le patronat privé refuseraient-ils en effet le dialogue social parce qu'il existe pour les relations avec leur salariat un cadre légal réglant l'organisation de la grève dans ces secteurs?
- Ou le Gouvernement ne se sentirait-il pas lié par le projet de loi modifiant l'article 11 de la Constitution visant à établir le droit à la grève dans les conditions fixées à cet effet par la loi?

Réponse (15.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 5 avril 2006, l'honorable Député Henri Grethen souhaite savoir en quoi l'existence d'une législation sur l'organisation de la grève dans les Services de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois entraverait le dialogue social.

La Constitution luxembourgeoise garantit en son article 11 paragraphe 5 les libertés syndicales, disposition qui proclame implicitement le droit pour tout travailleur de faire la grève. Force est de constater que le Projet de loi N°3000 portant réglementation de la grève dans les Services de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, déposé à la Chambre des Députés en 1986, règle le droit de grève des cheminots de manière plus restrictive que le droit commun.

Le Gouvernement est d'avis qu'il n'est pas utile de limiter outre mesure le droit de grève des cheminots. Dans cet ordre d'idées et comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire N°843 du 12 janvier 2006, le Gouvernement a décidé, vu l'importance qu'il accorde au dialogue social, de garder en suspens le Projet de loi N°3000 portant réglementation de la grève dans les Services de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois.

En effet, l'expérience démontre que le dialogue social entre patronat et syndicats fonctionne bien. La tripartite ferroviaire, qui a eu lieu d'octobre à décembre 2005 et qui s'est déroulée dans un climat constructif, en est la preuve.

Question 1011 (5.4.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **réduction des frais d'itinérance internationale (roaming):**

Le 28 mars 2006 Madame la Commissaire Viviane Reding a annoncé vouloir proposer à la Commission européenne un projet de règlement destiné à réduire les frais d'itinérance internationale (roaming) jugés trop élevés pour les consommateurs. Selon la Commissaire, alors que les prix des communications fixes ont baissé sensiblement avec la libéralisation des télécommunications, il n'en est rien pour les prix du «roaming» pratiqués par les opérateurs mobiles.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner comment peuvent être évaluées les conséquences de ce projet de règlement pour les consommateurs luxembourgeois ainsi que pour les entreprises de télécommunications luxembourgeoises et quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en la matière?

Réponse (2.6.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

Il est exact que Madame la Commissaire Reding a annoncé son intention d'élaborer un projet de règlement destiné à réduire les frais d'itinérance.

Il va sans dire que l'objectif visant à réduire des frais que le consommateur a à supporter est en soi un objectif louable auquel le Gouvernement ne peut bien évidemment que se rallier.

Étant donné que le projet de Madame la Commissaire ne se trouve cependant pas (encore) matérialisé par un projet de texte, il est cependant difficile de se prononcer «en connaissance de cause» sur la problématique à ce stade.

Ceci étant dit, je me permets de relever les éléments additionnels suivants:

- Nous sommes en présence d'un marché largement libéralisé, surtout en matière de prix (ceux-ci étant par ailleurs soumis à la surveillance de l'ILR).
- Des experts internationaux ont récemment fait part de leurs doutes quant aux effets escomptés en insistant sur le fait qu'à terme les propositions de la Commission risquent d'alourdir la facture du consommateur.
- D'autres experts ont mis en doute la faisabilité juridique du projet.
- Enfin, un certain nombre d'opérateurs ont également fait état de conséquences (potentiellement) négatives pour les différentes parties concernées.

Le Gouvernement continue de suivre ce dossier, les textes à élaborer par la Commission seront bien entendu soumis pour décision au Parlement européen et au Conseil, le moment venu.

Question 1012 (6.4.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise au point d'un nouveau type luminescent de plaques d'immatriculation:**

Des fabricants allemands auraient réussi à mettre au point un nouveau type luminescent de plaques d'immatriculation qui permettrait de renoncer à l'éclairage usuel par un feu spécial aménagé au-dessus ou en bas de la plaque.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il confirmer cette innovation qui fonctionnerait sur base de diodes LED?
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les avantages de ces plaques sur le plan de la visibilité apparemment supérieure et esquivant en plus les dangers liés à une soudaine défectuosité du feu éclairant la plaque?
- Le Gouvernement est-il disposé à promouvoir une introduction rapide de ce nouveau type de plaques dans la mesure où les avantages apparents se confirment?

Réponse (4.5.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur un nouveau type luminescent de plaques d'immatriculation.

Il est correct qu'au moins un fabricant a présenté l'année passée à l'exposition automobile IAA à Francfort des plaques d'immatriculation autoluminescentes, dont l'illumination a lieu au moyen de diodes LED.

À première vue, les avantages essentiels de plaques autoluminescentes sont:

- une plus grande visibilité du véhicule muni de telles plaques à l'arrière, notamment pendant la nuit ou en période de temps sombre ou grisâtre, d'où dès lors une amélioration au plan de la sécurité routière;

- une diminution de la quantité d'énergie requise pour l'illumination des plaques visées, avec nonobstant un gain net en visibilité;

- une longévité nettement plus élevée des diodes, pouvant être d'un facteur 10 comparée à celle des lampes de feux classiques.

Quant à l'opportunité de promouvoir une introduction rapide de ce nouveau type de plaques au Luxembourg, je signale que de toute façon des discussions sont actuellement en cours au sein des groupes de travail compétents tant auprès de la Commission européenne (Direction «Entreprise») qu'auprès de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies en vue de l'introduction prochaine de diodes LED dans pratiquement tous les systèmes et dispositifs d'éclairage des véhicules routiers, et non seulement pour celui des plaques d'immatriculation. Dès lors, je préfère attendre la finalisation prochaine desdites discussions au plan international et la mise en œuvre subséquente des réglementations afférentes plutôt que de lancer une initiative prématurée en la matière au seul plan national.

Question 1013 (6.4.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **cours des actions d'Arcelor:**

Arcelor huet am Zesummenhang mat hire Benefisser matgedeelt, datt se d'Ausbezuele vun hiren Dividenden erhéicht huet. De Lëtzebuerger Stat, als Aktionär bei Arcelor, profitéiert och vun dëser Mesure.

Kann den Här Finanzminister mer duerfir matdeelen:

1) Wéi vill Plus-valuë bréngt déi Hausse dem Lëtzebuerger Stat?
2) Wat sinn dem Lëtzebuerger Stat seng viraussiichtlech insgesamt Recetten am Zesummenhang mat den Dividende vun Arcelor?
3) Wat sinn dem Lëtzebuerger Stat seng Steierrecetten insgesamt, déi iwwert d'Arcelor-Aktionären erakommen?

Réponse (22.5.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) De Lëtzebuerger Stat ass am Besëtz vu 35.967.997 Aktie vun der Arcelor S.A., wat 5,62% vum Gesamtkapital entsprécht.

D'Generalversammlung vun der Arcelor huet den 28. Abrëll décidéiert, e Brutto-Dividend vun 1,85 Euro pro Aktie fir den Exercice 2005 den 29. Mee 2006 auszebezuelen. De Lëtzebuerger Stat kritt also als Aktionär 66.540.794 Euro ausbezuelt.

An enger éischter Phas hat de Verwaltungsrot vun der Arcelor vir, der Generalversammlung en Dividend vun 1,20 Euro virzeschloen. Am Verglach mat dëser Propos kritt de Stat 23.379.204 Euro méi Dividend ausbezuelt.

2) Nieft dem Dividend, deen de Stat als Aktionär kritt, erhieft de Lëtzebuerger Stat am Prinzip eng Quellesteier vun 20% op Dividenden, déi vu Lëtzebuerger Gesellschaften ausbezuelt ginn. De Gesamtdividend, deen d'Arcelor dëst Joer ausbezilt, beleeft sech op ronn 1.150 Milliounen Euro.

Et ass allerdéngs net méiglech am Viraus e prezise Chiffer auszerechnen, wat genau a Form vu Quellesteier op Dividenden an d'Keese vum Stat fléisse wäert. De steierlechen Traitement vun Dividende fält ënner anerem ënnert d'Regele vun den Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg mat enger ganzer Rei vu Länner ofgeschloss huet, esou wéi och ënner europäesch Regelen. Well ganz vill Aktionäre vun der Arcelor net hei aus dem Land sinn, sinn d'Steierrecetten duerfir manner héich wéi den theoretesche Quellesteiersaz.

3) D'Gesamtsteierrecettë vum Stat iwwer d'Arcelor-Aktionären hänke vu ville Facteuren of, ënner anerem ob den Aktionär hei aus dem Land ass oder net, an ob et eng physesch oder eng moralesch Persoun ass. Et ass also net méiglech dës Steierrecette prezis ze chiffréieren.

Question 1014 (6.4.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**utilisation de la notion de «langue maternelle» dans certaines annonces de la rubrique des offres d'emploi:**

Certaines annonces de la rubrique des offres d'emploi des journaux nationaux exigent qu'une personne parle une langue maternelle précise comme condition à l'embauche.

Or, la notion de «langue maternelle» est une forme subtile de discrimination puisqu'elle suppose que cette langue a été acquise sous des conditions restrictives d'une nationalité bien précise.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Les offres d'emploi ne devraient-elles pas toujours recourir à la notion de «parfaite maîtrise d'une langue»?
- Le Ministère du Travail et de l'Emploi a-t-il suffisamment informé les acteurs concernés sur les différentes formes de discriminations en matière d'accès à l'emploi?
- Dans l'affirmative, sous quelles formes? Dans la négative, ne faudrait-il pas envisager des mesures spécifiques supplémentaires destinées aux acteurs concernés?

Réponse (12.5.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

S'il est vrai que certaines annonces de la rubrique des offres d'emploi des journaux nationaux exigent que le candidat parle une langue maternelle déterminée, il faut a priori souligner qu'il est tout à fait concevable que dans une société multiculturelle telle que la nôtre, une personne ait plusieurs langues maternelles indépendamment de sa nationalité.

De plus et surtout il y a lieu de préciser que contrairement à ces annonces, rédigées par les employeurs potentiels, les offres et demandes d'emplois gérées par l'Administration de l'Emploi appliquent uniquement les critères de «parfaite maîtrise d'une langue» tel que suggéré par l'honorable Députée.

En effet, les critères appliqués aux langues souhaitées vont de 0 (=aucune connaissance) à 4 (=connaissance parfaite).

Concernant les différentes formes de discrimination en matière d'accès à l'emploi, le projet de loi 5518 portant notamment transposition des directives 2000/43/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et 2000/78/CE portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail interdit toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, l'handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie.

Conformément à son champ d'application cette loi s'appliquera à toutes les personnes en ce qui concerne notamment l'accès à l'emploi, y compris les critères de sélection et les conditions de recrutement.

Ce futur texte de loi garantira ainsi, entre autres, une bonne protection contre les différentes formes de discrimination en matière d'accès à l'emploi.

Dans le cadre d'une campagne d'information organisée par le Ministère de la Famille, Commissariat aux Étrangers, avec le soutien du Ministère du Travail et de l'Emploi et de la Commission européenne et lancée en 2003, des affiches et des dépliants ont promu le principe de la non-discrimination dans le monde du travail.

De plus, le Centre pour l'Égalité de Traitement, nouvellement créé par le projet de loi ci-dessus, qui aura pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans distinction fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, l'handicap et l'âge, pourra produire et fournir toute information et toute documentation utiles dans le cadre de sa mission.

Question 1016 (7.4.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **mesures de réduction des accidents mortels de la route:**

Dans une interview accordée au quotidien «Tageblatt», publiée dans l'édition du 3 mars 2006, Monsieur le Ministre des Transports fait part de sa volonté de réduire de moitié le nombre des tués de la route d'ici à 2010.

- Je voudrais savoir quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre pour arriver à un tel résultat ambitieux, et avec quelle pondération les différentes mesures envisagées contribueront au résultat visé.
- Par ailleurs, Monsieur le Ministre affirme que l'alcool au volant est la première cause des accidents sur les routes européennes. Sur quelles évidences statistiques est fondée cette affirmation? Quel est en fait le taux d'intervention de l'alcool comme cause des accidents mortels par rapport aux autres facteurs de la mortalité routière dans les différents pays européens?

Réponse (12.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur les mesures que le Ministre des Transports entend prendre afin d'atteindre l'objectif affiché par la Commission européenne de vouloir réduire le nombre des accidents mortels de 50% jusqu'en 2010.

Chaque année le nombre total de tués sur les routes luxembourgeoises correspond pratiquement au crash d'un avion moyen-courrier. Les victimes de la route, morts ou blessés, entraînent un gâchis, des drames familiaux et des malheurs humains inadmissibles.

Jusqu'à présent des efforts immenses ont été entrepris afin d'atteindre l'objectif de réduire au Luxembourg de moitié les morts sur la route à l'horizon 2010 et d'initier d'autres mesures tangibles. Au cours des cinq dernières années, le Luxembourg a réussi de diminuer les accidents mortels de 40,3%, c'est-à-dire que le nombre des personnes qui ont perdu leur vie dans des accidents a chuté de 77 en 2000 à 46 en 2005. Ces chiffres sont les moins élevés depuis 1950!

Le programme de coalition publié en annexe de la déclaration gouvernementale de Monsieur le Premier Ministre du 4 août 2004 énonce clairement les mesures projetées dans le domaine de la sécurité routière. Il y ressort sans équivoque que la sécurité routière constitue une priorité absolue et que le Gouvernement «mettra l'accent tant sur la prévention que sur la répression»: intensification de la sensibilisation et de la formation des usagers de la route, renforcement des mesures de prévention et de répression sont de ce fait les maîtres mots de ce programme.

Ainsi le programme gouvernemental dispose que «le Gouvernement entend continuer sur la voie des campagnes publicitaires pour sensibiliser les usagers de la route, dont notamment les jeunes conducteurs. Des initiatives comme le «Late Night Bus» seront encouragées et développées. La formation des conducteurs fera l'objet d'une révision en vue d'accorder plus d'importance aux comportements susceptibles d'améliorer la sécurité routière et des cours de recyclage seront mis en place. Parallèlement, des audits de sécurité et de signalisation seront réalisés afin de déceler et en vue de sécuriser les passages routiers dangereux.»

En ce qui concerne le volet des mesures répressives, le Gouvernement entend combattre «prioritairement la vitesse excessive (…) surtout si elle s'associe à un comportement agressif et à la consommation d'alcool et de drogues». En outre, il est prévu selon ce même programme l'installation de «radars automatiques sur notre réseau routier, entre autres par l'extension du Centre de Contrôle du Trafic et notamment à des endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise».

Cependant, des mesures allant au-delà du programme gouvernemental ne peuvent pas être exclues. La sécurité routière représente une de mes préoccupations prioritaires et s'il s'avère que les initiatives en matière de sécurité routière entreprises jusqu'à présent sont insuffisantes, alors il est manifeste que d'autres mesures devront être prises en compte. Dans cet ordre d'idées, je signale d'ores et déjà que l'usage des feux diurnes fera l'objet d'une recommandation pour la saison hivernale à venir.

Nonobstant, il est difficile d'estimer l'impact effectif de toutes ces mesures quant à la réduction du taux d'accidents.

L'honorable Député demande dans sa question également des éclaircissements sur les causes présumées des accidents mortels, notamment le taux d'intervention de l'alcool par rapport aux autres facteurs.

Dans une recommandation de la Commission européenne du 17 janvier 2001 concernant le taux maximal d'alcool dans le sang autorisé celle-ci estime qu'entre 1 et 5% des conducteurs circulant sur nos routes ont un taux d'alcool supérieur au taux maximal autorisé par leur législation nationale. Partant, ces conducteurs risquent proportionnellement d'être impliqués davantage dans des accidents de la route, puisqu'ils représentent d'après cette même recommandation jusqu'à 20% des tués ou blessés graves et jusqu'à 25% des tués. De surcroît, dans le troisième programme d'action européen pour la sécurité routière du 2 juin 2003 l'alcool au volant a été identifié à côté de la vitesse excessive et la non utilisation des ceintures de sécurité comme une des trois causes principales des accidents.

Au Luxembourg les statistiques portant sur les causes présumées des accidents mortels montrent que la vitesse vient en 2005 largement en tête des facteurs générateurs. En 2005, 19 des 41 accidents mortels doivent être attribués à une vitesse excessive ou une vitesse non adaptée. À côté de l'alcool au volant, il y a lieu de signaler que l'inattention et la fatigue sont à l'origine de presque 15% des accidents mortels. Dans quatre accidents mortels la priorité n'a pas été respectée.

Question 1017 (7.4.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **recours à la punition collective pour sanctionner les élèves:**

De temps à autre, certains enseignants ont recours à la punition collective pour sanctionner leurs élèves. Cette mesure disciplinaire pourrait, de par sa particularité, transgresser au principe de l'individualisation de la sanction et être une source d'injustice pour les innocents.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est le point de vue du Ministère de l'Éducation sur la question des sanctions collectives?
- Existe-il une circulaire traitant des mesures disciplinaires qui légitimerait ou proscrirait la punition collective?
- Dans la négative, ne faudrait-il pas clarifier cette pratique?

Réponse (17.5.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Conformément aux dispositions prévues par la circulaire ministérielle du 29 mai 1968, les punitions collectives adressées à la classe entière sont radicalement interdites. De surcroît, elles sont injustes et inefficaces. En outre, la circulaire précitée stipule qu'en ce qui concerne les travaux supplémentaires imposés comme punition à des élèves individuels, la qualité doit l'emporter sur la quantité. Je tiens à préciser que les dispositions en vigueur à propos des devoirs à domicile s'appliquent également aux travaux supplémentaires. Ils doivent être revus et corrigés consciencieusement par l'instituteur.

Dans ma circulaire qui sera adressée avant le début de l'année scolaire prochaine aux enseignants, je reviendrai sur les moyens auxquels l'institutrice ou l'instituteur peut avoir recours pour assurer l'enseignement dans un climat serein.

Question 1018 (7.4.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **problème des cessions et saisies des rémunérations de travail:**

Depuis 1999 je reviens régulièrement, par voie de questions parlementaires, sur le problème des cessions et saisies des rémunérations de travail. Le 16 mai 2002 fut enfin déposé le Projet de loi N°4955 portant modification de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes.

Ce projet de loi n'ayant malheureusement pas encore été adopté, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. La dernière adaptation des taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes est intervenue par règlement grand-ducal du 26 juin 2002.
2. Est-ce que le Gouvernement envisage, en attendant l'adoption du projet de loi susmentionné, d'adapter les tranches prévues par l'article 9 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur la cessation et saisie des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes à l'évolution de l'indice des prix et du revenu minimum garanti? Quels seront les montants que le Gouvernement entend retenir et à partir de quelle date les nouveaux montants seraient-ils d'application?

Réponse (11.5.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En date du 16 mai 2002, le Gouvernement a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi N°4955 portant modification de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes.

Parallèlement à ce projet prévoyant notamment une adaptation automatique des différents taux, un règlement grand-ducal a été pris en date du 26 juin 2002 ajustant les taux de cessibilité et de saisissabilité.

Comme le Conseil d'État n'a pas encore avisé le Projet de loi N°4955, de sorte qu'il n'a pas pu être voté, un nouveau règlement sera pris qui adaptera les taux prévus par le règlement du 26 juin 2002.

Question 1019 (7.4.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **demandes d'approbation d'un plan d'aménagement particulier:**

La demande de terrains à bâtir étant supérieure à l'offre, les prix des places à bâtir ne cessent d'augmenter rapidement. Il est dès lors essentiel pour remédier à cet état de choses que l'offre de terrains augmente. Dans ce contexte il est indispensable que les procédures administratives notamment au niveau de l'approbation des plans d'aménagement particuliers soient accélérées.

Si la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire prévoit des délais à respecter par les autorités il n'en est pas de même de l'ancienne loi de sorte que des abus graves sont possibles.

Ainsi un particulier dépose en janvier 2001 une demande d'approbation d'un plan d'aménagement particulier. La commission d'aménagement du territoire avise favorablement ce projet en date du 4 mai 2001. Au cours du mois de juin 2005, soit quatre années plus tard(!!), le conseil communal de la localité de Schuttrange avise favorablement et approuve conformément à la loi par un premier vote pris à l'unanimité, moins deux abstentions, ledit projet. Aucune réclamation n'a été introduite contre ce projet. Un deuxième vote portant approbation définitive du PAP doit intervenir aux termes de la loi

«dans un délai raisonnable». Plus de neuf mois se sont écoulés sans que le conseil communal se soit prononcé à nouveau sur le PAP de sorte que le délai raisonnable qui est habituellement de trois mois est largement dépassé.

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1) Le projet particulier d'aménagement dont question relève de l'ancienne législation aussi je vous demande de bien vouloir me dire quels sont les moyens légaux dont dispose le ministre concerné pour forcer le conseil communal à approuver dans un deuxième vote un plan particulier d'aménagement une fois le délai raisonnable écoulé? Monsieur le Ministre est-il d'accord à utiliser les moyens que la loi lui confère?
2) Étant donné que l'ancienne loi sur l'aménagement du territoire vient à terme le 7 août 2006 la procédure d'approbation du PAP deviendrait caduque et le promoteur devrait réintroduire un nouveau dossier sous l'empire de la nouvelle loi ce qui comporterait de nouveaux délais et de nouveaux frais. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette lecture de la loi?
3) Est-ce que la commune de Schuttrange pourrait être amenée dans l'hypothèse ci-dessus à payer des dommages et intérêts au promoteur au vu d'un abus de droit caractérisé et au vu du dommage considérable causé? Y a-t-il eu des jurisprudences en ce sens?
4) Monsieur le Ministre est-il disposé à user de son autorité pour amener le conseil communal récalcitrant ou fainéant à se conformer à la loi et à l'avertir des risques d'une condamnation à des dommages et intérêts importants?
5) Au cas où la commune de Schuttrange prenait le risque d'une condamnation à des dommages et intérêts et ne prenait pas de vote avant le terme de la période transitoire légale pourra-t-elle obliger le particulier-promoteur à revoir l'ensemble du projet d'aménagement particulier et à lui imposer des modifications importantes au projet de PAP qu'il avait pourtant approuvé sous son ancienne composition?

Réponse (2.6.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- Dans un premier temps, il y a lieu de rappeler que dans le cadre de son pouvoir de tutelle sur les communes, le ministre doit veiller à ce que les décisions de l'autorité communale ne violent aucune règle de droit et ne heurtent pas l'intérêt général. En l'espèce, il y a dès lors lieu de se poser la question de savoir si l'administration communale de Schuttrange a commis une infraction aux dispositions de la loi du 12 juin 1937 et plus particulièrement à l'article 9 de la prédite loi. Ledit article dispose qu'après l'aplanissement des difficultés le résultat de cette mesure avec toutes les pièces et éventuellement avec les plans modifiés est soumis au conseil communal qui y décide, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur. Cet article qui a trait à la procédure d'approbation des plans d'aménagement ne prévoit dès lors aucun délai endéans lequel le conseil communal devrait procéder au deuxième vote, de sorte que le conseil communal n'a violé aucune disposition de la loi de 1937. En outre, il y a lieu de rappeler que la tutelle administrative qu'exerce le Ministre de l'Intérieur sur les communes ne l'autorise pas à s'immiscer dans leur gestion. Le Ministre ne dispose dès lors d'aucun moyen légal pour forcer le conseil communal à approuver le plan d'aménagement particulier litigieux. Néanmoins, pour faire avancer le dossier, Monsieur le Ministre avait adressé un courrier à Monsieur le Commissaire de District de et à Luxembourg en date du 11 mai 2004, dans lequel il invite le collège des bourgmestre et échevins de bien vouloir expliquer les motifs à la base de son inaction. Il y a encore lieu de souligner qu'un tel cas ne saurait plus se présenter à l'avenir, alors que la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit d'un côté des délais clairs et précis dans le cadre de la procédure d'adoption des plans d'aménagement et de l'autre côté des sanctions pénales et administratives en cas de non respect des délais prévus.
- L'article 108 alinéa 4 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dispose que pour les plans d'aménagement général ou particulier dont la procédure d'approbation est entamée par la saisine de la commission d'aménagement d'après les dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes au moment de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 juillet 2004, cette procédure doit être achevée dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de cette loi, c'est-à-dire pour le 7 août 2006 au plus tard. Le même article prévoit encore que passé le délai de deux ans, une nouvelle procédure d'adoption doit être engagée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004.

Afin d'éviter que les procédures d'adoption des plans d'aménagement général et particulier doivent être recommencées depuis le début et d'après les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004, les communes ont été invitées une nouvelle fois par une circulaire datée du 6 mars 2006 de bien vouloir introduire les dossiers administratifs y afférents auprès de mes services pour la mi-juillet au plus tard.

- En ce qui concerne la question de savoir si la commune pourrait être amenée à payer des dommages et intérêts au promoteur, il y a lieu de souligner qu'il s'agit ici d'une question relative à la responsabilité civile de la commune, laquelle ne relève pas de la compétence du Ministre de l'Intérieur mais devra être tranchée le cas échéant par les juridictions civiles. À ma connaissance, il existe actuellement une seule jurisprudence similaire, à savoir celle du Tribunal d'Arrondissement du 24 octobre 1993, N°47271 du rôle (confirmé par la Cour d'Appel en date du 22 novembre 1995), dans laquelle une commune a été condamnée à payer des dommages et intérêts à un promoteur du fait qu'elle a manqué à son devoir général de prudence et de diligence.
- Comme il a d'ores et déjà été souligné dans le premier point, l'article 9 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ne prévoit pas de délai dans lequel le conseil communal devra procéder au deuxième vote, de sorte que le conseil communal de Schuttrange n'est pas contrevenu aux dispositions légales applicables en l'espèce. Comme la procédure d'adoption du projet d'aménagement particulier en question risque cependant de devoir être recommencée depuis le début et partant être considérablement retardée, le ministre a mis en garde les autorités communales de Schuttrange sur les conséquences éventuelles de leur inaction.
- Comme la procédure d'adoption des plans d'aménagement particulier doit être recommencée depuis le début et d'après les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, il n'est pas exclu que le conseil communal demande des modifications quant au contenu d'un plan d'aménagement particulier, alors qu'il n'est pas tenu par l'approbation provisoire intervenue sous l'empire de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes.

Question 1020 (11.4.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**axe ferroviaire «Eurocap-Rail»:**

Le 2 février 2006 Monsieur le Ministre des Transports a présenté devant la Commission des Transports de la Chambre des Députés le dossier Eurocap-Rail.

Il est permis de déduire des explications fournies que la perspective de réaliser le projet élaboré par son prédécesseur Monsieur le Ministre Henri Grethen et Madame le Ministre de la Mobilité belge de l'époque, approuvé d'ailleurs par la Commission européenne, est aujourd'hui hypothéquée.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la volonté politique de faire de cet axe ferroviaire une relation compétitive en termes de temps de parcours avec la capitale belge face à l'automobile entre Bruxelles et Strasbourg via Luxembourg par rapport au tracé TGV via Paris prévaut toujours? Est-ce que cette vue est toujours partagée par le Gouvernement belge?
- Quels ont été les résultats de la réunion belgo-luxembourgeoise sur le sujet qui a apparemment eu lieu en février dernier?
- Comment sera assuré le financement du projet une fois défini? Quelles sont les conditions retenues par le Gouvernement luxembourgeois pour participer, le cas échéant, au financement des investissements sur le territoire belge?

Réponse (22.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 11 avril 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant au projet Eurocap-Rail.

Comme l'indique l'honorable Député, le dossier Eurocap-Rail a été présenté devant la Commission des Transports de la Chambre des Députés le 2 février 2006. L'honorable Député omet toutefois de signaler que ce même sujet a également figuré à l'ordre du jour de la Commission des Transports le 23 mars 2006 où le groupe parlementaire de l'honorable Député n'était malheureusement pas représenté et où les résultats de la réunion belgo-luxembourgeoise sur des dossiers ferroviaires, qui s'est tenue à Bruxelles en date du 20 mars 2006, ont été présentés en détail.

La réunion bilatérale entre la Belgique et le Luxembourg qui s'est tenue à Bruxelles le 20 mars 2006 a permis de confirmer la volonté des deux pays à réaliser le projet Eurocap-Rail. Du côté belge les travaux spécifiques au projet de modernisation de la ligne Bruxelles-Luxembourg pourraient débuter dès l'été 2006. Afin de préserver la qualité des circulations pendant toute la durée des chantiers, ceux-ci devront être harmonieusement répartis sur l'ensemble de la ligne et soigneusement coordonnés avec les travaux RER qui seront réalisés pendant la même période entre Ottignies et Bruxelles. L'ensemble de la planification des travaux telle qu'elle se présente actuellement s'étirera de 2006 à 2014 et comportera notamment la réélectrification de la ligne, des améliorations à Gembloux, Ciney et Jemelle, la rectification de dix courbes et l'adaptation du bloc automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h.

L'ensemble des travaux marquants à réaliser se présente comme suit:

- réélectrification de la ligne: 2007-2013
- amélioration à Gembloux: 2007-2010
- amélioration à Ciney: 2007-2011
- amélioration à Jemelle: 2012-2014
- rectification de dix courbes: 2008-2014
- adaptation du block automatique pour obtenir le relèvement de vitesse à 160 km/h 2006-2014

Les travaux de modernisation à réaliser sur le territoire luxembourgeois concernent le renouvellement des infrastructures de la ligne de Luxembourg à la frontière belge, le redressement des courbes en vue du relèvement de la vitesse sur la même ligne et la construction d'une gare nouvelle à Cessange. Les CFL ont été invités à faire avancer les études relatives aux travaux projetés en vue de les porter à un niveau APS. Les travaux des deux Gouvernements et des entreprises ferroviaires seront organisés dans la perspective de la prochaine rencontre entre les Gouvernements belge et luxembourgeois qui se tiendra à Luxembourg dans le courant de la deuxième quinzaine du mois de juin 2006.

Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire N°861 du 20 janvier 2006, une décision sur le financement de cette entreprise sera disponible pour le deuxième semestre 2006.

Question 1021 (11.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**évolution de l'aciérie électrique vers une installation de coïncinération de déchets (pneumatiques):**

Environ 30% des pneumatiques usagés sont orientés vers une valorisation énergétique en Europe. Le secteur industriel le plus demandeur est actuellement celui de la cimenterie. La substitution en aciérie électrique du charbon par des pneumatiques usagés en tant que source de carbone représente quant à elle une filière récente.

En date du 10 août 2004, la société ProfilARBED S.A. a introduit une demande d'autorisation relative à des essais d'utilisation de fragments de pneumatiques usagés en substitution de l'anthracite (charbon) dans le four électrique de son usine à Differdange. Les autorisations ministérielles y relatives ont été délivrées en date du 1er mars 2006 et ont été accordées pour une durée de respectivement six et douze mois à partir de la date de notification. Ces autorisations portent sur une charge totale de matériel pneumatique de l'ordre de 20.000 tonnes. En France, 7.000 tonnes de pneus ont été utilisées par cette filière au cours de l'année 2004.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre de l'Environnement peut-il me fournir des informations supplémentaires concernant la conduite précise de ces essais, des données expérimentales de coïncinération de pneumatiques, d'éventuelles adaptations en matière de lutte contre la pollution, un plan de suivi des émissions de pollution et de l'impact sur l'environnement?
- Avec des quantités aussi élevées (20.000 tonnes) peut-on encore parler d'essais ou ne faudrait-il pas considérer qu'il s'agit de la mise en œuvre d'un processus industriel, surtout que les professionnels français en la matière avancent que la faisabilité industrielles est confirmée?
- Est-ce que l'évolution du Grand-Duché vers un pays importateur de déchets, compte tenu des quantités de pneus en jeu, est-elle souhaitée par Monsieur le Ministre de l'Environnement?
- Est-ce que l'évolution de l'aciérie électrique vers une installation de coïncinération de déchets n'impose-t-elle pas une révision de l'enquête publique relative à l'installation concernée?
- Est-ce que la législation sur les installations de coïncinération de déchets s'applique désormais au secteur industriel de l'aciérie électrique?
- Dans le cas d'un processus industriel de l'envergure d'une aciérie électrique évoluant vers un régime de coïncinération de déchets, ne faudrait-il pas définir au préalable un plan de contrôle structuré et exhaustif des effluents?

Réponse (8.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) L'arrêté 1/04/0360 délivré en date du 1er mars 2006 par le Ministre de l'Environnement autorise une campagne d'essais pour permettre à la S.A. ProfilARBED de déterminer la faisabilité d'une utilisation définitive et constante de déchets pneumatiques dans son aciérie électrique sur le site sidérurgique de Differdange. Une personne agréée par le Ministre de l'Environnement doit suivre de près les essais, fournir des renseignements précis sur les émissions de poussières, de métaux lourds, de composés inorganiques du fluor et du chlore, de dioxines et furannes, de polychlorobiphényles et de composés organiques polycycliques aromatiques. Ces contrôles doivent être réalisés en fonction de la façon d'enfournement et du type de déchets enfournés. Un rapport détaillé devra être remis à l'Administration de l'Environnement.

En cas de besoin, les autorités compétentes peuvent adapter à tout moment l'arrêté 1/04/0360.

ad 2) Dans sa demande initiale, la S.A. ProfilARBED a estimé le besoin d'enfourner 20.000 tonnes de déchets pneumatiques au maximum pendant la phase d'essai, pour garantir la possibilité de varier la charge et d'essayer plusieurs façons d'enfournement, notamment à l'aide des paniers à ferrailles, en vrac ou en big-bag. Les essais devront permettre de déterminer de façon spécifique les conditions précises dans lesquelles les pneu-

matiques peuvent être utilisés en production normale tant en ce qui concerne les aspects techniques que les aspects environnementaux. Il est donc nécessaire d'utiliser lors des essais des quantités suffisantes pour simuler une situation éventuellement définitive. Toutefois, selon des nouvelles estimations faites par la société et compte tenu des phases de déroulement des essais, ces quantités ne sont pas requises. En accord avec la direction de ProfilARBED S.A. l'autorisation sera modifiée de façon à limiter les essais à une masse totale de 10.000 tonnes.

ad 3) La législation sur la gestion des déchets fixe la hiérarchie des objectifs de cette gestion: en premier lieu la prévention, ensuite la réduction, puis la valorisation et finalement l'élimination. Dans le cadre d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles, il est de rigueur de substituer au mieux les matières secondaires aux matières premières. S'il est dès lors possible de remplacer des carburants fossiles (charbon) par des carburants alternatifs, une telle approche est conforme avec les objectifs d'un développement durable auquel a également souscrit le Luxembourg.

Nonobstant le fait que le Luxembourg importe déjà depuis des années des déchets principalement en vue d'un recyclage, la politique de gestion des déchets ne pourra pas se limiter à évacuer les déchets d'origine luxembourgeoise vers des pays tiers. Le Luxembourg étant obligé d'exporter des déchets problématiques pour lesquels il n'existe pas d'installations de traitement au Luxembourg, il est tout à fait normal que notre pays importe également des déchets, d'autant plus que cette importation peut contribuer à une réduction de l'utilisation des matières premières.

ad 4) La phase d'essai est limitée à une durée de six mois, prolongeable six mois. Les paramètres qui doivent être contrôlés durant la phase d'essai sont spécifiés dans les arrêtés mentionnés sub ad 1). Il s'agit de démontrer que les critères retenus au règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 concernant l'incinération de déchets peuvent être respectés et que l'utilisation des déchets en question s'avère faisable du point de vue technique. Une mise en œuvre industrielle ne pourra être réalisée que sur base d'un dossier de demande introduit conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Un tel dossier de demande parcourra une procédure d'enquête publique. Cette demande devra tenir compte également des informations spécifiques requises notamment par l'article 5 du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 concernant l'incinération des déchets.

ad 5) Une installation de coïncinération est par définition une installation fixe ou mobile dont l'objectif principal est de produire de l'énergie ou des produits matériels et:

- qui utilise des déchets comme combustible habituel ou d'appoint, ou
- dans laquelle les déchets sont soumis à un traitement thermique en vue de leur valorisation.

Dans le cas de l'utilisation de pneumatiques en tant que combustible de substitution au charbon, le premier tiret est applicable. Le deuxième tiret est également applicable du fait que les fils contenus dans les pneumatiques sont recyclés dans les fours de l'aciérie.

ad 6) Le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 concernant l'incinération des déchets définit les contrôles à effectuer pour des installations de coïncinération.

L'article 6 couvre les aspects concernant la livraison et la réception des déchets et l'article 7 détermine les conditions d'exploitation des installations.

Les articles 8 et 9 du prédit règlement grand-ducal concernent respectivement les valeurs limites des émissions dans l'air et le rejet d'eaux usées provenant de l'épuration des gaz d'échappement. Les annexes IV et V déterminent les paramètres et valeurs limites à prendre en considération pour respectivement les rejets dans l'eau et les émissions atmosphériques.

L'article 10 concerne les résidus provenant de ces installations. L'article 11 concerne le contrôle et la surveillance des installations.

L'article 12 spécifie les exigences en matières de mesures. L'article 13 revendique des exploitants de ces installations de fournir un rapport annuel à l'Administration de l'Environnement.

L'article 14, finalement, évoque les dispositions à prendre lors de conditions d'exploitations anormales.

Dès lors, la réglementation prévoit à elle seule déjà une série de critères à respecter ainsi que des procédures de contrôle. Nonobstant des contrôles supplémentaires pourront être exigés dans le cadre des autorisations requises à la lumière des conclusions tirées des essais et ceci préalablement à une mise en œuvre industrielle de l'utilisation des pneumatiques dans la sidérurgie.

Question 1022 (11.4.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **modèle de certificat de déclaration médicale en cas de violence domestique:**

Dans le cadre de la mise en application de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique un groupe interdisciplinaire de travail, constitué par des membres des Ministères de la Promotion féminine (aujourd'hui Égalité des Chances) et de la Santé, du Planning familial et d'un médecin généraliste, a élaboré en 2004 un modèle de certificat de déclaration médicale en cas de violence domestique. Celui-ci visait à faciliter au médecin la déclaration de telles violences et constituer une pièce juridique pour la victime.

Dans un courrier du 21 mai 2004 adressé à la Direction de la Santé, l'Association des Médecins et Médecins Dentistes (AMMD) tout comme le Cercle des Médecins Généralistes (CMG) marquaient leur désapprobation à l'égard dudit modèle de certificat, qui prendrait «une forme tendancieuse». Ils s'indignent par ailleurs de ce que cette initiative n'aurait pas été concertée ni coordonnée avec le corps médical et demandaient une entrevue avec la Direction de la Santé.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que l'entrevue demandée par l'AMMD et le CMG a eu lieu?
- Dans l'affirmative, quels ont été les sujets discutés lors de cette entrevue? Quelles sont les conclusions et les suites de cette entrevue?
- Qu'en est-il du modèle de certificat de déclaration médicale en cas de violence domestique? Est-ce que le modèle a été revu ou modifié? L'initiative connaîtra-t-elle des suites?

Réponse (21.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je tiens tout d'abord à préciser que l'application de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ne relève pas de mon département. Il est cependant bien vrai que mes services se sont offerts pour collaborer ensemble avec le Ministère de l'Égalité des Chances et les professionnels concernés à l'établissement d'un modèle de déclaration médicale standardisé, qui faciliterait au médecin la déclaration de violences et qui en même temps constituerait une pièce importante à verser au dossier judiciaire.

Un groupe de travail comprenant des professionnels concernés, mais il est vrai sans représentant officiel de l'AMMD, avait élaboré un document qui a été communiqué à titre de projet à tous les médecins potentiellement concernés avec prière d'observations.

Ledit document n'a pas trouvé l'accord de l'AMMD.

Cela étant je viens, en date du 31 mars, ensemble avec Madame la Ministre de l'Égalité des Chances, de m'adresser à l'AMMD en vue de relancer l'idée du modèle de certificat de déclaration médicale et de la prier de participer aux travaux du groupe de travail constitué à ces fins.

Question 1024 (12.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **plainte de l'Association Internationale du Transport Aérien IATA auprès de la Commission européenne concernant les pratiques tarifaires des aéroports:**

L'Association Internationale du Transport Aérien IATA s'est plainte auprès de la Commission européenne des pratiques tarifaires des aéroports utilisant leur situation monopolistique pour demander aux compagnies aériennes et à leurs clients des prix surfaits.

J'aimerais à cet égard poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports, tout en tenant compte des difficultés financières auxquelles est confrontée pour le moment une grande compagnie aérienne luxembourgeoise opérant dans le domaine du transport de passagers.

- Quel est concrètement le contenu des plaintes de l'IATA?
- Est-ce que l'Aéroport du Findel en est visé aussi de façon directe?
- Même en l'absence de plainte concrète au sujet du Findel, les vérifications utiles ont-elles été menées pour savoir si la pratique tarifaire ayant cours correspond à tous égards aux exigences communautaires? Dans l'affirmative, quand est-ce que cette analyse a été faite et quels en furent les résultats?

Réponse (15.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur les plaintes de l'IATA auprès de la Commission européenne des pratiques tarifaires des aéroports utilisant leur situation monopolistique pour demander des prix surfaits aux compagnies aériennes et à leurs clients.

La question s'insère dans le contexte général d'intérêts divergents entre l'IATA, l'organisation professionnelle internationale des compagnies aériennes, représentant les intérêts de la majorité des compagnies aériennes, et l'ACI, l'organisation internationale des gestionnaires d'aéroports, qui se veut être le porte-parole des intérêts des gestionnaires d'aéroport.

Il est clair que dans un environnement de plus en plus concurrentiel où la logique de l'économie de marché est ressentie non seulement par les compagnies aériennes, mais également par les aéroports eux-mêmes, des différends peuvent surgir au sujet des redevances à payer par les compagnies aériennes pour l'utilisation des infrastructures aéroportuaires. Les compagnies aériennes aimeraient voir comprimé au maximum le coût d'utilisation des infrastructures aéroportuaires, d'autant plus que les frais d'avitaillement des avions ont augmenté sensiblement en raison du prix très élevé du kérosène.

D'après mes informations, le vœu exprimé par l'IATA de porter plainte pour abus de position dominante ne s'est pas concrétisé. Il résulte de la presse française qu'une éventuelle plainte de l'IATA pourrait être dirigée contre la société Aéroports de Paris qui devrait bénéficier dans les prochaines années d'une hausse annuelle de ses redevances aéroportuaires.

La Commission européenne vient d'ailleurs d'inviter l'IATA et l'ACI à une conférence sur la capacité et les charges aéroportuaires. À l'issue de cette conférence, ces deux organisations se sont rencontrées le 27 avril 2006 afin de clarifier les éléments de discorde dans le cadre d'un dialogue constructif. Ces efforts sont activement soutenus par la Commission européenne.

L'Aéroport de Luxembourg n'est ni directement ni indirectement visé par les doléances de l'IATA. Ceci est d'autant plus vrai qu'en comparaison avec d'autres aéroports de la région, la structure tarifaire en matière de redevances à l'Aéroport de Luxembourg est des plus compétitives.

Les redevances aéroportuaires à l'aéroport national sont conformes avec l'ensemble des règles communautaires et internationales en vigueur.

Question 1025 (14.4.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **Centre de Convalescence à Colpach:**

En ce moment, d'importants travaux sont exécutés sur le site du Centre de Convalescence à Colpach. À côté de la démolition d'un ancien bâtiment, il semblerait qu'également une nouvelle construction âgée de dix ans, ayant coûté la somme de plus ou moins 2,5 millions d'euros à l'époque, sera démolie. Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la démolition du bâtiment en question?
- Dans la positive, Monsieur le Ministre pourrait-il exposer les raisons qui sont à la base de cette décision?
- Étant donné que l'État subsidie à hauteur de 80% les travaux actuels à Colpach, Monsieur le Ministre pense-t-il qu'en temps de déficiences budgétaires ce maniement pour le moins à la légère du capital immobilier soit une stratégie rentable?

Réponse (22.5.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Constatant que l'État participe à hauteur de 80% au financement des travaux en cours sur le site du Centre de Convalescence à Colpach, travaux qui comportent entre autres la démolition d'une annexe dont la construction ne remonte qu'à dix ans, l'honorable Parlementaire pose la question de savoir si «ce maniement pour le moins à la légère du capital immobilier (est) une stratégie rentable».

J'aimerais rendre l'honorable Parlementaire attentif au fait que la loi de financement autorisant les travaux auxquels il se réfère a été déposée à la Chambre le 4 juin 2004 et votée, du reste à l'unanimité des 60 votants, le 15 décembre 2004. Je puis cependant fournir à l'honorable Parlementaire les renseignements suivants.

L'annexe construite il y a une dizaine d'années, vouée à la démolition, n'a à l'époque été subsidiée par l'État qu'à raison de 20% environ. Cette annexe permettait notamment de doter le centre d'une kinésithérapie performante.

Lorsqu'en 1998 l'exploitant s'est décidé pour une rénovation à fond du Centre de Convalescence, il a lancé un concours d'architecte dans l'optique d'une conservation de l'existant et de la construction d'une annexe complémentaire aux bâtiments existants. Dans la suite cependant l'idée d'une nouvelle construction avec démolition des annexes existantes s'est imposée alors que

- la réalisation du projet initial aurait pris entre cinq et six ans contre trois ans pour le projet nouveau, et que ce projet initial, reliant l'annexe à construire aux annexes existantes, aurait probablement entraîné la cessation provisoire de l'exploitation du centre pendant une bonne partie de la durée du chantier;
- le coût du nouveau projet est inférieur au coût du projet initial.

Question 1026 (14.4.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **bibliothèques scolaires:**

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoit la promotion de bibliothèques grand public et un projet de loi en matière de politique archivistique.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Après la 2e année de promotion de la lecture en 2003 (la 1e date de 1987) par le Ministère de l'Éducation nationale, quelle est la stratégie future du Ministère de l'Éducation nationale actuel en matière de promotion de la lecture pour les prochaines années?
- Existe-t-il une liste exacte et un inventaire complet des fonds des bibliothèques scolaires des écoles primaires, dont la création est obligatoire selon l'article 99 de la loi du 10.8.1912, et des bibliothèques de lycées, appelés Centres de Documentation et d'Information (CDI), dont la création est également obligatoire selon l'article 29 de la loi du 25.6.2004, dans notre pays?
- Existe-t-il une stratégie du Ministère de l'Éducation nationale pour centraliser et ainsi optimiser le fonctionnement des bibliothèques scolaires en général (École primaire et lycées) au niveau national?
- Concernant la qualification des bibliothécaires des lycées (Loi du 22.6.1989. Art. 6; Loi du 4.9.1990, Art. 54,6 et Règlement grand-ducal du 16.4.1992) - est-il prévu d'adapter la législation à la Loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, article 27 (b), garantissant une professionnalisation du métier et une amélioration de l'organisation des bibliothèques?

Réponse (31.5.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) La campagne de promotion de la lecture organisée tout au long de l'année scolaire 2003-2004 avait pour objectif de (re)valoriser le rôle de la lecture en promouvant le plaisir de lire et les habitudes de lecture chez les enfants et les jeunes. On constate d'une manière générale que cette sensibilisation a porté ses fruits: de nombreuses écoles de l'enseignement primaire et post-primaire continuent à organiser des activités de sensibilisation et d'animation autour de la lecture dans le milieu scolaire et parascolaire. De son côté, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle poursuit ses efforts de promotion de la lecture, par un éventail d'actions diversifiées, telles que:

- l'organisation régulière, à partir de 2006, d'un concours de lecture à haute voix à l'intention des élèves de la 5e année d'études;
- la publication de recommandations de lecture dans les langues allemande, française et luxembourgeoise;
- la mise à disposition, aux écoles, de «bibliothèques en valise» (Lieskëschten) avec des livres de jeunesse en langue luxembourgeoise. Ces bibliothèques sont également proposées avec des livres de jeunesse allemands;
- la promotion de la littérature luxembourgeoise et de sa présence dans les écoles dans le cadre du projet „Lëtzebuergesch am Mëttel- an Uewergrad", avec la parution de l'anthologie „Lies a Fléi 2" pour la rentrée 2006/2007;
- la mise en place d'un groupe de travail chargé de préparer des actions autour de la fête du 100e anniversaire d'Astrid Lindgren en 2007;
- la promotion de livres multilingues;
- organisation de journées, de rallyes, de concours de lecture, etc. dans de nombreux lycées et lycées techniques;
- élaboration d'une anthologie avec des textes d'auteurs luxembourgeois pour l'enseignement post-primaire;
- etc.

À noter que le Service de l'Éducation préscolaire et de l'Enseignement primaire a créé un article budgétaire spécialement dédié à la promotion de la lecture.

Ad 2) Il n'existe pas d'inventaire complet des fonds des bibliothèques scolaires des écoles primaires. Dans l'enseignement primaire les bibliothèques scolaires sont créées et organisées par les communes. La gestion des bibliothèques ne se fait pas de façon uniforme, mais chaque commune applique un modèle en fonction de sa population scolaire. Des bibliothèques se créent en permanence, suite à la construction de nouvelles écoles, de regroupements de bibliothèques de salles de classe en bibliothèques scolaires, etc.

La loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit à l'article 29 que les centres de documentation et d'information font «partie intégrante de l'organisation pédagogique du lycée». Chaque lycée a donc pu constituer son fonds de bibliothèque scolaire selon ses priorités pédagogiques. Vu le caractère décentralisé des centres de documentation et d'information, une liste exacte et un inventaire complet des fonds des bibliothèques scolaires n'existent pas au niveau du Ministère, mais au niveau de chaque établissement.

Les moyens investis dans le fonctionnement des CDI et le catalogage des fonds documentaires varient d'un établissement à l'autre. Sept lycées et lycées publics ainsi que l'école européenne sont actuellement membres du réseau Bibnet des bibliothèques luxembourgeoises, réseau géré par la Bibliothèque nationale et alimentant conjointement, via le logiciel Aleph, un catalogue collectif. Un lycée est actuellement en train de se joindre au réseau. Plusieurs établissements de l'enseignement public utilisent BCDI, un logiciel français conçu spécialement pour des CDI. Ils travaillent actuellement partiellement en réseau à l'intérieur de leur lycée, mais il n'existe pas de réseau inter-lycées. D'autres lycées utilisent le programme Biblio-tech, logiciel pour petites et moyennes bibliothèques. Suivant les lycées, les catalogues existants sont plus ou moins exhaustifs.

Ad 3) Les bibliothèques scolaires de l'enseignement primaire étant gérées par les communes, une centralisation des moyens n'est guère réalisable. Elles établissent leurs catalogues de manière différente, le plus souvent en tant que catalogue électronique. Les logiciels servant à créer ces catalogues varient en fonction des ressources personnelles et financières, (Access, Olefa, BCDI école, logiciel «fait maison»,...). Suivant les écoles, les catalogues existants sont plus ou moins exhaustifs.

Quant à l'enseignement post-primaire, une centralisation des bibliothèques scolaires au niveau national, n'est pas envisagée pour le moment. Certains des centres de documentation et d'information sont liés électroniquement entre eux ainsi qu'à la Bibliothèque nationale, de sorte que des recherches allant au-delà de la bibliothèque scolaire de l'établissement sont possibles.

Ad 4) La loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État définit la qualification requise pour le bibliothécaire à l'article 27 (2). La qualification requise est similaire à celle prévue pour les bibliothécaires documentaliste des lycées, définie à l'article 4, paragraphe 13, de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique. Une adaptation de la législation ne s'impose donc pas.

Question 1027 (14.4.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **bibliothèques communales et associatives:**

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoit la promotion de bibliothèques grand public et un projet de loi en matière de politique archivistique.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État:

- Considérant que les bibliothèques communales et associatives ouvertes à tous manquaient et manquent de moyens financiers, quelle est la stratégie future concernant la création d'un réseau professionnel de bibliothèques de lecture publique et une répartition équitable des subventions à ces bibliothèques dans l'ensemble du pays?
- Quel rôle pourra jouer le Fonds culturel national (Loi du 4.3.1982) dans le subventionnement de bibliothèques de lecture publique, c'est-à-dire les bibliothèques communales et associatives accessibles à tous, dans notre pays?
- Quels sont les résultats obtenus par le Conseil National du Livre (CNLi) depuis sa création, un organe créé par Règlement ministériel du 15.1.1998, puis mentionné dans l'article 23 de la Loi du 25.6.2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État?
- Est-il prévu de créer un Conseil national pour la promotion de la lecture ou un Conseil supérieur des bibliothèques, pas seulement limités aux intérêts des producteurs (auteurs et éditeurs), mais parvenant à s'occuper aussi des problèmes des distributeurs (librairies, bibliothèques, etc.) et des consommateurs (lecteurs) de livres?

Réponse (30.5.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Claude Adam, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes:

Le Ministère pratique de façon générale une politique active et engagée de promotion non seulement de la littérature, mais également de la lecture. Cette politique s'orientant globalement vers autant de complémentarité et de transversalité que possible, l'aspect des bibliothèques et des mesures archivistiques en sont des composantes implicites, et les diverses infrastructures évoquées par l'honorable Député en constituent des éléments tout indiqués.

Une part importante de ce travail concerne les bibliothèques communales et associations actives dans le domaine de la promotion de la lecture et des savoirs. Le Ministère les soutient d'un côté par le biais d'achat de livres à leur profit ou par des subventionnements plus ponctuels. Il encourage la création de réseaux de bibliothèques comme par exemple l'association sans but lucratif «Norbi», réseau, (pour l'instant) de quatre bibliothèques régionales (Eschdorf, Tony Bourg/Troisvierges, Vianden, Ettelbrück), qui bénéficie d'une convention avec le Ministère. La Bibliothèque nationale a signé des conventions de prêts interbibliothécaires avec plusieurs de ces bibliothèques. Par ailleurs, le Ministère encourage l'adhésion au réseau de bibliothèques Bibnet.lu qui regroupe actuellement une trentaine de bibliothèques coordonnées par la Bibliothèque nationale. Le catalogue collectif du réseau Bibnet.lu donne accès à plus de 500.000 notices bibliographiques.

En ce qui concerne le Fonds culturel national, je voudrais rappeler à l'honorable Député que le Fonds culturel national, établissement public, intervient par des subsides de démarrage aux bibliothèques en création qui en font la demande.

Pour ce qui est du Conseil National du Livre (CNLi), le Ministère rappelle que le CNLi a un rôle essentiellement consultatif et qu'il a formulé de multiples recommandations à l'adresse du Ministère.

L'honorable Député mentionnant la possible création d'un Conseil national pour la promotion de la lecture ou d'un Conseil supérieur des bibliothèques, le Ministère tient à rappeler que tous les acteurs de la chaîne du livre, notamment les auteurs, les éditeurs, les libraires, les bibliothécaires, les associations pour la promotion de la lecture, les institutions publiques telles la Bibliothèque nationale du Luxembourg et le Centre national de la Littérature sont représentés au sein du CNLi. Les limites d'intervention en sont les domaines de compétence du Ministère, qui n'a pas vocation à s'immiscer dans les politiques de vente des distributeurs commerciaux.

L'objectif du Ministère consiste en outre à bâtir sur les structures promotionnelles existantes, d'en faire un état des lieux ensemble avec les acteurs concernés et compétents, afin d'adapter les efforts au mieux en fonction de problèmes ciblés. Le Ministère est donc d'avis qu'il serait prématuré à ce stade de procéder à la création de nouveaux organismes.

Q 158

Question 1028 (14.4.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **politique archivistique des bibliothèques:**

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoit la promotion de bibliothèques grand public et un projet de loi en matière de politique archivistique.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État et à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les mesures entreprises par le Ministère de la Culture jusqu'ici pour empêcher les destructions d'archives étatiques, communales, associatives, privées, etc., telles qu'elles ont lieu presque quotidiennement dans notre pays, entraînant ainsi la disparition de sources historiques irremplaçables de notre patrimoine culturel national?
- Comment la Bibliothèque nationale de Luxembourg compte-t-elle gérer le dépôt numérique, c'est-à-dire le dépôt légal (gratuit) de bases de données, de logiciels et progiciels, de systèmes experts et autres produits de l'intelligence artificielle à long terme, prévu par l'article10 de la Loi du 25.6.2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, nécessitant une quantité de ressources humaines et une infrastructure en matériel informatique non négligeable?
- Le projet d'une future Bibliothèque nationale et universitaire au Kirchberg devant être révisé, que deviendront les bibliothèques des «sociétés savantes», c'est-à-dire toutes les (cinq) sections de l'institut grand-ducal de Luxembourg et de l'a.s.b.l. Société préhistorique, prévues d'y être intégrées?

Réponse (30.5.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

ad 1) Selon les termes de la loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels, les Archives nationales ont pour mission de «réunir tous les documents d'intérêt historique national en vue de leur utilisation à des fins historiques». Si le règlement grand-ducal du 15 janvier 2001 fixe les conditions de consultation des fonds d'archives, notre pays ne dispose pas actuellement d'une loi archivistique proprement dite.

Dans le cadre de la nouvelle loi du 25 juin 2004 sur les instituts culturels de l'État, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est en train d'élaborer un cadre législatif qui définit les relations entre les Archives nationales et les services publics de même que les critères de tri, de versement et de conservation des documents d'archives. De plus, ce texte se propose de répondre aux questions que pose la conservation des archives privées, politiques, économiques et autres. Dans un troisième volet sera abordé le problème des données électroniques.

Pour permettre le démarrage des travaux en vue de l'élaboration de ce cadre législatif, le Conseil de Gouvernement a constitué en 2005 un groupe interministériel sous la présidence de la directrice des Archives nationales et qui regroupe, sur proposition des Ministres de tutelle respectifs, des représentants des départements suivants:

- Ministère des Affaires étrangères
- Ministère de la Culture
- Ministère d'État
- Ministère de la Fonction publique
- Centre informatique de l'État
- Ministère de l'Intérieur

Il est prévu de déposer un projet de loi au cours de l'année 2006.

En attendant la mise en place de ce nouveau cadre législatif, les responsables des Archives nationales avaient élaboré en 2004 un ensemble de recommandations pratiques pour le versement d'archives que le Ministre de tutelle a fait parvenir à tous les membres du Gouvernement. Il est absolument essentiel que ces recommandations soient respectées et que lors de déménagements les responsables des Archives nationales soient consultés avant toute destruction ou mise à la décharge de documents.

Rappelons encore que le Centre national de Littérature, créé en 1995, a rassemblé depuis plus de dix ans le patrimoine littéraire écrit. À l'heure actuelle, le CNL gère quelque 230 fonds d'auteurs et d'institutions littéraires. Le CNL met systématiquement en valeur ce patrimoine et cela par le biais d'expositions, d'éditions savantes et autres publications.

Par ailleurs, le Centre de Documentation et d'Études musicales auprès de la Bibliothèque nationale (Cedom) collecte et inventorie les archives musicales imprimées et manuscrites luxembourgeoises.

ad 2) Vu la rapide croissance du nombre des publications numériques, la plupart des pays sont en train de mettre en place les outils réglementaires et techniques pour étendre les missions traditionnelles de leurs bibliothèques nationales à la collecte et à la conservation des publications numériques dont il faut garantir l'accessibilité à long terme.

Au Luxembourg, l'article 10 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État prévoit que «les publications de toute nature, imprimées ou produites par un procédé autre que l'imprimerie, quels que soient leur procédé technique de production, leur support, leur procédé d'édition ou de diffusion», donc y compris les publications numériques («digital born»), qu'elles soient sur support matériel ou immatériel c'est-à-dire diffusées via Internet, «sont soumises à la formalité du dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale» (...) «à l'exception des publications audiovisuelles et sonores» qui sont du ressort du Centre national de l'Audiovisuel, «mais y compris les bases de données, les logiciels et progiciels, les systèmes experts et autres produits de l'intelligence artificielle».

Afin de gérer cette extension du dépôt légal aux publications numériques de toute nature, un projet de règlement grand-ducal est en cours d'élaboration pour régler dans un texte unique le dépôt légal au bénéfice de la Bibliothèque nationale et le dépôt légal au bénéfice du Centre national de l'Audiovisuel sur la base des articles 10 et 19 de la loi du 25 juin 2004 réorganisant les instituts culturels de l'État.

Grâce au projet e-BnL dans le cadre d'e-Luxembourg, la Bibliothèque nationale est en train d'étudier les trois volets qui constituent le dépôt légal des publications numériques: collecte des publications concernées, archivage des publications en ligne (e.g. «web-archiving»), conservation à long terme des contenus déposés et collectés. Cette étude comprend l'évaluation des capacités et systèmes de stockage requis, qui est réalisée en coopération avec le Centre informatique de l'État, et la mise en oeuvre d'une grille conceptuelle pour définir les choix et la démarche technologiques à suivre.

La Bibliothèque nationale a régulièrement des contacts avec d'autres bibliothèques nationales et prend en compte les expériences et

études réalisées par ces bibliothèques. Les propositions budgétaires de la BnL pour l'an 2007 prévoient les moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser une phase de test au cours de l'année prochaine.

ad 3) S'il est prévu d'apporter des aménagements au projet de construction du bâtiment de la future Bibliothèque nationale et universitaire sur la place de l'Europe à Kirchberg, la décision de loger les six sections de l'Institut grand-ducal et la Société préhistorique dans ce bâtiment n'est nullement remise en cause. Cette cohabitation facilitera l'accès aux collections de ces sociétés savantes qui resteront leur entière propriété, mais dont les ouvrages seront gérés par le service des magasins de la Bibliothèque nationale et universitaire et seront consultables dans ses salles de lecture à Kirchberg. Cette cohabitation sera facteur de judicieuses synergies et économies.

Question 1029 (20.4.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **transposition de la directive OPA:**

Dans une interview publiée le 13 avril 2006 par un quotidien luxembourgeois, le Ministre a déclaré au sujet du projet de loi portant transposition de la directive OPA qu'il faudra en revoir au plus vite certaines dispositions.

Dans ce contexte je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Quelles sont, selon lui, les dispositions qu'il convient de revoir?
- Dans quel délai estime-t-il que le Gouvernement déposera un tel projet de loi portant révision de certaines dispositions?
- Pourquoi le Gouvernement auquel il appartient n'a-t-il pas, dès le départ, déposé un projet de loi qui eut évité une telle révision?

Réponse (22.5.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

À la question parlementaire de l'honorable Madame Flesch concernant le projet de loi portant transposition de la directive OPA je peux fournir les éléments de réponse suivants:

Lors du vote du projet de loi amendé, la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à étudier un certain nombre d'amendements et d'intégrer ces instruments de protection dans une refonte de la loi du 10 décembre 1915 sur les sociétés commerciales. Cette approche me paraît adaptée et elle devra être mise en œuvre dans un délai rapproché.

Par ailleurs serait-il utile d'effectuer une comparaison entre les textes ayant porté la transposition de cette directive adoptés dans d'autres pays de l'Union avec la loi votée par la Chambre? Il faut évidemment relever que la transposition a dû être réalisée dans des circonstances très particulières et donc dans l'urgence.

Question 1030 (14.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **placement de demandeurs d'emploi:**

Une organisation syndicale luxembourgeoise vient de lancer, avec l'accord du Ministère du Travail et de l'Emploi, une initiative de placement de demandeurs d'emploi. Cette initiative se veut, selon les responsables, complémentaire aux activités de l'Administration de l'Emploi (ADEM). D'après l'article 14 de la loi du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'Emploi, ces services reviennent pourtant à caractère exclusif à l'ADEM («Le placement au sens de la présente loi est de la compétence exclusive de l'Administration de l'Emploi.»).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si d'autres organisations ou des entreprises privées peuvent, le cas échéant, également bénéficier d'une décision pareille?
- Compte tenu de l'aggravation du marché de l'emploi, Monsieur le Ministre entend-il améliorer la flexibilité de l'ADEM en procédant à une abrogation générale du monopole de l'ADEM concernant le placement de demandeurs d'emploi? Dans l'affirmative, dans quel délai pourrait-on s'attendre une telle décision? Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (23.5.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

J'aimerais tout d'abord signaler à l'honorable Député que le monopole de placement de l'Administration de l'Emploi (ADEM) est abandonné depuis sept ans. En effet, l'article III de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 a modifié la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'Emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi et notamment son article 14 dans le sens que «le placement au sens de la présente loi relève de la compétence de l'Administration de l'Emploi, sans préjudice de la libre prestation de services transfrontalière au sein de l'Espace Economique Européen, qui reste soumise à l'obligation d'information visée aux articles 9 et 13».

L'exclusivité des activités de placement n'est donc depuis lois plus réservée à l'ADEM.

Il est cependant évident que l'ADEM continue à jouer le rôle crucial en matière de placement dans la mesure où l'obligation légale de déclarer tout poste vacant à cette administration subsiste.

Par ailleurs, j'insiste auprès de chaque organisme, privé ou public, qui me présente un projet en cette matière, que des activités d'insertion ou de réinsertion sur le marché du travail doivent se réaliser en étroite collaboration avec les Services de l'ADEM.

Face aux changements constatés sur le marché du travail et notamment face à une population de demandeurs d'emploi de plus en plus difficile à placer, des concepts innovants de lutte contre le chômage sont indispensables. La mise à profit de l'ADEM des expériences réalisées dans ce contexte par d'autres acteurs du marché du travail forme un élément de cette politique.

Il en est ainsi non seulement de l'initiative «Jobcoaching» du LCGB, à laquelle semble faire référence l'honorable Député, mais également du secteur du travail intérimaire et du secteur du recrutement en général pour lesquels le Comité de coordination tripartite m'a chargé d'approfondir mon concept en vue d'intensifier leur collaboration avec l'ADEM respectivement en vue d'augmenter leur rôle joué en matière de placement de demandeurs d'emploi.

Question 1031 (14.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **situation concurrentielle de l'Aéroport du Findel:**

L'éditorialiste du «Tageblatt» a le 28 mars dernier évoqué la situation concurrentielle de l'Aéroport du Findel et la perspective d'une rentabilité douteuse des investissements en cours, notamment en ce qui concerne la nouvelle aérogare conçue pour un trafic annuel de trois millions de passagers.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-il vrai qu'une grande compagnie aérienne luxembourgeoise opérant dans le domaine du transport de passagers bénéficie de conditions de protection non compatibles avec les principes d'une saine concurrence entre les compagnies utilisant le Findel et d'une bonne gestion de l'outil aéroportuaire, comme l'affirme le CEO de la compagnie scandinave SAS?
- Dans l'affirmative, en quoi consistent ces avantages? Si non, des contacts ont-ils eu lieu avec le représentant de SAS pour examiner de façon contradictoire le bien-fondé de ses critiques?
- Existe-t-il une évaluation du potentiel de trafic ayant passé traditionnellement par l'Aéroport de Luxembourg qui se trouve actuellement dévié vers l'Aéroport de Hahn ou vers l'un des autres aéroports de la Grande Région tels que Liège, Charleroi, Sarrebruck ou Metz-Nancy?
- Des compagnies à bas prix de la trempe de celles opérant sur les aéroports nommés ont-elles déjà manifesté un intérêt pour s'installer à Luxembourg? Si oui, quelles furent ces compagnies, quelles furent leurs conditions et quelles furent les raisons qui ont fait avorter le projet?
- Le Gouvernement serait-il d'accord pour accueillir au Findel, à côté du transporteur national, des compagnies à bas prix? Si oui, quelles seraient les conditions pour ce faire? Si non, quelles seraient les raisons pour refuser pareil projet?

Réponse (15.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député cite l'éditorialiste du «Tageblatt» du 28 mars 2006 qui a fait part, dans le contexte de la situation concurrentielle de l'Aéroport du Findel, de ses doutes sur la rentabilité des investissements en cours.

Force est de constater que l'Aéroport du Findel est le seul aéroport à vols internationaux du pays et l'infrastructure qui est en train d'être mise en place vise non seulement à remplacer une aérogare, qui a été conçue en 1975 pour accueillir quelque 1,2 millions de passagers par an, contre un volume actuel de 1,6 millions, mais aussi à doter le Luxembourg d'une infrastructure aéroportuaire adaptée aux besoins du futur. Toutes les statistiques en la matière prévoient un accroissement exponentiel du trafic passager dans les prochaines années et ces perspectives d'évolution ne sont pas mises en cause par un contexte plus concurrentiel d'aéroports limitrophes. Une nouvelle aérogare avec une capacité d'accueil de trois millions de passagers par an convient parfaitement aux perspectives d'accroissement du trafic passagers jusqu'en 2020. La nouvelle aérogare reflétera ainsi dignement l'image d'un Luxembourg moderne et tourné vers l'avenir.

Les allégations de protectionnisme ou de traitement préférentiel visant apparemment la compagnie Luxair S.A. sont infondées. Si le fait que Luxair est le plus important transporteur aérien à l'Aéroport de Luxembourg avec une part d'environ 70% du trafic aérien passager peut effectivement amener le public, voire même d'autres compagnies concurrentes, à conclure à un traitement de faveur, la politique du Gouvernement est néanmoins non discriminatoire à cet égard.

Il est vrai cependant que la compagnie Luxair, pour des raisons découlant de son développement historique, bénéficie d'une position avantageuse en ce qu'elle est l'exploitant de l'aérogare et le seul prestataire de services d'assistance en escale pour le trafic passager à l'Aéroport de Luxembourg jusqu'à la mise en service de la nouvelle aérogare. Avec la mise en service de la nouvelle aérogare et l'exploitation future de celle-ci par le gestionnaire lux-Airport S.A., il pourrait, en cas de besoins, être remédié à cette situation par la mise à disposition de locaux adéquats à un deuxième prestataire de services d'assistance en escale.

À ce jour, je n'ai pas été saisi par la compagnie SAS ni par une autre compagnie aérienne installée à l'aéroport de doléances faisant état d'une situation de protectionnisme.

Il n'existe pas d'évaluation du potentiel de trafic qui aurait été dévié du Luxembourg vers des aéroports limitrophes, tout comme il n'y a pas d'évaluation du trafic de passagers dévié de ces aéroports vers l'aéroport luxembourgeois. Tout en doutant de la faisabilité d'une telle étude, il peut être utile de noter qu'en comparant l'évolution du nombre de passagers des aéroports des cinq dernières années, on constate un accroissement du nombre de passagers aussi bien pour les aéroports limitrophes que pour l'Aéroport de Luxembourg.

Afin de maintenir et de renforcer la position de l'Aéroport de Luxembourg, un examen continu de sa compétitivité est opéré, notamment en ce qui concerne l'attractivité de l'offre des liaisons aériennes. Pour ce qui concerne l'installation de compagnies aériennes à bas prix, j'ignore si mon prédécesseur avait des contacts avec de telles compagnies, mais toute demande m'adressée par une quelconque compagnie aérienne désirant s'installer au Luxembourg est et sera analysée de manière objective afin de s'assurer de la compatibilité de celle-ci avec la stratégie globale pour l'unique plateforme aéroportuaire luxembourgeoise et de garantir un développement harmonieux du site aéroportuaire.

Question 1033 (18.4.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **plagiats:**

An Europa, sécherlech och hei zu Lëtzebuerg, gëtt de Maart ëmmer méi vun an Drëttlänner produzéierte gefälschte Wueren iwwerschwemmt.

A Frankräich ass festgestallt ginn, datt doduerch, datt d'Konsumenten déi méi bëlleg ugebuede gefälschte Wuere kafen, 300.000 Aarbechtsplazen um Spill stinn, an och eng Rei mëttelstänneg Betriber a Gefor geroden.

Dofir gouf eng Campagne lancéiert, unhand vun där d'Konsumenten opgefuerdert goufen, opzepassen an am Interesse vun den Aarbechtsplaze keng esou Artikele méi ze kafen.

Kënnen déi Häre Ministere mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Gëtt d'Ugebuet vu gefälschte Wueren hei am Land och zu engem Problem?

2. Gëtt et Statistiken doriwwer, wa jo, wéi gesäit d'Situatioun am Zesummenhang mat gefälschte Wueren aus?

3. Kann een opgrond vun der Situatioun a Frankräich och bei eis feststellen, datt Aarbechtsplazen duerch d'Ugebuet vu gefälschte Wueren um Spill stinn, an och mëttelstänneg Betriber riskéieren a Gefor ze geroden?

4. Ass der Regierung déi Campagne a Frankräich bekannt?

5. Gedenkt d'Regierung eng ähnlech Campagne ze organiséieren?

Réponse (23.5.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Der Welthandelsorganisatioun no mécht de Phenomeen vun der Contrefaçon 10% vum gesamte Welthandel aus. D'Europäesch Kommissioun schätzt de Schued, deen doduerch entsteet, op 200-300 Milliarden Dollar pro Joer. D'Fälschunge betreffen hautdesdaags net nëmme Luxusartikele wéi Bijouen, Poschen, Parfumen, Markekleeder oder Aueren, mä och an ëmmer méi Medikamenter, Spillsaachen, Sportartikelen, Eenzelstécker fir Autoen, Fligeren oder Maschinnen, Iesswueren, Gedrénks, elektresch Apparater, Computeren, CDen (Musek a Spiller), DVDen oder Zigaretten.

Erlaabt mer déi éischt an déi zweet Fro zesummen ze beäntwerten:

1 an 2. Lëtzebuerg ass vum Fléau vun de Fälschungen net verschount bliwwen, och wann et hei am Land éischter den Transit wéi d'Ugebuet ass, wat zu engem Problem ginn ass. Sou sinn tëscht 2003 an 2004 d'Saisie-s-Prozeduren ëm 172% an d'Luucht gaangen (vun 71 op 193), an déi saiséiert Artikelen ëm 152% (vun 163.610 op 412.908). Dozou muss ee soen, datt de Findel, als ee vun deene gréisste Frachtflughäfe vun Europa, eng Plaque tournante ass fir den Import vun an Asien hiergestallte Fälschungen. 83% vun de Beschlagnahmunge concernéiere Fälschunge vu Marken, 8% betreffen d'Verletzung vun Urheberrechter, an 9% Fälschunge vun de sou genannten Dessins et modèles.

2005 sinn 244 Demandes d'intervention bei den Douanen ugefrot ginn, op der Basis vum Règlement (CE) N°1383/2003 du 22 juillet 2003 concernant l'intervention des autorités douanières à l'égard de marchandises soupçonnées de porter atteinte à certains droits de propriété intellectuelle. Et geet hei ëm den Import vu Wueren, vun deenen ugeholl gëtt, datt et Fälschunge sinn. D'Protektioun vun 2520 verschiddene Popriété-intellectuelle-Rechter ass ugefrot an och vum Zoll accordéiert ginn.

Am Ablack sinn nach ongeféier 250 Affären, fir déi d'Titulairë vun de Rechter tëscht 2001 an 2005 eng Plainte déposéiert hunn, viru Geriicht.

Bal alleguer d'Plaintë baséieren sech op d'Articles 184 et suivants du Code pénal, an op d'Articles 82 et suivants de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. Dës Plaintë ginn déposéiert am Kader vum Règlement (CE) N°3295/94 respektiv vum Règlement (CE) N°1383 du Conseil du 22 juillet 2003 concernant l'intervention des autorités douanières à l'égard de marchandises soupçonnées de porter atteinte à certains droits de propriété intellectuelle. De Règlement (CE) N°1383/2003 abrogéiert an ersetzt de Règlement (CE) N°3295/94. Et ass an deene meeschte Fäll onméiglech, op Grond vun den Ermëttlungen déi Schëlleg ze identifiéieren, déi sou gutt wéi ëmmer ausserhalb vun der Europäescher Unioun liewen.

Fir datt gefälschte Wueren, déi sech am Transit befannen, kënne vun den Douanë blockéiert ginn, muss der europäescher Gesetzgebung no «une procédure visant à déterminer s'il y a eu violation d'un droit de propriété au regard du droit national» gemaach ginn. Well

d'Plainte pénale dat bëllegst an dat schnellst Mëttel ass, dat d'Titulairë vum Droit zu hirer Dispositioun hunn, fir d'Mise en libre circulation vun de gefälschte Wueren ze verhënneren, ginn déi aner méiglech Verfahren (zivil oder kommerziell) bal net genotzt.

Déi meeschte Plaintë gi sans suite klasséiert op Grond vun der Verjährung vun der Action publique.

Nodeem d'Dossieren ad acta geluecht goufen, stellt sech d'Fro, wat mat de blockéierte Wuere geschéie soll. Déi gefälschte Wuere ginn an engem Schapp, dee vun der LUXAIR zur Verfügung gestallt gëtt, gelagert. Am Moment gi se duerch «mesures de police» zerstéiert, obwuel et zurzäit kee Gesetz gëtt, dat dës Zerstéierung erlaben oder reglementéiere géif.

Dëst wäert d'Regierung bei der Ëmsetzung vun der Directive N°204/48 du Parlement européen et du Conseil relative au respect des droits de propriété intellectuelle versichen ze verbesseren.

Och wann de Règlement (CE) N°1383/03 virgesäit, datt d'Titulairë vum Droit d'Käschte vun der Lagerung iwwerhuelen, stellt sech d'Fro vun der Prise en charge vun de Lagerungs- an Zerstéierungskäschten aktuell fir dee meeschten Deel vun de Wueren, déi am Ablack do gelagert sinn, verschiddener zanter 2001. Well et zurzäit kee Gesetzestext gëtt, deen dës Matière reglementéiert, ass et de Stat, deen dës Käschte muss iwwerhuelen.

Et kann een dervun ausgoen, datt et zu Lëtzebuerg kee grousst Ugebuet vu gefälschte Wuere gëtt. Déi Zuelen, déi ons op Grond vun de Statistike vun der Kommissioun virleien, betreffen d'Beschlagnahmungsprozeduren an d'Artikelen, déi um Findel stattfonnt hu respektiv saiséiert goufen. Et kann een dervun ausgoen, datt déi grouss Majoritéit vun dësen Artikele fir den Transit bestëmmt waren, an net sollten zu Lëtzebuerg ugebuede ginn.

3. Et ass net méiglech, op Grond vun der Situatioun, wéi se sech am Moment a Frankräich presentéiert, konkret Konklusiounen ze zéien, wat d'Situatioun an onsem Land ubelaangt.

Wat d'Zerstéierung vun Aarbechtsplazen duerch de Phenomeen vun de Fälschungen ugeet, sief awer hei ervirgehuewen, dass d'Direktioun vu Villeroy&Boch ugëtt, datt doduerch, datt de Maart vu Kopië vun hire Produkter, déi a China hiergestallt géifen, iwwerschwemmt gëtt, hir Ëmsätz staark zréckgaange wären. Sou sinn 2005 156.785 Tonne Porzeläinprodukter aus China an Europa importéiert ginn.

4. Jo, der Regierung ass déi Campagne a Frankräich bekannt. Am Juni 2005 huet eist Nopeschland eng ganz Rei vu Moossname geholl, fir géint de Fléau vun de Fälschunge virzegoen. D'Kompetenze vun den Douanë sinn erweidert ginn, et goufen zousätzlech Leit bei den Douanen agestallt, e Plan national mat genauen an evaluablen Ziler gouf opgestallt. Ausserdeem goufen eng ganz Rei vu Campagnë lancéiert, fir d'Konsumenten ze sensibiliséieren an opzeklären.

5.2005, während der lëtzebuergescher Présidence, hat ech d'Ëier eng flott Vitrine um Terminal A vum Findel anzeweien, an där eng ganz Rei vun echten an vu gefälschte Wueren exposéiert goufen. Dës Initiativ, bei där et drëm gaangen ass, de Public op d'Problematik vun der Contrefaçon opmierksam ze maachen, gouf zesumme mat der Administration des Douanes et Accises an dem Bureau Benelux des Marques realiséiert.

D'Vitrine gouf vum 1. Februar bis zum 1. August ausgestallt. Bei dëser Ausstellung ass et drëm gaangen, d'Konsumenten ze sensibiliséieren a si doriwwer opzeklären, a wéi engem Mooss de Kaf vu gefälschte Produkter derzou bäidréit, Aarbechtsplazen ze zerstéieren, an zur selwechter Zäit eng Gefor fir hir Sécherheet an hir Gesondheet duerstelle kann.

Et ass geplangt, fir 2007 eng Ausstellung iwwert d'Contrefaçon an engem groussen Akafszentrum ze organiséieren. Vum 11. bis 23. September 2000 hat schonn esou eng Expositioun stattfonnt, op Initiativ vum Wirtschaftsministère an an Zesummenaarbecht mat der Administration des Douanes et Accises a mat der finanzieller Ënnerstëtzung vum Bureau Benelux des Marques. An enger Dose Vitrinne waren original Produkter nieft hire Fälschungen ausgestallt, fir de Public drop hinzeweisen, wéi schwéier et ka sinn, fir d'Original vun der Fälschung ze ënnerscheeden, an d'Leit drop opmierksam ze maachen, datt et net nëmme Luxusprodukter sinn, déi nogemaach ginn.

Nieft de Vitrinne goufe Panneauen opgeriicht iwwert déi verschidde Forme vun der Contrefaçon, d'Gefor fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Konsumenten, d'Weeër, iwwert déi déi gefälschte Produkter op de Marché bruecht ginn, an déi Konsequenzen, déi d'Contrefaçon um ekonomeschen a sozialen Niveau mat sech bréngt.

Question 1034 (18.4.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **Centre de Langues Luxembourg:**

En novembre 2005, le Centre de Langues Luxembourg a ouvert une annexe dans l'ancienne école Feiereisen à Mersch.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre d'étudiants inscrits au Centre de Langues qui suivent des cours à Mersch? Est-ce qu'il y a des listes d'attente pour ceux qui désirent suivre des cours à Mersch? Si oui, quels sont les cours les plus sollicités?
- Est-ce que l'ouverture de la nouvelle annexe à Mersch à réduit le nombre de personnes qui attendent de pouvoir suivre des cours au Centre de Langues d'une manière générale? Combien de personnes sont inscrites sur des listes d'attente pour le moment? Pour quels cours l'offre est-elle insuffisante?
- Est-ce qu'il est prévu d'ouvrir une ou plusieurs annexes dans d'autres régions du pays?

Réponse (31.5.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad1) 279 personnes étaient inscrites en début de semestre d'été au Centre de Langues-annexe Mersch.

Il n'y a pas de liste d'attente au Centre de Langues à Mersch.

ad2) Dans un premier temps on ne peut pas constater de changement, car la demande est surtout issue des régions centre et sud du pays. L'offre de cours étant réduite à Mersch, les étudiants sont parfois réorientés vers Luxembourg, qui offre plus de cours de niveaux différents sur des horaires plus variés.

Le Centre de Langues Luxembourg limite les listes d'attente à quatre ou cinq personnes par classe, nombre qui correspond aux désistements qui se font habituellement en classes d'adultes. Par conséquent, les personnes en liste d'attente ont une chance réelle de pouvoir intégrer une classe en cours d'année.

Le nombre de personnes qui ne peuvent pas s'inscrire, faute de places en liste d'attente ou d'offre correspondant à leurs horaires ou leur niveau, n'est pas comptabilisé.

Actuellement, en fin d'année scolaire, il reste encore en liste d'attente à Luxembourg:

- département de français: 100 personnes
- département d'anglais: 60 personnes
- Les autres départements ont environ 20 personnes en liste d'attente.

Par ailleurs, il faut préciser qu'un grand nombre de personnes continuent à se présenter afin de s'inscrire, alors que les inscriptions sont closes pour ce semestre.

L'offre est actuellement insuffisante pour les cours suivants:

- niveau débutant en luxembourgeois
- niveau intermédiaire en anglais
- Pour le français, l'offre est surtout problématique le soir de 17.00 à 19.00 et plus encore de 19.00 à 21.00 heures, ceci pour tous les niveaux. Or, le soir le CLL ne dispose plus de salles de classe libres.

ad3) À ce stade, une régionalisation supplémentaire n'est pas envisagée. Il faut dire aussi qu'une offre aussi variée que celle du Centre de Langues Luxembourg ne peut pas être reproduite dans un grand nombre d'annexes.

Question 1035 (19.4.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **plaques d'immatriculation personnalisées:**

Le règlement grand-ducal du 25 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation exclut de la série courante des numéros d'immatriculation certaines combinaisons de lettres comme par exemple KZ, PD, SA et SS. Le propriétaire d'un véhicule peut néanmoins, moyennant une demande écrite au Ministre des Transports, requérir pour l'immatriculation de son véhicule l'octroi d'un numéro d'immatriculation personnalisé repris de la série courante. Il me revient toutefois que des plaques d'immatriculation avec la combinaison SS aient été attribuées suite à une demande à Monsieur le Ministre.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien de demandes pour des plaques d'immatriculation personnalisées ont été introduites dans les deux dernières années?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si des demandes pour des plaques d'immatriculation avec les combinaisons de lettres susmentionnées ont été introduites? Dans l'affirmative, quelles suites Monsieur le Ministre a-t-il réservé à ces demandes?
- Est-il exact que des plaques d'immatriculation avec les combinaisons de lettres SS ont été attribuées?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faut éviter l'attribution de telles combinaisons vu le rapprochement entre ces deux lettres et les symboles du régime nazi?

Réponse (31.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur l'attribution de numéros d'immatriculation personnalisés pour voitures automobiles relevant de certaines catégories.

Au cours des dernières années, le nombre des demandes ayant visé l'attribution d'un numéro d'immatriculation personnalisé a évolué comme suit:

Année	Première attribution	Transfert
2004	24.644	31.864
2005	24.800	33.142
2006 *(jusqu'au 30 avril)*	8.452	13.498

Après l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 25 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation, des numéros comportant des combinaisons de lettres HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC avaient en effet été attribués sur demande, tel qu'il avait été possible sous la réglementation précédente.

Suite à une Instruction ministérielle du 22 juillet 2004 de mon prédécesseur aucun numéro des séries HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC n'a plus été attribué par la SNCT - depuis la prédite date - en tant que numéro personnalisé, et toute demande ayant visé l'attribution d'un tel numéro a depuis lors été rejetée. À remarquer qu'un numéro du genre prédit ne pourrait même pas être attribué comme suite à une erreur de saisie ou de manipulation, alors que l'accès à ces séries de numéros est complètement bloqué dans le système informatisé LUVIS (Luxembourg Vehicle Information System).

Le titulaire d'un numéro personnalisé d'une des séries HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC, auquel ce numéro a été attribué avant le 22 juillet 2004, peut toutefois encore demander le transfert de ce numéro d'un véhicule immatriculé à son nom sur un autre véhicule à immatriculer à son nom.

Depuis 2004, le nombre des demandes ayant visé le transfert d'un numéro d'une des séries citées ci-dessus a évolué comme suit:

Année	Total	HJ	KK	KZ	PD	SA	SS	WC
2004	91	10	10	0	2	44	23	2
2005	19	6	3	0	0	4	6	0
2006 (jusqu'au 30 avril 2006)	19	7	3	0	0	8	0	1

Quant au nombre de véhicules routiers restant en ce moment encore immatriculés sous un numéro personnalisé d'une des séries 'bloquées', ce nombre se présente comme suit:

Année	Total	HJ	KK	KZ	PD	SA	SS	WC
1995	1	0	0	0	0	1	0	0
1996	4	0	1	0	0	2	0	1
1997	4	0	0	0	0	3	1	0
1998	4	0	1	0	0	2	0	1
1999	10	1	4	0	0	3	1	1
2000	11	2	2	1	0	3	2	1
2001	21	1	2	0	1	9	5	3
2002	25	3	4	0	2	10	4	2
2003	55	13	10	0	4	20	7	1
2004	66	6	9	1	1	34	12	3
2005	25	1	5	0	0	13	5	1
2006	13	5	2	0	0	4	1	1

Question 1036 (19.4.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **maîtrise des langues dans le cadre de la formation aux fonctions d'aide socio-familiale:**

Le règlement grand-ducal du 21 mai 1999 a institué une formation aux fonctions d'aide socio-familiale. Cette formation, qui est dispensée en cours d'emploi, s'étale sur au moins deux ans et s'adresse d'abord à des personnes adultes qui assument des fonctions d'aide socio-familiale au sein d'institutions et de services qui proposent des prestations socio-familiales.

Ces personnes remplissent des tâches importantes, soit en milieu ouvert, soit en institution, au niveau de l'économie domestique, de l'aide aux soins, de l'accompagnement aux actes essentiels de la vie.

Le règlement grand-ducal du 21 mai 1999 prévoit dans son article 10 que les candidats à la formation doivent «comprendre et arriver à s'exprimer dans au moins deux des langues usuelles au Luxembourg, dont le luxembourgeois».

Or, après avoir terminé leurs cours et épreuves en luxembourgeois, un certain nombre de candidats de nationalité non luxembourgeoise et pouvant s'exprimer en français sont obligés de suivre une partie de leur formation d'aide socio-familiale en allemand. Ces candidats ont d'énormes problèmes à assimiler la matière enseignée en allemand. Certains d'entre eux doivent se faire traduire les textes allemands en français pour pouvoir les comprendre et les étudier. Même si ces personnes ont réussi un B1 dans leurs cours de luxembourgeois, cela n'entraîne pas automatiquement des connaissances en allemand. D'après mes informations, il existe cependant des formations en français.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

1. Pourquoi est-ce que certains candidats sont obligés de suivre les cours en allemand, bien qu'ils maîtrisent uniquement le français et le luxembourgeois?

2. Combien de personnes sont concernées par ce problème?

3. Est-ce que Madame la Ministre a l'intention de remédier à cette incohérence?

4. Pourquoi est-ce que les candidats n'ont pas le choix de suivre les cours dans la langue qui leur convient le mieux: ou bien en luxembourgeois, en français ou en allemand?

5. En général, combien de personnes suivent cette formation et la terminent avec succès? Quel est le pourcentage de Luxembourgeois? Quelles sont les autres nationalités représentées?

Réponse (30.5.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il y a lieu de relever en premier lieu que la maîtrise de la langue luxembourgeoise est essentielle pour l'exercice de la profession d'aide socio-familiale. Un accent particulier est mis sur cette exigence dans le cadre de la formation.

Les cours sont donnés en langue luxembourgeoise. Les élèves peuvent prendre leurs notes en français ou en allemand et à l'examen ils peuvent choisir pour les épreuves écrites entre l'allemand et le français. Les épreuves orales se font obligatoirement en luxembourgeois.

À titre d'expérience, des cours ont été donnés en langue française. Toutefois les résultats à l'examen ont été très mauvais, parce que les candidats n'arrivaient pas à s'exprimer de manière satisfaisante en langue luxembourgeoise lors des épreuves orales. À la vue de ces difficultés, l'expérience a été arrêtée et depuis peu il est demandé aux candidats qui n'ont pas suivi l'enseignement à l'école luxembourgeoise de passer le certificat B1 du cadre européen de référence établi par le Conseil de l'Europe, au Centre de Langues.

Le niveau de ce certificat correspond à celui d'un locuteur qui peut communiquer de manière autonome dans une langue.

Reste la question de la langue dans laquelle sont rédigées les notes distribuées par les chargés de cours. Ces notes sont généralement rédigées en allemand. Toutefois les responsables de la formation préparent à l'heure actuelle une présentation power point bilingue (allemand et français) reprenant la structure du cours et les mots-clés qui sont traités.

Question 1038 (20.4.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**extension des activités de l'Administration des Eaux et Forêts dans le domaine de l'élevage:**

Dans un article paru dans un quotidien luxembourgeois le 19 avril 2006, il a été affirmé que l'Administration des Eaux et Forêts envisage une extension sur environ 6.000 hectares de son programme d'élevage.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les affirmations concernant l'extension des activités de l'Administration des Eaux et Forêts dans le domaine de l'élevage? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour cette extension?

Est-il exact que l'Administration des Eaux et Forêts est prête à payer 5 à 6 euros/are de bail, ce qui constitue le double du prix usuel, pour les terrains nécessaires? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse (30.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans un article de presse paru en date du 19 avril 2006, il a été affirmé que «l'Administration des Eaux et Forêts envisage une extension sur environ 6.000 hectares de son programme d'élevage.» et que «l'Administration des Eaux et Forêts est prête à payer 5 à 6 euros par are pour les terrains nécessaires».

Ces déclarations sont incorrectes.

En premier lieu, il importe de clarifier que l'Administration des Eaux et Forêts ne dispose pas de programme d'élevage. Sur ce point, il semble avoir confusion avec les projets de valorisation écologique et paysagère à l'aide d'une agriculture extensive dans respectivement les zones NATURA 2000 et les réserves naturelles nationales. Ces projets se limitent à des sites qui par leurs conditions stationnelles présentent une haute valeur écologique mais qui sont actuellement souvent dégradés, en raison d'une exploitation intensive inadaptée.

Le pâturage extensif avec des grands herbivores constitue un outil idéal adapté à la gestion de réserves naturelles, notamment du point de vue de la conservation, de la restauration et du développement de la biodiversité tout en garantissant la rentabilité économique des terrains. Ces effets positifs du pâturage extensif se sont déjà confirmés dans les projets actuellement en cours et ont été prouvés par de nombreux projets similaires à l'étranger.

Il importe de souligner que dans son approche participative de gestion des réserves naturelles, l'Administration des Eaux et Forêts favorise la collaboration avec les exploitants agricoles locaux. Elle propose aux agriculteurs concernés des mesures de gestion concrètes adaptées à la gestion de réserves naturelles, favorisant le développement de la biodiversité biologique et garantissant la rentabilité économique de ces terrains. Ces mesures sont coordonnées avec les Services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, à savoir avec l'Administration des Services techniques de l'Agriculture et le Service d'Économie rurale.

L'exploitant agricole achète le bétail et est responsable de la gestion et du bien-être du troupeau. Les terrains faisant l'objet de tels projets appartiennent soit à des particuliers, soit à des établissements publics, soit à l'État. Contrairement à l'affirmation parue dans la presse, l'Administration des Eaux et Forêts ne prend pas en bail des terrains. Au contraire, en accord avec l'Administration des Domaines et de l'Enregistrement, les terrains de l'État sont cédés aux exploitants à un prix de fermage avantageux, soit 0,50 € par are.

Conformément au règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la biodiversité biologique, les exploitants agricoles peuvent bénéficier dans le cadre des projets de pâturage extensif et en respectant les modalités fixées par ce même règlement, d'une aide de 2,60 à 4,20 € par are.

Actuellement, les projets de valorisation écologique et paysagère au moyen d'un pâturage extensif initiés par l'Administration des Eaux et Forêts occupent une surface d'environ 440 hectares.

Dans le cadre de l'établissement du plan national pour la protection de la nature, le groupe de travail «agriculture», qui est composé de représentants du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, du Ministère de l'Environnement et des représentants du domaine de la protection de la nature et du domaine de l'agriculture, ont proposé conjointement d'augmenter la surface agricole à exploiter selon les modalités du règlement biodiversité à 6.000 hectares pour contribuer à stopper l'érosion de la biodiversité d'ici 2010 conformément à l'objectif européen. Les 6.000 hectares, dont il est question dans l'article invoqué se rapportent probablement à ce chiffre.

Actuellement environ 3.577,28 hectares en milieu rural sont déjà sous contrats biodiversité et se répartissent sur les programmes suivants: *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Question 1039 (20.4.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**implantation d'un Eroscenter:**

Dans de nombreuses villes, notamment des villes allemandes, l'implantation d'un Eroscenter figure parmi les mesures qui ont comme objectif d'endiguer la prostitution ambulatoire et de faire baisser la présence des prostituées sur la voie publique, de permettre un contrôle sanitaire efficace et de même éviter le proxénétisme.

Étant conscient de la ratification en date du 9 juillet 1983 de la Convention de New York mais constatant la situation actuelle j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Au regard d'expériences positives dans ces villes, Madame le Ministre ne juge-t-elle pas opportun de revoir la législation luxembourgeoise en ce qui concerne l'implantation d'un Eroscenter?
- Madame le Ministre n'est-elle pas d'avis que l'implantation d'un Eroscenter puisse mener à une solution aux problèmes spécifiques liés à la prostitution ainsi qu'à la présence de nombreuses prostituées dans le quartier de la Gare?

Réponse (23.5.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La déclaration gouvernementale ne prévoit pas la résiliation de la Convention de New York. Par conséquent, la législation ne sera pas revue dans le sens d'implantation d'un Eroscenter. Par ailleurs, je tiens à vous signaler que cette décision a déjà été prise sous la période législative précédente (1999-2004).

Le plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes 2005-2008 prévoit la mesure suivante:

Action contre la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle et sensibilisation des clients de la prostitution face aux dangers encourus

- évaluation quantitative et qualitative de l'attitude de la population, surtout des hommes face à l'achat de services sexuels avec ou sans préservatif;
- cartographie des lieux de la prostitution;
- inventaire de la demande des clients;
- mise sur pied d'un réseau de prise en charge des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle;
- sensibilisation et formation des personnes responsables de la prise en charge des femmes victimes de la traite;
- sensibilisation des clients au phénomène de la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle et aux dangers de la transmission des MST (Maladies Sexuellement Transmissibles);
- élaboration d'un outil d'information spécifique en plusieurs langues pour les personnes exerçant la prostitution.

Objectifs:

diminution de la traite et de la prostitution;

détection et protection des victimes de la traite et de la prostitution;

diminution des maladies sexuellement transmissibles;

relations sexuelles égalitaires.

Question 1042 (25.4.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**encadrement médical en cas de grève de la faim au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Une ressortissante turque, détenue depuis février au Centre pénitentiaire de Schrassig, a entamé il y a six jours une grève de la faim pour protester contre les conditions et les raisons de sa détention. Dans ce contexte je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Quelle est la procédure d'encadrement médical prévue en cas de grève de la faim au sein du Centre pénitentiaire?
- Comment est-ce que les autorités vérifient la présence éventuelle de maladies pouvant aggraver les conséquences d'une grève de la faim?
- Est-ce qu'une personne en grève de la faim peut - le cas échéant - être transférée à un hôpital?

Réponse (11.5.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'organisation du service médical et sanitaire et le traitement médical des détenus sont précisés par le règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires.

Concrètement, le détenu qui entame une grève de la faim est suivi médicalement par les médecins travaillant au CPL dans le cadre des conventions conclues entre l'État, le CHL et le CHNP.

Tout détenu doit être examiné aussitôt que possible dès son admission et aussi souvent qu'un examen médical est nécessaire ultérieurement, particulièrement en vue de déceler une maladie physique ou mentale. Le médecin est tenu de voir le détenu malade aussi souvent que son état le requiert (art. 83 et 84 règl. g.-d. du 24 mars 1989).

Le détenu qui se livre à une grève de la faim peut être alimenté de force, mais seulement sur décision médicale et sous surveillance médicale et lorsque ses jours risquent d'être en danger (art. 266 règl. g.-d. du 24 mars 1989).

Un détenu en grève de la faim peut, comme tout autre détenu malade, être transféré dans un hôpital sur ordre du médecin (art. 264 règl. g.-d. du 24 mars 1989).

Question 1046 (27.4.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **bilan sanitaire de l'accident de Tchernobyl:**

Aujourd'hui, vingt ans après la catastrophe survenue dans la centrale de Tchernobyl, on en est toujours à s'interroger sur les conséquences pour la population ukrainienne en particulier et la population européenne dans son ensemble de ce terrible accident. De nombreuses zones ont été contaminées par des éléments radioactifs dont le césium 137 qui a une période de trente ans et est toujours présent dans l'environnement.

«L'Atlas des dépôts de césium 137 en Europe après l'accident de Tchernobyl» publié en 1998 par la Communauté européenne (rapport Eur 16733) relève que le Luxembourg, tout comme l'est de la France et de la Belgique, a connu des dépôts au sol de césium 137. Les relevés de cet atlas ayant été faits par avion, certains pays, comme la France, ont procédé à des relevés au sol plus précis.

On constate que les intérêts du lobby nucléaire tout comme l'opacité qui entoure généralement les questions du nucléaire ont rendu extrêmement aléatoire l'établissement d'un bilan sanitaire de l'accident de Tchernobyl. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faut pour le moins essayer de clarifier la situation au Luxembourg en la matière?

Le Luxembourg a-t-il donc procédé lui aussi à des relevés précis au sol sur les dépôts en question sur son territoire et continue-t-il de contrôler le niveau de ces dépôts au fil des années? Sinon entend-il y procéder?

Réponse (22.5.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite au passage du nuage radioactif issu de la centrale de Tchernobyl au-dessus du Luxembourg, un programme étendu de mesures fut à l'époque lancé en collaboration avec l'ASTA (Administration des Services Techniques de l'Agriculture) pour évaluer la contamination au sol en césium 137 sur le territoire luxembourgeois. Des terres arables de plusieurs communes ont été prélevées et analysées. D'après les différentes observations, la contamination du sol au Luxembourg a été fonction de l'importance des précipitations pendant la première semaine du mois de mai. La contamination moyenne du sol en césium 137 a été estimée à 3400 Bq/m^2 en mai 1986, avec des variations régionales dues à la plus ou moins grande intensité des précipitations.

En outre, le Luxembourg, étant signataire du Traité Euratom, doit prendre les dispositions nécessaires pour effectuer le contrôle permanent de la radioactivité sur son territoire en vue d'assurer le respect des normes de radioprotection (articles 35 et 36). Dans ce cadre un programme national de surveillance de l'environnement prévoit des mesures régulières dans les différents milieux biologiques et dans la chaîne alimentaire. Concernant les sols, un lieu de référence situé à Schengen est échantillonné à un rythme bimensuel depuis 1986. Les résultats de

mesure montrent une diminution régulière de l'activité du césium 137. Celle-ci est passée de 140 Bq/kg en octobre 1987 à actuellement 22 Bq/kg.

De plus, la répartition du césium 137 dans les principaux types de sol du Luxembourg a été le sujet d'un travail de recherche en 1996. Au cours de cette étude 30 points de prélèvement ont été sélectionnés. La diversité des résultats confirme l'irrégularité des dépôts de césium 137 au départ ainsi que l'influence des caractéristiques du sol sur sa migration en profondeur.

Question 1049 (27.4.2006) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **crues artificielles de la Sûre supérieure:**

Selon les informations de la Société Luxembourgeoise d'Énergies Renouvelables (SOLER) qui exploite le barrage d'Esch-sur-Sûre, la période des grandes échappées s'étend généralement de novembre à la fin mars. Pendant cette période, la variation du débit coïncide normalement en aval du barrage aux périodes habituelles de crue. Ce n'est qu'à partir de fin mars que les eaux peuvent être régularisées afin d'éviter les inondations en aval du barrage.

Or depuis quelques semaines, plusieurs propriétaires de camping voient régulièrement leurs terrains situés aux abords de la Sûre supérieure inondés, empêchant dès lors l'exploitation de leur camping. Ces inondations sont dues à des relâchements hebdomadaires qui entraînent une crue systématique de la Sûre supérieure. Si cette pratique peut encore être tolérée pendant les mois d'hiver où les relâchements coïncident avec les périodes normales de crue, il en va autrement pour le reste de l'année durant lequel les propriétaires susmentionnés doivent impérativement disposer de leurs terrains à des fins touristiques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Existe-t-il des critères préétablis sur base desquels le planning de relâchement des eaux est arrêté et qui incluraient les risques d'inondations des terrains en aval concernés?
- Dans l'affirmative quels sont-ils?
- Dans le cas contraire, ne pourrait-on pas proposer une modification de ces derniers afin d'assurer un écoulement plus fluide des eaux et éviter des inondations intempestives des terrains visés?

Réponse (30.5.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'exploitation de la centrale hydroélectrique d'Esch-sur-Sûre est réglée par une convention entre l'État et la société d'exploitation SOLER.

Le barrage d'Esch-sur-Sûre sert de réserve d'eau potable en même temps que de bassin d'accumulation pour la centrale électrique. Pendant la période hivernale la retenue est également utilisée à des fins d'écrêtement des crues. C'est dans cet esprit que la convention précitée règle le mode d'exploitation de la centrale et fixe les consignes d'exploitation ainsi que les critères de relâchement des eaux de la retenue principale et des barrages accessoires.

L'usine électrique principale d'Esch-sur-Sûre est exploitée suivant les besoins de Cegedel afin d'optimiser sa contribution au réglage du réseau électrique luxembourgeois. Ceci peut alors provoquer de fortes variations brusques du débit de la Sûre à la sortie de l'usine principale qui se propagent à travers trois bassins auxiliaires qui se trouvent en amont. Un quatrième bassin dit de «compensation» sert à amortir ces variations de débit. Le barrage de compensation est exploité de façon à assurer un débit d'écoulement plus régulier du barrage afin que ne soit pas porté préjudice à la faune et la flore du cours d'eau et aux riverains.

Afin de réduire encore davantage le risque de dégâts quelconques en amont et en aval du barrage d'Esch-sur-Sûre, des échanges de vues très constructives entre l'exploitant de la centrale et les riverains concernés ont eu lieu sur place et les intérêts de toutes les parties ont été reconnues. Un système plus efficace de préalerte et d'échange d'informations entre la centrale d'Esch-sur-Sûre et les riverains et communes limitrophes sera mis en place.

Question 1054 (3.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **taxe sur la vente des alcopops:**

L'article 12 (10) de la loi budgétaire du 23 décembre 2005 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'année 2006 introduit une surtaxe de 600 €/hl sur certaines boissons alcooliques confectionnées, souvent appelées alcopops, à partir du 1er janvier 2006.

Selon un article de presse cette taxe et la hausse de prix auraient rendu ces boissons sucrées alcoolisées pratiquement invendables et provoqué leur disparition presque totale du marché luxembourgeois. La plupart des commerçants auraient arrêté de commercialiser le produit; certains d'entre eux se plaignent de pertes considérables suite à l'introduction de cette nouvelle taxe sur les alcopops.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant les effets de la nouvelle taxe sur les ventes des alcopops? Peut-il confirmer les effets décrits ci-dessus?
- La taxe étant destinée essentiellement à prévenir la consommation d'alcool chez les jeunes, Monsieur le Ministre estime-t-il que le but visé ait pu être atteint?
- Monsieur le Ministre considère-t-il que cette taxe constitue un moyen approprié pour atteindre ce but?

Réponse (15.5.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À l'heure actuelle le Gouvernement ne dispose pas d'une enquête sur les effets de la nouvelle taxe sur les alcopops sur les ventes de ces produits, mais d'après divers échos et à en croire les résultats d'un sondage auprès des principaux distributeurs et vendeurs, il semble bien que l'effet dissuasif de la taxe ait été largement atteint.

Le Gouvernement reste persuadé de l'opportunité et de la légitimité de la démarche entreprise, alors qu'elle répond à une initiative particulièrement agressive de l'industrie, qui, se rendant compte que les jeunes ne sont plus attirés par les alcools de leurs parents, a mis sur le marché des boissons alcooliques qui tant par leur goût que par leur emballage et leur présentation sont susceptibles d'intéresser les jeunes et de les fidéliser à l'alcool, à un âge où ils ne se rendent pas encore compte des conséquences néfastes d'une dépendance.

Ceci étant dit, le Gouvernement se rend parfaitement compte que les mesures répressives et l'augmentation des taxes ne sont pas les seuls moyens de lutte contre l'alcoolisme des jeunes. Mes services, ensemble avec les écoles, les communes et différentes associations mènent une campagne continue pour la promotion des modes de vie sains.

Question 1059 (4.5.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **réforme dans le secteur de la médecine psychiatrique:**

Dans la déclaration gouvernementale du 4 août 2004, la poursuite des réformes dans le secteur de la médecine psychiatrique avait été annoncée. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les moyens financiers mis à disposition pour réformer le secteur psychiatrique dans les années à venir?
- Est-ce que des commissions d'éthique prévues dans la loi sur les établissements hospitaliers ont été constituées dans chaque établissement hospitalier du Grand-Duché de Luxembourg et quelles en sont les modalités de composition et de fonctionnement?
- Est-ce que les fonctionnaires, mentionnés dans l'article 37 de la loi sur le placement de personnes présentant des troubles mentaux, ont été désignés pour chaque hôpital et comment les patients et les professionnels ont-ils été informés sur ces personnes et sur leurs attributions?
- Est-ce que le médiateur à qui les patients peuvent s'adresser pour s'informer quant à leurs droits a déjà été mis en place? Quelles sont les compétences et les tâches de ce médiateur?
- Quand Monsieur le Ministre prévoit-il la mise en place d'une réglementation ainsi que des procédures spéciales en cas de traitement forcé ou de mesures de contention et d'isolement, annoncée dans l'exposé des motifs du projet de loi 5490?

Réponse (23.5.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire aimerait être informé sur la mise en place des comités d'éthique prévus à la loi hospitalière. L'obligation afférente existe effectivement depuis la loi hospitalière de 1998 et entretemps tous les hôpitaux sont dotés d'un tel comité. La loi, en l'occurrence son article 24, est suffisamment explicite quant à la composition et les attributions de ces comités et ne nécessite ni règlement d'exécution ni instruction ministérielle. Je rappelle notamment la disposition de la loi aux termes de laquelle la composition du comité doit assurer «une diversité des compétences tant dans le domaine médical qu'à l'égard des questions éthiques, sociales et juridiques». En fait les comités sont présidés soit par un médecin attaché ou agréé à l'hôpital soit par une personnalité extérieure à l'hôpital. L'Hôpital Saint-Louis et le Centre hospitalier neuropsychiatrique ont fait fruit de la faculté offerte par la loi de mettre en place un comité d'éthique unique pour les deux établissements.

Le fonctionnaire prévu à l'article 37 de la loi en matière de placement involontaire et ayant pour mission d'informer et de conseiller les patients en cas de besoin a également été nommé. En fait j'ai désigné un fonctionnaire unique de mon Ministère pour l'ensemble des hôpitaux habilités à recevoir des patients placés contre leur gré. Les patients, ainsi que leur entourage direct et leurs tuteurs, sont rendus attentifs aux possibilités offertes par l'article 37 et aux coordonnées du fonctionnaire en charge de cette mission tant par affichage dans le service qu'au moyen de la brochure d'information remise à l'admission.

Le médiateur que l'honorable Parlementaire évoque dans la suite de sa question parlementaire se confond avec le fonctionnaire dont question ci-dessus. La loi ne prévoit pas de médiateur en plus du fonctionnaire prévu à son article 37.

Comme je l'ai annoncé à propos du Projet de loi N°5490 je suis en train de procéder à un réexamen en profondeur de la loi de 1988 en matière de placement involontaire. Un groupe de travail composé de psychiatres et de magistrats et présidé par un fonctionnaire de mon Ministère se réunit très régulièrement depuis juillet 2005. Ce groupe a très bien progressé lors des six réunions qu'il a tenues depuis cette date et compte aborder la question des mesures de contention et d'isolement lors de sa prochaine réunion.

Quant à la question des moyens financiers disponibles pour financer la réforme, il faut savoir qu'aucun article spécifique du budget n'y est affecté. Les différentes études consacrées à la réforme de la psychiatrie sont à charge d'un crédit budgétaire pour «études et expertises dans le domaine hospitalier» qui ne distingue pas entre les études faites dans le domaine de la psychiatrie hospitalière et celles faites dans d'autres domaines intéressant les hôpitaux. Les frais d'exploitation des services de psychiatrie fermée dans les hôpitaux régionaux sont à charge de l'Union des Caisses de Maladie. Le coût des aménagements rendus nécessaires par la mise en place de ces services est compris dans les programmes d'aménagement pris en charge par les lois de financement successives votées dans le domaine hospitalier.

Question 1060 (8.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **transposition de la directive européenne 2003/20/CE relative au port obligatoire de la ceinture de sécurité:**

D'EU-Direktiv 2003/20/CE vun der Harmoniséierung vun de Législatiounen tëschent den EU-Staten iwwert d'Obligatioun, fir Sécherheetsguerten an alle Gefierer ze installéieren, soll vun den EU-Memberstaten bis den 9. Mee 2006 an nationaalt Recht ëmgesat ginn.

Laut engem Communiqué vun der EU-Kommissioun vum 5. Mee 2006 huet Lëtzebuerg dës Direktiv nach net ëmgesat.

Eng Etüd (Impact Assessment Road Safety Action Programme) vun ECORYS Research and Consulting vum 15. am Ouschtermount 2005 estiméiert, datt d'Uschnallen an alle Gefierer 5.500 Menscheliewen all Joer kënnt retten.

Déi virzitéiert EU-Direktiv gesäit eng Rei Dispositioune vir, fir besonnesch Kanner a Jugendlecher ze schützen - dat och a Bussen. Ganz oft sinn d'Bussen an de Spëtzenzäiten esou iwwerlaascht, datt d'Passagéier mussen am Bus stoen a keng Méiglechkeet hunn, fir sech ofzesécheren. Dëst kënnt bei engem Accident schwéier Folgen hunn.

Zwielef EU-Länner hunn déi virzitéiert Direktiv schonn ëmgesat, sechs Länner hunn Derogatioune gefrot.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Gedenkt d'Regierung dës Direktiv integral ëmzesetzen oder freet se och Derogatiounen un, wa jo, wat fir eng Derogatiounen oder Exceptiounen?

2. Wéisou ass dës Direktiv nach net um Instanzewee fir an nationaalt Recht ëmgesat ze ginn, obwuel datt den Datum vum 9. Mee 2006 längst bekannt ass?

Réponse (2.6.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député aimerait bien avoir des précisions au sujet de la transposition en droit national de la directive 2003/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 avril 2003 modifiant la directive 91/671/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au port obligatoire de la ceinture de sécurité dans les véhicules de moins de 3,5 tonnes.

La directive précitée a pour objectif principal de renforcer la sécurité routière moyennant

- la prescription de normes auxquelles doivent répondre les dispositifs de retenue pour enfants à utiliser à bord des véhicules
- la réglementation du transport d'enfants en l'absence de tels dispositifs de sécurité
- l'introduction du port obligatoire de la ceinture de sécurité dans les camions, les autobus et les autocars qui en sont équipés.

Pour tenir compte de certaines conditions de circulation et de transport particulières, par exemple celles prévalant dans les transports en commun, ladite directive prévoit par ailleurs la possibilité pour les États membres de déroger, après accord de la Commission, à certaines dispositions pour le transport sur leur territoire.

À ce stade un groupe de travail auprès de la Commission de Circulation de l'État est en train d'élaborer la réglementation en vue de la transposition en droit national de ladite directive d'ici la fin de l'année 2006.

Étant donné que ces travaux sont toujours en cours et que les consultations internes ne sont pas encore terminées, ainsi que par souci de ne pas vouloir anticiper sur les conclusions du groupe de travail ad hoc, je ne saurai me prononcer à ce stade de la procédure sur la question de l'honorable Député ayant trait aux dérogations à ladite directive que le Gouvernement pourrait demander, le cas échéant, auprès de la Commission européenne.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Compte rendu des séances publiques
N° 13 – Session ordinaire 2005-2006

42e séance, mardi 20 juin 2006
43e séance, mercredi 21 juin 2006
44e séance, mardi 27 juin 2006

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Forum sur l'avenir de l'Europe

Les 30 juin et 1er juillet 2006, les Présidents des parlements nationaux des pays membres de l'Union européenne étaient réunis à Copenhague pour leur réunion annuelle organisée cette fois-ci par le parlement danois «Folketinget». La conférence a également vu la présence du Président du Parlement européen, des Présidents des parlements de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Turquie, de la Croatie, de la Norvège et du Liechtenstein. Le Grand-Duché de Luxembourg était représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Le principal sujet de discussion était la coopération interparlementaire et l'avenir de l'Europe. Les Présidents des parlements ont d'abord pris note des décisions du Conseil européen de mi-juin. Le Conseil a notamment décidé de demander à la prochaine présidence allemande la préparation d'un rapport au cours du premier semestre 2007 sur les possibilités de renforcement de la coopération au sein de l'Union européenne. Les présidents ont suggéré que les vues des parlements nationaux soient prises en considération dans le rapport final. Par ailleurs, les Présidents des parlements ont noté que 15 pays membres de l'UE ont ratifié le traité constitutionnel. Ils se sont félicités de la poursuite de ce processus grâce à la ratification par le parlement finlandais dans les prochains mois.



(de g. à dr.) Mme Lisi Haas, attachée au Cabinet du Président, S.E.M. Gaston Stronck, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg à Copenhague, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés

La Vice-présidente de la Commission européenne, Mme Margot Wallström, a pour sa part souligné le besoin d'une coopération renforcée entre la Commission et les parlements nationaux. Selon elle, une plus grande participation des parlements nationaux pourrait contribuer à une meilleure adaptation des politiques européennes à des circonstances diverses et à une mise en œuvre efficace. La Commission pourrait modifier une proposition législative à la lumière des commentaires reçus des parlements nationaux. Les Présidents des parlements ont salué le fait que la Commission européenne encourage les parlements nationaux à analyser les propositions législatives ainsi que les documents de consultation et à suggérer le cas échéant des modifications.

Dans ce contexte le site IPEX (l'instrument d'échange d'information interparlementaire de l'Union européenne), lancé officiellement au cours de la conférence, contribuera à accroître la transparence au sein de l'Union européenne et à améliorer le pouvoir de contrôle parlementaire de la politique européenne.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Les droits de l'enfant



(de gauche à droite) Mme Helena Bargholtz, présidente de la Sous-commission de l'Enfant et membre de la délégation suédoise, Mme Carina Ohlsson, présidente de la délégation suédoise, S.M. la Reine Silvia, M. Marcel Glesener, président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille

Sa Majesté la Reine Silvia a participé à l'échange de vues sur les droits de l'enfant en Suède que la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sous la présidence de son Président, M. Marcel Glesener, avait organisé à Stockholm.

Au cours de cette réunion Mme Berit Andnor, Ministre des Affaires sociales, a prononcé une allocution sur la politique de la Suède pour l'enfant, suivie d'un bilan des 15 ans d'application de la Convention des Droits de l'Enfant de l'ONU en Suède présenté par Mme Lena Nyberg, Ombudsman pour les enfants. Mme Ingrid Burman, présidente de la Commission parlementaire de la santé et du bien-être a abordé la politique de priorité aux enfants tandis que le Dr Pernilla Leviner de l'Université de Stockholm a référé sur les droits de l'enfant à la protection contre le crime: une responsabilité publique.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Notre amour de la liberté ne doit pas nous entraîner à ignorer les problèmes qu'engendrent ses abus.»* C'est avec cette citation du philosophe Karl Popper que le rapporteur de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, M. Dick Marty a, en guise de conclusion du débat sur le rapport intitulé «allégations de détentions secrètes et de transferts interétatiques illégaux de détenus concernant des États membres du Conseil de l'Europe», mis en évidence la ligne à suivre. *«Rigueur, mais respect des droits fondamentaux. C'est avec un comportement profondément éthique que nos démocraties pourront relever ces grands défis. Une démocratie qui est mûre et solide devrait avoir le courage de dire: oui, nous avons fait des erreurs, nous l'avons compris, nous allons changer. C'est le message que nous souhaitons adresser aujourd'hui.»

Parmi les interventions de ce débat, qui a été un des temps forts de la troisième session de 2006 de l'APCE, signalons notamment celles de M. Franco Frattini, Vice-Président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité, M. Cem Özdemir, Vice-Président de la Commission temporaire du Parlement européen, sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers, ainsi que M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Cette troisième partie de la session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a eu lieu à Strasbourg du 26 au 30 juin 2006 et le Luxembourg y été représenté par M. Marcel Glesener, Président de la délégation, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que par Mme Anne Brasseur, suppléants. Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, ont été excusés.

Lors de cette session Mme Brasseur a été nommée Vice-Présidente de la Sous-commission de la jeunesse et des sports de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation.

Après le discours d'ouverture de la première séance de cette troisième partie prononcé par le Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, l'Assemblée a procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres, à l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Moscou en mai 2006 ainsi qu'à l'approbation du rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente.

Les principaux points à l'ordre du jour des huit séances ont été:

- la mise en œuvre de la Résolution 1480 (2006) sur la contestation des pouvoirs de la délégation parlementaire d'Azerbaïdjan;
- les relations extérieures du Conseil de l'Europe;
- l'élection de Mme Päivi Hirvelä, au titre de la Finlande, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2013;
- l'élection de Mme Isabelle Berro-Lefevre, au titre de Monaco, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 27 juin 2006 au 26 juin 2012;
- l'élection de M. Giorgio Malinverni, au titre de la Suisse, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 19 janvier 2007 au 18 janvier 2013;
- la contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD;
- les droits fondamentaux des migrants irréguliers avec l'intervention de Mme Nouzha Chekrouni, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc chargée des Marocains résidant à l'étranger;
- la liberté d'expression et le respect des croyances religieuses avec le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie;
- le suivi du Troisième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005) avec

a) la mise en œuvre des décisions du Troisième Sommet, b) les migrations, les réfugiés et la population dans le cadre du Troisième Sommet, c) la priorité à la coopération culturelle;

- les parlements unis pour combattre la violence domestique contre les femmes avec l'intervention, entre autres, de Mme Yakin Ertürk, rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes;
- la position de l'Assemblée parlementaire à l'égard des États membres et observateurs du Conseil de l'Europe n'ayant pas aboli la peine de mort;
- l'évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée (mai 2005-juin 2006);
- la prévention des incendies de forêts et
- la liberté académique et l'autonomie des universités.

Au cours de cette troisième session de 2006 l'Assemblée a pu suivre

- la communication du Comité des Ministres faite à l'Assemblée parlementaire par M. Alexandre Grouchko, Ministre adjoint des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, et
- l'allocution de M. Sergueï Mironov, Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie.

Par ailleurs, deux discussions ont eu lieu selon la procédure d'urgence, l'une ayant porté sur la réforme constitutionnelle en Bosnie-Herzégovine et l'autre sur les conséquences du référendum au Monténégro.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et onze résolutions en rapport avec les différents sujets à l'ordre du jour.

Union interparlementaire

2e Conférence des Femmes parlementaires à Sofia

La Bulgarie était l'hôte de cette conférence rassemblant des représentantes de 60 parlements nationaux des cinq continents. La Chambre des Députés y était représentée par Mme Marie-Josée Frank, présidente de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, et par le docteur Martine Stein-Mergen, vice-présidente de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.

Le président de l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie, M. Georgi Pirinski, a souhaité la bienvenue à l'assemblée, tout en lui confiant la tâche d'œuvrer pour la protection des droits des enfants et des adolescents à la santé physique et morale et à l'éducation.

Ensuite, le président de l'Union interparlementaire, M. Pier Ferdinando Casini, lui a adressé à son tour des paroles d'encouragement.

La situation de l'enfance en Bulgarie

Madame Evgenia Zhivkova, présidente du comité d'organisation, a présenté alors la situation de l'enfance en Bulgarie, en insistant sur les efforts du gouvernement à motiver les familles à avoir au moins deux enfants, ceci pour rétablir une situation démographique stable. Elle parla de même du haut degré d'analphabétisme des enfants de certains groupes minoritaires de la population, notamment des Roma parmi lesquels ce fléau atteint les 40% alors que le taux est de 16% pour la totalité de la population du pays.

La parole a été donnée ensuite à deux adolescentes qui ont transmis le message du Parlement bulgare des enfants et des jeunes. Elles ont lancé un touchant appel pour que les enfants du monde aient non seulement le droit à la parole, mais soient entendus afin d'intégrer dans les politiques leur vision du futur qu'ils sont appelés à construire. Elles ont rappelé l'existence pour leur génération d'un monde parallèle au monde réel, à savoir le monde virtuel des nouveaux médias et de l'Internet, et ont insisté particulièrement sur le besoin de sécuriser plus efficacement les jeunes dans leur accès et leur utilisation de l'outil informatique.

Protection des enfants et de leur mère

Par la suite, des intervenantes de pays très divers ont présenté leurs problèmes spécifiques ainsi que les efforts et les progrès des parlements et gouvernements en ce qui concerne l'amélioration de la situation des enfants et des jeunes ainsi que de leur mère, car le bien-être des enfants dépend fortement du bien-être de leur mère. Les origines très variées des oratrices se sont reflétées dans la diversité des thèmes abordés. D'aucunes travaillent aux programmes de vaccination de base de leur jeune population et de la protection des femmes enceintes, tandis que d'autres sont plus concernées par l'égalité des chances dans l'éducation des enfants.

Beaucoup de pays sont touchés par le travail enfantin, le trafic des enfants et l'exploitation sexuelle de ceux-ci, et les pays africains luttent dans leurs parlements contre le recrutement d'enfants soldats. Toutes les interventions se sont référées à l'utilité de la Convention des Droits de l'Enfant des Nations Unies de 1989 ainsi que du document final de la session spéciale des Nations Unies de 2002 que les pays essaient d'intégrer avec plus ou moins de succès dans leur législation nationale.

Les femmes vigiles des droits des enfants

Les femmes parlementaires sont d'accord sur la grande importance que revêtent les échanges au niveau international, et ce particulièrement entre femmes élues.



(de gauche à droite) Mme Martine Stein-Mergen, Mme Marie-Josée Frank, Mme Darinka Stantcheva, membre de l'Assemblée nationale bulgare et membre du comité d'organisation de la conférence

En effet, si le bien-être et la protection de l'enfant et de l'adolescent, l'accès égalitaire à l'éducation et à la santé ainsi que la réalisation de la paix sont des buts partagés par tous les acteurs politiques, ce seront les femmes, protectrices naturelles des enfants, qui, par leur engagement, feront avancer les choses.

À la fin des discussions une résolution a été adoptée unanimement. Si dans sa première partie celle-ci entérine tout d'abord un changement de l'organisation interne de la coopération interparlementaire féminine pour la rendre plus efficace, les autres six articles reprennent les mesures spécifiques capables de combattre les problèmes sur le terrain. Tous reflètent la conviction que ce sont les femmes qui seront les vigiles des droits des enfants, et que leur rôle sera d'impliquer les acteurs politiques masculins dans leur lutte.

Il reste à dire que la Jordanie sera l'hôte de la prochaine réunion de la conférence des femmes parlementaires dans deux ans.

NOUVELLES LOIS

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

1. Le principe

L'égalité entre femmes et hommes, en tant que principe constitutionnel, ne constitue d'après les auteurs de la proposition, qu'une application du droit de l'égalité devant la loi inscrite dans la Constitution luxembourgeoise depuis 1848 formant actuellement l'article 10 bis avec le libellé: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi». Il est relevé que le terme «Luxembourgeois» est neutre et s'applique donc indifféremment aux Luxembourgeoises et aux Luxembourgeois.

Dans le développement de la motivation du projet de révision (document parlementaire 3923B), il est retenu que «la Commission a tenu à mentionner expressément dans la Constitution le principe de l'égalité juridique entre femmes et hommes, vu le caractère fondamental que revêt ce principe dans le cadre de l'émancipation des femmes.»

La consécration du principe de l'égalité entre femmes et hommes dans la loi fondamentale ne marque, sur ce chemin, que l'étape la plus récente.

2. Les actions positives

Si le principe général de l'égalité entre femmes et hommes a été unanimement approuvé, il en est différemment du deuxième alinéa qui, en vue de réaliser l'égalité de fait dans l'exercice des droits et devoirs, devrait permettre la mise en place de mesures appropriées par une loi ordinaire.

Le texte sous rubrique constitue, d'après la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, une base juridique adéquate pour remplir les engagements que l'État luxembourgeois a pris par l'approbation de la Convention de New York en date du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il permettra également d'ancrer encore davantage l'égalité de tous les citoyens et de toutes les citoyennes dans le quotidien et de surmonter les discriminations existantes par des actions positives.

Dépôt par
M. Georges Margue, Député, le 19.04.1994

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président:
M. Paul-Henri Meyers):

12.01.2000	Examen de la proposition de révision
26.01.2000	Suite des travaux
09.02.2000	Suite des travaux
06.03.2003	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
03.06.2003	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État et d'un avis de la Commission de l'Égalité des chances entre hommes et femmes et de la Promotion féminine
21.04.2004	Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
04.05.2004	Examen du texte de la proposition de révision
06.10.2004	Réexamen
27.10.2004	Texte définitif à arrêter pour l'art. 11
08.02.2006	Suite à réserver à la lettre du Premier Ministre du 27 décembre 2005

Travaux de la Commission de l'Égalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine

(Présidente:
Mme Ferny Nicklaus-Faber)

29.04.2003	Échange de vues
20.05.2003	Désignation d'un rapporteur pour avis
	Préparation d'un projet de rapport pour avis
	Organisation des travaux
02.06.2003	Discussion et vote sur un projet de rapport pour avis
27.04.2004	Prise de position suite au 3e avis du Conseil d'État

Premier vote constitutionnel: 16.03.2006

Second vote constitutionnel: 21.06.2006

5328 - Projet de loi

portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Travaux parlementaires

Dépôt du projet de loi le 18 avril 2004. L'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics date du 4 mai 2004, l'avis du Conseil d'État du 3 mai 2005.

Le 5 janvier 2006, la Chambre des Députés et le Conseil d'État ont été saisis d'amendements gouvernementaux tenant compte, d'une part, des suggestions formulées par le Conseil d'État dans son premier avis et proposant, d'autre part, un certain nombre de modifications et compléments. L'avis complémentaire du Conseil d'État date du 2 mai 2006.

Le 25 mai 2005 la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a nommé son président M. Jos Scheuer rapporteur du projet de loi; elle a examiné et discuté le projet et l'avis du Conseil d'État lors des réunions des 14 et 28 juin 2005. L'avis complémentaire du Conseil d'État a été examiné lors de la réunion du 22 mai 2006.

Le rapport a été présenté et adopté à la majorité des voix des membres présents lors de la réunion du 13 juin 2006.

Objet du projet de loi

Le présent projet de loi s'inscrit dans la ligne d'action du programme gouvernemental de 1999 qui avait préconisé une réforme du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires et un recentrage sur son activité première qui est la prise en charge psychologique des élèves et leur orientation, afin de répondre aux développements survenus depuis sa création par la loi du 1er avril 1987.

Les dispositions prévues confirment notamment que le CPOS a pour mission essentielle de chaperonner les acteurs concernés par l'orientation des élèves de l'enseignement secondaire.

Les idées clés du projet:

- Le CPOS est l'organe responsable directement devant le Ministre de l'Éducation pour la coordination, l'évaluation et la mise en œuvre des actions générales en matière d'orientation arrêtées par le ministre. Les Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires (SPOS) sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du CPOS, alors que le directeur de l'établissement scolaire dispose de l'autorité administrative sur le service établi en son établissement. Cette double autorité sur les SPOS doit assurer la mise en œuvre d'une politique d'orientation cohérente sur le plan national et appliquée dans le fonctionnement des établissements particuliers.

- Le projet prévoit encore de renforcer la collaboration entre les différents organismes compétents pour l'orientation professionnelle par le biais de la commission nationale d'information et d'orientation.

- De même, le projet de loi renforce le dispositif de prise en charge des jeunes en situation psychique précaire.

- En ce qui concerne l'information relative au cursus professionnel et universitaire, celle-ci étant du ressort des services du Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES), ainsi que des organes ayant l'information scolaire et professionnelle dans leurs attributions, le Centre proposera essentiellement

des conseils en orientation scolaire et professionnelle.

- Le nouveau service de médiation est appelé à anticiper des actions en justice mettant en cause les autorités scolaires avec les élèves respectivement les parents d'élèves suite à des désaccords au niveau scolaire.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 21.04.2004

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

25.05.2005	Désignation d'un rapporteur
14.06.2005	Présentation du projet de loi Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.06.2005	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.05.2006	Examen du projet de loi Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.06.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2006

5506 - Projet de loi

portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection.

À la suite de l'attentat terroriste de Lockerbie en décembre 1988, il fut constaté que les explosifs utilisés n'étaient pas détectables avec les dispositifs de contrôle de sécurité.

La Convention vise à prévenir des attentats terroristes à l'aide d'explosifs en rendant obligatoire le marquage de tels explosifs par une substance qui facilite leur détection, notamment dans les bagages des voyageurs. Ce marquage obligatoire devrait également faciliter la détermination de l'origine des explosifs après des attentats.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.10.2005

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

16.05.2006	Désignation d'un rapporteur
12.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2006

5513 - Projet de loi

portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000

Le projet de loi 5513 porte approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000. Le texte final de cette Convention a été adopté le 19 juillet 2000. Le Traité est entré en vigueur le 1er mars 2004. Les objectifs de la Convention sont d'assurer la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens, de favoriser l'adoption de mesures nationales ainsi que la mise en place d'une coopération entre les Parties. La Convention européenne du paysage est considérée comme le complément d'instruments juridiques internationaux, tels que la Convention de l'Unesco concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (Paris, 16 novembre 1972), la Convention du Conseil de l'Europe relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Berne, 19 septembre 1979), la Convention du Conseil de l'Europe pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (Grenade, 3 octobre 1985) ou encore la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection du patrimoine archéologique (La Vallette, 16 janvier 1992).

La Convention s'inscrit dans le prolongement de la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, qui vise à une plus grande implication du public aux décisions relatives à son environnement et à son cadre de vie et à la définition d'un équilibre entre préservation de l'environnement et développement économique dans une perspective de développement durable.

La convention s'applique à l'ensemble du territoire européen, qu'il s'agisse des espaces naturels, ruraux, urbains ou périurbains. Elle laisse aux Parties le choix des moyens à utiliser dans leurs ordres juridiques internes pour s'acquitter des obligations découlant de celle-ci. Les Parties s'engagent à mettre en oeuvre des mesures générales:

- reconnaître juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité;

- définir et mettre en oeuvre des politiques du paysage visant la protection, la gestion et l'aménagement des paysages;

- mettre en place des procédures de participation du public, des autorités locales et régionales, et des autres acteurs concernés par la conception et la réalisation des politiques du paysage;

- intégrer le paysage dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelle, environnementale, agricole, sociale et économique, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet sur le paysage.

De même, les Parties s'engagent à:

- mener des actions de sensibilisation auprès des populations et des autorités publiques;

- promouvoir des formations spécialisées et des actions éducatives;

- accomplir un travail d'examen des paysages et définir leur niveau de qualité;

- formuler des «objectifs de qualité paysagère». Ces objectifs doivent exposer les caractéristiques particulières d'un paysage, les éléments spécifiques du paysage visés par la protection, la gestion ou l'aménagement et les instruments à utiliser. Ils doivent être définis et publiés par l'autorité compétente, après consultation du public et prise en compte de tous les intérêts pertinents;

- mettre en oeuvre des politiques du paysage.

Ces objectifs particuliers sont définis de façon très large et il reviendra à chaque État d'en assurer la déclinaison dans sa législation et dans ses politiques nationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

08.05.2006	Désignation d'un rapporteur Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.06.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2006

5564 - Projet de loi

portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz

Le projet de loi a pour objet d'approuver une convention entre le Luxembourg et la France portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise, chacun des deux pays cédant 8 ha 96 a 79 ca.

Cette rectification, qui vise plus particulièrement la commune française de Russange et la commune luxembourgeoise de Sanem, s'inscrit dans le contexte de la reconversion des sites sidérurgiques et notamment de la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest.

Le projet Belval-Ouest prévoit la revitalisation de l'ancien site industriel et sidérurgique de Belval par le développement de diverses activités tertiaires publiques et privées (activités concernant la recherche, l'enseignement supérieur, l'habitat et les loisirs). Comme l'accessibilité du site, la réalisation d'une gare ferroviaire ainsi que l'aménagement d'un parking de délestage et d'un giratoire ne peuvent se faire qu'en empiétant sur le territoire français, une rectification de la frontière a été décidée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.04.2006

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

08.05.2006	Désignation d'un rapporteur
12.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2006

5580 - Projet de loi

adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant

1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;

3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; 2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;

5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;

8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation

Le projet de loi a pour objet la transposition dans notre législation d'un premier paquet de mesures retenues dans l'avis du Comité de Coordination tripartite du 28 avril 2006 destinées à assurer l'équilibre des finances de l'État et à augmenter la compétitivité de notre économie.

Dans cette optique, cette première série de mesures a pour but de freiner la tendance à la hausse de l'inflation et par conséquent des charges salariales des entreprises et de l'administration publique. La mise en oeuvre des mesures proposées dans le présent projet revêt une certaine urgence du fait de la date à laquelle sera atteinte la cote d'échéance devant déclencher le mécanisme de l'échelle mobile des salaires, qui est le 1er juillet de cette année. Les autres mesures concernant les politiques de l'emploi, du logement et de l'environnement, nécessitant un travail d'analyse et de concertation avec les partenaires sociaux, seront présentées par le Gouvernement dans les prochains mois.

Les mesures prévues par le projet

1. Application de l'échelle mobile des salaires

Afin de limiter les effets de l'inflation élevée, le Gouvernement propose à la Chambre des Députés, conformément à son accord avec les partenaires sociaux, de fixer l'application des tranches indiciaires pour la période 2006-2009 à respectivement décembre 2006, janvier 2008 et janvier 2009. Il est encore précisé que les adaptations des salaires prévues pour 2008 et 2009 seront reculées de deux mois supplémentaires au cas où le prix du baril de pétrole Brent serait égal ou supérieur à 63 dollars US en moyenne pour le restant de l'année 2006 et les années 2007 et 2008.

2. Neutralisation de certaines taxes et prélèvements

En accord avec les partenaires sociaux, il est proposé de neutraliser du point de vue de l'échelle mobile des salaires les taxes et accises prélevées sur certains biens pour être affectées à des objectifs écologiques ou de santé publique. L'objectif de cette politique de neutralisation est d'éliminer les effets pervers de leurs répercussions sur l'adaptation des salaires par le biais de l'échelle mobile.

3. Suppression de l'indexation d'autres prestations, notamment familiales

À l'heure actuelle, les montants des prestations familiales et de l'indemnité de congé parental sont déterminés par référence à l'indice cent du coût de la vie raccordé à la base de l'indice 1948. Les montants varient dès lors en fonction de cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'État.

Le Gouvernement propose l'abrogation du système d'indexation actuel de sorte que les différentes prestations familiales et l'indemnité de congé parental sont désormais fixées à leur valeur nominale. Il s'ensuit que le barème actuellement appliqué des prestations en question est bloqué à son niveau actuel. Ainsi, le montant réel des prestations payées par la caisse nationale des prestations familiales et de l'indemnité de congé parental est indiqué directement dans la loi. La même démarche est adoptée pour empêcher la progression automatique du montant du forfait d'éducation.

Impact budgétaire des mesures préconisées

Les mesures proposées n'engendrent aucun coût budgétaire, mais permettent de réaliser les économies détaillées ci-après au niveau des budgets de l'État des années 2007, 2008 et 2009.

• Modulation du système d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes à l'indice du coût de la vie:

2007: -69,0 millions d'euros;
2008: -82,4 millions d'euros;
2009: -68,7 millions d'euros.

• Désindexation des prestations payées par la Caisse nationale des Prestations familiales ainsi que du forfait d'éducation:

2007: -16,7 millions d'euros;
2008: -32,6 millions d'euros;
2009: -56,0 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 31.05.2006

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

22.06.2006	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2006

Loi du 27 juin 2006.

Mémorial A: 2006, N°114, page 2040

Ordre du jour

1. Hommage à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de l'attribution du prix Charlemagne
2. Communications
3. Composition des commissions parlementaires
4. Ordre du jour
5. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N°113 du 19 juin 2006 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
   - Question N°110 du 20 juin 2006 de Monsieur Paul Helminger relative au processus de ratification du Traité instituant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
   - Question N°111 du 20 juin 2006 de Monsieur Ben Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Question N°112 du 20 juin 2006 de Monsieur Camille Gira au sujet des concentrations élevées en ozone, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
   - Question N°109 du 15 juin 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
   - Question N°114 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet des statistiques du taux d'alcoolémie en relation avec les accidents de circulation, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
   - Question N°115 du 20 juin 2006 de Monsieur Roger Negri au sujet de l'organisation des premiers secours nationaux (ambulances, sapeurs-pompiers), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
   - Question N°116 du 20 juin 2006 de Monsieur Claude Adam au sujet de l'avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Question N°120 de Monsieur Camille Gira au sujet du développement des synergies entre les hôpitaux de Wiltz et d'Ettelbruck, adressée au Ministre de la Santé
   - Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;

     Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)

     et

     Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange
   - Question N°118 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet du projet de loi relatif aux chiens, adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   - Question N°119 de Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure de l'État (quatre ou cinq ans), adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
6. Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg

   et

   Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg

   (Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

1. Hommage à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de l'attribution du prix Charlemagne

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng besonnesch Éier a Freed haut de Mëtten am Numm vun der Chamber op en Ereegnes zréckzekommen, duerch dat eist Land, mä virun allem säi Regierungschef, de 25. Mee op Christi Himmelfahrt an den europäesche Mëttelpunkt gerëckelt war. D'Stad Oochen huet eisem Statsminister Jean-Claude Juncker de renomméierte Karlspräis iwwerreecht an domadder e Politiker geéiert, deen, ech zitéieren: „(...) in bester Tradition des luxemburgischen Volkes mit Glaubwürdigkeit, Kompetenz, Beharrlichkeit und Leidenschaft Motor und Vordenker des Integrationsprozesses ist und dem es wie nur wenigen anderen gelingt, die Bürgerinnen und Bürger für das europäische Einigungswerk zu begeistern."

Mat där Auszeechnung, op déi eise Statsminister mat Recht houfreg ass, reit hie sech an an de Palmarès vun deene Lauréaten, déi sech besonnesch ëm Europa verdéngt gemaach hunn.

Et ass net fir d'éischt, dass Lëtzebuerg fir säin Asaz bei der europäescher Konstruktioun zu Éiere koum. 1960 war et den Éierestatsminister a Chamberspresident Joseph Bech, 1986 war et d'ganzt Lëtzebuerger Vollek an 20 Joer méi spéit, 2006, war et de Statsminister Jean-Claude Juncker.

Et ginn eng ganz Rei vu Grënn, firwat dass Lëtzebuerg esou oft zu Oochen zu Éiere kënnt. Ech wëll hei net op all déi Grënn agoen, an och net nom Helmut Kohl eng zweet Laudatio op eise Karlspräisträger halen, mä ech wëll ganz einfach dem Statsminister soen, dass net nëmmen d'Membere vum Kuratorium vum Karlspräis wëssen, wéi hien un Europa hänkt a wat Europa un him huet.

Här Statsminister, och d'Lëtzebuerger Chamber, an ech mengen, ech däerf am Numm vun allen Deputéierten heibanne schwätzen, an doriwwer eraus déi iwwerwältegend Majoritéit vun de Lëtzebuerger a vun de Leit, déi hei am Land liewen, kennen an appréciéieren Äre laangjähregen europäeschen Asaz an d'Kompetenz mat där Dir och déi schwéierst europäesch Dossieren traitéiert, d'Leidenschaft mat där Dir d'europäesch Iddi verdeedegt, d'Glafwierdegkeet mat där Dir Europa a senger Komplexitéit explizéiert, d'Haartnäckegkeet mat där Dir speziell och a schwierege Momenter Europa no vir ze brénge versicht, an och Är Fäegkeet fir ëmmer erëm d'Mënschen an Europa a fir Europa ze begeeschteren.

Aus dësen an aus nach enger Rei vun anere Grënn ass et gutt a war et richteg, dass de Karlspräis Iech zougesprach ginn ass. Am Numm vun der Lëtzebuerger Chamber a stellvertriedend fir d'ganzt Lëtzebuerger Land wëll ech Iech eis häerzlech Félicitatiounen ausdrécken an Iech soen, Dir däerft net nëmmen houfreg sinn op dës héich Auszeechnung, mä mir alleguerte si frou an houfreg, dass Dir se kritt hutt.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5580** - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant:

1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;

3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet:

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

4. la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;

5. la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;

8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 31.05.2006

2) **5581** - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts-fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 31.05.2006

3) **5582** - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, tel qu'il a été adopté à la deuxième réunion des Parties à la Convention, tenue à Almaty (Kazakhstan) du 25 au 27 mai 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 02.06.2006

4) **5583** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.06.2006

5) **5584** - Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant:

1. le Code des assurances sociales;

2. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin dentiste et de médecin vétérinaire;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.06.2006

6) **5585** - Projet de loi ayant pour objet le contrôle des voyageurs dans les établissements d'hébergement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 12.06.2006

7) **5586** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses États membres, et l'Ukraine, signé à Kiev, le 1er décembre 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.06.2006

8) **5587** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM)

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.06.2006

9) **5588** - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 15.06.2006

10) **5589** - Projet de loi

1. autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;

2. modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

3. modifiant la loi du 28 mars 1997

1) approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2) approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et

3) concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL,

4) portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 19.06.2006

11) **5590** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.06.2006

3. En date du 23 mai 2006 fut remise par l'Association des Professeurs d'Éducation Artistique (APEA) la pétition N°271 contre l'instruction ministérielle du 15 février 2006 concernant l'inscription en classe de 3e E de l'enseignement secondaire.

4. En date du 26 au 30 mai 2006, s'est tenue la Session de Printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Paris. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, Marc Angel, Vice-Président, Mme Colette Flesch, M. Fred Sunnen et M. Jean-Pierre Koepp.

À l'ordre du jour figuraient notamment des débats sur des projets de rapport et des discours entre autres de M. Borys Tarasyuk, Ministre des Affaires étrangères d'Ukraine, M. Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OSCE, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN et Président du Conseil de l'Atlantique Nord, Mme Michèle Alliot-Marie, Ministre de la Défense de la République française, le Général James L. Jones, Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), S.E.M. Ilham Aliev, Président de la République d'Azerbaïdjan et de S.E.M. Mikheil Saakashvili, Président de la République de Géorgie.

La 52e Session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se tiendra du 13 au 17 novembre 2006 au Québec.

3. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission spéciale „Réorganisation territoriale du Luxembourg" ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz op Ufro vun der LSAP-Fraktioun virgeschloen, dass den Här Jos Scheuer d'Madame Lydia Mutsch ersetzt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer eng Froestonn un d'Regierung, duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Universitéit, d'Innovatioun an d'Fuerschung zu Lëtzebuerg zesumme mat der Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Uni Lëtzebuerg. Dat Ganzt nom Modell 2. Wéinst verschiddene Feierlechkeeten am Kader vum Nationalfeierdag gëtt an der Sëtzung vu mar iwwert d'Motiounen ofgestëmmt.

Mar um hallwer dräi hu mer: d'Question avec débat N°7 vum Här Roland Schreiner iwwert d'Eisebunnstripartite; de Projet de loi 5513 iwwert déi europäesch Landschaftskonventioun; e Projet iwwert de CPOS; eng Konventioun iwwert d'Explosifs plastiques; eng Konventioun tëschent Lëtzebuerg a Frankräich iwwert de Grenzverlaf, dann de Second vote constitutionnel iwwert de Revisiounsvirschlag vum Artikel 11, Paragraph 2 vun eiser Verfassung. Bei dësem Vote ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert. De Vote par procuration ass do net erlaabt. Zum Schluss hu mer och nach d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Den Här Grethen freet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat schonn d'Geleeënheet an der Conférence des Présidents drop opmierksam ze maachen, dass meng Fraktioun mat dësem Ordre du jour net kéint d'accord sinn. Mir sinn net d'accord, well duerch e majoritäre Beschloss vun der aktueller Majoritéit déi Interpellatioun, déi meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Brasseur, virun e puer Méint ugemellt hat, duerch en techneschen Trick elo vum Ordre du jour verschwonnen ass.

Déi Interpellatioun war vun der Regierung ugeholl ginn. An an Diskussioune mam zoustännege Minister huet d'Madame Brasseur sech d'accord erkläert op e gewëssen Délai ze verzichten an ofzewaarde bis eng Rei Rapporten engersäits d'Stellungnahm vum Rektorat iwwert d'Uni Lëtzebuerg, an op där anerer Säit awer och d'Bewäertung vun der OECD iwwert d'Recherche politique hei zu Lëtzebuerg verfügbar wieren.

Ah ben, Här President, déi Gentillesse ass der Madame Brasseur ganz schlecht bekomm, well duerch deen Trick, deen d'Majoritéit sech afale gelooss huet, nodeem eng Motioun vum Här Adam an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, ass dann décidéiert ginn haut en Débat d'orientation ze maachen an d'Interpellatioun vun der Madame Brasseur ënnert den Dësch ze kieren.

Dir verstitt, Här President, dass meng Fraktioun mat esou enger Virgoensweis net d'accord si kann. Duerfir si mir och mat deem Ordre du jour net d'accord a verlaangen, dass d'Interpellatioun vun der Madame Brasseur erëm op den Ordre du jour gesat gëtt, well dat, wat hei geschitt, ass absolut net fair an entsprécht net den Traditioune vun dësem Haus.

Wann dat awer sollt an der Zukunft d'Regel ginn, Här President, da musse mir eis och iwwerleeën als Fraktioun, wéi mir vis-à-vis vun esou taktesche Spillercher virginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, ech hunn an der Conférence des Présidents am Numm vu menger Fraktioun och géint den Ordre du jour gestëmmt, aus deenen nämlechte Grënn. Ech mengen och, dat hei huet näischt domat ze dinn, mat Majoritéit oder Oppositioun. Et ass einfach generell gesinn de Respekt virun engem Deputéierten, dee sech d'Méi gemaach huet esou eng Demande eranzeginn. Ech hätt déi nämlecht, also, mir hätten déi nämlecht Haltung och ageholl, wann et en Deputéierte vun der Majoritéit gewiescht wär.

An ech mengen effektiv, datt dat Zuvirkomme vun der Madame Brasseur hei schlecht bezuelt ginn ass, andeem hei einfach hir Interpellatioun - loosse mer soen - verschwanne gedoe ginn ass, fir dann hei en Débat d'orientation erauszekréien. Ech mengen, dat ass kee ganz gudde Stil, an ech hoffen och, datt dat déi éischte Kéier an déi leschte Kéier war, wou mer esou virgaange sinn.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt och vun eiser Säit aus soen, datt mir déi Propositioun vum Här Grethen hei ënnerstëtzen. Ech mengen, wa mer eisen Ordre du jour kucken, deen d'Parlament huet, wéi dacks, datt mer tagen, oder besser gesot wéi dacks, datt mer net tagen als Parlament, da géif et deem Parlament hei gutt doen, wann et déi Iddien, déi vun de Parlamentarier selwer kommen, nämlech fir Interpellatiounen ze maachen, fir déi op den Ordre du jour ze setzen an hei ze diskutéieren.

Ech erënneren an deem Zesummenhang drun, datt mir als Partei och nach bei verschiddene Kolleegen Interpellatiounen ugefrot hunn, déi och sollte virun der Summervakanz kommen. Mir wëssen, datt mer nach 14 Deeg, dräi Wochen tagen, dann ass d'Summervakanz. An et huet een och oft doraus dann héieren, wéini datt d'Datumer da solle fir déi Interpellatioun sinn. Ech géif also drop opmierksam maachen, wann d'Deputéierten heibanne sech schonn d'Méi maache fir Interpellatiounen ze maachen zu spezifesche Sujeten, datt dann och d'Majoritéit sollt esou fair sinn an déi hei zur Diskussioun zouloossen.

M. le Président.- Gutt, wa soss kee méi d'Wuert freet, da si mer konfrontéiert mat enger Propositioun vum Här Grethen, fir den Ordre du jour ze modifizéieren. Mir hunn eng Propos vun der Presidentekonferenz virleien a mir hunn eng Proposition de modification. Ech froen d'Chamber, ob se d'accord ass mat deem Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e festgehalen huet?

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass net domadder d'accord?

Ech menge richteg gesinn ze hunn, dass d'Majoritéit un deem Ordre du jour festhale wëllt, deen d'Presidentekonferenz festgehalen huet.

Une voix.- Se bleift wéi se ass.

M. le Président.- Mir kommen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour an dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Dir wësst, datt laut eisem Chambersreglement d'Deputéierten zwou Minutten Zäit hu fir hir Fro virzedroen an d'Regierung véier Minutten Zäit huet fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Déi éischt Fro ass déi vum honorabelen Här Marco Schank „au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg", déi adresséiert ass un den Innenminister an de Minister zoustänneg fir den Aménagement du Territoire. Här Schank!

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°113 du 19 juin 2006 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, am Mee 2006 koum wéi all Joer de Rapport iwwert d'Qualitéit vun de Badegewässer um Niveau vun der ganzer EU, domat och vu Lëtzebuerg. A wat vläicht interessant ass, dat ass, datt den zoustännege Commissaire, de Stavros Dimas, a sengem Avant-propos vun deem Rapport nach eng Kéier de Procédé a Fro gestallt huet, well ganz vill EU-Memberstaten, seet hien, wëllten eng Rei Belaaschtunge verstoppe respektiv eng ganz Partie Siten - hien huet vu 7.000 geschwat vun den 90er Joren un - déi net méi deklaréiert gi géifen. Duerfir kruten am Abrëll 2006 och vun der Kommissioun eelef Staten eng Mise en garde. Do muss ee fairerweis soen, datt Lëtzebuerg net derbäi war.

An dësem Rapport gëtt näischtdestotrotz gesot, datt nëmme 65% vun de Badegewässer zu Lëtzebuerg géifen de Qualitéitsnorme vun der EU entspriechen. Natierlech sinn eng Partie, et kann een och soen déi meescht Siten onproblematesch. Et sinn der fënnef, wou kee Problem ass: Um Stauséi wou kee Problem ass, op der Our zu Veianen oder Wäisswampech. Anerer, deelweis op der Uewersauer a virun allem op der Ënnersauer - nach wie vor hu mer do e Badeverbot am Summer - entspriechen net den Normen.

Déi Fro, déi sech also stellt: Déi ergraffe Mesuren, gräifen déi deemnächst? Mir wëssen, datt eng Partie Kläranlage moderniséiert ginn. Heischtergronn gëtt gebaut, Beetebuerg, Hesper, Lëtzebuerg. D'Fro un den Innenminister: Gräifen déi Mesuren deemnächst respektiv mussen nach aner Mesuren an deem Kontext ergraff ginn?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi ech haut hei gestallt kréie vum honorabelen Deputéierten, dem Här Schank, ass eng Fro, déi et scho säit géif ech soe 15 Joer gëtt. All Joer stellt sech déiselwecht Fro. Fréier sinn déi eenzel Gemenge mat enger Circulaire drop higewise ginn, dass e Problem war, oder d'Allgemengheet ass drop higewise ginn. Haut, säit 2001, maache mer dat mat engem Arrêté.

Et ass richteg, dass mer am Fong geholl eng schlecht Qualitéit vun eise Badegewässer hunn, mä déi Qualitéit ass schlecht, well mer och vläicht verschidde Gewässer als Badegewässer klasséiert hunn, déi zum Beispill eis Noperen net klasséiert hunn. Mir hunn d'Sauer - de Stauséi ass do mat dran -, d'Our, de Wäisswampecher Séi an och d'Weiere vu Rëmerschen als Badegewässer klasséiert. Eis däitsch Frënn hunn zum Beispill d'Sauer net klasséiert, dann hu se dee Problem also och net. Tatsaach ass, dass d'Qualitéit net gutt ass, a wann déi zwee lescht Joren do Diskussioune stattfonnt hunn, da gëtt et do méi Ursaachen.

Et gëtt notamment déi Ursaach, dass de Wanter an och d'Fréijoer an deene leschten zwee Joer relativ laang waren am Sënn, dass se reeneresch waren. An doduerch hu mer eng Pollutioun kritt, eng organesch Pollutioun kritt vun de Gewässer, déi eben duerch dës meteorologesch Gegebenheete ginn ass, an doduerch sinn och da vun deene Felder déi Nährstoffer an d'Gewässer eragaangen. An doriwwer eraus wësse mer, dass eis Kläranlagen, muncher, um Maximum si vun hire Capacitéiten. Doduerch hu mer eng Surcharge kritt, an dat ass ee vun de Grënn firwat dass mer déi Wäerter hunn, déi mer elo hunn.

An deen zweete Grond, dee sollt Der och wëssen, ass deen, dass mer säit 2004 och eng besser a méi eng performant Method hunn, fir am Fong geholl déi Analysen ze maachen. Mat engem sou genannte Kulturmedium maache mer dat, an doduerch hu mer méi prezis Donnéeën, an d'Analyse sinn doduerch méi prezis an no bei der Realitéit. Dat sinn déi zwee Grënn, op d'mannst wat déi zwee lescht Joren ugeet, firwat dass déi Valeuren esou si wéi se nun emol sinn.

De Problem ass - ech hunn et virdrun ugeschwat - bei der Sauer, an zwar bei der ënneschter Sauer, an et ass scho vill besser gi wéi et war, well säit lechternach d'Kläranlag a Betrib huet an och déi drëtt Stuf a Betrib huet, ass et vill besser ginn. An ech sinn iwwerzeegt, wann d'Modernisatioun kënnt, an dat hutt Dir jo och gefrot, vun de Kläranlage vu Beggen, vun Hesper a vu Beetebuerg, da kréie mer sécherlech eng Situatioun, déi vill méi optimal ass wéi se haut ass. Ech sinn iwwerzeegt also, dass mer do um richtege Wee sinn.

Dat wäert nach munch Geld kaschten, a mir mussen eis och e System ginn - d'Chamber wäert do eng Hand mat upake wa mer elo deemnächst légiféréieren - wéi mer déi Gelder kréie fir déi Kläranlagen ze bauen. Mä mat Kläranlagen, dat ass am Fong geholl d'Solutioun.

Wat elo déi Uertschaften ugeet ronderëm de Stauséi, do ass och e Problem, dat wësst Der och. Do si mer jo amgaangen am Heischtergronn déi Kläranlag ze bauen. Ech menge wa mer déi bis an Aktioun hunn, da gëtt et och do eng besser Situatioun. Mä et sollt een net verkennen, dass mer och zum Beispill eis Baggerweieren hunn zu Rëmerschen, dass mer do eng Situatioun hunn, dass dat keng Austauschgewässer sinn, do ass kee Waasseraustausch, dee stattfënnt. An do muss een dovunner ausgoen, dass mer an deenen nächste Joren, wann déi Baggerweiere vill benotzt ginn, do also eng manner gutt Qualitéit vum Waasser wäerte kréien, esou dass een och do muss drop virbereet sinn, dass mer do vläicht an deenen nächste Jore méi negativ Donnéeë kréien.

Egal wéi et och ass, ech mengen, dass d'Politik am Beräich vum Waasser hei zu Lëtzebuerg um richtege Wee ass, an ech sinn iwwerzeegt, wa mer Beggen, Hesper a Beetebuerg ugeschloss hunn, da kréie mer besser Wäerter op der Ënnersauer an da ginn déi Schlagzeile méi positiv, mä et wäert nach munch Joren dauere bis se ganz positiv ginn. Mä ech hat schonn eng Kéier gesot an der Press an ech wäert dat dann och haut widderhuelen: Ech sinn awer esou optimistesch, dass ech mengen, dass ech am Joer 2015 kéint an d'Ënnersauer schwamme goen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Paul Helminger un den Ausseminister iwwert d'Ratifizéierung vum europäesche Verfassungsvertrag. Här Helminger!

- Question N°110 du 20 juin 2006 de Monsieur Paul Helminger relative au processus de ratification du Traité instituant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Paul Helminger *(DP).*- Merci, Här President. Bei deem kierzlechen europäesche Sommet, de 15. a 16. Juni, hunn d'Stats- an d'Regierungschefen décidéiert, datt eng duebel Démarche soll ageschloe gi wat d'Zukunft vun Europa a besonnesch deen Traité, deen eng europäesch Verfassung jo geschafen huet, ubelaangt. Engersäits sollen, wéi et esou schéin heescht, „consultations approfondies" stattfannen, fir ze kucke wat fir e Wee, datt mer do sollen aschloen, an op där anerer Säit soll awer och gekuckt gi wat, ganz konkret a pragmatesch, déi Mesuren oder déi Schrëtt, déi schonn déi jëtzeg Traitéen erméiglechen, si kënnte fir virunzekommen.

Op där anerer Säit huet eise Statsminister um Schluss vun deem Sommet festgestallt, datt zënter Juni 2005 ëmmerhi fënnef zousätzlech Staten dee Verfassungstraité ratifizéiert hunn an datt hien also kee Grond géing gesi fir elo mat deem Processus de ratification opzehalen.

An deem Kontext géing ech gären dem Här Ausseminister eng Rei Froe stellen. Éischtens emol géing ech gäre wëssen, ob hien d'Appréciatioun vum Statsminister iwwert d'Méiglechkeet a vläicht souguer d'Noutwendegkeet vun der Poursuite vum Processus de ratification deelt, a wa jo, wat dann de Sënn wierklech ass vun deene Consultations approfondies, déi sollen tëschent de Memberstate stattfannen a wou d'Resultater jo sollen am éischte Semester 2007 virleien.

Vun deem Traité, deen eng europäesch Verfassung virgesäit, esou wéi en de Moment vu 15 State ratifizéiert ginn ass, ass do envisagéiert, datt deen eventuell och kënnt nei oder frësch négociéiert ginn, entweder ganz oder deelweis?

Dann huet de Statsminister och nach e puermol scho gesot, datt hie léiwer hätt, datt dee Verfassungstraité net géing Verfassungstraité heeschen, mä éischter Basistraité oder Grondtraité oder Traité fondamental. Wat hält den Ausseminister dovunner a wat si virun al-

lem dann déi konkret Projeten, déi et solle méiglech maachen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Helminger, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Ech sinn direkt fäerdeg.

...fir datt den europäesche Bierger d'Angscht virun deenen zousätzlechen Développementer an Europa soll geholl ginn?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. D'Wuert huet elo den Här Jean Asselborn, Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir sidd vläicht mat mir d'accord, dass dat doten e Froekomplex ass. Ech hu wéinstens fënnef Froen dorauser eraushéieren, déi net onbedéngt eng mat där anerer ze dinn hunn. Ech probéieren dann an deene véier Minutten esou kloer an esou rationell wéi méiglech dorobber ze äntwerten.

Dat Éischt dat ass, wann een, Här Helminger, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konklusioune vum Conseil européen kuckt, do ass dat drëtt Kapitel wou et geet ëm «préparer l'avenir», do steet kloer ënnert dem «a) poursuivre la réforme du traité constitutionnel». Also «poursuivre», ech mengen dat Wuert seet genuch aus, dass mer also an der Europäescher Unioun, déi 25 respektiv 27, de klore Wëlle manifestéiert hu fir virunzefueren.

De Geescht, kann ech Iech och soen, op deem Conseil européen - och wa Länner wéi Polen an Tschechien jo eng spezifesch Approche do hunn - war deen, dass awer kee gesot huet, dass d'Reform vum Traité de base, dass déi misst gestoppt ginn. D'ganz Lëtzebuerger Regierung - an dozou gehéieren de Premier an den Ausseminister - ass selbstverständlech op där Linn.

Wat elo d'Natur vun de Consultatiounen ugeet, déi déi däitsch Présidence soll entaméieren am zweete Semester 2007, do kéint ech mer virstellen, datt och do et de Sënn dovunner ass, dass selbstverständlech all déi Länner, déi ratifizéiert hunn, consultéiert ginn, dass virun allem Frankräich an Holland consultéiert ginn, an dann dass déi aner Länner alleguerte consultéiert ginn, de Moment sinn et der jo aacht, Dir wësst dat, déi net ratifizéiert hunn - dat sinn England, Polen, Tschechien, Irland, Dänemark, Schweden a Portugal - a vu Finnland wësst Dir jo och, dass en do héchstwahrscheinlech bis den Hierscht spéitstens am Parlament zu Helsinki ratifizéiert wäert sinn.

Also, da schéngt et mer och kloer ze sinn, dass an dee Rapport, dee scho Rapport Merkel genannt gëtt, muss drakommen, wat d'Positioune si vun deenen eenzelne Länner dee Moment, a wou mer stinn, an och wat d'Positioune si fir virunzekommen.

Bei deenen neien Négociatiounen - déi Fro ass ganz berechtegt - gëtt et selbstverständlech grouss Risiken. Lëtzebuerg huet ganz kloer do als Regierung Nee gesot, also dass mir net bereet sinn nei Négociatiounen iwwert den Text ze féieren. Deen Text, deen ass per Referendum ugeholl gi vum Vollek an och hei an der Chamber ass e jo guttgeheescht ginn. Et kann net sinn, dass mer do nei Négociatiounen iwwert den Text féieren.

Déi véiert Fro ass, wat sech vläicht verstoppt hannert der Iwwerschrëft esou oder esou: Traité constitutionnel, d'Constitutioun oder - wéi den Här Helminger gesot huet - Traité fondamental, Traité de base. Also, zënter där informeller Sitzung vun den Ausseministeren zu Klosterneuburg, dat war de 27. an 28. Mee, hunn ech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung gesot, dass mer effektiv solle kucken am Titel dat Wuert Constitutioun ze évitéieren, an ech wëll mech och explizéieren. An do sinn och de Premier- an den Ausseminister absolut deckungsgläich, wat d'Interpretatioun vun deem Punkt ugeet, wëssend - an dat huet den Här Helminger jo och duerchblécke gelooss, indirekt op jidde Fall - dass domadder d'Problemer net geléist sinn.

Mä den Här Helminger war Member vum Konvent an hien ass vläicht mat mer eens, dass den Titel Constitutioun an de Fong vun deem Text net am Fong honnertprozenteg iwwerenaner passen, wann een emol an d'Déift vun der Substanz vun deem Text geet. Den Traité ass d'Reform vun deenen Traitéën, déi existéiert hunn; et ass d'Charta vun de fundamentale Rechter; et ass d'Reform vun den Institutiounen, déi adaptéiert gi sinn op den Élargissement; et ass also net onbedéngt eppes, wat een ënnert Constitutioun am Sënn vu Constitutioun vun enger Natioun ka verstoen, déi vill méi déif geet an all Facettë vum Rechtsstat als staatlech Entitéit begräift.

Duerfir schéngt mer Basistraité, fundamentalen Traité vun der EU oder Traité fondamental manner d'Gefor vun der Verwiesselung mat enger nationaler Constitutioun ze ginn, mä nach eng Kéier: A mengen Aen ass d'Äntwert awer an der Substanz vum Traité.

Den Traité ass eng Äntwert op d'Globaliséierung. D'Subsidiaritéit, d'Transparenz, de Rôle vun den nationale Parlamenter, d'national Interessen, d'EU-Interessen - d'Definitioun dovunner gëtt an der Substanz definéiert.

An da vläicht nach ganz kuerz, Här President, wann Dir erlaabt, déi lescht Fro, wat d'Projeten ugeet, d'konkret Projeten. Do musst Dir ganz kloer als Äntwert akzeptéieren, dass dat jo déi grouss Erausfuerderunge sinn, déi mer jo och ënner eiser Présidence zum Deel ugaange sinn an déi elo an der Diskussioun sinn.

Lissabon ass e Projet an d'Energiepolitik an der Europäescher Unioun ass e grousse Projet, deene mer eis ze stellen hunn. D'Kohärenz vun de Relations extérieures, d'Effikassitéit vu JAI, d'Äntwerten op Krisesituatiounen, d'Recherche, den Développement, d'Universitéit, dann och virun allem jo awer de Marché intérieur ze komplettéieren, an net ze vergiessen d'Migratioun - déi gemeinsam Erausfuerderung vun der Migratioun, där Europa sech ze stellen huet.

Déi Komplexer alleguerte si jo net zu Hampton Court kreéiert ginn, mä dat sinn an der Diskussioun, an der Evolutioun vun der europäescher Aarbecht ganz, ganz wesentlech Punkten a Projeten, déi zum Deel an der Aarbecht sinn an zum Deel selbstverständlech nach mussen ugepaakt ginn an der Zukunft.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, déi sech adresséiert un d'Madame Minister zoustänneg fir d'Famill an d'Integratioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°111 du 20 juin 2006 de Monsieur Ben Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt der Familljeministerin zwou Froe stellen iwwert den Encadrement périscolaire am Kader vun de Maisons relais. Déi éischt Fro betrëfft de Bilan. Mir sinn elo ee Joer nodeem dat Reglement am Juli 2005 geholl ginn ass. Et gëtt Kritiken, laut deenen den Encadrement do net ëmmer qualitativ esou héich wär, wéi e si soll, étant donné de Problemer, déi haut ganz vill Kanner hunn.

Ech wollt also froen: Wéi gesäit de Bilan aus global iwwert d'Land? Déi zweet Fro ass: Muss dee Règlement grand-ducal vum Juli 2005 iwwerkuckt ginn? Muss deen nogebessert ginn?

A wann e soll nogebessert ginn, wéi d'Madame Minister enger Zeitung vis-à-vis gesot huet, géif ech gär wëssen, a wéi eng Richtung dat geschéie soll.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Madame Marie-Josée Jacobs, Minister vun der Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Fayot huet gefrot, wéi et mat dem Bilan wier. Mir hunn am Joer 2000 an der Regierung d'Décisioun geholl, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, fir esou en Encadrement unzebidden. An eréischt zënterhier kréien d'Gemengen 10.000 Euro pro Plaz, déi se schafe bei den Infrastrukturen. D'Eltere leeë bäi no hirem Akommes, an da bezuelt d'Gemeng zesumme mat dem Stat déi Feelbedarfsfinanzéierung.

80% vun de Leit, déi an deene Maisons relais schaffen, sinn diplomiéiert Personal. Dovunner si 40% Éducateure respektiv Éducateurs gradués, Pedagogen an all déi Leit, déi do derzou gehéieren. Da sinn awer esou vill Leit dobäi, déi entweder eng Formatioun hu vun Aide sociofamiliale, oder an der Zukunft kënnen och duerchaus Dageselteren dobäi sinn, an déi sollen dann déi Aarbechte maache wéi zum Beispill sech mëttes ëm d'Kantin këmmeren oder aner Aarbechten, déi do ufalen.

Ech hunn héieren, datt virun allem emol géing bemängelt ginn, datt d'Éducateuren oder d'Éducatricë missten administrativ Aarbecht maachen. Wann dat hire Wonsch ass, kann ee selbstverständlech och kucken am Kader vun deem Personal, wat do ass, ob een do där hëlt, amplaz datt een dann en Éducateur oder eng Éducatrice dofir hëlt.

Eist Zil ass virun allem awer, fir ze kucken, datt déi Leit sech selbstverständlech sollen ëm de Konzept këmmeren, deen an deenen Haiser gemaach gëtt, drëm këmmere wat fir eng Besoinen, datt déi eenzel Kanner hunn. Ech fannen am Fong, datt deenen hir Ausbildung awer ze schued ass, fir och aner Aarbechten ze maachen an datt mer do sollen zréckgräifen eben op Leit, déi eng Erfahrung aus hirem eegene Liewen hu respektiv da Formatiounen hunn, déi se dofir qualifizéieren.

Generell gëtt gesot, datt et an deenen Haiser gutt fonctionnéiert. Ech kréien och keng Reklamatiounen. Och net aus de Gemengen eraus.

Dat Eenzegt, wat heiansdo gesot gëtt, dat ass, datt et awer deier wier. Et kascht 10 Euro pro Stonn, dat si 400 där aler Frang - ech muss dat ëmmer erëm soen, fir datt och jidderee weess, wat et richteg ass -, esou datt ech mengen, datt dee Reproche, dee gemaach gëtt, fir ze soen, et géif net genuch an et géing wëllen op de Kanner do gespuert ginn, dat mengen ech, dat kënnt ee wierklech net dorauser schlussfolgeren. Mir wësse wat et kascht.

Ech mengen och, datt een op anere Plazen, wann een esou eppes ubitt, och muss kucken, wat dat da géing kaschten, an da musse mer eben eis eens doriwwer ginn, ob mer fannen, datt dat net genuch ass oder ze vill ass, an da muss ee kucken, wéi een domadder eens gëtt.

Dat, wat d'Reglement ubelaangt, ass, datt mer mat de Gemenge selwer, déi jo och ee vun den Haaptpartner dovunner sinn, de leschte Freiden zesumme mam Syvicol eng Réunioun haten, fir ebe just elo ze kucken, wéi mer dat maachen, och d'Participatioun vun den Elteren ze kucken, wéi déi gestaffelt ass no dem Akommes.

Eng vun deene grousse Suergen, déi ech dobäi hunn, dat ass, datt wierklech och déi Kanner dohinner kommen, déi et am néidegste brauchen, dat heescht, wou vläicht d'Elteren dat net onbedéngt als eng grouss Prioritéit ugesinn, an datt mer och probéiere souguer déi, déi näischt kënne bezuelen, datt dat dann esou gehandhaabt gëtt, och iwwert den Office social, datt awer och déi Kanner d'Geleeënheet kréien dohinner ze goen. Op där anerer Säit gesinn ech och net an, firwat datt awer och bei Leit, déi e gutt Akommes hunn, dat muss iwwer öffentlech Mëttele bezuelt ginn.

Et geet och dorëm, wéi d'Ouvertureszäite solle sinn. Besonnesch och an de Vakanzenzäiten, wat dann alles do soll considéréiert ginn. Et sinn am Fong haaptsächlech och esou Demanden, déi mer mat dem Syvicol selwer diskutéiert hunn a wou ech och denken, datt mer gemeinsam Äntwerten dorobber fonnt hunn, wou an deenen nächste Jore sécher kann nach eng Feinaarbecht gemaach ginn a wou mer scho konnte verschidde Changementer maachen, mä generell ass et net a Fro gestallt a generell, wéi gesot, héieren ech souwuel vun den Eltere wéi och vun de Gemengen a vun den Träger, datt dat positiv unerkannt gouf.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Camille Gira iwwert déi héich Konzentratioune vun Ozon, déi sech un den Ëmweltminister adresséiert. Här Gira.

- Question N°112 du 20 juin 2006 de Monsieur Camille Gira au sujet des concentrations élevées en ozone, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President, och meng Fro kënnt, ähnlech wéi dem Här Schank seng, all Joer zu dësen Zäiten erëm. Kaum hu mer e puer schéi Sonnendeeg, da klammen d'Ozonwäerter um Mont Saint-Nicolas, zu Biekerech an ech weess net wou nach iwwer all méiglech Wäerter. Duerfir wollt ech dann deem véierten Ëmweltminister a Reiefolleg vu mir aus déiselwecht Fro stellen, nämlech: Huet hien eng Strategie a wéi gesäit déi aus?

Éischtens um Niveau vun der Preventioun fir d'Virleefersubstanzen, fir dass Ozon entsteet ze reduzéieren. Wat ass seng Strategie um Niveau vun der Informatioun? Ech verstoppen net, dass mir als Gréng net grad zefridde si mat deem, wéi et de Moment ofleeft. Den Internetsite ass net grad dat Modernst, wat ee kann dozou soen, an de Communiqué, deen erausgeet, ass och scho méi oder wéineger deeselwechten zënter 15 Joer. Et misst ee sech vläicht iwwerleeën, ob een do net e bësse méi innovativ ka ginn an e bësse méi kloer de Leit awer den Enjeu vun där ganzer Problematik kéint soen.

Da wollt ech froe wat dem Ëmweltminister seng Strategie ass am Beräich vun Aktioune wa mer awer iwwer 180 Milligramm sinn. Beschränke mer eis weider drop op blo Schëlter mat Riichtwäerter fir d'Vitesse oder gi mer méi wäit wéi aner Länner eis dat awer virmaachen, dass mer wierklech Vitessereduktioune maachen, och op de Landstroossen an esou weider an esou fort?

A schlussendlech: Wéi ass et mat regionaler Zesummenaarbecht? Wann ech mech gutt erënnere kann, hat dee viregten Ëmweltminister gesot, mir géinge probéieren - wat richteg ass - an där ganzer Problematik net bei de Grenze vu Lëtzebuerg opzehalen, mä mat den Nopeschëmweltministeren, den Transportministeren a Verkéiersministeren ze kucken. Ass an där Hisiicht eppes amgaangen, a wa jo, wat wier dat?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Minister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Camille Gira werft eng wichteg Fro op an der gesamter Thematik vun der Verschmotzung vun der Loft. Net nëmmen am Zesummenhang vun deem Beräich hei, mä och am Zesummenhang mat dem Beräich vun de Stéckoxiden an de Feinpartikelen am Beräich vun den CO_2-Emissiounen.

An deenen dräi jeeweilege Felder do wësst Der, dass mer, wat d'Feld vun den CO_2-Emissiounen ugeet, en éischten Aktiounsplang viru kuerzem virgeluecht hunn, dee sécherlech och eng Rei vu Mesuren enthält, déi och fir dëse Beräich wäertvoll wäerte sinn an der Aschätzung vun deem, wat mer u Reduktiounen an deenen nächste Méint a Joer kënne maachen.

Zweetens si mer am Zesummenhang mat de Partikelen amgaangen - virun allem mat der Stad Lëtzebuerg - eis en Instrumentarium ze ginn, och wat d'Etüden ubelaangt, gemeinsam Etüden, déi mer do maachen, fir eisen Aktiounsplang am Hierscht, wou eng éischt Ébauche fäerdeg ass, kënnen ze diskutéieren.

Den drëtte Beräich, deen Dir ugeschwat hutt, ass een, deen - an ech mengen Dir hutt domadder opgehalen - virun allem am Beräich vun der Groussregioun am beschten ze attackéiere wär, doduerch dass mer et géinge fäerdeg brénge fir dat besonnesch um Niveau vum Verkéier, wou 50% vun den Nuisancen, déi am Beräich vun dem Ozon entstinn, hierkommen, ze maachen.

Allerdéngs war de Versuch, dee mäi Virgänger scho gemaach huet, ee Versuch, deen net onbedéngt mat ganz vill Resultater verbonne war, well déi sporadesch Versich déi waren, dass d'Fransouse guer net interesséiert waren un enger gemeinsamer Kooperatioun, also guer net an déi Réunioune komm sinn, déi Däitsch sech zréckgezunn hunn aus deene Réuniounen, déi stattfonnt hunn, mir am Rahme vun de Sommete mat der belscher Regierung och nach sporadesch driwwer geschwat hunn, do awer och de Problem natierlech war vun de Kompetenzen an engem Land, wou dat jo bekanntlech net ganz einfach ass.

Mir maachen eis Miessungen - an Dir wësst, dass Veianen, Beidler an och Biekerech eis Statioune sinn - och konform zu de Regele vun der Direktiv. Mir hunn och an deene leschten Deeg erëm Wäerter gehat, déi oft an der Géigend ware vun 180, souguer ee Wäert vun 206 Mikrogramm pro m^3 an der Loft. Ech mengen dat sinn, wann een dat ka soen, Wäerter, déi konform sinn zu deem, wat mer an deene leschte Joren am Summer ëmmer haten; mat Ausnahm vun der Canicule vun 2003, wou d'Wäerter ëm villes méi héich waren.

An der Informatioun: Dir wësst, dass mer iwwert d'Press fueren, dass mer iwwert den Internet fueren, dass mer zesumme mat de Ponts et Chaussées schaffen, sou-

wuel um Niveau vum CITA-Projet, wéi och um Niveau vun de Schëlter, déi erausgestallt gi fir d'Leit drop hinzeweisen, dass se solle fräiwëlleg méi lues fueren. Dir wësst, dass de Versuch vu mengem Virgänger fir ze protokolléieren op der Basis vun der aktueller Gesetzgebung, fir all déi, déi iwwert déi Wäerter do erausgefuer sinn, relativ kläglech gescheitert war, well e juristesch net propper ënnermauert war. An ech géif och menge kënnen ze soen, dass dat, wat mer do maachen u fräiwëllegen Appellen, net onbedéngt wierklech mat ganz groussem Succès - hunn ech emol d'Gefill - verbonnen ass.

Esou dass ech mengen, dass dat, wat wichteg ass, virun allem dat ass, wat mer mëttel- a laangfristeg kënne maachen. Bis 2020 musse mer op Grond vun der Direktiv, déi jo ëmgesat ass, duerch e Règlement grand-ducal vun 2001, e Riichtwäert vun 120 Mikrogramm pro m^3 erreechen. Et gëtt mer haut schonn ellen, souguer wann 2020 relativ wäit ass, mer virzestelle wéi mer dat maachen, well dat virun allem um Niveau vum Transport muss gemaach ginn.

Mä ech mengen all déi Initiativen, déi an der Regierung hirem éischten Aktiounsplang fir d'CO_2-Emissiounen enthale waren, wäerte sécherlech och en Effet bénéfique op deen hei Beräich hunn, an ech wäert och nach e Versuch maachen, fir an der Groussregioun dach awer d'Länner zesummenzekréien, fir Versich ze maachen, fir gemeinsam um Niveau vu Verkéiersreduktioun kënnen anzewierken.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Marc Spautz un de Minister an un d'Statssekretärin vun der Kultur a vum Enseignement supérieur iwwert d'Aschreiwung vu Lëtzebuerger Studenten op belschen Universitéiten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°109 du 15 juin 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen, dass eng Quoteregelung vum wallounesche Parlament agefouert ginn ass. Et huet eng Décisioun geholl, fir dass bei de belschen Universitéitsstudenten an Zukunft op Grond vun der Problematik, déi se hunn, dass ëmmer méi Netbelsch op d'Universitéiten drängen, eng Quoteregelung agefouert gëtt. An ech hat och schonn d'Fro gestallt virun zwee Méint - du ware mer awer nach net esou wäit -, wéi wäit den Dossier wier, wat d'Lëtzebuerger Studenten ubelaangt.

Ech wollt elo d'Fro stellen un d'Madame Statssekretärin, si hat jo zesumme mam Här Minister Biltgen eng Entrevue mat der Ministesch Dominique Simonet, wat dat elo op sech huet a wat dat bedeit fir d'Lëtzebuerger Studenten, déi an der Belsch studéieren - well mir hu jo soss esou „gentleman's agreements" mat der Belsch -, ob et och hei méiglech ass, fir d'Lëtzebuerger Studenten en „gentleman's agreement" ze kréien, fir dass si den Zougang behalen oder wéi elo d'Positioun vun der belscher Regierung an deem Kontext ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Madame Octavie Modert, d'Statssekretärin, huet d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn effektiv bei der franséischsproocheger Gemeinschaft aus der Belsch insistéiert, fir bei si ze kommen, well et ass op deem Niveau wou mer iwwert dësen Dossier schwätzen. Et ass net d'belsch Regierung als solches um federalen Niveau, mä et ass deen um Niveau vun der Communauté française.

Mir hunn dat vum Hierscht u gemaach, soubal déi nei Iwwerleeunge vun der Communauté française zu enger Quotenaféierung erauskomm sinn, wat een zu engem Deel muss an hirer Diskussioun, an hirer Iwwerleeungsaart a -weis e bëssen akzeptéieren, well si sinn iwwerschwemmt gi vun de franséische Studenten a verschiddene Studiëberäicher. An dunn hu si eppes aneschters agefouert, vun deem mir par ricochet oder wann ee wëllt kollateral mat getraff gi sinn.

Trotz eise ganz gudde Relatioune mat de Belsch op sämtlechen Niveauen, egal wéi eng institutionell Ebene dat ass, hate si awer vergiess eis fréizäiteg ze informéieren. Mir hunn insistéiert fir mat abezu kënnen ze ginn. Mir sinn och während där ganzer Zäit wou d'Prozedur gelaf ass ëmmer erëm intervenéiert an hu vill Consultatioune gefouert. Mir hunn elo endlech e Rendez-vous kritt bei der Madame Simonet a konnten do bei hir, nodeem mir hir gesot hunn, mir wären duerch eis gutt Noperschaftsrelatiounen nach ëmmer gutt matenee gefuer, och Ouverturë kréien.

Däerf ech eng Klamer opmaache fir vläicht drun ze erënneren, datt net sämtlech Studienzweiger op de belschen Universitéite vun där neier Regelung betraff sinn, mä just verschiddener, an zwar haaptsächlech: d'Veterinären, d'Kinésithérapeuten, d'Ergothérapie, d'Logopädie, d'Podologie, d'Podothérapie, d'Éducateurs spécialisés an d'Accoucheuse-bachelière. Et sinn also net sämtlech Studienzweiger betraff. Do kann ee schonn emol direkt d'Leit berouegen. Dat ass d'Äntwert op déi éischt Fro.

Wat déi zweet Fro ugeet, do sollen d'Studenten sech onbedéngt aschreiwe goen, wa se an d'Belsch dat éischt Joer an deene genannten Studienzweiger studéiere goe wëllen. Si solle sech net ofhale loosse vun där Prozedur vun där d'Belsch selwer nach net richteg wëssen, wéi se se solle maachen; si wëllen dat Ganzt iwwer Tirage au sort hikréien. Bis den 1. September nach mat soll also all Lëtzebuerger an all potentielle Student, deen hei wunnt an deen e Lëtzebuerger Premièresdiplom huet, sech aschreiwe goen op déi belsch Unien, fir nëmmen net déi Chance ze verpassen.

Mir sinn a Verhandlungen, mir hunn och Ouverturë fonnt bei hinnen. Eis Beamten hu weider gutt Kontakter.

Et stellt sech bei eis besonnesch e Problem wéinst der Kinésithérapie, well déi Formatioun, déi mir hei am Land verlaangen, am meeschte calquéiert ass op dee belsche Formatiounszyklus, esou datt et méi schwéier ass fir déi Leit, an en anert Land studéieren ze goen, wéi dat fir déi Studenten an deenen anere Studiëberäicher mat Quoten ass.

Wéi gesot, eis gutt Relatiounen; et huet d'Autoritéiten vun der franséischsproocheger Gemeinschaft e bëssen zerknirscht gemaach, datt se de Lëtzebuerger dat ugedoen hunn, a se sinn amgaange mat eis zesumme Léisungen ze sichen.

Mir hunn och bei hinnen eng aner Fro opgeworf, déi näischt mat dëser Quoteregelung ze dinn huet, mä iwwert déi mer scho laang mat hinnen a Verhandlung sinn, an zwar ass dat déi vum Accès an d'zweet Studiëjoer an der Medezin a vun den Zänndokteren. Doriwwer hu mer och diskutéiert a konnte Léisungen envisagéieren.

Nach eng Kéier: Déi Studenten, déi e Lëtzebuerger Diplom hunn, solle sech, wa se op eng belsch franséischsproocheg Uni an deenen dote Studienzweiger goe wëllen, aschreiwen. Si sollen net zréckschrecken virun deem, wat de Moment am Raum steet, fir net eventuell eng Chance ze verpassen.

Mir hu gläichzäiteg och mat deene franséischsproochegen Autoritéiten aus der Belsch ausgemaach, datt mer eng Journée „équivalence" wäerten hunn, extra fir déi Leit mat Lëtzebuerger Premièresdiplomen. Dat ass de 7. Juli hei am Cedies an den 13. Juli nach eng Kéier zu Bréissel, wou mer eng extra Prozedur ageriicht kritt hu fir d'Lëtzebuerger, fir ganz séier kënnen d'Équivalencen auszestelle vun eise Lëtzebuerger Premièresdiplomen. A mir hunn en neie Rendez-vous mat hinnen, fir dat Gespréich systematesch virunzefëieren an och virunzedrécken.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Dann ass déi nächst Fro déi vum Här Mehlen un den Transportminister iwwert d'Verkéiersaccidenter, déi duerch den Alkohol verursaacht ginn. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°114 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet des statistiques du taux d'alcoolémie en relation avec les accidents de circulation, adressée à Monsieur le Ministre des Transports

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Op der Lëtzebuerger Musel, awer net nëmmen do - ech géif soen, queesch duerch d'Land - si gedeelte Meenungen iwwert d'Absicht vun der Regierung, fir de legalen Taux vum Alkohol am Blutt, deen e Chauffer däerf hunn, vun 0,8 op 0,5‰ erofzesetzen. Dat suergt fir vill Diskussiounen an et ass jo net fir d'éischt, dass dat zur Sprooch kënnt. Ech hunn der Äntwert op eng Question parlementaire, déi elo kierzlech gestallt ginn ass vum Kolleeg Wagner, entholl, datt d'Regierung keng statistesch Donnéeën huet iwwert déi Accidenter, déi verschélt gi wären duerch Chaufferen, där hiren Taux d'alcoolémie tëschent 0,5 an 0,8‰ geleeën hätt.

Dat ass, Här President, eng Äntwert, déi mech e bëssen erstaunt huet, wann de Minister seet, déi Leit, vu dass se net an Infraktioun gewiescht wieren, wär dat dann och net rezenséiert ginn. Dat muss een erstaunen, well bei Accidenter jo generell gekuckt gëtt, ob de Chauffer ënner Alkoholafloss gestanen huet. Dofir missten déi Donnéeën theoretesch verfügbar sinn. De Minimum géing erfuerderen, dass ee se géing iergendwéi awer répertoriéieren. Selbstverständlech misst dat net mat perséinlechen Date versi sinn, mä aus reng statistesche Grënn.

Dofir ass meng Fro: Wuerfir gëtt dat net statistesch erfaasst? An déi zweet Fro logescherweis hannendrun ass: Wann Der scho wëlles hutt, dee Schrëtt do ze maachen, deen, wéi gesot, ëmstridden ass dobaussen, wär et dann net néideg, datt een awer an Zukunft emol géif kucken, wéi et sech dann domadder verhält, esou datt een awer e bësse statistesch ofgeséchert Donnéeën hätt, ier een op dee Wee do geet?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Transportminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Mehlen wërft hei déi Fro op, a wat fir engem Mooss de Virschlag vun 0,8 op 0,5‰ erofzegoe beim Vollek op gedeelte Meenunge stéisst.

Ech ka just soen, dass, wa mer an eise politeschen Décisiounen nëmme géifen Décisiounen huelen, déi d'Eestëmmegkeet vum Vollek géife mat sech bréngen, da wéisst ech gär a wat fir engem Zoustand d'Land wär, esou datt ech mengen, dass déi Fro, ob mer dobaussen och aner Meenungen dozou hunn, eng ass, déi mer musse mat den objektive Fakte konfrontéieren, déi sech um Niveau vun der Problematik Alkohol am Verkéier stellen.

De Fait, dass an der Tëschenzäit 21 vu 25 Länner an der Europäescher Unioun op 0,5 a souguer nach manner erofgaange sinn, weist jo wuel drop hin, dass och déi sech doriwwer Gedanke gemaach hunn a sech d'Fro gestallt hunn, wat fir een Effet bénéfique dat op d'Zuelen am Rahme vun der Verkéierssécherheet kéint hunn.

Dat wat richteg ass, an deem wat Der gesot hutt, dat ass, datt Lëtzebuerg - allerdéngs net nëmmen an deem do Beräich - leider leit ënner ganz wéinegem statistesche Material. Dofir hunn ech an der Tëschenzäit deen Aarbechtsgrupp, dee sech mat de sou genannte Points noirs an dem Audit vun de Points noirs beschäftegt, och domadder beoptraagt, well dodranner niewent Innenministère, Bauteministère, Police an all déi aner och wéi Ponts et Chaussées an aner Institutiounen dra sinn, fir sech och mat der Fro vun engem bessere Recensement vun de Statistiken ofzeginn, fir dann och dorauser eng Politik kënnen ze maachen, déi op déi eenzel Facteurë kéint agräifen. Well mir hunn an deem Beräich do net statistescht Material genuch, fir erauszefannen, wou eis Problemer sinn.

Mir hunn an der Fro tëschent 0,8 an 0,5‰ effektiv, well dat jo haut keng Verfeelung ass an och kee Procèsverbal an och keng Geriichtsverfahren no sech zitt, keng Elementer, déi eis do kënne méi guidéieren. Allerdéngs wësse mer, dass um Niveau vun de Statistiken an anere Länner, déi sech déi Gedanke gemaach hunn, zum Beispill a Frankräich ass et kloer ervirgaangen, dass vun den Doudegen an den Accidenter bei ee vun dräi den Alkohol de Grond war vum Accident an domadder och vun deem, wat e vu Suitë provozéiert huet. Mir hu vun den Éisträicher, déi sech Gedanke gemaach hunn am Kuratorium fir Verkéierssécherheet, dass d'Introduktioun vum Taux vun 0,5‰ mat sech bruecht huet, dass an deem Zäitraum dono d'Accidenter ëm 10% zréckgaange sinn an domadder déi 0,5‰ en Effet bénéfique haten, grad ewéi vill aner Moossnamen - Punkteführerschäin, Kontrollen an esou virun - insgesamt e Mosaikbild ginn hunn, wat erlaabt huet, fir weiderzekommen.

Ech muss och soen, dass ech unhand vun de Statistiken, déi mer haut hunn, gesinn, dass vun den 136.000 Punkten, déi säit der Aféierung vum Punkteführerschäin am November 2002 ofgezu gi sinn, 10% eleng den Alkohol betreffen. A vun deem, wat op d'Geriicht geet, wat also iwwer e Geriichtsverfahren entzu gëtt, 49%, also praktesch d'Halschent, vun alle Punkten - dat sinn der do 14.844 - 50% vun deene Punkten, déi entzu ginn duerch Geriichtsverfahren, iwwert den Alkohol sinn, esou dass de Fait, mengen ech, dee virun allem ass, dass den Alkohol nach wie vor ee vun de groussen néfasten Elementer am Verkéier ass.

Et muss een och soen, wann een déi Etüde kuckt, déi d'Kommissioun gemaach huet, fir hir Recommandatioun ze maachen op 0,5‰, dass een da gesäit, dass de Risque vun engem déidlechen Accident bis 0,5‰ bei mol zwee läit - Facteur zwee -, dass e bis 0,7‰ sech multiplizéiert ëm fënnef a bis 0,8 an d'Luucht geet ëm e Facteur zéng.

Dofir mengen ech, dass et eleng duerch déi Faitë richteg ass, dass d'Regierung sech de Recommandatioune vun der Europäescher Unioun conforméiert an doduerch der Chamber - well et ass net d'Regierung, déi dat décidéiert - iwwert d'Amendementen dee Virschlag och gemaach huet.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Roger Negri. Seng Fro dréint sech ëm d'éischt Hëllef an adresséiert sech un den Här Innenminister. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°115 du 20 juin 2006 de Monsieur Roger Negri au sujet de l'organisation des premiers secours nationaux (ambulances, sapeurs-pompiers), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf eng Fro stellen iwwert d'Organisatioun vun eisem nationalen Éischt-Hëllef-Déngscht, vun der Protection civile, dem Sauvetage an och eisem Pompjeesdéngscht.

Et ass ëmmer méi schwéier an deelweis souguer net méi méiglech, d'Ambulanzen ze besetzen an domadder d'Permanencen iwwer 24 Stonnen ze garantéieren. Deene Leit, déi dës nobel Aarbecht bénévole maachen, gëllt eisen héije Respekt. Mä an eiser Zäit packen déi Fräiwëlleg et net méi, permanent dës Aarbecht ze assuréieren. An et ass ze fäerten, dass dëse Problem sech an Zukunft nach weider wäert verschäerfen.

Duerfir, Här Minister, wëll ech wëssen, awéiwäit et do Iwwerleeunge gëtt fir dës Fonctioune regional nach méi ze organiséieren a wou e bestëmmte Staff vu Leit dann do haaptberufflech schaffe géif, zesummen natierlech mat deenen éierenamtleche Leit.

Bei eisen Noperen a Frankräich an an Däitschland ginn et jo schonn esou Modeller, déi an déi dote Richtung ginn. Ech mengen, hei wär dréngenden Handlungsbedarf a mir sollten eis mat Zäit e Konzept ginn, fir dass eis bénévole Leit, déi eng excellent Aarbecht leeschten, hir Motivatioun behalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen den Här Negri huet Recht. Et geet drëm hei eng Äntwert ze fannen op e Problem, an déi Äntwert kann nëmmen esou sinn, dass d'Motivatioun vun deene Leit, déi sech bénévole hierginn, fir sech fir hir Matbierger anzesetzen, bestoe bleift. Fir dann am Fong geholl déi gesamt Envergure vun deem Ganzen ze verstoen, muss een trotzdeem e klenge Réckbléck maachen a verstoen, wat dat Gesetz vun 2004, wat jo sollt eng Äntwert sinn op eng modern Administration des Services de Secours, heescht.

Hei sollen Hëllefsdéngschter gemaach ginn, an Hëllefsdéngschter hu sécherlech als Haaptmissioun déi, fir eben en Hëllefsdéngscht ze leeschten um Bierger wann en an der Nout ass. Mä et däerf een awer ni vergiessen: Wann een déi Iwwerleeunge mécht, muss een ëmmer am Hannerkapp behalen, dass do d'Pompjeeswiesen eng grouss Roll spillt an dass do also dann och d'Gemengen implizéiert sinn an dass dann, subsidiär gekuckt, also och eng sozial Komponent hei net däerf vergiess ginn, nämlech déi,

dass d'Feierläschwiesen, wéi et an de leschten 100 an 200 Joer hei zu Lëtzebuerg gewuess ass, e Stéck vun der Identitéit ass vun eise Gemengen. Duerfir mussen Äntwerten, déi een dorop gëtt, Äntwerte sinn, déi no bei der Realitéit sinn, bei der Situatioun wéi mer se elo hunn. Si ginn awer konsequent an eng Richtung fir e performante Service kënnen ze prestéieren.

Déi Haaptmissioun ass also déi, fir en Hëllefsdéngscht ze leeschten, an do setzt d'Gesetz, mengen ech, de Kader. Op där enger Säit muss deen Hëllefsdéngscht qualitativ héichwäerteg sinn. Dat heescht also, mir mussen eng Formatioun garantéiere fir déi Leit, déi déi Hëllefsdéngschter prestéieren, an et muss och e medezinesche Suivi do sinn. Dat fënnt een och am Gesetz erëm an dat ass och gutt esou.

An deen zweeten Aspekt dovun, deen am Gesetz och festgehalen ass - an dat ass dee wichtegsten -, dat ass: Deen Déngscht muss iwwerall kënne geleescht ginn, 24 Stonnen op 24, 365 Deeg op 365. An do ass d'Realitéit nun déi wou Der sot, wou Problemer sinn. Dat ass richteg. Mir hunn och demographesch Spezifissitéiten; de Süden ass aneschters gewuess wéi den Norden, den Osten nees aneschters wéi de Süden a wéi den Norden an esou weider. Mir mussen also kucken: Wéi ass et mat der Disponibilitéit? An do gëtt et tatsächlech Problemer, Problemer, déi besonnesch op sozioekonomesch Considératiounen an Ursaachen zréckzefeiere sinn.

D'Missioune sinn also déi vum Brandschutz, déi vum Sauvetage an déi vun der Ambulanz. Sauvetage an Ambulanz mécht d'Protex, Brandschutz ass am Fong geholl d'Missioun vun der Gemeng oder vum Pompjeeswiesen. D'Gemengegesetz seet do kloer wéi et ass: All Gemeng brauch hire Pompjeescorps, an dat soll och an Zukunft esou sinn. Da musse mer also eng Äntwert sichen, déi regional muss sinn, si muss op allen Enne sinn, si muss awer op der Haaptachs leien, wéi se och am IVL oder am Programme directeur de l'Aménagement du Territoire préconiséiert gëtt.

D'Stad Lëtzebuerg, mat engem professionelle Corps, d'Stad Esch ënne fir de Süden, och eng gewësse Professionaliséierung, an d'Nordstad uewe mat all deene Gemengen, dat soll d'Haaptachs sinn. Doriwwer eraus musse mer Äntwerte sichen.

Am Osten ass d'Äntwert vläicht eng aner wéi am Westen, well am Osten hu sech am Raum Mäertert/Waasserbëlleg déi Gemengen zesummegeschloss a versiche Brandschutz, Sauvetage an Ambulanz an engem Goss ze maachen. A si maachen dat och gutt. Do musse mer also eng Äntwert sichen am Süde vun där Regioun, dat heescht also am Raum Réimech/Mondorf. Déi musse mer diskutéieren.

Am Süde mécht d'Stad Esch hire Match ganz gutt. Dernieft hu mer dann déi Diddelenger. Do musse mer kucken, do gëtt et och e Sauvetage an e Pompjeeswiese wat gutt, an Harmonie, fonctionnéiert. Am Raum Déifferdeng muss een elo kucken. Do gëtt et éischt Elementer vun enger Zesummenaarbecht tëschent Déifferdeng a Suessem betreffend d'Protection civile an d'Pompjeeën. Dat muss een elo kucken. Mä hei muss een e bëssen, géif ech soen, pragmatesch virgoen a kucke wéi d'Realitéit ass a Solutioune sichen.

Well am Norden ass et nees ganz verschidden. Do gëtt et och Corpsen, déi gutt schaffen, an och Zentren, déi ganz gutt fonctionnéieren, anerer manner gutt. Wann ech elo dee vu Lëntgen däerf huelen als Beispill, well déi hunn de 45. Anniversaire gefeiert als Base nationale. Do schaffe säit de 60er Jore preventive Brandschutz a Protection civile gutt zesummen. Gutt. Mir sinn amgaangen, do eng Solutioun ze sichen.

Esch ass amgaangen, e Modell ze développéieren, mengen ech, dee klappe kënnt, op d'mannst fir Esch. Da muss ee kucken, dass een deen och generell applizéiert. Et ass awer esou, dass ee sech hei soll Zäit huelen, fir fir déi eenzel Komponente vun den Hëllefsdéngschter eng Äntwert ze fannen. An déi Äntwert läit doran, dass am Fong geholl och op där enger Säit d'Protection civile vläicht e Pool mécht, wéi Dir dat suggéréiert - dat kann eng Solutioun sinn -, an d'Gemengen dann och hir Responsabilitéiten an der Regioun iwwerhuelen, a Fonctioun vun de Gegebenheete wéi se sinn.

Ech hu mer allzäit virgeholl, mer Zäit ze huelen, näischt ze iwwerstierzen, well de Bénévolat ass eppes Wichteges, dee muss gestäerkt ginn, well ouni Bénévolat geet et net. Duerfir kann eng Solutioun nëmmen déi sinn, wou och déi Leit, déi dat Bénévolat maachen, sech net als zweet oder drëtt Gei verstinn. D'Solutioun ass also e Mix vu professionellen Elementer an dem Bénévolat, an dat wëlle mer step by step maachen.

Ech wäert d'Chamber an och déi Leit, déi hei concernéiert sinn, am Bild hale vun deenen Démarchen, déi mer elo maachen. Mä et muss relativ séier goen, do ginn ech Iech Recht, a mir wäerten och am Laf vun dësem Hierscht éischt Elementer op den Dësch kréien, déi konkret si fir dat ganzt Land. An déi wäerte mer och an de Règlement-grand-ducalen…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- …zréckbehalen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum Här Claude Adam un d'Familljeministesch iwwert de soziale Schutz vun de Kanner. Här Adam!

- Question N°116 du 20 juin 2006 de Monsieur Claude Adam au sujet de l'avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Madame Minister, zënter dem Fréijoer 2005 gëtt den Avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants an den interessante Kreesser, interesséierte Kreesser,…

(Interruption et hilarité)

…zum Beispill der Entente des gestionnaires des centres d'accueil, awer net nëmmen do, diskutéiert. Och d'Press huet sech schonns mat dem Avant-projet befaasst, an deemnächst ass eng Diskussiounsronn um Campus Lampertsbierg vun der Uni Lëtzebuerg zu dësem Thema.

Well dësen Avant-projet de loi also schonns öffentlech diskutéiert gëtt, wollt ech vun der Madame Minister wëssen, wéini dass d'Chamber mat dësem Projet befaasst gëtt, dat heescht: Wéini soll de Projet de loi déposéiert ginn? A wat sinn, a groussen Zich, d'Inhalter, oder, wann dat zäitlech net méiglech ass, wat ass d'Philosophie, wat sinn d'Objektiver vun dësem Projet de loi?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Madame Jacobs, Minister zoustänneg fir d'Famill, huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Adam soen, datt effektiv en Avant-projet de loi, deen am Familljeministère ausgeschafft ginn ass an deen elo, well mer jo Leit si vum Dialog, och mat deene respektive Kreesser, deenen interessanten an deenen interesséierten, diskutéiert gëtt a se sech jo doriwwer de Kapp zerbriechen: Mir haten eigentlech gehofft, datt mer am Juli den Här Zermatten hei hätten. Dat ass e Spezialist aus der Schwäiz fir Kannerrechter. Leider geet deem Mann deen Datum awer net. Ech weess net, ob d'Entente elo deen Datum do bäibehält oder net.

Mä et geet virun allem drëm, datt Lëtzebuerg nach eng ganz Rei vu Punkte vun der Kannerrechtskonventioun net ëmgesat huet, datt mer déi wëllen an deem Projet de loi do ëmsetzen. Et geet dodrëm fir ze kucken - Dir wësst, datt mer zu Lëtzebuerg relativ vill Kanner hunn, déi och placéiert ginn -, wa se placéiert ginn, wéi een dat soll maachen, och ze kucken, sënnvoll, wat d'Statistike sinn, déi mer bis haut net konnte maachen. Mir wollten dat eng Kéier maachen, dat ass eis refuséiert ginn. Et sinn nach esou eng ganz Rei vu Punkten doranner, déi sech och zu engem Deel kënnen iwwerschneide mam Jugendschutz, wat dann d'Justice ubelaangt, an dat mécht natierlech och esou en Text net méi einfach.

Mir wëllen der Justice net iergendwellech vun hire Rechter ofhuelen, mä mir hätte gären awer op där anerer Säit, datt - et gëtt Kanner, an dat gëtt jo ëmmer erëm kritiséiert, datt dann Affer an Täter beienee sinn - een och e bësselchen op de Wee soll goe vun der Déjudicarisatioun vun deene Jugendlechen. All déi Punkte sinn an deem Gesetz dran, dat Dir elo diskutéiert.

Ech denken, datt ech géing hoffen, datt ech kënnt virun der grousser Vakanz dee Projet an de Conseil de Gouvernement ginn. Ob en dann esou do ugeholl gëtt, dat kann ech Iech an dësem Moment selbstverständlech net soen. Soubal wéi en ugeholl ass, kommen ech gären an d'Kommissioun, esou wéi mer dat ëmmer maachen - an d'Familljekommissioun, an där Dir jo dra sidd -, fir dann och am Detail dat alles ze kucken an ze diskutéieren.

Mir kënnen dat och am Viraus eng Kéier maachen, mä wéi gesot et ass ëmmer schwiereg iwwer en Dokument ze schwätzen, dee kee Projet de loi ass, mä en Avant-projet de loi, well ee jo eréischt dee Moment, wou en déposéiert ass, weess wat dann och a leschter Distanz dobäi erauskomm ass. Mä ech denken, dass et e wichtege Schrëtt wier, och am Interesse vun de Kannerrechter zu Lëtzebuerg, wa mer op deen dote Wee goe kënnten.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Dann déi nächst Fro, déi vum Här Camille Gira un de Gesondheetsminister iwwert d'Synergië vun de Spideeler vu Wolz an Ettelbréck. Här Gira!

Wou ass de Gesondheetsminister?

- Question N°120 de Monsieur Camille Gira au sujet du développement des synergies entre les hôpitaux de Wiltz et d'Ettelbruck, adressée au Ministre de la Santé

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech weess net wou de Minister drun ass. Et wier vläicht awer gutt, wann hien héiert wat ech hie froen - hie weess vläicht awer wat hien äntwere wëllt, mä et wier awer vläicht gutt, wann hien hei wier.

(Interruption)

Ah, Dir héiert mech! Merci, Här Minister.

Här President, ech wollt de Gesondheetsminister froen, wéi wäit...

(Interruptions diverses)

Ech wollt de Gesondheetsminister froen, wou mer dru si mat de Verhandlungen tëschent den zwee Spideeler vun Ettelbréck a vu Wolz. Ech mengen, et ass bekannt, dass do scho laang Gespréicher lafen. Et ass, mengen ech, och gewosst, dass eigentlech de Wonsch do ass, dass et, grad ewéi an anere Regiounen, zu Synergien tëschent deenen zwee Spideeler kënnt, tëschent engem Hôpital général an engem Hôpital de proximité.

Sporadesch dréngen dann och Informatiounen iwwer Press oder aner Moyenen no baussen. Déi sinn awer net ëmmer déi positiivst an déi hoffnungsvollst. Dofir: Wou si mer drun?

Wann een dann och an esou enger Kommissioun vum Minister selwer liest, dass d'Erfahrung do ass, dass fräiwëlleg Synergien anscheinend zu net schrecklech vill féieren, ausser dass d'Angebot éischter nach méi grouss ass herno an deenen zwee Spideeler, wollt ech froen, wat de Minister da gedenkt, wann dat do net op fräiwëllegem Wee definitiv zu engem Resultat kënnt, wat hie sech vu Moyene wëllt ginn, fir dass mer och am Norden eng sënnvoll Opdeelung vun deenen eenzelne Missioune kréien; mat der Suerg, dass déi ganz Populatioun am Norden natierlech déi primär medezinesch Versuergung relativ no bei der Hausdier ka kréien, mä op där anerer Säit mer awer och mussen oppassen, dass mer net double emploi a Verschwendung vun öffentleche Gelder maachen. Duerfir wär ech frou aus der Siicht vum Minister ze héieren, wou mer dru si bei deene Verhandlungen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dem Här Gira soen ech Merci fir d'Fro, well se mer d'Geleeënheet gëtt fir op dëser Tribün op Gerüchter an heiansdo och Verdréiungen ze reagéieren, wéi se ganz oft optauchen, wann een onvollstänneg oder net gutt informéiert ass.

Ech kann Iech soen, dass déi Diskussiounen zwëschen de Responsable vun der Ettelbrécker Klinik an där vu Wolz an och de Responsable vun deene jeeweilege Gemengen an engem ganz gudde Geescht lafen zënter enger Rei vu Méint. Et muss ee soen, dass déi éischt Méint emol geduecht ware fir sech uneneen erunzetaaschten a fir och emol kloer ze gesinn, wat méiglech a wat net méiglech ass, an och mat Wonschziedelen eens ze ginn, déi ebe bei jiddferengem an esou Situatioune bestinn, wou da jiddferee gär de Maximum hätt an nach e bëssen dobäi, a wou een eng Zäitche brauch a Gedold muss weisen, fir dass een op dat Räsonnabelt an dat Machbaart ka kommen, wat och am Intérêt vun deem, deen am Zentrum steet, dem Patient, muss erauskommen.

An der Zwëschenzäit hunn déi zwee Gemengeréit prinzipiell Décisioune geholl, dass se mat deene Spideeler fusionéiere wëllen. Dat heescht nach net, dass d'Fusioun schonn do ass. Déi Responsabel vun de Spideeler a vun de Gemengen hu sech och Consultance vu baussen associéiert, fir se bei där doten Démarche ze begleeden, esou wéi dat och bei anere Projeten de Fall war, zum Beispill Esch an Diddeleng, a wéi dat och am Moment de Fall ass zwëschen Esch an Nidderkuer.

Ech wëll ganz kloer soen, dass ech déi dote Bestriewungen encouragéieren, och deene Responsable wäert zur Säit stoen, fir deen dote Projet ze realiséieren, well ech der Meenung sinn, dass et eng Mussesaach ass fir der gesamter Populatioun am Norddeel vum Land dauerhaft déi beschtméiglech Soinen ze garantéieren.

Dir wësst, dass d'Ettelbrécker Saint-Louis an Zwëschenzäit iwwer eng vun deene modernsten Infrastrukture verfügt. Mir sinn am Moment amgaang lescht Hand unzeleeë fir och deene Responsable vun der Wolzer Klinik d'Perspektiv ze gi fir hir Moderniséierungsaarbechten zum Schluss ze bréngen, an da geet et drëm fir ze definéiere wat Schwéierinfrastruktur ass a wat Proximitéit ass.

Ech soen dat esou wéi ech dat denken: Wann eent plus eent zesummewuessen, da kann dat net zweeanenhallwen heeschen, mä da muss dat heeschen, dass eng anstänneg an eng sënnvoll Aufgabendeelung gemaach gëtt. Am Plan hospitalier ass d'Richtung ugewisen. Mir hunn eng Schwéierinfrastruktur zu Ettelbréck mat der Saint-Louis a mir hunn eng Structure de proximité, wat am Wëlzer Raum besonnesch wichteg ass, well et do aner Distanze gëtt zwëschen de Spideeler wéi an anere Regioune vum Land. Wolz an Ettelbréck leie 25 km auserneen. Mir waarden op e gangbare Concept médical. Do sinn d'Leit och amgaang sech um Terrain uneneen erunzebewegen.

An op déi Fro, déi den Här Gira mer gestallt huet, wat da géif geschéien, wann ee sech par impossible net géif eenegen: Bon, ech soen Iech, ech hunn deene Responsable vun deenen zwee Haiser gesot, dass mir eis déi Fusioun, déi Zesummenaarbecht wënschen, a wa se par impossible duerch schlechte Wëlle vun där enger oder anerer Säit net géif zustan kommen, da bleift eis deen nächste Plan hospitalier fir dat méi genee ze definéieren.

Ech soen Iech also ganz kloer, dass ech mer an där dote Regioun, grad ewéi an anere Regiounen - am Moment ass dat am Süden amgaang ze geschéien, an ech wënsche mer dat och zwëschen eenzelnen Haiser aus der Stad -, net zu enger blanner Konkurrenz kënnt, mä dass de Patient méi gebuede kritt, doduerch dass eng Kräftebündelung an eng Aufgabendeelung zustan kënnt.

Merci!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President, fir d'Gedold.

M. le Président.- Déi nächst Fro ass déi vum honorablen Här Aly Jaerling un den Ausseminister iwwert de Site...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President!

M. le Président.- ...vun der WSA.

Jo, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, Här President, ech wollt eng Fro stellen.

M. le Président.- Jo dann, Här Spautz,...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...de 16. Mee.

M. le Président.- Jo, mä loosse mer elo fir d'éischt, mir mussen d'Saachen hei awer schéi mateenee maachen. Loosse mer elo den Här Jaerling seng Fro stellen an da stellt Dir Är.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, mä et ass wéinst Fait personnel. Ech hunn de 16. Mee eng Fro un den Här Ausseminister gestallt an deem gläiche Kontext. Hie konnt

du leider net hei sinn. Do huet et geheescht déi misst vertagt ginn, si sollt als schréftlech Form ëmgewandelt ginn. Déi iwwer 30 Deeg sinn erëm.

Ech wollt just den Här Ausseminister froen, ob domadder och meng Question parlementaire beäntwert wier oder net, well virun engem Mount huet et geheescht, an deemselwechte Kontext, de 16. Mee, wou den Här Ausseminister duerch aner Verflichtungen net hei si konnt, si soll schréftlech gestallt ginn. Déi 30 Deeg, laut Reglement, sinn erëm. Ech wollt just d'Fro stellen, ob domadder och déi Fro beäntwert wier, déi ech schréftlech gestallt hat. Méi ass et net, Här President.

M. le Président.- Jo, Här Spautz, Dir kritt d'Recht, wann Är Fro net am Délai beäntwert ass, fir se da kënnen hei an der Chamber virzedroen. Da maache mer dat Ganzt elo an engem Siess hei. Fir d'éischt dréit den Här Jaerling seng vir, dann drot Dir Är vir, an dann äntwert den Här Ausseminister dorobber.

(Interruption)

Här Jaerling!

- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;

Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)

et

Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Bon, Merci, Här President. Och wann ech mer bewosst sinn, dass am Moment nach delikat Verhandlunge stattfanne mat der NATO iwwert d'Zukunft vun den Terrainen, esou sinn ech mer awer och bewosst, dass d'Suerge vum Personal, dat gäre géif informéiert ginn iwwer seng Zukunft, awer fir mech Virrang hunn an dass d'Personal informéiert gi muss.

Dofir sinn da meng Froen un den Här Minister, dee jo zoustänneg ass fir déi Verhandlungen: Gëtt et nei Elementer wat d'Zukunft vum Personal vum WSA-Site Beetebuerg ubetrëfft an och dat vu Suessem? Wéi verhält et sech mat de Reclassementer? Sinn do nëmmen déi Leit vu Beetebuerg betraff oder sinn och déi vu Suessem betraff? Wéi geschitt dat intern? Wéi geet dat do weider? Déi lescht Fro ass dann och déi: Wéi gesäit et aus mat der Zukunft vun den Terrainen an och mat den Infrastrukturen, déi do drop stinn?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den Här Spautz d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an där ganzer Aktivitéit ass ëmmer vill driwwer geschwat gi wat mam Terrain géif geschéien. Et ass geschwat gi vum Wirtschaftsminister vun engem Logistikcenter. A meng Fro geet am Fong geholl just an déi Richtung, also och iwwert dat eraus, wat d'Siten ubelaangt, nämlech wéi steet et ëm d'Zukunft vun deenen 213 Leit, déi Posten, déi ze vill wieren. An dofir meng Fro un den Ausseminister: Wat sinn do d'Pläng vun der Regierung a wéi gesi se aus?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, fir d'éischt wëll ech mech entschëllege beim Här Spautz. Mir hunn eben e grousst Ausland an den Ausseminister ass net dacks hei, mä ech wëll awer elo vun der Geleeënheet profitéieren, fir vläicht dann, wann de President mer dat elo erlaabt, och nach op d'Fro ze äntwerte vun der Madame Loschetter, si hat nämlech och eng Fro an deem Kontext gestallt, an ech mengen, da kéinte mer dat vläicht alles zesumme maachen.

Fir d'éischt wëll ech hei soen, dass de Verwaltungsrot, d'Direktioun vun der WSA an och déi am meeschte concernéiert Ministèren a regelméissegem Kontakt si mat de Leit vun der WSA, esou wéi mer dat jo och gesot hunn an eiser Deklaratioun vum 17. Mäerz - Dir kënnt Iech erënneren, wou d'Amerikaner gesot hunn, dass se WSA géife schléissen - fir ebe Léisungen ze sichen, fir den Impakt op d'Belegschaft esou kleng wéi méiglech ze halen.

Nun, den 20. Abrëll hunn ech mech, zesumme mat de Kolleege Biltgen, Krecké a Schiltz a mat den Delegéierte vum Personal an de Vertrieder vun de Gewerkschaften, getraff, fir se dann iwwert de Stand vun den Diskussiounen ze informéieren. Et gouf do ofgemaach, dass mer géifen am Juni en neien Dag fixéiere wou mer zesummekéimen; an deen Dag ass elo mar am Ausseministère.

Ech weess awer och vu Leit - Vertrieder vum Salariat, déi am Conseil d'administration sinn, an och vun der Presidentin vum Conseil d'administration -, dass och d'Direktioun a stännegem Kontakt ass mat der Belegschaft.

D'Madame Loschetter hat gefrot wéi déi kontraktuell Obligatioune vun der WSA vis-à-vis vun der Belegschaft sinn. Déi sinn eigentlech duerch zwou Kollektivkonventioune geregelt, déi eng fir d'Aarbechter an déi aner fir d'Employéen, déi jeeweils fir zwee Joer ofgeschloss goufen, an et ass den Artikel 6 vun deene Kollektivkonventiounen, dee virgesäit: «Toute suppression d'emplois due à des raisons économiques et/ou structurelles oblige le WSA d'entamer avec les syndicats représentatifs sur le plan national la négociation d'un plan social.»

Mir an all déi Leit, déi domadder kënnen ëmgoen, wëssen awer, dass et de Moment ze fréi ass fir déi Negociatiounen, wéinstens formell - formell betounen ech - ze entaméieren.

Wat elo de Statut vum Personal vun der WSA Beetebuerg ubelaangt - wat jo och gefrot ginn ass vum Här Spautz a vum Här Jaerling -, esou waren den 1. Juni 2006 209 Leit zu Beetebuerg beschäftegt, dovunner 118 ënnert dem Statut vum Aarbechter an 91 ënnert dem Statut vum Employé.

D'Madame Loschetter freet, ob den Ausseministère wéi bis ewell d'Charge vun der Gestioun vum Site vun der WSA huet. An do muss een an der Äntwert awer kloer sinn, well den Ausseministère hat nach ni déi Charge, fir do d'Gestioun ze assuréieren. 1978 ass en Accord iwwert d'Konstruktioun vun deenen zwee Dépôte fir d'Reservë vum Militärlager zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn. Dunn ass déi Agence de gestion de dépôts „Warehouse Service Agency" constituéiert ginn an déi Sociétéit, d'WSA also, ass vun der Lëtzebuerger Regierung mandatéiert ginn «d'agir pour le compte de l'État vis-à-vis de l'OTAN…» an esou weider, ech liesen Iech net alles vir, fir Zäit ze gewannen.

Also den Ausseministère huet an deene leschte Méint - wat seng Aufgab ass a wéi en dat och scho gemaach huet an den 80er an an den 90er Joren - d'Coordination interministérielle, fir Léisunge fir de Site an d'Personal vun der WSA ze fannen, assuréiert.

Wat dann elo d'Projete fir d'Zukunft ugeet - dat ass jo dat, wat eis am meeschten interesséiert - wësst Der jo wat op der dëser Tribün - den Här Spautz huet et elo grad gesot - gesot ginn ass vum Statsminister. An dat ass selbstverständlech d'Positioun vun dëser Regierung, nämlech fir d'Implantatioun vun engem Logistikcenter op dësem Site virzegesinn.

Esou eng Léisung ass an den Ae vun der Regierung - mëttel- an och laangfristeg gesinn - dat héchst ekonomescht Potenzial an domadder och déi bescht Méiglechkeet - en termes d'emploi - fir do kënnen eppes Opweises ze hunn.

Et ass och des Weideren envisagéiert, dass d'Arméi d'Ofschléisse vum Contrat d'entretien mat der WSA fir den Entretien an och den Entreposage vu sengem Charroi elo wäert maachen an domadder wier et méiglech, fir een Deel vum Personal weider um Site ze beschäftegen.

D'Usiedele vun engem Centre de formation pratique pour conducteurs professionnels ass am Kader vun enger Direktiv, déi Der hei an der Chamber ëmgesat hutt, duerch de Ministère des Transports also virgesinn.

An dann de leschte Punkt. Vun deenen 366 Leit, Här Jaerling, déi Der genannt hutt, déi op den 1. Juni 2006 e Kontrakt bei der WSA haten, sinn et der am Moment 36, déi affektéiert sinn an d'Travaux extraordinaires d'intérêt général an d'Regierung war sech do eeneg, dass déi Léit och weider an deem Kader solle beschäftegt ginn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Déi lescht Fro gëtt vum honorabelen Här Mehlen un den Här Ackerbauminister gestallt iwwert de Projet de loi relatif aux chiens.

- Question N°118 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet du projet de loi relatif aux chiens, adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Meng Fro baséiert op engem Fait, dee virun e puer Deeg stattfonnt huet an deen erëm fir e bëssen Onrou an der Populatioun gesuergt huet, wou e Pitbull zwar en aneren Hond doutgebass huet, mä et hätt gradesou gutt kënne Kanner treffen. An ech wollt duerfir de Minister froen, wou mer mat sengem Projet dru wären.

Bekanntlech huet d'Regierung am Mee 2002 e Projet de loi relatif aux chiens virgeluecht. Den Avis vum Conseil d'État ass den 10. Dezember 2002 komm. Deen huet, wann een dem „Lëtzebuerger Wort" vun haut ka gleewen, kee gutt Hoer um Projet de loi gelooss an hien hätt recommandéiert fir dat frësch ze schreiwen oder ganz ze iwwerschaffen. A wou de Bericht hei an der Zeitung net richteg ass, ass wann do steet: „Danach gab es nur noch Schweigen um den Gesetzesentwurf, der bis heute nicht mehr aus der berühmten Schublade aufgetaucht ist."

Effektiv huet d'Regierung e ganze Pak Amendementen nogereecht, mä dat war schonn de 7. November 2003, dat heescht et ass scho méi wéi zweeanenhalleft Joer hier. Elo kënnt Der natierlech, Här Minister, de Ball ganz séier un d'Chamber zréckspillen oder bei de Statsrot spillen.

Ech wollt Iech trotzdeem froen: Steet d'Regierung nach ëmmer hannert hirem amendéierte Projet - well et ass an der Vergaangenheet alt emol virkomm, dass, wann d'Regierung op eng Kéier net méi grad esou en Intérêt drun hat, dass de Projet sollt virugoen, en dann och beim Conseil d'État leie bliwwen ass? Ech hoffen, dass dee Verdacht sech net bestätegt an dass Der dat an der Öffentlechkeet kënnt an Ofried stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Madame Statssekretärin Octavie Modert äntwert op déi Fro.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Jo, Här President, ech sinn zoustänneg fir déi rosen Hënn.

(Hilarité)

Jo, Här Deputéierten, d'Regierung steet zu hirem Projet. Effektiv, wéi Dir dat och gutt zitéiert hutt, sinn am November 2003 Amendementen ausgeschafft ginn an dem Statsrot iwwergi ginn. Zwee Joer duerno, am Oktober zejoert, huet de Statsrot gefrot, ob d'Regierung géif un deem Projet festhalen, an d'Regierung huet geäntwert, si géif un deem Projet festhalen.

Voilà, an elo hoffe mer, dass mer spéitstens am Hierscht kënnen zesummen - Chamber a Regierung - dee Projet finaliséieren, fir en dann hei an der Chamber nach am Laf vun dësem Joer - dat heescht vun dësem Chambersjoer - kënne gestëmmt ze kréien, well et sech ëm eng Fro handelt, déi sech tatsächlech a leider ëmmer nees stellt.

Et war iwwregens net esou, dass de Statsrot kee gutt Hoer gelooss hätt un deem éischte Projet vun der Regierung, mä hien hat eng komplett aner Approche. An et sinn och en Deel Amendemente gemaach ginn, déi haaptsächlech formaler a formalistescher Natur waren, an op den zousätzlechen Avis iwwer dës Amendementer waarde mer elo.

Mir haten eis och erlaabt dem Statsrot eng Kéier ze signaléieren, datt mer interesséiert dru wären, fir an dem kommende Joer kënnen de Projet ze evakuéieren. An, wéi gesot, mir hoffen, dass dat vum Hierscht un da ka gemeinsam mat der Chamber de Fall sinn, well et tatsächlech drëm geet, fir hei eng Fro vu Sécherheet fir de Mënsch an och fir d'Déier kënnen zesummen ze regelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Eng allerlescht Fro vum Här Henckes un de Minister zoustänneg fir d'Fonction publique iwwert d'Conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure vum Stat.

- Question N°119 de Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure de l'État (quatre ou cinq ans), adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Här Minister, fir beim Stat als Universitaire agestallt ze ginn ass d'Regel elo esou, dass ee muss am Prinzip véier Joer d'Uni absolvéiert hunn oder eng Haute école.

Well mer awer elo wëssen, datt d'Universitéitsstudien an den allermeeschte Länner op Basis vun europäeschen Accorden op fënnef Joer eropgesat ginn, stellt sech natierlech fir vill Studenten d'Fro, speziell elo nom Premièresexamen, ob se dann elo an e Cycle gi vu véier Joer oder an ee vu fënnef Joer, wa se wëlle bei de Stat schaffe kommen, notamment am Enseignement.

Duerfir wollt ech den Här Minister froen, wéi d'Attitüd vun der Regierung elo ass. Ech erënnere mech, datt ech em am Mäerz 2005 eng Question parlementaire gestallt hat, wou e mer gesot huet, d'Fro wier à l'étude. Ech wollt also wëssen, wou déi Etüd elo drun ass, ob se fäerdeg ass a wat d'Resultater dovunner sinn.

Wann déi Etüd nach weidergeet, da géing ech just de Minister froen, wat d'Regierung elo de jonke Leit, déi sech wëllen op esou eng Uni aschreiwen, réit. Ob se deenen elo uréit, fir op déi Universitéiten nach ze goe vu véier Joer, oder ob se hinnen dovunner ofréit, an au contraire uréit fir op Unien ze goe vu fënnef Joer.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Wiseler huet d'Wuert. Här Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President.

Déi éischt Äntwert, déi ech op déi Fro vum Här Henckes géing ginn, an déi wesentlech ass fir all d'Studenten, dat ass, datt d'Regierung wëlles huet den aktuelle System, dee jo, wéi Der richteg gesot hutt, e Cycle complet vu véier Joer Studie verlaangt, an deen neie System, deen aus dem Bologna-Prozess wäert entstoen, während enger längerer Zäit parallell lafen ze loossen, fir datt all déi Studenten, déi hir Studien ugefaangen hu respektiv déi se elo kuerzfristeg wäerten ufänken, mat deem engen an deem anere System net a Schwieregkeete kommen, a souwuel deen ee wéi deen anere System kënnen hei zu Lëtzebuerg unerkannt kréien. Dat ass elo déi éischt Äntwert op déi Fro.

Déi zweet Äntwert, dat ass: Mëttel- a laangfristeg ass et ganz kloer, datt mer de kompletten Ëmstig an déi Strukture vum Bologna-Prozess wëlle maachen. Dat ass logesch. Dat ass och déi Schinn an där Europa amgaang ass ze fueren, an et ass och déi Schinn an där mer mëttel- a laangfristeg och hei zu Lëtzebuerg wäerte fueren. Dat heescht am Kloertext, datt déi Formule vu véier Joer, esou wéi se bei eis elo am Gesetzestext steet: «un diplôme sanctionnant un cycle complet de quatre années d'études», an dëser Form mëttel- a laangfristeg net méi bestoe wäert.

En drëtte Punkt, deen ech wollt soen, dat ass déi Fro, déi Der gestallt hutt: Rot Der elo an en Zyklus vu véier oder fënnef Joer ze goen? Do ass d'Äntwert déi, datt ech mengen, datt een an Zukunft déi Fro net méi esou ka stellen, well mer an Zukunft sécherlech net méi op déi Fro wäerte mat enger Zuel Jore kënnen äntwerten, mä datt mer am Kader vun engem Diplom wäerten äntwerten, engem Bachelor-Diplom oder engem Master-Diplom; woubäi ee muss wëssen, datt déi Typë vun Diplomer, ob et elo de Bachelor oder de Master ass, net onbedéngt ëmmer därselwechter Joreszuel entspriechen.

Wann et klassescherweis esou ass, datt de Bachelor-Diplom dräi Joer ass an dann e Master zwee Joer nach dobäi, gëtt et awer haut och schonn a wäert et och an Zukunft Bachelore gi mat véier Joer, an och souguer deelweis a véier Joer Studienzäit d'Méiglechkeet, wou ee kann e Master kréien. Also gëtt net méi a Jore geschwat, mä an Diplomer geschwat.

Wat elo déi detailléiert Äntwert ugeet, esou muss ee soen, datt mer eis momentan - an déi Studie, déi d'Regierung amgaang ass, déi ass net esou einfach fäerdeg ze maachen, well mer hei net an engem loftleere Raum handelen an net eleng op Lëtzebuerg an op d'Lëtzebuerger Fonction publique kënne kucken - an engem internationale Kontext befannen. Dofir hu mer am Kader vun den Directeurs généraux vun der Fonction publique als Lëtzebuerg eng Ëmfro gestart, fir ze wësse wéi all déi aner auslännesch Fonction-publiquë bei hinne wäerten dee Bologna-Prozess ganz prezis ëmsetzen. An all déi aner Länner waren och interesséiert fir déi Etüd, déi vun eis aus

gestart ginn ass, ze kréien, fir datt do zumindest jiddfereen informéiert driwwer ass, wéi deen aneren dee Problem ugeet.

Eng zweet Analys mat där mer amgaang sinn, dat ass: Wéi gëtt an Zukunft zu Lëtzebuerg an am Ausland am Kader vum Bologna-Prozess den Accès zu alle reglementaresche Beruffer, och déi aus dem Secteur privé, geregelt? Well do si jo evidenterweis och Korrespondenze mat der Fonction publique. Wéi gëtt den Accès zu dem Beruff vum Affekot geregelt, vum Architekt, vun de Professions de santé - wat reglementéiert Beruffer sinn, an déi och mussen deen Transfert an de Bologna-Prozess definitiv an allen europäesche Länner maachen?

Mir sinn och amgaang ganz no ze observéieren, wéi an a wat fir engem Rhythmus am Ausland de Bologna-Prozess an den Universitéiten ëmgesat gëtt. A wann een do kuckt, wat elo notamment a Frankräich zum Beispill geschitt, esou ass dat nach ëmmer net ganz kloer.

A mir mussen natierlech extrem oppassen, well eis Studente jo zu engem groussen Deel nach ëmmer an eis Nopeschlänner ginn, fir hir Studien ze maachen, datt mer do och an engem gewëssene Parallelismus handelen. Also net an engem loftleere Raum, mä kucken, wat am Ausland geschitt, an déi Ëmsetzung an déi dote Richtung maachen, woubäi ech Iech elo net déi Äntwert ka ginn a wat fir engem Zäitplang, well deen Zäitplang sécherlech och vun deem, wat ronderëm eis geschitt, ofhänkt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen elo zum nächste Punkt, dat ass d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Universitéit, d'Innovatioun an d'Fuerschung zu Lëtzebuerg, zesumme mat der Motioun vum Här Adam iwwert d'Uni Lëtzebuerg. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sunnen, d'Madame Brasseur, den Här Fayot, den Här Adam, den Här Thiel an den Här Huss. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Fred Sunnen agedroen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

6. Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg

Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg

Débat

M. Fred Sunnen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sti virun der Erausfuerderung Lëtzebuerg op d'Zukunft virzebereeden. Wann och kee wësse kann, wéi déi Zukunft ausgesäit, esou musse mer awer kucken, datt mer déi gutt Kaarten an der Hand hunn. Virun e puer Méint hu mer an dësem Haus schonn emol doriwwer debattéiert, an zwar wéi de Premier d'Resultater vun der Tripartite virgestallt huet. Deemools war scho kloer, datt mer op Educatioun a Recherche setze mussen, fir esou déi eng oder déi aner Tromp an der Hand ze hunn.

Fréier hu mer och op eng Nischepolitik gesat, a verschidde vun eise Souveränitéitsrechter zur Verfügung gestallt. Nach haut ziere mer vum Succès vun dëser Politik. An Zukunft brauche mer en zweet Standbeen. Mer mussen op Wësse setzen an op Savoir-faire, déi hei zu Lëtzebuerg erschafft ginn. Si sinn de Buedem an deen een eng Industrie- an eng Wirtschaftspolitik planzt. Dofir ass et wichteg, datt mer haut iwwert d'Uni an d'Recherche debattéieren.

Wéi mer 2003 d'Unisgesetz gestëmmt hunn, waren déi meescht an dësem Haus sech eens doriwwer, datt d'Zäit komm wär, fir datt och Lëtzebuerg eng Uni kréie sollt. Mir hate virdru laang debattéiert wéi grouss déi Uni gi sollt. Schlussendlech hu mer gesot, datt et kee Sënn géif maachen, dat ze imitéieren, wat scho ronderëm eis geschitt, mä datt mer d'Uni spezialiséiere sollten. Domat war de Wee virgezeechent, fir an dat ze investéieren, wat den OECD-Bericht, deen elo um Dësch läit, «niches de compétences» nennt. Et ass kloer, datt mer op Qualitéit setze mussen; dat bedeit genuch Professeren a Chercheuren op kloer definéierte Prioritéite schaffen ze loossen. «Qui trop embrasse mal étreint», an dat däerf eben hei net passéieren.

D'Uni huet elo e Plan quadriennal opgestallt. Si kënnt domadder enger Obligatioun no, déi am Gesetz virgesinn ass. Et ass elo un der Regierung fir zu engem Kontrakt mat der Uni ze kommen. Ech erënneren drun, datt dëst Zesummespill vum Plan quadriennal a vum Contrat de développement d'Mëttel ass, dat de Législateur sech ginn huet, fir d'Autonomie vun der Uni an e Kader ze setzen. Et ass elo déi éischte Kéier, datt mer dëse Kader mat Liewen erfëllen, an ech si frou doriwwer, datt d'Parlament ganz an de Prozess agebonnen ass.

Dir Dammen an Dir Hären, de Plan quadriennal geet an déi richteg, an déi gutt Richtung. De Recteur vun der Uni an hire Conseil de gouvernance weisen an dem Dokument d'Marschrichtung, déi se aschloe sollen.

Éischtens, dës Uni soll konsequent an d'Richtung vun enger «Université de recherche» positionéiert ginn. Esou soll d'Zuel vun de Studenten an engem Masterprogramm a véier Joer iwwer 20% leien. Haut ass dee Prozentsaz verschwindend kleng.

Zweetens, dës Uni wëllt hir Prioritéite setzen. Am Plan quadriennal fanne mer siwen Haaptprioritéiten erëm. Dozou gehéieren d'Informatik mat der Problematik vun der Sécuritéit vun den informateschen Transaktiounen an och d'Materialanalys. Mir gesinn, datt d'Uni hei a Beräicher aktiv gëtt an och schonn zum Deel ass, déi fir eis Ekonomie ganz wichteg sinn.

Am Droit an an de Finanze profitéiert se vun der Presenz vun der Europäescher Cour de Justice, a mat der Luxembourg School of Finance wëllt se eng wichteg Roll fir d'Bankeplaz spillen.

Och d'Sciences de l'éducation an d'Reflexioun iwwer Lëtzebuerg gehéieren zu de Prioritéiten. Dëse Plang ass gutt équilibréiert. D'Uni ass op fir d'Ekonomie a mat hire Prioritéite gëtt se e wichtege Facteur fir d'Standuertpolitik. Zur gläicher Zäit ass se net nëmmen utilitaristesch opgestallt. Si hëlleft eis och verstoen, wie mer sinn.

Drëttens: D'Uni stellt och e Finanzplang op a seet wat d'Mëttele sinn, déi se brauch fir dës Ziler ze erreechen. Mir wëssen, datt an Europa d'Finanzéierung vun den Unien en Thema ass. D'Europäesch Kommissioun huet an hirer Matdeelung dorop higewisen. Wann Europa d'Konkurrenz mat den USA an der Wëssensgesellschaft wëllt ophuelen, da brauchen d'Héichschoulen och d'finanziell Mëttele fir dëse Konkurrenzkampf ze bestoen. Ech begréissen duerfir och dem Premier seng Ausso, trotz budgetären Enkpäss weider an d'Fuerschung an an d'Uni ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo kloer, datt d'Uni eng wichteg Roll fir d'Land spille muss. Mä si muss sech awer och selwer international positionéieren. D'Mobilitéit vun hire Studenten, déi jo während hirer Bachelor-Ausbildung alleguerten en Deel vun hirer Ausbildung am Ausland maachen, ass en Zeeche vun dëser Internationalitéit. Am gläiche Mooss mussen awer och auslännesch Studenten heihinner kommen. D'Mobilitéit kann also net „à sens unique" sinn. D'Universitéit brauch gutt Studenten aus dem Ausland; och dat dréit zu hirem Rayonnement bäi.

Ech wëll nach kuerz op d'Infrastruktur ze schwätze kommen. Wa mer d'Prioritéite vum Plan quadriennal ëmsetze wëllen, da brauche mer virun allem eng gutt Infrastruktur. Dëst ass besonnesch richteg, wa mer och nach d'„public private partnerships" favoriséieren. Mir zéie keng gutt Chercheuren un, a scho guer keng privat Recherchelaboen, déi mat der Uni kooperéiere sollen, wa mer keng gutt Infrastruktur zur Verfügung stellen.

D'Cité des Sciences op der Friche zu Belval ass dat ideaalt Instrument fir hei Neel mat Käpp ze maachen. Mir begréissen ausdrécklech d'Décisioun vun der Regierung fir aus Esch-Belval de Site unique vun der Uni ze maachen. A mir drängen d'Uni an de Fonds Belval, de Concours fir déi éischt Infrastruktur an den Aménagement en général vun der Uni an den CRPen op dësem Site nach am Juli ze lancéieren. Mir däerfen hei keng Zäit verléieren, soss bleiwen de Plan quadriennal an de Contrat de développement „lettre morte".

Här President, nieft der Uni ass awer och d'Fuerschungslandschaft am Ëmbroch.

D'Recherche-Gesetz vun 1987 war den Ausgangspunkt fir eng rapid Entwécklung vun der Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg. Dëst Gesetz huet net, wéi um Ufank vu munche gefaart, zu enger Prolifératioun vun Institutiounen an zu enger Verzettelung vun deene wéinegen disponible Ressourcë geféiert; villméi gouf an eisen dräi Centres de recherche publics deen Dispositif opgebaut, deen haut e wichtege Bäitrag zu der sozioekonomescher Entwécklung an eisem Land liwwert.

Säit hirer Kreatioun konnten eis CRPe bestänneg hir Aktivitéite weider ausbauen an domat op d'Demande no technologescher Kompetenz a wëssenschaftlecher Hëllef bei der Aféierung vun neien Technologien oder neie Procédéen, souwuel vun der Säit vum Wirtschaftssecteur wéi vun den öffentleche Verwaltungen, reagéieren.

Grad an de leschte Jore konnte mat der Kreatioun vum Fonds national de la Recherche dës Aktivitéiten nach verstäerkt ausgebaut ginn a konsequent a Richtung vun den Objektiver, déi d'Sommete vu Lissabon a Barcelona gesat hunn, geschafft ginn. Et kënnt een trotzdeem net laanscht d'Feststellung, datt dës Objektiver, trotz allen Ustrengungen, - nach - net erreecht goufen. Et ass duerfir ze begréissen, datt d'Regierung, wéi de Premierminister kierzlech hei ënnerstrach huet, nach eng Kéier eng Schëpp noleeën an déi öffentlech Ausgabe fir d'Recherche bis 2009 verduebele wëllt.

Wéi d'Expertë vun der OCDE feststellen, hu mer en Dispositif de recherche, souwuel am private wéi am öffentleche Beräich, dostoen, mat deem d'Objektiv vun den 3% Investissement an d'Recherche nach wie vor en ambitiéist, awer keen onméiglecht Zil duerstellt.

Et ass an deem Sënn och ze begréissen, datt d'Regierung schonn am Summer d'lescht Joer, also ier se d'Décisioun vun enger weiderer Verstäerkung vun de Recherche-Kreditter geholl huet, drop gehalen hat, fir eise Recherche-System enger detailléierter, onofhängeger a kompetenter externer Analys ze stellen, fir no Weeër a Méiglechkeete fir sënnvoll an noutwendeg Verbesserungen ze sichen a Perspektiven opzezeechnen, wéi déi positiv Entwécklung vun de leschte Joren och an Zukunft nach méi staark ënnerstëtzt gi kann.

Dës Analys zitt, wuel mat Nuancen an net ouni eng Rei kritesch Remarquen, global e positive Bilan vun der Aarbecht aus de leschte Joren. Als CSV-Fraktioun deele mir dës Analys largement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëllt elo d'Remarquen an d'Propositioune vun der OCDE esou séier an esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen, fir en effiziente Recherche-System ze schafen, deen och amstand ass, déi erwaarte Plus-value ze bréngen.

Dozou gehéiert, d'Rollen an d'Funktiounen innerhalb vum System méi prezis wéi an der Vergaangenheet ze definéieren an ze verdeelen. Duerfir muss besser tëschent - an anscheinend och innerhalb - de Ministèren zesummegeschafft ginn. D'Ministèrë musse sech méi staark dorop konzentréieren, fir zesumme mat dem Privatsecteur a mat den anere Fachministèren déi richteg Objektiver an Zilvirgaben ze definéieren. D'Dagesgeschäft vun der Exekutioun solle si den Acteuren um Terrain iwwerloossen. Agences intermédiaires wéi de Fonds national de la Recherche a Luxinnovation kënnen dobäi Koordinatiounsaufgaben iwerhuelen.

Mir sinn als CSV-Fraktioun der Meenung, datt mir, wéi et d'ailleurs och am Regierungsprogramm festgehalen ass, d'Fuerschungsefforten zu Lëtzebuerg an Zukunft vill méi staark mussen op e puer Domaines clés konzentréieren, déi amstand sinn, den néidege sozioekonomeschen Impakt ze generéieren. D'Audits stratégiques an d'Contrats de performance, wéi am Rapport vun der OCDE virgeschloen, erschéngen eis heibäi als adequat Mëttelen.

Mir kënnen d'Objektiv vun den 3% awer nëmmen erreechen, wann och an der Privatwirtschaft weiderhi staark op d'Recherche gesat gëtt. Et ass an deem Sënn och extrem wichteg, d'Fuerschung am privaten an am öffentleche Secteur méi staark mateneen ze vernetzen. Do hunn am Ausland Konzepter wéi déi vun der OCDE virgeschloen „Centres de compétence" ganz interessant Resultater bruecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dës Initiativen an d'Realitéit ëmzesetze brauch et, op d'mannst am Ufank, e verstäerkte politesche Guidage. Obwuel mir am Allgemengen net fir d'Schafung vun neie Gremien a Strukture sinn, kënne mer eis awer duerchaus d'Asetze vun engem Comité virstellen, un deem senge Réuniounen, nom Virbild vum Comité de conjoncture, déi concernéiert Ressortministere perséinlech deelhuelen a vun deem duerfir déi néideg Impulser ausginn.

Last but not least däerfe mir awer bei all deenen Iwwerleeungen dat wichtegst Element, de Mënsch, net vergiessen. Ouni Fuerscher a Fuerscherinne geet nun emol näischt an der Fuerschung.

Fir Jonker dozou ze animéieren, eng wëssenschaftlech Carrière anzeschloen, musse mer dës Carrière méi attraktiv gestalten a besser Zukunftsperspektive bidden. Obwuel d'Kreatioun vun der Uni hei nei Méiglechkeete bitt, ass et wichteg, d'Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun heizou méiglechst séier ëmzesetzen. Well eis ausserdeem a ganz Europa déi néideg Humanressourcë feelen, musse mer op déi ausserhalb vun der Unioun zréckgräifen. An deem Sënn ass et och wichteg, d'Direktiv iwwert den Accueil vu Fuerscher aus Drëttlänner ganz séier ëmzesetzen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, domat hätt ech Mäint gesot, a well d'Fraktioune vun der Majoritéit der Meenung sinn, datt mer déi Usätz, déi mer hei mëndlech virdroen och wëlle praktesch ëmgesat gesinn, hu mer eng Rei vun Opfuerderungen un d'Regierung an dräi Motioune gekleet. Dës Motiounen zur Uni selwer, zur Recherche an och zum Site wëll ech elo zum Schluss vu menger Interventioun bei lech deponéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg;

- vu la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, prononcée par le Premier Ministre le 2 mai 2006 à la Chambre des Députés, notamment quant à la volonté affichée d'accroître les investissements en recherche;

- considérant le plan quadriennal de l'Université du Luxembourg adopté par le conseil de gouvernance de l'université lors de sa séance du 12 mars 2006;

- prenant note de la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 11 mai 2006 «Faire réussir le projet de modernisation pour les universités: formation, recherche et innovation»;

- rappelant le principe établi par la loi du 12 août 2003 selon lequel l'Université du Luxembourg est une université spécialisée alliant recherche et enseignement, de taille réduite et à rayonnement international et qu'elle donne la priorité à la recherche pour en dériver ensuite des enseignements;

- rappelant les principes fondamentaux de l'université, et notamment la mobilité internationale des étudiants, des enseignants et des chercheurs, le caractère multilingue de l'enseignement ainsi que l'accompagnement des étudiants sous forme de tutorat;

- soulignant le rôle essentiel de l'université dans le développement d'une économie fondée sur la connaissance et accentuant dès lors son rôle en tant qu'acteur économique, capable de répondre rapidement à la demande des marchés et capable de développer des partenariats stratégiques avec le monde des entreprises pour l'exploitation de la connaissance scientifique et technologique;

- insistant sur l'apport essentiel de l'université au développement et à la cohésion de la société luxembourgeoise, et rappelant l'accord de coalition qui prévoit à cet égard: «Parmi les grands axes, le Gouvernement encouragera également la recherche sur l'identité du pays, sur la société luxembourgeoise, les flux migratoires, l'intégration ainsi que sur la langue et le système de langues pratiqué au Luxembourg, ceci pour disposer d'instruments permettant de promouvoir la cohésion sociale.»;

- réaffirmant le rôle clé de l'université pour doter l'économie et la société luxembourgeoise des compétences et de l'expertise nécessaires pour réussir dans un monde de la connaissance globalisée et encourageant ainsi la mise en place de formations de haut niveau répondant aux critères de l'employabilité;

- consciente de la nécessité de garantir la viabilité financière de l'université à long terme et soucieuse de baser le financement de l'université sur les résultats à produire plutôt que sur les moyens utilisés;

invite le Gouvernement

- à élaborer, en prenant dûment en compte le plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, et ce dans les meilleurs délais, le contrat de développement avec l'université, dont l'exécution sera à baser sur des indicateurs de performance diversifiés avec des objectifs clairement définis;

- à mettre à la disposition de l'université le financement nécessaire pour un développement durable basé sur les principes fondateurs de l'université et en cohérence

avec l'espace européen de l'enseignement supérieur tout en évitant que ce financement ne soit trop monolithique, risquant de mettre en cause une véritable indépendance universitaire;

- à transposer dans les meilleurs délais la directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat.

(s.) Fred Sunnen, Ben Fayot, Lydia Mutsch, Marcel Oberweis, Lucien Thiel.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la volonté du Gouvernement d'intensifier, dans le contexte de la poursuite des objectifs établis par le Conseil européen 2002 de Barcelone, les activités nationales en matière de recherche, développement technologique et innovation (RDI);

- rappelant que les dépenses de recherche publique ont été considérablement augmentées depuis 1999, mais restent encore largement en deçà de «l'objectif de Barcelone»;

- considérant la récente déclaration de Monsieur le Premier Ministre visant à doubler d'ici 2009 le niveau des dépenses publiques en matière de recherche;

- constatant que depuis la création de l'Université du Luxembourg, le paysage de la recherche publique au Luxembourg est complet et qu'il a pu dégager des résultats performants, mais qu'il s'est développé de façon non dirigée de façon «bottom up»;

- considérant l'initiative du Gouvernement qui, eu égard à ces objectifs, a souhaité disposer d'un bilan des activités mises en œuvre au Grand-Duché en matière de RDI, bilan établi sur base d'une évaluation compétente, externe et indépendante, en vue d'orienter la politique nationale future en la matière;

- considérant les conclusions et recommandations du rapport, relatif à cette étude, présenté récemment par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), notamment celle d'inculquer une vue davantage «top down» à la recherche publique afin d'éviter des doubles emplois et des pertes d'efficacité;

- considérant en outre l'importance qu'il échoit d'accorder au développement du capital humain en vue de réaliser les objectifs de Lisbonne et de Barcelone ainsi que le fait que la mobilité des chercheurs constitue une des clés de la qualité de la recherche;

- tenant compte des développements et des acquis réalisés en matière de recherche publique au cours de la dernière décennie;

- partageant largement l'analyse de l'OCDE concernant les forces et faiblesses du système actuel ainsi que les conclusions et recommandations dudit rapport;

- se félicitant du fait que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a été associée étroitement à la mise en œuvre de cette étude;

- soulignant l'importance du renforcement des activités de RDI dans le contexte de l'accomplissement des objectifs du Plan national pour l'Innovation et le Plein Emploi;

invite le Gouvernement

- à améliorer la gouvernance du dispositif national de RDI en précisant les rôles et fonctions des différents intervenants du système national de la recherche et de l'innovation et en assurant une meilleure coordination entre les départements compétents en matière de RDI;

- à séparer les fonctions de définition de la politique de recherche publique de celle de sa mise en œuvre;

- à envisager notamment la mise en place d'un comité de haut niveau, comprenant des personnalités indépendantes venant à la fois du monde de la recherche et de l'enseignement et du monde économique, et dirigé personnellement par un ou plusieurs membres du Gouvernement pour développer à l'avenir les grandes lignes de la recherche publique;

- à s'appuyer sur le Fonds National de la Recherche (FNR) pour la mise en œuvre de cette politique et envisager à cette fin un réajustement des missions de celui-ci;

- à mettre en œuvre des mesures efficaces (telles qu'audits stratégiques, contrats de performance, évaluation ex-post) visant à assurer l'efficience des activités de recherche publique et l'utilisation à meilleur escient des moyens financiers actuels et futurs y consacrés;

- à concentrer l'effort national de recherche sur un nombre limité de domaines clés, à haute valeur ajoutée pour l'économie nationale, la qualité de l'enseignement luxembourgeois et la cohésion sociale, en tenant compte des résultats de l'étude de prospective mise en œuvre actuellement par le FNR;

- à associer le secteur privé, dans une approche de partenariat public-privé, à la détermination de ces domaines et à la définition des objectifs de recherche à atteindre, notamment à l'aide de concepts tels que les «centres de compétence» proposés par l'OCDE, dans le but d'un effet d'entraînement visant à resserrer les liens entre la recherche privée et la recherche publique;

- à prendre les mesures visant à rendre la carrière de chercheur plus attrayante et moins précaire dans l'esprit de la Charte européenne du chercheur et du Code de conduite pour le recrutement des chercheurs, élaborés récemment par la Commission européenne, ainsi qu'à accroître la participation des femmes à la recherche scientifique et industrielle;

- à transposer sans délai la directive 2005/71/CE du Conseil de l'Union européenne relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique.

(s.) Fred Sunnen, Ben Fayot, Lydia Mutsch, Marcel Oberweis, Lucien Thiel.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 12 août 2003 portant création d'une Université du Luxembourg;

- soulignant qu'il est primordial pour un développement rapide et conséquent de l'Université du Luxembourg de la doter au plus vite des lieux de travail adéquats;

- soutenant que le principe du regroupement sur un site unique tel que retenu par le Gouvernement en date du 23 décembre 2005 sur l'implantation de l'Université du Luxembourg est dans l'intérêt de l'université pour favoriser à la fois la vie étudiante, l'enseignement et la création d'un environnement intégré de recherche;

- partageant l'opinion du Gouvernement que le site de Belval-Ouest a la vocation d'héberger ce site unique, eu égard aux facteurs «temps», «coût», et «IVL»;

- prenant acte que dans l'intérêt d'utiliser des infrastructures existantes et de faire des économies d'investissement, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances sera implantée provisoirement à Luxembourg-Limpertsberg;

- prenant note que le Gouvernement entend rediscuter la question de l'implantation définitive de cette faculté d'ici l'horizon 2009, notamment quant à l'intérêt de la proximité d'une telle faculté par rapport à la place financière et aux institutions européennes;

invite le Gouvernement

- à accélérer et à réaliser dans les tous meilleurs délais l'implantation de la Faculté de Technologie et de la Communication, de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines et des Sciences de l'Éducation ainsi que du rectorat à Belval-Ouest;

- à discuter de façon objective et sereine d'ici l'horizon 2009 avec tous les acteurs sur la question de l'implantation définitive de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances dans l'intérêt du développement universitaire;

- à baser ces discussions sur le facteur aménagement du territoire (IVL), le facteur «temps», le facteur «coût» et la proximité avec la place financière et les institutions européennes; considérations qui sont à la base de la décision gouvernementale du 23 décembre 2005.

(s.) Fred Sunnen, Ben Fayot, Lydia Mutsch, Marcel Oberweis, Lucien Thiel.

Mir wiere selbstverständlech frou, wann dës Texter och iwwert d'Majoritéit eraus géifen Ënnerstëtzung fannen.

Merci fir Äert Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Sunnen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei hat am August 2005 eng Interpellatioun iwwert d'Universitéit an d'Recherche ugefrot. Wéi de Minister François Biltgen ugekënnegt huet, et géing eng Etüd gemaach gi vun der OCDE iwwert d'Recherche, do ware mir bereet, d'Interpellatioun zréckzestellen an dat ass am Accord mam Minister geschitt.

D'lescht Woch huet d'Conférence des Présidents mat de Stëmme vun der Majoritéit décidéiert - an den Här Grethen huet et rappeléiert -, en Débat d'orientation ze maachen an d'Interpellatioun ofzelehnen.

Ech fannen dat net korrekt an der parlamentarescher Ausenanersetzung, besonnesch an engem Débat iwwert d'universitär Ausbildung an d'Recherche missten dach d'Deputéierten iwwert deem klengparteipolitesche Calcul stoen.

Ech si besonnesch enttäuscht vun der Attitüd vum Här Biltgen, mat deem ech laang diskutéiert hat, deen ëmmer mat mir geschwat huet iwwer meng Interpellatioun.

Ech war selwer an der Conférence des Présidents, wou den Datum vun haut fixéiert ginn ass. D'Madame Modert war do als zoustännege Member vun der Regierung fir d'Relatioune mam Parlament. Et ass gesot ginn, da kéim meng Interpellatioun drun. An haut ass se zu engem Débat transforméiert ginn. Ech fannen einfach an engem Débat, wou et ëm dat Akademescht geet, misste mer dach eng aner Vue hunn, eng aner Approche, fir do erunzegoen.

De Minister hat bei mir intervenéiert, fir meng Interpellatioun an zwee ze deelen, fir dass mer e separaten Débat kriten, eemol iwwert d'Uni an eng aner Kéier iwwert d'Recherche. Domat war ech awer net d'accord, well dat a mengen Aen de falsche Wee ass. Mir hunn allze vill oft d'Tendenz ze mengen, dass, wa mer vun der Uni schwätzen, mer just de Volet Enseignement a Formatioun gesinn. Dat kënnt sécherlech zum Deel dohier, well déi meescht vun ons ni oder ganz wéineg während hire Studien an d'Recherche agebonne waren, an esou d'Uni am Fong ni als Forschungsbetrib kenne geléiert hunn.

Or, d'Fuerschung an den Enseignement sinn indissociabel bei enger Universitéit. Et gëtt keng Universitéit ouni Fuerschung an et gëtt keng Universitéit ouni Bildungsoptrag. Dofir kann een den Débat net trennen. «(...) elle donne la priorité à la recherche pour en décliner ensuite les enseignements.» - steet am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet iwwert d'Schafung vun enger Universitéit hei zu Lëtzebuerg. Also, op kee Fall zwee Débaten, mä een Débat, well een dat eent net vun deem aneren trenne kann.

Dat onkloert Bild vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg mat enger Panoplie vun Instrumenter an Institutiounen, déi Ongewëssheet ronderëm d'Uni, déi d'lescht Joer ganz konkret ze spiere war, an déi et zu engem Deel nach gëtt, waren de Grond vu menger Interpellatioun.

An der Tëschenzäit huet sech esou munches beweegt, notamment am Dossier Uni, dank haaptsächlech dem Recteur a senger Équipe, deen eng kloer Strategie développéiert huet. Et ass eng Décisioun geholl ginn oder eng deelweis Décisioun, déi net onkontestéiert ass, wat de Site ubelaangt.

Et sinn awer och nei Problemer entstan an hu sech verstäerkt bemierkbar gemaach, wéi beispillsweis de Klinsch tëschent dem CRP-Santé an dem Statslabo.

Aner Punkten hunn nach keng Léisung fonnt, wéi de Rôle, de Site, d'Infrastruktur an de Stellewäert vun der Nationalbibliothéik an Zesummenaarbecht mat der Unisbibliothéik.

Am Réckbléck op de Gesetzestext, deen 2003 gestëmmt ginn ass - an do, Här President, wëll ech en Hommage maachen un ons Kolleegin Nelly Stein, déi deemools Rapporteur war -, am Réckbléck also op dee Gesetzestext muss ee sech eng Rei Froen dozou stellen, ob dat Gesetz, dat mer virleien hunn, och wierklech dat richtegt Instrument ass.

Fir dass kee Malentendu opkënnt, wëll ech soen, dass ech als deemolege Member vun der Regierung dësen Text voll a ganz gedroen hunn. Haut allerdéngs froen ech mech, ob dëst Gesetz, wat sécher de Mérite huet, dass eng Uni hei zu Lëtzebuerg geschaf ginn ass, an alle Punkten de Besoinen, déi mer haut hunn, gerecht gëtt.

Op meng Fro an der Kommissioun un de Recteur, ob d'Integratioun vun de bestoenden Instituter wéi ISERP, IST oder IEES, e Virdeel oder en Nodeel fir de Start vun der Uni wier, huet hie ganz diplomatesch gemengt, hie géing net zréckkucken, mä no vir.

Froen, déi ee sech awer muss stellen, sinn, ob mer amplaz vun enger traditioneller Struktur mat Fakultéiten, wéi se elo bestinn, net besser gehat hätten, wéi den Här Fayot dat ëmmer vertrueden huet, eng Approche fédérative vun autonomen Etablissementer ze hunn.

Hätt ee sollen d'Centres de recherche an d'Uni integréieren oder net? Hätt een net misse versiche méi Synergien tëschent alle Fuerschungsaktivitéiten erbäizeféieren?

Ass dat Gesetz net ze vill dirigistesch? Ass de Carcan, an deem d'Uni ka fonctionnéieren, net ze vill enk, fir kënnen d'Autonomie vun der Uni, déi indispensabel ass fir déi akademesch Entwécklung, ze garantéieren?

Et ass sécherlech ëmmer e ganz schwieregen Exercice, fir de richtegen Équiliber ze fannen, tëschent der Autonomie engersäits an der Responsabilitéit vun der öffentlecher Hand anerersäits.

Wéi de Recteur mat Recht an der Kommissioun gesot huet, nëtzt et awer näischt fir zréckzekucken. Wann ee géing zréckkucken, da géing een och ganz erstaunlech Deklaratioune fannen.

Et gouf an engem Interview eng Fro gestallt: „Warum baut denn Luxemburg keine eigene Universität auf?“ D'Äntwert war: „Weil ich mit einem unbegrenzten Fanatismus gegen eine luxemburgische Universität bin, weil ich Angst habe vor der Betriebsblindheit junger Luxemburger, die nicht mindestens vier Jahre im Ausland studiert haben. Ich fürchte den akademischen Inzest.“ Dëst ass eng Ausso an engem Interview vun der Zäitschrëft «Forum» vum Abrëll 1997 vum Jean-Claude Juncker.

En anert Zitat: „Mir wollten eng Uni,...

Une voix.- ...näischt verstanen...

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- ...well mer eng Uni gebraucht hunn.“ - huet de Jean-Claude Juncker den 2. Mee 2006 op dëser Tribün deklaréiert. Et gesäit een also am Laf vun néng Joer, wéi do d'Meenung evoluéiert huet. Also, den Här Juncker, deen elo e Verfechter vun der Uni ass, huet gesot, hien hätt en onbegrenzte Fanatismus géint eng Lëtzebuerger Universitéit.

Une voix.- Well déi Uni, déi mer haut hunn, eng aner ass wéi déi...

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Se non è vero, è ben trovato. Also, den Här Juncker huet jo awer als Statsminister, huelen ech un, als Premierminister Influenz genuch gehat, fir eng Universitéit esou ze façonnéieren, dass se och schonn 1997 a säi Bild gepasst hätt.

Här President, de Lionel Fontagné huet a sengem Rapport iwwert d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg vum 15. November 2004 als éischt vun deenen zéng Mesuren, déi hie virgeschloen huet, d'Bedeitung vun der Éducation supérieure ënnerstrach: «La première direction est de développer l'éducation supérieure et la recherche, domaine dans lequel le déficit du Luxembourg est considérable. Or, dans la société de la connaissance, un État pourra difficilement rester deux fois plus riche que la moyenne de ses voisins sans s'appuyer sur une forte éducation supérieure. Le développement d'une spécialisation en finance à l'université est une étape importante mais insuffisante: c'est à une réflexion sur la nature de l'université et à un rapprochement des centres de recherche publics et universitaires qu'il convient de s'atteler.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, perséinlech hunn ech elo méi e kloert Bild vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg wéi an deem Moment, wou ech d'Interpellatioun ugefrot hunn. Dank notamment enger Rei Entrevuen, déi ech mat enger Partie Leit hat, besonnesch vun der Uni, an dank och enger Dokumentatioun, déi mer kruten, wéi dem Bericht vun der OCDE.

Ech bedaueren awer, dass de Rapport d'activité vum Ministère vum Enseignement supérieur vun 2005 nach ëmmer net virläit. D'lescht Woch, Här President, hu mer en décken Dossier kritt iwwert d'Kultur, mä ech hunn nach eng Kéier nogekuckt, de Rapport d'activité iwwert den Enseignement supérieur hunn ech néierens fonnt.

An ech muss Iech soen, Här President, dass den 1. Mäerz Stéchdatum ass, fir dass d'Ministeren d'Rapporten ofliwweren. Dat ass den Artikel 97 vun onsem Reglement an den Här Grethen huet Iech dat och an engem Bréif rappeléiert, Dir sollt bei der Regierung intervenéieren, fir dass se dach hir Rapports d'activité ofginn.

Haut hu mer e ganz wichtegen Débat hei an der Chamber an et wier jo awer wichteg gewiescht wa mer op d'mannst fir haut dee Rapport gehat hätten. Or, dee Rapport ass

ons nach ëmmer net zur Verfügung gestallt ginn an ech fannen dat méi wéi bedauerlech.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Madame Brasseur, ech hunn op alle Fall am Kapp, dass mer e virun zwou Wochen erausginn hunn. Quitte - dat ginn ech gären zou - dass mer och do ze spéit sinn. Mir wäerte versichen dat d'nächst Joer nach méi fréi ze maachen, mä mir hunn en elo ofgeseent an dee misst eraus sinn. Ech kucken dat no wou e ka leien, mä op alle Fall ass e vun eisem Haus erausgaangen.

Et deet mer Leed, dass en elo net do ass, woubäi ech awer och soen, dass déi Debatt, déi mer haut féieren, eng Debatt iwwert d'Zukunft ass a wou et dat Wichtegst ass, an do hu mer eis ganz vill Méi ginn, dat wësst Dir och, fir dee Bericht vun der OCDE der Chamberskommissioun an Iech selwer och esou fréi wéi méiglech, ier dass e publizéiert war, zougänglech ze maachen. Well ech mengen do si jo déi kruzial Froen dran, déi sech fir d'Zukunft stellen, wou mer mussen Ännerunge brénge par rapport zur Vergaangenheet.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat erkläert awer net, firwat datt Der méi wéi dräi Méint Retard hutt. A besonnesch d'Madame Modert, déi och nach zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament, misst dach awer dofir suergen, dass d'Reglement vun dësem Haus agehale gëtt.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement.*- En ass op jidde Fall schonn elektronesch publizéiert, vläicht ass en iergendwou hänke bliwwen an där schréftlecher Form.

M. le Président.- Ech mengen, hei huet d'Madame Brasseur elo ganz eleng d'Wuert, herno kënnen d'Regierungsvertrieder Positioun bezéien, mä elo loosse mer emol d'Madame Brasseur ausrieden.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech hu gëschter Owend spéit nach um Site vum Ministère gekuckt an do war en nach net drop. Do hunn ech just dee vun 2003 a vun 2004 fonnt. Mä vläicht hutt Dir nach eng aner Adress wou en net esou gutt visibel ass fir den Accès fir d'Deputéierten.

Dat wëllt awer net heeschen, och wa mer dee Rapport nach net hunn, dass mer deen Débat net solle féieren, au contraire, well et bestinn eng ganz Rei Problemer an et ass wichteg, datt Lëtzebuerg sech eng kloer Strategie gëtt a puncto Fuerschung. An ech hoffen, dass dësen Débat an der Chamber dozou bäidroe kann.

De Stellewäert an d'Wichtegkeet vun der Fuerschung a vun der Innovatioun an der wirtschaftlecher Entwécklung ginn haut kaum nach a Fro gestallt. Investissementer an d'Recherche an an d'Innovatioun si jo d'Haaptpfeiler vun der Lissabon-Strategie.

De siwente Kaderprogramm vun der EU fir Recherche an Développement ass de 15. Juni, also d'lescht Woch, vum Europaparlament ugeholl ginn. Dësen ass mat 50 Milliarden Euro dotéiert a soll d'Kompetitivitéit vun Europa relancéieren.

De Plan national pour l'Innovation et le Plein Emploi aus dem Joer 2005 setzt och den Akzent op d'Innovatioun an d'Recherche a geet op d'Wichtegkeet vun den Efforten an den Domäner vun der Kompetitivitéit an.

Et ass dofir interessant, wann ee kuckt wéi d'Débate virun 20 Joer waren. Do gouf et e Rapport aus enger Spezialkommissioun, d'Madame Hennicot war deemools President an den Här Fayot war Rapporteur iwwert de Projet de loi, deen d'Recherche hei zu Lëtzebuerg organiséiert huet. Eng Citatioun aus deem Rapport: «Le commun des mortels entend par recherche des projets grandioses aboutissant à des découvertes scientifiques de grande portée, comme la pénicilline, la radioactivité, la fission nucléaire, etc. Il voit des laboratoires avec un personnel nombreux, des budgets faramineux, et surtout une activité dont il perçoit mal la logique sinon le profit immédiat. Il en naît souvent le soupçon que toutes ces activités sont des gouffres financiers, incontrôlables par leur technicité et difficiles à évaluer quant à leur résultat et de toute façon dépassant les moyens d'un petit pays comme le Luxembourg!»

Ech froe mech awéiwäit dës Attitüd haut nach stëmmt? Et gi sécherlech nach eng ganz Partie Leit, déi menge mir bräichte keng Recherche. Dat ass, well mer dora keng Traditioun haten. Mä lues a lues musse mer ons awer dem Enjeu vun der Recherche bewosst ginn.

Öffentlech Fuerschung huet jo bei eis keng laang Traditioun, mir hate wuel op deem Gebitt e puer Pionéier - Gott sei Dank -, mä se war net strukturéiert. Déi öffentlech Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg ass relativ komplex an déi Komplexitéit erkläert sech duerch dee progressiven Opbau vun Instrumenter an Entitéiten iwwer méi wéi 30 Joer. Ouni wëllen op dee leschten Detail anzegoen, wollt ech awer kuerz déi eenzel Etappen am Opbau vun dëser relativ komplexer Struktur ervirsträichen.

Et si säit de 70er Joren eng Rei Baukasten opgeriicht ginn - niefteneen, openeen, hannereneen -, déi net onbedéngt en harmoneschen Ensembel forméieren.

1974 gouf de Centre universitaire du Luxembourg an d'Liewe geruff. D'Haaptvokatioun vun dem Centre universitaire war allerdéngs net d'Fuerschung, genee wéi et och net d'Haaptvokatioun vum IST oder vum ISERP war, deenen hir Vokatioun éischter an d'Kategorie Fachschoul ze klasséiere war. Dës Instituter hunn awer am Laf vun de Joren eng Rei Fuerschungsmissiounen iwwerholl.

Ee vun deenen éischten Elementer, déi an der Recherche bestan hunn, dat war de Conseil luxembourgeois pour la recherche scientifique. Deen ass vum Robert Krieps an d'Liewe geruff ginn an deen ass 1983 einfach verschwonnen an duerch näischt remplacéiert ginn. Entre-temps war de Centre d'Études de Population, de Pauvreté et de Politiques socioéconomiques entstanen.

1982 koum de Centre de Recherche scientifique du Musée national d'Histoire naturelle dobäi. Do krute mer e Rapport d'activité an do gesäit ee wellech Recherche do gemaach gëtt. Och also an den Instituts culturels gëtt Recherche gemaach, déi net ze ënnerschätzen ass, wéi och an aneren Établissements publics, wéi beispillsweis dem Centre hospitalier.

1987 ass eng Année charnière fir d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. Et koum dunn zu enger accentuéierter Prise de conscience iwwert d'Wichtegkeet vun der Recherche, notamment bei der Noutwendegkeet fir eis Wirtschaft ze diversifizéieren. An d'Stolkris huet dës Noutwendegkeet jo op eng ernüchternd Aart a Weis ënnerstrach.

Ech erënneren un deen Débat d'orientation iwwert d'Recherche 1987, wou steet: «(...) la grande misère de la recherche publique luxembourgeoise réside dans l'absence de structures et de moyens. Dans un pays qui n'hésite pas à dépenser des milliards pour des édifices fastueux, pour des manifestations de prestige, à distribuer des subventions de centaines de millions à des entreprises étrangères, il manque quelques centaines de milliers, quelques millions de francs pour la recherche, pour l'indispensable outil intellectuel!»

Weider heescht et: «Le Luxembourg est un petit pays qui doit développer sa recherche publique certes, mais qui doit le faire avec modestie et efficacité à la fois. Il n'est pas possible de créer une nouvelle administration et de fonctionnariser tous les chercheurs.» Dëse Saz gëllt sécherlech nach haut.

Et ass an der Foulée vun deem Débat 1987 zu der Schafung vum CRP-Gabriel Lippmann a vum Centre de Recherche public Henri Tudor komm an e Joer drop zum CRP-Santé. Praktesch 20 Joer dono kann een am grousse Ganzen den Opbau vun de CRPen als Succès bezeechnen, och wann d'OCDE an hirem Bericht zu Recht op eng Rei Problemer hiweist, wat déi eenzel CRPe betrëfft - an ech wäert spéider nach dorop agoen.

Am Laf vun de Joren, sinn nach aner Centren dobäikomm, wéi de Centre d'Études et de Recherches européennes Robert Schuman, den Institut d'Études européennes et internationales du Luxembourg oder de Centre virtuel de la Connaissance sur l'Europe. Et muss ee sech froen, ob dës Satelliten net och iergendwéi sollen agebonnen oder vläicht an d'Uni integréiert solle ginn.

Och wann ech elo hei net all Instituter opgezielt hunn, wou öffentlech Fuerschung bedriwwe gëtt, esou ass et awer ganz kloer, dass nach net alles kloer ass. Et ass a méi wéi 30 Joer zu enger Multiplikatioun oder souguer zu enger Proliferatioun vu Fuerschungsstelle komm, wat engersäits Positives weist, nämlech dass d'Fuerschung e méi héije Stellewäert hei zu Lëtzebuerg krut, mä deen Opbau, dee gemaach ginn ass vun onser Fuerschungslandschaft mat Héichschoulen, Établissements publics, CRPen an esou weider, bréngt et awer mat sech, dass et hei oft zu Verstréckunge vun den Aufgabe kënnt an dass mer keng Kloerheet hunn.

Bei déi vill Bausteng, déi am Laf vun der Zäit opgebaut goufen, ass 2003 schliesslech deen déckste Bausteen, deen eng Rei méi al Elementer wéi de Centre universitaire, den IST oder den ISERP englobéiert, an dës Fuerschungslandschaft eragesat ginn, nämlech d'Uni Lëtzebuerg.

D'Uni Lëtzebuerg huet d'Vokatioun eng Fuerschungsuni ze sinn, wou d'Recherche den Haaptleitmotiv soll sinn. Dat ass ze begréissen. D'Uni huet eng Partie scho bestoend Instituter englobéiert, aner Strukturen, notamment d'CRPen, bestinn awer weider nieft der Uni. Mir plädéiere sécher net fir eng fully-fledged Universitéit oder eng Mammut-Uni, déi elo all eenzel Fuerschungsstell soll opfriessen, mä et besteet an eisen Aen awer e Klärungsbedarf, wat d'Aufgabe vun deenen eenzelnen Elementer betrëfft respektiv d'Zesummespill tëschent deenen eenzelnen.

Am Rapport vun der Spezialkommission „Recherche et Innovation" huet et 1987 scho geheescht - also viru bal méi wéi 20 Joer -: «Quels que soient les buts que l'on se propose d'atteindre, il faudra être conscient du fait que les structures doivent être très clairement définies, de même que les responsabilités. Les chercheurs devront avoir leur statut, avec leurs droits et devoirs, la recherche devra se dérouler dans des structures claires du point de vue administratif.»

Et si Beméiunge gemaach ginn, fir dat Zil ze erreechen, mä Beméiungen, déi awer net ganz zum Ofschloss komm sinn. Mir wëssen, dass eng ganz Rëtsch Ministèrë mat implizéiert sinn: d'Fuerschung, d'Ekonomie, d'Santé, den Environnement, d'Agriculture, an ech hunn der nach vläicht vergiess. All déi këmmere sech ëm Fuerschungsaktivitéiten.

Hei si mer deemno a Presenz vun engem relativ oniwwersiichtleche Mikado, wou een net méi genau weess, wie wat mécht a wie fir wat zoustänneg ass, a wou de Risque besteet, dass, deemno wou een um Mikado zitt, dat Ganzt riskéiert zesummenzefalen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

E Comité interministériel ass am Kader vum 1987er Gesetz geschaf ginn, fir dass een all dat soll bëndelen. Mä déi Missioun vun deem Comité ass awer net ganz erfëllt ginn. Si kommen zwar zesummen, mä mengen Informatiounen no geet et do haaptsächlech ëm Budgetsfroen, wéi och d'Presenz vum Finanzministère an deem Gremium dat weist.

1999 ass de Fonds national de la Recherche geschaf ginn, wat sécherlech e qualitative Sprong war fir d'öffentlech Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. Säit 2000 gi Fuerschungsprioritéite festgeluecht op enger pluriannueller Basis. De Fonds national de la Recherche spillt och eng wichteg Roll an der Koordinatioun vun eise Recherche- an Développementsaktivitéiten, notamment duerch de Conseil scientifique, wou ënner anerem e Représentant vun all Centre de recherche plus dem Ceps dran ass, an zwee Représentantë vun der Uni Lëtzebuerg.

Do meng Fro un de Minister: Mir hunn dräi Fakultéiten, wou Recherche bedriwwe gëtt a wou muss weider Recherche bedriwwe ginn, firwat sinn do net dräi Représentanten? Do ass d'Gesetz a mengen Aen ze vill enk, an ech géing wëllen eng Motioun iwwert dëse Sujet hei déposéieren, Här President.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant l'instauration par la loi du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la Recherche dans le secteur public d'un conseil scientifique qui est son organe consultatif en matière scientifique;

- considérant le fait que la loi du 31 mai 1999 stipule que ce conseil scientifique se compose d'un représentant par centre de recherche public créé sur base de la loi du 9 mars 1987, d'un représentant du Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques socioéconomiques créé par la loi du 10 novembre 1989, d'un représentant par établissement public d'enseignement supérieur établi sur base de la loi du 11 août 1996 portant réforme de l'enseignement supérieur, ainsi que de personnalités, luxembourgeoises ou étrangères, extérieures aux établissements visés ci-dessus;

- considérant la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg et modifiant la loi du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la Recherche dans le secteur public et qui stipule à l'article 13 que l'Université du Luxembourg est représentée au conseil scientifique du Fonds national de la Recherche par deux représentants;

- considérant que la politique de recherche et de développement scientifique et technique s'inscrit dans le cadre des objectifs de recherche retenus par l'Université dans son plan pluriannuel de développement ainsi que des programmes définis par le Fonds national de la Recherche;

- considérant que l'Université du Luxembourg regroupe trois facultés à savoir la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication; la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance et la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation;

invite le Gouvernement

- à accorder à l'Université du Luxembourg un représentant par faculté au conseil scientifique du Fonds national de la Recherche;

- à modifier l'article 13 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg dans ce sens.

(s.) Anne Brasseur, Colette Flesch, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch.

D'Schafen 1999 vun engem Fuerschungsministère vun der deemoleger CSV-DP-Regierung muss ervirgestrach ginn. D'Departement vun der Recherche ass fir d'Fuerschungspolitik, déi interministeriell Koordinatioun, eis Engagementer am Kader vun der ESA, an den Transfert technologique an Innovatiounspolitik zoustänneg. All dat musse se maachen.

Wat dee leschte Punkt ubelaangt, nämlech den Transfert technologique an der Innovatiounspolitik, esou schéngt do och de Wirtschaftsministère verschidde Missiounen ze hunn. Et kann an et soll ee jo och keng kloer Trennung maachen tëschent der öffentlecher an der privater Fuerschung, grad ewéi een net onbedéngt kann „Recherche fondamentale" vun der „Recherche appliquée" trennen, well d'„Recherche fondamentale" féiert ganz oft zu der „Recherche appliquée" vu muer.

E Succès tëschent dem Privaten an der öffentlecher Hand ass sécherlech d'ESA - vun där ech virdru geschwat hunn -, wou mer am Kader vum Galileo-Projet elo gëschter gewuer gi sinn, dass zwou Lëtzebuerger Entreprisen do kënnen am Hightechberäich matmaachen, wat sécherlech fir Lëtzebuerg eng ganz gutt Saach ass, fir dass mer d'Recherche fondamentale an d'Recherche appliquée net solle vuneneen trennen.

Dat ass och de Credo vun der OCDE, déi vill Wäert leet op d'Interaktioun vun deenen zwee Domäner. Et misst een awer vläicht d'Koordinatioun am Beräich vum Transfert technologique an der Innovatiounspolitik tëschent dem Fuerschungsministère an dem Wirtschaftsministère iwwerschaffen. An hei prangert den OCDE-Bericht zu Recht eng mangelhaft Kollaboratioun a Koordinatioun tëschent deenen zwee Ministèren un. Och do wollt ech eng Motioun déposéieren.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que les politiques liées à l'innovation et la R&D sont définies au sein du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche;

- considérant que le Département Recherche du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche assure la définition et la mise en œuvre de la politique de recherche-développement (R&D) nationale en matière de recherche publique;

- considérant que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur assure la mise en œuvre de la politique de compétitivité économique qui se décline notamment selon les axes recherche-développement technologique, transfert de technologies et innovation;

- considérant que la Direction de la recherche et de l'innovation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur s'occupe des mesures d'encouragement à la R&D;

- considérant qu'une collaboration soutenue entre Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur s'avère indispensable en matière de politique d'innovation;

- considérant le rapport de l'OECD qui juge la collaboration et la coordination entre ces deux ministères insuffisantes;

invite le Gouvernement

- à optimiser la collaboration et la coordination entre Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et plus particulièrement au niveau du Département Recherche du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Direction de la recherche et de l'innovation du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

(s.) Anne Brasseur, Colette Flesch, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch.

Sechs Beamte schaffen am Departement vun der Recherche, wouvu sech der eleng zwee ëm d'ESA këmmeren. Nëmme véier Beamte sinn also am Ministère zoustänneg fir déi wichteg Aufgaben, déi ech elo virdru genannt hunn. An d'OCDE schwätzt och do vun engem Mangel. Et muss een also wëssen, wéi een dat strukturéiert.

Well de Fuerschungsministère sech net kann ëm alles këmmeren, en awer eng Schlësselroll an der Supervisioun huet, hunn ech mer soe gelooss hätt en eng Partie vu senge Fonctiounen als Ministère un d'CRPen delegéiert. Do muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et hei net zu enger Vermëschung kënnt, well d'CRPe jo awer d'Haaptbénéficiairë si vun deene Mëttelen, déi jo awer dann net zur gläicher Zäit kënnen Aktivitéiten, déi am Fong missten am Ministère gemaach ginn, iwwerhuelen.

D'Koordinatioun tëschent deenen eenzelne Ministèrë léisst och ze wënschen iwwreg. Et kann een nëmme bedaueren, dass dee Groupe de travail interministériel, deen 2003 an d'Liewe geruff ginn ass, fir e pluriannuellen Aktiounsplang auszeschaffen, net méi existéiert. Wat war d'Ursaach dofir, fir dee Groupe interministériel ofzeschafen? Dofir géing ech och eng drëtt Motioun wëllen déposéieren.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant le fait que plusieurs ministères sont impliqués dans la politique de recherche et d'innovation au niveau national;

- considérant la nécessité d'une collaboration étroite entre ces ministères et d'une coordination en matière de politique de recherche et d'innovation;

- considérant le fait que le groupe de travail interministériel instauré en 2003 et ayant pour tâche d'élaborer un plan d'action pluriannuel en matière de recherche et regroupant les membres du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, du Ministère des Classes moyennes et du Ministère des Finances, n'existe plus;

invite le Gouvernement

- à institutionnaliser un groupe de travail interministériel permanent, présidé par le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et regroupant les membres de tous les départements ministériels impliqués dans la politique de la recherche.

(s.) Anne Brasseur, Colette Flesch, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch.

D'OCDE schléit en temporairë Comité vir (Advisory Board on Science and Technology Policy), deen dann ähnlech fonctionnéiere soll wéi de Comité de Conjoncture. Dat soll een och ënnerstëtzen. Ech wollt duerfir och froen awéiwäit d'Regierung dëser Recommandatioun nogeet.

Déi viregt Regierung hat décidéiert d'öffentlech Ausgabe fir d'Recherche vun 0,08 op 0,3% vum PIB eropzesetzen. Dëst war e weideren Opdriff fir de Fuerschungssecteur hei am Land. Dës Regierung huet wëlles dee Chiffer bis 2010 op 1% eropzesetzen, woubäi dann 2% vun der privater Recherche kéimen, esou dass mir dann op 3% wieren.

D'Eropsetze vun de budgetäre Mëttelen eleng geet awer net duer. Dës Mëttele musse kënne geziilt agesat ginn, net mat der Strenz. Et soll wa méiglech net zu double emploi kommen. Bref, et muss eng kloer Strategie bestoen. Lëtzebuerg kann net an all Domän fuerschen, mä muss sech op e puer Beräicher konzentréieren, déi zukunftsträchteg sinn. Et muss een de Courage hunn, fir sech fir nei Fuerschungsberäicher opzemaachen: Biotechnologien, Ëmwelttechnologien, Medien, Finanzen, Assurancen, a vläicht anerer ofzebauen.

Ech weisen awer direkt drop hin, dass mir net mengen, et soll een d'Recherche fondamentale, notamment an de Sciences humaines, negligéieren. Au contraire! Et ass awer virun allem wichteg, dass op deene Plazen, wou gefuerscht gëtt, sief et an den CRPen, op der Uni oder an de kulturellen Instituter, d'Ziler musse kloer ëmrass ginn, d'Aufgaben definéiert ginn, d'Aarbechtskonditioune verbessert ginn an den Effectif vum Personal étofféiert genuch ass.

Am Moment ass dat leider net iwwerall de Fall. D'Infrastruktur bei verschiddene léisst ze wënschen iwwreg, zum Beispill am Statslaboratoire, wou, wann d'Inspection du Travail do hi géing kommen - an do schwätzen ech dann de Minister Biltgen a senger Qualitéit als Aarbechtsminister un -, dass se do vläicht misst zoumaachen.

Deen neie Labo zu Diddeleng soll eréischt 2010 fäerdeg sinn.

En aneren Departement, deen och ënner ganz schlechte Bedingunge schafft, ass den Département des Sciences op der Uni. Déi maache wierklech an e puer Kellerraim do formidabel Aarbecht, mat ganz gudde Publikatiounen a renommëierten internationale Fachzäitschréften.

Den OCDE-Bericht weist drop hin, dass et keng kloer Objektiver a Strategien um Niveau vun den öffentleche Fuerschungsinstituter gëtt, wat eben zu Double-emploien an deemno zu enger Dispersioun vun den Efforten an de Moyenë féiert. Dofir solle fir all eenzel Fuerschungsinstitut kloer Missiounen opgestallt ginn, déi aus engem Audit sollen ervirgoen, an et soll een op de Wee goe vu Performance-Kontrakter tëschent den öffentleche Fuerschungsinstituter an der Regierung, amplaz vu Programmes pluriannuels.

Och de Fonds national de la Recherche erfëllt seng Missioun als Koordinator vun eisen nationale Recherche-Aktivitéiten nëmmen deelweis, a misst laut OCDE och méi aktiv ginn. Seng Aufgabe missten awer dofir méi kloer definéiert ginn.

Den FNR kéint der OCDE no och op eng Berodungsaufgab zréckgräifen, opbauend op seng Erfahrung, an zu engem richtegen „Conseil national de la Science" ginn. D'Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen öffentleche Fuerschungsinstituter léisst der OCDE no och ze wënschen iwwreg.

Et gëtt natierlech Ënnerscheeder tëschent den eenzelnen CRPen, mä et gëtt och Ënnerscheeder innerhalb vun deenen eenzelnen CRPen, an dat huet sécherlech mat der Struktur ze dinn, mä et huet natierlech och mat deene Leit ze dinn, déi do schaffen.

Den CRP-Santé an de Statslabo gehéieren zu engem Ensembel. Mir wëssen awer, dass an deene leschte Wochen d'Relatiounen tëschent deenen zwee sech wierklech verschlechtert hunn, an et ass bedauerlech, dass do e Sträit iwwert d'Press ausgedroe ginn ass. Dëse Sträit ass menger Meenung no drop zréckzeféieren, dass d'Kompetenzopdeelung net kloer ass, an et muss een dës Situatioun an Zukunft vermeiden.

Mäi Parteipresident a Fraktiounskolleeg Claude Meisch huet virun zwee Méint eng Question parlementaire un de Gesondheetsminister gestallt, déi nach net beäntwert ass. De Minister huet gefrot, en Délai vun engem zousätzleche Mount ze kréie fir ze äntwerten. Här President, ech wollt Iech soen, dat ass muer wou de Gesondheetsminister…

(Interruption)

…misst äntwerten iwwert den CRP-Santé an de Statslabo.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Déi Fro un de Gesondheetsminister ass och un eis gaang. Déi hu mir virun zwee Deeg beäntwert. Also déi misst ënnerwee sinn. Do sinn eng Rei vun Äntwerte komm vun deenen zwee Ministeren.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Also mir hu se op alle Fall, mengen ech, nach Enn der leschter Woch ënnerschriwwen. Déi ass eraus, déi Äntwert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo. Et wier och utile gewiescht, wa mer zum Beispill déi Äntwert fir haut gehat hätten. Dat ass awer net de Fall.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, mä déi huet d'Chamber! Déi ass also eraus bei eis am Ministère. Also läit se an der Chamber.

Une voix.- Si wäert ënnerwee sinn.

M. le Président.- Jo, et ass méiglech, datt se ukomm ass. Mir kucken dat an der Verwaltung no, an da brauch ee jo awer een oder zwee Deeg fir de Courrier ze iwwermëttelen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dee Konflikt, deen tëschent dem Statslabo an dem CRP-Santé entstan ass, ass Gott sei Dank en Ausnahmefall, mä mir riskéiere weider Virfäll virzeprogrammëieren, wa mer net d'Kompetenze kloer definéieren. Dat gëllt besonnesch fir d'Interrelatioun tëschent scho méi laang bestehenden öffentleche Fuerschungsinstituter an der Uni Lëtzebuerg.

D'Uni Lëtzebuerg ass 2003, no ganz laangen Debatten, déi schonn am 20. Jorhonnert ugefaangen hunn, wëll ech hei rappeléieren, Gott sei Dank geschafe ginn a si bitt net all Enseignementer un. Mir hunn dräi Fakultéiten; ech wëll do net op den Detail agoen.

Eng Uni, déi sech op e puer Beräicher konzentréiert an déi d'Haaptgewiicht op d'Fuerschung leet, ass an der Theorie e gudde Modell fir Lëtzebuerg. Wéi gesäit awer d'Praxis aus? Wat fir Problemer bréngt dat an der bestehender Fuerschungslandschaft mat sech?

Engersäits ginn d'Instituter, deenen hir éischt Vokatioun net d'Recherche war, wéi den ISERP, mat an d'Uni englobéiert, anerersäits besti Fuerschungsinstituter wéi d'CRPe weider, nieft der Uni, ouni dass d'Relatioun tëschent deenen Entitéite gekläert wier. De Laboratoire de Droit économique, deen en Deel vum CRP Lippmann war, ass sengersäits ganz an d'Uni mat integréiert ginn. Déi Responsabel si fir dës Approche ze félicitéieren. A mengen Aen: exemple à suivre.

Säit der Grënnung vun der Uni sinn dräi Joer vergaangen, a wann ee probéiert ze froen, wéi d'Zesummeliewen da vun deene verschiddenen Instituter an Acteuren ass, ass et net einfach, eng kloer Äntwert ze kréien. De Recteur mengt a sengem „Strategic Framework", dass eng Kollaboratioun, oder nach besser gemeinsam Décisiounen tëschent Uni an CRPen noutwendeg sinn an deene Beräicher, wou et Iwwerschneidunge gëtt. Wann dat bis Enn 2006 net sollt klappen, misst een eng Redistributioun vun de Groupes de recherche tëschent Uni an CRPen an d'A faassen.

De Minister Biltgen setzt op Synergien, déi op fräiwëlleger Basis tëschent Uni an CRPe sollen entstoen. Dës Synergië sollen op enger Concertatioun um Niveau vun de Programmen an enger Mobilitéit vun Enseignanten a Studente baséieren. Dernieft solle Synergien tëschent CRPen an der Faculté des Sciences am Kader vun der Cité des Sciences zu Belval entstoen.

En éischte Kooperatiounsvertrag gëtt et jo elo säit dem Mäerz 2006 tëschent deenen dräi CRPen an der Uni. Et bestinn, wat déi Zesummenaarbecht betrëfft, konkret Virstellungen, mä Verschiddenes ass awer nach flou. D'Fro bleift, ob een net an Zukunft op de Wee misst goen, deen ee mat der Integratioun vum Laboratoire de Droit économique an d'Uni gaang ass. Den OCDE-Bericht weist drop hin, dass am Fall vun esou Integratioune vun den CRPs-Unitéiten dorop gëuecht gëtt, dass dann den Enseignement net ze kuerz kënnt.

Et wier awer elo falsch, per Force wëllen d'CRPen an d'Uni an en uniforme System ze zwängen, well d'Ausriichtung, trotz vläicht gemeinsame Fuerschungsaktivitéiten, net identesch ass. D'CRPe maachen haaptsächlech Recherche appliquée mat respektiv fir verschidde Partner, och am Privatsecteur, woubäi d'Délaien an d'Devisë musse respektéiert ginn. De Leitmotiv vun hirer Aarbecht ass d'Innovatioun.

Eng enk Zesummenaarbecht tëschent deenen dräi Centres de recherche, der Universitéit an dem Fonds national de la Recherche wier an Zukunft wënschenswäert. Et ass an onsen Ae vu grousser Wichtegkeet, dass, wat d'Kooperatioun vun deenen eenzelnen Acteuren an der öffentlecher Fuerschung betrëfft, et kloer Richtlinie gëtt, déi allerdéngs eng gewësse Flexibilitéit zouloossen an et erméiglechen, dass d'Zesummenaarbecht tëschent Acteuren, déi Gemeinsamkeeten hunn, ka vun ënnen erop wuessen.

Wat sinn an dëser Landschaft d'Défië vun der Universitéit? De Recrutement vu gudden Enseignanten ass ee vun den Haaptdéfië fir d'Uni Lëtzebuerg. Fir hirer Vokatioun als Fuerschungsuni kënne gerecht ze ginn, muss beim Astelle vun Enseignanten och a virun allem den Aspekt vun der Fuerschung bëuecht ginn an duerfir Leit mat grousser Fuerschungserfahrung recrutéiert ginn.

De Recteur ënnerscheet dräi Zorte vu Recherche, déi sollen hir Plaz op der Uni hunn. Et sinn dat: d'Recherche iwwert d'Gesellschaftsproblemer, d'Fuerschung, déi eiser Wirtschaft eppes bréngt, an och en Deel „blue-sky"-Recherche. D'OCDE schéngt awer dovun ofzeroden. Dem Recteur no misst d'Regierung zu Theme wéi der Biotechnologie kloer Faarf bekennen.

An de Beräicher Medien, Finanzen, Servicer, wou jo fuerschungsméisseg Lëtzebuerg net vill Opweises huet an der OCDE no e Créneau fir eist Land besteet, kann d'Uni sécherlech eng wichteg Roll spillen.

De Multilinguisme mat de Sproochen Däitsch, Franséisch an Englesch ass eng weider Charakteristik vun eiser Uni an ass en Atout. Hei muss een awer kucken, wéi an der Praxis de Gebrauch vun deenen dräi Sproochen am Enseignement agesat gëtt. D'Majoritéit vun den Enseignanten an dem Personal misst mindestens déi zwou, am Idealfall déi dräi Sprooche beherrschen, wéi dat beim Recteur de Fall ass. Ass dat awer realistesch? Stellt dës Ufuerderung net awer och eng Barrière duer fir excellent Leit kënnen ze recrutéieren?

Mir kruten elo e Plan quadriennal virgestallt an do si realistesch Ziler ugestrieft: Bis 2009 solle keng nei Bacheloren derbäikommen, mä déi eelef, déi mer elo hunn, solle consolidéiert ginn, an dat ass och de richtege Wee.

Bis elo konnt d'Uni nach keen Doktorat ausstellen. Dat heescht, dass déi Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg en Doktorat preparéiert hunn, deen op enger auslännescher Uni agréiert musse kréien. Dat huet als Konsequenz, dass d'Uni Lëtzebuerg nach keng Visibilitéit op deem Punkt huet. De Conseil de Gouvernement huet zwar en deementspriechende Projet de règlement grand-ducal ugeholl den 20. Januar 2006, mä deen ass, souwäit ech dat gesinn, nach ëmmer net publizéiert. Or mir mussen der Uni awer d'Méiglechkeet ginn, och Doktoraten auszestellen.

D'Entwécklung vun der Faculté des Lettres ass am Moment nach zimlech flou. Et däerf net op Dauer zu der Situatioun kommen, wou all Efforten an d'Entwécklung vun deenen Domäner gestach ginn, wou sech en ekonomeschen Output erhofft gëtt! D'Kultur an d'humanistesch Ausriichtung däerfen net zum Stéifkand vun der Uni ginn. D'Iddi vun der Schafung vun engem Bachelor en cultures européennes ass excellent. Leider ass d'Zuel vun den Inscriptiounen, wann een déi kuckt, ganz niddreg.

Et ass awer net d'Zuel vun de Studenten, déi am Moment soll ausschlaggebend sinn. Mir mussen eng Uni entwéckelen, déi duerch d'Qualitéit an duerch d'Exigence ervirstécht. Mir däerfen net ze vill bescheide sinn. Mir mussen ustriewen, dass d'Uni Lëtzebuerg eng vun deene renommëiertsten a beschten Unie gëtt a verschiddene spezialiséierten Domänen.

Mir hu schonn eng Rei vun Atouten. Fir awer ze réusséieren, brauche mer excellent Professeren, déi eng international Renommee hunn. Se unzezéien ass net einfach, well mer nach keng Réputatioun hunn als Uni Lëtzebuerg. Mir däerfen ons op kee Fall mat Mëttelmooss zefridde ginn.

Och bei de Studente musse mer d'Lat héich leeën an net eng Tummelplaz gi fir Studenten, déi soss néirens ënnerdaach kommen. Och wa mer dann am Ufank manner Studenten hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Léiwer manner, mä dofir awer besser.

Une autre voix.- Très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- D'Assemblée vum Conseil de l'Europe huet a rezente Recommandatioune vun „impératif de qualité et d'excellence" am Zesummenhang mat der Universitéit geschwat. Wann ee vun héijer Qualitéit, vun Excellence an Exigence schwätzt, gëtt engem vu bestëmmte Kreesser eng elitär Approche virgehäit. An den Ae vu Verschiddenen däerf een dat Wuert Elit emol net gebrauchen.

Ech sinn awer der Meenung, dass mer dee Wee vun der Elit solle resolut goen, fir duerch eng héich Qualitéit eng intellektuell Elit hei zu Lëtzebuerg auszebilden. Nëmmen esou kënnt et zu enger Plus-value fir onst Land, intellektuell, gesellschaftlech an ekonomesch. Nëmmen esou kënnt et zu enger Plus-value fir ons Lëtzebuerger Studen-

ten, an esou brauche mer dann och net ze fäerten, dass et zu engem intellektuellen Inzest kënnt.

Nieft der Qualitéit vum Enseignement muss och den Encadrement stëmmen. Dozou gehéieren emol fir d'éischt Studentewunnengen. D'Stad Lëtzebuerg huet eng Rei vu Projeten an der Realisatioun, an nächste Méindeg wäerte mer nach en zousätzleche Projet mat 18 Wunnenge stëmmen. Den Encadrement vun de Studenten op der Uni muss optimal geséchert sinn. Och duerch d'Qualitéit vun der Studentebegleedung kënne mer d'Attraktivitéit fir motivéiert Studente steigeren.

Mir mussen d'Ambitioun hunn eng Uni ze entwéckelen, där hir Bachelor- a Masterdiplome wéi och den Doktertitel ganz héich an Europa unerkannt ginn. Wa mer dat fäerdeg bréngen, da brauche mer eben net ze fäerten, dass et zum intellektuellen Inzest kënnt. Mir mussen d'Ambitioun hunn, eng Uni ze entwéckelen, déi als Referenz gëllt fir héichrangeg Professeren, Chercheuren, Assistenten, Doktoranden a Studenten. Da brauch et ons net baang ze si fir d'Lëtzebuerger Studenten, déi sech esou kënnen un der internationaler Konkurrenz moossen an doduerch kënne wuessen.

D'Uni, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass en Établissement public. D'Kompositioun vum Conseil de gouvernance, deen d'Politik vun der Uni ausschafft, d'Strategie vun der Uni festleet, de Contrôle vun der Uni mécht, bref d'Haaptdécisiounen hëlt, gëtt vun der Regierung designéiert. Esou gesäit d'Gesetz dat vir. Eng modern Uni muss kënnen autonom sinn a selwer Responsabilitéiten iwwerhuelen.

D'Commission européenne huet den 10. Mee 2006, also virun engem Mount, Folgendes dozou gesot: «(…) étendre l'autonomie et la responsabilisation des universités pour qu'elles puissent répondre rapidement au changement, notamment grâce à de nouveaux cursus adaptés aux évolutions récentes, à un resserrement des liens interdisciplinaires et à une démarche mettant plus l'accent sur les grands domaines de recherche (énergies renouvelables, nanotechnologies par exemple) que sur les disciplines. Chaque établissement pourrait aussi bénéficier d'une plus grande autonomie dans le choix de ses enseignants et chercheurs.»

D'Assemblée vum Conseil de l'Europe huet d'nächst Woch e Rapport um Ordre du jour iwwert d'Liberté académique et autonomie des universités vum Josef Jařab aus der tschechescher Republik. Eng vun de Recommandatioune vun deem Rapport ass folgend: «L'obligation de rendre compte, la transparence et l'assurance de la qualité sont des conditions préalables à la reconnaissance de la liberté académique et de l'autonomie institutionnelle des universités. Seul un tel contrat entre la société et les universités peut permettre à ces dernières de représenter un apport pour la société et, à travers le libre choix des meilleurs moyens de remplir cette mission, de jouer un rôle actif, c'est-à-dire de ne pas se contenter de réagir aux changements, mais d'être l'un des acteurs qui prennent l'initiative d'engager et d'accompagner les évolutions souhaitables.»

Et sinn a mengen Ae véier Haaptaufgaben, déi de Stat bei der Héichschoulpolitik ze erfëllen huet:

Éischtens, d'Iwwerwaachung vun der Qualitéit vum Enseignement an der Fuerschung am Verglach zu aneren Unien.

Zweetens, dofir ze suergen, dass déi Diplomer en héije Wäert hunn an dass se och unerkannt ginn.

Drëttens, dofir ze suergen, dass d'Parlament d'Budgetsprärogativ behält, a véiertens dass d'Studiëstruktur muss definéiert ginn, déi bei eis jo awer elo duerch de Bologna-Prozess geregelt ass.

All déi aner Domäner mussen an der Autonomie vun der Uni kënne leien.

Nieft de Strukture brauch een awer och Infrastrukturen, well eng Uni fonctionnéiert net am loftleere Raum an domadder komme mer bei d'Problematik vum Site. Kuerz viru Chrëschtdag, obwuel gesot gi war, et soll een net aus der Hëft schéissen, mä déi Fro am Dialog an an der Transparenz diskutéieren, huet d'Regierung décidéiert, dass ee Site unique soll op Belval kommen. Dee Site vun der Stad Lëtzebuerg sollt just emol bis 2009 fonctionnéieren an da géing ee kucken.

Här President: „Ech ka mer eng Stad Lëtzebuerg net gutt ouni Universitéit virstellen, an ech wëll mer se och net ouni Universitéit virstellen." Dëst ass e Saz, dee kënnt vu mir sinn, mä en ass awer net vu mir; dat si Wierder vum 17. Juli 2003 vum deemolegen Deputéierte Claude Wiseler an heitege Bauteminister.

Ech hoffen, dass den heitege Bauteminister dann nach u seng Wierder vun deemools als Deputéierten denkt, well hien ass jo haaptresponsabel fir d'Infrastrukturen.

Den 30. September organiséiert d'Stad Lëtzebuerg zesumme mat der Uni Lëtzebuerg am Kader vun der Rentrée académique eng Journée d'accueil fir d'Studenten, wou mer d'Stad Lëtzebuerg an d'Uni gemeinsam presentéieren, wat sécherlech ganz wichteg ass. D'Kollaboratioun vun der Stad Lëtzebuerg mat der Uni ass och exzellent a mir hu verschidde Projets de recherche zesumme mat der Uni lancéiert.

Brauche mer e Site unique? Dat ass d'Fro. Ass dat wierklech déi ideal Léisung? Wat geschitt mam Site Lëtzebuerg no 2009? Wéi soll sech dann d'Fakultéit vum Droit, vun der Ekonomie an de Finanze bis dohinner entwéckelen, wa se keng Planungssécherheet huet? Firwat 2009? Firwat soll dann eng Décisioun geholl ginn?

Zu den Infrastrukturen, déi indispensabel sinn, gehéiert d'Bibliothéik. Och d'Fro vun der Bibliothéik ass nach net gekläert weder vum Site vun der Bibliothéik nach wéi d'Zesummenaarbecht mat der Bibliothéik geschitt. Och dat si lauter Fragezeichen, op déi mer nach keng Äntwert hunn.

D'Recherche publique ass awer net am loftleere Raum; si schafft enk zesumme mam Secteur économique, an do wëll ech op e puer Punkten agoen. D'Innovatiounspolitik läit am Kompetenzberäich vum Wirtschaftsminister, deen dofir suerge soll, datt den Environnement stëmmt, an deem d'Entreprisë sech entwéckele kënnen, an d'Moyenen do sinn, fir et notamment Kleng- a Mëttelbetriber ze erméiglechen, Fuerschung ze bedreiwen an innovativ ze schaffen. Ouni Innovatioun gëtt et schwiereg sech se diversifizéieren.

Zesumme mam Fuerschungsminister soll d'Kollaboratioun tëschent öffentlecher a privater Recherche promouvéiert ginn. Dofir ass Luxinnovation kreéiert ginn, an de Bilan ass sécherlech positiv.

D'OCDE stellt awer fest, dass dës Agence eigentlech ni esou richteg zu enger Innovatiounsagence ginn ass. Fir dat ze erreechen, misst Luxinnovation hir Aktivitéite préciséieren an eng nei Roll spillen, ënner anerem am Secteur vun de Servicer. Iwwerschneidunge mat verschiddenen Aktivitéite vum CRP Henri Tudor riskéieren zu Konflikter ze féieren. Luxinnovation, d'Agence nationale pour la Promotion de l'Innovation et de la Recherche, bleift awer e privilegéierte Partner am Fuerschungsberäich.

De Partenariat tëschent Wirtschaftsministère, Fuerschungsministère, FEDIL, Chambre de Commerce a Chambre des Métiers huet nieft senger Missioun, innovativ Démarchen ze promouvéieren, och déi verschidden Entreprisen ze begleeden an ze beroden. Dëse Groupement d'intérêt économique huet sech zu engem Conseiller en innovation entwéckelt.

Da gëtt et och nach d'SNCI, déi Prêts à l'innovation gëtt.

Den Henri Grethen hat 2001 a senger Fonctioun als Wirtschaftsminister de Pilotprogramm „Cluster" lancéiert, deen dodra besteet, bestehend Entreprisen ze regruppéieren, fir eng betribsiwwergräifend an och secteuriwwergräifend Zesummenaarbecht um Niveau vun der Recherche ze schafen. Dat ass e grousse Succès, an dëse Cluster-Programm gëtt vun der OCDE als „great achievement" duergestallt. Duerfir meng Félicitatiounen un den Här Grethen.

Et gëtt och eng Rei sou genannt Incubateurë fir d'Entreprisen, déi an der Start-up-Phas sinn. Esou ass Ecostart gegrënnt ginn - och eng Initiativ vum Här Grethen. Der OCDE no misst een elo déi vereenzelt Incubateuren zesumme regruppéieren.

Iwwert de Rôle vum Fonds national de la Recherche hunn ech scho geschwat. Och dee muss an d'Relatioun tëschent privater an öffentlecher Fuerschung mat eraspillen.

Et ass also esou eng Aart „public private partnership", déi am Domän vun der Recherche an der Innovatioun besteet. An ech hunn et virdru gesot, de Galileo-Projet ass do e gutt Beispill, fir deen een déi Responsabel nëmme félicitéiere kann.

Den Transfert technologique kann awer nach méi gefördert ginn. Dat soll mam Schafe vu sou genannte Centres de compétence geschéien. D'Regierung wëllt op deem Wee Synergien an d'Komplementaritéit vun den Efforten um Gebitt vun der Fuerschung tëschent privatem an öffentlechem Secteur développéieren. D'Missiounen an d'Planung vun der Fuerschung gi vum Privatsecteur matbestëmmt.

D'Grappes technologiques gi fir déi öffentlech Partner zougänglech gemaach. D'Agence nationale pour la Promotion de l'Innovation et de la Recherche engersäits an d'Uni an d'CRPen anerersäits ginn opgefuerdert hire Partenariat mat der Agence nationale de l'Innovation ze stäerken. D'Mobilitéit tëschent öffentlechem Secteur a Privatsecteur an ëmgedréint soll erliichtert ginn.

Bei der Recherche hu mer also eng Rei vu Créneauen, déi kënnen exploitéiert ginn. Lëtzebuerg huet zum Beispill - an dat hunn ech entdeckt, wéi ech eng Rei Entrevuen hat - eng Goldgrouf vun Donnéeën. Mir hu beispillsweis e Registre morphologique des tumeurs, deen net oder net genuch exploitéiert gëtt. Esou e komplette Register gëtt et anscheinend a kengem Land an och do misste mer eng Bestandsopnahm maachen, wat mer hunn, an dorop opbauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Fuerschung musse mer, nieft allen anere Kritären, déi folgend bëuechten:

1. D'Resultater musse kënnen an international héich unerkannte Revuë publizéiert ginn, dat ass e Qualitéitslabel an dat zitt och d'Opmierksamkeet op d'Uni an op de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg.

2. D'Resultater vun der Recherche musse méi Visibilitéit hei zu Lëtzebuerg kréien.

3. Mir brauchen eng Cotutelle mat auslänneschen Unie fir d'Doktoranden. Domat schafe mer en exzellente Vivier fir jonk Leit hei op Lëtzebuerg unzezéien.

Domadder kéim ech zu menge Konklusiounen. Ouni Recherche, ouni Sich no Neiland ass et net méiglech fir sech ze entwéckelen. Fir dass dës Fuerschungsaarbecht awer effikass ka gefouert ginn, mussen d'Émfeld an d'Konditioune stëmmen. D'Politik muss ganz kloer dozou bäidroen, andeems se d'Recherche als en Investissement an d'Zukunft gesäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir e Mënsch ze procréeiere brauch een net vill Zäit. Fir en auszedroe brauch een néng Méint. Fir e Mënsch awer ze éduquéieren, ze enseignéieren an ze forméiere brauch ee vum Préscolaire bis zum Masterdiplom op d'mannst 20 Joer. Mir däerfen dofir net erwaarden, dass d'Uni a kierzester Zäit den Erwuessenenalter géing erreechen. Mir mussen awer dozou bäidroen, dass d'Weichen elo richteg gestallt ginn. Well wann net a fréier Kandheet d'Weiche richteg gestallt ginn, an déi richteg Bunne geleet gëtt, da kann een dat dono net méi gutt maachen.

Mir hunn d'Chance am 21. Jorhonnert endlech eng Uni hei am Land ze hunn, eng jonk Uni, déi no knapp dräi Joer Bestoen nach deelweis an de Kannerschong stécht. Mir hunn eng Uni, déi d'Ambitioun muss hu fir sech an nächster Zukunft zu enger renommiérter europäescher Uni ze développéieren. Dat geschitt net vun haut op muer, mä schonn haut muss d'ideaalt Émfeld geschaf ginn, fir esou eng Entwécklung ze erméiglechen.

Mir hätte gären eng Uni „de taille réduite, mais à rayonnement international". Dat ass en ambitiéist Zil, dat am Laf vun de Jore kann a muss erreecht ginn. Et wier awer falsch ze mengen, dass dat en Acquis wier an dass et géing vum selwe goen. «L'excellence peut s'acquérir, mais ne se décrète pas.» Et ass de Bléck vum Ausland op eis Uni, dee wäert ausschlaggebend sinn; an dat gëllt och fir ons Fuerschung an ons Innovatiounspolitik. Dofir musse mer et elo zesummen upaken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'Madame Brasseur an och den Här Fred Sunnen hunn an hiren Interventiounen eng ganz Partie vu wesentleche Saache gesot. Ech wollt trotzdeem der Madame Brasseur fir hir Interventioun Merci soen, fir déi se eng formidabel Preparatioun gemaach huet. Si huet souwuel an der Geschicht wéi och an der Analys vun deem wat haut ass wierklech ganz déif gebuert an huet dobäi och interessant Saache gesot, mat deenen ech net ëmmer d'accord sinn.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ausser wann ech Iech selwer zitéiert hunn.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Selbstverständlech huet dat mech och ëm 20 Joer méi jonk gemaach, wann een aus senge gesammelte Wierker hei virgedroe kritt; dat ass ganz richteg.

Här President, et ass sécher e gudden Zäitpunkt fir iwwert d'Uni an d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Mir hunn de Véierjoresplang vum Recteur, mir hunn den Audit vun der OCDE a mir sinn am Fong geholl um Enn vun engem Schouljoer an dat nächst Schouljoer gëtt preparéiert; och op der Uni.

Ech wëll direkt hei am Ufank soen, dass d'LSAP dobäi kritesch a konstruktiv matschaffe wëllt. Mir hunn dobäi d'Gewëssheet, dass mer an de leschte Jore vill dozou bäigedroen hunn, fir dass mer haut do si wou mer sinn.

Mir hunn zum Beispill fir eng Uni plädéiert, wéi dat vu ville gescheite Leit a wichtege Leit zu Lëtzebuerg nach refuséiert gouf. Mir waren och der Meenung, dass eng Uni fir e modernt Land indispensabel ass zu där Zäit, wou vill Leit am Land nach gemengt hunn - dat ass nach guer net esou laang hier -, d'Ausland kënnt ons weider, wéi jorhonnertelaang, d'Méi ofhuelen ons Eliten ze forméieren.

D'LSAP huet sech och fir effikass Fuerschungsstrukturen agesat, awer och - et ass éinescht gesot ginn - géint Waasserkäpp, déi vill kaschten an dem Land näischt bréngen. An dofir ass sécher dat Gesetz vun 1987, wat d'Madame Brasseur zitéiert huet - och d'Viraarbechten dovunner, déi an enger Commission spéciale geschitt sinn -, richtungsweisend gewiescht.

Ech mengen och, nodeem déi Strukturen entstane sinn, hu mer ëmmer drop gepocht, dass ee se systematesch evaluéiere muss an och, wann néideg, besser koordinéieren an zréckstutze soll, wa sech dat weise soll. Et ass e Gebitt, wou een andauernd muss drubleiwen, wou een net Strukture ka schafen a se dann dohindümpele loosse kann, ouni dass mer systematesch duerno kucken.

Här President, ech wollt fir d'éischt iwwert d'Uni schwätzen. Si ass nach an de Kannerschong. Si sicht hire Wee, wat ganz normal ass. Dee Wee ass schwéier a vill Problemer bleiwen, well d'Gesetz vun 2003 iwwert d'Uni vill Problemer eigentlech net geléist huet.

Bon, et kann ee soen: Dat ass d'Vergaangenheet. Mä ech mengen, déi Vergaangenheet muss ee gesinn, fir och d'Problemer vun haut a vläicht d'Solutioune fir muer ze gesinn.

Mir hunn dat Gesetz als LSAP deemools an der Oppositioun matgestëmmt, well mer eng Uni wollten a well dat Gesetz ons eng Uni ginn huet. Mir hunn awer direkt gesot, dass dat Gesetz net perfekt ass an dass een et relativ schnell misst erëm op de Métier huelen.

Mir wëssen och - dat hu mer am Ufank vun dëser Legislatur gesot, wéi mer an d'Koalitioun komm sinn -, dass mer d'Uni wollte mat deem Gesetz schaffe loossen, dass mer d'Gesetz ootme loosse wollten, ouni direkt elo eng Debatt iwwert d'Gesetz ze maachen.

Ech mengen, zum Beispill e grondleeënde Feeler vun deem Gesetz war, dass et Tabula rasa gemaach huet - d'Madame Brasseur huet et och ugewisen. Dat Gesetz huet bestoend gewuesse Strukturen, Institutiounen zerschloen, déi gutt geschafft hunn an eigentlech nëtzlech waren an déi een och hätt kënnen op eng Manéier an d'Gesetz aféieren, Transitiounen also hätt kënne ménagéieren, déi eben duerch déi abrupt Rupture vum Gesetz net konnte geschafe ginn.

D'Gesetz huet eng Uni mat e puer Objektiver geschaf: d'Recherche - sécher, dat ass ëmmer an de Vierdergrond gesat ginn -, d'Formatioun an och d'Schafung vu Kompetenze vu verschiddenen Deeler vun den zukünftegen Elite vu Lëtzebuerg.

Ech mengen, un de prezisen Objektiver musse mer an den nächste Joren nach schaffen, fir dass mer net à terme déiselwecht Problemer kréie wéi Universitéiten am Ausland, déi «Universités généralistes» sinn, wéi mer awer zu Lëtzebuerg och zum Deel eng hunn.

En Usaz gëtt et dofir nach net an dofir ass dat do eng Diskussioun, déi zwëschent der Uni an der Politik muss geféiert ginn. Well ech mengen, et geet net duer, fir einfach ze soen: D'Uni muss eng Fuerschungsuni ginn. Dat ass e bësse kuerz gegraff, well Fuerschung ass ganz verschidden. A virun allem muss ee sech prezis Objektiver ginn.

Ech wëll och soen, dass déi Opdeelung vun der Uni op dräi Fakul-

téite keng glécklech Léisung fir ons war an ass. Si baut eigentlech nei Festungen op, amplaz dass se de Wee vun der Interdisziplinaritéit gesicht hätt. Festungen, wou et natierlech dann, wa se eng Kéier do stinn, schwéier ass se erëm opzebriechen a mateneen zesumme schaffen ze doen. A mir sinn och der Meenung, dass de Konzept vun der Gouvernance vun der Uni ze vill dirigistesch an autoritär ass.

Ech hunn och gehéiert, dass de Recteur, den Här Tarrach, gesot huet, dass hie mat deem Gesetz liewe kënnt. Mir kënnen och mat deem Gesetz liewen, trotz deene Kritiken, déi mer hunn. Dat Wesentlecht fir elo ass, dass mer dat Gesetz ëmsetzen an dass mer ons dobäi awer bewosst sinn, dass et an deem Gesetz eng Partie Problemer gëtt, fir wa mer dann emol eventuell am Joer 2008-2009 an d'Diskussioun iwwer Modifikatioune vun deem Gesetz eraklammen.

De Recteur, den Här Tarrach, huet seng Iwwerleeungen iwwert d'Uni an de Plan quadriennal afléisse gelooss. Dëst ass e wichtegt Dokument fir jiddfereen, wat natierlech eng ganz Partie Froen ugeet, wat de Mérite huet, dass et wierklech d'Grondlage vun der Uni festleet, dass och doduerch eben de Kontrakt mat der Regierung fir déi nächst véier Joer ka festgeluecht ginn. Mä, natierlech, et bleiwen eng Partie Froen op.

De Recteur mécht eng Analys vun deenen dräi Fakultéiten. Wéi och en Deel vun de Virriedner muss ech soen, dass ech déi Analys nëmmen zu engem Deel deelen. Hie gesäit eng grouss Zukunft fir d'Fakultéit vun de Sciencen, grad ewéi fir déi vum Droit an der Ekonomie.

Mir wëssen, dass doranner vill Potenzial läit, souwuel fir d'Wëssenschaft wéi och fir d'Wirtschaft. Dat ass evident. De Kritikpunkt ass wat d'Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation ugeet. Hie seet, hie wär do méi skeptesch. Hie gesäit fir déi Fakultéit, wéi hie schreift, „une croissance modérée".

De Minister huet ons de 17. Mee an der Kommissioun gesot, dass hien déi Meenung net géif deelen, an ech menge mir deelen déi Meenung och net.

Well d'Formatioun vun den Enseignanten zum Beispill, op allen Niveauen, do huet d'Uni eng Responsabilitéit. Dat war d'Absicht vun der Politik a vum Législateur. Eleng doduerch, dass den ISERP an d'Uni integréiert ginn ass, dass den ISERP vun engem Dag zum aneren opgehalen huet, doduerch ass déi Tâche an d'Uni integréiert ginn a muss d'Uni mat där Tâche do fäerdeg ginn.

Et geet also elo drëm, eppes Neies opzebauen, och fir déi Formatioun vun den Enseignanten. Natierlech huet dat misse schnell geschéien. Et war eigentlech keng Transitioun virgesinn. An et ass ni ganz gutt, wann een dat esou maache muss.

Fir ons ass och d'Fuerschung op deem Gebitt essenziell. Dat wëll ech hei ganz kloer soen. Déi Axes de recherche, déi am Plan quadriennal stinn, hu sécher eng Partie Berechtegungen.

Ech muss soen, dass ech déi Ursaache fir déi Justifikatioun fir déi Achsen, déi do gewielt gi sinn, eigentlech relativ onkloer fannen. A wann ech elo de Recteur zitéieren aus dem Plan quadriennal, da muss ech soen, do gëtt sech de Raisonnement e bësse liicht gemaach: «On ne donne pas beaucoup de justifications pour le choix; il est le résultat de discussions, débats et réflexions à différents niveaux, avec différents acteurs. L'interdisciplinarité, sans doute un facteur important dans la recherche moderne, est peu mentionnée, car c'est un sujet complexe et qui a souvent mené à la superficialité; on préfère donc en parler peu dans ce premier plan, bien qu'il en ait été tenu compte.»

Dat hätt ee sécher probéiere kënnen e bësse méi prezis ze soen, e bësse méi kloer och d'Ursaache fir déi Axes de recherche, déi elo festgeluecht sinn an déi jo awer dann an deenen nächste Joren déi sinn, déi virrangeg sinn, ze argumentéieren.

Mir begréissen natierlech an deene Prioritéiten déi Prioritéit fir d'Sciences de l'Éducation an och déi vun den Études luxembourgeoises. An dat steet och an der Regierungserklärung vun 2004. Dat ass e Wonsch vun der Politik.

Ech mengen, fir dat kloer ze maachen: D'Politik wëllt sech net an d'Uni amëschen. D'Uni ass en autonoomt Gebilde. Mä ech mengen d'Politik kann awer eng Partie Wënsch un d'Uni erundroen. Si ass da fräi an autonom, fir deene Rechnung ze droen oder net.

Ech mengen, wat zum Beispill déi zwou Achsen ugeet, do brauche mer déi Recherche iwwer ons Geschicht, iwwer ons Identitéit oder vläicht besser ons Identitéiten, fir do näischt opkommen ze loossen. Déi Froe gi jo haut an der Lëtzebuerger Gesellschaft gären héichgespillt. Och de Fonctionnement vum Sproochesystem muss genee analyséiert ginn. Et ass méi komplizéiert, wéi munch Politiker sech dat wëlle maachen, an do huet d'Uni eng Aufgab vu Reflexioun a Recherche an der Lëtzebuerger Gesellschaft. Et war och ëmmer e Wonsch vun der Politik fir do eng Plaz ze kréie vu Reflexioun, vu selbstkritescher Analys vun der Lëtzebuerger Gesellschaft, fir doduerch och weiderzekommen.

Ech mengen och, dass d'Uni natierlech net däerf dobäi instrumentaliséiert ginn, fir zum Beispill en neien Nationalissem wëssenschaftlech ze verbrämen. Interessantes geschitt elo schonns do. Ech hunn an der Revue „Heemecht" viru kuerzem en interessanten Dossier vum Laboratoire d'histoire vun der Uni gelies, dee weist wéi néideg esou eng modern Approche zu onser Geschichtsschreiwung ass. Esou Recherchen däerfen net zum „parent pauvre" op der Uni ginn.

An deem Axe de recherche iwwert d'Sciences de l'Éducation geet net Rieds iwwert d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren an d'Recherche am Zesummenhang domat. Nu brauche mer wëssenschaftlech Instrumenter fir ons Sproocheproblematik didaktesch unzegoen, fir d'Chancëgläichheet ze garantéieren, de schouleschen Échec ze ënnersichen an ze bekämpfen. Dëst ass eng Demande vun der Politik un d'Uni, an ech mengen et wär wichteg, dass d'Uni och deem géif Rechnung droen.

Mir brauchen eng Recherche um Plang vun de Sciences politiques, zum Beispill iwwert d'Gouvernance européenne. Dat ass eng séier problematesch Fro zu Lëtzebuerg. Si ass am Plan quadriennal als „faiblement prioritaire" betruecht ginn. Ech fannen dat net ganz gutt, well ebe just - mir gesinn dat an der Politik all Dag hei an der Chamber, och an der Regierung, huelen ech un - déi europäesch Dimensioun vun onser Gouvernance zu Lëtzebuerg grouss Erausfuerderungen un d'Politik stellt an et sécher interessant wär, fir sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Här President, eng weider Schwieregkeet vun der Uni ass den Iwwergank vu säit Jore bestoende Formatiounen op neier. Ech erënneren zum Beispill drun, dass den Ingénieur industriel véier Joer am IST hat; en huet der elo nach dräi um Niveau Bachelor.

D'Chamber hat eng Motioun am Joer 2003 gestëmmt, an där eng Méiglechkeet gefrot gouf, fir iwwer Recherche op véier Joer ze kommen. Dobäi kënnt natierlech, dass et schwiereg ass, e Bachelor mat dräi Joer nach en halleft Joer an d'Ausland ze schécken.

Ech mengen och, mir wëssen et alleguerten, dass déi Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen eng Schwergeburt war. Mir kommen natierlech e Schrëtt weider mat deem Bachelor vu véier Joer, deen elo agefouert gouf. Perséinlech hätt ech léiwer e Master gesinn, wou och eng Activité de recherche dran implizéiert gewiescht wär. Mir kennen alleguerten d'Hannergrënn vun där Diskussioun iwwert d'Schoulmeeschteschformatioun. Mä déi nei Erausfuerderunge vun deem Beruff, d'Diversitéit vun de Situatiounen an den neie Profil verlaange sécher eng approfondéiert fachlech a pedagogesch Formatioun fir de Préscolaire an de Primaire, an där och eng Dimensioun „Recherche" si misst.

Här President, d'Regierung huet och kloergestallt, dass se ausser den eelef bestoenden neie Bachelore keng nei Bachelore méi wëllt. Si wëllt virun allem um Niveau Master gewëssen Nische besetzen, déi och e wirtschaftlechen Impakt kënnen hunn an emol eng Zesummenaarbecht mat private Firmen erlaben. Et gëtt also kee Bachelor méi am medezineschen a paramedezinesche Beräich.

Dat muss ee sech fir d'Zukunft gutt iwwerleeën. Ech erënneren elo just un déi Fro, déi éinescht gestallt ginn ass, un d'Madame Modert, wann ee gesäit wat de Studenten elo an der Belsch geschitt ass, ebe just a Beräicher an a Filièren, déi paramedezinescher oder medezinescher Natur sinn. Ech wëll elo net plädéieren, dass mir hei zu Lëtzebuerg eng medezinesch Filière sollen opmaachen, mä ech mengen et muss een och am A behalen, wat een hei zu Lëtzebuerg mécht, wat den Échange mat auslänneschen Unie kënnt sinn a wat d'Schwieregkeete vun de Lëtzebuerger Studenten och am Ausland a gewëssene Filièrë sinn.

E weidere Problem vun der Uni ass d'Integratioun vun der „Luxembourg School of Finance". Si soll, wann ech de Recteur liesen, „une certaine autonomie financière" behalen. Et wär awer interessant ze wëssen, wéi d'Integratioun dann elo an d'Uni geschitt. Vläicht kann den Här Minister ons doriwwer weider Informatioune ginn.

Och iwwert de Projet pilote LIASIT, also den „Luxembourg Institute of Advanced Studies in Information Technologies", géife mer gäre méi gewuer ginn. Den Objektiv ass jo u sech interessant, fir doraus e Centre interdisciplinaire um Gebitt vun der Informatik ze maachen. Esou wäit ech weess, gëtt fir den Ableck déi Informatik op zwou Fakultéite gemaach, an dat ass net glécklech. An dofir misst een elo vläicht soen, wéi dat Gebitt sech entwéckele soll. Ech fannen och, dass de Plan quadriennal relativ vag an där Hisiicht ass.

Iwwer aner Centres disciplinaires geet net Rieds. Mir wëssen, dass der dräi am Gesetz virgesi sinn. Et war jo dat Instrument am Gesetz, fir d'Grenzen zwëschent deenen dräi Fakultéiten opzebriechen.

Och d'Relatioun mat den CRPen an anere Fuerschungsinstituter geheiert zum Gebitt vun der Interdisziplinaritéit. Och do sinn ech prinzipiell der Meenung, dass d'Gesetz ze vill formalistesch an net flexibel genuch virgeet. Interdisziplinaritéit muss eng normal Praxis an där klenger Uni sinn, déi sech net menger Ansicht no op dräi feststehend Centrë reduzéiere kann.

D'Unisgesetz huet och net kloergestallt, wéi d'CRPen an d'Uni zesummeschaffe sollen, gradesou wéineg wéi all déi aner Établissements publics, zum Beispill den LNS, de Laboratoire National de Santé, oder och d'Administratiounen - de Statec, deen och Fuerschung mécht -; dann natierlech och den Ceps. Dee Saz, deen am Gesetz doriwwer steet, ass zimlech vag an onverbindlech.

Verschidde Leit mengen, et soll een eng Kéier alles an der Uni ënnerbréngen, alles an der Uni fusionéieren. Dat ass fir mech eng sou genannt „fausse bonne idée". Iwwregens ass jo esou wäit ech weess weder de Stat nach d'Uni Demandeur, fir dat ze maachen, well se hunn einstweile selwer genuch Problemer. Dofir, mengen ech, soll een déi verschidden Zellen, déi et fir d'Recherche gëtt, mat hiren Objektiver bestoe loossen. Doduerch entsteet eng gewësse Konkurrenz.

Et muss een natierlech och verhënneren, dass do double emploi, Gaspillage entsteet. Et geet also drëm dëst ze verhënneren, se besser ze coordonnéieren, an zugläich d'Eegendynamik vun deene bestoenden Zellen ze erméiglechen. Mir wësse jo, dass déi dräi CRPen an och d'Uni, loosse mer soen, eng contractuel, eng konventionell Zesummenaarbecht ustriewen, fir sech besser ze coordonnéieren. An dat schéngt mir op jidde Fall déi beschte Manéier, fir op deem Wee weiderzekommen.

Ech mengen och, dass et interessant wär de Chercheuren, déi an den CRPe sinn, eng Bréck an d'Uni opzemaachen, an ëmgekéiert.

An ech wëll nach eng Kéier dorun erënneren, wat mer och schonn an onser zoustänneger Kommissioun gesot hunn, dass mer ons och Gedanke musse maachen iwwert d'Kloerheet vum Statut, och d'Sécherheet vum Statut vun de Chercheuren, wat nach ëmmer e Problem ass.

Här President, am Calendrier, deen am Plan quadriennal steet, sinn och déi Problemer opgelëscht, déi nach musse geléist ginn, an domat der Uni hiert definitiivt Gesiicht wäerte ginn: Dat ass de Multilinguisme, dat ass d'Mobilitéit vun de Studenten, dat ass den Tutorat, an dat ass och d'Kreatioun vu Strukturen, fir friem Studenten a Fuerscher ze empfänken.

Wéineg steet elo am Plan quadriennal dran. Ech menge schonn, dass een awer schnell dono muss kucken, well besonnesch eng kleng Uni ka jo vis-à-vis vu gréissere Massenunien een entscheedende Virdeel hunn: Dat ass, wa se e ganz besonneschen Effort um Plang vun dem Tutorat mécht.

Ech ka mer ënner Tutorat villes virstellen: e seriöen Accueil vun neie Studenten, och zum Beispill duerch eeler Studenten, en dagdeeglechen Accompagnement an de Léiermethoden, d'Vermëttele vu Léier- a Recherchetechniken, an d'Förderung vun der Selbstännegkeet vum jonke Mënsch, deen nei op d'Uni kënnt, deen aus engem System kënnt, wou en eben op eng ganz dirigistesch Manéier enseignéiert ginn ass.

An deem Zesummenhang wollt ech och de Minister froen - hien ass jo och Aarbechtsminister -, dass mer scho vun der Lounaarbecht fir d'Studenten op der Uni geschwat hunn: Däerfen d'Studenten dann elo punktuell bezuelten Aarbechten op der Uni maachen, zum Beispill an der Bibliothéik,…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …wéi dat iwwerall op der Welt méiglech ass? Ass dat kloer, Här Minister? Wonnerbar.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et ass. Jo. Däitlech Jo!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ah, oui?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mä et muss zu Konditioune sinn: Och e Student ka kee Sklav sinn, och net op der Uni.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Très bien! Dat ass, wat ee genannt huet „un oui franc et massif", Här Minister.

Da wollt ech och schlussendlech froen: Mir hätte jo och gäre Studenten aus dem Ausland, aus der Europäescher Unioun, do ass dat jo kee Problem, mä et ass e Problem fir Studenten aus den Drëttlänner. Mir wëssen, dass dat heiansdo ganz schwiereg ass, fir an d'Europäesch Unioun respektiv zu Lëtzebuerg eranzekommen, souwuel fir Studente wéi fir Fuerscher. Mir wëssen, dass mer do natierlech e Problem vun Aarbechtsgenehmegungen oder vun Openthaltsgenehmegungen hunn. An ech menge schonn, dass mer fir d'Uni gewësse méi flexibel Prozeduren ons mussen afale loossen.

Schliesslech wëll ech och soen, dass mer ufänke musse seriö un onst Bibliothéikswiesen ze denken. Mir wëssen, dass mer eng Bibliothèque nationale universitaire wëlle maachen, dat heescht eng Bibliothéik, déi d'Nationalbibliothéik zesummebréngt mat de Besoinë vun der Universitéit. Mir wëssen och, dass dat op eng flexibel Manéier geschéie kann. Et sti jo scho Virstellungen do an deem Zesummenhang. Mir hate schonn an der Kommissioun och mat der Direktesch vun der Nationalbibliothéik Rieds, an ech mengen, et soll een op deem Plang och inhaltlech virukommen. Ech sinn iwwerzeegt, dass och d'Uni do Demandeur ass.

Här President, d'Uni ass sécher e wesentlecht Element vum Innovatiounssystem zu Lëtzebuerg. Mir hunn iwwert dee System an der Studie vun der OCDE e wichtegt Instrument fir onse gesamten Innovatiounssystem ze analyséieren an ze verbesseren. D'OCDE-Etüd weist zesummefaassend op strukturell Schwächten an Déséquilibrë vum Innovatiounssystem hin.

Ausgangspunkt vun den OCDE-Auditeuren ass jo, dass Lëtzebuerg sech Kompetenznische soll ginn. Wuesstum soll duerch Innovatioun gezu ginn an net esou séier duerch d'Différentielen um Plang vun de Steieren oder vun der Législatioun.

Sécher brauchen nei Betriber am Déngschtleeschtungs- wéi am Industrieberäich gutt forméiert Personal, mä och den Environnement vu Veille technologique a vun Transfert de technologie muss stëmmen.

Sécher huet d'Regierung dobäi eng Haaptresponsabilitéit zu Lëtzebuerg. Déi huet se iwwerholl zum Beispill wéi se 1984 Luxinnovation gegrënnt huet, wéi d'CRPen 1987 geschaf goufen, wéi en eegene Ministère 1999 fir Héichschoulwiesen a Fuerschung geschaf gouf, a wéi och de Fonds national de la Recherche 1999 an d'Liewe geruff gouf.

Déi Strukturen, déi do geschaf gi sinn, seet d'OCDE, déi sinn net ouni Gefor. Well d'Ministèrë jo gär Festunge sinn, déi un hire Saachen halen, gëtt et dann oft ze wéineg Interaktioune mat anere Ministèren. D'Innovatioun gëtt dann institutionell agespaart, „lock in" seet d'OCDE, amplaz dass dann de ganze System irradiéiert gëtt.

Dat heescht, dass wuel ee Ministère fir Héichschoul a Fuerschung zoustänneg ass, mä dass aner Ministèren an der Regierung un deem Prozess deelhuele mussen. Mir wëssen, dass dat eng komplex Affär ass, déi de Lëtzebuerger Stat elo fir den Ableck net esou meeschtert. Mir mengen och, dass d'Politik dee Verdikt soll unhuelen an doranner e positiivt Zeeche soll fir en neien Opbroch gesinn.

Zum Beispill huet d'OCDE sech d'Méi gemaach, alles opzeziele wat dorëmmer an de Ministèren u Fuerschung an Innovatioun stattfënnt. Dat ass e ganze Koup vun Opportunitéiten a Potenzialitéiten. Meeschtens gëtt et do wéineg oder keng Zesummenaarbecht. Et

ass scho gesot ginn, et gëtt anscheinend e Koordinatiounscomité, deen zwee bis véier Mol am Joer zesummekënnt an héchstens awer, schéngt et, iwwer budgetär Froe schwätzt. Ech hunn nach kee Bericht dovunner gesinn. Et wär interessant emol vum zoustännege Minister ze héieren, wat dann do geschitt.

D'Fro stellt sech wierklech, wéi d'Regierung de Problem vun Interaktioun an Interdisziplinaritéit ugoe wëllt. An dofir seet d'OCDE och, dass d'gesamt Architektur vun der Innovatioun zu Lëtzebuerg verbessert gi muss. Et besteet kee Besoin fir nei Institutiounen; och d'Finanzéierung vun der Fuerschung, déi jo op 1% vum PIB eropgoe soll, ass politesch gekläert, ass décidéiert a geet duer fir den Ableck. An dofir: Wat muss geschéien?

Ech wollt dofir ënnert deene ville Virschléi vun der OCDE der siwen eraushuelen, déi mer besonnesch interessant schéngen:

Fir d'éischt natierlech wär et gutt wann d'Zesummenaarbecht vun deene Ministèren, déi sech ëm Innovatioun bekëmmeren, verbessert géif ginn. Et schéngt mer och, dass dat um Niveau vun de Ministeren acquis ass, dat heescht d'Zesummenaarbecht tëschent dem Wirtschaftsministère an dem Fuerschungsministère hunn ech geheiert ass politesch acquis. Natierlech ass d'Fro dann, wéi dat a Musek ëmgesat gëtt, zum Beispill fir d'Politik vun den Incubateuren an den Technologiezentren. Do gesäit een awer éischt Friichte vun där Recommandatioun vun der OCDE, zum Beispill am Projet 5581 fir de Bau vun engem Incubateur d'entreprises zu Belval. Do sollen déi zwee Ministèren d'Verantwortung fir d'Gestioun hunn. Natierlech ass d'Gesetz eppes, an d'Ëmsetzung och heiansdo eppes aneschters.

Zweetens soll d'Roll - dat ass déi zweet Recommandatioun - vu Luxinnovation, déi am Wirtschaftsministère ass, iwwerkuckt ginn. Der OCDE no beschäftegt se sech mat enger ze vill grousser Zuel vun Aufgaben um nationalen an internationale Plang. Dat ass natierlech d'Tendenz vun all Organ, méiglechst vill Pouvoiren u sech ze zéien. Do muss d'Regierung, den zoustännege Minister, mat kloren Objektiver entgéintwierken.

Esou eng Agence nationale soll net onbedéngt interferéiere mat aneren Acteuren um Gebitt vun der Veille technologique an dem Transfert de technologie, wéi zum Beispill den CRPen. Déi hunn eng wichteg Aarbecht op deem Gebitt gemaach, an et muss ee kloerstellen, wat Luxinnovation an d'CRPe maachen, fir dass se net een deem aneren an d'Gehege kommen an doduerch duerch vill Reiwereien Energië verluer ginn.

Drëttens soll d'Zesummenaarbecht tëschent dem Héichschoul- a Fuerschungsministère mat anere Ministèren nei Opportunitéite schafen. A Gebidder wéi Erzéiung a Pedagogie, Plurilinguisme a Sproochefuerschung, Sécurité alimentaire, Gesondheet, Medikamenter, Ëmweltfuerschung gëtt et Méiglechkeete fir Fuerschung an Innovatioun, déi vu verschiddene Ministèren ofhänken an net ëmmer exploitéiert ginn. Ech hat an der viregter Legislatur zwou Propositions de loi virgeluecht, déi eng iwwer eng Agence des Médicaments, déi aner iwwer eng Agence de Sécurité alimentaire. Hannergrond dovunner war, a mengem Kapp op jidde Fall an och am Exposé des motifs, an der Haaptsaach d'Innovatioun.

Zum Beispill, d'Mise sur le marché vu Medikamenter verlaangt eng héich qualifizéiert wëssenschaftlech Recherche, grad eréi d'Evaluatioun. D'Netzwierk vun Instituter, déi sech europawäit ëm Sécurité alimentaire bekëmmeren, grënnt op wëssenschaftlechen Analysen, Recherchen an der Fäegkeet, flexibel op nei Erausfuerderungen ze äntwerten. Dat sinn Erausfuerderungen, zwee Beispiller, fir all modern Gesellschaft, a mir mussen och op deem Gebitt vun der Innovatioun, déi natierlech och Recherche bedéngt, ons Mëttele ginn.

Véiertens: Nach ëmmer an der Suite vun de Propositioune vun der OCDE soll d'Roll vum Fonds national de la Recherche als Finanzéierungsinstrument vun der Fuerschung an als ee vun den Haaptacteure vun der Fuerschungspolitik iwwerduecht ginn. De Fonds national de la Recherche soll als onofhängegen Acteur mat dem Haaptkritär vu Qualitéit vun der Fuerschung eng Haaptroll am Finanzéiere vu Projete kréien, déi op jidde Fall 100%eg vum Stat finanzéiert ginn.

Well Lëtzebuerg natierlech an deenen nächste Jore massiv Suen an d'Fuerschung stieche wëllt, wéi dat jo d'Zuel beweist vun 0,3 op 1% vum PIB, ass dës zentral Roll besonnesch relevant, a mat esou Contrats de performance, déi jo och gefrot ginn an dem Audit, tëschent Stat a Fonds national kann de Stat ofsécheren, dass déi allgemeng Zilsetzung vu senger Politik respektéiert gëtt.

Fënneftens soll d'Förderung vu privater Recherche an Développement an Innovatioun duerch staatlech Suen iwwerduecht ginn. Esou ginn, seet d'OCDE, 90% vun der öffentlecher Förderung un d'Industrie an dobäi an der Haaptsaach un d'Transformatioun vu Metall an d'chemesch Industrie. Wéineg fält of fir Déngschtleeschtungen, fir de Finanzsecteur, fir de Medieberäich. Et freet ee sech firwat zum Beispill esou e kräftege Wirtschaftszweig wéi d'Finanzplaz sech do net ugemellt oder duerchgesat huet. Op jidde Fall sollen de Finanz- an Déngschtleeschtungssecteur méi staark mat erakommen. Et gëtt eigentlech och keng „public private partnership" an der Innovatioun. Och an dësem Beräich soll d'Politik iwwerduecht ginn.

Sechstens soll d'Internationalisatioun vun der Fuerschung weider entwéckelt ginn. Eng wesentlech Fro dobäi ass, ob den Appel aux projets vum Fonds national de la Recherche national bleiwe soll oder international opgemaach gëtt, wéinstens an Europa, fir ze verhënneren, dass Inzucht entsteet. Do kënnt een emol bei deem engen oder anere Projet Appel aux projets probéieren, fir ze kucke wéi dat sech auswierkt, well et geet jo awer och drëm, dass natierlech och Lëtzebuerger Instituter, Lëtzebuerger Chercheure bei deene Projeten net aussen vor bleiwen.

A siwentens a leschtens soll dee Comité fir Wëssenschaft an Technologie agesat ginn. D'OCDE seet, et géif ze wéineg Leit an de Ministèren, déi sech mat der Strategie vun der Innovatioun befaassen. Also muss den Encadrement an de Ministèrë verbessert ginn. En onofhängege Comité, se nennt dat en „advisory board on science and technology", soll geschaf ginn, an et schéngt mir wichteg, dass déi zwee zoustänneg Ministere fir Recherche an Innovatioun dee Board presidéiere sollten, fir eben och dee wichtegen Input vun der Regierungspolitik ze ginn.

Dat waren eng Partie Elementer, déi ech aus deenen zwee wichtege Berichter hei wollt ervirsträichen.

E leschte Punkt ass schliesslech d'Fro vum Site, déi jo och an der Motioun vum Här Adam ugeschwat gëtt. Dat ass jo eng spannend Fro, wou jiddfereen och gäre matschwätzt. Ech wëll dozou dräi Saache soen, ganz kuerz Saachen:

Éischtens: Mir wëllen, dass d'Cité des Sciences zu Esch-Belval esou séier wéi méiglech realiséiert gëtt.

Zweetens: Mir wëllen och, dass déi zwou Fakultéiten, déi d'Regierung den 23. Dezember 2005 décidéiert huet op Belval ze implantéieren, esou schnell wéi méiglech déi Lokaler solle kréien, déi se brauchen, an dass deen Timing respektéiert gëtt, deen de Fong vu Belval sech ginn huet, fir déi Gebaier do ze bauen. Den Timing vun den Architekteconcoursen, den Timing och vun der Realisatioun, fir dass mer deen Horizont vun der Uni op 2009, wann ech dat richteg gesinn, kënne respektéieren.

Drëttens ass jo décidéiert ginn, dass bis 2009 déi drëtt Fakultéit Droit an Ekonomie an der Stad bleiwe soll a bis dohin hätte mer gär, dass eng intensiv Diskussioun ënner alle Partner stattfanne soll iwwert den definitive Standuert vun där drëtter Fakultéit.

Dat waren, Här President, déi Remarquen, déi ech zu dësem Débat maache wollt. Sécher wär nach ganz vill ze soen. Ech fannen op jidde Fall, dass mer an enger flotter Zäit fir den Ableck sinn, well mer d'Impressioun hunn, dass awer munches bougéiert. Dofir kann een natierlech d'Regierung félicitéieren, déi sech d'Mëttele ginn huet, fir méi kloer an d'Zukunft ze gesinn. Mir wäerte se op jidde Fall bei deem Wee ënnerstëtzen, esou vill wéi mer kënnen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Dann ass als nächste Riedner den honorablen Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng wëllen och d'Recherche net vun der Uni trennen. Mir hunn eis awer d'Aarbecht opgedeelt; mäi Kolleeg Jean Huss schwätzt herno iwwert d'Recherche zu Lëtzebuerg am europäesche Kader, an ech schwätze méi allgemeng iwwert d'Entwécklung vun der Uni, an dann och iwwert déi Motioun, déi mer schonn den 1. Februar déposéiert hunn.

Den Här Tarrach beschreift d'Uni Lëtzebuerg a sengem Rapport d'activité als eng jonk Uni mat e puer ale Problemer an engem pragmateschen a räiche Land ouni universitär Traditioun. Dës Uni kämpft dofir, eng international rechercheorientéiert, innovativ a kreativ Uni mat engem ausgeprägten eegene Charakter ze ginn. Duerch d'Qualitéit vun dem Enseignement soll déi Uni sech an den ieweschten Drëttel vum universitäre Ranking néierloossen, ouni sech allze wäit vun de gesellschaftlechen a mënschleche Suergen ewechzehiewen. Den akademeschen Elfenbeintuerm soll also keng Festung ginn.

Den Här Tarrach ass a senger Roll, wann hien eng positiv Beschreiwung vun der Zukunft vun eiser Uni mécht. An déi Gréng erkennen och d'Verdéngschter vum Här Tarrach ëm d'Entwécklung vun der Uni zu Lëtzebuerg un.

Allerdéngs huet schonn de Bert Brecht a sengem Gedicht „Fragen eines lesenden Arbeiters" geschriwwen:

„Der junge Alexander eroberte Indien.
Er allein?
Cäsar schlug die Gallier.
Hatte er nicht wenigstens einen Koch bei sich?
Philipp von Spanien weinte, als seine Flotte
Untergegangen war. Weinte sonst niemand?"

Voilà, ech hunn dat gesot, eben net fir de Mérite vum Här Recteur ze schmäleren, mä fir einfach ze soen, datt och eng ganz Rei aner Leit un deene Verdéngschter, un där gudder Aarbecht, déi d'Uni an där kuerzer Zäit bis elo opzeweisen huet, en Undeel hunn.

An och d'Politik ass weiderhi gefuerdert. Ech ginn elo net an op den Historique vun der Uni Lëtzebuerg. D'Madame Brasseur huet dat exzellent gemaach. Den Här Sunnen an och den Här Fayot hunn iwwert de Plan quadriennal geschwat.

Déi éischt Aufgab huet d'Politik schonn zefriddestellend erledegt; dat mat de Sue schéngt ze klappen. Keen anere Secteur kennt budgetär Wuesstumsrate wéi eis Uni. Mir kritiséieren dat net. Wann ee Prioritéite setzt, da muss een och investéieren.

D'Uni kritt hir Suen net all verschafft. Dat ass net onbedéngt e gutt Zeechen. Et weist eis, datt eben och den Opbau vun der Uni net nëmme vill Sue kascht, mä och Zäit brauch. Zäit, fir datt d'Infrastrukture wuessen; Zäit, fir gutt Enseignanten a Chercheuren ze recrutéieren. Déi Suen, déi d'Uni net verbrauch, kommen an ee Fong, a ginn esou der Uni net verluer, dat ass gutt esou.

Wa mir dann iwwert d'Gréisst vun der Uni ze schwätze kommen, da ginn d'Meenunge schonn e bëssen auserneen. Mir sinn eis selbstverständlech alleguerten eens, datt d'Uni zu Lëtzebuerg net alles kann ubidden, wat een esou studéiere kéint. Déi Gréng deelen awer net d'Astellung vu gewësse Leit, déi mengen, wat méi kleng wat méi reng wat besser.

Natierlech kënne mer soen, et gëtt schonn Unien zu Tréier, Metz, Nanzeg, Louvain, Köln, Bonn an esou weider; Lëtzebuerg huet also kee Gewënn eng gréisser Uni opzebauen. Lëtzebuerg wëllt méiglechst wéineg Bacheloren ubidden; däitlech méi Masteren an am léifsten hätte mer gäre lauter Doktoranden.

Domat stelle mer dann natierlech déi universitär Pyramid op d'Kopp, mä mer verspriechen eis awer déi gréisstméiglech ekonomesch Plusvalue vun esou enger Uni. Déi Gréng sinn der Meenung, datt och Lëtzebuerg säin Deel zum europäeschen Héichschoulwiese bäidroe muss, datt et net si kann, datt eisen Héichschoulminister an d'Belsch an an Éisträich fiert, fir de Lëtzebuerger Studenten d'Dier zu den Unien opzehalen, an zu därselwechter Zäit hei am Land just un „postgraduate students" interesséiert ass.

Soe mir zu eisen Nopeschlänner, déi ëmmerhi schonn eng 3.000 Primärschüler, déi an eisem Schoulsystem keng Chance op Réussite hunn, ophuelen, si sollen déi Kanner gutt ausbilden, op hirer Uni forméieren, mir wéilten dann déi Bescht zréck, fir se zu Lëtzebuerg ze dokteren, ze vereedelen?

Déi Gréng si selbstverständlech och fir eng qualitativ gutt Uni. Mir sinn awer och der Meenung, datt een déi Begréffer vun Effizienz a Qualitéit muss kritesch hannerfroen an definéieren. Geet et bei der Uni just ëm Nischepolitik? Hu mir näischt mat der Wëssensgesellschaft um Hutt? Si mir net un der universitärer Ausbildung vu jonke Mënschen interesséiert? Wëlle mir just eng Plus-value vun importéiertem Humankapital?

D'Uni Lëtzebuerg brauch Zäit fir ze wuessen. Et ass duerfir schwiereg sech elo schonn op eng bestëmmte Studentenzuel festzeleeën. Déi Gréng ënnerstëtzen d'Iddi, déi och am Rapport d'activité vun der Uni steet, datt mir op deenen zwee Uniscampusen all Kéiers mindestens 3.000 bis 4.000 Studente mëttelfristeg sollen hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Gespréich iwwert déi Lëtzebuerger Elitenuni deet mir heiansdo wéi an den Oueren. Ech kenne genuch Lëtzebuerger Studenten, déi trotz exzellente Resultater a Lëtzebuerger Lycéeë keng Spuer vun enger Chance haten, zum Beispill op eng vun deene villen Topuniversitéiten an England ugeholl ze ginn.

Wëlle mer eeschtlech Cambridge an Oxford Konkurrenz maachen? Wat menge mer dann domadder, wa mer dovu schwätzen, datt d'Uni Lëtzebuerg zum beschten Drëttel vun den Unie muss gehéieren?

Déi Gréng wëllen och eng gutt Uni. Mä da maache mer awer och en transparenten Uni-Ranking. Da froe mer d'Studenten, wéi si d'Situatioun an hirem Fach op hirer Uni aschätzen, wéi si d'Betreiung duerch hir Dozenten, d'Hëllef an d'Berodung erliewen. Wéi ass et mat den Zougangszäiten zu Computeraarbechtsplazen a Laborplazen? Wéi ass et mat dem Zougang an der Ausstattung vun der Bibliothéik? Wéi ass et mat wëssenschaftlechen Excursiounen?

Natierlech kucke mer och no der Zuel vun de wëssenschaftleche Publikatioune pro Wëssenschaftler op der Uni; der Zuel vun den Doktoraten; der Zuel vun de Studenten, déi mer aus dem Ausland unzéien; d'Zomm vun den net öffentleche Gelder, déi pro Joer a pro Wëssenschaftler an d'Fuerschung vun der Uni fléissen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat elo grad Zougang an Ausstattung vu Bibliothéiken ernimmt. Wéisou menge mir, däerfe vun Exzellenz ze schwätzen, wa mir am Bibliothéikswiesen ëmmer nach „nation à besoins spécifiques" sinn? Mat enger Fachbibliothéik, déi vu moies hallwer néng bis mëttes Véirel vir fënnef - an dat just méindes bis freides - ophuet, kann ee kee Certificat vun Exzellenz kréien!

Och de Fait, datt mir aus eiser Nationalbibliothéik eng Uni- an Nationalbibliothéik maachen, kann net driwwer ewechtréischten, datt mir nach wäit ewech vun engem neie Gebai sinn. An hei gesäit kee Minister eng Urgence.

Datt d'Uni Lëtzebuerg soll méisproocheg sinn, dat dierft hei zu Lëtzebuerg op e relativ grousse Konsens stoussen. Datt spéitstens vun de Masteren un déi dräi Sproochen Däitsch, Franséisch an Englesch solle praktesch gläichberechtegt matenee fonctionnéieren, dat ass u sech schonn eng gewalteg Erausfuerderung a wäert mat Sécherheet eng Garantie fir d'Eenzegaartegkeet an, wann et gutt gemaach ass, och fir d'Qualitéit vun eiser Uni ginn.

Datt déi Méisproochegkeet guer net esou selbstverständlech ass, besonnesch och, wa mir wëllen auslännesch Studenten unzéien - an dat wëlle mer jo - wäerte mer ganz fréi erkennen. Hei musse mir speziell Effortë maachen. Et gëtt schonn eng ganz Rei Unien, déi probéiere méisproocheg ze fonctionnéieren.

Déi héich Usprécher, déi d'Uni Lëtzebuerg sech selwer setzt, kennen ech vu kenger anerer Uni, mä ech si jo och kee Spezialist an där Matière.

D'Uni Lëtzebuerg wëllt, wa méiglech, nëmme mat deene beschten Unien zesummeschaffen. Nu jee, ech hoffen, datt déi bescht Unien e bësse méi tolerant sinn an och mat der Uni Lëtzebuerg wëllen zesummeschaffen, déi jo nach ganz jonk ass an och emol fir d'éischt eng Chance brauch, fir kënnen ze beweisen, datt si exzellent ass.

Ech sinn zouversiichtlech, datt mir den Unien aus der Groussregioun weisen, datt eis Uni natierlech eng Konkurrenz, mä awer och eng Beräicherung fir déi aner Unien an der Groussregioun ass.

Eis Uni soll mat Unien aus der Groussregioun zesummeschaffen, mat deene beschten Unie vun der Welt, mat wéinstens enger chinesescher an enger US-amerikanescher Uni, mat méisproochegen Unien, a mat Länner, déi och nëmme grad eréi mir eng Uni hunn.

Da freet et déi Gréng och ganz speziell, datt vum Recteur Tarrach d'Iddi vun der Zesummenaarbecht mat enger Uni aus engem sou genannten Entwécklungsland ugeduecht gëtt. Ob dat elo d'Uni vun

Ouagadougou am Burkina Faso soll sinn, oder déi vu Mali - Oder wéi wier et mat Nicaragua? -, do ass nach ganz villes ze maachen. Oder solle mer vläicht dem Cap-Vert hëllefen eng Uni opzebauen? Esou eng Zesummenaarbecht mat engem Pays cible vun eisem Kooperatiounsministère gesi mir als grouss Erausfuerderung a spannend Aufgab. A wat stinn do och nach Méiglechkeete fir d'Mobilitéit vun eise Studenten am Raum!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Entschëllegt, Här Adam, vu wéi engem Land hutt Dir geschwat, vum Katar?

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Neen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dann hunn ech dat falsch verstanen. Da sot mer wann ech gelift dat lescht Land, wat Dir genannt hutt, nach eng Kéier.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- De Cap-Vert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ah, de Cap-Vert, okay, da si mer an de Pays cibles, d'accord, ech hat Katar verstanen. Entschëllegt.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Neen, ech hat Cap-Vert gesot.

D'Studenten op der Uni Lëtzebuerg, déi jo dann alleguer villsproocheg an exzellent sinn, gi jo zur Mobilitéit gezwongen. Am Unisgesetz steet, datt een de Bachelor just kritt, wann ee während enger Période obligatoire am Ausland studéiert huet. An der Praxis heescht dat, datt d'Studente vun der Uni Lëtzebuerg ee Semester am Ausland verbrénge mussen. Wat d'Mobilitéit ugeet, soll aus verständleche Grënn net mat den Nopeschunien zesummegeschafft ginn, eis Studente solle jo net just ee Semester laang all Dag op Tréier oder op Metz fueren; dat schéngt eis richteg ze sinn.

Datt dës Form vu Mobilitéit e grousse Verwaltungs- a Käschtenopwand mat sech bréngt, läit op der Hand. Ob mir un dëser Form vu Mobilitéit festhale mussen, wäert d'Zukunft eis weisen. Ech si perséinlech net esou iwwerzeegt dervun, datt déi grouss Angscht, eis Schüler géinge vun der Spillschoul bis zum Unisofschloss d'Ländchen net méi verloossen an domat ni méi de Geescht vun den Unien an auslännesche Stied mat op Lëtzebuerg bréngen, esou berechtegt ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir erënneren un d'Verflichtungen, déi de Stat huet, wat den Opbau vum Bildungssystem betrëfft. Net just an der Lissabon-Agenda steet, datt déi mënschlech Ressourcen déi wichtegst Ressourcen an der Europäescher Unioun sinn. Ech ginn dovun aus, datt dat och an aneren Deeler vun der Welt esou ass, an do wou et net esou ass, do ass mat Sécherheet vill Aarmut a Misère. Mir wëlle laut Lissabon-Strategie eis Educatiouns- a Formatiounssystemer zu deene weltwäit beschte maachen.

Déi Gréng warnen awer, fir aus der Uni Lëtzebuerg en elitäre Club ze maachen. „In a public university, society, which pays for it, is the main stakeholder." Dat schreift den Här Tarrach. Duerfir muss eis Uni Leit ausbilden, déi kritesch denke kënnen a gutt op d'Aarbechtswelt preparéiert sinn. Déi Rechnung geet net op, wann d'Uni Lëtzebuerg, déi vum ganze Land finanzéiert gëtt, sech just fir d'Formatioun vun enger privilegéierter Elit zoustänneg fillt.

Déi Gréng begréissen d'Entwécklung vun der jonker Uni Lëtzebuerg. Vill a gutt Aarbecht ass geleescht ginn, vill a gutt Aarbecht muss och nach an Zukunft geleescht ginn. Mir stelle fest, datt d'Uni Lëtzebuerg genuch Moyenen zougestane kritt, fir sech kënnen ze entwéckelen. An hei ass wahrscheinlech déi gréisste Chance fir eis Uni an Zäite wou ganz vill aner Unien hir Budgete méi enk gestréckt kréien. Déi Gréng ënnerstëtzen den Opbau vun enger Uni, déi vill Wäert op Fuerschung an Entwécklung leet, a mäi Kolleeg Jean Huss wäert a senger Interventioun op dëse Volet vun der Uni Lëtzebuerg agoen.

Mir ënnerstëtze selbstverständlech och d'Bestriewungen no engem qualitativ héichwäertegen Enseignement, d'Iddi vum Tutorat, d'Beméiungen en exzellente Pool vun Enseignanten a Chercheuren ze kréien an domat och fir kritesch an exigent Studenten interessant ze ginn.

Dann, Här President, kéim ech zur Motioun.

Ech hat mer eigentlech gewënscht, ech kéint dat aus der Diskussioun ëm d'Zukunft vun der Uni eraushalen, mä meng Virriedner hunn alleguerten de Site mat an d'Diskussioun erabruecht, da wëll ech dat och maachen.

(Interruption)

Selbstverständlech, an do hale mer och weider drop, mä mir fannen awer, datt et net onbedéngt ëm d'wëssenschaftlech Zukunft vun der Uni geet, wa mer iwwert de Site schwätzen. Gutt.

(Interruption)

Si mer eis eens?

(Assentiment)

Merci.

Net nëmmen déi gréng Fraktioun war vun der Décisioun vum 23. Dezember 2005 vum Regierungsrot iwwerrascht ginn. Déi Décisioun, wann et dann eng Décisioun war, léisst sech esou résuméieren:

1. Belval-Ouest a la vocation d'héberger en tant que site unique l'Université du Luxembourg.

2. D'Faculté des Sciences, d'Faculté des Lettres an d'Cité des Sciences kommen elo direkt op Belval-Ouest.

3. D'Fakultéit vum Droit bleift provisoresch um Lampertsbierg; 2009 gëtt d'Décisioun geholl, ob si och soll op Belval plënneren.

Zum éischte Punkt, zu der Iddi d'Université du Luxembourg ganz op d'Industriefriche vu Belval-Ouest ze setzen:

Am Unisgesetz vum 12. August 2003 steet nach: «L'Université a son siège à Luxembourg.»

An der Regierungserklärung vum 4. August 2004 - ech liesen Iech dat net alles vir, ech mengen, Dir kennt dat alleguer - gëtt da gesot, datt d'Cité des Sciences op Esch-Belval kënnt. Ech liesen et awer vir, soss vergiessen ech Saachen: «À côté du site de la Cité des Sciences à Belval-Ouest, le Gouvernement s'efforcera, dans un souci d'optimisation des ressources, de rassembler à moyen terme sur un site unique, situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg, la Faculté de Droit (...), ainsi que la Faculté des Lettres (...).»

Da kréie mer nach eng interministeriell Etüd den 12. Juli 2005 virgestallt «Évaluation sommaire des potentialités de trois sites en tant que site unique d'implantation de l'Université du Luxembourg à Luxembourg-ville»; wou de Lampertsbierg am beschten ofgeschnidden huet. An da gi mer kuerz viru Chrëschtdag mat engem Geistesblitz vun der Regierung iwwerrascht.

Déi Gréng zweifelen net drun, datt et méiglech wier déi ganz Uni op Belval-Ouest ze setzen. Déi Gréng sinn awer och der Meenung, datt dat keng gutt Décisioun fir d'Uni Lëtzebuerg wier. Et ass ni eng Etüd gemaach ginn, déi zum Resultat gefouert hätt, datt déi ganz Uni misst op engem Site unique zu Esch-Belval stoen. Déi Gréng wonnere sech, datt d'Regierung eng Iddi propagéiert, déi net op enger seriöer Analys vu Vir- an Nodeeler baséiert. Déi Gréng zweifelen drun, datt d'Regierung wierklech déi drëtt Fakultéit op Esch brénge wëllt.

Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet sech relativ fréi - eis Motioun ass vum 1. Februar 2006 - dofir ausgeschwat, fir d'Uni Lëtzebuerg op zwee Siten ze konzentréieren, an dobäi sinn ech bei mengem zweete Punkt ukomm: Zwou Fakultéiten - Sciences a Lettres - kommen elo direkt op Belval-Ouest.

Déi Gréng hu sech ëmmer dofir agesat, datt d'Uni och soll an de Minett kommen. Fir eis war et vun Ufank u kloer, datt d'Fakultéit Sciences, Technologie et Communication sollt an d'Cité des Sciences op Esch-Belval kommen. D'Décisioun, fir en Deel vun der Uni op Esch-Belval ze setzen, war eng politesch Décisioun. Et war net d'Wëssenschaft, déi dëse Site erausgesicht huet.

Déi Gréng hunn dës Décisioun net nëmmen ënnerstëtzt, et ass eigentlech eng urgréng Fuerderung. Et ass richteg, fir d'Uni op Esch an an d'Gemeng Suessem ze bréngen. Dorun zweifele mir och nach haut kee Moment. Zesumme mat der Cité des Sciences, mat Plaz fir eng Rei Hightechentreprisen, géing d'Faculté des Sciences eleng scho Sënn maachen.

Mir hätten eis d'Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation gutt kënnen an der Stad Lëtzebuerg virstellen. Ëmmerhin hu mir der Stad Lëtzebuerg eng fantastesch kulturell Infrastruktur ginn an déi Gréng hunn och d'Hoffnung nach net opginn, datt mer eng Kéier eng nei Nationalbibliothéik an der Stad kréien.

Mir sinn awer zur Konklusioun komm, datt mer mat der Faculté des Sciences eleng zu Esch-Belval géinge riskéieren eng Aart „Technische Hochschule" ze kréien an et ass jo esou, datt d'Masse critique, vun där jidderee gäre schwätzt obschonn esou eppes schwéier ze definéieren ass, fir eng eenzel Fakultéit ee Problem dierft sinn. D'Faculté des Sciences ass jo déi klengst Fakultéit mat 632 ageschriwwene Studente fir d'Joer 2005-2006.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt de Site Esch-Belval och soll d'Faculté des Lettres ophuelen. Et ass Plaz genuch, d'Distanzen zur Stad Lëtzebuerg sinn net gewalteg an d'Proximitéit zu den CRPen a besonnesch dem Ceps/INSTEAD si bestëmmt e Gewënn fir dës Fakultéit. Dës zwou Fakultéiten hunn am Moment zesummen ongefeier 1.600 Studenten.

Mir zweifelen net drun, datt de Site Esch-Belval de Moment och nach Plaz hätt fir déi drëtt Fakultéit, déi vum Droit, déi am Moment mat bal 1.100 Studenten déi gréisst ass. An trotzdeem triede mir dofir an, dass d'Faculté de Droit an der Stad bleift. An dobäi sinn ech bei mengem drëtte Punkt ukomm: D'Fakultéit vum Droit bleift provisoresch um Lampertsbierg; 2009 gëtt d'Décisioun geholl, ob si och soll op Belval-Ouest plënneren.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt och d'Stad Lëtzebuerg der jonker Uni eppes ze bidden huet. Et gëtt jo esou gäre vun enger Uni mat internationaler Ausstrahlung geschwat. Firwat solle mer dann e Kapital, e Standuertvirdeel, dee mer praktesch gratis hunn, net notzen? Eis Haaptstad huet eng gewësse Renommee, souwuel wat de Finanzsecteur ugeet, wéi wat d'europäesch Institutiounen ugeet. Mir hätte gären déi beschte Professeren a Chercheuren op eis Uni. Firwat solle mer se net kënnen och mat eiser Haaptstad lackelen?

Déi Gréng sinn awer och iwwerzeegt, datt d'Uni der Stad Lëtzebuerg vill bréngt an och an Zukunft brénge wäert. Mir fannen et gutt a richteg, wa mat de Joren e puer dausend Studente Liewen an Hoffnung op Esch-Belval bréngen, mä dat vergonne mer der Stad Lëtzebuerg och. Och eis Haaptstad géing absolut dovu profitéieren, dat bësse studentescht Liewen, dat bis elo do ass, net nëmme ze behalen, mä och nach auszebauen. Der Stad Lëtzebuerg och nach d'Faculté de Droit ewechhuelen, géing dem Site Belval, deen - an do schéngt jo e Konsens ze bestoen - zwou Fakultéite fest zougesot krut, keen absolute Plus méi abréngen. Fir d'Stad Lëtzebuerg géing de Verloscht vun der drëtter, der gréisster Fakultéit, eng seriö Moins-value bedeiten.

Alles wat am Résumé vum Regierungsrot vum 23. Dezember 2005 steet, wat misst beim Choix vum Site universitaire berücksichtegt ginn, begrënnt net, firwat datt d'Uni soll op ee Site unique Belval-Ouest kommen. Besonnesch de Facteur Zäit an de Facteur Käschte schwätzen éischter fir zwee Siten, wéi fir een.

Et bleift den IVL. Hei fanne mir et gewot Argumenter fir oder géint ee Site sichen ze goen, ouni genau Analysen ze hunn, wou mer eis kënnen drop beruffen. Eng eesäiteg Politik zugonschte vum Individualverkéier - an dat jorzéngtelaang -, d'Feele vun enger Landesplanung insgesamt, bedeite fir all méiglechen Uni-Siten, datt seriö Efforten am Beräich Erschléissung mussen duerch den öffentlechen Transport gemaach ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wa mer Landesplanung soen, da musse mer och déi Konzentratioun vu Lycéeën zum Beispill um Lampertsbierg a Fro stellen an no méi intelligente Léisunge sichen. Wann déi Gréng hir Motioun haut hei zum Vote stellen - oder de Vote wäert mar sinn -, dann huet dat zwou Ursaachen:

Éischtens, wéi scho gesot, mir sinn der Meenung, datt d'Uni Lëtzebuerg sech soll op zwee Siten entwéckelen. Deen ee Site ass jo kloer, deen anere Site soll esou schnell wéi méiglech an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg definéiert ginn. Ech betounen nach eng Kéier, datt d'Regierung net d'Décisioun geholl huet fir dräi Fakultéiten op Belval-Ouest ze setzen. D'Regierung huet de Ball virun un d'Stad Lëtzebuerg gereecht an Onsécherheet geschaf.

Déi zweet Ursaach ass, datt mir der Meenung sinn, datt et wichteg ass ze wëssen, wou et higeet. Déi wichteg Fro vum Standuert oploossen, bedeit eng Planungsonsécherheet fir d'Uni, eng Planungsonsécherheet fir d'Stad Esch a fir d'Stad Lëtzebuerg. Dat bedeit provisoresch Décisiounen a provisoresch Investissementer, ee gutt oder besser gesot ee ganz schlecht Beispill ass hei de Site Walfer vun der Uni. Zënter 1998 lafen hei Transformatiounsaarbechten a bis elo sinn 3,7 Milliounen Euro an Infrastrukturen investéiert ginn. 2006 an 2007 sollten nach weider 1,5 Milliounen investéiert ginn; déi Aarbechte sinn awer einstweile gestoppt. Wat allerdéngs d'Affektatioun à court et à moyen terme vum Site Walfer ugeet, esou huet den Här Minister Biltgen mir de 24. Mäerz op eng Question parlementaire geäntwert, do wier nach keng Décisioun gefall.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn d'Méiglechkeet e Stéck méi Kloerheet an d'Planung vun der Uni Lëtzebuerg ze bréngen. Kommt mir notzen déi Geleeënheet. Mir hunn elo d'Geleeënheet fir mat engem Vote kloer zum Ausdrock ze bréngen, wou d'Uni sech soll entwéckelen. Wat déi nächst Wahle méi no réckelen, wat déi Diskussioune riskéiere manner sachlech ze gi wéi bis elo. Wa mir elo keng Décisioun huelen, da riskéiere mir bis 2009, an doriwwer eraus, vill Zäit mat Standuertdiskussiounen ze verléieren an déi wesentlech Froen iwwert d'Entwécklung vun der Uni Lëtzebuerg ze vernoléissegen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ganz kloer soen, datt ech haut net wëll iwwert d'Recherche publique schwätzen, an zwar express, als Provokatioun, well mer hei am Land zënter Joren d'Recherche privée totalement negligéieren.

Et ass d'Stéifkand an onsen Efforten, an onsen Dépenses publiques. Ech héiere guer näischt doriwwer vu Säite vun der viregter Regierung, an och dës Regierung mécht näischt fir d'Recherche privée.

Dobäi wësse mer awer, datt d'Recherche privée duerch Firme wéi Arcelor, Goodyear an esou weider, déi méi kleng sinn, klenger Entreprisen, datt déi e ganz wesentlechen Deel vun der Recherche hei am Land duerstellt an datt se ganz vill zu onser Ekonomie bäidréit.

Et muss een awer elo feststellen, datt d'Situatioun vun der Aide un der Recherche zu Lëtzebuerg schlecht ass. D'Aide fir d'Recherche privée ass déi schlechtst a ganz Europa. Et huet een haut besser e Centre de recherche zu Metz, zu Arel oder zu Tréier opzemaache wéi zu Lëtzebuerg.

Wuerfir? Well all déi Länner do, all Länner an Europa hu fir d'Centres de recherche spezifesch Aides fiscales virgesinn. Lëtzebuerg net. An déi éischte Kéier, wou mer eng Kéier an eng Konkurrenzsituatioun kommen, wou iergendeen eng Etüd mécht fir dat doten ze verbesseren, da wäerte mer schlecht do stoen.

(Interruption)

M. le Président.- Erlaabt Der eng Fro vum Här Grethen, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, den Här Henckes, wann ech dat richteg verstanen hunn, monéiert, dass d'privat Recherche zu Lëtzebuerg net géif ënnerstëtzt ginn.

Ech wier frou, wann den Här Henckes mer kéint e konkret Beispill vun enger Entreprise hei zu Lëtzebuerg soen, déi zwëschent 1999 an 2004 e Projet de recherche gehat hätt, eng Demande gemaach hätt fir Hëllefen ze kréien an déi Hëllef wier er refuséiert ginn.

M. le Président.- Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll direkt dorobber äntwerten. Meng Iddi ass et net fir iwwert de Wee vun Aiden ze goen, well déi Aiden, déi mer elo vum Stat kennen, déi gi bei wäitem net duer. Si leie bei wäitem hannen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Mir kënne jo awer net méi wéi 100% ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mä si leie bei wäitem ënnert deenen Aiden, déi a Frankräich, an Däitschland an an der Belsch geholl ginn. Et si Communiquéen, Pressekonferenzen och gemaach gi vun aneren Entreprisen.

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Der eng Zousazfro vum Här Grethen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt dann den Här Henckes froen, wéi hie sech géif erklären, dass Weltentreprisë wéi Goodyear, DuPont de Nemours, Guardian oder Delphi hire Fuerschungszentrum hei zu Lëtzebuerg hunn an net zu Aumetz.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass justement dat wat ech wollt soen. Dat ass, datt d'Gefor besteet, dass se vu Lëtzebuerg fortginn. Do läit d'Differenz.

An dofir hunn ech och am Mee 2004 eng Proposition de loi eraginn, fir där Situatioun en Enn ze maachen, datt mer nees kompetitiv gi vis-à-vis vum Ausland, well mer do ganz vill iwwert de Wee vu Steierkreditter a vun Negativsteier, niewent den Aiden, niewent de Subsidien Hëllefe kritt hunn.

An déi Situatioun ass relativ grave, déi verbessert sech net. Et ass dat wat ech wollt ervirsträichen. Ech erwaarde mer also vun dëser Regierung, datt se bei der privater Recherche eng Etüd mécht iwwert d'Aart a Weis wéi se hei zu Lëtzebuerg effektiv ënnerstëtzt gëtt a wéi se an den Nopeschregiounen ënnerstëtzt gëtt. Ech mengen, wann Dir déi Etüd do maacht, da wäert Der gesinn, datt Lëtzebuerg an där Etüd schlecht ewechkënnt.

Et ass dat wat ech wollt an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, als Message duerchginn. Wuerfir? Well déi aner Länner bleiwen net stoen an ech héieren nure just déi Kloen, déi vun alleguerten de Brevetszentren a vun der privater Recherche hei zu Lëtzebuerg u mech erugedroe ginn.

Dat gesot, wëll ech natierlech och op déi zweet Fro ze schwätze kommen, déi mer haut zur Debatt hunn, dat ass déi vum Site vun onser Uni Lëtzebuerg.

Mir mengen als ADR, datt d'Iddi, fir een eenzege Site zu Esch-Belval ze hunn, eng falsch Iddi ass. Mir sinn och der Meenung, datt zu Esch-Belval de Gros vun der Uni soll dohinner kommen. Mä mir mengen awer och, datt d'Uni Lëtzebuerg onbedéngt misst an der Stad Lëtzebuerg en zweet Standbeen hu fir Droit, Ekonomie a Finanzen. Do ass et wou déi Fakultéiten higehéieren, an net op Belval.

Do ginn et eng etlech Argumenter, déi mäi Virriedner schonn zu Recht ervirgestrach huet an op déi ech nure kann insistéieren a soen, datt se absolut berechtegt sinn.

Et stelle sech, wat de Site Belval ugeet, nach ëmmer eng etlech Problemer, déi net geléist sinn, zum Beispill den öffentlechen Transport. Ech wéisst gären, wéi wäit mer do sinn. Ech héieren ëmmer, datt vill Projeten ënnerwee sinn, mä ech mengen, datt konkret nach näischt décidéiert ginn ass.

Dann hu mer d'Problemer vun de Studentewunnengen. Wann ee wëllt méi Studenten op Lëtzebuerg bréngen, da muss ee kucken, dass ee se logéiert kritt. D'Stad Lëtzebuerg mécht Efforten, aner Gemenge maachen der och. De Stat och. Mä ech froe mech, ob dat duergeet. Och do schéngt et mer, datt de Wëllen zwar do ass, mä datt mer an der konkreter Realisatioun nach relativ wäit am Hannertreffe sinn.

Dann hu mer de Problem vun der Bibliothéik. Do hu mer hei e puermol an der Chamber driwwer debattéiert a mir gesinn, datt am Prinzip d'Iddi vun der Bibliothéik nach besteet, mä datt et Mokuchsdag wäert geschéien, datt déi realiséiert gëtt.

Da stellt sech och d'Fro: Wéi vill Studente wëlle mer dann elo op d'lëtzebuergesch Uni bréngen? Wat ass eng Zilsetzung? Wéi soll dat ausgesinn?

Mir kéinten ons gutt virstellen, datt een d'Zuel vun de Studenten, déi mer elo hunn, verduebelt. Mä doriwwer eraus mengen ech, datt wann ee wëllt iwwert déi Zuel erausschéissen, da gëtt dat relativ geféierlech an da mussen nei Berechnungen an nei Pläng gemaach ginn.

Da muss een eppes verhënneren, wat och eng Gefor ass, dat ass, datt d'Uni Lëtzebuerg géing de Centre gi vun all deene Studenten, déi op aneren Unien en „échec scolaire" hunn, well se do net ukommen. Mir wëssen, datt an deene meeschten Unie ronderëm ons ëmmer méi Kritären agefouert ginn, Examens-concours oder aner Kritären, wou Leit net an d'Unien erakommen oder méi schwéier. E puer Unien, a Frankräich notamment, mä och an der Belsch, sinn offe fir jiddfereen, deen an deene méi selektiven Unien net ukënnt. Dora läit och eng vun de Geforen, déi op Lëtzebuerg kéint laueren, wann déi Evolutioun do sech géing bemierkbar maachen.

Och ech a mir gesinn als ADR zënter Joren ons Universitéit haaptsächlech als e Moyen fir spezialiséiert Fonctiounen ze exercéieren, eng spezialiséiert Uni, wou mer op e puer Gebidder, wou mer Studenten hunn an e puer traditionell Formatiounen hunn, wéi den Droit, d'Ekonomie, d'Lettres, d'Sciencen, d'Medezin, datt mer deen éischte Cycle do solle behalen, datt mer e ganz staarken Effort maache fir den troisième Cycle a fir d'Finanzen, datt mer och doduerjer haaptsächlech am drëtte Cycle Effortë maache fir d'Recherche, well déi zwee ginn ee mat deem aneren. Do leie mer richteg wa mer do investéieren a wa mer och do Initiativen huelen, fir en Encadrement richteg ze gestalte wéi et soll sinn a wéi et och am Véierjoresplang, dee mer virgeluecht kritt hunn, zum Ausdrock kënnt.

Nach vermëssen ech eppes am Véierjoresplang. Dat ass zwar eng logesch Konsequenz, déi eng Hausaufgab ass fir d'Regierung, mä vun där Hausaufgab wéisst ech awer gär wéi se vun der Regierung ugepaakt gëtt, dat ass de Plan de financement vun deem Véierjoresplang. Et geet jo net nuren duer, datt ee seet wat een innerhalb vu véier Joer maache wëllt. Et muss een och kucken, wien dat mécht, wéi vill et da schlussendlech soll kaschten, wat et kascht a wien et finanzéiert. Ass dat eleng de Stat? Ass dat d'Privatindustrie? Sinn dat Cotisatiounen oder soss Moyenen? Et wier awer wichteg, wann ee wéisst, ob d'Regierung sech do schonn e puer Gedanke gemaach huet, wéi se dat wéilt finanzéiere respektiv wéini se dee Finanzéierungsplang wéilt virbréngen.

Dat gesot, ass déi Debatt vun haut an deem Sënn wichteg, well se ons erlabe wäert, op e puer Punkten Akzenter ze setzen. Ech hoffen, datt niewent der Recherche publique och eng Étude comparative gemaach gëtt iwwert d'Recherche privée, fir ze kucke wéi se sech am Raum vis-à-vis vun onsen Nopere stellt, an da weess ech, datt déi Etüd wäert en défaveur vu Lëtzebuerg ausfalen. Dofir wier ech frou, wann dat dote géing vun der Regierung awer seriö gekuckt ginn. Fir de Rescht hoffen ech, datt d'Finanzen, déi zur Verfügung sti fir de Plan quadriennal duerchzezéien, am Aklang sti mat den Ambitiounen, déi mer fir ons Uni hei zu Lëtzebuerg hunn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächste Riedner ass den Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci, Här President. Ech hoffen, datt de Ruff vum Statschef op Kolmer-Bierg de Sall esou eidel gemaach huet an net e gewëssenen Desinteressi un deem Sujet, dee mer haut traitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Dat wär nämlech schued, wann dat de Fall wär an et wär e schlecht Zeeche fir d'Zukunft vun eisem Land.

Et wär elo vermiessen, Här President, wann ech mech hei e bëssen als Krounzeie fir d'Uni géif gesinn, well ech vläicht e bësse méi Insiderwëssen iwwert déi Uni hunn, wéi deen een oder deen aneren hei am Sall. Dat huet eppes domat ze dinn, well ech eppes domat ze dinn hunn, datt et eng Luxembourg School of Finance gëtt, déi mer viru véier Joer an d'Liewe geruff hunn, fir d'Standuertvirdeeler vun eiser Finanzplaz op en neit Fëllement ze setzen.

Logescherweis koum et ganz séier zu engem Rapprochement mat der Uni oder mam Unisprojet deemools nach, an ech géif dann och, ouni dem Minister wëlle virzegräifen, scho wëllen dem Kolleeg Ben Fayot Opschlëss ginn iwwert de Statut vun der Luxembourg School of Finance, déi säit zwee Joer voll integréiert ass an d'Uni Lëtzebuerg, déi de Volet „Finances" vun der Faculté de Droit, d'Économie et des Finances duerstellt an déi op engem Accord zwëschent der Uni selwer an dem Finanzsecteur baséiert. Also dee Statut, deen ass kloer an dee kënnt och - ech wollt nach herno e Wuert dozou soen - als Modell déngen, wa mer vun „public private partnership" schwätzen.

Ech verleegnen net, ech verstoppen och net, datt ech an deene Joren e bësse Roserei agefriess hunn an datt ech net ëmmer ganz glécklech war iwwert dat Verhältnis, wat mir als Eindringlingen do an der Uni selwer begéint hunn. Mä d'Luxembourg School of Finance ass am Moment bei hirer fënnefter Promotioun ukomm. Dat ass schonn encourageant, an ech hoffen, datt et där Promotiounen nach e sëllechen duerno gëtt, well dat wär net nëmme wichteg fir d'Finanzplaz, mä och fir d'Zukunft vun eisem ganze Land.

Dat just fir lech ze soen, datt d'Uni mir net ganz friem ass an datt déi puer Bemierkungen, déi ech elo wäert maachen, notamment zu deene Motiounen, déi de Kolleeg Fred Sunnen abruecht huet, eigentlech der Suerg entsprangen, datt déi nach ganz zaart Plänzchen, déi mer do hunn, déi richteg Fleeg kritt fir datt se sech och gutt opdoe kann.

Déi eng Motioun, déi elo abruecht gouf vum Fred Sunnen, befaasst sech mam Site vun der Uni. Do kënnt ee soen: schonn erëm eng Kéier! Hëlt dat da keen Enn, déi Diskussioun ëm dee Site? Gëtt et näischt méi Wichteges wéi déi Sitesdiskussioun? Ech war net deen Eenzegen, dee sech driwwer beklot huet, wéi virun engem gudden hallwe Joer d'Fro vun der Implantatioun vun der Uni op eemol den Haaptsujet war an esou gemaach gouf wéi wann et géif duergoen, déi richteg Plaz ze fannen a schonns hätt een dat Bescht vun Uni wat ee sech virstelle kënnt. Et war scho bal déprimant mat unzegesinn, wéi dee ganze Sujet Uni sech op eemol op d'Fro nom richtege Site reduzéiert huet, derbannst déiselwecht Uni vun enger Kannerkränkt an déi aner getrollt ass.

D'Uni ass op eemol um Prestigehonger an um Lokalpatriotismus ënnergaang, an et huet esou ausgesi wéi wann et ganz egal gi wier, wéi eng Uni mer géife kréien, wa se nëmmen op där richteger Plaz wier. D'Regierung huet sech schliesslech zu enger Léisung duerchgerongen an décidéiert, d'Uni kéim an d'Broochen op Belval. Eng Décisioun, déi un a fir sech ze verstoen ass, well mir jo iergendeng seriö, zolidd Attraktioun brauchen, fir de Peuplement vun den Industriefrichen an d'Rullen ze bréngen.

Gläichzäiteg gouf awer och gesot, et kënnt ee sech virstellen, datt een Deel vun der Uni do géif bleiwe wou se haut ass, nämlech um Lampertsbierg oder soss enzwousch an der Stad. Genau geholl also eng Décisioun fir ee Site unique, wéi et esou schéi geheescht huet, awer op zwou Plazen. Dat hat den Avantage, wuel verstanen, datt souwuel déi domat liewe konnten, déi eigentlech e Meedche wollten, wéi och déi, déi gären e Jong gehat hätten. An anere Wierder: Mir ware bei engem Zwitter ukomm. An et ass dofir bestëmmt net vu Muttwëll wa mir elo haut probéieren, e bëssen Uerdnung an deen Duercherneen ze bréngen, a sief et och nëmme fir datt mer net nach jorelaang laanschteneen an där doter Fro rieden.

Et liicht an, datt alles op enger Plaz grouss Virdeeler hätt an datt dat deemno d'ideal Léisung wär. Mä am Liewen ass net alles ideal, an dacks muss ee sech mat enger optimaler amplaz mat enger idealer Léisung zefridde ginn. Dofir gouf e Provisorium envisagéiert, no deem deen Deel vun der Uni, deen a méi enker Zesummenaarbecht mat der Finanzplaz a mat den europäesche Justizinstanze fonctionnéiere soll, einstweilen do bleift wou d'Uni souwisou schonns ageriicht ass. Déi endgülteg Entscheedung, ob deen Deel, also d'Rechts-, d'Finanz- an d'Ekonomiesfakultéit, an der Stad bleift oder och an d'Frichë plënnert, soll dann 2009 falen an zwar opgrond vun deene bis dohi gesammelten Erfahrungen an och opgrond vun der Entwécklung vun deenen eenzelnen Unisstandbeen.

Déi Prezisioun war einfach néideg. Elo läit se schwaarz op wäiss do a si misst dofir suergen, datt d'Fro vun de Siten einstweile vum Dësch ass an eis net méi vun den eigentleche Problemer vun der Uni oflenkt.

Dann zur Uni selwer. Si stécht nach an de Kannerschong, an dofir däerf ee se net ze streng jugéieren, wann emol eppes net klappt. Allerdéngs wëllt dat net heeschen, datt ee sech net kritesch mat hir soll ausernee setzen, an eventuell déi Korrekturen ubréngen, déi sech entre-temps als noutwendeg erwisen hunn.

Eng vun de Schwaachplaze vun eiser Uni schéngt mir op alle Fall hiren organisatoresche Konzept ze sinn. Engersäits wollte mir et deene groussen auslännesche Virbiller nomaachen, wou d'Unie wäitgehend, wann net souguer total onofhängeg vum jeeweilege politesche Pouvoir sinn. Esou eng Onofhängegkeet vun der Politik setzt allerdéngs viraus, datt een och finanziell onofhängeg ass. Dat heescht, datt een entweder privat gesponsert gëtt oder datt een e Minerval verlaangt oder datt ee béides kombinéiert. Bei eis ass dat de Moment net de Fall, well eis Uni nach net déi Weltrenommee huet, déi géif Sponsoren ulackelen.

Op där anerer Säit hale mir bei der Uni un där gudder aler Traditioun fest, der Traditioun vun der Gratuitéit vum Studium. Domat hu mer also een, dee bezilt, nämlech de Stat, deen awer net dat Geréngsten däerf ze soen hunn, well mir soss jo d'Onofhängegkeet vun der Uni a Fro stellen. Aus deem Widdersproch musse mer eraus.

Et kënnt ee sech virstellen, datt et zu enger enker Zesummenaarbecht mat der Wirtschaft kënnt an datt iwwert dee Wee der Uni zousätzlech Mëttelen zoufléissen. D'Luxembourg School of Finance kënnt do als Modell déngen, well si fonctionnéiert als Bestanddeel vun der Uni awer op Basis vun engem Accord, wéi ech gesot hunn - hautdësdags nennt een esou Accorden „public private partnership" -, deen dann och beinhalt, datt de Partner, an dësem Fall de privatwirtschaftleche Partner, mat an d'Gestioun agebonnen ass.

Ech géif iwwerdreiwen, wann ech elo behaapte géif, dee Modell géif reiwungslos fonctionnéieren, well nach ëmmer gëtt d'LSF vun Eenzelnen als e kommerzielle Friemkierper an deem akademesche Geheg ugesinn an och esou behandelt. Mä iergendwann wäerte mir och déi dovun iwwerzeegt kréien, datt ee fir d'éischt déi Sue verdénge muss, déi een dann an d'Universitéit investéiere kann.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et gëtt e gudden ale Lëtzebuerger Sproch, dee seet, wien dem Spillmann dankt, dee bestëmmt d'Musek. Domat wëll ech kengesfalls soen, datt d'Uni, op d'mannst esoulaang wéi se dem Stat op der Täsch läit, sollt der Politik ënnerstallt ginn.

Ech menge just, datt et nëmme legitim ass, wann de Stat och säi Wuert matzeschwätzen huet, wann et ëm d'Ausriichtung an ëm d'Zilsetzung vun der Uni geet. Wéi déi Uni auszegesinn huet, steet zwar klipp a kloer am Gesetz vun 2003, mat deem si deemools an d'Liewe geruff gouf. Et soll eng héichkaräteg Uni vum ieweschten Niveau sinn, där hiren Haaptbut d'Recherche ass, an zwar an deene Beräicher, wou mir schonn e bësse spezialiséiert sinn, wéi zum Beispill an der Metallurgie, an de Finanzwëssenschaften an am europäesche Recht.

Mä wann een elo kuckt, wat säitdeem passéiert ass, a wéi sech d'Uni lues a lues vun där Zilsetzung ofgesat huet, fir sech ëmmer méi breet ze verfächeren, da muss ee scho soen, datt mir amgaange sinn, eis eege gutt Virsätz ze ënnerlafen. Amplaz eng Nischenuni mat internationalem Rayonnement unzestriewen, riskéiere mir eng Wald- und Wiesenuni ze kréien - an dat huet näischt mam Site ze dinn, Madame Mutsch -, un där déissäits vun Arel, vu Metz a vun Tréier kee Mënsch interesséiert ass.

Datt et dozou komm ass, hänkt och e bësse mat der falsch verstanener Onofhängegkeet vun der Uni zesummen, déi schliesslech dozou féiert, datt jidderee sech fräi fillt, dat ze maachen, wat him grad an de Kapp kënnt. De Recteur a säi Conseil de gouvernance hunn et net einfach, fir Uerdnung an deem konterbont zesummegewierfelten an net nëmme geographesch verspreeten Unisuniversum ze halen. Och hinne wier domat gehollef, wa si vun uewen erof e Kader gesat kriten, un deem si sech an hirer Alldagsaarbecht orientéiere kënnten.

Dat kënnt doduerch geschéien, datt am Géigenzuch vun der staatlecher Finanzéierung, op déi d'Uni bis op Weideres wäert ugewise sinn, e Kontrakt tëschent Uni a Stat ofgeschloss gëtt, an deem steet, wéi déi politesch Responsabel sech d'Entwécklung vun der Uni virstellen a wat fir eng Resultater si sech erwaarden. Als Basis soll dobäi de Véierjoresplang déngen, deen de Recteur ausgeschafft huet an deen de Conseil de gouvernance guttgeheescht huet.

Dat huet elo näischt mat enger Mise sous tutelle vun der Uni ze dinn, mä ganz einfach mat enger sënnvoller an op Rendement beduechter Zesummenaarbecht tëschent dem Stat an der Uni.

D'Uni Lëtzebuerg ass nun ebe keng akademesch Spillwiss, op där sech jiddereen no Loscht a Laun austobe kann, mä en onverzichtbaart Instrument, fir iwwert d'Formatioun an d'Fuerschung eis Wirtschaft an eis Gesellschaft fir d'Zäitalter vum Wësse fit ze maachen an esou op d'Zukunft virzebereeden.

Dat féiert mech dann zur drëtter Motioun - där, déi sech mat der Entwécklung vun der Recherche am Kader vun eiser Uni befaasst. Et ass vläicht deen einfachsten Deel vun der Aarbecht vun haut, well mir säit e puer Deeg iwwer eng Virlag verfügen, wéi ee se sech kaum besser virstelle kann. Ech

mengen déi Analys vun de Stäerkten an de Schwächte vun der Fuerschung bei eis, déi d'Expertë vun der OCDE gemaach hunn.

D'Spezialisten hu festgestallt, datt mir eigentlech schonn esou munches a puncto Fuerschung opzeweisen hunn, obwuel mir eréischt säit kuerzem eng richteg Uni hunn. Dat - Dir wësst et - verdanke mir gréisstendeels eise Centres de recherche publics, déi bis elo wäitgehend onofhängeg, och onofhängeg vuneneen, jiddereen a sengem Eck gewerkt hunn.

Dee gréisste Reproche, deen d'OCDE-Leit eis maachen, ass deen, datt dat Ganzt éischter wëll gewuess ass, a sech ähnlech désordonnéiert entwéckelt huet, wéi mir et am Moment och bei der Uni selwer erliewen. Elo, wou mir wëssen, wou eis Schwaachpunkten an der Recherche leien, gëtt et natierlech wesentlech méi einfach, fir d'Fuerschung besser ze organiséieren an domat méi performant ze maachen.

Eng besser Rolleverdeelung an eng besser Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Acteuren, d'Abezéiung vun der Privatwirtschaft, d'Aféierung vu Leeschtungskritären, all dat wäert sécher dozou bäidroen, datt sech manner verziedelt gëtt, an datt méi effikass gefuerscht gëtt, an zwar net queesch duerch de Gaart, mä ganz cibléiert a bestëmmten Domäner, wéi dat jo och an der Unisformatioun virgesinn ass.

Fir datt dat Zil erreecht gëtt, soll en héichkaräteg zesummegesatene Comité aus Chercheuren an Akademiker, Vertrieder vun der Wirtschaft an natierlech de concernéierte Regierungsmembere suergen. Nach esou e Comité, kënnt ee mengen. Mä ech mengen, an dësem Fall drängt sech esou ee Koordinatiouns- oder esou e Berodungsorgan direkt op.

Eng besser Organisatioun vun eiser Recherche ass allerdéngs nëmmen déi eng Saach. Déi aner Saach sinn d'Suen. Och wann et am Moment e bësse méi kriddelech ëm eis Statsfinanze gestallt ass, besteet um Wëlle vun der Regierung, prioritär an d'Recherche ze investéieren, keen Zweifel. De Premier selwer huet jo gesot, datt d'Fuerschung misst Prioritéit kréien an datt dofir déi néideg Budgetsmëttelen zur Verfügung gestallt solle ginn.

Wéi dat Ganzt an der Praxis ofzelafen huet, hunn d'OCDE-Experten an hirem Audit jo virgezeechent. D'Instrument dofir hu mer och scho säit enger Rei vu Joren. Et heescht Fonds national de la Recherche a gëtt regelméisseg mat Suen aus dem Budget gefiddert, déi dann op déi eenzel Fuerschungsprojetë verdeelt ginn, déi beim Fong agereecht goufen.

Wat elo eventuell ze maache bleift, ass, d'Missioun vun deem Fong vläicht méi genee ze ëmräissen a se dann an de Gesamtkader vun eiser Fuerschungspolitik, wéi mer se elo amgaange si frësch ze definéieren, eranzesetzen.

Här President, déi dräi Motioune sinn derwäert ënnerstëtzt ze ginn, well si erginn eng Zort - géif ech gäre soen - Globalprogramm fir d'Entwécklung vun eiser Uni, eiser Uni an all hire Facetten. Si sinn eng Aart Fahrplang fir eis Rees an d'Wëssensgesellschaft. An et wär schonn eleng am Interesse vun eise Kanner ze wënschen, datt mir deen Zuch net verpassen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Da komme mer zum leschte Riedner, dat ass den honorablen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert fir zwanzeg Minutten.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nodeem mäi Parteikolleeg Claude Adam, méi op den Thema Uni an Enseignement supérieur agaangen ass, géing ech bei dëser Orientéierungsdebatt aus grénger Vue op e puer Haaptlinne vun der europäescher Fuerschungspolitik a vun de Fuerschungsprioritéiten dobäi hei zu Lëtzebuerg agoen.

Fir d'éischt awer e puer méi grondsätzlech Iwwerleeungen iwwer Fuerschung a Fuerschungspolitik an dësen Zäiten insgesamt. Do gëtt et op där enger Säit déi offiziell Fuerschungspolitik vun der Europäescher Unioun, konkretiséiert an den Ziler vum siwenten europäesche Fuerschungsprogramm, dee sengersäits der sou genannter Lissabon-Strategie vun der EU-Kommissioun entsprécht, fir Europa an der mondialiséierter Kompetitivitéit a Konkurrenz mat den USA, mat Asien an esou virun, méi fit ze maachen.

Zwar gëtt an deem Kontext dann ëmmer och vun enger Recherche geschwat, déi dem Développement durable am Intérêt vun den zukünftege Generatioune soll verflicht sinn. An der konkreter Realitéit awer prädominéiere leider an deem Kontext nach ëmmer virun allem déi direkt oft kuerzfristeg Intérête vu groussen europäesche Firmen. D'Schwéiergewiicht vun der Fuerschungspolitik läit gréisstendeels dann doranner, fir iwwer sou genannte Pôles de compétitivité zu méiglechst schnellen, industriellen oder technologeschen Applikatiounsméiglechkeeten an zu kommerziable Breveten, dat heescht zu neie Marchéen, ze kommen. Dësen Trend ass allerdéngs nach vill méi staark entwéckelt an den USA an an Asien.

Öffentlech Recherche als indirekt Wirtschaftsförderungshëllef oder ëmgekéiert, déi wäitgehend Mainmise vun der Ekonomie iwwer gréissten Undeeler vun der öffentlecher Fuerschung. Als Gréng si mir prinzipiell net géint jidder wirtschafts- an applikatiounsorientéiert öffentlech Fuerschungspolitik, mä d'Gläichgewiicht muss awer stëmmen a genuch öffentlech Fuerschungsgelder mussen och a Grondlagefuerschung an a Fuerschungsfelder vun öffentlechem Interesse goen, déi keng direkt Valeur marchande duerstellen, zum Beispill ökologesch a sozial Fuerschung, Santésfuerschung, gesellschaftspolitesch Fuerschung, ethesch Fuerschung, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Bei dëse méi allgemengen a grondsätzlechen Iwwerleeungen zur Fuerschungspolitik gëtt et als zweeten an eigentlechen Haaptacteur d'Persoun vum Fuerscher a vun der Fuerscherin selwer. Et gëtt do bekanntlech dat schéint Bild vun der Fräiheet vum Fuerscher, vun engem Fuerscher, engem Akademiker, dee fräi vu jiddfer Contrainte kéint dru schaffen, fir op sengem Spezialgebitt ganz einfach nei Iddien, nei Kenntnisser ze produzéieren.

U sech ass et awer och schonn an der Vergaangenheet esou eng idyllesch Konzeptioun praktesch ni ginn. D'Fuerschung stoung eigentlech schonn ëmmer virun der Fro vun der Finalitéit vun hire positiven oder awer negativen Applikatiounsméiglechkeeten. Denkt am Negativen zum Beispill un d'Entwécklung vun ëmmer méi perfektionéierten Destruktiounswaffesystemer.

Mä d'Fuerscher an d'Fuerscherinne stounge wahrscheinlech nach seelen esou ënner Drock, wéi dat an deene leschte Joren europawäit a weltwäit de Fall war, an deen Drock besteet zënter enger Rei vu Jore gläich vun e puer Säiten.

Engersäits dee virdru geschilderten ökonomeschen Drock vu Säite vu grousse Firmen oder Laboen, fir an der Fuerschung zu méiglechst schnellen a brevetablen neien Technologien a Produiten ze kommen, wuerfir da souguer Frauden a Manipulatioune bei wëssenschaftlechen Etüde leider ëmmer méi heefeg virkommen; erënnert Iech zum Beispill un dee rezente Skandal a Südkorea am Clonage.

Mä ëmgekéiert steet de Fuerscher awer och ënnert dem wuessende gesellschaftspoliteschen Drock virun allem vu Säite vun den ONGen an der Zivilgesellschaft, déi ëmmer méi staark eng Partie vun zweifelhafte Fuerschungsorientéierungen a Fro stellen: Stéchwuert OMGen, Stéchwuert Nucléaire, Stéchwuert chemesch Feelentwécklungen, Stéchwuert Clonage, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Doniewent kann et dann och nach politeschen Drock oder souguer fundamentalistesch reliéisen Drock op d'Fuerscher ginn, zum Beispill am Iran a wéi zum Beispill och elo de chrëschtlech fundamentalisteschen Drock an den USA par rapport zur Evolutiounstheorie.

Well d'Aarbechtskonditiounen, d'Kontrakter an d'Léin vu ville Fuerscher a munche Fuerschungsinstitutioune vu munche Länner och net grad dat Gielt vum Ee sinn, mä och well ëmmer méi Fuerscher sech hirer gesellschaftlecher Verantwortung bewosst ginn, hu si zënter e puer Joer a verschiddene Länner - Frankräich, Belsch an esou virun - reagéiert an dës Fuerscher verlaangen, zesumme mat den Organisatioune vun der Zivilgesellschaft, eng méi breet demokratesch Debatt an Diskussioun iwwert d'Orientéierungen an d'Finalitéite vun der Recherche ënner Abezéiung vun der Zivilgesellschaft a vun der Bevölkerung.

E puer Beispiller just zur Illustratioun vun dësem Wonsch no méi demokratescher a méi breeder Partizipatioun, vum Wonsch no enger gréisserer sou genannter Démocratie scientifique. Do war zum Beispill virun een, zwee Joer a Frankräich eng an dëser Form nei Bewegung vu Wëssenschaftler, nozeliesen ënnert dem Site vun der Association „Fondation Sciences Citoyennes", déi ënnert de Sloganen „Sauvons la recherche" an „Ouvrons la recherche" offensiv de Kontakt an d'Diskussioun mat den ONGen a mat der Zivilgesellschaft gesicht hunn a verlaangt hunn, datt dësen Tiers secteur scientifique vun der Zivilgesellschaft a vun den ONGen iwwerall och an d'Froe vu Prioritéite bei der Recherche an an Expertëkommissioune misst agebonne ginn.

A Kanada gëtt et schonn zënter e puer Joer e Kollaboratiounsmodell tëschent de Laboe vun der Recherche publique op där enger Säit a vun ONGen an der Zivilgesellschaft op där anerer Säit. An dovunner huet sech zum Beispill och d'Région Île-de-France a Frankräich am Joer 2005 inspiréiert, fir sou genannten „partenariats institutions - citoyens pour la recherche et l'innovation" an d'Liewen ze ruffen. Ee vu 50 esou d'lescht Joer analyséierte Partenariate bezitt sech zum Beispill op déi an Dänemark üblech sou genannten „conférences de citoyens", fir doriwwer gewuer ze gi wéi d'Populatioun iwwer ënnerschiddlech technologesch oder wëssenschaftlech Choixen oder Entwécklunge géif denken.

Dir Dammen an Dir Hären, och fir déi Gréng ass d'Fro vun der inhaltlecher Orientéierung vun der Recherche a vun de finanzielle Prioritéiten dobäi vu fundamentaler Bedeitung. Zum engen aus der banaler Feststellung eraus, datt d'Fuerschungspolitik vun haut wesentlech Afloss wäert hunn op déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung vu mar a vun iwwermar. Zum Zweeten awer haut hei op dëser Plaz während dëser Debatt awer selbstverständlech och, well an eisen Aen d'Regierung an eise Recherche-Ministère am Kader vun dëser Debatt Urecht drop hunn ze wëssen, wat déi eenzel politesch Fraktiounen an der Fuerschung wëllen an a wéi eng Richtung d'Fuerschung zu Lëtzebuerg sech inhaltlech hinorientéieren soll.

An dobäi spillt selbstverständlech an eisen Aen net nëmmen e parlamentareschen Débat eng Roll, mä och eng wäitgehend Démocratie scientifique insgesamt an d'aktiv Abezéiung vun der Zivilgesellschaft. Iwwert dësen demokratesche participativen Aspekt wäert ech herno nach eng Kéier bei der Diskussioun iwwert de Fonds national de la Recherche a senger Foresight-Démarche zréckkommen.

Fir d'éischt just e puer Wierder iwwert d'Entwécklung an den aktuelle Stand vun de Strukture vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg. Well mir als Gréng schonn am Januar bei enger Pressekonferenz méi detailléiert drop agaange waren a well jo och viru kuerzem an enger ausféierlecher OECD-Etüd eng ganz Partie vun eisen Analysen, Kritiken a Virschléi gréisstendeels confirméiert goufen. Also just kuerz a Stéchwierder:

1. Mir fänken an der Recherche zu Lëtzebuerg net méi bei null un.

2. Obschonn de Gros vun der Recherche bis elo haaptsächlech vum private Secteur ausgaangen ass oder dem private Secteur zougeschafft huet, hu mir zu Lëtzebuerg eng ganz Partie vun exzellente Chercheuren. A wann ee liest wat fir Etüden um Niveau vun der Uni, vun de verschiddenen CRPen, vum Statslabo oder vun aneren Institutioune gemaach gi sinn oder nach am Lafe sinn, da kann ee roueg soen, datt u sech a villen Domäner vun der Fuerschung schonn en zolidd Fundament am Moment do ass.

3. Problemer gëtt et virun allem - mä do sti mer jo awer eigentlech nach relativ am Ufank vun der Entwécklung - am Beräich vun der Koordinatioun zwëschent den ënnerschiddleche Strukturen, tëschent den CRPen op där enger Säit, mä och de Ministèren op där anerer Säit, am Beräich vun deelweis inhaltlechen Iwwerschneidungen an eenzelne Problemer vu perséinlechen Animositéiten a Refusë vun Zesummenaarbecht zwësche Persounen a Strukturen, a selbstverständlech an der Fro vum Zesummeliewen oder Zesummewuesse vun den CRPen an der Universitéit oder mat der Universitéit.

Dat si verständlech, mä an eisen Aen awer léisbar Problemer, fir déi d'OECD-Etüd eenzel Léisungsvirschléi jo och proposéiert huet, mä dat ass awer finalement d'Aufgab vun eise politesche Verantwortleche selwer, fir do schrëttweis zu verstännege Léisungen ze kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Strukture vun der Fuerschung si wichteg - ech wäert ganz zum Schluss vu menger Interventioun unhand vun engem Beispill nach eng Kéier dorobber zréckkommen -, mä ech wéilt awer haut, wéi scho gesot, méi op déi inhaltlech Orientéierung vun der EU-Fuerschungspolitik zréckkommen a virun allem op eis Haaptorientéierunge vun der Fuerschungspolitik hei zu Lëtzebuerg, esou wéi mer se op enger Pressekonferenz am Januar schonn duergestallt haten an esou wéi mer se och am Kontext vun deem Foresight-Exercice vum FNR duergeluecht haten.

Fir d'éischt zum siwenten europäesche Fuerschungsprogramm fir d'Joren 2007 bis 2013, well et jo awer evidenterweis Liene gëtt tëschent der Lëtzebuerger an der europäescher Fuerschungspolitik.

A Stéchwierder ganz kuerz: De virleiende siwente Fuerschungsprogramm ass u sech d'Weiderentwécklung vun deene viregte Fuerschungsprogrammer vun der Europäescher Unioun, bei deene vum Schwéiergewiicht hier gréisstendeels wirtschaftsorientéiert Projeten am Vierdergrond stoungen, d'Förderung vun Informatiouns- a Kommunikatiounsprozesser oder awer och zum Beispill negativ Fuerschungsorientéierunge wéi den Nucléaire.

Beim elo virleiende siwenten EU-Fuerschungsprogramm, deen elo leschten Donneschdeg an éischter Liesung vum EU-Parlament gestëmmt gouf, a wou eis gréng europäesch Frënn ganz aktiv Amendementer erabruecht haten, bleift et zwar vum Schwéiergewiicht hier bei der Wirtschaftsorientéierung an zum Beispill och bei vill ze ville Milliarden Euro fir déi nuklear Fuerschung am Kontext vum Euratom a vum Fusiounsreaktor-Projet Iter, e Projet, dee mir Gréng weiderhin als risegt Faass ouni Buedem betruechten.

Säit praktesch 50 Joer sinn elo riseg Zommen an dëse Projet investéiert ginn, mä och an deene kommende 50 Joer wäert d'Kernfusioun kaum e Bäitrag zum Klimaschutz an zur energetescher Versuergungssécherheet liwweren, obschonn dës Problemer elo ufänken urgent ze ginn.

Ëmmerhi konnten déi europäesch Gréng awer eng Partie positiv Akzenter dobäi setzen, zum Beispill de Vote vum Parlament, datt zwee Drëttel vun den Energiefuerschungsgelder an erneierbar Energien a Programmer zur Energieeffizienz solle fléissen; zum Beispill, datt mindestens 15% an Innovatiounsförderung vu klengen a mëttleren Entreprisë solle goen; zum Beispill och budgetär liicht Verbesserungen a Saachen Ëmwelt a Gesondheet, Gesondheet op der Aarbechtsplaz, Fuerschung iwwer Alternativmedezin, Fuerschung zugonschte vun der ekologescher Landwirtschaft, Fuerschung iwwer Alternativen zu Déiereversich, an esou virun.

Positiv ass dobäi - dat ass am Kader vun dem siwente Fuerschungsprogramm nozeliesen an der Annexe 1 op Säit 35 -, datt et och zu enger Intensivéierung vun der Recherche iwwer Ëmweltverschmotzung a Klimaschutz, iwwer Ëmwelt a Gesondheet, iwwer „indoor pollution" a preventiv Strategien, oder iwwert d'Gefore fir d'Biodiversitéit a fir den Ekosystem komme soll. Obschonn do déi envisagéiert Héicht vun de Fuerschungsgelder a kengem Verhältnis steet zu deem, wat fir een eenzege Projet, nämlech de Fusiounsreaktor-Projet Iter, u Suen ausgi gëtt - an eisen Aen zur Fënster erausgehäit gëtt.

Esouwäit dëse klengen awer néidegen Exkurs an déi europäesch Fuerschungspolitik, ier ech elo zu de Prioritéite vun der Lëtzebuerger Politik kommen.

Bei eiser Pressekonferenz vum Januar vun dësem Joer hate mer eis Fuerschungsprioritéite folgendermoossen definéiert a résuméiert, ech zitéieren: «DÉI GRÉNG exige la mise en place d'une politique de la recherche qui sera écologiquement durable et socialement acceptable. Le développement durable va bien au-delà de la consommation contrôlée des ressources de notre planète. Il implique que les techniques soient non seulement écologiquement efficaces, mais qu'ils soient acceptés par les hommes, qu'ils leur facilitent la vie, créent des emplois et justifient la prospérité.»

An als onverzichtbar Prinzipien an dëser Fuerschungspolitik hate mir insistéiert op déi noutwendeg Integratioun vum Principe de précaution, vum Prinzip vu Contre-expertisen, Evaluatioune vun de Risquen a vu Substitutionsstrategien, fir wëssenschaftlechen oder technologeschen Feelentwécklungen, Risiken oder gréissere Gefore scho vun Ufank u kënne virzebeugen.

Op enger Rei vu Fuerschungsgebidder, ob an der Genetik, ob bei de Stammzellen oder beim Clonage, ob am neie Beräich vun den Nanotechnologien, wou et ganz breet ugeluechten Applikatiounsfelder ze gi schéngt, esou datt haut scho vun enger Nanorevolutioun

geschwat gëtt, op all dëse Felder gëtt et riseg gesellschaftspolitesch Défien, Diskussiouns- a Klärungsbedarf, an op all esou Gebidder ass also eng seriö organiséiert Risikofuerschung noutwendeg, déi an Deelaspekter duerchaus och hei zu Lëtzebuerg kann organiséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Kader vun dëse méi grondsätzleche Considératioune véier grouss Prioritéite fir d'Fuerschung hei zu Lëtzebuerg an d'Diskussioun bruecht, nieft deene Recherchen, déi souwéisou an der Privatwirtschaft oder an der öffentlecher Fuerschung, an den öffentlechen Institutiounen am Moment schonn amgaange sinn, am Lafe sinn, an op déi ech dofir aus Zäitgrënn hei net kann agoen.

- Éischt Prioritéit ass de Beräich Ëmwelt an Energie, fir lasszekomme vu fossile Brennstoffer; Stéchwierder „Klimaschutz" an „Ëmweltbelaaschtung". Recherchen iwwer nei Ëmwelttechnologien, iwwer erneierbar Energien an Energieeffizienz sollten hei am Mëttelpunkt vun eise Fuerschungsbeméiunge stoen, well dat, Dir Dammen an Dir Hären, sinn och ekonomesch gesinn an eisen Aen d'Zukunftsmarchéé vum 21. Jorhonnert.

- Volet 2: Fuerschung iwwer Gesondheetspolitik, an zwar souwuel iwwer effikass Preventiounsstrategien, iwwert d'Zesummenhäng tëschent Ëmwelt a Gesondheet: zum Beispill den Impakt op d'Gesondheet vun enger chronescher Expositioun à faible dose vu Polluanten, zum Beispill déi sou genannt „pollutions de l'habitat", zum Beispill de gesondheetlechen Impakt vun ioniséierender oder net ioniséierender Strahlung, mä selbstverständlech awer och d'Fuerschung iwwer nei a sënnvoll Therapieméiglechkeeten.

Firwat soll Lëtzebuerg zum Beispill net am Kader vun engem europäeschen Netzwierk och ee Standuert vu virun allem preventiver Ëmwelt- a Gesondheetsfuerschung sinn? Och op dësem Gebitt kënnte sech esou munch ekonomesch verwäertbar Opportunitéiten erginn, sief et am Beräich vun der Ëmwelt- a Gesondheetsberodung, sief et am Verkaf vun analytesche Capacitéiten.

- Drëtte Volet: Biotechnologien, iwwert déi weltwäit gefuerscht gëtt, a wou et aus grénger Vue Sënn kéint maachen, fir do virun allem zum Beispill ee Créneau op- an auszebauen, nämlech de Créneau vun de sou genannten „wäisse Biotechnologien": der Enzym-Fuerschung, déi et a geschlossene Systemer erméiglecht Substitutiounsmolekülen ze entwéckele fir problematesch synthetesch Chemikalien, an doriwwer eraus iwwer méi naturgeméiss Materialien oder Beschichtungen, iwwer méi naturgeméiss Produkter fuerscht.

D'Palett vun de Méiglechkeete vun der Enzymfuerschung ass ganz breet: Faarwen, Lacken, Holzschutzmëttel, Textilien, Kosmetik, an esou virun. Do géif et also genuch a sënnvolle Fuerschungsbedarf, well hei e sënnvolle Lien géif bestoen tëschent engem preventiven Ëmwelt-, Gesondheets- a Verbraucherschutz op där enger Säit, an der Entwécklung vun neie bioverträgleche Konsumenteprodukter. An och do wieren ekonomesch gesinn d'Zukunftsmarchéé vum 21. Jorhonnert ze gesinn.

- E leschte véierte Volet vun de Prioritéiten am Kontext vun de Sciences humaines, sociales et de l'Éducation, am Kontext vun der Faculté des Lettres a vum Ceps: Mir sinn als Gréng der Meenung, datt d'Recherche am Domän vun der Educatioun an der Faculté des Lettres personell absolut ënnerbesat ass, an datt do nach méi Kommunikatioun vis-à-vis vum grand public misst gemaach ginn.

Dobäi sti mer op dësem Gebitt viru groussen Erausfuerderungen a virun engem grousse Fuerschungsbedarf. Stéchwierder, nëmme ganz kuerz: Migratiounsproblematik an der Groussregioun; de Multilinguisme, also d'Sproocheproblematik; d'Obeneentreffe vun ënnerschiddleche Kulturen op engem relativ klenge Raum; Sozialfuerschung; Genderfuerschung; Preventiouns-, Konflikt- a Friddensfuerschung; ethesch Fuerschung an d'Organisatioun vun engem demokrateschen Diskurs iwwert d'Fuerschung an d'gesellschaftlech Entwécklungsperspektiven, an esou virun.

E gewësse Stack u Fuerschung ass an der Faculté des Lettres schonn do, a grad och den Ceps huet an der Sozialfuerschung scho wichteg Viraarbecht geleescht. Mä all dat misst an de kommende Joren ausgebaut ginn, well grad och dës éducativ gesellschaftspolitesch orientéiert Fuerschung an eisen Ae wichteg ass.

Dat wieren, Dir Dammen an Dir Hären, véier Haaptfuerschungsprioritéiten aus grénger Siicht, woubäi et sécher och an aneren universitäre Beräicher, wéi de Finanzen oder dem Droit, op- an ausbaufäeg Créneauë géife ginn. Am Finanzsecteur zum Beispill d'Recherche am Beräich vum sou genannten „ethical banking"; am Droit zum Beispill d'Recherche iwwert den Droit de l'environnement, iwwert d'Protection du consommateur, iwwert d'Entwécklung vun der Rechtssituatioun op der Aarbechtsplaz; oder an eiser sou genannter „Risikogesellschaft" d'Entwécklung vun der Prise en compte juridique vum Risque. Saachen, un deene sécherlech och den Assurancësecteur interesséiert wier.

A wann öffentlech Recherchegelder och privaten Entreprisë sollen zegutt kommen - wou mir net prinzipiell dergéint sinn -, da gesi mir do awer dee gréissten Handlungsbedarf, also eng Haaptprioritéit an der Ënnerstëtzung vu Kleng- a Mëttelentreprisen, déi versichen innovativ ze sinn a Saachen Energie-, Ëmwelt- a Kommunikatiounstechnologien zum Beispill. Dës PMEe stelle bekanntlech e wichtegt Réckgrat duer an eiser Ekonomie. A grad och esou Entreprisen, déi an dësem Sënn wëllen innovéieren, sollen iwwert d'Recherche gefördert an ënnerstëtzt ginn.

Esou wäit, Dir Dammen an Dir Hären, zu eise Fuerschungsprioritéiten aus grénger Siicht.

Zum Schluss vläicht nach e konkrete Virschlag och a Form vun enger Motioun par rapport zur Faculté an zur Cité des Sciences op Belval, wou jo elo bekanntlech d'Planung a besonnesch déi architektonesch Planifikatioun ugefaangen huet. Fir eis als Gréng ass eng gutt an zukunftsorientéiert Planung vun dëser Cité des Sciences mat hiren Ofdeelungen immens wichteg: Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, Materialfuerschung, Nanotechnologien, Biotechnologien, Agroalimentaire, Sécurité alimentaire, Ëmwelt, an esou virun.

Fir eis als Gréng ass och déi architektonesch Visibilitéit vun deenen Ofdeelunge ganz wichteg. Mir géifen aus deem Grond och begréissen, wann déi architektonesch Visibilitéit géif assuréiert ginn, fir an enger Gebaistruktur alles ënnerzebréngen, zum Beispill wat mat Environnement, Energie, Waasser, Agroalimentaire, Sécurité alimentaire, Ëmwelt a Gesondheet, Raumplanung, Naturschutz, Biodiversitéit a mam Développement durable insgesamt ze dinn huet.

Dës Visibilitéit, och eng besser Koordinatioun an d'Méiglechkeet vun enger besserer interdisziplinärer Approche an der Fuerschung kéinten esou organiséiert ginn, zum Beispill am Kader vun der Cité des Sciences vun enger Maison écologique oder enger Maison du développement durable. Eng Visibilitéit, déi och d'Bereetschaft vun der Regierung géif zum Ausdrock bréngen, fir grad och dësen Zukunftsberäich vun der gesellschaftlecher Fuerschung op eng seriö Aart a Weis ze ënnerstëtzen. An dobäi geet et, wéi ech schonn hei betount hunn, net nëmmen ëm de Schutz vun der Ëmwelt oder vum Klima, et geet och drëm, datt ekonomesch gesinn déi dote Secteuren Zukunftssecteure sinn, déi ekonomesch an deenen nächsten 20, 30, 50 Joer wäerten opgebaut ginn a wou nei ekonomesch Opportunitéite sech kënnen erginn.

Dir Dammen an Dir Hären, all dës gréng Virschléi sinn et an eisen Aen derwäert, datt se diskutéiert ginn. Si sinn a kengem Fall realitéitsfriem, well esou Initiativen aus dem Fuerschungsberäich selwer an deene vergaangene Jore schonn an Usätz initiéiert gi sinn, a well se och net nëmmen dem siwente Fuerschungsprogramm elo entspriechen, mä och enger Rei vun anere Programmer un déi mir als Lëtzebuerger jo och gebonne sinn, zum Beispill dem Aktiounsplang Ëmwelt a Gesondheet vun der Europäescher Kommissioun.

Mir hunn dës Iddien och schonns erabruecht bei dem Fonds national de la Recherche senger Foresight-Démarche. Eng Démarche, déi mer ausdrécklech begréisst hunn, an och weider begréissen. Mir hoffen awer, datt dës Abezéiung vun der Politik, vum Parlament a vun der Zivilgesellschaft - well do si jo och Leit vun der Zivilgesellschaft gefrot ginn - an d'Diskussiounen iwwert déi zukünfteg Orientéierung vun eiser Fuerschungspolitik net just eng Alibi-Veranstaltung war, an datt zumindest eng Partie vun dësen Iwwerleeungen afléisse kënnen an déi Fuerschungsproposen, déi den FNR dem Recherche-Ministère an der Regierung wäert maachen, fir de Fuerschungsprogramm fir déi nächst Joren opzestellen.

Eisen Apport als Oppositiounspartei zu dëser Orientéierungsdebatt entsprécht op jidde Fall engem absolut konstruktive Geescht. Mir hoffen duerfir och, datt iwwer all kontrovers Iddien an och iwwer all Parteigrenzen eraus d'Regierung ka bereet sinn, fir och konstruktiv Iddien, déi vun der Oppositioun kommen, an déi Fuerschungsprogrammer opzehuelen.

Ech soen Iech Merci an ech iwwerreechen Iech hei nach, Här President, déi Motioun iwwert déi Maison de l'écologie et du développement durable.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant la décision d'implanter la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation sur les friches industrielles de Belval-Ouest;

- considérant l'importance des activités de la future Cité des Sciences qui devra regrouper, sur un même site, les départements des sciences et des études en gestion et en informatique de l'Université du Luxembourg et les Centres de recherche publics (Gabriel Lippmann, Henri Tudor, Ceps/INSTEAD et la partie biologie moléculaire du CRP-Santé);

- considérant la nouvelle dynamique et l'étendue des activités de recherche dans le domaine de l'environnement et du développement durable, de l'agroalimentaire et de la sécurité alimentaire;

- considérant l'importance et la nécessité de la coordination et de l'interdisciplinarité dans ces domaines de recherche;

- considérant que le concours d'architecture a été lancé;

- considérant que la recherche dans le domaine de l'environnement et du développement durable devra faire l'objet d'une identification claire et d'une visibilité architecturale réelle au sein de la Cité des Sciences;

invite le Gouvernement

- à prévoir, au sein de la Cité des Sciences, une Maison de l'écologie et du développement durable regroupant une structure Matériaux et une structure Sciences de la vie.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Stellungnahm vum zoustännege Minister. Den Här François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Ech schwätzen hei am Numm vum Octavie Modert a vu mir. Mir deelen eis déi Kompetenz am Haus vun der Recherche a vun der Uni. Ech schwätzen awer och hei am Numm vum Wirtschaftsminister, dem Jeannot Krecké, besonnesch wat d'Recherche ubelaangt.

De Ben Fayot huet et virdru gesot: Mir schaffen hei zesummen - ech kommen nach op verschidden Detailer zréck -, och dat gëtt eis eng gewëssen Zouversiicht fir d'Zukunft, dass mer déi Iddien, déi mer hei hunn, kënnen ëmsetzen, well eben op Niveau vun der Regierung do scho ganz grouss Unanimitéit besteet. Ech wëll och direkt hei de Riedner, virun allem - obwuel ech bei deenen aneren och net vill Differenze gespuert hunn - vun den dräi grousse Parteien, Merci soe fir hir Interventioun, well ech awer hei spieren, dass do eng riseg Unanimitéit ass.

Ech soen et direkt, also déi siwe Punkte vun der Konklusioun vum Ben Fayot kann ech ënnerschreiwen, an ech mengen och, wann ech op d'Motioune vun der Madame Brasseur zréckkommen, da fannen ech do largement déiselwecht Aussoen dran erëm, wéi an der Motioun vun der Majoritéitspartei - mä ech kommen nach eng Kéier op den Detail do zréck.

Ech si frou doriwwer, well mer an der Vergaangenheet oft Uni a Recherche, Uni nach méi wéi Recherche, am Zentrum vun enger Polemik haten. A wann ee wëllt eng uerdentlech Héichschoulpolitik maachen, wann een eng uerdentlech Recherchepolitik wëllt maachen, da muss ee Politik maachen an et muss een och an der Chamber driwwer diskutéieren, mä et muss een dat aus der Polemik erauskréien.

De Fait, dass mer awer haut op deene groussen Achsen, souwuel vun der Unispolitik wéi vun der Recherchepolitik, e largë Konsens haten - an et gëtt nach genuch Detailer, déi mer an Zukunft diskutéiere mussen, wou een nach diskutéiere kann -, gëtt mer Zouversiicht fir d'Zukunft.

Dat war am Ufank net de Fall! Wéi 2003 d'Unisgesetz koum, war villes, zum Beispill d'Mobilitéit, op déi ech zréckkommen, ganz staark contestéiert; och d'Ausriichtung vun der Uni war contestéiert. Do ass awer villes mëttlerweil geschitt, wou d'Positioune sech ugenähert hunn. Ech wëll och drun erënneren, dass bei deene Proposen, déi mer haut diskutéieren, och Leit an der Vergaangenheet Mériten drun hunn. Ech denken un eis Virgängerin am Ressort, d'Erna Hennicot, ech denken awer och un d'Nelly Stein. An ech sinn eigentlech der Madame Brasseur dofir ganz dankbar, dass d'Nelly Stein hei ernimmt gouf, wat eng ganz aktiv Roll gespillt huet, net nëmme fir Konsensen ze fannen.

Elo kann een iwwert déi Konsensen diskutéieren, notamment ob den ISERP an d'Uni gehéiert oder net, dat ass ewell eng al Diskussioun. Mä d'Nelly Stein huet do mat an der Chamberskommissioun gehollef, Konsensen ze fannen an hei an dësem Parlament mat deem Gesetz duerchzekommen an och d'deemoleg Oppositioun mam Ben Fayot awer largement à bord ze kréien, mat allen Differenzen, déi och schonn deemools bestanen hunn. Ech mengen, dass een och dat eng Kéier soll hei gesot hunn an ech sinn och dofir ganz frou, dass dem Nelly Stein, wat eis leider ze fréi verlooss huet, seng Mémoire och haut gewürdegt gouf, well ech mengen ouni säin Asaz kéinte mer haut net positiv an d'Zukunft kucken.

Natierlech komme ganz vill Acteuren derbäi. De Claude Adam huet gesot, et ass net nëmmen de Recteur Tarrach - ganz kloer, net nëmmen de Recteur Tarrach, mä och de Recteur Tarrach, ech wëll dat ganz däitlech soen. Eng vun deenen éischten Aktivitéiten, déi d'Octavie Modert an ech gemaach hu wéi mer ugetruede sinn, dat war nämlech en neie Recteur ze fannen. Deen huet gefeelt. Dass deemools d'Uni e bësselchen, ech wëll net soen an d'Schwanke komm ass, mä dass e bësse Problemer do waren, war och, well kee Kapitän méi u Bord war. Mir hunn dee Kapitän fonnt. Dee Kapitän huet et awer mat der Regierung a mat aneren Acteuren zesummen och fäerdeg bruecht, dass do e Projet Uni entstanen ass.

Mir hunn 2004 ugefaangen, d'Assises internes ze maachen, duerno d'Assises externes. Wuerfir hu mer Assises internes gemaach? Mä well mer festgestallt hunn, dass et an där Uni Leit gëtt von deene verschiddenste Richtungen: Déi eng, déi vun der Wirtschaft kommen, déi aner, déi vun de Sciences humaines kommen, déi fréier schonn an der Uni waren, mä déi sech selwer net kannt hunn, a jiddfereen hat säi Projet Uni a si hunn net verstanen, dass d'Uni e gesamte Projet ass. Dofir déi Assises internes. D'Assises externes, alles dat ass geschitt. Haut si mer esou wäit, dass mer wierklech eng Unanimitéit hunn.

An do wëll ech awer wierklech dem Recteur Tarrach Merci soen, well hien dat fäerdeg bréngt. Mir hunn hien eigentlech geholl, well hien dat mat sech bréngt, wat mir zu Lëtzebuerg brauchen: Hien ass e Chercheur, hie kennt awer och d'Administratioun, well hie President vum Conseil national de la Recherche a Spuenien war. Hie kennt den Enseignement an hien ass multilingue. An doduerch ass hien och e ganz gudde Kommunikator an hien huet et wonnerbar fäerdeg bruecht largë Segmenter vum Publikum dee Projet Uni, wéi d'Regierung e virgesäit, och schmackhaft ze maachen. Voilà!

Dat ass also de Moment wou mer hei an der Debatt sinn. Mir hunn Unanimitéit, also mir hu largë Konsens, Unanimitéit net, mä wierklech largë Konsens. Dat ass och wichteg, well - an déi verschidde Virriedner hunn et jo begréisst - d'Regierung ass gewëllt vill Suen an Uni an a Recherche ze stiechen. Engersäits ass dat jo eng gutt Saach, op där anerer Säit muss een dann och wëssen, dass een eng Verantwortung huet, wann een déi Suen drastécht. An dofir ass et wichteg, dass, wa mer bereet sinn als Regierung an dann erëm als Parlament, dat kënnt jo am Budget erëm, vill Suen heiranner ze stiechen, wou mer op anere Plaze mussen e bësselche méi enk fueren, mer eigentlech an déiselwecht Richtung wëlle goen. Dat mécht eis et all méi einfach, déi Suen och anzesetzen.

An da si kruzial Elementer, déi do sinn, dat ass de Fonds Belval, d'Cité des Sciences. Belval-Ouest ass eng wichteg Saach, a mir hu mëttlerweil vun intellektuellem Input eigentlech alles virleie wat mer brauchen. Mir hunn de Plan quadriennal vun der Uni selwer virleien, deen d'Regierung elo nach verwierkleche muss. Mir hunn de Rapport OCDE. D'Foresight-Etüd ass amgaang fäerdeg gemaach ze ginn, déi kënnt e bësselche méi spéit. Mä wat d'Gouvernance ubelaangt, also wat d'Politik ubelaangt

vun Uni a vu Recherche, leien déi wesentlech Dokumenter um Dësch. An déi hu jo natierlech déi Debatten hei befrucht, an ech sinn och ganz frou, dass praktesch jiddfereen awer grosso modo de Plan quadriennal akzeptéiert huet a jiddfereen och grosso modo de Rapport vun der OCDE ugeholl huet. Dat erlaabt wierklech hei der Regierung, propper, ouni Combat d'arrière-gardes no vir ze kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer op déi verschidde Voleten anzegoen. Ech gi fir d'éischt op de Volet Uni an, duerno op de Volet Recherche an dann zum Schluss op de Volet vum Site. Deen huelen ech awer wierklech als leschten. Ech wëll och soen, dass déi dräi Majoritéitsmotioune wierklech - an ech wäert mech och e bëssen un deenen orientéieren a menger Interventioun - alles erëmgi wat dozou ze soen ass, an ech ginn au fur et à mesure op déi dräi Motioune vun der DP och an.

Uni: Do ass et evident, dass mer zu Lëtzebuerg Virreider waren an dass mer haut feststellen, wéi richteg mer louchen. Wann Der d'Kommunikatioun liest vun der Europäescher Kommissioun vum 11. Mee iwwert d'Unislandschaft an Europa, da fannt Der op deenen zéng wesentleche Punkten erëm, dass mir eigentlech dat maachen. Mobilitéit, dat war deemools ganz ëmstridden, wéi mer gesot hunn, majo ebe well mer net wëllen „Inzucht" maachen, wat eng Gefor wär, maache mer Mobilitéit. A mir maachen innerhalb vum Bachelor-Studium sechs Méint Mobilitéit. D'Europäesch Kommissioun seet, dass dat u sech Modellcharakter huet, dat heescht, mir ware Virreider. Mir waren an enger ganzer Rei anere Punkte Virreider an dat ass also extrem wichteg.

Kloer ass och, dass mer definitiv, mengen ech, net méi vill driwwer diskutéieren, dass mer eng kleng Uni maachen, dass mer net alles op der Uni ubidden, dass mer haaptsächlech Recherche ubidden a Masteren a vill manner Bacheloren, dass déi Bacheloren, déi mer ubidden, déi sinn, déi mer geierft hu vun der Vergaangenheet, vum Cours universitaire a vum ISERP an esou weider, mä dass mer haaptsächlech uewen eppes dropsetze wat d'Spezialiséierung ubelaangt, an dass mer ganz kloer sinn, dass mer net all Lëtzebuerger Universitairen, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen, och zu Lëtzebuerg ausbilden.

Ech ginn ëmmer ee Beispill: e Sproocheprof. Wa mer gär gutt Sproocheproffen hätten, ass eise System, dee mer scho laang hunn, nämlech dass se sollen an deem Ëmfeld, deem linguisteschen Ëmfeld studéieren, wou se herno d'Sprooch enseignéieren, eppes wat eis vill bruecht huet. A mir wëssen, wéi vill Schwieregkeete mer nach zu Lëtzebuerg mat Sproochen hunn. Mä doduerch, dass de Sproocheprof selwer an deem Sproochenëmfeld gelieft huet an net nëmmen d'Sprooch geléiert huet aus de Bicher, mä wierklech och gelieft huet am alldeegleche Liewen, ass dat eppes wat awer eisem Enseignement ganz vill bréngt, déi dote Saach.

Dofir ganz kloer: Mir wëlle virun allem uewen uleeën. Dobäi wëll ech verschidde Bacheloren net ënnerschätzen. Ech wëll notamment d'Bacheloren net ënnerschätzen am Technologieberäich an och an de Beräicher Droit, Ekonomie a Finances. Well mer - an ech soen dat als Aarbechtsminister och hei - an enger Partie Secteure Pénurie hunn. Mir hunn net genuch Juristen; mir hunn net genuch Ingenieuren an esou weider. Ech ka mer awer virstellen, dass, doduerch dass mer dat elo ubidden op der Uni, vläicht méi jonk Leit wéi an der Vergaangenheet och op déi Studië ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mir musse jo wëssen, dass d'Halschent vun deenen, déi aus engem klasseschen Unterrecht kommen, wëlle Schoulmeeschter ginn. An dann hunn ech nach guer net geschwat vun deenen, déi wëlle Professer ginn. Dat ass fir mech en normale Phenomeen, well dat ass dat, wat all Schüler gesäit. Dee Beruff, deen all Schüler gesäit, dat ass dee vum Schoulmeeschter a vum Professer. Vill aner Beruffer, déi e vläicht géifen interesséieren, gesäit en einfach net.

Dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass mer Reklamm maache fir nei Beruffsbiller. Dir wësst, dass mer gëschter en ESA-Projet virgestallt hunn, deen zu Lëtzebuerg realiséiert gëtt. Also, ech wär wierklech frou, wa méi jonk Leit géifen zu Lëtzebuerg wëllen Ingenieur studéieren. Ech kenne ganz vill Betriber, déi wäre frou, wa se Lëtzebuerger Ingenieuren hätten.

Voilà, de Punkt ass, dat wëll ech och nach eng Kéier als Konsensus widderhuelen: Wat sinn déi dräi Haaptrichtunge vun eiser Uni? D'Mobilitéit - op déi kommen ech net méi zréck -, de Caractère international an och de Multilinguismus. Vum Multilinguismus ass gesot ginn, ech menge vun der Madame Brasseur, dass, wann een dat vun de Proffe verlaangt, dat och e Problem ka si fir jiddereen, fir déi bescht ze rekrutéieren. Däers si mer eis bewosst.

Op där anerer Säit muss een eng Kéier e Choix maachen. E Choix maachen, fir ze soen: Mir ginn der Uni Lëtzebuerg eng Partie Elementer, déi aner Unien net hunn. An do spillt just de Multilinguismus eng Roll. Richteg ass natierlech, dass een dat vu Spart zu Spart muss aneschters kucken; dass, wa mer Recherche an der Science de la vie maachen, doudsécher Englesch dat Wichtegst ass. Bei anere Sparte muss dat awer net onbedéngt esou de Fall sinn.

Ech mengen de Fait, dass mer och versiche Proffe mat verschiddene Sproochen ze kréien, déi mer hei hunn, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, bréngt där heiter Uni eppes, wat aner Unien net hunn, an distinguéiert se doduerch vun deenen aneren Unien.

Wa mer de Recrutement vu Proffe kucken, dann ass dat een Element, iwwert dee sech de Recteur jo beklot huet, awer net iwwert d'Regierung, well d'Gesetz gëtt him ganz vill Fräiheet, gëtt der Uni ganz vill Fräiheet, fir ze rekrutéieren, mä iwwer wéi eng Prozeduren datt dat geet. Wann een do mat de Leit vun der Uni schwätzt, da soe se, dass ee vun den Haaptproblemer eigentlech net eis Paie sinn an och net eis Konditioune si vu Sproochen - déi meescht Proffe sinn awer där, déi och Kenntnisser hunn -, mä dass dee gréisste Problem deen ass, dass se net richteg wëssen, wou se genuch Büroen hunn an esou weider, all déi praktesch Saachen.

Ech soen dat, fir herno ze erklären, wuerfir et wichteg war, eng Décisioun fir d'Siten ze huelen, well et ass oft do, wou an der Praxis am meeschte Problemer sinn, fir dass Proffen op Lëtzebuerg kommen.

D'Mobilitéit, de Multilinguismus an dann de Caractère international. Do ass et ganz kloer, dass mer och déi Iddien ënnerstëtzen, fir dass eng Kéier soll eng Kooperatioun geholl gi mat enger Uni an engem Drëttweltland, woubäi nach net décidéiert ass, wou et ass. Woubäi ech Iech awer soen, dass ech mer och am Virfeld virstelle kéint, dass et vläicht gutt wier, dat mat engem Pays cible ze maachen. Mä do ass awer alles op, mä effektiv géifen d'Pays cibles sech opdrängen.

Dann ass et ganz sécher, dass en anert wichtegt Element niewent deenen dräi, déi ech gesot hunn - Mobilitéit, Multilinguismus, Internationalitéit -, d'Betreiung vun de Studente ass. Do si mer nach net do, wou mer gäre wären. Do feelt nach villes. Do hu mer nach heiansdo, ech géif esou soe franséisch Reflexer, wou de Student net ëmmer richteg seriö geholl gëtt a wou de Student nach esou e bësselche geholl gëtt wéi ee Lycéesstudent oder e Primärschoulschüler. Do muss eppes geschéien. Do geschitt och eppes. Wann Dir de Plan quadriennal liest, deen d'Uni selwer presentéiert huet, da gesitt Der, dass do villes virgesinn ass.

Just bei enger Uni, déi eben de taille réduite ass a wéineg Studenten huet, ass et wichteg, dass de Student eng wesentlech Roll spillt an deem Liewen. Iwwregens gi mer domadder op d'Sourcë vun den Unien am Mëttelalter zréck. „Universitas", wat war dat? Dat war d'Université, also d'Universalitéit vun de Proffen a vun de Studenten. Dat war eng „Universitas", an et waren net d'Proffen, déi ganz uewe waren, an d'Studenten, déi ganz ënne waren.

Dat heescht, dass d'Uni kucke muss, sech ëm d'Logementer ze bekëmmeren, déi net sollen an engem Ghetto sinn - dat soen ech hei och. Dofir, egal wéi mer elo mat de Sitë weiderkommen, ass et extrem wichteg, dass d'Studenten net gepfercht sinn niewent de Gebailechkeeten, dass mer d'Studenten iwwerall hunn a se schlussendlech am Liewen och matspillen. Do hu mer eng ganz Partie Projeten an der Stad selbstverständlech, awer och zu Esch an zu Bieles. Et gëtt och Projeten, déi vum Familljeministère ënnerstëtzt ginn, fir ze kucken der bei Leit, besonnesch bei eelere Leit, ënnerdaach ze kréien.

Also, do leeft ganz vill, fir dass mer d'Studenten net nëmmen an engem Ghetto hunn. Dofir musse mer dat vun Ufank un och an der Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg soen; och an der Stad Lëtzebuerg solle se net nëmmen um Lampertsbierg sinn, mä si sollen iwwerall duerch d'Stad Lëtzebuerg kommen. De Logement ass wichteg.

Dann hätte mer gär, dass Studentelokaler kommen. Mir hu Studenteveräiner, déi sinn zur Zäit net richteg zerwéiert, an et ass wichteg, dass déi eng Plaz op der Uni kréien, déi Studentenorganisatiounen, wou se sech och versammele kënnen. Dat ass eng kleng Saach, mä et ass awer trotzdeem eppes Wichteges.

Dann ass et ganz wichteg - an do ginn ech op eng Remarque a vum Claude Adam -, dass mer d'Studente mathuelen, wa mer „quality assurance" maachen. Ee Punkt, deen och virgesinn ass am Plan quadriennal, deen eis nach feelt am Kader vum Bologna-Prozess zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, dat ass d'Evaluatioun vun der Uni. Dat ass eppes, wat eis iwwerhaapt am Enseignement hei feelt, wat mer elo amgaange sinn, lues a lues opzebauen op allen Niveauë vum Enseignement, mä bei der Uni ass dat extrem wichteg. An do ass et och wichteg, dass d'Studente selwer mat eng Roll spillen, fir d'Enseignementer an d'Proffen ze evaluéieren. Dat ass virgesinn an dat wäert och kommen.

Dann nach eng Kéier: Eis Uni ass wichteg, fir dass mer wirtschaftlech no vir kommen, dass mer nei Créneauen opmaachen, dass mer nei Aarbechtsplazen doduerch schafen, dass mer mat der Privatwirtschaft zesummeschaffen. Zwee Beispiller goufen hei genannt; d'Luxembourg School of Finance an d'LIASIT sinn extrem wichteg.

D'Luxembourg School of Finance war eng Schoul, déi vum Privatsecteur geschaf gouf, fir Leit auszebilden. Doduerch dass mer se integréiert hunn, wëlle mer eppes maachen, wat eis feelt, nämlech Recherche en matière de place financière. Wéi den FNR virun e puer Méint Projeten ausgeschriwwen huet, fir Recherche ze maachen, ass keen eenzege Projet komm vun der Place financière. Wuerfir? Mä well déi meescht Banke vum Ausland ofhänken an hir Recherche am Ausland maachen an net hei.

Wa mer wëllen ewechkomme mat eiser Place financière vum Secret bancaire an esou weider, musse mer nei Produkter, nei Déngschtleeschtungen entwéckelen; also brauche mer Recherche, also brauche mer eng Uni, also brauche mer déi Luxembourg School of Finance an een „public private partnership".

Beim LIASIT ass et d'selwecht. D'LIASIT ass nach e bësse méi komplizéiert, well mer do - ech mengen de Ben Fayot war drop agaangen - de Punkt hunn, dass do zwou Fakultéiten e bësselchen an deem Domän sinn. D'LIASIT misst fir mech am ideale Fall zu engem Centre interdisciplinaire op der Uni féieren. Dat ass och, mengen ech, gewënscht, an do muss ee just nach weidergoen.

Dann ass et extrem kloer - an do sinn ech och dankbar iwwert dem Här Sunnen seng Motiounen, an deenen och nach eng Kéier d'Regierungserklärung zitéiert ass -, dass mer och an de Sciences humaines musse Recherche maachen zu Lëtzebuerg. Well och déi hunn e wirtschaftleche Wäert.

Ech soe wuerfir: Wa mer ausländnesch Investisseuren zu Lëtzebuerg hunn, dann ass et notamment wéinst eiser Cohésion sociale, eiser Paix sociale, eiser Integratioun vun deene verschiddene Länner, vun deene Sproochen an esou weider. Dat hu mer ëmmer maîtriséiert. Mer hu méi oder manner gutt ofgeschnidden an am Endeffekt ware mer ëmmer begeeschtert doriwwer, wéi et gaangen ass, an heiansdo ass et duerch Zoufall gutt gaangen.

Wat awer wichteg wär, och fir eis als politesch Responsabel an der Regierung an an der Chamber, dat ass méi Forschung doriwwer ze hunn an doduerch och dat kënnen ze anticipéieren. Dofir ass et evident, dass mer an deenen dote Felder och Recherche hei op der Uni Lëtzebuerg wëlle maachen. Ech soen dat, fir dass iwwerhaapt keng Diskussioun do opkënnt. Een Deel vun de Sue muss reservéiert si fir déi dote Recherche. Ech soen och, dass - liest de Plan quadriennal - d'Uni och dat doten d'selwecht gesäit.

Dann hu mer natierlech eng grouss Chance zu Lëtzebuerg mat eisem Gesetz vun 2003, dat ass, dass mer Bologna direkt ëmgesat hunn. Esou dass mir vill manner Schwieregkeeten hu wéi d'Ausland, fir Bologna ëmzesetzen. Wat mer awer feststellen an der Praxis, dat ass, dass nach vill Leit sech schwiereg di mat Bologna, dass mer net méi an enger Logik sinn, Bac + X, mä dass mer elo an enger Logik si Bachelor oder Master, woubäi do e groussen Ënnerscheed ass.

De Bachelor ass d'Basisausbildung, a mir hunn d'lescht Joer am Mee zu Bergen am Kader vum Bologna-Prozess festgehalen, dass de Bachelor muss zu Beruffer féieren. De Bachelor kann net déi éischt Stuf vun engem Master sinn. De Master ass ëmmer e spezialiséierten Diplom. Dofir soen ech, déi Leit, déi soen: Fir deen an dee Beruff brauchs de e Master. Da soen ech, dat ass eng falsch Fro, well zum Beispill, wa mer soen, fir e Jurist muss een e Master hunn, mä da gëtt et e Master en droit communautaire, e Master en droit des affaires an esou weider, an dat muss een an Zukunft kucken. D'Basisausbildung ass de Bachelor an dono kënnt de Master.

Da soen ech och, dass datselwecht och fir d'Schoulmeeschteschausbildung gëllt. Do ware mer jo eens mat der Uni Lëtzebuerg, fir ze soen, mer maachen e Bachelor vun 240 ECTSen, wéi dat heescht, an net 180, also véier Joer an der Praxis, mä et ass e Bachelor. Et ass kee Master an et ass kee Bac + 4, mä et ass e Bachelor.

Datselwecht gëllt fir den Ingénieur industriel, wou mer hannendrun opbauen op där Motioun, déi zitéiert gouf vum Ben Fayot, wou mer awer gesot hunn: Mä du kanns e Joer weidermaachen, wat dir hëlleft, fir dech duerno indépendant ze maachen. Deen Ingénieur industriel - ech liesen nach ëmmer Lieserbréiwer iwwert déi Formatioun -, mä et ass eng Formatioun, déi gemaach gouf an Zesummenaarbecht mat der Wirtschaft, mat der FEDIL an och mat der Fédération des Artisans, déi gesot hunn: Dat dote sinn déi Ingénieurs industriels, déi mer brauchen. An déi Formatioun ass och dorobber calquéiert ginn. Well wa mer soen, mir maache Beruffer, déi employabel sinn, da musse mer och kucken, wie bréngt se eran. A liest all déi Diskussiounen, et ass elo ganz vill iwwert déi franséisch Unislandschaft diskutéiert ginn an ee vun de Problemer ass, dass do ganz vill Formatiounen ugebuede ginn, déi d'Unien aushecken, mä wou keng Beruffschance hannendrun hänkt.

An ech mengen, dat ass awer och eppes - an ech soen dat wierklech och hei als Aarbechtsminister - wat mer mussen am Kapp hunn, dass mer net Formatiounen ubidden, wou mer Chômeuren ausbilden, mä dass mer Formatiounen ubidden, wou mer och Leit kënnen op e Beruff kréien. Besonnesch zu Lëtzebuerg, wou mer wëssen, dass an de qualifizéierte Beruffer der ganz vill feelen, ass et awer wichteg, dass mer, do wou mer Formatioun hei ubidden, dat awer och esou achséieren, dass déi Leit herno eng Chance hunn.

E weidert Element sinn d'Finanzen. Ech mengen, jiddereen huet verstanen, dass d'Uni Lëtzebuerg am Géigesaz zu Unien am Ausland déi grouss Chance huet, dass mer hir vill Sue ginn. Ech war ganz frou wéi de Recteur gesot huet, eigentlech wéilt hien net à la longue esou ofhängeg si vun de Sue vum Stat wéi et elo de Fall ass. Ech mengen, dat ass eng wichteg Ausso. Well wann ee just dovunner ofhängeg ass, ass een och ofhängeg vu politesche Majoritéiten, vu Regierungen, an da kann eng Uni esou séier erëm zréckgoe wéi se eropkomm ass. An dofir wäerte mer hien och ënnerstëtze fir ze soen, et mussen aner Sourcë kommen, notamment duerch de „public private partnership" a mir ënnerstëtzen hien och mat der Décisioun, déi dëst Joer fir d'éischt geholl ginn ass, fir ze soen: Du bezils 100 Euro Frais d'inscription.

Dat huet nämlech mat sech bruecht, dass mer zum Beispill dëst Joer endlech wësse wéi vill Studenten op der Uni sinn; nämlech eng 10% manner wéi sech der ageschriwwen hunn. Dat ass ëmmer esou. D'Leit gi sech mol aschreiwen an duerno wësse se net. Mä doduerch, dass se eng Kéier mussen 100 Euro bezuelen - dat, mengen ech, ass net vill, ëmsou méi wou mer jo awer e ganz performante Bourssësystem hunn zu Lëtzebuerg - hu mer festgestallt, dass mer da wierklech wësse wéi vill Studente mer hunn an och dann déi Studenten hunn, déi wëlle seriö op der Uni schaffen.

Ech hu virdru gesot: Mir mussen d'Studente valoriséieren op der Uni. Ech wëll awer och soen, dass mer Studente brauchen, déi motivéiert sinn. Och dat gehéiert dozou, wa mer dat maache wëllen.

Voilà, wéi gesot, mir hunn elo de Plan quadriennal, mir hunn Iech elo nogelauschtert, mir si relativ frou iwwert dat, wat ass an et si keng gréisser Dissensiounen. Mir bauen elo dorauser an deenen nächste Wochen e Contrat de développement, dee mer an de Regierungsrot huelen an dee mer dann dem Conseil de gouvernance vun der Uni virschloen. An dee Contrat de développement kënnt stoen: Wat hätte mer gär vun Iech Uni? Wat

kritt Dir vu Sue vun eis a wéi gitt Dir evaluéiert? Dat sinn déi dräi grouss Punkten, déi do erakommen.

Dat wëlle mer elo nach am Juli maachen an dofir si mer och ganz frou, dass mer déi Debatt haut konnte maachen, well ech mengen, et ass awer wichteg, dass an där doter Debatt och d'Chamber zu Wuert kënnt, an dass mir - d'Octavie Modert an ech - eis an där Diskussioun an dem Regierungsrot a mat der Uni herno och kënnen op Aussoen hei vun dëser Chamber beruffen - do sinn der eng ganz Partie, déi mer opgeschriwwen hunn.

Dann zu de Studente vun der Uni; an dat ass dee leschte Punkt, deen ech hei wollt huelen. Mir wären och frou - an dofir si mer och frou, Här Sunnen, dass dat an Ärer Motioun steet -, wa mer déi Direktiv iwwert d'Studenten esou séier wéi méiglech géifen ëmsetzen.

Ee Wuert iwwer Studentenaarbecht: Oft ginn nämlech do zwee Punkte matenee verwiesselt, nämlech Studentenaarbecht an der Vakanz, mat der Aarbecht vun engem Student.

Studentenaarbecht an der Vakanz ass e Gesetz wat gemaach gouf, et haaptsächlech fir Lycéeë geduecht, fir déi an der grousser Vakanz ze schützen, wa se esou Jobe maachen, well et ass jo méi en Job wéi eng Aarbecht, si sinn och net ganz produktiv, verdénge sech e puer Suen an ofgesinn dovun ass et gutt, dass se mat de Betriber a Kontakt kommen; an et war eigentlech wichteg, dass mer do eng Regel fonnt hunn. Dofir kréien déi zum Beispill net de Mindestloun an et ginn zum Beispill och keng Pensiounskeese bezuelt. Dat ass deen ee Punkt.

Do hu mer een eenzege Problem zurzäit, dat ass dee vun deenen, déi net communautär sinn, déi brauchen e Permis. Wa se awer kënne virweisen, dass se am Semester drop op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwe sinn, kréie se de Permis, sou dass dat fir déi zwee Méint grouss Vakanz geléist ass.

Déi Fro, déi de Ben Fayot gestallt huet, ass awer eng aner. Dat ass déi: Kann e Student schaffen, kann hien notamment an der Uni schaffen? Eng däitlech Äntwert: Jo. E Student kann ënnert de Bedingunge vum normalen Aarbechtsrecht schaffen. An ech halen och dorop, well do kommen heiansdo - och vu Kreeser vun der Uni - Revendicatiounen, dass déi Studenten net sollen de Mindestloun kréien an dass fir déi Studenten net soll an d'Pensiounskeess cotiséiert ginn.

An do sinn ech radikal dergéint, well ech ganz däitlech och mierken, dass an anere Länner, wou se esou Saache maachen, op eemol dann d'Unisstudente benotzt ginn, fir bëlleg Aarbechtskräften ze kréien an déi dann an e Konkurrenzkampf mat de Chômeure kommen. Dat wëll ech net. E Student, deen op der Uni ass, deen huet jo iwwer 20 Joer an do sinn ech der Meenung, dass et wichteg ass fir deem seng Carrière, dass do och an d'Pensiounskeese cotiséiert gëtt. An ech mengen, dass e Student, dee jo awer e Bac huet, deen héijer Studië mécht, do muss de Mindestloun kréien, wann hien normal schafft. Dat zielt och fir d'normaalt Schaffen op der Uni.

Och do hu mer de Problem vun den Non-communautairen. Do gëtt et zurzäit keng Léisung. En Non-communautairen, dee schaffe soll, fir zum Deel seng Uni selwer ze bezuelen, dee kann dat haut net, well dee kritt haut kee Permis. Wéi gesot, d'Studentenaarbecht, d'Vakanzenaarbecht, dat ass an der Rei, mä dat normaalt Schaffen, zum Beispill an der Bibliothéik vun der Uni auszehëllefen, do kritt hien haut kee Permis an dofir brauche mer déi Ëmsetzung vun där Direktiv, fir dat doten ze erlaben.

Woubäi mer natierlech soen, dass een, wann ee Student op der Uni ass, emol fir d'éischt léiert, ier dass e schafft an dass mer och dovunner ausginn, dass een nach net 40 Stonne schafft, soss kann een net méi léieren. Mä richteg ass awer, dass deen och soll kënnen niewebäi schaffen, fir seng Studien ze bezuelen. An dat ass ëmsou méi wouer, wa mer zu Lëtzebuerg wëlle Masteren an Doktoraten ubidden, wou mer emol wierklech an engem ganz aneren Ëmfeld sinn, wéi wann ee just säin éischt Joer Uni mécht. Voilà, dat zu der Uni.

Dann zu der Recherche. Do ass gesot ginn: objectif de Barcelone 3% PIB. Mir waren op 0,08% am Joer 2000, mir sinn elo op 0,3% a mir wëllen op 1% am Joer 2010 kommen. Mir packen et wahrscheinlech net. Net well mer net bereet wären déi néideg Suen am Budget bereetzestellen, mä well, wa mer Sue bereetstellen, mer och wëlle wësse firwat mer se ausginn. Dat heescht, wa mer Suen ausginn, da musse mer och wësse wéi mer se verschaffen.

An dobäi kënnt de Problem vum Wuesse vum PIB. Wa mer nämlech kucken zwëschen 2000 an 2005, do sinn déi Suen, déi mer an d'Recherche publique gestach hunn, vervéierfacht ginn. Am PIB huet dat sech manner an deemselwechte Mooss erëmgespigelt. Wuerfir? Ma well de PIB gewuess ass. Ech gouf eng Kéier vun engem Journalist gefrot: Wat ass déi séierst Method fir op 1% vum PIB ze kommen? Du sot ech: Déi séierst Method ass, dass mer emol Antiwirtschaftsgesetzer stëmmen an eiser Chamber, fir dass de PIB erofgeet. Da si mer ganz séier mat eisen Ausgaben op 1% vum PIB. Ech wëll déi Boutade hei soen, fir dass ee sech net soll moossen op wat par rapport zum PIB ass, mä par rapport zu den absoluten Zuelen…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Entschëllegt, Här Minister, mir setzen och nach d'Recherche privée mat dran, wat Dir net gemaach hutt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- …a mir komme vu méi wäit. Mëttlerweil hunn déi international Statistike festgestallt, dass mir déi gréisste Progressioun hunn. An ech soen et nach eng Kéier, wa mir hei Suen investéieren an d'Recherche, da sinn et jo net eis Suen, da sinn et d'Sue vum Steierzueler. An da si mir och dofir verantwortlech, dass déi Suen uerdentlech investéiert ginn.

Wësst Der, et gëtt Recherche a Recherche. Et gëtt gesot, den de Gaulle hätt eng Kéier gesot - ech hunn d'Zitat ni original erëmfonnt, mä ech zitéieren en dann einfach -: «Des chercheurs qui cherchent, on en trouve. Des chercheurs qui trouvent, on en cherche.» Och dat ass wichteg, dass mer hei kucken eng uerdentlech Recherche ze hunn.

Dobäi soen ech nach, dass wann een eng uerdentlech Recherche wëllt, dass déi Recherche och Fräiheet, Fräiraum brauch. Dofir muss een de Chercheuren och Confiance maachen a soen: Hei, während fënnef Joer kriss de Suen, mir maachen e Contrat de performance an duerno maache mer d'Evaluatioun, mä bis dohinner bass de fräi ze sichen.

Et stéiert mech och net, wann een net ëmmer eppes fënnt wann ee sicht. Wat ech awer net zu Lëtzebuerg gesi wëll, dat ass, dass mer hei géifen eppes sichen, wat anerer am Ausland scho laang fonnt hunn. Ech mengen, dat ass e bësselchen de Punkt, wou mer eben hei mussen zu Lëtzebuerg an nei Domäner vun der Recherche goen, wou mir eben à la pointe du progrès sinn an net op eemol eppes verkafe wat anerer och scho laang entdeckt hunn.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här Minister, dat hutt Der awer gutt fonnt.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Voilà. Majo, vläicht ginn ech an d'Recherche, wann d'Leit mech net méi wëllen. Gutt.

Mir hunn d'OCDE beoptraagt gehat, fir e Rapport ze maachen iwwert d'Forces an d'Faiblesses vun der Recherche zu Lëtzebuerg. Wat seet d'OCDE eis? D'OCDE seet eis: Dir hutt mëttlerweil e komplette Mosaik vu Recherche, duerch d'CRPen, duerch de Fonds national de la Recherche, duerch de Ministère de la Recherche an duerch d'Uni. D'OCDE seet och: Ma Dir hutt gutt Resultater an der Recherche. Ech kënnt der vill ginn, mä ech kucken op meng Auer hei an ech weess, dass de President streng ass. Oh, mer hunn en neie President, deen ass manner streng mat mer.

M. le Président.- Dir sidd nach ëmmer am grénge Beräich.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Okay.

Ech kéint vill Beispiller ginn, wou mer international unerkannt si vun der ESA, vun der Europäescher Kommissioun an esou weider an esou fort.

D'OCDE seet awer och: Lauschtert, bei Iech ass alles vun ënnen erop gewuess, e bësse wéi d'Champignonen an der Wiss. An dat war och net falsch, well Dir hat am Ufank näischt, an du war et och gutt, dass Dir einfach dem Monde de la recherche d'Fräiheet ginn hutt sech ze entwéckelen. Wann Der awer elo dohinnergitt an Dir wëllt esou vill méi Suen erapompelen, dat heescht Dir wëllt elo mat vill Dünger iwwert déi Wiss goen, da gitt net einfach iwwert déi Wiss, dass erëm iwwerall nei Champignonë kommen, mä kuckt, dass mer déi bescht a gréissten an décksten a beschtschmaachend Champignonë kréien a konzentréiert Iech op dat wat ass.

Dat heescht ganz kloer, dass d'Politik, déi bis elo der Recherchewelt vill Fräiraum ginn huet, méi erakomme muss, an dass niewent déi „bottom-up" Philosophie elo eng „top-down" Philosophie komme muss, an dass d'Politik an Zukunft muss Prioritéite fixéieren no deem „top-down" Prinzip.

Wat heescht dat? Dat heescht ganz däitlech, dass mer mussen an der Regierung definéieren, wou d'Prioritéite sinn. Prioritéiten, dat wëllt net soen Detailer. Ech soen nach eng Kéier: Recherche brauch Fräiheet. Dat heescht, mir musse soen, do wëlle mer higoen, an da muss ee soen: „Elo géi dohinner!", an da kritt d'Recherche och Fräiraum fir dohinner ze goen. Et ass net gutt wann d'Ministeren oder d'Deputéierten all Dag géifen do elo an d'Recherche mat wulle goen; dann hätte mer keng ordentlech Recherche.

Mir mussen och d'Definitioun vun der Politik trenne vun der Exekutioun vun der Politik. Wat heescht dat? Dat heescht, d'Ministèrë musse sech besser koordinéieren; an do kommen ech op d'Motioun 6 zréck vun der DP, déi fir mech datselwecht seet wéi dat wat och an der Majoritéitsmotioun drasteet: Mir mussen eis besser koordinéieren. Dat si mer gewëllt an duerfir sot ech, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, d'Octavie Modert an ech, mir hu vill Conciliabulë scho gehat a mir maachen der och nach, well heiansdo kommen natierlech Rivalitéiten; déi ginn iwwregens am OCDE-Bericht ganz gutt beschriwwen. Déi Rivalitéiten, déi et um Terrain gëtt, déi kommen, a mir versichen dat dauernd an de Gréff ze kréien.

Wat elo wichteg wär - an do sinn ech frou, dass praktesch jiddfereen déi Iddi vun der OCDE opgegraff huet -, dat ass, dass mer en Organ hätten, wou mer dat géife maachen. Dat Organ, dat ass dee Comité de haut niveau, wéi en an der Majoritéitsmotioun definéiert ass. An der Motioun 7 vun der DP fanne mer en och erëm. Deen ass inspiréiert bei der OCDE an d'OCDE huet sech inspiréiert bei deem wat a Finnland geschitt ass.

Wat ass a Finnland geschitt? A Finnland ass an den 90er Jore gesot ginn: Mir mussen ewechkomme vun der Forstwirtschaft, ewechkomme vun der Ofhängegkeet vu Russland, wat jo fort war, a mir mussen nei Saache maachen. Dunn ass e Comité geschaf ginn, dee presidéiert gëtt vum Premierminister, deen zwee Vizepresidenten huet - dat eent ass de Wirtschaftsminister an dat anert ass de Schoul- a Fuerschungsminister -, wou Leit vun der Wirtschaft dra sinn, awer Personnalités indépendantes, net nom Verbandsproporz, mä wierklech Personnalités indépendantes vun der Wirtschaft a Personnalités indépendantes vu Recherche a Schoulwelt, an déi definéiere mat der Politik déi dote Philosophie. Dat wëlle mer och zu Lëtzebuerg maachen. Dofir ass dat Beispill vum Comité de Conjoncture komm, wou och zwee Ministeren presidéieren.

Madame Brasseur, ech si jo ganz frou doriwwer, dass Der an Ärer Motioun sot, de Minister vun der Recherche soll dee presidéieren. Ech soe just, mir sinn eis zimlech eens an der Regierung, dass mir deen eigentlech solle kopresidéieren. Ech géif e jo gradesou gär eleng presidéieren, mä ech mengen, wa mer wëllen eng besser Koordinatioun hunn, da soll een net Rivalitéite zwësche Ministere schafen, an net zwësche Ministèrë virun allem, mä da soll ee kucken do zesummenzeschaffen.

Dofir sinn ech ganz flattéiert vun Ärer Motioun, mä ech mengen d'Majoritéitsmotioun léisst der Regierung do e bësse méi Latitude fir dee Gremium ze maachen.

Mä ech si frou, dass jiddfereen heibannen op déi Iddi do zréckgegraff huet.

(Interruption)

Maja, ech hu mer dat gemierkt.

(Interruption)

Voilà.

M. le Président.- Kënnt Der Är Interventiounen a Form vu Froe stellen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Et ass eng Feststellung.

(Interruptions)

Also, elo si mir eis hei eens, da brauche mer net méi vill Froen ze stellen.

Dat ass also d'Definitioun an dat wëlle mer maachen. Dorobber komme mer nach zréck. Wéi gesot, do ass de Wirtschaftsminister mat eis eens, dass mer do eppes Gemeinsames maachen. D'Detailer, déi kucke mer. Also do si mer allen zwee direkt spontan op deen OCDE-Bericht agaangen.

Da musse mer d'Exekutioun maachen. Do muss de Fonds national de la Recherche eng nei Roll kréien. Wann e sech soll méi ëm d'Budgetë këmmeren, ëm déi finanziell Exekutioun, da muss e vläicht aner Missiounen ofginn oder réajustéiert kréien. Et ass an deem Sënn, wou ech déi Motioun 5 vun der DP net wéilt haut unhuelen. Et kann een driwwer diskutéieren. Ech hunn elo net méi vill Zäit fir an den Detail ze goen. Et gi Saachen, déi dofir an déi dergéint schwätzen. Mä vu dass mer déi Missioune vum FNR souwisou mussen iwwerschaffen, wa mer wëllen der OCDE Rechnung droen, da sollt ee vläicht fir d'éischt déi ganz Reflexioun maachen an duerno dorobber zréckkommen. Also et ass net, dass ech vu vireran déi Iddi wéilt ewechgeheien, mä et soll een dat awer vläicht kucken. Si ass mer elo e bësse verfréit, well ech mengen, dass een dee ganzen FNR eng Kéier ausdiskutéiere soll an den FNR mécht sech selwer och Gedanken doriwwer.

Dann ënnert dem FNR mussen Uni, CRPen a wien och ëmmer kënnen effikass schaffen an dofir ass et wichteg, dass mer engersäits elo emol fir d'éischt Audits stratégiques maachen, fir erauszefannen, wat se gutt a wat se net gutt maachen. Da Contrats de performance maachen an dann eng Évaluation externe.

Ech mengen et ass extrem wichteg, dass mer an Zukunft méi op d'Évaluation externe agi wéi op d'Évaluation antérieure. Dat ass dat wat mer an der europäescher Recherche nämlech och hunn. Do gëtt alles gekuckt. Do muss de all Bongen eraginn, wou s de hei an do waars an d'Resultater, déi d'Recherche bréngt, sinn herno vläicht manner wichteg wéi d'administrativ Gestioun vun der Recherche.

Ech menge wa mer zu Lëtzebuerg wëlle méi wäit goen, da musse mer am Virfeld mat engem Contrat de performance schaffen, soen, du kriss elo esou vill Suen, dat sinn déi Kritäre mat deenen s de herno evaluéiert gëss an da gëss de herno evaluéiert. An deem Sënn ass et natierlech och wichteg, dass mer en „public private partnership" maachen an dass mer Centres de compétence opbauen.

Elo hu mer vill iwwert d'Recherche geschwat. D'Recherche brauch Iddien, d'Recherche brauch Suen, mä d'Recherche brauch virun allem Chercheuren. Där hu mer der net genuch zu Lëtzebuerg. Ech hunn elo en Artikel gelies, ech mengen am „Wort" war en, iwwer e jonke Chercheur, Tom Weidig huet e geheescht, dee gesot huet, dass ee vun de Problemer vun de Chercheuren notamment deen zu Lëtzebuerg wär, dass se wuel géife vill verdéngen, mä wa se da kucke wat ee verdéngt wann een dann an den Enseignement geet an esou weider, dass et dann net ëmmer attraktiv wär.

(Interruption)

An dat ass ee vun de Punkten, deen ass, a mir sinn amgaang am Haus ze schaffen, fir d'Carrière vum Chercheur méi attraktiv ze maachen an och vum Aarbechtsrecht - Dir kënnt Iech virstellen, dass dat mer um Häerz läit - méi ofzesécheren.

Mir hunn zum Beispill elo e Problem; mir hunn net genuch Fraen, déi an der Recherche sinn. Ee vun de Problemer, deen d'Fraen awer hunn, dat ass dee vun de Congés de maternité, déi elo mat de Bourses recherche net geléist sinn. An dann ass et natierlech kloer, dass een da léiwer Prof gëtt am Enseignement, wéi dass ee mat enger Chercheurscarrière weidermécht. Also och Chercheuren hu fir mech en Urecht op ordentlech Aarbechtskonditiounen. An dat si mer amgaangen ze maachen.

Dobäi kënnt och, dass mer eleng net all Lëtzebuerger Chercheur, deen et gëtt, kënnen zu Lëtzebuerg e Laboratoire ginn. D'Definitioun vun deene puer Secteuren, déi mer maachen, déi maache mer, a wann d'Lëtzebuerger Chercheuren an d'Ausland ginn, da si mer frou driwwer, mä net all Lëtzebuerger Chercheur ka kommen a soen: Maach mer e Laboratoire. Mir wëssen och, dass mer net genuch Lëtzebuerger fanne fir déi Recherche, déi mer maache wëllen. Mir brauchen also och auslännesch Chercheuren. Och dofir ass et wichteg, dass mer déi Direktiv esou séier wéi méiglech ëmsetzen, fir och net europäesch Chercheuren ze kréien. Woubäi ech awer ganz däit-

lech dat heite soen, dass ech keen Unhänger si vum „brain drain“. Ech sinn Unhänger vum „brain gain“, an dee musse mer och maachen iwwer eis Lëtzebuerger Schoulen, andeems mer Lëtzebuerger Kanner méi incitéiere fir Recherche ze maachen.

„Brain gain“ ass wichteg; „brain drain“, do sinn ech dergéint. Wa mer zesummeschaffe mat Chercheuren aus anere Länner, da solle mer och am Kapp hunn, dass et net gutt ass just d'Gehir op Lëtzebuerg ze lackelen, an Europa ze lackelen, mä dass mer och Intérêt drun hunn, dass aner Länner sech développéieren; wat erëm eng Kéier dee Projet Uni mat enger Uni aus der Drëtter Welt justifizéiert.

Dann, an deenen dräi leschte Minutten, déi mer bleiwen, iwwert de Site: Et ass e puermol hei gesot ginn, mir waren iwwerrascht den 23. Dezember.

Ech wëll soen, dass ech ni vill driwwer geschwat hunn, mä dass ech gesot hunn, bis Enn Hierscht géif eng Décisioun falen. Enn Hierscht war den 21. Dezember an den 23. Dezember ass eng Décisioun gefall.

Wuerfir war et wichteg eng Décisioun ze huelen? Tout simplement, well d'Uni Perspektive brauch wou se sech kann développéieren. Well ee vun den Haaptpunkten, dass d'Proffen hésitéiert hunn op Lëtzebuerg ze kommen, de Fait war, dass se net genuch Büroen haten, och net woussten, wéi geet dat weider. Et huet een also der Uni missen eng Perspektiv ginn.

Wuerfir e Site unique? Mä tout simplement, well et am Intérêt vun der Uni ass, notamment vun enger Uni, déi kleng ass, dass een «économies d'échelle» huet an dass een eng Mentalitéit schaaft, eng Campusmentalitéit, déi doduerch, dass mer se op Belval setzen, net nëmmen eng Campusmentalitéit vun enger Uni ass, mä mer huele se an eng Stad eran, mir hu Kultur do an esou weider. Och dat ass wichteg.

Ech sinn emol gefrot ginn eng Kéier, och vun enger Journalistin: „Wéi kommt Dir nëmmen drop fir d'Uni op Esch ze setzen? Well Dir wësst jo, Studente si kulturinteressiert, déi wëllen an den Theater goen.“

„Ma lauschtert“, sot ech, „zu Esch hu mer en Theater, zu Esch hu mer e Conservatoire, zu Esch hu mer virun allem eng Kulturfabrik.“ Wann ech mech u meng Uniszäit erënneren, do sinn ech net onbedéngt an déi grouss Theateren op de Boulevardë gaangen zu Paräis, mä ech sinn éischter an esou kleng Theatere gaangen.

Dann ass et natierlech och ganz kloer, soen ech awer nu wierklech, obwuel mir am Titel vun eisem Land stoen hunn, dass mer e grousst Land sinn, nämlech e Grand-Duché, dass mer kleng sinn. Ech muss Iech soen, dass mat allen auslännesche Leit, mat deenen ech geschwat hunn - ech hu mat ville Recteure geschwat, iwwerall wou ech sinn, kucken ech mat de Recteure vun der Uni zesummenzekommen -, dass, wann ech soen: Mir sinn op 18 km vum Stadkär, mer jiddferee seet: Ma, dat ass jo formidabel. Dat ass wéineg wäit ewech. Dofir nach eng Kéier déi Prinzipiendécisioun vum Site unique.

Ech soen och nach eng Kéier, dass ech mech net an eng Diskussion eralackele loossen - dofir sinn ech och hei mat verschiddene Riedner net d'accord -, fir ze soen: D'Stad Lëtzebuerg muss e Stéck vun der Uni kréien. Eis Décisioun a mäin Asaz ass ee fir ze soen: Ech schaffen am Intérêt vun der Universitéit.

Da kommen ech op d'Fakultéit vun Droit, Économie et Finance ze schwätzen. An do ass meng Diskussioun och net: Wat ass gutt fir d'Stad Lëtzebuerg? Oder: Wat ass gutt fir egal wien? Mä ech soen: Wat ass gutt fir d'Universitéit?

Wuerfir huele mer zwou Fakultéiten - an dat gëtt jo haut, do sinn ech awer ganz frou driwwer, iwwerhaapt net méi a Fro gestallt - an de Rektorat op Belval? Ma, well mer déi och an en Ëmfeld kréie vu Recherche. An dat zielt och fir d'Fakultéit vun de Sciences sociales, well mir och den CEPS zum Beispill wëllen dohinner stellen. Dat heescht, do kréie mer also en Ëmfeld vu Recherche.

Een Argument, fir dat mer ëmmer sensibel waren a bleiwen, dat ass dat vun der Proximitéit vun der Bankeplaz a vun den europäeschen Institutiounen. Wann et also am Interessi vun der Uni ass, dass déi Fakultéit op engem Site ass, déi no bei der Banken- a Finanzplaz ass, da mengen ech, hu mer eng aner Diskussioun 2009.

De Problem ass natierlech, dass de Site Lampertsbierg, wou mer elo provisoresch déi Fakultéit hunn, awer wat d'Proximitéit ubelaangt eng ganz Partie Nodeeler huet. Et kann een do net vu Proximitéit esou tel quel schwätzen «en l'état actuel des choses».

Ech wëll awer soen, dass mer ganz frou sinn och bei eis am Ministère iwwert déi Motioun, déi unanime ugeholl gouf vum Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg, déi eben net seet: Se muss an d'Stad Lëtzebuerg kommen! Se muss op de Lampertsbierg kommen! Mä déi seet: Hei, mir kënnen eng Partie Atoutë bréngen, fir dass déi Fakultéit sech an der Stad Lëtzebuerg kann entwéckelen. Mir sinn och bereet iwwer e Site, ouni dass deen elo predestinéiert ass, ze diskutéieren.

Ech mengen, mir waarden elo op d'Stad Lëtzebuerg. Esou wäit ech weess, gi jo do eng Partie Expertisen a Rapportë gemaach. A selbstverständlech ass d'Regierung bereet, fir do ganz objektiv mat der Stad Lëtzebuerg ze diskutéieren.

Wann et Sënn mécht a Sënn bleift fir dräi Fakultéiten op Esch-Belval ze bréngen, dann ass Plaz genuch do op Esch-Belval. Wann et Sënn fir d'Uni mécht, dass Droit, Économie et Finance aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn, besser op engem - awer dann engem uerdentlechen - Site an der Stad Lëtzebuerg sinn, da solle mer eis 2009 eens ginn, dass mer dat do maachen.

An ech sinn och dofir frou, dass mer vläicht haut, wann notamment déi Majoritéitsmotioun kéint ugeholl ginn, aus der Polemik eraus sinn, an dass mer dann deen Dossier wierklech op Grond vun den Argumenter diskutéieren, déi am Interessi vun der Uni sinn.

Dat gesot, hunn ech zwou Minutten iwwerzunn. Ech soen Iech dofir Merci fir Är laang Gedold, well déi, déi heibanne bliwwe sinn - an et si praktesch déiselwecht zënter e puer Stonnen -, déi hu sech net un der Recherche bedeelegt wien dann den 9. Juli Fussballweltmeeschter gëtt. Dobäi soen ech, dass mer dat net brauchen ze recherchéieren, well den 9. Juli owes wësse mer et.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Wéi uganks vun der Sëtzung gesot, stëmme mer mar iwwert d'Motiounen of. Mar kënnt d'Chamber erëm zesummen um hallwer dräi.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.06 heures)

MERCREDI, 21 JUIN 2006 — 43E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Question avec débat N°7 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005

2. 5513 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5328 - Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche au Luxembourg

et

Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg (suite)

(Motions - Votes)

5. 5506 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5564 - Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

(Second vote constitutionnel)

8. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Lucien Lux, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtten ubelaangt hu mer als éischte Punkt op der Dagesuerdnung eng Question avec débat vum honorablen Här Schreiner iwwert d'Eisebunnstripartite. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert eng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zou. Den Här Schreiner huet elo d'Wuert. Här Schreiner.

1. Question avec débat N°7 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 21. Dezember vum leschte Joer hu mer hei an der Chamber Kenntnis geholl vun den Accordë vun der Eisebunnstripartite, déi deen Dag virdru getraff an ënnerschriwwe gi sinn a wou mer och an enger Motioun d'Regierung opgefuerdert hunn esou séier wéi méiglech dës Accorden ëmzesetzen, fir op déi Manéier d'Zukunft vun der CFL-Gesellschaft dauerhaft ofzesécheren an d'Viabilitéit an och d'Kompetitivitéit vun der Entreprise ze assuréieren, wou et jo speziell am Frachtberäich am liberaliséierten Ëmfeld, wou de Konkurrenzdrock ëmmer méi grouss gëtt, ëmmer méi komplizéiert a méi schwéiert gëtt.

An dass just do dringenden Handlungsbedarf besteet, fir déi ugeduechte Reformen duerchzefécieren, gëtt ënnermauert duerch Zuelen, déi de Frachtberäich vun der CFL am Joer 2005 geschriwwen huet. De strukturellen Defizit ass weider geklomme vun 30 Milliounen Euro am Joer 2004 op 35,6 Milliounen Euro am Joer 2005. Den transportéierten Tonnage ass ëm 31,7% erofgaangen an de Chiffre d'affaires ëm 11,4%.

Dat ass natierlech eng Entwécklung, déi dauerhaft net ze halen ass, an duerfir mécht dee Modell, deen d'Tripartite gewielt huet fir am Kader vun enger neier Gesellschaft den Haaptclient, d'Arcelor, ze fidéliséieren, och Sënn, wann en op eng intelligent Manéier a mat deem néidege Fangerspëtzegefill ugepaakt gëtt; virun allem och am Ëmgang mat de Leit, déi deen neie Modell gestalte sollen.

Déi nei Gesellschaft - d'CFL-Cargo - soll laut Tritpartite-Accord am Ufank vum zweete Semester vun dësem Joer operationell sinn. Ech wëll duerfir de Minister froen, ob deen Délai kann agehale ginn, wéi den aktuelle Stand vun der Kreatioun vun där neier Gesellschaft an hire Strukturen ass a wéi den Transfert vun de Leit an déi nei Gesellschaft iwwert d'Bühn geet respektiv goe soll.

An deem Zesummenhang stellt sech dann natierlech och d'Fro vun den eventuelle Répercussiounen op déi nei Frachtgesellschaft am Fall wou d'Arcelor sech an der Zukunft nei orientéiert - an dat schéngt jo tatsächlech och esou oder esou ze kommen.

Den Tripartite-Accord gesäit dann och vir, dass d'Kontrakter tëscht dem Stat an der CFL iwwert de Service public rail/route an och fir d'Gestioun vun der Infrastruktur ab dem 1. September 2006 erneiert ginn. Déi lafe jo den 31. Dezember 2008 aus an eng laangfristeg Verlängerung ass wichteg, fir der Eisebunn déi néideg Planungssécherheet fir d'Zukunft ze ginn.

Ech wollt de Minister froe wéi d'Intentioune vun der Regierung a puncto Verlängerung vun dëse Kontrakter sinn.

D'Regierung huet sech dann och engagéiert, fir verstäerkt an d'Eisebunnsnetz ze investéieren an déi grouss Infrastrukturprojeten, déi scho bekannt sinn, ze realiséieren. Ech denken elo do speziell un

d'Zweegleisegkeet tëschent Péiteng a Lëtzebuerg, wou d'Aarbechten amgaang sinn, un déi nei Gare op Belval wou geschwë verstäerkt Aktivitéiten op de Frichë wäerte stattfannen oder och un de Viaduc op der Polvermillen, dee wichteg ass fir dee Fläschenhals, deen do besteet, ze décongestionnéieren. Vläicht kann eis de Minister soe wéi den Échéancier vun deene verschiddene Projeten do ausgesäit.

D'Ëmsetzung vun der Eisebunnsreform soll jo an engem offene Geescht am Kader vum Sozialdialog geschéien. Dofir ass jo och e Comité de suivi an och e Comité de consultation an d'Liewe geruff ginn. Déi solle vu Vertrieder vun der Direktion, dem Verwaltungsrot respektiv och vun de Sozialpartner zesummegesat sinn an dëse Projet begleeden.

Ech wollt de Minister froe wéi hien d'Aarbechten an deene Comitéen do evaluéiert a wéi hien déi Aarbechten do gesäit.

Zum Schluss kann de Minister eis dann och nach vläicht eppes iwwert den Échéancier vun deenen eenzelnen Texter soen, déi d'Chamber approuvéiere muss, fir och um legislative Plang d'Tripartite-Accorden ëmzesetzen; do hänkt jo nach de Statut hannendrun, de Kaf vun de verschiddene Garen oder och vun dem Arcelorsschinnennetz an esou weider.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Transportminister Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Roland Schreiner huet eng ganz Rei vu wichtege Froen am Zesummenhang mat der Ëmsetzung vun den Tripartite-Accorden, déi mer Enn Dezember d'lescht Joer hei diskutéiert an evaluéiert hunn, gestallt.

Ech wëllt vu virera soen, dass d'Grënnung vun der CFL-Cargo als Häerzstéck vun de Resultater vun deenen Tripartite-Accorden um gudde Wee ass an dass trotz Ajustéierungen, trotz deenen engen oder anere méi oder manner gréissere Péripétien, dee Projet do op enger sécherer Schinn ass.

An et soll keen heibannen un der Determinatioun vun der Regierung fir dee Projet zweifelen, wat en industrielle Projet ass, dee wichteg ass par rapport zu der Situatioun, déi mer haut erliewen. An de Froesteller huet selwer hei däitlech gemaach, wéi am Joer 2005 nach eng Kéier den Defizit vun der Eisebunn am Frachtberäich vun 30 op 35 Milliounen Euro evoluéiert huet, wat d'Noutwendegkeet nach méi grouss mécht, fir effektiv hei an en anert Zäitalter eranzekommen a sech net nëmmen ze preparéieren op d'Liberaliséierung, déi mer net ophale wäerten, mä déi mer awer kënnen esou gestalten, dass mer eng Lëtzebuerger Léisung sichen, mä dass mer och eng Léisung sichen, déi et erlaabt, fir tëschent deenen zwee Partneren - der CFL an der Arcelor - zu gudden Décisiounen ze kommen.

Dass dat net ëmmer eng einfach Ëmsetzung ass, fir zwou Gesellschafte mat hiren eegenen Traditiounen, mat hirem eegenen Know-how, mat hiren eegene Gewunnechten, mateneen ze bestueden, ech mengen, dat wousste mer vu vireran. Wann ee vu virera virun deene Schwieregkeete kapituléiert hätt, da wär een ni an d'Richtung gaangen, fir wierklech de Courage ze huelen an eppes wierklech Neies ze maachen.

Ech wëll versichen op déi eenzel Froen, déi de Kolleeg Schreiner gestallt huet, eng Äntwert ze ginn, an dat an e puer Deeler maachen.

Engersäits sinn et eng Rei vu Froen, déi d'Form betreffe vun der Mise en place vun der CFL-Cargo. Wichteg ass et, mengen ech, hei ze soen, dass déi zukünfteg Direktioun - zesummegesat aus Personal vun CFL a vun Arcelor, mat un der Spëtzt och dem zukünftegen Direkter, dem Här Fernand Rippinger, vun der Arcelor - amgaangen ass säit dem Ufank vun dësem Joer ze schaffen an dass och e Comité de pilotage am Januar 2006 agesat ginn ass mat a priori den zukünftege Membere vun dem Conseil d'administration vun där ze schafender Gesellschaft.

Gläichzäiteg hu mer e Comité de consultation, deen e bëssen d'Fonctioun huet vun deem zukünftege Comité mixte, wou och déi véier Gewerkschaften, also engersäits déi zwou traditionell Eisebunnergewerkschaften, de Verband an de Syprolux an op där anerer Säit déi zwou traditionell Arcelorsgewerkschaften OGB-L an LCGB mat dra vertruede sinn. All déi Leit do, eng honnert vun Delegéierten aus all deene Beräicher, haten den 2. Juni - viru kuerzem also - zu Mondorf e ganzen Dag eng Aarbechtsréunioun, wou se all eenzel Facettë vun der Problematik duerchgeholl hunn.

Ech wëll soen, dass och eng Décisioun gefall ass iwwert de Sëtz vun der zukünfteger Gesellschaft CFL-Cargo. Si wäert hire Sëtz zu Esch hunn an der Enceinte vun der aktueller Gare an d'Aarbechten heifir sinn och amgaange gemaach ze ginn.

De Conseil d'administration vun där CFL-Cargo-Gesellschaft wäert sech zesummesetzen aus zwielef Memberen; dovunner fënnef vun der CFL, véier vun der Arcelor, dräi vun de Gewerkschaften, dovunner zwee aus dem CFL-Beräich an een aus dem Arcelor-Beräich, plus en Observateur aus dem Beräich vun de Syndikater vun der Arcelor. D'Présidence vun deem Conseil d'administration wäert och vun der CFL assuréiert ginn.

Wat de Fong ubelaangt ass et, mengen ech, wichteg ze soen, dass de Pacte d'actionnaires, dee jo ënnerschriwwe ginn ass am Mäerz 2006, mat de jeeweilege Statuten ënner Dach und Fach ass, dass den Dossier de notification bei der Kommissioun dëse Mount agereecht gëtt, fir also do och evaluéiert an analyséiert ze ginn - mir hoffe bis Enn September eng Äntwert vun der Kommissioun ze hunn -, dass och de Compromis fir d'Vente vun der Infrastruktur mat der Arcelor fäerdeg ass an d'Ënnerschréft dovunner imminent ass.

Datselwecht gëllt fir de Compromis fir d'Infrastruktur CFL, deen och amgaangen ass fäerdeg gestallt ze ginn. D'Demande vun der Licence ferroviaire fir déi nei Gesellschaft wäert am Juli am Ministère des Transports déposéiert ginn, fir do och analyséiert ze gi mat enger Äntwert an enger Décisioun fir de Mount September. D'Redaktioun vun de Kontrakter zwëschent der CFL an der CFL-Cargo wäert Mëtt Juli finaliséiert sinn, fir dann eng Konstituéierung kënne virzehuelen.

Mir hunn och an enger Rei vu Beräicher geschafft, déi am CFL-Tripartite-Accord wichteg sinn, zum Beispill deen, fir eng Grille tarifaire auszeschaffe fir déi kleng Clienten. Et ass e grousse Souci, dass d'Gesellschaft net nëmmen eng Arcelorsgesellschaft soll sinn an net nëmme fir d'Fracht vun der Arcelor do ass, mä och sech ëm all déi aner Clienten, déi bestoend, a wa méiglech och zukünfteg Clientë soll bekëmmeren.

D'Reorganisatioun vun den Triagë vu Beetebuerg a vu Belval wäert dem Ministère vum Transport de 6. Juli elo virgestallt ginn, fir dann och evaluéiert ze ginn. An ech mengen, dass dat also wichteg Froe sinn, déi am Moment amgaange si beäntwert ze ginn an déi fir d'Realiséierung vum Projet ganz wichteg wäerte sinn.

Ech wëll mech net vill aloossen op déi Fro, wat fir eng Awierkungen an Aflëss déi aktuell Diskussiounen um Niveau vun der Arcelor, sief et a Bezuch SeverStal oder Mittal, op d'Realiséierung vum Projet kënnen hunn. Perséinlech mengen ech, dass déi Inzidenzen net grouss wäerte sinn. Net nëmmen ass déi Schafung en Acquis vun deem, wat all aneren, dee muer als Partner an d'Gesellschaft Arcelor mat erakënnt, och wäert honoréieren a respektéieren, mä ech géif souguer mengen, dass et éischter positiv Inzidenze wäerte sinn, well virun allem den Apport vun neie Clienten am Beräich vum «Long haul» et erlabe wäert, dass mer en neie Perimeter vläicht kënne schafen, dass nei Méiglechkeete sech wäerten erginn, mat neie Gesellschaften, déi mer an deem Beräich kënnten opstellen.

Wat de Volet ubelaangt vun de legislativen Texter, esou ass et jo esou, dass mer eis muer an der Kommissioun vum Transport wäerten ënnerhalen iwwert den Avis vum Conseil d'État zum Projet vun dem éischte Paquet ferroviaire, dee mer gëschter kritt hunn. Ech mengen, dass mer eis an d'Lag wäerte versetzen, fir an der leschter Woch vun der Chamber am Juli kënnen dee Projet dann och ze stëmmen an domadder déi wichtegst Fro vun der Transpositioun vum éischte Paquet ferroviaire ze respektéieren an endlech deen dann och ëmzesetzen.

De Projet de modification vum Statut vun den Agente vun der CFL huet d'Regierung am Januar déposéiert. E läit also beim Conseil d'État. Ech hoffen och do, dass mer den Avis schnell am Hierscht kënne kréien, fir dee Projet dann hei och kënnen ze stëmmen.

An Dir wësst, dass de Projet de loi, deen d'Acquisitioun mécht vun den Infrastrukturen, souwuel um Niveau vun der Arcelor wéi um Niveau vun de fënnef Garë bei der CFL, an engem Montant vun insgesamt 132 Milliounen Euro, dass dee virun dräi Wochen déposéiert ginn ass, a mir also och am Hierscht dann dee Projet hei diskutéieren a verabschiede kënnen.

Dorunner hänkt natierlech eng vun de Froe vun der definitiver Konstituéierung vun der Gesellschaft. Ech mengen, dass den Apport financier natierlech elementar ass, fir dat kënnen ze maachen, wa mer dat Gesetz an domadder och d'Autorisatioun un d'Regierung ginn, fir déi Transaktioun virzehuelen, déi natierlech net konnt einfach aus de Schong eraus geholl ginn, mä déi wierklech och verlaangt huet, dass een eng seriö Evaluéierung mécht vun den Infrastrukturen, vun hirem Wäert. Ech mengen, dat ass mat engem grousse Souci a mat engem grousse Soin och an deene leschte Woche gemaach ginn. Plus dann den Avis vun der Commission de l'infrastructure ferroviaire, dee mer Enn Mee kritt hunn, an d'Finaliséierung an der Regierung an den Dépôt, esou dass mer dat schnell da kënnen ëmsetzen an datt ech mengen, datt déi offiziell Konstituéierung un där do Deadline hänkt. Ech hoffen, dass déi dann och schnell kann iwwert d'Bühn goen.

Et hänkt dann och nach d'Fro drun, dass mer eis am Tripartite-Accord virgeholl hunn, fir d'Activité voyageur am Zesummenhang mam drëtte Paquet ferroviaire fréizäiteg virzehuelen, fir ze diskutéieren a wat fir eng Richtung, dass d'Ëmsetzung vun deem Projet, dee jo fir Lëtzebuerg och nach mat enger zousätzlecher Iwwergangszäit vun zwee Joer behaft ass, ka virgeholl ginn.

A richteg huet de Froesteller gesot, dass mer Enn des Joers jo och ufänken d'Erneierung an d'Verhandlung vun de Contrats engersäits de service public an anerersäits de Contrats de gestion ze maachen. Dat gëtt besonnesch wichteg am Zesummenhang mam Accord iwwert d'Direktiv „Obligations de service public", déi jo am Conseil vun den Transportministeren d'lescht Woch virgeholl ginn ass, a wou et wichteg ass, dass mer nach ënnert deenen ale Bestëmmungen zu där Erneierung kommen.

Ech mengen, an der Direktiv gëtt do och respektéiert, wat e grousse Souci vu Lëtzebuerg war, dass nom Prinzip „pacta sunt servanda" och déi bestoend Accordë respektéiert musse ginn. Esou dass mer all Intérêt hunn, fir déi Fro esou schnell wéi méiglech virzehuelen.

Ech wëll ofschléissend ganz schnell soen, dass, wat déi eenzel Projeten ubelaangt - et waren där Froe vill, Här President, fir ze beäntwerten -, ech mengen, wat d'Investitiounsprojeten ubelaangt, net vill Neies ze soen ass par rapport zu der Diskussioun, déi mer hei schonn haten.

Wichteg ass, dass mer, souwuel wat d'Ëmsetzung vun deene gestëmmtene Projetë wéi och d'Fäerdegstelle vun den APDen an de Projet-de-loien ugeet, wierklech mat engem ganz schnellen Tempo versiche virunzekommen, fir déi Projeten heihinner ze kréien an esou schnell wéi méiglech dann och an d'Realiséierung kënnen ze goen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Jo, Här Schreiner?

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Här President, ech wollt nach eng Zousazfro stellen.

M. le Président.- Jo, prinzipiell kënnt Dir eng stellen. Dir hutt awer allen zwee, sougutt Dir wéi den Här Minister, scho längst Är Zäit iwwerschratt.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Neen, ech hu meng Zäit net iwwerschratt, ech hunn nach e puer Sekonnen.

M. le Président.- Da maacht et kuerz.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Jo. Ech mengen, mer hunn elo déi lescht Deeg matkritt, dass de wesentleche Punkt vun den Tripartite-Accordë jo vill diskutéiert ginn ass, an dass d'Upassung vun den Aarbechtsbedingunge sech relativ schwiereg uléisst, an dass d'Virschléi, déi d'CFL-Direktioun op den Dësch geluecht huet, net onbedéngt dem Geescht vum Tripartite-Accord entspriechen, virun allem, wat d'Auswierkungen op d'Sécherheet am Betrib an och op d'Gesondheet vun de Leit, déi am Secteur schaffen, ugeet.

Ech wollt de Minister froen, ob hien dës Aschätzung kann deelen, a wéi hie gedenkt ze intervenéieren, fir dass jidderee sech un déi Ofmaachungen hält, a fir dass déi ganz Reform net schonn dérapéiert, ier se ugefaangen huet. Ech mengen, et ass wichteg, dass déi ganz Ëmsetzung réusséiert. Dat ëmsou méi jo och de Stat vill Geld dran investéiert.

M. le Président.- Här Minister.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech mengen, et ass sécherlech heiansdo noutwendeg, d'Partneren drun ze erënneren, wat am Tripartite-Accord drasteet. Dofir war déi Mise au point vu virun e puer Deeg och un déi zwou Säite geriicht.

Allerdéngs an deem prezise Punkt sinn ech ganz formell: Den Esprit vum Accord tripartite gesäit net vir, dass an der Festleeung vun den Aarbechtskonditiounen, deenen neien Aarbechtskonditiounen, mer zréckginn op den Droit commun. A mir hunn eis bei de Salairen orientéiert um Kollektivvertrag vun der Arcelor, an ech mengen, dass bei deenen anere Conditions de travail een och soll déi Orientéierung do fannen.

Mä ech muss awer soen, dass schonn an deene leschten Deeg: de Méindeg, gëschter an haut, zu deene jeeweilege Froen eng Rei vu Sëtzungen tëschent der Direktioun an de Sozialpartner stattfonnt hunn, déi an engem gudde Geescht iwwert d'Bühn gaange sinn.

Ech hoffen also, dass déi Mise au point un déi zwou Säiten dozou gedéngt huet, fir och d'Gewerkschaften drun ze erënneren, dass mer viru musse kommen an dass mer eng Polyvalenz an nei Conditions de travail brauchen, dass dat noutwendeg ass, an ech mengen, dass elo och hoffentlech jidderee verstanen huet, ëm wat et hei geet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, de Projet 5513 iwwert déi europäesch Landschaftskonventioun. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Goerens an den Här…

(Interruptions)

Här Bettel, wat ass Äre Problem?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech hu kee Problem, Här President.

M. le Président.- Ech hu gemengt, Dir hätt Iech zu Wuert gemellt.

(Interruptions)

De Vote iwwert d'Motioune vun der Debatt iwwert d'Héichschoul maache mer no véier Auer. De Minister kann net virdrun hei sinn. Voilà.

Also, d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi bei deem ageschriwwe sinn: den Här Oberweis, den Här Goerens an den Här Gira. Dat ass den honorablen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 5513 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi 5513 handelt et sech ëm d'Approbatioun vun där sou genannter „Florenz-Konventioun"; dat ass d'Convention européenne du paysage. Déi huet als Objet d'Promotioun vun: Éischtens, dem Schutz; zweetens, der Gestioun; drëttens, vum Aménagement vun de Landschaften, a véiertens soll se och eng besser Zesummenaarbecht um europäesche Plang organiséieren, wat d'Landschaft ubelaangt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Am Fong handelt et sech bei dësem Projet ëm eng Ergänzung vum internationale Recht. Dës Konventioun reit sech an aner Konventiounen an, déi mer scho getraff hunn, wat de Landschaftsschutz an och den Ëmweltschutz betrëfft. Zum Beispill reit déi Konventioun sech an, niewent der UNESCO-Konventioun iwwert de Schutz vum Patrimoine mondial, culturel an naturel, an d'Konventioun vum Europarot, d'Convention de Berne, wou et drëm geet iwwert d'Conservation vun der Vie sauvage a vum Milieu naturel, och d'Grenada-Konventioun, wou et ëm den architektonesche Patrimoine vu Lëtzebuerg geet, an d'Konventioun vu La Valletta, wou et ëm de Schutz geet vum archeologesche Patrimoine.

Esou eng Ergänzung ass wichteg, well den Natur- an den Ëmweltschutz ass ëmmer méi e wichtege Sujet hei zu Lëtzebuerg. E gëtt och ëmmer méi eescht geholl.

Prioritéit huet awer oft de Schutz vun den natierleche Ressourcen, well hei och déi Leit, déi sech am Fong manner engagéiere fir den Naturschutz, realiséieren, dass d'Ressourcen erschöpfbar oder endlech sinn, an domadder ëmmer méi e bestëmmende Facteur fir d'Ekonomie ginn; Beispill Waasser an Energie.

Méi schwéier deet sech awer d'Politik mat deenen Deeler vum Ëmweltschutz, déi méi indirekt oder vläicht manner liicht moossbar d'Liewensqualitéit vun de Bierger betreffen. Do kéint am Fong dës europäesch Konventioun iwwert de Landschaftsschutz en neien Impuls ginn.

Wat heescht Landschaftsschutz? Eng Landschaft kann ee schliesslech net schützen, wéi een eng Déierenaart schützt oder eng Planzenaart, déi vum Ausstierwe bedrot ass. Wat ass eng Landschaft? A virun allem: Wat ass eng schéin oder wäertvoll Landschaft oder eng schützenswäert Landschaft?

D'Konventioun probéiert am Fong eng éischte Kéier eng Definitioun vu Landschaft ze ginn an hält gläichzäiteg fest, dass et sech dobäi ëm eppes ganz Subjektives dréint. Erlaabt mer d'Definitioun ze zitéieren, wéi se an der Konventioun steet: «‚Paysage' désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.»

No dëser Definitioun kann eng Landschaft souwuel natierlech, wéi vum Mënsch geschafen Elementer enthalen. Si bezitt sech deemno net nëmmen op de ländleche Raum, mä och op Stied, Dierfer oder industriell genotzte Landstrécher.

Wa Landschaft all Méigleches ka sinn, si mer enger Definitioun am Fong net méi no. Hei miesst am Fong d'Konventioun der Participatioun vum Public eng wesentlech Roll zou. Vu dass et jo indirekt d'Zil vun der Konventioun ass, d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi a verschiddene Regioune liewen, ze erhale respektiv ze verbesseren, ass dat Ganzt logesch. Déi Betraffe solle selwer soen, wat fir si un hirer Regioun typesch ass, wat fir eng Landschaftselementer charakteristesch sinn, an dofir och erhale misste bleiwen.

Wat heescht dat dann och am Fong eng Landschaft schützen? Et heescht op kee Fall, dass alles esou bleiwe soll, wéi et ass. Wann een awer bis doriwwer eens ass, wat de Charakter vun enger Landschaft ausmécht, kann een nei Projeten esou plangen, dass se sech an déi bestoend Landschaft esou afügen, dass se dat typescht Landschaftsbild net stéieren.

D'Konventioun schléisst och net aus, dass eng Landschaft e komplett neie Charakter kritt, well sech d'Regioun grondleeënd verännert. Wann an engem ländleche Raum zum Beispill op eemol manner Bauere sinn, a gläichzäiteg neie Wunnraum an esouguer nei Uertschaften entstinn, muss dat keng negativ Veränneru ng sinn am Sënn vum Landschaftsschutz. Et kënnt virun allem drop un, wéi esou Projete realiséiert ginn an ob een et fäerdeg bréngt en neit Landschaftsbild ze schafen, dat de Leit dat subjektiivt Gefill gëtt an enger Géigend ze wunnen, déi en eegene Charakter huet, mat där se sech kënnen identifizéieren, an an där se gäre liewen.

Obwuel d'Definitioun vun dem Begréff Landschaft bewosst vag gehale gëtt, verflichte sech d'Signatairë vun der Konventioun awer zu enger Rei vu konkrete Mesuren.

Als Éischt verflichte se sech de Konzept vun der Landschaft um juristeschen Niveau unzeerkennen, deen e wichtegen Aspekt vum Liewe vun den Awunner ass an en Deel vun hirer Identitéit duerstellt. D'Signatairë mussen eng Landschaftspolitik entwéckelen, déi de Schutz, d'Gestioun an den Aménagement vun der Landschaft garantéiert. Si mussen de Landschaftsschutz an hir aner Politikberäicher mat abannen, a si musse virun allem d'Prozedure schafen, déi eng Participatioun vum Public erméiglechen.

D'Signatairë waren awer och d'accord fir e puer méi speziell Moossnamen ze huelen. Esou soll an enger éischter Phas eng Aart Bestandsopnahm gemaach ginn. Déi eenzel Landschafte sollen analyséiert ginn, an hir Qualitéite festgehale ginn. Op dëser Basis sollen da Propose gemaach ginn, wéi een dës Qualitéit ka verbessere respektiv erhalen, woubäi all déi betreffend Leit solle kënne matschwätzen. Dorauser ergi sech da Strategien, déi vun der Politik ëmgesat gi mussen.

E ganzt wichtegt Element, wann een d'Bierger wëllt encouragéieren, fir sech un esou engem Décisiounsprozess ze bedeelegen, ass d'Sensibiliséierung vun de Leit fir dëse Sujet. D'Konventioun gesäit dofir och zwou Mesurë vir: D'Sensibiliséierung an d'Formatioun, wat dat betrëfft.

Wat bedeit all dëst fir Lëtzebuerg? D'Konventioun ass virun allem eng Absichtserklärung. Et hänkt dovunner of, wat mir alleguer hei dorauser maachen. E puer Usätz, fir an d'Richtung vun der Konventioun ze goen, si schonn do. E wichtegen Impuls an dësem Sënn gëtt de Programme directeur fir den Aménagement du Territoire vun 2003. Gréngzonen tëschent den Uertschaften, Landschaften, déi net zersiedelt däerfe ginn, a Schutzzonen, déi als Naherholungsgebiet sollen déngen, sinn an dësem Kontext virgesinn.

De Landschaftsschutz ass och ageschriwwen am Gesetz vun 2004 iwwert de Schutz vun der Natur a vun den natierleche Ressourcen.

Verstäerkt a preziséiert wäert de Landschaftsschutz och iwwert deen neie Plan sectoriel „Grands ensembles paysagers et massifs forestiers d'un intérêt particulier" ginn.

Nodeem mer d'Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen hunn, dierft d'Participatioun vum Public am Ëmweltberäich och ëmmer méi eng grouss Roll spillen.

Mir sinn deemno schonn op dem Wee, deen déi europäesch Konventioun eis iwwert de Landschaftsschutz virgëtt. Ech ginn dovunner aus, dass mer op dësem Wee wëlle weidergoen. An deem Sënn ass et och richteg, wa mer d'europäesch Konventioun iwwert de Landschaftsschutz ratifizéieren. Ech géif lech duerfir bieden dësem Projet de loi Är Zoustëmmung ze ginn.

Am Numm vu menger Fraktioun géif ech awer gär ënnersträichen, dass mer ganz um Ufank sti vun engem Prozess, an dass et wichteg wier, dass mer den Impuls, dee vun dëser Konventioun ausgeet, opgräifen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg leider net ëmmer d'Gewunnecht d'Bierger direkt a politesch Décisiounsprozesser mat anzebannen.

D'Prozeduren, déi esou eng Participatioun erméiglechen, si ganz begrenzt. Et ass och net ëmmer einfach fir den Duerchschnëttsbierger un déi Informatiounen ze kommen, déi e bräicht fir op eng sënnvoll Manéier kënne matzedécidéieren. Dat féiert dozou, dass déi meeschte Leit scho guer net d'Gewunnecht unhuele sech ze engagéieren, a wann dach, gi se net ëmmer wierklech encouragéiert.

Mir brauchen also eng duebel Form vu Sensibiliséierung: Méi Opmierksamkeet fir de Sujet Landschaftsschutz selwer, mä och d'Motivatioun vun de Leit fir sech um lokalen Niveau fir hir Regioun anzesetzen.

Op där anerer Säit muss awer och de Stat d'Mëttele fir dës Participatioun zur Verfügung stellen. Relevant Informatioune musse schnell a liicht fir jiddfereen zougänglech sinn.

Wéi schwéier mer eis an dësem Punkt dinn, weisen ënner anerem d'Internetsitë vun deene verschiddene Ministèren. Do sinn der drënner, op deenen ee ganz aktuell a benotzerfrëndlech all wichteg Informatioune fënnt, an anerer si leider hoffnungslos veraalt. Do fënnt ee sech net ëmmer esou liicht zurecht.

Da musse mer awer och iwwer nei Weeër nodenken, wéi een et méiglech mécht vill Leit an eis Décisioune mat anzebannen, ouni dass wichteg Projeten awer komplett blockéiert ginn. Ee Problem besteet jo doranner, dass Leit, déi normalerweis net u politeschen Décisioune bedeelegt sinn, sech just dann engagéieren, wann e staarke perséinlechen Intérêt besteet. Oft steet e geplangtene Projet deem perséinlechen Intérêt am Wee.

Eng öffentlech Debatt iwwert de Landschaftsschutz soll dofir suergen, dass Projeten an enger besserer Qualitéit realiséiert ginn, an dierf net dozou féieren, dass et nach méi schwéier a laangwiereg gëtt, fir zu enger Décisioun ze kommen. D'Participatioun vu verschiddenen Acteure muss um Enn eppes Positives fir d'Allgemengheet bréngen. Se dierf net en zousätzleche Moyen vun de Leit mat Partikularinteressie sinn, fir e Projet ze blockéieren.

Hei zu Lëtzebuerg dauert et - dat wësse mer all - oft Jore bis ee sech grondsätzlech drop gëeenegt huet, fir e grousse Projet an enger bestëmmtener Form ze realiséieren, egal ob mer hei vun engem Tracé vun enger Autobunn oder vum Tram oder vum Site fir e Prestigegebai oder souguer vum Site fir eng Schoul schwätzen. Wann dann endlech eng Décision de principe geholl ass, muss et op eemol ganz schnell goen, an et wëllt dann um politeschen Niveau kee méi eng Biergerinitiativ oder eppes Ähnleches, déi de Projet géing blockéieren.

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. Ech hätt nach e puer Saachen ze soen, mä ech hoffen…

(Interruption)

Ech sinn nach net zréckgepaff ginn.

M. le Président.- Kommt elo esou lues zum Schluss, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Bon, ech hoffen duerfir, dass d'Ratifikatioun vun der europäescher Landschaftskonventioun eis e weideren Ustouss gëtt, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg, souwuel am Sënn vum Landschaftsschutz wéi och an enger méi enker participativer Politik weiderkommen. Meng Fraktioun op alle Fall wëllt an dës Richtung goen, an ech froen lech duerfir hei alleguer ëm d'Zoustëmmung fir dëse Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Éischte Riedner ass den honorablen Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu menger Ried wollt ech dem Rapporteur, dem honorabele Marc Angel Merci soe fir dee flotte schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert d'Konventioun vu Florenz, déi ons Landschafte schütze soll.

Dës Konventioun soll a sech d'Responsabilitéit géigeniwwer engem lerfstéck vun onse fréiere Generatiounen ënnersträichen, well grad si et jo gemaach hunn, dass mir haut iwwer d'Landschafte schwätze kënnen.

Dës Konventioun ass awer och dat éischt völkerrechtlecht Ofkommes, dat et sech zum Zil gesat huet, eis Landschaften als e Ganzt unzegesinn. An deem Zesummenhang gëtt all Joer e Präis verginn, fir déi Aarbechten ze honoréieren, déi sech ganz speziell fir d'Protektioun vun de Landschaften agesat hunn.

Interessanterweis ass de Begréff „Landschaften" déi éischte Kéier benotzt ginn am Joer 1598, an dat am Zesummenhang mat den hollännesche Landschaftsmoler. Wann ee siche geet, da fënnt een dat och nach erëm. D'Landschafte sinn net vun haut a gëschter, mä et ass schonn e bësse méi laang hier.

Eis Landschaften hunn awer, dovunner kann ee sech dobaussen iwwerzeegen, eng ausgeprägten historesch a kulturell Dimensioun. Duerch dës Konventioun gi mir all opgeruff se ze protegéieren an och weider ze entwéckelen. Well awer d'Landschaften an onser Zäit net kënne lassgekoppelt gi vun de wirtschaftlechen Iwwerleeungen, musse mir Suerg droen, dass eng nohalteg Entwécklung tëschent der Wirtschaft an der Ëmwelt besteet.

Grad d'Qualitéit vun de Landschaften an och d'Liewensqualitéit vun de Mënschen, déi hei wunnen a schaffen, dierf net zerstéiert ginn. Jiddereen - mir wësse jo, dass der vill heibannen sinn, déi reesen - gesäit an Europa wéivill flott Landschaften et gëtt. Landschaften, déi als e Patrimoine culturel vun dem eenzelne Land ugesi ginn an domadder och dann e Stéck vun dem europäesche Landschaftspuzzle duerstellen.

A well jo an Europa esou vill vu Regiounen a Landschafte geschwat gëtt, ass et och gutt, dass dës europäesch Konventioun endlech geschriwwe ginn ass.

D'Konventioun huet e puer Objektiver. Ënner anerem gi mir eis selwer eng Base juridique, fir eis Landschaft ze protegéieren a fir se esou an engem gudden Zoustand ze erhalen.

Fir dat ze réusséiere musse mir awer e puer Volete vernetzt ugesinn an net méi nëmmen an enger Dimensioun. Den Aménagement du Territoire, den Urbanissem, d'Kultur, d'Ëmwelt, d'Landwirtschaft, déi sozial Aspekter an d'Wirtschaft selwer mussen zesummegeféiert ginn.

D'Erhale vun de Landschafte kann awer nëmmen dann zu engem Resultat geféiert ginn, wa jidder Eenzelne sech fir dës wichteg Aufgab asetzt. Dat ka geschéien iwwert de Wee vun dem Elterenhaus, der Schoul, de Betriber, de Veräiner an och - ech rappeléieren dat och ëmmer gären hei - iwwert déi nei Universitéit.

E Grupp vu Mënschen an der Gesellschaft huet dat scho laang erkannt, dat sinn eis Wënzer an eis Baueren, déi jo iwwer a mat de Landschaften hiert Brout verdénge mussen.

Iwwert déi verschidde LEADER-Programmen an eise Regioune si schonn eng ganz Rei vu Projeten op d'Schinn gesat ginn an och fir d'Groussregioun mat anzebannen. Eis Landschafte kennen nämlech keng Grenzen. Mir ginn hinne just en aneren Numm, wéi zum Beispill d'Ardennen an der Belsch, d'Éislek bei ons an d'Eifel an Däitschland.

An der Rumm vum IVL ass och an engem sektorielle Plang op d'Erhalung vun eise Landschaften higewise ginn an dat neit Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2005 wëllt dat kloer ënnersträichen, well do sinn Nationalpläng fir de Schutz vun der Natur an de Landschafte virgesinn.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge soll drop higewise ginn, dass an der Konventioun vu Florenz och Bezuch geholl ginn ass op d'Konventioun vun Aarhus; an de Marc Angel ass dorobber schonn agaang.

Do gëtt ervirgestrach, dass d'Matbierger relativ fréi an den Décisiounsprozess agebonne ginn, fir eben hir Landschaften ze erhalen, och wann dat heiansdo net ëmmer esou einfach ass, well d'Contraintë vun der Wirtschaft a Considératioun gezu musse ginn.

Mat dem Unhuele vun der Konventioun gëtt Lëtzebuerg sech e weidert Instrument fir eng kohärent Protektioun vu senge Landschaften ze erméiglechen.

A sécherlech wäerte mir an der Rumm vun deem neien Agrargesetz a vun dem ländlechen Entwécklungsplang och op dës Konventioun agoen.

Mat dem Abrénge vun dem Accord vu menger Fraktioun soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Konventioun bréngen. Mir hëllefen déi mat ratifizéieren, och wann ech net den iwwerschwänglechen Optimismus an d'Euphorie vu mengem Virriedner, dem Här Oberweis, deelen.

Well d'Fro ass natierlech berechtegt: Wat bréngt déi Konventioun hei un Neiem? D'Äntwert ass ganz einfach: Strictement näischt. Wat géing et also bréngen, wa mer se net géinge ratifizéieren? Ma da géife mer eis singulariséieren, dat wier och net gutt. Mä wa mer se also ratifizéieren ouni en iwwerdriwwenen Erwaardungshorizont hei opzemaachen, solle mer eis awer soen, datt keng nei Problemer dobäikommen, mä déi al Problemer sinn och net geléist. An déi al Problemer, déi musse geléist ginn, dat ass: Wéi komme mer aus dem Arbiträr eraus?

An de Rapporteur huet zu Recht gesot, mir hunn et hei mat enger subjektiver Opfaassung ze di vum Begréff „schützenswäert Landschaft" - an dat wäert och nach eng Zäit laang esou bleiwen. Och wann no der Konventioun vu Florenz nach eng aner kënnt an duerno erëm eng aner, mir kënne 36 Konventioune maachen, mä hei am Land hu mer ëmmer nach de Problem vum Arbiträr.

An et ginn zwou Haltungen…

(Interruption)

Jo, et ass esou, well wann ee muss e Choix maachen en absence vu prezise Kritären, dann ass ee forcément an Arbitragen dran. Ech soen dat ganz neutral, well dat effektiv esou ass.

Eng fundamentalistesch Ausleeung vun de Begréffer léisst éischter bei de Leit eng Reaktioun géint den Naturschutz opkommen, wéi mer dat feststellen, wann eng Autorisatioun ze laang op sech waarde léisst, an eng ze vill large bréngt eis och net weider. Mir mussen also kucken, datt mer au fur et à mesure et fäerdeg bréngen, déi Obstaclen ze iwwerwannen.

Wann ech dat soen, wëll ech awer och nach ënnersträichen, datt mer mat der Partizipatioun a mam participativë Landschaftsschutz keng Problemer hunn, mä wann den Noper an den zweeten Noper an den drëtten Noper sech iwwer e Projet geäussert hunn an och nach eventuell e Comité vun enger Initiativ, déi bei engem Projet gegrënnt gëtt, misst zum Schluss awer och nach an net zulescht de Propriétaire selwer, dee befaasst ass mat esou engem Projet, kënne Säint dozou bäi-

droen, well hie misst och kënnen un den Décisiounen, déi hie selwer betreffen, mat partizipéieren.

Vu datt ech elo déi intrinsèque Valeur vun dëser Konventioun a geraffter Form heiriwwer bruecht hunn, mengen ech och, am Sënn vun der Proportionalitéit, meng Ried net muttwëlleg mussen an d'Längt ze zéien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech wäerten déi Gréng dës Konventioun och stëmmen.

Mir sinn awer frou, dass deen neie Begréff vum Paysage elo Nidderschlag fënnt an Texter an ech géing e wierklech net nëmme mat Landschaft iwwersetzen, mä mat Kulturlandschaft. Well wann een den Text kuckt an och kuckt wéi eng Landschafte mer solle schützen, da geet et jo éischter grad ëm déi Landschaften, déi schonn en Impakt vum Mënsch hunn an der Vergaangenheet, et geet souguer drëm eventuell ganz elle Landschaften - wann ech dat esou däerf soen -, mä déi awer ganz kloer eng gewësse Charakteristik fir eng Gesellschaft hunn, ze schützen. An ech mengen, dat ass awer eng Plus-value. An deem Sënn wier et vläicht bal méi ubruecht gewiescht dee Projet hei vum Kulturministère abréngen an och behandelen ze loossen.

Ech wollt an dëser Diskussioun eigentlech just eng Remarque zousätzlech zu menge Virriedner maachen, dat ass, dass mer awer elo missten dat Gesetz, wat déposéiert ass iwwert d'Sites et Monuments, ofklappen, ob et konform ass zu dëser Konventioun.

Mir hunn an der Ëmweltkommissioun festgestallt, dass dat neit Naturschutzgesetz eigentlech konform ass zu deem, wat dës Konventioun wëllt hunn, wat d'Partizipatioun vun de Biergerinnen a Bierger ubelaangt a wat d'Ausweise vun Naturlandschaften ubelaangt.

Mä ech géing en Appel maachen un déi Leit, déi an der Kulturkommissioun sinn. Ech hu mer soe gelooss, dat Gesetz géing am Hierscht op de Leescht geholl ginn. Ech mengen, mir mussen dat ofklappen; besonnesch, wann ech dat aalt Gesetz nach e bëssen an Erënnerung hunn, ass do d'Partizipatioun vun de Bierger a Biergerinnen net schrecklech ausgepräegt, duerfir mengen ech muss ee sech froen, ob een an dat neit Gesetz net dee Volet, awer och nach anerer, aus dëser Konventioun afale léisst.

Fir mech passt eng Diskussioun, déi mer an der Vergaangenheet haten, typesch heiranner. Et ass déi iwwer Meesebuerg. Meesebuerg ass keng Landschaft, déi een aus naturschützerescher Siicht soll schützen. Ech weess net, ob do vill extra Planzen an Déierenaarte virkommen, mä Meesebuerg ass ebe grad d'Resultat vum Zesummekomme vun enger natierlecher Landschaft awer vu Mënschenhand geprägt mat der Kombinatioun vu relativ wäertvolle Gebailechkeeten. Et geet grad dodrëm, an ech mengen, dass mer an der Vergaangenheet, op jidde Fall hat ech dat Gefill, eist Gesetz vun de Sites et Monuments bal exklusiv agesat hunn, fir Monumenter ze schützen a manner fir Siten ze schützen. Deementspriechend musse mer kucken, dass mer dat neit Gesetz och konform zu deem Esprit an zu deem Geescht maachen.

Ech wollt nach vläicht kuerz agoen op déi Remarque vum Charles Goerens iwwert den Arbiträr. Natierlech wäert et och an Zukunft Diskussioune ginn, wat dann elo eng schützenswäert Landschaft oder Kulturlandschaft ass, mä wat awer misst acquis sinn, dat ass, wa mer eis eng Kéier an der Gesellschaft bis gëeenegt hunn, dass eppes dodrënner fält, dann däerf et awer net permanent a Fro gestallt ginn!

Et ass awer dat, wat och an der Vergaangenheet, muss ech ganz éierlech soen, zu Konflikter gefouert huet. Et géing kengem Mënsch afalen den Tram matzen duerch d'Kathedral fueren ze loossen. Mä et ass awer Leit agefall,...

(Interruptions)

...dat muss ech soen, et ass Leit agefall eng Autobunn matzen duerch e Bësch ze bauen, deen zënter 1981 als schützenswäert agestuuft war. An ech mengen, do sinn d'Konflikter hierkomm, an et ass logesch, dass et arbiträr wäert bleiwen, eng Rei Siten, eng Rei Monumenter, eng Rei Kulturlandschaften ze definéieren. Mir mussen awer och eng Kéier esou wäit kommen, dass wann och Naturlandschaften, Naturmonumenter als solch aklasséiert sinn, dann däerf awer och net permanent dru gefréckelt ginn.

Dat gesot, géing ech selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun bréngen. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann den Här Mehlen nach. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi Konventioun kuckt an et kuckt een, zu wat Lëtzebuerg sech doranner engagéiert, da wëll ech déi zwee éischt Punkten eraushuelen, fir kuerz ze zitéieren: «...à reconnaître juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité (...)»

Dat héiert sech an der Theorie alles ganz schéin un, mä wat een an der Praxis draus mécht, dat ass eppes aneschters.

Zweete Punkt: «...à définir et à mettre en oeuvre des politiques du paysage visant la protection, la gestion et l'aménagement des paysages par l'adoption des mesures particulières visées à l'article 6 (...)» Wann een dat eng Kéier duerchdenkt, da fält et jo op - an dat ass jo och hei virdru schonn zum Ausdrock komm -, datt selbstverständlech domat net viséiert ass, d'Landschaften an hiren urspréngleche Zoustand, esou wéi se virun 1.000 Joer vläicht oder 2.000 Joer waren, zréckzeversetzen, mä och d'Kulturlandschaften, esou wéi se geschafe si ginn am Laf vun der Zäit, ze schützen.

A wa mer dann an d'Praxis ginn, an ech mengen, et war dat, wat de Charles Goerens viséiert huet, da gesi mer ganz séier, wou d'Konflikter leien. Ech huelen e puer Reizwierder.

Dat eent, dat heescht Remembrement. Mir haten elo eng Initiativ geholl an der Agrarkommissioun, wou mer gesot hunn, da gi mer emol op den Terrain kucken, fir an der Praxis ze gesinn, wéi dat sech dann do huet mat deene Kontroversen, a wat dann d'Argumenter vun där enger an där anerer Säit sinn, a wéi gutt datt déi Argumenter sinn, a wou de gesonde Mënscheverstand ufänkt a wou d'Ideologie ophält.

Fir d'éischt ass d'Visite an enger Gemeng ofgesot ginn „pour des raisons techniques", an dunn ass se definitiv oder ganz ofgesot ginn och nach an där anerer Gemeng. Ech hu bis haut nach keng Erklärung dozou héieren, mä ech hunn e bëssen d'Gefill - well et ass eng aner Réunioun aberuff ginn, wou mer elo mat der Chambre d'Agriculture sollen iwwert de Problem schwätzen, amplaz datt op der Plaz emol ugekuckt misst ginn, wou dann d'Problemer sinn -, datt tatsächlech gefaart gëtt, fir sech an der Praxis mat där Problematik do auserneen ze setzen. Dat ass op jidde Fall mäi Gefill.

Mir hu verschidde juristesch Instrumenter; dat eent, dat ass d'Gesetz iwwert de Remembrement. Mir hunn eng ganz Panoplie vu gesetzlechen a reglementareschen Dispositiounen iwwert den Naturschutz. Elo kënnt de Landschaftsschutz dobäi. Dat heescht, dat Ganzt gëtt insgesamt nach e bëssel che méi komplizéiert.

Zweet Reizwuert - well ech net ganz vill Zäit hunn -: d'Renaturéierungen, déi jo déi lescht Zäit elo erëm ëmmer méi an d'Gespréich kommen. Ech kommen zréck op meng Introduktioun. Dat ka jo net heeschen, wann een dat do liest, datt een als Referenz den Zoustand vun der Landschaft virun 2.000 Joer hélt. Mir schéngt et, datt verschidde Leit an hirer ideologescher Siichtweis wierklech drop aus sinn, fir dat erëm hierzestellen.

Une voix.- Wéi mengt Der dat?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech hunn de Moien de Radio gelauschtert, do ass een Numm genannt ginn, mä do ass jo awer an der Hierarchie och nach e bësse méi wäit no uewe bis den Direkter vun der Forstverwaltung an da leschten Enns sinn och déi politesch Responsabel do genannt ginn; net nëmmen den Här Kirpach, deen ëmmer vun all Mënsch wéinst där Attitüd do an d'Gespréich geréit.

Tatsaach ass, datt mer net weiderhi kënnen an enger Partie Projeten immobiliséiert sinn, well verschidden Ideologien do openeen treffen a kee bereet ass, eng Décisioun ze huelen, oder op där anerer Säit Leit hir Ideologie einfach wëllen duerchsetzen, souguer deelweis géint de Wëlle vun de Propriétairen oder den Exploitanten.

Dat nëmmen als Beispill fir ze soen, wéi schwiereg a wéi komplex dat Ganzt ass, wäit iwwert de Landschaftsschutz oder den Naturschutz eraus.

Dat Drëtt: D'Landschaft an de Landschaftsschutz hunn och eppes mat Landwirtschaft ze doen, an ech mengen, et muss och drëm goen, fir déi wierklech landwirtschaftlech geprägte Landschaften ze schützen.

De Baueremilieu verlaangt schonn zënter laangem, menger Meenung no och zu Recht, fir eis Kulturlandschaften, do wou Landwirtschaft bedriwwe gëtt, wou eis fruchtbar Biedem sinn, do wou eis Nahrungsmëttel produzéiert ginn, fir déi och ze schützen. Tel quel. Dat sinn och keng Landschaften, wéi se virun 100 oder 200 Joer ausgesinn hunn, do huet eng Evolutioun stattfonnt, mä ech fannen, och dee Beräich misst, wa mer hei scho vu Landschaftsschutz schwätzen, berücksichtegt ginn. Da kann een dat net nëmmen ënnert dem rengen Aspekt vun Naturschutz gesinn, mä da muss een et och ënnert dem ganze facettëräichen Aspekt gesinn, an do gehéiert de Schutz vun de landwirtschaftleche Flächen och drënner.

Dat gesot, wëll ech trotzdeem soen, datt mir dësem Projet eis Zoustëmmung wäerte ginn. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Zum Ofschloss vun der Diskussioun hélt den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux, Stellung. Här Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net nach eng Kéier zréckkommen op all déi Ausféierungen, déi de Rapporteur gemaach huet, deem ech och wëll félicitéiere fir seng Aarbecht, där schréftlecher an där mëndlecher, och an der Kommissioun.

Ech menge schonn, dass mäi Virgänger am Amt, de Kolleeg Charles Goerens, Recht huet, wann hie seet, dass mer eng ganz Rei vun Instrumenter, déi wichteg ware fir d'Ëmsetzung vun dëser Konventioun, an deene leschte Jore scho geschafen hunn.

Dat geet vum Programme directeur vun der Landesplanung eriwwer zu dem neien Naturschutzgesetz, wat eng Rei vun Dispositiounen, och wat de Paysage ubelaangt, schonn enthält, an och juristesch Instrumenter ergëtt, fir dat ze maachen. Dat betréfft virun allem d'Ausaarbechtung vun dem Plan sectoriel iwwert d'„Grands ensembles paysagers", dee mer amgaange sinn ze maachen, an deen a sech dat Instrument ass, wat dëser Konventioun am meeschte wäert nohëllefen, wa mer eis emol eens sinn iwwert déi Flächen, déi hei kënnen ëmgesat ginn, esou dass ech mengen, Instrumenter hu mer.

Mä ech sinn awer och mat all deenen d'accord, déi hei uewe gesot hunn, dass dës Konventioun, besonnesch och an der Tatsaach dem Tatbestand vun der Landschaft an der Kulturlandschaft eng juristesch Basis ze ginn, schonn e Mehrwäert politesch a juristesch ass, dee mer hei kréien.

An der Ëmsetzung herno och, wann ech d'Plan-sectoriellë gesinn an der Diskussioun, déi mer herno ze féieren hunn, tëschent der Kohärenz vun de Plan-sectoriellen, vun de Zones d'activités mat deene vum Transport, mat deene vum Logement an och deene vun den „Grands ensembles paysagers", dann ass esou eng Konventioun sécherlech hëllefräich fir déi juristesch Breetwäit, déi mer der Landschaft an, wéi et richteg gesot ginn ass hei, der Kulturlandschaft ginn an all senge Facetten, och vun historeschen Traditiounen an esou virun, déi do wichteg sinn.

Da kommen ech zréck op dat, wat de Kolleeg Robert Mehlen hei gesot huet, an och zum Deel de Kolleeg Charles Goerens. Ech mengen, dass een déi Diskussioun net ka lassgeléist féieren aus enger theoretescher akademescher Réunioun, déi mer hei maachen, an eis do ergötzen iwwert de Wäert vun de Landschaften, wa mer net schwätzen iwwert dat, wat d'Tatbestänn dobausse sinn.

An all d'Virgänger - an ech mengen heibannen den Alex Bodry souwuel wéi och de Kolleeg Goerens - wäerten e Lidd kënnen dovu sangen, wéi schwéier et an der Realitéit ass, d'Ëmsetzung vun der Fleeg an dem Schutz vun de Landschaften zesumme mat den ekonomeschen, landwirtschaftlechen awer och industrielle Gegebenheeten.

An da schwätze mer iwwert déi Reizwierder, déi hei gesot ginn. Ech wëll awer e puer Remarquen dozou maachen.

Wann dat éischt Stéchwuert dat ass vun de Remembrementen, da soen ech, dass déi Aart a Weis, wéi mer säit e puer Méint iwwert déi Aart a Weis wéi Remembrementen ze maache sinn, diskutéieren tëschent dem Ëmwelt- an dem Landwirtschaftsministère, vu Säite vum Ëmweltministère alles aneschters wéi eng ideologesch Debatt ass. Alles aneschters wéi eng ideologesch Debatt! An alles aneschters och ass, wéi eng Debatt, déi net de Versuch och mécht am Dialog mat alle Concernéierte wierklech och zu Kompromësser am Rahme vum Périmètre viticole ze kommen.

A wann e Règlement grand-ducal, dee soll d'Ausféierung maache vun den Impaktstudien, déi am Rahme vun de Remembremente solle gemaach ginn, säit iwwer zéng Joer net geholl ginn ass, dann huet dat jo och vläicht Grënn, déi domadder ze dinn hunn, dass hei e Blocage stattfënnt, deen awer net en eesäitege Blocage ass op Säite vum Ëmweltministère.

An dofir géing ech mengen, dass et héich Zäit gëtt, dass mer sollte kucken am Rahme vum Périmètre viticole net dofir ze suergen, dass mer e Remembrement maachen, wou een aus engem Nordhang e Südhang mécht, mä wierklech dofir ze suergen, wa mer e Remembrement maachen, dass déi Elementer - esou wéi et am Gesetz enthalen ass - vu Landschaftsschutz a vun Naturschutz och considéréiert ginn; considéréiert ginn, net sech mussen deenen aneren Elementer superposéieren, mä considéréiert ginn. Dat ass alles, wat mer verlaangen, wat an där Diskussioun do noutwendeg ass.

Déiselwecht Diskussioun stellt sech am Zesummenhang mat de Konflikter, déi mer och tëschent der Landwirtschaft an dem Naturschutz hunn.

Ech hunn de Moien, wéi Dir, um hallwer aacht den Interview héiere vum President vun der Centrale paysanne. Ech muss soen, ech hat awer Schwieregkeeten nozevollzéien, wat fir eng Virwërf hei un d'Adress vum Ëmweltministère gemaach gi sinn.

An et ass eng gutt Geleeënheet dovunner ze profitéieren, dass wann hei gesot gëtt, et wär net genuch Dialogbereetschaft um Niveau vum Ëmweltministère, da muss ech awer soen: Wann ech an der Ausaarbechtung vum nationalen Naturschutzplang do déi lescht Méint zréckkucken, wéi vill Tableronden, Réunioune vun Aarbechtsgruppen, wou vu vireran d'Landwirtschaft an alle Gremien an an allen Aarbechtsgruppe matvertruede war, fir iwwert d'Ausriichtung vun der Naturschutzpolitik ze diskutéieren, da froen ech mech awer wierklech wou esou e Virworf kann hierkommen.

An ech géing woen ze behaapten, dass, wann um Niveau vun der Landwirtschaftspolitik d'Elementer an d'Organisatioune vun dem Naturschutz gradesou gutt representéiert wäre wéi ëmgedréint déi vun der Landwirtschaft an dem Naturschutz, da wäre mer schonn e puer Kilometer méi wäit komm. Dofir décemment wëll ech awer hei soen, dass mer dat an engem ganz konstruktive rouegen Dialog maachen, andeem mer jiddferengem nolauschteren an andeem mer jiddferengem seng Argumenter a seng Elementer, déi en an d'Diskussioun erabréngt, wëlle considéréieren.

An dann ass…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorablen Här Mehlen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, sécher.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Minister, wa mer vu Landwirtschaftsschutz schwätzen, an Dir hutt elo iwwert den Dialog mat deenen Organisatioune vun deene Concernéierte geschwat, da muss een an der Praxis allerdéngs feststellen - an do kënnt wahrscheinlech ganz vill Onmut hier -, wa mer d'Agriculture kucken, d'Gebailechkeeten, an d'Betriber kënnen heiansdo net anescht wéi aussiedelen, wou dann awer d'Problematik vum Arbiträr, deen de Kolleeg Goerens ugesprach huet, zu 100% spillt, do hëlleft all Dialog näischt driwwer ewech, wa Leit sech do Fräiheeten eraushuelen, Virschréften ze maachen, déi wäit iwwert dat erausginn, wat mat Landschaftsschutz ze doen huet.

An et gesäit een, datt et do awer och ganz dacks u Kohärenz feelt. Ech wëll Iech d'Fro stellen, wéi Dir dat gesitt, wann een zum Beispill

an Ärer Géigend vun der Autobunn eroffiert, an et gesäit een, dass do matzen an der Landschaft e risegen Immeubel, deen net landwirtschaftlecher Natur ass, genehmegt gëtt, an d'Leit kréie Schwieregkeete gemaach, déi en einfacht landwirtschaftlecht Gebai wëllen dobaussen opriichten. Da braucht Der Iech net ze wonneren, wann esou Reaktioune kommen. An ech froe mech, oder ech froen Iech: Wéi wëllt Der, wann do keng Kohärenz kënnt, Fridden a Berouegung an déi ganz Atmosphär erakréien?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech deele souguer e Stéck vun deem, wat Der sot, dass et noutwendeg ass eng Kohärenz hierzestellen. Mir hunn eng Kommissioun, wou och all Partien dra sinn, déi iwwer landwirtschaftlech Gebaier an hir Ausriichtung sollen décidéieren. Ech mengen, dass dat d'Enceinte ass, fir dat kënnen ze maachen. An ech mengen och, dass déi Virschrëften, déi do diskutéiert a festgehale ginn, ënner alle Parteie sollen agehale ginn.

Ech muss awer soen, dass an der Ëmsetzung vum Artikel 17, iwwert dee mer jo elo säit Wochen a Méint diskutéieren, tëschent dem Landwirtschaftsministère an dem Ëmweltministère an der Tëschenzäit en Accord fonnt ginn ass, an dass all déi Parteien, déi hei involvéiert sinn, sech eens gi sinn driwwer, iwwer eppes.

An ech wëll awer do zwee Beispiller soen: Am Rahme vun dem neien Naturschutzgesetz, wat an dësem Haus 2004 eestëmmeg ugeholl ginn ass, ass deen alen Artikel 17 méi contraignant a méi schaarf ausgeriicht ginn an esou viru wéi e virdru war. En huet méi e penale Charakter kritt wéi e jee virdrun hat. A mir sinn u sech just an der Ëmsetzung, dem Versuch vun der Interpretatioun vun deem, wat de Législateur dann do gemengt huet.

Mä en huet a sech d'Konditioune fir d'Landwirtschaft eestëmmeg verschäerft par rapport zu deem, wat d'Situatioun virdru war. Do ass och eng vun de Schwieregkeeten: Dann do ze kommen an och onideologesch, ouni fundamentalistesch ze sinn, wéi et virdru gesot ginn ass, derfir ze suergen, dass all Acteur - déi Fonctionnairë vun der Forstverwaltung, un déi ee vläicht och heiansdo kann denken, an och déi Acteuren, déi um Terrain sinn, an esou virun - am Artikel 17 datselwecht liest, wéi dat, wat de Législateur dra liest.

An dann hutt Der en anert Beispill gesot. Do muss ech awer soen: och do Renaturéierung. Da kommt mer schwätzen iwwert d'Renaturéierung am Zesummenhang mat de Kompensatiounsmoossname vun der Nordstrooss. Ech stellen awer just fest, dass den Ëmweltminister e Gesetz huet - d'Schafung vun der Nordstrooss -, wou d'Kompensatiounsmoossnamen, déi do…

(Interruption)

…virgesi sinn, am Gesetz mat dra sinn.

Elo kënnt Der vu mir verlaangen, dass ech d'Gesetz net ëmsetzen. Mä d'Renaturéierung vun der Uelzecht ass eppes, wat am Gesetz drasteet. An duerno an engem Règlement grand-ducal sinn dann d'Formen, wéi dat soll geschéien. Och d'Gréisstenuerdnunge sinn do festgehalen.

Dir kënnt also dann net soen, dass elo hei d'Leit Ideologie maachen, wa se e Gesetz, wat hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, an e Règlement grand-ducal, deen op der Basis vun deem Gesetz geholl ginn ass, ëmsetzen. Da musse mer iwwert d'Schwieregkeete vläicht diskutéieren, mä awer décemment net Virwërf maachen, wa mer souwuel am Artikel 17 vum Naturschutzgesetz wéi an de Kompensatioune vun dem Nordstroossegesetz dat maachen, wat de Gesetzgeber vun eis verlaangt huet.

Dofir, mengen ech, ass et awer am Zesummenhang mat dëser Konventioun, déi jo och déi Elementer enthält, wichteg ze soen: Mir brauchen dee Mehrwäert an der Ëmsetzung vun deenen Instrumenter, déi mer eis an deene leschte Jore ginn hunn. Mir brauchen den Dialog.

Mä et ass awer keen Dialog, deen eesäiteg ka sinn, dass all Kéier dann, wann ekonomesch an aner Notze méi wichteg sinn, dass dann den Naturschutz muss zréckgoen. Mä da brauche mer Équatiounen; da brauche mer Équiliberen; da brauche mer Kompromësser. An do wäert ech derfir suergen, dass do den Naturschutz an d'Landschaft an d'Kulturlandschaft, esou wéi d'Konventioun et seet, och hir Plaz fannen, well ech mengen, dass dat an deene leschte Joren oft net de Fall war.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir sinn domat um Enn vun der Debatt. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5328 iwwert de CPOS. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Hetto, d'Madame Brasseur an den Här Adam. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Jos Scheuer. Här Scheuer.

3. 5328 - Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt de schréftleche Rapport zum Projet de loi 5328 virleien. Deen ass scho relativ voluminéis an ech mengen ech ka mäi mëndleche Rapport e bësse méi kuerz halen.

Dat allerwichtegst Element an dësem Projet de loi ass fir mech de Fait, datt iwwert dëst Gesetz d'Relatiounen tëschent dem CPOS, där Daachorganisatioun, déi hire Sëtz am Ministère huet, an de SPOSen, de Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires, déi an den eenzelne Schoulgebaier fonctionnéieren, geregelt ginn.

Déi Services de psychologie et d'orientation scolaires si Servicer, déi et an all staatlechem Secondairesgebai gëtt. Déi Servicer begleeden d'Élèven an hirem schoulesche Parcours: am Secondaire technique, am Secondaire classique. Si informéieren d'Élèven iwwert d'schoulesch Carrière, déi se viru sech hunn. Si berode se opgrond vun de Resultater, déi d'Élèven hunn. Si berode se individuell a si betreien och Problemfäll bei Schoulschwieregkeeten, bei perséinleche Schwieregkeeten, bei psychologesche Schwieregkeeten a bei Integratiounsproblemer.

Am Kader vun allen Etablissementer mussen déi Servicer zesummeschaffe mat enger ganzer Serie vu Schoulpartner: Éischtens mat den Direkteren, deene se ënnerstinn, zweetens mat de Professeren an allen Enseignanten, da mat den Elteren a virun allem och mat den Élèven.

Do derniewent kënnt dann d'Siche vun Informatiounsmaterial. Si kënne Verbindungen hierstellen. Et kënnt dozou, datt Verbindungen hiergestallt gi mussen zur Aarbechtswelt, zur Orientation professionnelle, etc..

Déi SPOSen hunn eng wichteg Missioun a si hu virun allem eng komplex Missioun ze erfëllen. An et ass ganz evident: Fir datt se kënne fonctionnéieren, musse se agebonne ginn an déi staatlech Schoulpolitik. An eben déi Reorganisatioun vum CPOS, vum Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires, soll dat Abanne vun de SPOSen an déi staatlech Schoulpolitik besser maachen.

Am CPOS schaffe Leit, déi dofir ausgebilt sinn. Si si qualifizéiert fir d'SPOSen ze betreien a fir derniewent och déi SPOSe praktesch um nationale Plang ze doubléieren.

De CPOS ass also eng Daachorganisatioun, et ass eng Daachstruktur a mat dësem Gesetz schafe mer d'Gesetz vun 1987 of.

Ech faassen Iech ganz kuerz déi sechs Elementer aus dësem Gesetz zesummen, déi mir als déi wichtegst erschéngen:

Éischtens den Doublement vun de SPOSen. De CPOS kann dat maachen, wat d'SPOSen an den eenzelne Gebaier maachen. E mécht dat um nationale Plang. En informéiert an e betreit. Virun allem betreit en d'Élèven aus deene Schoulen, déi kee SPOS hunn; dat sinn duerchweegs déi international Schoulen. Esou datt och d'Verbindung vun deenen internationale Schoulen zum Lëtzebuerger Schoulsystem iwwert de CPOS garantéiert ass.

Zweet Missioun dann, ganz wichteg a mengen Aen: De CPOS ass zoustänneg fir d'Formatioun vun de Responsabelen an de SPOSen. Déi fonctionnéieren net méi au gré, vun de Wënsch a vun de Virstellunge vun de Leit, déi dann dodra genannt ginn. Neen, et muss harmoniséiert ginn an et muss koordinéiert ginn. Déi Formatiounsprogrammer musse vum CPOS opgestallt ginn. Ech mengen de Schoulsystem gewënnt drun, wann déi Kohärenz hiergestallt gëtt.

Drëtt Missioun dann: De CPOS koordinéiert déi Institutiounen, déi Organisatiounen, déi an der Orientéierung vun den Élèven hin op d'Beruffsliewe concernéiert sinn. D'Orientation professionnelle geschitt a villen Instanzen. Vill Institutioune fille sech beruff. Vill maachen et och mat méi oder wéineger Engagement. De CPOS koordinéiert elo déi Zesummenaarbecht, andeem e se zesummerifft e puer Mol am Joer, ënnert der Présidence vum Direkter vum CPOS. Se treffe sech dann a schaffen a koordinéiere sech.

Véiert Neierung: De CPOS gëtt zum Mediatiounsservice. Dat war am urspréngleche Gesetz net virgesinn. E Mediatiounsservice am Beräich vum Schoulwiese gëtt et net spezifesch. Dëse Mediatiounsservice ass zoustänneg fir de Primaire an en ass zoustänneg fir de Secondaire. An ech mengen och hei hate mer e Konsens an der Kommissioun, opgrond vun deem wat an deene leschte Joren ëmmer méi heefeg am Schoulliewe virkomm ass, nämlech datt Eltere virun en Tribunal gi fir e Recht anzekloen oder fir eppes bestätegt ze kréien, wat se menge wat onrecht gewiescht wär. Dat schaaft onméiglech Situatiounen am schoulesche Liewen. De Mediatiounsservice kann, am Virfeld vun esou gravë Schrëtt viru Geriicht, scho munch Steng aus de Féiss schaafen, respektiv d'Leit dohinner guidéieren, wou se am beschte geholl ef kréien. Do kann ee beim Commentaire des articles nach drop zréckkommen.

Fënneft Charakteristik dann: De CPOS, mat senge Spezialisten, kann dann och psychologesch Therapië maachen an deene Fäll, wou d'Schüler net kënnen oder net wëlle bei de SPOS an hirem Gebai goen, aus verschiddenen, munchmol ganz mënschlechen Ursaachen. Dobäi muss dann och de Secret professionnel vun den Intervenanten aus dem CPOS garantéiert bleiwen.

Sechst wichtegt Element: D'Memberen aus dem Service, déi an den eenzelne Gebaier schaffen, stinn ënner enger duebler Autoritéit, an doriwwer ass vill diskutéiert ginn am Virfeld a schonn zënter laanger Zäit. De Schouldirekter ass de Verwaltungschef iwwert de SPOS. Hien übt d'Autorité administrative aus an den Direkter vum CPOS huet déi fonctionnel Autoritéit iwwert d'Membere vun de SPOSen. Et ass elo ganz wichteg, datt déi zwee Begréffer gekläert ginn um Terrain, an Zesummenaarbecht tëschent CPOS, SPOSen an den Direktiounen. D'Iddi ass, datt de CPOS d'Méiglechkeet kritt fir eng kohärent Linn an d'Orientation scolaire ze kréien; datt déiselwecht Qualitéit vun alle Servicer an alle Gebaier kann ugebuede ginn. Et schéngt mer och selbstverständlech ze sinn, datt den Direkter bei den Nominatioune vum Personal ka säin Avis ofginn.

Dat sinn déi grouss Iddien aus dem Gesetz. E kuerze Commentaire vun den Artikelen, esou wéi se an der Kommissioun diskutéiert gi sinn.

Artikel 1: Am éischten Artikel ginn d'Missioune vum CPOS opgezielt. Et sinn der am ganzen néng. Ënner Punkt 2, eng wichteg Koordinatioun tëschent allen Instanzen, déi sech ëm d'Orientatioun an d'Informatioun vun de Schüler beméien; eng Koordinatiounsmissioun.

Dann den Artikel 3 - ech iwwersprangen den Artikel 2 emol -: Eng national Kommissioun gëtt geschaf mat zéng Memberen, wou all Intervenanten um Niveau vun der Orientation professionnelle vertruede sinn. De President vun där Kommissioun, déi sechs Mol am Joer zesummekënnt, ass den Direkter vum CPOS.

E wichtegt Element oder e puer wichteg Saachen, déi mer diskutéiert hunn, déi een net comme telles an dem Projet de loi erëmfënnt. D'Kommissioun huet ervirgestrach, datt de CPOS eng wichteg Roll spille kann, doduerch datt en déi national Ulafstell ass, praktesch de Foyer oder de Fokus, wou d'Informatiounen iwwert d'schoulescht an ausserschoulescht Ëmfeld zesummelafen.

Wann een all déi Informatiounen zesummendréit, dann huet ee wahrscheinlech d'Méiglechkeet, fir sech en objektiivt Bild iwwert de Lëtzebuerger Schoulsystem ze maachen, iwwert de Périscolaire, iwwert de Parascolaire an iwwert d'sozial Ëmstänn an deenen d'Kanner léiere mussen an an deenen och d'Professere Schoul hale mussen.

An de 60er a 70er Joren ass et dee berühmten Term ginn „Systemberatung" - deen hat wierklech eng ideologesch Connotatioun. Mir loossen dat falen, halen awer zréck, datt ee munch Lacunen aus engem System kann opdecken, wann eng gutt Analys aus der Aarbecht vun de SPOSen a vum CPOS gemaach gëtt.

Dat géif also dat hei heeschen, datt de CPOS e Pendant ass zum SCRIPT op deem Niveau, deen ech beschriwwen hunn. Kompetenze gi jo vermëttelt an engem sozialen Ëmfeld, an enger Ambiance an am Zesummespill vu ville Parteien.

Menger Meenung muss de CPOS esou opgebaut ginn an esou schaffen, datt vun deem CPOS eben Impulser ausginn, déi een zu Gonschte vun eisem Schoulsystem verwende kann.

De CPOS ass a mengen Aen eng Antenn, déi vill vermëttelt, och iwwert d'Suerge vun de jonke Leit am Kader vun hirer Schoul an iwwert de Kader vun där Schoul eraus.

Eng aner Remarque, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass. De CPOS ass net zoustänneg fir d'Primärschoul. D'Kommissioun freet sech wien zoustänneg ass, wann d'Kanner bis zwielef Joer Verhalensstéierungen hunn, wa se eng Therapie brauchen. Och am Primaire ginn et Kanner, déi suicidaire sinn, et gi Kanner mat gravë psychesche Problemer a Schied a munchmol oder ganz oft sinn d'Schoulmeeschteren an d'Léierinnen eleng do, fir de Kanner ze hëllefen.

An zréck dann zum Artikel 2: Hei gëtt d'Mediatioun agefouert vun där ech am Virspan geschwat hunn.

Den Artikel 4 an den Artikel 5 befaasse sech mat dem Personal vum Centre an de verschiddene Carrièren. Et gëtt e Kader geschaf. Et gi vill Méiglechkeete geschaf, fir Leit an de CPOS ze nennen, fir Spezialisten anzestellen, déi net nëmmen eng Analys vun den Ursaache vu Schoulschwieregkeete maache kënnen, mä déi och eng Therapie maache kënnen. Keng medikamentös Therapie, déi ass dem Medeziner virbehalen, mä d'Psychologen, d'Pedagogen, d'Orthophonisten an esou weider kënne bei ville Schwieregkeeten hëllefen. Et ass kloer, d'Kommissioun wëllt dat och net, et soll kee Waasserkapp opgebaut ginn an et ass a bleift der Regierung iwwerlooss, fir de Kader opzefëllen, jee wéi d'Besoinë sech dann erginn.

Den Artikel 6 seet, datt den Direkter aus der Carrière supérieure soll kommen. Et ass och gesot ginn, datt den Direkter wa méiglech e Psycholog sollt sinn an datt hien d'Autorité fonctionnelle dann iwwert d'CPOSen huet.

Am Artikel 7 gëtt gesot wien d'Nominatioun mécht. De Grand-Duc ass zoustänneg fir d'Nominatiounen an der Carrière supérieure ze maachen an de Minister nennt d'Leit an deenen anere Carrièren.

Am Artikel 8 steet, datt d'Personal aus dem CPOS un e Beruffsge-

heimnis gebonnen ass; an dat schéngt mer och e wichtegt Element. Orientatioun a psychologesch Betreiung sinn delikat Missiounen a kënnen net op der Place publique gemaach ginn, si baséieren op géigesäitegem Vertrauen. Dëst Feld ass äussert problematesch fir d'Memberen an de Servicen. Si maache sech grad op dësem Feld, deemno wéi se deen dote Secret professionnel ausleeën, onbeléift bei deenen engen oder bei deenen aneren, de Proffen, den Elteren oder de Schüler. Eng delikat Funktioun, eng delikat Missioun, delikat wäerd et och ginn, fir dee Secret professionnel ze determinéieren.

Am Artikel 9 geet da Rieds vun den Dispositions transitoires an d'Gesetz vum 1. Abrëll 1987 gëtt ofgeschaf.

Et gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, eng gewësse Kontinuitéit bei dësem Gesetz, wat 2004 deponéiert ginn ass. Et sinn e puer Neierunge bäikomm - ech hu se opgezielt -, déi sech am Laf vun der Zäit als noutwendeg erginn hunn. Et ass och e puermol - eng Kéier op jidde Fall, an zwar bei der Autorité fonctionnelle an der Autorité administrative tranchéiert ginn. Och dat war noutwendeg an ech menge mir hunn dat Gesetz am Joer 2006 mat enger grousser Majoritéit an der Kommissioun duerchbruecht.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech soen all deene Kolleegen an och de Leit aus dem Ministère natierlech Merci, déi bei deene Preparatioune matgehollef hunn. E Gesetz an der Kontinuitéit also an d'Ëmännerunge si flexibel abruecht ginn ouni Dissens.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech géing dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun abréngen, net als Rapporteur, mä mat där anerer Kap.

Une voix.- Geet dat dann?

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Wann et net geet, mécht den Här Fayot et. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur Jos Scheuer vun Iechternach.

Als éischt Riednerin ass ageschriwwen, d'Madame Hetto. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wollt ech emol am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Jos Scheuer villmools Merci soe fir säin exzellenten an ausféierleche Rapport. An dësem Gesetzestext mat der Nummer 5328 geet et ëm d'Reorganisatioun vum Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires, kuerz CPOS genannt, deen ee wierklech net verwiesselen dierf mat de Servicer, déi an de Lycéeë fonctionnéieren, de SPOSen, de sou genanntene Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires.

Et ass besonnesch ervirzehiewe wéi vill an deene leschte Jorzéngte geleescht gouf, fir de jonke Leit eng besser psychologesch Betreiung zoukommen ze loossen an hinnen ze hëllefen hir Problemer an der Schoul oder awer och an hirem perséinleche Liewen ze meeschteren. Souguer d'Skeptiker vun deemools hu mëttlerweil missen agesinn, dass d'psychologesch Betreiung vun de Schüler seng Friichten dréit.

Här President, an dësem Gesetzesprojet ginn d'Relatiounen tëschent dem Centre a senge Servicer méi kloer definéiert wéi dëst bis elo de Fall war. An et ass och besonnesch ze begréissen, dass hei endlech déi delikat Fro vun der Zoustännegkeet vun de Servicer an de Schoulen, also de sou genannte SPOSen, gekläert gëtt, déi bis haut wierklech dacks Ursaach vu sëlleche Konfusiounen an och Konflikter war.

Esou gëtt hei e kloren Ënnerscheed tëschent engersäits dem Schouldirekter gemaach, deen iwwert déi sou genannten Autorité administrative vun de Servicer an de Schoule verfügt, well déi jo schliesslech a sengem Schoulgebai ënnerbruecht sinn, an anerersäits dem Direkter vum CPOS, also dem Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires, deem d'Autorité fonctionnelle iwwert dës Servicer zouerkannt gëtt.

Dës Autorité fonctionnelle bedeit, dass de Centre elo den Optrag huet, déi generell Orientéierungsan Informatiounsmoossname vun de Servicer auszeschaffen, d'Methodologie an awer och den Inhalt vun den Aarbechtsprogrammer an der psychologescher Aarbecht ze definéieren.

De CPOS spillt en plus eng wichteg Beroderroll a steet der Ministesch oder dem Minister zur Säit, wann et drëms geet, fir d'Ëmsetzung vun deene verschiddene Moossnamen an de Schoulen ze evaluéieren an ze koordinéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot huet a sengem éischten Avis zu dësem Gesetzestext kloer ze verstoe ginn, dass et erfuerderlech ass, wa jonk Leit, déi sief et psychologesch Hëllef brauchen oder eben um schouleschen Niveau iwwerfuerdert sinn, och baussent hirer Schoul vun enger Struktur kënne profitéieren, déi sech hirer unhëlt.

De Besoin u professioneller Berodung an Orientéierung, esou wéi och u psychologeschen Ënnerstëtzungsmoossname fir déi jonk Leit ass haut méi grouss wéi jee. An dat zu enger Zäit, wou d'Aarbechtslosegkeet - vun där leider vill ze vill dacks ganz Jonker betraff sinn - ëmmer méi zouhëlt. Esou ass et nëmmen ze ënnerstëtzen, dass mat dësem Gesetzestext Brécke gebaut ginn tëschent der Schoul an der Aarbechtswelt, fir esou déi jonk Leit besser orientéieren ze kënnen.

Här President, a mengen Aen ass professionell psychologesch Betreiung fir jonk Leit vu ganz grousser Wichtegkeet. Wann ee bedenkt, dass hautdësdags ëmmer méi Jonker scho ganz fréi opfälleg ginn, wann een och d'Komplexitéit vun hire psychologesche Problemer analyséiert, da gëtt ee sech wierklech bewosst, dass d'Erausfuerderungen un de CPOS a seng Servicer an de Schoulen enorm héich sinn.

Ech wollt op dëser Plaz kuerz op de Rapport vum ORK ze schwätze kommen, dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, deen eis alleguer op d'Zuel vun de Suicidë bei de jonke Leit hei am Land opmierksam gemaach huet. Fir esou ee klengt Land wéi mir eent sinn, wou een dach am Fong geholl no beienee sëtzt an och misst mierken, wann eppes net stëmmt, ass dës Zuel alarmant héich.

Ech froen lech alleguer heibannen: Wéi schlecht muss et engem jonke Mënsch goen, dass hie just am Doud en Auswee gesäit? Wéi vill Angscht muss hien hunn a virun allem wéi wéineg Hoffnung, dass sech eppes fir hien ännert? Gehéiert et net zu eisen Aufgaben alles ze maachen, fir fréi genuch ze erkennen, wann ee jonke Mënsch mat sech an der Welt net eens ass an eventuell drun denkt sengem Liewen een Enn ze maachen.

Ech denken an dësem Kontext awer och un déi vill Kanner a Jugendlech, déi mat hirem Verhalen unecken, déi sech kenger Autoritéit wëllen, kënnen ënnerwerfen an um Enn vun der Schoul verwise ginn. Wat geschitt mat hinnen? Wou gi si opgefaangen? A wat passéiert mat hinnen, wa se nach keng 15 Joer hunn an am Fong geholl nach schoulflichteg sinn? Gëtt et net ze bedenken, dass ganz vill Jonker, déi hir Plaz net méi an eise Schoule fannen, schliesslech an d'Ausland wiesselen?

Dës Froen ënnersträichen a mengen Aen d'Wichtegkeet vun der Aarbecht, déi vum CPOS a senge Servicer an de Schoule geleescht gëtt. Si hunn déi schwéier Tâche fir mat alle Mëttelen ze versichen deene Jugendlechen, déi d'Schlappe verléieren, oder mengen ze verléieren, Halt ze ginn an hinnen de Wee ze weisen, fir sech an eiser Gesellschaft an an eisem Schoulsystem erëmzefannen.

Et erschéngt an dësem Zesummenhang kloer, dass dës schwiereg Aufgab ouni Zesummenaarbecht tëschent engersäits dem CPOS a senge Servicer an op där anerer Säit dem CPOS an dem Schoulpersonal net ze meeschteren ass. Ech géif hei just kuerz op d'Médiation scolaire och an der Schoul ze schwätze kommen.

De Rapporteur huet dem CPOS säi Rôle als Médiateur gutt erkläert. Mä an deem Kontext wollt ech awer och d'Fro opwerfen, ob de Service vun der Mediatioun, dee jo schonn an e puer Lycéeën ugebuede gëtt, fir d'Konflikter an de Klasseraim ze entschäerfen, och vum CPOS evaluéiert gëtt. A gëtt en, wann dës Evaluatioun sollt positiv ausfalen, eventuell op aner Gebaier ausgedehnt? Kéint een do zum Beispill eng Zesummenaarbecht tëschent dem CPOS an dem Schoulpersonal envisagéieren, wou de CPOS vläicht kéint esou an engem Genre Formation continue dem Léierpersonal dës Method méi no bréngen, fir dass déijéineg, déi all Dag mat de Kanner an deene Jonken ze dinn hunn, e Klima kënne schafen, wou et Freed mécht fir dran ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech d'Erausfuerderungen duerch de Kapp goe léisst, déi sech un de CPOS a seng Servicer an der Schoul stellen, da gëtt et engem ganz séier kloer, dass hei vill qualifizéiert Personal gebraucht gëtt. Et ass awer gewosst, dass keen zousätzlecht Personal agestallt gëtt an dass och keng Fiche financière bäikomm ass. Duerfir dränge sech am Fong geholl folgend Froen op: Wie mécht dann elo dës Aktivitéiten? Vu wou kommen déi Leit hier? Iwwer wéi ee Budget gi se bezuelt?

Ech géif mer wënschen, dass d'Regierung dem CPOS déi néideg Mëttelen zur Verfügung stellt, fir kënnen déi Posten ze schafen, déi gebraucht ginn, fir dass e seng Aarbecht ka gewëssenhaft ausféieren.

Wann Der mer erlaabt, Dir Dammen an Dir Hären, da géif ech, éier ech ofschléissen, awer och nach ze bedenke ginn, dass dëst Gesetz zwar vill positiv Aspekter opweist an och fir ganz kloer Kompetenzverdeelunge suergt, mä dass awer och eng ganz Partie Froen am selwechte Kader nach ëmmer keng Äntwert hunn.

Esou kann ee sech zum Beispill froen: Wou kréien d'Kanner mat Dyslexie oder anere schwéiere Léierproblemer gehollef? Wat ass dann elo eis Äntwert op d'Tatsaach, dass vill Jugendlecher an d'Ausland gi fir hir Schoul kënne fäerdeg ze maachen an iwwerhaapt op déi Aart a Weis eng Chance ze hunn, en Ofschlossdiplom ze kréien? Verfügt eist Léierpersonal iwwert déi néideg Sensibilitéit an och Formatioun fir ze mierken, wa Kanner eppes un hirer Séil wéideet?

A wou sinn d'Opfaangplaze fir d'Léierpersonal, dat sengersäits och Ënnerstëtzung brauch fir mat all deene Problemer, mat deenen et dagdeeglech konfrontéiert gëtt, ëmzegoen an domadder eng gesond Astellung zu sengem noble Beruff ze behalen?

Wéi ass et mat de Kanner an der Primärschoul? De CPOS ass net fir d'Primärschoulen zoustänneg. Ech mengen de Rapporteur huet och nach eng Kéier drop higewisen. Mä wéi eng Institutioun, niewent dem Léierpersonal, an de Primärschoule këmmert sech dann ëm déi Kanner, déi scho ganz fréi Problemer, sief dat um schouleschen oder um psychologeschen Niveau, opweisen?

Et muss ee jo bedenken, dass d'Problemer vun deene Jugendlechen net vun haut op mar opdauchen, mä dacks hiren Ursprong schonn am ganz jonken Alter hunn. Domadder wëll ech schléissen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen och den Accord vu menger Fraktioun zum Projet iwwert de CPOS.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur. Dir hutt d'Wuert, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Organisatioun vum Centre de psychologie et d'orientation scolaires ass e Projet de loi, dee sech areit an eng ganz Serie vu Gesetzer. Eent vun deene Gesetzer, dat gestëmmt ginn ass, ass dat iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën, wou d'Lycéeën an d'Lycées techniques méi Kompetenz kruten a wou eng vun de Kompetenzen déi war, dass den Direkter och d'Direction administrative vun de SPOSen, vun de Services de Psychologie et d'Orientation Scolaires, a sengem Gebai krut.

Firwat war dat wichteg? Mä dat war wichteg, well dee Service de psychologie et d'orientation scolaires oft vun de Schoule selwer als e Friemkierper ugesi ginn ass an déi heiansdo net richteg integréiert waren. Si haten en anere Patron, an dat huet a munche Gebaier zu Spannunge geféiert.

Et muss een d'Responsabilitéiten awer kloer definéieren, an dofir huet de Projet de loi iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën a Lycées techniques ebe virgesinn, dass den Direkter soll d'Responsabilité administrative iwwert déi Servicen hei hunn.

Wann ech soen, dëst ass e Stéck vun engem ganze Gefüge vu Gesetzer, esou gehéieren zu deene Gesetzer awer och nach anerer, wéi beispillsweis d'Basisschoulgesetz, wat déposéiert ginn ass, an d'Reform vum Gesetz vun der Primärschoul vun 1912. Dat sinn awer zwee Projeten, déi dës Regierung zréckgezunn huet a gesot huet, si géingen nei Projeten entwéckelen.

Et kritt een duerch d'Press mat, dass d'Schoulgesetz vun 1912 nach zu munchen Ausenanersetzungen tëschent de Koalitiounspartner féiert, wat jo och net erstaunlech ass, well d'CSV huet deen Text, dee vun der viregter Regierung déposéiert ginn ass, jo voll gedroen, an elo soll se net méi mat deem Text d'accord sinn. Et wäert also nach eng ganz Zäit daueren, bis deen Text dann hei op den Instanzewee kënnt a bis mer deen diskutéiert hunn.

Et ass awer och nach en aneren Text, dat ass dee Basisschoulgesetzestext, wou probéiert ginn ass all dat, wat gemeinsam ass fir all Schoulkanner, vum Préscolaire bis hin zum Lycée, an ee Gesetzestext anzebannen, och deen Text ass aus mir onerklärleche Grënn vun der Regierung zréckgezu ginn. Dëst ëmsou méi, dass do och d'Obligation scolaire eropgesat ginn ass.

Wéi ech dunn d'Regierung gefrot hunn, wat se da géing gedenke mat der Obligation scolaire, do ass gesot ginn, do kéim e separate Gesetzesprojet.

D'Madame Delvaux, déi wénkt mat „Jo", mä deen Text, dee louch scho prett do, dee war déposéiert gi virun zwee Joer am Kader vum Basisschoulgesetz. Elo sinn zwee Joer vergaangen a mir hunn nach ëmmer keen neie Projet amplaz.

An deem Projet war och virgesinn, dass eng Mediatioun sollt geschaf gi fir d'Schoul. Well dee Projet zréckgezu ginn ass, war et eng gutt Iddi, mir begréissen, dass d'Iddi vun der Mediatioun elo an de CPOS mat agebonne gëtt.

Et war och e Projet de loi an der Ausaarbechtung, dee war als Avant-projet de loi fäerdeg an der Consultatioun, iwwert d'Formation professionnelle. Och dat ass e wichtege Pfeiler vun onser Schoulstruktur. Och do weess ech net, wou en drun ass.

Wa mer hei iwwert de Projet vum CPOS schwätzen, esou ass dat nëmmen en Deel vun engem Ganzen, an et däerf een et am Fong och net isoléiert gesinn.

A mengen Aen ass et wichteg, dass de CPOS méi Visibilitéit kritt. Et war leider esou, dass en am Laf vun de Joren op eemol zu enger Aart Fourre-tout ginn ass. All Servicen, déi am Laf vun der Zäit op d'Schoul duerkoumen, wann een net richteg wosst, wie sech géing drëm këmmeren, da war et de CPOS. Dat war zum Beispill mat der Restauration scolaire esou, déi hu sech dorëm misse këmmeren. Dat ass jo awer bestëmmt net hir Aufgab ze kucken, dass d'Kanner an der Schoul ze iesse kréien. An esou sinn déi Missiounen am Fong wäit ewechkomm vum Ursprong an déi Leit, déi am CPOS geschafft hunn, haten net méi Zäit sech ëm dat Essentiellt ze këmmeren.

Dëse Projet de loi gëtt hinnen elo d'Méiglechkeet sech ëm dat Essentiellt ze këmmeren, an dat Essentiellt, dat ass eben d'Orientation scolaire an d'Orientation psychologique.

D'Orientation scolaire ass e Problem, dee ganz wäit reechend ass, well ee muss d'Leit, déi Orientation scolaire et professionnelle maachen, vill besser forméieren. Déi meescht vun de Leit, déi an e Lycée schaffe ginn, an e SPOS, déi kenne wuel de Lycée classique, well se selwer duerch dee System gaange sinn, kennen awer de Lycée technique mat senge ville Facetten an deene Beruffsbiller, déi sech doraus erginn, net. Dofir muss och nach méi systematesch wéi bis elo Formation professionnelle vun deene Leit gemaach ginn, déi an de SPOSe schaffen, an dat zesumme mat de Milieux professionnels.

D'OCDE huet och eng Etüd gemaach iwwert d'Orientation professionnelle zu Lëtzebuerg, an do war virgeschloe ginn nach e Gremium ze maachen, dee sech ëm d'Orientation scolaire géing këmmeren. Et war awer gemengt ginn, et wier vill besser et géing een dat huelen, wat een elo huet, nämlech de CPOS, an et géing ee probéieren, do dann déi Servicer an engem Organ ze regruppéieren, an ech mengen, dat ass och de richtege Wee.

Wann ee vum Centre de psychologie et d'orientation scolaires schwätzt, dann ass eng vun de wichtege Missiounen déi, dass e muss eng Hëllef ubidden, dass Therapië kënnen ugebuede ginn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ze vill oft d'Situatioun, dass mer Kanner hunn, déi a Schwieregkeete sinn. Dat gëtt och nach diagnostizéiert, mä dann ass kee spezialiséierten Organissem do, fir eng wierklech Therapie unzebidden. Dat kann e Service de psychologie et d'orientation scolaires net maachen, well dat si jo keng Therapeuten. E Schoulpsycholog ass net Therapeut, c'est un métier! An et kann net jiddfereen egal wou betreit ginn, egal wou suivéiert ginn, an dofir muss een dat op enger Plaz maachen an d'Kanner oder déi Jugendlech dohinner guidéieren, wou se da gehollef kréien.

Eppes wat mer net hunn a wat mer awer batter néideg bräichten - an dat geet wierklech op Joren zréck, mä de Problem, dee gëtt ëmmer

méi grouss -, dat ass, dass mer Kanner hunn, déi en inadequat Verhalen hunn an déi ganz staark psychesch Problemer hunn, déi missten an engem protegéierte Milieu therapéiert ginn. Da musse se awer och nach beschoult ginn, an dat besteet am Moment net. Mir brauchen also eng Struktur an där d'Kanner kënne während enger Zäit, soulaang hir Therapie dauert, ënnerbruecht ginn, wou se awer an der Schoul, wat de Schoulprogramm ubelaangt, näischt verléieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Do ware verschidden Usätz gemaach ginn tëschent dem Ministère de la Santé, dem Ministère de l'Éducation nationale an och mat der Famille zesummen, fir ze kucken esou eng Struktur op d'Been ze setzen. Ech wollt froen, wéi wäit déi Aarbechte sinn, well et ass esou, dass mer net jiddferee kënnen ambulant behandelen. Et si Schüler, déi mussen iwwer eng laang Zäit an enger Institutioun ënnerbruecht ginn, an do brauche mer eng extra Struktur hei zu Lëtzebuerg.

Bei dëser Diskussioun wollt ech och nach soen, dass déi Services de psychologie et d'orientation scolaires keng Wonner kënne wierken. Ganz oft ass gemengt ginn, wann e Schüler Schwieregkeeten hätt, da géing een e bei de SPOS schécken an dee géing iergendwéi eng Solution miracle fannen an da wier de Problem geléist. Esou geet dat awer net, esou kann dat net fonctionnéieren.

Eng Prise en charge ass wuel néideg, mä da geet d'Aarbecht eréischt un, an et kann een net mengen, dass e Psycholog iergendwéi ee wier, deen eng Potion magique hätt, déi ee géing anhuelen, oder en Trick fir besser ze léieren an da wier de Problem geléist. Wann et esou einfach wier, da bräicht ee sech net weider vill ze beméien. Mä dofir ass d'Erwaardungshaltung vis-à-vis vun deene Servicer och heiansdo démesuréiert grouss.

Dat sinn déi puer Bemierkungen, déi ech am Zesummenhang mat dësem Projet wollt maachen. Ech wollt och den Accord vu menger Fraktioun bréngen, mä zum Schluss wollt ech nach eng perséinlech Remarque maachen.

1975 hunn ech an engem SPOS ugefaange mat schaffen. Dat war meng éischt Aarbechtsplaz, an den Här Haupert kuckt, well den Här Haupert war déi Zäit an der Direktioun vun der Schoul. Hie war also mäi Patron. Mir fannen ons elo hei an der Chamber erëm.

Déi Zäit waren déi Services de psychologie et d'orientation scolaires an der Schoul éischter rar. Ech war deen éischte Psycholog, deen am heitegen Escher Lycée technique geschafft huet, an dofir, och wann et iwwer 30 Joer hier ass, muss ech soen, dass d'Problematik a sech net geännert huet, well et kënnt een als jonke Psycholog an e Schoultyp eran, deen een a senger Komplexitéit net kennt. Do gi Schüler ausgebilt a Beruffsbiller, déi een net kennt. All dat muss ee sech erschaffen. All dat muss een duerch Erfahrungswäerter sammelen.

Dat war dee Moment ganz schwiereg, well vun de Schoule selwer net déi positiivst Attitüd vis-à-vis vun de SPOSe bestanen huet. Dat huet Gott sei Dank geännert, mä et schéngt mir awer wichteg ze sinn, dass, wéi dat elo an deene leschte Jore gemaach ginn ass, weiderhi ganz vill Attentioun geluecht gëtt op d'Formatioun vun de Leit, déi an de SPOSe schaffen. De CPOS kritt jo hei och eng Missioun. Hie ka sech dann dorëms nach méi konzentréiert këmmeren, an ech mengen dat ass am Intérêt vun onsem Schoulsystem, mä et ass virun allem am Intérêt vun de Schüler, an dofir wäerte mir dëse Projet och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, no deenen ausféierlechen Uféierungen hei, ënner anerem och vun der Madame Brasseur, déi e flotten Exkurs an den Historique vun de SPOSe gemaach huet, wëll ech mech e bësse kuerz faassen.

Am Rapport vun der Kommissioun gëtt festgehalen, datt de CPOS den, ech zitéieren, «organe responsable directement devant le Ministre de l'Éducation pour la coordination, l'évaluation et la mise en œuvre des actions générales en matière d'orientation arrêtées par le ministre» ass.

Elo hätt ee jo bal d'Gefill, mir hätten ee vun deene Schëllegen un de Mëssstänn, déi mer am Lëtzebuerger Schoulsystem kennen, fonnt. Ech erënneren un Etüde wéi zum Beispill „Analyse des Klassenwiederholens im primaren und postprimaren Bereich" oder - an déi Etüd ass am beandrockendsten - «Étude sur les élèves quittant prématurément nos écoles».

Dat wier sech d'Saach natierlech ze vill einfach gemaach. Ech mengen awer trotzdeem däerfen ze behaapten, datt um Punkt vun der Orientation scolaire an eise Schoulen nach villes ze maachen ass.

Mir begréissen duerfir och, datt am Projet de loi, dee mir haut zum Vote virleien hunn, d'Missioune vum CPOS esou kloer opgezielt sinn. Den Här President a Rapporteur vun der Educatiounskommissioun huet déi jo schonns opgezielt. Ech ziele se duerfir elo net méi alleguerten eenzel op, mä ech profitéiere vun der Geleeënheet, dem honorablen Här Scheuer Merci fir seng gutt Aarbecht ze soen.

Bei de Missioune vum CPOS handelt et sech virun allem ëm Koordinatioun tëschent verschiddene Servicer, Evaluatioun vu Mesuren, Sensibilisatioun an Informatioun, Organisatioun vu Formation continue a Mediatioun. Eng Missioun fält a mengen Aen zimlech aus der Rei: «Le Centre a pour mission d'assurer la prise en charge d'élèves présentant des troubles psychologiques et d'apprentissage.» Am Kapitel 3 vum Rapport «Le CPOS: Historique, Contexte et démarche» steet an deem Kontext: «Le CPOS souhaite offrir un espace non stigmatisé et non prédéfini, un lieu qui se distancie des exigences de la vie scolaire de tous les jours, permettant de thématiser toute la complexité des différents problèmes psychologiques.»

Hei geet de CPOS kloer iwwert de schoulesche Kader eraus. Ech froe mech wierklech, ob de CPOS, vu all seng aner Missiounen, esou eng neutral Plaz ka si wéi se virdru beschriwwe gouf.

Zu Lëtzebuerg ass d'Offer vun Institutiounen, un déi sech Jugendlech mat Problemer kënne wenden, esou beschränkt, datt natierlech och mir frou sinn iwwer all zousätzlech Méiglechkeeten. Trotzdeem froe mir eis, ob et net méi richteg wier fir d'Jugendlech, déi eng therapeutesch Hëllef brauchen, déi net am Zesummenhang mat der Schoul steet - well fir déi Hëllef, déi am Zesummenhang mat der Schoul steet, si jo d'SPOSen zoustänneg, an et ass och ganz richteg wéi d'Madame Brasseur gesot huet, fir eng therapeutesch Hëllef brauch een eng therapeutesch Ausbildung, déi net onbedéngt all Schoulpsycholog huet -, ob fir déi Jugendlech net e Service ausserhalb vun der Schoul misst opgebaut ginn.

Mir wäerten eis als Gréng Partei an Zukunft nach verstäerkt mat der Jugendpsychologie an der Jugendpsychiatrie zu Lëtzebuerg ausernee setzen, well mir der Meenung sinn, datt et hei nach ganz vill un Infrastrukture feelt. Obschonn ech mir et e bësse schwéier gemaach hu mat dësem Projet a mech och beim Vote an der Kommissioun enthalen hat, bréngen ech den Apport vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur a President vun der Kommissioun, den honorablen Här Jos Scheuer, huet ons e ganz ausféierleche Bericht zu dësem Projet de loi gemaach an dofir wëll ech just op zwee Punkten agoen.

Dat eent ass, datt et wichteg ass, datt duerch dëst Gesetz, wat mer elo solle stëmmen, déi eenzel Kompetenzen, d'Limitë wéi wäit deen ee Service an deen anere ka goen, wie wiem eppes ze soen huet, datt déi Donnéeën do, esou wäit wéi mir et kënnen an engem Gesetz festhalen, nei definéiert ginn oder méi prezis definéiert ginn. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach, déi mer an dësem Gesetzesprojet wëllen ervirsträichen.

Deen zweete Volet, op deen ech wëll agoen, ass dee vun der Mediatioun. Mir wëssen, datt et an de Schoulen ëmmer méi Konflikter gëtt. D'Zuel vun den Eltere wiisst, déi eng Saach net verstinn oder sech iergeren - heiansdo mat Recht - iwwert dës oder déi Décisioun, oder dësen oder dee Comportement. Et geet drëm, datt déi d'Méiglechkeet hu vun enger Ulafsstell, wou se dee Problem kënnen debattéieren, wou se och eng Äntwert kréien a wou och versicht gëtt, fir déi Problematik ze schlichten.

Ech géing awer hei soen, wann et scho Mediatioun heescht, da soll et och wéi eng Mediatioun fonctionnéieren. Dat heescht, datt op där enger Säit d'Eltere sinn, op där anerer Säit den Enseignant oder Direkter, an datt de CPOS d'Mediatioun esou mécht, wéi et soss op anere Plazen och geschitt. Dat géing awer bedeiten, datt déi Leit dann natierlech och eng Formatioun als Médiateur géinge kréien. Ech mengen, wa mer et esou uginn, da si mer um richtege Wee.

Ech géing et schlecht gesinn, wann de CPOS dee wier, deen op eng Kéier och d'Äntwerte misst ginn. Do läit menger Meenung no vläicht nach eng kleng Prezisioun, wou d'Madame Ministerin ons kéint soen, wéi si dat an der Praxis virgesäit. Mir schéngt et awer wichteg, datt de CPOS net aus senger Missioun vum Médiateur soll erausgoen.

Dann ass et awer och wichteg, wa mer schonn esou e Service hunn, datt mer dann awer och kucken, wann eng Interventioun geschitt ass, wann eventuell en Traitement psychiatrique oder soss eppes beuerdert ginn ass, wat da schlussendlech d'Resultater si vun deem Traitement. Ech mengen, et kann engem SPOS ganz gutt méiglech sinn, fir zu engem Zäitpunkt X eppes festzestellen, en Traitement ze ordonnéieren, an dann ee Joer oder sechs Méint - oder wéi et dann eben ass - méi spéit nach eng Kéier de Bilan ze zéien, fir ze kucken, ob dat Resultat, wat ee wollt kréien, och erreecht ginn ass.

Dat ass och wichteg fir ons hei an der Chamber, an ech gleewen och fir d'Regierung, fir ze kucken, ob een net muss vläicht aner Weeër goen oder zousätzlech Initiative virgesinn.

Et ass och richteg, fir ze soen, datt dat Ganzt sech areit an eng Situatioun vun onser Schoul, wou ee gesäit, datt et ëmmer méi Jugendlech ginn, déi ufänken net méi an d'Schoul ze goen, wou et Brutalitéite ginn, wou et Verhalensstéierunge ginn, a wou et wichteg ass, datt dat bien entendu an engem SPOS diskutéiert gëtt, mä net nuren do. Et bedeit och, datt Reformen an de Schoule gemaach ginn, an datt mer eventuell och iwwer Éducateuren, déi den Enseignanten zur Säit stinn, vläicht eng etlech Problemer kënne léisen an e bessere Suivi maachen.

Dofir ass et wichteg, Madame Ministerin, datt eng Réforme scolaire duerchgefouert gëtt an am Parlament presentéiert gëtt, fir ons Schoul un déi modern Zäiten, där Jugend an deene Problemer, déi se huet, ze adaptéieren, a fir se méi staark ze maache fir an dem zukünftege Liewen hire Mann oder hir Fra ze stoen.

Da wollt ech awer soen, datt ech den Accord bien entendu vun der ADR-Fraktioun bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo d'Madame Mady Delvaux, Minister zoustänneg fir déi national Erzéiung. Madame Minister.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt selbstverständlech dem Rapporteur Merci soen, mä awer och allen Intervenanten. An ech freeë mech och iwwert dee breede Konsens zu dësem Projet, dee jo och de Mérite huet, dass e vu menger Virgängerin déposéiert ginn ass, déi jo am Fong bal en zweete Rapport nom Här Scheuer gemaach huet.

An ech wëllt just nach derbäisetzen, dass dat éischt Gesetz iwwert d'SPOSen, well jiddfereen hei a sengen Erënnerunge wullt, e Gesetz war, wat de Robert Krieps an de Guy Linster deemools an d'Chamber bruecht hunn, an dass et eigentlech eng grouss Diskussioun war, ob dat iwwerhaapt noutwendeg wär, dass een esou Servicer wéi Psychologen an Orientateuren an der Schoul géif brauchen, an dass mer haut am Joer 2006 awer elo e breede Konsens hunn, wou jiddfereen ënnersträicht, wéi wichteg, dass esou Servicer an der Schoul sinn.

Ech muss soen, dass dat awer eppes ass, wat mech freet. Duerfir wëllt ech dann allgemeng jiddferengem hei mäi breede Merci soen. An ech denken, dass ech am Numm vun der Madame Brasseur ka schwätzen, déi sech jo géif freeën, wa se kënnt dat Gesetz, wat si déposéiert huet hei, haut och esou verdeedegen, oder et ass jo näischt ze verdeedegen, mä eng Kéier résuméieren.

Fir mech ass et zimlech kloer, dass dat Gesetz iwwert de CPOS noutwendeg ginn ass, well am Joer 2004 e Gesetz gestëmmt ginn ass, wou d'SPOSen ënnert d'administrativ Hierarchie gestallt gi si vun den Direkteren. Vun deem Moment u war et néideg, fir dem CPOS - wat virdrun de Chef administratif war vun de Psychologen a vun deene Leit, déi do an der Schoul intervenéiert sinn - seng Missiounen nei ze preziséieren. An ech mengen, dass dat eng Aufgab ass, déi ganz wichteg ass.

Wichteg erschéngt et mer och, wann déi SPOSen ënnert der administrativer Tutelle vum Direkter vum Gebai stinn, dass se ënnert der fonctionneller Autoritéit vum Direkter vum CPOS stinn, well et jo awer wichteg ass, dass mer duerch d'Land an all deene Lycéeën, déi mer hunn, wou et iwwerall e SPOS gëtt, awer eng gewëssen Homogenitéit an der Leeschtung offréieren, dass d'Formation continue gemeinsam gemaach gëtt, an dass et och e Réseau gëtt vu Leit, déi mateneen iwwer hir Froen an iwwer hir Problemer schwätzen.

Doniewent, mengen ech, seet den Numm CPOS eigentlech alles. De CPOS huet zwee grouss Standbeen: Dat eent ass d'Psychologie an dat anert ass d'Orientatioun. An eigentlech sinn iwwert dëst Gesetz déi zwee Standbeen e bësse renforcéiert ginn.

Ech mengen, den Här Adam huet d'Fro opgeworf vun der psychologescher Betreiung, déi do am CPOS kënnt geschéien, ob déi justifiéiert ass. Ech denke jo, well et ëmmer erëm Schüler ginn, déi eigentlech net gären an hirer Schoul an de SPOS ginn, aus verschidden Ursaachen. Vläicht well de SPOS op där falscher Plaz ass, dass se musse laanscht iergendeng Dier goen, wou se keng Loscht hunn. A si wëllen eigentlech net hunn, dass iwwerhaapt iergendeen an der Schoul weess, dass se dohinner ginn. Ech denken, dass et gutt ass, dass mer fir déi Schüler eng Alternativ hunn, wa se net wëllen an hirer Schoul an dee Service goen, dass se kënnen op enger anerer Plaz an dee Service goen.

Ech denken, a mir hu jo och doriwwer schonn diskutéiert mam Direkter vum CPOS, dass et selbstverständlech ass, dass déi Psychologen, déi am CPOS schaffen, wësse wat fir eng Verantwortung, dass se hunn, an dass se déi Responsabilitéit gutt asetzen. Well eng Betreiung à long terme vu Kanner, déi psychologesch Schwieregkeeten hunn - hei geet et jo nëmmen ëm psychologesch Schwieregkeeten -, ass eng grouss Responsabilitéit. An do maachen ech wierklech en Appel un d'Responsabilitéitsgefill vun all de Leit, déi am CPOS schaffen. Ech weess och, dass een dat Vertraue kann a si hunn, an dass se genau wëssen, wou se kënnen intervenéieren a wou net.

Dat zweet Standbeen, dat ass jo dann d'Orientatioun. An do sinn zu deem déposéierten Text Amendementer gemaach ginn, fir déi Zesummenaarbecht zwëschen all deene Leit, déi intervenéieren, wat d'Orientatioun op d'Beruffsliewen ugeet, ze renforcéieren. Duerfir gëtt et e Comité an där Commission nationale, wou de Ministère de Travail, d'Administration de l'Emploi an d'Chambres professionnelles vertruede sinn, dee sech méi oft gesäit, fir dass déi Zesummenaarbecht an der Orientatioun besser fonctionnéiert.

Dann ass et dat Standbee vun der Mediatioun. Dat ass effektiv d'Propositioun fir e Médiateur fir d'Schoul ze nennen. Dee war an engem Projet, dee vun der viregter Regierung déposéiert ginn ass. Mir hu gemengt, et wär gutt, fir dat elo dem CPOS ze ginn; net iergendengem Beamten am Ministère, deen ëmmer e bëssen d'Misstraue vun deenen engen a vun deenen anere suscitéiert. De CPOS kritt also elo déi Missioun fir Médiateur ze si fir de ganzen Enseignement, dat heescht fir de Primaire an de Postprimaire. Selbstverständlech musse virdrun d'Instanzen duerchlaf sinn.

Ech wëllt dann der Madame Hetto hir Fro och beäntwerten iwwert d'Mediatioun. A verschiddene Schoule lafe Projete vu Mediatioun. Dat ass also e Schüler respektiv Elteren oder Proffen, déi sech an der Schoul probéieren e gutt Klima ze maachen a wann do e klenge Sträit ass zwësche Schüler, fir do ze intervenéieren. Dat si Projeten, déi ech ganz ganz wichteg fannen, déi gi jo och oft bei de Schüler notamment mam Service national de la Jeunesse zesumme gemaach an déi solle weiderlafen.

Déi Funktioun, déi de CPOS huet als Médiateur, dat ass, wann Elteren oder Schüler Sträit mat der Institutioun Schoul hunn a se ware beim Direkter a beim Inspekter a si kommen net weider, dass se dann eng Plaz hunn, wou se kënnten higoen. Dat heescht, dat ass also e Konflikt mat der Schoul an net innerhalb vun der Schoul.

An och fir dem Här Henckes seng Fro ze beäntwerten. Ech hat mer u sech virgestallt, dass de CPOS d'Adress ass, wou d'Leit higinn - mir hu jo eng ganz Rei Leit, déi forméiert sinn als Médiateur -, an dass ee sech Fall fir Fall déi Kompetenze siche geet, fir déi méi professionell Médiateuren do dann ze ruffen. Well ech mengen net, dass jiddereen, deen am CPOS schafft als Médiateur ausgebilt ass. Esou war d'Iddi, net onbedéngt een „ganzen" Médiateur, mä Fall fir Fall e Médiateur sichen ze goen.

Da war eng Fro gestallt ginn iwwer wie sech ëm Kanner am Primaire këmmert, déi esou Problemer hunn. Do wëllt ech awer soen, dass mer am Primaire e Service de guidance hunn, wou och Psychologe schaffen, wou ee kann dohinner goen, deen ee ka consultéieren - ech gesinn der Madame Hetto hiert Gesiicht, dat léisst drop hindeiten, dass se skeptesch dozou ass. Ech wëll soen, déi si regional organiséiert, dat ass also ganz ënnerschiddlech an et ass jo och virgesinn am Gesetz vun 1912, dass mer déi Servicer regruppéieren a besser regional organiséieren.

Ech wëll och soen, dass et mir wichteg ass - an dat ass jo och ee vun den Objektiver -, fir dem CPOS Leit ze ginn, zum Beispill Orthophonisten, wat datselwecht ass wéi Logopäden, just aner Spezialitéiten, fir dass se och kënnen déi Aufgab maachen.

An ech sinn och frou, dass de Rapprochement zwëschent deene Servicer am Primaire an am Postprimaire sech mécht, amorcéiert - wann ech dat däerf esou soen -, well déi Kanner, déi vum Primaire an de Postprimaire ginn, dat si jo déiselwecht, déi huelen hir Problemer jo mat. An duerfir ass et wichteg, dass sech déi Zesummenaarbecht zwësche Primaire a Postprimaire, déi mer gären hätten, wat d'Enseignanten ugeet, och fir all déi aner Servicer, verbessert.

D'Madame Brasseur hat gefrot, wéi et wär mat deene verschiddene Projeten „Psychiatrie". Also et ass eng gutt Zesummenaarbecht mat der Jugendpsychiatrie, wou d'Servicer matenee schaffen. Natierlech fannen ech et e bësse beängschtegend, dass mer eigentlech ni mat de Plazen nokommen, well dat ass jo och en Indicateur fir de Bien-être oder de Mal-être vun der Jugend, dass et eigentlech ni duergeet.

Ech sinn elo informéiert ginn iwwer en neie Projet, deen am Hierscht soll ulafen. Ech kann lech awer nach keng Detailer ginn. De Gesondheetsminister huet mer geschriwwen an eis Servicer setze sech elo zesumme mam Centre neuropsychiatrique an, fir dass do ee Projet soll lafe fir jonk Leit, och mat Schoul. Dat heescht, mir probéieren esou vill Plaze wéi méiglech ze schafen. Am Primaire ass d'Famill och amgaang ee Projet mat Internat auszeschaffen, wou mir da géifen d'Schoulleit zur Verfügung stellen. Dat, mengen ech, ginn awer ëmmer ganz kleng Strukturen, well mer eis et net virstelle kënne fir esou grouss Servicer ze maachen.

An ech wëll awer och hei soen: Jiddereen, dee wëlles huet oder deen ee kennt, dee bereet ass, esou e Projet ze initiéieren, dee begleede mir ganz gären. An ech mengen, et wier och wichteg, dass et regional organiséiert wär, well dat ass fir vill Kanner jo awer schwiereg. Et brauch ee sécher Internater an et brauch een och Tagesinternater fir esou Strukturen a mir mussen do nach vill schaffen. Verschidde Saache sinn amgaange sech en place ze setzen, mä leider geet et ni duer.

Ech denken, Här President, dass ech domadder d'Froe beäntwert hätt an da wëllt ech nach eng Kéier villmools Merci soe fir dee Konsens hei an ech wëllt dann dem CPOS - wann dat Gesetz dann elo gestëmmt ass - wënschen, dass hie seng Aarbecht mat vill Courage ugeet, well fir op déi lescht Fro vun der Madame Hetto ze äntwerten: Et ass elo net virgesinn, dass d'Personal do renforcéiert gëtt, dat heescht, et ass en Appel fir «faire mieux avec les mêmes», wann dat méiglech ass. An dofir och all deene Leit am CPOS villmools Merci fir d'vergaangent an d'zukünftegt Engagement.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif proposéieren, dass mer elo géifen iwwergoen…

(Interruption)

Ah jo.

Gëtt d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif proposéieren, dass mer elo géifen iwwergoen an d'Motiounen huelen, déi gëschter am Kader vun der Orientéierungsdebatt iwwert d'Universitéit, d'Innovatioun an d'Fuerschung agereecht goufen.

4. Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche au Luxembourg

Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg (suite)

Et sinn aacht Motiounen am Ganzen. Zum Deel huet d'Regierung jo ewell Stellung geholl zu de Motiounen. Da komme mer zur Motioun 1, déi den Här Adam liicht modifizéiert huet. Här Adam, Dir wollt nach ganz kuerz e Wuert dozou soen.

Motion 1

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Zu der éischter Motioun, déi mer jo scho méi laang dépo-séiert hunn an och duerfir e bësse geännert hunn.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le développement de l'Université du Luxembourg constitue à juste titre une priorité du Gouvernement;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a pris en sa séance du 23 décembre une décision concernant l'implantation des différentes facultés;

- considérant que le Gouvernement a pris sa décision sur base du rapport élaboré par le groupe de travail «site unique Ville de Luxembourg» mis en place et constitué par le recteur de l'Université du Luxembourg et des représentants des Ministères concernés;

- considérant que le Gouvernement a décidé d'implanter les facultés des sciences et des lettres sur le site Belval/Ouest - site déclaré «site à vocation unique»;

- considérant que le Gouvernement propose le déplacement de la faculté de droit de son site actuel Limpertsberg après 2009;

- considérant que le Gouvernement n'a qu'en partie suivi les conclusions du groupe de travail sans fournir les explications détaillées de son choix;

- considérant que si la décision d'implanter les facultés des sciences et des lettres sur le site de la friche Belval/Ouest est à saluer, car suffisamment étayée par le rapport du groupe de travail, il n'en est pas moins vrai que la possibilité d'un déplacement de la faculté de droit n'est ni conforme aux conclusions du groupe de travail ni justifiée par le Gouvernement;

- considérant que le Gouvernement n'a pas associé la Chambre des Députés à sa décision du 23 décembre 2005;

invite le Gouvernement

- à poursuivre l'implantation des facultés des sciences et des lettres sur le site de la friche Belval/Ouest;

- à implanter définitivement la faculté du droit, des finances et de l'économie dans la capitale.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Um Beispill vum Site Walfer, ee Site wou kee Politiker vun deenen ale Parteie gëschter e Wuert driwwer verluer huet, hunn ech gëschter drop higewisen, dass eng onkloer Décisioun zu Onsécherheet a Feelinvestissementer féiere kann.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt d'Uni zu Lëtzebuerg net just eng Spillwiss fir eng Elit soll sinn, mä am Kader vun der Lissabon Strategie an der europäescher Héichschoulpolitik e Stéck vum Wee zu enger Wëssensgesellschaft muss ginn. Ech ginn dovun aus, datt mir mindestens esou vill Studenten zu Belval-Ouest gesi wéi eis Kolleegen aus deenen anere Parteien. Déi Gréng wëlle keng méiglechst grouss Uni, mir wieren eis awer géint eng méiglechst kleng Uni a mir gesinn och net, datt just eng méiglechst kleng Uni eng Garantie fir Qualitéit ass.

Mat eiser Motioun, fir haut schonn „Jo" zu zwee Siten ze soen, géinge mer eng kloer Ausso maachen an d'Uni wéisst, datt si um Plang vun den Infrastrukture géing an déi richteg Richtung investéieren. An engems hätte mer eng Ausso gemaach, datt mer bereet si bildungspolitesch Verantwortung am europäesche Raum ze iwwerhuelen an net op eng minimalistesch Uni géinge bestoen.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen an 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Thiel), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Henri Grethen et Claude Meisch;

M. Aly Jaerling.

Dann déi zweet Motioun vum Här Sunnen iwwert d'Opstellung an de Finanzement vun engem Orientéierungsprogramm fir d'Uni.

Den Här Huss freet dozou nach d'Wuert.

Motion 2

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Jo, nëmme ganz kuerz, Här President.

An zwar hätt ech eng Fro par rapport zum siwenten Tiret ënnen, ech mengen, et ass de siwenten «soulignant le rôle essentiel», ob een do net kéint e klengen Ajout maachen. An zwar steet do «de développer des partenariats stratégiques avec le monde des entreprises pour l'exploitation de la connaissance scientifique et technologique».

Ech sinn der Meenung, datt et wichteg wier fir - grad och hei am Land - deene klengen a mëttleren Entreprisen ze hëllefen, fir och do dobäi kënnen ze partizipéieren, an ob een do net kënnt dobäisetzen «avec le monde des entreprises et notamment les PME, Petites et Moyennes Entreprises, (…)». Kënnt een dat eventuell dobäisetzen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- D'Regierung huet kee Problem mat deem Ajout.

M. le Président.- Da ginn ech dovun aus, dass och den Här Sunnen domat d'accord ass.

(Assentiment)

Gutt.

(Interruptions)

D'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Mir si mat der Ausriichtung vun där Motioun och d'accord. Mir kënnen déi och als DP droen. Allerdéngs ass ee Passage dran, an zwar ass dat de leschten Alinea op der éischter Säit «et rappelant l'accord de coalition», wou dorop Referenz gemaach gëtt. Ech wëll awer betounen, och wa mer déi Motioun stëmmen, dass mer awer domat onsen Accord zum Koalitiounsaccord net wäerte ginn.

(Hilarité et interruptions)

Ech wollt dat awer preziséieren.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg;

- vu la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, prononcée par le Premier Ministre le 2 mai 2006 à la Chambre des Députés, notamment quant à la volonté affichée d'accroître les investissements en recherche;

- considérant le plan quadriennal de l'Université du Luxembourg adopté par le conseil de gouvernance de l'université lors de sa séance du 12 mars 2006;

- prenant note de la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen du 11 mai 2006 «Faire réussir le projet de modernisation pour les universités: formation, recherche et innovation»;

- rappelant le principe établi par la loi du 12 août 2003 selon lequel l'Université du Luxembourg est une université spécialisée alliant recherche et enseignement, de taille réduite et à rayonnement international et qu'elle donne la priorité à la recherche pour en dériver ensuite des enseignements;

- rappelant les principes fondamentaux de l'université, et notamment la mobilité internationale des étudiants, des enseignants et des chercheurs, le caractère multilingue de l'enseignement ainsi que l'accompagnement des étudiants sous forme de tutorat;

- soulignant le rôle essentiel de l'université dans le développement d'une économie fondée sur la connaissance et accentuant dès lors son rôle en tant qu'acteur économique, capable de répondre rapidement à la demande des marchés et capable de développer des partenariats stratégiques avec le monde des entreprises et notamment des PME pour l'exploitation de la connaissance scientifique et technologique;

- insistant sur l'apport essentiel de l'université au développement et à la cohésion de la société luxembourgeoise, et rappelant l'accord de coalition qui prévoit à cet égard: «Parmi les grands axes, le Gouvernement encouragera également la recherche sur l'identité du pays, sur la société luxembourgeoise, les flux migratoires, l'intégration ainsi que sur la langue et le système de langues pratiqué au Luxembourg, ceci pour disposer d'instruments permettant de promouvoir la cohésion sociale.»;

- réaffirmant le rôle clé de l'université pour doter l'économie et la société luxembourgeoise des compétences et de l'expertise nécessaires pour réussir dans un monde de la connaissance globalisée et encourageant ainsi la mise en place de formations de haut niveau répondant aux critères de l'employabilité;

- consciente de la nécessité de garantir la viabilité financière de l'université à long terme et soucieuse de baser le financement de l'université sur les résultats à produire plutôt que sur les moyens utilisés;

invite le Gouvernement

- à élaborer, en prenant dûment en compte le plan quadriennal de

l'Université du Luxembourg, et ce dans les meilleurs délais, le contrat de développement avec l'université, dont l'exécution sera à baser sur des indicateurs de performance diversifiés avec des objectifs clairement définis;

- à mettre à la disposition de l'université le financement nécessaire pour un développement durable basé sur les principes fondateurs de l'université et en cohérence avec l'espace européen de l'enseignement supérieur tout en évitant que ce financement ne soit trop monolithique, risquant de mettre en cause une véritable indépendance universitaire;

- à transposer dans les meilleurs délais la directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat.

(s.) Fred Sunnen, Ben Fayot, Lydia Mutsch, Marcel Oberweis, Lucien Thiel.

M. le Président.- Gutt. Kënne mer iwwert dës Motioun par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

Vote

M. le Président.- Wien ass domat d'accord?

Voilà, ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl, Här Sunnen.

Motion 3

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, mir hunn do e klenge Problem, wat awer eventuell e Verständnis- oder e Formuléierungsproblem ass, ënnert dem «invite», de sechsten Tiret. Bei esou Saache wéi deenen dote geet et a mengen Aen awer ëm ganz prezis Definitioune vun deem, wat een domadder wëllt soen.

Wann d'Chamber hei d'Regierung zu eppes soll opfuerderen, da wéisst ech gär, wat dat elo da prezis heescht, zu wat ech d'Chamber hei géif opfuerderen. Do steet: «à concentrer l'effort national de recherche sur un nombre limité de domaines clés, à haute valeur ajoutée pour l'économie nationale, la qualité de l'enseignement luxembourgeois et la cohésion sociale (...)»

An de Problem ass - ech mengen de Claude Adam hat dat schonn e wéineg ugedeit -, wat dat heescht «nombre limité de domaines clés», wourobber dee ganzen Effort national de recherche ze konzentréieren ass.

Fir mech stellt sech do zum Beispill d'Fro, awéiwäit beim Effort national de recherche just Applikatiounsfuerschung gemengt ass, oder ob awer och nach ka Grondlagefuerschung gemaach ginn. Wann Dir mer elo sot, et ka béides sinn, deen Effort national de recherche, da kann ech domadder liewen, a wann Dir mer dann nach kéint soen, wat Dir mengt mat engem «nombre limité de domaines clés», dann...

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, also domadder menge mer, dass mer net kënnen an alle Beräicher och nach e bësse Fuerschung maachen, mä dass mer an e puer Beräicher sollen uerdentlech Fuerschung maachen. An et ass evident fir eis, an dat ass eng Vue, déi mer och mat der Uni deelen, dass een do net nëmmen applizéiert Fuerschung huet...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Une voix.- Wien déposéiert Motiounen hei?! Mir!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Den Här Huss hat sech u mech adresséiert, do hunn ech onopgefuerdert d'Wuert ergraff. Ech zéie mech dann zréck op mäi Stull, awer net méi wäit ewech.

(Hilarité)

M. le Président.- Lauschtert, also den Här Huss huet eng Fro gestallt, a vu datt den Här Minister, wann ech dat richteg gesinn, mat der Motioun vum Här Sunnen d'accord ass, denken ech mer, dass hie sech och esou kann ausdrécken, wéi hien dat gemaach huet. Also, Här Minister fuert virun an Ären Ausféierungen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Also, den Här Huss huet sech u mech adresséiert, an d'Motioun adresséiert sech jo och un d'Regierung. Selbstverständlech ass et d'Chamber, déi d'Motioun stëmmt. Ech wollt just hei, fir dass d'Diskussioun vläicht méi serein géif sinn, dat soen, wat ech als Regierung drënner verstinn. Wann natierlech d'Fraktioun eppes aneschters versteet, dann ass et un de Fraktiounen dat ze décidéieren.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass mir als Regierung wëlles hunn och d'Grondlagefuerschung ze ënnerstëtzen. Dat ass also keng Äntwert op d'Motioun, et ass eng Äntwert op d'Fro, wat d'Regierung eigentlech wéilt maachen.

Elo weess also jiddereen, wat der Regierung hir Positioun ass, an dann ass et un der Chamber déi Motioun esou ze libelléieren, wéi si gär hätt, dass d'Regierung et gewollt oder ongewollt soll maachen. Ass dat kloer? D'Regierung mécht selbstverständlech dat, wat d'Chamber gär hätt.

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, erlaabt mer als ee vun deenen, déi déi Motioun ënnerschriwwen hunn, dem Här Huss ze soen, dass mer hei vu Recherche schwätzen, an et ass gëschter och an der Diskussioun zum Virschäi komm, dass mer domat selbstverständlech Recherche fondamentale a Recherche appliquée mengen, an dass d'Recherche fondamentale an d'Recherche appliquée net ëmmer esou einfach vuneneen ze trenne sinn.

Den Text hei, menger Usiicht no, ass an där Hisiicht interessant, well en alleguerten déi Charakteristiken, déi d'Recherche zu Lëtzebuerg soll hunn an déi mer och wëllen duerchféieren, an engem relativ kompakten Text zesummebréngt. Dat heescht fir d'éischt emol en Nombre limité, dat heescht, dass mer net iwwert d'ganz Étendue vun der Recherche ginn, dass mer Domaines clés eraushuelen. Ënnert Domaines clés verstinn ech op jidde Fall déi, déi fir Lëtzebuerg ausschlaggebend sinn a wichteg sinn, an dass déi Domäner alleguerten à haute valeur ajoutée sinn. Dat heescht, dass se selbstverständlech eppes bei dat Wësse bréngen - dat ass och gëschter an der Debatt gesot ginn.

Ech widderhuelen dat, well jo gëschter esou vill Leit net hei waren. Et ass awer vläicht interessant, wa mer Motiounen hei zesumme stëmmen, dass dat och kloer gëtt. Dass mer also gesot hunn, dass mer Gebidder wëlle behandelen, wou mer och wierklech als Lëtzebuerger eppes méi Originelles kënnen dobäisetzen, a mir ginn dann dräi Haaptachsen un, déi och an deenen Axes de recherche sinn, déi d'Uni festleet.

Dat eent, dat ass d'Ekonomie selbstverständlech; dat anert, dat ass den Enseignement, an dat Drëtt ass d'Cohésion sociale, woubäi ech ënner Cohésion sociale villes verstinn. Et muss een de Plan quadriennal vum Recteur kucken; et muss een och déi Achse kucken, déi elo schonn zréckbehale gi sinn.

Ech mengen also, dass heiranner déi Formulatioun déi Apaisementer ka ginn, déi den Här Huss freet och vun deene Leit, déi déi Motioun hei ënnerschriwwen hunn. Ech mengen, déi Leit hunn dat do jo och à bon escient ënnerschriwwen.

M. le Président.- Voilà. D'Fro ass, ob mer kënne par main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Voilà, da maache mer dat esou.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun?

Ech gesinn, d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Motion 4

Dann d'Motioun 4 vum Här Sunnen iwwert déi verschidde Sitë vun der Uni. Den Här Adam dozou. Här Goerens, hutt Dir och d'Wuert gefrot?

(Interruption et hilarité)

Jo, dann ass et an der Rei. Ech kucken hei, wie sech mellt. Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt am Numm vun der grénger Fraktioun zu dëser Motioun e puer Saache soen. Den éischten Tiret gefält eis natierlech ganz gutt. Mir ënnerstëtzen och, datt déi Fakultéit vun der Technologie an d'Faculté des Lettres méiglechst schnell op Belval solle kommen. Do soll et virugoen! A mir begréissen et och, datt de Rektorat soll op Belval-Ouest kommen.

Den zweeten Tiret gefält eis natierlech manner gutt, soss hätte mer jo eis eege Motioun iwwerflësseg gemaach. Mir bedaueren et, datt déi Décisioun awer nach ëmmer laang verschobe gëtt. Mir stellen allerdéngs fest, oder mir mengen hei eng Ouverture vun der Regierung oder vun der Regierungspartei ze erkennen, andeems mer soen: «à discuter de façon objective et sereine d'ici l'horizon 2009». Also, dat gesäit fir eis aus, wéi wa mer virun de Wahle vun 2009 géingen eng Décisioun huelen.

Mir weisen och drop hin, datt am Gesetz nach ëmmer steet: «L'Université a son siège à Luxembourg.» Also kréie mer dann an der nächster Zäit hei Handlungsbedarf, wann Dir dat dote wëllt realiséieren. Mir wäerten eis da bei där Motioun enthalen.

M. le Président.- Voilà, ech gesinn, et huet soss keen d'Wuert gefrot.

Vote par main levée?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot. Voilà, de Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 4 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dann d'Motioun 5 vun der Madame Anne Brasseur iwwert d'Representatioun vun de Fakultéiten am Conseil scientifique du Fonds national de la Recherche.

Motion 5

Freet nach een dozou d'Wuert?

Kënne mer par main levée ofstëmmen? Den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech hat d'Kolleege gëschter schonn drop opmierksam gemaach, datt et e bësse komesch kléngt, wann d'Chamber d'Regierung invitéiert «à modifier l'article 13 de la loi», well dat normalerweis dëser Enceinte virbehalen ass.

M. le Président.- Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech géing da proposéieren ze schreiwen «à élaborer un projet de loi modifiant l'article 13».

Motion 5 modifiée

Vote

M. le Président.- Wie mat där modifizéierter Motioun vun der Madame Brasseur d'accord ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Domat ass d'Motioun vun der Madame Brasseur, déi modifizéiert Motioun 5, mehrheetlech ofgelehnt.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun 6 vun der Madame Brasseur iwwert d'Zesummenaarbecht an d'Koordinatioun tëschent de Ministèren. Et huet kee méi d'Wuert gefrot.

Vote

Wien ass d'accord?

Une voix.- Appel nominal!

(Hilarité)

M. le Président.- De Vote électronique ass gefrot.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marc Spautz), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam).

Motion 7

Dann d'Motioun 7 vun der Madame Brasseur iwwert d'Schafung vun engem permanenten interministeriellen Aarbechtsgrupp.

Kënne mer, Madame Brasseur, par main levée ofstëmmen?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, Här President. Och hei froe mer de Vote électronique. Et wäert jo och dann hei esou sinn, dass déi vun de Majoritéitsparteien ofgelehnt gëtt. Ech wëll just soen, dass, wa mer deen Débat gëschter geféiert hunn, dann ass et jo awer, fir ze kucken, dass mer e Stéck virukommen. A well et verschidden Domäner gëtt wéi deen éischten, wou net all Fakultéit am Conseil scientifique representéiert ass, hate mir gemengt et wier eng gutt Iddi wann een do d'Gesetz géing modifiéieren. Dofir war jo och deen Débat. De Minister huet gëschter Owend hei a Presenz vu leider net villen Deputéierten e grousse Konsens kënne feststellen.

Ech mierken awer elo, wann et ëm de Vote geet, dann ass et eriwwer mam Konsens. Mir ware ganz kooperativ, well mer d'Interpellatioun net scho viru Méint bruecht hunn. Mir hunn op alles gewaart. Elo ass d'Interpellatioun ofgelehnt ginn. Ons Virschléi ginn och nach ofgelehnt. Ech wollt just zum Ausdrock bréngen, dass ech da kee Konsens hei an dësem Raum feststellen, a mir halen op den Appel nominal.

Une voix.- Uh!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Mir héieren dozou den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just eppes soen zu dëser Motioun 7, wat och gëschter an der Diskussioun zum Virschäi komm ass, an de Minister huet gëschter och a senger Ried doriwwer e Wuert gesot.

Hei geet et drëm fir e Groupe de travail interministériel ze maachen. Mir hu gëschter am Kader vum OCDE-Rapport vun deem Comité oder vun deem Board of Science and Technology geschwat, deen déi grouss Lignes stratégiques vun der Recherche zu Lëtzebuerg a vu Contenuen och vun der Héichschoulpolitik diskutéiere soll, wou also onofhängeg Personalitéiten dra sinn, déi och duerch hire wëssenschaftlechen Niveau an duerch hir Experienz kënnen en Input maachen, a mir waren ons eens, contrairement zu deem wat hei an der Motioun steet, dass dee Board soll vun deenen zwee Ministeren, déi mat Innovatioun ze dinn hunn, presidéiert ginn, de Minister selbstverständlech fir Héichschoul a Fuerschung an de Wirtschaftsminister, deen och mat Innovatioun iwwer Luxinnovation an iwwer verschidde wirtschaftlech Initiativen ze dinn huet.

Esou dass dat hei elo emol net eng Fro ass vu Majoritéit oder Oppositioun. Et ass einfach eng inhaltlech Fro, dass mer mengen, dass et besser wär, och am Intérêt vun der Koordinatioun, déi jo och am OCDE-Rapport gefrot gëtt, fir eben déi Grief zwëschent de Ministèren an zwëschent deene Festungen zouzetippen, fir eben eng duebel Présidence hei ze hunn an net eng eenzeg.

M. le Président.- Voilà, wa soss kee méi d'Wuert freet...

(Interruption)

Den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Jo, déi Motioun 7 hei vun der Demokratescher Partei kënne mer ënnerstëtzen. Do gëtt jo geschwat vun engem «travail interministériel», deen am Joer 2003 ofgeschaf gi wier. Do war opgezielt wien als Ministèren domadder befaasst war. An elo gëtt am «invite» gesot, datt en neien «groupe de travail interministériel permanent» soll geschaf ginn. Dee géif «membres de tous les départements ministériels impliqués dans la politique de la recherche» regruppéieren.

Dat ass eng Formule, déi eis gefält, well dat fir eis ka bedeiten, datt zum Beispill och den Environnementsministère an der Recherchepolitik mat implizéiert wier oder de Santésministère mat implizéiert wier. Dat ass eng méi breet Formuléierung, déi eis duerfir gefält. Duerfir kënne mer dat natierlech ënnerstëtzen.

M. le Président.- Voilà, da gesinn ech op verschiddene Bänke Konsens oder Accord zu där Motioun vun der Madame Brasseur. Ech weess awer net, ob dat jidderee mécht, dofir gi mer léiwer op Nummer sécher a mir stëmme par vote électronique of.

Vote

D'Motioun 7 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marc Spautz), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Motion 8

Da komme mer zur leschter Motioun. Dat ass déi vum honorabelen Här Huss iwwert d'Schafung vun enger Maison de l'écologie et du développement durable innerhalb vun der Cité des Sciences. Ech denken, dass dozou alles gesot ginn ass.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Neen, neen!

M. le Président.- Madame Brasseur?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hunn zu där Motioun versicht déi Saachen ze erklären. Et ass awer esou, datt och de Minister dorobber a senger Diskussioun iwwerhaapt net agaangen ass. Et géing mech awer interesséiere wat de Minister dovun hält.

Une voix.- Jo!

(Interruptions)

M. le Président.- De Minister huet zwar gëschter laang a breet hei seng Iddien développéiert, an ech hu gemengt gehat erauszehéieren, datt dat do mat dra war. Mä wann hien awer nach eppes dozou ze soen huet…

(Interruptions diverses et hilarité)

Also, Här Goerens, hutt Dir d'Wuert gefrot?

M. Charles Goerens *(DP).*- Neen, neen.

(Hilarité)

M. le Président.- Jo. Här Minister, Dir hutt d'Wuert. Oder fir d'éischt vläicht d'Madame Brasseur nach. D'Madame Brasseur hat gefrot.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech géing och gären d'Attitüd vum Minister héieren.

(Hilarité)

M. le Président.- Sou. Här Minister!

(Brouhaha général)

Da lauschtert elo dem Här Minister no.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Déi heite Motioun ass verfréit fir eis do schonn definitiv op Haiser festzeleeën. Mir sinn amgaang, an dat ass och eent vun den Elementer, déi elo an deem Concours sinn, deen - an da soen ech nach eng Kéier wat den Här Sunnen gëschter gesot huet - Enn Juli soll ofgeschloss sinn, dass mer weiderkommen, effektiv ze kucken, och mat de verschiddenen CRPen a mat der Uni, fir wouméiglech Haiser ze maachen. Zum Beispill schaffe mer ganz konkret op enger Maison des matériaux. An dat anert musse mer duerno kucke wéi mer et maachen.

Ech wëll net soen, dass een dat heiten net soll envisagéieren. Mä fir elo hei dat dote festzeleeën, dass dat kënnt, dat kann ech hei net als Regierung verspriechen. Ech géif dofir déi Motioun net kënnen, wann Der mech frot als Regierung, unhuelen, woubäi ech soen, dass deen doten Débat nach amgaang ass fir ze kucke wat een zesummeleet a wat een net zesummeleet, well mer do och erëm an der Diskussioun si vun den Domaines clés. Mir musse jo och déi Domaines clés elo definéieren. Dat huet och eppes domat ze dinn. Also déi heite Motioun ass, an deem doten Detail wéi se ass, verfréit fir dass d'Regierung se kënnt hei exekutéieren.

M. le Président.- Madame Brasseur!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech géing och dem Här Huss wëlle recommandéieren, déi Motioun hei zréckzesetzen, well effektiv schéngt dat do mer e Stéck vun engem Ensembel ze sinn. Et muss een e Gesamtkonzept hu fir ze kucke wat do erakënnt, a mir plädéiere ganz staark fir d'Autonomie vun der Universitéit. An zu der Autonomie gehéiert och d'Ausriichtung wéi d'Universitéit sech organiséiere wëllt.

An da kënne mer esou eng Motioun net stëmmen, well mer dann als Politik der Universitéit am Fong Injonctiounen, Virschréfte maachen, wat géint d'Autonomie geet, sou dass ech mengen, dass mer dat elo à ce stade wierklech net solle stëmmen. Et misst een op d'mannst d'Diskussiounen ofwaarden, déi d'Universitéit dann zesummen huet mat der Regierung fir ze kucke wellech Ausriichtung se huet. Mä ech géing et net gutt fannen, wann d'Politik hei, nodeem se vun der Autonomie geschwat huet, den Dag drop scho seet wéi et fonctionnéiere misst. Ech mengen do wiere mer net selwer mat ons schlësseg.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir fannen och, datt déi Motioun hei inhaltlech gutt ass, mä datt mer awer e Problem domadder hu fir elo spezifesch Domäner um Gebitt vun der Recherche a vun der Uni festzeleeën. Dofir, wa se géing zum Vote kommen, da géing den ADR dergéint stëmmen.

M. le Président.- Ech denken elo hu mer all Fraktioun…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, d'Erklärung vum Här Minister, datt hie seet, et ass verfréit fir dat elo kënnen ze maachen, dofir kann ech Verständnis hunn. Mir wieren also bereet, déi Motioun hei zréckzezéien, fir se un d'Kommissioun eventuell virunzeleeden, fir datt se do kéint diskutéiert ginn. Ech gesi jo och kee Sënn doran, datt se dann elo hei forcéiert gëtt an der Diskussioun an da gëtt se ofgelehnt. Dat bréngt jo näischt.

M. le Président.- Dat ass eng ganz gutt Propos, Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Da géife mer dat méi sënnvoll fannen, fir se an d'Kommissioun ze verweisen.

M. le Président.- Mir verweise se an d'Kommissioun.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Okay.

M. le Président.- D'accord.

Gutt, dann ass dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zum Projet de loi 5506, eng Konventioun iwwert d'Explosifs plastiques. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Angel. Här Angel!

Wollt Dir Iech aschreiwen, Här Goerens?

M. Charles Goerens *(DP).*- Jo.

(Interruptions)

5. 5506 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen alt haut elo keng ze vill explosiv Ried ze halen,…

(Hilarité)

…well mer jo an enger ganz explosiver Matière hei sinn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, da loosse mer elo dem Här Angel nolauschtere bei deenen explosive Matièren.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Den Här Bausch huet elo gemengt, et géing schonn no Polver heibanne richen, mä ech fänken elo emol un.

Bei dësem Projet de loi geet et natierlech ëm en Article unique wou mer sollen déi Konventioun iwwert de Marquage vun Explosifs plastiques an Explosifs en feuilles ofstëmmen, an do geet et drëm, dee Sprengstoff ze markéieren, fir dass een en esou besser ka feststellen.

(Interruption)

Dës Konventioun gouf 1991 zu Montréal ënnerschriwwen. Si ass den 20. Oktober 2005 vum Ausseminister déposéiert ginn. De Statsrot huet séier geschafft: De 16. Mee 2006 huet hie säin Avis an d'Kommissioun ginn. An där hunn ech den 12. Juni mäi schréftleche Rapport virgedroen, deen och do eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Erlaabt mer kuerz den historesche Kontext ze erwähnen. Dir erënnert lech vläicht all drun, dass den 21. Dezember 1988 eng Boeing 747 vun der PanAm iwwert der schottescher Uertschaft Lockerbie explodéiert an erofgefall ass, wou et 270 Doudeger gouf. 259 Insassen an och eelef Duerfbewunner vu Lockerby.

An der Enquête huet sech dunn erausgestallt, dass e Sprengstoff, dee Semtex geheescht huet, d'Ursaach war. Dëse Sprengstoff ass ganz, ganz schwéier ze detektéieren. Do ass d'international Pressioun esou gewuess, dass déi Länner, déi dee Sprengstoff hierstellen, hu missen eppes derbäifügen, fir en ze markéieren. An dat ass eng Substanz, déi heescht Éthylène glycol dinitrate. Dës Substanz produzéiert en Donscht, esou dass et vill méi einfach ass bei Kontrollen dee Sprengstoff festzestellen.

D'Tschechoslowakei war den Haaptproducteur vun deem Sprengstoff. Zesumme mat Groussbritannien hunn déi deemools eng Resolutioun duerch den UN-Sécherheetsrot bruecht, wou et eben Obligatioun ginn ass, fir de Sprengstoff ze markéieren, a se hu gesot, d'OACI soll eng Konventioun ausschaffen. An dat ass déi Konventioun, iwwert déi mer haut schwätzen, an där schonn 125 aner Länner adhéréiert hunn.

Eng kleng Prezisioun: Am Titel geet och Rieds vun Explosifs en feuilles. Dat ass, wann ee Sprengstoff mat enger Aart Pommad oder Plastilin vermëscht, da kann een deen esou dënn a Bliedercher ausrullen. Dat ass oft benotz gi fir a Valisen zwëschent d'Fudderduch ze maachen. Da war dat ganz schwéier op de Flughäfen, deen ze detektéieren. Doduerch si scho vill Attentater geschitt.

Dës Konventioun ass am Fong e Glidd vun der Kette vun der internationaler Terrorismusgesetzgebung, un där säit 1963 geschafft gëtt. Déi hei Konventioun ass eng vun deenen zwielef, déi et op internationalem Gebitt zu dësem Thema ginn. Wa mir haut hei eisen Accord ginn, dann huet Lëtzebuerg der zéng vun deenen zwielef approuvéiert.

Dës Konventioun besteet aus 15 Artikelen an enger technescher Annex. An där Annex ginn et zwou Partien: Do gëtt eemol ganz technesch beschriwwe wat Explosifë sinn, an am zweeten Deel gëtt beschriwwe wat déi verschidden Agent-de-détectionë sinn, hir chemesch Zesummesetzungen an och hiren Dosage.

D'Konventioun selwer: Den Artikel 1 sinn d'Definitiounen. Den Artikel 2 seet zum Beispill, dass all Land muss déi noutwendeg Mesuren treffen, fir ze verbidden an ze verhënneren, dass op sengem Territoire Sprengstoff produzéiert gëtt, deen net markéiert ass. Den Artikel 3 verbitt den Transport. Den Artikel 4, do geet et ëm eng seriö Kontroll. An den Artikel 13, dee seet, dass all Land beim Dépôt vun der Ratifizéierung muss eng Deklaratioun maachen, ob et Producteur ass vun Explosifs plastics, oder ob et net Producteur ass.

Ech bieden Iech dofir och dëse Projet de loi, iwwert dee mer haut geschwat hunn, herno ze stëmmen.

Ech wollt mer nach eng Remarque erlaben: De Statsrot huet a sengem Avis keng Objektioune formuléiert. De Statsrot preziséiert awer, dass Lëtzebuerg, vu dass et net Producteur ass, keng Deklaratioun misst maachen. An do schéngt et mer esou, dass de Statsrot an der Konventioun vläicht een Artikel iwwersinn huet, well am Artikel 13 vun der Konventioun steet ganz kloer, dass all Land, egal ob et Produzent ass oder net Produzent ass, eng Deklaratioun muss maachen. An dës Deklaratioun wäert och - dat ass och eng schréftlech Deklaratioun, déi den Ausseminister ënnerschreift - da bei der OACI, wa mer eisen Instrument de ratification do ofginn, mat dobäi leien.

Eng zweet Remarque wollt ech maachen. An der Kommissioun huet de President Ben Fayot eng interessant Fro opgeworf: Wien am Fong zu Lëtzebuerg en charge ass vum Contrôle vun der Applikatioun vun esou Konventiounen. An do hu mer gesot, mir géingen eis eng Kéier als Kommissioun un d'Statssekretärin wenden, déi zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament.

Ech wollt och proposéieren, dass mer an enger vun deenen nächste Kommissiounssitzunge vläicht eng Kéier de Responsable vun engem Service am Ausseministerium, dee sech mat den Traitéen a Konventiounen ofgëtt, héiere fir Detailer ze kréien, wéi de Contrôle an d'Applikatioun vun esou Konventiounen hei zu Lëtzebuerg oflafen. Dat gesot, ginn ech fir d'éischt den Accord vu menger Fraktioun, an ech géing Iech all bieden dat Nämlecht ze maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà! Domadder ass d'Debatt ofgeschloss.

Mir kommen direkt zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Stein-Mergen), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5564, eng Ännerung vum Grenzverlaf tëschent Frankräich a Lëtzebuerg. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

6. 5564 - Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz

Rapport de la Commission des Affaies étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et géing ee jo mengen en Échange vun Territoire vun zirka 8,9 ha wier keng gréisser Affär. Wann et sech awer handelt ëm Échangen, déi zwee Länner matenee maachen - an dësem Fall cédéiert Frankräich Terraine vu Réiseng, an d'Gemeng Suessem cédéiert Terrainen u Frankräich fir d'Contrepartie -, fir dass bei engem Terrain, deen an engem Projet feelt, dee grenziwwerschreidende Charakter huet, nämlech de Projet Belval, eng Rei vun Avantagë kënnen entstoen duerch deen Échange territorial, dann ass dat keng einfach Geschicht a wahrscheinlech erkläert dat och, firwat dat net oft gemaach gëtt an och e bësse méi laang dauert.

Well quitt dass déi Konventioun iwwert d'Coopération transfrontalière, wat de Projet Belval ubelaangt, relativ rezent ass, nämlech Januar 2006, geet awer d'Konventioun, déi sech baséiert op d'Realiséierung vu gemeinsamen Infrastukturen, op genee deem Site schonn op d'Joer 2004 zréck. Dat heescht, dat ass nach entaméiert gi vun der viregter Regierung.

Mä et ass elo eng Realitéit. Et ass gemaach. An domat témoignéieren och d'Autoritéiten an deenen zwee Länner hiren Intérêt un deem dote Projet.

Et ass awer virun allem och e Beweis, dass an der Zukunft d'Kollaboratioun tëschent den zwou Regiounen op deenen zwou Säite viséiert ass: Op där enger Säit d'Regioun vum Süden an op där anerer Säit och d'Regioun vum Norde vun der Région Lorraine. Domadder schreiwe mer e Stéck Geschicht vun der Grande Région, déi och maassgeblech en Thema ass am Zesummenhang mam Projet Belval. Net zulescht och fir d'Dimension économique, déi mer am Zesummenhang mat dësem Projet gesinn.

Dës Kollaboratioun war eng ganz gutt, souwuel tëschent den zwou Regierungen, mä virun allem och tëschent de Partenairen op deenen zwou Säiten, an ass mëttlerweil esou wäit, dass och op lokalem Niveau Échange-de-vuë permanent stattfannen, a jiddfereen drun interesséiert ass, fir op seng Aart a Weis eng Kontributioun zum Gelénge vum gemeinsame Projet ze maachen.

Also konnten och, trotz de verschiddenen Niveaux administratifs, déi hei zum Droe komm sinn, an de verschiddenen Décisiounsgremien, déi heifir zoustänneg sinn op deenen zwou Säiten, an enger gemeinsamer Visioun déi richteg Décisioune geholl ginn. Deen Engagement, souwuel op Lëtzebuerger wéi och op franséischer Säit, ass essentiell fir d'Gelénge vum Projet.

Et bréngt awer nach eng Rei vu Plusen, déi et op dëser Säit ervirzesträiche gëtt: Natierlech wuel d'Realiséierung vun Infrastrukturen. Dir wësst jo, dass mer hei schonn de Vote geholl hunn, fir den éischten Deel vum Tunnel Micheville. Et ass nach en Deel, deen unhängeg ass un deen éischten Deel, deen elo schonn en phase de réalisation ass.

Et steet och nach en Deel aus, deen effektiv méi nach d'franséisch Säit concernéiert, well och déi franséisch Autoritéite musse fir d'Fortféierung vun der Liaison Micheville nach eng Rei vun Décisiounen huelen, déi unhängeg sinn zu der Décisioun, déi elo scho geholl ginn ass. Virun allem mussen och déi eenzel Ofstëmmunge koordinéiert ginn, souwuel wat den Timing ubelaangt, wéi och wat d'Organisatioun vun den Aarbechten ubelaangt.

En anere Plus ass awer och, dass d'Gemengen Esch a Suessem weider dégorgéiert gi vum lokalen Trafic. Well et ass jo gewosst, dass zousätzlech zu deenen zéngdausende vu Frontalieren, déi all Dag an de Süde vum Land erakommen an zum Deel do hänke bleiwen, awer och an de Rescht vum Land weiderfueren, nach weideren Trafic entstoe wäert.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer déi fir de Projet esou essentiell Décisioun fir den Tunnel Micheville huele konnten, awer och deen zweeten Deel, deen elo nach kënnt, bréngen. Well dee bedéngt, souwuel wat den Accès Nord ubelaangt, eng Entspanung vum Trafic vum Uertskär Bieles a vun der Stad Esch, wéi och an dem Accès Sud, eng Verbesserung vun der Situatioun, well et erlaabt eis dach duerch dësen Échange de terrains e Parking longue durée op der ehemools franséischer an elo Lëtzebuerger Säit ze maachen, wou dann all déi Grenzgänger, déi dorun interesséiert sinn, hiren Auto kënne stoe loossen a vum Transport public profitéiere kënnen, wat och en Élément clé fir d'Gelénge vum Projet Belval ass.

Mir hu jo elo schonn eng provisoresch Gare, d'Gare Belval-Usines, a mir kréien, wéi den Transportminister nach kierzlech hei gesot huet, bis 2009 eng Gare dohinner stoen, déi och dem Projet würdeg ass an dann och en Deel vun deem Trafic opgefaange kritt vun deenen, déi da kënnen op deem neie Park & Ride-Parking longue durée hir Autoe stoe loossen.

Mir dierfen awer och net vergiessen, dass nach eng Rei vun anere Siten am Süde vum Land - awer och an aneren Deeler vum Land - drop waarden, fir hir Affektatioun ze kréien. A vill vun hinnen hunn och e Caractère transfrontalier, dat heescht, se ginn iwwert den allengegen Zoustännegkeetsberäich vum Lëtzebuerger Land eraus.

Ech wëll als Beispill nëmmen d'Terres Rouges nennen, déi eelst Friche am Land, déi och op eng Affektatioun waart, wou elo schonn op franséischer Säit de Crassier amgaang ass exploitéiert ze ginn a wou elo Ufroe si fir och op Lëtzebuerger Säit dee Crassier ofzedroen a wou Pourparleren amgaange si fir en Transfert vun engem bestoende Lycée ze maachen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Och hei musse mer eis mat de franséischen Autoritéiten ofstëmmen, well si kucke ganz genee op déi Projeten, déi mir hunn, a setzen och alles drun, fir net mat lokale Projeten Äntwerten op Projeten op Lëtzebuerger Säit ze ginn, déi bei eis regionalen, voire nationale Charakter hunn. An och do mussen déi Consultatiounen elo stattfannen, well nëmmen esou ass et méiglech, dass e kohärenten Développement op deenen zwou Säite kann entstoen, an net op där enger Säit - fir nëmmen dat als Beispill ze huelen, well mer déi Diskussioun elo grad haut a gëschter haten - e Site universitaire développéiert gëtt an op där anerer Säit eng Zone industrielle oder eng Grande surface. Dat wier net gutt an dat géing och net gutt beienee passen.

Résuméiert, mengen ech, wier et hei op alle Fall wichteg, fir d'Regierungen - souwuel déi aktuell wéi och déi viregt - ze félicitéieren, dass si déi doten net einfach Négociatioune gemaach hunn an et souguer fäerdeg bruecht hunn, dass ënnert der Tutelle vum Statsminister Visitë bis op Paräis stattfonnt hunn, fir dee Projet de franséischen Autoritéiten ze presentéieren. Dat ass ganz wichteg an dës Viraarbecht war mat e Garant dofir, dass dëse Projet bei eis am Land an och a Frankräich réusséiere kann.

Résuméiert awer och nach eng Kéier d'Avantagë vun dësem Échange de territoires vun 8,9 ha:

Et ass zum engen, wéi ech dat éineschters scho gesot hunn, d'Méiglechkeet fir e Parking d'accueil ze aménagéieren op der Südachs.

Et ass zum Zweeten d'Méiglechkeet fir de Verkéier ze détonéieren, deen am Moment queesch duerch Bieles an Esch-Uelzecht passéiert a wou d'Awunnerschaft vun deenen zwou Gemenge grouss Hoffnungen dra setzt, dass déi Engagementer, déi am Raum stinn an och schonn um Pabeier sinn, nach weider verbessert an och agehale kënne ginn.

Et ass zum Drëtten d'Verbesserung vun der Accessibilitéit vum Site Belval.

Et ass zum Véierten d'Méiglechkeet fir am Südportal vu Belval e Rond-point ze aménagéieren, deen insgesamt d'Desserte op de Site verbessert och am Zesummenhang mat der Realiséierung vun der Liaison Micheville. An et ass net zulescht och den Élargissement vun den Infrastructures ferroviaires op der Héicht vun der neier Gare, déi, wéi mer dat schonn e puermol hei op dëser Plaz gesot hunn, eng wesentlech Kontributioun bei dësem Projet durable ass. Dat gesot, géing ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn a Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Als éischte Riedner ass den Här Sunnen ageschriwwen.

Hie schéngt näischt dovun ze wëssen.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, ech wollt u sech net op d'Pult komme fir do eng Ried ze halen, mä ech hunn eng Fro un de Minister.

Wéi mer déi Konventioun 2004 ënnerschriwwen hunn - an den Här Grethen ka sech gutt erënneren - hunn ech schonn deemools als zoustännege Buergermeeschter d'Fro gestallt: Wéi geet dat dann elo mat deenen Terrainen?

D'Madame Mutsch huet et ganz richteg gesot, et si praktesch 9 ha, déi d'Gemeng Suessem verléiert. An déi Terrainen, déi mer vun de Fransousen erëmkréie vun der Gemeng Russange, Réiseng, leien herno op Escher Terrain an et huet ni e Mënsch - an duerfir stellen ech gär d'Fro un d'Regierung - sech drëm gekëmmert, ob dann elo nach misst eng Konventioun gemaach ginn tëschent deenen zwou Gemengen.

Ech wëll behaapten - an dat ass esou -, datt deen Terrain, dee Frankräich kritt, potenzielle Bauterrain ass. E läit direkt um Perimeter a wann ech dat richteg héieren hu vun den Autoritéite vun der franséischer Säit, envisagéiere si eng Zone commerciale do ze maachen. Dat huet also en Impakt op d'Gemeng Suessem.

Ech hunn elo näischt géint d'Gemeng Esch, déi deen Terrain bäikritt, ech ka mer zwar net virstellen, datt mer eng Enklave elo zu Esch kréien, wou mer da mam Helikopter mussen afléien, fir dann op eisen Terrain ze kommen,…

(Hilarité)

…mä ech mengen, de Geck an den Eck, et ass eng Fro, déi d'Gemeng Suessem interesséiert: Wéi ginn déi Terrainen do kompenséiert oder wat geschitt elo nach tëschent deenen zwou Gemengen? Ech si selbstverständlech d'accord mat der Konventioun a mat dem Projet de loi a ginn och den Accord vun eiser Fraktioun, mä déi Fro tëschent de Gemengen ass net geléist.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Als nächste Riedner ass den Här Henri Grethen ageschriwwen. Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt fir d'éischt der Madame Mutsch als Rapporteur félicitéiere fir déi ausféierlech Erklärungen, déi si eis zu deem Projet hei ofginn huet. Als ee vun deenen, déi mat um Ursprong vun dësem Projet stinn, wäert Dir mer duerchgoe loossen, dass ech e puer Wuert doriwwer verléiere wëll.

Ech hat d'Chance fir de 6. Mee 2004 zu Esch awer och a Frankräich mam deemolege franséische Statssekretär Frédéric de Saint-Sernin déi Konventioun do, déi op der Basis ass vun deem heitege Gesetz, ze ënnerschreiwen. A mir war et wichteg, well et d'Viraussetzung ass fir op dem Terrain Belval-Ouest - um Terrain wou elo d'Agora schafft - eng ganz Rei vun Aménagementer realiséieren ze kënnen. Déi Gare, déi geplangt ass, läit zwar op Lëtzebuerger Territoire, mä am Kader vum Projet „Mobilitéit.lu“, an deem Konzept ass et wichteg, dass mer Opfangparkingen op de Grenze bauen an deen Tosch hei, deen erlaabt eis, fir dann op Lëtzebuerger Territoire en Opfangparking ze bauen, d'Stroossen ze déplacéieren an och déi néideg Uschlëss u Belval-Ouest ze realiséieren.

Wéi mer déi Konventioun ënnerschriwwen hunn, ware mer eis bewosst, dass een net kéint den Tosch maache vun deenen Terrainen, deenen d'Gemeng Suessem amputéiert gëtt, fir se u Frankräich zréckzeginn als Kompensatioun zu deenen Terrainen, déi mer kréien. A well déi Terrainen, déi mer kréien, net direkt un d'Gemeng Suessem stoussen, komme se elo nécessairement bei Esch.

Mä d'Fro bleift op, ob d'Gemeng Suessem, déi zwar flächeméisseg, Här President -an de Kolleeg Fred Sunnen weess dat -, eng vun deene gréissten am Land ass, am Géigesaz zu Esch, déi flächeméisseg eng relativ kleng Gemeng ass, ob dat elo muss kompenséiert ginn oder net. Well wann een nach eng Kéier am Fong iwwert déi Fro géif nodenken, Här President, da misst een drun erënneren, dass jo d'Gemeng Esch de 6. Juli 1876 ëm Schëffleng amputéiert ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Schëffleng war jo Deel vun der Gemeng Esch a mir hunn deemools deen Deel - als Escher schwätzen ech elo, Här President - verluer.

Une voix.- Firwat waart Dir dann domat d'accord?

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech froe mech dat och, Här President.

Mä wéi den Här Buergermeeschter vu Schëffleng sécherlech weess, war duerch d'Décisioun vum Haut Conseil vu Malines 1742 aus Esch a Schëffleng eng Gemeng gebilt ginn. An et ass also 1876, wou dat dunn erëm opgehuewe ginn ass an haut am Joer vum Centenaire vun der Stad Esch wier et vläicht erëm d'Geleeënheet, fir doriwwer nozedenken, ob een d'Gemeng Esch net erëm kéint ëm déi Entitéit Schëffleng vergréisseren.

(Hilarité)

Da géif, Här President, beienee kommen, wat zuenee gehéiert huet.

(Hilarité)

Här President, Dir verstitt als Member vun enger Famill, déi der Gemeng Suessem och deen een oder anere Buergermeeschter gestallt huet, dee leschte war...

(Interruption)

…den Édouard Thill vun 1925 bis 1932, sinn ech natierlech gehäit duerch d'Tatsaach, dass d'Gemeng Suessem elo eppes verléiert au bénéfice vun Esch, mä ech géing awer soen, Här President, dass et au bénéfice vum ganze Land ass...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Henri Grethen *(DP).*- ...a vun deem Ensemble, dee mer op deem Terrain wäerten am Intérêt vun de kommende Generatioune realiséieren.

Mä, Här President, ech wollt soen - well mer hei jo ganz vill Buergermeeschteren hunn, besonnesch vu Grenzgemengen, a well d'Buergermeeschtesch vun Esch jo och hei ass an doriwwer geschwat huet -: Elo kënnt et zu enger Grenzbegradegung oder engem Austausch; et ginn also nei Maarke gesat. An, Här President, ech wollt drun erënneren, dass mer nach ëmmer Gesetzestexter hunn, déi a Kraaft sinn an déi invitéieren déi lokal Autoritéite vu Grenzgemengen all Joer, an zwar den 1. Mee - da brauche se soss net matzetrëppelen -...

(Hilarité)

…mat hire Kolleegen aus den Nopeschgemengen, d'Grenz ofzegoen, ze kucken, ob d'Maarken nach alleguer stinn, a wann noutwendeg e Rapport ze maachen an dofir ze suergen, dass dat erëm hiergestallt gëtt.

Ech weess net, Här President,...

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mir maachen dat all Joer!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et gëtt Gemengen, do gëtt et gemaach. Ech hunn d'Gefill, dass et och Gemenge gëtt, déi et net maachen, duerfir war dat hei en utile Rappel. An, Här President, ech wollt dann, dat gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. D'Debatt ass domadder ofgeschloss a mir kënnen direkt zum Vote vun dësem Projet kommen.

(Interruption)

Jo, Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Jo, ech ka ganz kuerz sinn. Ech wëll natierlech och der Madame la rapporteuse Merci soen a félicitéiere fir hiren interessanten...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosse mer dem Här Minister Schmit nolauschteren.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Voilà, fir hire Rapport. Ech mengen, et ass en Accord de bon sens et de bon voisinage zwëschent de Fransousen an ons. Mä, et muss een dobäi soen, datt d'Fransousen e groussen Intérêt hunn, net nëmmen um Plang vun der Regioun, vum Departement a vun de Gemengen, mä souguer um Niveau vun der franséischer Regierung fir dee Projet Belval. An ech mengen do sinn eng ganz Rei vun Opportunitéiten, och am Kader vun der Coopération transfrontalière - déi d'ailleurs op europäesch Sue kann zréckgräifen, fir eventuell Saachen ze realiséieren - méiglech.

Wat nun zwëschent de Fransousen an de Lëtzebuerger méiglech ass op Basis vum bon sens, huelen ech un, misst zwëschen zwou Lëtzebuerger Gemengen net onméiglech sinn. An ech mengen, zesumme mam Innenminister wäert ee jo kënnen en Arbitrage fannen, fir deen Terrainsproblem ze léisen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marc Spautz), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen zur Proposition de révision vum Artikel 11 Paragraph 2 vun der Verfassung.

7. 3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution

Mir stëmmen am zweete Vote constitutionnel iwwert de Revisiounsvirschlag of. De 16. Mäerz gouf eng éischte Kéier ofgestëmmt. Et sief drun erënnert, datt bei dësem Vote eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert ass an datt de Vote par procuration net zougelooss ass.

Second vote constitutionnel

De Revisiounsvirschlag ass mat 54 Jo-Stëmmen, bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

8. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen, an deen ass heimat ausgeschwat.

(Le huis clos est prononcé à 17.17 heures et levé à 17.20 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 46 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vum Numm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 21 juin 2006

1. ADIBEKIAN Eleonora, née le 12 décembre 1980 à Erevan (Arménie), demeurant à Luxembourg

2. ADIBEKIAN Lilit, née le 22 mai 1985 à Erevan (Arménie), demeurant à Luxembourg

3. ALEKSANDROVA Ralitsa, née le 1er octobre 1982 à Stara Zagora (Bulgarie), demeurant à Esch-sur-Alzette

4. AREND Jacqueline Juliette, née le 9 juillet 1965 à Arlon (Belgique), demeurant à Luxembourg

5. BANGE Evamarie, née le 29 septembre 1961 à Bonn (Allemagne), demeurant à Luxembourg

6. BERTRAND André Marie François Julien Willy, né le 21 février 1945 à Verviers (Belgique), demeurant à Pétange

7. BETTER Christian René, né le 5 avril 1949 à Metz (France), demeurant à Luxembourg

8. BIRZU Stere, née le 25 janvier 1962 à Babadag (Roumanie), demeurant à Mondercange

9. BIRA Aurelia Nicoleta, née le 21 novembre 1965 à Ploiesti (Roumanie), demeurant à Mondercange

10. CARRERA FIGUEROA Socrates, né le 17 mars 1968 à Concepción/Junin (Pérou), demeurant à Bereldange

11. CASTILLO CIPRIAN Bienvenida Maria, née le 5 juillet 1959 à San José de Ocoa (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg

12. CIOCIU Eliza Florentina, née le 13 juillet 1985 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Rodange

13. ÇOKA Ilirjan, né le 25 octobre 1971 à Klos (Albanie), demeurant à Rollingen

14. HOXHA Fatmira, née le 16 juin 1972 à Burrel (Albanie), demeurant à Rollingen

15. COSTA DA CRUZ Herminia, née le 22 octobre 1964 à Santo André/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Colmar-Berg

16. DASHTI Daryoosh, né le 12 février 1969 à Assalem (Iran), demeurant à Ettelbruck

17. DELVAL Benoît Pierre Martin Jan, né le 8 février 1986 à Woluwe-Saint-Lambert (Belgique), demeurant à Pétange

18. DIAS GOMES Joana, née le 22 février 1969 à São Salvador (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

19. DILUAKA Manuëlla Andrée Jeanne Dominique, née le 16 septembre 1960 à Watermael-Boitsfort (Belgique), demeurant à Bridel

20. DOBRE Paul Claudius, né le 29 décembre 1967 à Timişoara (Roumanie), demeurant à Soleuvre

21. DRPLJANIN Senad, né le 19 février 1972 à Podgorica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

22. DUCAMP Thierry Jean Paul, né le 24 août 1958 à Libramont (Belgique), demeurant à Gosseldange

23. FANTIN Marcia Helena, née le 19 novembre 1965 à Osvaldo Cruz (Brésil), demeurant à Mersch

24. JIANG Yingxia, née le 4 juillet 1981 à Jiangsu (Chine), demeurant à Consdorf

25. KATUSIĆ Ivana, née le 16 novembre 1984 à Zdrimci (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

26. KISRANE Messaouda, née le 16 avril 1964 à Lyon (France), demeurant à Dudelange

27. LEAL DA SILVA Maria José, née le 8 septembre 1977 à Nossa Senhora da Graça/Praia (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LEAL Maria José

28. LIMA Dionisia Teresa, née le 25 décembre 1948 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

29. MARQUES DIAS Sergio Filipe, né le 26 mars 1979 à Coimbra (Portugal), demeurant à Vichten

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DIAS Sergio Filipe

30. MEDEIROS SOARES Abenilza, née le 14 mars 1964 à Candelaias-Bahia (Brésil), demeurant à Brouch (Mersch)

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SOARES Abenilza

31. MUTOMBO MENENDEZ Alejandor Honorino, né le 7 mars 1986 à Madrid (Espagne), demeurant à Belvaux

32. NOGUEIRA DE MAGALHÃES Maria de Lurdes, née le 9 janvier 1971 à Fornos/Marco de Canaveses (Portugal), demeurant à Luxembourg

33. OSMANI Klarita, née le 2 octobre 1963 à Elbasan (Albanie), demeurant à Schifflange

34. OSMANOVIĆ Fadil, né le 18 novembre 1974 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

35. RZECZKOWSKI Krzysztof, né le 27 octobre 1979 à Poznan (Pologne), demeurant à Peppange

36. RIBEIRO PINTO Hugo Rafael, né le 22 décembre 1980 à Marinha Grande (Portugal), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de RIBEIRO Hugo Rafael

37. SCHMIT Arthur Michel Ghislain, né le 7 mars 1957 à Vielsalm (Belgique), demeurant à Doncols

38. SCHUH Manfred, né le 10 juillet 1962 à Saarburg (Allemagne), demeurant à Septfontaines

39. SCHUMACHER Dietmar Albert, né le 26 février 1955 à Butgenbach (Belgique), demeurant à Waldbillig

40. SEDJA Arben, né le 8 janvier 1968 à Kavaje/Durres (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

41. HARIZI Qebrije, née le 27 août 1968 à Harizaj/Durres (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette

42. SHALA Fadil, né le 26 juillet 1966 à Dubovik (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

43. TONDAT Marienella Linda, née le 22 novembre 1960 à Gand (Belgique), demeurant à Olm

44. UWAMAHORO Caritas, née le 5 février 1984 à Kayenzi (Rwanda), demeurant à Ettelbruck

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de UHRY Marie-Aimée

45. VAN KEYMEULEN Jean-Pierre, né le 23 janvier 1952 à Alost (Belgique), demeurant à Eischen

46. ZEKAJ Vildone, née le 18 novembre 1973 à Raushiq/Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir de 27., 28. an 29. Juni. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.21 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

MARDI, 27 JUIN 2006

44E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
Mme Lydie Err, Doyenne
M. Emile Calmes, Doyen

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. 5580 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant

1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;
3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet:

   1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

   2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;
4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;
5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;
8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Votes et dispense du second vote constitutionnel)

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg

(Débat - Motion - Vote)

5. Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel

(Déclaration et débat)

6. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel

(Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5591** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.06.2006

2) **5592** - Projet de loi portant approbation de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, faite à Paris, le 9 décembre 2005

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.06.2006

3. Par lettre du 22 juin 2006, le Secrétaire du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 15 au 18 mai 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Serbie-et-Monténégro sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Roumanie sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Moldova sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République démocratique de São Tomé e Príncipe concernant la pêche au large de São Tomé e Príncipe pour la période allant du 1er juin 2005 au 31 mai 2006,

- position sur la proposition de règlement du Conseil dénonçant l'accord entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la République populaire d'Angola sur la pêche au large de l'Angola et dérogeant aux dispositions du règlement (CE) N°2792/1999,

- résolution sur les 21e et 22e rapports annuels de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire,

- résolution sur la stratégie de simplification de l'environnement réglementaire,

- position sur la proposition de décision du Conseil approuvant l'adhésion de la Communauté européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève le 2 juillet 1999,

- position sur la proposition de règlement du Conseil modifiant les règlements (CE) N°6/2002 et (CE) N°40/94 en vue de donner effet à l'adhésion de la Communauté européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels,

- résolution sur les finances publiques dans l'Union économique et monétaire (UEM),

- position sur la proposition de décision du Conseil sur la conclusion par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie,

- résolution sur le rapport annuel sur les droits de l'Homme dans le monde 2005 et la politique de l'UE à cet égard,

- résolution sur les catastrophes naturelles (incendies, sécheresse et inondations) - aspects environnementaux,

- résolution sur Taïwan.

2. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, ass d'Propositioun vun der Presidentekonferenz op Ufro vun der Regierung ofgeännert ginn. Haut de Mëtten hu mer als éischte Punkt de Projet de loi 5580 iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesbeschléss. Duerno mécht den Här Statsminister Jean-Claude Juncker am Numm vun der Regierung eng Deklaratioun iwwert de Fusiounsprojet tëscht Arcelor a Mittal Steel. Uschléissend hëlt d'Chamber Stellung zu där Deklaratioun. An ech géif proposéieren, wat d'Dauer vun där Stellungnahm ubelaangt, Folgendes: fir d'CSV, d'LSAP an d'DP all Kéiers zéng Minutten, fir den ADR fënnef Minutten a fir den Här Jaerling dräi Minutten.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- An déi Gréng, Här President?

M. le Président.- An déi Gréng zéng Minutten, entschëllegt. Dir waart net iwwersi ginn, ech hat just vergiess dat ze mentionnéieren.

Ass d'Chamber domat d'accord, dass mer déi do Riedezäite festgeluecht hunn?

(Assentiment)

Duerno kënnt eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Prostitutioun, an uschléissend eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Coditel. Den Ordre du jour vun haut de Mëtteg gëtt evakuéiert, och wann d'Sitzung bis no hallwer siwe muss verlängert ginn.

Muer um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5356 iwwert de genetesche Fangerofdrock. An dono d'Interpellatioun vum Här Niki Bettendorf iwwert d'Drogeproblematik hei zu Lëtzebuerg.

Iwwermuer, den Donneschden um hallwer dräi, hu mer Folgendes um Ordre du jour: Fir d'éischt de Projet de loi iwwert den EU-Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien, dono d'Question avec débat vum Här Patrick Santer iwwert d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei an d'Interpellatioun vum Här Marco Schanck iwwert den Tourismus.

Ass d'Chamber mat dësem modifizéierten Ordre du jour fir dës Woch averstanen?

(Interruption)

Den Här Grethen?

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, meng Fraktioun ass contraint et forcé mat där Modifikatioun vum Ordre du jour d'accord. Mir hätten eis just gewënscht, dass vu Regierungssäit en temps utile mir drop opmierksam gemaach gi wieren - am Chef vum Conseil d'État an och vun der Législatioun selwer, well se muss virun engem gewëssen Datum publizéiert ginn -, a mir déi Informatiounen en temps utile kritt hätten.

Well et ass fir eis penibel: Ech war d'accord domat, dass virun enger Woch den Ordre du jour en anere war wéi eigentlech virgesinn. Eigentlech sollt haut déi Heure d'actualité vu mengem Fraktiounskolleeg Xavier Bettel als éischte Punkt um Ordre du jour sinn. Dir verstitt aus villen Ursaachen, dass dat wéi den Ordre du jour elo ausgesäit, net méi esou - entre guillemets - „attraktiv" ass. Mä mir sinn dann awer, compte tenu vun der Importenz vum Projet, schwéieren Häerzens mat där Modifikatioun d'accord.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Soss huet keen d'Wuert gefrot?

Da froen ech: Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Voilà, dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten; vun deem ëmgeännerten Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Ëmsetzunge vun de Beschléss aus der Tripartite. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Thiel, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Bausch, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

3. 5580 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant

1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;

3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet:

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;

5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;

8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a sengem Avis vum 28. Abrëll vun dësem Joer huet de Comité de coordination tripartite festgehalen, datt eist Land sech momentan an enger Situatioun befënnt, déi een net direkt als Krisis ka bezeechnen, awer als eng Situatioun, déi eng fest entschlossen Aktioun bedéngt, fir déi fundamental Équilibere vun eiser Wirtschaft erëm hierzestellen.

D'Analys vun eiser Situatioun, déi d'Regierung der Tripartite virgeluecht huet, huet nämlech eng Rei vun Déséquilibere um Niveau vun den öffentleche Finanzen, vun dem Aarbechtsmaart, vun dem Wunnengsmaart a vun der Inflatioun festgestallt. Déséquilibere, déi d'Entwécklungsperspektive vun eisem Land staark hypothekéiere kënnen.

D'Situatioun ass ëmsou méi beängschtegend, well eis Wirtschaft momentan eng Croissance vum PIB vun iwwer 4% opweist, wat an normalen Zäiten duergaang wier, fir déi Déséquilibere ze résorbéieren.

Wat sinn dann eigentlech d'Problemer vun eisem Land?

Éischtens, eis öffentlech Finanzen hu sech zënter dem Ufank vum neie Jorhonnert verschlechtert. Engersäits sinn d'Steiereinnahmen net am selwechte Mooss wéi de PIB gewuess, an op där anerer Säit sinn d'Dépensë gewalteg an d'Luucht gaangen, esou datt de Sold vun de Finanze vun der öffentlecher Verwaltung - dat heescht, vu Stat, Sozialversécherungen a Gemengen -, e Sold, deen 2000 an

2001 och nach e Boni vun iwwer 5% vum PIB ausgemaach huet, am Joer 2005 en Defizit vun 1,9% vum PIB verzeechent. Dësen Defizit wäicht lues vum mëttelfristege Budgetsobjektiv of, deen am Stabilitéitspakt vun der Europäescher Unioun festgeluecht ass, an deen net iwwer 1% vum PIB soll erausgoen.

En zweete Problem ass dee vun dem Chômage, dee vun 2,4% op 4,3% gewuess ass, trotzdeem datt mer nach ëmmer massiv Aarbechtsplaze schafen. Wa mer déi Leit nach derbäirechnen, déi an Aarbechtsbeschäftegungsmooss-namen dra sinn, dann hu mer souguer en Taux de chômage vu 6,2%. Doduerch sinn d'Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi vun 207 Milliounen Euro am Joer 2002 op 356 Milliounen am Joer 2005 geklommen, wat ëmmerhi 14,2 Milliarden eiser aler Frangen ausmécht, a wat enger Progressioun vun 72% entsprécht.

Den drëtte Problem ass dee vun der Inflatioun, déi sech zënter e puer Joer schonns op engem konstanten Niveau vun iwwer 2% befënnt. Dat wier a sech net esou tragesch, wann déi aner Länner vun der Eurozon, a besonnesch eis direkt Wirtschaftspartner, net vill besser géingen dostoe wéi mir selwer.

An deene leschten zéng Joer huet Lëtzebuerg vis-à-vis vun deene Länner aus der Eurozon, an esouguer vun deene Länner vun der Europazon, e Surplus un Inflatioun vu 4,3 Prozentpunkten erreecht, a vis-à-vis vun de Länner, déi direkt an eise Wirtschaftssecteur erafalen, e Surplus vu 7,5 Prozentpunkten akkumuléiert. Dat heescht, eis Inflatioun ass ëm 4,3% respektiv 7,2 Prozentpunkte méi schnell geklommen, wéi déi vun de Länner aus der Eurozon oder déi direkt Wirtschaftspartner, déi ëm eis sinn.

Déi Entwécklung vun der Inflatioun ass u sech un éischter Stell e Problem vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie. Mä se ass awer och eng Belaaschtung fir eise Budget, wann ee bedenkt, datt eng Indextranche den zentrale Stat 125 Millioune kascht, an den öffentleche Verwaltunge gesamt betruecht souguer eng Charge vun 180 Milliounen Euro operleet.

Trotz deene Problemer ass d'Regierung awer nach mat grousse Chantiere konfrontéiert, fir d'Modernisatioun vun eisem Land weiderzeféieren an de Wirtschaftswuesstum laangfristeg ze assuréieren. Dës Chantiere leien um Plang vun der Éducatioun, vun der Kannerbetreiung, vun der Betreiung vun den eelere Leit, vun eiser Ëmweltpolitik, vun eiser Wunnengspolitik, um Plang vun der Universitéit an der Fuerschung, vun eiser Suerg fir d'Ofsécherung vun eisem Sozialversécherungssystem an eisen Investissementer an nei Infrastrukturen.

Här President, all dat léisst drop schléissen, datt den Équiliber vun de Statsfinanzen net méi automatesch zustan kënnt, mä datt mer eng energesch Aktioun mussen duerchzéien, déi en Effort an e Sacrifice vun eis alleguer ofverlaangt, fir datt mer net duerch eng iwwerhéichte Verscholdung d'Liewensqualitéit vun den nokommende Generatiounen hypothekéieren.

Dat, wat geschéie muss, huet d'Regierung a ville Verhandlungsronnen an der Tripartite an a munche bilaterale Gespréicher mat de Sozialpartner ausgeschafft. Et muss ee sämtleche Partner vun der Tripartite fir hiert Versteesdemech zu deem Accord Merci soen, an der ganzer Regierung, a besonnesch dem Statsminister félicitéiere fir säi Gescheck, dësen net einfachen Accord zustan bruecht ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, dee mer haut hei diskutéieren, soll eng éischt Serie vu Moossname vum Tripartitesaccord ëmsetzen. Zil vun deene Moossnamen ass: Éischtens, d'Statsfinanzen an den Équiliber ze kréien, an zweetens, d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze assuréieren doduerch, datt mer d'Tendenz vun der Hausse vun der Inflatioun bremse kënnen, wat engersäits een direkten Effet op d'Hausse vun de Lounkäschten am Privatsecteur hätt, also d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft géing stäerken, an anerersäits awer och d'Entwécklung vun de Lounkäschten am öffentlechen Déngscht géing bremsen an domat d'Ausgabe vum Statsbudget géing moderéieren.

Dësen éischte Pak vu Moossname gesäit dräi prezis Mesurë vir. Eng éischt Mesure gesäit den Aménagement vun den Indexupassunge vu Léin a Gehälter vir doduerch, datt se eng Verzögerung vun deenen nächsten Adaptatiounséchéancen, déi bis 2009 nach erfalen, virschléit. Déi zweet Moossnam, déi net zäitlech begrenzt ass, gesäit d'Neutraliséierung am Index vun Taxen a Präiserhéijunge vu verschiddene Produkter an Déngschtleeschtunge vir, wann dës Taxen a Präiserhéijungen an de Schutz vun der Ëmwelt oder der öffentlecher Gesondheet affektéiert ginn. Déi drëtt Mesure gesäit d'Désindexatioun vun dem Forfait d'éducation a vu sämtleche Prestatioune vir, déi iwwert d'Kannergeldskeess ausbezuelt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Verzögere vun den Adaptatiounséchéancë vum Index op d'Léin an d'Gehälter ubelaangt, esou geet d'Regierung vun der Hypothees aus, datt bis d'Joer 2009 all Joer eng Indextranche erfält, an dat esou ëm d'Halschent vun deene jeeweilege Joren. De Projet schléit dann och vir, datt déi Indextranchen net, wéi d'Gesetz et bis elo virgesäit, am éischte Mount nom Erreeche vun der Cote d'échéance ugepasst ginn, mä datt déi vum Juli vun dësem Joer eréischt am Dezember vum Joer 2006, dat heescht vun dësem Joer, géing ugepasst ginn, déi vum Joer 2007 um 1. Januar 2008 an déi vum Joer 2008 um 1. Januar 2009.

Sollt awer den Duerchschnëttspräis vum Barrel Pëtrol an der Period vum Juli 2006 bis Dezember 2007 respektiv an der Period vu Januar bis Dezember 2008 gläich oder méi héich wéi 63 Dollar sinn - haut läit en ëm déi 70 Dollar -, dann erfalen déi Indextranchë vum 1. Januar 2008 respektiv 1. Januar 2009 eréischt um 1. Mäerz vun deene jeeweilege Joren.

Den Text preziséiert, datt keng aner Indexadaptatioun duerch d'Erfale vu weidere Cote-d'échéancen am Laf vun de Joren 2006 bis 2009 kënne virgeholl ginn. Dës Prezisioun bréngt d'Privatbeamtechamber an hirem excellenten Avis zur Konklusioun, datt, wann iergendwéi den Zoufall et wéilt, datt an engem Joer keng Cote d'échéance géing erfalen an doduerch an engem anere Joer der zwou kéimen, eng Indextranche fir d'Lounempfänger verluer goe géing. D'Privatbeamtekummer schléit och dofir eng Textännerung vir. D'Finanzkommissioun ass awer der Meenung, datt deen Zeenario zu 99% net géing antrieden an huet den Text, deen d'Regierung proposéiert, bäibehalen.

Wat d'Neutraliséierung am Index vu verschiddenen Taxen a Präiserhéijunge vu Produkter an Déngschtleeschtungen ubelaangt, wa se der Protektioun vun der Ëmwelt an der öffentlecher Gesondheet affektéiert ginn, esou gesäit de Projet eng ähnlech Prozedur vir wéi déi am Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert d'Mesurë fir d'Erhale vun der Beschäftegung an der Kompetitivitéit, dat heescht d'Gesetz iwwert de soziale Bäitrag vun de Bensinspräisser zréckbehal gouf.

Den Artikel 3 vun dësem Projet ergänzt den Artikel 11 vum Gesetz vum 22. Juni 1963, andeems en aus dem Index eraus déi zousätzlech Taxen, déi op verschidde verséissten alkoholesche Gedrénkser wéi Alcopops erhuewe ginn, neutraliséiert, an zweetens de ganze Betrag vun Taxen an Assisen, TVA mat ageschloss, déi op den Tubaksprodukter erhuewe ginn, fir d'Berechnung vum Index op den Niveau vum 30. Juni vun dësem Joer afréiert. Dës Neutralisatioun soll déi Perversitéit vum System aus der Welt schafen, déi dora besteet, datt een aus Ursaachen zum Schutz vun der Ëmwelt oder der Gesondheet verschidden Taxen erhéicht, fir d'Leit duerch d'Deierecht vun der Consommatioun vun deene Produkter ofzehalen, an anerersäits awer hire Loun iwwert den Index an d'Luucht setzt, fir an hirer Kafkraaft där Präisdeierecht Rechnung ze droen.

Wat d'Désindexatioun vu verschiddene Prestatiounen ubelaangt, esou ginn déi Zoulagen, déi vun der Kannergeldskeess ausbezuelt ginn, an de Forfait d'éducation um aktuellen Index, dat heescht um Index vu 625,16 festgeluecht. Dës Prestatioune ware bis elo indexgebonnen, de Projet schreift e feste Betrag an d'Gesetz an. Et handelt sech ëm d'Allocation de naissance, d'Allocation de maternité, d'Kannergeld, d'Zoulage fir de Schoulufank, d'Allocation d'éducation an de Forfait d'éducation. Detailer iwwert d'Héicht vun deenen Allocatioune fannt Der am Projet, an ech géing lech d'Detailer hei a menger Ried erspueren.

Als Contrepartie trotzdeem fir dës Aboussen, besonnesch fir déi manner gutt bemëttelt Stéit, wëllt d'Regierung mat de Sozialpartner an dem Conseil économique et social e System vun engem Steierkredit studéiere loossen. Sollt esou e System bis 2008 net funktionéieren, da soll deen automateschen Indexsystem, esou wéi e bis elo bestanen huet, erëm agefouert ginn. Dëst bedéngt selbstverständlech eng Gesetzesëmännerung fir déi nei Cote d'échéance ze fixéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi sech elo noutgedronge stelle muss, ass déi: Wat bréngen déi Mesurë fir de Statsbudget? Duerch d'Adaptatioun vun der Indexupassung spuere mer an dem Statsbudget vum Joer 2007 69 Milliounen Euro, am Budget vun 2008 82,4 Milliounen an am Joer 2009 68,7 Milliounen Euro. Duerch d'Désindexatioun vun de Prestatioune spuere mer am Budget vun 2007 16,7 Milliounen Euro, am Joer 2008 32,6 Milliounen an am Joer 2009 56 Milliounen Euro.

D'Privatbeamtechamber behaapt, datt d'Abouss vun der Adaptatioun vun der Indexupassung fir d'Lounempfänger 60% vun engem Monatsgehalt iwwert déi ganz Period 2006 bis 2009 géing ausmaachen.

Als Konklusioun kann ee festhalen, datt déi Mesuren, esou wéi se am Projet virgesi sinn, éischtens en Effort vun alle Lounempfänger ofverlaangen, egal ob se vill verdéngen oder manner. Fir de grousse Verdénger ass den Effort am absolute Wäert méi héich, fir de Klengverdénger ass de relativen Effort, dee vun him verlaangt gëtt, méi spierbar wéi dat fir de Groussverdénger de Fall ass.

Och kann ee feststellen, datt déi Stéit mat Kanner méi betraff si wéi déi ouni Kanner. Dobäi muss een awer bemierken, datt engersäits keng Familljenzoulag gekierzt gëtt an anerersäits d'Familljenzoulage vun alle Prestatiounen, déi de Stat bezilt, déi sinn, déi an deene leschte Joren am héchste gestige sinn. Si sinn an deene leschte 15 Joer bis zu 260% an d'Luucht gaangen, wat bal eng Verdräifachung vum Betrag vu verschiddene Prestatiounen ausmécht.

Zweetens stellen dës Mesuren e Geste de solidarité vun der heiteger Generatioun géintiwwer de kommende Generatiounen duer. Mer musse bereet sinn, e bësse méi lues ze trëppelen, fir eise Kanner hir Zukunft net duerch eng Iwwerschëldung vum Stat ze hypothekéieren.

Drëttens stellen dës Mesuren d'Regierung och virun e Choix de priorité. Si muss de Courage hunn iwwert dës Mesuren eraus déi lafend Ausgabe vum Stat ze kierzen, fir weider an d'Zukunft vun eise Kanner kënnen ze investéieren, dat heescht, Ausgaben, déi vun dësem Projet betraff sinn, anzefréieren, an anerer och nach ze kierzen, fir weider kënnen an d'Éducatioun vun eise Kanner, d'Versuergung vun eise Kanner, d'Fuerschung an esou weider kënnen ze investéieren, an domadder d'Ofsécherung vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze garantéieren.

Véiertens droen d'Mesuren dozou bäi, fir verschidde Perversitéite vun eisem Indexupassungssystem, déi ech virdrun erkläert hunn, an un déi bis elo keen de Courage hat dru fréckelen ze goen, auszebigelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bis elo leien d'Avisë vu folgende Beruffschambere vir: d'Chambre des Employés privés - deen Avis hunn ech jo schonn ernimmt -; den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics; a gëschter Owend hat ech och nach a mengem Fax en aneren, d'Deputéierten hunn dat héchstwahrscheinlech nach net kritt, nämlech den Avis vun der Chambre des Métiers.

Dës Chambere referéiere sech op den Avis vun der Tripartite, dee si och matgedroen hunn, a ginn hiren Accord zum Projet, esouwäit wéi en dësem Avis entsprécht.

De Statsrot gëtt och säin Accord zur Orientatioun vum Gesetzesprojet. Hien ass nach der Meenung, dass een d'Tubaksprodukter all aus dem Indexkuerf hätt kënnen eraushuelen, an dat am Hibléck op de Projet de loi, dee mer nach virun der Vakanz sollen hei stëmmen. De Statsrot mécht eng Rei vu Virschléi vun textlechen Ëmännerungen, déi d'Kommissioun no Récksprooch mat de Regierungsvertrieder ugeholl huet.

D'Kommissioun huet de Projet an den Avis a senger Sëtzung vum 22. Juni analyséiert. D'Diskussiounen an der Kommissioun hunn iwwert de Geescht vun dem Accord tripartite, wat den Abandon vun zousätzlechen Indextranchen an der Period 2006 bis 2009, déi net am Projet virgesi sinn, gefouert. D'Diskussioune sinn och op de legislative Wee agaangen, wéi een nees zum jëtzege System no 2009 kann erëmfannen.

D'Kommissioun huet d'Fro och opgeworf, wat d'Auswierkunge vun der Direktiv iwwert de Subventionnement vun de Kläranlagen op de Waasserpräis an domat och op den Index kënnte sinn.

D'Regierungsmemberen hunn och preziséiert, datt déi geplangten Erhéijung vun der TVA op verschidde Prestatioune vun 2 op 15% am Index net neutraliséiert wäert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun huet majoritär de Rapport a senger Sëtzung vum 22. Juni ugeholl a schléit der Chamber vir, de Projet de loi esou ze stëmmen, wéi en an dësem Rapport unhänkt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt e ganz décke Merci un de Rapporteur fir seng schréftlech a fir seng mëndlech Explikatiounen, déi eis elo gehollef hunn, datt mer komplett am Bild sinn iwwert dat Gesetz, wat mer elo solle stëmmen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et ass duergaangen, datt eis Banken e klenge Schnapp kritt hunn, a scho si mir eis bewosst ginn, wéi quokeleg eis Situatioun ass. Wéi d'Boursen nom Boom vun 2000 ageknéckt sinn an d'Kommissiounen, déi eis Banke vun hire Clientë kasséiert hunn, vun engem Joer op dat anert ëm 12% zréckgaange sinn, si mir op en Neits gewuer ginn, wat mir un där Finanzplaz hunn. Well hir Resultater méi schlecht gi waren, hunn d'Banke bis en Drëttel manner Steiere bezuelt, wat awer wéinst den zäitlech versaten Ofrechnungen eréischt d'lescht Joer voll op de Budget duerchgeschloen huet.

Op eemol stoung eis Regierung, déi dat Wuert Budgetsdefizit nëmmen aus der Zeitung a bei anere kannt huet, virun engem Lach an hire Konten. A scho ware mir eis Renommée als europäesche Musterschüler a Saache Statsfinanze lass.

Esou muncher een ass sech dunn eréischt bewosst ginn, wéi zerbriechlech dat ekonomescht Fëllement ass, op deem mir eise vum Ausland bewonnerten an heiansdo och beneite Wuelstand opgebaut hunn. Well esou wéi mir während engem gudde Jorhonnert eise Räichtum enger eenzeger Industrie, nämlech dem Stol, verdankt hunn, hänkt haut eise Wuelstand gréisstendeels vum Finanzsecteur of.

Et ass net onbedéngt e gutt Gefill, wann ee weess, datt een engem eenzege Secteur ausgeliwwert ass, zumol wann d'Acteure vun deem Secteur bis op e puer wéineg Ausnahmen aus dem Ausland ferngesteiert ginn, a mir Lëtzebuerger do net vill ze mellen hunn. A wann ee sech dann och nach virstellt, wat ufanks den 80er Joren, wéi eis Stolindustrie um Bord vun der Faillite stoung, mat dësem Land hätt passéiere kënnen, wann net deemools d'Banken do gewiescht wieren, fir eise Budget iwwer Waasser ze halen, da kënnen engem schonn d'Dronkenellen ausgoen. Mir si vun engem Monolithismus an deen anere gerutscht an hunn et bis elo net fäerdeg bruecht, trotz allen Diversifizéierungsversich an trotz e puer zolitter Réussiten - zum Beispill am e-Commerce -, eis aus der Ofhängegkeet erauszestruewelen.

Och nach haut musse mir eis ageston, datt eist Wuesstem mat senge 4 bis 5% net esou schlecht ass, mä awer gutt zur Halschent de Banken an hire Satelitten ze verdanken ass.

Mä et ass net direkt déi Ofhängegkeet vun engem eenzelne Wirtschaftssecteur, déi eis Statsfinanzen an d'Labrente bruecht huet. Déi Ofhängegkeet erkläert wuel zum Deel, firwat d'Situatioun op eemol esou ëmschloe konnt, mä si ass net d'Ursaach derfir.

Et stëmmt, datt d'Banken haut e bësse manner Steiere bezuelen, well de Mammenhaiser hiren „tax planning" nach méi sophistiquéiert ginn ass a si d'Steierkonkurrenz tëscht den internationale Finanzplazen ëmmer méi clever fir sech ausnotzen. Mä et steet och fest, datt sech d'Resultater vun de Banken net an deemselwechte Mooss no ënnen entwéckelt hunn, wéi dat fir eis Statsfinanzen de Fall ass. Wourauser ee schléissen däerf oder schléisse misst, datt eise Budgetsproblem anzwousch anescht leie muss wéi bei de Recetten.

Et ass dann och méi wéi däitlech ginn, wéi sech bei der Opstellung vum Budget fir dëst Joer dunn erausgestallt huet, datt d'Statsrecettë wuel ëm 6% - nach ëmmer

6%! - klamme géingen, datt awer op där anerer Säit dem Stat seng Dépensë wesentlech méi séier, nämlech ëm bal 9% an d'Luucht géingen. Spéitstens du sinn d'Warnluuchten ugaangen, a mir hunn eis agestoe missen, datt mir als Land ganz einfach iwwert eis Moyenë liewe géifen.

Dat ass gewëss nach keng Katastroph, well dank enger bis dohi virsichteger Budgetspolitik an dank de Reserven, déi an de gudde Joren opgekéipt gi waren, ass eis Regierung an der Lag, weiderhi kräfteg, wann och e bësse méi selektiv an den Ausbau vun eisen Infrastrukturen ze investéieren, amplaz elo op eemol alles stoppen ze missen.

Zwar léisst déi Bréisseler Kommissioun déi Aart vu Berechnung net gëllen. Fir si zielt nëmmen, wat een an engem an deemselwechte Joer erakritt an ausgëtt. Mä wa mir dee Reservecoussin net hätten, da misste mir elo voll op d'Brems trieden, mat allem, wat dat fir eis Bannewirtschaft a fir d'Beschäftegung an dësem Land bedeite géif.

Nu weess awer all klengt Kand, datt ee sech der Decken no muss strecken an datt een net méi kann ausginn, wéi een erakritt. Wuel kann et emol virkommen, datt ee vorübergehend an d'Enk geréit an ee sech dann nëmmen iwwer Waasser hale kann, andeems ee sech verschëllt. Mä dat däerf net zum Dauerzoustand ginn!

Et kann ee gewëss esou wäit goen, datt een a bestëmmte Beräicher mat Laangzäiteffekt, wéi bei der Finanzéierung vun de Pensiounen oder och bei groussen Infrastrukturaarbechten e Genre Generatiounskontrakt mécht, an en Deel vun der Finanzéierung un déi weiderreecht, déi duerno kommen, well déi jo och dovu profitéiere wäerten. Mä dat däerf kengesfalls esou ausaarten, datt den Équiliber tëscht Dépensen a Recetten nohalteg gestéiert a sech monter verschëllt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Lach, wat mir elo an eisem Budget hunn, ass eendeiteg d'Resultat vun engem strukturellen Déséquiliber. Mäi Virriedner huet drop higewisen. Dem Stat seng Recettë klamme wuel nach weider, awer net séier genuch fir sengen Dépensen nozekommen.

Also bleift him soss näischt iwwreg, wéi d'Dépensen, op d'mannst där hir Progressioun, ze bremsen a se erëm an Aklang mat de Recetten ze bréngen. Dat huet d'Regierung erkannt an duerfir huet si sech zum Zil gesat, fir bis 2009, wann dës Legislatur zu Enn geet, de Budget erëm an den Équiliber ze bréngen.

Natierlech heescht dat, datt elo e bëssen iwwerall gespuert muss ginn. Allerdéngs net queesch duerch de Gaart, well och weiderhi politesch Akzenter a Prioritéite gesat musse ginn, mä awer och net esou, datt déi eng misste bludden an déi aner net. A well dat politesch net esou einfach duerchzezéien ass, huet de gudden ale Lëtzebuerger Modell alt erëm missen hierhalen.

D'Tripartite, déi vum Kriseninstrument ufanks den 80er Joren zu engem Allheelmëttel fir all méiglech ekonomesch Adversitéite ginn ass - sou zu engem Genre Aspro fir Wirtschaftsboboe jiddfer Aart -, ass erëm zesummegetrommelt ginn a si huet sech misse mat där neier Realitéit ausernee setzen.

Datt d'Meenungen iwwert de Sënn an d'Roll vun der Tripartite ausernee ginn, ass kee Geheimnis. Besonnesch an dësem Haus gëtt den Dräierveräin aus Regierung, Patronat a Gewerkschaften alt mol schif bekuckt, well hien als e Genre Konkurrenz zum Parlament gesi gëtt, deen en plus kaum eng konstitutionell Legitimatioun huet an trotzdeem Décisioune virformt, déi d'Chamber, déi mir dann telles quelles ofseene mussen.

Déi Diskussioun iwwert d'Berechtegung an iwwert d'Kompetenz vun der Tripartite ass net nei a si wäert eis och an der Zukunft ëmmer erëm beschäftegen. Mä egal wéi een zur Tripartite steet, et muss een dach awer soen, datt se dës Kéier, wou et drëm goung e ganze Sak voll Afferen ënnert d'Leit ze verdeelen, nawell ganz nëtzlech war.

n M. John Castegnaro (LSAP).- Très bien.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Och eiser Chamber, Här Castegnaro, huet se d'Saach méi liicht gemaach. Et bleift eis nämlech elo erspuert, datt mir eis géigesäiteg d'Käpp aschloen, well déi sou genannt Forces vives de la nation, zu deene mir heibannen offensichtlech awer net gehéieren, dat scho virop ënnert sech erleedegt hunn. An e puer Marathonsëtzungen huet d'Tripartite sech zu engem Aktiounsplang duerchgerongen, deen d'Regierung hir virformuléiert hat.

Am grousse Ganze geet et dorëm éischtens d'Statsfinanzen erëm an den Équiliber ze bréngen, zweetens de Chômage an de Grëff ze kréien, drëttens de Wunnengsmaart vu sengem iwwerhéichte Präisniveau erofzehuelen a véiertens d'Inflatioun erëm op e räsonnablen Niveau ze drécken, fir datt eiser Wirtschaft hir Kompetitivitéit erhale bleift. Dat sinn déi deklaréiert Ziler; dat, wat mir erreeche wëllen, well mir et erreeche mussen.

Bleift awer elo d'Fro, wéi mir dohinner kommen. Laut der Regierung hirem Aktiounsplang, dee si mat de Sozialpartner an der Tripartite ausgehandelt huet, sollen déi Ziler mat Hëllef vun engem ganze Pak vu Mesuren a Reformen erreecht ginn, déi sech graff op eng hallef Dose Kapitele verdeele loossen.

Éischt Kapitel. Duerch eng Modulatioun vum Index an deene véier Joer bis 2009 soll d'Dépensëprogressioun vum Stat an domat och d'Inflatioun gebremst ginn, wat net fir d'lescht och der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie zugutt kënnt.

Zweet Kapitel. Den Aarbechtsmaart soll duerch eng Reform vum Chômagegesetz duerch méi ofgeséchert Aarbechtsplazen an duerch eng Vereinfachung vun der Iwwerstonneregelung erëm an d'Lout bruecht ginn; dat Ganzt ënnerstëtzt vun enger Augmentatioun vun der Solidaritéitssteier.

Drëtt Kapitel. Eng Rei vu Mesurë sollen hëllefen d'Wunnengen hei zu Lëtzebuerg abordabel ze maachen, notamment duerch e cibléiert Awierken op d'Terrainspräisser.

Véiert Kapitel. Beim Energieverbrauch gi mer ugehalen, méi spuersam ze ginn, an iwwert de Wee vu méi héijen Autossteiere soll een Deel vun deene Suen erakommen, déi mir brauchen, fir eisen nawell net ganz bëllege Kyotosobligatiounen nozekommen.

Fënneft Kapitel. De Käschtepunkt vun der sozialer Ofsécherung soll duerch eng Rei vun Aménagementer, notamment beim Enregistrement, gedréckt ginn, ouni datt dofir de Leeschtungsniveau ofhëlt, derbanst d'Cotisatioun fir d'Assurance dépendance ugehuewe gëtt. Parallell dozou ginn den Aarbechteran den Employésregime an engem eenzege Statut verschmolz.

An da schliesslech sechst Kapitel. Nieft den Indexmesurë sollen eng Rëtsch Moossnamen am Wirtschaftsberäich ergraff ginn, fir eiser Ekonomie zousätzlechen Opdriff ze ginn. Virun allem an de Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun, deem sech jo elo nei Perspektive mat eiser Uni opgedoen hunn, soll méi investéiert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, datt fir d'Regierung deen éischte vun dëse sechs Punkten, nämlech de Réaménagement vum Index, d'absolut Prioritéit huet, läit op der Hand.

Engersäits bréngt déi Mesure déi séierste Resultater, well si direkt wierkt, an anerersäits ass d'Adoptioun vum Gesetzprojet iwwert d'Indexmodulatioun schonn eleng dofir esou dréngend, well normalerweis den nächste Mount, dat heescht am Juli, eng Indextranche fälleg gewiescht wär.

Den Text vum Projet gesäit dräi verschidde Mesurë vir:

Éischtens, amplaz automatesch soll vun elo un den Index nëmme méi no engem feste Kalenner fonctionnéieren. Dat heescht, d'Tranchë sollen no engem feste Kalenner erfalen, egal wéi d'Deirecht sech entwéckelt. Déi éischt Tranche - Dir hutt et elo grad vum Rapporteur héieren - gëtt et am Dezember dëst Joer an net am Juli, déi zweet am Januar oder eréischt am Mäerz 2008, wann den Uelechpräis weiderhin esou héich bleift, an déi lescht Tranche vun dëser Legislatur dann am Januar oder erëm am Mäerz 2009.

Dann d'Augmentatioune vun den Taxen am Sozialberäich, mä net nëmmen do, och bei deene berühmten Alcopops a beim Tubak, ginn neutraliséiert, dat heescht, si wierke sech net méi dreiwend op den Index aus.

An da fir d'lescht d'Kannergeld, d'Aschoulungszoulag, d'Mammerent an de Forfait fir den Elterenurlaub ginn net méi indexéiert, mä am Gesetz agefruer. Eng Mesure, déi op d'mannst esou laang dauert, bis mer kloer gesinn, ob bis Enn vum leschte Joer e Konzept fir - elo hätt ech bal gesot d'Negativsteier - e Steierkredit fonnt ka ginn. Wann dat net de Fall ass, da soll duerno d'Indexéierung erëm op deenen Elementer spillen.

De Berechnunge vun der Regierung no bréngen déi Mesuren Erspuernisser, an zwar Erspuernisser, déi net vun der Hand ze weise sinn: 76 Milliounen am nächste Joer, 115 Milliounen am Joer 2008 a souguer 125 Milliounen am Joer 2009. An dat ass nëmmen dat, wat de Stat spuert. Dernieft ginn an der Privatwirtschaft duerch déi décaléiert Indextranchen d'Lounkäschten ëm en hallwe Prozent pro Joer erof, derbanst d'Inflatioun ëm 0,1 Prozentpunkten am Joer ofgebremst gëtt.

Alles an allem also léisst sech d'Resultat vun deene Mesuren, déi dëst Gesetz virgesäit, weisen. Zwar si mir domat nach laang net aus dem Schneider, well den Defizit, deen eis an d'Haus stoe géif, wa mir näischt maache géifen, läit bei plus au moins 1,2 Milliarde pro Joer. Mä dat ass op d'mannst en Ufank, deem jo nach eng ganz Rëtsch vu weidere Mesurë follege sollen, sou datt et net illusoresch ass, fir bis 2009 mat engem Retour zum Budgetséquiliber ze rechnen.

Allerdéngs däerfe mer dobäi net vergiessen, datt et net nëmmen e Lach ze stoppe gëtt, mä datt mir weiderhin um Ausbau vun eisem wirtschaftlechen a sozialen Ëmfeld schaffe mussen.

Dat heescht, mir musse Schrëtt hale mat där ëmmer méi schaarfer Steierkonkurrenz um internationale Plang.

Mir musse gehéiereg an eppes investéieren, wat mir bis elo allze vill vernoléissegt hunn, nämlech d'Fuerschung, ouni déi et ëmmer méi schwéier gëtt an der internationaler Kompetitioun matzehalen.

Mir mussen an d'Qualifizéierung vun eiser Aarbechtskraaft investéieren, fir där Inadéquatioun bäizekommen, déi eis 10.000 Chômeuren abréngt, derbanst mir 130.000 Frontalierë ruffe mussen, fir eis ze hëllefen eis Aarbecht ze maachen.

A mir mussen dem Ëmstand Rechnung droen, datt haut an der Regel déi zwee Elterendeeler schaffe ginn an datt dofir ugemiesse Betreiungsstrukture fir d'Kanner geschaf a bezuelt musse ginn.

Mir mussen nach esou villes, wa mir eist Land um leschte Stand vum Fortschrëtt halen an optimal fir seng Zukunft preparéiere wëllen. Dat alles kascht och Suen - Suen, déi mir allerdéngs fir d'éischt musse verdéngen, ier mir se kënnen ewechginn. An dat geet nëmme mat enger Ekonomie, déi kompetitiv ass a voll dréint.

Här President, dat Gesetz, dat mir haut stëmme sollen, huet fir Lëtzebuerger Verhältnisser en historesche Charakter. Mir woen eis hei un eppes erun, wat bis elo de Status vun enger helleger Kou hat, nämlech un d'automatesch Indexéierung, op Lëtzebuergesch kuerz an einfach den Index genannt.

Et ass wuel net fir d'éischt, datt un deem Index geschnëppelt gëtt, dee säit iwwer 30 Joer als allgemenge Regel bei eis gëllt, derbanst et en am Ausland net oder net méi gëtt. Mä dës Kéier geet et un d'Wuerzel vum Index, well seng Automatik - einstweilen emol provisoresch - ausgeschalt an duerch voluntaristesch festgesaten Échéancen ersat gëtt.

Domat si mir wuel nach wäit ewech vum Patronat senger Fuerderung, den Index dach einfach ofzeschafen. Mä ëmmerhin ass et en déiwen Aschnëtt an de Prinzip selwer vun der automatescher Upassung.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Den Index huet an der Vergaangenheet bei eis ëmmer erëm fir politeschen Zëndstoff gesuergt, huet Geeschter gespléckt a Wahle matentscheet. Et ass nach guer net esou laang hier, do konnt kaum een hei am Land sech virstellen, datt den Index eng Kéier ausgeklénkt géif ginn. Dat weist zweeërlee. Engersäits weist et, wéi déif deen Automatismus sech an eise Käpp festgesat huet, an op där anerer Säit awer och, wéi eescht d'Situatioun muss sinn, well mir eis elo esouguer un dat Allerhellegst woen.

Et wäert och net ouni Konsequenze bleiwen. Wann d'Kafkraaft net méi automatesch iwwert den Index erhale gëtt, da riskéiert de Sozialklima méi rau ze ginn. Do, wou et Kollektivverträg gëtt, wäert probéiert ginn de Kafkraaftverloscht duerch d'Inflatioun via Lounaugmentatioun auszegläichen an dernieft natierlech och nach real Augmentatiounen erauszeschloen. An do, wou et keng Kollektivverträg gëtt, wäert den Drock wuessen, der anzefëieren, wann den Index net méi do ass, fir d'Kafkraaft op mannst ze erhalen.

Et wäert sech awer och weisen, ob trotz ausgeklénktem Index de soziale Fridde weiderhin erhale bleift an ob dat ëmmer erëm ugefëiert Argument, ouni den Index géing et bei eis drënner an driwwer an net méi esou roueg oflafen, och wierklech esou vill weit. Genau wéi et sech weise wäert, ob den Index en Inflatiounsbeschleineger ass, duerch säi „self-feeding"-Effekt, wéi ëmmer erëm vu senge Géigner behaapt gëtt.

Op alle Fall ass déi duerch d'Ëmstänn erbäigezwongen Indexmodifikatioun eng gutt Geleeënheet, fir déi Säit vun alle Pro- a Contrabehaaptungen, den Impakt vum Index an der Praxis ze observéieren an en dann op säi wierkleche Wäert ze jugéieren.

Déi Indexanalys gëtt awer och dofir interessant, well mer domat an e Beräich virstoussen, deen iwwert de Kader vum Index selwer erausgeet an déif an d'Lëtzebuerger Mentalitéit eragräift. Den Index ass nämlech och den Ausdrock vun engem typesch Lëtzebuerger Phenomeen, deen och nach iwwert de Kafkraaftausgläich eraus spillt; ech mengen eise Penchant allgemeng fir Automatismen. Déi Virléift hänkt wahrscheinlech domat zesummen, datt et eis scho méi laang gutt geet, besser op alle Fall wéi eisen Noperen. Deen Ëmstand huet mat sech bruecht, datt nieft dem Index och nach aner automatesch Akommesprogressiounen agefouert goufen, déi sech dann als Annuitéiten, Biennalen oder automatesch Avancementer an eise Paien auswierken.

Dat huet bestëmmt säi Gutts, well et bréngt eng gewësse Kontinuitéit an d'Evolutioun vun enger Beruffscarrière. Op där anerer Säit huet et allerdéngs dee Schéinheetsfeeler, datt d'Wirtschaft sech net no deem Rhythmus riicht an net onbedéngt regelméisseg a scho guer net automatesch wiisst.

Domadder hätte mer dann awer e Knuet. Deen huet eis Gott sei Dank an der Vergaangenheet net ze vill ze schafe gemaach, well et méi oder manner kontinuéierlech de Bierg erop goung mat eiser Ekonomie.

Dat kéint sech allerdéngs och emol änneren. An dann hätte mir e seriöe Problem, well mir mat all eisen Automatismen déi néideg Flexibilitéit verléiert a verluer hunn.

Dat hei soll eis d'Geleeënheet ginn, och emol doriwwer nozedenken. Gewëss dofir, mä virun allem, well eis Regierung de Courage opbruecht huet, sech mat dësem Gesetz un en heikle Sujet ze woen, fir erëm de finanziellen Équiliber herzestellen, deen et eis erlabe soll, eise Kanner eng Kéier dëst Land an engem gudden, gesonden Zoustand ze hannerloossen, wäert d'CSV-Fraktioun dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meisch. Dir hutt d'Wuert, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer fir d'alleréischt dem honorable Rapporteur, dem Norbert Haupert, ze félicitéiere fir säi schrëftleche Rapport, awer och fir säin explizite mëndleche Rapport. Dat erspuert eis, mengen ech, als Riedner, nach am Detail op déi eenzel Dispositioune vun dësem Projet de loi anzegoen. Awer och mäin direkte Virriedner, de Lucien Thiel, huet eppes gesot, nämlech datt dëse Projet en historesche Charakter huet.

Ech kann deem nëmme bäiflichten, well och mir als Demokratesch Partei sinn der Meenung, datt de 27. Juni 2006 an déi politesch Geschicht hei am Land wäert agoen. Et ass nämlech deen Dag, wou virun allem d'Sozialisten hir eege Geschicht iwwer Bord geheit wäerten hunn. Et ass deen Dag, ab deem kee Sozialist méi dat Wuert Index mat Manipulatioun an de Mond wäert huelen. Et ass deen Dag, dee weist, datt een en Index ni besser ka moduléiere wéi dann, wann d'Sozialisten an der Regierung sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- De Slogan „Fangeren ewech vum Index" ass Vergaangenheet. En ass souguer Vergaangenheet fir esou munchen ale Kämpfer an der Gewerkschaft, déi also…

(Interruption)

Oh, Här Di Bartolomeo, Dir wësst horgenee, wat mir wollten.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

…déi also, déi de 27. Mäerz 1982…

(Interruptions)

M. le Président.- E bësse Rou, wann ech gelift!

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President!

M. le Président.- De Riedner huet d'Wuert. An och d'Regierung soll sech roueg verhalen!

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Gutt, Här President.

…mat 40.000 anere Manifestante géint eng Indexmanipulatioun protestéiert hunn, déi stëmmen haut e Gesetz mat, dat vill méi staark an déi automatesch Lounindexéierung aschneit wéi et virdru jee geplangt war. Deemools war e Maximum vu véier Indextranchë fir 1983 an 1984 geplangt; haut geet et souguer drëms, fir net emol eng Tranche pro Joer erfalen ze loossen.

D'Initiativ kënnt vun deenen, déi deemools un der Spëtzt vum Protest stoungen. De sozialisteschen Tiger huet - an dat gëllt och, wat den Index ubelaangt - seng Zänn verluer, dont acte.

D'Diskussioun ëm den Index kann also ab haut méi sachlech gefouert ginn, well virun allem d'Sozialisten hir Positioun vun deemools opginn hunn.

D'Demokratesch Partei wëllt um Prinzip vum Index festhalen, och wann een natierlech haut an engem neien Ëmfeld muss d'Ausriichtung nach emol genee analyséieren.

Firwat brauche mer hei zu Lëtzebuerg den Index? Mir hunn eng Inflatioun, déi héich ass, déi mat Sécherheet net ze vergläichen ass mat deem, wat mer schonn zu aneren Zäite kannt hunn, mä awer d'Liewenshaltungskäschte gi steteg an d'Luucht, a virun allem déi Leit, déi e gudden Deel vun hirem Verdéngscht fir de Konsum mussen opbréngen, mierken dat besonnesch vill méi wéi nach sou munch aneren.

Fir d'Kafkraaft vu jidderengem hei am Land ze erhalen ass den Index en Instrument, dat an der Vergaangenheet mat Sécherheet dat Richtegt war an et erméiglecht och enger ganzer Rei vu Leit hei am Land, fir den eegene Liewensënnerhalt kënnen ze suergen, dat duerch hir eegen Aarbecht. An - et ass och scho gesot ginn - et dréit zum Zesummenhalt an eisem Land mat bäi.

A puncto Kompetitivitéit huet den Index mat Sécherheet och net nëmmen negativ Répercussiounen. Nämlech huet och den Indexsystem an der Vergaangenheet derzou gefouert, datt eng ganz Rei vu Betriber ëmmer erëm sech hu misse selwer a Fro stellen, ëmmer erëm hu misse rationaliséieren, ëmmer erëm hu misse kucken, fir d'Produktivitéit ze steigeren, an et ass och een Element, firwat mer haut eng performant Ekonomie hunn, och wann op där anerer Säit natierlech dat oft zu Laaschte vum Aarbechtsmaart gaangen ass.

Laang Zäit konnt eis Ekonomie den Index verkraften. Et huet ee gesinn, datt d'Lounkäschten net méi schnell gewuess si wéi a Länner ouni automatesch Indexéierung, an e grousse Plus war de soziale Fridden.

Déi méi héich Inflatioun zu Lëtzebuerg, déi mer awer haut kennen, wéi am noen an och am manner noen Ausland, dréit dann awer derzou bäi, datt duerch den Index d'Kompetitivitéit lues a lues a Fro gestallt ass. De Rapporteur huet et zitéiert, am Laf vun deene leschten zéng Joer hate mer eng Inflatiounsentwécklung hei am Land, déi wäit iwwert dat erausgaangen ass, wéi zum Beispill an deenen aneren Euro-Länner. An der Moyenne louche mer do ëm 4,3 Prozentpunkte méi héich. A wa mer elo just déi véier Haapthandelspartner vu Lëtzebuerg considéréieren, da louche mer souguer bei der Inflatioun ëm 7,2 Punkte méi héich. Wéi gesot, déi véier aner Haapthandelspartner vum Grand-Duché.

Dat féiert derzou, datt dann duerch déi automatesch Lounindexéierung d'Produktiounskäschten hei am Land méi schnell gewuess si wéi am Ausland, also e Kompetitivitéitsverloscht par rapport zum Ausland, also Aarbechtsplazen, déi a Gefor gerode sinn.

Virun allem spiere mer et haut däitlech méi, an eis Betriber spieren déi Entwécklung do haut däitlech méi wéi nach virum Euro, well een do nach eng Rei vu Verschiebungen ëmmer och konnt opfänken, duerch Upassungen tëschent deenen eenzelne Währungen, mä haut, wa mer d'Eurozon kucken, wa mer eis Haapthandelspartner kucken, do hu mer déiselwecht Währung, a mer kënnen och duerch Ofwäertungstendenzen d'Kompetitivitéit net fir den Export verbesseren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Lëtzebuerg sëtzt also an enger Zwéckmillchen: Op där enger Säit en Index, dee mer brauchen, fir datt jiddfereen hei am Land säi Liewe ka féiere mat deiere Liewenskäschten; an op där anerer Säit awer en Index, deen zum Deel op d'mannst derzou bäidréit, datt mer e Stéck vun deem Aascht ofseeën, wou mer alleguerten drop sëtzen, an nämlech eis Performance an der Ekonomie a Gefor bréngen.

Der Demokratescher Partei no kann de Loun awer net dat Element sinn, wou mer d'Kompetitivitéit, a wou mer d'Konkurrenz mam Ausland - sief et mam noen oder mam wäiten Ausland - probéieren auszedroen. Et kann net esou sinn, datt mer probéiere mat Osteuropa grad op deem dote Feld kënne matzehalen. Et kann och net esou sinn, datt mer mat Länner wéi Indien oder China elo probéieren um Niveau vum Loun kënne konkurrenzfäeg ze bleiwen. Do géinge mer alleguerten hei am Land verléieren, an eist Land wier mat Sécherheet herno en anert. Lëtzebuerg ass en Héichlounland, a Lëtzebuerg muss och en Héichlounland bleiwen, fir datt mer eis alles dat, wat mer zesummen opgebaut hunn am Laf vun deene leschte Jorzéngten, och weiderhi kënnen erhalen an erméiglechen.

Wa mer also net um Loun wëllen d'Konkurrenz spille loossen, da musse mer op deenen anere Facteuren alleguerte besser sinn. Wat fir eng Facteure kënnen dat sinn?

Mer mussen, a mer brauchen niddreg Steiere par rapport och zu eisen Haaptkonkurrenten: Mer brauche Soziallaaschten, déi Aarbecht erméiglechen, an net d'Aarbecht ze deier maachen. Mir brauchen administrativ Hürden, déi net ze héich sinn, wou d'Betriber kënnen, wa se wëllen innovéieren, dat och erlaabt kréien. Mer brauchen niddreg Energiepräisser. Mer brauche performant Kommunikatiounsréseauen. Mer brauche schnell politesch Décisiounen, och fir Opportunitéite emol eng Kéier schnell kënnen ze realiséieren. Mer brauche vläicht aner Öffnungszäiten am Handel. A vläicht brauche mer och méi flexibel Joresaarbechtszäiten an der Produktioun.

Da brénge mer et fäerdeg fir kompetitiv ze bleiwen, awer gläichzäiteg och héich Léin hei zu Lëtzebuerg kënnen ze erwirtschaften, an dono de Leit kënnen ze bezuelen.

D'Demokratesch Partei stëmmt dësem Projet de loi zou, well mer gesinn, datt mer op Grond vun deem Déséquiliber am Statsbudget Handlungsbedarf hunn. Ech wëll net nach emol drop zréckkommen, wéi deen Déséquiliber sech zesummesetzt, wéi en ze erklären ass, wéi iwwerraschend en d'ailleurs och komm ass. Do géif et munches derzou ze soe ginn, mä dat hu mer am Laf vun deene leschten Debatten hei ugefouert. Mir wäerte mat Sécherheet och nach am Laf vun deenen nächste Budgetsdebatten dorobber zréckkommen.

Mä mat dësem Schrëtt kréie mer e Stéckelche méi Sputt am Statsbudget, an et hëlleft awer och ganz besonnesch de Betriber am Land, fir mam Ausland kënne Schratt ze halen. An et erméiglecht eigentlech - an dat ass eng Hoffnung, déi mer awer och an dëse Schratt setzen - eng sachlech Diskussioun iwwer eisen Indexsystem. D'Demokratesch Partei ass bereet, zesumme mat de Sozialpartner esou eng Diskussioun iwwer eng Neiausriichtung vum Indexsystem ze féieren. Net - wuelverstanen - fir den Index ze zerschloen, mä fir en un déi nei Gegebenheete kënnen unzepassen.

Eiser Meenung no muss d'Inflatioun net deen eenzege Kritär sinn, dee considéréiert gëtt, wéini an ob eng Indextranche erfält. Et kéint ee sech virstellen, datt och nach d'Produktivitéitsentwécklung géing eng Roll spillen. Et kéint ee sech och virstellen, datt och Lounstéckkäschte géingen eng Roll spillen. Et kéint ee sech virstellen, datt au cas par cas Joer fir Joer géing gekuckt ginn tëschent Regierung, tëschent Patronat, tëschent Gewerkschaften en Accord doriwwer ze fannen, awéiwäit dann d'Inflatioun mat an d'Indexberechnung erafléisst. E Modell eigentlech, deen och net nei ass, deen eis belsch Noperen hunn, an deen eis vläicht e Wee aus där Zwéckmillchen eraus kéint weisen.

Mir hunn also eng historesch Chance, fir den Indexsystem am Konsens ze reforméieren an doduercher ze erhalen. All relevant politesch Kräeften oder déi meeschte politesch Kräeften hei am Land gesinn dat esou. An och mir als Demokratesch Partei, als déi gréissten Oppositiounspartei, wäerten eis, wéi gesot, där doter Diskussioun net verschléissen, a weisen eng responsabel Haltung an der Oppositioun. Mir wäerten net d'Leit op d'Strooss dreiwen, mä mir versichen hei am Parlament eng sachlech Diskussioun zu deem doten Thema ze kréien. A mir hunn op jidde Fall de Courage, fir och dat doten Thema op den Dësch ze huelen; och wann et vun engem vu menge Virriedner als eng vun den „hellege Kéi" hei zu Lëtzebuerg betitelt ginn ass.

Mir hunn awer d'Impressioun, datt d'Regierung de ganze Courage net opbréngt, fir sachlech an dann och bis an déi lescht Konsequenz iwwert dat doten Thema ze diskutéieren. Well firwat gëtt eigentlech gewaart bis 2009, wou dann, fir mëttel- a laangfristeg och kënnen den Index ze orientéieren, déi Diskussioun eréischt no deenen nächste Chamberwahle soll gefouert ginn?

Wa mer haut e Problem hunn, da si mer der Meenung, datt mer haut sollen doriwwer diskutéieren, an datt mer haut och sollen Diskussiounen doriwwer kënne féieren, an décidéieren, amplaz datt mer kucke just bis 2009, op där enger Säit vläicht de Statsbudget an den Équiliber ze kréien, op där anerer Säit eppes géint d'Inflatioun ze maachen. Zwee Ziler, déi jo zu den erkläerten Ziler vun dësem Gesetz gehéieren, mä déi mer awer gläichzäiteg - wat och elo schonn d'Banque centrale seet - riskéieren net ze erreechen, well sämtlech Mesuren, déi den 2. Mee hei vum Premierminister ugekënnegt gi sinn, laut der Banque centrale, net dozou wäerte féieren, datt de Statsbudget bis 2009 am Équiliber ass, an och den Impakt op d'Inflatioun eigentlech nëmmen als ganz minim bechiffert ginn ass, nämlech bei 0,1%, also en Zéngtel Prozentpunkt manner Inflatioun duerch déi Mesuren, déi do geholl wäerte ginn.

Mir mierken do e bëssen, datt d'Regierung net de ganze Courage huet. Et grenzt eigentlech un Aarbechtsverweigerung vun der Regierung, wa mer e Problem hunn, ze soen: Fundamental diskutéiere mer eréischt no der nächster Chamberwahl iwwert deen dote Problem. Haut hätte mer eng historesch Chance vläicht a Rou dat Thema kënnen ze diskutéieren an ze décidéieren.

Wie weess, ob mer nom nächste Wahlkampf 2009 - wou jo elo schonn deen een oder deen aneren, ech mengen, et war den LCGB, gesot huet, datt dat en Indexwahlkampf wäert ginn - nach kënnen a Rou doriwwer diskutéieren, a wéi verfueren d'Fronten eventuell no den nächste Chamberwahlen zu deem doten Dossier wäerte sinn?

Eng Indexmanipulatioun, wéi se mat dësem Projet virgesinn ass, bedeit natierlech e Kafkraaftverloscht vun de Leit. Net méi déi voll Inflatioun gëtt am Loun a bei der Rent ausgeglach. D'Leit wäerten et spieren. Se wäerten et spieren am Portmonni, bei der Vakanz, am Restaurant, am Supermarché. D'Leit spieren et wéi gesot am Alldag.

Esou eng Politik muss eiser Meenung no begleet ginn. Esou eng Politik misst eiser Meenung no vun der Regierung ofgefiedert ginn, fir datt se eben net zum Abroch beim Konsum féiert. Mä d'Regierung leet eigentlech nach eng drop: Se mécht genau de Contraire, nämlech se erhéicht d'Steierlaascht och nach emol:

- 1% méi Solidaritéitssteier, fir déi mëssgléckten Aarbechtsmaartpolitik kënne weiderzefiéieren.

- D'Autossteier geet an d'Luucht, fir angeblech méi CO_2-spuerend Gefierer kënnen op eis Strooss ze bréngen. Mä mir wëssen alleguerten, datt et drëms geet, fir de Statssäckel ze fëllen.

- De Bensin an den Diesel gi méi deier.

- D'Steiertabell ass zënter Joren net méi un d'Inflatioun ugepasst ginn. Och dat féiert derzou, datt Joer fir Joer d'Steierlaascht an d'Luucht geet.

- Manner Geld kréien d'Gemengen, déi dann herno erëm gezwonge sinn, fir hir Déngschtleeschtungen, déi se de Bierger mussen ubidden, de Bierger méi dofir ze froen.

Mer kennen d'Präisentwécklung um Wunnengsmaart. Dee Sujet, wou jo souguer de Premierminister selwer d'Responsabilitéit iwwerholl huet, a gesot huet, dat wär déi grouss Défaite. Also, och do een Domän, wou d'Leit ganz staark hei am Land momentan belaascht ginn.

Dës Politik verstäerkt eigentlech nach eng Kéier d'Auswierkunge vun dëser Indexmodulatioun, amplaz datt ee se géing ofbremsen, offiederen an dergéint wierken.

„Mir reprochéieren der Regierung, datt se de Lëtzebuerger Steierzueler drastesch Steiererhéijungen zoumutt, ouni all Méiglechkeeten erschöpft ze hunn: éischtens, fir bei hiren eegenen Ausgaben ze spueren, an zweetens déi bestoend Steiere richteg anzedreiwen." Dee Saz hunn ech hei gesot, mä en ass eigentlech net vu mir, well en ass schonn eng Kéier op dëser Tribün gesot ginn, nämlech viru méi wéi 20 Joer. Et war den 28. Juni 1983 vum deemolegen LSAP-Politiker Jacques F. Poos. En hat, op jidde Fall bezunn op déi jëtzeg Situatioun, net Onrecht.

D'Regierung wëllt a kann dëst Land net reforméieren. Duerfir ginn d'Laaschten einfach op d'Bierger ofgewälzt. D'Konsequenz dovunner gesi mer an engem Indicateur, deen awer ganz däitlech weist, wat d'Leit am Land hei vun där doter Politik halen: nämlech dem Index fir d'Konsumentevertrauen. Dee louch am Januar 2006 nach bei dräi Punkten, am Mäerz bei null Punkten, am Abrëll bei minus véier Punkten an am Mee bei minus néng Punkten; dee schlechsten Index zanterdeem deen doten Indicateur 2002 ugefaange ginn ass ze moossen.

Dat ass e ganz klore Sondage doriwwer, wat d'Konsumente vun der Politik vun der jëtzeger Regierung halen. D'Leit wäerten op hirem Portmonni sëtze bleiwen, well se fäerten, datt de Stat hinne soss ze vill draus eraushëlt. An dat ass keng Politik, déi d'Leit encouragéiert. Et ass keng Politik, déi de Konsum fördert. Et ass keng Politik, déi Investitiounen hei am Land fördert. Et ass eng Politik, déi eis zréckgehäit, a keng Politik, déi eis no vir bréngt.

Jo, d'Demokratesch Partei dréit dës Indexmodulatioun mat, well se dem Stat hëlleft iwwer en Enkpass ewechzekommen, an de Betriber a schwieregen Zäite Loft léisst, fir ze ootmen.

D'DP wäert sech awer fir wierklech Reformen asetzen. Reformen, déi laangfristeg gesond Statsfinanze bréngen, fir e bessert Ëmfeld fir eis Betriber a fir manner Chômage. Reformen, déi de Betriber an och de Bierger hei am Land nees Hoffnung maachen op eng besser Zukunft. Reformen, déi nei Perspektiven opmaachen amplaz dem Bierger an d'Täsch ze gräifen. Reformen, déi net Synonym si mat neie Belaaschtunge fir d'Bierger.

Duerfir hu mer 33 konkret Propositioune virgeluecht, wou der eng Rei sech iwwerschneide mat deem, wat d'Regierung proposéiert huet. Ob et der 19 sinn, wéi de Premierminister gezielt huet, doriwwer léisst sech mat Sécherheet streiden; ech zielen der manner. Mä et wär jo och gelungen, wann déi 33 komplett opposéiert wären zu deem, wat d'Regierung géing maachen. Op jidde Fall kann een awer soen, datt mer an enger ganzer Rei vu Punkte méi Courage haten, fir och Strukturreformen unzegoen, fir fundamental eppes a Fro ze stellen, amplaz ze probéiere eis bis 2009 derduerchzewurschtelen.

Mir hunn eng strukturkonservativ Regierung, et ass e strukturkonservative Programm, deen den 2. Mee hei virgeluecht ginn ass, an de Reformwëllen, deen een eigentlech am Oktober bei der Deklaratioun vum Premierminister Juncker nach gespiert huet oder gemengt huet ze spieren, deen ass op jidde Fall gebrach, well d'Bremser an de Reie vun CSV an LSAP sech dann awer definitiv duerchgesat hunn.

Eng ganz Rei vu Froe stelle sech nämlech nach hei an dësem Land. Déi Tripartite, déi virun engem gudde Mount op en Enn gaangen ass, déi Tripartite war eigentlech lancéiert als grouss Kompetitivitéitstripartite am Joer 2003, a wann ee gesäit, wat awer elo draus ginn ass, da war et alles mä keng Kompetitivitéitstripartite. Et war vläicht eng Tripartite fir de Statsbudget an den Équiliber ze bréngen. Mir mussen also d'Thema Kompetitivitéit weider op dem Ordre du jour behalen. All déi Facteuren, déi ech virdru genannt hunn, wa mer net wëllen um Niveau vum Loun d'Konkurrenz ausdroen, musse mer kucken, datt mer déi Punkt fir Punkt do ofschaffen, Punkt fir Punkt kucken, wat mer besser maache kënnen. Mä d'Regierung schéngt sech enger ganzer Rei vun Diskussiounen do ze verschléissen.

An anere Länner ginn d'Diskussioune weider. Et héiert een, datt an Däitschland momentan iwwert d'Kierperschaftssteier diskutéiert gëtt. Mir mierken, datt mer an Europa ëmmer méi an eng Steierkonkurrenz eraginn. Ech hu kee Wuert bis elo héieren, wat d'Regierung dovunner hält, wou si mengt datt mer d'Betribsbesteierung hei am Land sollten hifféieren, wou mer Lëtzebuerg sollen usiedelen an der ganzer europäescher Steierlandschaft.

Mir hu keng kloer Äntwerte bis ewell nach drop kritt, wéi mer op där enger Säit de Spagat kënnen hikréien tëschent enger Croissance, enger Croissance och um Aarbechtsmaart, an op där anerer

Säit dann awer Defiziter, déi sech um Niveau vum Statsbudget opdinn, eng Situatioun, déi atypesch ass, eng Situatioun wou mer dann och atypesch Äntwerte mussen drop proposéieren.

Och déi Désindexatioun vun de Sozialleeschtungen, déi jo hei an dëse Projet mat eragefloss ass, déi mer als Demokratesch Partei och an enge vun eisen 33 Propositioune mat proposéiert hunn, déi mer also kënne matdroen, stellt awer nach d'Fro hannendrun: Wat geschitt mat deene Mëttelen, déi mer doduerjer fräi maachen?

Virun engem Mount hu mer hei diskutéiert, datt dat eng vun de Mesurë wär, fir Geld anzespueren op där enger Säit, fir op där anerer Säit nei Politike kënnen ze gestalten. Nun, eis géing interesséieren: Wou sinn déi nei Politiken? Wou bleiwen déi Mëttelen? Wéi vill Mëttele gi reservéiert, fir wat fir eng nei Politike kënnen ze maachen? Eppes wat een och an dësem Projet de loi vermësst huet a wou bis ewell nach keng kloer Sprooch geschwat ginn ass. Mir wäerten op jidde Fall do derhannert bleiwen.

Mir stellen eis vir, wa mer vu strukturelle Reforme schwätzen, fir méi a Richtung nach selektiv Sozialpolitik ze goen. Et muss net jiddereen datselwecht kréien. Wa mer an Zukunft deem wëllen hëllefen, deen Hëllef néideg huet, deem mer mussen eng Hand upaken, well hien eleng net eens gëtt, da kënne mer net jidderengem datselwecht ginn, da musse mer geziilt kënnen intervenéieren. D'Thema vum Export vun de Sozialleeschtungen ass bis ewell nach net opgegraff ginn.

Fir nëmmen d'Kannergeld zum Beispill ze huelen, wou mer pro Joer ëm déi 250 Milliounen Euro an eis Nopeschlänner exportéieren, a mer wëssen awer och, datt gläichzäiteg déi 250 Milliounen Euro am Ausland, am noen an am wäiten Ausland eppes aneschters heesche wéi dat, wat dee Chiffer hei am Land heescht, da mengen ech, ass et eng Diskussioun wäert fir doriwwer ze diskutéieren. De Finanzement…

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wéi wëllt Der dat da maachen, Här Meisch?

M. Claude Meisch *(DP).*- Gelift?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat sinn awer europäesch Reglementer, un déi mer eis mussen halen. Ech gesinn awer schwéier, wéi mer als Lëtzebuerger Stat do dergéint eis géinge wieren. Dat si Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, dat si Leit, déi awer dat opgrond vun europäeschen Direktiven zegutt hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma mir hunn eng Propositioun zum Beispill gemaach, déi mer gäre géingen diskutéieren, wann d'Regierung diskussiounsbereet ass, nämlech fir op där enger Säit d'Kannergeld e Stéck zréckzeschrauwen a gläichzäiteg deene Leit, déi hei am Land wunnen, eng Résidence-Prime ze ginn, well mer wëssen, datt grad déi momentan belaascht sinn duerch déi héich Präisser um Wunnengsmaart. An doduerjer kéinte mer kucken, datt mer eis Sozialpolitik op déi Leit hei am Land géinge konzentréieren, op déi Leit, déi et noutwendeg hunn, an e Stéckelche manner géingen exportéieren.

Eng Propositioun, déi an deenen 33 vun der Demokratescher Partei opgefouert ginn ass, wou mer ganz gäre géingen driwwer diskutéieren, an ech gesinn net direkt géint wat fir eng Direktiv oder wat fir eng Konventioun mer an deem Punkt géingen do verstoussen.

Nun, mer mierken, datt eng ganz Rei vu Punkte bei der Regierungspolitik e falschen Usaz hunn, notamment d'Steierpolitik, awer anerer hunn ech opgezielt, datt mer an enger ganzer Rei vu Punkten Zukunftskonzepter vermëssen, datt et kee grousse politesche Konsens tëscht der Regierungsfraktioun an de Regierungsparteie gëtt, wat d'Zukunftsreformen ubelaangt. A grad duerfir riskéieren awer och dës Indexmodulatiounen, déi eigentlech jidderengem hei am Land vill ofverlaangen, ze verpuffen, well déi erhoffte Wierkung net duerch d'Regierung ënnerstëtzt gëtt a well d'Regierung probéiert sech laanscht eng ganz Rei vu strukturelle Reformen ze mogelen.

Mir stëmmen dëse Projet, mä dat heescht - an ech mengen, Dir hutt et eraushéieren -, datt mer mat ganz villen aneren Themen, wou d'Regierung momentan keng Akzenter setzt oder déi falsch Akzenter setzt, net d'accord sinn, datt mer mat villem, wat hei den 2. Mee proposéiert ginn ass, net kënnen d'accord sinn. Hei ass ee Punkt, domadder wäerte mer d'accord sinn, an duerfir stëmmt déi Demokratesch Partei dëse Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Här Gibéryen, et ass elo um Här Fayot.

(Interruption et hilarité)

Da waart emol of, mir si jo nach net um Enn vun der Debatt ukomm. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert a soss keen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech weess, dass dat eng interessant Matière ass, wou och vill Parteipolitik hannendrun hänkt. Ech wollt dofir am Ufank dem Här Haupert, dem Rapporteur, Merci soe fir déi roueg an objektiv Manéier, wéi hien dee Projet hei presentéiert a behandelt huet. Dat ass eng wohltuend Manéier, fir un esou e schwieregen a sensibele Sujet erunzegoen. An ech mengen och, dass mer - ech wëll den Här Gibéryen do enttäuschen - hei sollen dee Sujet ugoe mat deem néidege Seriö an och mat där néideger Déift.

Ech wëll och à l'adresse vum Här Meisch rappeléieren: Alleguerten déi Scholdzouweisungen, déi hie virgeholl huet, brénge eigentlech net vill, well déi Entscheedung, déi mer haut jo ze huelen hunn, an de Joren 2001-2002 gebuer ginn ass. Mir sinn hei an enger Entwécklung vun e puer Joer, an de wirtschaftlechen Abroch an de Joren 2001 an 2002 huet den Abroch am Statsbudget mat sech bruecht. D'Budgete vum Zentralstat si säit 2003 am Defizit. An och haut nach, trotz dem Wirtschaftswuesstem, dee jo bal bei 5% läit, hu mer deen Defizit vum Stat nach net an de Gréff krut.

Iwwert d'Ursaache vun deem Defizit kann een natierlech laang a vill streiden. Tatsaach ass, dass de Stat iwwer seng Mëttele gelieft huet an och haut nach lieft. Doraus ass de Wëllen entstanen, de politesche Wëllen entstanen, ze spueren. Spueren heescht natierlech net gläich spueren. Spuere kann heeschen, de Stat an och d'Gemenge méi schlank ze maachen, wéi jo ons Kolleege vun der DP eng Kéier dat an enger Wahlcampagne gefrot hunn. Spuere kann heeschen, alles dat, wat an de Jorzéngten…

(Interruption)

Jo, schlanke Stat, jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech si scho mat der Wuertwiel erofgaangen.

(Hilarité)

D'Definitioun vu schlank, gell. Dat hänkt dovun of…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Grethen, ech wëll elo weider keng Commentairen dozou maachen.

Ech mengen, spuere kann heeschen, alles dat, wat fir d'sozial Cohésioun an de vergaangene Jorzéngten opgebaut ginn ass als Ofsécherung géint d'Onsécherheet an all hir Formen, ofzebauen. Ech mengen, et gëtt fir esou e Spuere keng Majoritéit hei am Land.

Mä et gëtt sécher eng Majoritéit am Land, an dat hu mer jo och gehéiert vun der DP, fir eng verstänneg Budgetspolitik, déi sech der Decken no streckt.

Et wëllt keen am Land hei e staark verschëllte Stat, deen all d'Laaschten op déi nächst Generatioune géif ofwälzen. Et gëtt ënnert de Lëtzebuerger eng wäit verbreete Bereetschaft, fir a gudden Zäiten ze spueren a Reserven unzeleeën, a schliesslech wëllt och keen d'Zukunft vum Land duerch Austéritéit op alle Pläng a Gefor bréngen.

Also, dëse Projet kënnt um Enn vun enger laanger Prozedur, déi den 12. Oktober 2005 ugefaangen huet. D'Kärstéck vun där Prozedur waren d'Sitzunge vum Comité de coordination tripartite. Dëst war vum Statsminister a senger Ried vum 12. Oktober hei an der Chamber annoncéiert ginn, an d'Regierung huet deemools kloer gesot, datt se net mat der Briechstaang eng Austéritéitscourse wëll fueren, an dofir huet se den Tripartitemechanismus voll spille gelooss.

D'Gewiicht an d'Meenunge vun de Sozialpartner goufe voll respektéiert. Sécher, d'Politik, d'Parteien an och d'Fraktiounen heibannen hu während der Tripartite d'Regierung an d'Sozialpartner gewäerde gelooss. D'Regierung huet Pistë proposéiert; d'Sozialpartner hu mat der Regierung diskutéiert a schliesslech hiren Avis ginn. Dësen Avis, dat wëll ech hei ganz kloer ënnersträichen, gëtt mat dësem Gesetz fir deen Deel, deen dovunner concernéiert ass, voll a ganz a prezis befollegt.

D'Politik huet elo dat alles elo a Gesetzer ëmzesetzen. Mir maachen dat, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt doduerch d'Kohäsioun vum Land a vu senger Politik gestäerkt gëtt. Dës Regierung an dës Majoritéit hunn e groussen Interessi dorunner, datt déi Eenegung an Éierlechkeet an a vun der Tripartite erhale bleift. Si maachen d'Land staark; si ginn ons Rou an Zäit fir déi schwiereg Aufgabe vu Chômage-Bekämpfung, vu wirtschaftlecher Entwécklung, vu sozialer Solidaritéit ze meeschteren.

D'Regierung wier dofir domm, dat wëll ech hei ganz kloer soen, wa se elo d'Sozialpartner wéilt hannert d'Liicht féieren, wa se e Putsch géint d'Salariat an d'Gewerkschafte maache wéilt, wéi dat vun enger Partei a Fluchblieder gesot ginn ass, oder wa se an dësem Gesetz méi Sacrificer wéilt verlaangen, wéi d'Sozialpartner dat an der Tripartite akzeptéiert hunn.

D'Regierung brauch d'Sozialpartner an hir Bereetschaft matzediskutéieren och an de Joren, déi kommen. Et soll jo an der Tripartite drëm goen, e sozial- a wirtschaftspoliteschen Ausgläich ze fannen. D'sozial Sécherheet, d'Bekämpfe vun der Inflatioun a vum Budgetsdefizit, d'wirtschaftlech Kompetitivitéit verbesseren - dat sinn d'Stéchwierder vun der Diskussioun.

Den 2. Mee 2006 huet d'Regierung d'Resultater vun der Tripartite hei duergeluecht a si goufen hei diskutéiert an allgemeng begréisst. Dobäi hat ech am Numm vu menger Fraktioun constatéiert, datt an deenen Décisioune vun der Tripartite, an deem Avis vun der Tripartite, de Sozialmodell, deen a Jorzéngte laangen Ausernanersetzungen opgebaut gouf, a senge wesentlechen Objektiver a sengen Instrumenter erhale bleift.

Ech hunn och dobäi gesot, datt den Tripartite-Pak sécher Sacrificer enthält, datt déi Sacrificer net däerfen erofgespillt ginn an dass se sozial gerecht verdeelt musse ginn an dass se zu engem Resultat musse féieren. Dat heescht, déi Sacrificer sinn net en Objektiv a sech; si sinn nëmmen e Mëttel op engem Wee, fir dëst Land ze reforméieren. Mir mussen also mat Hëllef vun dëse Sacrificer déi Problemer meeschteren, déi mer an de leschte Joren accumuléiert hunn.

Elo hu mer dat éischt Gesetz hei virleien, an dëst Gesetz ass eent vun engem ganze Pak vun Texter a Reglementer, déi nach komme sollen. D'Regierung soll an den nächste Wochen eng Oplëschtung vun dësem Pak, vun dësen Texter a Reglementer virleeën, datt ee gesäit, wat alles nach u legislativer respektiv reglementarescher Aarbecht ze maachen ass.

En décke Brocken ass sécher dobäi de Statut unique vun de Salariéen. Domat gëtt sécher eng Vereinfachung op ville Pläng erbäigefouert, an esou wéi d'Salariat jo haut ausgesäit, ass déi Ënnerscheedung zwëschen Aarbechter a Beamten net méi an der sozialer Realitéit begrënnt. Den Accord vun de Gewerkschafte an der Tripartite gouf jo an der Haaptsaach duerch déi sozialpolitesch Perspektiv, déi déif gehend sozialpolitesch Reform iwwerhaapt erméiglecht.

Dofir ass fir d'LSAP, an ech mengen och fir d'Gewerkschaften, dat en Duerchbroch vu grousser sozialpolitescher Bedeitung. Mir froen dofir d'Regierung och, ouni Verzuch mat de Sozialpartner Léisunge fir déi Problemer, déi nach bestinn, déi technesch Problemer, virzeleeën.

Här President, d'Gesetz vun haut geet iwwert den Index an d'Désindexéierung vun enger Partie famillepoliteschen Allocatiounen. Et ass kloer, datt mat deem Tripartite-Accord probéiert gëtt, elo Politik ze maachen, och dobaussen an och heibannen. Dofir mengen ech, wier et wichteg, eng Partie Kloerstellungen ze maachen.

Den Index gëtt als Ëmverdeelungsmechanismus net a Fro gestallt: E bleift bestoen a brauch also net 2009 erëm agefouert ze ginn. D'Präisentwécklung an d'Indexupassung ginn net ausernaner drifte gelooss. Den Index erlaabt domat weider eng regelméisseg Upassung un d'Deirecht.

Ech hunn éinescht de M. Lucien Thiel gehéiert vun Automatisme schwätzen, an ech hu säi Luef gehéiert fir d'Tripartite, déi déi Automatismen hei moduléiert huet. Mir mengen, datt d'Tripartite, wéi ech éinescht gesot hunn, e gudde Mechanissem ass, fir esou Automatismen unzepassen. Ech si frou iwwer säi Luef fir d'Tripartite.

An ech mengen, datt dat Wuert Automatismus am Fong geholl kee Schimpfwuert ass. Ech sinn iwwerzeegt, datt de Mechanissem vum Index e Mechanissem ass, deen ons a ville Jorzéngte Rou um lounpolitesche Secteur bruecht huet, deen et erlaabt huet, regelméisseg d'Akommes vun de Salariéen un d'Deirecht unzepassen. Dat ass eppes, wat sécher a villen anere Länner op eng vill méi schwiereg Manéier vir sech geet.

Den Här Lucien Thiel war jo och am Bankesecteur op enger exponéierter Plaz aktiv an huet jo och gesinn, wéi schwiereg heiansdo do d'Lounverhandlungen an deem Secteur waren. Dofir fannen ech fir mech, dass, wann ee vun Automatismus schwätzt, dat keng pejorativ Connotatioun huet, mä datt et an dësem Fall, op jidde Fall wat den Index ugeet, eng positiv Konsequenz fir d'Land hat.

Ech hunn iwwregens, dat wëll ech och hei soen, Vertrauen an d'Gewerkschaften, datt,...

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*-...wann elo zwëschent der Entwécklung vun der Deirecht an der Akommesentwécklung ze vill grouss Grief géifen entstoen, si duerno kucke géifen, an et gegebenefalls dann zu gewerkschaftleche Moossnamen hirersäits kënnt kommen.

Wat no de Joren 2006 bis 2009 geschitt, muss d'Politik vun deem Moment entscheeden. Ob eppes definitiv verluer geet, ob Réckstänn bestoe bleiwen oder e Rattrapage stattfënnt, dat muss e Gesetz soen, dat virum 31. Dezember 2009 vun enger nächster Regierung geholl gëtt an de Raccord mat dem Index festleeë muss.

Dat gëtt sécher eng spannend statistesch Aarbecht, an natierlech an der Haaptsaach eng wichteg politesch Aarbecht, fir dee politesch richtege Raccord ze fannen. Ech mengen, och datselwecht gëllt fir d'Familjenzoulagen, déi jo net endgülteg agefruer ginn.

Wat an de kommende Jore geschitt, wäert vill vun där jeeweileger politescher Majoritéit an dësem Land ofhänken. Dës CSV-LSAP-Majoritéit huet sech op jidder Fall vill Méi gemaach, an der Fro vum Index eng ausgeglachen a sozial gerecht Léisung ze fannen.

Wéi gesot, wat 2010 geschitt, ass net gewosst a wäert wuel an der Wahlcampagne vun 2009 ausgiebeg diskutéiert ginn.

D'Chambre des Employés privés huet an hirem gutt fouilléierten Avis gesot, dass eng moderéiert Inflatioun, déi ongläich iwwert d'Period 2006 bis 2009 verdeelt wär, zu definitive Verloschter fir d'Salariat kënnt féieren. A si seet och, dass déi Optioun vun engem Renoncement définitif à une tranche indiciaire an den Tripartitesdiskussiounen elo net a Fro komm war. A si seet, dass de Report vu verschiddene Cotes d'application zwëschent 2006 an 2009 nëmmen temporär wär, a mécht da verschidden Hypotheese bis a fir 2010.

Ech mengen, et ass fir ons hei an der Chamber schwéier nozevollzéien, wéi d'Diskussioune vun der Tripartite gelaf sinn. Mir kucken den Avis sou wéi en do läit. A mir kucken, ob dat Gesetz deem Avis vum Comité de coordination tripartite entsprécht, well mer wëllen, dass d'Regierung dat an e Gesetz mécht, wat se mat de Sozialpartner bis 2009 ausgehandelt huet.

A mir wëssen, dass an der Politik näischt definitiv ass an dass eng Regierung eppes aneschters ka maache wéi déi virdrun.

Mir wëllen als Sozialiste weder den Index permanent moduléieren nach ganz aussetzen. Mir wëllen iwwert de Wee vun dëser Indexregelung en Zweck erreechen: d'Inflatioun erofdrécken, d'Kafkraaft erhalen, d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg verbesseren, de Statsbudget sanéieren. A wann déi Ziler erreecht ginn - an ech hoffen, dass mer se an deenen nächsten dräi Joer kënnen erreechen - musse mer weider kucken.

Här President, op den Inhalt vun de Mesuren am Gesetz ass de Rapporteur am Detail agaangen, ech wëll also net méi drop zréckkommen. Ech wëll awer op déi Mesuren insistéieren, déi am Tripartite-Avis zur Bekämpfung vun der Inflatioun niewent den Indexmesuren enthale sinn. Déi Moossname mussen - grad wéi d'Indexupassung - hëllefen d'Akommes vun de Leit ze schützen. Dat ass e Koup, dat sinn op d'mannst sechs wichteg Mesuren:

- Éischtens solle mat de verschiddene Wirtschaftssecteure Präisaccorden ofgeschloss ginn.

- Zweetens sollen d'Präisser an der Grande Région an engem Indicateur verglach ginn.

- Drëttens sollen d'Kontrakter, déi de Stat - an ech huelen un och d'Gemengen -ofschléisst, index-

neutral sinn ausser de Lounkäschten. An do stellt d'Fro sech, ob dat elo scho gemaach gëtt.

- Da soll Schluss gemaach gi mat dem System vun de Représentations générales, déi ons u meeschtens belsch Zwëschenhändler ausliwweren.

- Da soll d'Konkurrenz méi dynamesch ginn.

- A schliesslech sollen de Stat, d'Gemengen, d'Établissements publics an hirer Präispolitik, also an hirer Gestaltung vun de Präisser fir Déngschtleeschtunge virsiichteg sinn.

An d'Regierung soll ons soe wat an där Hisiicht scho geschitt ass a wéini déi prezis Moossname fir d'Präisgestaltung ëmgesat ginn.

Här President, e wichtege Duerchbroch an der Tripartite ass d'Indexneutraliséierung vun der Erhéijung vu verschiddene bestoenden Taxen an Accisen an neien Taxen an Accisen. Et gëtt keng Manipulatioun vum Wuerekuerf, wéi dat behaapt ginn ass, et gëtt awer en echte Problem. Wa mer aus gesondheetspoliteschen Ursaachen de Präis fir den Tubak eropsetzen an déi Erhéijung iwwert den Index am Akommes ausgläichen, hu mer eigentlech näischt geschafft. Wa mer aus ekologesche Motiver de Bensin an den Diesel iwwert d'Accisë méi deier maachen an iwwert den Index am Akommes ausgläichen, hu mer och do kee Lenkungsmëttel.

Dozou kann een och nach zum Beispill de Waasserpräis rechnen, dee jo méi deier soll ginn an dann och indexneutraliséiert soll ginn, wann déi Direktiv vun 2000 applizéiert gëtt. An datselwecht gëllt fir d'Erhéijung vun Accisen um Bensin, duerch déi de Kyoto-Fong gespeist soll ginn. Nei Taxen oder Erhéijunge vun Taxen op verschiddene Produitë wéi Tubak an Alkohol sollen ekologeschen a gesondheetspoliteschen Objektiver affektéiert an indexneutraliséiert ginn.

Et ass kloer, wat do gewollt ass: Indexneutraliséierung vun neien oder erhéichten Taxen an Accisen an Affektatioun fir ekologesch a gesondheetspolitesch Zwecker ginn Hand an Hand. D'Indexneutraliséierung ass net konsensfäeg, wann net aner Ziler wéi reng budgetstechneschcher zielen, nämlech Gesondheet, Ëmwelt, Développement durable. Dofir muss d'Regierung och an den nächste Bugeten déi Mehreinnahme kloer noweisen a weisen, wat domat geschitt.

Am Avis vun der Chambre des Employés privés - ech wollt dat hei och nach ervirhiewen - gëtt gefrot, dass d'Neutraliséierung vun Erhéijunge vun Taxe mat de Sozialpartner soll diskutéiert ginn. Si rappeléiert och, dass d'Sozialpartner all Mesuren ënnerstëtzen, déi d'Krankekeesendefizitter bekämpfen, zum Beispill wann Taxen um Tubak oder um Alkohol eropgesat an indexneutraliséiert ginn.

Ech wëll och hei drop hiweisen, dass de Conseil économique et social iwwert de Waasserpräis a sengem Avis vun 2006 wichteg an interessant Saache gesot huet, déi och d'Chambre des Employés privés rappeléiert. Et geet jo ëm déi Direktiv vum 23. Oktober 2000, déi den Ëmgang mam Waasser méi rationell a méi spuersam maache soll. An ech mengen awer - an do sinn ech och mat der Chambre des Employés privés d'accord -, dass et net eleng drëm geet, fir nëmme mam Präis ze probéieren dee rationellen a spuersamen Ëmgang erbäizeféieren, mä dass et iwwer eng Gesamtstrategie muss goen, sou wéi se an der Direktiv virgezeechent ass.

Wat d'Désindexatioun vum Forfait d'éducation an de Familljenzoulagen ugeet, gëtt versprach - an dat steet och am Avis vum Comité de coordination tripartite - e System vu «Crédits d'impôt» auszeschaffen an zwar am Sozialdialog, dee vun Ufank 2008 un operationell soll ginn. A wann esou en Accord net sollt fonnt ginn, da ginn déi Familljenzoulagen erëm vum 1. Januar 2008 voll un den Index ugepasst.

Ech mengen, dëst ass e weidert Beispill dofir, dass dës Regierung ëmmer erëm de sozialen Ausgläich gesicht huet, fir déi Sacrificer, déi besonnesch vum Salariat elo bruecht ginn, auszegläichen. Et ass de Wëllen, déi akommesschwaach Deeler vum Salariat besonnesch ze schützen. Duerch déi wäit gehend Steierbefreiung vun de klengen a mëttleren Akommes kënne mer natierlech näischt iwwert de Steiertarif maachen an dofir gëtt un de «Crédit d'impôt» geduecht, fir Akommesverloschter op engem anere Plang auszegläichen. An et gëtt och, wann d'Pëtrols- an d'Gaspräisser ze staark unzéien, un d'Eropsetze vun der Allocation chauffage am Joer 2008 geduecht.

Dat waren eng Partie Bemierkungen iwwer engersäits den Avis vum Comité de coordination tripartite an d'Manéier, wéi d'Politik deen Avis wëllt ëmsetzen. Mir hu sécher nach eng Partie aner Gesetzer virun ons, wou mer déi Diskussioun, déi mer haut ufänken, weider kënne féieren.

Ech mengen, dëst Gesetz schreift sech an an eng fortschrëttlech Reformpolitik vun der CSV-LSAP-Regierung.

Fir esou eng Reformpolitik - ech wëll dat nach eng Kéier soen - brauch d'Land dee wichtege Mechanismus vun der sozialer Concertatioun. Si huet - an dat ass allgemeng hei unerkannt ginn - erëm eng Kéier fonctionnéiert, dank de Gewerkschaften, dank de Sozialpartner, dank och natierlech dem Input vun der Regierung.

D'Resultat ass d'Erhalen an d'Upasse vun onsem Sozialmodell un d'finanziell Méiglechkeete vum Stat. Et gëtt kee sozialen Ofbau, et gëtt au contraire Sputt fir eng fortschrëttlech a cibléiert Sozialpolitik, fir Mëttele fir Investissementer fräi ze maachen a fir d'Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen.

Ech mengen, dat si wichteg Ziler, déi mir - d'LSAP - op jidde Fall matdroe wäerten an dofir wäerte mir och dëst Gesetz stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mer et elo genau sou einfach géing maache wéi verschidde Leit, déi heibannen an der Majoritéit sinn oder op anere Plazen an der Oppositioun sëtzen, an déi do Décisiounen als familljefeindlech ofqualifizéieren, déi am Verhältnis zu deem, wat mer haut hei stëmmen, Peanuts sinn - géing ech mol op gutt Lëtzebuergesch soen ,- da géing ech och elo hei meng Ried ufänken a soen: „Dat, wat mer de Mëtten hei décidéieren, dat ass een eenzege Kalschlag am soziale Gefüge, dat ass brutaalst antifamilljepolitesch Logik, déi hei walte gelooss gëtt. Dat ass wierklech de Stuerz vum Sozialstat."

(Interruption)

Dat iwwerloossen ech elo Ärer Responsabilitéit, Här Jaerling.

Vu datt ech a meng Fraktioun och net esou fonctionnéieren wéi déi Leit, déi mat enger anerer Kap op enger anerer Plaz aner Saache soe wéi dat, wat se hei soen, maache mir déi Analys och haut de Mëtteg, och wa mer hei an der Oppositioun sinn, net d'nämlecht wéi déi Leit. An ech wäert duerfir och versichen déi eenzel Mesuren ze explizéieren aus eiser Vue, an dann och soen, wou mir fannen - et gëtt déi eng oder déi aner Mesuren, iwwert déi mir net onbedéngt esou glécklech sinn -, dass een aner Iwwerleeungen hätt sollen ustellen.

Ech wëll awer direkt viraussché-cken: Mir wäerte bei enger Rei Artikelen e Vote par article froen, an eis do och enthalen, mä mer wäerten de gesamten Text awer stëmmen. Wéi gesot, dat ënnerscheet eis vun deene Leit, déi mit gespaltener Zunge hei eppes aneschters soe wéi op anere Plazen, obschonn, wéi gesot, dat, wat op där anerer Plaz décidéiert ass, wou se dann dergéint sinn, wat do décidéiert ginn ass, a kengem Verhältnis steet, wat de Portmonni ubelaangt vun de Leit - dat muss een awer esou soen -, zu deem, wat mer haut de Mëtten hei décidéieren.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen et als Gréng begréissenswäert, datt déi Mesuren hei - an dat muss ee soen, dat si Mesuren, déi doen am Portmonni wéi -, am nationale Konsens - et géing ee bal soen, wann ech kucken, wéi et bis elo gelaf ass; mir kréie vläicht nach elo eng Ausnahm oder zwou Ausnahmen dono - décidéiert gi sinn. An ech mengen, datt dat och gutt esou war. Dat huet eis villes erspuert, wat anere Länner eventuell an esou Situatiounen net erspuert bliwwen ass. Dat dréit awer och derzou bäi, datt mer par rapport zu deene Länner de Virsprong, dee mer hunn, behalen. Ech mengen, dat war d'Traditioun vu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet. Et ass och gutt, datt et fäerdeg bruecht gëtt, déi an deem heite Kontext weiderzeféieren.

Et ass och fir eis als Gréng kloer - dat hunn ech scho méi wéi eng Kéier gesot -, datt mir absolut e Bekenntnis maachen zum Sozialstat. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt ee sech am 21. Jorhonnert muss d'Fro stellen, wéi een déi sozialstaatlech Traditioun, déi mer a Westeuropa - géing ech mol gär soen - an der Nokrichszäit opgebaut hunn, am 21. Jorhonnert erhale kritt. Mer mussen eis einfach bewosst sinn, datt eng ganz Rei sozial Mechanismen, déi aus gudde Grënn an der Nokrichszäit geschafe gi sinn, mat Sécherheet mussen adaptéiert ginn, well se der gesellschaftspolitescher Situatioun vum 21. Jorhonnert einfach an deem Mooss net méi Rechnung droen.

Esou ass et zum Beispill esou, datt et sécherlech och haut nach vill Leit gëtt, déi duerch dat soziaalt Netz falen. Mä et si mat Sécherheet ganz anerer wéi déi, déi am 20. Jorhonnert derduerch gefall sinn!

Et ass och sécherlech haut nach esou, datt et verschidde Leit gëtt, déi zu Recht oder zu Onrecht net an deem Mooss vun eisem soziale System profitéieren. Mä d'Grënn dovu si ganz anerer, wéi se nach vläicht virun 20 Joer waren. An duerfir menge mir weider, datt et noutwendeg ass, deen Exercice ze maache vum Hannerfroen - net fir de Sozialstat, wéi gesot, ofzeschafen, mä fir en effektiv am 21. Jorhonnert ze erhalen.

An eigentlech kommen ech zu där éischter Mesure, déi an dësem Gesetzesprojet virgesinn ass, nämlech d'Applikatioun vun der Échelle mobile vun de Salairen. Eigentlech ass dat, wat do zréckbehale ginn ass vun der Lounupassung an Index, ee gutt Beispill dofir, firwat mer haut an enger anerer Situatioun sinn, wéi mer nach vläicht virun zéng, 15 oder 20 Joer waren.

Et ass kloer, all Fraktioun heibanne bekennt sech zu dem Prinzip vun der automatescher Lounupassung un den Index. Egal wat och gesot gëtt, ech hunn all Wahlprogramm relativ gutt gelies vun 2004, et hat keen eppes aneschters geschriwwen. An ech sinn och sécher, datt 2009 keen eppes aneschters wäert draschreiwen, an datt den allgemenge Prinzip wäert garantéiert bleiwen.

Mir hunn allerdéngs eng spezifesch Situatioun am Moment, déi an deem Mooss net ze vergläichen ass mat deem, wat am leschte Jorhonnert war. Et gëtt jo vill de Moment geschwat vun Inflatiounsbekämpfung.

Wa mer awer wëssen, datt de Moment iwwer 30% vun eiser Inflatioun eleng quasi op een eenzege Produit, op eng Matière première zréckzeféiren ass, nämlech de Pëtrol;

- a wa mer wëssen, datt déi Matière première Pëtrol, vun där eis Ekonomien, wéi Der wësst, vill ze vill ofhängeg sinn am Moment, net wäert méi bëlleg ginn an deenen nächste 50 Joer, an dat net wéinst all méiglechen Taxen, déi iergendwelch Gréng oder soss ee verlaangt, mä einfach aus deem ganz banale Grond well entre-temps weltwäit d'Demande fir déi Matière première Pëtrol esou staark gestiegen ass duerch d'Entwécklung an Indien, a China oder och anere Länner;

- a wa mer wëssen, datt d'Ressourcë souwéisou net onendlech si bei där Ressource Pëtrol, dat heescht, datt mer éischter no an no an dësem Jorhonnert wäerten dozou kommen, datt déi Ressource hiert Enn wäert fannen,

dann ass et relativ kloer, da kann ee sech zimlech sécher sinn, datt de Präis vum Pëtrol, egal wat ee vu staatlecher Säit mécht um Niveau vum Präis, souwéisou an deenen nächste Jore kaum wäert erofgoen.

Dat ass eng spezifesch Situatioun, well eis Ekonomië leider - leider, muss een do soen - an esou engem Ausmooss haut nach ëmmer ofhängeg ass vun deene fossilen Energieträger insgesamt, a vum Pëtrol am Besonneschen. A leider hu mer an den 90er Joren als Gréng eis de Mond fuseleg geriet, fir op d'Geforen hinzeweisen, deenen eis Ekonomien haut ausgesat sinn duerch dee Fait, mä leider wollt deemools an den 90er Jore keen eis nolauschteren.

Mä dat ass awer haut e Fait. An aus där Hisiicht ass natierlech och d'Fro vun der automatescher Upassung un den Index eng aner, wéi se nach vläicht virun zéng oder 15 Joer war, wou déi dote Situatioun net esou war, wéi se elo haut nun emol ass. A mir wëssen och, datt se, wéi gesot, an deenen nächste Jorzéngte sech kaum wäert veränneren.

(Interruption)

An duerfir ass et absolut begréissenswäert, datt d'Sozialpartner sech eens gi sinn, op där doter Fro, fir déi Adaptatiounen. De Prinzip, wéi gesot, vun der Lounupassung ass jo net ofgeschaaft ginn. E gëtt jo och net ofgeschaaft mat dësem Gesetz. Et gëtt eng Modulatioun gemaach. Et gëtt versicht där do Situatioun entgéintzewierken. An et ass och gutt, datt d'Sozialpartner sech op deem Beräich eens ginn.

A wann ech vun der Inflatiounsbekämpfung schwätzen, da muss ee sech och bewosst sinn, datt bei all deem, wat och hei elo schonn opgezielt ginn ass, ënner anerem vu mengem Virriedner, wat een am Fong vu „good will actions" ka vläicht maachen am Kader vu Lëtzebuerg oder och nach der Groussregioun, dann ass dat am Endeffekt par rapport zu deem wesentleche Punkt do vun dem Afloss vun der Matière première op d'Inflatioun eigentlech e bescheidenen Afloss, e bescheidene Mechanismus, deen een huet.

An et wär wierklech vermessen iergendenger Regierung oder iergendengem Wirtschaftsminister hei de Reproche ze maachen, hie wär elo dee Responsabelen, an e soll wann ech gelift elo kucken, datt d'Inflatioun erofgeet. Wéi wann dat esou einfach wär; wëssend datt d'Situatioun esou ass.

Dat Eenzegt, wat ee wierklech ka maachen, mir alleguerte kënne maachen, fir datt hei d'Inflatioun erofgeet, dat ass mathëllefen, datt d'Demande net méi esou héich ass no deene Matière-premièren. Dat heescht zum Beispill, derfir ze suergen, datt d'Demande no Pëtrolsprodukter net méi esou héich ass, wéi se haut ass. Ech weess zwar och, datt dat vläicht méi einfach gesot ass wéi gemaach. Mä et gëtt awer eng ganz Rei Méiglechkeeten, fir dat ze maachen.

An ech weess och, datt Lëtzebuerg eleng natierlech do net all Problemer ka léisen. Mä ech kann lech just nëmmen eent verroden: An der ganzer Europäescher Unioun, an an der Zwëschenzäit och ganz staark an de Vereenegte Staten, gëtt doriwwer diskutéiert iwwert déi Schinn, fir zum Beispill iwwert dee Wee d'Inflatiounsbekämpfung ze maachen. Dat heescht, einfach manner Pëtrol ze consomméieren. D'Demande huet jo schlussendlech hei de gréissten Afloss an der Bekämpfung vun der Inflatioun, wann ech weess, datt een eenzegt Produkt esou en héijen Afloss huet op d'Inflatioun de Moment zu Lëtzebuerg.

Da kommen ech zu deem zweete Punkt; dat ass d'Neutraliséierung vu verschiddenen Taxen oder Prélèvementer aus ëmwelt- oder sozialpolitesche Grënn. Dat ass eppes, wat mir als Gréng och scho laang fuerderen, an zwar aus e puer Grënn.

Deen éischten ass emol deen, wann ech ee Beispill eraushuelen aus de sozialpolitesche Grënn: Wa mer muer eng Tax aféieren um Tubak aus gesondheetspolitesche Grënn, dann huet een do eng Alternativ zu der Zigrett, dat ass nämlech opzehale mat fëmmen. Et kann ee jo net behaapten, datt d'Fëmmen - et kënnt jo hoffentlech kee mer heirop erklären - éischtens, en iwwerliewenswichtegt Produkt wär vum Mënsch, deen e misst hunn. Et kann een och net behaapten, datt d'Fëmmen, wéi vläicht elo aner méi luxuriéis Produkter, zu eisem Confort oder zu engem bessere Confort géing bäidroen. Fëmmen ass eng Drog wéi eng aner.

An et ass sécherlech net un der öffentlecher Hand, fir wa se wëllt gesondheetspolitesch do entgéintwierken, dann eppes um Niveau vun enger Tax mécht, an dann zum Beispill d'Tax erëm ze neutraliséieren, andeem ech op där anerer Säit se erëm iergendwou opfänke ginn.

Ech mengen, dat ass eng aliichtend Saach, datt mer endlech dat uginn, fir an esou spezifesche Fäll wéi deem heiten, ob dat aus gesondheetspolitesche Grënn ass oder och aus ëmweltpolitesche Grënn, dat net neutraliséieren.

Ech géing souguer méi wäit goen! Eigentlech, wann ech da beim Beispill vum Fëmme wëll bleiwen: Mir wëssen, datt an eiser Gesellschaft 80% vun de Leit entre-temps net méi fëmmen. Dat heescht, et ass am Fong éischter deenen och nach Rechnung gedroen, och an deem heite Sënn, wa mer dat net maachen, well et ka jo net esou sinn, datt déi, déi dann net op dat Produkt zréckgräifen aus gudde Grënn, och nach op där anerer Säit musse matbezuelen, niewent de Gesondheetsschied, déi se souwisou mat mussen erleiden an erdulden op deene Plazen, wou se da sëtzen, wa se dem Damp ausgesat sinn.

Dat ass eng Logik. Wann ee sech als öffentlech Hand gesondheets- oder ëmweltpolitesch seriö hëlt a wann een och wëllt no bausse Signaler setzen, dann ass et net méi wéi normal, datt mer endlech dat doten agefouert hunn.

Une voix.- Bon courage!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech fannen och d'Aart a Weis, wéi et agefouert gëtt, eng gutt Saach. Et soll jo net einfach esou vun uewen erof dekretéiert

ginn. De Stat muss beweisen, datt et fir esou Zwecker ass, inklusiv d'Recetten. Et muss och ausgehandelt gi mat de Sozialpartner. Dat heescht, et ass schonn och e Wee, wéi dat soll an Zukunft oflafen, deen eis gutt gefält. Ech sinn och der Meenung, datt dat hei wäert dozou bäidroen, datt mer an Zukunft do op aner Weeër kënne goen, déi eis gesondheets- an ëmweltpolitesch vill wäerte weiderhëllefen.

Dann deen drëtte Punkt, deen hei drasteet, dat ass d'Désindexatioun vun de Familljeprestatiounen. Do muss ech soen, Här President, domat hu mer e bësse Problemer. Net well mer der Meenung sinn, datt een d'familljepolitesch Prestatiounen, wéi mer se haut kennen, net soll hannerfroen. Mä wat geschitt hei? Mir definéieren hei net eng familljepolitesch Zilsetzung, wéinst där mer dat hei maachen. Mir kucken och net, wat ass den Effekt op déi eenzel Familljen, mä et ass reng aus budgetäre Grënn, datt dat hei gemaach gëtt.

Ech fannen, oder meng Fraktioun ass der Iwwerzeegung - et gëtt jo vill iwwer e kannerfrëndlecht Land geschwat, och ewell hei zu Lëtzebuerg -, datt een awer emol eng Kéier misst definéieren, wat dat ass a wat dat haut an enger Gesellschaft vum 21. Jorhonnert alles beinhalt. Ech hunn hei gesot a menger Ried zu der Deklaratioun vum Premierminister virun e puer Wochen, datt ech d'Impressioun hätt, datt mer fir familljepolitesch Mesuren hei am Land zwar vill Geld ausginn, mä an der Gesellschaft dobaussen all Mënsch onzefridden ass, well eigentlech vill ze vill wéineg Mesuren adaptéiert sinn a Fonctioun vun enger Famill vum 21. Jorhonnert zum Beispill.

Mir wëssen, datt mer jo de Moment vill familljepolitesch Mesurë maachen a Form vu Geld, wat mer einfach ausdeelen. Mir hunn op där anerer Säit eng ëmmer méi grouss Demande vun Infrastrukturen, Crèchen an esou weider, Erzéiungshëllefe fir Kanner fir Elteren zum Beispill, déi zu zwee schaffe ginn, och dat kascht eis enorm Geld als öffentlech Hand. Duerfir hätt ech léiwer, oder hätt meng Fraktioun léiwer, wa mer hei emol géingen eng generell Debatt féieren an da kucken: Wat ass eigentlech d'Zilsetzung? Wat striewe mer un als Zilsetzung? An dann, wa mer dat definéiert hunn, kucke mer: Wéi agencéiere mer eis gesamt familljepolitesch Leeschtungen a Fonctioun vun deem Zil, wat mer eis gesat hunn?

Dat kann dann eventuell bedeiten, datt mer bei de Geldleeschtunge wierklech da just nach kucken, datt mer deene Leit déi zoukomme loossen, déi wierklech schlecht dru sinn, well hire Revenu ze niddreg ass, oder Gott weess wat fir eng Situatiounen ee kann an eiser Gesellschaft hunn, et gëtt jo déi verschiddenaartegst, a vläicht dann aneren éischter Déngschtleeschtungen ubidden, fir zum Beispill Kanner ze versuergen an esou weider an esou fort. Ech mengen, et gëtt wahrscheinlech villfälteg Instrumentarien.

Mir kënnen net alles maachen. Mir kënnen net grouss Zomme Geld u jiddfereen ondifferenzéiert ausbezuelen a gläichzäiteg och nach deier Infrastrukturen zu héijer Qualitéit niewendru setzen. Dat geet jo am Endeffekt net méi op.

An et ass déi Diskussioun, déi mir endlech gären hätten, a mir fannen et eigentlech net gutt, datt hei elo eenzel Elementer iwwert déi Désindexatioun erausgerappt ginn, déi am Endeffekt natierlech gutt verkraftbar si fir Leit mat héije Revenuen an awer wierklech schwéier verkraftbar si fir Leit, déi keng héich Revenuen hunn. A wann effektiv eppes sozial onéquilibréiert ass, dann ass et wierklech dat, wat elo hei an deem heite Fall geschitt. An duerfir, wéi gesot, hätt een déi Diskussioun solle méi breet féieren an deementspriechend da sech och vläicht een oder zwee Joer méi Zäit loosse bei dëser Mesure.

Et ass zwar elo gesot ginn, et gëtt analyséiert bis 2008 fir eng Aart Crédit d'impôt anzeféieren. Et ass jo och ugekënnegt ginn, fir ze kucken, ob mer net da gläichzäiteg déi Ongerechtegkeet och nach aus der Welt schafen, datt et verschidde Famillje gëtt, déi Kannergeld kréien a vun alle Mesurë profitéieren an dann och nach an der Steiertabell dovu profitéieren. Dat heescht, dat si jo da Leit, déi och Steiere bezuelen, Leit mat méi héije Revenuen. Dat heescht, datt mer vläicht do kucken deen Abattement an der Steiertabell, wat an den 90er Joren ugefaange ginn ass, lues a lues zréckzeféieren, dat erëm weiderzeféieren.

Dat sinn natierlech Pisten, déi interessant sinn, mä ech fannen et schued, datt mer net déi generell Diskussioun gefouert hunn an hei eis een oder zwee Joer méi Zäit ginn hunn, an da gekuckt hätten, wéi mer dat insgesamt gesinn éischtens, a wéi gesot dat Zil besser definéiert hätten. Dat wär och fir d'Leit dobausse méi plausibel gewiescht. Dat wär méi eng interessant Diskussioun ginn. An dann hätte mer wahrscheinlech och genau dat, wat mer jo wëllen erreechen, besser erreecht.

An duerfir, Här President, hätte mir gär, datt beim Vote herno de Chapitre 3 vun dësem Gesetz, all déi Artikelen - ausser natierlech selbstverständlech dee leschten, den Artikel 10, dee kann esou bleiwe wéi en ass; ech erspueren Iech awer elo déi Erklärung, well déi hunn ech oft genuch hei ginn, do kënnt Der Iech denken, firwat dat ass -, mä all déi aner Artikelen, bei deene géinge mir eis enthale bei der Ofstëmmung, well mer déi net wëllen an deem Mooss matdroen. Mir stëmmen dann awer herno, wéi gesot, d'Gesetz als solches mat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun ass och, bei all deem Positiven a wéi dat hei zustane komm ass, net der Meenung, datt déi heite Mesuren duer wäerte goen, fir eis mëttelfristeg bis laangfristeg gréisser strukturell Problemer, déi mer hunn, sief et bei de Krankekeesen, sief et bei de Pensiounskeesen an och nach op aneren Niveauen, ze léisen. Mir mussen déi Debatt och féieren. Mir kommen net do derlaanscht. Duerfir ass dat heite sécherlech alles schéin a gutt fir dës Legislaturperiod. Et sinn och eng Rei Mesuren, déi, dat muss een zouginn, ginn doriwwer eraus. Ech hu se jo och virdrun opgezielt. Mä mir kommen net derlaanscht, fir awer och eng Kéier déi aner Diskussiounen a Rou ze féieren.

Eigentlech si mir nach ëmmer traureg, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn, effektiv en, mir hunn ëmmer gesot Zukunftsdësch - d'Demokratesch Partei hat en neien Ulaf geholl an dëser Legislaturperiod mat enger Motioun, wou et nach erëm e bëssen anescht genannt ginn ass, dat ass eis och zimlech egal -, mä datt mer endlech an iergendenger Form erëm eng Kéier eng Aart ronnen Dësch zesummekréien, wou mer generell iwwert d'Zukunft vun dësem Land diskutéieren. Wéi wëlle mer eis ekonomesch entwéckelen? De Sozialstat wëlle mer erhalen: Wéi solle mer dat maachen? Wou sinn dann d'Schwaachstellen? Wou sinn d'Risiken an d'Geforen? E ronnen Dësch, wou all déi grouss Thematike wéi Krankekeesen a Pensiounen och all mat dra sinn, an dann zesummen als Parteie kucken e positiivt Signal ze ginn an d'Gesellschaft, fir déi Dossieren do unzegoen.

Well, mir sollen eis hei näischt virmaachen. Mir kënnen eis als klengt Land nach vill manner leeschte wéi Frankräich oder Däitschland, fir bei esou Theme wéi dat do, déi essenziell si fir d'Weiderentwécklung vun dësem klenge Land, mat Polemik a Populismus ze spillen. Dat kann een natierlech maachen. Sécherlech fënnt een och do e grousst Ouer bei Leit an eiser Gesellschaft. Mir mengen awer, datt dat héichgradeg riskant ass, zumools well mer och nach zu Lëtzebuerg eng Gesellschaftszesummesetzung hunn, déi jo ganz speziell ass.

Mir hunn eng Gesellschaftssituatioun - an dat hunn ech och schonn oft gesot -, déi entre-temps dra besteet, datt déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg am produktive Secteur täteg sinn, gréisstendeels keng demokratesch Rechter hunn. Dat huet natierlech e groussen Afloss op déi Diskussiounen an dat bréngt awer och natierlech desto méi Gefore mat sech, an ech mengen duerfir, datt et net ubruecht ass, zu dësem Thema Polemik ze maachen.

Mir si gewëllt, dat hu mir vun Ufank u gesot, hei sachlech ze diskutéieren. Mir soen op deene Punkten, wou mer net averstane sinn, wou mer aner Saache gemaach hätten, och wat mer anescht géinge maache wéi dës Regierung, an där Punkte gëtt et eng ganz Rei. Et kommen der och nach derbäi bei anere Mesuren, déi am Kader vun der Tripartite oder vum Premier hei opgeworf gi sinn am Kader vum État de la nation. Mä hei kënnt et drop un, wéi gesot, datt ee seet, wou een net d'accord ass, et sachlech seet, awer dann och hannendru wann ech gelift seet, wéi een et anescht géing maachen a firwat een et géing anescht maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Norbert Haupert, deen an enger Rekordzäit dëse Rapport huet missen erstellen.

Ech mengen, et ass e Gesetz, wat am Schnellverfahren hei iwwert de legislative Wee geet. Mir hunn eis an deene leschte Méint jo dacks mat der Aarbecht vum Conseil d'État ausenaner gesat. Hei schéngt et awer, wéi wann all Institutiounen hei am Land eng Hand mat ugepaakt hätten, an d'Kommissioun huet et fäerdeg bruecht, an enger Stonn d'Gesetz virgestallt ze kréien, d'Avisë vum Conseil d'État duerchzehuelen, vun der Privatbeamtechamber, vun der Chamber vun de Fonctionnaires et Employés publics, de Rapport virgestallt ze kréien, an de Rapport ass gestëmmt ginn. Et gesäit een, wann hei zu Lëtzebuerg eppes muss beweegt ginn, well mer ënner Zäitdrock stinn, da brénge mer dat souguer fäerdeg.

Firwat maache mer awer dat Gesetz hei, Här President, Dir Dammen an Dir Hären? Ma dat muss ee kloer soen, dat ass zréckzeféieren op d'Konsequenze vun enger falscher Finanzpolitik, déi déi lescht CSV-DP- an och an den éischten zwee Joer d'CSV-LSAP-Regierung gemaach hunn. Mir hunn als ADR scho virun de Chamberswahlen ëmmer drop opmierksam gemaach, datt mer als Gesellschaft géife méi Geld ausginn, wéi mer géife verdéngen, an datt eréischt no de Chambers- an no de Gemengerotswahlen am Fong d'Kaz richteg aus dem Sak gelooss géif ginn.

Et war duerchsichteg aus elektorale Grënn, datt d'Regierungsparteien ëmmer versicht hunn duerzestelle virun de Wahlen, wéi wann d'Finanzsituatioun vum Stat nach gutt wier, a wa mir de Contraire gesot hunn, dann ass eis Panikmaacherei a Populismus an desgläiche virgeworf ginn. D'Zäit huet eis awer Recht ginn a scheiwerchesweis huet d'Parlament, huet d'Land d'Wouerecht gesot kritt, wéi et wierklech ëm d'Finanzsituatioun vun dësem Stat bestallt ass.

An net méi schnell wéi elo virun aacht Deeg ass am Fong dat lescht Beispill, wéi mer d'Konte vun 2005 virgestallt kritt hunn, do hu mer nämlech festgestallt, datt mer also och virun de Wahlen an nach virun e puer Méint souguer nach bei den Debatte vum Budget vun 2006 aner Chiffere virgeluecht kritt hunn, wéi d'Realitéit war.

Wéi mer de Budget 2005 gestëmmt hunn, war e Mali virgesi vun 106 Milliounen, elo bei de Konte stelle mer fest, datt mer e wierkleche Mali hu vu 694 Milliounen Euro. An déi sinn iwwert d'Réserve budgétaire finanzéiert ginn, woubäi ee weess, datt dës Reserven Enn 2004 nach e Plus hate vun 213 Milliounen an datt elo, nodeem datt de Mali vun 2004 bezuelt ginn ass, et keng Réserve budgétaire méi gëtt, mä datt dëse Kont an engem Mali elo steet vu 464 Milliounen oder ëmgerechent 18 Milliarden aler Frang.

Mir hunn also geschwënn net nëmme keng Sue méi op de Fongen, mä och déi sou genannte Réserve budétaire ass elo scho ferm an de Keller gaangen.

Et géing natierlech ze wäit féieren, fir elo nach d'Finanzsituatioun vum Stat méi wäit ze analyséieren, wéi mer dat am Fong misste maachen, mä dat hu mer jo scho bäi dem Budget gemaach, mä et ass awer elo scho kloer, datt och mat deene Moossnamen, déi an der Tripartite festgehale si ginn, mer d'Statsfinanzen net wäerten an den Équilibre bréngen, well wa mer dat musse maachen, muss dach op villen anere Punkte beim Stat ëmgeduecht ginn.

Duerch dës falsch Finanzpolitik vun deenen zwou leschte Regierungen, a speziell vun den CSV-Finanz- a Budgetsministeren, muss ee jo praktesch elo soen, muss elo d'ganz Land bludden.

Haut stëmme mer en éischt Gesetz, wat den Index manipuléiert, jo praktesch kann ee soen, de facto ofschaaft. Am éischten Artikel 1 vum Gesetzesprojet steet, datt d'Upassunge vu Gehälter a Léin, Pensiounen a Renten an all aner Indemnitéiten a Montanten, déi generell un den Index ugepasst si ginn, an de Joren 2006, 2007, 2008 an 2009 no festen Daten ugepasst ginn, onofhängeg wéi den Erfalsdatum vun enger Indextranche ass. Am Kloertext: Den Erfalsdatum gëtt no hanne verréckelt.

Déi Tranche vum 1. Juli 2006 gëtt den 1. Dezember 2006 gestëmmt. Am Joer 2007 gëtt déi Tranche, déi dann erfält, op den 1. Januar 2008 verluecht, a jee nodeem wéi d'Uelechpräisser sech entwéckelen, kann et och den 1. Mäerz 2008 ginn. Déi vun 2008 gëtt op den 1. Januar 2009 verréckelt. Ausser dësen dräi no hanne verréckelten Indexupassunge ka keng aner an där Zäitspan erfalen.

D'Privatbeamtechamber mécht drop opmierksam, datt, wa par hasard duerch d'Inflatioun zwou Indextranchen an engem Joer géifen erfalen, eng komplett da verluer wier. Et ass dëst sécherlech en theoretescht Beispill, wou d'Zäit muss weisen, ob et dat géif ginn.

Dat ass natierlech eiser Meenung no net dat Schlëmmst. Wouriwwer awer bis elo nach guer net geschwat ginn ass oder zumindest nëmmen niewesächlech, dat ass, datt mat dësem Gesetz den Index de facto mam 1. Januar 2009 ofgeschaaft gëtt. Am Gesetz wat haut gestëmmt gëtt, ass just festgehalen, wéi bis den 1. Januar 2009 d'Indextranchen erfalen; wat no dem 1. Januar 2009 geschitt, steet awer net an dësem Gesetz dran.

Den Indexmechanismus besteet wuel nach weider, wat d'Berechnungsbasis ubelaangt, mä vu wéini un no 2009 d'Berechnungsbasis fir eng nei Indextranche erëm zielt, steet net an dësem Gesetz dran.

Den Index gëtt also haut mat Datum vum 1. Januar 2009 ofgeschaaft, a fir datt no 2009 erëm eng Indextranche kann erfalen, muss en neit Gesetz zu deem Zäitpunkt gestëmmt ginn.

Et hätt een also kënnen higoen, wann een net do iergendwéi eppes hannen am Käppchen hätt, wat ee wéilt 2009 maachen, an an dëst Gesetz direkt asetzen, datt vum 1. Januar 2009 un erëm den normale Mechanismus gespillt hätt. Mä dat steet net an dësem Text dran! Duerfir gëtt et mat dësem Gesetz déi leschten Indextranche den 1. Januar 2009, a fir datt dono erëm eng kann erfalen, muss nei légiféréiert ginn.

Et gëtt also mat dësem Gesetz weder moduléiert nach manipuléiert, mä den Index gëtt heimadder einfach massakréiert.

No de Wahle vum Juni 2009 muss dann, esou gëtt och haut de Mëtteg elo hei gesot, déi nei Regierung definéieren, wéi den Index soll nom 1. Januar 2009 weider fonctionnéieren. An et ass gesot ginn, deen nächste Wahlkampf, dat géif en Indexwahlkampf ginn. Mä et kann ee sech d'Fro stellen, wat fir ee Wäert e Wahlkampf huet, wat fir ee Wäert Wahlprogrammer hunn, well mer brauchen net op déi vun 2009 ze kucken, mä loosse mer op déi zréckkucke vun 2002, wou jo och all Parteie sech zum Index geäussert hunn.

D'LSAP huet zum Beispill geschriwwen: „Mit den Sozialisten wird die automatische Anpassung der Löhne und Gehälter sowie der Renten und Pensionen an die Preisentwicklung beibehalten. Besonders Mindestlohn- und Mindestrentenempfänger sind auf diese automatische Indexbindung angewiesen." Haut gëtt den Index bis 2009 manipuléiert an ofgeschaaft - dat mat der Majoritéit hei vun de Sozialisten!

„Mir paken et un!", hu se virun de Wahle gesot, haut hätte se besser, si géife soen: „Mir paken an."

D'CSV huet an hirem Wahlprogramm geschriwwen,...

(Hilarité)

...an dat alles am Kader vum „séchere Wee": „Wir bekennen uns zum Prinzip der automatischen Anpassung der Löhne, Gehälter und Renten sowie sonstiger Zulagen an die Entwicklung der Lebenshaltungskosten."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dovunner weess d'CSV, déi de Leit de séchere Wee versprach huet, haut näischt méi.

An och d'Demokratesch Partei: „Die DP hält am Prinzip der regelmäßigen Anpassung der Renten an die Entwicklung des Verbraucherindex sowie an die Entwicklung der Löhne fest."

Hei ass also e Wielerbedruch am héchste Grad bedriwwe ginn, wéi d'Leit hei eppes versprach kritt hunn. Well d'Finanzsituatioun vum Stat, Här President, déi war och deene Parteie scho virun de leschte Chamberswahle bekannt. Si hate just net d'Éierlechkeet an de Courage, fir de Leit et ze soen. Si hunn also gewosst, datt d'Finanzsituatioun esou wier a si hunn hei wëssentlech de Leit eppes versprach, wat se dono net konnten halen.

Mä och d'Roll vun de Gewerkschaften ass ze hannerfroen, Här President, d'Roll vum OGB-L an dem LCGB, déi manifestéiert hunn, déi grouss Riede gehalen hunn, Éischt-Mee-Riede gehalen hunn „Fanger ewech vum Index", déi vu Generalstreike geschwat hunn an déi elo domat averstane sinn, datt den Index manipuléiert an ofgeschaaft gëtt.

Den LCGB-President huet elo nach kierzlech, nodeem datt hie gesot huet „Fanger ewech vum Index" a vu Generalstreike geschwat huet, elo nodeem en d'Manipulatiounen

akzeptéiert huet, elo virun e puer Deeg gesot, elo missten awer d'Fanger erëm vum Index ewechgehale ginn.

Här President, wa mer elo géifen d'Fanger no dësem Gesetz vum Index ewechhalen, da krite mer no 2009 keen Index méi. Dat heescht, mir sinn elo condamnéiert dozou, fir d'Fanger erëm un d'Gesetz ze leeën, fir datt iwwerhaapt no 2009 kann erëm eng Indextranche erfalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mä och de Landesverband, vun deem jo och Kolleegen hei an der Chamber sëtzen - an net déi mannste vun där Gewerkschaft -, huet elo eng Resolutioun geholl den 29. Mee 2006, wou se schreiwen: „1982 haben wird uns - mit Erfolg - gegen derartige Indexmanipulationen und -modulationen gewehrt. Danach hat die LSAP Regierungsverantwortung übernommen, mit dem Versprechen, keine Indexmanipulation zuzulassen. Wir fordern sie auf, dieses Versprechen jetzt auch einzuhalten. Außerdem fordern wir alle Abgeordneten, insbesondere auch die Mitglieder des Landesverbandes dazu auf, diesen einseitigen Austeritätsmaßnahmen nicht zuzustimmen."

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi gesot, dat ass awer eng Gewerkschaft, déi jo awer staark enger Partei hei nosteet.

En zweeten Deel vun dësem Gesetz betrëfft de familljepolitesche Deel. D'Familljenzoulage ginn indexneutraliséiert, dat heescht an Zukunft net méi un den Index ugepasst, mä duerch fest Montanten ersat.

Ech erënneren nach eng Kéier un der CSV hire Wahlprogramm „Um séchere Wee", aus deem ech dann och nach eng Kéier wëll virliesen: „Wir bekennen uns zum Prinzip der automatischen Anpassung der Löhne, Gehälter und Renten sowie sonstiger Zulagen..." D'Gehälter an d'Renten, déi ginn zwar elo méi spéit un den Index ugepasst, mä si ginn awer alt nach ugepasst. Mä d'Zoulage wéi d'Gebuertenzoulag, d'Kannergeld, de Schoulufank, d'Erzéiungszoulag, de Congé parental, déi ginn iwwerhaapt net méi un den Index ugepasst, trotzdeem et am CSV-Wahlprogramm esou stoung. Mä grad Familllje mat Kanner, déi am meeschten vun der Kafkraaftverloscht betraff sinn, ginn duerch dëst Gesetz betraff.

Nieft allen aneren Erhéijungen, déi scho vun dëser Regierung an enger Rei vu Gemengen décidéiert si ginn an nach décidéiert wäerte ginn, ginn d'Familllje mat de Kanner elo nach eng Kéier méi haart getraff.

An ech wëll dann op dat, wat de Kolleeg Bausch elo ugeschwat huet, kommen, well ech war haut de Moie schockéiert, wéi ech am Lëtzebuerger Wort gelies hunn: „Blau-Grün wird teuer." Dat heescht, net doriwwer war ech schockéiert, well dat ass eng Realitéit an der Stad Lëtzebuerg, mä wéi awer zum Schluss vun deem Artikel steet: „Die CSV wird laut Mosar 'weiterhin wachsam bleiben, um sich familienfeindlichen Maßnahmen zu widersetzen.'" Dat stoung haut de Moien am Lëtzebuerger Wort für Wahrheit und Recht!

(Interruptions)

An haut de Mëtte kritt déi ganz CSV geschlossen d'Geleeënheet, fir sech deene familljefeindlechste Moossnamen, déi jeemools an deene leschten 20 Joer dëst Parlament getraff huet, hei kënnen ze widdersetzen. An ech sinn iwwerzeegt, datt se just de Contraire maache wéi dat, wat haut de Moien hei am Lëtzebuerger Wort vun engem vun hiren Haaptleit, deen elo leider net hei ass, versprach ginn ass!

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst den Här Gibéryen schwätzen, well seng Zäit ass elo geschwënn ofgelaf.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, meng Riedezäit ass geschwënn ofgelaf, Här President.

Ech wëll och nach just soen, datt, wann och den 1. Januar 2008 déi Moossnamen do sollen ophalen an dann e Steierkredit amplaz soll kommen, dann ass dat net an dësem Gesetz festgehale ginn, sou wéi d'Kolleegen, déi an der Tripartite waren, dat ëmmer gesot hunn. Mir sinn awer fir esou Steierkreditter, well mir waren als ADR ëmmer déi Partei, déi vun den Negativsteiere geschwat huet, an dat dierft dann och elo de Fall sinn.

Här President, et wier nach villes ze soen, mä, wéi gesot, meng Riedezäit ass ofgelaf. Dëst Gesetz ass d'Konsequenz vun enger iwwer Jore bedriwwener falscher Finanzpolitik an duerfir wäert d'ADR géint dëst onsoziaalt a familljefeindlecht Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, d'Tribün ass fir Iech.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President.

Och dem Här Haupert e Merci fir säin explizitte Rapport. Den Här Haupert ass jo deen, deen hei ëmmer virgeschéckt gëtt, wann delikat Projetë musse virbruecht ginn, déi hien awer hei ëmmer mat Brillanz…

Une voix.- Ah.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- …fäerdeg bréngt eriwwerzebréngen.

Här President, wéi ech d'Konklusiounen aus der Tripartite matkritt hunn...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

...an duerno och dëse Projet fir d'éischt an der Hand hat, do war mäin éischte Gedanken: D'Vollek huet sech seng Metzleren erëm eng Kéier selwer gewielt. A geschluecht ginn erëm eng Kéier déiselwecht: d'Salariéen, d'Rentner an d'Familljen. An dat och nach an enger Blëtzaktioun, wéi mer se seelen hei am Parlament erliewen. Et gëtt emol den Avis vun der Aarbechterkummer, wat eng Traditioun an och e Must misst sinn, net ofgewaart - sécherlech aus Angscht, well d'Aarbechterkummer dëse Projet géif auserneen huele wéi nach keen anere virdrun.

An als Motiv vun dësem Projet gëtt dann uginn: «Une première réforme pour gagner le pari de l'avenir!» Dat häls de net aus!

(Hilarité)

Wiem seng Zukunft? Der Wirtschaft hir, dem Kapital seng oder der Regierung hir? D'Zukunft ass op jidde Fall net méi dat, wat se eng Kéier war. Besonnesch de Salariéen, de Rentner an de Familllje hir. An dei Austéritéispolitik gëtt och nach als eng Urgence ugesinn. A fir d'Salariat, d'Rentner an d'Familllje kënnt et dann och knëppelhaart.

An deem Projet an aus den Tripartite-Proposë ginn nach eng aner Rei Schluechthausmesuren ugekënnegt.

D'Solidaritéitssteier soll erhéicht ginn; an der Wunnengspolitik sollen nei Akzenter gesat ginn, déi bis zur Enteegnung féieren; an der Ëmweltpolitik sollen nei Akzenter gesat ginn; déi éischt Mesure, als ee vun deenen herrlechen Akzenter, ass dann eng Erhéijung vun den Autostaxen, an de Käschtendeckungsprinzip soll bei de staatlechen a kommunalen Déngschtleeschtungen agefouert ginn.

Dës praktizéiert Schluechthauspolitik gëtt dann och nach deelweis vun deene matgedroen, déi eigentlech sollten do sinn, fir d'Salariat, d'Rentner an d'Familljen ze schützen.

An dann d'Tripartite, d'Charcuteriedivisioun vun dësem Schluechthaus,…

(Hilarité)

…huet nees d'Messere geschlaff a schnëppelt erëm erbaarmungslos un deene Klengsten, fir de potenzielle Feinschmecker aus der Regierung an dem Kapital déi beschte Stécker zoukommen ze loossen.

Dëst Gemetzels erënnert mech un den Ufank der 80er Joren, 1982, wou déiselwecht Austéritéitspolitik agelaut gouf, zwar vun enger anerer Regierung an och aus aneren Ursaachen, wat deemools souguer menger Usicht no berechtegt war, a wou och substanziell Akommesquelle vum Salariat, de Rentner an de Familljen ugeschnëppelt goufen. Just mat deem Ënnerscheed, datt deemools verschidden heiteg Metzlergesellen op d'Strooss gaange sinn, fir datt hir Leit awer nach e Stéck Fleesch sollte matkréien a wann et och nëmme Gehäcks war.

Niewebäi hate se awer dofir gesuergt, datt hir politesch Metzlerkolleege 15 Joer an d'Regierung koumen an haut erëm drasëtzen an datt en anere vun hinnen e Sëtz am Statsrot krut fir trei Déngschter an der Charcuteriesdivisioun.

Deemools - an och nach déi Joren dono - ass den Index wéi eng helleg Kou behandelt ginn. Haut gëtt och déi indesch Traditioun begruewen. An dat mat sechs Häre aus de Gewerkschaftsreien.

(Hilarité)

Glécklecherweis gëtt et awer nach sozial Parteie wéi déi Lénk an d'Kommunisten, awer och Gewerkschaften wéi den NGL an d'Fédération syndicale, déi dat soziaalt Gemetzels do net wäerte matmaachen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

(Interruptions)

Dat deet wéi, gell.

(Interruptions et hilarité)

Här President, dat, wat haut verbrach gëtt am Concubinage mat de Sozialpartner, ass dat Aarmséilegst, wat ech hei bis elo erlieft hunn. Hei gi just déi bei d'Lisett gelooss, déi schonn näischt hunn. D'Salariat muss op seng gesetzlech geschëllten Upassung un d'Deirecht verzichten, well d'Regierung an hir Gewerkschaftskumpane feig sinn, ze feig, fir vun deene Solidaritéit ze verlaangen, déi Joer fir Joer Milliardegewënner hei aus dem Land schleefen an do derbäi ëmmer erëm hannen eragestach kréien, well gefaart gëtt, si kënnten eng Kéier pupen.

Da gëtt et och nach eng Gewerkschaft, déi weist dem Patronat de béise Fanger, mat deem se elo an engem Bett läit, fir d'Austéritéitsmoossnamen ze beschléissen. Dat ass Hypokrisie héich siwen.

(Interruption)

Här President, d'Rentner ginn dann och nach erëm eng Kéier duebel gestriitzt. Déi Leit mat klenge Rente mussen d'Konsequenze vun der inflationärer Präisentwécklung am Viraus erleiden, ouni datt se dofir déi gesetzlech Upassung iwwert den Index kréien, an och net am gesetzlechen Délai zougestane kréien. A se mussen anerhalleft Joer méi laang op hire geschëllte Rentenajustement waarden.

Och d'Familllje ginn där vun dëser Regierung applizéiert Schluechthauspolitik zum Affer. D'Kärzell vun der Gesellschaft - an dat ass nun eemol d'Famill - kritt de Bifdeck ewechgeholl a ka sech nach just Gulasch leeschten. A wann et esou weider geet och nach just souguer nëmme méi Gehäcks.

Et gëtt ëmmer iwwer eis demographesch Situatioun lamentéiert. Mat deenen onsoziale familljepolitesche Moossnamen do brauche mer eis net ze wonneren, datt et der ëmmer manner ginn, déi wëllen eng Famill grënnen. An dat wäert an Zukunft och nach schlëmmer ginn.

Ech huelen nëmmen als Beispill déi ugekënnegt Erhéijung vun den Autostaxen. D'Familllje mat Kanner schafe sech kee groussen Auto un aus Luxus, si brauchen esou en Auto. Si wäerten awer déi sinn, déi bei der Erhéijung vun den Autostaxen alt erëm eng Kéier bei d'Lisett gelooss ginn. Fir déi Erhéijung unzekënnegen, ass natierlech ofgewaart gi bis den Autosfestival eriwwer war, fir datt d'Leit sech nach sollen en décken Auto kafen, fir dee se da jorelaang iwwer Taxen ausgepresst ginn a spéider näischt méi dofir erëmkréien.

(Interruptions)

Här President, zu engem gudde Schluechthaus gehéiert awer och eng Juegd. An déi ass elo op! Déi ass elo op op d'Familljenzoulagen.

Ech weess net, aus wat fir enge skurrile Käpp déi Iddi do erausgespruddelt ass, mä et ware sécher keng, déi Kanner hunn, soss wéisste se, wat et heescht Kanner ze erzéien, a wéissten och, wat et kascht, fir eng grouss Famill ze erhalen.

Wa mer ufänken d'Famill ofzewäerten an ze zerstéieren, dann zerstéiere mer d'Kärzell vun dëser Gesellschaft. Da précariséiere mer dat Schéinst, wat mer hunn, an dat ass eng gesond Famill mat Kanner. An dann huele mer just deenen aarme Familljen - wou mer jo hei ëmmer erëm vu Chancëgläichheet priedegen - d'Substanz vun der Gläichberechtegung ewech.

Här President, et ass och ëmmer erëm erstaunlech ze héieren, wat déi Eenzel soen, wann d'Propositioune vun der Tripartite sollen ëmgesat a verdeedegt ginn.

Sou gëtt elo geschwat vun engem Putschversuch vun der Regierung géint d'Gewerkschaften. D'Regierung géif dat, wat an der Tripartite ofgemaach gouf, net respektéieren.

D'Privatbeamtechamber schwätzt vu Verletzung vum Tripartite-Ofkommes a verschiddene Punkten. Et ass zwar erstaunlech, well an der Privatbeamtechamber hunn déiselwecht Leit aus de Gewerkschaften d'Soen, déi haut dat anscheinend verletztent Tripartite-Ofkommes dann awer wäerte matstëmmen. Dat soll emol ee verstoen!

Wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, Här President, dann ass den Index dout, well dat spéidert Ausbezuele vun den Indextranchen ofhängeg gemaach gëtt och nach vun der Entwécklung vun de Pëtrolspräisser. An dat heescht, datt mer riskéieren, esoubal keng Indextranche méi ze kréien. An dat hu mer och an der Vergaangenheet mat de Pëtrolspräisser, wéi den Index manipuléiert ginn ass, jo scho materlieft.

An all déi, déi jorelaang gejaut hunn: „D'Fangeren ewech vum Index!", wäerten haut hei mathëllefen eng déck Schëpp an d'Graf ze geheien, fir datt d'Lued vum Index net méi opgeet.

Et gëtt keen dréftege Grond fir dës Austéritéitspolitik. An et gëtt scho guer kee Grond, fir d'Konsequenze vun deene Feeler, déi an der Finanzgestioun vum Stat geschitt sinn, elo op déi Klengst ofzewälzen, zumools, wou mer elo och nach kuerz virun enger historescher Stolfusioun stinn, déi dem Stat iwwer zousätzlech Dividende genuch Geld abrénge wäert, fir dat budgetäert Lach awer wierklech voll ze stopfen.

Dofir, Här President, e Rot un d'Regierungsparteien: Zitt dësen onsoziale Projet zréck! Oder, Dir an der CSV, sträicht „chrëschtlech" a „sozial" aus Ärem Numm! An déi aner solle sech och net méi „Sozialisten" nennen, well se déi sozialistesch Grondwäerter vergiess hunn. Oder fusionéiert, an nennt lech „Schluechthausliga fir de sozialen Ofbau"! Da wëssen d'Leit wéinstens, wou se mat lech dru sinn.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Et kann ee vill soen, Här Jaerling.

(Hilarité)

Une autre voix.- De Gemengerot hëlleft.

M. le Président.- D'Riednerlëscht ass ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Diskussioun, déi mer hei féieren, gëtt virum Hannergrond gefouert vun deenen Diskussiounen, déi och elo während Méint um Niveau vun de Sozialpartner gefouert gi sinn. Dir wësst, dass mer Erausfuerderungen hei zu Lëtzebuerg op verschiddenen Niveauen hunn: Déi eng ass déi vum Statsbudget; déi aner ass déi vun eiser Kompetitivitéit, a selbstverständlech dorunner hänkt och déi ganz Diskussioun iwwert d'Aarbechtsplazen, iwwert d'Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg.

Ech mengen, mir hunn eng Rei Pisten, déi mer musse verfollegen, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt. Dat wäert net esou einfach ginn. Esouguer wa mer soen, mer géingen an Zukunft méi op héichwäerteg Produkter setzen, héichwäerteg Servicer, da muss ee feststellen, dass a sou genannten neie Länner am Fong geholl déi och ganz schnell dat do iwwerhuelen, an dass mir am Fong geholl eppes musse maachen: Nischepolitik; kucken d'Stäerkte besser auszenotzen; kucken déi Saachen auszenotzen, wou mer glaubwürdeg sinn, a selbstverständlech kucken, do, wou d'Konkurrenzfäegkeet vun eis schwaach ass, déi ze verbesseren.

Dat do, Här President, wäert net mat enger Moossnam goen. Dat geet nëmme mat engem Pak vu Moossnamen. An ech muss soen, vu Secteur zu Secteur wäert et verschidde sinn. Et gëtt Secteuren, do ass et méi wichteg, dass mer eng international Schoul hei hunn, déi capabel ass deene Manager, déi op Lëtzebuerg kommen - well dat eng Konditioun vun deenen ass -, hir Kanner ënnerdaach ze bréngen. Et gëtt Secteuren, do sinn eis Connectioune mam Ausland, wat d'Fluchlinnen ubelaangt, dat Wichtegst. Wann ech d'Handwierk kucken, do ass dat, wat an der Groussregioun leeft, wéi d'Entwécklung ass vum Loun an der Groussregioun, wéi d'Käschten an der Energie sech entwéckelen, wichteg. An et gëtt e puer vläicht méi allgemeng Punkten, wou ee kann agéieren.

Den Här Haupert an och hannendrun de Lucien Thiel, den Här Fayot, sinn op déi Punkten agaangen, déi am Fong geholl vum Premierminister den 2. Mee hei duergeluecht goufen. Op de Grond, firwat dass mer higaange sinn, fir an enger ganzer Rei Beräicher Moossname mat de Sozialpartner duerchzeschwätzen, wëll ech net frësch agoen. Ech mengen, besonnesch de Rapporteur huet dat op eng flott Aart a Weis duergeluecht, firwat dass mer dat hei u sech maachen. Duerfir mengen ech, wier et sënnlos, dass ech nach eng Kéier op déi Diskussioune géing agoen, d'autant plus, dass mer déi Diskussioun eréischt Ufank Mee gefouert hunn.

Ech wollt trotzdeem just de Kolleege vun der DP eppes soen, déi, mengen ech, jo eng Ausenanersetzung och op deem Sujet gefouert hunn. Si haten 33 Propositioune gemaach. Ech muss zwar soen, dass ech bei där spezifescher Propositioun –dem Index -, iwwert déi mer haut schwätzen, zwar nach net richteg gesinn, wat d'Alternativ wier an deem dote Fall, mä ech wollt just soen, do wou ech - mir kënnen iwwer esou Saache vläicht en Désaccord hunn - awer fannen, dass Der net richteg leit, dat ass do, wou Der sot: Jo, mä Dir hutt net gesot, wat déi nei Politike sinn.

Eleng am Telegrammstil, an developpéiert awer trotzdeem an der Ried vum Premierminister, hutt Der an dësem Projet de loi op der Säit 7 all déi nei Politikelementer opgezielt, déi an Zukunft wahrscheinlech verstäerkt budgetär Mëttele wäerten hunn.

An duerfir wollt ech dem Kolleeg Meisch soen, dass, wat do steet iwwer Éducatioun, iwwer Kannerbetreiung, iwwer Logementer, iwwer Betreiung vum Alter, iwwer Kyoto, iwwer Forschung, iwwer Infrastrukturen, dat déi Felder sinn, déi an Zukunft Prioritéit hei zu Lëtzebuerg missten hunn. Ech wëll net soen, dass et nei Politikfelder sinn, mä déi musse vläicht prioritär méi ënnerstëtzt ginn, méi gefördert ginn. Ech mengen, se sinn awer definéiert, an ech gleewen och net, dass mer grouss Divergenzen hunn op deene Punkten, déi ech opgezielt hunn, wann ech op alle Fall noliesen, wat Der gesot hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war awer e bessi méi konkret.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon, Här Meisch, ech mengen, dat hu mer trotzdeem gemaach an deenen Diskussiounen, déi mer den 2. Mee gefouert hunn. Ech hunn och net festgestallt, dass mer do esou grouss Divergenzen haten. Duerfir géing ech mengen, dass mat e bësse guddem Wëllen ee ka soen, dass mer eis hei an der Chamber souguer kënnten eens ginn iwwert déi Politikfelder, déi prioritär misste méi ënnerstëtzt ginn. Ech gleewen net, dass mer do esou grouss Ënnerscheeder gesinn. Vläicht op den Nuancen, vläicht op dem Niveau vun der Förderung, awer net op der Noutwendegkeet. Ech hunn dat op alle Fall an Ärer Ried nogelies an hunn net kënne feststellen, dass do esou grouss Divergenze wieren.

Ech muss och soen, d'Kolleege vun dem ADR, déi deen Discours, dee se gefouert hunn, jo des Öftere gefouert hunn, schwätzen ëmmer erëm dervun, dass u sech vun där viregter Regierung an och vun där heiteger Regierung eng budgetär Politik gefouert ginn ass, déi derzou gefouert huet, dass mer Defizitter kennen. Dat, wat ech net richteg erausfannen, mä ech lauschtere vläicht och net gutt no, dat ass do, wou si eventuell gesinn, dass mir konkret da sollen Agréffer huelen, struktureller Natur, déi dauernd och halen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei der Budgetsdebatt, Här Minister, hu mir 18 Propositioune gemaach.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, ech konnt net feststellen, wou mer éischtens…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir waart net do deemools.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ma, et liest een awer Saachen no. Souguer hautdësdaags…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn iwwerzeegt,…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir wäert jo awer elo net eng Prüfung mat mir maachen, Här Gibéryen?

M. Henri Grethen *(DP).*- Dir sidd amgaangen, eis alleguerten opzefroen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, awer guer net. Ech hunn et erausfonnt, Här Grethen, dass mer vill Gemeinsamkeeten hunn. Dat hunn ech gesot. Dat nennen ech net Notë ginn, dat nennen ech Gemeinsamkeeten entwéckelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Krecké liest et awer intensiv.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir hutt ganz Recht. Ech liesen dat intensiv, a vergläichen et och mat de Realitéiten.

Une voix.- En ass de ganzen Dag schonn…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- En ass… Wien?

M. le Président.- Ech géif elo drëm bieden, fir den Här Minister a Rou seng Ausféierunge maachen ze loossen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, wa mer also haut eng Diskussioun féieren iwwert den Index, dann ass et, well mer - an ech mengen, et ass och unerkannt vun de Sozialpartner - am Moment eng Inflatioun hunn, déi héich ass. Si ass net dramatesch héich. Et ass och normal, dass se méi héich ass wéi an deenen anere Länner. Et gëtt kee Land, wat héije Wuesstum huet, ouni dass et eng Inflatioun huet. Dat gitt Der net sichen.

Mä mir erkennen awer, dass et en Ënnerscheed gëtt mat deene Jore virdrun, well dee Wuesstum, dee mer hunn, trotzdeem mat sech brëngt, dass déi Inflatioun, déi mer hunn, vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner méi grouss ass. An ech hu gesot, et ass net d'Konkurrenz aus Indien, aus Brasilien oder aus China, déi eis am meeschten um Häerz läit, well mer do souwéisou mat de Käschten net kënne konkurréieren, mä mat där immédiater Regioun ronderëm eis, wou mer mussen oppassen, dass mer keen Dérapage hunn, weder um Niveau vun der Inflatioun an haaptsächlech op den Energiepräisser.

De Kolleeg Bausch huet drop higewisen, dass e groussen Deel vun där Inflatioun, wéi och an anere Länner, op Energieprodukter zréckzeféieren ass. Net ze vergiessen och, dass beispillsweis bei eis, esoubal de Liter Bensin eropgeet, et evident ass, dass et eng Auswierkung op d'Inflatioun huet, déi méi grouss ass wéi an deene Länner niewendrun. Ganz einfach, well mir eng aner Struktur hunn, well mer manner Taxen hu wéi déi aner Leit, an doduerch effektiv dee Prozentsaz, deen um Basispräis ass, sech direkt ganz anescht auswierkt.

Ech sichen do keng Excusen. Ech probéiere just e puer Saachen ze explizéieren, wohlwëssend dass mer jo och décidéiert hunn, en dehors vun deem, wat mer haut schwätzen, dass mer eng Rei Instrumenter wäerte méi genau kucken. Mir mussen déi Diskussioune mat eenzele Secteure féieren, fir ze kucken, dass mer Accordë kréien, wéi een e Präis bremst. Mir kënne keng Präisaccordë kréien, well dat léisst d'Konkurrenz an där Form net méi zou.

Mir musse kucken, dass mer vläicht méi Transparenz kréien an eenzelne Präisser, an dass mer notamment higinn, an an den eenzelne Secteuren e bësse méi op den Dësch leeën, wéi déi eenzel Präisentwécklunge sech hunn. Mir hunn et um Niveau vun de Kontrakter, wat de Stat ubelaangt, gemaach.

Mir hoffen, dass och aner Secteure probéieren an de Kontrakter nëmme méi dat unzepassen, wat d'Masse salariale ausmécht, a mir probéieren d'Konkurrenz ze gebrauche fir all déi Punkten, wou mer eis e bësse vis-à-vis vum Ausland schlecht behandelt fillen, nämlech do wou mer iwwer Représentation-généralë musse fueren, déi eis net gënschteg sinn. Dat si mer amgaangen - vu dass den Här Fayot dat gefrot huet - ze kucken.

Mir sinn amgaangen ze kucken, wéi mer zu Bréissel dat Element vun der Konkurrenz kënne beméien, fir do weiderzekommen. Déi Studien, déi op e besseren Index an der Groussregioun sollen hiweisen, hunn ugefaangen. Kontrakter beim Stat ginn dès à présent schonn net méi ënnerschriwwe mat der Upassung un den Index, a wat d'Accord-volontairen ubelaangt, do sinn den Här Boden an ech amgaangen ze kucken, wéi mer mat de Secteure kënnten eens ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat den Index elo ubelaangt, mengen ech, brauch ech net ze vill an den Detail ze goen. Ech wëll just kloer an däitlech soen, wann hei, besonnesch vun eenzelne Leit, gesot ginn ass, den Index, dee géing manipuléiert ginn, dee géing net bäibehale ginn - e gëtt bäibehalen! Mir brauche souguer kee Gesetz méi ze huelen no 2009, fir en erëm anzeféieren. En ass do an e bleift do! Déi automatesch Upassung ass do a si bleift do! Mir moduléiere se op deenen nächsten dräi Joer no engem ganz einfache Schema. Mir brauche kee Gesetz ze huelen, fir dat do erëm a Kraaft ze setzen. Mir musse just e Gesetz maachen, wou mer de Raccord maachen, dat heescht, op wellechem Punkt mer de Raccord maachen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Aaahhh!

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …mä dat kann ee jo awer net, Här Gibéryen, dat kann ech jo awer haut net virausgesinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, dat ass net méiglech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kéint an d'Gesetz eraschreiwen, mir huelen den Niveau vum 1. Januar 2001.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen. Mir kucken, wéi d'Entwécklung vun der Inflatioun ass, an dann…

(Interruption)

Här Gibéryen, Dir hutt jo d'Méiglechkeeten zu deem Zäitpunkt, wou Der Iech jo wënscht wahrscheinlech an der Regierung ze sinn, dann nach dee Moment hinzegoen an dat Gesetz esou ze gestalten, wéi Dir dat wëlles hutt.

(Hilarité)

Am Moment ass et also ganz kloer, dass et just de Raccord ass, deen iwwer e Gesetz nach eng Kéier muss frësch geregelt ginn. Fir de Rescht applizéiere mer an deem Gesetz hei just dat, wat mat de Sozialpartner ofgemaach ass, nëmmen dat an näischt anescht.

Duerfir mengen ech huet et net vill Wäert, dass ech op den Detail aginn. Do si Saache gefrot ginn, déi net méi zur Diskussioun stinn. Dat do sinn, um Niveau vun der Tripartite, déi Accorden, déi mer fonnt hunn. Wann d'Chamber mat deenen Accorden d'accord ass, da soll se dat stëmmen. Ech wier frou, ech héiere jo och, dass eng breet Zoustëmmung dozou kënnt.

Ech mengen, et kann een ëmmer bedaueren, dass een eppes op de Mäerz festgesat huet, wat een hätt kënnen op den August festsetzen oder en anere Modell. Et waren aner Modellen ee Moment um Dësch. Deen hei ass gewielt ginn, well et zu engem Accord sollt kommen, an dat do war d'Basis vun deem Accord. Duerfir sinn ech och frou, dass ech op alle Fall spieren, dass eng ganz Rei Zoustëmmung hei an der Chamber zu deem Punkt vum Index kënnt.

Wat de Wuerekuerf ubelaangt, esou mengen ech, ass och hei relativ kloer, dass een eng räsonnabel Consommatioun ustrieft an déi räsonnabel Consommatioun bedéngt, dass een och eng ganz Rei Tax-Entwécklungen net méi décemment ka voll répercutéieren erëm eng Kéier an der Lounupassung, well ee soss ni esou wäit kënnt, dass een, loosse mer soen, d'Verhale vun de Leit och anescht ka beaflossen.

Dat gesot, Här President, wëll ech net méi Zäit menger Kolleegin Marie-Josée Jacobs huelen, well si den zweeten Deel vun deem Projet wäert behandelen. Fir de Rescht soen ech deene Leit, déi heirunner geschafft hunn a wierklech schnell geschafft hunn, villmools Merci, well mer effektiv e bëssen ënner Drock sinn. Nach eng Kéier der Chamber an der Kommissioun a besonnesch hirem Rapporteur Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet als lescht Riednerin d'Madame Minister zoustänneg fir d'Famill, d'Madame Jacobs, d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher hei méi agréabel, fir Kannergeldserhéijunge verdeedegen ze kommen an unzekënnege wéi d'Désindexatioun ze verdeedegen. An duerfir wëll ech och dem honorabelen Här Deputéierten Norbert Haupert, deen dacks ganz technesch Problemer, och komplizéiert Finanzprojeten, déi de grousse Publikum dacks net interesséieren, hei virstellt, och als Rapporteur vun dësem Projet e ganz grousse Merci soen, dee sech a kuerzer Zäit mat vill Fläiss a gewëssenhaft wéi ëmmer…

Une voix.- Très bien.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- …an dësen Dossier agéschafft huet.

Lëtzebuerg huet déi héchst Leeschtungen aus Europa, wat d'Ënnerstëtzung vu Famillje mat Kanner betrëfft. Och wann d'Chamber dës Désindexatioun gestëmmt huet, bleiwe mer op der éischter Plaz an Europa. Lëtzebuerg huet méi eng positiv demographesch Entwécklung wéi an aneren Nopeschlänner, an dat haaptsächlech duerch eng jonk Immigratioun, déi mer hunn. Iwwer 40% vun eise Schoulkanner sinn netlëtzebuergesch. Dat sinn awer och si, déi hëllefen an der Zukunft eis Sozialleeschtungen ofséchere. Dës jonk Familljen hunn dacks keng Familljen hei zu Lëtzebuerg, also och keng Grousselteren, fir si ze ënnerstëtzen, weder finanziell nach zäitlech.

Jonk Lëtzebuerger Familljen ginn ëmmer méi ganz oder Deelzäit schaffen an zu zwee schaffen, well se dat wëllen oder well se dat mussen, fir zum Beispill en Eegenheem ze kréien. Dofir brauche mer an deenen nächste Jore verschidde Modeller a méi grousser Zuel fir d'Kanner ze betreien, zum Beispill Crèchen, Maison-relaisen, Dageseltere, Garde vu kranke Kanner an esou virun.

Wa mer op der éischter Plaz sinn, wat d'Geldleeschtunge fir Kanner ubelaangt, da si mer awer wäit ewech, wa mer an der Lissabon-Strategie si fir Familljen a Beruff besser mateneen ze verbannen. Dofir musse mer an deenen nächste Jore grouss Efforte maachen, net nëmme fir d'Kanner ze versuergen, mä besonnesch fir hinnen d'Chance ze ginn, iwwer pedagogesch Konzepter sech besser ze integréieren an ënner anerem och eis Sprooch ze léieren.

Vill Kanner si mëttlerweil och Eenzelkanner. Fir hir Sozialisatioun ass et wichteg, mat anere Kanner ausser der Schoul zesummen ze sinn, am Spillen an ouni Leeschtungszwang Respekt, Toleranz, ouni Diskriminatioun an ouni Gewalt mat hire Kolleeginnen a Kolleegen zesummeliewen ze léieren. Netlëtzebuerger a Lëtzebuerger Kanner, zesumme mat Kanner mat enger Behënnerung mussen hir Plaz an deene Betreiungsstrukture fannen. Wou kann ee besser léieren e verantwortungsvolle Mënsch ze ginn, Verantwortung a Participatioun ze léiere wéi a senger Fräizäit?

Wa mer - an ech sinn dovun iwwerzeegt, datt jiddereen dat heibanne wëllt - eise Kanner besser Erfollegsméiglechkeeten an der Schoul an domat och herno an hirem Liewe wëlle ginn, da musse mer méi Geld an Infrastrukturen an a Personal investéieren, fir dës Aufgaben ze erfëllen. Domadder wëlle mer net d'Elteren aus hirer Verantwortung entloossen. Och déi Elteren, wou Papp oder Mamm doheem bleiwen, fir sech ëm hir Kanner ze këmmeren, verdéngen eis Unerkennung fir e wäertvollen Déngscht an der Erzéiung vun de Kanner.

Mir wëlle Méiglechkeeten ubidden, mä den Elteren de fräie Choix loossen, hir Kanner stonneweis, deegweis, wocheweis, wéi et ebe gebraucht gëtt, a gudde Konditiounen als klengt Kand oder Schoulkand opgeholl ze ginn. Jidderee ka krank ginn, och déi Mamm oder dee Papp, déi sech doheem ëm hir Kanner këmmeren, an da wiere se sécher och frou, wa se kënnten op eng gutt Infrastruktur zréckgräifen.

Ech kann net an dëser Debatt op all Eenzelheete vun deene verschiddene Konzepter agoen. Ech sinn awer gäre bereet, dat hei ze maachen, wann dat de Wonsch vun der Chamber ass, esou wéi den Här Bausch dat gefrot huet. Ech kann awer garantéieren, datt déi Moossnamen, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, gutt iwwerluecht sinn, gutt duerchduecht sinn an och vu grousser Qualitéit sinn.

Wat d'Désindexatioun vun de Leeschtungen am Kannergeld ubelaangt, brëngt dat eng Erspuernis fir 2007 vu 16,7 Milliounen, 2008 32,6 Milliounen a 2009 56 Milliounen. Dozou gehéiert och d'Désindexatioun an d'Netajustéiere vum Forfait d'éducation oder der Mammerent.

Niewent de Strukture fir d'Kanner brauche mer och an deenen nächste Joren zousätzlech Plazen a Servicer fir déi eeler Matbierger, déi ebenfalls vill Geld kaschten, eng Kéier bei den Infrastrukturen an zweetens och beim Personal, wat do gebraucht gëtt. Dës Iwwerleeungen hunn dozou gefouert, datt d'Regierung mat de Gewerkschaften verhandelt huet, an ech wëll de Gewerkschaften hei, dem LCGB, dem OGB-L an och der CGFP, an dem Patronat net ofspriechen, datt si duerfir keng sozial Oder hätten, fir an deenen nächste Joren op dëse Wee ze goen. Et ass net deen einfachste Wee, mä et ass e verantwortlechen, fir deenen neien Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

Mir hu mat de Sozialpartner ofgemaach, e System vun de Steierkreditter op Basis vun de Viraarbechte vum Conseil économique et social bis den 1. Januar 2008 anzeféieren. Domat soll deene Leit mat manner Akommes méi gerecht gehollef ginn. An ech wëll och hei drun erënneren, datt mer eng Motioun ugeholl hu vun der Demokratescher Partei, fir nach eng Kéier d'Transfert-socialen nozekucken an opgrond dovunner dann och méi eng geziilten Hëllefe kënnen ze maachen.

Kréie mer bis 2008 dee Crédit d'impôt net stoen, leeft vum Januar 2009 den Index erëm automatesch. En Aarbechtsgrupp gëtt dofir am Finanzministère agesat, fir dee Crédit d'impôt auszeschaffen. Mir hunn an dësem Projet de loi vun haut déi nominal Wäerter vun deene verschiddene Leeschtungen ageschriwwen, fir domat all juristesch oder och soss Onsécherheeten ze verhënneren.

Zu Lëtzebuerg liewen ongeféier 100.000 Kanner oder Jugendlecher zwëschent 0 a 17 Joer. An d'Kannerzuel ass 2,81% 2005 eropgaange vis-à-vis vun 2,76% 2004. 2005 si 709,31 Milliounen Euro Kannergeld plus Allocation scolaire ausbezuelt ginn. 709 Milliounen Euro! Mir mussen eis emol eng Kéier ausrechnen, wéi vill datt dat an den ale Frangen ausmécht. Ech mengen, da gëtt déi Zuel nach méi impressionnant wéi dat, wat mer hei héieren.

(Interruption)

28 Milliarden, dat ass schéin.

2001 hate mer 9.000 Dossierë fir Frontalieren; 2005 sinn déi Dossieren op 15.000 eropgaangen, déi d'Ënnerscheeder gefrot hate vum Kannergeld zwëschent Lëtzebuerg an hirem eegene Land.

D'lescht Joer goufe 400 méi Gebuertsprimen ausbezuelt wéi 2005, mat engem Chiffer vun 8,7 Milliounen Euro fir 15.466 Gebuerten am Ganzen. D'Zuel vun den Erzéiungszoulagen ass liicht zréckgaange vun 10.247 op 10.191 Familljen. De Congé parental huet 2005 55.419.230 Euro kascht, mat enger Zuel vu Congé parental, déi stänneg eropgeet, a vun deem pro Mount iwwer 3.000 Leit profitéieren.

Ech si ganz frou an houfreg, datt och ëmmer méi Pappe vum Congé parental profitéieren. 2004 waren et 21,5%; 2005 waren et 23,6%. D'Pappen huelen haaptsächlech den zweete Congé parental, a mir leien elo bei 23,6% Pappe wäit iwwert den Elterecongéen, déi an aneren europäesche Länner geholl ginn.

D'Kannerbetreiung ass net nëmme méi d'Aufgab vun der Mamm. D'Kannerbetreiung ass och d'Aufgab vum Papp, an och eng Chance fir de Papp, fir sech kënnen ëm seng Kanner ze këmmeren. Dat ass also net richteg, fir ze soen, d'Eltere wëllte sech net méi ëm hir Kanner këmmeren: Dës Zuele beleeën de Contraire an doriwwer sollte mer eis all freeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet mat de Sozialpartner zesumme dëse Paquet gemaach, dee sozial verträglech ass an deen den neien Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft gerecht gëtt.

Loosse mer alle Leit, déi an eisem Land liewen, d'Chance ginn, hiert Liewen ze réusséieren. Mir kënnen alleguerten nëmmen dobäi gewannen, an duerfir soen ech deenen alleguerte Merci, déi dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5580.

Am Numm vun der Fraktioun vun deene Gréngen huet den Här Bausch gefrot, den Artikel 43 vum Chamberreglement geltend ze maachen, a freet e Vote séparé iwwert d'Artikele 4, 5, 6, 7, 8 an 9. Mir mussen eenzel iwwert déi eenzel Artikelen dann ofstëmmen.

Ech froen den Här Bausch, ob hie freet, dass de Vote électronique bei deenen Artikele gemaach muss ginn?

(Négation)

Gutt.

Vote de l'article 4

Da stellen ech d'Fro: Wien ass d'accord mat dem Artikel 4 vum Projet de loi, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen?

Ech gesinn, datt eng Rei Leit sech enthalen hunn, mä et ass eng iwwergrouss Majoritéit dofir.

(Interruption)

Ech hunn hei gesinn, dass d'Fraktioun vun deene Gréngen an d'demokratesch Fraktioun sech enthalen hunn, d'Membere vum ADR hunn dergéint gestëmmt an den Här Jaerling och dergéint.

Voilà. Also hu mer d'Majoritéitsfraktiounen, déi dësen Artikel gestëmmt hunn; d'Oppositioun huet zum Deel sech dobäi enthalen, dat heescht d'Fraktioune vun der Oppositioun hu sech enthalen. D'Membere vum ADR waren dergéint an och den Här Jaerling war dergéint. Ech mengen, elo wär et kloer an däitlech.

Vote de l'article 5

Wien ass d'accord mam Artikel 5? Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

D'Resultat ass, d'Majoritéitsfraktioune sinn derfir; d'Oppositiounsfraktiounen enthale sech, an d'Membere vum ADR an den Här Jaerling hu mat Neen gestëmmt.

Vote de l'article 6

Wien ass derfir? Wien ass dergéint? Wien enthält sech? D'Resultat ass datselwecht wéi bei den Artikele virdrun.

Vote de l'article 7

Wien ass derfir? Wien ass dergéint? Wien enthält sech? Ebenfalls datselwecht Resultat.

Vote de l'article 8

Wien ass derfir? Wien ass dergéint? Wien enthält sech? Ebenfalls datselwecht Resultat: D'Majoritéit ass derfir; d'Fraktiounen aus der Oppositioun enthale sech an den ADR an den Här Jaerling stëmmen dergéint.

Vote de l'article 9

An dann de leschten Artikel, den Artikel 9. Wien ass d'accord domadder? Wien ass dergéint? Wien enthält sech? Et ass datselwecht Resultat.

Domadder ass d'Resultat vum Vote vun den Artikelen 4, 5, 6, 7, 8 an 9 däitlech: D'Artikele sinn ugeholl. Mir stëmmen elo iwwert de gesamt Projet de loi of. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei fënnef Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol) et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

(Interruptions)

Ech hu gemierkt, dass d'Majoritéit heibannen déi Dispens gëtt.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, et ass dem Statsminister net méiglech, fir an dëse Minutte schonn hei an der Chamber ze sinn. Et dauert nach ee Moment bis hie kënnt. Duerfir géing ech lech proposéieren, dass mer elo direkt géifen iwwergoen zur Aktualitéitsstonn, déi d'demokratesch Fraktioun ugefrot huet iwwert d'Problematik vun der Prostitutioun. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Zum Ordre du jour, Här President, an zu deem, wat Dir proposéiert: Ganz d'accord, mä awer net, dass dat dann ënnerbrach gëtt, an dann erëm ugefaange gëtt. Wa mer dat elo ufänken, da solle mer dat bis zum Enn féieren, well soss gëtt dat ze vill Duerjerneen.

M. le Président.- Ech denken, Madame Flesch, dass dat eng räsonnabel Propositioun ass, déi Dir gemaach hutt, déi ech och deeementspriechend wollt esou behandelen.

D'Riedezäit ass folgendermoosse festgehalen: D'demokratesch Fraktioun huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune fënnef Minutten, d'Sensibilités politiques zwou an d'Regierung eng Véierelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, d'Madame Err an d'Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Här Xavier Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut kënnen iwwer e Sujet schwätzen, deen net oft hei um Ordre du jour an dëser Chamber diskutéiert gëtt: dee vun der Prostitutioun, e Sujet, deen e bëssen tabu zu Lëtzebuerg ass a wou, wann een d'Texter kuckt, eis Législatioun - kann ee soen - e bëssen hypokritesch ass.

Här President, ech mengen déi heiten Zeitung „Luxbazar" kritt een iwwerall ze kafe fir 1,70 Euro.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech weisen lech et just hei.

(Hilarité)

Also, Dir kënnt hei alleguerte laachen a schockéiert sinn op där enger oder anerer Säit, mä wann Dir d'Artikele géift liesen, wat drasteet, also d'Annoncen; ech liesen lech just eng vir: «Megane se déplace gratuitement chez toi, hôtel ou pour massages, fellation, sado, domination, uro, scato, sodomise aussi les hommes, à partir de 13 heures, 1,65 m, 55 kg, cheveux noirs» - mat der Télefonsnummer. Dat heiten ass just eng, Här President.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- A genau dat, wat den Här Henckes gesot huet, Här President, ass dat, wat wichteg ass: Dës Zeitung ass och public. An déi Annoncë si grad op där Säit vun der Kinderbekleidung, Herrenbekleidung, Damenbekleidung. Il faut le faire!

Den Artikel 382 vum Code pénal seet: «Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, quiconque par gestes, paroles, écrits ou par tous autres moyens procéderait publiquement au racolage de personnes...»

Hei si jo awer dann, wann een hei kuckt, aacht Säiten, wann een d'Gesetz géif applizéieren, wou jo e Racolage écrit gemaach gëtt duerch Annoncen.

Wann een déiselwecht Artikele kuckt, Här President, vum Code pénal iwwert d'Prostitutioun am Chapiter 6, kann ee jo feststellen, dass hei zu Lëtzebuerg d'Prostitutioun net verbueden ass. D'Prostitutioun vu Majeuren ass net verbueden. Mä wou mécht eng Prostituéiert dann hir Aarbecht? Op der Strooss dierf se net racoléieren; d'Gemeng Lëtzebuerg huet probéiert se ze cantonnéieren op déi eng oder aner Plaz. Wa verbaliséiert gëtt, gëtt awer vun de Riichtere gesot, dass dat net wichteg wär an net poursuivéiert misst ginn, mä wann een d'Texter kuckt, da riskéiert tout propriétaire ou tout logeur vun engem Appartement, tout hôtelier, deen enger Prostituéiert en Appartement oder en Zëmmer verlount, fir e sexuellen Akt ze maachen, Prisong vu sechs Méint bis dräi Joer.

Wou muss dann d'Prostituéiert hir Aktivitéit bedreiwen? Am Auto oder doheem beim Client! Et sinn déi zwou eenzeg Méiglechkeeten, oder wann een den Text kuckt, d'Prostituéiert ka just hir Aktivitéit bedreiwen, wa se selwer Propriétaire vun engem Appartement ass, well se jo da kee Contrat de bail huet.

Kommt mir sinn eis eens, an ech mengen d'Situatioun ass jo esou, dass déi Meedercher dann um Trottoir stinn, do an den Auto klammen, an do véier- bis fënnefmol am Owend hir Aktivitéit bedreiwen. Keng Dusch, kee Bett, an et ass en plus nach duerch de Fait, dass et op der Strooss ass, public. Dat heescht et kéint ee se och nach poursuivéiere mam Client fir Exhibitionismus wéinst engem Acte sexuel op der Strooss.

D'Aktualitéit ass einfach, dass et am Moment pulluléiert an der Stad vun Appartementer, wou esou Aktivitéite gedriwwe ginn a wou de Propriétaire awer kéint geklaakt ginn. En Hôtelier, deen da seet, hei mir stellen lech dann eng Kummer zur Verfügung fir eng Stonn, kann och hei légalement op d'Geriicht geholl ginn a bestrooft ginn.

Duerfir hat ech viru kuerzer Zäit och der Madame Ministesch eng Question parlementaire gestallt, firwat een zu Lëtzebuerg keen Eroscenter kéint maachen. Wann ee kuckt wéi et an Däitschland ass oder wéi en Eroscenter kann organiséiert ginn, do kéint e Meedchen e Studio louéieren - esou e klengen Emplacement -, wou hatt eng Dusch an eng Toilette huet a wou hatt selwer ka seng Aktivitéit bedreiwen, esou wéi hatt et gären hätt. De Problem ass, krut ech geäntwert, mir hätten eng Konventioun ënnerschriwwen, d'Konventioun vun New York, déi dat net géif erlaben.

Ech wëll just soen, dass et an den Nopeschlänner jo och geet, wéi an der Belsch an an Däitschland. Do schéngt et jo ganz gutt ze goen. Do hu se jo elo mobil Eroscenteren installéiert.

Deen, dee mengt, dass op jidde Fall d'Prostitutioun vun haut op mar kéint bannéiert ginn, deen iert sech. Ech wëll och elo net op d'Theorien agoen, vun deem wat een nennt vun den Abolitionnisten a vun de Reglementaristen. A Schweden hu se elo d'Prostitutioun net verbueden, mä de Client, dee bei eng Prostituéiert geet, dee gëtt do condamnéiert. Ech mengen, dat wier och bestëmmt net déi richteg Situatioun, déi hei zu Lëtzebuerg géif…

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Firwat dann net?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Voilà, Här President, genau dat ass et. Elo kréien ech hei gesot, firwat dann net. Mä firwat hutt Dir et dann erlaabt, Madame Ministesch? Firwat solle mir dann den Text net änneren an et net erlaben? Dir wëllt et erlaben andeem den Text net geännert gëtt, dass et net verbueden ass, mä et dierf net op der Strooss sinn, et dierf net an engem Hotel sinn, et dierf net an engem Appartement gelount ginn a firwat elo net de Client bestrofen.

Här President, da soll d'Madame Ministesch direkt soen, dass een d'Prostitutioun verbidde soll. Entweder et ass erlaabt oder et ass net erlaabt. Wann et net erlaabt ass, dann ass dat déi eng Positioun...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir wollte just wëssen... Dir hat jo hei déi Debatt gefrot an ech denke jo awer och, datt Dir eng Virstellung doriwwer hutt. Et ka jo net nëmme sinn, datt Dir elo frot, dass ech dat soll maachen. Ech soen lech, wat ech mengen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mä, Madame Ministesch, ech sinn elo fënnef Minutten amgaangen an ech hunn nach véier Minutten.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ah, da waarde mer drop.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Da loosst mech fäerdeg schwätzen.

(Interruptions et hilarité)

Deen eenzege Problem vum Eroscenter ass, d'Prostituéiert ass Locataire vun engem Appartement, dat heescht fir de Loyer ze bezuele muss se den Acte sexuel maache fir d'Suen eranzekréien, fir iwwerhaapt kënnen dee Loyer vun deem Eroscenter, vun där Kabinn oder wéi Dir et wëllt nennen, ze bezuelen.

Dofir kann een déi Méiglechkeet vun engem Eroscenter analyséieren, mä de Stonnenhotel wier vill besser. De Stonnenhotel ass nämlech d'Méiglechkeet, dass de Client selwer d'Hotelskummer bezilt, wann hie wëllt an en Hotel goen, an dass dann an deem Hotel och keng Proxénètë kënne ronderëm spadséieren.

Wéi ech et elo dès le départ gesot hunn, Här President, hei geet et drëms: Entweder et ass erlaabt, esou wéi d'Législatioun hei ass, oder net. An da soll een net vergiessen, dass bal 30% vun de Leit, déi um Strëch sinn, Transsexueller sinn, an dass et och de Männerstréch gëtt; an dat ass och e Sujet, deen net gären abordéiert gëtt. Well wann een an den Zeitunge kuckt - ech liesen lech elo net alles vir, Här President - do sinn et aacht Säiten an dat geet vun „sie sucht sie" bis „er sucht ihn" an „er sucht sie" an „sie suchen ihn", etc.

(Hilarité)

Also jidderee sicht jiddereen. D'Police weess guer net méi, wou d'Meedercher sinn. Virdrun - also an der Zäit wou ech nach ganz kleng oder guer net op der Welt war - sinn et jo, wat ee genannt huet, Bars montants ginn. Hautdësdags weess guer kee méi wie wou ass. D'Meedercher hu kee Contrôle médical. Si ginn net bei den Dokter geschéckt a guer näischt.

A vläicht dofir géif ech och eng Motioun hei déposéieren, Här President, wou ech constatéieren, dass d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg net verbueden ass, dass den Artikel 379 bis 4 vum Code pénal bis dräi Joer Prisong virgesäit fir de Propriétaire, den Hotelier, de Logeur oder de Cabaretier oder en général all Persoun, déi enger Prostituéierter eppes verlount, fir kënnen hire Match ze maachen.

Dat heescht, dass am Moment mat deem Gesetz just d'Propriétairin selwer vun hirem Appartement Prostituéiert kéint sinn. An och dat vum Hotelier hunn ech dann ervirgehuewen a géif d'Regierung invitéieren eng Etüd iwwert d'Situatioun vun der Prostitutioun zu Lëtzebuerg ze maache fir e Projet de loi, fir e legale Kader ze schafen, fir justement d'Situatioun vun de Sexworkers ze verbesseren andeem den Artikel 379 bis 4 vum Code pénal soll gestrach ginn.

D'Situation sociale vun de Sexworkeren ze verbesseren, dat heescht au point de vue Sécurité sociale an och au point de vue Pensioun. A vergiesst et net, Madame Ministesch, Dir waart deemools och schonn an der Kommissioun, wou Är Parteikolleegin, d'Madame Nicklaus-Faber - déi ass elo net méi hei - a mir do eng Prostituéiert invitéiert haten, d'Madame Dorothée. A wann ech mech richteg kann erënneren huet d'Madame Faber do gefrot: Mä maacht Dir dat da gären? An d'Madame sot: Jo, ech sinn net forcéiert, ech sinn net drogéiert, ech hu Kanner, mä et ass mäi Beruff an ech maachen deen an ech wëll keen anere Beruff maachen.

Déi Madame sot eis dat an déi Memberen, déi deemools an der Familljekommissioun waren, sinn Zeien a kënnen dat och net änneren. Mä déi Madame sot selwer, si hätt e Problem mam Chômage, mat der Sécurité sociale an och mat hirer Pensioun.

An da wier ech och dofir, fir an deem Cadre légal e Suivi médical obligatoire ze maachen.

(Interruptions et brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- A finalement, Här President, géif ech och d'Méiglechkeet vun enger Kreatioun vun engem Eroscenter zu Lëtzebuerg froen.

Kommt mir kucken eis eng Kéier riicht an de Spigel, et gi verschidde Sujeten - ech gesinn hei op menger rietser Säit méi Effervescence wéi op der lénker Säit; et wonnert mech guer net - hei zu Lëtzebuerg, déi net gären diskutéiert ginn.

Hei gëtt gesot: Komm, et ass an der Rei. Et dierf ee jo, dat heescht, wa kee se gesäit, da stéiert et jo keen an da gëtt heiansdo eppes zougemaach wann ee mengt et kéint eppes do sinn.

Mir hunn hei e Cadre légal, deen et enger Prostituéiert, ob se weiblech oder männlech ass, net erméiglecht hir Aarbecht propper ze maachen, eng Dusch kënnen ze huelen, an engem méi adequate Kader hir Aarbecht kënnen ze maachen.

Entweder verbitt et - wann dat dat ass, wat d'Regierung wëllt - oder erlaabt et, mä da gitt de Meedercher an den Hären och déi Méiglechkeet, fir kënnen anstänneg ze schaffen.

Ech soen Iech Merci, Här President, ech ginn Iech och hei d'Motioun. Et ass eng Ënnerschrëft drop, wann déi aner Fraktioune se wëlle mat ënnerschreiwen, hunn ech se hei. D'Madame Nancy Arendt wëllt se mat ënnerschreiwen, oder? Neen?

(Hilarité)

Voilà, ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la prostitution n'est pas interdite au Luxembourg;

- considérant que l'article 379 bis 4° du Code pénal prévoit des peines de prison de six mois à trois ans pour tout propriétaire, hôtelier, logeur, cabaretier, en général toute personne qui cède, loue ou met à la disposition d'autrui ou tolère l'utilisation de tout ou partie d'un immeuble, sachant que les lieux cédés, loués ou mis à la disposition servent à l'exploitation de la prostitution d'autrui;

- considérant que l'application de cette loi, ne permet pas aux sexworkers de pouvoir effectuer leurs activités à l'exception de celles qui sont propriétaires de leur propre appartement et qui y effectuent leurs activités;

- considérant que l'hôtelier qui met à disposition une chambre d'hôtel à un sexworker ou un propriétaire qui loue un studio ou appartement à un tel sexworker risque de se faire condamner à des peines de prison;

invite le Gouvernement

- à faire une étude sur la situation de la prostitution à Luxembourg;

- à élaborer un projet de loi permettant de créer un cadre légal pour:

1) améliorer la situation de travail des sexworkers en y abolissant entre autres l'article 379 bis 4° du Code pénal,

2) améliorer la couverture sociale des sexworkers,

3) un suivi médical obligatoire,

- à étudier la possibilité de la création d'un Eroscenter au Luxembourg.

(s.) Xavier Bettel.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Éischt Riednerin ass d'Madame Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Also, Dir Dammen an Dir Hären, déi vill Hilaritéit dréit net zum Niveau vun dëser Debatt bäi. Duerfir géif ech gären ëm e bësse Sereniteit bieden an d'Madame Frank elo hir Ausféierunge maache loossen.

Débat

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech bedaueren et, dass Prostitutioun a Fraenhandel nach ëmmer eng batter Realitéit sinn an ech fannen et skandaléis, datt d'Tendenz steigend ass.

Et ass eng kloer Tatsaach fir vill Fraen, e leider gelieftenen - gewollten oder ongewollten - Alldag. Ech si schockéiert an et ass net ze akzeptéieren, datt kierzlech eng däitsch Wochenzeitung en Artikel mam Titel „Weltmeeschterschaft a Prostitutioun" publizéiert huet, wou vun engem mega Bordell matsen an Europa geschwat gëtt a wou Rieds geet, datt d'Fussballweltmeeschterschaft zu enger Prostituéierten-Weltmeeschterschaft verkënnt.

Et kann dach net toleréiert ginn, datt een zur Fussballweltmeeschterschaft parallell e Sklavemaart organiséiert. Dat ass fir mech e grousse Skandal an d'Politik huet do kloer versot.

Prostitutioun heescht, säin eegene Kierper verkafen, fräiwëlleg oder net. D'Prostitutioun violéiert d'Mënscherechter, se verletzt d'Mënschewürd an ass e Synonym fir Mënschenhandel, Ënnerdréckung, Kriminalitéit, physesch wéi och psychesch Gewalt géint Fraen.

All dës Problemer wieren eng länger Diskussioun wäert, mä aus Zäitmangel wëll ech nëmmen e puer Punkte beliichten.

De Stroossestréch. Säitdeem verschidde Cabareten an aner Etablissementer zougemaach gi sinn an den Trafic vu Fraen aus dem Ausland gebremst gouf - scheinbar - si mer mat deem neie Phenomeen konfrontéiert, dee vun der Verlagerung vun der Prostitutioun vum stater Quartier eraus an d'Land.

Et héiert een ëmmer méi Rumeuren, dass entweder Frae selwer oder eben Zuhälter Appartementer a Studioen - wéi se et nennen - fir hir Meedercher lounen, fir do hir Déngschtleeschtung unzebidden. Et gëtt och an dësem Kontext vun der Luxusprostitutioun geschwat.

Well an deenen eegene véier Wänn een nach ëmmer ka maachen, wat ee wëllt, ass den Handlungsraum souwuel vun der Police, mä och vun der Politik, extrem limitéiert. Wéi et deene Fraen, déi do schaffen, geet, wat do konkret geschitt a wéi se behandelt ginn, sief et vum Zuhälter oder vum Client, dat ass fir mech e Rätsel.

Hei stellt sech dann och d'Fro vum Mënschenhandel. Vu wou kommen déi Fraen? Si se legal am Land oder goufe se zur Prostitutioun gezwongen? Wann ee weess, datt méi wéi 10% vun de Prostituéierten aus dem Mënschenhandel kommen an den Trafic mat de Frae méi Suen erabréngt wéi den Drogenhandel, an dass där Fraen och sécherlech an deene gelounten Appartementer a Studioë virzefanne sinn, da musse mir eis seriö Froe stelle wéi mir dëse Problem geléist kréien.

Duerfir meng Fro un de Minister: Wéi eng Moyenë vu Kontroll existéieren? Gi se applizéiert? A wa jo, wéi eng Suiten hu se? Wat kann dergéint gemaach ginn? Verschidde Leit menge jo - an dat huet den Här Bettel jo elo just gesot - mat engem Eroscenter kéint ee vill Problemer léisen. Ech erënneren an deem Kontext drun, datt d'Chamber den 9. Juli 1983 d'Konventioun vun New York iwwert d'Repressioun vum Mënschenhandel an d'Exploitatioun vun der Prostitutioun ratifizéiert huet, aus där kloer ervirgeet, datt en Eroscenter hei bei eis verbueden ass.

Ausserdeem muss een och wëssen, datt duerch d'Maison close de Stroossestréch nach ewell eng batter Realitéit bleift.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Esoulaang et heiheem an an der Welt nach ëmmer Frae ginn, déi nëmmen iwwert de Wee vun der Prostitutioun kënne liewen oder iwwerliewen, esoulaang et Mënsche gëtt, déi doduerch, dass se kënne mat enger Prostituéierter schlofe goe mengen en Deel vun hirer Liewensqualitéit ze verbesseren an d'Würd vun der Fra ze violéieren a mat Féiss ze trëppelen, esoulaang ass d'Politik an der Responsabilitéit, an do musse mer Weeër sichen, wou d'Würd, d'Recht an de Respekt vum Mënsch Prioritéit hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Prostitutioun ass ganz einfach verbonne mat Mënschenhandel, wéi dat hei ugeklongen ass, awer wat manner evident ass, dat ass, dass d'Prostitutioun manner mat Sex ze doen huet wéi mat Suen a mat Gewalt.

De Mënschenhandel an d'Prostitutioun hunn zënter dem Fall vun der Berliner Mauer enorm zougeholl an d'Schätzunge vun der Unzuel u Fraen, déi aus Zentral- an Osteuropa eriwwerkomm sinn, ginn iwwert d'Millioun eraus. Wat een op jiddfer Fall kann zréckhalen, ouni wëllen an eng Ursaacheforschung eranzegoen, dat ass, dass Prostitutioun a Mënschenhandel eppes si wéi e Vergréisserungsspigel vun eiser Gesellschaft, an deem een dat gesäit, wat een eigentlech net gäre kuckt, an dat ass an dësem Fall sécherlech och d'Ongläichheet zwësche Männer a Fraen.

De Moment ass, wéi jiddfereen heibanne weess - besonnesch Kolleegen - d'Weltfussballscoupe zu Berlin, an de Schätzungen no vun ONGen aus Däitschland sinn ëm déi 50.000 Fraen eleng a Berlin an Ëmgéigend souzesoen importéiert ginn «pour le repos des guerriers des temps modernes et de la communauté de leurs fans», wéi et an enger franséischer Zeitung formuléiert ginn ass.

Domadder wësse mer, dass Prostitutioun en internationale Problem ass, un deen ee misst mat enger internationaler Strategie erugoen; et ass awer ganz schwéier, déi Strategie ze determinéieren, well d'Thema komplex ass, well et d'Mënscherechter betrëfft, well et e Wirtschaftszweig ass, och wann et en informellen ass, deen ëmmer méi u Bedeitung zouhëlt, well et eng Fro vu Migratioun ass, vu Gläichheet tëschent de Geschlechter, och vun öffentlecher Gesondheet, vu Strofrecht a last but not least vun Ethik a vu Moral.

Den Europarot huet eng «Convention européenne pour la lutte contre la traite des êtres humains» ausgeschafft fir deem Phenomeen bäizekommen, andeem e probéiert huet, contrairement zu aneren internationalen Instrumenter an dësem Kontext, d'Victime an den Zentrum vun den Debatten ze stellen. Bis elo awer huet, an déi Konventioun huet iwwer ee Joer, een eenzegt Land, an zwar Moldawien, dës Konventioun ratifiéiert. An och mir wieren als Lëtzebuerger sécherlech gutt placéiert, net nëmmen dës Konventioun ze ënnerschreiwen, mä se an der Chamber ze approuvéieren an ze ratifizéieren an doriwwer eraus den Délai de réflexion vun der Victime direkt ze praktizéieren, fir deene Victimen d'Méiglechkeet ze ginn, nodeem se arrêtéiert ginn, well se hir Pabeieren net an der Rei hunn, sech ze iwwerleeën, ob oder ob se net wëllen an engem eventuelle Prozess hei aussoen. Dëst fir ze évitéieren, dass dat, wat ech am Ausland gewuer gi sinn, datt en 13-jähregt Meedchen aus Bulgarien aus Lëtzebuerg ausgewise ginn ass, well et seng Pabeieren net an der Rei hat. Do si weder Jugendschutz nach Mënscherechter mateneen iwwer ee Leescht ze bréngen, an ech fannen et skandaléis, dass e Land wéi eist et net fäerdeg bréngt den Opferschutz während esou enger kuerzer Period wéi där vun engem Mount, déi an der Konventioun drasteet, ze respektéieren, och wann d'Konventioun nach net formell rechtskräfteg ass.

Zwou interessant Neiegkeeten an den Zeitungen a leschter Zäit: Gëschter zum Beispill stoung an der Zeitung, dass Helsinki - dat heescht Finnland och elo - de schwedesche System ugeholl huet, wou e Client vun der Prostitutioun riskéiert mat sechs Méint Prisong condamnéiert ze ginn. Firwat? Well festgestallt ginn ass, dass, well a Schweden eng Gesetzgebung ass, déi den Trafic découragéiert, den Trafic vun der Prostitutioun sech natierlech op d'Nopeschlänner verdeelt, a Finnland sech doduerch forcéiert gespiert huet op deeselwechte Wee ze goen, wéi dat a Schweden de Fall ass.

Eng aner interessant Geschicht fir all déi, déi hei fir Légalisatioun offen oder ënnert der Hand plädéieren, ass eng Jurisprudenz, déi an Italien an dëser Matière komm ass, wou eng italienesch Prostituéiert géint de Stat gewonnen huet, well se refuséiert huet 200.000 Euro à titre d'impôts directs ze bezuelen. D'Cour huet hir Recht ginn a motivéiert, dass d'Suen aus der Prostitutioun kee Revenu am übleche Sënn sinn, mä en Dédommagement du préjudice subi à la dignité humaine. Et gëtt zwou Méiglechkeeten, zwee Systemer, engersäits d'Legalisatioun vun der Prostitutioun, wéi an Holland, wéi an Däitschland oder wéi an der Belsch, anerersäits d'Prohibitioun oder d'Pénalisatioun, dat heescht zwee Systemer tëschent deenen ee wiele muss.

Ech muss Iech soen, dass et net evident ass, sech do ze determinéieren, well en fin de compte ass aus menger Siicht dat Eenzegt, wat mech interesséiert: Wou ass dee System, deen d'Fraen am beschte schützt? Wou ass dee System, deen am mannste Victimen ervirrifft?

Ech hu mer net ugemooss, déi Konklusioun do selwer ze zéien, mä dëst Joer am Februar ass e Rapport vun der UNO erauskomm iwwer eng sexospezifesch Analys vun zwou Législatiounsméiglechkeeten iwwert d'Prostitutioun. Dës Analys kënnt zu Konklusiounen, deenen ech mech wëll uschléissen.

Se seet éischtens...

M. le Président.- Madame Err, d'Zäit ass ofgelaf.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Ech äntwerten dann elo indirekt nach op d'Propositioun vun der Motioun vum Här Bettel an ech hunn also nach fënnef Minutte fir meng siwe Punkten hei.

M. le Président.- Mat der Motioun?

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Mir hate keng Motioun. Déi konnt also net abegraff sinn.

(Hilarité)

Also, ech fuere virun. Et ass d'Demande an net d'Offer…

M. le Président.- Mir haten deen do Fall schonn eng Kéier, datt ech hei uewe souz, an d'Motioun ass mat bäigezielt gi fir d'Zäit.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Mä mir hate keng Motioun hei. Normalerweis…

M. le Président.- Dës Kéier...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Sot mer Merci, dass ech eng Motioun déposéiert hunn.

M. le Président.- Ech hu se hei.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här Bettel! Awer nëmmen dann, wann ech elo meng fënnef Punkten däerf opzielen. Ech wier scho laang fäerdeg ouni dës Ënnerbriechung, Här President.

(Hilarité)

Ech hu just fënnef Punkten opzezielen, dat ass meng Konklusioun.

1. Also, éischtens ass et d'Demande an net d'Offer, déi d'Expansioun vun der Prostitutioun a vum Mënschenhandel erkläert.

2. Wann et e Konflikt gëtt zwëschent de Rechter vum Opfer an deene vum Client, da muss ëmmer d'Recht vum Schwächere Virrang hunn; an dësem Fall dat vun der Victime.

3. D'Pénalisatioun découragéiert d'Demande, wéi dat a Schweden bewise ginn ass. Et ass dat och eng Obligatioun aus dem Artikel 9, Paragraph 5 vum Protokoll vun der UNO iwwert d'Prostitutioun.

4. Exterritorial Geriichtszoustännegkeet ass ubruecht fir d'Prostitutioun ze découragéieren.

5. D'Légalisatioun vun der Prostitutioun setzt e falscht Zeechen a gëtt no baussen d'Impressioun, dass d'Prostitutioun eng banal Saach wier. Informatioun, Educatioun a Sensibilisatioun op d'Prostitutioun sinn ubruecht. An ech géif derbäisetzen d'Structure d'accueil en matière de prostitution, wéi se an Éisträich besteet a wéi ech se och bei där leschter Debatt hei an der Chamber scho virgestallt hunn.

Ech ginn Iech dann hei nach fir auszedeelen, Här President, eng Lëscht vun zéng Argumenter, firwat ee soll géint d'Légalisatioun vun der Prostitutioun sinn; déi Eroscentren an ähnlech Saachen, déi den Här Bettel hei proposéiert huet, géife legal onméiglech maachen.

(Madame Lydie Err dépose un document.)

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Ech ginn dann dovunner aus, datt déi aner Parteien och vun där Zäit profitéieren, fir zur Motioun Stellung ze huelen. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a fënnef Minutten, a meng Virgängerin huet dat elo erfueren, kann ech emol näischt Komplettes iwwert dee komplexen Dossier vun der Prostitutioun hei soen. Fir dofir net d'Thema unzeschwätzen an de Risiko eben och anzegoen, onkomplett ze bleiwen, wat ganz sécherlech wäert dann de Fall sinn, wëll ech hei just e puer Reflexioune maachen a vläicht och e puer Froe stellen; wann net direkt un déi zoustänneg Ministeren, da wéinstens an de Raum stellen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg, et ass scho gesot ginn, a méi spezifesch an der Stad - nach ëmmer an der Stad méi wéi um Land - eng diversifiéiert Populatioun un Dammen, déi sech prostituéiert.

Ech mengen, dat ass hei haut nach net gesot ginn, mir hunn u sech dräi Zorte vu Prostitutioun:

- Dat éischt, dat ass déi klassesch, soi-disant fräiwëlleg Prostitutioun;

- mir hunn e groussen Deel u forcéierter Prostitutioun. Dat ass déi absolut Grozon;

- a mir hunn e ganz groussen Deel u Beschafungsprostitutioun, wat eigentlech méi wéi 50% vun der gesamter Prostitutioun ausmécht. Zu deem gréissten Deel vun där Beschafungsprostitutioun zielt och en ëmmer méi groussen Deel u mannerjährege jonken Dammen. Dat soen d'Statistiken iwwer zumindest déi, déi een erfaasse kann, aus.

Dëst just fir emol deen traurege Kader ze setze vun der Situatioun, wéi se besteet, an och zum Selbstrespekt vun de Männer zu hirer eegener Sexualitéit.

D'Legislatioun verbitt esouwuel de Proxénétismus engersäits, wéi awer och de Racolage anerersäits. Dat heescht, mir hunn, wéi den Här Bettel seet, eigentlech eng Attitüd zur Prostitutioun, déi éischter als abolitionistesch ka betruecht ginn; an dach floréiert de Secteur nawell ganz gutt.

Dat heescht am Kloertext, datt mir eis bewosst net ëm Legalitéiten oder och Illegalitéite këmmeren, déi an deem Routliichtsecteur passéieren, an datt mir eis bewosst net këmmeren, wie sech firwat an ënner wéi enge Konditioune prostituéiert.

Wier et do net un der Zäit eng éierlech Politik ze féieren, sech éierlech Gedanken ze maachen? Et ginn effektiv zwou Méiglechkeeten, an déi sinn hei och schonn ernimmt ginn:

Entweder mir verbidden et a mir poursuivéieren déi Leit, sprich déi Männer, déi wëllen déi Servicer an Usproch huelen. Et ass scho vum schwedesche Modell hei geschwat ginn. Et ass och iwwert d'Konsequenze vum schwedesche Modell a Finnland geschwat ginn. A mengen Aen huet de schwedesche Modell leider, leider bewisen, datt esou eng Politik eigentlech de Problem, deen et säit eh und jee och leider gëtt, nëmme verlagert huet.

Déi zweet Méiglechkeet wier d'Prostitutioun ze reglementéieren. Dat ass sécherlech eng Attitüd, déi engem gewëssene Fatalismus verfält, mä et ass an eisen Aen eng Attitüd, déi deene Fraen, déi concernéiert sinn, awer déi meescht Hëllef kéint bidden.

Schlussendlech geet et och dorëms: Wéi kann een deene Fraen, déi an där Situatioun sinn oder schaffen oder schaffe mussen, am beschten hëllefen? Ech mengen, et soll ee vun där Prémisse ausgoen.

An deem Kontext wéilt ech op verschidde Reglementatiounen hiweisen, déi mer ëmsetze missten, wou Lëtzebuerg sech awer och nach schwéier deet dat ze maachen. Effektiv féiere mer de Moment eng net ganz éierlech Politik. Dat muss een einfach emol soen. Ech weess och, datt den Thema vill ze vill komplex ass, fir just ze soen: Si mer fir oder géint d'Prostitutioun? Si mer fir oder géint dat anert? Well et jo och net nëmmen déi klassesch Prostitutioun ass, mä et vill, vill méi komplex ass.

Ëmmerhin ass och hei zu Lëtzebuerg d'Prostitutioun mat Traite des êtres humains enk verbonnen. An do, mengen ech - an ech begréissen eigentlech och, wat d'Representantin vun der CSV gesot huet, och hir Opreegung dozou, firwat dat esou skandaléis ass -, mä da misst ee vläicht d'Regierung opfuerderen, déi sëlleche Protokollen oder verschidden Direktiven an esou weider, och ze ratifizéieren, déi eigentlech der Traite des êtres humains géingen entgéintwierken.

An do muss ech leider soen, datt mer net esou fläisseg sinn, an ech wëll och kengem Justizminister ze no trieden, mä wann et drëm geet Gesetzer, Konventiounen oder ebe Reglementer am Kader vun zum Beispill der Bekämpfung vum Terrorismus ze applizéieren, si mer wesentlech méi fläisseg, wéi wann et drëms geet eng gewësse Protektioun u Fraen, déi eigentlech Opfer vun engem Gesellschaftsproblem sinn, ze bewierken.

Ech ginn Iech véier Beispiller, einfach well ech mengen an dëser kuerzer Zäit, a meng fënnef Minutte sinn och schonn ëm, kann een net vill méi soen: Mir hunn eis nach net…

M. le Président.- Schwätzt Der nach mat der Regierung?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech adresséiere mech un d'Regierung, Här President, wann Der erlaabt.

Mir hunn eis nach net mat der Direktiv 2004/81/CE vum Conseil beschäftegt «relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine». Mir hunn och nach net d'Konventioun vum Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains ratifizéiert. Mir hunn och nach net de Protokoll ugeholl, deen de 15. November 2000 adoptéiert ginn ass an enger Resolutioun an deen Enn 2003 a Kraaft getrueden ass, den „Protocol to prevent, suppress and punish trafficking in persons, especially women and children".

Mir hunn och nach net d'Konventioun - jo, dat ass e flott Beispill -, d'„Convention for the suppression of the traffic in persons and the exploitation of the prostitution of others" ugeholl. Dat ass eng Konventioun, déi den 9. Oktober 1950 entstanen ass. A Lëtzebuerg huet genau 33 Joer gebraucht, nämlech bis de 5. Oktober 1983, fir déi endlech ze ratifizéieren.

Just fir de Kader ze setzen, datt mer iwwert dat eent schwätzen an eis eigentlech kuerzsiichteg beschäftege mat „Solle mer reglementéieren? Solle mer verbidden?", de Problem awer vill méi komplex ass. Muer wäerte mer am Kader vun der Drogepolitik nach eng Kéier op d'Beschafungsprostitutioun zréckkommen. An anersäits ganz konkret Moossnamen, déi mer kéinten och iwwer eis Grenzen eraus, wat och sécherlech e ganz wichtegen Aspekt ass an der Prostitutioun, ratifizéieren, déi hu mer, mengen ech, zimlech vergiess a se schéngen op jidde Fall net eng Prioritéit ze sinn.

Ech mengen, datt déi Saachen alleguerten zesummegehéieren. Méi kann ech a fënnef Minutten hei net soen. Duerfir war et mir wichteg nach eng Kéier d'Regierung opmierksam ze maachen, Här President, op déi sëlleche Protokollen, Konventiounen an esou weider, wou mer géinge gutt dru maache fir déi ze ratifizéieren, ze ënnerschreiwen an och ëmzesetzen.

Wat d'Motioun vun der Demokratescher Partei ubelaangt, wëlle mer se net mat ënnerschreiwen. Eben net, well mer der Meenung wären, datt déi Punkten, déi opgezielt gi sinn, net wichteg wären, mä well de Problem vill méi komplex ass. Eigentlech, an eisen Aen, wat d'Demokratsch Partei do beschreift an hirer Motioun betrëfft plus au moins just déi klassesch Form vu Prostitutioun. De Problem ass awer vill méi e komplexen. A well mer keng hallef Saache maache wëllen, wäerte mer eis bei där Motioun enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Henckes.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn Iech ze bedenken, mar ass Reglementskommissioun, an ech wär frou, wann Dir géift driwwer diskutéieren, ob een d'Motioun a wéi een d'Motioun bei esou Debatten integréiere kann. Wann een an der Diskussioun nëmmen zwou Minutten zur Verfügung huet, awer fënnef Minutte fir d'Motioun, gell, dann ass dat disproportionéiert. Dowéinst wär en Avis vun där Kommissioun scho wichteg.

Merci.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech hunn also zwou Minutte fir zum Fong a fënnef Minutte fir zur Motioun ze schwätzen.

Den 1. Mee 2004 huet déi viregt Regierung d'Décisioun geholl, fir d'Visae fir d'Artistes de cabaret ze suppriméieren, fir och deen Ablack all déi Reglementatiounen an déi Aarbechtskontrakter, déi bestanen hunn, an déi se kontrolléiert huet, ofzeschafen. Et waren deen Ablack eng 400 Leit a Permanence am Métier vum Cabaret respektiv vun der Prostitutioun hei am Land.

Et muss ee festhalen, datt och zum selwechten Ablack d'Cabarete Steiere bezuelt hunn, d'Personal d'Sécurité sociale a Steiere bezuelt huet, an datt et och e ganz positiivt Ëmfeld war fir d'Geschäftswelt, notamment op der Gare.

Elo muss ee sech also d'Fro stellen: Wéi ass d'Situatioun zwee Joer méi spéit, nodeem déi Interdictioun ganz schaarf a ganz rigouréis duerchgezu ginn ass?

Eng vun deene Saachen, déi huet mäi Virriedner scho gewisen, dat ass, datt mer haut am Luxbazar, an der Luxpost eng sechs, siwe Säiten an der Moyenne pro Woch do virfannen. Da fënnt een nach um „adultfriendfinder.com" Section Luxembourg 15.181 Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger an Ausländer, déi hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, déi sech bereet erklären, fir sech deelweis oder ganz ze prostituéieren.

Här President, ech wëll, vu datt Chamber TV offen ass, Canal tout public ass, net weider an den Detail goen,…

(Interruption)

…mä et ass awer relativ explizit, an dofir wëll ech awer dat Material der Chamber zur Verfügung stellen.

(Monsieur Jacques-Yves Henckes remet une documentation.)

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot,…

M. le Président.- Här Henckes, däerf ech opmierksam maachen: Är Zäit leeft of.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà. Dat gesot, Här President, sëtzen am Ablack ongeféier keng 400 Leit méi am Land, mä eng ronn 2.000.

M. le Président.- Mä, Här Henckes, ech wëll Iech soen, Är Zäit, déi ass…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, mä mir hu virdrun diskutéiert gehat, datt fënnef Minutten nach derbäikommen.

M. le Président.- Jo, ech weess wat diskutéiert ginn ass! Dann hutt Der elo nach fënnef Minutten Zäit fir iwwert d'Motioun ze schwätzen.

Une voix.- Jo, jo.

M. le Président.- Ech hu kee Problem. Da schwätzt elo iwwert d'Motioun.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà. Ech kommen elo, loosst mer just Zäit, also,…

(Hilarité)

…fir zur Motioun ze schwätzen. Dat ass, datt mer also mat där Motioun d'accord sinn, se och mat ënnerschriwwen hunn, well mer einfach soen, datt ee muss Stopp soen där Hypokrisie, déi seet: „Was nicht sein kann, das nicht sein darf". An datt een deen Ablack ëmmer versicht fir déi falsch Mesuren ze huelen anstatt déi Mesuren, déi am Intérêt vun der Gesondheet vun alle Participanten an där Affär sinn, dat ass datt se ënner Kontroll stinn. An duerfir ass et wichteg, datt een Eroscentere schaaft hei am Land. Eppes anescht ass op jidde Fall de verkéierte Wee.

Dat Repressiivt, dat huet een a Länner am arabesche Raum gesinn. Do steet d'Doudesstrof drop. Mä Dir fannt d'Prostitutioun à tout bout de champ, souguer trotz Doudesstrof, et kascht just méi deier.

(Interruptions et hilarité)

Dat huet et op jidde Fall net erwisen. Dofir menge mir och, datt et en zweete Volet gëtt, dee mer wäerten och nach am Laf vun dëser Woch diskutéieren, dat ass d'Prostitutioun vun de Männer a vun de Fraen, déi am Kader vun der Drogeproblematik besteet. Dorobber wäerte mer déi nächste Kéier zréckkommen. Also, do wäerte mer muer drop zréckkommen.

Mä et ass awer kloer, datt ee sech muss bewosst sinn, datt op de Campingen, an de Mobilhomer, an den Appartementer net ëmmer Zuhälter um Wierk sinn. Et gëtt ëmmer geschwat vun deene béise Männer, mä de Gros si Makrellen, Zuhälterinnen, wann ee wëllt nuren esou soen,…

(Hilarité)

…wann een e bëssen um Marché kuckt. An et ass dat wat d'Déngen ass. Dat leeft hei zu Lëtzebuerg: Centre d'affaires, Salons de massage. Also, passt op, wann dat emol eng Kéier…

M. le Président.- Ech muss nach eng Kéier soen, Här Henckes, ech géif Iech bieden Är Zäit och ze notze fir zur Motioun ze schwätzen. Är Aussoen, déi Der de Moment maacht, déi hunn näischt mat der Motioun hei ze dinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ma dach, Här President, all déi Punkten do hu ganz prezis mat der Motioun ze dinn, well se an…

(Interruption)

Ech sinn amgaangen ze motivéiere firwat ech mat der Konklusioun vun der Motioun d'accord sinn, an ech kann och just nëmmen opfuerderen, mat all de Kolleegen hei aus der Chamber, déi Motioun vun der DP ze ënnerstëtzen, well si weist de richtege Wee fir effikass d'Problematik vun der Prostitutioun an de Grëff ze kréien. Dat anert ass bis elo op jidde Fall den totale Fiasko gewiescht.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Majo, Här President, wéi ech gelies hunn, dass mer hei eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Prostitutioun solle féieren, dunn hat ech gemengt et wär eng Epidemie vun der Prostitutioun ausgebrach. Mä esou wéi ech verstanen hunn, schwätze mer awer elo einfach vun deem eelste Beruff vun der Welt, wéi dat schonn ëmmer war, mä mir hunn awer keen hei gehat, deen eng Léisung fonnt huet. Zumindest huet den Här Bettel awer probéiert, Léisungsvirschléi ze maachen, an ech wëll emol kloer soen, dass mer aus där ganzer Diskussioun iwwert d'Prostitutioun net mat klengkaréiertem a puritaneschem Denken erauskommen.

Mir mussen eis der Realitéit higinn, dass, soulaang Prostitutioun benotzt gëtt fir d'Politik an d'Wirtschaft an nach aner Beräicher ze manipuléieren, soulaang ännere mir hei an eisem klenge Lëtzebuerg och guer näischt. A wann ech dann de Begréff „Prostitutioun" huelen an dee bis an de Fong denken, ma da gëtt et där Prostituéierter awer jet! Wann ee seet, dass ee säi Kierper hiergëtt fir iergendee Géigewäert ze kréien, da gëtt et där awer jet,…

(Interruption)

…an da gëtt et där méi wéi mer mengen.

Dofir géif ech awer soen, dass mer solle virgoe wéi mer scho bei enger Rei ganz anere Gesetzer hei virgaange sinn, wou mer ganz pragmatesch gesot hunn, mir kënnen net alles regelen, mä mir kënnen awer versichen zumindest en Deel Schued ze verhënneren. Ech géif mengen, et ass dat wat den Här Bettel hei versicht huet eis bäizebréngen. Mir mussen eis mat der Realitéit ofginn, mir musse kucken, dass mer där Realitéit do e Kader ginn, dee mer kontrolléiere kënnen. An ech géif mengen, dat ass dat wat an där Motioun erauskënnt, an ech géif och soen, dass dat dat Sënnvollst ass wat mer maache kënnen.

Ob mer elo en Eroscenter bauen oder net, dat ass nëmmen eng Detailfro, mä wat mir wichteg schéngt, dat ass emol fir d'alleréischt ze versichen, déi Leit, déi an deem Beräich sinn, ze schützen, fir ze kucken, dass mer se an e legale Kader erakréien. Dat schéngt mer wichteg ze sinn, esou wéi mer all Mënsch hei am Land solle schützen, sozial ofsécheren a schützen. Dat schéngt mer dat Wichtegst ze sinn.

An da musse mer op engem anere Niveau, op engem anere Plang och vun Europa aus emol drop higoen, an d'Ursaachen an de Fong vun der Prostitutioun sinn nach ëmmer d'Aarmut an der Welt. Et kënnt aus deene Länner, wou Mammen hir Kanner verkafen, léiwer hir Kanner verkafen an zur Prostitutioun fräiginn, wéi se erhéngeren ze

loossen. Ech mengen dat ass de Problem, dat ass deen déiwe Grond vun der Prostitutioun an dat ass och den Ursprong vu ganz anere soziale Problemer. Ech géif mengen, dass et dat ass wat mer musse konsequent ugoen.

Awer wat mir elo hei musse maachen, an dat ass dat wat den Här Bettel virgeschloen huet a wat ech och voll ënnerstëtzen, dat ass, dass mer mussen e Kader schafen, wou mer zumindest eng Emprise drop hunn, dass mer eppes geännert kréien. An och wat den Här Henckes gesot huet, och mat deem Ofschafe vun deene Contrat-de-travailen do: Hu mer domadder de Problem geléist? Neen! Wat hu mer fäerdeg bruecht? Mir hunn nach méi Illegaler heihinner kritt a mir hunn der nach méi heihinner kritt, wou de Krankheetsrisiko méi grouss ass wéi wou mer se op jidde Fall an de Cabareten haten. Do hate mer eng gewësse Kontroll, och wann een dat net ka vertrieden, wat do geschitt ass, mä mir haten eng gewësse Kontroll.

Hei soen ech, ech ënnerstëtzen déi Motioun do, well einfach hei versicht gëtt, wéinstens e Kader ze schafe wou mer dat e bëssen an de Grëff kréien. Well een, dee mengt, dass en d'Prostitutioun jeemools an de Grëff krit, dee soll virundreemen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung. Fir d'éischt d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs. Madame Jacobs!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech schued, datt mer déi Diskussioun hei als en Débat d'actualité hunn, wou esou wéineg Zäit dofir ass, well d'Thema hätt missen - wann een et richteg gemaach hätt - vill méi approfondéiert gi wéi dat wat, wéi gesot, jidderee vun eis Zäit huet fir dat elo hei ze maachen.

Ech géing vläicht just wëlle kuerz soen, souwäit wéi mer iwwerhaapt eppes doriwwer wossten zu Lëtzebuerg, datt den Dropin schätzt, datt zu Lëtzebuerg zwëschent 1.000 an 1.500 Prostituéiert aktiv sinn. Dovu wieren et 90% Fraen an dovun 80% Auslännerinnen. D'Lëtzebuerger sinn haaptsächlech Drogéierter. D'Majoritéit vun de Prostituéierte kommen aus der Belsch an aus Frankräich. Déi meescht schaffen zum Deel op der Strooss an zum Deel an den Appartementer. D'Präisser sinn ëm déi 40 bis 50 Euro am Normalen - ech weess net wat dat heescht, am Normalen.

(Interruption et hilarité)

D'Duerchschnëttsakommes géif ëm 5.000 Euro de Mount leien. An déi Leit, déi drogéiert wieren, géingen tatsächlech fir manner matgoen, wieren och bereet fir ouni Schutz Geschlechtsverkéier ze maachen. Wann een da weess, datt ganz dacks déi Leit Hépatite C hunn an aidsinfizéiert sinn, da brauch een net hei ze beschreiwen, wat fir e Risiko datt domadder verbonnen ass. International Recherchë soen, datt ongefeier 10% vun deene Prostituéierten, déi do sinn, aus dem Mënschenhandel kommen.

Wie sinn d'Clienten, déi dohinner ginn? Zwësche 96 an 99% Männer, zwëschent 30 a 50 Joer al, aus alle soziale Schichten. Männer, déi och virauser ewell vill verschidde sexuell Partnerinnen haten. Wat d'Motiver sinn, dat kann de Virwëtz sinn, d'Faszinatioun, mä awer och stimuléiert ze ginn doduerjer, datt ee géing bei déi Frae goen, datt et eng aner Form vu Sex wier, déi een do kënnt hunn, déi ee mat anere Frae sech net géing erlaben. An dann nach Typen, déi keng aner Frae géinge fannen, déi, déi dohinner gi fir wierklech wëlle géint Suen do Sex anzekafen, an et gëtt awer festgestallt, datt déi meescht dovun, déi dohinner géinge goen, mat hirem Sexualliewen net zefridde wieren an et awer och net si wa se da vun do erëmkommen.

Zu Lëtzebuerg hu mer d'UNO-Konventioun vun 1949, déi effektiv jo drop aus ass fir d'Repressioun vum Mënschenhandel, d'Ausbeutung vun der Prostitutioun ze verbidden an déi d'Reglementatioun vun der Prostitutioun och net virgesäit. Mir haten och an där leschter Legislaturperiod eng Kéier déi Debatt hei a mir sinn deemools zur Iwwerzeegung komm, datt mer déi UNO-Konventioun net sollte kënnegen, Här Bettel, an datt mer sollten op deem bleiwe wat mer waren.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et ass an et war virauszegesinn, an dat ass och deemools bei där heiten Debatt gesot ginn, datt, wann eng aner Reglementatioun iwwert de Stroossestréch géif kommen - dat kënnt Der noliesen an der Debatt -, et selbstverständlech zu enger Verlagerung an d'Appartementer géing kommen. Dofir sinn ech net verwonnert driwwer a gesinn och net wou elo déi gewalteg Aktualitéit do op eemol wier.

Et ass hei geschwat ginn iwwert déi Modellen an anere Länner, a Schweden, wou et verbueden ass de Sex akafen ze goen, an déi hu festgestallt, datt 85% vun hirer Gesellschaft d'accord ass mat deem Gesetz. Si soen dat Gesetz géing dozou féieren, datt déi Männer, déi sporadesch bei Prostituéierte gaange wieren, net méi géifen dohinner goen. Déi aner - déi Minoritéit, déi sexofhängeg ass - kréien och bei hinnen therapeutesch Hëllef ugebueden.

Finnland huet en Text ugeholl, dee verbitt, datt Clientë Sex kafe bei enger Persoun, déi aus dem Mënschenhandel kënnt, respektiv wa se en Zouhälter huet.

Da kommen Däitschland, Holland, Éisträich, déi hunn d'Prostitutioun legaliséiert. Dëst Gesetz, vun deem wéineg Prostituéierte profitéieren, fir sech aschreiwen ze kënnen an d'Sozialversécherungen, géif haaptsächlech den Zouhälter an de Bordellbesëtzer hëllefen. De Statsanwalt huet gesot, datt dat neit Gesetz „führt faktisch zu einem Schutz der Zuhälter und im Ergebnis zu einer verstärkten Abhängigkeit der Prostituierten".

Et ass also falsch ze mengen, wann een et géing reglementéieren, da wier de Problem geléist. Och an Holland, wéi se datselwecht gemaach hunn, hu se festgestallt, datt 70% an der Illegalitéit dra sinn.

An Däitschland ass et awer esou wäit gaangen, nodeems datt et elo legaliséiert ass an als eng normal Aarbecht ugesi gëtt, datt se Serveusen, déi am Chômage waren, geschéckt hunn, fir sech prostituéieren ze loossen. Et kann ee selbstverständlech alles bis op d'Äusserst dreiwen!

Iwwert d'Fussballweltmeeschterschaft ass hei geschwat ginn. Ech muss soen, ech fannen et e Skandal, an de schwedesche Médiateur fir d'Mënscherechter hat gesot, si sollen doheem bleiwen a si sollen net op d'Weltmeeschterschaft goen - hir Équipe. Dat gouf natierlech e groussen Hallo do a Schweden. D'Resultat war, datt se wéinstens driwwer diskutéiert hunn an datt et als Thema behandelt gouf.

(Interruption)

Si si mëttlerweil elo doheem.

(Hilarité)

Mä et muss ee gesinn, datt 60.000 zousätzlech Prostituéierten an Däitschland dofir komm wieren,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...esou datt ee sech froe muss, ob et nach eng Fussballweltmeeschterschaft ass oder eng Prostituéiertemeeschterschaft ass.

Wat maache mer hei zu Lëtzebuerg? An eisem Plan d'égalité hu mer eng ganz Rei vu Moossname virgesinn; eng Kéier datt mer virufueren, also dat, wat ech mengen, wat gefrot gëtt an der Motioun vun der DP, fir deene Leit, déi sech ëm déi Prostituéiert këmmeren, wéi dem Dropin - engem konventionéierte Service vun der Croix-Rouge -, an der Zukunft virunzehëllefen a se ze ënnerstëtzen. Deen Dropin gëtt medezinesch a sozial Ënnerstëtzung a mécht och regelméisseg Streetwork.

Da wëlle mer eng Kartographie maachen, well mer ganz wéineg wëssen iwwert déi real Situatioun vun der Prostitutioun hei zu Lëtzebuerg. Mer wëssen net, wou zum Beispill d'Männer, déi Prostituéierter sinn, schaffen; mer wëssen och net, wou déi Drogéiert schaffen; mer wësse wéineg, wat an den Appartementer geschitt. Hei gëtt sech dann op esou kleng Annoncen aus Zeitunge beruff.

Dofir hu mer gemengt, et wier wichteg, datt d'Croix-Rouge zesumme mat dem Kooperatiounsministère am Senegal an enger grousser ONG, déi am gesondheetleche Beräich täteg ass, esou e Projet op d'Been gesat huet. Et ass also net nëmmen esou, datt mir där Drëtter Welt eppes bäibrénge ginn, mä heiansdo kënne mir och eppes vun hinne léieren.

Mir wëllen an där Kartographie wëssen: Wou geschitt d'Prostitutioun? Wat fir eng Praxisse gëtt et do? Wéi gëtt sech geschützt oder och net? Wéi heefeg ass d'Gewalt an deem Milieu? An och: Wat ass de familiären Hannergrond vun deene Leit, déi an der Prostitutioun sinn?

Wa mer dat wëssen, kënne mer selbstverständlech och méi geziilt a besser déi Leit ënnerstëtzen an hinnen hëllefen, méi geziilt Preventioun maache vu sexuell iwwerdrobare Krankheeten, eng besser Informatioun iwwer hir Rechter, fir och déi Gewalt do verklengert ze kréien.

Duerno wëlle mer och eng Kéier an enger zweeter Phas kucken, wien d'Clientë sinn a wat den Intressi vun deenen ass, fir vu Prostituéierteservicer Gebrauch ze maachen. An dësem Joer oder am Fréijoer d'nächst Joer organiséiert de Chancëgläichheetsministère eng Konferenz spezifesch iwwert den Thema vun de Clienten, der Prostitutioun an dem Fraenhandel.

Et ass ewell méi dacks hei gesot ginn, datt et 10% sinn, déi ebe just aus deem Mënschenhandel do kommen, an dofir ass et och wichteg, datt déi Leit, déi professionell mat Immigrante schaffen - d'Police, d'Sozialaarbechter an anerer - besser forméiert an informéiert ginn. Fir dëst Joer waren zwou esou Formatiounen a Sensibilisatiounen; eng Kéier eng, déi vu mengem Kolleeg Justizminister organiséiert gouf, fir d'Administratiounen; an eng, déi vun eisem Ministère organiséiert gouf, haaptsächlech fir Sozialaarbechter.

Mir wëllen elo e soziaalt Netzwierk maache mam Justizministère, mat den Affaires étrangères, der Police an den ONGen, fir ebe just eng besser Prise en charge vun den Affer aus der Traite ze kréien, dee Moment, wou se mat engem Kontakt ophuelen, ob dat d'Police ass oder eng ONG, fir se dann och wierklech gutt ze betreien.

Mir schaffen hei mat deene verschiddenen ONGen zesummen, déi dee sozialpsychologeschen an och dee medezineschen Deel ofdecken. An deem Sënn organiséiere mir och zesumme mat der Maison de la Porte Ouverte eng méi laang Formatioun fir d'Matabechterinne vun de Fraenhaiser an aus de Servicer, fir d'Affer aus dem Mënschenhandel ze begleeden.

Och wäerte mer d'Informatiounsmaterial an deene verschiddene Sproochen ausschaffen, mat den ONGen; an de Conseil national des Femmes huet mer matgedeelt, datt si wéilte fir d'Joer 2006-2007 och méi eng déif gräifend Diskussioun iwwert d'Prostitutioun féieren.

Wa mer da froen, wéi et do mat der Geschlechtergerechtegkeet ass, da stelle mer fest, datt selbstverständlech d'Männer haaptsächlech Clientë sinn an d'Fraen déi Prostituéiert sinn, an international Studië beleeën, datt d'Prostituéiert méi krank sinn, méi Pëllen huelen, méi alkohol- an drogenofhängeg si wéi aner Fraen; si gi regelméisseg vun hire Freieren an Zouhälter verletzt a méssbraucht.

Den Asaz vun der Polizei ass méi grouss do, well ganz dacks et och déi organiséiert Kriminalitéit ass, déi domadden zesummenhänkt an och den Drogenhandel. Déi meescht Männer, déi bei Prostituéiert ginn, si bestuet. Europawäit wieren dat 10% vun de Männer, a Spuenien souguer 40%, an dat Geld, wat dohinner gedroe gëtt, feelt selbstverständlech an de Familljen. Och dat ass eppes, wat een heiansdo vläicht sollt hei an Erënnerung ruffen.

75% vun de Fraen an 63% vun de Männer fannen, datt d'Prostitutioun en erniddregend Bild vun der Fra mécht. Mir hunn zu Lëtzebuerg selwer keng Zuelen a keng Fakten, oder net vill op jidde Fall. An Däitschland soe se, et géif do 400.000 Prostituéiert ginn. A lauschtert gutt no: De Joresëmsaz an där Branche géing bei 12,5 Milliarden Euro d'Joer leien. 12,5 Milliarden Euro d'Joer, déi also de Famillje verluer ginn, well Leit dohinner wëlle goen.

(Interruptions)

1,2 Millioune Männer géifen deeglech sexuell Déngschtleeschtungen an Usproch huelen. An och do soe se an deem Dokument, datt och déi Reglementatiounen, déi Däitschland gesicht huet, net déi gutt wieren. Den Alter vun deene meeschte Frae géing zwësche 15 an 30 Joer leien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem heiten Dossier gëtt et keng gutt Äntwert. Weder d'Aféierung als Beruff ass eng gutt, nach de Stroossestréch ass eng gutt, nach Prostitutioun an de Privathaiser ass eng gutt, mat all deene Konsequenzen, déi et huet fir déi aner Leit, déi an deenen Haiser wunnen, an ech denken do besonnesch och un d'Kanner, mä awer och net fir Prostituéierten, well déi jo awer ëmmer méi do an d'Clandestinitéit kommen.

An da kommen ech zum Schluss, an de Justizminister ass mat mir enger Meenung, datt et am beschte wier, wa mer awer d'Prostitutioun nom schwedesche Modell géinge verbidden.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech weess awer och, datt domadder net all Problem geléist ass, well a Schweden, obschonn d'Leit doriwwer begeeschtert sinn, ëmmer erëm nei a besonnesch elo iwwert déi nei Medië versicht gëtt an erëm nei Mëttele fonnt ginn a besonnesch iwwert den Internet, dann elo erëm nei Réseauen opzebauen, mä...

(Interruption)

...wéi gesot, et schéngt mer dat Eenzegt ze sinn: Esoulaang wéi mer et net fäerdeg kréien, datt mer vermëttelt kréien, datt et hei ëm d'Dignitéit an d'Integritéit vum Mënsch a sengem Kierper geet, besonnesch dee vun de Kanner a vun de Fraen, an esoulaang wéi et Mënsche gëtt, déi aneren hire Kierper kafe kënne fir Suen, esoulaang wéi d'Mënscherechter an deem Sënn violéiert ginn, bleift déi Plo bestoen.

An et si virun allem déi Äermst, déi sech net wiere kënnen, déi dorënner ze leiden hunn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hu just eng Fro un d'Madame Ministesch, well, wann ech se jo richteg verstanen hunn, Här President, sot d'Madame Ministesch, si wier fir de schwedesche Modell.

D'Fro ass jo awer - an dat ass jo dat, wat an der Motioun ass - den Artikel 379 bis 4, deen iwwert d'Penalitéite géint en Hotelier geet, de Propriétaire oder géint de Loueur, fir deen ewechzehuelen. Dat heescht am Moment, esoulaang Dir jo keen Text gemaach hutt, datt op d'mannst déi Prostituéiert, déi hir Aarbecht maachen, eng digne Konditioun hunn, fir ze schaffen. Dat war jo am Fong d'Essenz vun der ganzer Fro.

Wat ass d'Positioun vun der Regierung? Well déi hunn ech aus der Deklaratioun vun der Ministesch net erausfonnt.

M. le Président.- Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer och am Numm vun der Ministerin vun der Chancëgläichheet elo déi Fro do matzebeäntweren, well op all deenen dote Sujete si mer enger Meenung.

Ech géif just gäre komplementar zu deem soen, wat d'Madame Minister Jacobs gesot huet, datt et selbstverständlech keng einfach Léisung gëtt, och net aus der Siicht vun der Polizei an der Justiz, déi mat deene Problemer konfrontéiert sinn. Mir hunn am Fong, wann ech graff résuméieren, dräi Zorte vu Prostitutioun, oder dräi Plazen, wou sech déi Prostitutioun ofspillt: engersäits op der öffentlecher Plaz, op der Strooss; anerersäits an de private Wunnengen; an drëttens a Cabareten oder Baren, oder wéi och ëmmer déi Lokaler heeschen.

Et muss een och all Kéiers par rapport zu deenen dräi verschiddene Plaze kucken, wat d'Méiglechkeete kënne sinn, ënnert der aktueller Gesetzgebung, vun der Police an der Justiz, an och ënner enger méiglecher anerer Gesetzgebung.

Ech muss soen, datt ech grouss Admiratioun hu fir déi schwiereg a penibel Aarbecht, déi d'Police do muss maachen, well et ass net dat Agréabelst, fir mussen esou Kontrollen ze maachen, well een do och net ganz frëndlech - kënnt Dir lech virstellen - empfaange gëtt.

An ech muss soen, déi vill a gutt Aarbecht, déi do gemaach gëtt, déi verlaangt eise Merci, an ech muss och soen, datt déi vill Kontrollen, déi gemaach ginn, och dozou bäigedroen hunn, datt dee Phenomeen net wéi a verschiddene Länner iwwergrouss Proportiounen ugeholl huet, respektiv datt eng Rei Moossnamen, déi mer geholl hunn, ëmmer erëm zu enger Andämmung vun deem Phenomeen geféiert hunn.

Ech erënneren un d'Problematik, ech erënneren un d'Décisioun vun där viregter Regierung, wéi mer déi sou genannte Visaë fir Artiste vun de Cabareten ofgeschaf hunn, wat zu enger Diminutioun vun enger gewëssener Zort vu Mënschenhandel a Prostitutioun geféiert huet. Et ass awer och kloer, datt ëmmer erëm no enger gewëssener Zäit aner Modeller fonnt ginn an datt een also ëmmer erëm dorobber muss reagéieren.

Op der öffentlecher Strooss fanne regelméisseg Kontrolle statt, virun allem ass dat um Gebitt vun der

Stad Lëtzebuerg op der Gare. Selbstverständlech ass dat och schwiereg, well ganz oft, wann Amenden ausgeschwat ginn, wann also Polizeistrofe gesprach ginn, da sinn déi Persounen e puer Deeg duerno net méi do an da kommen erëm aner Persounen dohinner an duerfir muss ee selbstverständlech Kontrolle maachen. Mir maachen där och ganz vill, dat ass och relativ persounenintensiv, mä et kritt een de Problem domadder limitéiert et kritt een en net ganz eliminéiert.

Wat d'Cabareten ubelaangt, esou stelle mer do fest, datt virun allem aus deenen neie Memberstate vun der Europäescher Unioun Leit kommen. Dat sinn en fait Situatiounen, déi am Regelfall net legal sinn, well och wann déi Leit kënne fräi an d'Lëtzebuerger Land kommen, esou misste se am Fong eng Aarbechtsgenehmegung hunn, op d'mannst no verschiddene Jurisprudenzen, déi an deem Beräich komm sinn.

Mir versichen dat ze kontrolléieren, mä och do stelle mer fest, datt all Kéiers wann eng Sanktioun kënnt, déi Persoun erëm fort ass, well am Regelfall déi Persounen tëschent enger Woch a maximal zwee Méint nëmmen am Lëtzebuerger Land sinn, mä och do wäerte mer d'Kontrolle viruféieren.

An da bei den Appartementer, soen ech Iech, datt mer och regelméisseg Kontrolle maachen. Déi Zeitungen, déi Dir zitéiert heibannen, déi ginn och vun der Police gekuckt, fir verschidden Enquêten ze maachen. Eleng am Joer 2005 sinn 53 Kontrollen a private Wunnenge gemaach ginn an et koum och zu Sanktiounen. Iwwregens ginn déi Kontrollen, déi do vun der Police gemaach ginn, mam Accord an ënnert der Kontroll vum Parquet gemaach. Dat ass all Kéiers selbstverständlech eng schwiereg Operatioun, well et ass eng Violatioun vun dem Privateegentum - et kann een also net einfach bei ee schelle goen an eragoen. Et muss een also och eng Kéier sech entscheeden, ass ee fir de Schutz vun de Grondfräiheeten oder ass ee fir méi Sécherheet. Mir kommen och nach mar op déi Debatt heibannen an engem anere Kontext zréck. Et kann een net dat eent an dat anert dauernd jäizen.

Ech mengen, datt mer mat eise Kontrolle musse virufueren, datt ee muss dee schwedeschen an elo dann och finnesche Modell nach eng Kéier ganz genee ënnert d'Lupp huelen. D'Madame Minister Jacobs huet hei gesot, datt mir eng gewësse Sympathie fir dee Modell hunn. Et muss een allerdéngs och nach eng Kéier kucken, awéiwäit dat zu enger Verlagerung effektiv féiert an d'Wunnengen. De schwedesche Justizminister ass allerdéngs relativ positiv iwwer hir Erfahrungen. Ech mengen, et soll ee sech dee schwedesche Modell nach eng Kéier ukucken, nodeem och d'Finne sech deen ugekuckt hunn.

Mir haten och eng Debatt ënnert den europäesche Justizministeren doriwwer. Mir fannen an deem Kontext keng europäesch Léisung, well d'europäesch Justizministeren och ganz ënnerschiddlech Meenungen zu dëse Froen hunn. Et bleift, datt ech ganz mat deenen d'accord sinn, déi heibanne gesot hunn, datt de Mënschenhandel, deen heimadder och zesummenhänkt, eppes absolut Inakzeptables ass.

An ech wëll och heibanne soen, datt och, wa mer eng Rei vu Konventiounen nach net approuvéiert hunn, well ech de Projet de loi nach net déposéiert hunn, dann ännert dat net vun haut op mar eppes an deem Milieu, well mir hunn och elo am Strofgesetzbuch déi Sanktiounen, déi mer mussen hunn, wann een an deem heite Beräich grave Sanktioune mécht. De Mënschenhandel gëtt also net domadder limitéiert, datt een de Protokoll vun der UNO iwwert den Trafic des personnes elo hei an der Chamber stëmmt. Domadder ass de Problem nach grad esou grouss.

Dat gesot, ass et selbstverständlech, datt mer déi Texter mussen hei an d'Chamber erabréngen. De Fait, datt se nach net komm sinn, huet näischt domat ze doen, datt mer de Sujet net wichteg fannen, mä et sinn esou vill Texter, déi mer musse schreiwen, a mer mussen eent nom anere maachen.

Den Immigratiounsminister an ech selwer sinn amgaang deen europäeschen Text iwwert den Titre de séjour fir d'Victimë vun der Traite des être humains ze transposéieren. Ech mengen, dat ass e wichtegen Text an ech weisen drop hin, datt am Afferschutzgesetz, wat zënter 2003 hei an der Chamber ass, wat ech déposéiert hunn als Justizminister vun där viregter Regierung a wat nach net aviséiert ass vum Statsrot, eng extra Bestëmmung dra gemaach ginn ass, fir datt och d'Affer vum Mënschenhandel, notamment am Beräich vun der Prostitutioun, kënne besser mat der Justiz kooperéieren an als Géigeleeschtung och kënnen eng Autorisatioun kréie fir legal am Land ze sinn. An d'Chamberskommissioun, d'Commission juridique, ass dankbarerweis amgaangen iwwert déi Artikelen ze diskutéieren, esou datt och do esou munches amgaangen ass ze bougéieren.

Mir wäerten also dëse Projet de loi erabréngen an ech mengen, datt mer en attendant sollen dee schwedesche Modell nach eng Kéier studéieren. Mir wäerten d'Kontrolle vun der Police an domadder och d'Sanktioune vun der Justiz viruféieren. Ech sinn net der Meenung, datt mer den Artikel 379 bis 4, wéi den Här Bettel hei proposéiert huet, ofschafen, well dee gesäit vir - soen ech nach eng Kéier -, datt d'Propriétairë vun esou Wunnenge kënne bestrooft ginn. An ech mengen, datt am aktuelle Stand vum Recht dat eng Handhab ass, fir kënnen de Leit ze soen, verlount net Är Appartementer un esou Leit, well Dir gitt domadder Handlanger vum Mënschenhandel a vun enger, mengen ech, net mënschewürdeger Behandlung vun deene Leit, déi sech der Prostitutioun mussen higinn aus diverse Grënn. An duerfir géing d'Regierung der Chamber och proposéieren dës Motioun net unzehuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, den Här Minister huet jo d'Opportunité des poursuites; hie kann näischt klasséieren. Ech hat och den Artikel 382 iwwert d'Incitation à la débauche par les écrits genannt. Ech wollt duerfir froen, ob de Minister dann net fënnt, dass déi aacht Säiten hei mat all deem wat Dir gären hätt, mat Descriptiounen, zur Débauche incitéieren. Dir hutt jo d'Opportunité des poursuites oder gebraucht Dir dat, fir der Police ze soen, wou d'Leit sinn, als klenge Mouchard?

An dat wier dann eng kleng Fro, déi vläicht awer och interessant wier, well et schéngt jo, dass de Justizminister net en neie Justizminister wär an dass déi Zeitung awer vill Succès huet an och wéinst deenen Annoncë vill kaaft gëtt.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Contrairement zu dem honorablen Här Bettel muss ech Iech soen, dass ech déi Zeitung nach ni gelies hunn an och net weess, wat op deene Säiten do steet. Duerfir kann ech mech och net driwwer ausschwätzen, ob déi konform oder net konform sinn zum Strofrecht, an et ass un der Statsanwaltschaft, fir dat ze kucken.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Mir hunn dann nach d'Motioun vum honorablen Här Bettel, déi vun den Häre Bettendorf, Henckes, Grethen a Meisch matgedroe gëtt.

Motion 1

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Neen.

M. le Président.- Mir mussen also par vote électronique ofstëmmen.

Vote

D'Motioun 1 ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Colette Flesch), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: Mme Lydie Err,

MM. François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Statsminister Jean-Claude Juncker mécht elo am Numm vun der Regierung eng Deklaratioun iwwert de Fusiounsprojet tëschent Arcelor a Mittal Steel. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

5. Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi leschte Kéier wou ech mech hei am Parlament zu de Virgäng ronderëm d'Arcelor am Zesummenhang mat der hostiler O.P.A. oder O.P.E. vu Mittal geäussert hunn, dat war den 31. Januar.

Den 1. Februar zu Paräis hunn ech mech international eng allerleschte Kéier dozou geäussert andeem ech gesot hunn: Eng hostile Iwwernahm vun der Arcelor duerch de Grupp Mittal géif eng net manner hostile Reaktioun vun der Lëtzebuerger Regierung zur Folleg hunn.

Zënterhier war ech - an déi, déi mech kennen, wëssen, dass dat mer extrem schwéier gefall ass - aussergewéinlech roueg an där Saach.

De Moment ass komm, wou een hei am Haus, do wou d'Regierung responsabel ass fir dat wat se mécht, muss Stellung huelen zu rezenten Événementer ronderëm de Versuch vun dem indesch-britesche Grupp Mittal, d'Arcelor einfach esou ze iwwerhuelen.

Et ass am Geschäftsliewen, an der Politik, am internationale Business net vill anescht wéi am Privatliewen: Et kuckt een no, dass zwee Leit net zesummekommen oder zwee Leit sech ausernee bewegen. A wann een dat vu bausse kuckt, weess een net, firwat konnten déi zwee sech anenee verléiwen a firwat hunn déi zwee Sträit mateneen a kommen net zesummen. Nëmme wann ee matsen dran ass, versteet een, wat déi zwee sech soen, dann, wa keen aneren nolauschtert. An et muss een domat liewen, dass déi, déi net dobäi sinn, wann déi essenziell Saache sech soen, Kommentaren ofginn, wéi wa se all Minutt dobäi gewiescht wieren.

Déi intim Gespréicher, déi den Ufank vun der Léift an d'Enn vun der Léift, d'Ënnerbrieche vun der Léift, weider Proufzäiten, nei Engagementer erklären, déi entzéie sech dem öffentleche Raum, well se fannen net an deemselwechte statt. An d'Leit, déi nokucken maache wéi wa se ëmmer dobäi gewiescht wieren a gi voll autoriséiert Kommentaren of iwwert dëst an dat, wat hätt kënne gesot ginn, wat hätt kënne geduecht ginn.

Esou wéi et am Privatliewen ass, esou ass et och am öffentleche Liewen; an esou wéi et am öffentleche Liewen ass, ass et och am Geschäftsliewen. A wann déi zwee sech begéinen, dat öffentlecht Liewen an d'Geschäftsliewen, dann ass et besonnesch spannend. Mä d'Kommentare sinn esou wéi wa jiddfereen ëmmer an all Moment dobäi gewiescht wär.

Ech gi mer no deene rezenten Développementer, notamment de leschte Sonndeg, wou de Verwaltungsrot vun der Arcelor décidéiert huet, déi extrem augmentéiert Offer vu Mittal unzehuelen, Rechenschaft driwwer of, dass mat Ausnahm vun deenen, déi méi oder manner - méi méi wéi manner - an deene leschte Méint bei alle Gespréicher dobäi waren, d'Leit aus dem Verwaltungsrot wahrscheinlech déi Eenzeg sinn, déi iwwerhaapt versti wat virgeet.

Ech maache mer net eng Sekund Illusiounen driwwer, dass d'Lëtzebuerger, déi dat doten erliewen - obschonn et net grad esou war -, bal wéi e spannende Match tëschent deenen engen an deenen aneren, net verstinn, wat eigentlech virgaangen ass.

An ech mengen, dass dat Onverständnis, wat eis Leit heiheem iwwert dat hunn, wat do passéiert ass, vill domat ze dinn huet, éischtens dass se net ëmmer dobäi waren; zweetens dass d'Regierung net konnt alles erzielen, wat déi lescht Méint passéiert ass; an drëttens dass extrem vill Leit mengen, dat, wat de Grupp Mittal dem Grupp Arcelor an domat och eis proposéiert huet, nach genau datselwecht wier, wat de Grupp Mittal mat der Arcelor de 27. Januar vun dësem Joer Wëlles hat, wéi dee ganze Versuch, fir d'Arcelor ze kasséieren, ugefaangen huet.

Et huet sech awer villes geännert, et ass villes changéiert. Landschafte sinn nei gebilt ginn, Ressentimenter sinn ofgebaut a Sentimenter opgebaut ginn tëschent dem 27. Januar 2006 an dem 27. Juni 2006, an ech wëllt doriwwer e puer Wuert soen, zum bessere Verständnis vun deem, wat geschitt ass, zum bessere Verständnis och vun der Aart a Weis, wéi d'Regierung sech an deem Gesamtzesummenhang, deen ech amgaange sinn ze beschreiwen, beholl huet.

Ech hu leider net Zäit, obschonn ech jo näischt léiwer maache wéi mech selwer ze zitéieren, hei nach eng Kéier op alleguer déi Elementer anzegoen, vun deem wat ech heibannen an der Chamber den 31. Januar vun dësem Joer gesot hunn, wéi ech fir d'éischt a praktesch fir d'lescht am Numm vun der Regierung zu dem Versuch vu Mittal Stellung geholl hunn, d'Arcelor ze kasséieren, ze iwwerhuelen, sans plus an ouni wäiträichend Engagementer. Mä ech géif gären zwou Saachen an Erënnerung ruffen, vläicht och dräi.

Déi éischt: Ech hu mech an där Ried, an all Kolleegen heibannen hunn dat iwwregens och gemaach an der Reaktioun op déi Ried, dergéint verwiert, dass den Androck géif entstoen, wéi wa mer zu Lëtzebuerg ee Land wieren, wat zou wier, wat geschlosse wier, en zouene Buttek, eng Épicerie, déi d'Rolllueden erofléisst a just no sech selwer kuckt. Ech hu gesot, mir wieren en oppent Land, mir géife gär mam Rescht vun der Welt Handel bedreiwen, Industriepolitik maachen, och a grad Stolpolitik maachen.

An ech hu mech dergéint gewiert, dass aus der Tatsaach, dass den Här Mittal indescher Ofstamung wier, géif quasi en negatiivt Standuertargument gemaach ginn. An ech hu gesot, déi Tatsaach, dass den Här Mittal indischer Ofstamung wier, géif d'Décisioun vun der Regierung, deem feindlechen Übernahmeversuch entgéintzetrieden, net zu engem konstitutiven Element vun eiser negativer Reaktioun op d'Approche vum Här Mittal maachen. Ech hu gesot den Här Mittal wier en dichtege Mann, en intelligente Mann, dee géif Respekt verdéngen an dee räich a senge Sensibilitéite verschiddenster Aart wier an dee wahrscheinlech och - dat kënnt Der noliesen - mat der Zäit géif iwwer Lëtzebuerg esou vill an Erfahrung bréngen, dass en d'Lëtzbuerger an d'Lëtzebuerger Reaktioun besser verstoe géif.

Do si mer haut. Ouni wëllen arrogant ze wierken, wëll ech soen: De Grupp Mittal huet iwwer Lëtzebuerg vill an Erfahrung bruecht, huet vill bäigeléiert, Saachen, déi en net wosst. An déi Tatsaach, dass de Grupp Mittal vill geléiert huet iwwer Lëtzebuerg, ass - well ech Eegeverdéngschter total géint meng Gewunnecht wëll ganz niddreg hänken - virun allem de Ministere Krecké a Frieden ze verdanken, déi op mäi Wonsch an op meng Instruktioun hin zënter dem Februar ganz intensiv Kontakter mat dem Grupp Mittal, Papp a Fils, ënnerhalen hunn an d'Luxemburgensia ëmmer erëm frësch an nei mat dem Grupp Mittal duerchdekliniéiert hunn. A wa mer haut e Resultat erreecht hunn, wat mer esou ze si schéngt, dass et aus Lëtzebuerger Siicht an op dem feste Fong vum nationalen Interesse akzeptabel erschéngt, ass dat zu engem ganz groussen Deel de Verdéngscht vun deenen zwee Ministeren, déi op déi manner öffentlech Aart a Weis, déi sech imposéiert huet, Erklärungskontakter mat dem Grupp Mittal haten, an als Chef vun der Regierung hunn ech mech bei deenen zwee ënner Form vun engem Merci dofir ze äusseren.

Wat huet changéiert tëscht dem 27. Januar an dem 27. Juni? Wa mer éierlech sinn - dat recommandéiert sech vun Zäit zu Zäit - hu mer negativ op déi feindlech Offer vum Här Mittal a sengem Grupp reagéiert, well laang d'Gefill virgeherrscht huet, d'Arcelor, esou wéi se entstan ass, kënnt virufueren an där Form, wéi se entstane wier, a kënnt sech géint déi Offer vum Här Mittal a senge Leit wieren, ouni d'Hëllef vun engem Drëtten.

Ech weess eigentlech net, an eigentlech war ech och ni där Meenung, an d'Noliese vu mengen Aussoen hei wäert Iech doriwwer beléieren, wéi mer eigentlech gemengt hu mir kéinte géint de Rescht vun der Welt bestoen, well mir Lëtzebuerger de Besëtz hunn an hate vun Arcelor, 5,6% vum Kapital vun der Arcelor. A mir ass opgefall - dat ass eppes, wat ech iw-

wersinn hat -, dass eis Leit hei am Land gemengt hunn, d'Arcelor, dat wiere mir. Mir wieren d'Arcelor, mir wieren zu 100% d'Arcelor. Mir waren ni d'ARBED. Mir waren och ni d'Arcelor zu 100%. Mä esou wéi mir hei fonctionnéieren, hunn d'Leit gemengt, dat wier awer esou. Dat war awer net esou. Mir waren e klenge butzegen Deel vum Actionnariat vun der Arcelor. An doduerch, dass mir jo natierlech méi dichteg sinn a méi clever si wéi de Rescht, hu mer alleguer zesummen et fäerdeg bruecht aus dem klengen Deel Arcelor, dee mir selwer haten, d'Impressioun ze skulptéieren, wéi wann ouni eis näischt goe géif.

An Tatsaach ass, dass net nëmmen eis Leit heiheem gemengt hunn, ouni de Lëtzebuerger Stat, d'Regierung, eis - loosse mer elo keng institutionell Nivellementer maachen - géif näischt goen, mä och déi aner hu gemengt, ouni eis géif näischt goen. An Tatsaach ass, d'Geschicht vun deene leschte Méint huet och gewisen: Ouni de Lëtzebuerger Stat, ouni d'Lëtzebuerger Regierung, ouni Jo oder Nee vun der Lëtzebuerger Regierung ass och näischt gaangen.

Mir hunn eis beméit, a Kontakter mat der franséischer Regierung - Dir hutt de franséische President gëschter Owend héieren -, der belscher Regierung, däitscher Regierung, spuenescher Regierung, aneren, eis Standpunkter däitlech ze maachen. An déi si vun deenen anere Regierungen entweder intuitiv gedeelt ginn oder spontan novollzu ginn. Mä mat der Zäit, a well d'Welt esou ass wéi se ass, a well de Kapitalismus esou ass wéi en ass - et ass net mäi Lieblingssystem, no dëser ganzer Affär nach vill manner wéi jeemools virdrun -, huet sech erausgestallt, dass mer missten, wa mer wëllten an där Ausenanersetzung bestoen als Land, als Sëtz vun enger nei ze forméierender Gesellschaft, als Décisiounszentralpunkt an Europa, fir alles dat, wat d'Sidérurgie ubelaangt, dass mer eis missten no Partner ëmkucken, déi eis géifen hëllefen dat ze maachen, vun deem mer mengen, a gemengt hunn, dass et am Interessi vun eisem Land, an doriwwer eraus am Interessi vun der Europäescher Unioun wier.

De Management vun der ARBED, vun der Arcelor, pardon - et ass bal deeselwechten -, huet sech beméit, an net all Krëmmungen a Verrenkunge vum Management vun der Arcelor si spontan ageliicht. Mir zum Beispill huet net gutt ageliicht, firwat dass ech haut nach an internationalen Zeitunge vun der Arcelor geschalte Publicitéite liese muss, vun enger ganzer Säit, dass ee sech géint Mittal misst wieren, nodeem gëschter oder e Sonndeg aner Recommandatioune vum Verwaltungsrot vun der Arcelor si spontan ageliicht. Mir zum Beispill huet net gutt ageliicht, firwat dass ech haut nach an internationalen Zeitunge vun der Arcelor geschalte Publicitéite liese muss, vun enger ganzer Säit, dass ee sech géint Mittal misst wieren, nodeem gëschter oder e Sonndeg aner Recommandatioune vum Verwaltungsrot vun der Arcelor erausgaange sinn. Ech hu geléiert, dass net nëmmen eng Regierung näischt daagt, wann et ëm d'Kommunizéiere geet, mä anerer kënnen och nach munches derbäiléiere fir déi nächste Kéier. Mä ech denken, eng nächste Kéier wäert et net ginn. Déi, déi engem dauernd erkläre wéi ee Land muss regéiert ginn, sinn net vill méi geschéckt wéi déi, déi d'Land regéieren.

Wéi mer bis gemierkt hunn, dass déi Thees „stand alone" - eleng eens ginn - näischt géif bréngen, ass sech no Alternativen ëmgekuckt ginn. Et si bal eng Dosen Alternative studéiert ginn, souwuel vum Management vun der Arcelor, wat eist Vertrauen hat, behält an huet, wéi och vun der Regierung selwer. Heiansdo ware mer no drun e grousse Coup ze landen, deen iwwregens méi iwwerrascht hätt wéi déi Léisung, déi mer elo getraff hunn. Esou wéi et am Liewe geet, och déi intiimste Gespréicher scheiteren heiansdo un objektiven Hindernisser, déi op eemol stattfannen, well dësen an dee scho bestuet ass, well dësen an deen nach eng aner Affär huet, déi en och muss klären, well een Drëtten, deen dat nokuckt, och fënnt: Esou geet dat jo awer net, wéi Dir Iech dat do virstellt. Si sëtzen emol a Kanada, emol sëtze se zu Bréissel an europäeschen Institutiouen. Bref, et gëtt anerer, déi matschwätzen, wa Leit wëlle beieneekommen.

Nodeems mer dat alles ofgetaascht haten, fir am Bild ze bleiwen, si mer zur Konklusioun komm, souwuel de Management wéi och de Lëtzebuerger Stat, d'Lëtzebuerger Regierung - mä d'Regierung ëmmer am feste Gefill esou ze handelen, wéi et och de Wonsch vun dësem Haus wier, ech hunn ni festgestallt an all deene Méint, dass mer hei eis de Pleséier offréiert hätten, parteipolitesch un dës Saach erunzegoen, woufir ech och am Numm vun der Regierung Merci ze soen hunn -, hu mer probéiert dann een ze fannen, mat deem et géif goen. Dat war de russesche Grupp SeverStal a säi Chef, den Här Alexej Mordaschow.

Ech wëll hei soen, dass d'Lëtzebuerger Regierung et ganz gär gesinn hätt, wann déi Integratioun vu SeverStal an d'Arcelor hätt kënne méiglech gemaach ginn, well mer staark gegleeft hunn, aus enger och reng industrieller Optik eraus, dass déi Hochzäit schrecklech vill Sënn gemaach hätt. Dat aus ville Grënn, ënner anerem och aus geostrategesche Grënn, wann een déi kommerziell kann usträichen, well mer mat Russland ëmmer als Land extrem gutt bilateral Relatiounen haten, well et och perséinlech Frëndschafte gëtt tëschent der Féierung vun der russescher Federatioun an der politescher Féierung vum Grand-Duché, a well et einfach Sënn gemaach hätt, dass mer, via eng Integratioun vu SeverStal an d'Arcelor, eis Sidérurgie hätte kënnen an déi russesch Plainen a Landschaften erandroen, mat deene logesche geographeschen a kommerzlandschaftleche Verlängerungen, déi esou eng Penetratioun méiglech gemaach hätt.

An ech wëll hei soen, dass et d'Absicht ass vun der Lëtzebuerger Regierung an och d'Absicht muss sinn - an dat ass se - vun deem nei forméierte Sidérurgistëgrupp Arcelor-Mittal, well esou heescht déi nei Gesellschaft, fir extrem enk Lienë mat der russescher Stolindustrie anzegoen, besonnesch mat deem Betrib, dee bereet war de Risiko vun enger Integratioun an d'Arcelor-Strukturen anzegoen. Dat ass d'Absicht vun der Regierung a soll och d'Absicht vun deem neie Grupp sinn. An ech wëll hei och erklären, dass contrairement zu enger Impressioun, déi am Land besteet an déi anerer kënnen hunn, d'Lëtzebuerger Regierung - ech mengen, och net de Management vun der Arcelor - zu kengem Moment de Grupp SeverStal huet wëlle benotzen, fir de Grupp Mittal zu enger besserer Asiicht ze féieren.

Ech wëll hei och soen, dass ech net fir d'éischt a mengem Liewen, mä dës Kéier awer op eng definitiv Aart a Weis, festgestallt hunn, dass mer zu eisem kommen, wa mer zesummestinn. Ech wëll dat soe fir d'politesch Parteien heibannen. Ech sinn an deene Presseorganen, déi eenzelne Parteien nostinn, ëmmer erëm interpelléiert ginn, ech misst mech elo dozou äusseren, wat amgaange wär ze geschéien. Mä ech hunn op eng séier dankbar Aart a Weis zur Kenntnis geholl, dass dat führend politescht Personal hei am Land - ech schwätze vun de Spëtzte vun de politesche Parteien - zu kengem Moment probéiert huet, de Chef vun der Regierung an déi Richtung ze dreiwen. Wier dat geschitt, hätt ech iergendwann eppes misse soen. Doduerch dass et net geschitt ass, konnte mer eis Interessilag an der Gesamtausenanersetzung ronderëm dësen Dossier wiesentlech besser verteidegen. Dofir gehéiert meng Unerkennung all deenen, déi och politesch mussen heibanne liewen an déi sech statsmännesch an deem Dossier hei beholl hunn; an ech mengen net, dass et vill Länner gëtt, wou et dat gëtt.

Ech hu mat auslännesche Kolleegen - duerfir kommen ech méi spéit haut - nach eng Kéier ofschléissend doriwwer beroden, an néierens ass d'Debatt ronderëm dës Stolhochzäit esou „onpartisan" gefouert ginn, parteipolitesch betruecht, wéi zu Lëtzebuerg, an duerfir huet ee sech ze beluewen, well mer eigentlech, wann et drop ukënnt, besser si wéi déi aner, déi ëmmer probéieren en Avantage parteipolitescher an innepolitescher Natur aus esou enger Ausenanersetzung ze zéien.

A menger Ried den 31. Januar hat ech eng Rei vu Punkte genannt, déi fir d'Lëtzebuerger Regierung a fir den Haaptaktionär - deemools nach - vun der Arcelor ausschlaggebend wieren. A wann Der mer d'Gentillesse wëllt erweisen, déi Ried nozeliesen, dann hätte mer gläichzäiteg den Avantage fir se net brauche virzeliesen, mä da stellt Der fest, dass mer op deene Punkten, déi an den Ae vun der Regierung, an ech mengen och vun eisem Parlament, deemools ausschlaggebend waren, kënne propper haut ofliwweren.

Mir hunn deemools monéiert, dass eng onfrëndlech Iwwernahm eppes wier wat mat eise lëtzebuergeschen an europäeschen Traditiounen net kompatibel wier. Mir waren net erféiert, dass déi onfrëndlech Offer vu Mittal komm ass, mä mir hu se zréckgewisen, well mer se, wéi ech deemools gesot hunn, net verstanen hunn.

Mir sinn elo an enger anerer Realitéit, fënnef Méint oder sechs Méint méi spéit, well déi Offer, déi onfrëndlech war, déi feindlech war, vu Mittal sech transforméiert huet an eng frëndlech Fusioun ënner Gläichen. Dat ass déi Fassong wéi mer gäre mam Rescht vun der Welt zesummeschaffen. Dat ass déi Fassong wéi mer gären zesummekommen. Net am Kampf an net am Krampf, mä an engem Danz, dee sech lues a lues Partner openeen zoubewege léisst.

Mir hunn deemools gesot - ech sinn Enn Januar -, dass mer dat Industriekonzept wat Mittal géif proposéieren net géife verstoen, well Mittal keen Industriekonzept proposéiert hätt. An dass mer gäre géife virufueren no Arcelor-Methoden, déi heiheem entstane sinn, Stolpolitik an Europa an an der Welt ze maachen. Den Här Mittal, deen ech zesumme mat de Kolleegen haut de Mëtteg gesinn hunn, huet gëschter an och haut mir géigeniwwer erkläert, dass hien d'Industriekonzept vun Arcelor bereet wier ze iwwerhuelen an en fait an de facto och sech engagéiert huet et ze iwerhuelen.

Dat heescht, dass d'Stolgeschäft net eleng stattfënnt aus finanziellen Interessen - dat gehéiert selbstverständlech ëmmer dozou -, mä dass sech mat deem gemeinsame Stolgeschäft e gemeinsaamt Stolkonzept verbënnt an dass zu deem gemeinsam gebuerene Stolkonzept gehéiert, dass gewuessen, wann och jonk, Traditioune vun der Arcelor iwwerholl ginn. Dat heescht, dass et net drop ukënnt, méiglechst vill Tonnen egal wéi, egal wou an zu egal wat fir enger Qualitéit an der Welt ze produzéieren, mä dass et drop ukënnt, en zousätzleche Mehrwäert ze schafen duerch déi Industriepolitik, déi ee weltwäit géif maachen.

Zu deem gemeinsamen Industriekonzept, wat am Januar net do war, wéi mer dat feindlecht Übernahmeangebot vu Mittal ofgelehnt hunn, gehéiert och eng staark Konzentratioun op Fuerschung an Entwécklung an eng permanent Berücksichtegung vun den Noutwendegkeeten, déi sech aus dem méi breede Konzept vun der nohalteger Entwécklung erginn.

An deem Moment a vun deem Moment un, wou Mittal bereet war, déi industriell Konzeptioune vun der Arcelor ze iwwerhuelen, dat ouni Nuancë bereet ass, gemeinsam mat deem wat aus der Arcelor vun Traditiounen a vu Wëssen, vun Expertise, vu Verhale geierft gëtt, ze iwwerhuelen, ass de massiivsten Deel vun deenen Elementer, déi mer am Januar genannt hunn, fir d'Zesummenaarbecht mat Mittal ofzelehnen, entfall, well op deem Punkt sech net nëmmen e Rapprochement gemaach huet, mä en Iwerhuele vun deem wat d'Arcelor, vun un dass se sech aus deenen dräi spueneschen, franséischen a lëtzebuergesche Gruppen zesummegesat huet, zu hirer Geschäftsphilosophie entwéckelt huet.

Ech hat den 31. Januar heibanne gesot, mir hätten extrem Schwieregkeeten als Lëtzebuerger Stat - d'Chamber huet deemools déi Aschätzung dankenswäerterweis gedeelt - mat deem wat een d'Gouvernance vum Grupp nennt, d'Aart a Weis wéi esou e Grupp, weltwäit aktiv, dee gréisste Grupp vun der Welt, sollt gefouert ginn. Et war am Januar net kloer - mä dat ass méi kloer ginn duerch déi Gespréicher, déi d'Kolleege mat Mittal a mat villen anere gefouert hunn - wéi d'Salariat sollt an de Strukture vun deem neie Grupp vertruede ginn. Mir hunn drop gedrängt an alle Gespréicher, souwuel mam Här Mittal wéi och mat SeverStal wéi och mat deenen aneren, mat deene mer a Gedeessems waren, dass et zu enger staarker Representatioun vum Salariat misst an de Führungsorganer vun enger wéi ëmmer och geaarteter Stolgesellschaft, déi vu Lëtzebuerg aus gefouert géif ginn, misst kommen.

Mir hunn all Garantië vu Mittal kritt, dass et bei enger staarker Vertriedung vum Salariat - et ass ëmmerhin e Grupp, dee weltwäit aktiv ass, dee méi Mataarbechter huet wéi Lëtzebuerg Lëtzebuerger Awunner huet - géif bleiwen. Dat hate mer och mat SeverStal erbäiverhandelt. An dat wat mer mat SeverStal erbäiverhandelt hunn, ass nahtlos vu Mittal an der leschter Instanz, am leschte Moment, iwwerholl ginn.

Och déi lëtzebuergesch Vertriedung an de Führungsorganer vun der Gesellschaft wier bei SeverStal zefridde stellend gewiescht an ass och bei Mittal zefridde stellend, well dat ass ouni grouss Diskussiounen iwwerholl ginn. Et bleift bei enger staarker lëtzebuergescher Vertriedung am Verwaltungsrot vun där neier Gesellschaft Arcelor-Mittal souwéi och bei Arcelor selwer.

De Lëtzebuerger Stat, als ee vun de gréissten Aktionären och vun där neier Gesellschaft, behält ee Vertrieder am Verwaltungsrot an hie kritt e supplementare Vertrieder derbäi als politesch Vertriedung vun deem Land, an deem de Sëtz vun där neier Gesellschaft ass. Dee Vertrieder gëtt vun der Lëtzebuerger Regierung benannt, an an deem Moment wou dee Vertrieder géif ausscheeden, ass et un der Lëtzebuerger Regierung fir deem seng Successioun däitlech ze maachen doduerch, dass se een neie lëtzebuergeschen, wann ech kann esou soen, obschonn d'Gesellschaftsrecht deen Ausdrock net kennt, Siège-Vertrieder delegéiert.

Kuckt emol, wéi den Här Mittal a säi Grupp - oder soll ech soen, seng Famill? - am Januar Iwwernahmpropositioune gemaach huet, war et eigentlech virgesinn, dass d'Famill Mittal 64,1% vun de Stëmmrechter an där neier Gesellschaft sollt hunn. Dogéint hu mer eis gewiert, well mer gesot hunn, d'Lëtzebuerger Sidérurgie an dat wat drunhänkt - et hänkt méi dru wéi dat wat lëtzebuergesch ass -, dat ka keen einfache Familljebetrib ginn, wou een décidéiert, wou ee virséngt a wou déi aner ofhuelen.

Haut si mer an enger Situatioun, wou déi al Arcelor-Aktionären iwwert d'Halschent vum Kapital duerstellen, nämlech 50,6%, a wou Mittal maximal 43% vun de Stëmmrechter an där neier Gesellschaft huet. Dat ass enorm vill. Dat erlaabt villes, mä dat sinn awer keng 64,1%, esou wéi dat nach am Januar als eng vun den essenzielle konstitutive Konditioune vun dem Deal, deen ugestrieft ginn ass, duergestallt ginn ass.

Den Här Mittal wollt méi Stëmmrechter fir Aktien, déi hien hätt, hu wéi déi aner Aktionären. De Justizminister huet a laange Gespréicher dem Här Mittal a sengem Beroder erkläert, dass dat zu Lëtzebuerg net geet, dass mir esou e gelungent Land sinn, wou deen een esou vill wäert ass wéi deen aneren, an dass eng Aktie net méi Stëmmrechter kann hu wéi déi aner.

Mir hunn him net erkläert, dass mir selwer, wa mer mat der SES oder esou hantéieren, als Stat fannen, mir wieren alt méi wéi déi aner, a mir sinn als Stat och méi wéi Kapitalisten, déi eng Gesellschaft féieren, well mir aner Ambitiounen hunn an aner Projeten an aner Profiler ze vertrieden hu wéi Leit, déi net nëmmen aus engem ökumenesch breet gespreete kollektive Gemeinsinn Geschäfter dreiwen, mä déi dat och am eegenen Interesse maachen.

Mir maache keng Industriepolitik am eegenen Interesse; mir maachen Industriepolitik, well mer politesch gewielte Vertrieder vun engem Vollek sinn. Duerfir menge mer, dat ass awer an der kapitalistescher Welt staark ëmstridden, dass mer anescht wiere wéi déi aner. A mir sinn och anescht wéi déi aner. A mir wëllen och anescht bleiwe wéi déi aner.

Jiddefalls huet sech an deem Zesummenhang massiv de Profil, esou wéi e vum Här Mittal am Januar ugeduecht war, geännert, nodeem all déi Gespréicher, déi Verhandlunge stattfonnt hunn.

Wou spillt d'Musek an engem Betrib? Net hei! D'Musek spillt an der Generaldirektioun; et ass do, wou Industriepolitik besteet. Et ass do, wou Investissementer décidéiert ginn. Et ass do, wou déi grouss zukunftsträchteg Décisioune geholl ginn.

D'Suerg vun der Lëtzebuerger Regierung war et, an der Optioun SeverStal, an der Optioun Mittal dofir ze suergen, dass d'Generaldirektioun esou zesummegesat wier, dass déi Arcelor-Säit an domat och déi lëtzebuergesch Säit sech integral reflektéiert an der Aart a Weis, wéi déi Generaldirektioun zesummegestallt gëtt. Déi Generaldirektioun, déi do ass, haut, an déi schonn e groussen Deel vun der fréierer ARBED-Generaldirektioun integréiert hat, déi bleift bestoen an a manner grousser Zuel wéi d'Arcelor-Représentante komme Représentante vun dem Grupp Mittal dobäi, fir déi gemeinsam Politik ze entwerfen.

D'Arcelor huet d'Majoritéit vun den Aktionären. D'Arcelor stellt d'Majoritéit vun der Generaldirektioun, an aus dem Zesummeschaffe vun Arcelor a vu Mittal ergëtt sech d'Majoritéit vum Verwaltungsrot, wou déi öffentlech Interessen an d'Salariatsinteresse maximal an eigentlech bal besser wéi an den Arcelor-Strukture vun haut vertruede wäerte sinn.

Ech sinn dergéint - do mécht jidderee wéi e fënnt -, dass een dat soll maachen, fir hei den Androck ofzeginn, d'Regierung hätt elo de Rescht vun der Welt hei op d'Plaz gesat oder dofir gesuergt, dass d'Saache géife richteg lafen.

Ech hat Iech den 31. Januar heibanne gesot, ech kéint net verspriechen, dass d'Lëtzebuerger Regierung et géif fäerdeg bréngen déi essentiell Punkten, déi fir Lëtzebuerg wichteg sinn, ze sauvegardéieren. Mir hunn dat awer fäerdeg bruecht. Do kënnt e gewëssene Mérite der Regierung zou. Dat kann ech jo net verkennen.

Ech wëll awer och hei soen, obschonn ech e bësse genéiert si fir dat ze soen, dass mer och extrem enk Aarbechtsrelatiounen hate mat de Vertrieder vum Salariat an dem Verwaltungsrot vun Arcelor, besonnesch mam Lëtzebuerger Vertrieder, dem John Castegnaro, deen och heibanne sëtzt; dofir wier et eigentlech besser wann hie géif erausgoen, wann ech dat soen.

An ech hunn et och genoss, wéi an esou ville Jore virdrun, wann et ëm d'Verdeedegung vun den Interesse vun de Leit, ëm d'Erhalung vun de Sitë gaang ass, en Duerchsetze vu Lëtzebuerger Positiounen, obschonn de Lëtzebuerger Salariatsvertrieder jo net Lëtzebuerg an deem Sënn vertrëtt, mä d'Salariat vun der Gesellschaft vertrëtt, dass ech an him en Interlocuteur fonnt hunn, deen alles matgemaach huet, wat mer wollten hunn, an deen näischt gemaach huet, wat mer net gäre gehat hätten, andeem hien eis mat alle wichtegen Informatioune versuergt huet, déi mer hu missen hunn, fir kënnen déi richteg Décisioun am richtege Moment ze huelen. An och dat ass e Stéck lëtzebuergesch Aart a Weis fir ze fonctionnéieren, déi een an där Form soss néierens erëmfënnt.

Jo, et ass richteg, ech liesen dat an Zeitungskommentare vun haut, dass den Här Mittal am Januar versprach hätt, de Siège vun där Gesellschaft géif op Lëtzebuerg kommen. Dat hat den Här SeverStal, deen awer Här Mordaschow heescht, och, mä den Här Mittal a säi Grupp haten am Januar gesot: Mir sinn d'accord, dass de Siège op Lëtzebuerg kënnt, mä hei sinn d'Bedingungen ënnert deenen de Siège op Lëtzebuerg kënnt. Déi Bedingunge ware steierlecher Natur, déi waren transfertsméisseg bedingter Natur; Siège Mittal Rotterdam, Siège Arcelor-Mittal Lëtzebuerg.

De Justizminister, de Budgetsminister an de Schatzminister huet dat an heftege Gespréicher mat dem Grupp Mittal geregelt, esou dass dee Sëtz elo ouni weider Konditiounen op Lëtzebuerg kënnt, an dat begéint eng weider Konditioun, déi mer an eiser Ried den 31. Januar heibanne genannt haten, nämlech dass dee Sëtz vun där neier Gesellschaft, wéi ëmmer se och wier, zu Lëtzebuerg misst sinn, an dass mer architektonesch kënnen täteg ginn, gestalteresch kënnen täteg gi vu Lëtzebuerg aus, doduerch dass mer dee Sëtz vun enger wéi ëmmer och zesummegesatener Gesellschaft zu Lëtzebuerg hätten.

Mir haten den 31. Januar heibanne gesot, mir géifen eis asetzen - ouni dass mer versprieche konnten, dass dat eis gelénge géif an egal wéi d'Saach géif virugoen - fir déi lëtzebuergesch Siten a fir d'Erhalung vun der Beschäftegung zu Lëtzebuerg op de lëtzebuergesche Stolsiten. Dat hu mer fäerdeg bruecht, dat hätte mer och iwwregens mat dem Här Mordaschow a mat SeverStal fäerdeg bruecht.

Mittal, déi elo net d'Arcelor iwwerhëlt, mä déi ënner Gläiche mat der Arcelor fusionéiert op eng frëndlech Aart a Weis, iwwerhëlt - och well se muss hir Frëndlechkeet beweisen - all Arrangementer, déi tëschent dem Lëtzebuerger Stat an der Arcelor ofgeschloss gi sinn. Dir kennt dee Plang, dee mer an der Stoltripartite accordéiert hunn, dee vun 2006 bis 2010 leeft. Dee gëtt integral respektéiert.

Dat, wat mer als Stolsozialdialog a munche Schluechten hei zu Lëtzebuerg erbäigefouert hunn a wat an de Sitzunge vun der Stoltripartite seng sozialpartnerschaftlech Vollendung fënnt, gëtt integral vu Mittal respektéiert.

Mir wäerte relativ séier eng Stoltripartite aberuffen an den Här Mittal wäert un där Stoltripartite deelhuelen, fir sech ze erklären a fir am Dialog mat der Regierung - mä deen Dialog ass souwisou hefteg gewiescht - a mat de Gewerkschafte seng Positioun duerzeleeën an ze erkläre wéi hie gedenkt déi Engagementer, déi hie vun Arcelor iwwerholl huet, déi mer gemeinsam ofgemaach hunn, wéi hie gedenkt, déi ze honoréieren.

Zu der Aart a Weis, wéi mer am Stolberäich fonctionnéieren, huet och ëmmer gehéiert, dass d'Chamber - well de Stat Aktionär an der Stolindustrie ass - enk associéiert war. Den Här Mittal wäert sech och relativ séier an deenen zoustännege Parlamentskommissioune presentéieren, fir am Gespréich mat deenen, déi d'Regierung heibannen droen, well se gewielte Volleksvertrieder sinn, seng Vuë vun de Saachen duerzeleeën a sech engem kritesche Gespréich mat de gewielte Volleksvertrieder vum Lëtzebuerger Land ze stellen.

Wa SeverStal als de Partner zréckbehale gi wier a Mittal als de Partner fortgeschéckt gi wier - denkbar war dat -, da wier d'Drotstrooss zu Schëffleng zougemaach ginn, well déi gehéiert Mittal. Elo kënnt et drop un, wéi Arcelor a Mittal zesummen d'Zukunft vun der Drotstrooss vun der SFTS zu Schëffleng gesinn. Dat gëtt net méi eng Décisioun unilateral vu Mittal, dat gëtt eng gemeinsam Décisioun vun Arcelor a Mittal, dat heescht vun där neier Gesellschaft. D'Erwaardung vun der Lëtzebuerger Regierung ass, dass all Engagementer vun deenen engen a vun deenen aneren, déi öffentlech kontraktéiert gi sinn, selbstverständlech agehale ginn. Mir hunn dat och a Gespréicher déi lescht Deeg an haut selwer däitlech gemaach.

Nu stellt sech fir de Lëtzebuerger Stat eng extra Fro: Dir kennt d'Offer vu Mittal, ech wëll se hei net am techneschen Detail auswalzen, mä déi Offer erlaabt et der Lëtzebuerger Regierung, dat heescht dem Stat, dat heescht Regierung a Parlament - et muss ee jo elo näischt vun Différentielë siche goen, wat et net gëtt -, op déi Offer anzegoen.

Ech wëll zwou Saache soen zu där Offer:

Éischtens, et ass déi fest Absicht vun der Lëtzebuerger Regierung Aktionär vun der neier Gesellschaft ze bleiwen. Mir zéien eis aus der neier Arcelor-Mittal-Gesellschaft net zréck, mir wëllen ee vun den Haaptaktionäre bleiwen, obschonn natierlech, mä dat wier bei SeverStal och de Fall gewiescht, duerch d'Integratioun vu Mittal an d'Arcelor - Mittal iwwerhëlt jo net d'Arcelor, Mittal gëtt an d'Arcelor integréiert - natierlech d'Gewiicht vum Stat ënner 3% fält.

Elo hu mer zwou Méiglechkeeten, Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären: Entweder mir profitéieren net vun där Offer a mir hunn e bësse méi Aktien a mir sinn dann deen eenzegen Aktionär, deen an deem Casinosspill hei - wat mer net gefält - net a seng normal Aktionäersrechter trëtt a keng Sue kritt, oder mir soen, mir wëllen och behandelt gi wéi déi aner Aktionären.

Ech hat Iech den 31. Januar gesot, mir wëllen net eis Aktie verkafen, mä esou wéi d'Geschicht sech entwéckelt huet, kënne mer awer eppes duerch d'Engagement vun eisem Land an der ARBED an an der Arcelor, duerch d'Engagement vun de Bierger vun dësem Land an der ARBED an an der Arcelor, doduerch datt d'Leit aus dësem Land d'ARBED gerett hunn, ouni déi Rettungsaktioun wier et ni zur Kompositioun vun der Arcelor komm an ouni déi Rettungsaktioun vun de Lëtzebuerger an de 70er an 80er Jore wier et net dozou komm, datt dee gréisste Stolgrupp vun der Welt kënnt säi Siège zu Lëtzebuerg hunn an déi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg kënnten erhale ginn, da musse mer eis froen, als Vertrieder vun deene Generatiounen, déi geblecht hunn, fir dat emol simpel auszedrécken, ob mir dann déi Eenzeg sinn, déi nokucken, wann déi aner d'Sue kréien. A mir sinn an der Regierung der Meenung, dass mer solle matmaachen am Krees vun de Bénéficiairë vun där Ausschëddung, déi do elo wäert stattfannen.

De Lëtzebuerger Stat ka maximal eppes iwwer 400 Milliounen Euro a seng Keese féieren, doduerch dass mer déi Offer vu Mittal unhuelen. A wa mer bis zu ronn 400 Milioune kréien, da bleiwe mer nach ëmmer mat liicht ënner 3% ee vun deene gréissten Aktionäre vun der Arcelor.

Dofir si mir der Meenung, dass mer - ouni haut ze soen, wéi dat elo am Detail genau geet - mussen e puer Saache méiglech maache fir d'Steierzueler an och d'Bierger, déi keng Steiere bezuelt hunn, well och déi hu missen an den 80er Joren 3% méi TVA bezuelen an hunn och misse méi bezuele fir dëst a fir dat, méi héich Bensinspräisser an esou virun. Dat ass net nëmmen eng Saach vum Steierzueler gewiescht, mä vun alle Lëtzebuerger.

Mir sinn der Meenung, dass mer déi Suen, déi mer kréie kënnen, mussen zu bestëmmten Zwecker notzen.

Éischtens hat d'Lëtzebuerger Regierung relativ erhieflech Käschten déi lescht Méint, fir sech an dësem Iwwernahmkampf adequat bankentechnesch, finanziell a juristesch beroden ze loossen. Déi Banquieren, déi Étuden, déi hire Rot zur Verfügung stellen, fannen, dass hire Rot ganz wäertvoll ass a froen de Präis. Ech hätt gären, dass de Budgetsminister déi Suen zréckkritt, déi hie gebraucht huet fir déi Rechnungen ze bezuelen. Ouni d'Aarbecht vun all deene Consultante wier et der Regierung och net méiglech gewiescht „in real time", dat heescht direkt, op alles ze reagéieren, wat geschitt wier, well mir sinn dichteg, mä mir wëssen awer net alles.

Dat Zweet: Ech si radikal dergéint fir déi vun de Lëtzebuerger verdéngte Suen, duerch e puer Jorzéngte laang trei zur Lëtzebuerger Sidérurgie zustane gekomme Gewënner, déi mer elo realiséiere kënnen, einfach esou an de Statsbudget ze féieren a se verpolveren ze loossen zu Konsumzwecker. Ech hätt gären, dass déi Sue géife reservéiert gi fir zukunftsträchteg Projeten, notamment am Beräich vun net nëmmen industrieller Diversifikatioun; déi Sue si besser stationéiert, geparkt bei der SNCI a bei ähnlechen Ambitiounstransformatiounsmechanismen, wéi dass mer déi elo einfach an de Budget géifen huelen, domadder eis Budgetsproblemer géife léisen an déi Suen einfach géifen an den normale Konsumkanal ginn. Ech wier frou, wa mer doriwwer en Averständnis heibanne kéinten erreechen.

An drëttens: Mir hunn 1976 d'Solidaritéitssteier agefouert a mir hu se deemools mat 2,5% ugesat fir d'Aarbechtslosenentschiedegung kënnen ze finanzéieren, well mer deemools keng Assurance chômage zu Lëtzebuerg haten. Mir hunn am Kader vun der Tripartite, op Suggestioun hi vun de Gewerkschaften a well et de Gewerkschafte wichteg war de Solidaritéitsgedanken däitlech ze maache beim Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet, décidéiert d'Solidaritéitssteier fir d'Betriber a fir déi physesch Persounen, fir d'Privatleit ergo, ze erhéijen.

D'Regierung schléit vir, mä doriwwer wëlle mer an den zoustännege Chamberskommissioune selbstverständlech beroden, dass mer op déi Solidaritéitssteiererhéijung fir d'Betriber a fir d'Privatleit, déi mer an der Tripartite ofgemaach hunn an déi d'Regierung sech apprêtéiert huet der Chamber an engem Gesetzesprojet, deen am Hierscht ze stëmme gewiescht wier, ze ënnerbreeden, einstweile verzichten, well mer Deeler vun deene Suen, déi mer am Kader vun der Gesamtoperatioun Arcelor-Mittal kréien, wëllen dem Beschäftegungsfong zoufëieren.

Mat deene Suen, déi mer realiséiere kënnen - ob mir déi Suen alleguer ofruffen ass eng aner Fro, dat muss de Budgetsminister in fine décidéieren -, wëlle mer zukunftsträchteg, net nëmmen industriell, Innovatiounsprojeten zu Lëtzebuerg finanzéieren a wëllen och de Beschäftegungsfong domat dotéieren, well d'Leit, doduerch dass se an de Beschäftegungsfong an der Zäit bis zu 10% Solidaritéitssteier abezuelt hunn, dozou bäigedroen hunn, dass d'ARBED konnt virubestoen an dass d'Arcelor konnt entstoen an dass elo kann dee gréisste Stolgrupp vun der Welt entstoen.

An dofir menge mer, wann de Stat, net duerch seng Initiativ, mä duerch säi geschéckt Verhalen, an dëse Konditiounen e Benefiss kann als Haaptaktionär vun der Stolindustrie realiséieren, dass een Deel dovu muss de Lëtzebuerger zréckgefouert ginn, ënner anerem doduerch, dass een déi Erhéijung vun der Solidaritéitssteier net mécht an doduerch dass mer Mëttelen, Munitioun kréie fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft ze moderniséieren an ze diversifizéieren, dass mer dat net huele fir den normale staatleche Konsum ze finanzéieren, mä dass mer wéinst de Leeschtunge vun de Lëtzebuerger an der Vergaangenheet, de Lëtzebuerger vun der Zukunft nei Méiglechkeete wëllen zur Verfügung stellen, doduerch dass mer déi Suen urbar maache fir d'Gestaltung vun der lëtzebuergescher Zukunft.

Nu si vill Leit der Meenung - ech eigentlech och - elo wier alles eriwwer. Ech war där Meenung schonn zweemol an deene leschten dräi Wochen. Ech kann net ausschléissen an ech wëll d'Leit och net ierféieren, dass nach weider Développementer an dësem Dossier passéiere kënnen. Ech hat Iech Enn Januar heibanne gesot, ech kéint Iech net verspriechen, dass mer et géife packen, dass Lëtzebuerg en Haaptdécisiounscenter vun der europäescher an der weltwäit aktiver Stolindustrie géif bleiwen. Dat hu mir awer fäerdeg bruecht - oh, mir net eleng.

Ech hu vun de Gewerkschaftsvertrieder geschwat, ech misst hei och ee Wuert iwwert de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung soen, iwwert den Här Georges Schmit aus dem Wirtschaftsministère, deen am Verwaltungsrot vun der Arcelor sëtzt an deen extrem grouss Mériter huet. Et kënnt mir jo selte vir heibannen héich Statsbeamten ze luewen, ech hunn hien awer ze luewen. «Un grand serviteur de l'État!» Zesummen hu mir dat hikritt.

Ech hat Iech gesot, Enn Januar, ech kéint net verspriechen, dass mer Garantië géife kréie fir eis Siten. Déi Garantië fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mer awer kritt.

Ech hat Iech Enn Januar gesot, ech kéint net verspriechen, datt mer et géife fäerdeg bréngen de Lëtzebuerger Afloss an enger weltwäit operéierender Stolgesellschaft maximal ze garantéieren. Dat hu mer awer fäerdeg bruecht; alleguer déi, déi dorunner geschafft hunn, net nëmmen d'Regierung eleng. Et ass mir esou laang wéi breet, ob d'Leit mengen d'Regierung hätt hei hir Aarbecht gutt gemaach. Ech wëll just soen, si huet probéiert hir Aarbecht gutt ze maachen. Je ne revendique aucun mérite pour le Gouvernement, just d'Unerkennung, dass d'Regierung hir Aarbecht anstänneg ënner schwieregste Konditioune gemaach huet. Dat, wat mer am Januar gesot hunn, hu mer alles erreecht. Net d'Regierung eleng, mä mir alleguer zesummen.

Ech kann net soen, dass et elo eriwwer ass. Ech mengen, et wier elo gedoen, a mir géifen elo eis Rou fannen. Ech weess, souguer wa mer eis Rou fannen, hu mer eis Rou nach iwwerhaapt net, well duerch déi frëndlech Fusioun ënner Gläiche vu Mittal a vun Arcelor kommen elo dräi, véier extrem schwieregs Joren op d'Acteure vun där neier Gesellschaft zou, well weltwäit muss restrukturéiert ginn. Mä zu Lëtzebuerg net esou, dass mer géifen Aarbechtsplaze verléieren, zu Lëtzebuerg esou, dass d'Engagementer, déi bis 2010 lafen, déi mer souwéisou mat der Arcelor hätte missen nei verhandelen 2011, vun der neier Gesellschaft respektéiert ginn. Mä ech weess net, ob mar net een aneren een anere Plang op den Dësch leet. An dann ass et un den Organer vun der Gesellschaft an un der Regierung, déi an den Organer vun der Gesellschaft sëtzt, fir déi nei Situatioun, géif se antrieden, op Grond vun där dann agetruedener Situatioun nei ze beuerteelen.

Mä aus der Siicht vun haut, a mat dem Wësse vun haut, an no all deenen Efforten, déi déi eng an déi aner an d'Regierung och gemaach hunn, fir dass Lëtzebuerg de Sëtz vun der neier Gesellschaft bleift, dass Lëtzebuerg den Décisiounszentrum vun där gréisster Stolgesellschaft bleift, déi et an der Welt gëtt - wat keen normaalt Resultat ass, wann een aus engem Land kënnt, wou ee seng eege Stolindustrie gesinn huet Faillite maachen an den 80er Joren -, aus der Siicht vun haut, mat dem Wësse vun haut, am Wëssen och ëm d'Engagementer vun den Haaptacteuren an dësem Dossier, géif ech d'Behaaptung woen a woen ech d'Behaaptung, a gleewen ech et och, dass dat heiten, obschonn den Ofschloss mat SeverStal och enorm Chancen an Opportunitéiten eisem Land bruecht hätt, géif ech behaapten, dass deen Arrangement, deen zur Fusioun tëschent Mittal an Arcelor gefouert huet, och am Interessi vun eisem Land ass, well mer een Décisiounscenter bleiwen, dee weltwäit Importenz huet, well déi Leit, déi op eise Schmelze schaffen, maximal Garantien hunn, wat d'Erhalung vun hirer Beschäftegung ubelaangt, well Lëtzebuerg duerch dëse Fusiounsarrangement, deen eppes anescht ass wéi d'Aknécke virun enger feindlecher Iwwernahm, e groussen Décisiounsacteur am weltwäite Stolconcert bleift.

Ech soen net, dass et d'Regierung war, déi dat heite fäerdeg bruecht huet. Ech soen net, dass aner Léisungen net besser gewiescht wieren. Mä virun de Choix gestallt un dëser Léisung matzeschaffen, dës Léisung méiglech ze maachen oder awer, an dat war eng Décisioun, déi d'Membere vum Verwaltungsrot, d'Salariatsvertrieder esou gutt wéi d'Regierungsvertrieder, sech ze stellen haten an ze beäntwerten haten, virun de Choix gestallt déi feindlech Übernahme vu Mittal, déi an de Finanzmäert grouss Zoustëmmung fonnt huet - wat ech net gären hunn, mä et ass esou -, sech virunentwéckelen ze loossen, alles ze verléieren, wat ech Iech elo hei an Termë vun Industriekonzept, Gouvernance, Salariatsvertriedung, Ofsécherung a Garantië fir lëtzebuergesch Interesse genannt hunn, virun déi Alternativ gestallt, ass d'Regierung no laange Berodungen, no villem Nodenken an nom Ausraume vu villen Zweifel zur Konklusioun komm och der Chamber ze recommandéieren déi Ofmaachungen, déi elo der Generalversammlung vun der Arcelor proposéiert ginn a fir déi d'Regierung stëmme wäert den 30. Juni, och positiv ze begleeden.

Ech soen Iech Merci fir Är extrem Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun a soen him Merci fir seng Explikatiounen.

Mir kommen dann direkt zu de Stellungnahme vun deenen eenzelne Fraktiounen zu dëser Deklaratioun. Fir d'CSV-Fraktioun kritt den honorablen Här Michel Wolter d'Wuert. Här Wolter!

Débat

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schluecht ëm Arcelor, wéi een dat entre-temps kann nennen, ass eng ausseruerdentlech, jo souguer eng verréckt Affär. Quasi all Dag zënter fënnef Méint hu Parametere sech verännert, hunn Iwwerzeegungen evoluéiert, sinn Duerstellungen anerer ginn, hunn Interesse sech verréckelt. Wat war? Wat ass richteg? Wat falsch? Wiem kann ee gleewen? Wiem net? Kaum een, deen net am Fong vun der Affär derbäi ass, kann dat haut soen.

Selten, wann nach ni an eiser Geschicht, ass d'Kommunikatioun an all senge Facetten esou geziilt agesat ginn, fir ze probéieren d'Politik, d'Actionnariat an déi öffentlech Meenung ze manipuléieren, ze desinforméieren, ze instrumentaliséieren, fir zu sengen Ziler ze kommen, wéi an dësem Dossier.

Eppes ass sécher, dat, wat engem esou gesot ginn ass, war meeschtens virun allem wouer fir deen, deen et sot. Objektiv Wourechte ware schwéier auszemaachen. Den Dossier Arcelor huet vill Dimensiounen a Facetten. Et gëtt eng industriell, eng politesch, eng national an eng international Dimensioun. Et steet villes um Spill. Et geet ëm Geld. Et geet ëm Muecht. A vill vun deenen, déi am grousse Stolspill matspillen, verdénge schrecklech vill Geld mat deene Stéiss, Géigestéiss a Reviementer, déi mer an deene leschte Méint erliewe konnten.

D'Zesummespill vun all deenen Elementer huet zu enger grousser Veronsécherung bei de Leit gefouert. Villes stéisst de Leit erop, jo, mécht se rosen. Déi öffentlech Meenung ass total desorientéiert an engem Spill, deem seng Enjeuen net kloer ze erkenne sinn.

Näischt ass haut méi esou wéi et de 27. Januar war a wéi et den 31. Januar war, wéi mer hei am Haus fir d'éischt iwwert den Dossier debattéiert hunn. Déi éischt Reaktiounen op Mittal Steel seng deemoleg Offer ware bei ville méi emotionell wéi rationell. Villes vun deem, wat deemools gesot a geschriwwe gouf, huet sech aus enger lacunairer Informatioun iwwer Mittal Steel a seng Intentiounen erginn, aus dem onfrëndleche Charakter vun der Operatioun, mä awer och aus enger prinzipieller Ofwierhaltung eraus, déi vun alle Stolverantwortlechen hei am Land un den Dag geluecht gouf an déi domat begrënnt gouf, datt d'Arcelor ouni neie Partner d'Erausfuerderung vun der Zukunft packe géif.

Hat d'Arcelor dann net grad just Dofasco kaaft, an domat seng führend Positioun am weltwäite Stolsecteur weider ënnerstrach?

Déi feindlech Offer vum 27. Januar, a besonnesch och hiren iwwerraschenden Effet, huet de Stat als deemools gréissten Aktionär vun der Arcelor selbstverständlech mat aus dem Konzept bruecht a seng oflehnend Haltung zum gudden Deel begrënnt.

De Statsminister huet dann och a senger Ried vum 31. Januar véier wiesentlech Kritikpunkten un der Mittal-Offer ervirbruecht a gefrot, dass dës Punkte missten zefriddestellend beäntwert ginn.

D'Lëtzebuerger Regierung - a si ass dobäi vun de Parteien hei am Haus ënnerstëtzt ginn - wollt éischtens eng „corporate governance", déi transparent wier an net monopolistesch organiséiert. D'Schicksal vum weltgréisste Stolbetrib sollt net vun enger eenzelner Famill kënnen décidéiert ginn.

Si wollt zweetens en industrielle Projet, dee kompatibel wier mat deem vun der Arcelor. E Projet, dee mat Valeur viru Quantitéit ze dinn hätt.

Drëttens sollt en ekonomesche Projet um Dësch leien, deen an de Kader vum Lëtzebuerger Modell vu wirtschaftlechem a sozialem Dialog géif passen an deen d'Charakteristike vun der heiteger Lëtzebuerger Sidérurgie mat Fabriken a Beschäftegung sollt erhalen.

A véiertens huet Lëtzebuerg en akuten Intérêt drun, datt de Siège vun dësem Betrib bei eis ass. Dofir wollt d'Regierung entspriechend Assurancen.

Wat huet sech da geännert säit dem 27. Januar, fir datt fënnef Méint no dësem Datum de Conseil vun Arcelor sengen Aktionäre recommandéiert enger Fusioun mat Mittal zouzestëmmen?

Tatsächlech huet sech esou munches geännert par rapport zur éischter Offer vu Mittal. Geännert hunn d'Konditioune vun der Stee, virun allem déi materiell. Mittal Steel bewäert haut d'Arcelor op insgesamt 25 Milliarden Euro, géigeniwwer eppes méi wéi 18 Milliarden am Januar. Dat ass d'Halschent weider wéi deemools, a ronnen Zuelen; de beuechtleche Fortschrëtt fir all déi, déi Arcelor-Aktien hunn a se kéinten u Mittal verkafen, besonnesch wann deem seng Offer pro Aktie véier bis fënnef Euro iwwert dem aktuelle Boursëpräis vun der Arcelor-Aktie läit.

Geännert huet, dass Mittal haut bereet ass säin Industriekonzept vun der Arcelor ze iwwerhuelen. Geännert huet och, dass Mittal Steel keng Majoritéit an der Arcelor méi ustrieft, mä eng Participatioun vun ënner 50%. D'Famill Mittal huet sech engagéiert, an deenen nächste fënnef Joer net iwwer 45% am Kapital ze klammen. Iwwerhaapt akzeptéiert d'Famill, dass si keng eleng majoritär Positiounen am neie Betrib kritt, net bei den Aktien, net bei de Stëmmrechter, och net am Verwaltungsrot an am Direktiounscomité.

Geännert huet, an dat ass wuel dat Wichtegst, dass d'Offer vu Mittal och formell net méi als feindlech agestuuft gëtt. Et wier eng frëndlech Fusioun, där d'Aktionäre vun Arcelor den 30. Juni kéinten hir Approbatioun ginn, amplaz déi Aktien am Kader vun enger hostiler O.P.A. u Mittal Steel ze verkafen. Geännert huet schlussendlech, dass Mittal scho ganz fréi, zënter Februar an dësem Joer, eng Rei vun aneren Engagementer agaangen ass: d'Bäibehale vum Siège vum fusionéierte Betrib zu Lëtzebuerg, d'Erhale vun de Lëtzebuerger Siten an der Beschäftegung hei am Land, eng gemëschte Kompositioun vun de féierenden Organer an där neier Gesellschaft, de Respekt vum Lëtzebuerger Modell fir d'Gesellschaftsféierung, inklusiv enger reeller Matbestëmmung vu Salariatsvertrieder.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Virgäng vun deene leschten Deeg beweisen, dass et an der Wirtschaft nun eemol esou ass wéi ech et schonn den 31. Januar op dëser Tribün am Numm vu menger Fraktioun gesot hunn: D'Politik kann tëschegesellschaftlech Virgäng wuel begleeden, Verschiddenes beaflossen, mä leschten Enns décidéiert de Maart a seng Acteuren, also d'Aktionären. Ouni Zweifel waren et tatsächlech d'Aktionäre vun der Arcelor, déi eng kruzial Roll beim Stëmmungsëmschwong zu Gonschte vu Mittal Steel gespillt hunn.

Dass déi Saachen, déi sech geännert hunn, sech esou geännert hunn, wéi mer se elo gesinn, ass ze erklären. Direkt no der O.P.A. vu Mittal huet de Management vun der Arcelor gemengt, si kéinten d'Schluecht eleng zu hire Gonschten entscheeden. Am Verlaf vun der Zäit hu se dës Iwwerzeegung opginn a sech queesch uechtert d'Welt op d'Sich no engem Partner gemaach, no eppes wat een am Jargon e Wäisse Ritter nennt. Dee konnt schlussendlech a Russland ënnert der Erscheinungsform vu SeverStal fonnt ginn.

Mä d'Direktioun huet an de Wochen no der Presentatioun missen agesinn, dass vill Aktionären, déi sech net anstänneg iwwert dee Marché an d'Intentiounen informéiert gespiert hunn, dës Solutioun net wéilten, an de Risiko bestéing, dass se op der Generalversammlung vum 30. Juni géif duerchfalen. Duerfir si mer elo wou mer sinn: am Fong nees um Ufank vun der Geschicht. De Krees schléisst sech - wann e sech da schléisst.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Et ass nämlech net ausgeschloss, dass no alle Wirrungen an Irrunge vun deene leschte Méint et zu weidere Reviementer an dësem Dossier kënnt. Wat wier wa SeverStal eleng oder zesumme mat aneren Acteuren eng O.P.A. géif lancéieren, déi gläichwäerteg oder méi favorabel wéi déi neierdéngs frëndlech Offer vu Mittal Steel wier?

Et kann een dovun ausgoen, dass a Russland eng Rëtsch Prellungen duerch dëse Prozess entstane sinn. An d'Verlautbarunge vu SeverStal, dem President vun der Duma an och der russescher Regierung duerch de Mond vun hirem Energieminister deiten drop hin, dass een a Russland net prett ass fir ouni weideres ze akzeptéieren, dass een aus der Course soll eraus sinn. An och wa Mittal stäerksten Aktionär gëtt, wäert een nach vill Changementer an deenen nächste Joren erliewen. Do brauche mer eis näischt virzemaachen.

D'Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, huet an de Virgäng ronderëm Arcelor an de vergaangene Méint versicht, fir eist Land dat Bescht erauszeschloen. Dat schéngt haut gegléckt, nodeems all wesentlech Uleies vun der Regierung an der Chamber, wéi se den 31. Januar zum Ausdrock koumen, ofgeséchert sinn. Einstweilen - an ech mengen, dass dës Aschätzung vu ville Leit, och hei am Haus, gedeelt gëtt - läit e gudden Accord um Dësch. An dach ass keng Eventualitéit auszeschléissen, esou dass mer d'Regierung géife weider opfuerderen an och ënnerstëtzen an hire Beméiungen, eisen Intérêt als Land an als Aktionär op dat Bescht ze verdeedegen, egal wie sech schlussendlech duerchsetzt.

Eppes ass allerdéngs haut scho kloer: D'Arcelor wäert ni méi dat gi wat se virum 27. Januar war.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Dir hutt d'Wuert, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, am Januar hat ech hei no der Deklaratioun vum Statsminister de Support vu menger Fraktioun bruecht an ënnerstrach, dass mir géifen an dëser Fro solidaresch mat der Regierung handelen. Am Januar ware mer befaasst, oder war d'Arcelor Affer, potenziellt Affer vun enger feindlecher O.P.A., an esou wéi de Statsminister hate mir och keng frëndlech Reaktioun op déi O.P.A..

Mir haten dat net, well weder de Modèle social nach de Modèle industriel, esou wéi en am Moment am Grupp Arcelor d'Regel ass, respektéiert goufen, a mir haten dat, well d'Gouvernance-Regelen net deem entsprach hu wat mir kennen a well och net d'Garantie gi war, dass de Siège vun der Entreprise géif zu Lëtzebuerg bleiwen.

Haut si mer net méi mat enger O.P.A. befaasst, mä mat engem Projet de fusion, mat engem Mariage de raison. Haut ass déi Offer, déi de Grupp Mittal mécht, 49% besser wéi déi vum 27. Januar. Haut - an dat ass dat Wichtegst, fir eis op alle Fall - baséiere sech souwuel de Modèle industriel et social wéi awer och d'Gouvernance, oder solle sech fir déi nei Entreprise Arcelor-Mittal um Modell Arcelor baséieren.

Här President - Madame Presidentin, entschëllegt -, Madame Presidentin, an deene Péripétien an deene leschte Méint war och eng Péripétie oder ee Kapitel d'Fiançaillë mam Grupp SeverStal. Ech muss lech soen, dass dee Projet mir perséinlech ganz gutt gefall huet, mä leider ass dee gudde Projet vun de Marchéen net akzeptéiert ginn.

Et gëtt awer haut nach zwëschen der Arcelor a SeverStal e Kontrakt, deen ze exekutéieren ass. An et wier net responsabel, ech sinn net Industriellen, mä et wier net responsabel vu Säite vun där neier Entreprise Arcelor-Mittal, wann een déi Kontakter, déi Zesummenaarbechten, déi ee mam Grupp SeverStal huet, net géif weider verfollegen an ausbauen. Et ass dat dat Mannst wat een deem Grupp schëlleg ass, dee bereet war seng Indépendance opzeginn, fir am Grupp Arcelor opzegoen. Mä leider - an dat ass an den Affären net anescht, an ech kann dat nëmme widderhuelen -, de Marché huet déi Operatioun net akzeptéiert.

Haut, Madame Presidentin, wäerte mer eventuell net dat lescht Kapitel an dësem Geschäft oder an dëser Operatioun kennen. Mir sinn haut erëm op enger Etapp, déi wichteg ass, eng Etapp, wou och d'Lëtzebuerger Regierung, an domadder all déi, déi mam Dossier befaasst sinn, sech erëm prononcéiere mussen. De Statsminister huet hei am Numm vun der Regierung gesot, dass d'Regierung, Compte tenu no Ofweie vun alle Problemer, vun allen Avantagen an Désavantagen, sech wäert deemnächst fir déi Fusioun vun Arcelor a Mittal ausspriechen. An ech kann am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mir d'Regierung op deem Wee wäerte begleeden, esou wäit wéi dat noutwendeg ass.

Dat alles implizéiert awer och, dass een als Realist den nächste Freideg zu där Propositioun SeverStal muss Nee soen. Contraint et forcé. Dat war och déiselwecht Décisioun, déi de Conseil d'administration ze huelen hat, dee sech et jo och net einfach gemaach huet an deen an deeglaangen, stonnelaangen Diskussiounen doriwwer befonnt huet, dee sech awer schliesslech dem Drock vum Maart huet misse beugen.

Et kéint een elo all déi Etappen nach eng Kéier rappeléieren. Ech wëll just hei soen, dass mer net fäerdeg sinn, dass et ëmmer méiglech ass, dass Rebondissementer kommen an dass, wéi ech et schonn d'lescht Kéier gesot hunn, déi endgülteg Décisioun bei den Aktionäre vun Arcelor läit, a wann déi dann de Wee opmaachen zu där Fusioun vun Arcelor a Mittal, dann ass de Wee dann och op zu engem Bestietnis, wat am Ufank sécherlech e Mariage de raison ass, wat vläicht mat de Joren eng nei „success story" gëtt, vläicht och am Laf vun de Joren, wann déi nei Entreprise all déi - wéi soll ech soen? -, all déi Aufgabe gemeeschtert huet, déi op se zoukommen, dass et dann och vläicht e Mariage d'amour gëtt. E Mariage, deen ech hoffen am Intérêt vun eisem Land ass, am Intérêt awer och vun deene Leit, déi bei der Arcelor hei zu Lëtzebuerg an iwwert ganz Welt ewech eng gutt Aarbechtsplaz hunn.

Mir op alle Fall, Här President, Madame Presidentin - entschëllegt -, mir op alle Fall als Fraktioun ënnerstëtzen d'Regierung an deene Beméiungen, déi se bis elo ënnerholl huet. Wat d'Propositioune vum Statsminister ugeet, wéi ee gegebenenfalls mat deene Recetten ëmgeet, déi bei esou enger Operatioun erfale kënnen, do wäerte mir am gegebene Moment Stellung dozou huelen, wa mer déi lescht Detailer vun deenen Operatioune kennen. Mä ech kann och elo scho soen, dass mer esou Iddien, wann an d'Zukunft vum Land investéiert gëtt, sécherlech net negativ vis-à-vis stinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Grethen. Den Här Fayot ass um Tour.

(Interruption)

Dir hutt d'Wuert, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Madame Presidentin, mir hunn de Mëtteg eng ausféierlech Duerstellung vun den Effortë vun der Regierung hei gehéiert iwwert d'Questioun vun der Affär Mittal/Arcelor. Sécher si mer zu engem Zäitpunkt, wou mer nach net um Enn sinn. Dat ass och gesot ginn. Mir wäerten no där Décisioun vum Verwaltungsrot vum leschte Sonnden och nach eng Décisioun an der Assemblée générale ze erwaarden hunn. Nach, mengen ech, ass et interessant a wichteg, dass mer de Mëtteg dës Informatioun an dës kuerz Debatt hunn, well dobaussen eng ganz grouss Incertitude war. Op Grond vun deem Retournement sinn an der öffentlecher Meenung vill Froen opkomm an och heiansdo Irritatiounen, wann een och d'Reaktioune bei de Gewerkschafte gekuckt huet, zu Lëtzebuerg wéi och esou a Frankräich.

Ech mengen also, dass et eng nëtzlech Initiativ vun der Regierung war, fir heihinner ze kommen, a mir soen och dem Statsminister Merci fir déi ausféierlech Duerstellung.

Madame Presidentin, wéi déi O.P.A., déi feindlech O.P.A. vu Mittal op Arcelor de 27. Januar bekannt ginn ass, war hei zu Lëtzebuerg, och an anere Länner, mä besonnesch zu Lëtzebuerg eng relativ hefteg Reaktioun vun öffentlechen Acteuren, och aus der Politik, aus dem öffentleche Liewen.

Déi hefteg Reaktioun war sécher net géint d'Persoun vum Här Mittal geriicht, mä si war am Fong geholl ausgeléist ginn duerch de Wëllen, fir eppes ze verdeedegen, wat hei zu Lëtzebuerg an och an anere Länner opgebaut ginn ass: en industriellt Instrument, wat op Qualitéit an op Valeur ajoutée ausgeriicht ass, eng Culture d'entreprise, e Modell vu sozialem Management, also e soziale Modell an natierlech och fir Lëtzebuerg d'Aarbechtsplazen an de Siège vun enger Entreprise.

Déi hefteg Reaktioun - dat wëll ech awer hei soen, an dat muss een och verstoen am Hibléck op de 27. Januar an déi Deeg duerno - hat, mengen ech, och hir Resultater. Dat Resultat, wat mer haut duergeluecht kréien, huet mat deem ze dinn, wat an där sou genannter Schluecht zwësche Mittal an Arcelor ofgelaf ass. Ech mengen, wat erreecht ginn ass, iwwerhaapt elo emol um Plang vun de Gesellschaften, dat ass eng staark Réévaluatioun vun der Valeur vun Arcelor.

Et ass sécher och zu enger déif gräifender Ëmännerung vun der ursprünglecher Offer vu Mittal vis-à-vis vun Arcelor komm. Et ass oft scho gesot ginn de Mëtteg: Vun enger feindlecher O.P.A. si mer zu enger frëndlecher Fusioun komm. Sécher sinn Arcelor an och de Management vun Arcelor konfrontéiert gi mat hirem Actionnariat, engem relativ disperséierten Actionnariat. Et huet ee gesinn, dass bei dëser Ausenanersetzung dat, wat een esou kënnt nennen de Patriotisme économique vun eenzelne Länner - Frankräich oder Lëtzebuerg -, eigentlech iwwerdubbert ginn ass duerch d'Roll vun dem Actionnariat, dee ganz bestëmmt och eng Roll gespillt huet an dem Choix vun dem Conseil d'administration vun Arcelor fir déi Offer vu Mittal.

Eppes, wat een och an der internationaler Press diskutéiert fënnt, ass nämlech de Wëlle vun eenzelne Staten, ob dat Lëtzebuerg war, ob

et Frankräich war, och anzegräifen. Dat huet ee gesinn och nom 27. Januar, wou Indien sech ageschalt huet; an elo gesäit een och erëm mat Russland, dass an där globaler Welt och d'Länner wëllen nach ëmmer eng Roll spillen, mä dass awer vis-à-vis vun de Marchéen déi Roll relativ reduzéiert ass.

Ech wëll soen, dass natierlech Russland do an enger anerer Situatioun ass, well dat e Land ass, wou nach vill méi Zentralismus ass, wou den Här Putin wëllt eng industriell Basis opbauen, och am Zesummenhang mat Europa, an dass fir Russland sécher déi Offer vu SeverStal eng wichteg Roll gespillt huet. Duerfir sinn ech och mat menge Virriedner a mam Premierminister d'accord, fir ze soen, dass een alles muss maachen, fir dass och dee Choix vun Arcelor fir Mittal net a Russland mëssverstane gëtt, well déi zukünfteg Firma Arcelor-Mittal dee Marché sécher och brauch, gradesou gutt wéi se dee chinesesche Marché brauch. Mir mussen also hei a planetareschen Dimensiounen denken, an ech mengen d'Regierung huet jo och schonn Initiative geholl.

Den Ausseminister ass haut op Moskau gaang, fir och do Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten, an ech sinn iwwerzeegt, dass och déi aner Membere vun der Regierung an hire Kontakter mat Russland wäerten do aktiv ginn. Op jidde Fall war déi Offer vu SeverStal eng interessant, souwuel industriell wéi och wat déi Zougeständnisser ugaange sinn, déi den Här Mordaschow vis-à-vis vun Arcelor gemaach huet.

Mir begréissen et ausdrécklech hei, dass d'Regierung an hirer Aktioun an deene fënnef Méint déi Resultater erreecht huet, déi de Mëtten duergestallt gi sinn. Sécher, de Siège ass eppes ganz Wichteges, iwwerhaapt fir de Poids vu Lëtzebuerg international. Mir begréissen et och, dass d'Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg an och déi Investissementer, déi virgesi sinn, erhale bleiwen. A mir begréissen och, dass mer an der Gouvernance also Hiewele behalen an deenen Entscheedungsgremië vun Arcelor-Mittal, well sécher ass dat wesentlech, fir ganz no bei den Entscheedungen ze sinn.

Madame Presidentin, d'Lëtzebuerger Politik huet also d'Intérêtë vu Lëtzebuerg an där Affär do sauvegardéiert. Et muss ee se och félicitéieren, dat geet kloer aus deem ervir, wat de Mëtten och hei gesot ginn ass, dass Lëtzebuerg sech net aus Arcelor-Mittal désengagéiert, mä weider seng Roll als Aktionär spille wëllt.

Ech mengen, dat ass eng wichteg Décisioun, dat ass net onbedéngt selbstverständlech, mä et ass eppes, wat awer och vun der Politik muss gedroe ginn. Sécher ass dëst Land an déi Stolindustrie implizéiert duerch d'ARBED an dann och duerch dat, wat aus der ARBED mat Arcelor geschitt ass. Also keen Désengagement aus der Arcelor, mä e weidert Engagement. Mir kënnen dat begleeden, wat de Statsminister gesot huet iwwert d'Acceptatioun vun der Offer vun Arcelor an dann eben déi Utilisatioun vun deene Suen, déi un de Stat als Aktionär kommen an dann och d'Utilisatioun dovunner fir Zukunftsprojeten. Ech mengen, dat muss een zwar nach e bësse weider ausdäitschen, dat gesäit sech esou gutt un, mä et ass och scho wichteg, dass een ufänkt sech prezis Gedanken doriwwer ze maachen.

Mir begréissen och déi aner Orientatiounen, déi hei duergeluecht gi sinn.

Ofschléissend, Madame Presidentin, fannen ech, dass mer no deene fënnef Méint an no deem villen Hin an Hier iwwer Arcelor eigentlech an enger interessanter Situatioun sinn, dass mer weider um Ball bleiwen an dass mer kënne mat deem Asaz, deen d'Regierung gewisen huet, zefridde sinn a se opfuederen op deem Wee weiderzefueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Merci, Här Fayot. Et ass um Här Braz. Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Madame Presidentin. Wéi mer viru fënnef Méint déi éischte Kéier an der Chamber iwwert dësen Dossier geschwat hunn, hunn déi Gréng als Positioun vertrueden, dass se am Kader an am Kontext vun engem Stolweltmarché, dee sech an engem permanente Konzentratiounsprozess befënnt, géinge plädéiere fir Solutiounen, déi gewollt wären.

Mir hunn d'Virsiicht gehat eis net ze prononcéiere quant au fond, weder iwwert de Grupp Mittal nach iwwer seng Propos, an deenen Termë wéi munch anerer dat op dëser Tribün gemaach hunn, mä mir hunn dofir plädéiert, dass d'Regierung soll déi Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn, esou asetzen, dass, egal wéi eng Konzentratiounsbewegung d'Arcelor dëst Joer oder méi spéit wäert matmaachen, déi esou ausfält, dass se gewollt ass, dass et also keng feindlech Iwwernahme gëtt, déi d'Arcelor géinge betreffen, dass se esou wieren, dass och d'Arcelor-Direktioun kéint hiert Averständnis ginn.

An deem Sënn kéint een haut jo soen: Et ass esou ausgaangen, mir sinn elo méi am Kontext vun enger Fusioun wéi vun enger feindlecher O.P.A. oder O.P.E.. An eigentlech kéinte mir elo soe, dat wier et dann elo gewiescht a mir hätten eis Konklusioune gezunn.

Mir wëllen och soen, dass een doriwwer ka Satisfaktioun hunn, dass mir elo esou wäit komm sinn. Allerdéngs wëll ech gären e puer Remarquë maachen, an déi éischt dovunner ass déi, déi de Statsminister un de Wupp gestallt huet, déi mir awer gäre géingen un den Ufank stellen, nämlech dass et nach net gelaf ass an dass haut an dësem Moment, och wou d'Chamber driwwer debattéiert, kee kann ausschléissen, dass vun der Säit vu SeverStal eng weider Offer géing kommen, konform zum neien O.P.A.-Gesetz, dat mer gestëmmt hunn, déi, well se dann iwwer 33% vum Kapital géing goen, eng Offer misst maachen iwwert dat ganzt Kapital. An haut ass et jo just dat, et kann nach kee soen, ob esou eng Offer kënnt oder ob déi Offer net kënnt. Mir mengen, et wier virsiichteg fir déi Précautioun un den Ufank ze stellen.

Déi zweet Précautioun ass, dass en Donneschdeg nach e Geriicht hei zu Lëtzebuerg sech wäert befaasse mat dëser Affär an dass och do wuel nach Zäit bleift fir ënnert de Leit matenaner ze schwätzen, virun en Donneschdeg, mä dass och do ënner Ëmstänn nach eng Décisioun aussteet, där hir Issue mir bis haut net kennen.

Eng zweet Remarque ass déi, dass mer dem Statsminister opmierksam nogelauschtert hunn a probéiert hunn och tëschent den Zeile Saachen erauszehéieren. Eng Saach, déi eis opgefall ass, ass déi, dass de Statsminister am Numm vun der Regierung mat kengem Wuert agaangen ass op d'Investitiounen um Standuert Lëtzebuerg an den nächste Joren. Mat kengem Wuert.

Mir wiere frou, wann dee Regierungsmember, deen nach do ass, herno a senger Reaktioun kéint drop agoen awéiwäit - well dovu gi mer aus, dass dat Géigestand vun de Gespréicher war -, dass et do Diskussioune gi sinn tëschent der Arcelor an dem Grupp Mittal wéinst den Investitiounen hei zu Lëtzebuerg.

Net nëmmen déi, déi elo immédiat Schëffleng betreffen, wou jo eng Décisioun geholl gi war vum Grupp Mittal, déi elo muss frësch diskutéiert ginn, mä och doriwwer eraus, wéi d'Investitiounen um Standuert Lëtzebuerg an den nächste Jore solle gemaach ginn. Well mir wëssen, dass d'Elektrostolwierker schonn zéng Joer laang funktionéieren, dat ass also net fir an 30 Joer, dass do d'Investitioune fälleg sinn. Mir hätten einfach gären doriwwer eng Stellungnahm, wat do de Stand vun den Diskussiounen ass, wat de Standuert Lëtzebuerg selwer betrëfft.

Dat Zweet: De Statsminister huet och do, wéi mir fannen, eng Duerstellung gemaach, déi et vläicht e bësse vereinfacht. Hien huet ënnerstrach, dass et par rapport zu der initialer Propos vum Grupp Mittal vum Mount Januar, wou de Grupp Mittal nach iwwer 60% vun den Aktien vun de Stëmmrechter herno behale wollt, haut effektiv esou ass, dass de Grupp mat 49,4% oder 49,6% muss kënne liewen an dovunner 43% am Besëtz vun der Famill Mittal selwer sinn.

Hien huet dat duergestallt wéi eng wesentlech Verbesserung. Déi kënne mir awer an där Däitlechkeet, wéi de Statsminister se duergestallt huet, net erkennen. Well och wann de Grupp Mittal an och d'Famill Mittal keng Majoritéit vun de Partën hunn, dann ass et awer kloer, dass op jiddfer Generalversammlung, déi an den nächste Jore stattfanne wäert, de Grupp Mittal selbstverständlech eng écrasant Majoritéit vun de Parts présentes wäert hunn. Wann e Vertrieder vun der Famill Mittal do ass, huet hien 43% vum Gesamtkapital bei sech, a wann ee weess wéi vill Prozent an der Regel op enger Generalversammlung vun esou Sociétéite vum Kapital present sinn, da weess een, dass selbstverständlech net nëmmen de Grupp, mä och d'Famill Mittal op de Generalversammlungen alles ze décidéieren huet.

Elo hu mer natierlech eng Virsiichtsmesure do agebaut, déi doranner besteet, dass während fënnef Joer - wa mer richteg informéiert sinn - d'Famill Mittal an de Grupp Mittal sech engagéiert hunn, op de Generalversammlungen esou ze stëmme wéi de Verwaltungsrot et majoritär beschloss huet oder unanime beschloss huet. Dat ass natierlech fir déi nächst fënnef Joer dann eng Garantie, déi net onwesentlech ass, an déi Zäit léisst fir Saachen zesummewuessen ze doen, déi elo nach net esou zesummegewuess sinn. Mä Fakt ass awer och, an dat soe mer net onbedéngt als Kritik, mä mir soen dat just fir eng korrekt Duerstellung vun de Sachverhältnisser, dass eiser Aschätzung no de Statsminister sech et do vläicht e bësse liicht gemaach huet a senger Duerstellung, fir ze soen: Si wollten eng Majoritéit a si hu se net kritt. Esou einfach ass et net.

D'Famill Mittal an de Grupp Mittal hu selbstverständlech op all Generalversammlung d'Majoritéit vun de Partën, déi present sinn, an no fënnef Joer ass dann och déi eenzeg Hürd, déi mer agebaut hunn, net méi existent an da kann de Grupp Mittal op der Generalversammlung all Décisiounen, wann hien et da géing fir richteg ugesinn, vun der Generaldirektioun contestéieren. Och dat ass d'Realitéit vun dëser Fusioun, déi elo stattfënnt tëschent dem Grupp Arcelor an dem Grupp Mittal.

Et ass sécher eng Verbesserung par rapport zu der Situatioun vum Januar, mä et muss een awer trotzdeem ganz däitlech ënnersträichen, dass wann dës Fusioun zu Enn ass - an dat wäerte mer an de nächsten Deeg dann definitiv wëssen -, dann ass den Här Mittal vum éischten Dag un eigentlech de Kapitän u Bord, an et ass och do, wou am Prinzip d'Musek gemaach gëtt.

De Lëtzebuerger Stat an déi aner Aktionären, vun deene mer och erlieft hunn, dass der ganz vill vun deene Suergen droen, déi net déi si vum Lëtzebuerger Stat, dass de Gros vun de Suerge vun de meeschten Aktionären déi si vun der Rendit. Dat hu mer och gemierkt am Verlaf vun den Diskussioune bis hin zu den Entwécklunge vun de leschten Deeg, dass do ganz einfach d'Geld schlussendlech d'Décisioun gemaach huet.

An och dorobber ass de Statsminister zum Schluss vu senger Interventioun nëmme ganz um Rand, bal an engem Niewesaz, agaangen, wou hie bemierkt huet, dass an deene leschte puer Deeg et ëmmer méi däitlech ginn ass, dass de Grupp SeverStal vun de Marchéen net esou géing opgeholl gi wéi sech dat vläicht erhofft ginn ass, an dass en contrepartie mam Virschlag vum Grupp Mittal, deen och nach eng Kéier konnt eng Opbesserung maache vu senger Offer op eppes iwwer 40 Euro, de Marché ganz däitlech amgaang wier ze kippen. An dat huet och um Niveau vun der Direktioun vun der Arcelor nach eng Kéier de Wëlle beschleunegt, fir an déi do Richtung ze goen.

An eigentlech muss ee soen: „Halb fiel sie hin, halb ging sie hin." Et ass net esou fräiwëlleg geschitt an deene leschten Deeg, wéi et vläicht elo kann den Uschäin erwecken. Och dat ass, mengen ech, de Moien an der Kommissioun mat aller Däitlechkeet gesot ginn. Och dat ass kee Reproche, dee mer adresséieren, mä fairerweis muss een och soen, dass déi Verhandlungen an deene leschten Deeg och esou verlaf sinn, dass net alles nëmme fräiwëlleg war, dass net alles nëmme gewollt war.

An déi Regreten, déi de Statsminister expriméiert huet, par rapport zu der Offer vu SeverStal ënnersträichen deen Ëmstand do eigentlech och nach eng Kéier, dass dat also, wéi de Jupp Kinsch et eigentlech gesot huet, méi e Mariage de raison ass - och à ce stade - wéi elo schonn e Mariage d'amour oder wou se openaner duergelaf wieren. Esou wäit si mer haut definitiv nach net.

Eng Fro, déi de Statsminister selwer gestallt huet, ass déi vun den Ausschëddungen, déi gemaach ginn. Déi gréng Fraktioun deelt do d'Aschätzung, dass et duerchaus opportun ass, en Deel vun den Ausschëddungen a bor och fir de Lëtzebuerger Stat unzehuelen, dass och mir der Meenung sinn, dass déi net sollen an de Konsum fléisse fir kuerzfristeg Konsumdépensen. Mä mir sinn och der Meenung - well dat ass jo eng Fro, déi gestallt ginn ass, an déi wëlle mer haut an hei schonn direkt beäntwerten un d'Adress vun der Regierung -, dass mir déi Aschätzung do deelen an och der Meenung sinn, dass déi Sue sollen anescht placéiert gi wéi nëmmen a kuerzfristeg Konsumdépensen.

Eng Saach wëlle mer och an de Raum stellen: Mir sinn der Meenung, dass am Kontext vun der Entwécklung vun de Frichen, notamment am Süde vum Land, et vläicht och ubruecht wier, en Deel vun dësen Ausschëddungen hei och am Kontext vun der Frichendiskussioun eventuell ze placéieren. Och dat ass eng Pist, déi d'Regierung soll an den nächsten Deeg, an den nächste Woche méi seriö suivéieren. Et gëtt net nëmmen d'Fongen, wou ee kann d'Suen zwëschelageren, et kann och sinn, dass ee se direkt där doten Zort laangfristeg Investitiounen zoufléiert. Dee Virschlag wollte mer der Regierung hei scho mat op de Wee ginn.

Mat deene puer Remarquen, well mer haut nëmmen zéng Minutten hunn, wollt ech dann domadder d'Interventioun vun der grénger Fraktioun clôturéieren.

Une voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Merci, Här Braz. Et ass elo um ADR. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et géing ee sech Illusiounen higinn, wann ee géing mengen, an eiser globaliséierter Welt hätt een, och vu Säite vun der Politik, alles am Gréff an et kéint een alles steiere wéi ee wéilt. Ech mengen, just d'Geschicht Arcelor-Mittal weist, an och wann ee méi wäit zréckgeet an d'Geschicht vun der ARBED gesäit een, datt ëmmer erëm Etappe waren, wou en neie Start komm ass, wou eng nei Etapp ugaangen ass, wou Zesummeschlëss komm sinn.

Mir stinn dëse Moment erëm un esou engem historesche Kilometersteen, wou mir eis als Politiker eigentlech séier an der Zuschauerroll erëmfannen, a mir froen eis, mat ville Leit dobaussen: Ass dee Krimi dann elo op en Enn oder kënnt nach eng Etapp hannendrun? An et freet ee sech: Wat war dann elo an där ganzer Zäit eescht gemengt a wat war fir d'Galerie?

Madame Presidentin, ech hunn haut an der „Voix" e ganz interessanten Artikel fonnt. Dora seet den Historiker Charles Barthel, an der Zäit, wéi sech d'Société générale de Belgique eng Partie vum Kapital vun der ARBED ënnert den Nol gerappt huet, do hätt den «président Gaston Barbanson avait crié au scandale». Mä wann den Historiker haut géing an d'Dokumenter siche goen, da seet en: «qu'il y a de très sérieuses chances pour qu'il fût au courant de tout depuis le début».

Ech fille mech ausser Stand ze beuerteelen, ob dat hei och esou gaangen ass oder ob dee Match, dee mer elo suivéiert hu während der ganzer Zäit, tatsächlech esou ofgelaf ass wéi een dat dobausse konnt matkréien. Jiddefalls mengen ech, datt dat, wat d'Attitüd vun der Arcelor an och deelweis d'Attitüd vun der Regierung war, net ganz glécklech war, fir den Här Mittal oder d'Famill Mittal esou widdert de Kapp ze stoussen a se esou dohinnerzestellen als Leit, déi eng mannerwäerteg Konzernstrategie géinge fueren, déi eng komplett aner Philosophie hätten, déi nëmme Quantitéite géinge produzéieren, wougéint d'ARBED d'Qualitéit géing maachen, oder d'Arcelor. Do ass vu Parfum geschwat ginn a bëllegem Eau de Cologne. Ech weess net ob dat déi ganz glécklech Aart a Weis war, well et wousst jo kee vun Ufank un, wéi dat Spill do géing ausgoen, fir déi Leit do esou ze brüskéieren.

Haut gëtt et als Succès dohinnergestallt, déi Strategie, déi géing elo hir Friichten droen. Ech soen nach eng Kéier, datt ech mech ausser Stand gesi fir dat bis an de leschten Degré op säi Wourechtsgehalt ze beuerteelen. Ech mengen awer verstanen ze hunn, datt dee Revirement haaptsächlech doduerch komm ass, datt d'Actionnariat vun der Arcelor op d'Offer vu Mittal Steel agaangen ass an datt eng Partie Leit ganz däitlech gespuert hunn, datt deen aneren Deal mat SeverStal, mam Här Mordaschow, net géif opgoen.

An ech muss soen, deen Toun, deen hei och ugeklongen ass, wéi wann d'Lëtzebuerger Regierung esou eng grouss Faveur fir de Liebling vum Här Putin gehat hätt, dat ass en Toun, deen engem net esou richteg gefale kann, well et wier emol interessant fir do méi wäit zréckkucken ze goen, wou dann op eng Kéier dat risegt Verméigen vum Här Mordaschow an esou kuerzer Zäit hierkënnt. Ech menge beim Här Mittal wier dat e bësse méi liicht nozevollzéien.

Wat ass zréckzebehalen? Jiddefalls eent schéngt eis sécher ze sinn: D'Actionnariat ass de grousse Gewënner bei dëser Operatioun. Et huet säi Scheefchen an d'Dréchent bruecht. D'Féierung vun der Arcelor huet hir Positioun fir eng gewëssen Zäit ofgeséchert, de Lëtzebuerger Stat huet an Zukunft nach vill manner ze bestelle wéi en et an

der Vergaangenheet hat, an d'Famill Mittal, déi zwar net d'absolut Majoritéit vun den Aktien huet - an ech kann dat nëmmen ënnerstëtzen, wat mäi Virriedner hei gesot huet -, mä sécher d'Majoritéit an der Assemblée générale, wäert an Zukunft bestëmmen, wou den Zuch hifiert, och wann et während enger Iwwergangszäit gewësse Garantië gëtt.

Här Minister, deen elo nach hei ass, Dir hutt de Moie gesot, den Här Mittal huet dat ze beweisen, datt hie bereet ass, seng Engagementer anzehalen. Ech hoffen, datt déi Garantien, déi mer kritt hunn a vun deenen den Här Statsminister elo grad geschwat huet, esou enger Natur sinn, datt et tatsächlech Garantië sinn, déi fir Lëtzebuerg dat ofsécheren, wat eis um Häerz läit, dat ass den Industriestanduert Lëtzebuerg, dat sinn eis Betriber, dat sinn eis Aarbechtsplazen, dat ass de Siège leschten Enns, datt déi Garantië vun esou enger Qualitéit sinn, datt dat och an Zukunft assuréiert ass.

Dat gesot, wëll ech soen, datt mir och alles maache wat mer kënne fir d'Regierung an hirer Attitüd ze ënnerstëtzen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Mehlen. Als leschte Riedner kënnt den Här Jaerling drun. Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Madame Presidentin. Ech sinn e bëssen erstaunt. Et ass elo haut iwwer alles geschwat ginn, iwwert d'Aktionären, iwwert de Standuert, mä et ass kee Wuert gefall iwwert déi, déi gewéinlech bei deene Fusiounen d'Käschte mussen droen, an dat ass d'Personal. An et schéngt och vergiess ze sinn, dass den Här Mittal virun e puer Wochen nach erkläert huet, dass hien a senge Betriber géif zum Beispill 26.000 bis 30.000 Aarbechtsplazen ofbauen.

An da stellen ech mer einfach d'Fro, ob dann elo déi nei Betribskultur an och déi nei Gewiichtung an deem Verwaltungsrot Arcelor-Mittal fäeg ass dat ze verhënneren, ob dee Verwaltungsrot dann déi Restrukturéierungsstrategie, déi de Mittal ugekënnegt huet ier déi Fusioun hei war, ka verhënneren, an ob do dann eng aner Betribskultur wierklech erakënnt an ob do aner Iwwerleeunge kommen.

Ech begréissen, dass d'Regierung awer nach bereet ass do Aktionär ze bleiwen, an ech begréissen ëmsou méi, dass d'Regierung dann och bereet ass, fir déi Suen ze huelen, déi se iwwert d'Dividenden da kritt, wat jo awer bal 500 Milliounë sinn, wat net grad näischt ass. Mä ech verstinn awer elo hei, wéi de Moie gesot ginn ass, wéi den Här Statsminister hei zouginn huet, dass elo d'Lëtzebuerger Regierung während fënnef Méint do mat un den Diskussiounen heemlech bedeelegt war an dann also iwwer alles Bescheed wousst, an ech sinn dann och iwwerzeegt, dass se Bescheed wousst, dass déi Fusioun do géif stattfannen, an dass se och Bescheed wousst, dass se déi 500 Milliounë géif kréien.

An dofir verstinn ech och, dass elo dat Austéritéitsgesetz, wat de Mëtten hei gestëmmt ginn ass, esou séier huet missen iwwert d'Bühn goen, well wann nämlech heibanne jiddferee gewosst hätt, dass iwwert déi Fusioun do esou vill Sue géifen erakommen, dann hätte mer hei eng ganz aner Diskussioun gefouert. Well elo verstinn ech och: Op eemol gëtt dann elo gesot, d'Solidaritéitssteier, déi gëtt net erhéicht! Jo, d'Solidaritéitssteier gëtt net erhéicht, déi wär fir mech nach déi gerechtste Mesure gewiescht. Mä hei gëtt d'Solidaritéitssteier elo net erhéicht, net wéinst de Leit, mä wéinst de Betriber, well déi och do mussen hiren Deel Solidaritéit bäidroen.

Hei hätt eng aner Diskussioun stattfonnt, wa mir nämlech d'Wiel gehat hätten zwëschen deene Mesurë vun haut an hätte kënne soen, wa mer nach e puer Sue brauchen, da gräife mer op d'Solidaritéitssteier zréck, dann hätte mer op d'Solidaritéitssteier zréckgegraff, well dat nach déi gerechtste Mesure gewiescht wär.

An dofir verstinn ech och elo, firwat dass dat Gesetz iwwert déi Austéritéitsmoossnamen de Mëtten esou duerchgebaatscht ginn ass, an ech fannen dat ganz schlëmm, dass d'Regierung do mat Elementer au courant war, wou se ganz genau wousst, dass déi Fusioun hei géif stattfannen an esou vill Suen iwwer Dividende géifen erakommen, an dass den Här Statsminister sech awer elo scho geflass huet, fir ze soen, wou déi Suen da sollen hikommen, well hien iergendwéi gefaart huet, et kënnt ee vläicht deene Familljen déi elo zoukomme loossen, déi de Mëtten duerch dat Austéritéitsgesetz gestriizt gi sinn.

Mme la Présidente.- Merci, Här Jaerling. Här Wirtschaftsminister, wëllt Dir d'Wuert?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Madame Presidentin, ech wollt u sech net dozou schwätzen, mä vu dass ech eng Fro gestallt krut a vu dass ech hei eng Ënnerstellung gemaach krut, muss ech awer vläicht zwee Wuert soen.

Éischtens, wat den Invest ugeet, den Här Braz ass elo net hei, mä déi Suergen, déi hie sech gemaach huet iwwert den Invest zu Lëtzebuerg, do wëll ech also emol éischtens soen, dass de Lux 2006 jo eng ganz Rei Investissementer virgesäit, an dass déi ofgeséchert sinn. Doriwwer eraus sinn an deene leschte Wochen eng ganz Rei Fait-accomplië geschafe gi vum Conseil d'administration, am gudde Sënn. Net ze vergiessen, dass den „Hanebësch" muer den Distributiounscenter ass fir Arcelor. Dat war guer net sécher, dass dat géing kommen.

An deen, dee weess wéi mer fir Rodange gekämpft hu wéi laang, misst elo vläicht zur Kenntnis huelen, dass an Zukunft do pro Joer 200.000 Tonnen zousätzlech Palplanchë wäerte gemaach ginn. Dat ass alles ënnert dem Zeien, deen heibannen ass, décidéiert ginn an där Period, fir dat ofzesécheren,…

(Interruption)

D'Greystrooss.

…fir dass keen op de Gedanke ka kommen, do eppes drun ze rüttelen, well et evident war, dass jiddfereen, dee géing kommen, ob dat SeverStal wier oder Mittal Steel, sech misst un dat halen, wat ofgemaach ass. An duerfir huet dee Conseil d'administration op dräi Punkten, déi ech einfach elo opzielen, Investissementer ofgeséchert, déi Lëtzebuerg zegutt kommen.

Zweete Punkt: Dass d'Famill Mittal haut 43% huet, an Dir sot: No fënnef Joer, jo wat geschitt dann? Jo, also, ech muss lech soen, deen, deen haut denkt, dass mer nach iergendeppes décidéieren an der Wirtschaft, wat déi nächst 30 Joer Bestand huet, also, dat entsprécht absolut net méi der Realitéit. Dat kann ee bedaueren. Dat bedauere mir alleguerten. Dat hu mir an dësem Dossier gesinn. D'Realitéite sinn haart hautdësdags, an duerfir ass ee frou, wann een esou eppes, wat de Conseil d'administration do ofgeséchert huet, elo huet.

An ech soen deene Leit, ob et deen een oder deen aneren ass: Den Här Mittal, deen ass eben elo deen, deen das Sagen do kritt. Ech wëll deem net all Schlechtes ënnerstellen. An déi Leit wëllen och den Outil anstänneg gebrauchen an hunn net a priori elo wëlles do grousse Rambazamba ze maachen. Mir hunn hinnen eng ganz Rei Saache gesot. Si mussen dach hei net an d'Chamber kommen. Si hätten net missen an d'Tripartite kommen. Si hunn dozou Jo gesot.

Ee Wuert nach zur Ausschëddung. Sécherlech, Dir hutt vun de Frichë geschwat, déi Sue sollen och fir Infrastrukturen déngen - dat ass op alle Fall meng Vue -, déi et mar erlaben nei Secteuren ze développéieren, nei Aktivitéiten ze développéieren. An deem Kader muss ee kucken Aktivitéitszonen, déi mir elo amgaange sinn ze kucken ze kréien, fir se auszebauen, fir se ze installéieren, dass mer d'Suen dofir huelen.

E lescht Wuert dem Här Jaerling: Här Jaerling, ech si begeeschtert, fir wéi schlau Dir d'Regierung haalt. Dir sot nämlech, vun Ufank un hätte mir gewosst, dass dat do esou géing goen. Abee, ech muss lech soen: Esou schlau si mer net! Mir waren nach virun enger Woch guer net där Meenung, dass dat géif erauskommen, wat haut erauskomm ass. Dat wëll ech lech kloer an däitlech soen. Dat ass dat Éischt.

Also, ech si frou, dass Dir d'Lëtzebuerger Regierungsvertrieder fir extrem schlau haalt. Esou schlau si se awer net, well da wiere si, ech an eist Land vill méi räich, well dann hätte mer jo alles komme gesinn a mir hätten dat ganz anescht steiere kënnen. Esou hu mer awer net gesteiert, dat muss ech einfach zouginn. Als een, dee genau dobäi war an och weess, wat a wéini mat Mittal Steel ofgemaach ginn ass, kann ech lech soen, dass dat net esou gelaf ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An duerfir soen ech lech, déi Ënnerstellung, déi Der wierklech awer hei maacht, mir hätten elo d'Gesetz gestëmmt an dann d'Deklaratioun hannendru gehaangen, fir lech dat ze soen: Éischtens wësst Der, dass dat Quatsch ass, well dat ass net vun eis décidéiert ginn, mä dat ass hei vun der Presidentekonferenz décidéiert ginn. Dat ass net op eis Ufro hi gemaach ginn. Dat war, well mer wëllen, dass dat Gesetz en application ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Et war säit e Sonndeg kee Geheimnis méi, wat dat do fir de Lëtzebuerger Stat géing ausmaachen. Wéi oft hu mir lech da gesot an ass gesot ginn: De Lëtzebuerger Stat huet 36 Milliounen Aktien. An deen, deen dat gelies huet, wat do erauskomm ass - ech gi jo dovun aus, dass Der dat gelies hutt -, do stoung jo da kloer an däitlech dran, wann een déi mixte formule do hëlt, dann ass et 12,55 Euro pro Aktie, déi een derbäikritt. Dat ass awer einfach 36 Milliounë mol dat doten. Dat hätt jiddferee kënnen erausfannen. Et ass kee Geheimnis, wat gewahrt ginn ass bis haut, wou d'Gesetz gestëmmt ass. Dat war schonn e Sonndeg gewosst, an dat hätt och jiddferee kënne wëssen.

Duerfir, ech begréissen, Här Jaerling, dass Der d'Regierung fir schrecklech schlau haalt, mä esou schlau si mer net!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss.

Mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Praktike vun der Coditel, dëst op Ufro vun der CSV-Fraktioun. Den Här Thiel huet als Vertrieder vun dëser Fraktioun d'Wuert. Et sinn nach ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Scheuer an den Här Braz. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, zu spéider Stonn dann nach e Sujet, dee vläicht net esou agréabel ass. Ech wollt e bësse schwätzen iwwert dat rechteckegt Déngen, dat emol eng Kéier e Statussymbol war an haut an all Stuff, an dacks schonn a méi Exemplaren, an engem Stot unzetreffen ass. Nom Schaffen an Iesse kënnt fir munchereen direkt d'Televisioun, wann net d'Reiefolleg souguer schonn ëmgedréint ass.

E Recht op illimitéierten Televisiounsempfang gëtt et allerdéngs net, oder nach net. D'Televisiounsbiller gehéieren nach net zur Grondversuergung vum Mënsch, obwuel hien där Biller schonn dacks méi consomméiert wéi Botterschmieren a Bifdecker. Dat hänkt wuel domat zesummen, datt op den Entscheedungsetagen de Stellewäert vun der Televisioun nach ëmmer zimlech niddreg ugesat gëtt an entspriechend vun der intellektueller Elite geréng geschat gëtt, obwuel déiselwecht intellektuell Elite sech hirer ausgiebeg bedéngt. Mir gehéiere jo och derzou.

Déi Ofwäertung ass awer net justifiéiert. Nieft hirem Ënnerhalungswäert erfëllt d'Televisioun och eng sozial a kulturell Funktioun, déi hir Bedeitungen an engem ganz anere Liicht erschénge léisst. Fir déi grouss Majoritéit vun de Leit ass d'Televisioun déi wichtegst Informatiounsquell ginn. Ob dat elo gutt ass, sief emol dohigestallt. Tatsaach ass op alle Fall, datt d'Grondbedierfnis Informatioun haut zu engem gudden Deel vun der Televisioun ofgedeckt gëtt, wat dee Medium da schonns an engem ganz anere Liicht erschénge léisst.

Wéi steet et dann elo bei eis mat der Televisiounsversuergung? Am Ufank, dat heescht viru 50 Joer, wéi déi éischt Televisiounen opgedaucht sinn, war dat nach zimlech einfach, wann allerdéngs deemools net ganz bëlleg. Fir d'Televisiounssignaler ze empfänken, déi dann an der Këscht mat deem Kathodenécran a lafend Biller ëmgesat goufen, huet een eng zimlech imposant Antenn um Daach gebraucht, där een direkt ofgesinn huet, wéi eng Programmer den Haushär gekuckt huet. Well all Programm hat säin eegenen Antennereech. Fir d'éischt waren et der dräi oder véier, fir de Lëtzebuerger, de Preis - esou gouf d'ARD ebe bei eis genannt -, de Fransous an eventuell de Belsch.

Mä wéi dunn déi zweet an drëtt Programmer op där enger Säit derbäikomm sinn, an déi individuell Antenne sech entspriechend vergréissert hunn, a wéi sech op där anerer Säit d'Zuel vun den Antenne multiplizéiert huet, well ëmmer méi Stéit sech d'Televisioun an d'Haus geholl hunn, du koumen Zweifel un där individueller Léisung. An dat net nëmmen aus Käschten-, mä och aus Esthetiksgrënn, well déi Antennebëscher op den Diech waren alles aneschters wéi schéin.

D'Äntwert op d'Fro no engem méi rationellen Ersatz fir déi Antennewull hunn d'Kollektivantennen du bruecht. Déi haten de Virdeel, datt eng Antennenanlag honnerten, wann net souguer dausende Stéit mat Televisiounsprogrammer versuerge konnt. A si haten dernieft och dee Virdeel, datt sech d'Ugebuet u Programmer ouni Problem erweidere gelooss huet.

An de groussen Agglomeratiounen, do wou sech d'Kollektivantennen am meeschte rentéiert hunn, ware séier spezialiséiert Firme bei Hand fir e volle Service mat Kollektivantenn a Kabel zesummen ze offréieren. Bei deenen anere waren et lokal Associatiounen oder awer d'Gemengen, déi fir béides oder awer op d'mannst fir de Kabeluschloss gesuergt hunn.

Dat huet dach méi oder wéineger gutt geklappt. Och nach wéi déi terrestresch Iwwerdroung vun Televisiounssignaler lues a lues vun der Satelittentransmissioun ofgeléist gouf, wat ënner anerem zur Folleg hat, datt d'Programmoffer e kräftege Sprong no uewe gemaach huet, well ee mat enger Satelitteschossel d'Programmer gläich an der Dose captéiere kann.

Mä lues a lues sinn dann awer och nach Problemer opgedaucht. Problemer beim Ugebuet un Televisiounsprogrammer, iwwert dat eenzeg an eleng de Bedreiwer vun der

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber online op
www.chd.lu

Kollektivantenn décidéiert, well hie jo als Propriétaire vum Kabelnetz e Monopol huet. A mat deem Monopol kann hien net nëmmen d'Programmoffer bestëmmen, mä och de Präis an déi iwwreg Konditiounen, zu deenen hie seng Clientë beliwwert. An dat ass net onbedéngt ideal, scho guer net an engem Land, wou d'Televisiounskonsumenten zu 80% verkabelt sinn.

Wat déi speziell Situatioun, wéi mir se bei eis kennen, mat sech brénge kann, ass an der leschter Zäit um Beispill vun deem zweetgréisste vun de sou genannte Câblodistributeuren hei am Land däitlech ginn. Hien, dee schonn an der Vergaangenheet alt emol an d'Kritik gerode war, well hien de Monopolist e bëssen ze vill eraushänke gelooss huet, huet sech elo definitiv seng Abonnente gelueden, well hie probéiert, hinnen de Wiessel vun dem traditionellen Analogempfang op d'Digitaltelevisioun opzezwéngen an him dofir Decoderen unzedréie versicht, déi den Experten no net nëmmen deier, mä doriwwer eraus och nach vereelst an net um leschte Stand vun der Technik sinn.

Dat schéngt dann och d'Faass zum Iwwerlafe bruecht ze hunn, well op eemol reent et Kritik an allen Ecken an Ennen, vu private Clienten, déi hirer Roserei a Lieserbréiwer Loft maachen, a vu Gemengen, déi et sat hu mat deem Câblodistributeur a sengem Behuelen.

Eis Kolleegin vun der DP, d'Madame Brasseur, hat sech scho viru Wochen där Saach ugeholl a probéiert, mat enger Ufro un de Wirtschaftsminister e bëssen Damp derhannert ze maachen, mä et schéngt wéi wann eis Autoritéite mat deem Problem liicht iwwerfuerdert wären. De Wirtschaftsminister huet confirméiert, datt seng nei Kartellinstanz, d'Inspection de la Concurrence, mat der Fro befaasst ass, mä et schéngt wéi wann déi nei Autoritéit, déi den Office des Prix ofgeléist huet, net esou richteg eens mat deem Dossier géif, ënner anerem och well si sech nëmmen zum Deel dofir kompetent fillt. Ausserdeem, esou de Minister, hätt hien näischt an den Ënnerlage vun de Konkurrenzwiechter ze sichen a kënnt dofir och näischt iwwert där hir Enquête soen.

Éier mir eis elo am Verwaltungsënnergehëlz verléieren a vun enger Instanz bei déi aner geschéckt ginn, well keng sech esou richteg zoustänneg fir dës Fro fillt, sollte mer vläicht besser de Problem op enger méi breeder Front oder, wéi et hautdësdags esou schéin heescht, global ugoen. A wa mir dat maachen, da wäerte mer feststellen, datt d'Kabelstelevisioun guer keen esou spezielle Fall ass an et där Beispiller schonn e puer gëtt, wéi een esou eppes léise kann.

D'Kabelnetzer sinn, wéi hiren Numm et seet, Réseauxen a gehéieren domat an d'Kategorie vun den Distributiounsnetzer, wéi mir se och vum Stroum, vum Gas, vum Waasser a vum Tëlefon an esou weider kennen. Och dat ware fréier Monopoler, déi Här a Meeschter iwwert hir Infrastrukture waren, iwwert déi si hir Clientë beliwwert hunn.

Dat huet sech awer du mat der Liberaliséierung geännert, där hire But war an ass, och an deene Beräicher d'Konkurrenz voll spillen ze loossen. Déi, déi esou e Monopol haten, hunn hir Infrastruktur och fir anerer missen opmaachen, dat heescht si hunn der Konkurrenz hiert Aarbechtsinstrument - natierlech géint Bezuelen - missen zur Verfügung stellen. Esou goung et der Cegedel, esou goung et der Post a souguer der Eisebunn, woubäi allerdéngs am leschte Fall nach aner Facteure matgespillt hunn.

18 Beräicher huet Bréissel sengerzäit opgefouert, déi mussen opgemaach gi fir datt - natierlech nëmmen zum Gudde vum Konsument - d'Konkurrenz och voll spillt. Ee vun deenen 18 Domäner ass d'Iwwerdroe vun Informatiounen, dee sech eisen Institut de Régulation, den ILR, dann och iergendeng Kéier wäert op d'Long zéie missen.

Mä en attendant hu mer e Problem mat engem vun eise Kabelmonopolisten, mat deem mir eis elo mussen ofginn. Mat „mir" mengen ech natierlech eis Politiker, ons, vun deene sech de Verbraucher muss erwaarde kënnen, datt mir Remedur schafen, wann de Maart sech emol eng Kéier net vum selwe regléiere soll. Dat kënnt jo emol vir.

Et wier wuel an deem Zesummenhang derwäert driwwer nozedenken, ob net d'Câblo-opérateuren, genausou wéi d'Post a wéi d'Cegedel an d'Eisebunn an all déi aner Netzbedreiwer, misste liberaliséiert ginn. Och wann hire Monopol jeeweils nëmmen e lokalen ass, bleift et e Monopol, mat allem wat dat heescht a wat dat vun Auswiess mat sech brénge kann, wéi mer jo elo grad am Moment un engem bestëmmte Beispill gesinn.

Wann een elo géif higoen an d'Kabelnetzer vum Rescht, dat heescht den Antenneninstallatiounen trennen, esou datt et méiglech géif, datt méi Liwwerante vun Televisiounsprogrammer iwwert deeselwechte Kabelréseau d'Clientë bedéngen, da wiere mer an enger richteger Konkurrenzsituatioun an de Konsument wier net méi eenzeg an eleng dem Bon vouloir vum Kabelnetzbedreiwer ausgeliwwert. Wann deem seng Programmoffer oder seng Präisser him net méi gefalen, kënnt hie bei d'Konkurrenz goen a sech vun där iwwert deeselwechte Kabel d'Televisiounsbiller an d'Haus liwwere loossen. Dat Ganzt natierlech ënnert der Opsiicht vum ILR, deen dofir ze suergen hätt, datt jiddfer Ubidder Zougank zum Kabelnetz kritt, an dat zu fairen a räsonnabele Konditiounen. Dofir ginn et jo, wéi gesot, Virbiller mat deenen den ILR entretemps seng Experienz konnt maachen a praktesch Erfahrunge konnt sammelen.

Eréischt wa mir eis zu dësem Liberaliséierungsschrëtt duerchréngen, kënne mer sécher sinn, datt de Bierger iwwerall zu sengem Recht op Informatioun, och iwwert d'Televisioun, kënnt, ouni dofir rose Lieserbréiwer schreiwen a méintelaang mat sengem Kabelfournisseur streiden ze missen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel, dee Punkt op d'Sekund genau bei zéng Minutten ophält, eng Disziplin, déi exemplaire ass. Als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net ob ech och eng Punktlandung kann hileeën, ech wäert mer awer op alle Fall Méi ginn.

M. le Président.- Probéiert emol, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Et kann och sinn, datt ech éischter lande wéi déi maximal Zäit, déi mer zougestanen ass.

M. le Président.- Domat wär d'Chamber och nach net béis.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech sinn dovunner ausgaangen.

Mir schwätzen hei iwwer ee ganz spezielle Fall vun de Câblodistributeuren, a meng Fraktioun fënnt et e bëssen onglécklech, datt mer den Numm hei vun enger Firma nennen. Normalerweis befaasst d'Chamber sech net mat engem ganz spezifesche Fall vun enger Entreprise. Et gesäit e bëssen aus wéi wann hei déi Entreprise elo géing de Prozess gemaach kréie vun der Chamber, an dat ass jo eigentlech net eis Aufgab, och wa mer wëssen, datt et mat Sécherheet eng ganz Rei vu Problemer momentan mat deem Câblodistributeur gëtt.

Ech kann dat als Buergermeeschter vun enger Gemeng, wou och deeselwechten Distributeur de Monopol huet, nëmme confirméieren, an ech kéint nach x Beispiller derbäi nennen zu deenen, déi den Här Thiel hei och schonn ugefouert huet. Eng Rei vu Geschäftspraktiken, déi, mengen ech, de Leit net zouzemudde sinn, awer och eng Rei vu Verstéiss géint Kontrakten, déi manifest sinn. Kontrakten, déi den Distributeur mat deene concernéierte Gemengen hat, a wou den Distributeur sech alles aneschters wéi dru gehalen huet, a wou mer momentan och an enger Situatioun si wou vill Gemenge sech wieren, vill Gemenge sech d'Fro stellen, wéi se wëllen an Zukunft dee Secteur bei sech an der Gemeng nei organiséieren, ob se en aneren Distributeur probéieren eranzekréien, a sech duerfir och schonn zesummegesat hunn als concernéiert Gemengen a gekuckt hunn, wéi een zesumme kéint virgoen.

Mä eigentlech ass d'Fro jo nach eng aner, an ech hunn dat och esou verstane vum Lucien Thiel, datt mer eis sollen d'Fro stellen an eiser Zäit haut: Wéi organiséiere mer d'Kabeldistributioun an eisem Land an Zäite wou eigentlech jiddfereen et normal fënnt, datt en de Choix huet tëschent enger ganzer Rei vun Handyprovider, datt en de Choix huet fir ze kucke wou e säin Internet umellt, datt en de Choix herno souguer huet, wou e seng Elektrizitéit, säi Gas an esou weider kann akafen? Datt et gelungenerweis haut nach net normal ass, datt d'Konkurrenz spillt am Domän vum Fernseh, kucke wie liwwert mer Fernsehbiller an d'Haus, dat ass schued.

Well do wou keng Konkurrenz ass, do ass de Monopolist deen, deen de Stäerksten ass, do ass et deen, deen d'Konditiounen diktéiert, an do geet dat dann och an der Regel op Käschte vum Präis, deen da méi deier ass wéi wa Konkurrenz géing spillen, an op där anerer Säit awer och ganz oft vun der Qualitéit, well et ass de Consommateur, deen natierlech seng Wënsch kann umellen, a wann hien awer op en Distributeur fält, deem et egal ass, ob hien dem Consommateur d'Wënsch erfëllt oder net, well de Consommateur bei him akafe muss, da wësse mer natierlech, datt ënnert dem Strëch d'Qualitéit och net déi wäert si wéi ee sech dat kéint virstellen.

Elo wësse mer awer och, datt mer grad am Beräich vun der Kommunikatioun an technesche Revolutiounen dra sinn, déi heiansdo erëm vill méi schnell gi wéi d'Politik sech dat ka virstellen. Duerfir solle mer vläicht och déi Diskussioun hei, wa se dann elo gefouert gëtt, net nëmmen um Istzoustand vun deem féieren, wéi et momentan organiséiert ass, mä et soll een och kucken: Wéi kënne Fernsehbiller muer transmettéiert ginn? Wéi kënne se muer och iwwer bestehend aner Réseauë vläicht verdeelt ginn? Wat kënne Gesamtoffertë sinn am Beräich vun der Kommunikatioun, wou net nëmme Fernsehbiller, mä mat ganz anere Medien nach zesumme kënnen iwwer bestehend Réseauë verdeelt ginn?

Mir als Demokratesch Partei denken do schonn drun, datt d'Konkurrenz an deem doten Domän, wéi och an aneren Domäner, ze spillen huet an datt et nëmmen e Benefiss fir de Consommateur ka sinn, wa mer och deen doten Domän opgebrach kréien. Nach eng Kéier: Als Buergermeeschter weess ech, datt déi Diskussioun do mat Sécherheet net esou ganz einfach ass, well all Gemeng, déi concernéiert ass - a mir schwätzen hei elo bestëmmt net nëmme vun deene Gemengen, déi elo bei der Coditel affiliéiert sinn oder d'Coditel als Distributeur hunn; och aner Gemengen hunn een Distributeur.

Do gëtt et x Zorte vu verschiddene Kontrakter, x Zorte vu Situatiounen, wou eng Kéier d'Gemeng Propriétaire ass vum Réseau, wou eng Kéier den Distributeur Propriétaire ass vum Réseau, wou eng Kéier Associatioune Propriétaire si vum Réseau, wou bestëmmt och Situatioune sinn, wou d'Situatioun guer net esou ganz kloer ass, datt ee fir d'éischt emol muss tranchéiere loossen: Wien huet dann elo do wierklech d'Soen?

Mä wichteg wär et, datt mer eng Analys géinge kréie vun der Situatioun, och vun der legaler Situatioun, wat haut schonn däerf gemaach ginn, an datt mer kucken, ob mer, fir dat Zil ze erreechen, fir dem Client méi Choix ze loossen, fir dem Client kënnen de Choix vum Distributeur ze loossen an doduerch besser Präisser a vläicht eng besser Qualitéit nach kënnen ze erreechen, musse légiféréieren, ob mer net musse légiféréieren, oder ob mer mat deene legalen Dispositiounen, déi haut gëllen, kënnen dohinner kommen.

An, Här President, wann ech richteg informéiert sinn, dann hunn ech fënnef Minutten zegutt, an déi sinn elo grad ofgelaf.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, ech landen, wann ech Buedem ënnert de Féiss hunn - och dat ka séier goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen iwwer en Distributeur vun Televisiounsprogrammer, an zwar zu enger Distributioun, déi sech iwwer Kabelnetzer mécht. Et si Questions parlementaires doriwwer gestallt ginn, zwou am Ganzen, an déi zwou Froen, déi sinn un de Wirtschaftsminister gestallt ginn, och well de Wirtschaftsminister a sengen Attributer de Konsumenteschutz huet, an den Opérateur ass all Kéier genannt ginn: Et ass d'Coditel.

Ech hu genausou wéi mäi Virriedner e relativ ongutt Gefill derbäi, wann eng Entreprise esou un d'Mauer gespéngelt gëtt, wéi dat elo déi drëtte Kéier geschitt, a wann dës Entreprise als monopolistesch dohigestallt gëtt. Éischtens ass dee Monopol begrenzt op verschidde Secteuren a verschidde Plaze vum Lëtzebuerger Land, an zweetens kéint een och vun aneren Entreprisë soen, si hätten deen entspriechende Monopol op anere Plazen an anere Gemengen. An och hei funktionéiert net alles ëmmer einwandfrei.

An der Zwëschenzäit huet de Propriétaire vun der Coditel gewiesselt. Et ass effektiv esou, datt zënter e puer Méint ganz gravéierend Mängel am Service sech agestallt hunn. De Service d'entretien ass net méi dat wat e war; Sous-traitancë sinn ofgeschloss ginn; Programmer kommen net esou, wéi se versprach gi sinn, etc., etc.

Et ass eng Entreprise, fir déi Lëtzebuerg am Kader vun deem grousse Secteur, dee se an anere Länner huet, ëmmer e bësselchen eng «Quantité négligeable» war - ech setzen dat tëschent Guillemeten. An de Wirtschaftsminister huet op déi munchmol ganz suggestiv Froe geäntwert - ech faassen zesummen:

Éischtens: Et gëtt Plaintë géint d'Coditel; si si weidergeleet ginn un d'Inspection de la concurrence, déi als Kartellinstanz duergestallt ginn ass vum Här Thiel.

Zweetens: Et gëtt keng staatlech Präiskontroll méi, mat Ausnahm bei den Taxien an de Medikamenter.

Drëttens: Weder de Conseil de la concurrence nach d'Inspection de la concurrence dierfe Präisser fixéieren. - Dat waren d'Äntwerten op relativ suggestiv Froen, déi net esou ausformuléiert waren, mä trotzdeem dee Sënn erginn hunn. Och de Konsumenteschutz ass mat der Problematik befaasst a muss domat befaasst ginn.

Och mir waarde mat Spannung op den Avis vun der Inspection de la concurrence, déi bis elo ëmmer fir mech esou eng Éminence grise duerstellt. Ech kenne kee vun deene Leit, an hei ass et am Fong fir d'éischt, dass se eng Kéier an d'Öffentlechkeet quasi gezerrt ginn. Si mussen dann hiren Avis ofginn, an deen Avis sollt och public sinn.

Mä ech wollt elo just e puer Froe stellen, déi menger Meenung no déi fundamental Froe sinn an déi sech net nëmmen op d'Coditel bezéien, mä op all Distributeuren.

(M. Emile Calmes prend la Présidence)

Ech sinn och frou, dass den Här Schiltz do ass an net den Här Krecké. Fir d' Froen ze beäntwerten, mengen ech, Här Schiltz, wiert Dir ideal placéiert, besser wéi den Här Krecké.

(Interruptions)

Éischt Fro un de Minister. Op wat fir eng Kommunikatioun huet e Konsument, deen un e Kabelnetz ugeschloss ass, e Recht? Huet en d'Recht all Programmen ze empfänken, déi méiglech sinn? Wéi délimitéiert een d'Rechter vum Konsument? Wat fir eng Rechter huet en a puncto Quantitéit vun Televisiounsprogrammer, a wat fir eng Rechter huet en a puncto Qualitéit vun Televisiounsprogrammer?

Et ass ganz evident, wann eng Entreprise seet, mir bidden en digitale System un an net den analoge System, da bedeit dat, datt ee siwemol méi Programmer empfänke kann domadder, datt een och eng besser Qualitéit huet; et bedeit awer gläichzäiteg, datt de Präis ëm en X-facht an d'Luucht geet, ëm 20% oder ëm 40%. A wann een, deen e Kabelnetz huet, déi Investissementer mécht, huet en dann e Recht, fir déi Käschten op de Konsument ofzewälzen?

Zweetens: Wat fir eng Rechter a Flichten hunn d'Kabelnetzbedreiwer an d'Kabelnetzpropriétairen - an dat sinn der eng Onmass?

Drëttens: Wat sinn d'Rechter a Flichte vun deenen, déi d'Kabelnetzer ugeluecht hunn an d'Kabelnetzer bezuelt hunn?

A véiertens: Kann e Konsument vum Stat an dësem Fall Garantië verlaangen am Beräich vun der Telekommunikatioun? Ass déi Form vun Telekommunikatioun, vun TV, e Service public, e Service universel, oder ass et keen? An da muss een déi Begréffer nach determinéieren.

An déi allerlescht Constatatioun: Een, deen haut een TV-Kabelnetz huet, dee géif ganz bestëmmt keent méi uleeën, well et ass eng Technologie, déi wéineg Zukunft huet.

Merci. Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Dir hutt Iech bis op 15 Sekonnen un d'Riedezäit gehalen. All Respekt!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci fir Är Toleranz.

M. le Président.- Et wier dann elo um Här Braz, d'Wuert hei ze hunn. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- An eelef Minutten ass Fussball.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Wat sot Der?

Une voix.- An eelef Minutten ass Fussball.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir wäerten eis kuerz faassen, well scho ganz villes gesot ginn ass. Ech wëll als éischt Remarque och virausschécken, datt et e bëssen onglécklech ass, wéi mer dee Punkt hei um Ordre du jour benannt hunn. Et wier mat Sécherheet besser gewiescht, mir hätten dat Ganzt eng Diskussioun genannt mat engem generelle Charakter iwwert d'Kabeldistributeuren, wa mir eis domadder wëlle beschäftegen, eenzel Firmae mam Numm ze nennen, wou bannent hire kommerzielle Praktiken eppes net gutt funktionéiert.

Här Thiel, ech weess, Dir hutt an Ärer Interventioun selbstverständlech probéiert, dat ze redresséieren, wat schréftlech e bësse schif gaangen ass; dat ass kengem entgaangen. Mir wollten d'Remarque just maachen. Wa mer op deen dote Wee wëlle goen, dann hu mer an deenen nächste Jore genuch ze dinn; et gëtt genuch Firmaen, mat deenen ee sech kéint beschäftegen.

Déi Remarque gemaach, wollt ech op zwou, dräi Saachen agoen. Déi éischt ass déi, wa mer haut schonn iwwer ee schwätzen an esou mam Fanger op déi Problematik do weisen, da muss een awer och fairerweis hannendrun hänken, datt et um selwechte Marché ganz, ganz, ganz, ganz vill aner Gemenge gëtt, déi iwwerhaapt keng Problemer hu mat genau deem bestehende rechtleche Kader, dee mer haut kennen.

Et gëtt och aner Firmaen, déi hei am Land operéieren an dësem Beräich, a wann et och am Moment esou schéngt ze sinn, datt mat enger Firma Schwieregkete sinn, déi net dat liwwert an där Qualitéit an och zu deem Tarif, wéi sech d'Gemengen dat wënschen, da gëtt et awer am selwechte juristesche Kader ganz vill aner Gemengen, déi mat aneren Opérateure ganz zefridde sinn. Et ass also keng systeminhärent Schwächt.

Et ass e bësse vläicht séier geschoss, wann een dat esou wëllt diagnostizéieren, well et gëtt am selwechte System ganz vill anerer, déi ganz zefridde si mat deem, wat se hire Bierger kënne bidden, och wann dat mat Hëllef vun enger privater Firma geschitt, déi Zouliwwerer ass.

Natierlech kéint eng vun de Methode sinn, och bei der Kabeldistributioun op de Wee vun enger méi kompletter - wéi den Här Thiel et nennt - Liberaliséierung ze goen, déi dann nëmme Guddes hätt fir de Konsument.

Erlaabt mer, Här Thiel, dorunner e bëssen ze zweifelen, well mir nämlech gesinn, wat och bei anere Liberaliséierunge geschitt ass, beispillsweis bei där vum Stroum. Do ass et zum Beispill esou, datt fir déi kleng Konsumenten zënter der Liberaliséierung um Marché d'Präisser nëmme geklomme sinn, steteg geklomme si bannent 18 Méint.

(Interruption)

Neen, ech kann Iech dat soen. Här Henckes, erlaabt mer Iech do ganz e bëssen ze beléieren. Ech maachen et ongären, well ech net sécher sinn, datt et eppes notzt,...

(Brouhaha et hilarité)

...mä ech wëll et trotzdeem maachen.

(Interruption)

Jo, neen, Här Henckes, ech soen Iech dat, wéi ech et denken. Ech soen dat, Här Henckes, ech soen Iech et, wéi ech et denken.

M. le Président.- Här Henckes, Dir kritt d'Wuert elo nom Här Braz.

(Interruption)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- D'Plaz, Här Henckes, wou de Stroum kaaft gëtt, wou jiddfereen aktiv ass, deen op dëser Welt Stroum verkeeft an de Stroum keeft, dat ass eng Bourse. Dee gëtt net an de Gemenge gekacht, dee Stroum, dee gëtt op enger Bourse verkaaft, an do ass bannent de leschten 20 Méint den Tarif vun der Kilowattstonn vu ronn 38 Euro op ronn 62 Euro, also ëm ronn 40% am Achat geklomm. An Ärem Wirtschaftsmodell muss een dat net weiderginn, dont acte. Ech mengen net, datt een doriwwer vill méi Wierder muss verléieren.

Déi zweet Remarque ass déi also, fir festzehalen, datt mer net der Meenung sinn - net der Meenung sinn! -, datt vun deem, wat den Här Thiel Liberaliséierung genannt huet, mir éischter mengen, datt et eng Trennung wier tëschent Netz- a Provider-Aktivitéiten. Dat muss keng Liberaliséierung sinn, well déi Netzer sinn a bleiwen eigentlech natierlech Monopoler.

Dir wäert ni Konkurrenz op deem doten Netz kréien. Déi Netzer leien am Buedem; et geet kaum eng Firma hin, de Buedem nach eng Kéier oprappen, fir en zweet Kabelnetz niewendrun ze leeën. Déi Netzer bleiwen also natierlech Monopoler. Et geet eigentlech méi dorëms, eng Trennung virzehuelen tëschent der Netzaktivitéit an der Signalaktivitéit, woubäi et contrairement zu der Bunn an zum Stroum bei der Kabelaktivitéit net esou einfach ass verschidde Signaler gläichzäiteg anzespeisen an niefteneen ze senden. Dat bedéngt scho méi Opwand, notamment Apparaten, déi missten doheem opgeriicht gi fir d'Signaler kënnen auserneen ze halen. Och dat géing Geld kaschten. Et ass also och do vläicht net ganz esou einfach op deen dote Wee ze goen.

Wat awer par contre eiser Meenung no sécher och eppes géing bréngen - an dat ass an de leschte Joren e bësse versäumt ginn -, dat ass, datt hei am Land d'Gemengen net genuch vun der Säit vun der Regierung, an notamment a laange Jore vum Innenministère, épauléiert ginn.

Déi Gemengen, déi haut nach hiert eegent Netz bedreiwen, maachen dat an der Regel ganz gutt. Si si Propriétaire vun hirem Netz a maache Sous-traitancen an hirem Netz, wou se mat dësem an deem iwwer punktuell Verträg e Signal aspeise fir d'Televisioun, mat deem aneren en Internetuschloss huelen iwwer eng Backbone a mat engem Provider oder och Internetaccès kënne bidden.

D'Stad Esch beispillsweis huet déi Méiglechkeet a si mécht dat ouni Benefiss, si gëtt déi Käschten eent zu eent nëmme virun, fir hire Bierger iwwert d'Kabelnetz en Internetaccès ze bidde mam Numm „eschspeed". A mir hunn als Stad Esch, wann ech dat dierf soen, schonn iwwer 1.000 Clienten, déi do derbäi sinn. Do gëtt einfach en Netz valoriséiert, an déi Trennung tëschent dem Besëtz vum Netz a méigleche Benotzunge vum Netz ass eng Pist, déi ganz ville Gemengen hätt kënnen hëllefen. An déi Gemengen, déi haut nach ëmmer Propriétaire vun hirem Netz sinn, hu beispillsweis déi haut genannten an opgeworfe Schwieregkeeten net.

A mir géingen eis wënschen, wa vun der Säit vum Innenministère an dëser Matière an de leschte Joren an och weiderhi méi Hëllef géing kommen, fir d'Gemengen esou ze beroden, datt et méi gëtt wéi nëmmen eng Vente vum Netz wat d'Gemenge besëtzen.

M. le Président.- Här Braz, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Entschëllegt, gitt mer nach just zéng Sekonnen, Här President, da sinn ech fäerdeg.

Mir géingen eis also wënschen, datt den Innenministère do d'Gemengen net nëmme géing beroden, fir d'Netzer méiglechst séier un e Private kënnen ofzestoussen. Am Géigendeel, et ass ganz modern wann eng Gemeng hiert eegent Netz behält a probéiert duerch geschéckt Verträg mat Eenzelnen ënnerschiddlech Soustraitancen ze bedreiwen. Dat ass e ganz moderne Modell, dat ass kee Modell vun der Vergaangenheet, an do wär et vläicht gutt, wann de Ministère déi Pist géing méi creuséieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner wier et dann um Här Henckes fir an zwou Minutte Säint ze soen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, effektiv hunn ech nëmen zwou Minutten.

(Interruption)

Dofir wollt ech ganz kuerz nëmme soen, datt mer e reelle Problem hunn, an datt ech mengen, datt de Problem nëmme ka geléist ginn doduerjer, datt mer dee ganze Réseau vu Câblodistributeuren a Sociétés de télédistribution ënnert d'Tutelle vum ILR stellen.

Den ILR ass zoustänneg fir d'Réseaux et Services de Communications électroniques. Do läit déi richteg Instanz fir dat Ganzt ze kontrolléieren, fir dat Ganzt ze iwwerwaachen an och fir dofir ze suergen, datt déi Fraisën, déi ageklot gi vis-à-vis vum Konsument, richteg sinn oder net.

Dat Zweet ass, datt et och um ILR ass fir dofir ze suergen, datt déi Réseauen, déi jo zu engem groussen Deel iwwert den Domaine public ginn, och fir aner Offere kënnen zur Verfügung stoen.

Dofir mengen ech, ass dat de richtege Wee, an ech erlabe mer och deen Ablack eng Motioun an deem Sënn ze déposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 30 mai 2005 sur les réseaux et les services de communications électroniques confie à l'Institut Luxembourgeois de Régulation les fonctions d'autorité de régulation indépendante en matière de réseaux et de services de communications électroniques;

- considérant que l'objectif de la loi précitée est

- la création d'un environnement concurrentiel pour le secteur des communications électroniques et le libre exercice de ces activités dans le respect des dispositions légales;

- la réglementation de l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi que de leur interconnexion, aux fins de favoriser l'instauration d'une concurrence durable et de garantir l'interopérabilité des services de communications électroniques tout en procurant des avantages aux consommateurs;

- l'établissement des droits des consommateurs et utilisateurs finals et des obligations correspondantes des entreprises fournissant des réseaux et des services de communications électroniques accessibles au public;

- la définition d'un service universel en matière de communications électroniques;

- considérant qu'il s'agit de placer les sociétés dites de télédistribution qui utilisent des réseaux de communications électroniques et utilisent le domaine public sous l'autorité de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) et de la loi précitée;

demande au Gouvernement

- de placer voire d'étudier les modalités pour placer les câblodistributeurs et les sociétés de télédistribution qui utilisent des réseaux de communications électroniques sous l'empire de la loi du 30 mai 2005 sur les réseaux et les services de communications électroniques et de proposer les modifications législatives éventuellement nécessaires à cette fin.

(s.) Jacques-Yves Henckes.

Déi Motioun dréit nëmmen eng Ënnerschréft a si steet bien entendu deenen anere Parteien offen, fir datt se och mat ënnerschreiwen. Ech waarden natierlech och op d'Äntwert vum zoustännege Minister vun de Kommunikatiounen, deen héchstwahrscheinlech meng Meenung wäert deelen. Ech hoffen et wéinstens.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Et wier dann elo un der Regierung d'Wuert ze ergräifen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Här President, elo ass déi Debatt hei eng Mëschung tëschent dem Fall vun enger spezifescher Sociétéit an enger genereller Debatt. Ech wäert also zu deenen zwee Punkte Stellung huelen a mech un dat halen an an dee Kader areien, deen hei virgi ginn ass.

Ech wëll vläicht an Erënnerung ruffen - dat weess haut kee méi -, datt 2002 bei der Fussballweltmeeschterschaft et ee Moment esou ausgesinn huet, wéi wa mer viru schwaarzen Écranen hei géifen zu Lëtzebuerg stoen.

(Interruption)

Dës Kéier, Här Bettel, kënnt Dir de Match kucken, a wann dat hei Iech net interesséiert, dann invitéieren ech Iech dat och ze maachen, well e geet elo un.

Dat war 2002 eng Fro vu Rechter. De Problem stellt sech dës Kéier net, mä den Défi vun de Rechter, wéi se hei op Lëtzebuerg répercutéiert ginn, stellt sech awer nach nach wie vor an dee wäert sech nach vill méi stellen an enger digitaliséierter Welt, wou et deem, deen d'Signal émettéiert, nämlech méiglech ass, genau ze cibléiere wouhin hie säi Signal émettéiert; ech wëll dorobber hiweise fir och e bëssen d'Zukunft ze weisen.

Wat illustréiert dat ganzt Evénement vun 2002? Ech mengen, datt et illustréiert, datt Lëtzebuerg an der Fernsehwelt oder an der Téleeswelt, wéi een et da wëllt, laang Zäit en Zaungast war. Mir hunn hei 15 Programmer zu Lëtzebuerg empfaangen zu enger Zäit wou a Frankräich véier, fënnef Programmen empfaange ginn, an Däitschland dräi an an der Belsch zwee. Firwat hu mer der 15 empfaangen? Ma mir hunn iwwert d'Grenz gekuckt a mir hunn dat ganz oft gemaach, ouni datt d'Rechter fir Lëtzebuerg do garantéiert waren, an dat ass eben einfach esou toleréiert ginn. Mir hunn also während Joren hei zu Lëtzebuerg wat d'Télee ubelaangt vill Inhalt fir wéineg Geld kritt, wann een dat mam Ausland vergläicht.

Mat der digitaler Welt wäert do eng Evolutioun kommen an dat wäert sech änneren. Mäi Pronostique haut ass deen, datt mer nach méi Programme wäerte kréien, mä datt déi Programmen net méi wäerte fir näischt sinn, a beispillsweis déi nei spezifesch Bouqueten, déi ugebuede wäerte ginn an deenen nächste Joren a Méint, si mat Sécherheet net zum Nulltarif ze kréien; an dat huet dann och eng Répercussioun a mengen Aen op all déi existent Programmen.

Ech wollt vläicht dorobber hiweisen, well d'Evolutioun - déi ënner anerem vum Här Meisch esquisséiert ginn ass - ob d'Digitalisatioun, ob d'Télévision numérique terrestre, ob den „triple play" wou Dir Internet, Télefon an Televisioun an engem Pak offréiert kritt, ob d'Haute-définition wäert dozou féieren, datt mer eng Télee vu besserer Qualitéit kréien, datt mer eng Télee kréie mat méi Méiglechkeeten. Mä, wéi gesot, dat Ganzt wäert net zum Nulltarif ze kréie sinn.

D'Praktike vun enger spezifescher Gesellschaft sinn hei virdrun ugefiert ginn. Wat den éischte Punkt wat d'Präisser ubelaangt ugeet, sou huet de Wirtschaftsminister dorobber geäntwert, datt bei der Inspection de la Concurrence déi Enquête amgaangen ass. Ech hunn haut och vun der Coditel den Engagement kritt, a si hu sech dozou engagéiert, obwuel op eng méndlech Manéier, datt se géife probéiere fir datt an déi Tariffer, déi se no bausse ginn, déi distribuéiert ginn, net nëmmen déi Supplémentë kommen, mä datt een och emol gesäit wat d'Basistariffer sinn, do also méi Transparenz kënnt. Dat ass ee konkreten Engagement, deen déi Gesellschaft haut vis-à-vis vu mir geholl huet, fir do och d'Basistariffer unzeginn an deenen Offeren, déi se huet, an do méi Transparenz dran ze bréngen - wou ech, mengen ech, och schonn deelweis op dem Här Scheuer seng Fro geäntwert hunn.

Bei der Helpline vun der Coditel - do huet den Här Scheuer och op d'mannst implizit mam Entretien ugefaangen - sinn de Moment dräi Leit. D'Coditel huet sech de Moien engagéiert, fir datt all déi Appellen, déi vu Lëtzebuerg géife kommen, och zu Lëtzebuerg géifen traitéiert ginn, fir datt also do och Abhilfe geschafft gëtt. Dat heescht, datt hannert deenen dräi Leit zéng Leit als Backup sinn, déi net nëmmen déi Tâchen hunn, mä datt déi Appellen net déviéiert ginn a Frankräich, an d'Belsch, wou et onméiglech ass engem Lëtzebuerger ze erklären a wat fir enger Strooss hie wunnt, well kee Mënsch dat do versteet. Am schlëmmste Fall gëtt dann zréckgeruff. Dat ass den zweeten Engagement.

En drëtte Punkt, dee fir vill Misär gesuergt huet, dat ass déi ominös Affär, datt beim éischte Rappel direkt sechs Euro en compte gesat ginn. D'Coditel huet sech och engagéiert fir domadder opzehalen.

Véiertens huet se sech engagéiert - ech weess net, mä déi Leit vun Iech, déi déi Facturë vun der Coditel an déi Rappele gesinn hunn, hu kënne feststellen, datt do e bëssen e stramme Langage drop ass; do gëtt eigentlech gesot, datt direkt mat der Basuka geschoss gëtt, wann net direkt bezuelt gëtt -, fir datt dat och alles an deenen nächste Woche soll iwwerschafft ginn.

Dann hutt Dir d'Digitalisatioun ugeschwat. D'Digitalisatioun wäert kommen an den Analog wäert och an deenen nächste Joren ofgeschalt ginn. Dat ass 300%teg sécher. Dat ass d'technologesch Evolutioun. An ech soen Iech elo schonn, datt et net der Lëtzebuerger Regierung hir Absicht ass, fir datt Lëtzebuerg bei deene Leschte wär, déi op digital eriwwer ginn, sou zwar datt schonn RTL néng Programmen - mengen ech, wann ech richteg an Erënnerung hunn - de Moment parallell digital ausstrahlt.

Frankräich zum Beispill huet décidéiert, 2009 respektiv 2011 den Analog definitiv ofzeschalten. Coditel huet sech haut à mon égard engagéiert, fir fréistens 2009 den Analog ofzeschalten, sou datt et also do eng laang Iwwergangsphas gëtt. An et gëtt mer och gesot, datt de basisanaloge Bouquet zum nämlechte Präis ze kréien ass wéi den digitale Bouquet.

D'Regierung wäert deen Dossier weider suivéieren an Ufank September kucken, wat aus deenen

Sommaire des séances publiques

Hommage à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de l'attribution du prix Charlemagne page 445

Communications pages 445-446

Composition des commissions parlementaires page 446

Ordre du jour page 446

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°113 du 19 juin 2006 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 446

- Question N°110 du 20 juin 2006 de Monsieur Paul Helminger relative au processus de ratification du Traité instituant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 446-447

- Question N°111 du 20 juin 2006 de Monsieur Ben Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 447

- Question N°112 du 20 juin 2006 de Monsieur Camille Gira au sujet des concentrations élevées en ozone, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement pages 447-448

- Question N°109 du 15 juin 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 448

- Question N°114 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet des statistiques du taux d'alcoolémie en relation avec les accidents de circulation, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 448

- Question N°115 du 20 juin 2006 de Monsieur Roger Negri au sujet de l'organisation des premiers secours nationaux (ambulances, sapeurs-pompiers), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 448-449

- Question N°116 du 20 juin 2006 de Monsieur Claude Adam au sujet de l'avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 449

- Question N°120 de Monsieur Camille Gira au sujet du développement des synergies entre les hôpitaux de Wiltz et d'Ettelbruck, adressée au Ministre de la Santé page 449

- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;

Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)

et

Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange page 450

- Question N°118 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet du projet de loi relatif aux chiens, adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 450

- Question N°119 de Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure de l'État (quatre ou cinq ans), adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 450-451

Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg

et

Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg pages 451-464 pages 471-473

Question avec débat N°7 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005 pages 464-465

5513 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000 pages 465-468

5328 - Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) pages 468-471

5506 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991 pages 473-474

5564 - Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le §6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz pages 474-475

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution page 475

Demandes en naturalisation page 475

Communications page 476

Ordre du jour page 476

5580 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant

1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;

3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet:

1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;

2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;

4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;

5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;

7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;

8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation pages 476-485

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg pages 485-489

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel pages 489-494

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel pages 494-497

Engagementer ginn ass, an och op anere Punkten den Dialog weiderféieren. Wann deen Dialog zu näischt féiert, wann do keng Progrèsë geschéien, da bestinn am Gesetz iwwert de Konsumenteschutz jo legal Méiglechkeeten, och fir de Konsument, fir legal virzegoen.

Op jidde Fall mengen ech awer, datt déi fënnef Engagementer - wat vläicht kleng Engagementer sinn - weisen, datt d'Coditel wëllt Abhilfe leeschten, wat déi Problemer sinn. Et ass vläicht nach net alles perfekt: Mir mussen och am September kucken, wou mer higinn, a wann näischt sollt geschéien, mengen ech, wär deen nächste Schrëtt deen, datt de Konsumenteschutz an déi Gesetzgebung muss agräifen. Dat do gëllt alles fir déi Réseauen, déi der Coditel gehéieren.

Här Meisch, Dir hutt drop higewisen, déi Gemengen, deenen de Réseau selwer gehéiert, déi hunn natierlech, nieft all deene Saachen, déi ech elo gesot hunn, zousätzlech Moyenen, déi einfach aus dem Vertragsrecht erausginn. An ech mengen och, datt et normal ass, datt se déi gebrauchen, wann do effektiv vun där anerer Säit d'Obligatiounen net exekutéiert ginn. Dat ass elo fir de court terme respektiv den très court terme.

Wat geschitt elo mëttelfristeg um Marché? Ech wëll op eng Fro äntwerte vum Här Scheuer, wat de Service universel ubelaangt. De Service universel ass europäesch esou definéiert, datt dat den Tëlefon an den Internet couvréiert, an net d'Televisioun. Dat ass eng europäesch Definitioun, an ech gesinn och net, datt sech do soll an deenen nächste Joren a Méint e Mouvement maachen, fir d'Televisioun och als Service universel unzegesinn.

Wat geschitt op de Marchéen? De Marché vun de Kabelopérateuren ass ee vun deenen 18 Marchéen, Här Henckes, déi, der Bréisseler Nomenclature no, dem ILR ënnerleien. A wa meng Informatioune richteg sinn - an ech ginn dovun aus, datt se et sinn -, wäert den ILR dee Marché 18 vun de Câblo-opérateuren ab zweeter Halschent vum Joer analyséieren. An dann 2007 wäert déi Marchésanalys, wat awer eng komplizéiert Fro ass, zur Dispositioun stoen, esou datt ech mengen, datt Är Motioun sech géif an deem Sënn erübregen.

Wat mécht déi Analys? Déi Analys kuckt d'Konkurrenz. Déi Analys kuckt: Fonctionnéiert d'Konkurrenz? Déi Analys kuckt, ob déi Konkurrenz am Intérêt vum Konsument - well et ass jo dorëm, wou et geet - fonctionnéiert. An da kann den ILR Mesuren huelen, mam Accord vun der Europäescher Kommissioun.

Ech wëll awer elo do net préjugéieren. Do kann erauskommen, datt déi eng oder déi aner Entreprise dominant ass. Do kann och erauskommen, datt se net dominant ass. Do kann erauskommen als Mesure, datt de Réseau muss opgemaach ginn. Do kann awer och net erauskommen, datt de Réseau muss opgemaach ginn. Ech kann do net préjugéieren, an ech mengen och, keen heibanne ka préjugéieren. Wann et allerdéngs sollt zu enger Ouverture kommen, misst déi Ouverture selbstverständlech réciproque sinn.

D'Fro ass och gestallt ginn, mengen ech, vum Här Thiel, wéi d'Post sech an dat ganzt Gebild mat era kéint fügen. Do ass déi éischt Fro emol déi, ob d'Netzer suffisant sinn, fir dat ze maachen. Menger Meenung no si se et de Moment net. Ech ka mer awer virstellen, datt se et wäerte ginn. Wann déi Netzer vun der Post tëleesorientéiert sinn, a wa genuch Capacitéit op deenen Netzer ass, da falen déi jo och ënnert dee Marché 18, an da ginn déi och vum ILR do mat analyséiert.

Ech wëll awer drop opmierksam maachen, datt d'Post, contrairement zu anere Marchéen, op deem do Marché, wa se dann an déi Richtung géif goen, déi Dir eis skizzéiert hutt, en Nouvel entrant ass, an datt et wäert schwéier sinn, rechtlech gesinn, fir engem Nouvel entrant eppes ze imposéieren, «abstraction faite» vun de Faiten.

Schliesslech, Här President, wollt ech nach soen, datt et an deenen nächste Jore wäert eng ganz Rei aner Moyenë ginn, fir d'Tëlee ze captéieren; d'Télévision numérique terrestre ass mat enger klenger Antenne schonn haut hei zu Lëtzebuerg deelweis néng Programmer ze empfänken; de Satellit selbstverständlech; a wann d'Konvergenz vun de Netzer ëmmer weidergeet och den „triple play", wou den Internet, den Tëlefon an d'Televisioun zesummen offréiert gëtt an och iwwer een Netz erakënnt.

Här President, ofschléissend vläicht: Et ass net alles an der Rei op deene Câblo-Distributiounsmarchéen. D'Regierung huet d'Méiglechkeet fir politesch anzewierken niewent deenen Enquêten, déi vun der Inspection de la Concurrence gemaach ginn. Mir wierke politesch an a kënne kuerzfristeg do verschidde Verbesserungen, déi ech ugefouert hunn, erreechen, wat, mengen ech, konkreter sinn. Mir maachen am September nach eng Kéier de Point. An dann, wéi gesot, bleift de Konsumenteschutz, alles wat dorauser ervirgeet, wat de Konsument ubelaangt, wat dee fir Moyen-d'actionen huet.

Fir d'Gemenge bleiwen all déi Moyens d'action, déi een aus dem Kontrakt huet, a mëttelfristeg selbstverständlech déi Analys vum Maart, wou effektiv déi Konkurrenz analyséiert gëtt, wat dann dat ass, wat eigentlech hei verlaangt gëtt.

Voilà, Här President, ech mengen, elo ass de Match zéng Minutten un, an domat wëll ech dann och schléissen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domat wiere mer da mat den Diskussiounen ëm dëse Punkt hei zum Schluss komm. Et läit eng Motioun hei vir. Ech proposéieren Iech awer, datt mer géifen déi Diskussioun muer dann op den Ordre du jour huelen an doriwwer diskutéieren. Domat wiere mer um Schluss vum Ordre du jour vun haut ukomm.

Ech géif Iech Merci soen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 13 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0804	M. Laurent Mosar	Fiscalité des entreprises
0841	Mme Claudia Dall'Agnol	Organisation interne de la Police grand-ducale
0935	M. Jacques-Yves Henckes	Installation de caméras de vidéosurveillance
1008	M. Alex Bodry	Analyse de la situation financière des communes
1015	M. François Bausch	Négociation de contrats avec la firme CLE
1023	Mme Colette Flesch	Augmentation et amélioration de l'activité physique des élèves
1032	M. Aly Jaerling	Débits de boissons alcooliques
1037	M. Jacques-Yves Henckes	Hausse des prix
1040	M. Claude Meisch	Missions du Laboratoire National de Santé
1041	M. Aly Jaerling	Impôt de solidarité
1043	Mme Sylvie Andrich-Duval	Projet de renaturation de l'Alzette dans la vallée du Roeserbann
1044	M. Emile Calmes	Recrutement de facteurs auprès de l'Entreprise des P&T
1045	M. Claude Meisch	Rattrapage des retards sur les tronçons des lignes d'autobus
1047	M. Henri Kox	Consommation pétrolière du Luxembourg
1048	M. Emile Calmes	Mise en place d'un certificat de performance énergétique
1050	Mme Anne Brasseur	Position monopolistique d'une société dans le domaine de la télédistribution
1051	Mme Anne Brasseur	Fonctionnement d'un service de secours professionnels à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck
1052	M. Robert Mehlen	Entretien de l'abattoir à Mersch
1053	Mme Claudia Dall'Agnol	Remboursement des prestations médicales
1056	Mme Colette Flesch	Protection des données personnelles
1057	M. Charles Goerens	Réduction des émissions de CO_2
1058	M. Jean Huss	Plan d'action national «psychiatrie»
1061	M. Jean-Pierre Koepp	Élèves luxembourgeois fréquentant une école à l'étranger
1063	M. Laurent Mosar	Reconnaissance au Taïwan du statut de membre observateur à l'Organisation mondiale de la Santé et à l'Assemblée mondiale de la santé
1064	Mme Colette Flesch	Analyse de l'offre du transport en commun selon le principe du «gender mainstreaming»
1065	Mme Colette Flesch	Éducation sportive à l'école
1067	M. Niki Bettendorf	Réaménagement de l'échangeur autoroutier «Helfenterbruck»
1160 urgente	M. Camille Gira	Surface forestière Grünewald
1164 urgente	Mme Martine Stein-Mergen	Distribution des quotidiens par l'entreprise des Postes et Télécommunications

Question 0804 (15.12.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fiscalité des entreprises:**

Le Luxembourg est engagé dans une concurrence soutenue avec de nombreux autres États membres de l'UE en matière de fiscalité des entreprises. L'un des éléments de notre paysage fiscal affectant les entreprises est le droit d'apport que la Grèce, l'Autriche et l'Espagne seront seules à percevoir à nos côtés à partir du 1er janvier 2006 - date à partir de laquelle cet impôt est aboli en Belgique et aux Pays-Bas.

Dans un contexte plus large et dépassant le cadre absolu du volume de la taxation à laquelle est assujetti l'ensemble des entreprises, le Luxembourg ne pourra guère se profiler comme une terre d'accueil de sociétés européennes si leur création est sanctionnée par un impôt que les juridictions concurrentes ont aboli. La même considération vaut d'ailleurs pour les sociétés de groupe en général, soparfis, sociétés de financement, etc.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement entend maintenir le droit d'apport et son niveau actuel, sachant que son existence relève de plus en plus d'un anachronisme fiscal européen?
- En outre, je prierais Monsieur le Ministre de bien vouloir m'informer si le Gouvernement pourrait envisager de plafonner le droit d'apport de 1% à un maximum - par exemple - de 25.000 ?, respectivement d'étudier et de préparer une réforme plus large des droits d'enregistrement, dans une logique de rapprochement entre ceux-ci et la TVA, et en vue de rendre les droits d'enregistrement fiscalement neutres.

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Dans le cadre des travaux de la tripartite consacrée à la compétitivité de l'économie luxembourgeoise début 2006, le Gouvernement a annoncé qu'il allait étudier une réduction, voire un réaménagement du droit d'apport. Ces travaux sont en cours et une décision sera prise d'ici la fin de l'année. Parmi les modèles examinés, il y a aussi celui d'un plafonnement du droit d'apport. La décision sera prise en tenant compte du cadre juridique européen, de la situation budgétaire, d'autres suggestions en matière de réductions fiscales ainsi que dans une perspective de compétitivité de l'économie luxembourgeoise.

Question 0841 (12.1.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**organisation interne de la Police grand-ducale:**

La loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une inspection générale de la police stipule en son article 11 qu'un règlement grand-ducal «détermine le ressort des circonscriptions régionales, des centres d'intervention et des commissariats de proximité et règle l'administration de la police».

Or, à ma connaissance, plus de six ans plus tard ce règlement grand-ducal n'a toujours pas été pris.

- Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir où en est la préparation dudit règlement respectivement m'expliquer pour quelles raisons ce règlement n'a pas encore été pris?

En effet, il me semble que la détermination du ressort des circonscriptions régionales, des centres d'intervention ainsi que des commissariats de proximité est un élément essentiel de la sécurité intérieure qui fait d'ailleurs actuellement l'objet d'un débat d'orientation.

Réponse (5.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est vrai que le règlement grand-ducal visé n'a pas encore été adopté alors que, en ce qui concerne le volet de «l'administration de la police», il existe des divergences de vues sur l'utilité d'un tel règlement au vu des dispositions légales ainsi que sur son champ d'application exact (la Constitution prévoyant notamment que l'organisation et les attributions des forces de l'ordre font l'objet d'une loi). Ces aspects continueront à faire l'objet de consultations.

Q 163

Question 0935 (20.2.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**installation de caméras de vidéo-surveillance:**

Le mardi 4 octobre 2005, lors de la fête patronale de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre de la Justice a annoncé l'installation de caméras de surveillance dans des lieux publics critiques. Les lieux cités nommément ont été à Luxembourg la «Kinnekswiss» et des lieux sensibles du quartier de la Gare.

Dans sa déclaration échevinale le nouveau collège échevinal de la Ville déclare vouloir attendre une demande afférente du Gouvernement.

Étant donné que l'installation de caméras de vidéo-surveillance est nécessaire et que les parties concernées restent inactives, j'aimerais savoir:

1. Le Gouvernement a-t-il toujours l'intention de faire installer des caméras de vidéo-surveillance? Si oui, quand est-ce que Monsieur le Ministre en fera la demande à la Ville?
2. Quand le premier système de surveillance par caméras d'une place publique pourrait-il être opérable?
3. Dans quelles communes autres que la capitale l'installation de caméras de surveillance est-elle prévue?

Réponse (5.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme je l'ai annoncé à plusieurs reprises, le Gouvernement compte installer, à titre exceptionnel, des caméras de vidéo-surveillance aux endroits publics où à travers les seuls moyens humains une situation d'insécurité ne peut durablement être éliminée. Dans une première phase, il est envisagé de tester le système à trois endroits à Luxembourg-ville, à savoir près de la gare centrale, près du Centre Aldringen et dans une partie du parc de la ville. Le Gouvernement attend actuellement l'avis du Conseil d'État sur le règlement grand-ducal nécessaire à la mise en œuvre de ce système, afin d'assurer sa légalité (conditions d'accès au système, règles de protection des données, etc.).

Question 1008 (4.4.2006) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**analyse de la situation financière des communes:**

Alors que la situation des finances publiques tant de l'État que des communes demande un examen approfondi et un suivi continu, il y a lieu d'améliorer les instruments à la disposition des autorités publiques pour déterminer et mettre en oeuvre une politique budgétaire durable.

Tout récemment le Land de la Sarre a décidé d'introduire les règles de la comptabilité analytique au niveau des communes.

- Est-ce que le Ministre estime qu'une telle réforme pourrait également être introduite au Luxembourg alors que le régime comptable en vigueur ne permet guère une analyse complète de la situation financière des communes?

Réponse (20.6.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

La mise en place d'une comptabilité analytique dans le secteur communal présuppose l'existence d'une comptabilité générale. Cette comptabilité viendrait compléter la comptabilité budgétaire actuelle, mais ne saurait en aucun cas s'y substituer. Autrement dit, le budget des communes devra en toute circonstance être voté sur base de la comptabilité budgétaire et non pas sur base d'une comptabilité générale afin de garantir le respect des principes de base de la comptabilité communale.

Dans ce contexte je me permets de rappeler que les premières initiatives en cette matière ont eu lieu en 1998. Elles ont débouché sur un projet de règlement grand-ducal qui a été soumis pour avis au Conseil d'État. Le Ministre de l'Intérieur de l'époque a communiqué de vive voix la portée et la complexité d'implémentation d'une comptabilité générale au niveau du secteur local. Ledit projet de règlement grand-ducal, visant essentiellement les syndicats de communes qui s'occupent de l'approvisionnement en eau potable, de l'épuration des eaux usées, de l'élimination des déchets, etc., était censé constituer le cadre légal pour l'implémentation au niveau de ces syndicats de communes d'une comptabilité générale.

Entre-temps, la nouvelle loi sur les syndicats de communes a formulé explicitement les exigences du secteur communal lorsque les communes s'engagent dans des coopérations intercommunales par le biais d'un syndicat de communes. La loi exige en effet que chaque commune (ou syndicat de communes) membre d'un syndicat de communes connaisse à tout moment ses engagements financiers dans ledit syndicat. Pour ce faire les syndicats de communes ont pour seul moyen la tenue d'une comptabilité générale garantissant justement la transparence complète des droits et obligations des communes dans les syndicats. Le projet de règlement grand-ducal sera prochainement revu à la lumière de cette nouvelle législation et des expériences pratiques sur le terrain en matière d'application de ces nouvelles règles.

À relever également que compte tenu des défis nouveaux qui s'adressent à l'avenir aux agents de contrôle et de surveillance des budgets/comptes et de la comptabilité en général, le Ministère de l'Intérieur a d'ores et déjà fait modifier par la loi du 13 mars 2006 l'organisation de la structure du personnel du Service de Contrôle de Comptabilité des Communes.

Finalement et en dehors des enjeux purement locaux, une comptabilité générale et analytique harmonisée au niveau local devra permettre:

1) une consolidation des comptes communaux dans l'optique de donner aux communes un outil de gestion permettant la consolidation des engagements de la commune et permettant une vision globale de la situation financière communale;

2) à l'État de mieux répondre aux exigences communautaires dans le contexte des notifications des données du secteur communal dans le cadre du pacte de stabilité et de convergence.

Question 1015 (6.4.2006) de **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **négociations de contrats avec la firme CLE:**

L'ancien administrateur général du Ministère des Travaux publics, aujourd'hui retraité, avait négocié, en sa qualité de président du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg, des contrats avec la firme CLE.

- Quelle a été la nature de ces contrats?

- Quelle en a été l'envergure financière?

Il se trouve que cette personne négocie actuellement, cette fois en sa qualité de membre du conseil d'administration de la CLE, des contrats avec le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg.

- Quelle est la nature de ces contrats?
- Quelle est l'envergure financière de ces contrats?

Réponse (8.6.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député François Bausch relative aux contrats entre le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg et la société CLE, je puis fournir les précisions suivantes:

1. Quant à la nature et à l'envergure des contrats, négociés par l'ancien administrateur général du Ministère des Travaux publics en sa qualité de président du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg (mandat qu'il a rempli entre 1982 et 2004), avec la société CLE S.A.:

En 1975 la société VAZON S.A., filiale de la société CLE S.A. (Compagnie luxembourgeoise d'entreprise S.A.), s'est vu attribuer un droit de superficie d'une durée de 49 ans sur un terrain de 234,25 ares situé à l'intersection de la rue du Fort Niedergrünewald et de la rue Erasme en vue de la construction d'immeubles de bureaux.

Au cours des années 1983 et 1986 ce droit de superficie est partiellement rétrocédé au Fonds dans l'intérêt de la réalisation par la C.P.E.P. d'un immeuble de bureaux pour les besoins de la Cour des comptes européenne (rétrocession de 106,37 ares).

Par la suite en vue de l'urbanisation du site de la Place de l'Europe conformément aux plans de l'architecte Ricardo Bofill, le Fonds accorde en 1998 à la société CLE un droit de superficie sur un terrain en bordure de l'avenue Kennedy en échange du droit détenu par la société VAZON sur le terrain prémentionné.

La société CLE s'oblige à la suite de cet échange de construire un immeuble de bureaux, selon les plans élaborés à la demande du Fonds, par l'architecte précité et ce en vue de sa mise sur le marché de la location immobilière de bureaux.

Ce terrain d'une contenance nettement plus réduite (41,76 ares) autorise toutefois la construction d'une surface totale hors œuvre comparable pour la durée résiduelle du droit initial (STHO de 14.700 m^2).

Par la suite, la mise au point définitive des projets de bâtiments en hauteur - Tours A et B réalisées conformément aux prescriptions du livre bleu de la Commission européenne -, la surface de terrain et la STHO sont adaptées aux besoins des constructions telles que définies en concertation avec l'architecte Ricardo Bofill. Ces augmentations de surface sont mises en compte au prix officiel pratiqué à cette époque par le Fonds (1,5 million de francs par are CMU=1) et ce proportionnellement à la durée restante du droit de superficie. Cette concession supplémentaire de droit de superficie a été approuvée par le Gouvernement en conseil en date du 25 septembre 1998.

2. Quant à l'affirmation que l'ancien administrateur général du Ministère des Travaux publics négocierait actuellement en sa qualité de membre du conseil d'administration de CLE des contrats avec le Fonds, les précisions suivantes s'imposent:

Si les contrats en question visent la location de la Tour B construite par CLE et son rachat, il y a lieu de faire observer que l'interlocuteur de CLE est l'État et non pas le Fonds. Pour rappel: l'État a loué ledit immeuble pour les besoins de l'hébergement transitoire du Secrétariat du Parlement européen (sous-locataire). À noter par ailleurs qu'en vertu de la loi du 9 avril 2003 relative à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes, le Gouvernement a été autorisé à louer cette tour pour les besoins de l'hébergement transitoire du Secrétariat du Parlement européen respectivement à procéder, le cas échéant, à l'achat de l'immeuble. L'acte de vente y afférent date du 29 mars 2006.

Si l'auteur de la question parlementaire a, en revanche, à l'esprit la vente d'un terrain au quartier du Grünewald pour la construction d'un immeuble résidentiel, il convient de préciser que cette vente s'est faite au terme d'une procédure d'appel de candidature publique à laquelle le groupe CLE-CFE a participé en association avec un groupe d'architectes et d'où il est sorti lauréat parmi un groupe de trois concurrents. La vente a en effet été concédée à CLE-CFE suite à un concours faisant intervenir à parts égales des critères architecturaux (projet élaboré par l'architecte et apprécié par un jury indépendant) et des critères économiques (offre de prix pour le terrain remise par le promoteur). Une telle procédure exclut par définition toute négociation.

Question 1023 (12.4.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant **l'augmentation et l'amélioration de l'activité physique des élèves:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0044 *(cf. compte rendu N°1/2003-2004)*, entrée à la Chambre des Députés le 26 octobre 2004, le Ministre avait indiqué qu'une enquête sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents était en cours et que les résultats permettraient certainement d'identifier diverses déficiences et nécessités dans l'éducation sportive qu'il s'agirait dès lors de redresser ou de combler.

Cette étude ayant entre-temps été présentée à la presse, le Ministre peut-il indiquer:

- Quelles sont les conclusions qu'il tire de ladite étude?
- Quelles déficiences et nécessités ont été identifiées?
- Quelles déficiences il convient de redresser ou de combler et comment?
- Quelles nécessités il convient de redresser ou de combler et comment?
- À quel stade se trouve l'élaboration du programme d'action pour augmenter et améliorer l'activité physique des élèves luxembourgeois annoncé lors de la conférence de presse du 6 avril 2006? À quelle date sera-t-il présenté?
- Quelles sont les mesures réglementaires voire législatives qu'il entend préparer?
- Quelles initiatives il entend entreprendre pour redresser la situation en ce qui concerne les activités sportives périscolaires?

Réponse (8.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Je me dispense de détailler l'étude dont les résultats complets sont accessibles à tout un chacun sur le site Internet du SCRIPT (www.script.lu). Deux constats majeurs sortent de l'étude. Une grande majorité des enfants et des jeunes ne bougent pas et ils ne remplissent plus les normes proposées par l'Organisation Mondiale de la Santé. Puis nos jeunes ont des habitudes alimentaires de plus en plus préoccupantes. Le manque de mouvement s'accentue avec l'âge. Il est plus prononcé aussi chez les filles et chez les jeunes engagés dans des voies de formation moins élevées.

Il y a la nécessité de promouvoir un style de vie plus actif et des habitudes alimentaires plus saines auprès des enfants et des jeunes. La prise de conscience de ce redressement s'impose aussi pour les personnes investies du droit d'éducation et en charge de l'encadrement des jeunes.

Le plan d'action annoncé lors de la conférence de presse du 6 avril est dans sa phase préparatoire et les grandes lignes pourront certainement être présentées dans les meilleurs délais. Ce plan d'action multidisciplinaire mettra en route une politique commune en fonction des compétences de plusieurs ministères et il fera appel à diverses sortes de partenaires sur les différents terrains d'intervention.

Un groupe de travail interministériel est institué et devra déterminer si d'éventuelles mesures législatives et réglementaires deviennent nécessaires.

La réaction à la situation décrite par l'étude dans le cadre du sport scolaire sera soigneusement analysée afin de préconiser des initiatives concrètes.

Question 1032 (18.4.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **débits de boissons alcooliques:**

Opgrond vun eiser Verfassung ass et all Bierger erlaabt, eng kommerziell Aktivitéit unzefänken, wann en déi gesetzlech Bedéngungen erfëllt an doduerch eng Handelsermächtegung ausgestallt kritt. Dëst gëllt u sech fir all kommerziell Aktivitéit, ausser wann een e Bistrot (débit de boissons alcooliques) wëllt opmaachen. Da brauch een zousätzlech eng Konzessioun.

Dës Konzessioune si während Jorzéngte vun de Brauereien all opkaaft ginn, sou datt sech hei e Monopol gebilt huet, deen, menger Usiicht no, net verfassungskonform ass.

Ech fannen et net normal, datt ee muss vun enger privater Institutioun en zousätzleche Pabeier virleeën, an dësem Fall vun enger Brauerei oder souguer vun engem Particulier, deen am Besëtz vun enger Konzessioun ass, fir duerfen e Commerce opzemaachen, fir deen ee schonn eng Handelsermächtegung huet. An eisen Nopeschlänner gëtt et esou Dispositiounen net.

Dës Dispositioun bremst, menger Usiicht no, dat vun der Regierung promouvéiert Unternehmertum (Trau dech), well d'Ausléine vun de virgenannte Konzessiounen och nach vill Geld kascht. Des Weidere kritt een esou eng Konzessioun bei enger Brauerei nëmme wann een och d'Gedrénkswuere bei hir akeeft, wat alt erëm e Monopol ass respektiv souguer eng Entrave zum fräien Handel.

Kann den Här Handelsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéisou muss een, fir e Bistrot (débit de boissons acooliques) opzemaachen, niewent der Handelsermächtegung och nach eng Konzessioun virleeën?
2. Widdersprécht dat net eiser Verfassung, an hemmt dat net de fräien Unternehmertum, dee vun der Regierung jo soll gefördert ginn?
3. Gedenkt d'Regierung dës Dispositioun ze iwwerdenken an och d'Opmaache vun engem Bistrot mat enger einfacher Handelsermächtegung an ouni Konzessioun ze erméiglechen?

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Il y a tout d'abord lieu de rappeler que le terme «débit de boissons alcooliques» ne concerne pas uniquement les débits de type «bistrot», mais tout établissement dans lequel se pratique la vente de boissons alcooliques qui sont consommées sur place.

Toute vente de boissons alcooliques à consommer sur place tombe sous l'application de la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets. Cela signifie que l'exploitant d'un tel débit dans lequel sont vendues des boissons alcooliques consommées sur place doit disposer d'une concession de cabaretage.

Les personnes désireuses d'exploiter un débit de boissons alcooliques sont donc soumises non seulement à la législation en matière de droit d'établissement (loi d'établissement du 28 décembre 1988) mais aussi à la législation en matière de cabaretage (loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, modifiée par la loi du 27 juillet 1993).

Ainsi, une autorisation d'établissement délivrée par le Ministre des Classes moyennes et une autorisation de cabaretage sont requises pour l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques à consommer sur place. Une autorisation de cabaretage ne peut être délivrée que s'il existe une concession (droit de cabaretage) disponible dans la commune où le débit est projeté et après que le payement des taxes de cabaretage (taxe d'ouverture et taxe annuelle) ait eu lieu. Deux cas peuvent se présenter: soit le débitant (l'exploitant) utilise une concession dont il est lui-même titulaire, soit il exploite son débit grâce à une concession qui est mise à sa disposition en vertu d'un accord conclu avec le titulaire de cette concession. La ratio legis de cette législation spécifique était et continue d'être la protection contre l'abus de boissons alcooliques.

La question est d'autre part soulevée si les brasseries locales, en matière de cabaretage, ne disposent pas en réalité d'un quasi-monopole, étant donné qu'à travers les années elles ont racheté une grande partie des concessions.

Comme l'établissement d'un nouveau débit, dans une commune ou le ratio d'un débit pour 500 habitants est atteint ou dépassé, est soumis à la renonciation à une concession volante ou à un privilège valable pour la même commune, le prix des renonciations a atteint des chiffres élevés, surtout dans les communes à population intense. Les droits de cabaretage existants sont devenus des valeurs patrimoniales librement négociables. Les titulaires d'un droit de cabaretage qui ne sont plus intéressés à exploiter un débit peuvent soit mettre leur concession à la disposition d'un exploitant (contre payement d'un loyer), soit vendre leur concession au plus offrant.

C'est ainsi que bon nombre de droits de cabaretage, qui avaient originairement été accordés à des particuliers ou à des sociétés, ont été rachetés par les brasseries locales. Il arrive aussi que le titulaire d'une concession signe un accord avec un brasseur, accord en vertu duquel le brasseur est chargé de la gestion de la concession et de la mettre à la disposition d'exploitants potentiels. Même si les brasseries détiennent donc un nombre important de licences, beaucoup demeurent encore entre les mains de personnes privées.

Finalement je me permets de rappeler que le principe général de la libre entreprise n'exclut pas l'existence de dispositions légales destinées à règlementer certains domaines pour des raisons impérieuses de santé publique notamment. Pour ce qui est des débits de boissons alcooliques, le législateur a jugé opportun de maintenir un régime de cabaretage dont l'objectif principal est la limitation des débits, et ceci pour les raisons suivantes essentiellement:

- la sauvegarde de la santé publique,
- le souci d'une rentabilité moyenne des établissements et
- la crainte des répercussions financières qu'aurait causée pour leurs titulaires un abandon du régime des concessions.

Le projet de loi ayant conduit à la loi de 1989 a fait l'objet de travaux préparatoires approfondis, le législateur s'est prononcé clairement contre la vente de boissons alcooliques consommées sur place en cas d'absence de concession de cabaretage. Les objectifs de la loi du 29 juin 1989 sont et continuent d'être le maintien d'un régime de concessions de cabaretage, la limitation en nombre des débits et leur stricte surveillance par les autorités compétentes en la matière.

Question 1037 (19.4.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **hausse des prix:**

Les indices des prix à la consommation harmonisés européens montrent que le Grand-Duché de Luxembourg connaît sur la moyenne des douze derniers mois une hausse des prix de + 3,9%. Cette hausse est de loin supérieure à celle de tous les pays de la zone euro (+ 2,2%) et même de toute l'Union européenne à l'exception de la Lettonie (+ 7%) et de l'Estonie (+ 4,5%). Si en Suède et en Finlande la hausse des prix est de respectivement 0,9% et 1%, nos pays voisins connaissent également des hausses plus favorables: Allemagne + 2%, France + 2%, Belgique + 2,6 % (données février 2006).

Dans ce contexte j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Quelles sont les raisons pour lesquelles la hausse des prix au Grand-Duché de Luxembourg est de loin supérieure à celle des autres pays européens et notamment de nos trois pays voisins?
2. Pouvez-vous me dire quelles sont les catégories de produits voire de services sur lesquels les hausses au Luxembourg se différencient nettement par rapport à nos pays voisins?
3. Y a-t-il des raisons et/ou causes spécifiques au Luxembourg qui expliquent ces hausses?
4. Le Gouvernement peut-il respectivement veut-il prendre des initiatives pour combattre la hausse des prix spectaculaire de notre pays? Et si oui, lesquelles?

Réponse (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Tout d'abord, il convient de noter que les chiffres évoqués en préambule à la liste de questions concernent l'IPCH, l'indice harmonisé des prix à la consommation.

Or, l'IPCH n'est pas du tout adapté à un pays comme le Luxembourg, petit et très ouvert. En effet, et à l'inverse de l'Indice des prix à la consommation national (IPCN[1]) qui considère le profil moyen de consommation des résidents,

[1] L'IPCN est élaboré par le STATEC

l'IPCH prend également en compte la consommation effectuée sur le territoire luxembourgeois par les non-résidents. Cela se traduit dans les faits par une pondération très forte, pour ne pas dire irréaliste[2], des produits de type accisables (carburants, tabac, etc.) dans le profil de consommation.

Ainsi, pour effectuer une comparaison de l'inflation entre le Luxembourg et les autres pays européens, il convient de sélectionner l'IPCN pour le Luxembourg (pour les autres pays, les différences entre indice national et harmonisé sont minimes).

En procédant de la sorte, il s'avère que le Luxembourg montre un profil beaucoup moins défavorable en ce qui concerne la comparaison de l'inflation. Sur la période 1992-2004 par exemple, le résultat du Luxembourg est quasi identique à celui de la zone euro, c'est-à-dire une inflation légèrement supérieure à 2% par an en moyenne.

Cependant, on peut relever que depuis l'année 2000 l'inflation a eu tendance à être supérieure à celle des autres pays européens et en particulier vis-à-vis de ses voisins directs.

	Indices harmonisés (IPCH - sauf Luxembourg)					
	2000	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
						Unité: %
Allemagne	2.1	2.1	1.3	1.0	1.8	1.9
Belgique	2.7	2.4	1.6	1.5	1.9	2.5
France	1.8	1.8	1.9	2.2	2.3	1.9
Luxembourg - IPCN	**3.2**	**2.7**	**2.1**	**2.0**	**2.2**	**2.5**
UE 15 / UE 25[1]	2.1	2.2	2.1	2.0	2.0	2.2

[1] UE 25 à partir de mai 2004

Sources: Eurostat, STATEC

2. Le STATEC a déjà analysé (Note de conjoncture N°2-2005) les différences de variation des prix entre le Luxembourg et l'ensemble des pays de la zone euro sur une période récente (de 2000 à 2004). Les conclusions de cette analyse peuvent s'étendre à une comparaison entre le Luxembourg et ses pays voisins (notamment du fait que l'Allemagne et la France occupent un poids très important dans la zone euro).

Voici les principales conclusions de cette analyse:

- sur la période récente (2000-2004), on constate que les prix à la consommation, pour la majorité des divisions, ont augmenté plus rapidement au Luxembourg. Ceci contraste avec les années 1996 à 1999 pendant lesquelles le Luxembourg possédait un avantage assez net en terme de différentiel d'inflation. Cette évolution concerne à la fois les biens et les services, même si les services notent une progression de prix supérieure à celle des biens;

- les prix des produits alimentaires (hors boissons alcoolisées) connaissent sur l'ensemble de la période une inflation supérieure au Luxembourg. Il en va de même des biens et services liés aux loisirs, à la culture et à l'enseignement;

- à l'inverse, le Luxembourg se distingue favorablement pour la modération des prix concernant la consommation de biens et services de santé, de communications et de prestations du secteur Horeca;

- les loyers d'habitation progressent plus rapidement au Luxembourg, ce que l'on peut relier à une offre de logements relativement restreinte;

- l'équipement du foyer d'une manière générale (ameublement, équipements ménagers, électroménager) a connu des hausses de prix plus fortes sur les dernières années que dans la zone euro. Pour certains types de biens de la division «Loisirs et culture», comme l'informatique domestique ou les équipements de Hi-fi/vidéo, le déclin des prix est nettement plus sensible au niveau de la zone euro qu'au Luxembourg.

3. Il est difficile d'apporter une réponse catégorique à cette question, mais plusieurs pistes de réflexions existent sur ce sujet.

Un des points souvent avancés est la particularité luxembourgeoise du système d'indexation automatique des salaires sur l'inflation et l'idée que ce système pourrait générer une spirale inflationniste (une hausse des prix entraîne une hausse des salaires qui entraîne elle-même une nouvelle hausse des prix, etc.).

Les études, peu nombreuses, menées sur ce sujet ont pu déterminer que le prix de certains services réagissait aux différentes indexations. D'autre part, nous ne disposons pas encore d'études au niveau international qui permettent de mettre en évidence le système de formation des salaires, en particulier du mécanisme d'indexation, sur l'inflation.

Une autre idée est liée au dynamisme économique. Le Luxembourg connaîtrait une inflation plus forte parce qu'il aurait également une croissance économique plus forte, ou une position plus avancée dans le cycle, et que cela jouerait à la hausse sur les salaires et les prix. Le lien spécifique entre inflation et croissance est cependant difficile à établir, il fait l'objet de nombreuses controverses théoriques et l'objet d'évaluations empiriques[3].

Une autre piste est celle du manque de concurrence. L'implantation de nouveaux distributeurs ou prestataires de services favoriserait la concurrence et entraînerait une pression à la baisse sur les prix. En voulant protéger certains secteurs, on favoriserait les tensions inflationnistes. On peut noter qu'il n'y a pas encore eu d'études poussées menées en la matière pour le Luxembourg.

4. Il est renvoyé à l'accort tripartite du 28 avril 2006 qui comporte un chapitre spécial consacré à la maîtrise de l'inflation. Ce catalogue de propositions sera intégré dans un plan global de lutte contre l'inflation excessive qui sera présenté dans les meilleurs délais.

Question 1040 (21.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **missions du Laboratoire National de Santé:**

Aux termes de la loi du 21 novembre 1980 portant réorganisation de l'Institut d'hygiène et de santé publique et changeant sa dénomination en Laboratoire National de Santé, le LNS a pour mission:

1) d'étudier les problèmes d'épidémiologie et d'hygiène concernant la santé publique;

2) d'effectuer, sur demande des autorités publiques, des collectivités et des particuliers des travaux de laboratoire se rapportant à l'hygiène et à la médecine humaine;

3) d'assurer le contrôle des denrées alimentaires et les analyses de laboratoire qui s'y rapportent;

4) d'effectuer des analyses toxicologiques de laboratoire ainsi que les analyses de laboratoire concernant le contrôle des médicaments;

5) de collaborer sur le plan national et international à l'élaboration et à l'application de la politique sanitaire;

6) d'exécuter des travaux de recherche intéressant ces divers domaines et d'assurer, en collaboration avec les laboratoires des établissements hospitaliers et les laboratoires médicaux privés du pays, l'élaboration et l'harmonisation de méthodes et de techniques de laboratoire.

Le LNS comprend les divisions suivantes: anatomie pathologique, bactériologie et parasitologie, cytologie clinique, hématologie, virologie, immunologie et cytogénétique, chimie biologique et hormonologie, chimie toxicologique et pharmaceutique, contrôle des denrées alimentaires.

La division de virologie, immunologie et cytogénétique a pour mission de mettre en oeuvre les techniques appropriées à l'étude et au diagnostic des maladies virales y compris la culture des virus et d'assurer la surveillance épidémiologique de ces maladies et l'étude des moyens de leur prévention, de mettre en oeuvre les techniques immunologiques diverses en vue de l'étude, du diagnostic, de la surveillance et de la prévention de maladies infectieuses, et d'états pathologiques concernant le domaine de l'immunologie, de mettre en oeuvre les techniques d'étude des chromosomes en vue d'assurer le diagnostic de leurs anomalies et d'aider à la prévention des états pathologiques qui en résulteraient.

Un règlement grand-ducal peut préciser et compléter les attributions qui précèdent.

Le règlement grand-ducal du 18 avril 1988 portant création d'un Centre de Recherche Public auprès du Laboratoire National de Santé stipule que le CRP-Santé est chargé d'entreprendre des activités de recherche ainsi que de développement et de transfert technologiques visant à promouvoir le progrès scientifique ou l'innovation technologique. Il a en outre pour objet de promouvoir, tant sur le plan national qu'international, le transfert de technologies et la coopération scientifique et technique entre les centres de recherche luxembourgeois ou étrangers et les entreprises.

Grâce au soutien du Ministère de la Santé, du Centre de Recherche Public-Santé, des programmes Biotechnologie et Innovation de l'UE et de l'industrie, la Division d'Immunologie continue à se développer en un Institut d'Immunologie auprès du Laboratoire National de Santé. En 1996 la Division a obtenu ses propres laboratoires. Dans cette structure sont conduites des recherches contractuelles avec des partenaires industriels ainsi que des travaux de recherche fondamentale, l'enseignement et la formation des étudiants en doctorat.

La recherche universitaire devrait être, selon la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, une recherche à caractère fondamental et appliqué. L'Université met en oeuvre des activités de coopération scientifique, notamment en passant des accords avec des institutions, des organismes, des sociétés et des établissements de recherche nationaux ou internationaux.

L'Université et les Centres de Recherche Publics doivent se concerter au sujet de leurs programmes et projets de recherche respectifs. La collaboration entre l'Université et ces institutions est réglée par la voie contractuelle.

La recherche sur l'être humain est actuellement réglée par l'article 25 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers. Ledit article met en place un comité d'éthique de recherche, composé de personnes ayant des compétences diverses, auquel tout projet de recherche doit être soumis.

L'article 6 du projet de loi relatif à la recherche biomédicale précise que l'investigateur d'une telle recherche doit être autorisé à exercer la profession de médecin au Luxembourg et justifier d'une expérience appropriée dans le domaine de la recherche qu'il entend entreprendre.

Il apparaît que les activités de recherche et notamment de recherche biomédicale se caractérisent par une certaine complexité en matière de répartition des compétences. Cet état des choses est illustré par le conflit qui oppose actuellement le CRP-Santé et le LNS, plus précisément l'Institut d'Immunologie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les missions accordées au LNS aux termes de la loi du 21 novembre 1980 sont-elles toujours jugées pertinentes, notamment en ce qui concerne les activités de recherche?
- Le LNS devrait-il continuer à faire des analyses sanguines de routine ou cette activité devrait-elle être assurée principalement par des laboratoires privés?
- Sur quelle base légale s'appuie la création de l'Institut d'Immunologie? S'agit-il d'une simple émanation de la division de virologie, immunologie et cytogénétique?
- Quelle est la mission exacte de l'Institut d'Immunologie auprès du LNS? Un règlement grand-ducal ne devrait-il pas préciser et compléter ses attributions?
- Comment devrait s'orienter la coopération future entre le LNS et le CRP-Santé?
- Certains projets de recherche échappent-ils au contrôle préalable du comité d'éthique de recherche auquel tout projet de recherche doit être soumis?
- Le Conseil scientifique auprès du CRP-Santé contrôle-t-il les activités de recherche du LNS? Dans l'affirmative, que se passe-t-il en cas d'avis négatif de la part de ce Conseil scientifique?
- Peut-on parler en matière de recherche biomédicale publique d'une prolifération de projets personnels, voire privés?
- Comment assurer une meilleure coordination au niveau de la recherche biologique ou biomédicale entre les différents acteurs, à savoir le CRP-Santé, le LNS, la Faculté des Sciences de l'Université du Luxembourg et les établissements hospitaliers?
- Comment améliorer la coopération entre recherche publique et recherche privée en matière de recherche biologique ou biomédicale au Luxembourg?

Réponse commune (26.6.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans le cadre d'un avant-projet de loi élaboré au Ministère de la Santé les attributions du LNS sont en train d'être révisées et réactualisées. En gros cependant les attributions énoncées dans la loi actuelle paraissent appropriées et seront reproduites dans la loi à venir, sans préjudice de certaines modifications. D'ores et déjà il est permis de dire que la recherche continuera à figurer dans lesdites attributions comme une des missions du LNS.

L'honorable Parlementaire s'interroge sur la base légale sur laquelle la création de l'Institut d'Immunologie reposerait. En fait ledit «Institut» est une section ou un service de la division de virologie, d'immunologie et de cytogénétique. Outre ses travaux de recherche le service ou Institut d'Immunologie est actif sur le plan national dans le contrôle et l'élimination de la rougeole et de la rubéole. Il est également intervenu dans la lutte contre la grippe aviaire.

Un projet de loi déposé à la Chambre et soumis à l'avis du Conseil d'État soumet à l'avis d'un comité d'éthique de recherche tout projet de recherche comportant une intervention sur l'homme. D'ores et déjà les essais cliniques à l'aide de médicaments sont soumis à cette formalité. Aucun projet de recherche sur l'homme n'échappera au contrôle du comité d'éthique de recherche. Ne sont toutefois pas considérés comme comportant une intervention sur l'homme les projets de recherche menés à l'aide de substances prélevées sur l'homme, mais à d'autres fins que la recherche. Tant le CRP-Santé que le LNS travaillent pas ou peu sur des projets de recherche avec intervention sur l'homme.

Le conseil scientifique auprès du CRP-Santé est un organe consultatif, chargé d'une mission de conseil et d'évaluation des travaux de recherche. Il s'exprime sur la cohérence scientifique de la politique de recherche du CRP-Santé, et plus particulièrement sur les grandes orientations de la recherche, la répartition des moyens financiers et autres entre les différents «axes stratégiques», ainsi que sur les relations entre le CRP-Santé et ses différents partenaires, dont l'Université du Luxembourg. Il est composé de personnalités nationales et étrangères.

L'honorable Parlementaire craint en matière de recherche biomédicale «une prolifération de projets per-

[2] De l'aveu même des observateurs internationaux, y compris de la Commission européenne qui a élaboré la méthodologie de l'IPCH.

[3] À ce propos, voir dans «Inflation report - May 2006» de la Commission européenne, l'encadré de la page 14 «Empirical Evidence On The Causes Of Euro Area Inflation Differentials», où le différentiel d'inflation est principalement mis en relation avec l'Output gap (c'est-à-dire l'écart entre croissance réelle et croissance potentielle).

sonnels, voire privés». L'on ne voit pas très bien quels projets personnels ou privés sont visés par l'honorable Parlementaire. Les seules recherches pouvant être considérées comme privées dans le domaine de la santé sont celles menées par les grands laboratoires internationaux en vue de la mise sur le marché de nouveaux médicaments. Or, ces essais sont multicentriques, c'est-à-dire menés dans plusieurs hôpitaux dans plus d'un pays, et il faut se féliciter de ce que des médecins luxembourgeois sont appelés à y participer. Les coûts de ces essais sont à charge des promoteurs. Les travaux relevant de la recherche fondamentale et les recherches menées pour étudier et contrôler un phénomène de santé publique, par exemple une épidémie, font en revanche nécessairement appel à des fonds publics. Sur le plan national le Fonds national de la Recherche prend soin de ne subsidier que des projets qui sont pertinents et ne font pas double emploi. Les donneurs de fonds publics internationaux, notamment la Commission de Bruxelles et l'OMS, qui soutiennent également des chercheurs luxembourgeois, veillent à ce qu'il en soit de même sur le plan international.

Sur la toile de fond de la mise en place de l'Université du Luxembourg et de la parution du rapport de l'OCDE intitulé «Review of Luxembourg's Innovation Policy» la discussion sur une meilleure coordination des travaux de recherche menés par les différents acteurs et leur coopération, soit sur base conventionnelle soit au niveau institutionnel, est lancée. Les soussignés sont ouverts pour divers schémas de coordination et de coopération voire de fusion, mais il est certain qu'à tout le moins les liens entre les divers acteurs devront être resserrés. Le Gouvernement s'occupe de ce dossier dans les semaines et les mois à venir, mais il est encore trop tôt pour présager de l'issue de ce débat.

En ce qui concerne plus particulièrement la coopération entre le CRP-Santé et le LNS les soussignés estiment que des synergies sont opportunes et hautement souhaitables et qu'il y a lieu de les documenter et concrétiser par la voie conventionnelle.

Question 1041 (24.4.2006) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**impôt de solidarité:**

Fir de Statsbudget bis 2009 an d'Gläichgewiicht ze bréngen, ass vun de Sozialpartner eng national Solidaritéit ugestrieft ginn.

An der Tripartite-Sitzung vum 20. Abrëll 2006 gouf dofir ënner anerem virgeschloen, d'Solidaritéitssteier ëm 1% fir den Eenzelnen, awer och fir d'Betriber ze erhéijen, eng Mesure, déi besonnesch Leit mat klenge Revenuen entgéintkënnt.

Et ass och eng Mesure, déi, wéi schonn a Jore virdrun, ka jidderzäit der Entwécklung no uewe respektiv no ënnen ugepasst ginn. Et ass och eng Mesure, déi déi Mëttel- a Klengbetriber net ze haart trëfft. Et goufen awer nach aner Mesurë virgeschloen, déi besonnesch Leit mat klenge Revenuen treffen.

Dofir hätt et mer méi sënnvoll geschéngt, d'Solidaritéitssteier méi ze erhéijen, anstatt Mesurë wëllen anzeleeden, déi d'Klengverdénger méi haart treffen.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat bréngt d'Erhéijung vun 1% vun der Solidaritéitssteier dem Statsbudget u Plusvalue bis 2009?
2. Ëm wéi vill hätt d'Solidaritéitssteier missen erhéicht ginn, fir iwwert déi Mesure eleng de Statsbudget bis 2009 an d'Gläichgewiicht ze bréngen?
3. War d'Solidaritéitssteier net extra agefouert ginn, fir esou finanziell Situatioune wéi déi heiteg ofzefiederen?

Réponse commune (20.6.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'augmentation proposée dans le cadre de la conférence tripartite de 1% de l'impôt de solidarité tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales rapporte à l'État quelque 35 millions d'euros par an. Le relèvement proposé servira à financer certaines dépenses du Fonds pour l'Emploi (indemnités de chômage). Face à un déficit, calculé selon les critères européens de quelque 520 millions d'euros pour l'administration publique en 2006, il va sans dire qu'on ne pourrait raisonnablement envisager de combler le déficit budgétaire par une simple augmentation des impôts, mais qu'il y a lieu d'agir aussi du côté des dépenses, ce qui a été convenu au niveau de la conférence tripartite. Par ailleurs, l'impôt de solidarité, introduit au moment de la restructuration de la sidérurgie, doit garder son caractère de solidarité et ne peut servir à financer des dépenses courantes ou d'investissement de l'État.

Question 1043 (25.4.2006) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **projet de renaturation de l'Alzette dans la vallée du Roeserbann:**

Le 2 février 2001, le Gouvernement avait décidé d'accélérer la mise en oeuvre de la renaturation de l'Alzette supérieure, dans les secteurs du Roeserbann et du Dumontshaff à Schifflange, projet subventionné par l'Union européenne. L'objectif principal de ce projet est de revaloriser cette plaine alluviale en lui redonnant un caractère naturel. Les travaux de renaturation de l'Alzette devront permettre de recréer des zones humides et amphibiennes en redonnant au cours d'eau une partie de son espace naturel. Parallèlement, ils permettront de réactiver le potentiel de rétention pour permettre un abaissement du niveau de l'eau en cas de crue.

Tandis que dans le cadre de la renaturation en aval du Dumontshaff, l'Alzette a déjà pris possession de son nouveau lit dans la plaine alluviale sur une longueur de 1.300 mètres, les travaux de renaturation envisagés dans le Roeserbann n'ont pas encore commencé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est l'état actuel du dossier de la renaturation de l'Alzette entre Livange et Roeser?
- Est-ce qu'une décision définitive pour réaliser ce projet a déjà été prise?
- Dans l'affirmative, est-ce que les études d'impact nécessaires ont été réalisées, et le cas échéant quelles en étaient les conclusions, notamment quant à la qualité de vie des habitants voisins, aux risques d'inondation des surfaces agricoles touchées par le projet de renaturation et aux risques de pollution de l'environnement?
- Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre entend réserver au présent dossier?

Réponse (14.6.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Début 2006, la procédure de remembrement a été lancée par l'Office National du Remembrement. Suite à cette procédure, qui dure normalement environ deux ans, le projet pourra être exécuté.

ad 2) Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 2 février 2001, a pris la décision que ce projet fait partie du projet Life-Nature cofinancé par l'Union européenne.

ad 3) Plusieurs études ont été réalisées:

a. L'étude de faisabilité hydraulique a établi que le projet peut être réalisé sans pour autant augmenter le risque des inondations, mais qu'au contraire il diminuera les risques des inondations. Le projet diminuera de façon importante les inondations à Livange en permettant à l'Alzette de déborder vers le thalweg au lieu de déborder vers Livange, et augmentera le volume de rétention naturelle, ce qui aura comme effet, en cas de crue, une baisse du niveau d'eau à Luxembourg-ville.

b. L'étude hydrogéologique a démontré qu'il n'y aura pas de changement du niveau de la nappe phréatique en dehors de la plaine alluviale et donc au niveau des habitations.

c. L'étude de transport des sédiments a établi que l'Alzette sera dans son équilibre morphologique (les dépôts de l'été seront enlevés en hiver).

d. L'étude sur la pollution des sols dans toute la largeur de la plaine alluviale ainsi que de la qualité de l'eau n'a pas fourni des arguments contre le projet de renaturation.

e. Une étude agricole préliminaire avait été réalisée afin d'obtenir un inventaire des exploitations agricoles concernées.

f. Une étude agricole proprement dite est actuellement en cours afin d'établir le mode de gestion extensive compatible avec les terrains renaturés, similaire au projet de la renaturation de la Syre entre Munsbach et Mensdorf respectivement de l'Alzette à Schifflange-Dumontshaff. Les exploitants agricoles participent aux deux projets qui améliorent leur situation économique.

ad 4) Le Ministre entend respecter la décision du Gouvernement en conseil du 2 février 2001 mentionnée ci-dessus et réaliser le projet en question, à savoir la renaturation de l'Alzette entre Livange et Roeser, dans les meilleurs délais. Il y a lieu de préciser que des plans d'exécution détaillés du projet de renaturation seront élaborés en temps utile.

Question 1044 (25.4.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **recrutement de facteurs auprès de l'Entreprise des P&T:**

Il me revient que l'Entreprise des P&T (EPT) défavorise lors de nouvelles embauches de facteurs les personnes issues de l'armée luxembourgeoise briguant un tel poste. Selon d'aucuns cette attitude s'explique notamment par l'existence de deux statuts professionnels différents.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées quant à la provenance des facteurs recrutés dans les dernières années?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de procéder à une adaptation du statut voire à la création d'un statut unique pour tous les facteurs, ceci notamment en vue d'éviter d'éventuels conflits sociaux lors de futurs recrutements?
- Dans l'affirmative, quels changements du système actuellement en vigueur Monsieur le Ministre envisage-t-il?
- Quel statut Monsieur le Ministre envisage-t-il notamment d'attribuer aux personnes qui ne sont pas issues de l'armée luxembourgeoise? Le statut des personnes concernées sera-t-il adaptées à celui des fonctionnaires publics?

Réponse (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

	02/2003	02/2004	07/2004	07/2005	Total
Candidats	13	47	30	22	102
Echecs	10	36	25	18	89
Admissions	3	9	3	4	19
Retraits	/	2	2	/	4

En vue de garantir le service de la distribution du courrier postal et la prestation du service universel, l'Entreprise a donc dû engager des agents sous le statut de l'employé de l'État.

Ces employés, qui sont au nombre de 81 actuellement pour un total de quelque 700 postes dans la carrière du facteur, ont un développement de carrière similaire à celui du facteur et bénéficient des formations identiques à celui-ci.

Dans la mesure où leurs prestations sont en général favorablement perçues par les utilisateurs du service public et qu'ils sont entre-temps bien intégrés dans le corps des agents de distribution du courrier postal, il n'y a pas lieu de s'attendre à des conflits sociaux lors des futurs recrutements. Une adaptation du statut du facteur n'est pas envisagée en l'occurrence.

Question 1045 (25.4.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **rattrapage des retards sur les tronçons des lignes d'autobus:**

À en juger de par le courrier à l'éditeur publié dans le quotidien «Tageblatt» du 11 avril 2006, du moins certaines entreprises d'autobus auraient pris l'habitude de rattraper les retards en effectuant des raccourcis sur le reste du parcours de ligne et en court-circuitant de la sorte les arrêts installés le long de la partie non desservie du parcours.

- J'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports si la pratique décrite connaît une application généralisée sur les réseaux d'autobus subventionnés par l'État ou s'il s'agit d'un cas isolé ne concernant que la ligne 203 Luxembourg-Differdange.
- Une telle pratique bénéficie-t-elle de l'accord ministériel? Si oui, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il cette approche par rapport aux principes gouvernant la prestation des services publics? Si non, quelles sont les mesures prises, voire les sanctions appliquées pour mettre un terme à une pratique défiant les instructions ministérielles relatives à un service d'autobus de qualité?

Réponse (9.6.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député se réfère à une lettre publiée dans un quotidien au sujet d'un dysfonctionnement sur la ligne publique régionale 203 Differdange-Luxembourg.

Comme il résulte de ma réponse à l'auteur de la prédite lettre, celle-ci manque de précisions quant aux incidents y décrits, de sorte qu'il est difficile, voire impossible pour mon service d'y intervenir de façon concrète.

Des contrôles ces derniers temps, assurés par mon service, n'ont fait état d'aucune irrégularité de la part des conducteurs lors de l'exploitation du service. Des retards fréquents dans l'horaire de la ligne me sont toutefois signalés, dus exclusivement à l'absence d'infrastructures routières accordant une priorité à la circulation des autobus sur une grande partie du tracé de la ligne.

Il est toutefois évident que le Ministère des Transports ne s'accorde pas avec des pratiques tendant à dégrader la qualité de l'offre de transport public.

Je tiens à rappeler à cet effet à Monsieur le Député que le grand défi du Gouvernement consiste dans une augmentation progressive d'utilisateurs des transports publics à réaliser grâce à une offre optimisée et adaptée régulièrement aux besoins du public.

C'est dans ce souci que j'invite Monsieur le Député à fournir à mon Service d'Organisation des Transports publics de plus amples détails au sujet des problèmes qu'il a éventuellement recueillis sur la prédite ligne 203, d'ailleurs exploitée par une seule entreprise.

Je n'hésiterai pas, le cas échéant, à sanctionner toute non-observation des consignes d'exploitation des services publics en vigueur.

Question 1047 (27.4.2006) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **consommation pétrolière du Luxembourg:**

Face à l'insuffisance de nos capacités de stockage nationales de produits pétroliers, le Gouvernement prévoit un élargissement desdites capacités, soit par l'extension des sites actuels, soit par la construction de nouveaux sites décentralisés. Parallèlement, nos engagements internationaux dans le contexte du Protocole de Kyoto nous contraignent à réduire notre consommation de pétrole dans les années à venir. Dans ce contexte je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Quelle est la consommation pétrolière annuelle du Luxembourg pour les années 2003,

2004 et 2005? Quelle est à chaque fois la part de consommation qui incombe aux non-résidents et aux camions en transit?

- Sur quel volume est-ce que le Gouvernement se base pour calculer la capacité de stockage nationale à atteindre à l'avenir et correspondant à 90 jours de consommation nationale? Quelle est l'échéance prévue?
- Est-ce que le Gouvernement prévoit dans ses calculs la réduction progressive de notre consommation pétrolière dans les années à venir, une réduction qui découle directement de nos engagements internationaux? Dans l'affirmative, quelle est la proportion de baisse retenue dans les calculs?

Réponse (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Ad 1

La consommation de carburants au cours des trois dernières années a connu l'évolution suivante:

Année	Essences	Diesel	Total
2003	751.500 m³	1.579.500 m³	2.331.000 m³
2004	702.700 m³	1.890.900 m³	2.593.600 m³
2005	644.200 m³	2.113.100 m³	2.757.300 m³

La quote-part des non-résidents et des camions en transit se chiffre, pour les années 2003 à 2005, à environ 75% des ventes totales. Ces résultats ont été confirmés par l'étude menée dans le contexte de l'élaboration du 2e plan national d'allocation de quotas pour le Luxembourg.

Ad 2

Conformément au règlement grand-ducal du 31 octobre 1973 et à la directive du 20 décembre 1968 le Gouvernement est tenu de se baser sur la consommation de l'exercice antérieur pour la fixation des quantités que les importateurs de produits pétroliers sont obligés de stocker pour l'année en cours. Pour l'instant les capacités de stockage sur territoire national sont largement insuffisantes pour accueillir les volumes définis par le règlement grand-ducal précité et plus de $^3/_4$ des réserves obligatoires correspondant à 90 jours de consommation doivent être stockées à l'étranger.

Ad 3

Le règlement grand-ducal précité prévoit le stockage de l'équivalant de 45 jours de consommation d'essences et de 55 jours de distillats moyens sur territoire national.

Or, actuellement les stocks (et les capacités de stockage) n'atteignent que l'équivalent de 23 jours pour ce qui est des essences et de 13 jours en ce qui concerne les produits de la catégorie 2 (distillats moyens).

Il apparaît dès lors que le niveau des stocks sur territoire national est toujours insuffisant, même après une réduction de plus de la moitié de la consommation actuelle des produits pétroliers.

Question 1048 (27.4.2006) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **mise en place d'un certificat de performance énergétique:**

La réponse fournie par Monsieur le Ministre du Logement à ma question parlementaire N°0968 du 3 mars 2006 relative à l'assainissement d'immeubles en vue d'en optimiser la performance énergétique étant hors sujet, je tiens à réitérer un certain nombre de questions à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, la question parlementaire N°0968 ayant déjà été adressée à ces deux ministres. En effet, le but de ma question parlementaire n'était nullement de recevoir une explication sur l'objectif du carnet de l'habitat, objectif que j'ai d'ailleurs esquissé moi-même dans l'énoncé de ma question *(cf. compte rendu N°11/2005-2006).*

Je rappelle que la directive 2002/91/CE du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments prévoyant la mise en place d'un «certificat de performance énergétique» (EnergiPass) aurait dû être transposée en droit national au plus tard au 4 janvier 2006.

La problématique d'une meilleure isolation des bâtiments est un sujet trop important pour être pris à la légère. En effet, ces mesures peuvent avoir un impact non négligeable dans le cadre de la stratégie nationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue de respecter nos engagements du Protocole de Kyoto.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien de logements ont été rénovés depuis l'introduction du carnet de l'habitat?
- Quand est-ce que la directive sur la performance énergétique des bâtiments pourra être transposée en droit national?
- Le «certificat de performance énergétique» remplacera-t-il le carnet de l'habitat?
- Quel est actuellement le potentiel chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rénovation et l'assainissement d'immeubles existants?

Réponse commune (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) Pour le premier volet de la question parlementaire, il y a lieu de se référer à la réponse de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement à la question parlementaire N°0968 du 2 mars 2006 posée par l'honorable Député Emile Calmes sur le carnet de l'habitat.

2) En ce qui concerne la transposition de la directive 2002/91 du 16 décembre 2002 du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments, il est prévu de la transposer dans une première phase pour le seul secteur des bâtiments destinés à l'habitation. Cette séparation du secteur résidentiel et du secteur non résidentiel a plusieurs raisons:

• le calcul de la performance énergétique des bâtiments non résidentiels est considérablement plus complexe que celui des bâtiments résidentiels;

• il faut donc introduire des valeurs énergétiques spécifiques en kWh/m² en se basant sur un bilan énergétique détaillé, les règles actuelles étant inadaptées et le secteur de la construction doit s'y adapter. L'expérience une fois acquise, une application aux bâtiments non résidentiels se présentera de façon beaucoup plus simple;

• une couverture additionnelle des aspects énergétiques des bâtiments non résidentiels est également donnée en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

La directive sur la performance énergétique des bâtiments repose sur les quatre éléments suivants:

a) une méthodologie commune de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments;

b) les normes minimales relatives à la performance énergétique des bâtiments neufs et des bâtiments existants lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovations importants;

c) les systèmes de certification pour les bâtiments neufs et existants;

d) le contrôle régulier des chaudières et des systèmes centraux de climatisation dans les bâtiments ainsi que l'évaluation d'une installation de chauffage lorsqu'elle comporte des chaudières de plus de 15 ans.

Le certificat de performance énergétique ne constitue donc qu'un élément de cette directive.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est actuellement en cours de finaliser l'avant-projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Cet avant-projet de règlement grand-ducal définit une méthodologie de calcul, prescrit des normes minimales et introduit un système de certification de la performance énergétique pour les bâtiments d'habitation. Il est prévu que ce dossier soit à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions du Conseil de Gouvernement.

Le contrôle régulier des chaudières est couvert par les règlements grand-ducaux du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide, tel que modifié, et le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz. Le contrôle périodique des chaudières s'applique donc déjà depuis un certain temps et il faut relever que le Luxembourg a été un des pionniers européens en matière de contrôle régulier des chaudières.

Le contrôle unique des systèmes de chauffage de plus de 15 ans sera transposé par une adaptation des règlements précités. Pour les chaudières à gaz un nouvel avant-projet de règlement grand-ducal tenant compte de cette inspection unique sera également présenté prochainement au Conseil de Gouvernement.

Les systèmes de climatisation sont couverts par le règlement grand-ducal modifié du 18 avril 2004 relatif au contrôle de fuites dans des équipements frigorifiques et climatiques. Actuellement ce règlement ne couvre pas les aspects de la performance énergétique évoqués par la directive 2002/91/CE, mais il est prévu d'adapter la réglementation en ce sens.

3) Le carnet de l'habitat est un diagnostique complet d'un immeuble et la performance énergétique n'en est qu'un élément. La méthode de calcul pour la performance énergétique des bâtiments d'habitation et la certification de celle-ci conformément à la directive 2002/91/CE seront intégrées dans le carnet de l'habitat et remplaceront les dispositions actuelles y relatives. L'annexe du règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement sera donc modifiée en ce sens.

4) Quant au potentiel de réduction des émissions des CO_2 par l'assainissement d'immeubles existants, il dépend de nombreux facteurs, dont la qualité énergétique desdits immeubles et le taux d'assainissement effectif.

Si l'on se base sur quelque 172.000 ménages, un taux d'assainissement de 2% par an et un taux de remplacement de vieilles chaudières de 4% par an, on arrive à un potentiel de réduction de 15.000 t CO_2 en 2006 jusqu'à 94.000 t CO_2 en 2012, soit quelque 329.000 tonnes CO_2 au total sur la période 2006 à 2012.

Dans ce calcul, on part de l'hypothèse que les mesures d'assainissement de l'enveloppe thermique d'un bâtiment mènent vers une réduction de l'indice énergétique de 200 kWh/m² x an à 120 kWh/m² x an.

Pour tout le secteur «ménages, bâtiments publics, commerce» ces mêmes mesures pourraient mener à un potentiel de réduction annuel de 21.000 tonnes de CO_2 en 2006 et jusqu'à 125.000 tonnes CO_2 en 2012, soit au total quelque 440.000 tonnes de CO_2 sur la période 2006 à 2012.

Question 1050 (2.5.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **position monopolistique d'une société dans le domaine de la télédistribution:**

Il me revient que les activités d'une société opérant dans le domaine de la télédistribution ont suscité de nombreuses critiques et réclamations dans les derniers mois. Selon d'aucuns, cette situation comporte le risque d'un abus de position dominante voire d'exploitation illégale d'une position monopolistique suite à un manque de concurrence.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'Inspection de la concurrence devrait analyser de plus près cette situation?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si la société en question a présenté à l'Inspection de la concurrence des explications pour les augmentations de tarif répétées? Dans l'affirmative, quelles en ont été les raisons?

Réponse (8.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'Inspection de la concurrence m'a confirmé qu'elle est saisie de plusieurs plaintes contre une société de câblodistribution et que l'instruction n'a pas encore pu être finalisée. J'ai d'ailleurs transmis plusieurs plaintes directement à l'Inspection de la concurrence.

Le rapporteur général de l'Inspection de la concurrence m'a informé que bon nombre des réclamations doivent aussi être analysées sous l'angle du droit de la consommation, compétence qui n'est pas du ressort des autorités de concurrence.

Comme vous le savez, l'Office des prix ainsi que la tutelle étatique des prix ont été abrogés par la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Seuls les prix des courses en taxi et des médicaments restent fixés par règlement grand-ducal. Les principaux griefs invoqués par les plaignants concernent effectivement les hausses des tarifs. Comme vous le savez, des plaintes concernant des prix jugés excessifs figurent parmi les affaires les plus difficiles à instruire, d'autant plus que le marché de la télédistribution est en pleine mutation.

Le secret de l'instruction n'autorise pas l'Inspection de la concurrence de me donner des informations concrètes.

Question 1051 (2.5.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **fonctionnement d'un service de secours professionnels à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck:**

Lors de la présentation du rapport d'activité 2005 de l'Administration des Services de Secours Monsieur le Ministre de l'Intérieur a annoncé qu'à l'avenir il faudra recourir aux services de secours professionnels aussi bien à Esch/Alzette qu'à Ettelbruck.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de faire contribuer les communes concernées à l'intégralité des frais de personnel et de fonctionnement ainsi qu'à une grande partie des frais d'équipement, à l'instar de la Ville de Luxembourg, seule commune qui dispose d'un service professionnel, ou est-il d'avis que ces charges devront être à charge du budget de l'État également en ce qui concerne la Ville de Luxembourg?
- Est-ce que le projet de construction d'un centre de secours national à Luxembourg-Gasperich figure toujours parmi les priorités du Gouvernement et quels sont les délais retenus pour le début des travaux?

Réponse (26.6.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire:*

Les deux questions posées par l'honorable Députée soulèvent de ma part les observations suivantes:

1. Si la Protection civile dépend directement de l'État, les services d'incendie relèvent des communes. Dans cette logique, le budget de l'État supporte les frais de fonctionnement des centres de secours de la protection civile alors que les charges résultant des services d'incendie et de sauvetage sont portées par les communes. Est-il besoin de rappeler dans ce contexte que suivant la loi communale, l'entretien d'un service d'incendie constitue pour chaque commune une mission obligatoire? J'aimerais néanmoins rappeler dans ce contexte que l'État subventionne à la fois la construction de bâtiments abritant les services d'incendie communaux que le matériel mis à la disposition de ces services. J'ai décidé d'autre part d'allouer des subsides dépassant les taux usuels dans l'hypothèse où un centre pour les sapeurs-pompiers est destiné à héberger plusieurs corps ou s'il s'inscrit dans une logique de coopération régionale.

2. Le projet de construction d'un centre de secours au Rond-point Gluck à Luxembourg-Gasperich constitue toujours pour le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire un dossier prioritaire, même si pour des raisons budgétaires, ce bâtiment ne pourra être construit dans les délais initialement prévus. À l'heure actuelle, et pour les raisons indiquées ci-dessus, je ne peux renseigner l'honorable Mme Brasseur sur le début des travaux.

Question 1052 (3.5.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**entretien de l'abattoir à Mersch:**

Aus dem Aktivitéitsrapport vum Landwirtschaftsministère geet ervir, datt d'Cepal S.A. e Projet eragereecht huet, deen d'Mierscher Schluechthaus betrëfft an eng Verbesserung vun den hygienesche Konditioune vun der Fleeschveraarbechtung soll bewierken.

Der kuerzer Beschreiwung no soll an Zukunft verhënnert ginn, datt et weiderhin zum Daach erareent (nouvelles membranes d'étanchéité sur les toitures suite aux infiltrations d'eau de pluie), et soll nei ugestrach ginn (remise en peinture), a futtis Glaszille solle verdeckt ginn (recouvrement des briques en verre, en grande partie cassées, par du «GFK»).

De Stat soll dës Reparaturaarbechten zu 35% subventionéieren, mat ronn 134.000 Euro.

Well (a) d'Schluechthaus vun der Cepal viru 35 Joer gebaut ginn ass, an dës lamentabel Zoustänn op eng miserabel Gestioun an en Ënnerloosse vum normalen Entretien zréckzefëiere sinn, an (b) d'Cepal S.A. laut hirem leschte publizéierte Bilan ronn 11 Milliounen Euro méi ausgewise Scholde wéi Aktiva huet, dat heescht praktesch faillite ass, erlaben ech mer, folgend Froen un lech ze riichten:

1. A wat fir engem Stadium ass dësen Dossier de Moment?
2. Wat ass Är Meenung wat de Subventionnement vun dësen Aarbechten ubelaangt?
3. Ass et dem Agrargesetz no méiglech, fir Reparaturaarbechten, déi op e schlechten oder feelenden Entretien zréckzefëiere sinn, iwwerhaapt ze subventionéieren?
4. Wann dat esou wär, muss dat net zwangsleefeg zu Abusën a Belounung vu Mësswirtschaft féieren?
5. Däerf de Stat engem Demandeur, dee senger leschter Bilanz no praktesch am Zoustand vun der Faillite ass, Investitiounshëllefen zougestoen? Wat fir Kritären iwwert d'Crédibilitéit vum Demandeur mussen erfëllt sinn, fir datt déi betreffend Hëllefe kënnen accordéiert ginn?

Réponse (12.6.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire a trait à une demande d'aide présentée par la société Cepal S.A. au titre de l'article 22 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural pour un projet d'investissement concernant l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité alimentaire de l'abattoir et des ateliers de production à l'Agrocenter de Mersch.

Elle appelle la réponse suivante.

La demande introduite par Cepal S.A. a porté sur un montant total de 902.257,33 euros (hors TVA). Conformément à l'avis émis par la commission spéciale, prévue à l'article 59 de la loi du 24 juillet 2001 précitée, la décision ministérielle d'approbation a retenu un devis éligible de 381.786,53 euros (hors TVA), écartant partant un montant de 520.999,80 euros (hors TVA) du devis initial.

Les raisons de cette réduction du montant éligible résident dans le fait que certains investissements ne répondent pas aux critères d'éligibilité prévus par la loi du 24 juillet 2001 précitée ou par son règlement d'exécution du 11 août 2001, critères qui sont appliqués de façon stricte et uniformément à toutes les demandes introduites au titre de l'article 22 précité.

Dans le cas d'espèce, certains investissements ont concerné des travaux courants de rénovation et de réparation, et donc précisément des travaux dont l'éligibilité préoccupe l'honorable Député, et certains autres investissements n'ont pas porté sur le premier stade de transformation auquel le bénéfice des aides est pourtant limité.

Quant à la capacité financière de la société demanderesse, je voudrais souligner que l'appréciation des demandes faite par la prédite commission comprend également une analyse approfondie de la situation financière des demandeurs d'aides. La demande visée par l'honorable Député n'a pas fait exception à cette règle et l'analyse en question n'a pas révélé d'éléments justifiant un refus d'allocation de l'aide sollicitée en raison de la situation économique de l'entreprise concernée.

Question 1053 (3.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **remboursement des prestations médicales:**

Selon mes informations les délais pour le remboursement et la prise en charge par la Caisse de Maladie des Employés privés des prestations médicales perçues à l'étranger seraient de plus de deux mois. Comme il risque de s'agir de montants importants, ces délais peuvent mettre les assurés disposant de peu de réserves financières dans une situation parfois difficile.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quel est le délai habituel nécessaire pour le remboursement de prestations médicales perçues à l'étranger? Des délais dépassant deux mois sont-ils dans la norme? Si tel n'est pas le cas, quelle est la raison des délais évoqués et quelles mesures peut-on envisager pour les raccourcir?
- Existe-il des solutions pour venir en aide aux assurés disposant de peu de réserves financières et qui risquent de se trouver dans une impasse financière suite à ces délais?

Réponse (8.6.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La prise en charge et le remboursement des prestations médicales à l'étranger par les caisses de maladie peuvent se présenter sous les trois cas de figure décrits ci-après:

1. Traitements autorisés par l'Union des Caisses de Maladie, sur base d'un formulaire E112:

Les assurés qui doivent suivre un traitement à l'étranger, dûment autorisé au préalable par l'Union des Caisses de Maladie, sont systématiquement informés par celle-ci des démarches à suivre pour leur traitement par un courrier séparé joint au formulaire, c'est-à-dire remise du formulaire E112 à la caisse de maladie du pays où le traitement aura lieu, préalablement au traitement. Si ces procédures sont respectées, l'assuré n'a en général qu'à régler sa participation personnelle.

Si l'assuré n'a pas respecté la procédure de remise préalable du formulaire E112 à la caisse de maladie étrangère, la Caisse de Maladie des Employés privés envoie un courrier à l'assuré en l'informant quelle est la procédure à appliquer et, s'il ne veut pas se faire rembourser par la caisse de maladie étrangère, il peut demander la prise en charge selon les arrêts Decker et Kohll dont question ci-après. Ceci s'applique uniquement en cas de traitement ambulatoire.

2. Traitement médical devenu nécessaire lors d'un séjour temporaire à l'étranger:

Si la procédure prévue pour l'utilisation de la carte européenne de sécurité sociale est respectée, la prise en charge des mémoires d'honoraires se fait sur place par la caisse de maladie du lieu de séjour.

En cas de non-respect ou de méconnaissance de la procédure, soit par le prestataire, soit par l'institution de l'assurance maladie du lieu de séjour, la Caisse de Maladie des Employés privés est obligée d'envoyer une demande de tarification à la caisse de maladie du lieu de séjour temporaire de l'assuré, ce qui peut entraîner des délais de réponse considérables pouvant aller jusqu'à sept mois, mais sur lesquels la CMEP n'a malheureusement pas d'influence. L'envoi de la demande de tarification se fait en général au plus tard dans les trois jours après la réception des mémoires d'honoraires.

3. Traitements programmés à l'étranger:

La prise en charge se fait selon les arrêts Decker et Kohll, c'est-à-dire aux taux et tarifs luxembourgeois, ce qui comporte que dans certains dossiers la CMEP est obligée de demander l'avis médical du Contrôle médical de la sécurité sociale. Assez souvent également les mémoires d'honoraires son rédigés dans une langue non courante au Luxembourg.

On notera que la population protégée est constituée pour une grande partie d'étrangers qui de par leur origine ont tendance à se faire traiter, en cas de maladie, auprès de leur médecin établi dans leur pays natal.

Compte tenu des divergences existantes entre les différents régimes de sécurité sociale pouvant entrer en ligne, notamment en ce qui concerne et la facturation et la procédure de prise en charge, la prise en charge des factures étrangères par la CMEP est très complexe.

À regard des difficultés précitées, le délai habituel de prise en charge se situe entre quatre et huit semaines. Ce délai peut varier en fonction des correspondances avec les assurés et avec les institutions étrangères ainsi qu'avec la mise en intervention du Contrôle médical de la sécurité sociale.

Selon l'article 34 du règlement d'application CEE 574/72, une avance appropriée est prévue, mais difficilement praticable en raison des difficultés d'évaluation des remboursements à prévoir.

Question 1056 (4.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **protection des données personnelles:**

Depuis quelques années l'on observe que de plus en plus souvent le numéro de sécurité sociale est demandé aux clients lors de l'achat d'un téléphone portable, d'une voiture ou même par la Société nationale de Contrôle technique. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines demande également le numéro de sécurité sociale du propriétaire d'un immeuble et de son locataire lorsque celui-là souhaite bénéficier du taux réduit de la TVA à l'occasion de travaux de rénovation ou de transformation.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Le Premier Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, le Premier Ministre estime-t-il que les pratiques évoquées ci-dessus sont conformes à la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales et à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?
- Si tel n'est pas le cas, le Premier Ministre peut-il m'informer comment il entend remédier à la situation afin de garantir le respect de la législation en vigueur? Est-il, en revanche, d'avis que cette dernière devrait faire l'objet d'une adaptation? Si tel devait être le cas, entendrait-il saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi afférent et dans quel délai?

Réponse (16.6.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre des Communications:*

La directive 95/46 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données impose aux États membres l'obligation de déterminer les conditions dans lesquelles un numéro national d'identification peut faire l'objet d'un traitement de données.

Si la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ne contient pas de dispositions spécifiques à cet égard, c'est parce qu'on estimait que les conditions déterminées par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales et les dispositions du règlement grand-ducal du 7 juin 1974 fixant les modalités d'application de la loi de 1979 seraient suffisantes pour offrir les garanties appropriées aux administrés.

Selon l'article 4 de la loi du 30 mars 1979 les données du répertoire général des personnes y compris le numéro d'identité ne sont communiqués (en tout ou en partie) qu'aux administrations, services publics, organismes de sécurité sociale qui sont autorisés par la loi ou une disposition réglementaire à y avoir recours.

Aux termes de l'article 5 de la loi précitée c'est par voie de règlement grand-ducal que sont déterminés les «actes, documents, fichiers qui utiliseront le numéro d'identité, à condition que celui-ci soit réservé à l'usage administratif interne ou aux relations avec le titulaire du numéro».

La législation repose donc sur une conception restrictive de l'utilisation du numéro d'identité national de sorte que le numéro ne doit pas être demandé aux clients ou usagers d'autres services que les services publics ou par d'autres acteurs que les administrations publiques limitativement autorisés à cet effet.

Des évolutions récentes montrent également que l'utilisation fréquente du numéro d'identité national dans les procédures et usages administratifs vient de diluer la ligne de démarcation entre usages licites et non licites dudit numéro telle qu'elle avait été tracée par la loi de 1979.

La généralisation de l'emploi du numéro d'identité national en pratique mérite aujourd'hui une réflexion profonde sur les conditions d'utilisation du numéro d'identité et du répertoire général des personnes ainsi que sur les garanties susceptibles de satisfaire aux exigences de protection des données de la personne concernée.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a instauré un groupe de travail chargé de se pencher sur cette question et de faire des propositions pour réviser la législation sur le répertoire général des personnes physiques et morales en général et l'utilisation du numéro d'identité national en particulier.

Question 1057 (4.5.2006) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant la **réduction des émissions CO_2:**

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, Monsieur le Ministre de l'Environnement a publié en date du 3 mai 2006 un plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2.

Il rappelle à propos des prévisions et objectifs de réduction «que le Luxembourg a été le pays le plus ambitieux au sein de l'UE, et selon lui l'objectif de réduction signifierait que le Luxembourg pourra émettre environ 9 mio. t de CO_2-équivalents par an durant la période 2008-2012», pour en déduire que les besoins de réduction seront de l'ordre de 5 mio. t de CO_2 par an par rapport au scénario business as usual, soit 25 mio. t pour la période 2008-2012.

En vue de se conformer aux dispositions du protocole de Kyoto, le Luxembourg avait accepté dans le cadre du partage des charges au sein de l'UE de n'émettre plus que 72% du montant total des émissions dont il était responsable en 1990.

Le Ministre de l'Environnement de l'époque avait accepté formellement cet engagement en tablant le droit d'émission des 72% sur un montant total de plus ou moins 14 mio. t effectuées en 1990. Cet engagement était avant tout de nature politique et appuyé en cela par la Chambre des Députés qui y avait déjà donné son aval dès la conclusion du protocole de Kyoto. Il s'ensuit conformément audit engagement du Gouvernement de la fin des années '90 que les droits d'émission du Luxembourg devraient être de l'ordre de plus ou moins 10 mio. t de CO_2-équivalents par an et non pas de 9 mio. t, comme précisé à la page 11 du document du 3 mai 2006.

Il est vrai que l'hypothèse d'une émission de l'ordre de 12,52 mio. t CO_2-équivalents en 1990 sur laquelle est basé le droit d'émission total pour l'avenir résulte d'un recalcul par l'Administration de l'Environnement postérieur à l'engagement pris en 1998 par Monsieur le Ministre de l'Environnement Alex Bodry dont la bonne foi ne peut être mise en cause en acceptant un droit d'émission pour le Luxembourg de plus ou moins 10 mio. t CO_2-équivalents par an.

La réunion Tripartite du début de l'année 2001 portant sur le «1er plan d'allocation des droits d'émission pour le secteur des entreprises» faisait d'ailleurs sienne l'approche esquissée ci-dessus et s'était clairement prononcée pour une interprétation des engagements pris par le Gouvernement fixant le droit d'émission pour le Luxembourg à environ 10 mio. t CO_2-équivalents par an, approche partagée d'ailleurs par Monsieur le Ministre de l'Environnement lors d'un récent débat en séance plénière à la Chambre des Députés en réponse à une question du soussigné.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre de l'Environnement de bien vouloir m'informer des raisons qui l'ont amené entre-temps à prôner un objectif de réduction limitant à 9 mio. t CO_2-équivalents par an et non plus à 10 mio. ses droits d'émission.
- Eu égard aux contraintes budgétaires actuelles, j'aimerais demander également à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget s'il pourrait me préciser l'impact estimé sur le

budget de l'État des deux scénarios respectifs.

Réponse commune (20.6.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'honorable Député fait référence aux émissions de gaz à effet de serre en 1990 et aux différents chiffres publiés depuis les années '90.

Le 16/17 juin 1998, lors du Conseil Environnement de l'Union européenne un accord politique a pu être dégagé sur ce que l'on appelle le «EU burden sharing agreement». Dans le cadre de cet accord, le Luxembourg s'était engagé de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 28% en 2008-2012 par rapport à leur niveau de 1990.

Le 4 mars 2002, le Conseil Environnement a adopté la décision du Conseil relative à l'approbation du protocole de Kyoto (décision 2002/358/CE du 25 avril 2002) et l'exécution conjointe des engagements qui en découlent.

À cette occasion le Luxembourg avait fait la déclaration suivante:

«Le Luxembourg considère, pour ce qui le concerne, que les hypothèses relatives aux émissions de l'année de référence tiennent compte des importations d'électricité en 1990 et que les données sur ses émissions telles que reflétées dans la deuxième communication de la Communauté européenne au titre de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (26 juin 1998) devraient être dûment prises en compte.»

À noter que ladite communication indique pour le Luxembourg le chiffre de 13,7 millions de tonnes de gaz à effet de serre émises en 1990.

Or, ce chiffre se base sur un calcul erroné de l'Administration de l'Environnement. La vérification des données concernant la composition de gaz de haut-fourneau a révélé que la valeur du facteur d'émission du dioxyde de carbone utilisé était fausse, ce qui a entraîné une surestimation des émissions de CO_2 de l'industrie sidérurgique. En 1990, l'impact de l'industrie sidérurgique sur nos émissions de CO_2 était considérable. Le recalcul pour 1990 a ainsi révélé que nos émissions de CO_2 au niveau national sont en fait de +/- 12,5 millions de tonnes équivalents (éq.).

Au courant de la première moitié de l'année 2006, le Luxembourg devra soumettre un rapport sur ses émissions de CO_2 en 1990 («Assigned Amount Report») qui servira de base pour arrêter définitivement la quantité attribuée par rapport à laquelle le budget d'émission pour les années 2008-2012 (budget Kyoto) sera calculé. Or, comme ces chiffres doivent être validés et vérifiés, il a été décidé, sur recommandation du Dr. Ewringmann, de reprendre le chiffre de +/- 12,5 millions de tonnes de CO_2 éq. dans le plan d'action national dont fait référence l'honorable Député.

Ceci d'autant plus que la stratégie du Gouvernement précédent, publiée en mai 2000, indique un chiffre similaire pour 1990, et que la Commission européenne, depuis, utilise ce chiffre autour de 12,5 mio. tonnes éq. pour le Luxembourg dans ses communications. On peut consulter le rapport de la Commission conformément à la décision du Conseil 93/389/CE publié le 28.11.2003 (COM (2003) 735 final) ou encore le rapport «Catching up with the Community's Kyoto Target» du 20.12.2004 (COM (2004) 818 final).

Ceci dit, lors de la soumission prochaine du 2e plan d'allocation national ou de notre communication nationale, il y aura lieu d'attirer l'attention de la Commission sur ce problème.

Les deux scénarios identifiés par l'honorable Député résultent en un «budget national d'émissions de CO_2» s'élevant soit à 45 mio. t éq., soit à 50 mio. t éq. au cours de la période de référence 2008-2012. En 2005, les émissions annuelles de CO_2 se chiffraient à quelque 14 mio. t éq. En supposant qu'au cours de la période 2008-2012, les émissions de CO_2 se stabiliseront au niveau de 2005, l'écart entre les émissions effectives de CO_2 et les droits d'émissions accordés au Luxembourg se chiffre à 20-25 mio. t éq. au cours de la période 2008-2012. Le Gouvernement, agissant de concert avec le consultant Ewringmann, est en train d'identifier les domaines dans lesquelles des réductions d'émissions de CO_2 pourront être réalisées sur le plan national. Mise à part la question de l'opportunité de ces mesures de réductions sur le plan national, le Gouvernement prête aussi une attention toute particulière à la rationalité économique de ces décisions, sur base du concept du coût marginal de la réduction. Dans la mesure où l'écart entre les émissions effectives et le «budget national» ne pourra être comblé par des mesures de réduction sur le plan national, le Gouvernement aura recours aux dits «mécanismes flexibles».

L'impact budgétaire de la stratégie de réduction des émissions de CO_2 à mettre en oeuvre par le Gouvernement est très difficile à quantifier dans un scénario comme dans l'autre. En premier lieu, l'impact budgétaire dépend de la part relative des mesures de réduction «nationales» et du recours aux «mécanismes flexibles». En second lieu, les mesures de réduction «nationales» comportent des «coûts budgétaires» (qui sont souvent des coûts indirects) qui peuvent être sensiblement différents d'une mesure à l'autre. En dernier lieu, dans le cadre du recours aux mécanismes flexibles, le marché des certificats d'émissions de CO_2 est à l'heure actuelle extrêmement volatile et les variations des prix des certificats peuvent - même à court terme - être très sensibles. Par ailleurs, il est fait référence aux explications chiffrées données dans ce contexte par Monsieur le Premier Ministre dans la déclaration du 2 mai 2006 à la Chambre des Députés.

Question 1058 (4.5.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **plan d'action national «psychiatrie»:**

À l'issue de la présentation, en juin 2005, du rapport du Dr Rössler de l'hôpital universitaire de Zurich sur la psychiatrie au Luxembourg, Monsieur le Ministre avait fortement envisagé la mise en œuvre des recommandations contenues dans ce rapport. De plus Monsieur le Ministre avait promis un plan d'action national «psychiatrie».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand Monsieur le Ministre compte-t-il présenter le plan national d'action pour le secteur de la psychiatrie?
- Quelle est la composition du comité scientifique consultatif dont la tâche est l'accompagnement des efforts de réforme du secteur? Est-ce que des résultats sont déjà disponibles? Le «Reform-Manager» censé épauler ce comité a-t-il été mis en place?
- Est-ce qu'un forum de discussion a été mis en place pour favoriser l'échange d'idées entre professionnels et personnes concernées? Comment fonctionne cette plateforme et de quelle manière les idées recueillies sont répercutées dans le processus de réforme?
- Quel est le rythme des réunions du nouveau groupe de travail (CNHP, secteur hospitalier et extrahospitalier) créé et quels en sont les résultats?
- À quel stade se trouvent actuellement les projets d'élargissement du CHL ainsi que la construction d'un hôpital de jour, deux projets destinés aux besoins des enfants et des jeunes?
- Quand Monsieur le Ministre compte-t-il présenter les lignes de conduites à appliquer par toute personne travaillant dans le domaine de la psychiatrie?
- Le rapport recommande fortement la création d'un centre sociopsychiatrique dans le nord du pays. Monsieur le Ministre partage-t-il ce point de vue?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il me faire part de l'état de lieu du projet?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il exposer les arguments qui l'ont amené à adopter cette position?

Réponse (9.6.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Comme suite au rapport Rössler, présenté en novembre 2005 à la Commission Santé et Sécurité sociale de la Chambre des Députés, le groupe de travail antérieurement mis en place par le Ministre de la Santé pour faire avancer la réforme en psychiatrie - et qui avait notamment abouti à la décentralisation des placements à partir du 1er juillet 2005 - a été élargi aux représentants des prestataires extrahospitaliers, des patients, des médecins et des autres professionnels de santé.

Cette plate-forme, pour laquelle le rapport Rössler sert de guide, a donné naissance à plusieurs groupes de travail thématiques qui lui font régulièrement rapport sur l'avancement des chantiers respectifs.

Une quarantaine de personnes, multiplicateurs par rapport à ceux qui les ont déléguées, collaborent ainsi au sein de la plate-forme, qui s'est réunie cinq fois à ce jour ainsi qu'au sein des différents groupes de travail, et préparent un plan d'action que le soussigné compte présenter en novembre 2006 lors de la deuxième édition de la Conférence nationale Santé à Mondorf-les-Bains.

En ce qui concerne les premiers résultats je peux informer l'honorable Député de ce qui suit:

- une infrastructure pour une clinique psychiatrique de jour auprès du CHEM, site d'Esch/Alzette, vient d'être autorisée par le Gouvernement en Conseil, de même
- qu'une unité fermée au CHNP pour adolescents en difficultés, actuellement mal placés, faute d'autres structures, aux établissements pénitentiaires.

Pour ce qui est d'autres infrastructures, j'attends d'être saisi de la part des maîtres d'ouvrage concernés:

- d'une demande en autorisation de création d'une clinique de jour pour adultes auprès du Centre hospitalier de Luxembourg;
- des plans et devis:
- pour une clinique de jour au Kirchberg, accordée par le Gouvernement en Conseil, pour les besoins du Service national de Psychiatrie juvénile,
- pour un foyer de suite à l'unité fermée des jeunes en difficultés dont question ci-dessus,
- pour un foyer thérapeutique décentralisé pour adultes du CHNP.

J'attends également d'être saisi de façon imminente d'un cahier des charges pour une étude pour cerner la problématique d'ensemble au Grand-Duché des enfants en difficultés en amont et autour de la psychiatrie infantile et juvénile.

S'agissant des résultats des groupes de travail précités:

- Un consensus sur la nécessité et la mise en place rapide d'un centre psychosocial au Nord du pays se dessine.
- Les discussions autour des foyers thérapeutiques et des logements protégés, y compris les soins à domicile en psychiatrie, sont en cours et sur le point d'aboutir à un concept englobant l'Union des Caisses de Maladie et, le cas échéant, l'Assurance dépendance.
- Par ailleurs un sous-groupe comprenant des magistrats est en train de travailler sur une réforme plus fondamentale de la loi de 1988 en matière de placements involontaires. Ce sous-groupe a entre autres déjà abordé des questions telles que le traitement involontaire, l'isolement et la contention.

En ce qui concerne le volet financement de la psychiatrie et de sa réforme, il y a lieu de souligner que selon l'OMS le Grand-Duché est en tête mondiale pour ce qui est des dépenses en matière de psychiatrie par tête d'habitant (et 4e en ce qui concerne les soins de santé en général).

Il ne s'agit donc pas forcément de gonfler les dépenses pour la psychiatrie, mais de dépenser mieux en redistribuant et en réorganisant dans un cadre plus pertinent, plus cohérent et davantage orienté vers les besoins des patients, notamment dans le sens d'une déstigmatisation de cette affection.

Quant à la question de savoir s'il y a lieu d'arrêter des lignes de conduite à appliquer pour toute personne travaillant dans le domaine de la psychiatrie, je ne suis pas bien convaincu de la nécessité de pareille mesure et encore moins des moyens de la mettre en œuvre en pratique. J'estime que les instruments existants, à savoir les règles d'exercice des différentes professions et leur code de déontologie, avec les droits des patients tels qu'ils se dégagent de la loi hospitalière et de la loi en matière de placements involontaires, en train d'être réformée, sont à cet égard largement suffisants.

Question 1061 (8.5.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **élèves luxembourgeois fréquentant une école à l'étranger:**

Déi am Verglach zu aneren europäesche Staten erschreckend héich Zuel u Redoublementer am Lëtzebuerger Schoulwiesen (cf. déi rezent Etüd „Analyse des Klassenwiederholens im primären und postprimären Bereich") féiert zënter jeehier vill Lëtzebuerger dozou, hir Kanner an d'Ausland op eng Schoul ze schécken oder och hei am Land fir eng Privatschoul ze optéieren. Dëst ëmsou méi wéi antëschent beluecht gouf, datt e Redoublement keng positiv Auswierkungen op de spéidere Schoulparcours vum Betraffenen huet. Et schéngt wéi wann de PISA-Schock 2000 derzou gefouert hätt, dëse Phenomeen vun Desertioun aus dem Lëtzebuerger Schoulwiesen ze verstäerken.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi vill Schüler, déi eigentlech am Lëtzebuerger primären oder postprimäre Schoulwiese misste scolariséiert sinn, befanne sech aktuell am Ausland?
2. Wéi vill vun dësen eigentlech Lëtzebuerger Schüler sinn dat am primäre Beräich a wéi vill am postprimäre Beräich?
3. Wéi eng Staten huelen déi meescht vun dëse Lëtzebuerger Schüler op?
4. Wéi eng zueleméisseg Evolutioun vun deem Phenomeen - och relativ zur Schoulpopulatioun hei am Land - huet de Schoulministère an de leschten zéng Joer festgestallt?
5. Wat ass d'Evolutioun vun de Schülerzuelen an de Privatschoulen - déi net subventionéiert abegraff - hei am Land, och relativ zur Evolutioun vun der Schülerzuel insgesamt gekuckt?
6. Wéi vill Kanner am schoulflichtegen Alter zielt d'Land momentan iwwerhaapt?
7. Wéi vill vun dëse Kanner sinn och tatsächlech an enger Schoul ugemellt - wéi vill hei am Land a wéi vill am Ausland?

Réponse (14.6.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Fir d'Schouljoer 2004-2005 waren 3.464 Schüler an enger Schoul am Ausland;

2. Verdeelung no Primaire a Postprimaire:

Primaire (Préscolaire inklusiv)	1.466
Postprimaire	1.998
Total	3.464

3. Verdeelung no Land:

Land	Schüler	
Belsch	3.331	franséischsproochege Raum: 3.138 däitschsproochege Raum: 193
Frankräich	80	
Däitschland	53	(nëmme Rheinland-Pfalz)
Total	3.464	

4. Retrospektiv - Schüler am Ausland

Schouljoer	Schüler am Ausland*	Schüler zu Lëtzebuerg
2001-2002	2.872	83.251
2002-2003	2.987	84.374
2003-2004	3.007	84.991
2004-2005	3.464	87.445

*Dës Zuele gëtt et eréischt ab 2001-2002

5. Retrospektiv - Privatschoulen

Schouljoer	Schüler zu Lëtzebuerg	Dovun a Privatschoulen	%
1998-1999	76.919	8.440	11,0%
1999-2000	79.596	8.665	10,9%
2000-2001	81.461	8.945	11,0%
2001-2002	83.251	8.202	11,1%
2002-2003	84.374	9.471	11,2%
2003-2004	84.991	9.649	11,4%
2004-2005	87.445	10.067	11,5%
2005-2006	88.970	10.165	11,4%

6. Dem Statec no zielt Lëtzebuerg op den 01.01.2005 63.292 Kanner am schoulflichtegen Alter.

7. Schoulflichteg Kanner (véier bis 14 Joer inklusiv) an enger Schoul ugemellt:

Schouljoer	am Ausland	zu Lëtzebuerg	Total
2004-2005	1.784	61.391	63.175

Question 1063 (8.5.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **reconnaissance au Taïwan du statut de membre observateur à l'Organisation mondiale de la Santé et à l'Assemblée mondiale de la Santé:**

La République de Chine à Taïwan consent actuellement des efforts substantiels afin de se voir reconnaître le statut de membre observateur à l'Organisation mondiale de la Santé et de rendre possible sa participation à l'Assemblée mondiale de la Santé. Les 23 millions de Taïwanais ne bénéficient actuellement d'aucune représentation à l'OMS et sont partant écartés de fait de l'ensemble des travaux de cette organisation.

- Étant donné que Taïwan a besoin du soutien d'un nombre significatif de pays pour pouvoir mener à bien son accession, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement du Luxembourg est disposé à supporter les efforts de Taïwan visant sa participation, en tant qu'observateur, à l'OMS et à l'AMS.
- Dans la négative, j'aimerais connaître les raisons qui peuvent amener le Gouvernement à adopter une telle attitude.

Réponse (14.6.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Étant donné que la présente question parlementaire, quoi qu'adressée au soussigné Ministre de la Santé, concerne d'une façon plus générale les relations extérieures, je me suis concerté avec Monsieur le Ministre des Affaires étrangères pour la réponse donnée ci-après.

Tout comme ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg reste attaché à la politique d'une «Chine unique».

Néanmoins le Luxembourg adhère pleinement au principe fondamental inscrit dans la Constitution de l'OMS dont le but premier est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. Par conséquent, le Gouvernement s'est félicité de l'accès qu'ont pu avoir les experts de l'OMS sur le territoire de Taïwan lors de la crise du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Dans le contexte de la lutte contre la grippe aviaire, l'Union européenne a confirmé son souhait que la coopération entamée entre l'OMS et le Taïwan à l'occasion de la crise du SRAS soit renforcée de sorte à protéger les intérêts de santé des habitants de Taïwan et à tenir dûment compte des efforts à l'échelle mondiale en faveur de la santé publique.

De concert avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg continuera à appuyer les efforts des responsables de l'OMS, et notamment de son directeur général, pour trouver des solutions pragmatiques et flexibles qui permettent l'inclusion d'experts médicaux et de santé publique taïwanais dans des réunions techniques et des groupes de travail organisés sous les auspices de l'OMS en vue d'assurer l'application authentiquement globale des règles sanitaires internationales.

Suite à un accord intervenu avant la réunion de l'Assemblée mondiale de la Santé, un vote sur la question de l'inscription du point «Participation de Taïwan comme observateur à l'OMS et à l'AMS» à l'ordre du jour de ladite réunion n'a pas eu lieu.

Question 1064 (8.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'analyse de l'offre du transport en commun selon le principe du «gender mainstreaming»:

Le plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes publié en février 2006 par le Ministère de l'Égalité des chances prévoit parmi les mesures proposées par l'ensemble des ministères l'analyse de l'offre du transport en commun selon le principe du «gender mainstreaming». Référence étant faite au partage modal 25/75, l'objectif annoncé est l'intégration de la dimension genre dans le transport en commun.

- Le Ministre peut-il indiquer comment et sous quelle forme il entend atteindre l'objectif proposé pendant la durée d'application du plan, à savoir la période de 2006 à 2008?

Réponse (26.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans le cadre du plan national d'égalité des femmes et des hommes, le Ministère des Transports a prévu une analyse de l'offre du transport en commun selon le principe du «gender mainstreaming».

Afin d'assurer la mise en œuvre et l'évaluation du plan national d'égalité des femmes et des hommes, les ministères appliqueront la technique dite des quatre étapes. Il est prévu de procéder à une analyse de la situation via une enquête qualitative afin d'établir un état des lieux de la situation actuelle.

Le résultat de cette analyse permettra de percevoir d'éventuelles différences et inégalités entre les genres, ainsi que les besoins de mobilité des femmes et des hommes dans la vie quotidienne et d'adapter le cas échéant l'offre existante à ces besoins.

Question 1065 (8.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**éducation sportive à l'école:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0044 *(cf. compte rendu N°1/2004-2005)*, entrée à la Chambre des Députés le 26 octobre 2004, le Ministre des Sports s'était référé à l'inéluctable «dialogue permanent» en soulignant la «relation de complicité avec la Ministre de l'Éducation nationale» pour évoquer les plages horaires importantes pour l'éducation et la pratique sportives que devait permettre le projet pilote «Ganztagsschule»

- Le Ministre peut-il indiquer si la création du «Neie Lycée» a permis d'atteindre ce but?
- Peut-il préciser comment les plages horaires qui y sont réservées à l'éducation et la pratique sportives se différencient des plages réservées à ces activités dans l'enseignement secondaire classique et technique?

Réponse (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Le projet «Ganztagsschule» concrétisé par la création du «Neie Lycée» a modifié d'une manière fondamentale le concept traditionnel des horaires et programmes scolaires. Cette mesure lui est expressément autorisée par la loi du 25 juillet portant création d'un lycée pilote et par le règlement grand-ducal du 10 août 2005 relatif au fonctionnement du lycée pilote.

L'éducation sportive est incluse à raison de deux leçons hebdomadaires dans une nouvelle branche «Sport et Santé» qui comporte quatre leçons et qui comprend des éléments de sensibilisation à l'hygiène de vie en général.

Au-delà de cet horaire fixe, les élèves des actuelles huit classes de 7e du «Neie Lycée» choisissent obligatoirement au moins six leçons par semaine dans une offre d'activités complémentaires. Parmi celles-ci, les activités physiques sportives prennent une part considérable. En effet, des 56 leçons y proposées, une partie concerne des activités d'acrobatie, de jonglage, d'équilibre, de trapèze ainsi que des sports divers (basket-ball, football, cyclisme). D'autres groupes concernent le yoga, la danse ou encore l'expression corporelle.

Le constat de prime abord est que des plages accrues d'activités sportives sont disponibles.

Question 1067 (9.5.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant le **réaménagement de l'échangeur autoroutier «Helfenterbruck»:**

Je viens d'apprendre par voie de presse que le Gouvernement se propose de suspendre le projet d'élargissement à trois bandes de l'autoroute entre Mamer et Bettembourg, et ceci pour des raisons budgétaires générales, en présence de la situation financière précaire de l'État.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si le projet de réaménagement sécuritaire de l'échangeur autoroutier Helfenterbruck tombe sous les mesures d'épargne budgétaire de l'État?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le réaménagement de l'échangeur en question, qui actuellement présente des risques évidents et qui compte bon nombre d'accidents, serait de mise?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si le déplacement de la conduite d'eau SEBES, prévu dans la loi relative au réaménagement de l'échangeur autoroutier à Helfent, tombe sous les mesures d'épargne envisagées par le Gouvernement?
- Dans, l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une meilleure alimentation en eau de la zone à risques des dépôts pétroliers devrait être garantie?

Réponse (20.6.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Niki Bettendorf relative au réaménagement de l'échangeur autoroutier Helfenterbruck je puis fournir les précisions ci-après:

1) Quoique le projet de réaménagement de l'échangeur de Helfenterbruck peut être considéré comme partie intégrante de l'élargissement des autoroutes A3 et A6, les crédits prévus par le projet de loi figurent toujours dans le programme pluriannuel.

2) Le projet initial pour le réaménagement sécuritaire comprend en fait plusieurs volets: remise en état du viaduc Helfent avant élargissement de l'autoroute, réaménagement des bretelles de l'échangeur et élargissement de la A6, nouveau giratoire entre la RN34 et la RN5, déplacement de la conduite SEBES.

3) Dans le cadre de l'élaboration du projet d'exécution, notamment des bretelles de l'échangeur, est apparue une variante au giratoire prévu pour raccorder les bretelles à la RN34. Cette variante semblant offrir une plus grande capacité, il semble utile d'étudier plus en détail cette solution. Étant donné que la nouvelle géométrie implique une modification du viaduc, il a été jugé opportun de ne pas lancer le dossier de réfection du viaduc en attendant de connaître les résultats d'une analyse fine des conditions de circulation sur le boulevard de contournement entre l'échangeur de Bridel et la Croix de Cessange.

4) Cette éventuelle modification du projet ne mettrait par contre pas en cause le réaménagement du nouveau giratoire avec la route de Longwy, ni le déplacement de la conduite SEBES.

En ce qui concerne le déplacement de la conduite SEBES, le bureau d'études est en train d'optimiser le tracé de la conduite au droit du giratoire pour trouver un tracé compatible avec toutes les variantes tout en minimisant les emprises. Le tracé définitif pourra être validé d'ici juillet, de sorte que le dossier de soumission du déplacement de la conduite sera prêt fin septembre / début octobre.

5) Concernant l'alimentation en eau de la zone à risques des dépôts pétroliers, je renvoie aux réponses fournies dans le cadre de la question parlementaire N°0643 du 5 octobre 2005 de l'honorable Député Monsieur Niki Bettendorf *(cf. compte rendu N°4/2005-2006)*.

Question urgente 1160 (11.7.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **vente projetée d'une partie du massif boisé Grünewald par Son Altesse Royale le Grand-Duc:**

Il me revient par différentes sources que S.A.R. le Grand-Duc entend se séparer d'une partie de ses possessions foncières, et plus précisément d'une partie de l'immense surface forestière «Grünewald». Selon ces mêmes sources, plusieurs acteurs privés seraient intéressés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes renseignements susmentionnés?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que le patrimoine naturel unique que représente le Grünewald devrait absolument être intégré dans le patrimoine public du Luxembourg?

Réponse (12.7.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Il est exact que dans le contexte de la restructuration de Son patrimoine familial, le Grand-Duc procède en ce moment à des sondages portant sur une vente éventuelle du «Grünewald».

Je suis en mesure de confirmer que le Grand-Duc a également engagé à cet effet des pourparlers avec le Gouvernement.

Le Gouvernement est sensible aux arguments de ceux qui voudraient voir le «Grünewald» être intégré dans le patrimoine public.

Il prendra une décision quant à une éventuelle acquisition d'une partie ou de l'ensemble du domaine forestier en question à la lumière des modalités qui seront proposées et en fonction des moyens budgétaires disponibles.

Question urgente 1164 (11.7.2006) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* concernant la **distribution des quotidiens par l'Entreprise des P&T:**

Virun e puer Deeg eréischt ass décidéiert ginn, datt an Zukunft d'Post alleng d'Zoustännegkeet fir d'Ausliwwerung vu bestëmmten Dageszeitungen hätt. Dat Ganzt mat der Zilsetzung, datt vun elo un d'Leit solle virun hallwer siwe moies hir Zeitung kënne bezéien.

Zënter deene puer Deeg ass et allerdéngs esou, datt plazeweis iwwerhaapt keng Zeitung méi ukënnt. An dach hu mer et hei mat engem allgemengen Optrag un déi national Post ze dinn, déi d'Informatioun vun de Bierger ze gewährleeschten huet.

Deemno wëll ech dem Här Minister d'Fro stellen ob hie Kenntnis vun de Schwieregkeete bei der Ausliwwerung vun den Dageszeitungen huet, a wa jo, wat hie gedenkt ze ënnerhuelen, fir datt e Betrib, dee sech no wéi vir ënner staatlecher Opsiicht befënnt, senger kontraktueller Obligatioun nokënnt, d'Bierger mat hiren Dageszeitungen ze versuergen, an zwar ënnert deene Konditiounen, zu deenen d'Post selwer sech engagéiert huet.

Réponse (13.7.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Zënter dem 10 Juli verdeelt d'Post, op Grond vun engem Kontrakt mat den Editeuren, eng 95.000 Dageszeitungen am ganze Land, an dat bis spéitestens hallwer siwe moies.

Dëst stellt eng radikal Ëmstellung vum Verdeelernetz vun der Post duer an huet eng allgemeng Reorganisatioun vun de Verdeeltourneeë souwéi vum Transport vun den Zeitunge vun den Dréckereie bis op d'Postbüroe mat sech bruecht.

Gläichzäiteg goufe vill nei Zeitungsdréier agestallt, ënner hinnen och eng sechzeg Leit, déi virdru bei den Editeuren hiert Brout verdéngt hunn. Sou eng déifgräifend Ëmstellung ass net direkt perfekt ëmzesetzen. Trotz dem Geschéck an dem Asaz vun alle Bedeelegte si Verspéidungen a Feeler, virun allem um Ufank vun esou enger Ëmstellung onvermeidbar. Dat war virun allem um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg de Fall, an dat trotz beschtméiglecher Virbereedung.

Derbäi koum, datt de leschte Méindeg, wéinst der Sportsaktualitéit (spéit Finale vun der Fussball WM) d'Editeuren den Drock vun den Zeitungen eréischt vill méi spéit wéi virgesinn ofschléisse konnten.

D'Post entschëllegt sech derfir, datt d'Zeitunge während den alleréischten Deeg vun dem neie Verdeelsystem net mat der gewinnter Qualitéit konnten zougestallt ginn an engagéiert sech all néideg Moossnamen ze ergräifen, fir d'Abonnenten a kierzester Zäit zefridden ze stellen.

Compte rendu des séances publiques
N° 14 – Session ordinaire 2005-2006

45e séance, mercredi 28 juin 2006
46e séance, jeudi 29 juin 2006

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Adhésion de la Serbie à l'UE et politique européenne commune



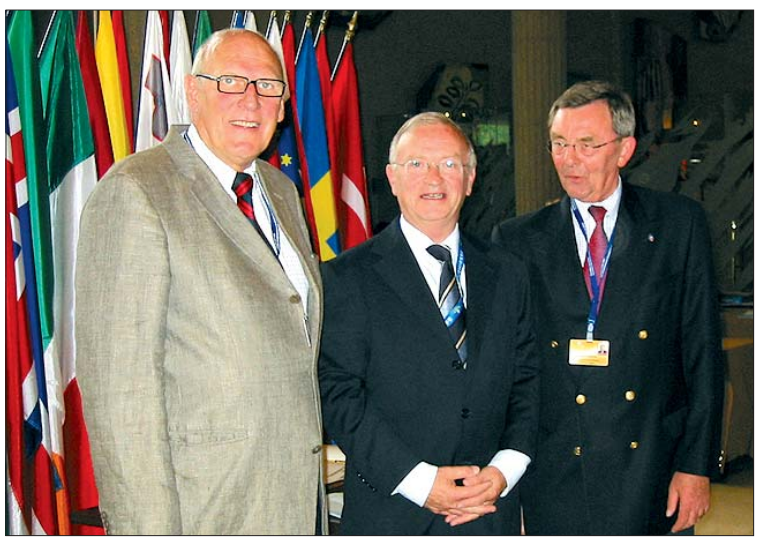
M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, et M. Charles Goerens lors d'une conférence de presse

«D'après la loi des dominos, la région dans son ensemble pourrait basculer dans une spirale dangereuse.» Avec ces mots M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a appuyé sa mise en garde contre le fait que des puissants de ce monde pourraient proclamer sur le territoire de la Serbie un nouvel État albanais dans les Balkans, c'est-à-dire un nouveau Kosovo.

Les Serbes du monde entier, et non seulement en Serbie, percevraient une telle décision comme une humiliation nationale et des forces politiques rétrogrades prendraient probablement le pouvoir à Belgrade. Pour celles-ci, l'UE, les États-Unis et l'OTAN sont des ennemis. Le ministre a par ailleurs précisé que suite à une telle décision, la Serbie remettrait en cause sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

Bien que la capture du général Ratko Mladić soit une condition indispensable pour les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'UE, M. Charles Goerens, Président honoraire de l'Assemblée et corapporteur pour la Serbie de la Commission de suivi de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec M. Drašković avoir été frappé au cours d'une récente visite à Belgrade par le refus des jeunes Serbes de servir d'otages à la capture de Mladić.

À la première partie de la 52e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 19 au 21 juin 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que par M. Norbert Haupert, membre suppléant, Mmes Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que M. Jean Huss s'étant excusés.



(de gauche à droite) M. Norbert Haupert, M. Luc Van den Brande, Vice-Président du Groupe fédéré des démocrates chrétiens et des démocrates européens, et M. Marcel Glesener

Les principaux thèmes ayant figuré à l'ordre du jour de la susdite session ont été

- les nouveaux défis d'une politique européenne étrangère, de sécurité et de défense commune - réponse au rapport annuel du Conseil,
- les relations entre l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen,
- les aspects de la PESD - réponse au rapport annuel du Conseil,
- l'opinion publique et la mission Althea: un an après,
- la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne,
- les forces européennes en Afghanistan: leçons à tirer,
- les régimes de pensions dans les organisations coordonnées,
- projet de budget de l'Assemblée pour 2006 - avis du Conseil,
- la recherche en matière de sécurité en Europe - réponse au rapport annuel du Conseil,
- le déploiement d'armements dans l'espace,
- le rôle de la Force de gendarmerie européenne et
- la non-prolifération des armes de destruction massive.

En outre l'assistance a pu suivre au cours de la première séance, les interventions de M. Jean-Pierre Masseret, Président de l'Assemblée, de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Président entrant du Conseil de l'UEO, et de M. Seppo Kääräinen, Ministre de la défense de la Finlande, représentant la présidence entrante de l'UE.

Au cours de la deuxième séance M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a prononcé un discours et répondu aux questions des parlementaires.

À l'ordre du jour des troisième et quatrième séances ont figuré les disours de Mme Dora Bakoyianni, Ministre des Affaires étrangères de la Grèce, de M. Hikmet Çetin, Haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan, ainsi que de M. Hendrik Daems, Président de la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants belge, représentant le Président de la Chambre.

Au cours des quatre séances de cette première partie de sa 52e session, l'Assemblée a adopté deux directives et dix recommandations au Conseil.

Lycée Technique Ettelbrück

10.000 Unterschriften für bessere Arbeitsbedingungen



Ende Juni überreichten Professoren, Schüler und Vertreter der Elternvereinigung des Ettelbrücker „Lycée Technique" eine Petitionsliste mit knapp 10.000 Unterschriften an den Präsidenten der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler. In ihren Erklärungen wiesen die Vertreter auf die unhaltbare Situation im „Lycée Technique" Ettelbrück (LTEtt) hin. Das Lyzeum platze aus allen Nähten.

Seit Jahren seien die Zustände unhaltbar, aber jetzt würde die Situation immer dramatischer, erklärte Lehrervertreter Laurent Hilger dem Kammerpräsidenten Lucien Weiler. Das Gebäude sei ursprünglich beim Bau für 1.000 Schüler geplant worden, es würden aber mittlerweile doppelt so viele unterrichtet. Es ständen nicht genug Klassensäle zur Verfügung, die Sportinfrastrukturen seien für knapp 2.000 Schüler nicht ausreichend, die Ateliers seien zu klein und noch dazu beständen erhebliche Sicherheitsmängel. Deshalb könnten auch nicht alle Ausbildungsgänge angeboten werden. Und in der Schulkantine könnten nur 105 Schüler zur selben Zeit verpflegt werden. Gefordert wird ein neues unabhängiges technisches Lyzeum in der Nordstadt.

Um auf die katastrophalen Zustände im LTEtt hinzuweisen, überreichten Professoren, Schüler und Vertreter der Elternvereinigung eine Petitionsliste an den Kammerpräsidenten mit der Bitte um Hilfe. Lucien Weiler hatte ein offenes Ohr für die Sorgen der Ettelbrücker. Er wies darauf hin, dass eine Petition mit 10.000 Unterschriften eher selten in Luxemburg sei. Der Kammerpräsident und die Abgeordneten seien sich des Problems und der Situation im Ettelbrücker Lyzeum bewusst. Ein Neubau sei wohl beschlossen, aber der Erwerb des passenden Geländes sei bekanntlich problematisch.

Der Kammerpräsident leitete die Liste mit den 10.000 Unterschriften sofort an den Petitionsausschuss weiter, mit der Bitte, sich des Problems anzunehmen und ihn über die weiteren Schritte zu informieren. Die Mitglieder des Ausschusses werden sich im September vor Ort ein Bild von der Situation machen.

Remise de décorations



À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis les distinctions honorifiques suivantes à un membre et à deux fonctionnaires de la Chambre des Députés:

- Commandeur de l'Ordre de Mérite:
M. François Bausch, Député (à gauche).
M. Martin Bisenius, conseiller au Greffe de la Chambre des Députés (2e de droite).

- Médaille en Bronze de l'Ordre de la Couronne de Chêne:
M. Marc Baulesch, huissier principal au Greffe de la Chambre des Députés (à droite).

NOUVELLES LOIS

5206 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Le projet de loi 5206 a pour objet de modifier et de compléter la loi-cadre de 1976 relative à la lutte contre le bruit en transposant en droit national les principes directeurs de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Les modalités et autres conditions techniques nécessaires à la mise en œuvre pratique des mesures projetées font l'objet d'un projet de règlement grand-ducal.

Le bruit ambiant a plusieurs effets sur l'être humain et il est perçu subjectivement. La nocivité du bruit est fonction de sa fréquence, de sa durée, de sa répétition et de son intensité. Le fait qu'une personne ressente ou non des effets dépend considérablement de la sensibilité individuelle du bruit; il existe toutefois des seuils à ne pas dépasser sans exposer l'organisme humain à des conséquences dangereuses. L'effet le plus important du point de vue du nombre de personnes touchées est la gêne. Il existe en outre un certain nombre d'effets médicaux graves comme l'hypertension artérielle, le stress, les crises cardiaques et les dommages auditifs, qui concernent une plus faible proportion de la population. Il est évident que les personnes qui se plaignent d'être gênées par le bruit connaissent une détérioration de leur qualité de vie.

La directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement vise à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit. Elle s'applique au bruit dans l'environnement auquel sont exposés les êtres humains dans les espaces bâtis, les parcs publics ou d'autres lieux calmes d'une agglomération, les zones calmes en rase campagne, à proximité des écoles, aux abords des hôpitaux ainsi que dans d'autres bâtiments et zones sensibles au bruit. Elle ne s'applique pas au bruit produit par la personne exposée elle-même, au bruit résultant des activités domestiques, aux bruits de voisinage, au bruit perçu sur les lieux de travail ou à l'intérieur des moyens de transport, ni au bruit résultant d'activités militaires dans les zones militaires. La directive vise également à fournir une base pour mettre au point des mesures communautaires destinées à réduire les émissions sonores provenant des principales sources, en particulier les véhicules et les infrastructures routières et ferroviaires, les aéronefs, les matériels extérieurs et industriels et les engins mobiles.

Dépôt par
M. Charles Goerens,
Ministre de l'Environnement,
le 08.09.2003

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

24.04.2006	Désignation d'un rapporteur
24.04.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.05.2006	Examen du projet de loi
	Adoption d'une série d'amendements
29.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
11.07.2006

5356 - Projet de loi

relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle

1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous rubrique vise à conférer une base légale adéquate à l'établissement de profils d'ADN et le traitement des données y relatives, conformément aux principes relatifs au traitement de données à caractère personnel. Ce faisant, il renforce les moyens de lutte contre la criminalité y compris contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme international.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans un contexte européen et international marqué par la volonté de réglementer l'utilisation des analyses ADN et de promouvoir l'échange des résultats de ces analyses afin d'intensifier la coopération transfrontalière en matière pénale. Le projet de loi 5514, actuellement pendant devant la Chambre des Députés et qui porte, entre autres, approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, constitue un exemple patent de cette volonté. Les instruments juridiques européens et internationaux ayant pour but de mener une politique commune en matière criminelle et ayant trait à l'utilisation des profils d'ADN comme moyen de preuve sont nombreux. On peut encore citer:

- une Recommandation du Conseil de l'Europe du 10 février 1992 sur l'utilisation de l'ADN dans le cadre de la justice pénale, ou encore

- deux Résolutions du Conseil de l'Union européenne du 9 juin 1997 respectivement du 25 juin 2001 relatives à l'échange des résultats des analyses d'ADN.

L'urgence de légiférer en la matière apparaît dès lors clairement d'autant plus que le Luxembourg est un des seuls États membres de l'Union européenne à ne pas disposer d'un cadre juridique propre aux procédures d'identification au moyen de l'ADN en matière pénale.

2. Les principaux aspects du projet de loi sous rubrique

1. Finalité du recours aux empreintes génétiques: l'identification d'une personne dans le cadre d'une enquête pénale

Le projet de loi entend régler le recours aux empreintes génétiques en vue de l'identification d'une personne, dans le cadre des enquêtes préliminaires et des instructions préparatoires en matière pénale. L'article 1er du projet de loi sous rubrique définit clairement et de manière positive l'objet du texte en discussion. La finalité de l'analyse d'ADN est ainsi clairement circonscrite. Ainsi convient-il de délimiter le champ d'application du projet de loi sous rubrique. Le recours aux empreintes génétiques ne peut se faire que si cela s'avère nécessaire dans un cadre bien précis, à savoir une enquête pénale.

2. Le prélèvement de cellules humaines peut s'effectuer sous contrainte physique

Les profils d'ADN peuvent provenir de personnes qui ont consenti au prélèvement ou de personnes pour lesquelles le prélèvement a été exercé sous la contrainte physique.

Comme le font remarquer à juste titre les auteurs du projet de loi en discussion, le prélèvement de cellules humaines sous la contrainte physique constitue un élément délicat du projet de loi sous rubrique, alors qu'il a trait à l'intégrité physique humaine.

Certes, il résulte de textes internationaux en vigueur que le droit à l'intégrité physique n'est pas un droit absolu. Des atteintes à ce droit sont admises dès lors qu'elles sont proportionnées par rapport à la finalité recherchée.

Le prélèvement de cellules humaines sous la contrainte physique n'est possible, d'après le projet de loi sous rubrique, que si la personne concernée paraît présenter un lien direct avec la réalisation des faits en cause et que si les faits emportent une peine criminelle ou correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement. Il s'ensuit que le prélèvement de cellules humaines ne peut être imposé pour des infractions mineures.

L'atteinte à l'intégrité physique que constitue la contrainte peut être acceptée après pondération des intérêts de la société et des victimes dans le cadre de l'élucidation de certains délits graves. Le prélèvement sous contrainte physique apparaît dans cette hypothèse comme un mal tolérable au regard de la recherche de la vérité. À noter que la contrainte physique est exclue pour la prise de sang. Dans cette hypothèse le prélèvement de cellules humaines nécessaire à l'établissement d'un profil d'ADN se fera par le biais de l'une des deux autres techniques admises: le frottis buccal ou la collecte de bulbes pileux.

À noter encore que seuls des magistrats peuvent ordonner qu'un prélèvement puisse être effectué sous la contrainte. Il s'agit plus précisément du procureur d'État ou du juge d'instruction.

À noter in fine que le prélèvement sous contrainte peut être effectué sur des personnes autres que le suspect direct c'est-à-dire sur des personnes qui ne sont pas, ou pas encore, considérées comme suspectes, mais qui sont néanmoins impliquées dans la genèse des faits, comme par exemple la victime ou une personne qui se trouvait sur les lieux du crime peu avant l'acte commis.

S'il est important de circonscrire le champ d'application du projet de loi sous rubrique et de déterminer précisément les personnes auxquelles un prélèvement sous contrainte peut être imposé, il ne faut pas oublier la finalité première du texte en discussion, à savoir rechercher la vérité. Il peut dès lors être important que de nombreuses personnes puissent subir un prélèvement. Un champ d'application trop étroit n'aurait pas permis d'atteindre cet objectif.

Par ailleurs, en ne limitant pas les analyses d'ADN aux seules personnes présentant d'ores et déjà des indices graves de culpabilité, on évite que cette technique ne soit réduite à un instrument servant à fournir des éléments à charge, en vue de corroborer les preuves déjà existantes.

3. Deux genres de traitements des données à caractère personnel relatives aux empreintes génétiques: le traitement ADN criminalistique et le traitement ADN condamnés.

Le projet de loi sous examen prévoit deux genres de traitements des données à caractère personnel relatives aux empreintes génétiques, à savoir, d'une part, le traitement ADN criminalistique qui concerne les profils d'ADN établis et traités dans le cadre des enquêtes préliminaires et des instructions préparatoires en cours, et, d'autre part, le traitement ADN condamnés qui concerne les empreintes génétiques de personnes ayant été condamnées à une peine d'emprisonnement ou une peine plus lourde. Chaque genre de traitement répond à un régime légal qui lui est propre.

À noter que par traitement ADN, on entend l'insertion dans un fichier de profils ADN, ainsi que leur modification, consultation, comparaison et communication aux fins d'identification.

Les traitements d'ADN sont effectués sous la responsabilité du procureur général d'État, qui peut toutefois déléguer l'exercice de ces attributions à un magistrat du parquet général.

Les données des traitements d'ADN tant criminalistique que condamnés peuvent être communiquées non seulement aux autorités nationales compétentes, mais également aux experts dans l'intérêt des missions qui leur sont confiées et aux officiers de police judiciaire agissant sur instruction du procureur d'État ou du juge d'instruction dans le cadre d'une enquête pénale. La communication de telles données est également autorisée à d'autres États, organisations ou institutions internationales, en application de dispositions de droit international. Les autorités luxembourgeoises peuvent également consulter des données d'ADN gérées par d'autres États ou des organismes internationaux. De telles possibilités sont nécessaires, si on souhaite optimiser la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme internationale. Il échoit de souligner que la consultation par le Luxembourg de données gérées par des États étrangers ou des institutions internationales doit s'effectuer dans le respect des dispositions du texte sous rubrique.

Dépôt par M. Luc Frieden,
Ministre de la Justice,
le 16.06.2004

Rapportrice:
Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

18.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.01.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.03.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.05.2006	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
17.05.2006	Examen d'un projet de rapport
31.05.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
28.06.2006

5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005

Le projet de loi sous rubrique vise la ratification par le Luxembourg du Traité d'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne. Les dispositions du Traité d'adhésion renvoient à un Protocole, qui régit les conditions et modalités d'adhésion au cas où la Constitution européenne serait en vigueur à la date de l'adhésion. Le Traité d'adhésion se réfère par ailleurs à un Acte d'adhésion, qui régit les conditions d'adhésion et les adaptations à apporter aux différents Traités sur lesquels l'Union est fondée au cas où la Constitution européenne ne serait pas en vigueur lors de l'adhésion des deux pays. Le Traité comprend aussi un Acte final prenant acte de l'ensemble des textes établis et adoptés par la Conférence intergouvernementale.

L'adhésion implique l'acceptation intégrale de l'acquis communautaire, tout en accordant aux pays candidats des exceptions sous la forme de mesures transitoires afin qu'ils puissent adapter progressivement leurs politiques internes et leurs infrastructures. Des périodes de transition sont aussi prévues pour les membres actuels. En effet, bien que les dispositions relatives au marché intérieur et aux quatre libertés de circulation (marchandises, personnes, services et capitaux) s'appliquent dès leur adhésion, les États membres actuels introduiront des mesures nationales qui réglementent l'accès des ressortissants bulgares et roumains à leur marché du travail, qui seront valables pendant deux années suivant la date d'adhésion. D'autres dispositions transitoires sont prévues dans les domaines de la libre prestation de services et des capitaux, de la politique de concur-

rence, de l'agriculture, de la politique des transports, de la fiscalité, de la politique sociale et de l'emploi, de l'énergie, des télécommunications et des technologies de l'information, ainsi que de l'environnement.

De plus, le Traité comprend des clauses de sauvegarde qui peuvent être invoquées par les deux parties. De cette manière, l'Union peut, d'une part, se prémunir de tous risques d'éventuels manquements aux engagements de reprise de l'acquis communautaire par les pays entrants. D'autre part, la Bulgarie et la Roumanie peuvent se prémunir en cas de risques de déséquilibres graves de leurs économies.

Le Traité comprend quatre clauses de sauvegarde. La première concerne les dispositions économiques générales. Elle autorise de prendre des mesures de sauvegarde permettant le rééquilibrage et l'adaptation d'un secteur concerné à l'économie du marché intérieur. La deuxième clause relative au marché intérieur permet de sanctionner le non-respect des engagements pris à l'égard de toutes les politiques sectorielles concernant les activités économiques. La troisième clause de sauvegarde relève de la justice et des affaires intérieures (JAI), un volet qui prévoit la reconnaissance mutuelle en matière de droit pénal et civil. Finalement, une clause de sauvegarde prévoit le report de l'adhésion. Ainsi, au cas où des doutes sérieux sur la capacité de la Bulgarie ou de la Roumanie à remplir les conditions d'adhésion dans n'importe quel domaine subsistent, le Conseil peut décider, à l'unanimité, le report de l'adhésion d'une année. Dans le cas particulier de la Roumanie, la clause de sauvegarde prévoit que pour certains domaines de la justice et des affaires intérieures, le Conseil peut, à la majorité qualifiée, décider du report de l'adhésion. La recommandation de la Commission au Conseil européen quant à l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007 ou en 2008 aurait dû être publiée en mai 2006. Mais la Commission a décidé de reporter la publication de la recommandation au mois d'octobre 2006.

L'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique souligne l'importance du Luxembourg dans le processus d'adhésion des nouveaux États membres en général et de la Bulgarie et de la Roumanie en particulier. Mis à part le fait que le Traité d'adhésion a été signé sous la Présidence luxembourgeoise, c'est aussi le Luxembourg qui s'est engagé, tout au long de la procédure de négociation, à garantir des perspectives d'intégration réalistes, tout en plafonnant les fonds mis à disposition par l'Union dans le cadre de l'adhésion des pays candidats. Ensuite, le Luxembourg a également soigné ses relations bilatérales avec les pays candidats et a financé des projets dans les domaines de l'assistance économique et technique, de la formation ainsi que de l'aide humanitaire en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie.

Notons finalement que la ville de Sibiu, située en Transylvanie, a obtenu le statut de ville européenne de la culture 2007 en partenariat et avec l'appui du Luxembourg. Sibiu a en effet été fondée au XII[e] siècle par les Siebenbürger Sachsen, qui seraient originaires de l'actuel territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Leurs descendants parlent une langue qui se rapproche du francique mosellan tel qu'il est pratiqué dans la région entre la Moselle et le Rhin. C'est donc grâce à ces liens culturels et historiques que le Luxembourg entretient des relations particulières avec la Roumanie en général et avec la ville de Sibiu en particulier.

Afin de mieux comprendre les enjeux de ce nouvel élargissement, il est nécessaire de se pencher sur les rapports de monitorage de la Roumanie et de la Bulgarie rédigés par la Commission en octobre 2005 et en mai 2006 et d'analyser les progrès accomplis et les lacunes qui restent encore à combler.

Dans son rapport de 2006 sur la Roumanie, la Commission relève encore un grand nombre de domaines dans lesquels les efforts doivent être intensifiés, mais qui ne suscitent plus de préoccupations graves. En revanche, elle énumère quatre secteurs gravement préoccupants qui nécessitent d'engager une action immédiate:

- agrément d'organismes payeurs entièrement opérationnels pour gérer les paiements directs effectués aux exploitants et aux opérateurs au titre de la politique agricole commune, mise à profit des progrès réalisés (chapitre 7 de l'acquis)

- établissement d'un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) adéquat dans l'agriculture, mise à profit des progrès réalisés (chapitre 7 de l'acquis)

- mise en place d'installations d'équarrissage et de traitement conformément à l'acquis sur l'EST et les sous-produits animaux (chapitre 7 de l'acquis)

- dans l'administration fiscale, systèmes informatiques pouvant fonctionner en interopérabilité avec ceux du reste de l'Union pour permettre une perception correcte de la TVA dans le marché intérieur de l'UE (chapitre 10 de l'acquis)

Le rapport de 2006 sur la Bulgarie énumère les progrès accomplis depuis 2005 et cite un grand nombre de domaines dans lesquels la Bulgarie doit maintenir le rythme actuel de ses avancées. De plus, le rapport retient six secteurs gravement préoccupants qui nécessitent d'engager une action immédiate:

- établissement d'un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) adéquat dans l'agriculture (chapitre 7 de l'acquis)

- mise en place d'installations d'équarrissage et de traitement conformément à l'acquis sur l'EST et les sous-produits animaux (chapitre 7 de l'acquis)

- preuves plus concrètes de résultats en matière d'investigation et de poursuite des réseaux de criminalité organisée (chapitre 24 de l'acquis)

- mise en oeuvre plus efficace et plus rationnelle d'une législation contre la fraude et la corruption (chapitre 24 de l'acquis)

- renforcement de l'application des dispositions contre le blanchiment de capitaux

(chapitre 24 de l'acquis)

- consolidation du contrôle financier en vue de l'utilisation future des fonds structurels et de cohésion (chapitre 28 de l'acquis)

Dépôt par
M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2005

Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

12.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
27.04.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2006

5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre des mesures de transposition des trois directives composant le premier paquet ferroviaire, adoptées en date du 22 novembre par le Parlement européen et le Conseil, à savoir:

- la directive 2001/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires

- la directive 2001/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires

- la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructures ferroviaires et la certification en matière de sécurité.

D'une manière générale, il s'agit de compléter la transposition du droit ferroviaire communautaire en droit luxembourgeois, essentiellement par la désignation de l'organisme indépendant compétent pour la répartition des sillons, de déterminer les redevances, d'organiser le contrôle de l'organisme indépendant et de prévoir des recours en cas de non délivrance ou de retrait des licences et autorisations requises. De surcroît, le projet de loi souligne qu'une cellule intitulée «accès réseau» est créée au sein de la Communauté des Transports (CdT), qui se verra attribuer les fonctions «essentielles». Cette cellule comprendra des missions au niveau de la répartition des sillons et de la tarification de l'infrastructure.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 13.01.2006

Rapporteur:
M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports

(Président:
M. Roland Schreiner):

22.06.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle

   (Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Amendements - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motions - Votes)

2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel *(suite)*

   (Motion)

3. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg

   (Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass de Moment net méiglech, well se net hei ass. Dofir komme mer direkt zu eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, der Diskussioun vum Projet de loi 5356 iwwert de genetesche Fangerofdrock. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Santer, d'Madame Flesch, den Här Bodry an den Här Braz. Als Éischten huet elo d'Wuert de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

1. 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Faszinatioun vum ADN am Strofprozess ze verstoen, muss ee wëssen, dass et schwiereg ass, sech op enger Plaz opzehalen ouni verräteresch mikroskopesch Kierperzellen zréckzeloossen, wéi zum Beispill en Hoer, en Hautschuppen oder Spaut op enger Zigarettekipp, wat wahrscheinlech méi onwahrscheinlech gëtt an der Zukunft.

All dës biologesch Spure fënnt d'Polizei méi oft wéi Fangerofdréck. Et ass eng relativ al Iddi de Mënsch op Grond vu senge Kierpercharakteristike kriminaltechnesch ze identifizéieren. Mir denken do un de gudden ale Fangerofdrock. Mä och de genetesche Fangerofdrock, d'Empreinte génétique, berout op Kennzeechen, déi zwar net mam bloussen An ze erkenne sinn, mä awer déi sech am Désoxyribonucléique-Acide befannen, ofgekierzt DNA, op Franséisch ADN.

Wéi den Numm et seet, ass dëst e komplexe Molekül, dee Mini-Satelliten enthält, déi bei all Mënsch aneschters sinn, a sech an engem individuell charakteristeschen Zuelecode ausdrécken. An dëst Identifizéierungsmuster léisst sech späicheren. D'DNA-Analysen zielen haut weltwäit zu de Standardinstrumenter vun de Geriichter a vun der Polizei.

Dës Beweistechnik ass méi genau a méi rapid wéi onsécher Zeienaussoen an engem Indizieprozess. Mä, fir dass e Riichter dës Beweismëttele ka gebrauchen, musse se einwandfräi a vun héijer Qualitéit sinn. Dofir verlaangt dëse Projet, dass Profiler nëmme kënnen opgestallt gi vun engem agréémierten Expert oder engem Laboratoire, dee gewësse Konditioune vun Experienz a Qualifikatioun erfëllt.

Esou laang Lëtzebuerg nach kee spezialiséierten Institut médico-légal huet, designéiert de Procureur d'État respektiv de Juge d'instruction en auslänneschen Expert. Eng Contre-expertise ass ëmmer méiglech. Ech wëll hei drun erënneren, dass an der zweeter Phas vum Bau vum Laboratoire national de la Santé zu Diddeleng och d'Schafung vun engem ADN-Laboratoire virgesinn ass.

Mä och eis Police huet bei dëse Moossnamen eng wichteg Roll ze spillen, well déi héich sensitiv DNA-Spuren erlaben net nëmmen e Verdächtegen ze iwwerféieren, mä och en Onschëllegen ze entlaaschten. A sengem wäertvollen Avis weist de Procureur général d'État op dee verantwortungsvollen Émgang mat dësem Beweismëttel hin. D'Missioun vun eiser Police judiciaire kritt an dësem Projet eng praktikabel konkret Base légale.

De Monopol vun der Strofjustiz läit an den Hänn vum Stat. Et ass de Stat als Vertrieder vun der Gemeinschaft, deen net nëmme Rechter mä och Flichten huet, fir all gesetzlech Moossnamen ze huelen, déi néideg si fir d'Strofrecht duerchzesetzen.

Mä déi staatlech Ermëttlungsmoossname sinn awer net onbeschränkt. Et ass genau esou wichteg dem Beschëllegte säi Fräiheets- a Perséinlechkeetsrecht ze respektéieren, wéi dem Verletzte säin Usproch op Ausgläich, dem Opfer säi Schutz an och der Gesellschaft hiren Interessi op öffentlech Sécherheet. An et ass an dësem Spannungsverhältnis vu Kollektiv- an Individualinteressen, wou mir mussen e politesch a juristesch fairen Équiliber fannen.

An et si just dës Iwwerleeungen, déi dëse Projet geprägt hunn. Si zéie sech wéi e roude Fuedem duerch déi sämtlech Artikelen. Den Artikel 1 definéiert notamment d'Finalitéit vun der DNA-Analys, an dat op de judicieusen Avis vum Conseil d'État hin. Ech wëll hei bemierken an ervirsträichen, dass déi juristesch Kommissioun den ausféierleche Bemierkunge vum Statsrot gréisstendeels Rechnung gedroen huet an den Text esou ëmgeännert huet, wéi de Statsrot dat a sengem Avis suggéréiert hat.

Beim typeschen Oflaf vun DNA-Moossname ginn an engem éischte Schratt deem Betraffene Kierperzelle prélevéiert, entweder duerch e Mondofstréch oder awer eng Kollekt vun Hoer, wou d'Wuerzel muss derbäi sinn, well do ass nämlech Zellkär dran, deen esou eng Analys erméiglecht, oder awer duerch eng Bluttprouf. Well eng Bluttprouf ëmmer als en invasiven Agréff ugesinn ass, kann déi nëmme vun engem Dokter en présence vun engem Officier de police judiciaire praktizéiert ginn.

D'Prélèvementer kënnen entweder fräiwëlleg oder ënner Zwang duerchgefouert ginn. Eng Bluttprouf kann ni, wéi mer wëssen, ënner Zwang ausgefouert ginn. Wat elo déi betraffe Persoun ubetrëfft, déi huet d'Recht op Informatioun. Den Accord zum Prélèvement muss schréftlech gi sinn.

DNA-Analysen ënner Zwang ausgefouert kéinten als en Agréff an d'perséinlech Fräiheet ugesi ginn. Et geet awer aus den internationalen Texter ervir, dass d'Recht op kierperlech Integritéit keen absolut Recht ass. Ausnahme sinn erlaabt, wa se proportionéiert zum Zil sinn. Wat awer net heescht, dass een egal wat kéint maachen.

Dofir kommen nom virleienden Text nëmmen Zwangs-DNA-Analysen a Fro, wann dräi Konditiounen erfëllt sinn: Fir d'alleréischt muss et e Lien direct ginn zwëschent dem Delikt an der betraffener Persoun. Zweetens muss deen Délit mat engem Prisong bestrooft ginn, wou de Maximum bei mindestens zwee Joer läit, an et muss och schonn am Dossier en DNA-Profil virleien; dat Ganzt nom Artikel 48-3 Paragraph 3 vum neie Gesetz. Wann elo déi mënschlech Zelle fonnt gi sinn oder prélevéiert gi sinn, da gëtt e Procès-verbal dresséiert, wat ganz wichteg ass, éischtens emol fir eng Contre-expertise ze erméiglechen, an och fir d'Droits de la défense en général. Well mir wëssen, dass ëmmer eng Voie de recours op ass géint esou Moossnamen.

Elo kënne mer eis d'Fro stellen, wat iwwerhaapt elo esou en DNA-Profil, esou eng Analys enthält. Eng DNA-Analys enthält manner Informatioune wéi e Casier judiciaire. Si bezitt sech nëmmen op den net codéierten Abschnitt…

(Coups de cloche de la Présidence)

…vun der Ierfsubstanz; den „stummen" Abschnitt, wéi déi Däitsch dat nennen. Hei ginn op kee Fall Perséinlechkeetsprofiler, keng Charakteristiken, och keng eventuell Krankheeten opgestallt. Et ass nëmmen en alphanumeresche Code. Déi eenzeg Informatiounen, déi kéinte registréiert ginn, sinn déi, ob et sech hei ëm eng Fra oder e Mann handelt. A méi ass et net. Zoustänneg fir dës Prélèvementer ze ordonnéiere ass nëmmen de Procureur d'État oder awer de Juge d'instruction.

Esou en DNA-Profil ass awer nëmme vun Interessi am Verglach mat enger anerer Spur. Dofir muss net nëmmen de Verdächtegen e Prélèvement dulden, mä och aner Leit, wéi zum Beispill d'Affer respektiv eng drëtt Persoun, déi sech eventuell um Tatort opgehalen huet. Am Laboratoire ginn dës Kierperzellen ënnersicht an d'Resultater ginn an engem genetesche Code ausgedréckt.

Et gi keng zwee Mënschen op dëser Welt, déi deeselwechte Code hunn, mat Ausnahm vun eeneeëgen Zwillingen. An et ass dës Eenzegaartegkeet, mat enger Wahrscheinlechkeet vun 1:20.000.000.000, déi et erlaabt verschidden Échantillonë vun DNA mateneen ze vergläichen, fir erauszefanne wiem se gehéieren. D'Probabilitéit hänkt selbstverständlech och vun der Zuel vun de Marqueuren of, mat där dës Analys gemaach gëtt. An hei weisen ech dorop hin, dass sech déi ADN-Marqueuren am Projet vum Gouvernement op déi europäesch an international Standarde baséiert hunn.

Et muss ee wëssen, dass eis Lëtzebuerger Geriichter scho laang mat dëser Technik schaffen. Dat wëllt soen, bis elo sinn och DNA-Analyse gemaach ginn, mä wa se bis gebraucht waren am Prozess, si se an den Dossier klasséiert ginn.

D'DNA-Profiler sinn awer nëmmen effizient, esou gutt an der nationaler wéi internationaler Opklärung vu Verbriechen, wa se an enger Datebank elektronesch gespeichert duerfe ginn. Firwat? Well en DNA-Fichier erméiglecht e schnellen automatesche Verglach vun DNA-Profiler, an erlaabt esou en Zesummenhang mat verschiddenen Delikter hierzestellen.

Mir wëssen all, dass mat enger Datebank d'Grondrechter an och d'Privatliewe beréiert ginn. Dofir gëtt an dësem Text dem Problem Dateschutz a villen Hisiichte Rechnung gedroen. De Procureur général d'État an de Conseil d'État hunn dëse Projet dateschutzrechtlech positiv bewäert. Och d'Commission nationale pour la protection des données begréisst de klore Positionnement vun dësem Gesetz par rapport zum Dateschutzgesetz vun 2002.

De Regierungstext observéiert déi wesentlech Elementer vun den europäeschen Dateschutznormen, vun de Recommandatioune vum Europarot, de strofrechtleche Prinzip vun der Unschuldsvermutung, der Présomption d'innocence, awer och vun der Gefor vun der Selbstbelaaschtung. Punktgenau beschreift dësen Text den Traitement vun esou engem Fichier.

De Procureur général huet d'Verantwortung, wat déi adequat Handhabung vun den DNA-Donnéeën ugeet. Och wann d'Commission pour la protection des données dëse Choix kritiséiert, schéngt et opportun, dass de Procureur général mat esou enger Responsabilitéit ze befaassen ass. Well et ass jo och hien, deen d'Verantwortung iwwert de Casier judiciaire huet, an en ass gewinnt mat vertraulechen Informatiounen ëmzegoen.

Ausserdeem ënnerläit d'Gestioun vun den DNA-Donnéeën enger Kontroll, dat wëllt soen, de Betraffene kann d'Nullitéit vun enger Moossnam invoquéieren. Dësen Artikel 12 riicht sech nom Oppositiounsrecht vum Dateschutz. D'Konsultatioun an de Verglach tëschent zwee Profiler si streng encadréiert.

Zum Zougréff berechtegt si just de Procureur an den Untersuchungsriichter am Kader vun enger Ermëttlung. Dat heescht, den Zougréff ass zweckgebonnen an och konform zum Verhältnismëissegkeetsprinzip. Do derniewent hunn och den Expert an d'Police judiciaire en Zougang zum DNA-Fichier, mä ënnert der Responsabilitéit selbstverständlech vum Magistrat. Vernetzunge mat aneren Datebanke gëtt et net.

Den Text gesäit och en Informatiounssystem vun der betraffener Persoun vir. Dat wëllt soen, wann hire Profil mat deem vun enger anerer Persoun verglach géif ginn, da soll si ebenfalls d'Resultater vermëttelt kréien.

D'DNA-Profiler kënnen nëmme während enger gewësser Dauer gespeichert ginn, an dat am Fichier; dat wëllt soe konservéiert ginn an dësem Fichier. Et kann een net éiweg domadder schaffen. Bei Fräisproch a Verjährung ass de Profil aus dem Informatiounssystem ze läschen. D'Rehabilitatioun bréngt net ipso facto eng Läschung, well den Delikt net mat der Rehabilitatioun verschwënnt. Selbstverständlech ass d'Vertraulechkeet an dësem Text verankert.

Mä mir kommen awer elo zu der Fro, wellech DNA-Profiler an dësem Fichier gespeichert kënne ginn. De Législateur hat hei de Choix: Entweder all Profiler ouni Ausnahm vu klengen, mëttleren a grousse Verbriechen opzehuelen, dat heescht och Bagatell-Delikter. England an d'Schwäiz hunn dëse System, an zwar an der Hoffnung, dass hir Datebanken e Maximum un Treffer, deene sou genannten „Hits", generéiere kënnten.

Mä eis Regierung war der Meenung, net mat Kanounen op Spatzen ze schéissen, an huet sech fir déi restriktiv Variant entschloss. Dat heescht, nëmme Profiler vun enger limitéierter Grupp vu Verdächtegen a Veruerteelte kommen an de Fichier. Dat wëllt soen, d'Datebank duerf nëmme fir d'Opklärung vu besonnesch schwéiere Strofdote genotzt ginn. Dës Léisung, wéi mer feststellen, hélt a Kaf, dass Täter, déi manner schwéier Delikter begaangen hunn, bei engem spéidere schwéiere Verbriechen net unhand vun enger Spur identifizéiert kënne ginn.

Déi nächst Fro, déi mer stellen, ass: Zu wellechem Moment ginn dës Profiler gespeichert? Hei musse mer ënnerscheeden zwëschent dem Traitement criminalistique, deen all DNA-Profiler betrëfft, déi am Kader vun enger Ermëttlung oder Instruction préparatoire erstallt goufen, an dem Traitement ADN condamnés, deen de Profil vu Leit betrëfft, déi wéinst engem schwéiere Verbriechen zu enger Prisongsstrof condamnéiert gi sinn, wéi zum Beispill Attentat à la pudeur, Prostitutioun, Incendie criminel, Meurtre, Assassinat. An dësem Deliktskatalog ass och d'Infraction de vol et d'extorsion opgefouert. Mir schwätzen awer hei net vu Vol à l'étalage, mä vu schwéieren, gefëierlechen Abréch, op deenen eng Mindeststrof Prisong vun zwee Joer steet.

Fir dësen Deliktskatalog ze justifizéieren, muss ee sech nach eng Kéier den Zweck vun engem DNA-Fichier virun Ae féieren. De Sënn ass hei déi schnell an zouverlässeg Identifizéierung vu Verbriecher, déi réckfälleg kéinte ginn. De Kritär läit beim Wahrscheinlechkeetsgrad vun enger neier Stroffällegkeet. D'Kriminologen hunn erausfonnt, dass d'Carrière vun engem Verbriecher net an enger Branche verleeft, mä oft diversifiéiert ass. Dat heescht, dass et méiglech ass, dass e gefëierlechen Abriecher och emol am Milieu vun der Prostitutioun kéint matmaachen.

Ech wëll och bemierken, dass de Seuil de la peine net an all Land d'nämlecht ass. Ech huelen ee Beispill: Wann a Lëtzebuerg op engem Delikt eng Prisongsstrof vun zwee Joer ass, huet dat nämlecht Delikt eng Prisongsstrof an der Belsch vu fënnef Joer. Et ass also völleg onkonsequent, wann ee verlaangt eppes géint d'Verbriecher ze ënnerhuelen, an dann handkehrum eng effizient Verwendung vun enger DNA-Datebank blockéiere wëllt. Et muss ee sech entscheeden, wat méi wichteg ass. Well et duerf een net vergiessen, dass dëse Fichier net nëmme bei der Opklärung vun neie Verbriechen hëlleft, et ass och eng Chance Liicht an ongeléiste verzwickte Fäll ze bréngen.

Dëst Gesetz, wann et haut gestëmmt gëtt, trëtt den 31. Oktober künfteg a Kraaft. D'Computeren an d'Programmer sinn installéiert a prett fir ze fonctionnéieren. Lëtzebuerg huet e performante Logiciel an héich spezialiséiert Informatiker bei der Police judiciaire, fir dëse Fichier ze bedéngen. Mir kënnen och nach ervirhiewen, dass déi éischt Tester, déi gemaach gi sinn, positiv verlaf sinn.

Wichteg ass och nach ze ënnersträichen, dass dëse Logicielsprogramm net eleng op Lëtzebuerg isoléiert ass, mä e wäert och eng wichteg Roll spille bei der justizieller a polizeilecher Zesummenaarbecht am Kader vun der Convention de Prüm, dat ass e Projet de loi, deen am November 2005 déposéiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer erlaabt dësen technesche Projet a kuerze Wierder ze résuméieren. Fir den Detail verweisen ech op de schréftleche

Rapport vun der Commission juridique, awer och op déi verschidden exzellent parlamentaresch Dokumenter. Ech si sécher, dass an eisem Zäitalter vun Informatik d'DNA-Struktur eng wichteg Roll als Beweismëttel an eiser Strofprozedur wäert spillen.

Am Verglach mat eisen europäeschen Noperen huet Lëtzebuerg dëse System ganz sënnvoll ausgeschafft, an zwar am Gläichgewiicht mat de mënschleche Grondrechter vu Fräiheet a Privatsphär, mä awer och déi aner Säit, mat den Ziler vun der Justiz an dem öffentlechen Interessi an enger demokratescher Gesellschaft.

Ech bieden Iech am Numm vun der Kommissioun dëse Projet ze stëmmen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Ier mer elo ofschléissen, wollt ech nach eng Motioun ofginn, déi vu mir ënnerschriwwen ass, an déi seet: «invite le Gouvernement à faire, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du projet de loi (…), le point sur la législation relative au recours aux empreintes génétiques (...)».

Motion 1

La Chambre des Députés,

constatant:

- que le projet de loi 5356 relatif aux procédures d'identification des empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle renforce les moyens de lutte contre la criminalité, y compris la criminalité transfrontalière et le terrorisme international, en conférant une base légale à l'établissement de profils d'ADN et au traitement des données y afférentes;

- que la technique d'analyse génétique constitue un moyen d'identification particulièrement utile et efficace dans le cadre d'une enquête pénale;

- que, bien que fascinant, ce mode d'identification suscite des inquiétudes, alors qu'il met en cause des droits fondamentaux;

- qu'il est dès lors impératif d'encadrer ce nouveau moyen d'identification;

- que le projet de loi 5356 submentionné opte pour une approche modérée entourant le régime mis en place de garanties appropriées de nature à apaiser les craintes et les appréhensions pouvant exister en la matière;

- que, toutefois, le principe de précaution doit présider dans une matière aussi sensible que celle des empreintes génétiques;

- que, par ailleurs, le mode d'identification par empreintes génétiques, bien qu'il ait fait ses preuves à l'étranger depuis plusieurs années, demeure une technique relativement récente, sujette à modifications ou améliorations constantes nécessitant une adaptation de son cadre légal;

invite le Gouvernement

- à faire, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du projet de loi 5356 submentionné, le point sur la législation relative au recours aux empreintes génétiques en matière pénale aux fins de l'adapter aux nouvelles évolutions scientifiques, voire de l'entourer de nouvelles garanties destinées à renforcer l'équilibre entre l'objectif légitime de recherche de la vérité et le respect des droits fondamentaux de l'homme.

(s.) Christine Doerner, Alex Bodry, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein, Patrick Santer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Dann huet als éischte Riedner den honorablen Här Patrick Santer d'Wuert. Här Santer!

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, well meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Christine Doerner, de Projet de loi iwwert d'Empreintes génétiques am Detail an hirem schréftlechen an an hirem mëndleche Rapport - fir déi ech hir Merci soen - virbruecht huet, wëll ech net nach eng Kéier, sief et nëmme versichen, all d'Detailer vum Projet de loi ze erklären. Ech wëll mech nëmmen op e puer generell Considératioune beschränken, fir duerno op verschidde Kritikpunkten, déi zu dësem Projet de loi gemaach goufen, anzegoen.

D'Prouf iwwert den ADN- oder den DNA-Profil ass en Élément de preuve wéi d'Fangerofdréck, d'Foussspuren, déi faktuell Ëmstänn oder d'Zeienaussoen. D'Justizautoritéite mussen an der Instruktioun vun enger Affaire pénale wéi och an hirem Uerteel duerno op all déi Beweismaterialer Rücksicht huelen a se a Betracht zéien. Och wann d'Fiabilitéit vun engem DNA-Profil méi grouss ka si wéi zum Beispill eng Zeienausso, bleift awer, datt den DNA-Profil keng iwwergeuerdnet Stell soll kréien. Et ass keng Superprouf-Méiglechkeet.

Zweetens wier et falsch ze mengen, datt en DNA-Profil nëmmen do wier, fir déi beschëllegt Persoun mat enger Strofdot a Verbindung ze bréngen. Och d'Affer kann en DNA-Profil geholl kréien, wann dat fir d'Instruktioun vun der Affär vun Notzen ass. Duerch en ADN- oder DNA-Profil kann och eng zu Onrecht beschëllegt Persoun entlaascht ginn, also beweisen, datt se näischt mat der Affär ze dinn huet.

Wéi bei der Analys vu Fangerofdréck oder vun der Tatwaff gesäit ee beim Opstelle vun engem DNA-Profil d'Aarbecht vun der Justiz duerch déi wëssenschaftlech Erkenntnisser, duerch d'Fortschrëtt an der Wëssenschaft gestäipt, souzesoen d'Wëssenschaft am Déngscht vun der Justiz an am Déngscht vun der Wourecht.

Véiert a lescht Bemierkung zugläich: Et ass net esou, datt elo wéi wëll an onkontrolléiert ADN-Proufmaterial gesicht an analyséiert gëtt. De Projet de loi setzt e Kader wou genee beschriwwen a festgeluecht gëtt, wien DNA-Profiler erstelle kann, wien Zougréff op déi DNA-Profiler kritt duerch déi zwou Datebanken, déi mer elo virgesinn hunn, an d'Netanhale vun deene Bestëmmunge féiert zur Nullitéit vun deem Deel vun der Prozedur wou DNA-Profiler virkommen. Wann een also net wëllt, datt en Deel vun der Enquête, vun der Instruktioun, vläicht souguer de wesentlechsten Deel, einfach esou annuléiert gëtt, well d'Prozedur net respektéiert ginn ass, da muss een akribesch déi Bestëmmunge vum Code d'Instruction criminelle, dat heescht vun dësem Projet de loi, anhalen.

Här President, d'Madame Doerner huet et elo grad gesot: An der Commission juridique gouf am Detail iwwert déi verschidde Kritikpunkten, déi zu dësem Projet de loi gemaach goufen, geschwat a sech mat deene verschiddene Propose kritesch an an engem konstruktive Geescht beschäftegt. Aus deenen Diskussioune koum et zum Text, dee mer haut hei wäerten ofstëmmen. U Kritikpunkten zum Projet de loi huet et natierlech net gefeelt, an déi goufen och am schréftlechen an am mëndleche Rapport festgehalen. Ech wéilt just op e puer Punkten zréckkommen.

Éischte Kritikpunkt ass de Prélèvement sous contrainte vun engem DNA-Profil. De Projet de loi gesäit vir, datt a verschiddene Fäll eng Persoun kann obligéiert ginn, fir hiren DNA-Ofdrock de Justizautoritéiten ze ginn. Et gëtt net a Fro gestallt, datt et Situatioune gëtt, an deenen eng Persoun muss forcéiert ginn, fir hiren DNA-Profil ofzeginn. Ech wëll just nach ënnersträichen, datt esou e Prélèvement sous contrainte, sief et vun engem DNA-Profil oder vu Blutt oder soss Beweismaterial biologescher Hierkunft, net géint déi europäesch Mënscherechtskonventioun verstéisst, an d'Cour européenne des droits de l'Homme huet dat schonn an engem Uerteel 1996 festgehalen.

Wat kritiséiert gouf ass, datt déi Fäll, wou esou en ADN-Profil oder DNA-Profil ënner Drock kann opgestallt ginn, ze wäit gegraff sinn. Et ass esou, datt deen «établissement d'un profil d'ADN sous contrainte», wéi dat am neien Artikel 48-5 vum Code d'Instruction criminelle steet, a Fäll kann opgestallt ginn, wou d'Mindeststrof zwee Joer Prisong bedréit. A Frankräich an an der Belsch sinn déi Seuilë méi héich. Et ass awer a mengen Aen ze einfach, fir a gewëssen Deeler vun der Procédure pénale op d'Législatioune vun anere Länner ze verweisen, ouni déi ganz Strofgesetzgebung vun deene Länner ze berücksichtegen.

A Frankräich hu se eng aner Approche wéi déi vum Projet de loi. A Frankräich, wann ee refuséiert, säin DNA-Profil opstellen ze loossen, da kritt een automatesch eng Strof vun engem Joer Prisong a 15.000 Euro Amende, wann et sech ëm en Délit handelt, dat Duebelt, also zwee Joer Prisong an 30.000 Euro Amende, wann et sech ëm e Crime handelt. Wann nach Manœuvres frauduleuses derbäikommen, da geet een op dräi Joer Prisong a 45.000 Euro Amende. An déi Strof, Prisongsstrof an Amende, cumuléiert sech, déi gëtt dobäigezu wat déi eigentlech Strof ugeet.

Zu Lëtzebuerg ka keng Strof deemjéinegen operluecht ginn, dee säin DNA-Profil verweigert opstellen ze loossen, mä hie gëtt forcéiert dat ze maachen am Intérêt natierlech vun der Enquête. Wann een elo mengt, déi Regelung iwwert de Prélèvement sous contrainte wier ze rigouréis oder net rigouréis genuch, da muss een déi Fäll berücksichtegen, déi net a Fro géife kommen, wann een de Seuil vun haut zwee Joer op fënnef Joer géing eropsetzen.

Wann een dëse Seuil op fënnef Joer festleet, kéint een a folgende Fäll - ech ginn e puer Beispiller - keen ADN-Profil ënner Contrainte opstellen: Homicide involontaire, versichte Brandstëftung, Organisation criminelle, Prostitutioun, Traite des êtres humains, Coups et blessures à un enfant, Coups et blessures avec préméditation ayant entraîné une incapacité de travail ou une maladie. Dat sinn nëmmen e puer Beispiller. An deene Fäll: Kann ee bestreiden, datt et sënnvoll, wann net noutwendeg ass fir eng Persoun, de vermeintlechen Täter oder seng Komplizen, ze zwéngen, hiren DNA-Profil de Justizautoritéiten ze ginn? Dat ka kee bestreiden.

De Seuil vun zwee Joer ass och net aus der Loft gegraff. Et ass deeselwechte Seuil, deen et dem Untersuchungsriichter erlaabt, géint e vermeintlechen Täter e Mandat de dépôt auszeliwweren, also dee vermeintlechen Täter op direktem Wee an Untersuchungshaft op Schraasseg ze féieren. Et sief nach derbäi bemierkt, datt deen Délai, déi Mindesthéchststrof vun zwee Joer fir de Mandat de dépôt, fir d'Untersuchungshaft, 1973 agefouert gouf a säitdeem ni a Fro gestallt ginn ass.

Pour la petite histoire: Déi deemoleg Regierung - et war eng CSV-DP-Regierung an et war keen CSV-Minister - hat am initiale Projet de loi N°1549 déi Mindesthéchststrof fir e Mandat de dépôt, also d'Untersuchungshaft, op sechs Méint festgeluecht. Wat wier geschitt, wann deen heitege Justizminister dat proposéiert hätt, sief et nëmme fir e Prélèvement d'un profil d'ADN sous contrainte?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Datselwecht wéi dat wat deemools geschitt ass, si wär erofgesat ginn.

(Hilarité)

M. Patrick Santer *(CSV)*.- De Seuil ass op zwee Joer eropgesat ginn an et ass déiselwecht Mindesthéchststrof wéi beim Prélèvement sous contrainte. Also ass et dach verständlech an novollzéibar, datt eng Persoun, déi an Untersuchungshaft ka gesat ginn, also hirer Fräiheet kann op d'mannst zäitweileg entzu ginn, net ka forcéiert ginn, fir hiren DNA-Profil hierzeginn. An d'Madame Doerner huet et jo gesot: Dat geet net, dat däerf een net iwwer Bluttanalys maachen; do gëtt e Stäbchen an de Mond während zwou Sekonne gestach oder dat eent oder dat anert Hoer geholl, wann een der nach huet, fir déi Prélèvements sous contrainte ze maachen.

Et soll een also net bei deem Prélèvement sous contrainte vun engem ADN-Profil en ongerechtfäerdegten oder disproportionéierten Agréff an déi perséinlech Fräiheet brandmarken.

Fir emol e rezent Beispill aus dem Ausland ze huelen, an dat, toutes circonstances restant égales à elles-mêmes, op Lëtzebuerg unzewenden: D'lescht Woch, den 21. Juni 2006, ass a Frankräich e Mann festgeholl ginn, dee beschëllegt gëtt virun 19 Joer - 1987 - e mannerjähregt Meedche vergewaltegt an ëmbruecht ze hunn. 2004 gouf dëse Mann - an ech zitéieren d'Zeitung - «pour une banale affaire de bagarre sur un parking» festgeholl. Säin ADN-Profil gouf him geholl an esou konnt de Lien mat der Vergewaltegung, déi 19 Joer virdru stattfonnt huet, hiergestallt ginn. Mat enger Mindesthéchststrof fir de Prélèvement sous contrainte vu fënnef oder zéng Joer hätt een, wann dëse Fall natierlech sech zu Lëtzebuerg zougedroen hätt, dës Persoun net kënnen zwéngen, säin DNA-Profil ofzeginn.

Wie fält also ënner esou en DNA-Profil sous contrainte? Et sinn déi Leit, déi «paraissent avoir un lien direct avec la réalisation des faits en cause». Hei hu mir de belschen Text wuertwiertlech iwwerholl, well de belschen Text keng direkt oder indirekt Referenzen op aner Strofdoten oder aner Dispositiounen aus dem Code pénal mécht.

Ass dësen Text, deen an der Belsch säit 1999 applizéiert gëtt, ze wäit gaang, oder ass en ze large oder ze vag? Wéi ech scho gesot hunn, sinn net nëmmen de vermeintlechen Täter respektiv seng Komplize viséiert. Et ass also ëmsou méi schwéier, fir en Text virzeleeën, dee flexibel genuch ass, fir de faktesche Gegebenheete vun enger Instruktioun vun enger Strofdot Rechnung ze droen. Et ass jo och net déi éischte Kéier, an aus hoergenee deeneselwechten Ursaachen, datt am Code pénal - ech verweisen hei op d'Definitioun vun der Escroquerie oder dem Abus de confiance - oder souguer an der Procédure pénale méi breet gefaasste Konzepter benotzt ginn.

En Untersuchungsriichter kann no eisem Code de procédure d'instruction criminelle eng Perquisitioun maachen «dans tous les lieux où peuvent se trouver des objets dont la découverte serait utile à la manifestation de la volonté». Dat kéint och vläicht vag kléngen, huet awer ni zu Problemer gefouert.

Dee Prélèvement sous contrainte, deen opgezwongenen ADN-Profil ass eng noutwendeg Regelung, déi am Projet de loi net hätt dierfe feelen, an déi, esou wéi se elo festgeschriwwen ass, sech proportionéiert an de Kader vun enger effikasser Enquête areit.

Här President, et gëtt zwou Datebanken, wou ADN-Profiler kënne gespeichert sinn: Déi, wou ADN-Profiler während enger Enquête gesammelt ginn - den ADN criminalistique - an déi, wou den ADN-Profiler vu condamnéierte Persoune gespeichert ginn - ADN condamnés. Och bei dëse leschtgenannten Datebanke gouf et Kritiken an och heiansdo e Méssverständnis, wat och op déi komplizéiert technesch Natur vum Projet de loi zréckzeféieren ass.

Méssverständnis a Kritik gouf et bei der Dauer, während där ADN-Profiler an der ADN-condamnés-Datebank gespeichert kënne bleiwen. Si bleiwen zéng Joer nom Doud vun där condamnéierter Persoun an der Datebank. Zéng Joer schéngt laang; dat ass awer d'Verjährungsfrist beim Crime. Engem Condamnéierte säin ADN-Profil ka benotzt ginn an aneren Affären, déi nach net ofgeschloss sinn a wou de Condamnéierte Kompliz, Mattäter oder esouguer Affer ka sinn.

Mir kënnen och, Här President, hei de belsche Modell iwwerhuelen. Wa mir dat géife maachen, da géife mir hoergenee deeselwechten Text unhuelen, well et ass de belsche System, dee mer hei geholl hunn.

An Dänemark hu se en Délai vun zwee Joer festgehalen. Et gëtt och vläicht op dëser Welt e Land, dat nach méi e kuerzen Délai huet, oder dat keng Datebank huet. Dat ass awer kee Grond fir „cherry picking" ze maachen: Ech huele just an deene Législatiounen, wat mir gefält, ouni de globale Kader vun de jeeweilege Strofgesetzer oder -prozedure matanzebauen.

«Une justice pénale qui doit aboutir à une sanction a aussi pour objectif la prévention de la récidive.» - esou steet an engem Rapport vun der Commission Delmas-Marty. D'Madame Delmas-Marty huet d'Chaire vum Droit pénal am Collège de France. An um Rapport hunn Affekoten, Riichteren a Beamten a Frankräich matgeschafft.

Do gesäit ee wierklech, wéi déi duebel Zilsetzung vum Strofrecht ass. Et geet net nëmmen dorëms, fir een ze bestrofen, déi géint d'Gesetz verstouss huet - dat och -, mä et vergësst een och, datt d'Strofgesetz och la prévention de la récidive als Objektiv huet, an dat ass grad an deenen zwee Fäll, deenen zwee Bestanddeeler vun dësen Datebanken - ADN criminalistique an ADN condamnés - ze beuechten.

Här President, d'Kommissioun huet och iwwert déi zu Lëtzebuerg an och vläicht an anere Länner net geleefeg Situatioun vun der Rehabilitatioun geschwat. Wat geschitt, wann e Condamnéierte rehabilitéiert gëtt? Logesch, e gëtt betruecht wéi wann en ni condamnéiert gi wier. Folgerichteg gëtt säi Profil, säin DNA-Profil aus der Datebank ADN condamnés erausgeholl.

Mä wa säin ADN-Profil och an der ADN-criminalistique-Datebank sech eremfënnt, dann huet d'Rehabilitatioun iwwerhapt keng Konsequenz. Zum Beispill eng Persoun gëtt condamnéiert, well se eng aner ëmbruecht huet. Hiren ADN-Profil gëtt geholl a geet während der Enquête an d'Datebank ADN criminalistique. Se gëtt condamnéiert, da geet dee Profil an d'Datebank ADN condamnés. Elo sëtzt déi Persoun liewenslänglech zu Schraasseg.

Zwee Joer duerno gëtt eng nei Affär géint dës Persoun vun der Justiz ugefaangen, an hiren ADN-Profil gëtt erëm eng Kéier gebraucht. Dat heescht, an dëser Situatioun huet déi Persoun hiren ADN-Profil souwuel an der Datebank ADN criminalistique wéi och an der Datebank ADN condamnés. Wa se elo fir déi éischt Affär, fir déi se condamnéiert gouf, rehabilitéiert gëtt, da verschwënnt hiren ADN-Profil aus der Datebank ADN condamnés. Si bleift awer, well déi zweet Affär nach net ofgeschloss ass, an der Datebank ADN criminalistique. Doriwwer soll ee sech net opreegen. Dat ass e logescht

Räsonnement vun enger logescher Situatioun, déi kloer am Projet de loi festgehale gëtt.

Här President, wie kënnt dann alles an déi ADN-condamnés-Datebank? D'Madame Doerner huet et jo gesot: Dat sinn all déi, déi condamnéiert goufen, ob déi Strof mat oder ouni Sursis gesprach gouf. Dass eng Prisongsstrof mat Sursis a Fro kënnt, ass e puermol an der Kommissioun diskutéiert ginn. Fir op dat Beispill vu virdrun zréckzekommen, wou e Mann, dee wéinst enger «banale affaire de bagarre sur un parking» mat enger Vergewaltegung 19 Joer virdrun a Verbindung bruecht ginn ass: Fir eng «banale affaire de bagarre sur un parking» - ob dat op engem Parking stattfënnt oder net -, wann déi Persoun nach kee Casier huet, riskéiert se Prisong mat Sursis ze kréien.

Et muss een am A behalen, datt de Sursis just eppes mat der Exekutioun vun der Strof ze dinn huet, mä näischt mat der Strof u sech. Eng Persoun, déi eng Prisongsstrof mat Sursis krut, bleift eng Persoun, déi bestrooft ginn ass. An, se geet zwar net an de Prisong, well d'Strof, d'Prisongsstrof net exekutéiert gëtt, mä si ass awer do. An hei gëtt et e fundamentalen Ënnerscheed mat der Suspension du prononcé, déi och ënner verschidde Bedingungen natierlech ka gesprach ginn. Wann e Riichter eng Suspension du prononcé sprécht, da gëtt de Prononcé vun der Strof net gesprach, déi Persoun kritt keng Strof. De Prozess bleift awer nach bestoen; e gëtt net condamnéiert. Et kann een also net d'Ophuelen oder d'Netophuele vun ADN-Profiler an enger Datebank vun Ausféierungsbestëmmunge vun enger Strof ofhänke loossen. Et ass d'Strof oder d'Netstrof, d'Prisongsstrof oder den Acquittement, deen ausschlaggebend sinn.

Här President, et geet net nëmmen duer, fir ee Gesetz ze stëmmen. Dat Gesetz muss och agehale respektiv ausgefouert ginn. Dofir ass d'A-Kraaft-Triede vum Gesetz op den 31. Oktober 2006 gesat ginn, fir datt zu deem Zäitpunkt déi néideg informatesch Infrastruktur steet an déi néideg Informatiounen un d'Police an d'Justizautoritéite konnte gi ginn.

Déi informatesch Infrastruktur gëtt elo net opgestallt. D'Aarbechte si schonn amgaangen. An hei gouf op Experten zréckgegraff, déi och déi éisträichesch Datebanken an déi vun Interpol opgeriicht hunn. Well et awer eng nei Technologie ass, hu mer och an der Kommissioun de Prinzip vun enger Motioun ugeholl - an déi Motioun huet d'Madame Doerner virdrun déposéiert -, wou 18 Méint nom A-Kraaft-Triede vum Gesetz d'Effikassitéit vum Mechanissem vun de Prozedure vum Projet, vum Gesetz erëm soll iwwerpréift ginn.

Doriwwer eraus muss een nach ervirhiewen, datt d'Aarbechte schonn amgaange sinn, fir am Kader vum Laboratoire national de la Santé e spezifeschen ADN-Labo zu Lëtzebuerg opzeriichten, an doriwwer eraus zu Lëtzebuerg en Institut médico-légal opzeriichten. An, ech mengen, mir wäerten an der Kommissioun des Weideren nach op deen Deel vun der Enquête pénale zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mam Kierzel «Projet de loi ADN» kann ëmschriwwe ginn, ass en équilibréierten Text, deen all Garantien zum Dateschutz bitt. Fir elo en Iwwerwaachungsstat unzeprangeren, ass net nëmmen eng Begréffsverwiesslung, mä och falsch: En Iwwerwaachungsstat ass d'Negatioun vum Rechtsstat. Et ass d'Negatioun, wou an engem Stat d'Règle de droit dem Bierger Rechter a Flichte gëtt, déi viru Geriicht aklobar sinn. An engem Iwwerwaachungsstat gëtt onkontrolléiert, a jenseits allem gesetzleche Kader, jiddfereen iwwerwaacht.

An dësem Projet de loi sti kloer Regelen dra wéi, wou, vu wiem, wéi laang ADN-Profiler kënnen erstallt a gehale ginn, a wien dorop Zougréff huet respektiv ka kréien. Den ADN-Profil ass do, fir der Justiz ze hëllefen, a kann nëmme vu Justizautoritéite consultéiert ginn. D'ADN-Profiler, wéi déi aner Beweismaterialer, befanne sech am Dossier pénal a kënne vum Geriicht kontradiktoresch diskutéiert ginn. Wann d'Prozedur net agehale gouf, gëtt eng Nullitéit ausgesprach.

Mir fannen eis also ganz wäit ewech vun engem Iwwerwaachungsstat. Wa mir wëllen der Justiz hëllefen, an hir déi néideg zäitgeméiss Moyenë ginn, fir grad d'Règle de droit kënnen anzehalen, an déi ze bestrofen, déi dogéint verstouss hunn, da befanne mer eis an engem Rechtsstat. Beweismaterial sammelen an engem geregelte Kader, sief dat ADN-Profiler oder Fangerofdréck, fir datt eng vu Riichtere gefouert a kontrolléiert Enquête oder Instruktioun weiderkënnt, ass en noutwendege Bestanddeel vun der Verbriechensbekämpfung, och wann dat Beweismaterial duerno gehale gëtt. Aus all deene Grënn wäert d'CSV-Fraktioun fir dëse Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Hei hu mir e komplizéierte Projet virun ons leien. Engersäits komplizéiert um wëssenschaftleche Plang, anerersäits komplizéiert um juristesche Plang. Mam wëssenschaftlechen Deel wëll ech mech hei net ofginn. Et schéngt mir scho schwéier genuch, sech ze erënneren, dass ADN Acide désoxyribonucléique heesche wëllt. Ech muss all Kéiers erëm op mäi Blat kucken, fir mech ze erënneren, wéi et ass.

Um juristesche Plang ass et e komplizéierte Projet, well et drëm geet de Moyenen, déi de Stat sech gëtt, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen, eng juristesch Base ze ginn, dass also ADN-Profiler kënnen etabléiert ginn, mä och fir dofir ze suergen, dass déi individuell Fräiheeten net iwwerméisseg a Fro gestallt ginn.

Ech wëll also hei ganz besonnesch ënnersträichen, dass engersäits déi Regelen, vun deene mer haut hei schwätzen, am Kader vun enger Enquête pénale spillen. Et ass elo net hei eppes „Big Brother is watching you“ op alle Gebidder. Mer sinn hei am Kader vun enger Enquête pénale.

Zweetens, mengen ech, musse mer festhalen, dass déi gréisste Virsiicht gebueden ass, wat d'Konstitutioun vu Fichiere vu geneteschen Empreintë betrëfft, well déi par nature Risike beinhalten, d'fundamental Rechter an d'Fräiheete vun de Persounen an d'Intégrité physique vun de Persounen a Fro stellen ze kënnen.

Dat gesot als Virbemierkung, wëll ech dem Rapporteur, der Madame Doerner, Merci soe fir hiren ausféierlechen a minutiöse Rapport, wou se am Detail all d'Elementer vun deem Projet analyséiert huet, an dat souwuel an hirem schréftleche wéi an hirem mëndleche Rapport. Ech wëll also net op déi Froen zréckkommen, déi si scho behandelt huet, mä nëmmen op déi Froen agoen, déi ons schéngen an der Approche net esou ugepaakt ginn ze sinn, wéi mir ons et gewënscht hunn, an op déi Froen, wou mer echt Problemer hunn a wou mer wäerten Amendementer maachen.

Ech wäert an e puer Minutte soen, datt ech net glécklech si mam Toun vun dësem Rapport, mä ech wëll awer och hei ganz kloer soen, dass dat kengeswees d'Qualitéit vum Rapport vun der Madame Doerner a Fro stellt. Si konnt jo nëmmen dat erëmginn, wat an der Kommissioun gesot an décidéiert ginn ass.

E puer allgemeng Considératiounen, Här President: Am Laf vun de leschte Jore sinn a bal alle Mitgliedslänner vun der EU Gesetzer fir d'Identification par empreintes génétiques an d'Constitutioun vu Fichieren ugeholl ginn. An dat ganz besonnesch an onsen Nopeschlänner: Frankräich, Däitschland, Belsch. Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, wou mer dat nach net hunn.

Or, wéi d'Madame Doerner et gesot huet, och an onsem Land ginn heiansdo ADN-Prouwe geholl. Mä dat sinn Approchë cas par cas, an et besteet - bis elo - kee Fichier an deem Zesummenhang. A wat mer méi grave schéngt, et besteet och kee juristesche Kader dofir. Et ass also richteg, dass mer hei légiféréieren. Mir sinn absolut domat d'accord, dass mer déi Base juridique schafen, fir de Prélèvement, den Traitement an de Stockage vun deenen Donnéeën am Domaine pénal festzehalen.

Ech géing gären, Här President, fënnef liminaire Observatioune maachen:

D'Kärstéck vun dësem Projet an onsen Aen ass eng Dispositioun, déi sech zum Schluss vum Projet verstoppt. Am Artikel 17, Artikel 48-3, Paragraph 1, leschte Saz vum Code d'Instruction criminelle: Nëmmen deen Deel, deen non codant ass vum ADN, ka prélevéiert ginn am Kader vun der Administration de la preuve. Déi Partie non codante ass, wéi de Rapporteur et gesot huet, eenzegaarteg bei jiddferengem vun ons, mat Ausnahm vun den eeneeëgen Zwillingen, an erméiglecht, wann d'Analys korrekt gemaach ass, eng Identifikatioun vun der Persoun, ouni awer, dass eppes zur Rass, zum Sex, zur Gréisst oder zum Gesondheetszoustand vum Eenzelnen ausgesot gëtt.

D'Partie codante am Géigendeel, déi seet zu deene Punkten eppes aus. Dofir ass et an onsen Aen enorm wichteg a richteg, dass de Projet de loi ganz kloer seet: Et geet hei nëmme Rieds vun der Partie non codante. Et geet also drëm, wéi de Conseil d'État et ënnersträicht, de Profil an net de Code génétique vun enger Persoun ze etabléieren.

Eng Bemierkung nach, Här President, zum Verglach, deen de Rapporteur op Säit 4 vun hirem Bericht mécht, zwëschent dem Resultat vun der Analys ADN an dem Matricule vun der Sécurité sociale: Här President, dat schéngt mer enorm gefäierlech an de très mauvais augure. Mir wëssen alleguer, datt d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 30. Mäerz 1979 organisant l'identification numérique des personnes schlecht, wann iwwerhaapt, applizéiert ginn, inklusiv vum Stat a sengen eegene Verwaltungen.

Op eng rezent parlamentaresch Ufro huet de Minister des Communications mir den 12. Juni 2006 geäntwert, an ech zitéieren: «Des évolutions récentes montrent (…) que l'utilisation fréquente du numéro d'identité national dans les procédures et usages administratifs vient de diluer la ligne de démarcation entre usages licites et non licites dudit numéro telle qu'elle avait été tracée par la loi de 1979. La généralisation de l'emploi du numéro d'identité national en pratique mérite aujourd'hui une réflexion profonde sur les conditions d'utilisation du numéro d'identité et du répertoire général des personnes ainsi que sur les garanties susceptibles de satisfaire aux exigences de protection des données de la personne concernée.»

Här President, ech géing also en dréngenden Appel un de Justizminister an un de Procureur général riichten, sech net vun der Praxis beim Matricule ze inspiréieren, mä au contraire duerfir ze suergen, dass d'Magistraten, d'Polizei an d'Expertë mat der néideger Rigueur duerfir suergen, dass d'Confidentialitéitsbestëmmunge vun dësem Gesetz respektéiert ginn.

Zweet Bemierkung, Här President: D'ADN-Analys fonctionnéiert, wéi de Rapporteur et gesot huet, à charge et à décharge. Si kann dozou déngen, de Schëllegen ze iwwerféieren, si kann dozou déngen, den Onschëllegen ze disculpéieren. Dat däerf een ni aus den Ae verléieren.

Drëtt Bemierkung: D'ADN-Donnéeën, an dat huet de Rapporteur och ënnerstrach, kënnen nëmmen op Uerder vun engem Magistrat etabléiert an traitéiert ginn.

Véiertens, an dat och huet de Rapporteur gesot, sinn d'Empreintes génétiques een Élément de preuve ënner aneren. Et ass keen absolute Beweis. De Riichter muss ëmmer den Ensembel vu Beweiser, déi zur Verfügung stinn, a Considératioun zéien.

Fënneftens: Et ass vun essenzieller Wichtegkeet, dass um legalen an um praktesche Plang déi néideg Moossname geholl ginn, fir d'Fiabilitéit vum Resultat vun den Analysen ze garantéieren a fir d'Confidentialitéit vun den Datebanken ze garantéieren. Ech hunn duerno nach d'Geleeënheet dorop zréckzekommen.

Wéi scho gesot, hu mir bei dësem Projet a bei der Aart a Weis wéi d'Majoritéit en ugaangen ass en ongutt Gefill. Et stelle sech hei fundamental Froe philosophescher a gesellschaftspolitescher Natur: Respekt vun de Mënscherechter, vun de Fräiheeten an individuelle Rechter, vun der physescher Integritéit vun de Mënschen a vun der Proportionalitéit. Wéi wäit gi mer? Wat ass zoumutbar? Wat ass proportionéiert? Wou läit den Équiliber tëschent engersäits dem legitimen Zil, Infraktiounen nozegoen an ze répriméieren, an anerersäits dem Respekt vun de Grondfräiheete vun deene Persounen, déi esou eng Recherche betrëfft?

D'Majoritéit ass déi Froen ugaangen an enger technokratescher, bürokratescher a formaljuristescher Aart a Weis. Si huet sech mat Instruktioune beschäftegt, Hiweisen op dësen oder deen Artikel vum Code d'Instruction criminelle, ouni sech vill mat de grondsätzleche Problemer vu Mënscherechter an Dateschutz auserneen ze setzen. Dat trëfft zou fir den Exposé des motifs vum Justizminister a fir de Bericht vun der Kommissioun, dee mir net matgestëmmt hunn a wou mer ons abstenéiert hunn. Beim Justizminister a bei der CSV, Här President, do wonnert dat mech net, déi Approche. Bei der LSAP, do wonnert et mech dach e bësse méi. Mä soit.

Ech ginn Iech e Beispill fir dat wat ech elo hei gesot hunn. Wa mir als DP an der Kommissioun net insistéiert hätten, expressément an der virleschter Sëtzung, hätt d'Kommissioun sech emol net mam Avis vun der Commission nationale pour la Protection des Données beschäftegt.

Une voix.- Dir hätt et jo kënnen éischter soen.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech hätt natierlech et kënnen éischter soen, mä Dir hätt et kënnen iwwerhaapt soen. Dir hutt et net gesot.

(Interruptions diverses)

Här President, e Wuert hei zum Wonsch vun der Commission nationale pour la Protection des Données,…

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- …als onofhängeg Kontrollinstanz vum Procureur général d'État ze fonctionnéieren. Mat der Regierung, mam Conseil d'État a mat der Commission juridique si mir als DP och der Meenung, dass dat net ka sinn. D'Commission nationale pour la Protection des Données kann net de Procureur général d'État am Kader vun enger Procédure pénale kontrolléieren. Mir sinn hei bei dësem Projet am Kader vun enger Procédure pénale, an de Prinzip vun der Gewaltentrennung léisst net zou, dass de Procureur général d'État der Opsiicht vun enger administrativer Kommissioun vun der Regierung ënnerworf gëtt. Den Artikel 8 vum Gesetz vun 2002 iwwert d'Protection des données gesäit iwwregens Spezialgesetzer fir den Dateschutz am penale Beräich vir, wat mat dësem Gesetz fir den ADN geschitt.

Dat gesot, Här President, menge mir awer, dass verschidde Miseen-gardë vun der Commission nationale pour la Protection des Données zu Recht gemaach goufen a mir begréissen et, dass déi Kommissioun, dass de Procureur général d'État an de Statsrot sech, entgéint der Commission juridique, ausféierlech mat de Froe vu Mënscherechter a vun individuelle Fräiheeten ausernee gesat hunn.

Wa mer elo op déi eenzel Artikele kommen, Här President, dann halen ech fir d'éischt fest, dass mer begréissen, dass d'Commission juridique dach Amendementë vum Procureur général d'État a vum Statsrot ugeholl huet. Esou zum Beispill bei den Artikelen 1; 4 Paragraph 4; 7 Paragraph 1; 14 Paragraph 2; 48-3 (1) vum Code d'Instruction criminelle; 48-4 (1) vun deemselwechte Code; 48-5 (3) vun deemselwechte Code; 48-6 (1) a (4) vun deemselwechte Code.

(Interruption)

Bei deene Froen, Här President,…

(Interruption)

…si mir der Meenung, dass d'Bürokratie an d'Minutie wichteg sinn, well iwwert dee Wee ass de Cadre juridique vun dësem Gesetz méi prezis ëmrass ginn an et si verschidden Aspekter vum Respekt vu Mënscherechter a Grondfräiheeten a Considératioun gezu ginn. Duerfir begréisse mer dat. Et bleift trotzdeem an deem Projet, Här President, déi eng oder déi aner Dispositioun, déi ons méssfält oder mat där mer net kënnen d'accord sinn.

Deen éischte Froekomplex ass d'Dauer vun der Konservatioun vun den Donnéeën. Déi Fro ass schonn ugesprach gi vum Här Santer. Ech sprieche se an engem anere Sënn un. De Profil ADN vun enger Persoun, déi rehabilitéiert gëtt, bleift am Traitement ADN criminalistique laut dësem Projet bäibehalen. Dat steet am Artikel 7.

Ons Fraktioun ass der Meenung, dass d'Rehabilitatioun en Instrument vu Resocialisatioun ass, «qui fait cesser», wann ech et däerf esou soen, an den Termë vum Artikel 657 du Code d'Instruction criminelle, «tous les effets de la condamnation». An, als Prouf dozou, gesäit deen Artikel 657 expressément vir, dass déi Condamnatioun no enger Rehabilitatioun net ka mentionnéiert ginn an den Extraitë vum Casier judiciaire. Duerfir si mir der Meenung, dass esou eng Condamnatioun net hir Plaz huet am ADN condamnés, wou se net ass, mä och net am ADN criminalistique.

Am selwechte Sënn, Här President, si mer der Meenung, dass den Délai vun zéng Joer iwwert de Retrait vum Traitement ADN criminalistique ou condamnés, dat heescht Artikel 7 oder 10 vum Gesetz, vun enger verstuerwener Persoun ze laang ass. D'Législatioune vun anere Mitgliedstate vun der Unioun gesinn do vill méi kuerz Délaië vir. Den Här Santer huet schonn drop higewisen, dass an Dänemark en

Délai vun zwee Joer besteet. Mir proposéieren deen Délai op fënnef Joer ze reduzéieren.

A schliesslech, Här President, huet de Conseil d'État a sengem Avis vum 23. Dezember 2005 proposéiert, déi Derogatiounen zu dem Prinzip, déi am Paragraph 1 vum Artikel 7 virgesi sinn, op eng eenzeg Hypothees ze reduzéieren, d'Hypothees vum Punkt 2 vum Artikel 7. Mir proposéieren, Här President, deen Text vum Conseil d'État ze iwwerhuelen.

Compte tenu vun deene verschiddene Propositioune brénge mer en Amendement an zu den Artikele 7 an 10.

Beim Artikel 7, Här President, ginn dräi verschidde Problemen ugeschwat. Am Artikel 7 (1) ënner 1. geet et ëm d'Rehabilitatioun. Am Artikel 7 (1) ënner 3. geet et ëm den Délai vu fënnef Joer, an am Artikel 7, Paragraph 2 geet et ëm d'Propositioun vum Conseil d'État. Mir géingen also froen, Här President, an Applikatioun vun dem Artikel 43 vun onsem eegene Reglement, dass mer par division géinge beim Vote vun dësem Amendement virgoen.

Deen zweeten Amendement, deen den Artikel 10 betrëfft, beschäftegt sech nëmme mam Délai vun zéng respektiv fënnef Joer nom Doud vun enger Persoun.

Ech déposéieren déi zwee Amendementer op Ärem Büro. Et sinn de Moment zwou Ënnerschréften drop, déi vun onsem Fraktiounschef, dem Henri Grethen, a meng. Wann aner Leit se wëllen ënnerschreiwen, si se wëllkomm. Wann net, da wäert ons Fraktioun déi zousätzlech Ënnerschréfte leeschten.

Amendement 1

Art. 7 (1) Un profil d'ADN ayant pu être attribué à une personne déterminée ainsi que les informations y relatives peuvent faire l'objet du traitement ADN criminalistique jusqu'au jour où:

1. la personne à laquelle il se rapporte a été réhabilitée ou acquittée, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, pour les faits ayant donné lieu à l'établissement de son profil ADN, ou

2. les faits ayant donné lieu à l'établissement du profil d'ADN en cause sont prescrits, ou

3. un délai de cinq ans s'est écoulé après le décès de cette personne.

(2) Dans l'hypothèse visée au point 2. du paragraphe précédent, les informations peuvent néanmoins être maintenus au traitement criminalistique si le profil d'ADN en cause a fait l'objet d'une comparaison positive en relation avec les faits d'une enquête préliminaire ou d'une instruction préparatoire qui justifient cette dérogation.

(3) En cas de condamnation, coulée en force de chose jugée, d'une personne à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde, les données relatives au profil d'ADN de cette personne font l'objet du traitement ADN condamnés visé à la section II.

(4) Le profil d'ADN qui n'a pas pu être attribué à une personne déterminée ne peut plus faire l'objet d'un traitement ADN criminalistique 30 ans après son établissement.

(5) Tout traitement des données faisant l'objet du traitement ADN criminalistique autre que l'insertion, la consultation, la comparaison ou l'ajout d'une des informations visées à l'article 13 doit faire l'objet d'une autorisation du procureur général d'État ou du magistrat délégué par lui à cette fin.

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

Amendement 2

Art. 10 Un profil d'ADN, ainsi que les données personnelles y afférentes, ne peuvent plus faire l'objet du traitement ADN condamnés cinq ans après le décès de la personne à laquelle ces informations se rapportent.

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

Den zweete Punkt, deen ech ugoe wollt - an deen ass och schonn ugesprach ginn -, dat ass de Prélèvement vu mënschlechen Zelle sous contrainte physique. Ënnert dem Artikel 17, Artikel 48-5, Paragraph 3 vum Code d'Instruction criminelle ass virgesinn, dass dee Prélèvement ënner Contrainte nëmme méiglech ass, wann déi Persoun, déi concernéiert ass - et ass scho gesot ginn - «paraît présenter un lien direct avec la réalisation des faits en cause et si ces faits emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement».

Mir wëssen, dass déi Bestëmmung vum belsche Recht iwwerholl ginn ass, an dass se do säit 1999 a Kraaft ass. Mir sinn net der Meenung, dass d'belsch Justiz ëmmer en absolut Beispill soll sinn, wéi ons Justiz fonctionnéiere soll. Déi lescht Événementer weise jo éischter op d'Schwächte vun där Justiz hin, mä bref: Mir froen ons, ob mat där Definitioun net ons judiciaire Autoritéiten an Zukunft awer kéinte Schwieregkeete kréien.

Anerersäits, Här President, huet ons Fraktioun Schwieregkeeten dee Seuil vun zwee Joer ze akzeptéieren. De Minister schreift am Exposé des motifs, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech inspiréiert huet um belsche Législateur, deen, ech zitéieren, déiselwecht Solutioun ugeholl huet, fir op de Problem vum Prélèvement sous contrainte physique ze äntwerten am Gesetz vum 22. Mäerz 1999.

Dat stëmmt fir de System vum Seuil en tant que tel. Et stëmmt awer net fir d'Héicht vum Seuil. Well, wéi den Här Santer et scho gesot huet, ass an der Belsch de Seuil fënnef Joer an a Frankräich ass en zéng Joer. Mir proposéieren also, Här President, dass mer sollen dee Seuil vu fënnef Joer an den Artikel 48-5, Paragraph 3 aschreiwen.

Amendement 3

Art. 48-5. (3) En l'absence d'accord de la personne concernée, le prélèvement peut être exercé sous la contrainte physique si cette personne paraît présenter un lien direct avec la réalisation des faits en cause et si ces faits emportent une peine criminelle ou correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à cinq ans d'emprisonnement. La contrainte physique est exclue pour la prise de sang. Le refus de la personne concernée de se soumettre au prélèvement de cellules humaines sera consigné au procès-verbal visé à l'article 48-8.

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

M. le Président.- Merci.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Aus deeneselwechten Ursaache proposéiere mer, dass mer de Seuil am Artikel 48-9, Punkt 3 vum Code d'Instruction criminelle op deeselwechten Niveau setzen.

Amendement 5

Art. 48-9. 3. L'article 40 du Code d'Instruction criminelle est complété par une 2e phrase rédigée comme suit:

«Toutefois, le prélèvement de cellules humaines sous contrainte physique aux fins de l'établissement d'un profil ADN ne peut être effectué que si les faits emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à cinq ans d'emprisonnement.»

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

M. le Président.- Merci.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Déiselwecht Bemierkunge gëlle fir d'Ënnerschréft, wéi bei den Amendementer virdrun.

Dann e Punkt iwwert d'Coups et blessures volontaires: Den Artikel 48-7, Paragraph 1 vum Code d'Instruction criminelle gesäit vir, dass obligatoresch eng Empreinte génétique geholl gëtt vu Persounen, déi condamnéiert sinn à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde, fir eng Serie vun Infraktiounen, déi limitatif virgesi sinn. Bei deenen Infraktioune sinn ënner anerem: Attentats sur la personne du Grand-Duc, complots visant la sécurité de l'État, terrorisme, torture, enlèvement de mineurs, viol, traite des êtres humains, et j'en passe.

Mä ënner Punkt 9 vun deem Artikel 48-7, Paragraph 1 stinn och d'Coups et blessures volontaires. Or, d'Coups et blessures volontaires sinn, laut dem Artikel 398 vum Code pénal, frappéiert vun aacht Deeg bis sechs Méint Prisong. Jiddferee vun ons, dee schonn d'Geleeënheet hat Polizeirapporten ze liesen no enger Kläpperei, déi entstanen ass no engem laange wuelarroséierten Owend, dee weess wéi séier et do kann zu enger generaliséierter Kläpperei kommen, déi net ouni Folge bleift, a wou een duerno net méi richteg weess, wien dann ugefaangen huet a wien den Auteur ass vun dësen oder deene Coups et blessures.

An et kann ee sech och virstellen, an et weess een aus Erfahrung, dass de Riichter kann an esou engem Fall higoen an als Warnung déi éischt Peine, déi am Artikel 398 virgesinn ass, dat heescht aacht Deeg Prisong mat Sursis, ze décidéiere fir all déi, déi concernéiert sinn. Dat ass eng Warnung, fir drop hinzeweisen, dass dat awer ganz seriö ass, an dass een an Zukunft net méi soll an esou Gewunnechte verfalen.

Här President, mir wëssen och, dass am Droit pénal eng Condamnatioun mat Sursis eng Condamnatioun ass, an dass de Sursis nëmmen de Strofvollzuch…

(Coups de cloche de la Présidence)

…concernéiert. Mir mengen awer, dass an där Hypothees, déi ech elo just beschriwwen hunn, d'Etabléiere vun engem ADN-Profil ënner Contrainte physique total disproportionéiert ass mat deem, wat sech zougedroen huet a wat de Riichter erreeche wëllt.

Mir bréngen also och en Amendement an zum Artikel 48-7. (1) vum Artikel 17, wou mer proposéieren, dass et sech soll ëm eng Peine d'emprisonnement ferme handelen.

Amendement 4

Art. 17.

Art. 48-7. (1) Il sera procédé, au besoin sous contrainte physique, à un prélèvement de cellules humaines aux fins d'établissement d'un profil d'ADN sur chaque personne qui a été condamnée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée à une peine d'emprisonnement ferme ou à une peine plus lourde pour:

1. les infractions d'attentats et de complots visant la personne du Grand-Duc, la famille grand-ducale, la forme du Gouvernement ainsi que la sûreté extérieure et intérieure du Grand-Duché de Luxembourg, prévues aux articles 101 à 133 du Code pénal;

2. les infractions de terrorisme prévues aux articles 135-1 à 135-6 du Code pénal;

3. les infractions de torture prévues aux articles 260-1 à 260-4 du Code pénal;

4. les infractions d'association de malfaiteurs et de participation à une organisation criminelle prévues aux articles 322 à 325 du Code pénal;

5. les infractions d'enlèvement de mineurs prévues aux articles 364 à 371-1 du Code pénal;

6. les infractions d'attentat à la pudeur et de viol prévues aux articles 372 à 378 du Code pénal;

7. les infractions relatives à la prostitution, à l'exploitation et à la traite des êtres humains prévues aux articles 379 et 379bis du Code pénal;

8. l'infraction sexuelle en relation avec des mineurs prévue à l'article 384 du Code pénal;

9. les infractions de meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement, homicide volontaire non qualifié de meurtre, et de coups et blessures volontaires prévues aux articles 393 à 409 du Code pénal;

10. les infractions d'attentat à la liberté individuelle prévues aux articles 434 à 438 du Code pénal;

11. l'infraction de prise d'otages prévue à l'article 442-1 du Code pénal;

12. les infractions de vol et d'extorsion prévues aux articles 467 à 476 du Code pénal;

13. les infractions relatives aux incendies volontaires prévues aux articles 510 à 520 du Code pénal;

14. les infractions prévues par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide.

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

Dann, Här President, iescht Bemierkungen zur Mise en œuvre vum Gesetz. Souwuel de Procureur général d'État wéi de Conseil d'État hunn an hire respektiven Avisë ganz laang insistéiert, dass et absolut noutwendeg ass all d'Moossnamen ze huelen, fir derfir ze suergen, dass bei de Prélèvementer vun ADN eng optimal Qualitéit applizéiert gëtt, dass d'Fiabilitéit vum Resultat vun den Analysë garantéiert gëtt, well och do kann nach eppes schif goen, dass d'Conservatioun an d'Preservatioun vun de Prélèvementer muss an enger optimaler Form assuréiert ginn, an dass d'Constitutioun an d'Utilisatioun vun den informatesche Fichieren no deene Regele sollen assuréiert ginn, wéi dat valabel ass bei esou engem delikaten Domän.

Si hunn hir Préoccupatioune ganz kloer an deem Zesummenhang zum Ausdrock bruecht. De Procureur général d'État, deen dat schonn a sengem Avis zu dësem Gesetz gemaach hat, ass op déi ganz Problematik zréckkomm an deem Avis, deen ons am Bericht vun dem Justizministère viru kuerzem zougeschéckt ginn ass, iwwert d'Aktivitéiten 2004-2005. An deem Avis vum 14. Februar 2006, huet de Procureur général expressément nach op déi hei Problematik higewisen, a seng Suerg zum Ausdrock bruecht, dass senger Meenung no d'Virbedingungen, fir dass dat kéint uerdentlech gemaach ginn, net gi sinn.

Hautdësdags hu mir zu Lëtzebuerg kee Laboratoire, deen esou Analysë maache kann, a mir schécken d'ADN-Profiler an d'Ausland. Ob elo déi éisträichesch oder déi amerikanesch Method ugewant gëtt, dat kann de Minister ons jo da soen. Hie kann ons och soen, u wat fir Laboratoirë geduecht gëtt. A mir hunn och am Gesetz Konditioune virgesinn, déi déi Laboratoiren erfëlle mussen. Dat ass net mäi Souci. Also d'Analys en tant que telle ass net un éischter Stell mäi Souci.

Mä nach sinn do aner Froen, déi sech stellen; an de Conseil d'État huet och am Detail drop higewisen. Mir kënnen net op Dauer drop verzichten déi Analysë selwer hei zu Lëtzebuerg maachen ze kënnen. Well et ass evident, dass déi do Analysë sollen, kënnen a mussen heiansdo prioritär gemaach sinn. An d'Prioritéit kënne mir nëmme garantéieren, wa mir selwer de Laboratoire hunn, deen amstand ass et ze maachen. Also, d'Fro ass gestallt - an den Här Santer, mengen ech, huet se och gestallt -: Wéi ass et mat engem Service oder engem Institut médico-légal zu Lëtzebuerg?

De Procureur général d'État freet oder seet: Et ass egal, ob en an de Laboratoire national de la Santé erakënnt oder net, mä mir mussen esou en Institut hunn. Ech wär dankbar, wann d'Regierung ons géing soen, wéi wäit hir Reflexiounen an deem Domän gediehe sinn, wat d'Solutioun ass, déi se préconiséiert, a wéini do eng Décisioun fält, fir dass effektiv eppes geschitt.

Mä indépendamment vun der Fro vum Laboratoire, stelle sech direkt Problemer: Wat geschitt, wann d'Analys emol gemaach ass? Huet d'Regierung dat qualifizéiert Personal fir d'Prélèvementer virzehuelen? Wou si se? Wou ass dat Personal? Wat sinn hir Qualifikatiounen? Huet d'Regierung dat qualifizéiert Personal, fir den Transport an d'Conservatioun an d'Preservatioun vun de Prélèvementer ze assuréieren? Wéini, wou a wéi wëllt d'Regierung déi informatesch Fichieren installéieren, déi deen Traitement ADN criminalistique a condamnés traitéieren? Wa mer déi Avisën, déi zwee Rapportë vum Procureur général d'État liesen, hu mer an deem Beräich, Här President, déi allergréisste Befierchtungen. Mir hätten also gären, dass de Minister ons do kloer Äntwerte bréngt, prezis a mat allen Detailer.

A mir déposéieren eng Motioun hei, fir als - wéi soll ech soen - «pense-bête» ze déngen. Si huet och zwou Ënnerschréften, mä mir kënnen dräi weiderer liwweren. An dat ass fir d'Regierung op déi Problemer hinzeweisen, déi ech elo grad erwähnt hunn, a fir d'Regierung ze froen, bei de Budgetsdebatten iwwert de Budget 2008 der Chamber Rapport iwwert déi Froen ze maachen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'Instruction criminelle;

- considérant les avis du Procureur général d'État des 14 janvier 2005 et 14 février 2006;

- considérant l'avis du Conseil d'État du 23 décembre 2005;

invite le Gouvernement

- à se prononcer de façon claire et définitive au sujet de la création d'un Institut de Médecine légale;

- à veiller à assurer la qualité des prélèvements, la rigueur scientifique des analyses, l'adaptation des conditions de conservation et de préservation des prélèvements, la mise en place de l'outil informatique approprié assurant les traitements ADN criminalistique et condamnés;

- à faire rapport à la Chambre des Députés sur les progrès réalisés et les résultats obtenus dans ces domaines lors des débats sur le budget 2008.

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

Ofschléissend, Här President, kann ech soen, dass ons Attitüd zu deem Projet wäert dovunner ofhänken, wat fir Äntwerte mer kréien op déi Froen, déi mer gestallt hunn, a wat fir e Sort ons Amendementen erwaart, déi ech déposéiert hunn, ouni, Här President, dass ech mer do ze vill Illusioune maachen, well ech si laang genuch an dësem Haus, fir dass ech do net iwwerméisseg naiv sinn.

Ech wëll nach op eppes agoen, Här President: Et ass an der Kommissioun proposéiert ginn, et soll eng Motioun gestëmmt ginn - an d'Madame Doerner huet se haut abruecht bei dëser Diskussioun -, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, ee Joer no A-Kraaft-Triede vum Gesetz de Point ze maachen an déi eventuell Schwieregkeeten, déi kënnten optrieden, auszemäer-

zen. Mir wäerten déi Motioun matstëmmen, well si geet grondsätzlech an dee Sënn, deen an onser eegener Motioun och beinhalt ass. Ech hat nach keng Geleeënheet, d'Motioun ze gesinn, sou dass ech net weess, wat d'Considérantë soen, an dass ech net weess, ob mer ganz happy domat sinn, mä ech kann awer scho soen, dass mir déi Motioun am Prinzip wäerte matstëmmen.

Mir halen awer fest, dass déi Affär do mat deene Motioune schéngt zur Lieblingslégislatiounstechnik vum Minister Frieden ze ginn. Et gëtt en Text vun engem Gesetz virgeluecht, vun deem jiddferee weess, och d'Majoritéit, dass et net dat Gielt vum Ee ass, mä d'Majoritéit muss e stëmmen. Da gëtt fir d'Zukunft eng Motioun ugeholl, wou gesot gëtt, mir besseren no. Esou geschitt beim Quellesteier-Gesetz, esou geschitt beim O.P.A.-Gesetz an esou geschitt elo bei dësem Gesetz.

Här President, fir e kommerzielle Slogan ze ëmschreiwen: Et ass eng Method, mä net déi bescht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Gesetzesprojet ass den Ausdrock vun engem politesche Wëllen. Politesche Wëllen, fir déi öffentlech Sécherheet ze stäerken a fir déi wëssenschaftlech a juristesch Instrumenter, déi de Stat zur Verfügung huet bei der Opklärung vun Delikter a Verbriechen, ze verbesseren. DNA-Tester gëtt et schonn haut an et wäert der och sécher an nach méi héijer Zuel muer ginn, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä iwwerall. Et ass nämlech e wichtegt Element bei der Beweisféierung, besonnesch bei gréissere strofrechtlechen Enquêten.

Et ass duerfir net vu Muttwëll an et ass dréngend, dass sech Lëtzebuerg an deem heite Beräich en hieb- a stéchfeste juristesche Kader gëtt, fir esou DNA-Analysë kënnen duerchféieren ze loossen an hir Donnéeën och ënner bestëmmte Bedéngunge kënnen ze stockéieren an an Zukunft och anzesetzen. Et ass eigentlech erstaunlech, dass dat elo eréischt geschitt. Mä et geet net duer, ëmmer erëm hei a Riede bei aneren Debatte vu Bekämpfung vun der Kriminalitéit ze schwätzen an ze lamentéieren, dass eis Opklärungsquot net héich genuch wär. Mir musse konsequent ginn an dann och bereet sinn, eis hei déi Instrumenter ze ginn, fir dass mer déi Opklärungsquot méi héich kënne kréien.

Et ass wouer: Zu Lëtzebuerg wéi an deene meeschten anere Länner läit, wann een déi offiziell Statistike kuckt, d'Opklärungsquot vun de Strofdote bei 35, emol 40%, mat grousse Variatioune jee no deenen eenzelne Kategorië vu Strofdoten. Dat geet natierlech bei Coups et blessures involontaires bis bal op 100% an dat läit awer oft bei Déifställ, besonnesch och bei Abréch, alt emol nëmme bei 10 oder 20%. Mir sinn eis, mengen ech, alleguerten eens, dass dat net duergeet, dass do emol muss geschafft ginn, an dass mer déi doten Opklärungsquot mussen eropsetzen, och bei deene méi delikaten a méi komplexe Strofdoten, an duerfir brauche mer zum Deel och nei Instrumenter, nei Regelen, déi lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser, fir dat dote kënnen ze erreechen.

Et ass wichteg, dass mer iwwer genügend Polizeipersonal verfügen, et ass wichteg, dass d'Geriichtspersonal a genügendem Mooss zur Verfügung steet, an dës Regierung huet sech jo och dozou bekannt, fir do weider Efforten ze maachen. Mä parallell dozou musse mer och eng Moderniséierung vun eisen Enquête-Methoden hei zu Lëtzebuerg duerchféieren. Dëse Projet de loi ass sécherlech ee Mëttel, fir dat doten Zil ze erreechen.

An all deene Beräicher gëllt et natierlech fir eng Wäertofweiung ze maachen. Op där enger Säit d'Recht op Sécherheet, d'Sécherheet vun der eegener Persoun, d'Sécherheet vun de Gidder, an op där anerer Säit d'Recht op de Respekt vum Privatliewen an aner individuell Fräiheeten, déi mer alleguerten, mengen ech, hei am Haus gläich héich umoossen.

Dat ass och probéiert ginn an deem heiten Text ze maachen, a mir sinn der Meenung als sozialistesch Fraktioun, dass déi Ofweiung hei, wat ëmmer e ganz prekären Équiliber ass, à première vue gelongen ass, an dass also virun allem de Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet, deen e wesentleche Prinzip ass am Strofrecht, hei Respekt fënnt, och zumools no deene Verbesserungen um Text, déi opgrond vun Iwwerhuele vu Propositioune vum Conseil d'État an och Virschléi, déi de Procureur général d'État gemaach huet, an deen heiten Text agefloss sinn.

Ech wëll, wéi aner Virriedner och, hei net an den Detail vun deem heiten Text agoen, ech mengen, d'Madame Rapporteur huet dat ganz gutt an ausféierlech gemaach an hirem schréftlechen a mëndleche Rapport, sou dass mer eis dat, mengen ech, hei kënnen erspueren. Mir sollten och eng politesch Diskussioun an dëser Chamber zu deem heiten Text féieren. Mir sinn also der Meenung, dass hei en Équiliber an deem Text besteet. Am Text. D'Praxis ass jo och nach eppes anescht, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck. Mä am Text besteet en Équiliber téschent deem noutwendegen Agréff an d'Privatsphär vum Eenzelnen, dee bei DNA-Tester net auszeschléissen ass, an op där anerer Säit awer der Optiméierung vun der Opklärungsaarbecht bei Delikten a Verbriechen.

D'Informatioun an d'Recht vum Eenzelne ginn op - an eisen Aen - korrekt Aart a Weis berücksichtegt. A mir sinn net hei an de Schreckensvisioune vun engem George Orwell, wéi d'Demokratesch Partei dat an enger Pressekonferenz duergestallt huet. Ech stelle fest, dass den Toun hei an der Chamber e bësse méi gemässegt ass, wéi wann…

(Interruption)

…d'Demokratesch Partei sech eleng an enger Pressekonferenz iwwerlooss ass, mä ech kommen nach eng Kéier méi speziell an am Detail dann op d'Haltung vun der Demokratescher Partei zu deem dote Projet, vu sengem Ursprong un, gären zréck.

Mir sinn der Meenung, dass an deem heiten Text d'DNA-Tester, déi do virgesi sinn, genügend strikt reglementéiert sinn, well mir halen och op eng strikt a kloer Reglementéierung vun deem Ganzen. Reglementéiert wat d'Zilsetzung ugeet - déi DNA-Tester si jo kee Selbstwäert, mä si mussen e konkret Zil verfollegen, an nëmmen da kënne se vu Magistraten ordonnéiert ginn, also e ganz wesentleche Punkt.

Zweetens si mer der Meenung, dass déi Prozeduren, déi an deem heiten Text festgehale sinn, déi praktesch Ausféierung korrekt regelen an och d'Informatiounsrechter vun deem Eenzelnen, besonnesch wann et sech ëm net fräiwëlleg DNA-Tester handelt, uerdentlech heiranner geregelt sinn. Mir sinn och der Meenung, dass déi Dispositiounen am Text, wat d'Verwäertung vun de Resultater ugeet an deene Banques de données, och grosso modo deem entspriechen, wat haut zu engem modernen demokratesche Rechtsstat gehéiert.

Deen Appel, deen ech awer wëllt am Numm vun eiser Fraktioun hei och lancéieren, riicht sech un déi Leit, déi herno mat der praktescher Uwendung vun deem heiten Text wäerten ze doen hunn - d'Magistraten also an éischter Linn, déi deen Text mussen applizéieren, an déi dëst Instrument vun der Erhiewung vun engem DNA-Profil mussen an eisen A mat Amooss a mat Fangerspëtzegefill asetzen, an ëmmer erëm dem Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet also och an der praktescher Uwendung vun deem heiten Text musse Rechnung droen, net also mat Kanounen op Spatze schéissen, mä wierklech dat Instrument vun den DNA-Tester nëmmen asetzen, wann et wierklech fir d'Manifestatioun vun der Wourecht an enger penaler Affär wichteg ass -, fir dat Instrument hei anzesetzen.

A mir hunn eigentlech och Vertrauen an eis Magistraten, déi vum Parquet, d'Untersuchungsriichter, dass si dat heiten à bon escient maachen, an dass se hei dat Gesetz esou mat dem néidege wéi gesot Differenzéierungsgefill asetzen, wéi dat an där prekärer Matière, där sensibeler Matière hei och sécherlech néideg ass.

Mat deem heite Gesetzestext gëtt sech also Lëtzebuerg eng zolidd gesetzlech Grondlag, fir éischtens emol d'DNA-Tester och zwangsméisseg a gewëssen Hypotheese kënnen duerchzeféieren. Dat ass awer och schonn haut méiglech; an d'Madame Flesch ass an hirer Interpretatioun net drop agaangen.

Si huet sech wéineg Suergen doriwwer gemaach, wéi dann haut d'Situatioun ass, wéi dann haut d'Rechter vun deem Eenzelne sinn, wien dann haut eigentlech no de bestoenden Texter vum Code d'Instruction criminelle engem DNA-Test kann ënnerworf ginn. Ech hunn den Androck, dass haut manner Garantien do sinn, haut an der Praxis, wéi dat mat deem heiten Text wäert an Zukunft de Fall sinn, esou dass dat heiten eng Verbesserung ass fir den Eenzelne vu senger jëtzeger Situatioun.

Duerfir kann ech eigentlech déi Reaktioun vun der Demokratescher Partei besonnesch op deem dote Punkt net verstoen. Mä et geet och hei - an dat ass eng Neierung, eng absolut Neierung par rapport zu haut - ëm d'Uleeë vun DNA-Datebanken an zwee verschiddene Fäll: am Kader vun Enquêten, ier et also zu enger Condamnatioun kënnt, an da schlussendlech fir gewësse Condamnéierter, déi och an enger Datebank gefouert ginn. Dëse Projet regelt da besonnesch och d'Notzunge vun deenen Datebanken, déi ganz strikt nëmme kënnen agesat ginn, an dat och op Unuerdnung an ënnert der Kontroll vu Magistraten an ënnert der Kontroll och vum Procureur général d'État.

An der juristescher Kommissioun hate mir fënnef Sitzungen zu deem heite Projet, an hunn eng ganz Partie vu Suggestioune vum Statsrot iwwerholl, deen e positiven Avis zu deem heiten Text ofginn huet. Mir hunn eis och beschäftegt mam Avis vun der nationaler Kommissioun fir den Dateschutz.

Wat een zu deem Avis muss soen, do fält eppes op. Et schéngt, dass d'Approche, de Point de vue vun der Dateschutzkommissioun e speziellen ass. Hiren Angle de vue zu deem heiten Text ass eigentlech bal ausschliesslech dee gewiescht, fir ze kucken, awéiwäit deen heiten Text konform ass zu de Prinzipien aus deem allgemengen Dateschutzgesetz vun 2002. Dat ass hire Point de vue gewiescht.

Elo gesäit awer am Artikel 8 dat allgemengt Gesetz iwwert den Dateschutz speziell Gesetzer vir, déi op hir Aart a Weis a spezifesche Beräicher a besonnesch och am juristesche Beräich kënne Spezialregele virgesinn. Dat ass genau dat, wat hei passéiert. Hei ginn an deem spezifesche Beräich vun de penalen Instruktiounen DNA-Tester a Banques de données virgesinn, an et gëtt geregelt, wéi dat Ganzt ze fonctionnéieren huet.

Wat natierlech an deem heite Beräich spezifesch ass, dat ass, dass mer hei voll a ganz an enger Instruction pénale dra sinn, dass also hei u sech déi Regelen ze gëllen hunn, déi am Allgemengen den Zougang zu engem Instruktiounsdossier regelen. Hei kann net dérogéiert ginn. Hei muss de Secret de l'instruction eng gewësse Mooss respektéiert bleiwen, wéi dat bei all anere Moyens de preuve respektéiert muss ginn, déi bei Enquêten zu Dag trieden, esou dass hei also eng Adaptatioun muss gemaach gi vun deenen eenzelne Bestëmmungen aus deem allgemengen Dateschutzgesetz, an déi mussen dann eben transposéiert ginn op eng pragmatesch Aart a Weis an dee spezifesche Beräich, deen eben elo mat den DNA-Tester a -Profiler ze dinn huet.

Et muss een awer och soen, dass deen heiten Text dem Eenzelnen eng Rei vu Méiglechkeeten gëtt. Deene Leit, déi Tester maache ginn, gëtt erklärt, firwat dass deen Test ass; et gëtt Protokoll gefouert. Et si Méiglechkeeten do viru Geriicht, eigentlech d'Nullitéit vun deenen Akten do och unzefroen. Also, et sinn eng ganz Rëtsch awer vu Bestëmmungen heidran, déi schonn, mengen ech, en zolitte Sockel vu Garantien deem Eenzelne ginn, sou dass mer hei net a Big-Brother-Auswüchs géife falen, wéi eenzel Leit dat schéngen ze fäerten.

(Interruption)

Et ass wouer, dass dat heite Gesetz de Champ d'application fir d'DNA-Tester breet spreet. Dat ass ganz kloer. Mä dat ass, mengen ech, keng Absicht fir déi ee sech muss schummen. Wann ee wëllt e wierksaamt Instrument bei der Opklärung vu Verbriechen an Delikter hunn, ass et evident, dass een do scho muss dann awer kënnen iwwert DNA-Profiler verfügen an enger ugemiessener Zuel, fir och kënnen déi néideg Kontrollen duerchzeféieren. Dat schéngt eis eng Selbstverständlechkeet ze sinn, soss gëtt et jo de l'art pour l'art. Wann ee keng Donnéeën huet, da brauche mer och eigentlech keng DNA-Banken ze erstellen. Do muss ee wëssen, wat ee gären hätt.

Et kann een natierlech eng grouss Debatt hei am Parlament froen iwwert d'Sécherheet zu Lëtzebuerg, an dann all Kéiers, wann et drëm geet, d'Instrumenter ze verbesseren, fir déi Sécherheet hei ze erreechen, einfach Nee soen oder soen: Mir enthalen eis zu deem dote Punkt. Dat ass natierlech eng Haltung, déi ee kann anhuelen. Dat mécht d'Demokratesch Partei. Mir fannen, dass dat keng logesch politesch Haltung ass.

Ech muss och soen - do sinn ech och e bëssen enttäuscht vun der Haltung hei vun der demokratescher Fraktioun -, dass mer jo awer, et ass wouer, op hir Demande - si ass jo e bësse spéit komm, mä si war do - déi eenzel Punkten nach eng Kéier am Detail duerchgaange sinn, wat am Avis vun der Dateschutzkommissioun stoung, an op all Fro sinn Äntwerte komm vum Regierungsvertrieder, Äntwerten, déi a priori plausibel geschéngt hunn a vun deenen d'Demokratesch Partei och an deene Kommissiounssëtzungen net gesot huet, dat wär net gutt an déi Äntwerte wäre falsch.

Se hu just gefrot, datt een déi Äntwerten dann am Rapport vun der Kommissioun och nach eng Kéier misst nidderschreiwen, wat mer selbstverständlech och gäre gemaach hunn als Kommissioun.

Ech wëll op ee Punkt zréckkommen, dee jo och a Form vun engem Amendement hei presentéiert ginn ass, fir ze soen, de Champ d'application ass ze large, wat besonnesch déi onfräiwëlleg Erstellung vun DNA-Profiler ugeet, well een do einfach vun där Prisongsstrof vun zwee Joer ausgeet, an dass an anere Länner dat anescht wär.

Éischtens weess jiddereen, dee sech mat Strofrecht ofgëtt, datt d'Strofmooss verschidden ass vu Land zu Land, an dass et éischter drëm geet, fir gewësse Strofdote mat an de Champ d'application vun deem heiten Text eranzekréien. D'Fransouse sinn op deen dote Wee gaangen; si hu probéiert déi Strofdoten ze definéieren, bei deene kënnen onfräiwëlleg DNA-Tester am Kader vun enger Instruction pénale duerchgezu ginn, mä si hunn andauernd erëm missen hir eegen Texter ofänneren, well ëmmer erëm nei Strofdoten an déi Lëscht mat bäikomm sinn. Dat ass e Wee op deen d'Regierung a mir, als Kommissioun, eigentlech och net wollte matgoen.

Dofir ass probéiert ginn, eben de Sockel esou festzeleeën, dass een déi Strofdoten dran huet, déi engem wichteg schéngen a bei deenen et och e Sënn mécht, déi dote Moyens de preuve anzesetzen, fir zu der Wourecht ze kommen.

Wann een op de Wee geet vun der Demokratescher Partei, fir dee Seuil do op fënnef Joer eropzesetzen, da soen ech lech awer - mir kéinten elo gär de Code pénal duerchhuelen -, dass mer eng ganz Rëtsch vun Infraktiounen hei net méi an de Champ d'application erakréie géife vun deenen heiten Tester, vun deenen awer, wann ee se eenzel kuckt, jiddereen heibanne géif soen, déi missten eigentlech awer och kënnen ënnert de Champ d'application vun deem heiten Text falen.

Besonnesch ass ee Beispill och an der Kommissioun genannt gi vum Vertrieder vun der Regierung: d'Tentative de vol avec violence. Do sinn ech der Meenung, dass bei esou engem Dossier e Magistrat misst kënnen op DNA-Tester zréckgräifen. D'Demokratesch Partei ass net där Meenung, well si seet: Mir setzen de Seuil esou héich, déi dote Saache falen net drënner.

Mir sinn der Meenung, dass et ëmmer delikat ass, e Seuil festzeleeën, dat ass ganz kloer. Mä mat der Rücksichtsnahm, dass eis Magistrate wëssen, deen heiten Text mat der néideger Suergfalt unzewenden an net iwwert d'Zil erauszeschéissen, dofir menge mer, dass eigentlech déi Definitioun vu Champ d'application korrekt ass, dass een op jidde Fall jusqu'à preuve du contraire sécherlech mat deem heiten Text liewe kann.

D'Demokratesch Partei huet deem heiten Text eng grouss Importenz ginn. Dass eng Partei zu engem spezifesche Projet de loi eng eege Pressekonferenz mécht, dat ass, mengen ech, bis elo nach ni virkomm an der parlamentarescher Geschicht, datt eng Partei, déi mat responsabel um Text ass, eng Pressekonferenz mécht fir hiren eegenen Text ze kritiséieren. Well wat net gesot ginn ass op der Pressekonferenz vun der Demokratescher Partei, wat bis elo heibannen nach kee gesot huet, dat hei ass en Text vun der viregter Regierung. Dat hei ass en Text, deen am Abrëll 2004 d'Autorisatioun kritt huet vum Grand-Duc, fir hei kënnen an der Chamber vum Justizminister déposéiert ze ginn.

Plusieurs voix.- Aha!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An ech géif elo gären héieren, de Justizminister wäert eis elo erzielen, wat fir eng grouss Diskussiounen am Regierungsrot waren, wéi d'DP-Ministeren der Rei no protestéiert hu géint deen heiten Text, deen hinnen ze wäit géif goen, deen ze technokratesch wär, deen net genuch de Fräiheete géif Rechnung droen.

Den Här Grethen, den Här Wagner, d'Madame Polfer - Juristin -, wou ware si wéi deen heiten Text ausgeschafft ginn ass, wann dat heiten esou e schlechten Text ass?

Et ass net seriö vun enger Demokratescher Partei fir esou ze maachen, wéi wann dës Majoritéit hei Feeler gemaach hätt. Well deen Text hei, an enger méi schlechter Versioun - well si hu selwer gesot, den Text ass besser ginn entretemps -, huet den Aval kritt vun hire Ministeren an hire Statssekretären an der viregter Regierung. Dat do ass de Geck gemaach mat der Opinion publique, wann een esou eppes verheemlecht.

Dir hätt hei missen de Courage hu fir ze soen, an der Pressekonferenz oder spéitstens hei, dass Dir Iech gëiert hutt sengerzäit, dass Är Regierungsmembere falsch louche wéi se den Accord ginn hunn zu deem heite schlechten Text, wann ech Iech wëll hei zitéieren.

Ech mengen also, dass mer eis hei näischt däerfe virmaachen. An ech widderhuelen dat wat ech virdrun am Numm vu menger Partei gesot hunn, zur Sécherheet: Mir däerfen op kengem A blann sinn, weder deem op der Preventioun wéi nach deem op der Repressioun. Mir brauche béides.

Mir brauchen awer och de Courage, nei Methoden ze akzeptéieren an och eng Gläichheet vun de Waffen, géif ech soen, hierzestellen. Op där enger Säit eng Kriminalitéit, déi ëmmer méi komplex, deelweis ëmmer méi brutal an ëmmer méi schwiereg ze bekämpfe gëtt, an op där anerer Säit déi Riichter, Magistraten, Parquet, Polizei, déi deelweis nach mat Methode musse schaffe vu virun zéng, 20 Joer.

Mir mussen de Courage hunn do Schrëtter ze maachen, ëmmer erëm d'Wäerter ofweien, déi ze respektéiere sinn. Mir däerfen eis awer net verschléisse virun deenen dote Saachen a mussen och, mengen ech, an deem dote selwechte Sënn d'accord si mat deem heiten Text, wat keen idealen Text ass, mä deen eiser Meenung no awer de Kritären entsprécht vun engem moderne Recht. Duerfir wäerte mir mat Jo stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll direkt aganks eiser Rapportrice, der Madame Doerner, Merci soe fir hire Rapport, dee mëndleche wéi och dee schréftlechen, an awer och deene Beamten, déi eis an der Kommissioun a méi wéi enger Sëtzung zur Säit stoungen an déi eis wierklech ganz vill Opklärung konnte ginn an ouni deenen hir Presenz et net esou liicht gewiescht wär, deen Text ze diskutéieren, dee mer haut virleien hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An de leschte Jore sinn eng ganz Rei vu Gesetzer ënnert dem Afloss vum internationalen Terrorismus verabschiet ginn, besonnesch zënter dem 11. September 2001. Mir hunn oft genuch drop higewisen, dass et bedenklech ass, wat deelweis do op den Dësch komm ass, well oft hannert engem Virwand vum internationalen Terrorismus Gesetzer legitiméiert ginn, déi nach virun zéng Joer op méi grousse Widderstand getraff wieren.

Och dëst Gesetz berifft sech a sengem Exposé des motifs - net nëmmen, awer och - op Terrorismusbekämpfung. Mir fannen dat e bësse bedauerlech, well et eigentlech e Gesetz ass, wat déi Legitimatioun do net bräicht, am Géigendeel. Duerch déi probéiert Legitimatioun stellt een d'Gesetz an e Liicht, wou et eiser Meenung no net higehéiert.

Well dat wat mer haut diskutéieren, d'Empreinte génétique, ass eigentlech en Element vun der Police scientifique, wat et scho relativ laang gëtt an anere Länner, wat wesentlech méi al ass wéi beispillsweis den 11. September 2001 a wat eigentlech an deene Länner ronderëm lues mä sécher zu enger Normaliséierung fonnt huet an der alldeeglecher Aarbecht vum Justizapparat.

Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et scho relativ laang ADN-Tester, ADN-Profiler. Laut eisen Informatioune scho bal zéng Joer laang, zënter 1997 ongeféier. An och wann et der net vill gëtt, déi gemaach ginn - et gëtt geschat, dass et der pro Joer sechs oder siwe wäerte sinn, déi «bon an, mal an» realiséiert ginn -, esou ass et esou, datt mer wuel fir déi ADN-Tester eng Base légale hunn am Code d'Instruction civile, wou ganz einfach dee ganz generelle Passus vun den «toutes sortes de prélèvements» vun de Magistrate ka benotzt ginn, mä eng Base légale ass nach laang kee Cadre légal. An dee Cadre légal, deen hu mer net. An dee Cadre légal, dee wëlle mer jo ebe mat dësem Gesetz hei schafen an domat gëtt Lëtzebuerg eent vun de leschte Länner an der Europäescher Unioun, wat sech e legale Kader gëtt, wéi déi ADN-Tester stattzefannen hunn.

Et huet allerdéngs och seng Virdeeler, wann ee verschidde Saache méi spéit mécht wéi anerer. Well et huet ee besonnesch als klengt Land net onbedéngt schrecklech vill där Fäll, wou ee kann esou eng Gesetzgebung am Alldag, an der Praxis kontrolléieren. A wann ee kuckt, wat am Ausland geschitt ass, notamment an deene méi grousse Länner, do si virun enger Rei Joren - 15 bis 20 Joer deelweis - déi Gesetzgebunge gemaach ginn, déi wierklech nach extrem méfiant och ware par rapport zu der Technologie an déi awer a ganz kuerzen Ofstänn modifizéiert gi sinn. Den Här Bodry huet et virdrun och schonn erwähnt. Do sinn a ganz rapiden Ofstänn Modifikatioune gemaach ginn an de Gesetzgebungen, déi eigentlech begleet hunn, dass de Justizapparat ëmmer méi Aisance an ëmmer méi Certitude an der Aarbecht mat deem Instrument kritt huet.

Dat huet et erlaabt d'Gesetzgebungen au fur et à mesure ze verbesseren. An doduerch, dass mir als klengt Land mat wéineg Fäll, mat wéineg Erfahrungen haut kënnen op aner Gesetzgebungen zréckgräifen, déi wierklech iwwer Joren ausgeräift sinn, erlaabt dat eis eng Gesetzgebung ze maachen, déi net an de Phantasmë lieft, déi net an de sécuritairë Phantasmë lieft, déi net an de Phantasmë vu Big Brother lieft, mä eng Gesetzgebung ze maachen, déi op relativ gesécherten Erkenntnisser ka prezis juristesch Instrumenter ausschaffen an eise Leit an eiser Magistratur en Instrument an de Grapp ginn, wat en Équiliber huet, deen och an der Meenung vun de Gréngen e gelongenen Équiliber ass, och wann een eng gewësse Précautioun nach soll behalen. Dofir fanne mir et och eigentlech gutt, dass déi Précautioun hei op den Dësch geluecht gëtt a Form vun enger Motioun, fir an engem Joer nach eng Kéier driwwer ze schwätzen. Mir ënnerstëtzen déi.

Ech ginn der Madame Flesch gäre Recht, wa si seet, et däerf net ze vill oft de Fall sinn. Et kënnt regelméisseg vir. An dësem prezise Fall hei, wou mer fir d'éischte Kéier eng Gesetzgebung zu Lëtzebuerg maachen an dëser Matière, wou mer also Neiland betrieden an der Gesetzgebung, fannen ech dat awer eng Précautioun, déi net onbedéngt brauch d'usage ze sinn, mä awer eng Précautioun, déi sënnvoll ass. Et wär erstaunlech, wa mer et net esou géinge maachen, wa mer géinge soen an dëser - an dat hu mer jo alleguerte gesot - dach sensibler Matière, wou mer fir d'éischte Kéier eng Gesetzgebung maachen, géinge mer eis géint de Gedanke verwieren, schonn eventuell an zwielef Méint nach eng Kéier selbstkritesch mat eisem eegenen Text ëmzegoen. An dofir hu mir déi Motioun och mat ënnerschriwwen a mat déposéiert.

De Bilan och, deen aus dem Ausland kënnt, ass deen, datt de Réckgréff op d'Empreinte génétique e ganz wäertvollt Instrument ginn ass, e ganz wäertvollt Instrument an der alldeeglecher Aarbecht vun der Magistratur, fir kënnen déi richteg Leit ze inculpéieren, an awer och, an dat méi wéi aner Bewäismëttel, fir Leit kënnen ze disculpéieren.

Och dat soll een ënnersträichen, well och dat ass de Fall bei der Empreinte génétique. Si huet méi wéi aner Bewäismëttel d'Capacitéit fir Leit ze disculpéieren, vläicht souguer nach méi wéi fir d'Leit ze inculpéieren.

Dofir, och aus Siicht vun deem Point de vue do, soll een net mat Phantasmen un dat Instrument erugoen, mä mat gesécherte räsonnablen Argumenter, déi een eigentlech haut zu Lëtzebuerg alleguer misst kennen, opgrond vun den Erfahrungen, déi hei am Land, awer besonnesch a ganz vill am Ausland gesammelt gi sinn.

Allerdéngs ass och dës Method mat Virsiicht ze considéréieren aus zwee Grënn. An och déi soll een ënnersträichen.

Den éischte Grond ass, dass d'Empreinte génétique keng Wonnerwaff ass, dee berühmten absolute Bewäis, deen ëmmer erhofft gëtt. Wann een an engem pénalë Kontext e Beschëllegte viru sech huet, an dee soll eventuell condamnéiert ginn, da wënscht all Riichter sech, dass en den absolute Bewäis do leien huet. An Dir wësst alleguer, dass am Pénalen net emol den Aveu en absolute Bewäis ass. Och dat heiten ass keen absolute Bewäis. Och d'Empreinte génétique ass keng Wonnerwaff, au point dass se kéint aner Elementer vu judiciairer Technik ignoréieren.

Och, well ee weess, dass Manipulatioune kënne geschéien. Et kann een och - d'Madame Doerner huet virdru vun der Zigarettekipp geschwat - eng Zigarettekipp vun engem aus engem Äschebecher huelen an op déi richteg Plaz leeë goen, wann een engem schlecht wëllt. Da fënnt een deem seng Empreinte génétique op der Plaz vun der Dot op enger Zigarettekipp. Do muss awer déi Zigarettekipp net vun där Persoun och dohinner geluecht gi sinn.

Dofir muss een oppassen. Wann een dësem Bewäismëttel de Charakter wëllt gi vun enger praktesch infaillibler Preuve, da leeft een natierlech Gefor, dass een am Fall vun enger subtiler Manipulatioun riicht an d'Mauer rennt. An dat trëfft dann déi Persoun, déi dann zu Onrecht beschëllegt gëtt.

(Interruption)

Dofir muss een ëmmer ënnersträichen, dass och de Bewäis iwwert d'Empreinte génétique nëmmen een Element vun der Bewäisféierung ka sinn, an dass dat Element nach ëmmer mat allen aneren Elementer, déi an engem Dossier sinn, muss kënne gläichzäiteg considéréiert ginn, wéi d'Témoignagen, wéi aner Éléments d'appréciation, déi de Riichter zur Verfügung huet, well soss kann dës Technik an dës Method och zu falsche Resultater féieren. An dat, mengen ech, ass awer och eng Attitüd, déi an der Magistratur gewosst ass, an déi och do applizéiert wäert ginn.

Deen zweete Grond, firwat dës Method mat Virsiicht muss considéréiert ginn - wat awer net heescht, dass ee se dofir net soll uwennen, net soll gebrauchen - ass deen, dass natierlech och d'Grondrechter betraff si vun dëser Method. An zwar zwee Grondrechter:

Engersäits d'Intégrité physique. Jiddferee vun eis huet d'Recht drop, vu kengem, och net vum Stat, a senger Intégrité physique belaangt ze ginn. Dat ass ee Prinzip.

An dat Zweet ass natierlech och dat vun den Données personnelles, vu dass hei jo eng Empreinte génétique mat engem Numm, le cas échéant, wann dat avéréiert, och kann, muss a soll versi ginn. Domat kritt se de Charakter vun enger Donnée personnelle.

Dat sinn zwee Prinzipien an eiser Gesellschaft, déi wichteg sinn. Mä selbstverständlech sinn déi zwee Prinzipien och mat aneren Intérêten, nämlech dem allgemengen Intérêt vun der Gesellschaft, an och mat de Rechter vun aneren op een Nenner ze bréngen. An déi Rechter vun der Gesellschaft sinn zum Beispill d'Opklärung vu Verbriechen oder d'Rechter vun den Affer ze wëssen, wien dee Verbriecher war, deen hir Rechter blesséiere wollt. Am Équiliber vun deenen Elementer muss hei an dësem Gesetz probéiert ginn Äntwerten op déi Froen ze fannen.

Et geet also haut ëm wierklech Prinzipielles mat dësem Gesetz, wat mer hei maachen. Dat ass déi Zort Froen, wou ee muss Faarf bekennen, wou ee muss soen, ob een, jo oder neen, averstanen ass mat deem, wat an der Substanz vun dësem Gesetz proposéiert gëtt; eng Fro vun der Qualitéit, wou mir als Gréng eis selwer eng Enthalung net erlaben.

Dëst Gesetz féiert am Lëtzebuerger Recht zwou Saachen an: Éischtens d'Fäll an d'Aart a Weis wéi genetesch Profiler kënne gemaach ginn. An zweetens, zwou Datebanken: Eng éischt fir lafend Enquêten an eng zweet mat de genetesche Profiler vun enger Rei Persounen, déi condamnéiert gi sinn.

Dat ass dat, wat hei an der Substanz zur Debatt steet. An zu dësen zwou Saache muss een eng kloer Äntwert ginn: Ass een, jo oder neen, der Meenung, dass zu Lëtzebuerg d'Empreinte génétique am Beräich vun der Justiz soll agefouert ginn? An ass een, jo oder neen, dofir, dass d'Notzung vun der Empreinte génétique mëttels zwou Datebanke soll facilitéiert ginn?

Wann een, wéi déi Gréng, dës zwou Froe mat Jo beäntwert, da sinn awer nach net d'Froen all beäntwert. Well eng Rei vu wesentleche Froe sinn awer gestallt. Mir stellen eis der als gréng Fraktioun néng. Néng Froen, déi hei substanziell sinn:

Déi éischt Fro ass: Wat ass d'Bedeitung an d'Bewäiskraaft vun den Empreintes génétiques?

Déi zweet: Wéi ee genetescht Material gëtt prélevéiert?

Déi drëtt: Zu wéi engem Zweck?

Déi véiert: Vu wiem?

Déi fënneft: Op wéi eng Aart a Weis?

Déi sechst: Wéi steet et mam Dateschutz? Dat heescht: Wien huet Zougang zu den Informatiounen?

Wéi laang bleiwen déi Donnéeën do dran?

Wat sinn déi Informatiounen a ginn déi Informatiounen un déi betraffe Leit weidergereecht?

An néngtens: Kann ee sech zur Wier setzen? A wa jo, wéi?

Dat sinn déi néng Froen, déi sech eiser Meenung no stellen. Mir hunn och Äntwerten op déi Froen, wéi mir eis se géinge virstellen. A fir eis ass et dann natierlech relevant ze vergläichen: Wat ass d'Äntwert, déi d'Gesetz liwwert? Ass dat déi Äntwert, déi mir eis virstellen oder ass dat se net? An dovunner muss een an der Substanz ofhängeg maachen, wéi ee sech zu dëser Gesetzgebung do stellt.

D'Bedeitung an d'Bewäiskraaft vun Empreintes génétiques, dorop sinn ech schonn agaangen. Et ass keng Wonnerwaff, an et ass och an dësem Gesetz net virgesinn, dass et eng Wonnerwaff ass.

Et gëtt en Element vu Police scientifique, wat an anere Länner ausgeräift ass a wat och elo zu Lëtzebuerg e Cadre légal kritt. Mä et gëtt net dee wëssenschaftleche Bewäis, deen all aner Considératioune géing écartéieren. Dat ass déi Äntwert, déi mir eis wënschen. Dat ass déi Äntwert, déi d'Gesetz gëtt. Esou gëtt déi Fro do am Gesetz beäntwert.

Déi zweet Fro ass: Wéi ee genetescht Material gëtt prélevéiert? Et gëtt jo zwou Zorte genetescht Material. Et gëtt den Élément codant, de Codifiant, an et gëtt den Élément non codant. Den Non-codant ass de gréissten Deel vun der Molekül: 80 bis 90%. Dee klengen Deel ass de Codifiant. Dee mécht 10 bis 20% vun der Molekül aus.

Deen Deel, deen hei prélevéiert gëtt, ass deen, dee keng Réckschléss erlaabt iwwert - komm mir nennen dat elo emol esou - d'Natur vun der Persoun. Deen Deel, dee prélevéiert gëtt, ass ausschliesslech deen, deen et erlaabt d'Identitéit vun der Persoun festzestellen, erauszefannen: Ass dëse Bluttfleck ee vun där doter Persoun, jo oder neen? Dat gëtt heimat erlaabt. Et gëtt net erlaabt d'Molécule codifiante ze ënnersichen, an erauszefannen: Wat huet dee fir gesondheetlech Tendenzen? Wéi grouss ass en? Ass et e Wäissen? Ass et e Brongen? An esou weider. Et ass esou, wéi mir eis déi Fro beäntwert virstellen. Mir wëllen, dass just dee Volet non codifiant däerf prélevéiert ginn. D'Gesetz beäntwert déi Fro och esou. Hei gëtt nëmmen de Volet non codifiant prélevéiert.

Zu wéi engem Zweck gëtt dat gemaach? Ass dat breet gefächert? Ass dat méi oder manner prezis? Oder ass et ganz prezis ageschränkt? Mir wënschen eis als Gréng, dass et ganz prezis ageschränkt ass, wou et däerf benotzt ginn am Kader vun den Enquêten. D'Gesetz beäntwert déi Fro esou a seet: Et ass nëmmen am Fall vu pénalen Enquêten, wou dat heite kann agesat ginn, an nach net bei en alleguerten. An et ass prezis délimitéiert a wéi engem Kader, dass déi Prélèvementer kënne gemaach ginn. All déi aner si verbueden.

Véiert Fro: Vu wiem dierfen d'Prélèvementer gemaach ginn? Vu ville Leit? Vu ville verschiddene Leit? Vu Leit, déi net all d'Garantië bidden? Déi net Gewähr bidden? Mir géingen eis wënschen, dass hei exklusiv ënnert der Kontroll vun der Magistratur, vun de Procureuren a vun de Juges d'instruction dat heiten dierf prélevéiert ginn, dass sämtlech Virgäng all eenzel mussen autoriséiert an ordonnéiert gi vun engem Juge d'instruction oder vum Procureur, an net op Eegeninitiativ vun der Police! Net op Eegeninitiativ vun aneren! D'Fro, déi d'Gesetz beäntwert, ass genau esou beäntwert. Et ass ausschliesslech, an ouni eng Ausnahm, de Juge instructeur an de Procureur, déi mussen an däerfen ordonnéieren, wann dat gemaach gëtt. Keen aneren, ouni Ausnahm.

Déi fënneft Fro: Op wéi eng Aart a Weis geschitt dat? Dat geschitt am Wesentlechen op fräiwëlleger Basis. Et kann awer och ënner Contrainte geschéien.

Déi Contrainte physique, déi mer hei beschreiwen, ass dat nei zu Lëtzebuerg? Neen, et ass net nei. Mir wënschen eis natierlech, dass déi Fäll vun der Contrainte méiglechst geréng sinn.

A mir wësse jo, dass et dräi Fäll gëtt: Et gëtt de Fall vum Bulbe vun den Hoer, et gëtt de Fall vum Spaut an et gëtt de Fall vum Blutt. Dat Eenzegt, wat invasiv ass, a mat à la

rigueur Contrainte physique am eigentleche Sënn vum Wuert stattfënnt, ass dat vun der Prise de sang. Dëst Gesetz seet: D'Prise de sang klamere mer aus. Wann d'Contrainte physique, also d'Netfräiwëllegkeet, spillt, da gëtt et iwwert de Spaut oder d'Wuerzel vun engem Hoer gemaach.

Domat gi mer an dësem spezifesche Gesetz ënnert den Droit commun. Wann een alkoholiséiert Auto fiert, dann ass haut schonn d'Contrainte physique mat dran. Dat geschitt iwwer eng Prise de sang. Fir esou Fäll erlabe mer also d'Prise de sang. Fir dëst spezifescht Gesetz, wat jo verschiddene Kolleegen heibannen esou vill Angscht mécht, gi mer ënnert den Droit commun bei der Contrainte physique.

Sechst Fro: Wéi steet et mam Dateschutz? Wien huet Zougang zu deenen Informatiounen? Mir wënschen eis: ganz, ganz wéineg Leit. Nëmmen déi Leit, déi ënnert der Kontroll vum Procureur oder vum Juge d'instruction schaffen am Kader vun deem enk ofgestachene pénalë Kontext an deem dat däerf stattfannen. D'Gesetz seet genau dat do. Nëmmen déi Leit däerfen dat maachen. Nëmmen déi Leit, déi am Kader vun deenen Enquêtë schaffen, keen aneren huet Zougang dozou. Keen aneren! Dat ass ganz prezis formuléiert.

Déi siwent Fro: Wéi laang bleiwen déi Donnéeën do? Si bleiwen esou laang do wéi se fir d'Enquête gebraucht ginn. Dat ass dee wesentleche Punkt. A wann een näischt méi mat der Enquête ze dinn huet, ass een och net méi an deenen Datebanke mat dran. Dat ass eigentlech de wesentleche Punkt. Och dat beäntwert d'Gesetz esou. Herno, wa mer iwwert d'Amendementer schwätzen, wäert ech och nach eng Kéier dorobber reagéieren, zu den Délaien, déi d'DP proposéiert. Mä dat Wesentlechst ass dat do, an dat ass esou beäntwert! Ass dat anert gradesou wesentlech wéi dat hei? Mir mengen net.

Aachtens: Ginn déi Leit, déi betraff sinn, informéiert? Hunn déi Informatiounsrechter? D'Äntwert ass fir eis, dass mer der Meenung sinn, si mussen Informatiounsrechter kréien, méi nach wéi bei aneren Elementer vun der Enquête, wou mer alleguerte wëssen, dass d'Informatioun vun de Leit ganz, ganz schlecht ass, woumat sech jo och d'Commission juridique scho befaasst huet, well mer wëllen och op deem dote Punkt Verbesserungen erbäiféieren.

D'Gesetz beäntwert dës Fro esou wéi mer eis wahrscheinlech alleguerte virstellen, dass et an Zukunft och mat aneren Elementer vun den Enquêtë sollt sinn. Hei kritt de Betraffenen d'Informatioune mat virgeschriwwenen Délaien, déi nëmme mat enger bestëmmtener Prozedur, déi virgeschriwwen ass, kënne verlängert ginn. Hei ass also, contrairement zu deem wat Standard ass bei pénalen Enquêten, d'Informatioun vun de Leit, déi betraff sinn duerch d'Prélèvementer, garantéiert op eng prezis Aart a Weis, wéi se bei soss kengem anere Bewäismëttel an dëser Matière applizéiert gëtt. Och dat ass Fakt.

Néngt a lescht Fro: Kann ee sech dergéint wieren, wa Prélèvementer gemaach ginn? Mir wënschen eis als Gréng, dass ee sech an allen Etappe vun engem Prélèvement, vun der Décisioun bis zur Aart a Weis wéi et gemaach gëtt, bis zum Aschreiwen an der Datebank an esou weider, kann dergéint wieren. Wat seet d'Gesetz?

D'Gesetz, wat mer haut solle stëmmen, seet genau dat doten. Seet genau dat doten! Et kann ee sech an dëser Matière erëm eng Kéier ouni Ausnahm géint all eenzelt Element vum Prélèvement an och vum Traitement wieren, ausser eent: Wann ee bis condamnéiert ass, kënnt een an d'Datebank Traitement ADN condamnés. Dogéint kann ee sech dann net méi wieren.

Mä bei allem wat virun der Condamnatioun läit, do kann ee sech géint all eenzelne Schratt wieren, an all eenzelne Schratt vum Prélèvement a vum Traitement riskéiert eng Nullitéit. Och dat gëtt et am pénalë Beräich soss néierens, an där Absolutheet wéi hei, datt wierklech all eenzelt Element kann eng Nullitéit kréien, dat hu mer soss néierens. Dat sinn also wäitgehend Garantië fir d'Leit fir sech géint e Prélèvement, wat net rechtens wier quant au fond oder quant à la forme, ze wieren.

Opgrond vun all deenen doten Elementer si fir eis déi wesentlech Froen - an dat sinn der schonn eng ganz Partie gewiescht - zefridde stellend, souguer méi wéi zefridde stellend an der Substanz vun dësem Gesetz beäntwert.

Et sinn awer nach eng Rei Kritiken opgeworf ginn. Zum Beispill ass sech dru gestéiert ginn, dass breet ka gestreet ginn am Kader vun enger Enquête. Dat Beispill wat ëmmer nees kënnt: Wann enzwousch - komm mir huelen emol un an enger méi klenger Lokalitéit - e Viol wär - dat gesäit ee jo regelméisseg beispillsweis a Frankräich -, da muss d'ganzt Duerf an den Empreintes génétiques passéieren. Och dat gëtt mat dësem Gesetz méiglech. Dat gëtt mat dësem Gesetz méiglech! An et gëtt sech dru gestéiert, dass een esou breet kéint streeën an esou vill Leit kéint an d'Empreintes génétiques schécken, a vordergrënneg kann een dat jo och emotional novollzéien.

Wann een awer no de Gefiller och erëm eng Kéier de Kapp aschalt a räsonnéiert, da fënnt een awer och gutt Argumenter do derfir. Géinge mer et nämlech ëmgedréint maachen - dat ass ëmmer dat beschte Beispill, wann ee seet, da komm mir denken emol eng Kéier ëmgedréint -, also wa mer et ëmgedréint géinge maachen, mir géinge soen, net «qui paraissent avoir un lien», wann dat ze breet ass, mä mir géingen et ganz enk schreiwen a ganz enk formuléieren, mir géinge soen net «qui paraissent avoir un lien avec l'enquête», mä déi Leit, déi scho ganz substanziell Verdachtsmomenter op sech leien hunn, déi sech also schonn um Rand vun der Présomption d'innocence bewegen, dass mer do just nach d'Empreintes génétiques wëllen applizéieren. Wat géing dat heeschen?

Dat géing heeschen, dass dat Instrument, wat méi nach Bewäiskraaft huet fir ze disculpéiere wéi fir ze inculpéieren, just nach géing als ultime Waff à charge kënne benotzt gi bei deene Leit, wou schonn d'Présomption d'innocence virum Uerteel praktesch ewechgeholl wär. Dat ass awer dann definitiv net dat woufir mir Gréng wëllen, dass Empreintes génétiques kënne gemaach ginn.

Wann een also net wëllt, dass dës héichprobant, wëssenschaftlech Method nëmmen à charge ka benotzt ginn a soll benotzt ginn, da muss een domat averstane sinn, datt se och ka méi fréi an der Enquête méi breet agesat a méi breet benotzt a méi breet gestreet ginn, fir déi aller-, allermeeschten a vläicht all vun deene Leit, déi doduerch passéieren, definitiv ze disculpéieren an och ënnert der Rumeur an dem On-dit ganz oft en definitive Schlussstréch ze zéien. A wann ee sech also dorunner stéiert, dann ass een net fir dat wat ech elo als Lescht beschriwwen hunn. Och do ass et Jo oder Neen, schwaarz oder wäiss, an dertëschent gëtt et an dëser Matière nëmme ganz wéineg Spillraum.

Et ass sech och dru gestéiert ginn, zu Recht, dass mer keen Institut médico-légal hunn, an ech menge mir sinn alleguerten dofir, dass dat séier zu Lëtzebuerg geschafe gëtt. D'Regierung huet jo och schonn ugekënnegt, dat soll am Kontext vum Laboratoire national de la Santé geschéien. Mä och do soe mer: Soulaang mer dat net hunn, mécht dat dëst Gesetz net falsch. Mir praktizéieren zënter zéng Joer där heite Saachen, ouni dat. Aner Länner mat vill méi Erfahrung praktizéieren dat och. A mir schécken eis Prélèvementer bei déi, déi et scho kënnen, an eist Gesetz erlaabt jo och et entweder hei ze maachen oder am Ausland. An natierlech gëtt et besser, well méi séier, well méi bëlleg, wa mer eegenen Know-how am Land hunn, mä de Fait, dass mer deen Know-how nach net hunn, mécht d'Dispositioune vum Gesetz net falsch. Och dat soll een net vermëschen. Dat gehéiert net vermëscht.

Den Avis vun der Commission nationale de la Protection des Données, do huet d'Madame Flesch virdru gesot, deen hätte mer net studéiert, eréischt ganz zum Schluss op Wonsch vun der DP. Erlaabt mer, Madame Flesch, dass ech Iech widderspriechen. Mir hunn den Avis an der Kommissioun selbstverständlech diskutéiert. Zu engem Zäitpunkt wou Dir an der Kommissioun net konnt present sinn. Mä mir hunn e selbstverständlech diskutéiert. Mir hunn en eng zweete Kéier, zum Schluss, nach eng Kéier diskutéiert, an do sinn déiselwecht Froen, déi mir och scho gestallt haten, deelweis och nach eng Kéier vun Iech gestallt ginn, an Dir krut déiselwecht Äntwerte wéi dat wat déi aner kritt hunn. An dat war an der Kommissioun zur allgemenger Zefriddenheet beäntwert.

Do huet sech näischt gemuckst. Do huet sech näischt geréiert bei deenen Äntwerten, déi op d'Froe komm sinn. Et ass falsch ze behaapten, dat wär eréischt op d'Dränge vun der DP ganz zum Schluss diskutéiert ginn. Dat stëmmt faktesch net.

Une voix.- Très bien.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- D'Commission nationale huet an hirem Avis och am Wesentlechen eng Fro soulevéiert. Net déi ob d'Dateschutzgesetz hei gëllt. Mä selbstverständlech gëllt d'Dateschutzgesetz hei. Selbstverständlech sinn d'Geriichter domadder befaasst, wann ee sech am Kader vun dësem Gesetz net un d'Dateschutzgesetz vun 2002 wëllt halen. Et gëllt bien entendu. Deen Artikel 8, dee seet: Fir spezifesch Matièrë maache mer spezial Gesetzer. Et ass dat wat mer haut maachen.

An dass d'Commission Nationale de la Protection des Données net kann d'Autorité sinn, déi déi judiciaire Benotzung vun Datebanke kontrolléiert, do si mer eis jo eens, an domadder hu mer zu 90% d'Substanz vum Avis vun der CNPD vidéiert.

(Interruption)

Dat ass awer esou.

A wann d'DP - den Här Bodry ass jo schonn op eng zimlech verständlech Aart a Weis drop agaangen, wéi séier een d'Duerstellunge ka variéieren -, wann d'DP, wat mir eis géinge wënschen, esou vill Wäert elo nees géing leeën op d'Biergerrechter, dann hätte mir eis als Gréng gewënscht, dass mer beispillsweis wou mer hei de Paquet Télécom diskutéiert hunn, mat der Vorratsdatespeicherung, wou d'Donnéeë vu sämtlechen Handykommunikatiounen iwwer eng laang Zäit - a wann et dem Här Frieden an aneren nogaange wier nach méi laang Zäit - kënne gespeichert ginn, vu jiddfer Bierger, du hu mir Gréng dat heibannen diskutéiert. Mir hunn dat hei opgeworf!

D'DP huet awer do net mat der Wimper gezuckt an ouni Murren dem Här Frieden seng Propositioun ugeholl, dass sämtlech Handysdonnéeë kënne gespeichert ginn, och wäit iwwert den Délai eraus, deen noutwendeg ass fir eng Facturatioun ze maachen. An dat ass wierklech eng Fro, déi wesentlech ass, vu Biergerrechter.

Hei schwätze mer vu pénalen Enquêten an nëmme vu pénalen Enquêten. An der Matière vum Paquet Télécom hu mer vu wierklech wesentleche Biergerrechter geschwat. Do huet d'DP net eng Kéier mat der Wimper gezuckt. Au contraire, ech war an der Kommissioun bal ugegranzt gi vun Ärem Fraktiounschef, well ech mer erlaabt hunn, dat ze soulevéieren. Hien huet mer direkt gesot: Ah, wann déi Gréng also do dergéint sinn, da sidd Der och dergéint, dass mer dat Attentat - et war grad eent, mengen ech, an der Türkei geschitt - kënnen opklären. Dat war den Niveau op deem op déi dote seriö, eeschthaft Fro op Grond vum Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun vun der DP reagéiert ginn ass.

Dofir mengen ech, wann een all Elementer vun dësem Text considéréiert, dann huet een, wéi ëmmer wann een eng nei Gesetzgebung anzwousch aféiert, e bëssen en ongutt Gefill. Mä mir soen awer, beim Gefill däerf et net stoe bleiwen. Wann een e Gefill huet, da muss een d'Gefill vum Bauch bis an de Kapp kréien, an et muss een driwwer räsonnéieren. An da stellt ee sech Froen an da muss ee sech Äntwerte ginn. A wann ee seng Äntwerten huet, da kann ee soen, mir stëmme mat Jo oder mat Neen. A mir stëmmen an dësem Fall mat Jo.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer och fir d'éischt der Madame Rapportrice, der Madame Doerner, Merci ze soen, a se och ze félicitéiere fir hire mëndleche souwéi schréftleche Bericht, déi mer et an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, erlaben, fir op e puer essenziell Saachen an onsen Aen anzegoen am Kader vun dësem Projet de loi.

Zënter 1985 ginn ADN-Prélèvementer gemaach. Hir Noutwendegkeet gëtt net méi contestéiert. Si sinn e wichtegt an unerkanntent Mëttel, fir Onschëlleger fräizesprieche vun engem Verdacht, a fir Schëlleger ze fannen. Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt an Amerika 68 Leit, déi zum Doud condamnéiert waren oder fir liewenslänglech am Prisong waren, iwwer ADN-Preuvë konnten disculpéiert ginn a fräigelooss ginn.

ADN-Prélèvementer sinn awer och nëmmen ee Mëttel an enger Enquête. ADN-Prélèvementer si kee Bewäis an enger Enquête, mä si sinn en Indiz fir d'Enquêteuren. Eng Persoun, déi bei enger ADN-Analys negativ kontrolléiert gëtt, kann awer nach Kompliz sinn an engem Crime, oder si kann am Kader vun der Hehlerei och nach belaangt ginn.

ADN-Fichiere sinn näischt aneschters wéi e Fichier vu Fangerofdréck a kënne gradesou domat verglach ginn. An awer bréngt den ADN-Fichier verschidde kontrovers Diskussiounen erbäi, haaptsächlech well vill Leit do u genetesch Manipulatiounen denken an Angscht hu virun all deem, wat u Genetik kënnt gebraucht ginn, wat hir Intimsphär ugeet. An dofir ass et och wichteg, datt hei ervirgestrach gëtt, datt den ADN, deen hei am Pénalë gebraucht gëtt, net de kompletten ADN ass, mä nëmmen den ADN non codant, deen dozou déngt, fir d'Identitéit vun enger Persoun an enger krimineller Affär festzeleeën.

An England sinn et e puer Iertümer ginn, vun deenen och vill geschwat ginn ass, mä wann een do gesinn huet, datt déi Iertümer komm sinn an engem Fall, wou nëmme sechs Segmenter analyséiert gi waren, do gëtt et eng Chance op 37 Milliounen, datt en Iertum geschitt. Déi ablécklech Tendenze leien éischter, fir zéng Segmenter als normal unzegesinn, an doduerjer sinn déi Possibilitéite fir Erreuren op en absolute Minimum zréckgeschrauft.

Da gesäit een och, datt heiansdo Iertümer geschéie bei den Transcriptioune vun Nimm. Mä dat ass eppes, wat mer och elo scho kenne bei Laboratoiren, bei ganz einfachen Analysen, déi mer maachen, wou dat och heiansdo virkënnt. An dofir muss een och do Mesurë virgesinn.

Da gesäit een och, datt et ganz wichteg ass, datt een op der Zeen, wou e Crime geschitt ass, déi néideg Mesuren hëlt, fir datt dat richteg a fachgerecht gemaach gëtt.

An dat ass ee vun deenen Elementer, op déi ech herno nach wäert méi am Detail agoen, well et absolut wichteg ass, datt e puer Saachen am Kader vun den ADN-Prélèvementer garantéiert ginn. Dat sinn dräi Konditiounen:

Éischtens, d'Rapiditéit; a Frankräich an an anere Länner sinn et 24 Stonnen. Well mir kee Labo hunn, well mer dat mussen an d'Ausland ginn, verginn elo Wochen. A wa Leit an de Prisong gesat ginn, well se suspekt sinn an enger Affär an dann dauert et 14 Deeg oder dräi Wochen, bis datt d'ADN-Analysë weisen, datt se net concernéiert sinn, dann ass dat e Problem, well dat kann - an ech kennen e Fall - zu engem Divorce an zu engem Licenciement féieren. Dofir ass et wichteg, datt een also do rapid déi Analysë maache kann.

Dann ass d'Qualitéit vun den Échantillonë wichteg, an och d'Sécherheet vun de Resultater. D'Zeen vum Crime muss gutt organiséiert sinn, an dat bedeit, datt e Coordinateur vun den Investigations techniques muss genannt ginn, datt spezifesch Formatioune musse gemaach gi fir déi Leit an der Police, déi d'Enquêtë maachen, mä awer och fir Magistraten, déi concernéiert sinn.

D'Zil ass d'Traçabilitéit vun de Prélèvementer. Et schéngt mer absolut wichteg ze sinn, wann een dat heite Gesetz applizéiere wëllt, datt ee grad ewéi an England e ganz preziist Handbuch huet, wéi déi Prélèvementer solle gemaach ginn, fir datt een Iertümer esou wäit wéi méiglech kann ausschléissen. Dat ass ee vun deene Problemer, déi och onbedéngt vun der Regierung mussen ugepaakt ginn.

Deen zweeten Deel, deen och wichteg ass, dat ass, datt mer Laboratoiren hunn, déi déi Analysë maachen, déi deenen Normen ISO 9200 oder fir d'Laboratoiren 17025 entspriechen, wou een also sécher ka sinn, datt dat, wat do gemaach gëtt, och deenen Normen entsprécht.

Dofir wier et gutt, en attendant datt mer hei Agrémenter ginn, datt awer och eng Lëscht vun deene Laboen, déi zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, datt déi wa méiglech, wann dat nëmmen iergendwéi méiglech ass, als Experts judiciaires kéinte figuréieren, och am Kader, wann et drëm geet, fir eventuell eng Contreexpertise ze maachen.

Deen anere Punkt, dee wichteg ass an der Exekutioun vum Gesetz, ass d'Schafe vun engem „forensic institute“. Dat gëtt hei bei ons nach ëmmer Institut médico-légal genannt, mä ech mengen «médico-légal» geet méi an dat Medezinescht eran; hei geet et drëm, fir en „forensic institute“ ze maachen, en Institut de police scientifique. An do muss ech soen, datt mer zu Lëtzebuerg en Expert am Laboratoire hunn, dee weltwäit unerkannt ass, den Dokter Wennig, deen Dozent ass op der Harvard Universitéit, sou dass also all Donnéeë gi sinn, datt een zu Lëtzebuerg mat enger kompetenter Persoun un der Spëtzt esou en Institut schafe kéint.

Dat ass eng vun deene Basissaachen, déi ganz rapid realiséiert kënne ginn, an déi Investissemen-

ter fir esou en Institut ze schafen, déi sinn och hei ginn, an de Käschtepunkt ass och net iwwerméisseg.

En anere Punkt, deen och an der Exekutioun wäert zum Droe kommen, ass, datt een op EU-Niveau och verschidden Harmoniséierunge muss duerchzéien. Ech hoffen och, datt d'Regierung higeet an net bei deenen ADN-Analysen an deenen Dépensen do op eng Kéier budgetär Enkpäss schaaft, an duerfir mussen och eng etlech Suen zur Verfügung stoen a Crédits non limitatifs virgesi sinn.

Wat déi Punkten ugeet, déi an der Diskussioun waren, sou sinn déi relativ kloer. Deen ee Punkt sinn d'Prélèvementer ouni Zoustëmmung. D'Gesetz gesäit dat vir. Ech mengen, et ass eng gutt Saach. Et inspiréiert sech och un de Gesetzgebungen aus: Däitschland, Holland, Norwegen, Schweden a Frankräich. D'Garantië sinn och ginn iwwert d'Contre-expertise.

An et gesäit een dann an deene Länner, wou et keng obligatoresch Prélèvementer ouni Zoustëmmung gëtt, datt et do op déloyal Manièrë geschitt. Dat heescht, datt een der Persoun Kaffi offréiert oder Waasser oder se eng Zigarett fëmme léisst, an dann deen Ablack Prélèvementer mécht. Dofir ass et also op jiddfer Fall wichteg, datt mer op dee Wee do gaange sinn an alleguerten déi Garantien, déi normalerweis bei esou Froen an Interventioune virgesi sinn, duerch d'Gesetz virgesinn.

Dann ass och wichteg ervirzesträichen, datt déi zwee Fichieren, déi gemaach ginn, ënnert der Kontroll si vu Magistraten an net vun enger Commission des données nominatives. Fichieren a Matière pénale däerfen net ënnert der Kontroll si vun zivile Persounen. Dat schéngt mer inadmissibel ze sinn.

Anere Punkt an der Diskussioun ass, ob ee soll d'Kläppereien, d'Coups et blessures volontaires, mat virgesinn. Mir soe jo, well ganz oft Coups et blessures volontaires een Indiz sinn, fir Persounen, déi gewalttäteg sinn. An déi fënnt een herno och bei vill méi grousse Crimen a Mordfäll erëm.

An dat Beispill, wat a Frankräich elo kierzlech geschitt ass, wou zu Avignon eng Persoun, déi wéinst enger Kläpperei op engem Parking eng ADN-Analys gemaach kritt huet, a wou een dann herno erausfonnt huet, datt déiselwecht Persoun eng 19 Joer virdrun e jonkt Meedche vu 16 Joer violéiert an erwiergt hat, beweist wéi wichteg et ass, datt an dësem Gesetz och dës Dispositioun steet.

Ech wëll och drop hiweisen, datt an England all Crimes ou délits, déi mat enger Prisongsstrof beluecht sinn, och zu Prélèvementer obligatorescher Natur kënne féieren, an a Frankräich ass et d'Destruktioun. Also, do gesäit een, datt mer hei op jiddfer Fall op deem Niveau den europäesche Standarden entspriechen.

Et gëtt natierlech villes, wat elo nach wäert an der Praxis zur Debatt kommen. Ech hoffen, Här Minister, datt Der déi Motioun, déi ech och mat ënnerschriwwen hunn, vun de Majoritéitsparteien, bien entendu wäert unhuelen.

Ech hu mer och erlaabt am Numm vun der ADR déi Motioun vun der DP mat ze ënnerschreiwen, well mer mengen, datt et wichteg ass, datt hei soll an der Chamber och en Akzent gesat ginn op en Institut médico-légal, wéi et hei genannt gëtt, mä méi richteg en Institut de police scientifique.

Dat gesot, an an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stelle mat Satisfaktioun fest, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun dësem Parlament, mat der Ausnahm, wéi gesot, vun der Demokratescher Partei, vun der demokratescher Fraktioun, hei säi staarke Wëllen ausgedréckt huet, fir mat dësem Instrument vun enger klorer Regelung vun den DNA-Datebanken, d'Opdeckung vu Strofdoten ze verbesseren. Mir hunn zu Lëtzebuerg och haut - an dat hunn eng Rei vun de Riedner hei gesot - schonn DNA-Analysen, mä mir hu keng Gesetzgebung, fir déi ze stockéieren, fir déi ofzegläiche mat aneren DNA-Preuven, déi mer ophuelen.

Duerfir mengen ech, ass dat hei e Gesetz, wat eis an der Kriminalitéitsbekämpfung, bei der Opdeckung vu Strofdoten hëlleft. Et ass e Gesetz, wat awer och d'Rechtssécherheet ronderëm déi DNA-Analysë besser mécht.

An duerfir wëll ech och der Rapportrice vun dësem Projet de loi, der honorabler Madame Doerner, Merci soe fir déi vill a gutt Aarbecht, déi se an dësem Kontext geleescht huet, grad ewéi de Kolleegen aus der juristescher Kommissioun.

Ech ginn zou, als Auteur vun deem Projet de loi, datt d'Technike ronderëm déi DNA- oder ADN-Analysen äusserst komplizéiert sinn. Mä wesentlech ass, an ech hunn dat och a ville Gespréicher mat ausländnesche Kolleege gemierkt, datt et zu der Panoplie vun den effikassen Instrumenter vun der Opdeckung vu Verbriechen, Morden, Sexualverbriechen an anere schlëmme Strofdote gehéiert, datt een eng kloer Gesetzgebung iwwert DNA-Analysen huet. A wa mir kucken, wat an den Nopeschlänner, déi schonn zënter enger Rei Joren esou Banque-de-donnéeën hunn, konnte Strofdoten opgedeckt ginn, dann, mengen ech, ass et gutt, datt mer hei och esou e Gesetz zu Lëtzebuerg maachen.

Ech mengen, et ass gutt fir d'Opklärung. Et ass och gutt fir d'Verhënnerung vu Strofdoten, besonnesch bei deenen, déi Widderhuelungstäter sinn. Well wa Persounen, ech denken hei och besonnesch erëm eng Kéier un d'Sexualverbriecher, schonn eng Kéier eng Strofdot gemaach hunn, a si wëssen, datt hir Donnéeën an enger Datebank stockéiert sinn, a se domadder vill méi liicht kënne bei enger zweeter Strofdot iwwerféiert ginn, dann ass dat och e preventiivt Element, well se vill manner séier nach eng Kéier esou eng schrecklech Strofdot beginn.

DNA huet och dee groussen Avantage, datt et eng ganz héich Zouverlässegkeet gëtt vun deem Resultat vun deenen Analysen; wat positiv ass, engersäits fir d'Iwwerféierung vun den Täter an anerersäits awer och fir d'Entlaaschtung vu Leit, déi an enger Enquête sinn an déi awer näischt mat enger Strofdot ze doen hunn.

An duerfir mengen ech, datt mat dësem Gesetz contrairement zu deem, wat d'DP hei an och op enger Pressekonferenz behaapt huet, absolut keng fundamental Mënscherechter a keng Fräiheetsbedürfnisser vun der Gesellschaft a Klammere gesat ginn, mä am Géigendeel, datt mer hei e klore Mëttelwee fonnt hunn, baséierend op de Gesetzer vun eisen Nopeschlänner. Dat hei ass kee Gesetz, wat ech erfonnt hunn. Mir hunn eis inspiréiert un den Nopeschlänner, déi Erfahrung domadder hunn: un der Belsch, u Frankräich, un England - wat iwwregens vill méi wäit geet -, un Dänemark, wat zum Deel méi wäit geet, fir hei och an Zukunft sécherzestellen, datt mir bei Strofdoten am Intérêt vun den Affer vu Strofdoten zu enger besserer Opklärung kommen.

Et ass kloer, datt wann hei den ADN non codant gespeichert gëtt, wou mer also net de genetesche Code vun de Leit speicheren, datt dat geschitt ënnert der Kontroll vun engem Magistrat. Alles dat - an ech ginn net nach eng Kéier op all déi juristesch Sécherheeten an, déi mir agebaut hunn -, fir sécherzestellen, datt hei net egal wat gemaach gëtt, mä datt mer eis hei, ech soen et nach eng Kéier, en effikasst Instrument vun der Kriminalitéitsbekämpfung ginn.

Dat ass konsequent an där Politik, déi mer viru Joren ugefaangen hunn. Dat ass en ligne mat deenen anere Gesetzer, déi mer hei gemaach hunn. An ech sinn och duerfir frou, datt dëst Gesetz souwuel vun der CSV-DP-Regierung wéi vun der CSV-LSAP-Regierung eestëmmeg approuvéiert ginn ass. Well et ass selbstverständlech, datt dee Projet de loi net an d'Chamber komm wär, wann eng vun de Koalitiounsparteie sech bei dësem Projet de loi net positiv derfir ausgedréckt hätt.

Et ass net nëmmen national wichteg, et ass och international wichteg, datt mer dat Gesetz hei kréien. Well ech hunn och virun enger Zäit e Projet de loi an dëser Chamber déposéiert, de sou genanntene Vertrag vu Prüm - eng Zort Schengen II oder III, wéi en och nach genannt gëtt -, wou mer och mat enger Rei vun eisen Nopeschlänner déi DNA-Datebanke wëlle matenee verbannen. Well et ass ganz kloer, datt wann e Stroftäter op Tréier geet, einfach fir sech enger Enquête ze entzéien, da muss een och sécherstellen, datt d'Police vun hei ënnert der Kontroll vun der Justiz mat den Autoritéite vun zum Beispill Däitschland - ee Beispill - ka kucken, ob iwwer eng gewësse Persoun net verschidden Donnéeën an enger Banque de données iwwert DNA-Analysen dra sinn.

An duerfir hoffen ech och, datt mer nach am Laf vun dësem Joer deen Accord vu Prüm kënnen hei an der Chamber approuvéieren, well mer dann och eng net nëmmen national Dimensioun bei den DNA-Analysen hunn, mä eng europäesch Dimensioun. Mir wäerten dat heite seriö maachen, no deene wëssenschaftlechen Erfahrungen, déi mer haut hunn; déi selbstverständlech ëmmer erëm ze iwwerkucke sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech géing och soen, datt ech et net als en negative Punkt ugesinn, datt mer haut déi Analysen an ausländnesche Laboratoirë maache loossen. Éischtens si mer a wëlle mer Europäer sinn. Duerfir stéiert et mech net, wann een op Stroossbuerg oder op Metz eng Analys maache geet. Dat ass och eng Garantie fir de Seriö vun deenen Analysen, déi gemaach ginn.

Trotzdeem kann ech lech soen, an ech soen dat och hei a Presenz vum Här Gesondheetsminister, datt mer an der Regierung décidéiert hunn e Laboratoire oder eng Sektioun fir d'Médecine légale an der zweeter Phas vum nationale Gesondheetslaboratoire zu Diddeleng ze maachen. D'Regierung ass sech doriwwer eens, déi Planunge sinn amgaangen, an dat kënnt also an dee Laboratoire national de Santé an der zweeter Phas mat dran. Doriwwer ass sech d'Regierung eens. Dofir brauche mer och keng Motioun, déi eis dozou encouragéiert. Mir haten dat vläicht net matgedeelt, well mir kënnen net alles matdeelen. Mir maachen och net fir alles eng Pressekonferenz.

À propos zu där Pressekonferenz vun de Kolleege vun der Demokratescher Partei wollt ech lech soen, datt aus Respekt virum Parlament ech net deen Dag duerno eng Pressekonferenz gemaach hunn, fir déi Punkten ze widderleeën, déi do gesot gi sinn an déi, wéi gesot, a Kontradiktioun si mat villem wat mer gemeinsam bei dësem Projet, wéi mer en déposéiert hunn, gesot hunn. Ech géing awer proposéieren, datt mer, wann de System bis besteet, emol eng Kéier ganz praktesch, och mat Deputéierten, mat der Press, kënne kucke goen, wéi dann déi Analysë gemaach ginn. Déi gi vun Officiers de police judiciaire gemaach, déi ginn transportéiert vun der Police. Dat gëtt also alles op eng professionell Aart a Weis gemaach.

Haut, wéi gesot, gi se an ausländnesche Laboratoiren examinéiert. Dat décidéiert den Untersuchungsriichter. Et kann ee schonn emol eng Kéier, fir datt d'Leit och konkret wëssen, wat an a wéi engen Hypotheesen dat gemaach gëtt, dat och praktesch virstellen, well ech mengen et ass schonn eppes, wat d'Bierger ugeet. Et ass, wéi gesot, e wichtegt Instrument, an ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer hei en ligne leie mat deem wat och aner Länner an Europa gemaach hunn, déi ganz positiv Erfahrungen domat gemaach hunn.

Ech weisen d'Chamber zum Beispill drop hin - ech weess net ob d'Kommissioun dat Dokument hat -, datt et eng ganz interessant Analyse comparative gëtt vum Januar 2006 vum franséische Senat, déi eng fënnef, sechs Gesetzgebungen niewenteneen analyséiert, an do gesäit een, datt eise Projet sech areit an eng räsonnabel Approche, mä awer eng determinéiert Approche fir d'Opklärung vu Strofdoten ze maachen.

Ech respektéieren, datt Leit zu deem Projet hei aner Meenungen hunn. Ech akzeptéieren net, datt hei affirméiert gëtt, datt duerch dëse Projet d'Grondfräiheete géinge méi kleng ginn. D'Grondfräiheete ginn heimadder a kengem Mooss a Fro gestallt, well et ënnert der Kontroll vun der Justiz mat klore Regele geschitt. Am Géigendeel ginn d'Fräiheete méi grouss, well et gëtt keng Fräiheet ouni Sécherheet, a wa mer d'Opklärungsquot net weider nach eropkréien, da kënne mer och net vun eise Grondfräiheete profitéieren. Duerfir soen ech all deene Merci, déi hir breet Zoustëmmung an dësem Parlament de Mëtten ausgedréckt hunn.

Op déi Amendementë ginn ech net eenzel an. Ech soe just, datt, wa mer dat géingen esou maache wéi dat an deenen Amendementë vun de Kolleege vun der DP-Fraktioun proposéiert ginn ass, da géinge mer dëst Gesetz substanziell ofschwächen a mir géingen et oneffikass maachen. Eng ganz Rei vu Strofdoten - an e puer Kolleegen hunn dat och virdrun hei gesot - géingen iwwerhaapt net méi drënner falen. Dann hätt d'Gesetz quasi kee Sënn. Duerfir géing ech d'Chamber aus der Regierungssiicht hier bieden, dës Amendementen ofzelehnen.

D'Motioun, wou mer opgefuerdert ginn ze soen ob mer en Institut de médecine légale maachen, hunn ech beäntwert. Datt mer dat mat där néideger Rigueur scientifique maachen, cela va de soi. Duerfir mengen ech och, datt déi Motioun net bräicht d'Zoustëmmung vum Parlament ze fannen. Par contre fannen ech et guer net anormal, datt d'Parlament zur Regierung seet: Kommt emol no engem Joer zréck an da sot Der wat Är Erfahrungen domat sinn. Dat ass keng nei Method vum Regéieren, dat ass, mengen ech, einfach eng intelligent Approche fir ze kucken, ob déi Gesetzer, déi ee proposéiert, duerch d'Erfahrung, déi ee mat hinne gewënnt, net kënnen nogebessert ginn.

Ech mengen et wier iwwerhieflech ze soen, wann ee mat engem Gesetz an d'Chamber kënnt: Hei ass et, dat ass fir déi nächst 20 Joer gutt. Ech mengen, datt ee soll bescheide si wann een Texter mécht. Mir hunn dat Gesetz hei gemaach, inspiréiert un auslänneschen Texter. Ech mengen, datt et e gudden Text ass, en effikassen Text ass, mä ech fannen et eng gutt Iddi, an duerfir sinn ech och d'accord mat der Motioun 1, déi hei déposéiert ginn ass, fir datt mer géingen an engem Joer - vläicht ass ee Joer ze frél, vläicht muss een e bësse méi laang waarden -, mä ech sinn awer domadder d'accord ze kucke mat der Justiz, mat der Police, wéi wäit si mer komm, wat sinn eis Erfahrungen, an dann, wann dat noutwendeg ass, ze verbesseren. Doriwwer fanne mer jo dann och dee Moment, huelen ech un, gradsou e grousse Konsensus wéi deen, dee mer haut fonnt hunn.

Nach eng Kéier: Ech si frou, datt mer dëst Gesetz stëmmen. Et ass héich Zäit fir et ze stëmmen, well mir kréien eng besser Kriminalitéitsbekämpfung an eng besser Opdeckung vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President!

M. le Président.- D'Madame Flesch huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ech froen d'Wuert en application vum Artikel 35 (8).

M. le Président.- Dann hutt Dir d'Wuert, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech hunn d'Parole après ministre gefrot, well ech gemengt hunn et wär awer wichteg drop hinzeweisen, dass et net esou ass, dass mir net der Meenung wären, dass hei muss e Gesetz gestëmmt ginn. Et däerf ons awer sécher dach erlaabt sinn ze soen, dass mer op verschidde Punkte mat deem Gesetz net d'accord sinn.

Ech weess genee, Här President, dass den Arrêté grand-ducal de dépôt am Abrëll 2004 ënnerschriwwe ginn ass, an dass den Dépôt am Mee 2004 effectuéiert ginn ass, mä jiddferengem Deputéierte steet et fräi ze versichen en Text ze verbesseren, deen esou ofzeännere wéi hien oder si mengt, dass e kéint verbessert ginn. Dat hunn ech bei dësem Projet gemaach. Ech hu mech ganz engagéiert. Ech war net an der Regierung an ech war net an der Chamber, ech hunn net un deene Virgespréicher deelgeholl, a kenger Form, an ech hu meng Fraktioun kënnen iwwerzeegen, dass mäi Point de vue dee richtege war, an ech si menger Fraktioun dankbar, dass se mech do suivéiert huet.

Et ass net onüblech, dass, wann e Projet emol déposéiert ass, een dann nach kann Ännerungen dru virhuelen. Also ech verwiere mech dergéint, dass ee mer sollt soen, dass een dat net hätt däerfe maachen. An ech verwiere mech och dergéint, dass ee seet, et wär kee staarke Wëllen op Säite vun der DP do, fir an deem Domän ze légiféréieren. Mir sinn déi Éischt, déi mengen, dass do misst légiféréiert ginn, mä mir wëlle verschidde Saachen net aus den Ae verléieren.

Ech déposéieren, Här President, déi Amendementen a Motiounen, déi mer agereecht hunn, mat elo fënnef Ënnerschréften, well dat jo virdrun net de Fall war, an ech géing gären, wann Der erlaabt, och vun deene puer Minutte Gebrauch maachen, fir zu der Motioun 1 eppes ze soen.

Ech hat virdru gesot, mir géingen déi Motioun matdroen, mä ech hätt d'Considéranten nach net gesinn. Entre-temps hu mer d'Dokument kritt, an ech muss lech soen, Här President, dass mer mam Considérant fënnef net kënnen d'accord sinn, dee seet: «que le projet de loi submentionné opte pour une approche modérée entourant le régime mis en place de garanties appropriées de nature à apaiser les

craintes et les appréhensions pouvant exister en la matière». Onser Meenung no sinn d'Garantien net appropriéiert. Wann do géing stoen «certaines garanties», da kéinte mer nach souguer mat op de Wee goen, mä d'«garanties appropriées», déi sinn an onsem Sënn net ginn. Wann also dee Considérant bestoe bleift, kënne mer dës Motioun net mat ofstëmmen.

Mir froen, Här President, bien entendu de Vote zu onsen Amendementen an zu onser Motioun par voie électronique.

M. le Président.- Très bien. Gutt. Ier mer dann iwwert de Projet de loi kënnen ofstëmmen, befaasse mer eis elo fir d'éischt mat deene fënnef Amendementen, déi d'Madame Colette Flesch déposéiert huet. Déi Amandementer sinn ënnerschriwwe vun der Madame Flesch an den Häre Grethen, Bettendorf, Mersch an Helminger.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'éischt iwwert den Amendement 1 betreffend den Artikel 7 of. Voilà, de Vote électronique.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech hat d'Divisioun gefrot.

M. le Président.- Gelift?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech hat beim Amendement 1 d'Divisioun gefrot, well déi eenzel Deeler vum Amendement am Fong ganz verschidde Considératioune beinhalten.

Dat eent ass - ech hunn elo den Amendement net ënnert den Aen - d'Rehabilitatioun, dat anert ass den Délai vu fënnef Joer, an am zweete Paragraph ass et en Text vum Conseil d'État. Dat sinn alles dräi verschidde Saachen, déi zwar an deemselwechten Artikel 7 sinn, mä ech mengen et kéinte verschidde Leit vläicht mat der Rehabilitatioun net d'accord sinn, mä awer mam Délai vu fënnef Joer d'accord sinn. Dofir mengen ech wär et richteg, wann ee géing iwwert de Paragraph 1, iwwert de Paragraph 3 oder iwwert de Punkt 1 an de Punkt 3 vum Paragraph 1 an iwwert de Paragraph 2 separat ofstëmmen.

M. le Président.- Ech hat geduecht, Madame Flesch, wat den Artikel 7 ubelaangt, hutt Dir eng Partie Modifikatiounen um Text proposéiert an Dir frot, d'Chamber soll ofstëmmen, ob den Artikel 7, esou wéi Dir en an amendéierter Form presentéiert, ob d'Chamber mat där amendéierter Form vum Artikel 7 d'accord ass, jo oder neen. Ech mengen esou kënnt ee virgoen.

Et si jo hei eng ganz Rei Saachen an deem Artikel mat deenen Dir och d'accord sidd.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Jo.

M. le Président.- Dir hätt just gären op eenzelne Punkten eng Modifikatioun, en Amendement. Dofir mengen ech wär et normal wann ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat där Propositioun, déi Dir hei maacht fir den Artikel 7, ob d'Chamber déi Propositioun, déi Dir maacht, unhëlt, jo oder neen. Doriwwer stëmme mer of. Nach eng Kéier d'Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Artikel 43: «La division est de droit», wa se gefrot ass. Mir froe se.

M. le Président.- Gutt. Dat wëllt dann heeschen, dass mer beim Artikel 7 iwwert d'Punkten 1 an 3 ofstëmmen…

(Interruption)

De Punkt 1 fir d'éischt.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- De Punkt (1) 1., an dann den 3.

M. le Président.- De Punkt (1) 1., dann de Punkt (1) 3., an dann de Punkt Artikel 7 (2), Alinea, première phrase.

(Hilarité)

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Neen, neen. Dat ass den Alinea 2.

M. le Président.- Dann de ganzen Alinea. Très bien.

Amendement 1 (art. 7 (1) 1.)

Also, wat den Amendement 1 ubelaangt, freet d'Madame Flesch, dass mer iwwer all eenzel Modifikatioun, déi si an deem Artikel proposéiert par voie d'amendement, ofstëmmen. Mir stëmmen also elo of, Kolleeginnen a Kolleegen, fir datt dat kloer ass, iwwert den Artikel 7 Punkt (1) 1. Et geet ëm déi zwee Wierder «réhabilitée ou», ob mer déi unhuelen, jo oder neen. De Vote fänkt un.

Vote

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Ee Moment!

(Hilarité)

M. le Président.- War et net kloer, iwwer wat mer ofstëmmen?

Une voix.- Dach, et ass just e bësse vill.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- D'Procuratioun ass net fäerdeg.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Eis Maschinne si méi lues wéi Är.

M. le Président.- Da kucke mer elo, ob mer se alleguerten hunn.

Ech kann Iech soen, dass den Amendement - ech kann elo net vun Amendemente schwätzen -, ech kann nëmme soen, dass d'Modifikatioun, déi d'Madame Flesch gefrot huet nom Artikel 7 Punkt (1) 1., «réhabilitée ou», dass déi verworf ass mat 49 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Amendement 1 (art. 7 (1) 3.)

Da stëmme mer of iwwert d'Modifikatioun am Artikel 7, Punkt (1) 3., wou et geet ëm «cinq», fënnef Joer oder net fënnef Joer. Mir stëmmen elo iwwer fënnef Joer oder net fënnef Joer of. De Vote fänkt un.

Vote

Och déi Modifikatioun ass vun der Chamber verworf mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Amendement 1 (art. 7 (2))

Da stëmme mer of an deemselwechten Amendement iwwert den Artikel 7 Punkt (2). De Vote fänkt un.

Vote

Och déi Modifikatioun ass ofgelehnt mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Solle mer elo nach eng Kéier de Vote global iwwert de ganzen Amendement maachen?

(Négation)

Jo, gutt.

Amendement 2

Da komme mer zum Amendement 2.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Amendement 3

Da komme mer zum Amendement 3, betreffend den Artikel 48-5. (3).

Vote

Den Amendement 3 ass verworf mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Amendement 4

Den Amendement 4 geet iwwert den Artikel 48-7. (1).

Vote

Den Amendement 4 ass verworf mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Niki Bettendorf), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Amendement 5

Da komme mer zum leschten Amendement iwwert den Artikel 48-9. 3. Voilà, de Vote fänkt un.

Vote

Hei hu mer datselwecht Resultat: 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Da stëmme mer elo iwwert de gesamte Projet de loi of. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1, agereecht vun der Madame Doerner. Eng Motioun, déi vun der Regierung ugeholl ginn ass.

Kënne mer par main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass mat ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Motion 2

Mir kommen zur Motioun 2.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Gutt. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel (suite)

Mir kommen zum Vote vun der Motioun, déi den honorablen Här Henckes gëschter während der Aktualitéitsstonn iwwert d'Coditel déposéiert huet. Dës Motioun dréit nach nëmmen eng Ënnerschréft.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt proposéieren, en vue vun den Deklaratiounen, déi den Här Minister gëschter gemaach huet, datt hie wéilt am zweete Semester vun dësem Joer, dat heescht vum 1. Juli un, dem ILR an deem Sënn d'Aarbecht ginn, fir ze kucken, ob déi ganz Coditel an d'Câblo-opérateuren, ob déi ënnert d'Législatioun falen, a wéi dat soll ausgeluecht ginn, fir déi Motioun einfach an d'Kommissioun ze verweisen an dann ze kucken, wéi deen Dossier do an der Praxis evoluéiere wäert.

M. le Président.- Ass d'Chamber d'accord mat der Propositioun vum Här Henckes, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Interruption)

Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Vun der Form hier géing ech awer proposéieren, datt mer eis en conformité mam Reglement géinge setzen, well am Moment ass déi Motioun do guer net valabel, well se keng fënnef Ënnerschréften huet. Mir sinn awer bereet als gréng Fraktioun, fir datt se kann zur Sprooch kommen, dann dem Här Henckes déi Motioun…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Dat géing jo schéin ausgesinn, wann Dir déi fënnef Ënnerschréfte géift ginn.

M. le Président.- Jo dann, fir da ganz kloer an däitlech ze sinn, wéisst ech elo gären, vu wiem déi Motioun ënnerschriwwen ass. Déi Häre Gibéryen, Mehlen, Koepp a Jaerling.

Une voix.- Ma dann hu se jo fënnef Ënnerschréften.

M. le Président.- Gutt, dann ass et déi fréier ADR-Fraktioun, déi déi Motioun hei ënnerschriwwen huet. Ass d'Chamber d'accord, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

(Assentiment)

Voilà. D'accord.

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Interpellatioun vum honorablen Här Niki Bettendorf iwwert d'Drogeproblematik hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Angel an d'Madame Loschetter. Wien nach wëllt Stellung huelen, ass gebiede sech anzeschreiwen.

(Interruptions)

Den Här Mehlen an den Här Jaerling. Voilà, elo huet den Interpellant d'Wuert, den honorablen Här Niki Bettendorf.

3. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dës Interpellatioun iwwert d'Drogepolitik Mëtt Januar vun dësem Joer ugefrot, well ech der Meenung sinn, datt am Ablack d'Drogeproblematik keen oder héchstens en zweetrangege Sujet an der politescher Debatt hei zu Lëtzebuerg ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Am Februar 2005, also virun engem Joer, hate mer hei an der Chamber en Débat d'actualité op Initiativ vum Kolleeg Angel zu dësem Thema. Jiddferee queesch duerch d'Parteien huet op d'Wichtegkeet vun enger effikasser Drogepolitik higewisen, an dat wäert och haut net vill anescht sinn. Ech hoffen awer, dass dës Interpellatioun derzou bäidroe wäert, datt et net bei de Sonndesriede bleift. Mir brauchen eng resolut Drogepolitik, déi d'Aen net virun der Realitéit zoudréckt.

Ech wëll hei drun erënneren, datt zum Beispill ënnert dem viregte Gesondheetsminister a fënnef Joer de Budget fir deen Domän ëm 360% geklommen ass. Dat fält ënnert dëser Regierung bei wäitem méi knapps aus.

Une voix.- Wie war dat dann?

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Ech kënnt lech soen, dass dat den honorablen Deputéierten, deemolege Gesondheetsminister, Carlo Wagner war, deen et fäerdeg bruecht huet, dass dee Budget ëm 360% an d'Luucht gesat ginn ass. Dem Här Wagner dofir e grousse Merci.

Ech molen lech emol e Bild iwwert d'Situatioun, déi sech net op enger bestëmmtener Plaz ofspillt, mä op ville Plazen a ganz ville Gemengen: Wa mer d'Aen opdinn, da gesi mer am hellen Nomëtteg e jonke Bouf oder jonk Bouwen, déi komplett zou sinn, komplett high sinn, an hir Kolleeginnen a Kolleegen drangsaléieren, mam Fouss an hire Vëlo rennen, hir Bäll futtischneiden.

Mir gesinn op enger Parkplaz, wou d'Elteren hir Kanner an d'Schoul bréngen oder se siche kommen, a wou op därselwechter Plaz en Auto ukënnt, da kommen Neier derbäi, ronderëm, et gëtt gedealt an an e puer Minutte sinn d'Händel gemaach. Op därselwechter Plaz gëtt owes gefeiert, gesprëtzt a gefëmmt. Munchmol kënnt d'Police. Si maache muscléiert Interventiounen, siche mat Täscheluuchten no allem, wat schnell ewechgehäit gouf. Mä, wat d'Police duerno mécht, weess ech net. Mä och si musse gehollef kréien a wëssen, wéi se déi Problemer kënnen „handlen".

Wann Der weider kuckt, gesitt Der och emol nach eng Mamm, déi no hirem Jong kucke kënnt, an déi versicht de Bouf aus dem Circuit erauszekréien. Dir kënnt och op der Plaz munchmol eng Ambulanz gesinn, déi en Drogéierte secouréiert an an d'Spidol féiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mengt Dir, dass wann ech esou eng Zeen beschreiwen, dat wier Fiktioun a géif net der Realitéit entspriechen? Wéi gesot, ech beschreiwe just eng Situatioun, wéi mer se op ville Plazen am Land leider kennen, an déi mer haut net méi am Gréff hunn, a wou et héchsten Zäit gëtt energesch ze reagéieren.

Et geet awer och net duer op enger bestëmmtener Plaz d'Drogenzeen ze verdreiwen, well muer geet se dann op enger anerer Plaz erëm op. Et ass hei wéi mat der Prostituéiertenzeen, iwwert déi mer gëschter geschwat hunn: Wat een op där enger Plaz verbitt, gëtt erëm op där anerer Plaz weidergemaach.

Zur Erheiterung vläicht d'Beispill mat den Dauwe bei der Hollerecher Kierch. Do gouf eppes Pecheges op déi Plaze geschmiert, wou d'Dauwe sech op der Kierch ëmmer niddergelooss hunn, an du koumen déi Hollerecher Dauwen op d'Kierch vu Bartreng sëtzen.

(Hilarité)

Den deemolege Bartrenger Buergermeeschter huet datselwecht gemaach wéi déi Stater, an huet d'Dauwe weider op Mamer geleet.

Une voix.- Ah sou!

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- An der Zwëschenzäit sinn d'Dauwen erëm an der Stad gelant. Et sinn der awer och e puer zu Mamer an zu Bartreng hänke bliwwen. Idem ass et esou mat der Prostitutioun. Idem ass et esou mat der Drogenzeen.

E bëssen datselwecht versiche mer och ebe mat der Drogenzeen ze maachen. Mir wëssen awer och, dass dat keng Léisung ass. Esou huet d'Drogenzeen sech an der Stad vum Aldringen an de Park verlagert. A wann d'Dealere vun do fortgejot ginn, dann entsteet geschwënn eben en neien Treffpunkt. Eng Drogepolitik, déi wierklech effikass si wëllt, muss op engem Gesamtkonzept baséieren a ka sech net eleng op Repressioun limitéieren. Repressioun eleng entsprécht enger Sisyphusaarbecht, mat där een et net fäerdeg bréngt d'Situatioun an de Gréff ze kréien.

D'Situatioun hei am Land ass alles anescht wéi berouegend. Ech ginn lech fir Lëtzebuerg zwou Zuelen: 1999 goufen zu Lëtzebuerg 92.000 Sprëtzen un Drogéierter verdeelt. 2004 goufen zu Lëtzebuerg schonn enregistréiert 340.000 Sprëtze verdeelt. 340.000 Seringuë mat deene sech e Schoss gesat gouf.

Hu mer wierklech alles am Gréff? Setzt eis Gesellschaft sech wierklech mat der gréisster Determinatioun an, fir dem Drogeproblem bäizekommen? Ass eis Politik op der Héicht, oder muss net och si sech konstant a Fro stellen? Wou wäre mer drun ouni den onermiddlechen Asaz vun ONGen, deenen ech hei op dëser Plaz häerzlechst félicitéiere wëll fir hiren héijen Engagement?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Millioune Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hunn. Gëschter stoung ganz grouss am „Tageblatt": „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union". 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäescher Unioun un enger Iwwerdosis.

Mä d'Situatioun ass vu Land zu Land ganz verschidden, jee nodeem wéi se och ugepaakt gëtt. An der Union européenne ass de Cannabis zum Beispill no de Länner ganz verschidden: tëschent 10 an 30% an der EU, an England souguer 41,5%. Cannabis gëtt vun 12 Millioune Leit an der EU consommméiert, 8% vun deenen europäesche Jonken huele regelméisseg Ecstasy, tëschent 3 an 3,5 Millioune Mënschen hunn eleng d'lescht Joer Kokain probéiert.

Et ass och en neien Trend festzestellen, an zwar dee vun den „magic mushrooms", déi, an dat ass och en neie Phenomeen, ee roueg haut scho kann iwwer Internet bestellen. Ech hunn hei - ech liesen dat net vir wéi gëschter - eppes aus dem „Luxbazar", mä wann Der d'Adress wëllt, hei iwwer Internet kënnt Der d'Adress fannen: Postbus 59747, 1040 LE Amsterdam an den Netherlands. Do kritt Der all Zorte vun den neien Drogen ze kafen. D'Präisser sinn och derbäi. Et sinn der vun 10 Euro, vun 20 Euro, vun 30 Euro. Dat ass d'Realitéit, mat där mer haut konfrontéiert sinn.

(Interruption)

Déi verschidden Droge ginn och ëmmer méi oft matenee vermëscht, an dat och mat Alkohol a Medikamenter.

A wou sti mir hei zu Lëtzebuerg? Wat steet an eisem Relis-Rapport? Relis steet fir Réseau national d'information sur les stupéfiants et les toxicomanies. An dësem Rapport steet: «le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose pas d'enquête représentative», a wann ech dann iwwersetzen, wat hannendru kënnt: Mä mir kënnen awer ganz gutt schätzen, wat an eisem Land lass ass.

Wann ech mer dann déi Schätzungen ukucken, da muss ech feststellen, dass déi aus de Joren 1998, 1997 bis 2000 sinn. 1997 hätte mer 2.100 Usagers problématiques gehat, an 2000 wären et der 2.450 gewiescht. An haut fënnef Joer méi spéit, wou sti mer haut? Kee weess et anscheinend. Op alle Fall, an deem Relis-Rapport steet dovunner näischt ze liesen.

Här President, et gëtt eng europäesch Beobachtungsstell fir Drogen an Drogesucht, déi an hirem Joresbericht 2005 de Stand vun der Drogeproblematik an Europa duerleet. Interessant fir Lëtzebuerg ass, datt de Lëtzebuerger Marcel Reimen President vum Verwaltungsrot ass vun dëser EBDD, Europäische Beobachtungsstelle für Drogen und Drogensucht. De Marcel Reimen kennt d'Lëtzebuerger Situatioun ganz gutt. Och déi meescht heibanne kennen hien nach gutt vu senger Aarbecht aus dem Gesondheetsministère hier.

Ech kann der Presidentin vun eiser Santéskommissioun, der Madame Lydia Mutsch, nëmme wäermstens un d'Häerz leeën, de Marcel Reimen an d'Santéskommissioun ze invitéieren, well wann een de Rapport vun der EBDD liest, muss ee feststellen, datt vill Informatiounen iwwer Lëtzebuerg do feelen. Et wier wichteg an interessant ze héieren, firwat datt dat esou ass.

Une voix.- Très bien!

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Ech muss och soen, datt ech - Parenthèse op - regrettéieren, datt d'Presidentin vun der Santéskommissioun bei dëser Interpellatioun net hei ass.

Här President,…

M. le Président.- Här Bettendorf, den Här Fayot wëllt eng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt soen, dass d'Madame Mutsch krank ass an dofir net kann hei sinn.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Also wann d'Madame Mutsch krank ass, dann ass se vu menger Säit aus selbstverständlech entschëllegt.

Et gëtt eng europäesch Beobachtungsstell fir Drogen an Drogesucht, déi an hirem Joresbericht 2005 de Stand vun der Problematik an Europa duerleet. Interessant fir Lëtzebuerg ass, datt - jo, dat hunn ech elo grad scho virgelies, also dat brauch ech elo net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Op alle Fall ass et schued festzestellen, datt säit 2004, säit déi nei Regierung zu Lëtzebuerg d'Soen huet, eis Santéskommissioun nach net eng Kéier iwwer illegal Droge geschwat respektiv diskutéiert huet. Vun 2004 bis haut nach net eng Kéier! Souguer de Lëtzebuerger Rapport Relis war nach net op engem Ordre du jour. Eng Drogekommissioun gëtt et säit 2004 net méi. Déi gouf an d'Santéskommissioun integréiert, wat ka Sënn maachen, mä da muss dës Santéskommissioun awer och d'Aufgabe vun der Drogekommissioun iwwerhuelen. Datselwecht gëllt och fir Bioethiksfroen.

Ech presentéiere keng Motioun, fir d'Spezialdrogekommissioun erëm anzeféieren, mä déi Responsabel musse sech awer hirer Aufgab bewosst sinn an déi Aufgab vun der Spezialdrogekommissioun iwwerhuelen.

Här President, erlaabt mer eng Parenthèse zu menger Interpellatioun. Am Allgemenge maachen ech mer Suergen, echt Suergen iwwert de Fonctionnement vun eiser Chamber. Mir sinn e klengt Parlament mat 60 Deputéierten. Mir hunn déiselwecht Aarbecht wéi an engem ganz grousse Parlament, genausou vill Gesetzer ze stëmmen, genausou vill europäesch Direktiven an nationaalt Recht ëmzesetzen. Mir hu méi Déplacementer a méi Visiteuren an eisem Parlament. Mir hunn also als Parlamentarier proportionell vill méi Aarbecht, an dat mat manner Assistente wéi an engem grousse Parlament. Dobäi ass eis Aarbecht op en hallwen Job gesetzlech fixéiert: 20 Stonne Congé politique fir deen, deen nach muss schaffe goen.

Gott sei Dank hu mer heibannen nëmme super Fraen a super Männer an dësem héijen Haus. Ech war kee vun deenen an ech hu misse feststellen, datt et fir en Deputéierten aus der Majoritéit, deen och nach President vun zwou, dräi Kommissiounen ass an dobäi nach vläicht Buergermeeschter vun enger Gemeng, an nach aner zousätzlech Fonctiounen am Land huet, onméiglech ass, seng Aarbecht hei am Parlament uerdentlech ze maachen. Wéi gesot, ech hunn et net fäerdeg bruecht, an dofir hunn ech och d'Gemeng opginn, an dat war bestëmmt net einfach fir mech, dat huet mer Leed gedoen. Anerer heibanne géinge vläicht och gutt drun dinn, eng Kéier doriwwer nozedenken. Parenthèse zou.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Den Här Gibéryen hat dat och gemaach, Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Ech kommen zréck op de Rapport vun der EBDD, op e puer Punkten, déi mer wichteg schéngen. Et gëtt grouss Ënnerscheeder tëschent de Mitgliedsstaten, well d'Problemer vun engem Land net onbedéngt déiselwecht si wéi déi vun deem aneren, oder well d'Problemer vu Stat zu Stat anescht behandelt ginn, nom Subsidiaritéitsprinzip.

Et ass awer och gewosst, datt, wa soll Notze gezu ginn aus enger europäescher Drogepolitik, da muss gemeinsam gehandelt ginn, well, an ech zitéieren hei de Marcel Reimen, dee schreift: „Drogekonsum beaflosst d'Gesondheet an d'Entwécklung, d'Kriminalitéit, déi perséinlech, mä och déi international Sécherheet a weltwäitem Moosstab." Hie seet weider: „Zwar ass eise Bericht virun allem op d'Situatioun Europa ausgeriicht, mä mir musse wëssen, datt mer et mat engem Problem vu globaler Dimensioun ze dinn hunn."

Här President, mir hunn als Land Lëtzebuerg international Konventiounen ënnerschriwwen. D'Europäesch Unioun huet eng Drogestrategie, an och mir hunn en nationalen Aktiounsplang. Et ass an eisen Aen noutwendeg, datt mer och déi Moossname mat eisen Nopere kënne vergläichen a feststellen, wat déi eenzel Aktioune bréngen. Dofir ass et schued, datt a ganz ville Statistiken, déi am EBDD-Rapport stinn, Lëtzebuerg net dra virkënnt. Hei e puer Beispiller:

Cannabis-Konsum bei 15-, 16-jährege Schüler: 28 Länner sinn opgezielt, Lëtzebuerg feelt, Malta ass derbäi. Datselwecht gëllt fir déi 15- bis 24-Jähreg. Datselwecht wat d'Donnéeën iwwer Amphetaminen an Ecstasy ubelaangt. Datselwecht fir Kokain. Ech mengen, eis politesch Responsabel géinge gutt drun dinn, sech heirëms ze bekëmmeren.

Här President, d'Zuele sinn net alles, mä et schéngt mir awer wichteg d'Situatioun ze erfaassen, fir se besser iwwerblécken ze kënnen an esou eng Gesamtstrategie ausschaffen ze kënnen, well esou eng Gesamtstrategie an eisen Aen, déi baséiert op véier Pfeiler. Déi véier Pfeiler, déi sinn - an ech mengen dat ass och europawäit bekannt -: 1. d'Preventioun, 2. d'Therapie, 3. d'Risikoreduktioun, 4. d'Kontroll an d'Repressioun.

Et kënnt een nach e fënnefte Punkt derbäisetzen, an zwar d'Entwécklungshëllef an deene Länner wou d'Drogen ugebaut ginn, well dat fir vill Leit déi eenzeg Iwwerliewenschance ass. Heizou ziele Länner wéi Afghanistan, Birma, Laos oder Kolumbien. Hei muss een deenen eng ekonomesch Alternativ kënnen ubidden, fir sech aus dem Drogenubau zréckzezéien. An deem Kontext fléisse Suen aus dem Lëtzebuerger Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants fir Projeten an eise Pays cibles, mä och Länner wéi Peru, Tunesien, Libanon, Cap-Vert, Laos, China, Vietnam, Bolivien a Mexiko profitéieren dovun.

Ech muss lech soen, datt ech e Beispill erlieft hunn, wou d'Europäesch Unioun 80 Milliounen Dollar a Marokko geschéckt huet, fir dass a Marokko d'Haschplantage verbrannt gi sinn. Déi hunn dat och gemaach, mä mir hu mat de Marokkaner keen Handel bedriwwen, hinnen hir Wueren net ofkaaft. Wat ass de Baueren dohannen iwwreg bliwwen? Si hunn erëm Hanf ugeplanzt. Si si 14 km vun der spuenescher Grenz ewech, an haut komme se erëm mat hire Wueren an Europa eran. Dat ass eben e schlecht Beispill wéi et net soll gemaach ginn. Suen eleng ginn op dësem Punkt net duer.

Zum éischte Punkt, Preventioun. Do ass tëschent enger primärer an enger secondairer Preventioun ze ënnerscheeden. Déi primär ass geduecht fir ze intervenéieren, ze informéieren, opzeklären, ier et zum Drogekonsum kënnt. Bei der secondairer Preventioun geet et méi ëm den Dépistage précoce, d'Fréierkennung vu Problemfäll.

Och ouni zouverlässegt Zuelematerial wësse mer, datt et ëmmer méi fréi am Alter zu engem éischten Akontaktkomme mat Droge kënnt, sief et duerch Virwëtz oder einfach fir ze maache wéi déi aner. Dofir ass eis Jugend awer net méi schlecht wéi mir et waren. Och mir ware virwëtzeg.

Ech hunn e Bouf kannt, deen doheem sengem Papp Zigarette geklaut huet a mat de Kéi op d'Weed gaangen ass, wou e Bauerekniecht war, deen dem Papp seng Zigarette gefëmmt huet, an de Bouf, dee krut e Stéck Rick aus der Heck geschnidden, wou e Lach dra war, an deen huet dat misse fëmmen. Mä, wéi gesot, dat war de Virwëtz vun de Bouwe vun deemools, an haut ass et net vill anescht.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- War dat am Éislek?

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Dat ka gewiescht sinn, Här Koepp, Dir wësst wou de Rick steet.

Haut geet et awer effektiv méi wäit. Effektiv ass et haut näischt Aussergewéinleches, Schüler op Septième sëtzen ze hunn, déi schonns Erfahrung mat illegalen Droge gemaach hunn, vun deene legalen, Tubak an Alkohol, net ze schwätzen. D'Dealeren zécken net fir bewosst bei d'Schoulen ze goen, fir do hir Drogen de Kanner unzebidden.

Et ass kloer, datt deemno eng primär Preventioun, déi eréischt am Secondaire ufänkt, et net bréngt. Et muss schonns am Primaire ugesat ginn, wou eng éierlech Opklärungsaarbecht muss geleescht ginn. Ech soe bewosst, eng éierlech Opklärungsaarbecht, well eis Kanner si jo net op de Kapp gefall. Et ass gewosst, datt en niddregen Astiegsalter, do wou d'Gehir nach net fäerdeg développéiert ass, de Risiko vun enger psychescher Dépendance erhéicht. Dofir ass et wichteg, méiglechst fréi unzesetzen, ier et riskéiert fir deen een oder deen anere schonns ze spéit ze sinn.

Wat déi schoulbaséiert Preventioun betrëfft, esou musse mer hei iwwer eis Grenzen eraus kucken. An ëmmer méi Länner ginn esou Preventiounsprogrammer agefouert, zum Beispill an Dänemark den éischte Liewenskompetenzprogramm. D'Preventioun an de Schoule setzt natierlech gutt forméiert Schoulmeeschteren a Proffe viraus. Si mussen am Kader vu Fortbildung informéiert ginn, wéi Schüler mat Drogeproblemer fréi ze erkenne sinn. Unzeeche kënne sinn: Verhalensstéierungen, Hyperaktivitéit, Opmierksamkeetsdefizit, Angschtzoustänn, Stëmmungsstéierungen, Perséinlechkeetsstéierungen, tëschemënschlech Kommunikatiounsstéierungen an esou weider. Mä et geet net duer de Problem ze erkennen, den Enseignant muss richteg forméiert ginn an och wësse wéi gehollef ka ginn.

Ech weess, mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Programme de prévention en milieu scolaire. Mä dëse Programm ass net fir all Schoule bindend. Am Relis-Rapport steet: «Chaque école intéressée crée des groupes de prévention avec les différents partenaires scolaires.» «Chaque école intéressée»!

Här President, kënne mir haut der Schoul de Choix nach loosse wat se mécht oder wat se net mécht? D'Schoul kann net alles, si kann net all gesellschaftlech Roll iwwerhuelen. Ech mengen awer, dat hei misst fir all Schoul eng Obligatioun ginn. Dat ass dat mannst wat mer hei kënne verlaangen. D'Educatiounsministesch hat an enger Äntwert den 20. Abrëll 2006 op eng Question parlementaire vu mengem Fraktiounskolleeg Xavier Bettel geäntwert, et géif eng Etüd „health behaviour in school-aged children" vun der OMS bei de Schüler tëschent eelef a 17 Joer duerchgefouert ginn. Leien do haut scho Resultater vir?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken awer och un d'Responsabilitéit vun de Gemengen. Zënter 1996 gëtt et communautär Programmer, déi als Haaptzil hunn, an ech zitéieren: «de cibler les activités de prévention sur toute la population et sur les situations de la vie quotidienne». Mir hunn heibanne vill Gemengemammen a Gemengepappen. Hinne wëll ech soen, datt hei eis Gemenge musse mat agebonne ginn. Bis haut si just 17 Lëtzebuerger Gemengen am Projet engagéiert. Ech froen dofir d'Regierung, ob och den Innenminister am GID, am Groupe Interministériel Drogues, dran ass, an ob et net géif Sënn maachen, d'Gemengen ze obligéieren, fir u Preventiounsprogrammer deelzehuelen. Ech weess, dat hei ass en déckt Geschütz, mä mir sinn all concernéiert, all d'Bierger am Land. D'Gemeng ass déi Zell am nootste beim Bierger, an dofir ass hir Mataarbecht absolut noutwendeg.

Här President, zum Punkt zwee, der Therapie. D'Preventioun ass vun enormer Wichtegkeet, mä mir wëssen, datt et leider domadder net duergeet. Et si schonns ëmmer an et wäerten och an der Zukunft ëmmer Leit ginn, déi Droge probéieren, se regelméisseg huelen an duerno dovunner ofhängeg ginn.

Wéi scho gesot, riskéiere mer ëmmer méi jonk Drogenofhängeger ze kréien. D'autant plus festgestallt gëtt, datt d'Präisser vun den Drogen, wéi zum Beispill beim Kokain, drastesch gefall sinn, wat se ebe fir ëmmer méi Jonker, déi esou Droge mat hirem Täschegeld kënne bezuelen, zougänglech mécht, och wann dat vläicht d'Beschafungskriminalitéit erofsetzt. Et sinn och heibanne vill Bopen a Bomaen, déi Täschegeld ginn. Dat ass eng ganz gutt Saach, dat soll een och maachen, mä ech mengen och, d'Bomaen an d'Bopen hunn eng Responsabilitéit ze wëssen an opzepassen, wat mam Täschegeld geschitt.

(Interruptions diverses)

Déi niddreg Präisser sinn engersäits duerch déi enorm héich Quantitéiten, déi um Maart sinn, ze erklären, mä si loossen awer och drop schléissen, datt d'Qualitéit sech verschlechtert huet, wat d'Geféierlechkeet vun esou Produkter nach erhéicht.

Zur Therapie gehéiert eng ganz Panoplie vu Prise-en-chargë wéi psychologesch Betreiung, Substitutiounstherapien, déi dem jeeweilegen Drogekonsum ugepasst sinn. D'Therapie ass keng einfach Saach, besonnesch wann ee mat engem ze dinn huet, dee vun e puer Zorten Drogen ofhängeg ass, wat jo och ëmmer méi a méi oft de Fall gëtt.

Eng erfollegräich Therapie ass déi, déi et fäerdeg bréngt, en Toxicomanen erëm autonom ze maachen, déi engem Mënsch seng eege Kraaft erëmgëtt. Et geet och drëms, Ursaachefuerschung ze maachen, an duerno ass och eng psychologesch Betreiung ubruecht.

Wat zu Lëtzebuerg absolut mangelhaft ass, dat ass, datt et hei net genuch Therapieplaze gëtt. Gewëss, munchmol ass et ubruecht fir e Kranken an d'Ausland ze schécken. Dat ass awer nach laang net ëmmer déi beschte Léisung, zumools wann et hei am Land nach e familiären Halt gëtt. Giwenech a Schraasseg si keng Therapieplazen. Et gëtt net genuch Plaze wou en Drogenofhängege kann op Entzuch gesat ginn. Konkret heescht dat, datt esou eng Persoun ganz oft gesot kritt, si misst dräi bis véier - wann net nach vill méi laang - Wochen, een, zwee Méint waarde bis se erëm eng Plaz fräi hätten!

Ech ënnerbreeden dofir hei eng Motioun, fir datt hei am Land méi Therapieplaze geschafe ginn. Et ass net vill a menger Motioun. Ech froe just d'Regierung «à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes». Ech mengen dat ass dat mannst wat mer missten hei am Land fäerdeg bréngen, Plazen ze schafen, wou deenen Toxicomanë kënnt gehollef ginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la politique en matière de drogues repose sur quatre piliers, à savoir la prévention, la thérapie, la réduction des risques et la répression;

- considérant que des efforts supplémentaires devraient être entrepris notamment dans le domaine de la thérapie;

- considérant que l'offre thérapeutique est actuellement insuffisante au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes.

(s.) Niki Bettendorf, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Nieft de klasseschen Therapiezentre gëtt et och alternativ Modeller, wéi zum Beispill an Dänemark, wou op Bauerenhäff Drogesüchteger en total anere Kader gebuede kréien, do schaffen an hinne gehollef gëtt, vun hirer Sucht ewechzekommen. Ech hu mer och soe gelooss, datt et op enger Plaz hei am Land, do uewen am Éislek, eng Plaz gëtt, e Bauerenhaff oder iergendwéi e Klouschter, Schwësteren, déi een oder zwee Drogesüchteger eranhuelen an déi betreien, an déi maachen dat ganz bestëmmt ganz gutt. Mä dat ass d'Ausnahm, a mir hunn einfach net genuch där Plazen.

Mat der Therapie eleng ass et och net gedoen. Et muss och nach e Suivi hannendru kommen. Et muss drop geuecht ginn, datt en Exdrogesüchtegen net erëm direkt marginaliséiert gëtt an dann erëm an de Circuit zréckkënnt. Eng Réinsertioun an d'Liewen an an d'Aarbechtswelt muss ugepeilt ginn.

Här President, zu Punkt dräi, d'Risikoreduktioun. Ënner Risikoreduktioun versteet een d'Beméiungen, déi drop erausgi fir deenen Toxicomanen, déi nach voll am Circuit sinn, déi de Wëllen oder d'Kraaft nach net hunn eng Therapie an Ugréff ze huelen, ze erlaben ënner verbesserte gesondheetlechen an hygienesche Konditiounen hir Drogen ze consomméieren. Hei denkt een un éischter Stell un d'Verdeele vu proppere Sprëtzen, fir d'Ustiechungsgefor vu Krankheete wéi Aids oder Hépatite ënnert den Toxicomanen ze reduzéieren. Et geet drëms dem Drogenofhängegen d'Méiglechkeet ze ginn, seng Suchtperiod ënner bessere Konditiounen ze liewen.

Op den Terrainë sinn eng ganz Rei ONGen, déi eng ganz aktiv an eng immens Aarbecht geleescht hunn an haut och nach leeschten. Mam Schafe vun der „Fixerstuff" si mer an deem Beräich och op öffentlechem Niveau weiderkomm.

Dozou e puer Froen un den Här Minister. Wou kommen d'Benotzer vun der Fixerstuff hier? Mir ware mat der Spezialdrogekommissioun op Saarbrécken esou eng Stuff kucken a goufe gewuer, datt déi sou genannte Clientë vu ganz wäit hierkommen. Och deemools hei aus Lëtzebuerg. Dofir d'Fro: Wéi ass et mat der Fixerstuff hei zu Lëtzebuerg? Vu wou kommen do déi jeeweileg Leit?

Ass de Minister net gewëllt fir eventuell oder sécher ze dezentraliséieren? Ech denken un de Süden an un den Norden, wou et déiselwecht Problemer gëtt wéi an a ronderëm d'Stad. Oder soll d'Stad Lëtzebuerg mat dëse Problemer eleng gelooss ginn?

Och un d'Presidentin vun der Santéskommissioun géif ech de Wonsch riichten, déi Lëtzebuerger Stuff mat der Kommissioun eng Kéier kucken ze goen.

Ech hu virdru vun der Qualitéit vun den Droge geschwat. An der Fixerstuff bréngt jiddferee seng Portioun selwer mat. Meng Fro: Kann een hei och déi Qualitéit vun deem Stoff iwwerpréiwen? Well mer jo wëssen, dass ganz vill Leit, oft wa se schlechte Stoff kréien, dorënner kënnen zu Gronn goen. Dofir meng Fro: Ass et net méiglech, fir dat och an der Fixerstuff ze kontrolléieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Punkt 4, Kontroll/Repres-

sioun. Wann an der Zäit sech d'Drogepolitik haaptsächlech op d'Repressioun limitéiert huet, esou ass dat haut net méi de Fall. Drogenofhängegkeet ass eng Krankheet. Et gëtt als e perséinlecht Schicksal emfonnt. Et däerf keng Hexejuegd méi op déi Süchteg gemaach ginn.

Dat heescht awer net, datt keng Kontrollen a keng Repressioun méi däerfe gemaach ginn. Den Dealere muss de Kampf ugesot sinn, an déi mussen d'Repressioun ze spiere kréien. D'Repressioun ziilt op den Trafic, op d'Dealeren an op den Transit. Hei ass et d'Police an d'Justiz, déi intervenéieren, mä och d'Douane, déi dem Finanzminister ënnersteet, mécht eng gutt Aarbecht.

Well jo hei zu Lëtzebuerg wéineg Drogen ugebaut oder soss chemesch hiergestallt ginn, mussen déi Drogen, déi hei um Marché ugebuede ginn, jo op iergendeng Manéier an eist Land importéiert ginn. Dofir ass et noutwendeg op déi wichteg Roll vun der Douane an deem Domän hinzeweisen.

D'Douane schafft enk mat der Police zesummen, leescht eng excellent Aarbecht, ass awer an hirem Wierkungsberäich, an hire Kompetenze limitéiert. Hir Effektiver, also hir Méiglechkeeten, hire Wierkungsberäich sinn iwwert d'Gesetz vun 1973, wat 2001 - ech war deemools och dobäi - iwwerschafft gouf, ganz beschränkt. Et feele bei der Douane Leit, déi zum Beispill Officiers de police judiciaire sinn.

D'Douane ass an hirer Aarbecht limitéiert op de flagrant délit. D'Agente kënnen och nach nom flagrant délit eng Postenquête maachen, sinn awer net befugt fir eng Enquête préliminaire ze maachen.

Fir eng besser Aarbecht kënne mer hei den Hiewel usetzen, an ech proposéieren hei eng Motioun fir d'Gesetz ëmzeänneren iwwert d'Douane, wou se nëmmen däerfen zéng Officiers de police judiciaire hunn. Zéng Stéck.

Firwat ass dat am Gesetz deemools limitéiert ginn? Wie fäert hei wien? Ass et net den Här Minister, dee wësse muss, wéi vill Leit hie brauch fir eng gutt Aarbecht ze maachen? Hei si Suen ze verdénge fir de Fonds national de lutte contre le trafic des stupéfiants.

Ech mengen also, wann et noutwendeg ass, dass d'Gesetz muss geännert ginn, dann ass et relativ einfach fir hei en Amendement eranzebréngen, fir dat Gesetz awer schnellstens ofzeänneren. Dofir meng Propositioun an enger Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 1er de la loi du 27 avril 2001 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et qui fixe à dix le nombre d'agents de l'Administration des Douanes et Accises autorisés, en cas de flagrant délit, à constater les infractions des articles 7, 8, 9 et 10 alinéa 2 de la loi du 19 février 1973;

- considérant que le même article stipule que même en dehors du cas de flagrant délit, ces agents de l'Administration des Douanes et Accises pourront être chargés par le Procureur d'État ou le juge d'instruction de tous devoirs utiles pour compléter les enquêtes par eux commencées dans le cadre de l'alinéa précédent;

- considérant la limitation à dix du nombre d'agents de l'Administration des Douanes et Accises ayant qualité d'Officier de Police Judiciaire (OPJ) comme trop restrictive;

- considérant que le Ministre de la Justice devrait fixer selon les besoins le nombre d'agents de l'Administration des Douanes et Accises ayant qualité d'officier de police judiciaire;

- considérant que les agents de l'Administration des Douanes et Accises ayant qualité d'officier de police judiciaire ne peuvent faire d'enquête préliminaire;

invite le Gouvernement

- à élaborer un projet de loi modifiant dans le sens de ces considérations la loi du 27 avril 2001 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

(s.) Niki Bettendorf, Xavier Bettel, Henri Grethen, Paul Helminger, Carlo Wagner.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Douane an Drogefäll en direkten Accès op den Drogefichier vun der Police misst kréien. D'Douane misst och kënnen am Virfeld enquêtéieren, net nëmmen am flagrant délit an duerno. Ass keen OPJ, keen Officier de Police Judiciaire derbäi, da mussen d'Agenten, wa se eng Infraktioun feststellen, d'Police ruffen, fir dass d'Police deen Ament ka verbaliséieren. Ech mengen, esou kann et net weidergoen. Dat ass op alle Fall kee richtegt Geschaffs.

Här President, mir däerfen net zouloossen, datt Lëtzebuerg - an dat ass en Uleies wat ech hunn a wat mer um Häerz läit - zu enger internationaler Dréischeif vum Drogentrafic gëtt. D'Gefor ass awer ganz grouss. Eise Flughafen, de Findel, ass de fënneftgréissten aus Europa, wat de Fret aérien betrëfft. Déi Wuere mussen ënnersicht ginn. 95% vun deem Fret, deen um Findel ukënnt, ginn a Camionë gelueden an ausserhalb vu Lëtzebuerg transportéiert. Mir haten an hunn den Numm, datt zu Lëtzebuerg Suen, och Drogesuen, wäissgewäsch ginn. Wa mer näischt ënnerhuelen, kréie mer och den Numm, datt iwwer Lëtzebuerg Droge selwer an Europa erageschleist ginn. Mir mussen eis dofir d'Moyenë ginn, Mënschen a Material, fir déi Fracht seriö ze kontrolléieren.

Mir hu Problemer. Wann den Douanier eng Palett Blumme fir an Holland auserneen hëlt, da brauch dat Zäit, an déi Blumme si wieleg wa se an Holland ukommen. Dat kann een awer mat engem Scanner maachen, wou een direkt déi ganz Palett kann ënnersichen. Zu Amsterdam-Schiphol hu se zwee esou Scanneren. An der Belsch hu se dräi mobil Scanneren op der Strooss am Asaz, mat deenen ee ganz Camionen op verbuede Fracht hin ënnersiche kann, och op illegal Awanderer zum Beispill.

Dofir proposéieren ech eng zweet Motioun, oder eng aner Motioun, fir effektiv esou Scanneren, mobiler an och fixer, fir de Findel unzeschafen, fir eise Leit d'Méiglechkeet ze ginn déi Fracht, déi ukënnt an déi an Europa weidergeleet gëtt, och effikass ënnersichen ze kënnen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie aérienne;

- le fait que le Luxembourg dispose du 5e plus important aéroport de fret en Europe;

- le règlement (CE) n°2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile;

- le règlement grand-ducal du 12 novembre 2005 portant désignation des agents habilités et fixant les conditions de reconnaissance des expéditeurs connus en matière de contrôles de sûreté aérienne;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par l'aéroport de Luxembourg;

- que les vérifications et fouilles physiques s'avèrent fastidieuses;

- l'existence de moyens techniques performants comme des scanners permettant un contrôle rapide et efficace de cargaisons complètes;

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie terrestre;

- l'ampleur du trafic de poids lourds transitant par le Luxembourg;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par les routes luxembourgeoises;

- l'existence de scanners mobiles permettant de contrôler sur les routes et à tout moment les marchandises des poids lourds;

invite le Gouvernement

- à mettre à la disposition de l'Administration des Douanes et Accises ces moyens techniques.

(s.) Niki Bettendorf, Xavier Bettel, Henri Grethen, Paul Helminger, Carlo Wagner.

Dat ass kee bëllege Spaass, kéint awer menger Meenung no iwwert de Fonds national de lutte contre le trafic des stupéfiants finanzéiert ginn. Aus deem Fong, wou momentan ëm déi 17 Milliounen Euro dra sinn, gi ganz vill Suen an d'Ausland, wat gutt esou ass, mä wann et noutwendeg ass, da mussen och déi noutwendeg Suen dovunner hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Interpellatioun huet mech och dozou gefouert iwwert déi ministeriell Kompetenzen nozedenken.

Mir wëssen, dass de Gesondheetsminister de Koordinator muss si fir déi ganz Drogeproblematik ënner een Hutt ze kréien. Dat ass keng einfach Saach. Mir hunn et mat villen Acteuren ze dinn: mat der Santé, der Justice, der Educatioun, der Famill, den Affaires étrangères, dem Finanzminister an esou weider an esou weider.

Et ass och kloer, datt de Kampf géint d'Drogen all Ministere mat hire Ministèrë concernéiert an datt et eng beschtméiglech Koordinatioun muss ginn.

Zënter 1999 huet de Santésministère d'Kompetenz vun der Koordinatioun vun den Aktioune fir eng Reduktioun vun der Demande a vun de Risiken a Schied. An dem Ministère gouf eng Cellule de coordination geschaf, ënnert der Responsabilitéit vun engem nationale Koordinator.

Wat d'Reduktioun vun der Drogenoffer an déi international Affären ubelaangt, do sinn de Justizministère an d'Affaires étrangères zoustänneg. Hei an dësen Domänen huet den nationale Koordinator keng Kompetenzen; esou ass et am Relis-Rapport ze liesen.

Ech froe mech, a besser, ech froen d'Regierung, wat schonns ënnerholl gouf fir de Quantum un Drogen ze reduzéieren, deen aus Holland an eist Land geschleist gëtt. Holland ass bekannt als gréisst Ëmschlagsplaz an Europa, wat zum Beispill de Cannabistrafic ubelaangt. Huet eisen Ausseminister schonns dës Problematik mat sengem hollännesche Kolleeg iwwerhaapt eng Kéier ugeschnidden? Ech hunn zwar haut an der Zeitung gelies, dass eisen Ausseminister zu Moskau ass, wou an der Zeitung steet: «Les drogues au menu de Jean Asselborn»; wou dann elo zu Moskau iwwert de Wee vun den Droge geschwat gëtt, déi aus Afghanistan kommen, fir do Schleisen anzebauen, dass dat net méi kann esou weiderfueren.

Am Ablack gëtt et an Holland e Gesetzesprojet, dee virgesäit fir legal Hanf unzeplanzen. Holland gëtt dofir vun Europa un de Pranger gestallt. An et wär ze begréissen, wann Holland mat Europa géing un engem Strang zéien. Do kënnt eis Regierung, den Ausseministère zum Beispill, eng gutt Vermëttlermissioun iwwerhuelen.

Ech weess och, dass et bei eis hei zu Lëtzebuerg och nach de GID gëtt, de Groupe Interministériel Drogues, ënnert der Présidence, mengen ech, vum Här Santésminister. Ech froe mech, ob déi ganz Struktur, wéi se opgebaut ass, effikass fonctionnéiert. Ech géif gäre vum Minister a President vum GID wëssen, wéi oft dëse GID vun 2004 u bis haut zesummekomm ass, wéi oft hien dëse GID presidéiert huet.

Ech hoffe jo net, dass et do esou geet wéi an der Santéskommissioun, wou d'Drogeproblematik vum Ordre du jour verschwonnen ass. D'Drogeproblematik ass esou wichteg, dass all kompetente Minister dat a sengem Beräich zur Chefsaach sollt maachen, an dat net eleng senge Mataarbechter sollt iwwerloossen. Ech mengen dofir, dass d'Ministere selwer sech mindestens eemol d'Joer sollten zesummesetzen, fir sech dëser Problematik unzehuelen an d'Regierungspolitik ze iwwerpréiwen.

Et ass kloer, dass och op europäeschem Niveau eng gemeinsam koordinéiert Drogepolitik muss gefouert ginn. Holland mécht sech keng Frënn, wann och elo nach soll den Ubau vun Hanf legaliséiert ginn. Paräis a Berlin, déi sinn amgaang ganz staark ze reagéieren. Meng Fro: Wat hu mir als Lëtzebuerger Land do bis elo ënnerholl?

Här President, en anert Kapitel vu menger Interventioun muss ech dem Cannabiskonsum widmen, an dat aus e puer Ursaachen:

Éischtens, Cannabis ass bei wäitem déi meescht konsuméiert Drog, net deier an ass iwwerall bei de Schoulen ze kréien.

Zweetens, Cannabis ass laang als harmlos duergestallt ginn, och hei an der Chamber, an dat queesch duerch de Gaart a queesch duerch d'Parteien.

Drëttens, haut ass bewisen, dass Cannabis virun allem bei de ganz jonke Leit irreparabel Schied am Gehir hannerloosse kann. Virun allem jonk Leit, wou d'Gehir nach net ganz développéiert ass, si ganz vulnérabel a gi schnell dépendant.

Véiertens, ganz kuerz: den „medical use" vu Cannabis. Dir Dammen an Dir Hären, schonns 1860 huet en Här Bandekair oder Bandecaire…

M. le Président.- Här Bettendorf, entschëllegt, mä Dir hutt Är Zäit schonn ëm e puer Minutten dépasséiert.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Här President, ech wëll Iech soen, dass ech och am Numm vu menger Partei schwätzen, also kënnt déi Zäit vu menger Partei derbäi.

M. le Président.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Esou kënnt Der mech roueg haut hei gewäerde loossen.

(Hilarité)

Ech hunn elo grad vum Här Bandecaire geschwat. Hien huet gesot: Wat et Iech gëtt mat enger Hand, hëlt et mat där anerer ewech. Et gëtt Iech Kraaft an et hëlt Iech d'Méiglechkeet fir d'Kraaft ze gebrauchen.

D'Fro, déi ee sech natierlech stellt, ass déi: Firwat ass Cannabis esou laang als harmlos ugesi ginn? Hei kann een eng Analogie zum Tubak gesinn, als Zeeche vun individueller Fräiheet, Wuelstand, Stäerkt, engem gehuewenen an individuelle Liewensstil.

Cannabis huet eng laang Geschicht. En ass scho bekannt vu 1400 viru Jesus Christus un. Et ass eng vun deenen éischte Planzen, déi net wéinst dem Iessen ugeplanzt ginn ass. Si besteet aus 66 Komponenten. Si ass uelechhalteg, huet Résine an de berühmten THC - an dat ass fir mech wichteg, an all Deputéierte muss dat wëssen -, den THC, deen och synthetesch kann hiergestallt ginn, an deen och haut synthetesch hiergestallt gëtt. An hei ass de groussen Ënnerscheed, an ech bieden Iech alleguerten, dat vun haut un ze verhalen, dass haut de Cannabis ugebuede gëtt bis 25% méi staark wéi fréier. 25% méi konzentréiert! An dofir ass de Cannabis an der neier Versioun och keng Drogue douce méi, wéi dat an der Vergaangenheet war.

Ech war op engem Symposium a Schweden, an do ware weltwäit Experten, déi doriwwer referéiert hunn. Déi waren unisono der Meenung, dass haut Cannabis an där neier Versioun keng Drogue douce méi ass. Doduerjer musse mer eis där Problematik och méi geziilt unhuelen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Ech weess, dass sech och haut nach ëmmer déiselwecht Fro stellt, wéi: Géif zum Beispill e Legaliséiere vum Verkaf vum Cannabis - déi, wa se géif antrieden, misst jo awer europawäit gëllen, esou eng Légaliséierung - dann net e bessere Contrôle vun der Qualitéit an der Zesummesetzung mat sech bréngen? Dat ass déi éiweg Fro, op déi ech och keng Äntwert hunn. Ech hunn einfach keng Méiglechkeet, fir dorobber ze äntwerten. Ech weess just wat haut d'Gefore sinn, deenen eis Kanner ausgesat sinn, wa se mat där neier Drog a Kontakt kommen.

Am Fong geholl ass et mat den Droge wéi mat der Prostitutioun; och déi Situatioun, déi mer gëschter hei beschriwwen hunn. Et ass richteg, dass ganz vill Mënsche sech prostituéieren, fir kënnen u Geld erunzekommen, fir sech hir Drogesucht kënnen ze bezuelen. Dofir däerfe mer och hei d'Aen net zoumaachen. Dat maache mer menger Meenung no vill ze vill oft hei am Land. Mir maache vill ze vill oft d'Aen zou, an dat däerf et wierklech net ginn.

Gëschter hate mer Rieds hei, Här Minister, iwwert den „Luxbazar". Ech selwer, ech kennen den „Luxbazar". Ech hat dëslescht eng Annonce dran opginn, fir en ale Kleederschaf ze verkafen.

(Hilarité)

Et huet kee sech gemellt. Ech hunn awer e Kolleeg Deputéierten heibannen, deem säin Numm war iertümlecherweis drakomm. Dee krut 500 Uriff. Mir selwer konnte kucken an nolauschteren, wat alles op säin Handy eriwwerkoum. Also ech kann Iech den „Luxbazar" nëmme recommandéieren.

Ech mengen an hoffen, dass ons politesch Responsabel alleguer d'Kéier musse kréien, an dass se hir Meenung den neie Gegebenheeten upassen. Ech perséinlech hunn näischt géint eng Proposition de loi, fir den „medical use" vu Cannabis. Ganz einfach ass dat awer net. Wa Cannabis a bestëmmte Situatiounen als Medikament soll verschriwwe ginn, da muss dat Medikament genau wéi all aner Medikamenter behandelt ginn. Et ass och net déi eenzeg Drog, déi an der Medezin ugewannt gëtt.

Här President, en anert Kapitel vu menger Interventioun widmen ech den Droge beim Autofueren. Virun dräi Joer hunn ech hei an der Chamber eng Proposition de loi gemaach, fir dass de Code de la Route geännert gi sollt a puncto fueren ënner Drogenafloss. Frankräich hat 2005 235 Verkéiersdoudeger ënner Drogenafloss. Bei eis ass d'Situatioun extrem grave. Déi offiziell Zuele ginn net méi publizéiert. Ech hat vläicht e bëssen ze vill Gedäisch gemaach, an haut sinn déi Zuelen net méi am Relis-Rapport erëmzefannen.

Am Joer 2000 hate mer eng Proportioun vun 48% Doudesaccidenter, wou Cannabiskonsum festgestallt gouf. Bei 60 Doudeger am Stroosseverkéier sinn dat 28, 29 Persounen, also bal d'Halschent, déi hiert Liewen op der Strooss gelooss hunn, drogéiert. Wann een nach kënnt soen, jiddferee mécht

mat sengem Liewen, wat hie wëllt, esou ass dat op der Strooss awer anescht, wou ee senge Matmënschen hiert Liewen op d'Spill setzt. Kuckt hei, dat erënnert mech elo erëm un eis Tubaksdiskussioun. Do hunn ech dat do och héieren.

Eisen heitegen Transportminister wëllt den zougeloossenen Alkoholspigel vun 0,8‰ op 0,5‰ erofsetzen. Ech kann him nëmme soen, dass Drogen um Steier vill méi schlëmm sinn, wéi d'Differenz vun 0,8 op 0,5‰. Ee Glas Wäin mat Drogen a Medikamenter kann esou schlëmm sinn, wéi 15 aner Glieser. Natierlech, dat ass de Kick, dat ass den explosive Cocktail.

De viregten Transportminister Henri Grethen huet meng Proposition de loi 5164 an engem Projet de loi iwerholl. Dëse Projet de loi gouf ënnert der neier Regierung vum Conseil d'État aviséiert. An deem Projet steet dann och dran, fir vun 0,8 op 0,5 erofzegoen. An ech géif hoffen a mer wënschen, datt dat Gesetz géif endlech an d'Chamber komme fir hei gestëmmt ze ginn. Well et ass noutwendeg, datt eis Police mat deem Material ausgestatt gëtt, fir et hinnen ze erméiglechen d'Fueren ënnert Drogen- an Alkoholafloss nozeweisen. Bei Alkoholafloss hu mer déi Apparate schonn, mä wat d'Drogen ubelaangt, do leeft nach ëmmer näischt, an et ass schued, datt mer och hei erëm eng Kéier sollen déi Lescht an Europa sinn, déi reagéiert hunn.

Kuerz wëll ech nach d'Situatioun am Prisong eng Kéier uschneiden. Déi ass schonns hei am Kader vun enger Heure d'actualité ugeschwat gi vu mengem Fraktiounskolleeg Xavier Bettel. E Prisong ganz ouni Drogen ass sécherlech eng Utopie. Et kann awer och net sinn, datt am Prisong den Drogentrafic floréiert. Ass et normal, datt e Süchtegen an e Prisong gestach gëtt an do un all méiglech Droge kënnt? Misst net eng speziell Struktur geschafe gi fir kriminell Drogenofhängeger? An engem Prisong fënnt een ëmmer eng gewësse Proportioun vun Ofhängegen, dat ass iwwerall de Fall a keng Ausnahmsituatioun hei zu Lëtzebuerg. Dat erkläert sech schonns eleng duerch d'Beschafungskriminalitéit, déi d'Drogéiert op déi schif Bunn brëngt, déi dann oft am Prisong endegt.

Mä wéi kann een déi Situatioun am Prisong an de Gréff kréien? Hei muss fir d'alleréischt emol eng effikass Kontroll gemaach ginn. Ech weess, mir hu schonns mam Justizminister iwwer eng Brigade canine geschwat am Prisong. Do gouf argumentéiert, en Hond, dee kënnt do net ze laang sichen no Drogen, a wann e krank wier, da kënnt e guer net méi schaffen. En Drogendetektor gëtt et zwar am Prisong, mä dee schéngt net performant ze sinn oder net ze fonctionnéieren, oder et weess anscheinend kee wéi e fonctionnéiert.

Mir kënnen net einfach nokucken, datt Leit, déi net drogesüchteg si wa se an de Prisong kommen, do Drogen en masse ugebuede kréien an dann zu engem Toxico ginn. Dann hu mer schlecht geschafft wa mer et zouloossen, datt am Prisong Leit, déi clean waren, zu Ofhängege ginn. Vergiesse mer net, datt zu Schraasseg och nach Mannerjähreger am Prisong sinn.

Den Här Deputéierte Santer sot am Januar hei op der Tribün, d'Prisongsproblematik, an notamment d'Drogeproblematik am Prisong misst an der Commission juridique ënnert d'Lupp geholl ginn. Dat wär eng Affaire à suivre. Ech froe mech wéi ee Suivi dës Affär dann an deene fënnef Méint kritt huet?

Den Här Minister Frieden huet am Kader vun der Heure d'actualité hei gemengt, et géifen extrem vill Kontrollen am Prisong gemaach ginn. Drogen am Prisong wär eng ze komplex Thematik fir an e puer Minutten driwwer ze schwätzen, an dofir géif hie sech zur Dispositioun halen, entweder hei virum Plenum oder an der Kommissioun oder op enger Visite zu Schraasseg oder op enger Pressekonferenz. Wat ass da konkret um Terrain geschitt fir d'Situatioun tant soit peu an de Gréff ze kréien? Ech wëll net soen, datt am Prisong an deem Beräich absolut näischt geschitt, mä d'Realitéit weist awer leider, datt déi Beméiungen net duerginn.

D'Ausdeele vu proppere Sprëtzen am Prisong gouf och, wéi et schéngt, agestallt. Vläicht kann eis honorabel Deputéierten, d'Madame Stein-Mergen, déi jo oft an de Prisong geet, eis soen, ob Sprëtzen nach ëmmer do verdeelt ginn oder net.

Här President,…

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Jo, Här Bettendorf.

Plusieurs voix.- Jo.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Gi se erëm verdeelt?

Une voix.- Jo, nach ëmmer.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Nach ëmmer!

Plusieurs voix.- Nach ëmmer.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Neen, dat war agestallt ginn.

Plusieurs voix.- Neen, neen.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Dat hu mer d'leschte Kéier hei gesot kritt, datt dat agestallt gi wier aus verschiddenen Ursaachen.

(Interruptions diverses)

Da wier ech frou, wann dat erëm esou wier.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Bettendorf huet ganz eleng d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Oh, net méi laang, net méi laang, Här President, well ech fänken un hei ze lamentéieren an dat bréngt et net. Ech kënnt nach laang esou weiderfueren, mä dat bréngt eis net weider, absolut net. Dat Eenzegt wat eppes bréngt, Här Minister, dat ass de feste politesche Wëllen, de Stéier mat den Haren unzepaken, an dee Wëllen, dee vermëssen ech.

(Interruptions diverses)

Ech weess, datt all Deputéierten heibanne mat mir averstanen ass, datt mer alles ënnerhuele mussen, fir eng gesond, eng staark, eng intelligent Jugend eropzeerzéien, eng Jugend, déi d'Relève muss huele vun deene Leit, déi eist Land zu deem gemaach hu wat et haut ass. Mir wësse wat mer wëllen, dat ass schonns emol ganz wichteg. Da feelt nach just, datt mer eis och d'Moyene ginn an eis och d'Zäit huelen, fir déi Ziler ze erreechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettendorf Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, beim Rundumschlag vum Här Bettendorf hat ech zwar heiansdo d'Gefill wéi wann hien net déi lescht Versioun vum Relis-Rapport gelies hätt, well vun deene Saachen, déi hien ugeschwat huet, sinn der och eng ganz Rei mëttlerweil realiséiert.

D'Thema Droge gehéiert haut natierlech zum Alldag vun ons alleguerten, net nëmme vun den Drogesüchtegen an hire Familljen. Et gëtt ee meeschtens onfräiwëlleg domat konfrontéiert, sief et, dass een an engem däischteren Eck iwwer engem seng Féiss fält, dee grad extra gutt drop ass an net méi reagéiert, oder een awer eng gebrauchte Sprëtz a sengem Virgäertche fënnt.

Mir mussen eis virun Aen halen, datt ongeféier 200 Millioune Mënschen illegal Rauschmëttelen op der Welt consomméieren, zéng bis 14 Milliounen dovunner déi haart Drogen, Kokain, Opium an Heroin, dat ass jo en Derivat vum Opium. D'CSV-Fraktioun begréisst dofir d'Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, déi e Méinden e Gréngbuch iwwert d'Drogesucht an der EU virgeluecht huet, an d'Commissairë fir Sécherheet, Gesondheet an Aussebezéiungen hu beschloss, de Kampf géint dëse Fléau net opzeginn, och wann et schwiereg ass, eng homogen gemeinsam Politik ze féieren, well d'Memberstaten zum Deel ganz ënnerschiddlech Législatiounen hunn. Den Här Bettendorf ass jo scho laang op d'Situatioun vun Holland agaangen.

Mir stinn am europäesche Verglach net esou ganz gutt do. Mir hu proportionell méi problematesch Konsumenten, dat sinn déi, déi och nach krank sinn, déi Polytoxicomanes sinn. Mir hu méi Hépatite, mir hu méi jonk Éischtconsommateuren. Dat sinn d'Zifferen, déi mer relativ verlässlech wëssen.

Dobäi hänkt et awer sécher net un de finanzielle Moyenen, well dëse Budget an deene leschte Jore vervielfacht ginn ass. Mä - an dat hat ech hei schonn d'lescht Joer gesot - mir sollten net ëmmer nëmme méi Geld an onse Kampf géint Drogen investéieren, mä och ëmmer méi hannerfroen, ob dës Mëttelen effikass genotzt sinn. Wéi sinn ons Resultater?

Onse Gesondheetsminister huet viru bal genau engem Joer den neie Strategie- an Aktiounsplang 2005 bis 2009 virgestallt. D'Aarbechtsweis bei ons ass modern a pluridisziplinär: D'Acteuren aus der Justiz, der Santé, der Police an der Douane zéien zesummen un engem Strang, fir op deenen dräi Saile vun der Gesamtstrategie ze wierken. Déi véier Sailen, déi den Här Bettendorf virgestallt huet, déi stinn, esou wéi hie se gesot huet, Wuert fir Wuert am Aktiounsprogramm dran: Preventioun, Reduzéierung vun der Offer, Reduzéierung vun de Risike vun den Ofhängegen an eng besser Ofsécherung vun hirem sozialen Ëmfeld.

Den Aktiounsplang gesäit 43 Aktioune vir, déi bis 2009 solle realiséiert ginn. Ech wëll se hei net eenzel nennen, et ass scho spéit. Ech hu se awer e bësse gruppéiert: Véier vun deenen 43 si fir d'primär Preventioun virgesinn; sechs handele vun der Betreiung an dem Traitement vun den Drogesüchtegen; fënnef Aktioune sollen hëllefen, déi Betreffend erëm an d'Gesellschaft an an d'Aarbechtswelt ze integréieren; fënnef Aktioune solle probéieren, d'Risiken an de Schued ze reduzéieren. Net ze vergiessen nach d'Recherche, d'Evaluatioun an d'Informatioun, d'Erofsetze vun der Offer vun Drogen an d'Koordinatioun an déi international Bezéiungen. De Plang leet dës Kéier e besonnesche Wäert op Offerte vun der Ënnerbréngung a vum Logement, Moossnamen also vun der Réinsertion socioprofessionnelle.

Hate mer dat lescht Joer monéiert, datt d'Fixerstuff nach net realiséiert wier, esou kënne mer dat dëst Joer als positive Punkt erausträichen. De 4. Juli 2005 huet dësen zwar nach provisoreschen „Drogenkonsumraum", wéi e mat sengem richtegen Numm heescht, seng Dieren opgemaach. Well et drëm geet, den IV-Konsumenten eng sécher, propper Plaz ze gi fir sech hire Schoss ze setzen, gëtt et an der Fixerstuff héich Hygien- a Sécherheetsstandarden, souwisou paramedezinesch a medezinesch Hëllef, wann da gebraucht oder gefrot.

Et gëtt awer och streng Regelen. Esou dierfen an der Fixerstuff zum Beispill keng Droge verkaaft oder a grousse Quantitéite gelagert ginn. Des Weidere gi Mannerjähreger an Éischtkonsumenten aus der Fixerstuff ausgeschloss fir datt si net ze vill vun deenen alen Huese léiere kënnen. Och déi, déi manifestement zou si wéi eng Gaardendier, wéi dat am Milieu heescht, an déi kee Schoss méi brauchen, déi däerfen och net eran.

Vum Juli 2005 bis de Mee 2006 hunn 200 Leit e Contrat d'utilisation mat der Fixerstuff ënnerschriwwen. Ouni esou e Kontrakt kënnt och keen eran.

Dëse Punkt wëll ech ganz besonnesch erausträichen, well ech d'lescht Joer e Mann zitéiert hat, deen an der Zeen schafft, an dee fonnt hat, mir missten ons Opfaassung vun der Prise en charge à bas seuil iwwerdenken, well et ouni Regelen a Kontrakter fir deen eenzelnen Toxico net géing virugoen. Esou e Kontrakt mussen iwwregens och d'Toxicomanen ënnerschreiwen, déi op eng Sevrageplaz an e Spidol geholl ginn.

Zréck zur Fixerstuff. Wéinst der grousser Nofro ass de Raum mëttlerweil méi laang op. D'Alterskategorie vun de 25- bis 34-Jähregen ass iwwregens déi, déi am heefegsten an der Fixerstuff erëmzefannen ass. Méi Chiffere waren heiriwwer nach net gewuer ze ginn, mä de Gesondheetsminister wäert ons vläicht herno an Avant-première vun der Pressekonferenz d'nächst Woch méi Informatioune kënne ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Fixerstuff ass awer net nëmmen eng sënnvoll Ariichtung fir déi Drogesüchteg. Si sollt och eng Entlaaschtung fir d'Leit aus deene betraffene Quartieren aus der Stad bréngen, déi net méi musse fäerten an hiren Entréeën a Couloiren iwwer Sprëtzen oder Drogéierter ze falen. An dësem Zesummenhang wier et dann och interessant e Bilan iwwert den Impakt vun der Fixerstuff op d'Strummerei an op d'Sprëtzepresenz op der Voie publique ze kréien, ob se och dësen Objektiv wierklech erreecht huet; vläicht an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Lëtzebuerg.

Säit dem leschte Joer gëtt et awer eng ganz Rei Neierungen am ganzen Domän vun der Drogebekämpfung:

Säit leschtem Mee gëtt et an der Direktioun vun der Santé en zentrale Regëster, kontrolléiert vun der Methadonsubstitutiounskommissioun, wou all Dokter den Ufank an d'Enn vun enger Substitutiounstherapie muss matdeelen. Dat, fir ze verhënneren, dass d'Leit bei verschidden Doktere ginn, oder soubal se da bei deem engen erausgeflu sinn, probéiere sech en neien ze sichen.

Et gëtt och ewell en extrae Carnet à souche, dat sinn d'Prescriptioune fir Drogen a fir Rauschmëttel fir d'Substitutiounsbehandlung, deem seng Philosophie eng ganz nei an eng ganz aner ass, wéi deen traditionelle Carnet à souche, dee bei der Prescriptioun zum Beispill vun Opiate bei Leit, déi eng Schmerztherapie brauchen, benotzt gëtt. En fait geet et hei net ëm d'Kontroll vum Dokter, mä et geet ëm d'Kontroll vum Patient. D'Methadonskommissioun kann zu all Moment de Suivi vun all eenzelnem Substitutiounspatient maachen.

Et ass och net méi, dass d'Krankekeesen déi Substitutioun finanzéieren, mä de Gesondheetsministère.

Vun deem Total, vun den 900 Substituéierten, déi mer hei am Land hunn, sinn der ongeféier 160 am Methadonsprogramm, dee vun der Jugend- an Drogenhëllef géréiert gëtt.

Op d'mannst an zwee Spideeler fonctionnéiert neierdéngs eng pluridisziplinär Équipe mat Anästhesist, Pediater, Psychiater a Gynäkolog, déi sech ëm déi Schwéierdrogenofhängeg an hir Kanner këmmeren. Well dee Misère, deen do op een zoukënnt, dat ka kee Mënsch sech virstellen. Dir wësst jo, dass déi Puppelcher heroinofhängeg op d'Welt kommen; vun all deene soziale Problemer an deem Ëmfeld emol ofgesinn.

Den CHNP huet nei Projeten an Zesummenaarbecht mat der Jugend- an Drogenhëllef entwéckelt fir déi méi chronesch a sozial Problemer, während mëttlerweil - an och dat ass nei - all Akutspideeler, déi iwwer eng Psychiatrie verfügen, och Sevrageplazen hunn. Ech wëll och do den Här Bettendorf a senger Terminologie verbesseren: En Drogesüchtege gëtt net op Entzuch gesat, well mir wësse mëttlerweil, dass dat net fonctionnéiert ouni den Accord vum Drogesüchtegen. U sech gëtt eng Sevragetherapie am Accord vun zwee Leit a mat engem Kontrakt ugefaangen.

Vun all deene Feststellunge wollt ech gären nach eng Kéier kuerz op d'Substitutiounstherapie agoen, well si huet e ganz besonnesch grousse Succès ze verzeechnen. De Lëtzebuerger „Methadonprogramm" - e gëtt nach ëmmer esou genannt, obwuel och aner Medikamenter kënne mëttlerweil agesat ginn - ass a ville Punkten e Beispill fir aner Länner. Vun der Planung bis op den heitege Lafrhythmus si bal 20 Joer vergaangen, mä ech géing mengen ze soen, e verleeft haut beispillhaft.

Déi Objektiver, fir déi bis dohin ongeregelt Methadonverschreiwung duerch eng Offer ze ersetzen, déi zentraliséiert ass, déi reglementéiert ass an déi no klore Kritäre fonctionnéiert, koume vu Jugend- an Drogenhëllef zesumme mat e puer engagéierten Acteuren aus der Médecine générale an dem Ministère vun der Santé. Den éischte Patient ass am Abrëll 1989 an de Programm komm. Et waren deemools 15 Plaze virgesinn. Dës Zuel ass awer schonn no sechs Méint net méi duergaangen. 1991 ass déi éischt Evaluatioun gemaach ginn, an d'Zuel vun de Patienten ass op 25 eropgesat ginn.

D'Konditioune fir vun der multidisziplinärer Équipe vu Jugend- an Drogenhëllef zesumme mat deem Dokter vu sengem Choix en charge geholl ze ginn, ware kloer definéiert. Zougelooss waren nëmme volljäreg Patienten. Si hu missen zwee Joer IV-Carrière hannert sech hunn. Si hu missen zwee Sevragen ouni Succès ofgeleescht hunn. Si hu missen hire Methadon all Dag siche goen an ënner Opsiicht huelen. A si hu missen eemol d'Woch fir en therapeutescht Gespréich, wou se dann evaluéiert gi sinn, untrieden. Si kruten och regelméisseg Pippiskontrollen am Labo gemaach, ob se näischt anescht géifen donieft huelen, an zwar esou, dass se net am Viraus woussten, wéini dass se se hu missen ofginn.

Dës Konditioune sinn 1991 e bësse gelockert ginn aus Aarbechts- a familiären Ursaachen, well e Patron, dee sech da bereet erklärt fir en Drogesüchtegen anzestellen, ass net frou, wann en all Moie muss um eelef Auer an d'Apdikt trëppelen, fir säi Methadon ze kréien. D'Prescriptioune sinn also zum Beispill op eng Woch verlängert ginn.

1996 ass d'Offer dezentraliséiert ginn. Et ass e Réseau gegrënnt gi mat der Jugend- an Drogenhëllef am Zentrum. Mir haten dunn eng 30 Dokteren, déi landeswäit matgemaach hunn, an 128 Patienten. 2002 schliesslech ass d'Législatioun ënnert der aktueller Form geholl ginn, mat enger Limitatioun vu 25 Patiente pro Dokter, der Kreatioun vun der Commission de contrôle vun der Substitutioun an deem nationale Regëster, vun deem ech scho geschwat hat.

D'Resultater vun dësen Effortë si remarquabel. Dës Chiffere sinn op

der Uni Nanzeg presentéiert ginn, an déi Leit ware ganz begeeschtert dovunner. An ech mengen, dass déi Responsabel dovunner an déi, déi sech doranner engagéiert hunn, och kënnen houfreg drop sinn.

Mir hunn éischtens de Punkt vun der Sozialiséierung. Mir hunn de Punkt vun der Normaliséierung vum Aarbechts- a Familljeliewen. A wa mer emol dovunner ofgesinn, ass d'Zuel vun den Drogendoudegen, déi vun 1985 bis 1994 schéi propper an d'Luucht gaangen ass, an zwar vun zwee op 28 pro Joer - dat war de Rekord -, säithier erëm schéi regelméisseg erofgaangen. 2003 waren et der nëmmen nach 14.

Doriwwer eraus huet dës Prise en charge en aneren Avantage, deen ech Iech jo net muss schmackhaft maachen, als Responsabel fir d'Finanzen: Si ass wesentlech méi präiswäert wéi Sevrageplazen an de Spideeler. A si huet wahrscheinlech - mir hunn do zwar kee richtege Verglach, well dat och eng gemëscht Populatioun ass, déi souwuel op där enger wéi op där anerer Plaz evaluéieren, an et kann een och net dat eent duerch dat anert ersetzen - wierklech gräifbar medezinesch Resultater.

Wat feelt ons elo nach hei zu Lëtzebuerg? Nun, et ass nach ëmmer déi kontrolléiert Heroinzoudeelung u Schwéierstofhängeger, déi net realiséiert ginn ass. Dëst wier sécher en zousätzleche Moyen, fir notamment géint d'Beschafungskriminalitéit virzegoen. An och am Prisong wier dat e gëeegenten Outil, fir d'Prise en charge vu Schwéierstofhängegen.

Auslännesch Modeller weisen, dass egal wéi nëmmen eng Minoritéit vun dëse Leit d'Konditiounen erfëllen, fir an esou e Programm ze kommen. Ech wëllt also dat widerhuelen, wat ech schonn d'lescht Joer hei gesot hat: D'Postë fir d'Aarbecht ze maachen, si budgétiséiert. Allez, Här Gesondheetsminister, realiséiert ons dësen Deel och nach! Dir hutt jo elo vum Vizepresident vun der Santéskommissioun héieren, wéi schaarf dass mer drop sinn, fir virunzekommen an dësen Dossieren.

Ech wéilt awer och am Kader vum Volet Preventioun ganz kuerz op déi legal Suchtdrogen agoen als Parallèle: Mir hunn 9.000 Alkoholiker hei am Land. Vun deene Volljähregen drénken d'Halschent vun de Leit een- bis véiermol pro Mount Alkohol. Ee Véierel vun hinne maachen dat awer een- bis fënnefmol an der Woch mat där ganzer Panoplie derzwëschent. A bei deenen 12- bis 13-Jährege sinn der och schonn, déi den Alkohol een- bis véiermol am Mount probéieren; 10% vun hinnen.

Dës Zuelen ënnersträichen, datt déi mannerjähreg Jugendlech e vill ze vill einfachen Zougang zum Alkohol hunn. Dofir begréisst d'CSV-Fraktioun, dass steierlech Mesurë bei ons geholl gi sinn, fir de Verkaf vun Alkopops ze limitéieren. Dës Moossname gräifen och. Et huet dozou gefouert, dass d'Alkopops quasi ganz bei eis vum Marché verschwonne sinn. Vivement also dat nächst Gesetz iwwert d'Abgab vun Alkohol u Jugendlecher, an net ze vergiessen d'Antitubaksgesetz, well déi béid erwisenermoossen déi heefegst Astiegsdroge bei Jugendleche sinn.

Ee Patentrezept fir eng effektiv Preventiounspolitik vun all dësen Domäner, zougeschnidden op déi Jugendlech, gëtt et leider net, soss hätte mer déi Astiegszuelen net, déi mer hunn; an dat net nëmmen hei am Land, mä a ganz Europa an op der ganzer Welt. D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass mer hei mussen ons Pistë weider trëppelen, dass mer se ëmmer erëm dem aktuelle Stand upassen, an och net fäerten, se heiansdo a Fro ze stellen. Ech hunn och do ganz vill Hoffnung, wat d'Primärpreventioun ubelaangt, bei deem neie Gesetz iwwert d'Schoulmedezin, wou ech hoffen, dass d'Drogepreventioun mat e Kapitel dran ass.

Mir däerfen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op guer kee Fall d'Bengele bei d'Tromm geheien, am Intérêt vun onser Jugend.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Interpellant Merci soe fir déi interessant Debatt, déi hien hei an der Chamber ugefrot huet. Ech mengen, dat gëtt eis d'Méiglechkeet déi gutt Aarbecht, déi d'Regierung op deem Plang mécht, vläicht eng Kéier ervirzesträichen. Ech wäert Iech do e puer Saachen opzielen. Ech wäert awer net, well ech zu der Majoritéit gehéieren, d'Ae viru verschiddene Problemer zoumaachen, an nach op deen een oder anere Problem hiweisen.

Ech wëll awer am Ufank eppes riicht stellen, wat den Här Bettendorf hei gesot huet, d'Santéskommissioun hätt sech net mat där Problematik befaasst. Ech hunn hei den Ordre du jour vun der Sitzung vum 17. Februar 2005, an do steet drop: «Présentation du deuxième plan pluriannuel de lutte contre les drogues et les toxicomanies». Do huet de Minister en Exposé gemaach. Am Rapport mécht dat dräi Säiten aus, wou deen Exposé résuméiert ass. Et däerf een also hei net op d'Tribün kommen a soen, et géing an där Santéskommissioun net iwwert dee Problem geschwat ginn.

Den Här Bettendorf an och meng Virriednerin hunn de Rapport Relis ervirgestrach. Ech wollt soen, dass dat wierklech e wäertvollt Dokument ass, an deem mer wäertvoll Informatioune kritt hunn. Ech wollt dofir dem Drogekoordinator Alain Origer vum Ministère Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie mat villen anere gemaach huet, mat deem Rapport.

Ech wollt awer och all deene Leit Merci soen, déi Dag fir Dag um Terrain den Drogen de Kampf usoen, an och all deene Leit, déi Dag fir Dag den Affer vun den Drogen hëllefen an hire Familljen. Sief dat déi Leit, déi op der Säit kämpfe vun der Reduktioun vun der Demande an der Reduktioun vun de Risiken - dat sinn all déi, déi a soziale Beruffer an an de Santésberuffer op deem Plang schaffen - , mä et däerf een awer net déi vergiessen, déi op där anerer Säit kämpfen, fir d'Offer ze reduzéieren. An dat sinn d'Justiz an d'Police.

Dës Interpellatioun gëtt eis och d'Méiglechkeet ze gesinn, dass zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore scho vill geschitt ass. Den Här Bettendorf huet d'Budgetszuelen ugeschwat. D'Madame Stein huet se och ugeschwat. Am Joer 2005, d'lescht Joer, waren am Budget 6,2 Millioune virgesinn, dat war op d'Joer 2004 eng Progressioun vu 7,2%. Mir haten en éischten nationalen Drogeplang vun 2000 bis 2004. Deen ass och gutt, praktesch ganz duerchgefouert ginn; bis zu 80%. Zwee vun deenen zéng grousse Projeten, déi dee beinhalt huet, konnte leider net duerchgefouert ginn: Dat war d'Fixerstuff an och d'kontrolléiert Abgab vun Heroin.

Bei dësem éischten Aktiounsplang huet et sech haaptsächlech ëm Aktiounen an der Urgence gehandelt. Deen huet sech virun allem mam nidderschwellege Beräich befaasst.

D'lescht Joer huet dann de jëtzegen LSAP-Gesondheetsminister während eiser Présidence vun der Unioun maassgeblech och um europäeschen Aktiounsplang 2005-2008 matgeschafft. An ech wollt just drun erënneren, dass deen ënner Lëtzebuerger Presidentschaft hei zu Lëtzebuerg approuvéiert ginn ass. E puer Deeg drop, Enn Juni, huet den Här Minister och dunn der Öffentlechkeet deen neien Aktiounsplang virgestallt, deen hien am Februar der Kommissioun scho virgestallt huet.

Erlaabt mer do eng Remarque, Här Minister: Ech hunn deen Aktiounsplang leider net um Site vun Ärem Ministère fonnt, ech hunn en iwwert de Site vu Lissabon vum Observatoire fonnt. Ech fannen, et ass e ganz gutt Dokument, och d'Relis-Dokument, an Dir sollt net esou bescheide sinn. Setzt dat och op de Site vum Internet. Verbessert e bëssen Äre Site, fir dass een déi Saache méi schnell erëmfënnt.

Deen zweete Plang ass also vill méi wäit gefächert, wéi ech gesot hunn. E geet besonnesch op d'Therapie an op d'Posttherapie an, also op all déi Beräicher, déi den Här Bettendorf hei a senge siwe Punkten an am Bréif, wéi en dës Interpellatioun ugefrot huet, opgezielt huet.

Dësen zweeten Drogenaktiounsplang hëlt awer och de Volet Justice a Police mat eran, a behandelt also och d'Reduktioun vun der Offer. Den neien Aktiounsplang ass also multidisziplinär. En definéiert Prioritéiten en fonction vun de constatéierte Besoinen.

43 konkret Aktiounen oder Projete sinn an deem Aktiounsplang virgesinn, déi zwëschen 2005 an 2009 realiséiert gi mussen. Den Här Bettendorf huet gesot, et géingen oft Sonndesriede gehale ginn, mä an deem Aktiounsplang steet och dran, dass en am Joer 2009 evaluéiert gi muss. Dat ass eng gutt Saach. Da gesi mer, ob et Sonndesriede waren oder net. Ech hunn op jidde Fall vollt Vertrauen, dass deen Aktiounsplang duerchgezu gëtt. Ech wënschen alle Ministeren, déi domat ze dinn hunn, hire Mataarbechter an de Leit um Terrain vill Succès. An ech hoffen, dass mer 2009 do gutt Resultater hunn.

43 Aktiounen, hunn ech also gesot, oder Projeten: Dat sinn der véier aus der primärer Preventioun; sechs Aktiounen, wou et ëm Prise en charge an Traitementer geet; fënnef nei Aktiounen, wou et ëm socioprofessionnel Réintégratioun geet; aacht Projeten, wou et iwwer Fuerschung, Evaluatioun an Informatioun geet; siwe behandelen dee wichtegen Aspekt vun der Reduktioun vun der Offer; an aacht Projeten oder Aktiounen, wou et ëm d'Koordinatioun an déi international Relatioune geet, déi den Här Bettendorf jo och ugeschwat huet.

Dee Plang fokusséiert sech also haaptsächlech och op d'Offer vun dem Hébergement an dem Logement, op d'Réinsertioun an op d'Therapie. D'Drogepolitik verlaangt also elo vill Kooperatioun. Dofir ass et gutt, dass et dee Groupe interministériel gëtt, wou déi verschidde Ministèren dra sinn. Ech begréissen, dass et dee gëtt an ech ruffen de Minister dozou op, dass dee Grupp weider an nach méi intensiv schaffe soll.

Lëtzebuerg ass wéi a ville Problematike keng Insel, och hei an der Drogeproblematik. Dofir, erlaabt Der mer eng kleng Klammer opzemaachen, Lëtzebuerg ze verloossen an an Europa ze kucken?

Den Här Bettendorf huet et scho gesot, an d'Madame Stein och, mengen ech: D'EU-Kommissioun wëllt eng besser Koordinatioun vun der Drogepolitik an huet dofir leschte Méindeg, de 26. Juni - an ech mengen, de 26. Juni ass och den internationalen Dag géint Drogemëssbrauch an Drogenhandel -, e Gréngbuch erausginn, a wëllt domadder fachspezifesch Ariichtungen aus der Zivilgesellschaft consultéieren. Dat heescht Dialog mat den ONGen aus der Zivilgesellschaft féieren an domadder dann d'EU-Drogebekämpfungsstrategie 2005-2012 an och den Aktiounsplang, deen, wéi gesot, ënner Lëtzebuerger Présidence gemaach ginn ass, 2005-2008 ëmsetzen.

Et ass scho gesot ginn: Mir hu jährlech 8.000 Drogendoudeger an Europa. Dat ass eng Ziffer, déi awer dräimol méi héich geschat gëtt. Den Observatoire vu Lissabon seet och, dass eleng d'lescht Joer zwëschen 3 an 3,5 Millioune Persoune Kokain probéiert hunn. Dovunner sinn 1,5 Millioune regelméisseg Consommateuren. 12 Millioune Consommateuren hu mer an Europa vu Cannabis, dovunner 3 Milliounen, déi all Dag consomméieren.

An Europa gëtt et nieft dem Cannabis awer nach déi zweetmeescht benotzten Drog. Dat ass eng Drog, déi an Europa hiergestallt gëtt: Dat ass den Ecstasy. Dat ass och e Problem. An ech mengen, Drogen eleng gi gemixt mat Alkohol a mat Medikamenter. Et kënnt ëmmer méi zu der Polyconsommatioun. D'Madame Stein-Mergen huet eis dat jo aus hirer Praxis als Doktesch och virdru schonn erkläert.

Déi dräi Kommissären, déi zoustänneg sinn, wëllen also hir Effortë maache fir eng besser Koordinatioun. Awer, wat och wichteg ass, se wëllen um europäesche Plang och d'Engagement ënnersträichen, fir Drëttlänner ze ënnerstëtzen, a besonnesch déi Länner, wou nach ganz vill Koka-Planze sinn. Dat sinn all déi Länner um südamerikanesche Kontinent an den Anden, an och Afghanistan.

Wat ech interessant fannen an dësem Gréngbuch vun der Kommissioun, dat ass deen Dialog zwëschent der Zivilgesellschaft an den Organisatiounen, déi mat um Terrain schaffen. An ech mengen, wann ech elo op Lëtzebuerg zréckkommen, a wann ech op de Rapport Relis an op de Lëtzebuerger Aktiounsplang aginn, dann ass grad deen Aktiounsplang opgebaut op deen Dialog mat der Zivilgesellschaft a mat den ONGen, déi um Terrain schaffen. Ech fannen dat ganz gutt.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass eng effikass Gesondheetspolitik - an ech mengen d'Drogepolitik ass en Deel vun der Gesondheetspolitik - net ouni Informatioun an Ënnerstëtzung aus der Praxis auskënnt. Aus dësem Grond muss d'Abanne vun net staatlechen Organisatiounen aus dem Drogeberäich ëmmer erëm séchergestallt ginn. Dëst kann all eis Moossnamen nëmme verbesseren.

Erlaabt mer nach eng Kéier ganz kuerz op déi siwe Punkten, déi den Här Bettendorf a sengem Bréif un de Chamberspresident ugefouert huet, wéi hien hei d'Interpellatioun ugefrot huet, anzegoen:

En éischte Punkt ass d'Prise en charge vun den Toxicomanen, an och d'Offre thérapeutique. Do sinn am Plan d'action, wéi ech virdru gesot hunn, vill Saachen dran. Och am Rapport Relis kënne mer dat noliesen. Et sinn der scho vill opgezielt ginn.

Ech wëll awer - well ech gesot hu virdrun, ech wëll d'Aen net zoumaachen - nach ee Problem opwerfen, an dat ass de Problem vum Sevrage, also vum Entzuch. Dat ass jo fréier zu Ettelbréck gemaach ginn. Dunn ass dat dezentraliséiert ginn. Dat war an ass, mengen ech, eng gutt Moossnam. Mä, ech mengen, mir hunn nëmme 15 Better an de Regionalspideeler fir déi akut Psychiatrie, fir déi do Fäll ze behandelen. An ech mengen, et ass net ëmmer Plaz.

Dëse Problem muss ugepaakt ginn. Well ech mengen, en Toxicomane, deen haut décidéiert, also haut de Wëllen huet, d'Kraaft huet, fir an e Sevrage ze goen an deen duerchzeféieren, deen däerf net musse waarden, well soss kann dee Wëllen an déi Kraaft verluer goen. Ech mengen, d'Madame Stein huet dee Problem jo och schonn ugeschnidden. Hei bestinn also Besoinë fir do vläicht méi Plaze fir de Sevrage ze offréieren.

Wat d'posttherapeutesch Prise en charge ugeet, mengen ech, hu mer deelweis wierklech gutt Resultater hei zu Lëtzebuerg opzeweisen. Ech mengen, e Mënsch, deen zu Manternach erauskënnt, huet d'Méiglechkeet, an dräi Haiser op Rouspert ze goen. Dat sinn Haiser besonnesch fir déi Leit, déi clean sinn, déi awer nach Problemer hu fir dobaussen op de Féiss ze stoen oder fir dobausse Fouss ze faassen. Da gi se op Rouspert an déi Haiser, a wa se dann nach net 100%eg op de Féiss stinn, da gëtt et nach ëmmer d'Méiglechkeet duerch de Projet «les niches», dat ass vun der Jugend- an Drogenhëllef eng Aart Agence immobilière fir Toxicomanen.

Dat gëtt finanzéiert iwwert de Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants. Dat war jo och e Punkt, deen den Här Bettendorf ugeschnidden huet, wat deem seng Objektiver sinn. Eng ganz Rei Saachen, déi ech hei opzielen, ginn iwwert dee Fong finanzéiert. Mir haten iwwregens de President vun deem Fong an der aussepolitescher Kommissioun, well och vill Projeten an der Kooperatioun an am Développement doriwwer finanzéiert ginn. Wann Der wëllt, kann ech Iech dee Bericht eng Kéier erausdrécken; deen ass interessant. Do gesäit ee ganz kloer, dass och dee Fong eng Linn huet a senger Politik, Projeten hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt, zesummeschafft mam Ministère de la Santé, an awer och Projete mam Ministère de la Coopération am Ausland ënnerstëtzt.

De Wee fir erauszekommen aus den haarden Drogen ass besonnesch haart an oft laang, deier fir eis Gesellschaft. Mä ech mengen, et lount sech, all Mënsch déi Chance ze ginn erauszekommen, well ech sinn iwwerzeegt, een, dee clean ass an dee clean bleift, kascht eis Gesellschaft herno finalement vill manner wéi deen Opwand, dee mer maache fir d'Leit nees clean ze kréien.

Ech wëll dem Här Minister vun der Santé awer och félicitéieren a senger Fonctioun als Minister vun der Sécurité sociale, well ech weess, dass ganz vill Leit och an d'Ausland Therapië maache ginn, besonnesch déi Laangzäittherapien, déi iwwer e Joer, iwwer annerhalleft Joer bis zu 24 Méint daueren. Do gëtt et ganz bekannt Zentren am Süde vun Italien, an do weess ech, dass d'Kollaboratioun zwëschent de Leit, de Patienten, mat de Krankekeesen excellent geregelt ass. Ech mengen, och dat muss een an dësem Kontext ervirsträichen.

Den Här Bettendorf geet och a sengem zweete Punkt op den Encadrement des plus jeunes an; schreift Der. Ech huelen un, Här Bettendorf, dass Der d'Mineuren domadder mengt. Dat ass e wichtege Punkt, an ech sinn och frou, dass Der deen ugeschwat hutt. Ech mengen, do gëtt et nach eng gewësse Grauzon.

Do stelle sech nämlech um Terrain eng ganz Rei Problemer. Mineure falen ënnert de Jugendschutz, an oft si Situatiounen um Terrain: Zum Beispill, e jonkt Meedche vu 16 Joer wëllt an de Foyer Nuetseil eran oder an eng Fixerstuff. Do muss ee jo 18 Joer hunn. Dat si Problemer, a wann een eng Persoun esou owes am Wanter net an de Foyer Nuetseil eraléisst, da kann ee sech jo froen: Ass dat Non-assistance à personne en danger?

Ech mengen, dat ass e Problem, dee mer eng Kéier mussen upaken, well et si jo grad déi Jonk, déi déi meeschte Besoinen hunn, an déi mussen Accès kréien. Do muss een e Modus vivendi fannen, fir dass déi och kënne vun all deene Strukturen, déi mer hunn, profitéieren.

Wat déi Jonk ubelaangt, gëtt awer scho ganz vill gemaach um Terrain, an do wollt ech dee Projet vu Médecins sans frontières «Solidarité jeunes» ervirsträichen an de Projet „Choice“, deen iwwregens och deelweis finanzéiert gëtt vun deem Fong, deen ech virdrun ugeschwat hunn. Et ass e Projet, deen ähnlech nom däitsche Projet FreD, „Frühintervention bei erstauffälligen Drogenkonsumenten“, opgebaut ass. Dat ass e Projet wou et haaptsächlech ëm Mediatioun geet zwësche Leit, déi Cannabis oder Ecstasy geholl hunn, an déi déi éischte Kéier opfale bei der Police. Et ass e Projet vu Mediatioun zwësche Police, Justiz, Schoul an Elteren, an och dee Projet, mengen ech, huet gutt Resultater opzeweisen, an dee soll een ënnerstëtzen.

Ech wëll awer hei och d'Aen net zoumaache virun enger Realitéit, déi et gëtt, a mir sollen dat net verstoppen. Et ginn am Moment 120 bis 150 Mineuren, déi un der Sprëtz hänken an deelweis doduerch och an d'Prostitutioun verwéckelt sinn. Dat muss een zur Kenntnis huelen, an ech mengen, dat wëssen déi Responsabel um Ministère a vun den ONGen och. An do gëtt et och schonn éischt Usätz, an e gudden Usaz ass dee Projet, deen elo deemnächst wäert zu Ettelbréck ulafen, wou eng Unitéit kreéiert gëtt, déi «Adolescent en crise» heescht.

Do kënne 15 Jonker an enger Structure semi-fermée traitéiert ginn, behandelt ginn, hinne gehollef ginn. Wat ech esou gutt un deem Projet fannen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass, dass et keen zweet Dräibur ass, mä eng therapeutesch Institutioun. Et handelt sech do net ëm eng Mesure de placement, mä ëm eng Mesure de protection. Ech mengen, dat ass déi richteg Philosophie, an ech fuerderen d'Regierung op, an där Philosophie do, déi mir schéngt déi richteg ze sinn, weiderzefueren.

D'Preventioun an der Schoul huet den Här Bettendorf och a sengem Bréif ugeschwat, an hien huet mat Recht drop higewisen, dass do och d'Gemengen eng grouss Responsabilitéit hunn. De CePT huet säit dem Joer 2000 zwee Coffreten, Coffrets de prévention, souguer een, dee fir Kanner vun dräi bis fënnef Joer geduecht ass, an ee fir Kanner vun eelef bis 15 Joer. D'Stad Lëtzebuerg huet eng excellent Zesummenaarbecht - an ech schwätzen hei ënnert der Kontroll vun der zoustänneger Schoulschäffin - mat der Police, déi an all 6. Schouljoer och e Programme de prévention mat de Kanner mécht. Dat ass eng gutt Saach.

Et gëtt och de Projet Suchtpreventioun an der Gemeng. De SCRIPT huet vum Ministère e Projet ausgeschafft, „Wat soll dat?“. Et gëtt eng Rëtsch Problemer. All Schoul, all Primärschoul an all Lycée ka matmaachen. Et gi souguer iwwert de Ministère de l'Éducation nationale mat der Santé zesumme Formatioune fir d'Enseignanten ugebueden, an ech maachen hei en Opruff un all d'Direkteschen an d'Direktere vun de Lycéeën, d'Aen net zouzemaachen, mä vun deene ville Moyene Gebrauch ze maachen an der Drogepreventioun d'Diere vun hire Schoule grouss opzemaachen.

De Prisong, Här Bettendorf, hutt Der och ugeschwat, a mir hate jo viru sechs Méint hei eng Heure d'actualité vum Här Bettel zu deem Thema. Dat war ähnlech verlaf wéi gëschter déi Heure d'actualité zur Prostitutioun. Den Här Bettel hat deemools gemengt, Drogenhënn géingen de Problem léisen, esou wéi hie gëschter gemengt huet, e puer Dusche géingen de Problem vun der Prostitutioun léisen. Dat ass leider net esou.

De Prisong ass leider e Spigelbild vun der Gesellschaft, an den Här Frieden hat deemools och gesot: Et gëtt kee Prisong ouni Drogen. Et däerf ee sech awer net doranner erginn. Ech wollt hei eng ganz perséinlech Remarque dozou maachen, eng Propositioun maachen, wou ech mengen, wat vläicht hëllefe kéint. Wann een ëmmer erëm Uschëllegungen oder Rumeuren héiert, dass d'Personal vum Prisong mat an esou Drogegeschichte géif hänken, da sinn dat ganz schlëmm Beschëllegungen, déi ee muss eescht huelen am Sënn, dass ee muss all Zweifel aus dem Wee raumen. Ech mengen, d'Gardienen an de Prisongen hu bestëmmt keng einfach Aarbecht, an an deem Sënn hunn och si Intérêt, dass hir Reputatioun wäiss-gewäsch gëtt.

An deem Sënn soll systematesch jiddfereen duerchsicht ginn, deen eran- an erausgeet an dee Prisong, a falls da schwaarz Schof drënner wieren, dobäi sinn, déi Handyen oder Drogen eraschmuggelen, da ginn déi découragéiert. Dat kann eis vläicht hëllefen, wéi gesot, dëse Problem an de Grëff ze kréien. Ech mengen, et sollen déiselwecht Regelen do gëlle fir all Mënsch, deen erageet, ob Visiteur, Personal, den Direkter, Affekoten, Deputéierten, de Minister, wa se eng Visite am Prisong maachen.

Ech mengen, wa mer op internationale Sëtzunge sinn, da musse mer alleguer kontrolléiert ginn, egal ob mer Deputéierte sinn, Minister sinn. Ech war op enger, do waren zwee Statspresidenten, déi sinn all duerch d'Kontroll gaangen. Dat ass heiansdo lästeg, mä ech mengen, wann een domadder kann d'Reputatioun vu Leit wäisswäschen, déi oft beschëllegt ginn, si géingen do matmaachen, wann et nëmmen ee schwaarzt Schof ass, da kann dat vläicht hëllefen.

Doriwwer eraus gëtt awer am Prisong och ganz vill Aarbecht vun der Jugend- an Drogenhëllef geleescht, an do gëtt et och dee bekannte Projet „Tox“, deen ech deemools beim Här Bettel senger Interventioun jo genau erklläert hunn, deen och vum Fonds de lutte finanzéiert gëtt, an de Projet leeft souwuel zu Giwenech wéi zu Schraasseg. Et ass e Projet, deen aacht Méint dauert. Do gëtt individuell Gruppentherapie gemaach, Sport an och aner Aktivitéiten.

2005 hunn 102 Clientë sech interesséiert, dorënner 15 Fraen. D'Resultater, déi do erauskommen, rentéiere sech, well déi Leit, déi deen duerchgemaach hunn, wann déi fräikomm sinn, si se net méi an de Prisong zréckkomm. A wat och gutt un deem Projet ass: Ier d'Leit erauskommen, gëtt och scho gekuckt, wéi hiert Liewen organiséiert gëtt, wa si bis dobausse sinn. Wat net ëmmer de Fall ass bei de Leit, déi aus eise Prisongen erauskommen.

D'Objectifs vum Fonds de lutte hunn ech jo elo schonn e puermol erwähnt. Ech wollt nach e puer Remarquë maachen. Mir hunn e Problem mat der Qualitéit vun den Drogen, besonnesch dem Cannabis. Do ass, mengen ech, den THC-Wäert elo immens, immens héich. Et ass net méi esou wéi dat fréier gemengt ginn ass, een, deen en Joint dämpt, fréier waren déi da ganz roueg, hunn do e bësse meditéiert. Oft ass dat haut de Contraire. Well ganz héich THC-Wäerter dra sinn, ginn d'Leit schrecklech nervös, an d'Schied fir d'Gesondheet sinn och vill méi uerg; den Här Bettendorf huet se ugeschwat.

Beim Heroin hu mer dat nämlecht. Do ass ganz schlechten Heroin am Moment um Maart, wou, an dat soen och déi Leit, déi an der Fixerstuff schaffen, déi Ofhängeg schrecklech nervös sinn a vill méi séier flippen. Et ass also kee gudde Stoff, an dofir, fannen ech, misst ee vläicht nees eng Kéier iwwert déi kontrolléiert Abgab diskutéieren.

Och dat ass zwar ganz schwéier, well och do huet d'Experienz am Ausland gewisen, dass, wann s de eng ganz gutt Qualitéit, eng „propper Qualitéit“ vun Heroin hëls, d'Leit guer net méi dorunner gewinnt sinn, dass se dann do kënnen eng Overdose maachen. Also do musse wierklech ganz, ganz, ganz streng Kritäre fonnt ginn. An ech mengen, et wier derwäert vläicht eng Kéier dee Modell wéi d'Stad Zürich en huet ze kucken. Ech mengen, d'Schwäiz ass jo bekannt, et ass e strengt Land, en ordnungsliebend, professionellt Land. Et soll ee sech vläicht eng Kéier un deem Projet orientéieren, wa mer iwwert dee Sujet an Zukunft diskutéiere wëllen.

D'Fixerstuff, Här Minister, do muss ech lech op d'Schëller klappen, do hutt Der de Courage gehat, déi duerchzezéien, mat dem Support iwwregens och vun der Stad Lëtzebuerg, dat wëll ech awer hei ënnersträichen. Mäi gudde Frënd Xavier Bettel war och, wéi hien neie Sozialschäffe war, ganz Enthusiast. Hien huet dee Projet wierklech ënnerstëtzt, hie wollt souguer, hien huet viru lafende Kameraen op RTL gesot, hie géing och finanziell dee Projet ënnerstëtzen. Dofir ass et schued, ech weess net wien et war, ob et de Buergermeeschter war oder de Finanzschäffen, de grénge Finanzschäffen, ech weess net, wien en zréckgepaff huet,…

(Hilarité)

…mä d'Gemeng mécht leider finanziell do net mat. Mä bon, de Minister muss also dann méi Effortë maachen, dass d'Fixerstuff nach méi laang opbleift.

Mä ech wëll awer soen, dass d'Gemeng Lëtzebuerg deem Projet wierklech frëndlech entgéintgekuckt huet an deem Projet, wou et eng grouss Siten-Diskussioun gouf, keng Steng an de Wee geluecht huet. An ech mengen, och déi Leit, déi vill Kritike gemaach hunn, sinn elo berouegt. Ech mengen iwwer 200 Kontrakter si mat Leit gemaach gi. Et ass och net zum Drogentourismus komm, wat ëmmer gesot ginn ass: Da kënnt hallef Thionville, hallef Metz, hallef Saarbrécken an Tréier bei eis. Dat ass net esou. Déi Leit, déi do schaffen, soen, et komme keng nei Gesiichter derbäi, an ech mengen d'Zuel vun den Overdosen huet sech d'lescht Joer zu Lëtzebuerg ëm d'Halschent reduzéiert. Also dat ass e grousse Succès,…

(Interruption)

…an do kënne mer eis nëmmen driwwer freeën.

Den Här Bettendorf huet och de Problem vun Holland ugeschwat, a besonnesch déi hollännesch Südgrenz. Hien huet och Recht, dass dat ganz problematesch ass. An, gesitt Der, d'Beneluxparlament huet awer heiansdo seng Avantagen, do gëtt ee Saache gewuer, an ech si frou emol eng Kéier eppes rapportéieren ze kënnen, iwwert dat mer do laang diskutéiert hunn. Do gëtt et ganz vill Kooperatioun zwëschent de Benelux-Länner an do huet sech Frankräich och mat ugeschloss, well och Nordfrankräich do betraff ass.

Do gëtt et e Grupp „Hazeldonk“ - dat ass eng Stad, ech weess net ob se a Flandern läit oder an Holland, deen ass duerno benannt - an do gëtt et och de Projet „Joint hit“, wou d'hollännesch Polizei, déi belsch Polizei an och déi lëtzebuergesch Polizei mat de Fransousen zesummeschaffen, ganz vill Kontrolle maachen, Filièren noginn, an déi och scho ganz vill Succèsen haten. Dat wollt ech awer just hei ënnersträichen. Et ass also net esou wéi wann um internationale Plang oder grenziwwergräifend do net geschafft géif ginn. Do gëtt ganz vill geschafft.

De Stroosseverkéier, Här Bettendorf, do wësse mer jo, Dir hutt et och ugesot, mir kréien en neit Gesetz, et ass beim Statsrot, wou mer beim Alkohol d'Promillgrenz erofsetzen. Do ass och e Kapitel Drogen dran. Mir wäerten dann d'Geleeënheet kréien, nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een d'Drogen an den Drogeproblem net aus der Welt schafen. Dat ass esou an dat muss een akzeptéieren. Et kann een awer probéieren, de Problem ze ignoréieren, en ënnert den Teppech ze kieren. An ech mengen, dat ass laang hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mam bekannte Resultat.

Une voix.- Ooohhh!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dofir sinn ech frou, dass an deene leschte Joren en anere Wee gaange ginn ass. Dat ass elo iwwer sechs, siwe Joer hier, dass mer nei Weeër ginn, an ech wëllt drun erënneren, dass Drogen an den Drogeproblem den Ausdrock si vun engem gewëssene Mal-être an der Gesellschaft. Si sinn e Fluchtwee, e Versuch fir Drock ofzeloosse fir Leit, déi net méi mat oder an der Gesellschaft eens ginn.

Mënschen, déi drogenofhängeg sinn, dat wëll ech awer och nach ënnersträichen, sinn net kriminell, si hunn e Problem, si si krank an an Nout a brauchen Hëllef. D'Gesellschaft muss also alles maache wat se ka fir ze verhënneren, dass Jonker a manner Jonker an d'Drogesucht erafalen. D'Preventioun ass en éischten essenzielle Punkt, mä dat eleng schaaft de Problem leider net aus der Welt. Dofir musse mer deenen Drogenofhängegen, déi aus hirer Sucht erauskomme wëllen, déi néideg Hëllef an déi néideg Ënnerstëtzung ginn. Den Aktiounsplang ass jo e gudden Usaz dofir.

Fir de Rescht geet et drëm, de Schued ze begrenzen, am Intérêt vun den Drogesüchtege selwer an awer och am Intérêt vun der ganzer Gesellschaft a vun der Allgemengheet. Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Loschetter. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass schwéier zu méi spéider Stonn iwwer Drogen ze schwätzen, mä ech mengen et ass e wichtegt Thema. Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Bettendorf Merci fir d'Interpellatioun zu dësem Thema, wat scho laang an oft heibannen debattéiert ginn ass, wat awer nach ëmmer esou brandaktuell ass, wou dëst Haus an déi verschidde Regierunge sech nach ëmmer schwéier gedoen hunn a schwéier dinn, Léisungen ze fannen.

En Thema, wat eminent wichteg ass fir d'Gestaltung vun der Gesellschaft, déi vun haut, déi vu muer, an en Thema, wat virun allem eis Jugendlech betrëfft, dat heescht, déi Erwuesse vu muer.

Dofir, Här President, wëll ech dem Här Bettendorf soen, datt hie sech kaum hätt kënnen e bessert Gesellschaftsthema eraussiche fir seng vläicht lescht Interventioun…

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Zweetlescht.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Déi zweetlescht, an dësem Haus. Well grad d'Thema Drogen ass e politescht Thema, wat politesche Courage verlaangt, fir Evidenzen a Wourechten ze soen, fir preventiv an aktiv virzegoen a fir konkret Léisungen ervirzebréngen. Léisungen, déi och munch een Erwuessenen zum Denken invitéiert, zum Denke sech ze froen, wat Drogen iwwerhaapt sinn a firwat de Mënsch zu Droge gräift.

An ech géif gären am Numm vu menger Fraktioun op dräi verschidden Domäner agoen, déi den Här Bettendorf op senger Lëscht hat - oder se ware vläicht net all op där Lëscht -: dee vun der Preventioun an de Schoulen, dee vun den Toxicomanen op der Strooss a schlussendlech dee vun der Fixerstuff.

Éischtens: Wien ass d'Populatioun vun den Drogéierten, oder méi spezifesch ausgedréckt, wéi charakteriséiert sech d'Populatioun vun den Toxicomanen? Alles Froen, déi schonn e puermol gestallt gi sinn, wou schonn e puermol, eben och haut erëm eng Kéier, Äntwerte gefall sinn, Spezialisten zitéiert gi sinn. Mä mir sinn haut net méi am Stadium wéi virun 30 Joer, wou Drogen eben e flouen Thema waren. Haut sinn Drogen, an all Drogen, déi soi-disant douce Drogen an déi haart Droge souwéi all Forme vun Drogen, eng reell Gefor fir all Mënsch a virun allem fir déi jonk Mënschen.

Dir hutt déi lescht Legislaturperiod eng Commission spéciale «Stupéfiants» gehat, déi sech haaptsächlech mat deem Thema beschäftegt huet. Ganz vill vun Iech waren du schonn hei an der Chamber. Dir hutt eng Hällewull vu Leit vum Terrain defiléiere gelooss, Dir sidd Projeten am Ausland besichtege gaang, Dir hutt an der Chamber debattéiert iwwert d'noutwendeg Mesuren, déi misste geholl ginn, fir endlech dem Misär vun der Ofhängegkeet e bësse méi entgéintzewierken. Et sinn eng Hällewull vu Motioune presentéiert ginn, eng etlech sinn och gestëmmt ginn, mä et ass am Wesentleche bis elo bei de bonnes intentions bliwwen.

A mat allem Respekt fir dëst Haus, Här President, a fir dem Här Bettendorf seng wäertvoll Interpellatioun, mä wa mir déi lescht zéng Joer an dësem Land an an dësem Haus eng konsequent, eng éierlech an eng effikass Drogepolitik duerchgefouert hätten, géife mer haut an dësem Land an och an dësem Haus iwwer aner Phase vun der Drogepolitik debattéieren.

Obwuel all déi Mesuren, déi bis elo ergraff gi sinn, batter noutwendeg waren, hu ganz oft déi Associatiounen, déi um Terrain schaffen, se praktesch all missen erkämpfen, Iwwerzeegungsaarbecht leeschten, souwuel bei de Politiker a Politikerinnen hei an der Chamber wéi och an der Regierung. Obwuel haut déiselwecht Associatiounen eis soen, wat schnellstens misst geschéien - Verschiddener soen déiselwecht Saache schonn iwwer Joren, ouni datt eppes passéiert -, bleift d'Drogepolitik e waarmt Eisen, a vill Mesurë ginn nëmmen hallef oder hallefhäerzeg duerchgezunn. Dozou an eisen Aen e puer wesentlech Beispiller:

Dat éischt Beispill, wéi gesot, éischte Schwéierpunkt, ass d'Preventioun bei de Jugendlechen. Wann eng Kategorie extrem gefährdet ass, da sinn et virun allem déi Jugendlech an eis Kanner. Dat ass hei vu jidderengem, dee virdru geschwat huet, scho gesot ginn. Virun 30 Joer hunn d'Eltere gefaart, hiert Kand géif am Lycée oder an der Disco en Joint fëmmen, hu sech opgereegt iwwer eng Moudevague, déi zimlech libertär mat den doucen Drogen ëmgaangen ass. Haut si mer an enger ganz anerer Dimensioun, Här President.

Dat occasionnellt Fëmme vu Cannabis - obwuel den Eegekonsum ënner enger Form dépénaliséiert ass - ass haut och e Problem ginn, virun allem bei de Jugendlechen. Mir kënnen den Drogekonsum bei Jugendleche gläichstellen, a mengen Aen, mam Alkoholkonsum: Béid sinn zu engem grousse Problem an eise Schoule ginn. Béides gëtt net genuch an éierlech thematiséiert. Den Alkohol spillt bei deem Problem vun der Toxicomanie eng wichteg, wann net eng wesentlech Roll. An ech komme spéider nach eng Kéier dorop zréck. Mir sinn haut an der Situatioun, datt et nach ëmmer immens schwéier ass eng effikass an eng éierlech Preven-

tiounspolitik am Alldag bei de Kanner a bei de Jugendlechen ze maachen. Dofir ginn et verschidde Grënn:

Éischtens, mir ginn eben net éierlech mat dem Thema Drogen an Drogepolitk ëm. Et fänkt eben u mat der Fro: Wat sinn Drogen? Sinn Drogen nëmme Cannabis, Kokain oder Heroin? Oder sinn och schonns Drogen Elementer wéi Alkohol, Alkopops, Zigaretten, Medikamenter? Oder, nach méi wäit ausgeholl, Séissegkeeten, PlayStation, an esou weider? Jee, alles, wat engem säi Liewen esou an d'Ofhängegkeet ka bréngen, alles, wat d'Grenz tësche Genoss a Sucht iwwerschreit, datt ee kee geregelten Alldag méi féiere kann.

Ech géif gären hei zwou Publikatioune géigeniwwerstellen, déi allen zwee eng Etüd iwwer Kanner a Jugendlech am Kontext Droge gemaach hunn:

Éischtens - an dat ass schonn e puermol hei zitéiert ginn -, déi alljährlech Relis-Editioun, publizéiert ebe vum CRP-Santé a Kollaboratioun mat verschiddenen Intervenanten. A puncto Preventioun steet an deem Kapitel «Les actions préventives»…

(Interruption)

…an deene verschiddene Sous-Kapitelen, an ech zitéiere se: «Interventions au cours de la prime enfance», «Programmes de prévention en milieu scolaire», «Les programmes pour jeunes», «La prévention par le sport» - déi Saachen do an dat, wat drënner steet -, zumindest déi dräi lescht Joer hoergenee deeselwechten Text dran.

Et ginn eng hallef Dose vu gutt gemengte Sensibilisatiouns- an Informationscampagnen dran ernimmt, déi stattfonnt hunn, sief et a Form vu Konferenze fir de Personnel encadrant, oder fir d'Elteren oder fir se direkt mat de Jugendlechen an der Schoul duerchzezéien. Den Här Angel hat der jo och schonn e puer ernimmt. Dat sinn esou Nimm wéi „D'Schoul op der Sich", „Wat soll dat?", „D'Schoul um Wee", „ExtraTourSucht" an esou weider, an esou fort. Bei engem eenzege vun deene sëlleche Projeten, déi Joer fir Joer frësch gedréckt ginn, steet geschriwwen, datt «un rapport sur la mise en oeuvre du projet pilote pendant la période a été publié».

Déi zweet Publikatioun ass déi vum Ministère vun der Santé a vun der Éducation nationale. Si haten ugefaang am Joer 2002 eng ganz interessant a vill aussoend Etüd erauszeginn, „Das Wohlbefinden des Jugendlichen in Luxemburg", eng Etüd iwwer Jugendlecher am Postprimaire. Am Joer 2005 sinn zwou nei Etüden dozou publizéiert ginn iwwert d'Wuelbefanne vun de Kanner am 5. an am 6. Schouljoer an iwwer Jugendlecher am Postprimaire am europäesche Verglach.

Aus dësen Etüde kann een eng Rei vu beonrouegende Konklusiounen zéien, op alle Fall Konklusiounen zéien, déi zu kongruente politeschen Aktioune féiere missten. Et sinn der zum Deel och an dësen Etüde suggéréiert. Rieds geet an dësen Etüden, wéi vill Kanner respektiv Jugendlecher Gewalt erliewe respektiv sexuell ugepaakt gi sinn, an esou weider, an esou fort, wéi vill Jugendlecher respektiv Kanner staark Verhalensstéierungen opweisen, wéi vill vun hinne potenziell Kandidaten a Kandidatinne sinn, fir an d'Isolatioun ze flüchten.

Op Franséisch heescht dat «Problèmes d'externalisation». Dat heescht, wann een décidéiert aus der Gesellschaft erauszeklammen, wann een ënnerlech gekënnegt huet. Dëst sinn déi potenziell Jugendlecher, déi riskéiere sech mat Hëllef vu legalen oder illegalen Drogen zréckzezéien. De Familljemilieu, d'Schoulsituatioun an d'Relatioun mat de Gläichaltrege spillen derbäi eng wesentlech Roll.

D'Relis-Broschür publizéiert dann eben och Joer fir Joer déiselwecht Resultater, déiselwecht Statistiken, déi zimlech kloer aussoen, datt obwuel mer Toxicomaner aus alle soziale Schichten erëmfannen - dat en nombre absolu, an och an de Pourcentagen -, mir eng ronn 70% Lëtzebuerger do erëmfannen, plus ou moins, mä datt proportional gesinn d'Zuel vun de Jugendlechen a jonken Erwuessenen aus der portugisescher Communautéit stänneg klëmmt.

An der Relis-Broschür kann een dann och Joer fir Joer liesen, wéi den Niveau d'études vun den Toxicomanen ass. Déi allermeescht hu kee Schoulofschloss. Meeschtens sinn et Jugendlecher, déi de Postprimaire ugefaangen hunn an d'Schoul ouni Zertifikat ofgebrach hunn. Dat sinn déi sou genannt „early leavers".

Bei deenen, déi en Ofschloss hunn, hëlt de Pourcentage dann och considérabel zou, wann een da vu lénks no riets, vu riets no lénks, vum Classique iwwert den Technique an de Professionnel eriwwergeet. Bei de jugendlechen Toxicomanen ass statistesch bewisen, dass den Ëmgang mat Alkohol virun allem an der Famill, dat heescht do, wou se hir Virbiller - zumindest déi éischt Virbiller - hunn, e wichtege Faktor ass fir selwer op legal respektiv illegal Drogen zréckzegräifen. Souwuel d'Statistike vun der Relis-Broschür wéi och d'Etüden iwwert d'Wuelbefanne vun de Jugendlechen ënnersträichen dëst ganz kloer.

Här President, ech kommen net derlaanscht e puer vun de Konklusiounen, déi an der Etüd vum internationale Verglach vum Wuelbefanne vun eise Kanner a Jugendlechen stinn, och nach zu dëser spéider Stonn kuerz ze ernimmen. Si si vill aussoend:

Éischtens: „Die Untersuchungsdaten ergeben, dass bei der Gesundheitsförderung der Zeitplan von Präventivprogrammen sehr wichtig ist. Das Ausmaß an regelmäßigem Rauchen sowie Alkoholmissbrauch bei 13-Jährigen weist darauf hin, wie wichtig eine frühe Intervention an den Grundschulen ist. Die Entwicklung, Evaluation und Dissemination von Projektmaterial für Grund- und Vorschule sollte in Zukunft eine wichtige Priorität sein."

Zweetens: „(…) obwohl spezifisch problemorientierte Einzelaktionen nicht unterschätzt werden sollten, so ist doch die Entwicklung von Initiativen, die darauf abzielen, ganzheitlich Gesundheit zu fördern oder Gesundheitsschäden vorzubeugen, effizienter bei Jugendlichen."

Drëttens: „Die Daten weisen klar auf die Herausforderung hin, ein positives schulisches Umfeld zu schaffen und den Jugendlichen mehr positive Erfahrungen zu ermöglichen. Im Allgemeinen deuten die Befunde der Studie darauf hin, dass die Jugendlichen, im Laufe ihrer Schulzeit, sich immer nur ihrer Schule entfremdet fühlen und dass Jugendliche mit negativen Schulerfahrungen, wahrscheinlich eher gesundheitsgefährdende Verhaltensweisen entwickeln."

A véiertens, als lescht: „Zur Maximierung des Gesundheitspotentials der Jugendlichen werden also nachhaltige und koordinierte Aktionsprogramme benötigt."

Hei da meng konkret Froen un d'Regierung am Kontext Drogepreventioun:

Éischtens: Gëtt et eng fiabel oder iwwerhaapt Evaluatiounen iwwert déi sëlleche Projets pilotes aus dem Primaire an dem Postprimaire? Wann ech Evaluatioun soen, da mengen ech net Rapport, mä Evaluatioun.

Ass dru geduecht ginn, fir en eenheetleche Preventiounsprojet ze élaboréieren, dee souwuel fir de Primaire wéi fir de Postprimaire geduecht ass?

Drëttens: Gëtt dru geduecht fir der Preventioun an de Schoule méi Moyenen zur Verfügung ze stellen, souwuel finanziell wéi virun allem an de mënschleche Ressourcen?

A véiertens: Gëtt et eng regelméisseg Kommunikatiounsebene, souzesoen eng Plattform oder Ähnleches, tëschent de verschiddene Ministères de tutelle fir déi do Politiken am Kader vun der Preventioun ze koordinéieren? Ech denken do u Santé, Educatioun oder Ähnleches.

Obwuel mer kënnen a mussen duerch Preventivaarbecht respektiv duerch kleng Reparatiounsaarbecht dofir suergen, datt virun allem eis Jugendlecher net aus der Gesellschaft erausfalen, musse mer och realistesch zouginn - dat huet jo och jiddfereen hei viru mir gemaach -, datt mer ëmmer wäerte mat enger Zuel, mat engem Pourcentage un Drogenofhängegen an eiser Gesellschaft ze dinn hunn. Wat awer net heescht, datt mer eis do erlabe kënne fatalistesch ze sinn!

Och an dësen traurege Fäll hu mer eng Verflichtung fir déi Concernéiert selwer, mä awer och fir déi Gesellschaft, an där se net méi eens ginn. An ech erkläre mech. Et gëllt deene Leit, déi aus der Gesellschaft ausgetruede sinn, déi schwéier toxicomane sinn, eng Hëllefstellung unzebidden, fir datt se méiglechst mënschewürdeg liewe kënnen. Mä doriwwer eraus gëllt et och, datt eis Gesellschaft net Dag fir Dag muss erliewen, datt dës Leit einfach, oder net einfach, op der Strooss liewen a sech selwer iwwerlooss sinn.

Dat si genee déi Situatiounen, wou d'Onsécherheetsgefill klëmmt, munchmol zu Recht, awer munchmol och zu Onrecht. Problemer, wéi d'Augmentatioun vun der Mendicitéit, vun der Augmentatioun vun der Beschafungsprostitutioun; ëmmer méi mannerjähreg jonk Meedercher, mä mëttlerweil och ëmmer méi jonk Männer, musse sech prostituéieren, fir sech kënnen hire Stoff ze kafen. Ëmmer méi jonk Leit sinn op der Strooss, op der Strumm. Si hu keng 25 Joer. Si hunn nach net geschafft. Si hu keen Urecht op RMG. Si hunn näischt!

De Kommissär Schmit vun der Police hat am leschte Comité de prévention vun der Stad Lëtzebuerg dëse Phenomeen vun deene Jugendlechen, déi näischt hunn, déi op der Strooss sinn, beschriwwe mat folgende Wierder: „Mir sinn do hëlleflos!" An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Organe répressif hëlleflos ass vis-à-vis vu jonke Leit, déi hëlleflos sinn, da si wuel e puer Etappen iwwerspronge ginn. Oder ass et, well dëst Land keng oder net genuch Alternativen unzebidden huet?

Hei muss ech lech och drun erënneren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt an där leschter…

(Interruption)

Et ass en nationale Problem, mengen ech, ech kommen nach dorop zréck.

Mä ech wollt lech awer elo soen, Här Minister, datt an där leschter Legislaturperiod eng Commission spéciale «Jeunesse en détresse» och existéiert huet, déi op ganz vill vun dëse Problemer, déi nationaler Natur sinn, higewisen huet, an déi och eng ganz Rei vu kompetente Leit an Associatiounen defiléiere gelooss huet, fir schlussendlech en extrem minimalistesche Rapport ze adoptéieren, deen an de wesentleche Gesellschaftsproblemer léiwer - knapp ee Joer virun de Wahlen, muss ee jo zouginn - de Kapp an de Sand gestach huet.

D'Argument, wat da ganz oft kënnt, ass dat vun der Opzielung vun deene ville Projeten, déi ënnerstëtzt oder konventionéiert ginn, a vun enger Oplëschtung vum Budget, deen dofir virgesinn ass. Mä, Här President, vläicht muss d'Regierung sech einfach ee fir allemol agestoen, och wa se de Budget ëm 300 an eppes Prozent erhéicht huet, datt et net duergeet mam Budget, datt muss méi a vläicht besser finanziell an dës sozial Problematik investéiert ginn.

Vläicht ass et och héich Zäit fir geographesch sektoriell ze denken, an d'Gemengen, déi vum Drogeproblem concernéiert sinn, mat anzebannen. Vläicht ass et och héich Zäit…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wann d'Gemengen eng Demande maachen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Elo passt awer op wat Der sot, well soss erklären ech lech d'Haltung vun Äre Leit an der Stad an deem Dossier! Dat wier awer ganz interessant a spannend!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Huet een un Ärem Käfeg gerappt, Här Bausch?

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn un Ärem gerappt!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, kënnt Der kucken, dass ech d'Wuert erëmkréien?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, Här Bausch, et ass Är Fraktiounskolleegin, déi de Moment d'Wuert huet, d'Madame Loschetter. Och den Här Minister soll sech dat virun A féieren.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mä ech komme selwer nach op dat Thema ze schwätzen. Loosst mech just mäi Gedanke fäerdeg ausbreeden. Well ech mengen, datt et vläicht och héich Zäit ass fir d'Gemengen an déi kompetent Associatiounen, sech zesumme mat de Ministèrede-tutellen un een Dësch ze setzen an e gemeinsame Strategieplang ze entwerfen, wou d'Gemengen zwar hir Verantwortung missten huelen, mä wou si och déi noutwendeg Ënnerstëtzung géife kréien, fir um Terrain, an dat zwar dezentraliséiert, déi noutwendeg Strukture kënnen ze offréieren.

An der Belsch fonctionnéiert dat schonn zimlech gutt an iwwer e puer Jorzéngten. Hei mengen ech si mir amgaang den NIMBY-Effekt just nach ze promouvéieren duerch eng schlecht koordinéiert, wann iwwerhaapt koordinéiert Drogepolitik. An ech muss éierlech zouginn, datt wéineg Konkretes - do sinn ech net d'accord mam Här Angel - an hirem Plan d'action 2005-2009 en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies erëmzefannen ass.

An der Rubrik «Situation actuelle» fanne mer folgend Introduktioun: «Selon les dernières estimations, le Grand-Duché se place parmi les pays qui présentent les taux de prévalence d'UPD» - dat sinn eben déi Usagers Problématiques de Drogues - «les plus élevés de l'Union européenne. On constate également que les taux d'admission rapportés par les structures bas seuil n'ont cessé de s'accroître au cours des années récentes.»

Dëse Plan d'action huet dann herno dräi Sous-titren. En huet - et ass och schonn hei gesot ginn - d'Ziler: Réduction de la demande, Réduction de l'offre a les axes transversaux, wat ech ganz wichteg a ganz interessant fannen. Mä et sinn, wann een et liest, éischter eng Rei vu globalen a wéineg detailléierte Beschreiwunge vu bonnes intentions.

Do hunn ech e leschte Saz, an ech zitéieren deen: «À l'heure actuelle le présent document constitue en premier lieu un inventaire des besoins prioritaires en matière d'intervention dans le domaine des drogues et des toxicomanies.» Also mir sinn um Punkt vun engem Inventaire vu Prioritéiten. An da kënnt: «Les contraintes budgétaires qui s'en dégageront définiront en fin de processus les contours réels du plan d'action.»

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun ass an eisen Aen extrem beonrouegend:

Éischtens, an der Preventiounspolitik si mer zimlech schwaach op der Broscht, woubäi mer Donnéeën hunn, déi eis opfuerderen, séier an direkt an der Preventioun um Niveau Primärschoul ze intervenéieren.

Eis Repressiounspolitik ass an deene meeschte Fäll hëlleflos, well et sech hei ganz einfach ëm Sozialpolitik handelt u kranke Leit, an net ëm kriminell Leit un éischter Stell, dëst obwuel mir dat oft esou considéréieren.

Drëttens: Eise Plan d'action - spriech eis Aktiounspolitik - ass net kloer definéiert a staark vu finanzielle Moyenen ofhängeg. Fir e Land, wat un der Spëtzt vun den Top Ten vun Usagers problématiques de drogues ass, ass dat dach awer eng relativ dramatesch Situatioun.

Mir hunn d'Drogeproblematik de Moment net am Gréff, an dëst huet ënner anerem net nëmme Répercussiounen op déi concernéiert Leit, mä och op eis Gesellschaft. An do géif ech och nach gären zwee Wierder soen. Well mir hunn duerch d'Drogeproblematik an dësem Land Problemer an der Schoul, Problemer bei de Jugendlechen, Problemer mat Gewalt, Beschafungsprostitutioun, Beschafungskriminalitéit, Drogendealer, déi mafiéisen Organisatiounen ugehéieren, an esou weider an esou fort. Et feelt u klorer Informatioun a Sensibilisatioun.

An anere Länner, notamment an der Belsch, an der Schwäiz oder an Däitschland, fënnt een ënner anerem flott a gutt Internetsiten, déi d'Leit, d'Elteren, d'Léierpersonal, d'Éducateuren an esou weider informéieren. Et gëtt hei am Land ëmmer méi schwéier de Bierger an d'Biergerin ze sensibiliséiere fir eng Akzeptanz vun deem Problem, fir eng objektiv Informatioun ze maachen.

An do huelen ech gären, Här Minister, d'Beispill vun der Fixerstuff respektiv vum Nuetsfoyer Nuetseil, deen am Moment zu Bouneweg vum CNDS bedriwwe gëtt an deen ebe mat Ärem Ministère, mengen ech, konventionéiert gëtt. Dëse Foyer ass op, wann ech mech net iren, vu méindes bis freides vu véier Auer mëttes bis zwielef Auer owes. Et besteet d'Méiglechkeet ebe fir sur place haart Drogen ze konsuméieren. Säi Stoff muss een allerdéngs selwer matbréngen.

42 Better stinn zur Verfügung, dovunner eng Rei, déi fir d'Frae reservéiert sinn. Dat ass - an dat ass och schonn hei gesot ginn, dat wësse mer all - eng transitoresch Léisung, bis dann och déi effektiv richteg Fixerstuff vis-à-vis soll gebaut ginn, wéi och elo décidéiert ginn ass, a wou mer hoffen, datt et séier wäert virugoen. Des Weideren ass en ähnlechen Nuetsfoyer zu Esch-Uelzecht geplangt, deen Enn 2008 soll seng Dieren opmaachen.

D'Resultater vun där transitorescher Léisung zu Bouneweg hu wuel e puer positiv Effekter, mä hunn der och, déi negativ sinn.

Positiv, wann een dat esou kann nennen, ass, datt ëmmer méi Leit de Wee dohinner fannen, zumindest während den Öffnungszäiten, an datt se do betreit ginn.

Negativ ass, datt déi Struktur op ass esou wéi e Geschäft an der Stad, eben aacht Stonnen den Dag, de Weekend ass se zou. Et ass enk dobannen, et kënnt eng gewëssen Nervositéit bei de Clienten op, an et feelt drastesch u Personal. Ronderëm den Nuetsfoyer huet sech e Marché vun Drogen an Drogenhändler, déi dohi kommen, organiséiert. Duerch eng hallefhäerzeg Politik a Saache Fixerstuff gëtt do eng onéierlech Politik bedriwwen.

Hei hu mer et ze di mat Clienten, déi ganz oft mussen - et muss ee sech einfach emol dee Wee virstelle bis an d'Fixerstuff, et muss ee wierklech sech dat virstellen - iwwert de Wee vu Beschafungskriminalitéit an nach vill méi oft vu Beschafungsprostitutioun un d'Sue kommen, fir da mat deene Sue gläich e puermol am Dag bei engem mafiéisen Dealer en oft onrenge Stoff ze kafen, fir sech dann an d'Fixerstuff ze bewegen, fir do kënnen hire Stoff ze konsommëieren. Datt der dann nach ëmmer vill de Wee net bis dohinner fannen an dann an den Agäng vun engem Parking oder an engem Eck um Trottoir hänken, kann een deelweis och verstoen.

Déi kollateral Schied vun dësen negativen Aspekter sinn enorm fir d'Sensibilisatioun vun der Gesellschaft am noen Ëmfeld, mä awer och fir d'Gesellschaft an deenen anere Gemengen, déi och missten oder sollten esou eng ähnlech Struktur kréien. Et kann net sinn, Här President, datt eng transitoresch Léisung vun enger Struktur op esou eng provisoresch an amateuristesch Aart a Weis muss schaffen.

An dofir wëlle mir eng Motioun déposéieren, wou mir d'Regierung dran opfuerderen, dës provisoresch an transitoresch Struktur esou ze adaptéieren an organiséieren ze loossen, datt se siwen Deeg op siwen a 24 Stonnen op 24 op ass, datt mer elo schonn op de Wee vun enger kontrolléierter Distributioun vun Heroin an där Struktur ginn, an datt mer dofir dat noutwendegt Personal an déi noutwendeg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen. Mir sinn iwwerzeegt, datt dës Mesurë kuerzfristeg ëmsetzbar sinn, wuel méi Sue kaschten - dat ass och schonn hei gesot ginn -, mä bei wäitem manner Sue kaschte wéi déi Leit d'Gesellschaft elo kaschten, ouni datt mer iwwerhaapt eng Plus-value dovunner hunn.

An anere Groussstied, wou esou eng Fixerstube opgaangen ass, war och vill Opreegung bei de Leit. Do huet och den NIMBY-Effekt gespillt; an dëst och aus verständleche Grënn. Mä a villen anere Stied notamment an Däitschland mä virun allem an der Schwäiz zu Biel, an och zu Zürich, ass et duerch eng intelligent an eng effikass Informatiouns- a Sensibilisatiounspolitik a virun allem duerch e gutt preparéierten a geplangte Programm fäerdeg bruecht ginn, d'Populatioun positiv ze iwwerraschen, well hir Stad respektiv hire Quartier eng visibel erfaassbar Plus-value herno gesi konnt.

Et muss een och wëssen, datt dee Problem vun der Drogeproblematik, an notamment dee vun dem éischten Experiment vun der Fixerstube, deen elo eben an der Stad ass, en nationale Problem ass. An och do erëm eng Kéier weist d'Relis-Broschür, déi jo Joer fir Joer déiselwecht Statistiken opweist, datt déi Leit mat Drogeproblemer méi aus dem Süde komme wéi aus der Stad. Dat heescht, uewen an der Hitparad - Dir wësst et besser wéi ech - hu mer de Süden, dann d'Stad, den Norden an dann den Osten.

Hei am Land mussen och endlech d'Regierung an den zoustännege Ministère hir Verantwortung iwwerhuelen a sech endlech déi noutwendeg Moyenen dofir ginn, souwuel um Niveau vun der Drogeproblematik selwer wéi och vun der Koordinatioun tëschent de verschiddene Ministères de tutelle an och de verschiddene Gemengen. Et kann net sinn, datt d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge sech reduzéiert op d'Verhandlunge fir en adequate Site an datt d'Gemenge mat engem nationale Gesellschafts- a Sozialproblem eleng gelooss ginn.

Dëst gesot, wënscht sech meng Fraktioun, datt mer gläich befaasst wäerte gi mat engem konkreten Aktiounsplang souwuel um Niveau vun der Preventioun bei eise Kanner wéi och bei deene Leit, déi um Wee aus den Drogen sech net méi eleng erëmfannen.

Här President, ech ginn Iech déi Motioun an domadder wär ech fäerdeg.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant

- que, selon les dernières estimations, le Grand-Duché de Luxembourg se place parmi les pays qui présentent le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues le plus élevé de l'UE;

- l'échec éminent des politiques prohibitionnistes quant à l'objectif initialement proclamé de restaurer la santé publique en diminuant l'usage de drogues par des moyens répressifs de plus en plus lourds;

- que la toxicomanie est avant tout un problème de santé et que des mesures concrètes visant une réduction des risques s'imposent;

- la nécessité de centres d'accueil pour personnes toxicomanes afin de permettre la consommation de drogues sous des conditions optimales d'hygiène;

- que l'instauration d'une salle d'injection se concrétise sous peu sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- qu'un foyer d'accueil d'urgence pour personnes toxicomanes existe actuellement à Luxembourg ville qui, outre la fonction de foyer de nuit, leur offre pendant certaines heures de la journée la possibilité de consommer des drogues;

- que le problème de la toxicomanie ne se limite pas uniquement à la ville de Luxembourg, mais s'étend à d'autres régions du pays;

- que la région sud du pays compte le nombre le plus important d'usagers problématiques de drogues et que l'ouverture d'un foyer d'accueil y est prévue pour fin 2008;

- que le programme de coalition du Gouvernement prévoit une augmentation des structures d'accueil pour toxicomanes et le développement d'un projet de mise à disposition de drogues sous contrôle médical,

invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil par l'extension de la structure et par une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès ininterrompu au foyer;

- à y entamer à court terme le programme de distribution de certaines drogues sous contrôle médical;

- à mener une campagne de sensibilisation concernant l'importance et la nécessité de telles structures afin de mieux faire accepter l'implantation de ces locaux auprès du public;

- à mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières indispensables;

- à réaliser dans les meilleurs délais le projet d'un centre d'accueil d'urgence prévu au sud du pays;

- à prévoir, à l'instar des modèles appliqués en Belgique et en Suisse, la décentralisation de l'implantation de structures d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plate-forme regroupant les différents ministères et toutes les communes concernées pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och. Den nächste Riedner ass vun de Kolleege vun der ADR, den Här Roby Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President an Här Interpellant, wann ech mer dat esou erlaben däerf.

Ech froe mech wann ech deen Débat haut de Mëtten hei bis elo verfollegt hunn, wat d'Leit dobausse vun eis halen, déi an deene leschten zéng, 15 Joer eng ganz Partie där Débaten hei an der Chamber erlieft hunn a leider musse feststellen, datt an der Situatioun dobausse vun der Drogeproblematik sech net ganz vill beweegt huet, mä datt ausser e puer Usätz - kosmetesch wär vläicht e bësse krass gesot -, fir punktuell verschidde Situatiounen ze erliichteren, fundamental un dëser Problematik bis elo net vill geännert huet.

Här President, ech wollt Iech Merci soen, selbstverständlech och wéi meng Kolleege virdrun, fir Är Initiativ an am Ufank drop hiweisen, datt 1993 mäi Kolleeg a Fraktiounschef de Gast Gibéryen eng Interpellatioun hei hat iwwert d'Drogeproblematik, datt et doropshin am November 1993 zur Asetzung vun enger Spezialkommissioun komm ass, déi sech speziell mat där ganzer Problematik befaasst huet. De Mäerz 1996 ass de Rapport vun där Spezialkommissioun erauskomm an d'Konklusioune waren, mir missten op nei Weeër goen, mir missten aus den ausgetrëppelte Pied eraus.

An et war eng Debatt den 23. Mee 1996 hei am Parlament, eng Motioun, déi eestëmmeg ugeholl ginn ass, an do ass festgestallt ginn, datt eng «urgence certaine existe à engager une véritable politique en matière des stupéfiants» an d'Regierung ass invitéiert ginn «à faire siennes les conclusions de ce rapport et à tout mettre en œuvre pour les réaliser dans les meilleurs délais».

Nach eng Kéier, villes, wat deemools gesot ginn ass, ass op der Streck bliwwen a leider musse mer haut feststellen, datt d'Situatioun sech net wesentlech verbessert huet.

Et ass sech hei beklot ginn driwwer, datt Zuelematerial géing feelen. Ech muss soen, Här Minister, et huet ee jo net ëmmer Zäit fir déi ganz Rapporten - déi sollen theoretesch de Mäerz erauskommen, déi awer elo am Laf vun der Zäit ëmmer méi spéit erauskommen - ze liesen, mä ech hunn e bëssel che Basismaterial och an Ärem Rapport iwwert d'Situatioun vun der Toxicomanie hei zu Lëtzebuerg vermësst. Ech sinn op d'Sich gaangen an ech hunn en internationale Verglach fonnt, deen op verschidde Quelle baséiert, deen awer leider schonn e bësse méi al ass.

Do muss ech soen, wann ee Lëtzebuerg do nëmme mat eisen Nopeschlänner vergläicht, déi Etüd kënnt bei eis op 5‰ vun der Populatioun, déi vun der Toxicomanie betraff wären. An der Belsch sinn dat 1,8‰, a Frankräich 2,5‰, an Däitschland 1,3 bis 1,5‰ an an Holland 1,6‰. Wann déi Zuele richteg sinn, esou wéi se hei stinn – an et sinn awer Zuele vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der europäescher Communautéit an esou weider -, da weist dat, wéi schro de Problem hei zu Lëtzebuerg ass. Well laut deene leschten Informatiounen, déi mer hunn, ass déi Zuel vun 2.000 Ofhängeger, déi hei opgefouert ass, jo entre-temps nach eng Kéier e gudde Krack an d'Luucht gaangen.

Här President, well ech net vill Zäit hunn, wollt ech direkt op d'Haaptuleies kommen, well et kéint ee ganz vill zu där Problematik hei soen.

D'Haaptuleies oder eng zentral Considératioun: Mir kënne schrecklech vill maachen a Saache Preventioun, mir kënne schrecklech vill maachen a Saachen Therapie, Notherapie a Begleedung an ech weess net wat nach alles. Wann et eis net geléngt, de Moteur vun deem Ganzen, deen am Geschäft läit wat mat den Droge gemaach gëtt, ofzestellen, da wäerte mer ëmmer der Problematik hannendru lafen. Dat ass e Problem, deen net nëmme sech hei zu Lëtzebuerg stellt, dat ass e Problem, dee sech weltwäit stellt.

Mir wëssen alleguer, datt d'Drogegeschäft eent vun deene gréisste Geschäfter weltwäit ass. An den internationalen Drogenhandel wäert esou laang fonctionnéieren a probéiere sech iwwerall breet ze maache wéi Geld domat ze verdéngen ass. Dofir ass den Usaz, fir d'Drogeproblematik zum gréissten Deel iwwer Repressioun ze bekämpfen, falsch. Mir mussen et fäerdeg brénge dem Geschäft, dat heescht dem Handel, d'Waasser ofzegruewen.

Ech si bei menger Sich no Material fündeg gi bei enger, soe mer emol ONG, déi heescht „Bundesarbeitsgemeinschaft kritischer Polizistinnen und Polizisten" an Däitschland. An ech hunn do ganz interessant Saache fonnt. Et deet mer Leed, datt ech dat net alles hei kann ausféieren, mä do gi Leit zitéiert, wéi zum Beispill den Nobelpreisträger Milton Friedman, dee seet: „Die Verelendung der Drogensüchtigen hängt mit der Kriminalisierung der Drogen zusammen." Oder e Professer a ganz bekannte Verfaasser vu Bicher, de Samuel Britton, dee seet: „Das Drogenproblem wird durch die repressiven Gesetze eher verursacht als gelöst."

An ech denken, no all deenen Échecen, déi mer erlieft hunn - a meng Virriednerin huet jo och dorop higewisen an ech mengen de Marc Angel virdrun och zum Deel -, datt mer do mussen innovéieren an datt mer dat wierklech mussen iwwerdenken; an hei ass jo och d'Schwäiz schonn ugefouert ginn.

Den ADR huet schonn oder d'ADR haut - ech muss mech och ëmgewinnen - huet schonn…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et ass net esou einfach.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Alternativ Demokratesch Reformpartei, Här President, huet scho virun enger Rei vu Joren drop higewisen…

Une voix.- Do ass et d'ADR nach net ginn!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat ass richteg, et war awer du schonn den ADR, deen huet schonn deemools drop higewisen, datt an der Schwäiz op Basis vun Universitéitsstudien, déi sech iwwer Joren erstreckt hunn, ganz positiv Erfahrunge gemaach si gi mat der kontrolléierter Verofreechung vun Heroin. Déi ganz Experienz ass och nëmmen op Basis vum Heroin gemaach ginn.

Et ass eng Etüd gelaf 1994 bis 1996 fir emol ze kucken, wéi dat fonctionnéiere kéint.

Den Oktober 1998 ass an der Schwäiz e Bundesbeschluss komm fir dat anzeféieren. De Mäerz 1999 ass d'Veruerdnung erauskomm iwwer „ärztliche Verschreibung von Heroin". An de Juni 2003 ass dee Programm bis Enn 2009 verlängert ginn. E fonctionnéiert de Moment an 19 Stied an an zwee Prisongen.

D'Resultater sinn absolut positiv. Zwee Drëttel vun deenen, déi heroinofhängeg sinn, sinn haut a Behandlung. D'Gesondheet an d'sozial Integratioun vun deene Betreffenden ass bedeitend verbessert ginn. E groussen Deel vun hinnen ass erëm an d'Erwerbsliewen zréckkomm. Den Infektiounsrisiko vun HIV an Hepatitis B an C ass wesentlech erofgesat ginn. Nei offen Zeene sinn net méi entstanen. Dann e Punkt, dee fir eis awer ganz wichteg ass, dat ass, datt d'Beschafungskriminalitéit ganz massiv zréckgaangen ass.

Aus deem Dokument vun de kritesche Polizisten an Däitschland geet ervir, datt zwee Drëttel vun allen Eegentumsdelikter an Däitschland eleng op d'Beschafungskriminalitéit zréckzeféiere sinn. An do kommen ech net derlaanscht fir festzestellen, datt mer vill Drogenofhängeger, déi allgemeng als Kranker considéréiert ginn, awer an de Prisonge sëtzen hunn, well se stroffälleg gi si bei hirer Beschafungsaktivitéit; wann ech dat emol esou däerf nennen.

Dat heescht, déi Leit ginn da kriminaliséiert a se sinn eigentlech an der falscher Struktur ënnerbruecht.

An der Schwäiz ass festgestallt gi bei deem Versuchsgrupp - well et waren zwee Versuchsgruppen, déi niewentenee gelaf sinn; woubäi déi eng da kontrolléiert den Heroin kritt hunn an déi aner einfach lafe gelooss gi sinn -, datt deen ee Grupp wéi gesot vill besser situéiert war herno, datt der och vill méi nach gelieft hunn no zéng Joer wéi déi, déi net ënnerstëtzt si ginn, awer datt d'Beschafungskriminalitéit bal op null zréckgaang ass.

Wann ee sech dat fir Lëtzebuerg iwwerleet, wou mer d'Prisonge voll sëtzen hu vu Leit, déi eleng duerch d'Beschafungskriminalitéit opfälleg gi sinn; wann ee bedenkt datt déi, déi richteg ofhängeg sinn, am Fong geholl de ganzen Dag soss näischt fäerdeg brénge wéi drun ze denken, wéi se dann elo erëm un d'Sue komme fir sech déi nächst Dosis ze verschafen; da kënnt Der och keng sënnvoll Therapie mat deene Leit maachen. Dofir, mir mussen aus dem Däiwelskrees eraus.

Mir hunn dat scho viru Jore verlaangt. Et ass bis elo an där Bezéiung quasi nach näischt geschitt.

Här Minister, ech wëll Iech soen, datt op Basis vun den Erfahrungen an der Schwäiz - Dir wësst dat wahrscheinlech och - de Moment an Holland, an Däitschland, a Groussbritannien, a Spuenien, a Kanada an an der Belsch Essaië lafen, fir och op dee Wee ze goen.

An der Schwäiz ass festgestallt ginn, datt dee Programm natierlech kascht - et kritt een näischt fir näischt -, mä datt awer an der Endofrechnung 60 Euro pro Dag volleksiwirtschaftlechen Notzen alles abegraff bei der Operatioun erauskomm sinn. An der budgetärer Situatioun, an där mer haut sinn, misst ee jo dann direkt soen: Ma komm, mir ginn op dee Wee, well insgesamt gesi kënne mer jo nëmme Geld spueren.

Ofgesi vum Schnéiballeffekt, deen dora besteet, datt déijéineg, déi ofhängeg sinn a Geld brauchen, fir sech hire Stoff kënnen ze leeschten, soss näischt maachen, zu engem groussen Deel, wéi probéiere selwer erëm nei Konsumenten ze fannen an der mat eranzezéien, déi vläicht guer net wëlles haten oder guer net esou direkt an der Gefor waren, fir drogenofhängeg ze ginn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen - se ass zwar haart gestallt, mä si gëtt och vun deem Grupp do, vun där „Bundesarbeitsgemeinschaft kritischer Polizistinnen und Polizisten" gestallt -, dat ass, awéiwäit datt weltwäit iwwerhaapt e politeschen Interessi besteet, fir deem ganzen Drogegeschäft do d'Waasser ofzegruewen.

Ech menge mir hu ganz sécher als Vertrieder vum Vollek, an Dir och als Regierung, e gewaltegen Interessi, fir esou séier wéi méiglech déi beschtméiglech Resultater ze hunn. Mä wann een awer weltwäit duerch d'Landschaft kuckt, da stellt ee fest, datt net mat där néideger Konsequenz virgaange gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg kënnt ëmmer d'Argument, an doriwwer musse mer eis ënnerhalen: Ass esou eng isoléiert Virgehensweis, déi ee kënnt fir den Ufank emol vläicht op den Heroin limitéieren, op engem nationalen Alleingang méiglech? Da verweisen ech op d'Schwäiz. Et ass sécher méiglech.

An déi zweet Fro, déi ee muss hannendrun hänken: Kann een et net, wann ee beim Heroin scho positiv Erfahrungen huet - mir brauchen déi Etüd net nach eng Kéier ze maachen, well se läit vir, an allen Detailer -, och nach op déi aner Drogen auswäiten?

Bei där Stellungnahm, déi déi Leit hei gemaach hunn, kommen déi ganz kloer zum Resultat, datt ee misst op de Wee goen déi Drogen, déi elo kriminaliséiert sinn, total ze dekriminaliséieren, well een nëmmen iwwert dee Wee ka virukommen.

Här President, et wär nach villes ze soen. Natierlech stellt d'Fro sech: Wat beweegt jonk Leit derzou fir an den Drogekonsum eranzerëtschen? Natierlech musse mer och um Gebitt vun der Preventioun schaffen. Dat fänkt an de Familljen un, dat leeft awer och zu engem ganzen Deel iwwert d'Schoulen. Dat leeft iwwer eise System vu Gesellschaft, wou ganz vill Leit ënnert d'Rieder kommen, wou Leit - besonnesch déijéineg, déi keng Aarbecht fannen, Jonker - op eng Kéier an en État de détresse geroden, wou se dann zu Droge gräifen, well se mengen dat wär den Auswee a wat awer do den Auswee net duerstellt.

Här President, meng Zäit ass esou wäit ofgelaf. Ech wollt mech, obschonn een zu ganz vill Punkten nach hätt kënne Stellung bezéien, op deen Aspekt hei limitéieren.

Et muss Schluss si mat der Flickschusterei. Domadder wëll ech net soen, datt alles, wat elo gemaach gëtt, Flickschusterei ass.

Mir mussen deenen hëllefen, déi de Moment ofhängeg sinn. Mir mussen alles maache fir den Däiwelskrees ze duerchbriechen, an dat kann nëmmen iwwert d'Dépénalisatioun vun den Droge goen an iwwer eng Kontroll. An do kann een haut mat der moderner Technologie sech ganz intelligent Léisungen afale loossen, wou een dat och perséinlech ganz genee kontrolléiert. Duerfir mengen ech och, datt eng isoléiert national Léisung méiglech wär per elektronesch Kaarten, wou een dat effektiv kontrolléiere kann.

Ech erwaarde vun Iech, Här Minister, kuerzfristeg e positiven Usaz an där Problematik.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech wëll och Iech als Interpellant, Här President, félicitéiere fir Är engagéiert Interpellatioun.

Ech hunn hei an der Chamber där schonn zwou matgemaach, eng Kéier souguer virun engem volle Sall. Ech hunn och matgemaach, datt ëmmer erëm duerno versicht ginn ass iergendeppes ze bewegen, mä d'Resultat war medioker.

Mir hunn zum Beispill versicht vum repressive Wee e bëssen ewechzekommen, fir de Cannabis e bësse méi liberal ze behandelen, an hunn domadder leider, muss ech soen, nach méi Konfusioun geschafen, wéi mer der virdru schonn haten.

Mir hunn hallefhäerzeg Deelléisunge verabschiet, déi kee Kapp a kee Schwanz haten. Mir hu Gesetzestexter verabschiet, wou drasteet: Et duerf ee Cannabis ongestrooft konsuméieren; et duerf een awer keen am Besëtz hunn. Et duerf een haart Droge mat an d'Fixerstuff eranhuelen; et duerf een awer keng am Besëtz hunn, an duerfir kann ee virun der Fixerstuff gepëtzt ginn, wéinst Besëtz vun illegale Substanzen.

Do versteet souguer een, dee bedämpt ass, d'Welt net méi!

Déi Onkonsequenz, mat där an der Suchtproblematik vu verschiddene Regierungen operéiert ginn ass - net nëmme vun enger, mä vu verschiddenen -, huet mat sech bruecht, dass mer haut nach bal esou do sti wéi virun 20 Joer.

Wa mer wëssen, dass d'Drogegeschäft e Véierel vum Weltwirtschaftsbudget ausmécht; wa mer wëssen, dass mat Suen aus der Drogekriminalitéit Kricher finanzéiert ginn; wa mer wëssen, dass mat Drogegelder d'Politik bestach gëtt an déi wierklech Verantwortlech an de Chefetagë vun de Konzerner d'Drogegelder wäisswäschen; da brauche mer eis net allze vill Illusiounen als klengt Lëtzebuerg ze maachen an da bleiwen eis um Terrain nach zwou Alternativen:

An déi éischt - dat ass fir mech déi wichtegst - ass esou vill Mënsche wéi méiglech vum Drogekonsum ewechzehalen. An dofir brauche mer weiderhin an nach méi effizient Preventiounskonzepter, besonnesch fir déi Jugendlech, well et net nëmme méi jugendlech Süchteger gëtt, mä et gëtt och ëmmer méi jugendlech Dealer. An dat muss och emol eng Kéier gesot ginn, datt déi Drogekriminell sech och ëmmer méi Jonker eraussichen, fir ze dealen, ebe well se déi mam Fric lackelen; och Kanner, déi besonnesch aus aarme Kreesser kommen, déi vun deem Fric ugezu ginn, an dann irgeleet ginn.

Et muss awer och besonnesch eng méi déifgräifend Koordinatioun vun alle Strukturen, déi am Drogeberäich schaffen, getätegt ginn. Mir däerfen och net spueren, wa mer méi Strukture brauchen. Mir musse wierklech doranner investéieren, ganz besonnesch an d'Preventioun a ganz besonnesch am Schoulberäich. Awer net nëmme bei de Kanner, well hei schéngt et och, datt d'Elteren - dat, wat mer scho Jore versichen, mä nach ëmmer musse feststellen - heiansdo méi Opklärung brauche wéi hir eege Kanner, déi heiansdo méi iwwer Droge wësse wéi hir Elteren.

An dann hu mer awer do derbäi eng zweet Aufgab, an dat ass déi um Liewen ze halen, déi der haarder Sucht verfall sinn, déi ni méi erauskommen an ouni Hëllef stierwen. Et ass also eis Aufgab Liewen ze retten. An do soen ech: La fin justifie les moyens. An all déi Weeër a Mëttelen, déi mer bis elo versicht hunn, hunn net gegraff. Dat huet mäi Virriedner och scho gesot. Déi hallefhäerzeg Entkriminaliséierung vun de Cannabis-Produkter huet keng Erfolleger ze verzeechnen.

Am Contraire, d'Produzente vun deem Dreck mëschen elo statt 10% THC bis zu 25% ënnert den Tubak. Domadder gëtt d'Suchtgefor verduebelt an de Risque, fir méi déif dranzerutschen, gëtt ëmmer méi flagrant. Dofir ass et hei scho wichteg, ze probéieren eng propper kontrolléiert Wuer an alle Beräicher unzebidden. Ech si weiderhi fir eng total Entkriminaliséierung fir déi douce awer och fir déi haart Drogen iwwert de Wee vun enger staatlech kontrolléierter Ausgab vun de Produiten; och vum Cannabis. Den illegale geféierleche Maart kréie mer nëmmen zerstéiert, wa mer eng Alternativ ubidden, déi net nëmme méi bëlleg ass, mä déi och do derniewent propper a kontrolléiert Produiten ubitt, an déi och mathëlleft d'Vertraue bei deene Concernéierten opzebauen.

Här President, gëschter hate mer eng Diskussioun iwwert d'Prostitutioun, ënner anerem och iwwert d'Beschafungsprostitutioun. Mir waren eis all hei eens, datt dat eng duebel geféierlech Prostitutioun ass: Engersäits, well se derzou déngt, fir deen nächste Schoss ze erwirtschaften, an dofir zu enger Liewensnoutwendegkeet fir de Süchtege gëtt. Anerersäits awer och, well déi Aart vu Prostituéierten onzourechnungsfäeg sinn a sech de Gefore fir hir Gesondheet guer net bewosst sinn. Déi liewen nach just fir den nächste Schoss, wéi all anere Süchtege vun haarden Drogen och, a vergiessen alles ronderëm sech.

Ech hunn uganks gesot, datt et eis Flicht ass, Mënscheliewen ze erhalen. Hei ass duebelen Handlungsbedarf. Hei handelt et sech ëm Persounen, déi a flagranter Gefor sinn an do derbäi och riskéieren, nach anere Persoune gesondheetlech Schied zouzefügen. Wa mer als Verantwortlech hei - a besonnesch zu Lëtzebuerger - net schnellsméiglechst agräifen, dann ass dat Non-assistance à personnes en danger. Dat ass strofbar. Da si mer alleguer Verbriecher, well mer wëssen, datt déi Persounen enger duebeler Gefor ausgesat sinn a permanent a Liewensgefor sinn. Dofir musse mer esou schnell wéi méiglech reagéieren.

Awer net op déiselwecht hypokritesch Aart a Weis, wéi et elo haaptsächlech geschitt ass mat Repressioun a Schäininitiativen, mä ganz einfach konsequent a mat geziilte Konzepter, fir datt grad an deem Beräich do, wou duebelen Handlungsbedarf besteet, de Betraffenen dat schnellsméiglecht kann zougestane ginn, wat se um Liewen hält. Well et geet an alleréischter Stell ëm hiert Liewen. Se um Liewen ze halen ass eng éischt Prioritéit, fir se da lues a lues erëm an d'Gesellschaft zréckzefëieren. Dofir musse mer iwwer eise Schiet sprangen an endlech agesinn, datt et fir déi, déi dragerutscht sinn, keng Alternativ ausser den Doud gëtt, wa mer net nei Weeër ginn.

Här President, wa mer periodesch hei Interpellatiounen iwwert d'Drogesucht kréien, dann ass sécher e Problem do. An dann ass vun all Interpellant gewënscht an och sécher haut vum Här President, vum Här Bettendorf, datt mer endlech handelen. A fir dat kënnen ze maachen, däerfe mer d'Drogesucht net méi niewebäi behandelen, mä separat. Separat an deem Sënn, datt mer déi zoustänneg Kommissioun opfuerderen de Problem konsequent an net nëmmen niewelaanscht unzegoen.

Ech sinn awer der Meenung, datt d'Gesondheetskommissioun dat net packt, well de Problem ëmmer méi grouss gëtt. Mir mussen also erëm eng Spezialkommissioun schafen, déi sech net nëmme mat der Drogekriminalitéit, mä och mat der Prostitutioun befaasst, well déi zwou Saachen enk zesummenhänken, an dat net nëmmen am Beräich vun der Beschafungsprostitutioun, mä och am Kader vum Proxénétissem.

Dee Cumul ass duebel geféierlech. Duerfir däerfen déi zwee Problemer net an zwou verschiddene Kommissioune behandelt ginn, mä gemeinsam an enger eegener; fir d'Gesondheet vun deene Betraffenen, awer och vun deenen, déi se fréquentéieren. MIr mussen endlech vun der verklemmter Philosophie ewechkommen, datt mer mat Repressioun alles léise kënnen. Mënscheliewe rett een net mat Repressioun, mä mat Repressioun dreiwe mer déi, déi mer rette wëllen a mussen, ëmmer méi an d'Anonymat an da kréie mer se net méi erfaasst. Dann dränge mer se an eng Zeen eran, wou se net méi erauskommen. Dat wësse mer alleguer.

Dës Chamber ka sech en Denkmal setzen an an d'Geschicht agoen, andeem se d'Moyenë kreéiert mat deenen déi Süchteg wierklech als Kranker behandelt ginn, an hinnen déi Substanzen zougestane ginn, déi se um Liewen hale kënnen. Ech begréissen et dofir, datt de Courage opbruecht ginn ass, fir Fixerstuffen ze schafen. Mä d'Madame Loschetter huet et scho gesot, datt dat och iergendwéi nëmmen hallefhäerzeg fonctionnéiert, och wann Erfolleger ze verzeechne sinn an ëmmer méi Betraffener dohinner ginn. Mä et ass ganz wichteg, fir mat deene Betraffenen, déi dohinner ginn, och e soziaalt Vertrauen opzebauen a se iwwert dee Wee ënner Kontroll ze hunn, se kënne medezinesch a psychologesch ze betreien, an iwwert dat doduerch verschafent Vertrauensverhältnis se mol endlech erëm u sech gleewen ze loossen.

Deen eenzege Problem, deen do besteet, ass deen, datt déi Süchteg hir Wuer musse matbréngen, anstatt datt se do propper Wuer gratis ugebuede kréien, fir net méi der Beschafungskriminalitéit ausgeliwwert ze sinn, a fir net méi um Wee fir an d'Fixerstuff duerch e Spaléier vun Dealer ze goen, déi nëmmen drop waarden, fir hinnen dee leschten Dreck unzebidden. An da wëlle mer och, datt mer se vum Wee vun der Beschafungskriminalitéit ewechkréien, wou se iwwert d'Prostitutioun oder soss Ënnerwerfunge leiden.

Dofir musse mer am Beräich vun der Beschafungsprostitutioun Strukture schafen, déi propper Wueren ubidden, bis mer déi Betraffen iwwert de Wee vu luesem Erauskommen oder se iwwer manner geféierlech Ersatzsubstanzen erëm an d'Gesellschaft zréckféieren. Dat ka fonctionnéiere fir d'éischt iwwer Streetworking, an duerno iwwer adequat fest oder mobil Strukturen.

Dofir brauche mer awer Zivilcourage a mussen derfir suergen, datt déi Süchteg och als Mënschen akzeptéiert ginn, well och dat ass e Problem. Och wa mir eis hei de Mond fusseleg schwätzen doriwwer, esou wësse mer awer wéi et an der Gesellschaft fonctionnéiert, an datt dat net de Fall ass. Mir mussen hinnen de Wee opmaachen, fir datt se als vollwäerteg Mënsche mat hirer Sucht liewe kënnen, an an der Gesellschaft erëm akzeptéiert ginn. Dat fänkt am Kapp un.

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, maacht Äre Kapp fräi. Gehäit Är klengkaréiert Denkweis an Är Viruerteeler op d'Mëscht, a sidd domat d'accord, datt an enger Spezialkommissioun esou schnell wéi méiglech déi néideg Akzenter kënne gesat ginn, fir alles an d'Weeër ze leeden, fir e Maximum u Liewen ze retten. Wa mer dat fäerdeg bréngen, da kënne mer houfreg sinn. Wa mer awer weider nokucken, oder de repressive Wee wëlle bäibehalen, da si mer selwer Verbriecher. Da gehéiere mer an déiselwecht Këscht niewent d'Dealer an d'Zuhälter.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, Dir sidd wëllkomm hei um Pult. Här Minister, Dir hutt d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President an duebeler Hisiicht: als President ff. do uewen an als Interpellant bei dëser Geleeënheet. E Merci fir déi Aart a Weis, wéi d'Diskussioun hei gefouert ginn ass, an deen éierlechen Engagement, fir um Terrain am Kampf géint d'Drogen a beim Schutz vun deene Jonken a manner Jonke virun den Droge virunzekommen. Mir brauchen déi Ënnerstëtzung vun der Chamber. Mir brauchen déi Evolutioun am Denken, fir Dieren opzekréien, déi an der Vergaangenheet fest zou waren.

Et sëtzen der heibannen, déi sech iwwer Joren engagéiert hunn a widdert déi Gummiswänn gestouss sinn, déi et gi si bei neie Gedanken, neien Iwwerleeungen an neie Pisten an der Drogepolitik. Ech si frou festzestellen, datt an deem dote Beräich eng seriö Evolutioun do ass, déi sech net nëmme mat Wierder begnügt, mä déi och bereet ass mat unzepaken. Ech sinn dofir ganz frou doriwwer, dass vun alle Säiten déi Bereetschaft hei ugekënnegt gëtt.

Wann ech héieren, dass een d'Gemenge soll ënnerstëtzen, fir op deem dote Wee matzemaachen, dann trëfft dat bei mir op ganz positive Buedem, well ech déi zwee éischt Joren oder déi annerhallef éischt Jore vu menger Amtszäit net ëmmer déiselwecht Bereetschaft fonnt hunn, an ech freeë mech doriwwer fir déi Zesummenaarbecht ze fannen an enger kohärenter Approche, déi mer ustriewen. Eng kohärent Approche zesumme mat alle Partner, eng multidisziplinär Approche, well weder e Gesondheetsminister nach e Force-publique-s-Minister nach en Educatiounsminister nach Gemengen eleng nach Familljen eleng bréngen et fäerdeg, deen dote Problem an de Grëff ze kréien.

Mir brauchen déi kohärent Approche, mir brauche Réseauen a mir brauchen eng zesummenhängend Approche vis-à-vis vun all Zorte vun Drogen. Wann et eis eescht gemengt ass mat der Preventioun, der primärer Preventioun, fir d'Kanner staark ze maachen, fir Nee kënnen ze soen, da brauche mer och eng konsequent a kohärent Approche vis-à-vis vun deene salonfäegen, net salonfäegen, deenen haarden an deene manner haarden Drogen.

Et muss een also kloer Aussoen hunn, an ech stelle mech all deenen an de Wee, déi soen, hei musse mer Toleranz vis-à-vis vun dëser Drog an do musse mer Toleranz vis-à-vis vun där doter Drog hunn. Ech mengen, dass ee sech e groussen Déngscht leescht, wann een eng kloer Positioun huet an Neen zur Ofhängegkeet seet an Neen zu dem Wee an d'Ofhängegkeet, deen iwwer all Zorte vun Drogen, déi salonfäeg an déi net salonfäeg, féiert.

Dat ass eng Approche, déi dës Regierung huet, konsequent huet a Saachen Tubak, konsequent huet a Saachen Alkohol, konsequent huet a Saache sou genannte Softdrogen, déi net méi esou soft sinn - an dat ass e puermol hei ënnerstrach ginn, duerfir wëll ech net méi dat Wuert „Softdrogen" héieren am Zesummenhang mat Cannabis -, a virun allem och vis-à-vis vun deenen haarden Drogen. Mir hunn eng konsequent Approche fir d'Offer ze reduzéieren.

De Kolleeg Frieden léisst sech entschëllegen, well hien aner Verflichtungen nach huet, mä hien huet sech mat mir ofgeschwat an där heiter Debatt, grad eméi mer dat och an där Approche um Terrain zesumme maachen an deem interministerielle Grupp, deen iwwregens an deem leschten annerhallwe Joer dräimol zesummekomm ass an dee mer reorganiséieren, well mer méi kloer Approchen, méi zesummenhängend Approchë wëllen aus deem Grupp erauskréien, an och duerchaus be-

reet sinn aner Ministèrë mat an deen dote Grupp ze engagéieren.

Mir hunn an der Zwëschenzäit den zweeten Aktiounsplang géint Drogen. Et ass also en éischten do gewiescht, wou extrem vill Effortë gemaach gi sinn - an dat ënnersträichen ech - an deene Jore virdrun a wou zu 80% dat realiséiert ginn ass, wat ugekënnegt gi war. De Carlo Wagner, mäi Virgänger, weess, dass ee vun deene Punkten, deen och him um Häerz louch, net realiséierbar war, well déi Dieren zou waren: d'Fixerstuff oder den „Drogenkonsumraum". Et kann een him net de Reproche maachen, hien hätt et net gewollt, mä d'Zäit war dee Moment net räif. Déi Fënster ass an der Zwëschenzäit opgaang, an ech menge mir freeën eis zesummen, dass déi Fënster opgaang ass.

Elo kann ee soen, déi Fixerstuff - a Motioune gëtt se ganz ignoréiert -, mir wären amgaang se opzebauen. Neen, si besteet! Den „Drogenkonsumraum" besteet zënter engem Joer niewent dem Dagesan niewent dem Nuetsfoyer, dat ass e Ganzt. 13 an eng hallef Persoune schaffen - Persounen, dat ass dat falscht Wuert -, engagéiert Terrainsaarbechter schaffen an deem dote Gebai, maachen extrem gutt Aarbecht. A wann een eis seet, mir hätten eng hallefhäerzeg Approche: Neen, mir hu keng hallefhäerzeg Approche, mä mir hunn hei e Beräich wou mer eis keng Feeltrëtt erlaben däerfen.

Wann Der wësst, wéi schwiereg et war fir deen Ufank do ze maachen, wéi vill Widderstänn et gi sinn, och bei der Gemeng, hu mir d'Optioun geholl fir lues opzebauen, fir Erfahrungen ze sammelen, fir dat Ugebuet auszebauen, a mir wäerten dat Ugebuet ausbauen. Am nächste Budget wäert erëm e seriöen Effort gemaach ginn, fir deen Drogenkonsumraum méi laang fonctionnéieren ze loossen, well - an dat soen ech bei där Problematik, wou ee schlecht vu Succèsë ka schwätzen - déi Fixerstuff, deen Drogenkonsumraum huet sech bewährt. Et sinn an der Zwëschenzäit 230 Persounen, déi dovu profitéieren.

Ech ginn Iech eng Donnée wou ech net soen, dass et den Drogenkonsumraum eleng war, deen dozou bäigedroen huet, mä d'Zuel vun den Doudegen duerch Iwwerdosen ass vun engem Joer op dat anert nach eng Kéier halbéiert ginn. Mir leien an der Zwëschenzäit fir 2005 nach bei aacht Iwwerdosen, déi déidlech waren. Dat sinn der nach ëmmer aacht ze vill. Mä et gesäit een awer eng seriö Tendenz no ënne wann ee weess, dass an de Spëtzejoren 2000 an an den 90er Jore Spëtzte bis zu 30, 28, 29 Affer erreecht gi sinn. Dat heescht also, et kann een net soen, dass do keng Effortë gemaach gi sinn, dass net geschafft ginn ass op dem Terrain.

Et gëtt ëmmer gesot: schafft mat den ONGen! Dat maache mer, mer schaffe mat engagéierten ONGen, an déi ONGe kënne schaffen, well se déi noutwendeg Méiglechkeete vum Statsbudget kréien. Wéi gesot, vervéierfacht hu sech d'Mëttelen innerhalb vun aacht Joer, och an deene leschten zwee Budgetsjore sinn nach eng Kéier bal eng Millioun Euro dropgeluecht ginn. Mir leien am Moment bei 68 Leit, déi an deem dote Secteur vun de Strukture schaffen, mä ouni déi ze zielen, déi elo an deene Spidolsberäicher schaffen. Et kann een also net soen, dass an deem heite Beräich keng Effortë gemaach ginn.

Mir sinn hei an engem Beräich wou et dee Knäppchen net gëtt, wou ech kéint drécken, dass d'Problematik fort wär. Dat hei ass eng Problematik, do gëtt et dee Knäppchen net. Do gëtt et 100 Knäppercher, an et weess een net ëmmer wou se leien. Also muss ee se sichen, et muss ee sech eruntaaschten, et muss een Alliéierter fannen. An dat ass d'Problematik. Et kann een net einfach soen: Man müsste ja nur.

Et gëtt eng ganz Rei vu Pisten, a mir si bereet, déi Pisten ze goen. Dat geet u mat der Förderung vun der Kraaft vun deenen, fir Nee kënnen ze soen. An da geet et weider bei der Preventioun, an et ass och do net esou wéi wann et keng Initiative géif ginn. Ech nenne just déi fantastesch Aarbecht, déi vum Drogepreventiounszentrum gemaach gëtt, dee Formatiounen ubitt, wou enk mat de Gemengen zesummegeschafft gëtt, wou e ganze Réseau vu Gemenge sech erëmfonnt hunn am Drogepreventiounszentrum. An ech sinn dankbar fir all Gemeng, déi sech weider doranner engagéiert an dem Drogepreventiounszentrum vläicht eenzel Aufgaben ofhëlt, well mir hunn alleguer eng Verantwortung do, net nëmmen de Stat.

Och d'Gemengen, wou d'Kanner draliewen, och déi Autoritéiten, déi sech ëm d'Primärschoul këmmeren, hunn eng Responsabilitéit, zesumme mat eis selbstverständlech, mä et kann een net ëmmer nëmmen de Ball un de Stat weiderginn. Och wann et drëm geet fir Strukturen opzebauen ass et net ëmmer nëmmen de Stat, deen do muss seng Verantwortung iwwerhuelen.

Ech hat zum Beispill - an de Marc Angel huet drop higewisen - eng Kéier owes d'Televisioun ugemaach an do hat ech de Sozialschäffe vun der Stad Lëtzebuerg am Bild, dee gesot huet: Jo, et gi Leit an där Fixerstuff gebraucht; jo, mir als Stad Lëtzebuerg si bereet, dat Personal zur Verfügung ze stellen. Dat sot den Här Bettel, dee Sozialschäffen an der Stad Lëtzebuerg ass.

Den Dag duerno oder zwee Deeg duerno huet de Buergermeeschter - deen ech awer schätze fir seng Zesummenaarbecht an deem heite Beräich, dat wëll ech extra soen, deen de Courage hat fir deen heite Wee matzegoen - gesot, dat war falsch vum Här Bettel verstane ginn an dat war net esou gemengt, d'Gemeng wëllt sech do net substituéieren. Ech hunn dat zur Kenntnis geholl, verstinn och all Argumenter, hat mech also just e bëssen ze vill frél gefreet. Bon, et ass ni ze spéit. D'Offer vu mir steet jiddefalls nach ëmmer: All Gemeng, déi bereet ass, do matzemaachen, ass wëllkomm.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, entschëllegt, et gëtt jo awer eng Differenz, wann Dir de Gemengen eppes offréiert a se dann opfuerdert matzemaachen. Dat hei war e bëssen eppes Ëmgedréites. Hei wär einfach verlaangt ginn, datt d'Gemeng Lëtzebuerg…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mir hunn dat net verlaangt!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also ech wëll Iech nach eng Kéier soen,…

M. le Président.- Een nom aneren.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll Iech just soen, déi Struktur, déi zu Bouneweg steet, dat wësst Der ganz genau: Dir hätt am léifste selwer - natierlech -scho fir dëst Joer méi Gelder zur Verfügung gestallt, wann dat méiglech gewiescht wär, mä aus budgetäre Grënn hutt Der déi Gelder net kritt. Dat wësst Der ganz genau.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, dat ass esou net wouer.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dach, dach!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dach, dach. Dir hutt et missen échelonnéieren, an do louch de ganze Problem an där ganzer Geschicht, an duerfir hutt Der et op e puer Joer opgedeelt. Ech mengen, dat ass Är Responsabilitéit, a wann ech gelift,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech iwwerhuelen déi och. Mä dat ass net wouer. Éischtens hu mir net gefrot vun der Stad Lëtzebuerg, fir dat dote Personal ze kréien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, mä Dir wësst, datt et gebraucht gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- De Sozialschäffen huet dat aus eegene Stécker ugebuede gehat.

An zweetens muss ech Iech soen, dass mir eng gewëssen Zuel vu Leit erausgeschloen hunn am Budget an dass mer dat maache wéi Dir dat och maacht an de Gemengen.

(Interruption)

Dir hutt dat jo elo an der Zwëschenzäit och geléiert, dass d'Politik d'Konscht ass vun de Choixen, dass, wann een eng gewëssen Zuel Personal zur Verfügung huet an et huet een zéngmol esou vill Demanden, een da probéiert dat esou opzedeelen, dass et e Sënn gëtt. Dat maacht Dir och esou.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, awer dat hänkt prioritär...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, wann ech däerf meng Räsonnementer fäerdeg ausféieren. Et ass jo nach ëmmer eng Regel hei an der Chamber, dass d'Chamber ka Parole après ministre froen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn dat bei Iech geléiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ah, mä ech hu kee Problem, ech hu gutt Zäit. Ech hu gutt Zäit. Ech gesinn, dass net jiddfereen an der Chamber esou gutt Zäit hat wéi ech…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, elo féieren ech hei d'Sitzung an d'Madame Loschetter huet ugefrot fir eng Fro ze stellen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Just eng Tëschefro, Här Minister, well eis dat wierklech um Häerz läit an ech mengen Iech och. Wann Der genuch finanziell Moyenen hutt, firwat maacht Der dann net mindestens och zu deeneselwechten Zäiten, wéinstens de Weekend, op? Well dat ass eppes wat onverständlech ass, firwat datt vu méindes bis freides op ass an de Weekend zou ass. Ech mengen, dat wär awer eng absolut Prioritéit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, ech sinn absolut mat Iech d'accord. Mir wäerten och all Effortë maachen, fir déi Struktur esou laang opzemaachen, wéi et e Sënn ergëtt. Mä mir hunn elo ee Joer Erfahrung gesammelt a mir wäerten an e puer Deeg d'Resultater vun där Experienz vun engem Joer virstellen an da wäerte mer progressiv weider Plagë vun Öffnungszäiten ubidden.

An déi zweet Fuerderung, déi komm ass, wou och oppen Dieren agerannt ginn: d'Dezentraliséiere vun dëse Strukturen. Selbstverständlech! Mir hunn den Accord vun der Gemeng Esch, formell, dass en Nuets- an en Dagesfoyer an ähnlech Strukturen entsti wéi an der Stad Lëtzebuerg.

De Paul Helminger huet gesot: Mir sinn d'accord fir beim Drogekonsumraum matzemaachen, awer wann ech gelift - an de Laurent Mosar war och do derbäi - net nëmmen an der Stad eleng. Dat liicht mir an, a mir hunn dat och vis-à-vis vun där zweetgréisster Gemeng esou duergestallt, an déi huet sech deenen Argumenter gradesou oppe gewise wéi déi Responsabel an der Stad Lëtzebuerg.

Ech wëll awer soen, dass mer bei där definitiver Struktur, déi mer elo bauen, queesch duerch d'Stad gereest sinn, ier mer dann den Accord kritt hu fir déi definitiv. Mir waren an der Hollerecher Strooss, du ware mer an der Rue de la Fonderie an duerno si mer dann elo vis-à-vis vun der provisorescher Struktur gelant, wou mer dann den Accord kritt hunn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Den neie Schäfferot war dräi Wochen am Amt, dunn hat Der den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Majo, ech soe jo net de Contraire. Ech géif awer mengen, dass och dee viregte Schäfferot mer do den Accord ginn hätt an dass et net un deem neien Element am Schäfferot hänkt,…

(Interruption)

…dass mer den Accord kritt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Niki Bettendorf huet eng ganz Rei vu Froen opgeworf, wou ech Iech erspueren an all Detail drop anzegoen, well d'Zäit fortleeft. Ech wëll Iech awer soen, dass, wann den Niki Bettendorf bedauert huet, dass vläicht de Kampf géint d'Drogen net eng éischt Prioritéit an der politescher Ausenanersetzung wär, et fir d'Regierung eng éischt Prioritéit um Terrain ass a mir eis Corps et âme an déi dote Problematik erawerfen, an et sinn der heibannen, well se selwer Projete promouvéieren, wou mer bei deene Projeten zesummeschaffen.

Et gëtt bedauert, dass mer hei en Aktiounsprogramm hätten, deen sech iwwer fënnef Joer histreckt, mä mir missten awer elo nach d'Moyenen do derfir kréien. Abee, een, deen déi budgetär Aarbecht hei am Stat kennt, dee weess, dass mer am ordinäre Budget net pluriannuel Finanzéierungspläng maachen, mä dass mer Budget fir Budget an d'Diskussiounen eraginn an dann déi verschidden Etappen an deem Aktiounsprogramm realiséieren. Näischt aneschters maache mer an näischt aneschters steet an deem Aktiounsplang dran.

Dee leschte Plang ass zu 80% realiséiert ginn. Also sinn 80% vun deenen ugekënnegte Moossnamen och budgétiséiert ginn. An ech gi mat Vertrauen dovun aus, dass mer an dësem Aktiounsprogramm datselwecht wäerte fäerdeg bréngen.

Ech wëll op eng wichteg Fro agoen, well déi mer och um Häerz läit. Wann een en Drogekonsumraum mécht, wou ee sech seng Droge muss matbréngen an, wéi dat am Ausland och de Fall ass, déi Drogen net kontrolléiert ginn op hir Qualitéit, dann däerf ee sech ganz seriö Froe stellen. An da muss ee soen, déi nächst Etapp muss déi si vun enger kontrolléierter Ofgab vun Drogen u schwéier Ofhängeger. Dat ass virgesinn. Dat ass virgesinn am Koalitiounsprogramm, mä dat, wann ech gelift, mécht een eent nom aneren, wa mer eisen Drogekonsumraum konsolidéiert hunn.

Ech hunn Iech virdru gesot, et ass esou e kriddelechen Thema, och hei zu Lëtzebuerg, dass ee sech e Feeltrëtt net erlabe kann. Ech hätt jiddferee vun Iech gär gesi bei deem éischten Zwëschefall, deem éischte seriöen Zwëschefall an deenen éischte puer Wochen an der Fixerstuff, well do war den Accord nach ganz zerbriechlech, wéi d'Reaktioun gewiescht wär, wa mer déi éischt Problemer gehat hätten. Mir, Holz upaken, hate bis elo keng an, Holz upaken, hoffen, dass mer och an Zukunft esou gutt iwwert d'Ronne kommen. An deem Drogekonsumraum si Leit opgefaange ginn, déi dobausse grousse Risiken ausgesat waren. Et sinn och Problemer entstanen, mä mir hu se erëmkritt doduerch, dass se am kontrolléierte Milieu waren.

Duerfir gitt eis Zäit fir deen nächste Schratt gradesou gutt ze preparéieren, wéi mer den Drogekonsumraum preparéiert hunn. A mir hunn dat super preparéiert. Mir hunn dat preparéiert mat der Gemeng, mir hunn dat preparéiert mat allen Acteuren, déi um Terrain aktiv sinn, mat der Polizei, mam Parquet, mat de Sozialaarbechter, mat deene Leit, déi d'Strukture bis elo betreit hunn.

Mir hunn a Saache medizinesch kontrolléiert Zur-Verfügung-Stellung vun Drogen Erfahrungen wéi dat am Ausland gemaach ginn ass, mir ginn eis do inspiréieren a mir wäerten dat an deenen nächsten zwee Joer maachen. Ech hat Iech d'leschte Kéier beim Drogekonsumraum gesot, dass mer dat innerhalb vu Méint géife maachen. Innerhalb vu Méint stoung en. An ech soen Iech dës Kéier, dass mer innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer - ech ginn dovun aus fir 2008 - do e Pilotversuch hunn, fir dat ze realiséieren. Do kënnt Dir mech och beim Wuert huelen.

Vis-à-vis vun de Schoulkanner, ob dat elo am Primaire oder am Postprimaire ass, fillen ech mech ganz betraff. Do gëtt et eng ganz Rei vun Initiativen, déi mer zesumme mam Schoulministère, zesumme mam Justizminister, zesumme mat anerer maachen, an ech ginn der Madame Loschetter honnertprozenteg Recht, dass, wa mer déi vill Initiativen, déi mer maachen, mussen evaluéieren. Dat ass eppes wat et leider net genuch hei zu Lëtzebuerg gëtt. Net nëmmen am Beräich vun den Drogen, mä an alle Beräicher.

D'Evaluatioun ass dat wou mer am leschten drun denken. Et ass awer dat Allerwichtegst, well een opgrond vun der Evaluatioun kuckt, wéi déi eenzel Politike gegraff hunn, wéi ee se muss korrigéieren, wéi ee ka virufueren, an dass een net déi Mëttelen, déi een huet, ouni Wierkung verbëtzt. Dat ass eppes wat a Fleesch a Blutt muss iwwergoen. Ech sinn honnertprozenteg mat Iech d'accord, dass een dat an dësem Beräich muss maachen.

D'Koordinatiounsplattform gëtt et. Et gëtt se mam Terrain. Do gëtt extrem gutt koordinéiert, an den Numm ass e puermol hei genannt ginn, den Alain Origer, den nationalen Drogekoordinator, mécht do eng gutt Aarbecht mat de Leit vum Terrain alleguer, well et ass net einfach an deem dote Secteur ze schaffen, well et kritt ee méi Réckschléi wéi Erfollegsmeldungen.

Well d'Zäit fortleeft, wollt ech just zwou, dräi Saachen ervirsträichen, déi an deem leschten annerhallwe Joer geschitt sinn. Mir hunn also en Drogenaktiounsprogramm wou mer 2005 an 2006 ronn 30 nei Aktiounen entweder realiséiert hunn, entaméiert hunn oder preparéiert hunn. Dir hutt virdrun héiere wéi vill Mesurë virgesi sinn. Déi, déi am meeschten an d'Ae stiechen:

Dat ass den Drogekonsumraum; en ass realiséiert an e gëtt ausgebaut.

Et ass den zweete Projet „Choice", e ganz wichtege Projet zesumme mat Médecins sans frontières, wou d'Primo-Consommateuren, déi, déi

fir d'éischt a Kontakt mat den Droge kommen - ganz Jonker - opgefaange ginn. Zesumme mam Parquet, zesumme mat der Polizei, zesumme mat den Acteuren um Terrain ginn déi Jonk récupéréiert, an der Hoffnung, dass mer se aus der Ofhängegkeet erëm an d'Fräiheet kënnen zréckbréngen. Dorëm geet et jo.

Dann een Duerchbroch a Saache fehlplacéiert Jugendlech am Prisong, dee mer kritt hunn, wou hei vläicht net esou oft driwwer diskutéiert ginn ass, mä wou an der Öffentlechkeet driwwer diskutéiert ginn ass, dat ass iwwert déi Jugendlech, déi am Prisong gelant sinn, well et keng entspriechend Strukture gi sinn. Mir sinn eis eens, fir e Pilotprojet do ze realiséieren, wou mer eng éischt Struktur elo kréien, wou awer den Accord schonn do ass fir d'Foyeren, déi hannendru solle kommen, opzebauen. Zesumme mam CHNP, mat enger multidisziplinärer Équipe, well dat net nëmmen Toxicomanë sinn; dat si Kanner, Jugendlecher, déi vill Stéierungen hunn.

Mir ware mam Ombudscomité fir d'Kanner déi virlescht Woch déi geplangten Infrastruktur kucken. A mir sinn amgaang den Accord ze ginn, fir déi Embauaarbechten, déi an der Orangerie zu Ettelbréck gemaach solle ginn, virunzedreiwen. Da gi mer dervun aus, dass déi Struktur bis zum Enn vum Joer steet. Zesumme mat der Famille, zesumme mat der Justiz maache mer e Projet, dee begréisst gëtt vun de Jugendriichteren, well se dann eng Alternativ hunn, fir komplizéiert Fäll - Kanner, net Fäll -, Kanner aus dem Prisong an eng adaptéiert Struktur mat enger Perspektiv, fir eng Kéier herno erëm Fouss ze faassen, ze placéieren.

Dat si lauter Saachen, wou een net ka soen, dat wier näischt. Dat sinn d'Duerchbréch! An ech insistéieren: Dat sinn d'Duerchbréch! Dat si Fënsteren, déi opgaang sinn. Dat si Problemer, déi mer ugepaakt hunn. Ech wëll hei insistéieren, dass et net de Verdéngscht ass vun deem engen oder aneren aleng, mä dass mer vill Leit gebraucht hunn, déi ugepaakt hunn. Et sinn Dieren opgaangen, déi zougeneelt waren, a wou keen et gewot huet se opzestoussen. Am Beräich vun deenen assistéierte Strukture gëtt et Besoinen, an déi Motiounen, déi fuerderen, dass mer weider ausbauen, déi leie richteg.

Ech kommen herno ganz kuerz op d'Motiounen ze schwätzen. Ech géif mengen an zwou Minutte kënnen ofzeschléissen.

Mat dem Logement encadré si mer amgaang d'Ugebuet auszewäiten. Schaffplazen, Posttherapie-Plazen - well Schaffplazen, «réinsertion par le travail», gëtt et an deem dote Beräich quasi net - si mer amgaang ze realiséiere mat engem Acteur um Terrain, wou erëm eng Kéier déiselwecht Problematik ass: Jo, d'accord, mä awer wann ech gelift beim Noper. Wou mer awer och op Gemenge getraff sinn, déi Wäitsiicht hunn, an déi och bereet sinn eng Hand mat unzepaken, wou mer en Duerchbroch maachen, fir an der Posttherapie net nëmmen de Logement - extrem wichteg -, net nëmmen d'psychologesch Weiderbetreiung - extrem wichteg -, mä och erëm d'Perspektive schafen, duerch d'Aarbecht en normaalt Liewe kënnen ze féieren.

Well wann déi jonk Leit aus der Therapie erauskommen a si dréinen d'Daumen, da komme se iergendwann eng Kéier erëm mat deenen a Kontakt, déi se dohi bruecht hunn. Dofir probéiere mer och do vernetzt Ugebueter ze maachen.

Mir si sécher net um Enn an eiser Approche, fir esou mann wéi méiglech Kanner, Jugendlecher an de Kontakt mat Drogen ze bréngen. Mir si sécher net um Enn, fir deenen, déi et net gepackt hunn, ze hëllefen. Mir brauche vill Moyenen. Mir brauche vill Strukturen. Mä, ech mengen awer, dass een net dat soll verniedlechen an ewechrieden, wat um Terrain geschitt dank villen engagéierte Leit.

Well wann ee seet: „Et geschitt näischt!“, da verkennt een den Engagement vun honnerten engagéierte Leit, déi vill méi einfach an engem anere Beräich kéinte schaffen, wéi an deem heiten! An dat loossen ech net zou vis-à-vis vun deene villen Initiativen, vun deene villen ONGen. ONGen, dat sinn net nëmmen d'Bénévoler, déi hëllefen, mä et sinn och Profien, déi vun eis mat ënnerstëtzt ginn, an déi ouni eis Hëllef, ouni de Budget vum Stat, ouni de Budget vun deenen, déi d'Konventiounen hunn, dat doten net maache kéinten.

(Interruption)

Et ass keng Faveur, mä et soll een einfach net verschweigen, dass mer riseg Efforten an deem dote Beräich maachen.

Ech mengen, virdrun ass vun de Sprëtze geschwat ginn - ech wëll nach ee Wuert just doriwwer soen -, d'Zuel géif an d'Luucht goe vun de Sprëtzen, déi verdeelt ginn. Dat heescht net onbedéngt, dass d'Zuel vun deenen Ofhängegen an d'Luucht geet, mä et heescht, dass der ëmmer méi - bal all - vun deem doten Ugebuet profitéieren. D'Resultat gesäit een: manner Doudeger, manner Toxicomanë beim Sida; bal keng méi. Dee Problem ass bal komplett ewechkomm duerch den Échange vun Nolen. Am leschte Joer waren et der 434.879, déi verdeelt gi sinn. D'Zuel vun den Drogenofhängege bleift stabil. Déi geet net an d'Luucht. Dat Eenzegt, wat besuergniserregend ass - an dat huet den Niki Bettendorf virdrun och richteg gesot -, dat ass, dass d'Drogekonsumente méi jonk ginn, dass ëmmer méi jonk ugefaange gëtt.

Ech wëll lech just dann nach dräi Saache soen: Dass mer bei der Behandlung vun der Problematik bei deene Jonken op d'Preventioun setzen; dass mer mat der Police zesumme verstäerkt Kontrolle ronderëm déi méi problematesch Kreesser organiséieren, ronderëm d'Schoulen an d'Parken, ronderëm d'Garen, an esou weider an esou fort. Ech wëll och soen, dass d'Zesummenaarbecht mat de Corpsen aus den Nopeschlänner exzellent fonctionnéiert. Dee Réseau klappt an der Zwëschenzäit, an dass a Saachen Drogekonsum am Prisong eng Task force vum Justizminister agesat ginn ass, déi am Hierscht hir Propositiounen - e schwéiere Problem ganz sécher - wäert maachen.

Ech kéint mat deene Projeten, déi mer ugereizt hunn, elo nach weiderfueren, mä ech wëll dat net maachen, wat jo dann heiansdo reprochéiert gëtt, dass ee Moossnamen opzielt, dass ee Budgetskreditter opzielt, dass ee Personal opzielt. Dat wëll ech net maachen. Ech wëll awer soen, dass dat och wichteg ass an dass wa mer kee Personal hunn, wa mer keng budgetär Mëttelen hunn, da maache mer och keng Politik an deem dote Beräich.

Ech wëll zum Schluss Stellung huelen zu deene véier Motiounen. Déi zwou éischt Motioune vum Niki Bettendorf, sech bezéiend op d'Douane, kann d'Regierung an där doter Form net akzeptéieren.

Déi drëtt Motioun géif ech ganz gär unhuelen, wann den Auteur géif op deen drëtten Tiret vum Considérant verzichten, well - ech wëll dat just soen - déi Offre thérapeutique gëschter, haut a mar ni grouss genuch wäert sinn, mä dass mer alles solle maachen, fir déi Offre thérapeutique auszebauen. Dat ass déi Bitt, déi ech un den Auteur géif stellen.

Bei där véierter Motioun, och wann ech mat enger ganzer Rei vu Punkten dovu ka liewen, sinn eng Rei vun Objektiven, falschen Tireten dran. Et gëtt gemaach wéi wa mer en Drogekonsumraum eréischt géife preparéieren. En ass do!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- En ass do!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, mir hunn dat geschriwwen, fir ze soen, dass déi richteg Fixerstube, net déi transitoresch, op Franséisch «salle d'injection» - wann den Term net richteg ass, da musse mer de richtegen Term dramaachen -...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Mä wat mer wollte soen, dat ass: Déi richteg Fixerstube esou séier wéi méiglech ze bauen. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn domat kee Problem. Dann hutt Der lech falsch am Text ausgedréckt oder net prezis genuch.

(Interruption)

Ech sinn net à même, aus enger Rei vun Ursaachen, déi Motioun unzehuelen. Zum Beispill gëtt d'Regierung invitéiert, fir de Programme de distribution de drogues an dem Drogenkonsumraum ze entaméieren, wou ech guer net sécher sinn, dass dat déi bescht Méiglechkeet ass. Et kann ee sech duerchaus virstellen, dass een dat mat anere Partner mécht. An enger Rei vun anere Saachen, do gi mat der Motioun oppen Dieren agerannt.

Mir hunn eis engagéiert, fir déi zousätzlech Mëttelen zur Verfügung ze stellen. A wann d'Regierung souwéisou eppes wëlles huet, brauch se sech net nach eng Kéier dozou opfuerderen ze loossen, esou dass ech der Chamber géif soen, dass d'Regierung net gewëllt ass, déi dote Motioun ze ënnerstëtzen.

Dat gesot, soen ech lech en häerzleche Merci, dass Der et esou laang ausgehalen hutt. Ech sinn e bësse méi laang gi wéi ech geduecht hat, mä ech hat awer gemengt, dass ech net d'Chamber no all deene wichtegen Interventioune sollt mat enger lapidarer Ried offäerdegen an hir déi Informatioune ginn, déi se vu mir gewollt huet. Ech hoffen, dass ech deem eenegermoosse Rechnung gedroen hunn an ech sti jiddfer Zäit, wann d'Chamber dat wëllt, zu all eenzelnem Projet, deen an deem Programm hei virgeholl ginn ass, zur Verfügung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir hutt lech kuerz gefaasst, Dir hat 40 Minutten Zäit, Dir hutt der nëmmen 32 gebraucht.

Folgendes: Dir hutt Stellung geholl zu de Motiounen. Well mer net méi en nombre sinn, wäerte mer muer iwwert déi Motiounen ofstëmmen an doriwwer diskutéieren.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Ech weisen drop hin, dass déi nächst Sëtzung muer de Mëtten um hallwer dräi ass.

D'Sëtzung ass elo zou.

(Fin de la séance publique à 20.14 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. 5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne
- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Vote)

2. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg *(suite)*

(Motions - Votes)

3. Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

4. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden et Luc Frieden, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Här Ausseminister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5515 iwwert den EU-Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Helminger, den Här Bausch, den Här Jaerling an den Här Fayot. D'Wuert huet elo direkt d'Madame Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err.

Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

1. 5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, haut de Mëtteg geet et ëm déi zweet Partie vum fënneften Élargissement vun der Europäescher Unioun. Den éischten Élargissement war 1973 mat Groussbritannien, Irland an Dänemark, 1981 fir Griichenland, 1986 fir Spuenien a Portugal, an ech mengen, dass et wichteg ass ze soen - an duerfir kommen ech och op déi Élargissementer vu virdrun zréck -, dass dat och Élargissementer waren op Länner, déi largement net deen nämlechten Niveau de vie haten, wéi dat bei ons de Fall war, an et beweist sech, dass d'Inclusioun an Europa net nëmmen déi Länner a sech gestäerkt huet, mä och d'Europäesch Unioun en tant que telle.

1995 - dorun erënneren ech mech ganz gutt, well och do war ech Rapporteuse -: Éisträich, Schweden…

(Coups de cloche de la Présidence)

…a Finnland, an 2004 déi zéng PECO-Länner, dat heescht aacht PECO-Länner an deem Fall mat Zypern a Malta. Rumänien a Bulgarien waren natierlech och virgesi bei deem Élargissement, mä wéinst de Schwieregkeeten an deenen zwee spezielle Länner sinn déi am Fong dissociéiert ginn, esou dass mer zwar nach ëmmer am fënneften Élargissement sinn, mä an der zweeter Tranche vun deemselwechten.

Lëtzebuerg - an ech mengen, dass dat och wichteg ass an dësem Parlament ze soen - war vun Ufank u ganz no associéiert mat der Adhésioun vun de PECO-Länner, an notamment donc och mat Rumänien a mat Bulgarien, well et ass ënner lëtzebuergescher Présidence wou ënnerschriwwe ginn ass, dass d'Adhésioun sollt kommen, an et ass och ënner lëtzebuergescher Présidence wou d'Négociatioune mat deene Länner do ugaange sinn.

Eppes aneschters - an dat ass fir meng perséinlech Geschicht am Fong och interessant -: 1996/97 waren déi Representanten aus de Parlamenter aus de Länner vun Ost- an Zentraleuropa fir d'éischt bei de COSACen derbäi. Och dat war ënner Lëtzebuerger Présidence, an 2005, wéi gesot, ass och den Traité d'adhésion…

(Coups de cloche de la Présidence)

…zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn.

Wat steet an deem Traité d'adhésion? Natierlech fir d'éischt emol de Respekt virun de Critères de Copenhague. Si si bekannt, mä si sinn esou wichteg, dass et ëmmer erëm eng gutt Geleeënheet gëtt fir se ze widderhuelen. Éischtens d'Demokratisatioun, zweetens de Respekt vu Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet, Économie de marché, an natierlech kënnt nach derbäi den Acquis communautaire. Och wann dat nëmmen ee Saz ass, esou ass dat op jidde Fall fir déi concernéiert Länner, déi hir Kandidatur gestallt hunn, e volle Programm während Jore Virbereedungsaarbecht. Virbereedungsaarbecht, déi natierlech, wat den Délai vun der definitiver Adhésioun méi no kënnt, nach ëmmer méi grouss gëtt.

Duerfir däerf een net verkennen, dass, wéi och ëmmer d'Situatioun haut an deene Länner ass, den Drock vum Acquis communautaire a vun de Critères de Copenhague esou war, dass eng Aktivitéit an all deene Memberstaten do développéiert ginn ass, déi nëmme profitabel ass, déi nëmme profitabel ka si fir d'Land selwer, seng Bierger an natierlech och fir d'Europäesch Unioun.

Wéi geet deen Négociatiounsprozess dann elo vir sech? Dee geet vir sech, dass e Monitoring gemaach gëtt fir ze kucken, a verschiddenen espacéierten Délaien, wéi d'Progrèsë vun deene Konditiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, an deenen eenzelne Länner ze verzeechne sinn. Dee virleschte Monitoring ass ofgi ginn am Oktober d'lescht Joer, an eng vun deenen Ursaachen, firwat Lëtzebuerg de Moment bei deene puer Leschten ass, déi d'Adhésioun vu Rumänien a Bulgarien hei akzeptéieren, erkläert sech doduerjer, dass d'Kommissioun gesot hat, am Mee wier en zweete Rapport de monitoring, an eis huet et logesch geschéngt, dass, wéi d'Regierung den Text am Mäerz hei déposéiert huet, mer net géinge virun de Won lafen, mä dass mer géifen den Avis vun der Kommissioun ofwaarden, fir dorauser am Fong Konklusiounen ze zéie fir d'Opstellung vun dësem Rapport.

Eis Iwwerraschung war deementspriechend grouss, wéi am Mee d'Kommissioun kee richtege Rapport ofginn huet, mä am Fong just de Rapport de monitoring ausgesat huet op den Oktober. Dat ass eis awer dunn ze spéit ginn, well mer kee falscht Zeeche wollte ginn doduerjer, dass mer déi Adhésioun oder d'Approbatioun vun der Adhésioun nach eng Kéier géifen opschieben.

Mir hunn eis dunn an der Kommissioun décidéiert, och well den Avis vum Statsrot relativ schnell koum, fir dee Rapport elo ze maachen, aus politeschen Ursaache selbstverständlech, mä och aus technesche Ursaachen, déi mam Contenu vun der Convention d'adhésion ze dinn hunn, an ech erkläre mech an zwee Wierder de Moment iwwert dëse Phenomeen, obschonn ech zum Schluss nach eng Kéier am Detail wëll drop zréckkommen.

Et gëtt gesot, et ass fest, dass d'Adhésioun vun deenen zwee neie Memberstate soll passéieren, am Prinzip den 1. Januar 2007 an exzeptionell eventuell 2008. Do gëtt da villes gemengt, wann een d'Zeitunge liest an d'Berichter kennt, fir ze soen, dass eng Méiglechkeet besteet, dass et eventuell net kënnt si fir den 1. Januar 2007, mä fir 2008, an dass et dofir eventuell kënnt als e falscht Zeechen interpretéiert ginn, wann d'Länner elo alleguerte géifen approuvéieren, d'Parlamenter alleguerte géifen approuvéieren an d'Regierunge ratifiéiere virdrun, well dann am Fong den Drock, den Handlungsdrock géing ophalen dee Moment wou déi lescht Approbatioun eriwwer wier. Deem ass awer net esou, an obschonn dat onlogesch ass, wëll ech et ganz kuerz erklären.

Et ass virgesinn, dass, wann d'Ratifikatioune fäerdeg sinn, dee Moment d'Kommissioun kann unanime froen, dass de Report vun dem Ufank vun der Adhésioun kënnt, mä ouni dass dee Moment nach eng Kéier d'national Parlamenter gefrot ginn. Souguer d'Europaparlament ass dem Kontrakt no net mat agebonnen.

Et ass awer elo esou: De Conseil muss unanime op Propositioun vun der Kommissioun dat unhuelen, an d'Wahrscheinlechkeet, dass eng Unanimitéit am Conseil iwwer e Report ass, ass, mengen ech kann ee soen, relativ kleng. An och do mengen ech ass et wichteg ze soen, dass weder d'Europaparlament nach d'national Parlamenter eppes doriwwer ze soen hunn, dass am Fong eis Roll vum nationale Parlament sech elo domadder ofschléisst, dass mer déi Approbatioun do virhuelen. De Rescht, d'Appréciatioun iwwert de Monitoring, déi gëtt dann um Niveau vun der Europäescher Gemeinschaft gemaach, a mir hunn am Fong do kee Matsproochrecht méi.

D'Europaparlament huet duerchgesat, contrairement zu deem wat am Traité selwer stoung, fir en Avis kënnen ofzeginn, sollt e Report an der Diskussioun sinn, mä ech mengen do si mer haut net. An haut geet et net drëm, déi zwee nei Memberstaten ze découragéieren, mä se ze encouragéieren, hir Effortë fir hir Kritären, hir Konditiounen, Conditions de négociation ze erfëllen, weiderzedreiwen, fir dass mer am Intérêt vun eis alleguerten déi Adhésioun do packe fir den 1. Januar 2007.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Elo muss een dozou soen, dass d'Opinion publique an Europa mitigéiert ass fir Élargissementer. Net nëmme fir Élargissementer, déi eigentlech net méi contestabel sinn, wéi déi vu Rumänien a vu Bulgarien, mä en général, well - Dir erënnert Iech nach un déi Diskussiounen, déi mer beim leschten Élargissement haten - d'Ängschte grouss sinn, dass d'Aarbecht an eise Länner manner gëtt, well se méi deier ass, an dass d'Entreprisë riskéiere sech ze delokaliséieren an déi nei Länner wou eben d'Aarbecht an d'Steiere vläicht méi en interessant wirtschaftlecht Ëmfeld bidde wéi dat hei de Fall ass.

An duerfir ass, mengen ech, och ganz kloer fir deenen Ängschten ze begéinen déi Clause de sauvegarde générale agesat ginn, eben och fir ze soen, dass d'Mondialisatioun souwisou, an net den Élargissement, dee Phenomeen do erkläert, an dass och deen Élargissement, dee mer am Mee virun zwee Joer haten, ganz kloer bewisen huet, dass dat wat gefaart ginn ass net passéiert ass, dass au contraire et sécherlech en Développement ginn ass, deen am Intérêt ass vun der Unioun wéi vun deene Memberlänner, ëm déi et geet.

Ech mengen, dass et och wichteg ass an dësem Kontext ze soen, dass mat deenen zwee Länner, besonnesch mat engem vun deenen zwee, Rumänien, Lëtzebuerg ganz enk verknäppt ass. Esou enk verknäppt mat Rumänien, well am 13. Jorhonnert scho verschidde lëtzebuergesch Familljen ausgewandert sinn a sech a Siwebiergen etabléiert hunn, wou Lëtzebuerg och am Kär vun der Haaptstad vun dëser Regioun, zu Sibiu, d'Häerz vun der Stad restauréiert huet, an et ass sécherlech och duerfir keen Zoufall, dass d'nächst Joer Lëtzebuerg zesumme mat Sibiu a Rumänien Capitale européenne de la culture fir 2007 ass.

Ech fannen och, dass dat beweist, dass et keen Zweifel kann dru ginn, dass déi Länner, vun deene mer haut schwätzen, enk un Europa ugebonne sinn, sief dat duerch d'Geschicht, duerch d'Relioun, duerch d'Kultur, a wat Rumänien ubelaangt méi speziell och nach duerch d'Sprooch, well jiddfereen, deen a Rumänien war, dee weess, dass een no e puer Deeg a Rumänien Rumänesch versteet, well et eng Mixtur ass aus Franséisch, Italienesch a Latäin, an dass een duerfir ganz kloer Heemechtsgefiller huet, wann een och, a sief et fir d'éischt, an deene Länner do sech déplacéiert.

Rumänien, fir eng ganz kuerz Virstellung ze maachen, huet eng Populatioun vun 22 Millioune Leit. Si hunn eng Verfassung, déi gesäit e Système bicaméral vir. Si hunn also zwou Chamberen, an, wat speziell ass a wat och sécherlech e Mérite vun Europa ass, zwar net vum Europa vun der Unioun, mä vum Conseil de l'Europe, dee se begleet huet, deen an all deene Länner deenen neien Demokratien am Zentrum vun Europa gehollef huet, d'Législatiounen no dem Fall vun der Berliner Mauer opzeriichten: Rumänien huet e Système bicaméral, deen op ganz gläichem Fouss gesat ass mat hirer Chamber. Dat heescht, dass de Système électoral fir déi zwou Chamberen d'selwecht ass an och d'Pouvoire vun deenen zwou Chamberen déiselwecht sinn. Dat heescht, dass kee Gesetz kann duerchgoen an engem vun deene Länner do, wann et net an deenen zwou Chambere gläichzäiteg unerkannt gëtt.

De Fonctionnement vun der Demokratie huet och duerch de Wiessel un der Spëtzt bewisen, dass d'Demokratie a Rumänien fonctionnéiert, well regelméisseg bei deene leschte Wahlen e Changement an der Majoritéit komm ass. Och d'Presidente selwer sinn net déiselwecht bliwwen, esou dass ee ka soen, dass, och wann et jonk Demokratië sinn, et Demokratië sinn, déi mat Texter fonctionnéieren, déi fir Demokratië gemaach sinn, an dass se deementspriechend am Fong och fonctionnéieren.

Den Taux d'alphabétisation ass mat 98% also gradsou héich wéi bei eis, an och wat d'Relioun ubelaangt si mer a Presenz vu Chrëschten, well 87% vun der Bevölkerung Orthodoxe sinn an de Rescht Katholiken a Protestanten. Et kann een also souzesoe soen, dass net nëmmen d'Geschicht an de Fonctionnement vun hirem Regime, mä am Fong och d'Kultur an alles zesumme ganz kloer en europäescht Land ausweisen.

Elo war ee Moment - an ech denken, dass een och d'Problemer net soll ënnert den Dësch kiere bei Geleeënheete wéi haut - bei de Base vun der CIA den Numm vu Rumänien am Gespréich. Dës Woch - an e puer Kolleegen, déi zu Stroossbuerg waren, sinn haut erëm hei - ass en neie Rapport iwwert d'Basen an d'Flich vun der CIA an Europa zustane komm, an et gesäit aus wéi wann déi Virwërf fir Base vun der CIA a Rumänien sech net erhäert hätten, sou dass am Fong och dat Argument, mengen ech kënnen ze soen, net méi um Dësch läit.

Wat huet Rumänien fir e Fonctionnement vu senger Ekonomie? Et muss ee soen, dass ganz vill Agrikultur nach do ass, awer leider Agrikultur fir Selbstversuergung, déi mat esou klenge Proprietéite muss schaffen, dass déi wéinegste Baueren et fäerdeg bréngen, och de Maart par ailleurs ze versuergen. Duerfir ass de Moment och eng grouss Politik amgaang, fir, wéi soll ech soen, de Regroupement rural ze maachen, fir dass d'Exploitatioun vun der Agrikultur méi rationell an och méi effikass kënnt sinn.

Mat de Critères économiques sinn ech am Fong scho bei dem Exame vun de Konditioune vun der Adhésioun, deen ëmmer agedeelt ass an dräi: Fir d'éischt d'Critères économiques, d'Critères politiques, déi hunn ech analyséiert, an da par ailleurs Exigenzen op deene Gebidder wou d'Situatioun vun de Kandidatelänner besonnesch schwaach war.

Et ass entre-temps kloer, an dat ass méi kloer bei Rumänien wéi bei Bulgarien, dass et eng Économie de marché ass, déi sech hält, déi sech weiderentwéckelt, déi Obligatiounen huet, déi et fäerdeg bruecht huet, e fiskale System ze imposéieren, deen awer nach net evident fonctionnéiert, och sécherlech well duerch d'Privatisatiounen an eng grouss Zuel vu Failliten dee ganze System net ganz einfach war.

Problemer gëtt et op verschiddene Gebidder, notamment an der Agrikultur an am Domaine vétérinaire, wat jo d'Liewensmëttelsécherheet och bei eis hei ubelaangt. An et sinn do, mengen ech kënnen ze soen, ganz grouss Efforten ënnerholl ginn, fir eben och déi Sécherheet vun de Liewensmëttel an der Produktioun, wat Rumänien ubelaangt, an de Gréff ze kréien. D'Pollution industrielle, do sinn och grouss Ustrengunge gemaach ginn, an et ass sech ze erwaarden, dass op deene Gebidder, déi ech elo opgezielt hunn, am Oktober, wann dann deen nächste Bericht vun der Kommissioun komme soll, den Okay zu dëse Problemer kënnt.

D'Administration fiscale an de Système informatique fir d'Interopérabilitéit vun den Donnéeën a virun allem och d'Distributioun vun de Fonds structurels sinn och nach problematesch. Et ass also och am ureegenen Intérêt vu Rumänien selwer fir déi Saachen ze verbesseren, well et evident ass, dass vun Europa aus keng Sue kënne fléissen, wann net kloer ass, dass kann notracéiert ginn, wou se higaange sinn an dass se dohi gaange sinn, wou se de Konditioune vun der Unioun no hätte missen hikommen.

E grousse Problem ass a Rumänien, an zwar net nëmmen do eleng, an der Justiz, an dat och well eben déi Kultur vun engem Système judiciaire indépendant, wéi dat an eise Länner de Fall ass, duerch dee laange Regime, dee si haten, an dee gezeechent war duerch Oppressioun an duerch am Fong eng Décisioun vun engem allmächtege President, net den Développement vun enger Justiz erlaabt huet, esou dass dat, trotz Texter, déi an der Rei sinn, de Moment nach ëmmer schwiereg ass fir ze fonctionnéieren. Wat am Fong abstrus ass, ass Folgendes: Dass se am Fong d'Lektioun, besonnesch och a Rumänien, esou gutt verstanen hunn, dass d'Justiz misst indépendant sinn, dass se entre-temps esou indépendant ass, dass se komplett aus der Kontroll geroden ass.

Dat heescht, et ass keen Organ méi do, an duerfir ass och elo e Projet ënnerwee fir e Conseil supérieur de la magistrature ze installéieren - si sinn also eis an där Hisiicht scho viraus -, deen derfir suerge soll, dass an aller Indépendance, mä trotzdeem ënner Kontroll d'Justiz soll esou fonctionnéieren, dass eng Uniformitéit vun den Décisiounen ervirkënnt an dass d'Qualitéit vun de Jugementer plus ou moins iwwerall am Land soll déiselwecht sinn.

Et schéngt eis wéi wann op dësem Gebitt haaptsächlech d'Justizministerin enorm grouss Mériten hätt, déi awer entre-temps och, well ebe ganz vill Poursuitë wéinst Korruptioun an Ähnlechem ënnert hirer Responsabilitéit erausgaange sinn, de Moment a Schwieregkeeten ass, well ee sech natierlech, wann ee Leit inculpéiert, déi héich gestallt sinn, net iwwerall beléift mécht. Ech mengen awer trotzdeem, dass et derwäert ass fir ze soen, dass d'Justizministerin a Rumänien sécherlech e grousse Mérite huet. Och si war eng Expertin vum Europarot, déi a Sarajevo geschéckt gi war als Juristin, fir hire System ze evaluéieren. Vu hir Nationalitéit, ass se herno zu dëse Fonctioune komm, an ech mengen, dass och perséinlech Mériter an engem Regime derwäert sinn ënnerstrach ze ginn.

Eppes aneschters, wat mer ganz wichteg schéngt, Här Minister, an ech hoffen, dass mir och hei zu Lëtzebuerg mat deem Räsonnement, wat ech elo wëlles hunn hei ze développéieren, e Meter oder en hallwe Meter virukommen: Rumänien ass bekannt fir eng grouss Mixtur vun Ethnicitéiten. Si hunn e Problem net nëmme mat Roma, mä si hunn 20 unerkannte Minorités nationales, a si hunn eppes fäerdeg bruecht oder si sinn amgaang ze probéieren eppes fäerdeg ze bréngen, wat mir zu Lëtzebuerg nach net fäerdeg bruecht hunn, an ech schwätzen do méi prezis vun zwou Saachen:

Éischtens, d'Convention-cadre de la protection des minorités nationales. An doriwwer eraus ass a Rumänien e Gesetz, e Projet de loi ënnerwee «sur le statut des minorités nationales vivant en Roumanie», als Verbesserung par rapport zur Convention-cadre, déi Lëtzebuerg leider, Här Minister, an et ass net fir d'éischt wou ech lech dat soen, ënnerschriwwen huet mat der Remarque, dass Lëtzebuerg se zwar géing ënnerschreiwen, mä dass mir keng national Minoritéiten hätten.

Dobäi hu mir weder um internationale Plang eng Definitioun vun enger Minorité nationale nach um nationale Plang eng Definitioun vun esou enger Minoritéit, esou dass bei där Démarche do, besonnesch well entre-temps och de Projet vun dëser Convention-cadre nach ëmmer net déposéiert ass, et esou ausgesäit wéi wa Lëtzebuerg net wëlles hätt, déi Convention-cadre do ze ratifizéieren.

Net méi spéit wéi dës Woch - an ee vun deene Kolleegen, déi zu Stroossbuerg waren dës Woch, kënnen eis dat vläicht soen - war de Suivi vun dëser Convention-cadre an der Assemblée parlementaire um Ordre du jour, an all Kéiers wann iwwert déi Convention-cadre Rieds geet, gëtt Lëtzebuerg un de Pranger gestallt, dass se hir Hausaufgaben do net erfëllen.

Wa Länner, déi eréischt an Europa erawëllen, wéi Rumänien, et fäerdeg bréngen, e Projet de loi sur le statut des minorités nationales ze maachen, wa se der méi wéi 20 schonn offiziell unerkannt hunn, da mengen ech misst et och bal méiglech sinn, zu Lëtzebuerg déi minimal Hausaufgaben ze maachen, déi d'Obligatioune vum Europarot eis géifen imposéieren.

Interessant ass et fir ze wëssen, dass dee Projet de loi iwwert de Statut vun den nationale Minoritéite bei d'Commission de Venise gaangen ass, déi deen akzeptéiert huet, an ech wollt lech, Här President, eng Kopie gi vun deem Avis iwwert dat Gesetz, fir dass och Lëtzebuerg eventuell bereet wier, sech un där Démarche vu Rumänien an dësem Fall ze inspiréieren a mindestens dozou ze komme fir eng kloer Décisioun ze huele wat d'Convention-cadre ubelaangt.

Ech kommen dann, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen, zu Bulgarien. Bulgarien, mat aacht Milliounen Awunner en État unitaire, eng République à direction parlementaire, wéi et an hirer Verfassung steet, mat engem Taux d'alphabétisation, deen d'selwecht ass wéi a Rumänien, vun 98%. A Bulgarien hu mer 85% Orthodoxen an 3% Musulmanen, esou dass et relativ kloer ass, dass d'Situatioun, och wat d'Kultur, d'gemeinsam Kultur, d'Relioun an och d'Sprooch ubelaangt, e bësselchen aneschters ass. Et bleift, dass, och wann ee fir d'éischt e Fouss a Bulgarien setzt, et evident ass, dass ee sech an en europäesche Kontext placéiert.

D'Revenuen oder den Développement économique ass 57% an de Servicer, 29% Industrie a 14% Agrikultur, an och a Bulgarien huet d'Praxis erwisen, dass déi Verfassungstexter, déi mat Hëllef vun den Organer vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gi sinn, sech an der Praxis als effikass erweisen. Zënter 2004 Member vun der NATO, kann ee vläicht soen, dass an deenen zwee Länner - dat hunn ech virdrun och vergiess ze soen - am Fong net nëmmen den Domän vun der Agrikultur gemeinsam ass, mä och den Tourismus, deen nach ausbaufäeg ass, an zwar net nëmmen an deem engen, mä och an deem anere Land.

Elo hate mer eng grouss Chance, Dir Dammen an Dir Häre, well mer am Mee eng Délégation parlementaire vu Bulgarien hei zu Lëtzebuerg op Besuch haten, an duerch deen direkte Kontakt mat där parlamentarescher Delegatioun hu mer viru kuerzem, ech menge virun ongeféier zwou Wochen, eng Lëscht kritt vun de Kolleegen aus Bulgarien, notamment vun hirem Ambassadeur, deem ech bei där Geleeënheet wëll Merci soe fir déi wichteg Informatiounen, mat der Oplëschtung vun all deenen Efforten, déi a Bulgarien gemaach gi sinn zënter dem Mee wou se bei eis op Besuch gewiescht sinn, dat heescht an deene leschte puer Wochen. An ech wëll lech se virliesen, obschonn dat net ganz opreegend ass, mä just fir lech ze weise wat fir eng appréciabel Efforten an deene Länner gemaach ginn, wou enorm Problemer sinn, mä wou awer och enorm Efforte gemaach ginn, fir se an de Gréff ze kréien.

Sou ass zum Beispill e Problem gewiescht fir e Système intégré de gestion et de contrôle dans l'agriculture ze etabléieren, an dat hänkt zesummen, wéi bei Rumänien och, mat deene Schwieregkeete bei der Interopérabilitéit vun den Donnéeën iwwert de Computer fir d'Ausschëddung vun de Fonds structurels bei der PAC.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Err, e Point d'ordre, wann ech gelift. Als Rapporteur hätt Der an dësem Gesetz nëmmen 20 Minutten zegutt. Ech géif awer elo mengen, Dir géift elo och am Numm vun der LSAP schwätzen, well déi der nach vill duerno huet an den Här Fayot déi bestëmmt net alleguerte brauch. Ech géif also proposéieren, dass déi Zäit, déi elo dodriwwer geet, der LSAP géif ugerechent ginn.

Här Fayot?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech mengen, fir dass mer ons richteg verstinn: D'LSAP gëtt der Madame Err als Berichterstatterin Zäit, mä si schwätzt awer nach ëmmer als Berichterstatterin.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Selbstverständlech. Just op de Sproochekredit vun der Fraktioun.

M. le Président.- Op de Kredit vun der LSAP.

(Hilarité)

Här Wolter, wann ech gelift.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- An ech wäert dee Kredit och notzen. Pardon!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, dat do ass e bëssen eng gelunge Prozedur. Mir haten an der Conférence des Présidents driwwer geschwat an hate gesot, dass compte tenu vun der Natur vun deem Projet mer der Meenung wären, dass, obscho mer deen dote Modell zur Verfügung zréckbehalen hunn, d'Rapportrice als Rapportrice méi Zäit zur Verfügung géif kréien, well et sech ëm e ganz wichtege Projet géif handelen. Sou datt ech einfach aus der Diskussioun vun der leschter Woch wéilt soen, dass d'Madame Err als Rapportrice kënnt weiderschwätzen an net d'Zäit vun der LSAP géif huelen.

M. le Président.- Ech si frou wann d'Conférence des Présidents déi do Meenung huet, well ech fannen och, dass mer elo eréischt mat Bulgarien ugefaangen hunn, dass dat hei wichteg ass, an dass d'Madame Err kann hei weiderschwätzen. Ech soen lech Merci fir déi Prezisioun.

(Interruptions diverses)

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech soen lech Merci. Op wiem säin Zäitkredit och ëmmer ech schwätzen, et ass kloer, dass ech als Rapporterin hei schwätzen an net als Member vun der sozialistescher Fraktioun, wat ech par ailleurs och mat grousser Iwwerzeegung sinn.

Fir dann awer op Bulgarien zréckzekommen, wollt ech virufuere bei deem Système intégré de gestion et de contrôle dans l'agriculture. Do ass eng Lëscht gemaach gi vun all deene Leit um Terrain, déi vun de Fonds structurels kënnte profitéieren an déi eleng vun deene Fonge kënne profitéieren, esou dass déi Software, déi par ailleurs ausgeschafft ginn ass, ganz sécher bei deene Leit ukënnt, fir déi se no den Dispositioune vun der PAC no gemënzt sinn. An dann ass, wat och sécherlech wichteg ass, eng Informatiounscampagne gemaach gi bei de Baueren, fir dass se sollen informéiert ginn iwwert déi Méiglechkeeten, déi se hu fir un d'Fonds structurels do ze kommen.

Mise en place d'installations d'équarrissage et de traitement conformément à l'acquis sur l'EST et les sous-produits animaux. De Centre d'équarrissage, dat ass eppes ganz Onappetitleches, mä et ass eppes Wichteges fir d'Liewensmëttel. De Buergermeeschter vu Steesel, dee weess eppes dovunner, well deen huet ganz no bei senger Gemeng esou e Centre, deen existéiert. Et ass wichteg fir d'Liewensmëttelsécherheet, an och dee Punkt ass ugefaange ginn.

Dee Centre d'équarrissage, dee bemängelt ginn ass, soll fäerdeg si bis de Mäerz 2007, a fir dass dat kann erreecht ginn - an esou einfach kann et sinn, Här Ausseminister -, ass dee Centre d'équarrissage als national Prioritéit definéiert ginn, fir eben dann och extraordinär Budgetsmontanten op esou e Projet ze bréngen, fir en zur Zäit fäerdeg ze maachen. Et ass kloer, dass och a Bulgarien an deem Kontext Mesurë geholl gi sinn, fir de BSE besser ze détectéieren, an och dat interesséiert natierlech net nëmme Bulgarien, mä eis alleguerten.

Dann ass virun allem e grousse Problem gewiescht an ass natierlech och nach ëmmer a Bulgarien d'Criminalité organisée. All Mënsch, dee regelméisseg d'Zeitunge liest, dee weess, dass dat do guer net esou ohne ass, dass öfters gesot gëtt, dass d'Criminalité organisée de Fonctionnement vun den Institutiounen dominéiert. Fir deem bäizekomme muss ee soen, dass an der leschter Zäit ganz vill Plainten déposéiert gi sinn, ganz vill Instruktioune gemaach gi sinn, Condamnatioune vun och héich gestaltene Leit vun de Geriichter erfall sinn, an dass am Fong elo zënter dem Mee eng besser Zesummenaarbecht tëschent der FIA, der Financial Intelligence Agency, an der Police dozoukënnt, well et geet natierlech net duer, dass een déi adaptéiert Moyenen huet, wann déi verschidde Moyenen net mateneen zesumme kënne schaffen, an och méi eng spezifesch Formatioun op organiséiert Kriminalitéit fir d'Police.

Dir wësst alleguerten, dass och zu Lëtzebuerg eng nei Zort Kriminalitéit, eng Criminalité économique zënter enger Zäitchen ass, an dass och eis Leit an der Police an op der Justiz eng speziell Ausbildung op déi speziell Zort Kriminalitéit gebraucht hunn, fir deem Phenomeen ze probéiere bäizekommen. Hei ass also déi nämlecht Démarche gemaach ginn, an ech mengen, dass dat absolut ze begréissen ass. Wat dozoukënnt, dat ass, dass an allem, wat mat Criminalité organisée zesummenhänkt, regelméisseg e Suivi gemaach gëtt zu Bréissel, esou dass déi Efforten, déi amgaang sinn ënnerholl ze ginn, net relâchéiert däerfe ginn.

All déi Mesurë solle bis de September spéitstens ulafen, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass, wann deen nächste Rapport soll passéieren am Oktober, déi Échéancen do natierlech och wäerte respektéiert ginn.

Dann ass dat nächst Kapitel eng ganz Oplëschtung vu Mesuren, déi geholl gi sinn am Domän vun der Fraude a vun der Korruptioun, wat een am Fong kann am Zesummenhang gesi mat der Criminalité organisée. Do gëtt zum Beispill als Mesure zënter dem Mee opgezielt, dass all Mënsch, dee Responsabilitéiten a verschiddenen Institutiounen huet, seng Revenuë muss deklaréieren, dee Moment wou e seng Fonctiounen hëlt an och dee Moment wou en déi Fonctiounen ofgëtt, fir ze évitéieren, éischtens, dass e Conflit d'intérêts do ass, a fir en Enrichissement ze évitéieren oder ze évitéieren, dass e massiven Enrichissement géing während engem Mandat passéieren, wat natierlech géing kënnen op Korruptioun schléisse loossen.

Och de Finanzement vun de Parteie soll iwwer e Gesetz geregelt ginn a ganz staark kontrolléiert ginn, esou dass am Fong all Viraussetzungen, fir dass déi Situatioun sech géing verbesseren, zur Zefriddenheet existéieren.

Dee leschte Punkt ass e Renforcement vun Dispositioune géint d'Wäisswäschen, an och do geet et ëm eng Ännerung vum Gesetz

iwwert de Secret bancaire an d'Formatioun fir d'Personal vum Innenministère fir d'Finanzkriminalitéit besser ze détectéieren. Esou, mengen ech, dass ee ka soen, dass och hei alles gemaach gëtt wat eigentlech op deenen Haaptproblemsgebidder ugesot ass ze maachen.

Souwäit zur Virstellung vun de Rapporten, wéi mer se vum leschten Oktober u vun der Kommissioun presentéiert kritt hunn, zesumme mat deene Renseignementer, déi mer vun de Kolleegen aus deene verschiddene Länner matgedeelt kritt hunn. Ech wollt awer vun dëser Diskussioun och profitéieren, fir lech ze erklären, wéi an anere Länner déi Prozedur vun der Adhésioun oder vun der Approbatioun gehandhaabt ginn ass.

Am belsche Senat zum Beispill ass d'Diskussioun iwwert d'Adhésioun ugaange mat engem Exposé vum Representant vum Minister vun den Affaires étrangères, en présence vum Ambassadeur vun deene Länner, déi concernéiert sinn. Dat ass eppes wat mir zu Lëtzebuerg bis elo ni gemaach hunn, wat ech sécherlech awer géif eng interessant Initiativ fannen, well et mer evident schéngt, dass d'Ambassadeuren, wat d'Problemer an d'Progrèsen op deene Problemer ugeet, sécherlech déi Leit sinn, déi am beschte placéiert sinn, fir Erklärungen ze liwweren.

Ech mengen, dass ee sech utilement kënnt un esou enger Prozedur inspiréieren, net onbedéngt an deenen neien Adhésiounen, well därer sti jo elo esou séier keng méi un, mä an Dossiere wou eben Informatiounen iwwer aner Länner néideg sinn, déi mir eis hei mat eegene Moyenen net esou gutt kënne beschafen.

An der Assemblée nationale a Frankräich ass et erëm aneschters gaangen. Do ass zum Beispill den Ausseminister aus Bulgarien an der Kommissioun gehéiert ginn an huet Ried an Äntwert gestan an enger Diskussioun. Dozou kënnt, dass et a Frankräich - an ech wëll net onbedéngt, dass mer dat nomaachen, mä ech wëll just am Fong domadder erklären, dass et evident ass, dass a Länner, déi sech déi Moyene ginn, am Fong och aner Resultater erauskommen - e Groupe d'amitié mat verschiddene Länner gëtt, an duerfir ass et notamment bei Bulgarien a Frankräich op der Assemblée nationale e Rapport d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne ginn.

Dat heescht, do ass eng ganz Delegatioun vun Deputéierte gruppéiert an e Land gaangen, hat Entretienen do mat all den Institutiounen a sécherlech och mat de Forces vives de la nation, fir sech selwer e Bild ze maachen, fir duerno hirer Chamber e Bericht virzestellen an am Fong dann en connaissance de cause vun den Elementer um Terrain eng Décisioun ze proposéieren.

Mir hunn dat net gemaach. Et ass awer trotzdeem mat därselwechter Convictioun wou ech lech proposéieren, deen Text, deen haut zum Vote virläit, unzehuelen, net well mir déiselwecht Enquêtë gemaach hunn, mä well mir natierlech iwwert de Wee vun den Documents parlementaires konnte vun deem Wësse profitéieren, wat an deenen anere Länner iwwert dësen Dossier zesummegedroe ginn ass.

Duerfir wëll ech lech och net eng Partie virenthalen, déi mech besonnesch impressionéiert huet an deem franséische Rapport d'information, dee ganz zum Schluss Folgendes seet - an domadder wëll ech dann och hei ophalen deemnächst -, dass ee sech an deem Dossier vu Rumänien a Bulgarien net däerf iren an der Debatt, déi mat engem Vote soll hei ofgeschloss ginn.

D'Opportunitéit vum Élargissement steet bei Rumänien a Bulgarien net zur Diskussioun. Déi Diskussioun iwwert d'Grenze vun der Unioun, d'geographesch Grenze vun der Unioun, déi steet eréischt u bei deenen iwwernächsten Élargissementer, déi ugesot sinn, esou dass et ganz kloer ass, dass dat, wat haut ofgestëmmt gëtt, keng Debatt ass iwwert d'Grenze vun Europa oder iwwert d'Kompatibilitéit, well déi Décisiounen iwwer Rumänien a Bulgarien, déi si geholl an déi stinn, mengen ech, net méi zur Dispositioun.

Dat Eenzegt, wat à la rigueur nach zur Dispositioun steet, dat ass d'Entrée en vigueur vun deenen Adhésiounen, an do hu mir als nationaalt Parlament am Fong keng Décisioun méi matzehuelen, esou dass mer dat wëllen oder mussen oder béides un déi europäesch Institutioune weiderginn, déi dem Traité no hei eleng déi Kompetenz hunn dat ze évitéieren.

Et ass duerfir, mengen ech och, zum Schluss nach eng Kéier wichteg fir ze soen, dass et sech bei deenen zwee Länner, ëm déi et hei geet, ouni Contestatioun ëm zwee europäesch Länner handelt, net nëmme geographesch gesinn, mä och kulturell, reliounsméisseg, geschichtlech natierlech, a souguer, wat eent vun deenen zwee Länner ubelaangt, sproocheméisseg. Iwwregens sinn déi zwee Länner och an der Francophonie vertrueden, an dat wäert jo och fir déi Leit vun heibannen, déi an der Francophonie aktiv sinn, sécherlech en Argument sinn.

Duerfir wollt ech lech elo nach just eng Kéier soen, dass déi Ratifikatioun, déi mer haut virhuelen, déi 21. ass. Am Rapport stinn der nach 17. Entre-temps hunn nach dräi Länner no eis, d'lescht Woch zum Beispill, approuvéiert, esou dass mir am Fong elo dat 21. Land vu 25 sinn, wat hei approuvéiert, fir d'Ratifikatioun kënne virzehuelen.

Zum Schluss wollt ech lech nach vläicht dräi Wierder soen, déi iwwert d'Clause de sauvegarde générale erausginn, déi jo nëmme vum Conseil ka geholl ginn. Nieft deene Clauses de sauvegarde générales gëtt et dräi Clauses de sauvegarde sectorielles, notamment wat d'Économie générale, de Marché intérieur an d'Justiz an d'Affaires intérieures ubelaangt. Dat heescht also, sollt sech erausstellen, dass sech am Laf vun der Zäit, a souguer da wann d'Adhésioun bis den 1. Januar 2007 ugeholl ginn ass, an engem vun deenen dräi Secteuren e Problem géif stellen, ass et ëmmer nach méiglech, op deem Secteur eng Clause ze maachen, eng Suspensioun, an eben den Drock op deene Problemgebidder oprechtzeerhalen.

Dat gesot, am Fong just fir deene Leit ze soen, déi vläicht éischter geduecht hunn, de Maintien vun der Pressioun kënnt utile sinn, dass et nieft där genereller Clause och aner Méiglechkeete gëtt heirobber zréckzekommen.

A ganz zum Schluss wollt ech am Fong just soen, dass dat wat eis virun engem Joer ganz vill gehäit huet, an zwar déi Geschichtelche beim Traité iwwert d'Constitutioun, do ass ëmmer gesot ginn, net nëmmen a Frankräich, mä och hei ass ëmmer den Däiwel un d'Mauer gemoolt ginn: Elo géife mir, wann alles géif op goen a wann den Élargissement géing kommen, nach aner Länner derbäikommen, an dësem Deel vun Europa iwwerschwemmt gi mat Aarbechter aus hire Länner, déi fir vill méi bëllegt Geld wéi dat, wat hei ka verdéngt ginn, schaffe géinge kommen. Et huet sech dobäi a mengen Aen awer ganz kloer erwisen, dass, obschonns mer am Fong den Délai reportéiert hunn, wou de Marché du travail komplett opgaang ass, dass dat net de Fall war.

Et ass net de Fall, well Lëtzebuerg souwisou eng Législatioun huet, déi e Mindestloun virgesäit, an dass, och wa Leit aus dem Ausland heihinner schaffe kommen, déi natierlech ënnert deeneselwechte Konditioune misste rémunéréiert ginn. Et ass och net passéiert, well et evident ass, dass déi Leit, déi auswanderen, emigréieren an en anert, sief et en europäescht Land, dat nëmme maache wann et eng absolut Nécessitéit ass. Et huet sech erwisen, dass dat net de Fall ass, well soss wier dat sécherlech vill méi massiv de Fall gewiescht.

Et sinn also falsch Ängschten, déi dorëmmer zirkuléieren, an et ass sécherlech net duerch d'Erweideréierung vun der Europäescher Unioun, mä duerch de generelle Phenomeen vun der Mondialisatioun, wou eben Delokalisatiounen an aner Phenomeener kommen, déi d'Situatioun generell gesi schwiereg maachen an Europa, an zwar net nëmmen an Europa. Do muss een am Fong ganz kloer trennen, dass dat, wat en Élargissement, eng nei Adhésioun an d'Europäesch Unioun bréngt, net nëmme gutt ass fir déi Länner, déi viséiert sinn, mä et ass och gutt fir dat Ganzt. Well wat mer zu méi zesumme sinn, wat mer méi staark sinn, an ech mengen, dass et dat ass wat an der Welt vun haut, déi och op d'Gréisst an op d'Importenz vun der Ekonomie haaptsächlech baséiert, gefrot ass, esou dass ech iwwerzeegt sinn, dass dat, wat mer haut maachen, dat Richtegt ass.

Ech géif lech alleguerten opfuerderen, deen Text, deen hei zur Ofstëmmung virläit, matzedroen. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut ass e wichtegen Dag am europäeschen Erweideréierungsprozess. Ee Joer nodeem eist Land den Europäesche Verfassungsvertrag iwwer Referendum guttgeheescht huet, gëtt haut duerch de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien deen Erweideréierungsprozess, deen am Joer 2004 mam Bäitrëtt vun aacht Länner aus dem fréiere kommunistesche Block esou wéi och vu Malta an Zypern ugefaange gouf, ofgeschloss. Dëse Bäitrëtt, deen also an der Logik vum Erweideréierungsprozess vun der EU läit, ass a groussen Deeler vun der öffentlecher Meenung net onëmstridden, wat an Zäiten, wou e gewëssenen Euroskeptizismus d'Iwwerhand kritt, d'Diskussiounen net onbedéngt méi einfach mécht.

D'Missioun vun der Rapportrice vun dësem Projet, der Madame Lydie Err, war an ass keng einfach gewiescht, an ech wëll hir dofir och en ausdréckleche Merci soen, net nëmme fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, mä besonnesch fir déi Manéier, wéi si déi Diskussioun iwwert dës schwiereg Problematik ugaangen ass an och sécherlech an Zukunft wäert weiderféieren.

Här President, elo ass et schonn iwwer e Joer hier, datt de Bäitrëttsvertrag tëschent der EU engersäits a Bulgarien a Rumänien anerersäits de 25. Abrëll 2005 ënnerschriwwe gouf. Als Lëtzebuerger Land hu mir vis-à-vis vun deem Bäitrëttsvertrag eng ganz besonnesch Responsabilitéit an awer och Sensibilitéit. Éischtens well dëse Vertrag zu Lëtzebuerg ënner lëtzebuergescher Présidence ënnerschriwwe gouf, an awer och well mir mat engem vun dëse Bäitrëttslänner, nämlech Rumänien, a ganz besonnesch der Provënz Sibiu, enk historesch a kulturell Lienen hunn.

De Wonsch vu menger Fraktioun a vu mir wär dann och, wa mer eis och sécherlech eng ganz Rei vu Froe par rapport zu deenen zwee neien EU-Länner stellen - an ech wäert och nach méi spéit op dës Froen agoen -, dass mer elo net de Feeler solle maachen, dee Kloegesang, dee vun engem groussen Deel vun der öffentlecher Meenung ugestëmmt ginn ass, matzesangen.

Ech wëll duerfir nach eng Kéier, esou wéi d'Madame Rapportrice et och schonn an hirem schréftlechen a mëndleche Rapport viru mir gemaach huet, déi staark Bedeitung vun dëser Erweiderung ënnersträichen, déi op symbolesch Aart a Weis eise Kontinent, deen duerch den Zweete Weltkrich zerstéiert an duerno duerch de Kale Krich gedeelt ginn ass, zesummeféiert, dëst souwuel um politesche wéi och um wirtschaftleche Plang.

Bulgarien a Rumänien sollen den 1. Januar 2007 vollwäerteg Membere vun der EU ginn. Datt dëst dann awer och wierklech geschéie wäert, steet am Moment nach an de Stären an eng Verschiebung vun engem Joer kann zur Zäit net ausgeschloss ginn. Mir wäerten eréischt fréistens am Oktober vun dësem Joer méi kloer gesinn, ob den 1. Januar 2007 weider als Datum fir de Bäitrëtt vun dësen zwee Länner realistesch bleift, well jo d'Kommissioun eis an engem Rapport hir Bewäertung iwwert d'Erfëllung vun de Kopenhagener Kritäre vu béide Länner matdeele wäert.

Ech muss lech agestoen, dass ech net esou richteg gesinn, wéi esou eng Verschiebung vun engem Joer mat eisem Vote zum Bäitrëttsvertrag an Aklang ze bréngen ass. Wann een dës Prozedur géif an eng juristesch Notioun versichen anzekleeden, esou kéint ee vun engem Contrat sous condition suspensive schwätzen. Ech wär duerfir och frou herno vum Ausseminister ze héieren, wéi et mat der Ratifikatioun vun deem Text, deen d'Chamber haut an hei soll stëmmen, weider geet, sollt d'Europäesch Kommissioun am Oktober zur Konklusioun kommen, et misst een d'Erweiderung ëm ee Joer aussetzen.

Eng zweet Méiglechkeet, déi de Bäitrëttsvertrag virgesäit, am Fall wou d'Autoritéiten a béide Länner hire Verflichtungen net géifen nokommen, wär, datt d'Kommissioun als sou genannte Gardienne vun de Verträg déi sou genannte Clauses de sauvegarde géif ausléisen. Dës eigentlech originell Léisung gëtt der Kommissioun nämlech d'Méiglechkeet, fir preventiv oder korrektiv Moossnamen ze huelen, fir d'reibungslost Fonctionnéiere vun den europäesche Politiken ze garantéieren.

An dësem Fall kéinte Bulgarien esou wéi Rumänien zwar der EU bäitrieden, mä verschidde Rechter kéinten hinne virleefeg entzu ginn, an zwar virun allem am Beräich vum Bannemaart oder der Justiz, mä awer och wat d'Allocatioun vu communautäre Fongen ubelaangt.

Här President, an hirer Recommandatioun vum 16. Mee dëses Joers hunn d'Stats- an d'Regierungschefen d'Kommissioun zu Recht bestätegt, datt Bulgarien esou wéi och Rumänien nach bis dato net déi noutwendeg Konditioune fir hire Bäitrëtt erfëllt hunn. Et bleiwen nach eng Rei Ustrengunge vun dëse Länner ze maachen, fir deene sou genannten europäesche Standardë gerecht ze ginn, virun allem wat d'Onofhängegkeet vun der Justiz, d'Gestioun vun de Subventiounen oder awer och de Kampf géint d'Korruptioun ubelaangt, an dëst virun allem a Bulgarien.

Et kann een der Kommissioun sécherlech net virwerfen, op de strikte Respekt vum sou genannten Acquis communautaire ze pochen. Nach soll een awer a fairer Manéier ënnersträichen, datt zënter dem leschte Rapport vun der Kommissioun vum Oktober 2005 villes vun deenen zwee Kandidatelänner geleescht gouf, fir den europäeschen Normen a Wäerter méi no ze kommen.

Esou huet sech d'Unzuel vun de Kritike vu Säite vun der Kommissioun un d'Adress vu Rumänien vu 14 op véier reduzéiert, a vu Bulgarien vu 16 op sechs.

Fir Bulgarien - fir domadder unzefänken - konzentréiere sech d'Haaptkritike virun allem op de Beräich vun der Justiz. Hei gi méi konkret a kloer Resultater am Kampf géint dat organiséiert Verbrieche verlaangt, eng méi effikass a systematesch Uwendung vun de Gesetzer géint d'Fraude an d'Korruptioun, esou wéi méi eng effizient Aktioun géint d'Wäisswäsche vu Suen. Besonnesch de leschte Punkt schéngt mir vun eminenter Wichtegkeet ze sinn, well ganz besonnesch Bulgarien ëmmer erëm an deenen diverse Rapportë vum GAFI optaucht. Hei schéngt et mer also absolut noutwendeg ze sinn, datt all Direktiven iwwert d'Wäisswäsche vu Suen an déi bulgaresch Législatioun transposéiert ginn, awer och all Direktiven an Dispositiounen iwwer international Rechtshëllef.

Déi aner Kritike par rapport zu Bulgarien bezéie sech op d'Gestioun vun de strukturelle Fongen am Beräich vun der Landwirtschaft, dem Schutz vun der Ëmwelt wéi och der Sécurité alimentaire.

Et ass awer besonnesch am Beräich vun de Mënscherechter, wou Bulgarien nach vill Efforten ze maachen huet. Esou dénoncéiert Amnesty International a sengem jährleche Rapport vun 2006, datt Tortur a schlecht Behandlung vu Gefaangenen nach ëmmer zum trauregen Alldag a Bulgarien gehéieren. D'Diskriminatioune géint d'Zigeiner bleiwe bestoen, obwuel hei am Beräich vun der Justiz eng Partie Décisiounen zu Gonschte vun der Uwendung vun Antidiskriminéierungsgesetzgebunge geholl goufen. Hei stécht besonnesch een Uerteel vum Distriktstribunal vu Sofia vum Oktober 2005 eraus, wat d'Gläichheet vun de Rechter vun den Zigeinerkanner am Beräich vun der Educatioun festleet.

Suerge maachen zudeem Amnesty International esou wéi och der europäescher Kommissioun d'Situatioun an de Psychiatrien an an de sozialen Opfangstelle fir Kanner. Hei loosse sech d'Konditioune fir ze liewen als mënschenonwierdeg an erniddregend beschreiwen.

D'Kopenhagener Kritären hale fest, datt all EU-Kandidat stabil Institutioune muss opweise kënnen, déi d'Demokratie, de Rechtsstat, de Respekt vun de Mënscherechter esou wéi och de Respekt an d'Protektioun vun de Minoritéite musse kënne garantéieren.

Fir meng Fraktioun a fir mech ass et net zoumuttbar, dass an engem Land, wat wëllt - a muer och wahrscheinlech wäert - neie Member vun der Europäescher Unioun sinn, elementar Mënscherechter mat de Féiss getruede ginn. Duerfir ënnerstëtze mir d'Kommissioun an all hire Bestriewungen, ëmmer erëm de Fanger op d'Wonne vum Netrespekt vun de Mënscherechter ze leeën, well besonnesch hei kënne mir eis et net leeschten, och nëmmen ee Millimeter nozeginn, an dëst ganz besonnesch am Interessi vun deene Leit, déi an deene Länner Affer vu Mënscherechtsverletzunge gi sinn.

Am Géigesaz zu Bulgarien gëtt a Rumänien d'Korruptioun net méi als Obstakel ugesi fir e Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun. Déi véier Beräicher, déi der Kommissioun hei nach Suerge maachen, sinn, wéi fir Bulgarien, déi richteg Gestioun vun de strukturelle Fongen am Beräich vun der Landwirtschaft, der Ëmwelt an der Sécurité alimentaire. Am Fall vu Rumänien kommen dann och nach Defiziter, wat d'Informatisatioun bei der Andreiwung vun de Steiergelder ubelaangt, derbäi.

Am Beräich vun de Mënscherechter bleift a Rumänien virun allem och d'Situatioun vun den Zigeiner bedenklech. D'Zigeiner bleiwen nach ëmmer vill ze vill oft Affer vun diskriminéierenden Handlungen an Agressiounen.

D'Situatioun an de Psychiatrië bleift och an dësem Land e Grond zur Besuergnis.

En anere Problem ass déi oft diskriminéierend Haltung vis-à-vis vun der homosexueller Communautéit.

Trotz all dëse schwéierwiegende Kritiken, ganz besonnesch wat de Respekt vun de Mënscherechter betrëfft, ass et dach wichteg drop hinzeweisen an ze ënnersträichen, datt sech an deenen zwee Länner an deene leschte Joren dach munches an déi richteg Direktioun beweegt huet. Dëst alles an engem Kontext, wou an deenen zwee Länner, awer ganz besonnesch a Rumänien, et importent ethesch Minoritéite gëtt, wat d'Léisung vun de Problemer och net onbedéngt méi einfach mécht. Et ass fir mech duerfir och extrem wichteg, datt mer an där ganzer Diskussioun ëmmer erëm mat der néideger Sensibilitéit un all déi Froen eruginn an ëmmer erëm am Hannerkapp behalen, datt niewent enger extrem schwiereger wirtschaftlecher Situatioun och de politeschen Zesummenhalt vu Länner mat esou grousse Minoritéiten net ëmmer einfach ass.

Doniewent kënnt, datt den Iwwergank zu engem demokratesche System mat enger Maartwirtschaft keen einfachen ass a vill Sacrificë vu Säite vun der Bevölkerung gefrot ginn.

Wichteg ass et och ervirzehiewen, datt d'Kommissioun am Oktober d'lescht Joer scho bestätegt huet, datt esouwuel Bulgarien wéi och Rumänien déi politesch Bäitrëttskritären erfëllen, an datt dës Länner dem Zil vum integrale Respekt vun de wirtschaftleche Kritären an deenen, déi de sou genannten Acquis ubelaangen, ganz no sinn. Et ass evident, datt d'Reformen, déi vu Bréissel gefuerdert goufen a ginn, dës Länner an hir Efforten, den europäeschen Normen a Wäerter méi no ze kommen, staark ënnerstëtzt hunn.

An hirer Evaluatioun vum Mee 2006 schléisst d'Kommissioun andeems se virsiichteg festhält, datt se spéitstens am Ufank vum Mount Oktober e Rapport iwwert déi realiséiert Fortschrëtter a béide Länner maache wäert, wat déi bestoend Problemer ubelaangt. Op dëser Basis wäert d'Kommissioun dann examinéieren, ob de Bäitrëttsdatum vum 1. Januar 2007 nach ka festgehale ginn.

Ech géing op dëser Plaz gär soen, Här President, datt mir Vertrauen hunn an d'Kommissioun, datt si d'Evaluatioun vun deene realiséierte Fortschrëtter a béide Länner op eng grëndlech an detailléiert, awer och objektiv Manéier maache wäert, an dëst virun engem äusserst schwierege politeschen a wirtschaftlechen Hannergrond. Mir hunn dofir och Verständnis, datt d'Kommissioun an dësem Dossier mat ganz besonnescher Virsiicht virgeet. En Exercice, deen engem Drotseelakt ganz no kënnt.

Här President, Zweifel un der EU-Erweiderung si kloer an däitlech bei de leschte Referendumscampagnen zur Europa-Konstitutioun a Frankräich an an Holland zum Ausdrock komm. Dëst war och bei ons de Fall, an och an anere Länner, wou d'Wieler sech net zu dësem Text a Referenden ausgedréckt hunn. Mir doen eis schwéier, fir déi richteg Wierder ze fannen, fir eise Matbierger déi fréier Erweiderunge vun der EU ze erklären, a bremsen elo déi zukünfteg Erweiderungen, déi virun der Dier stinn. Mat dëser Haltung wëlle mir eise Matbierger weisen, datt hire Message bei eis ukomm ass, an datt mir hir Meenung zur Kenntnis huelen. Mir befannen eis also an där sou genannter Reflexiounsphas.

Ech mengen, et muss een awer drop hiweisen, datt et zum groussen Deel d'Adhésiounsperspektiv zur EU war, déi de Reformprozess an dëse Länner wäit no vir bruecht huet. Ech deelen an dësem Kontext d'Meenung vu sëllechen Analysten, déi der Meenung sinn, datt d'Feele vun engem europäesche Projet an dëse Länner den Iwwergank zur Demokratie an zum Wirtschaftsmaart e gutt Stéck méi schwéier gemaach hätt, oder en souguer onméiglech gemaach hätt. De Bäitrëtt zu Europa bleift dat virrangegt Zil vun der politescher Klass an all dëse Länner, an och déi dreiwend Kraaft, fir weider Reformen anzeleeden.

Am Numm vun dësem Projet hunn d'Populatiounen an dëse Länner all méiglech Sacrificer, déi hinne vun hirer Regierung operluecht goufen, akzeptéiert, wéi d'Reduzéierung vun den öffentlechen Ausgaben, steierlech Reformen an e budgetären Defizit, deen heiansdo ënnert der Schwell vun 1% vum PIB läit. Wougéint eng ganz Partie vun dëse Moossnamen hätte kënnen a méi westleche Länner Grond zu sozialen Opstänn ginn, sinn dës am Osten als Präis akzeptéiert ginn, deen ze bezuelen ass fir en Entréesticket an d'Europäesch Unioun.

Déi skeptesch Astellung vis-à-vis vun de Bäitrëttskandidaten innerhalb vun der Europäescher Unioun gëtt dëse Länner wahrscheinlech och ze bedenken a wéi eng Unioun si do bäitriede wäerten. De sou genannten okzidentalen Euroskeptizismus fänkt och un, sech an deene Länner ze verbreeden, a kann dem Nationalismus erëm en nahrhafte Buedem verschafen. Dës Haltung bréngt de Risque mat, datt dës Länner ënner Ëmstänn an hir traditionell Schwächten zréckfale kéinten. E konkret Beispill heifir sinn déi rezent Wahlen a Polen an an der Slowakei, wou Parteie mat europaskepteschen Téin et erëm bis an d'Regierung bruecht hunn, an et do zum gudden Toun gehéiert, géint d'Politik vu Bréissel ze wiederen.

Dësen Euroskeptizismus erkläert sech och domadden, datt dës nei Länner wuel Membres à part entière sinn, mä awer mat engem ganz begrenzten Zougang zum Aarbechtsmaart. Dofir musse mer eis ëmmer erëm virun Aen halen, datt d'Verlängerung vun allen Derogatiounen an dësem Secteur dësen euroskepteschen Téin weider Opdriff wäerte ginn, an domadder och de Gruef zwëschen alen an neien EU-Membere méi déif gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech et scho virdrun erwähnt hunn, stécht d'Europäesch Unioun momentan an enger déiwer Kris. Fir kënnen dës Kris ze iwwerwannen, ass et a mengen Ae wichteg, kloer ze definéieren, wéi a wouhi sech d'Europäesch Unioun weiderentwéckele soll, a wou sech hir Grenze befannen.

E Schrëtt no hannen ze maachen an d'Direktioun zum Beispill vun enger bësse besserer Fräihandelszon, duerf keng Optioun sinn. Den aktuelle Stand vun der Integratioun muss net nëmme bäibehale ginn, mä e muss weidergefouert ginn. D'Kohesioun, d'Effikassitéit an d'Aktiounskapazitéit vun der Unioun musse gestäerkt ginn, an hiren Integratiounsprozess verdéift ginn.

A mengen Aen ass dëst nëmme mat enger déif gräifender Reform vun den Europainstitutioune méiglech. D'Europäesch Unioun muss fit gemaach ginn, fir de Bäitrëtt vun neie Memberlänner kënnen um institutionelle Plang ze verkraften. Et ass kloer, datt de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien de Fonctionnement vun den Institutiounen nach méi wäert erschwéieren. A spéitstens beim Bäitrëtt vum nächsten EU-Kandidat lafe mer Gefor d'EU-Aarbecht komplett ze paralyséieren. Dëst kéint d'Europäesch Unioun op en Neits an eng existenziell Kris geheien, déi hir Zukunft kéint fundamental a Fro stellen.

De Vertrag vun Nice ass en vue vun enger maximaler Unzuel vu 27 Memberen ausgehandelt ginn. Vu datt de Bäitrëtt vun anere Kandidaten, wéi Kroatien oder Mazedonien, virun der Dier steet, en vue datt aner Staten aus der Regioun vum Westbalkan un d'Dier klappen, brauche mir déi institutionell Architektur, esou wéi se de Verfassungsvertrag virgesäit, déi mat enger héijer Unzuel u Membere fonctionnéiere kann.

Wéi och ëmmer den Ëmgang mat dem Konstitutiounsvertrag weidergeet, plädéiert meng Fraktioun dofir, datt eis Regierung zesumme mat hire Partner um europäesche Plang all méiglech Efforten ënnerhélt, fir déi verschidde Reformvirschléi, déi am Projet zur Verfassung heizou festgehale goufen, op déi eng oder aner Aart a Weis ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer en EU-Bäitrëtt vu Rumänien a Bulgarien schwätzen, komme mer awer och net derlaanscht, fir eis Froen no de Grenze vun der Europäescher Unioun ze stellen. Mir vertrieden hei d'Iddi, esou wéi se och am Projet vun der Verfassung erëmzefannen ass, datt d'Unioun muss op si fir all déi europäesch Staten, déi hir Wäerter respektéieren, an déi sech och asetzen, fir zesummen dës Wäerter weiderzeverbreeden.

(Interruption)

Hei muss awer um europäeschen Niveau gekläert ginn, wou sech déi geographesch Grenze vun dësem Europa befannen. Och fir d'Europaparlament musse viru weidere Bäitrëtter d'Natur esou wéi déi geographesch Grenze vun der Europäescher Unioun kloer definéiert ginn.

Fir meng Fraktioun a mech selwer mussen op jidde Fall virun allem déi europäesch Institutioune fit gemaach ginn an déi Notioun vun de geographesche Grenzen definéiert ginn, ier iwwer weider Bäitrëtter kann diskutéiert ginn. Ech sinn dofir och der Meenung, datt een net einfach Jo ka soen zu all Bäitrëttsdemande, an datt mer gutt berode wären, verschiddenen EU-Kandidaten net elo schonn Hoffnungen ze maachen, wou mer wëssen, datt mer déi zumindest net kuerz- oder mëttelfristeg kënnen erfëllen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ofschléissend, fir erëm zréckzekommen op de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien, wëll ech lech net verstoppen, datt bei all deenen Defiziter, ganz besonnesch am Beräich vun de Mënscherechter an deene béide Länner, esou wéi wahrscheinlech déi meescht Kolleegen heibannen, mech e bëssen e mulmegt Gefill beschläicht. Mä grad wéinst dësen Defiziter muss een dee Bäitrëtt als eng grouss Chance fir déi zwee Länner unerkennen, awer ganz besonnesch fir hir Bevölkerungen. Dofir soe mir e kloere Jo zum Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien. Ech ginn och domadden eisen Accord zum Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Helminger. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert!

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'eischt wëllen dem Rapporteur, der Madame Err, Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet am Detail déi Froen, déi eis och um Häerz leien, opgegraff. Ech brauch deem och net vill bäizeflécken. Ech si mat dem gréissten Deel vun hiren Ausféierungen absolut d'accord.

Virun e bësse méi wéi zwee Joer, den 1. Mee 2004, huet d'Europäesch Unioun hiren insgesamt fënneften Élargissement vollzunn. Zéng nei Memberen, haaptsächlech aus dem Osten, aus deem fréiere kommunistesche Block, sinn an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn, déi also domat vu 15 op 25 Unitéite geklommen ass. Vill Froe si sech bei de Leit am Virfeld vun dëser Erweiderung gestallt ginn, wéi beispillsweis déi, ob a wéi mir dës territorial an demographesch Vergréisserung géife verkraaften. Och um politesche Plang si Froen opkomm: Wéi kënne mer politesch eng Unioun vu 25 Memberstate funktionéieren dinn, wa mer scho bei 15 Schwieregkeeten hunn?

Deemools, virun zwee Joer, wousste mer nach net, datt dat Instrument, dat d'Europäesch Unioun ausgeschafft huet fir sech d'Moyenen ze gi fir méi effikass ze schaffen, fir méi transparent ze sinn, fir dem Bierger méi no ze kommen - ech schwätze vun där Europäescher Verfassung -, haut op Äis géif leien. Mat dësem Traité constitutionnel hate mer versicht enger EU mat 25 Memberstaten oder méi, ee méi adequate Kader ze ginn. Déi Europäesch Unioun funktionéiert haut, an dat nach fir eng gewëssen Zäit, wéi et ausgesäit, mat deene Regelen, déi fir 15 respektiv esouguer manner gegollt hunn, an déi sech eigentlech iwwerlieft hunn.

Op deem Niveau si mer deemno net weiderkomm, an trotzdeem hu mer dann haut eng Unioun vu 25, déi tant bien que mal funktionéiert, déi probéiert virunzekommen. Den Élargissement vun 2004 huet och eng Rei Befierchtungen, déi bestanen hunn, jiddenfalls an eisem Land, net an deem Mooss erfëllt wéi dat geduecht war. D'Invasioun vun de polnesche Plombieren an déi al Memberstaten ass gréissstendeels ausbliwwen. Eigentlech war dat esou ze erwaarden.

De fënneften Élargissement ass awer nach net ganz ofgeschloss. Zwee vun deenen insgesamt zwielef Kandidate fir der Unioun bäizetrieden hunn 2004 missen am Wartesall bleiwen. An ech soe ganz bewosst net „sëtze bleiwen“, well déi zwee Kandidate précisément sollten net sëtze bleiwen, mä se sinn opgefuerdert ginn, fir ganz aktiv hire Retard opzeschaffen.

Dëst wor spéitstens am Dezember 2001 kloer, wéi de Conseil vu Laeken dem Rapport vun der Kommissioun zougestëmmt huet. Dee seet, datt all Kandidaten, ausser Bulgarien a Rumänien, Enn 2002 prett fir de Bäitrëtt wären. An de Conseil vum Dezember 2003 gëtt dann deenen zwee Bäitrëttskandidaten eng Perspektiv fir 2005.

Ee Joer méi spéit erkennt de Conseil d'Effortë vun deene béide Staten un a fixéiert d'Ënnerschreiwe vum Bäitrëttsvertrag op den Abrëll 2005. Et ass da finalement ënner Lëtzebuerger Présidence zu där Ënnerschréft komm. An et ass jo mat der Approbatioun vun dem Traité wou mer eis haut beschäftegen.

Firwat Bulgarien a Rumänien hu méi laang waarde musse bis d'Diere vun der EU och fir si opgaange sinn, dat hu meng Virriedner schonn am Detail ausernee geluecht. Ech kommen net méi dorop zréck. Et ass ganz einfach festgestallt ginn, datt bei deenen zwee Kandidaten d'Fortschrëtter, engersäits fir den Acquis communautaire ze iwwerhuelen a sech dem Niveau vun der Europäescher Unioun unzepassen, méi lues realiséiert gi si wéi bei deenen zéng aneren. Dofir gëtt et sécher eng Partie Ursaachen, an notamment déi, datt d'Ausgangspositioun vun deenen zwee Länner ee gutt Stéck manner gutt war wéi dat vun hire Kollegen. De Retard wor deemno méi grouss an ass och nach net zu dësem Zäitpunkt ganz combléiert.

Dee sou genannte „Monitorage“ erlaabt et de Memberstaten de Suivi vun deenen Efforten ze maachen, déi d'Kandidatelänner ënnerholl hu fir d'Kritären ze erfëllen, déi eng Adhésioun erméiglechen. Hei kann tëschent politeschen an ekonomesche Kritären ënnerscheet ginn. Dat hunn och meng Virriedner scho gemaach. Ech kommen och do net am Detail op déi Analys zréck, fir op de Respekt respektiv den Netrespekt oder den nach Netrespekt vun deene Kritären anzegoen.

Grosso modo muss ee feststellen, datt esouwuel Rumänien wéi Bulgarien schonn en héijen Alignementsniveau erreecht hunn, och wann nach de Retard a verschiddene Secteuren als beonrouegend agestuuft gëtt, notamment wat d'Bekämpfung vun der Korruptioun an d'Wäisswäsche vu Suen a Bulgarien ugeet. Och sinn nach eng Rei Efforten a puncto Schutz vu Minoritéiten, notamment d'Roma, a Mënschenhandel a Rumänien ze maachen.

D'Kommissioun wäert eréischt am Oktober, an net wéi ursprünglech virgesinn am Mee vun dësem Joer, hir Recommandatioun zu dësen Adhésioune matdeelen. De Conseil muss dann décidéieren, ob den 1. Januar 2007, wéi virgesinn, oder awer eréischt 2008, esou wéi et an de Clauses de sauvegarde steet, d'Diere vun Europa fir Rumänien a Bulgarien definitiv opgemaach ginn.

Et ass a bleift an eisen Ae kloer, datt de Respekt vun de bestoenden Traitéen eng Conditio sine qua non vun all Bäitrëttskandidat an all neiem Memberstat muss duerstellen.

Mat dësem neie Bäitrëtt, dee schonn, wéi gesot, déi zweet Etapp vum fënneften Élargissement duerstellt, gëtt also d'EU op 27 Memberen opgestockt. D'Erweiderung no Osten ass domadder net ofgeschloss. No dem Vote vun dësem Projet de loi ass jo eng Question avec débat um Ordre du jour, wou et ëm d'Tierkei geet. Et sinn awer nach eng Rei aner Kandidaten do, déi méi no bei eis leien, wéi zum Beispill Kroatien.

Mir steieren deemno op eng Europäesch Unioun zou vun 30 oder méi Memberstaten. Wéi solle mer esou e politeschen Ensembel géréieren? Kënne mer mam Traité de Nice iwwerhaapt nach eng konstruktiv Europapolitik féieren? Ech mengen, datt de Besoin no engem neien Traité bei all Élargissement ëmmer méi akut gëtt. Dofir mussen déi europäesch Responsabel ufänken, d'Käpp beieneen ze strecken, an net Zäit verspillen, andeems iwwert d'Opportunitéit vun enger Denkpaus nogeduecht gëtt.

Et däerf net an eisen Aen zu enger Denkpaus kommen, am Sënn vun enger plus ou moins laanger Zäitspan, während där mer versichten eis iwwer Europa a seng Handlungscapacitéit Gedanken ze maachen. An deem Sënn begréisse mer och déi Konklusioune vun deem rezente Sommet, dee sech jo derfir ausgeschwat huet, fir éischtens eng relativ kloer Zäitschinn festzeleeën, an zweetens en attendant eng Rei konkret Mesuren ze huelen, déi et missten erméiglechen, fir Europa no vir ze bréngen.

Laang Zäit ass am Laf vun der Geschicht vun der europäescher Konstruktioun iwwert d'Prioritéit vun Élargissement oder Approfondissement diskutéiert ginn. Et ass menger Meenung no eng anachronistesch Approche, well déi zwou Saache kënnen haut net vuneneen dissociéiert ginn. Mir kënnen d'Europäesch Unioun net wuessen dinn, ouni deem Europa méi staark Wuerzelen a méi ee staarkt Réckgrat ze ginn.

Grad esou anachronistesch ass awer a mengen Aen den Débat iwwer en Europe à deux vitesses. D'Coopération à renforcer, d'Realitéit vum Euro, d'Realitéit vu Schen-

gen, aner Realitéiten, den Eurocorps hu scho laang bewisen, datt et méiglech ass, an och an Zukunft muss méiglech sinn, datt déi Staten, déi op deenen eenzelne Punkte wëlle méi séier virugoen a méi wäit an der Integratioun goen, mussen nach erlaabt kréien, fir dat ze maachen, à condition bien entendu, datt hir Kooperatioun opbleift an datt Brécke méiglech bleiwen, fir datt déi noréckelen, déi am Ufank nach net prett ware fir do matzemaachen. Dat war jo iwwregens och dat, wat formal an deem Traité constitutionnel verankert war.

En anert Stéchwuert, wat oft gebraucht gëtt, ass d'Stéchwuert vum Partenariat privilégié. Ech muss Iech éierlech soen, historesch gesinn, wann een d'Rad vun der Geschicht kënnt zréckdréinen - mä dat kënne mer eben net -, wär et vläicht méi intelligent gewiescht, mer hätten ufanks den 90er Joren ugefaange vun engem Partenariat privilégié fir déi Bäitrëttskandidaten ze schwätzen.

Mir hunn hinnen awer deemools an der Euphorie vun der Wiedervereenegung vun Europa, déi sech do virun eisen Ae vill méi séier gemaach huet wéi iergendeen, weder a Westeuropa nach an Osteuropa, sech dat erdreemt hat, nun nëmmen eng Dier opgemaach. An dat ass d'Dier vun der voller Memberschaft. An ech mengen, dat ass een Engagement, wou mer och haut net gutt kënnen - jiddefalls vis-à-vis vun deenen, wou mer dat Engagement geholl hunn - zréckstiechen.

D'Fro, déi ee sech awer muss a soll stellen, ass déi: Wéi vill wëlle mer, datt Europa wiisst? Musse mer deem Europa - den Här Mosar huet d'Fro schonn opgeworf virdrun - net iergendwa Konture ginn?

D'Erweiderung no Osten, wann een d'Geschicht vun eisem Kontinent kuckt, ass sécherlech eng positiv Evolutioun. Mir däerfen och net an d'Nostalgie verfale fir dat Europa vu virun 30 Joer a mengen, et wär deemools alles besser a méi schéin a méi einfach gewiescht, wéi mer nëmmen zu sechs, zu néng oder och zu zwielef waren. Mir däerfen och net vergiessen, datt an deene Joren - an dat ass nach net ganz laang hier - Europa an zwee Campë gedeelt war, an datt d'Populatioun vun där östlecher Halschent vun eisem Kontinent en halleft Jorhonnert laang, a verschiddener nach vill méi laang, ënnert der Oppressioun vum Kommunismus gelieft a gelidden hunn.

A muss ech, well mer jo haut vu Rumänien a Bulgarien schwätzen, drun erënneren, wat den Ceaucescu-Regime a Rumänien d'Leit leide gedoen huet. Wien hätt deemools vun eis, an zumools vun deene Leit aus deenen deemolege kommunistesche Staten, geduecht, datt mer am Ufank vum 21. Jorhonnert eis an enger gemeinsamer Communautéit mat gemeinsame Valeure géingen erëmfannen?

Dofir ass et selbstverständlech, datt bei eis déi Länner 2004 mat oppenen Äerm empfaang gi sinn. Dat gëllt och fir Rumänien a Bulgarien, déi mer also spéitstens 2008 an d'EU wäerten ophuelen. D'Perspektiv vun engem Bäitrëtt huet an deene Länner, wéi scho gesot, villes zum Positive beweegt. De Fall vum Kommunismus huet allerdéngs och aner Problemer mat sech bruecht: d'Ausbreedung vun der Korruptioun, d'Kriminalitéit, ier do e wierkleche Rechtsstat d'Chance iwwerhaapt hat, fir sech ze installéieren.

Dat erkläert och vläicht, firwat trotz deem positiven Aspekt vum Enn vun der europäescher Divisioun d'Öffentlechkeet den Élargissement no Oste méi negativ gesäit, jo esouguer mat enger gewëssener Angscht. Hei zu Lëtzebuerg géifen engem Eurobarometer-Sondage no nëmmen 31% vun de Leit enger weiderer Erweiderung zoustëmmen. Och d'EU selwer stellt sech ëmmer méi Froen iwwer hir Capacité d'absorption.

Esou sot de Kommissiounspresident Barroso d'lescht Woch virum belsche Parlament iwwert d'Erweiderung: «Nous avons pris des engagements. Nous les tiendrons. Ce qui ne nous empêche pas de parler sans tabou de notre capacité d'absorption. C'est un élément à prendre en compte. Ce qui importe, c'est que l'élargissement ne soit pas perçu comme une décision technocratique, mais démocratique.»

Wa mer awer Länner eng Perspektiv bis ginn, volle Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, an déi Länner all d'Kritären, déi ee muss erfëlle fir der EU bäizetrieden, och erfëllen, da gëtt et ganz delikat deene Kandidaten dee Moment oder kuerz virdrun d'Dier net opzemaachen.

An anere Wierder: Wou sinn d'Grenze vun Europa? D'Grenze vun Europa si sécherlech en Deele vu gemeinsame Wäerter, déi mer nun eben hunn, déi sech haaptsächlech ronderëm d'Mënschewäerter an d'Organisatioun vun eisem wirtschaftlechen a soziale System gruppéieren. D'Grenze vun Europa erreeche mer awer och do, wou de Wëllen net méi besteet an och d'Capacitéit net méi besteet, fir un deene politeschen Zilsetzungen, déi mer Europa ginn hunn, matzemaachen.

Wéi gesot, dat sinn déi Kritären, déi zum Deel och an de Kopenhagener Kritäre jo festgeluecht sinn. Wann déi Kritären erfëllt sinn, mengen ech, mussen déi Länner, déi déi Kritären erfëllen, och d'Chance kréie fir dat ze beweisen, an deemno och Member vun der Europäescher Unioun ze ginn. Datt dat net a 14 Deeg geschitt, an och net an zéng Joer, dat schéngt eis absolut räsonnabel a verstänneg ze sinn.

Deen Traité d'adhésion fir Bulgarien a Rumänien ass scho vu 17 Länner ratifizéiert ginn. Mir sollen den Traité haut ratifizéieren. D'DP wäert deem Traité zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt selbstverständlech och am Ufank vu menger Interventioun der Madame Err als Berichterstatterin vun dësem Gesetz iwwert d'Adhésioun vu Bulgarien a Rumänien Merci soen. Si huet op eng intelligent a sober Manéier et fäerdeg bruecht déi Problemer ze weisen, déi et sécher bei dëser Adhésioun gëtt, mä och déi Fortschrëtter, déi gemaach gi sinn, an déi Argumenter, déi dofir plädéieren, dass d'Chamber de Mëtteg deen Traité approuvéiert. Ech kommen also net méi op den Inhalt vun deem mëndlechen a schréftleche Bericht zréck.

Ech wollt mech am Fong geholl a menger Interventioun fir d'éischt an eng Optik no der Adhésioun stellen. Wann déi zwee nei Länner elo an der Europäescher Unioun sinn, dann hu se eppes erreecht, wat wichteg fir si ass, a fir dat ee se och ka félicitéieren, fir all déi Aarbecht, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, fir dass déi 25 Memberlänner déi Adhésioun acceptéieren.

Mä ech wëll hinne soen, dass se och domat eng grouss Verantwortung iwwerhuelen. Dat ass d'Verantwortung fir d'Europäesch Unioun selwer. Mir wëssen dass d'Europäesch Unioun eng Unioun vu fräien a souveräne Länner ass. Mir wëssen, dass doranner all Land seng Fräiheet a seng Souveränitéit behält. Mir wëssen och, dass all Land doranner seng Avantagë sicht an natierlech och ganz oft fënnt.

Mä well d'Europäesch Unioun esou eng Unioun ass, a keng Zwangsunioun wéi dat fréier bei der Sowjetunioun war, hält se och nëmmen zesumme wann alleguerten d'Länner dorunner schaffen. Si hält och nëmmen zesumme wann d'Länner alleguerten déi Wäerter héichhalen, déi d'Basis vun där Unioun duerstellen. Mir däerfen ons dobäi keng Kompromësser erlaben. Ech muss zwar soen, dass dat amgaangen ass ze geschéien, wann ech gesinn, wat fir Iddië bestëmmte Parteien a verschiddene Länner ëmmer méi vertrieden. Dat geet heiansdo bis an d'Regierungen eran.

An der polnescher Regierung - fir se net ze nennen - gëtt et Kräften, déi vun absoluter Oppositioun géint d'europäesch Integratioun iwwer blanken Antisemitismus an extremen Nationalismus a Friemenhaass alles vertrieden, wat géint ons Grondwäerter verstéisst. De Respekt virun de politesche Kritäre vu Kopenhagen, deen hält net op wann ee bis an d'Europäesch Unioun erantrëtt. Dee geet virun, och no dem Antrëtt an d'Europäesch Unioun.

Ech muss och soen, dass ech bei munche Länner, bei alen a bei neien, ee seriöen Engagement fir d'Europäesch Unioun vermëssen. Ech sinn ëmmer erëm erschreckt iwwert den Euroskeptizismus vun héich gestallte Leit; zum Beispill den tschechesche President, deen net wäit dovunner ewech ass d'Europäesch Unioun carrément ze bekämpfen. Dobäi gëtt awer kee forcéiert an d'Europäesch Unioun eranzegoen. Mä wann een dran ass, dann huet een eng Responsabilitéit, déi een ënnerschriwwen huet, an déi een och wouerzehuelen huet.

Munnech Länner siche ganz oft nëmmen hiren Avantage, bremse Fortschrëtter mat alle Mëttelen a sinn zefridde wann d'Europäesch Unioun esou schwaach wéi méiglech ass. Dat ass net, huelen ech un, an dëser Chamber ons Konzeptioun vun der Europäescher Unioun. Wann dës fragil Unioun soll liewen a sech entwéckelen, muss all Land sech dorëm bekëmmeren. An dofir och mäin Opruff un ons bulgaresch a rumänesch Frënn, d'Europäesch Unioun als Friddens- a Fräiheetsprojet ze respektéieren, an no hirer Adhésioun matzehëllefen se ze développéieren.

Här President, an deem Ableck och, wou mir ons Zoustëmmung zu dem Traité d'adhésion ginn an d'Europäesch Unioun vu 25 op 27 Membere klëmmt, musse mer ons och Gedanken iwwert d'Zukunft vun der Unioun maachen. Dat ass jo de Mëtteg och vu menge Virriedner scho gemaach ginn, an ech wëll och mäi Pefferkär derbäimaachen.

Ech gesinn awer an der Haaptsaach zwee grouss Problemer. Deen éischte betrëfft d'Grenze vun der Europäescher Unioun, an deen anere betrëfft dat, wat mer dee sou genannten Débat constitutionnel nennen.

Ob d'Grenze vun der Europäescher Unioun jee genee festgeluecht kënne ginn, geographesch mat engem Strëch, hänkt méi vun der Geschicht of wéi vun ons selwer. Wa mer bedenken, wat mer an den 80er Jore virun 1989, 1990 geduecht hunn: Dunn hu mer ëmmer geduecht, dass Europa sech géif iergendwou an der Mëtt vun Däitschland dorobber reduzéieren. Mir hunn ni dru geduecht, dass d'Europäesch Unioun jee kënnt méi wäit doriwwer erausgoen. Dofir, mengen ech, soll een déi Diskussioun vun den definitive Grenze vun Europa ganz virsiichteg ugoen.

Ech sinn awer mat all deenen eens, déi wëllen, dass en ëmmer méi grousst Europa och en ëmmer méi effikasst Europa muss ginn. Wa mer Europa erweideren, musse mer och Europa festegen, musse mer seng Institutioune verbesseren.

Ech sinn awer och komplementar dozou der Meenung, dass een niewent der einfacher purer Adhésioun un d'Europäesch Unioun sech Partnerschafte muss afale loossen, déi méi wäit gi wéi déi augenblécklech Partnerschaften, an déi Länner kënnen un Europa binnen op eng aner Manéier wéi duerch déi einfach Adhésioun.

Well d'Europäesch Unioun ass jo keng Fräihandelszon. Et ass e politesche Raum mat engem Gesellschaftsmodell a mat Wäerter. A wa Länner an d'Europäesch Unioun wëllen, déi déi Wäerter an dee Gesellschaftsmodell net unhuele wëllen, oder net ganz wëllen unhuelen, da solle se dobausse bleiwen; wat awer dann net verhënnert, dass d'Europäesch Unioun friddlech a stabil Relatiounen op ville Pläng mat hinne kann hunn.

Zweete Problem, de sou genannten Débat constitutionnel. Wourëm geet et dobäi? Et geet einfach drëm, d'Europäesch Unioun funktiounsfäeg ze erhalen an déi Funktiounsfäegkeet nach ze verbesseren. Et geet och drëm, iwwert d'Institutiounen eraus, Problemer ze léisen an dass d'Europäesch Unioun capabel gëtt Problemer ze léisen, fir déi se haut keng oder wéineg Kompetenzen huet.

D'Leit dobaussen, d'Biergerinnen an d'Bierger verlaangen, dass d'Europäesch Unioun am Kampf géint de Chômage matmécht; si verlaangen, dass de Kampf géint de sozialen Dumping ugaange gëtt; si wëllen, dass Europa an der Globalisatioun besteet; si hätten och gären eng Maîtrise vun der Immigratioun, a si hätten och gären eng Sécherheet no bannen an no baussen. Si hätte gären eng besser Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken, besonnesch och an der Eurozon niewent där monetärer Koordinatioun.

Mä déi Aufgaben alleguerte kann d'Europäesch Unioun am heitegen Zoustand vun de Verträg, a vun de Kompetenzen, déi se duerch dës Verträg kritt, nëmmen deelweis oder guer net duerchzéien, an dofir muss een natierlech och dee Vertrag, dee mer hunn, politesch ugoen.

Natierlech huet dat wéi gesot mat Institutiounen ze dinn, mä et huet och mat dem politesche Wëlle vun de Länner ze dinn, fir méi ambitiéis Ziler unzestriewen, an do läit natierlech déi grouss Schwieregkeet vun deem Verfassungsdébat.

Ech muss soen, dass deen Débat, sou wéi en haut stattfënnt, mech déif beonrouegt, well e weist, dass de Konsens iwwert déi europäesch Integratioun méi kleng gëtt, amplaz dass en am Fong geholl étant donné déi riseg Problemer, déi virun ons stinn, méi grouss misst ginn.

Mä natierlech gesäit een am Ableck weder am Europäesche Rot nach an de Parlamenter oder an der Politik insgesamt en Auswee aus deem Problem.

Lëtzebuerg huet jo viru knapps engem Joer, den 10. Juli 2005, e Referendum ofgehalen, a mir hu virdrun an hannendrun déi Voten iwwert d'Ratifikatioun an der Chamber virgeholl an och laang Debatten doriwwer gehat. Doniewent hunn och nach 14 aner Länner hir Zoustëmmung, sief et duerch hir parlamentaresch Zoustëmmung oder per Referendum, ginn. Dat 16. Land - Finnland - soll jo och nach derbäikommen.

Ech hoffe ganz staark, dass déi Prozedur weidergeet, well ech nach ëmmer iwwerzeegt sinn, dass dee Verfassungsvertrag haut, no all deem, wat ech héieren hunn an deem vergaangene Joer, nach ëmmer dee beschtméigleche Kompromëss ass, deen Europa haut erreeche kann, wann een alleguerten déi verschidden Tendenze gesäit, déi et eben an Europa gëtt, déi et an de verschiddene Memberlänner gëtt, vu Federalisten zu Souveränisten, vun der Gauche bis zur Droite, vu Vertrieder vun enger Fräihandelszon zu Vertrieder vu méi engem staark integréierten Europa an esou weider.

Mir mengen also, dass een deen Text soll halen, dee virläit, an deen Text soll vu sou ville Länner wéi méiglech ratifizéiert ginn. Ech wëll awer drun erënneren, dass all Land vun der Europäescher Unioun dësen Text ënnerzeechent huet. All Land, all Regierung huet also eng Verantwortung fir deen Text. Dat schéngt mer wesentlech ze sinn ëmmer erëm ze ënnersträichen. Wann een déi Signatur net honoréiert, da muss ee scho gravéierend Ursaachen hunn, fir dat net ze maachen.

Eng grouss Zuel vu Ratifikatioune kann Drock op déi Länner ausüben, déi mat der Ratifikatioun haut zécken. Ech bedaueren iwwregens, dass dëst net méi op den europäesche Conseilen diskutéiert gëtt. Bon, ech si selwer net dobäi, den Här Ausseminister kann ons vläicht dovunner erzielen, mä ech hunn net d'Impressioun, wéi wann dat thematiséiert géif ginn. An ech héieren ëmmer erëm: Jo, d'Fransousen an d'Hollänner hunn Nee gesot an et kann een déi jo elo iwwerhaapt net méi forcéieren sech iwwer esou een Text nach fir déi zweete Kéier auszeschwätzen.

Ech mengen d'Iren an d'Dänen hunn dat gemaach. D'Dänen hunn dat esouguer zweemol gemaach, do huet kee gesot: Déi kënnen dat do net. Dat waren natierlech méi kleng Länner, während bei de Fransousen dat do vill méi schwiereg ass. Mä ech mengen, wichteg ass, dass een dann déi Länner virun hir Responsabilitéit setzt. Ech weess, dass dat virum Abrëll 2007 elo net méiglech ass, mä trotzdeem muss ee gutt oppassen, wat ee mat deem Verfassungstext mécht, wéi zum Beispill wann een e relativéiert, well wa mer den Text do net méi hunn, sinn ech iwwerzeegt, dass mer keen aneren Text soubal wäerte fannen.

Här President, dat verhënnert net, dass - dat hu mer jo och schonn hei gesot - een net och aner Mëttele sicht, fir Europa de Bierger méi no ze bréngen. Sécher wësse mer och, dass dat net einfach ass, well dat Lokaalt fir d'Leit ëmmer méi interessant ass wéi dat Europäescht. Mir probéieren et zwar.

Ech wëll soen, dozou gehéiert och zum Beispill d'Manéier, wéi mer un d'Europawahlen eruginn. Do hu mer jo och nach Hausaufgaben hei als Chamber ze maachen, wéi d'Zuel vun de Kandidaten erofzesetzen, an zum Beispiel och déi duebel Kandidatur elo ze verhënneren; mer kënne se net verbidden, mä se eventuell duerch e politeschen Accord verhënneren. Et gëtt also do och nach Aufgaben ze maachen.

Mir mussen och d'Manéier, wéi déi europäesch an déi national Politik d'europäesch Dossiere behandelt, iwwerdenken; mir mussen un där sou genannter europäescher Gouvernance vun onsem Land schaffen. Mir hätten och gäre méi Transparenz, méi Demokratie, méi Matbestëmmung, an dat alles hänkt natierlech vun der Manéier of, wéi mer alleguerten do eruginn.

Här President, déi puer Remarquë gemaach, well ech am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mer deen Traité d'adhésion vu Bulgarien a Rumänien wäerte stëmmen, an dass mer och iwwerzeegt sinn, dass déi zwee nei Länner gutt Membere wäerte ginn an d'Europäesch Unioun wäerte stäerken, dass se wichteg Apportë fir net nëmmen déi politesch, mä och déi wirtschaftlech, kulturell a sozial Integratioun bréngen, an domat also onse Jo zu dësem Traité.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun ass der Iwwerzeegung, datt dat, wat mer haut maachen, e weidere Schratt ass an enger Strategie, an enger Logik, déi d'Europäesch Unioun an deene leeschte Jore verfollegt huet - ech géing gäre soen zënter 1989 -, nämlech déi vun der schrëttweiser EU-Erweiderung, an datt et eigentlech déi effektiivsten Aart a Weis ass vu Konfliktpreventiounspolitik, déi een iwwerhaapt kann oder konnt maachen an deene leeschte Joren.

Et ass esou, datt natierlech kloer ass, datt den Iwwergank vun enger Diktatur zu enger Demokratie, vun enger Plan- zur Marktwirtschaft eng schwiereg Iwwergangsphas war fir d'Länner aus Mëttel- an Osteuropa, mä déi schwiereg Phas konnt nëmmen op eng friddlech Aart a Weis oder op esou eng friddlech Aart a Weis an op esou eng geuerdnet Aart a Weis geschéien, well den Drock bestanen huet vun der Perspektiv vun engem Bäitrëtt zu der Europäescher Unioun.

An an deem Sënn ass et esou, datt hei d'Europäesch Unioun eng absolut positiv Roll gespillt huet oder konnt spillen. Si huet eigentlech eng führend, eng regéierend Roll gespillt an deene Länner selwer, awer op eng positiv Aart a Weis, fir deene Länner ze hëllefen, sech an esou engem kuerzen Zäitraum ze wandelen. Et muss ee sech jo awer emol eng Kéier bewosst ginn a sech nach eng Kéier virun Ae féieren, wéi déi Länner um demokrateschen, um wirtschaftleche Plang virun 1989 dostoungen. Dat heescht, dass et net méiglech gewiescht wär, fir bannent 15, 16 Joer dee Wee do ze goen ouni déi begleedend, führend Aart a Weis vun der Unioun.

Dat heescht, déi Perspektiv vum Bäitrëtt huet wesentlech dozou bäigedroen, datt mer net zousätzlech Konflikter kritt hunn...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

...op de Grenze vun der fréierer, der aler Europäescher Unioun; Konflikter, vun deene mer jo konnte feststelle virun allem um Westbalkan, dass se extrem bluddeg waren, déi och duerno d'Europäesch Unioun vill kascht hunn, vill Asaz kascht hunn, zwar dunn op eng zimlech onproduktiv Aart a Weis, fir erëm Fridden do hierzestellen.

An eigentlech ass déi Bäitrëttsperspektiv vu Rumänien a Bulgarien den Ofschloss och deementspriechend vun der künstlecher Trennung, déi Europa kannt huet haaptsächlech duerch de Kale Krich, dat heescht nom Enn vum Zweete Weltkrich. Et ass eigentlech den Ofschloss vun der sou genannter Osterweiderung, et ass eigentlech d'Wiederhierstellung vun Europa wéi een et virdrun, virum Krich, kannt huet. Verschidden nei Länner sinn natierlech entretemps entstanen, mä insgesamt, mengen ech, ass dat erëm zesummegewuess, wat zesummegehéiert.

Et feelen elo nach d'Länner vum Westbalkan, déi een eigentlech och ganz kloer zur europäescher Famill muss zielen, wou de Bäitrëtt eng Kéier muss ustoen. Dat ass natierlech eng nach vill méi schwiereg Affär wéi dat, wat mer elo amgaange sinn hei zu engem gudden Enn ze féieren. Mä och do ass ze soen, dass d'Perspektiv vun der Memberschaft muss oprechterhale ginn eiser Meenung no, fir datt déi Länner weiderkommen, fir datt se kënnen hir Entwécklung um demokrateschen, wirtschaftleche Plang weiderbréngen.

Et ass ganz däitlech, datt wéi gesot ouni déi Perspektiv do dee Reformprozess net hätt kënnen an deem Mooss stattfannen, an duerfir ass et och ëmmer erëm wichteg, datt een dat betount.

Mir hu misse feststellen, datt mer am Kader vun den Diskussioune mat de Biergerinnen a Bierger hei am Land ronderëm d'Verfassung vill Diskussiounen haten, ech géing souguer soe bei wäitem déi meeschten Diskussiounen haten iwwert d'EU-Erweiderung, an net nëmmen iwwert déi, déi nach virun der Dier steet, Westbalkan oder eventuell Tierkei, mä och virun allem iwwert déi, déi schonn ofgeschloss ass. Dat heescht déi Länner, déi haut scho Member sinn. Mir hu misse feststellen, datt eigentlech d'Leit e kuerzt Gediechtnes hunn an eigentlech net esou richteg virun Ae gefouert kritt hu wat geschitt wär, wat fir onstabil Verhältnisser a wat fir domat verbonne friddens- awer och wirtschaftspolitesch Risiken dat mat sech bruecht hätt fir d'Europäesch Unioun, wann dat net gemaach gi wär.

Här President, fir déi gréng Fraktioun ass et kloer, ob een neit Land Member an der Europäescher Unioun gëtt oder net, do ziele fir eis absolut d'Kopenhagener Kritäre vun '93. Dat si fir eis déi zentral Bäitrëttskritären, an déi sinn och fir eis net verhandelbar.

Och wa mer wëssen, datt zum Beispill Rumänien a Bulgarien en enorme Fortschrëtt gemaach hunn, fir déi kënnen anzehalen, esou musse mer feststellen haut, datt haaptsächlech an der Innen-, an der Rechts- an an der Wettbewerbspolitik, oder awer och an der Ëmweltpolitik an an der Sécurité alimentaire et nach staark Defiziter gëtt. Virun allem natierlech an der Fro vun de Mënscherechter an dem Minoritéiteschutz, déi an deenen zwee Länner eng grouss Roll spillen, do gëtt et enorm Defiziter.

Et ass ze hoffen, datt bis Joresenn, dat heescht bis den Oktober, bis d'Kommissioun mat deem Rapport kënnt, déi Defiziter do kënne behuewe ginn oder zumindest e Plang ka virgeluecht ginn, wéi se schnellstens kënne behuewe ginn. Ansonste menge mir, datt effektiv d'Europäesch Unioun als Kommissioun misst op de Wee goe fir Schutzklausele fir dës sensibel Beräicher auszehandelen, déi eigentlech géingen awer flankéierend wierken, datt duerno déi dote Beräicher effektiv op en Niveau bruecht ginn, fir datt se de Kopenhagener Kritären entspriechen.

Dat Beispill vu Rumänien a Bulgarien, wou mer alleguer wëssen, datt de Prozess fir déi zwee Länner vill méi schwiereg war wéi fir déi Länner, déi elo scho Member sinn, aus deene Grënn virun allem, déi ech virdru genannt hunn, dat mécht awer och eppes däitlech, an zwar datt mer d'Bäitrëttsverfahren, wat mer am Moment hunn, iwwerdenke mussen. Iwwerdenke musse virun allem an engem Sënn, datt an Zukunft, wa mer mat neie Kandidate verhandelen iwwer e Bäitrëtt, net en Termin einfach festgeluecht gëtt a mer dann op en Termin fixéiert sinn, deen eigentlech determinéiert, wéini déi Länner bäikommen, mä datt ausschliesslech d'Erfëllung vun de Kritären den Datum vum Bäitrëtt gëtt, dat heescht de Bäitrëttspunkt gëtt.

Dat ass extrem wichteg, well bei deene Länner, déi elo nach virun der Dier stinn, haaptsächlech wéi gesot de Westbalkan a virun allem natierlech d'Tierkei, do spillt dat nach méi eng grouss Roll. An ech mengen och, datt et déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir datt mer weider Akzeptanz behale bei de Bevölkerungen an Europa, wa mer de Bäitrëttsdatum festleeën, net en fonction vun engem einfachen, willkürlechen Termin, mä wierklech just op Basis vun der Erfëllung vun de Kritären.

Mir mussen awer och eng Rei aner Froe schnellstens geléist kréien, en vue vun enger weiderer Vergréisserung vun der Europäescher Unioun. Dat sinn natierlech déi institutionell Reformen, déi elo zum Deel stieche bliwwe sinn duerch déi Kris, déi ausgeléist ginn ass ronderëm d'Oflehnung vun der Europäescher Verfassung an zwee europäesche Länner, wou wichteg institutionell Reformen dran enthale waren.

Mir mussen eis awer och Froe stellen, wéi mer an Zukunft ëmgi mat der EU-Finanzéierung, mat de Perspectives financières. Wann ech gesi wéi aarmséileg dat ofgelaf ass ronderëm dee leschten Accord, wat d'EU-Finanzéierung ubelaangt; deen Egoismus, dee sech ëmmer méi breet mécht, wou et souguer esou wäit ass, datt Länner, déi haut schonn zu den ale Länner gehéieren a viru Joren, wéi si d'Chance kritt hu bäizetrieden, extrem vu Finanzéierungsmechanisme profitéiert hu fir sech kënnen op e gewëssenen Niveau ze brénge, haut awer eigentlech dann net méi anere vergonnen, datt si elo vun deenen nämlechte Konditioune solle profitéieren.

Dat ass eng äusserst zweifelhaft Tendenz, déi sech do breet mécht. Ech wëll mol guer net doriwwer diskutéieren, mä iwwer aner Iwwerleeungen, déi matspillen, déi natierlech éischter mat innenpolitesche, wirtschaftleche Schwieregkeeten ze dinn hunn, firwat datt bei de Perspectives financières et ëmmer méi schwéier gëtt.

Mir mussen eis bewosst sinn, niewent der Erfëllung vun de Kopenhagener Kritären, fir iwwerhaapt bäizetrieden, ass et wichteg fir herno d'Akzeptanz vun deene Länner an deenen ale Memberstaten ze kréien, also an deenen heitege Memberstaten. Bei deene Bevölkerungen ass dat Wichtegst jo, datt déi Länner sech méiglechst schnell op en Niveau entwéckelen, datt se - an deenen ale Memberlänner zum Beispill - net ëmfonnt ginn als Länner déi zum Sozialdumping eventuell bäidroen. A fir datt dat kann de Fall sinn, do spillen nun eemol d'Finanzéierungsperspektiven eng wichteg Roll. Dat heescht, do musse mer dann all solidaresch och hëllefen, déi Länner ze ënnerstëtzen, datt se och méiglechst séier dee Schratt do packen.

Dat heescht, am Endeffekt ass d'EU-Finanzéierungsdiskussioun och e wesentleche Bäitrag zu enger besserer sozialer Harmoniséierung oder méi enger schneller sozialer Harmoniséierung vun Europa, zu enger méi schneller wirtschaftlecher Harmoniséierung fir Europa.

Et ass och esou, datt déi gréng Fraktioun awer der Iwwerzeegung ass, datt mir, wat déi institutionell Reformen ubelaangt, déi wichteg sinn en vue vun zukünftegen Erweiderungen, warne virdrun - an ech mengen den Här Fayot huet dat och schonn zu Recht virdrun hei gesot -, datt eenzel Elementer géingen erausgeléist ginn aus dem Verfassungsprozess oder dem Grondsazdiskussiounsprozess, dee mer féieren, well wa mer dat maachen, riskéiere mer effektiv, datt mer deen Text - wou ech effektiv dem Här Fayot seng Meenung deelen -, deen e gudden Text ass a wou mer soubal kee bessere wäerte kréien, effektiv net kënnen ëmsetzen; da riskéiere mer éischter esou eenzel Filetsstécker do erauszezéien, déi eis de Moment arrangéieren a wou mer och eventuell déi kënnen ouni gréisser Diskussiounen duerchsetzen, wat dann natierlech fir déi méi mëttel- a laangfristeg politesch Perspektive vun enger politescher Unioun e grousse Problem duerstellt.

Mir mengen awer och, datt - an dat muss ee soen - net nëmmen entretemps de Bericht vun der Kommissioun, deen am Oktober dëses Joers erauskënnt, eng Roll wäert spillen, mä mir fannen, datt mer virun allem bei Rumänien a Bulgarien kënne feststellen, datt d'Europaparlament hei säi Rôle besonnesch gutt gespillt huet. Mir kruten alleguer heibanne permanent vill Informatiounen, och iwwert d'Diskussiounen, déi am Europaparlament kontinuéierlech gefouert gi sinn. Do gesäit een och, datt an der Erweiderungsdiskussioun d'Europaparlament wierklech ëmmer méi hire politesche Rôle effikass spillt.

Wat elo déi Diskussioun ubelaangt, déi natierlech hei drunhänkt, iwwert d'Fro „Grenze vun Europa definéieren oder net“ respektiv „Wéi wäit gi mer bei der Erweiderung?“, do ass et fir eis Fraktioun op alle Fall kloer, datt et kee Sënn mécht eng Diskussioun ze féieren iwwer eng Festleeung haut vu geographesche Grenzen.

Mir sinn an enger Situatioun, datt d'Welt rapid ännert. Denkt mol zréck, viru 15, 16 Joer, wéi Europa do ausgesinn huet. Do hätt kee Mënsch sech kënne virstellen, datt mer haut net nëmme mat där Erweiderung konfrontéiert géife ginn, mä och mat der Entstehung vun enger ganzer Rei neie Länner, déi et virdrun als souverän Länner net gi sinn.

Duerfir ass dat eng geféierlech Diskussioun. Et gëtt sécherlech gewësse Limiten. Haaptsächlech awer gesi mir déi och an engem Sënn fir datt et iwwerhaapt nach méiglech ass, datt déi Unioun ka fonctionnéieren.

Ech fannen et och wierklech, an do ginn ech dem Här Fayot Recht, relativ abenteuerlech, datt vu verschiddene Länner aus, och vu verschiddene Regierungsmemberen a verschiddene Länner aus ëmmer erëm nei abenteuerlech Saache lancéiert ginn, déi dann erëm zur Veronsécherung bäidroen.

Dat ass méi problematesch wéi elo eng Diskussioun ze féieren, fir geographesch Grenzen ze definéieren. Iwwerhaapt mengen ech, datt déi Diskussioun, datt ee misst elo iergendwéi Grenzen definéieren, eréischt doduerch entsteet, well verschidde Leit och erëm esou abenteuerlech Diskussioune lancéieren.

Wat wichteg ass, dat sinn d'Wäerter, déi mer hunn, op deene mir eis déi Unioun opgebaut hunn. Dat ass dat, wat essenziell ass. A mir sollen och weider op deenen diskutéieren an dann en oppene Prozess maachen. A virun allem bei deene Länner, déi mer nach wëllen ophuelen an Zukunft, wéi gesot, net einfach e Stéchdatum als Kritär huelen, mä wierklech d'Erfëllung vu Kritären an d'Anhale vun de Wäerter als de Stéchdatum setzen.

An da mengen ech och, dann hu mer besser Zäit, wéi vläicht bei verschidden aneren Opnahmen, déi mer bis elo haten, fir ze diskutéiere mat eisen eegenen Ëmfannungen. Da mengen ech och, datt duerfir d'Akzeptanz eng aner ka sinn, oder wäert sinn, wéi dat vläicht am Moment de Fall ass.

Dat gesot, Här President, ass et fir eis selbstverständlech, datt mir dësen Traité wäerte stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Jacques-Yves Henckes huet elo d'Wuert. Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'éischt e Wuert vu Merci un d'Madame Rapporteuse vun dësem Projet de loi, déi ganz eingehend op déi eenzel Problemer agaangen ass, déi sech stellen, wat de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien ugeet, an déi och soss d'ganz Problematik vun dem Élargissement kloer ëmrass huet.

Vill Bierger an Europa an och zu Lëtzebuerg hunn Angscht virun der Globaliséierung. Si gesinn an der Europäescher Unioun e Schutz géint dës Globaliséierung. An op eng Kéier hunn d'Bierger awer och misse feststellen, datt d'Globaliséierung an hirer Mëtt wor. Duerch déi EU-Erweiderung op déi zéng nei Länner, an notamment déi aus dem Osten, sinn op eng Kéier Delokalisatioune komm, et ass Dumping fiscal entstanen. An dat huet bien entendu an onser Bevölkerung eng etlech Ängschten ervirgeruff.

Do muss een och kloer festhalen, datt de ganzen Élargissement de Bierger dobaussen net - oder op jiddfer Fall ongenügend - erkläert gouf, an datt och verschidde wirtschaftlech a sozial Bedingungen net erfëllt woren, wéi et zu dem Élargissement komm ass. Woufir? Well mer ons méi op d'Stéchdatumer festgeluecht hate wéi op d'Konditiounen.

Déi grouss Etappen an der Erweiderung sinn op den europäesche Conseile vu Kopenhagen 1993, Lëtzebuerg 1997 an Helsinki 1999 décidéiert ginn. D'Négociatiounen an d'Décisioune goufe vun de Statsministeren a Statspresidente geholl. D'Parlamenter waren an där Debatt do net mat agebonnen. Si sinn eréischt mat agebonne ginn deen Ablack wou et geheescht huet, den Traité ze ratifizéieren. An dat ass eppes, wat et an Zukunft net méi däerf ginn.

Dat ass och eppes, wat mir als ADR - an net nure mir als ADR - permanent monéiert hunn, a wou mer gesot hunn: Dat däerf et net méi ginn! Mä et geet net nuren ëm d'Mängel an der Erklärung vis-à-vis vum Bierger, wat d'Erweiderung ugeet. D'Bierger mussen och wëssen, wéi et weidergeet: Wat fir en Europa soll gebaut ginn? E federaalt Europa, wou alles zu Bréissel décidéiert gëtt? En Europa vun den Natiounen, wou déi eenzel national Komponenten nach eng Roll ze spillen hunn? Oder geet et just nuren ëm e fräie Maart?

Wat sinn d'Grenze vun Europa? Déi, wéi de Generol De Gaulle gesot huet, vum Atlantik bis zum Ural? Oder gehéieren och d'Tierkei, d'Balkanlänner, d'Ukraine, Georgien an Aserbaidschan derbäi? Dat ass dach eng Debatt, déi muss gefouert ginn. A mir mengen, an do sinn ech mat mengem Virriedner net esou d'accord, datt ee muss soen, wou d'EU hir Grenzen huet, an datt een och deene Länner, deenen een da seet, datt se net Member ginn, awer och deen Ablack privilegéiert Partnerschafte kann ubidden. Dat si mer och deene Länner schëlleg.

A mir bedaueren e bëssen, datt d'Europäesch Unioun déi ganzen Zäit hir Aussepolitik esou étofféiert, esou presentéiert, wéi wann dat Eenzegt, wat se de Länner kéinte bidden, eng Memberschaft wier. Or, bei verschiddene Länner wësse mer, datt dat an den nächsten zéng, 20 Joer net geschitt. Si bereede sech awer drop vir a si sëtzen op eng Kéier herno zwëschen zwee Still. Ech wëll nuren un d'Problematik vun der Ukrain erënneren, wou et esou zwëschent der EU a Russland geet. Et ass net gutt, wann een d'Leit an esou Situatioune setzt. Et ass net gutt, wann een d'Bierger an esou eng Situatioun setzt, an och d'Länner net.

(Interruption)

D'Konditiounen…

M. le Président.- Jo?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ech wollt dem Här Henckes soen, dass mer zum Beispill mat der Ukraine ënner eiser Présidence en Aktiounsplang ënnerschriwwen hunn, wou mer eng ganz enk Zesummenaarbecht, grad wéi mat Moldawien, mat deem Land hunn. Dat besteet also. Et besteet eng Politique de voisinage an Europa. An do gëtt et Instrumenter, wou mer ganz kloer eis Relatiounen domadder kënnen opbauen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech si frou, Här Statsminister, datt dat esou ass.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Ausseminister! Entschëllegt!

(Hilarité)

Ech wor elo e bësselchen…

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Elo gitt Der awer ze wäit!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mä dat kënnt vläicht nach eng Kéier.

(Hilarité)

Ech si frou, Här Ausseminister, datt et esou Saache gëtt. An dat ass och eppes, wat mir gutt fannen. Mä déi ganzen Zäit déi Perspective d'adhésion, et ass dozou wou ech meng Bedenken hunn, well déi gëtt heiansdo mëssverstanen.

Dat Zweet, wat d'Bierger fäerten, dat ass, datt déi nei Memberschaften eng Harmoniséierung no ënne wäerte bréngen, wat dat Soziaalt ugeet, an net no uewen. An dat ass och eppes, wou et bis elo keng Äntwerten zefriddestellender Natur gi sinn. Doduercher ass jo och déi ganz Debatt bei dem Referendum mat entstanen.

D'Konditiounen, déi déi nei Memberlänner mussen erfëllen, waren an der Vergaangenheet net kloer genuch festgeluecht. Nach eng Kéier: Et war méi op d'Stéchdatume gekuckt gi wéi op d'Konditiounen, déi se hu missen erfëllen. Dëst ass mat Bulgarien a Rumänien manner de Fall wéi dat fir déi aner zéng Länner ass. Mä et gesäit een awer, datt de Stéchdatum hei nees Prioritéit huet.

Als ADR menge mir, datt d'Konditioune vun der Stee virun der Adhésioun musse festgeluecht ginn, a wann déi erfëllt sinn, datt se da kënne Member ginn.

Mä nach muss ee sech och verschidde Froe stellen, wann een zum Beispill d'Memberschaft am Eurogrupp virgesäit: Slowenien ass jo elo akzeptéiert ginn; zu Litauen ass en Nee gesot ginn, well se eng Inflatioun vun 2,7% hunn. Ech wëll awer drun erënneren, datt d'Inflatioun zu Lëtzebuerg iwwert deenen 2,7% läit. Dofir muss een also och do heiansdo sech munnech Froe stellen, wéi déi Décisiounen do geholl ginn.

Mir sinn als ADR och ganz kloer fir en Europa vun den Natiounen. En Europa, wou déi eenzel Natiounen nach e Rôle ze spillen hunn, wou d'Bierger nach kënne matdécidéieren. Mir gesinn net an engem federalen Europa, wou alles zu Bréissel décidéiert gëtt, déi richteg Äntwert op d'Zukunft. A mir gesinn och, datt bei engen etlechen neie Länner - a Polen, an Tschechien - och Stëmmen an deem Sënn kommen. An dat ass eng Iwwerleeung, déi een net däerf vergiessen, déi och richteg ass, well d'Leit Ängschten hunn iwwert déi Zukunft, an ech kann dat ganz gutt verstoen, datt déi Leit, déi aus dem sowjetesche Block, mat Moskau als Haaptstad, erauskomm sinn, net wëllen datselwecht ënner enger anerer Form zu Bréissel hunn.

Als ADR bleiwe mir och nach kloer an däitlech - an dat wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, dat gëtt e Ceterum censeo hei - géint all Memberschaft vun der Tierkei an Europa. Well domadder hätte mer garantéiert dat gréisste Land an Europa als Member, mä och dat äermstent mat ganz ville Problemer. An och do menge mer, datt et besser ass elo der Tierkei ze soen: Dir gitt net Member, mä Dir kritt eng privilegéiert Partnerschaft ugebueden.

Dann, wat Bulgarien a Rumänien ugeet: De 25. Abrëll 2005 hu Bulgarien a Rumänien den Traité d'adhésion ënnerschriwwen. Den Traité trëtt a Kraaft, wa 25 Länner e ratifizéiert hunn. Den Traité d'adhésion leet d'Lat fir dës zwee Länner méi héich wéi dat de Fall war fir déi zéng Länner virdrun. Den Traité gesäit vir, datt se Member kënne ginn den 1. Januar 2007 respektiv datt de Bäitrëtt reportéiert ka ginn op den 1. Januar 2008. De Conseil décidéiert, eestëmmeg fir Bulgarien a mat enger qualifizéierter Majoritéit fir Rumänien, ob dës Konditiounen erfëllt sinn.

Den Traité beinhalt och dräi Clauses de sauvegarde: Wirtschaftsschutz, Bannemaart an Unerkenne vun de Geriichtsuerteeler. D'Europäesch Kommissioun ka Schutzmoossname bis dräi Joer no der Adhésioun geltend maachen.

De 16. Mee huet d'Europäesch Kommissioun décidéiert, de Stéchdatum vum 1. Januar 2007 am Prinzip oprechtzeerhalen, wann déi zwee Länner an deenen nächste fënnef Méint géinge verschidde Konditiounen erfëllen, déi se bis elo nach net erfëllen. Bulgarien muss handelen a sechs Gebidder vu 16, a Rumänien a véier vu 14. D'Décisioun soll den 20. Oktober 2006 ënner finnescher Présidence falen.

D'Memberschaft vu Bulgarien a Rumänien wäert eng Debatt ausléisen iwwert d'Kompositioun vun der Europäescher Kommissioun. An de Protokoll N°1 iwwert d'Erweiderung, deen zu Nice festgehale gouf, wäert voll spillen. Do ass virgesinn, datt et ee Member pro Land an der Europäescher Kommissioun gëtt, bis zu engem Maximum vu 27. Ee Land méi, a mir falen an eng institutionell Diskussioun. Do ass et awer elo wichteg, datt, wann nei Memberlänner bäikommen, déi Konditiounen dann och weider diskutéiert ginn. Et ass och gutt, wann een nei Memberlänner wéilt bäihuelen, datt een deen Ablack och mat hinnen d'Konditioune ka festleeën.

Als ADR hu mir den Traité de Nice matgestëmmt. Mir sinn dofir och mat der Adhésioun vu Bulgarien a vu Rumänien prinzipiell averstanen a mir wäerten och dofir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Mä wa Lëtzebuerg dësem Traité zoustëmmt, da kritt et natierlech och d'Méiglechkeet fir den 20. Oktober gegebenefalls Neen ze soen an e Rapport ze verlaangen. Dat ass eng Méiglechkeet, déi musse mer als Land och notzen. Wann d'Konditiounen net erfëllt ginn, déi virgesi sinn, da soll ee vu sengem Recht als Regierung Gebrauch maachen.

Dofir wier ech frou, wann den Här Ausseminister ons géing soen, wéi d'Regierung déi Problematik wëllt ugoen, ob mer déi Approche mat hinne kënnen deelen oder net.

Et muss awer och kloer sinn, datt an Zukunft all weider Debatten iwwer eng Erweiderung net méi laanscht de Bierger däerfe goen. Si mussen net nëmmen an Europa geschéien; si mussen och hei an onsem Land geschéien. D'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger mussen an Zukunft mat agebonne ginn an all eventuell Erweiderung.

Dat gëllt natierlech net nëmme fir d'Türkei, mä fir all déi Länner, déi dono nach solle bäikommen. Mir gesinn, datt d'Léisung vum Referendum zréckbehale ginn ass an der franséischer Konstitutioun, wou d'Méiglechkeet besteet, fir vun der Türkei un all aner Memberschaften engem Referendum ze ënnerwerfen.

Mir mengen och, datt dat och hei zu Lëtzebuerg misst esou sinn, an dofir déposéiere mer an deem Sënn eng Resolutioun. Dës Fuerderung, fir also iwwert de Wee vun engem Referendum nei Erweideréngen ze diskutéieren zesumme mat de Bierger, fir hir Adhésioun zu deem neien Europa oder zukünftegen Europa matzefëieren, ass absolut richteg an déi stoung och an onsem Wahlprogramm.

Mat dëser Resolutioun gi mer och dëser Chamber d'Méiglechkeet fir ze soen, ob se wëllt an Zukunft Europa mat de Bierger maachen oder ob se wëllt nees erëm hei nëmmen an der Chamber d'Diskussioun féieren. Et ass e Message un d'Bierger, fir hinnen ze soen, ob de Referendum vum 10. Juli vum leschte Joer nëmmen eng Eintagsfliege war oder ob et an Zukunft och nach en demokratescht Europa gëtt, wou si mat agebonne ginn.

Dat gesot ginn ech nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la capacité d'absorption de l'Union européenne, telle que définie lors du Conseil européen de Copenhague en 1993, demeure l'une des conditions de l'adhésion de nouveaux pays et qu'il y a partant lieu de définir avant toute nouvelle adhésion la nature de l'Union européenne et ses limites géographiques;

- considérant que l'adhésion de nouveaux pays membres suppose un engagement sans réserve à l'égard des principes fondamentaux de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'État de droit et qu'ils doivent en apporter la preuve;

- considérant que les Luxembourgeoises et les Luxembourgeois ont le droit de s'exprimer par la voie du référendum sur l'adhésion de nouveaux États membres et de dire s'ils estiment les conditions remplies pour devenir membre à part entière de l'Union européenne;

s'engage

- à consulter dorénavant les Luxembourgeoises et les Luxembourgeois par la voie d'un référendum sur l'adhésion de tout nouvel État membre.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Der Madame Rapportrice wëll ech fir hiren explizite Rapport félicitéieren an och fir déi richteg Décisioun, dass se méi laang Zäit kritt huet, fir hire Rapport awer mat allen Elementer vun dësem wichtegen Traité kënne virzebréngen.

Ech war nach ni géint d'Erweiderung vun Europa a wäert et och an dësem Fall net sinn. Ech hat awer nach ëmmer Problemer mat de Bäitrëttskritären, déi menger Usicht no besonnesch am soziale Beräich vill ze vill large gehandhaabt gi sinn.

Fir mech stelle sech am Erweideréngsprozess vun Europa verschidde Froen. Froen, déi ech schonn am Zesummenhang mam Verfassungstraité gestallt hat, a wou d'Äntwerte mech awer guer net konnten iwwerzeegen a mech dann awer och schlussendlech dozou gefouert hunn, dee Verfassungstraité, esou wéi en do virloung, ofzelehnen.

D'Fro, déi sech stellt, ass folgend: Wéi wäit wëlle mer mat der Erweiderung goen, wéini leeë mer déi definitiv Grenze vun Europa fest? Den Här Statsminister huet mer eng Kéier op déi Fro geäntwert, d'Grenze vun Europa wieren d'Grenze vun den Ambitiounen, vun de Visiounen.

D'Fro stellt sech awer: Wiem seng Ambitiounen, der Wirtschaft hir, dem Kapital seng oder dem Bierger seng? Esou wéi et bis elo ausgesäit, sinn et just dem Kapital an der Wirtschaft hir Visiounen an Ambitiounen, awer ganz sécher net dem Bierger seng, an och net d'Ambitioune vun der sozialer Entwécklung, well déi hippt ëmmer nach Joren hannendrun.

Dofir ass et fir mech wichteg, dass endlech kloer definéiert gëtt, wéi wäit dass d'Grenze vun Europa solle goen, an et ass fir mech nach méi wichteg, dass endlech méi strikt a kloer Bäitrëttskritären am Zesummenhang mat der sozialer Ofsécherung festgeluecht ginn an onbedéngt respektéiert musse ginn.

An datselwecht géllt och am Zesummenhang mat de Konvergenzkritäre fir de Bäitrëtt an d'Währungsunioun. Och do musse kloer sozial Kritäre mat festgeluecht ginn, fir datt net déi wirtschaftlech Entwécklung vun de Bäitrëttskandidaten op Käschte vum Sozialofbau bedriwwe gëtt, esou wéi dat ganz kloer a verschiddene Länner festgestallt ginn ass an och nach weidergeet.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et muss vun Ufank u kloer sinn, datt d'Bäitrëttskandidaten all Kritären erfëllen, fir zu deem Datum prett ze sinn, wou se offiziell bäitrieden, an datt mer net, wéi mer dat elo mat deene leschten zéng Ostblockstaten hu misse maachen, Derogatioune mussen zougestoen, well mer Angscht hu virun enger staarker Migratioun an awer och virun engem Sozialdumping, deen domat verbonne wäert sinn.

Wann déi Länner richteg op hire Bäitrëtt virbereet gewiescht wieren an dat besonnesch am Sozialberäich, dann hätte mer keng Angscht brauchen ze hunn, an dann hätte mer och keng Migratioun a kee Sozialdumping brauchen ze fäerten.

Här President, och bei deenen zwee Länner, déi elo bäitrieden, schéngt et mer esou ze sinn, datt se vläicht ekonomesch e bësse prett sinn, sozial awer guer net. Well soss bräichte mer och an dësem Gesetz keng Clause de sauvegarde anzesetzen, fir eis ofzesécheren, well mer fäerten iwwerrannt ze ginn.

An et schéngt awer, dass se och ethnesch Konflikter hunn an domadder mënscherechtlech gesinn nach net prett sinn. D'Marginaliséierung vu Minderheeten huet näischt an engem mënscherechtlech orientéierten Europa verluer. An deem Beräich musse vun deenen zwee neie Länner onbedéngt Effortë verlaangt ginn, awer mat Obligation de résultat.

Ech wäert déi Bäitrëttsdemanden, déi haut hei virleien, guttheeschen, well se eben ënnert déi Kritäre falen, déi erwënscht sinn an déi jo elo virleien, an dofir déi Demande berechtegt ass.

Trotzdeem muss awer d'Entwécklung iwwerwaacht ginn, well den Integratiounsprozess ass net nëmmen eng Saach vun engem fixen Datum, mä dat ass eng Saach vu Generatiounen, net nëmme fir déi Länner, mä fir ganz Europa.

Ech wäert an Zukunft mech nach méi derfir asetzen, datt d'Bäitrëttskritäre méi sozial bestéckt ginn, esou wéi ech mech och wäert derfir asetzen, dass Europa endlech déi sozial Charta kritt, déi schonn am Traité vu Maastricht integréiert war an déi awer nach ni esou richteg Fouss konnt faassen.

Dat politescht, awer besonnesch och dat ekonomescht Diktat hunn et ëmmer erëm verstanen, de soziale Fortschrëtt an Europa ze verhënneren. Ech wäert och an Zukunft kengem Bäitrëtt méi zoustëmmen, wann net virdrun d'Grenze vun Europa kloer definéiert sinn a wa keng kloer sozial Bäitrëttskritären d'Bierger an déi Schaffend ofséchere virun där radikaler a rücksichtsloser Mondialiséierung vun der Ekonomie.

Mir kënnen nëmmen eng gesond Kohabitatioun erreechen, wann all Wäerter an Europa garantéiert sinn a wann et en Europa vun de Bierger gëtt, an net wéi et elo ausgesäit en Europa vum Kapital. An dat ass net nëmmen zum Virdeel fir eis, mä besonnesch zum Virdeel vun deene Bierger aus deenen neie Bäitrëttslänner. Well mer maachen hinne kee Gefale wa mer se onpreparéiert an dat Abenteuer Europa eraloossen. Europa ass eng Chance fir eis all, e soziaalt Europa ass eng Garantie fir d'Kohabitatioun an de Fridden. Exklusioun, egal wat fir enger Natur, duerf et an Europa net ginn; e rücksichtslose wirtschaftlechen Ausbau am Interesse vum Kapital och net méi.

Et duerf awer och keng Angscht méi geschiert gi virun deenen neie Bäitrëttslänner a besonnesch virun de Bierger aus deenen neie Bäitrëttslänner. Well dat ass eng Gefor net nëmme fir de soziale Fridden, mä dat ass ganz bestëmmt e gefonntent Friesse fir rietsextrem Kräften, déi op der Lauer leien. A mer wëssen, wou se leien.

Dofir Jo zu engem Europa mat klore Grenzen! Jo zu engem Europa mat staarker sozialer Ofsécherung a vum Vertrauen an déi nei Länner an hir Bierger, verbonne mat enger vun der Politik gesteierter a kontrolléierter ekonomescher Entwécklung! Dofir brauche mir awer eng couragéiert politesch Linn a keng politesch Acteuren, déi ronderëm d'Wirtschaft an d'Kapital erëmschläimen an nëmmen d'Interesse vun deene Lobbyen am Viséier hunn, déi se dohinner bruecht hunn an déi dem Bierger an deene Schaffenden hir Interessen einfach vergiessen.

Fir datt de Bierger hir Interesse vertruede kënne ginn, brauche mer en Europa vun der direkter Demokratie, vum Referendum. Net nëmmen, wat de Bäitrëtt vun anere Länner betrëfft, mä bei alle Politiken. An dat besonnesch am soziale Beräich. Do muss de Bierger kënnen Akzenter setzen, an net korrupt Politiker a Lobbye vum Kapital.

Ech wëll ofschléissen, Här President, mat deem fromme Wonsch an der Hoffnung, dass eis Kanner a Kandskanner an engem Europa vun de Bierger eng Zukunft fannen, déi fir all Mënsch eng sozial Liewensaart garantéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet eisen Här Ausseminister d'Wuert.

D'Presidentekonferenz huet an hirer Sagesse gemengt, och den Ausseminister misst méi hu wéi 20 Minutten. Also, Här Minister, Dir hutt méi Zäit wéi 20 Minutten.

(Interruption)

Hei steet net wéi vill.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President, ech maachen all Ustrengung, fir do drënner ze bleiwen, an net driwwer ze goen.

Ech géif fir d'alleréischt am Numm vun der Regierung e grousse Merci soe fir déi Dignitéit vun dëser Debatt. Wann ech richteg verstanen hunn, gi mer op eng Unanimitéit zou. An ech mengen, dat ass och wierklech eppes, wat digne ass fir all deen Asaz, dee mer als Lëtzebuerger haten, fir de Länner aus dem Osten d'Méiglechkeet ze ginn, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Lëtzebuerg huet bei dësem Bäitrëtt ëmmer eng wichteg Roll gespillt. 1997 hate mer d'Présidence, an do gouf eigentlech d'Basis geschaf, fir dëse Bäitrëtt vun deenen zwee Länner an d'Wee ze leeden. An der Présidence, d'lescht Joer, de 25. Abrëll, Der kënnt Iech drun erënneren, hu mer am Neumënster ënnerschriwwe mat deenen zwee Länner. A virdrun - an et ass hei, mengen ech, vum François Bausch ugeschnidde ginn - d'Europaparlament, dat war net esou evident. Ech weess nach hoergenee, wéi

mer bei d'Fraktiounen am Europaparlament getréppelt sinn, fir se alleguerten ze iwwerzeegen deenen zwee Länner eng Chance ze ginn.

Deemools war Rumänien hanner Bulgarien. An haut solle mer och heibannen - dat ass och net geschitt - net elo Rumänien viru Bulgarien setzen, mä mir sollen déi zwee Länner als Tandem considéréieren, an hinnen allen zwee och d'Méiglechkeet ginn, fir ab dem 1. Januar 2007 Member ze si vun der Unioun.

Här President, léif Kolleegen heibannen, och wa mer net zu deenen éischte Länner gehéieren - dat ass nun eben esou -, déi d'Ratifikatiounsprozedur elo hei ofschléissen, esou ass dëst jo awer net als eppes Negatives, mengen ech, par rapport zu eisem Engagement fir de Bäitrëtt vun deenen zwee Länner unzegesinn. Mir hu ganz gutt Relatioune mat deenen zwee Länner, a mir sinn och iwwerzeegt, dass dës gutt Bezéiungen duerch de Bäitrëtt nach weider verstäerkt ginn. Duerfir setzt - ech soen et nach eng Kéier - d'Lëtzebuerger Regierung voll op eng definitiv Memberschaft vu Bulgarien a Rumänien op den 1. Januar 2007.

Der wësst, wéi mer dee Bäitrëttsvertag mat deenen zwee Länner ausgehandelt hunn, och wéi en ënnerschriwwe gouf, do huet d'Europäesch Unioun sech engagéiert den Datum vum 1. Januar 2007 ze respektéieren, wann déi zwee Länner, an dat ass d'Bedingung, genuch preparéiert sinn. Mat der Ratifikatioun weist elo eist Land d'Engagement do derzou. Esou wéi scho méi wéi 20 Länner si mir och elo drun. A mir kënnen nëmmen hei vun dëser Plaz, ouni mech an déi däitsch Politik anzemëschen, trotzdeem eis däitsch Kolleegen a Frënn encouragéieren an hirem Bundestag och dee Schrëtt ze maachen. Well dat ass jo dat wichtegst Land nach, wat elo feelt, fir dass déi 25 virum 1. Januar 2007 ratifizéiert hunn.

Nun, am Mee huet d'Europäesch Kommissioun jo de sou genannte „Monitoring Report" publizéiert, an et ass jo elo esou, et ass e puermol heibanne gesot ginn, dass a verschiddene Beräicher nach Problemer bestinn. An deem Rapport ass eigentlech ee Oui conditionné festgehale ginn.

Éischter méi kritesch - dat muss ee scho soen - huet d'Kommissioun am Mee d'Situatioun a Bulgarien beuerteelt. Zwar huet dat Land a ville Beräicher Progrèsë gemaach op Gebidder, déi nach e puer Méint virdrun als ganz problematesch agestuuft goufen. Mä d'Kommissioun huet insgesamt sechs Beräicher identifizéiert, an deene Bulgarien onbedéngt muss direkt an décisiv Schrëtter maachen: de Justizberäich, d'Korruptiounsbekämpfung, d'Lutte géint d'organiséiert Kriminalitéit, d'Wäisswäsche vu Suen. Awer och d'Gestioun an de Kontrollsystem musse verbessert ginn, wat d'Landwirtschaft ugeet, virun allem och am Beräich vum BSE, dee jo och ganz, ganz wichteg ass, net nëmme fir Europa, mä ech mengen allgemeng gesinn. An ausserdeem muss Bulgarien och Effortë maachen am Beräich vun den administrative Strukturen, fir ebe kënnen d'Sozial- an d'Kohesiounsfongen ze verschaffen.

A Rumänien huet et am Mee, aus der Siicht vun der Kommissioun, besser ausgesinn. An deem Land - dat gëtt beschäinegt, dat ass jo remarquabel och no deene Wahlen, grad wéi och a Bulgarien, do ware jo Wahlen; dat weist och, dass déi Länner eng demokratesch Maturitéit kritt hunn - sinn och nach Fortschrëtter ze maachen, virun allem och an der Landwirtschaft. Mä och d'Steierverwaltung muss zum Beispill informatiséiert ginn an deem Land - dat ass de Moment nach net de Fall -, fir och tëscht de Steierverwaltungen an dem Rescht vun der Europäescher Unioun kënnen ze schaffen.

Am Hierscht wäert d'Kommissioun héchstwahrscheinlech am Kader vun de reguläre Rapporten, déi iwwert d'Erweiderungslänner gemaach ginn, d'Fortschrëtter an dëse kritische Beräicher vun deenen zwee Länner nach eng Kéier ënnersichen an dann eng Recommandatioun erausginn.

Et ass jo net oninteressant, wat den Här Mosar hei gefrot huet, an ech géif versichen esou kloer wéi méiglech dorobber ze äntwerten. Dat Éischt, dat ass, wann d'Kommissioun seet: Et ass den 1.1.2007, da si mer aus dem Schneider. Dann ass kee Vote méi, och am Conseil. Wann d'Kommissioun elo seet: Et ass den 1.1.2008, da muss een unanimë Vote am Conseil stattfannen.

Sou! D'Fro, déi den Här Mosar opgeworf huet, déi schéngt mer och evident ze sinn. Dee Report ass am Traité virgesinn, esou dass dee Moment, wou Dir als Chamber akzeptéiert, fir deen Text do unzehuelen, d'Optioun vum Report Partie intégrante eigentlech vun dem Traité ass. Duerfir affektéiert en op kee Fall d'Validitéit. Ech mengen, ech war kloer doranner. Dat schéngt mer evident ze sinn. Dat sinn och d'Interpretatiounen, déi mer zu Bréissel selbstverständlech och allen anere Länner ginn.

Well Rumänien - an dat ass e Punkt, dee vläicht net esou zum Virschäi komm ass hei - beim Ofschloss vum Bäitrëttsvertrag nach e bësse méi schlecht do stoung an ze fäerte war, dass d'Land säi Retard vis-à-vis vu Bulgarien net kéint ophuelen, gesäit de Bäitrëttsvertrag ausserdeem vir, datt d'Memberstate vun der Europäescher Unioun mat qualifizéierter Majoritéit - net mat Unanimitéit, mä mat qualifizéierter Majoritéit - kënnen de Bäitrëtt vu Rumänien ëm ee Joer verréckelen, falls d'Land verschidde spezifesch Beräicher, virun allem am Domän JAI, also Justice an Intérieur, wéi och am Beräich vun der Konkurrenz, net respektéiert. Mä esou wéi et ausgesäit, dierft dat net de Fall sinn.

Dann och vu menger Siicht selbstverständlech: D'Clauses de sauvegarde, déi sinn dran. Dat ass e Moyen, fir ofzeschwächen. Ech hoffen, dass déi Clauses de sauvegarde net brauchen an hirer Plénitude do ugewannt ze ginn. Mä déi sinn am Beräich vum Bannemaart, am Beräich vun der Justitz.

D'BSE-Preventiounen, déi ech lech gesot hunn, déi kënnen da vun der Kommissioun décidéiert ginn. Zum Beispill kéint décidéiert ginn, dass d'Fleesch an derivéiert Fleeschprodukter aus deenen zwee Länner net an anere Memberstate kënnen an den Handel kommen. Dat ass also méiglech. A genee esou kënnt och d'Kommissioun décidéieren, d'Ausbezuele vun den europäesche Fongen auszesetzen, wann déi néideg Gestiounsstrukturen net bestinn.

Ech wëll och hei Problemer uschwätzen, well mer solle jo net nëmmen deene Länner op d'Schëller klappen, mä mir sinn nëmme Frënn vun deene Länner wa mer hinnen och riicht an d'A kucken an op d'Problemer opmierksam maachen.

Wat déi europäesch Préadhésiounshëllefe fir déi zwee Länner ugeet, déi se elo am Kader vum sou genannte Phare-Programm ausbezuelt kruten, esou huet dee rezente Rapport vun der europäescher Cour des Comptes däitlech gemaach, datt et do an der Vergaangenheet Problemer an der Gestioun gouf. An dësem Rapport seet d'Cour des Comptes, dass verschidde Mëttelen net ëmmer dofir agesat goufen, firwat se geduecht waren, an datt d'Projete mat deels déckem Retard ëmgesat goufen.

D'Cour des Comptes schreift och, dass dës Problemer virun allem drop zréckzeféiere sinn, datt d'administrativ Capacitéit vun deenen zwee Länner net grouss genuch war an datt d'Objektiver vun de Projeten heiansdo ze héich ugesat waren. Nun, d'Europäesch Kommissioun huet mëttlerweil reagéiert an och gemengt, dass Situatioun an deenen zwee Länner sech schonns e bësse verbessert hätt; allerdéngs musse si och nach weider Effortë maachen, well soss kéint d'Kommissioun zum Beispill décidéieren, d'Ausbezuele vun den europäesche Fongen ze suspendéieren, wéi ech et ugedeit hunn.

Mä ech sinn awer komplett d'accord mat der Approche vun der Madame Err, déi hei e ganz gudde Rapport gemaach huet, oder virun allem och mat dem Geescht, dee se hei vermëttelt huet, fir ze soen, mir sollen déi Länner hei net iergendwéi an d'Defensiv dreiwen, mä se wierklech encouragéieren nach déi Schrëtt ze ënnerhuelen, déi néideg sinn, fir dass se kënnen den 1. Januar 2007 Member ginn.

D'Entscheedung vun der Kommissioun iwwert de Bäitrëttsdatum fält, wéi ech gesot hunn, elo am Hierscht. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi zwee Länner dat packen, an ech sinn och iwwerzeegt, dass mer an deenen zoustännege Conseilen, virun allem am Conseil vun den Ausseministeren och do alles wäerte maachen, fir déi zwee Länner op d'Schinn se setzen, fir dass se den 1. Januar 2007 kënnen dobäi sinn.

Dat, wat Kommissioun gemaach huet, ass a mengen Aen och e Message vun Encouragement a vu Vertrauen, wat mer deenen zwee Länner entgéintbréngen. Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen - a Verschiddener vun Iech hunn dat scho gemaach -, wéi wichteg dass et ass, dass mer wierklech unerkennen, wéi schwiereg, wéi onkammoud, wéi penibel dee Wee heiansdo war, dee Bulgarien a Rumänien zréckzeleeën haten.

Ze liicht ënnerschätze mer, wéi schwéier et fir dës zwee Länner an och fir déi aner Länner aus Zentralan Osteuropa war an et och bleift an Zukunft, fir déi Reformen duerchzezéien, déi um politeschen an um ekonomesche Plang néideg sinn, fir Member ze ginn an der Europäescher Unioun, a grad well mer wëssen, wéi schwéier dass et ass, musse mer se encouragéieren an ënnerstëtzen op deem Wee.

Bulgarien a Rumänien schéngen och ganz determinéiert ze sinn - dat gesäit een an alle Kontakter, déi ee mat de Regierungsmemberen huet -, fir déi néideg Efforten ze maachen. Souwuel Bulgarien wéi Rumänien hunn eis konkret Aktiounspläng virgeluecht mat Lëschte vu Mesuren. D'Mme Err huet jo hei virgelies, wat Bulgarien zum Beispill gemaach huet par rapport zu der Chamber, souwéi déi Lëscht, déi virgeluecht ginn ass. Si hu sech virgeholl, déi Problemer ze léisen, déi d'Kommissioun am Mee detektéiert huet, och mat engem Kalenner fir d'Ëmsetze vun deene Mesuren. Si liwweren och der Europäescher Unioun regelméisseg Rapporten doriwwer, wéi wäit se si mat den Efforten, an d'Europäesch Kommissioun ënnerstëtzt si och mat hiren Efforten, suivéiert permanent hir Progrèsen a gëtt de Länner Recommandatiounen.

Ech weess awer och, datt d'Erweiderung, an ech mengen, dat ass och de Mëtten hei ugeklongen, vun der Europäescher Unioun de Moment ënner kengem gudde Stär steet. Dat huet selbstverständlech och mat der ganzer Situatioun an der Europäescher Unioun ze dinn, och mat der Kris, déi mer hunn, wéi de Ben Fayot dat richteg hei gesot huet. Sondagë weisen, datt d'Populatioun an der Europäescher Unioun a besonnesch och hei zu Lëtzebuerg - dat ass e Fait - der Erweiderung vun der EU skeptesch vis-à-vis steet.

Mir kennen d'Argument vun der Angscht, datt mir als klengt Land an engem ëmmer méi groussen Europa géifen ënnergoen. Mä hei wëll ech nach eng Kéier vläicht betounen, datt d'Erweiderung fir Lëtzebuerg och immens vill Benefisser huet, souwuel déi lescht Erweiderung vun 2004 wéi och déi kommend Erweiderungen. Doduerch, dass d'Europäesch Unioun méi staark gëtt, méi grouss gëtt, gi mir et als Lëtzebuerg eigentlech och.

Den 1. Januar 2007, dovunner sinn ech iwwerzeegt, huet d'Unioun praktesch 500 Millioune Leit an hire Grenze liewen. Wier Lëtzebuerg an deem ganze Kontext op sech eleng gestallt, da géif him keen nolauschteren, geschweige dann géife mir gehéiert ginn. An an dëser staarker EU awer hu mer eng Stëmm, déi gehéiert gëtt, an net zulescht déi lescht Présidence huet awer gewisen, datt eist politescht Gewiicht als Land inversément proportionnel ass zu eiser physescher Gréisst, an dat dank der Europäescher Unioun.

Mir mussen d'Bedenke vun de Leit, wat d'Erweiderung ugeet, selbstverständlech eescht huelen. Ech denken, datt et grad awer un eis Politiker ass, ob mer am Parlament sinn oder an der Regierung, dass mer vun der Erweiderung net nëmmen ee Gespenst molen, wat pejorativ Zich huet, mä virun allem déi grouss Benefisser vläicht och vun eis aus besser erklären.

Ech gesinn, datt et déi politesch Bedeitung vun der Erweiderung ass, fir d'alleréischt also emol de Kontinent zesummegefouert ze hunn, an dass déi Positioun jo ausser Fro steet, mä mat der Erweiderung vun 2004 hu mer och endgülteg d'Trennung vun Europa iwwerwonnen a mir konnten d'Sphär vum Fridden a vun der Stabilitéit op ganz Europa ausdehnen.

Ech mengen, et ass keen heibannen, deen dat contestéiert. Dat däerfe mer och net vergiessen, och wa mer heiansdo dat unhuelen als eppes, wat eis wéi selbstverständlech vum Himmel gefall ass. Mat dem Bäitrëtt vu Bulgarien a vu Rumänien brénge mer dee Prozess elo zu Enn.

An och - do kommen ech op d'Grenze vun Europa -, léif Leit, ech gleewen net, dass ee Politiker an Europa capabel ass, fir d'Lineal ze huelen oder fir de Bic ze huelen an dann op der Kaart ze soen: Dat do ass Europa wéi et ausgesäit am Joer 2010 oder 2020 oder 2030. Mir hunn als Europäesch Unioun als Friddensprojet, wat jo méi ass wéi eng wirtschaftlech Force, eis nach enger immens wichteger Aufgab ze stellen, déi vläicht gradsou wichteg ass wéi den Euro: Dat ass de Fridden ze garantéieren an engem Deel, dee matzen an der Europäescher Unioun läit, dee mer de Balkan nennen, fir do wierklech déi Perspektiv, déi mer deene Länner 2003 ginn hunn, ze konkretiséieren.

Mam Paul Helminger sinn ech komplett d'accord wann e seet, dass d'Europäesch Unioun nëmme virukomm ass wa se op der duebeler Schinn gefuer ass: op der Schinn vun der Verdéiwung selbstverständlech an dann och op der Schinn vun enger Erweiderung, déi am Kontext ass vum Friddensprojet.

De Ben Fayot huet mech gefrot am Kontext vun der Fro iwwert d'Verfassung, iwwert d'Verdéiwung vun Europa, wéi et am Conseil européen géif ausgesinn. Ech ka vläicht an dräi Sätz soen, dass et Länner gëtt am Conseil européen, déi, wann iwwert den Traité diskutéiert gëtt, soen, dass se deen Traité do net wëllen, a keen Traité wëllen. Dat sinn zum Beispill Polen an d'Tschechesch Republik. Da gëtt et Länner, an dat sinn déi allermeescht glécklecherweis, déi wëllen een Traité de base, an déi soen dat och; an da gëtt et eng drëtt Zort vu Länner, déi wëllen den Traité, déi wëllen den Traité de base, mä si wëllen et net soen oder si däerfen et net soen.

Dat ass déi ganz Komplexitéit, an där mer do dra sinn, mä ech sinn iwwerzeegt, dass et genuch ganz staark europäesch Politiker gëtt, hei am Land an ausserhalb vun eisem Land, an de grousse Länner an dann an de méi klenge Länner, fir de Geescht vun der Verdéiwung selbstverständlech nieft der Erweiderung virunzedreiwen.

Vläicht och nach e Wuert zum Schluss iwwert d'Resultater aus enger anerer Siicht, an zwar der ekonomescher Siicht. Ech wëll den Här Jaerling vläicht direkt domadder verbannen: Wa mer soen, dass mer ekonomesch Intérêten aus der Erweiderung erauszéien, da verstinn ech dorënner och sozial Avancéen a sozial Intérêten, déi mer kënnen trotzdeem do verzeechnen.

Wat Lëtzebuerg selwer ugeet, kënne mer feststellen, dass eis Ekonomie vum Élargissement ganz, ganz staark profitéiert huet. Dat kënne mer zum Beispill feststellen, wa mer d'Zuele vun den Handelsbezéiunge kucken. Eis Exporter an déi aacht nei europäesch Memberstate sinn tëschent 1995 an 2005 ëm dat Siwefacht gewuess, während eis Exporter an déi 15 al EU-Memberstate genau wéi och eis Exporter weltwäit an deem nämlechten Zäitraum nëmmen ëm dat Zweefacht an d'Luucht gaange sinn. Och d'Importer op Lëtzebuerg aus deenen aacht osteuropäesche Länner sinn tëschent 1995 an 2005 ëm dat Sechsfacht an d'Luucht gaangen. Domadden hu mer ganz, ganz séier zougeholl, méi wéi bei den Importer an déi al 15 EU-Memberstaten an der nämlechter Period; déi sinn nëmmen ëm dat Zweefacht gewuess.

De Volume vun den Échangen ass besonnesch héich mat zwee Länner, an zwar mat Polen an Tschechien. D'Exporter an dës zwee Länner hunn 2005 65% vun allen Exporter an déi aacht osteuropäesch Memberstaten ausgemaach, an d'Importer aus dësen zwee Länner hunn 72,5% vun allen Importer aus deenen aacht Länner zesummen duergestallt, also virun allem Tschechien nach eng Kéier a Polen.

Wat de Gesamtvolume vun den Échangen ugeet, esou stelle mer fest, dass deen am Verglach zu den Échangë mat alle 24 anere Memberstate vun der EU nach ëmmer nëmmen ee klengen Deel ausmécht. Allerdéngs erkenne mer och do eng ganz positiv Evolutioun, déi sech hoffentlech an deenen nächste Jore verstäerke wäert. Während den Undeel vun den Échangë mat den aacht osteuropäesche Memberstaten 1995 nach praktesch négligeabel war par rapport zu eisen Échangë mat allen anere 24 heitege Memberstate vun der EU, esou stellen d'Lëtzebuerger Exporter an déi Länner haut ëmmerhin 3% vun allen Exporter duer.

Vergläiche mer de Volume vun eisen Échangë mat den aacht neien osteuropäesche Memberstate mat deenen, déi mer zum Beispill mat China oder mat den USA hunn, esou gesi mer esouguer, dass eis Exporter an dës aacht Staten 2005 esou héich ware wéi eis Exporter an d'USA - allen zwee hu sech ëm 330 Millioune situéiert -, an dass se souguer zweeanenhalleftmol méi héich ware wéi eis Exporter a China, déi bei 140 Milliounen Euro louchen. Och eis Importer aus den aacht neie Memberländer waren 2005 méi wéi duebel esou héich wéi déi direkt Importer aus China.

Dat weist, dass eis Entreprisë vill profitéiere kënne vum ekonomesche Rattrapage vun deenen neie Memberstaten, an dass dës nei Mäert musse kënne genotzt gi fir hir Wueren ze liwweren an och do Wueren ze kafen. Gläichzäiteg ass, wéi ech gesot hunn, nach e ganz grousst Potenzial do dran, wat mer kënnen exploitéieren.

Och eisen Handel mat Bulgarien a mat Rumänien huet an deene leschte Joren däitlech zougeholl.

Eis Exportatioune si säit 1995 ëm iwwert dat Duebelt gewuess an d'Importatiounen esouguer ëm dat 15-facht. Allerdéngs muss een dobäi soen, dass eis Échangë mat deenen zwee Länner nach ëmmer relativ niddreg bleiwen.

Nun, Här President, vläicht nach ee leschte Saz zu deem leschte Conseil européen. Do ass jo en Usaz gewiescht vun der Debatt iwwert d'Poursuite vum Erweideerungsprozess. Dës Diskussioun wäert elo ënner finnescher Présidence ganz staark verdéift ginn. Bis dohin huet d'Europäesch Kommissioun jo, wéi Der wësst, en Optrag kritt, fir eigentlech ze definéieren, wat déi sou genannte „Capacité d'absorption" ass. An de Kritäre vu Kopenhagen steet ganz kloer dran, wat ee muss erfëlle fir Member kënnen ze gi vun der Europäescher Unioun: um ekonomesche Plang, um politesche Plang, als État de droit, an esou weider.

D'Capacité d'absorption, wéi et heiansdo falsch gesot gëtt, de Kritär vun der Capacité d'absorption ass kee Kritär aus de Kopenhagener Kritären, dee kéint derbäigesat ginn. Mer kënnen also net neie Länner soen: Dir musst elo de Kritär vun der Capacité d'absorption erfëllen.

Dat ass geschitt zum Deel an deene leschte Méint am Kontext vun der Türkei. An do ass et awer de President Barroso selwer am leschte Conseil, dee ganz kloer déi Trennung gemaach huet tëscht de Kopenhagener Kritären an der Capacité d'absorbtion, wat eigentlech e Kritär un eis selwer ass, un d'Europäesch Unioun, d'Fitness vun der Europäescher Unioun, fir kënne weider Erweiderunge virzehuelen.

Mir hoffen, dass d'Kommissioun do eng gutt Aarbecht mécht. A mir wäerte mat vill Spannung op deen nächsten Dezember kucken, wou dee Rapport wäert diskutéiert ginn.

Här President, d'Europäesch Unioun ass prett fir Bulgarien a fir Rumänien opzehuelen. D'Lëtzebuerger Regierung ass iwwerzeegt, dass den 1.1.2007 d'EU zu 27 Länner ass. Domadder gëtt d'Europäesch Unioun méi räich, mat deenen zwee Länner derbäi. Se gëtt och méi staark. A si gëtt virun allem och méi generéis. An dat ass voll op der Linn vun der eigentlecher Essenz vun der Europäescher Unioun als Friddensprojet an och als politesch Entitéit, fir dass all d'Europäer ee Liewen a sozialer Dignitéit an a kultureller Villfalt kënnen ustriewen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister.

Domadden ass déi Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vote vum Projet. Duerno hu mer nach eng Resolutioun. Ech stellen also de Projet de loi 5515 zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5515 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Résolution

Da komme mer elo un d'Resolutioun, déi vun der ADR eragereecht ginn ass. Do sinn nëmme véier Ënnerschréften drop. Wien ass dee fënneften? Den Här Jaerling ënnerschreift se nach. Ass déi Resolutioun nach ze explizéieren?

(Négation)

Da stellen ech d'Resolutioun zum Vote.

Vote

Déi Resolutioun ass verworf mat 5 Jo- a 55 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Da ginn ech elo dem Här Vizepresident Mosar hei de Stull.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi gëschter am Kader vum Här Niki Bettendorf senger Interpellatioun iwwert d'Drogeproblematik déposéiert goufen.

2. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg (suite)

Motion 1

Fir d'eischt hu mer do d'Motioun Nummer 1 vum Här Niki Bettendorf betreffend eng Ëmännerung vum Gesetz vum 27. Abrëll 2001.

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen?

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Jo.

M. le Président.- Den Här Bettendorf huet d'Wuert!

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Här President, ech wëll déi Motioun erklären, well gëschter den Här Minister net konnt hei sinn. Säi Vertrieder dee Moment huet gesot, e géif déi Motiounen oflehnen. An dofir wëll ech nach kuerz soen, wat drasteet.

Firwat wëll ech dës Motioun erabréngen? Einfach, well am Gesetz déi genau Zuel steet vun Officiers de police judiciaire. Déi Zuel ass genau mat zéng festgeluecht. A mer hunn de Problem mat der Douane, wa se musse verbaliséieren a si hu keen Officier de police judiciaire derbäi, da mussen se d'Police ruffe goen, fir dass d'Police verbaliséiert. An do hu mer gemengt, et wier net schlecht fir de Minister wann en d'Latitude hätt déi Zuel vun zéng aus dem Gesetz erauszekréien, dass wann de Besoin sech géif stellen, dass en dann d'Méiglechkeet hätt, fir en Eeleften oder en Zwieleften anzestellen. Méi ass et net.

Wann d'Regierung dat awer net wëllt, nujee, ech hunn d'Propositioun gemaach, fir d'Gesetz ëmzeänneren. Et ass un Iech, Vertrieder vun der Natioun, doriwwer ze befannen.

M. le Président.- Merci dem Här Bettendorf. Ech ginn dann dervun aus, datt soss kee méi d'Wuert zu där Motioun wëllt huelen. Da kéime mer zum Vote. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Da géife mer zum Vote électronique iwwergoen.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 15 Jo-, 37 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider et Roland Schreiner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 2

Duerno kéime mer dann zu der Motioun Nummer 2, och vum Här Niki Bettendorf, iwwert déi technesch Ausrüstung vun der Douane. Ech ginn dervun aus, datt den Här Bettendorf och dozou nach eng Kéier wëllt d'Wuert huelen.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Jo, well dat hei ass eng ganz wichteg Motioun fir eist Land.

Ech kéint Iech eng Quizfro stellen: Wat fir eng Aussegrenz huet Lëtzebuerg an Europa? Nëmmen eng eenzeg. De Findel. Dir hutt et richteg geroden.

(Interruptions diverses)

An dofir ass de Findel fir eis esou wichteg mat all deene Fretwueren, déi um Findel ukommen. Mir mussen déi Wuere kontrolléieren. Wa mir net à même sinn um Findel mat Scannere Paletten ze duerchliichten, da kommen d'Fligere bei eis, si ginn net op Schiphol, wou se géife kontrolléiert ginn, mä mir hunn dann d'Responsabilitéit hei zu Lëtzebuerg wann déi Fligeren hei landen an hir Wuere ginn net kontrolléiert.

Mir wëssen, dass 95% vun de Wueren, déi um Findel ukommen, weidergeleet ginn an Europa. Wa mir se net kontrolléieren hei bei eis, da si mir responsabel fir dat, wat hei geschitt. A wa mir näischt maachen, da gi mir doudsécher d'Zentralstell fir den Drogenhandel an Europa. An dat musse mer verhënneren an dofir dës Motioun. A wa géif ieren d'Majoritéit an hirer Sagesse dës Motioun oflehnen, da géif ech se awer alleguerte bieden an engem Mount déiselwecht Motioun an hirem Numm eranzebréngen, well déi ass fir eist Land vun extrem grousser Wichtegkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Justizminister.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, d'Parlament ka selbstverständlech all Motioun unhuelen, déi et wëll. Mä wa mer déi heite Motioun unhuelen - woubäi ech am Numm vun der Regierung guer kee Problem hunn -, dann hätt ech gären, datt mer nach haut 700 Motiounen unhuelen. Well hei steet dran, an ech muss Iech dat emol virliesen: «invite le Gouvernement à mettre à la disposition de l'Administration des Douanes et Accises ces moyens techniques.» Mä ech soen Iech just, datt mir…

(Interruption)

Selbstverständlech. Mä ech soen Iech, datt mir am Budget vun der Police, vun der Douane a vum Transportministère enorm vill Kreditter hunn, déi permanent sécherstellen, datt mer eise Sécherheetsdispositif op der Aussegrenz Findel verbesseren. An dann, mengen ech, muss ee soen: «à continuer à doter tous les services en charge de la sécurité de l'aéroport des moyens dont ils ont besoin.» An si kréien déi. Mir hunn dat an deene leschte Jore gemaach an dofir muss een dat virufëieren. Et ass jo net, wéi wann do keng Moyene wären. Déi si gemaach ginn.

D'Regierung ass mat där Motioun d'accord. Ech wëll awer hei ausdrécklech festhalen, dass ech dann och gären hätt, datt all déi aner Servicer um Flughafen, déi déi Moyene kritt hunn, déi dann och weider kréien. An dofir brauch een nëmmen de Budget ze liesen, deen déi gestëmmt hunn, déi en an deene leschten an an dësem Joer och erëm richteg wäerte fannen.

Ech hunn näischt hei dergéint, mä et ass e limitéierten Aspekt vun enger globaler Politik an dofir, wéi gesot, bréngt déi Motioun hei näischt. Mir sinn domat d'accord, mä se bréngt näischt zousätzlech zu deem, wat mir zënter Jore maachen, well et ass eng vun eise Prioritéiten.

M. le Président.- Den Här Bettendorf nach eng Kéier.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Här President, ech si gären dermat averstanen, wann den Här Minister säi modifizéierten Text proposéiert. Ech muss just drun erënneren, dass mer gëschter hei am Kader vu menger Interpellatioun iwwert d'Droge geschwat hunn an dass et wichteg ass, dass mer déi Palettë kënne kontrolléieren op Droge virun allem. Well wa mir eng Palett Blummen, déi aus dem Afghanistan um Findel ukënnt, net kënnen duerchliichten an déi Blumme ginn deen Dag drop an Holland oder wa mer se hei auserneen huelen, da sinn déi Blummen wielech wa se an Holland ukommen an dofir ass dat do esou wichteg. Mä ech sinn awer d'accord mam Här Minister senger Modifikatioun, déi e proposéiert.

M. le Président.- Jo, mir sinn awer elo, Här Bettendorf, just hei a Presenz vun enger Motioun, déi Dir formuléiert hutt, a wann ech richteg verstanen hu kann d'Regierung déi Motioun net akzeptéieren. Ech géif elo proposéieren…

(Interruptions diverses)

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Hien hat eng Modifikatioun proposéiert.

Une voix.- Här Minister, Dir musst dat nach eng Kéier widderhuele wat Dir elo gesot hutt.

(Interruptions)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, et ass net un der Regierung der Chamber hir Motiounen ze maachen, mä ëmgedréint. Ech hat éischtens gemengt, datt et net gutt wär, wann ee géing deen Effort, dee scho gemaach ginn ass, hei net berücksichtegen, an zweetens ass et net nëmmen eng Verwaltung, déi zoustänneg ass. An dofir hat ech proposéiert - ech hu mer dat jo net opgeschriwwen an dofir muss ech elo meng eege Wierder erëmfannen - «à continuer à doter les différents services chargés de la sécurité de l'aéroport des moyens techniques dont ils ont besoin pour assurer la sécurité des marchandises à l'aéroport», well ech mengen, dorëms geet et hei.

Une voix.- Très bien, Här Minister.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Well, wéi gesot, dat ass den Transportminister, dat ass d'Polizei, dat ass d'Douane, a wann Der domadden Iech kënnt d'accord setzen, dann ass d'Regierung gär der Chamber behëlleflech.

M. le Président.- Här Bettendorf, sidd Dir domat d'accord, datt d'Motioun esou ëmgeännert gëtt wéi den Här Justizminister dat proposéiert huet?

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Ech si ganz zefridden, dass den Här Minister méi wäit geet wéi dat, wat ech gefrot hunn.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie aérienne;

- le fait que le Luxembourg dispose du 5e plus important aéroport de fret en Europe;

- le règlement (CE) n°2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile;

- le règlement grand-ducal du 12 novembre 2005 portant désignation des agents habilités et fixant les conditions de reconnaissance des expéditeurs connus en matière de contrôles de sûreté aérienne;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par l'aéroport de Luxembourg;

- que les vérifications et fouilles physiques s'avèrent fastidieuses;

- l'existence de moyens techniques performants comme des scanners permettant un contrôle rapide et efficace de cargaisons complètes;

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie terrestre;

- l'ampleur du trafic de poids lourds transitant par le Luxembourg;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par les routes luxembourgeoises;

- l'existence de scanners mobiles permettant de contrôler sur les routes et à tout moment les marchandises des poids lourds;

invite le Gouvernement

- à continuer à doter les services de sécurité de l'aéroport des moyens techniques dont ils ont besoin pour procéder au contrôle efficace des marchandises.

M. le Président.- Très bien! Kënne mer dann iwwert déi modifizéiert Motioun par main levée ofstëmmen?

Plusieurx voix.- Jo.

Vote

M. le Président.- Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass déi Motioun ugeholl.

Motion 3

Mir kommen dann elo zu der Motioun Nummer 3, och vum Här Bettendorf, iwwert d'Therapieméiglechkeete fir déi Drogenofhängeg. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Wann ech gewosst hätt, dass déi viregt Motioun ugeholl géif ginn, dann hätt ech och nach eng orange Krawatt ugedoen. Ech hunn haut eng rout ugedoen, well de Gesondheetsminister gëschter gesot huet, hie wär mat der Propositioun vu menger drëtter Motioun averstanen, wann ech een Text am Considérant géif eraushuelen. An de Considérant, dee soll erauskommen, ass deen «que l'offre thérapeutique est actuellement insuffisante au Luxembourg». Dat soll ech eraushuelen an da wär hie mam Text d'accord «à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes». Et ass herrlech, ech huele mat grousser Satisfaktioun mäi Considérant eraus an da kréie mer déi Offre thérapeutique, déi ech hei gefrot hunn. Selbstverständlech sinn ech domadden averstanen.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la politique en matière de drogues repose sur quatre piliers, à savoir la prévention, la thérapie, la réduction des risques et la répression;

- considérant que des efforts supplémentaires devraient être entrepris notamment dans le domaine de la thérapie;

invite le Gouvernement

- à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Gutt, wann ech dat dann och richteg verstanen hunn, hëlt den Här Bettendorf déi Modifikatioun, déi gëschter vum zoustännege Gesondheetsminister proposéiert ginn ass, un. Ass zu där Motioun soss nach eng Wuertmeldung, soss géif ech déi dann och zum Vote par main levée virleeën?

(Négation)

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord sou wéi se ëmgeännert ginn ass?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadde wär déi Motioun dann och ugeholl.

Motion 4

An da komme mer schlussendlech zur Motioun Nummer 4, déi Kéier net vum Här Bettendorf mä vun der Madame Viviane Loschetter, iwwert d'Betreiung vun den Drogenofhängegen.

Madame Loschetter, Dir hutt déi gëschter exposéiert. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf *(DP), interpellateur.*- Här President, mir als Demokratesch Partei si mat där Motioun averstanen ënnert der Konditioun, dass den zweete Considérant géif erausgeholl ginn. Mir hunn och eng liicht Schwieregkeet mam Text, dass eréischt eng Salle d'injection soll kommen. Mä mir wësse wat d'Madame Loschetter domadde gemengt huet. Si huet gemengt, dat wär déi definitiv Stell, déi soll gebaut ginn. Mir wëssen, dass mir schonn eng Salle d'injection hunn, an ënnert der Konditiounen, dass déi gréng Fraktioun d'accord ass fir den Échec erauszehuelen wäerte mir déi Motioun och ënnerstëtzen.

M. le Président.- Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ech sinn d'accord domadden an ech wär och d'accord eng rout Krawatt unzedoen, wann d'Majoritéitsparteie se da géife matstëmmen.

(Hilarité et interruptions)

Motion 4 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que, selon les dernières estimations, le Grand-Duché de Luxembourg se place parmi les pays qui présentent le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues le plus élevé de l'UE;

- que la toxicomanie est avant tout un problème de santé et que des mesures concrètes visant une réduction des risques s'imposent;

- la nécessité de centres d'accueil pour personnes toxicomanes afin de permettre la consommation de drogues sous des conditions optimales d'hygiène;

- que l'instauration d'une salle d'injection se concrétise sous peu sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- qu'un foyer d'accueil d'urgence pour personnes toxicomanes existe actuellement à Luxembourg ville qui, outre la fonction de foyer de nuit, leur offre pendant certaines heures de la journée la possibilité de consommer des drogues;

- que le problème de la toxicomanie ne se limite pas uniquement à la ville de Luxembourg, mais s'étend à d'autres régions du pays;

- que la région sud du pays compte le nombre le plus important d'usagers problématiques de drogues et que l'ouverture d'un foyer d'accueil y est prévue pour fin 2008;

- que le programme de coalition du Gouvernement prévoit une augmentation des structures d'accueil pour toxicomanes et le développement d'un projet de mise à disposition de drogues sous contrôle médical;

invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil par l'extension de la structure et par une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès ininterrompu au foyer;

- à y entamer à court terme le programme de distribution de certaines drogues sous contrôle médical;

- à mener une campagne de sensibilisation concernant l'importance et la nécessité de telles structures afin de mieux faire accepter l'implantation de ces locaux auprès du public;

- à mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières indispensables;

- à réaliser dans les meilleurs délais le projet d'un centre d'accueil d'urgence prévu au sud du pays;

- à prévoir, à l'instar des modèles appliqués en Belgique et en Suisse, la décentralisation de l'implantation de structures d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plate-forme regroupant les différents ministères et toutes les communes concernées pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires.

M. le Président.- Gutt, mir sinn also elo a Presenz vun enger liicht ëmgeännerter Motioun vun der Madame Loschetter. Wëllt d'Regierung dozou nach eng Kéier Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ass soss och keen aneren, deen dozou wëllt Stellung huelen?

(Négation)

Da stellen ech déi Motioun zum Vote? Kënne mer doriwwer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi Motioun ass ofgelehnt mat 22 Jo-Stëmmen, 38 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Niki Bettendorf), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Michel Wolter), Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Domadde wär dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Question avec débat Nummer 8 vum Här Patrick Santer iwwert d'EU-Baitrëttsverhandlunge mat der Tierkei. Den Auteur vun der Questioun huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Santer, Dir hutt elo d'Wuert.

3. Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

M. Patrick Santer *(CSV).*- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bäitrëttsverhandlunge vun der Tierkei mat der Europäescher Unioun hunn ugefaangen. Einfach ass deen Exercice net an dat aus enger Rei vu Grënn. Net nëmmen, datt d'Tierkei sech elo an engem Reformprozess befënnt, dee se soll räif maache fir d'Europäesch Unioun, an deem seng Fortschrëtter wesentlech si fir d'Perspektiv vu Bäitrëttsverhandlungen. Neen, d'Tierkei huet doriwwer eraus méi wéi problematesch Relatioune mat e puer Nopeschlänner, wat se als Bäitrëttskandidat, mat deem verhandelt gëtt, net däerf.

Deen éischte Problem besteet an der Tatsaach, datt d'Tierkei nach ëmmer d'Republik Zypern, also e Memberstat vun der Europäescher Unioun, net unerkannt huet. Dat kann op Dauer net esou bleiwen. Zwar kenne mer d'Grënn vun dem Disput tëschent der Tierkei an dem griicheschen Deel vun der Insel Zypern, an dach, eng definitiv Léisung fir Zypern, mat där d'Deelung vun der Insel kéint opgehuewe ginn, ass eng Saach, d'Unerkennung vun der Republik Zypern ass eng aner. Dee Stat gëtt et, dee Stat ass Member an der Europäescher Unioun, dee Stat muss vun der Tierkei unerkannt ginn, soss ass et a mengen Aen net denkbar, datt mat der Tierkei ad infinitum weider iwwer eng Memberschaft an der Europäescher Unioun verhandelt gëtt.

Et kann een net Member an engem Club an an enger Gemeinschaft sinn, vun deenen een net all Memberstat unerkennt. Ech ka mer gutt eis Reaktioun virstellen, wann e Bäitrëttskandidat - wien dat och ëmmer wier - eist Land net géif unerkennen, a mat deem een dach verhandele géif fir eng Memberschaft an der Europäescher Unioun.

Deen aneren Nopeschproblem, deen d'Tierkei huet, ass déi zoue Grenz mat Armenien an alles wat esou eng zoue Grenz bedeit. D'Tierkei imposéiert géint Armenien e wirtschaftleche Boykott, si refuséiert d'Opnahm vun diplomatesche Relatiounen a si refuséiert bis haut unzeerkennen, datt an deene leschte Jore vum Osmanesche Räich - ech betounen Osmanesche Räich - deen deemolegen tierkesche Stat honnertdausende vun Armenier an den Doud gedriwwen huet. Sou eppes gouf als Génocide vum Europaparlament an aneren nationale Parlamenter unerkannt.

Et ignoréiert een als modernen demokratesche Stat net eent vun deene grausamste Kapitele vun der europäescher moderner Geschicht. Armenien ass en Deel vun der sou genannter Noperschaftspolitik vun der Europäescher Unioun, déi virdru bei dem Projet de loi iwwert de Bäitrëtt vu Bulgarien a Rumänien ugeschwat gouf. Dëser Unioun wëllt d'Tierkei bäitrieden an deemno ka se net hir Grenz mat engem vun hiren direkten Noperen zouhalen, dee wirtschaftlech mat engem Embargo beleeën a sech weigeren diplomatesch Relatioune mat engem ze ënnerhalen.

Ech wéisst deemno gäre vum Här Ausseminister, wéi d'Europäesch Unioun wëllt d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei géréieren, bis datt se déi zwee Problemer, déi ech elo grad beschriwwen hunn, geléist hunn. Ass den Här Ausseminister mat mir der Meenung, datt net endlos ka mat der Tierkei weider verhandelt ginn, wa se net Zypern unerkennt an hir Relatioune mat Armenien normaliséiert?

Wéi gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung sech am Kontext vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei ze positionéieren, wann dëse Stat weider refuséiert d'Existenz vun engem Memberstat vun der Europäescher Unioun zur Kenntnis ze huelen a seng Grenz mat Armenien fir Leit a Gidder opzemaachen?

An ass d'Regierung der Meenung, datt et Zäit gëtt der Tierkei onmëssverständlech kloerzemaachen, datt et bestëmmte Spillregele gëtt, souwuel an der Unioun wéi um Wee fir eran, an datt deenen hir dauerhaft Verletzung net akzeptabel ass?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Merci, Här President.

Den honorabelen Här Deputéierte Patrick Santer huet richteg gesot, dass den 12. Juni dat éischt Kapitel - Wëssenschaft a Fuerschung - an de Verhandlunge mat der Tierkei ofgeschloss ginn ass, nodeem mer den 3. Oktober d'lescht Joer décidéiert haten, d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei unzefänken.

An ech wollt vläicht hei dem Här Santer an och de Kolleegen, déi dat interesséiert, nach eng Kéier soen, dass mer décidéiert hunn an der Europäescher Unioun zu 25 - dat heescht eestëmmeg - an enger memorabeler Sitzung, déi hei zu Lëtzebuerg den 3. Oktober bis an d'Nuecht stattfonnt huet, fir d'Kompatibilitéit - wann ech dat esou däerf soen, fir et emol einfach auszedrécken - tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei um Verhandlungsdësch auszeloten, fir fräi vu Viruerteeler an och fräi vu falsche Konklusiounen, déi ee kënnt zéien ouni ze verhandelen, an am Intérêt vun 73 Milliioune Leit - dat däerfe mer ni vergiessen -, déi an der Tierkei liewen, ze kucken ob mer d'Wäerter vun eiser Unioun kënne gläichschalte mat de Wäerter vun der Tierkei an ëmgedréint selbstverständlech och. Déi Verhandlunge fannen an engem Sënn an an engem Geescht statt, dass d'Tierkei selbstverständlech der Europäescher Unioun bäitrëtt an net ëmgedréint.

Nun, e Verhandlungsmandat, Här President, dat d'Prinzipie vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei festleet, seet, dass de Verlaf vun de Verhandlunge sech baséiert op d'Fortschrëtter an d'Ëmsetze vun deene verschiddene politeschen an ekonomesche Kritären.

An ee vun deene Kritären ass e kloeren Engagement vun der Tier-

kei en faveur vu gudden noperschaftleche Relatiounen; dat ass een.

Deen aneren ass, datt d'Tierkei sech weiderhi fir eng global Léisung vum Zypernkonflikt am Kader vun der UNO asetzt a Fortschrëtter an der Normalisatioun vun hire bilaterale Relatioune mat allen EU-Memberstaten, dorënner och d'Republik Zypern, mécht. Ech wëll och hei nach eng Kéier dem Här Santer widderhuelen, dass mer ëmmer mussen am Kapp hunn, dass d'Réunificatioun vun der Insel d'Affär ass vun der UNO, net vun der Europäescher Unioun, an dass mer jo ganz grouss Progrèsë gemaach haten am Joer 2004, déi jo leider dunn net konnte konkretiséiert ginn.

Den Här Deputéierte konzentréiert sech a senger Fro och op d'noperschaftlech Relatioune mat Armenien. Dat ass natierlech net déi eenzeg Fro, déi sech an deem Kontext stellt, wat d'noperschaftlech Relatiounen ugeet, virun allem och déi verstäerkt Relatioune mat Griichenland sti jo un. A wann Dir an der leschten Zäit d'Zeitung gelies hutt, zum Beispill déi Kritiken iwwert déi griichesch Ausseministesch an deem Kontext - déi et awer, menger Meenung no, ganz positiv mengt -, da gesitt Dir: A Griichenland selwer ass dat eng Fro vu ganz grousser Wichtegkeet.

Den Här Santer huet selbstverständlech Recht wann hie seet, dass d'Relatiounen tëscht Armenien an der Tierkei bei wäitem net gutt sinn. D'Tierkei huet Armenien, wéi mer dat wëssen, 1991 unerkannt, mä ni diplomatesch Relatiounen opgeholl an d'Grenz mat Armenien ass zënter 1993 zou. Et muss een awer betounen, dass all Dag souwuel vun Istanbul wéi vun Ankara aus regelméisseg Flich e puer Mol am Dag op Eriwan, also an Armenien, ginn.

An deene leschte Méint kann een awer d'Efforten op deenen zwou Säiten nëmme begréissen. D'Tierkei an Armenien maachen Efforten - souwäit se dat kënne maachen -, fir lues a lues hir Relatiounen ze normaliséieren.

An ech kann Iech soen dass ech an eiser Présidence dacks Zeie war vun de Reaktioune vun der tierkescher Säit dorobber. Op technesch-diplomateschem Niveau hu sou zum Beispill Konsultatioune stattfonnt, fir ze kucke wéi et méiglech ass d'Differenzen an deene verschiddenen Domäner aus dem Wee ze raumen. Nodeems d'Evenementer vun 1915 laang eigentlech e komplett Tabu-Thema an der Tierkei waren, hunn elo zwou wëssenschaftlech Konferenze stattfonnt zu Istanbul, déi eng am September d'lescht Joer an eng aner elo am Mäerz dëst Joer, an et gëtt tierkesch, armenesch an och international Wëssenschaftler, déi iwwert déi Fro diskutéiert hunn.

Dat si Schrëtt, déi a mengen Ae komplett an déi richteg Richtung ginn. Déi Schrëtt sollte mer encouragéieren, béid Säiten encouragéieren, an dat ass selbstverständlech och dee Message, dee mer als Europäesch Unioun un d'Tierkei ginn hunn an deem Kontext.

Wat d'Fro elo vun Zypern ugeet, méi spezifesch d'Fro vun der Réunificatioun, wëll ech och nach eng Kéier drop insistéieren - ech hunn et virdru gesot -, dass mer jo hei eis am Kader vun der UNO befannen, wou eng global Léisung muss fonnt ginn. Dëser Deeg sinn och an deem Kontext positiv Entwécklungen ze notéieren. Den Här Kofi Annan, Generalsekretär vun der UNO, huet décidéiert eng héichrangeg Delegatioun ënnert der Leedung vum Secrétaire général adjoint fir politesch Affairen, den Här Ibrahim Gambari, mat sengem Envoyé spécial fir Zypern, dat ass eng dänesch Personalitéit, den Här Michael Møller op Zypern ze schécke fir ze sondéieren, awéiwäit déi zwou Säite bereet wieren nei Gespréicher opzehuelen. Am Kader vun där Visite sollen den zypriotesche President Papadopoulos an de Chef vun den tierkeschen Zyprioten, den Här Talat, sech begéinen; wat jo extrem positiv wier, wann déi zwou Säite kéinten zesummekommen.

D'Europäesch Unioun ënnerstëtzt och hei, Här Santer, Här President, ganz kloer d'Effortë vun der UNO; déi kënnen dann an enger Richtung vun enger Globalléisung vum Zypernproblem zourullen.

Elo hunn ech Iech schonn zwou positiv Nouvellë gesot an deem Kontext. D'Diplomatie ass eppes wat heiansdo vill Zäit brauch, mä wou een awer gesäit, dass et hei a Richtunge geet, déi ganz interessant kënne sinn.

Wat elo d'Normalisatioun vun de Relatioune vun der Tierkei mat Zypern ugeet, huet d'Unioun ëmmer insistéiert, datt d'Bäitrëttsverhandlungen eréischt kéinten ufänken, wann d'Tierkei de Protocole additionnel vun Ankara ënnerschriwwen huet.

Wat ass de Protocole additionnel vun Ankara? Dat ass ee Protokoll, deen dehnt eigentlech d'Zollunioun, déi tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei besteet, op déi zéng nei Memberlänner vun der Europäescher Unioun aus, also och op Zypern. Also ass dat op jidde Fall doduerch, dass dee Protocole additionnel ënnerschriwwen ass, och eng Unerkennung vun allen zéng neie Memberlänner, och vun der Tierkei.

Dir wësst, et war an eiser Présidence leider net méiglech fir do de Knuet opzemaachen. Kuerz duerno war eng Présidence um Rudder, déi jo geschichtlech gesi mat Zypern ganz intensiv Kontakter huet, Groussbritannien, an d'Tierkei huet de Protokoll dunn ënnerschriwwen am Juli 2005, mécht awer du gläichzäiteg - an dat war net sou gutt - eng Erklärung, dass domadder d'Tierkei Zypern net unerkannt hätt.

Dir kënnt Iech dorun erënneren. Dat war jo an der Aktualitéit an déi ganz Fro huet eis, och während eiser ganzer Présidence, verfollegt.

D'EU huet déi unilateral Deklaratioun zur Kenntnis geholl, mä ganz kloer gesot - an dat ass déi berühmte Geschicht vum September wou mer eis drop baséieren, direkt vun 2005 -, datt d'Unerkennung vun allen EU-Memberstaten een noutwendegt Element vun de Bäitrëttsverhandlungen ass an datt si erwaart, dass d'Tierkei hir Obligatiounen erfëllt an d'Zollunioun mat alle 25 Memberstaten ëmsetzt.

D'EU huet deemools och däitlech gemaach, dass si dës Ëmsetzung vun der Union douanière am Laf vun dësem Joer, also 2006, géif evaluéieren. Mir kommen esou lues un d'zweet Halschent vun 2006 an Dir kënnt iwwerzeegt sinn, dass am Hierscht 2006 d'Europäesch Kommissioun an hirem Rapport, deen ech elo grad zitéiert hunn, och an der Fro vu Rumänien a Bulgarien, wäert iwwert dës Fro selbstverständlech Bericht maachen.

Bis elo musse mer leider feststellen, dass d'Tierkei de Protokoll nach net am Parlament ratifizéiert huet. En ass ënnerschriwwen, mä en ass net ratifizéiert am Parlament.

Dat ass eng Konditioun, déi wierklech muss bis Enn 2006 erfëllt sinn. Do sinn ech ganz d'accord och mat Iech, Här Santer, an och mat ville Politiker an der Europäescher Unioun, dass mer eis wierklech musse staark maachen do derfir, dass déi am Parlament muss ratifizéiert ginn an dass d'Tierkei dann och de fräien Handel vu Gidder zouléisst. Virun allem refuséiert d'Tierkei jo och weiderhin, wéi mer dat wëssen, den zypriotesche Schëffer a Fligeren den Zougank zu hiren Häfen an zu hire Flughäfen.

Bei de Bäitrëttsverhandlungen den 12. Juni huet d'Europäesch Unioun duerfir ganz däitlech gesot, datt d'Neterfëlle vun den tierkeschen Obligatiounen eescht Konsequenzen op de Verlaf vun de Bäitrëttsverhandlunge wäert hunn.

Wann Der e wéineg an der Diplomatesprooch doheem sidd, da verstitt Der, dass dat doten eng kloer Ausso war.

Wann d'Tierkei also e gréissere Problem an de Bäitrëttsverhandlungen am Hierscht wëllt verhënneren, da muss se, op Lëtzebuergesch gesot, Wuert halen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Här Santer, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, ech hätt nach eng ganz kuerz Zousazfro zu de Relatioune mat der Republik Zypern.

Fir d'éischt gëtt e Protokoll vun Ankara ënnerschriwwen. Da kënnt eng unilateral Erklärung. Do seet d'Europäesch Unioun: „Ouh! Dovunner huele mer Akt." An da gëtt an der Tierkei driwwer nogeduecht fir eppes ze maachen an da muss nach ratifizéiert ginn.

Här Minister, Dir hutt gesot, Enn 2006, also dëst Joer nach - ech streiden net fir e puer Méint -, géif dann d'Anhale vun der Tierkei vu sengen Obligatiounen, fir d'Republik Zypern unzëerkennen, iwwerpréift ginn, soss géifen eescht Konsequenze geholl ginn.

Här Asselborn, virun zwee Joer hätt Der keng esou eng Diplomatesprooch oder diplomatesch Sprooch benotzt.

Une voix.- En huet vill bäigeléiert!

M. Patrick Santer *(CSV).*- Kënnt Der elo soen, wann Enn 2006, Ufank 2007 keng kloer Unerkennung vun der Republik Zypern vun der Tierkei stattfënnt, also offiziell, mat Ratifikatioun an alles, déi eescht Konsequenz heescht a bedeit, datt d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei ophalen oder wéinstens suspendéiert ginn, bis datt déi Bedingung erfëllt ass?

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, ech war kloer genuch a menger éischter Ausso, mä ech widderhuelen et dann nach eng Kéier: Mir mussen en Ënnerscheed maachen tëscht der Unerkennung vun Zypern duerch d'Tierkei - dat muss een am Kontext gesi vun der UNO-Initiativ, wat d'Réunificatioun vun der Insel ugeet - an der Ratifizéierung vum Protokoll vun Ankara. D'Konditioun war, dass de Protokoll vun Ankara net nëmme signéiert gëtt, mä dass dee muss am Parlament ratifizéiert ginn.

Ech mengen dat ass dee Punkt, ech hunn dat jo elo virdrun däitlech gesot, wou mer drop poche mussen, dass dat am Parlament zu Ankara geschitt. Voilà.

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour hu mer eng Interpellatioun vum Här Marco Schank iwwert den Tourismus. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an et si schonn ageschriwwen: den Här Calmes, d'Madame Dall'Agnol an den Här Kox. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Marco Schank.

4. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme

M. Marco Schank *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Regierungsaccord vun 2004 huet am Kapitel iwwert d'Tourismuspolitik, ähnlech wéi schonns dee vun '99, als Leitmotiv gehat: «Qualité de vie et qualité du tourisme».

Ech géif mengen, datt dëse Slogan eigentlech d'Grondiddi ass vun deem globale Strategiekonzept, deen och déi weider zukünfteg Entwécklung vum Tourismus zu Lëtzebuerg soll steieren a charakteriséieren.

Just ganz kuerz, fir un den Accord ze erënneren, e puer Stéchwierder vun der Virgehensweis; mir komme sécher am Kader vun dëser Interpellatioun drop zréck.

Engersäits steet do dran, datt nei touristesch attraktiv Produitë solle geschaf ginn. Virun allem soll de Marketing verbessert ginn.

- Dann e ganz wichtegen Tiret: D'Dimensioun Kultur an der touristescher Offer soll verstäerkt ginn. Mir gi jo op 2007 lass.

Eng nei Klassifizéierung fir den Hébergement, wou och Neel mat Käpp amgaange si gemaach ze ginn.

Dann nohaltegen Tourismus weider entwéckelen, mat Hëllef zum Beispill vum Label écologique, vun den Naturparken.

Dann, och ee wichtege Punkt, d'Abezéiung vun der Grande Région. Eng Politik, déi déi lescht Joren och verfollegt gëtt.

En anere wichtege Punkt ass eng nei a méi effikass Strukturéierung vum Tourismus an de Regiounen. Eppes wat jo scho laang an der Diskussioun ass a wat soll, am Norden zumindest, elo scho Realitéit ginn.

A last but not least och d'Asetze vun enger neier nationaler Tourismuskommissioun, déi virun zwee Joer entstanen ass an déi, mengen ech, och schonn eng ganz Partie Saachen opweises huet.

Här President, selbstverständlech a Gott sei Dank kommen nach ëmmer ganz vill Touristen op Lëtzebuerg. 2005 louch Lëtzebuerg mat 338 Arrivéeë pro km² europawäit un éischter Plaz. Duerno kommen Holland mat 232 Arrivéeën, Éisträich mat 231 an duerno d'Belsch mat 206.

Datselwecht Joer - 2005 - louch Lëtzebuerg un drëtter Plaz an Europa wat d'Arrivéeë pro Awunner ugeet. Éisträich zielt 2,37 Touriste pro Awunner, op Zypern sinn dat der 2,24 an da kënnt Lëtzebuerg mat 1,94 Touriste pro Awunner, duerno Irland an esou weider.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Besonnesch impressionnant sinn d'Zuele fir d'Haaptstad. Mir kënne frou sinn, datt mer um Niveau vun der Stat Lëtzebuerg een ausgeprägten, gutt fonctionnéiernde City-Tourismus hunn. An et muss een däitlech unerkennen, datt d'Stad mat dem LCTO hire Match, a mengen Aen, ganz clever, ganz professionell mécht. Derbäi kënnt natierlech - ech soen emol - e gudde Fouss hannebäi: D'lescht Joer war d'Présidence, wat eng Partie Iwwernuechtunge bruecht huet.

D'Saison 2005 war den Zuele vum Statec no exzellent. An Termes absolus hat eist Land seng beschte Saison zënter 1995, wéi d'Stad Lëtzebuerg deemools Kulturhaaptstad war.

Elo kënnt ee jo mengen, am Tourismus zu Lëtzebuerg wier alles an der Rei a mir kënnten eis op deene Lorbeeren do ausrouen. Déi plakeg Zuele verstoppen awer, datt et regional gekuckt grouss Ënnerscheeder gëtt, besonnesch wat d'Verdeelung an d'Zuel vun den Arrivéeë respektiv d'Nuitéeën iwwert d'Land ubelaangt.

Wann een déi lescht zéng Joer kuckt, sinn d'Nuitéeën am Zentrum, un der Musel an am Süden eropgaangen; an den Ardennen an am Méllerdall si se zréckgaangen. Dobäi si se am Süden, dee wuel natierlech nëmmen e Brochdeel vun den Nuitéeën, wéi mer se am Norden hunn, huet duerch nei Hotelen, déi opgaange sinn, spektakulär an d'Luucht gaangen.

Da kënnt derbäi, datt d'Ardennen an de Méllerdall quasi ausschliesslech eng Vokatioun an eng Offer hunn am Beräich vum „Fräizäittourismus". Dat ass beispillsweis am Süden oder och an der Stad an deelweis op der Musel anescht, wou Businesstourismus an anerer derbäikommen. Duerfir wollt ech och soen, ech mengen, datt een, fir dëser Evolutioun ze begéinen, speziell Effortë muss maachen, vläicht iwwer en entspriechenden Aarbechtsgrupp, wou ee kuckt, fir do Saachen ze verbesseren.

Interessant sinn och nach hei d'Parts de marché vun de verschiddenen Type vun Hébergement. Hei fält op, datt an den Ardennen an am Méllerdall, am Géigesaz zu deenen anere Regiounen, d'Campingen dee gréissten Undeel hunn; wou mer frou sinn driwwer, wat awer och natierlech een Deel vun de Schwankungen erkläert.

An och am Hébergement selwer gëtt et Ënnerscheeder: Hei hu beispillsweis d'Campinge par rapport zu hirem Rekordjoer vun 2003, wou mer deemools geniaalt Wieder haten, ronn 10% hänke gelooss. Hei ass natierlech, a mir wëssen dat, bei de Campingen d'Wiederofhängegkeet am gréissten. Derbäi koum d'lescht Joer de Problem vun de Chantieren op de belschen an de franséischen Autobunnen.

Lëtzebuerg huet zimlech fréi d'Weichen a Richtung vun engem selektive Qualitéitstourismus gesat. Dat Konzept, deemools Ufank der 90er, vun der ETI-Etüd huet sech och op eng beschränkten Unzuel - deemools véier - Segmenter beschränkt, wou ee staarkt Wuesstemspotenzial dra war an och erwaart gouf. Dat sinn déi véier Segmenter, déi Der kennt: de Geschäftstourismus, de Kulturtourismus, den Tourismus am ländleche Raum an eben och de Bannentourismus.

2001 gouf, an net fir d'lescht, am Kontext vun där deemoleger Interpellatioun vu mengem Deputéiertekolleeg Robert Garcia eng Evaluatiounsetüd gemaach vun dem Europäischen Tourismus Institut vun Tréier, am Optrag vun der Regierung. Deemools gouf eng Evaluatioun an och eng Rei Propositioune gemaach, wéi eng zukünfteg touristesch Entwécklung kënnt am Grand-Duché weidergoen.

Wat d'Ëmsetzung vun deem Tourismuskonzept zënter dem Ufank vun den 90er Joren ugeet, sot den ETI 2001, datt et gelonge wier am Kontext Professionaliséierung, mä awer och am Kontext vun der Opwäertung vun den touristeschen Infrastrukturen däitlech Fortschrëtter ze maachen. Näischtdestotrotz gouf awer och drun erënnert, datt d'Professionaliséierung an de Regiounen nach wichteg wier an net ofgeschloss ass.

Här President, ech erënneren drun, datt mer op nationalem Plang zwee Haaptacteuren am Tourismus hunn, wann ech mol de professionelle Secteur op der Säit loossen: Engersäits de Ministère mat deem politesche Volet, wou den Tourismus allgemeng gefördert gëtt, an och am Kontext vum gesetzlechen a reglementäre Kader; dann anerersäits den ONT, deen als national Vermaartungsorganisatioun op nationalem Niveau awer och op internationalem Niveau gëllt an och um Terrain vun der Angebotsgestaltung aktiv ass. Laut Statuten ass den ONT awer just fir d'Promotioun zoustänneg, a fir soss näischt.

Eng kloer Aufgabendeelung an der Tourismuspolitik, dat ass eng Saach, déi wichteg ass. Wat mer awer zousätzlech brauchen, an dee Plädoyer hunn ech scho viru Jore gehal, dat si professionell regional Strukture fir eng méi koordinéiert Virgoensweis, datt mer d'Kräfte bündelen an de Regiounen, an och eng vernetzte Kooperatioun vun den Acteuren, souwuel op éierenamtlechem Niveau - déi Leit, déi an de Syndikater, an an den Ententen an doriwwer eraus d'Aarbecht maachen -, a virun allem awer och op haaptamtlechem Niveau, wann een déi verschidde Coordinateurs touristiques hëlt. An zwar wëlle mer esou eng Struktur an all touristescher Regioun zu Lëtzebuerg.

Den Norden, an deem fir d'éischt esou eng Struktur mat deem provisoreschen Numm «Centrale touristique régionale des Ardennes luxembourgeoises» soll entstoen, ass vun dohier och predestinéiert, well hei scho méi laang dräi Ententë ganz enk um Niveau vun hire Presidenten, um Niveau vun hire Coordinateuren zesummeschaffen. Déi Kooperatioun garantéiert am Fong den Erfolleg vun esou enger Struktur an der Zukunft.

Dës Struktur soll op enger Plaz am Norden zesummegezu ginn. Et soll d'Form vun enger A.s.b.l. kréien, mat engem Conseil d'administration, wou dann och all d'Acteure vertruede sinn, déi regelméisseg matenee schwätzen, matenee plangen: déi dräi Ententen ESIN, ESILAC, ESIMSO; d'Gemengen; d'Naturparken; de Secteur professionnel mat der Horesca, Camprilux an esou weider; an awer och als Observateur dann den ONT respektiv d'Animation culturelle. Nach sinn d'Froen net all beäntwert. Awer de Prinzip ass net nëmmen akzeptéiert, de Prinzip gëtt begréisst vun alle Säiten, a virun allem och - dat ass mir wichteg - vu professioneller Säit.

Eng Fro ass sécher och d'Finanzéierung vun esou enger Struktur. De Ministère wëllt sech per Konventioun engagéieren. D'Gemenge wëllen datselwecht maachen an hunn an de Stied an den Naturparken een Euro par tête d'habitant virgesinn. An och de professionelle Secteur wëllt sech hei abréngen.

Bleiwe mer ee Moment bei de Suen. Och déi Fro stellt sech ëmmer erëm nei, besonnesch wann d'Gemengen a méi Dëppe mussen abezuelen: Engersäits an hire lokale Syndicat d'initiative, an d'Entente, an den ONT, an eng nei Struktur an der Regioun, eventuell och nach een Naturpark. Da stellt sech d'Fro, ob mer net definitiv mussen op de Wee goen, datt mer ee Modell zu Lëtzebuerg kréien, fir eng Taxe de séjour respektiv eng Taxe touristique. Déi Fro ass jo och scho viru Joren opgeworf ginn. Ech erënnere mech un eng Motioun vum Kolleeg Robert Garcia, deen ech virdrun ernimmt hunn, a wou mer dann dunn am ONT och d'Aarbecht gemaach hu fir ze kucken: Wat gëtt et? Wéi eng Méiglechkeete gëtt et vun Taxen? Wéi gëtt dat am Ausland gehandhaabt, an esou weider, an esou fort?

An ech muss soen, datt et deemools net méiglech war op ee Resultat ze kommen. Dowéinst wollt ech haut och nach eng Kéier proposéieren, via Motioun, fir mam Syvicol, wann dann deen neie Comité steet, zesummen ze kucke méiglechst séier ee Modell ze fannen. Well soss geschitt dat, wat ech schonn am Viraus gesot hunn, datt mer dann herno, ech soe mol, 116 verschidden Taxes de séjour kréien, oder 114. Well d'Stad Lëtzebuerg respektiv och Néngsen huet eng. Et sinn aner Gemengen am Gespréich fir esou eng Taxe de séjour, fir datt mer do eng Virgoensweis kréien, déi Kapp a Fouss huet.

Duerfir wollt ech, Här President,…

(Interruption)

…entschëllegt, Madame Presidentin,…

Mme le Président.- Jo, d'Présidence huet geännert. Dir konnt dat net wëssen.

M. Marco Schank *(CSV), interpellateur.*- Très bien. Ech géif lech dann déi Motioun hei viruginn, wou mer froen, datt d'Diskussioun iwwert d'Aféierung vun enger Taxe de séjour an Zesummenaarbecht mam Syvicol soll relancéiert ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- constatant que les flux et activités touristiques saisonniers, généralement considérés comme de confortables sources de recettes pour les communes qui les accueillent, nécessitent de la part des communes des investissements extraordinaires et des dépenses qui se répercutent également au niveau du budget ordinaire des communes;

- constatant que maintes communes participent depuis longtemps au financement de structures touristiques locales, régionales et nationales;

- constatant que plusieurs pays européens ont instauré une taxe de séjour pour compenser les dépenses supplémentaires liées aux activités touristiques et promouvoir de manière plus professionnelle celles-ci;

- considérant que le produit d'une taxe de séjour permettrait aux communes de couvrir une partie des dépenses auxquelles les exposent leurs activités touristiques;

- soucieuse que les recettes d'une telle taxe de séjour au Luxembourg soient affectées au secteur du tourisme;

invite le Gouvernement

- à approfondir et à mettre à jour l'avis et l'étude de l'Office national du Tourisme sur l'instauration d'une taxe de séjour ou taxe touristique;

- à se concerter à cet effet avec tous les agents du secteur touristique;

- à relancer en coopération avec le Syvicol et au niveau du Conseil supérieur des finances communales la discussion au sujet de l'introduction d'un modèle de taxe de séjour.

(s.) Marco Schank, Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Henri Kox, Robert Mehlen.

Ee wesentlechen Aspekt bei der Aféierung vun esou enger Tax ass natierlech, datt d'Sue sollten zréck an d'Tourismusförderung fléissen.

Mer kënne jo soen: Lëtzebuerg ass och ouni esou eng Tax e Land, wat deier genuch ass. Mir sinn en Héichlounland. Abee, als Contrepartie zu esou enger Taxe de séjour kann ee soen, datt den öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg fir d'Touriste gratis ass op alle Réseauen, wa se beispillsweis d'„Luxembourg Card" kafen, déi am Verglach iwwregens mam Ausland wesentlech méi präiswäert ass an och ganz vill bitt eigentlech. Si bitt och iwwer Lëtzebuerg eraus an der Groussregioun eng ganz Rei Attraktiounen.

Selbstverständlech wollt ech och nach e puer Wuert soen zu deene véier Segmenter, op déi den Tourismus axéiert ass:

- Bei eis ass et de Geschäfts- a Kongresstourismus, deen haaptsächlech an der Stad stattfënnt; awer net nëmmen, wann ech Munneref kucken, wann ech lechternach kucken an eventuell nach anerer. Et ass e ganz wichtege Pilier. Ëmfroe vum ONT hu gewisen, datt den Undeel vum Businesstourismus am landeswäiten Duerchschnëtt op zirka 46% geschat gëtt. Dat ass eng Ëmfro, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn.

Gott sei Dank no engem Déifpunkt - no den terroristeschen Uschléi 2001 - an och no enger schwiereger Konjunktur weltwäit kann ee soen, datt sech eppes deet, datt mer eng Erhuelung vun der Konjunktur hunn, wat sech positiv - dat mierke mer - op de Businesstourismus auswierkt. Mir kënnen net nëmme vun enger Stabiliséierung, mir kënnen och vun enger Verstäerkung vun där Entwécklung schwätzen. An de Statec - dat ass och nach eng interessant Zuel - huet den direkten Impakt vun der Présidence d'lescht Joer op net manner wéi 24.000 Iwwernuechtunge geschat.

- Een zweete Pilier nieft dem Geschäftstourismus ass dee vum Kulturtourismus. Do sinn, mengen ech, och nach ganz vill Reserven dran. No 1995 steet elo 2007 d'Kulturjoer virun der Dier. D'Zesummenaarbecht vum Tourismussecteur mat der Kultur ass esou dense wéi nach ni. Dat kann een aus Erfahrung soen. Mir verfügen iwwer aussergewéinlech Infrastrukturen. Haiser wéi d'Philharmonie, Neumünster oder och elo de Mudam, schaffe ganz gutt mat an hunn och d'Wichtegkeet vun där touristescher Démarche erkannt. Dat ass wesentlech. Aner Haiser fokaliséiere sech op den interne Marché.

Eng gutt Saach wier et och eis Kulturhaiser, Muséeën, Theateren an och d'Festivale verstäerkt unzereegen, mat op spezialiséiert Salonen ze goen, a fir och an international Reesprogrammer mat eranzekommen. An deem Kontext wollt ech och d'Fro stellen, ob et net sënnvoll wier, hei entspriechend Ureizer ze schafen, datt dat och geschitt.

Schonn 1993 huet den ONT sech agesat gehat fir d'Schafe vun enger Incoming-Agence. Den ETI huet datselwecht gefuerdert. Etüden hunn deemools zwar gemengt, datt de Marché vun eisem Land ze kleng wier fir sou eng Infrastruktur op d'Been ze setzen. Deemno hunn eng Rei vu Gesellschaften dann och probéiert, fir nieft aneren Aktivitéiten Incoming-Aufgaben ze iwwerhuelen. An 1994 ass och d'Journée nationale vum Incoming geschaf ginn.

Elo fir 2007 hu mer sou eng Incoming-Agence, déi bei engem bestoenden „tour operator" ugesiedelt ass an doduerch, datt se d'Grande Région mat abezitt, profitéiert Lëtzebuerg vun neier Attraktivitéit zum Beispill vis-à-vis vu Metz oder vun Tréier, an d'Konkurrenz vun den Offrants an der Regioun ass méi grouss, wat fir de Client méi interessant ass.

D'Incoming-Agence schaaft Arrangementer, zum Beispill de Vol, den Zuch, d'Rees op Lëtzebuerg, den Hotel, Attraktiounen an Animatiounen, déi se un aner Revendeuren an direkt Clientë weiderverkeeft, a si garantéiert och iwwer Assurancen d'Leeschtungen, déi offréiert ginn, iwwerwaacht dat Ganzt um Terrain, rechent mat de Partner of a mécht mam ONT oder ouni den ONT och hir Promotioun.

Si ass fräi selwer Attraktiounen ze schafen, wéi zum Beispill déi „Hop on - Hop off"-Bussen, de Péitruss-Express, an aner Beispiller ginn et vun där Zort. Si ka sech am Incentive-, Kongress- oder Kulturtourismus spezialiséieren.

Et soll een haart driwwer nodenken ob een net Intérêt hätt, déi Agence an en nei ze schafende Gremium mat anzebannen, an deem de Ministère du Tourisme, den ONT, d'Horesca, d'Luxair, d'CFL, Luxembourg Congrès an natierlech den LCTO, d'Luxexpo asw. vertruede wieren. Doduerch wier dës Agence sech net eleng iwwerlooss, mä och weider encadréiert, sou wéi d'Beispill vun 2007 et weist.

Et wier och wichteg, datt d'Erfahrunge vun der Promotioun vum Kulturtourismus net géinge verluer goen. Scho virun zwee Joer huet en Audit, deen den ONT gemaach huet, drop higewisen, datt een de Marketing a Richtung Promotioun vum Kulturtourismus soll a wëllt konsequent ausbauen.

Och fir d'Erleedege vun deem Programm, deen déi nei ETI-Etüd iwwert de Kulturtourismus proposéiert mat deenen iwwer 20 Mooss-namen am kulturelle Beräich wéinstens, wier et net schlecht, wann een 2008 Moyenen hätt fir d'Leit vun 2007 ze halen. Wann den Know-how do ass a wa Relatiounen opgebaut sinn, däerf net alles an ee Koup falen, fir datt een erëm muss bei null ufänken.

(M. Laurent Mosar reprend la Présidence)

Duerfir wollt ech eng zweet Motioun eraginn, Madame Presidentin, pardon, Här President - ech hunn awer keng Chance -,...

M. le Président.- Et ass awer och net einfach haut de Mëtten, Här Schank!

M. Marco Schank *(CSV), interpellateur.*- Et ass net einfach.

…wou ech froen, datt engersäits Mesurë solle geholl gi fir d'Koordinatioun tëschent deenen eenzelne grenziwwerschreidenden Acteuren ze verbesseren, datt een den Dialog tëschent de Partner weiderféiert - wat ech virdru gesot hunn - iwwer 2007 eraus a sech d'Moyenë gëtt, datt een déi Strukture vu Koordinatioun a vu Kooperatioun mat der Incoming-Agence iwwer 2007 eraus kann oprecht erhalen. An ech wollt déi Motioun hei viruginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant le fait que le Luxembourg, ensemble avec la Grande Région, sera «Capitale européenne de la Culture 2007»;

- constatant que des ressources financières d'envergure ont été dégagées pour en assurer le bon déroulement;

- constatant que différentes structures de coordination et de coopération ont été spécialement mises en place pour élaborer des concepts culturels et touristiques transfrontaliers;

- considérant que ces structures peuvent contribuer à l'avenir à un nouveau mode d'échange transfrontalier au niveau de la culture et du tourisme;

- considérant que les structures ainsi mises en place doivent rester opérationnelles au-delà de l'année culturelle 2007;

invite le Gouvernement

- à prendre des mesures pour améliorer la coordination des différents acteurs touristiques et culturels nationaux et transfrontaliers;

- à assurer que la coopération transfrontalière en matière de tourisme, voire de culture ne se cantonne pas à l'année culturelle 2007 proprement dite;

- à se donner les moyens nécessaires afin que les structures de coordination et de coopération susmentionnées ainsi que les acteurs touristiques de la structure «incoming» puissent poursuivre leur travail au-delà de l'année 2007.

(s.) Marco Schank, Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Henri Kox, Robert Mehlen.

Dann nach ee Wuert zum Tourismus am ländleche Raum, zumindest wat den Hébergementssecteur ubelaangt. Do ass et esou, datt an deene leschte fënnef bis sechs Joer eng gewësse Saturatioun bei der Kliantell festzestelle war. Wat d'Vakanzenhaiser am ländleche Raum ubelaangt, do ass d'Offer tëschent 2003 an 2006 vun 143 op 107 Haiser erofgaangen. Bei der APTR gouf et eng Regressioun vun 23%.

D'Problemer sinn deelweis den Nowuess awer och deelweis d'Feele vun der Demande an domat geet natierlech automatesch den Asaz vun den Ubidder zréck. An d'Fro, déi sech elo stellt, ass déi: Soll oder kann een do géigelenken, well een déi Offer awer brauch?

Ech wollt awer zum Tourismus am ländleche Raum och soen, datt e ganz wichtegt Argument d'Schafe vun eventuell engem weideren Naturpark ass; ech denken do un de Mëllerdall. No der Öewersauer an der Our mierke mer, datt dat en exzellent Instrument ka sinn, fir eng Regioun net nëmmen touristesch weiderzeentwéckelen, mä och landwirtschaftlech, handwierklech, ekonomesch a kulturell. Insgesamt kann een domat eng Regioun opwäerten an d'Kreéiere vun engem Naturpark, mengen ech, ass en exzellent Werbeargument. An ech weess, datt an deenen neie Schäffen- a Gemengeréit am Mëllerdall Bestriewunge sinn, fir an d'Richtung vun esou enger Kreatioun ze goen; do ass de Moment ganz vill Intérêt.

Ech wollt och dozou soen, datt d'Valoriséiere vun eisem geschichtlechen, architektoneschen, kulturellen ageliefte Patrimoine e ganz wesentlechen Deel ass vun eisem Tourismus; ech denken zum Beispill un den Domaine touristique vu Munzen am Norden, un de Fond-de-Gras am Süden oder och un d'Leekollen zu Uewermaartel. Et gëtt nach aner Beispiller selbstverständlech.

Ech wëll och d'Wichtegkeet - an dat ass e Punkt, dee mer um Häerz läit - vum professionelle Guidage eraussträichen, datt eis Touriste professionell betreit ginn. An do gëtt et scho ganz sënnvoll Initiativen, wéi d'A.s.b.l. Guides des Ardennes. Ëmmerhin hunn 2005 33 Guiden 800 Gruppe mat 22.500 Touriste guidéiert, Tendenz steigend. Ech mengen, datt mer hei an der Stad ongeféier bei 5.000 bis 6.000 Gruppen d'Joer leien.

Wat d'Campingplazen ugeet, stellt een eng weider substanziell Verbesserung a Richtung Qualitéit fest. Vill Campinge beméie sech beispillsweis ëm den Ecolabel. Nieft enger méi staarker Erschléissung vum Campingcar-Tourismus, dee gemaach gëtt, brauche mer och eng Aart Hotelzëmmerstandard op de Campingen a professionell Animatioun souwisou.

Och um Niveau Camping ass eng manner rigid Klassifizéierung - wou net nëmmen d'Hardware mä och d'Software gekuckt gëtt - sécher sënnvoll, wat zu engem weidere Saut qualitatif féiert. D'Verloune vu Mobilhomeën a Caravanen op de Campinger läit weiderhi staark am Trend.

A wat mer am Kontext vun dem Campingtourismus nach afält, dat ass, wourobber de professionelle Secteur ganz dacks hiweist, nämlech d'Fragilitéit vun eisem Tourismus a Saachen Indoor-Aktivitéiten.

An do stellt ee sech effektiv d'Fro ob een do iwwerhaapt kann Akzenter setzen, ob vu staatlecher Säit ka ganz vill geschéien, well mer jo awer do och u privat wirtschaftlech Investissementer denken; obwuel wa mer de Kanton Réide beispillsweis kucken, do hunn d'Gemengen eng Initiativ geholl, fir awer eng ganz attraktiv Schwemm opzeriichten.

Do si mer elo bei den Erlebnisbäder, déi déi lescht Jore staark am Gespréich sinn. Deelweis sinn nei Siten a Projeten am Gespréich, mä esou richteg geschitt näischt. Ech wollt awer op dëser Plaz verroden, datt elo ee ganz konkrete Projet soll realiséiert ginn an zwar zu Heischent, wou dee gréisste Camping aus dem Land e Projet vun engem 3.500 m² groussen Erlebnisbad mat entspriechende Schikane wëllt maachen. Dee Projet ass sprochräif a soll am Hierscht der Öffentlechkeet presentéiert ginn.

A puncto Indoor-Aktivitéite wollt ech och nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi wäit de Projet vun dem Schlass zu Bierg ass, fir et zougänggeg ze maachen, well mer och

mengen, datt dat ee Projet ass, ähnlech wéi de Palais hei an der Stad, wat jo eng Initiativ vum Haff selwer war an ech mengen och, dass dat kënnt e ganz groussen Incentive sinn am touristesche Secteur.

Zënter Ufank vum leschte Joer ass och en neit Internetportail fir den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt - oder och den inlänneschen Tourist -, opgaangen. Fir all Typ vun Hébergement ass eng Informatiouns-, eng Reservéierungszentral entstanen, natierlech an Zesummenaarbecht mat dem Secteur. Sämtlech Broschüre stinn do a véier Sprooche fir downzelueden zur Verfügung.

En anert wichtegt Instrument, wat awer eng Erfollegsstory ass, dat ass d'„Luxembourg Card", wou mer e kräftegen Zouwuess vu Joer zu Joer hunn a wou een och eng besser Notzung vun där All-inclusive-Formule ka virunentwéckelen, besonnesch mat deem grenziwwerschreidenden Aspekt, deen ech schonn ernimmt hunn.

Dann ee Wuert zu engem Beräich, dee sécher nach ausbaufäeg ass. Dat ass de Gesondheets- an de Wellnessberäich, dee jo immens am Trend läit an dee sech och net schlecht zu Lëtzebuerg entwéckelt. Déi Hotelen, déi hei investéiert hunn, hate Recht dat ze maachen. Den Domaine thermal vu Munneref huet beispillsweis dat lescht Joer am Beräich „Bien-être" ëm 9% zougeluecht an do sollen zousätzlech Investitiounen am Summer dobäikommen, fir déi positiv Tendenz ze verstäerken. An an deem Kontext gëtt et och eng interessant Zuel: Munneref als Uertschaft huet bal 50% vun all den Nuitéeë vun der Musel - 48,70% insgesamt.

E kuerzt Wuert, obwuel dat e wichtegt Segment ass, zum Vëlostourismus, wou mer jo iwwer 500 km Vëlosweeër hunn, wou och an der Vermaartung selbstverständlech nach Verbesserunge méiglech sinn; awer och wat d'Verkafe vun der Formule vum Radwandern ubelaangt, mengen ech, kann ee sech nach besser verkafen.

An och d'Formule vum Wandern ass ganz sécher net ausgereizt. Besonnesch kann ee verstäerkt den Erliefnischarakter ervirsträiche mat dem Patrimoine, deen een dem Tourist weist, an och am Nordic Walking an an anere Forme vu Wandertourismus si sécher nach Reserven.

Ee Wuert zu de Pauschalreesen, déi gewannen no engem Réckgang 2001 erëm u Bedeitung. Et gëtt och vun engem grousse Potenzial, Wuesstumspotenzial do geschwat. D'Pauschalrees wäert an der Zukunft och ëmmer méi flexibiliséiert ginn, well d'Buchung iwwer Internet zouhëlt. Zu engem Deel ass den Trend am Kontext vun de Pauschalreese ganz däitlech a Richtung Baukastenreesen, dat heescht, datt eng individuell Gestaltung vun de Pauschalreese stattfënnt.

Just och do eng Zuel: Ee vun deene grousse Reesveranstalter, Kras SterVakanties, ass eleng fir 35.000 Iwwernuechtungen zu Lëtzebuerg responsabel. Eisen einheimesche Betriber ass kloer, dass mindestens een Deel vun hirer Zukunft iwwert déi Formule vun de Packagen leeft. Et soll ee vun deem Trend vun den All-inclusive-Offere profitéieren, also esou engem Mix tëschent Point d'attrait, Gastronomie, Kultur, Sport an Natur. A sou Packagë mussen natierlech zu attraktiven an och kompetitive Präisser verkaaft ginn.

Ech wëll nach ee Moment bei de Betriber bleiwen. D'Qualitéitsmanagementer sinn e wichtegen Thema, wat och scho virun enger Réi vu Jore besonnesch vum ONT an d'Diskussioun bruecht gouf, an do ass elo am Kader vu engem entspriechenden Aarbechtsgrupp vun der nationaler Tourismuskommissioun eng Démarche geschitt, wou ee sou genannte Q-Label nom Schwäizer Modell ageféiert soll ginn. Ech huelen un, datt de Minister herno eppes wäert dozou soen.

Op jidde Fall ass et wichteg, dass dëse Label, deen d'Evaluatioun vun Hard- a Software beinhalt, baséiert op engem Grondprofil, mat engem Sondage bei Mataarbechter a Clienten, an natierlech och enger Kontroll op Basis vun esou genannte „mystery checks".

Eis Betriber wäert och interesséieren, datt a puncto Fiche d'hébergement e Projet de loi virläit.

Firwat nach eng Kéier sinn déi Fiches d'hébergement esou wichteg? Si si wichteg, well wann een intelligente Marketing wëllt maachen, da brauch ee virdrun eng uerdentlech Maartfuerschung. An eng Maartfuerschung kann een nëmme maachen, wann een entspriechend Donnéeën huet, fir Réckschlëss ze maache wat d'Besoinë si vun eise Visiteuren. An dat hänkt ebe ganz enk mat de Fiches d'hébergement zesummen, déi méi wéi 20 Joer net iwwerschafft goufen, an elo läit dann eng Léisung um Dësch. Ufanks Mee huet de Minister een entspriechende Projet de loi déposéiert; déi zoustänneg Chamberkommissioun wäert am Hierscht doriwwer befannen. Mir hoffen, datt dat Ganzt am Januar 2007 kann ulafen. Selbstverständlech gëtt et och hei eng Application informatique.

Dann, wat d'Klassifizéierung vun den Hotelen ubelaangt, gëtt et och eng nei Démarche, nodeem dass Holland aus der Benelux-Klassifikatioun erausgeklomm ass. Nei wier och hei nach eng Kéier datselwecht, nämlech datt net nëmmen d'Infrastrukturen eng Roll spille bei de Kritären, mä och d'Déngschtleeschtungen an och d'subjektiv Kritären, wéi zum Beispill ob en Haus propper ass an ob d'Frëndlechkeet do herrscht. Ech huelen un, dass zu där Klassifizéierung och de Minister ee Wuert seet.

Ech wollt eng Iddi opgräife vun dem ETI, wat ech eng ganz gutt Iddi fannen, nämlech d'Aféierung vu engem touristeschen Innovatiounspräis fir Projeten, déi innovativ Weeër am Tourismus opweisen. All Joer kënnt een zum Beispill no engem speziellen Thema do ee Betrib oder méi priméieren. Op déi Manéier kéint een nieft dem Gewënner och innovativ Konzepter a Best-practise-Beispiller dobausse virstellen.

Da wollt ech ofschléissend soen, datt den touristesche Secteur d'Regierung ënnerstëtzt an hirer Démarche, fir d'nächst Joer eng grouss Marketingsoffensiv zesumme mat der Confédération du Commerce ze starten, fir Lëtzebuerg zur éischter Akafsadress an der Groussregioun ze maachen. Och wa Lëtzebuerg een Héichlounland ass, hu mer awer eng niddreg TVA, mat där ee méi bewosst soll wirtschaften.

Dat huet de Premier gesot den 2. Mee hei an der Chamber, an en huet och ee Saz gesot, dee mir ganz gutt gefall huet: „Mir mussen eis bewegen, ëm all däitschen, belschen a franséische Client kämpfen, gutt Präisser ubidden, een Tram duerch d'Stad fuere loossen, frëndlech sinn am Geschäft an op der Strooss." An aus esou engem Saz kënnt ech jo scho bal ee Schlusssaz maache fir meng Interventioun.

Abee, Här President, ech wollt awer nach kuerz eng Konklusioun lassginn a soen, dass et dem Tourismus zu Lëtzebuerg eigentlech net schlecht geet. Méi kompetitiv kënne mer ganz sécher nach ginn, a mir brauchen dozou selbstverständlech een däitlechen, onverwiesselbare Profil fir Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun, eng weider konsequent Professionaliséierung an alle Beräicher, Qualitéitsmanagement fir eis Betriber respektiv och fir d'Points d'attrait selbstverständlech, eng konsequent Offer am Kontext Animatioun fir den Tourist, mat enger Berodung vun de Betriber an deem Secteur.

Mir brauchen eng konsequent Regionaliséierung mat Schafe vun deene Strukturen, wéi et elo am Norde geschitt, fir all déi aner Regiounen am Land, an dat ass vläicht de Mot clé am Tourismus: Mir brauchen eng konsequent Kooperatioun vun allen Acteuren. Wa mer alles dat fäerdeg kréien - dovunner sinn ech iwwerzeegt -, da wäert Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun laangfristeg attraktiv bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schank Merci. Als éischte Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Kolleeg Marco Schank félicitéiere fir d'Initiativ, déi hie geholl huet, hei eng Interpellatioun ze maachen, mä eigentlech hätt hien als Haaptacteur, als Haaptkoordinator, als Haaptinitiator an als zweet Hand vum Minister hei am Land a Saachen Tourismus missen niewent dem Minister do ënne sëtzen, fir datt mir hien hätte kënne mat interpelléieren an hien eis op eis Froen hätt kënnen äntwerten anstatt selwer Froen hei ze stellen.

Ech gi jo dovun aus, datt den Dialog zwëschent deenen zwee net um Nullpunkt ass, wann net, kéinte si dat och op anere Plaze maache wéi onbedéngt hei.

Ech hoffen och, datt et net just een Event war an der touristescher Héichsaison am Kader vum Summer in the City hei, mä nujee, d'Interpellatioun gëtt eis d'Geleeënheet alles erëm opzefrëschen, wat mer schonn 20 Joer laang hei diskutéieren.

Eis selwer, awer och dem Minister, deen dat heie schonn 20 Joer begleet, an och dem President vum ONT, deen dat hei scho siwe Joer laang begleet, ass wéi gesot dat alles an Erënnerung ze ruffen, wat virun 20 Joer schonn alles proposéiert ginn ass, wat mer kënnen, missten oder solle maachen, fir d'Situatioun vum Tourismus hei am Land ze konsolidéiere respektiv auszebauen am Sënn vu engem nohaltege Qualitéitstourismus, esou wéi dat 1992 an der virgenannter Etüd „Strategisches Tourismuskonzept für das Gro**,** herzogtum Luxemburg" vum Europäischen Tourismus Institut proposéiert ginn ass, eng Etüd, déi eng ganz Rei wäertvoll Propositiounen an Iwwerleeungen enthält, fir der Tourismusbranche hei zu Lëtzebuerg nees neien Élan ze vermëttelen.

Zéng Joer méi spéit huet deeselwechten ETI en Update vun dëser Etüd erausginn, fir ze iwwerpréifen, wat a virum allem wat net vum deemolege Konzept hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn ass. D'Liese vun dësen Etüden an och vun der leschter féiert zur Konklusioun, dass eng ganz Rëtsch vu punktuelle Verbesserunge gemaach gi sinn, déi mer sécherlech begréissen, mä am grousse Ganze muss een awer feststellen, dass et Lëtzebuerg haut genau wéi viru bal 50 Joer un engem touristesche Gesamtkonzept feelt, ee Konzept, dat mer awer ëmsou méi op Grond vun de Schwächte vun der Tourismusbranche, déi eis jo zum gréissten Deel bekannt sinn, brauchen.

Op Grond vun der leschter Etüd, déi vum ETI gemaach ginn ass, sinn dann och elo emol kloer Prioritéite gesat ginn, an et sinn och déi Verantwortlech genannt ginn, déi zoustänneg si fir d'Ëmsetzung vun all deene Propositiounen. Donieft goufen ee Schema an een Zäitplang presentéiert, esou datt a sech deem näischt méi am Wee steet, fir all déi gutt Propositiounen op d'mannst, déi gemaach gi sinn, hei ëmzesetzen.

Et muss een allerdéngs froen, firwat datt mer ëmmer nëmmen Etüde beim ETI maachen zu Tréier. Huet dat elo domat ze dinn, well d'Lëtzebuerger Regierung do Partner ass, Aktionär ass an där Gesellschaft, fir deenen domat Beschäftegung ze ginn?

Ech stelle mir a sech d'Fro, firwat datt mer eis déi Etüd, déi vum ETI gemaach ginn ass, net vun engem aneren, Externen auditéiere gelooss hunn, fir vläicht méi een neutraalt Bild doriwwer ze kréien. Et ass gelungen, dass, wann ee Betrib déi Propositioun gemaach huet, e sech da finalement nach selwer auditéiert a selwer kontrolléiert oder selwer jugéiert oder kritiséiert. Ech mengen, do muss ee sech fir d'Zukunft awer vläicht iwwerleeën aner Weeër ze goen.

Nun, am Virfeld hu mir eis dann och mat den Acteuren aus der Tourismusbranche ënnerhal, an do kritt ee gesot, datt global gesinn et ëm den Tourismus zu Lëtzebuerg awer net allze schlecht steet. Wann een duerch d'Stad trëppelt oder Iechternach oder Klierf oder Veianen oder wat och ëmmer, ech mengen, da kann ee sech iwwerzeegen, datt nawell vill Leit do sinn.

Mä ech mengen, dat soll awer net doriwwer ewechtäuschen, dass et och an deem Beräich hei eng Rei Problemer gëtt, eng Rei Saachen, déi net esou gutt lafen. Esou muss ee sech ënner anerem bewosst sinn, datt een Deel vun deene gudden Zuelen, déi d'Gastronomie an och d'Hôtellerie zum Beispill 2005 verzeechne konnten, hire Schwong net onbedéngt an enger staarker, attraktiver Tourismusbranche haten, mä aner Ursaachen haten - an de President vum ONT huet dat elo hei gesot -, an oft Evenementer, wéi zum Beispill d'EU-Présidence, dat waren. Dat huet derzou bäigedroen, datt déi Zuelen dach awer gutt ausgesinn hunn.

Eng vun de Schwächte vun dem Lëtzebuerger Tourismus ass a bleift natierlech d'Ofhängegkeet vum Wieder, virun allem am Beräich vum Campingtourismus, wéi zum Beispill 2005, och wann dat och net esou dramatesch zréckgaangen ass, wéi dat déi Jore virdrun de Fall war.

D'Problemer am Tourismus am ländleche Raum beschränke sech awer net nëmmen op Lëtzebuerg. Och aner Länner si vun dëser Entwécklung betraff. D'Ursaache vun dësem Phenomeen sinn natierlech ee verstäerkte Städtetourismus an d'Opkomme vu Last-Minute-Offerten a vu „low-cost carrier" an deene leschte Joren.

De Marco Schank huet déi véier Beräicher schonn hei genannt am Virfeld, mat deene sech den ETI beschäftegt huet. Ech wëll och vläicht e puer Wierder dozou soen, ënner anerem zum Geschäftstourismus. De Konferenz- a Geschäftstourist baséiert sech de Moment - an dat ass vu mengem Virriedner hei gesot ginn - praktesch nëmmen op d'Stad Lëtzebuerg. An dat ass am Fong geholl schued, well et ginn och nach aner Méiglechkeeten an deem Land hei, fir Konferenzen oder Seminaren ofzehalen. Et misst een och vläicht drun denken déi an déi Offerte hei mat eranzehuelen.

Generell geet et drëm, datt Offertë geschafe ginn, zesumme mam Gastronomies- an Hotelliersberäich, déi aus Lëtzebuerg en attraktive Kongressstanduert maachen. Et musse Packagen opgestallt ginn. D'Leit solle ganz einfach d'Geleeënheet kréien an notzen, fir un hire geschäftlechen Openthalt zu Lëtzebuerg een interessante verlängerte Weekend bei eis drunzehänken.

Esou Formulë sinn awer nëmme méiglech, wann eis Hotelen och zesumme mat internationale Partner ähnlech Offerten ubidden. An anere Wierder, dem Kongresstourist d'Propos maachen, datt e vu sengem Hotel an der Stadt aus einfach a schnell een Zëmmer fir een, zwee Deeg op der Musel, am Mëllerdall, am Éislek oder soss iergendwou hei am Land ka kréien. «Luxembourg Congrès» ass de Moment de ma**,** geblechen Acteur an dësem Beräich hei zu Lëtzebuerg. Ob déi Gesellschaft elo aktiv genuch ass oder net, an ob se aktiv genuch un internationale Foirë vertrueden ass fir de Standuert Lëtzebuerg dobausse richteg ze vertrieden, dat sief emol dohinner gestallt.

An ech mengen, datt een hei awer ganz sécher nach ee klengen Effort ka maachen. An et ass eis an deene Gespréicher op d'Beispill vun der Stad Glasgow higewise ginn, déi sech voll dorop konzentréiert hunn an de Rendement och direkt erfuer hunn, andeem datt hire Kongresstourismus a Geschäftstourismus sech praktesch verzéngfacht huet. Dat ass also ee Volet, deen ze förderen ass.

De Bannentourismus ass hei genannt ginn. Ech mengen, de Bannentourismus an ënner anerem dann och den Dagestourismus zu Lëtzebuerg sinn allze oft ënnerschat ginn. Iwwert den Dagestourismus zum Beispill ass eis gesot ginn, datt ee keng Zuele weider doriwwer hätt, an datt een duerfir dat relativ schlecht kéint analyséieren. Dofir mengen ech, musse mer versichen den Dagestourismus ze erfaassen, well däers gëtt et jo awer wahrscheinlech ganz vill hei. An deen ass och ganz wichteg fir d'Restauratioun hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen och, datt mer fir den Dagestourismus, a virun allem fir de Bannentourismus, missten Effortë maachen an nei touristesch Attraktiounen an deem Land hei schafen. Dat ass net nëmme gutt fir d'Lëtzebuerger, mä et ass och gutt fir déi auslännesch Touristen.

Et muss eis geléngen de Lëtzebuerger verstäerkt Ureizer ze bidden, fir och emol ee verlängerte Weekend hei zu Lëtzebuerg ze verbréngen. Ech si mer bewosst, datt een dofir déi néideg Infrastruktur och muss fannen. A vläicht kënne mer och net alles hei hunn. Mä ech mengen, datt awer an där Hisiicht eng Partie Propaganda oder Prospektioun ka gemaach ginn.

Den Tourismus am ländleche Raum ass sécher ze développéieren. De Marco Schank huet dat virdrun hei ernimmt. Et ass just an dësem Raum, wou d'Zuel vun den Hotelen zréckgeet. All déi, déi verluer gaange sinn, sinn am Éislek respektiv am Mëllerdall verluer gaangen, wou dat praktesch lauter kleng Familljebetriber waren, déi vun dëser Entwécklung betraff si ginn, ouni ze schwätze vun all deenen, déi vu Chineesen iwwerholl gi si respektiv wou och drop zréckgegraff ginn ass, fir Flüchtlingen eranzehuelen.

Ech mengen, wann een déi och nach alleguer mat a Betracht zitt, da gesäit et ëm d'Hotelsbranche an dësen zwou Géigende wierklech net gutt aus. Wéi een deen Trend hei kann entgéintwierken? Ech mengen, et muss een nei Perspektive schafen, fir datt Leit Appetit a Courage kréien, sech ze etabléieren.

Et muss een allerdéngs soen, datt een dat do och net forcéiere kann. Effektiv si potenziell Investoren do, mä déi sinn awer rar. Mäi Virriedner huet hei ee Beispill elo genannt, wat dann do uewen am Éislek ënner Ëmstänn soll kommen. Am Virfeld vun deem waren aner Projeten do, vun deenen een awer an der Zwëschenzäit hei näischt méi héiert. Firwat datt sech net méi Interessente virfannen, huet dat dermat ze dinn, datt Lëtzebuerg awer net interessant genuch ass, oder datt, wéi d'ETI hei seet, de Fördersystem net differenzéiert a spezifesch genuch ass? Ech mengen, och dat misst een a sech kucken.

Et muss een och vläicht drun denken, wann déi Situatioun sech mat den Hotelen net verbessert am ländleche Raum, ob een dann net awer op een Tourismus kann zréckgräifen, deen och eng Zäit am Gespréich war, dee mer awer an der Zwëschenzäit vergiess hunn, nämlech dee vun esou engem Genre «Center Parcs».

Ech hunn elo gelies hei an enger Zeitung - ech hu mer vergiess dropzeschreiwen, wéi eng et war - vun dem Conseil général de la Moselle, Conseil régional de Lorraine, deen zum Beispill e Kontrakt, eng Absichtserkläerung ënnerschriwwen huet mam Grupp «Pierre et Vacances», fir dann esou ee Vakanzenduerf hei an der Lorraine ze maachen. Dat ass relativ no bäi. Och dat, mengen ech, muss een ënnersichen.

Well soss mécht et nämlech kee Wäert an deem Raum do nach weider Naturparken ze schafen oder d'Förderung vun Naturparken esou grouss ze maachen, wann d'Retombéeën null sinn. Wa keng Hotele méi do sinn, wou d'Leit ginn, oder et si keng Restaurante méi do, ech mengen, da mécht déi ganz Investitioun net vill Sënn. Duerfir muss dat Ganzt awer hei koordinéiert ginn.

Am ländleche Raum spillt allerdéngs de Campingtourismus ee ganz wichtegen a grousse Rôle. Emmerhi mécht de Campingtourismus awer 40% vun den Nuitéeën hei am Land aus. An ech mengen, hei soll ee sech och Gedanke maachen, fir dem Phenomeen entgéintzewierken, an dem Campingtourismus a sech ze hëllefen, deen extrem ofhängeg vum Wieder ass. Do sinn et der, déi dat selwer kënne maachen. Et sinn der, déi net grouss genuch sinn, fir dat ze maachen. An ech mengen, do muss ee kucken, datt Investitiounen an déi Géigende kommen, déi dem Campingtourist och bei schlechtem Wieder erlaben ënnerdaach ze kommen.

Ech huelen d'Beispill aus eegener Erfahrung vun eiser Piscine zu Réiden, déi mer e bëssen op esou eng Fräizäitschwemm ausgeriicht hunn, an ech kann lech just soen, datt esoubal wéi d'Hollänner do sinn, mir där Leit ganz vill hunn. An déi kommen eben aus dem Éislek gréisstendeels aus engem ganz, ganz breede Raum. Deen Invest huet sech effektiv an där Hisiicht och bewäert. Net nëmmen, datt mer 40% belsch Clienten hu vu Virton hier an Arel dohinner, mä och déi Leit vun de Campinge kommen dohinner.

Campingsbetriber - an dat hu mer och ze héiere kritt - musse sech permanent moderniséieren a weiderentwéckelen. Et komme jo wahrscheinlech keng weider bäi. Et kënnten der nach héchstens ewechfalen. Mä déi, déi do sinn, musse sech kënnen entwéckelen. Hei bekloen awer d'Propriétairë sech ganz oft iwwert déi laangwiereg a schwéierfälleg Prozeduren, déi se da musse matmaachen, fir hire Betrib ze moderniséieren, well déi eng an der Grénzon leien an doduerch dem Environnement ausgeliwwert sinn, net nëmmen den Emweltgenehmegungen, mä awer och der Kommodo-Prozedur. An dat ass heiansdo awer eng Mer à boire. Ech mengen, dat wësse mer.

An ech mengen, déi Betriber missten awer do e bësse méi Versteesdemech entgéintbruecht kréie fir Investitiounen. Nun ass den Impakt eemol do an e gëtt jo och net verschlëmmert. Gemengerhand gëtt e verbessert, andeem datt Investitioune gemaach ginn, och am Beräich vun der Emwelt. Ech kann lech a sech d'Fro stellen, firwat datt een net un ee Plan sectoriel Campings denkt. Ech weess net, ob esou eppes méiglech ass. Mä fiktiv kéint een esou eppes maachen an eng Initiativ iwwert de Ministère de l'Intérieur zum Beispill huelen an déi zoustänneg Gemenge vläicht invitéieren, Zones de loisir oder Zones de Camping ze maachen an déi an hire Bebauungsplang ze integréieren. Dat géif natierlech évitéieren, datt déi schwéierfälleg Prozedur ëmmer muss iwwert den Environnement gemaach ginn.

Kulturtourismus ass de véierte Volet, wou den ETI proposéiert huet aktiv ze ginn. Hei gouf nu wierklech an deene leschte Jore vill investéiert: d'Philharmonie, de Musée d'Art moderne, den Neien Theater. Dëst och am Hibléck vun 2007. An elo geet et drëm - de Virriedner huet dat och scho gesot - dës Infrastrukturen ze notzen, fir Lëtzebuerg als Kulturstanduert am Ausland bekannt ze maachen. Dëst wäert eis op laang Siicht awer nëmmen da geléngen, wann et eis geléngt grouss Ausstellungen oder grouss Manifestatiounen op Lëtzebuerg ze kréien.

An deem Kontext kéint een zum Beispill och un d'Usiedlung vun engem Musical denken, wat jo och méiglech ass, wat jo och, mengen ech, awer eng touristesch Attraktivitéit huet.

A puncto Kulturtourismus wëll ech dann och op déi Etüd vum ETI hiweisen, déi uganks 2006 erauskomm ass. Dës Etüd beschäftegt sech haaptsächlech mam Fonctionnement vu Lëtzebuerg am Hibléck op d'Kulturjoer 2007. Dës Etüd, déi vum Ministère an Optrag ginn ass, huet - ass eis gesot ginn oder hu mer erausfonnt - fir grouss Opreegung ënnert de concernéierten Acteure gesuergt, éischtens, well anscheinend vill vun de Concernéierten näischt vun dëser Etüd wossten a bis haut och nach net mat hinnen driwwer diskutéiert ginn ass, an zweetens, well d'Konklusioune vun der Etüd net mat de Bedeelegten diskutéiert an analyséiert gi sinn. Ech weess net ob dat esou ass. De Minister kritt jo herno d'Geleeënheet dat hei ze soen.

Verschidde vum ETI propagéiert Recommandatioune sollen direkt duerchgesat ginn, sou entre autre een neie Faarfcode fir kulturell Institutiounen, wann ech dat richteg verstanen hunn. Dat Eenzegt, wat schlussendlech konkret dobäi erauskomm ass, ass d'Tatsaach, datt de „Fleuron de Culture" vum Office national du Tourisme opgrond vun der Aféierung vun dësem neie Faarfcode, deen anscheinend net mat deene concernéierten Institutiounen ofgeschwat gi war, mat dräi Méint Verspéidung erauskomm ass. Hei weist sech nees eng Kéier - an ech mengen dat soll ee sech awer zu Häerz huelen - opgrond vun där ganzer Etüd, datt dann awer ze vill punktuell gehandelt gëtt an do dat Globaalt aus den Ae verluer geet.

Am Hibléck op d'Kulturjoer 2007 ass et awer virun allem wichteg - an do huet d'ETI och drop higewisen -, datt déi positiv Effekter laangfristeg benotzt ginn. Opgrond vun deem wat 1995 am Kulturjoer war, mengen ech, huet ee jo Erfahrunge gesammelt, an d'ETI weist effektiv drop hin, datt dat wat een doran investéiert, dat ass jo net wéineg, wann ech nëmmen dat huele wat d'Stad Lëtzebuerg hei och nach do drastécht, da muss ee jo awer wëssen, datt dat laangfristeg Retombéeën hei zu Lëtzebuerg huet. Also dat wat mer do investéiere muss jo awer, mengen ech, ëmmer am Verhältnis zu de Retombéeën hei sinn. Duerfir mengen ech soll ee ganz gutt oppasse wat een do mécht.

De Virriedner huet och iwwert d'Vermaartung hei geschwat, iwwert de sou genannte Marketing, an ech mengen hei sollen a musse mer eis trauen an Zukunft nei an innovativ Weeër ze goen, fir déi Dynamik, déi e Secteur wéi den Tourismus u sech mat sech bréngt, och zu sengem Virdeel ze notzen. Fir dat ze erreeche gëtt et eiser Meenung no zwou Haaptrichtungen, déi ee berücksichtegen an ausbaue muss: éischtens, keng lokal, mä eng regional Regruppéierung vun den Attraktivitéiten, an zweetens, eng gutt a professionell organiséiert Vermaartung vun eisen touristeschen Attraktiounen. Lëtzebuerg, an dat wësse mer alleguer, ass e klengt Land, an duerfir ass et wichteg, datt een no baussen ënner engem zentrale Bild optrëtt.

Am Moment ass et éischter esou, datt den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt oder komme wëllt, mat enger Wull vun Informatiounsmaterial iwwerheeft gëtt. E fënnt dosende vun Déplianten, Publikatiounen, Broschüren iwwer e Schlass, e Musée, eng Regioun, eng Sehenswürdegkeet an eisem Land. Et wär dach, mengen ech, vill méi effikass, wann déi verschidden Acteuren, ob dat Gemengen, Syndikater oder privat Organisatioune sinn, sech géifen zesummendinn an e kohärenten, flotte Message géifen ausschaffen, deen dat regruppéiert, wat mer hei zu Lëtzebuerg am Allgemengen dem Tourist ze bidden hunn.

Och finanziell gesi kéint een eng Synergie, ee positiven Impakt op eng besser Vermaartung vum Produkt Tourismus hunn. Schliesslech muss ee bedenken, datt vill kleng Gemengesyndikater oder Ententen net iwwert déi finanziell Moyene verfügen, fir hiren eegenen touristesche Räichtum optimal ervirzesträichen. Och d'ETI weist an hire Konklusiounen drop hin, datt Synergien zwëschent deenen eenzelnen Acteuren am Tourismusberäich, a speziell och am Beräich Marketing néideg sinn, fir dës Branche op zukünfteg Erausfuerderungen effektiv virzebereeden.

Et sollt een awer och emol driwwer nodenken, ob ee Lëtzebuerg als Land no baussen net am beschten iwwert d'Stad Lëtzebuerg verkafe soll. Duerfir, mengen ech, gëtt et eng ganz Rei vu gudde Grënn.

Den Tourismus an der Stad Lëtzebuerg mécht wäit méi wéi 50% vum gesamten Tourismus hei zu Lëtzebuerg aus. D'Stad Lëtzebuerg a Lëtzebuerg als Land ginn am Ausland oft verwiesselt. Dat féiert oft zu Konfusioune bei den Touristen, vun deenen déi meescht just an d'Stad kommen an d'Stad kennen. Drëttens, iwwer eng zentral Vermaartung vu Lëtzebuerg iwwert d'Stad kann een Touristen, déi an d'Stad kommen, och besser fir en Ausfluch an eng aner Regioun vu Lëtzebuerg uspriechen. Et geet, ähnlech wéi beim Kongress- a Bannentourismus, drëm derfir ze suergen, datt de Leit Méiglechkeete vu Packagë gebuede ginn, fir zum Beispill no e puer Deeg an der Stad nach een, zwee oder dräi Deeg am Mëllerdall, op der Musel oder am Éislek ze verbréngen. Gläichzäiteg soll och d'Méiglechkeet an d'Ae gefaasst ginn, fir an Zukunft d'Vermaartung am Ausland ënner e bestëmmtent Thema, ënner ee bestëmmte Motto ze stellen.

Wéi uganks schonn ugedeit, spillen déi sou genannte „low-cost carrier" ëmmer méi eng grouss Roll an der Tourismusbranche. Net wäit vu Lëtzebuerg ewech, zu Hahn an zu Charleroi an der Belsch gëtt et Flughäfe wou esou Fluggesellschaften operéieren. Firwat erwähnen ech dat? Och hei sinn an eisen Aen nach Méiglechkeete gi fir eng besser Vermaartung vu Lëtzebuerg am Ausland ze maachen. Wann ee weess, datt d'Leit nëmmen ee gewëssenen, ee bestëmmte Budget fir hir Vakanz aussetzen, wa se d'Méiglechkeet hu fir kënne bei der Urees Suen ze spueren, dann hu se méi Suen iwwreg fir d'Hotelen an och aner Attraktiounen.

Firwat ginn d'Méiglechkeeten, déi Hahn oder Charleroi a puncto Vermaartung bidden, net richteg genotzt? Eng Fro, déi ech stellen. Déi Leit, déi op deene Flughäfen ukommen, sollten op d'mannst d'Méiglechkeet hunn, sech awer iwwer een Dagesausfluch op Lëtzebuerg kënnen ze informéieren. Mëttel- a laangfristeg musse mer eis och Gedanke maachen, ob mer net „low-cost carrier" hei op Lëtzebuerg kënnen ufléie loossen. Dat wäert mat Sécherheet keng ganz einfach Diskussioun an Décisioun ginn, bedéngt och duerch d'Problemer an der Ëmstrukturéierung bei eiser nationaler Fluggesellschaft, mä d'Méiglechkeeten an d'Perspektiven, déi den Ausbau vum Findel mat sech bréngt, sollten allerdéngs déi Méiglechkeet hei net ongenotzt loossen.

Ech wollt dann och an deem Sënn eng Motioun hei déposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant que certains déficits relevés par les études de l'ETI subsistent et risquent de porter préjudice aux efforts de promotion à l'étranger, notamment au niveau de la collaboration interrégionale et du marketing;

- considérant qu'il serait utile de mieux coordonner les efforts de promotion touristique à l'étranger, le cas échéant sous la responsabilité d'une unique structure professionnelle spécialisée;

invite le Gouvernement

- à proposer à moyen terme un concept de marketing de la destination touristique du Luxembourg à l'égard des visiteurs potentiels et des opérateurs professionnels étrangers, ceci dans l'optique d'une plus grande efficacité et d'une meilleure cohérence.

(s.) Emile Calmes, Anne Brasseur, Colette Flesch, Paul Helminger, Claude Meisch.

Voilà, ech géif dann elo bëssen op d'Strukturen agoen an och op déi regional Strukturen. Wann een déi ETI-Etüd e bëssen duerchliest, da fënnt een ëmmer erëm doran, datt et Kooperatiounsproblemer zwëschent deene verschiddenen Acteure gëtt. „Hemmnisfaktoren", nennt d'ETI dat. Do steet dann: „mangelnde Kooperationsbereitschaft" oder „mangelnde Absprache und Koordination zwischen den Auslandsbüros und dem ONT und den regionalen Tourismusorganisationen". Mir fannen och eng Tabell hei vir, wou eng nei Organisatiounsstruktur vun der Tourismusorganisatioun hei zu Lëtzebuerg presentéiert ass. Mäi Virriedner huet dat hei proposéiert.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer d'Tourismusorganisatioun hei zu Lëtzebuerg restrukturéieren, déi gesamt Tourismusbranche, net nëmmen d'Organisatioun, mä och am Intérêt vun der Vermaartung. Dat ass wichteg fir datt se méi professionell kënne schaffen. Och wann nach haut ganz vill op fräiwëlleger Basis funktionéiert, mengen ech ass et net méiglech, datt de Bénévolat dës enorm Missioun vun Organisatioun, Marketing a Kreatioun vu Produkter eleng ka bewältegen. Duerfir kënne mer all deene Recht ginn, déi dëse Secteur wëlle restrukturéieren an deem Sënn fir op Offices régionaux de tourisme wëllen ze goen.

Beim Opbau vun dëse Strukture stelle sech natierlech eng Rei vu Froen. Och wann de Virriedner hei eng Erfollegsmeldung konnt maachen a sengem Raum, wou hien Här doheem ass, mengen ech stelle sech dach awer bei villen anere bei der Ausféierung Problemer, déi sech dach op d'mannst politesch als zimlech komplizéiert erweisen.

Eng ganz wichteg Fro an dësem Kontext ass déi vun der Zukunft vun den Ententen. Bleiwen d'Ententë bestoen? Wa jo, wat fir eng Aufgabe falen hinnen an Zukunft zou? Wat geschitt mam Personal, dat momentan an Ententë schafft? Ginn dës Leit vun den Offices régionaux de tourisme iwwerholl? Wat geschitt mat den Animateurs touristiques an dëse Regiounen? Et stellt sech natierlech och d'Fro vun der Finanzéierung, an et ass dat och wat déi Leit interesséiert, déi musse bezuelen. Wie muss d'Cotisatioune bezuele fir den Office régional de tourisme? Wann d'Ententë bestoe bleiwen, mussen d'Gemengen da souwuel an d'Ententë wéi och an d'Offices régionaux cotiséieren? No wat fir engem Schlëssel ginn dës Cotisatioune berechent?

Mir sinn der Meenung, datt d'ORT net onbedéngt méi musse kaschte wéi d'Ententen. Mä virun allem, mengen ech, muss den double emploi hei verhënnert ginn. D'Zil vun där Operatioun kann net sinn, datt hei parallell Strukturen opgebaut ginn an datt et zu engem Niewentenee vu professioneller Aarbecht hei kënnt. Ech mengen da muss schonn awer enk zesummegeschafft ginn a professionell organiséiert ginn.

Mir hunn och esou e Schema do kritt, wéi dat hei soll organiséiert ginn. Ech vermëssen e bëssen an deem Schema hei d'Stad Lëtzebuerg. Bon, et kann awer sinn, datt déi ënner Gutland leeft.

(Interruption)

Déi hunn hiren Office régional. Mä ech mengen an engem Schema wéi deen hei kënnt deen awer mat fonctionnéieren.

D'Fro sief och genannt, ob am IVL e Volet Tourismus ass an ob déi Regiounen de Gegebenheete vum IVL entspriechen, ob déi opgrond vun de Regiounen, déi am IVL oder am Aménagement du Territoire eropgesat ginn, och deem entspriechen. Net datt do erëm organisatoresch Problemer bestinn; och doriwwer kéint ee sech Gedanke maachen. D'Finanze spillen natierlech ëmmer hei: Et sinn der ni genuch do, an duerfir ass oft an deene leschte Joren d'Méiglechkeet vun der Aféierung vun enger Kurtax hei zu Lëtzebuerg diskutéiert ginn. Ech mengen, datt et net esou einfach wäert ginn, eng Kurtax anzeféieren, och wann d'Stad Lëtzebuerg zum Beispill eng Taxe d'hébergement hei huet, an dat aus enger Rei vu Grënn. Ech mengen, am Office national du Tourisme ass och dorunner scho geschafft ginn.

Déi léisst an enger éischter Konklusioun net schrecklech optimistesch Konklusiounen zou, well éischtens net gekläert ass, wat fir eng Zort vun Tax iwwerhaapt soll agefouert ginn: eng Tax, déi sech eleng op d'Zuel vun den Iwwernuechtunge bezitt, eng Tax, déi pauschal berechent gëtt, oder pro Nuecht? Soll déi Tax fir jidderee gëllen? Maache mer Ausnahme fir Familljе mat Kanner? Wéi gesinn dës Ausnahmen aus?

Hei besteet dann och an eisen Aen ee Risque, dass eng komplizéiert Gestioun vun där Tax am Endeffekt méi kascht wéi se a sech erabréngt.

Zweetens, ënner wiem seng Kompetenz fält déi Kurtax hei? Wéi a vu wiem gëtt se agezunn? Sollen d'Gemengen dat maachen? Wie kontrolléiert, wéi vill Iwwernuechtungen an engem Hotel waren?

A Frankräich si vill Gemengen esouwäit, datt se den Hotele selwer iwwerloossen, fir fräiwëlleg a bestëmmte Montanten ofzeféieren, well eng effektiv Kontroll net méiglech ass.

Drëttens, gëllt d'Kurtax nëmme fir d'Hotelen oder gëllt se och fir aner Betriber? Zum Beispill profitéieren d'Souvenirsbutteker jo och vum Tourismus, d'Bistroen och, an all déi, déi domadder ze dinn hunn a Geld do verdéngen.

Véiertens huet d'Aféierung vun enger Tax mat Sécherheet en negativen Impakt op den Image vu Lëtzebuerg; dat ass ganz sécher. Ech weess elo net, ob dat esouwäit féiert, datt fidéliséiert Clientë géife verluer goen oder potenziell Clientë géifen ofgeschreckt ginn. Ech mengen, wa mir an d'Ausland fueren, da kucke mer net dono.

Wann, fënneftens, eng Kurtax agefouert gëtt, muss fir de Client awer eng erkennbar Plus-value do sinn, soss stellt ee sech d'Fro no der Berechtegung vun iwwerhaapt esou enger Tax. Och d'Schafe vun esou enger Plus-value ass net evident an ass och bis elo net genannt.

Sechstens, an eisen Nopeschlänner, an deenen et eng Kurtax gëtt, gëtt driwwer nogeduecht, fir se ofzeschafen. Firwat solle mir a sech eppes aféieren, woumat déi aner scho jorzéngtelaang Erfahrung hunn a wat se elo wëllen ofschafen? Duerfir mengen ech, muss een och iwwert d'Grenz eraus kucken, ier een hei aktiv gëtt.

Da gëtt ëmmer erëm gesot, mir missten - a mäi Virriedner huet dat och gesot - nei touristesch Attraktiounen hei zu Lëtzebuerg kreéieren. Effektiv: Eis un déi vill eenzel Zilgruppen, wéi Jugendlecher, eeler Leit, Familllje mat Kanner an esou weider ze adresséieren, dofir ass eng Viraussetzung, déi eis dat muss erlaben a garantéieren, Lëtzebuerger Attraktivitéite beschtméiglech auszebauen.

D'Zil kann net nëmme sinn, wiederonofhängeg ze ginn oder de Kongress- a Campingtourismus unzespriechen; mer musse wëssen, wat een Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, fir Erwaardungen a Besoinen huet. Mat Hëllef vun Ëmfroen - a mäi Virriedner huet dat schonn hei gesot - geet et drëm, erauszefannen, wat d'Leit wierklech a sech interesséiert. Wat wëllen d'Leit a wat siche se?

Lëtzebuerg huet dat néidegt kulturellt, familljefrëndlecht, sportlecht a kulinarescht Potenzial, fir en dauerhaften an ofwiesslungsräichen Tourismus unzezéien. Dëst Potenzial ass bis elo leider nach net richteg ausgeschöpft ginn.

Grad ee Fënnefjoresplang kéint ideal sinn, fir all puer Joer e grousse Projet kënnen ze ënnerstëtzen. Mir hate schonn an enger Interpellatioun, déi ech, mengen ech, 1997 hat, drun erënnert, datt ee sech mat privaten Investisseuren, un deenen et vläicht net feelt, a mäi Virriedner huet e Beispill hei ginn, kéint zesummesetze fir ze kucken, ob ee keng Projeten an deem Beräich do fënnt.

Mir haten deemools zum Beispill en Aquadrom genannt. D'Beispill ass elo grad genannt ginn. Een Ökomusée zum Beispill à l'instar vun deem, wat am Elsass ass, Héichuewen, e Musée mat Attraktiounen - ech mengen, dorun denke mer alleguer a sinn awer bis elo nach net virukomm.

Wéi gesot am Ausland gëtt et genuch Beispiller, déi weisen, dass een an enger Regioun, déi u sech net schrecklech vill ze bidden huet, trotzdeem duerch esou Aktiounen attraktiv ka ginn, wann een dat richteg mécht.

Eis Tourismusbranche ass nun emol gréisstendeels, an dat ass oft genuch elo hei erwähnt ginn, vum Wieder ofhängeg. Wa mer net wëllen, dass d'Leit eis an engem verreente Summer fortlafen, da musse mer och bereet sinn, hinnen eppes unzebidden, wat net onbedéngt vum Wieder bestëmmt gëtt.

Mä elo si mer awer och kee Land mat Sonn a Plagen oder héije Bierger, Elementer, déi virun allem bei deene jonke reesbegeeschterte Leit eng Roll spillen. Fir si sinn awer och oft Indoor-Aktivitéite genau esou wichteg wéi Outdoor-Aktivitéiten, zum Beispill gutt a propper Mountain-Bike-Weeër. Virun allem wa mer wëssen, dass sech de Jugendtourismus momentan zu 50% op d'Stad Lëtzebuerg begrenzt, da musse mer eis drun erënneren, dass deene jonke Leit eppes gebuede muss ginn.

Wa mir bedenken, dass laut enger Ëmfro vum Office national du Tourisme d'Halschent vun den Touristen zu Lëtzebuerg iwwer 50 Joer al sinn, dann huet eist Land groussen Intérêt seng touristesch Attraktioune fir déi jonk Leit auszebauen.

Dat sinn d'Clientë vu muer, an et ass eng zousätzlech Chance dem Lëtzebuerger Tourismus eng nei Dynamik ze vermëttelen, déi sech mat Sécherheet à long terme ausbezuele wäert.

Zu engem kompletten an attraktiven Tourismus gehéieren awer och eng uspriechend Hôtellerie a Gastronomie. Et muss een awer leider feststellen, datt an dësem Beräich nach esou munches ze verbesseren ass.

Ee Beispill ass d'Muselgéigend. Iergendwou hunn ech elo gelies, ech mengen an dem Bericht vun dem „Incoming Day", datt ganz, ganz vill Busser op der Musel operéieren, fir en Dag dohinner ze fueren, mä datt et op der Musel praktesch onméiglech ass, en Hotel ze fannen - där sinn anscheinend een oder zwee do -, fir iwwerhaapt do ënnerdaach ze kommen, a wann d'Leit da gär iwwernuechten do, da musse se eriwwer an Däitschland fueren, wa se dann och do eppes fannen. Duerfir mengen ech, mussen Efforten an där Hisiicht gemaach ginn.

Et muss een natierlech soen, datt den Touristenistère Effortë ka maachen a Subsiden offréieren, mä wa keen zougräift, dann ass et schwéier natierlech eppes ze maachen, an dann ass vläicht eppes anescht falsch. Da feelt vläicht eppes ronderëm, mä ech mengen, datt et awer der Wäert ass, hei aktiv ze ginn.

An ech mengen, fir dës Iddien ausbauen ze kënnen, muss ee vläicht de regionalen a lokale Gegebenheete gerecht ginn, an hei denkt een zum Beispill un Themenhoteler, Sporthoteler, Wellness-Hoteler, mä ëmmer virausgesat, et sinn Amateuren do, fir dat ze maachen. Mä egal op wéi eng Manéier, mengen ech, kéinte mer en neien Élan an eis Hôtellerie bréngen.

Zousätzlech géinge mer eis touristesch Offer offensiv op all méiglech Zilgruppen ausbauen. Leit, déi haut reesen, wëllen och eppes erliewen, an deem muss all Land, dat den Tourismus wëll förderen, gerecht ginn. Am grousse Ganze gouf festgestallt, dass d'Leit sech verstäerkt fir Attractions de loisirs interesséieren, ee Grond méi, fir an dëse Secteur vum Tourismus ze investéieren an déi néideg Infrastrukturen ze stellen. Se sinn e besonnesch wichtege Bestanddeel vun engem bewosst modernen Tourismus, mä leider zu Lëtzebuerg ëmmer nach staark verbesserungswürdeg.

Besonnesch fir Kanner hu mer nieft dem Beetebuerger Park an dem Sessellift zu Veianen praktesch net vill unzebidden. Mä wa mer wëlle Familllje mat Kanner op Lëtzebuerg kréien, da muss d'Offer an dësem Beräich ausgebaut ginn.

Donieft ass et un der Zäit, dass mir aus dem Fënnefjoresplang een Instrument maachen, mat deem mer exakt definéiert Prioritéiten a Schwéierpunkte kënne setzen. Virun der Opstellung vun engem Fënnefjoresplang musse kloer Ziler definéiert ginn. Wat wëlle mer erreechen, wou wëlle mer hin, wat fir eng Zilgruppe viséiere mer? Wéi musse mer eis Offer hiren Erwaardungen upassen?

Ech mengen, de Moment si mer, wat d'Opstellung vun dëse Fënnefjorespläng ugeet, nach wäit vun dësen Iwwerleeungen ewech. Et géif elo ze wäit féieren, fir dat am Detail hei auszeféieren. Mir sinn awer der Meenung, datt dëst onerlässlech ass, fir d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Tourismusbranche effektiv unzegoen, an ech géing dann och eng Motioun an deem Sënn hei déposéieren.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que des projets «phares» dans le domaine du sport «indoor», des découvertes thématiques ou des infrastructures dans le domaine du «wellness» peuvent constituer des attraits supplémentaires pour la destination touristique du Luxembourg;

- considérant que de telles infrastructures pourraient constituer des atouts supplémentaires pour l'attrait touristique du Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à étudier l'opportunité, la répartition régionale et l'impact environnemental et financier de telles infrastructures;

- à proposer dans le cadre du prochain programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique des formules de promotion financière publique raisonnables et efficaces à de telles structures.

(s.) Emile Calmes, Anne Brasseur, Colette Flesch, Paul Helminger, Carlo Wagner.

Den ETI mécht an all sengen Etüden drop opmierksam, dass ee groussen Deel vu senge Propositiounen net realiséiert gouf.

Well den Tourismus zu Lëtzebuerg net deen Zoulaf huet, deen en eigentlech misst hunn, ass et eiser Meenung no elo wichteg, dass mer endlech versichen op nei a méi innovativ Weeër ze goen, fir d'Kompetitivitéit vun dëser Branche besser ze ënnerstëtzen.

Et geet net méi duer, dass mir punktuell handelen, mä mir musse versiche méiglechst koordinéiert virzegoen. All Acteure musse mat agebonne ginn; mir mussen endlech ewechkomme vun der Fléckaarbecht an ee Gesamtkonzept mat kloer definéierten Ziler opstellen. Nëmmen esou ass et méiglech, datt Lëtzebuerg och an Zukunft en attraktiivt a gär besichtent Land bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Calmes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. D'Madame Dall'Agnol huet elo d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, nach sechs Méint, da gëtt hei zu Lëtzebuerg fir d'zweet, zënter dass déi Manifestatioun an d'Liewe geruff ginn ass, en europäescht Kulturjoer agelaut.

Wat kann elo den Tourismussecteur sech vun esou engem Kulturjoer 2007 erwaarden? Esou e Kulturjoer kann eng formidabel Geleeënheet si fir eist Land, fir sech emol dobaussen duerzestellen a sech der Welt och emol eng Kéier net als Zentrum vun der Wirtschaft, de Finanzen oder awer och vun der europäescher Politik ze weisen, mä als Land mat engem enorme kulturellen an och landwirtschaftleche Räichtum. Esou e Kulturjoer ass also och e Rendez-vous, deen eis Tourismusbranche net däerf an och net soll verpassen. Dat huet jo schonns - an e Virriedner ass schonn drop agaangen - d'Kulturjoer 1995 bewisen, wat mat engem ganz positive Bilan ofgeschloss huet, souwuel wat dat Kulturpolitescht wéi och den Tourismus ubelaangt.

An den 90er Joren huet eigentlech de Begréff Kulturtourismus ganz prezis Inhalter kritt gehat. An zu deenen etabléierten Highlights am Kulturagenda, wéi d'Festivale vu Wolz oder awer och vun Iechternach, sinn nei kulturell Attraktiounen dobäikomm: D'Festung vun der Alstad zu Lëtzebuerg ass op d'Lëscht vum Patrimoine mondial vun der UNESCO gesat ginn. Kulturweeër, de Wenzelswee, de Vaubanswee si geschafe ginn. An de Stater Musée feiert jo mëttlerweil och dëst Joer säin zéngte Gebuertsdag.

Mir sinn eis awer och bewosst ginn, datt mer mat eiser industrieller Vergaangenheet - Héichiewen, Musée national des Mines zu Rëmeleng, Fond-de-Gras, Leekaulen, Kofferminn an esou weider, an esou fort - e ganz wäertvolle Patrimoine industriel hunn, deen eigentlech nëmmen drop waart, datt e vun nach méi Leit entdeckt gëtt an zougänglech gemaach gëtt.

Mer hunn dann och an deene leschte Jore geléiert eise Patrimoine endlech ze notzen, en och ze animéieren, an en och erliefbar ze maache fir de Grand public.

D'Kulturjoer 1995 war eng Première fir Lëtzebuerg. Do hu mer fir d'éischt en Evenement vun där Envergure organiséiert. Mer hunn deemools misse feststellen, datt mer Defizitter hätten, notamment och am infrastrukturelle Beräich.

D'Situatioun vun haut, déi ass awer eng aner. An déi infrastrukturell Defizitter um kulturelle Plang si jo dann och zu engem groussen Deel behuewen, well mer an deene leschte Jore massiv an eis kulturell Infrastruktur investéiert hunn, speziell an der Haaptstad, mä awer och uechtert d'Land. A fir nëmmen e puer Beispiller hei ze nennen: de Pei-Musée, d'Philharmonie, d'Rockhal, de CAPe zu Ettelbréck oder awer och de Centre culturel vun Iechternach, et j'en passe.

Déi Projeten hu jo nach laang net d'Unanimitéit gemaach, och net hei an deem héijen Haus, a scho guer net ënnert de Leit dobaussen. Mä ech mengen, datt dat elo e Passé ass. Et ass kale Kaffi. Mir sollen elo mat deem Mobilier schaffen, dee mer hunn, en och kulturell a virun allem dann och touristesch exploitéieren an en och weider valoriséieren.

Den Challenge fir d'Kulturjoer 2007 besteet - méi nach wéi 1995 - doranner, en Effet durable erauszezéie fir eis Kulturzeen a fir d'Image de marque vu Lëtzebuerg als e Land, wou sech op kulturellem Plang eppes deet, wou eppes bougéiert, wou kreativ och geschafft gëtt, an domat och eppes Positives ze bewierke fir eis Ekonomie an eise Secteur touristique am Speziellen. An dësem Zesummenhang gouf jo och scho vun där sou genannter Incoming-Struktur geschwat, déi kreéiert ginn ass, an déi domat beoptraagt ginn, ass Kulturpauschale fir 2007 auszeschaffen a se awer och ze vermaarten.

D'Fro kann ee sech och stellen, ob déi Struktur no 2007 net weider soll fonctionnéieren. Well wa mer 2007 haaptsächlech Leit ulackelen, déi Wäert op Kultur leeën, da solle mer awer och net verpassen hinnen eist Ländchen eigentlech am Allgemenge méi no ze bréngen, fir datt se och an deene Joren dono vläicht de Wee aus anere Grënn hei op Lëtzebuerg fannen.

En zweete wichtegen Aspekt vun deem Kulturjoer 2007 ass sonnergläichen och säi grenziwwergräifende Charakter. Well mir zelebréieren 2007 jo net eleng d'Stad Lëtzebuerg als europäesch Kulturhaaptstad, mä dat Evenement nennt sech jo «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007». D'Kulturjoer 2007 gëtt deemno keng lokal Veranstaltung, mä d'ganzt Land a seng Nopeschregioune si mat am Boot. A fir d'éischt gëtt also 2007 eng ganz Regioun mat fënnef Deelgebidder, véier Länner an och dräi Sproochen zur Kulturhaaptstad. Dat ass also an där Form eng Première fir dat europäescht Kulturjoer, a mat Sécherheet och en enormen Défi fir all déi implizéiert Partner, a ganz besonnesch natierlech fir de Coordinateur général a seng Equipe.

Ech wëll och hei Sibiu, och bekannt als Hermannstadt a Rumänien, net vergiessen, déi och mat am Boot sinn. An ech hoffen, datt de Minister och eppes vun dem Austausch mat hinnen am Kulturjoer an dann och dem Tourismus kéint soen.

A fir erëm op d'Groussregioun zréckzekommen, mengen ech, ass den touristeschen Intérêt vun dësem regionale Konzept vum Kulturjoer en duebelen:

Zum engen hu mer als Regioun zesumme mat eisen Nopere méi ze bidden. Dat heescht, mir sinn och méi interessant fir auslännesch Visiteuren op Lëtzebuerg ze zéien. Allerdéngs musse mer och bedenken, datt eis Präispolitik hei kann e Problem duerstelle wa mer wëssen, datt d'Präis-Leeschtungs-Verhältnis, virun allem och an der Gastronomie, an der Grenzregioun leider oft besser ass wéi dat bei eis de Fall ass.

Mä en aneren Avantage, dee läit awer och doranner, datt mer eben innerhalb vun där Groussregioun den Tourisme de proximité ukuerbele kéinten. Ech explizéiere mech: Weder mir als Lëtzebuerg, nach eis Noperen an der Lorraine, an der Wallonie oder och déi Säit der Musel kënne mat deenen Tourismusdestinatiounen am Süden an der Sonn ronderëm d'Mëttelmier mathalen - an et gouf jo och scho gesot -, net a puncto Wieder, mä virun allem awer och net a puncto Präis. An duerfir ass et menger Meenung no ëmsou méi wichteg, datt mer eben an dee regionalen Tourismus investéieren an deen och stimuléieren.

Déi kuerz Séjouren, Weekendreesen, si Forme vun Tourismus, déi eng héich Valeur ajoutée fir eis Ekonomie kënnen hunn. An dee Public, dee mer ebe grad an deem dote Segment vum Marché uschwätzen, deen huet och eng grouss Kafkraaft. Dat si fir gewéinlech Leit, déi sech fir Kultur interesséieren, déi vill Wäert op d'gastronomesch Offer leeën, déi och an der gehuewener Kategorie vun Hoteler logéieren, etc., bref, et sinn eigentlech interessant Clientë fir d'Land.

Et ass natierlech dann awer och e ganz exigente Publikum. Dat bedeit, datt mer dann och an der Qualitéit vum Service à la hauteur musse sinn a bleiwen. Well wie vill Suen ausgëtt, fir e puer Deeg hei zu Lëtzebuerg Vakanz ze maachen, deen hätt och gären - a menger Meenung no, ganz zu Recht -, datt mer em e gudde Produit ubidden. D'Infrastrukture mussen also modern a komfortabel sinn, d'Präis-Leeschtungs-Verhältnis muss stëmmen an d'Personal muss och deementspriechend forméiert sinn.

Wat d'Ausbildung ubelaangt, do mécht jo och d'Chambre de Commerce esou munches, och zesumme mat hire Confrèren aus Däitschland an aus Frankräich. Net nëmme mécht se zum Beispill Ëmfroen an Analysë wat d'Besoinë sinn, an der Hôtellerie zum Beispill, mä si bitt awer och geziilt Formatiounen un zesumme mam Educatiounsministère.

Eng Initiativ, déi ech awer hei och onbedéngt wëll ervirhiewen, ass déi vun HELP zesumme mat der Horesca. Si hu virun enger Rei Méint en Accord getraff, deen et och elo erlaabt, datt fleegebedürfteg oder behënnert Leit kënne Vakanz an engem Hotel maachen, an datt se do vun HELP esou betreit ginn, wéi si dat ebe brauchen. Am Moment maache ronn 80 Hoteler bei där heiter Initiativ mat. An ech sinn och iwwerzeegt, datt esou Initiative wichteg si fir den Tourismus, well mer verstäerkt am Nischentourismus nach kënnen un Attraktivitéit bäigewannen, an domat natierlech och u Clienten.

Ech versichen hei a menger Interventioun eigentlech déi Tourismuslandschaft, déi mer hunn, konsequent duerch de Brëll vum Client ze betruechten. Well wa mer am Tourismus eppes wëllen erreechen, da musse mer de Client an de Mëttelpunkt vun eiser Politik stellen a soss eigentlech keen. Den Terme Qualitéit implizéiert och, datt um Niveau vun der Koordinatioun a vun der Vernetzung vun deene verschiddenen Acteuren eppes geschitt.

Mir hu jo mëttlerweil eng Hällewull Manifestatiounen, Ausstellungen, Festivalen, Concerten, an esou weider, an esou fort, esou datt et ëmmer méi schwéier gëtt fir den Iwwerbléck ze behalen, wat, wou, wéini dorëmmer lass ass. A wa mer alleguerten déi Evenementer erfaassen a se och richteg vermaarte wëllen, da brauche mer onbedéngt méi professionell Strukturen am Land.

De Volontariat, op deem haut nach e groussen Deel vun der Aarbecht berout, ass an där Form net méi zukunftsfäeg.

Wat fir eng Zukunft hunn zum Beispill lokal Syndicat-d'initiativen? Wéi kënne mer si professionell ënnerstëtzen, encadréieren, fir datt se awer weiderhin hir Aarbecht, hir wichteg Roll och kënnen erfëllen?

Mir mussen eis och d'Fro stellen, ob den ONT an dësem Ëmfeld nach senger Roll, esou wéi en elo ass, gerecht ka ginn. Wa mer de Secteur touristique als e wichtege Secteur fir eise Mëttelstand ausbaue wëllen, da musse mer eis och Strukture bis an d'Spëtzt vun der administrativer Hierarchie ginn an déi konsequent professionaliséieren.

Mir brauchen awer och regional Cellulë fir d'Koordinatiounsaarbecht tëschent den Acteuren am Tourismusberäich ze maachen, fir eben déi touristesch Offer ze erfaassen, se esou wäit wéi méiglech och openeen ofzestëmmen a kohärent ze vermaarten. Hei, mengen ech, ass a bleift nach vill ze dinn.

D'ETI, zu där mäi Virriedner jo schonn déi eng oder aner pertinent Remarque gemaach huet, huet an hirer Evaluatioun vun 2001 folgend Haaptproblemer an eisem Tourismussecteur ervirgestrach:

Éischtens, am Beräich vum Kulturtourismus musse mer eist Profil weider schäerfen a méi staark differenzéieren tëschent Stad a Land, internationalen Highlights oder awer Saache mat engem éischter regionale Charakter.

Zweetens, am Geschäfts- a Kongresstourismus hu mer zwar gutt Ausgangsbedéngungen, mä mir hunn awer e Manktem u Koordinatioun zwëschent deenen eenzelnen Acteuren. Fir der nëmmen e puer ze nennen: LuxCongrès, LCTO, ONT, Privatsecteur.

Drëttens, mir mussen dann eisen Tourismussecteur och onbedéngt professionaliséieren.

D'Präis-Leeschtungs-Verhältnis stellt oft e Problem duer.

A schliesslech feelt et eis nach ëmmer laut ETI un der néideger internationaler Visibilitéit. Et feelt eis am Fong och e spezielle Cachet, eppes, wat Lëtzebuerg vun der enormer Offer, déi et mëttlerweil um Marché gëtt, ënnerscheet. Firwat verkafe mer net zum Beispill eist Land méi staark als e kosmopolitescht, als e weltoppent Land mat eben och ganz villem internationale Flair?

Den „Plan quinquennal pour l'amélioration de l'infrastructure touristique" gëtt alles an allem positiv bewäert, notamment well en och dozou bäigedroen huet, eis Hotel- a Campinginfrastrukturen op en internationale Standard ze hiewen. Mir wëssen awer och, datt d'Cour des Comptes an hirem Rapport spécial vum leschte Joer d'Ëmsetzung vun deem Plang op enger Rei Punkte kritiséiert huet.

E weidere Problem ass och dee vun der ongläicher Verdeelung vum Tourismus uechtert d'Land. D'Stad Lëtzebuerg dominéiert de Secteur, a fir de Rescht vum Land bleiwen eigentlech just nach d'Grimmele vum Kuch iwwreg. D'Fro musse mer eis also och stellen, wéi sech déi aner Regioune vum Land och an Zukunft nach kënnen e Stéck vun deem Kuch erofschneiden.

Fir déi ländlech Regiounen hat d'ETI-Etüd vun 1992 de ruralen Tourismus als eng Form vu véier zréckbehalen, op déi Lëtzebuerg bei der Entwécklung vu sengem Secteur soll setzen. Mat eiser attraktiver an och ofwiesslungsräicher Landschaft hu mer en Atout, dee mer touristesch kënnen an och mussen notzen. De ländlechen Tourismus limitéiert sech awer net nëmmen op déi sou genannten „Ferien auf dem Bauernhof". D'ETI huet 1992 folgend Pisten opgezeechent: d'Natur- an d'Erhuelungsparken, alles ronderëm de Camping an, wéi gesot, dann och de Bauerenhaff, de Vëlo an d'Randonnées pédestres, kombinéiert ëmmer mat der Gastronomie.

Wat d'Gastronomie ubelaangt, mengen ech, kéinte mer hei zu Lëtzebuerg nach vill méi maache wéi dat elo de Fall ass. Mir missten nach vill méi geziilt Lëtzebuerger Produiten an d'Vitrine stellen an de Label „Produit du terroir" och als Qualitéitslabel nach méi vermaarten.

En Trend, dee sech och deemools schonn ofgezeechent huet, ass dee vum nohaltegen, dem sou genannte „sanften" Tourismus. Tourismus heescht och, an dat apaart am ländleche Raum, am Respekt mat der Natur schaffen. Wann ech dann awer am Rapport d'activités 2005 vum Département du Tourisme liesen, dass nëmmen eelef Hotelen, néng Campingplazen a ganzer siwe Gîtes ruraux den Eco-Label dierfe féieren, da stellen ech fest, datt mer an deem dote Beräich vum nohaltegen Tourismus nach en enormt Potenzial hunn.

Wann ech vun Ëmwelt schwätzen, da schwätzen ech och vun der Waasserqualitéit. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech intolerabel, datt Lëtzebuerg am europäesche Verglach esou miserabel ofschneit bei der Qualitéit vu senge Buedgewässer, an dat elo schonn zënter enger Rei Joren. Dëst ass natierlech keng Reklamm fir eist Land als Tourismusdestinatioun, an och do muss eppes geschéien!

Wien Tourismus seet, dee seet Classes moyennes. Um Tourismus hänkt e ganze Wirtschaftssecteur drun, an et hänken natierlech och ganz vill Aarbechtsplazen drun. A vum Tourismus profitéieren net nëmmen d'Hôtellerie an d'Gastronomie, mä och d'Sports- an d'Fräizäitinstallatiounen oder d'Liewensmëttel- an och d'Gedrénksproduzenten, fir elo nëmme si hei opzezielen.

Last but not least profitéieren dann och mir alleguerten als Résidentë vun den Investissementer, déi am Tourismussecteur gemaach ginn. Wann eis Dierfer verschéinert, Vëlosweeër a Promenaden ugeluecht ginn, wann d'Sensibilitéit och fir den Natur- a Landschaftsschutz zouhëlt, de Patrimoine architectural ënnerhale gëtt, dann ass dat och e grousse Plus u Liewensqualitéit fir eis alleguerten.

Fir ofzeschléisse wéilt ech nach e puer Wuert soen zu de Motiounen, déi den Här Schank hei déposéiert huet an déi och vun der LSAP-Fraktioun ënnerstëtzt ginn. Ech weess, wéi kéint et anescht sinn, vun engem eminente Member vun eiser Fraktioun, datt am Ministère schonn zënter enger Zäit laang eng Etüd läit, déi sech mat der Refinanzéierung vun den Tourismusgemengen, a méi speziell och mat der Fro vun der Kurtax befaasst. Ech géing den Här Minister froen oder proposéieren, ob et méiglech ass, déi Etüd dann eng Kéier an der Kommissioun am Hierscht kënne virzestellen an och mat eis ze diskutéieren.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dat hu mer dach scho gemaach!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dat war da wahrscheinlech viru menger Zäit. Dat deet mer Leed.

Une voix.- Dann ass se net méi aktuell.

(Hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, esou kann een dat och gesinn, datt se net méi aktuell ass.

Fir eis als LSAP-Fraktioun ass et och wichteg, datt an noer Zukunft awer och driwwer diskutéiert gëtt, wéi een et fäerdeg bréngt, déi Gemengen, déi mer als typesch Tourismusgemengen ugesinn, finanziell ze ënnerstëtzen, fir eben ze verhënneren, datt si hei déi Domm sinn, just ebe well se Tourismus hunn. An deem Sënn géif ech lech alleguerte Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdru scho kuerz erwähnt ginn; ech hu mer déi Fro selwer gestallt virdrun, oder op jidde Fall wéi ech mech virbereet hunn zu dëser Interpellatioun. Ech mengen, dass all Deputéierten d'Recht huet, eng Interpellatioun unzefroen, steet jo och am Chambersreglement. Wann dësen Deputéierten natierlech President vum ONT ass, also enger Organisatioun, déi a sech déi wichtegst Organisatioun am Secteur vum Tourismus ass, ass déi Saach dach schonn e bësse méi komplizéiert.

Ech weess elo net esou richteg, ob den honorabelen Här Schank elo den Tourismusminister wollt interpelléieren, oder sech selwer dann hei wollt froen.

(Interruption)

Dofir ginn ech dovun aus, dass ech a menger Interventioun vun haut de Mëtteg souwuel den Här Tourismusminister wéi och de President vum ONT dann interpelléieren.

(Interruptions)

Ech muss lech op dëser Plaz awer vläicht preziséieren, dass den Tourismusminister den Haaptgeldgeber vum Office national du Tourisme ass. An do kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi objektiv ee géintiwwer engem Ministère ka sinn, wann ee finanziell vun him esou ofhängeg ass.

Wuel hunn déi zwee Acteuren ënnerschiddlech Aufgaben. Esou soll de Ministère de politesche Volet mat deene méi gesetzlechen a reglementäre Kader iwwerhuelen, an den Office national du Tourisme méi de Vermaartungsdeel vum Tourismus um Terrain. Allen zwee hunn awer datselwecht Zil, nämlech eng kohärent Lëtzebuerger Tourismuspolitik ze verwierklechen.

Wann dës Debatt also zum Zil huet, den Tourismus no vir ze bréngen, an och konkret Resultater um Terrain realiséiert solle ginn, si mer gäre bereet, e Bäitrag vun der Grénger Partei bäizesteieren. Wann et awer just drop erausleeft, deem engen oder anere seng Iddi kënnen ze realiséieren, esou mengen ech hätte mer eis den Exerice vun haut de Mëtteg kënne spueren. Ech ginn awer dovun aus, dass dat net de Fall ass, mä dass den Interpellant den Dossier Tourismus,…

Une voix.- Ass dat wierklech Äre Gedanken?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- …esou wéi hien dat och schonn an der Vergaangenheet bewisen huet, no vir wëllt bréngen.

Une voix.- Voilà!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Dofir ass et och scho wichteg a richteg, dass mir haut hei, besonnesch am Virfeld vum Kulturjoer 2007, eis iwwert den Tourismus a seng Strukturen ënnerhalen. Ech deelen och e ganz groussen Deel vun deenen Iwwerleeungen, déi am Virfeld hei oder déi haut de Mëtteg scho vu menge Virriedner hei opgeworf goufen. Dofir wäerte mir och déi Motioun iwwert d'Aféierung vun enger Taxe de séjour respektiv touristesch Vermaartung iwwert d'Kulturjoer 2007 eraus matdroen. Mä dozou nach e bësse méi spéit.

Vill awer vun deene virgenannten Iddië si schonn 2001 an der Interpellatioun vu mengem Kolleeg Robert Garcia thematiséiert ginn. Och deemools gouf schonn eemol eng Motioun iwwer eng Taxe de séjour, déi vu mengem Kolleeg Garcia déposéiert gouf, eestëmmeg ugeholl. Och deemools gouf et eng Hällewull vu Virschléi fir d'Tourismusbranche méi op Trabb ze kréien. Vill vun deenen Iddië bleiwen nach ze realiséieren a sinn a sech och schonn an där virgenannter Etüd vun 1992 nozeliesen, also et ass alles do schonn eemol opgeworf ginn.

De Mérite vun der Interpellatioun vum Här Garcia vun 2001 war a sech erëm d'Mobiliséierung vun där éischter Etüd, déi jo schlussendlech erëm zu enger neier Etüd gefouert huet. D'Post-ETI-Etüd vun 2003 koum op folgend Feststellungen: „Generell ist festzustellen, dass seit der Implementierung des Tourismuskonzeptes eine deutliche Verbesserung der Situation des Luxemburger Tourismus nachzuvollziehen ist." A weider: „...dass einige der empfohlenen Maßnahmen nicht umgesetzt wurden. Diese Tatsache lässt sich in den meisten Fällen durch finanzielle bzw. strukturelle Hemmnisse erklären."

E weidere Manko ass, ech zitéieren: „... die fehlende Angabe der Prioritäten und die fehlende konkrete Benennung der Verantwortlichkeiten für die Umsetzung." Och gëtt vu méi enger klorer Aufgabentrennung tëschent Tourismuspolitik an Tourismusorganisatioun geschwat, sprécht tëschent Tourismusministère, ONT an anere regionalen a lokale Strukturen.

D'Debatt vun 2001 hat a sech scho ganz vill Piste virgezeechent an och Virschléi proposéiert. Fënnef Joer dono stelle mer fest, datt e groussen Deel nach ëmmer net richteg ëmgesat ass. Motiounen, déi deemools eestëmmeg ugeholl goufen, kommen haut erëm zur Ofstëmmung.

Eppes huet sech trotzdeem par rapport zu 2001 geännert: Et gouf alt erëm eng weider ETI-Etüd an Optrag ginn, dës Kéier mat Schwéierpunkt op där touristescher Positionéierung am Zesummenhang mam Kulturjoer 2007.

(Interruption)

Jo, oh Mamm, et gëtt souguer eng Etüd iwwert d'Schwemmen am Osten, dausend Säiten déck, also een, deen déi liest, dee géif ech gäre gesinn!

Dës Kéier mat Schwéierpunkt also um Kulturjoer 2007, am Ganzen dës Kéier nëmmen 230 Säite schwéier. Par rapport zu der Post-Etüd vun 2002 also bal 100 Säite manner. Dës Kéier kann een dovun ausgoen, dass se da vun de richtege Leit och gelies gëtt. Vill vun deene Virschléi aus där neier Etüd fënnt een och mat liichte Variatioune schonn an der Etüd vun 2003 zréck. Eng Etüd also fir d'Erkenntnisser vun der leschter Etüd ze bestätegen!

D'Fro, déi sech awer hei stellt, ass déi, wien dann elo net seng Aarbecht an all deene vergaangene Jore gemaach huet: den Tourismusministère oder de President vun der ONT? Firwat eng Etüd an Optrag ginn, wa se net an der Praxis voll ausgeféiert gëtt?

Eppes kann een dëser Interpellatioun vun haut zumindest zouschreiwen, dat ass, datt elo endlech eng Réunioun mat de Concernéierten duerchgefouert gëtt, fir iwwert d'ETI-Etüd vum Kulturjoer ze diskutéieren. De Bréif ass virun zwee Deeg deenen Zoustännegen zougestallt ginn. Firwat musse mer ëmmer esou laang waarden, bis dann endlech Bewegung an esou en Dossier kënnt?

Interessant ass awer och trotzdeem, dass elo, wann een déi nei Etüd méi genau analyséiert, de Ministère mengem fréiere Kolleeg Garcia virschreift, wéi hien d'Kulturjoer 2007 ze vermaarten huet. Awer vill Zeile sinn net verluer gaangen, wéi si sech selwer ze vermaarten hunn. Ech kommen nach dorop zréck.

Niewent deene voluminéisen Etüden, déi ech bei der Virbereedung vun dësem Débat konnt bestaunen, ass mer awer nach e weidere wichtegen Detail opgefall, deen et net grad einfach mécht, sech an deem ganzen Tourismus hei zu Lëtzebuerg zréckzefannen.

Esou muss ech feststellen, dass de Rapport d'activités aus dem Tourismusministère net onbedéngt zur Opklärung an zum Verständnis bäidréit. Méi wéi eng Oplëschtung vu Projete respektiv Aktivitéiten ass net dran ze fannen. Och d'Rapportë vun anere Ministèrë kéinten eng Schëpp uleeën, fir méi eng informativ a proaktiv Approche an hirer Duerstellung an Informatioun ze wielen. Eng Kopie vum Joer virdru mat liicht geännerten Zuelen ass oft d'Resultat vun esou engem Rapport d'activités. Dat schéngt mir besonnesch de Fall fir den Tourismusministère ze sinn.

Flott wär et aus esou engem Rapport eraus ze liesen, wien, wou a wat sech alles ënnert dem Tourismus esou verkeeft - eng Aart Organigramm vum Lëtzebuerger Tourismus mat sämtlechen Acteure wär eng grouss Hëllefstellung. Esou hätt ech mech och iwwert méi Informatiounen aus der Commission nationale du Tourisme gefreet, wéi zum Beispill iwwert d'Zesummestellung, d'Aufgabestellung oder och nach d'Resultater vun deenen eenzelne Gruppen.

Niewent dem Organigramm sinn awer och gläichzäiteg déi eenzel Créneauen...

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Dat steet am Rapport d'activités vum Joer 2005.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn dee gelies, dee vun 2005 an 2006.

...vum Tourismussecteur méi transparent an offensiv duerzestellen.

Huele mer elo zum Beispill den EkoLabel fir d'Tourismusbetriber eraus - et ass scho virdru genannt ginn. Hei muss ee schonn e puer Rapporten niewentenee leeën, fir en Iwwerbléck an deem Beräich ze kréien. Hei stelle sech och eng Rei vu Froen.

Wéi hëlt d'Zuel vun de Betriber mat EkoLabel zou? Wéi séier ass déi Entwécklung? Wéi vill Prozent vum Secteur hunn haut den EkoLabel? Gi mer eis mat deenen Zuelen zefridden ? Wéi eng Effortë sollte mer nach maachen, fir méi esou Betriber ze kréien? An esou weider.

Dat sinn nëmmen e puer vun deene Froe respektiv Informatiounen, déi een an esou engem Rapport misst zréckfannen. Besonnesch well de Beräich vum EkoLabel exzellent an d'Philosophie vum Lëtzebuerger Tourismus passt: En ëmweltverträglechen an nohaltegen Tourismus mat héijer Qualitéit. Um Beispill vum EkoLabel kann een deen Exercice fir sämtlech Secteuren aus dem Tourismus duerchspillen, vun den Hotelbetriber iwwert d'Campingen, bis hin zu de Fräizäitinfrastrukturen an de Gemengen.

Et géif mech freeën, wann den nächste Rapport e bësse kéint an déi Richtung geännert ginn. Net nëmme gëtt dat en exzellent Dokument mat Informatiounen no baussen, mä gläichzäiteg gëtt et déi néideg Reflexioun no bannen. Eng Reflexioun, déi all Joer d'Méiglechkeet bitt, sech selbstkritesch mat de geleeschten Aarbechten auseinanerzesetzen. Mä d'Schwächt vun eisem Tourismussecteur ass eben d'Selbstkritik a sech selwer a Fro stellen. Dësen Exercice gëtt no eiser Meenung net genuch an dësem wichtegen ekonomesche Beräich gemaach. Soss wären ons ETI-Etüden net ëmmer déiselwecht. Soss wären d'Rapports d'activités vum Ministère net ëmmer déiselwecht, soss wären ons Tourismusbroschüren net ëmmer déiselwecht. Dat Eenzegt, wat all déi Jore changéiert ass, ass vläicht den Deckel.

(Hilarité)

Am Tourismus geet et och ëm Standuertpolitik; och Lëtzebuerg muss sech am Ausland touristesch profiléiere kënnen. An do ginn Deckele fir mech net duer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wat ëmmer nees aus den Etüden erauszeliesen ass, ass, datt mer grouss Efforten am Beräich vun der Infrastruktur gemaach hunn, mä datt mer nach ëmmer net déi richteg professionell Strukturen opgestallt hunn, fir vun enger optimaler Vernetzung an Notzung vun all den touristesche Potenzialer hei zu Lëtzebuerg kënnen ze profitéieren.

Niewent dem Mangel u professionellem Personal ass et awer och nach ëmmer de Mangel un enger koordinéierter Zesummenaarbecht, enger Zesummenaarbecht, déi natierlech net ëmmer einfach ass, well d'Kierchtuermshoheite verletzt ginn, mä eng Zesummenaarbecht, déi awer muss sinn an ouni déi keng zilorientéiert Tourismuspolitik méiglech ass.

Et interesséiert zu Paräis keen, ob et elo zu Réimech oder zu Wellesteen ass, wou e spezielle Kultursentier ze fannen ass, mä et interesséiert de Paräisser éischter, wat an der Regioun als Ganzt ze fannen ass. Nëmme wann d'Regioun ënnert enger „corporate identity" optrëtt, kënnen déi richteg Win-Win-Situatiounen erreecht ginn.

Mir schwätzen heiheem vun der Bourgogne, vum Elsass oder vum Schwarzwald. Wann déi op Lëtzebuerg sech op Vakanzfoirë virstelle kommen, komme si mat engem regionale Konzept, mat Marketing an der Kommunikatioun an am gesamte Matériel promotionnel ënnert engem Outfit.

Wa mir Lëtzebuerger an d'Ausland ginn, musse sämtlech Dépliantë vun all de Gemengen a Syndicats d'initiative matgeholl ginn. Vu lauter Beem gesäit een de Bësch net méi. Ee vun de beschte Beispiller vun dësem Urwald kann ee sech zu Schengen maachen an deem neien europäeschen Informatiounszentrum.

An dofir hunn ech mer erlaabt, lech eppes matzebréngen. Ech war nämlech de Moie kuerz nach op Schengen gefuer an den Informatiounszentrum. Wann Dir déi Hällewull gesitt, da wësst Der, wat ech mengen. Ech hunn der nëmmen e puer hei elo matbruecht, de Rescht läit do vir: Do ass keng „corporate" ze gesinn. Ech huelen elo den Dépliant vu Réimech, deen ass net grad ëmwerfend, mä deen ass op der Musel, Wellesteen ass ëmwerfend, ass och op der Musel: Wou ass „corporate" dobäi? Mondorf ass net grad op der Musel, mä et zielt sech awer zu der Muselregioun, wou ass do „corporate"?

Dann hu mer d'Broschür vum Ministère. Mengen Informatiounen no, oder zumindest no deem, wat ech alles erausgelies hunn, ass jo de Ministère éischter fir d'Politik zoustänneg an net onbedéngt fir d'Vermaartung. Da misst et a sech esou sinn - an ech fannen deen Dépliant ganz gutt -, dass déi an den ONT iwwergeet.

An da kommen Är Broschüren, dat sinn déi vum ONT. Därer gëtt et e sëllechen, also vun alle Faarwen hutt Dir eng, mä jiddefalls wat sech erausstellt ass, dass mer absolut keng „corporate" do fannen, a wa mer et do géife fäerdeg bréngen, all Gemengen ze iwwerzeegen, dass se an engem Dépliant sech zréckfanne mat enger Visualisatioun fir d'Regioun, hätte mer näischt ze vill erreecht.

(Interruption)

Här Schank, gitt awer kucken an déi eenzel…

(Interruption)

Ech soe jo net, dass do näischt passéiert wär. Et sinn awer nach ganz vill Efforten ze maachen. Ech gesinn awer, dass ech mat menger Approche, Iech och gläichzäiteg ze interpelléieren, richteg leien.

D'Iddi fir d'Kräften ze bündelen an doduerch méi rational a professionell ze schaffen, fënnt dofir och eis Ënnerstëtzung. D'Beispill fir d'Koordinatioun tëschent den eenzelne Syndikater am Norden ze verstäerken, ass a sech nëmme richteg a souguer selbstverständlech.

Esou Fuerderunge si jo a sech net nei. Esou Virschléi sinn ëmmer nees an den Etüden nozeliesen. Ob déi Koordinatioun elo iwwert den Direkter soll fonctionnéieren oder vläicht just ënnert de Koordinatore selwer, wa si entspriechend administrativ entlaascht ginn, kéint een oder misst ee vläicht nach eng Kéier genau ënnersichen. Wichteg ass, wéi virdru scho gesot, datt eng koordinéiert Visibilitéit no bausse kann entstoen.

Datt esou Strukturen och an deenen anere Regioune vum Land entstoe sollen, kënne mir och nëmme begréissen. Hei mussen awer nach déi spezifesch Strukture vun der Regioun gekuckt ginn. Esou ass et zum Beispill op der Musel mat der Entente touristique schonns eng Struktur ginn, déi dee Rôle kéint a misst iwwerhuelen. Dëse Rôle kënne si awer nëmmen da richteg iwwerhuelen, wa si och vu sämtlechen Acteuren dat entspriechend Vertraue geschenkt kréien. Et misst een awer vläicht ophalen dës Strukturen ze fëlle mat politesche Représentantë vun de Gemengen a Syndikater.

Fir méi professionell kënnen ze schaffen, musse professionell Leit erugezu ginn, déi esou Strukturen och professionell kënne bedreiwen. E Politiker misst sech vläicht aus all deene Strukturen erauszéien an nëmmen nach d'Ziler definéieren an eng Kontrollfunktioun an deene Gremien ausüben.

An der Kultur si se do schonns e Schrack viraus. Sämtlech kulturell Infrastrukturen op nationalem an op regionalem Niveau gi vu Professioneller gefouert.

Et stellt sech natierlech och d'Fro no der Finanzéierung vun esou zousätzleche Strukturen a Personal. Hei deet sech de Ministère och schwéier fir esou Käschten ze iwwerhuelen. Et stellt sech awer d'Fro, ob et net besser ass, a Leit statt an Infrastrukturen ze investéieren. Infrastrukturen, déi dann deels och nach net richteg genotzt ginn. Déi Gréng jiddefalls plädéieren éischter fir e verstäerkten Invest a Leit.

E weidere Support, fir esou Strukture kënnen ze finanzéieren, ass déi schonns 2001 vu mengem Kolleeg Garcia proposéiert Taxe de séjour oder och nach Kurtax genannt.

Firwat - kann een elo froen - ass déi haut nach net richteg ëmgesat? Wou sinn déi Etüden, déi anscheinend all virleien? Ech hu se jiddefalls net fonnt an net gesinn.

(Interruption)

Et freet ee sech, ween dann do seng Aarbecht net esou gemaach huet wéi et sollt sinn.

Wichteg fir déi Gréng ass awer, datt mat esou enger Kurtax och e positive Message verbonne gëtt. Et geet net duer engersäits eng Kurtax opzehiewen, an do ass d'Beispill vum Bodensee ganz wichteg, wou d'Kurtax engersäits mam öffentlechen Transport verbonne gëtt. Deejéinegen, deen eng Kurtax bezilt, huet da gläichzäiteg e Fräiticket fir an der ganzer Regioun kënne mam Bus oder mam Zuch, ebe mam öffentlechen Transport ze fueren.

En anert Beispill ass Tirol. Do ass eng ganz breet Bedeelegung un de Käschte vun esou enger Vermaartung am Tourismus ze fannen. Do heescht et net nëmmen, datt d'Gemengen an d'touristesch Betriber sech bedeelegen, d'Hoteler an esou weider fir dee Budget mussen opkommen, mä och all déi Betriber - et ass virdrun opgeworf ginn - an Déngschtleeschtungen, déi direkt oder indirekt vum Tourismus liewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Ausféierung wëllt ech nach kuerz op dat Kulturjoer vun 2007 agoen. D'Kulturjoer 2007 gëtt e ganz wichtegt Ereegnes fir Lëtzebuerg. An net nëmme fir Lëtzebuerg, mä fir eng ganz Regioun.

D'Kulturjoer wäert net nëmme Lëtzebuerg um kulturelle Plang weiderbréngen, mä et ginn och nei a wichteg Impulser fir déi touristesch Attraktivitéit vu Lëtzebuerg gesteigert.

De sou genannte Kulturtourismus, ee vun deene véier Tourismuscréneauë vu Lëtzebuerg, däerf sech net nëmmen op ee Joer beschränken, mä soll deemno eng bleiwend Komponent vun dem touristeschen Ugebot duerstellen.

Wann de Samschdeg mat der Öffnung vum Mudam eng weider kulturell Struktur senger Bestëmmung iwwergi gëtt, heescht et also elo en Zant nach zouzeleeën.

Déi lescht zéng Joer huet Lëtzebuerg sech zu enger kultureller Héichbuerg entwéckelt. Mir hunn elo Kulturinstitutiounen, déi mat deene groussen aus dem Ausland mathale kënnen. Och an der Tëschenzäit stinn ons Banken oder d'Arcelor net eleng méi an de Schlagzeilen an der internationaler Press, mä eng Theatergrupp aus der Stad bréngt et och fäerdeg à la une vum „Monde" oder vun der „FAZ" ze sinn.

Dëst Kapital muss vill méi ausgeschluecht ginn. Do muss den Tourismussecteur eng nach méi aktiv Roll spillen.

D'Kultur kann a muss och en Exportartikel gi fir Lëtzebuerg. Egal wéi een zu där enger oder anerer Konschtspart steet, egal wéi een zu där enger oder anerer Kulturinstitutioun steet, de Stat an och d'Gemengen hu vill an dëse Secteur investéiert, dass et bal eng Flicht ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sech fir dës Institutiounen anzesetzen.

Dëst ass och eng Investitioun fir ons Zukunft an dës Investissementer droen zu onsem touristeschen Image vum Land och nëmme positiv bäi. Mir ënnerstëtzen dofir och déi zweet Motioun vum Interpellant, déi an déi Richtung ziilt.

Här President, Här President vum ONT, Dir kënnt op eis Hëllefstellung zielen, wann et heescht den Tourismus zilorientéiert no vir ze bréngen. No deene sëllechen Etüde brauche mer just nach eppes ze maachen, dat nom Motto «just do it».

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roby Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech brauch d'Bedeitung vum Tourismussecteur fir Lëtzebuerg net extra ze ënnersträichen. An enger Zäit wou et wirtschaftlech dem Land zwar net schlecht geet, wann ee gesäit wéi de PIB nach ëmmer klëmmt, mä wou mer awer alleguer spieren, datt aner Zäiten op eis zoukommen, datt déi grouss Recetten, déi d'Land huet, notamment iwwert d'Bankeplaz a virun allem iwwert de Bensinstourissem - an da sinn ech scho bal beim Tourissem -, net op éiweg garantéiert sinn an datt mer eis Ekonomie musse stäerken, doduerch datt mer eng konsequent Diversifikatioun bedreiwen.

Den Tourismussecteur dréit - den Zuelen no, déi mir virleien - iergendwou tëscht 6,5 bis 7% vum nationale PIB bäi.

Dat ass vill wann een et mat anere Secteure vergläicht, notamment dem Secteur vun der Agriculture, dee mer, wéi jiddfereen heibanne weess, sécher um Häerz läit, mä deen ëmmer duerfir am Fong geholl erofgespillt gëtt, well en anscheinend nëmme méi eppes ëm 1,2, 1,3% zum PIB géing bäidroen. Insofern spigelt déi Zuel hei schonn d'Bedeitung vum Secteur erëm.

Et kann een awer den Tourismussecteur net kucken, ouni datt een den Acteur, an ech wëll duerfir op de privaten Investisseur ze schwätze kommen, a Considératioun zitt, well ouni dee leeft näischt dobaussen. Dat si Leit, deenen een de Mëttelstand muss zourechnen, an dann hu mer deeselwechte Minister och als Interlocuteur.

Mir wëssen, datt de Mëttelstand et hei zu Lëtzebuerg déi lescht Joren net einfach hat. D'Regierung huet eng Campagne gestart „Trau dech", dat gëllt och fir dëse Secteur: „Trau dech ze investéieren, trau dech dech selbststänneg ze maachen oder trau dech dem Papp säi Betrib weiderzefëieren."

Dat ass hautdësdags séier gesot, awer nach laang net sou séier realiséiert.

Mir wëssen, datt hei zu Lëtzebuerg ganz speziell de Secteur public ganz dack a Konkurrenz zum Secteur privé steet, wann d'Kanner sech sollen décidéieren ob se dann dat schwéiert Handwierk vum Papp solle weiderféieren oder ob et net méi einfach ass Schoulmeeschter ze ginn oder soss iergendwou beim Stat oder bei de Gemengen ënner ze kommen.

(Interruption)

Ech hunn elo ee Beruff erausgegraff, ouni deen awer elo extra wëllen ervirzesträichen.

Et ass de Risiko vum Beruff.

(Interruption)

Et ass haut a besonnesch an deem Beruff mat ganz groussen Investissementer verbonnen, déi erëm eng Kéier mat Risiko verbonne sinn.

Et sinn Aarbechtskonditiounen, ganz besonnesch am Tourismussecteur, déi net mat deene vun anere Beruffer ze vergläiche sinn. Well d'Aarbecht ganz ongläichméisseg ufält an een dann natierlech och, wann ee Personal beschäftegt huet, do erëm a Schwieregkeete kënnt, well ee mat dem normalen Aarbechtsrecht do net iwwert d'Ronne kënnt.

A last but not least den ëmmer méi groussen administrativen Opwand, deen eis Betriber a Schwieregkeete bréngt. Duerfir ass et virun allem néideg, wa mer den Tourismussecteur wëllen op Vordermann bréngen, datt mer déi Leit, déi am Privatsecteur op eegene Risiko an op eege Rechnung schaffen, ënnerstëtzen. Et däerf net sinn, datt eng Concurrence déloyale entsteet duerch öffentlech Acteuren, an et däerf och keng ongläich Behandlung bei Subventioune ginn. Eng vun de Fuerderunge vu mengem Grupp ass scho laang, datt d'Transfertë vum Stat un d'Gemengen, sämtlech Transferten, sollen all Joers opgeluecht ginn.

Wa mer dann op de Subventionnement ze schwätze kommen, Här Minister, da muss ech leider soen, datt een d'Impressioun huet, datt Äre Ministère dee Secteur net richteg am Gréff huet.

Une voix.- Ouh?

(Interruption)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Wann ech mer de Rapport spécial vun der Cour des Comptes vum Mäerz 2005 zu Gemitt féieren, da ginn d'Schuddere mer aus. De sechste Fënnefjoresplang gëtt do analyséiert. Deen huet sech belaf iwwer 29 Milliounen Euro, dat sinn 1,2 Milliarde Frang, an do gesäit een, datt dat net wéineg ass.

Do gëtt gesot zum Beispill, datt keng Avisë virleie vun der Commission interdépartementale, déi dat sollt aviséieren. Dat wat do gesot gëtt ass relativ krass, well déi jo soll en Avis ofginn iwwert d'Opportunitéit an och iwwert den Taux de subventionnement. Do ass d'Fro: D'Cour des Comptes seet, si kënnt net novollzéien, ob bei de Projeten, déi changéiert si ginn, iwwerhaapt eng Autorisatioun vun Ärer Säit virgeleeën hätt. Et gëtt och recommandéiert, datt et net nëmmen duergeet fir ze subventionéieren, mä datt d'Objektiver vun de Projete vill méi kloer a prezis misste formuléiert ginn.

Wat den aktuelle Joresplang ubelaangt, dee jo leeft vun 2003 bis 2007 an dee sech iwwer 37,5 Milliounen Euro beleeft, dat heescht annerhallef Milliard där gudder aler Frang, do sinn Neierungen drakomm, an zwar d'Prise en charge vu Frais de fonctionnement et de rémunération am Kader vun nationalen oder regionale Projeten, déi vu Syndikater, vun Ententë vu Syndikater oder A.s.b.l.e bedriwwe ginn. Och do stellt sech ganz pertinent d'Fro vun enger eventueller Concurrence déloyale zu privaten Initiativen, déi net vun esou Hëllefe kënne profitéieren.

(Interruption)

Oh, do kann ee sech dat eent oder dat anert drënner virstellen. Déi Saache mussen och an Zukunft duerch Règlement grand-ducal determinéiert ginn. Do ass d'Kritik vun der Cour, ech huele mer d'Zitat zwar do…

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Däerf ech dem Här Mehlen eng Fro stellen?

M. le Président.- Här Mehlen, den Här Minister stellt Iech gär eng Fro.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Et ass schéin, datt hien och emol en Deputéierten eppes freet.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Här Mehlen, Dir zitéiert elo e ganz laange Rapport vun der Cour des Comptes. Dir wësst ganz gutt, datt mer dorobberhin an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire waren, datt Dir och do waart, datt déi e Rapport doriwwer gemaach huet. Woufir erzielt Der net wat do festgehale ginn ass, mä nëmmen dat alles wat am Virfeld war? Also sidd e bësse korrekt a sot, datt all déi Saachen do analyséiert gi sinn an datt d'Kommissioun gemengt huet, do wier iwwerhaapt kee Problem mat deem Ganzen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Oh, esou ass dat awer net grad wat zréckbehale ginn ass.

(Interruptions diverses)

Ech mengen, wat d'Kommissioun majoritär zréckbehalen huet an dat wat deen Eenzelne vun där Saach hält oder eng Fraktioun vun där Saach hält, dat ass natierlech eppes anescht. Neen, et geet jo awer ganz kloer doraus ervir, Här Minister, datt et u kloren a prezise Regele feelt, datt do Saache subventionéiert si ginn, déi eigentlech net ënnert d'Gesetz falen, datt Är Kontrollen insuffisant sinn. Dir kritt ganz kloer recommandéiert, Är Kontrollen ze intensifiéieren an och méi um Terrain nozekucke wat do geschitt. Et huet ee ganz kloer d'Impressioun, datt net no fixe Regele verfuer gëtt.

A mech stéiert dat, well ech weess, datt mer zum Beispill am Agrargesetz ganz contraignant Regelen hunn, wou jiddfereen zimlech genau weess, wann en eng Investitioun mécht a senger Situatioun, wat hien zegutt huet.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass genee datselwecht! Genee datselwecht!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir magt lech entre-temps deem conforméiert hunn,…

(Interruption)

…mä hei war et ganz sécher net esou, well jo och recommandéiert ginn ass, datt sollen, an zwar an dëser Period, ganz kloer Regelen opgestallt ginn, fir datt dat an Zukunft net méi sollt sinn.

Ech komme jiddefalls zur Konklusioun, datt dat wéi et an der Vergaangenheet war, ech drécken dann och hei nach eng Kéier d'Hoffnung aus, datt dat an Zukunft ganz no transparenten an équitable Regele gehandhaabt gëtt, well soss si mer ganz séier am Arbiträr, an ech hoffen, datt Dir dat och net wëllt, well et ass zwar fir e Minister, kann ech mer virstellen - ech hat bis elo d'Chance net fir dat kënnen aus eegener Erfahrung nozevollzéien,…

(Interruptions diverses)

…ech kréie se och vläicht oder wahrscheinlech ni -,…

Une voix.- Dir hätt solle fir d'éischt Buergermeeschter ginn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …fir mat öffentleche Gelder dobaussen d'Leit ze beglécken, dat ass jo awer eng fei Saach. Ech froe mech heiansdo, an d'Kolleegen heibanne si bestëmmt mat mer d'accord, all Kéiers da wann eppes ageweit gëtt an de Minister kritt Merci gesot fir säi Subsid, ob d'Leit dann och drun denken, datt dës Chamber dem Minister déi Kreditter och virdru gestëmmt hat. Ech war bis elo nach ni dobäi, datt d'Chamber Merci gesot kritt huet, datt si d'Kreditter zur Verfügung gestallt huet. Dat nëmmen als Niewenaspekt.

Här President, ofgesinn dovu sollte mer jo haut, denken ech, dat war jo och den Objet vun dëser Interpellatioun, d'Orientéierung vun eiser Touristikpolitik diskutéieren. Mir sinn an engem Land - dat ass scho vu menge Virriedner gesot ginn -, wou d'klimatesch Konditioune sécher net déi allerfavorabelst sinn, a wou d'Leit ëmmer d'Tendenz hunn, besonnesch am Summer, an de Süden ze goen, oder am Wanter, wou mer kee Schnéi méi hunn, dann dohinner ze goe wou nach Schnéi ass, soulaang wéi et es dann nach gëtt.

Ech war virun zwee Deeg an engem Virtrag vun engem Klimawëssenschaftler, deen eis awer fir déi nächst 20 Joer esou importent Klimachangementer virausgesot huet, datt et méiglech ass, datt d'Leit aus dem Süden an Zukunft heihinner an eis Géigenden an d'Vakanz kommen, well et hei nach besser auszehalen ass wéi am Süde vun Europa. Jiddefalls wann een déi Klimamodeller gesäit, dann ass dat net méi vun der Hand ze weisen. Dat wär jo da fir eis e positiven Aspekt vum Klimachangement…

(Interruption)

…an da misste mer eis duebel Gedanken driwwer maachen, wéi mer eis dann dorobber astellen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Eng Schipist zu Buerschent, Här Mehlen! Da kéimen se erop gerannt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Tjo, wann an den Alpe kee Schnéi méi ass, da kann een natierlech drun denke fir de Leit hei eng Alternativ unzebidden, wa se dann, do sinn ech mer awer och konsequent, ënner ökologesche Konditiounen ze bedreiwen ass.

(Interruption)

Här President, eis Atoutë sinn - ech gesinn, meng Zäit, déi leeft relativ séier of - eng Landschaft, déi attraktiv ass, an do wëll ech an deem Zesummenhang d'Bedeitung vun der Land- a Forstwirtschaft awer ënnersträichen. Ouni déi Landwirtschaft, déi ëmmer erëm kritiséiert gëtt, datt se esou vill zum Onwee géing dobausse maachen, déi awer eng flott Kulturlandschaft, déi ee wierklech als agréabel emfënnt, géing ënnerhalen an an der Rei halen, wär déi Landschaft net esou attraktiv wéi se elo ass. Duerfir ass d'Hëllef fir d'Landwirtschaft och zum Deel Hëllef fir den Tourismus.

Et däerf een an deem Kontext och de Wäibau net vergiessen, well en och mat senger typescher Landschaft en Attrait touristique duerstellt an och an där Symbios mam Wäin. An do kommen ech leider net derlaanscht fir dat Wuert Erofsetze vun der Promillgrenz vun 0,8 op 0,5 hei falen ze loossen, ouni weider am Detail drop anzegoen.

De Vëlostourismus wollt ech och nach kuerz hei uschneiden. Et ass eppes wat iwwerall am Ausland enorm um Zouhuelen ass. Et léiert een e Land eigentlech net besser kennen, wéi wann ee mam Vëlo ka roueg derduerchfueren, wann een Zäit huet dat alles ze kucken, wann ee kann ouni Problemer stallhalen. Do muss een awer soen, datt dat nëmme geet, konsequent, mat deem ganze Service, deen domat verbonnen ass, wann de Réseau komplett ausgebaut ass. Soss kann dat net richteg fonctionnéieren. Mir hunn do nach villes virun eis. Dat sinn nach, wann ech dat richteg hei rechnen, iwwer 300 km, déi musse gebaut ginn. Ech hunn och am Rapport gesinn, do sinn Tronçonen derbäi, déi schwiereg ze realiséiere sinn, mä mer däerfen do net noloossen, soss kann dat Konzept net richteg fonctionnéieren.

Ech sinn och net frou wann ech liesen, datt e groussen Deel iwwert d'Stroosse leeft. Mir mussen do kucken dann op d'allermannst d'Cyclisten ze protegéieren, Här Minister. Tëscht Mäertert a Gréiwemaacher ass dat gemaach ginn, well et halt net anescht gaangen ass, mat enger kalifornescher Mauer. Sou soll et sinn, well wann ee muss dauernd fäerten, datt ee vun iergendengem op d'Schëpp geholl gëtt, da mécht et och keng Freed méi.

Mir mussen och oppassen op de Feldweeër - wat deemools gesot gouf wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass -, fir d'Konflikter ze vermeiden. Notamment an de Wéngerten, wou d'Traktere riicht eraus op d'Piste kommen a se eréischt de leschte Moment wa se erausfuere gesinn, ob dann elo ee mam Vëlo kënnt.

(Interruption)

Et huet ee mer dat geflüstert, Här Kox.

Här President, och d'Vernetzung mat de Pisten am Ausland an och den Entretien, deen de Moment bei de Gemenge läit, do muss wierklech méi duerno gekuckt ginn.

Madame Dall'Agnol, ech wollt lech allerdéngs soen, mat der Gewässerqualitéit, do sinn ech honnertprozenteg mat lech d'accord.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Mä do waren aner Leit déi Zäit an der Regierung. Vläicht kënnt Der lech emol informéieren, wien dann do un der Ënnerloossung schëlleg ass.

Här President, ech gesinn, ech muss zum Schluss kommen. Wichteg ass - dat wollt ech awer ofschléissend nach soen -, datt d'Koordinatioun verbessert gëtt tëscht dem Ministère an dem ONT. Datt et net geet, datt zum Beispill de Chef vun eisem Büro zu Bréissel ofgezu gëtt, an op där anerer Säit - ech wëll den Här Schank net interpelléieren, mä awer froen - hien awer da virgesäit, hei eventuell zwee Universitäre fir en Office régional du Tourisme anzestellen. Ech weess net, do ass dann awer och net grad déi néideg Kohärenz.

Ech soen als Konklusioun, et feelt sécher net um gudde Wëllen. Et muss een deene Leit och Merci soen, déi um bénévolë Plang do schaffen, mä et feelt deelweis u kloren Ziler a Konzepter. Et ass eng Strukturreform néideg, wann et soll virugoen, an duerfir muss weider dran investéiert ginn. Virun allem - nach eng Kéier - däerfe mer déi privat Acteuren net aus den Ae verléieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Roby Mehlen Merci. An als leschte Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech extra hei ageschriwwen an ech wëll haut zwou Kapen undoen, éischtens déi als Stater, well ech och fannen, dass d'Stëmm vun der Stad hei muss gehéiert ginn, well dat jo dee gréissten Tourismusmagnéit ass, dee mer hei am Land hunn. D'Zuele weisen et. Mir hu méi Arrivéeë wéi de Rescht vum Land a mir hunn och méi Iwwernuechtunge wéi am Rescht vum Land. Meng zweet Kap ass awer déi als Deputéierte vum Bezierk Zentrum, well niewent der Stad ass dat eng grouss Regioun, déi ech fannen e bëssen d'Stéifkand ass am Lëtzebuerger Tourismus. Ech wäert zum Schluss vu menger Interventioun op deen Aspekt zréckkommen.

Et ass haut vill vu Kulturtourismus geschwat ginn. Ech wëll net vill widderhuelen. Ech wëll vläicht eng provokativ Fro an de Raum stellen, ob déi Offer vum Hébergement zesumme klappt mat där Offer, déi mer hunn an der Kultur. Eis Hôtellerie - ech wëll déi net kritiséieren, déi ass excellent wat den Tourist ubelaangt, deen als den Homme d'affaires oder d'Femme d'affaires kënnt. Also de Geschäftstourismus, do mengen ech ass eis Hôtellerie ganz gutt ofgestëmmt mat deenen hire Besoinen. Mä ech froe mech ob eis Hôtellerie zesumme klappt mat deene Besoinen, déi déi Leit hunn, déi mer wëllen unzéien an e Mudam, déi mer wëllen unzéien an eng Philharmonie.

Wann ech géing karikaturiséieren, géing ech soen: Ass dat e Client, dee wëllt eng geblummelecht Tapéit oder Skandatex un de Maueren? Wann ech kucken an de Broschüre vun den europäeschen „tour operators" an am Städtetourismus, wann do Kulturpackagë verkaaft ginn, wéi eng Genre Hotelen do matverkaaft ginn: Dat sinn Art-Hotelen, Design-Hotelen, Hôtel-de-charmen. Ech stellen och positiv fest, dass eis Branche, dass an der Stad zumindest ëmmer méi Hotelieren ufänken an déi do Richtung ze goen, an ech hoffen, dass deen Trend do ënnerstëtzt gëtt.

Ech wëll eng zweet Fro an de Raum stellen, an dat ass eng wichteg Fro, dat ass déi vun der Kommunikatioun am Tourismus. Ech froe mech ob mer do net heiansdo Problemer hunn, well wann een an der Kommunikatioun ëmmer versicht jiddfereen ze erreechen, mengen ech, erreecht ee letztlech keen. Well da fillt och am Fong kee potenzielle Client - an am Tourismus ass et de Client, de Gaascht - sech ugesprach, an da schafft ee laanscht d'Zilgruppen. Ech hunn d'Gefill, dass mer e bëssen an der Kommunikatioun, wat den Tourismus ubelaangt, ze vill eng Kommunikatioun maachen, déi vu bannen no bausse geet an déi sech mat der Fro beschäftegt: Wat wëlle mer am Fong duerstellen? Anstatt dass mer eng Kommunikatioun géinge maachen, déi vu baussen no banne geet, dat heescht bei der Kommunikatioun schonn op de Gaascht, also op d'Zilgrupp hin denken an driwwer nodenken, wéi eng Bedierfnisser dee Gaascht huet a wéi eng Bedierfnisser mer musse befriddegen.

De Marketing baséiert eben op der Erfëllung vu Bedierfnisser. Mir mussen also verstäerkt erausfannen, wat eis Zilgruppe sinn, se wierklech definéieren an dann och erausfanne wou hir Bedierfnisser sinn; dat mécht jo d'Marktforschung. Mir mussen awer och onse Gäscht méi nolauschteren, mengen ech, a mir mussen zu eise Gäscht och Bezéiungen opbauen.

An da musse mer d'Infrastrukture schafen - mir hunn der vill geschaaft - a se verkafen, a mir mussen dann herno virun allem erëm driwwer kommunizéieren, an esou kommunizéieren, dass de potenzielle Gaascht dat och versteet. Duerfir nach eng Kéier: Déi falsch Kommunikatioun ass et, wann ee versicht zesummegewürfelt ze kommunizéieren, wou een alles wëllt duerstellen, nom Motto „ëmsou méi, ëmsou besser". An der Kommunikatioun, hunn ech d'Gefill, stelle mer eis e bëssen esou duer: Wa mer alles soen, dann trëfft schonn iergendwéi dee richtege Message déi richteg Persoun. Duerfir mengen ech ass et wichteg, iwwer eis Kommunikatioun nozedenken.

Ech hätt dräi ganz kuerz konkret Froen un de Minister. Eis Auslandsbüroen, déi, mengen ech, eng ganz gutt Aarbecht maachen - ech hunn der vill vun deene besicht - an déi och mat kompetentem Personal besat sinn: Bleift Der bei deem Konzept? Gëtt do deen een oder deen anere vläicht zougemaach? Oder denkt Der drun deen een oder deen aneren derbäi ze maachen?

Dann hu mer haut iwwer grenziwwerschreidenden Tourismus geschwat am Kader vum Kulturjoer, an do gouf et virun e puer Joer dee Projet Gütik, dat ass „Grenzüberschreitendes touristisches Informations- und Kommunikationsnetzwerk". Wou si mer domadder drun? Grenziwwerschreidend, do wëll ech awer och d'Benelux nennen: D'Benelux huet eng immens gutt Réputatioun no baussen, an ech mengen déi dräi Länner, déi d'Benelux duerstellen, wëssen net ëmmer wéi e gudde Ruff se no baussen hunn.

A wann ech kucke wéi déi baltesch Länner sech verkafen an den internationale Broschüren, do gëtt dat oft als eent verkaaft, an ech géing hoffen, dass mer vläicht verstäerkt an deem groussen Europa, wat ëmmer méi grouss gëtt, op d'Kaart Benelux setzen. Op der ITB gi jo scho gemeinsam Aktioune gestart mat deenen aneren zwee Länner, mä ech fannen et wär net schlecht, e bëssen op de Wee ze goen nom Modell wéi déi baltesch Länner et maachen.

Eng drëtt Fro, Här Minister. Äre Ministère huet en interessante landesinterne Benchmarking gemaach, deen d'Situatioun vun eise Bureau-d'accueilen a Bureau-d'informationen analyséiert, an do soll jo bei där Etüd herno e Réseau erauskommen, e kohärente Réseau an e strukturéierte Réseau vu Büroen, déi dann och labeliséiert ginn. Do wollt ech lech froen, wou Der mat där Labeliséierung do dru sidd.

Ech fannen déi Iddi, wou de Ministère oft driwwer nodenkt an déi jo och vun der ETI kënnt, fir Offices régionaux de Tourisme ze schafen, eng ganz gutt Iddi, eng richteg Saach. Ech mengen d'ETI huet déi jo schonn 1992 ugeschwat, a vu menger Fraktioun wäerten all d'Bestriewungen, déi an déi Richtung gi fir ORTen ze professionaliséieren, ze kreéieren, ënnerstëtzt ginn.

Mir hunn am Moment déi fënnef touristesch Regiounen, d'Ardennen, de Méllerdall, d'Musel an dann d'Rout Äerd oder d'Terre Rouge. An dann hu mer déi Regioun, déi schonn dräimol den Numm geännert huet, déi huet am Ufank Bon Pays geheescht, wou d'Stad Lëtzebuerg den Zentrum dovun ass. Dunn huet se geheescht le Cœur du Bon Pays, an elo gëtt se vermaart ënnert dem Numm Capitale et ses environs. Si huet also dräimol den Numm changéiert. Et ass och schwéier dann eng Identitéit ze kréien.

Ech hunn elo d'Kaart vergiess, wou dat ganz schéi faarweg duergestallt ass, gréng d'Ardennen, an dann ënne rout, d'Musel blo an de Méllerdall brong, an dann ass an der Mëtt déi grouss Flaatsch giel, dat ass da le Cœur du Bon Pays oder d'Capitale et ses environs; do ass d'Stad Lëtzebuerg eng Regioun. An d'ETI schwätzt nämlech ëmmer vu sechs Regiounen, an ech zitéieren hei de Bericht vum ETI, dee schreift am Joer 2002:

„Die Stadt Luxemburg wird entgegen der ETI-Empfehlungen aus dem Jahr 1992 weiterhin nicht als eigenständige Region vermarktet, sondern als das ‚Luxemburg Stadt und Herz des Gutlandes'. Die herausragende Rolle, die die Stadt Luxemburg im nationalen Tourismussektor einnimmt, wird somit nicht ausreichend kommuniziert bzw. gefördert. In den ONT-Prospekten und in den regionalen Imageprospekten des Tourismusministeriums wird vielmehr das offensichtlich vorhandene Stadt-Land-Gefälle nivelliert. Eine solche Verfahrensweise wird in anderen europäischen Staaten nicht angewendet. Vielmehr werden dort die Hauptstädte als besondere Magnete des (Incoming)Tourismus begriffen und entsprechend vermarktet."

An da soe se weider, dass och déi ënnerschiddlech Motiver vun de Gäscht, déi an d'Stad kommen oder an d'Gutland, oft aneschters sinn: Dat eent ass méi en Tourisme rural an dat anert ass méi e Städtetourismus. Ech wëll awer net soen, dass d'Stad net soll zesummeschaffe mat deene Regiounen. Ech fannen am Tourismus kann eist Land näischt ouni d'Stad an eis Stad kann och ouni d'Land näischt maachen. An et war ëmmer esou e bëssen en Trend, dass een d'Gefill hat, do géing géintenee geschafft ginn. Ech fanne mir sollen deen Trend ëmdréinen. Et geet nëmme wa mer zesummeschaffen, an ech ruffen hei duerfir all d'Acteuren aus dem Tourismus op, dass Stad a Land wierklech zesummeschaffen.

Ech hu gesot, dass dat Konzept vun den ORT ganz gutt wär, mä do werft d'ETI awer eng Fro op, an ech menge se ass schonn ugeschwat ginn, dat ass déi vun eisen Ententen, déi entspriechen, wéi d'ETI schreift, weder organisatoresch nach vun hirer raimlecher Zoustännegkeet dem Konzept vun dem ETI sengen ORTen. Ech mengen, dat ass e Problem, deen een och eng Kéier soll diskutéieren a fir deen et gëllt Solutiounen ze fannen.

Ech si ganz frou, dass den Tourismus sech an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg staark professionaliséiert huet. Et si Formatiounen organiséiert fir d'Acteuren um Terrain, souwuel fir déi professionell wéi och fir déi bénévol. Dat ass

eng gutt Saach an eng Richtung, an déi mer weider musse goen.

Ech sinn awer och frou, dass mer eng Formatioun fir Jonker hu säit e puer Joer, an zwar am Lycée technique hôtelier Alexis Heck, benannt nom Alexis Heck, dem Papp vum Lëtzebuerger Tourismus, deen zu Dikrech den Hôtel des Ardennes hat. Wann ee liest, wat dee Mann gemaach huet deemools, da war dat am Fong scho ganz modern. An där Schoul gëtt et jo och elo eng Sectioun Tourisme. Ech fannen, dat ass eng gutt Saach an déi soll een och ënnerstëtzen.

Ech hu vollt Vertrauen an d'Acteure vum Lëtzebuerger Tourismus, sief dat déi national wéi och déi regional an déi kommunal, awer och en Acteur, ouni deen et net geet: Dat sinn all déi Privat. Do sinn d'Autocaristen ervirzesträichen, well d'Autocariste sinn déi, déi hei zu Lëtzebuerg virun allem d'Roll vum „tour operator" spillen a sech vill ëm den Incoming-Tourismus bekëmmeren am private Secteur.

An dann net ze vergiessen all déi vill gutt Horesca-Betriber, déi mer am Land hunn, déi do sinn, fir eis Gäscht ze verwinnen, an déi eis Gäscht och weiderhi wäerte gutt verwinnen.

An all déi, déi ech elo opgezielt hunn, mussen zesummeschaffen an d'Kommunikatioun zwëschent deene muss optimal fonctionnéieren; da maachen ech mir fir de Lëtzebuerger Tourismus keng Suergen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. D'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Tourismusminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, jo, ech kucke ronderëm, ech gesinn, datt d'Begeeschterung net méi allgemeng sou grouss ass an datt Dir frou sidd, wann ech...

(Interruptions)

Et ass d'Qualitéit - ech weess dat!

..., datt Dir frou sidd, wann ech schnell maachen.

M. le Président.- Dir iert lech, Här Minister. Fuert lass.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech weess dat.

Wann ech schnell maachen, kann ech och net op alles dat agoen, wat hei gesot ginn ass. Ech wëll also versichen, fir op e puer méi grondleeënd Akzenter anzegoen, ouni awer ze vergiessen déi Punkten unzeschwätzen, déi hei virun allem ervirgestrach gi sinn.

Fir d'éischt emol géif ech all deene Merci soen, déi sech hei un dëser Debatt bedeelegt hunn, virun allem dem Interpellant.

Ech mengen, et besteet en allgemenge Konsens doriwwer, datt den Tourismus e ganz wichtege Wirtschaftssecteur ass an och en aarbechtsintensiven, wat jo och net onwichteg ass an Zäiten, wou mer mat der Aarbechtslosegkeet ze kämpfen hunn.

Mir wëssen, datt den Tourismussecteur e ganz staark konkurrenzéierte Secteur ass. Et duerf een also net rouen a schlofen. Et muss ee versichen, fir ëmmer no vir ze schaffen. De Marco Schank huet jo och hei eng Rei vun Zuele genannt, déi drop hiweisen, datt mer net esou schlecht do stinn. Dat ass och vun aneren erwähnt an unerkannt ginn.

Hien huet eng Zuel nëmme genannt, déi och ech hei soe géif: 2005 hate mer 135 Touriste pro km², an domat si mer europawäit un der Spëtzt. Ech weess, datt een ëmmer esou Statistike kann interpretéiere wéi ee wëllt, mä an engem aneren Indicateur, deen den Här Schank genannt huet, si mer un drëtter Plaz a gesinn domadder, datt mer eis trotz allem an engem staark konkurrenzéierten Ëmfeld net schlecht schloen.

Ech wëll och soen, datt mer d'Entwécklung vum Tourismus net dem Zoufall iwwerlooss hunn, mä datt mer versicht hunn, an engem gewëssene Konzept no enger gewësse Strategie ze schaffen.

Et ass hei schonn e puer Mol gesot ginn, datt den ETI op Optrag vun dem Tourismusministère 1992 e Konzept entwéckelt huet. Ech wëll awer hei ganz kloer eppes soen: Et ass net den ETI eleng, deen de Konzept entwéckelt huet, mä doriwwer ass annerhalleft Joer laang mat allen Acteuren, mat alle Concernéierten diskutéiert ginn. Dat huet och dozou gefouert, datt am Fong dat Konzept, wat ausgeschafft ginn ass, eng breet Basis hat.

Net all Moossnamen, déi den ETI virgeschriwwen huet, si vu jidderengem approuvéiert ginn, mä d'Konzept, d'Richtung ass gedroe ginn; an dat huet et och erlaabt an deene 15 Joer eng zilorientéiert Tourismuspolitik ze maachen.

D'Visioun Liewensqualitéit an Tourismusqualitéit gëtt haut nach - mengen ech - vu jiddferengem, deen heibanne geschwat huet, als déi richteg dohinnergestallt. Mer mussen also an där Richtung weiderfueren.

Ech wëll op déi véier wichteg Segmenter agoen. Et ass jo gesot ginn, datt mer zéng Joer duerno erëm eng Kéier den ETI beoptraagt hunn, fir eng Analys ze maachen, fir ze kucke wéi d'Entwécklung an deenen zéng Joer geschitt ass. Sinn déi véier wichteg Segmenter, déi mer gemengt hu missen ze förderen, nach ëmmer déi richteg? Ass d'Visioun nach ëmmer déi richteg? D'Resultat an d'Konklusioun vun där Analys sinn, an déi sinn och hei an der Chamber virgedroe ginn, dass déi Visioun gutt war an déi véier Segmenter nach ëmmer déi richteg sinn. Mir musse konsequent an déi Richtung do virufueren.

Den Här Kox huet jo och zitéiert, datt den ETI selwer gesot huet, datt déi Politik do, dat Konzept, déi Strategie dem Tourismus e kräftegen Impuls ginn hunn. Et ass eng ganz gutt Entwécklung komm. D'Saison ass verlängert ginn, besonnesch d'Vir- an d'Nosaison si ganz staark ausgebaut ginn. D'Wäertschöpfung ass gewuess, och dat wëll ech soen. Den Tourismus ass och e Wirtschaftszweig, wou een also muss kucken, fir Wäert ze schafen. Duerfir hu mer jo och déi Créneauen erausgesicht, well mer gemengt hunn, do géif am meeschte Méiwäert geschaf ginn.

Mir hunn den Trend vun de Kuerzvakanze voll a ganz ausgenotzt. An de Statistiken, dat ass och ëmmer nees gesot ginn, kënnt den Dagestourist net zum Virschäin. Och d'Zuel vun deenen huet ganz staark zougeholl an deene leschte Joren. Wann een dat och moosse kéint! Ech hoffen, datt mer eng Kéier europawäit op déi d'Comptes Satellites tourisme kommen, sou datt een och den Impakt vum Tourismus op aner Secteure moosse kann, an net nëmmen d'Iwwernuechtunge moosst. Da géif ee gesinn, datt den Tourismus sech ganz staark a gutt entwéckelt huet. An ech géif och soen, datt mer musse versichen, fir an déi Richtung virunzefueren.

D'Fënnefjorespläng hunn d'Tourismusinfrastruktur ganz wesentlech verbessert. Ech mengen, dat ass vu jiddferengem och unerkannt ginn. Ech wëll och soen, datt mer no kloren transparente Prinzipië verfueren, wéi mer subsidiéieren. Do gëtt et eng ganz Rei vu Reglementer, wou genau Tauxë fixéiert sinn, wou och differenzéiert Tauxë fixéiert sinn. Deemno wat ee mécht zum Beispill an der Hôtellerie, deemno wat ee mécht am Campingsecteur, kritt ee verschiddenaarteg Tauxen. Et ass genee an dem Reglement fixéiert, an ech kann net dee Reproche unhuelen, datt do gesot gëtt, do géifen einfach esou op Gutdünke vum Minister Suen ausgedeelt ginn. An dat Ganzt muss och ëmmer an Aklang stoe mat deem Konzept, wat mer entwéckele wëllen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt mer eis touristesch Infrastuktur konsequent a geziilt weider musse verbesseren an ausbauen. An duerfir wäerte mer och en nächste Fënnefjoresplang maachen.

Ech wëll och soen, datt ech d'Motioun 4 vun der DP net unhuele kann, well se net gesinn an de Prinzip net erkenne wëlle wéi d'Fënnefjoresplång opgebaut ginn. Hei gëtt net vun uewen erof esou e Plang gemaach: Do gëtt dat an dat an dat gemaach.

Am Tourismus ass et esou, datt d'Initiative vun den Acteure musse kommen. Entweder d'Acteuren um Terrain, déi a Syndikater schaffen, vun de Gemengen, oder awer vu Privatinvestisseuren, déi an d'Hôtellerie, de Camping oder aner touristesch Infrastrukturen investéiere wëllen.

Mir hunn e Bréif elo geschriwwen un d'Gemengen an un déi Leit, déi concernéiert sinn, fir datt se eis Iddië scho sollen eragi fir deen nächste Fënnefjoresplang, deen 2008 uleeft. Wéi gesot, d'Konzept an d'Strategie sinn nach ëmmer déi nämlecht wéi virdrun. Mir waarden elo, datt mer vun deene Projetë virgeluecht kréien, an da wäerte mer mat hinnen diskutéieren, an dann ass do eng Kommissioun, déi da kuckt, ob dat mat dem Konzept stëmmeg ass oder net. Esou maache mer also, wéi gesot, och deen nächste Fënnefjoresplang. Mir wäerten och versichen, fir genuch Suen dofir ze kréien, fir eben déi touristesch Infrastruktur weider auszebauen.

Mir wäerten eis och an Zukunft konzentréieren op déi wesentlech an erfollegverspriechend Geschäftsfelder, déi jo hei e puer Mol ernimmt gi sinn. Ech wëll och soen, datt wesentlech weiderhi bleift, datt mer op d'Qualitéit pochen an op d'Nohaltegkeet.

Et ass hei vum EcoLabel geschwat ginn. Mir hunn den EcoLabel zesumme mat dem Öko-Fonds vun Ufank un opgestallt no ganz strenge Kritären, déi ëmmer nees kontrolléiert ginn a fir eng Zäitdauer valabel sinn. Mir versichen d'Leit ze forméieren. An ech géif soen, de Prozentsaz vun deene Betriber, déi hei am Land matmaachen, ass éischter méi héich wéi manner héich wéi deen am Ausland. Wann ech elo d'absolut Zuel kucken, dann ass dat net gewalteg. Dat ginn ech zou. Mä si ass awer permanent an d'Luucht gaang.

Ech mengen, déi, déi sech doranner engagéiert hunn, dat si Leit, déi motivéiert sinn an déi dat och gutt maachen. Et ass kaum een, dee versicht do erëm erauszefalen, obschonn de wirtschaftlechen Impakt fir hien net ëmmer ganz evident ass. Ech mengen, et ass en Image de marque ginn. Een, deen den EcoLabel huet, kritt eng gewëssen Zort vu Clientèle, déi anerer net kréien. Dat war och de Sënn an den Zweck dervun.

Mir hu versicht d'„Luxembourg Card" ze schafen. Et ass geschwat gi vun enger auslännescher Kurtax, do kéint ee fir näischt mam Bus fueren. Hei kënnt Der fir näischt duerch d'ganzt Land fuere mat där „Luxembourg Card". Dat ass e flotte Succès, deen och an dee Prinzip geet, fir net iwwerall mam Auto mussen hinzefueren, wou een och net all Kéiers muss de Portmonni zéien, wann een iergendwou wëllt eragoen. Op ville Plazen kann ee vun der „Luxembourg Card" profitéieren. Déi soll jo och elo ausgebaut ginn an der Groussregioun am Kader vun 2007. An ech hoffen, datt dat no 2007 och weider bestoe wäert. Datt mer also eng groussregional ausgeriichte „Luxembourg Card" kënnen derbäikréien.

Naturparke si geschafe ginn, och vun den Acteuren um Terrain. Do gi regional Qualitéitsprodukter vermaart. Alles dat geet an d'Richtung vum nohaltegen a vum Qualitéitstourismus. Den Domän Munzen ass hei ernimmt ginn. Do ass wierklech eppes opgebaut ginn, wat formidabel ass, wat just an d'Richtung vum ländlechen nohaltegen Tourismus geet. Mir wäerten och an déi Richtung weiderfueren.

Et ass hei gesot ginn, datt d'Vëlospisten an d'Wanderweeër eppes sinn, wat fir den Tourismus wesentlech ass. Och do wäerte weider Efforte gemaach ginn, fir datt Lëtzebuerg am Fong zu enger Destinatioun, fir ze wanderen a fir mam Vëlo ze fueren, soll gemaach ginn. LEADER-Programmer sinn amgaangen am Mëllerdall dorunner ze schaffen.

Wat de Vëlostourismus ubelaangt, do musse mer d'Ugebuet méi attraktiv maachen. Et geet do net duer - dat wëll ech och soen -, fir nëmmen Vëlospisten ze schafen, mä et muss ee kucken e ganzt Produkt doraus ze maachen, fir datt déi Leit, déi heihinner kommen, och eng Prise en charge kréien. Den ONT, an och déi regional Ententen sinn de Moment amgaangen un esou Produkter schonn ze schaffen, fir d'Ugebuet méi interessant ze maache fir Leit, déi heihinner wëlle mam Vëlo fuere kommen oder gäre wandere ginn. Esou kann een ouni Zweifel am beschten eis flott Landschaft genéissen.

Ech sinn d'accord mam Här Mehlen, wann hie seet, datt d'Landschaft an och eis kulturell Attraktiounen, déi an där Landschaft sinn, eis wesentlech Trömp sinn, déi ee muss weider ausbauen. Ech wëll och ervirhiewen, datt eis Baueren a Wënzer e wesentlechen Undeel dorunner hunn, datt mer déi Landschaft esou kënne genéisse wéi mer se hunn.

All Kéiers wann een d'Touriste freet: Wuerfir kommt Der op Lëtzebuerg?, da soe se: Dir hutt eng fantastesch Landschaft, dir hutt fantastesch Dierfer, an da kann een an d'Buergen a Schlässer goen. Jee, et kann ee ganz flott Saache maachen a Liewensqualitéit hei genéissen. An dofir mengen ech, ass dee Slogan „D'Kultur läit an eiser Natur" nach ëmmer een, deen ech ganz ubruecht fannen, deen och soll weiderhin e wesentlecht Leitmotiv si fir d'Förderung vum Lëtzebuerger Tourismus.

Den ETI huet och eng Rei vu Verbesserungsvirschléi gemaach an där Etüd vun 2003, déi d'ailleurs an der Chamberskommissioun presentéiert ginn ass. Och déi Kurtaxen, déi verschidde Méiglechkeete vun Taxenaféierung, si genee presentéiert ginn an et ass och doriwwer diskutéiert ginn. Am Virfeld hat Der souguer schonn hei an der Chamber - Dir hutt dat gesot, Här Kox, mä da misst Der och konsequent bleiwen - eestëmmeg, mengen ech, eng Motioun gestëmmt, fir an zwou Etappen eng Kurtax anzeféieren.

An zwar fir d'éischt eng, déi op d'Iwwernuechtunge géif goen, fir schnell virunzekommen, déi einfach wier; an an enger zweeter Etapp dann ze kucken, ob een dat sollt méi allgemeng maachen, wéi et an engem Land - wéi Der sot, Tirol - ass. Mä et ass ganz kompliziéiert. Dat verlaangt eng Gesetzgebung, déi net esou einfach ass a wou och e ganzen administrativen Opwand drun hänkt. An ech wëll och nach op déi Kurtax ze schwätze kommen, well dat jo e wichtegt Element ass, wann ee wëllt munch Saachen hei änneren a verbesseren.

Also, den ETI huet éischtens emol gesot, mer solle kucke méi an d'Ressources humaines ze investéieren, an d'Software. Dat hu mer am Kader vum aktuelle Fënnefjoresplang och scho gemaach. An dësem Fënnefjoresplang kënne mer déi éischte Kéier, wa gréisser Projetë gemaach ginn, och d'Fonctionnementskäschte mat considéréieren. An ech denken, datt dat och eng Méiglechkeet gëtt, fir iwwerhaapt déi ugepeilten Tourismusagenture méiglech ze maachen, datt mer och do kënnen an d'Ressources humaines méi staark investéieren, wéi mer dat virdrun ebe maache konnten. Do waren d'Ressources humaines ausgeschloss. Et waren nëmmen Infrastrukturen, déi am Kader vum Fënnefjoresplang subventionéiert konnte ginn.

Dann ass proposéiert ginn, fir déi regional Tourismusagenturen ze schafen. An et ass och proposéiert ginn, fir d'Qualitéit vun den Déngschtleeschtungen ze verbesseren. Dat ass och vun e puer Leit ugeschwat ginn, duerfir wëll ech vläicht och dorobber agoen.

Mir hunn eng national Tourismuskommissioun geschaf, an déi huet dräi Aarbechtsgruppe gemaach. Déi dräi Aarbechtsgruppen hu sech eben ëm dräi Domäner bekëmmert: Dat eent ass d'Fiche d'hébergement, well et wichteg ass, datt ee besser Statistike kritt. Och wann ee wëllt eng Kurtax maachen, muss dat e bëssen anescht fonctionnéieren, datt een also e bësse méi Iwwersiicht kritt iwwert den Hébergement, wéi vill Nuitéeën et dorëmmer sinn.

An dat ass och wichteg fir den ONT, wann ee wëllt besser vermaarten, muss ee gudd Informatiounen hunn: Vu wou kommen d'Zilgruppen hier? Sinn dat Familljе mat Kanner, déi kommen? Oder wéi gesäit dat aus? Datt mer also bessert Statistiksmaterial kréien. Dofir hu mer, wéi gesot, dee Projet de loi der Chamber virgeluecht. Ech hoffen och, datt e méiglechst schnell ka gestëmmt ginn.

Dat Zweet, dat war d'Qualitéitszertifizéierung a -klassifizéierung. Do huet den Här Angel, mengen ech, nogefrot iwwert déi Bureaux d'information reconnus. Mir hunn d'Analys vun de Kritäre fir esou Büroen elo praktesch ofgeschloss. Et ware jo d'Kritären opgestallt ginn. Den Europäeschen Tourismus Institut huet dat analyséiert, ass bei d'Büroe gaang an huet mat en diskutéiert. Ech denken, an engem Mount ongefeier wäerten dann och déi Büroen hire Logo kréien, datt se unerkannt Bureaux d'informations sinn. Da weess de Client och: Hei, ech fannen déi an déi Déngschtleeschtungen an deem Büro do vir.

Wat elo d'Qualitéitszertifizéierung ubelaangt, wëlle mer och an de Schwäizer Q-Label goen. Et hat een - ech mengen den Här Schank - dovunner geschwat, fir ze kucken, fir déi Betriber, déi am Tourismus schaffen, ze motivéieren, fir méi qualitéitsorientéiert ze schaffen.

De Schwäizer Q-Label, do gëtt et dräi Stufen.

Dat eent ass, wou méi op den Accueil an de Service opgepasst gëtt. Do gëtt eng Formatioun gemaach fir déi, déi sollen am Betrib kucken, datt dat no deene Kritäre geet.

Déi zweet Stuf, do geet et méi ëm de Qualitéitsmanagement. Do gëtt also méi eng laang Formatioun gemaach. Déi ginn och méi Kritäre gefrot. Da kritt een zwee Qen.

A wann ee gären dräi Qen hätt, da muss een eng ISO-Zertifizéierung maachen. Dat ass éischter fir grouss Betriber. Mer hunn am Land hei een Tourisumusbetrieb, deen déi ISO-Zertifizéierung gemaach huet, an ech hoffen, datt där nach weider nokommen.

De Q-Label ass en Zeechen, wat unerkannt ass, wat bekannt ass. Rheinland-Pfalz zum Beispill, huet dee Schwäizer Q-Label och elo adoptéiert. E gëtt an aacht oder zéng Länner ugewannt. An ech mengen, dat ass eng weider interessant Méiglechkeet, fir ze weisen: Hei, mir si qualitéitsorientéiert, an eis Betriber, déi ënnerwerfe sech deene Kontrollen, déi dobäi virgesi sinn.

Dann e Wuert zur Klassifizéierung. Dir wësst, datt mer versicht hunn, fir eng Benelux-Klassifizéierung ze maachen an der Hôtellerie an am Campingsecteur. Mir hunn elo e gréissere Problem kritt, well d'Hollänner einseitig e bëssen aner Kritären agefouert hunn a sech net méi un déi Benelux-Klassifizéierung halen. Mir ware mat den Hollänner zesummen, fir ze kucke wéi si et maachen. Hire Modell ass och net oninteressant. Si orientéiere sech e bësse méi um däitsche Modell, fir niewent objektive Kritären, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, och subjektiv Kritären dran ze maachen, wat den Accueil, d'Déngschtleeschtung an esou ubelaangen. An ech mengen, datt mer solle versichen, fir eben och lues a lues mat hinnen an déi Richtung ze goen.

Ech hätt awer gären - ech wëll dat soen -, datt mer e Benelux-Label bäibehalen. Eis Haaptclientë sinn d'Hollänner an et sinn d'Belsch. Et ass wichteg, datt mer eng Zertifizéierung hunn, wou d'Hollänner an d'Belsch sech dran erëmfannen, déi se kennen. Duerfir, mengen ech, wär et wichteg och an enger Aart Benelux-Klassifizéierung fir d'Hôtellerie a fir de Camping ze bleiwen.

Dann, wéi gesot, hu mer e Grupp gemaach, fir regional Tourismusagenturen ze schafen. Dat ass eng Saach, déi den ETI scho méi laang proposéiert huet, fir ze kucken, fir d'Kräften ze bündelen a fir op dräi Stufen ze schaffen.

D'national Stuf, dat ass den ONT an den Tourismusministère.

D'regional Stuf wären dann déi ORTen, wou versicht gëtt alleguer déi, déi haut schonn an de Regiounen a fir d'Regioun schaffen, beieneen ze kréien. E Büro ze kréien, wou eng ganz Rei vun Know-how a Professionneller beienee sinn, déi versichen eng besser Koordinatioun ze maachen an där Regioun; fir d'Aktioune vun de regionalen Acteuren ze koordinéieren, ze stimuléieren; fir e bessere regionalen Tourismusmarketing kënnen ze maachen; fir nei Produkter auszeschaffen, wat d'Regioun ubelaangt; fir gréisser Manifestatiounen an der Regioun ze organiséieren; an natierlech och fir déi kulturell, déi natierlech, déi historesch Ressourcë vun der Géigend besser touristesch en valeur ze setzen.

Also, ech wëll soen, datt den ORT am Fong méi ass wéi d'Zesummeleeë vun dräi Ententë vum Norden. Do soll also eng Struktur geschaf ginn, wou eng substanziell Plus-value derbäi soll erauskommen. Dat soll méi professionell gemaach ginn. An an där Struktur sollen och déi aner Acteuren, déi fir den Tourismus täteg sinn - ech soen elo emol d'Transportentreprisen, Horesca ass souwéisou derbäi, mä LEADER zum Beispill, kulturell Agenten, déi an der Regioun täteg sinn -, mat abezu ginn a mat agebonne ginn; datt do eng koordinéiert Politik gemaach gëtt, fir och kulturtouristesch méi staark kënnen an der Regioun täteg ze ginn. Also, wou versicht gëtt, fir méi Produkter, déi cibléiert sinn op gewëssen Zilgruppen, kënnen an der Regioun ze schafen an ze vermaarten. Dat verlaangt natierlech - et ass scho gesot ginn - och méi Suen.

Wat een hei nach muss klären, dat ass: Wéi sinn d'Relatiounen elo zum Beispill tëschent den Ententen, déi haut bestinn, an tëschent där Struktur ORT. Déi Diskussioune mussen nach weidergefouert ginn. An dann och wann ee Produkter wëllt schafen, wann een nei Leit wëllt drakréien, déi qualifizéiert sinn, dat ass och wichteg, da brauch ee méi Suen. Wéi gëtt dat finanzéiert? Ech mengen, dat ass ëmmer gesot ginn: ORTe schafen an och finanzéieren ass e Ganzt. Et muss ee kucke wéi een de Refinanzement ka maachen. Ech si bereet - ech hunn dat och schonn emol gesot -, esou wéi ech den ONT praktesch zu 60% finanzéieren, fir och déi heiten ORTen zu 60% ze finanzéieren, mä da feelen awer nach 40%.

Bis elo ass am Norde probéiert ginn a gefrot ginn: Wat kënnen d'Gemenge bäileeën? Een Euro pro Awunner. Dat geet awer net duer fir dat Ganzt ze finanzéieren! Dat heescht, do feelen nach aner Suen, déi ee muss kréien. Dat kann op bénévoler Basis gemaach ginn, datt ee bei d'Hotele geet a seet: Lauschtert emol, Dir profitéiert jo och dovun, sidd Der bereet an der Regioun esou e Montant opzebréngen, fir hei ze finanzéieren? Datt ee bei Busentreprisë geet an déi freet.

Dat kann een op volontärer Basis maachen, oder awer et esou maache wéi och an d'Ae gefaasst ginn ass, datt ee seet, mir mussen eng Aart Kurtax aféieren, fir datt d'Gemengen net ze vill Dépensen hunn. Et ass schonn esou, datt d'Gemengen, déi am Tourismus täteg sinn, oft méi Dépensen hu wéi se Suen duerfir erakréien. Dat heescht, datt ee versicht hinnen finanziell Méiglechkeeten ze gi fir këmne méi Effortë fir den Tourismus ze maachen.

Wéi gesot, do hu mer scho laang driwwer diskutéiert. 2001 hu mer eng Motioun ugeholl, 2003 ass déi Etüd vun der ETI komm. De Marco Schank als President vum ONT an ech selwer, mir hunn dem Syvicol 2002 e Bréif geschriwwen, wou mer eng Rei vu Pisten ugedeit hunn, déi ee kënnt maachen. Kloer war et, datt mer mussen emol schnell eppes kréien, an net jiddfer Gemeng soll eppes aneschters maachen. Mir mussen e Schema kréien, dee fir d'Land gutt ass, an dee sollt de Syvicol ausschaffen, well si hate sech deene Saachen ugeholl fir déi do ze maachen. Wéi gesot, mir hunn e Bréif geschriwwen. Mir hunn awer och drop higewisen, an ech mengen dat ass och eng zweet Saach, déi menger Meenung no parallell muss och vum Syvicol weidergedriwwe ginn.

Duerfir sinn ech frou, datt an der Motioun 1 och vun de Finances communales Rieds geet, datt a Kooperatioun mam Syvicol a mat dem Conseil supérieur des Finances communales doriwwer soll diskutéiert ginn, well ech si scho ganz laang derhannert. Ech mengen et wär berechtegt, datt ee bei der Verdeelung vun de Statsgelder un d'Gemengen den Tourismusgemengen hire spezifesche Problemer misst besser Rechnung droen, datt se méi Sue misste kréie wéi dat haut de Fall ass.

Well wa si z.B. eng Waasserleitung oder e Kanal leeën, maache se dat net nëmme fir hir Awunner, mä och fir d'Spëtzte vun der Saison. Dat heescht, eng ganz Rei vun Dépensen, déi op den Tourismusgemengen leien, gi wäit iwwer d'Besoien vun hirer Bevölkerung eraus. Duerfir misste mer menger Meenung no zwou Saache matenee maachen: Eemol kucken, wéi kann een d'Tourismusgemenge bei där Verdeelung vun de Staatsgelder besser berücksichtegen; an dat Zweet ass eng Kurtax aféieren, déi méiglechst einfach soll sinn, datt se schnell ka gemaach ginn. Da muss een ebe kucken, wéi kann ee vläicht dono méi eng sophistiquéiert kréien, fir d'éischt op fräiwëlleger Basis an duerno vläicht dann doriwwer légiféréieren. Mä mir wëssen alleguer, dat ass eppes, dat dauert e bësse méi laang, a wa mer net schnell eppes Einfaches maachen, da kréie mer guer näischt.

Well ech hunn hei dem Här Calmes nogelauschtert, hien huet nëmme Problemer a Froen opgeworf, eng Léisung hunn ech net gehéiert. Et ass einfach, effektiv kann ee bei deenen dote Problemer op ganz vill Schwieregkeeten hiweisen, a wann ee fir d'éischt muss eng Eenegung mam Secteur fannen, déi fënnt een net, ech soen Iech dat. De Marco Schank huet als ONT-Präsident jo Diskussioune gehat mat dem ganze Secteur. Do kritt ee keng Eenegung. Ech mengen, mir hunn hinnen nogelauschtert. Mir wësse wat hir Meenung ass. Mir wëssen och wat déi eenzel Acteuren an deem Secteur vun Iddien hunn, an duerno muss eng Décisioun geholl ginn.

An ech mengen, d'Décisioun war hei an der Chamber am Prinzip geholl ginn, datt mer solle mat dem Syvicol zesummeschaffen, datt mer sollen an der éischter Etapp kucke fir eppes Einfaches ze maachen, wat am Fong op den Iwwernuechtunge géif leien. An der zweeter Etapp emol kucken, ob een net kënnt e Schrëtt weider maachen. An ech mengen, dat soll een duerfir och realiséieren.

Wéi gesot, ech kann déi Motioun 1 ganz gären - oder 2 ass et, pardon - unhuelen, mä et ass schonn e groussen Deel vun deem wat do gefrot gëtt gemaach ginn. Ech mengen, elo musse mer kucken, soubal wéi de Syvicol konstituéiert ass, an ech denken, datt dat jo awer schnell wäert de Fall sinn, fir do Neel mat Käpp ze maachen, an datt mer an déi Richtung ginn, datt, wann eng Gemeng, et gëtt keng Gemeng obligéiert et ze maachen, mä wann eng Gemeng eng Kurtax aféiert, datt se dat no engem gewësse Schema soll maachen. Ech mengen, dat ass de Sënn an den Zweck vun deem Ganzen, a wa se do Suen erakréien, mussen déi natierlech, dat ass evident, och an den Tourismus erëm investéiert ginn. Dat kënne mer awer och net an engem Reglement virschreiwen. Mä et ass normal, datt d'Gemengen, wa se duerfir Suen erakréien, déi och erëm an den Tourismus investéieren. Esou vill Fidenz muss een an d'Gemengen hunn.

Mir hu jo ee Beispill oder zwee Beispiller, wou et scho besteet. An der Stad Lëtzebuerg gëtt vläicht net all Frang, dee se erakréien, an den Tourismus investéiert, mä si soen, mir hunn awer och eng ganz Rei Dépensen, well mer Touristestad sinn, an déi Suen, déi mer kréien, dovun huele mer e klengen Deel fir déi Dépensen do matzefinanzéieren, mä e groussen Deel geet awer an de Luxembourg City Tourist Office, an déi kënnen duerfir och seriö a professionell schaffen. A si maachen dat da jo och ganz gutt.

Iwwerhaapt wëll ech och hei soen, datt ganz vill Bénévolat am Tourismus täteg ass. Et muss een oppasse bei alle Strukturännerungen, déi ee mécht, datt een déi mat am Boot behält. Wann déi aus dem Boot eraussprangen, dann erleide mer Schëffbroch. Duerfir muss een ëmmer oppassen, datt mer versiche mat hinnen zesummen déi Schrëtt do ze maachen, an ech menge schonn, datt dat och méiglech wär.

Gutt. Dann ass geschwat gi vun deene véier Achsen. Ech wëll net op dat alles nach eng Kéier agoen. Ech mengen, de Kongresstourismus ass e wichtege Créneau, do sinn Akzenter gesat ginn. Mir hu gudd Infrastrukture, wou et - leider Gottes, muss ech soen - bei där enger um Kierchbierg nach e bëssen dauert, ier se erëm eng Kéier fäerdeg ass. Dat si Contraintë vun der EU a vun der Présidence, déi mer haten, mä mir denke schonn, datt do och déi Infrastruktur, wa se fäerdeg ass, optimal ass.

Mir kréien nei Kulturzentren, wou kënne Kongresser oder Seminären ofgehale ginn, a wichtegen Tourismus-Uertschaften. Mir hunn der d'ailleurs schonn eng Partie. Ech mengen also schonn, datt de Kongresstourismussecteur ka weider ausgebaut ginn. Do ass nach Loft dran, an dat ass dee Secteur wou am meeschte Suen ausgi ginn. Duerfir soll ee kucke fir dee weider esou ze pousséieren an ze forcéiere wéi dat an der leschter Zäit gemaach ginn ass.

Natierlech gëtt et och aner Saachen, déi parallell dozou geschéie mussen, wéi de Findel. Do muss munches sech e bëssen änneren, do si jo och Projeten amgaangen. D'Ubannung un den TGV kann och sécher, wat de Kongresstourismus ubelaangt, eppes bréngen. Also do si scho Saachen, déi sech maachen, déi kënnen an déi Richtung do bäihëllefen.

Tourismus am ländleche Raum, do sinn ech frou, datt unerkannt ginn ass, datt ganz wichteg a richteg Schwéierpunkte geschaf gi sinn, déi och schonn ernimmt gi sinn: Munzen, Naturparken, Cornelyshaff, LEADER-Regiounen, a wat do flott ass, dat ass, datt déi do Saache meeschtens bottom-up gemaach gi sinn. Dat heescht, d'Leit aus der Regioun hu versicht fir déi Saachen do ze schafen an och esou wäit wéi méiglech derhannert ze stoen. Da gëtt et en Erfolleg, anescht ass et net méiglech.

D'Muselschëfffahrt, d'Thermalbad, de Parc merveilleux, de Musée des mines, Train 1900; ech wollt der elo zwee, dräi aus dem Süden nennen, well heiansdo déi aus dem Süde mengen, do wier näischt geschitt. An de leschte Joren ass villes am Süde geschitt. An och dee ganze Beräich vun der Industriekultur, wëll ech och soen, dat ass e wichtege Beräich, deen och ausbaufäeg ass, grenziwwerschreidend ausbaufäeg ass, och do wäerte mer nach weider dru schaffen.

Am Campingsecteur musse mer natierlech kucken, datt mer wéi gesot d'Qualitéit förderen. Dat ass och esou virgesinn an der Subsidiatioun, déi mer ginn. Beim Eco-Label hoffen ech, datt der do nach méi matmaachen. Mir si weider do drun. An der Hôtellerie besteet e Problem fir déi kleng Hotelen an den Touristeregiounen. Do musse mer also kucken, och weider Investitiounen ze förderen. Bei deene méi grousse Betriber, do hu mir Gott sei Dank e puer Lokomotiven an den eenzelne Regioune kritt, déi Leit unzéien, de Wee weisen. Et sinn anerer, déi maachen dat no. Ech hoffen, datt mer der vill kréien a méi kréien, déi dat nomaachen, an et si jo Beispiller do genannt ginn, déi an de Wellnessberäich investéieren. Dat ass ouni Zweifel richteg.

Also ech menge schonn, datt mer och an Zukunft mussen d'Hôtellerie encouragéieren ze investéieren, an ech mengen déi Bäihëllefen, déi mer do ginn, déi sinn, ech wëll net soen eemoleg an Europa, mä awer ganz grosszügeg, well mer wëssen, datt do muss permanent vill investéiert ginn, well d'Usprécher vun de Clientë ginn ëmmer méi héich.

Ech sinn d'accord mat der Madame Dall'Agnol, déi seet, et misst een de Client an de Mëttelpunkt setzen. Dat ass och ganz richteg. Dat versiche mer och ze maachen, well alles dat wat investéiert gëtt, dat kënnt opgrond vun Usprécher, déi d'Clientë stellen. Well wa mir et net maachen, da gi se enzwousch aneschters hin. D'Ugebuet an d'Konkurrenz sinn nämlech ganz grouss, duerfir muss ee permanent investéieren. Mir wëllen och am Kader vum Fënnefjoresplang Investitioune weider förderen, wéi gesot no geziilte Kritären.

Et ass geschwat gi vun Defiziter. Ech soen nach ëmmer, datt ech net derfir si fir e groussen Centerpark ze maachen, deen e geschlossene Circuit ass, wou d'ganz Ekonomie näischt dovun huet an d'Regioun och näischt dovun huet. Dat hu mer schonn oft hei an der Chamber diskutéiert. Ech mengen, déi meescht waren ëmmer der Meenung, datt mer net sollen an déi Richtung goen, och wann do eng gutt Auslaaschtungsquot ass. Ech si mer däers bewosst, datt een do vill Leit kann unzéien. Mä dat si geschlosse Réseauen, wou am Fong d'Regioun méi Nodeeler wéi Virdeeler dovun huet.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- An et gi Leit doranner beschäftegt, ech sinn och souguer d'accord domat, mä dat si meeschtens Leit, déi se selwer matbréngen, a si importéiere praktesch all hir Wuere vun do wou se hierkommen. Also mir hunn déi Systemen do analyséiert. Bis elo war keen interessanten dobäi.

Ech hunn e puer Leit d'Offer gemaach: Mä mir hunn dach hei eng gudd Hôtellerie, déi ass net ëmmer beluecht. Am Contraire, déi këmnt besser beluecht ginn. Woufir kann een déi net mat abannen, datt och déi Leit, déi an deenen Hotele sinn, këmne vun Ären Infrastrukture profitéieren? Bis elo wollte sie dat net. Si hunn en anert Konzept. Si wëlle sech net opmaachen. Wa mer emol ee fannen, dee bereet ass, an déi Richtung do matzegoen, hu mer kee Problem fir esou Saachen ze akzeptéieren, wann et vernünfteg ass an de Prinzip vun der Qualitéit an der Nohaltegkeet derbäi awer och gewahrt bleift.

Et ass vun engem Erlebnisbad geschwat ginn. Mir maachen Etüden, ech wëll dat och soen. An eng Etüd, et ass vun dausend Säite geschwat ginn, ech weess net genee wéi déck datt se ass, mä se ass vun engem Mann, dee scho laang fir de Sportsministère schafft, deen also weess wat fir eng Schwemmen hei am Land gebaut gi sinn oder nach a Planung sinn, an deen huet och fir den Tourismusministère gekuckt: Këmne mer nach en Erlebnisbad gebrauchen? Wa jo, wou? Wéi soll dat eventuell gemaach ginn? Wéi kann dat rentabiliséiert ginn? A wéi gesot, hie këmnt zur Konklusioun, datt, wa mer eis et wëlle leeschten, eent nach géif duergoen.

Erlebnisbad an Erlebnisbad këmne awer zweeërlee Saache sinn. Wann ech vun esou Erlebnisbäder um Camping héieren, ass dat wat hie gemengt huet eppes ganz aneschters. En denkt un eent wéi dat wat zwësche Stroossen a Bartreng gemaach gëtt. Esou en Erlebnisbad ass eppes wat vill Leit unzitt, ouni Zweifel, an ech menge schonn, mir këmnten esou eppes nach an enger Touristeregioun gebrauchen.

Mä och dat geet nëmme wa mer Leit fannen, déi et finanzéieren. Do muss een also menger Meenung no onbedéngt privat Promoteure mat an d'Boot kréien. Datt déi net alles finanzéieren, ass vläicht méiglech, mä et muss een op d'mannst kucken, datt do e gewëssene Finanzement këmnt. Datt dann herno och Schoulklassen dovu profitéieren, ass jo och net falsch, well dat muss souwisou an der Regioun ugebuede ginn, mä ech mengen do wär nach eng Méiglechkeet fir och eng Indoor-Aktivitéit ze kréien, déi interessant ass an déi effektiv hei am Land feelt.

Da wat de Bannentourismus ubelaangt, ech mengen, do ass jo eis Optik ëmmer, datt mer wëlle versichen, Infrastrukturen ze schafen, déi interessant sinn, wou och d'Lëtzebuerger këmnten dohinner goen. Dat gëtt jo och ëmmer méi staark profitéiert. Ech wëll och nach eng Kéier soen: Eng vun eise Visiounen an eise Strategien ass jo, datt mer sollen och Infrastrukture schafen, déi wuel den Touristen zegutt kommen, mä awer och de Leit hei aus dem Land zegutt kommen, déi och hir Liewensqualitéit verbesseren, fir datt d'Akzeptanz vun de Lëtzebuerger vis-à-vis vum Tourismus gutt ass.

Déi ass hei am Land iwwrigens gutt. Wa mer Vëlospistë bauen, do fueren och vill Lëtzebuerger driwwer an déi profitéieren och dovunner. Sou ass dat richteg fir ganz vill Infrastrukturen, déi am Fong fir den Tourismus geschaf ginn, mä deenen Eenzelnen awer och zegutt kommen, an ech wär frou wann nach méi Leit géifen zum Beispill vun der Muselschëfffahrt a vun anere Saachen, déi geschaf gi sinn, profitéieren. Och vun de Muséeën, obschonn ee gesäit, datt dat lues a lues zouhëlt.

Da kommen ech un de Kulturtourismus, well dat jo och e Problem ass, deen oft ugeschwat ginn ass. De Kulturtourismus huet ouni Zweifel eng ganz grouss Entwécklung gemaach. Dat ass och hei gesot ginn. 1995 war Lëtzebuerg déi éischte Kéier Kulturhaaptstad. Mir hunn 1995 déi héchsten Iwwernuechtungszuel gehat säit jeehier. 2005 war déi zweethéchsten. Mä et huet ee gesinn, datt dat Kulturjoer 1995 eppes beweegt huet. A mir ginn dovun aus, datt dat Kulturjoer 2007 méi Iwwernuechtunge bréngt wéi 1995. Dat ass emol d'Zil wat mer eis gesat hunn a wou mer och mengen, datt et realistesch wier. Mä dat ass awer nëmmen ee vun de Kritären, déi ee kucken däerf.

Wat ass 1995 geschitt? Mä 1995, do hu mer och esou eng Etüd maache gelooss am Virfeld fir ze kucken: Wéi kënne mer 1995 touristesch notzen? An deemools war net vill Versteesdemech do, datt den Tourismus sech iwwerhaapt wollt ëm esou eppes bekëmmeren. An dunn ass en Déclic komm, datt vun de Kulturinteresséierten an de Kulturacteuren erkannt ginn ass, datt och si dovu profitéieren, wann net nëmme Lëtzebuerger, mä vill anerer dohinner kommen, wann dat do kann agebonne ginn an touristesch Produkter, déi vu Reesagenturen am Ausland vermaart a verkaaft ginn a Leit heihinner bréngen. A wann déi eemol hei waren an et huet hinne gefall, da soe se hire Kolleegen dat, da komme se och erëm eng Kéier heihinner, déi Saache kucken a bewonneren.

Dat wat ech am Fong am meeschte vun 1995 behalen hunn, ass, datt mer éischtens emol e Saut qualitatif kritt hunn an dem Tourisme culturel. Lëtzebuerg ass op d'Landkaart komm wou kulturellen Tourismus ka gemaach ginn, an ech géif soen et ass eng vill besser Zesummenaarbecht komm an e vill bessert Versteesdemech komm tëschent den Acteuren am Tourismusberäich an den Acteuren am Kulturberäich.

Datt do heiansdo net alles iwweree stëmmt, dat ass och déi Kéier de Fall gewiescht. An, Här Kox, ech ka guer net akzeptéieren, datt d'ETI an där Etüd, déi et gemaach huet elo dëst Joer, hätt wëllen de Kulturleit soen, wéi se sollen d'Kulturjoer organiséieren. Ganz a guer net! Déi Kéier ass et bei der Organisatioun vum Kulturjoer nämlech ganz anescht gaang. Et sinn zwou Kommissioune geschaf ginn, déi sech ëm Tourismus bekëmmeren am Kader vum Kulturjoer, eng national an eng fir d'Groussregioun. Do waren d'Acteure vum Tourismus mat dran, an déi Kommissioune bekëmmere sech ëm d'Vermaartung vum Kulturjoer.

A wat mir hei an eiser Etüd gemaach hunn ass fir ze kucken: Wat kann een elo profitéieren am Kulturjoer fir no 2007 erëm eng Kéier eppes Nohalteges ze kréien? Fir datt mer erëm eng Kéier e Saut qualitatif am ganze kulturellen Tourismus maachen. Dat ass am Fong d'Optik gewiescht vun dëser Etüd, an ech muss soen, datt ech frou sinn, datt am Fong déi Etüd zu Diskussioune féiert. Si ass jo op Internet veröffentlecht ginn, jiddferee konnt se nokucken, an eng ganz Rei vu Weeër gi jo opgewisen, wat ee ka maache fir no 2007 och touristesch vun deem Kulturjoer weider ze profitéieren.

Et ass ouni Zweifel esou, datt d'Image de marque vun der Stad a vum Land als kulturell Destinatioun muss weider ausgebaut a konsolidéiert ginn an datt een also duerfir muss eng Rei vu Saache maachen. An d'ETI huet e Virschlag ausgeschafft fir Lëtzebuerg zum Beispill méi staark als kulturtouristesch Destinatioun ze positionéieren a vun aneren ofzegrenzen, déi och am kulturellen Tourismus täteg sinn. Si soen: Mir sinn der Meenung, datt ee Lëtzebuerg kann erausträichen als e Land wat am Fong eemoleg ass, wou ganz vill europäesch Villfalt op klengstem Raum ugebuede gëtt.

An datt Lëtzebuerg am Fong e Land ass, wat eng ganz staark national Identitéit huet, déi duerch dee groussen an intensiven Afloss vun deene villen Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg liewen oder déi hei zu Lëtzebuerg emol waren, net verluer gaangen ass, am Contraire, datt déi Lëtzebuerger Identitéit sech am Fong aus eegener Wuerzel an aus deem externen Afloss staark mécht. Dat ass eppes wat eemoleg ass, dat soll een erausträichen, an duerfir schloe se vir, dat do a véier Zukunftsthemen ze maachen. An zwar soll Lëtzebuerg vermaart ginn als kulturtouristesch Destinatioun mat engem staarken eegene Profil. Duerfir soe se: Mir géife virschloen, een Domän „Lëtzebuerg-typesch" ze maachen, an do muss een dann Highlighten eraussichen, wat do dat Lëtzebuerg-Typescht ass.

Ee Beispill wat si genannt hunn ass d'Sprangprozessioun vun Iechternach, e Weltkulturierwen. Do ronderëm ass villes ze maachen, fir de kulturell interesséierten, reliéis interesséierten Tourist hei an d'Land ze kréien. En zweeten Domän ass „Schmelztiegel Europa". Mir sinn eng Finanzplaz, gewëss, mä mir sinn awer och eng Europa-Haaptstad. Mir hunn do Eemoleges unzebidden. Lëtzebuerg-Stad ass och UNESCO-Weltkulturierwe ginn, mir hunn hei formidabel Saachen unzebidden. Duerfir kënnt een am Fong dat zu engem Thema maachen, woumat ee Leit kënnt unzéien.

D'Industriekultur hat ech scho genannt. Och do ass eppes wou ee ka grenziwwerschreidend villes bewegen. Eventen, do hu mer eng ganz Rei vu flotten, groussen, wichtegen Eventer, an 2007 ginn der erëm eng Partie gemaach. Et muss een elo kucken: Wat fir eng si gutt gewiescht? Wat fir eng sinn nohalteg? Wat fir eng muss een iwwer 2007 och weiderféieren, fir eben do eng gewësse Kontinuitéit a gewësse Saachen ze kréien? Wéi gesot, et gëtt scho ganz villes hei ugebueden.

Dann huet d'ETI awer och, géif ech soen, eng Rei vu Virschléi gemaach, wat een 2007 scho ka maache fir duerno ze profitéieren, zum Beispill eng Gästedatenbank huet hie proposéiert ze maachen. Datt also alleguer déi Leit, déi bei eis kommen, iergendwéi identifizéiert ginn, andeem datt een Datebanke mécht - an do gëtt et der jo, souwuel am kulturelle Beräich wéi och am Tourismusberäich -, fir datt een déi all zesumme kritt.

Mir hunn am kulturelle Beräich och eng Datebank, de Plurionet. A mir hu beim ONT den Agendalux. Wann een do en Interface mécht, da kritt een herno eng Datebank vun all deenen, déi am Joer 2007 hei waren, an déi kann een uschreiwen, déi kann ee fidéliséieren. Och dat do sinn also Préalablen, déi ee maache muss fir kënnen, wéi gesot, vun deenen ze profitéieren, déi hei waren, fir datt een déi weider kontaktéiere kann.

Da proposéiere se och - an ech mengen, dat ass jo och an där Motioun hei zum Ausdrock komm -, fir datt een dat wat sech elo bewährt, souwuel un Eventer wéi och u Strukturen, versicht méiglechst bäizebehalen. Dat heescht net, datt een elo, ech gesinn an der Motioun geet Rieds vun Incoming-Struktur, dat soll genee sou bäibehalen. Do muss ee kucken, do si Leit, déi schaffen doranner, déi kréien en Know-how.

Elo muss een also kucken, Incoming ass normalerweis eng Saach vu Privatacteuren, géif ech soen. Ech hat scho Kontakt viru laanger Zäit mat der Luxair, déi hunn erëm méi Intérêt bewisen, fir sech méi am Incoming ze investéieren. Ech ka mer virstellen, datt d'CFL interesséiert dorunner ass. Ech kéint mer och virstellen, datt deen, deen elo de Cahier des charges am Kulturjoer exekutéiert, och vläicht Interessi drun huet. Do kéint een also eng Privatstruktur opbauen. Do sinn déi Leit natierlech, déi Know-how hunn, ganz wëllkomm, an déi gi vun deene jo sécher gesicht. Oder et mécht een, wéi och eventuell ugedeit, eng Mixstruktur, datt een dem ONT d'Stad Lëtzebuerg an anerer mat doranner hëlt an datt déi sech dorëmmer bekëmmeren.

Wat een awer vermeide muss, dat ass, datt eng déloyal Konkurrenz kënnt tëschent dem staatleche Secteur an dem Privatsecteur. Wann de Privatsecteur sech wëllt doranner investéieren, mengen ech soll een deem do awer de Virrang loossen. Also ech mengen, dat soll ee weiderféieren esou gutt wéi et méiglech ass, an ech denke schonn, datt, wéi gesot, d'Kulturjoer 2007 eis e weidere Sprong an déi Richtung erlaabt, an ech si gudder Hoffnung, datt mer am kulturellen Tourismus weider Zoulaf kréien an eis och do verstäerke kënnen.

Ech wëll nach eng Kéier belobegend ervirsträichen, datt och am Kader vun där Diskussioun, déi an der A.s.b.l., Luxplus2007 gemaach ginn ass, eng Rei vun touristesche Besoinë scho festgehale gi sinn. Zum Beispill gëtt e Planning Guide gemaach, e Sales Guide fir professionell Acteure wéi Busentreprisen, Reesagencen an der Groussregioun. Ech hoffen, datt déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht och ka weider bestoe bleiwen an ausgebaut ginn. Do misst ee kucken, ob een net an dat Haus vun der Groussregioun, wat hei zu Lëtzebuerg ass, kënnt eng Persoun drakréien, déi sech ebe just ëm déi do Problemer géif bekëmmeren.

D'„Luxembourg Card", mengen ech, dat hat ech scho gesot, gëtt ausgewäit op d'Groussregioun. Et ass immens wichteg, datt mer versiche fir d'Groussregioun als Tourismusregioun dobausse besser bekannt ze maachen. Et ass e Mobilitéitsbeoptraagten agestallt ginn, fir de Flux vun den Awunner ënnerhalb vun der Groussregioun emol ze examinéieren - D'Leit aus der Groussregioun, wou gi se am Joer 2007 hin? Wat huet se ugezunn? -, fir och duerno dee kulturelle Bannentourismus an der Groussregioun weider förderen ze kënnen.

Wéi ech gesinn, ass meng Zäit eriwwer. Ech géif Iech also Merci soe fir Äert laangt Nolauschteren. Ech denke schonn, datt den Tourismus sech an de leschte Jore gutt geschloen huet. Wa mer koordinéiert zesummeschaffen, denken ech och, datt mer dat an Zukunft kënne maachen, an eis Trëmp ausspillen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 498-507

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel pages 507

Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg pages 507-517
pages 526-527

5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005 pages 518-526

Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne pages 527-528

Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme pages 528-538

Wat d'Motiounen ubelaangt, hunn ech jo, mengen ech, kloergemaach, datt ech d'Motiounen 1 an 2 akzeptéieren. D'Motioun 3, muss ech Iech soen, hunn ech net esou richteg verstanen. Ech hoffen, datt ech se méssverstanen hunn, mä déi kann ech net akzeptéieren. Hei soll eng eenzeg professionell Struktur geschaf gi fir d'Promotion touristique à l'étranger ze maachen. Ech hu gemengt, mir hätten en ONT. Mir wëllen deen dach sécher net ofschafen. Dee mécht dat all Joer an der Assemblée générale, do leet den ONT e Konzept fir de Marketing vir.

M. le Président.- Här Minister, den Här Angel wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Jo, direkt. Ech wëll just nach heirobber äntwerten. Den Här Calmes hat se net erkläert, duerfir weess ech net genau wat da richteg domat gemengt war, mä esou wéi ech se hei liesen, mengen ech, wier se absolut net akzeptabel. An déi véiert hunn ech gesot, datt mer déi och net akzeptéiere kënnen, well mer eng aner Optik hu wéi e Fënnefjoresplang zustane kënnt.

M. le Président.- Sou, elo stellt den Här Angel seng Fro.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här Minister, Merci fir Är excellent Erklärungen an Äntwerten. Ech hat just d'Fro och gestallt vu fënnef oder sechs Regiounen, an ech hu jo gesot, do gëtt et eng Regioun, déi soll sech emanzipéieren, déi soll Profil schafen. Oft gëtt gesot, do ass näischt an dofir gëtt et keng Regioun. Ech wollt erënneren, do si schéi Kulturlandschaften, do ass d'Atertdall, d'Äischdall, d'Vallée des Sept Châteaux, Miersch, Buerglënster, wonnerbar Vëlospisten, Autopédestren, Colmar-Bierg, d'Schlass, wann dat opgeet, gehéiert och an déi Regioun.

Sidd Dir der Meenung, dass déi Regioun soll en eegenen ORT kréien an och en Animateur touristique, oder mengt Der, et soll alles beim Ale bleiwen, dass mer net dem ETI-Konzept folgen a sechs Regiounen definéieren, mä nëmme fënnef? Wéi ass Är Positioun dozou? Oder kann een do nach spéiderhin driwwer nodenken? Sidd Dir do...

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech mengen, do soll een nach driwwer nodenken. Dat ass och schonn emol undiskutéiert ginn. Fir d'éischt wär ech emol frou, wa mer emol zwee ORTe stoen hätten. Et ass jo virgesinn, deen am Norden an deen am Mëllerdall ze maachen. Well wat jo och vu verschiddene Leit gesot ginn ass, am Norden an an der Mëllerdall-Regioun si Problemer wat d'Iwwernuechtungen ubelaangt. Do muss eppes méi gemaach gi wéi dat bis elo de Fall war. Do muss méi gebündelt ginn. Duerfir mengen ech soll een emol do ufänken. An dann ass d'Stad Lëtzebuerg ganz sécher eng eege Regioun. Dat ass hiren LCTO, dee fonctionnéiert haut schonn als ORT. An da muss ee kucken: Wou mécht een déi aner?

Et mécht och kee Sënn fir elo esou eng professionell Struktur ze schafen an et ass keng Masse critique do. Duerfir muss een also kucken: Wéi kann een déi do abannen a vläicht aner Strukturen? Ähnlech maache mer et bei de LEADER-Gruppen. Mir hu jo och do am Ufank versicht gehat, fir der sechs ze maachen. Op eemol hu mer gemierkt wéi d'Acteuren zesummeschaffen, dunn hu mer der fënnef gemaach. Esou kann et hei sinn, datt aus deene sechs eventuell nëmme fënnef ginn. Dat muss een also kucken.

Et muss esou sinn, datt eng Masse critique do ass, fir kënnen eng gutt Aarbecht ze leeschten. Et mussen och Iwwernuechtungsméiglechkeeten do sinn. Et huet kee Sënn, ech soen dat och, fir datt eng Regioun sech eenzel vermaart, wann een absolut net do schlofe kann. Dat heescht, dat muss e Ganzt ginn. Duerfir also wëll ech wéi gesot, mech net definitiv dozou ausschwätzen. Ech weess och, datt mer do eng ganz flott Regioun hunn. Et si jo och eng Rei vu Syndikater, déi an der leschter Zäit méi aktiv gi sinn, déi d'ailleurs am LEADER matschaffen, an ech mengen, dat ass en éischten Usaz fir an de LEADER-Gruppen touristesch Projeten ze entwéckelen, zesummenzewuessen, an da kann een och esou eppes maachen.

M. le Président.- Sou, domadder ass dëse Punkt ofgeschloss. Iwwert d'Motioune wäerte mer an enger nächster Sitzung ofstëmmen. Mir sinn domadder och um Schluss vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir den 11., den 12. an den 13. Juli. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.20 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 14 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1055	Mme Viviane Loschetter	Affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange
1068	M. Robert Mehlen	Subventionnement des installations photovoltaïques
1070	M. Laurent Mosar	Frais de fonctionnement des fonds d'investissement
1071	Mme Sylvie Andrich-Duval	Brochure «Du personnel engagé dans votre ménage»
1072	Mme Claudia Dall'Agnol	Archives de RTL Group
1073	M. Aly Jaerling	Subventionnement étatique des communautés religieuses
1074	M. Claude Meisch	«Marge d'environnement» accordée aux exploitants de stations de service
1075	M. Aly Jaerling	Contrat de travail d'une aide socio-familiale en formation
1076	M. Lucien Thiel	Réputation du secteur financier luxembourgeois
1077	M. Claude Adam	Classes modulaires
1078	M. Claude Adam	Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS)
1080	M. Charles Goerens	Partis politiques d'extrême droite au pouvoir dans l'Union européenne
1081	M. Marc Spautz	Faillite d'une société aérienne
1082	M. Patrick Santer	Accord du Luxembourg à la dénonciation de la Belgique de la convention du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités
1085	M. Roger Negri	Interdiction générale de doubler pour les poids lourds >7,5 t sur le contournement entre Mamer et Bettembourg
1086	M. Patrick Santer	Détention de supports mettant en scène des actes de cruauté ou de barbarie, ainsi que des viols ou des assassinats en direct à des fins commerciales et utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins d'exploitation sexuelle
1087	M. Xavier Bettel	Hébergement des demandeurs d'asile déboutés
1089	M. Aly Jaerling	Fonctionnement 24h/24h du Centre de Coopération policière et douanière
1090	Mme Viviane Loschetter	Accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne après la première période transitoire
1091	M. Charles Goerens	Réalisation du projet d'infrastructure «tangente ouest»
1093	Mme Colette Flesch	Délocalisation des détenus préventifs du Centre pénitentiaire de Luxembourg
1094	Mme Colette Flesch	Absence d'un établissement pénitentiaire à régime semi-ouvert pour les femmes
1095	M. Carlo Wagner	Taux d'alcoolémie
1096	M. Marcel Oberweis	Libre accès du bétail aux cours d'eau
1097	Mme Claudia Dall'Agnol	Plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie»
1098	M. Aly Jaerling	Confiscation d'objets de nature à troubler l'ordre scolaire
1099	M. Robert Mehlen	Lutte biologique contre l'eupoecilia ambiguella dans le domaine de la viticulture
1100	M. Romain Schneider	Congé parental
1101	M. Ben Fayot	Accusations contre des membres du personnel du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck
1102	M. Claude Adam	Conseils de discipline des lycées
1103	M. Robert Mehlen	Procédure d'expropriation pour la construction d'autoroutes
1105	M. Niki Bettendorf	Réaménagement du passage à niveau à Leudelange-Gare
1108	M. Xavier Bettel	Bateau assurant la sécurité sur la Moselle
1110	M. Xavier Bettel	Audit de sûreté et de sécurité de l'Aéroport du Findel
1113	M. Xavier Bettel	Accès aux trains de personnes en fauteuil roulant
1114	M. Xavier Bettel	Application de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
1115	Mme Claudia Dall'Agnol	Accès aux trains de personnes en fauteuil roulant
1116	M. Paul Helminger	Emplacements de stationnement des entreprises
1117	M. Aly Jaerling	Déroulement des élections au Congo
1119	M. Claude Meisch	Aménagement communal et développement urbain (procédure d'approbation des dossiers PAG/PAP)
1120	M. Xavier Bettel	Organisation du trafic transfrontalier avec l'Allemagne (ligne ferroviaire Trêves-Luxembourg)
1124	Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Présence du mouflon sur le territoire du Luxembourg
1129	M. Xavier Bettel	Moyens de détection du taux d'alcoolémie
1131	M. Laurent Mosar	Statut fiscal des SICAR
1134	M. Xavier Bettel	Malades en unité psychiatrique attachés par des lanières à leur lit
1140	M. Claude Meisch	Ouverture par l'État de comptes bancaires auprès d'établissements bancaires autres que l'Entreprise des Postes et Télécommunications

Question 1055 (4.5.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange:**

Suite à la fermeture de la WSA (Warehouse Service Agency) de Bettembourg/Dudelange et la suppression de 215 emplois, j'aimerais savoir:

- Quelles sont les obligations contractuelles de la WSA?
- Un plan social est-il actuellement en cours de négociation?
- Sachant que le personnel de la WSA est employé sous différents statuts, Monsieur le Ministre peut-il me les préciser et quantifier?
- Actuellement le Ministère des Affaires étrangères est en charge de la gestion de ce site. Est-ce qu'à l'avenir cette gestion sera également assumée par ce Ministère?
- Existe-t-il un inventaire complet et actualisé des différents équipements et infrastructures se trouvant sur ce site permettant d'évaluer le potentiel de sa future affectation?
- L'implantation d'un centre logistique sur ce site ne pouvant régler que partiellement le problème des licenciements annoncés par la WSA, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour garantir l'emploi de ces salariés?
- Il a été question d'établir une partie du service de maintenance de l'armée et de la gendarmerie sur le site. Où en est le projet? Combien d'emplois ce projet pourrait-il sauver?

Q 171

Réponse (11.7.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

La présente réponse est fournie en concertation avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, et se base sur mon intervention lors de l'Heure de questions le 20 juin 2006.

- Les obligations contractuelles de la WSA à l'égard du personnel sont régies par deux Conventions collectives, l'une couvrant les employés, l'autre les ouvriers, chacune conclue pour la durée de deux ans. Conformément à l'article 4.6 de ces Conventions collectives «…toute suppression d'emploi due à des raisons économiques ou structurelles oblige la WSA d'entamer avec les syndicats représentatifs sur le plan national la négociation d'un plan social…». Il importe cependant de signaler dans ce contexte aussi les obligations incombant, conformément au «Memorandum of Understanding» conclu en 1978 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis à la partie américaine, et au respect desquelles celle-ci s'est engagée dès l'annonce de la cessation des activités à Bettembourg/Dudelange le 17 mars dernier.
- Un plan social n'est pas encore en cours de négociation.
- À la date du 1er juillet 2006, 205 personnes étaient employées sur le site de la WSA-Bettembourg/Dudelange dont 116 ouvriers et 89 employés.
- Le Ministère des Affaires étrangères n'est et n'a jamais été en charge de la gestion du site de Bettembourg/Dudelange. Suite à l'accord conclu en 1978 concernant la construction de deux dépôts de matériel militaire de réserve l'un à Bettembourg-Dudelange, l'autre à Sanem, la société à responsabilité limitée «Agence de gestion de dépôts - Warehouse Service Agency», (W.S.A. s.à r.l.) a été constituée et mandatée par le Gouvernement pour agir pour le compte de l'État vis-à-vis de l'OTAN, de l'armée américaine ou de toute autre autorité militaire ou civile concernée pour tout ce qui a trait à la construction, au financement et à la gestion des dépôts ou autres installations militaires ou civiles et de réaliser les infrastructures locales requises.
- Suite à l'annonce de la décision américaine de cesser toute activité au site de Bettembourg/Dudelange au 30 septembre 2006 des inventaires complets et actualisés des différents équipements et infrastructures ont été établis par la Direction de la WSA en vue de servir aux discussions en cours.
- Tel qu'annoncé déjà à la Chambre des Députés, le Gouvernement s'est prononcé en faveur de l'établissement d'un centre pour activités logistiques sur le site de Bettembourg/Dudelange. Cette solution semble à moyen terme présenter le potentiel le plus important en termes économiques et d'emploi. Néanmoins, au vu de la formation spécialisée d'une partie du personnel et au vu des infrastructures existant à Bettembourg, et en particulier du centre de maintenance, la conclusion d'un contrat d'entretien entre la WSA et l'Armée luxembourgeoise en vue de l'entretien et de l'entreposage du charroi de l'Armée est envisagée. Il serait ainsi possible de continuer à occuper une quarantaine de personnes sur le site de la WSA Bettembourg/Dudelange. La conclusion d'éventuels autres contrats de prestation de services est actuellement à l'étude. À noter enfin que les 36 salariés de la WSA engagés actuellement à des travaux extraordinaires d'intérêt général continueront à évoluer dans ce contexte.

Question 1068 (9.5.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **subventionnement des installations photovoltaïques:**

A leschter Zäit ass grouss Opreegung ënner enger Partie Leit, déi eng Installatioun fir nohalteg Stroumproduktioun op Basis vu Photovoltaik opgeriicht hunn. Et geet konkret ëm de staatleche Subventionnement op der Investitioun, deen - den Aussoe vun de Betraffenen no - deelweis géif a Fro gestallt ginn, a wou déi zoustänneg Instanzen d'Spillregelen nodréiglech géifen anescht applizéiere wéi dat an Aussiicht gestallt gi war. Ech wëll dobäi kloerstellen, datt et sech mengen Informatiounen no net ëm Fäll handelt, wou versicht ginn ass, ënner anerem d'Sanéierung vun engem Daach an d'Rechnung vun der Photovoltaikanlag ze integréieren.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng Ännerung an der Uwendung vun de Regele betreffend de Subventionnement vun de Photovoltaikanlagen, a wa jo, kënnt Dir mir dozou Detailer matdeelen?
2. Gëtt et vläicht aner Grënn, déi a lescher Zäit zu Kontroversen an dësem Beräich gefouert hunn, a wa jo, wat fir eng?
3. Wann dat net de Fall ass, kënnt Dir mir versécheren, datt de Subventionnement vun dësen Anlage weiderhin esou applizéiert gëtt, wéi dat bis elo geschitt ass?
4. Kënnt Dir mir soe wat de leschte Stand vun den Dossiere betreffend de Subventionnement vu Photovoltaikanlagen ass?

Réponse (22.5.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Nom modifizéierte Règlement grand-ducal vum 17. Juli 2001 kënne Privatpersounen een Antrag stelle fir staatlech Bäihëllefen an Usproch ze huele bei Investitioune wann d'Anlag op engem Wunnhaus installéiert gëtt. Deeselwechten Artikel erlaabt dem Privatmann, seng Anlag anerwäerteg opzeriichte wéi op sengem Domicile. Maximal Hëllefe sinn op 5.000 Euro pro kW, an déi maximal éligibel Anlag ass op 4 kW pro Persoun begrenzt.

D'Reglement léisst ausserdeem zou Kollektivanlagen opzeriichten, soufern déi virdru genannte Kriterien erfëllt sinn; am Speziellen ass och hei d'Participatioun op maximal 4 kW pro Persoun begrenzt.

Bei de Photovoltaikanlagen op Eefamilljenhaiser ass et einfach Propriétéitsverhältnisser respektiv Notznéisser vu staatlechen Aiden ze bestëmmen; dat ass bei Kollektivanlagen, wou méi Particulierë bedeelegt sinn, net méiglech mat deenen Ënnerlagen, déi bei der Verwaltung eragereecht gi sinn. Sou goufe Copropriétéitskonstrukten entwéckelt vun de Particulieren, wou déi maximal éligibel Participatioun vu 4 kW pro Persoun net méi iwwerpréifbar ass.

Well et nun emol Flicht ass vun der Verwaltung dofir ze suergen, datt d'Verdeele vu staatleche Gelder konform no de Kriterie vum Reglement ofleeft, huet d'Verwaltung bei deene Kollektivanlagen, wou d'Propriétéitsverhältnisser vun der Anlag respektiv d'Notznéisser net kloer determinéiert sinn, dës spezifesch Ënnerlagen nogefrot. Dës Nofro ass konform mat dem Artikel 20, Punkt 3 vum modifizéierte Reglement vum 17. Juli 2001.

Wat d'Situatioun vun den Dossieren ubelaangt, sou sinn nach momentan 1.247 Dossieren en suspens, well d'Verwaltung nach op Informatioune vun den Antragsteller waart.

Question 1070 (9.5.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **frais de fonctionnement des fonds d'investissement:**

Un arrêt récent de la Cour de Justice européenne contraint les gestionnaires de fonds d'investissement au prélèvement de la TVA sur certaines activités considérées comme accessoires à leur objet principal, dont notamment les dépôts des fonds. La mise en oeuvre de cette nouvelle logique d'imposition n'ira pas sans augmenter les frais de fonctionnement des fonds d'investissement, ce qui pourrait constituer un facteur d'amoindrissement de la compétitivité de la place financière luxembourgeoise.

- Dans ce contexte je voudrais savoir de Monsieur le Ministre si le Gouvernement entend procéder à des propositions de modification législative dans le sillage de l'arrêt de la CJE?
- J'aimerais également savoir si, dans un souci de compétitivité de notre industrie des fonds d'investissement, des mesures fiscales de compensation pourraient être envisagées, notamment au niveau des taxes prélevées sur les capitaux de sociétés?

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'arrêt de la Cour de Justice exige une analyse détaillée quant à son champ d'application et quant à son impact possible sur le secteur des fonds d'investissement. Cette analyse est actuellement en cours et une première réunion de consultation entre l'Administration de l'Enregistrement et les professionnels du secteur a déjà eu lieu. Le Gouvernement suit de près l'évolution de ce dossier et veillera à maintenir la compétitivité du secteur des fonds d'investissement. Par ailleurs, si de nouvelles règles devaient s'avérer nécessaires dans le contexte européen, elles ne s'appliqueront pas rétroactivement.

Question 1071 (9.5.2006) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **brochure «Du personnel engagé dans votre ménage»:**

Cette brochure, émise par le Centre commun de la Sécurité sociale, informe les personnes physiques qui souhaitent engager du personnel de maison sur la procédure administrative à suivre lors d'un tel engagement. Tant la brochure que la procédure administrative simplifiée introduite en janvier 1999 ont pour objet de faciliter l'embauche de personnel domestique du moins d'un point de vue «sécurité sociale». Force est de constater que la brochure occulte complètement le volet «Droit du travail». Or, il s'agit d'un volet particulièrement important qui touche à des questions essentielles. Ainsi, à moins d'avoir accompli des études en droit ou de consulter un avocat, la plupart des personnes ne savent pas comment rédiger correctement un contrat de travail, elles ignorent souvent tout de la procédure de licenciement et n'en connaissent partant pas les conséquences économiques.

Cette ignorance ou méconnaissance risque de constituer un sérieux frein à l'embauche de personnel dans un ménage privé.

Dans ce contexte la soussignée souhaiterait poser les questions suivantes au Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement ne pense-il pas qu'il faudrait, dans l'intérêt des personnes concernées et afin de favoriser encore davantage l'occupation de personnel domestique, compléter la brochure précitée d'un volet «Droit du travail» qui répondrait aux principales questions et difficultés qui peuvent se poser en la matière?
- Ne serait-il pas au moins utile de prévoir dans la brochure un renvoi aux principaux textes de lois qui régissent la matière voire de se référer aux différents documents qui existent d'ores et déjà et qui sont émis soit par le Ministère du Travail et de l'Emploi ou encore la Caisse des Employés privés voire différentes organisations syndicales?

Réponse (7.7.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance qui a mis en place une procédure administrative simplifiée pour les personnes souhaitant engager du personnel de maison, le Centre commun a élaboré une brochure destinée à en informer les personnes concernées. À cette occasion, il s'est limité à intégrer les seules informations relatives aux dispositions afférentes de ladite loi et relevant de sa propre compétence.

S'il peut a priori sembler intéressant de prendre en compte également les principales questions qui peuvent se poser en matière de droit du travail pour les personnes engageant du personnel de maison, il est évident que ce volet relève de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi. En cas d'intégration d'un volet «Droit du travail» dans la brochure en question, option qui répondrait certainement le mieux aux attentes des personnes visées, il faudrait envisager une publication commune sous l'égide des deux départements compétents.

Je me suis concerté à cette fin avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi.

Il paraît toutefois être difficile d'isoler en droit du travail les dispositions spécifiques s'appliquant au personnel de maison, alors que le droit commun est largement applicable.

La lecture du droit du travail sera cependant grandement facilitée avec l'entrée en vigueur du nouveau Code du Travail qui sera prévisiblement adopté par la Chambre des Députés lors de la semaine du 11 juillet 2006. Des renvois au Code du Travail seront ainsi possibles.

Lors d'une prochaine édition, les spécialistes pourront décider s'il est possible d'isoler des dispositions très spécifiques au personnel de maison.

Question 1072 (9.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **Archives de RTL Group:**

Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les archives de RTL Group (ancienne CLT), déposées au Centre National de l'Audiovisuel (CNA), cédées à l'État luxembourgeois, qui a payé alors la restauration, l'archivage, le stockage et la digitalisation de ces fonds, sont entièrement publiques et disponibles pour être utilisées par toute personne intéressée.

Réponse (29.6.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La question posée par l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol en rapport avec les archives de RTL Group appelle de ma part les précisions suivantes:

L'État a signé le 12 février 1996 et le 19 mai 1999 trois conventions avec la S.A. CLT-UFA relatives à la sauvegarde du patrimoine audiovisuel de la société.

Alors que les deux premières conventions concernent les supports film et vidéo, la troisième est consacrée exclusivement aux documents de la magnétothèque.

Dans les deux premières conventions l'État luxembourgeois s'est vu accorder, en contrepartie des investissements pour la mise en valeur des collections film et vidéo, les droits «d'utiliser librement les enregistrements d'archives de la CLT dans les limites des droits détenus par celle-ci pour réaliser de nouvelles productions audiovisuelles et à les exploiter sur tout support au Luxembourg uniquement» et d'y engager également, sous certaines conditions, des coproductions avec des producteurs luxembourgeois. Ceci présuppose la conclusion d'un contrat de coproduction en bonne et due forme avec l'institut. En matière de télévision «les droits TV pour le Grand-Duché de Luxembourg sont exclusivement réservés à la CLT qui peut céder ces droits de cas en cas».

Les documents en question deviennent la propriété physique du CNA alors que la CLT-UFA «continue à être le détenteur exclusif des droits d'exploitation et de l'ensemble des droits intellectuels rattachés à ces enregistrements».

Il ressort de ce qui précède que les archives film et vidéo de RTL Group ne sont pas «entièrement publiques et disponibles et» ne «peuvent être utilisées par toute personne intéressée» malgré les investissements de l'État dans la restauration, l'archivage, le stockage et la digitalisation de ces fonds, qui ont été et sont produits aux frais de la société. Les deux conventions ont cherché à allier la sauvegarde d'un patrimoine national avec les exigences d'une société commerciale privée, productrice des documents constituant ce même patrimoine.

Ceci dit, le CNA renseigne chaque demande de la part du secteur privé (producteurs, stations de télévision locales, etc.) sur ces dispositions et respecte bien entendu les accords conclus. À cet effet, une collaboration s'est établie entre le CNA et RTL Group dans l'information, la recherche et le traitement relatif à chaque demande individuelle.

La convention relative aux archives sonores, quant à elle, distingue plusieurs cas de figure:

L'État s'est vu accorder, comme pour les documents film et vidéo, la possibilité «d'utiliser librement les archives sonores pour réaliser de nouvelles productions sonores ou audiovisuelles et les exploiter sur tout support au Luxembourg uniquement».

Sous réserve de certaines conditions et en contrepartie des droits de diffusion dans les programmes radio de RTL Group, il est également convenu «que le CNA, en y associant ou non d'autres services de l'État luxembourgeois, peut utiliser les enregistrements d'archives sonores de la CLT-UFA pour la réalisation de coproductions avec des producteurs luxembourgeois dans le domaine sonore … et audiovisuel».

«La diffusion de documents d'archives dans le cadre des programmes des diffuseurs luxembourgeois peut être autorisée par le CNA après information préalable de la CLT-UFA et à condition de l'assortir de l'obligation d'une citation appropriée de la source et d'interdire toute reproduction ou commercialisation.»

Il faut néanmoins préciser que si d'une part le CNA s'est efforcé à faire ouvrir les archives sonores en faveur des diffuseurs luxembourgeois, ceux-ci, à l'exception de la radio socioculturelle 100,7 et DNR, ont peu profité de cette offre. Par contre le CNA est confronté à de nombreuses demandes privées (compositeurs, stations de radio étrangères, producteurs, réalisateurs) qui ont toutes été satisfaites en collaboration avec les moyens techniques et le personnel de RTL Group, et ceci dans le respect de la convention conclue le 19 mai 1999.

Question 1073 (9.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **subventionnement étatique des communautés religieuses:**

An de rezente Réunioune vun der Tripartite sinn eng Rei Spuermoossname proposéiert ginn, fir ënner anerem och de Statsbudget ze sanéieren. Eng Rei Automatismë sinn a Fro gestallt ginn, duerch déi eng Rei Sozialausgaben net méi sollen zu deene virgesinnenen Délaien ausbezuelt ginn.

De Käschtepunkt, deen de Stat awer de Reliounsgemeinschaften zougesteet, ass net diskutéiert ginn. Dat obwuel datt dës Ausgaben och vun Netgleewegen iwwer hir Steierofgabe matfinanzéiert ginn an och an deem Sënn missten iwwerduecht ginn.

De Bäitrëtt an eng Reliounsgemeinschaft misst dem Eenzelne seng Privatsaach sinn an dierft deemno net vun der Allgemengheet matfinanzéiert ginn.

Des Weidere misst driwwer nogeduecht ginn, ob, nodeem datt ëmmer méi Reliounsgemeinschaften déi gesetzlech zougestane staatlech Ënnerstëtzung verlaangen, dat nach zäitgeméiss ass an net misst iwwerduecht ginn.

Kann den zoustännegen Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten?

1. Wéi héich ass déi staatlech Bedeelegung un de Reliounsgemeinschaften elo, a wéi wierkt se sech an de Joren 2007 bis 2009 op de Statsbudget aus?
2. Wär et net sënnvoll am Kader vun den allgemenge Spuermoossnamen och dës staatlech Bedeelegung nei ze iwwerdenken?
3. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt de Bäitrëtt an eng Reliounsgemeinschaft eng Privatsaach misst sinn an net méi dierft vum Stat subventionéiert ginn?
4. Wat kënnt am Statsbudget agespuert ginn, wann eng kloer Trennung vu Reliounsgemeinschaften a Stat géif ageleet ginn?

Réponse (12.6.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Den honorablen Deputéierten Aly Jaerling stellt seng parlamentaresch Ufro iwwert de Budget vum Kultusdepartement a Form vu véier Froen:

1. De „budget des dépenses" vum Jor 2006 gesäit ënnert der Sektioun „00.7 - Cultes" e Montant vun 20.522.169 € vir. Dorënner falen d'Traitementer vun de Ministres des Cultes, d'Käschte vum Séminaire de Luxembourg, d'Subsiden un déi verschidde konventionéiert Kulten an d'Bourses d'études un d'Schüler vum Séminaire.

D'Traitementer eleng belafe sech fir d'Joer 2006 op 20.387.449 €. Dës Käschten ënnerleien deeneselweschte Konditioune wéi déi allgemeng Traitementer an der Fonction publique. Et handelt sech allerdéngs bei de viséierte Persounen net ëm Statsbeamten, mä ëm Privatbeamten, déi direkt vum Stat bezuelt ginn an där hire Statut op verschidde Punkten dem Statsbeamteregime ugepasst ass. Eventuell Spuermoossnamen ergi sech deemno aus der Evolutioun vun de Gehälter am Statswiesen.

Am Budgetsprojet fir 2007 ass um Niveau vun der Sektioun 00.7 eng Gesamtdépense vun 21.584.321 € virgesinn, dovu falen 21.419.848 € ënnert d'Traitementer (+5,06%). Et sief bemierkt, dass d'Propositounen zum Deel Avancementer an der Carrière virgesinn, déi awer nach net agetraff si respektiv och vläicht am Joer 2007 nach net wäerten antreffen, mä déi een awer op d'mannst muss arechnen. Et sinn also deels hypothetesch Extrapolatiounen, déi zu der Erhéijung vu 5,06% féieren, ouni datt et awer an der Exekutioun vum Budget esou wäit muss kommen.

Déi verschidde Subsidë bleiwen dobäi stabel oder huele souguer liicht of.

Et sief nach ze bemierken, dass am konventionelle Kader de Culte catholique nach deen een oder anere Posten opstoen huet.

En gros kann ee soen, dass den Ausgabebudget vum Kultusdepartement stabel ass a mat den allgemenge konjunkturelle Bedéngungen evoluéiert, besonnesch wat d'Traitementer betrëfft.

2. De gréissten Ausgabeposte vum Kultusdepartement, an zwar 99,23%, besteet, wéi gesot, aus de Gehälter vun de Ministres des Cultes vun deene verschiddene Reliounsgemeinschaften, déi am Kader vun enger gesetzlech bestätegter Konventioun mam Stat reglëiert sinn. Dorunner ass näischt ze änneren. De Budget muss dës Ausgabe virgesinn. Wann ee wéilt dorunner eppes änneren, misst ee souwuel déi eenzel Konventioune wéi déi verschidden Approbatiounsgesetzer änneren. Dat ass net virgesinn.

Dës Konventioune sinn explizit an eiser Verfassung virgesinn (Artikel 22) a musse vun der Deputéiertechamber avaliséiert ginn. Et ass also eis Verfassung selwer, déi eng gewësse Form vu Relatiounen tëscht Stat a Reliounsgemeinschaften net nëmmen zouléisst, mä souguer einfach viraussetzt. D'Chamber huet 1998 eng ganz Rei Konventiounen ugeholl.

D'Chamber huet an deem Kontext eestëmmeg „à main levée" eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung opfuerdert, dëse System auszebauen. Déi Motioun setzt eng Rei vu strikten a klore Kritäre fest, déi

et erméiglechen, weider Reliounsgemeinschaften ze konventionéieren a se esou ze integréieren. Ee vun de Kritären ass de Respekt vum „ordre public“.

Erlaabt mer déi drëtt Fro an déi véiert Fro mateneen ze beäntwerten:

3. et 4. D'Verfassung garantéiert a protegéiert ganz kloer d'Reliounsfräiheet (Artikel 19), an et ass keng Diskussioun, datt de Glawen oder Netglawe respektiv d'Zougehéiregkeet zu enger Reliounsgemeinschaft eng eminent Privatsaach sinn. D'Separatioun tëscht Stat a Gemeinschaften ass deemno garantéiert.

De Stat gesäit awer a senger Verfassung de reliéise Phenomeen als e gesellschaftleche Phenomeen un, dee soll iwwer Konventioune regléiert ginn, fir datt d'Reliounsgemeinschaften zum integrativen an net zum segregative Faktor ginn. Dofir déi Regelen, déi eng gewëssen Interaktioun tëscht Stat a Kulten erméiglechen ouni dobäi d'Reliounsfräiheet a Fro ze stellen an ouni datt d'Relioun sech an de Stat amëscht. Déi Relatioune resultéieren exklusiv an enger finanzieller staatlecher Partizipatioun un de Käschten, déi Reliounsgemeinschaften droen. D'Verfassung garantéiert och d'Assoziatiounsfräiheet, an trotzdeem hu mer Gesetzer, déi dës Dispositioun regléieren. Et gëtt vill där Beispiller a si resultéieren all aus enger Statsphilosophie, déi et erméiglecht, all Form vun „Phénomène de société“ als Integratiounsfaktor ze traitéieren an esou eng „communautarisation“ ze évitéieren. Dës Philosophie garantéiert och virun allem, datt d'Bierger an hire verschiddenen Aktivitéite gläichberechtegt behandelt ginn an datt se déi néideg Garantien hunn, hire Choix kënnen iwwerhaapt fräi an transparent auszeüben.

Wéi gesot, de Stat intervenéiert a ville sou genannte private Beräicher vum Liewen, déi eng gewësse communautaresch Dynamik opweisen, mä nëmmen esou huet de Mënsch d'Garantie op e fräit Erliewe vu senge privaten Uleien. Et ass d'Basis vum „contrat de société“, deen eist Zesummeliewen erméiglecht.

Question 1074 (10.5.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **«marge d'environnement» accordée aux exploitants de stations de service:**

En 1995 le Ministre de l'Économie a accordé aux exploitants de stations de service une marge supplémentaire (marge «environnement») destinée à couvrir les frais liés aux mesures de protection de l'environnement. Cette marge est basée sur un délai d'amortissement de douze années, sur un nombre de 284 stations hors autoroutes ayant existé au 1er janvier 1995 et sur les ventes réalisées en 1994. La marge se chiffrait à 37 centimes (LUF) soit 0,917 cents (EUR) par litre d'essence respectivement à 20 centimes (LUF) soit 0,495 cents (EUR) par litre de diesel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

a) Est-ce que la marge a été renégociée et, dans l'affirmative, quel en est le montant actuel?

b) Quel est le montant de la réserve constituée par cette marge au cours des dernières années et quelles sont les dépenses engagées par les propriétaires des stations de service pour l'assainissement de leurs terrains? Quel est le nombre de propriétaires ayant engagé des dépenses en vue de l'assainissement de leurs terrains?

c) Considérant que la marge, lors de son introduction en 1995, a été basée sur un délai d'amortissement de douze années pour les 284 stations hors autoroutes ayant existé au 1er janvier 2005, Monsieur le Ministre entend-t-il supprimer la marge au 1er janvier 2007 et par là diminuer le prix des carburants? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire susmentionnée, j'ai l'honneur de vous fournir les renseignements suivants:

Ad 1

Depuis son introduction en date du 1er août 1995, la marge «environnement» est toujours de 9,1721 €/1.000 litres pour les essences et de 4,9579 €/1.000 litres pour le carburant Diesel. Ces montants ont d'ailleurs été repris dans les structures de prix retenues dans le contrat de programme signé en date du 20 juillet 2004 entre le Ministre de l'Économie et les associations professionnelles du secteur pétrolier.

Ad 2

Le montant perçu par les propriétaires/distributeurs hors autoroutes depuis le 1er août 1995 au 1er janvier 2006 peut être évalué à 56 millions d'euro pour les essences et à 27 millions d'euro pour le carburant Diesel, soit au total à 83 millions d'euro.

Le coût unique pour l'assainissement de 284 stations a été évalué au moment de l'octroi de la marge «environnement» à 63 millions d'euro et l'impact du coût des contrôles périodiques à 2,8 millions d'euro par an, soit en l'espace de 10 ans et demi à 29 millions d'euro, ce qui fait un total de 92 millions d'euro.

Ad 3

À l'expiration du délai de douze ans à la date du 31 juillet 2007, il y aura lieu de réexaminer le dossier à la lumière des chiffres définitifs, tant en ce qui concerne les frais uniques réellement exposés que pour ce qui est des frais périodiques engendrés par la réglementation en matière de protection de l'environnement avant de pouvoir se prononcer sur l'ampleur d'une éventuelle réduction ou modification conformément à l'article 9 du contrat de programme.

Question 1075 (10.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **contrat de travail d'une aide socio-familiale en formation:**

Mengen Informatiounen no ginn a verschidde Beräicher Aides socio-familiales en formation während hirer véierjähreger Ausbildung ënner Aarbechtskontrakter als Aide ménagère beschäftegt, anstatt datt se e Kontrakt als Aide socio-familiale en formation ausgestallt kréien.

Si mussen awer déiselwecht Interventioune verriichte wéi eng Aide socio-familiale.

Obwuel datt an engem groussherzogleche Reglement vum 10. am Wäimount 1996 festgehale gouf, wat déi generell Attributioune vun den Aides socio-familiales sinn, ass nach ëmmer net kloer, wat hir spezifesch Aufgabe sinn, déi jee no Etablissement a Chefetage variéieren.

Et misst - eleng scho fir déi Leit, déi dëse Beruff ergräifen, ofzesécheren - iwwer e groussherzoglecht Reglement festgeluecht ginn, wat déi genau Aufgabe vun den Aides socio-familiales sinn.

Kënnen déi zoustänneg Ministerinne mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass der Regierung bekannt, datt Aides socio-familiales en formation ënner Aarbechtskontrakter als Aide-ménagère während hire véier Joer Léierzäit beschäftegt ginn?
2. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dofir, a wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt déi Betraffen ënnert dem Statut vun Aide socio-familiale en formation beschäftegt ginn?
3. Wat sinn déi spezifesch Aufgabe vun den Aides socio-familiales a wéini gi se kloer iwwer e groussherzoglecht Reglement no spezifeschen an der Entwécklung ugepasste Kritären definéiert?

Réponse commune (16.6.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ier mer op dem Här Jaerling seng Froe wëllen äntwerten, wollte mer e puer generell Informatiounen zur Formatioun vum Aide socio-familial kloerstellen.

D'Ausbildung vun dem Aide socio-familial gëtt am groussherzogleche Reglement vum 21. Mee 1999 definéiert. Si dauert zwee Joer an ass berufsbegleedend. Hei sinn och d'Konditiounen opgezielt ënnert deenen eng Persoun d'Formatioun dierf matmaachen: iwwer 18 Joer hunn; Lëtzebuergesch schwätzen an Däitsch oder Franséisch; eng Erfahrung hu vun zwee Joer am sozio-familliäre Beräich asw.

1. Bei der éischter Fro musse mir och nees e puer Explikatioune ginn.

Den Aarbechtskontrakt an d'Astufung an eng Carrière hängt vum Kollektivvertrag of. Et ginn e puer Kollektivverträg, wou d'Ausbildung zum Aide socio-familial spezifesch ernimmt ass. Et handelt sech hei, mengem Wëssen no, ëm de Kollektivvertrag vum Secteur d'Aide et de Soins (SAS) an de Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter.

Beim Kollektivvertrag SAS ass et normal, dass dës Leit während hirer Formatioun den ale Kontrakt bäibehalen. Et ass keng Carrière virgesi fir en Aide socio-familial en formation. Et handelt sech bei der Formatioun ëm eng Weiderbildung, wou een eréischt no der Formatioun en Urecht huet, fir an eng aner Carrière ze kommen.

De Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter huet eng méi favorabel Approche, andeems d'Leit hei schonns während der Formatioun anescht agestuuft ginn. Wa si den Exame gepackt hunn, klamme si nees an eng aner Carrière.

Et gëtt also just eng Plaz, wou Leit kéinte falsch agestuuft ginn, dat wier beim Stat oder awer an engem Établissement public (wei zum Beispill Servior). Meng Servicer hunn hei nogefrot, an et ass net bekannt, dass eng Persoun, déi d'Formatioun mécht, net an déi Carrière kënnt, déi duerfir virgesinn ass.

2. Zu der zweeter Fro musse mir dem honorabelen Deputéierten Aly Jaerling soen, dass de Stat de bestehende Kollektivvertrag SAS net kann änneren. De Kollektivvertrag gëtt ausgeschafft tëschent dem Patronat an de Gewerkschaften. D'Regierung passt just op, dass d'Gesetzer agehale ginn. Et ass näischt virgesinn, dass et e Statut „Aide socio-familial a Formatioun“ muss ginn.
3. Zur drëtter Fro: D'Aides socio-familiales ginn net als héich spezialiséiert Personal ausgebilt. Duerfir hu mir aner Beruffer. Hei geet et dorëms dëse Persounen e Basiswëssen a - kënne matzeginn, fir dass si hir Aufgaben am Beruff meeschtere kënnen.

Q 173

Déi Kommissioun, déi sech ëm d'Formatioun Aide socio-familial bekëmmert, huet awer e Pabeier ausgeschafft, wou en Deel vun den Aktivitéite beschriwwen ass, déi dës Leit kéinte maachen. Dëst soll dem Patron eng Iddi ginn, wat dës Persoun capabel ass ze maachen. Des Lëscht ass just eng Opzielung, déi weder extensiv nach exklusiv ass.

Nieft dësem Pabeier ass den Aide socio-familial als Minimalqualifikatioun an der Fleegeversécherung virgesinn. Hei sinn eng Partie Akten opgezielt, déi hien dierf maachen a wou d'Union des Caisses de Maladie (UCM) des Akte rembourséiert.

Et ass also kloer, dass d'Chargen, jee no Plaz a Besoin, anescht sinn. De Patron soll d'Méiglechkeet hunn, se op diverse Plazen anzesetzen. D'Leit sollen och d'Méiglechkeet hunn, eng breet Palette vun Aktivitéite kënnen ze maachen an och hiren Aarbechtsberäich kënnen ze wiesselen.

Et ass net virgesinn e Reglement ze maachen, wou Akten opgezielt ginn, déi den Aide socio-familial dierf maachen. Dat géif dës Formatioun ganz staark aschränken an et net erlaben op verschidde Besoinen anzegoen. Donieft ass et och onméiglech alles opzezielen, well den Aide socio-familial an e puer Beräicher aktiv ass (al Leit, handicapéiert Leit, Kanner a Familljen).

4. Bei den Äntwerten hu mir eis op folgend Texter bezunn:

- règlement grand-ducal du 21 mai 1999 instituant une formation aux fonctions d'aide socio-familiale
- tâches de l'aide socio-familiale
- relevé-type des aides et soins requis de l'assurance dépendance
- convention collective du secteur d'aides et de soins
- convention collective des ouvriers de l'État.

Question 1076 (10.5.2006) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant la **réputation du secteur financier luxembourgeois:**

Depuis quelques semaines une affaire assez ténébreuse secoue les milieux politiques français au plus haut niveau. Les médias ont donné à cette affaire le nom d'une entreprise luxembourgeoise - en l'occurrence «Clearstream» - qui, bien qu'étrangère à ces agitations, s'y voit profondément impliquée. Le dommage qui en résulte pour la société luxembourgeoise est d'autant plus grand que son nom est étroitement lié à des opérations financières douteuses voire criminelles, qui connaissent une publicité des plus tapageuses dans la presse française et internationale.

Étant donné que Clearstream n'est pas une banque luxembourgeoise comme le fait croire la presse française dans le but manifeste de discréditer les banques luxembourgeoises dans leur ensemble et que de par sa nature en tant qu'entreprise de compensation elle ne gère pas de comptes ni privés ni secrets, son implication directe dans l'affaire qui porte son nom est dénuée de tout fondement.

L'amalgame fait entre l'entreprise luxembourgeoise et le scandale politique mentionné est hautement nuisible non seulement à la renommée internationale et par là à l'évolution future de Clearstream, mais encore à l'image de la place financière de Luxembourg dans son entièreté.

- Aussi voudrais-je savoir si le Gouvernement luxembourgeois a l'intention de réagir à cette grave atteinte à la réputation du secteur financier en général et d'une de ses entreprises phares en particulier et d'intervenir en conséquence auprès des autorités françaises.

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement regrette évidemment que certains journaux français font occasionnellement référence à une société luxembourgeoise et à la place financière luxembourgeoise dans le contexte de ce qu'ils appellent «l'affaire Clearstream». S'agissant d'une affaire strictement française et ne pouvant évidemment avoir une quelconque influence sur le contenu d'articles de presse dans une société libre, le Gouvernement a surtout, dans un souci d'information objective du public, informé la presse et le public que cette affaire française n'a aucun rapport avec la société luxembourgeoise Clearstream et que les enquêtes menées à l'époque par les autorités judiciaires françaises et luxembourgeoises avaient permis de conclure que les allégations antérieures au sujet de Clearstream étaient dénuées de substance. Par ailleurs, il me semble essentiel de continuer mes nombreux efforts des deux dernières années visant, à travers de nombreuses missions de promotion à l'étranger, de bien expliquer la réalité de la place financière à l'étranger.

Question 1077 (11.5.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **classes modulaires:**

Le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire prévoit dans son article 9 que «le nombre total de redoublements est limité à deux au total pour l'ensemble des classes suivantes: 7e, 8e et 9e de l'enseignement secondaire technique, 7e, 6e et 5e de l'enseignement secondaire».

Des élèves de classes modulaires, ayant terminé leur obligation scolaire sans avoir redoublé une seule classe durant le cycle inférieur, se sont cependant vu refuser le redoublement de la classe de 9e modulaire et ce sans avoir eu de quelconques problèmes de discipline.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- La situation décrite ci-dessus, ne va-t-elle pas à l'encontre de ce règlement?
- Dans l'affirmative, est-il garanti que pour l'année scolaire 2006-2007 les élèves des classes modulaires ne risquent plus d'être défavorisés par la non-application de ce règlement?

Réponse (14.6.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'enseignement au régime préparatoire est organisé de façon modulaire. L'avancement des élèves est défini en fonction de la réussite de ces modules; il ne peut donc être question de redoublement. L'élève qui réussit six modules en mathématiques et douze modules au total pour les deux langues peut accéder en classe de 9e pratique.

L'élève qui accède du régime préparatoire vers la classe de 9e pratique peut redoubler cette classe en cas d'échec. Mais le conseil de classe peut aussi décider d'orienter directement un élève de la classe de 9e - qu'il provienne du régime préparatoire ou non - vers une formation adaptée, selon les dispositions de l'article 8 paragraphe 9 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire:

«Si les enseignants constatent pour l'élève âgé de 15 ans ou plus qu'il n'est admissible dans aucune des différentes voies de formation sanctionnées par un diplôme de fin d'études ou un certificat d'aptitude technique et professionnelle ou qu'il ne profite plus des enseignements qui y sont dispensés, le conseil de classe, en concertation avec les organismes institués à cet effet, oriente l'élève vers une formation qui prépare au Certificat d'Initiation Technique et Professionnelle (CITP) ou au Certificat de Capacité Manuelle (CCM). L'admission à une formation CITP ou CCM est soumise à l'autorisation des commissions spéciales compétentes.»

On ne peut donc pas dire que les élèves des classes du régime préparatoire soient défavorisés.

Question 1078 (12.5.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS):**

Selon le bulletin EDUNEWS de mars 2006, l'évaluation externe et interne des lycées et lycées techniques publics est mise en oeuvre dans le cadre du Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS) depuis janvier 2005.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quels sont les membres de l'équipe d'évaluation du Ministère qui ont la charge de dresser les rapports lycées?
- Vu l'intérêt signalé par quatre écoles privées et vu le large subventionnement de la plupart des écoles privées par l'État, ne serait-ce pas impératif d'intégrer les lycées privés dans cette mesure d'évaluation?
- Est-ce que les objectifs à atteindre et les mesures à prendre, qui sont consignés dans le PAQS, seront rendus publics?
- Est-ce qu'il y a, à côté des taux de notes insuffisantes, des taux de réussites et d'absences d'autres indicateurs retenus, notamment en ce qui concerne la motivation et le bien-être des élèves et des enseignants?

Réponse (30.6.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad 1) Depuis janvier 2005 l'évaluation externe et interne des lycées et lycées techniques publics est mise en oeuvre dans le cadre du Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS). Une équipe d'évaluation du Ministère dresse, pour chaque établissement, un rapport lycée (RL). Le RL rend compte des ressources humaines et matérielles, des projets d'établissement et d'innovation ainsi que des résultats en langues et en mathématiques obtenus par les élèves lors des épreuves communes et au cours des trois trimestres de l'année écoulée.

L'équipe présente au lycée lors d'une première entrevue un bilan des forces et faiblesses du lycée et l'invite à procéder à son autoévaluation. Sur la base des conclusions de l'autoévaluation l'équipe d'évaluation fixe ensemble avec le lycée les objectifs à atteindre et les mesures à prendre, qui sont consignés dans un Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS).

Ces travaux sont assurés principalement par deux agents du Ministère qui sont un professeur chargé de mission et une statisticienne diplômée de l'Université de Southampton.

ad 2) Le Ministère a contacté les écoles privées pour leur suggérer de participer au PAQS. Quatre d'entre elles ont annoncé leur participation. Toutefois l'évaluation de la qualité scolaire n'étant pas prévue dans les dispositions de la loi du 13 juin 2003 régissant les relations entre l'État et l'enseignement privé il n'y existe pas de possibilité pour obliger toutes les écoles privées à s'intégrer dans ce protocole d'action.

ad 3) Dans une démarche avant tout formative et axée sur le dialogue et la concertation, la publicité n'est pas le premier but recherché.

Toutes les écoles du Luxembourg étant différentes à bien des égards, mais surtout du point de vue des origines socioculturelles des élèves, il ne sera établi ni comparaisons, ni hit-parades.

L'évaluation appartient aux lycées comme celle des élèves leur appartient. Cependant elle n'est ni secrète ni confidentielle. Dès le début, le Conseil d'Éducation est non seulement mis au courant, mais participe à l'évaluation. C'est lui aussi qui fixe d'un commun accord avec les représentants du Ministère et dans le cadre de l'autonomie des lycées les objectifs locaux à atteindre et les moyens à mettre en œuvre.

ad 4) Au début de l'année scolaire 2006/2007, il est prévu de compléter les indicateurs retenus par celui d'un questionnaire adressé aux enseignants, aux parents et aux élèves. Ce questionnaire portera sur d'autres aspects que les indicateurs déjà mentionnés, notamment sur les méthodes didactiques et d'évaluation les plus couramment employées, mais aussi sur les façons d'apprendre des élèves.

En 2005/2006, un questionnaire sur la motivation des élèves a été passé dans toutes les classes de septième. Il est évalué en collaboration avec l'Université du Luxembourg. Il convient de ne pas oublier non plus les questionnaires personnels adressés aux élèves et à leurs parents dans le cadre de l'enquête PISA. Finalement, les écoles peuvent proposer des indicateurs par l'intermédiaire de leur Conseil d'Éducation.

Question 1080 (16.5.2006) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant les **partis politiques d'extrême droite au pouvoir dans l'Union européenne:**

Au terme d'un accord de coalition, la Ligue des familles polonaises (LPR, extrême droite) et le parti populiste Samoobrona (Autodéfense) ont officiellement rejoint le vendredi 5 mai le Gouvernement polonais du conservateur Kazimierz Marcinkiewicz.

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Pologne n'a pas encore suscité de réaction de la part de l'Union européenne, alors qu'il y a six ans des sanctions avaient été prises contre l'Autriche lorsque le parti de Jörg Haider (FPÖ) était entré au Gouvernement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Est-ce que des initiatives sont prévues au niveau du Conseil européen en réaction à l'entrée au Gouvernement polonais de l'extrême droite?
- Un Comité des Sages, tel qu'instauré en l'an 2000 par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour faire un rapport sur la situation politique autrichienne, le respect des droits de l'Homme et des minorités en Autriche ainsi que sur l'évolution de la nature du FPÖ, ne devrait-il pas être institutionnalisé et se voir accordé un droit d'auto-saisine afin de pouvoir à tout moment vérifier le respect des principes démocratiques de l'UE par les partis politiques au pouvoir dans les États membres?

Réponse (30.5.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le 5 mai 2006 la coalition du Gouvernement polonais, jusque-là minoritaire, a été remodelée pour regrouper le Parti Droit et Justice du Premier Ministre Marcinkiewicz, le parti populiste Samoobrona (Autodéfense) et le parti nationaliste catholique de la Ligue des familles polonaises (LPR).

Le Gouvernement luxembourgeois voit avec une certaine inquiétude ce développement en Pologne. Il compte rester très attentif aux développements sur la scène politique polonaise et attend de voir les premières initiatives et travaux du nouveau Gouvernement polonais. Il portera une attention particulière sur les positions du Gouvernement polonais par rapport aux valeurs défendues par l'Union européenne. Pour l'instant, aucune initiative émanant du Conseil, de la Commission ou du Parlement européen n'est prévue en vue du Conseil européen de juin 2006.

La proposition de l'honorable Député d'instaurer un Comité des Sages permanent pour veiller au respect des principes démocratiques par les partis politiques de l'Union européenne mérite d'être étudiée de près. Dans ce contexte je tiens à attirer l'attention de l'honorable Député sur les efforts actuels de l'Union européenne en vue de la création d'une Agence européenne des droits fondamentaux à la suite de la décision de principe du Conseil européen de décembre 2003 d'étendre le mandat de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, créé en 1997. La mission de cet organisme d'expertise indépendant consisterait à fournir aux institutions et organes communautaires ainsi qu'aux États membres de l'Union européenne, dans le cadre de la mise en œuvre du droit communautaire, une assistance ainsi que des compétences en matière de droits fondamentaux, de façon à les aider à respecter pleinement ces derniers lorsqu'ils prennent des mesures ou définissent des actions dans leurs domaines de compétences respectifs. Le suivi des développements politiques internes dans les États membres de l'Union européenne et de leur respect des valeurs démocratiques européennes me semble pouvoir s'inscrire dans ce cadre, et il importerait d'examiner les possibilités de charger l'Agence de telles missions lors de la définition du mandat de la future Agence.

Question 1081 (17.5.2006) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **faillite d'une société aérienne:**

En mars 2005 le Tribunal administratif a rendu un jugement en matière de garantie de salaires par lequel il a annulé une décision implicite de refus de garantie de créances salariales que le Directeur de l'Administration de l'Emploi avait été amené à prendre dans le cadre de la faillite d'une société aérienne.

L'État du Grand-Duché de Luxembourg a par la suite interjeté appel contre cette décision qui l'aurait amené à garantir les créances résultant des contrats de travail en question alors même que les créanciers concernés étaient des travailleurs non communautaires ne disposant pas de permis de travail valable.

Dans ce contexte j'aurais souhaité avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi.

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les conséquences, entre autres financières, que de telles affaires ont ou risquent d'avoir notamment au niveau de la sécurité sociale et du Fonds pour l'Emploi luxembourgeois.

Réponse (26.6.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Comme l'honorable Député le relève à juste titre l'État du Grand-Duché avait interjeté appel contre un jugement du Tribunal administratif en matière de garantie de salaires en cas de faillite alors que celui-ci avait annulé une décision du Directeur de l'Administration de l'Emploi qui avait refusé de prendre en charge les créances salariales de certains membres du personnel d'une entreprise d'aviation civile au motif qu'il s'agissait de personnes non communautaires qui ne disposaient pas d'un permis de travail.

Dans ses récents jugements la Cour administrative a confirmé la décision du Directeur de l'Administration de l'Emploi au motif qu'aucune des personnes concernées n'était couverte par un permis de travail valable et que la majorité d'entre elles n'était pas affiliée auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise.

Cette décision de la Cour démontre à suffisance que le Gouvernement a fait un choix judicieux en décidant de faire appel contre le jugement de première instance conformément auquel l'État aurait dû garantir, par le biais du Fonds pour l'Emploi, les salaires des personnes concernées par la faillite.

De manière plus générale cette affaire révèle clairement la question de l'emploi fictif créé au Luxembourg.

En effet, en l'espèce il s'agissait d'une entreprise d'aviation civile qui, bien qu'ayant son siège à Luxembourg, n'a jamais fait exécuter du travail sur le territoire national, ni aucun avion de l'entreprise, ni les membres du personnel volant n'ont jamais touché le sol luxembourgeois.

Malheureusement il y a lieu de constater que de plus en plus de tels cas de figure se présentent au Luxembourg.

De ce fait le Grand-Duché risque de devoir supporter des coûts importants d'autant plus que la grande majorité des salariés concernés sont ou vont devenir des ressortissants communautaires affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise de sorte que les motifs invoqués par la Cour administrative, à savoir l'absence de permis et l'absence d'affiliation au Grand-Duché, ne seront plus de mise dans la grande majorité des cas.

Il s'agit surtout mais pas uniquement de sociétés de transport, par air, mer, fleuve et route qui, principalement à cause des avantages de notre système de sécurité sociale, s'installent au Luxembourg et y affilient leurs salariés, sans que ceux-ci ne travaillent sur notre territoire et évidemment sans embaucher des salariés du marché de l'emploi national ou régional.

Il est évident que dans les années à venir l'établissement de telles entreprises et l'affiliation de leurs salariés à la sécurité sociale luxembourgeoise risque d'avoir des répercussions financières importantes, dont l'envergure n'est pas encore chiffrable, tant pour notre sécurité sociale que pour le Fonds pour l'Emploi.

Par ailleurs, déjà à l'heure actuelle, les frais qui sont payés par la Caisse de Prestations familiales à des ressortissants de certains nouveaux États membres, travaillant en tant que bateliers rhénans, sont très importants.

De plus, comme il s'agit principalement d'entreprises de transport, il est probable qu'à l'avenir ces entreprises interviendront également auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi pour pouvoir appliquer les dispositions relatives à la préretraite pour travail posté ou de nuit dont les frais sont totalement à charge du Fonds pour l'Emploi.

Le Gouvernement, qui avait déjà traité de la question, entend y revenir pour éviter au mieux les risques relatés.

Question 1082 (16.5.2006) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**accord du Luxembourg à la dénonciation de la Belgique de la convention du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités:**

Dans le cadre du dépôt en Belgique d'une proposition de loi afin d'y introduire la double nationalité, Madame la Ministre belge de la Justice, Madame Onkelinx, a indiqué récemment que la Belgique avait l'intention de dénoncer le premier chapitre de la convention précitée du 6 mai 1963, adoptée dans le cadre du Conseil de l'Europe.

D'après Madame Onkelinx, cette dénonciation nécessitait l'accord de tous les États qui y sont parties et le Luxembourg attendait d'avoir adopté sa propre législation sur la double nationalité avant d'y donner son consentement.

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer que l'accord du Luxembourg à la dénonciation par la Belgique du premier chapitre de la convention du 6 mai 1963 dépend de l'adoption par le Luxembourg d'une législation sur la double nationalité?
- Quelles sont les raisons, qu'elles soient politiques, juridiques ou autres, qui justifient cette position, compte tenu du fait que la très grande majorité des autres États parties à cette convention ont déjà donné leur accord à la dénonciation voulue par la Belgique?

Réponse (16.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La question doit être analysée dans le cadre général des conventions du Conseil de l'Europe.

En effet plusieurs États du Conseil de l'Europe, qui connaissent actuellement le principe de la double nationalité mais ayant par le passé signé et ratifié la convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963, souhaitent dénoncer le chapitre 1er de cette convention qui limite les cas de double nationalité.

Sur initiative de ces États, le Secrétariat du Conseil de l'Europe a lancé une procédure écrite demandant aux États membres liés par la convention de 1963 de donner leur accord écrit à la dénonciation du chapitre 1er de la convention de 1963. Conformément aux principes de droit international des traités, il faut un accord unanime de tous les États liés par cette convention pour dénoncer le chapitre 1er de la convention de 1963.

Le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas pu donner jusqu'ici son accord à la dénonciation, alors qu'il estime qu'une telle dénonciation créerait un vide juridique au niveau international. Car les renonciations, voire perte, à la nationalité d'origine en cas d'acquisition volontaire de la nationalité luxembourgeoise par un étranger sont réglées entre les États sur base du chapitre 1er de la convention de 1963. Si le Luxembourg se déclarait d'accord à l'heure actuelle avec une telle dénonciation, il deviendrait impossible dans un dossier d'acquisition de la nationalité par un étranger ré-

sidant au Luxembourg d'obtenir de la part de ses autorités d'origine un document attestant la perte ou la renonciation à la nationalité d'origine. Dans ce cas aucun dossier d'option ou de naturalisation ne pourrait plus être accordé, car la condition de la perte de la nationalité d'origine, inscrite dans la loi sur la nationalité luxembourgeoise, ne serait plus remplie.

Au vu de ce qui précède, le Grand-Duché de Luxembourg a fait savoir au Secrétariat du Conseil de l'Europe qu'il pourra donner son accord à une dénonciation du chapitre 1er de la convention de 1963 lorsque le principe de la double nationalité, en cas d'acquisition volontaire de la nationalité luxembourgeoise, aura été consacré en droit luxembourgeois.

Question 1085 (18.5.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**interdiction générale de doubler pour les poids lourds >7,5 t sur le contournement entre Mamer et Bettembourg:**

Dans sa déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a expliqué entre autres que les autoroutes A6 et A3 entre Mamer et Bettembourg ne seront pas élargies de deux à trois voies.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Pour des considérations tenant à la sécurité et à la fluidité du trafic est-ce qu'il ne serait pas opportun d'imposer une interdiction générale de doubler pour les poids lourds > 7,5 t sur le contournement entre Mamer et Bettembourg?

Réponse (12.6.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur l'opportunité d'imposer une interdiction de dépassement générale pour les poids lourds d'une masse maximale autorisée supérieure à 7.500 kg sur le contournement entre Mamer et Bettembourg (autoroutes A6 et A3).

J'ai chargé la Commission de circulation de l'État d'analyser si une interdiction de dépassement généralisée pour les poids sur les autoroutes est réalisable ou non.

Lors de cette analyse le groupe de travail de la commission va prendre en considération les dispositions du Code de la Route actuellement en vigueur ainsi que les possibilités infrastructurelles des autoroutes afin d'analyser les tronçons autoroutiers où soit la topographie soit l'aménagement routier pourraient justifier une pareille disposition.

Question 1086 (18.5.2006) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant la **détention de supports mettant en scène des actes de cruauté ou de barbarie, ainsi que des viols ou des assassinats en direct à des fins commerciales et utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins d'exploitation sexuelle:**

Si notre Code pénal sanctionne la détention d'objets à·caractère pornographique impliquant ou représentant des mineurs âgés de moins de 18 ans, force est de constater que le cadre législatif est muet quant à·la possession de matériel photographique, cinématographique ou autre concernant des actes précités peu importe que ces actes impliquent des enfants ou des adultes.

Cette absence de législation concerne non seulement le contenu des actes répréhensibles, mais également le support par lequel ces actes sont diffusés. Je vise ici plus particulièrement l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier Internet, à des fins d'exploitation sexuelle. L'industrie du sexe a normalisé·l'exploitation sexuelle des femmes; des quantités vertigineuses de pornographies sont directement accessibles sur le web, images, de transgression, de violence et d'avilissement illimités; les femmes qu'elles montrent sont toujours souriantes, ce qui laisse supposer qu'elles sont consentantes et prennent plaisir aux actes, même lorsque ceux qu'elles subissent sont douloureux et humiliants (Rapport final du Groupe de spécialistes sur l'impact de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information sur la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (EG-S-NT) institué·par le Conseil de l'Europe en date du 16 septembre 2003).

Il appartient à·notre état de droit de garantir le droit des êtres humains d'être protégés contre le crime que constitue la traite aux fins d'exploitation sexuelle.

Dans ce contexte j'aurais souhaité·savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement entend compléter le Code pénal en prévoyant des dispositions spécifiques en matière de détention d'images, de photographies, de films ou autres supports mettant en scène des actes de cruauté·ou de barbarie, ainsi que des viols ou des assassinats en direct de personnes·à des fins commerciales?
- Si le Gouvernement entend également intervenir au niveau de l'utilisation des nouvelles technologies au regard de ce crime particulièrement odieux que constitue la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle? Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend entreprendre tant au niveau national qu'au niveau international dans ce domaine?

Réponse (19.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

J'ai l'intention de proposer au Gouvernement de modifier l'article 383 du Code pénal pour incriminer, à côté des contenus sexuels, également la diffusion et vente des contenus violents qui sont de nature à porter atteinte à la dignité humaine lorsque les messages en cause sont susceptibles d'être vus ou perçus par un mineur. J'entends m'inspirer à cet effet de la législation et de la doctrine française (art. 227-24 du Code pénal français).

En ce qui concerne la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, un avant-projet de loi est en élaboration pour adapter notre législation aux instruments UE et internationaux (Conseil de l'Europe et ONU) qui ont été adoptés ces dernières années et qui rendent compte de la façon dont ce phénomène a évolué. Ce texte vise surtout à préciser la définition de ce crime, à étendre la notion d'exploitation et à protéger davantage les victimes de la traite.

Question 1087 (19.5.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**hébergement des demandeurs d'asile déboutés:**

Dans un article publié dans un quotidien luxembourgeois en date du 19 mai 2006 Monsieur le Procureur général d'État critique le fait que les demandeurs d'asile déboutés sont hébergés au Centre pénitentiaire à Schrassig.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des propos de Monsieur le Procureur général d'État?
- Dans l'article susmentionné, Monsieur le Procureur général d'État plaide pour une solution provisoire rapide en ce qui concerne l'hébergement des personnes concernées. Monsieur le Ministre partage-t-il cet avis? Dans l'affirmative, quelle pourrait être cette solution provisoire envisagée par Monsieur le Procureur général d'État?

Réponse (30.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les propos de Monsieur le Procureur général d'État, qui sont identiques à ceux exprimés à maintes reprises par différents membres du Gouvernement, au sujet du placement d'étrangers en situation irrégulière au centre de séjour provisoire prévu par le règlement grand-ducal du 22 septembre 2002 reflètent le souci de trouver une solution au surpeuplement du Centre pénitentiaire de Schrassig.

Pour remédier à cette situation le Gouvernement a décidé la construction d'un centre de rétention qui est la seule alternative valable au centre de séjour actuel, celui-ci étant par ailleurs, selon la jurisprudence des juridictions administratives, un établissement approprié pour retenir temporairement des étrangers en situation irrégulière.

Monsieur le Procureur général n'a pas indiqué en quoi pourrait consister une «solution provisoire rapide», qui semble aux yeux du Gouvernement difficilement réalisable en pratique.

Question 1089 (22.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **fonctionnement 24h/24h du Centre de Coopération policière et douanière:**

Fir d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht vun der Polizei ze garantéieren, gëtt et zu Lëtzebuerg e grenziwwerschreidenden Informatiounszenter fir Donnéeën aus de Länner Belgien, Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg ze empfänken, ze koordinéieren an esou schnell wéi méiglech weiderzeleede fir eventuell Enquêten ze beschleunegen.

Dësen Zenter fonctionnéiert während de Bürosstonnen, also nëmmen zu engem Drëttel vun der méiglecher Dageszäit. Dëst bremst deelweis d'Iwwerdroe vun eventuell wichtegen Informatioune fir international ageleeten Enquêten.

Den interregionale Parlamentarierrot aus deene virzitéierte Länner ass der Meenung, datt dës Koordinéierungsplaz fir international polizeilech Zesummenaarbecht misst 24/24 Stonne fonctionnéieren, fir nach méi effizient kënnen ze schaffen.

Dofir misst dësen Informatiounszenter awer zousätzlech Moyenen zur Verfügung gestallt kréien a mat méi Personal besat ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Ass dem Här Justizminister bekannt, datt den interregionale Parlamentarierrot bestrieft ass, fir den iwwerregionalen Informatiounszenter 24/24 Stonne fonctionnéieren ze loossen?
2) Huet d'Regierung sech mat dësem Thema befaasst, a wat sinn hir Konklusiounen zu engem Ausbau vun dësem wichtegen Informatiounszenter an zum Fonctionnéiere vu 24/24 Stonnen?

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Bureau de Coopération policière et douanière regroupe les pays du Benelux ainsi que la France.

Actuellement, le Bureau de Coopération policière et douanière est ouvert pendant les heures de bureau. Cependant, lors de contrôles transfrontaliers organisés avec les pays voisins ou lors d'affaires policières d'envergure, les horaires de fonctionnement des bureaux sont adaptés à la situation de terrain.

Pour l'instant, il n'est pas envisagé de modifier les horaires de fonctionnement ainsi définis. Il est évident que la coopération transfrontalière fonctionne, en cas de nécessité, 24 heures sur 24, par le biais du Centre d'Intervention National (CIN), respectivement par le biais des permanences des services nationaux de la Police grand-ducale.

Question 1090 (23.5.2006) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne après la première période transitoire:**

Le 30 avril 2006 venait à terme la première période transitoire permettant aux États membres de l'Union européenne de limiter l'accès de leur marché de l'emploi aux ressortissants des nouveaux États membres depuis mai 2004.

Le Gouvernement luxembourgeois a désiré maintenir ce dispositif restrictif en facilitant l'accès à certains secteurs comme l'agriculture, la viticulture et l'Horesca.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Pourquoi est-ce le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et non pas le Ministère du Travail qui est responsable pour les questions d'emploi des ressortissants arrivant des nouveaux États membres? Ne suggère-t-on pas de ce fait deux catégories de salariés européens?
- Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a-t-il informé les acteurs des secteurs concernés sur ces nouvelles dispositions leur permettant de recourir à cette main-d'œuvre? Dans l'affirmative, sous quelle forme?
- Le Ministère du Travail ne pouvant certainement pas être totalement écarté de ce processus, de quelle façon la coopération et la coordination entre votre Ministère et celui du Travail est-elle assurée?

Réponse (3.7.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les ressortissants originaires des nouveaux États membres de l'UE qui désirent travailler au Luxembourg ont actuellement besoin d'un permis de travail pour exercer un emploi rémunéré au Luxembourg. Or, depuis l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères, c'est en effet le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration qui est compétent pour l'entrée et le séjour des étrangers, donc également pour la délivrance des permis de travail.

Le Gouvernement a décidé de maintenir en vigueur les mesures nationales appliquées depuis le 1er mai 2004 concernant la libre circulation des travailleurs des nouveaux États membres. Ces restrictions ont été mises en place par la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, le contrôle médical des étrangers et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et le règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois, en maintenant le dispositif transitoire, il a également été décidé que pour certains secteurs le permis de travail sera accordé avec bienveillance absolue aux ressortissants des États membres concernés, en fonction d'une procédure minimale et simplifiée, sans cependant abolir l'exigence de permis de travail. Les secteurs visés par cette ouverture sectorielle sont l'agriculture, la viticulture et l'Horesca. À la fin du mois d'avril la Chambre d'agriculture et la Fédération de l'Horesca ont été informées par lettre de la nouvelle approche ainsi que de la procédure applicable à partir du 1er mai 2006, avec prière de diffuser les informations à leurs membres concernés.

Le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration se sont concertés lors de plusieurs réunions pendant les mois de janvier à avril 2006 aussi bien lors de réunions au niveau fonctionnaire que pendant des entrevues avec la participation des deux Ministres compétents, à savoir le Ministre du Travail et de l'Emploi et le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

En plus, les mandats des membres titulaires et suppléants des Comités consultatif et technique de l'Union européenne pour la libre circulation des travailleurs ont été renouvelés en mai 2006. Les deux Ministères se sont partagés les postes qui ont été réservés aux représentants du Gouvernement luxembourgeois.

Le Gouvernement luxembourgeois se propose d'ailleurs de procéder à une première évaluation de la situation et de la pratique au plus tard en mai 2007, en vue d'examiner d'éventuelles adaptations au régime. Cette évaluation sera bien sûr faite, entre autre, en étroite collaboration avec le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Question 1091 (23.5.2006) de **M. Charles Goerens** *(DP)* concernant la **réalisation du projet d'infrastructures «tangente ouest»:**

Dans un communiqué de presse du Mouvement écologique datant du 3 mai 2006 ce dernier se félicite de l'abandon définitif de plusieurs projets d'infrastructure routière et notamment de celui concernant la «tangente ouest»: „Positiv sei des Weiteren, dass der Premierminister sowie auch der Umweltminister deutlich Stellung zu Gunsten einer Priorität für den öffentlichen Transport und im Besonderen für die moderne Stadtbahn bezogen und ein klares 'Nein' zu weiteren Straßenbauprojekten ausgesprochen haben: von einer Westtangente bis hin zu Umgehungsstraßen."

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Travaux publics et de l'Environnement:

- Est-ce que Messieurs les Ministres confirment l'abandon définitif du projet de la «tangente ouest» étant donné que Monsieur le Premier Ministre a encore affirmé lors de sa déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai dernier que la réalisation de ce projet d'infrastructure parmi d'autres ne serait remis qu'à un moment ultérieur?

Réponse commune (11.7.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Pour ce qui est de la position du Gouvernement concernant la «tangente ouest», l'honorable Député a raison de se référer à la déclaration de Monsieur le Premier Ministre qui a précisé lors de la Déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays que certains projets routiers, dont notamment la «tangente ouest», ont été reportés.

Cela signifie que pour le projet dont s'agit, d'éventuels travaux ne pourraient commencer qu'à moyen, voire à long terme.

L'état d'avancement actuel du dossier «tangente ouest» se résume comme suit:

L'avant-projet sommaire de la «tangente ouest» fait actuellement l'objet d'une étude d'opportunité et d'impact territorial sous la régie du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Dans une prochaine étape l'avant-projet sommaire, accompagné des résultats de l'analyse territoriale, fera ensuite l'objet d'une enquête publique dans les communes concernées.

Sur base des résultats de l'enquête publique, des avis des communes et de la recommandation du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Gouvernement prendra sa décision quant à la réalisation éventuelle de la «tangente ouest» et, le cas échéant, se prononcera quant au tracé à retenir pour l'élaboration de l'avant-projet détaillé.

Question 1093 (23.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **délocalisation des détenus préventifs du Centre pénitentiaire de Luxembourg:**

Dans son rapport de janvier 2006, la déléguée du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires estime que le CPL est une prison fourre-tout. Pour remédier à·la situation, elle estime nécessaire notamment de délocaliser les détenus préventifs (quelque 350) vers un établissement séparé, à savoir une maison d'arrêt.

- Le Ministre est-il disposé·à·procéder à·une telle délocalisation?
- Dans quel délai estime-t-il pouvoir procéder à·ladite délocalisation?

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme je l'ai annoncé à plusieurs reprises déjà et suite à une décision de principe du Gouvernement en Conseil en automne 2005, une maison d'arrêt sera construite pour quelque 400 prévenus.

Le délai dans lequel cette maison d'arrêt sera construite est notamment fonction de la recherche d'un terrain approprié.

J'espère pouvoir avancer rapidement dans ce dossier.

Question 1094 (23.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**absence d'un établissement pénitentiaire à régime semi-ouvert pour les femmes:**

Dans son rapport de janvier 2006, la déléguée du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires estime que le CPL est une prison fourre-tout. Elle déplore, en particulier, l'absence d'un établissement à régime semi-ouvert pour les femmes. Elle souligne qu'à l'heure actuelle les femmes sont amenées à purger de courtes peines dans le milieu fermé au CPL et sont soumises à un régime plus strict pendant toute la durée de la détention sans avoir la possibilité d'évoluer en milieu semi-ouvert. Elle est d'avis qu'il s'agit de remédier à cette situation de discrimination.

- Le Ministre peut-il préciser les raisons de cette discrimination?
- Peut-il indiquer s'il entend mettre fin à cette discrimination?
- Dans quel délai estime-t-il pouvoir mettre fin à cette discrimination?

Réponse (20.6.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

À l'heure actuelle il n'existe pas de prison semi-ouverte pour les femmes, à l'instar du Centre pénitentiaire agricole de Givenich pour les hommes.

Au cours de la présente législature il est prévu de remédier à cette situation, soit qu'on crée les conditions nécessaires pour que les femmes susceptibles de bénéficier d'une mesure d'exécution des peines puissent séjourner au CPA de Givenich, soit qu'on s'oriente vers une solution où les femmes en question puissent loger dans des conditions similaires à celles de Givenich.

Question 1095 (23.5.2006) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **taux d'alcoolémie:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1005 relative à l'abaissement du seuil d'alcoolémie légal *(cf. compte rendu N°11/2005-2006)*, Monsieur le Ministre souligne que «la Commission européenne estime que les conducteurs ayant un taux d'alcool excessif sont responsables d'environ 10.000 décès chaque année sur les routes européennes».

1. Monsieur le Ministre considère-t-il un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang comme excessif? Dans la négative, qu'entend-t-on par taux d'alcool excessif?

Plus loin, Monsieur le Ministre affirme que «d'après un sondage effectué en Autriche en 2000, 41% des personnes interrogées se prononçaient pour un taux d'alcool maximal de 0,5 g/l par rapport à 29% seulement en 1997».

2. Quelle thèse Monsieur le Ministre entend-t-il étayer par cette affirmation?
3. Quel a été l'échantillon de ce sondage autrichien?
4. Ce sondage ne montre-t-il pas que 59% des personnes interrogées se prononçaient contre un taux d'alcool maximal de 0,5 g/l?

Monsieur le Ministre parle en outre de «recherches confirmant que le risque relatif d'implication dans un accident augmente de façon sensible lorsque l'alcoolémie dépasse 0,5 g par litre de sang».

5. Monsieur le Ministre peut-il me préciser de quelles recherches il s'agit exactement?

Selon Monsieur le Ministre «pour un conducteur moyen une alcoolémie comprise entre 0,5 g/l et 0,8 g/l entraîne (…) un risque d'accident environ deux fois supérieur à celui d'un conducteur ayant un taux d'alcool dans le sang de 0,0 g/l. Ce risque est quatre fois plus élevé avec un taux de 0,8 g/l.»

6. Que faut-il entendre par «conducteur moyen»?
7. Comment expliquer qu'un taux de 0,8 g/l entraîne un risque d'accident deux fois supérieur à un taux compris entre 0,5 g/l et, précisément, 0,8 g/l?

Monsieur le Ministre évoque également l'entrevue du 25 avril 2006 avec les représentants des milieux professionnels concernés.

8. Est-ce que les représentants des milieux professionnels concernés partageaient les vues de Monsieur le Ministre?

Finalement j'aimerais poser la question suivante:

9. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une étude avec statistiques à l'appui sur l'impact réel d'une baisse du taux légal d'alcoolémie de 0,8‰ à 0,5‰ pourrait, le cas échéant, renforcer le degré d'acceptation de la part de la population d'une telle mesure?

Réponse (3.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député sollicite des informations supplémentaires suite à ma réponse à sa question parlementaire N°1005 ayant trait au même sujet de l'abaissement projeté du seuil légal d'alcoolémie au volant de 0,8 à 0,5 g d'alcool par litre de sang.

Ci-après, mes réponses aux questions soulevées.

ad 1

Oui, je considère un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang comme excessif.

ad 2

Le sondage effectué en Autriche met à jour un revirement de l'attitude des usagers de la route face au taux légal d'alcoolémie de 0,5 g d'alcool par litre de sang dont l'acceptation par le public est passé de 29% en 1987 à 41% en 2000.

ad 3

Des données relatives à l'échantillon de l'étude effectuée en Autriche ne sont pas disponibles.

ad 4

Au 41% des personnes interrogées il y a lieu d'ajouter celles qui soit se sont prononcées en faveur d'un seuil légal d'alcoolémie inférieur à 0,5 g d'alcool par litre de sang, soit qui ont adopté une position neutre à ce sujet.

ad 5

La réponse à cette question se trouve dans la Recommandation de la Commission européenne du 17 janvier 2001 concernant le taux maximal d'alcool dans le sang autorisé pour les conducteurs de véhicules à moteur (JO L 43 du 14 février 2001 p. 31). Ladite recommandation ainsi que l'exposé des motifs afférent renvoient aux recherches et études qui ont servi de base à la Commission européenne pour formuler sa recommandation.

ad 6

Dans le contexte du sujet on peut qualifier de conducteur moyen une personne d'un poids de 75 kg, d'une taille de 1,75 m et d'un bon état de santé général.

ad 7

Voir sous ad 5.

ad 8

Lors de l'entrevue du 25 avril 2006 il s'est avéré que les vues des représentants des milieux professionnels concernés n'étaient pas opposées à celles du Gouvernement alors qu'il a été convenu de part et d'autre d'une série d'initiatives concomitantes à la mesure envisagée de l'abaissement du seuil légal d'alcool au volant (amélioration de l'offre des transports publics, extension du «Late night bus», promotion du covoiturage, renforcement des campagnes de sensibilisation du conducteur désigné).

ad 9

Non, les résultats d'étude et de recherche plaidant en faveur d'une telle mesure, disponibles, en particulier au niveau communautaire, sont éloquents à tel point de rendre superfétatoire une évaluation statistique sur le plan national.

Question 1096 (24.5.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **libre accès du bétail aux cours d'eau:**

Un des éléments clés de la réforme de la politique agricole commune est l'établissement d'un lien entre le régime de paiement unique et le respect des normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé des animaux et de bien-être animal.

Ainsi, afin de prévenir la contamination des cours d'eaux, les agriculteurs doivent prendre des mesures pour empêcher que les détections animales atteignent de façon directe ou indirecte les cours d'eau ou les eaux souterraines.

Or, dans certaines régions du pays, qui ont fait l'objet d'un projet de renaturation, on peut observer que les bovins et plus particulièrement des bovins de la race Galloway ont libre accès aux cours d'eau ce qui revient à nier toutes les normes de protection mises en place. Dans ces régions, les excréments sont directement déversés dans les cours d'eau entraînant ainsi une détérioration de la qualité de l'eau et un risque de santé pour les animaux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Pour quelles raisons les animaux susmentionnés ont-ils libre accès aux cours d'eau sachant que selon les dispositions de la «cross-compliance» les agriculteurs sont tenus de maintenir leurs animaux à distance de ceux-ci?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en empêchant le bétail d'accéder aux cours d'eau, on assurerait une meilleure qualité d'eau à tous les utilisateurs?

Réponse (18.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans sa question parlementaire du 24 mai 2006, Monsieur le Député Marcel Oberweis invoque que dans le cadre des projets de renaturation, le bétail pâturant a libre accès aux cours d'eau, alors que selon les dispositions de la «cross-compliance» de la politique agricole commune, les agriculteurs sont tenus de maintenir leurs animaux à distance des cours d'eaux afin d'éviter que les excréments du bétail soient directement déversés dans les cours d'eau et entraînent ainsi une détérioration de la qualité de l'eau.

Il est vrai que dans les projets de pâturage extensif à faible densité, les bovins ont libre accès aux cours d'eau, et ceci principalement pour des motifs écologiques. En effet, le pâturage extensif à l'aide de bétail rustique avec des densités entre 0,3-0,6 UGB/ha peut générer une valorisation de la structure des rives des cours d'eau. Ces affirmations sont confirmées par de nombreuses études pluriannuelles à l'étranger. Citons à titre d'exemple l'étude de Monsieur Reisinger dans des zones protégées en Thuringe (D):

„...(dass) bei genügender Absenkung der Viehdichte auf 0,3-0,6 Großvieheinheiten pro ha auch auf Flächen, welche man aus Sicht des Naturschutzes normalerweise aus einer Beweidung ausschließen würde, positive Entwicklungen zu verzeichnen sind, so zum Beispiel an Grabenrändern, an Bachufern und sogar im Wald. Die punktuellen Störungen durch Tritt und Fraß ähneln den stochastischen Einflüssen der Megaherbivoren, welche natürlich vorkommen würden, wären sie vom Menschen nicht zurückgedrängt oder ausgerottet worden. An Bachufern kann dies zur Entstehung von amphibischen Zonen und zur lokalen Entfaltung von Schlammflurgesellschaften (Bidentetalia) führen." (Reisinger et al., 2002 - Landschaftspflege in Thüringen: Extensive Beweidung mit Rindern und Pferden. - Thüringer Landesanstalt für Umwelt und Geologie & Thüringer Landesanstalt für Landwirtschaft, Jena, 12 S.)

Contrairement au pâturage conventionnel, où la densité se situe à environ 2,0 UGB/ha/an, dans les projets de pâturage extensif comme moyen de gestion de réserves naturelles et de zones Natura 2000, la densité de pâturage varie effectivement entre 0,3-0,6 UGB/ha/an pour générer précisément ces effets écologiques positifs et pour éviter des conséquences négatives pour la qualité de l'eau. En effet à une densité tellement réduite, une détérioration de la qualité de l'eau n'est pas à attendre. Je tiens à souligner que la densité de 2,0 UGB/ha/an de l'agriculture conventionnelle donne lieu à une induction en erreur. En effet il convient de prendre en considération que

- les 2,0 UGB/ha s'appliquent à la densité moyenne pour l'année entière sur toute la surface fourragère de l'exploitation agricole,
- pour la période de pâturage, soit en général 6 mois, la densité est donc beaucoup plus élevée, soit 4,0 UGB/ha,
- comme seulement une partie de la surface fourragère est pâturée en même temps, la densité effective équivaut à un multiple de 4 UGB/ha.

Il faut également mentionner que comparé aux répercussions de l'agriculture conventionnelle (Ackerbau) et notamment l'utilisation d'engrais organiques et chimiques et de pesticides qui polluent les eaux souterraines ainsi que les cours d'eau, l'impact du pâturage est minime.

Je rappelle que même dans l'agriculture conventionnelle la disposition concernée de la «cross-compliance» ne s'applique pas pour l'obtention des primes comme l'a précisé Monsieur Zewen, chef de l'unité de contrôle de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, lors de la journée de la Chambre d'Agriculture en date du 9 février 2006 au Lycée technique agricole d'Ettelbruck:

„Herr Zewen nutzte insbesondere die Gelegenheit, ein paar Missverständnisse, wie er unterstrich, zu klären.

Zum einen geht es um die Aussagen betreffend den Zugang bzw. das Tränken des Viehs in fließenden Gewässern. Bei der Informationsversammlung am vergangenen 24. Januar war bekanntlich von einem Vertreter der Kontrollbehörde behauptet worden, jeder Zugang von Vieh zum Gewässer sei inakzeptabel und demnach in den Kontrollberichten festzuhalten.

Diesbezüglich stellte Herr Zewen klar, dass wohl im Prinzip keine Ausscheidungen ins Gewässer gelangen sollen, dass der Zugang des Viehs zu fließenden Gewässern auf Weiden bzw. das Tränken des Viehs im fließenden Gewässer auf einer Weide jedoch nicht sanktionsrelevant sind." (Citation du «De Lëtzeburger Bauer», N°7: Prämien, Prämienansprüche und Transferts, S. 3 - 17 février 2006).

Question 1097 (24.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **plateforme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie»:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0774 du 1er décembre 2005 *(cf. compte rendu N°6/2005-2006)*, Monsieur le Ministre de la Santé s'est référé à la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie» aux travaux de laquelle sont associés entre autres l'Union des Caisses de Maladie et les différents hôpitaux concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelle est la composition de la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie»?
- Quel est l'état actuel des travaux de ladite plate-forme?
- Dans quel délai peut-on s'attendre aux conclusions de ces travaux?
- Monsieur le Ministre compte-t-il présenter le moment donné les conclusions des travaux de la plate-forme à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés?

Réponse (16.6.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Étant donné que certains éléments de la question parlementaire N°1058 de Monsieur le Député Jean Huss sur la réforme de la psychiatrie *(cf. ci-dessus)* se retrouvent dans la présente question, je puis me permettre de reproduire ici l'un ou l'autre passage de ma réponse à la prédite question.

Comme suite au rapport Rössler, présenté en novembre 2005 à la Commission Santé et Sécurité sociale de la Chambre des Députés, le groupe de travail antérieurement mis en place par le Ministre de la Santé pour faire avancer la réforme en psychiatrie - et qui avait notamment abouti à la décentralisation des placements à partir du 1er juillet 2005 - a été élargi aux représentants des prestataires extrahospitaliers, des patients, des médecins et des autres professionnels de santé et restructuré en plate-forme de concertation et sous-groupes de travails sectoriels flexibles.

La plate-forme, qui réunit des délégués des groupes de travail et pour laquelle le rapport Rössler sert de guide, comprend un ou des représentants

- des médecins (délégués par le Collège médical et l'AMMD ainsi que différents établissements hospitaliers),
- des autres professionnels de santé (délégués par le Conseil supérieur des Professions de santé),
- des hôpitaux (désignés par l'Entente des Hôpitaux),
- des patients (désignés par la Patientevertriedung et de l'«Ombudscomité» pour les droits de l'enfant),
- des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale, de la Direction de la Santé et de l'Union des Caisses de Maladie.

En tout une quarantaine de personnes, multiplicateurs par rapport à ceux qui les ont déléguées, collaborent ainsi au sein de la plate-forme, qui s'est réunie cinq fois à ce jour ainsi qu'au sein des différents groupes de travail, et préparent un plan d'action que le soussigné présentera volontiers à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés, si celle-ci le juge utile.

Les travaux de la plate-forme et des sous-groupes avancent bien. En ce qui concerne les premiers résultats, je peux informer l'honorable Députée de ce qui suit:

- une infrastructure pour une clinique psychiatrique de jour auprès du CHEM, site d'Esch/Alzette, vient d'être autorisée par le Gouvernement en conseil, de même
- qu'une unité fermée au CHNP pour adolescents en difficultés, actuellement mal placés, faute d'autres structures, aux établissements pénitentiaires.

Pour ce qui est d'autres infrastructures, j'attends d'être saisi de la part des maîtres d'ouvrage concernés:

- d'une demande en autorisation de création d'une clinique de jour pour adultes auprès du Centre hospitalier de Luxembourg;
- des plans et devis:
- pour une clinique de jour au Kirchberg, approuvée par le Gouvernement en Conseil, pour les besoins du service national de psychiatrie juvénile,
- pour un foyer de suite à l'unité fermée des jeunes en difficultés dont question ci-dessus,
- pour un foyer thérapeutique décentralisé pour adultes au CHNP.

J'attends également d'être saisi très prochainement d'un cahier des charges pour une étude pour cerner la problématique d'ensemble au Grand-Duché des enfants en difficulté en amont et autour de la psychiatrie infantile et juvénile.

S'agissant des résultats des groupes de travail précités:

- Un consensus sur la nécessité et la mise en place rapide d'un centre psychosocial au Nord du pays se dessine.
- Les discussions autour des foyers thérapeutiques et des logements protégés, y compris les soins à domicile en psychiatrie, sont en cours et sur le point d'aboutir à un concept englobant l'Union des Caisses de Maladie et, le cas échéant, l'Assurance dépendance.
- Par ailleurs un sous-groupe comprenant des magistrats est en train de travailler sur une réforme plus fondamentale de la loi de 1988 en matière de placements involontaires. Ce sous-groupe a entre autres déjà abordé des questions telles que le traitement involontaire, l'isolement et la contention.

À l'heure actuelle il serait prématuré de vouloir fixer une échéance pour les conclusions définitives en matière de réforme de la psychiatrie qui doit en fait rester un processus continu. Pour cette raison j'entends d'ailleurs laisser en place ladite plate-forme.

Question 1098 (26.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **confiscation d'objets de nature à troubler l'ordre scolaire:**

An de Lycéeë gëtt net selte Schüler hiert Eegentum (Handy oder mp3-Playeren) vun den zoustännegen Direktere beschlagnahmt.

Beruff gëtt sech op den Artikel 25 vum groussherzogleche Reglement vum 23. am Chrëschtmount 2004, dee Folgendes seet:

«Sont soumis à l'autorisation préalable du directeur toute vente, toute distribution, tout affichage et toute manifestation dans l'enceinte du lycée. Toute publication et tout objet trouvés en possession d'un élève peuvent être confisqués s'ils sont de nature à troubler l'ordre scolaire.»

Aus dem Artikel geet awer net kloer ervir, wien e Géigestand ka beschlagnahmen, wat fir eng Géigestänn a wéi lang eppes ka beschlagnahmt ginn.

Hei besteet e juristesche Vide opgrond vun deem déi zoustänneg Direkteren, ouni menger Usiicht no «qualité d'agir» ze hunn, no eegenem Gutdünke kënnen handelen. Sou datt och, jee no Persoun, e Géigestand kann eng Woch oder souguer e Mount respektiv nach méi lang beschlagnahmt ginn.

Déi Responsabel vu verschiddene Lycéeën, sou zum Beispill de Lycée technique vu Bouneweg, stellen en eegene Code de bonne conduite op, dee vun den Elteren ënnerschriwwe muss ginn. Am Bouneweger Code steet dran, datt Géigestänn, déi d'Schouluerdnung perturbéiere kënnen, tëschent enger Woch an engem Mount kënne beschlagnahmt ginn.

Dat vir zitéiert groussherzoglecht Reglement gëtt a sengen Artikelen 28 bis 33 inclus just dem Conseil de discipline d'Recht fir Mesurë géint e Schüler ze ergräifen. An deenen Artikelen ass awer d'Beschlagnahme vu Géigestänn, déi dem Schüler gehéieren, net opgezielt. Deemno besteet och do e juristesche Vide.

Kann d'Madame Unterrechtsministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass der Madame Ministesch bekannt, datt verschidde Lycéeën, opgrond vum Artikel 25 vum groussherzogleche Reglement vum 23. am Chrëschtmount 2004, eege Codes de bonne conduite opstellen, déi vun den Eltere mussen ënnerschriwwe ginn?
2. Ass d'Madame Ministesch net och der Meenung, datt an all Lycée missten déiselwescht Schouluerdnungskritären agefouert ginn?
3. Ass et erlaabt Eegentum vu Schüler nëmmen oprond vun engem interne Schoulreglement ze beschlagnahmen, wa sou eng Mesure net am groussherzogleche Reglement explizit festgehalen a kloer definéiert ass?
4. Wier et net sënnvoll, de vir zitéierten Artikel esou emzeänneren, datt definitiv kloer ass, ob kënne Géigestänn beschlagnahmt ginn, wat fir eng, a wéi laang?
5. Widdersprécht de vir zitéierten Artikel net der normaler Zivilgesetzgebung aus där ervirgeet, datt nëmmen d'Police an d'Police judiciaire d'Recht hunn eppes ze beschlagnahmen an dann nach nëmmen am Fall vu flagrant délit respektiv op riichterlech Unuerdnung hin?

Réponse (12.7.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de klasseschen an technesche Lycéeë gesäit fir déi verschidde Lycéeën d'Méiglechkeet vir, sech mat enger Charte scolaire ze dotéieren, déi ënner anerem d'Verhalensregele festleet, déi op de Rechter a Flichte vun de Partner vun der Schoulgemeinschaft baséieren. Dës Regele kënne méi wäit goe wéi d'Verhalensregelen, déi d'Reglement iwwert den Ordre intérieur an d'Disziplin, dat am Lycée a Kraaft ass, virgesäit. D'Charte scolaire gëtt vum Conseil d'éducation vum Lycée ugeholl.

2. De Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2004 iwwert den Ordre intérieur an d'Disziplin an de klasseschen an technesche Lycéeë schreift d'Grondregele vir, déi an alle Lycéeë vum Land gëllen.

Wéi am viregte Punkt vermierkt a mat der Beméiung fir de Schoulen eng gewëssen Autonomie ze ginn, kënne si eng Charte scolaire unhuelen, déi Verhalensregelen enthält, déi méi wäit gi wéi d'Regelen, déi den uewen zitéierte Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2004 festgeluecht huet.

3. Den Artikel 25 vum uewen zitéierte Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2004 gëtt den Autorité-scolairen d'Autorisatioun, fir Publicatiounen an Objeten, déi de Schüler bei sech huet an déi den Ordre scolaire stéiere kënnen, ze beschlagnahmen. Et schéngt schwiereg, fir eng limitativ Lëscht opzestelle vun den Objeten, déi beschlagnahmt kënne ginn; de Kritär duerfir ass de Fait, dass dës Objeten d'Coursë stéieren. Wat d'Dauer vun der Konfiskatioun ubelaangt, déi spéitstens dann ophéiert wann d'Schoul eriwwer ass, sou schéngt et ubruecht, datt ee sech an dëser Saach op de gesonde Mënscheverstand vum Direkter vum Lycée verléisst.

4. D'Autorisatioun, déi d'schoulesch Autoritéite conféréiert krute fir Objeten ze konfiskéieren, déi d'schoulesch Uerdnung stéieren, ass a mengen Aen eng Ergänzung, déi sech op d'schoulescht Ëmfeld beschränkt, par rapport zu den allgemenge Bestëmmungen, déi de Code pénal an där Saach virschreift.

Question 1099 (29.5.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **lutte biologique contre l'eupoecilia ambiguella dans le domaine de la viticulture:**

Zanter 2001 ginn am Lëtzebuerger Wäibau bei der Bekämpfung vum „Traubenwickler" op fräiwëlleger Basis sou genannt RAK-Dispenser agesat, déi op eng biologesch Manéier derfir suergen, datt dëse Schädling sech net reproduzéieren an domat Schued un de Riewen uriichte kann. Dës Method, déi zwar ëmweltfrëndlech, awer aarbechtsintensiv an domat vill méi deier ass wéi den traditionellen Asaz vu Chemikalien, gëtt vum Stat bei Erfëllung vu verschiddene Konditioune finanziell ënnerstëtzt. A Wënzerkreesser gëtt sech awer regelméisseg beklot, datt déi zoustänneg Verwaltung, déi lech ënnersteet, sech ongewéinlech laang Zäit léisst, fir dës Hëllefen auszebezuelen. Sou sollen déi betreffend Hëllefe fir 2004 an 2005 nach opstoen.

Duerfir géif ech lech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand an dësem Dossier?
2. Wourop ass den aktuelle Retard am Ausbezuelen zréckzeféieren?
3. Gëtt et Direktiven iwwer Délaien an deenen dës Hëllefe sollen ausbezuelt ginn? Wa jo, wat sinn dës Délaien? Wann neen, wär et net normal, datt d'Verwaltung gradsou Contraintë misst ënnerleie wéi d'Wënzer, déi an dësem Programm matmaachen? Sidd Dir an dësem Fall bereet, fir contraignant Délaien anzeféieren?
4. Fir wéini ass mat dem Ausbezuele vun den aktuell geschëllten Hëllefen ze rechnen?

Réponse (7.7.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire au sujet du paiement des aides pour les années 2004 et 2005 au titre de la mesure d'aide «Lutte biologique contre le ver de la grappe», prévue au règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, appelle les réponses suivantes:

ad 1 et 4

Pour les années 2004 et 2005, une somme de deux fois 31.802,06 euros a été ordonnancée début juin. Pour 2004, il reste à traiter encore les demandes nouvellement introduites pour un montant d'environ 30.000 euros et pour 2005 un montant d'environ 43.000 euros est en souffrance, montant qui se rapporte à des modifications apportées aux contrats en cours par les bénéficiaires des aides. Les procédures de contrôle de toutes ces demandes sont en cours et il est escompté que le paiement de ces aides pourra se faire au mois de septembre prochain.

ad 2

Si effectivement un certain retard s'est accumulé dans le traitement des demandes et dans le paiement des aides, ce retard est dû au concours des circonstances suivantes:

- le nombre élevé des différents programmes prévus au règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 précité, leur degré de complexité et le succès impressionnant des différentes mesures ont sérieusement retardé la gestion administrative des demandes;
- les contrôles d'éligibilité des parcelles se sont avérés très fastidieux en raison du fait que bon nombre des dossiers présentés étaient incomplets au niveau des plans et extraits cadastraux;
- concernant plus particulièrement la mesure visée dans la question parlementaire, le défaut d'une documentation graphique directement utilisable pour une gestion administrative simple a entravé un traitement rapide des demandes. À noter que le nouveau système d'information géographique et le référentiel du parcellaire viticole de 2005 faciliteront sensiblement les contrôles administratifs à l'avenir.

ad 3

À l'instar de toute autre mesure d'aide, le service en charge des programmes prévus au règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 est obligé de procéder aux contrôles administratifs usuels de toutes les demandes d'aides, contrôles qui nécessitent inévitablement certains délais. En l'espèce, les circonstances décrites ci-dessus, amplifiées par un manque de personnel au début de la mise en œuvre des différents programmes, ont conduit à certains retards déplorables. Toujours est-il que des nouveaux moyens informatiques et le renforcement du personnel ont permis de rattraper la majeure partie des retards encourus au point qu'à l'avenir toutes les demandes pourront être traitées dans des délais raisonnables.

Question 1100 (29.5.2006) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **congé parental:**

La loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales prévoit dans son article 3, paragraphes (4) et (5):

«L'un des parents doit prendre son congé parental, sous peine de la perte du droit au congé dans son chef, consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil. L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant.»

En ce qui concerne le deuxième congé parental, on peut lire sur le site Internet et dans les brochures d'information de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF): «Le deuxième congé doit être entamé avant que l'enfant n'ait

atteint l'âge de cinq ans accomplis» et „Der zweite Elternurlaub muss begonnen werden, bevor das Kind das 5. Lebensjahr vollendet".

Or, il paraît que la CNPF s'emploie à une interprétation restrictive du texte de la loi précitée, interprétation qui est en contradiction avec le texte des brochures d'information quant à la question s'il faut avoir pris le deuxième congé parental en entier avant que l'enfant ait atteint l'âge de cinq ans ou s'il suffit de l'avoir entamé avant l'âge de cinq ans de l'enfant. Ainsi la Caisse Nationale des Prestations Familiales refuse l'octroi du deuxième congé parental si la partie prépondérante du congé ne se situe pas avant l'âge de cinq ans de l'enfant en question. Ceci a comme conséquence que de nombreux parents, qui demandent le deuxième congé dans les délais légaux mais selon les informations véhiculées par les brochures et le site Internet de la CNPF, perdent tout simplement leur droit, étant donné qu'il est trop tard pour prendre le congé selon l'interprétation appliquée par la CNPF.

À noter que lors de ses travaux concernant le projet de loi 5161 portant modification du congé parental, la Commission de la Famille de la Chambre des Députés a mis en évidence le caractère équivoque du texte de loi en ce qui concerne ce point. Afin de clarifier la situation concernant ce point, elle a proposé un amendement «conférant à l'article I sub article 3 (4), tel qu'il résulte de l'amendement gouvernemental N°5 du 21 juillet 2005, la teneur suivante: «L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant. Le congé doit être pris au moins à raison de la moitié des mois avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans accomplis.»

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la contradiction flagrante entre le texte des brochures d'information de la Caisse Nationale des Prestations Familiales et le texte de loi, respectivement l'interprétation et l'application du texte de loi par la Caisse Nationale des Prestations Familiales?
- Madame la Ministre estime-t-elle correcte la pratique de la Caisse Nationale des Prestations Familiales, pratique qui à la limite et selon l'interprétation peut sembler conforme au texte de la loi actuellement en vigueur, mais qui est en contradiction avec les informations véhiculées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales sur son site Internet et dans ses brochures d'information?
- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'étant donné les informations propagées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales et d'autant plus que ses bureaux ne sont pas joignables par téléphone, il y aurait lieu de faire preuve d'une certaine tolérance à l'égard des parents jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions et de l'adaptation des supports d'information de la CNPF?

Réponse (11.7.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Romain Schneider, j'ai l'honneur de fournir les réponses suivantes:

ad 1) La Ministre de la Famille a été informée des problèmes relatifs à l'application de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, et notamment du problème relatif au délai pour prendre le congé parental jusqu'à cinq ans.

À cet effet, lors de l'entrée en vigueur de la loi sur le congé parental, un groupe de travail composé de représentants des syndicats, du patronat et des ministères concernés avait été institué, afin de clarifier les problèmes d'interprétation pratique. Une des recommandations de ce groupe avait été d'interpréter les dispositions légales en faveur des travailleurs. La politique de la Caisse nationale a été de suivre initialement ces recommandations.

Aussi, la Caisse a adopté une approche tolérante à l'égard du parent demandeur du «deuxième» congé parental et n'a pas sanctionné le dépassement de la durée des cinq ans. Or, si la Caisse appliquerait strictement les dispositions légales en la matière, elle devait rejeter dans tous ces cas l'octroi de l'indemnité de congé parental en entier, même s'il ne s'agissait que d'une seule journée du congé parental dépassant le cinquième anniversaire de l'enfant. C'est d'ailleurs cette interprétation conforme à la loi stricte qui a été retenue par les juridictions sociales.

Pour entériner l'interprétation administrative initiale donnée à l'article 3 (4) de la loi en question, le Gouvernement a entendu préciser dans son amendement N°5 du 21 juillet 2005 une telle approche. La proposition de l'amendement concerné se lisait comme suit:

«Art. 3. (4) L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant. Le congé doit être entamé avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans accomplis.»

Entre-temps, la Caisse se vit confrontée à de nombreuses demandes qu'elle a considérées à juste raison comme abusives. En effet, certains parents demandèrent leur congé parental quelques jours seulement avant l'échéance légale de cinq ans. Les employeurs étaient mécontents de cette évolution et la Caisse a du faire face à de nombreuses réclamations de leur part. Dans sa séance du 17 novembre 2005, le comité directeur a décidé qu'il n'accorderait plus d'indemnité de congé parental que si la part prépondérante du congé parental se situe avant le cinquième anniversaire de l'enfant. Il a estimé que dans notre système juridique une simple tolérance n'entraîne pas la création d'un droit.

En effet, le législateur n'a pas prévu d'accorder une indemnité de congé parental jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant mais jusqu'au cinquième anniversaire de celui-ci.

La Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse de la Chambre des Députés a également analysé la situation dans le cadre du projet de loi N°5161 et est venue à la conclusion de proposer le 26.10.2005 l'amendement suivant:

«L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant. Le congé doit être pris au moins à raison de la moitié des mois avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans accomplis.»

Si le législateur adopte cette disposition, le délai de tolérance sera inclus dans les dispositions légales et la Caisse devra impérativement respecter cette limite.

ad 2) La politique d'information de la Caisse nationale a été de faire part aux personnes concernées des décisions de son comité directeur dès leur adoption. À cet effet, toutes les brochures d'information en possession de la Caisse ont été modifiées manuellement sur le point concerné. Depuis cette date, la Caisse n'a distribué que des brochures modifiées. Il en a été de même des informations sur le site Internet. Il y a lieu de faire remarquer à l'honorable Député que le site Internet de la Caisse - qui a été exclusivement créé par des bénévoles de la Caisse et sans aucune rémunération - comprend une clause de non responsabilité libellée comme suit:

«Les textes et informations fournis sur le site Internet de la Caisse Nationale des Prestations Familiales sont disponibles gratuitement à des fins d'information du public. Ils ont un caractère purement indicatif et n'engagent pas la responsabilité de la CNPF. Ils ne peuvent en particulier être invoqués pour revendiquer des prestations en l'absence de droit reconnu par la caisse en application des dispositions légales et réglementaires applicables, dont seul le texte publié au Journal Officiel (Mémorial) fait foi.»

ad 3) La direction tout comme le comité directeur de la Caisse Nationale des Prestations Familiales dans lequel siègent des représentants des syndicaux les plus représentatifs sur le plan national sont assez tolérants comme le prouve justement le cas mis en exergue. Cependant, ils se doivent de donner une ligne de conduite claire afin d'éviter un traitement inégal entre les différentes familles. Ce n'est véritablement que dans des situations abusives ou franchement contraires à la loi que les demandes d'indemnisation du congé parental sont rejetées. Une dernière remarque s'impose par ailleurs. Si le comité directeur de la Caisse n'avait pas été aussi tolérant, le problème invoqué par l'honorable Député n'aurait pas vu le jour.

Question 1101 (29.5.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **accusations contre des membres du personnel du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) d'Ettelbruck:**

Récemment un article paru dans un hebdomadaire luxembourgeois a suscité de vives réactions. Il s'agissait de témoignages de patients et d'un ancien membre du personnel du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck qui constituent des accusations graves contre certains membres du personnel ayant apparemment maltraité des patients.

Tout en sachant que Monsieur le Ministre de même que le directeur de cet établissement ont réagi à ces accusations, j'aimerais avoir des précisions sur les questions suivantes:

- Est-ce que les accusations avancées feront l'objet d'une enquête interne, voire externe? Dans l'affirmative, quel sera l'organe chargé de cette enquête?
- À quelles suites - surtout pour les personnes lésées - peut-on s'attendre s'il s'avère que les accusations sont exactes?

Réponse (3.7.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je puis tout d'abord informer l'honorable Député Ben Fayot que suite aux affirmations mentionnées le CHNP a entamé une enquête interne.

En ma qualité de Ministre de tutelle du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique j'ai d'autre part mis en place une commission ad hoc avec la mission de s'informer sur les accusations relatées dans l'article de presse auquel se réfère l'honorable Parlementaire et de me faire rapport. Cette commission est à qualifier d'externe par rapport au CHNP, alors qu'aucun membre de la direction ou du personnel de cet hôpital n'en fait partie.

Il sera bien entendu loisible à la commission de contacter l'auteur de l'article de presse pour obtenir davantage de détails, si ce dernier veut bien les fournir. Je ne manquerai pas le cas échéant de saisir les autorités compétentes des conclusions de la commission ad hoc.

Question 1102 (30.5.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **conseil de discipline des lycées:**

La loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit que certaines infractions sont portées devant le conseil de discipline du lycée.

À ce sujet j'aimerais savoir:

- Combien de fois des conseils de discipline ont été saisis depuis que la loi de 2004 les a créés?
- Par quels verdicts se sont-ils conclus (nombre de renvois définitifs, renvois devant le conseil de classe, acquittements)?
- Existe-t-il des statistiques dénombrant les infractions commises par les élèves convoqués au conseil de discipline de leur lycée?
- Existe-t-il des statistiques concernant les causes des renvois définitifs?
- Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'élèves ayant plusieurs fois été renvoyés définitivement? Dans l'affirmative, combien?
- Combien d'élèves tombant sous l'obligation scolaire ont été contraints de rester à la maison pendant une période prolongée n'ayant plus été acceptés dans un autre lycée suite à des renvois successifs? Quelles sont les mesures prévues pour contrecarrer cette situation?
- Est-ce qu'un suivi est effectué pour les élèves renvoyés définitivement et qui ne tombent plus sous l'obligation scolaire?

Réponse (12.7.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les conseils de discipline ont été saisis 140 fois.

ad 2) Les conseils de discipline ont prononcé 79 fois le renvoi définitif et dans trois cas ils n'ont prononcé aucune sanction à l'égard de l'élève.

Dans les autres cas, les conseils de discipline ont renvoyé l'élève devant le conseil de classe qui a pris une mesure disciplinaire d'une moindre envergure (travail d'intérêt pédagogique, retenue en dehors des heures de classe, exclusion temporaire des cours).

ad 3) Le nombre des infractions commises varie en fonction de la gravité des faits. Dans certains cas, l'élève n'avait commis qu'une seule infraction, dans d'autres il en avait commis plus d'une dizaine. Des statistiques précises n'ont pas été établies.

ad 4) Les causes les plus fréquentes ayant entraîné un renvoi définitif sont:

- consommation et trafic de stupéfiants;

- voies de fait et actes de violence commis à l'égard d'un membre de la communauté scolaire;

- refus réitérés d'assumer les mesures disciplinaires décidées antérieurement par les conseils de classe respectifs;

- absences trop nombreuses et non excusées.

ad 5) Depuis 2004, six élèves ont été renvoyés plusieurs fois de suite d'un lycée.

ad 6) Les élèves renvoyés définitivement par le conseil de discipline d'un établissement scolaire et tombant sous l'obligation scolaire sont inscrits dans un autre établissement pour y poursuivre leur scolarité.

ad 7) Les élèves renvoyés définitivement et ne tombant plus sous l'obligation scolaire peuvent s'adresser au Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires ou, s'ils continuent leur scolarité dans un autre lycée, au Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires de cet établissement. Finalement à partir de cette année ces élèves considérés comme ayant prématurément quitté l'école sont également contactés par l'Action Locale pour Jeunes (ALJ).

Question 1103 (31.5.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **procédure d'expropriation pour la construction d'autoroutes:**

An engem Uerteel vum 12. Mee 2006, wat am Mémorial A N°96 publizéiert ginn ass, huet eist Verfassungsgeriicht festgestallt, datt d'Artikele 27, 34 a 35 vum Gesetz vum 16. August 1967 iwwert d'Schafung vun eisen Autobunnen a vum „Fonds des routes" net konform mat dem Artikel 16 vun der Constitutioun wär. Et geet konkret ëm d'Enteegnungsprozeduren, wou d'Constitutioun seet, datt de Stat en Terrain eréischt dann däerf an de Genoss huelen, wann déi betreffend Entschiedegung integral un de Propriétaire bezuelt ass.

Dëst Uerteel ass gesprach ginn am Kontext vun der Enteegnungsprozedur betreffend dat nach net fäerdeg gestalltent Stéck vun der Saarautobunn bei Helleng. Duerfir erlaben ech mer dës Froen ze stellen:

1. Wat sinn aus der Siicht vun der Regierung déi generell Konsequenzen, déi sech aus dësem Uerteel erginn, a wéi wëllt d'Regierung dorop reagéiren?
2. Wat sinn déi direkt a praktesch Konsequenzen op de Litige am konkrete Fall Saarautobunn?
3. Gëtt et nach aner gréisser staatlech Projeten, déi duerch d'Konsequenze vun dësem Uerteel betraff sinn, a wa jo, wat fir eng?

Réponse (13.7.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Zu Punkt 1: Laut Deklaratioun vum Premier Minister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun soll de Punkt 16 vun der Constitutioun nei verfaasst ginn. Déi zoustänneg Chamberkommissioun hat dëse Punkt schon um Ordre du jour vun hirer Sitzung.

Zu Punkt 2: Bis zum Ofschloss vun der Enteegnungsprozedur zu Helleng an der definitiver Fäerdegstellung vun der Saarautobunn bleift de Bypass vun Helleng weiderhin a Betrib.

Zu Punkt 3: Am grousse Stroossebau ass de Fall Helleng deen eenzegen deen zurzäit um Geriicht vehandelt gëtt. An anere schwieregen Dossieren probéieren d'Membere vum Comité d'acquisition Léisungen um Verhandlungswee erbäizefréieren.

Question 1105 (1.6.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant le **réaménagement du passage à niveau à Leudelange-Gare:**

Dans le cadre du réaménagement du passage à niveau à Leudelange-Gare, la construction d'un passage souterrain a pour conséquence le déplacement de la route CR163 en direction des réservoirs de carburants installés auprès de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange.

D'ailleurs, dans le cadre de ces travaux une partie de la forêt a déjà été déboisée à cet endroit.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quelle est la distance prévue entre les réservoirs de carburants et le nouveau tracé ainsi que le nouveau passage souterrain?
- Est-ce que cette distance est suffisante pour respecter les critères de sécurité imposés par l'Inspection du Travail et des Mines lors de la planification de la RN34 à Bertrange dont le tracé a dû être modifié?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse (10.7.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Niki Bettendorf relative à la suppression du passage à niveau PN6 sur le CR163 à Leudelange-Gare, je puis fournir les précisions ci-après:

- L'axe du nouveau tracé routier servant de suppression du passage à niveau PN6 à Leudelange-Gare se situe à un endroit à une distance de 126 mètres du centre du réservoir de carburant Est, tandis que le passage pour piétons sous les voies ferrées se situe à 135 mètres par rapport à ce réservoir.
- Pour le dépôt de gasoil et de pétrole à Leudelange-Gare le rayon à risques en cas d'accident grave relatif au flux thermique de 3kW/m² mesure162 mètres depuis le centre de chaque réservoir.
- Selon l'avis des responsables de l'Inspection du Travail et des Mines, cette situation est acceptable par rapport au risque en cas d'accident à caractère majeur, vu que dans la zone empiétant dans le rayon de sécurité, le tracé routier se trouve en souterrain sur une longueur de 84 mètres et le reste de la nouvelle route en contrebas par rapport au terrain naturel.

Question 1108 (1.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **bateau assurant la sécurité sur la Moselle:**

Dans une question parlementaire du 4 juillet 2005 *(cf. compte rendu N°1/2005-2006)*, Monsieur le Ministre de la Justice m'avait répondu d'une manière très évasive à une question concernant l'achat, par la Police grand-ducale d'un bateau pour pouvoir naviguer sur la Moselle.

En effet, il m'était revenu lors de l'assemblée générale du syndicat de la police qu'aucun membre de la Police grand-ducale ne disposait des permis nécessaires pour pouvoir naviguer le bateau et que de ce fait celui-ci se trouvait à l'époque bloqué dans un hangar. Cependant Monsieur le Ministre m'avait affirmé le contraire et répondu que «la Police grand-ducale s'est dotée de moyens nécessaires tant en ce qui concerne le personnel et sa formation que les équipements».

Il me revient cependant par la presse que le bateau a été officiellement mis en fonction en date du 30 mai 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le bateau a été mis en fonction le 30 mai 2006?
- Pourquoi attendre près d'un an si Monsieur le Ministre m'affirmait le 1er août 2005 que le bateau et le personnel étaient prêts?
- À quelle date les membres de la Police grand-ducale affectés au bateau ont-ils obtenu les permis nécessaires pour la navigation?

Réponse (12.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le bateau de la Police grand-ducale a été immatriculé le 3 juin 2005, la remorque afférente le 11 juillet 2005. La mise en fonction officielle s'est opérée le 30 mai 2006.

Les fonctionnaires de police désignés ont obtenu leur permis de navigation le 11 juin 2005.

Cependant, dans un souci d'être en mesure d'accomplir l'ensemble des missions policières, les fonctionnaires ont suivi des formations supplémentaires spécifiques, à savoir:

- formation en vue de l'obtention des certificats radios (2005),
- formation théorique et pratique auprès de la Wasserschutzpolizei Rheinland-Pfalz entre novembre 2005 et mars 2006. La formation pratique a été effectuée moyennant le bateau de la Police grand-ducale.

Si la Police grand-ducale a été en mesure d'assurer des patrouilles de police en 2005, elle s'est donné des moyens supplémentaires afin de pouvoir exécuter l'ensemble des missions de police fluviale de manière optimale.

La date de l'inauguration a coïncidé avec la reprise des activités estivales de la saison 2006 sur la Moselle.

Question 1110 (7.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**audit de sûreté et de sécurité de l'Aéroport du Findel:**

Il me revient que récemment un nouvel audit de sûreté et de sécurité a été effectué par des instances de contrôle internationales à l'Aéroport du Findel.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces faits et m'indiquer quand et par qui cet audit a été réalisé?
- Quelles en sont les conclusions et quels sont en particulier les points forts et les faiblesses détectés par les experts dans le système de sûreté et de sécurité en place?
- Quelles sont les initiatives entreprises ou projetées pour remédier aux failles identifiées dans le rapport?
- À quel degré les conclusions de l'étude McKinsey, effectuée début 2004 pour compte du Gouvernement, ont-elles été mises en œuvre?
- Quels sont les points de cette étude qui restent à réaliser?
- D'autre part, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'effectif actuel de la Police grand-ducale assurant la sécurité de l'Aéroport du Findel? Suite à la mise en service de la nouvelle aérogare, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que les effectifs de la Police grand-ducale présents sur ce site devraient être augmentés?
- Le Gouvernement dispose-t-il par ailleurs d'un plan d'ensemble pour mettre notre aéroport en conformité avec les standards exigés de la part de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et de la Commission européenne?

Réponse (7.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Des audits sont effectués à intervalles réguliers par les autorités communautaires et internationales dans les différents domaines de l'aviation civile.

Ainsi, la Commission européenne a-t-elle effectué à deux reprises des inspections visant à vérifier l'application par le Luxembourg des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Une première inspection eut lieu du 19 au 23 juillet 2004 et une inspection de suivi du 23 au 25 mai 2005. Les deux rapports ont fait état de certaines déficiences au niveau de la sûreté aérienne à l'Aéroport de Luxembourg. Il y a lieu de relever que la grande majorité des déficiences ont pu être redressées depuis.

Il convient d'ajouter que l'OACI a effectué un audit entre le 21 février et le 2 mars 2006 concernant la mise en œuvre des normes internationales en matière de sécurité aéroportuaire. Cet audit, réalisé selon une approche systémique globale, tenait aussi compte des meilleures pratiques constatées dans d'autres États. Les constatations provisoires de l'OACI font eux aussi état d'un manque de ressources humaines pour s'assurer de la mise en œuvre de l'intégralité des obligations internationales de réglementation et de supervision.

Afin d'évaluer avec précision les besoins en personnel de l'Administration de l'Aéroport et de la Direction de l'Aviation civile découlant de ces obligations internationales et communautaires, une étude d'évaluation des effectifs requis pour le Luxembourg a été mandatée à Eurocontrol. Parallèlement, une task-force comportant des agents de tous les services concernés a été mise en place afin, notamment, d'élaborer un plan correctif aux constatations provisoires de l'OACI.

Afin de renforcer davantage la capacité de supervision de l'État par un renforcement organisationnel et une augmentation des ressources en personnel des autorités aéroportuaires, je viens de saisir le Conseil de Gouvernement à cet égard.

Monsieur le Député s'enquiert encore sur la mise en œuvre des conclusions de l'étude McKinsey qui a été mandatée par le Gouvernement en 2004 et qui visait à évaluer la situation des autorités aéronautiques luxembourgeoises et d'examiner quelles adaptations devraient éventuellement être apportées à l'organisation interne de la Direction de l'Aviation civile pour faire face aux exigences actuelles et à venir. Au niveau du renforcement des effectifs préconisés par l'étude McKinsey, l'inspecteur sûreté vient d'entamer ses fonctions depuis le mois d'avril 2006 et l'entrée en fonction du coordinateur de la sécurité est imminente. L'audit McKinsey n'a cependant pas anticipé suffisamment les besoins supplémentaires en personnel nécessaires. Par ailleurs, le recrutement de personnel spécialisé de l'aviation civile ne s'est pas révélé des plus faciles. En conséquence, la Direction de l'Aviation civile étudie actuellement toutes les possibilités lui permettant d'étendre sa collaboration avec les autorités des pays étrangers et des organismes spécialisés.

Pour ce qui est de l'orientation générale de l'étude McKinsey d'assurer un départage clair des compétences parmi les autorités aéronautiques, l'honorable Député n'est pas sans savoir qu'il s'agit en l'occurrence d'un effort continu, qui a été engagé par les services du Ministère dès la soumission des conclusions de l'audit McKinsey en mars 2004. Alors que la séparation des fonctions de régulation et de surveillance, incombant à la Direction de l'Aviation civile, et des fonctions de prestataire de services aéroportuaires, incombant et à l'Administration de l'Aéroport et à la société lux-Airport, s'est améliorée substantiellement, la démarcation des missions parmi les prestataires de services se trouve en pleine gestation. À cet égard, l'honorable Député est certainement au courant du fait que j'ai organisé le 31 mai 2006 à Bettembourg le hearing «Fir en zukunftfäege Findel» et que je suis en train de consulter les acteurs concernés dans le cadre de diverses table rondes sur une éventuelle réorganisation des autorités aéroportuaires.

Quant à la question de l'effectif total de la Police grand-ducale à l'Aéroport de Luxembourg, il s'agit de 54 personnes qui se répartissent sur le Service Sécurité et Contrôle (SEC), le Service Contrôle Frontalier (SCF) et le Service Documents de Voyage (SDV). Il est évident que des besoins supplémentaires en personnel se feront ressentir avec la mise en service de la nouvelle aérogare en 2007. La Direction générale de la Police fixera ses besoins en temps utile en tenant compte notamment du nombre de postes de contrôle de sécurité supplémentaires à surveiller ainsi que de l'évolution générale du trafic aérien.

En dernier lieu, l'honorable Député demande si le Gouvernement dispose d'un plan d'ensemble pour mettre l'Aéroport du Findel en conformité avec les standards internationaux et communautaires. Il convient de souligner à cet égard que les ministères et administrations concernés font preuve d'une collaboration permanente pour s'assurer de la conformité par rapport aux normes en vigueur et qu'une mise en œuvre cohérente et efficace est garantie par une coopération étroite et un échange d'informations continu entre autorités concernées dans les enceintes compétentes, tel que le Comité national de Sûreté de l'Aviation civile.

Question 1113 (8.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**accès aux trains de personnes en fauteuil roulant:**

Il me revient que des membres du personnel des CFL ont refusé à des personnes handicapées assises dans des fauteuils roulants de monter dans des trains, ceci sous prétexte que les rampes dont disposent les CFL n'étaient pas conformes aux normes de sécurité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, dans quels délais et de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (17.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 8 juin 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur l'accès des personnes à mobilité réduite dans les trains CFL.

Le transport de personnes à mobilité réduite, et en particulier de celles qui sont contraintes de se déplacer en fauteuil roulant, n'est pas toujours réalisable pour les clients se présentant spontanément sans avoir recours aux moyens spécifiques que les CFL mettent à leur disposition. Ces moyens consistent notamment en la mise à disposition des clients à mobilité réduite d'un numéro de téléphone, en l'occurrence le (352) 4990-3342, permettant aux personnes nécessitant de l'assistance à annoncer leur intention de voyager au minimum un jour à l'avance.

Les voitures et automotrices à deux niveaux qui ont progressivement été mises en service depuis septembre 2004 tiennent compte des besoins spécifiques des personnes à mobilité réduite. En complément du plus de confort de voyage que ce matériel offre aux clients du transport en commun, le nouveau matériel roulant est également équipé de rampes d'accès pour fauteuils roulants. De plus, l'intérieur a spécialement été conçu pour accueillir les personnes à mobilité réduite, notamment en ce qui concerne les équipements sanitaires.

Par contre le matériel roulant étranger et une partie de l'ancien matériel roulant des CFL, telles que les automotrices du type Z2000, circulant également sur le réseau ferré luxembourgeois, n'est pas muni de telles facilités.

Étant donné que nous sommes en présence de deux types de quais à hauteur différente, les CFL sont, dans certains cas, contraints d'utiliser des rampes spécifiques pour permettre aux personnes à mobilité réduite l'accès aux trains en question.

Toutefois les CFL sont actuellement en train de rechercher d'autres solutions techniques plus adéquates permettant l'accès aux trains ne comportant pas les équipements à bord. Parallèlement les responsables d'Info Handicap ont été invités par les CFL à sensibiliser les personnes à mobilité réduite afin qu'elles aient recours à la procédure spéciale d'annonce préalable de leur voyage.

Question 1114 (8.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**application de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection:**

La loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection pèche actuellement encore par des imprécisions d'où découlent des difficultés d'interprétation. Afin de remédier à cet état de choses, un guide destiné à donner les précisions nécessaires à l'application de la loi en question serait actuellement en élaboration. Il me revient que ce guide serait d'ores et déjà sous presse.

Or un certain nombre de règlements grand-ducaux visant à mettre en œuvre certaines dispositions de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection n'ont pas encore été publiés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Un tel guide destiné à donner les précisions nécessaires à l'application de la loi en question est-il actuellement en élaboration?
- Un tel guide est-il d'ores et déjà sous presse?
- Dans l'affirmative n'aurait-on pas dû attendre que l'ensemble des règlements grand-ducaux visant à mettre en œuvre certaines dispositions

de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection soient finalisés?

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration envisage-t-il de publier un guide supplémentaire après la finalisation des règlements grand-ducaux en question?

Réponse (20.6.2006) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Une brochure intitulée «brochure d'information pour demandeurs de protection internationale» vient d'être élaborée par mes services et ce en langues française, allemande, anglaise, serbe, albanaise, arabe, farsi, turque, espagnole, portugaise et chinoise.

Contrairement aux affirmations de Monsieur le Député, ce guide n'a pas pour objet de parer à des «imprécisions» respectivement des «difficultés d'interprétation» de la loi, mais découle directement de l'article 6 (3) de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection qui prévoit que «le demandeur est informé par écrit et, dans la mesure du possible, dans une langue dont il est raisonnable de supposer qu'il la comprend, du contenu de la procédure de protection internationale, de ses droits et obligations pendant cette procédure et des conséquences possibles en cas de non-respect de ses obligations et de non-coopération avec le Ministre».

À l'heure actuelle ce guide existe déjà en langue française et est déjà sous presse dans les autres langues.

Étant donné que l'article 6 (3) de la loi est d'application immédiate aux nouvelles demandes de protection internationale, la finalisation immédiate de cette brochure s'est avérée nécessaire.

Pour le cas où le contenu des règlements grand-ducaux visés par Monsieur le Député l'exigerait, des informations supplémentaires seront mises à la disposition des demandeurs de protection internationale.

Question 1115 (12.6.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **numéros d'immatriculation:**

D'après l'article 8 du règlement grand-ducal du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation «un numéro d'immatriculation personnalisé octroyé au propriétaire ou détenteur d'un véhicule immatriculé à son nom peut être transféré du véhicule en question sur un autre véhicule à immatriculer au nom de ce même propriétaire ou détenteur».

Selon mes informations, le garagiste qui veut faire immatriculer une nouvelle voiture au nom d'un client qui désire garder son ancien numéro a besoin de la carte grise de la voiture immatriculée au nom de celui-ci. Il semble que certains garagistes donnent dans ce cas une copie de la carte grise à leurs clients en leur expliquant que cette copie leur permettra de conduire leur voiture jusqu'à ce que la nouvelle soit immatriculée. Il en résulte que ces clients, sans mauvaise foi, risquent un avertissement taxé de la part de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du problème décrit ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me fournir des explications quant à la procédure correcte à suivre lors du transfert du numéro d'immatriculation d'une voiture à l'autre?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une campagne d'information auprès des concernés pourrait éviter à l'avenir que des personnes qui se croient en règle soient pénalisées?

Réponse (11.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Députée s'enquiert sur la procédure à appliquer en relation avec la carte d'immatriculation en cas du maintien d'un ancien numéro d'immatriculation sur un véhicule nouvellement mis en circulation.

Le premier paragraphe de l'article 92 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publique (Code de la Route) dispose que tout véhicule automoteur (…) appartenant à une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale qui a son siège social au Luxembourg doit être couvert par une carte d'immatriculation luxembourgeoise à partir de la première mise en circulation au Luxembourg jusqu'à l'exportation ou la destruction définitive du véhicule. D'autre part, l'article 70 du Code de la Route énumère les papiers de bord qui doivent être exhibés sur réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation routière, dont entre autres une carte d'immatriculation provisoire ou définitive valable du véhicule. Une exception à cette règle, et, partant, l'acceptation d'une copie certifiée conforme par le Ministre des Transports ou son délégué, n'est tolérée que pour les véhicules donnés en location sans chauffeur, la copie devant par ailleurs porter une mention précisant qu'il s'agit d'un véhicule destiné à être loué.

À part l'exception précitée, la circulation avec une copie de la carte d'immatriculation n'est donc pas conforme aux dispositions actuelles du Code de la Route.

La délivrance d'une copie de la carte d'immatriculation par un garagiste à un client pour la période de la procédure de la nouvelle immatriculation avec transfert du numéro personnalisé n'est donc pas opportune alors que le client commet une infraction s'il conduit avec cette copie.

Alors qu'un numéro personnalisé ne peut être transféré d'un véhicule sur un autre qu'à condition que la carte d'immatriculation du premier véhicule ait été retournée au préalable à la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), une personne ayant demandé le transfert d'un numéro personnalisé d'un «ancien» véhicule lui appartenant vers un «nouveau» véhicule se retrouve momentanément sans certificat d'immatriculation de son «ancien» véhicule (remis en vue de l'obtention du transfert de numéro) et est, par conséquent, dépourvu du droit d'utiliser encore ce véhicule sur la voie publique pendant la période (généralement de un à trois jours) durant laquelle il est procédé à l'immatriculation du «nouveau» véhicule.

La solution suivante à ce problème a été incorporée dans un projet de règlement grand-ducal qui se trouve actuellement pour avis au Conseil d'État et aux Chambres professionnelles:

Lorsque le certificat d'immatriculation d'un véhicule est restitué en vue de l'immatriculation d'un autre véhicule sous le même numéro d'immatriculation et au nom du même propriétaire ou détenteur, la personne concernée peut requérir que l'ancien véhicule reste valablement immatriculé à titre temporaire pour une période comprenant trois jours ouvrables entiers. Dans ce cas, le requérant se voit délivrer, en échange du certificat d'immatriculation couvrant son ancien véhicule au moment de sa demande afférente, un certificat d'immatriculation temporaire dont la validité expire à la fin du troisième jour ouvrable suivant le jour de sa délivrance.

Le certificat d'immatriculation est restitué soit à la SNCT, soit à une personne déléguée à cette fin par la SNCT sur base d'un cahier des charges et titulaire d'une autorisation de faire le commerce de véhicules routiers dans un État membre de l'Espace économique européen.

Le certificat d'immatriculation temporaire mentionne au moins le numéro d'immatriculation, le numéro de châssis, la marque et la dénomination du véhicule concerné. Ce certificat est délivré par le Ministre des Transports et remis au propriétaire ou détenteur soit par la SNCT, soit par une des personnes que celle-ci a déléguées à ces fins. Ce certificat n'est valable qu'à condition d'être accompagné d'une copie du certificat d'immatriculation restitué, certifiée conforme par la SNCT ou par une des personnes déléguées.

Question 1116 (12.6.2006) de **M. Paul Helminger** *(DP)* concernant les **emplacements de stationnement des entreprises:**

Il me revient que Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a fait parvenir au cours du mois de mai à un échantillon d'entreprises un questionnaire relatif à leurs besoins d'emplacements de stationnement. Ce questionnaire soulignerait que l'offre d'emplacements disponibles pour les entreprises telle qu'elle est réglementée par des règlements communaux serait inadaptée aux besoins réels des entreprises et que le but de l'enquête est de mieux satisfaire à ces besoins.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quels renseignements Monsieur le Ministre escompte-t-il obtenir de cette enquête?
- Étant donné que le concept intégré du développement spatial et des transports (IVL), dans le souci d'atteindre un modal split national de 25/75 entre transports en commun et mobilité individuelle, prévoit des lignes directrices quant aux espaces de stationnement, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire de quelle manière les résultats de cette enquête peuvent influer sur les recommandations retenues dans l'IVL?
- Vu qu'un certain nombre de communes ont d'ores et déjà commencé à mettre en place une politique des transports en commun et de stationnement conforme aux dispositions énoncées dans l'IVL, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si et comment ces communes devront se plier aux nouveaux besoins d'emplacements de stationnement que les entreprises ne manqueront pas de faire valoir dans le cadre d'une enquête limitée pour l'essentiel aux seules considérations de mobilité individuelle?

Réponse (5.7.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le questionnaire auquel fait allusion l'honorable Député Monsieur Paul Helminger fait partie intégrante d'une étude pilote sur la gestion des emplacements des places de parking, visant à définir un futur modèle de gestion permettant d'harmoniser à l'avenir cette problématique importante dans le cadre du développement des transports et du territoire dans notre pays.

En effet, la situation actuelle est caractérisée par des normes communales de stationnement fort hétérogènes dans des secteurs de notre territoire qui sont pourtant fort comparables de par leurs caractéristiques urbanistico-spatiales. Ainsi, la plupart des communes appartenant à des agglomérations urbaines pratiquent des normes très larges et peu dissuasives par rapport à l'automobile privée, alors que certaines comme notamment et surtout la Ville de Luxembourg suivent une politique courageuse et dissuasive en la matière. Il s'ensuit du point de vue du développement spatial durable prôné par l'IVL une concurrence malsaine où l'attrait du site pour les entreprises dépend beaucoup trop du seul nombre d'emplacements de stationnement.

C'est donc pour acquérir une connaissance fine nécessaire au développement d'un nouveau modèle que les enquêtes en question sont réalisées par un bureau allemand expérimenté en la matière. Or, au niveau de la traduction en langue française de la lettre d'accompagnement des questionnaires des enquêtes, une erreur d'interprétation s'est produite. Si le texte allemand indique clairement que l'offre ne correspond pas à la demande en ce qui concerne la distribution actuelle des places de stationnement, le texte français laisse sous-entendre qu'une augmentation de places de stationnement s'avère nécessaire pour mieux répondre à la demande, ce qui ne reflète en effet ni l'esprit IVL, ni les objectifs poursuivis par le modèle à développer, qui sera somme toute plus dissuasif pour le transport individuel, tout en veillant à être pondéré par rapport aux besoins objectivement variés et à l'offre des transports en commun qu'il contribuera en définitive à promouvoir.

Question 1117 (13.6.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **déroulement des élections au Congo:**

An engem vereenegte Pressecommuniqué vum 13. Juni 2006 vun enger kongolesescher Oppositiounspartei «l'Union pour la Démocratie et le Progrès social», Section Luxembourg an dem Groupe Migrations si ganz schaarf Virwërf formuléiert gi géint d'EU am Kontext mat de geplangte Wahlen an der «République Démocratique du Congo».

Beruff gëtt sech an deene Virwërf op e politesche Rapport vum Här Carlo de Filippi, Delegatiounschef, vum 12. am Broochmount 2006, aus deem ervirgeet, datt d'international Communautéit näischt ënnerhuelen hätt kënnen oder näischt ënnerhuelen hätt wëlle géint déi Verzögerungsmanövere vun der aktueller kongolesescher Regierung am Zesummenhang mat de geplangten demokratesche Wahlen am Kongo.

Des Weidere gëtt verschiddenen EU-Politiker, ënner anerem och dem EU-Kommissär Henri Michel, Doppelzüngegkeet virgeworf andeem se dat kongolesescht Vollek an d'Ir wëllte leeden an him wäiss maachen, datt déi ageleete Wahlprozedur déi eenzeg richteg wier.

Ausserdeem gëtt dem Här Henri Michel, awer och eisem Här Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz, virgeworf, dem Här Joseph Kabila, aktuelle President vum Kongo, passiv Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse fir seng Erëmwiel.

Am vir zitéierte Communiqué gëtt dann och opgefuerdert de Wahlprozess, deen amgang ass, ze stoppen, well gréisser Konflikter während dem Wahloflaf gefaart ginn.

Kann den Här Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntweorten:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vun dem politesche Rapport vum Här Carlo de Filippi?
2. Wa jo, wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung dëse Rapport?
3. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu deenen Uschëllegunge géint d'EU a besonnesch géint eise Kooperatiounsminister?
4. Besteet eng passiv Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Regierung fir d'Erëmwiel vum Joseph Kabila? Wann neen, gedenkt d'Regierung déi Virwërf dann awer och schäerfstens zréckzeweisen?
5. Si gréisser Konflikter während dem Wahloflaf ze erwaarden a wier et vläicht net besser vun EU-Säit anzewierken, de Wahlprozess ze stoppen an nei ze iwwerdenken, fir Konflikter ze vermeiden, där dat gepéngegt Vollek am Kongo jo beileiwe genuch huet?

Réponse (18.7.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1) D'Rapportë vun den Delegatiounschefe vun der Kommissioun sinn intern Dokumenter a ginn an der Regel net un d'Memberstaten ausgedeelt.

2) Aus deem Grond kann ewell d'Lëtzebuerger Regierung net ufänken esou Rapporten ze kommentéieren.

3) D'Lëtzebuerger Regierung weist en revanche d'Ënnerstellunge vum Pressecommuniqué vum 13. Juni 2006 vun enger kongolesescher Oppositiounspartei an dem Groupe Migrations schäerfstens zréck.

4) Vun der Säit vun der EU a vun der Lëtzebuerger Regierung besteet weder eng aktiv nach eng passiv Ënnerstëtzung fir iergendee Kandidat an de kongolesesche Presidentschaftswahlen. Der EU an der Lëtzebuerger Regierung geet et an der Demokratescher Republik Kongo (DRK) nëmmen dorëm, dass fräi a fair Wahle stattfannen, an deenen d'kongolesescht Vollek fir d'éischte Kéier säit 40 Joer säi President a seng Regierung selwer ka wielen. Wien als Gewënner aus deene Wahlen erausgeet, ass eenzeg an eleng de Choix vum kongolesesche Vollek.

5) No fënnef Joer Biergerkrich an dräi Joer Iwwergangsphas huet d'kongolesescht Vollek endlech d'Chance, seng Zukunft selwer ze bestëmmen. Während deenen dräi leschte Joer ass vun der Säit vun der EU an der internationaler Communautéit alles an d'Weeër geleet ginn, fir datt déi Wahlen esou erfollegräich wéi méiglech kënnen ofgehale ginn. Den Europäesche Rot huet sech am Mäerz 2006, op Ufro vum UNO-Generalsekretär Kofi Annan, bereet erkläert, fir der UN-Missioun an der DRK (MONUC) militäresch zur Säit ze stoen, falls net virgesinne Problemer während de Wahle géifen optauchen, mat deenen d'kongolesesch Polizei an d'MONUC net géifen eleng eens ginn. Et ass deemno wichteg, datt déi Wahlen, no laanger a suergfälteger Virbereedung, zu dësem Zäitpunkt ofgehale ginn.

Question 1119 (15.6.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**aménagement commu-**

nal et le développement urbain (procédure d'approbation des dossiers PAG/PAP):

L'article 108 (2) de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipule que: «Pour les projets d'aménagement général ou particulier dont la procédure d'approbation est entamée d'après les dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, cette procédure est continuée et doit alors être achevée dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi. Passé ce délai, une nouvelle procédure d'adoption doit être engagée conformément aux dispositions de la présente loi». C'est-à-dire que le 8 août 2006 constitue le dernier délai pour l'approbation des PAG/PAP établis sous les dispositions de l'ancien régime. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de dossiers concernant des PAG et PAP non encore approuvés se trouvent actuellement encore dans la procédure d'approbation d'après les dispositions fixées par la loi, entre-temps abrogée, du 12 juin 1937? En ce qui concerne plus particulièrement les PAP, combien d'unités d'habitation les dossiers en question englobent-ils?
- Combien de dossiers, ventilés en PAG et PAP, risquent de ne pas être approuvés avant la date limite du 8 août 2006? Quelles en sont les raisons et comment Monsieur le Ministre entend-il agir pour approuver un maximum de dossiers avant ce délai?
- Quelle est, ventilée par PAG et PAP, la durée de procédure moyenne pour tous les dossiers introduits avant le 1er août 2005 et actuellement encore pendants, quelle est la durée la plus longue et quelle est la durée la moins longue pour les dossiers se trouvant actuellement en procédure sous les dispositions de la loi du 12 juin 1937? Comment ces délais s'expliquent-ils?
- Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'il y a un risque qu'il sera cité en justice pour paiement de dommages et intérêts par des particuliers/promoteurs qui doivent recommencer la procédure d'approbation de leurs PAP suite au fait que des PAP dûment introduits n'ont néanmoins pas reçu l'approbation ministérielle avant la date butoir du 8 août 2006?

Réponse (19.7.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

- Actuellement la Direction de l'Aménagement communal est encore saisie de douze projets d'aménagement général dont la procédure d'approbation a été entamée sous l'empire de la loi de 1937. Je tiens néanmoins à souligner que parmi les douze projets d'aménagement général précités, il en reste neuf pour lesquels la Direction de l'Aménagement communal demeure toujours en attente d'une prise de position du conseil communal respectivement de la commission d'aménagement quant aux réclamations qui furent introduites contre les votes définitifs y afférents.

En ce qui concerne le volet des plans d'aménagement particulier, il y a lieu de relever qu'actuellement 23 dossiers se trouvent encore en attente d'approbation dont six devront encore faire l'objet d'un avis de la commission d'aménagement relatif aux réclamations. Les projets d'aménagement particulier en question englobent 668 unités d'habitation.

- En principe aucun des dossiers précités ne risque de ne pas être approuvé après la date du 8 août 2006, alors que toutes les mesures nécessaires ont été prises en vue de l'évacuation de la totalité des dossiers.

Toutefois je tiens encore à vous rappeler que la loi abrogée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ne prévoyait ni délai, ni même l'obligation pour le collège des bourgmestre et échevins de présenter les projets d'aménagement au vote définitif du conseil communal. Ainsi, je me permets de vous signaler qu'au stade actuel 344 dossiers sont enregistrés auprès de mes services qui ont déjà fait l'objet d'un avis de la commission d'aménagement, mais qui n'ont jamais été renvoyés par les autorités communales aux fins d'approbation.

Afin d'éviter que la procédure d'approbation des dossiers en suspens ne doive être recommencée depuis le début, une circulaire a été adressée aux autorités communales en date du 6 mars dernier dans laquelle elles ont été priées de faire parvenir lesdits dossiers auprès de mes services pour la mi-juillet au plus tard, afin que la procédure d'approbation puisse être achevée en temps utile.

- En ce qui concerne la durée de la procédure d'approbation, cette dernière peut varier considérablement, de sorte qu'il est impossible de déterminer la durée moyenne pendant laquelle un dossier pourra être évacué. En effet, cette procédure peut varier entre 40 ans et quatre mois. Il existe effectivement encore des dossiers dont la procédure a été entamée dans les années soixante mais qui n'ont pas encore été menés à bonne fin par les autorités communales.
- Comme la totalité des dossiers dont le Ministre est saisi à l'heure actuelle sera approuvé en temps utile une éventuelle action en dommages et intérêts est non fondée. En tout état de cause, il appartiendra, le cas échéant, aux juridictions civiles de trancher cette question.

Question 1120 (15.6.2006) de **M. Paul Helminger** *(DP)* concernant l'**organisation du trafic transfrontalier avec l'Allemagne (ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg):**

En matière de transports publics le trafic transfrontalier régional avec l'Allemagne connaît un des partages modaux les plus faibles. Une des raisons majeures est attribuée à la durée du trajet en train sur la relation Trèves-Luxembourg.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports quels ont été les effets des mesures récemment mises en place pour y remédier et consistant dans la prolongation de plusieurs trains régionaux au-delà de Trèves et dans l'organisation d'une correspondance à Munsbach avec des autobus en direction de Kirchberg.

- Quelles sont les données chiffrées concrètes de l'opération et pour combien les mesures en question ont-elles agi sur l'évolution du partage modal?
- Ces chiffres correspondent-ils aux objectifs préalablement définis et, dans la négative, à quoi faut-il attribuer la différence notée et le résultat effectif?
- Quel en a été le coût budgétaire?
- Quel est par ailleurs l'état d'avancement du projet concernant l'amélioration en territoire allemand de la ligne Trèves-Wasserbillig dont notamment la réfection du pont ferroviaire sur la Moselle?

Réponse (19.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 15 juin 2006, l'honorable Député Paul Helminger se renseigne sur les mesures prises en vue de l'augmentation du modal split en faveur des transports en commun sur la relation Luxembourg-Trèves.

À partir du 11 décembre 2005 deux trains à destination de Luxembourg prenant leur départ à Schweich (DB) ont été instaurés pendant la pointe matinale. Le soir, deux trains sont prolongés de Trèves à Schweich (DB). Il y a lieu de relever qu'aucune charge directe n'est engendrée par le prolongement de ces deux trains.

Les quatre trains précités donnent ou relèvent la correspondance routière en gare de Munsbach vers et de Kirchberg. Cette correspondance, qui dessert plusieurs arrêts du plateau de Kirchberg, est assurée par un service autobus sous le régime RGTR.

Parallèlement, le prix de l'abonnement mensuel Oeko-Pass, valable en Allemagne sur les parcours entre Schweich (DB) et la frontière ainsi que sur l'ensemble des transports publics luxembourgeois, est ramené à 75 euros, ce dans le but d'inciter la clientèle transfrontalière d'emprunter les transports en commun.

Suite aux mesures énumérées ci-dessus le trafic transfrontalier a augmenté de 67,73% pour les cinq premiers mois de l'année 2006 par rapport à la même période de l'exercice 2005.

Question 1124 (20.6.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **présence du mouflon sur le territoire du Luxembourg:**

Depuis une bonne trentaine d'années, le mouflon rôde dans les forêts luxembourgeoises. Cette espèce animale non autochtone a été introduite en 1970, sur proposition du Conseil supérieur de la Chasse, par l'Administration des Eaux et Forêts en tant qu'enrichissement de la faune dans la partie nord de notre pays, notamment dans la région de Kaundorf.

L'introduction des mouflons dans le milieu naturel luxembourgeois s'est révélée problématique avec les années. En effet, il a été constaté très vite que les mouflons sont à l'origine de bon nombre de dégâts causés aux cultures sylvicoles et agricoles. S'y ajoute que l'état de santé du cheptel s'est considérablement dégradé avec les années, ce qui fait diminuer de manière significative la distance annuelle parcourue par ces animaux, avec comme conséquence une augmentation des dégâts causés.

Bien qu'il ait été possible de stabiliser la population de mouflon dans la partie nord du pays à environ 60 individus en 2000, après avoir atteint le pic de 200 au début des années 1990, leur nombre a connu une progression rapide dans la partie est du pays. En effet, suite à une introduction massive et illégale du mouflon au milieu des années 90 notamment dans la région d'Echternach, leur nombre s'y est accru de manière significative pour atteindre le cap de 350 animaux en 2005.

Malgré les différents modèles de réduction de la population de mouflon élaborés par l'Administration des Eaux et Forêts en automne 2003 suite à deux réunions entre le Ministère de l'Environnement, les locataires et les représentants des syndicats de chasse de la région d'Echternach sur cette question, il s'est révélé en mars 2005 que la situation s'est empirée davantage.

L'expérience récente a démontré que les locataires de chasse suivent les recommandations du Gouvernement s'il leur demande d'accroître le tir d'espèces de gibier en vue d'en limiter le nombre si nécessaire. Ainsi, il n'est plus à tolérer qu'une poignée de chasseurs récalcitrants refuse tout tir supplémentaire et favorise par ce comportement une concentration dommageable des mouflons sur leurs lots de chasse.

Dans ce contexte nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement Lucien Lux:

- vu l'opposition formelle du Conseil d'État concernant certaines dispositions du projet de loi N°5452 ayant comme objectif de donner au Gouvernement et à l'administration les moyens nécessaires pour organiser une chasse administrative,
- vu la détérioration constante de l'état de santé de cette espèce animale,

  le Ministère de l'Environnement n'envisage-t-il pas voire ne dispose-t-il pas d'autres moyens lui permettant de trouver dans les meilleurs délais possibles une solution à la problématique de la présence des mouflons sur le territoire du Grand-Duché?

Réponse (20.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

- Le Ministre de l'Environnement ne peut que confirmer la situation telle qu'elle est décrite par les honorables Députés et se rallie entièrement à leur façon de voir la problématique causée par des lâchers illégaux de mouflon.
- La législation actuelle sur la chasse ne confère cependant aucun droit d'initiative ni au Ministre de l'Environnement ni à l'Administration des Eaux et Forêts, en vue de la réduction d'une espèce classée gibier, une fois que les animaux se trouvent à l'état de liberté naturelle. Le Gouvernement est donc contraint de se borner à faire des recommandations.
- C'est la raison pour laquelle le Ministre de l'Environnement avait déposé le projet de loi N°5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse. Suite à l'opposition formelle du Conseil d'État concernant différentes dispositions de ce projet, le Ministre de l'Environnement envisage de modifier le texte en tenant compte des remarques formulées par le Conseil d'État tout en garantissant l'efficacité des mesures envisagées.
- En ce qui concerne les possibilités d'intervention sur le cheptel de mouflons comme mesure sanitaire, suite à l'apparition d'épizooties, il appartient au Ministre de l'Agriculture, compétent en la matière, de prendre les mesures qui s'imposent.

Question 1129 (21.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **moyens de détection du taux d'alcoolémie:**

Le Ministre fédéral belge n'exclut pas l'introduction d'une alternative efficace à la déchéance du permis de conduire.

Il s'agit d'installer à bord du véhicule du récidiviste un testeur d'haleine électronique. Avant de pouvoir démarrer la voiture, il faut souffler une première fois. Il y a des tests supplémentaires qui peuvent être faits pour éviter la fraude.

Cet appareil a été mis à l'essai pendant un an par un consortium de cinq instituts de sécurité routière européens et les résultats ont été encourageants.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un tel système?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il compte introduire un tel système au Luxembourg?

Réponse (13.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur le fonctionnement des éthylomètres antidémarrage («alcolocks») et sur une introduction éventuelle d'un tel système au Luxembourg.

Ces systèmes d'antidémarrage couplés à un éthylomètre obligent le conducteur à souffler dans un analyseur d'haleine avant de mettre en marche son véhicule. Si l'alcoolémie est trop élevée, le système bloque l'allumage et le moteur ne démarre pas.

Il a été démontré que ces dispositifs constituaient un moyen de dissuasion efficace. Toutefois il s'agit de systèmes à haute technologie dont la preuve de fiabilité reste à faire. Par ailleurs le coût actuel de ces appareils est actuellement encore trop élevé pour prévoir l'installation obligatoire dans tous les véhicules. D'où il résulte que l'introduction de ces appareils n'est actuellement pas prévue au Luxembourg.

Nonobstant, ceci n'exclut pas que ces systèmes pourraient à l'avenir être inclus dans l'arsenal des mesures pour combattre l'alcool au volant.

Question 1131 (21.6.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **statut fiscal des SICAR:**

Selon mes informations la Commission européenne est actuellement en train d'enquêter sur le statut fiscal des SICAR de droit luxembourgeois, à la suite d'une initiative de la Belgique qui en contesterait le régime. Dans le cadre de cette enquête, elle aurait demandé des informations au Gouvernement qui lui aurait adressé une lettre explicative.

Au vu de l'importance que peuvent revêtir les SICAR pour le développement de notre industrie des fonds d'investissement, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les contestations soulevées par la Belgique et, le cas échéant, la Commission européenne, et quelle est la teneur de la lettre explicative envoyée à l'exécutif communautaire?

Réponse (11.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Par lettre du 13 février 2006 la Commission européenne a demandé aux autorités luxembourgeoises des informations sur le régime fiscal dont bénéficient les sociétés relevant de la loi du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR). Ces informations ont été sollicitées par la Commission en vue de lui permettre d'apprécier

dans le cadre de l'examen d'une plainte si le régime fiscal en question pourrait contenir des éléments constitutifs d'aides d'État à la lumière des articles 87 et 88 du traité CE.

Ni le contenu de la plainte, ni l'identité de son auteur n'ont été communiqués par la Commission aux autorités luxembourgeoises.

Une réponse circonstanciée aux différentes questions soulevées avail été adressée par le Ministre du Trésor et du Budget à la Commission européenne le 27 mars 2006.

Il a été souligné sous ce rapport que le régime fiscal des SICAR devrait être situé dans un contexte plus large qui instaure un cadre réglementaire et prudentiel complet et spécifique pour des activités nouvelles à potentiel de développement élevé dans des domaines identifiés comme faisant partie des objectifs communautaires et qui ne font pas à ce jour l'objet d'une harmonisation.

Il a été en particulier précisé que l'aménagement du régime fiscal refléterait les particularités et la nature économique des activités poursuivies et viserait à en éviter une double imposition économique, la neutralité fiscale étant une condition nécessaire pour leur développement.

À ce jour, les autorités luxembourgeoises n'ont pas encore été informées sur le résultat de l'enquête de la Commission.

Question 1134 (27.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **malades en unité psychiatrique attachés par des lanières à leur lit:**

Il me revient qu'au Luxembourg il existe toujours la pratique d'attacher certains malades en unité de psychiatrique par le biais de lanière à leurs lits.

Cependant il semble que cette pratique ne soit plus conforme aux méthodes de traitement modernes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette pratique au Luxembourg?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette pratique devrait être abolie au Luxembourg?

Réponse (18.7.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Contrairement à ce qu'en pense l'honorable Parlementaire la pratique de la fixation au moyen d'une ceinture de contention de certains malades en unité de psychiatrie n'est pas considérée sur le plan international comme dépassée ou plus conforme aux méthodes de traitement modernes.

Elle s'avère incontournable dans certaines situations d'agressivité aiguë, lorsque le patient met en danger l'intégrité physique d'autres patients, du personnel, voire la sienne propre.

Ensemble avec le traitement médicamenteux involontaire et l'isolement la fixation est une forme de traitement sous contrainte.

La fixation ou contention est d'ailleurs réglementée à la Recommandation (2004)10 du Comité des Ministres aux États membres (du Conseil de l'Europe) relative à la protection des droits de l'Homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux, et cela dans son article 27, ce qui prouve que sa pratique, dans des situations d'exception, est reconnue dans les enceintes internationales.

Aux termes du prédit article l'application de la contention ou fixation est subordonnée à plusieurs conditions. C'est ainsi qu'elle ne devrait intervenir que sous contrôle médical, dans le respect du principe de restriction minimale, et pour prévenir un dommage imminent pour la personne concernée ou pour autrui. Elle devrait être consignée par écrit et être documentée au dossier médical de la personne concernée ainsi que dans un registre ad hoc. Toujours d'après le prédit article ces conditions restrictives ne sont pas exigées dans le cas d'une contention momentanée.

D'après mes informations ces conditions sont d'ores et déjà appliquées dans les hôpitaux du pays.

Un groupe de travail composé de fonctionnaires de mon Ministère, de médecins psychiatres et de magistrats est en train de travailler sur une réforme plus incisive de la loi de 1988 relative au placement de malades mentaux, allant au-delà de ce qui est prévu au projet N°5490, actuellement déposé à la Chambre, qui a principalement pour objet la décentralisation des services fermés de psychiatrie. Cette réforme traitera entre autres du traitement sous contrainte, de l'isolation et de la contention.

Question 1140 (29.6.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**ouverture de l'État de comptes bancaires auprès d'établissements bancaires autres que l'Entreprise des Postes et Télécommunications:**

Étant donné que bon nombre de personnes privées et d'entreprises n'ont pas de compte en banque auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications ces dernières sont contraintes de payer des commissions de transfert lors de virements à l'État via une autre banque que le CCP. Or, l'article 35 paragraphe (4) de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État prévoit explicitement la possibilité pour l'État d'ouvrir des comptes auprès d'autres établissements bancaires: «Les comptes de l'État sont détenus auprès du service des comptes chèques postaux gérés par l'Entreprise des Postes et Télécommunications ou auprès d'établissements bancaires agréés à cet effet par le ministre ayant le budget dans ses attributions».

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-il vrai que la Trésorerie de l'État dispose actuellement uniquement de comptes auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'en expliquer les raisons étant donné que la loi du 8 juin 1999 a justement créé la possibilité pour l'État d'ouvrir des comptes auprès d'autres établissements bancaires?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'État devrait ouvrir des comptes auprès d'établissements bancaires à couverture nationale, ayant donc des agences à travers le pays, qui en plus paient des impôts allant de 2.111.363 à 67.411.081 euros (exercice 2005) et qui soutiennent donc de façon non négligeable notre économie sans compter les emplois qu'ils génèrent?
- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le fait d'ouvrir des comptes auprès d'autres établissements bancaires que celui de l'Entreprise des Postes et Télécommunications permettrait non seulement d'éviter aux citoyens de payer en plus, entre autres, des avances et redevances sur impôt, des commissions de transfert et améliorerait par cela même considérablement le service rendu par l'administration aux administrés d'autant plus que des nouvelles technologies telle «multiline», déjà utilisées par les entreprises ainsi que par les administrations communales, permettent une gestion simple et efficace des comptes?

Réponse (12.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

La Trésorerie de l'État, qui est tenue de gérer les avoirs financiers de l'État de la façon la plus efficace et rentable possible, centralise ces avoirs sur des comptes ouverts auprès de l'EPT, ainsi que cela est prévu non seulement dans la loi du 8 juin 1999 citée par l'honorable Député, mais surtout également à l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux. La Trésorerie ne recourt en principe à d'autres comptes bancaires que pour des services qui ne rentrent pas dans l'éventail des opérations fournies par l'EPT.

L'application de la loi précitée du 15 décembre 2000 permet à la Trésorerie de disposer immédiatement, de façon regroupée et aux moindres frais de l'intégralité des soldes créditeurs sur ses comptes. Toute dispersion sur une multiplicité de comptes auprès de plusieurs établissements financiers compliquerait et surtout renchérirait significativement la gestion de la Trésorerie, aux dépens du budget de l'État.

En contrepartie, la possibilité offerte aux particuliers et entreprises de ne pas devoir faire un virement d'une banque vers un CCP de l'État n'entraînerait guère d'économies pour les administrés, alors que les banques à agences offrent en général des formules qui comportent la possibilité de faire de tels virements à tarif zéro.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Compte rendu des séances publiques
N° 15 – Session ordinaire 2005-2006

47e séance, mardi 11 juillet 2006
48e séance, mercredi 12 juillet 2006
49e séance, mercredi 12 juillet 2006

Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Visite à la Banque centrale européenne



(de gauche à droite) MM. Charles Goerens, Lucien Thiel, Roger Negri, Laurent Mosar, Norbert Haupert, Jean-Claude Trichet, Ben Fayot, Yves Mersch et Gast Gibéryen

Sur invitation de M. Yves Mersch, Président de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), des membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés ont participé le jeudi 6 juillet 2006 à une journée d'information relative aux activés de communication et de recherche de la Banque centrale européenne (BCE) située à Francfort. Dans le cadre de cette visite, les membres ont eu un échange de vues, en présence de M. Yves Mersch, Président, et de M. Serge Kolb, Directeur de la BCL, avec M. Jean-Claude Trichet, Président, M. Lorenzo Bini Smaghi et M. Jürgen Stark, membres du Directoire de la BCE.

Commissions du Parlement Benelux

Visite à l'aéroport de Findel

Dans le cadre de ses visites d'études auprès des services de sécurité des grands aéroports sur le territoire du Benelux, la Commission de la Justice et de l'Ordre public du Parlement Benelux avait rendez-vous à l'aéroport de Findel, le lundi, 26 juin 2006, avec les autorités policières en charge du Service de contrôle.

La Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche du Parlement Benelux, présidée par M. le Député Emile Calmes, s'était jointe à cette visite au cours de laquelle fut expliqué aux députés des pays du Benelux que l'aéroport de Luxembourg constitue, avec la réalité de l'espace de Schengen, la dernière frontière extérieure du Grand-Duché et que le Service de contrôle de l'aéroport de la Police grand-ducale est chargé de deux missions primordiales:

- assurer la sécurité de l'aéroport et le contrôle de l'immigration respectivement de l'émigration avec une présence de patrouilles et de postes de contrôle, 24 heures sur 24, à l'intérieur et à l'extérieur de l'enceinte aéroportuaire;



- s'acquitter de ses tâches de police de l'air en participant aux enquêtes impliquant un aéronef luxembourgeois.

Suite à cette visite, les membres des deux commissions étaient les hôtes de Cargolux et des responsables du Cargocenter géré par Luxair.

Avec, au cours des trente dernières années, une croissance annuelle moyenne de 20% du tonnage transporté et une flotte cargo performante, le Luxembourg est devenu dans le domaine du transport de fret aérien un des principaux transporteurs européens par la voie des airs.

Plenarsitzung des Interregionalen Parlamentarier-Rates (IPR)

Die Wallonie übernimmt Präsidentschaft des IPR

Der Interregionale Parlamentarier-Rat hat in seiner Plenarsitzung am Freitag, dem 30. Juni 2006, in Mainz die Parlamente der Deutschsprachigen und der Französischen Gemeinschaft Belgiens als Mitglieder aufgenommen. Von den drei belgischen Mitgliedsparlamenten im IPR sind zukünftig das Wallonische Parlament mit fünf, das Parlament der Französischen Gemeinschaft mit drei und das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit zwei Delegierten vertreten. Lothringen, Luxemburg, Saarland und Rheinland-Pfalz sind zukünftig ebenfalls mit jeweils zehn Delegierten im IPR vertreten.

Mit der Präsidentschaft des IPR wurde turnusgemäß das Wallonische Parlament beauftragt. Der Präsident des Wallonischen Parlaments, Herr José Happart, übernahm noch während der Plenarsitzung den Vorsitz des IPR. Die belgischen Parlamente werden bis Ende Dezember 2007 die Präsidentschaft des IPR innehaben.

Der ehemalige Präsident des Landtags Rheinland-Pfalz, Dr. Heinz-Peter Volkert, erinnerte in seinem Beitrag an die Gründung des IPR vor 20 Jahren. Aufgrund persönlicher Beziehungen und einer guten Zusammenarbeit mit den jeweiligen Exekutiven wurde im Februar 1986 ein auf einen kleinen Kreis beschränktes, beratendes Gremium geschaffen.

Heute arbeiten sechs ständige Kommissionen innerhalb des IPR Empfehlungen aus, die an die Exekutiven und den Gipfel der Großregion weitergeleitet werden.

Während der Plenarsitzung wurden verschiedene Themen an die zuständigen Kommissionen verwiesen. So wird sich die Kommission „Soziale Fragen" mit den Perspektiven und organisatorischen Grundlagen eines freiwilligen sozialen Jahres für die Großregion befassen und konkrete Maßnahmen vorschlagen. Ein Empfehlungsvorschlag der saarländischen Abgeordneten Frau Cornelia Hoffmann-Bethscheider zu einem „Vertrag zur sozialen Sicherheit in Europa" wurde ebenfalls in die entsprechende Kommission verwiesen. Die Kommission „Verkehr und Kommunikation" wird sich nach der Sommerpause mit den Mobilfunk- und Roaming-Gebühren in der Großregion beschäftigen. Der öffentliche Regionalverkehr ist Thema einer Sitzung dieser Kommission, die noch im Juli stattfinden wird. Die Kommission „Umwelt und Landwirtschaft" untersucht das Potenzial der Biomasse zur Energienutzung und wird im Herbst eine diesbezügliche Empfehlung diskutieren.



Die Abgeordneten Aly Jaerling und François Maroldt, sowie Herr Claude Frieseisen, Generalsekretär (von links nach rechts)

Eine Empfehlung zum Thema „Kultur und Tourismus in der Großregion" wurde in der Plenarsitzung angenommen. Darin wird betont, dass das Projekt Kulturhauptstadt 2007 eine enorme Chance für die Großregion bietet. Der IPR spricht sich dafür aus, die in diesem Rahmen entstehenden Kontakte und Strukturen der Zusammenarbeit zwischen Kultureinrichtungen und dem Tourismus in der Großregion auch nach 2007 zu pflegen und weiterzuentwickeln, um auf Dauer ein Netzwerk der Kooperation im Bereich der Kultur und zwischen Kultur und Tourismus in der Großregion zu erhalten.

Die von der Kommission „Innere Sicherheit, Katastrophenschutz und Rettungsdienste" eingebrachte Empfehlung zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Polizei- und Zollzusammenarbeit in der Großregion wurde ebenfalls angenommen. Der IPR setzt sich für eine Verbesserung des Festhalterechts nach dem Prinzip der Gegenseitigkeit ein, für die Vereinfachung der rechtlichen Voraussetzungen für den grenzüberschreitenden Einsatz verdeckter Ermittler im Eilfall, für die Einrichtung bi- oder international besetzter Ermittlungsgruppen und für Maßnahmen zur nachhaltigen Verbesserung der Sprachkompetenz der Polizei- und Zollbehörden zum Zwecke besserer Systemkenntnis und zur fachlichen Unterstützung im Grenzraum.

Die bei der Plenarsitzung anwesenden Abgeordneten nahmen außerdem einen Bericht vom Gipfel der Großregion am 1. Juni 2006 in Trier zur Kenntnis. Von luxemburgischer Seite nahmen an der Plenarsitzung die Abgeordneten François Maroldt und Aly Jaerling teil.

NOUVELLES LOIS

5216 - Projet de loi

sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

L'objectif principal du projet consiste à rendre plus attractif l'investissement dans le logement locatif afin de parer à la pénurie de logements à louer, tout en continuant à assurer une protection indispensable à la partie économiquement la plus faible dans le contrat de bail, à savoir le locataire.

Le projet de loi sous rubrique changera essentiellement les dispositions suivantes:

Champ d'application de la loi

La loi doit s'appliquer exclusivement aux baux à usage d'habitation.

Abandon de la différenciation entre les immeubles construits avant le 10 septembre 1944 et ceux érigés après

La loi modifiée de 1955 fait une distinction entre les logements construits avant 1944, dont le loyer est en principe fixé de façon forfaitaire, et les logements construits après 1944, dont le loyer ne peut excéder 5% du capital investi.

Le projet de loi sous rubrique prévoit d'abandonner cette différenciation qui avait sa raison d'être dans le contexte de l'après-guerre, mais qui ne se justifie plus à notre époque.

Or, aujourd'hui les loyers ne sont plus adaptés à la situation économique et sociale actuelle. En effet, des logements d'avant-guerre sont loués à des loyers exorbitants demandés par certains bailleurs et acceptés par les locataires faute d'alternatives, alors que d'autres restent inoccupés faute de rendement qui n'est pas en relation avec les inconvénients que peut apporter une location.

Autres modifications relatives à la fixation du loyer

a) Capital investi

Le principe de la fixation du loyer en fonction du capital investi est maintenu. Il est cependant précisé que le capital investi est déterminé en fonction de trois éléments, à savoir le capital engagé dans la construction initiale du logement et de ses dépendances mis à la disposition du locataire dont le coût est établi au jour de leur achèvement, le capital engagé dans les travaux d'amélioration et le prix du terrain sur lequel l'immeuble est situé.

b) Adaptation des loyers

Le projet prévoit la faculté d'une adaptation des loyers tous les deux ans au lieu de trois.

Redéfinition de la notion de logements de luxe

Le critère retenu dans le projet de loi comprend deux variantes du critère coût: le loyer mensuel et le capital investi.

Professionnalisation des commissions de loyers

Actuellement, chaque commune doit avoir au moins une commission des loyers. Or, dans de nombreuses communes rurales, une commission des loyers ne se justifie pas.

Le projet de loi prévoit à cet effet que les communes de 6.000 habitants et plus doivent instituer une ou plusieurs commissions, alors que plusieurs communes de moins de 6.000 habitants auront en commun une commission.

Nouvelles dispositions concernant la prorogation du bail et le déguerpissement du locataire

a) Prorogation légale du bail

Le principe de la prorogation automatique du bail est maintenu, sauf en cas de besoin personnel du logement par le propriétaire, de non-respect par le locataire de ses obligations ou d'autres motifs graves et légitimes, le transfert de propriété étant exclu. Le besoin personnel du propriétaire est étendu à tous les membres de la famille et alliés jusqu'au 3e degré inclus. Aussi, le projet étend à toute forme d'occupation pour besoin personnel l'interruption de la prorogation. Le propriétaire bailleur peut donc invoquer un besoin à usage professionnel.

b) Déguerpissement du locataire

La nouvelle procédure de déguerpissement est basée sur une idée du Conseil économique et social qui consiste à prévoir, dans les cas de besoin personnel du logement par le propriétaire, un délai précis au terme duquel le propriétaire peut prendre usage de son logement. Aujourd'hui, cet usage est souvent largement repoussé par voie des recours judiciaires excessifs. En contrepartie, le locataire pourra profiter d'un délai de déguerpissement effectif pouvant aller jusqu'à 18 mois au maximum.

c) Demandes de sursis

La possibilité de demander des sursis en cas de condamnation à déguerpir a été maintenue dans le nouveau projet de loi. La pratique a cependant montré que des locataires peu soucieux ont utilisé abusivement toutes les voies de recours pour solliciter des sursis à exécution. Il convient donc de refuser le sursis aux locataires de mauvaise foi qui utilisent toutes sortes de moyens dilatoires pour allonger le délai avant qu'il puisse être procédé au déguerpissement du locataire.

Il est maintenant expressément prévu dans la loi un délai après lequel toute demande en sursis ou en prorogation de sursis est irrecevable.

Autres modifications significatives

a) Extension du champ d'application de la garantie locative à toute créance qui peut naître du contrat de bail et obligation pour le propriétaire bailleur d'accepter une garantie locative sous forme de garantie bancaire.

b) En ce qui concerne les charges locatives, le projet prévoit la possibilité d'une adaptation du montant des acomptes en cours de bail.

c) Le projet prévoit une protection nouvelle en cas d'abandon du domicile par le locataire ou en cas de décès de celui-ci pour les personnes ayant partagé son domicile.

d) Missions incombant aux autorités communales

Le collège des bourgmestre et échevins doit obligatoirement donner son autorisation en cas de transformation par le propriétaire d'un logement d'habitation en bureaux ou locaux à usage commercial ou artisanal. Le projet de loi prévoit des sanctions en cas de contravention par le propriétaire.

Le projet prévoit également la possibilité pour la commune de demander auprès de ses habitants des renseignements relatifs au loyer en vue de la création d'un cadastre des loyers *(Mietspiegel)* ainsi que des renseignements relatifs aux logements non occupés.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 06.10.2003

Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président:
M. Norbert Haupert):

27.09.2004	Nomination d'un rapporteur
	Échange de vues
13.10.2004	Examen des articles
20.10.2004	idem
28.10.2004	idem
08.11.2004	idem
17.11.2004	idem
30.06.2005	Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur sur les dispositions concernant les communes (commissions des loyers notamment)
	Examen des avis de la magistrature
	Demande du groupe parlementaire «DÉI GRÉNG» concernant une étude sur les répercussions des dispositions spécifiques concernant les logements construits avant 1944
01.12.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2006	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;

2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;

3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;

7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;

8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep

1. Introduction

L'objectif essentiel du projet de loi 5352 est la mise en œuvre des dispositions du règlement 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (ci-après le «Règlement»).

Mais le projet de loi 5352 ne se limite pas à mettre en œuvre le Règlement. Le choix entre certaines options permis par celui-ci n'a pas été limité aux seules sociétés européennes, mais a également été offert aux sociétés anonymes. Il en va ainsi notamment du système dualiste des organes d'administration (directoire et conseil de surveillance) et de la structure unipersonnelle de l'actionnariat.

2. Historique

L'idée d'une société européenne est née dans l'immédiate après-guerre. C'est dans le cadre du Conseil de l'Europe que fut présenté en 1949 un premier projet réglementant la «compagnie européenne». Malgré une relance en 1952, ce projet ne fut jamais adopté.

Ce n'est qu'à partir de 1989 que la Commission européenne a modifié l'optique du projet en élaborant des règles matérielles communautaires mais en prévoyant en même temps de nombreux renvois aux législations nationales. La Commission européenne décida de scinder la réglementation de la «*societas europaea*» en deux parties, à savoir un règlement pour ce qui est des aspects relevant du droit des sociétés[1] et une directive portant sur l'implication des travailleurs au sein de la société européenne[2].

Le choix de l'instrument du règlement plutôt que celui de la directive n'est pas anodin. La Commission européenne a voulu aboutir à une réglementation aussi homogène que possible afin que la constitution, mais aussi le fonctionnement de la société européenne, et par la suite peut-être tous les domaines annexes, deviennent à moyen ou long terme cohérents à la suite d'harmonisations de ces différents domaines juridiques.

Mais, à l'instar d'une directive, le Règlement nécessite des mesures d'application à prendre par les États membres. En effet, certaines dispositions sont directement applicables alors que d'autres nécessitent une mise en œuvre par voie législative nationale. Le Règlement doit donc être «transposé» en droit national.

Le Règlement, tout comme d'ailleurs la directive 2001/86, aurait dû être mis en œuvre pour le 8 octobre 2004 au plus tard. Le fait que le présent projet de loi ne soit voté qu'en juillet 2006 n'a pas empêché la constitution de certaines sociétés européennes au Luxembourg, dès lors que ces sociétés n'exigeaient pas la mise en place d'une procédure de consultation des salariés et pouvaient se fonder sur les dispositions claires, précises et inconditionnelles du Règlement.

3. La finalité de la société européenne

La finalité poursuivie par le Règlement, et par la société européenne par conséquent, est la mobilité intracommunautaire. D'après le premier considérant du Règlement, dans le cadre du marché intérieur qui a aboli les entraves aux échanges et «une adaptation des structures de production à la dimension de la Communauté (…) il est indispensable que les entreprises dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction de besoins purement locaux puissent concevoir et entreprendre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire».

Il s'agit donc de procéder à une meilleure adaptation du cadre juridique national duquel les sociétés européennes continuent d'être tributaires par rapport à l'environnement économique dans lequel elles évoluent.

Ainsi pourront être créées par la voie de la société européenne, «des sociétés de dimension européenne en dehors de toute entrave résultant de la disparité et de l'application territoriale limitée du droit national des sociétés»[3].

L'intérêt pour le Luxembourg est d'édicter un cadre législatif favorisant l'implantation de sociétés européennes dans notre pays, car en raison de l'application des critères de rattachement et de la possibilité du transfert du siège social vers un autre État membre[4], «un véritable forum shopping est à craindre qui mettra en concurrence les divers systèmes juridiques des pays membres de l'Union. Les praticiens du droit vont ainsi procéder à une analyse détaillée de tous les aspects du droit national avant de préconiser l'implantation de la [société européenne] dans tel État plutôt que dans tel autre»[5].

4. Les caractéristiques fondamentales de la société européenne

La société européenne est une société de capitaux dont chaque actionnaire ne s'engage qu'à concurrence du capital qu'il a souscrit.

La société européenne bénéficie d'une appellation spécifique. Elle doit faire précéder ou suivre sa dénomination du sigle «SE» et seules les sociétés européennes peuvent faire usage de ce sigle. Néanmoins, les sociétés existant au 8 octobre 2004, date d'entrée en vigueur du Règlement, et qui utilisent le sigle ou l'abréviation «SE» ne sont pas obligées de modifier leur dénomination.

La société européenne doit avoir un capital social exprimé en Euro d'un montant minimum de 120.000 Euro, sans préjudice naturellement des législations nationales qui exigent un capital plus élevé compte tenu des activités exercées par les sociétés en question[6].

Les règles relatives aux actions, obligations ou autres titres ou relatives à la modification, la libération ou au maintien du capital sont celles applicables aux sociétés anonymes.

La société européenne jouit de la personnalité juridique, non pas, comme les autres sociétés nationales, à partir de leur constitution, mais à compter de leur immatriculation au registre de commerce et des sociétés. Il s'agit là d'une concession faite aux États qui ont une approche plus institutionnelle que contractuelle des sociétés.

5. La constitution d'une société européenne

Il existe quatre voies pour constituer une société européenne:

- par fusion,

- par voie de constitution de société holding,

- par voie de constitution d'une filiale, ou

- par transformation d'une société anonyme.

Il n'est donc pas possible de constituer une société européenne *ex nihilo*[7].

Dans chaque cas de figure, une dimension communautaire doit être présente au moment de la constitution de la société européenne.

6. Le rattachement de la société européenne à un système juridique national

Une des caractéristiques essentielles de la société européenne est sa mobilité intracommunautaire. Rattachée à un système juridique national, donc ayant la nationalité d'un État membre (2.6.1), la société européenne peut transférer son siège vers un autre État membre sans dissolution ou constitution d'une nouvelle société européenne (2.6.2.).

7. La nationalité de la société européenne

Une société commerciale ou, plus généralement une personne juridique, ne peut être constituée qu'en vertu d'un droit national et une société européenne doit, pour sa structure, reposer sur le droit des sociétés d'un des États membres. Elle adopte en quelque sorte la nationalité de l'État auquel elle est rattachée.

Deux systèmes de rattachement cohabitent au sein des États membres de l'Union européenne.

Il y a, d'une part, le système du siège réel, qui existe notamment au Luxembourg, en France et en Belgique, d'après lequel la société a son domicile au lieu de son principal établissement. L'article 2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales précise que jusqu'à preuve du contraire, le lieu du principal établissement coïncide avec celui du siège statutaire. Le domicile, et donc la nationalité, d'une société commerciale dépend donc de circonstances de fait qui la rattachent à un État déterminé.

D'autre part, un certain nombre de pays, comme la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie ou les Pays-Bas, connaissent un autre système de rattachement, dit de l'incorporation. Une société adopte la nationalité de l'État dans lequel elle a été constituée peu importe où elle exerce effectivement son activité.

Pour la société européenne, le Règlement a tranché en faveur du siège réel. En effet, l'article 7 du Règlement prévoit que le siège de la société européenne, qui doit se trouver à l'intérieur de la Communauté européenne – ce qui va de soi –, est situé au lieu de son administration centrale.

L'article 7 du Règlement permet, à moins que la loi nationale ne l'interdise, à une société européenne d'avoir son siège social et son administration centrale en deux endroits différents au sein d'un même État. Le projet de loi sous rubrique ne comporte pas de précision à ce sujet, de sorte qu'une société européenne luxembourgeoise peut dissocier son siège statutaire et son administration centrale à condition que tant le siège statutaire que l'administration centrale se situent au Luxembourg.

8. Les structures de gestion de la société européenne

En ce qui concerne la structure de gestion d'une société anonyme, le droit luxembourgeois a repris le système moniste, dans la mesure où la société anonyme est gérée par un conseil d'administration. Ce conseil peut certes déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs comités (comités de direction, comité de rémunération, etc.).

Ni le Règlement, ni le projet de loi sous rubrique n'apportent de modifications substantielles à ce système[8].

Le Règlement permet également aux sociétés européennes de choisir un mécanisme dualiste de gestion. La gestion d'une société européenne est effectuée par deux organes différents: le conseil de direction ou directoire qui dirige la société[9] et est «responsable de la gestion»[10] et le conseil de surveillance qui «exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire, sans pouvoir s'immiscer dans cette gestion»[11].

L'article 60bis-12 du projet de loi[12] précise dans ses trois premiers paragraphes que:

«(1) Le conseil de surveillance a un droit illimité de regard sur toutes les opérations de la société; il peut prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

(2) Le directoire fait, au moins tous les trois mois, un rapport écrit au conseil de surveillance sur la marche des affaires de la société et de leur évolution prévisible.

(3) En outre, le directoire communique en temps utile au conseil de surveillance toute information sur les événements susceptibles d'avoir des répercussions sensibles sur la situation de la société.»

Le directoire exerce ses fonctions sous le contrôle du conseil de surveillance[13].

Les membres du conseil de surveillance sont désignés par les actionnaires, tandis que ceux du directoire sont nommés par le conseil du conseil de surveillance, à moins que les statuts n'attribuent ce pouvoir à la seule assemblée générale des actionnaires[14]. Il en va de même pour le pouvoir de révocation[15]. La révocation peut se faire ad nutum.

L'article 60bis-17 précise que nul ne peut être à la fois membre du directoire et du conseil de surveillance.

Deux remarques pour terminer:

D'une part, les deux régimes de gestion sont mis sur un pied d'égalité. Le législateur n'a pas tenu à privilégier un régime par rapport à un autre. Une société peut changer d'un système vers l'autre, même en cours d'exercice.

D'autre part, le projet de loi a également étendu ce système de gestion aux sociétés anonymes. Les sociétés anonymes constituées actuellement sous le régime moniste, peuvent opter pour le régime dualiste de gestion[16].

9. Fonctionnement de la société européenne

Les principales règles nouvelles concernant le fonctionnement de la société européenne, qui seront esquissées par après, ont également été transposées aux sociétés anonymes.

La seule exception notable est que les fréquences des réunions du conseil d'administration ou du directoire, lesquels doivent se réunir au moins tous les trois moins selon une périodicité prévue statutairement, n'a pas été reprise pour la société anonyme. Un amendement avait certes été présenté en ce sens par la Commission juridique, mais devant les critiques émises par le Conseil d'État dans son avis complémentaire du 20 juin 2006, la Commission juridique a décidé de réserver une telle exigence aux seules sociétés européennes.

Parmi les principales règles de gouvernement d'entreprises qui figurent dans le projet de loi, citons:

- l'obligation de confidentialité (ou de discrétion) à laquelle les administrateurs étaient tenus jusqu'à présent et qui découle de l'obligation d'exécuter leur mandat de bonne foi[17], est désormais consacrée législativement[18] et s'étend aux membres du directoire et du conseil de surveillance;

- une personne morale peut être nommée membre du directoire, du conseil de surveillance ou du conseil d'administration[19]: dans ce cas elle doit désigner un représentant permanent qui «est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.» Si la personne morale révoque son représentant permanent, elle doit simultanément en désigner un autre. «La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.»

- le traitement des votes blancs ou nuls[20] dans le cadre de la prise de décision au sein des organes de gestion: une décision sera adoptée si une majorité[21] des membres présents ou représentés ont voté en sa faveur. Les votes blancs ou nuls sont donc rangés parmi les votes s'étant exprimés contre une proposition;

- les membres du conseil d'administration ou du directoire peuvent participer à une réunion «par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification»[22]. Une telle réunion «est réputée se dérouler au siège de la société».

Les statuts ne doivent cependant pas interdire cette possibilité. Les modalités pratiques de telles réunions peuvent être précisées dans un règlement intérieur, voire même dans les statuts.

Bien que le projet de loi ne l'aborde pas, la possibilité actuelle de prendre des décisions par voie circulaire, si les statuts le permettent, est bien entendu maintenue;

- la possibilité de tenir des réunions en utilisant des moyens de télécommunications est également étendue aux assemblées d'actionnaires, et, par ricochet, à celles réunissant les obligataires[23];

- la Commission juridique n'a pas intégré des dispositions concernant le vote électronique préférant attendre les résultats des débats autour de la proposition de directive sur l'exercice des droits de vote des actionnaires de sociétés dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé, présentée par la Commission européenne le 5 janvier 2006[24];

- si la Commission juridique n'a pas repris la proposition des auteurs du projet de loi d'admettre une modification du capital par majorité simple si la moitié au moins du capital est présente ou représentée, elle a rabaissé de vingt à dix pour cent le seuil pour demander la convocation d'une assemblée générale d'actionnaires[25].

De même les actionnaires représentant au moins dix pour cent du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour, à condition de présenter leur proposition par lettre recommandée au moins cinq jours avant la tenue de l'assemblée. Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, n'est pas obligé d'inscrire ces nouveaux points à l'ordre du jour et, s'il décidait de le faire, il n'est pas tenu d'envoyer de nouvelles convocations aux actionnaires ou de faire procéder à de nouvelles publications. Il conviendra simplement de prendre soin à la rédaction des procurations pour qu'elles couvrent bien d'éventuels points supplémentaires.

10. La société anonyme unipersonnelle

Outre les modifications résultant de l'extension aux sociétés anonymes des dispositions du Règlement dont certaines viennent d'être décrites et dont la plus importante est la possibilité de prévoir une structure interne dualiste, il convient encore de mentionner la possibilité pour une société anonyme de n'avoir qu'un seul actionnaire.

La loi du 24 avril 1983, qui a transposé la directive 77/91/CEE, a déjà réduit le nombre minimum des actionnaires de 7 à 2. La possibilité d'une société anonyme unipersonnelle était certes prévue dans le projet de loi 2474 – qui est devenu la loi du 24 avril 1983 – mais a été retirée à la demande du Conseil d'État[26].

À l'instar de ce que la loi du 28 décembre 1992 a prévu pour la société à responsabilité limitée, une société anonyme peut ne comprendre qu'un seul actionnaire[27]. Une société anonyme n'ayant qu'un seul actionnaire, qu'elle n'ait eu qu'un seul actionnaire dès sa constitution ou que le nombre des actionnaires se soit réduit à un au cours de son existence, n'encourt donc plus le risque de se voir dissoute suivant la procédure prévue à l'article 101 - dans sa version actuelle - de la loi modifiée du 10 août 1915 et l'actionnaire unique ne répond plus indéfiniment et solidairement avec la société des dettes nées depuis la réunion des actions en une seule main jusqu'à dissolution de la société. Cet article 101 a été abrogé et remplacé par une disposition traitant des dissolutions des sociétés européennes[28].

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale et ses décisions sont consignées dans un procès-verbal[29].

La société anonyme unipersonnelle se voit doter de certaines spécificités au niveau des structures internes.

Ainsi «lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.»[30].

Si la société anonyme unipersonnelle a adopté une structure dualiste et que son capital est inférieur à cinq cent mille euros, son directoire peut être composé d'une personne[31]. Le conseil de surveillance peut également n'être composé que d'une seule personne, selon les mêmes modalités et dans les mêmes conditions que pour le conseil d'administration d'une société anonyme unipersonnelle.

---

[1] Proposition du 29 août 1989, JOCE C 263 du 16 octobre 1989, modifiée par une proposition du 16 mai 1991, JOCE C 176 du 8 juillet 1991

[2] Proposition du 25 août 1989, JOCE C263 du 16 octobre 1989, modifiée par une proposition du 6 avril 1991, JOCE C176 du 8 juillet 1991

[3] Règlement, considérant (7)

[4] Voir 2.6.2.

[5] Chambre de commerce, avis du 24 novembre 2005, doc.parl.5352-3, p.11

[6] On songe par exemple aux établissements de crédit et aux compagnies d'assurances.

[7] P.Nicaise, La société européenne: une société de type européen, JT 2002, p.484

[8] J.P. Spang, Réflexions sur la société européenne et le droit commun des sociétés, Bulletin Droit et Banque n°36, p.13

[9] Art. I-30, art. 60bis-2 de la loi modifiée du 10 août 1915

[10] Art.39 du Règlement

[11] Art. I-30, art. 60bis-11 de la loi modifiée du 10 août 1915

[12] La numérotation est celle figurant dans le texte du projet de loi tel qu'adopté par la Commission juridique et qui se trouve à la fin de ce rapport. Des modifications dans la numérotation des articles sont en effet intervenues lors de la procédure parlementaire.

[13] Art. I-30, art. 60bis-2, paragraphe (3), de la loi modifiée du 10 août 1915

[14] Art. I-30, art. 60bis-3 de la loi modifiée du 10 août 1915

[15] Art. I-30, art. 60bis-5 de la loi modifiée du 10 août 1915

[16] Art. I-30, art. 60bis-1, paragraphe (2), de la loi modifiée du 10 août 1915

[17] O.Ralet, Responsabilités des dirigeants de sociétés, p.108; voir également B.Tilleman, L'obligation au secret et à la discrétion des administrateurs des sociétés, JT 1993, p.549; X.Dieux, La divulgation d'informations concernant la société anonyme: Principes et sanctions, Rev.Dr. ULB 1992, p.63

[18] Art. I-38, art. 66 de la loi modifiée du 10 août 1915

[19] Directoire: Art. I-30, art. 60bis-4 de la loi modifiée du 10 août 1915; conseil de surveillance: Art. I-30, art. 64bis-14 de la loi modifiée du 10 août 1915; conseil d'administration: Art. I-26, art. 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915

[20] Art. I-37, art. 64bis, paragraphe (1), de la loi modifiée du 10 août 1915

[21] Dans certains cas la loi prévoit, ou les statuts peuvent prévoir, une majorité renforcée

[22] Art. I-37, art. 64bis, paragraphe (2), de la loi modifiée du 10 août 1915

[23] Art. I-39, art. 67, paragraphe (3), de la loi modifiée du 10 août 1915

[24] Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'exercice des droits de vote des actionnaires de sociétés qui ont leur siège statutaire dans un État membre et dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2004/109/CE, COM(2005) 685 final

[25] Art. I-41, art. 70 de la loi modifiée du 10 août 1915

[26] Chambre de commerce, avis du 24 novembre 2005, doc.parl.5352-3, p.17

[27] Art. I-10, art. 26 de la loi modifiée du 10 août 1915

[28] Art. I-50

[29] Art. I-39, art. 67 de la loi modifiée du 10 août 1915

[30] Art. I-25, art. 51 de la loi modifiée du 10 août 1915

[31] Art. I-30, art. 60bis-2, paragraphe (2), de la loi modifiée du 10 août 191

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.06.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

01.02.2006	Désignation d'un rapporteur
08.02.2006	Présentation du projet de loi
22.02.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.03.2006	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2006	Idem
21.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2006

5534 - Projet de loi

portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de moderniser et d'adapter l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 portant réorganisation de la Chambre des Artisans.

Le projet de loi donne tout d'abord des clarifications à la notion de ressortissant de la Chambre des Métiers qui remonte à une époque où la forme juridique des sociétés commerciales n'était guère utilisée dans l'artisanat. Aujourd'hui plus de 64% des entreprises artisanales inscrites à la Chambre des Métiers sont constituées sous forme d'une société commerciale.

Pour mettre le texte en conformité avec les réalités contemporaines, le projet de loi précise que les ressortissants de la Chambre des Métiers ne sont pas seulement des personnes physiques, mais également des personnes morales établies comme artisans.

En deuxième lieu, le projet de loi intègre les réalités du marché intérieur au niveau de l'artisanat. Dans ce secteur, le Grand-Duché est devenu progressivement un lieu d'attraction pour les entreprises étrangères, soit qu'elles pénètrent sur notre territoire par la création d'une succursale, soit qu'elles effectuent des prestations de service à partir de leur pays d'origine. Ces deux réalités échappent pour l'instant à la chambre professionnelle censée connaître et représenter l'artisanat dans toutes ses facettes.

Pour remédier à cette situation, le projet de loi accorde, d'une part, le droit à la Chambre des Métiers de répertorier les succursales créées au Grand-Duché de Luxembourg par des personnes physiques ou morales de droit étranger exerçant un métier artisanal. Dans ce contexte, il est précisé que l'entreprise non luxembourgeoise établie par voie d'une succursale au Grand-Duché doit respecter les lois nationales du pays d'établissement, sous réserve que ces dernières ne comportent pas de discriminations injustifiées.

D'autre part, le texte sous rubrique prévoit que les entreprises de droit étranger effectuant des prestations de services dans un métier artisanal soient répertoriées à la Chambre des Métiers. Cette inscription est automatique, ne constitue pas une condition préalable à la prestation de services, ne conduit pas à des frais administratifs pour le prestataire concerné, n'engendre aucune obligation de cotisation et se fait dans le respect des conditions posées par la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes. Il ne s'agit donc pas de conférer à ces entreprises la qualité de ressortissant, mais de permettre à la Chambre des Métiers de pouvoir mieux appréhender et analyser les activités transfrontalières et les conséquences qui en découlent en terme de pression concurrentielle.

Le projet de loi, en permettant à la Chambre des Métiers de répertorier les succursales et prestataires, lui donne ainsi les moyens nécessaires pour pouvoir exercer sa mission en toute connaissance de cause.

En dernier lieu le projet de loi précise que tous les ressortissants de la Chambre professionnelle, donc aussi les personnes morales, ont le droit de vote aux élections de la Chambre des Métiers.

Comme une personne morale ne peut pas agir par elle-même, mais doit être représentée dans ses actes, le projet de loi retient que la personne morale agit dans le cadre des élections par l'intermédiaire de la personne sur laquelle repose l'autorisation ministérielle.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 31.01.2006

Rapporteur:
M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

(Président:
M. Norbert Haupert):

03.07.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
05.07.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et

2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes

Le projet de loi vise à transposer en droit luxembourgeois la Directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le statut de la Société européenne (SE), créée par le Règlement CE 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne. Ce dernier concerne le volet «droit des sociétés», alors que la Directive 2001/86/CE a trait aux aspects «droit du travail».

Ce projet fait partie d'une série de récents projets de loi et nouvelles lois de modernisation du droit du travail, notamment en matière de dialogue social. Il y a lieu de mentionner à titre d'exemple la loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail.

Par ailleurs le présent projet constitue une suite de la loi du 28 juillet 2000 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, laquelle loi transpose la directive 94/45/CE du Conseil du 22 septembre 1994 portant le même intitulé. Les deux directives (et parallèlement les textes visant à les transposer en droit luxembourgeois) sont apparentées entre elles, à la fois quant au fond (implication des travailleurs dans des entreprises de dimension communautaire) et quant à la procédure qu'elles visent à instaurer (qui est une procédure en deux phases, avec la mise en place d'abord d'un groupe spécial de négociation et ensuite d'un organe de représentation des travailleurs sur une base permanente). Il est dès lors évident que le présent projet reprend des solutions qui avaient été acceptées comme opportunes et utiles lors du vote de la loi précitée du 28 juillet 2000.

Le projet de loi fixe les règles relatives:

- à la création d'un groupe spécial de négociation (GSN) représentant les travailleurs et ayant pour mission la négociation d'un accord relatif aux modalités d'implication des travailleurs au sein de la SE;

- à la désignation des représentants au GSN des travailleurs occupés au Luxembourg;

- à la négociation d'un accord relatif à l'implication des travailleurs dans la SE;

- au contenu de cet accord;

- aux «dispositions de référence» applicables à défaut d'accord;

- au fonctionnement de l'organe de représentation et de la procédure d'information et de consultation des travailleurs;

- au statut social des membres du GSN, de l'organe de représentation des travailleurs et des membres des organes d'administration ou de surveillance des SE représentant les salariés.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.01.2005

Rapporteur:
M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président:
M. Marcel Glesener):

23.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.03.2006	Examen et adoption de propositions d'amendements
04.04.2006	Adoption d'un amendement supplémentaire
27.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

Le projet de loi initial, tel qu'il a été déposé le 13 octobre 2005 à la Chambre des Députés, comportait quatre volets:

1. la modification de la législation sur le fonds pour l'emploi dans le double but d'élargir la base légale pour la mise à disposition de l'ADEM d'experts en matière de recrutement émanant du secteur privé;

2. la modification de la législation sur la bonification d'impôt dans un souci d'harmonisation des conditions et modalités d'attribution des différentes mesures en faveur de l'emploi;

3. la modification de la législation sur l'aide à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée à l'attention des employeurs avec le double objectif d'en augmenter l'efficacité en modifiant les conditions d'âge et d'inscription à l'ADEM des chômeurs et d'en ajuster les conditions et modalités d'attribution avec d'autres mesures actives en faveur de l'emploi;

4. la modification de la législation sur les mesures en faveur de l'emploi des jeunes tendant à réduire le nombre de mesures à deux (le contrat d'appui-emploi pour le secteur public et le contrat d'initiation à l'emploi pour le secteur privé et associatif) et à en modifier les modalités dans le but principal d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration définitives des jeunes en question sur le marché du travail.

C'est ce quatrième volet qui est à présent supprimé dans le projet 5501 pour être reporté dans le projet précité relatif aux accords tripartites, étant entendu qu'au préalable les mesures y prévues feront encore l'objet de négociations au sein du Comité permanent pour l'Emploi. La Commission du Travail et de l'Emploi se dispense d'entrer dans le cadre du présent rapport dans le détail des mesures envisagées et aura l'occasion d'y revenir lors de l'examen du projet annoncé. La commission se limite donc à commenter brièvement les mesures prévues par la partie résiduelle du projet et qui se trouvent résumées sous les points 1 à 3 ci-dessus.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 13.10.2005

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président:
M. Marcel Glesener):

11.01.2006	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
02.05.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.05.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.06.2006	État d'avancement du projet de loi et suites à y réserver
07.07.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

5576 - Projet de loi

permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

L'objet du projet de loi est de procéder à l'abrogation des articles 25,8° et 46 de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 11 décembre 1986.

Ces articles ont trait à la perte automatique de la nationalité luxembourgeoise par les Luxembourgeois, nés à l'étranger, qui y résident de façon permanente et qui disposent, à côté de leur nationalité luxembourgeoise, de la nationalité de leur pays de résidence. Les dispositions introduites par la loi du 11 décembre 1986 portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise prévoient l'obligation pour ces personnes de procéder à une déclaration conservatoire, si elles ont résidé à l'étranger depuis l'âge de 18 ans révolus et pendant une période continue de vingt ans. Ces déclarations sont à faire au Luxembourg devant l'officier de l'état civil compétent. Il y est précisé qu'une telle déclaration conservatoire doit se faire vingt ans après la date d'entrée en vigueur de la loi, à savoir le 1er janvier 1987. À noter, dans ce contexte, que cette procédure est à répéter tous les vingt ans.

Or, il est à craindre qu'un grand nombre de personnes concernées perdront leur nationalité luxembourgeoise après la date butoir du 31 décembre 2006 par le fait qu'elles ne procéderont pas à la souscription, dans les délais légaux, d'une déclaration conservatoire et ceci pour différentes raisons: ou bien ces personnes ignorent tout simplement l'existence des dispositions légales afférentes, ou bien elles sont dans l'impossibilité de financer un déplacement au Grand-Duché ou bien encore elles ont des problèmes de mobilité soit en raison de leur état de santé soit à cause de leur âge avancé.

Le Gouvernement souhaite éviter que ces personnes perdent la nationalité luxembourgeoise et préconise donc l'abolition, avant la date butoir du 1er janvier 2007, des articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, telle qu'elle a été modifiée, et s'avance pour supprimer l'exigence d'une déclaration conservatoire, telle que décrite ci-dessus.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.05.2006

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

28.06.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
12.07.2006

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op www.chd.lu

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch

4. Ordre du jour *(suite)*

5. 5529 – Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

(Rapport de la Commission des Transports – Discussion générale – Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme *(suite)*

(Motions – Votes)

7. 5206 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

(Rapport de la Commission de l'Environnement – Discussion générale – Vote et dispense du second vote constitutionnel – Motion - Vote)

8. 5307 – Projet de loi relative à la sécurité générale des produits

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports – Discussion générale – Vote et dispense du second vote constitutionnel – Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5593** - Projet de loi portant

1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue;

2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 29.06.2006

2) **5594** - Projet de loi portant approbation de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Autriche» et portant modification de la «loi du 21 décembre 1998 portant modification et refonte de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel» et de la «loi du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle»

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.07.2006

3. En date du 27 juin 2006 fut remise par l'Association des parents d'élèves du Lycée technique d'Ettelbruck la pétition N°272 relative à la situation au Lycée technique d'Ettelbruck.

4. Par lettre du 26 juin 2006, le Secrétaire du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 31 mai au 1er juin 2006:

- position sur l'initiative du Royaume de Belgique visant à faire adopter par le Conseil une décision-cadre relative à la reconnaissance et à l'exécution dans l'Union européenne des interdictions résultant de condamnations pour infractions sexuelles commises à l'égard d'enfants;

- résolution sur la crise humanitaire dans les territoires palestiniens et le rôle de l'Union;

- résolution sur l'amélioration des relations entre l'Union européenne et les États-Unis dans le cadre d'un accord de partenariat transatlantique;

- résolution sur les relations économiques transatlantiques UE/États-Unis;

- résolution sur le commerce et la pauvreté: concevoir des politiques commerciales afin de maximaliser la contribution du commerce à la lutte contre la pauvreté;

- résolution sur la situation des femmes roms dans l'Union européenne.

2. Ordre du jour

Wat eis Aarbecht vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz e chargéierte Programm proposéiert, nämlech folgenden: haut de Mëtteg, muer Mëttwoch moies um néng an nomëttes um hallwer dräi an en Donneschdeg och moies um néng an nomëttes um hallwer dräi.

Um Ordre du jour steet haut de Mëtteg de Projet de loi iwwert d'Infrastructure ferroviaire, d'Motiounen, déi vum Här Schank senger Interpellatioun iwwert den Tourismus déposéiert goufen, de Projet de loi iwwert d'Bekämpfung vum Kaméidi an de Projet de loi iwwert d'Sécherheet vun de Produiten.

Muer de Moien um néng Auer de Projet de loi 5216 iwwert d'Loyersgesetz, dann de Projet de loi 5534 iwwert d'Chambre des Artisans.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi de Projet iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, de Projet de loi iwwert d'Sociétés anonymes, de Projet de loi iwwert de Statut vun der Société européenne an de Projet de loi iwwert de Fonds pour l'Emploi.

En Donneschdeg de Moien de Projet de loi iwwert de Baccalauréat international, de Projet de loi 5521, en internationaalt Ofkommes iwwert d'Meuse. Dann de Projet de loi iwwert d'Ofännerung vum Numm vun der Gemeng Remerschen a schlussendlech de Projet de loi iwwert de Statut vun de Gemengebeamten.

An dann als lescht Sitzung en Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi de Projet de loi iwwert d'Antitubaksgesetz, de Projet de loi iwwert d'Strukture vun de Steierverwaltungen, de Projet de loi iwwert de Code du Travail an de Projet de loi 5518, eng Direktiv iwwert d'Gläichbehandlung op der Aarbecht, an dann um Enn vun der Sitzung maache mer och nach Naturalisatiounen.

Une voix.- Ah!

M. le Président.- Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix.- Jo! Neen!

M. le Président.- Ier mer dat décidéieren, huet den honorabelen Här Claude Meisch d'Wuert. Här Meisch!

3. Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'éischt, datt mer heibannen iwwert d'Situatioun vun de Gemengefinanze schwätzen. Virun allem an der Lescht ass dat en Thema wat eis jo alleguerte méi Suerge mécht, virun allem och deenen heibannen, déi Responsabilitéit an där enger oder anerer Gemeng droen.

Ech hu mat Freed festgestallt, datt op d'mannst eng vun de Majoritéitsparteie sech intensiv mat deem Thema beschäftegt huet, eng ganz Rei vun Initiative proposéiert huet. Ech schwätzen do vun der LSAP, a mir sinn der Meenung, datt mer sollten op där doter Schinn weiderfueren, fir awer ze kucken, datt mer zu Konkretem kommen, zu Resultater kommen, déi de Gemengen da wierklech entgéintkommen a se net an där Situatioun weider beloosse wou se momentan dra sinn, virun allem an där prekärer finanzieller Situatioun, wou jo ganz vill Gemenge festgestallt hunn uganks 2006, datt se déi Suen, déi se versprach kritt hate vum Stat fir 2005, net alleguerte géinge kréien an am Enn vum Joer dann hu misse kucke wéi se de Rimm nach méi enk konnte schnallen, a mer eigentlech dann och an der Incertitude si wéi et weidergeet mat de Gemengefinanzen. Dat an engem Kontext wou d'Recettë vum Stat awer weider an d'Luucht ginn, och wa mer hei vun enger Spuerpolitik schwätzen.

Wat de Stat ubelaangt, ass de Stat jo nach ëmmer an enger Situatioun wou déi staatlech Recettë steigen - vun 2005 op 2006 soll et eng Steigerung vu 6% sinn -, mä par contre dann d'Gemengen däitlech manner Recetten erakréie wéi dat déi lescht Joren de Fall war. An dat wou dann awer och hei am Haus, an och notamment vun der Regierung an eigentlech och vun all de Parteien ëmmer erëm drop higewise gëtt, wéi wichteg de Rôle vun der Gemeng ass an deem engen oder aneren Domän.

Wa mer hei iwwert de Logement schwätzen, da gëtt gesot, d'Gemenge mussen eng Roll do spillen. Viru kuerzem huet nach den Aarbechtsminister eng Pressekonferenz gemaach an op d'Verantwortung vun de Gemengen higewisen am Domän vum Chômage, virun allem och de Chômage vu behënnerte Leit. D'Responsabilitéit vun de Gemengen an der Educatioun ass ëmmer um Ordre du jour. Den Accueil vun de Kanner soll landeswäit ausgebaut ginn, an dat soll iwwert d'Gemenge lafen. Dat heescht, d'Aufgabe fir d'Gemengen heefe sech, an op där anerer Säit solle se dat bewältege bei Recetten, déi erofginn.

Da stellt een och nach fest, datt eng ganz Rei vu Subsiden, déi versprach waren, elo a Fro gestallt sinn, oder Subsiden, déi versprach waren, eigentlech ganz, ganz spéit ausbezuelt ginn, wat och eng ganz Rei vu Gemenge wierklech a schwiereg Situatioune bréngt, well se an Obligatioun sinn, hir Projeten, hir Investitiounsprojeten ze realiséieren an dann duerno eréischt mat grousse Retardë vu Joren oft d'Subsidë vum Stat kënne remboursëiert kréien.

Déi Propositiounen, muss ech soen, déi d'LSAP gemaach huet an enger Pressekonferenz vu gëschter, déi kann een an eisen Aen op jidde Fall zum ganz groussen Deel deelen. Duerfir proposéiere mer hei an enger Motioun, datt mer d'Regierung beoptragen, ganz schnell zur Émsetzung vun deene Propositiounen do ze kommen, well et gëtt eng gewëssen Urgence an deem doten Domän, also brauche mer dat doten net weider op déi laang Bänk ze schieben.

Nun, wat fir eng Reforme sinn dat? Eng Reform vun de Gemengefinanzen, déi assuréiert, datt d'Gemengefinanzen eben och d'selwecht kënnen evoluéiere wéi déi vum Stat; méi Transparenz wat d'Gemengefinanzen och ubelaangt, virun allem och déi Transferten, déi de Stat bei d'Gemenge gëtt iwwert d'Subsidë fir Investitiounsprojeten: Wat fir eng Gemeng kritt wat fir eng Subsidë fir wat fir eng Projeten? An natierlech och fir zu deenen Engagementer ze stoen, déi an der Vergaangenheet geholl gi sinn an déi dann awer och esou mussen organiséiert sinn, datt…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Entschëllegt, Här Meisch. Dir hat zum Ordre du jour gefrot. Dir sidd de Moment amgaang eng Motioun hei ze explizéieren, déi mer vläicht sollen am Laf vun der Woch eng Kéier diskutéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kënne mer da ganz gären eng Kéier maachen. Ech wollt och net op all déi dote Propositiounen nach eng Kéier agoen, well jiddfereen huet bestëmmt d'Dagespress viru sech leien, also kann e se nach eng Kéier noliesen. Ech wollt einfach der Chamber hei d'Geleeënheet ginn, d'Regierung ze beoptragen, da ganz schnell zur Ëmsetzung vun deenen dote Mesuren ze kommen.

Dës Motioun dréit just meng Ënnerschrëft. Ech huelen awer un, datt deen een oder aneren hei op der lénker Säit ganz gären nach seng Ënnerschrëft dodrënner wäert setzen.

Merci, Här President.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la prise de position du POSL concernant la situation financière des communes;

invite le Gouvernement

- à procéder à une réforme des finances communales ayant comme objectif une évolution parallèle des recettes de l'État et des communes;

- à examiner dans ce sens les critères de répartition entre les communes des recettes en provenance de l'impôt commercial communal et le fonds communal de dotation financière;

- à tenir les promesses faites envers les communes tant en ce qui concerne le montant que le calendrier de paiement des subsides accordés par l'État;

- à accorder les subsides en faveur des communes selon des critères objectifs et tenant compte des préceptes d'une politique cohérente dans le domaine de l'aménagement territorial;

- à publier toutes les informations concernant l'octroi de subsides en faveur des communes;

- à réorienter le Ministère de l'Intérieur d'une autorité administrative vers une autorité de consultation au service des communes.

(s.) Claude Meisch.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Mir kucken da fir am Laf vun der Woch zur Diskussioun, zur Debatt vun dëser Motioun ze kommen.

4. Ordre du jour (suite)

Jo, ass d'Chamber d'accord mat dem Ordre du jour esou wéi ech e proposéiert hunn, quitte dass nach d'Motioun vum Här Meisch am Laf vun der Woch zu engem opportune Moment, wa mer och den zoustännege Minister vläicht hei hunn, zur Debatt kënnt?

(Interruptions)

Jo, neen, d'Fro ass, well den Här Meisch eng Motioun hei abréngt, déi hie gär dës Woch um Ordre du jour hätt. Or, mir arrêtéieren de Moment den Ordre du jour vun der Chamber vun dëser Woch. Mir hunn en Ordre du jour proposéiert. Den Här Meisch proposéiert en additionnellë Punkt, nämlech déi Motioun, déi hien elo erabruecht huet. Wéi ass d'Positioun vun den eenzelne Fraktiounen dann dozou?

(Interruption)

Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, also ech mengen et kann een dat nëmmen ënnerstëtzen, datt mer dat do dës Woch klären, well ech muss soen, ech hat och mat enger gréisserer Iwwerraschung d'Dagespress gelies. Ech sinn zwar frou iwwert déi Positiounen, déi do ageholl gi sinn, mä et wär och wichteg, datt mer iwwert déi Motioun do klären, ob d'Majoritéit nach ëmmer d'Majoritéit huet am Parlament.

Well op alle Fall sinn do Saache gesot gi gëschter an där Pressekonferenz, déi zwar positiv waren, awer iwwerraschend waren. An ech mengen déi Motioun do kënnt awer zur Kloerheet bäidroen. An et ass awer am Intérêt vun deenen 117 oder 116 Gemengen, datt mer esou séier wéi méiglech Kloerheet kréien.

M. le Président.- Et ass natierlech esou, dass keen hei dee genaue Contenu vun där Motioun de Moment kennt, obschonn den Här Meisch…

(Interruptions)

Jo, mä d'Motioun gouf grad ofginn a si gëtt elo emol kopéiert an da gëtt se verdeelt.

Ech géif da proposéieren, dass mer elo emol den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz arrêtéiert gi war, géifen unhuelen an dass mer am Laf vum Dag oder vu muer drop zréckkomme wat d'Schicksal vum honorabelen Här Meisch senger Motioun wäert sinn. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Kënne mer esou verbleiwen, datt mer am Laf vun der Woch kënnen driwwer diskutéieren? Wann d'Majoritéit hei mengt, se misst renvoyéiert ginn an eng Kommissioun oder ofgelehnt ginn, da ka se dat jo dee Moment nach ëmmer maachen.

Une voix.- Dat maache mer och, Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä et wär awer wichteg, datt mer se nach dës Woch géingen evakuéieren, well soss gesi mer eis am Oktober herno hei erëm an dann hu mer deen dote Sujet…

(Brouhaha général)

…erëm eng Kéier direkt um Ordre du jour, an déi Zäit hu mer verluer.

(Interruptions)

M. le Président.- Also wann déi Motioun ausgedeelt ass a se ass emol studéiert vun deenen eenzelne Fraktiounen, da wäert ech en temps utile dorop zréckkommen, fir datt d'Chamber dann décidéiert, wat mat där Motioun geschitt.

Ech froen elo nach eng Kéier: Ass d'Chamber d'accord mam Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet?

(Assentiment)

Voilà, da komme mer elo bei deen adoptéierten Ordre du jour, an zwar zum éischte Punkt, der Diskussioun vum éischte Projet de loi iwwert d'Infrastructure ferroviaire. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Grethen, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet als Alleréischten de Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

5. 5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5529, dee mer haut hei diskutéieren an deen déi zukünfteg Gestioun vum Eisebunnsnetz hei zu Lëtzebuerg regelt, ass den 13. Januar vun dësem Joer vum Transportminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 20. Juni 2006 säin Avis dozou ofginn. An hirer Sitzung vum 22. Juni huet d'Transportkommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert a mech als Rapporteur agesat. De 4. Juli huet de Statsrot en Avis complémentaire ofginn, deen noutwendeg ginn ass op Grond vun zwee Amendementer, déi d'Kommissioun formuléiert hat. An de 6. Juli huet dann d'Kommissioun de Rapport zu dësem Projet de loi unanime mat deene Leit, déi do waren, ugeholl.

Dëse Projet de loi ass eigentlech déi éischt Gesetzesinitiativ, déi aus den Accordë vun der Eisebunnstripartite vum Dezember 2005 ervirgeet an déi eis et erméiglecht déi lescht Elementer vum éischte Paquet ferroviaire an eist nationaalt Recht ëmzesetzen an domat eigentlech eis de communautären Obligatiounen an Exigenze konform ze setzen.

Et ass e bëssen en technesche Projet, dofir, fir besser ze verstoen, wourëmmer et am Gesetzesprojet geet, iwwert dee mer de Mëtteg sollen ofstëmmen, muss ech vläicht e bësse méi wäit aushuelen, ouni dat elo ze wäit ze maachen.

Wéi a ville Beräicher sinn och am Transport- an am Eisebunnssecteur uganks den 90er Joren d'Weichen a Richtung Liberaliséierung gestallt ginn. 1991 huet d'Europäesch Kommissioun en éischt Wäissbuch erausginn, «L'heure du choix». 1996 koum en zweet hannendru mat dem Titel «Une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires». An deenen zwee Wäissbicher ass d'Kommissioun zur Feststellung komm, dass den Zuch wuel en interessant an och sënnvollt oder wichtegt Verkéiersmëttel wär, dat an eiser Gesellschaft méi ee grousse Stellewäert misst kréien, mä dass säin Undeel um gesamte Verkéiersopkommes a speziell am Güterverkéier allgemeng géif ofhuelen. An als Haaptursaachen dovunner huet d'Kommissioun an de Raum gestallt, dass d'Eisebunnen an Europa insgesamt ze vill onflexibel an net genuch ugepasst un d'Evolutioun vum Marché an un d'Besoinë vun de potenzielle Cliente wieren.

Et misst also dorëms goen an der Zukunft, an deenen nächste Joren, och aus ëmweltpoliteschen Iwwerleeungen - an do kann ee jo och d'Meenung vun der Kommissioun deelen -, d'Eisebunn méi attraktiv a méi kompetitiv ze maachen, mä dat ze maachen duerch eng Rei vu Mesurë wéi zum Beispill d'direkt Trennung vun der Gestioun vum Netz a vum Transport, vun der Exploitatioun, duerch eng besser Interopérabilitéit, duerch d'Opmaache vun de Schinnennetzer fir d'Konkurrenz an duerch eng méi kommerziell Exploitatioun vun de Réseauen.

Vun dësem Strukturwandel erhofft sech d'Kommissioun eng besser Upassung vun der Bunn un déi real Bedierfnisser vun de Clienten, dat heescht, e bessere Service a selbstverständlech och méi interessant Transportpräisser.

Fir dës Objektiver kënnen ze erreechen, huet d'Europäesch Kommissioun zënter 1991 ugefaange mat där ominöser Direktiv 91/440, déi de ganze Prozess vun der Ouverture vum Zougang zum Eisebunnsmaart formell déclenchéiert huet an e ganzen Dispositif vu Moossnamen, déi sech an deene verschiddene sou genannte Paquets ferroviaires erëmfannen, élaboréiert.

De Moment si mer jo um europäeschen Niveau scho beim drëtte Paquet ukomm. De Gesetzesprojet, dee mer haut hei diskutéieren, geet awer nach zréck op den éischte Paquet, deen u sech dräi Direktive begräift, déi den Accès zum gesamten europäesche Gidderverkéiersnetz regelen, dann awer och eng Harmonisatioun um communautäre Plang vun de Bestëmmunge ronderëm d'Lizenzen, déi all Eisebunnsgesellschaft muss virweisen, erbäiféieren, an e prezisen an och transparente Kader schafen, wat d'Allocatioun vun de Capacitéiten op der Schinneninfrastruktur an och hir Tarificatioun ugeet, fir op déi Manéier en équitabelen an net diskriminatoreschen Accès ze garantéieren.

Den éischte Paquet ferroviaire ass den 22. November 2000 scho vum Europäesche Parlament an och vum Conseil adoptéiert ginn, an hätt am Prinzip misse bis de 15. Mäerz 2003 an nationaalt Recht ëmgesat gi sinn. Well Lëtzebuerg awer nëmmen e klengt Schinnennetz huet, krute mer eng Rei vun Derogatiounen an hunn net direkt alles missen ëmsetzen, wat an deem Paquet do dran ass a wat an deenen Direktiven och do festgehale gëtt.

Esou hate mer zum Beispill ënner anerem Zäit bis den 31. August vum Joer 2004 fir en onofhängegt Organ ze schafen, dat dofir suerge misst, dass den Accès zum Schinnennetz fair an ouni Discriminatioun geregelt gëtt. Well eis Regierung awer ëmmer - an zu Recht, muss ech soen - angesichts vun onsécheren ekonomeschen awer och soziale Konsequenze vun enger ze schneller Liberaliséierung am Eisebunnssecteur op d'Brems getrëppelt ass, sinn dës Délaie verträiche gelooss ginn, wat natierlech dozou gefouert huet, dass mer duerch en Arrêt vum 30. September 2004 vum Europäesche Geriichtshaff dowéinst veruerteelt gi sinn a mer riskéieren, seriö Geldstrofen ze kasséieren, wa mer eise Verflichtungen dann elo net endlech nokommen. Mir maachen dat da mat dem Gesetzesprojet vun haut.

Et muss een awer wëssen, dass mer an deene leschte Joren awer schonn en Deel vun eisen Hausaufgaben an deem Zesummenhang gemaach hunn. Esou huet zum Beispill d'Gesetz vum 11. Juni 1999 schonn eise Réseau opgemaach fir all europäesch Eisebunnsgesellschaft, déi eng Lizenz ka virweisen, an de Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2003 definéiert och schonn d'Modalitéite vun der Uwendung vun de Redevancen, déi fir d'Benotze vun der Schinneninfrastruktur erhuewe ginn. Déi zwee Règlements grand-ducaux vum 24. Oktober 2003, déi d'Konditioune vun der Délivrance an der Validitéit vun de Lizenze respektiv vun de Sécherheetszertifikae regelen, déi déi verschidden Eisebunnsentreprisen musse virweise kënnen, fir Transporter duerchzeféieren, sinn och schonn applicabel.

Här President, wat ännert sech dann elo konkret mat deem Gesetzesprojet vun haut, mat deem mer elo also d'Ëmsetzung vum éischte Paquet ferroviaire an nationaalt Recht komplettéieren?

Ech hunn éinescht gesot, dass d'Auslaaschtung an d'Verdeelung vun de Capacitéite vun eisem Schinnennetz op eng fair Aart a Weis musse geregelt ginn, déi et net enger bestëmmter Entreprise erméigleche soll, hir dominéierend Positioun ze mëssbrauchen an aner Opérateuren ze diskriminéieren.

D'EU-Gesetzgebung schreift dofir vir, dass d'Repartitioun vun de Sillonen an d'Tarificatioun fir d'Benotze vum Schinnennetz vun enger Institutioun duerchgefouert gëtt, déi rechtlech, organisatoresch an um Niveau vun den Décisiounen onofhängeg ass vun allen Zuchbedreiwer. Am Moment ginn dës sou genannte Fonctions essentielles hei zu Lëtzebuerg vun der CFL a vun der CFL-Gesellschaft geregelt, esou dass mer déi Konditioun vun der Neutralitéit natierlech net erfëllen.

Doniewent musse mer och laut Gesetzgebung fir déi néideg Rekursméiglechkeete suerge fir de Fall, wou e Bedreiwer, deen eist Schinnennetz benotze wëllt, net mat den Décisioune vun der onofhängeger Institutioun d'accord wier. Entspriechend de Konklusioune vun der Eisebunnstripartite gesäit de Projet de loi, dee mer haut hei virleien hunn, vir, dass innerhalb der Communauté des Transports, dem Verkéiersverbond, deen duerch d'Gesetz vum 25. Januar 2006 geschafe gouf, eng Cellule «accès réseau» geschafe gëtt, déi an Zukunft déi sou genannte Fonctions essentielles géréiere soll.

Et versteet sech vu selwer, dass dës Cellule opgrond vun hirer Vokatioun natierlech hir Aarbecht a voller Onofhängegkeet muss maache kënnen an dofir och onofhängeg schafft par rapport zu deene Leit, déi dësem Établissement public Verkéiersverbond ugehéiere respektiv dee féieren.

Wann elo eng Entreprise dann net mat enger Décisioun vun dëser Cellule averstanen ass, ka se sech beim Generaldirekter vun der Communauté des Transports beschwéieren, deen dann déi Responsabel vun der Cellule muss héieren a bannent zéng Aarbechtsdeeg muss entscheeden, ob hien d'Décisioun vun der Cellule bestätegt oder ob hie se reforméiert. Wann dann d'Entreprise dës Décisioun ufechte wëllt, ka se dat beim Minister maachen, ka se de Minister saiséieren, dee bannent zwee Méint muss eng motivéiert Décisioun erbäiféieren. Gëtt dat der Entreprise ëmmer nach keng Satisfaktioun, dann huet se d'Méiglechkeet fir mat engem Recours en réformation virum Verwaltungsgeriicht nach eng Kéier Oppositioun unzemellen.

Domat droe mer dann de Bestëmmunge vun der Direktiv 2001/14 Rechnung, déi verlaangen, dass um nationalen Niveau en onofhängegt Kontrollorgan besteet, dat iwwerwaacht, dass d'EU-Bestëmmungen agehale ginn, an dat bei engem eventuelle Recours och dann tranchéiere muss.

D'Regierung war der Meenung, an d'Kommissioun huet sech där Meenung och ugeschloss, dass een net erëm zwou nei Institutioune soll schafen, fir dës Aufgaben ze iwwerhuelen, déi d'CFL aus evidente Grënn, wéi ech d'éinescht scho gesot hunn, an Zukunft net méi erfëlle kann. Si huet duerfir beschloss, e bestehenden Établissement public, d'Communauté des Transports, ze erweideren an deem eng nei Cellule «accès réseau» bäizeginn, déi dann dës nei Aufgaben erfëlle soll.

Här President, et muss ee soen, dass de Statsrot mat dëser Décisioun alles anescht wéi glécklech war. Hien huet Zweifel ugemellt un der Onofhängegkeet vun dëser Cellule an hien huet och beanstant, dass am Gesetz net genau definéiert wier, wien an dëser Cellule géif schaffen a wéi déi Cellule genau fonctionnéiere sollt. De Statsrot war der Meenung, et sollt een dës Fonction essentielle éischter beim ILR, dem Institut Luxembourgeois de Régulation, oder beim Minister selwer eventuell usiedelen.

D'Kommissioun huet dës Iwwerleeungen awer zréckgewisen a sech dem Choix vun der Regierung ugeschloss, an dat aus guddem a berechtegtem Grond. Déi eenzeg Leit hei am Land, déi den Know-how hu fir dës Aufgaben ze erfëllen, déi hei an dësem Kontext ufalen, schaffe logescherweis de Moment bei der Eisebunnsgesellschaft. Et läit also op der Hand, och deene Leit dës Missiounen an Zukunft ze iwwerdroen. Den ILR huet kee Personal mat deene Kompetenzen, déi gebraucht ginn, an et kann een och net esou einfach Fonctionnairen dofir astellen, déi bis dohinner mat der Repartitioun vun de Sillonen näischt ze dinn haten.

Duerfir war jo och initialement virgesinn, déi Leit, déi elo bei den CFL sinn, un déi Cellule «accès réseau» do ze détachéieren. An duerfir ass jo och schonn am Gesetz iwwert d'Transports publics, wou d'RGTP ëmgewandelt ginn ass an d'Communauté des Transports, dat Gesetz esou modifizéiert ginn, dass ee kéint Leit an d'CdT détachéieren, déi net Fonctionnaire wieren. Eng Léisung, déi och an dësem Fall absolut Sënn mécht.

Wat d'Propos ugeet, d'Fonctions essentielles elo un de Minister ze ginn, déi de Statsrot eigentlech subsidiaresch gemaach huet, esou muss ee soen, dass keen anert Land esou eng Léisung gewielt huet, och wann d'Europäesch Unioun a priori net un der Onofhängegkeet vum Minister zweifelt. Doriwwer eraus kéint dann awer och de Minister an deem Fall do net méi den Uspriechpartner si fir en eventuelle Recours.

Trotz där Opposition formelle, déi de Statsrot op dësem Punkt gemaach huet, huet hien awer d'Méiglechkeet opgelooss, fir d'Fonctions essentielles un eng Cellule vum Verkéiersverbond ze ginn, esou wéi d'Regierung et och proposéiert huet, an huet déi Méiglechkeet net definitiv ausgeschloss. Hien huet allerdéngs dofir eng nei Textpropositioun gemaach fir den Artikel 24 vum Projet de loi, deen ënner anerem da méi prezis definéiert, dass d'Membere vun der Cellule «accès réseau», där neier Cellule, hir Décisiounen an aller Onofhängegkeet vun hire Supérieurs hiérarchiques missten huelen. Eppes, wat jo awer eigentlech evident ass an och an der Logik vun der Philosophie vum Gesetz läit.

D'Kommissioun war dann och mat deem Virschlag d'accord an huet dem Statsrot säin Text iwwerholl. Allerdéngs huet si dozou en Amendement gemaach, well si am Géigesaz zum Statsrot net der Meenung war, dass d'Membere vun der Cellule misste Statsfonctionnairë sinn. Et muss ee wëssen, dass dat a villen anere Länner och net de Fall ass, an dass dat zum Beispill

och bei eis haut an der Aviatioun, do wou jo och op eng neutral Aart a Weis d'Slotten, wéi dat an der Aviatioun heescht, d'Sillonen op der Eisebunn, an aller Neutralitéit vergi ginn, net de Fall ass. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot déi Approche vun der Kommissioun dann och akzeptéiert, dass an dës Cellule och Agentë kéinten iwwerholl ginn, déi net onbedéngt missten de Fonctionnairesstatut hunn.

E gëtt sech dann awer nach net ganz geschloen a verlaangt, dass, wann dat esou wär, esou Agenten awer da missten all hierarchesch a statutaresch Relatioune mat den CFL oder anere Bedreiwer opléisen an dass se och misste vereedegt ginn, wat déi Leit, déi dat haut op der Eisebunn maachen, souwisou zum Deel scho sinn.

Ech wëll elo hei net laang d'Approche vum Statsrot kommentéieren, obschonn ech sécher vun der Kommissioun aus legitiméiert wier fir dat ze maachen. Mir hunn eis jo och an der Kommissioun laang a breet doriwwer ënnerhalen. Et kann een awer d'Fro opwerfen, firwat de Statsrot dëser pragmatescher a sënnvoller Léisung, déi virgeschloe gi war, Steng an de Wee gehäit huet, déi net néideg gewiescht wären an och net begrënnt waren, dat ëmsou méi mer am Text kloer geschriwwen haten, dass déi Leit hir Aarbecht a voller Onofhängegkeet sollten an och misste maachen. Obschonn och déi Prezisioun eigentlech net noutwendeg gewiescht wär, well et einfach an der Logik vun der Saach ass.

An och de Statsrot, dat muss ee soen, léisst da selwer déi néideg Konsequenz dobäi vermëssen, well hie jo virgeschloen huet, wéi ech et d'éinescht gesot hunn, wann och subsidiaresch, eventuell d'Fonctions essentielles beim Minister unzesiedelen; de Minister, dee jo awer Vertrieder vun enger Regierung ass, där jo awer d'CFL-Gesellschaft zu wäit iwwer 90% gehéiert. Et kann een also och iwweral Problemer kreéieren, déi net si missten an déi der Saach, ëm déi et jo schlussendlech awer geet, absolut net dienlech sinn.

D'Kommissioun vertraut op alle Fall, esou wéi et elo ass, dem Minister, dass hie bei der Ëmsetzung vum Gesetz, esou wéi et dann awer hei proposéiert gëtt, de richtege Wee fënnt, fir eppes op d'Been ze stelle wat Sënn mécht. Duerfir huet och d'Kommissioun dëse Rapport, deen dem Statsrot senge Bedenken an Iwwerleeungen dann och Rechnung dréit, bon gré, mal gré, muss ech soen, unanime mat de Stëmme vun deene Leit, déi do waren, ugeholl, an ech géif lech dann och bieden datselwecht ze maachen.

Ech wëll hei zum Schluss och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen. Och wann ech muss soen, dass mer dat sécher net mat enger ganz grousser Euphorie maachen, well et e Gesetz ass, dat sech aschreift an de Kader vun där Liberaliséierungspolitik, déi speziell am Eisebunnssecteur zënter 1991 gemaach gëtt. Mir conforméieren eis hei dem europäesche Recht.

Ech muss awer soen, dass mer dee Prozess musse begleeden, bon gré, mal gré, wann och mat gemëschte Gefiller, mat der Iddi fir de Schinneverkéier fir d'Konkurrenz opzemaachen. Mir wäerten eis op alle Fall och an Zukunft dofir asetzen, dass de Spillraum, deen d'Europäesch Unioun eis léisst, fir d'Anhale virun allem vun de Sécherheets- a Qualitéitskritären ze garantéieren, déi awer ganz wesentlech duerch déi Liberaliséierungspolitik do op d'Spill gesat ginn, maximal ausgenotzt gëtt.

An deem Sënn wëll ech awer nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der LSAP zu dësem Projet de loi ginn an, wéi gesot, wier ech frou wann déi aner Fraktioune sech deem kéinten uschléissen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Deen éischten ageschriwwene Riedner nom Rapporteur ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no der Berechnung vun der EU-Kommissioun louch 1970 den Undeel vun der Schinn um Gesamtgidderverkéier bei 21%. 1998 war e schonn op 8% zréckgaangen. Laut der EU-Kommissioun war dat op e Mangel vu gesonder Konkurrenz op deenen eenzelne Réseauen zréckzeféieren.

Ech stelle mer awer d'Fro, ob dat wierklech haut d'Ursaach ass respektiv och deemools d'Ursaach war. War et net vläicht d'Kommoditéit an de politesche Wëlle vun deenen eenzelne Länner fir verstäerkt an de Bau an an d'Moderniséierung vu Stroosseninfrastrukturen ze investéieren an net an den Ausbau vum Eisebunnsréseau? Huet den Eisebunnsréseau net éischter eng Nieweroll gespillt?

D'Entwécklung vun de Pëtrolspräisser a gläichzäiteg och e méi grousst Ëmweltbewosstsinn beim Bierger huet en Ëmdenke provozéiert. An dat, wat fir de Gidderverkéier zielt, zielt och deelweis fir de Persouneverkéier.

Theme wéi Pünktlechkeet a Confort vum Passagéier stounge vill ze vill laang am Schiet. Eréischt an deene leschte Jore sinn an deene Volete verstäerkt Investitioune getätegt ginn. Menges Wëssens huet et och iwwer 50 Joer gedauert, bis mer emol ugefaangen hunn nei Strecken ze bauen. De Rescht waren ëmmer nëmmen Instandsetzunge vun de bestoende Strecken.

Ob dat am Intérêt vum Lëtzebuerger Schinnennetz war, dat sief dohigestallt. Ech mengen, mir hunn hei an dësem Haus während dem Débat iwwert den öffentlechen Transport, dee jo deemools hei um Ordre du jour stoung, schonn op déi schwéierfälleg Prozeduren higewisen, déi een heiansdo feststellt, wann et ëm den Ausbau vum Schinnennetz geet.

Ech wëll do nëmmen ee Beispill nach eng Kéier ervirhiewen, dat ass d'Streck zwëschent der Haaptstad Lëtzebuerg an der Unisstad Esch-Uelzecht, wou déi Eisebunnslinn 2004 décidéiert ginn ass, wou do e Projet op den Instanzewee gaangen ass, awer haut nach ëmmer Avisen dozou feelen.

Et ass also onverständlech an deelweis onakzeptabel, dass d'Lëtzebuerger Schinn duerch administrativ Prozeduren nach ëmmer permanent gebremst gëtt an deementspriechend och Schued erleit, fir am Konkurrenzmarché ze bestoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 3. Mee 2006 huet d'EU-Kommissioun Folgendes deklaréiert, an ech zitéiere se aus der „Süddeutsche Zeitung": „Erstes Eisenbahnpaket: Umsetzung läuft nach Fahrplan." Iwwert dës Ausso waren deemools vill Leit, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, iwwerrascht, well mir d'Ëmsetzungsfrist a sech scho ganz laang iwwerschratt haten.

Elo schreiwe mir 2006. De Pak hätt awer sollen, wéi de Roland Schreiner et scho gesot huet, 2003 respektiv 2004 ëmgesat sinn. Do ass et awer och wierklech kengem Bierger bäizebréngen a kengem Bierger ze veriwwelen, wann hie sech freet, wat dat soll, wa mer Délaië festsetzen, déi iwwerschreiden, souguer och nach dofir veruerteelt ginn an et dach einfach net virugeet!

An dësem Kontext kéint een och nach aner Projeten an aner Direktiven nennen, mat deene mer einfach net virukommen. Leschte Sonndeg war jo eng Porte ouverte iwwert den Tunnel vun der Nordstrooss, an do huet e fréiere Buergermeeschter deklaréiert, d'Fro, déi ee sech am Fong misst stellen, wär déi, wuerfir mer fir dräi Kilometer Tunnel méi laang brauche wéi d'Schwäiz - wou vill Héichtenënnerscheeder sinn - fir 24 Kilometer Tunnel. Déi Ausso vum fréiere Veianer Buergermeeschter kann ech nëmmen ënnerstëtzen, well dat ass effektiv déi Fro, déi ee sech do stelle kann.

Awer 2004, an deem Joer, an deem dës Direktiv hätt sollen ëmgesat ginn, war och hei am Land nach villes anescht. Et war keng Fussballweltmeeschterschaft, Italien war net Weltmeeschter, mä Brasilien war dee Moment nach amtéierende Weltmeeschter. Däitschland hat nach e Kanzler a keng Kanzlerin. Den EU-Kommissiounspresident huet nach Romano Prodi geheescht; deen ass haut Premierminister vun Italien.

Hei zu Lëtzebuerg...

(Interruption)

Jo, den Här Juncker ass jo och eng Qualitéit, Här Mehlen, an dat musst Dir awer och respektéieren. An zu Lëtzebuerg...

(Interruptions)

An zu Lëtzebuerg goufen d'Chamberwahle preparéiert. D'DP war nach Regierungspartei an huet den Transportminister gestallt. D'LSAP war Oppositiounspartei, den ADR hat nach eng Fraktioun...

(Hilarité)

...an och bei deene Gréngen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An den ADR kritt och erëm eng Fraktioun. Leet Äre Kapp a Rou!

Plusieurs voix.- Oh!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Marc Spautz *(CSV).*- An och bei deene Grénge ware manner Deputéierten op de Bänken hei an der Chamber wéi haut. Deemools, dat Joer, dat ech ënnersträiche wëll, 2004, wou déi Direktiv hätt missen ëmgesat sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut kënnt et dann endlech och zu Lëtzebuerg zur Ëmsetzung vun deene respektiven EU-Direktiven, an ech wëll hei an elo dovu profitéieren, fir dem Rapporteur vun dësem Gesetz, mengem Frënd, dem Roland Schreiner, zu sengem ausféierleche Bericht ze félicitéieren.

Plusieurs voix.- Ah!!!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Schonns...

(Interruption)

Dee war 2004 och nach net do. Richteg, Här Gibéryen.

Une voix.- Dir waart och nach net do!

(Brouhaha général)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Scho virun e puer Méint huet d'Chamber sech an der Rumm vun der Eisebunnstripartite bei der Grënnung vun der CFL-Cargo deels mat dëser Thematik beschäftegt. Aner Projets de loi fir d'Ëmsetzung vun den Tripartitesbeschléss si jo um Instanzewee; den Transportminister huet déi deponéiert. Mir hoffen, dass mer déi och schnellstens kënne bei der Rentrée sprochräif virleien hunn, fir déi och kënnen ëmzesetzen.

Den EU-Kommissär Jacques Barrot huet am Mee 2006 - ech hu virdru schonn eng Kéier drop higewisen - deklaréiert: „Die Anwendung des ersten Eisenbahnpakets ist für die Wiederbelebung des europäischen Eisenbahnsektors von entscheidender Bedeutung."

(Interruption)

Et stoung awer an der Zeitung esou, Madame Flesch, an ech zitéieren hei dës Kéier d'„Frankfurter Allgemeine Zeitung".

„In Verbindung mit dem zweiten Eisenbahnpaket von 2004 ist der grundlegende Rechtsrahmen nun vollendet. In einigen Mitgliedstaaten hat die Marktintegration im Schienengüterverkehr bereits zu positiven Ergebnissen geführt. Zu verzeichnen sind der Eintritt neuer Marktteilnehmer und ein größeres Verkehrsvolumen. Der Marktanteil des Schienengüterverkehrs hat sich in Europa stabilisiert. Dies lässt mich optimistisch in die Zukunft blicken. Die begonnenen Veränderungen müssen nun zum Abschluss gebracht werden, um den europäischen Eisenbahnraum im Interesse der Mobilität und Wettbewerbsfähigkeit in Europa zu verwirklichen."

Ech mengen, dozou ass näischt bäizefügen, mä et ass och gläichzäiteg wichteg, dass ee seet, dass et e sécheren Transport muss sinn - ech erënneren nëmmen u verschidden Accidenter, déi emol op privatiséierten Eisebunnsstrecke geschitt sinn, notamment déi Säit der Insel - an dass et och wichteg ass, dass mer also e sécheren an e pünktlechen Transport kréien.

Och eis ass et wichteg, dass d'Mobilitéit besser a méi attraktiv gëtt.

(Brouhaha général)

Déi Säit vum Waasser, entschëllegt!

D'Grënnung vun der CFL-Cargo...

M. le Président.- Et wier gutt, wann Dir nëmmen nolauschtere géift an net an engem Stéck Interventioune géift maachen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, ech soen lech, mir hu 17 Gesetzer dës Woch. Wa mer eis elo scho bei deem éischten esou emportéieren - et ass jidderengem waarm -, da kann et schéi gi bis en Donneschdeg Owend.

Här Spautz, fuert virun.

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och eis ass et wichteg, dass d'Mobilitéit besser a méi attraktiv gëtt. D'Grënnung vun der CFL-Cargo, der Jointventure tëschent Arcelor an CFL, ass gutt an noutwendeg an opgrond vun der neier Entwécklung innerhalb der Lëtzebuerger Sidérurgie ass déi och nach méi néideg wéi jee virdrun - mä ech wëll awer elo net op d'Entwécklung vun der Sidérurgie agoen - a vergréissert d'Perspektive vun där neier Gesellschaft.

Dass d'Ëmsetzunge vun den Direktiven net vun haut op muer ginn, huet de Rapporteur Roland Schreiner schonns ënnerstrach. Mä et ass awer wichteg, dass mer d'Direktive méi séier ëmsetzen.

Mir setzen also haut mat dësem Gesetz dräi Direktiven ëm, an automatesch musse mir domat d'Gesetzer vum 10. Mee 1995, vum 28. Mäerz 1997 wéi och vum 11. Juli 1999 iwwert d'Infrastrukturen änneren, a mir maachen och eng Änneruing iwwert den Transport public.

A grad dës Ëmännerung, wéi een déi künfteg Sillone verdeele respektiv wéi een d'Kontrollen ausféiere soll, huet zu deene meeschten Diskussioune bei der Ëmsetzung vun dësen Direktive gefouert. Et stellt sech d'Fro, ob dës Instanz un den ILR oder un d'Communauté des Transports ugegliddert gëtt, oder - wéi de Rapporteur et gesot huet - dem Minister direkt ënnerstallt gëtt.

Mir hu Verständnis fir de Statsrot, deen dës Kompetenz léiwer beim ILR geséich. De Problem ass awer, dass déi Leit, déi an eisem Land Kompetenze fir dës Aarbecht hunn, haut bei der Société nationale des chemins de fer sinn, a si och no deem Personalstatut schaffen an et net einfach ass vun haut op muer d'Personal vun esou enger Instanz vun enger op eng aner Verwaltung ze versetzen.

Mir soen also dofir Jo zu der Agliderung vun där Instanz bei d'Communauté des Transports, well dat och den Ofmaachunge vun der CFL mat de Sozialpartner a mat der Regierung entsprécht, an zu dësem Zäitpunkt och sécherlech déi beschte Léisung ass am Intérêt vum Paquet ferroviaire 1.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer elo bei dësem Punkt vun der Geleeënheet profitéieren, der Regierung d'Ureegung ze ginn, fir iwwert d'Aufgaben an d'Kompetenze vum ILR nozedenken. Den ILR huet haut eng wichteg Aufgab, a mir mussen och doriwwer offen diskutéieren, wéi een dës Institutioun ausbaue kann, fir dass si all Ufuerderungen, déi d'Regulariséierung betreffen, ka géréieren.

Den zoustännege Minister ass haut net hei; ech géif dofir den Här Transportminister bieden, dem zoustännege Minister de Wonsch matzehuelen, dass et wichteg wier, eng Diskussioun doriwwer ze féieren, wéi een dem ILR eng aner Struktur ka ginn, fir datt all déi wichteg Punkten, déi een och a künftegen Direktive wäert kréien, an den ILR agebaut kënne ginn, ouni dass dat zu anere Schwieregkeete féiert, wéi mer jo elo gesinn hunn, wéi dat bei dësem Gesetz de Fall wier, wa mer et géife maachen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, op alle Fall eppes ass fir eis sécher, dass et wichteg ass, dass mer endlech de Paquet ferroviaire 1 ëmsetzen. Domadder gëtt och d'CSV d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Rapporteur an och de Sprieche vun der CSV hu sech elo iwwert de grénge Kléi gelueft fir d'Ëmsetzung vum éischte Paquet ferroviaire. Ech muss lech soen, Här President, dass dee Paquet zum gréissten Deel schonn ëmgesat war.

Dëse Projet huet eigentlech nëmmen zwee Voleten. Dat eent ass, dass gewëss Termen, déi mer virdru gebraucht hunn, wéi zum Beispill «réseau ferroviaire», dass dat elo «réseau ferré» genannt gëtt,…

(Interruption)

…well dat d'Definitioun ass, déi an den Texter vun den Direktive steet. Dat ass also e ganz wichtege Volet, op dee keen esou richteg agaangen ass vun deenen zwee Virriedner.

An dat Zweet…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da froen ech mech, firwat dee fréiere Minister dat net éischter gemaach huet, wann et esou einfach ass.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wëll dem Här Spautz soen, ech weess net wéi seng Kenntnisser am Franséische sinn a meng. Ech wëll och do net vergläichen, mä ech kann lech just soen, dass dat do d'Aarbecht vun zwou Minutte war. Vun zwou Minutten!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dofir hutt Der esou laang gebraucht?

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat, wou d'Schwieregkeet war, Här President, dat war: Wie gëtt chargéiert dermat, fir déi sou genannt „Sillonen" ze verdeelen? Ech war ëmmer der Meenung, an ech bleiwen haut nach der Meenung, dass dat sollt den ILR sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Grethen *(DP).*- A soss keen!

Autre voix.- Très bien!

M. Henri Grethen *(DP).*- Well den ILR ass déi Institutioun, déi mer viru Jore geschafen hunn, fir an aneren Domänen, an der Téléphonie mobile ou fixe, oder beim Elektreschen oder beim Gas, fir do déi Regulatiounen ze maachen. Ech war och ëmmer als Minister der Meenung, dass een net bräicht zousätzlech Gremien ze schafen.

Dat passt awer hei am Land Eenzelnen, besonnesch dem Landesverband, net an de Konzept, well do kéint jo op eemol een hinnen an d'Kaarte kucken. Da gëtt dat Argument bruecht, Här President - an dat hunn ech jo hei héieren -, eenzeg an eleng bei der Eisebunn wieren déi Kompetenze gebündelt, an dofir misst een och an Zukunft déi Kompetenzen notzen.

Déi kéint ee gradesou gutt, Här President, beim ILR benotzen. En ILR, deem säi Bilan esou gesond ass, dass en esouguer dëst Joer kann Dividenden un de Stat zréckbezuelen. Et muss ee sech froen, ob en Institut de régulation, deen Taxen ophieft à charge vum Consommateur, fir seng Aarbechte kënne ze maachen, ob et deem säin Objet ass Benefisser ze maachen. Sécher net, mä dat ass eng ganz aner Debatt. Déi ass op enger anerer Plaz ze féieren. Mä den ILR hätt finanziell d'Moyenë gehat, fir dat ze maachen, an en hätt och technesch d'Moyenë gehat.

En hätt et just brauchen ähnlech ze maache wéi dat bei der Post gemaach ginn ass: Eng Rei Fonctionnairen, déi bei der Post geschafft hunn, si Fonctionnaire am ILR ginn. Eng Rei Leit, déi am Domän vum Elektreschen, bei der Cegedel a bei anere Gesellschaften, täteg waren, si vum ILR engagéiert ginn. Ech mengen, dass et och engem Lëtzebuerger Eisebunner zouzemudde gewiescht wier mat engem ähnleche Revenu - wann och net mat engem méi héije Revenu, et ass zwar schwéier, mä mat engem ähnleche Revenu - bei den ILR schaffen ze goen, an dat dann do ze maachen.

Mä dës Regierung huet jo, nodeem se am Kader vun der Tripartite déi Accorden do négociéiert huet, da gemengt et misst eng extra Solutioun fonnt ginn. Si hu jo och duerfir déi Centrale de mobilité, d'Mobilitéitszentral, déi ënnert der viregter Regierung vun de Majoritéitsparteie gestëmmt gi war an och initiéiert gi war, ofgeschaf. Si ass elo ëmgeännert ginn an déi sou genannten CdT.

Et gëtt Leit, déi mengen et wier e Contrat à durée déterminée. Dat ass et awer net. Et ass net dat. Et ass eppes anescht. Et ass e Gremium, wou een eigentlech net weess, wat se elo maachen. Souguer de Generaldirekter vun deem Organismus huet elo d'Waffe gestreckt - an do kann de Minister eis vläicht soe wat déi déif Beweggrënn vun deem Generaldirekter waren, fir elo ze demissionéieren.

Héchstwahrscheinlech huet hie sech ënnerbeschäftegt gefillt; ech weess et net. Elo soll dann hei eng nei Beschäftegung kommen. An eng Kommissioun, déi paritéitesch besat ass, wou also déi, déi kontrolléiert gi sollen, sech selwer kontrolléieren, och wann dann en Artifice gemaach gëtt, a gesot gëtt, mä et däerf awer keen, deen direkt eppes mat der Eisebunn ze dinn huet, do dra sinn; dat alles, Här President, dat si schlecht Solutiounen.

Mir als Partei bleiwen der Meenung, dass dat eenzeg Richtegt gewiescht wier - an de Conseil d'État ass och där Meenung -, dass een déi Kompetenzen am ILR gebündelt hätt. Mä et ass jo awer esou, Här President: L'opposition propose, la majorité dispose. Hei geet et och esou, well si wëllen onbedéngt Recht hunn. Well se bei hire Kolleegen an der Bringschuld sinn. Fir deenen ze weise wéi se op hirer Säit sinn, gëtt hei eng schlecht legislativ Aarbecht gemaach.

Här President, Dir wäert Iech net wonneren, wann ech Iech annoncéieren, dass meng Partei, dass meng Fraktioun dësem schlechte Gesetz hir Zoustëmmung net wäert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass de Mëtten elo scho relativ vill geschwat ginn, an och deelweis e bësse Vergaangenheetsbewältegung gemaach ginn. Ech wëll soen, am Numm vun der grénger Fraktioun, dass mir zu dësem Gesetz eng Rei Froen un de Minister hunn, an dass mer et och dovunner ofhängeg maachen, vun der Perspektiv, déi de Minister a senger Äntwert wäert opmaachen, ob mer d'Gesetz da kënne matstëmmen oder net.

Et kann een haut iwwer ganz villes schwätzen zu dësem Thema, wäit Exkursen iwwert d'Zukunft vun der Eisebunn maachen. Fakt ass awer och, dass et haut effektiv nëmmen ëm zwou prezis Saache geet, den Här Grethen huet dat och scho gesot, dat eent ass eng Saach vu Wording, an dat Zweet ass am Wesentlechen: Wien ass an Zukunft zoustänneg fir d'Sillonen? An dat ass dat, wat haut zur Diskussioun steet; aner Saachen eigentlech net. Doriwwer hu mir schonn an der Vergaangenheet debattéiert. Mir brauchen dat haut net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Zu der Fro vun de Sillonen - a mir hunn dat och an der Kommissioun artikuléiert -, do si mir och der Meenung - obwuel mer deen Accord tripartite mat ënnerstëtzen, well mer fannen, dass deemools eng insgesamt gutt an zefridde stellend Aarbecht geleescht ginn ass -, dass et am éischten Intérêt vun der Eisebunn selwer ass, dass een awer och als Partei, déi net Partie prenante war vun de Verhandlungen, dofir net all eenzelne Passus vun deem Accord tripartite muss matdroen. A mir hunn och gesot an der Kommissioun, dass mer schonn der Meenung wären, dass dee Volet iwwert d'Attributioun vun de Sillonen eis net géing ganz zefridde stellen.

Och si mir der Meenung, dass et besser wär, wann d'Attributioun vun de Sillonen an den Hänn vum ILR géing leien. Mir sinn iwwregens och der Meenung, dass dat net nëmmen de Fall sollt si bei der Eisebunn, mä dass dat och de Fall sollt sinn an der Aviation civile. Och do si mer der Meenung, dass déi gewuessen, déi historesch Situatioun, déi mer hunn, e Modell ass, deen amgaangen ass auszelafen.

Mir kënnen eis als Gréng absolut virstellen, dass een am Kader vun enger Diskussioun iwwert d'Kompetenze vum ILR sech seriö Froe misst stellen, ob een net misst d'Kompetenze bei de Sillonen oder bei de Loftsillonen - wann een et esou wëllt nennen -, ob een déi zwou Kompetenzen net wierklech besser hätt an den Hänn vum ILR ze bündelen, deen eiser Meenung no wierklech deen Établissement public ass, deen all d'Garantië ka bidde vun Indépendance, vun Impartialitéit, fir sech mat dëse Froe seriö beschäftegen ze kënnen.

Doropshin kéinte mer jo da soen: Vu dass dat net geschitt, elo stëmme mer géint dee Projet als Fraktioun. Mir sinn awer och gläichzäiteg der Meenung, dass eng Situatioun am Moment virläit, déi net ganz evident ass, an de Statsrot huet deelweis gehollef. En huet awer och deelweis zu där e bësse méi verzwéckter Situatioun bäigedroen duerch notamment säi leschten Avis. Esou dass d'Regierung am Moment eigentlech net méi schrecklech vill Alternativen huet, wa se wëllt déi Engagementer par rapport zu Europa anhalen, wou mer schonn zwee Joer hannendru lafen a wou se duerch eng Rei mëndlech Interventiounen ëmmer nees en neien Ausstand kritt huet, well iergendwann eng Kéier räisst och bei deem gedëllegste Bréissler Beamten de Fuedem.

An zweetens, duerch den Avis vum Statsrot, deen eng Rei Punkten opgeworf huet, ass d'Regierung elo e bëssen um Punkt, dass se seet: Wa mer et wëllen, esou wéi mer eis engagéiert hunn, virum Summer aus de Féiss hunn, da musse mer dat elo huele wat de Statsrot eis seet, obwuel se, mengen ech, selwer net ganz vill iwwerzeegt ass vun all den Detailer, déi elo am Text zréckbehale gi sinn. Dat versti mer. Dofir hu mer och Versteesdemech. Dir sidd do an enger Contrainte, déi net esou liicht ze solutionnéieren ass.

Mir sinn awer der Meenung, dass déi Solutioun, déi mer elo zréckbehalen hunn, och zu Bréissel nach net onbedéngt ugeholl ginn ass. Do sinn eng Rei Saachen dran am Text, déi eiser Meenung no - an dat wëlle mer och gären hei aktéiert hunn - zu Bréissel nach net automatesch ofgestempelt wäerte ginn, notamment déi Konditioune vun der Indépendance vun der Cellule, déi mer wëllen, wéi soll ech soen, bannent, ënnert, nieft oder nobäi der CdT elo hei aféieren. Déi Kritäre vun Indépendance sinn eiser Meenung no net esou automatesch ginn. Do ass nach Spillraum dran, e Spillraum, dee méiglecherweis der Kommissioun net passe wäert.

Et ass och net automatesch acquis, dass déi Indépendance ginn ass, wann een e Recours ka maache géint eng Décisioun vun der Cellule beim Direkter vun der CdT, wann een awer weess, dass an der CdT beispillsweis d'CFL mat vertrueden ass. Och do, och wann dee Recours en personne beim Direkter gemaach gëtt, weess een awer, dass duerch d'Kompositioun vun der CdT d'CFL doranner present ass an dass erëm eng Kéier déi Konditioune vun Indépendance wierklech op der Limite leien. Do si mer wierklech op der Limite, a mir hunn de Verdacht, dass mer vläicht souguer mat enger Zéif oder nach méi op der falscher Säit vun der Limite eis bewege mat dësem Projet. Dat wäerte mer da gesinn, wat d'Kommissioun eis dorobber äntwert.

Wat eis als Gréng wichteg ass fir kënnen eis Zoustëmmung zum Projet ze ginn, dat ass eng Ausso vun der Regierung iwwert d'Perspektive vun no der Adoptioun vun dësem Gesetz, wat mer haut ënnert dëser Form an d'Chamber bréngen, fir déi Engagementer zu Bréissel kënnen anzeléisen, zumindest an der Form an an Délaien anzeléisen, nämlech ob d'Regierung awer bereet ass, déi Diskussioun, déi mer haut provisoresch géingen ofschléissen duerch dëse Vote, awer relativ rapid nees unzefänken, fir se an enger Perspektiv vun enger Erweiderung vun de Kompetenze vum ILR ze diskutéieren, net nëmme wat d'Eisebunn betrëfft, mä och wat, wéi gesot, d'Aviation civile betrëfft. Vun där Äntwert wäerte mer et dann ofhängeg maachen ob mer kënnen eis Zoustëmmung ginn oder net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e Wuert vu Merci un de Kolleeg Roland Schreiner als Rapporteur vun dësem Projet de loi. Et ass hei scho vu menge Virriedner gesot ginn, et geet ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv 91/440, am Fong nach just wat den éischte Paquet ferroviaire ubelaangt, eng déi och zréckzeféieren ass op Diskussiounen, déi mer an der Eisebunnstripartite virun e puer Méint haten.

Hei gëtt en Organisme indépendant geschaf, deem seng Tâche den «accès équitable et non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire» ass. Dësen Organisme muss ofhängeg si vun den Entreprisen, déi am Secteur schaffen, aktiv sinn, den Zuchbedreiwer also; dat um juristeschen, um organisatoreschen an um décisionnellë Plang.

D'prinzipiell Fro, déi sech am Zesummenhang mat dësem Gesetz gestallt huet, war: Erfëllt d'CdT, d'Communauté des Transports, de Verkéiersverbond, dee geschaf ginn ass duerch d'Gesetz vum 29. Juni 2004, dës Kritären, wann e mat dëser Missioun beoptraagt gëtt, wat d'Onofhängegkeet éischtens vun der Institutioun an zweetens och vum Personal ubelaangt? Déi verschidden Avisen, déi zu dësem Gesetz erakomm si vun de Chambres professionnelles an och vum Conseil d'État, hu sech intensiv mat deene Froe beschäftegt.

Sou huet d'Chambre de Travail an hirem Avis zum Beispill opgeworf, datt am Ableck ee Vertrieder vun den CFL an dem Verwaltungsrot wier. D'CdT steet ënnert der Tutelle vum Transportministère. De Conseil d'État huet eng Opposition formelle gemaach iwwert d'CdT wat d'Cellule «accès réseau» ubelaangt, datt dës Dispositioune contradictoire mat den elementare Prinzipië vum Droit administratif wieren. D'Kommissioun huet doropshin zwee Amendementer gemaach, déi zum groussen Deel dem Conseil d'État Satisfaktioun ginn hunn a wou dann och, mengen ech, konnt zum Schluss en Accord fonnt ginn.

D'Fro war och déi vun de Souveränitéitsrechter. De Conseil d'État huet a sengem Avis gesot, datt am Fong hei Souveränitéitsrechter géifen traitéiert ginn an datt dat nëmme kéint vu Fonctionnairë gemaach ginn an net vu Leit, déi en Agent des CFL wieren. Et ass dunn eng Formulatioun fonnt ginn am Text, déi souwuel de Fuerderunge vum Conseil d'État wéi der Kommissioun wéi der Regierung Rechnung gedroen huet, mat och dem Zousaz, datt déi Leit missten an Zukunft vereedegt ginn. Si missten och doriwwer eraus komplett getrennt sinn, souwuel wat d'Hierarchie ubelaangt wéi d'Uweisunge vis-à-vis vun den CFL.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als ADR ginn eis Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet, och wa mer léiwer gesinn hätten, wann d'Kompetenzen ënnert den ILR gefall wieren. Mä mir hu sengerzäit nom Accord tripartite hei op dëser Plaz och deklaréiert, datt mer eis Zoustëmmung géife ginn zum Accord tripartite, deen am Eisebunnssecteur geholl ginn ass, an dat hei ass eiser Meenung no een Deel vun deem Accord gewiescht, an duerfir och konsequenterweis vun eiser Säit aus en Accord zu dësem Gesetz.

Et muss een allerdéngs wëssen, datt dat hei nëmmen e Gesetz ass, eng Etapp ass, an datt mer nach laang net um Enn sinn. Ech géif éischter soen, datt mer elo eréischt um Ufank sti vun där grousser Ëmwelzung am Transportsecteur am Kader vun der europäescher Liberalisatioun. Mir wëssen alleguer, datt den 1. Januar 2007 de Fret liberaliséiert gëtt. Duerfir si jo och déi Accordë getraff ginn. Am Voyageursberäich ass den 1. Januar 2010 d'Richtlinn, fir Lëtzebuerg 2012. Duerfir menge mir, datt am Fong elo eréischt den Ufank vun der décisionneller Phas kënnt, wou mer wierklech konkret um Terrain erliewe wat dës Gesetzer als Konsequenzen am Detail wäerten hunn.

Mir wëssen alleguer, datt Lëtzebuerg haut an der Regel am Hannertreffen ass, net nëmme wat d'Ëmsetzung, mä och wat d'Konsequenze vun der Ëmsetzung ugeet. Et war ëmmer Lëtzebuerg wat eng relativ retizent Haltung hat an der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. A wa mer ganz éierlech sinn, muss een e gewëssene Sënneswandel feststellen, dee mer haut hei bei verschiddene Virriedner, déi aus der Gewerkschaftszeen kommen, feststellen.

Well wa mer an de Jore virdrun déi Direktiven net ëmgesat hunn, da war dat net, wéi den Här Spautz hei versicht huet dat ze erklären, well 2004 déi Gréng nach net esou vill Deputéierten an der Chamber haten, den ADR der méi hat, d'LSAP an der Oppositioun war an d'DP an der Majoritéit, a well Däitschland e Kanzler hat a keng Kanzlerin, mä et war virun allem drop zréckzeféieren, well deemools déi Eisebunnergewerkschafte massiven Drock gemaach hu fir an déi dote Richtung ze goen. An ech mengen eis sozialistesch Kolleegen, déi déi Zäit an der Oppositioun waren, déi waren am Fong hei dat liewegt Sprachrohr vun deene Gewerkschaften an déi hu sech ganz op hir Säit gestallt, virun de Wahlen. Elo no de Wahlen hu mer dann op eemol e Sënneswandel do festgestallt, wou dann eben en anere Minister den Transportsecteur iwwerholl huet.

An déi Gewerkschaft, déi him jo dann no steet an déi sengerzäit ferm Oppositioun gemaach huet, déi stellt dann elo haut op eemol, géif ech soen, de Rapporteur zu engem Gesetz wat a fréieren Zäite vun deene Leit awer staark bekämpft ginn ass. Ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot: Wann de fréieren Transportminister Henri Grethen dat heite Gesetz esou ëmgesat hätt oder ëmgesat hätt a senger Integralitéit, an och dat wat mer an der Tripartite Eisebunn realiséiert hunn, da wier sécherlech de Generalstreik ausgebrach. Mä d'Zäiten hu sech geännert an haut ass et zu Lëtzebuerg méiglech, fir dat ganz roueg iwwert d'Bühn ze bréngen.

Mir mussen awer feststellen, datt duerch déi Politik Lëtzebuerg an d'Hannertreffe geroden ass. An et muss ee sech dann och bewosst sinn, wiem seng Schold datt dat war, wa mer eben déi Direktiven net esou séier ëmgesat hunn, well mer wësse wann eng Direktiv bis ugeholl ass, kënne mer souwisou näischt méi drun änneren. Mir kënnen nach just am Kader vun deem Spillraum, deen d'Direktiv eis léisst, agéieren a mir mussen also domat liewen.

Et ass also eiser Meenung no besser fir da méi séier doriwwer ewechzegoen an déi Direktiven ëmzesetzen, fir eben och kënne vun de Virdeeler, déi noutgedronge sech awer erginn aus där neier Richtlinn wat d'europäesch Politik am Transportsecteur ubelaangt, ze profitéieren, fir ebe vir bäi ze si wann nei Marchéen opginn, wann nei Strukture gebaut ginn.

An ech erënneren drun, wa mäi fréiere Fraktiounskolleeg, deemolege Fraktiounskolleeg, de Fernand Greisen, hei ëmmer an déi Richtung plädéiert huet, datt mer net sollte bremsen, mä datt mer sollten esou séier wéi méiglech déi Direktiven ëmsetzen, fir och vir mat derbäi ze sinn, datt dat dann ëmmer dohigestallt ginn ass wéi en

Ugréff op eis national Eisebunnergesellschaft, wat et a Wierklechkeet net war. Well wann ee weess, datt ee muss zu engem bestëmmten Zäitpunkt dach déi Richtlinn ëmsetzen an applizéieren, dann ass et besser et setzt ee se éischter ëm, a wat ee méi laang waart, wat ee méi an d'Hannertreffe kënnt.

Et war also eiser Meenung no falsch, datt mer esou laang gewaart hunn, fir déi Direktiven ëmzesetzen. Et wier besser gewiescht, wann dat esou séier wéi méiglech gemaach gi wier, dann hätte mer och d'Politik op deem Niveau méi beaflosse kënnen.

Et muss ee sech selbstverständlech haut d'Fro och stellen - et diskutéiert een net esou doriwwer - vun de Konsequenze vun där europäescher Liberaliséierung am Transportsecteur.

An ech mengen den Här Transportminister huet et selwer, wann ech mech ka gutt erënneren, hei an der Debatt, déi mer iwwert den Accord vun der Eisebunnstripartite gefouert hunn, gesot, datt een eventuell eng Kéier kann dovun ausgoen, datt mer um europäeschen Niveau ganz aner Strukture kréien, souwuel am Fretberäich wéi am Voyageursberäich, datt mer vläicht an enger Rei vu Joren nëmme méi zwou, dräi grouss Transportgesellschaften an Europa hunn, déi da länneriwwergräifend agéieren, wéi mer dat elo schonn zum Deel am Fretberäich kennen. Déi Tendenz wäert och virugoen an doduerch wäert et ëmmer méi schwéier ginn als wierklech kleng - an ech mengen, dat kënne mer awer wierklech soen - national Gesellschaft hei vu Lëtzebuerg an dësem groussen europäesche Konkurrenzkampf ze bestoen. Mir wäerte kleng Chancen hunn, fir eegestänneg ze iwwerliewen.

Duerfir musse mer wëssen, datt déi Tendenzen am Kader vun der Liberaliséierung vun der europäescher Transportpolitik wäerten zu grousse multinationale Gesellschaften hi féieren, vun deenen herno an Europa der nach zwou, dräi oder véier wäerten iwwreg bleiwen - mat deem Risiko an deene Geforen, déi d'Konsequenze kënne si vun där Politik.

An ech wëll ofschléissend, Här President, nach eng Kéier op eppes hiweisen, wouriwwer mer eis am Fong alleguer heibanne mëttlerweil, géif ech soen, eens sinn, mä wou mer nach net de Wee fonnt hunn, fir dergéint ze agéieren: Dat ass, datt mir nach ëmmer nëmmen nodréiglech iwwert d'Konsequenze vun europäeschen Direktiven hei diskutéieren. Dacks applizéiere mer beim Ëmsetzen esou Prozedure wéi mer se och dës Kéier applizéiert hunn, mä et ass awer esou, datt, wa mer dat verhënnere wëllen, mir am Fong de Spiiss missten ëmdréinen an un den Ufank vun der Debatt misste komme.

Do soen ech näischt Neies, mä ech mengen, mir mussen et fäerdeg bréngen iergendwann dach eng Kéier als Nationalparlament vun Ufank u méi an den décisionnellë Phasen - wann eng Direktiv erstallt, erschafft gëtt - dobäi ze sinn, an domat den öffentlechen Débat net nëmmen um Niveau vum Parlament, mä och bei der Société civile, bei de Chambres professionnelles an an der Öffentlechkeet ze lancéieren, fir datt déi Konsequenzen, déi mer herno alleguer da veruerteelen, am Virfeld kënnen ofgebaut ginn, well soss ännere mer näischt un där Politik.

Et ass eng Politik, déi sech iwwer Joren, ech géing soe Jorzéngten opgebaut huet, vun där och jidderee weess, datt se net wäert esou liicht ze korrigéiere sinn. Dat ass een Zuch, deen op enger Schinn steet, wou mer iwwer Jorzéngten, géing ech soen, verpasst hunn, ons intensiv domat ze befaassen an haut reege mer eis alleguer iwwert d'Konsequenzen op, un deene mer näischt méi ännere kënnen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Diskussioun de Mëtteg huet gewisen, dass een zu dësem Projet wäit kann aushuelen an iwwert d'Resultater vun der Liberaliséierung, iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Eisebunn am Zuch vun der Liberaliséierung diskutéiere kann.

Et kann ee sech awer och just beschränken op de Projet de loi vun haut, bei deem et a sech „just" drëm geet, fir ze kucken, wou de Lëtzebuerger Stat déi sou genannte Fonctions essentielles situéiere wëllt.

Ech géif mengen, et kënnt een déi zwou Saache kuerz kommentéieren, mä et läit mer fir d'éischt emol um Häerz fir der Chamber, der Transportkommissioun, hirem President a Rapporteur, an dësem Fall dem Kolleeg Roland Schreiner, e grousse Merci ze soen, well d'Rapiditéit an der Chamber mir et erlaabt, fir zu Bréissel mengem Engagement vis-à-vis vun der Kommissioun gerecht ze ginn, fir am éischte Semester vun dësem Joer endlech d'Transpositioun vum éischte Paquet ferroviaire maachen ze kënnen.

Mir hu virun e puer Wochen am Conseil vun den Transportministeren de Kommissär Barrot héieren d'Evaluatioun maache vum éischte Paquet ferroviaire. Ech war ganz frou, dass hien et si gelooss huet, fir op Lëtzebuerg extra mam Fanger ze weisen, well mer effektiv dat eenzegt Land sinn, wat den éischte Paquet ferroviaire nach net transposéiert huet.

An ee Fakt bleift och, an dat war deen immensen Zäitdrock, vun deem och de Kolleeg Braz hei geschwat huet, deen immensen Zäitdrock, dee mer haten, well mir wéinst där Non-transposition den 30. September 2004 eng éischte Kéier veruerteelt gi sinn. An a sech wär och, mengen ech, dat zweet Uerteel mat deenen deementspriechende finanzielle Sanktioune scho gesprach, wa mer net den Deal mat der Kommissioun gemaach hätten, fir bis Enn 2005 um Niveau vun der Tripartite en Accord ënnert de Partenaires sociaux ze fannen an eis da sechs Méint ze ginn, fir dann och um Niveau vum Parlament déi definitiv Transpositioun ze maachen.

Dofir sinn ech frou, dass ech muer dem Kommissär Barrot ka matdeelen, dass mer dat bis dohinner da gepackt hunn.

Ech mengen och, dass et müsseg ass, déi Attitüd vum Conseil d'État laang ze diskutéieren. Ech géif mer awer och erlaben, hei ze soen - an ech menge bei eenzelne Projete vun der leschter Zäit ass dat jo méi oft hei gemaach ginn -, dass ech dach e gewëssent Onverständnis dofir hunn, dass mer den 23. Dezember d'lescht Joer dëse Projet deponéiert hunn, an och beim Conseil d'État deponéiert hunn, an dass et wierklech dräi schréftlech Rappeller gebraucht huet, bis de Conseil d'État en Avis ofginn huet.

Ech mengen, dat hätt, esou wéi d'Délaien elo waren, kënne schif goen, wann ee weess, dass d'finanziell Sanktioun bis zum Mee schonn eleng eng hallef Milliioun Euro héich gewiescht wär fir de Lëtzebuerger Stat. Da gesäit een och, wat fir eng finanziell Répercussiounen esou Attitüde kënnen hunn; ech mengen, dass déi net onbedéngt ganz positiv sinn.

Ech mengen, dass de Mëtteg sécherlech iwwert d'Liberaliséierung ka geschwat ginn. Ech wëll zwou Attitüde vun der Kommissioun dach awer kritesch kommentéieren. Déi éischt ass déi, dass d'Kommissioun virun e puer Wochen eng éischt Evaluatioun vum éischte Paquet ferroviaire virgeluecht huet, an eisen Aen eng, déi net all Facetten erëmgëtt an déi och vu ville kritesch kommentéiert ginn ass. Déi virun allem gemaach ginn ass eleng an der Bulle zu Bréissel; déi net gemaach ginn ass dobausse mat de Memberlänner, net gemaach ginn ass och mat de Sozialpartner, sief et um Niveau vun der CER, dat heescht weder mat de Patronatsdirektioune vun den Eisebunner nach awer och mat de Gewerkschaften, sou dass vill Facettë besonnesch um Niveau vun der sozialer Kohesioun am Zesummenhang mat der Liberaliséierung hei vergiess gi sinn.

An ech muss och soen, zweetens huet mech dach awer och iwwerrascht, dass de Kommissär Barrot d'virlescht Woch eng „mid-term review" gemaach huet vun der Transportpolitik, an do e Réagencement vun der Transportpolitik gemaach huet, deen dach awer relativ bedeitend ass, an deem Mooss, dass et net méi drëm geet wéi virdrun, fir ze soen, mir wëllen d'Schinn privilegiéiert a prioritär fördere par rapport zu aneren Trägeren, mä dass elo eng Attitüd ageholl gëtt, fir sech neutral ze stellen an ze soen, d'Schinn, d'Strooss, d'Aviatioun an d'Navigatioun sollen op engem Pied d'égalité behandelt ginn.

Ech mengen, dass dat eppes ass, wat d'Lëtzebuerger Regierung net esou gesäit. Mir mengen nach wie vor, dass wa mer d'Situatioun op de Stroossen an Europa kucken, wa mer d'Situatioun vum Noninvestissement an deenen do Beräicher vun der Schinn kucken, wann ee gesäit, wéi schwiereg a wéi schwéierfälleg mir et eis maachen, fir déi sou genannte grands réseaux transeuropéens ëmzesetzen, dass awer eppes geschéie muss.

Mir hunn elo aacht Milliarden Euro am Paquet vun de Finanzperspektive leien, fir dat ze maachen, mä mir doen eis enorm schwéier, fir dat iwwert d'Bühn ze bréngen. Alles also Punkten, wou et wichteg wär, dass mer an deenen nächste Méint a Jore géinge weiderkommen.

Ech gesinn dräi Zilsetzungen, déi mir wichteg sinn, wann dëst Gesetz haut gestëmmt ginn ass: Eng ass, wéi gesot, eis eng Kéier ze conformiéieren zu där Direktiv vum éischte Paquet; an dann awer och um zweete Paquet ganz effikass ze schaffen. Den zweete Paquet, wou erëm eng Kéier dräi Direktiven ustinn, eng weider Ouverture, och d'Problematik vun der Sécherheet an d'Problematik vun der Interopérabilitéit.

Ech mengen, hei ass et wichteg, dass mer, esou wéi mer et amgaang sinn am Ministère awer och bei der Eisebunn oder bei der SNCH ze maachen, kucke schnell an de Virbereedunge weiderzekommen, fir déi Transpositioun virzehuelen, an net erëm eng Kéier eis enger Klo a vläicht souguer enger Veruerteelung auszesetzen.

An dann hu mer jo och den drëtte Paquet virzebereeden, wou mer eis an der Tripartite eens gi sinn, fir eis frél genuch zesummenzesetzen, fir ze kucke wéi déi Ëmsetzung kënnt ausgesinn um Niveau vum internationale Voyageurstrafic, woubäi ee jo weess, dass mer do an der Décisioun vum Conseil eng Ausnahmebestëmmung fir Lëtzebuerg kritt hunn, dass net 2010 mä 2012 als Date de transposition fir Lëtzebuerg gëllt.

Dat Zweet, wat, mengen ech, wichteg ass - an ech hat viru kuerzem d'Geleeënheet hei méi am Detail doriwwer ze schwätze bei enger Fro vum Kolleeg Roland Schreiner -, dat ass den Accord tripartite schnell ëmzesetzen. De Kolleeg Marc Spautz huet drop higewisen, op déi Projeten, déi deponéiert do leien, déi beim Conseil d'État pour avis sinn: deen iwwert de Statut, deen awer och iwwert d'Acquisitioun vun den Infrastrukture vun der CFL respektiv och der Arcelor.

Et sinn déi Diskussiounen, iwwert d'Ordres généraux, iwwert d'Conditions de travail, iwwert d'Formatioun, iwwert d'Polyvalence um Niveau vun der Eisebunn ze féieren.

Et ass d'Konstituéierung vun der Gesellschaft CFL-Cargo ze maachen. An ech mengen, dorunner läit dann dee fir mech drëtte Punkt, nämlech ze bastelen un där Eisebunn vu mar a vun iwwermar, déi ee sécherlech ka bauen op eng ganz Rei vun Energien a vu Kompetenze vu gëschter a vu virgëschter, mä déi sech och muss bewegen. Ech ginn et net midd dat ëmmer erëm ze soen, dass mer eis mussen do fitmaachen, en industrielle Projet an der CFL-Cargo op d'Been ze setze mat deem Partner, dee mer eis do erausgesicht hunn.

Dat musse mer och beim Voyageursberäich maachen, dass een och do muss op si fir nei Iddien, dass ee sech och do muss bewegen, dass ee muss kucken, wat fir eng Partneren hunn en Know-how fir eis do och kënne weiderzebréngen, dass mer weider Part-de-marchéen an der Groussregioun, an Europa kënne kréien, ouni dass mer d'Kooperatioun mat den Nopeschregiounen an Nopeschlänner sollen op der Säit loossen. Dat war e groussen Débat. Ech mengen, mir wëllen net als Krichshär dorëmmer als CFL-Cargo optrieden. Mä mir wëllen am Rahme vun dem Projet Sibelit zum Beispill oder der Axe ferroviaire vu Beetebuerg op Perpignan mat anere weider zesummeschaffen.

Niewent deenen dräi Zilsetzungen e puer Wuert zum Gesetzesprojet selwer. Ech mengen, meng Virriedner hunn all Facetten zu deem Domän opgezielt. Ech maache mer et net esou einfach - adresséiert un de Kolleeg Félix Braz -, fir ze soen, dass mer d'CdT, d'Communauté des Transports, hei gewielt hunn, well den Accord tripartite dat esou seet. Ech hunn ëmmer hei plädéiert an deene 15 Joer an der Chamber, dass d'Tripartite-Accordë wichteg Elementer fir eng Chamber sinn, mä dass d'Chamber ëmmer fräi muss sinn, fir och zu aneren Décisiounen ze kommen, wa se der Meenung ass, dass dat richteg ass.

Allerdéngs wëll ech an deem heite Fall soen, dass mer eis laang scho virun der Tripartite an engem Groupe de travail mat deenen eenzelne Partneren doriwwer ënnerhalen hunn, och Kontakter mat dem ILR selwer haten, wou d'Begeeschterung net grouss war fir déi Kompetenz ze iwwerhuelen a wou mer och pragmatesch musse sinn. Wann ech an déi Nopeschlänner ronderëm mech kucken, wéi déi dat gemaach hunn, dann hunn déi heiansdo vill méi einfach Solutioune gesicht.

Mir hunn zwielef Leit, déi haut bei der Eisebunn schaffen, déi sech dorëmmer këmmeren. Déi sinn an all deenen anere Länner ronderëm och iwwerholl ginn, fir déi Aarbecht an enger verännerter Aart a Weis och an Zukunft ze maachen. Elo einfach deenen zwielef eng aner Tätegkeet ze ginn, an zwielef Neier mussen anzestellen, ass eng onpragmatesch a virun allem och eng deier Solutioun, déi een och muss gesinn.

Dofir mengen ech also - an ech mengen dat ass d'Äntwert op déi Fro, déi ech virdru gestallt kritt hunn -, dass ech natierlech, sécherlech mam Wirtschaftsminister, deen de kompetente Minister fir den ILR ass, et fir richteg befannen, dass een déi Diskussioun féiert: Wat kann d'Zukunft vum ILR sinn? Wéi wëlle mer an Zukunft an all deene Beräicher, net nëmmen an den Telekommunikatiounen, an der Eisebunn, an der Aviatioun an esou virun, domat ëmgoen?

Ech wëll lech awer och drun erënneren, dass zum Beispill d'Verdeelung vun de Slotten an der Aviatioun an alle Länner vun der Europäescher Unioun vum Flughafebedreiwer gemaach gëtt. Dat ass néierens do eng aner Institutioun. Et ass ëmmer de Bedreiwer vum Flughafen, deen dat mécht. Dat also och hei, vis-à-vis vun deem, wat de Conseil d'État gesot huet, dat kënnt nëmmen den ILR sinn.

Beim Gesetz iwwert de lux-Airport 2002 huet de Statsrot kee Problem gehat fir d'Verdeelung vun de Slotten - esou wéi et an deenen anere Länner och ass - enger privater Gesellschaft, Leit mat privatem Statut unzevertrauen. Hei seet en: Et musse Fonctionnairë sinn. Deemools war dat kee Problem. An et ass en fait datselwecht, ob een d'Sillonen, ob een d'Capacitéiten op der Schinn oder d'Capacitéiten an der Loft verdeelt. Et ass, mengen ech, vun engem politeschen, juristesche Feld aus gesinn a sech datselwecht. Duerfir, mengen ech, sollte mir déi Diskussioun iwwert den ILR féieren, an déi hu mer jo och an der Kommissioun schonn ugefaangen.

(Interruption)

Doriwwer eraus ass jo och déi Fro - ech maache just dee Saz nach fäerdeg - vun der Indépendance vun deenen engen a vun deenen anere vum Rapporteur Roland Schreiner a sech scho beäntwert ginn. Wat ass, wann de Conseil d'État seet, et däerf net d'Communauté des Transports sinn, well do kënnt e Problem vun Indépendance sinn, an dann awer proposéiert et soll d'Kompetenz vum Minister sinn? E Minister, deen awer, mengen ech, 94% vum Actionnariat vun der Eisebunnsgesellschaft en tant que tel duerstellt an en Eed ofgeleescht huet, fir déi en bon père de famille ze géréieren a weiderzekommen. Och do, mengen ech, ass also d'Indépendance vun deenen engen a vun deenen aneren net esou kloer.

Mä ech mengen, Här President, dass de Kolleeg Braz mer eng Fro wollt stellen.

M. le Président.- Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Jo. Also just eng Remarque an eng Fro.

D'Remarque ass, dass een awer och beim Flughafe muss soen, dass dat keng Leit sinn, déi vun der Luxair sinn, déi déi Décisiounen do mathuele bei de Slotten, während hei sinn et awer scho Leit, och an Zukunft, déi iwwert d'Sillone mussen décidéieren, déi trotzdeem nach ëmmer nëmmen détachéiert vun der Eisebunnsgesellschaft sinn, déi also, wat hir Rentenusprëch ugeet, nach ëmmer an engem Lien zu der CFL stinn, déi den Haaptopérateur bleift.

Dorauser kann natierlech och fir d'Kommissioun zu Bréissel eppes entstoen, wat eng Vermëschung vun den Intérête betrëfft. An an deem Sënn ass et mam Flughafen net ze verwiesselen, well do effektiv keng Leit vun der Luxair, vum Flugopérateur selwer sëtzen.

An d'Fro ass, ob ech lech richteg verstanen hunn, dass Dir awer domat d'accord sidd, mam Här Krecké zesummen iwwer eng Erweiderung vun de Kompetenze vum ILR ze diskutéieren, woubäi mir natierlech verstinn, Dir kënnt haut net soen: Stëmmt mer dat heiten, mä ech halen et selwer fir Blödsinn! Do si mer eis eens. Et gëtt jo och Argumenter, och praktesch gelagerter…

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Ech halen et net fir Blödsinn.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Voilà! Et gëtt jo och praktesch gelagert Argumenter fir déi heite Solutioun. Mä trotzdeem, hunn ech lech richteg verstanen, dass Der sot, Dir verwiert lech awer net dergéint, dass mam Här Krecké ze-

summen iwwert dem ILR seng Kompetenzen däerf offen diskutéiert ginn, nonobstant wat mer haut zréckbehalen hunn?

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Also ech wëll, wat déi Fro ubelaangt, dat soen, wat ech an der Kommissioun scho gesot hunn, wéi mer driwwer geschwat hunn, dass et noutwendeg ass, dass mer iwwert d'Zukunft vum ILR diskutéieren an effektiv kucken: Wat fir eng Kompetenzen hu mer an all deene jeeweilege Beräicher? Déi Diskussioun wëll ech zesumme mam Wirtschaftsminister féieren. Dat Engagement huelen ech hei.

Wat d'Resultat vun där Diskussioun ass, mengen ech, erlaabt Der, dass ech Iech dat haut net soe kann. Mä déi Diskussioun solle mer féieren, déi solle mer och an der Transportkommissioun vläicht an enger Réunion jointe mat der Wirtschaftskommissioun féieren, dat géif ech emol hei sollicitéieren, fir ze kucke wéi mer dat an Zukunft maachen.

Ech kéint mer awer och virstellen, an dofir soen ech dat par rapport zu den Erfahrungen aus dem Ausland, dass déi sech esou vill Froen net gestallt hu wéi mir. Och a Frankräich si Leit, déi dat virdru bei der SNCF gemaach hunn, eriwwergeholl ginn an eng aner Entitéit an déi et do weidergemaach hunn, well och do pragmatesch agéiert ginn ass.

(Interruption)

Jo, ech wëll och soen, dat, wat kloer muss sinn an deem Projet, dee mer haut unhuelen, par rapport zu deem, wat de Statsrot gesot huet, dat ass, dass de Statsrot seet: D'Nuebelschnouer muss getrennt gi vun der Eisebunn. An et steet do «statutairement ou hiérarchiquement». Dat heescht also, ech mengen, dass et an deenen Aarbechten, déi elo ze maache sinn, einfach misst esou sinn, fir et hierarchesch ze maachen, dass se net méi ofhänke vun der Eisebunn, vun der Eisebunnsgesellschaft, vun engem Generaldirekter oder vu Chef-de-servicen, mä dass se et am Projet, esou wéi en elo virgesinn ass, kloer maachen.

Ech mengen, et ass also en «ou» ëm deen et geet. Wichteg ass, dass mer elo eng - wéi soll ech soen - pragmatesch Aart a Weis fannen, fir dat och an Zukunft ëmzesetzen. Wéi iwwregens och jo kloer gemaach ginn ass an der Kommissioun, dass et néierens an den europäesche Länner Fonctionnairë sinn, déi dat maachen. Ech mengen, och hei sollte mer do pragmatesch sinn, mä de Conseil d'État huet eis a sengem leschten Avis jo d'Geleeënheet ginn, fir iwwert dee Wee do erauszekommen.

Ech mengen, dass mer elo haut sollten dee Projet stëmmen, dass mer zu Bréissel dann an der Rei sinn, an notifizéiere kënnen, an dass mer weider d'Ëmsetzung vun den Tripartite-Accordë kënne virhuelen. Et bleift do, wéi et hei richteg gesot ginn ass vun engem Virriedner, villes ze maachen, mä d'Determinatioun, mengen ech, ass op alle Säite grouss, fir dat ze réusséieren.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 5 Nee-Stëmmen.

Jo, Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, ech hunn nettement d'Impressioun, dass déi Votes par procuration, déi um Pult stinn, net fonctionnéieren.

M. le Président.- Jo, ech hat 60 Stëmmen hei.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Hei stinn der 10 um Schierm, Här President.

M. le Président.- 50 Jo-Stëmmen an 10…

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Dir hutt gesot 5.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir sot 5!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- 10. Dir hutt gesot 5.

M. le Président.- Pardon, entschëllegt dann. Et waren 10 Nee-Stëmmen.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- 10 Nee-Stëmmen. Dann ass alles an der Rei.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dann ass et richteg, Här President.

M. le Président.- Ech widderhuelen d'Resultat: De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme (suite)

Mir kommen elo zu de Motiounen, déi bei der Interpellatioun vum honorabelen Här Schank iwwert den Tourismus déposéiert goufen. De Minister hat scho Stellung geholl zu deene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt hu mer d'Motioun 1 vum Här Marco Schank iwwert d'Koordinatioun vum Tourismus op nationalem a grenziwwerschreidendem Niveau. Wa kee méi d'Wuert dozou ergräift, kënne mer da par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Neen!

M. le Président.- De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Motion 2

D'Motioun 2, och vum Här Marco Schank iwwert d'Aféierung vun enger Touristentax an d'Zesummenaarbecht mam Syvicol. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

De Vote électronique ass gefrot. Wann d'Elektronik prett ass, da maache mer dat. Si ass elo prett, de Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 2 ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen, bei 15 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Motion 3

D'Motioun 3 vum honorabelen Här Calmes iwwer en neit Marketingskonzept fir den Tourismus. Ass och hei de Vote électronique verlaangt?

(Interruption)

Jo.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Just ee Wuert. Déi gréng Fraktioun wäert sech hei bei där Motioun enthalen, well a sech genuch Etüde virleien. Mir sollte se einfach elo emol ëmsetzen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Wëllt soss nach een d'Wuert? Stëmme mer par vote électronique of?

(Interruption)

Jo. Gutt, de Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter, Mme Lydie Err;

M. Aly Jaerling.

Motion 4

D'Motioun 4 vum Här Calmes iwwer nei touristesch Infrastrukturen. Ass och hei de Vote électronique gefrot?

(Interruption)

Här Kox!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Och do wäert déi gréng Fraktioun sech dann enthalen, well et do erëm ëm eng Etüd geet. Déi bestoend soll einfach ëmgesat ginn. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 4 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5206 iwwert d'Bekämpfung vum Kaméidi. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Calmes, den Här Angel, den Här Gira, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Angel. Den Här Angel huet 20 Minutten als Rapporteur an zéng Minutten als Spriecher vu senger Fraktioun zegutt.

7. 5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Jo, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi 5206 gouf nach vun der CSV-DP-Regierung den 8. September 2003 déposéiert. Den Objet vun dësem Projet de loi ass duebel: Et geet éischtens ëm eng Modifikatioun an eng Ergänzung vum 76er Kadergesetz wat d'Bekämpfung vum Kaméidi ugeet, an zweetens geet et ëm d'Ëmsetzung an d'nationaalt Recht vun den Haaptprinzipië vun der Direktiv 2002/49.

Bei där EU-Direktiv geet et ëm d'Evaluatioun an ëm d'Gestioun vum Kaméidi. D'Haaptprinzipië vun där Direktiv fanne mer also an dësem Projet de loi erëm. Déi méi technesch Dispositioune vun där Direktiv fanne mer an de Règlement-grand-ducalen erëm, déi mer och gesinn hunn.

An engem Gréngbuch vun 1996 iwwert d'Lutte géint de Kaméidi huet déi Europäesch Kommissioun de Kaméidi als ee vun den Haaptëmweltproblemer bezeechent. Dofir erlaabt mer kuerz, Iech och d'Definitioun vum Kaméidi ze zitéieren, esou wéi d'Kommissioun de Kaméidi deemools definéiert huet: «Le bruit est l'ensemble des sons non désirés, qui sont intenses, déplaisants ou inattendus.» Et ass vläicht interessant fir eis alleguer wa mer déi Definitioun eng Kéier héieren.

Ze vill Kaméidi bedeit nämlech fir vill Leit eng gewësse Gêne. Kaméidi stéiert een a stresst een och.

Dës Gêne ass awer schwéier ze moossen, well eenzel Leit ebe méi sensibel si wéi anerer. Mir befannen eis hei also am Domän vum Subjektiven. Eng Etüd vun der OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, weist awer och op déi objektiv Auswierkunge vun exzessivem Kaméidi hin. An dëst si virun allem Gehéierschied wéi zum Beispill Tinnitus, mä och héije Bluttdrock, Stress a besonnesch Schlofstéierunge ginn oft duerch ze vill Kaméidi verursaacht. Kaméidi mécht krank a muss also dofir als Ëmweltbelaaschtung eescht geholl ginn.

No dem Gréngbuch vun der Kommissioun huet dunn an enger Resolutioun am Juni 1997 d'Europaparlament dësem Gréngbuch Rechnung gedroen an d'Kommissioun opgefuerdert, eng Direktiv auszeschaffen. An dës Direktiv huet wéi gesot als Zil eng gemeinsam Approche, fir déi schiedlech Auswierkunge vun ze vill Kaméidi ze reduzéieren an ze vermeiden.

Dës Direktiv applizéiert sech op de Kaméidi deem de Mënsch ausgesat ass wann en a bebauten Zonen ass, a Parken oder op anere rouege Plaze vun Agglomeratiounen, an Zonen no bei Schoulen a Spideeler. Dës Direktiv applizéiert sech net op de Kaméidi, deen d'Leit doheem maachen, also och net op de Bruit de voisinage, weder op de Kaméidi op der Aarbechtsplaz an och net zum Beispill op de Kaméidi an engem Transportmëttel.

Vläicht ass et och nach wichteg ze ënnersträichen, dass déi grouss Prinzipië vun dëser Direktiv an déiselwecht Richtung gi wéi déi vun der Direktiv iwwert d'Evaluatioun an d'Gestioun vun der Loftqualitéit. An dat ass interessant well een do spéiderhi bei engem Aktiounsplang ka bei verschiddene Moossname vläicht Parallellen zéien. Eng Moossnam, déi d'Leit schützt géint de Kaméidi, ass och oft eng Wärmeschutzmoossnam. Do kann een also Parallellen zéien.

Wat also dëse Projet de loi ugeet, ass et vläicht och wichteg ze ënnersträichen, wat déi grouss Neierunge si par rapport zum 76er Gesetz, dat mer jo elo modifizéieren. Dëse Projet, an dat ass nei, ass virun allem achséiert op de Kaméidi, deen duerch de Verkéier entsteet, sief dat op de Stroossen, op der Schinn oder duerch Flugverkéier. Nei ass och, dass mer musse gemeinsam Methoden an Europa ausschaffen, fir de Kaméidi ze evaluéieren, an dofir brauche mer eben harmoniséiert Indicateuren.

Nei ass och, dass d'Ëmweltverwaltung muss fir sensibel Zonen, wéi zum Beispill laanscht d'Eisebunnen, beim Flughafen oder laanscht d'Autobunnen, eng strategesch Kartographie, dat heescht e Kaméidiskadaster ausschaffen. Esou e Kaméidiskadaster gëllt éischtens fir d'Verkéiersachse wou méi wéi sechs Millioune Gefierer am Joer laanschtfueren. Dat heescht fir Lëtzebuerg praktesch eise ganzen Autobunnsréseau. Zweetens, laanscht déi grouss Eisebunnslinnen, wou 60.000 Passagë vun Zich am Joer enregistréiert ginn. Dat gëllt zu Lëtzebuerg just fir en Deel vun den Eisebunnslinnen, fir d'Streck Lëtzebuerg-Esch. Drëttens, och bei de Flughäfe wou am Joer méi wéi 50.000 Mouvementer sinn, Landungen a Starten. Mir hunn d'lescht Joer am Juni um Findel 60.000 där Mouvementer gehat, also applizéiert et sech och op eisen nationale Flughafen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Véiertens mussen och esou Kartographië gemaach gi fir Agglomeratiounen an enger éischter Phas bis 250.000 Awunner - där hu mer keng -, an enger zweeter Phas bis 2012 fir 100.000. Mir hunn och keng esou eng grouss Stad hei, mä trotzdeem kann een awer d'Stad Lëtzebuerg mat allem ronderëm considéréieren als eng grouss Agglomeratioun vun iwwer 100.000 Leit, an och vläicht déi eng oder aner Zon am Süden.

Esou e Kadaster beschreift dann déi sonor Situatioun a Funktioun vun engem Indicateur de bruit, an an deem Kadaster ginn och Dépassementer festgehalen an d'Zuel zum Beispill vun den exposéierte Logementer an esou Zonen, déi mer definéiert hunn. Duerno muss da bis d'Joer 2008 en Aktiounsplang ausgeschafft ginn. Wichteg an nei ass, dass beim Ausschaffe vun dësem Plan d'action déi betraffe Biergerinnen a Bierger mat abezu ginn.

An esou engem Aktiounsplang mussen déi Moossnamen drastoen, déi geholl gi fir déi betraffe Leit virun exzessivem Kaméidi ze schützen. Dat kënnen aktiv Moossname sinn, wéi zum Beispill méi héich Landegebühre fir déi Fligeren, déi ze vill Kaméidi maachen, oder passiv Moossnamen, wéi zum Beispill zousätzlech Schallschutzmauere laanscht eng Autobunn. Oder Subventioune fir eng besser Isoléierung. Och nei a wichteg ass, dass an dësem Gesetz d'Informatioun an d'Partizipatioun vum Public festgesat ginn.

Erlaabt mer nach ze erklären, wéi mer dann elo all déi Ännerungen an Neierunge vun dëser Direktiv an d'Gesetz vun 1976 erabruecht hunn. Mir änneren den Artikel 2, fir de Champ d'application an den Objet vun de Règlements granducaux anzebannen, an och hei am Artikel 2 ginn déi Haaptprinzipië vun der Direktiv mat agebonnen.

De Statsrot huet säin Accord markéiert an huet awer och e puer Recommandatioune ginn. Dës Recommandatiounen huet d'Ëmweltkommissioun décidéiert ëmzesetzen, an dofir hu mer nach dem Alinea 2 vum Artikel d'Punkte 7, 8 an 9 ugehaangen. D'Ëmweltkommissioun hat am ganze fënnef Réuniounen, wou mer dëse Sujet behandelt hunn.

Et ass vläicht interessant ervirzesträichen, dass mer an eiser Kommissiounssitzung vum 8. Mee eis och zu zwee méi technneschen Amendementer décidéiert hunn, an zwar hu mer décidéiert, dass mer beim Introductiounssaz vum Alinea 2 dat Wuert «notamment» sträiche wéilten. Dat ass eng Klengegkeet. Dann hu mer nach en zweeten Amendement gemaach, an zwar am Artikel 3 vun dësem Gesetz. An deem Artikel geet et dorëm, wien herno recherchéiert a constatéiert, wann Infraktiounen zu dësem Gesetz geschéien, wien dat däerf maachen. A mir hunn dobäigefügt, dass och elo d'Fonctionnairë vun der Carrière vum Ingénieur technicien vun der Ëmweltverwaltung dat maachen däerfen.

An därselwechter Sitzung vum 8. Mee huet d'Kommissioun awer och iwwert d'Tatsaach diskutéiert, dass d'Direktiv keng Grenzwäerter, wat de Kaméidi ubelaangt, virschreift an deenen eenzelne Länner.

Mir waren eis dunn all eens, dass mer déi Fro bis d'Joer 2008 awer regele sollen. Dofir wäert ech dem Chamberspresident och déi Motioun elo hei iwwerreechen, déi iwwregens vun deene fënnef Fraktiounen an och vun eisem onofhängegen Deputéierten ënnerschriwwen ass, an an där mer d'Regierung froen, dass esou Grenzwäerter sollen erstallt ginn, dass mer eis dobäi orientéiere sollen un de Grenzwäerter vun aneren europäesche Länner, an dass mer och dann e Katalog vu Moossnamen doriwwer dobäileeën, wat geschitt, wann déi Grenzwäerter iwwerschratt ginn. Ech erlabe mer lech déi Motioun hei ofzeginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- consciente que, dans son livre vert sur la politique future de lutte contre le bruit, la Commission européenne désigne le bruit dans l'environnement comme l'un des principaux problèmes d'environnement qui se posent en Europe;

- considérant que la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement devrait, entre autres, fournir une base pour développer et compléter l'ensemble actuel des mesures communautaires concernant le bruit émis par les principales sources, en particulier les véhicules et les infrastructures routières et ferroviaires, les aéronefs, les matériels extérieurs et industriels et les engins mobiles, et pour mettre au point des mesures additionnelles à court, moyen et long terme;

- prenant note que la directive 2002/49/CE laisse aux pays membres de l'Union le soin de fixer des valeurs limites d'exposition au bruit à partir desquelles des mesures spécifiques doivent être prises;

- considérant que ni la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, ni ses règlements d'exécution ne prévoient de telles valeurs limites;

- prenant note que les premiers plans d'action nationaux devront être réalisés jusqu'au 18 juillet 2008 au plus tard;

- estimant qu'il serait opportun de disposer de valeurs de référence lors de l'élaboration des plans d'action;

invite le Gouvernement

- à fixer, dans le cadre de la transposition de la directive 2002/49/CE, d'ici à 2008 des valeurs limites d'exposition au bruit à l'instar des autres pays de l'Union européenne et à élaborer un catalogue de mesures à prendre en considération si ces valeurs limites sont dépassées.

(s.) Marc Angel, Emile Calmes, Camille Gira, Aly Jaerling, Robert Mehlen, Roger Negri, Martine Stein-Mergen.

An där Sitzung vum 8. Mee huet och d'Madame Stein-Mergen d'Fro opgeworf, inwiefern dëse Projet de loi mam Projet 5273 vum Transportminister, wou et och ëm de Flughafe geet, ofgestëmmt ass. Ech mengen, si wäert an hirer Interventioun dorop eragoen, dofir loossen ech deen Deel dann aus.

Lëtzebuerg huet hei e bëssen eng unique Situatioun; déi aner Länner hu fir hir Flughäfen oder och fir aner Domäner scho Grenzwäerter, déi elo als Iwwergangsbestëmmunge gëllen. Mir hunn déi net a mussen dofir déi nei Regele schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech war komplett. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a géif dann heimat mam mëndleche Rapport ofschléissen an herno nach e puer Wuert als mandatéierte Spriecher vun der LSAP bäifügen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll natierlech dem Här Angel Merci soen am Numm vun der CSV-Fraktioun fir säin ausféierlechen, mä awer ganz kuerzen a prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir setzen also haut endlech d'Direktiv 2002/49/CE ëm. Dat hätt eigentlech scho solle bis Juli d'lescht Joer erfollegt sinn. Der EU geet et drëm, dass d'Länner am Intérêt vun hire Populatiounen eenheetlech Methoden entwéckelen, fir de Kaméidi ze evaluéieren, a gemeinsam Standarden. Dat natierlech an der gréisserer Vue fir d'Populatioune viru Geräischbelästegung ze schützen an esou hir Liewensqualitéit ze verbesseren.

Et ass elo awer e bësse speziell, dass déiselwecht EU de Länner iwwerlooss huet, fir d'Valeurs limites, also den Niveau de bruit, deen net méi kann toleréiert ginn, festzesetzen. Anscheinend konnte si doriwwer kee Konsens fannen.

Et schéngt ons als CSV awer wichteg, dass mer haut dem Här Angel seng oder ons gemeinsam Motioun da stëmmen, an där mer de Gouvernement opfuerderen, dass fir onst Land dës Zuele sollte bis 2008 stoen. Wéi kënne mer soss Plans d'action opstellen, wann net vu virerof kloer ass, wou a wéi Schutzmoossname musse geholl ginn. Mir géife soss e bëssen d'Kaz am Sak kafen, an et gëtt an onsen Nopeschlänner Modeller, op Grond vun deene mer dës Grenzwäerter kënnten a sollte reglementéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'mënschlecht Ouer ass e ganz speziellt Organ. Geräischer, Kläng an Téin falen als Schallwellen op d'Trommelfell, ginn dann iwwert d'Gehéierknöchelcher weidergeleet an d'Bannenouer, wou d'Schallwellen an elektresch Nervepotenzialen ëmgewandelt ginn.

Iwwert d'Nerve gi se da virugeleet un d'Gehir, wat a verschiddenen Zentren dës Potenzialen empfänkt an awer och interpretéiert. An dat ass esou wichteg dobäi. D'Qualitéit an d'Stäerkt vum Geräisch hänkt vun der Intensitéit a vun der Frequenz vun deene Schwingungen of, déi d'Trommelfell erreechen, jee no Drockstäerkt ass den Toun méi haart oder méi lues, jee no Frequenz ass e méi héich oder méi déif. Reng Kläng si kleng vun enger eenzeger Frequenz. Dat sinn awer net déi, déi mer normalerweis héieren, mä dat, wat mer héieren ass meeschtens komplex, esou entsteet da Sprooch, Musek oder ebe Kaméidi, mat deem mer ons haut befaassen.

De Schalldrock a Pascal gëtt an der Akustik an Dezibel ëmgerechent. Dat ass eng relativ Moosseenheet, mat logarithmescher Ëmrechnung, well et an der Praxis méi einfach ass, de Schalldruckberäich, dee fir d'Héiere wichteg ass, iwwersiichtlech duerzestellen.

An der Medezin hu mer dann nach eng aner Moosseenheet, déi amstand ass d'Lautstäerkt auszedrécken, wou dat ënnerschiddlecht Emfanne vum Gehéier bei verschiddene Frequenze berücksichtegt gëtt. Dës Moosseenheet gëtt Phon genannt. D'Gehéierschwell, also den ënneschten, niddregsten Toun, deen een emfënnt, ass an dëser Skala den null Phon. E Presslofthummer gëtt vum Mënsch mat ongefeier 120 Phon emfonnt.

Mir mierken also hei, dass et net nëmme wichteg ass en Toun physikalesch ze moossen, mä och ze evaluéiere wéi haart en am Ouer emfonnt gëtt. An den Annexen 1 an 2 vum Gesetz ginn dann och d'Moossmethoden definéiert, fir eng Cartographie du bruit opzestellen.

Aus der Aarbechtsmedezin an aus der Krichsmedezin ass scho säit laangem bekannt, dass d'Ouer duerch Kaméidi ka geschiedegt ginn. En haarde Schoss zum Beispill deet wéi. Wann ee ganz no bäi steet, da kann ee souguer zäitweileg daf ginn.

Op Dauer ginn dann d'Sënneszellen, déi d'Schallwellen an Nervepotenzialen ëmwandelen, zu Gronn. Chronesch Expositioun féiert zu schlechtem Héieren a spéider zu Dafheet. Dës Schiedegung hänkt awer ausser mat dem Schalldruckpegel och vun der Dauer vun der Expositioun of. Aus dësen Ursaache gëtt et an der Aarbechtsmedezin säit laangem Schutzmoossnamen, fir de Salarié virun esou Kaméidi ze protegéieren.

Mir wëssen och haut, dass Leit, an oft jonk Leit, déi vill, oft a laang haart Musek lauschteren, scho ganz fréi Gehéierschied kréien.

Dës effektiv a moossbar Schiedegung muss ee vun der Lärmbelästegung ënnerscheeden. Onst Gehir féiert nämlech schlussendlech déi Interpretatioun vum Kaméidi duerch, a bei der Lästegkeet vun engem Geräisch kënnt et och op déi psychesch Astellung vun deem un, deen de Kaméidi héiert.

Ass een empfindlech, kënnen och Geräischer, déi u sech ënnert der kritescher Schwell leien, krankmaachen. Besonnesch onse Schlof ass empfindlech bei esou Stéierungen, an duerch dauernd Erwächtginn kann et zu chronesche Schlofstéierunge kommen a schliesslech och an oft zu Depressiounen.

Duerfir begréisse mer et och, dass Dag-Nuecht-Kaméidisbelästegungsënnerscheeder an deem Gesetz berücksichtegt sinn.

Als Centser Kand weess ech, wouvun ech schwätzen. Fligerkaméidi ass typescherweis e Kaméidi, dee krankmaache kann, an duerfir ass et esou wichteg, dass op dëse Gebidder net nëmmen eng Cartographie du bruit opgestallt gëtt, mä dass och Mesurë kënne geholl ginn, fir zum Beispill Nuetsflich maximal ze reduzéieren.

Ech wëllt an dësem Zesummenhang dat widderhuelen, wat den Här Angel ugeschwat huet a wat mer schonn an der Kommissioun diskutéiert haten. An der Transportkommissioun ass e Gesetzesprojet, den 5273 iwwert d'Réglementation de la navigation aérienne, en suspens de Moment; dat heescht en ass an der Aarbecht.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass een hei d'Zesummenhäng net sollt aus den Ae verléieren. Dëst Gesetz kënnt a sech schonn zu enger Rei Mesurë féieren, fir de Geräischschutz ze reglementéieren. D'Afluchsschneisen zum Beispill hunn en evidenten Afloss op d'Kaméidisausmooss vum Fluchverkéier.

Am Kader vun den Aktiounspläng kënnt een hei iwwer gestaffelt Lande- a Starttaxen diskutéieren, fir dee Fligerbedreiwer ze avantagéieren, deen duerch säin techneschen Équipement vum Avion méi geräischaarm flitt, respektiv déi ze strofen, déi zum Beispill systematesch nuets d'Start- a Landeverbuet ëmginn.

Mat der Moossung vum Kaméidi wäert et also net gedoe sinn. Mir hunn och an der Kommissioun fonnt, dass et wichteg wier, dass een net bis 2008 waart, bis nämlech d'Mesuragen ofgeschloss sinn an de Cadastre du bruit schliesslech steet, fir Plans d'action auszeschaffen.

Mir begréissen et dann och, dass de Minister schonn eng ganz Rei Iddien huet, fir dës Plans d'action ze realiséieren, déi dann no dësem Gesetz wäerten zwéngend ginn. D'Moossname sollen op verschiddene Pläng ugräifen: Verbueder, fir a Zones de bruit ze bauen; Lärmschutzwäll, wou dat noutwendeg ass laanscht d'Autobunnen an d'Zuchstrecken, oder staatlech Hëllefen a bestoende Gebaier, fir Duebelglasfënsteren ze installéieren.

Mir wëssen och elo schonn, dass d'Normen, op welleche Plazen esou e Cadastre du bruit muss etabléiert ginn, wäerten an der Perspektiv 2012 erofgesat ginn. Dat heescht, si gi méi streng: Amplaz Stroosse mat sechs Millioune Passagë pro Joer sollen dann och där mat dräi Millioune Passagë pro Joer dozou zielen - dat als Beispill -, méi kleng Agglomeratiounen, Gebidder wou manner Zuchpassagen am Joer sinn. Da kann ee sech och direkt bei deene Plans d'action drop virbereeden, dass déi dann

un déi nei Normë kënnen adaptéiert ginn, an dass se méi eng grouss Envergure wäerte kréien, wéi dat no dësem éischte Gesetz nach de Fall ass.

Besonnesch wichteg schéngt et ons ebenfalls, dass d'Öffentlechkeet soll informéiert ginn an och Accès zu dëse Kartographië soll kréien. Wann een elo objektiv Kritäre festgesat huet, da wäert et och méiglech sinn, Recours ze huelen, wann een am Kaméidi sëtzt, an awer och gegebenenfalls engem Iwwerempfindleche schwaarz op wäiss ze beweisen, dass et net um Kaméidi hänkt, wann hie sech belästegt fillt, mä dass hie vläicht emol soll no senger Gesondheet oder no sengen Nerve kucken, well, wéi gesot, jidderee Geräisch a Kaméidi als ënnerschiddlech staark emfënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV begréisst dëst Gesetz. Et bréngt all deene Leit Hoffnung, déi an esou Zone wunnen, dass an absehbarer Zäit kënne Mesurë geholl ginn, fir hir Liewensqualitéit ze verbesseren. Mir wieren also frou, wa mer dëst Gesetz haut géingen alleguerte stëmmen. Ech bréngen den Accord vun der Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Stein-Mergen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt dem Här Angel Merci als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet; e Projet, deen nach ënnert der viregter Regierung déposéiert ginn ass. Mat dësem Projet de loi gëtt d'Kadergesetz aus dem Joer 1976 ëmgeännert a komplettéiert, a sougläich déi europäesch Direktiv iwwert d'Evaluatioun an d'Gestioun vum Kaméidi an eiser Ëmwelt ëmgesat.

Déi schonn ugeschwaten Direktiv huet als Objektiv, wéi gesot, d'Niewewierkunge vum Kaméidi op d'Gesondheet vum Mënsch ze reduzéieren awer och ze évitéieren. Duerfir soll an enger éischter Etapp eng Bestandsopnahm an enger sou genannter Kartographie gemaach ginn, an déi soll laut den Aussoen da bis den 30. Juni vum nächste Joer fäerdeg sinn. D'Öffentlechkeet soll dann och laut der Aarhus-Konventioun Zougang zu dësen Informatiounen hunn. Domat wier dëst dann och séchergestallt.

Progressiv sollen dann déi eenzel Memberstaten Aktiounspläng ausschaffen, fir dem Problem Kaméidi entgéintzewierken, e Problem, deen eis ëmmer méi bewosst gëtt, a wat en Ëmweltproblem ass, vläicht net direkt, awer deen de Mënsch a senger Liewensqualitéit dach awer sécher stéiert.

Dat Ganzt ass, wéi gesot, eng éischt Etapp, déi eng Basis soll schafen, fir kënne gemeinsam communautär Mesuren ze ergräifen, fir d'Kaméidisquellen ze reduzéieren. D'Kommissioun soll bis den 18. Juli vun dësem Joer - dat ass net méi laang, dat ass genau an enger Woch - dem Parlament an dem Conseil deementspriechend Propositioune maachen. De Minister kann eis vläicht informéiere wéi wäit ee mat dëse Propositiounen ass.

Déi Direktiv gesäit dann och vir, geméiss dem Subsidiaritéitskonzept, et de Memberstaten ze iwwerloossen, fir selwer Grenzwäerter opzestellen. D'OMS huet eng Rei vun esou Grenzwäerter opgestallt. Zwee Länner, Dänemark an Holland, hunn der Europäescher Kommissioun schonn eng Lëscht agereecht mat deene Grenzwäerter, déi bei hinnen am Stroossen- a Schinneverkéier, ronderëm d'Flughäfen an an der Géigend vun den Industriezone gëllen.

Lëtzebuerg huet nach keng esou Grenzwäerter, well d'Gesetz vu 1976 dat a sech net zougelooss huet. Mä de Rapporteur - an do ware mer eis an der Kommissioun eens - huet an enger Motioun hei d'Regierung invitéiert dat dann och emol ze maachen. Mir selwer kënnen déi Motioun dann och hei ënnerstëtzen.

Ech mengen, wann een awer esou Grenzwäerter opstellt an iergendwéi op de Wee vun esou Reglementer geet, da wier et gutt, wann een awer do all Facettë vum Kaméidi géif a Betruecht zéien. Et ass jo net eleng de Kaméidi op där enger Säit. Op där anerer Säit brénge Moossnamen, déi de Kaméidi uginn, jo och Konsequenze mat sech. Ech mengen, et soll ee ganz gutt oppassen, wat fir Weeër een do geet.

Mir mengen, wann d'Regierung déi Weeër geet, fir Grenzwäerter hei festzesetzen, da soll se am Virfeld, ier se dës Reglementer a Kraaft triede léisst, awer vläicht an d'Chamberskommissioun kommen a mat der Chamber dës Grenzwäerter dann hei diskutéieren. Mä am Allgemengen, mengen ech, ass dat hei e Gesetz, wat mir als DP-Fraktioun och ënnerstëtze kënnen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Calmes Merci. Als nächste Riedner ass erëm den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Numm vu menger Fraktioun wollt ech awer nach e puer Sätz, e puer Saache soen. Ech sinn a mengem Rapport jo laang op d'Virdeeler vun dëser Gesetzesännerung agaangen, an ech mengen all déi Virdeeler erliichteren d'Diskussioun iwwert de Kaméidi, well een op déi objektiv Donnéeën, déi jidderengem zougänglech sinn, kann zréckgräifen.

Grad wann et ëm Kaméidi geet, ass et jo schwéier e Kompromëss ze fannen, dee fir all Säiten akzeptabel ass, well d'Ausmooss ebe vum Kaméidi vun deenen engen a vun deenen aneren aneschters bewäert gëtt. Zu enger objektiver Debatt gehéiert eben och, dass ee Grenzwäerter festleet, an dofir hu mer jo déi Motioun eraginn. Et ass jo och scho vu menge Virriedner doriwwer geschwat ginn. Ech wäert dofir och elo net méi dorobber agoen.

Mä déi Grenzwäerter gëtt et ebe schonn a villen EU-Länner. An och, wa mer nach keng Eenegung hunn, dass d'ganz EU déiselwecht Grenzwäerter huet, musse mir eis Grenzwäerter festleeën. Spontan géing ech einfach soen: Wat déi Grenzwäerter méi streng sinn, ëmsou besser. Schliesslech geet et jo ëm de Schutz vun der Gesondheet an ëm d'Liewensqualitéit vun de Bierger. A schliesslech hofft och jiddfereen, deen no bei enger Autobunn oder engem Flughafe wunnt, dass de Stat eppes ënnerhélt, fir de Kaméidi ze reduzéieren.

Et muss ee sech awer och op där anerer Säit bewosst sinn, dass streng Contrainten, fir de Kaméidi ze reduzéieren, net ëmmer déi aner betreffen.

Onse Flughafen zum Beispill, virun allem de Frachtberäich, ass enorm wichteg fir eis Ekonomie an domat fir eis alleguer, fir d'Allgemengheet. Et kann deemno net d'Zil sinn, d'Konditiounen esou ze verschäerfen, dass de Flughafen net iwwerliewe kann. Ech wëll drun erënneren - dat weess vläicht net all Mënsch -, dass eis national Fluggesellschaft, d'Luxair, den Handling mécht vun deem ganze Cargo Center, an dass se an deem Beräich schwaarz Zuele schreift, an dass dat och ganz wichteg ass fir eis Fluggesellschaft.

Wann ebe kompromëssllos muss verhënnert ginn, dass d'Leit dem Kaméidi ausgesat ginn, dann heescht dat, dass ronderëm de Flughafe kee méi bauen däerf oder nëmme méi mat ganz héijen Oplage gebaut ginn däerf. Dat entwäert natierlech och erëm den Terrain.

Esou oder esou, mengen ech, gëtt et keng Léisung, déi allen Interessen ideal géing entspriechen. Et muss dofir méiglechst e gudden Équiliber fonnt ginn tëschent den ekonomeschen Interessen, den Interesse vun der Allgemengheet an dem Schutz vun den Interesse vun dem Eenzelnen.

An der Praxis, mengen ech, wäert dat dann esou ausgesinn: Wou d'Belaaschtung ze héich ass, an dat kann ee jo da mat objektive Kritäre feststellen, däerf net méi gebaut ginn. Déi Leit, déi elo am stäerkste betraff sinn, mussen Ënnerstëtzunge kréie fir passiv Schutzmoossnamen. An Zonen, déi net grad esou staark belaascht sinn, musse méi héich Oplage bestoen, wann eben do nei gebaut gëtt. Besonnesch sensibel Institutioune wéi Spideeler a Schoulen däerfen dann an esou Zonen natierlech net méi hikommen.

Natierlech muss och de Verursaacher säin Deel dozou bäidroen. Zum Deel iwwerschneide sech dann och d'Interessen. Dir wësst, wat d'Fligere méi Kaméidi maachen, wat se méi Sprit brauchen. An et ass net ëmmer am ekonomeschen Interessi vun de Fluggesellschaften, wann hir Piloten onnéideg op de Gas drécken. Si hunn och en Intérêt an eng modern Flott ze investéieren, well nei Fligeren net nëmme manner Kaméidi maachen, mä och manner Kérosène verbrauchen. An ech mengen, bei deenen aktuellen Energiepräisser ass dat keng Quantité négligeable.

Et kéint een an dësem Kontext nach driwwer nodenken, den Ureiz, fir dass d'Fluggesellschafte moderniséieren, doduerch ze verstäerken, dass ee bei den Taxen déi vläicht méi ekologesch Kritären, dat heescht och d'Kaméidiskritären, méi berücksichtegt, dass een an d'Richtung geet méi gestaffelt Taxen ze maachen.

Et ass jo net ëmmer nëmmen de Flughafen, dee betraff ass, mä och eis Autobunnen an Zuchlinnen. Als Konsequenz musse mer ebe méi laangfristeg plangen. Dofir, am Kader vum IVL geet et net duer Korridore fräizehalen, wou spéider eventuell eng Haaptstrooss oder eng Zuchlinn gebaut soll ginn, mä et muss dann automatesch e Baustop an der direkter Noperschaft vun dëse Korridoren erlooss ginn.

Wat d'Grenzwäerter, déi mer eis wëlle ginn, méi streng sinn, wat dës Korridoren natierlech méi breet ginn. An engem klenge Land mat eben esou begrenztem Bauterrain am Territoire, dee mer hunn, ass dat do net onproblematesch. Well d'Zuel vun den Awunner an eisem Land och nach ëmmer erop wäert goen, an an Zukunft ëmmer méi Interessekonflikter entstoe wäerte wéi den Terrain, dee méi knapp gëtt, soll genotzt ginn, ass dat e wichtege Punkt.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat wär jo awer e Grond fir mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Déi fortschreitend Urbaniséierung suergt dofir, dass den Drock op déi nach onbebaute Fläche wiisst, wat souwuel d'Landwirtschaft wéi och den Ëmweltschutz ze spiere kréien, déi och nach ee mat deem aneren zum Deel leider a Konkurrenz stinn.

Am Kader vum IVL musse mer deemno festleeën, wou déi grouss Verkéiersoderen an Agglomeratioune sinn, déi ausgebaut kënnen oder musse ginn, wou Industriezonen ugesiedelt ginn a wat fir eng Fläche mer méi oder manner extensiv fir d'Landwirtschaft notze wëllen. Déi verschidde Plans sectoriels, déi am Moment ausgeschafft ginn, sinn deemno enorm wichteg fir eis Zukunft, a mir mussen all eist Bescht maachen, fir dass dës Pläng méiglechst gutt openeen ofgestëmmt ginn.

Dat heescht, dass mer fir déi grouss zukunftsweisend Projetë grondsätzlech Choixë mussen treffen. Domat di mir eis zu Lëtzebuerg oft schwéier. Mir hunn éischter d'Gewunnecht, a Sonndesrieden iwwert d'Prinzipien ze schwätzen an am Alldag Léisungen ze sichen, déi méiglechst ville Partikularinteressen entgéintkommen. Am Fong hätte mer am léifsten alles: kuerz Weeër op d'Aarbecht, d'Virdeeler, déi een huet wann een an enger Stad wunnt, an d'Wunn- an d'Liewensqualitéit, déi een huet am ländleche Raum.

Une voix.- E Bauerenhaff an der Groussgaass.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Dir sot et! Dat kléngt utopesch, mä zu Lëtzebuerg ass dat guer net esou selte Realitéit. Zu Lëtzebuerg ass eben an der vergaangener Zäit net ëmmer no gudder Logik gebaut oder verbaut ginn. D'öffentlech Hand muss dann ëmmer am Nachhinein nees versichen d'Problemer ze léisen, déi eben eng konzeptlos Besiedlung mat sech bruecht huet.

Mir kenne jo och all déi Situatioun, wou d'Leit direkt un enger Strooss bauen, well et esou praktesch ass, a wann dann awer de Verkéier zouhélt, well do esou vill gebaut gëtt ronderëm, hätt gär jiddfereen eng Ëmgehungsstrooss fir dem Kaméidi lasszeginn. Ech mengen dat musse mer ännere. Wa mer et fäerdeg bréngen, eng anstänneg Landesplanung ze maachen, déi den Équiliber tëschent deene verschiddenen Interesse schaaft, komme mer vläicht aus deem Däiwelskrees eraus, dass d'Léisunge vun de Problemer vun haut muer schonn erëm nei Problemer schafen.

Well dat awer gewësse Contrainten a manner Autonomie fir d'Gemenge mat sech bréngt, ass et wichteg, dass déi grouss Linne vun der Landesplanung am Konsens mat de Gemengen ausgeschafft ginn, an dass méiglechst vill Leit dorunner bedeelegt ginn. Mir wëssen, dat gëtt vläicht e bësse méi komplizéiert, fir zu Décisiounen ze kommen, mä ech mengen et ass gutt.

An dofir, eng vun deene wichtegsten Neierungen am Kaméidisgesetz, wéi iwwregens och an deene villen Ëmweltgesetzer, déi mer an der Lescht hei am Haus gestëmmt hunn, ass a mengen Aen de Fait, dass d'Öffentlechkeet vill méi staark an den Décisiounsprozess mat agebonne gëtt. An engem éischte Moment, wéi gesot, mag dat vläicht e bëssen alles méi komplizéiert maachen, mä ech mengen um Enn ass d'Akzeptanz vum Bierger fir eng bestëmmte Politik dann awer méi grouss, an et kann een ouni dirigistesch ze si verlaangen, dass jiddferee sech un dat hält wat op eng demokratesch Aart a Weis décidéiert gouf.

Ech ginn domadder hei och d'Approbatioun zu dësem Projet vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Virun allem awer Merci fir déi Motioun, déi hie geschriwwen huet, esou wéi mer et an der Kommissioun festgehalen haten, well ouni dës Motioun, Här President, hätten déi Gréng sech wierklech schwéier gedoen dëse Projet ze stëmmen.

Well dëst Gesetz u sech bréngt eiser Meenung no keng Berouegung op der Kaméidisfront. Berouegung kënnen nëmme kloer Grenzwäerter bréngen, déi op wëssenschaftlecher Basis berouen, déi konsequent agefuerdert an awer och permanent kontrolléiert ginn. Genau dës Grenzwäerter feelen awer an dësem Gesetz, an u sech fanne mir et paradox - dat hu mer och direkt an der Kommissioun gesot -, fir fir d'éischt Aktiounspläng auszeschaffen an dann eréischt Grenzwäerter festzeleeën. Do gëtt een de Verdacht net lass, dass dann dës Wäerter sech net un der mënschlecher Gesondheet géingen orientéieren, mä um Status quo dobaussen, wéi en elo besteet, fir do kengem brauchen op d'Féiss ze trëppelen.

D'Regierung schéngt dat awer och elo agesinn ze hunn, dass een eigentlech den ëmgedréinte Wee misst goen, wat jiddferengem muss logesch erschéngen. Déi Gréng wäerten dann och den Ëmweltminister am Viséier behale fir ze kucken ob hien dëser Motioun dann och wäert gerecht ginn, a fir ze kucken ob mer dann zefridde stellend Resultater kréien. An deem Sënn gëtt dëst Gesetz jo wuel eng Grondlag, mä ob dat dobausse soll konkret Resultater hunn, dat musse mer dann emol nach gesinn a kucken ob dat och eise Wënsch entsprécht.

Fir dass de Stellewäert vun der Lärmschutzpolitik dann awer och wierklech e qualitative Sprong no vir mécht, wéi dës EU-Direktiv et eigentlech virgesäit, ass eiser Meenung no awer och nach eng Opstockung vum Personal néideg. Wéi soll ee Beamten eleng, deen och nach aner Aufgaben ze maachen huet, all dat ëmsetze wat dëst Gesetz virgesäit? Guer net ze schwätze vun de seriöe Kontrollen um Terrain. Well e Land mat engem Flughafe wéi dem Findel, mat esou vill Verkéier wéi op eisen Autobunnen, mat esou villen industrielle Betriber däerf d'Kaméidisproblematik, mengen ech, net méi esou stiefmütterlech behandele wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Well dat geet ganz kloer mëttel- a laangfristeg op Käschte vun der Gesondheet vun de Leit, déi hei wunnen.

Ofschléissend nach ee Saz. Hei ass alt erëm e gutt Beispill wéi frou dass mer kënne sinn, dass mer an der Europäescher Unioun sinn an dass vun der Europäescher Unioun aus Initiative geholl ginn an enger ganzer Rei Beräicher, fir d'Qualitéit vun der Ëmwelt ze schützen, fir d'Gesondheet vun de Mënschen ze schützen. Et ass dramatesch, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn an deene leschten 30 Joer, de Bierger a Biergerinnen an der Unioun dat bäizebréngen, wéi vill Positives dass eigentlech vu Bréissel kënnt.

Hei ass e weidert Beispill vun enger fortschrëttlecher Politik, an ech mengen net, dass, wann déi Direktiv net komm wär, hei iergendeen esou séier dru geduecht hätt, d'Gesetz vun 1976 ze änneren an an deem Sënn ze verbesseren. Dofir nach eng Kéier e Plädoyer fir déi vill positiv Säiten, déi vun do kommen. Dat ass eng vun deene villen Ursaache firwat déi Gréng d'lescht Joer och duerfir agetruede sinn, fir déi Verfassung, déi mer do virleien haten, ze stëmmen.

Merci villmools.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft aller aner Pollutioun, där mer dagdeeglech ausgesat sinn, ass de Kaméidi e Faktor, deen eis ëmmer méi zousetzt. Kaméidi, dee verursaacht gëtt duerch Aktivitéiten, Industrieaktivitéiten, awer virun allem - an ech menge meng Virriedner si jo och alleguer dorop agaangen, an dat ass jo eigentlech den Objet vun dësem Gesetz - Kaméidi, dee vum Verkéier ausgeet, woubäi een direkt un de Flugverkéier denkt, mä woubäi mer awer och alleguer wëssen, datt net nëmmen op deene groussen Achsen, mä och op ville klenge Stroossen, déi hei net direkt viséiert sinn, dach de Verkéier d'Liewensqualitéit vun de Leit ganz staark beeinträchtegt.

Et gëtt Kaméidi, deen ass relativ inévitabel mat Aktivitéit verbonnen, wou ee sech schwéier deet fir dee Kaméidi ze reduzéieren. Et gëtt es, deen ass vermeidbar duerch technesch Solutiounen haaptsächlech, an et gëtt es, dee wär ganz liicht vermeidbar, an dat ass deen, dee mutwëlleg dohier gemaach gëtt. Ech wäert herno nach e Wuert dozou soen.

Wëssenschaftlech Etüde weise ganz kloer, datt de Kaméidi krank mécht, an et kann een dovun ausgoen, datt ronn 20% vun der Populatioun dovunner betraff sinn. Schonn 1910 huet den Dokter a Chercheur Robert Koch virausgesot, ech zitéieren hien: „Eines Tages wird der Mensch den Lärm ebenso unerbittlich bekämpfen müssen, wie wir heute die Cholera und die Pest bekämpfen." 1910! De Mann huet wierklech wäit virausgekuckt an hien huet Recht behalen, well wëssenschaftlech Etüden, wéi gesot, beweisen, datt de Kaméidi d'Leit krank maache kann a ganz vill Leit krank mécht. Auswierkungen op de Bluttdrock, Kappwéi si Symptomer, Häerzprobleemer, psychesch Problemer, besonnesch da wann de Schlof gestéiert gëtt.

Doriwwer gëtt et och Etüden, an et ass ganz interessant, wann ee sech e bëssen am Detail domat ofgëtt. Meeschtens huelen déi Leit, déi dovunner betraff sinn, dat guer net bewosst wouer. Si kréien et guer net mat, mä hire Schlof leit dorënner. Schlof ass eng ganz komplizéiert Geschicht, wou eng ganz Partie Phasen noeneen oflafen, an Tatsaach ass, datt eng Erhuelung duerch de Schlof nëmmen da ka stattfannen, wann all Stadië vum Schlof am richtege Verhältnis duerchlaf si ginn. Dat ass bei deenen Tester do erauskomm. Wann déi Verhältnisser verännert sinn, da verléiert déi ganz Schlofdauer eigentlech hire Sënn. An dat erkläert vläicht villes.

Dat soe se och op Basis vun där Etüd, datt d'Leit herno d'Ursaach vun hirer Krankheet, vun hirem Onwuelsinn oder wat och ëmmer emol guer net méi bei de Kaméidi siche ginn, well se sech deelweis dru gewinnt hunn, deelweis guer net matkréien, datt hire Schlof, dee jo Regeneratioun bedeit an dee leschten Enns fir d'Wuelbefannen am Wachzoustand determinant ass, doduerch gestéiert gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg ass duerch dëst Gesetz haaptsächlech de Flughafe betraff. Do wollt ech, Här Minister, Folgendes froen: Et ass scho viru längerer Zäit Rieds gaangen, duerch eng aner Landeapproche vun de grousse Cargoen, haaptsächlech de Kaméidi an der Afluchschneis ze reduzéieren. Mir ass relativ onbegräiflech - mir schwätze scho jorelaang doriwwer -, wéisou datt dat net sollt méiglech sinn.

Am Prinzip ass et esou, datt den Ufluchwénkel méi stäil wär an doduerch am Fong geholl manner Schubkraaft gebraucht géif ginn, an de Fliger och aus méi enger grousser Héicht erofkomme géif, esou datt d'Lärmbelästegung doduerch kënnt erofgesat ginn.

Wéi et schéngt ass dat an der Praxis kee Problem, dofir meng Fro: Wuerfir ass dat nach net de Fall? Et muss ee jo wierklech alles ausnotzen, all Moyenen ausnotzen, déi méiglech sinn.

Et gëtt da gesot an der Noperschaft vu Flughäfe kéint ee sech virun allem duerch schalldicht Fënstere schützen. Etüden hunn awer och gewisen, datt dat eigentlech keng Solutioun ass, well d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi do wunnen, a ganz beträchtlechem Mooss beeinträchtegt gëtt an dat leschten Enns och kann dozou féieren, datt d'Leit doduerch kënne krank ginn.

Duerfir ass besonnesch, wat de Flugverkéier ubelaangt, eng Méiglechkeet a Betruecht ze zéien, déi ech elo ugedeit hunn, oder no där ech gefrot hunn, nämlech d'Méiglechkeet vun enger anerer Aart a Weis, fir ze starten an ze landen - virun allem. Mä op där anerer Säit ass awer och virun allem ze erwägen, datt mer mat alle Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, drop drängen, datt d'Maschinnen esou lues wéi méiglech sinn. Dat heescht, datt dat technescht Potenzial, wat do ass, duerch modern Triebwierker ausgenotzt gëtt.

Ech mengen, mer hunn alleguer déi lescht Jore festgestallt, datt déi grouss Transportfligere virun allem hire Schallpegel immens erofgesat hunn, doduerch datt d'Moteuren einfach méi lues gi sinn, an op deem Schrëtt muss weidergefuer ginn. Et kann net toleréiert ginn, datt do muttwëlleg Kaméidi entsteet.

Deen anere Secteur, deen hei haaptsächlech betraff ass, sinn d'Autobunnen. Här President, do hunn ech mech ëmmer gefrot, wuerfir mer net op deene Plazen, wou mer d'Méiglechkeet haten, Lärmschutzwäll installéiert hunn. Den Här Minister weess, datt mer e grousse Problem mat Bauschutt haten iwwer all déi Zäit elo - en ass wahrscheinlech nach net esou geléist, wéi hien et sech géing wënschen -, mä wuerfir huet een net kënnen do, wou Plaz war, einfach d'Noperschaft duerch Lärmschutzwäll schützen, déi hätte kënnen aus Buedem an aus Steng an esou bestoen, aus natierlechem Material?

Do hätt ee kënnen de Schallpegel vis-à-vis vum Voisinage erofsetzen, an zwar dat systematesch, net nëmmen do, wou d'Leit et gefrot hunn oder wou da wierklech gesot ginn ass: Esou kann dat do net sinn. Domadder hätte mer en Deel vun eisem Bauschuttproblem geléist gehat a mir hätten an engems de Kaméidi géigeniwwer dem Voisinage erofgesat.

Här President, mir stëmmen dëst Gesetz, well et e wichtege Schrëtt ass, och wann et elo vläicht an éischter Zäit keen direkt praktescht Resultat bréngt, mä et ass wichteg, datt déi Leit, déi sech vum Kaméidi belästegt fillen, Instrumenter an d'Hand kréien, och juristesch Instrumenter, mat deene se sech kënnen dergéint wieren.

Dat hei ass en Aspekt - opgrond vun deem, wat ech am Ufank gesot hunn - och vu preventiver Gesondheetspolitik. Et ass eindeuteg esou, datt eng Partie Leit duerch iwwerdriwwene Kaméidi krank ginn. Duerfir ass et absolut noutwendeg, datt mer alles maachen, wat an deem Beräich méiglech ass. Awer och - an ech widderhuelen dat nach eng Kéier - op deene Plazen, déi vun dëser Direktiv, vun dësem Gesetz net betraff sinn.

An, Här Minister, ech hunn dat um Häerz an ech muss dat lassginn: Et gëtt muttwëlleg eng ganz Partie Kaméidi dobaussen am Verkéier gemaach duerch Gefierer, déi absolut net an der Norm leien. A vu Leit, déi ongenéiert mengen, si hätten d'Recht, fir dann alt vläicht iergendwellech Defizitter oder Gott weess wat doduerch auszegläichen, datt se dann op de Stroosse muttwëlleg Kaméidi maachen. Dat ass eppes, do misst awer mat e bësselche méi Konsequenz dergéint virgaange ginn, well dat stéiert wierklech enorm.

Ech kann lech soen - ech leien, do wou ech wunnen, um Ufank vun der Afluchschneis -, datt d'Fligeren an deem Beräich manner stéiere wéi de Kaméidi vun enger Partie Enginen, Motorrieder awer och Autoen, awer och Camionen, déi einfach net esou schallgedämpft sinn, wéi dat laut dem Gesetz misst sinn. Et ass absolut noutwendeg, datt mer och géint dee Kaméidi virginn.

Dat gesot wäerte mir dëst Gesetz stëmmen. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur fir säin explizitte Rapport.

De Grondsaz, vun deem d'Kommissioun ausgaangen ass bei där Direktiv do, war am Fong, dass de Schutz géint de Kaméidi soll zu engem Mënscherecht ginn. Ech mengen, dat schéngt wichteg ze sinn, well en ee vun deenen elementaren Ëmweltproblemer ass, mat deenen de Mënsch all Dag konfrontéiert gëtt, a géint deen e sech och zum gréissten Deel guer net wiere kann, ausser e leeft de ganzen Dag mat Ouereklappe ronderëm, wat jo awer net ze wënschen ass a wat och relativ grotesk géif ausgesinn.

Mä de Problem, deen ech einfach hunn, ass, dass awer aus dëser Direktiv an och aus dësem Gesetz de Kaméidi op der Aarbechtsplaz iergendwéi ausgeklamert ass an dass deen net méi intensiv behandelt gëtt. Nämlech just do, wou ee ganz oft permanent engem Dauerkaméidi ausgesat ass, géint deen ee sech net ka schützen a wou am Fong keng Grenzwäerter gesat ginn. A wou een dann oft, wann een erausgeet, dat nach an den Oueren huet, wat een de ganzen Dag do matgemaach huet, esou dass dobaussen am Fong dee Kaméidi, deen dann do ass, deen och iwwert de Grenzwäerter läit, am Fong praktesch guer net méi wouergeholl gëtt; dat ass de Problem.

Da schwätzen ech och nach vun engem Kaméidi, deem Verschiddener, besonnesch Jonker, sech selwer aussetzen an net wëssen, wat fir e Schued se sech domat undinn, besonnesch an den Discoen, haaptsächlech bei Techno-Musek, wou de Problem ass, dass se sech fräiwëlleg dohinner beginn an dann anstatt, wa se heemginn, ze schlofen, dann d'Ouer, d'Trommelfell nach vibréiert bis an d'Féiss, sou dass se guer net zum Schlofe kommen a se dann och deen aneren Dag guer net méi fäeg sinn, fir wierklech déi Contrainten oder déi Chargen ze bewältegen, déi se sollen den Dag duerch maachen.

Ech mengen, dat sinn awer Froen, déi ee sech muss stellen an iwwert déi een eng Kéier kloer muss diskutéieren, ob et net onverantwortlech ass dat nach weider zouzeloossen, dass mat esou vill Dezibelen an den Discoe gefuer gëtt, während déi Jonk dohinner ginn, fir sech just ze ameséieren a fir ofzeschalten. Ob dat net eng Aart a Weis ass, fir ofzeschalten, déi se awer vläicht spéider am héijen Alter bedaueren. Se si sech es net bewosst, dass se spéider am héijen Alter dann alleguerte mat engem Hörapparat dorëmmer lafen.

Doriwwer misst awer eng seriö Diskussioun gefouert ginn an och déi zoustänneg Kommissioun misst sech domadder befaassen, fir do preventiv ze wierken a méi intensiv dorobber anzegoen.

An och besonnesch wat de Kaméidi op der Aarbechtsplaz ugeet an d'Schutzmëttelen, do muss ech éierlech soen, datt eng Rei Betriber wierklech Ustrengunge gemaach hunn, fir hir Leit do virdrun ze schützen, mä et wär vill méi einfach, wa géif versicht ginn de Kaméidi anzedämmen, wéi vu senge Mataarbechter ze verlaangen, de ganzen Dag net nëmme mat engem Helm, mä mat engem Kopfschutz, an dann, ech weess et net, och nach iergendwann eng Kéier mat enger Klamer an der Nues erëmzelafen.

Dat heescht, ech géif mengen, dass do nach eng Rei Aarbecht ze maachen ass, fir d'Leit ze schützen. Mir sinn um richtege Wee, a fir gutt ze soe mir sinn um richtege Wee, da kommt a loosst eis soen: De Schutz virum Kaméidi ass e Mënscherecht, an e soll och als dat deklaréiert ginn, an dofir och besonnesch net nëmmen dobaussen, mä och op der Aarbechtsplaz.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Jaerling Merci. An elo huet fir d'Regierung den Transport- an Ëmweltminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Ech wëll versiche kuerz e puer Kommentaren zu Froen ze ginn, déi hei gestallt gi sinn. Mä ech wëll och der Kommissioun an dem Rapporteur Merci soen, virun allem mengen ech fir den zweeten Deel vun der Interventioun, deen eng exzellent Contributioun war, fir och e bëssen ze gesinn, wat fir eng direkt an indirekt Implikatiounen dat Instrument, wat mer eis hei ginn, an deenen nächste Jore kann hunn, besonnesch dat vun der noutwendeger Akzeptanz, déi mer musse siche bei de Leit, den Dialog mat de Leit, d'Partizipatioun vum Public.

Ech géif och gären hei dat ënnerschreiwen, wat de Kolleeg Camille Gira gesot huet, dass am Géigendeel zu deem, wat, mengen ech, dobausse politiquement correct och zu Lëtzebuerg ass, fir ze mengen, dass all déi europäesch Direktiven a Reglementatiounen, och am Zesummenhang mat Aarhus, mat Auditen, mat Impaktstudien, e Frein wäre fir d'Kompetitivitéit. Ech wëll och eng Kéier d'Geleeënheet benotze fir hei ze soen, dass wann een d'Rankinge kuckt vun der OECD a vun der Weltbank, da sinn an Europa un der Spëtzt vun der beschter Kompetitivitéit Länner wéi Finnland, wéi Schweden, wéi Dänemark. An dat si just déi Länner, déi am effikassten an am breetsten d'Ëmsetzung maache vun allen ëmweltpoliteschen Direktive vun der EU.

Dofir ass et eng gutt Geleeënheet, fir ze soen, dass mer vill profitéieren am Ëmweltberäich an am Ëmweltrecht vun all deem, wat an deene leschte Jore vun der Europäescher Unioun komm ass. An ech géif gäre gesinn, wéi et hei zu Lëtzebuerg an op ville Plaze géing ausgesi wann den Ustouss net meeschtens, wierklech an deene meeschte Fäll, vun der EU komm wär.

An dat hei ass en Thema, wat an deene leschte Joren an der politescher Ausenanersetzung keng esou eng grouss Roll gespillt huet. D'„Süddeutsche" huet virun e puer Deeg an engem Artikel iwwert déi Problematik titréiert: „Schutz vor Schall findet wenig Gehör". An ech mengen, och hei zu Lëtzebuerg huet dat Thema keng esou eng grouss Roll gespillt, ausser heiansdo d'sporadesch Diskussioun ronderëm de Findel. Dofir mengen ech schonn, dass et e Méiwäert ass, wat mer eis hei schafen. E Méiwäert an der Aart a Weis, dass mer de Kadaster elo emol definitiv ofschléissen, dass mer d'Plans d'action mussen ausschaffen, dass mer déi mam Public zesumme musse maachen. Ech mengen, dass dat eng Dynamik provozéiere wäert.

A sécherlech wäert d'EU - an d'Kolleegin Martine Stein huet dat jo hei gesot - och eng Kéier dozou kommen, wa mer et net unilateral maachen, fir sech Wäerter ze ginn, fir déi Plans d'action da wierklech och ëmzesetzen, och Sanktiounsméiglechkeeten ze ginn. Mir hunn do oft gesënnegt, dat muss ee soen.

Beim Bau vun Autobunne wär et besser gewiescht heiansdo zum Beispill am Zesummenhang mam Bauschutt, wéi et virdru vum Kolleeg Mehlen gesot ginn ass, einfach ze profitéiere fir beim Bau direkt déi néideg Schallschutzmoossname mat ze installéieren, anstatt dass mer eis ëmmer drécke loosse vu Biergerinitiativen a vu Lieserbréiwer a vu politescher Aktioun. Mir hätten dat solle preventiv direkt matmaachen. Ech mengen, dass och do haut bei de politeschen Décideure villes an der Zweschenzäit normal ginn ass, mä während ville Joren hu mer dat net gemaach.

Mir hu wéineg Zuelen zu Lëtzebuerg, wat d'Problematik vum Kaméidi och um gesondheetspolitesche Plang ubelaangt. Dofir geet een dann emol bei d'Nopere kucken: An der Bundesrepublik gëtt gerechent, dass 18% vun der Bevölkerung Gehirschied hunn. Dat wären zwëschen zéng a 15 Millioune Leit, déi dovunner betraff wären. Dat ass besonnesch staark bei deenen eelere Leit, bei deenen iwwer 65 de Fall, wou gerechent gëtt, dass et d'Halschent vun der Populatioun ass. An et ass och - wéi et elo zum Schluss hei gesot ginn ass - virun allem alarméierend bei deene jonke Leit, wou an Däitschland gerechent gëtt, dass bei deenen tëschent 19 a 25 Joer all Véierte schonn e Problem huet. Dat huet natierlech ze di mat den Discoen, wéi et virdru gesot ginn ass, wou et ni haart genuch ka sinn.

Dat huet sécherlech och mat anerem ze dinn. Heiansdo - an dat ass hei richteg gesot ginn - mécht e 50-Kubik-Motorrad, deemno wéi e friséiert ass, méi Kaméidi wéi zwee Fligeren, déi um Findel landen. Och dat, mengen ech, wär an enger Campagne ze verdeitlechen, déi mer sécherlech an deenen nächste Méint eng Kéier maache wäerten, fir dofir ze suergen, dass déi Problematik méi eescht geholl gëtt.

Ech maachen elo wierklech Abstraktioun, fir nach eng Kéier opzezielen, wat dëst Gesetz eis elo un Aufgabe gëtt. Och ouni déi Gréng halen ech mech do am Viséier fir dat alles esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen. Eenzel Saache sinn an der Kommissioun jo scho gesot ginn. Do si mer scho relativ wäit fortgeschratt. An der Analys vun deem, wat d'Autobunnsnetz ubelaangt a wat Réseau ferroviaire ass, si mer bal fäerdeg, esou dass mer zu Bréissel dat schnell kënnen notifizéieren.

Ech kann och soen, dass mer am September déi éischte Kéier an der Ëmweltverwaltung en Akustiker wäerten astelle fir dat heiten ëmzesetzen, deen also dat och prezis geléiert huet, deen also eng Formatioun op deem Beräich huet, fir eis ze hëllefen do méi schnell weiderzekommen. An dann hoffen ech, dass mer an deenen eenzelnen Etappen, wei se opgelëscht sinn, bis 2012 schnell virukommen.

Ech wäert och mat der Ëmweltverwaltung zesumme kucke bei där Motioun, wou ech kee Problem hu se ze akzeptéieren, dofir ze suerge mat den Nopeschlänner zesummen - hei sinn zwee Länner genannt ginn, déi schonn de l'avant gaange sinn - Wäerter unilateral ëmzesetzen, mä och mat der OMS ze kucken, dass mer esou schnell wéi méiglech Wäerter hu fir net nëmmen an de Betriber, wou mer déi schonn hunn, mä och dobaussen an der Gesellschaft déi néideg

Aufgabegebidder ze kréie fir d'Plans d'action, awer herno och d'Kontrollméiglechkeeten an d'Sanktiounen. Well soss huet et kee Sënn, wa mer herno Aktiounspläng hunn a mir hunn net d'gesetzgeberesch Méiglechkeeten, déi mer eis musse schafen, fir se ëmzesetzen. Dann hëlleft dat net ganz vill.

Ech mengen, dass dat Gesetz also schonn e Méiwäert ass, fir eng besser Bekämpfung vum Kaméidi och hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Ëmweltminister Lucien Lux Merci. D'Debatt ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5206. Den Text steet am Document parlementaire.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat folgend: De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hätte mer hei nach d'Ofstëmmung vun enger Motioun. Vu datt déi Motioun vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite matgedroe gëtt, kann ech déi Motioun par vote à main levée zum Vote stellen.

Vote

Wien ass dofir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dann och déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5307 iwwert d'Sécherheet vun de Produiten. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, d'Madame Flesch, den Här Huss, den Här Mehlen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Castegnaro.

8. 5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bei dem Projet 5307 geet et ëm d'Transpositoun vun der EU-Direktiv 2001/95/CE, déi d'Direktiv 92/59/CEE ersetzt an och dat Gesetz, wat opgrond vun där Direktiv genee virun néng Joer gestëmmt ginn ass a wat den Datum vum 27. August 1997 dréit; fir och dat Gesetz ze ersetzen, ouni dass awer déi wesentlech Prinzipië géinge verännert ginn.

Et geet bekanntlech drëm hei net nëmmen eng nei Direktiv ëmzesetzen, mä wierklech méi sécher Produkter op de Marché ze kréie respektiv d'Kontroll vun de Produkter nei ze regelen an ze verbesseren. Déi nei Direktiv, dat Gesetz, wat mer haut solle stëmmen, konsolidéiert domat dat Gesetz vun 1997, baut et och aus, an dat mam erkläerten Zil vum effikasse Schutz vum Konsument. Dëse Projet de loi, deen op den éischte Bléck héich technesch ausgesäit - an et och ass -, ass awer geneesou en héich politesche Projet.

De Message essentiel vun dem Projet de loi ass d'Securité générale des produits, déi noutwendeg a wichteg ass, fir dass ee kann eng effikass Protektioun vum Konsument erméiglechen. D'Zil ass also dat vun de séchere Produkten, déi op de Marché solle kommen, an domat och e Sécherheetsnetz ze liwweren, do wou déi sektoriell Législatioun net gräift oder wou se inexistent ass.

Eng duerchaus komplex a kompliziéiert Matière, och doduerch well mer hei ëmmer an der Konfrontatioun stoungen a sti mam sakrosankte Prinzip vun der Liberté de commerce, déi scheinbar ëmmer nach de Primat virum Schutz vun der Gesondheet huet.

Dee Spillraum, deen awer besteet, versiche mer mat deem Gesetz hei auszefëllen, och duerfir well et jo ëm d'Gesondheet geet, well et och ëm Liewen an Doud ka goen.

Mir bewegen eis hei also an engem Rahme vu sou genannte liberale Spillregelen. Trotzdeem menge mer, dass mer et géinge fäerdeg bréngen, mat dësem Gesetz, wéi ech et schonn e puer Mol gesot hunn, besser Regelen, méi Kontrollen, méi Schutzbestëmmungen an awer och Strofbestëmmungen ze schafen. Et geet drëm - an dat ass wesentlech -, hei d'Responsabilitéit vum Produzent a Verdeeler, vum Händler ze verdéiwen, och am Sënn vun enger optimaler Zesummenaarbecht mat den nationalen an europäeschen Autoritéiten an ëmmer erëm am Interesse vum Verbraucher, vum Konsument.

Dat soll erméiglecht ginn iwwer méi Informatioun an Transparenz dem Konsument géigeniwwer. D'Verpackunge solle besser ginn, d'Verpackungsbeilage sollen hirersäits liesbar a méi transparent ginn, fir eben op d'Gesondheetsrisiken an d'Unfallgeforen hinzeweise respektiv a virun allem se ze verhënneren, also virbeugend ze sinn. Et geet drëm, d'Irreféierung vum Verbraucher op en Enn ze bréngen. Et geet drëm, duerch grouss Transparenz och méi schnell kënnen ze reagéieren, wa reagéiert gi muss.

Et geet also drëm, iwwer méi streng Verflichtungen dem Produzent géigeniwwer hien dozou ze veranlassen, dass hien a) seng Produkter, wann et noutwendeg ass, fräiwëlleg vum Maart zréckzitt wa Problemer entstane sinn oder b) bei Verdachtsmomenter den zoustännegen Autoritéiten déi néideg Informatioun och iwwert de Wee vun enger optimaler Zesummenaarbecht zoukomme léisst.

Aus dem Rapport vun der Kommissioun vun der Ekonomie, Energie, Post an dem Sport vum 6. Juli 2006 sinn déi Schwéierpunkten, mä och d'Komplikatiounen, awer besonnesch d'Zil erauszeliesen. An ech wëll profitéiere fir hei alle Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun en décke Merci ze soe fir d'Gedold an d'Ausdauer, mä och dem Sekretariat an de Mataarbechter aus dem Ministère. Mir hunn iwwer e Joer un deem Rapport an un deem Projet de loi gebruckt, well et ebe keng einfach Saach war, well e komplex war, mä och - an dat muss een ënnersträichen -, well mer ënner Drock stoungen, ënner Drock, well et eng Urgence gëtt.

Déi Direktiv 2001/95 ass de 15. Januar 2001 a Kraaft getrueden an hir Ëmsetzung hätt misse virum 15. Januar 2004 vollzu sinn. Hei ware mer dann och erëm eng Kéier am Verzuch, an den Europäesche Geriichtshaff huet den 9. Mäerz 2006, also virun e puer Méint, Lëtzebuerg veruerteelt. Eng weider Verzögerung hätt onweigerlech dozou gefouert, dass mer Strofe kritt hätten, also Penalitéiten an Astreinten, wat eis nieft der Schmaach och nach vill Sue kascht hätt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zweetens gëtt et eng aner Problematik, an den honorabelen Henri Grethen, mäi Frënd, ass jo elo heibannen, hie war an der Kommissioun dobäi, domat kann ech en net iwwerraschen, dass de Statsrot hei sechs Oppositions formelles gemaach hat, an dass mer also eis och mat deenen hu missen auserunee setzen, woubäi fënnef vun deenen Oppositiounen ouni gréisser Problemer ze léise waren, mä déi sechst och nom zweeten Avis complémentaire vum Statsrot vum 4. Juli 2006 ëmmer nach Schwieregkeete bereet huet - an ech wëll herno ee Wuert doriwwer verléieren.

Zu deene fënnef Oppositions formelles wou mer Léisunge fonnt hunn, do huet de Statsrot sech notamment un de Kompetenze vum Minister a vu senge Servicer gestéiert an de Statsrot huet verlaangt, dass eng Rei vu Kompetenze méi kloer am Gesetz respektiv duerch groussherzoglech Reglementer festgeluecht misste ginn. Eis Kommissioun huet dëse Fuerderunge vum Statsrot Rechnung gedroen. Mir haten och schonn en éischte Projet vun engem Règlement grand-ducal virleien, dee mer konnten zur Kenntnis huelen, deen awer nach muss duerch de Regierungsrot goen.

Et sief och drop higewisen, dass en anere Projet de loi, de 5516 iwwert den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services, de 16. November vum leschte Joer an der Chamber déposéiert gouf, eben a sengem Artikel 25 d'Schafung vun dësem Institut, dem ILNAS an der Kuerzfaassung, virgesäit an domat och d'Kompetenze vum Wirtschaftsminister am Beräich vum Contrôle vun der Sécurité générale des produits op den ILNAS iwwerdréit.

Déi sechst Opposition formelle war déi schwieregst. Hei geet et ëm den Artikel 3, d'Sécurité des produits, an den Artikel 8, d'Penalitéiten. Mir hunn do eigentlech versicht eis Meenung als Kommissioun duerchzedrécken a mir hunn e leschte Virschlag de 6. Juli an der Kommissioun diskutéiert a mir ginn dovun aus, dass déi Propositioun dem Statsrot kann oder misst kënne Satisfaktioun ginn ouni eis prinzipiell Haltung mussen opzeginn.

Mir waren eis awer eigentlech eeneg driwwer, dass mer net zu weidere Kompromësser bereet wieren, mä gegebenenfalls géingen der Entbannung vum zweete Vote constitutionnel ebe mat engem Passer-outre géigeniwwertrieden an eis domat géingen duerchsetzen. Wéi gesot, mir hunn dat nei formuléiert, mir hunn dem Statsrot an engem Bréif de 7. Juli eis Formulatioun matgedeelt.

Ëm wat geet et? Mä et geet drëm, dass den Artikel 3 (1) all Produzent obligéiert, nëmme sécher Produkter op de Maart ze bréngen. D'Paragraphen 2 an 3 vum Artikel 3 preziséiere wéini e Produkt als sécher kann ugesi ginn, andeems si déi verschidden Normen opzielen, déi e Produit erfëlle kann - erfëlle kann! -, well déi Normen net obligatoresch sinn. Dës Norme ginn och haut schonn, ënnert dem aktuelle Gesetz vun 1997 iwwert d'Sécurité générale des produits, mat hire Referenzen am Mémorial publizéiert.

A sengem éischten Avis huet de Statsrot mam Hiwäis op den Artikel 112 vun eiser Constitutioun verlaangt, dass dësen - ëmstriddene - Prinzip vun der Publikatioun eleng vun de Referenzen op d'Normen op d'mannst an d'Gesetz festgeschriwwe misst ginn, an dat wéi gesot «sous peine d'opposition formelle». Doropshin huet d'Kommissioun den Artikel 3 amendéiert an en neie Paragraph bäigefléckt, deen de Prinzip vun der Publikatioun vun de Referenzen am Gesetz festschreiwe soll. A sengem éischten Avis complémentaire huet de Statsrot dann op eemol fonnt, dass d'Publikatioun vun de Referenzen eleng net géif duergoen. D'Norme missten an Zukunft integral am Mémorial oder als Annex zum Mémorial veröffentlecht ginn.

A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot effektiv en neit Element a seng Argumentatioun erabruecht, an zwar, dass déi penal Sanktiounen, déi e Producteur en vertu vum Artikel 8 riskéiert, wann hien, entgéint den Dispositioune vum Artikel 3 (1) - also sécher Produkter -, geféierlech Produiten op de Marché bréngt, sech direkt op den Artikel 3 applizéieren, also och op d'Paragraphen 2 an 3, wou d'Normen definéiert ginn.

Or, ouni eng integral Veröffentlechung vun dësen Normen am Mémorial, am Sënn vum Artikel 112 vun eiser Constitutioun, kéinte Verstéiss dergéint och net ënner Strof gestallt ginn. De Problem bestoung also an der Incriminatioun vun den Normen. Implizit huet de Statsrot domat awer och verlaangt, dass d'Normen aus de Paragraphen 2 an 3 obligatoresch ginn.

D'Kommissioun huet sech doropshin nach eng Kéier mam Problem befaasst an ass zur Konklusioun komm, dass d'Fuerderung vum Statsrot aus wéinstens dräi Ursaachen net ze erfëlle wär, an zwar:

Éischtens, eng Publikatioun in extenso vun allen Normen, Codes de bonne conduite, «état des connaissances et de la technique» an esou weider, vun deenen am Artikel 3 Rieds ass, wär technesch a materiell praktesch net machbar.

Zweetens, et gëtt Normen op déi Droits de propriété intellectuelle bestinn, déi een net einfach esou veröffentleche kann.

Drëttens, eng Publikatioun vun den Normen am Mémorial, duerch déi dës Normen en obligatoresche Charakter géife kréien, géif wesentlech méi wäit goe wéi dat wat d'EU-Direktiv verlaangt. Wa mir dës Propos vum Statsrot iwwerhuele géifen, da wäre mer mat eiser Transpositioun net méi konform gewiescht, esou jiddefalls hunn d'Kommissioun an de Minister dat gesinn.

A véiertens ass de Lien, deen de Statsrot tëschent den Normen engersäits an de Sanktiounen op där anerer Säit mécht, esou net richteg. De Statsrot ass dovun ausgaang, dass den Non-respect vun den Normen, wa se obligatoresch sinn, automatesch eng Sanktioun géif no sech zéien. Or, d'Sanktiounen, déi den Artikel 8 virgesäit, applizéiere sech op Produzenten, déi onsécher, dat heescht gefäierlech Produiten op de Maart bréngen.

D'Normen aus de Paragraphen 2 an 3 déngen dozou ze evaluéieren, ob e Produkt kann als sécher betruecht ginn oder net. Dat bedeit awer net, dass e Produit, deen d'Normen net erfëllt, automatesch gefäierlech ass, an dass dee Produzent automatesch bestrooft gëtt, wann hien esou e Produit op de Maart bréngt.

D'Kommissioun huet hir Iwwerleeung dem Statsrot an engem Bréif, wéi ech gesot hunn, matgedeelt a gefrot, fir dass de Statsrot seng Opposition formelle op dësem Punkt soll opginn. Si huet de Statsrot ausserdeem nach eng Kéier drun erënnert, dass de Prinzip vun der Publikatioun vun de Referenzen och an anere Beräicher souwisou applizéiert gëtt.

A sengem zweeten Avis complémentaire huet de Conseil d'État zur Kenntnis geholl, dass d'Kommissioun déi Normen net als juristesch bindend betruecht, mä éischter als technesch Indikatioun, gewëssermoossen also als Interpretatiounshëllef am Fall vun engem Litige.

De Statsrot huet der Kommissioun dunn zwou Méiglechkeeten opgelooss. Dat heescht, entweder un der integraler Publikatioun vun den Norme festzehalen. De Statsrot huet souguer d'Iddi lancéiert, dass een dat iwwert den Internet kéint maachen. D'Kommissioun huet awer fonnt, dass domat déi wesentlech Problemer, déi ech éinescht opgezielt hunn, net geléist wären, an huet op déi zweet Léisung zréckgegraff, an zwar den Artikel 3 net ganz ze inkriminéieren, mä sech op den 1. Paragraph - dee vun de Produits sûrs - ze limitéieren. Domat falen d'Normen aus de Paragraphen 2 an 3 elo net méi ënnert déi pénal Sanktioune vum Artikel 8.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Domat, menge mer, kënnt de Problem vun der Publikatioun vun de Normen, deen eis immens vill Zäit kascht huet, zu gudder Lescht nach geléist ginn. Dat wäerte mer gesinn un der Reaktioun vum Statsrot.

Nach eng Kéier zum Projet e puer Bemierkungen an Erklärungen. Dee Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass deen, deen also de Prinzip festneelt vun de Produits sûrs, déi op de Marché musse kommen.

Zweetens leet de Projet de loi, esou wéi säi Virgänger 1997, kloer fest, dass d'Kompetenz an där Matière ausschliesslech an den Hänn vum Minister läit, deen d'Protektioun vun de Konsumenten a sengen Attributiounen huet. Dat heescht, de Moment ass dat de Minister vun der Ekonomie an et si seng Agenten, déi als Agents de police judiciaire de Marché iwwerwaachen, Enquêten um Terrain maachen, Infraktioune feststellen an och de Procès-verbal dresséieren.

De Minister vun der Ekonomie ass also deen, deen dofir suergt, dass déi néideg Mesurë geholl ginn, an et ass och deen, deen a Kontakt mat de Konsumente steet. An et ass deen, deen dem Producteur an dem Distributeur vis-à-vis ka bestëmmen, éischtens ze verbidden, dass Produiten op de Marché kommen, déi als geféierlech betruecht ginn, zweetens se dozou ze veranlassen de Retrait virzehuelen. An hie kann nieft dem Retrait och d'Destructioun vun dëse Produiten décidéieren.

Wéi gesot, wichteg ass, dass dat Gesetz doniewent eng Rei vun anere Prinzipien iwwerhëlt. Ech schwätzen elo vum Rapex, dem Système d'alerte rapide, deem rapide Warnsystem, dee vun der Eu-

ropäescher Kommissioun organiséiert a pilotéiert gëtt, a wou et an all Mitgliedsland vun der Europäescher Unioun eng Antenn gëtt, déi da bei eis och am Ministère de l'Économie ugesiedelt ass.

Dee rapide Warnsystem erfëllt eng wesentlech Funktioun. Dir gesitt dat aus dem Rapport, wou d'Zuele sti vun honnerte Retraiten oder Warnungen, déi do ausgeschwat gi sinn. Et konnt ee gëschter nach an eisem Courrier électronique liesen, dass d'Europäesch Kommissioun net méi spéit wei gëschter gewarnt huet virun deene Minimotoen, déi zënter enger Zäit schonn op de Marché komm sinn an déi ugesi gi wéi Spillsaachen a mat deenen och kleng Kanner däerfe fueren, obwuel festgestallt ginn ass, dass dat liewensgefäierlech ass. Dofir ass och vun der Kommissioun dorop higewise ginn, dass an de Länner muss reagéiert ginn, dass ënner 14 Joer keen däerf domat fueren, dass et keng Spillsaach ass an dass dat doten eigentlech misst an d'Kategorie vun de motoriséierte Gefierer falen, wat awer wéinst mangelhafte Reglementer net de Fall ass.

An do gesäit een d'Bedeitung. An et ass vläicht e gutt Beispill, fir ze ënnersträichen, dass och esou e rapide Warnsystem, dee jo integréiert ass an d'Sécurité générale des produits, seng absolut Bedeitung huet; fir och ze ënnersträichen, dass de Rapex iwwert dat erausgeet, wat de Champ d'application vun der Sécurité générale des produits ass, mä dass och do all déi Produkter reglementéiert ginn, wou et Reglementer gëtt, wou et Directives sectorielles gëtt, wéi iwwert d'Spillsaachen, iwwert d'Matériel électrique, iwwert d'Équipements de protection individuelle, awer och iwwert d'Produits cosmétiques.

An hei gräifen dann an, an déi ganz Kontrollfunktioun, net nëmmen d'Inspection du Travail et des Mines an de Service de l'Énergie de l'État, mä och d'Division de la Pharmacie et des Médicaments vum Ministère de la Santé.

Déi Tatsaach do huet dann op där anerer Säit dozou gefouert, dass souwuel de Conseil d'État wéi besonnesch d'Union luxembourgeoise des Consommateurs fënnt, dass esou ze vill Muecht an der Hand vun engem Ministère ass a vläicht net genuch Méiglechkeet vu beschtméiglecher Kooperatioun besteet, an doraus erëm Risiken entstinn.

Dofir hu mer eis als Kommissioun och sensibel dofir gewisen a mer fannen, dass een eben iwwert de Wee vun dësem Gesetz an anere Méiglechkeeten déi Zesummenaarbecht muss optimal organiséieren, fir dass een d'Problemer am Grëff behält.

Dës Erklärunge fir ervirzesträichen, dass et schonn e bedeitende Projet ass, dee villes vun deem ale Gesetz iwwerhëlt, mä deen op där anerer Säit eng Rei vun neien Elementer mat erabréngt, déi et derwäert sinn, dass se beuecht ginn.

Ofschléissend a fir komplett ze sinn, och wann et keen direkten Zesummenhang gëtt, wëll ech e Wuert iwwer REACH verléieren an iwwert de Code de la Consommation. REACH dofir, well dat jo och eigentlech e Bestanddeel vum Schutz vun der Gesondheet ass an enger anerer Dimensioun.

Hei geet et ëm chemesch Produkter an hiren immens héije Potenzial u Gefore fir d'Ëmwelt mä och fir d'mënschlech Gesondheet, an dat ass Objet vun enger detailléierter Reglementatioun an zwar ausserhalb vun der Sécurité générale des produits.

Op där anerer Säit spillt et mat eran, well jo awer eng ganz Rei vu Chemikalien, déi iwwert de REACH solle kontrolléiert sinn an dat am Virfeld vun der Commercialisatioun, net nëmmen a chemesche Produkter mä och an anere Produkter benotzt ginn. Et ass also net fir et aus den Aen ze verléieren, och wann et hei direkt net mat en Thema ass.

Dann de Code de la Consommation, op deen zënter Jore gewaart gëtt. Et ass jo besonnesch eng Fuerderung vun dem Konsumenteschutz, vun der ULC, an och vun aneren. Et ass beim Code de la Consommation wéi beim Code du Travail, dee mir iwwermuer hei op der Dagesuerdnung hunn, nämlech dass een et muss fäerdeg bréngen all bestoend Gesetzer a Reglementer ze kodifizéieren, fir Transparenz dran ze kréien, den Iwwerbléck ze behalen an domat och optimal Schutz a Bestrofung ze garantéieren.

Un deem Code de la Consommation gëtt elo zënter engem Joer intensiv am Ministère geschafft, an do gëtt et ee Comité d'accompagnement, deen aus Juristen, Magistraten, mä och aus Vertrieder vun Départements ministériels, vum Konsumenteschutz an aus Professionellen zesummegesat ass, an deen hoffentlech bal oder geschwënn zu engem Ofschloss kënnt, fir et ze erméiglechen, dass ee wierklech optimal Konditiounen och zu Lëtzebuerg an engem Beräich schaaft wou et ëm d'Gesondheet vun eis alleguer geet, ob dat elo d'Gesondheet ass oder ob dat Unfallgefore sinn, an dass mer et och fäerdeg bréngen duerch d'Ëmsetzung vun där neier Direktiv, net nëmmen op nationalem Plang mä och am europäesche Kader déi beschtméiglech Iwwerwaachung, also Kontroll, an dee beschtméiglechen Austausch vun Informatiounen an domat och dat konkret Virgoen am Interesse vum Verbraucher ze organiséieren.

Ech hunn den ILNAS genannt, wou den Dépôt am November 2005 gemaach ginn ass.

M. le Président.- Här Castegnaro, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Ech sinn um Schluss, Här President. Ech hunn et gespiert kommen an duerfir hunn ech mech geflass.

(Interruptions)

Ech fänken u gutt ze ginn, ne?!

(Interruptions)

Voilà!

Ech wëllt also op d'Bedeitung vun deem Ganzen hiweisen, se ënnersträichen. Ech hu gesot, et geet ëm d'Gesondheet vun eis alleguer, och vun der Ëmwelt.

Ech wëll nach eng Kéier all deene Merci soen, déi un der Ausaarbechtung vun deem Projet de loi a vum Avis matgeschafft hunn. Ech wëll och drun erënneren, dass d'Kommissioun proposéiert, dee Projet unzehuelen, an ech géing am Numm vu menger Fraktioun datselwecht soen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Castegnaro Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Produkter, déi de Sécherheetsnormen net entspriechen, bleiwen eng vun den Haapursaache vu villen Accidenter. Ob et sech hei ëm eng Méimaschinn handelt, déi net méi bremst; ob et eng Creme ass, wann ee sech déi an d'Gesiicht schmiert, een op eemol eng komesch Allergie huet; ob et eng Chrëschtdagsbeleuchtung ass, déi op eemol Feier fänkt oder ob et e Raséierapparat ass, deen op eemol e klengen Elektroschock ausdeelt; d'Palett vun dësen Accidenter ass enorm breet a beréiert all méiglech Beräicher.

(Interruption)

Oh, Här Gira, mir ass dat net alles geschitt, mä et ass just fir Beispiller ze ginn.

Et ass dofir noutwendeg, dass mir gewësse Standarden hunn, un deenen d'Qualitéit vun deene Produitë kënne gemooss ginn, fir hire séchere Gebrauch kënnen ze garantéieren.

Et ass schonns komesch, wann ee bedenkt, dass esou e wichtegt Thema, wat d'Sécherheet vu jiddferengem direkt betrëfft, och just da wouergeholl gëtt, wann en Accident duerch esou e Produkt geschitt ass a wann et dann zu gréissere Réckruffaktioune vum betraffene Produkt kënnt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nach guer net esou laang hier, dass d'Europäesch Unioun sech dëser Problematik fir d'alleréischt ugeholl huet. Et war 1992, wou sech d'Bedürfnis um Niveau vun der EU bemierkbar gemaach huet, fir sech dëser Problematik unzehuelen.

D'Resultat vun deenen éischten Négociatiounen an dësem Beräich war eng Direktiv, déi als Zil hat fir d'Sécherheet vun alle Produkter um europäesche Maart ze garantéieren, déi net duerch eng Législatioun, sief et um nationalen oder um europäesche Plang, garantéiert war. Dës Direktiv sollt en ultimë Sécherheetsfilet duerstellen. Ech mengen et ass wichteg dorun ze erënneren, wat fir e grousse Schrëtt deemools am Joer 1992 mat dëser Direktiv virgeholl gouf, fir de Schutz vum Konsument ze stäerken. Dës Direktiv gouf hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 27. August 1997 iwwert d'Sécherheet vun de Produkter an dat nationaalt Recht ëmgesat.

Här President, a mengen Aen ass et wichteg, kuerz op d'Effortë vun der Europäescher Kommissioun an dësem Kontext anzegoen, déi am Joer 2000 an engem Rapport un d'Europaparlament an un de Conseil d'Erfahrungen, wat d'Applicatioun mat dëser Direktiv ubelaangt, notéiert huet.

Et huet dunn och net méi laang gedauert bis sech nees un d'Aarbecht gemaach ginn ass, fir un enger Revisioun vun där Direktiv ze schaffen, an zwar mam Zil, all déi Lücken, déi dës Direktiv opgewisen huet, ze behiewen. D'Resultat vun dëser intensiver Aarbecht um europäesche Plang läit haut virun eis um Dësch. Et ass elo un eis dëst um nationale Plang ëmzesetzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt hei vun der Geleeënheet profitéieren, dem Rapporteur, dem Kolleeg John Castegnaro, villmools Merci ze soe fir säin detailléierte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Ech begréissen dee Gesetzesprojet wéi en hei virläit, ganz besonnesch well en eng ganz Partie Verbesserunge mat sech bréngt an heimat de Schutz vum Konsument verstäerkt gëtt. Awer net nëmmen de Schutz vum Konsument, mä - ech ënnersträichen - och de Schutz vun den Hiersteller, déi Produiten hierstellen, an och vun deem, dee se weiderleet; well och si domadder eng Garantie kréien, dass dee Produit, dee si verdreiwen, de Sécherheetsstandarden entsprécht.

Dës Direktiv schreift eng generell Obligatioun vu Sécherheet bei alle Produkter vir, déi op de Maart bruecht ginn, déi fir de Konsument bestëmmt sinn oder déi vun deem eventuell kënnen a Gebrauch geholl ginn. Dës Direktiv adresséiert sech och un déi Produkter, déi vum Konsument am Kader vun engem Service gebraucht ginn.

Wat hei besonnesch ze ënnersträichen ass, ass, dass hei op där enger Säit versicht gëtt, sech fir dem Konsument seng Gesondheet a seng Sécherheet anzesetzen, an op där anerer Säit op e proppert Fonctionnéiere vum internen EU-Maart opgepasst gëtt.

Ech wollt elo net am Detail op dës Direktiv agoen, déi haut mat dësem Gesetzesprojet ëmgesat gëtt, well dat huet de Rapporteur, de John Castegnaro, schonn am Detail gemaach.

Ech wollt just nach op e puer elementar Aspekter vun dëser Direktiv agoen, déi a mengen Ae vu grousser Wichtegkeet sinn.

Ee vun deene wichtegsten Elementer ass, an den Ae vu menger Fraktioun a mir selwer, dass d'Sécherheet an der Produktiounskette verschäerft gëtt. Mat dëser Direktiv gëtt, wéi bei där virdru schonns, vun den Hiersteller erwaart, dass si nëmme sécher Konsumprodukter an Ëmlaf bréngen an dass si déi néideg Moossnamen huelen, fir all Risque fir de Konsument ze verhënneren.

Fir kënnen adequat Moossnamen ze huelen am Fall vum Gebrauch vun engem Produkt wat riskant ass fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Konsument, muss dem Produkt seng Verpackung mat der Identitéit an de Coordonnéeë vum Hiersteller vermierkt sinn, esou wéi och mat der Referenz vum Produkt a wat fir engem Lot et ugehéiert. D'Hiersteller si verflicht fir déi wichteg Informatiounen iwwert d'Produkt dem Konsument matzedeelen an ënner Ëmstänn de fräiwëllege Réckzuch vun engem Produkt anzeleeden, fir Accidenter ze verhënneren.

De Verdeeler hir Roll gëtt awer och duerch dës Direktiv méi kloer definéiert. Si stinn och an der Verflichtung, fir op de Suivi vun der Sécherheet vun de Produkter opzepassen an och déi néideg Dokumenter ze hunn, fir den Ursprong vun dësem Produkt kënnen nozeweisen; wat et och wäert méi schwéier maachen, dass do eng Concurrence déloyale bei der Vergab vun deene Produiten entsteet.

Eng wichteg Moossnam ass déi vun der Obligatioun fir den Hiersteller an de Verdeeler, fir de kompetenten Autoritéiten, déi vun de Memberstaten ernimmt ginn, ze signaliséieren, wann e Produit, deen um Maart disponibel ass, geféierlech ass oder Risike mat sech bréngt. Der Natur vum Risque no kënnen d'Autoritéiten dann zousätzlech Démarchë vun den Hiersteller oder den Distributeuren erwaarden, wéi zum Beispill, dass de betreffende Produit erëmfonnt a vum Maart geholl gëtt, oder dass de Public iwwert de Risque informéiert gëtt oder dass ganz einfach eng Réckruffaktioun vun dësem Produit organiséiert gëtt.

En anert wichtegt Element vun dëser Direktiv ass, fir meng Fraktioun a mech, dass hei och d'Roll vun den Autoritéiten am Land, wat d'Surveillance vum Maart ubelaangt, méi wichteg gëtt. Et ass un hinnen, fir sécherzegoen, dass d'Hiersteller an d'Verdeeler hire Verflichtungen nokommen. Hir Aufgab ass et zudeems fir d'Konformitéit vun de Produkter mat de Sécherheetsverflichtungen ze kontrolléieren an déi adequat Moossnamen anzeleeden, am Fall wou de Produkt e Risiko mat sech bréngt, also dass do dann eppes dergéint ënnerholl gëtt. Et ass och un hinnen d'Regele fir d'Infraktioune festzeleeën an dorop opzepassen, fir dass de Konsument vun engem System ka profitéieren, deen och e séchere Suivi vu senge Plaintë garantéiert.

Fir ofzeschléisse géif ech gäre kuerz op den originelle Rapex-System (rapid alert system) ze schwätze kommen, deen eng rapid Interventioun garantéiert am Fall vu Produkter, déi schwéier Risike mat sech bréngen. Am Fall wou d'Memberlänner vun der EU mat esou engem Produkt konfrontéiert ginn, ass et un hinne fir op direktem Wee d'Kommissioun duerch dëse Rapex-System ze informéieren.

Esou kënnen um communautären Niveau séier Moossname geholl gi wann et sech ëm Produkter mat gravë Risiken handelt. D'Kommissioun kann da mat dësem System eng europawäit gülteg Unuerdnung fir den Ëmgang mat dësem Produit maachen, an d'Memberstate mussen déi innerhalb vun 20 Deeg ëmsetzen.

Dass dësen effikasse System elo scho seng Friichten dréit kann ee gesinn, wann een d'Opfuerderung vun der Kommissioun un d'Memberstaten erwähnt, déi gëschter - de John Castegnaro huet et scho gesot - publizéiert gouf. D'Kommissioun rifft d'Memberstaten op, dass si Moossnamen huelen, fir schlëmm Accidenter mat deene sou genanntenen „Minimotoen" ze verhënneren.

Et ass duerch dëse System, duerch deen d'Kommissioun vun zéng Memberlänner Informatiounen iwwert dës Gefierer kritt huet, an een och do konnt en Appel maachen, fir dass d'Sécherheetsnorme konnten applizéiert ginn an domat e weidere Geforenherd aus der Welt geschaf gouf.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wollt ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass et mat dësem Gesetzesprojet zu engem bessere Schutz vum Konsument kënnt. Et ass awer och wichteg, dass dës Législatioun erëm eng Kéier gestäerkt gëtt.

Mir hate schonn eng Kéier esou e Projet, mä et ass och elo wichteg, eis deenen neie Standarden unzepassen, dass d'Iwwerwaachung vun deene ganze Saachen och ausgebaut gëtt, well nëmmen dann ass et och méiglech, dass mer zesumme mat deenen anere Partner vun der Europäescher Unioun fir eng Sécherheet vum Konsument suerge kënnen.

Ech sinn der Meenung, dass dës Direktiv déi wesentlech Instrumenter dozou liwwert an hirem Objectif domadder gerecht gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech eisen Accord zu dësem Gesetzestext.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss, entschëllegt, d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et geet, wéi hei scho gesot, ëm d'Transpositioun vun der Direktiv 2001/95/CE. Ech wëll wierklech dem Rapporteur félicitéieren, deen déi ganz schwiereg Tâche hat ze navigéieren tëschent de Spitzfindegkeete vun der Direktiv an den zahlreichen Oppositions formelles vum Conseil d'État. Hien huet am Detail op déi lescht higewisen, an ech komme vläicht kuerz nach op déi eng oder déi aner ze schwätzen.

Wann den Här Bodry hei wär, da géing ech em soen, ech wéisst ganz genee, dass de Projet déposéiert ginn ass den 9. Mäerz 2004, also virun der Prise de fonction vun der jëtzeger Regierung. Dat hënnert mech awer net drun ze soen, dass ech der Meenung sinn, dass d'Servicer an dësem Projet e gewëssenen Excès de zèle gemaach hunn a sech net un dee Prinzip gehalen hunn, un dee mer alleguerte mengen, dass mer ons sollen hale wa mer eng Direktiv transposéieren: Transposer toute la directive, mais rien que la directive.

Wéi hei och scho gesot ginn ass, war den Délai de transposition de 15. Januar 2004. Mir sinn also erëm eng Kéier hannendran. D'Kommissioun huet schonn e Fanger gemaach. Ech menge wierklech, dass mer bei den Direktiven an allen Departementer mussen en Effort maachen. Mir gëlle jo gären als Musterschüler vun der Unioun, dann hu mer och d'Obligatioun duerfir ze suergen, dass mer mat der Transpositioun vun den Direktiven an der Rei sinn.

Ech wëll net op déi eenzel Punkten agoen, déi de Rapporteur a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Rapport am Detail exposéiert huet. Déi Haaptpunkte sinn - an ech mengen, do si mer all d'accord, dass se wichteg sinn -: dass de Champ d'application vun der Direktiv erweidert ginn ass, dass d'Direktiv gewësse Lacunë combléiert, déi mer an onser jëtzeger Législatioun hunn an ewell sämtlech Produkter ofdeckt, déi fir d'Consommateure geduecht sinn, y compris:

- an dat ass nei, Produkter, déi ënner eng Législation spécifique falen;

- zweetens, Produkter, déi initialement fir den industrielle Gebrauch virgesi waren, mä déi dann duerno als e Produit de consommation plus ou moins courants gi sinn;

- a schliesslech Produkter, déi am Kader vun enger Prestation de services op de Maart bruecht ginn.

Weider gesäit d'Gesetz vir, dass d'Obligatioune souwuel vun de Producteure wéi vun den Distributeure renforcéiert ginn, an dat fir eng besser Kollaboratioun mat den Autoritéiten erbäizefëieren.

Här President, ech wëll zu dësem Projet eng allgemeng Remarque maachen, well mer dës Woch dräi Projeten um Ordre du jour hunn, déi mer schéngen déi Remarque ze justifiéieren. Hei schwätze mer iwwert d'Protection du consommateur. Mir hate virdrun de Projet de lutte contre le bruit. Mir hunn um Ordre du jour de Projet de loi Anti-tabac. An ech mengen dee Genre u Projeten, wou et ëm d'Protektioun vum Consommateur geet, ëm d'Protektioun vun der Gesondheet, ëm d'Protektioun vum Environnement, stellt en allgemenge Problem fir de Législateur.

Mir sinn all d'accord a mir fannen et all legitim, dass de Législateur muss dofir suergen, dass déi Protektioun gewährleistet ass; dat heescht, d'Protektioun vum Consommateur, vun der Santé, vum Environnement. Mä ech mengen, déi Protektioun kann net esou wäit goen, dass se déi individuell Fräiheeten a Fro stellt. De Bierger muss eng gewësse Protektioun hunn, mä en däerf sech net an engem Régime de liberté surveillée erëmfannen.

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- An d'Schwieregkeet bei deene Projeten ass précisément de Point d'équilibre ze fannen tëschent der Protektioun engersäits, an den individuelle Libertéiten anerersäits.

Ech mengen, deen Équiliber war am Projet de loi am Ufank, esou wéi en déposéiert ginn ass, net gewährt. An et ass dofir, dass ech virdru gesot hunn, dass ech der Meenung sinn, dass d'Servicer hei e gewëssenen Excès de zèle gemaach hunn.

Gott sei Dank hunn de Conseil d'État an d'Commission de l'Économie duerfir gesuergt, dass deen Équiliber erëm hiergestallt ginn ass. Doduerch dass d'Kommissioun Ännerunge vum Projet ugeholl huet, déi dem gréissten Deel vun den Oppositions formelles vum Conseil d'État Rechnung droen, ass, menger Meenung no, deen Équiliber erëm hiergestallt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wéi de Rapporteur et am Detail exposéiert huet, ass nach e gewëssenen Doute iwwert den Artikel 3, dee sech beschäftegt mat de Referenze vun den Normen, iwwert den Artikel 4, an d'Fro: Ass et eng Liste exemplative oder eng Liste exhaustive? A schliesslech den Artikel 8.

Mir hunn do, wa mer dee Projet unhuelen, nach ëmmer de Risiko, dass mer d'Dispense vum second vote constitutionnel vum Conseil d'État net kréien. Ech sinn awer der Iwwerzeegung, dass d'Kommissioun versicht huet en âme et conscience Libelléen ze fannen, déi dach de Suerge vum Conseil d'État Rechnung droen, ouni de But vun der Direktiv a vum Gesetz a Fro ze stellen.

Op jidde Fall beim Artikel 8 huet d'Kommissioun versicht de Wonsch vum Conseil d'État esou genee wéi méiglech an d'Realitéit, an den Text ëmzesetzen. Déi eenzeg Fro, déi mer ons nach stellen ass, ob mer dat gutt genuch gemaach hunn an ob de Conseil d'État dann och mat där Propositioun d'accord ass. Ech si mam Rapporteur d'accord, dass dat net kann als en Amendement considéréiert ginn, well mer hunn einfach versicht dat a Wierder ze kleeden, wat de Conseil d'État ons gesot huet.

Mat deene Wierder, Här President, a fir ofzeschléisse wëll ech den Accord vun onsem Grupp zu deem Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann hei gesot gëtt, datt mer mat dësem Projet de loi elo mat ronn zwee Joer Verspéidung d'europäesch Direktiv 2001/95/CE ëmsetzen an doduerch d'Gesetz vun 1997 ersetzen, wat engersäits der Direktiv 92/59/CEE vun 1992 entsprach hat, dann ass dat natierlech richteg. Wann awer gläichzäiteg gesot gëtt, datt et mat dësem neie Gesetz, mat dëser neier europäescher Direktiv elo praktesch automatesch och zu méi Produktsécherheet an zu engem Paradies fir d'Verbraucher géif kommen, da sinn an eisen Aen do awer gréisser Skepsis a gréisser Zweifelen erlaabt.

Mir Gréng wäerten eis dofir beim Vote vun dësem Projet de loi enthalen. An ech wëll hei versiche kuerz duerzeleeën, friwat dës Abstentioun, firwat eis deen neie gesetzleche Kader net duergeet - am Ënnerscheed zur DP -, fir eng wierklech Sécurité des produits am Intérêt vum Konsument an am Intérêt vum engem wierklech gesondheetlech orientéierte Verbraucherschutz ze garantéieren.

Mir wéilten awer fir d'éischt dem Rapporteur vun dësem Gesetz, dem Här Castegnaro, Merci soe fir säi Rapport, an deem hien déi wichtegst Punkten aus deem Gesetz an och aus der europäescher Direktiv virgestallt huet, well dëst Gesetz sech jo relativ enk ulehnt un dës europäesch Direktiv 2001/95/CE.

Hien ass op déi wichtegst Bestëmmungen agaangen, a well och eng Rei vu Virriedner déi Saache widderholl hunn, wier et sécherlech langweileg wann ech dat als véierte Riedner nach eng Kéier géif widderhuelen. Am Telegrammstil dofir just e puer vun deene wichtege Bestëmmungen, mat deene mer reng vum Prinzip hier natierlech och kënnen averstane sinn.

Zum Beispill déi juristesch verbindlech Bestëmmungen, déi et Commerçanten an Distributeure verbidde Produiten, dat heescht Wueren, ze verkafen, vun deene se woussten oder hätte wësse missen, datt se deene gëltege Sécherheetsbestëmmungen net entsprechen an datt bei Verstéiss dogéint Sanktiounen ze erwaarde sinn.

Ze preziséieren ass am Kontext vun dëser Direktiv an dësem Gesetz, datt et sech hei net ëm medezinesch Produkter handelt, och net ëm Biociden an och net ëm Liewensmëttel, well dës Produkter iwwer aner europäesch Direktiven a Gesetzer geregelt sinn. Et geet also ëm déi dausenden an dausende vu Produkter a Konsumartikelen, ob Kannerspillsaachen, Motorseeën, Gaardegrillen, Teppecher, Chrëschtdagsluuchten an esou virun, déi een an de gefëllte Regaler vu Geschäfter a Supermarchéen ze kafe kritt, an déi also sécher musse sinn.

Onsécher Produite sollen also net dierfe verkaf ginn an de Commerçant muss net nëmme gläich den zoustännege Minister alertéiere wann en de Verdacht huet de verkaafte Produit wär awer vläicht net sécher, mä e muss och partizipéieren dobäi fir d'Konsumenten ze warnen an déi geféierlech Produkter vum Marché zréckzehuelen.

Weider wichteg Punkten an dësem Gesetz sinn, datt den zoustännegen Ekonomiesminister Plaintë vun de betraffene Konsumente soll nogoen, an datt en den europäeschen Autoritéiten all Problemfäll soll matdeelen am Kader vun dem sou genannte Rapex-System, fir datt am Fall vu problematesche Produiten och d'Autoritéite vun deenen aneren europäesche Staten informéiert a gewarnt ginn.

Den Ekonomiesministère an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère an dem Ministère du Travail soll och d'Recht hunn iwwert d'Zouloossung vu Produiten ze entscheeden, iwwert den zäitweilege Verbot oder iwwer e komplette Retrait vum Marché, deen natierlech begrënnt muss ginn.

Wann een dat alles esou liest, da kléngt dat natierlech ganz gutt, an et kéint een also mengen, datt mat dëser neier Direktiv, mat dësem neie Gesetz endlech golden Zäite fir d'Konsumente géifen erabriechen. Schéi wier et! Mir hunn dobäi allerdéngs, wéi schonn ufanks gesot, gréisser Zweifel, well déi bishereg Entwécklung vun deene vergaangenen zéng, 15 Joer an och nach déi heiteg Realitéiten eis oft ëmmer erëm de Contraire beweisen.

Denkt un all déi Problemer mat Produkter an heiansdo souguer Skandaler, déi periodesch a regelméisseg ëmmer erëm an de Medien optauchen! Liest och iwwert d'Problemer mat alldeegleche Konsumartikelen, wéi se a méi spezialiséierte Konsumentenzäitschréfte wéi zum Beispill „Öko-Test“, „Que choisir“ oder dem „Konsument“ all Mount erëm eng Kéier ervirgehuewe ginn!

Méi generell gesinn: Wann déi ugebuede Produkter op den europäesche Marchéë sécher wieren - a vun dohier importéiere mer jo och de Gros -, da bräichte mer net vill ze diskutéieren iwwer REACH, da bräichte mer kee Service de médecine de l'environnement an der Santé, dee Joer fir Joer heiansdo ganz staark Belaaschtunge feststellt a Privatwunnengen oder öffentleche Gebaier, déi ausgi vu Produkter a Konsumartikelen, da géif et net déi zounehmend Doléancen iwwer elektromagnéitesch Belaaschtungen, zum Beispill iwwer sou genannte schnurlos DECT-Tëlefonen an esou virun.

Well wann ee vu Sécherheet vun engem Produit schwätzt, da bedeit dat haut eben net eleng méi de Risque, datt eppes zerbriechlech ass, datt kleng Kanner Stécker vun enger Spillsaach kënnen ofschlécken, datt dovunner bei defekte Produkter en Elektroschock kann ausgoen an esou virun. Am europäesche Rapex-System gëtt et bekanntlech ëmmer méi esou Notification-de-risquen, zum Beispill bei Kannerspillsaachen, virun allem bei solchen, déi aus China oder aus dem asiatesche Raum kommen.

Dat sinn awer just déi eng Risike fir d'Sécherheet, mä leider kënnen haut vun alldeegleche Produiten, ob Kannerspillsaachen, Polstermiwwelen, Matratzen, elektronesch Geräter, och eng aner Zort vu Risike fir d'Sécherheet an de gesondheetleche Verbraucherschutz ausgoen, wann esou Produkter chemesch traitéiert oder imprägnéiert sinn, a wann dës Substanzen an eisen Haiser oder Schlofzëmmeren dann ausgasen an dann zu oft problematesche Raumloftbelaaschtunge féiere kënnen. Oder zum Beispill och wa Bëbeeën oder kleng Kanner PVC-belaaschte Spillsaachen an de Mond huelen an dann zum Beispill geféierlech Phtalaten, dat si sou genannte Weichmacher, anootmen oder mat ofschlécken.

Déi Lëtzebuerger Ëmweltambulanz vum Ministère vun der Santé mécht an deem Zesummenhang am Kader vun hire beschränkte personale Méiglechkeeten - well déi si wierklech beschränkt! - eng ganz positiv Aarbecht an Haiser an öffentleche Gebaier, a ganz oft kënne si feststellen, wann en Dokter si zu Patienten an deenen hir Haiser a Schlofzëmmere schéckt, datt effektiv eng Partie vun Erkrankungen, zum Beispill Otemweeerkrankungen, Houschtufäll, chronesch Bronchiten oder Otitë bei klenge Kanner ze dinn hu mat Produkter, déi eben net sécher sinn. Zum Beispill mat Kannermatratzen, déi oft héich Konzentratioune vu problematesche chemesche Flammschutzmëttel enthalen.

A wann Dir zum Beispill och de Rapport d'activités vun deem Service de médecine de l'environnement, also vun eiser Ëmweltambulanz aus dem Joer 2005 liest - dat ass jo en offiziellt Dokument -, da gesitt Der, datt vu Produkter an Ariichtungsgéigestänn, Mobiliar, Textilien, Lieder, elektronesche Geräter an esou viru weiderhin haaptsächlech chemesch Risike fir d'Gesondheet kënnen ausgoen.

Nach ëmmer gëtt et, ausgehend vun esou Produkter an Ariichtungsgéigestänn, Belaaschtunge mat PCP, mat Eulan, souguer mat DDT, wat alles sou genannten „Altlasten“ sinn, mä och déi méi nei Imprägnéierungen a Behandlunge vu Produkter, zum Beispill mat Permethrin, mat Weichmacher oder mat Flammschutzmëttel, déi ëmmer méi heefeg an eise Produkter oder am Hausstëbs fonnt ginn, maachen, datt esou munch vun dëse Produkter alles aneschters wéi sécher sinn. Datt et och aneschters ka goen, hu laut Rapport vun der Ëmweltambulanz iwwregens dräi Hiersteller vu Matratze bewisen, déi elo hir Matratzen ouni Flammschutzmëttel hierstellen, wat eng ganz positiv Ëmstellung ass.

E lescht konkret Beispill iwwert d'Sécherheetsrisiken, beziehungsweis éischter d'Risike vu Produkter, ass aktuell d'Warnung vum däitschen Umweltbundesamt, wat viru kuerzem, virun e puer Deeg gewarnt huet viru sou genannten Duftstoffer a Privathaiser oder Büroen, Supermarchéen oder Kinoen. Doranner wiere synthetesch Moschussubstanzen enthalen, déi sech an eisem Organismus géifen uräicheren an déi zum Beispill an Däitschland schonn zu enger hallwer Millioun Duftstoffallergiker gefouert hätten.

Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach ganz vill aner Produiten opzielen, déi ähnlech Problemer maachen, déi awer trotzdeem um Marché sinn, well bis haut dësen Aspekt vun engem preventive gesondheetleche Verbraucherschutz praktesch total ignoréiert oder ënnerschat gouf. Ech wäert op dës chemesch Risike vu Produiten, déi all mat där ëmstriddener REACH-Direktiv a mat der Chemikaliesécherheet ze dinn hunn, um Schluss nach eng Kéier zréckkommen, well an eisen Aen ouni eng wierklech gutt an ëmfaassend REACH-Regelung, Här Castegnaro, iwwerhaapt keng wierklech Sécurité des produits wäert kënne garantéiert ginn. A wann et net zu enger gudder an zolitter REACH-Regelung kënnt, da wäert och dëst Gesetz a groussen Zich wierkungslos bleiwen.

Dat ass iwwregens ee gewichtege Grond fir eis Abstentioun, well et am Moment op Drock vun der chemescher Industrie leider net esou ausgesäit wéi wa mer iwwerhaapt nach eng REACH-Regelung géife kréien, déi wierklech engem preventiven Ëmwelt- a gesondheetleche Verbraucherschutz géif entspriechen.

Mä zréck zu den europäeschen Direktiven, där vum Juni 1992 an elo vun 2001, déi d'Produktsécherheet iwwer gemeinsam Norméierunge solle garantéieren. Schonn no Ëmsetzung vun der 92er Direktiv hätten d'Produkter um europäesche Marché sécher solle ginn. D'Realitéit aus deene vergaangenen zéng, 15 Joer war awer oft eng aner. Schonn 1992 sollt dat iwwer en Zesummespill tëschent Nationalstaten, der EU-Kommissioun an europäeschen Norméierungsbehörde geschéien, fir engersäits am Bannemarché eng Concurrence non faussée ze erméiglechen, wou dann awer als zousätzlech Kritäre laut den Artikelen 152 an 153 vum Traité héich Niveaue vu Gesondheetsschutz a Verbraucherschutz derbäikommen.

Wat ass elo nei an der Direktiv vun 2001 par rapport zu 1992? Et ass haaptsächlech eng nach méi staark Akzentuéierung vun op EU-Niveau etabléierten an ze harmoniséierenden Norme bei der Evaluatioun vu Sécherheet oder Risiko vu Produiten op Käschte vu méi reng nationalstaatlechen Normen, wougéint vum Prinzip hier jo och näischt dogéint anzewenden ass, soulaang dat net zu engem Nivellement vers le bas féiert, wéi et zum Beispill virun allem nordesch EU-State viru Joren ëmmer erëm gefaart hunn.

Als sécher gëlle laut der Direktiv 2001/95 Produiten, déi den harmoniséierenden europäeschen Normen entspriechen, a wann d'Nationalstaten déi akzeptéieren, da si se gülteg.

Wichteg ze wëssen awer ass, wéi dës Normen entwéckelt a festgesat ginn, well dat keen onwichtege Problem ass, wéi héich oder awer wéi niddreg, wéi streng oder laxistesch dës europäesch Norme fir d'Sécherheet vu Produkter festgesat ginn. An dës europäesch Normen, déi Sécherheet, Verbraucher a Gesondheetsschutz solle garantéieren, déi ginn net ausgeschafft vun der EU-Kommissioun selwer, mä d'Kommissioun verdeelt den Optrag dozou am Kader vu sou genannten Accord-de-coopérationen u sou genannt privat a sou genannt onofhängeg Organismen an Expertëcomitéen.

Bis haut an am Moment geschitt d'Norméierung iwwert den CEN, de Comité Européen de Normalisation, deen 28 national Norméierungsinstanzen an aacht associéiert Membere vertrëtt. Bei elektrotechnesche Produiten ass et net den CEN, mä ass et eng aner Instanz, nämlech den Cenelec.

Fir d'Sécherheet vun engem Produit iwwert d'Normen ze bestëmmen, nennt dann den CEN sou genannten Expertëcomitéen, déi fallspezifesch oder fir Gruppe vun ähnleche Produiten d'Kritäre solle bestëmmen. An hei stellt sech déi allerdéngs praktesch wichtegst Fro: Wéi ass d'Kompositioun vun esou Expertëcomitéen? Wéi a mat wat fir Intérêtë gi se zesummegesat? Entsprécht d'Kommissioun just renge Marchés- an oft kuerzfristege Profitintérêtë vu bestëmmten Industrieproduzenten, oder kënnt do laut Ufuerderunge vun den Artikelen 152 an 153 och de Gesondheets- an de Verbraucher-

schutz gläichgewiichteg zur Geltung?

Wann een zum Beispill zréckdenkt un de Skandal mam Asbest, oder och un aner Skandaler wéi zum Beispill den Holzschutzmëttelskandal Enn vun den 80er Joren, a wann ee weess wéi do déi betraffen Industrien alles ënnerholl haten, fir an den Expertëcomitéen dobäi ze sinn oder fir se ze beaflossen, a wann een heiansdo déi massiv Presenz an esou Comitéë vun Industrievertrieder och haut nach gesäit, dann ass d'Fro vun der Kompositioun vun esou Expertëcomitéë vun zentraler Bedeitung.

Dofir hu mir och eng Motioun gemaach, déi ech herno nach erkläre wäert.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la sécurité d'un produit est largement tributaire de la qualité des normes et des standards appliqués au cours de sa production;

- soulignant que l'élaboration d'une nouvelle norme de sécurité doit être transparente et non biaisée en faveur d'intérêts privés ou commerciaux;

- insistant sur le fait que la composition des comités de normalisation doit être équilibrée et que les intérêts des consommateurs et des travailleurs doivent également y être représentés;

- rappelant que la participation des associations de protection des consommateurs et celles de protection des travailleurs au processus de normalisation s'impose également parce que les gens qu'elles représentent sont généralement les premiers concernés par les normes;

- se félicitant que la Commission européenne fasse depuis quelques années des efforts pour une participation plus aisée et plus structurée de ces associations;

- constatant que les intérêts des consommateurs et des travailleurs restent largement défavorisés quant aux moyens humains et financiers à leur disposition pour effectuer des travaux d'analyse respectivement des contre-expertises par rapport aux propositions de normes venant de l'industrie;

- considérant qu'il convient dès lors d'offrir à ces associations de la société civile un niveau de représentation élevé et équitable dans la procédure de normalisation aux plans national, européen et international;

- estimant qu'elles doivent non seulement être associées à l'élaboration de normes de sécurité technique, mais également aux normes de sécurité environnementale et de sécurité sanitaire;

invite le Gouvernement

- à plaider au niveau européen pour une représentation accrue et équitable des intérêts des consommateurs et des travailleurs dans les comités de normalisation;

- à oeuvrer aussi bien au niveau national qu'international en faveur d'un meilleur soutien aux organismes de défense de ces intérêts, afin qu'ils aient véritablement les moyens humains et financiers pour faire valoir leur point de vue.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Wéi mer wëssen, Dir Dammen an Dir Hären, huet eisen Ekonomiesministère am November 2005 - den Här Rapporteur huet och schonn dovunner geschwat - e Projet de loi déposéiert iwwert d'Kreatioun vun engem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits et services. An an der Logik vun deem, wat ech elo hei virdru gesot hunn, hoffen ech, datt, wann deen Institut Evaluatiounscomitéë fir d'Sécherheet vun de Produiten asetzt, et do dann awer zu enger équilibréierter Kompositioun vun esou Gremië kënnt, well soss vun Ufank u kloer wier, datt esou en Institut iwwer keng gréisser Confiance an der Öffentlechkeet géif verfügen.

Stéchwuert Confiance vun de Bierger, oder besser gesot Vertrauensverloscht, an déi europäesch Institutiounen, déi an den 90er Joren europawäit staark ënnert d'Rieder gerode war, wat esou Problemer wéi dem Asbestskandal, dem BSE-Skandal, dem Dioxin-Skandal an esou viru geschëllt war. All dës Skandaler an de Vertrauensverloscht vun ëmmer méi Leit an déi europäesch Institutiounen hunn dunn den europäesche Conseil an d'Europäesch Kommissioun opgeschreckt a si hunn endlech ugefaangen e wéineg ze reagéieren.

Esou ass zum Beispill an enger Resolutioun vum Conseil vum 28. Oktober 1999 iwwert de Rôle vun der Normefestsetzung an Europa d'Zil formuléiert ginn, fir méiglechst e Konsens dobäi ze sichen a fir eng gréisstméiglech Transparenz an onofhängegen Norméierungsorganismen ze suergen; eng Saach, déi allerdéngs bis haut nach héchstens an den Usätz realiséiert ass.

Als Moyen géint de Vertrauensverloscht huet hirersäits d'EU-Kommissioun an engem Livre blanc sur la gouvernance am Joer 2001 e Plädoyer gehale fir eng, ech zitéieren, «large participation des citoyens»; an op Säit 20 vun deem Livre blanc gëtt da gesot a Bezuch op Norméierungscomitéen, datt et do géing drëm goen, ech zitéieren, «d'améliorer la représentativité des organisations de la société civile».

An an de Konklusioune vum Conseil des Ministres vum 1. Mäerz 2002 iwwert de Problem vun dësen Norméierungsprozesser an Norméierungskommissioune gëtt dann och higewisen op dat grousst Ongläichgewiicht tëschent der Industrie engersäits an den nëmme ganz schwaache Moyenë vun der Zivilgesellschaft a vum Gesondheets- a Verbraucherschutz op där anerer Säit.

Ech zitéieren och dorauser: «La participation à la normalisation pose parfois des problèmes pratiques à certains intervenants. Il s'agit notamment des ONG, des représentants des consommateurs, de la médicine du travail et de la sécurité, et des PME. Le manque de ressources financières et le fait qu'ils ne disposent pas d'experts techniques peut empêcher leur participation.» Dat kléngt alles ganz gutt.

Et ass u sech den Aveu, datt bis elo de Lobbyismus vun deene verschiddenen Industrien einfach vill méi Moyenen hat, fir Norméierungs- a Reguléierungsprozesser um europäeschen Niveau an hirem Sënn ze beaflossen, a jiddereen, deen déi europäesch Realitéiten aus deene vergaangenen zéng, 15 Joer op deem dote Gebitt an net nëmmen déi erwähnte Skandaler méi genau verfollegt huet, dee weess, wéi dominant do den Afloss vun industrielle Lobbyen haut nach ëmmer ass.

Dat eenzegt Konkret, wat awer bis elo an der Fro vun der Kompositioun vun den europäeschen Norméierungsinstanze geschitt ass, ass de Versuch vun der EU-Kommissioun fir am CEN, dem Comité Européen de Normalisation, d'Anec, d'Association européenne pour la coordination de la représentation des consommateurs pour la normalisation, an och d'Syndikater an d'PMEen ze integréieren, sief et als Membres associés oder als Beobachter.

Et kéint ee soen ëmmerhin en éischten Usaz, och wann dat nach ganz vill no „Alibipartizipatioun" richt.

An enger neier Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun vum 6. Abrëll 2005 ënnert dem Motto «améliorer la santé, la sécurité et la confiance des citoyens» gouf eng nei Stratégie en matière de santé et de protection du consommateur opgestallt, verbonne mat enger Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil, fir en neien europäeschen Aktiounsplang a Saache Santé a Verbraucherschutz fir d'Joren 2007 bis 2013 an d'Wee ze leeden.

An deem Text gëtt iwwregens zum Beispill op Säit 13 schonn eng komplett Réanalyse vun dëser virleiender Direktiv 2001/95 verlaangt, déi mer elo haut hei ëmsetzen.

Doniewent ginn do eng ganz Rei vu Fuerderunge fir d'Joren 2007 bis 2013 erhuewen, déi natierlech richteg sinn, déi och ganz gutt kléngen, woubäi ee sech allerdéngs da freet, firwat esou positiv Saachen net längst scho realiséiert sinn, zum Beispill eng verbessert Partizipatioun a Representatioun vu Konsumenteverbänn, vu Patientevertriedungen an ONGen an alle konsultativen Organisatiounen an Expertëgremien, an déi néideg finanziell Ënnerstëtzung do dervun, fir datt an Expertëcomitéën an Norméierungsgremien d'ONGen an d'Konsumenteverbänn déi néideg Expertise-Kompetenzen an och déi néideg onofhängeg Géigenexpertisë kënnen abréngen.

An dësem neien Aktiounsprogramm 2007-2013 ginn nach eng ganz Partie vun aneren interessanten Neierungsvirschléi gemaach, zum Beispill iwwer verbessert Informatiouns-, Dialog- a Konsultatiounsméiglechkeeten; zum Beispill iwwert d'Noutwendegkeet vu méi Transparenz a besser Schutzreglementatiounen; zum Beispill och iwwer besser Rekursméiglechkeeten am Intérêt vum Verbraucher an esou virun.

All dat geet wäit iwwert dëse virleiende Projet an déi virleiend Direktiv eraus. Mä eréischt, wann all dës Punkten aus där neier Konsumentestrategie realiséiert wieren, kéint een an eisen Ae vun engem wierkleche Konsumenteschutz a vun enger wierklecher Sécurité des produits schwätzen.

Mir hunn awer gréisser Zweifel dorunner, awéiwäit de Wëlle vun den EU-Regierungen do ass, fir wierklech an esou eng positiv Richtung ze goen, well grad dat aktuellt Trauerspill ëm d'REACH-Direktiv, wou de Ministeschconseil vun dem Environnement viru kuerzem nach de 27. Juni de Substitutiounsprinzip gekippt huet, nodeem déi Chemikaliendirektiv scho virdrun total entschäerft a verwässert gi war, grad dëst Trauerspill ëm REACH weist zimlech kloer, datt weiderhin am sou genannte fräie Binnemarché d'Intérêtë vun der Industrie a Lobbyisten un éischter Plaz bleiwen, virun den Interesse vum Gesondheets- a Verbraucherschutz a virun enger wierklecher Sécurité des produits.

Ech hunn iwwregens an deem doten Zesummenhang, Här Minister, haut eng Question parlementaire eraginn, fir ze wësse wéi et dann elo soll virugoe mam Substitutiounsprinzip, zum Beispill wéi Lëtzebuerg do derbäi an deem zoustännege Ministeschconseil gestëmmt huet, an, wann et herno zu enger Conciliatioun eventuell mam Europäesche Parlament muss kommen, awéiwäit d'Lëtzebuerger Regierung dann awer de Substitutiounsprinzip virun ënnerstëtzt, dee se an hirem Memorandum vun 2005 ëmmerhin héichgehalen huet. Dozou hunn ech also eng Question parlementaire eraginn.

Bon, aus all dëse Grënn - an domadder kommen ech zum Schluss - gräifen an eisen Aen dës Direktiv an och dëse Projet de loi hei net wäit an net déif genuch. An dofir wäerte mer eis och beim Vote enthalen.

Zum Schluss, Här President, iwwerreeche mer lech hei nach déi Motioun, vun där ech virdru schonn hei geschwat hunn a wou mer eng besser, eng wierklech representativ an effikass Partizipatioun vu Konsumenteverbänn an ONGen an allen nationalen an europäeschen Normalisatiouns- an Expertëcomitéë verlaangen. Hei ass dës Motioun.

Domadder soen ech lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll domat ufänken, datt ech dem Rapporteur Merci soen. Hien huet hei mat vill Engagement a vill Kompetenz dëse Projet virgedroen, deen a senger ganzer Ausaarbechtungsphas e relativ schwierege Parcours ze duerchlafen hat, wou mer um Enn dann awer hoffen, datt en elo beim Statsrot net op eng definitiv Oppositioun stéisst, a wann et da sollt de Fall sinn, da musse mer alt dee Wee goen, deen d'Verfassung virgesäit.

Wéi de Rapporteur et gesot huet, schaaft dat Gesetz hei de Kader fir Sécherheet an deene Fäll, wou keng spezifesch Reglementer d'Sécherheet vun de Produitë reglementéieren. Dat heescht, et ass e Gesetz, wat an alleréischter Linn de Schutz vum Konsument soll garantéieren. Et ass duerfir e ganz wichtegt Gesetz.

Et betrëfft och all Zorte vu Produkter; wann een den Artikel 2 kuckt, dee seet, all Produkt - och am Kader vun enger Prestation de services -, dee fir d'Consommateurs destinéiert ass «ou susceptible, dans des conditions raisonnablement prévisibles, d'être utilisé par les consommateurs,...» - dat heescht, et geet ganz wäit - «même s'il ne leur est pas destiné, et qui est fourni ou mis à disposition dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit, qu'il soit à l'état neuf, d'occasion ou reconditionné». Dat, fir ze soen, datt et wierklech wäit gefaasst ass.

Mir denken, wa mer un d'Sécherheet vun de Produkter denken, direkt un eng Partie Liewensmëttelskandaler, déi mer an der Vergaangenheet haten. Ech muss awer soen, datt do aus der Erfahrung eraus geléiert ginn ass an datt och hei am Land Prozeduren an d'Wee geleet gi sinn, wou d'Traçabilitéit net nëmme vun de Liewensmëttel assuréiert ass, mä och haaptsächlech vun den Alimenter, déi gebraucht ginn, vun de Fuddermëttel am Kader vun der Produktioun vu Liewensmëttel.

Dat heescht, et muss kënnen novollzu gi bis an déi alleréischt Instanz, wou déi verschidde Produiten hierkomm sinn, am Fall, dass eppes géing virkommen, fir och kënnen d'Responsabilitéit ze fixéieren. An do ass ee vun de Problemer. Well wann een nëmme just dee responsabel mécht, deen de leschte Fournisseur ass, deen awer ënner Ëmstänn sech net dergéint wiere kann, wann hie Virproduitë gebraucht huet, déi zwar zertifizéiert waren, datt se sécher wären - an dat ass schonn agetratt - an et awer net waren, datt dann awer op jidde Fall déi wierklech Responsabilitéit muss kënne festgestallt ginn. Ech ginn dovun aus, datt d'Riichter an esou engem Fall och deen néidege bon sens spille loossen.

Mäi Virriedner, deen an där Matière hei sécher eng ganz grouss Kompetenz huet, huet op d'Wichtegkeet vun den Normen higewisen. An dat ass och richteg. Wann d'Normen net esou fixéiert sinn, datt d'Sécherheet garantéiert ass, da kann ee sech och am Kader vun dësem Gesetz hannert den Norme verstoppen, an dann ass d'Produkt fir de Konsument awer net sécher.

Wann een den Artikel 3 (1) kuckt, deen ass ganz däitlech: «Les producteurs sont tenus de ne mettre sur le marché que des produits sûrs.» Dat ass den Artikel 3 (1). A wann een an de Strofartikel kucke geet, den 8, dee seet: «Sont punis d'une amende de 251 à 25.000 euros, les producteurs qui mettent sur le marché des produits dont ils savent ou dont ils auraient dû savoir qu'ils ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 3, paragraphe 1 (...)». Dat heescht, et geet wierklech scho ganz wäit hei.

Da kann ee sech awer d'Fro stellen: Wann ee schonn esou wäit responsabiliséiert gëtt als Produzent an als Commerçant op eng ganz Partie Produkter, déi zwar vläicht an den Norme richteg leien, dann awer wa gesot gëtt être présumé, fir gewosst ze hunn, datt säi Produkt net sécher wär. Ech stellen hei d'Fro zum Beispill vun den Handyen. Et ass jo eng grouss Diskussioun - ech hu mech e bëssen an der Literatur kënneg gemaach -, do si jo awer Hiweiser, déi een net ignoréiere kann, déi vu wëssenschaftlechen Instituter kommen an esou weider, datt d'elektromagnéitesch Strahlung, déi vun Handyen oder vun deenen DECT-Apparater ausgeet, wierklech ganz staark gesondheetsbedrohend ass. Dat misst een als Commerçant eigentlech wëssen, well dat ass Literatur, déi zougänglech ass. Wien ass dann elo responsabel wann do eng Kéier eng Prozesswell géing lassgetrëppelt ginn; wat net auszeschléissen ass?

Beispiller gëtt et genuch. Zum Beispill och mat Chemikalien, déi eng Zouloossung kritt hunn, wou zertifizéiert war, datt se net gesondheetsschiedlech sollte sinn a wou sech dann awer no enger Rei vu Joren erausgestallt huet, datt se awer wierklech gesondheetsschiedlech - heiansdo souguer staark gesondheetsschiedlech - waren, besonnesch an der Laangzäitwierkung; vläicht net direkt toxesch, mä an der Laangzäitwierkung dach ganz schlëmm waren. Dat beweist wéi wichteg et ass, datt déi Normen, déi fixéiert ginn, am Intérêt vun de Consommateuren an ech géif soen och an engem Geescht vu Précautioun festgeluecht ginn.

Et kéint een hei zur allgemenger Erheiterung soen, mir hu jo deemnächst d'Tubaksgesetz hei um Leescht: Wann ee weess wéi vill schiedlech Substanzen dem Tubak bäigemëscht ginn, dann däerft jo eigentlech laut dësem Gesetz kee méi Tubak oder Zigaretten - Tubak vläicht schonn, mä net Zigaretten - verkafen, well d'Produkt muss sécher sinn. An deejéinegen, deen et verkeeft, ass laut dem Artikel 3 gehale fir dat ze wëssen, oder laut dem Artikel 8 gëtt gestrooft, well hie gehalen ass dat ze wëssen. An hien däerf kee Produkt op de Maart bréngen, wat schiedlech ass.

(Interruption)

Woubäi d'Wëssenschaftler jo soen den Tubak als solchen ass en Naturprodukt a wär deemno net schiedlech. Et sinn haaptsächlech d'Bäimëschungen, déi gesondheetsschiedlech sinn.

Do stellt sech d'Fro: Geet et duer wann een op enger Packung annoncéiert „Dat Produkt hei ass schiedlech", an da kann een et awer verkafen? Gesäit d'Gesetz - dat ass meng Fro un de Rapporteur - déi Ausnahm effektiv vir? An Amerika sinn et Prozesser ginn, wou ganz, ganz héich Strofen ausgesprach gi sinn, well d'Riichter zur Erkenntnis komm sinn, datt eng Täuschung vum Konsument virgeleeën hätt.

Här President, dat gesot, léist dat Gesetz hei sécher net all déi Problemer, déi mer hunn - wéi de Jean Huss et scho virdru gesot huet -, mä et bréngt ons an eisen Aen trotzdeem ee Schrëtt weider. Ee Schrëtt, wou et muss virugoen a wou mer virun allem mussen duerfir suergen - ech wëll och ënnersträiche wat vill Leit virdru gesot

hunn - mat där REACH-Initiativ, datt dat ëmgesat gëtt an datt mer eng europäesch Instanz kréien, déi wierklech onofhängeg ass an an aller Gewëssenhaftegkeet d'Sécherheet vun de Produkter iwwerpréift.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech soe Merci, Här President. Och Félicitatiounen dem Här Rapporteur fir säin explizitte Rapport. Och bewonneren ech ganz oft dem Här Huss säin Engagement wann et ëm déi Matière do geet. Mä heiansdo da mécht hie mir och Angscht, an dat ass haut de Fall. Bei sengen Ausféierungen hat ech awer déi eng oder aner Kéier den Androck wéi wa mer all schonn aacht Deeg dout wieren a mer wéissten et nach net.

(Interruption)

Mir awer mat sengen Ausleeungen heiansdo. Mä Dir gitt och net mam Här Huss an d'Sauna. Also, do musst Der schonn esou villes matmaachen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Mä déi aner Saach ass, dass och eng ganz Rei Skepsis hei opkomm ass, wat dann elo de Respekt vun deenen Dispositioune vun der Direktiv a vun dësem Gesetz ugeet, wou gefaart gëtt, dass am Fong d'Produzente sech net un dat Gesetz, un déi Reglementer géifen halen an dass gefaart gëtt, dass awer eng Rei Méiglechkeeten besti fir dat ze ëmgoen.

D'Fro stellt sech einfach, wa jiddfereen d'Gesetz géif respektéieren, da wär et einfach, da bräichte mer keng Prisongen a glécklecherweis och keng Affekoten. Mä leider ass dat net esou! Leider gëtt ëmmer erëm versicht op allem Profit ze maachen. Hei ass awer eent vun deene Gesetzer oder eng vun deenen Direktiven, déi da versicht eng gewësse Sécherheet eranzebréngen; eng gewësse Sécherheet, déi schonn direkt vum Produzent soll ausgoen, wou d'Wuere sollen deementspriechend gekennzeechent sinn an och esou ofgeséchert sinn, dass keng Gefore bestinn.

Do derniewent hu mer natierlech awer da bis zum Verkeefer eng Rei Zwëschenhändel, wou och kann trafiquéiert ginn, wou och Contrefaçons kënne mat erageschmuggelt sinn, wou dann och de Verkeefer - dat heescht am Fong dee Leschten an der Rei - eng gewësse Responsabilitéit kritt. Mä eng Responsabilitéit, wou ech der Meenung sinn, dass hien déi net onbedéngt muss eleng droen. Dat heescht, et muss awer trotzdeem vu virop gekuckt ginn, wou dann elo, wa Feeler geschéien, Produiten op de Maart kommen, déi net ofgeséchert sinn oder déi iergendwéi net de Bestëmmunge vun dësem Gesetz entspriechen, wou déi Feeler geschitt sinn, an dass da gekuckt gëtt déi Responsabilitéit awer da festzestellen.

Op jidde Fall, ob dat Gesetz hei elo wäit genuch geet oder net, zumindest ass et awer en Ufank an e Versuch op europäeschem Niveau an an den nationale Gesetzgebunge fir ze kucke Produiten op de Maart ze kréien, besonnesch wann et ëm d'Kanner geet oder ganz besonnesch och wann et ëm d'Gesondheet vun de Leit geet, déi dann awer gekennzeechent sinn. Et gëtt zumindest eng gewësse Garantie, dass an deem Pak, deen do verschéckt a verkaaft gëtt, awer net Schadstoffer kënnen dra sinn an och d'Sécherheet vun de Leit doduerch net a Gefor kënnt.

Mir hate schonn - et ass schonn e puermol hei ernimmt ginn - verschidde Projeten, wou mer zum Beispill iwwer REACH, iwwer Chemikalien, hei versicht hu Léisungen ze fannen, wou et natierlech och esou ass, dass d'Produzentelobby versicht dat ofzeblocken. Dat ass ganz oft esou. A mer wäerten och elo nach an deenen nächsten Deeg Gesetzer kréien, wou aner Lobbye versiche wäerten hir Profitgier duerchzesetzen.

Mir haten och d'Beispill, wat elo den Terrorismus ubelaangt, natierlech dann hei, fir dass de Sprengstoff misst gekennzeechent ginn an deem Sënn. Dat heescht, et ginn ëmmer erëm Direktiven a Gesetzer gemaach, déi de Konsument an d'Liewe vun de Mënschen awer zumindest versichen ofzesécheren, och wann et ëmmer nëmmen en Ufank ass. An d'Zukunft wäert eis och bei dësem Gesetz, dëser Direktiv weisen, dass eben eng Kéier muss en Ufank gemaach ginn. No enger bestëmmter Zäit muss da gekuckt ginn: Dat wat mer wollten, gëtt dat erreecht oder musse mer nach eng Kéier norüsten? Musse mer nach eng Kéier kucken, ob mer net eppes vergiess hunn?

An ech géif mengen, dofir ass et scho wichteg dat Gesetz hei ze stëmme fir en Ufank ze hu vun enger Ofsécherung a fir zu engem spéideren Zäitpunkt ze kucken, wa mer mengen, dass dat net duergeet, dass mer dann awer nach eng Kéier kënnen nohaken, fir dann am Interessi vun der Gesondheet vun de Bierger dat Gesetz nach eng Kéier ze reforméieren an ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Zum Schluss vun der Debatt héiere mer d'Regierung. Den Här Minister Jeannot Krecké!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess net, ob Der eng Hoffnung ausdréckt oder Bedaueren, mä ech sinn op alle Fall nach do, entgéint deem, wat Der gemengt hutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, dass an deem Gesetz hei d'Chamber iwwert d'Moossen hire Rôle gespillt huet, well se iwwert d'Kommissioun an hire Rapporteur wäitgehend op deen initialen Text agewierkt huet. Dass se dat a Kollaboratioun mat de Regierungsvertrieder gemaach huet ass richteg. Mä als een, dee laang an der Chamber war, muss ech soen, dass dat hei eent vun deene Gesetzer ass, wou wierklech d'Chamber ganz, ganz grouss Mériten drun huet. Duerfir wëll ech deene Leit alleguerten an der Kommissioun, a ganz besonnesch och dem John Castegnaro, villmools Merci soen.

Dat war eng gutt Zesummenaarbecht. Et war virun allem eng Zesummenaarbecht, déi heiansdo kriddelech war, well awer de Conseil d'État entgéint allem Erwaarde sech an dësem Dossier ganz kritesch geäussert huet. Et ass scho gesot ginn, dass sechs Opposition-formellen um Dësch louche plus e ganze Koup aner Interventioune vu senger Säit, wat u sech e bëssen iwwerrascht huet.

Mä ech muss soen, mir hu mat Ausnahm vun engem Punkt, wou mer jo probéiert hunn awer ze weisen, dass d'Meenung vun der Kommissioun eventuell kënnt esou sinn, dass och de Conseil d'État sech der Kommissioun emol eng Kéier kënnt ralliéieren, mengen ech de Gros vun deene Saachen iwwerholl, da wann et méiglech war, da wa mer sécher waren, dass den Équiliber, dee sollt awer garantéiert sinn zwëschent de Besoine vun de Consommateuren an deene vun de Leit, déi dat bedreiwen, gehalen ass.

Ech soen dat. Firwat? Well och deen een oder anere gesot huet: Firwat gi mer emol net méi wäit an dësem Gesetz wéi anerer? Firwat wëlle mer hei just d'Direktiv ëmsetzen? Ech menge mir sinn an engem Marché intérieur hei an da musse mer och kucken, dass mer an engem Marché intérieur no deeneselwechte Regelen in etwa fonctionnéieren, soss kréie mer reell Problemer. Besonnesch e Land wat selwer kee grousse Bannemaart huet, huet domadder Schwieregkeeten, an duerfir ass et och normal, dass gekuckt gëtt op europäeschem Niveau esou wäit wéi méiglech eng Harmonisatioun vun all deene Sujeten erbäizeféieren.

Déi Direktiv hei ass, wéi gesot, vum Dezember 2001. Déi setze mer elo hoffentlech haut ëm. Dat huet e bësse laang gedauert. Mir sinn amgaangen deen opzeschaffen, dee Retard, dee mer hunn. Dat hei ass eng vun deenen, déi mer am meeschten um Mo leien. Duerfir soen ech och nach eng Kéier villmools Merci, dass Der och bereet waart deen Effort ze maachen, elo nach dat Gesetz op den Ordre du jour ze huelen.

Well et huet richtegerweis, wéi et gesot ginn ass, haaptsächlech emol d'97er Gesetz bäibehalen. Dat Gesetz brëngt eng Rei Neierungen eran, déi deem enge Satisfaktioun ginn, deem anere vläicht net. Et ass probéiert ginn, dass d'Kooperatioun vun deenen, déi eppes hierstellen, a vun deenen, déi eppes verdreiwen, verstäerkt vis-à-vis vun den Autoritéite muss duerchgefouert ginn. Ech mengen et ass gekuckt ginn, dass méi e systematesche Gebrauch och vu Standard an Norm gemaach gëtt, wat jo nëmme jiddfereen zefridde stelle kann. A mir kucken och, dass mer eis um Niveau vun den Autoritéite besser organiséiert kréien.

Well hei ass et jo esou, dass et e fundamentale Prinzip gëtt, nämlech deen, näischt op de Marché ze brénge wat u sech soll schiedlech sinn, wat eng Gefor soll duerstellen. A wann dann zweetens muss e Retrait organiséiert ginn, wann, da muss de Rappel an d'Zerstéierung vun deene Produkter virgeholl ginn.

Ech mengen eng vun deene wichtege Saachen ass déi vun der Kommunikatioun. Et ass net auszeschléissen, de Risque zéro besteet net, dass eng Kéier eppes geschitt, dass e Produkt op de Maart kënnt. Wann een déi verschidden Notifikatioune kuckt, déi duerch Rapex gemaach ginn, da gesäit een, dass dat des Öfteren de Fall ass. Duerfir wann de Risiko zéro net besteet, da muss een einfach kucken, dass een et esou organiséiert, fir d'Produkt esou schnell wéi méiglech vum Marché ze zéien. Et muss een dann och kucken, dass déi Kommunikatioun esou gutt wéi méiglech organiséiert ass.

Fir dat ze maachen, mengen ech, gëtt et elo e puer Autoritéiten. Et wier besser et wier nëmmen eng, mä mir hunn zu Lëtzebuerg eben déi Opdeelung, dass mer e puer Autoritéiten hunn. Et ass vun der ITM scho Rieds gaangen. Et ass Rieds gaange vun der Division de la pharmacie et des médicaments. D'Douane ass net genannt ginn, mä déi spillt awer och e Rôle, doduerch dass se de Contrôle am Cargo Center mécht. De Service de l'Énergie de l'État wäert an nächster Zäit ersat ginn duerch den ILNAS, well dee Service de l'Énergie de l'État bekëmmert sech bal ëm alles mä net méi ëm Energie.

Dat ass eng Kéier ëmgeännert ginn, dat gëtt dann elo och a senger praktescher Ausféierung geännert duerch dat Gesetz oder dee Projet, deen, wéi ech hoffen, Der elo geschwënn eng Kéier stëmme kënnt, nämlech dee vum Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation et de la sécurité des produits. Mir mussen dee fäerdeg bréngen, fir dass de Service de l'Énergie de l'État zesumme mam OLAS, wat och zwou Administratioune sinn, déi u sech rattachéiert sinn un de Ministère, zesumme mat der Métrologie eng besser Zesummenaarbecht mat deenen aneren Autoritéite kënne sécherstellen, fir dass et hei awer zu enger substanzieller Verbesserung vun de Resultater och kënnt.

Här President, zwee Équilibere mussen hei hiergestallt ginn. Deen éischten ass vun der Madame Flesch duergestallt ginn, nämlech dee vu Schutz a Fräiheeten. Wéi scho gesot, mengen ech, déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass, huet do deen Équiliber elo erëm hiergestallt, wann en dann nach net an den Ae vu ville Leit do gewiescht sollt sinn. Duerfir sinn ech frou, dass dat op der Ebene vum Parlament geschitt ass. Dat Zweet ass déi juristesch Ofsécherung, d'Sécurité juridique, an Aklang ze brénge mat enger seriöer Iwwerwaachung. Dat ass och net ëmmer einfach, an ech mengen och do hätte mer e Wee gewielt, deen anstänneg ass.

Den Här Huss huet, wéi och anerer, op REACH higewisen. Ech mengen, mir kréien nach d'Geleeënheet doriwwer ze schwätzen, mä REACH huet u sech eng total aner Ausriichtung, vu dass et chemesch Produkter sinn, während déi chemesch Produkter jo guer net hei drënner falen, a well och bei REACH vill méi fréi nach probéiert gëtt, en amont, virun enger Commercialisatioun ze handelen. Et ass u sech vun der Approche hier, mengen ech, eng, déi nach vill méi strikt ass an och bedéngt duerch eng Rei chemesch Produkter, mengen ech, berechtegterweis méi strikt ass. Mä si läit nach méi en amont wéi dat Gesetz wat mer u sech hei maachen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, däerf ech Iech eppes froen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, déi Duerstellung, déi Der gemaach hutt, ass natierlech richteg, mä de Problem ass awer deen heiten: Vu datt a Produkter esou Chemikalie kënne verschafft ginn an dann aus deene Produkter kënnen ausgasen - beispillsweis ausgasen, dat ass nëmmen een Déngen; et kann och sinn, datt a Produkter wou Kanner dru lutsche beispillsweis, datt och do kënnen esou chemesch Substanzen dra sinn -, ass et awer evident, datt e Lien besteet zwëschent enger gudder REACH-Regelung an enger gudder Produktsécherheet. Well wa mer en amont, wéi Der sot, keng gutt Chemikalien-Direktiv kréien, déi wierklech e Schutz vu Gesondheet an Ëmwelt mat sech brëngt, da kënne mer och net herno eng Garantie gi fir d'Sécherheet vun de Produkter wou déi Chemikalien dran enthale sinn.

An dat ass nun awer leider ee vun deene wesentleche Punkten, wann et ëm Produktsécherheet geet; wou et net nëmmen ëm déi Saache geet, déi am Rapex-System notifiéiert ginn, wéi mengetwegen eppes Brennbares oder datt eppes zerbriechbar wier oder esou virun. Ech mengen, et gëtt en evidenten Zesummenhang, deen iwwregens, kann ech Iech soen, am Pabeier vun der Europäescher Kommissioun, an hire Virschléi iwwert de Verbraucherschutz selwer ugeschwat gëtt! Dee gëtt do selwer ugeschwat! Duerfir besteet deen Déngen!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Huss, kommt elo zu Ärer Fro!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Majo, ech wollt…

M. le Président.- Dir sot, Dir wollt eng Fro stellen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Maja! Ech…

Une voix.- Neen, Dir musst net.

(Hilarité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Wann Der wëllt, als Kommentar.

M. le Président.- Et war e gudde Kommentar. Da loosse mer elo den Här Minister weiderfuere loossen. Här Minister!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et war mer scho bewosst, dass Der mir wollt soe wat Der um Häerz hätt, an ech muss jo och soen, dass dat wat Der sot net onbedéngt falsch ass. De Problem ass e bëssen, a senger Ausféierung muss REACH esou équilibréiert - och do! - sinn, dass et ausféierbar herno ass an dass et net dozou féiert, dass einfach Betriber soen: Jo, mä dat doten huet elo kee Sënn méi! An dat war e bëssen den Ausgangspunkt.

Elo kënnt déi Fro vun der Substitutioun derbäi. Et ass net de Prinzip wou ee meeschtendeels sech dru stéiert, et ass méi d'Ausféierung. An do kënnt jo elo nach eng Ronn wou doriwwer geschwat gëtt, wou mer d'Geleeënheet kréien, dat och méi kloerzestellen. Mä ech muss soen, ech gehéieren och zu deenen, déi gesot hunn, déi Reglementatioun, well et ass jo eng Reglementatioun, déi muss esou sinn, dass se awer duerchféierbar ass.

An Dir wësst, wann Der sechs Expertë fannt, déi soen, dass e gewësse Produkt oder e gewëssene chemesche Produkt héchst geféierlech ass, da fannt Der der och mindestens sechs, déi de Contraire soen, an duerfir kënnt déi Onsécherheet e bëssen op. An deem muss een awer Rechnung droen, dass et do scheinbar, och an enger sou genannter wëssenschaftlecher Welt, keng absolut Sécherheet gëtt, an ech mengen deem muss ee Rechnung droen. Elo kann een…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Et ass de Principe de précaution.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, de Principe de précaution kann awer net sinn, dass, wann ee seet, ech hunn hei Bedenken, an dee féiert och eng Beweisféierung, an zéng anerer erklären de Contraire, een dann ëmmer deem enge muss nolauschteren an net deenen zéng aneren.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Neen. Dat ass richteg.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech mengen, do probéiere mer jo en anstännegen Équiliber ze fannen.

Ech wëll och kuerz zréckkommen, Här President, op dat wat mer amgaange sinn - vu dass dat hei jo awer de Gesamtberäich vun de Consommateure betrëfft - um Niveau vum Code de la Consommation ze maachen, wou mer probéieren à droit constant, well mer eis net virgeholl hunn elo zéng Joer ze brauchen, well wann Der dee ganzen Droit total vu vir bis hannen opschafft, da sidd der zéng Joer amgaangen. Ech wollt emol eng Kéier alles compiléieren, alles zesummekréien. Duerfir hu mer virun engem Joer domadder ugefaangen, déi Gesetzgebung, alles zesummenzehuelen an all Inkohärenzen, déi dra sinn, emol erauszehuelen.

Wéi Der konnt gesinn, Här Huss, ass an der Kompositioun vun deem Comité d'accompagnement och en anstännegen Équiliber zwësche Juristen a Magistraten - de Leit, déi also herno dat do ze jugéieren hunn -, zwësche Leit vum Ministère, zwëschen deene Leit, déi d'Consommateure vertrieden, an deenen, déi d'Produzente vertrieden.

Ech fäerten net d'Géigeniwwerstellung vun deenen Interessen. Dat

sinn nämlech verschidde gelagert Interessen. Mir hunn, dat wësst Der vläicht och, e Conseil de la Consommation agesat, deen elo déi zwee beinhalt, nämlech wou souwuel Leit aus der Ekonomie sëtze wéi Leit vun de Consommateuren. Well ech fannen dat Ganzt gewënnt nëmmen doduerch, dass déi zwee net dobaussen, mä bannen hir Argumenter austauschen an dann zu enger seriöer Politik kënne kommen. De Conseil de la Consommation soll jo och dem zoustännege Minister eng ganz Rei Ureegunge ginn.

Bon, dat gesot hunn ech déi Motioun vum Här Huss gekuckt. Ech muss soen, de Gros dovunner kann ech hei ënnerschreiwen. Ech hunn allerdéngs zwee, dräi Problemer wou ech éierlech gesot keng Äntwert drop hunn. Duerfir froen ech mech, Dir sot: «considérant qu'il convient dès lors d'offrir à ces associations» an der Procédure de normalisation méi eng grouss Representativitéit. Ech kann lech net soe wat fir eng se huet. Dir sot och…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu se hei.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, d'accord, mä ech…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu se lech virgelies.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also wann Der drop haalt fir se ofstëmmen ze loossen, da muss ech soen, ech ka mäi Jo-Wuert net dozou ginn, well ech dat net weess.

Dir sot: «estimant qu'elles doivent non seulement être associées à l'élaboration de normes de sécurité technique, mais également aux normes de sécurité environnementale et de sécurité sanitaire». Jo, ech weess emol net wéi se am Environnement an an der Santé duergestallt sinn!

Dofir, de deux choses l'une, éischtens muss ech soen, wëll ech einfach net gären hunn, datt ech hei lech eppes verspriechen, wat ech net kennen. Kommt, mir ginn nach eng Kéier an d'Kommissioun a mir kucken nach eng Kéier dodriwwer.

Ech hu kee Problem, fir ze soen, deen Équiliber, dee mir jo hei an eisen Organismë probéiert hunn hierzestellen, versiche mer och op europäeschem Plang anzeféieren, fir dass deen och do besteet. Dofir hunn ech mat Ärem eischten «invite» iwwerhaapt kee Problem.

Mä bei Ärem zweete misst Dir mir allerdéngs soen, wat Der verstitt ënner «en faveur d'un meilleur soutien aux organismes de défense». Ech mengen, den Ekonomiesminister gëtt e substanzielle Support financier, wierklech e substanzielle Support financier! Wann Dir natierlech elo gären hätt, dass dat méi soll ginn, da muss ech lech direkt soen: Dat kann ech net akzeptéieren!

Well et ass budgetär iwwerall agefruere ginn, also ass et et och hei. Et ass bei mir am Ministère budgetär op allen Niveauen agefruer ginn, wou also net méi kënnt, mä wou ech mam Konsumenteschutz wollt schwätzen, fir dass mer vläicht eenzel Saache méi effikass maachen. Et kann ee fir datselwecht Geld, mat deeneselwechte Leit menger Meenung no eng Rei Saache méi effikass maachen. Déi Gespréicher si mer amgaangen ze féieren.

Ech kann lech also mat Sécherheet net verspriechen, dass elo méi Sue kommen, well ech muss soen, ech krut manner Suen accordéiert, also kann ech dat hei net agoen.

Ech géing lech also vläicht bieden, dass mer nach eng Kéier an der Kommissioun doriwwer schwätzen. Wann net, da muss ech lech froe fir se ofzelehnen, well virdrun eng Rei Elementer gefrot sinn, op déi ech lech keng kloer Äntwert ka ginn. An ech kann lech och net verspriechen, dass méi Geld kënnt an deem nächste Joer.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Jo, elo stëmme mer emol iwwert de Projet of, an da kucke mer wéi et weidergeet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Här Santer, Är Elektronik geet de Moment net. Dann huele mer dat zur Kenntnis.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme géint 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann d'Motioun vum Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

Motion 1

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Minister, Här President,...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Huss no!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hu mat Interesse gelauschtert, wat den Här Minister gesot huet. Ech kann och d'Verständnis dofir hunn, datt hie bei zwee oder dräi Punkten net direkt op déi Saachen do äntwere kann; esou aus dem Stegreif.

Ech sinn duerfir d'accord mat senger Propositioun, datt mer d'Motioun nach eng Kéier an d'Kommissioun zréckverweisen, sou datt se do kann diskutéiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien. Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.45 heures)

Ordre du jour

1. 5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

2. 5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5216 iwwert d'Loyersgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Clement, den Här Grethen, d'Madame Spautz, den Här Kox, den Här Henckes an den Här Jaerling. Wann ech mer hei d'Lëscht ukucken, da kann ee rechne mat ongefeier zwou Stonnen Diskussiounszäit fir dëse Projet de loi. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert!

1. 5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Februar 2003 huet hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement stattfonnt, an där ënner anerem festgestallt gouf, datt net genuch Wunnengen, besonnesch vu mëttlerem Standard, um Mietwunnengsmaart ze fanne wieren, an dat haaptsächlech aus zwou Ursaachen:

Éischtens, den Invest an eng Wunneng fir ze verlounen ass net esou interessant wéi wann ee säi Geld an e Finanzprodukt uleet;

an zweetens, d'Verloune vun enger Wunneng ka mat ville Problemer verbonne sinn, besonnesch wann ee mat engem Locataire ze dinn huet, dee schlechte Wëllens ass an deen een och duerch laangwiereg Geriichtsprozeduren nach net esou séier aus der Wunneng eraus kritt.

Um Uschloss vun där Debatt huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert, ënner anerem d'Gesetz iwwert de Bail à loyer ze reforméieren, fir esou den Invest an d'Mietwunnengen ze encouragéieren. An där Motioun huet d'Chamber festgehalen:

Éischtens, d'Differenz, déi am bestehende Gesetz festgeluecht ass tëschent de Wunnengen, déi virum 10. September 1944 gebaut goufen, an deenen, déi no deem Datum gebaut goufen, falen ze loossen;

zweetens, den Taux vu 5% fir d'Berechnung vum Loyer bäizebehalen an de Präis vum Terrain an d'Berechnung vum Capital investi mat anzebezéien;

drëttens, den Délai vun der Loyersupassung vun dräi op zwee Joer ze verkierzen;

véiertens, d'Rechter an d'Flichte vun dem Locataire an dem Propriétaire ze équilibréieren, andeems besonnesch d'Délaien, bannent deenen de Locataire seng Wunneng bei enger Kënnegung vum Bail muss verlooss hunn, verkierzt solle ginn;

fënneftens, d'Luxuswunnengen nei ze definéieren an déi vun den Dispositiounen iwwert d'Berechnung vun dem Loyer ze entbannen,

a sechstens, d'Loyerskommissiounen ze reforméieren.

Schonn de 6. Oktober 2003, also am selwechte Joer, huet de Wunnengsbauminister Fernand Boden e Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Loyersgesetz hei an der Chamber deponéiert. D'Beruffschamberen, de Konsumenteschutz, de Syvicol, d'Entente vun de Gestionnairë vun de Centres d'accueil, de Procureur général, d'Friddensgeriichter an d'Bezierksgeriicht vu Lëtzebuerg hunn tëschent dem Dezember 2003 an dem Mäerz 2005 hir Avisen zu dësem Projet ofginn.

D'Chamberskommissioun huet a siwe verschidde Sëtzungen tëschent September 2004 a Juni 2005 de Projet examinéiert a verschidden Amendementer festgehalen.

De Statsrot huet säin Avis de 25. Oktober 2005 adoptéiert, an d'Chamberskommissioun huet deen Avis an hirer Sëtzung vum 1. Dezember 2005 examinéiert. Opgrond vun hiren eegene Propositiounen an de Remarquen awer och vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun eng Rei vun Amendementer néiergeschriwwen, déi Dir, Här Chamberspresident, den 20. Januar 2006 un de Statsrot weidergereecht hutt. Dem Statsrot säin Avis complémentaire vum 20. Juni vun dësem Joer huet d'Chamberskommissioun den 3. Juli examinéiert, an de 5. Juli huet d'Kommissioun de Bericht vum Rapporteur zu dësem Gesetzesprojet ugeholl.

Et war also eng laangwiereg Prozedur, awer wann een den Enjeu vum Projet kuckt, da war et schonn derwäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo déi wichtegst Ännerunge vum Gesetz?

Eng éischt wichteg Neierung vum Gesetz läit an der Berechnung vum Loyer. De Projet léisst nämlech den Ënnerscheed tëschent den Haiser, déi virun 1944 gebaut gi sinn, an deenen, déi duerno entstane sinn, falen. Nom aktuelle Gesetz gëtt de Loyer vun enger Wunneng vu virum Krich no engem Forfait berechent, deen tëschent 250 an 1.500 aler Lëtzebuerger Frang, Index 1955, pro Zëmmer ass, jee nodeem a wellecher Gemeng d'Wunneng läit. Dat mécht haut 1.420 respektiv 8.500 aler Frang aus pro Zëmmer. Fir d'Wunnengen, déi nom Krich gebaut gi sinn, däerf de Loyer net méi héich si wéi 5% vum investéierte Kapital.

De Projet gesäit vir, datt an Zukunft de Loyer vun alle Wunnengen nom Capital investi berechent gëtt. De Maximum bleift op 5% vum Capital investi bestoen, a fir d'Berechnung vum investéierte Kapital kann de Präis vum Terrain an d'Ausgabe vun de Verbesserungsaarbechten un der Wunneng mat abezu ginn. De Capital investi gëtt no 15 Joer an duerno all zwee Joer engersäits réévaluéiert, fir d'Evolutioun vum Bauindex ze berücksichtegen, an anerersäits décotéiert, fir der Ofnotzung vun der Wunneng Rechnung ze droen.

Nom heitege Gesetz ginn déi Adaptatiounen eréischt no 20 Joer gemaach a fannen duerno nëmmen all zéng Joer statt. Des Weidere gesäit de Projet eng Adaptatioun vum Loyer all zwee Joer vir, anstatt wéi bis elo all dräi Joer. Dat, wat déi nei Moossname fir d'Berechnung vum Loyer ubelaangt.

Eng zweet wichteg Ännerung läit an der Definitioun vun de Luxus-

wunnengen, fir déi jo d'Dispositioune vum Gesetz, déi d'Berechnung vum Loyer ubelaangen, net applicabel sinn. Bis elo huet als Luxuswunneng eng Villa, en herrschaftlecht Haus oder en Appartement vu mindestens siwen Zëmmer a mat modernem Confort gegollt. Dës Definitioun war net einfach unzewenden. Wéi bestëmmt een zum Beispill moderne Confort?

Dofir gesäit de Projet zwou einfach erfaassbar, chiffréiert Definitioune fir d'Luxuswunnenge vir:

Éischtens gëllt als Luxuswunneng all Wunneng, där hire Loyer am Mount méi héich ass wéi 269 Euro, Präisindex 1948. Dat mécht haut 1.836 Euro aus.

Zweetens gëllen och nach als Luxuswunneng déi Wunnengen, deenen hire Konstruktiounspräis pro m² Wunnfläch méi héich ass wéi 618 Euro bei engem Appartement a 450 Euro bei engem Eefamilljenhaus. Dës Präisser gëlle fir e Bauindex 100 September 1970. Dat mécht haut also 3.790 Euro bei engem Appartement an 2.760 Euro pro m² bei engem Eefamilljenhaus aus.

Eng drëtt Verbesserung vum Gesetz läit bei de kommunale Loyerskommissiounen. Et soll där net méi an all kleng Gemeng ginn. Si solle professionaliséiert ginn, fir den Erausfuerderungen, déi sech haut bei de Problemer um Mietmaart stellen, gewuess ze sinn. Et ass esou, datt sech bis elo déi meeschte Problemer op deem Plang an deene grousse Gemenge gestallt hunn. An deene klenge Gemengen ass esou e Problem net emol all Legislaturperiod opgetaucht, esou datt d'Loyerskommissioune vun deene Gemenge guer keng Erfahrunge mat deene Problemer haten. Duerfir mécht et och kee Sënn, fir an all kleng Gemeng eng Loyerskommissioun virzegesinn.

Duerfir seet de Projet, datt all Gemeng vu 6.000 Awunner a méi eng oder méi Loyerskommissioune kann hunn, an datt d'Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner regruppéiert ginn an eng Kommissioun fir all Grupp vu Gemengen agesat gëtt. Dës lescht Kommissioune solle vum Distriktskommissär presidéiert ginn, fir esou d'Professionaliséierung ze garantéieren.

Déi véiert a menger Meenung no bei wäitem déi wichtegst Ännerung vum Gesetz läit mat Sécherheet an der Verlängerung an an der Kënnegung vum Bail an an den Délaië bannent deenen de Locataire bei der Kënnegung d'Wunneng muss verlooss hunn. Well dës Ännerung esou wichteg an esou komplizéiert ass, erlaabt mer, datt ech mech heiriwwer e wéineg méi laang ophalen.

Véier Prinzipië muss een hei zréckbehalen:

Éischtens, de Bail oder de Mietvertrag, deen zu Enn kënnt, gëtt automatesch verlängert. Wann de Propriétaire de Locataire gären aus der Wunneng eraus hätt, da muss hien him deemno kënnegen an dobäi d'Prozeduren anhalen.

Zweete Prinzip: Et gëtt nëmmen dräi Ursaache fir datt de Propriétaire dem Locataire ka kënnegen:

Éischtens, de Propriétaire oder ee vu senger Famill bis zum drëtte Grad wëllt selwer dra wunne goen.

Zweetens, de Locataire kënnt senge Flichten net no. Dat heescht, hie bezilt säi Loyer net oder hien hält d'Wunneng net an der Rei.

An drëtt Ursaach: Et gëtt en aneren tréftegen a legitime Grond fir dem Locataire ze kënnegen.

Drëtte Prinzip: De Locataire huet, nodeems d'Kënnegungsfrist ofgelaf ass, d'Recht op e Sursis fir d'Wunneng ze verloossen, awer nëmme wann hie gudde Wëllens ass a sech no enger anerer Wunneng ëmgesinn huet.

Véierte Prinzip: Maximal Délaië sinn an deene verschiddene Fäll virgesinn, bannent deenen de Locataire d'Wunneng muss verlooss hunn.

Wat d'Kënnegungsfrist, hir Verlängerung an de Sursis fir aus der Wunneng erauszeplënneren ubelaangt, esou muss een zwee Fäll vu Kënnegungsursaachen auserneen halen:

De generelle Fall wou de Locataire gekënnegt kritt, well hie sengen Obligatiounen net nokënnt oder aus engem aneren tréftege Grond; an dann de spezielle Fall wou de Propriétaire de Kontrakt kënnegt, well hie selwer oder ee vu senger Famill wëllt dra wunne goen.

Am generelle Fall ass d'Kënnegungsfrist héchstens dräi Méint. Si kann net verlängert ginn, awer de Locataire kann am Fall wou d'Frist ofgelaf ass beim Friddensriichter e Sursis ufroen, fir nach méi laang an der Wunneng ze bleiwen. E Sursis, dee sech héchstens iwwert dräi Méint erstreckt an dee Maximum zweemol fir dräi Méint ka verlängert ginn. Am Kloertext: De Locataire muss spéitstens bannent zwielef Méint no der Kënnegung d'Wunneng verloossen.

Am Spezialfall, dat heescht wou de Propriétaire respektiv ee vu senger Famill an d'Wunneng wëllt wunne goen, ass d'Kënnegungsfrist sechs Méint. Bannent deenen éischten dräi Méint kann de Locataire eng Verlängerung vun deem Délai ufroen. Dës Verlängerung ka maximal zwielef Méint ausmaachen. Am Fall vun enger Verlängerung ass kee Sursis méi méiglech, an d'Décisioun vum Riichter fir oder géint eng Verlängerung gëllt als «titre d'exécution de déguerpissement forcé» nom Oflaf vun deem festgeluechten Délai. Also de Locataire muss spéitstens banne maximal 18 Méint d'Wunneng verlooss hunn.

Wann de Locataire keng Verlängerung vun der Kënnegungsfrist bannent dräi Méint ufreet, huet de Propriétaire d'Méiglechkeet, beim Friddensriichter en «titre d'exécution de déguerpissement forcé» unzefroen, deen nom Oflaf vun der Kënnegungsfrist kann exekutéiert ginn. An deem Fall kann de Locataire e Sursis ufroen. Dee Sursis kann awer héchstens dräi Méint daueren a ka maximal fir zweemol dräi Méint verlängert ginn, sou wéi ech scho gesot hunn, esou datt de Locataire d'Wunneng spéitstens banne 15 Méint nodeems hien de Kënnegungsbréif kritt huet verloosse muss.

Am Fall wou de Keefer vun engem Haus selwer oder ee vu senger Famill an d'Wunneng wëllt wunne goen, muss hie bannent dräi Méint nom Kaf de Locataire bréiflech an d'Bild setzen an him de Kontrakt en due forme kënnegen. An deem Fall spillen d'Délaien, déi ech elo hei grad erläutert hunn, mat der Ausnahm, datt de Locataire spéitstens no maximal zwielef Méint vum Datum vum Kënnegungsbréif un d'Wunneng muss verlooss hunn. Also wann een den Délai vun dräi Méint, deen de Keefer huet fir dem Locataire ze kënnegen, mat arechent, kann deen a spéitstens 15 Méint a seng Wunneng eraplënneren.

Wat de Sursis ubelaangt, esou gëtt am Projet preziséiert, datt

éischtens, de Sursis nëmme fir dräi Méint accordéiert ka ginn;

zweetens, nëmme fir zweemol dräi Méint maximal ka verlängert ginn;

drëttens, am Fall wou den Appel géint eng Condamnation de déguerpissement irrecevabel ass oder d'Condamnatioun confirméiert gëtt, kee Sursis méi méiglech ass;

véiertens, kee Sursis méi kann ugefrot ginn, wann tëschent dem Dag vun der Introduktioun vun der Geriichtsprozedur an dem Délai, deen de Riichter accordéiert huet fir d'Wunneng ze verloossen, méi wéi ee Joer verstrach ass;

fënneftens, am Fall wou de Propriétaire oder ee vun der Famill selwer an d'Wunneng eraplënnere wëllt, kee Sursis méi kann ugefrot oder verlängert gi 15 Méint nom Kënnegungsbréif. Dësen Délai ass souguer nëmmen zwielef Méint am Fall wou de Keefer oder ee vu senger Famill an d'Wunneng wëllt.

Aner Modifikatiounen um Gesetz, op déi ech hei net wëll an den Detail agoen, leien an der Extensioun vun der Garantie locative op sämtleche Créancen, déi duerch de Bail kënnen entstoen, op den Acomptë wat d'Charges locatives ubelaangt, op der Protektioun vun de Persounen, déi mam Locataire zesummegewunnt hunn am Fall wou de Locataire stierft oder d'Wunneng verléisst, op de Missioune vun de Gemenge wat d'Erhiewe vun Informatiounen iwwert d'Loyeren an déi eidel Wunnengen ubelaangt an op de Sanktiounen, déi de Projet virgesäit, wann eng Wunneng ouni Autorisatioun vun der Gemeng an e Büro oder Geschäftslokal transforméiert ginn ass.

Déi verschidde Beruffschamberen hunn de Projet kritesch examinéiert an ënnerschiddlech Remarquen zu deenen eenzelnen Ännerungsvirschléi gemaach.

Wat d'Berechnung vum Loyer ubelaangt, esou sinn d'Chambre des Employés privés an de Konsumenteschutz der Meenung, datt en Taux vu 5% e confortable Rendement duerstellt, wann ee besonnesch d'Präisdeierecht vun de Wunnengen an den accéléréierten Amortissement bei der Besteierung vum Loyer mat considéréiert.

D'Chambre des Métiers fënnt den Taux an der Rei, awer et missten hirer Meenung no nach gläichzäiteg Begleitmoossname geholl ginn. Fir d'Chambre de Commerce geet den Taux net duer fir den Invest an de Mietwunnengsbau ze förderen.

Wat déi nei Definitioun vun de Luxuswunnenge betrëfft, esou sinn d'Chambre des Métiers an déi vun de Fonctionnairen domat zefridden, an d'Aarbechterkummer fënnt se inakzeptabel, well ze vill Loyeren iwwert der virgeschriwwener Grenz leien.

Wat d'Loyerskommissiounen ubelaangt, esou ass d'Chambre des Employés privés der Meenung, d'Prozedur fir se anzesetze wier schwéierfälleg, a si schléit och vir, datt déi Kommissioune vum Minister sollen agesat ginn. D'Chambre des Métiers begréisst méi eng grouss Professionaliséierung vun deene Kommissiounen, wouduerch vill Litigë kéinte verhënnert ginn. De Syvicol begréisst, datt d'Asetze vun enger Kommissioun fir déi kleng Gemengen ewechfält an eng eenzeg Kommissioun fir ee Grupp vu klenge Gemenge virgesinn ass, ass awer der Meenung, datt déi Kommissioun an der Kompetenz vun de Gemenge misst bleiwen.

Wat déi automatesch Verlängerung vum Bail ubelaangt, esou ass d'Chambre des Fonctionnaires der Meenung, et wier eng Entrave un de Loyerskontrakt. Déiselwecht Chamber ass och der Meenung, datt d'Sanktiounen am Fall, wou eng Wunneng ouni Erlaabnis a Büroen oder soss e Geschäftslokal transforméiert géif, méi héich misste sinn.

Wat déi nei Regelung vun der Kënnegung an dem Sursis ubelaangt, esou fäert d'Chambre des Employés privés, datt Abusë géintiwwer dem Locataire kënnten entstoen. D'Chambre des Métiers ass hirersäits awer mat där Regelung d'accord.

Wat d'Weiderféiere vun engem Bail commercial am Fall vum Doud vun Locataire ubelaangt, esou ass d'Chambre de Commerce géint déi Bestëmmung, well se mengt si kéint de Fonds de commerce dévaluéieren.

A sengem Avis zum initiale Gesetzesprojet ass de Statsrot der Meenung, datt een de Manktum u Mietwunnengen um Wunnengsmaart net iwwert d'Loyersgesetz geléist kritt. Besonnesch d'Fixatioun vum Loyer iwwert d'Gesetz, mengt de Statsrot, kéint eis net aus der penibler Situatioun eraushëllefen. Hien ass éischter der Meenung, datt, wann een d'Loyere sech géing iwwert de fräie Maart festleeë loossen, d'Pénurie vun de Wunnenge sech lues a lues géing résorbéieren, an datt dann d'Loyere sech och op engem verstännegen Niveau géingen apendelen. Hien zitéiert dat franséischt Gesetz, wou den Invest an de Wunnengsbau iwwer steierlech Begleitmoossnamen attraktiv gestalt ginn ass.

De Statsrot huet och dann opgrond vu senger allgemenger Remarque d'Artikele vum Projet, déi sech op d'Fixatioun vum Loyer bezéien, net aviséiert. Wat déi aner Artikelen ubelaangt, huet de Statsrot eng Rei Ännerunge proposéiert, déi d'Chamberskommissioun an hiren eegenen Amendementer och mat berücksichtege konnt.

Wéi schonn ernimmt, hat d'Chamberskommissioun ouni den Avis vum Statsrot ofzewaarden a siwe Sëtzungen de Projet examinéiert an opgrond vun hiren Diskussiounen a spéider och vun de Konklusiounen, déi se aus dem Avis vum Statsrot gezunn huet, eng Rei vun Amendementer proposéiert. D'Kommissioun konnt déi allgemeng Approche vum Statsrot zum Projet awer net deelen.

Fir d'Kommissioun huet de Projet nieft dem Zil, de Mietwunnengsbau ze förderen, awer och nach e soziale Charakter, fir de Schwaachen um Wunnengsmaart, dat heescht de Locataire, géint iwwerdriwwen héich Loyere vu Säite vum Propriétaire ze schützen. D'Kommissioun ass der Meenung, datt soulaang e krassen Déséquiliber tëschent der Offer an der Demande vu Mietwunnengen um Maart besteet, een de Loyer fir déi ënnescht a mëttel Kategorie vu Wunnenge soll gesetzlech regelen. Fir d'Luxuswunnengen ass dat net néideg, well een unhuele kann, datt déi Leit, déi esou eng Wunneng loune kënnen, sech och ze wiere wëssen, fir net en iwwerdriwwene Loyer ze akzeptéieren.

D'Diskussiounen an der Kommissioun hunn haaptsächlech iwwert d'Propositioun vum Projet vun der ënnerschiddlecher Behandlung bei der Fixation vum Loyer vun den Haiser vu virun an nom Krich; iwwert d'Kënnegung an d'Délaien; iwwert d'Definitioun vun der Luxuswunneng; iwwert de Statut vum Concubin an dem Partenaire, an iwwert d'Roll vun de Gemenge gefouert.

Déi wichtegst Amendementer, déi d'Chamberskommissioun op Grond vun hiren Diskussiounen an och vum Avis vum Statsrot proposéiert huet, betreffen:

Éischtens, Wunnengen, déi ënnert d'Gesetz vum 8. September 1998, dat heescht dat esou genannten ASFT-Gesetz, falen. D'Chamberskommissioun huet virgeschloen, datt déi Wunnengen net ënnert d'Bestëmmunge vum Loyersgesetz solle falen.

Zweetens, d'Kommissioun huet op Grond vum Avis vum Statsrot proposéiert, datt d'Cessioun vum Bail am Prinzip erlaabt ass; et sief dann, se gëtt am Kontrakt formell verbueden.

Drëttens, se huet d'Délaien, bannent deenen de Locataire net géint een ze héije Loyer reklaméiere kann, erëm vun zwielef Méint op sechs Méint erofgesat.

Véiertens, si huet d'Méiglechkeet, fir e Sursis kënnen unzefroen am Fall, wou ee vergiess huet eng Verlängerung vun der Kënnegungsfrist ze froen, wann de Propriétaire wéint sengen eegene Besoinen de Bail gekënnegt huet, déi net am initiale Projet stoung, an de Projet ageschriwwen.

Fënneftens, si huet proposéiert de Partenaire, deen eng Déclaration de partenariat mam Locataire gemaach huet a mat him zesumme gewunnt huet, mat dem Conjoint gläichzestellen, wat säi Wunnrecht ubelaangt am Fall vum Doud vum Locataire oder wann deen d'Wunneng verlooss huet.

Sechstens, si huet d'Prozedur vun der Gemeng, fir d'Miwwele vun de Leit, déi forcéiert aus hirer Wunneng erausgesat gi sinn, ze versuergen a gegebenenfalls ze versteeën, wäit gehend vereinfacht.

A siwentens, si huet proposéiert, datt beim Doud vum Locataire vun engem Geschäftslokal am Fall vun engem Bail commercial de Bail och kann zu Gonschte vun engem Conjoint oder vum Concubin weiderlafen, wann deen d'Geschäft vum verstuerwene Locataire weiderféiert.

A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot nach eng Rei Textännerunge proposéiert, déi d'Kommissioun, nodeem se d'Vertrieder vun der Regierung ugehéiert huet, zum groussen Deel berücksichtegt huet.

D'Kommissioun huet a senger Sëtzung vum 5. Juli mäi Rapport majoritär ugeholl a proposéiert den Text vum Projet, esou wéi en amendéiert gouf a wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ofschléissend wéilt ech nach e puer Mercië soen: E grousse Merci un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Kommissioun. Mir hunn an deene ville Réuniounen haart a konstruktiv debattéiert a mer konnten eng Rei vun interessante Bemierkungen an de Projet mat afléisse loossen. Ee Merci och un de Kommissiounssekretär, den Här Nic Bock, an un d'Beamten aus dem Logementsministère, den Här Daniel Miltgen a besonnesch den Här Jérôme Krier, a last but not least eisem Mataarbechter aus der Fraktioun, dem Marc Reiter.

Iech soen ech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabele Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'eischt wëll ech awer mengem Fraktiounskolleeg, dem Norbert Haupert, Merci soe fir säin exzellente mëndlechen an och schréftleche Rapport. Ech mengen, hien huet dat gemaach, wéi mer dat vun him gewinnt sinn: En huet dat och gutt gemaach. Ech denken dofir, et wär ubruecht, fir hei op dëser Tribün och eng Kéier säin immensen Asaz fir dëse Projet ze würdegen, e Projet, dee mir ouni deen Asaz vläicht net haut, hei an nach virun der Vakanz hätte kënnen evakuéieren.

Mir ersetzen haut e Gesetz, wat schonns méi wéi 50 Joer al ass a wat an den 80er Jore just eng Kéier liicht reforméiert gouf. An de 50er Jore gouf d'Loyersgesetz virun allem als provisoresch ugesinn. D'Iddi war, fir et nëmme ganz kuerz a Kraaft ze loossen an dann eng komplett Reform vun dësem Loyersgesetz ze ënnerhuelen.

Et huet du bal 30 Joer gedauert, bis dat, wat de Gesetzgeber 1955 als kuerzen Iwwergank ugesinn huet, sollt reforméiert ginn. 1987 ass et dunn no laangen an heftegen Debatten zu enger Reform vum Gesetz vum 14. Februar 1955 komm. D'Modifikatiounen, déi deemools ënnerholl goufen, waren awer och net dee grousse Worf, well an der Realitéit an a groussen Zich ass zu engem groussen Deel d'Gesetzgebung vun 1955 einfach iwwerholl ginn.

Bis haut also funktionéiert dëse System. E System, deen zur där Zäit als richteg ugesi gouf, an dat wahrscheinlech och mat Berechtegung.

Mä d'Zäit geet virun, an d'Virstellungen esouwuel vum Locataire wéi och vun de Propriétairen a selbstverständlech och d'Situatioun um Logementsmarché selwer hu geännert. An dofir ass et och richteg gewiescht, fir dëse Virstellungen an dëser verännerter Situatioun an deem neie Projet de loi Rechnung ze droen.

No deene minimalen Emännerungen vun 1987 war et dunn awer eng laang Zäit roueg ëm d'Loyersgesetz. Am Laf vun de Jore gouf dunn awer ëmmer méi oft an och ëmmer méi hefteg op d'Lacunë vum bestoende Gesetz higewisen, ouni datt awer eppes Konkretes op legaler Basis ënnerholl ginn ass.

Et huet bis 2003 gedauert bis erëm politesch Bewegung an dësen Dossier komm ass. Den 19. Mäerz 2003 hate mir hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wunnengsbaupolitik vun der Regierung, wou ënnert anerem och d'Problematik vum locative Wunnengsbau diskutéiert gouf. Ee vun de Konklusioune vun dësem Débat war, dass d'Loyersgesetzgebung ze reforméiere wär. An d'Chamber huet och bei deem Débat deementspriechend Propositioune gemaach, vun deenen - géif ech soen – awer eng etlech an dëse Projet agefloss sinn.

Eent vun den Ziler vun deem neie Gesetz ass et, den Ureiz, fir an de Logement locatif ze investéieren, méi attraktiv ze maachen an doduerch d'Offer a puncto Mietwunnengen och ze augmentéieren. Bis ongeféier 2000 ass an dësem Beräich aus diverse Grënn net esou vill geschitt, wéi ee sech dat hätt kënne wënschen.

Firwat? Dat aktuellt Gesetz iwwert de Bail à loyer ass ze komplizéiert an op verschiddene Punkten och onlogesch ausgeluecht an huet deene potenziellen Investisseuren och net déi vun hinne gefuerderte Rechtssécherheet ginn, esou zum Beispill wann e Locataire net aus senger Wunneng wëllt auszéien, wann en dozou opgefuerdert gouf, oder wann de Locataire kee Loyer méi bezuelt huet.

D'Méiglechkeet vun de Propriétairë sech ze wieren, ass an dëse Fäll zimlech ageschränkt gewiescht, well d'Gesetz dach éischter de Schutz vum Locataire an deem Fall favoriséiert huet virun deem vum Propriétaire.

Et ass dat ee vun den Haaptkritikpunkte vun de Propriétairen um bestoende Gesetzestext, genauesou wéi et e Fait ass, dass de Loyer net un d'Konditioune vum Marché adaptéiert konnt ginn. Et war zur Gewunnecht ginn, dass vill Wunnengen, déi an der Locatioun waren an och dozou destinéiert waren, désaffectéiert goufen an a Büroen ëmgewandelt goufen. Et war einfach méi rentabel. Et war einfach méi lukrativ, fir an d'Locatioun vu Büroen oder Locaux de commerce ze investéiere wéi an de Logement locatif, well d'Législatioun iwwert de Bail commercial et nämlech erlaabt, d'Loyeren dem Indice des prix à la consommation unzepassen. Et war och méi lukrativ, well bei de Kontrakter iwwert de kommerzielle Bail méi oder manner de Prix du marché konnt spillen.

Mä dat wäert awer elo, Här President, deemnächst änneren, wann dëst Gesetz bis gestëmmt ass. An et wäert net méi gradesou einfach goen, well an Zukunft muss d'Gemeng hiren Accord zu enger geplangter Ëmaffectatioun vu Wunnraum an der kommerzieller Notzung vun deemselwechte ginn.

D'Gemenge kréien d'Méiglechkeet drastesch Strofen auszeschwätzen am Fall, wou Wunnengen ouni hiren Accord a Bürosflächen ëmgewandelt ginn.

Drëttens, d'Zënsen, déi ee krut op de Banken, waren an den 80er bis Mëtt der 90er Joren därmoossen héich, datt et wesentlech méi attraktiv a mat vill manner Misär verbonne war, d'Sue bei de Banken unzeleeë wéi an de sou genannten Investissement à la pierre, wou een enge Renditt vun „nëmmen" - entre Guillemets – 5% konnt erzilen. Des Weideren hate mir et och an dëser Zäit mat extrem héijen Débiteurszënsen ze dinn.

An de leschte fënnef bis sechs Joer konnt een awer suivéieren, datt erëm méi an de locative Wunnengsbau investéiert gouf, bedéngt ënner anerem doduerch, datt bei de Bankgeschäfter net méi esou vill erauszeschloe war, wéi dat nach virun zéng Joer de Fall war. Mat dem drastesche Réckgang vum Taux vun de Créditeurszënse sinn och d'Débiteurszënssätz gefall an et war dunn op eemol erëm méi lukrativ, fir an de Wunnengsbau ze investéieren, wéi d'Geld einfach op d'Bank ze droen. Dat Ganzt gouf nach komplementéiert duerch dee sou genannte Crash op der Bourse, deen an déi nämlecht Period gefall ass. D'Investisseuren hu sech also no neien, no anere Méiglechkeeten ëmkucke mussen an hunn dobäi de locative Wunnengsbau - kann ee soen - erëm nei entdeckt.

Fait ass, datt zënter fënnef Joer d'Appartementswunnenge bal wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, a mir och wëssen, datt eng ronn 30% vun dëse Wunnengen zur Locatioun ugebuede ginn. Dës Feststellung beweist, menger Meenung no, ganz kloer, datt erëm méi an déi Mietwunnengen investéiert gëtt.

Vum Enn du vun den 90er Jore bis haut ass déi iwwert d'Gesetz festgeluechte Mietrenditt erëm esou attraktiv gi wéi schonns laang net méi. A potenziell Propriétaire-investisseurë si mat Sécherheet tentéiert hir Suen a Mietwunnengen unzeleeën. Fir datt deem och esou bleift, gesäit dat neit Gesetz vir, den Taux vu 5% bei der Fixatioun vum Loyer an dëser Phas net eropzesetzen, mä och net erofzesetzen, mä ganz einfach bäizebehalen.

Sollten awer, Här President, d'Tauxe vun de Créditeurs, an implizit och déi vun den Débiteurszënsen, nees eng Kéier méi zolidd eropgoen, mengen ech schonns, datt een deen aktuelle Saz vu 5% muss iwwerdenken, wann ee sech net erëm d'Viraussetzunge schafe wëllt, wéi mer se an den 80er bis ongeféier 1995 kannt hunn.

Mä fir hei flexibel ze sinn an der Evolutioun um Finanzmarché Rechnung ze droen, misst dann awer d'Gesetz geännert ginn. Et hätt ee sech dofir och kënne virstellen, datt de maximal erlaabten Taux iwwer e Règlement grand-ducal definéiert gi wär, wat eng eventuell Hausse oder eng Baisse vun deem Taux a sech méi flexibel gestalt hätt.

Des Weidere kréien d'Propriétaires-bailleurs elo d'Méiglechkeet de Loyer net méi no dräi Joer, mä all zwee Joer kënnen ze adaptéieren.

Mir hoffen, datt dës Mesuren derzou bäidroen d'Pénurie - ech soe «Pénurie» entre guillemets - vun de Mietwunnengen an de Gréff ze kréien an datt erëm méi an och verstäerkt an d'Sanéierung an d'Renovéierung vun den Albauwunnengen investéiert gëtt. Well och do fixéiert dat neit Gesetz aner Kritäre wéi mer se bis elo kannt hunn. Virun allem gëtt hei elo och dem Capital investi Rechnung gedroen, an dat haaptsächlech bei deene Wunnengen, déi virun 1944 gebaut gi sinn.

En zweete Punkt, deen ech wollt beliichten, ass dee vun der Redefinitioun vun de sou genannte Luxuswunnengen, déi net an de Kader vum Loyersgesetz falen. Am Artikel 5 vum Gesetz vun 1955 geet Rieds vun enger Luxuswunneng, wa se ënner anerem op d'mannst siwen Zëmmer besëtzt a wa se vun engem eenzege Ménage och bewunnt gëtt.

Dës Definitioun gëtt elo - an dat och richtegerweis - fale gelooss, well se einfach net méi up to date ass an och an der Praxis ganz vill Problemer mat sech bruecht huet. D'Fro, déi sech an dësem Kontext gestallt huet, war déi: Wat ass eng Luxuswunneng? An no wéi engem Kritär definéiert een eng Luxuswunneng?

Fir deen een, géif ech soen, ass et eng Luxuswunneng, wann am Buedzëmmer gëlle Krinn sinn a wann een d'Diere mat gëllene Klenschen opmaache kann. En aneren, dee fënnt, dass et eng Luxuswunneng ass, wann e ronderëm d'Haus dräi Hektar Terrain huet, wou e säi private Reitstall samt senge Päerd ënnerbrénge kann. Och aner Kritären, wéi zum Beispill de Präis, den Datum vum Bau oder d'Qualitéit vun der Wunneng selwer kommen a Fro fir de Logement de luxe ze definéieren. Et war ganz schwéier a ganz schwiereg fir eng méiglechst einfach an onkomplizéiert Definitioun vun esou enger Luxuswunneng ze fannen.

Och ech hat 2003 während der Orientéierungsdebatt eng Propos gemaacht, datt ee sollt higoen a soen, wann zwee Partner, Propriétaire a Locataire, e Loyerskontrakt ënnerschreiwen, datt ab engem Montant x - ech hunn du gesot einfach emol eng Kéier 2.500 Euro - déi zwee sech da musse bewosst sinn, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt. Ech wollt zu deem Zäitpunkt awer net onbedéngt iwwert de Montant vum Loyer diskutéieren, mä fir mech wier dat e ganz einfache Kritär gewiescht, an déi zwee Partner hätte jo dee Moment, wou se de Kontrakt ënnerschreiwen, ganz genee gewosst wat se ënnerschriwwen hätten, an datt hire Kontrakt dann net méi géif ënnert d'Gesetz vum Bail à loyer falen.

Wann dann no enger Zäit en nächste Locataire komm wier, dann hätt een erëm misse frësch verhandelen an et hätt sech missen erausstellen, ob deen dat och als Luxuswunneng ugesinn hätt. Et wier mat Sécherheet e Kritär gewiescht, deen net komplizéiert, mä ganz einfach a verständlech ze handhabe gewiescht wär.

D'Léisung an d'Kritären, déi elo awer schlussendlech zréckbehale goufen, sinn a mengen Aen och ganz an der Rei, well een ouni op en externen Expert zréckgräifen ze mussen, séier erausfënnt, ob et sech ëm eng Luxuswunneng handelt oder net. Also, ob dat neit Loyersgesetz spillt oder net. Si sinn och, wéi deemools gefuerdert gouf, relativ einfach ze handhaben.

D'Kritären, déi elo am Gesetztext niddergeschriwwe sinn, berouen dann op zwou Varianten: Éischtens, de monatleche Loyer, wéi ech dat elo grad erkläert hunn, an zweetens, de Capital investi.

Deemno falen net ënnert dat neit Loyersgesetz all déi Wunnengen, wou de Loyer mensuel méi héich ass wéi 269 Euro, Index 1948. Dat sinn haut ëmgerechent 1.893 Euro. Ab dësem Montant gëtt eng Wunneng als Luxuswunneng considéréiert a fält net méi ënnert dat neit Loyersgesetz.

De Kritär vum Capital investi pro m² gesäit vir:

a) wann et sech ëm eng Wunneng an enger Copropriétéit handelt, a

b) wann et sech ëm een Eefamilljenhaus handelt.

Als Basis gëllt hei de Baukäschtenindex vun 1970. Dat waren dee Moment 618 Euro pro m² fir Wunnengen an der Copropriétéit, a 450 Euro fir Eefamilljenhaiser. Nom leschte Stand vum Bauindex sinn dat haut 3.867 Euro pro m² fir Wunnengen an der Copropriétéit an 2.816 Euro fir Eefamilljenhaiser.

Dësen neie Berechnungmodus gëtt och vun der Chambre des Métiers begréisst. An hirem Avis seet si, datt de Critère coût an der Praxis méi einfach ze handhaben an ze kontrolléieren ass wéi e qualitative Kritär. Zum Beispill: Wéi ass d'Qualitéit an den Zoustand vun enger Wunneng? Wat dach éischter e subjektive Kritär ass.

Ze soe bleift hei nach, datt nëmmen ee vun de Kritäre muss erfëllt si fir d'Luxuswunneng ze definéieren, an datt et och expréssement am Kontrakt festgehale muss ginn, wann et sech ëm eng Luxuswunneng handelt, an datt d'Locatairë vu Luxuswunnengen net vun de legale Prorogatioune bénéficiéiere kënnen.

Här President, e weideren a positiven a wichtege Punkt, wahrscheinlech de Knackpunkt vun dësem neie Gesetz, ass dee vergréisserte Rechtsschutz esouwuel fir de Locataire, mä och fir de Propriétaire-bailleur. Et ass gekuckt gi fir d'Rechter an d'Flichte vun deenen zwou Parteien ze équilibréieren, well et ka jo schliesslech net esou sinn, datt ëmmer nëmmen eng Partei sech un de Kontrakt hält oder un de Kontrakt hale muss. Ee Kontrakt, deen awer an der Regel vun deenen zwou Parteien ënnerschriwwe ginn ass.

Wat mir wichteg erschéngt, ass, datt mat dësem Gesetz elo déi zwou Parteien am Viraus wëssen, wou se an de Bounen dru sinn, wat d'Délaie betrëfft. An ech hoffen och, Här President, datt déi juristesch Spillereien elo endlech en Enn wäerten hunn.

Ech wollt an dësem Kontext op déi nei Dispositioun iwwert d'Verlängerung vum Bail an den Déguerpissement vum Locataire kuerz agoen:

Éischtens emol, d'Verlängerung vum Bail. De Prinzip vun der automatescher Verlängerung vum Bail gëtt bäibehalen, ausser wann de Propriétaire d'Wunneng fir säin eegene Gebrauch wëllt notzen, oder wann de Locataire senge legale Verflichtungen net méi nokënnt. De Besoin personnel vum Propriétaire gëtt ausserdeem ausgedehnt op all Familljemembere bis zum drëtte Grad inclus. Des Weidere gëtt de Bail och net méi automatesch verlängert, wann de Propriétaire d'Wunneng fir e Besoin à usage professionnel brauch.

Wat elo den Déguerpissement vum Locataire betrëfft, esou baséiert déi nei Prozedur op enger Propos vum Conseil Économique et Social, déi virgesäit, datt, wann de Propriétaire seng Wunneng fir Besoin personnel wëllt iwwerhuelen, ee geneeën Zäitpunkt festgeluecht gëtt, ab deem de Propriétaire seng Wunneng da kann an Usproch huelen.

Haut ass d'Situatioun jo dacks esou - an ech hunn et elo grad schonns ugeschwat -, datt duerch onendlech laang juristesch Prozeduren a Recoursen de Propriétaire oft eréischt no Jore vu sengen eegene véier Wänn ka Gebrauch maachen. Dëse Prozedurdschungel huet et och mat sech bruecht, datt Wunnengen, déi zum Verkaf ustoungen a wou nach e Contrat de bail gelaf ass, fir een, dee selwer wollt dra wunne goen, net interessant waren, a vun deene Leit dofir och net kaaft gi sinn.

Dëser Problematik gëtt elo duerch dëst Gesetz en Enn gesat. De Locataire ka jee no Fall maximal vun engem Délai vun 18 Méint profitéiere bis den Déguerpissement muss vollzu ginn.

D'Fro ass: Wéi leeft elo d'Prozedur vun esou engem Déguerpissement elo genau of? Am Fall, wou de Propriétaire oder ee vun de Memberë vu senger Famill an déi verlounte Wunneng selwer wëll anzéien, gesäit d'Gesetz en Délai fir d'Kënnegung vum Bail vu sechs Méint vir vun deem Dag un, wou de Locataire iwwert d'Résiliatioun vum Kontrakt informéiert gouf. Konkret heescht dat, dass de Locataire no deene sechs Méint d'Wunneng verloosse muss. Natierlech gëtt et Ausnahmen, déi en faveur vum Locataire sinn.

De Locataire kann innerhalb vun deenen éischten dräi Méint beim Friddensriichter eng Verlängerung vum Délai de résiliation ufroen, eng Verlängerung, déi awer da maximal 12 Méint bedroe kann an dat vun deem Dag un, wou den Délai vun den initiale sechs Méint ofgelaf ass. Hei hätte mer dann e Cas de figure vu 6 plus 12 also maximal 18 Méint.

Fir dass de Locataire dës Verlängerung awer zougesprach kritt, muss hien dem Riichter valabel Motiver virleeën, esou zum Beispill de Bau oder de Kaf vun enger eegener Wunneng, d'Loune vun enger neier Wunneng, déi awer nach net fäerdeg gestallt ass oder déi amgaang ass renovéiert ze ginn. An dëse Fäll kann den Délai wéi scho gesot dann ëm maximal 12 Méint verlängert ginn.

E Recht op Sursis gëtt et dann awer net méi fir de Locataire: Wann de Riichter bis eng Décisioun geholl huet, zielt dës Décisioun definitiv. Entweder kritt de Locataire déi maximal 12 Méint Verlängerung zougesprach oder hie kritt se net zougesprach.

Am Fall wou hie keng Verlängerung zougesprach kritt, kënnt et zu engem Déguerpissement forcé nom Oflaf vun deem initialen Délai vu sechs Méint. Eng Oppositioun oder en Appel zu dësem Uerteel ass dann och net méi méiglech. De Fall gesat, de Locataire freet innerhalb vun deenen éischten dräi Méint keng Verlängerung un a mellt sech och soss net op iergendeng Aart a Weis, an deem Fall kann de Propriétaire beim Riichter en Déguerpissement forcé ufroen, deen no den initiale sechs Méint direkt a Kraaft trëtt. An dësem Fall kann de Locataire awer ëmmer nach e Sursis ufroen.

D'Gesetz seet awer, dass dann den Déguerpissement spéitstens 15 Méint nodeems de Kënnegungsbréif un de Locataire geschéckt gouf iwwert d'Bühn gaange muss sinn.

Am Fall, wou de Propriétaire do selwer wëllt an d'Wunneng goen, gëtt dësen Délai vu 15 op 12 Méint reduzéiert. Als Datum gëllt och hei den Dag, wou de Kënnegungsbréif un de Locataire fortgeschéckt gouf.

Här President, ech denken an ech hoffen, datt dëst Gesetz, wat mir haut hei stëmme wäerten, sengen Ziler gerecht gëtt. Dat heescht:

Éischtens, méi Transparenz a méi Rechtssécherheet bei de Kontrakter, souwuel fir de Locataire wéi och fir de Propriétaire;

zweetens, d'Investitiounen an de Logement locatif méi attraktiv ze maachen, an och an Zukunft lukrativ ze halen;

drëttens, sécher mussen nach aner Gesetzer a Mesuren dat heite Gesetz begleeden an ech denken do haaptsächlech un d'Reform vum Grondsteiergesetz, un aner Steiermesuren, un d'Noutwendegkeet vum Schafe vun e puer neie gréissere Lotissementer, déi de Stat jo selwer kënnt kreéieren, zesumme mat de Gemengen als Associé.

Dat alles, Dir Dammen an Dir Häre, muss awer zesummepassen an et muss och zesummegetässelt ginn, fir datt dat och e Ganzt gëtt a fir datt et deen Erfolleg bréngt, dee mir eis alleguerten dovun erhoffen. Well, et muss ee wëssen, datt an dësem sensibelen Domän vum Bau ëmmer nach an dat trotz alle gutt gemengte Mesuren, Gesetzer an och Gesetzestexter ëmmer nach d'Loi du marché spillt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wëll een de Bau virun allem awer och de Bau vun engem Eegenheem an Zukunft lukrativ gestalten, virun allem awer erëm fir de Gros vun de Leit finanziell méiglech maachen, muss een dem Marché mat sengen eegene Mëttele begéinen.

Dat heescht am Kloertext, d'Angebot, Här President, muss méi grouss gi wéi d'Nofro. Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, brauche mir net nëmmen dat heite Gesetz; dëst Gesetz ass a mengen Aen nëmmen e Stéck an deem ganze Puzzle.

Dat gesot wëll ech zum Schluss awer nach Merci soe fir d'Nolauschteren a bréngen och selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aganks wéilt ech dem Rapporteur fir säin ausféierlechen, schréftlechen a mëndleche Rapport félicitéieren. Hie war esou explizit, dass ech net brauch op déi eenzel Dispositioune vun deem neie Gesetz anzegoen - déi sinn à suffisance erkläert ginn.

Här President, dëst Gesetz ass jo nach vun der viregter Regierung initiéiert ginn, an ech war ee vun deenen, déi mam Minister Boden zimlech vill, net gestridden hunn, mä sech mat dësem Text ausernee gesat hunn, well ech der Meenung war, an och der Meenung bleiwen, dass et net um Législateur ass, fir hei ze vill ze intervenéieren, an dass d'Dispositioune vum Code civil eigentlech géifen duergoen.

Mä et gëtt ganz vill Politiker, déi mengen, dass dee Schwaachen - an hiren Aen de Locataire - vis-à-vis vun deem Staarken - an hiren Aen dem Propriétaire - muss protégéiert ginn. D'Resultat vun där Politik gesi mer a spiere mer all Dag. Besonnesch déi Leit, déi wëlle loune goen, spieren dat all Dag: Et sinn der net vill, déi a Mietwunnengen investéieren.

De Virriedner huet dat ënnerstrach, et war nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg méi interessant a Büroe respektiv a Geschäftslokaler ze investéieren, ëm déi de Législateur sech net esou rührend gekëmmert huet wéi ëm Mietwunnengen.

Dëst Gesetz versicht elo verschidden Excèsen aus der Vergaangenheet ze redresséieren. An dat ass och gutt esou. Dat ass gutt esou, well mer festgestallt hunn, dass bëllege respektiv abordable Mietraum vu kengem méi oder vu praktesch kengem méi realiséiert gëtt, an eise Mietpark vun deenen Appartementer a Wunnengen, déi fir d'Locatioun fräistinn, ëmmer méi al gëtt. Dëst Gesetz gëtt elo d'Méiglechkeet, fir an eng aner Richtung ze goen - och wann et net perfekt ass.

Den honorabelen Här Lucien Clement ass op eng Dispositioun agaangen, déi mir schéngt de Moment wuel net, mä fir d'Zukunft awer problematesch ze sinn, an dat ass déi, à savoir dass duerch dëst Gesetz, dat, wat bis elo nach ëmmer bestanen huet oder zënter laange Jore besteet, den Taux de rendement no uewe bridéidert gëtt op 5%.

Här President, dee Rendement ass haut bei enger zwar ze héijer Inflatioun, mä bei niddregen Tauxen, wou ee ka fir ronn haut nach 4% Geld léine goen, an der Rei.

Mä wat geschitt, wa muer d'Tauxe méi héich sinn? Dann ass dee Rendement net an der Rei! Respektiv, wann d'Tauxen dramatesch - wat ee géif hoffen - géifen erofgoen, dann ass en eventuell net méi an deem Mooss indiquéiert.

Déi 5% kommen dohier, dass iergendwann eng Kéier deen Taux festgesat gouf. Ech mengen, dass een hätt kënnen op de Wee goen, wou ee gesot hätt, dass deen Taux de rendement Fonctioun wier vun den Taux hypothécaires, déi ze applizéiere wieren, dass et den Taux hypothécaire plus e gewësse Prozentsaz gewiescht wier. Dat hätt déi Flexibilitéit bruecht, déi een an dësem Domän brauch.

Mä wéi gesot, et ass awer e Schratt an déi richteg Richtung, an et ass ze wënschen, et ass ze hoffen, dass duerch déi nei Mesuren en neien Driff an de Wunnengsmaart kënnt.

Et bleift dann en zweete Sujet, Här President, deen net vum Gesetz beréiert gëtt, wou et awer interessant wier, wann de Minister kéint eng Initiativ huelen. Ech wéilt dat ëmschreiwe mat den Droits et devoirs vum Propriétaire a vum Locataire. Et wär interessant, wann de Ministère, zesumme mat enger Organisatioun wéi der Union des Consommateurs zum Beispill, kéint e Vademecum ausschaffen, fir festzeleeën, wat fir eng Chargen oder wat fir eng kleng a grouss Reparaturen zu Laaschte vu wiem sinn. Wann en Évier verstoppt ass, ass et dann d'Aufgab vum Propriétaire derfir ze suergen, dass deen Évier erëm uerdentlech fonctionnéiert, oder ass et un deem, deen am Genoss ass vun deem Équipement? Wann eng Rolllued net méi fonctionnéiert, ass et dann um Locataire fir se ze flécken, dee jo och déi Rolllued gebraucht huet, oder ass et um Propriétaire? All déi kleng Froen, déi, wa schonn d'Verhältnis zwëscht Propriétaire a Locataire iergendwéi gestéiert ass, dann zu Irritatioune féieren an déi net dozou bäidroen, dass dat Verhältnis konfliktfräi ass. Hei wier eng Méiglechkeet vu staatlecher Säit fir ze hëllefen.

Da stellt sech, Här President, och als Drëtt nach d'Fro: Wat geschitt mat deene Bailen, déi en cours sinn, besonnesch wat eenzel Dispositiounen ugeet? Ech denken zum Beispill un d'Dispositiounen, déi an dësem Gesetz sinn, déi dem Concubin zousätzlech Rechter ginn. Et steet am Gesetz, dass, sauf wann et expressis verbis am Bail steet, de Bail weidergeet an deen aneren da Recht drop huet. Do gëtt et Situatiounen: Dir verlount engem en Haus, deen ass eleng, op eemol huet hien e Concubin, wann deen dann och nach dräi oder véier Kanner huet, deemno wéi grouss d'Appartement ass, gëtt dat problematesch. Wéi do d'Situatioun genau geregelt ass, wäert et herno un de Geriichter sinn, fir erauszefannen. Mä ech wollt einfach un dësem Beispill weisen, dass nach eng Rei Interpretatiounsschwieregkeeten och an Zukunft wäerte bleiwen.

Mä ënnert dem Stréch gesinn, Här President, ass dëst Gesetz eng Verbesserung par rapport zu der Situatioun, déi mer elo hunn. Och wa mir als Partei am léifsten hätten, wann de Stat sech géif esou wäit wéi méiglech aus dëser Problematik eraushalen an dem Maart d'Léisung vun der Fro iwwerloossen, esou fënnt dësen Text dach d'Zoustëmmung vun eiser Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no wat déi aner maachen, mä si gesinn net wéi si kënne matmaachen. Ech fanne mech net mat där Feelentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart of." „Dass d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi zu Paräis a wéi zu London, weist, dass mir se net méi alleguerten hunn."

Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn zwee Auszich aus de Rieden zur Lag vun der Natioun vun eisem Statsminister vum leschte Joer a vun dësem Joer.

De 25. Oktober…

(Interruption et hilarité)

Dat huet ee gemierkt, Här Grethen, dass Är Haltung eng aner ass.

M. le Président.- Här Grethen, wëllt Dir eng Fro stellen?

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech hunn alles gesot.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- De 25. Oktober 2005 schreift de Statsrot a sengem Avis zum Projet de loi iwwert dëst neit Mietsgesetz: «Le Conseil d'État estime que la réglementation par la loi de la matière du bail à loyer, et en particulier de la fixation du loyer, ne constitue pas un moyen apte à résoudre le problème de la pénurie de logements. Pour lutter contre la pénurie de logements, la haute corporation est plutôt favorable à un système de libéralisation de la fixation des loyers.»

Den 30. Oktober 2003 ass den Avis vum Direkter vum Friddensgeriicht vun Esch zu dësem Projet de loi 5216 ukomm, dee seet, ech zitéieren: «Le texte du projet de loi part de la prémisse qu'il y a un manque de logements locatifs. Cette prémisse n'est que partiellement vraie. Celui qui peut et veut payer un loyer élevé trouve toujours un logement adapté à ses besoins. Par contre, il y a un manque dramatique de logements pour ceux qui gagnent à peine le salaire social minimum, doivent entretenir avec ce seul salaire une famille et ne peuvent de ce fait payer qu'un faible loyer.»

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass de 6. Oktober 2003 vun der deemoleger CSV-DP-Regierung hei an der Chamber déposéiert ginn. E war deemools scho ganz staark ëmstridden an huet fir ganz vill Opreegung gesuergt. Et ass och haut nach zum Deel esou.

En huet virun allem bei deene Leit oder Organisatiounen, mä och Verwaltunge fir Opreegung gesuergt, déi an hirem Alldag mat deene Leit oder Locatairen ze dinn hunn, déi vun der Wunnengsnout hei zu Lëtzebuerg betraff sinn, an déi an hirem Alldag mat Leit ze dinn hunn, déi knapp de soziale Mindestloun kréien a sech fir dat Geld keen horrende Loyer leeschte kënnen.

Direkt no dem Dépôt vum Projet de loi sinn och schonn d'Avisë vun der Union Luxembourgeoise des Consommateurs an der Justice de Paix vun Esch/Uelzecht ukomm. Esou huet den Direkter vum Escher Friddensgeriicht et a sengem Avis op de Punkt bruecht andeems hie schreift, ech zitéieren: «Si on peut légitimement admettre qu'il n'appartient pas aux propriétaires de logements privés de pourvoir aux besoins de cette population,» - hien huet gemengt déi mam soziale Mindestloun - «le législateur ferait bien, avant de toucher à l'équilibre délicat établi en 1955 et en 1987, d'assurer la construction de logements sociaux en nombre suffisant afin d'éviter que suite à l'adoption du projet de loi soumis pour avis, des familles entières ne soient jetées dans la rue et ne retrouvent plus de logement décent, comme c'est le cas aux États-Unis notamment.»

An dem President an dem Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, dem Här Norbert Haupert sengem Bericht, deem ech iwwregens e grousse Merci fir säin explizite Rapport wëll soen, fannt Der och weider Kritike vun de Chambreprofessionnellen, ënner anerem déi vun der Chambre des Employés privés a vun der Arbeiterkammer erëm, déi an déiselwecht Richtung gi wéi déi vun der Union Luxembourgeoise des Consommateurs oder vum Escher Friddensgeriicht.

Et sollt dunn awer 2004 alles e bëssselchen aneschters goe wéi sech dat d'Auteure vun dësem Gesetz an déi deemoleg CSV-DP-Regierung virgestallt haten. No de Chamberwahlen 2004 war d'DP net méi an der Regierung, an deen neie Koalitiounspartner, d'LSAP, huet eng Rei Ännerungsvirschléi fir dëse Projet de loi an de Koalitiounsverhandlungen erabruecht.

Esou huet de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung zum Beispill festgehalen, dass de minimalen Délai fir d'Introduktioun vun der Demande betreffend d'Modifikatioun vum Loyer bei der Mietskommissioun net sollt op zwielef Méint eropgesat ginn, mä bei sechs Méint bleiwen. An enger Rei Avisën, déi mir zu dësem Punkt am Gesetzesprojet kritt hunn, gëtt souguer deen Délai kritiséiert, sechs Méint wieren och nach ze laang.

Eng ganz Rei Leit, Locatairen, déi vun Ufank u wëssen, dass si e gewëssenen héije Loyer net kënne bezuelen, well si einfach finanziell net fäeg sinn dat ze maachen, huelen dat awer a Kaf, an dat aus der Ursaach eraus, well se keng aner Wunneng fannen, déi méi e soziale Präis hätt a wou den Zoustand vun där Wunneng och nach e Minimum u Confort hätt. A wann ech vu Confort schwätzen, da schwätzen ech vun enger Heizung an enger Wunneng, engem Buedzëmmer, fir kënnen dezent ze wunnen.

Esou sinn 80% vun de Contentieuxen um Friddensgeriicht wat de Bail à loyer ugeet nëmmen eleng Affäre vun onbezueltenem Loyer. Natierlech kann ee verstoen an zoustëmmen, dass de Propriétaire, deen all Mount op säi Loyer waart, d'Recht huet, deen och ze kréien. Op där anerer Säit sinn dës Fäll awer och e ganz kloren Indicateur dofir, dass et net genuch Wunnraum zu abordable Loyere fir sozial benodeelegt Leit an hir Famillje gëtt. Ech kommen dorop nach eng Kéier zréck.

Awer net nëmme fir si. Et besteet och schonn eng gréisser Pénurie u Wunnengen an Haiser fir déi Leit, déi e mëttlert Akommes hunn. Si verdéngen ze vill fir nach an de Genoss vu verschidden Hëllefen ze kommen an trotzdeem net genuch fir ouni finanziell Hëllefe sech eng Wunneng oder en Haus ze lounen oder ze kafen, bedéngt duerch déi extrem héich Präisser, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn.

An dem Koalitiounsofkommes vun dëser Regierung sinn eng ganz Rei Mesurë virgesinn, fir d'Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Aler, op déi mir scho laang waarden, neier, déi op Drock vu menger Partei mat derbäikomm sinn.

A senger Deklaratioun iwwert d'Politique générale vun 2005 seet de Statsminister, ech zitéieren en: „Ech fanne mech mat där Feelentwécklung um Lëtzebuerger Wunnengsmaart net of. Dofir hätt ech gären, dass mer alleguer zesummen eis där Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg objektiv orientéiert frësch unhuelen."

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

„A Saache Wunnengsbau leeft näischt, wann et tëschent dem Stat an de Gemengen net leeft. Munch Iddi ass hei an der Vergaangenheet ugestouss ginn, wéineg Iddië sinn ëmgesat ginn. Ech hätt gären, dass Stat a Gemeng hirer Responsabilitéit fir d'Leit nees gerecht ginn. Si ginn dat de Moment net. Ech soen dat mat Insistenz fir d'Regierung an ech soen dat ouni Indulgenz fir d'Gemengen."

Dir Dammen an Hären, wou e Recht huet, huet e Recht - de Premier! Et gëtt héich Zäit de Problem vun der Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien. A mir sinn alleguerte gefuerdert: De Stat an d'Gemengen. Mir alleguerten als Politiker, egal vu wéi enger Partei. Et ass fënnef vir zwielef a mir steieren op eng Katastroph hin! Et gëtt héich Zäit déi berühmte Schéier aus dem Kapp ze huelen, an ouni Virbehalter an zesummen, mateneen dësen Dossier unzepaken.

Mir si gewielt gi fir d'Liewenssituatioun vun de Leit alleguerten ze berücksichtegen an och ze verbesseren. Net nëmmen déi vun de Propriétairen. Eenzel Aussoen elo hei vu menge Virriedner kléngen esou, wéi wann d'Locatairen alleguerte Fraudeure wieren.

Dëst zielt awer och an aneren Dossieren, wéi deem vun der Wunnengspolitik: Wann et eis net geléngt endlech eng Politik fir de Mënsch ze maachen, déi vernetzt an nohalteg ass, dann hu mer versot fir eis alleguerte selwer, mä - méi dramatesch - fir déi kommend Generatiounen. Mat deem virleiende Projet de loi ass eigentlech nach guer näischt geregelt. Ech perséinlech, wéi iwwregens och meng Fraktioun, hätt et léiwer gesinn, wa parallell derzou déi Mesuren a Kraaft getruede wären, vun deenen hei op der Tribün schonns jorelaang geschwat ginn ass.

Hei zu Lëtzebuerg si 67% vun de Stéit Propriétairë vun hirem Logement. Dat heescht, 33% vun de Stéit si Locatairen, wat ongeféier 54.400 Ménagen ausmécht. Vun deene gëtt et der eng ganz Rei, wéi de Statsminister et sot, vu klenge Leit, déi nokucke wat déi aner maachen, a si gesinn net wéi si kënne matmaachen.

Dir Dammen an Hären, dëst sinn déi Leit, ëm déi et virun allem och geet. Dëst sinn d'Mammen a Pappen a Kanner, déi kee Stéck vum Kuch kritt hu wou e verdeelt ginn ass.

Dëse Projet de loi läit haut zum Vote vir. Zefridde stellt dëst neit Mietsgesetz eigentlech keen esou richteg. Keen heibanne vun de Parteien, kee vun deenen ënnerschiddlechen Organisatiounen oder Verwaltungen, déi elo an hirem Alldag mat de Konsequenze vum Gesetz ze di kréien an domadder konfrontéiert ginn. Dëst neit Gesetz däerf net eleng am Raum stoe gelooss ginn. D'Mesuren, déi am État de la nation zum Punkt Logement ugekënnegt gi sinn, mussen ëmgesat ginn. Mir mussen der Spekulatioun an der iwwerdriwwener Präispolitik endlech de Reedel virschieben. Jiddfereen do, wou e politesch d'Méiglechkeet huet fir dat ze maachen.

Hei e Beispill. Den 31. Dezember 2005 hat de Fonds du Logement e Wunnengspark vun 1.435 Unitéiten. Dräi Véierel vun deem Wunnengspark sinn an de Gemenge Lëtzebuerg, Esch, Déifferdeng an Diddeleng. Den 28. Februar dëst Joer sinn 980 Demandeuren op der Waardelëscht vum Fonds du Logement ageschriwwen. 980 Demanden, vun deenen der vill och Familje si mat Kanner.

D'Gemeng Lëtzebuerg an d'Gemeng Esch sinn déi zwou Gemengen, déi niewent de Wunnenge vum Fonds du Logement de gréisste Park u gemengeneegene Wunnengen hunn: D'Gemeng Lëtzebuerg ronn 600 gemengeneege Wunnengen, d'Stad Esch ronn 400 gemengeneege Wunnengen.

Kolleeginnen a Kolleegen nach eng Kéier: De Stat an d'Gemenge mussen zesumme schaffen, dëst iwwer all Parteigrenzen a Lobbyistentum ewech. Mir hunn all eng Verantwortung. Et däerf net sinn, dass d'Gemengen, egal vu welcher Couleur, Partei oder Koalitioun, d'Verantwortung ofginn oder net iwwerhuelen an näischt an de Wunnengsbau oder d'Renovatioun oder Kaf vu gemengeneegene Wunnengen investéieren.

Och d'Gemengepolitiker musse sech d'Prioritéit setzen, wat hir kommunal Politik ugeet. An déi kann op kee Fall zu Ongonschte vun hirer sozial benodeelegter Bevölkerung goen.

Natierlech sinn de Stat an d'Regierung gefuerdert d'Gemenge substanziell doranner ze ënnerstëtzen.

D'Gemengen däerfen net eleng stoe gelooss ginn, wat d'Finanzéieren an d'Ëmsetze vu gemengeneegene Wunnengsbauprojeten ugeet. Trotzdeem ass et awer elo schonns méiglech bei der Schafung vu gemengeneegene Wunnenge fir sozial benodeelegt Stéit finanziell Hëllefe vum Stat ze kréien an der Héicht vu 75% vum Gesamtprojet.

Wann ech an engem Punkt mat dem Minister Boden zu honnert Prozent eens sinn - an dat geschitt net ëmmer esou oft...

(Interruption)

Net nëmme bei Iech Här Grethen. En ass net méi heibannen.

(Interruption)

An och bei deenen net ëmmer.

Wann ech an engem Punkt mat Iech eens sinn, dann ass et genau an deem Punkt: D'Verantwortung vun alle Gemengen am Beräich vum soziale Wunnengsbau.

Ech verstoppen net, dass mir iwwert d'Auswierkunge vun dësem Gesetzesprojet gestridden hunn. Wie Recht behält, Här Boden, dat gesi mir an Zukunft. Mä an enger Saach si mir eis eens: Niewent dem Stat sinn och d'Lokalpolitiker gefuerdert a vläicht sollt ee sech iwwerleeën, dass déi Gemengen, déi hir Verantwortung an deem Dossier net iwwerhuelen, e gewëssene finanzielle Bäitrag mussen ofgi fir déi aner, déi dat maachen, oder awer finanziell Hëllefe vum Stat gestrach kréien, wa si hir Part u Verantwortung net iwwerhuelen.

Ech ginn enorm rosen, wann e Buergermeeschter oder e Schäffen aus enger anerer Gemeng wéi der Escher Gemeng mech urifft a freet, ob mir zu Esch Leit vun hirer Gemeng an eis Wunnenge kéinten eranhuelen, well déi Leit - hir Leit - schlecht dru sinn, gekënnegt kritt hunn, elo keng Wunneng hätten, op der Strooss sëtzen, oder wat och ëmmer. Dat ass mir e puermol geschitt. Ech denken - ech hunn awer net mam Här Bettel geschwat, en ass net heibannen -, dass hien als Verantwortleche fir de Gemengen- a Sozialwunnengsbau an der Stad genau déiselwecht Situatioun huet.

Dëst Gesetz gouf ënnert der leschter Regierungskoalitioun déposéiert. Mir hunn Ännerungen an deem Projet de loi konnte virhuelen, mä net op alle Punkten. An och net, wat d'Begleetprojeten an d'Mesuren zu dësem Projet uginn, déi onbedéngt parallell dozou hätte misse lafen.

Mir wäerten et elo nach eng Kéier - an ech sinn iwwerzeegt dovunner - mat enger wuessender Demande ze di kréien, wat d'Nofro no soziale Wunnengen ugeet. Op déi si mir net virbereet. De Fonds du Logement net, an d'Gemengen net.

Scho kuerz nom Dépôt vum Projet de loi iwwert dëst neit Mietsgesetz deemools am Joer 2003 ass d'Zuel vun den Demandeure fir eng Gemengewunneng op der Escher Gemeng enorm an d'Luucht gaangen. Mir hunn haut 350 Demandeuren, Stéit, Ménagen op eiser Lëscht. Ech weess net wéi vill Demanden op der Stader Gemeng virleie fir eng Gemengewunneng ze kréien, mä ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass dee Seuil och enorm héich ass, niewent den Demanden, déi dann och nach beim Fonds du Logement leien.

Sollt et elo - an ech perséinlech sinn iwwerzeegt dovunner - zu enger Erhéijung vun der Zuel vun Déguerpissementer kommen, da stellt sech nach e weidere Problem fir d'Gemengen: Wat maache mer mat deene Leit, déi op d'Strooss gesat ginn, an net an enger sozialer Wunneng ënnerkommen, well et der net genuch gëtt?

Et ass bekannt, dass elo schonns, an ech schwätzen elo aus menger Erfahrung als zoustänneg Schäffin fir Sozial- a Gemengewunnengen, ëmmer méi Hotelszëmmeren, awer virun allem Cafészëmmere vu Leit besat sinn, déi aus hire Wunnengen erausgehäit gi sinn oder déi de Loyer um private Wunnengsmaart net méi bezuele konnten. An et ass och bekannt, dass et nëmmen zwou Gemenge gëtt hei am Land - Lëtzebuerg an Esch -, déi Strukturen zur Verfügung stellen, wéi Nuetsfoyere fir opdachlos Persounen oder Familljen, déi op eemol séier aus engem Cafészëmmer erausgehäit ginn.

Eng weider Auswierkung vun dësem Gesetz kann a wäert och d'Zouhuele vun de Stéit sinn, déi sech weider verschëllen, fir sech kënnen eng Wunneng fir sech an hir Famill ze leeschte respektiv ze lounen oder ze kafen. D'Problematik vum Surendettement däerf net aus den Ae gelooss ginn.

Dir Dammen an Hären, wa mir verschidde Politikberäicher a Politikfelder net endlech zesummen a vernetzt betruechten a behandelen, da wäert et passéieren, an eigentlech ass et scho passéiert, dass mir duerch d'Stëmme vu verschiddene Gesetzer sozial benodeelegt Leit a Stéit nach méi an de Misère geheien, wéi si et scho sinn, an net nëmme si, mä och déi folgend an nofolgend Generatiounen.

Mä och Stéit, déi haut iwwer e mëttelt Akommes verfügen, sinn dann an der Zukunft vu prekäre Situatioune betraff, wa si sech op eemol finanziell iwwerhuelen, fir hire Kanner e Minimum u Liewensqualitéit ze bidden.

Jiddfereen heibannen, dee sech och nëmmen e bësselche mat der zounehmender Problematik vu sozialer Précaritéit, Aarmut, Chômage, Benodeelegung an Diskriminéierung ausernee setzt, weess oder sollt wëssen, dass mir alleguerten zesummen handele mussen.

Ech wollt zum Schluss nach op e weidere Punkt vun dësem neie Gesetz agoen an zwar dee vun der sou genannter Professionaliséierung vun de Mietskommissiounen. Esou sollen déi Gemenge mat manner wéi 6.000 Awunner sech elo zesummendinn, fir eng oder méi gemeinsam Mietskommissiounen anzesetzen. Leider läit och do bis haut de Reglement net vir, deen d'territorial Zonen an de Sëtz vun deene Mietskommissioune bestëmmt.

An och hei muss opgepasst ginn, dass déi Gemengen, déi iwwer 6.000 Awunner hunn an och schonns elo funktionéierend Mietskommissiounen hunn, net finanziell benodeelegt ginn. Déi Gemenge musse bis elo selwer fir d'Fraisen an d'Onkäschte vun hire Mietskommissiounen opkommen. Bei deenen aneren, déi ënner 6.000 Awunner hunn, iwwerhëlt de Stat d'Fraisen.

(Interruption)

Da kënnt Der jo duerno dat rectifiéieren. Ech huelen un, datt Der méi dozou wëllt soen.

Och wann ech perséinlech e Problem hunn, dass mer niewent dësem Gesetz net schonn eng Rei parallell Mesuren a Projete mateneen definitiv verabschieden oder ofstëmme kënnen, sou stëmmen ech deem Gesetz awer zou, genau wéi och meng Fraktioun, dëst awer mat ganz vill Bedenken a Retizenzen oder, wéi den Här Schreiner et gëschter ausgedréckt huet, mat kenger grousser Euphorie.

Et ass un eis alleguerten heibannen, wéi virdru scho gesot, iwwer al Parteigrenzen ewech a mat där Motioun, déi ech och hei wëll beim President déposéieren, dofir ze suergen, dass mir zesummen an objektiv orientéiert - wéi de Statsminister et sot an treffend formuléiert huet - un deem risege Problem Wunnengspolitik hei zu Lëtzebuerg schaffen, an zwar zesumme schaffen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, voté en cours de la séance publique du 12 juillet 2006;

- considérant notamment les nouvelles dispositions concernant la fixation du loyer (article 3);

- considérant les modifications substantielles apportées à la législation en vigueur en ce qui concerne les procédures de déguerpissement, telles que prévues aux articles 12 et 16;

- considérant les nouvelles dispositions relatives à la mise en place des commissions des loyers (article 7) et les observations du Conseil d'État à ce sujet dans son avis complémentaire du 20 juin 2006;

- considérant les obligations des administrations communales découlant de l'article 26 de la loi, à savoir d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune;

- convaincue que la modification de la législation sur le bail à usage d'habitation ne suffira pas pour lutter à elle seule efficacement contre la pénurie de logements sur le marché locatif national et les loyers élevés qui en résultent;

invite le Gouvernement

- à charger l'Observatoire de l'Habitat à procéder fin 2007 à une évaluation des modifications apportées à la législation sur le bail à loyer et sur ses répercussions sur le marché locatif national, ainsi que des répercussions éventuelles au niveau de la demande en logements sociaux auprès des communes et des promoteurs publics de logements locatifs sociaux;

- à mettre en oeuvre le plus vite possible les mesures annoncées par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement en date du 15 mai 2006 en vue de faire baisser sinon de stabiliser le prix du foncier et de l'habitat;

- à présenter à la commission compétente de la Chambre des Députés le projet de règlement d'exécution prévu à l'article 7, paragraphe (1), alinéa 2 du projet de loi sur le bail à loyer concernant les zones de compétence territoriale et le siège des commission des loyers.

(s.) Vera Spautz, Lucien Clement, Ben Fayot, Norbert Haupert, Jos Scheuer.

Ausserdeem sinn ech der Meenung, dass et och elo net méi den Zäitpunkt ass, dass déi eng Partei där anerer Partei virgehäit, wat si gemaach hätten, wa si an der Koalitioun gewiescht wieren, eleng oder mat engem aneren, oder wat soss hätt kënne sinn, „wann".

Vill vun deenen, déi heibanne sëtzen, hunn och nach Verantwortung an de Gemengen, dëst als Buergermeeschter oder Schäffen an an ënnerschiddleche Koalitiounen a Couleuren. An och do huet jiddereen säin Deel ze droen, fir d'Wunnengsproblematik an de Gréff ze kréien, dëst iwwer all Grenzen ewech.

Ausserdeem sollte mir d'Auswierkunge vun dësem neie Mietsgesetz genau beobachten a kucken, ob et net op verschiddene Punkten zu enger weiderer Verschlechterung vun der Wunnengssituation fir verschidde vu Précaritéit betraffe Stéit féiert.

Dofir si mir der Meenung, dass mir bis Enn nächst Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz sollte virhuelen, fir dann och direkt Nobesserunge maachen ze kënnen. An déi Richtung geet och eis Motioun.

Ech zitéieren nach eng Kéier de Statsminister: „Ech wier frou, wann d'Chamber d'Regierung regelméisseg a stramm géif interpelléieren iwwert d'Fortschrëtter, déi mir bei eise Beméiungen erreechen. Ech si bereet, mech deenen Debatten zesumme mam Wunnengsbauminister ze stellen."

Här Statsminister, Här Wunnengsbauminister, mir huelen Iech, ech huelen Iech och, beim Wuert an Ären Aussoen an dësem Dossier, esou wéi et gewënscht ass, objektiv orientéiert, wéi Dir et gesot hutt, mä och stramm.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert .

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wäert mat engem Zitat vum Statsminister ufänken.

(Hilarité et interruptions)

„Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert."

Eng Ausso a sech, déi, wéi Der virdru gehéiert hutt, zu munche Reaktioune scho gefouert huet.

Wa mir haut also iwwert dat neit Loyersgesetz diskutéieren an och ofstëmmen, da kënne mer dat nëmmen am Liicht vun engem Gesamtkonzept fir de Wunnengsberäich betruechten. E Gesamtkonzept, wat sech aus villen eenzelnen Elementer a Mossname muss a soll zesummesetzen. D'Zil vun dësem Gesamtkonzept an der Wunnengspolitik gouf schonn oft hei definéiert a vum Statsminister den 12. Oktober 2005 confirméiert, nämlech d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddereen hei am Land erschwinglech ze maachen. Mat dëser Ausso kann och jiddereen heibanne sech identifizéieren.

All Schrëtt, dee mir deemno an der Wunnengspolitik maachen, muss sech dëser kritescher Hannerfroung stellen. Dofir kann och dëst Loyersgesetz nëmmen an engem Gesamtkonzept vun der Wunnengspolitik diskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bevir ech mech mat de Punkten aus dem neie Loyersgesetz wäert beschäftegen, wëll ech awer dem Rapporteur vun dësem Gesetz, dem Här Haupert, nach Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Och bei dësem Rapport ass hie sengem Numm erëm trei bliwwen: Knapps war den Avis complémentaire vum Statsrot diskutéiert, loung den Ofschlossrapport vun der Kommissioun um Dësch.

Wéi stoung schonn an enger Wochenzeitung? „Der Mann, der schneller Berichte schreibt als sein Schatten."

Plusieurs voix.- Oh!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Wéi vum Rapporteur scho virdru gesot, gëtt scho relativ laang un dësem Projet hei gedoktert. Mir mengen awer, dëse Projet hätt missen a méi enger globaler Approche vun der Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg presentéiert ginn. Dat schnellt Evakuéiere vum Gesetz déi lescht Woch kënne mir net ënnerstëtzen, zumools nach déi eng oder aner Fro vum Statsrot a sengem Avis complémentaire opgeworf gouf, déi zu méi enger differenzéierter an déif gräifender Reflexioun hätt misse féieren.

Bevir ech awer zum Inhalt vun dësem Gesetz wëll Stellung huelen, muss ee sech vläicht fir d'eischt iwwert d'Objektiver vun dëser Gesetzesännerung eens sinn, déi hei als Haaptgrond opgefouert gouf. Esou steet am Abschlussbericht zum Gesetz folgende Saz: «L'objectif principal du projet consiste à rendre plus attractif l'investissement dans le logement locatif afin de parer à la pénurie de logements à louer, tout en continuant à assurer une protection indispensable à la partie économiquement la plus faible dans le contrat de bail, à savoir le locataire.»

Fir dës Objektiver kënne richteg ze beäntwerten, muss ee sech eng Rei vu Froe stellen, ouni déi eng ofschléissend Bewäertung net méiglech ass.

Folgend Froe loosse sech also stellen: Ass d'Loyersgesetz déi richteg Mesure, fir op de Mangel vu Wunnenge besonnesch am Beräich vun de Mietwunnenge kënnen ze reagéieren? Kënnt et zu där néideger Opbrochstëmmung bei der Sanéierung vun Albauten, wéi dat hei ugekënnegt ass? Feelen net nach aner Mesurë fir déi Relance ze begleeden? Ënnert wéi enger Gesamtstrategie sollen déi Mesuren oflafen? Fannen déi Leit, déi op Grond vu Renovatioun hir Mietwunnengen net méi kënne bezuelen an dofir d'Wunneng verloosse mussen, um fräie Marché oder beim Fonds du Logement eng alternativ Wunneng?

Dat sinn nëmmen e puer vun deene Froen, déi ee sech am Zesummenhang vun der Reform vum Mietsgesetz ka stellen. Opfalend ass jiddefalls - ouni datt eng vun de Froen nëmme beäntwert ass -, datt et net eleng duergeet, wann een d'Loyersgesetz reforméiert.

Esou wéi am Ufank vu menger Interventioun scho gesot, hätte mir eis gewënscht, dass dëst Gesetz sech an engem Gesamtkonzept zréckfonnt hätt. No all där Zäit, déi dëse Projet um Bockel huet, wär et sécherlech och net op e puer Méint ukommen.

An e puer Méint, nämlech zum 1. Januar 2007 solle jo bekanntlech nach e ganze Koup vu konkrete Projete presentéiert ginn, déi jo viru kuerzem nach vum Här Wunnengsbauminister virgestallt goufen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer vläicht fir d'eischt nach zu deene virdru gestallte Froen. Dass nach ëmmer vill ze vill Wunnengen eidel stinn, an dëst besonnesch an den Zentre vun eise Stied a Gemengen, ass net nei an ass och fir déi Gréng alles anescht wéi eng gesond Wunnengspolitik. Net nëmmen dass do wäertvolle Wunnraum verluer geet, mä d'Revaloriséierung an d'Renovéierung vun aler Bausubstanz huet doriwwer eraus e positiven Impakt op méi eng nohalteg Entwécklung vun eiser Gesellschaft.

Bei der Visioun vun enger Gesellschaft vun de kuerze Weeër musse mer fréier oder spéider a wëlle mer de Verkéierschaos iergendwéi an de Gréff kréien, a sinn och gezwongen an eiser Siedlungspolitik aner Richtungen anzeschloen, dëst net nëmmen an der Perspektiv vun engem 700.000-Awunner-Stat. Och a besonnesch aus energetesche respektiv klimapoliteschen Iwwerleeunge musse mer an der Zukunft eng aner Siedlungspolitik begënschtegen. Dofir musse mer Ofstand huelen, a statt dem Wunnengsneibau éischter d'Wunnen am Bestand ënnerstëtzen oder zumindest méi eng équilibréiert Förderung erreechen.

Eng konsequent Sanéierung vun Albauten huet eng Hällewull vu Virdeeler. Beispiller gëtt et eng ganz Rei: wéi d'Schafen an d'Erhale vun Aarbechtsplazen, besonnesch a Kleng- a Mëttelbetriber, oder nach am Beräich vum Klimaschutz, well wäertvoll Ressourcen agespuert kënne ginn. Doriwwer eraus gëtt et manner Zersiedlungen, manner Strooss souwéi manner Verkéier.

Mir hunn och dofir kee Problem mat dem Prinzip vun der Ophiewung vum Ënnerscheed tëschent Haiser virun an nom Datum vun 1944, sou dass en eenheetleche Modell fir sämtlech Gebaier gëllt. Et ass schonn erstaunlech, dass mir déi Differenzéierung nach ëmmer am Gesetz stoen haten. Et ass also ze hoffen, dass déi Moossnamen zu enger Relance wäerte féieren.

Mir bedaueren awer, dass an deem Ganzen hei e ganz wichtegt Instrument nach ëmmer feelt, ouni dat mir keng substanziell an nohalteg Sanéierung um Terrain wäerten erliewen. Ouni e konsequent Albausanéierungskonzept verleeft dës Politik erëm am Sand, oder zumindest gi mer hei net mat där néideger Seriositéit dorun.

Doru sidd Dir als Wunnengsbauminister net eleng schold, mä Dir sidd als Regierungsmember respektiv, wat ëmsou méi wichteg ass, als Mëttelstandsminister gefuerdert. Albausanéierung mat Hibléck op eng Energiesanéierung ass eng Verantwortung vu sämtleche Ministeren, och vum Wunnengsbauminister.

Do menge mir, dass e Carnet d'habitation net eleng duergeet. Sécherlech ass et en éischte Schrëtt, mä e Schrëtt, deen net an engem Gesamtkonzept agebett ass. Wa mir eng regelrecht Offensiv an deem Beräich erreche wëllen, geet et eiser Meenung no bei wäitem net duer, nëmmen d'1944-Klausel aus dem Mietsgesetz opzehiewen. Do muss eng regelrecht Campagne lancéiert ginn; do mussen Hëllefstellungen ageriicht ginn; do musse Beroder op den Terrain gestallt ginn an nach villes méi.

Dës Fuerderungen, déi scho laang um Dësch leien, mussen endlech och ëmgesat ginn. D'Moyene sinn och do. Wann de politesche Wëllen do ass, an no den Aussoe vum Statsminister misst dat jo de Fall sinn, mussen d'Prioritéiten entspriechend gestallt ginn.

Eleng dëst Beispill weist, dass dat Gesetz hei ze kuerz gräift an dofir nëmmen an engem Gesamtkonzept kann a soll behandelt ginn.

Gradsou wichteg, a wann net dat Wichtegst, ass awer den zweeten Deel vun der Froestellung vu virdrun. D'Froestellung nämlech no der sozialer Ofsécherung zu dëse Moossnamen. Och eis Bedenke waren am Ufank grouss iwwert déi méiglech negativ Auswierkungen op de Loyer, wann d'Klausel vun 1944 sollt ewechfalen. Mir hunn och mat Nodrock drop gepocht, dass d'Auswierkunge vum Ewechfale vun där Klausel sollten analyséiert ginn. Déi Mini-Etüd, déi duerchgefouert gouf, weist, dass et keng Auswierkungen op de Loyer huet, wa keng Investitiounen duerchgefouert ginn. Zumindest geet de Loyer fir d'Wunnengen, wou keng Investitiounen duerchgefouert ginn, net an d'Luucht. E geet souguer erof.

Et stellt sech awer eng ganz aner Fro, déi vill méi wichteg ass an och dofir genau muss am A behale ginn. Et wäert aus eiser Siicht zu enger Verschiebung um Wunnengsmarché kommen. Et ass ebe grad déi Verschiebung um Wunnengsmarché, déi eis Suerge mécht, an déi, menge mir, ass net richteg analyséiert gi respektiv si keng Moossname virgesi fir op déi Problematik kënnen anzewierken.

D'Gefor, dass eng gutt Partie schlecht awer erschwinglech Wunnenge fir d'Leit ewechfalen, déi sech keng aner deier leeschte kënnen, ass natierlech grouss. Derbäi kënnt, dass eng ganz Rei vun neie Klauselen am Mietsgesetz derbäikomm sinn, déi dës Ännerungen zu enger reeller Gefor fir gewësse Leit wäerte maachen. Besonnesch d'Erweiderung vum perséinlechen Notze bis zum drëtte Grad wäert dës Tendenz nach weider verstäerken. Och d'Begrenzung vun der Recoursméiglechkeet fir eng Mietverlängerung wäert zu engem weideren Drock op de Locataire féieren.

Prinzipiell ass a sech och näischt géint eng Begrenzung vun der Kënnegung anzewenden. Jiddfereen, deen eppes plangt, muss kënnen an enger räsonnabeler Zäit iwwer säin Eegentum verfügen. Op déi ënnerschiddlech Modeller, mengen ech, brauch ech hei net méi onbedéngt anzegoen.

Besonnesch d'Prozedur op Basis vu perséinlechem Notzen huet nach eng Kéier am Avis complémentaire vum Statsrot verschidde berechtegt Froen opgeworf. Esou stellt de Statsrot a sengem Avis fest, dass et duerchaus zoutreffe kann, dass d'Prozedur vun den zwielef Méint schonn ofgelaf ka sinn, ouni dass iwwert d'Demande vun engem Sursis statuéiert gouf. Och wann dës zwielef Méint vläicht räsonnabel schéngen, an d'Prozedur gesetzlech mat e puer Recourse virgesinn ass, kann ee sech awer d'Fro stellen, ob dat och fir all Locatairen esou zoutrëfft an och verständlech ass. Wéi verhält et sech zum Beispill bei eeler Persounen, déi net dat néidegt Wësse respektiv d'Ënnerstëtzung vun engem Drëtten hunn am Fall vun enger Kënnegung?

Mir sinn och méi wéi erstaunt iwwert d'Reaktioun, oder besser gesot d'Netreaktioun vun eise sozialistesche Frënn, déi heimat op eemol kee Problem méi haten. Dat huet 2003 beim Débat d'orientation iwwert d'Wunnengspolitik nach ganz anescht geklongen. Sou ass do am Zesummenhang vun der éischter Motioun, déi vun der deemoleger CSV-DP-Majoritéit ugeholl gouf, Folgendes nozeliesen:

„Wou mir Bedenken haten, besonnesch bei der Opléisung vum Mietschutz", a weider, „wou mir der Meenung sinn, dass nëmmen d'Geriichter dat mat den Délaien definéiere kënnen, an net de Législateur". Als Erënnerung ee Saz vum Här Di Bartolomeo: „All dës nei Mesuren, déi elo am neie Loyersgesetz festgehale goufen, maachen d'Situatioun um Wunnengsmarché aus Siicht vum Locataire sécherlech net méi roseg."

Eng Revaloriséierung vun der Bausubstanz kënne mir nëmme begréissen. Mir mengen awer, dass den Usproch vum Statsminister, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddfereen hei am Land erschwinglech ze maachen, esou net kann erreecht ginn. Mir vermëssen déi sozial Begleetmoossnamen, déi onbedéngt parallell zu dësem Gesetz ausgeschafft hätte misse ginn. Besonnesch vun eise sozialistesche Frënn hätte mir eis do méi e staarkt soziaalt Engagement erwaart.

Ech wëll vläicht just hei e puer Punkte vum LSAP-Sofortprogramm, fir d'Wunnengsnout zu Lëtzebuerg opzehiewen, zitéieren: „Jeder hat Anspruch auf eine menschenwürdige Wohnung. Der Schutz der Mieter durch ein soziales Mietrecht muss dauerhaft gesichert bleiben. Die von der Regierung eingereichte Reform" - also déi vun 2003 - „des Mietgesetzes geht eindeutig in die falsche Richtung. Statt wie von der Regierung geplant, den Mieterschutz zu verschlechtern, sollten endlich die im Mietgesetz festgehaltenen Miethöchstsätze für neue Bauten eingehalten werden. Die Sozialisten fordern die Regierung deshalb auf, das Gesetzesprojekt zur Mietreform zurückzuziehen.

Stattdessen schlägt die LSAP als Übergangslösung die sofortige Einführung eines Mietzuschusses vor, der Mietern, die keine Sozialwohnung erhalten, vergleichbare Hilfen sichert, wie sie beim Eigenheimerwerb vom Staat gesichert werden. Dieser Mietzuschuss wird übrigens auch vom Wirtschafts- und Sozialrat vorgeschlagen und soll solange bestehen bleiben, bis ausreichend erschwingliche Mietwohnungen zur Verfügung stehen.

Daneben schlägt die LSAP die Schaffung einer ‚Agence immobilière sociale' vor, die Mietwohnungen verwalten und zu erschwinglichen Mietpreisen weitervermitteln könnte."

Wéi war scho méi de Slogan vun der LSAP am Wahlkampf? „Mir paken et un!"

Vläicht kënnen eis sozialistesch Frënn sech Hëllefstellung bei der Biergerinitiativ fir bezuelbare Wunnraum siche goen. Esou ass do nozeliesen: „Wir werden die versprochene Frist zur Umsetzung der angekündigten Maßnahmen abwarten und gegebenenfalls weiter Aktionen starten, um Druck auf die politisch Verantwortlichen zu machen, damit der Wohnraum wieder für jeden in diesem Land erschwinglich wird." Besonnesch wou dës Biergerinitiativ op esou Membere wéi de fréieren Députémaire an heitege Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo zréckgräife kann!

Leider ass de Site vun der Biergerinitiativ www.bi-wunnen.lu net méi aktivéiert, esou datt ech net méi do konnt de Suivi kontrolléieren.

Wat wollt den Här Di Bartolomeo net alles reforméieren! Esou wollt hien nach an der Interpellatioun iwwert de Wunnengsbau 2001 bal iwwer zéng Motiounen déposéieren. Eppes hat déi Interpellatioun deemools awer erreecht: Et gouf e groussen Débat d'orientation 2003 iwwert de Logement organiséiert, deen op engem exzellente Rapport baséiert huet. E Rapport - wéi kënnt et anescht sinn? - dee vum Norbert Haupert verfaasst gouf. Vill vun deene Konklusiounen, déi do gezu goufen, sinn och haut nach ëmmer richteg. Mä vill vun de Propose sinn och haut nach ëmmer net ëmgesat.

D'Moossnamen, déi an deem Rapport nozeliese sinn, fënnt ee praktesch identesch erëm bei de Moossnamen zum État de la Nation iwwert de Logement vu virun e puer Méint. Also, erëm e puer Joer verluer.

Och den Här Haupert kënnt zum Schluss vu senger Interventioun 2003 op folgend Propos, ech zitéieren: „D'Kommissioun schléit des Weidere vir, Iwwerleeungen a Richtung vun esou enger Agence de location, esou wéi si an anere Länner besteet, ze féieren. Esou eng Agence géing d'Gestioun vun der Locatioun vu Privatwunnengen am Beräich vu sozial gënschtege Loyere fir privat Propriétairen iwwerhuelen, déi aus Bequeemlechkeet hir Wunneng net verlounen an déi esou eidel do stinn. Op deem Wee kënnt een déi Wunnengen erëm fir de Mietwunnengsmaart récupéréieren."

Och mäi Kolleeg Garcia huet fir déi Gréng an deem Débat an déiselwecht Richtung argumentéiert an deels Propose formuléiert, wéi ee verhënnert, datt dës Virschléi net riskéieren allgemeng präisdreiwend op de Mietniveau ze wierken.

Et ass also aus eiser Siicht wichteg eng Aart Fonds du Logement „bis" ze organiséieren, besonnesch am Beräich vun der Revaloriséierung respektiv Renovéierung vun aler Bausubstanz. Sécherlech huet de Fonds du Logement och an deem Beräich scho wäertvoll Aarbecht gemaach. Mir mengen awer, datt eng ganz Rei vu Leit net méi an d'Kritäre vum Fonds du Logement wäerte falen.

Duerch dat neit Mietgesetz riskéiere mer awer, datt eng Rei Leit net méi wäerten zu enger ugemoossener Wunneng kommen, déi hire Verhältnisser entsprécht.

Datt do nach eppes muss kommen, hutt Dir, Här Minister, selwer am Débat d'orientation 2003 gesot. Ech zitéieren: „…datt mer e Mangel u soziale Mietwunnengen hunn, fir Leit mat ganz klengen Akommes, déi Problemer hu fir Wunnengen um private Maart ze fannen, well se net genuch Suen hunn, an datt d'Offer um soziale Mietwunnengsbau net grouss genuch ass, datt mer also och fir déi Leit nach eng Schëpp mussen noleeën."

Dës Erkenntnis ass och haut nach ëmmer wouer. Also, d'Schëpp, awer wann ech gelift eng grouss Schëpp an de Grapp a lass!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent de soziale Kritären, déi no eiser Meenung net genuch analyséiert goufen, sinn awer och nach weider Punkten an dësem Gesetz, déi net esou richteg ausgeräift sinn.

Esou hu mir och zwar kee Problem domadder, wann déi zukünfteg Loyerskommissioune méi professionell solle schaffen. Dëst gouf jo och schonn deemools an dem Débat d'orientation vu mengem Kolleeg Garcia als Spriecher vun de Gréngen esou ënnerstëtzt. Ob de Modell an och d'Prozedur, déi fir d'Gemengen ënner 6.000 Leit am Gesetz virgesi sinn, déi richteg sinn, bezweifele mer awer. Och hei hätt ee sech nach déi eng oder aner Reflexioun an Austausch vun Erfahrung mat ähnleche Prozedure gewënscht.

Och d'Gemenge behalen eng Rei vun Obligatiounen, kréien awer weider zousätzlech Aufgaben an dësem Gesetz zougedeelt. Esou ass et un de Gemenge Renseignementer bei de Propriétairen unzefroen, fir de sou genannte Mietspigel ze erstellen. Dëst ass sécherlech eng ganz wichteg Donnée. Et gëtt de Gemengen d'Méiglechkeet e Spigel iwwer hir Mietwunnengen an der Gemeng ze erstellen. Fir dës Donnéeën effikass kënnen ze verwäerten an och ze interpretéieren, misst een awer eng Koordinatiounsroll vum Stat virgesinn.

Dir musst de Gemenge méi ënnert d'Äerm gräifen, statt hinne stänneg wëllen de schwaarze Péiter zouzespillen. Et si grad d'Gemengen, déi oft mat vill manner Moyene wéi de Stat wichteg a wäertvoll Aarbecht am Wunnengsberäich ënnerhuelen.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Wann dee Message endlech emol Fouss géif faassen, hätte mer schonns vill erreecht. Dofir waarde mer gespaant op de Pakt mat de Gemengen, deen am Hierscht soll virgestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. D'Wunnengsproblematik wäert och mat dëser Reform vum Mietsgesetz weiderhi bestoe bleiwen. Mir sinn net der Iwwerzeegung, datt dëst Gesetz zu der néideger Relance wäert féieren. Sécherlech gëtt et Elementer, déi mir hei begréissen, mir mengen awer, datt déi sozial Ofsécherung feelt. Och feelt an eisen Aen d'Gesamtkonzept, ënnert deem dëst Gesetz sollt lafen. Dofir wäerte mir eis och bei der Ofstëmmung dono enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Dëst Gesetz ass e wichtegt Gesetz, wat ganz vill Leit am Land hei betrëfft. Et kann een et net isoléiert gesinn. Et muss een et gesinn am Kader vun der Logementspolitik.

Do muss een eppes festhalen: Dat ass, datt, wann eng Gemeng e PAP duerchgesat huet, e Plan d'Aménagement Particulier approuvéiert huet, wann déi ganz Prozedur véier, fënnef Joer gedauert huet, heiansdo esouguer nach méi laang, een dann op eng Kéier gesäit, datt de Ministère de l'Environnement wakereg gëtt an iergendwou eng Heck gesäit an dat Ganzt nees a Fro stellt. D'Resultat: Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg e puer honnert Wunnengen, déi wéinst esou Saachen elo blockéiert sinn, anstatt datt Wunnenge kënne gebaut ginn.

Do gesäit een och, datt dat neit Gesetz iwwert den Aménagement vun de Gemengen och weider Schwieregkeeten opwerft. Et gesäit een, datt déi administrativ Hürden net ofhuelen, mä zouhuelen. A wat d'administrativ Délaië méi grouss sinn, wat et natierlech de Wunnengsbau verdeiert.

Hei ass déi gesamt Regierung gefuerdert fir déi administrativ Délaien ze verkierzen. Doduercher datt d'administrativ Délaië verkierzt ginn, gëtt d'Offer méi grouss, komme méi Projeten, méi Wunnengen op de Wunnengsmaart an da gëtt et och méi präiswäert Logementer. D'Basis vu präiswäerte Logementer ass och d'Basis vu räsonnabele Loyeren. Deier Wunnenge bréngen deier an héich Loyeren.

Wann een nun d'Etüd kuckt, esou wéi se 2001 an enger Enquête hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass iwwert d'Situatioun vum Logement, da gesäit een, datt 70% vun de Stéit hei am Land Propriétaire si vun hirem Logement, 26% si Locataire, 0,8% Sous-locataire, de Rescht ass iergendwéi an anere Strukturen definéiert.

Et gëtt elo scho laang iwwer en neit Bail-à-loyer-s-Gesetz geschwat: schonn ënnert der viregter Regierung, virun dëser Regierung. Mir hunn 2001 e Programme d'action «Logement» diskutéiert. 2002 huet de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert, datt endlech en neit Gesetz géing kommen. 2003 huet d'Chamber eng Diskussioun doriwwer gefouert. Et ass näischt geschitt, bis datt mer endlech am Oktober 2003 de Gesetzesprojet deponéiert kritt hunn, dee mer haut sollen diskutéieren.

Dat neit Gesetz soll d'Verloune méi lukrativ maachen a soll den Invest an nei Mietwunnenge uspornen. Dat wäert et sécher net ginn! Dofir ass dëst Gesetz vill ze vill dirigistesch an net maartgerecht.

De Conseil d'État a sengem Avis seet et ganz kloer: «La nouvelle loi restera en deça de l'attente des auteurs.» A si werfen och mat Recht op, datt et net nuren duergeet fir d'Mietgesetzgebung ze änneren, et mussen och nach aner Mesuren dobäikomme fir den Invest a Mietwunnge vu Säite vum private Secteur ze favoriséieren. Do gehéieren natierlech steierlech Mesuren derbäi.

Et geet och, de Propriétaire ze schützen vis-à-vis vu Loyeren, déi net bezuelt ginn, anhand vun enger Assurance. Do muss de Stat och mat agräifen, fir esou eppes mat ze ënnerstëtzen, well soss ginn d'Assurancen net drun: Et ass den Amortissement; et ass d'Assistance juridique.

An et gesäit een och, wann een de Berichter vun den Tribunäl, déi ons zoukomm sinn, kuckt, datt 80% vun de Litigen iwwert de Bail à loyer d'Netbezuele vu Loyer betreffen. Meeschtens ass et esou, datt an éischter Instanz Défaut gemaach gëtt, da gëtt et och nach keen Appel. Par contre gi regelméisseg Sursisë gefrot, och nach vun de Gemenge selwer, well déi Leit, déi aus hirer Wunneng sollen expulséiert ginn, well se de Loyer net bezuelt hunn, dee Sursis ufroen.

An ech bedaueren zum Beispill, datt mer hei an dësem Gesetz, wa mer déi Problematik kennen, datt, wann eng Lettre de résiliation vun engem Bail kënnt, dann net eng Kopie un d'Gemeng geschéckt gëtt, fir datt d'Gemeng sech kann drop astellen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et muss een och soen, datt d'Gesetzgebung virgesäit, datt de Buergermeeschter responsabel ass fir d'Leit, déi expulséiert sinn, ze relogéieren. Or, déi meescht Gemengen hu keng Dispositioune fir esou Leit ze relogéieren. Déi Leit hu keng Logementer a stinn deen Ablack op der Strooss.

Do ass natierlech och d'Responsabilitéit, souwuel zivil wéi strofrechtlech, vun de Buergermeeschtere

gesetzlech festgehalen, an do soll een awer och heiansdo drun erënneren.

Et ass kloer, mir brauche méi Sozialwunnengen. Dat ass d'Aufgab vum Stat. Dat ass d'Aufgab vun de Gemengen. Et ass awer net d'Aufgab vun de Propriétairë vu Logementer.

Als ADR hate mir ons erhofft, datt een ons, wann ee wëllt den Invest a Mietwunnenge favoriséieren, e manner dirigistescht Gesetz virgeschloen hätt, wat méi liberal wier a méi kloer wier an der Formulatioun. An anere Wierder e Gesetz, wat wierklech d'Leit incitéiert a Mietwunnengen ze investéieren; e Gesetz wat einfach kloer Prozeduren an Definitiounen huet.

E Gesetz, wat och kuerz Prozedure virgesäit, wou eng Décisioun an engem Joer definitiv exekutéiert gëtt, egal ob een de Loyer net bezilt oder ob een de Besoin personnel invoquéiert.

E Gesetz och, mat deem en Appel méiglech ass. Dëst wier doduerjer ze realiséieren, datt een d'Délaië virun de Geriichter staark verkierzt hätt. Mir hunn där Beispiller an där Gesetzer hei schonn an dëser Chamber gestëmmt.

D'Commission des loyers hätt ee ganz ofschafe kënnen, oder se wéinstens limitéieren op déi Uertschaften, wou et e Friddensgeriicht gëtt.

Den ADR wäert dëst Gesetz net stëmmen. Obwuel mer begréissen, datt et an deem virleiende Gesetzesprojet verschidde positiv Elementer gëtt, zum Beispill datt de Loyer vu virun 1944 ofgeschaaft gëtt.

Mä déi negativ Elementer iwwerweien. Et ass e Gesetz, an deem et vill Dispositioune gëtt, déi komplizéiert a formalistesch sinn, déi all méiglech Ausleeunge beinhalten, wou een heiansdo d'Meenung huet, de Législateur hätt déi eng oder déi aner Ausleeung emol net gewollt.

Et ass e juristescht Monster, e juristeschen Irrgarten, dëst Gesetz, an dofir wëll ech och dem Rapporteur, dem Här Norbert Haupert, Merci soen, datt en déi gréissten Effortë gemaach huet, fir ze versichen dëst Gesetz nach kloer ze maachen. Mä et gesäit een, datt en heiansdo huet missen e puer Ausleeunge maachen a Kommentäre maachen, déi ganz laang sinn, an dat bedeit d'Komplexitéit vun dem Gesetz.

Et ass e gutt Gesetz - fir Affekoten an Experten.

(Interruption)

Ech wëll hei soen, datt et e Gesetz ass, wou een zum Beispill Délaien huet, en Délai deen ausgeet vun der Lettre recommandée avec accusé de réception. Da gëtt et en aneren Délai, wou d'Lettre recommandée duergeet, ouni Récépissé.

En anert Beispill ass och, dass, wann een elo engem Mieter soll kënnegen, een him dann elo an Zukunft den Artikel 12(3) vum Text mat an de Kënnegungsbréif muss setzen, soss ass d'Kënnegung null. Do wäerte sech d'Propriétairen an d'Locataire ganz vill freeën, wann elo déi éischt Kënnegunge vu Mieten ustinn an dëst vergiess gëtt.

D'Friddensgeriichter hunn e ganz kriteschen Avis zu dësem Gesetz gemaach, mä net nure si. Och de Parquet général, och de President vum Tribunal.

Hei geet et ënner anerem ëm - ech liesen e puer Extraitë vir - Violatioun vun den Dispositioune vun eiser Constitutioun; Violatioun vum Artikel 6.1 vun der Mënscherechtskonventioun; Insécurité juridique.

Erstaunt weise sech och d'Geriichter, datt d'Gesetz laang Délaië fir de Locataire virgesäit, dee säi Loyer net bezilt, mä kuerz Délaien do, wou de Besoin personnel invoquéiert gëtt. Déi Differenz gëtt schwéier verstanen, an och mir gesinn net an, firwat net fir allen zwee kuerz Délaië misste virgesi ginn.

An ech wëll och un Hand vun e puer Beispiller ënnerleeën, wéi komplex dëst Gesetz ass.

Mä fir d'éischt eng éischt Fro un de Rapporteur: Applizéiert sech dat neit Gesetz, wat mer elo solle stëmmen, un déi ablécklech Mietverträg, jo oder neen?

Am Artikel 33 steet, datt nuren d'Artikelen 31 an 32 sech applizéieren. Domadder kéint een also unhuelen, datt dat neit Gesetz sech eréischt fir déi zukünfteg Mietverträg géing applizéieren.

Do ass eng Onkloerheet op jiddfer Fall dran, an ech wier frou, wann de Minister oder de Rapporteur ons do kéint méi Kloerheet ginn.

Mä der Rei no. Ech géing mam Artikel 1 ufänken, dat geet mam Champ d'application vum Gesetz un.

Hei gëtt geschwat vu Location de logements d'habitation à des personnes physiques. Ech hat net geduecht, datt mer eventuell hei d'Déiere kéinte mat asetzen, well d'Logements d'habitation sinn normalerweis fir Personnes physiques.

Mä d'Fro, déi ee sech awer och nach stellt: Wat geschitt, wann eng Gesellschaft Immeubles lount, fir se senge Beamten, senge Salariéen zur Verfügung ze stellen? Wat fir eng Gesetzgebung applizéiert sech do? Sinn déi an der Gesetzgebung oder si se net drënner?

Wéi ass dat mat Logementer vu Saisonnieren an esou weider?

Et gesäit een, datt eng Lëscht vun Ausnahmen am Gesetz virgesinn sinn, am Artikel 1, Paragraph 3, wou eng ganz Opzielung ass vu Logementer, déi net ënnert d'Mietgesetz falen. Mä am Commentaire des articles gëtt gesot, déi Lëscht wier net exhaustiv. Dat heescht also an anere Wierder, datt d'Geriichter opgefuerdert gi fir eventuell nach nei Ausnahme virzegesinn. Et ass op jiddfer Fall net kloer.

Da stellt sech och d'Fro, ob d'Exklusioun, déi hei an deem Artikel virgesinn ass vun e puer Mietverträg oder Mietsituatiounen, ob déi nuren d'Fixatioun vun de Loyeren ugeet oder fir d'ganzt Gesetz zielt, zum Beispill an de Kompetenzen oder an de Prozedure virun de Geriichter. Sinn do aner Geriichter zoustänneg wéi d'Mietgeriicht?

Am Artikel 3, Paragraph 2 steet e ganz flotte Saz, dee fänkt un: «À défaut d'accord entre parties, le capital investi est celui engagé…», an da gëtt de Capital investi definéiert.

Wann ech dat esou liesen, da verstinn ech dat esou: Wann ech elo Vermieter sinn, da schreiwen ech e Projet vun engem Contrat de bail an ech schreiwen do dran, datt de Capital investi beim Immeubel, beim Terrain a gegebenefalls bei de Miwwelen deen an deen ass. An da soen ech dem Locataire: Elo ënnerschreifs de dat, soss gëss de net Mieter bei mir.

(Interruption)

Ech liesen den Text, wéi en hei steet. Also deen Ablack, wou de Mieter dat ënnerschreift, gëtt e jo säin Accord fir de Capital investi, an da kënne mer dee ganze Rescht - all déi Artikelen an all dat anert vu Mietkommissioun a Geriicht - vergiessen.

Doriwwer eraus, wann een haut och nach déi Dispositioune kuckt iwwert de Capital investi, Immeubel, Terrain, Miwwel, do gëtt et Experten, déi genannt ginn; et si Berechnungen, déi genannt ginn. Wann ee scho wëllt op dee Wee do goen, dann hätt een einfach solle soen, datt een déi Montanten, déi ee bei der Steiererklärung ofgëtt an déi vun der Steieradministratioun ugeholl si ginn, akzeptéiert. Dann huet wéinstens ee se akzeptéiert, da si se kloer an dann hätt een eng Basis gehat.

Da gesäit een och am Paragraph 4, datt, wann dat elo net am Mietvertrag steet, wéi ech elo gesot hunn, a wann d'Parteie sech net eens sinn iwwert de Capital investi, da kann «la partie la plus diligente » en Expert nennen. Partie la plus diligente, dat wäert da meeschtens de Mieter sinn, deen dann en Expert kann nennen.

De Propriétaire wäert deen Ablack mat Sécherheet deen Expert contestéieren an de Rapport contestéieren, esou datt ech et richteg fonnt hätt, wann den Expert duerch e Geriicht genannt gi wier, kontradiktoresch, an deen Ablack hätt d'Expertise net méi kënne contestéiert ginn, well da wier se kontradiktoresch gewiescht. Dat heiten ass einfach just nëmmen, fir datt de Mieter eng Ausgab mécht, vun där hie guer näischt huet.

Dann Artikel 5, Garantie locative: Firwat ass net virgesinn, datt dës Garantie misst Zënse bréngen?

Da gesäit een, datt an deem aneren Artikel iwwert d'Chargen d'Méiglechkeet vun engem Forfait festgeluecht gëtt fir d'Chargen, an dat steet awer a Kontradiktioun mam Paragraph 3 vum selwechten Artikel, dee seet, datt de Locataire nëmmen däerf déi effektiv Fraisen a Rechnunge gedroe kréien.

Dann den Artikel 6, do geet et ëm de Logement avec confort moderne non standard. De Logement avec confort moderne non standard, dat heescht dat, wat ee fréier Luxuswunnenge genannt huet. Hei seet de President vum Tribunal an de Parquet général: «La notion de 'confort moderne non-standard' retenue par le texte de l'avant-projet est vague et risquera de faire l'objet de fréquents débats devant les instances judiciaires.» Et geet Rieds vun Insécurité juridique an, datt et onméiglech ass, fir ze kontrolléieren, wat dat dann ass, deen Ablack, wou een de Bail ënnerschreift.

Wann een nun de Gesetzesprojet selwer liest, deen d'Regierung déposéiert huet an der originaler Verfassung, da gesäit een dräi Säite Kommentären, fir ze versichen, krampfhaft ze versichen, ze explizéieren, wéi dat dann elo soll ausgeluecht ginn. Dat, wat awer schéngt de Fall ze sinn, dat ass, datt de Seuil un 1.836 Euro pro Mount de Seuil soll sinn, vun deem un ee kënnt vun enger Luxuswunneng schwätzen. Dat betrëfft dann no deenen Donnéeën, déi de Statec huet, ongeféier 4% vun de Loyeren.

Mä et ass ganz liicht, fir déi gesetzlech Bestëmmungen do ze ëmgoen. Anstatt 1.836 Euro braucht Dir just nach an de Mietvertrag 1.837 Euro ze schreiwen a scho sidd Dir in bonus, dann ass alles gelaf.

Dat ass dat, wat net nëmmen ech soen; dat soen och d'Geriichter! Et ass also ganz kloer, datt hei Dispositiounen am Gesetz stinn, vun deenen ech d'Impressioun hunn, datt se net iwwerluecht sinn, datt se net prezis sinn.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce soen och mat Recht, et wier besser gewiescht, et hätt een e Metercarréspräis festgeluecht, well dat dote, wéi et hei ass, wäert zu Geriichtsprozedure féieren à tout moment.

Da gesäit een nach eng etlech aner Problemer - ech muss e bëssen ofkierzen, well meng Zäit leeft of -; dat ass zum Beispill de Paragraph 12 (3), vun deem ech scho geschwat hunn, wou steet, datt de Mietkënnegungsbréif elo dee ganze Paragraph muss mat beinhalten.

Dat ass total nei. Dat ass e ganz rigorose Formalismus, an ech mengen d'Regierung wier ganz gutt beroden, wa se queesch duerch d'Land eng Informatiounscampagne géing lancéieren, fir ze versichen, iergendwéi dat Gesetz hei kënnen ze explizéieren.

Dann nach den Artikel 9 (3), do soen d'Geriichter an notamment de Friddensriichter, deen notamment en charge ass vum Bail à loyer, deen Artikel wier verfassungswiddreg, well do enger Commission des loyers juristesch Pouvoiren zougestane ginn, déi enger Décision juridique vun engem Tribunal gläichkommen.

Or, den Artikel 84 vun eiser Verfassung seet: «Les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.» An den Artikel 86 alinéa 2 vun der Verfassung seet: «Il ne peut être créé de commissions ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.»

Wann also elo schonn d'Geriichter op esou Problematiken opmierksam maachen, da kënnt Dir lech denken, datt den éischten Affekot, deen dat dote virbréngt, héchstwahrscheinlech déi Fro do wäert opwerfen, an da sëtze mer nees erëm do, fir ze kucken, ob dat Ganzt iwwerhaapt dann nach Kapp a Fouss huet.

Den Artikel 16 ass en Artikel, deen iwwert den Déguerpissement schwätzt. Dat heescht, iwwert déi Leit, déi veruerteelt ginn, aus hirem Haus erauszegoen, an iwwert de Sursis. Do soe sämtlech Geriichter - an ech erlabe mir do mech hinnen unzeschléissen -: Hei muss een Affekot sinn an e puer Joer Erfahrung hunn, fir deen Text do kënnen auszedäitschen a fir et ronn ze kréien.

De Rapporteur huet versicht a sech och ganz vill Méi ginn, fir dat doten ze explizéieren. Mä et ass net sécher, datt dat déi richteg Explikatioun ass! Do kënnen nach aner Interpretatioune kommen.

Da werfen d'Geriichter och d'Fro vum Artikel 27 (1) op iwwert déi verfassungsrechtlech Fro, iwwert d'Eegentumsrecht, wat hei soll violéiert ginn, well de Gemengerot kann zwar e PAG arrêtéieren, mä wou steet, wou ass d'Méiglechkeet, datt de Schäfferot elo däerf soen, wien a wat däerf wou gebaut ginn a wou d'Autorisatioune solle sinn?

A wann e Recours kënnt, viru wat fir e Geriicht kënnt dat; Bail à loyer oder administrativ Geriichter?

Da gëtt gesot, et däerfen Données nominatives iwwert d'Loyere kommen. Do stellt sech d'Fro, datt een natierlech muss e Règlement communal hunn an eng Banque de données muss autoriséiert kréien.

Da wëll ech nach kuerz e puer Wuert an der reschtlecher Zäit soe vun der Commission des loyers. Déi bestoend Kommissioune gi ganz seele saiséiert. An deem exzellente Buch vum Här François Biltgen iwwert dat ablécklecht Mietgesetz konnt hie keen eenzegt Uerteel ufëieren, wou iergendwéi iwwert déi Mietkommissiounen eppes geschwat ginn ass. An dat zënter 1955! Et ass e Raritéitswäert, datt iwwerhaapt een dohinner geet, well et total onnëtz ass.

M. le Président.- Här Henckes,...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Par conter kascht et vill Suen...

M. le Président.- Är Zäit ass eriwwer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- An ech hoffen, datt d'LSAP sech gutt iwwerleet, wat se hei mécht, well hei komme vill Käschten op d'Gemengen zou.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier soen, datt mer als ADR net wëllen eng Kaz am Sak stëmmen an duerfir stëmme mer géint dat Gesetz.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet d'Wuert no lech. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President, dem Här Rapporteur wëll ech och Merci soe fir säi wéi ëmmer explizitte Rapport, deem ech inhaltlech awer net kann zoustëmmen, well dëse Rapport soll e Gesetz presentéieren, wat d'Regierung op Drock vun enger Lobby hei onbedéngt wëll duerchbréngen.

Mer haten hei zwou Zorte Riedner, déi eng méi sozial orientéiert, déi sech dann hei hu missen dréinen a kéieren, fir Ursaachen ze fannen, fir dat Gesetz awer kënnen ze stëmmen oder sech ze enthalen.

An dann hate mer där anerer, déi einfach der Meenung waren, dass een dat ganzt Gesetz an och dat Gesetz vu virdru misst an de Pabeierkuerf geheien an de Maart alles reguléiere loossen.

Eminent Ekonomisten hu festgestallt, datt e Land, an deem méi wéi en Drëttel Akommes muss ausgi ginn, fir Loyeren ze bezuelen, e krankt Land ass. Wann ech déi Konklusiounen op Lëtzebuerg iwwerdroen, da leie mer schonn an der Agonie.

An dat Gesetz, wat haut hei soll gestëmmt ginn, ass dann awer den definitive Coup de grâce. Et soll och erëm e Gesetz hei gestëmmt ginn, zu deem schonn erëm eng Motioun virläit, déi beweist, datt et e schlecht an e fault Gesetz ass, well déi Motioun dann d'Regierung opfuerdert déi Mëssstänn, déi dann hei mat deem Gesetz gestëmmt ginn, awer esou schnell wéi méiglech erëm aus der Welt ze schafen.

An dat ass scho fir d'drëtt, datt ech hei esou eng Gesetzgebung matmaachen. Sou eppes ass eenzeg op der ganzer Welt an ech fannen einfach déi Virgoensweis e Skandal.

(Interruption)

Wann, wann, wann een déi...

Also, Här Fayot, ech géif mengen, ech kennen d'Welt vläicht e bësse besser wéi Dir...

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech si vläicht méi no drun; ech si vläicht méi no bei der Praxis a kennen eng aner Welt wéi Dir.

Ech wëll soen, esou eng Motioun wéi déi hei, déi hätt misse virgeluecht ginn, ier dat hei Gesetz iwwerhaapt diskutéiert ginn ass, an déi Dispositiounen, déi hei an där Motioun verlaangt ginn, déi hätte missen erfëllt ginn, ier een iwwer eng Reform vun dësem Gesetz geschwat hätt. Dann hätt ee kënne mat esou enger Motioun d'accord sinn!

Mä engem esou eng Motioun virzeleeën, nodeem esou e Gesetz gestëmmt ass, fannen ech einfach lächerlech, besonnesch well et e Gesetz ass, wat op eng ganz bestëmmte Lobby, ganz kloer op eng ganz bestëmmte Lobby zougeschnidden ass.

Et ass e Gesetz, wat de Wee opmécht, fir datt mat wéineg Investissementer aus ale Barake kann e Maximum u Loyer kasséiert ginn. Et ass e Gesetz, wat de Wäert vun den Haiser revaloriséiert an domadder d'Loyeren deementspriechend an d'Luucht dreift an aus ville Bruchbude Luxuswunnenge mécht. Et ass e Gesetz, dat bis elo illegal akasséiert Loyere legaliséiert an och nach eng Plus-value dorop erméiglecht. An do ass einfach déi Fro, déi hei scho gestallt ginn ass: Zielt dëst Gesetz, gëtt dat Gesetz applizéiert op déi aktuell Loyeren, jo oder neen? Dat ass eng wichteg Fro.

Op jidde Fall hätt missen hei an deem Gesetz kloer definéiert ginn, dass, wann eng Plus-value duerch de Wäert vun den Haiser soll kommen, déi misst nëmme kënnen ugewannt ginn op déi legal geschëllte Loyeren an net op déi effektiv elo bezuelten illegal Loyeren. Dat hätt op jidde Fall hei missen

drastoen, well et gëtt hei praktesch kee Loyer, deen de legale Bestëmmungen hei am Land entsprécht. Dat ass de Problem, an d'Ursaach dofir ass, dass all Mënsch, dee säi Recht akloe wëllt, fäert, dass en op d'Strooss gesat gëtt. Dat ass d'Praxis.

An et ass e Gesetz, opgrond vun deem de Marché de Wäert vum Loyer nach méi wäert dominéieren. Et ass e Gesetz, wat erméigleche wäert, dass déi gesetzlech Uewergrenzen net wäerte respektéiert ginn, ebe well déi Leit, déi a Wunnengsnout sinn, keng aner Wiel hunn, wéi déi gefrote Loyeren ze bezuelen, well se kenger Surenchère kënne standhalen.

Et ass e Gesetz och, dat erméiglecht d'Loyeren all zwee Joer unzepassen, anstatt bis elo all dräi Joer. D'Indexupassung awer gëtt no hanne verréckelt bis zum Geetnetméi. D'Loyere kënnen awer onageschränkt mat dësem Gesetz nach éischter der Deierecht ugepasst ginn.

Et ass also e Gesetz, wat dem Propriétaire et erméiglecht, bis zum drëtte Familljegrad „pour besoin personnel" eng Mise à pied ze maachen. Et ass e Gesetz, wat et erméiglecht, Famillje méi einfach op d'Strooss ze setzen, wann d'Propriétairë wëllen de Wunnraum och nach professionell notzen, wat dat och ëmmer an der Praxis heesche wëllt, a wou d'Gemengen och nach solle verflicht ginn, de Propriétairen obligatoresch - steet an dësem Gesetz - eng Autorisatioun ze ginn, fir Wunnraum a professionellen Notzraum kënnen ze transforméieren. D'Gemenge mussen also eng Autorisatioun dofir ginn.

Et ass e Gesetz, wat de Sursis virum Eraussetzen esou gutt wéi ofschaaft, mam Argument, dass déi Leit, déi sollen erausgesat ginn, de mauvaise foi wieren. Et ass also e Gesetz, dat, fir eng onseriéis Minoritéit an de Grëff ze kréien, flächendeckend bombardéiert an domadder all Locataire als onseriö marginaliséiert.

Et ass e Gesetz, wat dozou bäidroe wäert, dass mer ëmmer méi Leit kréien, déi keng Wunneng méi hunn an op der Strooss sëtzen. Et ass awer e Gesetz, wat keng sozial Offiederung huet, awer déi sozial Problemer einfach op d'Gemengen ofwälzt, an et ass e Gesetz, opgrond vun deem d'Gemengen an nächster Zukunft mussen nach méi sozial Wunnenge schafen, an et ass e Gesetz, duerch dat d'Gemengen an Zukunft och nach méi Infrastrukture wäerte misse schafe fir Sans-abriën. An dat obwuel d'Gemengen elo scho keng finanziell Moyene méi hunn, fir déi aktuell Wunnengsnout kënnen ze bewältegen.

An et ass och souguer e Gesetz, wat ee kënnt als verfassungswiddreg erklären, well et extrajudiciairë Gremien Entscheedungsgewalt gëtt, déi se iwwerhaapt net zegutt hunn.

Här President, et ass e schlecht Gesetz, wat och nach Angscht schiert. Angscht bei de Locatairen, déi elo musse fäerten, all Moment kënnen erausgesat ze ginn, an och net méi de Courage wäerten hunn, op hir Rechter ze pochen. Et ass e Gesetz, wat doduerch d'Liewensqualitéit vu ville Locatairë wäert précariséieren, an et ass e Gesetz, wat onseriéise Propriétairen a Promoteuren d'Diere fir abusiv Manipulatioune komplett opmécht. Bref, et ass e Gesetz, wat Der besser an enger Pabeiersammlung fir op de Recycling gehäit hätt, anstatt et hei an der Chamber ze deponéieren.

(Interruption)

Dat, wat haut mat dësem Gesetz verbrach gëtt, passt awer genau an de Schema vun der Austeritéitspolitik, déi dës Regierung agelaut huet. Nodeem deene Famillje mat klengem Akommes d'Plus-valuen op de Familljenzoulagen duerch d'Manipulatioun vum Index geklaut gi sinn, gëtt ville vun hinnen och elo nach den Daach iwwert dem Kapp ewechgeholl. Famillje mat Kanner, déi op Loyer wunnen, hu bis elo all Frang gebraucht fir ze iwwerliewen. Elo keng Upassung un d'Deierecht méi an dann do derbäi och nach zousätzlech Belaaschtung duerch déi Erhéijung vun de Loyeren, déi mat dësem Gesetz kënnt, dat ass einfach skandaléis!

Et ass awer kee Gesetz, wat dozou bäidréit, d'Wunnengsnout hei am Land ze verklengeren, an ech mengen - dat ass schonn hei gesot ginn -, dass do nach aner Mesurë musse getraff ginn, ënner anerem déi, déi an der Motioun stinn. Mä dat hätt laang awer virun dësem Gesetz misse geschéien.

Mä et ass och e Gesetz, mat deem mer eis Bierger, a besonnesch Familljе mat Kanner, an d'Ausland dreiwen an aus hinne Grenzgänger maachen, well se am noen Ausland sech d'Loyeren nach kënne leeschten an an dësem Land net méi. An och déi demographesch Situatioun wäert sech dowéinst nach méi degradéieren.

D'Gemenge kréien opgrond vun dësem Gesetz zwar d'Recht, fir de Locatairë Renseignementer iwwer hir Loyeren ze froen, fir e sou genannte Loyerskadaster opzestellen. Ech froe mech: Gëtt dat net scho bei der Volkszielung all Joer gemaach? Déi Donnéeë missten also virleien. Wat hëlleft dat dann, wann d'Gemenge wëssen, wat fir eng Wunnengen eidelstinn, meeschtens aus Spekulatiounszwecker? Wat kann eng Gemeng da maachen? Guer näischt, well selbstverständlech nach jiddferee mat senger Wunneng ka maachen, wat e wëllt.

Här President, wann ech gesot hunn, et wier e schlecht Gesetz, dann hunn ech nach ënnerdriwwen. Et ass en asoziaalt Gesetz, wat alt erëm eng Kéier de Beweis erbréngt, wéi wéineg déi mannerbemëttelt Leit hei am Land wäert sinn. A vill vun hinnen, déi bis elo vläicht scho jorelaang a baufälligen a rëffege Mietwunnengen hu misse wunnen, well se sech keng aner konnte leeschten, riskéieren elo och nach dat ze verléieren.

Dëst Gesetz ass en Aarmutszeugnis fir eng Regierung, där hir Parteie sech virun de Wahlen ëmmer am soziale Mäntelche gewisen hunn. Elo hänkt de soziale Mäntelchen déif hannen am Schaf, de Wollef huet säi Schofspelz ofgeluecht a wéi an der Natur bäisst e fir d'eischt déi Schwaach. Dat ass d'Bild vun dëser Regierung a vu villen, déi dëst asoziaalt a mënschenonwierdegt Gesetz wäerte stëmmen.

Ech passen net an dat Bild, an dofir wäert ech dëst Gesetz och net stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Dann nach zur Motioun. Ech hu jo virdru scho gesot, ech wäert déi Motioun net stëmmen, well se hätt misse virun dësem Gesetz kommen, a well et och hei erëm eng Kéier eng Motioun ass, déi d'Regierung zu eppes opfuerdert, wat normalerweis schonn hätt missen an dësem Gesetz an an anere Gesetzer am Virfeld realiséiert ginn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Den Här Wunnengsbauminister Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguer, datt d'Mietgesetzgebung eng ganz sensibel Matière ass. D'Interesselag ass jo ganz verschiddenaarteg, an d'Meenungen, déi gi ganz oft wäit ausenaner, jee no der Sensibilitéit vun den Auteuren. Dat hu mer zum Beispill an deene villen Avisë gesinn, déi mer kritt hunn, och an Diskussiounen, déi haut de Moien hei op der Chamberstribün gefouert gi sinn.

An ech soen, datt d'Regierung versicht huet an dësem Projet e beschtméiglechen Équiliber hierzestellen, wat déi berechtegt Uleies souwuel vun de Locatairë wéi och vun de Propriétairen ubelaangt. Den Haaptobjektiv vum Gesetz wëll ech och nach eng Kéier hei ernimmen, dat ass d'Investissementer an de Mietwunnengsbau méi attraktiv ze maachen, fir d'Offer vu Mietwunnengen ze vergréisseren an d'Modernisatioun an d'Sanéierung vun de Wunnengen unzeregen, ouni awer den néidege Mieterschutz an eng gewësse Begrenzung vun de Mietspräisser aus den Aen ze verléieren. An ech mengen, datt mer dësen Équiliber an dësem Gesetzesprojet erreecht hätten.

Dëst Gesetz applizéiert sech am Prinzip net op de subventionéierte Mietwunnengsbau vun öffentleche Promoteuren, wou aner Kritäre fir d'Festleeung vun de Mietspräisser ugewannt ginn. Ech erënneren drun, datt mer versicht hunn, och dësen Typ vu Mietwunnengen, dee jo fir Leit mat ganz klengem Akommes reservéiert ass - d'Sozialfäll, wéi hei gesot ginn ass -, méi interessant ze maachen duerch d'Gesetz vum 8. November 2002, an ech géif ville Leit, déi hei geschwat hunn, emol eng Kéier un d'Häerz leeën, dat Gesetz vum 8. November 2002 ze liesen. Da gesäit een, wat d'Regierung schonn alles gemaach huet fir de Wunnengsbau an de Mietwunnengsbau, dee subventionéierten, unzeregen.

Do sinn - an d'Madame Spautz, mengen ech, huet et ernimmt - zum Beispill déi staatlech Bäihëllefe fir d'Schafung vu Mietwunnenge vu 40 op 70% eropgesat ginn, fir öffentlech Promoteuren a fir d'Gemenge souguer op 75%. Dat heescht, de Stat leet 75% bäi, wann eng Gemeng eng sozial Mietwunneng mécht. An ech waarden op verschidde Gemengen, vun deenen hei Vertrieder geschwat hunn, datt se emol Projete virleeën! Mir bezuele souguer 100%, wa Studentewunnenge gemaach ginn! Mir bezuelen 100%, wann Asylantewunnenge gemaach ginn! D'Begeeschterung ass awer net ganz grouss.

Also wéi gesot, d'Madame Spautz huet drop higewisen, datt hei e Pakt muss gemaach ginn tëschent de Gemengen an dem Stad. Se mussen zesummeschaffe fir de Problem an de Grëff ze kréien. Mir versichen dat ze maachen, mä ech hätt awer gären, datt och d'Gemengen hir Responsabilitéit iwwerhuelen, déi iwwregens am Artikel 26 vun dësem Gesetz nach eng Kéier kloer duergeluecht gëtt. D'Gemengen hunn d'Aufgab, déi legal Missioun fir derfir ze suergen, datt déi Bierger, déi an hirer Gemeng wunnen, och eng dezent Wunneng fannen. Och do ass eng Obligatioun, där ee sech net entzéie kann. Also, och deen Appel géif ech gäre maachen, datt d'Gemengen och mathëllefen…

(Interruption)

…a vun deene grousse Bäihëllefen, déi mer ginn, och profitéieren.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Et ass awer ganz wichteg - ganz wichteg, soen ech -, datt mer och d'Investitiounen an de private Mietwunnengsbau encouragéieren. Am Recensement vum Statec vun 2001 gëtt gesot, datt 36.810 Ménagë géifen a Mietwunnenge wunnen. Dat ass eng Zuel, déi e bëssen anescht ass wéi déi, déi virdrun hei vun der Madame Spautz genannt ginn ass. An et kann ee rechnen, datt méi wéi 90% vun dëse 36.810 Ménagen a private Mietwunnenge wunnen. Dat heescht, och wann de Stat an d'Gemengen nach munches maachen, gëtt de Gros vun de Mietwunnengen nach ëmmer vum Privatsecteur geschafen. Duerfir ass et esou wichteg, datt mer och versichen dee private Mietwunnungsbau unzekuerbelen. An dat soll dëst Gesetz maachen.

Ech wëll och soen, en éischte Schrëtt an d'Richtung fir d'Investitiounen an d'privat Mietwunnengen ze encouragéieren ass um fiskalesche Plang gemaach gi virun dräi Joer ongeféier, doduerch datt den Taux d'amortissement accéléré fir de Mietwunnungsbau vu 4% op 6% eropgesat ginn ass. Dat heescht, während de siwen éischte Joer kann een 42% vun den Investitiounen an de private Mietwunnengsbau ofschreiwen. Och dat ass eppes, wat heiansdo net genügend gesot an ervirgestrach gëtt. Also, mir hu scho Schrëtt gemaach fir de private Mietwunnengsbau unzekuerbelen. An dës Reform vum Mietgesetz soll e weidere Schrëtt an dës Richtung sinn.

Ech sinn d'accord mat all deenen, déi soen, datt dëst Mietgesetz net all Problemer léise kann. Duerfir hu mer jo e Plan d'action «Logement» presentéiert. Och do mussen nach eng Rei Moossname kommen. An ech hoffen och, datt dann d'Chamber déi Moossnamen, déi mer hei virschloen, an d'Gemengen, deene mer e Pakt offréieren, och bereet sinn dat matzemaachen. Mä wéi gesot, dëst Mietgesetz mécht e wichtege Schrëtt an d'Richtung - menger Meenung no op jidde Fall - fir dem private Mietwunnengsbau e bësse méi Elan ze ginn an d'Leit ze encouragéiere méi staark doranner erëm ze investéieren.

Ech wëll och soen, dass dës Reform net elo kuerzfristeg gemaach ginn ass. Se ass während laange Jore virbereet ginn. Ech wëll kee laangen Historique maachen, mä ganz kuerz drop hiweisen, datt de 7. Mee 2002 - an de Statsminister ass jo oft hei zitéiert ginn - de Statsminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun op d'Wichtegkeet vun der Reform higewisen huet, a besonnesch op d'Ofschafung vun der ënnerschiddlecher Behandlung vun de Wunnengen, déi virun 1944, an déi, déi no 1944 gebaut goufen.

Och de Rapport vun der zoustänneger Kommissioun, deen och hei ernimmt ginn ass, vum 25. Februar 2003 als Aféierung zu enger ganz interessanter Orientéierungsdebatt iwwert d'Wunnungsbaupolitik - de Rapporteur war deemools och den Norbert Haupert -, huet sech mat dëser Problematik ausenaner gesat. D'Chamber huet dunn am Kader vun där Orientéierungsdebatt eng Motioun ugeholl, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt d'Mietgesetzgebung ze reforméiere fir d'Investitiounen an de Mietwunnengsbau ze encouragéieren.

An dëser Motioun ass genee dat gefrot ginn, wat als wichtegst Neierungen an dësem Gesetzesprojet zréckbehale gëtt. De Rapporteur Norbert Haupert huet op déi eenzel Moossnamen higewisen. Ech wëll se net nach eng Kéier rappeléieren, mä ech well just soen, datt de Gesetzesprojet de 6. Oktober 2003 hei an der Chamber déposéiert gouf; also net laang no där Motioun, déi d'Chamber hei ugeholl huet. Et muss een och soen, datt do schnell an effikass geschafft ginn ass fir der Opfuerderung vun der Chamber gerecht ze ginn.

Mir hunn och ganz vill Avisë gefrot zu dësem Gesetz, well vill Leit concernéiert sinn, net nëmme bei de Beruffschamberen, mä och bei der ULC, beim Syvicol, bei der Statsanwaltschaft, bei de Friddensgeriichter. An et ass jo interessant, datt beim Zitéiere vun de Friddensgeriichter, déi ganz ënnerschiddlech Avisë ginn - dat wëll ech och soen -, datt ëmmer nëmmen dat erausgepickt gëtt, wat engem hei esou e bëssen an dat passt, wat ee gäre géif als Message ginn. Duerfir mengen ech, et soll een heiansdo och e bësse méi objektiv sinn, an da vläicht och aner Klacken trotz allem objektiverweis emol hei laude loossen.

De Statsrot, deen huet sech mat sengem Avis méi schwéier gedoen. Hien hätt jo léiwer eng Liberaliséierung - loosse mer esou soen - vun de Miete gehat, wat am Projet awer net zréckbehale ginn ass. An ech mengen, dat aus ganz gudde Grënn. De Statsrot huet den éischten Avis ginn de 25. Oktober 2005; also zwee Joer nodeem, datt de Projet déposéiert war. Säin Avis complémentaire ass vum 20. Juni 2006; also ganz rezent.

De Rapporteur Norbert Haupert huet schonn drop higewisen, datt déi zoustänneg Chamberskommissioun sech an net manner wéi zwielef Sitzunge mat dësem Projet befaasst huet. En huet déi eenzel Avisen nogekuckt an en huet sech intensiv mat der Problematik ausenaner gesat.

An ech muss soen, datt do gutt an zolidd Aarbecht geleescht ginn ass. Ech soen och all deenen, déi dorunner bedeelegt waren, e ganz häerzleche Merci derfir, virun allem awer mengem Frënd Norbert Haupert. En ass schonn hei e puermol beluewegend erwähnt ginn. Ech wëll soen, datt hien hei bal eng Medaille verdéngt hätt, an…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- …Aarbecht geleescht, fir dëse Projet kënnen haut sproochräif der Chamber ze presentéieren.

Nun zu den Haaptpunkte vum Gesetz. Ech wëll, wéi gesot, net nach eng Kéier op alles dat agoen, wat schonn hei gesot ginn ass, mä e puer wichteg Punkten ervirsträichen an och zu e puer opgeworfene Froe Stellung bezéien.

Et besteet, mengen ech, e ganz wäit gehende Konsens iwwert d'Noutwendegkeet an d'Drénglechkeet vun enger Reform vun der Gesetzgebung. Wéi dat soll gemaach ginn, doriwwer ginn d'Meenungen natierlech ausenaner. Mä eng éischt wesentlech Neierung ass jo d'Ewechfale vun der Ënnerscheedung tëschent den Haiser vu virun 1944 an den Haiser vun no 1944, wat Festsetzung vum Loyer ubelaangt.

An ech muss soen, dës Neierung gëtt vun deenen Allermeeschte staark begréisst. Déijéineg, déi Bedenken haten, dat war jo virun allem d'sozialistesch Fraktioun an elo och e puer anerer, déi hei geschwat hunn, hu gefaart, dat géif zu enger staarker Erhéijung vun de Loyere féieren an deenen Haiser vu virun 1944, wou iwwerhaapt net dran investéiert gi wär, an do hätten d'Propriétairë jo keng Erhéijung verdéngt.

Mir hunn eng Etüd gemaach: de Fonds du Logement an de Ministère. A mir konnten noweisen, datt dat net de Fall wär. Am Géigendeel! An ech mengen, do ass villfach bewosst an onnëtzerweis Angscht gemaach ginn, elo géifen duerch dëst Gesetz alleguerten déi Loyere staark an d'Luucht goen an deenen Haiser, wou näischt investéiert gi wär. Dat ass net de Fall. Mer konnten noweisen, datt do, wou net investéiert ginn ass, d'Propriétairë méi schlecht géifen ewechkomme wéi dat bis elo de Fall war.

Duerch deen neie Modus vun der Berechnung vum Loyer ginn d'Propriétairen encouragéiert an d'Albausanéierung ze investéieren, wat ënnert der jëtzeger Gesetzgebung - an e puer Virriedner hunn dat jo och hei ënnerstrach - net de

Fall war. Am Contraire, d'Leit hate keen Intérêt drun an al Haiser ze investéieren, well sech dat net konnt op de Loyer répercutéieren.

An dat huet zu enger progressiver Degradatioun vun engem ganzen Deel vun eisem Immobiliepark gefouert. Et huet och mat sech bruecht, datt en Deel vun deenen alen Haiser net bewunnt ass an eidelsteet.

Den Här Kox huet gemengt, et misst een en Albausanéierungskonzept virleeën. Ech wëll soen, datt mer eng ganz Rei vu Saachen an déi Richtung scho gemaach hunn. Mer hunn de Carnet de l'habitat agesat. Dat heescht, do ka jiddfereen, dee Propriétaire vun engem eeleren Haus ass, dat méi wéi 15 Joer al ass, ufroe fir e Carnet ze kréien. Do kënnt en Expert mat engem ganz performante Logiciel. Dee kuckt, wou sinn d'Problemer, d'Schwieregkeeten an deem Haus an e mécht Recommandatioune wéi dat Haus soll renovéiert ginn.

Dat nennen ech e richtegt a geziilt Konzept fir Albausanéierung ze maachen, datt net de Propriétaire op d'Berode vun iergendengem ufänkt eppes ze maachen, wat sech herno als kontraproduktiv erweist. Hei gëtt eng Bestandsopnahm gemaach vum gesamten Haus mat Recommandatiounen, wat ee soll dra maachen. A mir leeë 75% vum Käschtepunkt vun deem dote Carnet de l'habitat bäi.

Dëst Gesetz reegt, wéi gesot, och d'Investitiounen an Albauten un, wat virdrun net de Fall war. Et gi ganz grosszügeg Bäihëllefen iwwert d'Gesetz vun 1979 a vum 8. November 2002 fir d'Acquisitioun an d'Renovatioun vun Haiser. Och dat soll een emol eng Kéier nokucken.

Mir hunn Energiespuerbäihëllefen. Den Ëmweltminister sëtzt dohannen. Deen huet och eng Panoplie vu Bäihëllefe virgesi fir Energiespuermoossnamen ze subventionéieren an d'Leit ze encouragéieren an déi Richtung hir al Haiser ze sanéieren.

Also, et besteet scho ganz villes op deem Plang an ech kann net akzeptéieren, wann ee mécht, wéi wann do iwwerhaapt näischt gemaach gi wär.

Ech sinn dermat d'accord, datt een do kann nach méi eng grouss Campagne maachen, mä ech mengen, do wären awer och all déi gefuerdert, déi am Bau schaffen, déi och dervu profitéieren, datt doranner investéiert gëtt. Hei misste gewësse Chamberen an aner Gremien dat an de Grapp huelen. Ech si gäre bereet, fir dat och finanziell esou wäit wéi méiglech ze ënnerstëtzen.

Zweet wichteg Neierung vum Gesetz ass deen neie Berechnungsmodus vum Loyer. Deen ass elo deen nämlechten, egal wéini d'Haus gebaut ginn ass. Ech mengen dat ass eppes wat villes vereinfacht a munches méi gerecht mécht.

De Referenzwäert fir de Loyer ass dat investéiert Kapital. Dat investéiert Kapital fir den initiale Bau, fir d'Verbesserung an d'Moderniséierungsaarbechten an och fir de Bauterrain ze finanzéieren. Dat ass am Gesetz elo festgeluecht. Do si gewësse Verbesserunge fir de Propriétaire dra par rapport zu virdrun, fir d'Investitioun, wéi gesot, an de Bau ze encouragéieren.

Dat investéiert Kapital gëtt no enger Tabell, déi am Akommessteiergesetz virgesinn ass, all zwee Joer réévaluéiert. A wann d'Haus méi wéi 15 Joer al ass, da gëtt et elo - an dat ass och nei - all zwee Joer ëm 2% décotéiert, mat Ausnahm vum Terrainspräis.

Wann also e Propriétaire an engem Haus vu méi wéi 15 Joer näischt investéiert, da gëtt dat investéiert Kapital no ënnen adaptéiert an deementspriechend och de Loyer, deen e froen däerf. De Loyer däerf - an dat ass jo eppes, wat och vill diskutéiert ginn ass - héchstens 5% vun dem investéierte Kapital bedroen. Mir mengen als Regierung, dat wär eng ugemiessen Entschiedegung fir dat investéiert Kapital.

Hei ginn d'Meenungen natierlech ausernaner. Déi eng fannen, dat wär ze vill. Anerer fannen, et géif net duergoen a mengen, dat wier kee genügenden Ureiz fir an de Mietwunnengsbau ze investéieren.

Et däerf een awer och net vergiessen, datt de Wäertzouwuess vum Haus a vum Terrain an de leschte Jorzéngten, géif ech soen, guer net négligeabel war, wat och der Rentabilitéit fir de Propriétaire zegutt kënnt.

D'Regierung ass also der Meenung, datt an der jëtzeger Situatioun dës Limite zefridde stellend ass. Et kann an däerf een net dovun ausgoen, datt d'Inflatioun an d'Zënsféiss permanent no uewe géifen adaptéiert ginn, soss musse ganz aner Saache geännert gi wéi de Berechnungsmodus vum Loyer.

Den Här Grethen huet jo gesot, hie wär éischter der Meenung, oder seng Partei wär éischter der Meenung, datt de Législateur soll manner intervenéieren an dëser Problematik. Ech mengen, dat ass keng nei Erkenntnis. Mir wëssen, datt dat éischter seng Meenung war. En huet awer och gesot, datt déi 5% haut kee Problem wären. Et kéint mol eng Kéier e Problem ginn, no ënnen an no uewen.

Dofir mengen ech ass dat och eng Pendelbewegung an dat huet sech am Laf vun der Zäit jo ëmmer ausgeglach. Bis elo waren déi 5% Rémunératioun vum investéierte Kapital akzeptabel, zefridde stellend, an ech mengen dat wier och nach mar de Fall.

Ech mengen den Här Grethen huet jo och gesot am Numm vu senger Partei, datt dëst Gesetz, wou och seng Partei un der Ausschaffung bedeelegt war, eng wesentlech Verbesserung an déi richteg Richtung wär, dont acte. En huet och ugereegt fir e Vademecum auszeschaffe fir d'Jurisprudenzen, wat den Entretien, deen de Propriétaire muss maachen, an den Entretien, deen de Locataire muss maachen, ubelaangt. Ech mengen, dat kéint een opgräifen.

Ech bedaueren, datt mer och net méi esou äifreg Affekoten hu wéi den Här Biltgen, déi déi Jurisprudenzen zesummeschreiwen an do e Vademekum draus maachen, mä vläicht fanne mer anerer, déi et maachen. Mir si gäre bereet, och dorunner matzeschaffen.

(Interruption)

Wann e Propriétaire eng Mietwunneng moderniséiert, doranner also investéiert, geet dat investéiert Kapital natierlech an d'Luucht an deementspriechend kann och de Loyer ugepasst ginn. Ech mengen dat ass jo och de Sënn vun deem Ganzen, datt een eng gerecht Rémunératioun fir dat Kapital, wat een investéiert, kritt.

Am Projet, wëll ech awer soen, ass och eng Brems virgesinn, wat d'Erhéijung vum Loyer ubelaangt. Et si jo hei Leit, déi mengen, et wär nëmmen eppes gemaach gi fir d'Propriétairen a fir déi aner erauszëeekelen. Hei ass virgesinn, och wann déi Erhéijung berechtegt war, wann déi méi wéi 10% ausmécht, da gëtt se op dräi Joer verdeelt, fir eben de Locataire virun eventuelle finanziellen Enkpäss ze schützen. De Locataire huet och d'Méiglechkeet fir de Mietvertrag aus deene Grënn dann ze kënnegen, wann de Loyer méi wéi 10% géif an d'Luucht goen. Also, mir hunn och versicht fir deen Équiliber a béid Richtungen ze steieren.

Drëtt Neierung ass déi nei Definitioun vun der Luxuswunneng. Ech mengen, jiddfereen ass dermat d'accord, datt déi al Definitioun net méi akzeptabel war, datt se huet misse geännert ginn. Mir hunn elo zwou Variante proposéiert, vun deene mer mengen, datt se den Avantage hätten, datt se eng einfach Handhabung vum Text géifen zouloossen.

Déi eng Variant fixéiert e Loyer. Wann de Loyer méi héich ass, da fält d'Wunneng ënnert d'Kategorie vun der Luxuswunneng. D'Zuele sinn hei genannt ginn. Et ass och schonn, mengen ech, gesot ginn: De Statec huet ausgerechent, datt ongeféier 4% vun de Mietwunnengen dee Plaffong do iwwerschreiden, wat also dann an d'Kategorie Luxuswunnenge géif erapassen.

Oder awer déi zweet Variant; dat ass de Capital investi par mètre carré de surface utile d'habitation. Deen ass an engem Appartement méi wéi 3.790 Euro oder an engem Eefamilljenhaus méi wéi 2.760 Euro, dat nom Bauindexstand 2005, also 613,32.

Och dat sinn am Verglach zu deem, wat haut de Käschtepunkt pro Quadratmeter ass, Präisser, déi akzeptabel sinn. Wa se déi iwwerschreiden, da kann ee scho soen, dat wär d'Kategorie vun enger Luxuswunneng.

Et sinn awer och nach Konditiounen derbäi. Et ass net einfach esou, wann de Mietpräis op eemol dee Montant do iwwerschreit, datt et da géif an eng Luxuswunneng erapassen. Et sinn zwou Konditioune kloer am Gesetz festgehalen.

Am Kontrakt muss ageschriwwe sinn, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt; dat heescht, déi zwee mussen d'accord si fir ze soen, datt et sech ëm eng Luxuswunneng handelt an datt d'Artikelen 3 bis 5 vum Mietgesetz sech net applizéieren, dat heescht d'Fixatioun vum Loyer gëtt do net ugewannt. Also, och de Mieter muss d'accord sinn am Mietvertrag, datt e seet: Ech sinn dermat d'accord, datt d'Artikelen 3 bis 5 net applizéiert ginn.

Dat heescht, mir hunn och do Garde-fouen agebaut, datt net déi Saachen, déi hei sou an d'Welt gesat ginn, geschéien.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Fro vum Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här Minister, erlaabt mer ze soen: Déi Ausleeung, déi Dir elo gitt, gëtt contestéiert vum President vum Tribunal.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Vu wat fir engem Tribunal?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Vum President vum Tribunal d'arrondissement.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dat hunn ech awer net esou gelies. Gutt, dat muss ee kucken.

Et gëtt ee Problem, deen ech net verheemleche wëll, dat ass: Et steet do, de Logement misst «d'un confort moderne non standard» sinn. Mä ech mengen, haut steet schonn dran am Gesetz, et misst e Confort moderne sinn. Do gëtt et Jurisprudenzen. Do huet jo ee Vertrieder vun engem Friddensgeriicht gesot, wat senger Meenung no dann e Confort moderne non standard wär, dat wär «tout logement disposant de trois salles de bain, comptant chacune cinq mètres carrés au moins, et d'un garage pour deux voitures de classe moyenne au moins».

Et ass proposéiert ginn, mer sollen dat an d'Gesetz schreiwen. Elo gëtt et awer ganz sécher och Wunnenge fir eng Koppel, wou zwee Leit dra wunnen, déi ganz luxuriéis sinn, déi wierklech Luxuswunnenge sinn, déi formidabel leien; ech ka mer awer net virstellen, datt déi missten dann dräi Buedzëmmer hunn, datt se missten zwou Garagë fir confortabel Autoen hunn, fir datt een dat kënnt als Luxuswunneng bezeechnen. Also ech mengen net grad, datt all déi Propositiounen, déi komm sinn, esou richteg sinn, wéi dat heiansdo esou duergestallt gëtt.

Véierte Punkt ass d'Professionalisatioun vun de Mietskommissiounen. Ech wëll och soen, mer hu versicht bei der Missioun vun de Mietskommissiounen ëmmer drop ze insistéieren, datt dat eng Vermëttlungsmissioun ass. Wat d'Décisioune vun de Mietskommissiounen ubelaangt, ass hei gesot ginn, dat wär géint d'Verfassung hätt ee geschriwwen. Och haut huelen d'Mietskommissiounen Décisiounen, da wär dat och haut scho géint d'Verfassung, do kënnt also näischt Neies derbäi.

Ech mengen, et kann een ëmmer eppes mat den Hoer erbäizéien, da muss een ebe kucken, wat d'Geriichter dorauser maachen.

Mä och haut scho sinn d'Mietskommissiounen do, fir ze vermëttelen. Hei gëtt déi Vermëttlungsmissioun ënnerstrach a verstäerkt.

Ech mengen, et ass e ganz wichtegt an en nëtzlecht Instrument, fir Konflikter bei der Festleeung vun de Loyeren a vun de Chargen am Gudden ze regelen an doduerch och d'Geriichter ze entlaaschte mat onnëtze Saachen. Ech mengen, och dat misst am Sënn si vu méi effikasse Geriichter, déi sech da kënnen op aner Saachen, déi méi wichteg sinn, konzentréieren.

Et gëtt e Minimum vu Regelen awer festgeluecht, fir d'Recht op Verdeedegung a vu kontradiktorescher Ausspro och an de Mietskommissiounen ofzesécheren. Dat war virdrun net esou de Fall.

Nei ass, datt déi zwou Parteien der Mietskommissioun och eng Arbitrage-Missioun iwwerdroe kënnen. Och dat ass wichteg. Wa Vertrauen do ass an d'Mietskommissiounen, da kënne se virdru soen: Mir akzeptéieren dat, wat Dir sot, a mir ginn net dergéint reklaméieren. Si kréien also eng Arbitrage-Missioun. Och dat kann d'Geriichtsprozeduren entlaaschten an och Affekoten entlaaschten. Et ass jo hei gemengt ginn, dat hei wär e Gesetz fir d'Affekoten a fir deenen hir Honorairen, mä et sinn och eng ganz Rei vu Moossnamen do, fir d'Geriichter ze entlaaschten an domadder och d'Affekoten an dëse Prozeduren ze entlaaschten. Gutt.

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, alles dat do, dat verlaangt méi Kenntnisser, dat verlaangt méi Professionalismus vun de Membere vun der Kommissioun, an duerfir ass jo och virgesinn, fir do nei Weeër ze goen.

Déi kleng Gemenge ginn entlaascht. Si brauche keng eege Kommissioun méi ze nennen. Dat mussen nëmme méi Gemenge vu 6.000 Awunner a méi maachen. An ech wëll och soen, datt hei keng Diskriminatioun do ass, wéi d'Madame Spautz gemengt huet, fir déi grouss Gemengen. Éischtens emol kënne se hir Kommissioune selwer nennen an hire President bestëmmen. Dat ass bei deenen aneren net de Fall. Do ass et den Distriktskommissär. Zweetens mussen och déi kleng Gemengen d'Käschte vun der Mietskommissioun bezuelen. Do gëtt also keng Diskriminatioun gemaach. Dat war ganz urspréinglech emol eng Kéier virgesinn, mä dat ass awer ofgeännert ginn.

Also, fir Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner gi gemeinsam Kommissioune geschaaft. De President dovunner ass den zoustännegen Distriktskommissär. Et ass och virgesinn, datt e Règlement grand-ducal soll gemaach ginn, deen een awer, mengen ech, dezenterweis nëmme ka mat Ofsprooch vun de Gemenge maachen. Dat heescht, wien elo gemengt huet, dat Reglement hätt schonn am Virfeld missen do sinn, läit e bësse falsch.

Ech sinn d'accord domadder, datt ee kuckt, där Ureegung, déi de Statsrot gemaach huet, datt een do d'kantonal Haaptuerter als Siège hélt, Rechnung ze droen. Do kommen natierlech da Problemer. Kantonalhaaptuerter sinn der och heiansdo, déi méi wéi 6.000 Awunner hunn. Ob et dann net vläicht méi richteg ass, de Siège eng aner Gemeng ze maachen, wou déi Kommissiounen tagen, eng déi eben net eng eege Kommissioun huet, doriwwer kann een diskutéieren. Mä ech mengen, d'Optik vum Statsrot ass richteg, datt e seet, et soll een et prinzipiell do maachen, wou e kantonalen Haaptuert ass, an ech sinn och bereet, wéi an der Motioun gefrot gëtt, der Chamberskommissioun dee Projet de règlement do virzeleeën.

Déi fënneft nei Dispositioun ass d'Verlängerung vun de Mietverträg a wat den Déguerpissement, wéi gesot gëtt am Franséischen, vum Locataire ubelaangt. Ech mengen, dat ass vu verschiddene Leit hei als wichtegst Neierung dohinnergestallt ginn. De Rapporteur an anerer sinn am Detail dorobber agaangen, duerfir maachen ech dat vläicht e bësse méi a geraffter Form.

Ech wëll just virdrun nach soen, datt déi automatesch Verlängerung vum Mietvertrag weider bestoe bleift. Et gëtt just dräi Kënnegungsgrënn: Deen éischten ass de Besoin personnel, wann also de Propriétaire wëllt selwer dragoen, an dee Besoin personnel gëtt ausgedeent fir Familljemembere bis zum drëtte Grad; dat war bis elo nëmme bis zum zweete Grad. Den zweete Kënnegungsgrond ass, wann de Locataire sengen Obligatiounen net nokënnt, wann hien zum Beispill kee Loyer bezilt; an drëtt Méiglechkeet sinn aner grave a legitim Motiver, zum Beispill wann en d'Wunneng net ënnerhält oder Schued an der Wunneng mécht. Ech mengen, dat si keng nei Dispositiounen, déi waren och schonn an deem ale Gesetz.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Da wat d'obligatoresch Verloosse vun der Wunneng duerch de Locataire ubelaangt duerch e Geriichtsuerteel, ass déi grondleeënd Iddi déi hei - an ech mengen de Wirtschafts- a Sozialrot hat déi och schonn eng Kéier ugereegt: Et soll een abusiv Verlängerunge vun den Délaien duerch juristesch Schrëtt méiglechst vermeiden. Dat gëtt och eng Entlaaschtung, wéi ech schonn drop higewisen hunn, vun de Friddensgeriichter. Zweetens, et soll een e festen Délai an d'Gesetz aschreiwen, no deem e Propriétaire spéitstens de Besoin personnel erfëllen an a seng vermiete Wunneng anzéie kann. Ech mengen, déi zwee Grondprinzipië sinn och kaum a Fro gestallt ginn.

Wann een dat wëllt ëmsetzen, da gëtt et e bësse méi komplizéiert an da kann een och iwwer gewësse Moossnamen diskutéieren - dat wëll ech ganz éierlech an offe soen. Mir beschreiden hei e gewëssent Neiland, do musse sech Jurisprudenze maachen, an ech sinn och d'accord domat, datt mer Enn 2007 ee beoptragen, fir ze kucken: Wat ass dann elo geschitt op deem Plang? A wann do Ännerunge musse gemaach ginn, sinn ech deen Allerleschten, dee sech dergéint strieft, fir do Ännerungen ze maachen.

Mä ech menge schonn, datt versicht ginn ass, déi Grondphilosophie do an d'Texter ze kréien, datt also éischtens emol abusiv juristesch Schrëtt oder laang Prozedure verkierzt ginn, an zweetens, datt e festen Délai festgeluecht gëtt, no deem e Propriétaire kann de Besoin personnel och richteg applizéieren.

An ech wëll awer och Folgendes soen: Op där anerer Säit hu mer och versicht, datt déi Délaien esou

sinn, datt de Locataire awer och Zäit huet, fir sech drëm ze bekëmmeren eng nei Wunneng ze fannen. Och dat war e Souci, deem mer versicht hunn, gerecht ze ginn. A fir och do e Beispill ze ginn: Beim Besoin personnel zum Beispill war d'Kënnegungsfrist bis elo dräi Méint. Déi ass vun dräi Méint op sechs Méint eropgesat, also verduebelt ginn. Dat heescht, do huet ee schonn op d'mannst sechs Méint Zäit, fir sech ëm eng aner Wunneng ze bekëmmeren. An da kann de Locataire jo och nach eng Verlängerung ufroen.

An déi Verlängerung, déi ass an zwee gedeelt ginn: Wann de Propriétaire vun der Mietwunneng selwer wëllt dragoen, oder ee vu senger Famill, da kann deen Délai vu sechs Méint ëm zwielef Méint verlängert ginn. Dat heescht, no 18 Méint ass hien awer sécher, datt hie kann dragoen. Wann elo een en Haus keeft, fir selwer dra wunnen ze goen, oder fir datt seng Kanner kënnen dra wunne goen, da menge mer, well do normalerweis dann nach Transformatiounen ufalen, datt een do den Délai e bësse méi kuerz maache soll. Do kann d'Verlängerung nëmme sechs Méint sinn.

Also am éischte Fall ass de maximalen Délai - sechs plus zwielef - 18 Méint; am zweete Fall sinn et sechs Méint plus eng Verlängerung vu sechs Méint, dat sinn zwielef Méint. Do weess een also, dass et sech esou verhält: Ech ginn en Haus kafen oder ech steeën en Haus, do ass e Mieter dran. No zwielef Méint, da kann ech iwwert dat Haus verfügen, Transformatioune maachen an dann dra wunne goen.

An ech mengen, dat wären Délaien, déi béide Säite kënnte gerecht ginn. Deem enge schénge se wahrscheinlech ze laang, deem aneren ze kuerz, mä dat ass, wéi gesot, eng Problematik, an där een net jiddferengem kann honnert Prozent gerecht ginn.

Dann hu mer am allgemenge Regime och nach eppes festgehalen, dat ass: Et gëtt en Délai festgeluecht, no deem keng Demande vu Sursis méi recevabel ass. An zwar sinn dat zwielef Méint, nodeem d'juristesch Prozedur fir den Déguerpissement vum Locataire ugelaf ass. An ech wëll soen, datt do net all Friddensgeriichter dergéint waren. Ech kann Iech och den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg zitéieren, deen dës Moossnam approuvéiert huet. Also och do mengen ech, datt et net onräsonnabel ass, datt een zwielef Méint, nodeem déi juristesch Prozedur ugelaf ass, muss erausgoen an datt een dann net nach ka weider Sursisë froen. Dat schéngt mer och e räsonnabelen Délai ze sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech wëll nach eng Kéier soen: Ech si gäre bereet dat, wat an der Motioun steet, ze akzeptéieren, an zwar datt ee kuckt, wéi dat sech an der Praxis auswierkt, an dann eventuell kuckt, ob mer dat eent oder dat anert vläicht musse revidéieren. Domadder hunn ech guer kee Problem. Mä ech menge schonn, datt ville Bedenken am Text Rechnung gedroe ginn ass. En ass jo och amendéiert ginn, méi kloer gemaach ginn, och an der Aarbecht vun der Kommissioun zesumme mat der Regierung.

Da vläicht nach kuerz op…

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Ech huelen d'Motioune mat. Ech hunn nach fënnef Minutten.

Une voix.- Papperlapapp!

M. le Président.- Et ass gutt, Här Minister, jo.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Och gëtt d'Garantie locative ausgedehnt op all Créance. Dat heescht, och wann een de Loyer net bezilt, kann dat vun der Garantie locative mat couvréiert ginn.

Mä ech wëll och eng Kéier soen, datt mer och enger Suerg vu ville Leit Rechnung gedroen hunn: De Finanzement vun der Garantie locative, deen assuréiere mer iwwer eng Kautioun, eng Garantie vum Stat. A vill Leit, déi net konnten déi fënnef Méint Loyer beieneen op den Dësch leeën, fir kënnen an eng Mietwunneng ze goen, déi kréie vum Stat eng Garantie ënner gewësse Kritären. Och dat ass eppes, wat ville Leit et erlaabt an erliichtert, fir an eng nei Mietwunneng ze goen. An eng Garantie bancaire muss och an Zukunft vum Propriétaire akzeptéiert ginn, wat virdrun net esou de Fall war.

Wat d'Charge-locativen ubelaangt, mengen ech, hu mer eng Vereinfachung gemaach, fir och de Jurisprudenze Rechnung ze droen a vill Sträitfäll aus der Welt ze schafen.

Wat de Maintien du bail ubelaangt, hu mer och de Leit hire Bedenke Rechnung gedroen, sou datt, wann de Locataire stierft oder wann hien erauszitt, d'Famill, mat där hien dragelieft huet, awer kann och weider vun deem Bail profitéieren. A mir hunn dat och ausgedehnt op de Partenaire. Dat heescht, een, deen e Partenariatsvertrag gemaach huet, gëtt gläich behandelt wéi de Conjoint.

(Interruptions)

Une voix.- Dat ass net einfach.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Wa Partner an enger Wunneng liewen, déi kee Partnerschaftsvertrag gemaach hunn, da musse se natierlech noweisen, datt se sechs Méint do gewunnt hunn an och do ugemellt waren. Also, mir droe schonn deene Bedenke Rechnung an och deene Rigueure Rechnung, sou datt et elo net méi méiglech ass, dass duerch e Stierffall vun engem Locataire op eemol d'ganz Famill erausgesat gëtt.

Da gi mer de Gemengen och nei Méiglechkeeten. Dat ass jo och hei vun der Chamber oft gefrot ginn, besonnesch och vun der Stad Lëtzebuerg, wou vill Wunnengen a Bürosraim ëmtransforméiert ginn. De Schäfferot muss gefrot ginn a wann e säin Accord net gëtt, ginn och Sanctioune virgesinn, déi zimlech einschneidend sinn, dat wëll ech och soen.

Zweetens kréien d'Gemengen...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Kommt, loosst elo den Här Minister schwätzen, hien huet net méi vill Zäit.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Zweetens kréien d'Gemengen d'Méiglechkeet, fir ze froen, iwwer Formulären, wat fir eng Immeublen eidelstinn. Doduerch kann een also och eng besser Iwwersiicht kréien, an et ass jo och virgesinn an deem Pacte «Logement», datt d'Gemengen d'Méiglechkeet solle kréien, fir eng Tax opzehiewen op Wunnengen, déi laang eidelstinn.

Drëttens, d'Gemenge kënnen och froe bei de Bierger am Kader vun der Volkszählung, wat de Loyer ass, wéi vill Piècen datt verlount sinn, fir e Mietspigel ze kréien, fir datt mer e besseren Iwwerbléck kréien insgesamt am Land, wat d'Loyeren, déi effektiv Loyere sinn, déi an den Haiser dorëmmer gefrot ginn.

An Dir gesitt, datt dëst Gesetz eng ganz Rei vu Verbesserunge bréngt souwuel fir de Propriétaire, mä och muncher fir de Locataire.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt mir drëm bestrieft waren, fir ee méiglechst gerechten, dee beschtméiglechen Équiliber ze fannen tëschent deene verschidde gelagerten Uleies an Interessen, an ech géif mengen, datt mer dat esou gutt wéi méiglech realiséiert hunn.

Ech soen all deene Merci, déi bereet sinn, dëse Projet de loi ze ënnerstëtzen, an deenen aneren och fir hire Bäitrag.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech hat eng Fro gestallt, wat d'Entrée en vigueur vun dësem Gesetz ugeet, dat heescht, ob déi Dispositioune vum Gesetz sech elo schonn op déi nächst an op déi bestoend Bailën applizéieren an op déi bestoend Prozeduren. Beim 31 an 32 vum Gesetz steet et kloer fest; bei deenen aneren Artikele steet näischt dran.

Ech wier frou, wann Dir mer do kéint soen, wéi Dir et gesitt. Esou wéi ech et elo gesinn, wäert et sech net op déi bestoend Bailën applizéieren.

M. le Président.- Här Minister.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, den Här Henckes soll déi Artikelen 33, 34 a 35 kucken, do kritt hien Äntwerten op seng meeschte Froen.

M. le Président.- Voilà. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmme bei fënnef Nee-Stëmmen a siwen Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun, déi vun der honorabeler Madame Spautz déposéiert ginn ass. Kënne mer doriwwer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Gutt, de Vote électronique ass gefrot. Fir d'éischt hunn awer zwee Riedner d'Wuert gefrot. Fir d'éischt den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, wann ech den éischten Dispositiv vun där Motioun hei gesinn, da gëtt do gefrot, fir d'Demandes en logements sociaux auprès des communes ze analyséieren.

Or, ech weess net, ob d'Leit, déi wëlle kafen, ob dat elo wierklech hei d'Problematik ass. Ech hat éischter geduecht, fir d'Logements à loyer oder à loyer modéré, also d'Sozialmietwunnengen, ze ënnersichen. Dat war just nëmmen eng Erklärung.

Dat Zweet ass, ech mengen, datt mer hei d'Regierung opfuerderen e Règlement grand-ducal ze huelen, dee se souwisou muss huelen; a mir fuerdere se op, - d'Regierung -, datt se hire Programm vum 15. Mee 2006 soll exekutéieren.

Ech gesinn net den Intérêt vun esou enger Motioun an. Et sief, datt et kënnt eng Méfiance géint d'Regierung sinn. Mir wäerten ons also fir den Ablack bei dëser Motioun enthalen.

M. le Président.- Den Här Kox huet d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Bon, mir wäerten eis bei där Motioun hei enthalen. Insbesondere bei deene puer Invitéën, déi do stinn, insbesondere bei deem, wat dann elo effektiv soll presentéiert gi vum Minister, wëssen mir nach net, wat do ganz genau sollt derhannert stoen.

Mer fannen et och erëm eegenaarteg, dass mer e Gesetz stëmmen an nodréiglech kucke mer, ob dat Gesetz dann och elo gutt ass. Et sinn eng ganz Rei vu Froen, déi ee sech am Virfeld hätt kënnen nach stellen an och kucken ze beäntweren, fir d'Gesetz besser kënnen ze maachen.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Mir stëmmen da par vote électronique of iwwert déi Motioun hei.

Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme bei enger Nee-Stëmm an 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Norbert Haupert), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5534 iwwert d'Chambre des Artisans. Et si bis elo ageschriwwen den Här Grethen, den Här Scheuer, den Här Kox an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Clement.

2. 5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5534, dee mer haut hei diskutéieren an - ech denke schonn - och ofstëmme wäerten, huet als Objet den Arrêt grand-ducal vum 8. Oktober 1945 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Artisans op verschidde Punkten ze adaptéieren an och ze moderniséieren.

Den Artikel 1 definéiert, wien als Ressortissant vun der Chamber des Métiers ze betruechten ass. En éischte Punkt besteet doranner, d'Notioun vum Ressortissant vun der Handwierkerkummer ze preziséieren, well déi aktuell Definitioun nach aus enger Zäit staamt, wou eng Société commerciale am Beräich vum Handwierk nach guer net esou Usus war. Haut ass et awer esou, datt ronn 64% vun den Entreprisen an der Chamber des Métiers ageschriwwe sinn, eng Société commerciale sinn an net méi, wéi dat fréier de Fall war, en nom personnel fonctionnéieren an dat och nach mat Tendenz steigend.

Fir de bestoenden Text an Aklang mat den heitege Gegebenheeten ze setzen, preziséiert de virleiende Gesetzestext, dass net nëmmen d'Personnes physiques Ressortissantë vun der Chamber des Métiers sinn, mä och d'Personnes morales, déi am Grand-Duché als Handwierker ugesiedelt sinn.

En zweete Punkt seet, datt all Succursalë vum Handwierk als Ressortissant vun der Chamber des Métiers unzegesi sinn. Lëtzebuerg ass wéi och a villen anere Secteuren no an no ze engem ëmmer méi attraktiven Unzéiungspunkt och fir auslännesch Betriber ginn. Och am Handwierk konnt een dës Evaluatioun iwwert déi lescht Jore feststellen. Entweder grënnen auslännesch Betriber bei eis hei am Land Succursalen oder si bidde bei eis Prestations de service aus hirem Pays d'origine un.

Esou zum Beispill kann en däitschen Usträicher, dee säi Firmesëtz net hei zu Lëtzebuerg huet an deen och keng Succursale hei zu Lëtzebuerg huet, mä deem säi Firmesëtz an Däitschland ass, all Dag iwwert d'Grenz fueren, fir seng Servicer hei am Land unzebidden.

Am Moment ass d'Situatioun esou, dass d'Handwierkerkummer all dës Betriber weder erfaasst noch representéiert. Fir deem entgéintzewierken, kritt d'Chambre des Métiers elo d'Méiglechkeet all auslännesch Betriber ze erfaassen, déi entweder ënnert dem Régime vum Droit d'établissement als Succursalen hei am Land etabléiert sinn, oder wéi scho gesot hir Servicer aus dem Ausland bei eis hei am Land ubidden. Dat heescht, all déi

auslännesch Betriber, déi ënnert de Régime vun der Libre prestation de service falen.

Ech wollt an dësem Kontext awer nach e puer Prezisioune ginn. Wat elo déi auslännesch Betriber betrëfft, ob Personnes physiques oder morales, déi sech hei am Land ënnert dem Régime vum Droit d'établissement als Succursale ugesiedelt hunn, do gëtt am Projet de loi ganz kloer festgehalen, dass si sech bei der Chamber des Métiers mussen aschreiwen an dass si sech och un déi national Gesetzgebung hale mussen.

All auslännesche Betrib, Handwierksbetrib, dee Ressortissant bei der Chamber des Métiers ass, gëtt am Géigenzuch gläichgestallt mat de Lëtzebuerger Handwierksbetriber. Si kënnen dann och vun alle Servicer a vun alle Prestatioune profitéieren, déi d'Chambre des Métiers ubitt, an hunn och selbstverständlech datselwecht aktiivt a passiivt Stëmmrecht bei de Wahle vun der Chamber des Métiers.

Wat elo déi auslännesch Betriber ugeet, déi bei eis am Land hir Servicer ubidden ouni sech awer hei etabléiert ze hunn, gëtt preziséiert, dass si net als Ressortissant vun der Chambre des Métiers considéréiert ginn. Si ginn nëmmen, wann een dat esou nennen däerf, als „inscrit", also als ageschriwwe considéréiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat Beitrag.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Ouni Beitrag, Här Gibéryen.

Dës Aschreiwung bei der Chambre des Métiers erfollegt automatesch, an dat «sur communication périodique» vum Minister «ayant l'artisanat dans ses attributions». Des Weidere brëngt dëse Statut als sou genannten Ageschriwwene keng Aschreiwungs- an aner administrativ Onkäschte fir de Betrib mat sech.

Dëse Statut ass och keng Condition préalable fir dës Kategorie vun Entreprisen, fir hir Servicer hei zu Lëtzebuerg ubidden ze kënnen. Och gouf am Text penibel drop opgepasst, dass d'Regele vun der Netdiskriminatioun an der Netofschreckung respektéiert ginn, esou wéi se aus de Jurisprudenze vun der Europäescher Cour de Justice ervirginn.

De Fait, dass d'Chambre des Métiers elo d'Méiglechkeet kritt, souwuel déi auslännesch Succursalë wéi och d'Prestataires de services ze erfaassen, wäert et hir erlaben, besser d'Evolutioun an d'Konkurrenz am Beräich vum Handwierk ze erkennen. Dës Neierung wäert der Chambre des Métiers méi Méiglechkeete ginn, fir d'Evolutioun am Handwierk besser kënnen ze begleeden, besser kënnen ze analyséieren, fir och, wann dat sech als néideg erweist, besser a méi effikass kënnen ze reagéieren.

Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass de Statsrot a sengem Avis gemengt huet, dass d'Chambre des Métiers och en mesure muss gesat ginn, dass si d'Kollekt vun de verschiddenen Donnéeë ka virhuelen. Duerfir gouf am Artikel 1 en neie Paragraph 3 agefügt, an ech hunn et scho virdrun ugeschwat, e Paragraph, deen d'Modalitéite vun der Kollekt vun den Donnéeë kläert. Dat Ganzt muss iwwregens am Aklang mat der nationaler Dateschutzgesetzgebung geschéien.

Des Weidere gëtt am Artikel 1 och nach preziséiert, dass déi sou genannten „al Handwierker" op Ufro hi weiderhi kënne Ressortissant bei der Chambre des Métiers ginn oder bleiwen, ënnert der Viraussetzung, dass se hire Beruff conformément zum Droit d'établissement ausgeübt hunn. Déi al Konditioun, dass een op d'mannst huet missen néng Joer säi Beruff ausüben, fir kënne Member bei der Chambre des Métiers ze ginn, gëtt am neien Text fale gelooss.

Am Punkt 2 an am Punkt 3 geet et ëm den Droit de vote an ëm den Droit d'éligibilité. Am Gesetzestext gëtt ënner anerem preziséiert, dass all Ressortissantë vun der Handwierkerkummer, also och d'Personnes morales, d'Recht hunn, sech un de Wahlen an der Chambre des Métiers ze bedeelegen. En plus gëtt de Prinzip bäibehalen, dee seet, dass e Ressortissant, dee méi wéi ee Beruff ausübt, sech nëmmen op enger Wahllëscht an och nëmme fir ee Beruff kann androen. Hie muss dann och an där Branche wielen oder kann an där Branche gewielt ginn, wou hie sech ageschriwwen huet, egal ob hien an der Realitéit oder an der Praxis een oder méi Beruffer ausübt. D'Inscriptioun op eng Wahllëscht gëtt duerch Kritäre geregelt, déi iwwer e Règlement grand-ducal festgeschriwwe ginn.

Ausserdeem gëtt och nach beschriwwen, ënner wéi enge Konditiounen eng Personne morale wielen däerf an ënner wéi enge Konditioune se éligibel ass. Et ass jo gewosst, dass eng Personne morale u sech net ka selwer agéieren, mä duerch eng Persoun an hiren Akte muss representéiert ginn. D'Kommissioun huet hei der Propositioun vum Statsrot Rechnung gedroen, deen a sengem Avis vum 4. Juli 2006 iwwert d'Wahlrecht an den Droit d'éligibilité dës Persoun esou definéiert:

All Personne morale wéi och succursale, déi Member bei der Chambre des Métiers ass an deementspriechend och d'Wahlrecht besëtzt, gëtt duerch déi Persoun representéiert, déi Titulaire vun der Autorisation d'établissement ass. Et ass och déi Persoun, déi éligibel ass, an déi par définition dann och an d'Gremië vun der Chambre des Métiers ka gewielt ginn. Ausserdeem preziséiert de Gesetzesprojet och nach, wéi eng Personne morale oder physique ka wielen, wann den Titulaire vun der Autorisatioun net méi present am Betrib ass, oder am Fall vum Doud oder der Invaliditéit vum Titulaire de l'autorisation oder vum Handwierker selwer. Et ass an dëse Fäll déi Persoun, op déi déi provisoresch Autorisatioun, also déi provisoresch Genehmegung ausgestallt ass.

Des Weidere gëtt festgehalen, dass de Ressortissant 18 Joer accomplis muss hunn, fir kënnen ze wielen, an dass hien 21 Joer accomplis muss hunn, fir kënne gewielt ze ginn. Zu gudder Lescht limitéiert den Text dann och d'Altersgrenz mat dëse Wierder: «La fonction de membre de la Chambre des Métiers prend fin au moment où l'intéressé a atteint l'âge de 72 ans.»

D'Artikele 4 a 5 definéiere, wat fir eng Persounen exclus si vum Droit de vote an der Éligibilitéit a ginn och all Ressortissant vun der Chambre des Métiers d'Recht, bei der Regierung géint eng Wahl ze kloen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass mer dëse Projet de loi nach virun der Summerpaus zur Ofstëmmung brénge konnten, well et ass en urgent an e wichtegt Gesetz fir d'Chambre des Métiers, déi, wéi Der jo sécherlech alleguerte wësst, 2007 hir Wahlen huet, ergo och hir Organer nei besetze muss. D'Virbereedungen heizou wäerte mat Sécherheet dësen Hierscht ulafen.

Duerch dëst Gesetz kréien elo och déi auslännesch Betriber, déi a Form vun deene Succursalen hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, eng Chance fir mat hirer Stëmm op sech opmierksam ze maachen. Duerch zousätzlech Ressourcen iwwert de Wee vu Cotisatioune wäert d'Chambre des Métiers méi fit ginn a sech méi Méiglechkeete crééieren, fir zukünfteg Aufgaben ze bewältegen.

Här President, wat elo d'Aarbechten an der Kommissioun ugeet, bleift ze soen, dass mir de Projet an den Avis vun der Chambre des Métiers an enger éischter Sitzung analyséiert hunn, wou ech dann och als Rapporteur bestëmmt gouf. An enger zweeter Sitzung gouf den Avis vum Statsrot gekuckt souwéi de Rapport ugeholl.

De Statsrot huet ausser verschidden textuellen Ännerungen, deene sech d'Commission des Classes moyennes ralliéiert huet, sech mam Projet averstanen erkläert. De Statsrot huet awer och a sengem Avis dovu geschwat, dass hien zousätzlech Verständnisfroen un den Här Minister Boden geriicht huet. Am Kader vun der Äntwert vum Ministère, déi sech a Form vun engem Bréifwiessel ofgeweckelt huet, schwätzt de Statsrot dunn a sengem Avis vun engem Amendement. En Amendement, deen de Statsrot akzeptéiert, mä deen awer zu deem Zäitpunkt der Kommissioun net virlouch. Mir kruten dunn dëse Bréifwiessel tëschent dem Ministère an dem Conseil d'État nogereecht, an e gehéiert elo och als Document parlementaire zum Projet de loi. Iwwert dëse Wee, Här President, konnt dëse klenge prozeduralen Incident eliminéiert ginn.

Dat gesot, wëll ech dann och schléissen, soe selbstverständlech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen. Här Grethen!

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, no deem méi wéi ausféierleche Rapport vum honorabelen Här Clement, deem ech fir seng Aarbecht félicitéieren däerf, wéilt ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Jo, Här President, ech schléisse mech deene schéine Wierder vu mengem Virriedner un an ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir säin excellente Rapport. Ech wollt dem Här Minister awer eng Fro stellen.

Wann een nokuckt, wat den Impakt vun auslännesche Firmen, vun auslänneschen Handwierkerentreprisen op d'Lëtzebuerger Ekonomie a virun allem op de ganzen Handwierkssecteur ass, da muss ee feststellen, dass ee wéineg Dokumentatioun an de Publikatioune vum Statec fënnt. Or, et ass kloer, dass mir fir d'Grenzregioun net nëmmen direkt Arbeitgeber stellen, mä och vill dozou bäidroen, dass Firmen aus der Grenzregioun hei zu Lëtzebuerg schaffe kënnen.

Ech hat viru Joren eng Kéier eng Question parlementaire gestallt, fir déi Plus-valuen, déi fir déi Entreprisen entstinn, chiffréiert ze kréien. Dat war gelongen. Vläicht kënnt Dir elo oder méi spéit eng Kéier den Impakt vun den auslänneschen Entreprisen op d'Lëtzebuerger Ekonomie, op de Lëtzebuerger Artisanat duerstellen.

Et gëtt eng interessant Donnée an de Pabeiere vum Statec, do steet dran, dass d'Penetratioun vun den auslänneschen Entreprisen am Secteur vum Bau 110% bedréit. Dat heescht, et si méi auslännesch Entreprisen, déi hei schaffen, wéi lëtzebuergesch Entreprisen. Et geet jo hei ëm wichteg wirtschaftlech Donnéeën, déi schonn interessant wären, wa mer se wéissten.

Domat iwwerbréngen ech natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ma ech wëllt mech deene Wierder vu menge Virriedner uschléissen a soen dem Här Clement Merci fir säi schréftleche wéi mëndleche Rapport a brénge selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- Den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech maachen et och kuerz. Ech wollt awer e puer Wuert soen, fir engersäits d'Wichtegkeet vum Lëtzebuerger Handwierk ze ënnersträichen, wou mer gesinn, datt eis Betriber, déi vu Lëtzebuerger Gérantë gefouert ginn, lues a lues zréckginn, sou datt mer frou sinn, datt mer Auslänner hunn, déi do asprangen. Mir gesinn, datt d'Successioun a praktesch zwee Drëttel vun de Betriber net garantéiert ass. Dat just als generell Remarque. Duerfir gesi mir och de Sënn an de Wäert vun dësem Gesetz an.

Ech hu bei der Lecture vun deem Text allerdéngs eng gewësse Kontradiktioun fonnt, wou ech och frou wär, wann de Minister eis vläicht kënnt doriwwer Opschloss ginn. An zwar gëtt gesot: «Sont ressortissants de la Chambre des métiers: (…) d) tous les anciens artisans qui en font la demande pourvu qu'ils aient exercé leur profession dans les conditions prévues...», an esou weider. Méi wäit hanne steet dann: «La fonction de membre de la Chambre des métiers prend fin au moment où l'intéressé a atteint l'âge de 72 ans.»

Dozou kéint ee schonn emol soen, wann dat Leit sinn, déi wierklech nach am Handwierk schaffen, déi nach gutt sinn, gesinn ech de Sënn éischtens vun där Moossnam net an. Ech géif éischter gesinn, datt een dat un d'Aktivitéit telle quelle hätt solle bannen.

Da geet et weider: «Elle prend également fin au moment où le membre sur lequel repose l'autorisation ministérielle d'une entreprise quitte la gérance technique ou au moment de la dissolution ou de la faillite de l'entreprise ou de la succursale.» Mir schéngt eng Kontradiktioun doran ze bestoen, wéi gesot, datt gesot gëtt «les anciens (…) qui en font la demande», an et awer bei 72 Joer soll eriwwer sinn.

Op d'Allermannst misst een et explizéieren. An ech wëll och soen, woufir ech dee Punkt hei opgegraff hunn: Well mer och an anere Chamberen de Problem hu vun deenen, déi opgehalen hunn an eventuell d'Wahlrecht dann nach wëlle behalen.

Ech hunn elo grad gesot, ech gesinn et éischter verbonne mat der Aktivitéit, mam Intérêt, deen déi Persoun huet, egal wat fir en Alter datt se huet. Mä si huet ënner Ëmstänn keen Intérêt méi, wa se komplett mat hirer Aktivitéit opgehalen huet.

Här Minister, Dir sidd gläichzäiteg Minister vun der Agriculture. Mir hunn deeselwechte Problem an deem Secteur. En ass scho ganz al an ech wëll hei soen, datt ech selwer 1991 eng Proposition de loi erabruecht hunn, déi dora bestanen huet, fir den Ancienen eng Vertriedung an deem Gremium ze ginn, déi awer limitéiert ass.

Am Secteur vun der Landwirtschaft ass et esou, datt d'Retraitéën d'Majoritéit hu par rapport zu den Aktiven. An dat huet och iergendwou Répercussiounen am Wahlresultat, an der Representatioun vun deem Beruff. Duerfir ass et noutwendeg, datt een dat propper kläert.

Äre Projet ass am Januar 2006 hei deponéiert ginn. Haut stëmme mer d'Gesetz. Eng Proposition de loi, déi vun der Chamber ausgeet, déi schonn zënter 1991 do läit, huet bis elo nach keng Suite fonnt. An ech wollt drun erënneren, datt mer hei décidéiert hunn, datt all Gesetzesinitiativen, déi vu Volleksvertrieder kommen, solle genau esou traitéiert gi wéi d'Projete vun der Regierung. Duerfir géing ech froen, datt am Secteur agricole, wou dee Problem do wierklech besteet, déi Proposition de loi géing op de Métier geholl ginn an der zoustänneger Kommissioun, an datt och an deem Secteur dee Problem géing geléist ginn.

Hei allerdéngs, Här Minister, wär ech frou, wann Der eis eng Erklärung kéint doriwwer ginn, wéi dat dann do ze verstoen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den zoustännege Minister, den Här Fernand Boden.

(Interruption)

Här Bettel, wëllt Dir Iech nach aschreiwen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat kann nach sinn.

M. le Président.- Parole après Ministre. Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, de Wonsch ass, fir d'Äntwert kuerz ze maachen. Hei an dësem Gesetzesprojet ginn eenzel Dispositioune vum Arrêté grand-ducal modifié vum 8. Oktober 1945 geännert. Déi Ännerunge sinn ze gesinn am Virfeld vun den nächste Wahle fir d'Handwierkskummer.

De Rapporteur Lucien Clement, deem ech Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport, ass op déi wichteg Bestëmmungen agaangen. Ech wëll dat also net nach eng Kéier widderhuelen, mä wichteg ass vläicht ervirzeträichen, datt et hei drëm geet kloerzestellen, datt och Personnes morales sech kënnen un de Wahle bedeelegen an datt se och éligibel sinn. Den Här Clement huet gesot, datt haut 64% vun den ageschriwwene Memberen eng Personne morale sinn. Déi Tendenz ass steigend. Dat heescht, datt et scho wichteg ass, déi Problematik do ze klären.

Dann huet hien och drop higewisen, datt d'Prestataires de service, déi also net hei etabléiert sinn, répertoriéiert ginn; dat awer am Aklang mat de communautären Dispositiounen. Si brauchen also net eppes ze bezuelen an däerfen och net dowéinst méi spéit ufänken hei ze schaffen, mä et geet drëm, datt d'Handwierkskummer en Iwwerbléck kritt iwwer all déi Aktivitéiten, déi am artisanale Secteur hei gemaach ginn. Duerfir ass et wichteg, datt se och matgedeelt kréien, wat fir Betriber hei Prestation de services maachen. An da ginn d'Wahlrecht an och d'Wielbarkeet preziséiert a kloergestallt, fir datt do och méi Rechtssécherheet ass.

Den Här Scheuer huet gefrot, fir Statistiken doriwwer ze kréien, wéi vill vun de Firmen aus der Grenzregioun am Artisanat hei generéiert gëtt un Investitiounen. Dat ass natierlech ganz schwéier ze soen. Ech géif zwar soen, datt an de Statistike vun der Handwierkskummer relativ vill esou Detailer sinn. Et misst een déi vläicht nokucken. Ech ka just soen, datt an eise Statistiken, esouwäit mir dat iwwerblécken, ronn 50% vun de Betriber hei Prestation de services maachen a 50% och hei etabléiert sinn. Bei deene Betriber, déi hei etabléiert sinn, sinn der eng ganz Partie aus der Groussregioun, déi am Fong hei en zweet Standbeen hunn.

Doriwwer hu mer schonn am Rapport d'activités eng Rei vun Donnéeë ginn. Mä dat wat den Här

Scheuer gefrot huet, wat se hei erwirtschaften, do misst ee vläicht d'Statistike vun der Handwierkskummer nach eng Kéier nokucken. Ech mengen, de Statec erfaasst dat och net esou ,wéi een dat am Fong gären hätt. Allgemeng wëll ech soen, datt mer frou wären, e bësse méi detailléiert Statistiken iwwert d'ganz Handwierksbranchen an deenen hir Aktivitéite vun do ze kréien.

Den Här Mehlen huet gefrot, wéi et mat deene vun 72 Joer wier. Also, ech muss soen, beim Artisanat war dat keen esou e grousse Problem, wéi et an der Agrarwelt de Fall war. An do ass et och esou akzeptéiert, datt Memberen, déi etabléiert waren, wa se nach keng 72 Joer hunn, esouguer wa se net méi aktiv sinn, kënne froen, fir Ressortissants vun der Chamber ze ginn.

(Interruption)

Also Ressortissants avec droit de vote. Gutt.

An de Problem ass, wann ee gewielt ginn ass - ech soen elo - mat 70 Joer, dann hält säi Mandat op mat 72 Joer. Dat heescht, de Mandat geet net iwwer 72 eraus. Et ass esou, wéi dat ze verstoen ass.

Da wëll ech vläicht trotz allem nach ee Wuert soen, wat d'Handwierk duerstellt. Dat si 4.000 Entreprisë mat ronn 55.000 Salariéen. Wann ech do eng schnell Divisioun maachen, da mécht dat ronn 15 Salariéë pro Betrib. Dat heescht, mir hunn hei zolidd handwierklech Betriber. An der Strukturentwécklung ass et an déi Richtung gaangen, datt mer manner Betriber hunn am Artisanat, mä méi Salariéen. Dat heescht, d'Zuel vun de Salariéen ass an d'Luucht gaangen. Et ass eng gewësse Konzentratioun an eng Vergréisserung vun de Betriber komm.

Wat d'Handwierk duerstellt, do wëll ech nëmmen zwou Zuele soen: 16% vun der Zuel vun de Betriber an 20% vun der Beschäftegtenzuel. Et ass also schonn e Secteur, deen en zolitte Peiler vun der Lëtzebuerger Ekonomie duerstellt.

D'Handwierkskummer huet eng ganz Rei vun Aufgaben. Ech wëll se elo net nach eng Kéier hei am Detail opzielen, mä ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, datt se eng gutt Aarbecht leeschten, datt se d'Vertraue vun hire Memberen hunn. Ech mengen, och déi Avisen, déi se maachen, déi Kontakter, déi se mat den Autoritéiten a mat aneren hunn, si ganz gutt. Si vertrieden d'Handwierk op eng würdeg a gutt Aart a Weis. Ech wëll hinnen, wéi gesot, dofir Merci soen.

Ech wëll och derbäi soen, datt mir d'Handwierkskummer zolidd ënnerstëtzen, well et am Prinzip hei am Land esou ass, datt mir eng Partie vu Missiounen, déi normalerweis de Stat, de Ministère géif maachen, un d'Handwierkskummer ofginn hunn. A se maachen déi zur Zefriddenheet vun eis. Mir ginn hinnen dofir ronn dräi Milliounen Euro pro Joer, déi Dir jo stëmmt, woufir ech Iech dann och Merci soen.

Dann, als lescht Remarque wëll ech just soen, datt mer amgaange sinn en drëtte Méijoresprogramm, e Plan d'action en faveur des PME, auszeschaffen. An ech denken, datt am Laf vun där nächster Sessioun mer och kënnen dee Plan d'action hei an de Chamber diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien. Haut de Mëtten ass déi nächst Sitzung um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.12 heures)

MERCREDI, 12 JUILLET 2006

49E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

2. 5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

4. 5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;
2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;
3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;
5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;
7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;
8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et
2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann zum Projet de loi 5576 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes. Fir d'éischt huet d'Wuert de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

1. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ier ech mat mengem Rapport ufänken, wëll ech am Numm vun der Verfassungskommissioun den Dépôt maache vun enger Proposition de révision constitutionnelle. Mir proposéieren den Artikel 10 vun der Verfassung ofzeschafen, dee virgesäit, dass d'Naturalisatioun nëmmen duerch Gesetz kann accordéiert ginn. Ech ginn Iech dann déi Proposition de révision.

- Proposition de révision N°5595 de l'article 10 de la Constitution

Ech géif Iech bieden déi dann och op dee Wee, dee virgesinn ass, weiderzeginn, notamment un d'Regierung an un de Conseil d'État.

M. le Président.- Merci, Här Meyers.

2. 5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de 17. Mee vun dësem Joer huet de Justizminister Luc Frieden hei an der Chamber e Gesetzesprojet deponéiert, dee virgesäit, datt d'Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn an eng auslännesch Nationalitéit hunn, hir Lëtzebuerger Nationalitéit net méi verléieren; datt se d'Lëtzebuerger Nationalitéit behalen, och wann déi Deklaratioun, déi am Gesetz virgesinn ass, net gemaach gëtt.

Fir dat Zil ze erreeche mussen zwee Artikele vum Gesetz vun 1968 ofgeschaf ginn, dat sinn d'Artikelen 25,8° a 46.

Wat gesinn déi zwee Artikele vir?

Den Artikel 25 zielt am Ganzen aacht verschidde Situatiounen op, bei deenen ee Lëtzebuerger seng Nationalitéit verléiere kann. De Punkt aacht, deen haut zur Diskussioun steet an ofgeschaf soll ginn, gesäit Folgendes vir: Ee Lëtzebuerger, deen am Ausland gebuer ass, deen am Ausland eng aner Nationalitéit kritt huet, verléiert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wann hien net eng Deklaratioun mécht, déi hie ka maachen, wann hien zënter 18 Joer am Ausland wunnt a wann den Délai vun 20 Joer eriwwer ass. Déi Deklaratioun muss gemaach ginn hei zu Lëtzebuerg an déi Deklaratioun muss och all 20 Joer widderholl ginn.

Den Artikel 46 gesäit vir, dass den Délai vun deenen 20 Joer an där Deklaratioun muss gemaach ginn, dass deen uleeft op den 1. Januar 1987 a mam 1. Januar 2007 zu engem Enn kënnt. Bis dohi mussen also déi éischt Deklaratioune gemaach gi vun deene Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer goufen, déi do eng aner Nationalitéit kritt hunn an déi méi wéi 18 Joer al ware wéi dat Gesetz komm ass.

Wéi 1986 dat Gesetz gestëmmt ginn ass, war nach déi allgemeng Opfaassung, ganz sécher och hei an der Chamber, dass eng Persoun prinzipiell keng zwou Nationalitéiten hu soll. Dofir war dann och virgesinn, dass ee sech misst ausdrécklech duerch eng Deklaratioun zu der Lëtzebuerger Nationalitéit bekennen an och froen, fir déi ze behalen.

D'Meenungen hunn awer an deenen 20 Joer geännert. Engersäits stelle mer fest, dass mer ganz vill Leit hei am Land hunn, déi elo schonn eng duebel Nationalitéit hunn. D'Regierung selwer huet an hirer Regierungserklärung gesot, dass se och den Auslänner, déi op Lëtzebuerg kommen, wëllt erlaben, hir Nationalitéit ze behalen, dass se also eng duebel Nationalitéit kéinten hunn.

Am Hibléck op esou eng Ännerung wär et natierlech ontragbar, wann een de Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn, och elo nach géif déi Dispositioune vun 1986 operleeën a se forcéieren déi Deklaratioun, déi d'Gesetz virgesäit, ze maachen, a wa se déi net géife maachen, géife se hir Nationalitéit verléieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, souguer wann et déi Méiglechkeet vun där duebeler Nationalitéit, déi en vue ass, net géif ginn a wann déi net verwierklecht géif ginn, da kann een trotzdeem der Meenung sinn, dass déi Bestëmmunge vum Artikel 25,8° a 46 net am Sënn vun enger gudder Gesetzgebung sinn; och wann dat d'Meenung vun den Deputéierten an den 80er Jore war.

Well den Artikel 25,8°, dee mer haut ofschafen, déi Dispositioun, déi mer ofschafen, verbitt déi duebel Nationalitéit net, au contraire. Si erlaabt och de Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn an eng aner Nationalitéit hunn, Lëtzebuerger ze bleiwen, mä d'Gesetz forcéiert déi Leit eng ausféierlech Deklaratioun ze maachen an d'Gesetz forcéiert se déi Deklaratioun all 20 Joer ze maachen, fir dass se Lëtzebuerger kënne bleiwen.

Vill Persounen, déi elo an den Délai komme fir déi Deklaratioun ze maachen, maache se vläicht net. Den Exposé des motifs huet eng ganz Rei Grënn opgezielt, an ee Grond ass deen, dass vill Leit net dorun denken, well d'Bierger, och déi, déi am Ausland liewen, hu jo aner Gedanken ze féiere wéi all Dag un hir Lëtzebuerger Nationalitéit ze denken.

Et ginn och aner Grënn, notamment deen, dass ee speziell op Lëtzebuerg misst komme fir déi Deklaratioun ze maachen, well se muss gemaach beim Officier de l'État civil. A wann ee jo keng aner Residenz hei zu Lëtzebuerg huet, misst se gemaach gi beim Officier de l'état civil vun der Gemeng Lëtzebuerg. Dat kann och fir déi Leit do mat grousse Käschte verbonne sinn, jee nodeem wou se hierkommen.

Am Sënn vun enger besserer Législatioun gëtt et, ausser der duebeler Nationalitéit, och aner Grënn fir déi do Dispositiounen ofzeschafen.

Doduerch dass mer den Artikel 25,8° an den Artikel 46 vum Gesetz vun 1968 ofschafen, behalen also d'Lëtzebuerger, déi am Ausland gebuer sinn, déi do eng aner Nationalitéit, duerch wellech Ëmstänn sief et och, kritt hunn, an déi elo nach am Ausland wunnen, hir Nationalitéit, ouni dass se déi Deklaratioun brauchen ze maachen, ouni dass se administrativ Démarchë brauchen ze maachen, an dat ass am Sënn vun deene Bierger. Dat ass am Sënn och vun enger besserer Organisatioun, och vun de Lëtzebuerger Verwaltungen, déi domat befaasst waren.

Déi zwee Artikelen, déi mer ofschafen, sinn zënter dem 1. Januar 1987 a Kraaft. Si hunn awer bis haut keng juristesch Effetë gehat, well déi Effeten eréischt no 20 Joer entstane wären, dat heescht nom 1. Januar 2007. Et brauchen dofir och keng Iwwerganksbestëmmungen an deem Gesetz hei virgesinn ze ginn, well keng juristesch Effeten do waren.

De Statsrot ass mam Text d'accord. Hien hat proposéiert den Intitulé ze änneren. D'Kommissioun war awer der Meenung, fir eng besser Visibilitéit vum Gesetz ze hunn, soll een den Intitulé, esou wéi d'Regierung e proposéiert hat, bäibehalen.

Déi zoustänneg Kommissioun huet mat enger ganz grousser Majoritéit deen Text hei approuvéiert an ech géif och d'Chamber bieden, dem Projet hir Zoustëmmung ze ginn, esou wéi d'Kommissioun e proposéiert. Ech kann heimat och den Accord vun der CSV bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President.

De Rapporteur huet elo ganz genee exposéiert, wat de Problem ass. Déi Dispositiounen, déi 1986 gutt gemengt waren, hunn hautdësdags am Fong keng Daseinsberechtegung méi, an engem Moment wou mer driwwer nodenke wéi ee soll e Gesetz iwwert d'Nationalitéit adoptéieren, wat d'duebel Nationalitéit erméiglecht.

D'gesellschaftspolitesch Situatioun huet sech geännert. Gewéinlech ass de Législateur ganz staark en retard op d'gesellschaftspolitesch Modifikatiounen. Hei hu mer just nach mat Zäit gemierkt, dass mer eppes maache missten.

Ons Fraktioun ass mat deem Gesetzprojet d'accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech mengen och, dass et sech eriwwregt nach eng Kéier op den Detail vum Projet anzegoen, no den Explikatioune vum Rapporteur, dee wéi ëmmer am Detail a ganz richteg alles erklärt huet.

Ech wëll mech dofir hei op zwee, dräi Punkte limitéieren, an zwar wëll ech zréckkommen op d'Gesetz vun 1986, wou déi Méiglechkeet vun där Déclaration conservatoire hei agefouert ginn ass, déi, wéi de Rapporteur et richteg gesot huet, bis elo keng Uwennung fonnt huet. A mir sinn am Fong elo do, fir wierklech am richtege Moment déi Ännerung virzehuelen, fir ze évitéieren, dass d'Leit hir Lëtzebuerger Nationalitéit verléieren aus iergendwelleche prakteschen Iwwerleeungen eraus. Ech mengen och, dass dat richteg ass, an dass et gutt ass, dass mer dat maachen.

Ech mengen, dass et och wichteg ass ze ënnersträichen, dass dat Gesetz sech hei net applizéiert op déi Lëtzebuerger, déi am Ausland eng aner Nationalitéit ugeholl hunn an déi automatesch virgesäit, dass se, fir déi ze kréien, hir Nationalité d'origine mussen opginn. Ech weess net wéi vill Länner dat sinn, mä et betrëfft also elo net jidder Lëtzebuerger, deen am Ausland ass an deen d'Nationalitéit vu sengem État de résidence ugeholl huet; wat mech do zu enger Reflexioun féiert iwwert deen neie Projet de loi iwwert d'duebel Nationalitéit, mat deem mer - huelen ech un - den Hierscht befaasst ginn.

Hei steet am Rapport eng Remarque dra beim Commentaire des articles: «Il est à souligner que cette loi ne s'appliquera pas au cas de figure». Ee Momentchen, neen et ass déi falsch Zitatioun. Dach et ass se: «ne s'appliquera pas au cas de figure d'un Luxembourgeois de souche», an ech wollt am Fong op déi Parenthèse do agoen.

Ech fannen, dass et héich Zäit ass, dass mer am Kader vun den Naturalisatiounen an och am Kader vun deem neien Nationalitéitsgesetz, wat kënnt, ophalen déi Differenz ze maachen zwësche Luxembourgeois de souche a Luxembourgeois de naturalisation. An dat implizéiert a mengen Aen och, dass et richteg wier, dass an deem Gesetz, wat iwwert d'duebel Nationalitéit kënnt, déi Nuancen hei ofgeschaf ginn, well et bréngt net vill eng Diskriminatioun ofzeschafen an eng aner Diskriminatioun bäizebehalen. Hei ass also déi Geleeënheet oder ni, fir mat engem Schlag zwou Mécken ze treffen, an ech hoffen, dass mer dat packen.

Ech denken dofir, dass et och kloer ass, dass wéinst dem Changement an de Mentalitéiten iwwert d'duebel Nationalitéit zweifelsohne och déi Ofschafung zwëschen echte Lëtzebuerger a gemaachtene Lëtzebuerger, wéi et am Sproochgebrauch heescht, an engems géif goen. Et wär sécherlech wënschenswäert.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Déi gréng Fraktioun gëtt natierlech och hir Zoustëmmung fir dee Projet. Ech soen och dem Här Meyers Merci fir säi Rapport zu dëser Matière.

Et wär natierlech gutt gewiescht, wann een dës Proposition de loi hätt kënne gläichzäiteg mat där iwwert d'duebel Nationalitéit diskutéieren. Dat hätt sécher méi Sënn gemaach, fir all déi Considératiounen do zesummen ze évoquéieren. Bon, de Justizminister huet de Projet de loi net - wéi ugekënnegt - scho virum Summer déposéiert. Mir wäre frou, wann de Justizminister eis herno a senger Äntwert zu dësem Projet de loi kéint soen, wéini dann definitiv mat dem Dépôt vun dësem Projet de loi ze rechnen ass.

Dat gesot, wëll ech och dat, wat d'Madame Err grad gesot huet, am Numm vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzen. Deen Distinguo do mécht kee Sënn an et wär gutt, wa mer deen am Kader vum Projet de loi iwwert déi duebel Nationalitéit kéinten aus der Welt schafen.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll och dem Rapporteur Merci soen, deen déi grouss Portée an Technicitéit vun dësem Gesetz ervirgestach huet.

Am Liewe muss ee Choixen treffen, a mir sinn der Meenung, datt de Wee vun der duebeler Nationalitéit net dee richtegen ass. Dofir stëmme mir géint dat Gesetz.

M. le Président.- Voilà. Da si mer um Enn vun dëser Debatt. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Justizminister Luc Frieden.

(Interruptions diverses)

Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Dëst Gesetz, wat hei op eng breet Zoustëmmung trëfft, ass e Gesetz wat eng grouss Wichtegkeet huet fir vill Lëtzebuerger, déi zënter laangem am Ausland wunnen. Ech mengen et ass gutt, datt mer hinnen dat Stéck Lëtzebuerg, wat déi Leit duerstellen, och wa se sech geographesch vun eis entfernt hunn an datt se awer de Wëllen ausgedréckt hunn, doduerch datt se hir Nationalitéit net opginn hunn, fir Lëtzebuerger ze bleiwen, och net ewechhuelen duerch eng administrativ Hürd, déi virun 20 Joer virgesi gi war.

Ech mengen et ass richteg, datt mer deene Leit, déi zënter laangem am Ausland wunnen als Lëtzebuerger an déi wëlle Lëtzebuerger sinn, d'Lëtzebuerger Nationalitéit loossen, ouni datt se dann elo do mussen eng Deklaratioun maache fir déi Nationalitéit kënnen ze behalen. Aus der Siicht vun haut - an dofir hunn ech am Numm vun der Regierung dee Projet de loi déposéiert - mengen ech, géing dat kee Sënn maachen, iwwregens onofhängeg vun allen Diskussioune ronderëm d'Aféierung vun der duebeler Nationalitéit. An ech hätt dëse Projet och gemaach - soen ech dem Kolleeg vun der grénger Fraktioun - am Intérêt vun deene Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, wa mer net géingen iwwert d'Aféierung vun der duebeler Nationalitéit schwätzen.

Et ass selbstverständlech, datt mer elo och dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, mussen deene Lëtzebuerger am Ausland iergendwéi matdeelen. Mir wäerte versichen iwwert de Wee vun eisen Ambassaden, eise Konsulater, mä och deene vun de Länner, wou d'Lëtzebuerger am Ausland sech meeschtens hiwennen - an dat si virun allem d'hollänesch an d'belsch diplomatesch Vertriedungen -, deenen dat och matzedeelen, sou datt d'Leit, déi also am Ausland wunnen, och wëssen, datt se keng extra Deklaratioun musse maache fir kënne Lëtzebuerger ze bleiwen.

Zum Schluss ee Wuert iwwert de Projet de loi iwwert d'duebel Nationalitéit. Dee Projet de loi hunn ech effektiv net an de Regierungsrot bis elo abruecht, well do am Fong zwee Elementer sinn, déi ech gäre géing an deem Projet de loi berücksichtegen.

Deen éischten ass déi extrem wichteg Verfassungsännerung, déi den honorabelen Här Meyers elo virun e puer Minutten hei an der Chamber déposéiert huet. Wann d'Chamber op dee Wee geet, fir an deenen nächste Méint - esou wéi hei an där Propositioun proposéiert - d'Naturalisatioun duerch de Pouvoir législatif ofzeschafen, da verlaangt dat, mengen ech, datt mir och an eisem Projet de loi deem direkt Rechnung sollen droen, well et huet jo kee Sënn, datt mer an zwee oder dräi Méint e ganz neie Projet schreiwen.

Zweetens - wat den Inhalt ubelaangt - sinn ech der Meenung, datt d'Konditiounen iwwert d'Aféierung vun der duebeler Nationaltéit e largen Débat verlaangen, datt wa méiglech eng Majoritéit soll hannert deem Projet stoen, déi iwwert d'Grenze vun där traditioneller parlamentarescher Majoritéit, dat heescht eng Stëmm méi wéi d'Halschent vun den Deputéierten, soll stoen. Dofir hunn ech et noutwendeg fonnt, datt mer iwwer eng Rei vun deenen Iddien, déi ech op de Wee bruecht hunn: iwwert d'Residenzdauer, iwwert d'Sproochekenntnisser an iwwert de Code d'instruction civique, eng breet Debatt géinge féieren.

Déi Debatt ass nach net ganz ofgeschloss, mä ech wëll lech awer soen, dass et d'Intentioun vun der Regierung ass, fir nach dëse Mount d'Grondprinzipien, déi aus deene Gespréicher, déi ech mat alle Fraktiounen hei am Haus gefouert hunn, erausgaange sinn, ofzehaken a wann d'Regierung déi Prinzipië festgeluecht huet, fir dee Projet de loi, deen zu 90% fäerdeg ass, dann och kënnen am September an d'Parlament anzebréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Heescht dat dann elo, dass Der eréischt wëllt de Projet déposéieren nodeems d'Ofännerung vum Artikel 10 gemaach ginn ass, deen net d'Voie parlementaire wëllt ganz ofschafen, wéi Der gesot hutt, mä se deelweis nach soll bestoe bleiwen, oder wëllt Der schonn de Projet déposéieren nach ier dat geschitt ass, awer a Konformitéit vun där envisagéierter Ofännerung?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Sou ass et. Ech hunn effektiv dee Projet de loi am Numm vun der Regierung wëllen - wann d'Regierung dann domat d'accord ass - déposéieren en tenant compte vun där Proposition de révision vun der Constitutioun, esou wéi de President vun der Institutiounskommissioun se de Mëtten hei déposéiert huet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Meyers freet d'Wuert fir en Dépôt.

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Jo, Här President, ech hu virun e puer Minutten d'Proposition de révision vum Artikel 10 vun der Verfassung déposéiert. Elo maachen ech hei den Dépôt vun der

- Proposition de révision N°5596 de l'article 16 de la Constitution.

Dës Propositioun soll den Artikel 16 vun der Verfassung mat engem neien Alinea complétéieren.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Déi Propositioun geet an déi normal Prozedur. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5352 iwwert d'Société européenne. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Jaerling.

Vu datt et sech hei ëm en ausserguewéinlech komplexe Projet handelt, wou de Rapporteur sech eng Hälleméi ginn huet, fir e substanzielle Rapport ze proposéieren, denken ech an hu mir och gesot, datt eng Riedezäit vun zéng Minutten net duergeet.

Ech géif d'Chamber froen, ob se domat d'accord wär, datt de Rapporteur, vu datt d'CSV-Fraktioun gemellt huet, si hätt kee Riedner dozou, e groussen Deel vun hirer

Zäit ka mat eriwwerhuelen, fir effektiv d'Chance ze hunn, fir tant soit peu dee komplizéierte Projet duerzeleeën.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment et interruptions diverses)

Här Rapporteur Santer, Dir hutt d'Wuert.

4. 5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;

2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;

3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;

7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;

8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Endlech, endlech, kann ee bei dësem Projet de loi an och bei der Société européenne soen. Endlech kënnt dëse Projet de loi hei an d'Chamber, well mer si bei der Ëmsetzung vum Reglement, dat mer haut transposéieren, wéi och vun der Direktiv iwwert d'Matbestëmmung vun den Travailleuren an der Société européenne, déi mäi Fraktiounskolleg de Marcel Glesener lech just no mir wäert virstellen, bei deenen zwee Texter also, scho bal 18 Méint a Verspéidung.

Et ass och net déi éischte Kéier!

Datt mer d'Reglement fir den 8. Oktober 2004 - dat war d'Date limite vun der Ëmsetzungsfrist - net an eis national Gesetzgebung iwwerholl hunn, huet awer net verhënnert, datt säitdeem zu Lëtzebuerg e puer Sociétés européennes gegrënnt goufen. Et waren zwee, dräi. Elo ass et nach, mengen ech, eng. Dat war op d'mannst de Stand, wéi mer de Projet de loi an der Kommissioun diskutéiert hunn. Dës Sociétéiten hunn op déi direkt applicabel Bestëmmung vum Reglement kënnen zréckgräifen.

Endlech, kann een awer och, Här President, bei der Société européenne soen. D'Entstehungsgeschicht vun der Société européenne deckt sech mat der bisherëger Geschicht vun der europäescher Integratioun. Den éischte Projet vun der Société européenne, deemols nach Compagnie européenne genannt, geet op d'Joer 1949 zréck, wou am Kader vun deem deemools frësch gegrënnte Conseil de l'Europe e Projet virgeluecht gouf. Projeten, déi am Kader vum Conseil de l'Europe ausgeschafft goufen, souwuel wéi déi éischt Projetë vun enger Société européenne, déi Mëtt der 60er, 70er Jore vum leschten Jorhonnert vun der Europäescher Kommissioun presentéiert goufen, goufe verworf, well se en eenheetlecht, en uniformt Regelwierk festgeluecht haten, no deem an alle Memberstaten d'Société européenne d'selwecht fonctionnéiere géif.

Well awer d'Gesellschaftsrecht wéi och d'Bestëmmungen iwwert d'Matbestëmmungsregele vum Salariat an deene Memberstate verschidde geregelt goufen, an all Memberstat der Meenung war, datt säi System soll erhale bleiwen, goufen déi Projeten an der Europäescher Unioun oder deemools an der Europäescher Gemeinschaft vun enger ganz eenheetlech geregelter Société européenne fale gelooss.

Wéi d'Kommissioun 1989 den Dossier Société européenne erëm opgegraff huet, huet se d'Optik, wéi se d'Société européenne sollt ugoen, geännert.

Fir d'éischt gëtt keen allëmfaassende Kader um europäeschen Niveau festgehalen. Fir sëllech Punkte gëtt op déi national Législatioune verwisen. Zweetens gëtt d'Société européenne net an engem Text, mä an zwee Texter - e Reglement, wat de Volet Droit des sociétés ugeet, an eng Direktiv, wat de Volet Représentation des travailleurs ugeet - geregelt. No weidere Propositiounen an och ville Mësserfolleger, koum et dann am Dezember 2000 zu enger Eenegung beim - solle mer soe fir déi europäesch institutionell Froen enttäuschenden? - Conseil vun Nice.

Esou hat de Sommet vun Nice net nëmmen negativ Resultater opzeweisen, mä e kann als Gebuertsstonn vun der Société européenne, bal 50 Joer nom éischte Projet, ugesi ginn. Doraus hu sech also zwee Texter erginn: ee Reglement an eng Direktiv vum 8. Oktober 2001; d'Reglement also iwwert d'Gesellschaftsrecht, d'Direktiv iwwert d'Matbestëmmungsregelen.

Et schéngt ongewéinlech, datt mer haut en europäescht Reglement an eis Gesetzgebung ëmsetzen. E Reglement ass normalerweis direkt applicabel a bräicht net ëmgesat ze ginn. Beim Reglement iwwert d'Société européenne ass dat awer anescht. Et wollt een op där enger Säit eng kohärent an uniform Approche hunn, wat der Société européenne hir Charakteristiken, hir Fonctiounsaart a -weis ugeet, ouni wëllen - aus politesche Grënn - een eenzegt Regelwierk an der europäescher Gemeinschaft ze hunn.

Dofir ass de Choix op d'Reglement gefall, dat awer muss, well et de Memberstaten Optioune gëtt an op déi national Gesetzgebung verweist, ëmgesat ginn.

Et ass also falsch ze gleewen, datt d'Société européenne eng Gesellschaft wär, déi an alle Länner, an alle Memberstate vun der Unioun d'selwecht geregelt gëtt an no deeneselwechte Regele fonctionnéiert. Et gëtt esou vill Sociétés européennes wéi et Memberstaten an der Europäescher Unioun gëtt.

Firwat brauch een eng Société européenne, wann d'Regelen an de Memberstate verschidde kënne sinn? Firwat kann een et net bei deenen haut geleefege Gesellschaftsforme beloossen?

Ech wëll drun erënneren, Här President, datt nonobstant déi verschidde Gesetzgebungen iwwert d'Société européenne déi fundamental Charakteristike vun der Société européenne, op déi ech nach ganz kuerz duerno wäert zréckkommen, sech am Reglement ëremfannen, also uniform sinn an alle Länner.

Eng Gesellschaft huet eng Nationalitéit, wéi eng Privatpersoun souzesoen. No eise Regelen huet se d'Nationalitéit vun deem Land, wou hire Siège sech befënnt. Wann déi europäesch Regelen iwwert de Bannemaart an d'Schengener Verträg et erlaabt hunn, datt d'Gidder an d'Servicer grenziwwerschreidend kënnen ugebuede ginn an d'Privatpersoune vun enger gewësser Mobilitéit an der Europäescher Unioun kënne profitéieren, esou ass dat bei de Gesellschaften net ëmmer méiglech.

National Regelen iwwert den Transfert vun engem Siège social vun engem Land an en anert kënnen esou en Transfert onméiglech maachen. Dobäi kënnt, datt d'Strukturéieren oder d'Restrukturéiere vu Gesellschafte bannen engem Grupp duerch Contraintë vum nationale Gesellschaftsrecht kënne beeinträchtegt ginn.

Esou ass d'Finalitéit, déi vum Reglement gesicht gëtt, déi, déi banneneuropäesch Mobilitéit vu Gesellschaften duerch eng nei Gesellschaftsform, duerch d'Société européenne, ze verbesseren. Am éischte Considérant vum Reglement steet dës Zilsetzung kloer formuléiert: «Il est indispensable que les entreprises dont l'activité n'est pas limitée à la satisfaction de besoins purement locaux puissent concevoir et entreprendre la réorganisation de leurs activités au niveau communautaire.»

Et geet drëms, deen nationale juristesche Kader, vun deem d'Gesellschaften - och d'Société européenne - ofhänken a weider ofhänken, un dat wirtschaftlecht Ëmfeld, an deem se agéieren, unzepassen. Dofir ass dëse Projet de loi fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung, an dofir och ass de Lëtzebuerger Regime vun der Société européenne mat kloren, mä och flexibele Regele versinn.

Dat, wat also d'Société européenne kennzeechent, ass, datt se hire Siège vun engem Memberstat an deen anere verleeë kann. Dat kënnen zwar och aner Gesellschaftsformen, mä d'Uwennung vun nationale Regele kënnen d'Aktionären vun där Gesellschaft forcéieren, déi Gesellschaft an deem enge Stat ze liquidéieren, fir se duerno an engem anere Memberstat nei ze grënnen.

Dat kann, an Dir kënnt lech dat gutt virstellen, uerg negativ Konsequenzen hunn, besonnesch wat Verträg ugeet, déi mat där Gesellschaft ënnerschriwwe goufen an déi dann opgeléist ginn. Am Fall vum Transfert vum Siège vun enger europäescher Gesellschaft oder vun enger Société européenne bleift d'Personnalité juridique déiselwecht. Si brauch net liquidéiert respektiv frësch gegrënnt ze ginn.

Natierlech muss awer do eng Prozedur respektéiert ginn. E Projet de transfert muss opgesat ginn, deen och muss am Mémorial publizéiert ginn, an d'Créancierë kënne sech, wann et muss sinn, iwwer Geriicht schützen. Wat mer awer net vum Reglement iwwerholl hunn, wat d'Reglement awer och zougelooss huet, war d'Regel, dass de Justizminister en Oppositiounsrecht hätt, wann d'Aktionären den Transfert vun esou engem Siège décidéiert hunn. Am Projet de loi stoung, datt de Justizminister «pour des raisons d'intérêt public» sech dem Transfert vum Siège vun enger Société européenne opposéiere kéint.

D'Kommissioun, an dat wéi bei alle Punkten hei an dësem Projet de loi unanime, huet déi kritesch Reflexioune vum Statsrot zu dësem Oppositiounsrecht gedeelt. Et geet hei ëm en Transfert, dee prozedurkonform vun den Aktionäre beschloss gouf, an dat zu enger Majoritéit, déi op d'mannst vun zwee Drëttel vun den Aktionäre gestallt gëtt. D'Statute kënnen eng méi héich Majoritéit virgesinn. An dann hätt de Justizminister déi Entscheedung vun den Aktionären, vun enger grousser Majoritéit vun den Aktionären, kënne blockéieren, an d'Verwaltungsgeriichter hätten da gesot oder d'Kompetenz kritt fir ze iwwerpréiwen, ob de Justizminister och «pour des raisons d'intérêt public» gehandelt hätt.

De Statsrot huet dozou bemierkt, datt d'Opportunitéit an d'Effikassitéit vun deem Oppositiounsrecht kéint a Fro gestallt ginn. Och wann de Statsrot vun «intérêt national» an net vun «intérêt public» geschwat huet, kann ee sech awer froe mam Statsrot, wat dee Konzept vun Intérêt public beinhalt. Zemools wou deen Intérêt public, wat dat och ëmmer heescht, muss a Verbindung bruecht gi mat der Société européenne respektiv mam Transfert vun hirem Siège. D'Geriichter hätten do misse fir Kloerheet suergen, wat net am Sënn ass vun enger Sécurité juridique, déi mer an dëser Matière brauchen.

Dobäi muss een och d'Effikassitéit vun deem Oppositiounsrecht a Fro stellen. Wat geschitt wann an enger Gesellschaft eng Décisioun, déi vun zwee Drëttel op d'mannst vun den Aktionäre geholl gëtt, vun engem Minister «pour des raisons d'intérêt public» blockéiert gëtt? D'Société européenne gëtt dann net attraktiv, an dobäi gesot, wann der Société européenne duerch dës Oppositioun e Schued géif zougefügt ginn, da wär och de Stat dofir responsabel. Aus deene Grënn huet d'Commission juridique unanime beschloss, d'Oppositiounsrecht aus dësem Projet erauszehuelen.

Här President, d'Mobilitéit vun enger Société européenne…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Däerf ech dem Rapporteur eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. A wellechem Cas de figure kann déi Oppositioun iwwerhaapt spillen? Ech hu mat groussem Intérêt dem Rapporteur nogelauschtert, mä hunn net erausfonnt, wat kënnt deen Intérêt national oder deen Intérêt public sinn.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Mir och net.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et muss jo eng konkret Virstellung ginn. Ech sinn net Spriecher fir dëse Projet, mä da sinn ech frou wann de Minister kënnt dorobber äntwerten, ob hien ons e konkret Beispill kéint ginn, a wellechem Fall hie sech hätt kënne virstellen, wou de Justizminister hätt kënnen Oppositioun maachen.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ech kann lech vläicht ee Beispill gi wat mer direkt afält, dat ass en Transfert vun engem Siège vun enger Gesellschaft, déi am Waffegeschäft täteg ass, oder - wéi a Frankräich oder an Däitschland oder an England - Gesellschaften, déi an der militärescher Industrie aktiv sinn. Do kann ech ee Beispill ginn, wat hei zu Lëtzebuerg net esou transposabel ass, mä dat do kënnt erëm zréck op de Problem „Wat ass en Intérêt public?". Ass dat wéinst der Gesellschaft oder ass dat wéinst dem Transfert?

An dann hätte missen d'Geriichter décidéieren, ob d'Aktionäre mat enger Zweedrëttelmajoritéit d'Recht gehat hätten, hir Décisioun ze huelen. An do on n'est pas sorti de l'auberge. Op d'mannst zu Lëtzebuerg.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, d'Mobilitéit vun enger Société européenne also ass hiren éischten a wichtegste Grondzuch. Ech wéilt elo kuerz op déi aner Charakteristiken zréckkommen.

D'Société européenne ass eng Kapitalgesellschaft, där hire Sëtz an engem Memberstat vun der Europäescher Unioun muss sinn. De Siège vun enger Société européenne gëtt no deene Regelen, déi mir och zu Lëtzebuerg kennen, wéi déi Lëtzebuerger Gesellschaftsformen, festgeluecht. Dat heescht, de Siège ass do wou en fait d'Décisiounen, d'Entscheedunge vun der Gesellschaft geholl ginn.

D'Kapital vun enger Société européenne muss an Euro ausgedréckt ginn, an d'Mindestkapital läit bei 120.000 Euro. A bestëmmte Secteuren, wéi zum Beispill am Banken- oder Assurancësecteur, kann iwwert d'national Gesetzgebung, wat och fir déi aner Gesellschaftsformen de Fall ass, méi en héicht Mindestkapital virgesi ginn.

Eng Société européenne kann nëmmen een Aktionär hunn.

Contrairement zu enger Société anonyme, déi vum Dag u besteet wou den Akt vum Notaire gemaach ass, d'Statute vum Notaire aktéiert ginn, besteet d'Société européenne eréischt vun deem Dag u wou se an den Handelsregister immatrikuléiert gouf. Dëst Androen an den Handelsregister ass och fir eng Lëtzebuerger Société anonyme oder eng Société à responsabilité limitée noutwendeg, mä hei handelt et sech ëm eng administrativ Prozedur. Bei der Société européenne ass dat de Grënnungsakt. Vun deem Dag u besteet se.

Eng Société européenne kann nëmmen a véier Fäll gegrënnt ginn, an an all deene Fäll muss eng europäesch Dimensioun bestoen. Dës véier Fäll sinn déi heiten:

Eng Société européenne kann duerch eng Fusioun gegrënnt ginn. Dat heescht, eng Gesellschaft aus engem Memberstat A an eng Gesellschaft aus engem Memberstat B fusionéieren, an déi Gesellschaft, déi aus där Fusioun ervirgeet, ass d'Société européenne.

Zweetens ka gegrënnt ginn duerch d'Grënnung vun enger Holdingsgesellschaft. Zwou Gesellschaften aus zwee verschiddene Memberstate soen hire respektiven Aktionären, si sollen eng Holdingsgesellschaft grënnen, an déi zwou Gesellschaften, déi déi Grënnung do promouvéiert hunn, ginn dann d'Filial vun där Société européenne holding.

Drëttens, duerch d'Grënnung vun enger gemeinsamer Filial, déi dann eng Société européenne ass,

a véiertens, duerch d'Transformatioun vun enger Société anonyme. Esou eng Société anonyme ka sech zu enger Société européenne transforméieren. Eng Société européenne kann och zu enger Société anonyme transforméiert ginn.

An all deene Fäll muss e grenziwwerschreidende Charakterelement do sinn, an nëmmen an deene Fäll kann eng Société européenne gegrënnt ginn, no enger gewëssener Prozedur, déi Der kënnt am Rapport an am Projet de loi noliesen.

Här President, wéi gëtt eng Société européenne géréiert? Eng Société

anonyme gëtt, wéi Der wësst, vun engem Verwaltungsrot geleet. Dëse System kann och op eng Société européenne ëmgesat ginn. Hei änneren d'Regelen, wéi se am Reglement virgesi sinn, net vill.

Mä et kann een och eng aner Gestioun, Verwaltungsstruktur fir eng Société européenne virgesinn. Nom däitsche Virbild kann eng Société européenne duerch zwee verschidden Organer geleet ginn, e Conseil de surveillance - Aufsichtsrat op Däitsch - an en Directoire. Den Directoire ass zoustänneg fir déi effektiv Gestioun, Verwaltung vun der Gesellschaft, an de Conseil de surveillance kontrolléiert dës Gestioun ouni sech kënnen an dës Gestioun anzemëschen. Den Directoire agéiert also sous le contrôle permanent du Conseil de surveillance.

D'Membere vum Conseil de surveillance gi vun den Aktionären oder dem Aktionär bestëmmt oder révoquéiert, an déi vum Directoire entweder vum Conseil de surveillance oder, wann d'Statuten et erlaben, direkt vun den Aktionären.

Et gëtt kee vun deenen zwee Systemer duerch Verwaltungsrot oder duerch Directoire a Conseil de surveillance weder privilegéiert nach benodeelegt. Et kann een also deen ee System huelen oder deen aneren, oder vun deem engen op deen aneren iwwergoen, ouni dass dee Choix sech negativ op d'Gesellschaft auswierkt.

De Projet de loi huet d'Méiglechkeet, och dësen duale System, Directoire a Conseil de surveillance, net nëmme fir d'Société européenne, mä och fir d'Société anonyme virzegesinn.

De Projet de loi gesäit och verschidde Regele vir no deenen d'Verwaltungsorganer funktionéiere sollen. Et sinn hei déiselwecht Regele virgesi fir eng Société européenne wéi fir eng Société anonyme, mat enger Ausnahm: De Verwaltungsrot oder den Directoire vun enger Société européenne, an nëmme vun enger Société européenne, muss an enger vun de Statute festgehalener Periodizitéit op d'mannst all drëtte Mount zesummekommen. Bei enger Société anonyme ass et den Organer an hire Memberen iwwerlooss, wéi dacks se zesummekomme mussen oder wëllen.

Déi aner Regelen, déi ee Gouvernance d'entreprise nennt oder „corporate governance", kann ee wéi folgt résuméieren:

D'Diskretiounsflicht, déi schonn haut de Membere vun engem Verwaltungsrot operluecht ass, gëtt gesetzlech verankert an op d'Membere vum Directoire respektiv vum Conseil de surveillance ausgedehnt. Hei ännert sech also um heitege Regime net vill.

Zweetens, eng Personne morale, z.B. eng Gesellschaft, ka Member vun engem Verwaltungsorgan vun enger Société européenne oder enger Société anonyme ginn. Och hei näischt Neies, ausser dass dës Personne morale muss e Représentant permanent, also e stännege Vertrieder ernennen.

Drëttens, déi wäiss oder ongülteg Stëmmen zielen zu deenen, déi géint d'Propositioun gestëmmt hunn. Eng Décisioun kann also nëmme geholl ginn, wann eng Majoritéit, déi an de Statuten oder am Gesetz festgeluecht ass, fir e Virschlag ass.

Véiertens, eng Réunioun um Niveau vun de Verwaltungsorganer wéi um Niveau vun den Aktionäre kann och iwwer Videokonferenz oder aner Telekommunikatiounsmëttel ofgehale ginn. Eng nächst Etapp wäert dann och de Vote électronique sinn, wou déi Europäesch Kommissioun am Januar 2006 eng entspriechend Proposition de directive presentéiert huet.

Fënneften a leschte Punkt, d'Aktionären, déi op d'mannst 10% vum Kapital representéieren - haut sinn et 20% -, kënnen dem Verwaltungsorgan virschloe fir eng Assemblée générale anzeberuffen. Déi Assemblée muss bannen engem Mount zesummekommen. Och kënnen déi Aktionären, déi op d'mannst 10% vum Kapital representéieren, froen, datt en zousätzleche Punkt um Ordre du jour vun enger Assemblée ka bäigefügt ginn.

D'Commission juridique huet eng Neierung, déi am initiale Projet de loi stoung, net iwwerholl. Rieds geet ëm d'Méiglechkeet, datt eng Statutenännerung net wéi bis elo mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel, mä mat just enger einfacher Majoritéit kéint beschloss ginn. Hei hu mer eis de Reflexioune vun der Chambre de Commerce an dem Statsrot ugeschloss. Et misst een - wéi dat och bei anere Projet-de-loien hei zur Sprooch koum - sech méi generell Gedanke maache wéi et ëm de Schutz vu Mannerheetsaktionäre bei Gesellschaftsstrukture steet.

Här President, déi puer Wierder zur Société européenne hu gewisen, datt de Regime vun der Société européenne, besonnesch wat hir Verwaltung ugeet, sech enk un dee vun der Société anonyme ulehnt. An dësem Gesetzprojet ginn och nach verschidden Neiheeten, Regele vun der Société européenne op d'Société anonyme iwwerholl. Dat si besonnesch d'Méiglechkeete fir en Directoire an e Conseil de surveillance amplaz vun engem Verwaltungsrot virzegesinn, d'Regele vun der Gouvernance d'entreprise an d'Méiglechkeet, fir eng Société anonyme mat nëmmen engem Aktionär, amplaz zwee wéi bis elo, ze hunn. Dofir hunn och misse sëlleche Gesetzer, déi och am Titel vun deem Gesetzesvirschlag opgelëscht sinn, geännert ginn.

An ech wéilt lech drop opmierksam maachen, datt am aachte Punkt d'Referenz vum Gesetz vum 8. Juni 1999 créant les fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable et d'association d'épargne-pension, falsch ass, an datt eng Referenz op d'Gesetz vum 13. Juli 2005 huet misse gemaach ginn. Dat kënnt an engem Corrigendum nach kuerz eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wéilt ech nach kuerz op déi zwee Kritikpunkte vum Statsrot zréckkommen. De Statsrot huet dëse Projet de loi kritiséiert, well e keng eege Sektioun am Gesetz vum 10. August 1915 virgesinn hätt, déi sech exklusiv mat der Société européenne befaasst hätt. D'Regelen, déi sech och op d'Société européenne uwennen, sinn an déi vun der Société anonyme agebaut ginn; et kéint ee bal soe verstreet ginn.

Et ass wouer, datt den Text vum Projet de loi net grad lieserlech ausgesäit. Mä de koordinéierten Text vum Gesetz vun 1915, deen d'Regierung och regelméisseg publizéiert, bréngt méi Duerchsiicht an dëser awer technescher Matière. Ech muss Iech awer och soen, wann ech de Choix gehat hätt zwëschent där enger oder där anerer Méiglechkeet, dann hätt ech eng eege Sektioun virgesinn. Mä et muss een heiansdo mat deene Meedercher danzen, déi do sinn.

Et ass och net esou wéi dat de Statsrot bemängelt huet, datt een duerch déi Struktur vum Projet de loi d'Iwwersiicht géing verléieren an dat d'Adaptatioun vun eisem Gesellschaftsrecht un déi europäesch Entwécklung géif méi schwéier maachen. D'Gesellschaftsrecht, als wichtege Standuertfacteur, muss permanent un d'Entwécklung um europäeschen Niveau, mä och par rapport zu eisen Nopeschlänner ugepasst ginn. D'Struktur vun dësem Projet de loi wäert do net am Wee stoen oder dat méi schwéier maachen.

De Statsrot huet och eng Opposition formelle gemaach, wat de Regime vum Représentant permanent vun enger Personne morale an engem Verwaltungsorgan vun enger Société anonyme oder Société européenne ugeet. Hei géif dëse Vertrieder, seet de Statsrot a sengem éischten Avis, anescht behandelt gi wéi de Vertrieder, dee vum Stat oder enger Personne morale de droit public dohinner delegéiert gëtt an deem säi Regime am Gesetz vum 25. Juli 1990 festgeluecht ass. «À défaut d'explications convaincantes», schreift de Statsrot, huet hie sech dofir formell géint déi Bestëmmung zur ziviler Responsabilitéit vun deem Représentant permanent ausgedréckt.

Mir hunn dem Statsrot erklärt - an den Detail vun där Erklärung kënnt Der an eisen Amendementer erëmfannen -, datt mer hei keng Différence de traitement maachen, mä mer versichen d'Regele vum Secteur privé, dat heescht, d'Regelen, déi am Gesetz vun 1915 stinn, dat elo heiduerch geännert gëtt, an d'Regelen aus dem Secteur privé, déi am Gesetz vum 25. Juli 1990 stinn, ze équilibréieren, Compte tenu des spécificités des secteurs respectifs.

De Statsrot schéngt dës Erklärung och akzeptéiert ze hunn, well en a sengem Avis complémentaire seng Opposition formelle net réitéréiert huet a just gesot huet: Jo, elo ginn et awer zwee Regimer: d'Gesellschaftsrecht fir déi eng, den Artikel 51bis, an d'Gesetz vun 1990 fir déi aner. Wat och stëmmt, mä et ass keng Différence de traitement do.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi technesch Detailer vun dësem Projet, déi awer och net onwesentlech sinn, ass dëse Projet - an d'Société européenne, déi domadder gesetzlech verankert gëtt - eng wesentlech Reform vun eisem Gesellschaftsrecht. Et gi weider zwou, dräi Reforme vun eisem Gesellschaftsrecht, déi nach dëst Joer op eis wäerten duerkommen. An der Kommissioun schaffe mer äerdeg dorunner.

Et geet drëm d'Gesetz vum 10. August 1915 iwwert déi kommerziell Gesellschaften ze adaptéieren, fir datt déi, déi dëst Gesetz uwennen, oder unzewennen hunn, e flexibele Kader kréien, fir datt d'lëtzebuergesch Gesellschaften den Usprëch vun der Praxis och am internationale Verglach gerecht ginn an den Evolutiounen um nationalen an internationale Parquet kënne Rechnung droen.

Et geet och hei bei dësem Projet de loi drëm fir Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert ze stäerken. Dëse Projet spillt an där Hisiicht eng wichteg Roll. Net nëmme gëtt eng nei Form vu Gesellschaft an eis national Gesetzgebung agefouert, mä och op verschiddenen, awer net - wéi ech scho gesot hunn - onwesentleche Punkten, ginn d'Regelen, déi sech op déi haut bestoend Gesellschaftsformen an notamment d'Sociétés anonymes applizéieren, moderniséiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schlussendlech wéilt ech alle Membere vun der Kommissioun an alle Mataarbechter vum Justizministère fir hir Mataarbecht an heiansdo och hir Gedold Merci soen. De schréftleche Rapport gouf wéi d'Amendementen unanime vun der Kommissioun virun enger Woch ugeholl. D'CSV-Fraktioun wäert dëse Projet de loi matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren an Är Gedold. Elo kënnt Der och eng Kéier soen: Endlech ass e fäerdeg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch!

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir hutt gesot et wär e komplizéierte Projet. Dat ass en och. Et ass e wichtege Projet.

Ech wéilt dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi formidabel Aarbecht, déi hien an deem Zesummenhang hei gemaach huet. Ech hätt mer kee bessere Rapporteur bei dësem Projet kënne virstelle wéi een, dee wéi de Patrick Santer déi Experienz huet am Gesellschaftsrecht an am europäesche Recht. An ech géing als „footnote" vläicht derbäisoen, dass eng ganz Partie Membere vun der Kommissioun ganz frou ware wéi hie gesot huet, hie géing dee Rapport maachen.

Här President, mir si mat dem Rapport a mam proposéierten Text vun dësem Gesetz d'accord. Ech menge gëschter, am Zesummenhang mam Gesetz iwwert d'Sécurité des produits, huet de Minister gesot, d'Parlament wär wierklech bei där Diskussioun sengem Rôle voll a ganz gerecht ginn, well et hätt den Text wesentlech op enger Partie Punkten ofgeännert a verbessert. An ech mengen, dat kann een och bei dësem Gesetz soen.

D'Commission juridique an de Rapporteur hu sech et net liicht gemaach. An ech mengen, wann dat Gesetz, wat elo hei virläit, ka vun ons alleguerte matgedroe ginn, dann ass et och, well am Laf vun den Diskussiounen eng Partie Problemer konnte geléist ginn.

Ech ginn net op all déi Punkten an, déi de Rapporteur erwähnt huet. Ganz besonnesch säi schréftleche Rapport deckt alles ganz genee of: d'Genèse um europäesche Plang, d'Diskussioun vun den Artikelen, d'Commentairë vun den Artikelen, eng fouilléiert Analys vum Text.

Ech géing vläicht nëmmen eng oder zwou Remarquë maachen. Déi eng huet mam Artikel 51bis ze dinn, wou de Rapporteur jo och drop higewisen huet, dass eng Opposition formelle vum Conseil d'État virlouch, dass mer du probéiert hunn där an engem gewëssene Sënn Rechnung ze droen, mä besonnesch de Conseil d'État ze iwwerzeegen, datt se géigestandslos war. Elo ass dee Punkt jo an der Rei.

Nach wéilt ech bei dëser Geleeënheet d'Fro opwerfen, ob et net opportun wär, Här Minister, d'Dispositioune vum Gesetz vum 25. Juli 1990 iwwert de Statut des administrateurs représentant l'État erëm eng Kéier op de Leescht ze huelen. Ech mengen en Deel vun de Problemer, déi de Conseil d'État gesinn huet, hunn domadder ze dinn.

Ech hunn och keng perfekt Léisung, keng ideal Léisung hei ze proposéieren, mä ech mengen deen Text ass elo 16 Joer al, et kéint een e réexaminéieren a kucken, ob een do vläicht eng Partie vun deene Problemer, déi sech stellen, géif kënne léisen.

Déi zweet Remarque, Här President, dat ass, dass dat hei, an onsen Aen, en Deel ass vun enger Trilogie. Dat eent, wat mer elo stëmmen, ass dëst Gesetz, wat d'Transpositioun vum Reglement iwwert d'Société européenne virgesäit.

Deen zweete Volet, Här President, dat ass dat nächst Gesetz wat mer um Ordre du jour hunn iwwert d'Implication des travailleurs. A wann Der géift erlaben, Här President, géif ech dozou e puer Wuert soen an den Accord vu menger Fraktioun och zu deem Projet bréngen; da bräichte mer zu dësem Punkt net méi Stellung ze huelen.

Déi zwou Saache gi mateneen. De Rapporteur selwer huet jo drop higewisen. Mir hätten, ech menge wéi vill anerer, et vläicht léiwer gesinn, dass een hätt kënnen en eenheetleche legislative Kader an der ganzer EU schafen, mä mir kennen awer och d'Ursaache wuerfir dat net méiglech war, an dofir wäerte mer dee Projet, deen onsen nächste Punkt um Ordre du jour ass, also och matstëmmen.

Den drëtte Volet a mengen Aen ass natierlech de fiskalesche Volet. De Sënn vun dësem Gesetz, esou wéi mir et gesinn, ass e Kader ze schafen, deen et erméiglecht d'Grënnung vu Sociétés européennes hei zu Lëtzebuerg ze favoriséieren an eng Partie Sociétés européennes dozou ze bréngen, sech zu Lëtzebuerg ze etabléieren.

Wa mer dat awer wierklech wëllen erreechen, da musse mer och de fiskale Kader kucken an an deem Zesummenhang wëll ech eng Fro opwerfen - de Minister weess scho wat fir eng Fro ech hei opwerfen -, an dat ass déi vun der Abolitioun vum Droit d'apport; en Droit d'apport, dee mir nach hunn, während aner Länner dee scho ganz laang ofgeschaf hunn.

Dat gehéiert net direkt zu dëser Diskussioun, mä ech mengen dat ass awer och eng Fro, déi ee sech an dësem Zesummenhang stelle muss.

Mat deenen zwou, dräi Froen, Här President, wëll ech nach eng Kéier widderhuelen, dass ons Fraktioun dëse Projet stëmme wäert, esou wéi deen nächsten op onsem Ordre du jour.

Ech soen och do dem Rapporteur vun deem Projet villmools Merci, well wann ech dat elo net géing maachen, da géing dat vergiess ginn, an dat wär net gutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro agedroen.

(Interruptions)

Pardon, ech war schonn e Schratt méi wäit. Et ass den honorabelen Här Klein.

Une voix.- Merci, Här President!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei wierklech bei engem ganz komplexen Text, an duerfir géif ech och ganz besonnesch dem Rapporteur Merci soen, dee Spezialist, deen Expert ass an dëser Matière, fir säin detailléierten a gudde Bericht.

(Interruption)

M. le Président.- Jo. Här Klein, et schéngt eppes mat der Anlag ze sinn. Dir musst e bësse méi haart schwätzen.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären,…

Plusieurs voix.- Aaahhhh!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Nach eng Kéier, Här Rapporteur, Merci fir Äre Bericht!

D'Société Européenne, kuerz SE genannt, baséiert op zwee Texter. Éischtens op de Règlement communautaire vum 8. Oktober 2001, deen d'Regele vum Gesellschaftsrecht festleet, deen op d'Sociétés européennes uwendbar ass an deen an dësem Projet de loi behandelt gëtt; mä zweetens och op d'Direktiv 2001/86/CE, déi d'Auswierkungen op d'Arbeitnehmer regelt an op déi ech herno kuerz ze schwätze kommen.

De Rapporteur huet de Projet de loi ausféierlech presentéiert a kommentéiert. Duerfir wéilt ech mech drop beschränken, e puer Eckdate vun dësem Projet, bezéiungsweis vun der Société européenne ze ënnersträichen an dann eng Rei méi generell Bemierkungen zur Wichtegkeet, mä och zu den Erausfuerderunge vun dësem Projet fir eis Wirtschaft ze maachen.

Fir d'alleréischt misst een nach eng Kéier drun erënneren, dass eng

Société européenne net vu vireran als solch ka geschafe ginn. Et gi véier verschidde Prozeduren, an de Rapporteur huet se däitlech opgezeechent. Doraus ergëtt sech, datt als Éischt eng europäesch Dimensioun muss do sinn, éier eng europäesch Gesellschaft gegrënnt gi kann.

An dat bréngt eis zum nächste Punkt, an zwar zu de Virdeeler, déi eng SE mat sech bréngt.

D'Adoptioun vum Statut vun enger Société européenne erlaabt Gesellschaften, déi a méi wéi engem Memberstat etabléiert sinn, ze fusionéieren an op dem gesamten Territoire vun der EU ze operéieren op Basis vun engem eenzegen Ensembel vu Regelen a mat engem unifizéierte Gestiounssystem.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dës Gesellschaften, déi a verschiddene Länner operéieren, mussen also net méi iwwert de Wee vun engem komplexe Réseau vu Filiale fueren. E Réseau, deen administrativ schwéierfälleg ass, vu dass am Normalfall déi verschidde Filialen den nationale Législatioune vum jeeweilege Land ënnerstinn; an doduerch gëtt dee Réseau och deier.

De Groupe consultatif sur la compétitivité, deen d'Stats- an d'Regierungschefen 1995 an d'Liewe geruff haten, huet geschat, dass duerch de Statut vun der SE bis zu 30 Milliarden Euro administrativ Fraisë pro Joer kéinten agespuert ginn.

Dank hirem Statut kann nämlech eng SE, déi an engem Memberstat A immatrikuléiert ass, hire Siège statutaire an e Memberstat B transféréieren, ouni, wéi dat bis elo üblech war, fir d'éischt am Memberstat A eng Dissolutioun virzehuelen, fir dann am Memberstat B eng nei Entreprise ze grënnen.

Fir déi grouss europäesch Projeten, wéi zum Beispill déi transeuropäesch Energie- an Transportréseauen, heescht dat, dass eng SE méi liicht private Risikokapital unzéie kann, wéi wann eng ganz Rëtsch vun nationale Gesellschaften, déi all deene jeeweilegen nationale Législatiounen ënnerstinn, sech eenzel un de Marché géife wende fir Kapital ze fannen.

An dësem Zesummenhang kann ee vläicht och drun erënneren, dass dat europäescht Reglement a senger jëtzeger Ausriichtung festhält, dass de Siège statutaire vun enger Société européenne do ass, wou och seng Administration centrale ass; wat net verhënnert, dass de Siège statutaire an d'Administration centrale sech op zwou verschiddene Plazen innerhalb vun engem Memberstat befannen.

D'Reglement huet also en faveur vum Siège social reell tranchéiert. Dat kéint sech allerdéngs an Zukunft änneren. D'Reglement gesäit nämlech vir, dass d'Kommissioun bis 2009 e Bericht iwwert d'Applicatioun vum Reglement virleeë soll, an dass an deem Kontext notamment gekuckt soll ginn, ob et sech ubitt enger Société européenne d'Méiglechkeet ze ginn, hir Administration centrale an hire Siège social an zwee verschiddene Länner ze hunn. Dat heescht, a Richtung Incorporatioun ze goen. An dësem Fall behält d'Gesellschaft d'Nationalitéit vun deem Stat, wou se konstituéiert ginn ass, egal wou hir Aktivitéit duerno effektiv stattfënnt.

Wann dat antriede sollt, misst ee sech en tout état de cause iwwerleeën, ob een net och zu Lëtzebuerg dee Wee misst aschloen.

Dëse Projet de loi féiert awer elo schonn zwou gréisser Modifikatiounen an eist nationaalt Gesellschaftsrecht an.

Éischtens kënnen anonym Gesellschaften, déi nom lëtzebuergesche Recht fonctionnéieren an ënner engem Régime moniste konstituéiert gi sinn, an Zukunft fir de Régime dualiste de gestion optéieren.

Als Rappel: De Système moniste gesäit just e Conseil d'administration vir, während de Système dualiste mat zwee Gremië fonctionnéiert; engem Organe de direction, dat fir d'Gestioun vun der Firma responsabel ass, an engem Organe de surveillance, dat d'Membere vum Directoire nennt an dat säin Accord muss gi fir Operatioune wéi Investissementer, Akeef oder Verkeef, déi e bestëmmte Sockel dépasséieren.

Déi zweet gréisser Innovatioun, déi agefouert ginn ass, ass déi vun der Société anonyme unipersonnelle, dat heescht d'Méiglechkeet fir eng anonym Gesellschaft just een eenzegen Aktionär ze hunn.

Béid Verännerunge sinn iwwregens vun der Chambre de Commerce begréisst ginn, well se der Realitéit um Terrain Rechnung droen an hir domadder eng Base légale ginn.

Elo zur Approche. De Statsrot huet jo de Choix kritiséiert d'Décisiounen, déi d'SE betreffen, an déi eenzel Dispositioune vun der Société anonyme anzebauen, anstatt déi spezifesch Texter an enger separater Sektioun ze regruppéieren. Dës Kritik war motivéiert duerch d'Suerg, dass déi national Texter vun elo u konstant der Evolutioun vun der europäescher Législatioun ugepasst misste ginn.

D'Kommissioun huet awer zu Recht décidéiert, d'Struktur vum Gesetzesprojet bäizebehalen. Wann ee bedenkt, wéi wichteg dass d'Gesellschaftsrecht fir eist wirtschaftlecht Ëmfeld ass, ass et nämlech souwisou ubruecht, fir eisen Arsenal législatif systematesch den Entwécklungen um europäesche Plang unzepasse respektiv - do wou et méiglech ass - dësen Evolutioune souguer virzegräifen. Dat huet et eisem Land an der Vergaangenheet erméiglecht sech ze profiléieren - Beispill: d'Législatioun am Beräich Investmentfongen -, an et gëtt an Zukunft mat den Harmoniséierungsbestriewungen um europäeschen Niveau nach vill méi wichteg d'Nues vir ze hunn.

An dat bréngt mech zur Bedeitung vum Zesummespill tëschent europäeschen Dispositiounen an nationaler Législatioun am Kader vun der Société européenne.

Wéi Der wësst gläicht d'Forme juridique vun der SE an dësem Stadium méi engem Chantier wéi engem fäerdege Produkt. Déi Dispositioune vum Reglement, déi mir haut hei an eis Gesetzgebung afügen, decken net alles of. À titre subsidiaire gëtt eng SE, also och vum nationale Recht hier, aus deem Stat an deem se hire Siège effectif huet regéiert. Dozou gehéieren ënner anerem eng ganz Rei Dispositiounen, déi fir déi national SAen uwendbar sinn.

De Rapport vun eiser Kommissioun ënnersträicht also richtegerweis, dass et net eng eenzeg Société européenne gëtt, mä 25 verschidden Zorte vun nationalen SEen.

Dat heescht dann och, dass beim Choix vun enger Implantatioun ganz genee gekuckt gëtt, wéi eng Vir- an Nodeeler all eenzelne Memberstat um legislative Plang bitt, fir Chancen ze notzen, déi sech aus dësen Ënnerscheeder erginn.

An dësem Kontext huet d'Chambre de Commerce an hirem Avis zu Recht drop higewisen, dass et extrem wichteg ass och um fiskalesche Plang en Ëmfeld ze schafen, dat d'Implantatioune vun internationale Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg favoriséiert.

Mä d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun engem Wirtschaftsstanduert beschränke sech net nëmmen op dat juristescht a fiskalescht Ëmfeld. Wéi schonn éineschters ugedeit, sinn d'Harmoniséierungsbestriewungen um europäesche Plang grouss an agefouert Avantagen, notamment am fiskalesche Beräich, si meeschtens vu kuerzer Dauer. Dofir muss och de Rescht stëmmen, vun den administrativen Démarchen a Käschte bis hin zur Transport- a Kommunikatiounsinfrastruktur, vun der Qualifikatioun vun de Leit um Aarbechtsmaart bis hin zur Kultur- a Fräizäitoffer. An dat gëllt net nëmme fir d'SEen, mä am Allgemenge fir de Wuesstem vun eisem Land duerch eng Politique de diversification économique ze assuréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dëser Deeg reagéieren hei zu Lëtzebuerg d'Leit e bëssen allergesch op Wierder wéi „Fusioun" an „Iwwernahmen". Mä mer dierfen eis näischt virmaachen: Grouss Betriber, déi iwwerliewe wëllen, ginn Alliancë mat aneren an, kafen op oder fusionéieren. Et ass och kloer, dass an dësem Zesummenhang d'Politik respektiv d'Regierunge wuel matschwätze kënnen, mä a leschter Instanz d'Aktionären décidéiere wat wou ze geschéien huet.

Dat heescht awer net, dass mir esou Operatioune fäerte sollen. Lëtzebuerg huet an deene vergaangene Jore vill vun der Délocalisatioun profitéiert, well et duerch en attraktiivt Ëmfeld Betriber konnt unzéien oder hei behalen; Betriber a Filialen, déi dem Land eng héich Valeur ajoutée bruecht hunn an et domadder attraktiv gemaach hunn, fir weider Aktivitéiten unzezéien. Dovunner témoignéiert zum Beispill déi rezent Décisioun vun Delphi, seng Fuerschungsaktivitéit net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ze behalen, mä och nach auszebauen.

Europäesch Fusioune kënne geneesou eng Chance ubidden. Als LSAP hu mir dofir och an eisem Wahlprogramm 2004 festgehale gehat, dass eist Land en avantagéise Kader bräicht, deen et interessant mécht fir transnational Gesellschaften hir Geschäfter vu Lëtzebuerg aus ze steieren. An et ass d'Roll vun der Politik dofir ze suergen, dass dës Efforten net op Käschte vun den Arbeitnehmer geschéien, dass d'Interessie vun den Aarbechter an d'Matsproocherecht vun de Gewerkschaften assuréiert bleiwen. An ech mengen, dass dat eis am Kader vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 2001/86, déi d'Auswierkunge fir d'Arbeitnehmer am Kontext vun der SE regelt, och gelongen ass.

Ouni wëllen dem Rapport an de Rieden an dësem Beräich virzegräifen, wëll ech hei ënnersträichen, dass déi zoustänneg Chamberskommissioun op d'Virschléi vun de professionelle Chamberen a vum Statsrot agaangen ass an eng Rei Amendementen ugeholl huet, déi d'Rechter vun de Salariéen am Kader vun der Constitutioun vun enger Société européenne festegt.

Aus all dëse Grënn, géing ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zum proposéierte Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hale mech ganz kuerz, well den Här Santer huet a sengem Rapport wierklech alles gesot. Ech wëll him och gären net nëmme Merci soen, mä him och félicitéieren, well ouni d'Aarbecht vum Här Santer an och säi perséinlecht Wëssen, wär et an der Kommissioun ganz schwiereg gewiescht iwwerhaapt eng Diskussioun op dee Projet ze kréien. Neen, et muss ee soe wéi et ass, do souze vill Leit beienaner an et waren…

(Interruption)

Neen, dat ass einfach esou an all déi, déi an där Kommissioun Member sinn, däerften dat fairerweis zouginn, dass dem Här Santer säi perséinlecht Fachwëssen iwwerhaapt en Ufank vun enger Diskussioun méiglech gemaach huet, well mer alleguer relativ néophyte an där Matière sinn. An dofir huet et, mengen ech, och kee Sënn, dass mer nach eng Kéier alles paraphraséiere wat am Gesetz steet. Mir bréngen einfach eis Zoustëmmung a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet elo den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wëll mech deene Félicitatiounen un de Rapporteur, den Här Santer, uschléissen. Als President, mä och als Rapporteur hat hien hei eng ganz schwéier Missioun, fir e ganz komplizéierten Text an all déi eenzel Amendementer ze erklären, an d'Diskussiounen ze féieren. An ech wëll him wierklech félicitéiere fir déi excellent Aarbecht a säin excellente schrëftleche mä och mëndleche Bericht.

Nach bleift e klenge Problem, deen awer muss diskutéiert ginn, an dat ass, wann een eng Société européenne schaaft, dann ass et natierlech esou, datt een hofft, datt déi Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, an déi och dee Wee wéilte goen, dann och hei zu Lëtzebuerg hire Siège behalen an deen net an d'Ausland verleeën. Et kann een natierlech och hoffen, datt ee vum Ausland e puer Entreprisen op Lëtzebuerg kritt. Dofir ass et awer wichteg, datt déi steierlech Dimensioune vun esou enger Société européenne kloer duergeluecht ginn.

Ee vun de Problemer ass dee vum Droit d'apport, an do wier d'Regierung gutt berode fir deen ze analyséieren. Mä et ass awer och richteg, datt d'Regierung sollt higoen an eng Kéier der Steierverwaltung soen, si soll eng Modelldiskussioun féieren, fir ze kucke wat d'Effeten au niveau fiscal wieren a wat d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an dësem Kontext kënnt sinn, wann een esou eng fiktiv Besteierung kënnt duerchféieren a kucke wou d'Intérête vu Lëtzebuerg kënnte sinn.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Nom Här Henckes kënnt dann elo den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, Merci, Här President.

Also vun deem gudde Rapport a vun där grousser Euphorie do, déi heibannen herrscht, vis-à-vis zu deem Projet kann ech mech nëmme matrappe loossen a wäert en och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géif och gären dem honorabelen Här Santer Merci soe fir déi gutt a vill Aarbecht, déi hien zesumme mat de Kolleegen an der juristescher Kommissioun gemaach huet. Dat hei ass sécherlech e wichtege Projet fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. An ech mengen, dass dëse Projet, deen europäeschen Text, esou wéi en elo ëmgesat gëtt, erëm eng Kéier dat reflektéiert, wat mer am Gesellschaftsrecht versichen, nämlech e souplë juristesche Kader ze setzen, deen et wierklech och internationale Firmaen erlaabt hei zu Lëtzebuerg e gudden Terrain ze fanne fir hir Aktivitéiten auszebreeden.

Dofir hu mir och proposéiert - an ech si frou, datt dat och zréckbehale ginn ass -, datt zum Beispill d'Optioun besteet tëschent engem dualisteschen an engem monistesche System - also dee monisteschen, wéi mer en elo haten, mat just engem Verwaltungsrot oder an Zukunft wou ee ka wielen, ob een och wëllt en Directoire an e Conseil de surveillance maachen. Dat ass nëmmen ee Beispill fir ze weisen, datt mer déi Optiounen, déi mer am Fong ëmmer sollen eisem Gesellschaftsrecht ginn, och hei zréckbehalen. Dat fannen ech ganz positiv.

Elo ass et mer natierlech evident; an déi honorabel Madame Flesch huet déi Fro gestallt, wéi dat da mat dem steierleche Kader wär ronderëm déi Gesellschaften.

D'Schwieregkeet, an duerfir hu mer bis elo och nach keen extrae steierleche Kader proposéiert, ass déi, datt mer net kënnen nom europäesche Recht fir een Typ vu Gesellschaften en anere steierleche Regime maache wéi fir aner Gesellschaften.

Dat ass e bëssen de Problem, dee mer nach de Moment diskutéieren, mat den Holdingsgesellschaften, wou gesot gëtt: All d'Gesellschafte mussen d'nämlecht behandelt ginn. Dat war och eng Diskussioun, déi mer haten am Kader vun der Diskussioun Primarolo iwwer onfaire Steierwettbewerb an Europa.

D'Diskussioun iwwert den Droit d'apport féiere mer an deem Groupe d'analyse fiscale, deen d'Regierung agesat huet an deen nach virum Summer wäert seng Aarbechten ophuelen, déi mer och am Kader vun der Tripartite am Kontext Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie diskutéiert hunn.

Ech soe just: Et ass einfach hei permanent ze plädéieren, fir Steieren ofzeschafen, well et ass d'Fuerderung den Droit d'apport ofzeschafen; et ass d'Fuerderung d'Taxe d'abonnement erofzesetzen; et ass d'Konsequenz, datt, wann d'Holdingsgesellschafte mussen ofgeschaf ginn, mer och do eng Rei Steiere manner erakréien.

Alles dat zesumme muss een awer gesi mat all deenen neien Dépensen, déi d'Chamber dauernd fuerdert. Déi lescht Stonnen hu bewisen, datt ëmmer erëm nei Iddië kommen, fir Suen auszeginn, an esou wäert dat och weidergoen.

An duerfir muss een déi Steierreformreduktiounen am Kontext vun deenen Objektiver gesinn, déi mer eis gesat hunn, fir d'Budgetssituatioun am Horizont 2009 am Équiliber ze halen. Mir gesinn, datt mer am Droit d'apport eppes maache musse wéinst der Konkurrenz mat anere Länner, mä mer musse wëssen, datt dat an enger éischter Phas op d'mannst manner Steiereinnahme betrëfft, an duerfir musse mer dann och op der Dépensësäit de Courage hunn, fir zousätzlech Dépensen ze sträichen. An ech hoffen, datt dat da gradesou hei Ënnerstëtzung am Parlament fënnt wéi d'Steierreduktiounen, déi ëmmer liicht ze fuerdere sinn, mä schwéier ëmzesetze sinn.

Ech si frou, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung fënnt. Et ass wéi gesot e wichtege Projet. An ech hoffen, datt och eng ganz Rei vun internationale Gesellschaften, zesummen duerch aner flexibel Mechanismen, déi mer hunn, de Wee op Lëtzebuerg fannen an esou nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg och kënne schafen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5352. Dir fannt den Text am Document parlementaire 5352[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner,

Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5435 iwwert de Statut vun der Société européenne. D'Riedezäit ass och hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen d'Madame Flesch - si hat awer scho Stellung geholl zu dësem Projet -, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter an den Här Jaerling. D'Wuert huet dann de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener.

5. 5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et

2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och e Merci un d'Madame Flesch an un d'DP-Fraktioun, déi schonn hir Zoustëmmung zu deem Gesetzestext hei ginn hunn, ouni mech emol ze héieren. Dat ass e Vertrauensbeweis...

(Interruption)

E Vertrauensbeweis, Här Grethen, jo, jo. Et ënnersträicht och wierklech d'Seriositéit vun Ärer Fraktioun, datt Dir de Rapport däitlech gelies hutt an och keng Objektiounen am Rapport fonnt hutt par rapport zum Gesetz. Also nach eng Kéier villmools Merci.

Ech hunn awer ee klenge Problem. Am Numm vun eiser Fraktioun hat ech nach net d'Geleeënheet, fir virun der Ofstëmmung och dem Rapporteur vum Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn, Merci ze soen, mengem Fraktiounskolleeg Patrick Santer, dee sech op eng wierklech wonnerbar Aart a Weis an déi ganz Problematik, déi ganz komplex ass, ageschafft huet, a souwuel ee schréftleche wéi och e mëndleche Bericht hei presentéiert huet, déi ganz explizitt waren, déi däitlech waren a ganz kloer waren an déi absolut keen Zweifel méi zouloussen a mir et op alle Fall ganz liicht maachen, fir och dee Projet, deen elo zur Diskussioun steet, hei virzestellen.

Ech kann dofir dorop verzichten, fir op den Origine vun deem Projet anzegoen. Den Här Santer huet dat an der Rumm vu sengem Projet gemaach.

Ech wëll just dann och kuerz d'Noutwendegkeet vun deem heite Projet am Zesummenhang mat där Ofstëmmung, déi mer elo grad virgeholl hunn, ënnersträichen.

Nodeem an der Europäescher Unioun elo déi Direktiv applizéiert gëtt an och an d'nationaalt Recht ageschriwwe gëtt - wat mir elo gemaach hunn -, kënnen à tout moment iergendwou an Europa Entscheedunge getraff ginn an enger Société européenne, déi direkt Auswierkungen hunn op Produktiounsstätte vun engem anere Stat.

Dat heescht, iergendwou an Europa kënnen an enger Société européenne, wou Lëtzebuerger Betriber mat ageflecht sinn, Entscheedunge getraff ginn, déi Produktiounsverlagerungen zum Zil hunn, déi Standortverlagerungen zum Zil hunn, déi och Personalofbau a Restrukturatioune kënnen als Konsequenz hunn, ouni datt een d'Méiglechkeet huet rechtzäiteg ze intervenéieren, ouni datt een d'Méiglechkeet huet déi noutwendeg Vorkehrungen ze treffen, fir sozial dat ofzefiederen, wat do entstoe kéint.

An dofir war et scho wichteg a richteg a gutt, datt parallell zu där doten Direktiv et an der Europäescher Unioun fäerdeg bruecht ginn ass och eng weider Direktiv op den Instanzewee ze ginn, déi d'Société européenne verflicht, egal wou se implantéiert ass, Informatiounen un déi betraffen Arbeitnehmer weiderzeginn an och eng gewëss Matbestëmmung an e Matsproochrecht ze institutionaliséieren; dat an all deene Länner, déi an déi Société européenne mat agebonne sinn.

Et dréint sech also heidrëm, fir an der Rumm vun där neier Gesellschaftsform, där neier grenziwwerschreidender Gesellschaftsform Informatiounsrechter, Matbestëmmungsrechter vun den Arbeitnehmer grenziwwerschreidend anzebannen.

Dat ass dann och den Haaptobjektiv vun deem Gesetz, an ech maachen et elo relativ kuerz, well jidderee jo d'Geleeënheet hat, och de schréftleche Rapport, dee ganz detailléiert verfaasst ginn ass, ze liesen.

Et geet also drëm fir an där Société européenne Matbestëmmungsstrukturen anzesetzen, an déi gi genannt Organes de représentation, an zwar entspriechend och der national üblecher Gesetzgebung.

Mir hunn et ze dinn, an den Här Santer huet dat och hei schonn däitlech gemaach, mat zwou Gesellschaftsformen: Dat ass déi monistesch, esou wéi se hei zu Lëtzebuerg virherrscht, an déi dualistesch, wéi se an anere Länner virherrscht. Duerfir war et gutt, datt och déi zwou Beruffschamberen - d'Privatbeamtechamber an d'Arbeiterkammer - an och de Statsrot eis drop opmierksam gemaach hunn, datt, wa mer net eist Matbestëmmungsgesetz vun 1974 géifen deementspriechend ofänneren, mir da géife Gefor lafen ze échappéieren hei zu Lëtzebuerg, fir iwwerhaapt kënnen eis Vertrieder an déi aner Gesellschaftsstrukturen ze nennen. Ech kommen nach ganz kuerz dorop zréck.

Anerersäits fannt Dir a mengem schréftleche Rapport am Detail opgefouert d'Aufgabe vun deem Organe de représentation, d'Zesummesetzung dovun, d'Fonctionnéieren dovun, d'Wahlen dovun. An deen Organe de représentation, deen also eng wichteg Missioun kritt, ass och ze vergläiche mat där Gesetzgebung, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen iwwert d'Matbestëmmung an de groussen Entreprisen, dem Comité mixte d'entreprise an der Vertriedung an de Verwaltungsréit.

Dat ass een Zil, wat natierlech muss ausgehandelt ginn a wat vu Société européenne zu Société européenne verschidde ka sinn, entspriechend och de gesetzleche Bedingungen, déi an deenen eenzelne Länner virherrschen. Fir dat dann auszehandelen, gesäit d'Gesetz vir, datt een Organe de représentation agesat gëtt, deen déi Verhandlunge muss a soll féieren an innerhalb sechs Méint muss zu engem Ergebnis kommen. Dee Groupe spécial de négociation handelt also mat där neier Betribsstruktur, mat där Société européenne deen Organe de représentation aus, wéi dat fonctionnéiere soll. Ech ginn elo net méi op den Detail an.

An de Gesetzesprojet ass dann och detailléiert ageschriwwen, wéi d'Aufgabe vun deem Groupe Spécial de Négociation, GSN heescht dat, sinn, wéi d'Zesummesetzung ass innerhalb vun den eenzelne Memberstaten, déi an esou eng Société européenne agebonne sinn, wéi d'Vertrieder gewielt ginn, no welleche Kritären. Wéi d'Lëtzebuerger Vertrieder gewielt ginn an dee Groupe spécial de négociation, dat entsprécht eise gesetzlechen Obligatiounen iwwert d'Delegatiounsgesetz, d'Matbestëmmungsgesetz.

Da steet och drageschriwwen, wéini datt déi Verhandlungen ufänke mussen. Déi Verhandlunge mussen ugefaange ginn au début, éier schonn déi Société européenne gegrënnt ass; wann d'Absicht besteet, déi ze grënnen, mussen d'Verhandlunge schonn ugefaange ginn, fir och déi Matbestëmmungs- an Informatiounsgremien a -strukturen anzebannen.

Voilà, dat ass also de groussen Deel vun deem wat an deem Projet de loi hei steet, wéi dat alles ze fonctionnéieren huet. Ech wollt nach eng Kéier ganz kuerz drop agoen, datt et wichteg war, datt och d'Beruffschamberen hiren Avis ofginn hunn. An der Kommissioun hu mer eis laang a breet mat deenen Avisë vun der Arbeiterkammer, vun der Privatbeamtechamber befaasst, wéi och mat deem vum Statsrot, déi virun allem emol drop higewisen hunn, datt ee sech net däerf eleng beruffen a bezéien op d'Bildung vun enger Société européenne, déi dem Privatkapital entsprécht, mä och muss eng Gesetzgebung schafen oder afüge fir all déi Sociétéiten, wou d'öffentlech Hand de Gros vum Kapital stellt. Och dat ass geschitt an engem spezielle Kapitel an der Rumm vun eisem Gesetz, an domat hu mer dann och den Avisë vun deene Beruffschamberen an dem Statsrot Rechnung gedroen.

An da virun allem awer, an ech hu schonn eng Kéier drop higewisen, war et noutwendeg, fir d'Matbestëmmungsgesetz vun 1974 dohigehend ofzeänneren, datt et och an där neier Société européenne, déi dann déi dualistesch Gesellschaftsstruktur géif als Basis huelen, méiglech wär, fir déi Lëtzebuerger Vertriedung an esou eng Société européenne mat anzebannen, respektiv wann esou eng Société européenne sech hei zu Lëtzebuerg implantéiert a fir den Dualismus vum Gesellschaftsrecht optéiert, datt et dann och méiglech wier, fir dee Lëtzebuerger Arbeitnehmer an déi Struktur mat anzebannen; esou wéi dat dann och gewënscht ass.

Deementspriechend si mer deem an der Kommissioun nokomm a mir hunn dann en neit Kapitel als Amendement ausgeschafft, dee mer dann och dem Statsrot an de Beruffschamberen nach eng Kéier iwwermëttelt hunn a wou dann och den Accord komm ass vun deenen zwou Salariatsberuffschamberen. D'Beruffschambere vun de Patronatsorganisatioune waren e bësse méi dezent. Si waren der Meenung, datt een déi Matbestëmmungsgesetzer net soll nach weider ausbauen. Dat fannt Der a mengem schréftleche Rapport erëm, esou wéi och d'Argumenter dozou.

Mir hunn also en neit Kapitel derbäigeschriwwen, dat dann och d'Approbatioun fonnt huet vum Statsrot, obwuel kloer ass, datt, wann e Betrib, wéi gesot, oder eng Société européenne den dualistesche Gesellschaftssystem hei applizéiert, och dee Lëtzebuerger Salariatsvertrieder dann d'Méiglechkeet huet, an deem Organe de représentation kënnen derbäi ze sinn.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass den Haaptpunkt vun deem Projet, deen elo zur Diskussioun steet. Ech wëll ofschléissend och nach eng Kéier de Regierungsvertrieder Merci soe fir hir Kollaboratioun. Mir hate véier oder fënnef Sëtzungen. Dir fannt dat op der Säit eent vu mengem schréftleche Rapport erëm, wéi oft datt mer eis an der Kommissioun mat där ganzer Problematik, déi ganz komplex ass, ausenaner gesat hunn. Dir fannt och do d'Avisë vun de Beruffschamberen a vum Statsrot.

Also nach eng Kéier villmools Merci un d'Mataarbechter, un d'ganz Kommissioun an un d'Sekretariat. Ech géif dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi bréngen an ech géif d'Chamber bieden, esou wéi virdrun e Vote ze huelen, deen eng large Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet weist.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Herr Glesener. Dann huet den Här Castegnaro d'Wuert.

Discussion générale

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee Rapporteure vun deene béide Projeten iwwert d'Société européenne grad ewéi eng Rei vu Virriedner hunn d'Detailer vun deene Projeten op eng excellent Aart a Weis hei beschriwwen, an och ech wëll nach eng Kéier d'Qualitéit vun de Rapporten ënnersträichen, déi fir sech selwer schwätzt.

Ech wëll awer betounen, wéi wichteg et ass, dass hei parallell, also zesummen, déi zwee Voleten zu deem Reglement traitéiert ginn, dee mer virdrun als Projet de loi haten a jo och dofir gestëmmt hunn, deen den Droit des Sociétés betrëfft, deen de legale Kader schaaft, eng Rumm setzt an där Fusiounen a Kreatioune vu Sociétéeuropéennen hei kënne geschéien.

Dat ass ouni Zweifel dann och mat Verspéidung geschitt, well ech weess, dass mer eis eigentlech d'Zil gesat haten zu deenen Éischten ze gehéieren. Dat hu mer net erreecht oder verpasst, mä et bleift wichteg fir de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen, well mer och esou Aarbechtsplaze kënnen ofséchere respektiv nei Aarbechtsplaze kënne schafen.

Op där anerer Säit - an dat wäert wuel keen heibanne wonneren - läit mir besonnesch dat Soziaalt um Häerz an dass dat an där Diskussioun net ze kuerz kënnt. Dat betrëfft dann de Projet 5435, deen d'Direktiv 2001/86/CE soll ëmsetzen, an do gëtt jo dann de Volet vun der Aarbecht och couvréiert. Dat soll garantéieren, dass d'Rechter vun de schaffende Leit net vergiess oder och net ënnerhielegt gi bei der Kreatioun vun enger Société européenne.

De Fait, dass um europäeschen Niveau déi zwee Voleten Hand an Hand ginn, ass a sech schonn eleng besonnesch ervirzesträichen a luewenswäert. Dass dat esou ass, an dat wëll ech hei ënnersträichen, ass och de Mérite vun de Gewerkschaften, souwuel vum Europäesche Gewerkschaftsbond wéi vu sengen nationalen Organisatiounen, déi sech op nationalem, mä besonnesch op europäeschem Plang iwwer laang Jore ganz staark gemaach hunn an dofir agesat hunn, dass parallell zum Droit des Sociétés och d'Interesse vun de Beschäftegten an d'Matsproochrecht vun de Beschäftegten an de Gewerkschafte geregelt a garantéiert ginn.

D'Direktiv, ëm déi et hei geet, weist, wéi schwéier Europa sech nach ëmmer deet; an dat ass haut jo och schonn e puermol ënnerstrach ginn. Besonnesch och am soziale Beräich gesi mer, dass national Differenzen och iwwer esou eng Direktiv an hir Ëmsetzung net verschwannen, dass et also net méiglech war, en eenheetlechen europäesche Regime fir d'Participatioun an d'Implikatioun vun de Salariéen ze realiséieren, eben aus deene Grënn, dass déi national Gesetzgebungen ze vill verschidde sinn. Mä ëmmerhin - an dat ass luewenswäert, dat muss ervirgestrach ginn - ginn hei minimal Regele festgesat, déi och musse respektéiert ginn, wann d'Rechter vun de Salariéen a Saache Participatioun solle garantéiert bleiwen.

Den Haaptprinzip, deen dobäi spillt, ass dee vum Avant-Après, dat heescht, d'Rechter vun de Salariéen no der Constitutioun vun der Société européenne mussen op d'mannst dem Niveau vun hire Rechter vu virdrun entspriechen. Hei, an dat soll een och ënnersträichen, stinn net nëmmen d'Gewerkschaftsvertrieder am Betrib an hir Gewerkschaften an der Flicht, mä och de Législateur, deen och oppassen an dofir suerge muss, dass déi Rechter garantéiert bleiwen.

Do läit och d'Bedeitung vun der Reform vun der Gewerbeinspektioun, op déi mer schonn e Moment waarden an déi hei eng Aufgab ze erfëllen huet. Mä ech wëll besonnesch ënnersträichen, well et wichteg a bedeitend ass, dass an alle Fäll d'Sozial- an d'Aarbechtsrecht, an domat och d'Kollektivverträg am Land, net kënnen iwwert dee Wee hei ugetaascht ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och dat ass zwar de Mëtte scho gesot ginn: Och zu Lëtzebuerg kenne mer eis an der Tëschenzäit aus mat der Schléissung vu Betriber, mat Ofbau a Betriber, mat der Delokaliséierung vu Betriber, a genausou ass et Realitéit ginn, d'Fusiounen oder d'Iwwernahme wéi déi feindlech oder déi frëndlech. A mir sinn eis jo zënter dem 27. Januar bewosst ginn, wat et bedeit wann eng feindlech Iwwernahm organiséiert gëtt, wéi déi vu Mittal Steel op d'Cargolux, déi da schlussendlech den…

Plusieurs voix.- Op d'Cargolux?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Entschëllegt, ech si menger Zäit viraus, Här President. Et huet mech gezeechent, Här Gira, bis un de Rescht vum Liewen. Awer dat ganz eescht.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Dir wësst schonn erëm eng Kéier méi, he?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech weess eppes weider, Här Jaerling. Ech weess.

M. le Président.- Den Här Castegnaro huet alles kloergestallt.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Et ass d'Arcelor. A wat wichteg ass, ass, dass d'Arcelor et

fäerdeg bruecht huet de 25. Juni aus där feindlecher eng frëndlech Iwwernahm ze maachen. An duerfir soen ech et, well et domat och méiglech war de Sozialmodell vun der Arcelor an industriellt Konzept vertraglech ze verankeren. Dat besonnesch - an dat soll een net minimiséieren - am Interessi vun de Lëtzebuerger Standuerter a vun de Beschäftegten, déi op deene Standuerter schaffen.

Déi Episod do, déi sechs Méint net nëmmen d'Stolwelt mä besonnesch déi Beschäftegt aus der Stolwelt an och déi hei zu Lëtzebuerg an Otem gehalen huet, beweist d'Muecht vum Kapital a vun de Spekulanten. Och dat ass haut schonn an anere Wierder ënnerstrach ginn, awer et ënnersträicht besonnesch och d'Verantwortung vun der Politik, also vun eis, fir esou Spillregelen ze organiséieren a fir fir esou Spillregelen ze suergen, déi derzou bäidroen, dass d'Wirtschaftspolitik net nëmme Selbstzweck ass, mä dass se och am Wuel vun de Beschäftegten a vun engem Land stoe muss.

An dorëms geet et dann och bei där Direktiv, iwwert déi mer elo ofstëmme sollen, déi mer ëmsetze wëllen.

Dorëms ass et allerdéngs och bei der O.P.A.-Gesetzgebung gaange virun enger Rei vu Wochen, déi jo hei och zu enger Debatt gefouert huet. D'O.P.A.-Gesetz, wat den 19. Mee dëst Joer zum Gesetz ginn ass, regelt - an dat ass luewenswäert - eigentlech och d'Informatioun an d'Consultatioun vun de Beschäftegten an hire Gewerkschaften am Fall vun Iwwernahmen, feindlechen oder frëndlechen.

Ech bleiwe perséinlech der Meenung, dass d'O.P.A.-Gesetz hätt kënne besser sinn, an dass d'O.P.A.-Gesetz esou hätt kënnen ausfalen, dass eis Betriber besser viru feindlechen Iwwernahme geschützt gi wieren. Ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen. Wann de Minister Frieden nach hei wier, géing hie mer äntwerte wéi virdrun; Mir brauche Gesetzer, déi soupel sinn, fir attraktiv ze bleiwen. Bon, dann ass et och e soupelt Gesetz, wéi dat iwwert d'Société européenne.

Mä nach eng Kéier: Positiv an eisem O.P.A.-Gesetz ass, dass dat ganz kloer an däitlech verlaangt, dass d'Beschäftegt an hir Vertrieder an d'Gewerkschaften informéiert a consultéiert ginn; zousätzlech zu deene Bestëmmungen, déi mer haut an der Transpositioun vun der Direktiv an e Gesetz hei nach eng Kéier décidéieren.

An ech wëll och do just soen, dass dat nëmme besser ka gi wa mer d'Matbestëmmungsgesetzer vun 1974, déi op der Lee iergendwou stinn, och moderniséieren an upassen. Gleeft mer, dass d'Arcelor-Belegschaft während sechs Méint gelidden huet ënnert deem, wat sech do ofgespillt huet, genee esou wéi d'Belegschaft vu Villeroy & Boch oder vun der TDK, an aneren, déi am Endeffekt net nëmmen déi Lescht sinn, déi betraff sinn am Sënn oft vu Schléissung a Verléiere vun der Aarbechtsplaz, mä vun enger immenser Ongewëssheet, wat hir Zukunft ubelaangt. Si hunn also, déi eng wéi déi aner, déi eng méi, déi aner manner, erlieft wéi schnell hir Existenz a Gefor ka sinn an och kann zerstéiert ginn.

Mir mussen also alles maache fir déi Realitéit, déi eis net gefält, esou ze begleeden an esou an e Kader ze setzen, dass nieft deem Interessanten an Attraktiven, wat ee wëllt realiséieren, fir als Standuert attraktiv ze bleiwen, een awer och virrangeg d'Interesse vun de Beschäftegten assuréiert.

An d'Bühn, wou dat passéiere kann a passéiere muss, ass déi europäesch Bühn. Europa huet eng Sozialkultur. Si muss erhale bleiwen a si muss ausgebaut ginn, an net de Géigendeel. Och dat ass bei villen europäeschen Debatten hei an dësem Haus schonn ënnerstrach ginn. Mir sinn duerfir jo net driwwer rosen, dass déi sou genannte Bolkestein-Direktiv oder aner Versich gescheitert sinn, well dat eigentlech dee Punkt war, wou d'Aaxt sollt un de Sozialmodell ugeluecht ginn.

Also, opbauend op déi Sozialkultur, déi Europa huet a kennt an déi während Jorzéngten erkämpft ginn ass - déi ass jo net vum Himmel gefall -, musse mer eis weiderhin op europäeschem Niveau och, duerch eng eendeiteg national Haltung zu all deem, asetzen a Suerg droen, dass de Kader stëmmt, an dass déi Prinzipien, déi eis nach ëmmer wichteg sinn, garantéiert bleiwen, gefestegt, gestäerkt an och ausgebaut ginn. An dat ass mat dësem Projet - an de Rapporteur huet dat ënnerstrach - zu engem gudden Deel gelongen. An dat soll een och an Zukunft esou handhaben. An dësem Sënn wéilt ech och den Accord vu menger Fraktioun zum Vote vun dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz: De Volet vun dësem Projet de loi am Kontext vun der Société européenne definéiert dem Salarié seng Rechter a wéi hie sech an enger Société européenne organiséiere kann. Et ass u sech - et ass scho gesot ginn - eng Loi cadre, déi déi minimal Regele fixéiert, fir datt d'Salariéë sech esou organiséiere kënnen, fir datt se hir Rechter en bonne et due forme ausübe respektiv verdeedege kënnen.

De Groupe spécial de négociation, dee sech direkt kreéiert soubal eng Société européenne entsteet, ass eng interessant an och eng wichteg Institutioun, déi, wéi den Numm et ebe seet, négociéiert direkt am Ufank vun der Kreatioun vun esou enger SE oder vun enger Fusioun oder och nach vun enger Transformatioun vun enger Société européenne an eng Société européenne.

D'Membere kommen aus de verschiddenen EU-Länner. D'Sëtzer ginn de Länner no verdeelt. D'Vertrieder vun deem Groupe spécial de négociation zu Lëtzebuerg ginn nom Aarbechtsrecht vun 1979 gewielt. Definéiert gëtt och an deem Projet de loi wéi d'Négociatioune virginn, de Contenu vun dësem Accord, d'Force obligatoire vum Accord, wat net onwichteg ass.

Et ass alles in allem an eisen Aen eng kniwwelech, mä awer och eng interessant Aart a Weis, wéi den Droit du Travail um EU-Niveau sech léise kann. Et beweist och, datt et méiglech ass en iwwert d'Grenzen eraus esou ze organiséieren, ouni datt de Salarié per Force ëmmer kann als bëlleg Austauschwuer degradéiert ginn. Also, et ginn aner Méiglechkeeten, déi flott ze regele sinn.

Den Organe de représentation gëtt no deeneselwechte Modalitéiten zesummegesat. Dat heescht, och do proportionell zu der Zuel vun de Salariéen aus den eenzelne Länner. Deen Organe de représentation gëtt informéiert a consultéiert iwwert de Wee vu Rapporten. E ka sech duerch Experten assistéiere loossen. D'Memberen hunn en Urecht op Weiderbildung während der Aarbechtszäit.

Et gëtt och hei definéiert an dësem Projet de loi wat eng Informatioun ass - wat net esou onwichteg ass -, wat eng Consultatioun ass a wat geschitt - sprëch Sanktiounen -, wann den Organe de représentation keng Informatioune kritt oder zumindest net déi, déi e brauch fir seng Aarbecht ze maachen.

Wat d'Partizipatioun vun de Salariéen am Organe d'administration oder am Organe de surveillance ugeet, esou gëtt déi och am Projet de loi kloer definéiert.

All dës gewielte Salariéen hunn en Urecht op de Schutz, deen d'79er Gesetz virgesäit. Si sinn also alles in allem gläichgestallt mat allen anere Salariéen nom Lëtzebuerger Aarbechtsrecht.

Zu Recht – an dat ass och schonn hei notamment vum Rapporteur gesot ginn - huet d'Kommissioun sech och mam Problem ausenaner gesat, dee kéint opkomme wa mer eng Sociétéit hunn, déi ënner Lëtzebuerger Recht den dualistesche Modell adoptéiert hat ier se eben eng Société européenne gëtt. Do kënne mer och elo sécher sinn, datt an dëse Fäll d'Salariéë wäerten an alle Gremië vertruede sinn.

Da wëll ech awer och nach ënnersträichen - ech mengen, dat ass bis elo nach net gesot ginn, an ech kommen och nach muer bei engem anere Projet de loi drop zréck -, datt ze notéieren ass, datt dëse Projet de loi d'Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, an datt dës Direktiv, dat heescht och dëse Projet de loi, sech souwuel un de Secteur privé wéi un de Secteur public adresséiert. Dat ass net onwesentlech! Just fir ze ënnersträichen, datt et wuel méiglech ass eben an engem Gesetzestext déi zwee Secteure mateneen ze considéréieren.

Här President, ech wëll net ze vill op déi eenzel Detailer agoen a se kommentéieren, engersäits well se dach zimlech technesch sinn an anerersäits well dëse Rapporteur an dee vun deem Projet virdrun dës schonn ausféierlech beschriwwen hunn, an ech wëll och dësem Rapporteur, dem Här Glesener, a sengen eventuellen Assistente Merci soe fir dee schréftleche Rapport.

Dëst gesot, Här President, wäerte mir Gréng dëse Projet de loi matstëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Dann huet den Här Jaerling nach als leschte Riedner d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Bon, Merci, Här President.

Ech hunn awer nach, nodeem den Här Rapporteur an och den Här Castegnaro hei explizéiert hunn, wat d'Rechter vun de Salariéë sinn - ech géif mengen, si zwee si gutt placéiert fir dat ze maachen an et kann een et och net besser maachen -, e bëssen e Problem mat deem wat den Här Castegnaro hei gesot huet, et wär vun enger feindlecher Iwwernahm zu enger frëndlecher komm. Do muss dann awer d'Regierung eng gutt Roll gespillt hunn, well déi huet jo am Ufank vun enger feindlecher Iwwernahm geschwat an du souz si sechs Méint mat hire Feinden um Dësch, fir da spéider zur Konklusioun ze kommen, dass et dann eng frëndlech Iwwernahm wier.

Et gëtt keng frëndlech Iwwernahm vu Betriber, wann och elo nach ëmmer 30.000 Aarbechtsplazen um Spill stinn. Ob se hei am Land um Spill stinn oder net, dat sinn déi 30.000 Aarbechtsplazen, déi sollen ofgebaut ginn, wéi ugekënnegt, an dofir kann et sech hei net ëm eng frëndlech Iwwernahm handelen, mä et ass eng Iwwernahm, déi alt erëm eng Kéier op Käschte vum Salariat geet.

Mä et ass - besonnesch wéi hei schonn ervirgestrach ginn ass - e ganz wichtegt Gesetz, wat awer elementar Grondregele festschreift fir de Schutz vun de Salariéen, wou natierlech net erëm alles ka garantéiert ginn, mä wou awer op jidde Fall d'Basis vun der Ofsécherung virläit. An ech mengen dat ass dat, wat un dësem Gesetz ganz wichteg ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A wat mech elo besonnesch freet, dat ass, dass de Mëtten hei schonn dräi Gesetzer - an ech géif menge bei deem véierten ass dat och nach de Fall - ofgestëmmt si ginn, ouni dass eng Motioun virläit, déi d'Regierung opfuerdert Lacunë vun deene Gesetzer ze revidéieren. Ech mengen, dat ass och positiv an dat soll een och emol eng Kéier ernimmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet dann d'Regierung zu dësem Projet de loi, den zoustännege Minister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech si ganz frou, dass mer dee Projet haut hei diskutéieren an och unhuelen, well en erënnert mech ganz staark u meng Jugend. Am Liewe gëtt ee regelméisseg mat senger Jugend konfrontéiert.

(Interruption)

Et ass wéi Dir et huelt.

De Fait ass, dass et jo méi soziaalt Europa gëtt wéi oft gesot gëtt, dass awer dat soziaalt Europa méi laang Zäit brauch regelméisseg Realitéit ze gi wéi aner Elementer vun eisem Europa. An dat erkläert och, dass dann dat soziaalt Europa heiansdo - ech wëllt souguer soen oft - hannert deem aneren Europa, dem wirtschaftlechen Europa, hannendru kënnt.

Wéi ech a mengem leschte Studiëjoer zu Paräis war - 1982, schonn eng Zäitchen hier - an do en DEA gemaach hunn am Droit communautaire zu Paräis II, hate mer eng Professorin, déi huet eis mat Begeeschterung de Statut de la société européenne erkläert - an notamment well ech schonn deemools méi Droit social studéiert hu wéi aner Rechtsweeër - an eis gesot: Dir léif Studenten, hei musst Dir wierklech ganz gutt oppassen a ganz gutt léieren, well Dir wäert gesinn, dat dote gëtt geschwënn d'Realitéit vun Europa an da musst Dir wësse wéi dat fonctionnéiert.

Et huet bal 20 Joer gedauert, bis dass ech am Joer 2001 am Ministeschrot vun den Affaires sociales an Europa - wéi deen déi Zäit nach geheescht huet, haut heescht en EPSCO - d'Geleeënheet hat, déi Direktiv dann ëmzesetzen. Mir hu selbstverständlech och beim Stat erëm eng Kéier eng Partie Zäit gebraucht - net grad véier, awer méi wéi dräi Joer -, fir de Projet hei ze deponéieren. A mir hunn och annerhalleft Joer Zäit gebraucht, bis dass dann dee Projet duerch d'Instanze gaangen ass fir dee Statut de la société européenne ëmzesetzen.

De Statut de la société européenne ass e wesentlecht Element vun Europa, et ass e wesentlecht Element vum sozialen Europa an et ass awer och e wesentlecht Element vum Standuert Lëtzebuerg.

E wesentlecht Element vun Europa, well en ebe just d'Méiglechkeet gëtt am Gesellschaftsrecht eng Gesellschaft an engem Land ze implantéieren a se doduerch an all Land kënnen agéieren ze loossen. Et ass also doduerch schonn - an dat ass eigentlech de Volet, deen de Luc Frieden virdrun erkläert huet - wesentlech fir Europa insgesamt an notamment d'Gesellschaftsrecht an Europa; doduerch och d'libre circulation des sociétés.

Dee Volet, dee mer elo diskutéieren, ass e wichtegt Element am sozialen Europa - an do wëll ech de Riedner alleguer Merci soen: Dem Marcel Glesener als Rapporteur, deen hei wierklech all Detail gesot huet, awer och dem John Castegnaro, dem Viviane Loschetter an dem Aly Jaerling -, well et jo och net einfach ass esou e Statut de la société européenne ëmzesetzen an engem Land an dann alles zu Makulatur erklären ze loossen, wat bis elo de Fall war.

Ech wëll drop zréckkommen, wat de John Castegnaro gesot huet, nämlech dass mer hei net eis Gesetzgebung ausser Kraaft setzen. Ech mengen, ech brauch net méi an d'Detailer ze goen; de Marcel Glesener huet a sengem Rapport alles dozou gesot.

De Prinzip ass: D'Sozialpartner solle sech eens ginn iwwer e Modell. A wa si sech eens ginn iwwer e Modell, dann ass et dee Modell. Mä wa si sech net eens ginn, da spillt u sech d'Disposition supplétive, wéi dat am Juristeschen heescht, nämlech da fale mer op eppes zréck wat eise Sozialdialog net a Fro stellt, wéi mer en elo hunn.

Ech mengen, dat war e sprëngende Punkt, well et eng Partie Stëmme gouf am Virfeld, déi gesot hunn: Majo d'Société européenne muss awer net dat iwwerhuelen, wat Dir schonn als Sozialdialog hutt, well am Ausland gëtt gekuckt wann do d'Gewerkschaften ze vill Matsproochrecht hunn, da komme se net bei Iech - an esou weider an esou fort. An dat war eng Fuerderung, déi awer net ze haart gefuerdert gouf - dat wëll ech awer och soen -, an déi mer awer vun Ufank u refuséiert hunn, well mer gesot hunn: Et kann net sinn, dass mer iwwert d'Société européenne dee Sozialdialog, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, a Fro stellen.

An dofir nach eng Kéier de Prinzip: Wann d'Sozialpartner sech eens ginn iwwer iergendeppes, dann ass et dat, och wann dat net esou wäit geet wéi eise Sozialdialog. Wa se sech net eens gi fir d'Société européenne hei ze maachen, dann ass et eise Modell, deen zielt. Doduerch hu mer keen trojanescht Päerd hei zu Lëtzebuerg zougelooss.

Dat drëtt Element wat fir eis wichteg ass, dat ass, dass et fir de Standuert Lëtzebuerg wichteg ass. Well wa mir et fäerdeg bréngen, doduerch datt mer elo haut déi zwee Voletë vum Statut de la société européenne stëmmen, dass europäesch Gesellschafte sech zu Lëtzebuerg nidderloossen, net nëmmen ënner lëtzebuergeschem Recht - wat mir jo kennen -, mä ënner europäeschem Recht, da bréngt dat vläicht den Effet mat sech, dass ëmmer méi Gesellschaften hire Siège op Lëtzebuerg verleeën.

A mir hu jo awer just och an där ganzer Diskussioun, déi mer haten - Arcelor/Mittal/SeverStal an esou weider -, alleguer festgestallt wéi wichteg et ass an esou engem Dossier, dass de Siège zu Lëtzebuerg ass. Dat heescht, wa mer wëllen eng europäesch Standuertpolitik an der Wirtschaft spillen, brauche mer méi Gesellschaften, déi de Siège zu Lëtzebuerg hunn. Dofir brauche mir och e favorabelt Gesetz, fir dass Leit hei op Lëtzebuerg kommen.

Iwwregens wëll ech soen, fir déi, déi géife mengen - mä där Stëmme gouf et Gott sei Dank de Mëtte keng - et misst een d'Matsproochrecht total zesummeschrauwen, fir dass d'Gesellschafte géifen op Lëtzebuerg kommen, dass dat och falsch ass, well mir hunn zënterdeem mer vun der ARBED op d'Arcelor an elo op d'Arcelor plus - wëll ech dat emol nennen - gaange sinn, awer och festgestallt, dass eigentlech d'Matsproochrecht, och vum Salariat an där ganzer Diskussioun, déi mer de leschte Méinden haten, net den Haaptproblem war vun den Investoren zu Lëtzebuerg - natierlech stoung dat och zur Debatt -; mä et ass awer eng Solutioun och do erauskomm, déi seet, dass mer e Matsproochrecht vun de Leit hunn, esou wéi d'Arcelor dat eigentlech scho virexercéiert hat. An ech wëll drun erënneren, dass d'Arcelor och ëmmer déi Gesellschaft war, déi als éischt gesot huet: Ma mir sinn interesséiert un esou engem Statut de la société européenne, fir eis dann iwwert d'Société européenne zu Lëtzebuerg nidderzeloossen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat waren e bësselche meng politesch Iwwerleeungen heizou. Ech mengen, dass mer wierklech haut e wichtege Schrëtt maachen, net nëmme fir Europa, mä och fir de Standuert Lëtzebuerg. Ech hoffen, dass dëse Projet gradesou vill Stëmme kritt wéi dee virdrun.

(Interruption)

Net méi, dat ass bal net dran, mä op alle Fall keng manner. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5435 ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5501 iwwert de Fonds pour l'Emploi. D'Riedezäit ass nom Modell eent festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Bettendorf, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes!

6. 5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee virläit, deen huet als Zil, d'Beschäftegungsmoossnamen op d'Evolutioun um Aarbechtsmaart unzepassen an ze adaptéieren. Et geet drëms, d'Chômeuren esou schnell wéi méiglech erëm an den Aarbechtsmaart ze integréieren an ze verhënneren, datt d'Zuel vun de Laangzäitaarbechtslose wéi och déi vun den eelere Chômeure weider klëmmt.

Et gëtt d'ailleurs en Zesummenhang tëschent dem Alter an dem Chômage de longue durée. Eeler Leit, déi entlooss ginn, hunn einfach gréisser Problemer fir erëm eng Aarbecht ze fannen a se ze behalen. Et ass duerfir wichteg fir ëmmer nees op en adaptéierten Dispositif vu Moossname kënnen zréckzegräifen.

De Projet de loi, deen den 13. Oktober vum leschte Joer an der Chamber deponéiert gouf, besteet aus dräi Voleten, op déi ech hei wëll agoen.

De virleienden Text gesäit als Éischt d'Ännerung vun e puer Punkte vum Artikel 2, Paragraph 1 vum Gesetz vum 30. Juni 1976 iwwert de Fonds de l'Emploi vir. Et geet drëms, der Administration de l'Emploi d'Méiglechkeet ze ginn, op Experten a Beroder entweder aus der Privatwirtschaft oder dem Patronat zäitbefrist zréckgräifen ze kënnen. De Fonds de l'Emploi iwwerhëlt d'Käschten, déi doraus entstinn. Domadder ass u sech d'Fro vun der Finanzéierung vum Asaz vun Experten ee fir alle Mol geregelt. D'Experte sollen dem Arbeitsamt hëllefen, den Aarbechtsmaart ze prospektéieren op der Sich no eventuellen Aarbechtsplazen, déi fräi sinn, a si sollen och der Administratioun hëllefen, d'Demandeurs d'emploi fir déi Aarbechtsplazen ze selektionéieren. Dës Moossnam verstäerkt d'Aktioune vun der Administration de l'Emploi, déi doduerch an Zukunft ganz sécher nach méi effikass wäert ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis fir méi kloer Modalitéiten ënner anerem beim Recrutement vun den Experte plädéiert. De virleiende Gesetzestext garantéiert hei e gewëssene Spillraum, deen noutwendeg ass, eiser Meenung no. De Privatsecteur charakteriséiert sech duerch eng gewësse Flexibilitéit. Et ass net ubruecht, ze strikt Regelen an dësem Kontext anzeféieren.

Et kann een hei nach erwähnen, datt elo schonn zéng Experte mat der Administration de l'Emploi zesummeschaffen, an datt déi Zesummenaarbecht ganz gutt fonctionnéiert. D'Kommissioun begréisst virun allem awer och d'Tatsaach, datt een Expert sech méi spezifesch ëm d'Astellung vun de behënnerten Aarbechter këmmert. No den Informatiounen, déi d'Kommissioun vum Aarbechtsminister krut, soll d'Zuel souwuel vun den Experte wéi awer och vun de Placeuren eropgoen, wat ech voll a ganz ënnerstëtzen a begréissen.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit awer als zweete Punkt och vir, den Artikel 4, Alinea 2 vum Gesetz vum 24. Dezember 1996 ofzeänneren. Ech erënneren Iech drun, datt dëst Gesetz steierlech Virdeeler fir déi Betriber virgesäit, déi en Aarbechtslose bei sech ophuelen. Hei geet et drëms, d'Konditiounen an d'Zoudeelungsmodalitéite vun de verschiddene Beschäftegungsmoossnamen, déi et gëtt, ze harmoniséieren.

D'Employeuren, déi en Aarbechtslosen, deen zënter méi wéi dräi Méint bei der Administration de l'Emploi agedroen ass, astellen, kënnen a sech während 36 Méint vun enger Steierbonifikatioun vun 10%, gerechent op de Bruttogehalt vun där betreffender Persoun, profitéieren.

Fir de Moment ass eng vun de Bedéngungen, fir kënne vun esou enger Méiglechkeet ze profitéieren, d'Ofschléisse vun engem onbefristeten Aarbechtsvertrag oder vun engem op 24 Méint befristete Kontrakt. Genee dës Bedéngung soll ofgeännert ginn. De virleiende Gesetzesprojet reduzéiert d'minimal Dauer vun engem befristeten Aarbechtsvertrag vu 24 op 18 Méint.

Den drëtte Volet betrëfft d'Moossnamen, déi zum Zil hunn, eeleren Aarbechter oder Laangzäitaarbechtsloser ze hëllefen eng Aarbecht ze fannen. Wéi ech scho virdru gesot hunn, leet de virleienden Text e besonneschen Akzent op eeler Chômeuren oder Chômeurs de longue durée. Den Dispositif vun dëse Moossnamen, fir méi prezis ze sinn, verschidden Dispositioune vum Gesetz vum 23. Juli 1993, sollen nogebessert ginn.

Dëst Gesetz gesäit ënner anerem de Remboursement vun de Sozialversécherungsbeiträg während enger gewëssener Dauer vir, wann den Employeur en eelere Chômeur astellt. Den Text, dee mir haut zur Ofstëmmung virleien hunn, proposéiert aus harmonisatoresche Grënn, fir d'minimal Dauer vum befristeten Aarbechtskontrakt, deen den Employeur mam Chômeur ofschléisst, vu 24 Méint op 18 Méint erofzesetzen. Wat déi minimal Aarbechtsdauer pro Woch ugeet, esou soll déi nom virleienden Text ebenfalls reduzéiert ginn, an zwar op 16 Stonnen. Haut hu mer 20 Stonnen.

Fir kënne vum Remboursement vun de Cotisatiounen ze profitéieren, muss den Employeur seng Demande an engem gewëssenen Délai, vun der Astellung vum Aarbechter u gekuckt, eraschécken. De virleienden Text gesäit vir, dësen Délai ëm véier Méint ze verlängeren, an zwar vun zwee op sechs Méint.

Derbäi kënnt, datt déi finanziell Ënnerstëtzung vun dräi Facteuren ofhänkt: dem Alter vum Chômeur, der Dauer vu senger Inscriptioun bei der Administration de l'Emploi an der Dauer vum Remboursement. Den Text gesäit vir, d'Alterskategorien an d'Délaie fir d'Inscriptioun wéi och d'Dauer vum Remboursement ëmzeänneren. D'Zil ass et, datt esou vill wéi méiglech Leit vun dëse Moossname solle profitéieren.

Natierlech fält de Remboursement bei den eeleren Aarbechtslose vill méi generéis aus. Dëst ass awer net verwonnerlech, wann ee sech d'Zil vun dësem Gesetzesprojet virun Aen hält. Fir d'Chômeuren, déi iwwer 45 Joer al sinn, gesäit den Text eng Réckerstattung vun de Cotisatioune bis zur Pensioun vir. Fir de Recrutement vu Chômeuren, déi tëschent 40 a 44 Joer al sinn, gesäit de Gesetzesprojet e Remboursement bis zu dräi Joer respektiv bis zu zwee Joer maximal, wann de Chômeur tëschent 30 an 39 Joer al ass.

Fir datt d'Employeure kënne vun dëse Moossname profitéieren, muss den Aarbechtslose bei der ADEM ageschriwwe sinn, an dat mindestens ee Mount, wann de Chômeur wéinstens 45 Joer al ass. D'Umeldung bei der ADEM ass dräi Méint fir d'Kategorie vun de 40 bis 44 Joer ale Chômeuren an zwielef Méint fir d'Kategorie vun den Aarbechtslosen tëschent 30 an 39 Joer.

Den initiale Gesetzesprojet hat awer och e véierte Volet. Den Text hat a senger originaler Versioun virgesinn, d'Moossnamen, déi zum Zil hunn, d'Beschäftegung vun deene méi jonken Aarbechtslosen ze förderen, an dësem Text nozebesseren. Konkret sollt d'Zuel vun de bestehende Moossname vun dräi op zwee reduzéiert ginn.

De Contrat d'auxiliaire temporaire am öffentleche Secteur gëtt an dësem véierte Volet duerch de Contrat d'appui-emploi ersat, an de Contrat d'auxiliaire temporaire wéi och de Stage d'insertion am Privatsecteur duerch de Contrat d'initiation à l'emploi. Laut Informatioun vum CEPS huet de CAT am Privatsecteur méi Erfolleg bruecht wéi deen am öffentleche Secteur. De Stage d'insertion gëtt virun allem an der Industrie ugewannt, während de CAT am Privatsecteur éischter an deene klengen a mëttlere Betriber zur Uwendung kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet drëms, déi Jonk fréizäiteg ze aktivéieren an ze responsabiliséieren, a virun allem och ze verhënneren, datt déi Ribambelle vu Moossnamen dozou benotzt gëtt, fir iwwert de Wee vun engem vun deenen Instrumenter déi Jonk als bëlleg Aarbechtskraaft auszenotzen.

Dëse véierte Volet, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer aus dem Projet de loi erausgeholl ginn, well am Kader vun der Tripartite eng Rei Accorden an dësem Zesummenhang tëschent de Sozialpartner getraff gi sinn, déi et elo nach gëllt ze finaliséieren. Et géif kee Sënn maachen, dëse Volet elo ze stëmmen, fir en duerno gegebenenfalls kuerzfristeg missen erëm ofzeänneren.

Ouni virzegräife wëll ech dach awer soen, datt aller Wahrscheinlechkeet no den Artikel 4, esou wéi den initiale Projet e virgesäit, wäert amendéiert ginn.

Mir hätten natierlech kënnen d'Finalisatioun vun den Accorden ofwaarden. Mir hätten dann awer wäertvoll Zäit verluer, an d'Administration de l'Emploi hätt virun allem nach ëmmer keng legal Basis, fir kënnen op Experten zréckzegräifen. Aus dësem Grond, mä awer och fir esou schnell wéi méiglech d'Astellung vun eeleren Aarbechtslosen nach méi ze favoriséieren, huet d'Kommissioun sech mat der Propos vun der Regierung, de véierte Volet aus dem Gesetzestext erauszehuelen, d'accord erkläert.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, ier ech zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport kommen, wëll ech nach kuerz op den Amendement vun der Regierung agoen. D'Regierung huet nämlech den 22. Juni 2006 d'Chamber mat engem Amendement saiséiert, deen als Zil huet, déi finanziell Hëllefen, déi d'Gesetz vun 1993 virgesäit, och als Instrument am Kader vun de Restrukturatioune vu Betriber spillen ze loossen.

Den Amendement besteet doran, datt de Benefiss vum Remboursement vun de Cotisatiounen erweidert gëtt op Salariéen, déi vun engem Sozialplang concernéiert sinn, ënnert der Bedéngung, datt se mindestens 40 Joer al sinn. An dësem Fall ass d'Inscriptioun bei der Administration de l'Emploi vum Salarié keng Konditioun, fir datt den neien Employeur vun dëse Moossname profitéiere kann. Dëst spigelt déi nei Philosophie ganz sécher och vum Maintien dans l'emploi erëm.

D'Regierung proposéiert deemno am Artikel 1 vum Gesetz vun 1993 en drëtten Alinea bäizefügen. D'Kommissioun ass mat dësem Amendement averstanen. Dësen Amendement huet och den Accord vum Statsrot kritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Aarbechtskommissioun géif ech Iech bieden, dëse Projet de loi ze stëmmen. En ass kleng am Format, mä wichteg vum Contenu. Dëst Gesetz wäert sécherlech dozou bäidroen, méi effizient a koordinéiert a puncto Beschäftegungspolitik virzegoen. Et ass e Projet am Interesse vun all deene Leit, déi keng Aarbecht hunn oder hir Schaff verléieren.

Ech géif mer och nach erlaben, de Membere vun der Aarbechtskommissioun, de Mataarbechter vun der Fraktioun a vun der Chamber, der Madame Nadia Rangan an dem Här Martin Bisenius, mä awer och virun allem de Leit aus dem Aarbechtsministère hei Merci ze soen.

An deem Sënn géif ech Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Glesener. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Merci, Här President. Mäi Fraktiounskolleeg Ali Kaes huet elo enger Rei Leit, déi dëse Projet finaliséiert hunn, Merci gesot fir hir Kontributioun. Ech wëllt dann e weidere Merci ufügen, an zwar un d'Adress vum Rapporteur. Mäi Kolleeg, den Ali Kaes, huet dat op eng ganz kloer Aart a Weis hei gemaach. Säi schréftleche Rapport léisst näischt un Däitlechkeet aus an ënnersträicht virun allem och d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet, fir déi Punkten, déi elo hei zur Diskussioun stinn, am Detail ze duerchliichten a virun allem awer och zur Uwendung ze bréngen.

De mëndleche Rapport vu mengem Frënd, dem Ali Kaes, huet deem net hannendrugehippt, e war explizit an en huet wierklech ganz kloer där Beweiser dofir bruecht, wéi noutwendeg a wéi wichteg et ass, datt mer déi offensiv Beschäftegungspolitik, déi déi lescht Regierunge gekennzeechent huet, elo a verstäerktem Mooss weiderféiere mussen. Et war dat och e wesentlechen Aspekt vun deene Berodungen an der Tripartite.

Ähnlech wéi - an ech ka mech ganz gutt dorun erënneren - mer eis ausganks den 90er Joren eescht Gedanke gemaach hunn iwwert d'Entwécklung vum Chômage, wou mer hei an der Chamber widderhuelt eis doriwwer net nëmmen ënnerhalen hunn, mä och, virun allem am Rumm vum PAN-Gesetz, gesetzlech Moossnamen décidéiert a gestëmmt hunn, fir d'Massenaarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren, wat eis och gegléckt ass deemools, stelle mer haut fest, datt d'Entwécklung vum Chômage beängschtegend Entwécklunge virweist. An et ass noutwendeg a wichteg, datt mer, wéi ech am Ufank gesot hunn, eng offensiv Beschäftegungspolitik hei weiderféieren.

Ee vun de Volete vun där Beschäftegungspolitik, dat sinn déi sou genannte Beschäftegungsinitiativen. Dat sinn der néng, an ech maachen direkt eng Klammer op. Eng vun deene Beschäftegungsinitiativen, dat ass de Projet iwwert de Chômage social, an no enger laanger Reflexiounsperiod opgrond vun engem Avis vum Statsrot huet och d'Regierung do déi lescht Amendementer presentéiert. Ech ginn dovun aus, datt mer eis an eiser Kommissioun direkt bei der Entrée vun der neier Parlamentssessioun mat deem Projet wäerten ausenaner setzen.

Et ass e wichtegen Aspekt fir Leit, Mënschen, fir nach jonker an och net jonker, déi keng Chance hunn um Aarbechtsmaart erëm eng Plaz ze fannen, sou awer d'Méiglechkeet ze ginn, datt se net ausrëtschen an net an eng Situatioun kommen, déi prekär ass a wou se an eisem gesellschaftleche Liewe séier wéineg Iwwerliewenschancen nach hunn. Déi Klammer zou.

Ech wëll awer op een Aspekt hiweisen, ouni elo nach eng Kéier an den Detail ze goen - den Ali huet dat op eng magistral Aart a Weis gemaach -, nämlech datt d'Regierung gutt berode war fir d'Kapitel 4 aus deem urspréngleche Projet erauszehuelen an e getrennt am Zesummenhang mat neien a wei-

deren Iwwerleeunge weiderzefëieren, am Zesummenhang mat enger Aktualiséierung vun deenen néng Beschäftegungsinitiativen, déi während deene leeschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg agefouert gi sinn.

An zwar kënne mer dat elo maachen opgrond vun enger wëssenschaftlecher Etüd, déi eis gëschter presentéiert ginn ass vum CEPS déi beweist an déi och weist, datt déi Beschäftegungsinitiativen net dat Negatiivt duerstellen, wat munch Leit ëmmer hinne virgeworf hunn, mä au contraire, datt se wesentlech dozou bäigedroen hunn, fir jonke Leit an och eelere Matbierger, déi keng Aarbecht méi hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, fir erëm eng Aarbechtsplaz ze fannen a sech ze integréieren an eis Gesellschaft als vollwäerteg Mënschen.

Mir hunn awer och festgestallt, datt eng ganz Rei Beschäftegungsinitiative mussen aktualiséiert a verbessert ginn, datt mer mussen nei Initiatioune maache par rapport och zu de Leit selwer, awer och vis-à-vis vun den Arbeitgeber, fir an deem Geescht weiderzefueren, an deem mer deemools ugefaangen hunn, an déi Beschäftegungsinitiative weider ze gestalten.

Dofir war et gutt - an den Ali Kaes huet drop higewisen -, datt mer de Punkt 4, wou et ëm déi spezifesch Beschäftegungsinitiative fir Jugendlecher geet, aus dem Projet erausgeholl hunn, dat opgrond vun den Diskussiounen an der Tripartite. Elo ass den Aarbechtsministère amgaang, en Comité permanent de l'Emploi, en Avant-projet auszeschaffen, wou soll probéiert ginn e Konsens ze fannen tëschent de Sozialpartner.

Ech waarden, net mat Ongedold, mä ech waarden awer op deen Avant-projet an ech hoffen, datt de Minister esou séier wéi méiglech a senger Berodung mat de Sozialpartner virukënnt, fir datt mer eis och an eiser Kommissioun kënne rechtzäiteg parallell mat de Sozialpartner Gedanke maachen, wéi a wou déi Beschäftegungsinitiative weider ze vervollstännege sinn, well dat ass jo net eleng d'Aufgab vun de Sozialpartner, mä och d'Aufgab vun der Politik effektiv déi Mesuren esou ze treffen, datt se wierksam sinn, an datt mer och kënnen de Sozialpartner d'Méiglechkeet ginn, fir effektiv a ganz konkret am Rumm vun enger offensiver Beschäftegungspolitik hir Aarbechte weiderzefëieren.

Dat gesot, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Volet hei vun deem Projet.

Mir wäerten zesummen an der Kommissioun mat all deenen anere Fraktioune versichen dann och eist Beschtméiglecht ze maachen, fir mat deene Konklusiounen, déi aus där Etüd erausgaange sinn, déi mer gëschter presentéiert kritt hunn, och wierklech Neel mat Käpp ze maachen an hei eng offensiv Beschäftegungspolitik weider ze gestalten, andeem mer ënner anerem och déi néng Beschäftegungsinitiaven ënnert d'Lupp huelen an déi als Outil benotzen an ausbauen, déi derzou féieren, fir d'Aarbechtslosegkeet hei däitlech ze verréngeren an d'Vollbeschäftegung méi däitlech an d'Luucht ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den honorabelen Här Bettendorf huet elo d'Wuert als Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech och dem Rapporteur Aly Kaes Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass esou, dass dëse Projet de loi e weidere Versuch ass de Chômage besser kënnen ze bekämpfen. Et ass e weidere Versuch d'ADEM an hirer Aarbecht ze stäerken. Dass dat noutwendeg ass, dat wësse mer alleguerten. Ech hoffen, dass déi Mesuren, déi mer huelen, och vun Erfolleg gekréint sinn.

Ech muss Iech soen, dass dëse Projet de loi jo amputéiert ginn ass, andeems mer den Artikel 4 erausgeholl hunn - et ass elo schonn hei erkläert ginn -, well déi Mesurë fir déi jonk Leit sollen dann am Kader vun dem Tripartitesgesetz verbessert ginn. Ob et esou en Tripartitesgesetz gëtt, wéi mer e PAN-Gesetz haten, wou mer 29 Gesetzer an engem Siess dra geännert hunn, wësse mer nach net. Den Här Minister weess dat vläicht; e kann eis dat vläicht herno soen.

Op alle Fall war dat deemools eng Sisyphusaarbecht, fir déi 29 Gesetzer an engem Gesetz ze änneren. Vläicht wier et genau esou gutt, wann all eenzelne Ministère géif vu sech aus Projet-de-loien ausschaffen iwwert dat, wat an der Tripartite ausgemaach ginn ass, an déi dann hei an der Chamber géif deponéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech muss Iech soen, dass ee mat deene Mesuren, déi am Fong geholl virgesi sinn hei, kënnt averstane sinn. An awer ass eng Mesure, déi mer exzellent gefält an déi mech awer zum Iwwerleeë bruecht huet, wat dorauser kann entstoen. Dat ass déi Mesure, dass, wann ee 45 Joer al ass, de Patron da bis zur Pensioun - vu 45 bis 65, dat sinn 20 Joer -, wann en esou e Chômeur astellt, d'Sécurité sociale rembourséiert kréie kann. Dat kann en décke Batz Geld sinn zu Laaschte vum Fonds pour l'Emploi.

An ech froe mech, wat dorauser entsteet. Vläicht erreeche mer dat, wat mer gären hätten, an zwar eeler Chômeuren ënnerdaach ze kréien. Wann et eis geléngt, dat do ze maachen - à la bonheur, dann ass dat eng gutt Mesure. Wa mer musse feststellen, dass mat där Mesure Unfug geschitt an express emol eng ganz Rei Leit an de Chômage ginn, fir dass de Patron vun deene Mesurë profitéiert, da kënnt et negativ ginn. Da misste mer awer reagéieren. Dat ass emol op alle Fall, mengen ech, ee Punkt, op deen ee muss oppassen.

Ech sinn och frou, dass mer net méi spéit wéi gëschter déi éischt Beliichtung vun de Mesuren, déi geholl gi sinn, endlech presentéiert kritt hunn. An et ass schonn hei gesot ginn: Do si Saachen zum Virschäi komm, déi ee sech net esou virgestallt huet.

Eng vun de Mesuren zum Beispill ass déi, dass Leit, déi an enger Mesure CAT privé waren oder engem CAT public, wa se hir Mesure ofgebrach hunn, da besser bei engem Patron ënnerdaach kommen, wéi wa se d'Mesure bis zu Enn gefouert hätten.

Dat huet mech net laang iwwerrascht. Well, wann een iwwerleet, et huet een e Patron, bei deen ee sech virstelle kënnt, an dee seet zum Patron: Ech hu keng Aarbecht. Wëllt Der mech net huelen? Dann ass de Patron scho retizent, well en net weess, firwat dass dee keng Aarbecht huet. Kënnt awer dee jonke Mënsch dohinner an e seet: Ech schaffen am Ableck do an do. Ech schaffen! - Da seet de Patron vläicht: Dat do ass en aarbechtswëllege Mënsch. Deen huelen ech éischter ewéi en aneren.

Dat ass eppes, wat mer gëschter erausfonnt hunn. An dat muss eis ze denke ginn, dass mer musse versichen déi jonk Leit, während deem se an de Mesuren dra sinn, awer och weider derzou ze kréien, dass se weider siche ginn, an dass se Zäit kréie, fir sech ze presentéiere fir justement eng Aarbecht ze fannen.

Wéi gesot, dat musse mer nach analyséieren, wat alles an där Etüd Ceps/INSTAED do drasteet. Mer krute se gëschter presentéiert. Et ass eng gutt Aarbecht an déi Aarbecht, déi muss och weidergefouert ginn. Ech wëll Iech soen, dass mir als Demokratesch Partei averstane si mat deene Mesuren, déi en faveur vun deenen eelere Chômeure geholl ginn, an dass mir dëse Projet de loi och wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettendorf Merci. Als nächste Riedner ass den Här Castegnaro agedroen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir dee gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport, deen en hei virgedroen huet. Ech wëll och ënnersträichen, dass mir d'Zweedeelung vun deem Projet de loi direkt akzeptéiert hunn, well mer der Meenung sinn, dass se zesummegeet mat där dach dramatescher Situatioun op eisem Aarbechtsmaart.

Déi Situatioun mécht et noutwendeg, dass ee sech fir déi nei Mesuren, déi besonnesch fir déi jonk Chômeuren an Demandeurs d'emploi amgaange sinn ausgeduecht ze ginn, Zäit muss huelen. Och well se musse weiderhin en offensive Charakter hunn, ass et néideg, sech Zäit duerfir ze huelen, fir dass dat duerchdiskutéiert gëtt, ausgeräift ass an zu engem konkrete Resultat da féiert.

De Koordinatiounscomité vun der nationaler Tripartite huet a senge leschte Sitzungen deen Débat - och deen dote - relancéiert. Ech géing awer ganz bescheide soen, och am Sënn vun der LSAP an eisen Initiativen hei an deem héijen Haus, wou mer e puermol Debatten ausgeléist hunn iwwert de Chômage am Allgemengen an och am Spezifeschen an domat eis Suerg ëmmer erëm zum Ausdrock bruecht hunn, dass ee sech muss mat där Beschäftegungssituatioun permanent ausernee setzen, an dat mam Zil erëm kënne Vollbeschäftegung hierzestellen.

Vollbeschäftegung a méi Aarbecht, awer dat wësse mer och: Dat kann een net eleng per Gesetz dekretéieren. Dat ass net méiglech, soss hätte mer et scho längst gemaach. Mä dat, wat mir kënne maachen, musse maachen a jo och maache wéi haut, dat ass dee beschtméiglecht Kader ze schafen, deen derzou bäidréit, dass een d'Beschäftegungspolitik kann offensiv entwéckelen. Dat och am Sënn vu bessere finanzielle Konditiounen. Ob dat elo déi Sue sinn, déi de Chômeur kritt, oder ob dat déi Hëllefe sinn, déi de Patron kritt, alles dat ass wichteg a spillt eng Roll.

Mä mir sinn eis jo awer och alleguer bewosst, dass och d'Schoul- an d'Ausbildungspolitik, wann ee vu Beschäftegungspolitik schwätzt, eng bedeitend Roll huet; och d'Industrie- an d'Wirtschaftspolitik, och d'Steierpolitik. Vill - wann net bal all - Politiken, déi an dësem Land zur Debatt stinn, hunn hiren Undeel dorun, ob ee Vollbeschäftegung méiglech mécht, oder ob ee weiderhin op engem héije Chômageniveau muss fueren.

Bedeitend ass a bleift - an dat muss een ëmmer erëm op en Neits ënnersträichen -, dass all Akteuren hei gefuerdert sinn; d'Politik als alleréischt. Mir droen d'Responsabilitéit an alle Fäll, mä och d'Gewerkschaften an d'Wirtschaft an dat am Sënn vun där Responsabilitéit, déi all Acteur an dësem Land huet, awer och am Sënn vun der sozialer Responsabilitéit, déi jiddfereen ze iwwerhuelen huet.

D'Viraarbecht fir déi Mesuren, déi elo méi besonnesch déi Jugendlech treffen, déi ginn de Moment am Comité permanent de l'Emploi gefouert, op der Basis vun den Diskussiounen aus der nationaler Tripartite.

Mä ech wëll awer dobäi och ënnersträichen, dass eis Commission du Travail et de l'Emploi genausou direkt no der Tripartite déi Viraarbecht ugefaangen huet, andeem mer den Aarbechtsminister invitéiert haten, fir e Rapport gemaach ze kréien iwwert d'Konklusioune vun der nationaler Tripartite a fir direkt an de Prozess ageschalt ze sinn a kënnen eise Pefferkär bäizeleeën an och keng Zäit ze verléieren, fir dann, wann et esou wäit ass, kënne méiglechst schnell déi beschtméiglech nei Mesuren op den Instanzewee ze brëngen an deem héijen Haus hei dann och kënnen ze ënnerbreeden.

Déi lescht politesch Entscheedung ass eben hei an der Chamber an déi soll a muss ëmmer am Sënn vun de Betraffene sinn.

Haut - de Rapporteur an de Virriedner hunn dat schonn ënnerstrach - leeë mer iwwert dee Projet, iwwert dee mer ofstëmmen, eng Rei vu Saache fest, besonnesch, an dat ënnersträichen ech, eng legal Basis fir d'Experten an d'Consultanten, déi bei der ADEM agestallt gi sinn zënter Joren an déi eng wäertvoll an net méi ze vermëssend Aarbecht leeschten. Mir begréissen, dass de Statut vun deene Leit mat dësem Gesetz kloer gëtt, also eng legal Basis kritt.

Mir schwätzen och haut iwwert eng Rei vu Verbesserungen an der Harmoniséierung vu bestehende Moossnamen. Ech wëll net méi op déi agoen; déi sinn hei ëmschriwwe ginn.

Ech wëll just eppes besonnesch ervirsträichen, well et engem am Häerz wéi deet: Mir schwätzen haut iwwer Moossnamen zu Gonschte vun eeleren Arbeitnehmer, déi mer ab dem 40. Liewensjoer als al Arbeitnehmer fir den Aarbechtsmaart aklasséieren, wat eigentlech eng Schan an eng Frechheet vis-à-vis vun deene Mënschen ass an e brutaalt Spigelbild awer duerstellt vun der reeller Situatioun op eisem Aarbechtsmaart an deem dach méi béisaartege Spill, wat mat Mënschen a mat hirer Existenz gedriwwe gëtt. Duerfir begréissen ech ausdrécklech, dass mir am Sënn vu positive Moosnamen hei Verbesserunge virschloen iwwert dee Projet de loi.

An ech wëllt d'Geleeënheet nach fir eppes benotzen. Et ass vill iwwert d'CEPS-Studie vu gëschter geschwat ginn, ech kommen och nach eng Kéier kuerz drop zréck, mä mir soen et ëmmer erëm: Et gëtt an dësem Land immens vill Patronen, déi iwwerhaapt net wëssen an net zur Kenntnis huelen, wéi vill Moossnamen, positiv Moossnamen et gëtt fir déi Mënschen, mä och fir hir eege Keess. Wa se déi Moossnamen uwenden, kommen se net emol schlecht dobäi ewech, well se meeschtens gutt Leit kréien an och nach vill Geld aus dem Fonds pour l'Emploi, wa se dann deen Akt do maachen, deen eigentlech misst eng Selbstverständlechkeet sinn am Sënn vun der sozialer Responsabilitéit.

Mä ech wëll eppes aneschters ënnersträichen. Déi Mesuren, déi haut hei zur Décisioun stinn, stinn eigentlech am krasse Géigesaz zu Fuerderunge vu gewësse politesche Kreesser oder Patronatsorganisatiounen, oder vu sou genannten Experte wéi déi vun der OECD, déi an dësen Deeg en Urteel jo och iwwert de Chômage a seng Bekämpfung zu Lëtzebuerg ofginn hunn. Sou och den Expert vum BIT, deen eigentlech virun e puer Wochen hei war, fir en Audit bei der ADEM ze maachen, mä dee sech och ugemooss hat, d'Héicht vun den Chômageindemnitéiten an de Steieren an all Méigleches ze kritiséieren. Do hate mer eigentlech Sträit kritt.

Dir erënnert Iech un déi Debatt hei an déi Ausernanersetzung, déi ech bal mam honorabelen Niki Bettendorf kritt hat, mä déi Leit do sinn a sech bezuelte Söldner, géing ech soen, déi geruff ginn - ech hoffen net bestallt ginn -, mä déi hir Missioun dora gesinn, fir an dësem Fall déi bestehend Chômagegesetzgebung ze verännere, an deem Sënn, wéi si dat gesinn. Si drécke sech zwar an engem techneschen onverständleche Kauderwelsch aus, wat bal kee versteet. Am Endeffekt ëmschreiwe se dat mat néidege Strukturreformen. Mä am Endeffekt beweise se, dass se keen Häerz hunn an dass se am neoliberalen Zäitgeescht eigentlech Sozialofbau schlicht an einfach op Bockel vu Leit, déi souwisou Existenzproblemer hunn, wëlle bedreiwen.

An do soen ech: Gott sei Dank ass dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, am krasse Géigesaz, a Widersproch zu deenen Theorien a Gott sei Dank setze mer hei e positiivt Signal, e positiivt Signal, wat mer hoffentlech och - an ech gleewen drun - bei den neie Moossname fir jugendlech Chômeuren oder Demandeurs d'emploi geneeësou wäerte setzen.

Ofschléissend, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nach déi eng oder aner Iwwerleeung. Éischtens emol: D'Commission de l'Emploi et du Travail, an et ass vu menge Virriedner gesot ginn, huet virgëschter déi Etüd vum CEPS zur Kenntnis geholl, wou et dorëm gaangen ass, d'Bewäertung vun der Effikassitéit vun néng bestehende Mesures pour l'emploi virzehuelen, also net Beschäftegungsinitiativen, wéi de Frënd Marcel Glesener sech e bëssen onglécklech ausgedréckt huet, mä néng bestehend Mesures pour l'emploi, an dorënner sinn och déi, déi hie gemengt huet, also déi Mesuren, déi iwwer Beschäftegungsinitiativen organiséiert ginn.

Déi CEPS-Etüd huet eigentlech wëssenschaftlech dat bewisen - an do sinn ech mat mengem Frënd, dem honorabelen Niki Bettendorf dann eben erëm eng Kéier net ganz d'accord - wat aner Leit awer wossten, nämlech dass déi Mesurë scho positiv Resultater op engem ganz héijen Niveau hunn. Dat wat gutt ass, wat positiv ass, dat ass, dass mer et och elo nach wëssenschaftlech kritt hunn, wat mer awer am Ministère, an der ADEM, innerhalb och vu gewëssene Beschäftegungsinitiative souwisou feststellen.

Et ass also eng Bestätegung vun enger positiver Bewäertung an ënnersträicht, wéi wäertvoll an erfollegräich déi Mesuren do sinn. Mä et ass och drop higewise ginn, dass se zu engem gudden Deel verbesserungsbedürfteg sinn, an dass verschidde Konfusiounen nach méi mussen aus der Welt geschaaft ginn. Hei ass de CAT public genannt ginn, wou eng ronn 1.800 Verträg an de Joren 2001 bis 2005 waren; wou leider déi Meescht mengen, wa se CAT am öffentleche Secteur maachen, wier dat gläichbedeitend mat iergendeng Kéier enger definitiver Astellung do; wat jo net méiglech ass opgrond vun de Spillregelen, déi aneschters sinn; an dass do Leit herno Schwieregkeeten hunn, en anere Patron am Privatsecteur ze fannen; dat ergëtt sech e bëssen. Mä dat sinn déi Saachen, déi ee muss verfeineren.

Mir sinn eis jo och eens ginn, dass mer am Hierscht, op der Basis vun der CEPS-Etüd a vun Erkenntnisser vum Ministère a vun der ADEM, deen Débat wäerte weiderféieren.

Eng aner Iwwerleeung, an déi ass haut och hei genannt ginn, dat ass de Maintien dans l'emploi. Do ass eng nei Method amgaang sech ze entwéckelen, déi sech hoffentlech duerchsetzt; obwuel ee mierkt, dass gewësse Patronskreesser och do elo erëm méi Widderstand leeschten. De Maintien dans l'emploi soll e Mëttel sinn, wat prioritär

agesat gëtt a Krisesituatiounen, also an Entloossungssituatiounen. Well dat verhënnert, dass d'Leit an de Chômage falen an dann domat tributär gi vun all deem, wat dann d'Chômagegesetzgebung deene Leit och bereethält.

Dann eng lescht Iwwerleeung, a si ass genannt ginn zu engem Deel, dat ass d'Gesetz iwwert de Chômage social, wat elo erëm um Métier ass. Do sinn d'Amendementen do. No dem Avis vum Conseil d'État hu mer eis jo och d'Wuert ginn, dat elo méiglechst schnell ze attackéieren, well iwwert dat Gesetz vum Chômage social jo d'Base légale fir déi sou genannte Beschäftegungsinitiative geluecht gëtt. Déi Beschäftegungsinitiativen hunn e grousse Succès. Et sinn ëmmerhi bal 4.000 Leit, déi iwwer all méiglech Beschäftegungsinitiativen eng Chance hunn, net am Chômage, mä um Aarbechtsmaart ze sinn. Et ass also Zäit, dass mer do d'Spillregelen definitiv klären.

An da bleift d'Gesetz iwwert d'Solidarwirtschaft, iwwert d'Économie solidaire, wat ech schonn des Öfteren hei gesot hunn, wat nach eppes anescht ass a wat och am Beräich vum Familljeministère ugesiedelt ass. D'Solidarwirtschaft brauch eng legal Basis, fir kënnen e weidert wirtschaftlecht Standbeen hei zu Lëtzebuerg duerzestellen a fir iwwert dat wirtschaftlecht Standbeen erëm eng Kéier d'Chance ze realiséieren, dass duerch d'Kreatioun vun Entreprisen am Beräich vun der Économie solidaire souwuel Jonker wéi Aler, Qualifizéierter wéi Onqualifizéierter, eng nei Chance op eng Aarbechtsplaz kréien an net eng kuerzfristeg, mä och eng laangfristeg, an dass do kënnen déi Aarbechten entwéckelt ginn.

Besonnesch och do sinn déi eeler Chômeure betraff, vun deene mer haut vill geschwat hunn, an deene solle mer déi Chance ginn…

M. le Président.- Herr Castegnaro, erlaabt Der, datt den Här Glesener Iech eng Fro stellt?

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Elo war ech esou gutt lancéiert a bal um Enn.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Ech wollt dem Här Castegnaro just herno eng Äntwert ginn op dat, wat e gesot huet.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ma, dat ass ganz gentil. Ech sinn direkt fäerdeg.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Et gëtt och bal Zäit.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Mir ginn eis eens.

Ech wëll nëmme soen, dass iwwert d'Économie solidaire dat Standbeen ka geschaaft gi fir dauerhaft Aarbechtsplazen a Beräicher wéi dem Sozialen, dem Kulturellen, dem Environnement, wou Leit, déi anerwäerts net méi geholl ginn, duerchaus gebraucht ginn a bewisen hunn, dass se do, wou se elo schaffen, eben eng wäertvoll Aarbecht leeschte kënnen. Déi puer Iwwerleeungen zum Schluss. Fir de Rescht wëll ech hei soen, dass d'LSAP-Fraktioun natierlech dëse Projet stëmmt.

Merci alleguer.

M. le Président.- Ech soen dem Här John Castegnaro Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Glesener wollt jo nach eng Fro stellen.

M. le Président.- Jo…

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Jo. Här Président, Merci fir d'Wuert. Ech wollt just dem Här Castegnaro…

M. le Président.- Jo…

(Hilarité)

Här Glesener. Ech muss Iech awer drop opmierksam maachen, Dir musst eng Fro stellen. Mir si jo elo net an enger öffentlecher Diskussioun. Wann Der wëllt, kënnt Der Iech herno nach eng Kéier androen, an da kënnt Der nach eng Kéier Positioun huele par rapport zu deem, wat gesot ginn ass. Mä soss misst Der Iech eigentlech drop limitéieren eng Fro ze stellen.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Neen, et war keng Fro. Ech wollt just dem Här Castegnaro Recht ginn…

(Hilarité)

…wéi e gesot huet, datt ech mech verschwat hunn a mech onglécklech ausgedréckt hunn, datt ech net geschwat hu vu Beschäftegungsmoossnamen, mä vu Beschäftegunsinitiativen. Beschäftegungsinitiative kënnen och Moossname sinn. Et ass mer am Eifer des Gefechts esou gaange wéi mengem Kolleeg Castegnaro, dee vun enger feindlecher Iwwernahm vun der Cargolux vum Här Mittal geschwat huet. Dat ka virkommen.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Gutt, domadden ass dat richteg gestallt. Elo huet d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären direkt virausschécken, datt meng Fraktioun sech wäert bei dësem Projet enthalen, esou wéi mir eis och beim Rapport an der Kommissioun enthalen hunn.

Ech wäert Iech och erkläre firwat: Net well mir dës Mesuren, déi elo hei virgeschriwwe sinn, schlecht fannen, oder well mir d'Noutwendegkeeten net agesinn, fir zousätzlech Consultanten anzestellen oder deenen soi-disant da méi ale Chômeuren iwwer 40 Joer besser Chancen ze offréieren, fir um éischten Aarbechtsmaart bestoen ze bleiwen oder erëm kënnen op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Neen, Här President. Eigentlech sinn déi Initiativen och gutt an och sënnvoll. Mä mir wëllen op dës Aart a Weis nach eng Kéier ënnerstäiche, wat mir als Gréng net midd gi bei all Debatt iwwert d'Aarbecht an de Chômage ze soen, bei all Projet de loi, dee mat Ënnerstëtzung vu Chancegläichheet um Aarbechtsmaart ze dinn huet.

An eisen Ae feelt et nach ëmmer un enger globaler Strategie vun der Regierung, esouwuel wat Beschäftegungspolitik vun de Jugendlechen wéi och wat Beschäftegungspolitik a Maintien dans l'emploi bei den Erwuessenen ugeet.

Et feelt an eisen Aen och u Kollaboratioun an u Koordinatioun tëschent den zoustännege Ministèren, sief et tëschent dem Éducatiounsministère fir deen ee Volet vu méi speziell der Jugendbeschäftegung an dem Wirtschaftsministère oder neierdéngs dann och mam Ausseministère. Mir vermëssen och nach ëmmer eng kloer Ausso vum Aarbechtsminister, dee virun etleche Méint am Kader vun enger klenger Mini-Ëmverdeelung vun de Ressorten an der Regierung sech sollt dann och méi spezifesch ëm d'Aarbechtsmaartpolitik an de Combat contre le chômage këmmeren.

Dëse Projet de loi hei ass am Oktober 2005 déposéiert ginn an hat zu deem Moment nach de Volet vun de Mesurë fir déi jonk Leit mat am Projet. Haut ass en aus verschiddene Grënn - déi mer jo net kennen - net méi dran. Mä et ass awer ganz vill haut doriwwer geschwat ginn.

Deemools hat ech awer och schonns de Minister gefrot - vläicht kënnt Der Iech dat erënneren, ech hat zwar am Procès-verbal nogekuckt, do steet et net esou explizit dran -, ob et net besser wier, d'Resultater vun där CEPS/INSTEAD-Etüd, déi deemools och schonn an Optrag gi war, ofzewaarden, fir dann eng global Evaluatioun ze maachen iwwert déi sëlleche Mesuren an dann eréischt zesummen ënner anerem och an der Travail-et-Emploi-s-Kommissioun iwwert déi noutwendeg Mesuren, déi da sollten an engem Projet de loi erafléissen, ze diskutéieren, ze debattéieren a gegebenenfalls och Entscheedungen ze treffen. Zu deem Zäitpunkt war awer déi do Iddi verworf ginn oder vläicht net fir wichteg genuch gehale ginn.

Ech muss och hei ënnersträichen, datt d'Kommissioun wéineg bedeelegt war u Reflexiounen iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart an iwwert d'Moossnamen, déi ubruecht wiere bei enger nach méi beonrouegender Situatioun.

D'Kommissioun huet sech am vergaangene Joer eng eenzeg Kéier befaasst mat der Situatioun um Aarbechtsmaart, an zwar den 23. November. Zu deem Zäitpunkt war de Projet de loi schonns iwwer e Mount déposéiert ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir mussen och soen, datt et fir d'Aarbechtskommissioun heiansdo schwéier ass den Duerchbléck ze behalen. Mir hunn engersäits - a mäi Virriedner huet et jo och schonns ernimmt - de Comité permanent de l'Emploi oder de Comité de Coordination tripartite, déi iwwer Méiglechkeeten de Chômage an de Grëff ze kréien diskutéieren. Si debattéieren iwwer „paper", heiansdo esouguer iwwer „non-paper". Dorauser entstinn da Propositiounen, déi an engem Projet de loi erëmzefanne sinn. Wann dann an enger Tripartite nei verhandelt gëtt, gëtt et och vläicht nei Méiglechkeeten, déi proposéiert ginn, da ginn och da verschidde Projet-de-loie wéi deen heiten an deem Sënn adaptéiert. D'Parlament gëtt dann doriwwer informéiert.

De Minister informéiert och regelméisseg d'Kommissioun iwwert déi lescht Situatiounen a Statistike vum Chômage. Ech wëll och drun erënneren, datt de Vizepresident aus der Kommissioun - fir en net ze nennen, mäi Virriedner - zu deem Zäitpunkt, nämlech am leschten Hierscht dovu geschwat huet. An ech zitéieren aus dem Procès-verbal: «…souligne en premier lieu la nécessité d'établir un inventaire général de l'ensemble des mesures législatives ou autres mesures à discuter ou à prendre dans la lutte contre le chômage».

Dëst ass genau dat, wat mir Gréng och soen. Et ass och genau dat, wat d'Employeure soen. Virdrun ass gesot ginn, datt effektiv d'Employeure sech och net erëmfanne respektiv heiansdo net wëssen, wéi vill a wat fir eng Mesuren et gëtt. An d'CEPS/INSTEAD-Etüd wäert an enger nächster Etüd dann effektiv mat de Betriber a mat den Employeure déi Mesuren analyséieren oder analyséiere loossen a wäerten dëst och wahrscheinlech feststellen. Se soen och genau datselwecht.

An och déi Leit, déi all Dag mat de Chômeuren oder mat den Demandeurs d'emploi schaffen, sief et a verschiddenen Associatiounen, sief et awer och um Arbeitsamt selwer, soen am Fong déiselwecht Saach: Mir erdrénken - fir et net anescht auszedrécken - an enger Rei vu Mesuren, déi oft effikass sinn, déi oft net esou effikass sinn, déi heiansdo kontraproduktiv kënne wierken oder vläicht och ganz einfach sinn. Déi Wéinegst fanne sech doran erëm.

Elo huet d'Regierung kuerzfristeg décidéiert de Volet Jugendbeschäftegung aus dem Projet de loi erauszehuelen, d'Etüd CEPS/INSTEAD betreffend d'Evaluatioun vun de Mesuren, méi spezifesch och déi CAT public a privé an aneres ze considéréieren, a verschidden Décisiounen aus der leschter Tripartite mat afléissen ze loossen. Dofir hu mer haut dann nach dräi eigentlech Adaptatiounsmesuren hei zur Debatt fir ze stëmmen, déi am Projet de loi dra sinn.

Wéi et dann awer mat der Jugendbeschäftegung weidergeet, ob dëst nodréiglech an e Projet de loi erafléisst oder ob aner Méiglechkeeten envisagéiert ginn, kann haut nach kee soen.

Ech sinn net honnertprozenteg därselwechter Meenung wéi mäi Kolleeg, den Här Bettendorf. Ech froe mech heiansdo, ob e PAN net zu esou engem Zäitpunkt erëm zäitgemëiss wär, fir wierklech eng Aktioun ze lancéieren an domadden och eng kloer Strategie ze definéieren.

Wéi et mam neien an drëtten Audit vun der OCDE vum Arbeitsamt weidergeet - dat ass och scho virdrun ernimmt ginn -, weess och nach haut keen ze soen. Wéi et mat der Zesummenaarbecht vun den Interimsfirme weidergeet, wouriwwer mer och an der Kommissioun Rieds haten, weess och nach haut keen ze soen. Wéi et mam Chômage social - wéi et heescht - weidergeet an deem vill ëmstriddene Projet de loi dozou, weess och nach haut keen ze soen.

«Dans le domaine de l'orientation professionnelle, la collaboration avec les services de l'orientation dans les lycées devra être améliorée.» Domadder zitéieren ech de Minister iwwert de Biais vum Procès-verbal vum leschten November. Och do wësse mer net, wéi an ënner wat fir enger Form dëst soll vir sech goen.

Sécherlech wäerten no an no - a mäi Virriedner, den Här Castegnaro, huet dat op eng a sech zimlech optimistesch Aart a Weis hei beschriwwen - drëppechersweis all déi noutwendeg Mesuren eventuell hei presentéiert ginn. Ech gesinn dat net esou optimistesch, well ech der Meenung sinn - a meng Fraktioun mat -, datt et net ubruecht ass fir stéckechersweis zu verschiddene Mesuren ze kommen.

Mir sinn awer der fester Iwwerzeegung, datt mir eis et net méi kënnen erlaben, drëppechersweis ze schaffen an engem Beräich, wou engersäits d'Zuel vun den Aarbechtsplaze klëmmt, de Chômage awer gläichzäiteg och. Esou wéi et de Moment leeft, verstinn ech och dem Aarbechtsminister seng Ausso, wann hie sech selwer als Pompjee beschreift.

D'lescht Joer hate mer en Débat d'orientation iwwert de Chômage an de Maintien dans l'emploi hei an dësem Haus. Do konnt och all Fraktioun hir Kritiken, hir Propositiounen, hir Fuerderunge matdeelen. Et sinn och vill Kritike komm, et sinn awer och vill Suggestiounen a Propositioune komm vun alle Fraktiounen. Et gesäit awer esou aus, wéi wann d'Regierung awer dach wéineg Ouer hätt fir dat, wat déi Honorabel hir suggéréiert hunn, souwuel déi aus der Oppositioun wéi och déi aus der Majoritéit.

Duerfir, Här President, ouni wëllen déi puer eenzel Mesuren, déi hei proposéiert ginn, schlecht ze rieden, wëlle mer hei soen, datt mir mengen, datt et net absolut de richtege Wee ass, fir eng offensiv, eng kloer an eng determinéiert Beschäftegungspolitik ze lancéieren. Ouni wëllen och de Lëtzebuerger Modell a Fro ze stellen, stelle mir eis als Gréng awer Froen iwwert d'Marge de manœuvre, déi d'Regierung sech gëtt, wat hire rouden oder schwaarze Fuedem a Saache Beschäftegungspolitik ass, wéi si de Chômage wëllt upaken.

De Moment gesäit hir Politik éischter aus wéi e Buch, wou ee keen Inhaltsverzeichnis huet a wou d'Säiten au fur et à mesure geschriwwe ginn. Mir zweifelen drun, datt dat dee richtegen, zumindest dee séchere Wee ka sinn. Duerfir menge mir, datt et elo un der Zäit ass, datt et un der Regierung an deenen zoustännege Ministeren - et sinn der méi wéi een - ass, fir elo e kohärente Programm op den Dësch ze leeën an eis eng kloer Politik ze presentéieren.

Ech zitéieren nëmmen e puer Saachen: Iwwert d'Orientation professionnelle, iwwert d'Jugendbeschäftegung, iwwert de Chômage social, iwwert d'Formation continue, iwwert de Maintien dans l'emploi, iwwert de Rôle vum Aarbechtsamt, iwwert de Rôle vun den Interimsfirmen, iwwert de Rôle vun den A.s.b.l.en an de Kooperativen, iwwert d'Interaktiounen tëschent Comité permanent de l'Emploi, Tripartite a Chamber a Saache Beschäftegungspolitik, iwwert d'Koordinatioun tëschent de verschiddenen zoustännege Ministèren an och iwwert d'Ressourcë vum Fonds pour l'Emploi, fir der just nëmmen e puer ze nennen, wou mir mengen, datt déi alleguerte matenee vernetzt sinn an datt déi eigentlech alleguerte matenee missten an enger Strategie presentéiert ginn.

Esou wéi mir et schonn d'lescht Joer gesot hu beim Débat d'orientation, sinn déi Gréng gewëllt, konstruktiv matzeschaffen - ech widderhuelen dëst awer bei menge ville Kritiken trotzdeem nach eng Kéier -, wann dann eng kloer a wäitsiichteg Strategie presentéiert gëtt, fir do eng Hand mat unzepaken.

Dëst gesot, Här President, denken ech, hunn ech mech kloer ausgedréckt iwwert d'Ursaache vun der Abstentioun vun der grénger Fraktioun bei dësem Vote.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert elo. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Kolleeg Ali Kaes als Rapporteur vun dësem Gesetz. Ech mengen, mir wëssen alleguer, et ass eng Realitéit, datt de Chômage hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore rapid ugeklommen ass, an datt mer eis net méi kënne vis-à-vis vun anere Länner esou ervirdrängen a virstellen als ee Land mat niddregem Chômage, mat Resultater, déi d'Leit an anere Länner dreeme gelooss hunn, wa mer iwwer eise Chômage do geschwat hunn.

De Chômage ass an deene leschte Jore massiv ugeklommen. En ass am Ableck liicht amgaangen ze falen, wat zwar zum gudden Deel, géif ech mengen, saisonbedéngt ass, och wann e liicht méi séier fält, wéi dat an deenen zwee Jore virdrun zu dësem Zäitpunkt de Fall war.

De Chômage wäert also och an Zukunft fir ons all en Haaptproblem bleiwen, eng Haaptsuerg bleiwen, an et wäert eng permanent Diskussioun op allen Niveaue bei all deene Leit, déi mam Chômage ze dinn hunn, bleiwen, an da virun allem och hei an der Chamber.

Ech mengen, jiddfereen - an déi Debatt, déi mer d'lescht Joer hei gefouert hunn, huet et bewisen - mécht sech queesch duerch déi eenzel Parteie Suergen. Praktesch all Parteien hunn hei Suggestiounen, Propositioune gemaach, a mir mierken, datt op allen Niveauen doriwwer diskutéiert gëtt. Mir wëssen awer och alleguer, wa mer éierlech sinn, datt et keen Allheilmëttel gëtt, fir de Chômage mat engem Gesetz an engem Fiederstréch aus der Welt ze schafen. Et gëtt kee Patentrezept, wat ee ka presentéieren, fir dem Fléau vum Chômage kënne reell ze begéinen.

Et mussen engersäits laangfristeg an op där anerer Säit kuerzfristeg Moossnamen ergraff ginn. Laangfristeg Moossnamen, déi net nëmmen an der Ausféierung laangfristeg sinn, mä déi och dacks an dem Zesummestelle vun der Moossnam laang Zäit brauchen. Ech denken do zum Beispill u wirtschaftleche Wuesstum, ech denken do zum Beispill u Steierpolitik, Sozialpolitik, wat alles domat ze dinn huet, ech denken awer och un d'Formatioun, un d'Weiderbildung, wat alles Theme sinn, déi en direkten Afloss op de Chômage hunn an déi net kuerzfristeg kënne gräifen, mä déi eben eng laangfristeg Zäit brauchen, fir kënnen ze gräifen, fir de Chômage domat kënnen erofzesetzen.

Do derniewent gëtt et dann awer, géif ech soen, eng Kuerbelbootsch voll vu punktuelle Moossnamen, déi kënne kuerzfristeg gräifen. Där hu mer an deene vergaangene Jore schonn öfters hei an der Chamber diskutéiert a gestëmmt. An haut hu mer eben erëm dräi esou Moossnamen, déi kënne kuerzfristeg direkt geholl ginn an déi och kënnen direkt ëmgesat ginn an och kënne punktuell gräifen.

Och wann domat net masseweis Leit wäerte muer vum Chômage an den Aarbechtsmaart eriwwergoen, mä ech mengen all Plaz, a wann et der nëmmen zéng oder 20 oder 30 sinn, ass derwäert fir datt mer légiféréieren, wa mer iwwert dee Wee kënne Leit eng Aarbechtsplaz zoukomme loossen, déi virdru keng haten.

Mir hunn haut dräi Moossnamen, déi zur Diskussioun stinn. De Kolleeg Rapporteur an all déi aner Kolleeginnen a Kolleegen hu virdrun déi schonn zum Deel hei beliicht, esou datt ech dat net méi brauch ze maachen. Vun eiser Säit aus sinn dat positiv Moossnamen, an duerfir wäerte se och eis Zoustëmmung fannen.

Ech géif de Minister invitéieren a vläicht och d'Beruffschamberen, awer - an dat ass och scho virdrun ugeklongen - d'Informatioun un d'Betriber ze verbesseren. Et ass vläicht richteg, datt et eng Schwemm vu Moossname gëtt an duerfir verschidde Leit net méi d'Duerchsiicht hunn, fir eben déi eenzel Moossname kënne konkret festzestellen a se doduerch och ze applizéieren. Mä doduerch datt mer vläicht geziilt Campagnë maache vum Stat aus, och iwwert d'Chambres professionnelles, virun allem wat d'Patronatssäit ubelaangt, kann ee vläicht de Betriber méi Informatiounen zoukomme loossen.

Et kann een awer och zu de Betriber soen, wann den éischte Wee vun all Betrib, dee Leit sicht, op d'ADEM wier, fir ze kucken, ob net e Chômeur do wier, deen déi Aarbechtsplaz kéint besetzen, da wier dee Wee zu der Informatioun wahrscheinlech vill méi liicht, an e kritt och wahrscheinlech da vun der ADEM déi Informatiounen, déi en aneschters net kritt hätt. Duerfir ass et am Fong zum Virdeel vun engem Betrib wann hie géif säin éischte Schratt op d'ADEM maachen, wann hie géif en neie Mataarbechter sichen, fir datt hien dann och déi Informatiounen do kritt. Informatiounen, déi sécherlech net nëmmen zum Virdeel vun deem Demandeur d'emploi wieren, deen dann eng Aarbecht krit, mä déi awer och ganz interessant si fir d'Betriber. Dat sinn awer ganz interessant Moossnamen, déi sech finanziell kéinte positiv op déi eenzel Betriber auswierken.

Wa mer haut hei déi Experten, déi d'ADEM mat bäigezunn huet, legaliséieren, ass dat och e Wee, dee mir kënnen ënnerstëtzen. Dir wësst, datt mir als ADR schonn des Öftere méi privat Initiative gefuerdert hunn, wat d'Placementer ubelaangt. Mir hunn do ni bis haut e ganz grousse positiven Echo heibanne fonnt, mä mir sinn awer der Meenung, datt een och soll privat Initiativen do mat abannen. Hei ass en deelweise Schrëtt, deen esou gemaach gëtt, well eben d'ADEM elo kann Experten aus dem Privatsecteur mat erunzéien, fir mat deenen hire Kenntnisser ze versichen eben déi Pisten erauszesichen, wou Leit kéinte placéiert oder besser placéiert ginn.

Dat gesot, Här President, mengen ech, datt all Gesetz, och wann et nëmmen e klengt ass, wichteg ass. Et ass de Mëtten hei ugeschwat ginn, datt ee vläicht sollt erëm iwwerleeën iwwer e PAN-Gesetz. Mir wëssen awer alleguer, wat d'Realisatioun vun esou engem Gesetz net nëmme vun Aarbecht, mä virun allem vun Zäit verlaangt, an duerfir sinn ech awer perséinlech ee vun deenen, dee seet, wann eng Moossnam fäerdeg ass, datt se kann ëmgesat ginn, da komm mer huelen eis déi Zäit a mer setze se direkt ëm a mer loossen et net waarden, bis mer iergendwéi eng Kéier e grousst Gesetz kënne maachen.

Duerfir och, wéi gesot, wann dat e Gesetz ass, wat nëmmen dräi punktuell Moossnamen huet, dann ass et e gutt Gesetz. Mir sollten et net verschleefe loossen, mir sollten et direkt stëmmen, fir datt et am Interessi vun deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, esou séier wéi méiglech kann a Fonctioun trieden.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Et ass scho richteg, wann ee seet, wat e Gesetz manner Dispositiounen huet, wat et méi iwwersiichtlech a fir jiddferee méi verständlech ass. Dofir war et och menger Usiicht no gutt, dass e Splitting komm ass vun dësem Gesetz mat deem aneren, wat zu engem spéideren Zäitpunkt fir déi jugendlech Aarbechtsloser soll kommen.

Ech sinn och der Meenung, dass et richteg ass, punktuell Moossnamen dee Moment ze treffen, wa se noutwendeg sinn. Ech mengen, et ass ëmmer esou: Wann et brennt, da rifft jiddfereen direkt d'Pompjeeën an e mécht net fir d'éischt eng laang Strategie fir ze kucken, wou fänken ech dann elo u mat läschen, mä e muss fir d'éischt direkt déi néideg Moossnamen ergräifen.

Ech wëll op dat zréckkommen, wat den Här Bettendorf gesot huet, wou hie Bedenken huet, wat de Käschtepunkt ubelaangt vun deenen 20 Joer, déi vu 45 Joer u bis zum Enn vun der aktiver Aarbechtszäit bezuelt solle ginn, wou d'Soziallaaschte solle geschenkt ginn. Wann ech do eng Moyenne huele vun 2.000 Euro de Mount mat engem Taux vun 12,67%, da rechnen ech aus, dass dann awer dee Chômeur 20 Joer ka beschäftegt ginn an dass dat équivalent ass mat deenen 48.000 Euro, déi et géif kaschten, wann hien zwee Joer laang Chômage géif kréien. Dat heescht also, de Käschtepunkt ass vläicht deeselwechten, mä ass awer gestreckt op 20 Joer.

Da wëll ech nach soen, et ass souwisou fir ze soe bis 65 Joer - esou hoffen ech jo awer, dass mer eis Sozialmodeller, wat d'Préretraite an d'Prépensioun ugeet, behalen -, esou dass am Fong déi Diskussioun iwwer 20 Joer schonn emol guer net steet, esou dass mat deene Mesuren do vis-à-vis och vun zwee volle Chômagë souguer de Stat nach Bénéficiaire ass, wann hie géif zwee Joer Chômage ginn an dann och nach spéider duerno, dat dierf een net vergiessen, muss den RMG bezuelen. Also ech géif mengen, dass dat hei awer eng Mesure ass, déi realistesch ass menger Usiicht no.

Mä wou ech awer elo geschwat hunn iwwert d'Préretraite an d'Prépensioun, sou kommen ech awer net derlaanscht, iwwert dee skandaléise Rapport vun der OECD ze schwätzen, deen elo erëm kierzlech hei opgetaucht ass an dee praktesch all Sozialmodeller hei wéi op Bestellung a Fro stellt. Well mer elo grad jo an enger Period sinn, wou niewent deene gudde Mesuren, déi mer engersäits maachen, fir d'Chômeuren erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien, mer op där anerer Säit amgaang sinn, ëmmer méi Austeritéitsmoossnamen dann och ëmzesetzen, esou stellen ech mer awer Froen.

Ech wëll och d'Regierung froen, wéi si dann zu deem Rapport do steet, an et wär net schlecht, wa mer géifen am Hierscht awer eng Kéier méi konkret hei iwwert dee Rapport vun der OECD schwätzen an emol eng Kéier kucken, wou d'Ursaache leien, an och kucken, wéi mer dat kënnen ofblocken, well et ass jo awer erstaunlech, dass hei ëmmer permanent haaptsächlech Lëtzebuerg viséiert gëtt mat senge gudde Sozialmodeller. Do musse mer awer eng Kéier Remedur schafen an eis dann awer wierklech dergéint zur Wier setzen.

Bon, Här President, dat gesot, dat hei ass e Gesetz, wat nei Weeër geet, wat och nei Méiglechkeete sicht aus dem Privatsecteur eraus, fir matzehëllefe fir Leit zum beschtméiglechen Zäitpunkt an esou gutt wéi méiglech erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien. Dofir ass et e Gesetz, ech mengen, bei deem een nëmme ka seng Zoustëmmung ginn. Et ass einfach e gutt Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet dann den zoustännegen Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Här Biltgen!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Merci alle Riedner fir déi large Zoustëmmung, déi dëse Gesetzesprojet hei fënnt. Besonnesch Merci och dem Rapporteur Ali Kaes, deen hei villes vum Werdegang duergeluecht huet, sou dass ech net méi muss op alles zréckkommen.

Ech wëll awer nach eppes derbäisetzen, wat d'Ursaach ubelaangt vum Splitting. Alles, wat hei gesot ginn ass - ech mengen, den Ali Kaes huet et wierklech am Detail gesot -, ass richteg. Mä et kënnt eppes derbäi, wat e grousse Problem ass zu Lëtzebuerg: Dat sinn déi Délaien, déi mer brauche fir ze légiféréieren. Et muss ee wëssen - an ech kommen nach am Laf vun der Diskussioun e puermol drop zréck -, dass den Aarbechtsmaart op d'mannst all Joer, wann net méi séier, säi Gesiicht ännert an nei Problemer generéiert.

Wa mer wëllen de Chômage bekämpfen zu Lëtzebuerg, musse mer zwou Saache maachen - ech kommen och do nach eng Kéier drop zréck - : Dat Laangfristegt, d'Strukturreformen; mä awer mir mussen och kuerzfristeg kënnen äntwerten op Problemer. Domadder léise mer déi laangfristeg Problemer net. Mir mussen awer kuerzfristeg kënnen äntwerten. Wa mer ee Joer brauchen, eng Äntwert ëmzesetzen, dann ass et schonn ze spéit.

Dat heescht, dat heiten, wat hei ganz vir louch am Pak, domadder war ech eens mat de Sozialpartner am Comité permanent de l'Emploi virun iwwer engem Joer. Mëttlerweil sinn erëm nei Erkenntnisser komm; an engem Joer sinn erëm neier. Wa mer also wëllen de Chômage bekämpfen, musse mer engersäits eis laangfristeg Modeller nokucken - do ass awer net eleng den Aarbechtsminister gefuerdert, do kommen ech nach eng Kéier drop zréck -, musse mer eis doriwwer eens ginn, mä mir mussen awer kuerzfristeg kënnen ëmmer erëm op nei Modeller agéieren. An ech wäert Iech elo e puer Beispiller ginn, wou dat effektiv de Fall ass, wou mer musse kuerzfristeg kënne reagéieren.

An dat ass e bësselchen de Punkt, wou ech frou wär, wa mer kéinte méi séier an dësem Land légiféréieren. Dat ass kee Reproche, deen ech hei der Chamber maachen, well ier dass d'Chamber jo zu eppes kënnt, musse jo sämtlech Avisën era sinn. Déi Avisë sinn och wichteg, fir e gewëssenen Dialog ze féieren.

Une voix.- Neen, dat ass net wouer.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, si musse gefrot sinn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Si musse gefrot sinn. Jo, jo. Ech war selwer eng Kéier Rapporteur vun der Statsrotsreform, wou mer drageschriwwen hunn, mir kéinten och iwwert de Statsrot ewechgoen an éischter Lecture, wa mer wéilten.

Une voix.- Gesitt Der! Do war et jo esou.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat ass souguer deelweis a mengem Kapp gewuess.

(Interruptions)

Also nach eng Kéier: Mir musse kënne méi séier agéieren, wéi mer dat elo maachen. An dofir soen ech och, do komme mer net derlaanscht.

Am Géigesaz zu deem, wat d'Madame Loschetter hei mengt, huet d'Regierung, a virun allem den Aarbechtsminister, e ganz kloert Konzept. Ech wäert et nach eng Kéier soen, et ass souwisou bekannt, ech hunn et wéi oft geschriwwen, an allen Déngen, mä et kritt een et awer ëmmer nëmmen deelweis ëmgesat. Wa mir elo mengen, mir missten alles an engem grousse Pak ëmsetzen, mä da setze mer dee Pak dann ëm, wann e scho laang erëm eng Kéier iwwerholl ass. Et muss een also engersäits wëssen, wat d'Problemer sinn a wat d'Léisungen, an dann déi Léisungen au fur et à mesure do ëmsetzen, wou ee se kann ëmsetzen.

Den Här Ali Kaes huet virdrun drop higewisen, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, dass en dernière minute d'Regierung en Amendement eraginn huet. Mä dat war en Amendement, wou mer eppes elo am Virfeld ëmsetzen, wat mer an der Tripartite ofgemaach hunn, mä deen zum Beispill fir den Dossier Monopol extrem wichteg war. Ech hunn am Dossier Monopol Zousoe gemaach, wou ech géint d'Gesetz eigentlech war a wou ech gesot kritt hunn: Herno kriss de Problemer mam Contrôle financier an du muss d'Gesetz kënnen esou séier wéi méiglech noschéissen.

Hei ass dat optimal gelongen, dass Regierung, Statsrot a Chamber dat doten optimal gemaach hunn, sou dass si mer hei eng Hëllefstellung kënnen elo ginn, déi eis wäert hëllefen eng Partie Betriber ze iwwerzeegen, Leit vum Monopol anzestellen. Mä nach eng Kéier: Heiansdo muss ee ganz séier kënne schéissen.

Wat ass de Problem vum Chômage zu Lëtzebuerg - de grousse Problem? Et gëtt honnertdausend kleng Kategorien. De grousse Problem ass de Konkurrenzkampf um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Mir hunn en Aarbechtsmaart, dee wiisst, deen attraktiv ass, an dee mer och gär attraktiv behalen, notamment wat d'Aarbechtskonditiounen ubelaangt a wat d'Rémunératioun ubelaangt.

Da muss ee wëssen, dass et an de Regioune ronderëm eis méi Chômeure gëtt wéi et an eisem Land Awunner gëtt. A wann een da weess, dass mer an 20 Joer eis Aarbechtsplaze verduebelt hunn, ouni dass awer d'Zuel vun de Lëtzebuerger verduebelt gouf - déi ass vläicht ëm 6.000 gestiegen -, da muss ee wëssen, dass mer och nëmme konnten an dësem Land de Wirtschaftswuesstëm weiderdreiwen doduerch, dass mer Leit aus dem Ausland heihinner bruecht hunn. Dat ass déi positiv Säit, dat ass déi gutt Säit vun der Medail.

Déi schlecht Säit vun der Medail ass, dass et ronderëm eis am Ausland vill Leit gëtt, déi méi jonk, méi diploméiert, méi dynamesch, méi flexibel si wéi déi Leit zu Lëtzebuerg, déi défavoriséiert sinn. Där gëtt et der iwwregens och am Ausland.

Ech kommen elo just erëm vun zwee Ministeschréit aus Finnland. Finnland gëtt jo als grousst Beispill notamment fir d'Schoulpolitik duergestallt. Dat ass och guer net falsch. Guer net falsch! Ech wëll just soen, ech wéilt eppes mat Finnland net tauschen: Dat ass hir Aarbechtslosegkeet an och hir Jugendaarbechtslosegkeet, déi méi héich ass wéi eis! Well et och trotz deem gudde Schoulsystem a Finnland, dat wëll ech wierklech soen, awer eng ganz Partie Leit gëtt, déi duerch de Raster falen! An déi bleiwen iwwerall, an alle Länner, dobaussen a kréien den zweete Präis. An zu Lëtzebuerg ass et duerch dee Konkurrenzkampf nach vill méi schlëmm.

Well nämlech och fir net qualifizéiert Aarbechtsplazen d'Gefor ganz grouss ass, dass ee kënnt, dee méi qualifizéiert ass wéi een, deen hei wunnt, deen déi néideg Qualifikatioune matbréngt fir déi net qualifizéiert Aarbechtsplaz, wann ech dat emol esou kann nennen, an deen natierlech dee schléit. Dat ass de ganze Punkt.

A wie sinn déi Leit, déi den zweete Präis kréien? Dat sinn déi Schwaach, a schwaach si fir d'alleréischt déi, déi net qualifizéiert sinn. A wann ech soen net qualifizéiert, ass dat vläicht e schlechte Punkt. Ech wëll emol virun allem soen: déi net diplomëiert sinn.

Well duerfir hu mer jo och déi Statistike bekannt gemaach iwwert de Chômage des jeunes, fir festzestellen, dass 40% iwwerhaapt näischt hunn, déi hunn en néngt Schouljoer maximal, a 35%, déi hu wuel dat, wat mer en Niveau intermédiaire nennen, mä dat wëllt och näischt soen, well déi mannst vun deenen en Ofschloss hunn. Déi mannst vun deene 35% bei deene Jonken hunn en Diplom. Wann een op enger Dixième oder enger Douzième ophält, oder op enger Deuxième oder esouguer enger Première ophält ouni de Premièresexamen ze maachen, ma dann huet een näischt am Grapp. Esou einfach ass dat! An dann ass een net diplomëiert an net qualifizéiert. An där hu mer der vill ze vill an dësem Land.

Zweete Punkt sinn déi Eeler. Vu 40 Joer un ass et elo e Makel op den Aarbechtsmaart zréckzekommen. Och wann een Diplomer huet an och wann een Experienz huet, ass et e Problem.

En drëtte grousse Problem sinn all déi, déi manner produktiv sinn. Ech schwätzen net gär vun handicapéiert, mä vun deenen, déi manner produktiv sinn. Dat sinn déi, déi mer klassesch handicapéiert nennen. Dat sinn déi Leit, déi deelinvalid sinn. Et sinn awer och ganz vill Leit, déi sozial Problemer hunn. Där gëtt et der och ganz vill. Déi kréien en zweete Präis.

Wa mer also do eppes ännere wëllen, gëtt et zwou Saachen:

Längerfristeg Strukturreformen op deenen dräi Punkten: Qualifikatioun, Alterskompetenzen, an och eppes maache fir déi, déi manner produktiv sinn.

A kuerzfristeg gëtt et nëmmen eppes: esou séier wéi méiglech kënne reagéieren op de Problem,

deen sech an all eenzelnem Fall ergëtt.

Leit méi no bei d'Plazen ze bréngen an d'Plaze méi no bei d'Leit ze bréngen. Dat ass eis ganz Philosophie. A wann Der kuckt, wat mer maachen, ass et genee dat, wat mer maachen. Mir hunn oppe Plazen, déi net besat ginn, a mir hu Leit, déi net op déi Plaze kommen.

Elo soen ech Iech, dass mat all deene beschte Reformen, déi mer hei kuerzfristeg maachen, mer dat net geléist kréien. Well eben op deene Plazen, déi opginn, ëmmer méi Qualifikatioune gefrot ginn, déi déi Leit, déi eng Plaz sichen, ëmmer manner hunn. Also geet dat schonn emol net alles op. Dofir bleift nach ëmmer e Reschtproblem do, dee mer musse laangfristeg léisen. An dat dauert awer - soen ech Iech - op d'mannst zéng Joer, wann net méi. Mä bis dohinner musse mer kucken d'Leit optimal bei d'Plazen an d'Plaze bei d'Leit ze bréngen.

Dofir ass eng wichteg Dispositioun an deem Gesetz, wat Der haut stëmmt, nämlech déi vun de Consultanten.

1998 war d'Diskussioun: Privatiséiere mer d'ADEM oder privatiséiere mer se net? Et ass gesot ginn: Mir privatiséiere se net, well nämlech dann d'Gefor besteet, dass et kënnt esou wäit kommen, dass just déi Staark erëm eng Kéier gehollef kréien an net déi Schwaach. Déi meeschte vun de Clientë vun der ADEM sinn awer éischter Schwaacher.

Mä mir kucken en neit Element eranzekréie vu privatrechtlechem Iwwerleeën. Dat sinn d'Consultanten. Dat sinn also Leit, déi meeschtens als Personalchef am Privatsecteur geschafft hunn, déi dann als Consultant bei der ADEM agestallt ginn.

Do hu mer e Problem kritt mam Contrôle financier, dee gesot huet: Lauschtert, dat dote si Leit aus dem Privatsecteur. Dat si keng Statsbeamten an Dir beschäftegt se eng Partie Joren. Dat geet net mat de Regele vum Stat. Entweder stellt Der se an oder Dir maacht dann e Contrat d'entreprise mat hinnen. Dat heescht, si musse sech privatiséieren.

Wa mer se astellen, hu mer net méi dat Element vun der Zesummenaarbecht mam Privatsecteur, wat mer gesicht hunn. Dat wollte mer also net maachen.

Wa mer soen: Privatiséiert Iech, da muss jiddfereen herno bal e Schäinindépendant ginn, fir kënne mat der ADEM zesummenzeschaffen. Dofir hu mer déi heite Base légale gebraucht. An déi hëlleft eis déi Zuel vun de Consultanten auszebauen.

Consultantë sinn déi, déi bei d'Betriber ginn. Et ass jo oft genuch haut gesot ginn: D'Betriber wëssen net genuch, wat fir eng Mesuren do sinn. D'Consultanten démarchéieren d'Betriber, fir oppe Plazen ze fannen, a bréngen déi zréck bei d'Placeuren.

Zum Beispill si mer amgaangen e Consultant anzestellen, dee spezifesch do ass, fir Plazen ze fanne fir déi Leit, déi manner produktiv sinn, nämlech déi Handicapéiert an déi Leit, déi am Reclassement externe sinn, also déi, déi deelinvalid sinn. Déi kritt een net einfach op den Aarbechtsmaart, wann een net eng staatlech Politik mécht. Do muss de Consultant dohinner goen a soen: Lauschtert - wéi mer et iwwregens elo mat Gemenge gemaach hunn, déi ech nach eng Kéier wollt luewen, déi elo mat eis eppes ënnerschriwwen hunn -, Dir hutt eng Responsabilité sociale, gitt eis déi Posten eran, vun deenen Der mengt, Dir kënnt Handicapéierter dropstellen, a mir sichen an eisem Reservoir Leit, déi och op dee Poste passen. Dat soll dee Consultant och do fir de Privatsecteur maachen. Dat ass also ee wichtege Punkt.

An Zukunft, an dat ass an deem neie Gesetz op Grond vun der Tripartite, wäerte mer eis souwéisou eng Base légale ginn, fir datt mer och nach vill méi mat den Interimsgesellschafte kënnen zesummeschaffen, esouguer mat den Human-Resources-Gesellschaften - oder wéi och ëmmer dat haut heescht -, well mer och do mengen, dass mer notamment eben net dat soen, wat ëmmer verlaangt ginn ass, nämlech déi Staark musse kënne vun der Privatwirtschaft suivéiert ginn, mä fir déi Schwaach hei ze soen: Hei, wann Dir als Interimsboîte oder als Human-Resources-Boîte et fäerdeg bréngt Leit, déi méi schwaach sinn, ënnerdaach ze kréien, da kritt Der eng Prime dofir. An dass mer iwwert dee Wee versiche Leit besser op den Aarbechtsmaart ze kréien. Dat ass also net dat, wat verlaangt gouf, mä et ass dat, wat mer fir richteg fannen.

Da soen ech nach eng Kéier: Wa mer wëllen d'Leit ënnerdaach kréien, da musse mer de Betriber „Incentivë" ginn. Dat heescht, de Stat kann net einfach do liberaliséieren. De Stat muss mat Kombi-Loun fonctionnéieren. An et ass dat, wat mer maache bei den Handicapéierten; et ass dat, wat mer maache bei deenen, déi am Reclassement sinn; an et ass dat, wat mer och mam Chômage des jeunes maachen, andeem mer zu de Betriber soen: Lauschtert, et ass Äert gutt Recht, et ass jo bal Är Flicht, déi beschte Kandidaten ze huelen, well e Betrib muss ëmmer konkurrenzfäeg sinn. Et ass Äert gutt Recht, fir ze soen: Wa mir der aus der Grenzregioun kréien, déi „besser" sinn - tëschent Gänsefüsschen - dann huele mer déi. Mä mir soen: Da gitt wéinstens am Virfeld deenen, déi mir hei hunn, eng Chance.

A fir deenen eng Chance ze ginn, verséisse mer Iech dat doduerch, dass mer Iech eben op de Lounkäschten entgéintkommen. Da gitt deenen eng Chance. A wa se gutt sinn, kënnt Der se huelen. Dofir war déi CEPS-Etüd jo och wichteg, well se bewisen huet, dass dat net bei alle Moossnamen, mä bei ville Moossname gräift.

Bei där CEPS-Etüd ass gesot ginn…

M. le Président.- Här Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, mä da gutt.

Une voix.- Här President, loosst en nach schwätzen. En ass esou gutt drop.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, wann de Chômage Iech net méi wäert ass wéi dat, dann halen ech op!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, Här Minister, ech kann net all Kéiers hei d'Reglement fir deen een a fir deen aneren anescht interpretéieren. Mir hunn eben Dispositiounen hei. Ech géif Iech bieden, Är Schlussremarquë vun Ärer Plaz vun uewen hier ze maachen. D'Chamber ass gär bereet, Iech nach nozelauschteren, mä…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mä da soll d'Chamber mer soen, wéi vill Minutte se mer nach gëtt?

Une voix.- Ma 20. Huelt Iech eng Stonn!

M. le Président.- Här Minister, maacht Är Ausféierunge fäerdeg. Mä, ech wär frou…

Une voix.- Mä, wann de Minister nach eng Stonn brauch. Oder zwou.

Une autre voix.- Ech si fir zwou, Här President.

Une troisième voix.- Also, ech hunn ëmmer geduecht, mir wären erwuesse Leit.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, ech si ganz d'accord, dass Der streng sidd. Ech stelle just fest, wann ech do uewe sëtzen, dass, wann d'Deputéierte bis an dem orangen a roude Beräich sinn, et weidergeet.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Neen, neen, neen!

Une voix.- Deen Eenzegen, dee wahrscheinlech am roude Beräich war, war den Här Boden.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Minister, maacht elo Är Ausféierung fäerdeg, dass mer hei déi Sitzung an aller Uerdnung iwwert d'Bühn kréien.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll just soen, Här President, dass ech ganz mal à l'aise sinn, wann ech hei Deputéierten héiere soen, d'Regierung hätt kee Konzept. An da wëll ech dat Konzept hei och am Detail développéieren, an da kréien ech d'Zäit net et ze développéieren. An da gëtt gesot: En huet kee Konzept.

Ech soen dann nach e puer…

Sot mer just, wéi vill Minutten ech dann hunn, fir dass ech dem President säi Reglement hei respektéieren. Ech respektéieren de President selbstverständlech.

M. le Président.- Huelt Iech nach fënnef Minutten, an da maache mer Schluss.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Gutt. O.K. Also fënnef Minutten. Do halen ech mech drun.

Nach eng Kéier, déi CEPS-Etüd huet eis verschidde Saache bewisen, déi mer eigentlech scho woussten. An dofir wëll ech och soen, wann d'Leit gesot hunn, mir hätte missen ofwaarde mat den neie Moossnamen, déi mer gemaach hunn virun engem Joer, bis d'CEPS-Etüd do gewiescht wär, dann ass dat net de Punkt, well d'CEPS-Etüd huet eis doranner bestätegt. Mëttlerweil hu mer natierlech eng Partie nei Diskussiounen, déi och an deem Sënn sinn.

Wat bestätegt d'CEPS-Etüd eis dann? Déi Moossnamen, déi am effikasste sinn, dat sinn déi, wou eng Expectative d'emploi hannendru stécht. Dat ass de Stage d'insertion, de Stage de réinsertion an à un degré moindre de CAT bei de Privatbetriber.

De CAT bei de Privatbetriber à un degré moindre, well do - wéi ech mengen, och de John Castegnaro

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Sommaire des séances publiques

Communications page 539

Ordre du jour page 539

Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch page 539

Ordre du jour (suite) pages 539-540

5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 540-544

Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme (suite) page 544

5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit pages 544-548

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits pages 548-553

5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 553-562

5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 562-564

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 564

5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise pages 564-565

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 565

5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;

2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;

3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;

5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;

7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;

8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep pages 566-569

5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et

2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes pages 569-571

5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi pages 571-576

et schonn eng Kéier gesot huet - d'Betriber heiansdo se just huelen, fir een ze ersetzen an net fir een anzestellen. Fir de Stage d'insertion et de réinsertion kommen d'Betriber konkret bei eis, fir d'Leit ze kréien.

Dann ass de Punkt, mat deem mer méi Problemer hunn - an dat huet de Marcel Glesener och ganz gutt duergestallt -, dee vun de CAT beim Stat a bei de Gemengen.

Wat ass do de Punkt? De Punkt ass éischtens deen, dass Stat a Gemengen aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer de Jonke keng definitiv Plazen ubidden. Dat heescht, wa se do schaffen, hu se keng Expectative op eng Plaz ze kommen oder ganz seelen eng Expectative. Et gëtt der och mat Expectative.

De Punkt ass, dass déi - d'Gemengen an de Stat - da kommen an d'ADEM froen: Eis feele Leit, fir ze schaffen. Gitt eis se. Dat heescht, de Stat an d'Gemengen hunn am Kapp: Do kréie mer gutt Leit, déi Qualifikatiounen hunn an déi och nach bëlleg si fir eis. Dann ersetzen déi e Mangel un anerem Personal. Dat ass den zweete grousse Problem.

En drëtte grousse Problem ass: An de Käpp vun de Leit a vun hiren Elteren entsteet d'Hoffnung, se kéinten awer beim Stat a bei de Gemenge bleiwen. An dat gëtt och oft geschürt vun deenen Déngschtstellen, bei deene se schaffen.

An da kënnt de véierte Problem: Wa se dann awer erëm zréck an de Chômage falen a si gi sech da bei e Privatpatron virstellen - dat huet d'CEPS-Etüd gutt erausbruecht -, da seet de Privatpatron: Ma du wëlls jo nëmme bei de Stat a bei d'Gemengen schaffe goen, du bass jo iwwerhaapt net interesséiert bei mech ze kommen.

Dat heescht, mir mussen éischtens déi dote Moossnam zréckschrauwen; mir mussen der manner ubidde wéi bis ewell, an déi, déi mer ubidden, mussen dem ursprénglechen Zil erëm eng Kéier gerecht ginn, nämlech ze soen: Et kritt een eng Experienz. An et muss een an där Zäit - den Niki Bettendorf hat dat richteg gesot - och kënne kucken, fir op eng aner Aarbechtsplaz ze goen. An dofir bleift dat, wat mer mam Chômage des jeunes scho mat Iech diskutéiert hunn, och an deem neie Projet, dee mer elo mat de Sozialpartner amgaangen ze diskutéiere sinn. Aktivatioun ass dat Wichtegst. Eng Formatioun oder e Placement sinn näischt wäert, wann net hannendrun d'Chance besteet, fir un eng Aarbechtsplaz ze kommen. Soss si se méi kontraproduktiv a se riskéieren d'Carrière vum Jonke méi futtizemaachen, wéi se hëllefen, dat huet den CEPS eis bestätegt.

Déi zweet wichteg Saach ass de Maintien dans l'emploi - wat och net einfach ass -, also d'Iddi, d'Philosophie, déi mer hunn, fir ze soen: Ier dass ech Betribsschwieregkeeten kréien, ier dass mer iwwerhaapt de Plan social diskutéieren, solle ee sech Gedanke maachen, wéi een d'Leit kann an engem gudden Zäitraum ënnerdaach kréien.

Bei där Maintien-dans-l'emploi-Diskussioun, déi mer elo haten - Villeroy, TDK, Monopol,- war ëmmer de Problem, datt mer keng Zäit haten. Well wann ee 15 Joer an engem Betrib geschafft huet, an et kritt ee vun haut op muer och eng aner Plaz ugebueden an engem anere Betrib, dann ass dat nawell net evident, dass een et selwer packt an en neie Betrib integréiert ze ginn, an et ass och net evident fir deen neie Betrib, deen ze integréieren, dee 15 Joer an engem anere Betrib war, well en einfach an engem anere Klima gewunnt huet.

Ech gi gären e Beispill, iwwert dat Dir laacht, mä da gesitt Der, wéi grave et ass, wann et sech ëm Mënschen handelt, well ech schwätzen elo vu Fësch, well ech Aquarianer sinn: Wann ech e Fësch a mäin Aquarium setzen, deen ech kafe war, ma da muss ech deen emol zwou Stonnen acclimatiséieren, bis dass ech en an dat neit Waasser bei déi aner maachen, well soss riskéiert en an eng Stresssituatioun ze kommen.

Mir mengen heiansdo, mir kéinten de Mënschen einfach vun haut op muer soen: Du bass vun enger Plaz fort a bass elo op enger anerer. Mir mussen an där ganzer Politik vum Maintien dans l'emploi d'Leit virbereeden, fir déi Transitiounen ze packen. Et ass net einfach, notamment fir déi, déi ganz laang an engem Betrib geschaft hunn an déi e gewëssent Alter hunn, fir vun haut op muer an en anere Betrib ze goen. Do ass also nach ganz villes ze maachen.

Här President, ech kommen zum Schluss, andeem ech soen, dass mer laangfristeg musse kucken, Schoulreformen ze maachen, fir manner Netqualifizéierter ze hunn. Also, wa just Leit sech géife bei der ADEM virstellen, déi en Diplom an der Täsch hätten - woubäi ech mat verschiddenen Diplomer e Problem hunn -, ma da kann ech Iech garantéieren, dass et besser gëtt.

Dobäi wëll ech awer dovir warnen, ze mengen, eleng Schoulreforme kéinten de Problem léisen. Aus deem ganz einfache Grond, well mer eleng bei deene Jonke scho gesinn hunn, dass en Drëttel vun deene Jonken, déi am Chômage sinn, hir Schoul net zu Lëtzebuerg gemaach hunn. All Dag kommen zum Beispill nei jonk portugisesch Matbierger, déi also manner wéi 25 Joer hunn an déi nëmmen en 9. Schouljoer a Portugal gemaach hunn, hei op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

Dat ass e Problem, an dorunner kann d'Lëtzebuerger Schoul näischt méi ännere. Dat heescht, wann en Immigrantekand vun Ufank un, also vun der Spillschoul un, eise System duerchleeft, da kënne mer eppes maachen. Wann et awer eréischt méi spéit kënnt oder no der obligatorescher Schoulzäit, da kënne mer näischt méi maachen. Dat ass also e Problem, deen do ass.

Zweetens musse mer och kucken, dass mer einfach déi Transitiounen op dem Aarbechtsmaart einfach besser virbereeden.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wär ech frou, wa mer haut géifen dëse Projet stëmmen. Am Hierscht diskutéiere mer iwwert dat neit Chômage-socials-Gesetz, wou déi Amendementer, déi mer virgestallt hunn, an deem Sënn ëmgeännert goufen, dass mer eppes maache fir déi Leit, déi ni eng Chance hunn um éischten Aarbechtsmaart.

Dat heescht, mir gesinn d'Beschäftegungsinitiativen duerch, Här Glesener! Do si mer dann do, fir eis ëm déi Leit ze bekëmmeren. Iwwregens bekëmmeren der sech haut schonn haaptsächlech ëm déi dote Leit, an deene wëlle mer méi laang Zäit do loossen, fir dass och déi Leit, déi keng Chance hunn um éischten Aarbechtsmaart, awer kënnen eng sënnvoll Aarbecht maachen.

Dann deponéiere mer dat Gesetz entweder an engem Kombi-Gesetz oder net. Wat och ëmmer, mä et ass praktesch fäerdeg no de Gespréicher, déi mer mat de Sozialpartner haten iwwert d'Ëmsetzung vun den Tripartitesbeschlëss.

Ech kann déi elo net méi haut hei nach eng Kéier erläuteren, well ech keng Zäit méi hunn, mä Dir kënnt dat noliesen; dat ass e Volet Maintien dans l'emploi an e Volet Chômage. An dann ass et natierlech och esou, dass mer och den Audit ADEM am Hierscht kréien, sou dass mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da mat längeren Debatten a méi laange Riedezäiten, déi mer selbstverständlech anhalen, dann och méi driwwer schwätzen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech wäert Iech beim Wuert huelen, Här Minister, an Iech erënneren un dat, wat Der haut hei ofginn huet.

Sout, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun den Debatten. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um 9 Auer. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 15 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1066	Mme Claudia Dall'Agnol	Centres d'intervention de la Police grand-ducale
1069	Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marcel Oberweis	Utilisation du grand studio de musique de la Villa Louvigny
1084	M. Roger Negri	Limitation de vitesse sur le CR101 entre Mamer et Mersch
1088	M. Aly Jaerling	Offre de reprise du groupe Arcelor par Mittal Steel
1092	Mme Colette Flesch	Transfert de mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg dans une structure spécialisée
1107	M. Xavier Bettel	Problème d'interprétation dans le décompte des effectifs des membres de la Police grand-ducale
1118	M. Laurent Mosar	Droit des successions et des libéralités
1121	M. Félix Braz	Cours d'intégration «INLUX»
1122	M. Félix Braz	Comité interministériel de coordination de la politique en faveur des étrangers
1123	M. Aly Jaerling	Répercussions de l'autoroute A28 avec la «Liaison de Sélange» sur la région de Clémency
1126	M. Aly Jaerling	Mise en place d'une «Agence de droits fondamentaux de l'Union européenne»
1130	M. Laurent Mosar	Élaboration d'un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations des administrations et des services publics
1142	M. Marcel Oberweis	Programme Erasmus Mundus
1143	Mme Anne Brasseur	Agression d'un élève par un professeur
1145	M. Roger Negri	Mise en place d'un cycle supérieur de l'enseignement secondaire au sein du Lycée technique Josy Barthel
1147	M. Claude Meisch	Perte d'une roue avant du train d'atterrissage d'un avion
1148	Mme Anne Brasseur	A1 Grand Prix
1154	M. Jos Scheuer	Soutien aux parlements nationaux dans le cadre des programmes de développement luxembourgeois
1157	M. Niki Bettendorf	Modification des statuts de l'Union des Caisses de Maladie (UCM)
1158	M. Jean Huss	Substitution de substances chimiques dangereuses par des alternatives plus sûres
1163	M. Ali Kaes	Cadence de la ligne RGTR N°500 (Echternach-Diekirch-Ettelbruck)
1171	M. Xavier Bettel	Permis de conduire pour motocyclettes
1188 urgente	M. Gast Gibéryen	Actions Arcelor de l'État luxembourgeois
1196 urgente	M. Robert Mehlen	Utilisation des terres en jachère pour l'alimentation du bétail
1200 urgente	M. Aly Jaerling	Personnel de l'a.s.b.l. „Doheem versuergt" - Canicule

Question 1066 (9.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **décharge du SIDEC:**

La Police grand-ducale dispose de six centres d'intervention principaux et de sept centres d'intervention secondaires. Le personnel des centres d'intervention est chargé de la gestion des appels d'urgence, des patrouilles de sécurité (contrôles de personnes et de véhicules suspects etc.) ou encore du contrôle de lieux sensibles. La Police grand-ducale gère également 49 commissariats de proximité. Leurs attributions sont entres autres la garantie d'une présence visible dans les quartiers, l'application du règlement communal, la prise en charge d'affaires et de plaintes et la disponibilité générale à l'information du public.

Ces deux structures représentent les éléments de base de l'organisation policière et assurent un service proche du citoyen essentiel et dont la nécessité n'a pas été mise en cause. Sur son site Internet, le Syndicat National de la Police Grand-Ducale (SNPGDL), nous renseigne sur une progression nette des effectifs de la police de 46 fonctionnaires entre octobre 2004 et octobre 2005, dont 19 ont été répartis sur les circonscriptions régionales. Or, le nombre total des effectifs des centres d'intervention et des commissariats de proximité n'aurait augmenté que d'un seul fonctionnaire, les autres ayant été affectés au Service de Recherche et d'Enquête criminelle, au Service régional de Police de la Route et au Service régional de Police spéciale.

Dans sa réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Carlo Wagner (N°0692) du 26 octobre 2005 *(cf. compte rendu N°3/2005-2006)*, Monsieur le Ministre de la Justice déclarait:

«La détermination des effectifs nécessaires pour les différents services ainsi que la répartition des effectifs au niveau régional sont opérées en fonction des besoins réels et des problèmes de criminalité et de sécurité rencontrés au niveau des circonscriptions régionales et en tenant compte de la complémentarité de l'action des services régionaux concernés.»

- Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Justice s'il peut confirmer les chiffres avancés par le SNPGDL.
- Est-ce que les effectifs des unités de terrain sont suffisants pour remplir les missions qui leur sont confiées? Sinon, quels sont les projets du Gouvernement en ce domaine?

Réponse (26.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

L'objectif principal de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police était de mettre sur pied une toute nouvelle organisation afin:

- de pouvoir intervenir rapidement en cas d'appel de détresse, et ceci 24/24 heures, sur tout le territoire national;
- d'offrir un service de police de proximité adapté en fonction des réalités démographiques et du contexte criminel par l'installation d'une police de proximité;
- d'optimiser le travail policier par la simplification des procédures internes et le regroupement d'une série de missions et de tâches préventives et répressives au niveau national et à l'échelon régional.

Pour atteindre ces objectifs, il fallait innover sur le plan structurel en mettant l'accent sur la régionalisation du travail policier, ce qui impliquait une plus grande déconcentration des moyens. Les clés de voûte de la nouvelle structure devaient être l'introduction de centres d'intervention garantissant une couverture territoriale optimale ainsi que la création de commissariats de proximité travaillant au plus près de la population.

Depuis l'an 2000, 232 policiers des carrières de l'inspecteur et du brigadier ont renforcé le corps de la Police grand-ducale; 52 d'entre eux ont été affectés aux services d'intervention et de proximité.

Question 1069 (9.5.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation du grand studio de musique de la Villa Louvigny:**

Construite pendant la deuxième moitié du 17e siècle, la redoute «Louvigny» faisait partie des premières fortifications de la ville de Luxembourg. En 1953 furent inaugurés les nouveaux bâtiments de la Villa Louvigny. Jusqu'à nos jours, les plus grands compositeurs, solistes et chefs d'orchestre se sont produits dans les locaux et contribué ainsi à la renommée internationale du Grand-Duché et de son orchestre symphonique. Avec ses installations perfectionnées le grand studio de musique avec ses annexes rangeait parmi les plus grands et plus modernes studios d'Europe, pouvant accueillir un orchestre de plus de 100 musiciens et environ 400 auditeurs.

La salle de concert était le siège de l'orchestre philharmonique du Luxembourg OPL et le lieu privilégié des Solistes Européens de Luxembourg ainsi que de nombreux ensembles de musique de chambre. Une multitude d'autres manifestations culturelles avaient lieu toutes les semaines dans les bâtiments de la Villa Louvigny. L'OPL vient de quitter les lieux il y a un an et les installations et infrastructures ne seront plus utilisées.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à la Culture et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Quelle sera l'utilisation future du grand studio de musique?
- Ne pourrait-on pas procéder à la création d'une association de gérance du grand studio de musique et de le transformer en salle multifonctionnelle dans laquelle pourraient avoir lieu différentes manifestations, entre autres musique de chambre, projections de films ou conférences de tous genres?
- Est-il envisagé d'utiliser les infrastructures existantes de la Villa Louvigny pour certaines manifestations de l'année culturelle 2007?

Réponse commune (8.8.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Il convient d'abord de relever que l'Administration des Bâtiments publics a été invitée en 2005 à faire élaborer une étude de rénovation du grand studio de musique à la Villa Louvigny. Cette étude, élaborée par un bureau d'architectes, prévoyait une rénovation douce afin de préserver les qualités acoustiques exceptionnelles de la salle. D'après l'étude, la restauration porterait sur des interventions très ciblées, dont notamment la création d'une nouvelle scène, le remplacement des fauteuils visiteurs, l'élaboration d'un nouveau concept pour l'éclairage de la salle ainsi que d'une ventilation adéquate, la restauration des revêtements muraux en bois et la mise en conformité du point de vue sécurité de la salle. La dépense afférente avait été estimée à 2.000.000 euros. Actuellement, le programme pluriannuel du fonds d'investissements administratifs ne prévoit pas d'inscription du crédit en question avant 2010.

À cela il convient d'ajouter que les contraintes de sécurité du Ministère de la Santé ne permettent plus, à l'heure actuelle, de garantir une libre circulation le soir à un public de mélomanes.

C'est ce qui explique que le grand auditorium ne pourra accueillir des concerts que pendant les heures normales de travail. J'ai été demandeur que le grand auditorium puisse toujours être utilisé pour des manifestations musicales et culturelles, même sans une restauration douce telle que la préconisait l'étude susmentionnée. Les services de l'Administration des Bâtiments publics ont alors étudié la possibilité de créer une entrée privative pour les artistes et pour le public: malheureusement l'exiguïté des lieux ne leur permet pas d'envisager cette solution.

En ce qui concerne l'utilisation de la Villa Louvigny pour certaines manifestations de «Luxembourg et Grande Région - Capitale européenne de la Culture 2007», il échet de constater qu'à l'heure actuelle aucune manifestation n'y est prévue.

Question 1084 (18.5.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **limitation de vitesse sur le CR101 entre Mamer et Mersch:**

Dans sa déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a expliqué que le projet de la Tangente Ouest ne sera pas réalisé. Dans cet ordre d'idées, le chemin repris CR101 entre Mamer et Mersch sera encore longtemps emprunté avant d'être affecté en tant que zone naturelle du «Mamerdall».

Étant donné que le CR101 est une route très dangereuse, générant chaque année des accidents très graves, est-ce qu'il ne serait pas opportun d'introduire une limitation de vitesse générale à 70 km/h sur le tronçon intégral entre Mamer et Mersch?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa déclaration sur l'état de la nation du 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que les travaux relatifs à la réalisation de la «Tangente Ouest» seront reportés pour des raisons budgétaires, sans pour autant mettre en cause le projet proprement dit.

Dans ce contexte la réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Environnement et de Monsieur le Ministre des Travaux publics relative à la question parlementaire N°1091 du 23 mai 2006 de l'honorable Député Charles Goerens *(cf. compte rendu N°14/2005-2006)* reprend le détail de l'avancement actuel du dossier «Tangente Ouest».

En ce qui concerne le CR101 reliant Mamer à Mersch, les forces de l'ordre renseignaient dans un rapport, datant de 1999, que 70% de l'ensemble des accidents enregistrés sur le CR101 ont eu lieu sur le tronçon entre Mersch et Kopstal. Suite au réaménagement de ce tronçon de route en 2001, le nombre d'accidents y a fortement diminué.

La Commission de circulation de l'État s'est prononcée dans son avis du 7 juillet 1999 en faveur d'une limitation de la vitesse à 70 km/h sur les seules parties sinueuses, laissant aux automobilistes sur les tronçons à meilleure visibilité la possibilité de doubler les véhicules lourds et les véhicules agricoles. Elle a par ailleurs recommandé de combiner cette limitation de la vitesse avec une interdiction de dépassement applicable dans les mêmes conditions. Dans cet ordre d'idées, une limitation de la vitesse à 70 km/h est réalisable sur les tronçons sinueux entre Kopstal et Direndall.

Comme le tronçon du CR101 entre Kopstal et Mamer connaît actuellement une hausse certaine d'accidents, la Commission de circulation de l'État sera chargée d'analyser l'opportunité d'une limitation de la vitesse à 70 km/h sur le tronçon de route en question.

Question 1088 (22.5.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **actions Arcelor de l'État luxembourgeois:**

Fir d'OPA vu Mittal ofzeblocken huet Arcelor verlaude gelooss, datt d'Gesellschaft bereet wier, Aktien am Wäert vu fënnef Milliarden Dollar opzekafen.

Dës Aktioun gëtt vun international unerkannten Ökonomisten als gefäierlech ugesinn, well et kënnt derzou féieren, datt Arcelor kënnt an noer Zukunft staark finanziell Schwieregkeete kréien.

D'Lëtzebuerger Regierung huet net convertibel an net stëmmberechtegt Arcelor-Aktien, déi duerch déi nei Offer vun Arcelor massiv u Wäert gewannen.

D'Lëtzebuerger Regierung wäert awer och mat betraff ginn, wann déi nei Akafsoffer vun Arcelor fir Aktien hir finanziell Capacitéieten iwwersteigt an doduerch bei Arcelor finanziell Schwieregkeeten an nächster Zukunft optauchen.

Kann den Här Finanzminister mir duerfir dës Froe beäntweerten:

1) Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung als Haaptaktionär déi zousätzlech Opkafsoffer vun Arcelor?

2) Huet d'Lëtzebuerger Regierung als Haaptaktionär analyséiert, ob déi nei Akafsoffer fir Aktien déi finanziell Capacitéit vum Grupp net iwwersteigt?

3) Besteet, sou wéi international unerkannten Ökonomisten et viraussoen, eng effektiv Gefor, datt Arcelor kuerz- oder mëttelfristeg duerch de geplangten zousätzlechen Aktienopkaf a finanziell Schwieregkeete kënnt?

4) Huet d'Lëtzebuerger Regierung iwwer en eventuelle Verkaf vun hiren Aktien un Arcelor opgrond vun der neier dach lukrativer Offer nogeduecht?

5) Wéi gesäit et aus mat den Aktië vum Lëtzebuerger Stat, wann d'OPA vu Mittal soll Erfolleg hunn?

Réponse (26.7.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) Déi aussergewéinlech Generalversammlung vun der Arcelor, déi den 21. Juni 2006 sollt iwwert d'Offre publique de rachat d'actions (OPRA) ofstëmmen, ass vum Arcelor Verwaltungsrot ofgesot ginn.

2) Well d'Generalversammlung vum 21. Juni 2006 ofgesot gouf ass déi Fro hifälleg.

3) Well d'Generalversammlung vum 21. Juni 2006 ofgesot gouf ass déi Fro hifälleg.

4) Well d'Generalversammlung vum 21. Juni 2006 ofgesot gouf ass déi Fro hifälleg.

5) D'Lëtzebuerger Regierung huet hir Arcelor-Aktien an d'OPA/OPE vu Mittal Steel abruecht.

Dës Entscheedung gouf gehol nodeems d'Offer fundamental verbessert gi wor a Gespréicher tëscht den Direktioune vu Mittal Steel an Arcelor dozou gefouert haten, datt e gemeinsame Projet konnt entwéckelt ginn, dee vu béide Säiten ënnerstëtzt gouf. Déi nei Offer vu Mittal Steel wor den Aktionäre vum Arcelor Verwaltungsrot als eng frëndlech Offer recommandéiert ginn.

Nom Ofschloss vun der Transaktioun wäert de Lëtzebuerger Stat also Aktionär am neie Grupp Arcelor-Mittal sinn.

Question 1092 (23.5.2006) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant le **transfert de mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg dans une structure spécialisée:**

Dans son rapport de janvier 2006, la Déléguée du Procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires estime que le CPL est une prison fourre-tout. Pour remédier à la situation, elle estime nécessaire notamment de transférer à courte échéance les mineurs placés au CPL dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse dans une structure spécialisée à l'extérieur de l'infrastructure pénitentiaire (unité de sécurité à Dreiborn), étant précisé que l'unité de sécurité existe juridiquement dans la loi du 16 juillet 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État.

- Le Ministre partage-t-il cette appréciation?
- Est-il disposé à remédier à la situation?
- Est-il, en particulier, disposé à transférer à brève échéance les mineurs placés au CPL dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse dans une structure spécialisée à l'extérieur de l'infrastructure pénitentiaire (unité de sécurité à Dreiborn)?
- Dans quel délai estime-t-il pouvoir faire procéder à ce transfert?

Réponse commune (26.7.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La question parlementaire N°1092 du 23 mai 2006 de Madame la Députée Colette Flesch, appelle de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère des Travaux Publics les observations suivantes:

La construction de l'unité de sécurité pour jeunes d'une capacité de douze personnes au centre socio-éducatif de l'État de Dreiborn constitue une priorité urgente pour le Gouvernement. L'Administration des Bâtiments publics fait réviser et finaliser les plans de construction afin de respecter toutes les obligations formulées et de considérer toutes les suggestions des différents partenaires impliqués. La planification est pratiquement terminée et la demande d'un permis de construire sera adressée en automne 2006 à la Commune de Wormeldange, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en particulier à la partie écrite et graphique du PAG de cette commune.

Dès l'obtention du permis de construire, les soumissions relatives à ce projet peuvent être lancées de sorte que les travaux commenceront normalement en 2007 pour se terminer, en principe, fin 2008.

Le projet récent prévoit notamment un emplacement nouveau sur le site du centre de Dreiborn, terrain plus facile à gérer à tous points de vue: pas de démolitions à effectuer, site non accidenté, très dégagé et sans contraintes d'espace (ruisseau, talus), accès direct, situation en zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP).

Question 1107 (1.6.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **problème d'interprétation dans le décompte des effectifs des membres de la Police grand-ducale:**

Il me revient qu'il existe actuellement toujours un problème d'interprétation dans le décompte des effectifs des membres de la Police grand-ducale. En effet, il semble d'usage qu'un grand nombre de membres de la Police grand-ducale se trouvent dans une situation de détachement et donc dans un autre service que celui qui leur a été attribué. De ce fait, le nombre de membres réellement affectés à leur tache d'origine ne correspond pas à la réalité.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette pratique de détachements au sein de la Police grand-ducale?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des données chiffrées concernant le nombre de détachements en 2003, 2004, 2005 et à ce jour?
- De quelle manière sont comptabilisés ces détachements et n'y a-t-il pas de doubles comptages pour les mêmes membres dans certains cas?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer plus spécifiquement sur le nombre de détachements pour le centre d'intervention de Luxembourg?

Réponse (4.8.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La Police grand-ducale procède régulièrement à des détachements temporaires de policiers en vue de faire face à des situations inhérentes à la sécurité publique. Cette mesure concerne à peu près 5% de l'effectif total de la police.

Pour ce qui est plus particulièrement des détachements touchant la circonscription régionale de Luxembourg, ceux-ci sont le fait de la création récente d'une cellule spécifique luttant contre le trafic de drogues présent dans certains quartiers de la ville de Luxembourg. Ces détachements sont compensés par des remplacements de fonctionnaires de police en provenance de l'unité de garde et de réserve mobile.

Question 1118 (15.6.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **droit des successions et des libéralités:**

L'Assemblée nationale française vient d'adopter un projet de loi portant réforme des successions et des libéralités. Cette réforme modifie de fond en comble les règles du Code civil qui datent de 1804. En effet, si le droit des successions et des libéralités est resté inchangé depuis plus de 200 ans, la société française a énormément évolué depuis (vieillissement de la population, multiplication des divorces, apparition des familles recomposées, PACS, etc). La réforme tient compte de ces changements.

Sans vouloir entrer dans le détail, on peut citer parmi les grandes innovations de la réforme l'adaptation des règles relatives à l'indivision devant mettre fin aux blocages inutiles en la matière, ou encore la facilitation de la gestion du patrimoine successoral afin de mieux protéger les héritiers. Le droit des libéralités se trouve également modernisé, le texte voté instaurant par exemple la réduction en valeur des libéralités excessives.

Dans la mesure où notre droit des successions et des libéralités est calqué sur le droit français et n'a subi que quelques modifications mineures depuis 1804 et que les mêmes constatations faites au niveau de l'évolution de la société française valent pour notre pays, il est permis de se demander s'il ne serait pas opportun de songer à une réforme globale du droit des successions et des libéralités.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que le moment est venu de modifier le droit des successions et des libéralités?
- Dans l'affirmative, quels sont, dans les grandes lignes, les points qui, d'après le Gouvernement, mériteraient d'être réformés?
- Toujours dans l'affirmative, peut-on espérer qu'un projet de réforme soit déposé au courant de la présente législature?

Réponse (4.8.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Au vu des nombreux travaux législatifs en cours dans le domaine de la justice, tant au niveau européen qu'au niveau national, il n'est pas prévu de proposer une réforme en profondeur du droit luxembourgeois des successions au cours de la présente législature.

Question 1121 (16.6.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **cours d'intégration «INLUX»:**

En réponse à ma question parlementaire N°0907 concernant des cours d'intégration pour les migrants primo-arrivants au Luxembourg *(cf. compte rendu N°9/2005-2006)*, vous avez écrit que vous vous attendez à des propositions concrètes élaborées par un groupe de travail que vous avez mis en place.

Il s'avère toutefois, selon nos informations, que ce groupe ne s'est pas réuni depuis un an.

Dés lors je me permets de vous soumettre les questions suivantes:

- Combien de cours d'intégration «INLUX» ont été réalisés? Combien de personnes y ont participé? Quelles conclusions y a-t-il lieu d'en tirer? Vont-elles dans le sens d'une généralisation des cours?
- Selon nos informations, il est question de visiter des exemples de cours d'intégration à Metz ou à Gand. Est-ce que ces visites auront lieu?
- Quelles suites le Gouvernement entend-il donner au passage suivant de son programme gouvernemental pour le Ministère du Travail et de l'Emploi? «Dans ce contexte la mise en place d'un congé linguistique sera envisagée pour permettre l'intégration des salariés par le biais de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise».
- Quel est l'usage concret des 150.000 euros de l'article budgétaire 33 014 du Ministère du Travail; participation dans l'intérêt de l'organisation de cours de langue luxembourgeoise dans l'intérêt du renforcement de la main-d'oeuvre étrangère? Combien d'entreprises y ont eu recours? De quel type d'entreprise s'agissait-il en 2005? Combien de personnes ont bénéficié de ces cours?
- Quel délai avez-vous l'intention de donner au groupe de travail pour vous soumettre des propositions concrètes?

Réponse commune (2.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1) Le projet pilote de cours d'intégration dénommé «Cours INLUX» a été lancé en septembre 2005 au niveau du Centre de Langues de Luxembourg. Il s'agit de deux cours de langues intensifs, l'un de langue française, l'autre de langue luxembourgeoise fonctionnant de dix à douze semaines, à raison de 20 heures par semaine.

Ces 20 heures regroupent 16 heures de langues et quatre heures d'initiation à la vie culturelle, civique et sociale.

Le cours est divisé en deux modules et a été répété à deux reprises pour s'achever en juillet 2006.

20 personnes par cours, soit un nombre total de 120 personnes ont participé au projet pilote et ont contribué à son succès.

Au niveau du contenu, les participants semblent être satisfaits, de même que les enseignants qui ont pu constater une compréhension orale de la langue après six semaines seulement.

Néanmoins, les cours d'initiation à la vie culturelle, civique et sociale ont souvent été négligés par les participants, ce qui laisse penser que la cadence des cours est trop intensive.

Une demande de réduction de la cadence des cours à hauteur de 16 heures par semaine a été formulée, laissant de même entrevoir le désir de placer certains cours pendant la pause de midi, en soirée, voire même le week-end.

2) Une visite des cours d'intégration offerts par l'État français a eu lieu le 4 juillet 2006 à Metz à l'initiative du Commissariat du Gouvernement aux étrangers.

3) En réponse à la question sur l'utilisation de la somme de 150.000 euros, prévue par le budget du Ministre du Travail et de l'Emploi, il y a lieu de noter que dans le cadre de la Stratégie européenne en faveur de l'emploi visant notamment à promouvoir une culture de formation tout au long de la vie, à encourager la capacité d'adaptation des entreprises et de leurs salariés et à lutter contre toute forme de discrimination sur le marché de l'emploi, le Gouvernement luxembourgeois a décidé depuis l'année 2003 d'accompagner financièrement des efforts en matière d'intégration des étrangers par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Suite à des annonces publiées dans les périodiques des organisations patronales luxembourgeoises, 21 entreprises luxembourgeoises ont bénéficié en 2005 d'une subvention.

Les entreprises proviennent des secteurs d'activité suivants: commerce, construction, restauration/hôtellerie, immobilier, activités de conseil juridique et/ou comptable, secteur hospitalier, secteur bancaire et secteur industriel.

La motivation des salariés et des entreprises est notamment de permettre une meilleure intégration dans la vie quotidienne et professionnelle.

Le groupe cible concerné est surtout de nationalité française, belge et allemande. L'âge moyen du groupe concerné se situe entre 30 et 40 ans avec une majorité masculine.

Environ 324 personnes ont bénéficié de ces cours de luxembourgeois.

4) Quant à la dernière question relative au délai à imposer au groupe de travail, il paraît difficile de formuler un délai précis. En effet, tout dépendra de l'avancement des discussions déjà engagées et à mener lors des prochaines réunions.

Après une dernière réunion tenue en juillet 2006, le susdit groupe se réunira de nouveau en septembre 2006.

Question 1122 (16.6.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **comité interministériel de coordination de la politique en faveur des étrangers:**

La loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers reconnaît en son article 19 un comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers.

- De façon générale j'aimerais savoir combien de fois ce comité s'est réuni depuis l'entrée en fonction de ce Gouvernement et quels sujets y ont été abordés.

- Quelles propositions en matière de politique concernant les étrangers le comité interministériel a-t-il soumis au Gouvernement en cette période? (19.2)
- Sous quelle forme ledit comité a-t-il soulevé la question du fonctionnement et des compétences des Commissions consultatives communales pour étrangers et relayé les propositions afférentes du Conseil national pour Étrangers?
- Pour quelles questions et quels projets le Gouvernement a-t-il jugé utile de saisir le comité interministériel? (19.3)
- Comme il y a union personnelle entre la présidence de ce comité interministériel et le Conseil national pour Étrangers, j'aimerais savoir de façon générale quel est le lien entre les deux instances.
- Sous quelle forme le comité interministériel fait-il le suivi des directives européennes concernant des matières telles que l'anti discrimination, le séjour de longue durée ou encore la réunification familiale? De quelle façon ces experts parfaitement au courant des exigences découlant des directives assument-ils leur rôle d'aiguillon au sein de l'administration gouvernementale?
- Sous quelle forme la répartition des compétences entre les Ministères et notamment la création d'un Ministère de l'Immigration appellent-elles une coordination renforcée entre les départements ministériels?

Réponse commune (4.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

1) Depuis l'entrée en fonction de ce Gouvernement, le comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers s'est réuni deux fois.

Les membres du comité interministériel ont été informés de la création future d'un Fonds européen de l'Intégration et chaque membre a été invité à réfléchir sur la mise en place au Luxembourg de mesures concrètes en matière d'intégration, telles que des cours d'intégration.

La création d'un nouveau groupe de travail pour l'organisation des cours d'intégration y a été énoncée. Par ailleurs, les membres du comité interministériel ont été informés sur les propositions de modifications élaborées par le Conseil national pour Étrangers sous l'ancien mandat, ainsi que sur les nouveaux membres du bureau dudit Conseil.

2) Il n'y a à ce jour aucune proposition en matière de politique concernant les étrangers soumis au Gouvernement pendant la période en question.

3) La question du fonctionnement et des compétences des Commissions consultatives communales pour étrangers suite aux propositions de modification y afférentes du Conseil national pour Étrangers a fait l'objet d'un examen bilatéral entre les deux Ministères compétents, à savoir le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Intérieur.

4) Le comité interministériel n'a pas été saisi par le Gouvernement, du moins sous l'actuelle présidence.

5) Au sujet du lien existant entre le comité interministériel et le Conseil national pour Étrangers, il y a lieu de retenir que le comité interministériel se trouve représenté dans le cadre du Conseil national pour Étrangers. Ses représentants et parmi eux, la présidence, informent l'ensemble du comité interministériel des décisions importantes à prendre ou ayant été prises par le Conseil national pour Étrangers.

À l'inverse, la présidence, ainsi que l'un ou l'autre membre du comité interministériel informent les membres du Conseil national pour Étrangers des nouveautés ou des réformes en matière de politique des étrangers.

6) Pour ce qui est du suivi des directives européennes, celui-ci est effectué au besoin par un groupe de travail restreint réuni par le Ministère en charge de la transposition de la directive en question, mais non pas par le comité interministériel en tant que tel.

Au moment de la discussion de l'avant-projet de loi au sein du Conseil de Gouvernement, chaque ministre concerné par la question fait une intervention suite aux renseignements pris, en l'occurrence auprès du fonctionnaire faisant partie de comité interministériel.

7) Concernant la répartition des compétences entre les Ministères, il y a lieu de noter que par la création d'une Direction de l'Immigration au sein du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, il y a simplement eu transfert de compétences en matière d'immigration et d'asile du Ministère de la Justice, ainsi qu'en matière de délivrance des permis de travail du Ministère du Travail et de l'Emploi vers ce Ministère. Conformément à l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères, le Ministère de la Famille et de l'Intégration reste seul compétent en matière d'intégration.

Il va de soi qu'une coordination et une coopération renforcées entre les départements ministériels sont de mise que ce soit par le biais de réunions d'information communes ou de groupes de travail ponctuels.

Question 1123 (16.6.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **répercussions de l'autoroute A28 avec la «Liaison de Sélange» sur la région de Clémency:**

Bei eise belschen Nopere ginn d'Fuerderungen nom Bau vun der Autobunn A28 ëmmer méi konkret, well och d'Autoritéite vun Arel opgrond vun den Infrastrukture vum Gewerbegebitt Sterpenech elo d'Fuerderung nom Bau vun dëser Autobunn ënnermaueren.

Schonn 1997 war e ministerielle Beschloss zu Namur erfaasst ginn, fir all Leit, déi am Besëtz vun Terraine sinn, déi fir de Bau vun der Autobunn géife gebraucht ginn, ze expropriéieren; wat beweist, datt den absolute Wëllen do ass, fir déi Autobunn ze bauen. Duerch de Bau vun der A28 géif awer onweigerlech och déi ëmstridden Ubannung iwwert d'„Liaison de Sélange" laanscht Sélange an der Belsch a lanscht Kënzeg mat zustane kommen.

De Bau vun der A28 an déi Ubannung u Sélange hätt also och Konsequenze fir Lëtzebuerg a besonnesch fir d'Regioun ëm Kënzeg a géif d'Liewensqualitéit vun den Awunner drastesch aschränken an och eng zousätzlech Rei vu Verkéiersproblemer mat hei an d'Land iwwerdroen, op déi mer sécherlech gutt kënnte verzichten.

Kënnen den Här Transportminister an den Här Bauteminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Hunn déi Häre Ministere Kenntnis dervun, datt d'Pläng fir de Bau vun der A28 sech konkretiséieren an domadder och d'Ubannung u Sélange mat geplangt ass?
2. Ass d'Lëtzebuerger Regierung mat implizéiert an deene Pläng vum Bau vun der A28 an der „Liaison de Sélange"?
3. Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dervun, besonnesch wat d'„Liaison de Sélange" betrëfft?
4. Wann neen, wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu deene Pläng, besonnesch am Zesummenhang mat der „Liaison de Sélange", déi ganz grave Konsequenze fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger aus der Regioun ëm Kënzeg wäert mat sech bréngen?

Réponse (26.7.2006) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Den honorabelen Deputéierten hat den 10. August 2004 schonns eng Fro zu der Liaison Sélange gestallt *(cf. compte rendu N°1/2004-2005 - question parlementaire N°0041).* An der heiteger Äntwert gëtt d'Positioun vun deemools nach e bësse méi détailléiert. Et huet sech awer grondsätzlech näischt un dëser Positioun geännert.

De Projet vum Bau vun der A28 gëtt regelméisseg an de Réunioune vum Sommet de la Grande Région behandelt. E leeft ënnert dem duebelen Titel „Continuité routière entre Longwy et Arlon (N52 - A28) formant une liaison autoroutière directe - A31-E411" an „Raccordement de la A13 à la A28 aux abords de Sélange". Déi zoustänneg Ministèren hunn also Kenntnis dervun.

Dee leschte Sommet op deem iwwert d'Verkéiersinfrastrukture geschwat ginn ass huet de 24. Januar zu Metz stattfond. Allerdéngs gëtt de Projet net explizit an der „déclaration commune" ernimmt, déi no dësem Sommet ugeholl ginn ass. Hie steet just an der Lëscht vun de Projeten, déi vum zoustännegen Aarbechtsgrupp vun der Regionalkommissioun studéiert ginn.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net implizéiert an d'Planung vum Bau vun der A28, et handelt sech hei ëm en nationale belsche Projet. Déi technesch Planung gëtt also vun den zoustännege belsche Verwaltungen duerchgefouert.

Wat de Bau vun der Liaison Sélange ugeet ass d'Situatioun eng aner, well den Tracé vun dëser Strooss bal ganz op Lëtzebuerger Territoire läit. D'Implikatioun vu Lëtzebuerg ass also hei ginn.

Allerdéngs huet den IVL festgehalen, dass dëse Projet soll zréckgestallt ginn, well fir d'éischt soll gekuckt ginn, wat deen deelweisen Ausbau vun den Autobunnen A3 an A4 op sechs Spueren als Entlaaschtungseffet mat sech bréngt. Domat ass och déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu der Liaison Sélange kloer.

Question 1126 (19.6.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **mise en place d'une «Agence de droits fondamentaux de l'Union européenne»:**

Aus de Konklusioune vun der Réunioun vum Europarot vum 15. a 16. am Broochmount 2006 war ze liesen, datt soll eng „Agence de droits fondamentaux de l'Union européenne" bis 2007 fonctiounsfäeg sinn.

Et ass awer net preziséiert, wéi déi Agence soll fonctionnéieren a wou se hire Sëtz kritt.

Kann den Här Statsminister respektiv den Här Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat ass de But vun esou enger europäescher Agence fir fundamental Rechter?
2. Wéi soll se fonctionnéieren an ënner wat fir enger Kompetenz?
3. Wou soll de Sëtz hikomme vun der Agence?
4. Wäert d'Regierung sech asetzen, fir datt esou eng Agence eventuell op Lëtzebuerg kënnt kommen?
5. Wat ass den Ënnerscheed téschent esou enger Agence an dem europäeschen Ombudsman?

Réponse commune (26.7.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Dës Äntwert gëtt ginn en concertation mat dem Här Statsminister:

- De But vun der „Agence des droits fondamentaux" soll et sinn de relevanten Institutiounen, Organer an Agencë vun der Europäescher Gemeinschaft an hire Memberstate beim Ëmsetze vum „droit communautaire" mat Expertisen an Hëllef am Beräich vun de Grondrechter bäizestoen, sou datt wa si Mesuren a Politiken an hiren respektive Kompetenzberäicher formuléieren, dëst a vollem Respekt vun de fundamentale Rechter geschitt. Zu deem Zweck soll d'Agence zoustänneg gi fir d'Sammelen, d'Androen, d'Ënnersichen an d'Verdeele vun objektiven Donnéeën iwwert d'Grondrechter. Si soll sech ëm Problemer bekëmmeren, déi am Zesummenhang sti mat der Disponibilitéit, der Vergläichbarkeet an der Qualitéit vun dësen Donnéeën an der ganzer Unioun. Et sief awer nach eng Kéier ënnerstrach, datt d'Mandat vun der Agence sech ganz kloer op den „droit communautaire" beschränke soll.
- Op hir eegen Initiativ hin oder op Ufro vum Europaparlament, vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun oder vun der Kommissioun, soll d'Agence och Schlussfolgerungen a Meenunge virbereeden.
- D'Agence soll ausserdeem d'Koordinatioun zwëschent den nationale Menscherechtsinstituter verbesseren a sech fir e konstanten Dialog zwëschent den EU-Institutiounen an den ONGen asetzen.
- Et ass schlussendlech och nach virgesinn, datt d'Agence eemol am Joer e Rapport iwwer seng Aktivitéiten eraus-bréngt.
- De „projet de règlement" gesäit am Moment eng Organisatiounsstruktur mat véier Organer vir: ee Verwaltungsrot, een Exekutivbüro, een Direkter an ee Wëssenschaftsrot. De Verwaltungsrot wäert bestoen aus engem Expert pro EU-Memberstat, engem Vertrieder vum Europarot an zwee Vertrieder vun der Kommissioun. De pluriannuelle Plang, deen den thematesche Kader fir d'Aktivitéite vun der Agence soll bilden, soll vum EU-Ministerrot, op Propositioun vun der Kommissioun an no Konsultatioun vum Verwaltungsrot vun der Agence, fixéiert ginn.
- D'Agence wäert hire Sëtz zu Wien hunn, wéi schonns virdrun den „Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes" (Artikel 22.4 vum „projet de règlement").
- Wéi schonns gesot, gëtt d'Agence beoptraagt fir vergläichbar Informatiounen ze sammelen an ze ënnersichen an dorops hin der Europäescher Unioun hir Schlussfolgerungen a Meenunge matzedeelen. Si kann awer keng individuell Ufroen ënnersichen. Den europäeschen Ombudsman ass, en revanche, zoustänneg fir Kloe vun EU-Bierger betreffend eventuelle Verwaltungsfeeler vun den Institutiounen an Organer vun der Europäescher Unioun.
- Den Artikel 18 vum „projet de règlement" gesäit iwwregens vir, datt der Agence hir Operatiounen, en ligne mat dem Artikel 195 TUE, vum Ombudsman kontrolléiert ginn.

Question 1130 (21.6.2006) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**élaboration d'un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations des administrations et des services publics:**

Lors du vote de la loi sur la liberté d'expression dans les media, au printemps 2004, la Chambre des Députés a adopté une motion qui, entre autres, invitait le Gouvernement «à élaborer, après une discussion approfondie et consultation de la Chambre des Députés, un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics, en vue de faciliter et de réglementer cet accès dans le respect des droits fondamentaux des personnes».

J'aimerais savoir de Messieurs les Ministres si le Gouvernement a déjà entamé l'élaboration d'un tel projet de loi; quand le Gouvernement entend saisir la Chambre des Députés de ses réflexions préliminaires et selon quel calendrier le Gouvernement entend procéder pour engager les travaux parlementaires consacrés à ce projet de loi.

Réponse (9.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à la question de Monsieur le Député concernant la mise en chantier d'un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que les services du Ministère d'État ont élaboré un projet de loi qui couvre de façon générale l'accès des citoyens aux documents administratifs. Il est évident que les journalistes bénéficieront, comme tous les citoyens, des nouveaux droits qui seront inscrits dans le texte, texte qui par ailleurs a fait l'objet d'un échange de vues avec les représentants du Conseil de presse. Le projet de loi devrait être soumis à la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2006.

Question 1142 (3.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme Erasmus Mundus:**

Le programme Erasmus Mundus est un programme de coopération et de mobilité au niveau de l'enseignement supérieur qui vise à promouvoir dans le monde entier l'image de l'Union européenne en tant que centre d'excellence dans le domaine de l'enseignement. Il soutient des cours de master européens de haute qualité et accroît la visibilité et l'attrait de l'enseignement supérieur européen dans les pays tiers. Il prévoit, en outre, des bourses financées par l'Union européenne pour les ressortissants de pays tiers participant à ces cours de master, ainsi que des bourses pour les ressortissants de l'Union européenne étudiant dans un pays tiers.

Ce programme permet de relever les défis auxquels l'enseignement supérieur européen est confronté, notamment la nécessité de stimuler le processus de convergence de la structure des diplômes et celle de rendre l'enseignement supérieur européen plus attrayant au niveau international. Erasmus Mundus a pour objectif de préparer les participants de l'Union européenne et des pays partenaires à vivre

dans une société globalisée fondée sur la connaissance.

Par ailleurs, les cours de master et les bourses Erasmus Mundus fournissent le cadre permettant des échanges fructueux dans le domaine de l'enseignement supérieur et un dialogue entre les cultures. À titre d'exemple, Erasmus Mundus soutient environ 100 cours de master, des bourses sont offertes à environ 5.000 diplômés de pays tiers et à plus de 4.000 diplômés de l'Union européenne. De la même manière, le programme offre également des bourses d'enseignement ou de recherche en Europe pour 1.000 universitaires de pays tiers et environ le même nombre de bourses pour les universitaires européens allant dans les pays tiers. Enfin, Erasmus Mundus soutient une centaine de partenariats entre les cours de master Erasmus Mundus et des établissements d'enseignement supérieur dans les pays tiers.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que l'Université du Luxembourg participe au Programme Erasmus Mundus?
- Dans l'affirmative, combien d'universitaires des pays tiers et de l'Union européenne ont pu bénéficier de bourses dans le cadre des cours de master?

Réponse (1.8.2006) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

L'Université du Luxembourg est partenaire d'un projet action 1 Erasmus Mundus.

L'action 1 d'Erasmus Mundus, qui constitue la clé de voûte du programme, vise l'élaboration de cours de master d'excellence par au moins trois établissements d'enseignement supérieur de trois pays européens différents. Les cours proposés dans le cadre de ces masters doivent être «intégrés», c'est-à-dire qu'ils doivent prévoir une période d'études dans au moins deux des trois universités et qu'ils doivent mener à l'obtention d'un diplôme double, multiple ou conjoint.

L'Université du Luxembourg est partenaire d'un projet coordonné par l'Université de Toulouse le Mirail (Toulouse III) et dont le cours de master préparé porte sur les «Philosophies allemande et française dans l'espace européen». Le projet a été soumis à la sélection d'avril 2006 et il est en cours d'évaluation auprès des instances compétentes de la Commission européenne.

Afin de propager l'image des cours de master Erasmus Mundus, l'action 2 du programme vise la mise en place d'un système de bourses, bourses qui sont attribuées à des universitaires ou à des étudiants de pays tiers qui viennent en Europe pour participer à des cours de master Erasmus Mundus.

Aucune bourse de ce type n'a encore pu être attribuée dans le cadre du master Erasmus Mundus coordonné par l'Université de Toulouse le Mirail, alors que, comme précisé ci-dessus, le projet est en phase d'évaluation.

Question 1143 (3.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**agression d'un élève par un professeur:**

Il me revient par voie de presse que lors d'une excursion d'une classe du Lycée Aline Mayrisch, il y a quelques semaines, à l'ancien camp de concentration de Natzweiler/Struthof, un professeur aurait agressé un élève dans une auberge de jeunesse, suite à un mauvais comportement de plusieurs élèves. En effet, la presse relate que le professeur en question aurait essayé d'étrangler l'élève par le biais d'un câble électrique. Entre-temps les parents de l'élève auraient porté plainte contre le professeur. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus respectivement peut-elle les confirmer?
- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me donner des précisions concernant l'organisation et le déroulement exact de cette excursion?
- Est-ce que l'excursion a été interrompue après l'agression du professeur? Dans l'affirmative, qui a pris cette décision?
- Quelles sont les conséquences et les conclusions que Madame la Ministre entend tirer de cette affaire?

Réponse (9.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

ad 1) J'ai effectivement eu connaissance des faits relatés par Madame le Député.

ad 2) Le voyage d'études à Natzweiler/Struthof et Strasbourg a été organisé dans le cadre du cours de formation morale et sociale. Les élèves avaient avant ce voyage préparé un dossier sur la problématique des camps de concentration et fait des recherches sur ce thème. Cette excursion qui avait été autorisée par la Direction du Lycée a eu lieu les 13 et 14 juin 2006. Le premier jour était destiné à la visite du camp de concentration de Struthof et le deuxième jour à une visite de la cathédrale de Strasbourg et de ses vieux quartiers.

ad 3) Le voyage d'études n'a pas été immédiatement interrompu après l'agression, alors que les faits se sont déroulés vers 5.30 heures le matin du 14 juin 2006 et que la direction n'a été informée des faits que dans le courant de la journée. Cependant, la visite de la ville de Strasbourg ne s'est faite qu'avec une vingtaine d'élèves, les élèves ayant été impliqués dans les incidents de la nuit du 13 au 14 juin ayant été consignés dans le bus.

ad 4) Tout d'abord, il est à préciser que suite aux évènements s'étant déroulés lors du voyage d'études, le directeur du lycée a pris des mesures immédiates à l'encontre du professeur en question, en ce qu'il a informé ce dernier qu'il était dispensé de tous ses cours et qu'il n'était autorisé à se présenter au lycée que sur convocation expresse du directeur.

Quant au Ministère, aussitôt que mon département a été informé des faits relatés, j'ai chargé le service du personnel d'entreprendre toutes les démarches en vue de la saisine du Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Pour ce faire, un rapport circonstancié quant au déroulement exact des faits a été demandé au directeur du lycée. L'établissement de ce rapport a pris environ une quinzaine de jours, alors que le premier souci du directeur était de protéger les victimes mineures et de ne pas les brusquer. Par ailleurs, le directeur était accaparé à cette période de l'année scolaire par les réunions de fin d'année et vu la confidentialité d'un tel dossier, il lui était impossible de le confier à une autre personne.

Par ailleurs, le directeur a dû procéder à des entretiens aussi bien avec les élèves qu'avec leurs parents, afin de se voir relater les faits. Il a également dû attendre que les personnes entendues lui remettent des attestations testimoniales en bonne et due forme, afin de pouvoir les verser en tant que preuves au dossier. Dès réception du rapport du directeur, y compris les pièces, l'ouverture d'une instruction disciplinaire a été demandée au Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Dès après cette saisine, le professeur a été informé d'une part, que la Ministre entendait le suspendre de ses fonctions pendant tout le cours de la procédure disciplinaire jusqu'à la prise d'une décision définitive en invoquant les faits à la base de cette décision et, d'autre part, qu'il était en droit de se faire entendre en personne ou par voie écrite dans un délai de huit jours. Suite à cette procédure, le professeur a été suspendu par arrêté ministériel en date du 11 juillet 2006.

Il est encore à remarquer que suite à ce voyage d'études, la direction a également entendu renvoyer devant le conseil de classe les élèves dont le comportement a été incorrect pendant ledit voyage, en vue de l'application de la réglementation valable en matière de discipline des élèves.

Question 1145 (4.7.2006) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **mise en place d'un cycle supérieur de l'enseignement secondaire au sein du Lycée technique Josy Barthel:**

Créé par les lois du 3 août 1998 et du 18 juillet 2001, le Lycée d'enseignement secondaire technique public Josy Barthel (LTJBM) a ouvert ses portes en septembre 2003. Situé dans le «pôle centre», le LTJBM offre la division inférieure de l'enseignement secondaire, le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique y compris le régime préparatoire, le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique. Il s'agit donc d'un lycée mixte à dominante technique.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre:

- compte tenu, d'une part, du principe du lycée de proximité consacré par le plan directeur sectoriel «lycées» et de l'organisation régionalisée des transports scolaires qui s'y rattache,
- compte tenu, d'autre part, que ce même plan directeur sectoriel «lycées» prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un cycle supérieur d'une formation supplémentaire non rare après consolidation de la division inférieure en vue du passage progressif à une nouvelle organisation spatiale régionalisée
- et compte tenu enfin de l'intensification certaine du trafic routier suite à la croissance démographique de la commune de Mamer et des communes avoisinantes mais aussi à l'implantation prochaine d'une école européenne,

Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la mise en place d'un cycle supérieur de l'enseignement secondaire au sein du LTJBM contribuerait à la concrétisation des objectifs du plan directeur sectoriel «lycées», notamment en matière de décentralisation de l'offre scolaire dans le cadre d'un développement du tissu urbain conforme aux objectifs d'un aménagement du territoire durable?

Réponse (2.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer, 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer précise à l'article 3:

L'offre scolaire comporte:

- le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique y compris le régime préparatoire,
- la division inférieure de l'enseignement secondaire et
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique.

1. Le principe du lycée de proximité est réalisé au Lycée technique Josy Barthel à Mamer (LTJBM) pour ce qui est des premières années de l'enseignement postprimaire c'est-à-dire à la division inférieure de l'enseignement secondaire, au cycle inférieur et au régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.
2. Le LTJBM offre des formations aux cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique permettant à un certain nombre d'élèves de poursuivre leurs études dans cette école au-delà des classes inférieures.
3. Le cycle supérieur de l'enseignement secondaire n'a pas été prévu lors de création du LTJBM; étant donné que les infrastructures du lycée sont saturées par les formations actuellement en place, il n'est pas possible d'en prévoir de supplémentaires.

Question 1147 (4.7.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **perte d'une roue avant du train d'atterrissage d'un avion:**

Il me revient par voie de presse que le lundi 3 juillet 2006 un avion de la société luxembourgeoise de transport aérien de passagers en partance de Sarrebruck à destination de Munich a perdu une roue de son train d'atterrissage avant lors de son décollage de Sarrebruck. À la suite de cet incident l'engin a dû effectuer un atterrissage d'urgence à l'Aéroport de Munich.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la sécurité des passagers à bord a été mise en question par la perte d'une roue du train d'atterrissage?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les causes qui auraient pu provoquer la perte d'une roue du train d'atterrissage avant de cet avion?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert sur un incident du 3 juillet 2006 concernant le vol Luxair LG 9727 assurant la liaison Luxembourg-Munich via Sarrebruck qui a procédé, à titre préventif, à un atterrissage d'urgence à l'Aéroport de Munich. Lors du décollage à l'Aéroport de Sarrebruck, vers 19.00 heures, l'avion de type Embraer 145 avait perdu une des deux roues du train d'atterrissage avant. L'avion s'est posé à Munich sans incident vers 20.30 heures.

Conformément à la réglementation européenne applicable (EASA Part-145, article 145.A.60) cet incident doit être notifié aux autorités compétentes dès que possible, et en tout état de cause dans les 72 heures après que l'organisme a identifié l'état faisant l'objet du rapport. La société Luxair a informé la Direction de l'Aviation Civile (DAC), relevant de la compétence du Ministère des Transports, de cet atterrissage d'urgence le mardi 4 juillet 2006 à 13.36 heures par le biais d'un «Incident Report» reprenant les détails de l'incident.

Ensuite, Monsieur le Député demande si la sécurité des passagers à bord a été mise en question par cet incident.

En soi, la perte d'une des deux roues du train d'atterrissage n'altère pas la capacité d'un avion de type Embraer 145 de procéder à un atterrissage normal. À titre préventif, le pilote du vol visé a décidé de procéder à un atterrissage d'urgence. Partant, les passagers et les équipages n'étaient donc en danger à aucun moment.

Les pilotes et agents de cabine sont entraînés pour faire face à ce genre d'incidents, explicitement prévus dans les manuels d'opération et d'entraînement. Les situations d'atterrissages d'urgence en général et les cas de problèmes de train d'atterrissage en particulier, font partie des entraînements récurrents des pilotes.

En ce qui concerne les causes qui auraient pu expliquer l'incident, elles ne sont pas encore connues, mais font l'objet d'une investigation officielle effectuée par la «Bundesstelle für Flugunfalluntersuchung» (BFU) et le constructeur du train d'atterrissage LIEBHERR. Luxair collabore à cette investigation et les représentants de la DAC sont informés de l'avancement de l'enquête par le BFU.

Étant donné que le modèle impliqué dans l'incident était un Embraer 145, Luxair a procédé simultanément, à titre préventif, au contrôle des trains d'atterrissage de l'ensemble de sa flotte Embraer.

Question 1148 (5.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**A1 Grand Prix:**

Dans un article paru dans le mensuel «Paper Jam» certains acteurs de la place financière, en l'occurrence l'Association Luxembourgeoise des Professionnels du Patrimoine (ALPP), ont manifesté leur intention de voir le Luxembourg s'engager dans le circuit A1 Grand Prix. A1 Grand Prix est une compétition créée par un prince de Dubaï qui comporte douze épreuves se disputant sur les cinq continents. La première saison avait été suivie par près de 400 millions de spectateurs cumulés. Selon l'ALPP, l'investissement global pour le Luxembourg serait de l'ordre de quelque deux millions d'euros.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette initiative?
- Dans l'affirmative, quelles suites Messieurs les Ministres entendent-ils réserver à cette initiative?
- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis de l'ALPP que la participation du Luxembourg au circuit A1 Grand Prix constituerait une excellente opportunité de faire connaître le Luxembourg dans le monde, notamment dans les pays du Golfe?

Réponse commune (26.7.2006) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

C'est par la Direction de l'Automobile Club de Luxembourg (ACL) que le Département ministériel des Sports fut mis au courant du Grand Prix A1. Ce championnat est basé sur un concept innovateur en ce sens que les pilotes ne roulent plus pour un team, mais pour une nation, et ce dans des voitures de style F1, présentant les mêmes poids et caractéristiques de puissance, mettant tout le monde à un niveau égal. Un total de 25 pays se voient attribuer l'opportunité de se mesurer les uns contre les autres, une place étant encore disponible avec la possibilité de l'attribuer au Luxembourg.

Ce championnat représente certes une occasion de promotion toute particulière pour les pays y participant et pourrait ainsi être créateur de relations d'affaires à travers le monde entier et particulièrement dans la région du Golfe où l'initiative est née.

Compte tenu de la situation budgétaire actuellement plus tendue, le Gouvernement ne mettra pas de deniers publics à disposition d'une telle organisation. Une demande de sponsoring n'a d'ailleurs en aucun moment été adressée ni au Ministère des Finances, ni au Département ministériel des Sports. Ce dernier ne voit pas d'objections à soutenir une participation luxembourgeoise à une manifestation du genre sous réserve que l'ensemble des moyens nécessaires soit procuré par voie de financement privé.

Question 1154 (7.7.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant le **soutien aux parlements nationaux dans le cadre des programmes de développement luxembourgeois:**

Depuis plusieurs années le développement démocratique est considéré au niveau international comme devant faire partie intégrante du développement humain et durable. Selon Monsieur Amartya Sen, lauréat du Prix Nobel d'économie en 1998, même des famines pourraient être empêchées dans une démocratie établie et assurant un degré raisonnable de liberté civile et politique.

Un parlement national élu démocratiquement, représente la société dans toute sa diversité et constitue donc le véritable pilier de la démocratie. Il est dès lors évident que les parlements nationaux ont un rôle important à jouer dans le maintien de la démocratie et donc aussi dans le développement économique et humain d'un pays.

Or, force est de constater que les parlements nationaux de beaucoup de pays en voie de développement ne peuvent pas fonctionner correctement dû à un certain nombre de lacunes:

- les parlements ne disposent pas toujours des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement du processus législatif;

- le personnel administratif des parlements n'a pas toujours l'opportunité de suivre les formations qui lui permettraient d'assurer une gestion efficace et transparente du travail qui leur incombe;

- les Députés eux-mêmes ne sont guère formés au maniement des techniques législatives.

Dans ce contexte j'aimerais connaître la position de Monsieur le Ministre à l'égard du soutien de parlements nationaux dans le cadre des programmes de développement luxembourgeois.

- Quelle est l'approche de Monsieur le Ministre en la matière? Une stratégie a-t-elle été élaborée pour faire face à ce problème?
- Est-ce que la Coopération luxembourgeoise pourrait soutenir financièrement des projets de formation du personnel administratif et des parlementaires de pays en voie de développement?

Réponse (26.7.2006) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

La question de l'honorable Député a trait à l'aspect de l'amélioration de la gouvernance dans les pays en voie de développement.

Dans ce contexte le Ministre de la Coopération se permet de se référer à sa déclaration sur la politique de coopération lors de laquelle il s'est exprimé comme suit à ce propos:

Le troisième (nouvel) accent (de la politique) est sur la bonne gouvernance. Nous menons en la matière un dialogue intense avec les autorités ainsi qu'avec la société civile dans nos pays cible. La bonne gouvernance est également mise en avant en tant que «préoccupation transversale» dans nos Programmes Indicatifs de Coopération. Or, cela ne suffit pas. Il me tient à cœur d'intégrer aussi dans ces programmes des projets concrets en la matière. Ainsi, nous soutenons au Nicaragua un programme destiné à favoriser une plus grande transparence dans les administrations communales. Au Mali, nous soutenons cette nouvelle institution qu'est le médiateur de la république. Nous voulons également appuyer un programme au Sénégal qui décrit, dans les écoles, les méfaits de la corruption afin de combattre celle-ci d'emblée.

C'est dans ce cadre que des interventions dans le domaine de la bonne gouvernance peuvent être envisagées. Il reste cependant qu'il s'agit, pour l'heure du moins, d'interventions ponctuelles, alors que l'objectif premier de la coopération luxembourgeoise vise l'éradication de la pauvreté par des mesures directes destinées à améliorer le cadre de vie dans les pays en développement.

Enfin, j'observe que la coopération luxembourgeoise associe régulièrement des Députés luxembourgeois à des visites ministérielles dans les pays cible, ceci entre autres dans le but d'encourager les échanges entre parlementaires du Nord et du Sud.

Question 1157 (10.7.2006) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **modification des statuts de l'Union des Caisses de Maladie (UCM):**

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a approuvé par arrêté ministériel du 17 décembre 2004 les modifications des statuts de l'UCM telles qu'elles ont été décidées par l'assemblée générale de l'UCM du 9 novembre 2004 et qui sont entrées en vigueur au 1er janvier 2005.

Cette décision de l'UCM a porté sur la limitation, dans le secteur extrahospitalier, de la prise en charge à douze analyses par ordonnance. Alors que le secteur hospitalier continue à prendre en charge l'intégralité de toute prescription, les laboratoires privés devraient limiter la prise en charge à douze analyses et facturer toute analyse supplémentaire à charge du patient.

Le Tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg vient de rendre public son jugement et estime que la mesure incriminée est considérée, dans la mesure où elle ne s'étend qu'aux seuls laboratoires extrahospitaliers, comme n'étant pas rationnellement justifiée, ni adéquate, ni proportionnée au but recherché. Aussi le Tribunal administratif juge-t-il que la décision ministérielle encourt l'annulation pour violation de l'article 10bis de notre Constitution.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il introduire un recours contre le jugement du Tribunal administratif?
- Dans l'affirmative, sur quels arguments se baserait un tel recours?
- Dans la négative, quelles mesures alternatives Monsieur le Ministre préconise-t-il pour résoudre le problème de la surprescription d'analyses?

Réponse (1.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Suite au jugement du 3 juillet 2006 du Tribunal administratif, il a été décidé d'en relever appel en invoquant notamment la finalité de la mesure, c'est-à-dire de responsabiliser le médecin prescripteur dans la prise de décision sur la nécessité d'un enchaînement diagnostique. La mesure est une mesure qui s'imposait afin d'axer à l'avenir la prise en charge des prestations de soins de santé d'une manière générale sur le principe de «l'utile et le nécessaire» et de développer des outils susceptibles de privilégier les pratiques médicales basées sur l'évidence scientifique. La démarche préconisée par la modification des statuts de l'Union des Caisses de Maladie tend à éviter qu'une multitude indifférenciée d'analyses soient prescrites et réalisées avec pour conséquence inéluctable de générer des actes injustifiés et un coût excessif par rapport au but recherché.

En outre, il convient de détailler la différence de régime juridique entre le secteur hospitalier et le secteur extrahospitalier. Les prestations fournies par les laboratoires d'analyses médicales du secteur extrahospitalier sont rémunérées par l'assurance maladie par actes inscrits dans la nomenclature. Les tarifs négociés pour ces actes ne tiennent pas seulement compte du coût de revient des actes et services, mais contiennent en plus une marge de bénéfice à réaliser par les laboratoires. Les laboratoires du secteur hospitalier par contre tombent sous le régime de la budgétisation des hôpitaux. Ils ne décomptent pas leurs prestations selon la nomenclature (prévoyant une marge de bénéfice) mais selon une forfaitisation des unités d'œuvres, à savoir les prélèvements décomptés selon le coût de revient moyen et sans prise en compte d'un bénéfice. Du fait que la budgétisation est divisée en frais fixes et frais variables, le mécanisme n'est pas de nature à inciter les laboratoires du secteur hospitalier à augmenter leur volume d'activité.

Question 1158 (11.7.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **substitution de substances chimiques dangereuses par des alternatives plus sûres:**

Jusqu'ici, un des points forts de la législation européenne «REACH» était de s'assurer que les substances chimiques extrêmement préoccupantes soient abandonnées et remplacées par des alternatives appropriées et plus sûres. Malgré des efforts intenses d'édulcoration des textes de la part du lobby de l'industrie, le Parlement européen s'est prononcé en faveur du principe de substitution des substances chimiques dangereuses par des alternatives plus sûres quand elles existent. De même, la Présidence luxembourgeoise du Conseil avait réussi à dégager un accord politique qui conservait toujours ce principe. Or, le 27 juin 2006, le Conseil des Ministres de l'Environnement a néanmoins rejeté la substitution dans sa position commune définitive.

En relation avec les débats sur le projet de loi relative à la sécurité générale des produits (PL 5307) inscrit à l'ordre du jour de notre séance plénière d'aujourd'hui j'aimerais donc savoir:

- Quelle fut la position du Gouvernement luxembourgeois lors du Conseil Environnement du 27 juin 2006?
- Comment expliquez-vous ce revirement de position?
- Est-ce que le Gouvernement entend poursuivre ses efforts pour que le principe de substitution soit néanmoins accepté par le Conseil en vue d'une éventuelle «conciliation» avec le Parlement européen?

Réponse commune (25.7.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Jean Huss, j'ai l'honneur de vous informer qu'au moment de l'adoption de l'accord politique qui est intervenu sur la proposition de règlement dite «REACH» au Conseil Compétitivité du 13 décembre 2005, le Luxembourg, appuyé par la Suède et le Danemark, a - tout en donnant son accord au compromis politique d'ensemble - fait part de son regret que l'approche adoptée en matière de substitution ne soit pas suffisamment ambitieuse. Les délégations en question viennent de réitérer leur position en la matière, et plus précisément à l'occasion de l'adoption de la position commune par le Conseil Environnement fin juin, laquelle est en voie de transmission au Parlement européen pour deuxième lecture.

En matière de substitution, la ligne préconisée par le Luxembourg est proche de celle du Parlement en première lecture, à savoir que l'autorisation n'est accordée que si les critères suivants sont remplis:

- il n'existe pas de substances ou de technologies alternatives;
- il est démontré que les avantages socio-économiques l'emportent sur les risques pour la santé humaine ou l'environnement;
- il est établi que de tels risques sont valablement maîtrisés.

Il va sans dire que les autorités luxembourgeoises suivront de près les négociations interinstitutionnelles au cours des mois à venir et appuieront tous les efforts visant à aboutir à une réglementation qui garantit un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, tout en assurant la capacité d'innovation et la compétitivité.

Question 1163 (12.7.2006) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **cadence de la ligne RGTR N°500 (Echternach-Diekirch-Ettelbruck):**

Aux heures de pointes, c'est-à-dire entre 7.00 heures et 8.00 heures respectivement entre 16.00 heures et 18.00 heures, l'offre de certaines lignes d'autobus au travers du pays est mal adaptée aux besoins réels de ses utilisateurs. On peut citer à titre exemple la ligne RGTR N°500 «Echternach-Diekirch-Ettelbruck», qui est souvent surchargée de passagers et plus particulièrement d'étudiants, de façon à ce qu'une grande partie d'entre eux doivent rester debout pendant toute la durée du trajet.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation de la ligne susmentionnée en vue de faire circuler pour la rentrée scolaire 2006-2007 aux heures de pointe des autobus supplémentaires?
- En cas de surcharge, ne pourrait-on pas encore envisager le recours à des autobus plus spacieux?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député soulève le problème de la capacité insuffisante aux heures de pointe dans certains moyens de transport public, citant comme exemple la ligne RGTR N°500 entre Echternach, Diekirch et Ettelbruck.

Ce problème a été recensé au cours de l'année scolaire écoulée, où, à partir des derniers arrêts de la ligne, certains élèves ont été transportés debout, notamment le matin avant 8.00 heures.

Le problème devra néanmoins être résolu à partir de la prochaine rentrée scolaire, et ce grâce à une réorganisation des lignes 500 à 503.

Un autobus supplémentaire fonctionnera sur l'axe Beaufort-Reisdorf-Bettendorf-Diekirch-Ettelbruck, qui, en raison de son passage à Diekirch à 7.45 heures sera particulièrement intéressant pour tous les élèves des localités précitées fréquentant un établissement scolaire à Diekirch.

Je profite de l'occasion pour rendre attentif à l'offre sensiblement améliorée pendant toute la journée sur la relation Reisdorf-Diekirch-Ettelbruck puisque la cadence de l'horaire des bus y sera doublée (de 60' à 30') à partir du 1er septembre 2006.

Il en sera de même sur la liaison Stolzembourg-Vianden-Fouhren-Diekirch-Ettelbruck (ligne N°570).

Les plans détaillés de ces améliorations de l'offre de transport seront publiés prochainement et contribueront certainement à une meilleure adaptation des lignes publiques d'autobus aux besoins des voyageurs.

Question 1171 (13.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **permis de conduire pour motocyclettes:**

En Belgique et en France l'obtention du permis de conduire pour la voiture autorise les détenteurs également à conduire des motocyclettes jusqu'à une cylindrée maximale de 125 ccm. Cette disposition ne vaut cependant pas pour le permis de conduire (catégorie B) passé au Luxembourg.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer s'il entend introduire ces dispositions également au Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une harmonisation au niveau européen de ces dispositions serait opportune?

Réponse (2.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député demande des précisions au sujet de la délivrance au Luxembourg du permis de conduire de la sous-catégorie A1 (motocycles légers / ⩽ 125 ccm).

Par référence à la situation prévalant en Belgique et en France, où la

conduite des motocycles légers est autorisée sous le couvert d'un permis de conduire de la catégorie B (voitures automobiles à personnes), il aimerait savoir s'il est prévu d'introduire cette disposition également au Luxembourg. Dans ce même contexte il pose la question de l'opportunité d'une harmonisation de cette disposition au niveau européen.

Il est vrai que certains pays, dont la Belgique et la France, confèrent le droit de conduire un motocycle léger sous le couvert du permis de conduire de la catégorie B. Cette faculté est donnée aux États membres par l'article 5 paragraphe 3 sous b) de la directive 91/439/CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative au permis de conduire, directive qui constitue le cadre juridique pour la délivrance des permis de conduire dans l'Espace Économique Européen (EEE). Reste à relever toutefois, que la conduite des véhicules en question est limitée au territoire du pays de délivrance. Il s'ensuit que les permis de conduire de la sous-catégorie A1 délivrés dans les conditions précitées ne sont pas reconnus au Luxembourg, ni en circulation internationale, ni en cas de transfert du domicile de leurs titulaires au Luxembourg.

Pour des considérations de sécurité routière évidentes, il n'est pas prévu d'introduire cette disposition au Luxembourg. En effet, la technique de conduite d'un deux-roues motorisé diffère considérablement de celle d'une voiture automobile et requiert un apprentissage ainsi que des épreuves théorique et pratique ciblés sur la maîtrise de ce genre de véhicule. Il n'est dès lors pas envisagé de mettre en question cette approche qui recueille l'unanimité des experts en la matière.

En ce qui concerne l'opportunité d'une éventuelle harmonisation des dispositions en question au niveau communautaire, je tiens à renvoyer à la proposition de directive relative au permis de conduire (3e directive/refonte), actuellement pendante devant le Parlement européen en deuxième lecture. Ladite directive, tout en préservant la faculté pour les États membres d'autoriser, sur leur territoire, la conduite de motocycles légers sous le couvert d'un permis de la catégorie B, compte parmi ses objectifs principaux l'amélioration de la sécurité des conducteurs de deux-roues motorisés moyennant la promotion de l'accès progressif à la conduite de ces véhicules. L'approche adoptée à cet égard sur le plan national est donc parfaitement en ligne avec les préoccupations d'amélioration de la sécurité des conducteurs de motocycles, mises en avant par la directive précitée, en cours de procédure.

Question urgente 1188 (20.7.2006) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **actions Arcelor de l'État luxembourgeois:**

Den 12. Juli huet d'AP gemellt, d'Lëtzebuerger Regierung wéilt de gréissten Deel (97,3%) vum Undeel vum Lëtzebuerger Stat un der Arcelor u Mittal Steel verkafen an domadden de Wee fir d'Fusioun zum gréisste Stolkonzern vun der Welt fräimaachen. Zu deem Zäitpunkt war Lëtzebuerg mat 5,6% zweetgréissten Undeelsproprié-taire vun der Arcelor.

De 27. Juni awer, hat de Statsminister nach virun der Chamber deklaréiert: „(...) et ass déi fest Absicht vun der Lëtzebuerger Regierung Aktionär vun der neier Gesellschaft ze bleiwen. Mir zéien eis aus der neier Arcelor-Mittal-Gesellschaft net zréck, mir wëllen ee vun den Haaptaktionäre bleiwen, obschonn (...) duerch d'Integratioun vu Mittal Steel an d'Arcelor (...) natierlech d'Gewiicht vum Stat ënner 3% fält."

Den Dënschden dëser Woch koum d'Nouvelle, datt Mittal Steel déi néideg 50% un Arcelor-Aktie fir d'Fusioun zesummenhätt. Virun enger Woch wieren et der eréicht 14,11% gewiescht.

An deem Kontext imposéiere sech elo folgend Froen:

1. Stëmmt déi gemellte Verkafsabsicht?
2. Wa jo, aus wéi enge Grënn wëllt d'Regierung elo den Undeel vum Lëtzebuerger Stat un der Arcelor gréisstendeels verkafen?
3. Wéi vill vum Undeel vum Lëtzebuerger Stat un der Arcelor huet d'Regierung - gegebenenfalls - scho verkaf an awéiwäit war dee Verkaf néideg fir d'Fusioun ze erméiglechen?
4. Wat géif de Lëtzebuerger Stat nach prozentual un der neier Gesellschaft halen?
5. Wéi ass de plötzleche Revirement vun der Regierung ze explizéieren?
6. Wat ass/wier d'Nettorecette vum genannten Aktieverkaf?
7. Wéi eng Konsequenzen hätt dee Verkaf op den Afloss vun der Regierung op d'Arcelor respektiv d'Arcelor-Mittal?
8. Wéi eng Konsequenzen hätt dee Verkaf op déi alljährlech Dividenderecette vum Stat?

Réponse (21.7.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Entgéint deem, wat an nationalen oder internationale Pressorganer spekuléiert ginn ass a vum Service Information et Presse richteg gestallt gouf, ass dat, wat de Statsminister de 27. Juni an der Chamber deklaréiert huet, an zwar datt de Stat als wichtegen Aktionär an där neier Arcelor-Mittal-Gesellschaft bleift, och haut nach ëmmer richteg.

De Stat huer mëttlerweil seng Arcelor-Aktien an d'OPE vu Mittal Steel erabruecht a wäert an där zukünfteger Arcelor-Mittal-Gesellschaft eng Bedeelegung vun ongeféier 39 Milliounen Aktien oder 2,7% vum Kapital hunn.

Et gëtt also keng nei Froen an dësem Zesummenhang fir de Stat.

Question urgente 1196 (25.7.2006) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**utilisation des terres en jachère pour l'alimentation du bétail:**

De Manktum u Reen, dee besonnesch an deene leschte Wochen däitlech ginn ass, féiert bei deene meeschte landwirtschaftleche Kulturen zu méi oder manner groussem Ertragsausfall. A ville Géigende vum Land gëtt virun allem d'Fudderversuergung vum Véi zu engem Problem, well den éischte Schnatt vill ze spéit an ënner denkbar schlechte Konditiounen erakomm ass, an en zweete Schnatt wéinst der Drëchent guer net méi nowuesse konnt. Dobäi kommen déi géigendweis katastrophal Zerstéierungen, déi am leschten Hierscht duerch d'Mais an de Wisen a Fudderbauparzellen ugeriicht gi sinn, an déi d'Récolte vun dësem Joer well deelweis a Fro gestallt hunn.

Duerfir géif ech lech gäre froen, ob et net méiglech wär deene Betriber, déi duerch déi vir genannten Événementer mat hirer Fudderversuergung a Schwieregkeete komm sinn, op Demande hin, ze erlaben, fir dat, wat op de Stilllegungsflächen u Fudder steet, däerfe fir d'Fidderung vun de Béischten ze notzen. Sidd Dir bereet fir kuerzfristeg op dëse Wee ze goen an déi entspriechend Démarchen zu Bréissel duerfir ze maachen.

Réponse (1.8.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Dans sa question parlementaire du 25 juillet 2006 l'honorable Député constate qu'en raison de l'absence de précipitations et de températures caniculaires au cours des dernières semaines, la situation en matière de production fourragère est devenue très critique, et il me demande si je serais disposé à solliciter auprès de la Commission européenne une dérogation permettant aux agriculteurs d'utiliser le couvert végétal des terres gelées comme fourrage.

Je peux rassurer l'honorable Député que par un courrier du 21 juillet 2006 j'ai adressé une telle demande de dérogation à la Commission européenne et qu'en date du 27 juillet 2006 celle-ci y a donné son aval.

Par un communiqué publié dans la presse écrite et parlée, et dont je joins une copie en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*, les agriculteurs ont été informés de cette possibilité d'utiliser le couvert végétal des terres gelées.

Question urgente 1200 (26.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **personnel de l'a.s.b.l. „Doheem versuergt" - Canicule:**

Bedéngt duerch d'Hondsdeeg ass richtegerweis eng méi enk Betreiung vun eelere Menschen ageleet ginn. Dës Betreiung huet d'Regierung der Organisatioun „Doheem versuergt" operdroen, zousätzlech zu hirer normaler Aarbecht. D'Belegschaft vun dëser Organisatioun ass awer elo scho wéinst der Vakanzenzäit ënnerbesat an des Weideren duerch hir Stoppauerzäitpläng permanent ënner Drock, esou datt et kaum méiglech ass dës zousätzlech Missioun fach- a mënschegerecht ze erleedegen. Dëst kéint geféierlech Konsequenzen hu fir déi Leit, déi solle betreit ginn.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Fro beäntwerten:

- Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuele fir de Manktum u Personal bei der Organisatioun „Doheem versuergt" ze kompenséieren?

Réponse (1.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Behaaptung vum éierewäerten Deputéierten, d'Betreiung vun den eelere Leit während den „Hondsdeeg", wéi hie sech ausdréckt, wier der Organisatioun „Doheem versuergt" operdroe ginn, ass einfach net richteg. Et ass och guer net méiglech, datt d'Regierung enger privater Organisatioun eppes operdréit, wat déi net wëllt maachen.

Richteg ass, datt schonn am Mee d'Virgespréicher iwwer eng Zesummenaarbecht mat conventionnéierten Organisatioune bei enger eventueller Hëtzewell am Summer ugefaangen hunn. D'Organisatioun „HELP" ass eng vun deenen dräi Organisatiounen, déi do mat um Dësch souzen. Déi aner waren de „Service social de proximité" vum Roude Kräiz an „Hëllef Doheem".

Am Dialog mat der COPAS (Confédération des Organismes Prestataires d'Aides et de Soins), déi d'Daachorganisatioun vun all deenen Hëllefsorganisatiounen ass, sinn dunn am Juni d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht fir de Fall vun enger Canicule endgülteg festgeschriwwe ginn. D'Conditioune vun där Zesummenaarbecht waren also am Virfeld gekläert.

D'Regierung geet dervun aus, datt déi Organisatiounen, déi bereet ware matzemaachen, déi néideg Dispositioune betreffend d'Personal getraff hunn.

Ech wëll och dem Här Deputéierten ze bedenke ginn, datt ausser-gewéinlech an zäitlech limitéiert Situatiounen och emol schnell an effikass Décisioune verlaangen. Hei ass et schliesslech drëm gaangen, fir fragiliséierten an elengstoende Persounen ze hëllefen an domat ze verhënneren, datt hir Gesondheet leit oder et esouguer zu vermeidbare Stierfäll kéim. D'Fleegepersonal huet hei fantastesch matgeschafft an ech soen hinne fir hir Kompetenz an hiren Asaz Merci.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Compte rendu des séances publiques
N° 16 – Session ordinaire 2005-2006

50e séance, jeudi 13 juillet 2006
51e séance, jeudi 13 juillet 2006

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Session annuelle de l'AP-OSCE

«Renforcer la Sécurité humaine»

La 15e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) placée sous le thème «Renforcer la Sécurité humaine dans la Région de l'OSCE» a eu lieu à Bruxelles du 3 au 7 juillet 2006. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Alex Bodry, chef de délégation ff., et M. Laurent Besch, secrétaire ff.

En sa qualité de chef de délégation, M. Alex Bodry a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le Président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings, a souligné que Bruxelles, lieu de réunion, représente à la fois l'unité de l'Europe et la diversité des peuples, de leurs cultures et langages, qui vivent et travaillent en son sein. L'orateur a rappelé que l'OSCE continue d'être une organisation nécessaire pour les tâches auxquelles il faut faire face dans la sphère politico-sécuritaire du XXIe siècle. L'OSCE reste l'instrument le plus flexible et performant de politique étrangère euro-atlantique sur le plan non militaire.

Quant aux réformes engagées au sein de l'OSCE même, M. Alcee L. Hastings a affirmé qu'elles ne seront couronnées de succès que si les décideurs des deux côtés de l'Atlantique sont préparés à faire meilleur usage de l'organisation régionale la plus efficace en Europe.

Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où pendant l'année 2005-2006 quelque 389 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement de sept élections et d'un référendum dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier, M. Jerry Grafstein, a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les limites budgétaires et que 99% des contributions annuelles obligatoires ont été versées.

Le Secrétaire général, M. Spencer Olivier, a mis l'accent sur l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte de sorte des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Rapport sur Guantánamo Bay, République de Moldova) et l'observation d'élections (République du Bélarus).

Dans son exposé, M. Karel De Gucht, Ministre belge des Affaires étrangères et Président en exercice de l'OSCE, a souligné la réputation dont jouit l'OSCE en tant qu'instrument international propageant la sécurité et la stabilité à travers la coopération et favorisant ainsi le règne fonctionnel et durable de la démocratie.

M. Alex Bodry a participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur le renforcement de la sécurité humaine dans la région de l'OSCE, des projets de résolution sur le renforcement du rôle et sur l'amélioration de l'efficacité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ainsi que sur la République de Moldova.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur les activités de surveillance électorale de l'OSCE, sur la répression des crimes d'honneur, le contrôle parlementaire des services de police et de sécurité ainsi que sur le renforcement de la protection des minorités nationales dans les pays participants de l'OSCE, sur la promotion de religion et de croyance et sur le Code de comportement pour les participants aux missions de l'OSCE. La Commission générale pour les Affaires économiques, la Science, la Technologie et l'Environnement a discuté sur l'intégration économique régionale comme gage de stabilité et de sécurité. L'insécurité énergétique comme nouvelle menace pesant sur la stabilité et la sécurité a été abordée également.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Bruxelles. Les États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE entendent coordonner leurs activités économiques et environnementales en coopération étroite avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, renforcer le contrôle parlementaire effectif des services de sécurité et de renseignements, favoriser le processus de dialogue et accélérer le processus de règlement du conflit transnistrien, et favoriser la reconstruction de l'Afghanistan de sorte à créer une plus grande sécurité pour la population. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique.

M. Goran Lennmarker de la Suède a été élu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.



M. Alex Bodry et M. Laurent Besch

Visite de travail du Président du Mozambique



S.E.M. Armando Emílio Guebuza signe le Livre d'or de la Chambre des Députés

Le 20 juillet 2006, S.E.M. Armando Emílio Guebuza, Président de la République du Mozambique, a effectué une visite de travail au Luxembourg.

Il a notamment été accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés par le Président Lucien Weiler.

Les pourparlers entre les deux Présidents ont porté avant tout sur le fonctionnement des systèmes parlementaires respectifs. Par ailleurs, le Président du Mozambique a donné un certain nombre d'explications quant aux problèmes auxquels son pays est confronté. Il a ainsi développé plus amplement la situation concernant l'aide au développement et le sida dans ce pays de la côte orientale de l'Afrique.

Besuch des Präsidenten des russischen Föderationsrates in Luxemburg

Am 29. Juni 2006 weilte der Präsident des russischen Föderationsrates, Sergej Mironow, in Luxemburg.

Nach Gesprächen mit Großherzog Henri und dem Präsidenten des Staatsrates, Pierre Mores, wurde der russische Gast von Parlamentspräsident Lucien Weiler begrüßt.

Bilaterale Fragen, parlamentarische Anliegen sowie die Entwicklungen betreffend Arcelor und SeverStal wurden während dieses Gesprächs erörtert. Der Vorsitzende der zweiten Kammer des russischen Parlaments bezeichnete die Situation als eine normale internationale Entwicklung in einer globalisierten Welt.

Sergej Mironow unterstrich auch, dass die russisch-luxemburgischen Beziehungen weder auf wirtschaftlichem noch auf politischem Plan dadurch belastet würden.

La démocratie finlandaise en exposition à la Chambre des Députés

La Chambre des Députés ouvrira ses portes au public intéressé par la naissance de la démocratie en Finlande.

Ainsi, du 2 au 23 septembre une exposition du Parlement finlandais, *«Droit de vote – Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise»*, se déroulera au rez-de-chaussée de la Chambre des Députés.

À l'occasion du centenaire de la réforme parlementaire finlandaise de 1906-1907, qui a jeté les bases de la démocratie en Finlande, il s'agit de présenter le pays nordique, l'évolution de sa vie politique et de sa société.

L'exposition, en provenance d'Ottawa, sera inaugurée le 1er septembre en présence de S.E.M. Paavo Lipponen, président du Parlement de Finlande, qui sera en visite officielle à Luxembourg.

Les femmes finlandaises ont été les premières au monde à user du droit de vote actif et passif et la Finlande est réputée pour sa politique progressiste en ce qui concerne l'égalité des droits des hommes et des femmes.

Ainsi, une conférence sous le thème de *«Droit de vote des femmes = égalité des chances? Les exemples de la Finlande et du Luxembourg»* aura lieu le 15 septembre à 18.00 heures dans la salle plénière de la Chambre des Députés.

Les exposés seront assurés par Madame Liisa Jaakonsaari, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement finlandais, Madame Astrid Lulling, députée européenne, et Madame Renée Wagener, M.A. en sciences sociales.

La Finlande assure actuellement la présidence de l'Union européenne, succédant à l'Autriche et précédant l'Allemagne à la tête du Conseil des Ministres.

Constatant un déficit de légitimité de l'Union européenne auprès de ses citoyens, la présidence finlandaise veut mettre l'accent sur un renforcement de la transparence des travaux et des institutions communautaires.

Un outil important de cette politique de transparence et de communication active est le site web de la présidence finlandaise: **www.eu2006.fi**

L'exposition «*Droit de vote – Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise*» sera ouverte du 2 au 23 septembre, du lundi au samedi entre 14.30 et 18.00 heures.
L'accès se fera par l'entrée principale de la Chambre des Députés, au numéro 19 de la rue du Marché-aux-Herbes.
La conférence «*Droit de vote des femmes = égalité des chances?*» aura lieu le 15 septembre à 18.00 heures dans la salle plénière, au premier étage de l'hôtel de la Chambre des Députés.
La conférence sera ouverte au public.

NOUVELLES LOIS

5307 - Projet de loi

relative à la sécurité générale des produits

Le projet de loi sous examen vise à transposer en droit national la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits qui révise et remplace la directive 92/59/CEE transposée par la loi du 27 août 1997. La loi en projet, pour sa part, abroge la loi de 1997 portant le même intitulé.

La directive consacre et étend le rôle important de la sécurité générale des produits en tant qu'élément constitutif de toute politique efficace de protection des consommateurs, à l'instar de la législation sectorielle en la matière. Elle impose une obligation générale de sécurité à tout produit mis sur le marché et destiné aux consommateurs ou susceptible d'être utilisé par eux.

Dépôt par
Monsieur Henri Grethen,
Ministre de l'Économie,
le 09.03.2004

Rapporteur:
M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

24.03.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
14.04.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.04.2005	idem
12.05.2005	idem
31.05.2005	idem
22.11.2005	Examen d'amendements
01.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
11.07.2006

5346/5420 - Projet de loi

portant introduction d'un Code du Travail

Le projet de loi propose le rassemblement structuré de toutes les dispositions relevant du droit du travail dans un seul recueil. Dorénavant, la législation du travail sera présentée en un ensemble organisé, construit selon un plan d'ensemble systématique. La codification s'avérera ainsi être un outil indispensable afin de permettre aux citoyens un accès plus aisé à la législation du travail qui comporte de nombreuses règles de droit qui façonnent largement leur vie quotidienne.

La codification sera donc constitutive d'une œuvre législative nouvelle qui réagencera des textes existants en fonction d'un système logique et cohérent. En tant que telle, cette œuvre législative se différencie fondamentalement des différents recueils de droit du travail qui ont essentiellement consisté en une compilation des textes légaux et réglementaires.

Cette codification ne comporte pas de changement quant au fond du contenu de la législation existante en matière de droit du travail et des modifications de textes existants ne sont opérées que lorsqu'elles sont jugées nécessaires pour améliorer la cohérence rédactionnelle des textes respectivement pour remplacer des expressions incorrectes. Le Code s'efforce également de lever certaines contradictions qui se sont produites au fil des années.

Dépôt par
Monsieur François Biltgen,
Ministre du Travail
et de l'Emploi,
le 04.06.2004

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président:
M. Marcel Glesener):

14.10.2004	Désignation d'un rapporteur
17.11.2004	Présentation et examen général du projet de loi
13.06.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.06.2006	Décision concernant le point tenu en suspens
04.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
13.07.2006

5521 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver un nouvel accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002, par les plénipotentiaires des Gouvernements des États de la République d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas ainsi que des trois Régions de Belgique, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale, la Région Flamande et la Région Wallonne.

La coopération internationale des parties contractantes vise une gestion de l'eau durable et intégrée pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse. L'accord prévoit la mise en œuvre des exigences définies dans la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, notamment pour atteindre au plus tard en 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines.

Une autre priorité reste la mise en place d'une politique globale de prévention des crues et de protection contre les inondations. L'accord international prévoit en outre la coordination des mesures pour atténuer les effets des sécheresses ainsi que la lutte contre les pollutions accidentelles.

Le Luxembourg, en tant qu'État riverain indirect de la Meuse par le biais du bassin de la Chiers, avec à peine 0,2% de la surface tributaire et 0,5% de la population du district hydrographique de la Meuse, ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse. Afin d'atteindre le bon état de tous les cours d'eau en 2015, tel que prévu dans la directive-cadre, les efforts dans le domaine de l'assainissement doivent être renforcés pour améliorer la qualité de l'eau de la Chiers et de ses affluents.

Dépôt par Monsieur
Jean-Marie Halsdorf,
Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire,
le 09.12.2005

Rapporteur:
M. François Maroldt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président:
M. Marco Schank):

27.06.2006	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.06.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
13.07.2006

5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

Le contenu du projet de loi se résume comme suit:

L'interdiction de toute publicité et de tout parrainage, telle que proposée par le projet de loi, réclamée par l'article 13 de la Convention-cadre de l'OMS (Loi du 8 juin 2005), va bien plus loin que les obligations qui découlent de la directive 2003/33/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac. Celle-ci prévoit en effet une interdiction de toute publicité pour les produits du tabac dans les médias imprimés, à la radio et sur Internet, ainsi que le sponsoring et la parrainage de manifestations ou d'activités transfrontalières.

À noter que la publicité pour les produits du tabac à la télévision est interdite depuis le début des années 1990 par la directive sur la télévision sans frontières.

À noter encore que, suite à la recommandation de l'Avocat général de la Cour européenne de Justice (CEJ) de rejeter le recours de l'Allemagne contre la directive relative à la publicité pour le tabac, le Gouvernement allemand a annoncé son intention de mettre en œuvre la directive dans les meilleurs délais. Aussi les différences entre les législations des pays de l'Union européenne et l'écart concurrentiel défavorable redouté pour les entreprises luxembourgeoises se réduiront-t-ils considérablement.

L'interdiction de la publicité est un signal particulièrement fort à l'encontre d'un produit dont les effets désastreux en termes de santé publique ne sont plus à démontrer. Ayant à recruter chaque année des dizaines de milliers de consommateurs nouveaux pour un produit en soi pas particulièrement attrayant, qui est extrêmement nocif, qui sent

mauvais et qui cause une gêne certaine, les producteurs s'aident avec des «arguments» largement détachés de la réalité, en associant leur produit avec la jeunesse, la virilité, voire avec l'exercice physique, la liberté, le «vent du large». En introduisant une interdiction de toute publicité et de toute action de promotion ou de parrainage, le projet sous examen a le grand mérite de mettre fin à ces associations trompeuses. La seule exception très limitée à cette interdiction concerne l'intérieur des points de vente et se trouve explicitée ci-dessous dans le cadre du commentaire de l'article 3 paragraphe (4).

Si l'interdiction de la publicité et l'interdiction de la vente aux mineurs visent la réduction de la consommation, l'interdiction de fumer dans certains lieux vise la protection des nonfumeurs, tout en ayant comme effets secondaires bénéfiques la prise de conscience des fumeurs et la réduction - forcée - de leur propre consommation, lorsqu'elle est de nature à nuire à leur entourage.

Le projet propose une liste des lieux d'où le tabac est banni, liste qui est considérablement allongée par rapport à la loi de 1989, alors qu'elle s'étendra désormais aux restaurants, aux galeries marchandes, aux halls et salles de tous les bâtiments gérés par une autorité publique, à toute l'enceinte des établissements scolaires, aux hôpitaux et salles d'attentes ainsi qu'aux établissements couverts où des sports sont pratiqués. L'interdiction de fumer vaut également pour les débits de boissons qui servent des plats aux plages horaires situées entre 12 et 14 et 19 et 21 heures.

Pour ce qui est des restaurants, le projet prévoit la possibilité d'installer des fumoirs dont la surface ne peut excéder un quart de la surface totale, sous certaines conditions et obligations bien strictes.

S'agissant du lieu de travail, le projet introduit une obligation de résultat de santé de l'employeur à l'égard du salarié. En d'autres termes, les employeurs devront dorénavant prendre des dispositions pour protéger leur personnel contre la fumée d'autrui.

À noter que la disposition concernant la protection contre l'exposition à la fumée de tabac sur le lieu de travail inclut également les cafés, bars et discothèques.

Le recours à l'avertissement taxé pour sanctionner celui qui contrevient à l'interdiction de fumer, qui est un moyen de répression rapide, peu formaliste et partant efficace, traduit la volonté du législateur de voir la loi effectivement observée sur le terrain. Pour ce qui est de l'interdiction de fumer dans les restaurants, les salons de consommation et les cafés qui servent des repas, seront punissables tant les clients qui ne respectent pas l'interdiction que l'exploitant qui omet volontairement de la faire respecter.

Enfin, le projet consacre l'obligation faite au Gouvernement de mettre en place des activités structurées de consultation et d'information antitabac.

Dépôt par Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.01.2006

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.02.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

18.05.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen des propositions d'amendements introduites par le groupe parlementaire «DÉI GRÉNG»

15.06.2006 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Suite de la procédure

Échange de vues avec le Ministre de la Santé et le Ministre du Travail et de l'Emploi sur la problématique du tabagisme passif sur le lieu de travail

22.06.2006 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Continuation de l'examen des propositions d'amendements

05.07.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

20.06.2006 Examen d'une proposition d'amendement

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

20.06.2006 Proposition d'amendement au projet de loi 5533 ayant pour objet d'y insérer un article II nouveau reprenant les dispositions de protection antitabac sur le lieu de travail figurant au projet de loi 5241

Vote en séance publique: 13.07.2006

5548 - Projet de loi

portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Le projet de loi sous rubrique a comme objet la transposition dans le secteur communal des modifications apportées à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le Statut général des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la loi du 19 mai 2003 modifiant le Statut général des fonctionnaires de l'État et leur adaptation aux spécificités du secteur communal. Il se propose également d'insérer dans le Statut général des fonctionnaires communaux les modifications apportées aux dispositions afférentes applicables aux fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions des fonctionnaires publics opérée par la législation du 3 août 1998 respectivement dans le cadre de l'accord salarial dans la Fonction Publique de l'année 2000.

Il a été profité de l'occasion pour apporter à la loi communale du 13 décembre 1988 quelques clarifications pour ce qui est des compétences des autorités communales en matière de création d'emplois communaux, d'engagement et de promotion du personnel communal.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

30.05.2006 Présentation du projet de loi

11.07.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

5558 - Projet de loi

portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

Le projet de loi proposé par le Gouvernement a pour objet

- de doter les administrations fiscales d'un organe de gestion répondant aux besoins d'une administration moderne fonctionnant sur base d'une direction collégiale;

- de renforcer la collaboration entre les trois administrations fiscales en vue d'une amélioration dans la lutte contre la fraude fiscale, d'un recouvrement plus efficace des créances fiscales et d'une simplification des procédures administratives par l'élimination des doubles emplois;

- de renforcer les directions des trois administrations.

Pour réaliser son objectif, le projet de loi propose:

- de doter les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement d'un deuxième directeur adjoint. Aussi le projet de loi prévoit-il la création de postes supplémentaires dans la carrière supérieure. Le nombre total de ces fonctions sera cependant limité, avec le directeur, au nombre de quatre;

- d'instituer une direction collégiale à la tête des Administrations des Contributions et de l'Enregistrement par la création d'un comité de direction;

- de préparer ainsi les trois administrations à une meilleure coordination entre elles par une participation commune en un seul «Comité de coordination des administrations fiscales». Ce Comité de coordination devrait être présidé par le Ministre des Finances et composé des directeurs et directeurs adjoints des trois administrations.

Le Conseil d'État s'est montré particulièrement critique à l'égard de l'introduction d'une direction collégiale à la tête d'un service général. Il relève que la mise en place d'une direction collégiale n'est pas compatible avec la loi générale des impôts (Abgabenordnung, AO).

La Commission des Finances et du Budget regrette que le Conseil d'État n'ait pas suivi le Gouvernement dans sa démarche d'une modernisation plus poussée des directions des administrations concernées. Elle est d'avis que le projet de loi constitue une première étape dans la direction d'une collaboration plus intense entre les trois administrations financières.

Après analyse des avis des chambres professionnelles et du Conseil d'État, et après avoir entendu le Gouvernement dans ses explications, la Commission s'est résolue à suivre la Haute Corporation dans son argumentation et à supprimer le texte concernant l'introduction d'un comité de direction dans les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement, afin de ne pas retarder le volet du projet de loi concernant le renforcement des directions.

Par contre, la Commission n'a pas suivi le Conseil d'État dans sa proposition de classer les directeurs adjoints des deux administrations au même grade du tableau des fonctions de l'administration générale.

Dépôt par Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

26.05.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.06.2006 Adoption d'un projet de rapport

05.07.2006 Entrevue avec Monsieur le Ministre des Finances

Vote en séance publique: 13.07.2006

5561 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

D'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique quelque 150 jeunes âgés de 12 à 15 ans, en provenance de tous les pays, arrivent chaque année au Luxembourg et demandent à être scolarisés en fonction de leurs capacités intellectuelles. L'accès aux études secondaires classiques leur reste souvent fermé, alors qu'ils possèdent parfaitement les capacités intellectuelles pour suivre des études de ce niveau. Cependant, il leur est souvent difficile d'acquérir dans un laps de temps court des compétences élevées en français; ils n'arrivent pas à maîtriser en sus la langue allemande au même niveau que leurs camarades qui sont passés par l'école primaire luxembourgeoise.

Dans ce sens, la création d'une possibilité pour ces enfants de suivre des études secondaires dans l'école publique luxembourgeoise représente une contribution au maintien de l'attractivité du site économique luxembourgeois, mais au-delà aussi et surtout une contribution à l'égalité des chances pour des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer le minerval exigé par des écoles privées.

Dépôt par Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

29.06.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

06.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

Loi du 21 juillet 2006.

Mémorial A, N°142, page 2338

5565 - Projet de loi

portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 06.04.2006

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

27.06.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

Ordre du jour

1. 5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes

3. 5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. Ordre du jour

6. 5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et
2. de la loi communale du 13 décembre 1988

(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5561 iwwert de Baccalauréat international. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Diederich.

1. 5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5561, deen eis hei virläit, gouf de 24. Mäerz 2006 déposéiert. E war begleet vun engem Projet de règlement grand-ducal, deen d'Organisatioun vun internationale Klassen am LTC, Lycée Technique du Centre, soll festleeën, esouwéi vun enger Fiche financière.

Déi parlamentaresch Kommissioun vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle huet hir Aarbechten den 29. Juni 2006 opgeholl a mech als Rapporteur designéiert. An därselwechter Réunioun sinn de Projet de loi an den Avis vum Statsrot vum 20. Juni 2006 analyséiert ginn. Dëse Rapport ass an der Réuniouun vum 6. Juli 2006 virgestallt an adoptéiert ginn.

Den Exposé des motifs hält fest, datt all Joer ongeféier 150 jonk Leit tëschent zwielef a 15 Joer aus alle Länner op Lëtzebuerg kommen an no hiren intellektuelle Fäegkeete wëlle scolariséiert ginn. Wann och eng Rei Moossname geholl si ginn, fir dëse Schüler Studien am Secondaire technique ze erméiglechen, esou hu se meeschtens keen Accès zu de klassesche Secondairesstudien, well se, och wa se a kuerzer Zäit héich Kompetenzen am Franséischen erreecht hunn, déi däitsch Sprooch net um selwechten Niveau beherrsche wéi hir Kolleegen, déi duerch d'Lëtzebuerger Primärschoul gaange sinn.

An deem Sënn kann d'Schafung vun der Méiglechkeet fir dës Kanner, Secondairesstudien an der öffentlecher Lëtzebuerger Schoul ze maachen, als Bäitrag zur Verbesserung vun der Chancëgläichheet ugesi ginn - dëst fir Kanner, deenen hir Elteren net d'Méiglechkeet hunn, de Minerval vun de private Schoulen ze bezuelen.

Am Moment bidden nëmmen zwou privat Schoulen Studien un, déi zum Bac international féieren, an zwar déi „Fräi öffentlech Waldorfschoul" an d'„International School".

Mat dësem Projet kritt den LTC d'Méiglechkeet, déi éischt öffentlech Schoul ze sinn, déi Studien ubitt, déi zum Bac international féieren. Et gëtt och drop higewisen, datt d'Schafung vun esou internationale Klassen, an deene Franséisch d'Langue véhiculaire ass, dozou bäidréit, d'Effikassitéit vun der Lëtzebuerger Schoul an de schoulesche Succès vun alle Schüler ze verbesseren. Dës Optioun konkretiséiert och d'Bestriewungen, Méiglechkeete vun alternativen Unterrechtsformen an der Lëtzebuerger Schoul auszebauen, esou wéi et am Regierungsprogramm préconiséiert gëtt.

D'Organisatioun vum Baccalauréat international ass 1968 zu Genf gegrënnt ginn. No an no hunn d'Missioune vun dëser Fondatioun sech erweidert an haut schafft dës Organisatioun mat 1844 Schouletablissementer zesummen, fir Programmer fir iwwer 200.000 Schüler tëschent dräi an 19 Joer ze entwéckelen; dëst an 124 Länner.

Hiert Zil ass, bei de Jugendlechen déi intellektuell Kuriositéit ze entwéckelen an déi noutwendeg Sensibilitéit, fir matzehëllefe méi eng friddlech Welt opzebauen, an engem Geescht vu géigesäitegem Versteesdemech an interkulturellem Respekt.

Si kooperéiert mat Schoulen, Regierungen an internationalen Organisatiounen, fir streng Evaluatiounsmethoden an international Erzéiungsprogrammer auszeschaffen, fir d'Schüler aus alle Länner zu engem „lifelong learning" ze encouragéieren.

Déi fënnef Chambres professionnelles, déi de Projet aviséiert hunn, begréissen d'Absicht, eng Formatioun unzebidden, déi dem sozioprofessionellen Ëmfeld besser Rechnung dréit. Si hunn zwar e puer Remarquë gemaach, zum Beispill wat d'Obligatioun ubelaangt, während engem Zyklus vu wéinstens véier Joer eng drëtt Sprooch niewent der franséischer an der englescher Sprooch ze studéieren, während déi auslännesch Schoulen oder déi privat Lëtzebuerger Schoulen dozou net obligéiert sinn.

A sengem Avis dréckt de Conseil d'État seng Retizenz aus, wat d'Absicht vun den Auteure vum Projet ubelaangt, ee bestëmmte Lycée duerch eng Loi spéciale ze autoriséieren, international Klassen ze organiséieren. Hien hält et fir méi opportun, am Sënn vun enger gréisserer Flexibilitéit, an engem allgemenge Gesetz d'Konditiounen an d'Modalitéite festzeleeën, ënnert deenen d'Regierung autoriséiert gëtt, international Klassen an engem Lycée duerch Règlement grand-ducal anzeféieren.

Hien hält fest, datt, laut Fiche financière, déi supplementar Ausgabe sech jährlech op 38.800 Euro belafen; dëst fir supplementar Ausgabe fir Coursen, déi jährlech Cotisatioun an d'Käschte fir d'Organisatioun vum Schlussexamen.

Am Commentaire des articles seet de Statsrot, datt d'Abréviatioun BI ze évitéieren ass a ganz ausgeschriwwe soll ginn als «baccalauréat international». Am Intitulé soll den Terme «offrir» duerch den Terme «organiser» ersat ginn.

D'Kommissioun ass der Meenung de Conseil d'État ze suivéieren an d'Schafung vun den internationale Klassen net nëmmen op den LTC ze limitéieren, esou datt den Intitulé folgendermoosse geännert gëtt: «Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international».

Als Konsequenz dovu schléit de Statsrot vir, den éischten Artikel folgendermoossen ze libelléieren - d'parlamentaresch Kommissioun stëmmt deem zou: «Le Gouvernement est autorisé à organiser des classes internationales préparant au baccalauréat international, tel que régi par la loi du 14 mai 2002 portant reconnaissance d'équivalence du baccalauréat international avec le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, dans le cadre de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques.

Les établissements scolaires autorisés à mettre en place des classes internationales sont désignés par règlement grand-ducal.»

Soumat kënnen och aner Lycéeën Demandë stellen, international Klassen ze organiséieren, wann d'Konditiounen dozou erfëllt sinn; zum Beispill d'Enseignanten, d'Masse critique vun de Schüler, d'Raimlechkeeten an esou weider. Et ass dann un der Regierung hir Entscheedung au cas par cas virzehuelen.

Zu Artikel 2: Fir d'Organisatioun vum Bac international am beschten an déi aktuell Strukture vun eisem postprimären Unterrecht ze integréieren, gëtt proposéiert, d'Formatioun iwwer véier Joer lafen ze loossen; zwee Joer am Cycle moyen, zwee Joer am Cycle supérieur.

Déi Jonk vun zwielef bis 13 Joer, déi nei an d'Land kommen, ginn a Classes d'accueil, déi an deene verschiddene Lycéeë fonctionnéieren, ageschriwwen. Während dräi Joer léiere se intensiv Franséisch, Lëtzebuergesch an Englesch. Um Enn vun der Neuvième gi se no hire Capacitéiten entweder an den techneschen Unterrecht orientéiert, deen op Franséisch erdeelt gëtt, oder a Richtung vun dëser Formatioun, déi et hinnen erlaabt, de Bac international a véier Joer virzebereeden.

De Conseil d'État stellt sech d'Fro iwwert d'Zuel vun de Klassen. Wäert d'Demande d'Offer bestëmmen oder wäert eng limitéiert Offer eng Selektioun noutwendeg maachen? Déi nei Formulatioun vum Artikel 1 suergt hei, mengen ech, fir méi Kloerheet.

Zu Artikel 3: De Statsrot hält et fir indispensabel, d'Konditiounen, fir op d'Classes internationales ugeholl an zum Examen zougelooss ze ginn, am Gesetz festzehalen an net nëmmen an engem Règlement grand-ducal.

D'parlamentaresch Kommissioun ass net där Meenung an optéiert fir d'Propositioun vun der Regierung.

Am Artikel 3 ginn d'Matièren opgefouert, déi op den Dixièmen, Onzièmen, Douzièmen an Treizièmen enseignéiert ginn. Op den Douzièmen an Treizièmen mussen d'Schüler ee Cours de théorie de la connaissance an ee Programme d'activités «créativité, action, service» suivéieren. Si mussen hiert soziaalt Engagement während hirer Fräizäit beweisen an an engem Rapport festhalen. Zum Beispill an engem Foyer bei Jugendlechen, ale Leit, beim Sport an esou weider. Doniewent ass d'Redaktioun vun engem Mémoire virgesinn.

An engem Règlement grand-ducal gëtt zum Beispill preziséiert: den Niveau vun de Coursen an de Sproochen, d'Grilles horaires vun de verschiddene Klassen an d'Konditiounen, fir op d'Klass vum BI zougelooss ze ginn. Sou ass zum Beispill fir d'Schüler, déi eng Neuvième théorique aus dem Enseignement technique réusséiert hunn, eng Moyenne générale vu 45 erfuerdert, fir op eng Dixième vum Bac international ugeholl ze ginn.

Zum initialen Artikel 4 mengt de Statsrot, datt e ka gestrach ginn, vu datt den neie Libellé vum Artikel 1 all dësen Elementer scho Rechnung dréit. D'Kommissioun deelt dësen Avis.

Den initialen Artikel 5 preziséiert, datt d'Enseignantë vun den internationale Klassen déiselwecht Qualifikatioun mussen hu wéi d'Enseignanten, déi habilitéiert sinn am Enseignement secondaire classique Schoul ze halen. Während de Statsrot der Meenung ass dësen Artikel ze supprimméieren, proposéiert d'Kommissioun e bäizebehale fir ze garantéieren, datt d'Personal vun de Classes internationales déi noutwendeg Qualifikatioun huet.

(Interruption)

Am initialen Artikel 6, neien Artikel 5, gëtt an der Logik vu sengen allgemengen Iwwerleeunge vum Statsrot proposéiert a vun der Kommissioun zréckbehalen, datt d'Regierung autoriséiert ass mam Office du Baccalauréat international all Konventiounen ofzeschléissen, déi noutwendeg si fir d'Applikatioun vun dësem Gesetz a senge Règlements grand-ducaux.

Erlaabt mer kuerz puer Wuert iwwert d'Démarche vum LTC fir d'Aféierung vum Bac international ze preparéieren. Ufank 2005 gouf et éischt Kontakter tëschent dem Ministère an dem LTC, an éischt Sondagë si bei den Enseignantë gemaach ginn. Tëschent Februar an Abrëll ass diskutéiert ginn iwwert d'Masse critique vun de Schüler an den Enseignanten, de Coût ass evaluéiert ginn, d'Argumenter en faveur vum LTC sinn analyséiert ginn, an et war eng éischt Visite an der International School.

M. le Président.- Här Rapporteur, d'Riedezäit ass eriwwer.

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Kann ech duerno dann nach eppes soen? Ech wollt just nach dem LTC Merci soe fir déi Preparatioun. Ech kann och nach eng Kéier zréckkommen.

M. le Président.- Neen. Fir e Merci ass ëmmer Zäit.

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Am Juli 2005 ass de Projet an enger Conférence plénière virgestallt a quasi eestëmmeg approuvéiert ginn. Am November 2005 ass d'pedagogescht Material fir déi eenzel Branchë bestallt ginn an de Conseil de Gouvernement huet sech fir de Projet décidéiert.

(Coups de cloche de la Présidence)

Am Januar 2006 ass eng Demande provisoire zu Genf gemaach ginn. Am Mäerz waren déi meescht Programmer fir d'Dixième fäerdeg, an d'Grille d'horaire fir déi véier Klassen ass presentéiert ginn. Am Mee ass e provisoresche Budget opgestallt ginn. An den 28. Juni ass d'Décisioun gefall, mat der Dixième bei der Rentrée 2006/2007 unzefänken. Ufanks Juli sinn déi definitiv Critères de promotion arrêtéiert ginn an d'Schüler an d'Eltere sinn informéiert ginn.

Eng Visite d'inspection vun de Responsabele vu Genf an déi noutwendeg Autorisatioun si kuerzfristeg virgesinn, esou datt am September 2006 mat enger Dixième, déi op de BI preparéiert, démarréiert ka ginn an am Joer 2010 déi éischt Exame kënnen ofgehale ginn.

Ech wëll zum Schluss vun dëser Plaz all deene villen engagéierten Enseignanten aus dem LTC Merci soe fir hiren Asaz an hir Contributioun bei de Viraarbechten zu dësem Projet. Si hu munch Réunioune besicht a vill Zäit heifir consacréiert - et muss een dat emol soen - ouni derfir bezuelt ze ginn. Merci och der Madame Maas, Responsabel vum Projet, an dem Direkter vum LTC, bei deenen ech mech iwwert de Projet konnt informéieren, de Membere vun der Kommissioun, déi séier geschafft hunn an dësem Fall, de Responsabele vum Ministère fir hir Erklärungen, der parlamentarescher Attachée aus der Fraktioun fir hir gutt Mataarbecht.

Iech all wëll ech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif heimadden den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen, fir am Numm vun der CSV-Fraktioun ze schwätzen, d'Madame Gantenbein. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Luef an och e Merci un de Rap-

porteur, den Här Fernand Diederich, fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

2002 gouf d'Équivalence vum Bac international mat eisem Premièresexamen an dëser Enceinte gestëmmt. Als neien Deputéierten hunn ech mer erlaabt nozeliesen, wat deemools hei op der Chamberstribün gesot gouf. Keng Angscht, ech hale kengem de Spigel virun d'Gesiicht, well ech sinn der Meenung an esou engem sensibele Beräich wéi dem Enseignement passt et sech net ze ironiséieren. Et ass jo och nëtzlech an och noutwendeg, géif ech soen, fir sech kritesch mat esou engem wichtege Sujet auserneen ze setzen.

Wat mer awer opgefall ass, dat ass, dass déi „Wuertschluecht" sech oft op den Nebenkriegsschauplätzen geschloen huet: De Réquisitoire géint d'Privatschoul, de Minerval an och de Vokabel Eliteschoul. Alles Themen, déi ee kann diskutéieren.

Mä et ass mer awer och opgefall, an dat huet mech gefreet, dass och méi Prinzipielles schonn deemools iwwert de Bac international gesot gouf. An et ass och erfreelech, géif ech emol soen, dass mat deem heitege Gesetzestext d'Divergenzen heiriwwer aus dem Wee geschafe ginn, well jo de Bac international elo an der öffentlecher Schoul ugebuede gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, et kënnt esou lues Bewegung an d'Lëtzebuerger Schoul. Dat ass gutt. Dat ass gesond. An et ass och noutwendeg. Dës Bewegung huet sech ënnert der Madame Brasseur ugekënnegt a konkretiséiert sech ënner eiser aktueller Ministesch, der Madame Delvaux. Si ass net fir hir Tâche ze beneiden, well fir am Enseignement eppes ze bewegen, do muss een e laangen Otem hunn, eng gutt Ausdauer a staark Nerven. Well d'Tragik vum Enseignement ass jo am Fong déi, dass een ëmmer e wéineg hannert der Entwécklung vun der Gesellschaft humpelt. A wann een dann de Courage a béid Hänn hëlt a versicht mat der Entwécklung Schrëtt ze halen an ze innovéieren, da steet ee ganz séier am Schossfeier vun der Kritik.

Une voix.- Très bien.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- A mir Lëtzebuerger sinn, géif ech soen, Weltmeeschter an der Kontradiktioun. Mir sinn alleguerte fir Innovatioun, mä Innovatioun ouni Veränerung. An dat geet net.

Haut hu mer e Gesetzestext virleien, deen nach e Schrëtt méi wäit geet wéi d'Gesetz vun 2002, andeems mer de Bac international hei zu Lëtzebuerg an der öffentlecher Schoul konkret aféieren. Et kann ee wuel soen, dass mer a just véier Joer e regelrechte Quantesprong an dëser Hisiicht gemaach hunn.

Wat schwätzt fir de Bac international? Lëtzebuerg ass e klengt Land am Häerz vun Europa, Schnëttpunkt vun deene verschiddensten Nationalitéiten, Sproochen, Reliounen a Kulturen, attraktiv net nëmme wéinst senger politescher Stabilitéit, mä och wéinst senger gesonder Wirtschaftslag, an en Immigratiounsland par excellence, an deem mer nach haut 39,6% Netlëtzebuerger zielen.

Et ass vläicht interessant ze preziséieren, dass den 1. Januar 2006 de Solde migratoire bei + 2.671 louch, géint + 1.750 am Joer 2005. Dat muss ee sech virstellen. Migratioun ass jo näischt aneschters wéi déi modern Form, géif ech emol soen, vu Völkerwanderung, déi Fakt an der Geschicht vun der Mënschheet ass. Fréier ass dat mat Schwert a Säbel geschitt, haut geet dat mat der Begleedung vun demokratesche Mëttelen.

Migratioun kann een dulden. Et kann ee se awer och valoriséieren an notzen. An en oppent Land ze sinn brëngt eng Verantwortung mat sech, déi et heescht unzehuelen. Dës Erausfuerderung hëlt Lëtzebuerg mat dësem Gesetzestext un, ganz speziell a spezifesch an eisem Schoulsystem.

Här President, mat der Schafung vun de Classes internationales gi mer deenen Élèven, déi wéinst dem Beruffsliewe vun engem oder zwee Elterndeeler op Lëtzebuerg kommen - och de Flüchtlingen, géif ech soen - eng schoulesch Perspektiv an eng berufflech Zukunft. Mer ginn deenen Élèven, déi zwar duerch eise Schoulsystem gaange sinn, esouguer vläicht hei gebuer sinn, mä an engem net Lëtzebuerger Sproochemilieu opgewuess sinn an un der Däitscher Sprooch oft gescheitert sinn, d'Chance fir de Bac international ze maachen an och duerno Universitéitsstudien ze suivéieren.

Et gëtt och de Lëtzebuerger Élèven d'Méiglechkeet an engem anere Schoulmodell en Ofschloss ze maachen. Vun dohier géif ech soen, dass déi international Klassen net nëmmen eng Noutwendegkeet duerstellen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…mä esouguer als selbstverständlech missten ugesi ginn.

Här President, elo gesinn ech, déi fënnef Minutte sinn ëm. Da muss ech elo e puer Saachen op der Säit loossen. Wann Der mer näischt...

Une voix.- Dir hutt dach nach Zäit!

Une autre voix.- Gitt hir nach fënnef Minutten, ëm Gottes Wëllen!

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Merci.

M. le Président.- Neen, Madame Gantenbein. Dir hutt nach gutt Zäit. Et war fir verschidde Leit heibannen opmierksam ze maachen, datt Dir amgaange sidd eng interessant Ried ze halen.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Dat hätt ech mer mol net erdreemt.

Une voix.- Dat hat en Iech net gesot.

(Hilarité)

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Deenen Neie seet een net alles.

Une voix.- En hätt nach vill méi ze soe gehat.

Une autre voix.- Huelt Iech Zäit.

M. le Président.- Loosse mer d'Madame Gantenbein schwätzen.

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Dobäi kënnt, dass d'Schafung vun dëser Méiglechkeet ee Bäitrag fir de Bäibehalt vun der Attraktivitéit vun eisem wirtschaftleche Standuert ass, esou wéi et am Text vum Projet och schonns preziséiert gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Schafung vun de Classes internationales mat ofschléissendem Bac an der öffentlecher Schoul bitt och eng Alternativ zum bestehende System an dréit dem Koalitiounsaccord vun 2004 Rechnung, deen a sengem Programm virgesäit, d'Méiglechkeete vun enger alternativer Offer innerhalb vun der öffentlecher Schoul auszebauen.

Ech wollt an dësem Kontext och kuerz ënnersträichen, dass ech hei dem Statsrot seng Reserven deelen, fir mat engem Gesetz d'Aféierung vun dësen Etüden a just enger bestëmmter öffentlecher Schoul anzeféieren. Dofir sinn ech och frou, dass dëse Considératioune vum Statsrot Rechnung gedroe gouf. De Règlement grand-ducal déterminéiert, a wat fir engem Lycée dat ugebuede gëtt, an e gëtt och dann d'Méiglechkeet, jee nodeem wéi d'Entwécklung sech mécht, an anere Gebaier dat doten unzebidden.

E weidere Schrëtt, fir eise Schoulsystem ze diversifiéieren, ass jo och zum Beispill d'Konzept vum Schengener Lycée, engem däitsch-lëtzebuergesche Lycée, wouzou mer jo geschwënn hei an dëser Enceinte e Gesetzestext wäerten diskutéieren. Et kënnt ee sech och d'Fro stellen, ob et net ubruecht wier, an enger anerer Géigend oder an anere Géigende vun eisem Land - Esch, fir se net ze nennen, wat un der Grenz läit a wou gréisser net lëtzebuergesch Communautéite liewen - e Lycée unzebidden.

D'Classes internationales mat ofschléissendem Bac charakteriséiere sech duerch eng gewësse Flexibilitéit, well se staark un den Intérêtë vun den Élèven orientéiert ginn - an net, wéi et oft an eiser Schoul ass, un de Programmer - an doduerch hir Motivatioun och förderen. D'Élèven hunn d'Méiglechkeet, innerhalb vu sechs grousse Richtungen ze wielen. Et gëtt och de Stäerkten an de Schwächte vun den Élèvë Rechnung gedroen. Si kënnen d'Sproochen an enger staarker oder an enger schwaacher Form léieren, suivant hire kulturellen a sozialen Originen. Et gëtt de Schüler d'Méiglechkeet, d'Fächer um Niveau supérieur respektiv um Niveau normal ze léieren.

D'Schüler mussen e Mémoire schreiwen, dat heescht, si musse sech während enger gewësser Zäit intensiv mat engem spezifesche Sujet befaassen. Wichteg ass och, dass d'Élèvë sech mussen u périscolairen Aktivitéite bedeelegen, fir hiert soziaalt Emfannen, hir sozial Kompetenz ze trainéieren an och ze développéieren. Weider interessant a wichteg ass och d'Plaz vun der däitscher Sprooch an de Classes internationales, an dass niewent der externer Evaluatioun och eng intern Evaluatioun stattfënnt.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt behaapt, de Baccalauréat international wier eng Konkurrenz zu eisem Premièresexamen. A wann en dat da wier, da froen ech mech, ass dat schlecht?

Et gëtt behaapt, den Ofschloss mam internationale Bac wier einfach ze packen, méi einfach wéi déi normal Première. D'Schüler aus de Lycéeë géife fortlafen, fir en Ofschlossdiplom an dëser Schoul ze maachen. Da muss ee mol kucken, wouhinner datt se lafen.

Esou géif dann och mam Baccalauréat international eise Premièresexamen u Wäert verléieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass dat doten net de Fall wäert sinn.

Ech sinn der Meenung, dass en Ofschloss duerch den internationale Bac den Niveau vun eisem Premièresexamen entsprécht. Sécher entspriechen d'Programmer net dem Lëtzebuerger Modell a sinn och kengem spezifesche Land zouzëuerdnen. Hei geet et vill méi ëm en ausgeglachene Kompromëss tëschent verschiddene Schoulsystemer, Schoulprogrammer an Ufuerderunge vu genereller Natur.

Aus dem Règlement grand-ducal iwwert d'Organisatioun vun den internationale Klasse geet ervir, dass de Schoulprogramm net wesentlech anescht vun deem vun eise Premièren ass, mat just dem fundamentalen Ënnerscheed vun der ënnerschiddlecher Gewiichtung vun de Sproochen an dem Schoulmodell.

Als Ofschloss, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech gären ënnersträichen, dass mat der Schafung vun de Classes internationales mat ofschléissendem Bac, de Lëtzbuerger Schoulsystem, deen - jusqu'à preuve du contraire - e gudde Schoulsystem ass, mä awer e monolithesche Schoulsystem ass, mat dësem Gesetz opgebrach gëtt. En zeechent nei Pisten op. E schléit en interessante Modell vir an e bitt nei Opportunitéite fir eis multikulturell Gesellschaft.

Mat dësem Gesetz, géif ech mengen, gëtt en neit Kapitel an der Gesellschaft, an der Geschicht vun eisem Lëtzebuerger Enseignement geschriwwen. Ech hoffen, dass et en interessant Kapitel gëtt. Ech hoffen, datt et en erfollegräicht Kapitel gëtt. An zum Schluss ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Nächst Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, 2002 ass hei an der Chamber diskutéiert ginn iwwert de Bac international an engem Gesetzesprojet, wou et drëm goung de Bac international iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg unzëerkennen. 2002 gouf et 14 Länner an der EU, déi de Bac international unerkannt hunn. Et war ee Land, wat dat net gemaach huet, an dat war Lëtzebuerg. Besonnesch fir eis als Land, wat eng international Plaz ass, an dat Leit erakommen aus verschiddene Länner, war et wichteg, dass mer de Bac international géingen unerkennen, an dat war och de But vun deem Gesetz.

Deemools sinn an dat Gesetz - an den Här Bettel war Rapporteur vun deem Gesetz - eng Partie Restriktiounen agebaut ginn, wat all Land ka maachen, fir dass dee Bac, deen am Land selwer duerchgeféiert gëtt, och de verschiddene Spécificitéite vum Land Rechnung dréit. A souwuel de Rapporteur wéi meng Virriednerin sinn am Detail dorop agaangen, esou dass ech dat hei net wëll nach eng Kéier widderhuelen.

Déi Debatt, déi awer deemools geféiert ginn ass, an d'Madame Gantenbein huet dat elo grad rappeléiert, war eng Debatt, an där et drëm goung, fir de Prozess ze maache vun der International School. Or, de Bac international an d'International School, dat sinn zwou getrennten Organisatiounen.

Elo ass et esou, dass an der International School de Bac international konnt gemaach ginn, mä dass dee konnt och am Ausland gemaach ginn. Et sinn insgesamt dee Moment 1.100 Etablissementer gewiescht europawäit, wou dee Bac konnt gemaach ginn.

En ass och deemools ageféiert ginn, well ee viregte Minister vun den Affaires étrangères, den Här Poos, intervenéiert huet, mir sollen de Bac international dach unerkennen, well eng Partie vu Lëtzebuerger Diplomaten hir Kanner am Ausland an d'Schoul geschéckt hunn, wou se en poste waren. Déi hunn do de Bac international gemaach an da koume se op Lëtzebuerg an dann ass deen net unerkannt ginn. An dat konnte mer eben duerch d'Gesetz vun 2002 regelen.

Wann ech awer liesen, dann huet besonnesch den Här Scheuer a sengen Interventiounen deemools als Spriecher vun der LSAP do gemengt, e misst de Bac international a sech net kritiséieren, mä déi privat Schoul. En huet do vun Elite vun der International School geschwat an en huet dat verdäiwelt.

Beim Vote war et esou, dass d'LSAP-Fraktioun dergéint gestëmmt huet, mat zwou Enthalungen; dat war engersäits d'Madame Delvaux an dat war anerersäits d'Madame Err. An ech mengen, d'Madame Delvaux ass nodréiglech nach frou, dass se deemools hirer Fraktioun net gefollegt huet, well dat et méi einfach awer mécht, haut dëse Projet hei ze verteidegen.

(Interruptions)

Dee Projet, dee mer elo hei maachen, ass am Fong eng Suite vun dem Gesetz vun 2002, nämlech dass de Bac international och elo an enger Lëtzbuerger öffentlecher Schoul kann duerchgeféiert ginn. An de Projet, deen d'Regierung op den Instanzewee bruecht huet, war méi restriktiv wéi deen Text, dee mer haut stëmmen. Nämlech war do just virgesinn, dass et de Lycée Technique du Centre kéint sinn.

De Conseil d'État huet gemengt, et soll ee just d'Autorisatioun gi fir de Bac international an öffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg ze maachen, an da wier et iwwer Règlement grand-ducal ze bestëmmen, wellech Schoulen déi Autorisatioun kréichen.

Dat ass eng gutt Approche. Et ass ganz kloer, dass een dat net iwwerall ka maachen. Et ass och kloer, dass mer net iwwerall d'Masse critique hunn. Well de Bac international, dat ass en Ofschloss, mä et muss jo och eng Preparatioun dofir kommen. An déi Preparatioun ass wichteg fir déi Schüler, déi an d'Land komme während hirer Scolaritéit an dofir Schwieregkeeten hunn an onsem Schoulsystem Fouss ze faassen. Wann déi dann dëse Schoulsystem kënne matmaachen, da gëtt deenen d'Méiglechkeet ginn, hei en Ofschloss ze kréien. Well, wat hu se bis elo gemaach? Da si se entweder op Metz, op Thionville oder op Arel gaangen. Mir mussen och deene Schüler hei e Schoulsystem offréieren.

Et ass kritiséiert ginn, dass d'Lëtzebuerger och dëse Schoulsystem kënne maachen. Wa se dat wëllen, solle se dat och maachen. Et muss een awer allerdéngs soen: Den däitsche Programm ass allégéiert; dat gëtt net esou staark gepréift, an do mussen d'Lëtzebuerger sech iwwerleeën, ob se sech domat en Déngscht leeschten, wa se duerch e System ginn, wou Däitsch net esou am Virdergrond steet, well onse méisproochege System huet jo awer wierklech Avantagen, och wat déi weiderféierend Studien dono ubelaangt.

Dat sinn déi puer Remarquen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ech zu dësem Projet wollt maachen. An ech si frou, dass deen elo nach ka gestëmmt ginn. Ech huelen un, dass en dann am Hierscht kann am Lycée Technique du Centre ulafen, wou d'Préparatife jo gemaach gi sinn. Allerdéngs muss dann nach e Règlement grand-ducal geholl ginn op Grond vum Gesetz, deen eben d'Autorisatioun gëtt, fir dass dat am Lycée Technique du Centre ka stattfannen.

Ech wollt just d'Madame Minister froen, ob den Timing kann agehale ginn, fir dass am September déi Klasse kënnen ugebuede ginn, ob do schonn am Virfeld Schüler sinn, déi sech gemellt hunn, fir dass een och ka wësse bei der Schoulorganisatioun, wéi een dat kann organiséieren, an ob een déi Klassen och esou ka strukturéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wollt ech dem honorabele Rapporteur, dem Här Diederich, Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi mir dësen Text a senger éischter Fassung gelies hunn, ware mir der Meenung, datt mir et hei mat engem relativ bescheidene Gesetz

ze dinn hätten, dat sech an d'Rei vun deene ville klenge bescheidene Schrëtt, fir eise Schoulsystem mat der Zäit matlafen ze loossen, géing areien. Do huet et jo och nach geheescht, de Lycée Technique du Centre géing autoriséiert ginn, Klasse fonctionnéieren ze loossen, déi géingen op de Bac international preparéieren.

Et war fir eis kloer, datt déi Chance, déi zwou Privatschoulen enger Rei Schüler zu Lëtzebuerg ubidden, nämlech fir e Bac international ze maachen, och sollt vun der öffentlecher Schoul ugebuede ginn. Dës Offer riicht sech u francophone Schüler, déi ganz gutt schoulesch Capacitéiten hunn, an eisem traditionelle Schoulsystem awer un der Sproochebarrière respektiv der däitscher Sprooch scheiteren. Esou eng Offer ass zwar nëmmen eng Drëps op de waarme Steen a Richtung vun enger iwwerfälleger Schoulreform, mä am Enseignement huet ee besser, et freet ee sech iwwer all minimale Schrëtt, soss riskéiert een ze verzweiwelen.

Den LTC ass deen éischten öffentleche Lycée, deen de Bac international zu Lëtzebuerg elo ubitt. Dat ass logesch, an et stéiert eis och net, datt déi Klassen net Quatrième, Troisième an esou weider heeschen, mä Dixième, Onzième, Douzième an Treizième. Mir stelle fest, datt anescht wéi op Quatrième an Troisième am Lycée, et op Dixième an Onzième am Bac international weder e Fach Instruction religieuse et morale nach e Fach Formation morale et sociale gëtt.

Aus grénger Siicht ass dat eng interessant Ouverture. Datt de Bac international kee Cadeau fir d'Schüler an och net fir de Lycée ass, dat geet zum Beispill aus engem Saz aus dem État des lieux vum LTC ervir. Do steet dran: «Nos élèves ne parlent pas le français comme langue maternelle et ont seulement fait deux années d'anglais. Or, le Bac international exige une langue au niveau A1 - Muttersprachenstärke - et la législation luxembourgeoise réclame que la deuxième langue soit étudiée au niveau supérieur.“ Also, et ass bei wäitem kee Cadeau fir d'Studenten. Et ass vill Aarbecht scho gemaach ginn an do bleift der nach vill ze maachen.

Wann d'Chambre des Employés mengt, et kéint vläicht zu enger Marginalisatioun kommen, wa mir Secondairesschüler an e Lycée technique géinge schécken, sou deele mir déi Suergen awer net. Ganz am Géigendeel, déi Richtung ass eis vill méi sympathesch, wéi zum Beispill déi nach ëmmer aktuell Marginalisatioun vun eise Schüler am Modulaire, déi wahrscheinlech problemateschst Schülerpopulatioun zu Lëtzebuerg, déi mir nach ëmmer an deene schlechsten Infrastrukturen isoléieren.

Eng ganz interessant Richtung huet de Projet de loi awer du kritt, wéi d'Chamberskommissioun décidéiert huet, dem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen an d'Offer, fir de Bac international ze maachen, net just op een eenzelne Lycée ze beschränken, sou dass de Ministère de l'Éducation nationale elo den direkte Verhandlungspartner mat der Organisation du baccalauréat international ass.

Dat heescht, mir stëmmen haut een allgemengt Gesetz, dat d'Méiglechkeet, fir dëse Bac an öffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg unzebidden, erméiglecht. Iwwert de méi einfachen a schnelle Wee vum Règlement grand-ducal kann den zoustännege Minister oder déi zoustänneg Ministesch eenzelne Schoulen op Ufro a wann et Sënn mécht déi Méiglechkeet zougestoen.

D'Chambre des Employés privés huet eiser Meenung no zu Recht drop higewisen, datt et duerchaus méiglech ass, datt mat der Zäit ganz vill Schüler um Bac international interesséiert ginn an net nëmme Schüler mat engem Migratiounshannergrond. Och Lëtzebuerger Schüler, déi sech net wuel fillen an eisem Schoulsystem, kéinten dëse schoulesche Wee goen. Där Schüler gëtt et eiser Meenung no eng ganz Rei. Doduerch kréie mir - wa mir et dann zouloossen - eng Konkurrenz tëschent zwee Schoulsystemer; an dat ass gutt esou.

Ass elo mam Bac international alles am grénge Beräich? Natierlech net. Et ass scho bedenklech, datt mir elo zwee Systemer kréien: een, wou staatlech Programmer an Examenskommissioune Chef sinn, an een, deen enger privater Boîte zu Genf all dës Kompetenzen iwwerdroen huet. Dat ass fir eis net déi ideal Léisung. Dat ass fir eis just eng Ouverture, déi duerchaus kontrolléierbar ass, a mat där mir - wa mir dat zouloossen a mir sollen et zouloossen - e bësse Beweegung an den Enseignement secondaire kënne kréien.

Mir wëllen a kënne kengem Schüler eppes zertifiéieren, wat hien net kann. Mä mir hu schonn op dëser Plaz oft gesot, datt mir d'Aart a Weis, wéi mir an eise Schoule zertifiéieren, a Fro stellen. Mir mussen do vill méi flexibel ginn. Mam Bac international hu mir eng kleng Öffnung gemaach. D'Chambre de Travail weist zu Recht drop hin, datt et och Schüler gëtt, fir déi déi franséisch Sprooch en Obstacle ass, fir zu engem Secondairesofschloss ze kommen. An d'Chambre des Employés privés weist zu Recht drop hin, datt mir déi Problemer am Secondaire an nach duerchaus a verstäerkter Form am Secondaire technique erëmfannen.

Wéi gesot, mir freeën eis schonn iwwer kleng Schrëtt an déi richteg Richtung am Enseignement, an duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Mir wieren awer frou, wann d'Madame Minister bei hirer Interventioun zu dësem Projet de loi nach géing op e puer Froen agoen. Am urspréngleche Règlement grand-ducal zum Projet de loi steet am éischten Artikel: «La troisième langue est la langue allemande.» Bleift dat esou oder ass et denkbar eng eventuell Ouverture zu Gonschte vun der Mammesprooch vun de potenzielle Schüler vum Bac international ze maachen?

Datt et d'Enseignanten aus dem Secondaire sinn, déi däerfen op de Bac international virbereeden, schéngt eis evident a konsequent. Genauesou selbstverständlech wäert jo och eng Formation initiale et continue fir dës Enseignanten fir hir nei Aufgab sinn. An och hei wiere mer frou, wann d'Madame Minister eis dat kéint konfirméieren an nach vläicht soen, wat do virgesinn ass.

An zum Schluss nach e Wuert zu de Passerellen. Et ass och e puermol kritiséiert ginn oder wéinstens ass d'Problematik opgeworf ginn, wéi ee kann an déi Klass vum Bac international kommen, och wann ee vläicht op Onzième oder Douzième wëllt aklammen. Vläicht kéinte mer och do nach e puer Detailer kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President.

Heiansdo hunn esou Gesetzer wéi dat heiten e reng techneschen Aspekt a priori. Mä ech wëll awer soen, datt mer mat dësem Gesetz eng kleng Revolutioun an onsem Enseignementssystem duerchzéien, och wann et offiziell ugesi gëtt, wéi wann dës Reform just nëmmen dofir do wier, fir déi auslännesch Schüler, déi méi staark sinn am Franséischen, ze integréieren.

Mä wann ee weess, datt elo schonn eng etlech Schüler vu Lëtzebuerger Elteren an der Waldorfschoul sinn an an der International School - précisément wéinst deem Bac international -, da kann ee sech och virstellen, an ech géing souguer de Wonsch ausdrécken an hoffen, datt de Bac international an Zukunft vläicht e Bac gëtt, dee queesch uechtert d'Land offréiert gëtt an un deem d'Lëtzebuerger Schülerinnen a Schüler interesséiert sinn deelzehuelen.

Woufir? Well ee gesäit, datt am Internationalen - a Lëtzebuerg ass jo staark international orientéiert - d'franséisch a speziell d'englesch Sprooch ëmmer méi Gewiicht kréien. Et ass also wichteg, datt een am Englesche staark ass.

Wann een haut d'Circulairë vu verschiddene Beruffsorganisatioune gesäit, déi fréier op Franséisch an op Däitsch gemaach gi sinn, gesäit een, datt se haut uniquement op Englesch gemaach ginn. Et gesäit een, datt ee souguer hei an der Stad, wann ee gären iergendee Gedrénks freet, scho bal muss Englesch kënne schwätzen, fir et ze kréien. Et ass also eng Evolutioun, déi sech mécht, an ech mengen, et ass och richteg, datt mer elo en éischte Schratt maachen.

Dat, wat sech elo awer nach u Froe stellt, Madame Ministerin, dat ass, wéi déi ganz Organisatioun praktesch vir sech geet. Ech géing gäre vun Iech wëssen, wéi dat elo am Lycée Technique du Centre wäert organiséiert ginn, wat den Transport ugeet, wéi Der wëllt déi eenzel Elteren uschreiwen, fir hinnen déi nei Offerte unzebidden. Dat sinn déi puer Froen, déi ech zu dësem Projet hunn.

De Rescht hate meng Virriedner an de Rapporteur schonn des Laangen an des Breede gesot, esou dass ech mech domat net weider wëll ophalen, mä just nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Här Scheuer!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, just ee Wuert och zur Interventioun vun der Madame Brasseur. D'Joer 2002 läit jo nach net esou wäit zréck, an ech hat deemools geschwat am Numm och vun der Fraktioun zu deem Gesetz, wat d'Equivalenz tëschent dem Lëtzebuerger Bac an deem dote Bac hiergestallt huet. Zwou Saache ware bei deem Gesetz, fir eis a fir mech, äusserst problematesch. An effektiv hat dat méi mat der Schoul selwer ze dinn, mat der Privatschoul, wéi mam Bac.

Éischtens huet déi Schoul e Minerval verlaangt vu 15.000 Euro, fir kënnen do eranzekommen a fir kënnen dee Bac ze maachen. Zweetens ass dee Bac gemaach ginn a sechs Joer amplaz a siwe Joer. Dat waren, fir mech a fir eis, Kritären, déi schonn äusserst problematesch waren.

Et ass deemools och gesot ginn: Kommt mir probéiere fir dee System „Bac international“ an de Lëtzebuerger Schoulsystem ze integréieren. A genau dat ass geschitt. Dat heescht, dat Gesetz hei ass vun deem Point de vue eng Verbesserung fir de Lëtzebuerger Schoulsystem a bitt eis, dem Stat, Méiglechkeeten un, déi ee sech virdrun an enger Privatschoul huet misse kafen! An dat huet mech schockéiert deemools.

Et bleift ee Problem fir mech, dat ass d'Kontroll vun de Programmen, déi do enseignéiert ginn. An de Wäert vun de Programmen, dee moosst een ëmmer un deene Méiglechkeeten, déi déi Programmen am Enseignement de Schüler bitt. An dësem Fall d'Integratioun an eng modern Gesellschaft, dat ass jo den essenzielle But vun dësem Gesetz, an zweetens och d'Beruffsméiglechkeeten an d'Méiglechkeete fir weiderzestudéieren. Dat wollt ech als Preziséioun matginn.

Une voix.- Dat ass eng 180°-Kéier, déi den Här Scheuer do hélt!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Méi wéi 180°.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Neen, datt dem Här Scheuer seng Meenung sech deckt mat all deene vu senge Virriedner, an duerfir kritt elo d'Madame Minister zoustänneg fir d'national Erzéiung d'Wuert.

(Brouhaha général)

D'Madame Delvaux huet elo d'Wuert.

Une voix.- Et deet wéi, wann ee sech muss op de Kënn späizen!

(Hilarité)

M. le Président.- Ech bieden elo ëm Opmierksamkeet fir d'Ausféierunge vun der Madame Delvaux!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt all menge Virriedner Merci soe fir dee breeden Accord, dee se bréngen zu dësem Projet. Ech wëllt dem Rapporteur Merci soen an ech wëllt haaptsächlech dofir Merci soen, dass d'Aarbechten an der Kommissioun och esou schnell gaange sinn, dass mer dat Gesetz nach virun der grousser Vakanz kënnen an der Chamber stëmmen. Ech net eleng, och nach aner Leit sinn doriwwer ganz, ganz frou.

Här President, hei zu Lëtzebuerg musse mir e Qualifikatiounseffort maachen op allen Niveauen. Mir wësse selwer, dass mer net genuch qualifizéiert Leit an eisem Schoulsystem erausbréngen. Dat heescht net, dass ech der Meenung sinn, dass ee soll Schüler en Diplom ginn, wa se net d'Kompetenzen duerfir hunn, mä mir kréie vun allen internationalen Institutioune gesot, dass mer zu Lëtzebuerg net genuch héich a super héich Leit qualifizéieren.

Also ass d'Aufgab vun eis alleguerten fir ze soen: „Wéi bréngen mer et fäerdeg, fir all eis Schüler méi héich ze qualifizéieren? Déi gutt nach besser, déi mëttelméisseg gutt an déi schwach esou gutt wéi méiglech?“ Dat ass, mengen ech, deen Effort, dee mer an der Lëtzebuerger Schoul musse maachen. Mir sinn e klengt Land, mir hunn net vill Leit, an et ass wichteg, dass mer d'Matière grise, déi mënschlech Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg stäerken, fir d'Cohésion sociale zu Lëtzebuerg, awer och fir d'Lëtzebuerger Ekonomie. Dat ass also d'Zil.

An da stelle mer fest, dass mer eng Populatioun hunn, déi immens heterogen ass an déi ëmmer méi heterogen gëtt. An de Lëtzebuerger Schoule ginn all Sprooche vun der Welt geschwat. Mir hu 40% vun de Schüler, déi net Lëtzebuergesch doheem schwätzen. An dat weist dee groussen Défi fir d'Lëtzebuerger Schoul, wa mer an engem zweesproochege System wëllen all déi Varietéite vu Kanner zu enger héijer Qualifikatioun bréngen.

Duerfir sinn ech der Meenung, dass et wichteg ass, d'Offer an eiser öffentlecher Schoul esou villfälteg ze maachen, dass mer fir méiglechst vill Kanner eng valabel Offer kënnen ubidden. Dat ass déi Aufgab, déi ech mer gesat hunn, dat ass, wou mer wëllen higoen, an d'Introduktioun vum Bac international an der öffentlecher Schoul setzt sech an déi Logik. Et ass eng Schan, wa mer intelligent, begaabt a fläisseg Kanner hunn, a mir bréngen et net fäerdeg, hinnen zu Lëtzebuerg eng Offre scolaire ze ginn, déi hinnen et erlaabt, zu enger héijer Qualifikatioun ze kommen. Duerfir dëse Projet de loi.

Ech mengen, et ass vill iwwert de Programm vum Bac international hei geschwat ginn. Ech kann nëmmen ënnersträichen, wat vu menge Virriedner gesot ginn ass. Dat ass en exigente Bac, et ass elo net esou, dass mer hei en Diplom géife bradéieren. En ass e bëssen anescht gelagert wéi de Lëtzebuerger Premièresexamen, an deem d'Sproochen e groussen Deel anhuelen; an hei kënne mer soen: Du kriss eng Première, eng Equivalenz vun der Lëtzebuerger Première, e Bac international, wou den Akzent méi op eng Sprooch geluecht ass. Du muss déi aner Sproochen och kënnen, mä derniewent gëtt et wichteg Akzenter, déi geluecht ginn op d'Mathematik, op d'Sciencen, op Art, also all déi artistesch Kompetenzen.

Dann ass et d'Théorie de la connaissance, e Fach, wat mir an eiser Schoul net hunn, wat eigentlech duerch de Besoin entstanen ass, well et sech eben ëm en internationale Bac handelt.

Do kann ee jo - do muss ee jo de jonke Leit de Kapp opmaache fir déi Kulturen, fir déi Wäerter, déi vun anere Kulture véhiculéiert ginn, fir dass se duerfir Verständnis hunn.

Ech géif soen, fir mech ass d'Toleranzkompetenzen ze stäerken an der Schoul dat, wat ech ganz, ganz wichteg fannen. An dann ass et vill méi interdisziplinär wéi hei a verschiddenen Domäne geschafft gëtt, an ech denken, dass dat en interessante Modell ass.

D'Fro ass gestallt gi vum Däitschen. D'Fro ass och gestallt ginn, ob mir eis dann elo enger privater Boîte, wéi dat hei heescht, géifen ënnerwerfen. Ech wëll awer och drun erënneren, an d'Madame Brasseur kann dat bezeien, wéi d'Gesetz 2002 gestëmmt ginn ass, ass jo och e Règlement grand-ducal geholl ginn, fir ze soen, ënner wéi enge Konditiounen dass mir déi breet Palette vum Bac international zu Lëtzebuerg als Equivalenz vun enger Première unerkennen. A well mer zu Lëtzebuerg Wichtegkeet leeën op d'Sproochen, ass gesot ginn, majo, déi Sproochen, déi een zu Lëtzebuerg brauch, fir sech ze integréieren, fir ze participéieren, si Franséisch an Däitsch.

An duerfir kann ech op déi Fro „Ass eng aner Sprooch als zweet Sprooch méiglech?“ äntwerten: de Moment net. De Règlement grand-ducal gesäit vir, dass ee muss Däitsch hunn, fir zu Lëtzebuerg dee Bac international unerkannt ze kréien als gläichwäerteg zu engem Premièresexamen. An ech hat och net d'Absicht, dat ze änneren.

Une voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Déi Diskussiounen, déi mer de Moment och féieren iwwert de Portfolio européen des langues, iwwert d'Sproochekompetenzen, confirméieren eis ëmmer erëm, wéi wichteg et ass, dass een déi Sproochen, déi zu Lëtzebuerg geschwat ginn, versteet, fir sech kënnen an eiser Lëtzebuerger Gesellschaft ze integréieren.

Dann ass gesot ginn, dee Bac international ass eng Offer fir Ausländerkanner, déi als Primo-arrivants esou al sinn, wa se op Lëtzebuerg kommen, dass et net méi méiglech ass, dass se de ganze Kursus vun der Lëtzebuerger Schoul kënne suivéieren, fir hinnen awer déi Perspektiv ze ginn. Dat ass d'Motivatioun, firwat mer dat heite Gesetz op den Instanzewee bruecht hunn.

Ech wéilt awer hei insistéieren a soen, dass et elo net exklusiv gëtt fir aner Kanner. Dat heescht, dat ass eng öffentlech Schoul, wou

jiddfereen, deen drun interesséiert ass, sech kann an déi Filièren hei aschreiwen. Also, ech mengen, dat ginn ech oft gefrot an ech wëll dat hei nach eng Kéier ënnersträichen.

Ech mengen, déi Diskussioun, déi och gefouert ginn ass, dat ass: Den Text vun der Regierung hat virgesinn, dass iwwer e Gesetz de Lycée Techique du Centre géif autoriséiert ginn, fir dee Bac international unzebidden. Firwat de Lycée Technique du Centre? Well dat déi Schoul ass, déi déi gréissten Experienz an dee gréissten Know-how an der Scolarisatioun vun Ausländnerkanner mat sech bruecht huet. Si hunn immens gutt Resultater, besonnesch mat de Classes francophones. An duerfir war et logesch, fir an deem Gebai och déi Palette do ze offréieren, well si och Enseignanten hunn, déi ganz kompetent sinn an deene Froen.

De Conseil d'État huet eis eng aner Propositioun gemaach. Ech wëll soen, dass ech déi mat Freed akzeptéieren. Ech hat eigentlech déi virsiichteg Approche gewielt ze soen: Kommt mer maachen emol iwwert d'Gesetz eng Schoul. Déi hei Formulatioun vum Text erlaabt deenen zukünftegen Unterrichtsministeren och an anere Schoulen déi Offer vum Bac international ze offréieren.

Ech denken, dass dat Haus, wat ech vertrieden, mat vill Discernement wäert iwwert déi zukünfteg Offeren décidéieren. Ech géif soen, dass et haut ze fréi ass, fir ze soen: Maache mer dat och nach an anere Gebaier? Déi Méiglechkeet ass do. Ech denken, mir sollen elo ganz attentivement kucken: Wat geschitt am Lycée Technique du Centre? Wéi leeft dee Bac? Wéi geet dat viru sech? Wéi ass d'Demande dobaussen? An dann déi nächst Schrëtt weidergoen.

D'Madame Brasseur huet mech gefrot, ob mer géifen zur Zäit de Règlement grand-ducal erakréien. Et gëtt jo u sech zwee Règlements grand-ducaux:

Deen ee Règlement grand-ducal determinéiert de Programm. Deen ass schonn duerch den Instanzewee gelaf. Deen ass selbstverständlech prett.

An deen zweete gëtt jo e ganz kuerze Règlement grand-ducal. Do steet dran, dass de Lycée Technique du Centre autoriséiert gëtt, fir déi Classes internationales do ze offréieren. Deen Text ass selbstverständlech färdeg. E muss duerch d'Regierung. Ech hat och wëlles do d'Urgence ze invoquéieren, fir dass mer kënnen de September déi Klassen ulafe loossen.

Wéi mer gesinn hunn, wéi zügeg dass mer géife weiderkommen an eisen Aarbechten, sinn d'Elteren an d'Schüler och informéiert ginn, dass déi Klassen offréiert ginn. Et muss ee jo soen, dass déi Quatrième oder déi Dixième classe internationale, déi dëst Joer offréiert gëtt, ass jo net de Bac international proprement dit ass. Dat ass jo d'Preparatioun op de Bac international. Duerfir hat ech dem Lycée Technique du Centre gesot: Dir kënnt déi Klass offréiere vun der Rentrée un. Mengen Informatiounen no waren et virgëschter schonn 20 Schüler, déi sech interesséiert hunn, fir sech do anzeschreiwen, esou dass mer also ganz sécher eng Klass kënne vum 15. September u lafe loossen.

Dir wësst, vum Bureau vum Bac international vu Genève gëtt natierlech den Niveau vun dem Bac international kontrolléiert. Si hu ganz prezis Exigenzen, well si si jo de Garant duerfir, dass dee Bac iwwerall unerkannt gëtt. Duerfir déi Visiten, déi hei zu Lëtzebuerg waren, fir ze kucken: Sinn am Lycée Technique du Centre d'Konditiounen erfëllt, fir kënnen dee Bac mat Succès ofzehalen? Dat geet doriwwer, wat d'Qualifikatioun vun den Enseignanten ugeet an et geet iwwert d'Programmen.

D'Programme sinn also ausgeschafft. Et si 34 Enseignantë vum Lycée Technique du Centre, déi bereet sinn an d'Kompetenzen hunn an am E7 klasséiert sinn, déi also do d'Konditiounen erfëllen, fir déi Klassen ofzehalen. Déi 34 Enseignantë mussen eng Formatioun maachen. A si sinn och alleguerte bereet, déi Formatioun do ze maachen, fir däerfen déi Coursen ofzehalen. Et geet jo och drëm, dass een initiéiert gëtt, wéi d'Evaluatioun stattfënnt, an dass een an deem Réseau international vun deene Bacs internationaux drableift.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun der Admissioun an d'Classes internationales. Am Règlement grand-ducal steet also: Een, deen eng Cinquième am Classique huet respektiv eng Neuvième mat enger Moyenne vu 45.

An da stellt d'Fro sech vun deene Joren duerno, wann ee wëllt wiesselen. Op deene Classes internationales applizéiere sech jo d'Dispositioune vun de Gesetzer, déi mer hunn iwwert d'Lycéeën an d'Lycées techniques. Do ass dran, dass een ëmmer kann eng Admissioun kréie sur dossier, an dass dann den Direkter kann décidéieren, ob een d'Konditiounen erfëllt, fir an déi Klassen eranzekommen. Esou dass déi Passerelle all Joer méiglech ass. Ech wëll awer soen, wat een déi Décisioun méi spéit hëlt, wat et wahrscheinlech méi schwiereg gëtt, fir sech an dee System do eranzeschaffen.

Här President, ech denken, dat ass d'Äntwert op all déi Froen, déi gestallt gi sinn. Mir bleift da just ze soen, dass ech mech freeën, dass dat Gesetz hei unanime gestëmmt gëtt, an et bleift mer haaptsächlech den Enseignantë vum Lycée Technique du Centre vill Chance ze wënschen a vill Erfolleg. Et ass ee groussen Défi, dee se op sech huelen, well ech sinn iwwerzeegt, dass d'ganz Communauté scolaire vu Lëtzebuerg mat grousser Attentioun wäert suivéieren, wéi déi Klasse sech dérouléieren, wéi se organiséiert ginn a wéi dat alles vir sech geet.

Duerfir Merci fir deen Engagement vu bis elo a vill Aarbecht a vill Erfolleg fir déi Joren, déi elo kommen.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes

Ech wollt Iech proposéieren, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach eng Motioun hei, déi den honorabelen Här Meisch abruecht hat, betreffend d'Finanzsituatioun vun de Gemengen. Wëllt nach een dozou Stellung huelen?

Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun an d'Kommissioun renvoyéieren. Well mir hunn eng Kommissioun iwwert d'Réorganisation territoriale, déi sech mat all deene Froen ofgëtt. An dat hei ass eng wichteg Fro iwwert d'Finanzéierung vun de Gemengen. Dofir sinn ech der Meenung, dass dat déi Plaz wär, wou een dat soll diskutéieren. Ech wär frou, wann d'DP domat d'accord wär.

Merci.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

(Nuisances sonores)

... déi d'Sozialistesch Partei hei presentéiert huet. Den Här Bodry, deen am Fong déi Pressekonferenz mat de Sozialiste gemaach huet, ass och Member vun där Kommissioun, déi den Här Fayot elo grad gesot huet. Dat heescht, den Här Bodry hätt all Méiglechkeete gehat an där Kommissioun déi Propositiounen ze maachen, mä en huet de Wee gesicht, fir dat an der Öffentlechkeet ze maachen. An ech mengen, et ass dofir och eist Recht als Chamber, fir doriwwer ze diskutéieren.

An ech mengen, wann een A seet als Partei, misst een och de Courage hunn, fir B ze soen. Et geet net duer, datt ee Pressekonferenze mécht, fir dat breet an d'Zeitung ze bréngen, an dann hei an der Chamber, wann ee soll Fuerf bekennen, dann déviéiert een esou eng Motioun ganz einfach an eng Kommissioun. Ech halen op jidde Fall vun eiser Säit aus drop, datt se zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënnt.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, Här President. Wann ech richteg verstanen hunn, wat d'LSAP op hirer Pressekonferenz wollt matdeelen, wourobber si och gemengt hunn, mir hätten awer e grousse Konsens op d'mannst hei an der Chamber tëschent enger Rei vu Fraktiounen, da war et esou, datt ech verstanen hunn, datt d'LSAP eng gewëssen Urgence och dra gesinn huet ze handelen, wat d'Gemengefinanzen ubelaangt.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir wëssen, datt eng Rei vun Diskussiounen amgaange sinn net eréischt zënter gëschter, wat déi territorial Opdeelung vum Land ubelaangt, wat d'Opdeelung vun de Missiounen hei am Land ubelaangt tëschent de Gemengen, de Regiounen an dem Stat. Mer wëssen och, datt mer do mussen eng Kéier Konklusiounen zéien an datt mer déi mussen ëmsetzen. Mä mer maachen eis jo awer keng Hoffnung, datt mer do handlungsfäeg sinn am Laf vun deenen nächste Méint, och wann elo bei der Rentrée vun der Chamber d'Kommissioun sech mat där Motioun hei iwwert d'Gemengefinanze befaasst.

Wa mer dës Diskussioun iwwert d'Gemengefinanzen an déi dote Kommissioun ginn an dann awer och soen, datt mer zesummen alles mussen diskutéieren, bis mer Konklusiounen zéien, wat d'Gemengenfinanzen ubelaangt, bis mer dann do wierklech konkret eppes kënnen ënnerhuelen an déi Richtung, vun där ech awer mengen, dass ganz vill Leit hei an der Chamber domadder d'accord waren, dann ass et, fäerten ech, ze spéit.

Ech hat gehofft no der Pressekonferenz vun der LSAP, datt och do mëttlerweil d'Urgence unerkannt gi wär vun der Situatioun vun de Gemengefinanzen, datt se schnell misst geregelt ginn, datt mer schnell missten handelen, datt mer schnell misste kucken de Gemengen eng gewësse Sécherheet, wat hir finanziell Situatioun ubelaangt, kënnen ze garantéieren. Wann deem elo net méi esou ass, da verstinn ech awer net méi, firwat am Ufank vun der Woch d'LSAP nach déi Pressekonferenz do aberuff huet, fir eigentlech nach emol dat ze soen, wat anscheinend se jo schonn ëmmer woussten.

Plusieurs voix.- Très bien, très bien!

Une voix.- Si kritt eng grouss Majoritéit.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech mengen, déi gréng Fraktioun ass an deene leschte Joren net midd ginn, fir op dee Sujet hei hinzeweisen.

Une voix.- Gitt bei de Mikro!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech kommen, jo.

(Interruption)

Da gesitt Der mech och besser.

(Hilarité)

Här President, ech mengen, déi gréng Fraktioun ass an deene leschte Joren net midd ginn, fir op déi Problematik hei hinzeweisen an och ze soen, datt effektiv e Méssverhältnis besteet tëschent op där enger Säit der Evolutioun vun de Recettë vum Stat an op där anerer Säit vun de Gemengen.

Mir hunn als Fraktioun awer e Problem mat zwee Tireten. Déi éischt zwee, esou wéi se hei formuléiert sinn, fanne mir ze vag formuléiert, an zwar fanne mir dat aus ganz gudde Grënn. Beim éischten ass et emol sou, datt mir natierlech dat deelen, wat hei steet, nämlech datt eng Reform vun de Finances communales soll virgeholl gi mam Objektiv, fir e gewëssene Parallelismus ze kréien tëschent de Recettë vum Stat a vun de Gemengen, mä awer net egal wéi. Mir wéissten awer gär, ënner wat fir enge Konditiounen dat soll geschéien. Wa mer dat einfach esou wéi dat hei stoe loossen, dann ass dat e bëssel-chen eng gelunge Geschicht.

Deen zweeten Tiret, dee mécht eis nach méi Suergen. Wa mer einfach hei schreiwen: «...examiner dans ce sens les critères de répartition entre les communes des recettes en provenance de l'impôt commercial communal et le fonds communal de dotation financière...», ouni datt mer soen, datt do e Lien besteet tëschent enger neier Definitioun vun de Missioune vun de Gemengen zum Beispill, ouni datt mer soen, datt e Lien misst gesat ginn zu der regionaler Zesummenaarbecht, dann hu mir domadder e Problem.

Mir si ganz kloer - an dat huet de Camille Gira am Numm vun eiser Fraktioun oft genuch hei betount - fir eng Reform vun de Gemengefinanzen a vill méi eng gerecht Opdeelung, mä mir sinn awer nëmmen derfir, wann d'Konditiounen an de Kader gekläert sinn. Well dat hei kann zum Beispill bedeiten, datt muer den Innenminister kënnt soen: Majo, ech ginn elo e bëssen un de Schrauwen, wéi se haut sinn, dréinen, an dann hu mer dat jo gemaach, wat Der verlaangt, a kee weess awer, wat hanne beim Resultat dobäi erauskënnt.

Ech wëll drop hiweisen, datt déi Diskussioun, déi jo hei soll ugefacht ginn a scho méi wéi eng Kéier gefouert ginn ass tëschent de Gemengen an dem Stat, bis elo leider - et huet keen eis als Fraktioun an der Vergaangenheet nogelauschtert - ëmmer au détriment vun de Gemengen ausgaangen ass, insgesamt. Esou datt ech mengen, datt een dat hei mindestens misst preziséieren, wat hei steet an der Motioun, soss gesinn ech dat als gefäierlech un an datt dat éischter kann e Schoss no hanne ginn, bei aller gudder Intentioun, déi den Här Meisch a seng Fraktioun sécherlech haten, wéi se dat hei déposéiert hunn.

Also op alle Fall, wann d'Motioun net preziséiert gëtt a mer net weider driwwer diskutéieren, musse mir eis leider bei deem Text, esou wéi en elo hei läit, enthalen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ma, da maacht eng Propositioun.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Da wëll ech awer soen, da musse mer eis awer e bësse méi Zäit huele wéi dat heiten, well wa mer op eemol…

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Mehlen, déi Motioun ass gëschter déposéiert ginn, a wann op eemol hei ëm fënnef op zéng gesot gëtt, sou, elo kënnt se op den Ordre du jour an dann diskutéiere mer am Schnellverfahren driwwer, dat ass net dee Stil, mat deem eis Fraktioun gewinnt ass ze schaffen. Mir wëllen eis gär uerdentlech Gedanke maachen, well hei geet et net ëm egal wat. Jee nodeem wat een hei draschreift, kann dat emol ein böses Erwachen ginn, och fir d'Gemengen, an ech mengen, dat ass elo net dat, wat mer sécher alleguerte wëllen.

Also, mir sinn en faveur ganz sécher fir an déi hei Richtung ze goen, mä mir sollen eis gutt iwwerleeën, wat mer hei maachen, well hei si vill Falen, déi ënnerwee stinn, jee nodeem wat een hei mécht.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bodry nach, an da komme mer zu enger Décisioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, den Här Gibéryen war esou léif, mäin Numm hei an d'Spill ze bréngen. Bon, ech weess net, ob ech mech soll iwwert déi Motioun hei freeën oder ob ech soll traureg sinn. Eigentlech misst ech mech freeën, well et kënnt net esou oft vir, dass d'demokratesch Fraktioun Deeler vun engem Pressecommuniqué vun eiser Partei mat ënnerschreift. Et ass schonn e Phenomeen, dee remarquabel ass an deen net besonnesch fir den Ideenreichtum vun der demokratescher Fraktioun schwätzt, dat muss ech éierlech soen.

Wann et esou en urgente Problem fir si ass, hätte si jo genuch Geleeënheete gehat am Laf vun deene leschte Méint, esou Texter an der Chamber hei eranzebréngen a virun allem e bësse méi konkret ze soen, wat se wëllen.

(Interruption)

Et geet nämlech effektiv net, dass een…

M. Henri Grethen *(DP).*- Et geet drëms, d'Doppelzüngegkeet vun de Sozialisten ze weisen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Oh, Här Grethen, Dir sidd besonnesch gutt placéiert!

Une voix.- Dat ass d'Kéierpartei!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll Iech just rappeléieren - Dir sidd jo net esou laang aus der Regierung eraus, mengen ech, och wann Der dat erëm schnell wëllt vergiessen -, dass déi viregt Regierung schonn um Programm hat, fir d'Gemengefinanzen ze reforméieren, dass dës Regierung eigentlech och…

(Brouhaha général)

…dës Regierung och an hirem...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Jo, Dir héiert dat net gären, Här Grethen!

Dass dës Regierung och an hirem Programm stoen huet, am Koalitiounsofkommen, dass mer effektiv an Zesummenhank mat der Reorganisatioun vun de Gemengen a vun de Regioune géifen och déi Fro vun de Gemengefinanzen nei ugoen. Et ass eng Fro, déi mer elo zënter engem Joer amgaang sinn am Conseil supérieur vun de Finances communales ze diskutéieren, wou mer schonn am Detail sinn.

Duerfir mengen ech, dass, wann et wierklech ëm d'Saach geet, wann et hei net drëm geet, fir e politesche Schachzuch ze maachen, wann et ëm de Fong geet,…

Une voix.- Ah! Ah! Ah!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …da si mer eis, mengen ech, eens, dass et dann net de Moment ass, de leschten Dag vun der Chamberssessioun, tëschent e puer Projeten, dat doten ze diskutéieren. Dat ass jo nëmme Gespills, dat doten.

(Interruptions)

Wann et wierklech ëm d'Saach geet a wann d'Chamber bereet ass hir Responsabilitéit hei ze iwwerhuelen,…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Nun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …da gehéiert dat doten an d'Kommissioun vun der Réorganisation territoriale, wou mer elo iwwert d'Kompetenzopdeelung ze diskutéieren hunn a wou mer als leschte Volet d'Fro vun der Finanzéierung och behandele wäerten an der Reiefolleg, wéi sech dat och gehéiert.

Duerfir mengen ech, wann ee wëllt virukomme mat deem heite Projet a konkret och als Chamber Propositioune wëllt duerchsetzen, ass de Renvoi an d'Kommissioun deen eenzege Wee, fir relativ schnell zu Resultater ze kommen.

M. le Président.- Sou,…

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President: „Sie predigen Wasser und trinken Wein!"

M. le Président.- Ech mengen elo ass d'Attitüd allgemeng bekannt hei. Här Klein, hutt Dir nach eppes bäizeflécken?

(Brouhaha général)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech sinn dem Här Grethen eng Äntwert schëlleg. Den Här Grethen huet gesot, de President vum Syvicol hätt net de Wëllen, fir d'Gemengefinanzen ze verbesseren, wat total falsch ass. Ech mengen, all Mënsch weess, wat an deene leschte Joren a Méint geschitt ass um Niveau vum Syvicol, fir d'Situatioun vun de Gemengen ze verbesseren.

(Interruptions)

Wat awer richteg ass, dat ass, dass den Här Grethen wollt de Gemengen den Impôt commercial ewechhuelen an net kompenséieren, fir se ëmmer méi ze destabiliséieren. Well hien ass jo och gutt placéiert, fir dat ze wëssen, wat d'Gemenge brauchen, hie war jo ëmmer täteg am Gemengesecteur, dofir weess hie jo och, wat d'Gemenge brauchen a wat se net brauchen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Grethen, den Här Wolter, an duerno ass d'Debatt ofgeschloss.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, an der viregter Regierung war eng Delegatioun vum Syvicol presidéiert vum Här Klein invitéiert ginn, fir mat der Regierung e Meenungsaustausch ze hunn iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen. Den deemolege Generalsekretär an heitegen Innenminister war och dobäi. Ech si frou, dass hien och hei ass.

An d'Regierung huet deemools - de Statsminister war deeselwechte wéi haut - dem Syvicol Propositioune gemaach, wéi een d'Gemengefinanze kéint op méi stabil Basë setzen. An et war e Front du refus, ugefouert vum Här Klein als President vum Syvicol, dee gesot huet, dat géif net a Fro kommen! An duerfir ass et bei der heiteger Situatioun bliwwen. Dat ass déi historesch Wourecht.

Elo kënnt Der de Statsminister heihinner komme loossen, dee kann dat nëmme bestätegen. Ech kann lech och d'Nimm vun de Fonctionnairë soen, déi bei där Réunioun dobäi waren.

Ech sinn ee vun deenen - an do huet den Här Klein ausnahmsweis Recht -, deen ni d'Chance hat an engem Gemengerot ze sinn - well d'Gesetz dat net erlaabt huet, duerfir war ech ni Member an engem Gemengerot -, mä ech war sidéréiert iwwert dee Front du refus vum Syvicol, deen net wollt, dass d'Gemengen endlech géifen iwwer eng zolidd Basis, wat hir Finanzen ugeet, disposéieren.

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, neen, mir kënnen elo net hei ufänken een deem aneren ze äntwerten. Et ass elo alles gesot, wat ze soen ass.

(Interruptions)

Här Meisch, sidd Dir d'accord mat der Propositioun vum Här Fayot, fir déi Motioun hei an d'Kommissioun ze verweisen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, Här President, well mer awer gemengt hunn, datt eng gewëssen Urgence wär an datt mer d'Kommissioun elo net nach eemol heimadder wëlle befaassen. Et sinn eng ganz Rei vu konkrete Propositiounen do, fir déi ech gemengt hat, datt dëst Haus eng Majoritéit haut hei kéint zesummebréngen, fir d'Regierung ze chargéieren dorobber ze schaffen. Also solle mer och kucken, ob haut nach jiddfereen zu deem steet, wat e Méindeg oder en Dënschdeg virun der versammelter Press gesot ginn ass.

Ech kann dem Fränz Bausch Recht gi bei deenen Iwwerleeungen, déi hien ugefouert huet, fir nach emol ze preziséieren, datt mer natierlech mussen eng Finanzopdeelung maachen tëschent Stat a Gemengen, a Fonctioun vun de Missioune vu Stat a Gemengen, an datt och eng Rei vu Kritäre musse mat afléissen an deem doten Domän, wat den Aménagement du territoire ubelaangt, well mer och net all Gemeng hunn am Land, déi déiselwecht Aufgab d'ailleurs huet, an et Gemenge gëtt, déi aner Aufgaben hu wéi hir Nopeschgemengen.

Mä do kéint een awer den zweete Paragraph ganz einfach komplettéieren: «sur base d'une nouvelle répartition des missions entre communes et l'État et des critères de l'aménagement du territoire». Ech mengen, dann hätte mer déi zwou Iwwerleeungen och nach domat eragefaasst.

Dann, Här President, erlaabt mer ze begréissen, datt den Innenminister hei ass, a mir hu jo och extra déi Motioun hei a senger Presens wollen diskutéieren an zum Vote bréngen, mä als Chamber sollte mer him vläicht d'Geleeënheet ginn awer och sech ze expriméieren zu deem, wat hei an der Motioun steet, awer och virun allem zu deem, wat awer eng Majoritéitspartei am Laf vun dëser Woch zum Sujet vun de Gemengefinanze geäussert huet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Wolter.

(Interruption)

Selbstverständlech.

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'CSV-Fraktioun hat nach net d'Geleeënheet sech ze manifestéieren.

Et ass, Här President, esou, dass mer eng Chamberskommissioun gemaach hunn, déi sech ëm eng Rei vu Froen, wat d'Zukunft vun de Gemengen hei zu Lëtzebuerg ubelaangt an hir Zesummenaarbecht esouwuel ënnertenee wéi regional an hir Zesummenaarbecht och mam Stat, soll bekëmmeren.

Mir kommen an där Kommissioun ganz gutt virun, well mer fir d'éischt iwwert d'Kompetenzopdeelung diskutéieren; an enger zweeter Etapp iwwert déi regional an interkommunal Zesummenaarbecht; an enger drëtter Etapp iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Gemeng vun der Zukunft soll ausgesinn.

An et ass kloer, dass een iwwert d'Finanze vun de Gemengen a besonnesch och par rapport zu deenen Tireten, déi hei gefrot gi sinn - do ginn ech dem Här Bausch Recht -, sech eréischt definitiv seng Meenung ka maachen, wann een déi Froe vu virdru gekläert huet. Dofir war d'Propositioun vun der Majoritéit, fir déi Motioun hei an déi zoustänneg Kommissioun ze huelen, déi mer selwer agesat hunn. Wann d'DP allerdéngs net akzeptéiert, fir se an d'Kommissioun ze huelen, wou an eisen Ae d'Plaz ass fir driwwer ze diskutéieren, da musse mer se leider oflehnen.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Mme Colette Flesch *(DP).*- De Ministre de l'Intérieur wëllt äntweren.

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dat, wat hei geschitt, dat ass eng Décisioun, déi d'Chamber ze huelen huet. An ech stinn ëmmer zur Dispositioun, wann d'Chamber mech brauch.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Voilà! Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Den Här Meisch huet eng Motioun abruecht, déi vun him, den Damme Brasseur a Flesch an den Häre Bettel a Grethen ënnerschriwwen ass. Den Här Fayot huet dozou eng Propositioun gemaach an den Här Wolter och. Dës Propositioun gëtt net vum Auteur vun der Motioun ugeholl, dann huet hien d'Recht, fir drop ze halen, datt iwwer seng Motioun ofgestëmmt gëtt.

Ech denken, datt de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Voilà! Da fänkt de Vote un.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 36 Nee-Stëmme bei 15 Jo-Stëmmen an 9 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich).

Se sont abstenus: MM. Alex Bodry, Jean-Pierre Klein;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5521, en internationaalt Ofkommes iwwert d'Meuse. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Maroldt. Här Maroldt!

3. 5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut schwätze mer iwwer e Gesetzestext,…

M. le Président.- Kommt, mir lauschteren elo dem Rapporteur no.

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Et géif een et awer net mengen.

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- …deen en internationalen Accord zum Floss Meuse soll approuvéieren.

Wat hu mir mat der Meuse ze dinn?

(Hilarité)

Une voix.- Merci, Här Maroldt.

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Abee, wat verschidde Leit vläicht net wëssen, d'Kuer oder d'Chiers, wéi et och genannt gëtt, déi hei am Land dem Minettsbuedem entspréngt, fléisst scho viru Charleville-Mézières an d'Meuse. Wann och a geréngem Mooss, esou hu mer also och eppes mat der Meuse ze dinn.

Dësen Accord gouf den 3. Dezember 2002 zu Gand vun de Bevollmächtegte vun de Regierungen aus Däitschland, Frankräich, der Belsch, Holland, Lëtzebuerg esouwéi vun deenen dräi belsche Regioune Bréissel Haaptstad, Flandern a Wallonie ënnerschriwwen. Dës Länner a Regiounen hu sech deemools eng dauerhaft an integrativ Gestioun vum Waasser am gesamten hydrographeschen Distrikt vun der Meuse als Zil gesat.

Den Accord envisagéiert och d'Ëmsetze vu verschiddenen Dispositioune vun der Waasserdirektiv vum 23. Oktober 2000, notamment bis spéitstens zum Joer 2015 de gudden Zoustand vun all eise Waassermassen ze erreechen.

Fir datt dat alles ka kloer geschéien, gëtt e Plan de gestion unique ausgeschafft fir de ganzen internationalen hydrographeschen Distrikt. Zu dësem Plang gehéieren och d'Iwwerwaachung vun de Gewässer an e Programm, dee muss opgestallt gi fir déi verschidden Ëmweltobjektiver ze erreechen.

Eng aner Prioritéit ass d'Schafe vun enger globaler Politik fir d'Preventioun vun de Waasserstänn an de Schutz géint d'Iwwerschwemmungen. Den Accord gesäit och eng Koordinatioun vun de Moossname fir d'Konsequenze vun Drëschenten ofzeschwächen an de Kampf géint d'Verschmotzung duerch Accidenter vir.

Här President, erlaabt mer och kuerz op d'Entstehung vun dem Accord anzegoen. Dësen éischten internationalen Accord ass eigentlech eng logesch Suite vun dem éischten Accord vun 1994, deen deemools vu Frankräich, Holland an deenen dräi belsche Regiounen zu Charleville-Mézières ënnerzeechent gouf. D'Zil heivu war eng koordinéiert Gestioun a Kooperatioun vum grenziwwerschreidende Floss Meuse, no de Virgabe vun der Konventioun vun Helsinki vun 1992 zum Schutz an der Benotzung vu Grenzgewässer an internationale Séien. Däitschland a Lëtzebuerg hunn deemools als Beobachter fungéiert.

D'Unhuele vun der scho genannter Waasserdirektiv, déi eng communautär Politik am Beräich vum Waasser geschaf huet, huet verschidden Ännerunge vum Accord vu Charleville-Mézières erfuerdert. Esou ass haaptsächlech d'Roll vun der Commission Internationale de la Meuse op den Ensembel vum hydrographeschen Distrikt vum Floss erweidert ginn, also och d'Eaux superficielles a souterraines.

D'Signatairë vum Accord hunn d'Commission Internationale de la Meuse, kuerz CIM, ageriicht fir Dispositioune vum Vertrag ëmzesetzen.

Op dëser Plaz soll kuerz bemierkt ginn, datt dësen neien internationalen Accord, iwwert dee mer duerno ofstëmmen, déi eenzel Länner net vun hirer Responsabilitéit entbënnt fir d'Ëmsetzung vun der Waasserdirektiv.

Nom Artikel 7 vun dem Accord hëlt d'CIM all Joer e Budget u fir hir Fonctionnementskäschten - an der Haaptsaach d'Sekretariat - ze droen. Lëtzebuerg leescht heizou e bescheidene Bäitrag vun 0,5% vum Budget vun der CIM. Dës minimal Participatioun erkläert sech duerch de geréngen Deel vun der Lëtzebuerger Populatioun am Baseng vun der Meuse.

Här President, am Folgende wëll ech elo erklären, wéi a firwat Lëtzebuerg an dësen Accord mat agebonnen ass:

Wéi schonns gesot, Lëtzebuerg, dat duerch d'Chiers nëmme minimal un d'Meuse ugebonnen ass, dréit a ganz geréngem Mooss zur Verknaschtung vun der Meuse bäi. Fir trotzdeem fir d'gutt Qualitéit vun de Gewässer bis 2015 ze garantéieren, esou wéi et an der Kader-

direktiv virgesinn ass, muss Lëtzebuerg weider Ustrengunge virgesinn, fir d'Waasserqualitéit vun der Chiers an hiren Nieweleef ze verbesseren. Ech erspueren eis elo déi eenzel Mesuren opzezielen. Et geet hei haaptsächlech ëm d'Ofwaasser vun Haushalten a Kläranlagen.

Fir d'Auswierkunge vum Héichwaasser op d'Chiers an de Grëff ze kréien, wäert Lëtzebuerg zesumme mat Frankräich an der Wallonie Mesuren op d'Bee setze fir eng besser Preventioun a Gestioun vun de Waasserstänn.

Eng hydromorphologesch Analys vun der Chiers weist, datt dëse Waasserlaf net duerch Staudämm oder Schleisen ënnerbrach ass, déi d'ekologesch Kontinuitéit an de fräie Passage vun de Fësch behënneren. Trotz allem mussen Effortë fir de Réaménagement vun der Struktur vum Flossbett an den Uferstroosse vun der Chiers realiséiert ginn, fir datt d'Objektiver vun der Kaderdirektiv erfëllt ginn.

Wat déi ënnerierdesch Gewässer ugeet, esou kann ee soen, datt déi zwou Waassermassen, déi een am Baseng vun der Chiers erëmfënnt, vun enger gudder chemescher a quantitativer Qualitéit sinn, esou datt d'Ëmweltobjektiver vun der Kaderdirektiv kënnen erreecht ginn.

Et muss een awer leider feststellen, datt déi ënnerierdesch Waassermasse vum Lias supérieur staark beanträchtegt sinn duerch d'Aktivitéiten an de Minnen. D'Regulatioun vum Waasser an de Minnen ass iwwregens e Kapitel fir sech, op dat ee wäert eng Kéier mussen zréckkommen. Dëst gesot ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn op alle Bänke grouss Zoustëmmung zu dem Rapport, deen den Här Maroldt hei gemaach huet. An deem entspriechend denken ech, kënne mer direkt zum Vote komme vum Projet de loi.

Une voix.- Här President?

M. le Président.- Pardon, den Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hat mech eigentlech ageschriwwen, well ech als ee vun deenen aus dem Eck, vun deem dann och en Deel vum Waasser, wat do entspréngt, an d'Meuse fléisst, hei ugesprach fillen. Ech wëll dem Här Maroldt ganz häerzlech félicitéiere fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport, och wann ech déi eng oder déi aner Prezisioun nach wëll derbäisetzen.

Déi Iwwerleeungen, déi en ugefouert huet, sinn net vun haut an och net vu gëschter, mä se datéiere schonn zanter enger Rei vu Joren. Eng ganz Rei vun Iwwerleeunge sinn och schonn an d'Realitéit ëmgesat ginn, nämlech déi, datt um Projet vun der Renaturéierung vun der Kuer geschafft gëtt an e gudden Deel schonn ëmgesat ass. Am Rapport weist den Här Maroldt och drop hin, datt an dësem Kontext envisagéiert gëtt, datt d'Crosnière oder op Lëtzebuergesch gesot d'Rouerbaach, déi zu Lasauvage als Grenzbaach d'Grenz mécht mat Frankräich, misst un eng Kläranlag zu Lonkech ugeschloss ginn an datt dat eigentlech schonn de Fall ass zënter dem leschte Joer, vu d'Engagement dat d'Gemeng Déifferdeng do zesumme mam Waasserwirtschaftsamt geholl huet.

Et sinn also hei scho wichteg Schrëtt fir d'Protektioun vum Bassin de la Chiers, wat d'Gewässer ubelaangt, déi do fléissen, wéi awer och da schlussendlech vun der Meuse geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech menge schonn, dass Der d'Zoustëmmung vun de Fraktioune richteg ageschätzt hutt, mä ech wollt awer trotzdeem zwee Sätz bei Geleeënheet vun dësem Projet soen, well mir als Gréng awer esou lues ufänken ongedëlleg ze ginn…

Une voix.- Ooch!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …an deem Dossier Waasserqualitéit.

Mir stëmmen hei eng Konventioun no där anerer, mir stëmmen ee Gesetz no deem aneren, mir engagéieren eis lénks a mir engagéieren eis riets, mä, Här President, och wa mir dëst Gesetz stëmmen, geet et dofir der Chiers kee Millimeter besser. Och wa mer dës Konventioun elo ratifizéieren, huet d'Meuse relativ wéineg dovun.

Ech waarden, oder mir waarden an der Mëtt vun der Legislaturperiod endlech awer op eng kloer Strategie vum Innenminister doriwwer, wéi dat dobausse soll besser ginn. Hoffentlech geet et em do net wéi mam Verspriechen, dass mer d'Gesetz iwwert d'Ëmsetzung vun der Wasserrahmenrichtlinie nach virun der Vakanz géinge kréien. Menges Wëssens ass et nach net déposéiert. Dat war awer héich an helleg versprach gi bei enger Interpellatioun.

Dofir meng Fro an dësem Kontext: Wéi ass et? Ass eng Strategie do? Wou sollen déi vill Suen hierkommen, fir all déi Kläranlagen ze bauen, déi mer dréngend musse bauen, wa mer nach nëmmen halbweegs deene Verspriche wëlle gerecht ginn, déi mer mat der Wasserrahmenrichtlinie geholl hunn, mä awer och deene Konventiounen, déi mer haut dann hei stëmmen?

Dofir wier ech awer frou, wa mer e bëssen Erklärunge kriten, wéi dat soll weidergoen an och wéini dann elo definitiv de Projet de loi iwwert d'Wasserrahmenrichtlinie hei déposéiert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Jo, ech well och d'Wichtegkeet vun dësem Gesetz begréissen, well mer dierfen net vergiessen, dass jo awer d'Chiers deen eenzege Floss ass, deem seng Quell hei am Land entspréngt…

Une voix.- D'Kuer!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- D'Kuer, jo. …an deen an d'Ausland fléisst. An dass mer och grad just duerch dee Floss jo awer eng Nation maritime gi sinn, dat solle mer och net vergiessen, well wa mer dat net gehat hätten, hätte mer och keng Nation maritime kënne ginn.

Et ass scho wichteg, dass mer d'Flëss hei am Land propper halen, besonnesch déi, déi an d'Ausland ginn, fir awer dann och kënne méi staark op d'Tromm ze schloen, wa mer bei deenen anere Länner ervirtrieden, fir dass déi am Fong déi Flëss, där hir Quellen an hirem Land sinn, propper halen, fir dass mer och an dësem Land dann nach iwwert dee Wee proppert Waasser kréien. Dofir ass et scho wichteg, dass mer hei op d'Propretéit vun der Quell pochen.

M. le Président.- Freet soss kee méi d'Wuert?

Une voix.- Neen.

M. le Président.- Dann ass et um Här Minister Jean-Marie Halsdorf.

Une voix.- Et ass schif gaang.

M. le Président.- Jo, jo, total dernieft.

Une voix.- Alles dem Här Meisch seng Schold.

Une autre voix.- Also wann den Innenminister elo esou vill seet wéi bei der Motioun!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dann ass e gutt!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. E puer Wierder just zu dësem Schratt, deen haut an hei vollzu gëtt.

Wéi am Joer 2000 d'Wasserrahmenrichtlinn ugeholl ginn ass, sinn déi eenzel Urainerstate verflicht ginn, sech ze organiséieren, an dat ass wichteg, well den Artikel 3 vun der Wasserrahmenrichtlinn gesäit vir, dass dee ganze Waasserhaushalt iwwer Districts hydrographiques muss geregelt ginn. Also sinn déi State verflicht ginn, sech ze organiséieren.

Et ass en Accord gi vun 1994 iwwert d'Meuse, mä do waren am Fong geholl Däitschland a Lëtzebuerg nëmmen Observateuren. A mat dësem Accord, wourop dëst Gesetz hei baséiert, vun 2002, deen zu Gand ënnerschriwwe ginn ass, hu mer eng Basis kritt, fir eben och hei zu Lëtzebuerg d'Wasserrahmenrichtlinn betreffend d'Meuse ëmzesetzen.

A wa mir och nëmmen 2% vum Einzugsgebitt maache vun der Meuse mat dem Raum vum Kordall, muss een awer soen, dass an deem ganzen Einzugsgebitt de Kordall deen ass, deen déi héchste Bevölkerung huet. Do wunnen am Ganze 662 Awunner op e puer Kilometer carré. Dat ass also enorm. An och hei musse mer e qualitativen an hydromorphologeschen Zoustand kréie vun dësem Gewässer.

Den Här Gira huet d'Strategie ugeschwat. Sécherlech ass dat heiten d'Conditio sine qua non fir op d'mannst am Meuseberäich eppes ze maachen, well dëst Gesetz, dës Konventioun ass am Fong geholl d'Plattform fir d'Koordinatioun vun der Iwwerwaachung an och vum Zoustand vum Opstelle vun engem gemeinsame Moossnamen- a Bewirtschaftungsplang. Dee muss jo jiddferee maachen. Dee maache mer hei, an deen ass och am Gesetz verankert.

An dat Gesetz, dat kënnt am Hierscht. De Moment dréint et an der Regierung. Déi eenzel Ministeren, déi concernéiert sinn, de Minister vun der Agrikultur, de Minister vun der Ëmwelt, hunn hir Avisë ginn. Déi sinn erakomm an de leschten Deeg, déi ginn elo nach eng Kéier ageschafft an deen Text, dee mer hunn. An ech ginn dovun aus, dass am Hierscht dat Gesetz kann déposéiert ginn. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn an och ganz wichteg, a mir wäerten do keng Zäit verléieren. Mir wäerten also do eis déi Moyene ginn, déi d'Gesetz virgesäit.

Dat wollt ech zu dëser Konventioun och soen, déi also eng Obligatioun ass fir d'Wasserrahmenrichtlinn ëmzesetzen, dass am Fong geholl d'Waasser, d'Kläranlagen an all déi Geschichten, dat sinn d'Gemengen, déi dat maachen, net de Stat. Mir sinn do als Verwaltung, fir dat Ganzt e bëssen ze kontrolléieren. An duerfir huet och d'Wasserwirtschaftsverwaltung décidéiert, fir haut d'Phase orange ze lancéiere betreffend d'Waasserknappheet, d'Drénkwaasserknappheet hei zu Lëtzebuerg. Dat wollt ech hei op dësem Podium soen.

Mir hate jo och eng Circulaire de 7. Juli erausgeschéckt, an där mer de Gemenge gesot hunn, dass et d'Méiglechkeet gëtt bei Waasserknappheet eng Phase orange respektiv rouge anzeleeden. Haut gëtt dat gemaach, a sou kënnen dann déi eenzel Buergermeeschteren an déi aner Fournisseur-d'eauë Mesuren ergräifen, déi sech bei Waasserknappheet opdrängen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Sou, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5521 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot (par M. John Castegnaro), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet 5565 iwwert d'Ofännerung vum Numm vun der Gemeng Remerschen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Schank. Här Schank!

Une voix.- Den Här Schank aus dem Osten?

M. Marco Schank *(CSV).*- Aus dem ganze Land!

(Hilarité)

4. 5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut diskutéiere mer de Projet de loi 5565, deen de 6. Abrëll dëst Joer vun eisem Minister fir d'Affaires intérieures an der Chamber déposéiert gouf. Et geet drëm fir d'Gemeng Remerschen ëmzebenennen, an zwar hir den Numm Gemeng Schengen ze ginn.

Den Artikel 3 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit bekanntlech vir, datt d'Ëmbenennung vun enger Gemeng nëmmen iwwer Gesetz méiglech ass. Enger Gemeng en neien Numm ze ginn, ass éischter seelen, ofgesi vun där enger oder anerer Fusiounsgemeng, déi mer an deene leschte Joren ëmbenannt hunn. Ëmmerhin, déi leschte Kéier wou d'Chamber dat gemaach huet ass eréischt fënnef Joer hier. De 26. Juni 2001 hu mer op dëser Plaz der Gemeng Bettborn en neien Numm ginn a mir hu se a Gemeng Préizerdall ëmbenannt.

Här President, den 18. Januar 2006 huet de Gemengerot vu Remerschen mat aacht Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm décidéiert, fir der Gemeng Remerschen an Zukunft den Numm Schengen ze ginn an huet och mat därselwechter Délibératioun den Innenminister opgefuerdert, an der Chamber e Projet de loi ze déposéieren. Just zur Informatioun: D'Gemeng Remerschen huet ronn 1.400 Awunnerinnen an Awunner, ass zirka 1.100 Hektar grouss a begräift d'Uertschafte Remerschen, Schengen a Wëntreng.

De Conseil huet a senger Délibératioun argumentéiert, datt hir Gemeng duerch dat Aushängeschëld vum Numm Schengen eng Rei Avantagë krit. Deen Numm, deen duerch den Accord vu Schengen d'Duerf op der Musel am Dräilännereck Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland weltbekannt gemaach huet.

Ech erënneren drun, datt de Begréff Schengen weltwäit Synonym fir en Europa ouni Grenzen ass. De 14. Juni 1985 hu fënnef EU-Memberstaten deemools op dem Muselschëff Marie-Astrid an direkter Noperschaft vu Schengen en Accord ënnerschriwwen, deen den Ofbau vun de gemeinsame Grenze virgesinn huet an doriwwer eraus och d'Aféierung vum fräie Persounen- a Wuereverkéier.

Deemools huet fir Lëtzebuerg de Secrétaire d'État fir d'Affaires étrangères, de Robert Goebbels, ënnerschriwwen.

Konkret huet den Accord vun deemools zu de graduellen Ophiewunge vun de Grenzkontrolle gefouert. An der Délibératioun vum Gemengerot vu Rëmerschen vum 18. Januar steet ze liesen, datt d'Ännerung vum Numm der europäescher Bedeitung vu Schengen géif gerecht ginn. Eng Bedeitung, déi duerch déi geographesch Lag vun der Gemeng am Dräilännereck besonnesch ënnerstrach gëtt.

Dowéinst waren d'Gemengeresponsabel der Meenung, datt dës Ännerung vum Numm géif zur Steigerung vun der Attraktivitéit vun hirer Gemeng bäidroen, an och hire lokale Produiten, woubäi besonnesch natierlech un de Miseler Wäi geduecht gouf. De Wäin, deen och expressis verbis an der Délibératioun ernimmt gëtt. Folglech géifen d'Ekonomie, an hei besonnesch den Tourismus, och iwwert deen neigebautene Relais Europe Direct zu Schengen vun deem neien Numm profitéieren.

Et heescht weider, am Ausland géif souwéisou meeschtens vun der Gemeng Schengen geschwat ginn an net vun enger Gemeng Rëmerschen, wéi dee ville Courrier géif beweisen, deen all Dag un d'Administration communale vu Schengen, an deem Fall, adresséiert gëtt.

Här President, de Statsrot huet sech d'Argumenter vum Gemengerot vu Rëmerschen zu Eege gemaach an huet a sengem Avis vum 20. Juni dëst Joer säin Accord zum Projet ginn. D'Chamberskommissioun vun den Affaires intérieures huet an der Sitzung vum 27. Juni 2006 den Text vum Projet an den Avis vum Conseil d'État analyséiert a war och unanime der Meenung, datt dës Ännerung vum Numm vun der Gemeng Rëmerschen an den Numm vu Gemeng Schengen e positiven Effet wäert hunn.

Dowéinst wollt ech Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bieden dësem Projet de loi zouzestëmmen. Ech wollt och zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wie wëllt zu dësem Projet de loi Stellung huelen? Den Här Wagner!

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Jo, Här President. Ech wëll dem Rapporteur félicitéiere fir säin exzellente Rapport, dat esouwuel mëndlech wéi och schréftlech. Hien huet eis op eng admirabel Aart a Weis den Article unique hei erkläert.

Ech muss och soen, dass ech mengen, dass et legitim ass, dass eng Gemeng esou wäit wéi et méiglech ass vun hirer Notoriété européenne wëllt profitéieren, dat esouwuel am touristeschen, am ekonomeschen an och am kommerzielle Beräich.

Vu dass och zousätzlech dat flott, pittoreskt Dierfche Rëmerschen duerch déi heiten Initiativ kee Préjudice erleit, an dass zousätzlech och de Buergermeeschter vun der Gemeng, den Här Roger Weber, sech d'Méi ginn huet, fir sech haut extra heihinner ze déplacéieren, fir deem historesche Moment hei ze assistéieren, mengen ech, hei kann d'Demokratesch Partei net anescht maache wéi e Jowuert zu dësem Projet ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den Här Scheuer!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Rapport ass näischt bäizefügen. De Projet de loi seet och alles. Et wär déplacéiert, fir de Schäffen an dem Gemengerot hei gutt Rotschléi ze ginn.

Ech mengen, de Buergermeeschter, d'Schäffen an d'Gemengeréit hunn Intelligenz bewisen, wéi se den Numm vun der Gemeng Rëmerschen ëmgeännert hunn an den Numm Schengen. An ech ginn dervun aus, datt se och kapabel sinn, fir aus deem neien Numm, dee jo e Qualitéitslabel duerstellt, e Maximum ze zeie fir hir Gemeng. An ech mengen, net nëmme fir déi nei Gemeng Schengen, mä och fir den Haff Réimech an och esouguer fir d'Lëtzebuerger Musel, dat um Niveau vum Wäibau, dee jo op eng intelligent Promotioun ugewisen ass, an awer och fir den Tourismus. A wann een do seet Qualitéitslabel, da gëllt dat och fir den Haff Réimech a fir d'Baggerweieren, wou trotzdeem eppes entstanen ass an deem Beräich, an deem Raum, deen iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg bekannt ass.

Da bleift nëmmen nach ee Schwaachpunkt an där Gemeng, an dat sinn déi Tankstellen. Déi droe ganz bestëmmt net derzou bäi, datt dee Qualitéitslabel esou ass, wéi e kënnt sinn. Félicitatiounen un déi nei Gemeng Schengen, an natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Kox fir déi gréng Fraktioun.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Och ech hu mer véier Grënn opgeschriwwen, firwat déi gréng Fraktioun natierlech herno fir dee Projet stëmmt:

Den éischten ass vläicht e ganz perséinlechen. Ech si frou, dass de Kolleeg Weber Roger haut och hei ass, well ech wëll em félicitéieren; net nëmmen him eleng, mä senger ganzer Équipe. Déi lescht Joren ass do ganz vill geschafft ginn. Et ass en immens groussen Erfolleg mëttlerweil zu Rëmerschen, Schengen a Wëntreng - déi dräi Dierfer vun der neier Gemeng Schengen -, dee sech do erausschielt. Ech mengen, dass deen Erfolleg hinne Recht gëtt, fir weider dorunner ze schaffen.

En zweete Grond ass e bëssen e familljepolitesche: Et ass virdru gesot ginn, de Wäi wäert sécherlech heiduerch eng nei Méiglechkeet kréien, sech dobausse vläicht anescht ze verkafe mat engem aneren Numm. Vläicht huet dat och Répercussiounen op d'Qualitéit. Wa mer dat zesummemaachen, wäert dat och esou passéieren.

En drëtten ass dee regionalpolitesche. Et ass och do gesot gi vum Rapporteur virdun: Wann d'Regioun do zesummen eppes mécht am touristesche Beräich, léisst sech och do no baussen deen een oder deen anere positive Message eriwwerginn.

An dann e véierte Grond aus grénger Siicht: Dat wësst Der vläicht all, do gouf et an der Zäit eng Schengerwiss. Déi ass och haut nach do. Ech mengen, de Kolleeg Jean Huss ka sech ganz gutt erënneren. Do läit u sech och d'Wéi vun der Grénger Partei. Dir wësst alleguerten, dass mat dem Atomreakter vun där Zäit, deen do geplangt ginn ass, déi gréng Bewegung entstanen ass. An och haut nach ëmmer si mer stolz drop, dass mer dat déi Zäit verhënnert hunn.

Une voix.- Dir sidd nach ëmmer verstrahlt.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Dofir strahlt eppes aneres. An dofir si mer selbstverständlech frou Iech matzebegleeden an där neier Commune Schengen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Schengen ass weltwäit e Begréff. An ech mengen, mer freeën eis alleguerten driwwer, datt iwwer Schengen Lëtzebuerg an der ganzer Welt bekannt ginn ass. Mer kënnen och houfreg doriwwer sinn.

Fir eis gëtt et haaptsächlech ee Grond, deem Gesetz hei zouzestëmmen: Déi Leit do ënnen am Eck si bekannt derfir, datt se gesonde Mënscheverstand hunn, a wann de Gemengerot vu Rëmerschen - esou muss een et jo elo nach soen - décidéiert huet, fir den Numm wëllen ze änneren, ech mengen, dann hu mir als Chamber kee Grond fir eis deem ze widdersetzen. An ech ka mer och virstellen, datt de Buergermeeschter, deen hei uewe setzt, sech doriwwer freeë wäert.

Mäi Wonsch wär - ech sinn awer net esou iwwerzeegt dervun -, datt wa jiddfer vun deenen iergendwou ëm déi 200 Milliioune Schengen-Bierger och nëmmen eng Fläsch Schengener géing opmaachen am Joer, da wär wahrscheinlech fir eis Musel ee grousse Problem geléist.

(Interruption)

Ech géing hoffen, datt et awer wéinstens an engem gewësse Sënn an déi Richtung géing goen. Domadder, wéi gesot, Här President, wäerte mer dëse Projet selbstverständlech unhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat haut geschitt ass, ass net déi éischte Kéier an de leschte Jore geschitt. Et ass déi véierte Kéier a fënnef Joer, dass Gemengen hiren Numm änneren.

Et ass ugaange mam Gesetz vum 17. Juli 2001 - dat si jo praktesch fënnef Joer hier -, do huet d'Gemeng Bettborn sech a Préizerdall ëmbenannt. An duerno hate mer dann zwou Namensännerunge vu Gemenge bei Fusiounen. Déi eng Kéier, dat war am Joer 2004 am Dezember, wou Fueren a Baastenduerf sech den Numm Tandel ginn hunn. An dann am Joer 2005, do war et Wëlwerwolz a Kautebaach, déi sech den Numm Keespelt ginn hunn.

Jiddfer Gemeng hat ëmmer säi Grond fir dat ze maachen. An ech mengen, hei mécht et wierklech - an dat hunn d'Riedner alleguerte gesot - Sënn fir am Fong geholl dës Gemeng Rëmerschen dann a Schengen ëmzebenennen. Et gëtt, géif ech soen, ekonomesch, kommerziell an touristesch Argumenter.

An ech si frou, dass dat esou séier gaangen ass. Ech hu gesinn, am Januar ass de Vote komm an der Gemeng Rëmerschen, an haut, sechs Méint derno, ass dann déi Gemeng ëmbenannt. Ech si frou, dass mer konnten do dem Roger Weber a senger Équipe e Gefale maachen an d'Chamber deem dee Gefale ka maachen, fir dann dee Schrëtt ze ënnerhuelen. Ech géif him och dann déi bescht Gléckwënsch matschécken a seng Gemeng.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5565 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme relativ schnell an eisem Ordre du jour vun haut de Moie virun. Et ass probéiert gi fir ze kucken, well mer haut de Mëtten e ganz chargéierten Ordre du jour hunn, ob mer net kéinten deen een oder deen anere Projet vun haut de Mëtten nach op haut de Moie virgezu kréien.

Deementspriechend wollt ech Iech soen, dass Der Iech drop astelle sollt, dass mer de Projet 5558 iwwert d'Direktioun vun den Administrations fiscales zimlech sécher no deem nächste Projet huelen an dass et och méiglech ass, dass mer de Code du Travail nach haut de Moien evakuéiere kënnen.

Wär d'Chamber, wann dat zäitlech méiglech ass, domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet, dee mer haut de Moien um Ordre du jour haten; dat ass de Projet 5548 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Sunnen.

6. 5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo e Gesetzprojet um Ordre du jour, deen de Statut vun de Gemengebeamten an d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 modifizéiert. Dës Ännerungen an den Texter sinn déi logesch Suite vum Gesetz vum 19. Mee 2003, dat de Statut vun de Statsbeamten un d'Ufuerderunge vun eiser heiteger Zäit ugepasst huet.

Mat dësem Projet de loi ginn elo dës Dispositiounen aus dem Statut vun de Statsbeamten och op d'Gemengebeamten iwwerdroen an deelweis un de Gemengesecteur ugepasst.

No de Wahle vun 1999 war déi deemoleg Regierung sech eens, fir de Statut général vun de Statsbeamten ze reforméieren. D'Regierung war sech bewosst, datt et nei Contrainten an Erausfuerderungen an eiser Gesellschaft ginn, mat deenen een Dag fir Dag konfrontéiert gëtt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech menge mir sinn eis alleguer eens doriwwer, dass sech eis Gesellschaft an deene leschten 20 Joer bedeitend verännert huet. Esou ass déi klassesch Virstellung vun der Famill, wéi mer se deemools kannt hunn, haut meeschtens net méi gülteg, well an deenen allermeeschte Fäll déi zwee Elterendeeler schaffen, souguer schaffe mussen.

Nieft dëser Neidefinitioun vum Familljekonzept ass et och néideg gi fir Moossnamen ze ergräifen, fir op der Aarbechtsplaz besser mateneen eens ze ginn. Mobbing oder Harcèlement moral ass dee Problem, deen et gëllt an de Gréff ze kréien.

An enger Welt, an där villes sech séier ännert, ass et d'Aufgab vun der Regierung, de Statut vun de Stats- an de Gemengebeamten un dës nei Ufuerderungen unzepassen. Nodeems déi Upassung fir d'Statsbeamte schonn 2003 geschitt ass, solle mer haut och de Statut vun de Gemengebeamten an dësem Sënn ëmänneren.

Erlaabt mer, datt ech kuerz op d'Haaptinnovatioune vun der Reform vum Statut vun de Gemengebeamten aginn.

Fir d'éischt: D'Iwwereneestëmmung vu Beruffs- a Privatliewe muss verbessert ginn.

D'Aféierung vun der Deelzäitaarbecht ass an dësem Kontext sécherlech déi wichtegst Reform am neie Statut vun de Gemengebeamten. Doduerch datt et elo méiglech ass zu 25, 50 oder 75% ze schaffen, gëtt mat deem klassesche Prinzip vun der voller Tâche gebrach.

D'Regierung huet an dësem Beräich och d'Modalitéite vum Congé fir d'Deelzäitaarbecht regléiert. Et muss een ervirhiewen, datt, wann een e Congé sans traitement, e Congé pour travail à mi-temps oder eng Deelzäitbeschäftegung huet fir sech ëm d'Erzéiung vu Kanner bis zu hirem 15. Liewensjoer ze këmmeren, een elo dës Period integral bei den Avancementer, den Indexmajoratiounen an den zwee duebelen Échelonen an der Carrière ugerechent kritt. Weider ass am Kader vun enger méi familljefrëndlecher Politik virgesinn, datt zwee Partnerfonctionnairë gläichzäiteg eng Hallefdagsaarbecht ausübe kënnen.

Nom Congé parental kann een och e Congé pour travail à mi-temps huelen. De Congé parental muss awer an deem Fall direkt nom Congé de maternité oder dem Congé d'accueil geholl ginn. Ervirzehiewen ass och, dass een zousätzlech tëschent dem Congé de maternité oder dem Congé d'accueil engersäits, an dem Congé sans traitement oder dem Congé pour travail à mi-temps anerersäits, nach säin normale Congé huelen däerf.

Leit a féierende Positiounen, wéi zum Beispill e Gemengesekretär oder e Receveur, kënnen aus verständleche Grënn net an de Genoss vun der Deelzäitaarbecht kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hunn d'Mënschen och eng aner Virstellung vun der Kompatibilitéit tëschent Beruffs- a Privatliewen. Jidderee wëllt nach genuch Zäit hunn, fir sech als Persoun ze entwéckelen an ze entfalen. Vill Leit schéngen d'Impressioun ze hunn, datt hinnen d'Zäit feelt fir sech souwuel ëm hir bezuelten oder och net bezuelten Aktivitéiten ze këmmeren. Déi opgezielte Modalitéiten droen dëse Bedürfnisser an där neier Verdeelung vun de Responsabilitéiten an Aufgaben an der Famill Rechnung.

Mat der Méiglechkeet vum Télétravail, deen am Projet de loi virgesinn ass, weist d'Regierung de Wëllen, nei Aarbechtsstrukturen ze schafen, déi dem Équiliber tëschent Beruffs- a Privatliewe gerecht ginn.

Am Gesetzestext ass och d'Réinsertioun vun deene Beamte virgesinn, déi virun 1984 hir Demissioun agereecht haten, fir hir Kanner ze erzéien. Mat dëser Dispositioun kënnen elo déi Leit, déi hir Fonctioun ënnert där aler Législatioun opginn haten, erëm an d'Gemengenadministratioun integréiert ginn.

Bis elo hunn nämlech déijéineg, déi am Fall waren, erëm bei null missen ufänken a souguer den Examen-concours missen nei maachen, fir nees kënnen e Posten op der Gemeng ze bekleeden.

Dat neit Gesetz erlaabt hinnen, op deem Punkt vun hirer Carrière unzefänken, wou se opgehalen haten. Se kréie just operluecht fir Coursen am INAP oder an engem aneren Institut ze maachen, fir datt se do erëm an d'Matière ageféiert ginn.

Fir d'Gemengebeamten zousätzlech ze motivéieren, fir se besser anzebannen an hinnen doduerch méi Responsabilitéit ze ginn, soll et an Zukunft a regelméissegen Ofstänn zu Gespréicher kommen tëschent dem Schäfferot an de Beamten. An dësen informellen Diskussioune solle gemeinsam Ziler definéiert a Réckblécker vun den Aarbechte gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Schwéierpunkt vun dëser Reform ass ouni Zweifel d'Disziplinarprozedur, déi elo méi transparent a manner komplizéiert gëtt.

D'Vergaangenheet huet nämlech gewisen, datt et besser ass, dës Aufgab engem Spezialist ze iwwerdroen amplaz dem Schäfferot. Dofir ass an Zukunft e Regierungskommissär fir d'Instruktiounen zoustänneg. De But dovunner ass, fir dem Fonctionnaire d'Garantie ze ginn, datt d'Enquête géint hie vun enger onofhängeger Autoritéit an de beschten neutralen an onparteiesche Konditioune geféiert gëtt. Dat wäert sech haaptsächlech fir déi kleng Gemenge positiv auswierken.

Dir alleguerten, Kolleeginnen a Kolleegen, a besonnesch d'Buergermeeschteren ënnert lech, kënnt lech jo d'Klima virstellen, wann de Schäfferot d'Instruktioun géint e Beamte féiert, mat deem hien och nach all Dag zesumme schaffe muss.

De Conseil de discipline, deem seng Kompetenzen erweidert ginn, verschéckt an Zukunft net nëmme méi Avisen, mä kann och all Entscheedungen huelen.

Et kommen och verschidden nei Moossnamen an Dispositiounen, wat déi disziplinär Sanktioune vis-à-vis vun engem Gemengebeamten ugeet, notamment am Beräich vun der Retrogradatioun. Ech kann d'Detailer dozou aus Zäitgrënn net op dëser Plaz ausféieren; et kann ee se awer am schréftleche Rapport méi genau noliesen.

De reforméierte Gesetzestext geet och op de Recrutement vun de Gemengebeamten an. Hei soll méi Transparenz geschafe ginn, fir datt all Bierger seng Kandidatur stelle kann.

Et sinn awer och Derogatioune virgesinn, fir datt d'Gemengeverwaltung Akademiker astelle kann, déi schonn eng gewëssen Experienz am Privatsecteur virweise kënnen. Ënnert den normalen traditionelle Konditiounen, wéi mer se bis elo kannt hunn, waren déi Leit kaum un engem Gemengeposten interesséiert. Et ass awer och kloer, dass dës Méiglechkeet fir d'Astelle vun esou Expertë ganz restriktiv gehandhaabt muss ginn.

Wat d'Promotiounen ugeet, do ass am neie Gesetz virgesinn, datt déi Leit, déi eng Carrière am Gemengesecteur upeilen, fir d'éischt emol déi néideg professionell a moralesch Qualitéite virweise mussen. E Beamte kann och a sengem Statut zréckgesat ginn, wéi ech elo grad scho gesot hunn, woubäi de Conseil de discipline net nëmmen de Grad, mä och den Échelon fixéiert, wou dee concernéierte Beamten drakënnt. Och an dësem Beräich verweisen ech op de schréftleche Rapport, deen all Detailer opzielt. Dës nei Mesure soll garantéieren, datt d'Beamte sech gutt, loyal an integer verhalen.

Kolleeginnen a Kolleegen, en anert Kapitel an dësem Projet ass den Harcèlement moral oder Mobbing. Dësem Phenomeen gëtt an de leschte Joren uechter ganz Europa ëmmer méi Bedeitung geschenkt. Lescht Etüde besoen, datt an Europa 9% vun alle Salariéen Affer vu Mobbing oder Harcèlement moral wären. Folglech ass et néideg, fir verschidden Dispositiounen heizou am neien Text zum Statut vun de Gemengebeamte virzegesinn. D'Notioun vum «harcèlement moral et sexuel» ass deementspriechend an den Text ageschriwwe ginn.

E weidere gesellschaftspolitesch relevante Punkt, deem dëst Gesetz eng Bedeitung gëtt, ass den Delegéierte vun der Chancëgläichheet. Am Privatsecteur ass dës Funktioun schonn duerch d'Gesetz vum 28. Mee 1998 agefouert ginn, dat als Folleg vum nationale Beschäftegungsplang, deen den 18. Abrëll 1998 arrêtéiert gi war. D'Fonction communale zitt elo no, mä dës Funktioun ass allerdéngs nëmmen do virgesinn, wou keng Personaldelegatioun besteet. Am anere Fall ass et, wéi gesot, d'Personaldelegatioun, déi de Rôle vun dem Chancëgläichheetsbeoptraagten dee Moment mat iwwerhëlt.

En aneren Abschnitt ass dem Aarbechts- a Kontrolldokter gewidmet. D'Sécherheet op der Aarbechtsplaz huet als Zil, d'Gesondheet vum Fonctionnaire ze schützen. Op där anerer Säit gëtt de Kontrolldokter der Verwaltung d'Méiglechkeet, op Demande vun der Pensiounskommissioun medezinesch Kontrolle bei de Fonctionnairen duerchzeféieren.

Virgeschloen Ännerungen am Beräich vun de Pensiounen hunn den Zweck, de Parallelismus tëschent de Stats- a Gemengebeamten ze garantéieren.

E weidert Thema ass d'Schaffe bis 68 Joer. Eng zousätzlech Dispositioun gesäit nämlech d'Méiglechkeet vir, d'Gemengebeamten dräi Joer méi laang wéi déi üblech Alterslimite schaffen ze loossen. D'Décisioun heifir gëtt vum Gemengerot geholl an dierf déi Period vun dräi Joer net iwwerschreiden.

Souwuel d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics wéi och de Statsrot sinn an hiren Avisen am Fong mam Projet de loi averstanen a maache just e puer Observatiounen zu Detailer.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Schluss vu mengem Rapport. Ech hoffen ech konnt lech iwwerzeegen, datt dëse Projet, deen de Statut vun de Gemengebeamte mat engem Retard vun dräi Joer un dee vun de Statsbeamten upasst, e wichtegen an absolut noutwendege Projet ass, virun allem am Domän vun der Deelzäitaarbecht.

Ech bieden lech dofir alleguerten, de Projet ze stëmmen, well e gëtt de Gemengebeamten déi Rechter, vun deenen hir Kolleege beim Stat elo schonn e puer Joer profitéieren. Gläichzäiteg bréngen ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Éischte Riedner ass d'Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ee Wuert soen zur Prozedur. Mir befannen ons hei an enger aussergewéinlecher Prozedur, well de Rapport nach net de leschten Donneschdeg vun der Kommissioun ugeholl gi war. De Rapport ass eréischt dës Woch an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn, an normalerweis hätt dann dee Punkt net méi kënnen haut um Ordre du jour figuréieren. Meng Fraktioun war awer domat d'accord, fir dëse Punkt nach dës Woch op den Ordre du jour ze huelen, well hei geet et ëm e wichtege Projet, fir dass endlech, mat dräi Joer Retard, d'Gemengebeamten och kënne vun deeneselwechten Dispositioune profitéiere wéi d'Statsbeamten.

Mir hunn an der öffentlecher Fonctioun zwee verschidde Statuten, well d'Missiounen och verschidde sinn, mä et ass fir mech onerklärlech, dass een 2003 en Text stëmmt fir d'Statsbeamten, wëssend dass mer dat mussen upasse fir d'Gemengebeamten, an dass et dann dräi Joer dauert bis mer dat hei an d'Chamber kréien. Dofir, wa mer hei eng extra Prozedur agefëiert hunn a mer domat d'accord waren, dat war am Fong fir déi Retarden - wou se entstane sinn, weess ech net, mä ech constatéiere just, dass et dräi Joer gedauert huet bis mer hei zu deem Projet koumen - awer e bëssen ofzefiederen, well soss wier et Oktober ginn, bis mer dëse Projet hätte kënne stëmmen.

An da wier vläicht nach deen een oder deen anere gewiescht, dee gären eng Modifikatioun virgeholl hätt, an dann hätte mer den Text nach ëmmer net prett gehat. Ech mengen, dass et fir d'Fonction communale awer elo héich Zäit gëtt, dass se op all deene Punkten, déi am Statut fir d'Statsbeamte stinn, assimiléiert gëtt, an dofir si mer d'accord mat dësem Projet.

E Projet, dee säin Ursprong huet an de Reformen, déi den 30. Abrëll 2003 hei am Haus diskutéiert gi sinn. Deemools war de Gusty Graas Rapporteur vun deem Gesetz, an deen huet dat an allen Detailer explizéiert. Hie war op d'öffentlech Fonctioun zréckgaangen, wéi dat deemools bei de Griichen a bei de Réimer gehandhaabt ginn ass. An ech géing jiddferengem recommandéieren, dat nach eng Kéier nozeliesen, well dat ware wierklech interessant Ausféierungen.

Bei dësem Gesetz geet et awer elo net nëmmen drëm, eng Adaptatioun ze maache mam Statut vum Fonctionnaire, mä et gëtt och dovu profitéiert, fir verschidde liicht Ännerungen oder Kloerstellungen ze maache wat d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 ubelaangt. An ech muss lech soen, Här President, dass ech dat keng extra gutt Iddi fannen. Ech fannen, et wier besser gewiescht, mir hätten ee Gesetz gehat fir de Statut an en anert Gesetz wat de Fonctionnement vum Gemengerot beispillsweis geregelt hätt, an dann hätte mer ons dofir kënnen Zäit loossen.

Mir hunn och als DP-Fraktioun an der Chamberskommissioun gefrot, dass d'Kommissioun bei der Rentrée direkt misst zesummekommen, well et sinn nach aner Punkten, déi enger Kloerstellung bedürfen, fir dass een da légiféréiere kann. Déi Texter hei si vläicht och net esou, dass se all Kloerstellung bréngen.

Ech sinn och frou, dass de Minister den Engagement agaangen ass an d'Majoritéit domat d'accord war, dass mer dat do am September op de Métier huelen. Mä ons geet et drëm, dass de Volet vun der Assimilatioun vun de Beamte mat gestëmmt gëtt, an dat maache mer jo och haut, quitte dass ech verschidden aner Punkte léiwer an engem separate Gesetzestext gesinn hätt.

D'Detailer, déi huet de Rapporteur elo grad virgedroen, esou dass ech net op all Dispositioune wëll zréckkommen. Ech wëll dem Rapporteur awer fir säi Rapport félicitéieren, deen hie mat enger onwahrscheinlecher Rapiditéit gemaach huet. Mir ware leschten Dënschdeg an der Kommissionssitzung, mir hunn de Rapporteur designéiert an hien huet gläichzäiteg scho säi Rapport virgestallt. Also dem Rapporteur dofir e grousse Merci!

Ech wëll dann op déi eigentlech Dispositioune vum Projet zréckkommen, déi am Fong wierklech wichteg sinn an déi eng Upassung bedeite vun onsem Mode de vie, wéi mir organiséiert sinn an onsem deegleche Liewen, an dass dat kompatibel gëtt mat der Aart a Weis wéi ee beim Stat oder bei de Gemenge schafft. Beim Stat ass et geschitt a bei de Gemenge solle mer dat elo ëmsetzen.

Well, Här President, d'Motivatioun an d'Ambitioun fir dës Reformen, déi déi viregt Regierung an Ugréff geholl huet, louchen nämlech doranner, op där enger Säit den öffentlechen Déngscht un d'gesellschaftlech Evolutioun unzepassen, an op där anerer Säit awer gläichzäiteg dofir ze suergen, dass de Bierger op e Service, ob beim Stat oder de Gemengen, zréckgräife kann, dee sengen Erwaardungen, mä och deene vun allen Acteuren aus der Gesellschaft an der Ekonomie, entsprécht.

A wa mer vu gesellschaftlecher Evolutioun schwätzen, da gehéiert ganz kloer een Element dozou, an dat ass, datt d'Méiglechkeet geschaf gëtt fir d'Privat- an d'Beruffsliewe besser openeen ofzestëmmen. Wann déi zwee Eltere schaffen, dann ass et och wënschenswäert, dass déi zwee Elterendeeler sech d'Responsabilitéit an d'Zäit opdeelen, wat d'Educatioun vun de Kanner ubelaangt. Dat kënnt souwuel de Kanner zegutt wéi och den Eltere selwer, well ee vun deem aneren da méi huet, an da ka jiddferee verantwortungsvoll seng Tâchen iwwerhuelen a si kënne se och zesummen iwwerhuelen. D'Deelzäitaarbecht erlaabt et, där Evolutioun Rechnung ze droen.

An der Fonction communale ass d'Deelzäitaarbecht duerch d'Gesetz vun 1990 schonns als Travail à mi-temps agefouert ginn. Elo soll et méiglech gi 25% oder 75% vun enger Tâche, wann et dann dans l'intérêt du service ass, ze schaffen; well dee muss ëmmer priméieren an do muss och drop insistéiert ginn, well de Bierger huet d'Recht drop, dass den öffentlechen Déngscht gutt fonctionnéiert. Mä wann et da méiglech ass, da soll de Choix bestoen d'Deelzäitaarbecht och op 25% oder 75% erofzesetzen.

An Zukunft sollen zum Beispill alleguerten d'Congéen, déi am Kader vun engem Travail à mi-temps oder soss engem Service à temps partiel geholl ginn, fir Kanner ënner 15 Joer ze erzéien, ugerechent ginn, sief dat bei Promotiounen, duebelen Échelonen an esou weider. Dat war bis elo net de Fall. Dovu betraff si virun allem d'Fraen, well déi hunn am meeschte vun deenen Dispositioune bénéficiéiert, mä déi waren do benodeelegt. Bis elo war dat just de Fall, dass een dat ugerechent krut, bei de Babyjoren, also deenen zwee Joer Congé sans traitement no dem Congé de maternité, oder beim Congé pour travail à mi-temps, fir e Kand ze erzéie bis zum éischte Schouljoer.

Da kënnen och elo zwee Fonctionnairen, déi Conjointë sinn, allen zwee vun engem Congé pour travail à mi-temps bénéficiéieren, wat jo eng gutt Saach ass. No engem Congé de maternité oder no engem Congé d'accueil ass et méiglech e Congé sans traitement oder e Congé pour travail à mi-temps unzefroen. Och gëtt nach d'Méiglechkeet vun engem Congé de récréation tëschent dem Congé de maternité an dem Congé sans traitement oder dem Congé pour travail à mi-temps geschaf.

Wann ech elo esou am Detail dorobber agaange sinn, dann ass et ebe grad just fir ze illustréieren, dass eng ganz Rei Moossname geschafe gi fir d'Elteren, mä och fir déi, déi hiert Liewen anescht organiséiere wëllen. Déi kréien all méi Latituden.

Et ass och wichteg am Kader vun der Familljepolitik, am Kader vun der Organisatioun vum Liewe vun enger Famill, vun enger Koppel mat Kanner, dass sech am Intérêt vun der Famill besser organiséiert gi kann.

An et wier ze wënschen, dass déi Souplesse och ëmmer méi am Privatsecteur géing applizéiert ginn - dat ass zum Deel de Fall -, ëmmer virausgesat, dass den Intérêt de service dat erlaabt; well da kënne mer och aktiv hëllefen, dass een d'Erzéiung vun de Kanner kompatibel mécht mam Beruffsliewen. Well do sinn oft Barrièren, an dat ass ëmmer zum Nodeel vun de Kanner.

A fir dass och déi Leit vun deem Ëmdenken, dat um gesellschaftlechen Niveau geschitt ass, profitéiere kënnen, déi virun 1984 aus dem Gemengebeamtendéngscht ausgetruede sinn, fir sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren - an dat waren zu 99,9% Fraen -, kréien déi Leit elo d'Méiglechkeet erëm an de Gemengendéngscht anzetrieden. Dat ass och nëmme richteg a gutt esou, an de Rapporteur huet dat och erwähnt. Si gi moyennant une formation an där Carrière agestallt, an där se opgehalen haten. Bis ewell hu se erëm misse vu vir ufänke mat engem Concours d'entrée. Dat ass wéi wa se ni bei enger Gemeng geschafft hätten. An ech si frou, dass elo retroaktiv déi Ongerechtegkeet erëm riichtgebéit gëtt. Et sinn der zwar vill, déi schonn éischter hätte wëllen dovu profitéieren, wat awer leider net gaangen ass.

D'Aféiere vun engem oder enger Délégué(e) à l'égalité des chances entre femmes et hommes an deene Gemengeverwaltungen, déi iwwer keng Personaldelegatioun verfügen, ass e weidert Beispill dofir, dass jiddereen, egal ob Mann oder Fra, déiselwecht Chancë wëllt hunn.

Fir dann zu enger nach méi grousser Effizienz vun der Gemengeverwaltung bäizedroen, ginn déi sou genannte Mitarbeitergespräche, grad wéi an der Fonction publique, tëschent dem Schäfferot an de Gemengebeamten agefouert, déi et erlabe solle sech gemeinsam Ziler ze setzen, fir den Déngscht um Bierger ëmmer weider ze verbesseren. Ech muss soen, dass dat a ganz ville Gemenge scho geschitt ass, an dass een do net op déi gesetzlech Dispositioune gewaart huet; mä et ass gutt, dass dat elo verankert gëtt.

A puncto Effizienz muss een och feststellen, dass d'Aufgabeberäicher vun de Gemengen, a besonnesch vun deene méi grousse Gemengen, ëmmer méi zouhuelen. Genee wéi an der Fonction publique, muss een d'Méiglechkeet hunn op confirméiert Spezialiste kënnen zréckzegräifen, déi net forcément deeselwechte Wee mussen duerchlafe wéi bei engem normale Recrutement. Och do ass de Rapporteur am Detail drop agaang.

Gläichzäiteg dréit de Fait, dass een et Beamten erlaabt bis zu 68 Joer ze schaffen - dat muss awer natierlech mat béidsäitegem Accord sinn -, dozou bäi, dass ee méi laang vun der Erfahrung vun deene Beamte bénéficiéiere kann, wat sécherlech keen Nodeel ass fir déi jonk Generatiounen, déi dann duerno d'Verantwortung iwwerhuelen.

Här President, leider gëtt et och déi manner agréabel Säiten an de Verwaltungen, an et gëtt och Fäll, wou een Disziplinarmoossname muss huelen. Beim Stat ass eng nei Procédure disciplinaire agefouert ginn, mat engem Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Och dat soll elo op d'Gemengen iwwerdroe ginn. Bis elo war dat jo eng Aufgab fir de Schäfferot. Eng Aufgab, déi net liicht war. Elo kritt ee méi d'Garantie, dass op d'mannst wéinst Prozedurfeeler d'Disziplinarverfahren net op d'Kopp gedréint gëtt.

De Problem vum Mobbing ass och vum Rapporteur ugeschwat ginn, esou dass ech net wëll dorop agoen. Beim Mobbing wëll ech awer eng Remarque allgemeng maachen: Wann een op der Aarbechtsplaz eng Remarque gemaach kritt, well ee seng Aarbecht net gutt mécht, dann däerf dat awer net dozou féieren, dass een da seet, et géing een andauernd gemobbt ginn. Et muss och nach d'Méiglechkeet bestoen, dass een engem matdeelt, dass ee seng Aarbecht net gutt mécht. De Mobbing ass e Phenomeen, dee fir déi, déi dovu betraff sinn, wierklech net flott ass. Et däerf een awer net doran ze wäit goen.

Wat d'Gesondheet ubelaangt, esou ass d'Médecine du travail, déi och elo an de Gemenge verankert gëtt, jo och eppes, wat et an der Fonction publique säit 2003 gëtt.

Dëst ass e Projet de loi, wéi mer scho festgestallt hunn, deen d'Re-

forme vun 2003 am öffentlechen Déngscht elo och op de kommunalen Déngscht ëmsetzt. Et ass also der viregter Majoritéit ze verdanken. Ech si frou, dass dës Majoritéit elo d'Kontinuitéit dovun opgeholl huet. De Gusty Graas war, wéi ech uganks vu mengen Ausféierunge gesot hunn, Rapporteur vun deem Gesetz, wat vun der Madame Polfer, als Fonction-publiques-Minister, abruecht ginn ass a vum Statssekretär, dem Här Schaack.

Et ginn eng Rei Punkten, an dat hunn ech och a menger Interventioun gesot, déi awer nach eng Kéier musse gekuckt ginn, wat de Fonctionnement vun de Gemengen ubelaangt. An do wier ech da frou wann d'Kommissioun, Här President - an dat riicht sech dann un eis, un d'Chamber selwer -, esou séier wéi méiglech am September hir Aarbechte géing ophuelen, fir dass mer dat kënnte kucken am Intérêt vum Fonctionnement vun de Gemengen.

No all deenen Ausféierunge wëll ech soen, dass d'DP-Fraktioun dëse Projet selbstverständlech stëmmt am Intérêt vum Fonctionnement vun de Gemengen a virun allem am Intérêt vun de Gemengebeamten, déi laang heirop gewaart hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, deen hien a ganz kuerzer Zäit huet misse maachen, well schliesslech ass den Avis vum Statsrot zu dësem Projet de loi eréischt de 4. Juli gemaach ginn an och dunn eréischt an déi zoustänneg Kommissioun komm.

Mir hunn et hei ze di mam Gemengebeamtestatut, deen assimiléiert gëtt un dee vun de Statsbeamten. De Prinzip vun der Assimilatioun ass 1954 agefouert ginn, an den éischte Code vu Rechter a Flichten, dat war 1919 fir d'Gemengenemployéen. 1979 ass deen neie Statsbeamtestatut agefouert ginn. 1985, no laangen, zéien Diskussioune vun der Gemengebeamtefederatioun, hunn dann dunn och d'Gemengebeamten e moderne Statut kritt, deen ofgestëmmt war op dee vun de Statsbeamten.

An der Zwëschenzäit ass dee Statut vun de Gemengebeamten och schonn e puermol ofgeännert ginn. Ënner anerem fanne mer haut och Bestëmmungen dran iwwert d'Employés communaux an iwwert d'Employés privés au service de la commune.

Dëse Projet de loi huet als Objet fir d'Bestëmmunge vun de Statsbeamten ze iwwerhuelen, selbstverständlech mat Upassungen un déi kommunal Situatioun. An deem Sënn ass och vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir d'Gemengegesetz vun 1988 ofzeänneren.

Ënner anerem ass hei där allgemenger Fuerderung Rechnung gedroe ginn, nämlech der Conciliatioun tëschent dem Familljeliewen, dem Privatliewen an dem professionelle Liewen, dat iwwert de Wee vun der Deelzäitbeschäftegung vu 25, 50 a 75%. Eng Praxis, déi elo entérinéiert ginn ass, déi awer och scho virdrun am Gemengesecteur praktizéiert ginn ass a wou den Intérieur och keng Schwieregkeet domat hat, fir esou Deelzäitbeschäftegungen ze approuvéieren.

Déi Deelzäitbeschäftegung däerf selbstverständlech net géint den Intérêt vum Service sinn. Dat ass dat Gebot, wat ëmmer iwwerweit, an et gëtt ëmmer gekuckt, ob esou Décisiounen, fir esou Deelzäitbeschäftegungen ze accordéieren, am Aklang si mat dem iwwergéuerdneten Intérêt vum Service.

Ech wëll drop hiweisen, dass an där Politik do, vun der Conciliatioun tëschent Familljeliewen a professionellem Liewen, d'Gemengen awer schonn aner Moossname geholl hunn, wéi zum Beispill, soubal dat méiglech war, fir de fräie Samschdeg am Schoulwiesen anzeféieren. An och fir de Précoce, soubal wéi dat vun der Regierung proposéiert ginn ass, fir d'Éducation précoce, anzeféieren, fir och am kommunale Secteur déi Moossnamen do ze huelen.

Dann elo neierdéngs d'Schafe vu Maisons relais, fir och do de Leit entgéintzekommen, fir hir Kanner ënnerdaach ze kréien en dehors vun deenen normale Schoulzäiten.

Et ass och elo an dësem Statut virgesi ginn, fir déi Fonctionnairen, déi virun 1984 hu missen hir Demissioun huelen, wa se wollten hir Kanner bis zu 15 Joer erzéien - an deemools war et nach net méiglech fir e Congé sans traitement ze huelen -, elo nees ze réintegréieren. Do misst ech awer nach drop opmierksam maachen, dass een awer dofir sollt suerge fir deene Leit, déi elo laang net am Déngscht waren, déi elo d'Méiglechkeet hunn, fir erëm zréck an de kommunalen Déngscht ze kommen, eng Formatioun unzebidden, fir sech erëm kënneg ze maache mam Secteur communal, mat deenen neien Dispositiounen, déi elo do vir sech ginn, a fir sech do an den Déngscht vun de Benotzer vum Service public anzeschaffen.

Wat elo déi regelméisseg Entretienë vun de Beamte mam Schäfferot oder mat de Chefs de service ubelaangt, fannen ech et eng ganz gutt Saach, dass iwwer Problematike geschwat gëtt, déi och am Intérêt vum Bierger sinn. Wichteg ass et och, dass déi lokal Autoritéite mat hire Mataarbechter zesummekommen an dass do och d'Verantwortungsbewosstsinn, de part et d'autre, gestäerkt gëtt. Dat reizt och d'Motivatioun vun de Fonctionnairen un.

Dësen Dialog dréit och zu engem Vertrauensverhältnis tëschent dem Patronat an de Fonctionnairë bäi.

Wat de Régime disciplinaire ubelaangt, d'Instruction disciplinaire: Bis elo war et esou, dass de Schäfferot chargéiert war mat der Instruction disciplinaire. Dat war ganz oft eng schwiereg Missioun fir de Schäfferot, well se ëmmer am enke Kontakt mat de Fonctionnairë waren, well do och net ëmmer konnt déi néideg Indépendance virherrschen, och net déi néideg Objektivitéit.

Dofir ass et elo gutt, dass mer déi Charge do, am Intérêt vum Fonctionnaire, un de Commissaire du Gouvernement ginn, dee fir de Stat schafft, dass deen elo dat Disziplinarverfahren fir d'Gemenge mat iwerhélt. Dee kann déi Aarbecht mat méi enger grousser Sachlechkeet a mengen Ae maachen, och mat méi Indépendance. Deen ass net am direkte Kontakt mam Fonctionnaire. Déi Prozedur am disziplinaresche Beräich ass vu Garantien ëmginn, fir den Droit de la défense vum Fonctionnaire, deen en cause ass, ofzesécheren.

De Commissaire du Gouvernement kritt natierlech elo nach méi Aarbecht, wéi hien der schonn huet. Dee Mann, deen ass elo schonn iwwerbelaascht. Deen huet just eng Sekretärin zur Verfügung, déi hallef bei him beschäftegt ass. Fir dass hie seng Dossieren esou séier wéi méiglech am Interesse vum öffentlechen Déngscht an och besonnesch am Interesse vum Fonctionnaire evakuéiere kann, misst awer onbedéngt dofir gesuergt ginn, dass hie materiell a personell ënnerstëtzt gëtt, fir kënne seng Décisiounen a räsonnablen Délaien ze huelen.

De Conseil de discipline ass net nëmme méi e konsultatiivt Organ, mä eng Juridictioun, deem seng Décisioune mussen ëmgesat ginn. Et ass de Passage vum Organe consultatif zum Organe décisif. Net dass et esou ass, dass, wann de Conseil de discipline, wéi dat bis elo war, eng Décisioun geholl huet, wann en eng Propositioun gemaach huet, dass dunn dat décisiivt Organ gemaach huet, wat et wollt.

Elo muss d'ausführend Organ déi Décisioun, déi de Conseil de discipline geholl huet, an d'Praxis ëmsetzen an et bleift kee Pouvoir discrétionnaire méi fir déi Instanz.

Wat elo d'Ëmännerung vum Gemengegesetz vun 1988 ubelaangt, d'Ofännerung vum Artikel 19, do ass et esou, dass mer dem Conseil communal an dem Schäfferot et méiglech maachen, dass am Virfeld vun enger Décisioun ka motivéiert ginn, bei Nominatiounen, bei Présentations de candidats, dass elo déi Sitzungen, déi dofir aberuff ginn, net méi den öffentleche Charakter hunn, dass dat keng Séance publique méi ass, mä dass dat an enger Séance secrète muss gemaach ginn, wou däerf motivéiert ginn. Ëmmerhin ass et awer esou, dass an Zukunft nach ëmmer fir Nominatiounen a Présentations de candidats am Innere vun där geheimer Sitzung déi Votë musse secret sinn, also dass dat e geheime Vote ass.

Do kéint ee soen, dass net déi noutwendeg Kloerheet tëschent dem Statut vun de Fonctionnairen an tëschent dem Gemengegesetz besteet an duerfir misst ee kucken, fir esou schnell wéi méiglech - wéi dat och scho vun de Virriedner gesot ginn ass - nach eng Kéier eng Revisioun ze maachen op deene Punkten, fir dass de Statut vun de Gemengefonctionnairen an d'Gemengegesetz sech openeen aspillen, anenee gräifen. Duerfir misst een do esou séier wéi méiglech e puer Retouchen op deem Plang maachen.

Wat ech bedaueren - dat ass och eppes, wat d'Chambre des Fonctionnaires publics kritiséiert oder zumindest observéiert huet -, dat ass, dass déi scho laang Fuerderung vun de Gemengesekretären, fir hir Missioun nei ze definéieren am Gemengegesetz, dass dës Kéier net vun der Geleeënheet profitéiert ginn ass, fir dat virzehuelen. Dat hätt sech elo maache gelooss.

Ech kréien elo natierlech wahrscheinlech als Äntwert, dass dat bei Geleeënheet, an der Diskussioun iwwert d'Réforme territoriale geschéie wäert, mä et wier elo eng gutt Geleeënheet gewiescht fir d'Gemengegesetz an deem Sënn ofzeänneren. Dat ass elo net geschitt, mä ech hoffen, dass dat an nächster Zukunft dann awer ka geschéien. Wéi gesot, dat ass eng laang Fuerderung vun de Gemengesekretären.

Nach e Punkt, deen ech opgräife wollt, dat ass wa klenger Gemengen e Fonctionnaire wëllen astellen an dann hu se e Kandidat, an dee muss dann an den INAP goen. Dee steet da méintlaang de Gemengen net zur Verfügung an dat gëtt dann eng Perturbatioun vun deem Service an deene Gemengen. An duerfir misst een och kucke fir dee System ofzeänneren, fir dass deen esou kuerz ewéi méiglech oder jiddefalls nëmme periodesch an den INAP geet an dass hien awer vorwiegend senger Gemeng, wou hie genannt ginn ass, zur Verfügung steet; net dass déi Gemengen do a Problemer kommen, wat den öffentlechen Déngscht ubelaangt.

An do brauch ee sech och net ze wonneren, dass d'Gemengen oft dovun ofgesi fir e Fonctionnaire anzestellen a se op de Wee gi fir en Employé privé anzestellen, wou d'Prozedur vill méi séier geet, wou deen net brauch an den INAP ze goen an deen direkt der Gemeng zur Verfügung steet.

Voilà. Am Allgemenge kann ee soen, dass mer awer elo zefridde sinn, dass de Statut vun de Gemengebeamten op dee vun de Statsbeamten ofgestëmmt ass an dass hei gutt Dispositiounen dra sinn, am Intérêt vun de Fonctionnairen an och am Intérêt vum öffentlechem Déngscht. Duerfir géif ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Nächste Riedner ass den Här Gira.

Här Gira, Dir waart elo gebéckt. Ech mengen, Dir wësst awer, dass et un Iech ass.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wat gelift?

M. le Président.- Dir wësst awer, dass et un Iech ass?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess, dass et u mir ass. Ech wäert Iech och net laang ploen.

Ech soen Iech et riichteraus, well ech wierklech keng Loscht hunn, nodeem wat dës Woch mat dësem Projet geschitt ass, hei elo inhaltlech Gréisseres ze erzielen.

Ech fannen et wierklech bedauerlech, wat mat deem Projet hei geschitt ass. Net nëmmen, dass de Rapport eréischt dës Woch ugeholl ginn ass, wat eigentlech géint d'Regele vun der Chamber ass, mä alles ass en Dënschdeg eréischt ugeholl ginn. Mir hunn do an enger Sitzung de Rapporteur bestëmmt, säi Rapport, deen hie scho virdru geschriwwen hat ouni nominéiert ze sinn, ofgestëmmt, den Avis vum Conseil d'État nach séier geholl wéi wa mer deen och nach géinge kucken an dunn de Rapport gestëmmt. Ech fannen dat wierklech bedauerlech, dass hei eng Chamberskommissioun sech den Aarm béie gelooss huet, well eng Regierung dräi Joer hir Hausaufgaben net gemaach huet!

Ech kréie gesot, dass 80% vun deem Gesetz hei copy-paste ass vun deem wat am Gesetz iwwert d'Statsbeamte gemaach ginn ass. Da froen ech mech, wéi et mat moderner Technologie méiglech ass, dass eng Regierung dräi Joer brauch fir copy-paste vun engem Text ze maachen!

Op där anerer Säit mengen ech perséinlech awer, dass et net gradesou ass, dass vill méi an deem Gesetz hei steet wéi copy-paste. Et sinn eng Rei spezifesch Bestëmmunge fir de Gemengesecteur dran, wou et ganz wichteg gewiescht wier, menger Meenung no, dass mer eis Zäit geholl hätten doriwwer ze diskutéieren. Ech ginn e puer Beispiller.

Den Délégué à l'égalité des chances, do hätt ee sech och kënne virstellen, dass ee ganz aner Léisunge fonnt hätt wéi elo déi Affär mat den hallwen Tâchë vun de Sekretären an de Receveuren. Et kann een driwwer diskutéieren, ob net och nach aner Beamten a Beamtinnen do missten drënnerfale respektiv ob dat nach zäitgeméiss ass, an esou weider an esou fort. Bon, dat war alles net méiglech. Et hätt ee sech och nach vläicht kënne virstellen, dass een d'Gesetz tatsächlech gesplitt hätt an…

M. le Président.- Här Gira, erlaabt Der…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …da gesot hätt, déi Bestëmmungen iwwert d'Deelzäitaarbecht, mengen ech, déi der Gewerkschaft jo och zu Recht am meeschten uewe leien, hätt ee vläicht kënne splitten. Mä gutt.

Ech kréien dann awer gesot, dass et absolut dréngend wär, dass dat do soll geschéien, an dass och Leit perséinlech drënner ze leiden hätten, dass mer dat do nach ëmmer net gemaach hunn. Duerfir si mer da konziliant um Enn vun dëser laanger Sitzungswoch, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Ech hoffen awer, Här President, dass mer dat do esou bal net méi erliewe wäerten, dass mer eis deemnächst éischter esou wichtegen Dossieren unhuelen an dass mer da permanent drop halen, dass, wann eng Regierung einfach mat der Aarbecht schleeft, mir awer dann net schlussendlech an eng onméiglech Situatioun kommen, dass mir all eis Regelen, all eis Gepflogenheeten hei mussen iwwert den Dësch oder iwwer Bord geheien, wou keen, mengen ech, an där ganzer Kommissioun frou driwwer war. Duerfir en Appel un eis alleguerten, eis deemnächst éischter ze wieren, fir dass eis dat do net méi geschitt.

Merci.

M. le Président.- Här Gira, laaft emol net fort, wann ech gelift. Den Här Grethen hat nach de Fanger gewisen.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech wollt mech beim Här Gira entschëllegen, well ech war ee vun deenen an der Conférence des Présidents, déi insistéiert hunn, dass dëse Projet sollt haut op den Ordre du jour kommen. Ech gouf an där Aktioun tatkräfteg vum Fraktiounspresident vun…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess dat, jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- …dem Här Gira senger Partei ënnerstëtzt, a mir hunn zesummen, mir zwee zesummen eigentlech, missen de Fraktiounspresidente vun der Majoritéit den Aarm béien.

Duerfir wëll ech mech besonnesch beim Här Gira entschëllegen. Ech hat awer wierklech net d'Absicht, him do iergendwéi eppes Onméigleches unzedinn. Ech wäert ni méi, ni méi mäin Accord, mäin Asaz fir esou eppes maachen, besonnesch well ech elo weess, dass hie praktesch net schlofe ka wéinst där Prozedur do, déi mer gewielt hunn!

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Also, Här President, et kann een dat do natierlech absolut an d'Lächerlecht zéien.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ma neen! Ech sinn déif betraff!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Et kann een och bëllege Populismus hei bedreiwen. Ech muss ganz éierlech soen, ech fannen et wierklech en Hohn fir e Parlament, wat do…

M. Henri Grethen *(DP).*- Sinn ech mam Här Bausch e Populist?

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen! Ech mengen net, dass an der Conférence des Présidents am Detail kloer war, wat alles an deem Gesetz géing stoen a wéi voluminéis dat Gesetz wär. Do ass méi oder wéineger duergestallt ginn, dass et copy-paste wär vum Statsbeamtestatut an dass ausser der Deelzäitaarbecht net vill schrecklech Wichteges dra wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nach eng Kéier: Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn. Ech maachen en Appel, dass mer alleguerten zesummen, fraktiounsiwwergräifend, eis dat do net méi selwer zoumudden, dass mer eis dat net méi bidde loossen an da mat Zäiten den Drock dohinner zréckginn, wou en higehéiert, nämlech bei déi, déi responsabel sinn, dass et dräi Joer gedauert huet, dat Gesetz hei eranzebréngen. Net méi an net manner. Fir de Rescht

bleiwen ech bei deem wat ech gesot hunn.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e Wuert vu Merci un de Kolleeg Fred Sunnen fir dee schnelle Rapport, deen hien hei gemaach huet.

Ech wëll mech do awer de Wierder vun der Madame Brasseur e bëssen uschléissen. Wann ee bedenkt, datt mer dëse Projet, wat den Deel fir d'Statsbeamten ubelaangt, hei virun dräi Joer gestëmmt hunn, an elo d'Iwwerdroen op de Gemengesecteur ëmmerhin dräi Joer gedauert huet, dann ass et ëmsou méi erschreckend, wann een dann héiert, datt de Rapport nach muss an engem Dag gemaach ginn, an engem Dag ugeholl ginn, an datt en am Fong géint d'Gepflogenheete vun dësem Haus, wat d'Délaië vun der Presentatioun vum Rapport virun der öffentlecher Sitzung ubelaangt, och nach ze spéit komm ass.

Ech mengen, dës Chamber - an de Kolleeg Gira huet dat elo mat Recht hei gesot - huet an deene leschten Deeg a Wochen des Öfteren hei de Kopplabunz bal geschloen, fir Gesetzer iwwert d'Bühn ze bréngen. Ech erënneren zum Beispill un d'Indexgesetz, wou mer et an engem Dag fäerdeg bruecht hunn, de Projet virgestallt ze kréien, den Avis vum Conseil d'État ze liesen, de Rapporteur ze nennen, de Rapport virgestallt ze kréien an de Rapport unzehuelen. Dat hu mer alles bei esou engem Gesetz an engem Dag fäerdeg bruecht, a mir hunn et och fäerdeg bruecht, et ze stëmmen, Här President, an deen Dag drop stoung et schonn am Mémorial, ass et veröffentlecht ginn. Dat heescht, eise Statschef huet och nach missen deeselwechten Dag ënnerschreiwen,…

(Interruption)

…a wéi se dat fäerdeg bruecht hunn, dunn iwwer Nuecht - well ech gi jo awer dovun aus, datt se zumindest eise Vote hei ofgewaart hunn, ier se et gedréckt hunn -, datt et dunn och nach nuets gedréckt ginn ass, fir datt et moies schonn am Courrier war,…

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat schwätzt fir d'Performance vun der Dréckerei!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …also et gesäit een d'Performance vun deem ganze System, wann et si muss.

Mä ech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dräi Joer zréckkucken, wéi mer den Accord salarial, wat d'Statsbeamten ubelaangt huet, hei an e Gesetz ëmgesat hunn, do ass praktesch op alle Bänken deemools gesot ginn: Mir mussen elo esou séier wéi méiglech kucke fir dat op de Gemengesecteur ëmzesetzen. An deemools hätte mer eis am Fong scho missen d'Fro stellen: Firwat bréngen mer et net fäerdeg, déi zwee Gesetzer gläichzäiteg ëmzesetzen?

Well et handelt sech jo ëm d'Resultat vun engem Accord, dee mat de Gewerkschaften aus der Fonction publique getraff ginn ass, wou déi Bestëmmungen, déi fir d'Statsbeamten zoutreffen och fir d'Gemengebeamten zoutreffen. Et hätt ee menger Meenung no kënnen direkt vun deenen zwee Ministèren aus higoen déi Gesetzer ze presentéieren an déi zwee Gesetzer zesummen hei ze stëmmen. Déi aner Saachen, déi mer an dëse Projet elo mat integréiert hunn, hätt ee jo dann an engem separate Gesetz maache kënnen a sech déi Zäit dofir huele kënnen, déi een dofir gebraucht hätt, fir do eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen.

Bei deem Volet, dee reng op den Accord salarial zréckzeféieren ass, plädéiere mir op jidde Fall derfir, datt deen an Zukunft soll vun deenen zwee Ministere gläichzäiteg erabruecht ginn. Da kéint een déi och hei zesummen diskutéieren, amplaz datt mer elo, wa mer wëllen, déiselwecht Ried nach eng Kéier géifen halen, déi mer virun dräi Joer gehalen hunn, wou mer alleguer déi eenzel Bestëmmungen erkläert hunn. Ech mengen, mir wëllen eis dat awer erspueren.

Et ass also och déi lescht Regierung, mengen ech, hei an der Flicht gewiescht. Déi hätt scho kënnen direkt déi zwee Gesetzesprojete mat hei erabréngen, wou mer elo einfach hu missen dräi Joer drop waarden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll duerfir och net méi op dëst Gesetz agoen. Ech mengen, mir hunn d'Erklärunge virun dräi Joer ginn. Mir ware mat deem Gesetz virun dräi Joer averstanen. Et ass logesch, datt mir dann och mat dësem Gesetz averstane sinn.

Ech géif just vläicht ee Punkt opwerfen, dee mer schonn e puermol opgeworf hunn, deen awer nach ëmmer net geléist ass, an en ass vum Frënd Jempy Klein zum Deel ugeschnidde ginn, dat ass deen, wat d'Gemengesekretären ubelaangt, wat hir Tâche ubelaangt.

Mir wëssen awer och, datt d'Ernenne vum Gemengesekretär an enger Rei vu Gemengen, virun allem a klenge Gemengen, ëmmer méi e Problem gëtt, well eben a klenge Gemengen déi eenzel Fonctionnairen hir Carrière, well se ganz dacks eleng an där Carrière sinn, méi séier duerchlafen, a wann dann de Postë vun engem Gemengesekretär vakant gëtt an et mellt ee sech vun deene Redakteren op dee Posten, da si se an der Regel an hirer Carrière méi wäit vir wéi se an der planer Carrière, déi de Gemengesekretär huet, géifen ageschriwwe ginn.

Wat da mat sech bréngt, datt déi Leit géife wuel missen den Exame vum Gemengesekretär maachen, si kréien doduerch och méi Aarbecht, si kréien och méi Responsabilitéit, mä wa se de Posten als Sekretär géifen unhuelen, da géife se an hirem Gehalt verléieren, an dat däerft menger Meenung no net sinn. Wat dann eben dozou féiert, datt vill vun deene Leit einfach de Posten net unhuelen, an dann d'Gemengen eben iwwer Méint a Jore fonctionnéiere mat engem Secrétaire faisant fonction, well deen eben de Posten net wëllt unhuelen, well hien da manner an der Pai hätt wéi hie virdrun als Redakter hat.

Ech géif de Minister invitéieren, dee Problem trotzdeem dann elo eng Kéier ze léisen, well deen ass menger Meenung no punktuell ze léisen, et ass net vill, wat do muss gemaach ginn. Mä et kann op jidde Fall net esou weider fonctionnéieren.

A wa mer dëst Gesetz zum Beispill gesplitt hätten, mir wären deemools higaangen a mir hätten en Deel vum Accord salarial direkt ëmgesat a mir hätten dann dës Punkten eenzel an en anert Gesetz agebaut an diskutéiert, dann hätt een déi Problemer haut alleguer kéinte mat léisen; et sief, datt de Minister iwwert de Wee vun engem Reglement eventuell kéint de Problem léisen. Mä da géif ech de Minister invitéieren och dat Reglement esou séier wéi méiglech ze huelen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bréngen ech den Accord vun eiser Partei fir dëst Gesetz.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet den zoustännege Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf, d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech de Grondtoun vun deenen Diskussiounen hei misst erëmginn, géing ech mengen, dass awer e grousse Konsensus do ass, fir dass déi Décisiounen oder déi Dispositiounen, déi mat dësem Gesetz ëmgesat ginn, an déi richteg Richtung ginn.

Et ass esou résuméiert ginn, mengen ech, vun der Madame Brasseur. Si huet gesot: Privat- a Beruffsliewe sollt ee besser openeen ofstëmmen, an d'Erzéiung vun de Kanner sollt ee kompatibel maache mam Beruff. Dat ass dat, wat Dir gesot hutt, Madame Brasseur.

An elo zu der Ausso vum Rapporteur, dem Här Sunnen, deem ech och Merci soe fir dee gudde Rapport, deen hien hei gemaach huet. Hien huet, mengen ech, déi Haaptaspekter aus dësem Gesetz ervirgestrach: Et geet ëm d'Deelzäitaarbecht - dat ass jo e Stéck vu Liewensqualitéit -; et geet drëm de Congé parental an aner Congéen ze optimiséieren; et geet drëm Mataarbechtergespréicher ze féieren.

D'Disziplinarverfahren, dat ass méi performant ginn am Sënn, dass e Regierungskommissär agesat gëtt, an net méi de Schäfferot responsabel ass fir esou Verfahren ze féieren, wat den Här Klein jo ugeschwat huet. Doduerch kritt ee méi Neutralitéit a méi Objektivitéit. An ech mengen, dëse Wee ass dee richtege Wee, well déi Autoritéit, déi nominéiert, nach just formaliséiert. An dat ass och richteg an dat ass doudsécher eng Plus-value am Gesetz.

Et ass och ugeschwat ginn, dass den Delegéierte vun der Chancëgläichheet och elo generaliséiert gëtt a Gemengen, déi keng Delegatioun hunn. Déi Persoun kritt dann eng Dispens vu véier Stonnen de Mount wa se dat mécht, an déi Persounen am Land sollen och eemol d'Joer vum Minister geruff gi fir dann eng Diskussioun ze féieren.

D'Nominatiounszäit ass fënnef Joer. Ech mengen, och do hu mer dann eng Strategie, déi gutt ass.

An déiselwecht Strategie, déi och wierklech an déi richteg Richtung geet, ass déi fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn iwwer 65 Joer eraus ze schaffen. Do ka jo elo bis 68 Joer geschafft ginn. Dat kann een an dräi Etappen, dräimol ee Joer, verlängert kréien. De Fonctionnaire freet u wéi héich säin Degré d'occupation si soll, an da kann hie während dräi Joer nach schaffe goen; wat ech och mengen, wat eng gutt Dispositioun wär, déi an déi richteg Richtung geet.

Dat sinn also Elementer an dësem Gesetz, déi am Fong geholl Parallelismus bréngen mat de Statsbeamten. An et geet och am Fong geholl drëm fir déi zwee Regimer méi no beieneen ze bréngen.

An och eng aner Dispositioun, déi net ugeschwat ginn ass - vläicht nëmmen indirekt -, ass déi, fir am Fong geholl d'Méiglechkeet ze ginn, fir Leit an der Carrière vum Employé privé an der Carrière S ze engagéieren. Déi Méiglechkeet gëtt et och elo mat dësem Gesetz. Da géifen déi Leit fir ee Joer engagéiert ginn an da kéinte se eng Nominatioun kréien, déi definitiv ass, ouni an den INAP ze goen. Dat ass jo och en Aspekt, deen den Här Klein ugeschwat huet. Déi Dispositioun gëtt et jo och beim Stat, esou dass ee wierklech ka résuméieren, dass mer mat dësem Gesetz do och méi Performanz an de Gemengesecteur erakréien.

A wann och Dispositiounen do waren, vum Här Gira notamment, ob de Secrétaire communal an de Receveur communal net d'Méiglechkeet kréien eng Tâche partielle vu 25, 50 oder 75% ze kréien, da muss ech lech awer hei soen, dass dat eng Demande war vun dem Secteur vun de Gewerkschaften, déi wollten, dass de Secrétaire an de Receveur als Ganzt gesi ginn. Duerfir hu mir eis dann doru ralliéiert. Mir hunn eis och dru ralliéiert, fir den Direkteren oder Directeurs adjoints déi Méiglechkeet net ze ginn, fir eng Tâche partielle ze kréien, well déi grouss Syndikater, déi och Direkteren hunn, brauche jo och Leit, déi à plein temps schaffen.

Iwwerhaapt muss ech soen, dass dëse Projet de loi vläicht dräi Joer gebraucht huet, mä ech awer net onbedéngt d'Gefill hunn, dass hei - wéi den Här Gira et gesot huet - d'Regierung hir Hausaufgab net gemaach hätt. Ech hu mol nokucke gelooss wéi d'Démarche war vun deem ganze Gesetz, där Reform vum Statsbeamtestatut, dat den 19. Mee 2003 hei gestëmmt ginn ass.

Am Juli ware mir prett. D'Basisdokument war prett an do ass et an déi sou genannte Commission centrale gaangen. Do ass e Groupe de travail gegrënnt ginn. An déi Aarbechte ware fäerdeg am Januar 2004. Also ware mer do nees prett, an do huet de Stat 15 nei Règlements grand-ducaux bruecht. A mir hunn dat awer als Ganzt gesinn. Mir hu gesot: Wa mer schonn e Gesetz, de Statut transposéieren, da musse mer och d'Règlements grand-ducaux mat aschaffen. Do ass nees eng Kéier eng nei Diskussioun ugaangen an dat huet dann och Zäit kascht.

An ech wäert och elo an deenen nächsten Deeg zéng Règlements grand-ducaux déposéieren. Duerfir soen ech der Chamber Merci, dass se nach virum Summerlach - loosse mer soen - dëst Gesetz haut an hei stëmmt; et war keng Demande vum Minister fir dat kuerzfristeg op den Ordre du jour ze huelen. Ech soen der Conférence des Présidents Merci, dass se dat gemaach huet. Esou kënne mer direkt déi Règlements grand-ducaux, déi zéng Stéck, déposéieren.

A mir maache jo haut net nëmmen eleng eng Transpositioun vum Statut vun 2003, mä hei sinn och Elementer vum sou genannte Partenariatsgesetz agebaut ginn an dëst Gesetz. Den Accord salarial vum Joer 2005 ass och Partie intégrante vun deem Text, deen haut dann hei an der Plénière diskutéiert gëtt. Esou dass ech der Meenung sinn, dass hei eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass, an dass mer mat deem Gesetz haut an hei eng gewësse Kohärenz an de Gemengesecteur kréien.

Ech sinn d'accord, d'Madame Brasseur huet dat ugeschwat, fir am Hierscht mat der Kommissioun zesummenzekommen a fir nach Diskussiounen ze féieren iwwer Punkten, déi och elo kuerzfristeg an der Kommissioun diskutéiert gi sinn. Mir mussen dat ëmsou méi maachen, well mir jo och nach zwou Direktiven aus dem Statsbeamtesecteur ëmsetze mussen.

An do huet de Statsrot jo gefrot, fir dass dat parallell gemaach gëtt, dat wat den Här Gibéryen ugeschwat huet. Iwwerhaapt hu mer an Diskussioune mam Här Wiseler eis Moyenë ginn, fir méi Parallellismus an déi zwee Beräicher ze kréien. Dat ass net esou einfach. Mä mir hunn eis do d'Wuert an och d'Dispositioune gi fir kënne méi parallell a méi séier mateneen ze schaffen. Esou dass ech dervun ausginn, dass mer an Zukunft kënne méi séier déi Gesetzer noschéissen, wann eent fir d'Statsbeamte kënnt, dass dann de Gemengesecteur relativ séier nokënnt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Keng dräi Joer méi?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Keng dräi Joer méi, Madame Brasseur. Richteg.

Da wollt ech nach e Punkt uschwätzen, deen och gesot ginn ass, an dat ass dee vun de Gemengesekretären, wat den Här Klein ugeschwat huet. Et läit op der Hand - ech hat dat och op hirer Generalversammlung gesot -, wat hire Statut oder hir zukünfteg Aarbechtsvisiounen ugeet, dass déi nëmme kënnen iwwert d'Aarbechte vun de Réformes territoriales ofgewéckelt ginn. Dat dauert och keng Éiwegkeet méi. An ech mengen, och do kéinte mer - wéi géif ech soen - konkret Elementer hunn an deenen nächste Méint a sécherlech nach an dëser Legislatur.

Esou dass ech ofschléissend géif soen: Dëst Gesetz ass also net onbedéngt, esou wéi den Här Gira gesot huet, e copy-paste, mä et ass e komplext Gesetz, wat ee Plus bréngt fir all déi Leit, déi concernéiert sinn.

(Interruption)

Et bréngt déi zwee Secteure méi no beieneen. Et bréngt eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt eran, esou dass ech frou wär wann d'Chamber dëst Gesetz géif stëmmen.

Ech géif nach vläicht zu engem leschte Punkt kommen, zu deem wat ugeschwat ginn ass iwwert déi Ännerungen am Gemengegesetz, wou jo elo d'Méiglechkeet gi gëtt, dass d'Nominatiounen, d'Promotiounen, d'Demissiounen an d'Peines disciplinaires musse bei Huis clos gemaach ginn. An da spillt den Artikel 32 vum Gemengegesetz, dee seet: D'Nominatiounen als solch, déi musse weider nach mat den Ziedelcher, mat de Bulletinë gemaach ginn. All déi aner Diskussiounen oder Décisiounen iwwer Promotiounen, Demissiounen a Peines disciplinaires brauchen also net bei engem Vote secret gemaach ze ginn.

Wéi et elo mat den Nominatiounen an Zukunft soll weidergoen, dat solle mer an deenen Diskussiounen décidéieren, déi mer elo am Hierscht mat der Chamberskommissioun féieren, esou dass ech zefridde si mat deem Esprit, deen hei vun allen Deputéierten un den Dag geluecht ginn ass. Et war eng konstruktiv an eng flott Zesummenaarbecht mat Iech méiglech an ech wëll Iech déi och weiderhi ginn an deenen nächsten Diskussiounen, déi mer dann am Hierscht féieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu engem Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg sollten um Ordre du jour hunn, mä vu wat mer virdrun décidéiert hunn a vu d'Presenz vun de Ministeren, huele mer dee Projet de loi iwwert de Code du Travail elo un d'Rei. Ech denken, dass mer mat der Diskussioun kënne virun der Mëttespaus fäerdeg ginn. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Spautz.

7. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës zwee Gesetzestexter, déi mer elo haut ofstëmmen, hunn eng ganz besonnesch Bedeitung: Si sollen d'Aarbechtsrecht, dat sech iwwert d'Joren zu engem ëmmer méi onduerchschaubare Gewulls vu Gesetzer, groussherzogleche Reglementer a ministeriellen Arrêten entwéckelt huet, méi zougänglech maachen. D'Inflatioun vun deenen Texter souwéi och déi legislativ Änerunge maachen, dass dës Gesetzgebung ëmmer méi schwiereg ze handhaben ass, besonnesch fir all déi Leit, déi dagdeeglech domat ze dinn hunn: d'Delegéierten an de Betriber respektiv all déi Leit, déi an de Ressources humaines schaffen.

Eng adequat Uwendung vum Gesetz verlaangt eng Kohärenz an den Texter, an et ass aus dësem Grond, dass eng Presentatioun vun der Gesetzgebung vum Aarbechtsrecht an ee Ganzt muss organiséiert ginn, déi no engem logesche Fuedem opgebaut ass. D'Gewerkschaften, oder besser gesot d'Sozialpartner am Allgemengen, fuerderen dat scho säit Joren.

D'Kodifikatioun entpoppt sech hei als en onentbierlecht Instrument, dat dem Bierger zu engem méi einfachen Zougang zu de Rechtsregelen an dësem wichtege Beräich verhëllefe wäert. Bei dëser Kodifikatioun handelt et sech ëm eng Zesummestellung vun all deene legalen Dispositioune vum Aarbechtsrecht an engem Gesetzbuch. Dëst legislatiivt Wierk ënnerscheet sech da fundamental vun deene verschiddene Sammlunge vum Aarbechtsrecht, déi virun allem aus enger Kompilatioun vu legalen a réglementairen Texter bestinn.

Nieft enger vereinfachter Zougänglechkeet bréngt eis dës Kodifikatioun méi juristesch Sécherheet, well dës Dispositioune besser liesbar wäerte ginn a well de Risiko vun enger falscher Interpretatioun méi kleng wäert ginn. Och de Bierger wäert sech hei besser erëmfannen. Iwwer eLëtzebuerg huet jiddfereen dann Zougang zu dësem Code du Travail. Des Weidere kënnt och eng Papeierversioun, e Classeur, dee regelméisseg Misejourë wäert kréien, op de Marché, esou dass all Mënsch d'Méiglechkeet huet, sech all Kéiers doriwwer ze informéieren.

Weider soll dës Kodifikatioun d'Kontradiktiounen an d'Feeler behiewen, wéi och Dispositiounen, déi an der Praxis ni ugewannt respektiv op implizit Aart a Weis duerch nofolgend Texter ofgeschaf goufen, eraushuelen.

Allerdéngs muss ech ënnersträichen, dass dës Kodifikatioun keng Änderung, ech betounen, keng Änderung mat sech bréngt, wat de Fong vun der bestehender Gesetzgebung am Beräich vum Aarbechtsrecht ubelaangt. Änderunge vu bestehenden Texter, déi Géigestand vun dëser Kodifikatioun sinn, fanne just da statt, wa se noutwendeg sinn, fir eng redaktionell Kohärenz an déi gesammelt Texter ze brénge respektiv fir verschidden Texter méi kloer, verständlech an implizit ze maachen.

Här President, wat dëse Gesetzesprojet ubelaangt, erlaabt mer d'Aarbecht vum Statsrot besonnesch ervirzehiewen, well seng Stellungnahmen de Gesetzgeber op eng positiv a konstruktiv Aart a Weis an dësem imposante legislative Wierk guidéiert hunn. D'Aarbechtskommissioun huet dem Statsrot sengen Iwwerleeungen och zum gréissten Deel Rechnung gedroen, mat just e puer Ausnahmen, op déi ech spéider zréckkommen.

Esou ënnersträicht de Statsrot a sengem Avis ganz zu Recht, dass, am Géigesaz zum Zil vun den napoleonesche Coden, et bei dëser Kodifikatioun net ëm eng generell Reform vun dësem wichtegen Deel vum Droit geet. D'Zil ass éischter méi bescheiden: D'Kodifikatioun soll sech dorop beschränken, fir déi aktuell Norm ze synthetiséieren a se an engem méi kohärente Plang ze presentéieren. De Statsrot ass awer der Meenung, dass dës Kodifikatioun et méi einfach an Zukunft wäert maachen, fir déi bestehend Inkohärenz auszemaachen an dës eventuell an enger zweeter Phas opzehiewen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Uwendung vun der Technik ubelaangt, proposéiert de Statsrot den initiale Gesetzesprojet liicht ëmzeänneren. Fir de Statsrot representéiert deen Artikel dat fundamentaalt Element vun der Struktur vun dësem Gesetz a vun engem Code. A senger Glidderung ënnerscheet de Statsrot zwësche Partien, Bicher, Titelen, Kapitelen, Sektiounen an Artikelen. Esou goufen déi sou genannten „Ënnertitelen" an „Ënnersektiounen", déi mer am initiale Gesetzesprojet stoen haten, an där neier Versioun vum Statsrot erausgeholl.

D'Kommissioun deelt hei d'Meenung vum Statsrot, dass dës lescht Ënnerdeelungen net zur Kloerheet vum Text bäigedroen hätten. Dobäi kënnt, dass dës Ënnerdeelungen och am Géigesaz zu engem System vun dezimaler Numérotatioun stinn, wéi se am Text vun den Auteure virgeschloen a vum Statsrot zréckbehale ginn ass. Bei sengen Ënnerdeelungen huet sech de Statsrot bei eisem franséischen Noper, e grousse Meeschter am Beräich vun der Kodifikatioun vun etlechen Droitsbranchen, inspiréiert.

Här President, am Statsrot senger Versioun vum Gesetzestext ass et deels zu enger neier Andeelung vum Code komm. Esou sinn zum Beispill all déi Dispositiounen iwwert d'öffentlech Uerdnung, déi aus communautären Direktiven erausstiechen, an dat sou genannten éischt Buch geholl ginn. Am Statsrot senger Propositioun iwwerhëlt dann dat éischt Buch all d'Dispositiounen iwwert déi individuell a kollektiv Aarbechtsrelatiounen.

Esou fanne mer an dësem Buch Titele wéi de Léiervertrag, de Contrat de travail an de Kollektivbezéiungen, d'Zäitaarbecht, den Détachement vun den Aarbechtskräfte souwéi och d'Studentenaarbecht, déi aus dem drëtte respektiv aus dem véierte Buch, wat d'Regierung proposéiert hat, erausgeholl goufen. Datselwecht gëllt fir d'Deelzäitbeschäftegung, déi dat drëtt Kapitel vum zweeten Titel ausmécht, deen iwwert den Aarbechtskontrakt handelt, sou dass och do eng Verschiebung komm ass.

Dat zweet Buch betrëfft d'Reglementéierung vun den Aarbechtskonditiounen. Hei schléit de Statsrot vir, dat spezifescht Kapitel iwwert d'Aarbechtsdauer vun de Beamten erauszehuelen, well e groussen Deel vun dësen Dispositioune mat deene vun den Aarbechter iwwereneestëmmt. Dëst Kapitel wennt sech also un all Zort vun Travailleuren. Am Fall wou nach Ënnerscheeder am Gesetz bestoe bleiwen, gëtt den Uwendungsberäich vun deene spezifeschen Dispositiounen entweder op d'Aarbechter oder op d'Beamte verwisen.

D'Aarbechtskommissioun begréisst hei d'Relevanz vun dësem Virschlag vu Säite vum Statsrot, déi de Virdeel huet, elo schonn op eng gewëssen Aart a Weis dem ugekënnegten eenheetleche Statut vun den Aarbechtskräfte Rechnung ze droen. Esou wäerten déi gesetzlech Änderungen, déi sech an dësem Beräich an Zukunft eventuell ukënnegen, méi einfach ze realiséiere ginn.

Dat drëtt Buch vun där neier Versioun vum Gesetzesprojet bezitt sech net nëmmen op Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz, mä och op hire Schutz, wéi ënner anerem de Schutz vun eise werdenden an nierende Mammen. Weider sinn och hei d'Dispositioune vum Gesetz vum 20. Mee 1988 iwwert de Schutz vun den Aarbechter, déi chemeschen, physeschen oder biologesche Substanzen ausgesat ginn, erausgegraff.

Am véierte Buch geet et dann ëm d'Personalvertriedung, wou et jo och wichteg ass, dass elo d'Gesetz vun 1974 an 1979 dran akorporéiert gëtt, a wou jo den Aarbechtsministère amgaangen ass, en Avant-projet fir den Dialogue social auszeschaffen.

Am fënnefte Buch, wou et ëm d'Beschäftegung an d'Aarbechtslosegkeet geet, sinn d'Dispositiven iwwert d'Beschäftegung vun de Behënnerte souwéi och deene mat beschränkter Aarbechtsfäegkeet iwwerholl ginn.

Am sechste Buch fanne mer all déi Dispositiounen iwwert d'Organismen erëm, wéi zum Beispill d'Inspection du Travail, d'Administration de l'Emploi, de Fonds pour l'Emploi respektiv den Observatoire des Relations professionnelles et de l'Emploi.

Wat déi strofrechtlech Dispositiounen ubelaangt, vertrëtt de Statsrot eng aner Siicht wéi d'Regierung, déi all déi Dispositiounen an engem Titel zesummefaasse wollt. De Statsrot réit vun esou enger Zesummefaassung of, déi de Lieser ëmmer erëm op aner Plaze verweise géif. De Statsrot réit zudeem, all déi Dispositiounen erauszehuelen, déi sech op d'Strofrecht en général bezéien, well déi schonn am Code pénal respektiv am Code criminel stinn.

Här President, den urspréngleche Projet hat eng relativ breet Opfaassung vum Aarbechtscode virgesinn. Hei goufen nämlech all déi Texter mat erageholl, déi direkt oder indirekt d'Aarbechtsbezéiunge betreffen. Aus dëser Optik géif de Code op eng integral Aart a Weis verschidde Gesetzestexter iwwerhuelen, déi zu groussen Deeler iwwer ganz aner Sparte vum Droit géifen handelen, wéi zum Beispill de Congé parental, den RMG fir déi behënnert Leit, d'Gesetzgebung iwwert d'Ofgaben an d'Saisien oder och déi speziell Congéen.

Mir hunn an der Kommissioun dës Siicht vum Statsrot gedeelt an d'Meenung vertrueden, dass een Abstraktioun vun all deenen Dispositioune maache sollt, déi direkt näischt mam Aarbechtsrecht ze dinn hunn. Esou sinn nëmmen déijéineg an de Code erageholl ginn, déi sech konkret op dës Spart vum Droit bezéien.

De Statsrot proposéiert am Artikel 4 vum Gesetzesprojet eng Dispositioun mat eranzebréngen, déi virgesäit am Fall vun enger Gesetzesännerung all zesummenhängend Dispositiounen am Code de plein droit mat ëmzeänneren. D'Kommissioun begréisst dëse Virschlag ganz besonnesch, well dës Restrukturatioun vum Aarbechtsrecht de grousse Virdeel huet, dass an Zukunft all Änderunge vun enger Dispositioun am Aarbechtsrecht eng bannend Änderung am Aarbechtscode mat sech bréngt. An der Vergaangenheet ass et des Öftere virkomm, dass verschidden implizit Ëmännerunge vum Aarbechtsrecht net richteg erkannt goufen, well hei nei Gesetzer agefouert goufen, déi d'Aarbechtsrecht eigentlech nëmmen indirekt betraff hunn.

Esou wollt ech hei, och am Numm vun der Aarbechtskommissioun, den Opruff un de President an un d'Conférence des Présidents maachen, fir dass si eiser Kommissioun an Zukunft e Rapport oder zumindest pour avis alles dat ginn, wou de Projet vum Code du Travail mat implizéiert ass an enger Änderung, wéi zum Beispill an der Familljepolitik oder an der sozialer Sécherheet.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsrot ënnersträicht a sengem Avis, dass d'Uwendung vun enger Partie Dispositiounen am Aarbechtsrecht zäitlech begrenzt ass. Dobäi kënnt, dass oft déi Fristen, déi an deene Gesetzer virgesi goufen, duerch d'Budgetsgesetz verlängert gi sinn; fir nëmmen dat Beispill ze nennen. Am Statsrot sengen Ae stellt dëst eng gewëssen Onsécherheet duer, well ee sech hei muss op dat eent oder dat anert Budgetsgesetz bezéie fir d'Uwendbarkeet vun deene betreffenden Dispositiounen ze kennen.

Aus dësem Grond plädéiert de Statsrot dofir all déi betreffend Dispositiounen am Code op d'Lee ze huelen, awer gläichzäiteg hir Zäitlimite ze sträichen. Der Kommissioun no betrëfft dëse Virschlag vum Statsrot de Fong vun deene betraffene Moossnamen a politesche Verträg, woubäi dës ganz oft ënner schwieregen Ëmstänn négociéiert goufen, a wou d'Zäitlimite eng Haaptroll gespillt huet. Hei si besonnesch verschidde Moossnamen aus der PAN-Législatioun ervirzehiewen.

D'Zäitlimitë sinn an dësem Fall Bestanddeel vun deem ausgehandelten Tripartite-Accord. Ganz oft konnten an der Vergaangenheet ganz wichteg Neierungen a Fortschrëtter am Beräich vun der sozialer Gesetzgebung erreecht ginn, well déi deementspriechend Dispositioun an enger éischter Phas zäitlech begrenzt gouf.

D'Propositiounen, déi de Statsrot an dësem Kontext mécht, hunn an den Ae vun der Aarbechtskommissioun awer do eng ganz Rei vu Répercussiounen, déi just dat an der Kodifikatioun ervirsträichen. Heiduerch gëtt et nämlech vläicht méi schwéier an Zukunft nei Léisungen ze fannen, déi d'Sozialpartner mat der Regierung aushandelen. Mir géife proposéieren op en anere Faktor zréckzekommen.

Nodeem mir als Kommissioun all déi Saache begutachtet hunn, hu mer proposéiert, dass mer och an Zukunft sollen Zäitlimitatiounen eraushuelen an e festen Datum an déi Gesetzer aschreiwen, well een et doduerch dem Utilisateur vum Code méi einfach mécht direkt ze wësse wéini dat Gesetz ophält, amplaz dass do steet: Dat ass eng Durée pour trois ans, an da muss hie fir d'éischt nosiche goe wéini dat Gesetz dann och a Kraaft getrueden ass.

Ech wëll awer och drop agoen, wat dës Kéier am Code d'Datumslimitatiounen ubelaangt: Esou ass et just eng Dispositioun, déi do zielt, an dat ass konkret den Artikel L. 311-11 vum Regierungstext. Do geet et nämlech iwwert d'PAN-3-Gesetz iwwert d'Referenzperiod an den Organisatiounsplang vun der Aarbecht, dat op den 31. Juli 2007 limitéiert ass.

Virun dësem Datum soll och eng Bewäertung vun de Konsequenze vun dësen Dispositiounen op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gemaach ginn. Dëst gëtt an deem neie Projet dann elo virgesinn als den L. 211-11, als ganz Unitéit, wou dann och deen Datum wäert mat drastoen.

Här President, ech wollt nach bemierken, dass de Statsrot eng Partie Dispositiounen am Gesetzesprojet richteggestallt huet fir de constitutionnellen Imperative Rechnung ze droen. De Statsrot huet zudeem och eng Opposition formelle ugedroht, am Fall wou d'Chamber hiren Änderunge keng Rechung géif droen. Zum Beispill fanne mir hei am Text op verschiddene Plazen - an dëst am Géigesaz zu deene constitutionnellen Dispositiounen - ministeriell Reglementer, fir nëmmen déi als Beispill ze ginn, déi och haut net méi déi Valeur hu wéi virdrun. De Statsrot huet déi duerch groussherzoglech Reglementer ersat. D'Kommissioun gëtt hiren Accord zu dësen Änderungen.

Am Text vum Statsrot gëtt och proposéiert den Amendementer vun der Regierung Rechnung ze droen, wou drasteet, dass all déi Gesetzer, déi mer virun e puer Woche respektiv gëschter gestëmmt hunn, och elo nach sollen nodréiglech iwwer e Règlement grand-ducal an de Code agebaut ginn. An datselwecht gëllt och do - ginn ech emol dervun aus - fir dat Gesetz, wat mer de Mëtteg nach wäerte stëmmen, wat och seng Implikatiounen op de Code du Travail huet. Do fält och nach des Weideren d'ATT-Gesetz drënner, wat mer virun dräi Woche gestëmmt hunn, well dat muss och iwwert de Règlement grand-ducal an de Code du Travail inkorporéiert ginn.

De Code u sech trëtt den 1. September 2006 a Kraaft, well mer dann och de Leit d'Méiglechkeet gi sech domat ausenaner ze setzen ier en da voll do ass.

E grousse Merci wëll ech deenen zoustännege Beamten am Aarbechtsministère soen an dem Sekretär vun der parlamentarescher Kommissioun fir déi Sisyphusaarbecht, déi si hate fir dëse Code an d'Realitéit ëmzesetzen. E grousse Merci och un all d'Kolleegen an der Aarbechtskommissioun fir déi flott Zesummenaarbecht.

Vill Leit stelle sech elo d'Fro firwat elo nach e Code du Travail gestëmmt gëtt an net gewaart gëtt bis de Statut unique do ass. Nieft dem Statut unique kënnt jo och nach d'ITM-Reform, déi jo schonn zwee respektiv dräi Joer ënnerwee ass, an déi Tripartite-Moossnamen, déi de Minister gëschter zum Schluss vun eiser Sitzung nach ugekënnegt huet an Enn dës Joers ëmgesat solle ginn; datselwecht gëllt fir verschidden EU-Direktiven.

Mä mer sinn awer der Meenung, dass et elo dorëms geet fir keng Zäit ze verléieren, an dass et wichteg ass elo dee Code op de Maart ze bréngen, well och an deenen anere Coden, ob dat de Code civil, de Code pénal oder de Code de la Route ass, och do komme kontinuéierlech Änderungen. Well e richtege Moment gëtt et net fir ze soen: Elo kënne mer et maachen, well elo hu mer ee Joer Rou bis et erëm zu Änderunge kënnt. An dofir si mir der Meenung, dass de Code du Travail, wéi en elo ass, gutt ass, an dass en zum jëtzegen Zäitpunkt nach Realitéit gi soll.

Wichteg ass elo och, dass all déi Institutioune wéi d'Gewerbeinspektioun, d'École supérieure du Travail sech awer och schonn direkt mat deem Code ausenaner setzen, fir dass si sech ab dem 1. September och mat deem neie Code familiari-

séiert hunn, an dass et net zu kontradiktoreschen Aussoe kënnt.

Weider ass et wichteg, an de Minister huet eis versprach, dass dat bis den Hierscht do wier, dass och elo e Code réglementaire kënnt, wou all déi Reglementer, déi nach mussen a vigueur sinn, no därselwechter Numérotatioun, just mat engem „R“ amplaz engem „L“ virdrun, an d'Realitéit ëmgesat ginn, fir dass si et méi einfach hu fir domat ze schaffen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass d'Chamber a grousser Zuel dësem wichtegen neie Code du Travail wäert d'Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Glesener ageschriwwen. Här Glesener!

Discussion générale

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Spautz huet der Chamber elo hei e mëndleche Rapport gemaach, deen de schréftleche Rapport ergänzt. Hien huet dat op eng brillant Aart a Weis gemaach, sou datt hie praktesch alles gesot huet, sou datt et mir am Numm vun eiser Fraktioun schwéier wäert falen nach eppes wesentlech Neies hei ze soen.

Ech wëll awer dräi Remarquë maachen zu deem Projet. Et ass richteg, datt eng Kodifizéierung vum Aarbechtsrecht ëmmer méi noutwendeg ginn ass a praktesch onverzichtbar ginn ass. De Marc Spautz huet drop higewisen zu Recht, datt während deene leschte 35 Joer eist Aarbechtsrecht onwahrscheinlech evoluéiert huet. D'Gesetzer hunn al Gesetzer ofgeännert, ergänzt, a Fro gestallt, iwwerschafft, esou datt et praktesch net méi méiglech war den Iwwerbléck ze behalen, wat dann elo an deenen eenzelne Gesetzer iwwert d'Aarbechtsrecht wierklech aktuell wär oder net. Et huet ee missen an enger ganzer Rei vu Gesetzer nokucke fir déi Uwendungen dann erëmzefannen.

Hei e Beispill: Gëschter hu mer am Numm vun de Sociétés européennes am Matbestëmmungsgesetz wesentlech Punkten ofgeännert an ergänzt. Wann een elo dat aalt Matbestëmmungsgesetz kuckt, da fënnt een dat mat Sécherheet net erëm, well et net dran ass. Esou datt et noutwendeg ass, datt awer jiddfereen en connaissance de cause kann Décisiounen huelen, datt et noutwendeg ass, datt effektiv dat Aarbechtsrecht ee fir alle Mol elo kodifizéiert gëtt an och deementspriechend, esou wéi de Rapporteur elo gesot huet, ergänzt gëtt an ajoutéiert gëtt, datt ee permanent den Iwwerbléck huet iwwert déi lescht Bestëmmungen.

Dofir war et richteg, datt den Aarbechtsminister no laangen Diskussioune gekuckt huet - an déi Diskussioune si scho virun 1999 ugaangen, wéi den Här Biltgen nach net Aarbechtsminister war - fir onbedéngt dorop hinzewierken, datt mer ee fir alle Mol dat Aarbechtsrecht géife kodifizéieren. An no laangen Diskussiounen huet de Minister dann och deklaréiert, datt et ee vu sengen Haaptobjektive wier dat bestoend Aarbechtsrecht ze kodifizéieren. Dat huet dräi Joer laang gedauert an dat war wierklech eng Benediktineraarbecht, déi do gemaach ginn ass fir sech do an déi Gesetzer eranzeschaffen, fir ze kucke wéi dat ausgesi soll. An et war en Team vun enger Rei Juristen a Beroder, déi dann endgülteg déi nei Fassung vun där kodifizéierter Form vum Aarbechtsrecht hei presentéiert hunn.

An ech géif am Numm vun eiser Fraktioun an och als President vun eiser Kommissioun deene Leit mam Minister Merci soen, déi déi Aarbecht do gemaach hunn, déi wierklech beispillhaft war a mat Sécherheet e ganz schwieregt Unterfange war.

Ech wëll dann zweetens soen, datt d'Resultat dann ugekënnegt ginn ass vum Minister, hie géif dann dee Projet nach virun de Wahle vun 2004 déposéieren. Dat war knapps ugekënnegt. Dunn ass hien - dat wëll ech nach eng Kéier bemierken - öffentlech ganz vehement kritiséiert ginn. Et ass gesot ginn, datt de Minister eng Geleeënheet géif verpassen, fir wichteg Reformen an d'Aarbechtsrecht mat anzebannen an esou dat op d'laang Bänk ze schécken an ze schieben.

Bon, dat war jo net den Zweck an net d'Ursaach fir déi Kodifizéierung, fir elo nach wesentlech Reformen ze maachen, mä et ass jo drëm gaangen, fir effektiv déi bestoend Gesetzgebung an eng Form ze bréngen, dass se iwwersiichtlech wär, sou datt all déi Kritiken, déi deemools un den Aarbechtsminister geriicht gi sinn, virun allem och vu Gewerkschaftsleit vun enger bestëmmter Gewerkschaft, mat Sécherheet net ubruecht waren.

Gutt, de Minister huet sech awer net découragéiere gelooss an hien huet de Projet op den Instanzewee ginn. A mir hunn dann, och mat Hëllef vum Statsrot, deen eng wesentlech Aarbecht geleescht huet, et fäerdeg bruecht, nach rechtzäiteg virun dëser Summerpaus, dee Projet net nëmmen op den Instanzewee, mä och hei zu engem Ofschloss ze bréngen. Ech géif also nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun deem Projet hiweisen an ee Merci soen un de Rapporteur an och un all déi Leit, déi matgehollef hunn, dee Projet hei ze realiséieren.

Dann ee lescht Wuert nach, well de Rapporteur vun der Ëmsetzung vun Direktive geschwat huet, wëll ech och op eppes hiweisen, wat mer schwéier um Mo a schwéier um Häerz läit, dat ass d'Ratifikatioun vun der Sozialcharta vum Europarot.

Mir hunn 30 Joer laang gebraucht - dat ass scho bal e Skandal -, bis 1992, fir déi Sozialcharta hei am Parlament ze ratifizéieren. Mir ginn dobausse gären esou e gutt Beispill vu mustergültegen Europäer, mir ginn och ville Länner a ville State Lektiounen, wéi se sech solle wierklech verhalen an Europa, an et huet awer 30 Joer laang gedauert, bis Lëtzebuerg et fäerdeg bruecht huet, praktesch als leschte Memberstat vu 44 Länner, déi Sozialcharta vum Parlament ratifizéieren ze loossen.

Mir hu virun zwee Méint dat zéngjähregt Bestehe gefeiert vun der rektifizéierter Sozialcharta. Ech mengen, et ass blamabel, dass mer et bis haut nach net fäerdeg bruecht hunn, dee Projet op den Instanzewee ze ginn. Et ass net d'Schold vum Aarbechtsminister, mä et ass eng kollektiv Vernoléissegung vun den Obligatioune vun eiser gesamter Regierung.

An ech géif effektiv hei en drénge nde Wonsch ausdrécken an dat ënnerstëtzen, wat de Chamberspresident virun zwou Wochen nach an engem Bréif un de Statsminister geriicht huet, fir dach endlech virun ze maachen an hei dee Projet vun der Ratifikatioun, vun der revidéierter Sozialcharta op den Instanzewee ze ginn, fir datt Lëtzebuerg net zu deene leschte fënnef State vu 46 gehéiert, déi et nach net fäerdeg bruecht hunn, fir déi Sozialcharta ze ratifizéieren.

Dat gesot, nach eng Kéier, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet, deen de Marc Spautz hei presentéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Calmes.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, erlaabt mer am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport hei ze félicitéieren. Deem ass näischt méi bäizefügen an ech géif och am Numm vun eiser Fraktioun den Accord bréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Merci och dem Rapporteur fir de schréftlechen a mëndleche Bericht. Besonnesch an deem mëndlechen huet hien et fäerdeg bruecht déi néideg Prezisiounen an Detailer ze liwweren, wat den Inhalt an den Opbau vum Code du Travail ubelaangt. Et ass domat och däitlech ginn, dass mat deem Vote iwwert déi Projeten haut e Regelwierk geschaf gëtt, wat alle Leit zegutt kënnt, déi an iergendenger Form mam Aarbechtsrecht konfrontéiert sinn.

Hei ass wierklech gutt Aarbecht geleescht gi vun all deenen, déi un der Kodifizéierung bedeelegt waren. An dobäi sinn déiselwecht Leit schonn zënter enger gudder Zäit amgaangen - dat ass hei ervirgestrach ginn - d'Kodifizéierung vun de Reglementer och virzebereeden oder souguer geschwënn ofzeschléissen.

Ech wëll deenen anonyme Mataarbechter um Code - well där goufen et jo och e ganze Koup - Merci soen, geneesou deenen aus dem Ministère du Travail, mä besonnesch dem Statsrot, dee jo oft hei kritiséiert gëtt, deen an deem prezise Fall hei Feinaarbecht geleescht huet an domat d'Liesbarkeet an d'Transparenz wesentlech verbessert huet.

Wann och mat Recht behaapt gëtt, dass et sech beim Code du Travail wéineger ëm e politescht, awer dofir méi ëm en technescht Wierk handelt, da stëmmt dat nëmme bedéngt.

Et stëmmt, dass mam Code keng politesch Verännerungen am Sënn vun Ofbau oder Verbesserungen an och keng negativ Flexibiliséierung virgeholl ginn.

Et stëmmt awer och, dass et eng politesch Décisioun huet misse sinn, also och politesche Wëllen noutwendeg war, fir endlech e Code du Travail hei virun dat héicht Haus ze bréngen, a Form vun deene Projeten, déi mer elo kennen.

Erlaabt mer eng perséinlech Bemierkung zu deem Ganzen, an dat net ouni Emotioun, well ech fir mech selwer fannen, dass d'Verabschiedung vun deem Gesetz - fir mech jiddefalls - en historesche Moment bedeit.

Firwat? Ma well ech zënter menger zäertlechster Jugendzäit - an ech schwätzen do vun där Zäit vun 1961 un - als jonke Gewerkschaftsmilitant a jonke Gewerkschaftsfunktionär ugefaangen hunn, praktesch an alle Rieden, d'Kodifizéierung vum Aarbechtsrecht ze fuerderen, geneesou wéi meng Gewerkschaft an aner Gewerkschaften dat gemaach hunn.

Firwat? Ma well mir fonnt hunn, dass d'Bierger e Recht hunn déi Gesetzer, déi si betreffen, op eng Aart a Weis presentéiert ze kréien, déi et hinne méiglech mécht se ze iwwersinn an ze verstoen, d'Zesummenhäng ze gesinn, fir dass se hir Rechter - an d'Gesetzer gi jo gemaach, fir dass se Rechter kréien - an natierlech och hir Flichten op eng liicht verständlech an erkennbar Aart a Weis zougedroe kréien.

Dëse Code du Travail - an duerno ergänzt iwwert de Code vun de Reglementer - muss natierlech permanent ugepasst ginn un all nei gesetzlech a reglementaresch Bestëmmungen - dat ass och scho gesot ginn. Alles, wat also mat Aarbechtsrecht ze dinn huet, muss sech dann do erëmfannen. An d'O.P.A.-Gesetzgebung an deene Punkten, déi ech gëschter genannt hunn, zielt geneesou dozou, wéi d'Sociétés européennes oder den Index an anerer och.

An dat ënnersträicht, dass de Code, wéi all Code, eppes ganz Lieweges ass, wat also net eng Kéier votéiert gëtt an da starr während Joren oder Jorzéngte bleift, mä lieweg ass an deem Sënn, dass Changementer, déi antrieden - an de Rapporteur huet dat éineschters ëmschriwwen -, sech musse méiglechst schnell an deem Code erëmfannen, fir dass en „up to date“ ass, dass en also deenen Erausfuerderungen an Erwaardunge gerecht gëtt, déi dann elo un e gestallt ginn.

An et geet awer elo och drëm - an ech riichte mech do ganz besonnesch un den Aarbechtsminister -, dass dee Code du Travail besonnesch de Salariéen zougänglech gemaach gëtt. Déi Professionell op Patronssäit oder d'Affekoten an anerer hu kee Problem, fir sech esou e Wierk unzeschafen an ze wëssen, wou se et fannen. Mäi Wonsch wär deen, dass den Aarbechtsminister sech Gedanke mécht, wéi mer et fäerdeg bréngen, dass d'Mass vun de Leit, also d'Salariéen, déi an alleréischter Linn vum Code betraff sinn, deen Zougang erliichtert kréien.

An dobäi soll ee sech net op eLuxembourg oder eLëtzebuerg beschränken. De Statsrot huet zwar iergendwou gesot, dass den Internet déi beschte Plaz wär, wou een den Abléck kënnt kréien, mä dat géif awer bedeiten, dass mer, trotz alle Fortschrëtter, déi mer bei eLëtzebuerg gemaach hunn, ëmmer nach e Koup vu Leit vum Zougang géifen ausschléissen.

An dofir sollt een e Wee sichen, wéi een et am beschte ka maachen; an dat zesumme mat de Gewerkschaften, mat de Beruffschamberen, déi och do eng Responsabilitéit hu fir iwwer eventuellt Begleetmaterial, ob dat elo Handbicher, Vademecumen oder wat och ëmmer nach ass, déi Lektür ze vereinfachen, ze erklären, zesummenzefaassen, fir dass effektiv jiddereen déi Méiglechkeete kritt, déi mer am Code du Travail, als e wesentlecht Handwierksgeschir fir d'Salariéen a fir all déi aner, gesinn an och gären hätten, dass et esou fonctionnéiert.

Erlaabt mer aus menger Siicht, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e puer fundamental Iwwerleeungen a Bemierkungen.

De Code du Travail - fir mech jiddefalls - kritt dann den definitive Glanz an och eng Vereinfachung, wa mer et fäerdeg bréngen, méiglechst schnell déi onberechtegt statutaresch Differenzen zwëschent Aarbechter a Beamten aus dem Wee geschaf ze kréien, an dat mat der Schafung vum Statut unique, wat jo eng vun de wesentleche Strukturreformen ass, déi an der Tripartite zréckbehale gi sinn, a wou och just an dëse Stonnen d'Verhandlungen op Héichtouren tëschent Gewerkschaften, Patronat an den zoustännege Ministèrë lafen, fir hoffentlech zu engem positiven Ofschloss ze kommen.

De Statut unique duerch eng Gläichstellung op héijem Niveau, net duerch en Nivellement vers le bas: En däerf also net eng Geld- an eng Käschtefro sinn, also net dorop reduzéiert ginn, mä e bedeit am Endeffekt d'Unerkennung vun all deenen, déi schaffen, a vun all deenen, ouni Ausnahm, ob et Aarbechter oder Beamte sinn, dass se deem Asaz, dee vun hinne verlaangt gëtt fir méi Produktivitéit, och kënnen duerch e gudde Statut gerecht ginn. Et muss ee jo och énersträichen, dass op där anerer Säit Aarbechter oder Beamten ouni Differenz Affer vu Failliten, Betribsschléissungen oder Ofbau ginn.

De Statut unique ass also eng Viraussetzung an e Bäitrag fir deene groussen Erausfuerderunge gerecht ze ginn, och der sou genannter Lissabon-Strategie.

De Statut unique wär fir mech - an duerfir hunn ech dat hei einfach wëlle soen - d'Kiischt um Kuch, wann een de Code du Travail esou definéiert, wéi mir dat och an der Kommissioun gesinn hunn, an et wier, wann ee seet, d'Kiischt um Kuch, op där anerer Säit dat wat ech virdru den definitive Glanz vum Code du Travail genannt hunn, an ech wënsche mer, dass mer do zu engem positiven Enn kommen.

Ofschléissend: Natierlech stëmmt d'LSAP-Fraktioun dës Gesetzer. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Lescht Riednerin, déi ageschriwwen ass, ass d'Madame Loschetter vun deene Gréngen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Ech mengen, den Här Jaerling ass och ageschriwwen.

M. le Président.- An den Här Jaerling och.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass d'Endresultat vun enger enormer Aarbecht - et ass scho gesot ginn -, eng Aarbecht, déi all bestehend an och zukünfteg Gesetzer, déi sech mat Aarbechtsrecht beschäftegen, soll regruppéieren, kodifizéieren, an dëst no engem ganz klore System. Mä ech denken, datt deen Effort, dee geleescht ginn ass, gradesou grouss ass wéi deen, deen nach weider an Zukunft wäert ze leeschte sinn - et ass och schonn haut hei gesot ginn -, wat d'Kodifizéierung ubelaangt vun deenen nächsten, dat heescht vun deenen zukünftege Projeten.

Dozou wëll ech ganz kuerz an enger Minutt just dräi Remarquë maachen a mech och op dës dräi Remarquë beschränken.

An Zukunft heescht dat, datt bei all zukünftegem Projet de loi, wou an iergendenger Form d'Aarbechtsrecht mat implizéiert ass, sief et an engem bestehende Gesetz wat ofgeännert gëtt oder sief et an engem neie Gesetz, d'Aarbechtskommissioun sech mat dësem System vu Kodifizéierung muss befaassen. Iwwert de Wee vun der Aarbechtskommissioun gëtt dann och herno d'Kodifizéierung à jour gehalen.

Dëst verlaangt dann och eng enk, oder vläicht méi eng enk Kollaboratioun tëschent de verschiddene Ressorten. Or, mir hunn et elo schonn e puermol erlieft a verschiddenen Aarbechtsgesetzer, datt et munchmol u Koordinatioun gefeelt huet respektiv d'Aarbechtskommissioun net fir hiren Avis gefrot ginn ass oder heiansdo im Nachhinein gewuer ginn ass, datt eppes geschafft ginn ass, wou mir an der Aarbechtskommissioun net emol doriwwer informéiert gi waren.

Wéi zum Beispill, ech nenne just e puer Ressorten, mat deene mer, mengen ech, an Zukunft am meeschten zesumme schaffe mussen an deem Kontext vun der Kodifizéierung: Dat ass d'Ekonomie, d'Formation professionnelle, awer och d'Sécurité sociale oder d'Santé.

Zweet Remarque: Dës Kodifizéierung mécht nëmme Sënn, wa se och direkt accessibel ass fir all Salarié - an enger aktualiséierter Form - oder all Concernéierte vun deem Aarbechtsgesetz. Dat ass net onwesentlech, well de Code du Travail ass ebe par définition eppes wat permanent changéiert a wat och permanent adaptéiert gi muss.

Wichteg ass - an do riichten ech mech och un den Aarbechtsminister -, elo eng Informatiounscampagne ze lancéieren, fir datt all Concernéierten oder potenziell Concernéierte Bescheed weess iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, déi an Zukunft existéiere wäerten, wou ee sech dann och ka klug maachen iwwert de Stand vum Aarbechtsrecht, sief et iwwer Internet, Legilux oder och nach aner Méiglechkeeten.

Drëtt a lescht Remarque: Wichteg ass et elo, fir wierklech jiddferengem et méi einfach ze maachen, datt datselwecht an esou séier wéi méiglech och mat deene Reglementer geschitt, an dat virun allem um Niveau vun de Reglementer wou een dach awer nach séier wéineg den Duerchbléck esou einfach huet.

Voilà, dëst gesot, Här President - ech hat gesot ech géing dat an enger Minutt maachen -, wëll ech den Accord vu menger Fraktioun ginn an dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Oh, pardon, den Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Ech hat gemengt, Dir hätt dat ebe gesot.

M. le Président.- Här Jaerling, ech hat lech net gesinn, well Der an Diskussioune waart.

(Interruption et hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Här Minister, ech sinn haut fei mat lech, de Mueren nach, de Mëtten net méi.

Bon, Här President, Merci dem Här Rapporteur fir säin explizite Rapport. Mä ech wëll awer och net vergiessen, dem Här Ali Kaes Merci ze soe fir säi Rapport vu gëschter. Ech hat dat gëschter vergiess, an ech wëll déi Geleeënheet hei awer net verfeelen, fir dat haut awer nozehuelen - soss mécht hie mer erëm en Ouer doënnen an der Buvette.

(Hilarité)

Dëst ass e Gesetz, wat technesch ass a wat nëmmen zum But huet, eng Panoplie vu Gesetzer vum Aarbechtsrecht an engem Code ze vereenegen. Esou kënnt een dat am Fong mat einfache Wierder soen.

Mä et ass net esou einfach, et stécht wahnsinneg vill Aarbecht derhannert, an duerfir ass et och wichteg, dass all déi Leit, déi dorunner geschafft hunn, besonnesch och d'Beamten, emol Merci gesot kréie fir déi Aarbecht, well dat war net esou evident.

Dëse Code mécht souwuel de Salariéë wéi och de Betriber et méi einfach fir sech an där grousser Welt vum Aarbechtsrecht erëmzefannen an och fir d'Aarbechtsrecht ze interpretéieren. Ech wëll awer hei drop pochen - an ech hunn dat och schonn an der Kommissioun gesot -, dass et muss selbstverständlech sinn, dass, wann dëse Code du Travail fäerdeg ass, en all Salarié an all Betrib gratis muss zougänglech gemaach ginn, well dann eréischt ass et och e Recht, wann all Salarié an all Betrib e ka kréien.

An ech wëll dës Geleeënheet och net verfeelen, Här Minister, fir nach eemol un eng Fuerderung vu mir ze erënneren, fir och eng zentral Stell ze kreéieren, wou d'Salariéen Zougang zu alle Kollektivverträg kréien, dat souwuel fir déi betriblech, déi sektoriell wéi och besonnesch déi allgemeng verbindlech, well vill Salariéen einfach keng Méiglechkeet hunn, fir un hire Kollektivvertrag ze kommen.

Am Gesetz vum 24. Mee 1989 steet wuel dran, dass all Salarié misst deen Dag, spéitstens deen Dag wou hien an e Betrib antrëtt, e Contrat de travail kréien, mä et steet net dran, dass dat och fir d'Kollektivverträg gülteg ass. Dat heescht, hie kritt wuel e Contrat de travail, mä hie kritt vum Patron net automatesch e Kollektivvertrag ausgehändegt. Ech mengen, dat misst och onbedéngt e Recht fir de Salarié ginn, sief et, dass entweder d'Aarbechtsgesetz esou ausgeluecht gëtt, dass hien d'office ee muss vum Patron kréien, oder sief et, dass dofir gesuergt gëtt, dass all Salarié awer e Recht kritt, dass hien iergendeng Plaz huet, wou hie kann un dee Kollektivvertrag kommen, deen hie betrëfft.

Dat misst e Recht sinn, an duerfir wëll ech nach eng Kéier dorunner appelléieren, an och dass mer eng Kéier misste kucken, fir do eng Méiglechkeet ze schafen, dass dat och fir all Salarié e Recht gëtt, dass niewent dem Code du Travail och all Salarié kann e Recht op säi Kollektivvertrag hunn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Sot mer direkt wéi vill Minutten ech hunn.

(Hilarité)

M. le Président.- D'Regierung huet zéng Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Da wäert ech mech drun halen, Här President.

M. le Président.- Dat wier ganz léif.

Une voix.- Juppi!

M. le Président.- D'Chamber ass lech dankbar.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och mam Merci un de Rapporteur, de Marc Spautz, ufänken, deen et hei wierklech a kuerzen an a verständleche Wierder fäerdeg bruecht huet, de Prinzip vum Code ze erklären. Well dat kléngt ganz einfach, mä et ass, wéi et schonn e puermol gesot gouf, net ëmmer einfach fir jiddferengem dat ze erklären. Mir wäerten och doudsécher eng Informatiounscampagne esou oder esou maachen, fir de Leit eben ze erklären, wéi dat an Zukunft fonctionnéiert. An da ginn ech jo dovunner aus, dass deen een oder deen anere vun lech, ugefaange mat Ärem Rapporteur, dem Marc Spautz, och do matmaache wäert, fir dat heiten ënnert d'Leit ze bréngen.

Ech muss éierlech soen, dass a mengem politesche Liewen deen heitegen Dag mat ee vun deene schéinsten ass, well dat heiten eppes ass, wat ech mer direkt 1999 virgeholl hat, wéi ech Aarbechtsminister gouf, ze maachen, an elo hu mer et duerchgesat. D'lescht oder d'virlescht Woch stoung am „Lëtzebuerger Land" en Artikel: „Codex aureus imagunculae". Dat heescht: De goldene Code vum klenge Bildchen. Ech muss soen, ech hunn dat als éierevoll emfonnt, well dat heite wierklech eppes ass, wat mer ganz vill Freed mécht, dass mer dat maachen.

An et ass eng laangjähreg Fuerderung gewiescht. Ech mengen, de John Castegnaro huet vu senger Erfahrung geschwat - hien ass jo laang derbäi - fir dat ze fuerderen. De Marc Spautz huet hei déi grouss Éier eigentlech och eppes mat kënnen ze realiséiere wat säi Papp, eisen Éierechamberspresident, och ëmmer an därselwechter Zäit gefuerdert huet. Dat heescht, et ass ëmmer erëm gefuerdert ginn an et huet laang gedauert, bis dass mer et elo endlech hunn. An et war och net einfach dat ze maachen.

Ech wëll dofir - et ass schonn e puermol anonym gesot ginn - déi Leit och hei ernimmen, deenen ech vill ze verdanken hunn, dass mer dat esou hei elo do stoen hunn. Dat waren déi dräi Consultanten, déi ech consultéiert hu fir Iddien ze kréie wéi mer sollen un déi Saach erugoen: Dat war de Romain Schintgen, eise Riichter op der Cour de Justice, ale Mataarbechter vum Haus, dat war de Marc Feyereisen, dee jo vill an deem Domän aktiv war an deen éischt Virstellungen heizou schonn hat, déi ech fonnt hat am Haus, op deene mer da weidergeschafft hunn, an dat war de Rémy Schwartz aus dem franséische Conseil d'État, deen dee Spezialist a Frankräich ass vun der Kodifikatioun. Mir hunn eis also hei ganz franséisch inspiréiere gelooss. Duerno hu mer déi Iddien ëmgesat.

An och do wëll ech Leit Merci soen: dem Maître Guy Castegnaro, deen hei praktesch all déi Klengaarbecht gemaach huet mat senge Leit, awer och de Leit bei mir am Ministère: virun allem dem Nadine Welter a sengem Mataarbechter, dem Gary Tunsch. Merci dem Statsrot, well hien huet eis wesentlech no vir bruecht. Merci awer dann nach eng Kéier och der Chamberskommissioun, hirem Sekretär, dem Martin Bisenius, hirem Rapporteur an, ech mengen, wierklech all deenen Deputéierten, déi hei geschwat hunn, well dat war alles gutt, wat se gesot hunn, an, ech mengen, mat enger ganzer Partie Suggestiounen. Et war keng schlecht Suggestioun dobäi; ech wäert se all mat ophuelen.

A kuerze Wierder. Wat ass dëse Code? Dëse Code ass e Code-loi, also e Gesetz, a kee Code-compilation. Dat war deen éischte Problem, deen ech ëmmer erëm hat, de Leit ze erklären, déi soten: Mä et gëtt jo Coden, wéi déi vum Service central de Législation; hei ginn et Coden, do ginn et Coden. Dat si keng richteg Coden: Do sinn d'Gesetzer hannereneen opgereit ginn, mä et war keng Struktur dran.

Dat heescht, hei maache mer eppes, wat den Napoleon ugefaangen huet a wat a Frankräich elo mëttlerweil ganz à la mode ass - bei eis eigentlech net vill -: Mir maachen e richtege Code, dee strukturéiert ass. Mir hunn där, ofgesi vun deenen ale Coden: Code civil, Code de Procédure civile, Code pénal, Code de Procédure pénale, ganz wéineg. Et fält mer just de Code des Assurances sociales eigentlech als déckt Dokument an, wat och esou strukturéiert ass. Mä an der neierer Zäit hu mer dat net méi gemaach. Dat hei ass also eng éischte Kéier, dass mer dat doten erëm eng Kéier maachen.

D'Virdeeler vun deem Code sinn: 1. den Zougang, 2. d'Kohärenz.

Zougang doduerch, dass een an engem Buch ka bliederen, an dass een dat automatesch erëmfënnt. A wa mer dat bis online hunn, dann ass et mam Suchautomat nach vill méi einfach sech do iwwerall erëmzefannen, wou ee gären eppes hätt. Dat ass also fir d'Praktiker vum Recht extrem wichteg. A wann ech soe Praktiker vum Recht, denken ech net nëmmen un d'Affekoten; ech denken un d'Betribschefen, ech denken un d'Gewerkschaftler. D'Delegatiounen, déi kréien also hei hir Aarbecht vill méi einfach gemaach.

Ech hunn zu Paräis op der Uni geléiert - esou sot mäi Professer -: «Le droit doit être à la portée de la femme de ménage.» An dat ass eppes, wat mer oft erëm vergiessen. Mir maachen esou komplizéiert Texter, wou een eben de Problem huet, dass een emol net weess, wou se stinn. Elo wësse mer, wou se stinn.

Kohärenz: Mir hu festgestallt, wéi mer dee Code hei gemaach hunn, dass de Législateur all puer Joer erëm hei eppes mécht an do eppes mécht a sech selwer oft net bewosst ass, dass seng Texter kënne kontradiktoresch sinn. Dat waren also e puer Punkten, op déi mer hei opmierksam gi sinn. Et war Kontradiktioun. Wa mer dat alles an engem Code hunn, hu mer an Zukunft vill manner eng Gefor vu Kontradiktioun.

Also nach eng Kéier: Zougang a Kohärenz, dat sinn déi zwee wesentlech Virdeeler.

D'Prinzipien, wéi mer et ëmgesat hunn:

Droit constant, ganz kloer, mir hunn hei näischt geännert. Mir hu missen Arbitragë maachen. Et däerf een net e Code benotze fir Gesetzer ze änneren, soss gëtt ee souwéisou ni fäerdeg.

Zweetens, d'Numérotatioun. D'Numérotatioun huet zwee grouss Virdeeler. Si ass vläicht am Ufank net verständlech, well mer net hei mat engem Artikel 1 ufänken, mä mam Artikel 111. Mä d'Numérotatioun ass wichteg, well mer kënnen dee Code elo - et ass vum John Castegnaro gesot ginn e muss liewen - duerch déi Numérotatioun liewe loossen an erëm nei Kapitelen dramaachen. An d'Numérotatioun bréngt dann och erëm eng Kéier vill méi Liesbarkeet eran.

Notamment och wat d'Reglementer ubelaangt. Well d'Reglementer, déi mer jo och wëllen am Hierscht iwwert d'Voie de règlement granducal hei virschloen, déi kënne mer elo ganz einfach zesummebündelen. Dat heescht, ech huelen den Artikel 121-1 iwwert de Contrat de durée déterminée. Deen huet e Règlement d'exécution. Elo kritt dee Reglement d'Nummer R. 121-1. Dat heescht, fir een, deen eppes nozeschen huet, dee weess ganz séier an Zukunft wou e Reglement komm ass a wou kee komm ass. Also, dat doten ass och ganz wichteg.

Dann ass natierlech och d'Legistik wichteg, dass mer hei versicht hu Saachen zesummenzemaachen.

A wat de Statut unique ubelaangt, hu mer elo hei eigentlech schonn de Statut unique. Mir hu just déi puer - am Droit du Travail sinn et der net esou vill – Ënnerscheeder, wou notamment d'Employé-privéen en anere Regime hu wéi am Allgemengen, hei gekennzeechent, esou dass mer awer do schonn eng grouss Viraarbecht geleescht hunn.

Eng Diskussioun, déi mer haten, de Marc Spautz ass un déi erukomm, dat ass déi vum Champ d'application. Mir wollten e vill méi breet maachen, ebe fir de Rechtspraktiker méi Zougang ze ginn, wat si wäit oder breet géif interesséieren. De Statsrot sot: Neen, maacht dat net! Gitt do op de Core business vun lech zréck - dat ass also de Code vum Aarbechtsminister.

Gutt, ech mengen, dass mer domadder liewe kënnen. Et ass nach net alles geléist, mä mer kënnen domadder liewen. De Virdeel ass awer deen - elo kommen ech drop zréck, wat d'Viviane Loschetter gesot huet -, dass et an Zukunft vill méi schwiereg ass, dass den Droit du Travail court-circuitéiert gëtt. Mir hunn ëmmer erëm Gesetzer fonnt, déi CDDe verlängert hu géint d'Aarbechtsrecht. An dat ass a sektorielle Gesetzer geschitt, wou den Aarbechtsministère emol näischt dovunner matkritt huet. Dat ass an Zukunft net méi de Fall. Dat kréie mer an Zukunft besser ënner Kontroll.

Wat mer hu missten, dat ass wéi a Frankräich Codes pilotes a Codes suiveurs. Déi léisen esou déi Problemer vum Champ d'application vun den eenzelne Coden.

Dat heescht: Wat brauche mer? Mir brauche méi Coden. An ech hoffen op eng Décisioun, déi iwwregens nach an der viregter Regierung geholl gouf, „better regulation" huet déi geheescht, also „besser Gesetzgebung". An där Décisioun vun der Regierung steet dran, dass de Code du Travail en éischte Pilotprojet wär, an dass een an Zukunft all déi aner Beräicher och kodifizéiere soll. Da gëtt den Droit wierklech méi liesbar fir eis Leit.

Da mäi leschte Punkt: Wéi maache mer deen elo zougänglech? Et ass ganz kloer, dee Code trëtt den 1. September a Kraaft a mir wäerten och do eng Partie Publicitéit ronderëm e maachen. Ech mengen, haut kréien déi mannste Leit mat, dass mer do dee Code gemaach hunn, well mer virun der Vakanz sinn a well awer nach vill aner Saache méi diskutéiert gi wéi dëse Code.

Wichteg ass fir e Code, dee lieft, dass mer e vun Ufank un - an do sinn d'Gespréicher scho gelaf - mam Service central de Législation iwwert de Wee vu Legilux zougänglech maachen. Well dee lieft jo, dat heescht, deen ass jo net figéiert, an dee muss dann ëmmer erëm do consultéiert ginn. Mir sinn amgaang fir eise Ministère en neie Site ze maachen, eisen ass net ganz brillant, muss ech als ehemalegen eLëtzebuerg-Minister soen. Mir sinn amgaang en neie Site ze maachen. Do maache mer dann och Linke mat Legilux. Mä an Zukunft kritt een dann iwwer Legilux den direkten Zougang dozou.

Legilux - also de Service central de Législation, besser gesot - wäert selbstverständlech och eng Partie Pabeierversiounen op de Maart ginn, wéi et eben och elo scho bei anere Publikatiounen de Fall war. Also, do si mer och mat dem Service central de Législation amgaang ze kucken.

An da ginn ech dovunner aus, dass d'Chambres professionnelles, an esou wäit ech op d'mannst d'Chambre des Employés privés kennen, sinn déi schonn amgaang - ech hunn net mat hinne geschwat, mä ech weess awer wéi äerdeg déi sinn -, fir och eege Broschüren ze maachen.

Well da kënnt jo nach eppes Neies: Den Droit, d'Gesetz selwer muss jiddferengem zougänglech sinn. Mä d'Commentairen dozou, wat dat bedeit, och wat d'Jurisprudenz bedeit, dat ass eng intellektuell Aarbecht, déi Auteure maachen. An ech hu mat vill Satisfaktioun festgestallt, dass mëttlerweil - géif ech mengen, well et ass elo nach en neit Buch erauskomm - op d'mannst eng hallef Dosen Auteuren am Droit du Travail schaffen, wat jo och flott ass. Och dat ass eppes, wat eppes Zousätzleches bréngt.

An ech mengen déi, déi och wäerte versichen dat un hir Leit ze bréngen, dat sinn eis Gewerkschaften, déi jo Centre-de-formationen hunn, do wäerten d'Delegéierten dat scho gewuer ginn. Selbstverständlech wäert ech och mat der École supérieur du Travail schwätzen, dass och do esou séier wéi méiglech dat do weidergeet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, et sinn zéng Minutten a zwou Sekonne vergaangen. Ech halen elo op. An da wëll ech dem Här Marcel Glesener soen, dass ech dat vun der Sozialcharta mathuelen. Dat ass eng Saach, déi den Aarbechtsminister net eleng ka maachen, mä mir wäerten et op den Ordre du jour vun engem nächste Regierungsconseil setzen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. De Vote iwwert dëse Projet de loi fënnt haut de Mëtten no der Debatt iwwert d'Antitubaksgesetz statt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.31 heures)

Ordre du jour

1. Communications

2. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

(Déclaration de recevabilité)

3. 5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Amendements - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Résolution)

4. 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale)

7. Hommage à Monsieur Niki Bettendorf

8. Projet de loi 5518 (suite)

(Discussion générale - suite - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Här Minister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

«Notre amour de la liberté ne doit pas nous entraîner à ignorer les problèmes qu'engendrent ses abus.»

Avec cette citation du philosophe Karl Popper, à la fin du débat sur le rapport intitulé «Allégations de détentions secrètes et de transferts interétatiques illégaux de détenus concernant des États membres du Conseil de l'Europe», le rapporteur de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme, M. Dick Marty, a mis en évidence la ligne à suivre:

«Rigueur, mais respect des droits fondamentaux. C'est avec un comportement profondément éthique que nos démocraties pourront relever ces grands défis. Une démocratie qui est mûre et solide devrait avoir le courage de dire: oui, nous avons fait des erreurs, nous l'avons compris, nous allons changer. C'est le message que nous souhaitons adresser aujourd'hui.»

Au cours du susdit débat, un des points forts de la troisième session de 2006 de l'APCE, sont également intervenus: M. Franco Frattini, Vice-Président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité; M. Cem Özdemir, Vice-Président de la Commission temporaire du Parlement européen sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers; ainsi que M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Ont été présents à cette troisième partie de la session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 26 au 30 juin 2006: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants. Se sont excusés: Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs.

Lors de cette session Mme Brasseur a été nommé Vice-Présidente de la Sous-commission de la jeunesse et des sports de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée, à l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Moscou en mai 2006 ainsi qu'à l'approbation du rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente.

Ensuite l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les autres points culminants des huit séances ont été les suivants:

- mise en œuvre de la Résolution 1480 (2006) sur la contestation des pouvoirs de la délégation parlementaire d'Azerbaïdjan;

- relations extérieures du Conseil de l'Europe;

- élection de Mme Päivi Hirvelä, au titre de la Finlande, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2013;

- élection de Mme Isabelle Berro-Lefevre, au titre de Monaco, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 27 juin 2006 au 26 juin 2012 et

- élection de M. Giorgio Malinverni, au titre de la Suisse, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 19 janvier 2007 au 18 janvier 2013;

- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD;

- droits fondamentaux des migrants irréguliers avec l'intervention de Mme Nouzha Chekrouni, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc, chargée des Marocains résidant à l'étranger;

- liberté d'expression et respect des croyances religieuses avec le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie;

- suivi du Troisième Sommet des chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005) avec

a) la mise en œuvre des décisions du Troisième Sommet,

b) les migrations, les réfugiés et la population dans le cadre du Troisième Sommet,

c) la priorité à la coopération culturelle,

- les parlements unis pour combattre la violence domestique contre les femmes avec l'intervention, entre autres, de Mme Yakin Ertürk, rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes,

- position de l'Assemblée parlementaire à l'égard des États membres et observateurs du Conseil de l'Europe n'ayant pas aboli la peine de mort,

- évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée (mai 2005-juin 2006),

- la prévention des incendies de forêts et

- liberté académique et autonomie des universités.

Au cours de cette troisième session de 2006 l'Assemblée a pu suivre

- la communication du Comité des Ministres faite à l'Assemblée parlementaire par M. Alexandre Grouchko, Ministre adjoint des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et

- l'allocution de M. Sergueï Mironov, Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie.

En plus se sont tenues deux discussions selon la procédure d'urgence: l'une sur la réforme constitutionnelle en Bosnie-Herzégovine et l'autre sur les conséquences du référendum au Monténégro.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et onze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

«D'après la loi des dominos, la région dans son ensemble pourrait basculer dans une spirale dangereuse.»

Avec ces mots Monsieur Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a appuyé sa mise en garde contre le fait que des puissants de ce monde pourraient proclamer sur le territoire de la Serbie un nouvel État albanais dans les Balkans, le Kosovo. Les Serbes du monde entier, et pas seulement en Serbie, percevraient une telle décision comme une humiliation nationale et des forces politiques rétrogrades prendraient probablement le pouvoir à Belgrade. Pour celles-ci, l'UE, les États-Unis et l'OTAN sont des ennemis. Le ministre a aussi précisé que suite à une telle décision la Serbie remettrait en cause sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

Bien que la capture du général Ratko Mladić soit une condition indispensable pour les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'UE, M. Charles Goerens, Président honoraire de l'Assemblée et corapporteur pour la Serbie de la Commission de suivi de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec M. Drašković avoir été frappé au cours d'une récente visite à Belgrade par le refus des jeunes Serbes de servir d'otages à la capture de Mladić.

À la première partie de la 52e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe occidentale, qui a eu lieu à Paris du 19 au 21 juin 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par le Député Monsieur Norbert Haupert, Membre suppléant, les membres Mmes Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que M. Jean Huss s'étant excusés.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été

- les nouveaux défis d'une politique européenne étrangère, de sécurité et de défense commune – Réponse au rapport annuel au Conseil,

- les relations entre l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen,

- les aspects de la PESD – Réponse au rapport annuel au Conseil,

- l'opinion publique et la mission Althea: un an après,

- la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne,

- les forces européennes en Afghanistan: leçons à tirer,

- les régimes de pensions dans les organisations coordonnées,

- projet de budget de l'Assemblée pour 2006 – Avis du Conseil,

- la recherche en matière de sécurité en Europe – Réponse au rapport annuel au Conseil,

- le déploiement d'armements dans l'espace,

- le rôle de la Force de gendarmerie européenne et

- la non-prolifération des armes de destruction massive.

En outre, l'assistance a pu suivre

- au cours de la première séance de lundi après-midi les discours

- de M. Pierre Masseret, Président de l'Assemblée,

- de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Président entrant du Conseil de l'UEO et

- de M. Seppo Kääräinen, Ministre de la Défense de la Finlande, représentant la Présidence entrante de l'UE;

- au cours de la deuxième séance de mardi matin le discours

- de M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie;

- au cours de la troisième séance de mardi après-midi les discours

- de Mme Dora Bakoyannis, Ministre des Affaires étrangères de la Grèce,

- de M. Hikmet Çetin, Haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan;

- au cours de la quatrième séance de mercredi matin l'intervention

- de M. Hendrik Daems, Président de la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants belge, représentant le Président de la Chambre.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette première partie de sa 52e session 2 directives et 10 recommandations au Conseil.

2. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, hunn d'Fraktiounspresidente sech dofir ausgeschwat, dass d'Revisiounsvirschléi 5595 a 5596 iwwert d'Artikelen 10 a 16 vun der Verfassung fir recevabel erkläert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

Une voix.- Jo, Här President.

M. le Président.- Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5533. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Bettendorf, den Här Huss, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, d'Madame Arendt an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn haut ganz frou, dass ech als Rapportrice dëse Projet an och de Rapport vun der Kommissioun iwwert d'Lutte antitabac ka virstellen. Et ass e Sujet, dee mir perséinlech um Häerz läit, an ech sinn och virun allem ganz zefridden iwwert d'Evolutioun vun dësem Projet an iwwert déi Adaptatiounen a Verbesserungen, déi mir als Chamberskommissioun konnten erabréngen.

Dass Fëmme schiedlech ass, dass Fëmmen ofhängeg a krank mécht, ass gewosst. Mëttlerweil gëtt et ëmmer méi Etüden, déi och beweisen, dass dat passiivt Fëmmen, d'Anootme vum Tubaksdamp vun deenen aneren, extrem schiedlech ass. D'Weltgesondheetsorganisatioun geet dovunner aus, dass Leit, déi regelméisseg a jorelaang dem Tubaksdamp ausgesat sinn, net nëmmen eng zwou- bis dräifach erhéichte Probabilitéit hunn, fir chroneschen Houscht, Bronchiten oder Asthma ze kréien, mä och vill méi e grousse Risiko droen, fir Longekriibs ze kréien. Och virun deem Hannergrond ass de Projet de loi 5533 iwwert d'Lutte antitabac ze gesinn.

Et geet virrangeg drëms, fir den Tabagisme passif ze bekämpfen, an et geet virrangeg drëms, fir déi Jonk virum Tubak ze schützen an ouni falsch Moral oder gehuewene Fanger en Ëmfeld ze schafen, dat si dovunner ofhält, fir iwwerhaapt mat Fëmmen unzefänken. Mir mussen alles drusetzen, fir ze verhënneren, dass weider Leit, a virun allem jonk Leit, an d'Fal vun der Tubakssucht geroden. Ech si ganz optimistesch, dass dëse Projet de loi dozou bäidréit an erreecht, dass d'Netfëmmen ëmmer méi d'Norm gëtt an d'Fëmme scho bei deene Jonken net méi als cool, mä als einfach net méi zäitgemëiss ugesi gëtt.

D'Fëmme soll an där Logik net als Genoss oder als Sënn ugesi ginn, déi ee sech emol gënne kann oder och net gënnt, well dat ass et nämlech net. Fëmme soll als dat ugesi ginn, wat et ass: eppes wat ofhängeg mécht an eppes wat krank mécht.

Mat dësem Gesetzesprojet iwwert d'Lutte antitabac kënnt Lëtzebuerg verschiddenen internationale Verflichtungen no. Eist Land ännert net nëmme säi bestehend Tubaksgesetz vun 1989, mä mir setzen och mat dësem Projet d'Direktiv 2003/33/CE iwwert d'Publicitéit fir Tubaksproduiten ëm. Eise Projet geet an deem Zesummenhang méi wäit wéi dat, wat vun der Direktiv virgesinn ass, well mer virrangeg deenen Engagementer nokomme wëllen, déi mer viru gutt engem Joer mat der Ratifizéierung vun der Kaderkonventioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun agaange sinn.

Dës OMS-Kaderkonventioun, déi Lëtzebuerg de 16. Juni 2003 ënnerschriwwen huet an déi mer hei an der Chamber de 4. Mee d'lescht Joer gestëmmt hunn, war an ass en Engagement, fir mat engem ganze Package vu méigleche Mesuren den Tabagisme ze bekämpfen. Et si verschidden Handlungsfelder, déi ugeschwat ginn, zum Beispill: de Schutz vun de Mineuren, de Verbuet vun der Publicitéit, d'Verfügbarkeet vun den Zigaretten am Allgemengen, d'Protektioun vun den Non-fumeuren, net nëmmen, mä och op der Aarbechtsplaz, d'Präisser vun den Zigaretten, d'Tubakssteier an d'Begleedung vun de Fumeure beim Entzuch.

Mam virleiende Gesetzesprojet gi mer eis déi néideg legislativ Instrumenter, fir deene Verflichtungen, déi sech aus der OMS-Konventioun erginn, och nozekommen. Souwäit fir de Kader vum Projet de loi e bëssen ze ëmräissen.

Ech kommen dann elo zu den Detailer vun de Mesuren a Regelungen, déi am Projet de loi virgesi sinn. Fir d'éischt, fir nach ee Moment dobäi ze bleiwen, de Verbuet vun der Publicitéit. Wéi scho gesot, geet de Projet méi wäit wéi dat, wat an der Direktiv virgesinn ass. Duerch d'Direktiv an den 90er Joren iwwert d'„Télévision sans frontières" ass schonn haut d'Publicitéit fir d'Tubaksproduiten op der Televisioun verbueden. D'Direktiv 2003/33 imposéiert e Verbuet fir d'Publicitéit fir Tubaksproduiten an de Printmedien, um Radio an um Internet, grad ewéi de Sponsoring an de Parrainage vu Manifestatioune mat enger „dimension transfrontalière".

De Projet de loi, ëm deen et haut hei geet, féiert e globaalt Werbeverbuet an, esou wéi dat am Artikel 13 vun der Kaderkonventioun vun der OMS virgesinn ass. Eng kleng Ausnahm wäerte mer bannent den ausgewisene Point-de-ventë maachen, direkt do, wou d'Tubaksproduitë verkaaft ginn.

Wa mer dëse Projet de loi haut hei stëmmen, da bleiwe just nach Däitschland, Spuenien, d'Tschechesch Republik an Ungarn, déi d'Direktiv net oder net komplett an nationaalt Recht ëmgesat hunn. Däitschland hat jo e Recours um europäesche Geriichtshaff géint d'Direktiv agereecht. No der Recommandatioun vum Avocat général un de Geriichtshaff, fir de Recours zréckzeweisen, huet Däitschland sech awer elo bereet erkläert, fir d'Direktiv ëmzesetzen. D'Kommissioun huet géint all dës Länner Prozeduren engagéiert, freet Erklärungen a verlaangt eng konform Ëmsetzung. Gutt, dass mer do net dobäi sinn!

Wann all déi europäesch Memberstaten d'Direktiv ëmgesat hunn, da wäerten d'Ënnerscheeder op deem Niveau an och den eventuelle Risiko vun enger Benodeelegung vun den Entreprisen an deenen entspriechende Länner, déi d'Ëmsetzung gemaach hunn, ganz verschwannen. Et bleift, dass Lëtzebuerg nom Vote vum Projet méi eng streng Regelung wäert hu wéi seng Nopeschlänner. A grad doriwwer kann een zefridde sinn; et ass positiv, dass grad an deem wichtegen a sensibele Beräich Lëtzebuerg d'Roll vum Virreider iwwerhëlt. Ech hoffen a sinn iwwerzeegt, dass iwwer kuerz oder laang eist Beispill wäert Schoul maachen, sou dass ëmmer méi Länner op dee Wee wäerte goen.

De Verbuet vun der Publicitéit fir d'Tubaksproduiten ass wierklech e wichtegt a staarkt Signal. A wa gesot gëtt, dat hätt kee Wäert, fir d'Publicitéit ze verbidden, well den Afloss oder d'Auswierkunge vun der Publicitéit net erwise wären, da muss ee sech wierklech froen, firwat dann esou vill Entreprisen esou vill Suen dofir ausginn. D'Äntwert ka jo jiddferee sech da selwer ginn.

An Zukunft wäert et och - an och hei e ganz staarkt Signal - verbuede sinn, fir Tubaksproduiten u Jonker ënner 16 Joer ze verkafen. Och dat ass eng ganz wichteg Mesure, well se deene Jonken den Zougang zu den Zigaretten an dem Tubak erschwéiert a se hoffentlech drun hënnert, fir iwwerhaapt mat Fëmmen unzefänken. Et kann ee wuel argumentéieren - an dat wäert och kommen -, dass fir déi Jonk grad dat, wat verbueden ass, nach méi e Reiz huet. Dat ass net ganz falsch, mä wat ass d'Alternativ?

Wann een de Verkaf vun Tubaksproduiten u Jonker ënner 16 Joer net verbitt, dann ass dat jo awer eng regelrecht Invitatioun. Den Tubak an d'Consommatioun vum Tubak gëtt weider banaliséiert, an da seet ee sech als Jonken: Et ka jo näischt Schlëmmes dru sinn! Mat deem Wëssen am Hannergrond ass et kloer, dass dann de Verbuet awer déi eendeiteg besser Léisung ass.

Een zweete wichtegen a groussen Deel vun dësem Projet de loi betrëfft de Fëmmverbuet op enger ganzer Rei vu Plazen. Dorënner falen ënner anerem all öffentlech Gebailechkeeten a Gebaier, déi dem Stat, de Gemengen, engem Établissement public gehéieren, vun hinnen oder fir si géréiert ginn. D'Kommissioun huet eng Regelung fonnt, déi virgesäit, dass och de Flughafen an d'Garen heirënner falen.

Weider gëllt de Fëmmverbuet a sämtleche Schoulgebaier an an der Enceinte vun deene Gebaier, an de Sportshalen, an de Galeriemarchandë grad ewéi an de Gebaier, wou Kino an Theateren dra sinn; och an de Wartesäll vu sämtleche Gesondheetsberuffer a -servicer ass d'Fëmmen an Zukunft net méi erlaabt.

An de Spideeler, an am direkten Agangsberäich ronderëm, gëllt e generellt Fëmmverbuet, mat der Méiglechkeet, fir pro Spidol maximal ee Fumoir anzeriichten, deen awer nëmmen den hospitaliséierte Patienten an nëmmen op explizit Demande vum Patient zougänglech ass.

D'Chamberskommissioun ass bei dëser Ausnahmeregelung op de Wee gaangen, deen de Conseil d'État virgeschloen hat, ënner anerem aus der Iwwerleeung eraus, fir der Tatsaach Rechnung ze droen, dass beispillsweis Patienten aus der Psychiatrie oder aus der Palliativstatioun, déi an enger besonnesch kritescher Liewenssituatioun sinn, net och nach en Entzuch kënnen zougemutt kréien.

Speziell geregelt ass dann elo de Beräich vun de Restauranten. Hei ass d'Méiglechkeet virgesinn, fir en Espace fumeur anzeriichten, allerdéngs mat ganz prezisen a strengen Oploen, déi iwwer e Règlement grand-ducal wäerte weider präziséiert ginn. Am Rescht ass et verbueden. Op jidde Fall muss den Espace fumeur strikt ofgetrennt si vum Rescht vun de Raim, en dierf maximal e Véirel vun der ganzer Surface vum Restaurant ausmaachen a muss mat engem speziellen a performanten Entlëftungssystem equipéiert ginn.

Dat ass iwwregens och, wat vill Leit net wëssen, d'Formule, déi den italienesche Législateur virgesäit, och wa wéinst dëse Contraintë vill Restaurateuren an der Praxis um Terrain ganz op e Fumoir verzichten an net op dee Wee ginn, well et einfach fir si besser ass, fir direkt op dee Wee ze goen, dee sech an Zukunft eigentlech iwwerall ofschätzt. A wéi ass et an Italien um Terrain? Do fonctionnéiert et ganz gutt an et gëtt akzeptéiert.

D'Fëmmverbuet gëllt och an de Caféen, déi Platen zerwéieren, an dat zu deenen Zäiten, wou gemengerhand - bei eis am Land zumindest - Iessen zerwéiert gëtt, nämlech tëscht 12 a 14 Auer mëttes an tëscht 7 an 9 Auer owes. Et bleift ze ënnersträichen, dass dës restriktiv Bestëmmungen, och bei Restauranten, net fir oppen Terrassë gëllen, wat virun allem elo am Summer vu ville Restaurateuren als Fro an de Raum gestallt gi war.

Et ass virun allem d'Regelung, déi d'Restauranten an d'Caféë betrëfft, déi am Virfeld vun dëser Debatt fir vill Gespréichsstoff gesuergt hat. De Secteur vun der Horesca mécht sech Suergen, si géifen domadder e groussen Deel vun hirer Clientèle ganz einfach verléieren. Dobäi muss een awer fir d'éischt emol bedenken, dass, no den neisten Zuele vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer, iwwer 73% vun der Populatioun net fëmmen. Iwwer 73% vun der Lëtzebuerger Populatioun fëmmen net! Si hunn, menge mer, als Éischt e Recht, net mussen den Damp vun de Fëmmerten anzeootmen.

Doriwwer eraus kann een dovunner ausgoen, dass dës 73% - dat sinn ëmmerhi bal dräi Véirel vun der Populatioun - éischter frou wäerte sinn, wann d'Restaurantë fëmmfräi sinn an dass si bestëmmt duerch dës Regelung méi oft an de Restaurant gi wéi virdrun. An dat gëllt ëmsou méi, wa se Kanner hu fir matzehuelen.

D'Beispill vun Irland, dat jo zënter 2003 e generellt Fëmmverbuet agefouert huet, weist, dass dat esou ass. Déi Responsabel vun de Restauranten a Pubë soten, si hätten zënterhier zwar wuel e klengen Deel vun hirer Clientèle verluer, mä dofir awer och eng nei Clientèle amplaz gewonnen. Dat Wichtegst dobäi ass: Déi ganz grouss Majoritéit vun der Populatioun steet hannert dësen neie Bestëmmungen! En offizielle Rapport huet, ee Joer no der Aféierung vun den Antitubaksbestëmmungen an Irland, Bilan gezunn. 96% vun den Ire fannen, dass dat neit Gesetz eng Réussite ass, ënnert de Fumeure sinn et ëmmerhin 89%. Dat huet mech perséinlech gewonnert. 89% souguer vun de Fumeure sinn där Meenung! Och an Italien, wou et zënter Ufank 2005 en Antitubaksgesetz gëtt, ass den Echo an der Populatioun ganz positiv. Et geet also!

Et ass meng perséinlech Iwwerzeegung, dass et zu Lëtzebuerg wäert d'selwecht goen. Dat weist och de Fait, dass entre-temps, an nach ier se vum Gesetz dozou obligéiert sinn, och bei eis schonn eng ganz Rei vu Restaurantë fräiwëlleg „Non-fumeur" affichéiert hunn. Dat beweist, dass et och zu Lëtzebuerg e grousse Potenzial u Clientë gëtt, déi dat appréciéieren a grad dowéinst verstäerkt an déi fëmmfräi Restaurantë wäerte goen.

Ganz besonnesch frou sinn ech, dass mer - zesumme mat den zoustännege Ministeren a Chamberskommissiounen - um Enn elo awer eng ganz gutt Regelung am Projet de loi hunn, wat de Lieu de travail ubelaangt, an dat souwuel fir de Secteur privé wéi och fir de Secteur public. Heino muss de Patron an Zukunft obligatoresch mat enger Obligation de résultat dofir suergen, dass hie säi Personal virun Zigarettendamp vun anere schützt. Iwwregens falen och d'Restauranten, d'Caféen an d'Discoen ënnert déi Dispositiounen, déi elo mat alle Sozialpartner diskutéiert ginn an en musique gesat ginn, an e Règlement grand-ducal soll d'Detailmodalitéite gegebenenfalls regelen, an dat ass och gutt esou.

Ech wollt op dëser Plaz d'Beispill vun der Spuerkeess ervirsträichen, déi net op de Vote vun dësem Projet de loi gewaart hunn an uganks dëst Joer 2006 e Fëmmverbuet an all hire Gebaier ausgesprach hunn.

An enger Iwwergangszäit huet si souguer dem Personal, dat wollt ophale mat fëmmen, proposéiert, fir en Deel vun de Käschten ze iwwerhuelen, wa se Hëllefsmëttel, wéi Plooschteren zum Beispill, dofir bräichten. Dovunner gouf zwar nëmme minimal profitéiert, par contre krute mir gesot, dass d'Fëmmverbuet ouni Problem respektéiert gëtt, souwuel vum Personal wéi och vun de Clienten an de Visiteuren. Ech sinn optimistesch, dass dëst positiivt Beispill an Zukunft wäert Schoul maachen.

Iwwregens ass am Projet de loi eng Obligatioun fir d'Regierung virgesinn, fir e weideren an zousätzlechen Effort ze maachen a Saachen Informatioun, Preventioun a Konsultatioun an an deene genannte Beräicher koordinéiert a strukturéiert Aktivitéiten unzebidden. Dëse Projet seet dem Tubak de Kampf un an net de Fëmmerten - souwäit si bereet sinn a prett sinn, déi aner Mënschen ze respektéieren. Vill Fëmmerte sinn ofhängeg. Si musse gehollef kréien, encadréiert an ënnerstëtzt ginn, wa se wëllen ophale mat fëmmen.

Et bleift nach ze soen, dass parallell zu den Interdictiounen, déi an dësem Projet de loi virgesi sinn, och eng ganz Rei vu Sanktiounen a Strofe spille wäerten, well dat schéinst an dat bescht Antitubaksgesetz bréngt awer näischt, wann ee sech net och d'Moyenë gëtt, fir et eventuell aneschters wéi mat Grondakzeptanz respektéiert ze kréien.

Ech wéilt elo résuméieren, wou an op wéi enge Plazen d'Fëmmen an Zukunft net méi wäert erlaabt sinn:

- an alle Spideeler, mat Ausnahm vu maximal engem Fumoir pro Spidol, just fir déi hospitaliséiert Patienten, an op explizit Demande; an den Apdikten; an de Wartesäll vun den Dokteren an an allen anere Santésberuffer a -servicer; an alle Gemeinschaftsraim bannent den Alters- a Fleegeheimer;

- an de Schoulen an um Terrain, deen dozou gehéiert, grad ewéi an de Raimlechkeeten, déi fir den Accueil vu Jonker ënner 16 Joer do sinn;

- an alle Gebailechkeeten, wou Sport bedriwwe gëtt;

- an de Kinos- an Theatersäll an an den Halen a Couloiren, wou se dra sinn, grad ewéi an de Muséeën, Galerien, Bibliothéiken a Liesraim, déi dem Public zougänglech sinn;

- an de Gebailechkeete vum Stat, de Gemengen an den Établissements publics;

- an den Autobussen an an den Zich.

Wat elo d'Gebailechkeete vu Stat, Gemengen an Établissements publics ubelaangt, esou steet am Text: «dans les halls et salles». Dës Formulatioun ass gewielt ginn, fir ze soen, dass all Espaces publics communs viséiert sinn, ausser eventuell déi individuell Büroen, déi de Législateur net primär viséiert huet. Si falen ënnert d'Obligation de résultat de santé vum Employeur.

- Da weider an de Galerie-marchanden an do wou Liewensmëttele verkaaft ginn;

- an de Restauranten an an de Salons de consommation vu Pâtisserien, mat der Méiglechkeet, fir mat speziellen, strengen Oploen en Espace fumeur anzeriichten;

- an de Caféen, déi Platen zerwéieren, an der Zäit tëscht 12 a 14 Auer mëttes an tëscht 7 an 9 Auer owes, mam generellen Hiweis, dass et op den Terrassë vu Caféen a Restaurantë weider erlaabt wäert sinn ze fëmmen.

Nach e Wuert zu den Avisë vun de Chambres professionnelles an deenen anere consultéierten Organismen. Hei kann ee vun zwou groussen Tendenze schwätzen. Eng grouss Majoritéit vun Avisen - déi vum Collège médical, der Association des Médecins et Méde-

cins dentistes, der Fondation luxembourgeoise contre le cancer an der Union des Consommateurs, fir nëmme si ze nennen - ware ganz positiv wat d'Zilsetzung vum Projet ugaangen ass. Au contraire, si hu souguer gläichzäiteg gesot, dass den initialen Text vum Regierungsprojet hinnen net wäit genuch géing goen, virun allem wat d'Bestëmmunge fir d'Ariichtung vu Fumoiren an de Restauranten ugeet oder och wat de Schutz op der Aarbechtsplaz betrëfft. Dëse Kritiken, déi och am Conseil d'État sengem Avis formuléiert goufen, huet d'Kommissioun mat hiren Amendementer Rechnung gedroen.

Op där anerer Säit stoung a steet d'Meenung, dass d'Gesetz ze wäit géif goen, virun allem wat de Verbuet vun der Publicitéit ugeet, mä och a Saache Fëmmverbuet an de Restauranten an esou weider. Zu dëser Tendenz gehéiert och e minoritären Avis vum Statsrot souwéi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers. Och de Conseil de Presse hat verständlecherweis Bedenken, wat de Werbeverbuet betrëfft, verständlecherweis dowéinst, well bei der Publicitéit geet et ëm eng wesentlech Source vun hire Recetten. Hei weist d'Entwécklung, wou mer histeieren, well d'Publicitéit an de Printmedië fält ënnert d'Bestëmmunge vun der EU-Direktiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer um Enn nach e puer Iwwerleeungen a mengem eegenen Numm mat op de Wee ze ginn. Iwwerleeungen, déi awer vun enger grousser Majoritéit vun de Membere vun der Santéskommissioun gedeelt ginn.

Et ass schonn zënter enger Zäit hei am Land e Mentalitéitswiessel amgaangen. Dëse Projet de loi, iwwert dee mir haut diskutéieren, notzt, stäipt an ënnerstëtzt dëse Mentalitéitswandel. Ëmmer manner Leit fëmme bei eis am Land. Ëmmer méi Leit packen et, fir opzehale mat fëmme bei eis am Land, an ëmmer méi Leit, déi net fëmmen, insistéieren op hirem Recht, fir net musse passiv matzefëmmen. Si solle virrangeg geschützt ginn. Si solle gehollef kréien, fir zu hirem Recht ze kommen, nämlech op d'Recht op e gesond Liewensëmfeld, net méi an net manner. Parallell dozou soll verhënnert ginn, dass d'Leit a virun allem Jonker iwwerhaapt emol ufänke mat fëmmen.

D'Ëmsetzung vun dësem Projet wäert eis all e Plus u Liewensqualitéit bréngen an eng grouss Akzeptanz an Ënnerstëtzung vu Säite vun der Populatioun mat sech bréngen. Dat weisen d'Beispiller vun Irland an Italien ganz gutt, an dat weisen och d'Beispiller vun deene Restauranten an aner privaten an öffentlechen Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi schonn elo hei matmaachen.

Ech hu mer iwwregens vun enger ganzer Rei vu laangjährege Fumeure soen a bestätege gelooss, dass si léiwer net géife fëmmen, an dass déi meescht vun hinne wéilten, si hätten ni ugefaangen. Si mengen och, wann et heiansdo net einfach wäert sinn, esou wäre si awer eigentlech heemlech frou, dass si an Zukunft e bësse gezwonge ginn, fir manner oder guer net méi ze fëmmen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och Leit, déi mengen, dëse Projet géif d'Fräiheet vun deenen Eenzelne beschneiden, mir géifen de Fumeuren hire Plëséier net gënnen an esou weider. A mengen Ae sinn dës Kritiken net nëmmen naiv, mä si droen der Gravitéit vum Problem net Rechnung a weisen e ganz grousse Mangel u Respekt vis-à-vis vun enger ganz grousser Zuel vu Leit, fir net ze soen der Majoritéit vun eiser Populatioun.

Ech soen et hei nach eng Kéier, och op de Risiko hin, mech ze widderhuelen: Fëmmen ass net einfach nëmmen eng schlecht Gewunnecht, et ass net nëmmen eng kleng Sënn, déi ee sech heiansdo gënnt, e klenge Plëséier. Fëmmen ass ee Suchtstoff, deen extrem séier ofhängeg mécht an dee krank mécht - net nëmmen deen, dee fëmmt, mä och déi Leit ronderëm, déi dësen Damp musse mat anootmen.

D'Fräiheet vum Fëmmert fir ze fëmmen, wann ee bei enger Sucht iwwerhaapt vu Fräiheet ka schwätzen, hält do op, wou dem Netfëmmert seng Fräiheet a säi Recht op eng propper Loft ufänkt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mënsche si Gewunnechtsdéieren, dat wësse mer.

(Hilarité)

Si si gréisstendeels resistent géint all Changement, dee si zwéngt, eppes un hire Gewunnechten ze änneren. Bis elo war et, bis op e puer Ausnahmen, normal, dass an öffentleche Gebaier, Caféen, Restauranten, iwwerall gefëmmt gouf. Elo muss ee sech, bis op e puer Ausnahmen, eben ëmgewinnen. Munnechem wäert dat méi liicht falen, anere wäert dat méi schwéier falen. Et wäert eng Zäit brauchen, bis dat als normal ugesi gëtt, wat eigentlech scho laang esou misst sinn. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir zu Lëtzebuerg ganz séier mierken a frou doriwwer wäerte sinn, dass dëst neit Gesetz eis Liewensqualitéit am Alldag ganz enorm wäert verbesseren.

Mäi Merci a meng Unerkennung als Rapportrice a Presidentin geet ofschléissend un eis ganz Santéskommissioun, déi an dëser net einfacher Matière an a permanenter Presenz vum Gesondheetsminister a senge Mataarbechter konstruktiv an engagéiert matgeschafft huet. Den Accord zu dësem Projet bréngen ech am Numm vun eiser ganzer Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen d'Madame Martine Stein-Mergen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann den Tubak géif haut entdeckt ginn, da géif weder seng Produktioun nach säi Konsum toleréiert ginn oder och nëmmen erlaabt ginn. Dat ass awer net de Fall.

Amerikanesch Indianer haten d'Kultur an de Konsum vun Tubak säit 2.000 Joer ongeféier kannt. Et war de Christoph Kolumbus, deen op Kuba Raacher fonnt huet, an hien huet den Tubak mat an Europa bruecht. Him goufen nämlech déi Zäit medikamentös Eegeschaften zougeschwat. Esou huet d'Maria vu Medici hir Kanner, wa se krank waren, mat Tubakspudder behandelt. Ech huelen un, dass déi, wéi déi Zäit d'Leit alleguerten, och net ganz laang gelieft hunn.

(Hilarité)

Säit dem 16. Jorhonnert gëtt Tubak och an Europa ugebaut, a vun hei aus ass e virugaangen an Indien, a Japan an an all d'Länner vun der Welt. Dat war déi Zäit sécher eng „success story".

Am 17. Jorhonnert ass a Frankräich eng éischt Tax op den Tubak agefouert ginn - och dat huet also Geschicht -, an de Kinnek hat e Monopol op der Vente an op der Fabrikatioun.

Während der Franséischer Revolutioun 1791 ass dunn de Verkaf liberaliséiert ginn, mä den Napoleon huet schonn 1811 erëm de Statsmonopol rétabléiert. Hien hat sécher erkannt, dass domat Geld ze verdénge wier. Esou kann ee sech iren, an dat während Jorhonnerten!

(Interruption)

Eréischt an de spéide 60er Jore vum leschte Jorhonnert huet d'Medezin erkannt, wat fir Folgen de Konsum vun Tubak huet, an ugefaang no Moossnamen ze froen. Mir kennen haut den Asaz vun der WHO an och vun der Europäescher Kommissioun, déi mat hirem Programm «Europe contre le cancer» net nëmmen, mä och géint dës Pandemie ukämpft.

Kolleeginnen a Kolleegen, nodeem d'Madame Mutsch hei an hirem excellente schréftlechen a mëndleche Rapport ausenanergeluecht huet, wat fir eng Viraarbecht net nëmme vun der Kommissioun, mä och vun allen aneren Acteure geleescht ginn ass, dass mer dëse Projet haut kënne stëmmen, wäert Der verstoen, dass et keng Floskel ass, wann ech hir haut, am Numm vun onser Fraktioun, villmools Merci soen.

Si huet et schonns gesot: Et war der aktueller Regierung en Uleies, net nëmmen d'Direktiv 2003/33 ëmzesetzen, mä op dësem Gebitt eng vill méi restriktiv Politik duerchzezéien, sou wéi dat am Regierungsprogramm festgesat war.

De Minister huet sech dann och mat ganz vill Asaz drugemaach, de Projet ze preparéieren, esou dass mer en am Januar dëst Joer an d'Kommissioun kruten. Wann een dat mat villen anere Gesetzer vergläicht, da kann ee soen, dat wier eng Rekordzäit, vu Januar bis Juli, besonnesch wann ee matkritt huet, wat fir e Gedäisch dëst Thema dobausse gemaach huet. Et gëtt en fait wéineg Gesetzer, iwwert déi esou vill an esou kontrovers diskutéiert a gestridde ginn ass.

Ech wëll Iech e Beispill soen. Eng Zäit laang hutt Der am Google en Chatroom fonnt, wou iwwert d'Gesetz diskutéiert gouf. An ee vun den Chatter huet dann d'Populatioun dozou opgeruff, op guer kee Fall méi engem vun de Membere vun der Santéskommissioun eng Stëmm bei de Wahlen ze ginn. Mä et war awer net erauszefannen, ob hie fonnt huet, dass d'Gesetz net wäit genuch géif goen, oder ze wäit.

Dëse Projet huet ons Populatioun oder Deeler dovun an zwee Camp en agedeelt, déi Fanatesch-Dofir an déi Fanatesch-Dergéint, an déi hu sech dann och oft an ausgiebeg zu Wuert gemellt. Déi méi Gemässegt melle sech jo leider net esou oft. Ech sinn der Meenung, dass duerch dës Leit, och wann et nëmmen e Brochdeel vun onse Matbierger ass, dat ganzt Gesetz zäitweis a Fro gestallt war. Mat Fanatismus kann ee keng Gesondheetsan och allgemeng keng Politik maachen.

Mir haten an dësem Zesummenhang och an onser Fraktioun eng Rei vu Sëtzungen, an och bei ons ass zum Deel méi haart a méi hëtzeg iwwert dëse Projet debattéiert ginn. Mir waren ons all eens, dass d'Onkloerheet, wat fir eng Grondphilosophie de Projet eigentlech hätt, zu enger ganzer Rei Malentenduë geféiert hat, esou wéi dat sech och an deenen éischten Avisë répercutéiert hat.

Och déi Meenungen, déi een dobaussen esou opgefaangen huet, ware räichlech konfus. Et ass notamment drëm gaangen, dass d'Fëmmen op der Aarbechtsplaz widderspréchlech behandelt ginn ass.

Mir hunn ons dunn an der Kommissioun drugemaach, d'Spree vum Weess ze trennen, an aus dësen Diskussiounen, an Zesummenaarbecht zwëschent de Ministere Biltgen, Di Bartolomeo a Wiseler, déi jo kompetent net nëmme fir de gesondheets- mä och fir den aarbechtsrechtlechen Deel sinn, ass et dunn zu deenen zwee ënnerschiddlechen Undeeler vum Gesetz komm: deen een, dee sech ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv an och d'Fëmmverbuet op verschiddene Plazen ausspréicht, an deen aneren iwwert d'Handhabung vum Fëmmen op der Aarbechtsplaz. Ech wäert herno dorop zréckkommen.

Aus dësen Ursaachen eraus, mä och ënner Berücksichtegung vu groussen Deeler vun den Avisen, déi erakomm sinn, war also d'Gesetz ëmstrukturéiert ginn. Et ass fir ons elo haut kohärent, an Dir wäert all gesinn, dass et ons am Kampf géint den Tabagismus e grousse Schrëtt virubréngt.

Et ass jo net esou, Dir Dammen an Dir Hären, dass um Terrain nach näischt geschitt wier. A verschiddene Spideeler, en fait, ech mengen, an alleguerten haut, gëtt et schonns säit Joren d'Regel «Hôpital sans tabac», an ech kann lech soen, dass dat net esou ouni weideres iwwert d'Bühn gaangen ass virun zéng Joer, wéi dës Diskussioun zum Beispill bei ons am Spidol ugaangen ass. Ech kenne keng Plaz, wou d'Leit iwwert d'Folge vum Fëmme besser informéiert sinn a wou méi gefëmmt ginn ass wéi an de Spideeler.

Dir hutt och schonn all déi Leit gesinn, déi an oder vill méi virun de private Betriber um Trottoir stinn, Summer wéi Wanter, an do hir Zigarett fëmmen. A ganz ville Boîtë gëtt nämlech schonn haut a scho laang net méi gefëmmt. A ville Restauranten ass och schonn haut net méi gefëmmt ginn. Vill Restaurateuren hu scho vu sech aus an och op Demande vun hire Clientë Fumoiren ageriicht.

Une voix.- Déi meescht.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- All dës punktuell Observatioune féieren zu enger ganz wichteger Feststellung: Iwwerall fëmmen ass net méi esou selbstverständlech, d'Rapportrice huet et scho gesot. Den Trend aus den USA, d'Fëmmen ze verdäiwelen, huet och hei an Europa seng Friichte gedroen, ouni awer bis elo déi Auswüchs mat sech ze féieren, wéi dat doiwwer de Fall ass. Wann et nämlech an de Vereenegte Staten a verschiddene State verbueden ass, a sengem Auto d'Fënster opzemaachen, wann een eng fëmmt, fir dass den Damp dobausse kee belästegt, freet ee sech, wat esou Moossnamen nach mam Schutz vum Netfëmmert ze dinn hunn, an ob et do net besser wier, d'Waffen op der Strooss amplaz d'Fëmmen ze verbidden.

Une voix.- Ganz richteg!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Wann een esou wäit wëllt goen, Kolleeginnen a Kolleegen, da muss een de Verkaf vun Tubaksproduitë ganz einfach verbidden. Dat wëllt awer hei an elo keen.

(Interruptions)

Ech hoffen, dass mer ons heibannen alleguer eens sinn, dass, och wa mer ons hei iwwert déi Fortschrëtter freeën, déi duerch dat heitegt Gesetz zustane wäerte kommen, et net däerf hei bei ons an Europa zu där Hexejuegd kommen, wéi dat an den USA a verschiddene Staten de Fall ass.

Iwwert de Schutz vum Fëmmert a vum Netfëmmert ewech sollte mer duerch dëst Gesetz léieren, wéi ee sech kann ënnerenaner eens ginn, fir een deen aneren net ze belästegen. Toleranz a Respekt sinn Zauberwierder, déi mer hei musse beméien.

Och op där anerer Extremitéit fënnt een Extremismus. Wien haut nach behaapt, Tubak wier iwwerhaapt net schiedlech, deem ass einfach net ze hëllefen! Besonnesch falsch, awer heefeg zitéiert, ass och de Vergläich mam Alkoholkonsum, well vill Leit stéiert et anscheinend vill méi, wann een nieft hinne sëtzt, deen ze vill gedronk huet, wéi wann een nieft hinne fëmmt. Nun ass et awer esou, dass deem enge säin Alkohol deem aneren näischt kann undoen, während mer säit ongeféier 15 Joer sécher wëssen, dass passiven Tubakkonsum - „environmental tobacco smoking" heescht dat op Medezinesch - och amstand ass, am richtege Verhältnis déiselwecht Krankheeten ervirzeruffe wéi beim Raacher.

Verschidde vun onsen Nopeschlänner hunn ons de Wee gewisen. Deenen engen hire war méi kategoresch, anerer hu méi labber Fëmmgesetzer gestëmmt a Moossnamen an d'Wee geleet, déi och ganz allgemeng op gutt Echoe gefall sinn.

Den Enjeu, ëm deen et hei nämlech geet, ass derwäert fir pondéréiert ze ginn. Mir hunn ons all an deene leschte Méint zesumme Gedanken driwwer gemaach, wéi ee fir onst Land d'Regele kann opstellen, fir éischtens méiglechst vill Jonker ze iwwerzeegen, net unzefänke mat fëmmen, méiglechst ville Raacher ze hëllefen, fir opzehalen, an drëttens déi, déi net raachen, optimal géint de passive Konsum ze schützen.

Deen éischte vun dësen dräi Punkten, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dat ass fir mech dee wesentlechen. Ech wäert en dofir och e bësse méi laang behandelen.

Wat fir Moossname sinn amstand ons Kanner dovun ofzehalen, unzefänke mat fëmmen? Fir een, deen nach ni gefëmmt huet, oder fir een, deen eng Kéier probéiert huet an deem et net geschmaacht huet, ass et einfach, iwwer Antitubaksmesuren ze schwätzen. Et ass awer vill méi schwéier fir domat opzehalen, wann een nun eemol ugefaangen huet - an ech weess vu wat ech schwätzen.

Dës Suchtproblematik ass sécher ähnlech wéi déi vun den Drogen, vun deene mer déi lescht Woch geschwat hunn. Och wann een de Risiko vun Alkoholismus, besonnesch wat d'Envergure vum Problem ubelaangt, net sollt ënnerschätzen, esou ass de Suchtpotenzial vun der Zigarett - an d'Madame Rapportrice huet och schonn dovunner geschwat, an ech soen express Zigarett an net Tubak - vill méi héich an duerchaus mat deem vun den illegalen Drogen ze vergläichen.

Mir haten déi lescht Woch gesot, dass haut den Haschisch net méi mat deem ze vergläichen ass, deen d'Hippië viru 35 Joer gedämpt hunn. A gradsou wier een naiv, wann ee sech net bewosst wier, dass d'Zigarettenhiersteller Potenzéierungsmëttel an aner Stoffer dem Tubak bäimëschen, fir esou schnell wéi méiglech eng Ofhängegkeet ervirzeruffen.

Une voix.- Très bien.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Den Trick ass och dann deen, deen d'Drogenhändler och uwenden, wéi se et mat de Kanner maachen: Fir d'éischt loosse se probéieren, a wa se bis Goût dru fonnt hunn, da gëtt d'Schrauf zougezunn an da gëtt den Dreck verkaaft. Gradsou soll et mat verschiddenen Zigarettefirmen an der Drëtter Welt oflafen.

Dëse Message also, Accro ass Accro, dee musse mer kënne vermëttelen, well en 12-Jährege betruecht Longekriibs an Häerzinfarkt als eng Krankheet vum héijen Alter, woubäi ee muss wëssen, dass, och wann een dat mat 30 Joer kritt, fir en 12-Jähregen en 30-Jähregen een am héijen Alter ass.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

D'Bild vun de Laangzäitfolgen an de Schoulen ze zeechnen ass also sécher net dat, wat wäert eleng an dësem Domän zu Resultater féieren. Am Iwwregen ass dësen Thema scho säit Joren e feste Bestanddeel vun de Schoulprogrammer.

Laut «Europe contre le cancer» gëtt et nëmmen zwou Mesuren, fir déi Jonk vum Fëmmen ofzehalen.

Här Minister, lauschtert no! - …zwou Mesuren, fir déi Jonk vum Fëmmen ofzehalen:

E sensibelt Unhiewe vum Präis vun den Zigarette respektiv eng Erschwéierung vun der Beschafung, an en allgemengt Ëmdenke vun der Bevölkerung.

D'Fëmme soll als almoudesch, sténkeg an oncool gëllen. Allgemeng gëtt enger soziologescher Approche méi Succès zougetraut wéi punktuelle Mesuren, wéi zum Beispill eng Offre de sevrage.

Ech wëll dofir awer d'Aide au sevrage net schlechtrieden, mä ech wëll hei de Point de vue vum Epidemiolog vertrieden: Hei geet et net ëm den Eenzelnen, mä ëm d'Pandemie.

Dat Ëmdenken hëlt vill Zäit - d'Madame Mutsch huet et och scho gesot -, mä gewëssen Tendenzen an dës Richtung si festzestellen.

Déi aner Mesure gëtt an dësem Gesetz undeitungsméisseg ëmgesat. De Verbuet vun der Vente u Jonker ënner 16 Joer wäert et net onméiglech, awer wesentlech méi schwéier maachen, sech Zigaretten ze beschafen.

Och wann de Präis vun den Tubaksprodukten iwwert déi lescht Jore konstant an d'Luucht gaangen ass, wier eng substanziell Verdeierung vläicht e finanztechnesche Risiko fir onst Land, vläicht eng onsozial Moossnam, well dann nëmmen déi Räich sech kënnten Zigarette leeschten an déi aner net méi. Mä dëst wier wahrscheinlech vun alle Moossnamen déi effikasst, net nëmme fir Jonker vum Tubak ewechzehalen, mä och fir e weidert Argument bei deene Leit ze bréngen, déi wëllen ophale mat fëmmen.

An England sinn d'Ufänker ënnert de Jugendlechen eréischt dunn erofgaangen, wéi de Präis vum Pak Zigaretten op aacht Euro ëmgerechent an d'Luucht gaangen ass. Affaire à suivre.

De Verbuet vun all Werbung, deen hei an onsem Gesetz wesentlech méi wäit geet, wéi d'europäesch Direktiv et virschreift, ass ganz sécher e Wee an d'Richtung vun der Onattraktivitéit vum Fëmmen.

Mir hunn an der Fraktioun och laang iwwert dëse Punkt diskutéiert. Et ass e Fait, dass duerch e Werbeverbuet ons national Hiersteller wäerte benodeelegt ginn. Mir wëssen, dass d'Publicitéit mat den auslänneschen Zeitungen iwwert d'Grenz kënnt an dass mer doru selwer näischt kënnen ännere. Mä et gëtt Hoffnung: An deene leschte Woche kënnt et an Däitschland - d'Madame Mutsch huet schonn iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv geschwat, déi lescht Bastioun vun de Fëmmlobbyisten - zu allerhand Bewegung an dësem Dossier, an et ass unzehuelen, dass och si deemnächst gesetzlech Moossname géint d'Tubakswerbung wäerten ëmsetzen.

Souwäit d'Primärpreventioun. Wéi ass et mat der Sekundärpreventioun, dat heescht mam Sevrage? Dëst Wuert gëtt ëmmer erëm am Passiv gebraucht, mä en fait ass de Sevrage eng Aktivitéit, eng aktiv Prozedur, déi vum Süchtege selwer duerchgezu gëtt. Wat mir kënnen ubidden, dat ass eng Hëllef beim Sevrage, sief dat a Form vu Gespréicher, vu verschiddene Medikamenter, deenen hir Wierkung allerdéngs net méi esou sécher ass, wéi et nach virun dräi Joer gesot ginn ass, mat enger Nikotinsubstitutioun oder awer enger Kombinatioun vun dëse Moossnamen. Et ass awer nach ëmmer de Patient selwer, deen de Wëlle muss opbréngen.

Fir dat ze maachen, brauch hie fir d'alleréischt emol déi richteg Argumenter. Et ass d'Aufgab vu sengem Dokter oder vum Beroder, fir dës Argumenter ze bréngen:

Mir wëssen, dass d'Fëmmen iwwer méi wéi 20 verschidde Weeër kann ëmbréngen oder krank maachen. En gros sinn et awer dräi Kategorië vu Krankheeten, déi d'Fëmmen no sech zitt: Déi eng si cardio-vasculaire: Arteriosklerose, Häerzinfarkt, Hireschlag, ass déi éischt. Dann hu mer d'Longekrankheeten: Insuffizienz, chronesch Bronchite, Emphysem; a schliesslech déi verschidde Kriibszorten.

E Fëmmert verléiert, statistesch wuelverstanen, ongeféier 20 bis 30 Joer Liewenserwaardung par rapport zu engem Netfëmmert. Ongeféier d'Halschecht vun de Raacher stierwen un de Folge vun hirer Sucht. Dat wësse mer haut. Dat misst eigentlech jiddferee wëssen.

Bei «Europe contre le cancer», wou ech onst Land jorelaang am Grupp vun de Generaliste vertrueden hunn, ass awer festgestallt ginn, dass dëst Wëssen net duergeet.

De Prozess, deen zum Sevrage féiert, ass bei jiddferengem anescht, an oft kënnt dat verdrängtent Wëssen ëm d'Gefor dann zum Virschäin, wann et engem net esou gutt geet. Et gëtt also fir den Dokter keng besser Geleeënheet wéi zum Beispill eng Bronchite, fir mat sengem Patient vum Sevrage ze schwätzen.

Duerfir ass an deene meeschte Fäll de Sevrage keen nationalen a kee Gruppephenomeen, mä opportunistesch, am englesche Sënn vum Wuert, an individuell; e verleeft an e puer Etappen a féiert an ongeféier 30% déi éischte Kéier zum Zil; mä et kann ee jo nach eng Kéier probéieren, an dann nach eng Kéier.

Aus menger berufflecher Erfahrung weess ech och, an ech hunn et an der Kommissioun och gesot, dass et net wichteg ass, dass Substitutiounsproduiten iwwert d'Krankekeese bezuelt ginn, well d'Lëtzebuerger Mentalitéit „Wat näischt kascht, dat ass näischt“ géing do zu engem weideren Hindernis féiere fir deen, deen da motivéiert wier. Hie spuert jo da vill Suen, wann en net méi fëmmt, sou dass e sech déi Patche ka kafen.

Iwwert dat passiivt Fëmme gëtt et dann och haut genee Statistiken - d'Madame Mutsch huet dat scho gesot. Wann een och am Eenzelfall net ka mat Sécherheet soen, ob e gewësse Patient net och Longekriibs kritt hätt, wann hien net exposéiert gewiescht wier - och där wäert et ginn a gëtt et -, kann ee sech op Statistike stäipen, déi aussokräfteg sinn.

Déi bescht Beispiller sinn déi vun de Kanner, déi an hiren Elterenhaiser dem Damp ausgesat sinn, déi kréie méi heefeg Asthma; a Frae vu Männer, déi doheem fëmmen, déi kréie méi oft Longekriibs.

Et ass also ubruecht, alles ze maachen, wat dozou féiert, dass Netraacher an enger dampfräier Atmosphär kënne liewen a schaffen.

Aus dëser Ursaach gesäit d'Gesetz dann ebe Fëmmverbueder op verschiddene Plaze vir, am Artikel 6. Op dee wäert meng Kolleegin Nancy Arendt zréckkommen. Ahem!

Une voix.- Oh, Fëmmerten!

(Hilarité)

Une autre voix.- Profitéiert, well dat ass och geschwë verbueden!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Am Gesetz sinn dann och Sanktioune virgesinn, wann ee sech net un dës Regelen hält. Dat schéngt ons als CSV-Fraktioun eminent wichteg, mä mir wëlle betounen, dass esou Restriktiounen nëmmen da sënnvoll sinn, wa se och kontrolléiert a sanktionéiert ginn. Mir wäerten also déi praktesch Ëmsetzung vun dësen Artikele mat der néideger Spannung an Opmierksamkeet verfollegen.

En anere Punkt, wou mer kategoresch dofir agetruede sinn, dat ass, dass de Lieu privé aus dësem Gesetz erausbleift. Et ass richteg, dass mer domat keen Afloss hunn an deene Fäll, wou zum Beispill Kanner an hiren Elteren hirem Gallem sëtzen, mä fir d'CSV ass Privat Privat, an esou Virschréfte wiere letztendlech och net ze kontrolléieren. Déiselwecht Positioun hu mer dunn och vertruede wat d'Altersheemer betrëfft, wou d'Leit jo och wunnen, oder och zum Beispill de Prisong, wou d'Leit jo eigentlech och wunnen, wann och net ganz fräiwëlleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweeten Deel vun onsem Projet handelt dann, wéi gesot, vun den Aarbechtsplazen. Dat sinn d'Artikele 16 a 17. Hei gëtt an engem méi weide Konzept eng Obligation de résultat de santé fir d'Patronen agefouert, fir déi privat an déi öffentlech. Wéi scho gesot, hunn déi zwee zoustänneg Ministèrë sech mat vill Engagement drugesat, fir dass d'Interferenzen tëschent Fëmmverbuet an Aarbechtsplazregelung op eng kohärent Aart a Weis an dëst Gesetz kënnten englobéiert ginn.

Dat ass och elo de Fall. Et wäert de Patronen iwwerlooss bleiwen, fir op där enger Säit ze verhënneren, dass Netfëmmerten am selwechte Büro wéi d'Fëmmerte sëtzen an eventuell a sengem Betrib selwer ze campagnen an eng Aide au sevrage ze offréieren, well mer jo net däerfe vergiessen, dass onst Gesetz fir de Schutz vum Fëmmert a vum Netfëmmert antrëtt.

Mir wollten och ee Moment heizou eng Motioun presentéieren, hunn awer an der Diskussioun décidéiert, dat net ze maachen, well mer an ons Ministere Biltgen a Wiseler vollst Vertrauen hunn, dass dës Moossnamen och wäerten zum gegebenen Zäitpunkt kontrolléiert ginn an dass dann eventuell aner Mesurë wäerte virgesi ginn.

Haut de Moien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hate mer op onsem Pult nach en zousätzlechen Avis vun der Chambre du Commerce. Wann ech nodréiglech iwwer verschidde praktesch Punkten nodenken, wéi onst Gesetz soll ëmgesat ginn, dann deet et mer eigentlech leed, dass ech - an ech schwätzen hei fir mech ganz eleng - mech net méi dofir agesat hunn, dass verschidden Iwwergangsregele virgesi wiere respektiv verschidde Punkten nach méi genee sollten definéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Ech wëll den Délai uschwätzen, fir Fumoiren opzeriichten. Fir ons Restaurateure geet et elo extrem schëtzeg,…

Une voix.- Très juste!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- …an dass et duerch de Congé collectif am Summer wäert schwéier ginn, déi Corps-de-métieren ze fannen, déi dës Aarbechten zur Zäit kënnen duerchféieren, dat weess jiddfereen, deen eng Kéier am August eng Panne doheem hat. Ech mengen och net, dass en Délai vun dräi Méint der Kaz e Bockel gemaach hätt, wann ee weess, dass déi gesondheetspolitesch Auswierkunge wa manner Leit fëmmen, zum Beispill op d'Morbiditéits- an d'Mortalitéitsstatistiken u Kriibs, sech wäerten an ongeféier 20 Joer weisen.

D'Fro, déi d'Chambre de Commerce stellt, ob een dann am Privé ass, wann een e Restaurant oder e Centre culturel lount, eng Société close quasi, déi wäert da wuel op de Geriichter entscheet ginn. Well dës Lokaler gi jo eigentlech verlount, an dann huet deen, dee se lount, jo eigentlech dann och d'Recht fir do ze fëmmen.

Eng aner Propositioun vun der Chambre de Commerce iwwert d'Englobéierung vun den Terrassë vun de Pâtisserië schéngt mer awer superflue, well dobaussen ass dobaussen, a mir hei, wéi schonns gesot, keng amerikanesch Verhältnisser wäerten an däerfe kréien.

Mir waren also an onser Begeeschterung vläicht e bëssen haseleg, mir hu vläicht e bësse bâcléiert, mä ech mengen, global kann een dëst Gesetz als e Fortschrëtt gesinn. Ech hunn och Vertrauen an ons Geriichtsbarkeet, fir Décisiounen, déi da wuel wäerten op se zoukommen, an engem Geescht vu gesondem Mënscheverstand, Toleranz a Responsabilitéit ze léisen.

Wat meng Confrèren Dokteren ubelaangt, esou kann ech lech soen, dass si mat Ongedold heirop gewaart hunn, well, och wa sech epidemiologesch Besserungen eréischt wäerten no ongeféier 20 Joer weisen, esou wäert et fir deen eenzelne Patient, dee mer dann elo zesummen iwwerzeegt kréien, fir opzehalen, ganz kloer zu enger Verbesserung vu senger Liewensqualitéit kommen.

Ech kann lech dann och zum Schluss mat op de Wee ginn, dass et ëmmer nach, och wann ee schonns laang gefëmmt huet, zu enger Verlängerung vun der Liewenserwaardung féiert, wann een ophält. Et ass also ni ze spéit!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mutsch huet et scho gesot: D'Fräiheet vun deem engen hält do op, wou d'Fräiheet vun deem aneren ageschränkt gëtt. An deem Sënn bieden ech lech, dëst Gesetz ze stëmmen, a bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den Här Bettendorf, deen am Numm vun der DP-Fraktioun d'Wuert ergräift.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut, kuerz virun der Summervakanz, och kuerz viru menger Pensioun, an nodeems scho méi wéi e Joer laang kontrovers an der Öffentlechkeet iwwert dëse Projet diskutéiert gouf, zum sou genannten Antitubaks- oder Antifëmmgesetz. De genauen Term ass «Lutte antitabac»,…

Une voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- …wat a sech e kämpfereschen, e radikalen Term ass.

Et stëmmt, datt de Gesondheetsminister dem Tubak an de Fëmmerten de Kampf ugesot hat, och wann hien an der Zwëschenzäit e bësse méi konziliant ginn ass. De Minister huet ëmmer gesot: „D'Stoussrichtung ass richteg.“ Ass dat esou, Här Minister? „D'Stoussrichtung ass richteg.“ Mir perséinlech geet déi richteg Richtung duer. Et muss net onbedéngt d'Stoussrichtung sinn, wou jiddfereen, deen enger anerer Meenung ass, nidder- oder ewechgestouss gëtt. Et muss net esou sinn, wéi de Zizou um Terrain de Fransouse geschuet huet, wou hie mam Kapp gestouss huet.

Här President, den Term «Lutte antitabac» staamt vun der OMS-Kaderkonventioun, déi Lëtzebuerg de 16. Juni 2003 - Här Minister, wann Der wëllt nolauschteren! -,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir sollt net esou nervös sinn!

M. Niki Bettendorf *(DP).*- …deemno nach ënnert der viregter Regierung, ënnerschriwwen huet, a wou de politesche Wëllen ausgedréckt gouf, fir progressiv den Tubakskonsum weltwäit ze reduzéieren.

Ech war iwwerrascht - ech weess, Här Minister, Dir litt net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ouh?

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Dir litt net. Mä wann ech am «Quotidien» haut de Moie liesen: «Il faut préciser qu'il y a deux ans le Luxembourg refusait encore de signer la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, alors qu'aujourd'hui il y a un consensus.» Ech huelen net un, datt Dir dat gesot hutt, mä datt dat carrément e Feeler vum «Quotidien» ass. Dir géift lech jo net erlaben, eng Onwourecht ze soen, wou déi Conventioncadre ënnert der Demokratescher Partei, wéi déi an der Regierung war, deemools ënnerschriwwe ginn ass. Ech weess, Här Minister, Dir litt net, dofir…

Plusieurs voix.- Ooohhh, aaahhh!!!

M. Niki Bettendorf *(DP).*- …déi Richtegstellung hei op dëser Plaz.

Mir als Chamber hunn d'lescht Joer dëser Kaderkonventioun och zougestëmmt. Deemools war dem Gesondheetsminister seng Intentioun, d'Fëmmen an de Restauranten ze verbidden, schonns bekannt, sou datt déi eenzel Parteie sech schonns deemools positionéiert hunn, och mir, d'Demokratesch Partei, a mir vertrieden eis Meenung vun deemools och nach haut!

Mat dësem Gesetzesprojet soll, zumindest dem Intitulé no, zum Antitubakskampf opgeruff ginn, woubäi et jo awer och haaptsächlech ëm e bessere Schutz vum Netfëmmert vis-à-vis vum Fëmmert geet. Dofir hate mir am Artikel 1 en aneren Text proposéiert, an zwar: «La présente loi a pour objet, dans l'intérêt de la santé publique, de promouvoir la protection des non-fumeurs et la lutte contre le tabagisme.» Eisen Amendement gouf verworf, mä mir mengen, mir wäre mat onsem Text méi crédibel gewiescht.

Här President, mat dem Objektiv, d'Netfëmmerte par rapport zu de Fëmmerten an hirem Tubaksdamp allgemeng ze schützen, kann d'Demokratesch Partei nëmmen averstane sinn. Dat heescht awer net, datt mer eis mat allen Dispositiounen aus dësem Gesetz d'accord erkläre kënnen.

Et ass Usus hei am Haus, Här President, datt een dem Rapporteur Merci seet fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat kënnt munnechmol vun Häerz, ass heiansdo awer net méi wéi eng héiflech Floskel. Dëse Rapport vun der Présidente-Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, ass excellent geschriwwen an och mëndlech gutt exposéiert ginn, an ech soen hir dofir och e ganz grousse Merci. Ech wäert trotzdeem spéider nach eng Kéier op de Rapport ze schwätze kommen, well menger Meenung no eng Rei Saachen an dësem Rapport net mentionnéiert ginn, eng Rei Saachen, déi doranner net figuréieren.

Ech wëll direkt am Ufank nach eng Kéier déi Ënnerstellungen, déi de Gesondheetsminister Di Bartolomeo hei virun engem Joer vis-à-vis vun der DP an deem Dossier gemaach huet, vehement zréckweisen! Mir stiechen net ënner enger Decke mat der Tubakslobby!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Och dat ass nei.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, däerf ech lech drun erënneren, datt schonns am Joer 1983 den deemolegen DP-Gesondheetsminister Emile Krieps en éischten «Projet de loi portant interdiction de fumer dans certains lieux» ausgeschafft hat. Hei liest een am Exposé des motifs:

«Il devient (…) de plus en plus urgent de faire adopter au moins un

minimum de mesures pour protéger les non-fumeurs contre les méfaits de la fumée du tabac. Car le fait de fumer, plaisir pour les uns, peut devenir malheur pour les autres.

La prise de conscience par le fumeur de la gêne qu'il répand autour de lui et, ce qui est plus grave, des risques pour la santé qu'il fait courir au non-fumeur, devrait inciter à la réflexion tous ceux qui choisissent à l'encontre du bon sens de s'intoxiquer progressivement en continuant de fumer.

Si les mesures proposées sont comprises, elles devront aider les fumeurs à se rendre compte qu'ils n'ont pas le droit de transformer, avec les risques que cela comporte, les non-fumeurs en fumeurs malgré eux.

L'intoxication du fumeur passif, elle est indubitable si on l'oblige à séjourner longuement dans un local enfumé, non ou mal ventilé.

Il est ainsi suffisamment établi que la fumée de tabac provoque pour le non-fumeur des effets qui vont nettement au-delà de la simple gêne. Aussi les non-fumeurs peuvent-ils légitimement s'attendre à ce que les fumeurs s'abstiennent de fumer dans certains lieux publics que l'on n'a pas le choix de ne pas fréquenter.»

Op dëse leschte Punkt kommen ech nach spéider zréck.

Compte tenu vun deem, wat ech elo hei virgelies hunn a wat en DP-Minister virun 23 Joer geschriwwen huet, kann een net heihinner kommen a soen, eis Partei géif der Tubakslobby op de Läim goen. Och ass jo d'OMS-Kaderkonventioun vun DP-Ministeren ënnerschriwwe ginn.

Neen, Här President,…

(Interruption)

2003, Här Minister, ass déi ënnerschriwwe ginn,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An net ratifizéiert!

M. Niki Bettendorf *(DP).*- …wou d'Demokratesch Partei an der Regierung war. Här Minister, ech hunn elo grad gesot, Dir hätt net gelunn an der Zeitung, mä wann ech Är Reaktioun héieren, da froen ech mech, ob Der net awer wëssentlech am «Quotidien» haut de Moien nach d'Onwourecht gesot hutt.

(Interruption)

Neen, Här President, mir sinn net d'Partei vun enger Tubakslobby, mä et muss awer erlaabt sinn, wichteg Froen ze stellen. An elo sinn ech erëm beim Rapport vun der Santéskommissioun: Vläicht hätt d'Ekonomieskommissioun och missen zu dësem Projet hiren Avis ofginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Elo kommt Der erëm op de Buedem…

M. le Président.- Här Minister, et ass elo um Här Bettendorf!

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Mir hunn eng national Tubaksindustrie hei zu Lëtzebuerg, déi ronn 700 Aarbechtsplaze staark ass. Dat sinn och am Ganzen a mat allem ronderëm wäit iwwer 1.000 Aarbechtsplazen, an ech mengen, och dat soll een an dëser Diskussioun net vergiessen.

Mir mussen och wëssen, datt mer iwwert den Droit d'accise autonome - nëmmen den Droit d'accise autonome - hei zu Lëtzebuerg 50 Milliounen Euro an de Statssäckel erakréien, an datt iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise méi wéi 422 Milliounen Euro verdéngt ginn, wouvu mir och e groussen Deel vun deene Suen an eise Statssäckel kréien. Dat ass e Fait, an dat huet näischt mat enger Tubakslobby ze dinn. Dat ass de Lëtzebuerger Stat, deen hei Suen akasséiert.

Iwwerhaapt, Accisen en général: Et muss ee wëssen, datt dem Lëtzebuerger Stat säi Budget zu 25% am Ganze vun Accisë gespeist gëtt. Ech mengen also, hei wier et richteg gewiescht, datt och eng Ekonomieskommissioun e Wuert matgeschwat hätt.

Mä mir sinn hypocrite an déi Hypokrisie fënnt sech och op europäeschem Niveau erëm, wou den Tubak zwar verdäiwelt gëtt, gläichzäiteg awer den Tubaksubau mat ronn enger Milliard Euro d'Joer subventionéiert gëtt. Dat muss ee sech emol virstellen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Bis 2008.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Et wier ze wënschen.

Une voix.- Bis 2008.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- De Volet Impakt op eis einheimesch Tubaksindustrie mat hire ronn iwwer 1.000 Aarbechtsplaze gëtt net emol ugedeit.

Här President, ech mengen, iwwert d'Risiken an d'Geforen, déi d'Fëmme mat sech bréngt, ass haut jiddferee sech bewosst. Jiddfereen, ob ee fëmmt oder net fëmmt, weess, datt den Tubak der Gesondheet schuet. Et kann haut kee méi behaapten, hien hätt net en connaissance de cause gefëmmt. Wien ass haut nach esou naiv a gleeft u Slogane vu Fräiheet, Virilitéit oder Feminitéit vun Tubaksreklammen? Een, dee fëmmt an deen déi Erkenntnisser verdrängt, gëtt ëmmer erëm op en Neits drun erënnert. D'Sensibiliséierungscampagnë lafe schonns säit Joren a gi mat der Zäit ëmmer méi schlagkräfteg.

Esou sollen an Zukunft net nëmmen Texter op den Zigarettepäck ze liese sinn, wou op d'Geforen higewise gëtt, mä och ofschreckend Fotoen. Spoten, déi an hirer Gräisslechkeet kaum ze iwwertreffe sinn, lafen op der Televisioun. Iwwert d'Crédibilitéit an den Impakt vun esou iwwerdriwwene Spoten, och wa se gutt gemengt sinn, léisst sech diskutéieren, grad ewéi iwwert den Impakt vum Reklammeverbuet fir d'Tubaksprodukter, wat jo eng europäesch Décisioun ass.

Iwwregens, ech war iwwerrascht iwwert d'Europa-Décisioun: keng Reklamm. Kucken ech de Grand Prix vu Monaco, da gesinn ech, datt op de Ferrarië grouss „Marlboro" dropstoung. Europäesch Direktiven, an awer Ausnahme matzen an Europa: Dat gëtt engem ze denken!

Wat mer brauchen, ass eng éierlech an eng seriö Opklärungscampagne iwwert d'Gefore vum Tubak. Déi bescht Method fir perséinlech dem Tubaksproblem, dat heescht der Tubaksofhängegkeet aus dem Wee ze goen, ass a bleift déi fir iwerhaapt net mam Fëmmen unzefänken. Haaptsächlech muss eis Jugend sensibiliséiert an informéiert ginn. D'Etüden an d'Realitéit weisen eis, datt vill Fëmmerten ëmmer méi jonk mam Tubakskonsum ufänken, an datt d'Unzuel vun deene méi jonke Fëmmerten ëmmer méi zouhëlt.

Et ass hei d'selwecht wéi mat dem Drogekonsum, deen ech virun zwou Wochen hei an der Chamber beliicht hunn. Iwwregens, Dir alleguerten, Dir kommt hei an d'Chamber an Dir gitt heiansdo emol duerch d'Groussgaass en Tour maachen. Da wäert et lech och opfalen, datt virun allem méi jonk Meedercher mat Zigaretten am Mond dorëmmer lafen. Dat ass eppes, wou ech mengen ze mierken, datt mer mat eisen Opklärunge vis-à-vis vun der Jugend falsch leien. Mir musse weider Effortë maachen, fir ze verhënneren, datt eis jonk Matbierger an Tentatioun kommen, fir iwwerhaapt unzefänken.

An deem Kontext ass och de Verkafsverbuet u Jugendlecher ënner 16 Joer ze begréissen. Mä wann ee weess, wéi einfach eis Jugendlech haut u Cannabis erukommen, da fäerten ech, datt de Verkafsverbuet kee groussen Impakt wäert hunn. Mä d'Signal, dat mer domadder setzen, ass sécherlech richteg. Weider Effortë mussen ënnerholl ginn, fir deenen, déi tubaksofhängeg sinn, an hirem Beméien, fir hirer Sucht lasszeginn, ze hëllefen.

D'Demokratesch Partei vertrëtt weiderhin d'Meenung, datt Substitutiounsmëttele wéi Nikotinspatche sollte vun der Krankekeess rembourséiert ginn. Ech wollt do am Fong geholl eng Motioun erabréngen. Et sollt awer eng vun der Majoritéit kommen; an déi ass dann natierlech net komm. Meng Virriednerin, d'Madame Stein-Mergen, huet hei gesot, dat wier net de richtege Wee: Eppes wat näischt géif kaschten, dat wier och näischt. Si ass also der Meenung, datt een déi Patchen net soll rembourséieren. Dont acte.

Här President, ech kommen elo zu der Protektioun vun den Netfëmmerten. Heibäi handelt et sech ëm d'Kärstéck vun dësem Gesetzesprojet an ëm dee Punkt, notamment de Fëmmverbuet an de Restauranten, deen am Virfeld am meeschten diskutéiert gouf. D'Demokratesch Partei war vun Ufank u géint e radikaalt an totaalt Fëmmverbuet an de Caféen a Restaurantë wéi an Irland an an Norwegen a wéi ufanks vun eisem Gesondheetsminister ugekënnegt.

Am Mäerz d'lescht Joer huet et dunn an enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro vun eisem Kolleeg Claude Meisch geheescht: «Des espaces fumeurs bien séparés pourraient être aménagés sous des conditions à définir.» De Minister war entre-temps schonns e bësse méi verstänneg ginn.

D'DP ënnerstëtzt all Mesure, déi zu engem bessere Schutz virum Tubaksdamp bäidréit, wéi et d'Kaderkonventioun vun der OMS och virgesäit. Mir sinn der Meenung, datt op deene Plazen, wou een de Choix net huet, fir net dohinner ze goen, et soll verbuede sinn ze fëmmen. «Aussi les non-fumeurs peuvent-ils légitimement s'attendre à ce que les fumeurs s'abstiennent de fumer dans certains lieux publics que l'on n'a pas le choix de ne pas fréquenter», huet den Emile Krieps 1983 a sengem Projet de loi gefrot, am Exposé des motifs.

Mir kruten dat éischt Gesetz 1989, also méi wéi sechs Joer duerno. A wat aus deem Gesetz ginn ass, dat wësse mer: Et huet kee sech dru gehalen!

Wat d'Lieux publics intérieurs betrëfft, esou besteet e Fëmmverbuet - ech hunn et schonns gesot - säit 1989. Hei handelt et sech ëm öffentlech Gebaier wéi Post, Gare, Flughafen a méi. Allerdéngs gëtt de Fëmmverbuet net iwwerall, bal néierens agehalen.

De Schutz virum Tubaksdamp op der Aarbechtsplaz ass sécherlech eng vun den Haaptprioritéiten. Mat deene Mesuren hätt een eigentlech missen ufänken, ier een e Fëmmverbuet am Restaurant an an de Caféen annoncéiert. Och wann Der elo sot, et géif sech hei ëm e Lieu de travail handele fir déi, déi do schaffen. Op der Schaff huet een de Choix net, fir dohinner ze goen oder net, an et bréngt een all Dag mindestens aacht Stonnen do zou. Datselwecht gëllt fir d'Schoulen. Et ass kloer, datt hei d'Recht vun den Netfëmmerten op propper Loft muss am Vierdergrond stoen. Hei muss op den éducativë Volet gepocht ginn.

Bei Caféen a Restauranten handelt et sech awer net ëm öffentlech Raimlechkeete wéi eng Post oder eng Gare, et handelt sech och net ëm e Büro. Et handelt sech ëm e Lieu de rencontre a privatem Eegentum, wou traditionell gefëmmt gëtt a wou kee gezwonge gëtt, dohinner ze goen.

Passivfëmmen ass - an dat hunn ech schonns gesot - schiedlech; do däerfe mer net méi drun zweifelen. Ech mengen awer net, datt dee gréisste Schued an engem Restaurant entsteet. Wann een do fëmmt, dat stéiert, hëlt engem de Plëséier beim lessen an ass ganz einfach onhéiflech vun deem respektive Fëmmert. Dat mécht een net. Mä, emol éierlech: Kann een do wierklech vu systemateschem Passivfëmme schwätzen?

Ass et net éischter dat regelméissegt passiivt Fëmme bei de Kanner oder engem Partner doheem, an den eegene véier Wänn, dat gesondheetsschiedlech ass? Hei misst ee méi geziilt d'Eltere responsabiliséieren, net a Presenz vun hire Kanner ze fëmmen. Verbidde kann een hei natierlech näischt.

Am Restaurant gëtt et elo awer verbueden, ob de Patron wëllt oder net. An hei handelt et sech och, wéi schonns gesot, ëm Privateegentum. Elo kann ee soen, eng Entreprise, e Spidol oder eng Schoul kann och Privateegentum sinn, okay, mä et kann een dat awer net mat engem Restaurant oder enger Brasserie vergläichen, wou een net onbedéngt muss higoen a wou een och nëmmen eng kuerz Zäit verbréngt, ausser wann een do schafft.

Mä deen Aspekt gëtt elo och net vun dësem Gesetz kloer geregelt. Och däerf zum Beispill kee Garçon oder keng Serveuse an e Fumoir eragoen.

Holland huet d'Distinctioun gemaach tëscht deene Lokaler, wou Personal agestallt gëtt, an deenen, wou de Wiert oder de Patron eleng schafft. Déi Distinctioun hu mir net gemaach.

A Spuenien gëllt d'Obligatioun fir e Fumoir anzeriichte bei Restaurantë vu méi wéi 100 m2. Restauranten, déi méi kleng sinn, mussen de Choix maachen tëscht Fëmme verbueden oder erlaben. Déi Distinctioun hu mir hei zu Lëtzebuerg och net gemaach.

An de Brasserië gëllt de Fëmmverbuet während verschiddenen Zäitplagen, wou lessen zerwéiert gëtt. Hei gëtt manifestement den Tubaksdamp op eng Gêne während dem lesse reduzéiert, wat et jo un éischter Stell och ass.

Am Artikel 16, wou et ëm d'Sécuritéit an ëm d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz geet, steet notamment: «L'employeur … [prend] les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui.»

E Règlement grand-ducal soll an deem Kontext d'Obligatioune vun dem Employeur regelen. Dëse Règlement grand-ducal huet natierlech nach kee gesinn.

An eisem Rapport steet, datt dës Dispositioun och d'Caféen, d'Baren an d'Diskothéike betrëfft. Wéi soll dat alt erëm eng Kéier an der Praxis ausgesinn? Bréngt dat net indirekt e Fëmmverbuet och an de Caféen, wat jo déi éischt Intentioun vun eisem Gesondheetsminister war, mat sech? Do wäerten, no amerikaneschem Muster, Prozesser an d'Haus stoen.

Firwat dann net op de Wee vun enger Aféierung vu Fëmmfräizonen op fräiwëlleger Basis goen?

D'Demokratesch Partei kritiséiert och weiderhin, datt hei per Gesetz vun uewen erof soll e Verbuet imposéiert ginn. Firwat net méi Vertrauen an d'Horesca hunn? Firwat net dem Beispill vun Holland oder Éisträich follegen an op de Wee vun engem Accord goen? Misst hei net nom Prinzip vun der Subsidiaritéit gehandelt ginn an een der Horesca d'Chance ginn, déi Saach selwer an de Grëff ze kréien?

D'Horesca selwer seet, datt 80% vun den Employeuren am Horesca-Secteur géint e Fëmmverbuet wären. Déi concernéiert Leit fäerte ganz einfach, datt se een net négligeablen Deel vun hirer Clientèle verléieren, sinn awer bereet, Efforten ze maachen, fir déi Leit, déi net fëmmen - an dat ass statistesch gesi jo ëmmerhin d'Majoritéit -, besser ze schützen.

Mir hunn en Amendement preparéiert, aus deem ervirgeet, datt den Exploitant ka fräi entscheeden, ob bei him gefëmmt gëtt oder net, ob et e Fëmmraum an en Netfëmmraum gëtt. An deem leschte Fall muss en adequate Fëmmraum ageriicht ginn.

Mir hunn am Amendement stoen: «Les exploitants des établissements de restauration, des salons de consommation, des pâtisseries et des boulangeries ainsi que des autres débits de boissons servant des plats du jour doivent clairement indiquer à l'entrée de leur établissement s'il s'agit d'un local fumeur, exclusivement non-fumeur ou bien mixte.

Afin de faciliter la coexistence de fumeurs et non-fumeurs dans les locaux mixtes, des fumoirs doivent être spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux ou bien disposer de pièces séparées par des cloisons étanches, et qui sont spécialement signalées comme pouvant accueillir des fumeurs.»

An da schwätze mer, wéi esou e Fumoir muss ausgesinn: «système d'extraction ou d'épuration d'air», datt musse Schëlder do sinn an esou weider an esou virun. Bon, dee wäert lech herno ausgedeelt ginn.

Mir froen och fir deen do Fall, Här Minister: «Une période transitoire d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants de locaux mixtes dont question au point ci-dessus d'effectuer les aménagements nécessaires, c.-à-d. l'aménagement de fumoirs ou d'une pièce séparée par des cloisons étanches.»

D'Äntwert op eisen Amendement schéngen ech ze kennen, well Dir hutt och an engem „Tageblatt"-Interview gesot: Dat kënnt fir eis net a Fro. D'Gesetz trëtt direkt a Kraaft. Also: Mir probéieren et. Mir bréngen den Amendement eran, an d'Majoritéit mécht natierlech domat, wéi si et fir gutt fënnt.

Amendement 1

L'article 6 est amendé comme suit:

Le point 13 du paragraphe 1er ainsi que le paragraphe 4 sont supprimés. Le paragraphe 3 aura la teneur suivante:

(3) Les exploitants des établissements de restauration, des salons de consommation, des pâtisseries et des boulangeries ainsi que des autres débits de boissons servant des plats du jour doivent clairement indiquer à l'entrée de leur établissement s'il s'agit d'un local fumeur, exclusivement non-fumeur ou bien mixte.

Afin de faciliter la coexistence de fumeurs et non-fumeurs dans les locaux mixtes, des fumoirs doivent être spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux ou bien disposer de pièces séparées par des cloisons étanches, et qui sont spécialement signalées comme pouvant accueillir des fumeurs.

La pièce séparée doit être munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air. Les caractéristiques techniques du système d'extraction ou d'épuration d'air seront fixées par règlement grand-ducal.

La pièce séparée doit être installée de manière à réduire au maximum les inconvénients de la fumée vis-à-vis des non-fumeurs et ne peut être une zone de transit.

Un ou plusieurs signaux rappelant l'interdiction de fumer dans les espaces réservés aux non-fumeurs doivent être posés de telle sorte que toute personne présente puisse en prendre connaissance.

L'exploitation de la pièce séparée est soumise à l'autorisation préalable du ministre ayant la Santé dans ses attributions, qui ne l'accorde sur rapport de l'Inspection sanitaire que si les exigences prévues au présent article sont remplies.

L'Inspection sanitaire veille au respect des exigences précitées.

Une période transitoire d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants de locaux mixtes dont question au point ci-dessus d'effectuer les aménagements nécessaires, c.-à-d. l'aménagement de fumoirs ou d'une pièce séparée par des cloisons étanches.

(s.) Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Här President, mir sinn der Meenung, et soll een et dem Patron iwerloossen, ob a sengem Restaurant gefëmmt gëtt oder net. Entweder et handelt sech ëm e fëmmfräie Restaurant oder et däerf do gefëmmt ginn. Dëst soll kloer an der Entrée affichéiert ginn.

Mir sinn och fir d'Ariichte vu sou genannte Fumoiren an deene Lokaler, wou Fëmmerten an Netfëmmerte solle koexistéieren. Mir sinn awer géint d'Imposéiere vun enger Maximalsurface fir dës Fumoiren.

Och menge mer, datt hei eng Période transitoire - an ech hunn et erkläert - misst gëllen, fir et den Exploitanten ze erlaben, dës Fumoiren, déi effektiv sollen hermetesch zou sinn, mat enger adequater Entlüftung kënnen anzeriichten.

Wéi soll dat Ganzt dann an der Praxis ausgesinn, wou dann och ee vu 16 Joer oder ënner 16 Joer net däerf an esou e Fumoir eragoen? Muss de Patron, den Exploitant vun engem Restaurant, och elo an Zukunft nach en Türsteher virun dee Fumoir stellen, fir datt do keen ënner 16 Joer erageet?

Am Rapport vun der Gesondheetskommissioun steet, datt mat Satisfaktioun géif festgestallt ginn, datt ëmmer méi Restauranten als Espace non-fumeur géifen ëmgewandelt ginn. Weist dat net, datt mer keng gesetzlech Zwangsjack brauchen?

An der Kommissioun hu mer öfters gesot kritt, datt e Restaurant zu Esch vill Succès hätt, well hien e fëmmfräie Restaurant wier. D'Leit géifen dohinner lafen. Mä tant mieux, wann dat esou ass! Da bräichte mer jo och kee Gesetz. Da bräichten nëmmen déi Leit, déi esou e Restaurant hunn, ze soen: „Bei eis gëtt net gefëmmt", an da lafen d'Leit dohinner. Genausou kënnt et sinn, datt een, deen e Restaurant huet, deen eng aner Clientèle huet, wou ebe gäre gefëmmt gëtt, géif soen: „Bei eis gëtt gefëmmt", an da geet deen net méi doran, deen net wëllt, datt hie sech iergendwou befënnt wou ebe gefëmmt gëtt.

Une voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, wat d'Mise en vigueur vum Gesetz ubelaangt, do proposéiert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Période transitoire - ech hunn et gesot - zu dësem Punkt ebe just vun engem Joer.

An engem Bréif un de Gesondheetsminister huet d'Confédération luxembourgeoise du Commerce mat der Horesca kloergemaach, firwat eng Mise en vigueur différée vum Gesetz misst virgesi ginn, an dat well een net kann déi Dispositiounen, déi am Gesetz stinn, vun engem Dag op deen aneren ëmsetzen.

Esou brauchen d'Geschäftsleit, déi Zigarettenautomaten hunn, dräi bis sechs Méint, fir dës Automaten ëmzerüsten. Dat ass awer néideg, soss kënne sech Mineuren zerwéieren, an de Geschäftsmann ass schëlleg. Et ass onverantwortlech, wa mer keng räsonnabel Délaien an engem Gesetz virgesinn.

An dofir, eisen Amendement, mengen ech, ass en Amendement de bon sens, an ech hoffen, datt mer dofir heibannen eng Zoustëmmung fannen. Do fält dach kengem eng Zack aus der Kroun, Här President, dofir eisen zweeten Amendement.

Amendement 2

L'article 9 sera complété d'un alinéa supplémentaire et aura la teneur suivante:

Art. 9. Il est interdit de vendre du tabac et des produits du tabac à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Tout exploitant d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac est tenu de prendre des mesures empêchant les mineurs âgés de moins de seize ans accomplis d'avoir accès auxdits appareils.

Une période transitoire de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher les mineurs âgés de moins de seize ans accomplis d'avoir accès auxdits appareils.

(s.) Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

M. le Président.- Merci.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- D'Confédération luxembourgeoise du Commerce huet och eng Informatiounscampagne an der Maach, fir hir Membere richteg an d'Bild ze setzen, wéi d'Gesetz muss gehandhaabt ginn. Och dofir brauche si e puer Méint Zäit, och well jo nach d'Règlement-grand-ducalë mat den Ausféierungsbestëmmungen hei feelen.

Ech ka mech erënneren, datt eise Gesondheetsminister, déi Zäit wou hien an der Oppositioun war, an der Santéskommissioun ëmmer gesot huet: Ech stëmme kee Gesetz méi, wann de Règlement grand-ducal oder d'Règlement-grand-ducalen net derbäileien. Hei verlaangt hie vun eis, datt mir sollen e Gesetz stëmmen, wou nach eng Rei vu Règlement-grand-ducalen net geholl sinn!

Och zum Beispill muss de Commerçant seng Rechter kennen, fir den Alter vum jonke Mënsch gewuer ze ginn, ob deen nach mannerjähreg ass oder net, ob hien him däerf Zigarette verkafen oder net. Wéi dat soll gehandhaabt ginn, wësse mer och net.

Datselwecht gëllt natierlech och fir d'Restaurateuren, wat d'Installatioun vun enger Fëmmzon ubelaangt. Wéi muss dat geschéien? Wat sinn hei d'Virschrëften? Och hei - ech hunn et schonns gesot - brauch ee räsonnabel Délaien, och hei waarde mer op e Règlement grand-ducal, deen eis nach net virgeluecht gouf. Ginn d'Propriétairë vun de Restauranten am Virfeld vun der Publikatioun vun dësem Règlement grand-ducal an d'Bild gesat? Och hei brauch ee räsonnabel Délaien, a virun allem feelen d'Ausféierungsbestëmmungen zum Gesetz. Wéini kommen déi noutwendeg Règlement-grand-ducalen?

Här President, d'Confédération luxembourgeoise du Commerce huet an hirem Bréif un de Gesondheetsminister dat geschriwwen, wat ech elo hei exposéiert hunn. An zum Schluss vun hirem Bréif, do steet: «Dans l'espoir, Monsieur le Ministre, de vous voir accorder une réponse favorable à la présente, veuillez agréer...» Ech wollt dofir den Här Minister froen, ob hie schonns der Confédération luxembourgeoise du Commerce geäntwert huet op hire Bréif. Wann net, wat gedenkt hien ze äntwerten? Oder ass hie mat eis averstanen, fir eng Période transitoire anzefëieren?

Här President, ech kommen elo zur Kontroll an de Contraventiounen. Am Mäerz vun dësem Joer hat de Claude Meisch, eise President vun der Demokratescher Partei, eng Question parlementaire notamment un de Gesondheetsminister, un de Justizminister an un de Finanzminister geriicht, fir ze wëssen - well dee Moment war dat nach net kloer -, wien da géif d'Applikatioun vun dësem Gesetz kontrolléieren, ob d'Police an d'Douane eventuell déi Aufgab géifen iwwerhuelen. Déi zoustänneg Ministeren, Justiz- a Finanzministeren, hunn deemools net geäntwert.

Elo wësse mer, datt d'Police an d'Douane d'Éier hunn, dës Aufgab ze iwwerhuelen. Wéi wäert dat an der Praxis ausgesinn? Gëtt den Inspekter Schnüffel an d'Restauranten an an d'Brasserië geschéckt, fir d'Leit in flagranti mat der Zigarett am Bak ze erwëschen? Gëtt verbaliséiert, wann an engem Café um fënnef vir zwou schonns gefëmmt gëtt, obwuel d'Gesetz d'Plage horaire, wou verbueden ass ze fëmmen zwëschent 12 an 2 an zwëschent 7 an 9 owes, festleet?

Et sollen déi, déi onerlaabt fëmmen, grad ewéi den Exploitant vun deem Lokal, wou onerlaabt gefëmmt gëtt, bestrooft ginn. Et riskéiert een - an ech zitéieren den Här Gesondheetsminister - „säfteg Strofen". «Avertissements taxés» tëschent 25 an 250 Euro ginn am Artikel 10 ugedréit, fir de Restaurateur 251 bis 1.000 Euro, wann anzwousch gefëmmt gëtt wou et verbueden ass. Den Artikel 11 seet weider: «Le montant de la taxe ainsi que les modes de paiement sont fixés par règlement grand-ducal qui détermine aussi les modalités d'application du présent article.»

Ech weess et net, wéi dat do gehandhaabt gëtt! Kënnt den Inspekter Schnüffel als Geheimen an de Café oder kënnt hien an Uniform? Wéini muss ee 25 Euro bezuelen? Wéini 50 Euro? Wéini 100 Euro? Wéini 150 Euro? Wéini 250 Euro? Kënnt dat op d'Zuel vun de Kippen un, déi an de jeeweilegen Äschentellere leien, oder wéi gëtt dat gehandhaabt?

Här Minister, Dir laacht doriwwer, mä wou ass Äre Règlement grand-ducal? Firwat ass dëse Règlement grand-ducal net ausgeschafft? Et ass liicht, eppes an d'Welt ze setzen, mä fir dat an d'Praxis ëmzesetzen, dat ass vill méi schwéier! Dat huet d'Gesetz vun 1989 eis bewisen.

Ech mengen, ech hunn deslescht hei geschwat, datt d'Douane zum Beispill nëmmen eng limitéiert Zuel vun Officiers de police judiciaire huet. Kritt se der elo derbäi, wat ech d'leschte Kéier gefrot hunn, fir déi Zuel aus dem Gesetz erauszehuelen,…

Une voix.- Leider net.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- …oder wäert et och an der Zukunft esou bleiwen, datt, wann en Douanier eng Infractioun feststellt, den Douanier da muss e Polizist ruffen, fir datt dee ka verbaliséieren?

Une voix.- Dee kënnt mam Helikopter.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Also Dir gesitt, Här President, hei feelt et nach vill un Ausféierungsbestëmmungen, a mir sinn nach laang net duerch de Bësch.

Ech kommen elo zum Schluss. Wéi seet eise Gesondheetsminister esou gären, an ech widderhuele mech: „D'Stoussrichtung stëmmt." Just mat senger Stoussrichtung hunn ech meng Schwieregkeeten. Ech sinn d'accord mat Propositiounen, déi an déi richteg Richtung ginn, mä et soll net sinn, datt alles a jiddfereen, deen net der Majoritéitsmeenung ass, ewechgestouss gëtt. Dat geet menge liberalen Iwwerzeegungen dach ze wäit.

Et däerf net zu enger Stigmatiséierung vun de Fëmmerten an eiser Gesellschaft kommen. Vill Leit, déi fëmmen, komme gären dovunner lass, hunn och schonns öfters probéiert, awer net all hu bis haut réusséiert. Mir wëlle vermeiden, datt et zu engem Clash kënnt zwëschent Fëmmerten an Netfëmmerten. Dat léist keng Problemer, et ginn der héchstens neier geschafen.

Ouni wëllen esou wäit wéi den Avis minoritaire vum Statsrot ze goen, esou huet eis Fraktioun awer e Problem mat där politescher Entwécklung, déi dozou féiert, alles wëlle per Gesetz ze regelen.

(Interruption)

Dat ass en Trend, deen op europäeschem Niveau ëmmer méi Opdriff kritt, mä oft gi mir nach méi wäit, wéi dat vu Bréissel verlaangt gëtt. Den Individuum soll méiglechst effikass viru sech selwer geschützt ginn. Et bleift keng Plaz méi fir Eegeverantwortung.

Dëser Zort vun „Legalismus", bei deem d'Buschtawe vum Gesetz iwwer allem stinn, a wou d'Gesetzer geschwënn d'Liewen, souguer d'Privatliewe vum Eenzelne bis an de leschten Detail wëlle regelen, sti mir mat grousser Skepsis géintiwwer. Wéini dierfe mer keng Knippercher méi iessen? Wéini ass et mat den Hotdogs eriwwer? Lauter Froen, déi eis an der Zukunft hei wäerte beschäftegen.

Här President, compte tenu vun deene villen Onkloerheeten, déi eréischt spéider duerch e Règlement grand-ducal solle preziséiert ginn, a sollten eis Amendementer net zréckbehale ginn, wäert d'Demokratesch Partei sech bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dir däerft och nach eng fëmmen alleguerten.

M. le Président.- Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jean Huss vun deene Gréngen. Här Huss!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de Joren 1983 - huet eis den Här Bettendorf elo hei erzielt - an 1989 waren hei zu Lëtzebuerg éischt Gesetzer iwwert d'Fëmmen décidéiert ginn. Zënterhier ass awer ganz vill bloen Damp duerch eist Land gezunn, well dës Gesetzer praktesch ni an néierens kontrolléiert a wierklech ugewannt goufen, esou datt mer dann haut endlech elo en neien Ulaf mussen huelen, nodeem eis eng Partie vun europäeschen an och aussereuropäesche Länner iwwerholl a courageiert virgemaach hunn, wéi een dësem Fléau ka wierksam entgéintrieden.

Déi elo haut hei virleiend Versioun vun dësem Gesetz ass ouni Zweifel nettement besser wéi den Ausgangsprojet, deen d'Regierung am Ufank déposéiert hat. Dat ass de Mérite vun eiser Rapportrice a vun enger Partie vu Leit aus de Majoritéitsfraktiounen an och vun deene Gréngen, mä selbstverständlech awer och haaptsächlech de Mérite vun der beharrlecher Opklärungsaarbecht vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer a vun den Dokteschorganisatiounen.

Als Gréng hate mir am Kader vun enger Pressekonferenz virun zwee, dräi Méint eis Kritiken um Gesetz an eis Amendementsvirschléi onmëssverständlech duergeluecht, an och kloer Fuerderunge formuléiert, op wat fir enge Punkten dat ursprünglech ganz schwaacht Gesetz misst verbessert ginn. Mir hunn och eis Amendementsvirschléi an d'Kommissioun eraginn; déi missten also hei virleien.

Wa mer déi haut op enger Rei vu Punkte verbessert Versioun hei virleien hunn, dann huet dat awer och ouni Zweifel a ganz wesentlech mat de rezente positive Beispiller aus dem Ausland ze dinn; Irland, Schottland, Italien, fir der nëmmen e puer ze nennen. Beispiller, déi och enger Partie vu Lëtzebuerger Politiker scheinbar méi Courage gemaach hunn, fir drop hinzewierken, fir den ursprünglechen Text wëllen ze verbesseren.

Dir Dammen an Dir Hären, wann déi Gréng sech herno beim Vote trotzdeem wäerten enthalen, da sécher net aus deeneselwechte Grënn wéi d'DP. Am Géigendeel: An eisen Ae bleift deen elo virleienden Text an enger Rei vu Punkten inkohärent an ongenügend, an op enger Rei vun anere Punkten hätte mir eis méi politesche Courage an och méi Preventiounsbereetschaft, an ëmgekéiert manner faul Kompromësser erwaart. Dës Punkte wéilte mer haut op dëser Tribün just nach eng Kéier kuerz résuméieren, well se am Fong zënter eiser Pressekonferenz an der Öffentlechkeet bekannt sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Risiken an d'Gesondheetsgefore vum Tubaksdamp sinn zënter Laangem bekannt; déi grouss Zuel vu Kranken a vun Doudesaffer plus ou moins och. Ech géif haut perséinlech net op all déi ronn 2.000 ënnerschiddlech Schadstoffer agoen, déi am bloen Damp an engem befëmmte Raum do sinn an ageotemt ginn. De Fait ass, datt dëse bloen Damp wëssenschaftlech a medezinesch noweisbar zu ganz villen Häerzkreeslaferkrankungen, Oderproblemer, Häerzproblemer, Häerz- an Hireschlag ka féieren.

Bekannt ass och dee groussen Undeel dovunner beim Kriibs: net nëmme Longekriibs, mä och Kriibs am Mond- an Halsberäich, Kriibs vun den Otemweeër, Blosekriibs an esou virun. Vu méi banalen, méi lästegen Otemweeerkrankunge wéi chroneschen Houscht, Bronchiten, Halswéi oder Asthma net emol ze schwätzen.

Dës Fakte weisen onmissverständlech, datt et sech beim Tubaksdamp net nëmmen ëm eppes handelt, wat ee just stéiert, wat just eng Gêne, en lergernis wier, well no engem Owend am bloen Damp d'Kleeder oder d'Hoer nom Zigarettendamp sténken. Neen! De bloen Damp - deen och vu munchen heibannen nach ëmmer schéngt total ënnerschätzt ze ginn - ass absolut net harmlos, mä carrément eng vun deene gréisste Gesondheetsgeforen iwwerhaapt! A wa mer am Kontext vun der Gesondheetspolitik de Begréff „Preventioun" iwwerhaapt nach wëlle seriö huelen, da misste mer eigentlech alleguerten heibanne méi Konsequenz a méi politesche Courage un den Dag leeën!

Dir Dammen an Dir Hären, wat op de Fëmmert selwer zoutrëfft, op seng Gesondheetsrisiken, dat gëllt no de wëssenschaftlechen Erkenntnisser aus deene vergaangene Jore leider och fir deen, dee selwer net fëmmt, mä passiv zum Matanootme vum bloen Damp, dem sou genannte Passivfëmmen, gezwonge gëtt. Dat gëllt evidenterweis bei schwangere Fraen och fir de Fötus während der Grossesse, well d'Schied vun der Mamm op de Fötus iwwerdroe ginn. An no enger rezenter ëmfaassender Etüd vun der University of Southern California schueden d'Fraen, déi fëmmen, net nëmmen hirem eegene Kand, mä anscheinend iwwert d'Schiedegung vun der lerfsubstanz souguer

hiren Enkelkanner, zum Beispill duerch eng méi gréisser Ufälleg-keet beim Asthma.

Dir Dammen an Dir Hären, well iwwert déi villfälteg Gesondheetsrisike vum sou genannte Passiv- oder Matfëmme vu menger Virriednerin scho vill gesot ginn ass, wëlle mer do net weider droplueden. D'Fakte sinn absolut kloer, an et kann een dorunner net méi laang zweifelen. An domadder sinn eben net nëmmen d'Fëmmerte selwer a Gefor, mä och déi Leit, déi bis elo den Zigarettendamp vun hire Partner oder Kolleegen hu missen erdroen, och a grad doheem am Stot.

Dir Dammen an Dir Hären, wann déi grouss Gesondheetsrisiken eigentlech zënter Längerem bekannt sinn oder bekannt misste sinn - et steet jo souguer op all Zigarettepak drop hautdësdags -, wéisou ass et dann esou, datt trotzdeem ronn e Véirel vun der Bevölkerung an och eigentlech intelligent Leit weiderfëmmen?

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Wéi erkläert et sech, datt weiderhi ganz vill jonk Leit, och vill jonk Meedercher, scho ganz fréi ufänken ze fëmmen, wat fir eis zimlech beonrouegend ass?

Dir Dammen an Dir Hären, bei laangjährege Fëmmerte spille sécherlech eng Rei vu Facteuren zesummen:

Éischtens, déi laangjähreg Gewunnechten.

Zweetens, ënnerschiddlech ausgeprägten Ofhängegkeete vum Nikotin, woubäi haut méi oder wéineger och bekannt ass, wéi esou Substanzen op eisen Neurotransmitterhaushalt awierke fir e Suchtverhalen ze konditionéieren.

Drëttens, nach ëmmer och d'Ënnerschätzung vun de Risike fir déi eege Gesondheet, woubäi dann e psychologesche Verdrängungsmechanismus wierksam gëtt, dee seet, datt engem selwer schonn näischt wäert passéieren: Déi aner kréie Kriibs, mä engem selwer wäert näischt passéieren.

Véiertens, fëmmen eventuell och zwecks Bekämpfung vu Langweil, vun Onwuelsinn, vun innerer Nervositéit oder Frust.

Fënneftens, dozou kënnt, virun allem bei Pubertéierenden a Jugendlechen, den insidieuxen, raffinéierten an dofir objektiv ëmsou méi wierksamen Afloss vun der Zigarettewerbung, vun der Publicitéit, där mer haut mat dësem Gesetz endlech wäitgehend den Hals wäerten ofdréinen, wat mir begréissen. Grad Pubertéierender a Jugendlecher insgesamt - dat weess d'Zigarettenindustrie - sinn an dëser schwiereger Liewensphas ebe ganz empfänglech fir Publicitéitsmessagen, déi Stäerkt weisen, déi Modern-Sinn, Erwuesse-Sinn, Derbäi-Sinn, déi Selbstbewosstsinn an Unerkanntsinn suggéréieren; Saachen, mat deene 14-, 15- oder 16-Jähreger an a ronderëm d'Pubertéit natierlech Problemer hunn.

Aus all dëse Grënn ass duerfir de Publicitéitsverbuet ee vun de Points forts vun dësem Gesetz. Kombinéiert mat kontinuéierlech erhéijten Taxatioune vun Tubaksprodukter loosse sech doduerch, eiser Meenung no, sécherlech gréisser Erfolleger erzilen, fir Jugendlecher preventiv dovunner ofzehalen, iwwerhaapt mam Fëmmen unzefänken, an eleng dat wier och schonn e schéinen Erfolleg.

Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Debatt gëtt vu munchen de Begréff vun der Fräiheet vum Fëmmen an d'Debatt erabruecht. D'Netfëmmerten, déi ëmmerhin eng large Mehrheet vun der Bevölkerung ausmaachen an déi sech iwwert de bloen Damp an iwwert den Zwang matzefëmme bekloen, kréien da virgeworf, si wieren intolerant, si wiere géint d'Fräiheet, si wiere souguer fundamentalistesch.

Am Avis minoritaire vum Conseil d'État gëtt dobäi an engem absolut groteske Sënn ausgeféiert, mat dësem Gesetz géife liberticides, also fräiheetsofdéidend a bal totalitär Entwécklunge vun eiser Gesellschaft an d'Wee geleet. Mir kënnen iwwer esou intellektuell Verirungen eigentlech nach just de Kapp rësselen!

Fir Fräiheet sinn heibannen eigentlech all Parteien, an iwwert d'Definitioun an den Inhalt vun deem Begréff däerf roueg gestridde ginn. Fir eis ass awer kloer, datt de Begréff Fräiheet net däerf gläichgesat gi mam Recht vum Stäerkeren, mat Egoismus oder Egozentrismus a mat rücksichtslosem Sech-iwwer-anerer-Ewechsetzen.

Trotzdeem ginn et ënnert de Fëmmerten niewent ville ganz verstännege Leit, déi Rücksicht op déi aner Leit huelen, leider och Fëmmerten, déi just sech selwer gesinn. Déi mengen, si dierften iwwerall fëmmen, wou a wa si drop Loscht hätten, an och wann dat op Käschte vun anere Leit geet. Ass esou e Verhalen, esou eng Sucht jidderzäit iwwerall fëmmen ze wëllen, den Inbegréff vun enger neier, wichteger Fräiheet, oder ass et net éischter den totale Contraire, nämlech eng Ofhängegkeet?

Wéi fräi sinn da wierklech d'Zigaretten- oder d'Nikotinofhängeger, déi net op eng regelméisseg zougefouert Dosis Nikotin oder bloen Damp kënne verzichten, well d'Zigarettenindustrie si iwwert d'Substanzbäimëschungen ofhängeg gemaach huet? Wat och vun der Madame Stein-Mergen hei scho gesot ginn ass. Sinn Ofhängeger op eng Kéier fräi? A wann esou Fëmmerten eng Nikotinofhängegkeet vu sech weisen, wéi ass dann hiert Verhalen ze verstoen?

A Bistroen, Diskothéiken oder Restaurantë während enger Stonn, zwou oder zwou an enger hallwer Stonn kënne si anscheinend net op d'Fëmmen an esou Raimlechkeete verzichten. Dat ass zumindest awer komesch, well wann déiselwecht Leit op Weltrees oder an d'Vakanz mam Fliger fléien, da schénge se dach awer véier, fënnef Stonne Fluch…

Une voix.- Zéng Stonnen!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- …oder heiansdo souguer zéng Stonne Fluch problemlos iwwer sech ergoe loossen an iwwerstoen ze kënnen!

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt selbstverständlech d'Recht ze fëmmen.

(Interruptions)

Ob dat eng wesentlech Fräiheet ass, woen ech perséinlech ze bezweifelen. Mir Gréng sinn allerdéngs der Meenung, datt dës Fräiheet spéitstens do hir Grenzen huet, wou d'Fräiheet oder d'Recht vun den Netfëmmerten ufänkt, an dat ass déi grouss Majoritéit.

Vill Leit, déi net fëmmen, fille sech op der Aarbechtsplaz, am Bistro oder Restaurant belästegt duerch den Zigaretten- oder den Zigarendamp, deen nach den Dag duerno an den Hoer, an de Kleeder hänkt, an ëmmer méi Leit si sech an deene leschte Joren och de konkrete Gesondheetsrisike bewosst ginn, déi vum erzwongene Matfëmmen oder Passivfëmmen ausginn.

Déi sou genannte Fräiheet, zum Beispill an engem Café, engem Bistro oder an engem Büro zu jidder Zäit fëmmen ze dierfen, ass also e kloren Agréff an d'Recht op d'Gesondheet an d'Fräiheet vun deenen anere Leit, op esou Plazen normal, gesond, schadstofffräi ze schaffen oder sech gemittlech am Café treffen ze kënnen, ouni mussen ze fäerten, der Gesondheet ze schueden. An déi Gesondheetsgefore vum Passivfëmme sinn, wéi ech scho gesot hunn, kloer genuch erwisen.

Aus all dëse Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, menge mir jiddefalls, datt de Begréff „Fräiheet" am Kontext vum Zigarettekonsum net nëmme liicht falsch op der Plaz ass.

Dëst neit Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, ass op enger Rei vu Punkten awer, nodeem eis Kommissioun et staark nogebessert huet, ouni Zweifel e gréissere Fortschrëtt, obschonn et hannert méi klore Législatioune wéi där zum Beispill vun Irland oder Schottland zréckbleift.

Et ginn eng Rei vu positive Weiderentwécklungen, wéi zum Beispill dee wäit gehende Publicitéitsverbuet, déi proposéiert Hëllefsugebueder fir opzehalen, fir vum Nikotin lasszekommen, Sensibiliséierungscampagnen a schliesslech de Kader vu Sanktioune bei Verstéiss géint d'Gesetz, an d'Plazen, wou net däerf gefëmmt ginn, si par rapport zum Gesetz vun 1989 staark ausgedehnt ginn. Dat sinn natierlech sécher eng Partie positiv Entwécklungen.

Wa mir Gréng trotzdeem net kënnen einfach esou derfir stëmmen, wa mer eis leider mussen enthalen, dann ass dat virun allem doduerjer, well an der leschter Kéier virum Zil de Regierungsparteie leider d'Loft oder den Otem ausgaangen ass a si sech op enger Rei vu Punkte mat sou genannte Kompromësser zefridde ginn hunn. Kompromësser virun allem am Horesca-Secteur a virun allem, zum Beispill, d'Méiglechkeet vu Fëmmertenofdeelung, vu Fumoiren a Restauranten oder Pâtisserien.

Ofgesinn, datt d'Fëmmen och do gesondheetsschiedlech fir jiddferee bleift, bleiwen hei Problemer:

Éischtens: Eng total Étanchéitéit ass mat esou Fumoiren net méiglech, well beim Service, wann d'Iessen oder d'Gedrénks zerwéiert gëtt, ganz oft d'Dieren op an zou musse goen.

An zweetens, wat méi wichteg ass, gëtt op esou enger Aarbechtsplaz d'Personal, wat zerwéiert, trotzdeem dem Zigarettendamp dann ausgesat.

En total inakzeptabele Kompromëss, dee souguer un d'Lächerlechkeet grenzt, ass dee Paragraph, dee seet, datt et a Bistroen an a Caféen erlaabt bleift ze fëmmen, oder ebe musse matzefëmmen, ausser tëschent 12 an 2 Auer mëttes an tëschent 7 an 9 Auer owes, wann an deenen Zäite kleng Molzechten zerwéiert géifen.

Just eng kleng Fro, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: Dee schiedleche bloen Damp, dee virdrun, deen tëschent 10 Auer moies a fënnef vir zwielef oder tëschent 2 Auer a fënnef vir siwen an de Raum geblose gouf an deen zum passive Matfëmmen zwéngt, ass dëse bloen Damp urplötzlech, wéi vu Geeschterhand verschwonnen um Punkt zwielef Auer mëttes oder um Punkt siwen Auer owes? Wann dat esou wier, Här Minister, da misst Der eis do allerdéngs dat Wonnerrezept verroden, dat esou eppes Onglaubleches méiglech mécht!

Well et awer, Dir Dammen an Dir Hären, esou Wonnerrezepter net gëtt, handelt et sech do ebe ganz einfach ëm dat, wat een nennt: mangelnde Courage oder faule Kompromëss mat der Führung vun der Horesca.

Un d'Adress vun de Responsabele vun der Horesca och just e Wuert. Fuert emol eng Kéier zum Beispill an Irland oder a Schottland a schwätzt do mat Restaurant- oder Pub-Besëtzer. Well deen an Aussiicht gestallte Clientsverloscht, deen an Aussiicht gestallte Ruin vun der iresher Gastronomie huet ganz einfach net stattfonnt! De Géigendeel ass souguer deelweis geschitt, well Bistroen, gutt an agréabel gefouert Bistroen a Restauranten, och ouni Tubak, oder vläicht grad dofir, weiderhi beléifte Lieux de rencontre an Irland an a Schottland sinn a wäerte bleiwen.

(Interruption)

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Gréng bleiwen och absolut onverständlech, a vun engem seriöe Jugendschutz hier gesi bal skandaléis, d'Regelen am Beräich vun den Diskothéiken. Nëmmen an Diskothéiken, wou och Jugendlecher ënner 16 Joer Zougang hunn, soll d'Fëmme verbuede sinn. Ofgesinn emol vun der Fro, wat fir Diskothéiken dat solle sinn - ass et vläicht dat, wat mer fréier emol Thé-dansantë genannt hunn? -, ass dës total Fräiheet ze fëmmen an de geschlossene Raim vun engem Bistro oder enger Diskothéik absolut skandaléis, wann ee weess, wéi vill grad op deene Plaze gefëmmt gëtt!

Vergläichsanalysen, déi virun zwee, dräi Joer an Däitschland duerchgefouert goufen, hunn nämlech erginn, datt an Diskothéiken de loin déi héchste Konzentratioune vun Zigaretteschadstoffer gemooss goufen, datt insgesamt erschreckend héich Konzentratioune vu Schadstoffer an der Otemloft vun Diskothéiken do waren. Här Minister, loosst dat emol wann ech gelift eng Kéier a Lëtzebuerger Diskothéiken nomoossen. Da géift Der gesinn, wat do u Schadstoffer an deene Raim enthalen ass!

A wann een do nach déi aner Nuisancen, Facteure wéi zum Beispill iwwerhaart Musek, Blëtzer vum Stroboskop an eventuell Alkohol, dozourechent, da sinn esou Diskothéike vum Gesondheetsrisiko hier absolut problematesch, an da kann een do net vu Jugendschutz schwätzen, wann een dann do d'Fëmme weiderhin erlaabt. Et ass dofir an eisen Aen onverantwortlech, datt dee Fëmmverbuet net och Diskothéiken ëmgräift!

Här Minister, als Gréng behale mer och Problemer mat där elo virgesinnener Form vun der Aschränkung vum Tubak op der Aarbechtsplaz a geschlossene Büroen oder Raim. Ech betounen: mat der Form! Natierlech begréisse mir et, datt elo zum Schluss dach nach de Beräich Aarbechtsplaz, de Lieu de travail am privaten an am öffentleche Secteur, an d'Gesetz erakomm ass, am Ënnerscheed zu deem, wat am ursprünglechen Text virgesi war. E Gesetz ouni den Aarbechtsberäich wier jo och eigentlech net méi wéi eng Farce gewiescht.

Trotzdeem behale mer mat där elo proposéierter Form vun der Obligation de résultat de santé fir den Employeur eng Partie Zweifelen a Problemer. Wann am Prinzip eng Obligation de résultat fir den Employeur soll gëllen, op där anerer Säit awer méi genau Bestëmmungen iwwer Règlement grand-ducal solle kënne festgeluecht ginn, no Konsultatioun an Dialog mat de sou genannte Sozialpartner, da froe mir eis, ob dann do wierklech an alle Betriber dee gläichen, deeselwechte Schutz virum Passivfëmme wäert kënne garantéiert ginn. Mir fäerte konkret, datt jee no Attitüd vum jeeweilege Patron oder de Majoritéitsverhältnisser tëschent Fëmmerten an Netfëmmerten an deenen ënnerschiddleche Betriber oder Betribsdelegatiounen de Begréff „obligation de résultat" an ausräichende Schutz virum Passivfëmmen ënnerschiddlech kann interpretéiert ginn.

A wann da gesot gëtt, datt dach de Salarié, deen net fëmmt, a Fäll vu Verstéiss géint säi Patron kéint kloen, da kléngt dat natierlech ganz schéin. Dat schéngt eis awer an Zäite vu Chômage a Schwieregkeeten, eng nei Aarbechtsplaz ze fannen, räichlech naiv a realitéitsfriem.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Mir Gréng hätten, wéi munch Gewerkschaft iwwregens, fir eng méi kloer an einfach Léisung plädéiert, nämlech eng einfach Interdictioun vu Fëmmen an allen zouenen Aarbechtsraim, an alle Lieux de travail fermés, wat mer an engem Amendement och esou formuléiert hunn, wat eigentlech och eent vun eisen Haaptamendementer ass, déi mer erabruecht hunn.

Fir esou eng méi kloer Léisung hunn iwwregens och d'Fondation contre le cancer an d'Dokteschorganisatioune plädéiert, an et ass wierklech schued, datt dësen einfache Wee net gewielt gouf.

Mir si jiddefalls méi wéi gespaant op déi éischt Konflikter a juristesch Affären, déi an eisen Ae mat dëser Regelung riskéieren ze kommen. Eng einfach a kloer Regelung wier an eisen Ae méi logesch gewiescht an hätt och méi schnell kënnen ëmgesat ginn, fir ze verhënneren, datt déi gesetzlech nei Bestëmmungen op där enger oder op där anerer Plaz schläichend ënnerhielegt kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, all Gesetz ass nëmmen da gutt, wann et och agehale gëtt. Dofir, an dat begréisse mer natierlech, sinn an där elo neier Versioun vum Gesetzestext bei Infractioune géint d'Gesetz Avertissements taxés oder Amendë virgesinn. An et gëtt och definéiert, wien déi Infractioune soll feststellen. Dat kléngt gutt.

Ech erlabe mer allerdéngs, am Géigendeel zu deem wat den Här Bettendorf hei gesot huet, ze soen, datt dat hei zu Lëtzebuerg och an anere Gesetzer ähnlech festgeschriwwen ass, ouni datt an der Vergaangenheet allerdéngs an der Realitéit do vill geschitt wier. Denkt zum Beispill un d'Kaméidisgesetz oder Infractioune par rapport zur Ëmwelt, Infractioune bei Dépassementer vu Grenzwäerter.

Ugesiichts vun de grousse Gesondheetsgefore vum Fëmmen hoffe mir jiddefalls, ëmgekéiert zur DP, datt am Ënnerscheed zum Gesetz vun 1989 Kontrollen a Sanktioune ganz eescht wäerte geholl ginn, ganz eescht musse geholl ginn, fir datt et wierklech zu Verbesserungen op dësem Gebitt ka kommen.

Insgesamt, Dir Dammen an Dir Hären, erklären all dës Lacunen a Problemer vun dësem Gesetz awer, firwat mir Gréng trotz munche Fortschrëtter net kënne fir dëst Gesetz stëmmen. Mir wäerten eis enthalen. Mir hoffen, datt et mat dësem nëmmen deelweis zefridde stellende Gesetz net eriwwer ass, an dofir invitéiere mer an enger Motioun d'Regierung, fir ee Joer no Publikatioun vum Gesetz eng Evaluatioun vun de konkrete Resultater vum Gesetz ze maachen, fir da spéitstens déi noutwendeg Nobesserungen um Gesetz virzehuelen.

Här President, hei ass déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- que la loi relative à la lutte anti-tabac prévoit l'interdiction de fumer dans certains lieux ainsi que l'installation de fumoirs dans certains types d'établissements;

- que cette même loi prévoit des amendes et avertissements taxés envers les personnes ne respectant pas ces dispositions;

- que les dispositions relatives à la protection des non-fumeurs et des jeunes ont fait l'objet de vives discussions sur la place publique ainsi que dans la population;

- que la nouvelle loi prévoit une obligation de résultat envers l'employeur en matière de protection contre la fumée d'autrui au lieu de travail;

invite le Gouvernement

- à procéder, un an après la publication de la loi, à une évaluation des résultats obtenus sur le terrain

suite à l'entrée en vigueur de la loi, et ce spécialement en ce qui concerne la protection des non-fumeurs et des jeunes;

- à évaluer les moyens mis en oeuvre pour garantir le respect des dispositions prévues par la loi;

- à évaluer également les expériences recueillies en matière d'amendes et d'avertissements taxés;

- à revoir, au cas où les résultats ne s'avéreraient pas satisfaisants, les dispositions relatives à la protection des non-fumeurs et des jeunes dans les lieux accessibles au public ainsi qu'au lieu de travail.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

Wann elo gesot gëtt, dat wier an engem Joer net méiglech, et bräicht ee vläicht annerhalleft Joer oder zwee Joer fir dat ze maachen, dann hätte mer och domadder kee Problem. Mir menge just, datt esou eng Evolutioun relativ schnell soll geschéien, an da wäerte mer feststellen, datt munches vun deem, wat mir hei gesot hunn, net falsch ass, an datt eng Partie Nobesserungen néideg wäerte sinn.

An da ganz zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ech och nach en aneren Text, nämlech eng Resolutioun. Eng Resolutioun, déi d'Chamber u sech selwer adresséiert. An dëser Resolutioun geet et drëms, dem Land ze weisen, datt dës Chamber sech selwer seriö hélt a mam gudde Beispill wëllt virgoen. An duerfir proposéieren déi Gréng, datt et vun elo u soll verbuede sinn, an alle Raimlechkeete vun dëser Chamber ze fëmmen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

constatant:

- le vote de la loi relative à la lutte anti-tabac par la Chambre des Députés;

- que le danger que constituent le tabagisme et le tabagisme passif pour la santé est largement reconnu;

- que les locaux de la Chambre des Députés constituent un lieu de travail et un lieu public;

- que la Chambre des Députés dans sa fonction de représentante du peuple se doit de montrer l'exemple;

décide

- qu'il sera désormais interdit de fumer dans tous les locaux de la Chambre des Députés.

(s.) Jean Huss.

Här President, ech iwwerreechen lech och dës Resolutioun hei.

(Hilarité)

Si huet am Moment just eng Ënnerschréft. Ech loosse ganz gär Kolleege vun anere Fraktiounen hei d'Méiglechkeet se mat ze ënnerschreiwen a mat ze droen. Et ass op jidde Fall esou, datt se genuch Ënnerschréfte vun deene Grénge géif kréie wa keen aneren dozou bereet wier.

Bei där Resolutioun, déi mer un eis selwer adresséieren, Dir Dammen an Dir Hären, geet et an eisen Aen ëm net manner wéi ëm d'Glaubwürdegkeet vun dëser Chamber. Well wann dës Chamber mat Majoritéit anere Leit op anere Lieu-publicen oder Aarbechtsplaze verbitt - zu Recht - ze fëmmen, fir d'Fëmmerten, mä och d'Netfëmmerten, déi passiv mat musse fëmmen, ze schützen, da kann et net sinn, datt et an dëser Chamber, wat och e Lieu public an e Lieu de travail ass, soll erlaabt ginn, virunzefëmmen! Et geet also do ëm net méi an net manner wéi eis eege Glaubwürdegkeet als Deputéierte vun dëser Chamber. An ech hoffen, datt mer dës Resolutioun hei unanimement herno wäerte kënne stëmmen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zum Schluss. Här Minister, mat enger ganzer Partie vu Saachen, déi an dësem Gesetz sinn, kënne mir natierlech d'accord sinn, well wierklech Fortschrëtter do ze verzeechne sinn, mä insgesamt menge mir awer, datt hei Chancë verpasst gi sinn, fir wierklech Neel mat Käpp ze maachen, fir e wierklech preventive Gesondheetsschutz op allen Domäner vun dësem Gesetz kënnen ze realiséieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Wuert un d'Madame Lydia Mutsch als Rapportrice fir hire Rapport, dee se gemaach huet, och wann ech kann direkt soen, datt déi Recommandatioun, déi aus deem Rapport ervirgeet fir dëst Gesetz ze stëmmen, vun eisem Grupp net wäert gedroe ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Tubaksgesetz, wat mer haut hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung hunn, ass e Gesetz, wat an deene leschte Wochen a Méint ganz staark an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn ass. D'Fëmmerten an d'Netfëmmerte sinn an haarden Diskussiounen auserneegaangen. Dat huet sech selbstverständlech net nëmmen ënnert de Bierger ofgespillt, mä et huet sech virun allem och an de politesche Parteien ofgespillt, wou dat och ganz kontradiktoresch diskutéiert ginn ass.

D'Fëmmen ass gesondheetsschiedlech, souwuel dat aktiivt wéi dat passiivt Fëmmen. Dat ass de Mëtte schonn hei gesot ginn. Dat gëtt och vu kengem Mënsch méi contestéiert. An der Europäescher Unioun stierwe schätzungsweis an engem Joer 660.000 Mënschen un de Folge vum Fëmmen, bei 15% vum Total vun de Stierffäll ass den Tubak als Ursaach uginn. Et ass also richteg an och wichteg, datt d'Politik sech mat deem Thema ausenanersetzt, an datt et ee vun den Haaptsujeten an dem gesondheetspoliteschen Débat muss sinn.

D'Fro ass awer: Wéi wäit kann oder wéi wäit muss d'Politik an dësem Beräich goen?

Et gëtt vill Beräicher vu Sucht: Och d'Drénken ass bei Leit eng Sucht. An och opgrond vun der Drénksucht hunn d'Krankekeese vill Dépensen ze maachen. Och d'Iessen huet bei verschiddene Leit Konsequenzen, déi mer bei der Krankekeess herno erëm musse riichtbéien. D'Drogesucht, déi mer schonn des Öfteren hei haten - de Kolleeg Bettendorf huet nach viru 14 Deeg hei eng Interpellatioun doriwwer gemaach; ech hat eng viru véier, fënnef Joer heibanne gemaach -, huet grouss Konsequenzen. An et gëtt och nach eng Spillsucht, niewent anere Suchten iwwerall.

Mä d'Differenz vum Fëmme vis-à-vis vun all dësen elo opgezielte Suchten ass, datt d'Sucht vum Fëmmen net deen Eenzelnen eleng betrëfft, mä et betrëfft och déi Leit, déi passiv musse matfëmmen. All déi aner Suchte betreffen d'Persoun selwer, awer net onbedéngt hiren Entourage. Et ass duerfir wichteg, datt mer eis mat deem Problem ausenanersetzen, awer och ëmmer a Verbonnenheet mat der Fro, wou d'Fräiheet vun deem engen ufänkt a wou d'Fräiheet vun deem aneren ophält.

D'aktiv an d'passiv Fëmmerte sti sech hei vis-à-vis. Woubäi ee muss soen, datt déi meescht Fëmmerte systematesch Rücksicht op d'Leit huelen, déi net fëmmen. Déi meescht Fëmmerte fëmmen d'office net an engem Restaurant a si huelen déi Précautioune fir eben an engem Restaurant anere Leit keen onangenehmen Ablack zouzemudden. Et dierf also net zu enger Juegd op d'Fëmmerte kommen.

Och datt mer als Partei, als Gesellschaft, als Stat aus Prinzip alles maachen, fir datt esou mann wéi méiglech gefëmmt gëtt, ass e richtege Prinzip. Virun allem bei deene Jonke musse mer intervenéieren, fir se eben net deem Fléau ze ënnerwerfen. Et ass selbstverständlech ganz normal, datt mer Informatiounscampagnen a Sensibiliséierungscampagnë vum Stat aus musse maachen.

D'Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, zielt a sengem Artikel 6 (1) alleguer déi Plazen op - an et sinn der 16 am Gesetz virgesinn -, wou et an Zukunft wäert verbuede sinn ze fëmmen. Als ADR si mir mat dem groussen Deel vun deenen Opzielungen d'accord.

Datt net méi a Spideeler gefëmmt gëtt, schéngt eis eng Normalitéit ze sinn an och heibannen e Konsens ze hunn. Datt an den allgemenge Raimlechkeete vun Altersheimer net gefëmmt gëtt, idem. An datt mer awer deene Pensionären an Altersheimer, déi jo en Zëmmer gelount hunn, also do bei sech doheem sinn, erlaben ze fëmmen, huet och den Accord an der Kommissioun fonnt. Dann, datt an de Salle-d'attentë bei Dokteren, Zänndokteren, Laboratoiren net méi gefëmmt gëtt, mengen ech, ass haut scho praktesch am Alldeeglechen eng Normalitéit; et gëtt elo just hei am Gesetz festgeschriwwen. D'Realitéit huet dat awer. Datselwecht gëllt an den Apdikten.

Datt an alle Schoultypen net méi gefëmmt gëtt, schéngt eis och kloer ze sinn, souguer mat den Extensiounen, den Alentoure vun de Schoulen. Sécherlech muss een awer wëssen - ech wëll elo net vun de Schüler schwätzen, do schéngt et mer normal ze sinn -, datt mer Enseignanten hunn, déi awer chronesch Fëmmerte sinn, déi elo mat dësem System hei wäerten e Problem kréien. An et wäert net esou kommen - wéi mir jonk waren, si mer heemlech op d'Toilettë fëmme gaang -, datt elo op eemol Professeren heemlech fëmme gi fir awer hirer Sucht nozekommen. Mä, wéi gesot, et ass eng Regelung, déi eis Zoustëmmung fënnt.

Datt an alle Lokaler, wou Jugendlecher ënner 16 Joer sech ophalen, net däerf gefëmmt ginn, a Kinoen, Theater, Muséeën, Galerien a Bibliothéiken, an allen Halen a Säll vu Stat a Gemeng: Alles dat fënnt eis Zoustëmmung genausou gutt wéi wat den öffentlechen Transport, Flughafen oder Eisebunnsgebaier ubelaangt.

Problemer hu mer, Här President - an de Kolleeg Niki Bettendorf huet dat mat treffende Wierder hei gesot -, domat wat am Artikel 6 (1) 13 steet, wat d'Restauranten an d'Caféen ubelaangt. An ech verweisen och do op deen Avis complémentaire, dee mer haut de Moien zougestallt kritt hu vun der Chambre de Commerce. Ech mengen, si huet doudsécher Recht wa se drop hiweist, datt d'Gesetz iwwert d'Chambres professionnelles vun 1924 dem Stat eng gewëssen Obligatioun operleet, fir déi eenzel Chambre-professionnellen ëm hir Meenung ze froen, wann et ëm Sujete geet, déi si direkt betreffen, datt een hei hätt missen deen Exercice maachen a virun allem och den Avis ofwaarden.

Et geet net duer, wéi d'Madame Stein-Mergen dat de Mëtten hei gesot huet: Wa mer deen Avis éischter kritt hätten, muss ee vläicht haut soen, hätte mer an eiser Kommissioun aneschters iwwerluecht. Ech mengen, dat ass keng gutt legislativ Prozedur an et muss ee sech och doriwwer Froe stellen.

Wann een och ka mam Prinzip, datt an engem Restaurant net soll gefëmmt ginn, d'accord sinn, esou muss een dach awer d'Fro opwerfen, wéi et hei mat der Fräiheet vum Propriétaire op d'Eegentumsrecht ass, wéi et bei him mat der privater Propriétéit ass.

Mir hätten als ADR léiwer eng aner Formule gehat, an zwar datt een higaange wär an et hätt een den Exploitantë fräigestallt, mä obligéiert, datt se hätte missen affichéieren, ob an hiren Etablissementer géif gefëmmt ginn oder net gefëmmt ginn. Domadder hätt jiddfereen, deen esou en Etablissement betratt hätt, gewosst, wann en erageet, a wat fir eng Situatioun datt e sech begëtt. Eventuell hätt een och kënnen higoen, datt ee gesot hätt, bei gréissere Restaurantë mussen et zwee Säll sinn. All Client hätt dann, wéi gesot, genau d'Konditioune vun der Stee kannt, wann en eragaange wär.

Ech sinn iwwerzeegt, datt de Maart sech selwer geregelt hätt, well fir déi Restauranten, déi fir Netfëmmerte sinn, d'Demande ëmmer méi grouss gëtt, well och eng Rei vu Fëmmerte léiwer an engem Restaurant zu Mëtteg iessen, wou net gefëmmt gëtt, an hir Zigar oder hir Zigarett herno anzwousch aneschters fëmme ginn.

Haut maache mer elo e System hei, wou mer musse Kontrolle maachen. Et muss ee sech dat virstellen, datt elo do Sträitpunkten entstinn, datt Clientë géint aner Clienten eng Plainte maachen, oder datt de Wiert muss do agéiere vis-à-vis vu senge Clienten, oder datt d'Police oder d'Douane musse Kontrollen a Restaurantë maache goen. Et muss ee sech dat alles virstellen, wou mer hei als Gesellschaft histeieren, an e Land, wou mer de Bierger ëmmer méi kontrolléieren, em ëmmer méi Konditiounen octroyéieren, a wou en herno praktesch keng eenzel Fräiheete méi kann hunn.

An deemselwechten Zesummenhang muss een dann och déi Bestëmmungen hannerfroen, déi mer hei hunn. Wa mer soen, wann an engem Restaurant gefëmmt gëtt, muss et en zweete Sall ginn, d'accord. Mä datt mer dann och nach higinn a mir schreiwen an d'Gesetz, datt dee Sall net méi wéi 25% vun der ganzer Fläch muss hunn, do muss ech d'Fro stellen, wou een do kann esou ee genaue Kritär an e Gesetz aschreiwen. Mir wëssen, datt mer haut scho vill Restauranten hunn, déi zwee Raim hunn. Wann elo awer dat Verhältnis 25:75 net besteet, mussen dann déi Leit, déi am Fong scho preventiv a wierklech mat Rücksicht hei Investitioune gemaach hunn, elo erëm ëmbauen oder musse se deen een Deel, dee méi wéi 25% huet, kierzen?

Wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt - an de Kolleeg Bettendorf huet dat gesot -, gëtt et nach kee Reglement. Wat ze bedaueren ass, datt mer esou e wichtegt Gesetz, wou den Detail wierklech an de Reglementer herno wäert kommen, stëmmen an dat Gesetz och a Kraaft setzen, ouni datt d'Reglementer do sinn. A wann déi Reglementer net do sinn, da spillt d'Gesetz, an d'Gesetz seet ganz kloer: Et gëtt net an engem Restaurant gefëmmt. Dat heescht, soulaang wéi kee Reglement do ass, kann och keen anere Sall opgemaach ginn, och wann e 25% huet, well ebe keng Bestëmmungen do sinn, a well och do am Gesetz steet, datt eng speziell Demande muss un de Minister geriicht ginn, deen dann eng Autorisatioun gëtt.

Och do gi mer erëm hin, mir maachen administrativ Prozeduren, wat wahrscheinlech kann erëm laang daueren, a wou keen haut weess, wéi genau herno déi Konditiounen, déi de Minister an d'Reglement an an d'Autorisatioun da setzt, ausgesinn, wou sécherlech dann herno eis Betriber wäerte ganz grouss Problemer kréien.

An et weess och keen, wéi laang dat dauert. Et ass gesot ginn, dat geet relativ séier. Wa mer awer kucken, wéi vill Restaurantë mer am Land hunn, a wann déi alleguer mateneen - an dat musse se elo matenee maachen - hir Demande maachen, an et ass nach kee Reglement do, da wäert dat och net nëmmen e puer Deeg, mä da wäert dat Wochen a Méint daueren, bis do eben déi Autorisatiounen erakommen, an esou laang spillt d'Gesetz, eiser Meenung no, dat heescht, et ass en absolut Fëmmverbuet an de Restauranten.

Et hätt een hei also missen onbedéngt eng Iwwergangsbestëmmung abauen, wou ee gesot hätt, datt déi an déi Moossnamen eréischt no enger bestëmmter Frist a Kraaft géifen trieden. Och hätt een do misse vläicht iwwerleeën, ob et net um Stat gewiescht wär, fir deene Betriber eng finanziell Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen, déi hei elo musse supplementar Investitioune maachen.

Datselwecht zielt fir d'Caféen, wou et am Prinzip erlaabt ass, mä - an herno kommen ech nach drop ze schwätzen - wa mer kucken, wat d'Personal ubelaangt, a soulaang wéi mer och do kee Reglement hunn, wat d'Personal ubelaangt, muss een dovun ausgoen, datt, wann een elo e Café huet, wou Personal dra beschäftegt ass, et verbueden ass dran ze fëmmen, dees dat Reglement ass do, wat regelt, wéi d'Salariat kann an Entreprisë schaffen, wann do géing gefëmmt ginn.

Ech si mam Kolleeg Jean Huss averstanen, wann en hei d'Problematik opgeworf huet, déi sech an de Caféë stellt, wa vun 12 bis 2 an owes vu 7 bis 9 Auer net däerf gefëmmt ginn, wann do zerwéiert gëtt, mä an enger anerer Siicht, well ech et einfach eng Utopie fannen, datt een, wa mer soen, an engem Café däerf prinzipiell gefëmmt ginn, dann higeet a seet, vun 12 bis 2 an owes vu 7 bis 9 Auer däerf net gefëmmt ginn. Et ass richteg, wa bis 12 Auer gefëmmt gëtt an den Damp ass dobannen, dann ännert et näischt méi, ob een da vun 12 Auer un net méi fëmmt an um 2 Auer fänkt een erëm un.

Et kéint een och soen, beim Apéritif kann ee fëmmen, dann ësst een zwou Stonnen, wann ee gemittlech ësst, an da beim Digestif kann een erëm eng Zigar fëmmen. Mä esou genau geet dat net an der Regel, an duerfir fanne mir wierklech, datt déi Bestëmmung do eng Bestëmmung ass, déi iwwerflësseg ass. Et hätt ee sollen do am Prinzip an de Caféë generell erlaben ze fëmmen, oder et hätt ee sollen dem Wiert d'Méiglechkeet ginn ze soen, bei hinne géif gefëmmt ginn oder net gefëmmt ginn.

Genausou wou een do muss d'Definitioun fannen, wat iwwerhaapt Platë sinn. Fält eng Hameschmier drodrënner? E Croque-Monsieur, fält deen dodrënner? Oder muss et e waarmt lesse sinn? Oder wéi ass d'Konditioun? Alles dat steet am Ablack nach net fest.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem an deene Punkten do, wat d'Restauratioun an d'Caféen ubelaangt, hu mer also eng Situatioun geschaf, wou mer eis Problemer siche ginn a wou mer hei am Fong e ganze Secteur Horesca als mannerjähreg erklären, wéi wann déi net selwer capabel gewiescht wären, fir dee Problem ze léisen. Mir kënnen dach net hei an engem Stat sinn, wou mer e kompletten Dirigismus vun uewen erof maachen, wou d'Leit nëmme méi virgeschriwwe kréien, kontrolléiert kréien, verbuede kréien an herno och nach protokolléiert ginn!

Wa mer elo nach higinn, an den Transportminister ass amgaange sech ze iwwerleeën, fir d'Promillgrenz erofzesetze vun 0,8 op 0,5‰, da si mer geschwënn an enger Situatioun, datt mer besser soen: Ma de Stat verbitt hei an deem Land nach iwwerhaapt, datt

d'Leit iessen an drénke ginn, a mir maachen domadder de Risiko grouss, datt mer e ganze Secteur wäerte futti maachen. Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ass dat do e Punkt, mat deem mir ënner kengen Ëmstänn kënnen d'accord sinn.

Och déi Bestëmmung vu Jugendlechen ënner 16 Joer, déi ass doudsécher richteg, mä wann een déi Bestëmmung asetzt an et leet een awer net fest, ënner wat fir enge Konditiounen datt dann och deen, dee verkeeft, ka kontrolléieren, wéi e Jugendlechen, net méi ënner 16 Joer, kann un Zigarette kommen, wa mer d'Affär vun den Zigarettenautomate kréien, déi mer net kënne vun engem Dag op deen aneren ëmbauen, da gesäit een, datt dat hei wahrscheinlech fir de Gesondheetsminister e Prestige ginn ass, fir dëst Gesetz ebe mordikus nach musse virun der Summervakanz ze stëmmen, egal wéi d'Konsequenzen herno an der Exekutioun vun deem Gesetz hei wäerte sinn.

Wat d'Personal ubelaangt, Här President, ass dat eng grouss Diskussioun, déi vun alle Säite vum Salariat, vun de Gewerkschafte scho während Joren diskutéiert gëtt. Mä och hei hu mer eng Formule gesicht, déi an der Praxis einfach net ka fonctionnéieren. Mir ginn hei dem Patronat eng Obligation de résultat a mir soen am Gesetz ganz kloer: «…en prenant les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation du tabac d'autrui.»

Dat ass de Prinzip, deen am Gesetz steet. An da soe mer hannendrun: Et kënnt e Reglement wat da seet, wéi dat an der Praxis ka fonctionnéieren.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen! Neen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sot direkt, Här Minister, wéi et da geet.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mir soen, de Reglement ka preziséieren. Dat ass eng wichteg juristesch Nuance. Well mer nämlech net wëllen op dee Wee goen, wéi et an der Belsch geschitt ass, wou eigentlech e Reglement herno d'Prinzipien erëm ënnerhielegt huet. Dat heescht, de Prinzip ass am Gesetz, an d'Reglement kann nëmme kommen, fir op deem engen oder anere Plang, wann dat sollt néideg sinn, Consignes d'application ze ginn. Mä de Prinzip läit am Gesetz an e kann net vum Reglement ënnerhielegt ginn. An duerfir steet ganz däitlech do «peut préciser» an net «mettra en œuvre».

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat heescht, d'Gesetz ass vu sech aus directement applicabel.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass genau dat, wat ech gären héieren hätt, och vum Här Minister, well dat dat confirméiert, wat ech gesot hunn. Dat heescht, wann de Prinzip am Gesetz steet, da ka muer an engem Café oder an enger Diskothéik - déi sinn ausgeschloss hei -, mä wann do Personal dobannen ass, däerf kee méi fëmmen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dat steet och erëm net am Gesetz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Soulaang wéi kee Reglement do ass,...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann erkläert eis dat nach eng Kéier, well dat ass nämlech e wesentleche Punkt.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wollt herno eigentlech nach eng Kéier dorop zréckkommen.

M. le Président.- Här Minister, mir si frou, do eng Explikatioun ze kréien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ech si frou, wann den Här Minister eis dat direkt erkläert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- De Punkt ass, dass den Employeur eng Obligatioun kritt, seng Leit ze schütze géint d'Fëmme vun aneren. Do huet hien eng Obligation de résultat. Déi Moyenen, déi hien asetzt, mussen esou effikass wéi méiglech sinn.

Dat heescht, hie muss all Situatioun eenzel evaluéieren. Dat heescht, do muss een och de Risiko evaluéieren, deen op där enger oder op där anerer Plaz ass. Dat, wat mir mat der «Obligation de santé de résultat» mengen, ass net «Interdiction de fumer», mä wéi kënne mir am beschten, vu les circonstances, déi do sinn, d'Leit schützen.

Et ass richteg, dass och an engem Café en Employeur sech muss mat där doter Fro auserneesetzen. Mä et ass falsch ze soen, opgrond vun där doter Bestëmmung wär automatesch eng Interdiction de fumer, well deemno op wat fir enger Plaz ee schafft de Risiko jo och aneschters ass wéi anzwousch aneschters. Well soss wär et jo vill méi einfach, wann ee kënnt den «Lieu du travail», wéi Verschiddener et gär gehat hätten, definéieren. Deen ass net ze definéieren. Et kann een net op alle Plazen datselwecht maachen.

Ech ginn herno a menger Äntwert nach eng Kéier dorobber an. Dat heiten ass eng Approche, déi net dat mécht, wat Verschiddener gären hätten, fir radikal ze soen: Fëmmverbuet. Mä et ass eng Approche, déi vill méi wäit geet, wéi dat, wat zum Beispill och den Här Huss elo gefrot huet, well se nämlech all Lieu de travail considéréiert an net nëmme verschidde Lieux de travail.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, déi Erklärung...

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn alles verbueden, ech froen e Verbuet fir alles!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift, Här Huss!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här Huss, Dir wëllt alles verbidden, dat hate mer verstanen.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech hoffen awer, dass den Här Huss net alles wëllt verbidden!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir dat nach eng Kéier kloer ze ënnersträichen, dat hate mer verstanen.

M. le Président.- Här Gibéryen, fuert Dir weider, well e fänkt u giel ze ginn.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ginn dovun aus, datt déi siwe Minutten, déi den Här Minister elo geschwat huet, mir net ugerechent ginn. Ech versichen awer trotzdeem a menger Zäit ze bleiwen.

Här President, ech mengen d'Äntwert vum Här Minister huet awer kloer bewisen, datt déi Interpretatioun, déi ech ginn, net esou vun der Hand ze weisen ass. Well wann an enger Diskothéik Leit schaffen a si soen zu hirem Patron, Dir musst dat Beschtméiglecht fir mech heibanne maachen,…

Une voix.- Da muss d'Fëmme verbuede sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …da muss hien d'Fëmme verbidden, well mir wëssen, mengen ech, wéi vill dobanne gefëmmt gëtt.

(Interruption)

Jo, jo. Dir hutt elo hei eng Interpretatioun ginn, wou Der sot, all eenzelne Betrib oder Patron an engem Café oder Restaurant oder Disco muss deen eenzelne Fall, wann d'Demande do ass, duerchdiskutéieren, fir ze kucke wat dat Beschtméiglecht ass. A wat mengt Der, wat fir eng Interpretatiounen a wéi vill Kaméidi datt do erauskënnt, soulaang wéi kee Reglement do ass, wat dat «peut», wéi Der dat nennt, preziséiert - an et weess och nach kee wat do erauskënnt.

Ech soen lech, déi dote gesetzlech Bestëmmung féiert zu fuerchtbar vill Kaméidi; do kënne mer Prozesser kréien an alles. An d'Resultat ass dat heiten: Wann d'Gesetz à la ligne applizéiert gëtt, da kann ee muer weder an engem Café nach an enger Diskothéik fëmmen. Dat ass esou wéi mir et interpretéieren, an ech hu jo och festgestallt, datt Der relativ Problemer hat, fir eben och elo kënnen dat doten hei ze erklären.

Une voix.- Uh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesinn also wou de Problem hei läit, a mir gesinn, datt dat Gesetz hei net ausgeräift ass. An duerfir wär et besser gewiescht - an an der leschter Législatiounsperiod ware mer eis zum Beispill hei an de Chamber eens ginn -, datt keng Gesetzer méi géife gestëmmt ginn, wann d'Reglementer net virum Vote géifen do leien.

Hei gëtt eng Kaz am Sak gestëmmt.

(Interruption)

Dach! Haut gëtt hei e Gesetz gestëmmt, an da kommen duerno Reglementer, wou kee Mënsch weess, wat drasteet.

(Interruption)

An d'Gesetz ass prezis an d'Gesetz seet ganz kloer, datt eng Obligation de résultat fir de Patron do ass, ouni datt et definéiert, wat dat ass. A wa se net definéiert ass, dann ass se absolut, mat deene Konsequenzen, wou ech elo hei gesot hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Publicitéit nach vläicht ee Wuert. Wat deen Amendement ubelaangt, dee vun eis an och vun der Demokratescher Partei eragereecht ginn ass, do si mer frou, datt d'Regierung an d'Majoritéitsparteien och op dee Wee gaange sinn, datt een op de Pointde-ventë ka Publicitéit maachen. Well mir eis eens gi sinn, datt domadder, wa mer d'Bestëmmung esou am Gesetz stoe gelooss hätte wéi se war, de Lëtzebuerger Produzent sécherlech benodeelegt gi wier, well mer ebe wëssen, wei d'Point-de-ventë vun den Zigaretten an Zigaren opgebaut sinn a wou dann eben auslännesch Konzerner e Virdeel vis-à-vis vun engem nationale Konzern kritt hätten.

Domadder wieren net manner Zigaretten oder méi Zigarette verkaaft ginn, mä et wieren anerer verkaaft ginn, a mir hätten eisen nationale Produzenten domadder geschuet. Wat déi Regelung ubelaangt, déi mer elo hei agebaut hunn, datt ee kann eng Publicitéit maachen op de Point-de-venten, do fanne mer et richteg, datt mer doriwwer konnten e Konsens fannen.

M. le Président.- Här Gibéryen, kommt zum Schluss, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn uganks gesot, datt dat Gesetz hei eis keng Satisfaktioun gëtt. Et sinn eng Rei vu Punkten dran, wou mer kënne wierklech domadder averstane sinn, mä et sinn der awer och dran, wei gesot, wat d'Restauranten an d'Caféen ubelaangt, do kënne mer mat där Formuléierung, déi hei am Gesetz ass, ënner kengen Ëmstänn averstane sinn. Duerfir wäert eis Partei entweder deelweis sech enthalen an och dergéint stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Merci, Här President. Och der Madame Rapportrice Merci fir hiren explizite Rapport, deen eis hei soll e Gesetz schmackhaft maachen, wat no enger leschter Zigarett richt, déi schonn dräi Deeg am Äschebecher läit.

Haut ass en historeschen Dag, awer kee mémorabelen, well haut ginn déi éischt Schrëtt an d'Diktatur ageleet.

(Hilarité)

De Stat mëscht sech an d'Privatsphär vu senge Bierger an, esou wéi e sech och an déi intern Gestioun vun de Betriber amëscht. D'Lutte antitabac soll mat dësem Gesetz bedriwwe ginn. Wann ech dat mat menge minime Franséischkenntnisser iwwersetzen, dann heescht dat: de Kampf dem Antitubak - eng Kontradiktioun schonn u sech.

Wat bekämpfe mer dann elo? Den Tubak, eng Planz, där hir Récolte Millioune Mënschen Aarbecht an Akommes garantéiert, an dat och an engem Betrib hei am Land mat 700 Aarbechtsplazen? Oder bekämpfe mer den Tubaksdamp, deen anscheinend esou mäerderesch ass, dass en alles ronderëm sech kriibsbeschiedegt?

Zeg Mënsche sollen um direkte Konsum vun Tubaksproduitë stierwen - dat ass net aus der Welt ze weisen -, an dann och eng ganz Rei um passive Matfëmmen, dat ass bewisen oder et soll bewise sinn, mä ass dat och esou evident?

Wann ech en Aarbechter huelen, dee gefëmmt huet a säi Liewe laang bei den Héichuewen oder Elektrouewe geschafft huet an do iwwert dem Schlakekulang dagdeeglech Ammoniakgas iwwert dem flëssege Goss geschléckt huet, a wann deen dann u Longekriibs stierft, wie kann dann eeschthaft behaapten, dass en un de Folge vum Fëmme gestuerwen ass? Oder een, deen an der Kokscharge geschafft huet a während senger Schicht méi Kuelestëbs geschléckt huet wéi Sauerstoff? Et ass also alles relativ.

Ech wëll déi wëssenschaftlech Etüden net a Fro stellen an ech wëll och d'Gefor vum Fëmmen hei net minimiséieren, mä ech kann einfach net d'accord sinn, dass medezinesch Erkenntnisser elo mëssbraucht gi fir propagandistesch Zwecker géint d'Fëmmerten, fir en onsënnegt Gesetz duerchzeboxen.

Wann d'Regierung der Meenung ass, dass d'Fëmme schiedlech ass an onweigerlech zum Doud féiert, da soll se konsequent sinn an da soll se e Gesetz virleeën, wat d'Fëmmen definitiv verbitt. Mä dat wäert se awer ni maachen.

Engersäits aus finanztechnesche Grënn - dat huet den Här Bettendorf hei kloer unhand vu Chiffere gewisen - an anerersäits well mer genau wëssen, dass d'Prohibitioun nach ëmmer an d'Box gaangen ass an de Schwaarzhandel doduerch gefördert ginn ass.

Här President, d'Diskussioune ronderëm d'Antitubaksgesetz huet d'Land net nëmme gedeelt, mä elo schonn zu enger regelrechter Stigmatiséierung vun de Fëmmerte gefouert. Eng wichteg Fro an deem Dossier hei ass bis elo awer während där ganzer Diskussioun weder opgeworf ginn nach am Fong diskutéiert ginn: Wat wier dat Éischt gewiescht, wat d'Regierung hätt misse maachen, fir esou e Gesetz wéi dat hei ze vermeiden?

Si hätt emol misse versichen, de Fëmmerten ze hëllefen, vun hirer Sucht lasszekommen. Well et ass eng Sucht, genau wéi den Alkohol an aner Drogen. Wat huet d'Regierung bis elo gemaach, fir de Leit ze hëllefen opzehale mat fëmmen? Guer näischt Konkretes!

Wat ass bis elo, vun un dass den Tubak besteiert gëtt, mat deene Steiersue geschitt? D'Steiersuen, déi d'Fëmmerten iwwer Jore bezuelt hunn an haut nach bezuelen, huet d'Regierung bis elo och nëmmen ee Frang dovunner direkt an d'medezinesch oder an d'pharmazeutesch Recherchen investéiert fir Weeër ze fannen, de Fëmmerten ze hëllefen, vun hirer Sucht lasszekommen?

Huet d'Regierung bis elo mat all deene Steiersuen, déi vun de Fëmmerte bezuelt goufen a ginn, och nëmmen engem Fëmmert déi Medikamenter oder Traitementer bezuelt, fir de Fëmmert bei sengem Versuch ze ënnerstëtzen, vum Fëmme lasszekommen? Neen, huet se net! Mécht se et mat dësem Gesetz? Neen, och net!

Duerch d'Steieren an d'Accisë sinn iwwer Jorzéngte Milliounen a Milliounen Euro erakomm, déi a kengem Vergläich dozou stinn, wat d'Zigarettenindustrie investéiert, fir d'Fëmmerte süchteg ze maachen a se süchteg ze halen. An déi huet souguer eegen Departementer - dat ass bewise ginn -, fir ze analyséieren, wat et géif u Plainten abréngen a wat et géif kaschten, wann en neie Produit dem Tubak ënnergemëscht gëtt, fir dass d'Leit méi fëmmen.

Wat huet déi heite Regierung, an all déi virdrun, opweises, fir d'Recherche an déi aner Richtung ze steieren an ze versichen, mat Géigemëttelen de Schued ze vermeiden an de Fëmmert virun esou enger rücksichtsloser Lobby, där e Mënscheliewen egal ass, ze schützen? Well ausser timiden Informatiounscampagnen huet dës Regierung, an all déi virdrun, nach glat guer näischt gemaach!

Ma mengt Dir dann, d'Fëmmerte géifen aus purem Spaass un der Freed ëmmer méi Sue fir hir Sucht ausginn? Si kënnen net anescht! An all fräie Moment, an all Plaz, souguer am Reen an am Schnéi, gëtt genotzt, fir eng Plaz ze fannen, fir kënnen eng ze dämpen.

D'Leit fänke vläicht aus Dommheet oder besser gesot aus Onkenntnis vun der Gefor oder aus Genoss mat fëmmen un, mä wann déi meescht Fëmmerte kënnten, hätte se scho laang opgehale mat fëmmen. Doduerch, dass d'Leit all Situatioun notzen ze fëmmen, ass bewisen, dass d'Fëmme keen einfacht Genossmëttel méi ass, mä dass et eng seriö Sucht ass.

An d'Fëmmerte fëmme bestëmmt och net, fir d'Netfëmmerten ze be-

lästegen. Och dat muss emol eng Kéier kloer gesot ginn.

Et ass awer kee capabel, hinne richteg ze hëllefen, an et schéngt och kengem opzefalen, dass déi Leit wierklech krank sinn. An elo soll e Gesetz dobäi och nach déi Leit total aus der Gesellschaft ausglidderen. Si sollen aus de Restauranten erausgehäit ginn. Et gëtt hinnen en elementaart Recht geholl. Mä net nëmmen hinnen! Och de Restaurateuren, déi net méi däerfe selwer bestëmmen, wie si bei sech als Gäscht däerfen empfänken. A wou ee sech d'Fro muss stellen, ob dëst Gesetz an deem Sënn net verfassungswiddreg ass an a Contradictioun ass zum Artikel 11 (6) vun eiser Verfassung, dee seet: «La loi garantit la liberté du commerce.»

E Restaurant ass e Lieu ouvert au public, mä en ass awer nach ëmmer de Besëtz vun engem Propriétaire oder vum Gestionnaire vun deem Lokal. Mat wat fir engem Recht gëtt hei déi fräi Ausübung vu kommerziellen Aktivitéiten, esou wéi eis Verfassung et garantéiert, violéiert?

Den Artikel 16 vun eiser Verfassung seet zum Beispill och: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique.» Wou gëtt et an dësem Fall eng Utilité publique? Wann eis Verfassung de Schutz vun der Propriétéit garantéiert, wéisou kann dann hei esou e Gesetz gestëmmt ginn, iwwert dat de Stat bestëmmt, wat an der Enceinte vun engem private Commerce ze geschéien huet?

Virgeschriwwe gëtt och, dass kengem Mannerjähregen ënner 16 Joer Zigarette verkaaft däerfe ginn. Ech mengen, domat huet och keen e Problem. Do ass och jiddfereen absolut domat d'accord. Mä wat huet de Commerçant awer fir legal Méiglechkeeten, den Alter vun enger Persoun ze kontrolléieren? Et sollen anscheinend Automate mat Jetonen agesat ginn, fir dass de Konsument muss beim Commerçant virspriechen, fir e Jeton ze kréien. Mä wie bezilt dann d'Fraisë vun där substanzieller struktureller Ëmännerung? De Stat? Ganz sécher net.

Et solle kënnen hermetesch ofgeschlosse Fumoiren erméiglecht ginn - wa méiglech nach ouni Fënsteren an ouni Dieren? Wie bezilt dat? A wéi ass dat technesch ëmsetzbar? Wéi ass dat ze realiséieren, wann de Minister keen Délai gëtt, fir dat ëmzesetzen?

Dat sinn d'Suerge vun der Confédération du Commerce, déi dat an engem expliziten Avis duergeluecht huet. En Avis, deen awer anscheinend ignoréiert ginn ass, well et ass keng Reaktioun drop komm.

Och ass vu Säite vum Statsrot en Avis minoritaire verfaasst ginn, deen uprangert, dass individuell Fräiheete vum Mënsch, an dësem Fall vum Fëmmert, ageschränkt ginn, an dass dat och a Contradictioun zu eiser Verfassung steet.

Här President, d'Fëmmen an d'Fëmmerte sollen an dëser Gesellschaft ganz einfach marginaliséiert ginn. Dat ass de But vun dësem Gesetz, wat op Drock vun enger intoleranter Lobby duerchgebootscht soll ginn. A wa mer dann d'Fëmme scho wëlle praktesch kriminaliséieren, da misste mer jo och déi an de Prisong setzen, déi um Handel mat den Zigarette verdéngen an direkt oder indirekt dovunner profitéieren. Déi, déi mat där do Logik dann als Alleréischt misste gestrooft ginn, wären net nëmmen d'Zigarettenhiersteller, mä och hir Dealer, iwwert den Tubakshändler, de Steierbeamten an d'Douaniere bis zur Regierung. All déi also, déi mam Andreiwe vun deenen aus gesondheetsschiedleche Produitë stamende knaschtege Suen eppes ze dinn hunn.

Et wier, abstrakt formuléiert, souguer jiddfereen, deen hei am Land wunnt oder d'Land betrëtt, well wie seet, dass mat iwwer Tubak akasséierte Steieren net indirekt eng Strooss bezuelt gëtt, e Gleis oder e Stéck Tarmac um Flughafen?

Verschiddene vun deenen, déi ech elo grad opgezielt hunn, missten zumindest vun engem moralesche Standpunkt aus effektiv an de Prisong, engersäits pour «non-assistance à personne en danger», well hinne jo all bewosst ass a se selwer öffentlech proklaméieren, dass d'Fëmmen déidlech ass, awer och, well se net verantwortlech mat deene Suen ëmgaange sinn, déi se dem Fëmmert ofgeholl hunn an nach ëmmer ofhuelen.

Wat ass dat fir eng Hypokrisie, eng Hannerlëschtegkeet vun dëse Regierungsverantwortlechen! Géife si et éierlech mengen, da wär scho säit Jorzéngten all Steiersou, deen direkt oder indirekt duerch den Tubakskonsum erakomm ass, an déi véier folgend Domäner investéiert ginn: Preventioun, geziilte Recherche, Suchtbehandlung a Behandlung vun de Mëssbrauchfolgen. Bis op dee leschte Volet ass dat bis elo awer nach ni konsequent gemaach ginn, wann een emol vun e puer eenzelnen „goodwill actions" ofgesäit.

Wa mer eleng dee Volet vun der medezinescher Prise en charge betruechten, steet all Drogen- an Alkoholofhängege jiddefalls vill besser do wéi e Fëmmert, an dat obwuel se eppes gemeinsam hunn: Si hu Schwieregkeeten, fir vun hirer Sucht lasszekommen, an hinne muss onbedéngt geholl ginn.

Dat gesot, ier een also nach nëmmen déi geréngsten Exklusioun, Restriktioun oder Stigmatiséierung vu Fëmmerten décidéiert, muss ee sech iwwerleeën, wat ee bis elo gemaach huet, fir deene Leit ze hëllefen, mam Fëmmen opzehalen. Ier also e Gesetz gestëmmt gëtt, dat de Fëmmerten nach méi Fräiheeten hëlt, sollt een emol während e puer Joer all Sou, deen duerch d'Accisen erakënnt, an déi medezinesch a pharmazeutesch Recherche investéieren, mä awer och an d'Medikamenter an an d'Therapien, déi et bis elo scho gëtt.

Wa mer net fir d'éischt versicht hunn, de Leit éierlech ze hëllefen, fir mat fëmmen opzehalen, a wa mer bis elo nëmme kasséiert hunn, ouni eis Responsabilitéite seriö ze iwwerhuelen, hu mer weder moralesch nach legitim dat Recht, d'Leit mat hirer Sucht elo och nach ze marginaliséieren an ze bestrofen. Eréischt dann, wa mer selwer als Gesellschaft op deem Gebitt do eppes opweises hunn, konkret Resultater an effikass Therapien, däerfe mer ufänken, Exklusiounen a Repressioun ze bedreiwen. Alles anescht ass hannerlëschteg an hypokritesch.

Bis dohinner solle mer et bei engem Appel beloossen. Wann een a sengem Etablissement oder Geschäft wëllt fëmme loossen, da soll hien dat och weider nach kënne maachen. An een, deen net wëllt, dass a sengem Geschäft oder a sengem Etablissement gefëmmt gëtt, soll dat och kënne maachen. Wann et dann e Marché gëtt fir dampfräi Restauranten an Akafsgalerien, gleeft mer, da schwätzt dat sech séier erëm an da gëtt et och méi wéi een, deen un deem Marché wëllt Geld verdéngen. D'Restauranten an d'Akafsgalerië kënnte jo e Schëld op hir Dier hänken op deem steet: Opgepasst, an dësem Lokal gëtt gefëmmt - oder net. Mä dat muss hinne fräi iwwerlooss bleiwen. Da steet et jiddferengem fräi, do eranzegoen oder net.

Här President, elo zur Diskussioun iwwert d'Fëmmen op der Aarbechtsplaz. Do soll een dat, menger Meenung no, am beschte sektoriell kucken. Et gëtt Secteuren an Aarbechtsplazen, wou et effektiv méiglech ass, d'Fëmmen an aner Raim ze verleeën. Et gëtt awer Aarbechtsplazen, wou dat net geet. Dofir soll een de Sozialpartner dat iwwerloossen, dat ze regelen, an net légiféréieren, well dat nëmme Komplikatioune bréngt.

Wat d'Restauratioun oder de gesamten Horesca-Secteur ubelaangt, weess jiddfereen, deen dohinner schaffe geet, wat en erwaart. A wann hien net wëllt an enger Ëmgéigend schaffen, wou dauernd gefëmmt gëtt, da soll hie keng esou Aarbechtsplaz unhuelen.

D'Diskussioun iwwert de Schutz vum Salarié a senger Gesondheet op der Aarbechtsplaz ass eng wichteg Diskussioun a muss gefouert ginn, mä si däerf net aus engem Globalkonzept erausgerappt ginn a sech elo just op d'Fëmme focaliséieren. Wann elo hei mat deem Gesetz den Employeur responsabel ass fir d'Gesondheet vu senge Mataarbechter, wat dat passiivt Fëmmen ubelaangt, da muss en et och si fir all aner Schied, déi op der Aarbechtsplaz laueren. An da kënnt Der sécher sinn, da maache mer geschwënn all Industriebetrib zou.

Wa mer eis awer an déi do Diskussioun legislativ och nëmmen am Geréngsten amëschen, da musse mer och de Courage hunn, ganz op déi Suen aus dem Tubaksgeschäft ze verzichten. Oder mir mussen domat rechnen, selwer iergendwann am Prisong ze sëtzen, well et kann elo kee méi soen, dass hien net weess, wéi geféierlech d'Fëmmen ass, a wann hie mat kasséiert, dann ass hie matschëlleg, an zwar ouni Circonstance atténuante, awer mat Préméditatioun. A wie wëssentlech Leit ëmbréngt, an de surcroît och nach dovunner profitéiert, dee gehéiert definitiv an de Prisong. Iwwerleet lech also gutt, wat Der elo maacht! Dir kënnt selwer eng Kéier aus deenen Ursaache virum Kadi stoen.

Här President, vun Ufank u vun deem Gesetz hei ginn ech de Verdacht net lass, dass den Här Gesondheetsminister verschidden Deeler vun dësem Gesetz geschriwwen huet, wéi en déi éischt Entzugserscheinunge gespuert huet nodeem en opgehalen huet mat fëmmen.

Wann dat de Fall sollt sinn, Här Minister, dann huelt déi Säite wou Der d'Fräiheet vun de Bierger a vun de Restauranten aschränkt aus deem Gesetz an e bëssen Tubak an dréint lech e puer Zigaretten doraus. Fëmmt se, da kritt Der vläicht erëm den Duerchbléck.

(Interruption)

Mä haalt wann ech gelift op, d'Fëmmerten ze marginaliséieren an de Restaurateure virzeschreiwen, wie si an hirer privater Enceinte dulden a wien net.

Dat gesot, ass et kloer, dass ech dat onsënnegt Gesetz hei, wat méi Problemer schaaft wéi et der léist, op kee Fall ka stëmmen. Ech wäert mech och net enthalen, ech wäert konsequent dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, seele war eng Thematik esou emotionell gewiescht wéi dës. An dat ass och net verwonnerlech, well bei dësem Gesetz si mir alleguerte betraff: déi, déi fëmmen, an déi, déi et net maachen. A jiddferee verdeedegt seng Fräiheet. Déi eng, well se do, wou se bis elo konnte fëmmen, weider wëlle fëmmen, déi aner, well se net vun dësem Damp wëlle gestéiert ginn, zumools net méi säitdeem et wëssenschaftlech bewisen ass, wéi schiedlech dëse bloen Damp ass.

Et ass also kee Geheimnis, datt dëst Gesetz fir vill Leit vun enormer Wichtegkeet ass, well et hei ëm dat wichtegst Kapital geet, wat mir alleguerten hunn, an dat ass eis Gesondheet. Dräi Véirel vun de Leit - an et ass scho virdrun ugeklongen -, déi bei eis am Land wunnen, fëmmen net. A vill vun hinnen hunn elo Hoffnung an eis gestach, fir datt mir elo hei no 20 Joer endlech an dëser Matière légiféréieren an dat och esou maachen, datt et en Ënnerscheed mécht zu deem, wat mer virdrun haten.

An ech ka kaum verstoppen - an eis Presidentin, d'Madame Mutsch, huet et och scho gesot - wéi enorm et eis alleguerte freet an der Santéskommissioun, datt dëse Projet nach wesentlech verbessert ginn ass - fir all déi, déi ënner enger Verbesserung eng méi restriktiv Versioun verstanen hunn.

Et huet ee ganz däitlech an deene leschte Méint an den Diskussioune gemierkt, datt déi, déi de Gesetzestext méi wäit wollten hunn, all Kéiers déi Statistiken ervirbruecht hunn, déi am héchsten d'Konsequenze vum Fëmmen an och vum passive Fëmmen ervirbruecht hunn, wat cardio-vasculaire Krankheeten, Hireschléi, Allergien, Asthma, Fréigebuerten, Mort-subiten a selbstverständlech och Kriibs - net nëmme Longekriibs, wéi den Här Huss scho gesot huet, mä verschidde Kriibsaarten - ubelaangt. An déi, déi den Text manner wäit wollten, déi hunn déi ënnescht Skala vun de medezinesche Resultater an hire Konsequenze geholl.

Fakt bleift awer, datt, egal wat fir eng een ervirbréngt, den Tubak an d'Konsequenze vum Fëmmen, ob aktiv oder passiv, enorm schiedlech sinn an och bleiwen. A kee ka méi ofstreiden, datt den Tubak ëmbréngt. Et steet jo och net fir näischt op all Pak eenzel drop.

An Däitschland zum Beispill: 140.000 Mënschen am Joer; wäit méi wéi Alkohol, Aids, Heroin an Accidenter am Stroosseverkéier zesummen. An enger vun deene leschten „Spiegel"-Editiounen, wou e groussen Artikel ënnert der Iwwerschrëft „Rauchen, das Ende der Toleranz" ze fannen ass, steet: „5 Millionen ihrer besten Kunden schicken die Tabakunternehmen der Welt jedes Jahr in den Tod. Mindestens die gleiche Anzahl müssen sie jedes Jahr wieder neu rekrutieren, was ihnen am ehesten unter den Jugendlichen gelingt." An dat geschitt och nach ëmmer mat groussem Succès.

Aus enger ILReS-Ëmfro, déi am Optrag vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer gemaach gouf, geet däitlech ervir, datt et grad déi Jonk sinn, virun allem déi jonk Männer tëschent 18 a 24 Joer, déi un der Spëtzt vum Peloton vun de Fëmmerte leien, nämlech 48% vun hinne fëmme schonn an esou engem jonken Alter. An och bei de Fraen ass et déi nämlecht Alterskategorie, nämlech déi jonk Fraen also, déi deen héchsten Taux opweisen. Si kommen op 33%. Besonnesch schued ass bei de Fraen, an awer och heiansdo bei de Männer, festzestellen, datt der vill vun hinne wéilte Schluss maache mam Fëmmen, mä net ophalen, well se mengen hiert Gewiicht esou besser ënner Kontroll ze halen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wann een dann nach weess, datt nach geziilt Moyenen agesat ginn, fir d'Gloscht ze verstäerken, da muss ee sech wierklech Froe stellen. Ech zitéieren eng leschte Kéier den „Spiegel"-Artikel: „Um die Nachfrage nach Zigaretten zu steigern, geben die Hersteller außerdem Ammoniak oder Harnstoff in den Tabak. Diese Substanzen wirken wie ein Turbo auf die Chemie des Rauchs: Sein pH-Wert steigt, daher absorbiert die Lunge wesentlich mehr Nikotin, es flutet schneller im Gehirn an, und so erlebt der Raucher einen weitaus stärkeren Nikotinflash.

Das ist es, was ihn umso gieriger zur nächsten Zigarette greifen lässt. Dank Ammoniak werden Raucher schneller und stärker süchtig. Der Ammoniaktrick erlaubt es den Herstellern au**,** erdem, den offiziellen Nikotingehalt zu senken und gleichzeitig mehr Nikotin in das Gehirn des Rauchers zu schwemmen. Der glaubt dann seine Zigarette sei leichter, dabei ist sie das Gegenteil: eine Nikotinbombe."

A jiddferee weess, wann een eemol ugefaangen huet, wéi schwéier et ass, nees dovu lasszekommen. An dat, léif Kolleegen, ass net fir näischt esou gewollt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetz ass et ni, ni drëms gaangen, fir Leit ze zwénge mam Fëmmen opzehalen. Dat soll selbstverständlech jiddferengem seng Fräiheet bleiwen. An et sollt och keng Hetzcampagne géint déi sinn, déi fëmmen.

Dëst Gesetz sollt virun allem déi Jonk motivéieren, net mam Fëmmen unzefänken. Et soll d'Publicitéit limitéieren, et soll sensibiliséieren an et soll de Schutz virum passive Fëmme besser sécheren. Well de Problem ass jo deen, datt ee beim Fëmmen eppes mécht, wat ee bei kenger anerer Drog mécht: Et schuet een nämlech net nëmme sech selwer, mä et schuet een och deem, deen net fëmmt, mat.

D'Sensibilisatiounscampagnë vum Gesondheetsministère, déi zënter Wochen um Radio an um Fernseh lafen, bréngen dëst däitlech ervir: Wann Dir fëmmt, da fëmmt deen, deen net fëmmt, mat. An deem säi Risiko - also deen, deen net fëmmt - klëmmt ronderëm 30% fir Longekriibs ze kréien; deemno wou ee sech ophält, méi oder manner.

Net nëmmen deen, dee fëmmt, dréit hei eleng d'gesondheetlech Konsequenzen dovunner, mä och deen, deen niewendru steet, sëtzt oder schléift. De sou genannte Courant secondaire huet et nämlech a sech; den Damp also, deen d'Zigarett vu sech gëtt, wa se um Äschebecher rascht oder wa se an der Hand ass, den Damp tëschent den Zich. Well d'Verbrennungstemperatur net esou héich bei dësem Damp ass, enthält e vill méi héich Quantitéite vu Formaldehyd, Blosaier a bis zu 400-mol méi Nitrosaminen.

Am Avis vun der AMMD, also der Association des médecins et médecins-dentistes, steet och vun dësem Courant secondaire wa se op d'Doudesfäll opmierksam mécht, déi op d'Passivfëmmen zréckzeféiere sinn. Hirer Associatioun no leien am Moment iwwer 40 Etüde vir, déi d'Relatioun tëschent dem passive Fëmmen an dem Longekriibs beleeën.

An Amerika gëtt d'Zuel vun den Doudesfäll, déi a Relatioun mam passive Fëmme sinn, op 3.000 am Joer geschat, an Europa gëtt se op 1.200 geschat, a Frankräich an déi 100, während mir hei am klenge Lëtzebuerg och scho verschidde Fäll hunn. Méi wäit schreift d'AMMD an hirem Avis dann och nach, an ech zitéieren: «Il a par ailleurs été démontré une relation dose-effet, puisque chaque fois que la consommation quotidienne du conjoint accroît de dix cigarettes, le risque croît de 23%» fir Longekriibs ze kréien.

Eng japanesch Studie, déi och d'Relatiounen tëschent dem passive Fëmmen an dem Longekriibs däitlech mécht, an déi schonn 1981 am „British Medical Journal" publizéiert gouf mam Titel „Non smoking wifes of heavy smokers have a higher risk of lung cancer", kënnt ganz genau zur nämlechter Konklusioun wéi déi Etüde virdrun. Et ass also ganz kloer, datt een net méi duerchkënnt mat deem bekannte Sproch: Si huet ni an hirem Liewen eng Zigarett ugepaakt oder gefëmmt an ass awer u Longekriibs gestuerwen.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et brauch ee guer keng Zigarett unzepaken oder eng eenzeg ze fëmmen, et geet duer

wann ee mat engem lieft oder sech op enger Aarbechtsplaz befënnt, wou vill gefëmmt gëtt an deem net entweiche kann, fir datt de Longekriibs drastesch klëmmt.

Den zweete Problem vum Fëmmen oder passive Fëmmen ass deen, datt vill Leit déi gesondheetlech Konsequenze praktesch net mierken, op alle Fall net direkt mierken. An dat mécht dës Sucht jo grad esou gefèierlech, virun allem erëm fir déi Jonk. Hinnen ass et oft egal, wa si elo eppes maachen, wat eréischt an 20 oder 30 Joer Konsequenze bréngt. Et ass hinnen dee Moment egal, wéi si mat 60 sinn. Mä wann een awer lues awer sécher op déi 60 lassgeet, da gëtt ee sech op eemol bewosst, wéi liewenswäert dann d'Liewen nach ka sinn, mä dann ass et leider oft ze spéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi Länner maache sech op de Wee vum Verbuet vum Fëmmen, an de Rhythmus, wou se légiféréieren, ass enorm an net méi ze bremsen. Oft héiert ee souguer, datt se nach net laang en Antitubaksgesetz gestëmmt hunn a sech déi positiv Répercussiounen esou bemierkbar maachen, datt nach weider Schrëtt an eng verschäerfte Versioun souguer folgen.

Déi extrem Zefriddenheet bei de Leit mécht dëst méiglech, souguer och oft bei deenen, déi selwer fëmmen.

Sou erlaben ech mer dat positiivt Beispill - et ass schonn e puermol ugeklongen - vun Irland ervirzebréngen, wou zënter e puer Joer e strikt Fëmmverbuet ass an de Restauranten an an de Caféen, de sou genanntenen Irish Pubs, wou souguer en iwwerzeegtenen Netfëmmert seng Zweifelen drun hat, ob dat da kéint funktionéieren.

Een, dee sech nëmme viru Joren an esou e Pub eragetraut huet, weess vu wat ech schwätzen. Ouni bal op engem Meter dicht säi Partner fréier kënnen ze erkennen, trëppelt een elo an en nach méi gefëlltene Café eran, mä dampfräi. Et gëtt méi laang bliwwen an et gi méi Sue beim lessen ausginn, zënterdeem datt dëst Gesetz a Kraaft ass. An ech denken, datt d'Horesca sech hei vill Suerge mécht, déi net onbedéngt begrënnt sinn.

De leschte Sondage iwwert d'Zefriddenheet bei den Iren no der Ëmsetzung vun dësem Gesetz weist drop hin, datt 93% - oder 96% hat d'Madame Mutsch, mengen ech, gesot - vun hinnen et elo vill besser gefält, et méi propper fannen a méi gesond fannen - Fëmmert oder net. An ech zitéieren aus dem Avis vun der Chambre de Travail: «L'interdiction irlandaise est exemplaire, car non seulement la loi est respectée, mais 93% des Irlandais approuvent les mesures prises et ceci malgré la très forte polémique qui a secoué ce pays au moment de l'interdiction. Cette interdiction n'a eu aucune conséquence négative sur le commerce, l'année 2004 a même été en Irlande une année record sur le plan touristique.»

En anert Beispill ass dat vun New York, wou en totaalt Fëmmverbuet an de Restauranten ënner anerem ass a wou zënter dësem strikte Fëmmverbuet 23% vun hirer Kliantell méi oft erëmkommen, vis-à-vis vu 4%, déi elo manner fréquentéieren. Sou schreift d'Aarbechterkummer an hirem Avis, datt, säitdeem d'Gesetz a Kraaft ass, New York zweemol méi Ouverturë vu Restauranten ze verzeechnen huet wéi Fermeturen, an 53% vun den New Yorker soe genee wéi an Irland, datt si elo méi Suen ausgi bei de Molzechte wéi éier dëst Gesetz a Kraaft getrueden ass.

A Länner, wou ech vill gelieft an och deels laang gewunnt hunn, ass e strikt Fëmmverbuet scho längst acquis. An Amerika, Neuseeland, Australien oder Kanada si strikt Fëmmverbueder zënter Joren Usus. A wann een no enger Zäitchen erëm heemkënnt, kann ech lech soen, da kann ee sech nëmme wonneren,…

Une voix.- A wéi enger Provënz datt mir liewen!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Vläicht net gradsou schlëmm.

…wéi et méiglech ass, datt mer...

La même voix.- Wann et esou schlëmm ass, kënnt Der auswanderen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Do si mer nach net.

(Interruption)

Une voix.- Fréier ass gesot ginn, op déi aner Säit.

Une autre voix.- Mä et gëtt jo elo méi schéin.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Okay.

Et kann ee sech nëmme wonneren, wéi et méiglech ass, datt mir do nach net scho laang nogezunn hunn. Et brauch een nëmmen hei zu Lëtzebuerg an de Kino wëllen ze goen, da kënnt engem schonn - entschëllegt den Ausdrock, Här President - den Zigarettegestank entgéint. An näischt richt propper a gesond a ville Gebaier hei zu Lëtzebuerg.

A villen amerikanesche State gi se souguer esou wäit, datt et souguer e Verbuet vum Fëmmen an der oppener Loft gëtt; op den Terrassen, op den Trottoiren, op de Plagen, an de Parken, op de Golfterrainen - Här Grethen, souguer och - däerf net méi gefëmmt ginn.

(Interruption)

Neen, Här Grethen. Mir géifen lech och vermëssen.

An amplaz datt aner Länner soen, dat wäre jo déi komesch Amerikaner, zéien aner Länner no; Australien, Neuseeland, Südafrika, Kenia an Uruguay zéien no - vläicht och, well den uruguayesche President Onkolog ass; hie weess also, vu wat e schwätzt. Et war anscheinend eng Saach aus déifstem Häerz, wéi hei d'öffentlecht Fëmmen den 1. Februar verbuede ginn ass.

Mä mir si jo net, Här President, an Uruguay an och net an Australien an och net an Amerika, mir sinn hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

Net an der Provënz, mä zu Lëtzebuerg. An do war d'Philosophie eng aner. De Regierungswonsch war eng Opzielphilosophie, wou een déi Plaze géif eraushuelen, wou net méi gefëmmt soll ginn an der Zukunft, an dat ass och respektéiert ginn. Mir gi jo meeschtens mat méi klenge Schrëtt hei zu Lëtzebuerg. Mir huele jo net oft esou e grousse Risiko - „Langsam kommt man auch ins Ziel" - a meeschtens fuere mer och nach gutt esou.

De Courage, fir op eng Propositioun ze goen, déi méi strikt gewiescht wär, wéi d'Fondation contre le cancer se proposéiert hat, fir de Verbuet vun de Lieux publics an de Lieux de travail fermés et couverts ze fuerderen, wou praktesch alles dra gewiescht wär a wou just e puer Ausnahmen hätte misse gemaach gi fir Privatwunnengen oder Substitutwunnengen, wéi an den Altersheimer, an de Fleegeheimer, am Prisong an an de private Büroen, war hei zu Lëtzebuerg nach net dran.

Och en interministerielle Rapport, deen am Optrag vun der franséischer Regierung am Numm vu verschiddene Ministèren, wéi d'Ministèrë vu Gesondheet, Educatioun, Emploi, Finanzen, Tourismus, Industrie an Ekonomie, vun der Madame Rousille gemaach gouf, iwwer e strikte Fëmmverbuet vu sämtlechen öffentleche Plazen, ass och zur nämlechter Konklusioun komm, datt en einfachen a strikte Verbuet ouni Fumoiren déi beschte Chancen hätt, ëmgesat ze ginn, an och dee gréisste Succès ze verzeechnen hätt.

Esou Gesetzer funktionéiere schonn einwandfrei a ville Länner op der Welt an ëmmer méi Länner kommen derbäi, souguer och schonn an Europa. Schweden, Spuenien, Finnland, Norwegen an d'Schwäiz an och Schottland an anerer nach beweisen, datt esou eng strikt Haltung eng Vereinfachung bei der Ëmsetzung bréngt.

Den 13. Abrëll 2005 sinn d'Recommandatioune vu Limassol erauskomm, fir eng global Législatioun en faveur d'un environnement sans fumée. Dës baséiere sech op d'Resultater, déi an Irland, Italien an Norwegen gemaach gi sinn, an aus deene sinn och alt erëm déi nämlecht Konklusiounen erauskomm, datt dat déi beschte Léisung wär.

Selbstverständlech ass och an deene Länner, wou esou e strikte Verbuet funktionéiert, vill méi e grousse Prozentsaz vu Leit ze verzeechnen, déi opgehalen hu mat fëmmen.

Mä elo erëm zréck op Lëtzebuerg an zu eiser Philosophie, der Opzielphilosophie, an dat, wat mir doraus gemaach hunn.

An do wéilt ech e grousse Merci un déi Kolleege riichten, déi hei matgehollef hunn, dëst Gesetz ze verbesseren. Allem viraus e grousse Merci menger Frëndin, der Madame Mutsch, net nëmme fir hiren excellente Rapport - dat ass ee jo gewinnt vun hir -, mä virun allem fir hir virbildlech Aarbecht, déi si als Presidentin vun dëser Kommissioun geleescht huet, fir ni de Courage ze verléieren, fir weider drun ze gleewen, datt mir dëst Gesetz méi wäit kréien, wéi dat am Ufankstext proposéiert war.

Mir kënnen also elo mat grousser Satisfaktioun feststellen - an ech gi just nach op déi Punkten an, well se scho virdrun e puermol ugeklonge sinn, déi mer wierklech wichteg sinn -, datt elo sämtlech Schoule fëmmfräi sinn, Schoulhäff an d'ganz Enceinte mat abegraff. Ech hat den Här Tarrach nach d'lescht Woch um Gesondheetslaf gesinn zu Iechternach beim Triathlon, an hien huet sech och terribel gefreet, datt seng Uni och ënner eist Gesetz fält.

D'Spideeler an hir Enceinte sinn eigentlech komplett fëmmfräi; et gëtt just d'Méiglechkeet vun engem Fumoir, dee strikt fir déi Patiente reservéiert ass, déi dann och eng Demande maachen, fir dohinner däerfen ze goen. Selbstverständlech ass och d'Entrée vum Spidol virun der Dier elo eng fëmmfräi Zon. Perséinlech muss ech lech éierlech gestoen, hunn ech dat ëmmer wierklech e schlecht Bild fonnt, datt, wann een an esou e Gesondheetssecteur eragaangen ass, wou krank Leit leien, dann an der Entrée virdru sech Leit sammele fir ze fëmmen.

Drëttens - an Dir kënnt lech jo denken, datt dat mir ganz vill Spaass mécht -, sämtlech Sportsgebaier, a permanent, hu mer elo erakritt, net nëmmen also, wéi dat am Ufanksprojet war, während de Sportsmanifestatiounen, si si permanent dran, an am Rapport ass selbstverständlech spezifizéiert, datt och déi Caféen, déi sech dann do an deene Sportsmanifestatioune befannen, fëmmfräi sinn.

D'Restauranten an d'Pâtisserië si fëmmfräi, ausser et léich dann en Agrément vum Santésministère vir, deen dann no engem Règlement grand-ducal beschriwwe gëtt an, wéi ech verstanen hunn, esou strikt beschriwwe gëtt, datt sech do wahrscheinlech deen een oder anere muss iwwerleeën, ob en dat da wierklech wëllt maachen.

An de Caféen, wou ee Plat-du-jouren zerwéiert kritt a wou een och e Sandwich kann iessen, däerf net während den Iesszäite gefëmmt ginn, also net tëschent 12 an 2 an och net owes tëschent 7 an 9 Auer. Méi war net dran, Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Zu méi war net de Courage do.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, jo. Net vu menger Säit.

Glécklech si mer driwwer, datt net nëmmen Theatersäll oder Kinossäll…

(Interruptions)

Ech hu meng Kolleegen do net all kënnen iwwerzeegen.

Glécklech si mer driwwer, datt net nëmmen Theatersäll oder Kinossäll, mä och d'Halen an d'Couloire mat dran elo sinn, also och déi Restauranten a Caféen, déi op sinn an an déi Couloiren eraleeden. A last but not least och do, wou Tickete verkaaft gi fir an de Kino, ass mat erakomm. Do wou also vill Jonker zirkuléieren.

D'Gäng an d'Säll vu Stats- a Gemengegebaier si komplett fëmmfräi. D'Gemengerezeptiounen also och, esou wéi ech et interpretéieren.

Une voix.- Et ass och hei d'Chamber!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech kommen dozou!

Sämtlech Établissement-publicen, egal wien d'Gérance hei dréit.

De Flughafen an d'Gare, eis Chamber an d'Rockhal zum Beispill och, wuelverstanen awer d'Säll an d'Häll.

Iwwerall do, wou Iesse verkaaft gëtt, an de Gebaier vun de Supermarchéen, also och do hannert der Keess, wou emol deen een oder deen anere säi Pättchen drénkt, fir op deen aneren ze waarden, deen akeeft.

An de Galerie-marchanden, grad do, wou sech vill Famillje bewegen, däerf ee berouegt an Zukunft mat de Kanner sech op eng Terrasse sëtzen, déi an déi Galerie leet, ouni sech mussen ze verteidegen, fir fëmmfräi ze iessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Statsrot, deen e puermol drop opmierksam gemaach huet, datt, wéi Lëtzebuerg d'Convention-cadre vun der Organisation mondiale de la Santé 2005 ratifizéiert huet, sech Lëtzebuerg engagéiert huet, Mesuren ze adoptéieren an och ze applizéieren, déi d'Protektioun virum Zigaretterauch virgesinn, virun allem op der Aarbechtsplaz, am Transport public, de Lieux publics, an de Statsrot huet souguer resultéiert, datt déi physesch Integritéit vum Netfëmmert verletzt gëtt, an dat awer e fundamentaalt Aarbechtsrecht ass.

Et ass wierklech traureg, datt mer hei Schlussliicht an Europa sinn, fir de Verbuet op der Aarbechtsplaz ze légiféréieren, well Finnland, Zypern, Estland, Italien, Lettland, Irland, Litauen, Holland, Spuenien, Malta, Polen, Schweden, Slowenien, England, Schottland, Norwegen an d'Schwäiz schonn all e strikte Fëmmverbuet op der Aarbechtsplaz hunn! Griichenland an Ungarn hunn e Fëmmverbuet, erlaben awer Fumoiren.

Schued ass virun allem, datt grad eis direkt Noperen och net an dëser Thematik glänzen. D'Belsch gi manner wäit wéi de Verbuet mat hirem Gesetz, nämlech nëmme wann et zu kengem Averständnis tëschent Fumeur an Nëtfumeur kënnt an de Büroen, muss den Employeur den Netfëmmert protegéieren. Den Netfëmmert kritt also Prioritéit.

Frankräich wëll ech net gären zitéieren, well hiert Gesetz gëtt net ëmgesat esou wéi et misst, an den Här Chirac huet och hei elo schonn zousätzlech Moossnamen annoncéiert. An eis däitsch Nopere si mat den Éisträicher als absolut Voiture-balai an dëser Matière ze considéréieren, mä och do rumouert et déck an de Chamberstribünen an an de Fraktiounen.

Une voix.- Jo!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Traureg sinn ech driwwer, datt eis Iwwerzeegungsaarbecht net duergaangen ass, fir d'Discoen ouni Altersgrenz eranzehuelen. Nëmmen déi, wou Jonker ënner 16 Joer sinn, si fëmmfräi. Ech froe mech, wat fir Discoen dat da sinn?

Une voix.- Jo! Wat ass dat?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- D'Schouldiscoen? Mä déi si jo souwisou fräi, vu que datt et an der Schoul ass. Wann ee weess, datt hei 80% vun deenen, déi an eng Disco ginn, tëschent 16 an 23 sinn, denken ech, wäre vill Eltere frou heiriwwer gewiescht, wann do e Fëmmverbuet gegollt hätt. Virun allem, well mer festgestallt hunn, datt grad an den Discoe vill Jonker ufänke mat fëmmen.

Une voix.- Jo.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- D'lescht Woch hunn ech awer e bekannte Patron vun enger Disco um Radio héieren, dee gesot huet, hie géif dat gutt fannen, wann an der Disco net méi géif gefëmmt ginn, an ech zielen dann drop, datt hien dat a senger Disco afèiert, an hoffen, datt aner Patronen et nomaachen. Iwwregens sinn ech och iwwerzeegt, datt dat e volle Succès géif ginn, a souwuel och Jonker wéi méi Eelerer vun dëser Offerte gäre wäerte profitéieren. Indirekt si jo souwisou elo och schonn d'Caféen, d'Discoen an all aner Aarbechtsplazen dran, dank eise Ministere Biltgen a Wiseler.

Merci fir den Aspekt vun der Aarbecht an dëst Gesetz mat afléissen ze loossen, dat op sämtleche Plazen, wou Leit schaffen, de Schutz virum passive Fëmmen elo matbréngt. De Patron soll elo Moossnamen ergräifen, fir seng Leit virum Passivfëmmen ze schützen, mat enger Obligation de résultat. An ech trauen eise Ministeren och zou, datt si dat am Accord mat de Gewerkschaften ëmgesat kréien.

Merci awer selbstverständlech och eisem Minister Mars Di Bartolomeo fir säi Courage a säi Wuerthalen an dëser Matière! An ech wollt him och ganz besonnesch Merci soen, datt en den Artikel 8 an d'Gesetz mat erageholl huet, wou ech en an enger Question parlementaire drop opmierksam gemaach hat, nämlech de Verbuet vun de Schokelaszigaretten an de Knätschzigaretten. Hei wär wierklech d'Zigarett banaliséiert ginn, an d'Kanner gewinnt ginn, vu ganz klengem Alter un de Geste vum Fëmmen nozeahmen, fir zukünfteg Clienten aus hinnen ze maachen.

Merci nach eng Kéier all deenen, déi hei op iergendeng Aart a Weis gehollef hunn, dëst Gesetz ze verbesseren. Et ass e faire Kompromëss, an ech sinn iwwerzeegt, datt et vill Leit eng Erliichterung ass, wa se an Zukunft an d'Restaurantë kënne goen, an op vill aner Plaze kënne goen, ouni datt se nach no Zigarettendamp richen, wa se heemkommen.

Här President, zum Schluss erlaben ech mer, mech un Iech perséinlech ze adresséieren,…

Une voix.- Aaahhh!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- …well eis Chamber fält jo och ënner eist Gesetz. An ech ziele ganz staark op Iech, als Chef vun dëser Institutioun, datt Dir dann och hei mat Argusaugen wäert iwwerwaachen, datt hei net méi an de Gäng an an de Säll gefëmmt wäert ginn,…

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- …a virun allem op déi Leit oppas-

sen, déi elo schonns suspekt sinn,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- …an déi, wa mer erëmkommen am Hierscht an dëst Gesetz a Kraaft ass, wäerten eng gewësse Schwieregkeet vläicht kréien, fir sech drun ze halen.

Mä ech adresséiere mech awer och un Iech, Här President, als bekennende Fëmmexpert, wéinst Äre perséinlechen Aussoen, déi een ëmmer méi oft a leschter Zäit héieren huet an déi ëmmer méi däitlech erkenne loossen, datt Dir probéiert, och Ärem Fëmmen en Enn ze maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Grethen *(DP)*.- De Wee an d'Häll ass voll gudder Virsätz!

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Net méi spéit wéi virgëschter huet eise President mir dat nämlech mat engem déterminanten Toun erëm frësch bestätegt, datt hie gäre géif ophale mat fëmmen!

(Interruptions)

Une voix.- Dir bezuelt him d'Nikotinpatchen!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Also, Här President, meng Ënnerstëtzung hutt Der honnert Prozent! A wann Dir dat sollt wierklech packen, da war dëst Gesetz schonn eleng dowéinst e grousse Succès!

(Interruptions et hilarité)

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Elo héiere mer d'Stellungnahm vun de Membere vun der Regierung. Fir d'éischt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet am Beräich Schutz virum Tubak Wuert gehalen. D'Tubaksgesetz ass do. Et ass en zolidd Gesetz, dat d'Prioritéit op de Gesondheetsschutz leet, an et ass der Regierung eescht gemengt, fir dat Bescht aus dësem Gesetz ze maachen, fir déi, déi net fëmmen an net wëlle matfëmmen, ze schützen.

Et ass virdrun an allen Nuancë gesot ginn, wat d'Gesetz bewierkt oder wat et beinhalt. Ech ka mech doduerch relativ kuerz faassen.

D'Gesetz verbitt d'Publicitéit an alle Forme fir den Tubak, verbitt de Sponsoring. D'Gesetz dréit deemno der EU-Direktiv méi wéi Rechnung, déi d'Publicitéit am grenziwerschreidende Verkéier an der Press wëllt limitéieren. D'Gesetz verbitt de Verkaf vun Tubak an Zigaretten u Mannerjähreger. D'Gesetz hält fest, dass Dampfräiheet d'Regel an de Restaurantë wäert sinn. Dat heescht an de d'Restaurantë gëtt an der Regel net méi gefëmmt.

D'Gesetz verbannt den Tubak aus de Schoule fir d'Schüler an d'Enseignanten, well hei ganz kloer d'Beispillfonctioun ageklot gëtt. D'Gesetz verbannt den Tubak aus de Galerie-marchanden, de grousse Geschäftszentren, de grousse Geschäfter, aus de Kinoen, net nëmmen aus de Säll, mä aus de Komplexer; aus den öffentleche Gebaier - gemengt sinn an dëser Phas déi öffentlech Halen, d'Säll - elo wësst Der schonn direkt awéifern dass dëst Gebai dovu betraff ass -; aus de Spideeler.

D'Gesetz mécht och eng ganz seriö Ouverture a Saache Schutz virum Tubak op der Aarbechtsplaz, wat eng Gemeinschaftsaarbecht ass zwëschent deenen dräi concernéierte Ministeren: dem Gesondheetsminister, dem Aarbechtsminister an dem Minister fir d'Fonction publique; net ze vergiessen den Innenminister, dee fir d'Gemengen zoustänneg ass. Och d'Gemenge ginn an dësem Deel, wat d'Aarbechtsplaz ugeet, mat an d'Verantwortung geholl.

Ech wëll der Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, an der gesamter Chamberskommissioun Merci soe fir déi excellent Zesummenaarbecht, déi dozou gefouert huet, dass mer net nëmme gutt diskutéiert hunn, mä dass mer et zesumme fäerdeg bruecht hunn, e Gesetz ze maachen, dat de Buedem hält. Selbstverständlech schléissen ech doran och d'Kolleegen aus der Aarbechtskommissioun an aus der Fonction-publique-s-Kommissioun mat an, déi eis am Endspurt gehollef hunn, fir dat heiten ze realiséieren.

D'Zesummenaarbecht huet also geklappt, eng gutt Zesummenaarbecht zwëschent der Regierung an dem Parlament.

Et kann ee sécher iwwert d'Wichtegkeet vun dësem Projet am Verglach zu anere wichtege Projete streiden. Dat ass erlaabt. Et kann een d'Balance huelen a soen: Dat hei ass elo net dee weltëmwerfendste Projet. Mä et ass awer onbestreitbar, dass dëse Projet fir d'Gesondheet, wat jo och eigentlech dat Wichtegst ass wat mer hunn, immens wichteg ass wéinst sengem Inhalt - jo -, mä virun allem awer och wéinst där Diskussioun, déi dëse Projet ausgeléist huet, a wéinst deem Mentalitéitswandel, deen dat Gesetz elo schonn ausgeléist huet. Well den Terrain huet d'Gesetz antizipéiert: Ganz vill Beräicher a Verhalensweise si ganz staark beaflosst ginn. Ech wäert nach dorop zréckkommen.

Mir wënschen eis jo ëmmer an dëser Chamber oder an der Regierung, dass, wa mer Reforme maachen, d'Leit mat diskutéieren an dass se sech mat betraff fillen. Hei ass ee vun deene Projeten, deen net iwwert d'Käpp vun de Leit ewechgaangen ass, a wou d'Leit sech mat ageschalt hunn, wou se drun interesséiert waren an op hir Aart a Weis mat diskutéieren. Elo kann ee soen: Jo, dat ass en Thema, dat einfach ass. Mä et ass awer en Thema, dat méi komplex ass wéi et heiansdo duergestallt gëtt. An hei si ganz kloer Meenungen erauskomm: geäussert an der Ausenanersetzung, geäussert a Sondagen a geäussert a Verhalensweisen. Et ass also e ganz gutt Beispill, wéi een d'Leit an eng Diskussioun ka mat abannen.

Een, dee seet, dass hei iwwert de Kapp vun deene Betraffenen ewechdiskutéiert gi wär, dee läit falsch. Well dee Projet hei huet e Wee gemaach wéi kaum en aneren an huet Plaz agebaut fir d'Konzertatioun, och wann aus där Konzertatioun net an alle Punkten Eenegkeet erauskomm ass. Mä et war awer Versteesdemech do fir déi eenzel Standpunkter, an ech menge mir hunn eis och hei op e Wee ageschwuer, dee Chancen op Erfolleg huet.

De Projet ass e Bekenntnis fir d'Gesondheet an e kloren Engagement fir sech engem vun deenen Haaptkrankmécher an - et soll een esou soen, wéi et ass - Haaptkiller an de Wee ze stellen. Den Tubak - an dat gëtt net oft genuch gesot - ass dat eenzegt gängegt Produkt, dat d'Halschent vun deenen, déi e genéissen, fréizäiteg ëmbréngt. Dat muss ee sech emol eng Kéier esou duerch de Kapp goe loossen! Et ass dat eenzegt gängegt legaalt Produkt, bei deem, wann een et genéisst, ee 50% d'Chance huet, dass ee fréizäiteg stierft. D'Experte schätzen tëschent zéng an 20 Joer, wou een éischter kann doru stierwen.

Op d'Gefor hin eppes ze widderhuelen, wat allgemeng bekannt ass, awer leider oft net a Fleesch a Blutt iwwergeet, oder eréischt da wann et ze spéit ass, muss ee soen, dass den Tubak krank an ofhängeg mécht, dass, wéi ech virdru gesot hunn, wäertvoll gesond Liewensjore verluer ginn, dass néng vun zéng Longekriibsen - an och dat muss ee sech erëm eng Kéier an Erënnerung ruffen, net do wären, wann net gefëmmt géif ginn.

An anere Wierder: Een eenzege Longekriibs ass op eng Ursaach zréckzefëieren, déi net den Tubak ass. 25% vun den Häerzkreeslafkrankheete ginn op den Tubak zréck. Et stierwen all Joer duerch den Tubak vill méi Leit wéi duerch de Stroosseverkéier, illegal Drogen, Aids an et kéint ee weiderfueren, Selbstmord, an an an zesummen; méi wéi all déi Saachen, déi jo awer prioritär an eiser öffentlecher Ausenanersetzung sinn a wou mer net driwwer streiden, dass eppes do dergéint gemaach gëtt.

Wann een dat also géintiwwerstellt, wat de Bilan ass vun deem engen a vun deem aneren, da muss een deem, wat vill méi Krankheet an Doudesfäll verursaacht, awer zumindest déiselwecht Prioritéit ginn, wéi deenen anere prioritäre Saachen.

Den Tubak - an dat ass hei gesot ginn - ass kee Symbol fir Fräiheet, mä e féiert poulriicht an d'Ofhängegkeet. An déi, déi den Tubak genoss hunn, déi wëssen dat, well si sinn net méi fräi fir kënnen Neen ze soen. Also huet et näischt mat Fräiheet ze dinn. Ech si fräi wann ech och fräi si fir kënnen Neen ze soen.

D'Regierungserklärung war kloer. Mir hu gesot, mir géifen e Projet bréngen, fir de Schutz vun deenen, déi net fëmmen, ze verbesseren. A mir hunn och gesot, dass mer gläichzäiteg d'Méiglechkeete verbesseren, fir deenen, déi net méi wëlle fëmmen, ze hëllefen, fir dovu lasszekommen. Dat, menge mer, géife mer mat dësem Projet wäitgehend méiglech maachen.

Mir hunn an deene leschten zwee Joer eng Evolutioun, och an der politescher Meenung, kritt. Ech wëll dofir e puer Beispiller ginn.

Et ass richteg, wéi den Här Bettendorf gesot huet, dass mer zu deenen Éischte gehéiert hunn, déi d'OMS-Konventioun ënnerschriwwen hunn. 2003 am Fréijoer hu mer se ënnerschriwwen. Mir gehéieren awer zu deene leschten Europäer, déi se ratifizéiert hunn! An et ass dat, wat ech dem Journalist gesot hunn, dass mer net ratifizéiert hunn, obwuel mer et hätte kënnen, well schonn am September 2003 war de Projet prett.

Mä et ass gesot ginn an der deemoleger Regierungskonstellatioun, dass mer sollte waarde bis de Recours géint d'europäesch Direktiv vidéiert wär, ier mer esou eppes géifen ënnerschreiwen. An dee Recours géint d'europäesch Direktiv, wat d'Publicitéit ugeet, haten zwee Länner gemaach: dat war Däitschland an dat war Lëtzebuerg, dat sech dem Recours ugeschloss huet.

Déi jëtzeg Regierung huet dee Recours virun enger ganzer Rei vu Méint no der Revisioun vun eiser Positioun zréckgezunn. Lëtzebuerg huet domat net méi zu deene gehéiert, déi zur Pro-Tubak-Lobby gehéiert hunn, mä huet sech an d'Rei vun deenen agereit, déi gesot hunn: Tubak ass eng echt Gefor, a mir mussen eis där Gefor stellen.

Zum Projet de loi hu mir eng ongewinnte Prozedur gewielt. Mir si mam Avant-projet, deen an der Regierung den „Go" kritt huet, an d'Konsultatioun gaangen. Mir hunn an enger Préphas alleguer d'Avisen erageholl. Mir hu mam Horesca-Secteur diskutéiert. Mir hunn och mat deenen anere Secteuren diskutéiert, a mir hu Piste fonnt, déi et eis erlaabt hunn, net an alle Punkten - ech widderhuelen dat -, mä op enger ganzer Rei vu Punkten Iwwereneestëmmung ze fannen.

Duerno ass aus dem Avant-projet e Projet de loi ginn. Deen ass am Januar deponéiert ginn an e gëtt elo virun der Vakanz, hoffen ech, vun der Chamber gestëmmt.

Ech mengen, mer hunn alleguer en Undeel drun, dass déi Diskussioun iwwert dee Projet vill bewierkt huet, och ier de Projet do war. Ech ginn lech och hei e Beispill:

D'Diskussioun iwwert de Projet huet dozou bäigedroen den Tubakskonsum hei zu Lëtzebuerg ze senken. Säit déi Diskussioun ugaangen ass, ass den Zigarettekonsum hei zu Lëtzebuerg an engem Joer ëm bal 10% zréckgaang, vu 6 Milliarden Zigaretten op 5,5 Milliarde verkaaften Zigaretten. Dat sinn der nach ëmmer vill, mä dat ass awer an engem Joer e relativ staarke Réckgang, net eleng duerch eis Diskussioun, mä och doduerch.

(Interruption)

Den Undeel vun deenen, déi fëmmen, un der Gesamtbevölkerung, dee stabil war iwwer 20 Joer a sech agependelt huet op iwwer 30% vun der Gesamtbevölkerung, wou mer europawäit zu de Spëtzereider gehéiert hunn, ass innerhalb vun engem Joer ëm iwwer 10% zréckgaang, vun 31% Undeel un der Gesamtpopulatioun op 27%.

Wann een also dat klengt Déierchen aus dem Projet eraushëlt a sech an der Diskussioun dorop focaliséiert, soll een net vergiessen, dass dee Projet eng ganz Rei vu positive Saachen bewierkt huet, déi iwwer zéng, 15, 20 Joer an deem Mooss net dra waren. Ouni dass ech erwaarden, dass jiddferee Bravo jäizt, mengen ech, dass dat e wesentlechen Duerchbroch ass.

De Projet verbitt awer net nëmmen, mä en huet sech zum Zil gesat, fir ze sensibiliséieren iwwer Campagnen; déi sinn ugelaf, Dir hutt se gesinn, haaptsächlech am Moment achséiert op de passiven Tabagisme. Ech mengen, déi Campagne ass gelongen, déi ass propper, an de Message ass ganz kloer. D'Campagne wäert an hir zweet Phas goen, wann elo d'Gesetz gestëmmt ass, fir d'Gesetz positiv ze begleeden.

Wann ech hei gefrot ginn, wat eis Reaktioun op Bréiwer vun der Confédération du Commerce, op Reaktioune vun der Horesca war, da kann ech lech soen, dass mir zwar net schréftlech geäntwert hunn, mä dass mer direkt mat deene Leit zesummekomm sinn. Mir waren déi lescht Woch mat der Confédération du Commerce zesummen, mir waren déi lescht Woch mat der Horesca zesummen, wou mer eng Rei vu Saache konnte klären.

Ech wëll zum Beispill soen - an do mengen ech, si mer eis alleguer eens hei, wat awer net esou prezis expressis verbis am Text drastoung -, dass et jo wäert an Zukunft erlaabt sinn, op den Terrassen, an der frëscher Loft, ze fëmmen. Dat ass net esou kloer aus dem Gesetz ervirgaang. D'Horesca huet gesot: Mir hätte gär Prezisiounen dozou. Mir hunn déi dote Prezisioune ginn a mir wäerten och domat weiderfueren doduerch, dass mer alle Partner prezis Informatioune ginn, wéi d'Gesetz ëmzesetzen ass. D'Prioritéit läit bei de Restauranten a bei de Caféen, gefollegt vun dem Commerce, Commerce, dee jo och direkt betraff ass, dann d'Schoule fir den Hierscht, d'Spideeler, wou mer schonn amgaang sinn, dat ze maachen, d'Gemengen an d'öffentlech Administratiounen.

D'Preventioun steet nach wie vor am Vierdergrond. Een, deen net ufänkt mat fëmmen, brauch net opzehalen! „Looss se also stiechen!", dat ass deen Haaptmessage, wou een un déi soll riichten, déi nach net ugefaangen hunn. An ech mengen, an där Diskussioun an der Tripartite ass kloer gesot ginn, dass präislech Adaptatiounen un den Tubaksprodukter - an ech schwätzen hei virum Budgetsminister - keen Tabu sinn, an dass déi och an d'Gesondheet erafléissen, direkt oder indirekt.

An et ass och e Konsens do, dass, wann Adaptatioune kommen, déi sech net am Index erëmschloen. Dat wär jo eigentlech geckeg, wann ee géif soen, mir adaptéieren d'Taxen aus Gesondheetsursaachen, an da géife mer den Index weiderlafe loossen.

Da schaffe mer zesumme mat de Krankekeese Programmer aus, fir de Sevrage tabagique ze begleeden an och déi accessoire Mëttelen, Medikamenter, kënnen ze rembourséieren. Dofir brauche mer keng Motiounen. Mir si mat de Krankekeesen amgaang seriö driwwer ze diskutéieren, fir net allgemeng elo mat der Stränz Patchen oder Knätsch iwwert d'Leit ze verdeelen, mä dann, wann et wierklech uewe gefunkt huet, wann d'Décisioun gefall ass, fir lasszekommen, wann ee sech berode gelooss huet an dem spezialiséierten Zentrum. Déi vun der Ligue a bei der psychologescher Berodung vun der Fondatioun, wou ech net genuch kann ënnersträichen - wann hei gesot gëtt, et wären net genuch Informatiounen, Sensibiliséierunge gemaach ginn -, wat fir eng Roll d'Fondation contre le cancer an deene leschte Jore gespillt huet, fir d'Sensibiliséierung hei am Land! Wa mer haut beim Projet ukomm sinn, ass dat och e grousse Verdéngscht vun der Fondatioun géint de Kriibs.

Do ass iwwer Joren, iwwer Jorzéngte geschafft ginn an deem dote Beräich, de Relais geholl gi vun de successivë Gesondheetsministeren, déi Campagnë gemaach hunn, fir ze informéieren. Et läit also sécher net dorun, dass net genuch Campagnen a Sensibiliséierung gemaach ginn ass, mä dass vläicht dat gefeelt huet, wat den Déclic gëtt: kloer Spillregelen. Kloer Spillregelen, an ech kommen herno nach ganz kuerz dorop zréck.

Mir organiséiere Formatiounszykle fir Dokteren. Déi lafen am September un, an Zesummenaarbecht mat de Cancérologen ëm de Guy Berchem, deem mer en häerzleche Merci soe fir säin Engagement.

Mir sinn amgaang Réseauen opzebauen, fir um Terrain dat heite Gesetz ze implementéieren. Mir hunn e Réseau „Hôpital sans tabac", deen excellent fonctionnéiert mat de Leit zesummen. Mir sinn amgaang de Réseau „École sans tabac" opzebauen, zesumme mat deene Responsabelen an de Schoulen.

Et geet nämlech net drëm, fir elo ze soen: Wéi strofe mer? Neen! Wéi kënne mer iwwerzeegen, dass d'Gesetz klappt? Mir sinn amgaang e Réseau zesumme mat dem Kolleeg vun dem Travail, dem Biltgens Fränz, an dem Wiseler Claude opzebauen, fir «Entreprise sans tabac», well mir hunn elo hei Texter, an eis Servicer, sief dat d'Santé au travail, sief dat d'ITM, sief dat d'Fonction publique, déi mussen Hëllefstellung kréien, fir dat doten ze maachen. Do si Servicer amgaang mateneen ze diskutéieren, an dat leeft excellent.

Mir si sécher net um Zil ukomm mat dësem Projet, mä et ass - an dat soll een ëmmer ënnersträichen - eng wesentlech Etapp.

Et sinn eng Rei vu Kritiken an der Diskussioun komm. Ech wëll net op déi Kolleeginnen a Kolleegen aus der Majoritéit agoen, déi gesot hunn, si wären nach gär méi wäit gaang. Wann eng grouss Majoritéit hei an der Chamber eens gewiescht wär, fir méi wäit ze goen, da wäre mer méi wäit gaang.

Mä et soll een dat esou soe wéi et ass: Dat hei ass en akzeptablen Text, wou jiddferee sech openeen zoubeweegt huet, an ech fannen,

dass niewent der Zilsetzung vu Gesondheet och d'Zilsetzung vu Solidaritéit an esou Diskussiounen net onwesentlech ass an een net ëmmer ka soen: C'est pas moi, c'est l'autre. Hei ass iergendeng Kéier tranchéiert ginn, an do hu mer eng kloer Positioun a mir sollen och zu där klorer Positioun hei stoen.

Ech hunn op dem Här Bettendorf seng Interventioun preziséiert, dass ech net d'Ënnerschréft vun der OMS-Konventioun gemengt hunn, mä dass ech ganz kloer nach d'Differenz ka maachen zwëschent Ënnerschréft a Ratifikatioun, an ech kann Iech versécheren, dass ech dat esou och gesot hunn. A wann dat falsch interpretéiert sollt ginn, je m'en excuse, mä ech bleiwen awer bei all deenen anere Saachen, déi ech als Prinzip festgeluecht hunn.

Remboursement vu Patchen, hunn ech drop geäntwert.

Zur Kontroll vun der Anhalung vum Gesetz: D'Kontroll ass wichteg. Am Virfeld, an deemselwechte Sënn wéi mer d'Diskussioun, den Dialog mat deene Betraffene gesicht hunn, hu mer den Dialog an d'Diskussioun mat der Polizei gesicht. Mir hunn och d'Diskussioun an den Dialog mam Parquet gesicht. Net elo fir - mir kënne jo net deenen Injonctioune ginn an hinne soen, si missten, mä awer fir ze kucke mat hinnen zesummen, wéi een dat Gesetz ka begleeden.

An ech kann Iech soen, dass d'Bereetschaft op deenen zwou Säiten ass, fir deen heite Projet mat där Seriositéit ze begleeden, wéi dat noutwendeg ass. Sécher net iwwer Joren an all Restaurant en Uniformméierten. Mä doduerch, dass een dat seriö am Ufank kontrolléiert, weist een, wéi eescht engem dat gemengt ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, wann Der erlaabt, ech wëll Iech just op d'Riedezäit vun der Regierung hiweisen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, et sinn eigentlech dräi Gesetzesprojete fir d'Regierung, Här President, mä ech komme ganz schnell zum Schluss.

M. le Président.- Der Chamber ass et egal, mä den Här Biltgen, mir wëssen, dass hien och ëmmer gär seng Zäit an Usproch hëlt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen elo ganz schnell zum Schluss.

(Interruption)

Lëtzebuerg reit sech mat dësem Gesetz an d'Rei vun deene Länner an, wéi Italien, Irland, Groussbritannien, Norwegen, Schweden, Dänemark, mat Nuancen,…

(Interruption)

…an deenen enge Punkte méi wäit, an deenen anere Punkte manner wäit, a waart, dass déi Länner ronderëm sech och bewegen, Däitschland, Frankräich, wat d'Diskussioun méi einfach mécht. Et wäert...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- E bëssen Opmierksamkeet fir de Minister, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et wäert an deenen nächste Méint drop ukommen, dass mer dat Gesetz respektéieren an dass mer mat upaken. Iwwregens, heibanne si ganz vill Leit aus de Gemengen, déi ech ganz léif géif invitéieren eis ze hëllefen, fir e wesentlecht Element vun dësem Gesetz um Terrain ze realiséieren.

Ech hunn nach just vergiess, Här President, op deen Awand anzegoen, bei deem Projet do wären e ganze Koup Règlement-grand-ducalen, déi net géife virleien. Vu dass dat Gesetz dat viregt Gesetz iwwerholl huet, si bei deenen Artikelen, wou Règlement-grand-ducalë virgesi waren, déi Formulatioune bäibehale ginn. Déi Règlement-grand-ducalë sinn awer schonn do. Et feelen zwee Règlement-grand-ducalen: deen iwwert den Avertissement taxé, wou mer eis inspiréiert hunn un der Regelung vun engem anere Projet, an deen iwwert d'Extraktiounsanlage fir den Damp bei Fumoiren, wou mer eis un eng DIN-Norm wäerten uschléissen. Et ass also keng Hexerei fir déi dote Reglementer ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll als Konklusioun soen, dass dat Gesetz hei eis extrem vill Moyenë gëtt, fir an eisem Asaz fir d'Gesondheet vun de Leit weiderzekommen.

Kommt mir notzen déi a mir focaliséieren eis net op dat, wou mer eis vläicht gewënscht hätten, dass mer nach hätte kënne méi maachen. Ech behaapten ëmmer, dass et zwëschent dem Alles an dem Näischt nach en drëtte Wee gëtt: deen effektiven, dee pragmateschen, wou mer oft méi wäit komme wéi an anere Beräicher. Duerfir soen ech Iech dann och schonn am Viraus e ganz häerzleche Merci, dass Der eis hëlleft fir de Projet ëmzesetzen.

Déijéineg, déi mengen, si kéinten de Projet ënnerlafen, maache sech eigentlech e Bierendéngscht, well se Waasser op d'Millen, net vun deenen, déi de mëttlere Wee sichen, werfen, mä vun deenen, déi alles mat engem totale Verbuet wëlle maachen. Déijéineg, déi d'Gesetz hannerginn, mussen awer och mat säftege Strofe rechnen.

(Interruption)

Als Konklusioun, Här President, wëll ech Iech als Éischten eis Signalisatioun iwwerreechen, fir d'Gebaier ze kennzeechne wou net méi gefëmmt gëtt no dësem Gesetz. Wann ech gelift!

(M. le Ministre Mars Di Bartolomeo dépose une documentation sur le bureau de la Présidence)

(Interruptions)

Ech vertrauen dem Éischte Bierger als Éischten déi doten Dokumentatioun un.

Villmools Merci.

Une voix.- Weist eis et emol.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Déi riicht sech net un d'Regierung.

Une autre voix.- Ech weess dat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci.

M. le Président.- Sou, den Här Minister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Iwwregens dat, wat mäi Kolleeg Mars Di Bartolomeo virdru gesot huet, dass dat heiten, iwwert dat ech schwätzen, en extrae Projet de loi ass, ass richteg, well dat war de Projet de loi 5241,…

(Interruption)

…a wa mer dee fir sech hei gestëmmt hätten, hätt ech op d'mannst zéng Minutten zegutt.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech haut schwätzen, ass dat emol eng Plaz, wou ech mer bewosst sinn, dass, wann ee sech Aarbechts- a Beschäftegungsminister nennt, do heiansdo Kontradiktioune sinn zwëschen Aarbecht a Beschäftegung; ech wëll dat och hei soen. Als Aarbechtsminister sinn ech ganz frou iwwert dat wat mer hei maachen, well alles, wat d'Gesondheet vun de schaffende Leit op der Aarbechtsplaz schützt, schützt net nëmmen hiert Liewen, mä bréngt och iwwerhaapt um Betrib eng besser Liewensqualitéit an doduerch och eng besser Produktivitéit fir d'Betriber.

An deem Sënn huet et och eng positiv Auswierkung op d'Beschäftegung, well mer ganz genee wëssen, dass all Joer Leit wéinst Krankheet ausfalen, och Leit stierwen op der Aarbechtsplaz doduerch, dass se gefëmmt hunn.

Op där anerer Säit wëll ech awer och hei soen, dass een dat weess, wa mer hei iwwer Chômage schwätzen, well jo ëmmer esou einfach Ursaachen an esou einfach Léisunge kommen. Mir mussen och dovunner ausgoen, dass hei e grousse Lëtzebuerger Betrib op alle Fall net dierft an Zukunft bäibauen. E Betrib, dee bis elo ëmmer vill Leit vun eiser ADEM agestallt huet. An déi Bedenken, déi dee Betrib huet, déi muss een och seriö huelen. Ech wäert och bei Geleeënheet do nach eng Kéier drop zréckkommen.

Ech wëll an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, op véier Saachen agoen, déi ech och während den Diskussiounen dobaussen ëmmer héieren hunn, an déi e bësse riichtstellen.

Éischt Saach, déi ech ëmmer héieren hunn: D'Regierung huet näischt virgesi fir de Schutz op der Aarbechtsplaz. Dat ass falsch, well mer nämlech schonn am Joer 2003 de Projet de loi 5241 deponéiert hunn, deen elo hei als Artikel 16 da mat eragezu gëtt, well mer eens waren dat och an engem Gesamtkader ze maachen. Mä och de Statsrot huet a sengem Avis geschriwwen: Et ass näischt virgesinn iwwert de Schutz op der Aarbechtsplaz, a gläichzäiteg awer drop opmierksam gemaach, dass mer den 5241 hätten.

D'Formulatioun vum deem dote Passage ass eis vun der OIT, also vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun, conseilléiert ginn. Si sot: Gitt net an den Detail, maacht eng Obligatioun vis-à-vis vum Employeur an dann hëlleft Der dat ëmsetzen.

Zweet Saach: Mir géifen net wäit genuch goen. Dat huet natierlech eppes domat ze dinn, dass dee Projet de loi, deen ursprünglech hei diskutéiert gouf, de 5533, eng aner Philosophie huet wéi den 5241 eng hat.

Une voix.- Très bien.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dem Projet de loi seng haaptsächlech Artikelen, déi de Mëtten am meeschten diskutéiert gi sinn, hunn eng Plaz definéiert. De Lieu de travail kann een net definéieren, well se sinn all verschidden. Et ass en Ënnerscheed, wat an engem Bürosgebai geschitt, wat an enger Industrie geschitt a wat doheem geschitt.

Mir hunn oft genuch ugefaangen, an ech hunn et och am Ausland gesinn. An der Belsch ass dat esou geschitt zënter dem 1. Januar 2006, dass, wa vu Lieu de travail geschwat ginn ass, dann op eemol gesot ginn ass: Jo, da muss de d'Lieu-de-travailen ausschléissen. Da muss de zum Beispill soen: Et geschitt näischt doheem, et geschitt näischt an den Altersheimer, et geschitt näischt hei, et geschitt näischt do.

Déi heite Saach, déi mer maachen, dass mer all Employeur eng Obligation de résultat de santé ginn, fir seng Leit esou gutt wéi méiglech, ugesiichts de Problemer um Terrain, ze schützen, déi bréngt eng Obligatioun mat op alle Lieux de travail. Dat dierf een net vergiessen.

Ech wëll besonnesch op d'Industrie hiweisen, well an der Industrie ass de Problem vill méi grouss wéi zum Beispill an de Banken. Nämlech et sinn eng ganz Partie grouss Banken, déi et schonn elo ganz verbueden hu respektiv déi amgaange sinn et ze maachen. Mä an der Industrie ass dat net esou einfach, well notamment och bei den Aarbechter, déi op Schichte schaffen, d'Ofhängegkeet vum Fëmme ganz grouss ass. Et kann een also dat net esou einfach hei ëmsetzen.

Dat, wat mer maachen, déi Obligation de résultat de santé, dat ass eppes wat et a Frankräich gëtt. A Frankräich gëtt et keen Text iwwert d'Fëmmen op der Aarbechtsplaz, mä et gëtt d'Jurisprudenz, an déi huet just déi doten Notioun développéiert. Ech hu keng Zäit fir drop anzegoen. Ech kann Iech soen, do gëtt et en Artikel an der Revue «Droit Social» vum 11. November 2005, Säit 971, vum Jean Savatier, «La protection contre le tabagisme sur les lieux du travail», deen eng Analys mécht vun dem Cour-de-Cassatiouns-Uerteel vum 29. Juni 2005, ACME géint d'Madame Lefèvre, déi just déi doten Obligatioun festgeluecht huet, ouni Text.

Ech menge souguer wa mer net eisen Text haut géife stëmmen, dass opgrond vum 1994er Gesetz iwwer Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz nawell och kéinten esou Jurisprudenze schonn zu Lëtzebuerg kommen, fir den Employeur ze zwéngen, seng Leit ze schützen. Dat ass meng intim Iwwerzeegung. Also, wéi gesot, mir ginn hei vill méi wäit wéi gesot gëtt an et kënnt eng regelrecht Obligatioun.

Dann drëttens, wat richteg ass - wat e puermol hei gesot ginn ass -, dat ass, dass d'Portée Fall fir Fall muss ugekläert ginn. Dat heescht, et ass keng Gebrauchsanweisung hei an deem Text: Wéini gëtt et verbueden? Wéini gëtt et net verbueden? Mä do wëll ech drop hiweisen, wéi wichteg et ass mat där Obligation de résultat de santé, dass do de Betribschef seng Verantwortung iwwerhëlt. Hie kritt Rechter.

Zum Beispill kritt en d'Recht, eng Interdiction de fumer ze maachen, wat elo net esou evident war, ausserhalb vun där heiter. Notamment kennen ech vill Betriber, déi wollte méi wäit goen, wou Problemer awer waren, dass d'Delegatiounen dergéint waren. Hei kritt de Betribschef net nëmmen eng Obligatioun, e kritt och d'Méiglechkeet et ze maachen.

Natierlech muss en deenen eenzelne Risikoe Rechnung droen. An engem Bürosgebai, wou zéng Leit zesumme schaffen an engem Büro, ass et vill méi einfach, dass e seet, carrément Interdiction de fumer, wéi an engem Café, an enger Disco, wou de Risiko awer ass, well do Clientë kommen, déi fëmmen. Do ass et en anere Risiko, also muss hien do aner Moossnamen huelen, déi vu dee Risiko esou effikass wéi méiglech sinn.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn den 29. Mee 2005 deen heiten Text aviséiert an déi hunn dat och gutt fonnt. Déi hu Folgendes gesot: «Les deux chambres professionnelles estiment que la gestion de ce problème doit relever de l'organisation interne de l'entreprise. L'employeur doit ainsi pouvoir régler librement le problème de l'inhalation passive de la fumée de tabac par les travailleurs non-fumeurs, eu égard à la situation spécifique de l'entreprise et notamment eu égard aux revendications des salariés non-fumeurs ou du consensus éventuel trouvé à cet égard» an esou weider, «en interdisant par exemple la consommation du tabac à l'intérieur de l'entreprise, sans être par ailleurs obligé d'aménager un fumoir pour les travailleurs fumeurs ou être obligé d'autoriser ces derniers à faire des pauses cigarettes à l'extérieur des locaux.»

Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Dat muss Fall fir Fall an de Betriber kënne geléist ginn. Richteg ass, dass…

Une voix.- Wéi ass et am Regierungsrot?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Majo, den Här Di Bartolomeo wäert dat elo op den Ordre du jour setzen.

(Interruption et hilarité)

Och am Ausland ginn do Differenze gemaach: zum Beispill an der Schwäiz tëschent „generelles" an „absolutes Rauchverbot". Ech ginn elo net drop an, well meng Zäit leeft hei fort.

Dann nach ee Wuert zum Reglement…

(Interruption)

Ech hu mer zéng Minutte geholl, Här President, esou war et ofgemaach.

Une voix.- Déi sinn elo schonn eriwwer.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- E Règlement grand-ducal ass also net do, fir e Gesetz iwwerhaapt a Kraaft ze setzen, mä fir ze hëllefen do wou ze hëllefen ass.

Dat heescht, wat kann ech mer virstellen? Mir ruffen am Hierscht d'Sozialpartner zesummen a mir froe se: Gitt Der mat där Obligatioun hei eens ouni Reglement oder net? Oder kann e Reglement Iech hëllefen, fir zum Beispill eng Partie Plazen ze definéieren, wou d'Reglement kéint soen: „Do ass e Fëmmverbuet op deene Plazen"? Dat ass eng Méiglechkeet. Déi aner Méiglechkeet ass fir ze soen: Wann Der e Fumoir maacht, ma hei gi mer Iech d'Beschreiwung, wéi esou e Fumoir muss sinn.

Dat sinn d'Diskussioune mat de Sozialpartner. Mä dat Gesetz gëtt hei obligatoresch vum éischten Dag un an et brauch net deen dote Règlement grand-ducal an dee kann och net d'Gesetz zréckschrauwen. Dat heescht, dee Règlement grand-ducal kann ni soen, op deenen dote Plazen dierft der fëmmen. Dat dierf en net.

Ech wëll nach eng Kéier soen, an der Belsch ass et liicht aneschters, mä mir hunn dat belscht Gesetz studéiert, an do fënnt een eng Partie Elementer, déi ee kéint do op den Dësch leeën.

Véierten a leschte Punkt, Här President: Wat oft vergiess gëtt, dat ass, dass an de Betriber scho ganz vill geschitt. Et si ganz vill Betriber, déi maachen zënter Joren eng aktiv Politik. An dat net nëmme fir dat passiivt Fëmme besser an de Gréff ze kréien, mä et sinn och ganz vill zum Beispill Industriebetriber, déi iwwert d'Santé au travail extra Programmer entwéckelt hunn, fir hire Leit ze hëllefe vum aktive Fëmme fortzekommen. An ech mengen, dat ass eigentlech den Idealfall, wou ee muss dohinner kommen.

An dofir soen ech, ech hu mat ville Betriber geschwat, an déi hu mer gesot, fir einfach elo vun uewen erof an eisem Betrib - ech schwätze virun allem vun Industriebetriber - ze soen: „Et gëtt iwwerhaapt néierens méi hei gefëmmt!", dat léist de Problem iwwerhaapt net.

Et muss een eng Politik aktiv setzen, fir dat ëmzesetzen, an, wéi gesot, ech hu virdru vu grousse Banke geschwat, vun Industriebetriber, ech kennen awer och Kleng-, Mëttelbetriber, wou dat doten och geschitt a wou de Patron selwer dat an de Grapp geholl huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et geschitt ganz vill um Terrain. Ech sinn natierlech iwwerzeegt, dass mer hei elo nach méi „best practices" kréien, an dofir mengen ech och, dass et e gutt Gesetz ass, wat Der haut stëmmt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech géif proposéieren, dass mer fir d'éischt iwwert déi zwee Amendementer géifen ofstëmmen, déi den Här Bettendorf am Numm vun der demokratescher Fraktioun abruecht huet.

Fir d'éischt geet et ëm den Artikel 6, deen amendéiert gëtt, esou wéi am Text, deen den Här Bettendorf eis virgeluecht huet.

Amendement 1

Mir stëmmen of iwwert den Amendement 1.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 46 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Amendement 2

Dann den Amendement 2, och vum Här Bettendorf, betreffend den Artikel 9, dee complétéiert soll ginn. Wann d'Elektronik esou wäit ass, da stëmme mer of.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Mir stëmmen dann iwwert den Text selwer vum Gesetz of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5533 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Jean-Pierre Koepp;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Neen, Här President!

M. le Président.- Ech gesinn, dass et awer eng Majoritéit heibanne gëtt, dofir ass dat dann esou décidéiert.

Motion 1

Mir kommen elo zur Motioun, déi den honorablen Här Huss agereecht huet. Kënne mer doriwwer par main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Den Här Huss freet de Vote électronique, dann huele mer de Vote électronique.

(Interruption)

Jo. Mir kommen den Hierscht dorobber zréck, Här Grethen. Dir kënnt Äre Kapp a Rou leeën.

(Hilarité)

Mir kommen dorobber zréck!

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Résolution 1

Da si mer befaasst mat enger Resolutioun vum honorablen Här Huss. Den Här Huss freet d'Wuert nach eng Kéier dozou. Här Huss!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo elo haut hei, op dëser Plaz, en neit Gesetz gestëmmt, fir eis géint den Tabagisme a géint den Tabagisme passif ze schützen. Mir haten eng Rei Kritiken dorunner. Bon, et ass awer elo an där doter Form gestëmmt ginn.

Mir ginn dovun aus, datt dat, wou mir haut hei tagen, e Lieu public ass an datt et och e Lieu de travail ass. Mir ginn och dovun aus, datt mer hei als Chamber missten am Fong mam gudde Beispill virgoen, selwer, well mir si jo d'Législateuren, déi fir vill Raimlechkeeten dobaussen e Fëmmverbuet elo operluecht hunn. Mir sinn e Lieu public an e Lieu de travail.

Mir mengen also, datt mer mam gudde Beispill misste virgoen, fir dat dann och hei ze maachen, fir dat och hei an dëse Gebailechkeete vun der Chamber duerchzezéien.

Mir mengen - ech hunn et virdru scho gesot; et war net jiddfereen heibanne virdrun, mä ech hunn et virdru scho gesot -, datt fir eis d'Glaubwürdegkeet vun dësem Gesetz och steet oder fält, ob dës Resolutioun ugeholl gëtt oder net.

(Interruption)

Well dobausse kucken d'Leit eis hei jo no, wat mer hei ofstëmmen, an dobaussen ass et esou, datt d'Leit et net géife verstoen, wann hei an de Raimlechkeete vun der Chamber dierft viru gefëmmt ginn. An et sinn eng Partie Leit, déi bis haut hei gefëmmt hunn.

(Interruptions)

Une voix.- A gär!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse verbidden!

(Interruptions)

An duerfir sinn ech der Meenung, datt d'Chamber hei sech konsequent muss sinn.

Dat hei ass eng Saach, déi sech net un d'Regierung adresséiert. Dat hei adresséiert sech un d'Chamber. Un d'Regierung adresséiert et sech just an deem Sënn, datt natierlech och d'Ministeren hei kënnen optrieden, déi dann och net méi dierften hei fëmmen, obscho se dat virdru bis elo gemaach hunn.

Mir mengen also aus deenen dote Grënn, datt hei d'Glaubwürdegkeet vun der Chamber um Spill steet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just soen, dass mer dës Resolutioun net stëmmen, aus zwee Grënn.

Éischtens emol hu mer elo just e Gesetz gestëmmt, an deem mer déi Mëttelen hunn, fir ze décidéieren, wat am Lieu public, deen d'Chamber duerstellt, geschitt; wou et also e Fëmmverbuet gëtt. Wat de Lieu de travail ugeet, hu mer och d'Mëttelen am Gesetz, déi Obligation de résultat, déi eben am Gesetz ageschriwwen ass.

Ech wollt soen, dass mer e Gesetz hunn, wat de Kader bitt fir d'Instanze vun der Chamber, dat ze décidéieren. An ech muss soen, déi gréng Kolleegen, déi sech jo bei deem Gesetz enthalen hunn, sinn a mengen Ae schlecht placéiert, fir ons do Lektiounen ze ginn.

(Hilarité et brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech fannen, wa se hir Responsabilitéit hätte wëllen huelen, dann hätte se dat Gesetz, wat mer hei gemaach hunn a wat eng wichteg Avancée ass um Gebitt vun der Santé publique, mat gestëmmt.

Une voix.- Sou ass et!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass mer alleguerten domat d'accord sinn, dass d'Chamber hei dat Gesetz, wat se viru fënnef Minutte gestëmmt huet, an all sengen Dispositioune respektéiere wäert. Voilà!

Plusieurs voix.- Aaaahhh!

M. le Président.- Dës Resolutioun hat nëmmen eng Ënnerschrëft. Si gouf nach vun den Hären Adam, Bausch, Gira a Kox ënnerschriwwen. Elo komme mer zur Ofstëmmung. Mir stëmme par vote électronique of, och wann en net gefrot ginn ass.

Vote

D'Resolutioun 1 ass ofgelehnt mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert de Renforcement des structures de direction des administrations fiscales. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Norbert Haupert. Här Haupert!

4. 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. No där engagéierter Diskussioun iwwert d'Fëmmgesetz, déi jo och déi Zäit ageholl huet, déi se verdéngt, komme mer zu engem Projet, deen dobaussen e wéineg manner Damp opwerft an dofir och méi schnell iwwert d'Bühn hei kéint goen.

Här President, erlaabt mer just eng kleng Parenthèse awer: Ech mengen, alleguerten déi Leit, déi sech hei agesat hu fir dat Fëmmgesetz, hunn awer eppes vergiess, nämlech de Lëtzebuerger Pionéier ze ernimmen, dee sech wierklech géint d'Fëmmen agesat huet. Dat war en honorabele Member aus dësem héijen Haus, eisen eenzegen Olympiasieger, dee mer haten - an ech mengen, d'Madame Flesch ka mech do bestätegen -, de Josy Barthel, wou hien 1953 zu Harvard studéiert huet, an hien ass och do ëmmer an der Hal gelaf, huet et fäerdeg bruecht, datt d'Amerikaner eng Stonn virdrun hu missen an der Hal ophale mat fëmmen, well hie seng Course wollt an engem proppere Milieu lafen. Ech mengen, hie war deen éischte Pionéier: À tout prince tout honneur. Domadder ass meng Parenthèse awer eriwwer.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, de Projet 5558 huet als Zil, oder vill méi den initiale Projet, deen d'Regierung deponéiert huet, hat als Zil:

Éischtens, d'Finanzverwaltunge mat enger méi moderner Direktioun auszeriichten, an där d'Décisiounen an d'Responsabilitéit an enger kollegialer Direktioun geholl respektiv gedroe ginn;

zweetens, d'Zesummenaarbecht tëschent deenen dräi Finanzverwaltungen ze stäerken, an drëttens, d'Direktioune vun deenen dräi Verwaltungen och nach ze stäerken.

Wat waren déi Mesuren, déi zu deenen Ziler gefouert hätten?

Éischtens, d'Opstocke vun den Effektiver vun den Direktiounen an deenen dräi Verwaltungen. De Projet gesäit vir, datt d'Steierverwaltung an den Enregistrement en zweeten Adjoint géinge kréien, an datt bei der Douane, déi bis elo nëmmen een Direkter an der Carrière supérieure hat an en Adjoint an der Carrière moyenne, d'Carrière supérieure vun der Direktioun soll opgestockt ginn, a spéider sollen dann och zwee Adjointen an där Verwaltung nokommen.

Déi zweet Mesure war déi, fir d'Institutionaliséierung vun enger kollegialer Direktioun mat gedeelter Responsabilitéit, am Géigendeel

zu enger hierarchescher Direktioun, anzeféieren, an dofir hat de Projet am Fong geholl virgesinn, fir dee Comité de direction do anzesetzen.

An déi drëtt Mesure war déi vun enger verwaltungsiwwergräifender Zesummenaarbecht, déi iwwert d'Aféierung vun engem Koordinatiounscomité vun de Finanzverwaltunge soll assuréiert ginn.

D'Beruffschamberen, d'Chambre des Employés privés, d'Chambre de Travail hunn de Projet favorabel aviséiert a si hu besonnesch ernimmt, datt déi Neierung vun dem Gesetz soll eng besser Zesummenaarbecht tëschent deenen dräi Verwaltungen assuréieren, an dat am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung a besonnesch awer vun enger besserer Bekämpfung vun der Steierhannerzéiung.

D'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics gëtt och hiren Accord zu dësem Projet, mä si mengt, datt elo d'Responsabilitéit an d'Gestioun vun de Finanzverwaltungen op eng Rei vu Schëllere verdeelt ginn - engersäits den Direkter a seng Adjointen, anerersäits den Direktiounscomité an op der drëtter Stell dee Koordinatiounscomité -, a si freet sech, ob de Projet net e Risque vun enger Atteinte un d'Autonomie vun deenen dräi Verwaltunge kéint mat sech bréngen, an och datt den Afloss iwwert dee Comité de coordination, dee jo soll vum Minister oder vun engem vu senge Beamte presidéiert ginn, kéint als eng Entrave un de Kritäre vun Objektivitéit a vun der Onparteilechkeet ugesi ginn, déi d'Aarbechte vun de Finanzfonctionnairë guidéiere sollen.

De Statsrot war der Meenung, éischtens, datt d'Struktur vun engem Direktiounscomité net op d'Statsverwaltunge géing passen.

Zweetens freet hie sech, ob eng kollegial Direktioun enger organisatorescher Noutwendegkeet géing entspriechen.

Drëttens seet hien, datt de proposéierten Text net am Aklang ass mat der Prozedur, déi an der Abgabenordnung - d'Abgabenordnung ass am Fong geholl d'Loi-cadre vun der Steierverwaltung - virgesi war. Ech wëll just hei ernimmen, datt d'Abgabenordnung vun 1940 u besteet, dat heescht, si ass mat der däitscher Invasioun hei an eisem Land agefouert ginn an zënterhier ass se nach net verbessert ginn.

A véiertens seet de Statsrot, datt déi kollegial Struktur net am Aklang mat den hierarchesche Rapportë wier, déi am Statut général vun der Fonction publique virgesi sinn. Dofir huet hien och eng Oppositioun gemaach, déi d'Chamberskommissioun als eng Opposition formelle verstanen huet. D'Chamberskommissioun huet a sech déi Initiativ vun der Regierung begréisst, fir d'Steierverwaltung mat moderne Gestiounsstrukturen ze dotéieren. D'Kommissioun huet awer och bedauert, datt de Statsrot net an d'Richtung vun der Regierung matgaangen ass.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Kommissioun ass trotzdeem der Meenung, datt den amendéierte Projet, wéi en hei virläit, eng éischt Etapp ass an eng méi intensiv Zesummenaarbecht vun deenen dräi Verwaltungen. D'Kommissioun hätt gehofft, datt ee vun der personeller Emsetzung an der Direktioun vun zwou vun deenen dräi Verwaltungen - dat heescht der Steierverwaltung an dem Enregistrement - hätt profitéiere kënnen, fir déi Strukturreform méi wäit ze dreiwen, a si invitéiert och d'Regierung, eng Fusioun vun deenen dräi Verwaltungen net aus den Aen ze verléieren.

D'Kommissioun hofft anerersäits, datt d'Verstäerkung vun der Direktioun vun der Verwaltung duerch zousätzlech Directeur-adjointen dozou bäidréit, d'Autoritéit vun der Direktioun ze garantéieren, besonnesch wat eng méi eenheetlech Applikatioun vun de Gesetzestexter iwwer sämtlech Steierkontrollen uechtert d'Land ubelaangt, an dat am Intérêt vun enger méi grousser Steieréquitéit bei eis am Land.

D'Kommissioun proposéiert der Chamber den amendéierten Text, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen, an ech ginn och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ageschriwwen ass den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech erlabe mer dem Rapporteur, dem Norbert Haupert, ze félicitéiere fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport hei. Hien ass op dat agaangen, wat am Projet de loi steet. Do kann ech mer et dann erspueren, fir nach emol den Text ze erklären.

Et geet jo eigentlech drëms, fir d'Direktiounsstruktur vun de Steierverwaltungen ze renforcéieren an och nei ze strukturéieren. Dat ass ze begréissen. D'Demokratesch Partei huet mat Sécherheet näischt géint eng méi enk Zesummenaarbecht och vun deene Verwaltungen a géint eng besser Ausstafféierung um personelle Plang vun den Direktioune vun deene Verwaltungen.

Iergendzwousch huet een dann awer d'Impressioun, wéi wann hei vun hannen no vir geschafft gi wär, wéi wann hei den Daach vum Haus géing gebaut ginn, gezëmmert ginn, éier d'Stützmaueren da gegoss wären oder Zill fir Zill openee geluecht wären, well et geet mat Sécherheet net nëmmen drëms, fir ze kucken, wéi d'Direktioune vun eise Steierverwaltunge fonctionnéieren. Eigentlech sollte mer eis jo och d'Fro stellen: Wéi kënne se nach méi enk zesummeschaffe respektiv wat fir eng Steierverwaltunge brauche mer haut am 21. Jorhonnert?

Wa mer zréckkucken op eis Steierverwaltungen, sou wéi se haut fonctionnéieren, dann hu se eigentlech schonn d'selwecht an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert fonctionnéiert, a mir wëssen awer, datt d'Ekonomie haut eng aner ass, datt d'Steierrecht haut en anert ass, an dofir solle mer och mat dësem Usaz vu Reformäifer net dobäi stoe bleiwen a mir solle weider iwwerleeën iwwert déi nächst Joren, wéi mer d'Steierverwaltunge grondleeënd kënne reforméieren.

Eng Rei vun Usätz sinn do gemaach ginn, nämlech an der leschter Legislaturperiod ass de sou genanntenen „Common Assessment Framework" agefouert ginn, deen net nëmme gëllt fir d'Steierverwaltungen, mä fir sämtlech staatlech Verwaltungen, wou et eigentlech drëms geet, fir eng Auto-Evaluatioun vun der Verwaltung selwer ze kréien, wou d'Verwaltung selwer ka kucken, wou si der Meenung ass, datt se gutt fonctionnéiert, wou si der Meenung ass, wou d'Verwaltung kéint reforméiert ginn. Meng Fro un de Minister ass eigentlech déi, ob mëttlerweil och do konkret Konklusioune vun deem „Common Assessment Framework" fir d'Steierverwaltunge virleien, déi dann als Basis kéinten déngen, fir eng grondleeënd Strukturreform vun eise Steierverwaltungen ze envisagéieren.

En zweete Volet, iwwert dee mer scho laang schwätzen hei am Haus, a ganz besonnesch am Laf vun deene leschte Méint, wou mer iwwert déi finanziell Situatioun vum Stat geschwat hunn, dat ass d'Prévisibilitéit vun eise Steierrecetten.

Mir sinn der Meenung, datt eng seriö a laangfristeg orientéiert Finanzpolitik nëmmen ze maachen ass, wann een och kann ofschätzen, wat d'Recettë vum Stat genee sinn, wann een och kann ofschätzen, wat d'Inzidenze vun där enger oder anerer Mesure, déi hei gestëmmt gëtt, zum Beispill am Steierrecht oder wat d'Steiertauxen ubelaangt, op d'Recettë vum Stat wierklech duerstellen. An och duerfir si mer der Meenung, datt mer d'Steierverwaltunge mussen esou outiléiere mat Persounen, mat Personal, awer och mat Systemer, fir méi prezis Previsioune vun de Recettë kënnen ze maachen.

Selbstverständlech gehéieren zu de Reformen och Iwwerleeungen, wat d'Formatioun vun de Steierbeamten ubelaangt, wat och d'Formation continue ubelaangt. Wéi gesot, mir sinn an engem Domän, deen haut aneschters ass wéi nach virun zéng, 20 Joer, also musse mer och kucken, datt mer de Leit, déi an de Steierverwaltunge schaffen, deen néidege Bagage mat op de Wee ginn, datt se hirer Aufgab kënne gerecht ginn.

D'Fro ka sech och stellen, awéiwäit et vläicht sënnvoll wär, iwwerhaapt iwwert de Fonctionnement - fundamental - vun der Steierverwaltung nozedenken, an awéiwäit een net och kënnt op de Wee goen, fir wierklech zu enger Verschlankung och vun deenen dote Verwaltunge kënne bäizedroen, zum Beispill iwwert de sou genanntenen „self assessment", wou eigentlech eng vereinfacht Steiererklärung kann ofgeluecht gi vun de Leit selwer, wou se hir eege Steierlaascht kënne selwer berechnen, selbstverständlech mat de Mesuren och am Fall wou sech sollte Stéchprouwen erginn, datt d'Leit gefuddelt, bewosst gefuddelt hätten. Dat géing mat Sécherheet zu enger grondleeënder Entlaaschtung vun de Steierverwaltunge féieren an do Ressourcë fräimaachen, fir enger ganzer Rei vun aneren Aufgabe kënnen nozegoen.

Dat sinn déi Iwwerleeungen, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi mir als Demokratesch Partei nach emol wollten heimat op de Wee ginn. Dir hutt et héieren: Mir stëmmen dëse Projet, well mer doranner en éischte Reformusaz gesinn. Mir géingen awer wierklech en Appel maachen un d'Regierung an och hei un d'Chamber, fir et net bei deem Usaz do ze beloossen, mä fir weider Iwwerleeungen unzestrengen, wéi mer d'Steierverwaltunge kéinten an Zukunft reforméieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den Här Negri. Dir hutt d'Wuert, Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem Norbert Haupert, Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mir als LSAP begréissen dëse Projet de loi als en Deel um Wee zu méi Steiergerechtegkeet vis-à-vis vum Bierger, notamment fir d'Lutte géint d'Fraude fiscale ze verbesseren, d'Simplifikatioun vun de fiskale Prozeduren unzestriewen a virun allem d'duebel Emploien am gesamte Steierberäich ze eliminéieren.

1997 huet den heitege Minister Jeannot Krecké a sengem Rapport iwwert d'Fraude fiscale verschidde Pisten opgezeechent. Notamment war do eng Kompensatiounsprozedur proposéiert ginn: Déi verschidden Detten a Créancen, déi de Steierzueler vis-à-vis vun deenen dräi verschiddene Steieradministratiounen huet, sollte kompenséiert ginn, esou dass de Steierzueler just nach d'Differenz ze bezuelen hätt beziehungsweis just nach d'Differenz géing zréckkréien.

Dat hätt dee Virdeel, dass d'Administratioune vill méi schnell géife mierken, wann eppes net klappt, an et hätt och Virdeeler fir de Steierzueler, deen heiansdo a finanziell Enkpäss geréit, well hie bei där enger Administratioun eng déck Zomm muss bezuelen, während en enger anerer Steieradministratioun nach Sue schëlleg ass.

Mir schwätze scho säit ville Joren dovunner, wéi een deene klengen Entrepreneuren d'Liewe kéint vereinfachen, oder wéi een deene jonke Leit de Sprong an d'Onofhängegkeet schmackhaft kéint maachen. Dëse sou genannten „netting fiscal" wär e sënnvollen a richtege Schrëtt an déi Richtung.

Här President, et geet hei ëm de Gläichheetsprinzip vum Steierzueler vis-à-vis vum Stat. Firwat soll deen, dee censéiert ass, säin Akommes ze deklaréieren, besser ewechkomme wéi deen, deen d'Steieren direkt vu senger Pai ofgehale kritt? Et muss d'Zil sinn, dass jiddferee seng Steieren en temps réel ze bezuele kritt an net eréischt dräi Joer méi spéit, wou eventuell d'Firma scho laang Faillite ass an dann näischt méi ze huelen ass.

Als LSAP bedauere mir, dass de Conseil d'État net mat op de Wee wëllt goen, fir d'Schafe vun engem Comité de direction souwuel an der Steierverwaltung wéi am Enregistrement. Här President, aus deem Grond fuerdere mir mat Nodrock d'Regierung op, e Projet de loi auszeschaffen, fir d'Kreatioun vun engem Comité de coordination des administrations fiscales, deen d'Kooperatioun verbessere kann ënnert deenen dräi Steierverwaltungen, der direkter Steierverwaltung, dem Enregistrement an der Douanesverwaltung.

Wéi ech scho beim Budgetsrapport gesot hunn, musse mir konsequent eis dorëm bekëmmeren, d'Steiere mat Zäit erëm anzedreiwen. Et ass deemno dréngende politeschen Handlungsbedarf ugesot, an ech gi fir déi éischt Etapp an dës Richtung den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt soen, datt ech den Accord brénge vun eiser Fraktioun, dem Rapporteur Merci soen an natierlech mat Spannung op déi Debatt waarden, déi awer endlech méi spéit eng Kéier kënnt, nämlech wou mer déi zwou Verwaltunge wëllen enger gréisserer Reform ënnerzéien, fir virun allem eng méi enk Zesummenaarbecht tëschent deenen zwou Verwaltungen ze kréien. Op déi Debatt waarden ech mat Spannung, virun allem och well dat jo am Fong nach Grondiddië sinn, déi zréckzeféiere sinn op e Rapport vum Här Krecké, deen hien am Optrag gemaach huet vum Här Juncker.

Da musse mer emol kucken, wéi dann d'Konklusiounen deemools vum Här Krecké gezu sinn, deen haut jo an der Regierung ass, mam Här Juncker zesummen, wéi déi da wäerten ausfalen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Jo, Här President, ech géing och gären am Numm vun der Regierung dem honorabelen Här Haupert Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi zu dëser Diskussioun haut féiert, och déi Aarbecht, déi an der Kommissioun gemaach ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Regierung ass der Meenung, datt dat hei eng Verwaltungsreform ass, déi sécher net Welten ännert, mä déi awer dozou féiert, datt déi Verwaltungen, déi eng enorm grouss Responsabilitéit hunn - well et si schlussendlech déi Verwaltungen, déi kucken, datt d'Sue fir de Stat erakommen -, kënnen déi enorm komplizéiert an ëmmer méi komplizéiert Aarbecht op eng professionell Aart a Weis maachen.

D'Regierung ass der Meenung, datt, wann een eng gréisser Direktioun huet, déi dat Ganzt kann zesummen diskutéieren, dat op eng méi effikass Aart a Weis ka gemaach ginn. Mir haten eis virgestallt, datt déi dat och hätte kënne maachen an der Form vun engem richtege Comité de direction, wéi dat eben a groussen Entreprisen de Fall ass. Och wann dat net an dësem Gesetz steet, wäert et an Zukunft esou sinn, datt vill méi Sujeten zesummen diskutéiert ginn tëscht deenen dräi Leit, déi un der Spëtzt vun deenen zwou Verwaltunge sinn, engersäits. Dat brauch een net onbedéngt an engem Gesetz ze schreiwen.

Dat anert wär vläicht méi kloer gewiescht, mä gradsou wäerte mer drop pochen, an déi kommen och e Méindeg schonn zesummen, dee Comité de coordination tëscht deenen zwou Steierverwaltungen. Déi zwee Ministeren aus de Finanzen, de Finanzminister an ech als Budgetsminister, hu scho fir e Méindeg déi zwou Verwaltunge geruff, a mir wäerten an Zukunft ganz vill a ganz oft zesummen diskutéieren, och en dehors vun engem gesetzleche Kader. Ech mengen, dat ass déi eng Saach.

Mir hätte gären, datt déi Verwaltunge méi zesummeschaffen an och zesummen Iwwerleeunge mat der Regierung maachen. Duerfir och d'Instauratioun vun deem Groupe d'analyse fiscale, vun deem ech gëschter geschwat hunn, deen och vun der nächster Woch un tagt. Duerfir si mer frou, datt hei eng breet Zoustëmmung ass. Dat si grouss Verwaltungen, déi brauchen effikass Direktiounen. Déi Zäiten, wou een dat ganz eleng konnt féieren, si sécherlech eriwwer. Duerfir mengen ech ass dat hei e Schrëtt fir eng modern, gutt geféiert Verwaltung ze erreechen.

Mä déi aner Appeller, déi hei gemaach gi sinn, déi deele mer. Heimadder geet et net duer. Mir mussen also och kucken, fir déi Verwaltungen, wat ganz schwiereg ass, well se och op engem ganz alen Text berouen, ze moderniséieren, och wat d'Prozeduren an d'Informatisatioun ubelaangt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5558 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M.

Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail (suite)

Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5346 betreffend de Code du Travail. D'Diskussioun, déi mer haut de Moie gefouert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi iwwert de Code du Travail ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum leschte Projet vun eisem Ordre du jour, eng Direktiv iwwert d'Gläichbehandlung op der Aarbecht. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes.

Une voix.- Très bien.

6. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Beruff an d'Beschäftegung sinn déi zwee Pilieren, déi d'Chancëgläichheet tëschent de Mënsche garantéieren. Si droen dozou bäi, datt d'Mënschen um wirtschaftlechen, kulturellen a soziale Liewen deelhuelen.

Zënter Jorzéngte setzt sech d'EU fir d'Schafung vun engem Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht an. Dëst ambitiéist Zil, wéi och d'sozial Cohésioun, kann duerch all Zort vun Diskriminatioun a Gefor bruecht ginn. Et ass duerfir net weider verwonnerlech, datt d'EU sech zënter Joren a Jorzéngte fir d'Chancëgläichheet asetzt an all Form vun Diskriminatioun bekämpft. D'Charta iwwert d'Grondrechter vun der EU gesäit iwwregens d'Eliminatioun vun all Form vun Diskriminatioun vir.

Et gëtt nach aner international Instrumenter vun deemselwechte Format, wéi d'Charta iwwert d'Grondrechter vun der UNO vun 1945. Dëst Instrument verbitt zum Beispill d'Diskriminatioun opgrond vun der Rass, esou wéi och d'allgemeng Mënscherechtserklärung vun 1948, fir just dës zwee Instrumenter ze nennen.

De Sommet vun Amsterdam ass décisiv gewiescht. Zënter dësem Sommet an dem Traité vun Amsterdam gehéiert de Kampf géint d'Diskriminatioun zu den europäesche Kompetenzen. D'EU huet sech mam Traité vun Amsterdam déi néideg legal Basis ginn, fir kënne méi effizient géint d'Diskriminatioun virzegoen.

Konkret huet d'EU am Joer 2000 zwou Direktiven adoptéiert, déi eng Rei vu Grondsätz a minimal Ufuerderunge festleeën. D'EU-Bierger sollen alleguerten an de Genoss vun engem minimale Schutz géint d'Diskriminatioun kommen.

Et kann een u sech nach ervirhiewen, datt an dësem Beräich, an obschonns d'Zil ganz ambitiéis war an nach ëmmer ass, d'EU-State relativ schnell en Accord fonnt hunn, am Géigesaz zu anere Beräicher, wou sech d'Négociatiounen heiansdo iwwer Joren hinzéie respektiv net weiderkommen.

De virleiende Gesetzesprojet setzt dës zwou Direktiven an nationaalt Recht ëm. D'EU-Bierger gi geschützt virun Diskriminatiounen opgrond vun der ethnescher Ofstamung oder der Rass, vun der Relioun oder vun den Iwwerzeegungen, opgrond vun engem Handicap, vum Alter oder vun der sexueller Orientéierung, an dëst an enger Rei vu Beräicher. Dozou gehéiert d'Beschäftegung an déi allgemeng wéi och déi berufflech Bildung, d'sozial Sécherheet souwéi den Zougang zu Wueren, Déngschtleeschtungen a Wunnengen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach eng kleng Remarque, wat de Werdegang vum Projet de loi ugeet, éier ech op déi wichtegst Punkte wëll ze schwätze kommen.

De virleiende Gesetzesprojet setzt souwuel d'Direktiv vum 29. Juni 2000 wéi och d'Direktiv vum 27. November vum selwechte Joer ëm. An enger éischter Etapp hat d'Regierung décidéiert, déi zwou Direktiven iwwert de Wee vun zwee verschiddene Projeten ëmzesetzen: de Projet 5248 an de Projet 5249.

De Statsrot huet awer dës Approche vun der Regierung a sengen Avisë kritiséiert an d'Regierung opgefuerdert, en eenzegt Gesetz iwwert de Gläichbehandlungsgrondsaz ze deponéieren, dat all d'Motiver vun der Diskriminatioun soll zréckbehalen. D'Regierung huet dunn dem Avis vum Statsrot Rechnung gedroen. De virleiende Gesetzesentworf entsprécht enger integréierter Approche vun der Problematik „Diskriminatioun".

De virleienden Text deckt de Champ d'application of vun der Direktiv vum 29. Juni 2000, dee méi vaste ass wéi dee vun der Direktiv vum November vum selwechte Joer, déi sech just op den Emploi an den Travail bezitt, an en integréiert d'Diskriminatiounsmotiver vun deenen zwee Instrumenter.

Zur Informatioun: D'Direktiv vum Juni 2000 bezitt sech just op rassistesch an ethnesch Diskriminatiounen, am Géigendeel zu der Direktiv vum November 2000, fir déi zum Beispill den Alter oder d'Relioun en Diskriminatiounsfaktor ka sinn. D'Auteure vum Text hu sech also net un eng strikt Transpositioun vun den europäeschen Texter gehalen, wat awer kee Problem duerstellt. D'EU-State si jo verflicht, minimal Regelen anzehalen, mä si kënne selbstverständlech méi favorabel Dispositiounen an hirem Nationalrecht virgesinn, wat hei de Fall ass.

Jiddfereen ass u sech vun den Dispositioune vum virleienden Text concernéiert, souwuel physesch Leit wéi och sou genannte Personnes morales. Derbäi kann een nach ervirhiewen, datt et sech bei de Personnes morales souwuel ëm privat Betriber wéi och ëm öffentlech Organismen handelt. D'Statsbeamte si vum Champ d'application vum virleienden Text ausgeschloss.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, war iwwregens e ganz besonnesch ëmstriddene Punkt. De Statsrot huet a sengem éischten Avis souguer mat enger Opposition formelle gedroht, falls den Text d'Ausschléissung vun der Fonction publique géif weider virgesinn.

D'Kommissioun war awer der Meenung, et misst een dëse Punkt bäibehalen. De Projet de loi 5583, dee vum Minister vun der Fonction publique viru kuerzem deponéiert gouf a viraussiichtlech am Hierscht wäert kënne gestëmmt ginn, regelt d'Fro vun der Diskriminatioun an der öffentlecher Funktioun.

Fir de Statsrot ass d'Tatsaach, datt en anere Projet de loi de Volet Diskriminatioun am Kader vun der Fonction publique regelt, a sech net zefridde stellend, ouni awer seng Opposition formelle bäizebehalen. Au contraire, de Statsrot mengt, an dësem Fall missten zumindest déi zwee Projeten zesumme gestëmmt ginn.

Wéi ech et schonns gesot hunn, de Projet de loi 5583 wäert eréischt am Hierscht kënne gestëmmt ginn. De Statsrot huet dëse Projet awer zimlech negativ aviséiert. Et gëtt nach e puer Punkten, déi am Kader vun dësem Projet de loi gekläert musse ginn.

D'Kommissioun ass awer der Meenung, datt een net muss bis am Hierscht waarden, fir de virleiende Projet ze stëmmen. Si gëtt ze bedenken, datt d'Concomitance vun deenen zwee Projeten, op déi de Statsrot hält, net heescht, datt déi zwee Texter deeselwechten Dag musse gestëmmt ginn. Fir d'Kommissioun geet et duer, datt déi zwee Projeten esou schnell wéi méiglech evakuéiert kënne ginn.

Doriwwer eraus ass awer d'Kommissioun der Meenung, datt et besser gewiescht wier wann d'Regierung d'Problematik vun der Diskriminatioun am privaten an am öffentleche Secteur an engem eenzegen Text ugeschnidden a geregelt hätt. Si fuerdert d'Regierung duerfir op, an Zukunft virun allem bei der Transpositioun vun Direktiven opzepassen, datt zwee verschidden Instrumenter, déi awer déiselwecht Matière uschneiden, iwwert de Wee vun engem eenzegen Text ëmgesat solle ginn, an dëst am Sënn vun engem gréisstméigleche Verständnis vun de rechtlechen Dispositiounen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleienden Text setzt e puer wichteg Akzenter, op déi ech gäre géif agoen.

De Projet de loi verbitt formell all Form vun direkter oder indirekter Diskriminatioun opgrond vun der Relioun oder vun den Iwwerzeegungen, vum Alter oder engem Handicap, vun der sexueller Orientéierung oder Neigung vun enger Persoun oder opgrond vun der ethnescher Ofstamung oder der Rass. Wat déi zwee lescht Motiver ugeet, ass et egal, ob d'Zougehéiereegkeet zu enger bestëmmter Rass oder engem Volleksstamm reell oder fiktiv ass. Et geet duer, datt een en Ënnerscheed mécht an eng Persoun ganz einfach anescht behandelt.

De virleienden Text definéiert och d'Konzept vun der Diskriminatioun. Souwuel d'direkt wéi och d'indirekt Diskriminatioun ass verbueden.

Et schwätzt ee vun direkter Diskriminéierung, wann eng Persoun opgrond vun engem virdrun erwähnte Motiv par rapport zu enger anerer Persoun manner virdeelhaft behandelt gouf. Eng indirekt Diskriminatioun läit vir, wann eng scheinbar neutral Dispositioun eng Persoun benodeelegt, wéinst hirer Relioun oder hirem Alter oder hirer ethnescher Ofstamung. Dat ass zum Beispill de Fall, wann ee fir en Aarbechtsposte speziell Kenntnisser am Beräich vun den neien Technologië freet, wou normalerweis einfach Kenntnisser duerginn, wuelwëssend, datt eeler Aarbechter net esou spezifesch Kenntnisser noweise kënnen. Fir datt eng indirekt Diskriminatioun virläit, dierf déi entspriechend Dispositioun oder Praxis net objektiv gerechtfertegt sinn.

Den Harcèlement ass am neie Gesetz agebonnen. Nom virleiende Gesetzesentworf gëllt den Harcèlement als eng Form vun Diskriminatioun, wann - ech zitéieren den Text - «(…) un comportement indésirable lié à un des motifs y visés», wéi den Alter oder d'Relioun oder den Handicap, «se manifeste, qui a pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, humiliant ou offensant» virläit. En einfachen Akt oder Behuelen, och ausserhalb vun enger Aarbechtsrelatioun, geet duer.

Nieft dem Verbuet vun all Form vun Diskriminatioun gesäit de virleienden Text awer och Ausnahme vir. A bestëmmte Fäll, ënner bestëmmte Konditiounen oder Ëmstänn gëllt eng ongläich Behandlung net als Diskriminatioun.

Dat ass zum Beispill de Fall, wann déi ongläich Behandlung, opgrond vun enger bestëmmter berufflecher Tätegkeet, eng wëssentlech an entscheedend Viraussetzung duerstellt. Et muss sech ëm e rechtmässegen Zweck an eng proportionéiert Ufuerderung handelen.

Eng ongläich Behandlung opgrond vun der Relioun oder vun der Iwwerzeegung vun enger Persoun ass am Kader vu beruffleche Relatioune mat enger Kierch oder enger analoger Organisatioun net diskriminatoresch nom virleienden Text.

Zwou Konditioune mussen awer erfëllt sinn: D'Relioun oder d'Iwwerzeegung mussen eng wesentlech berufflech, legitim an och am Hibléck op d'Ethik vun der Organisatioun gerechtfertegt Ufuerderung duerstellen, an déi ongläich Behandlung muss an engem Gesetz oder enger Praxis virgesi sinn, an dëst virun deem datt de virleienden Text a Kraaft trëtt.

D'Diskriminatiounen opgrond vum Alter sinn och erlaabt, wa se de legitimen Objektive vun der Beschäftegungspolitik oder dem Aarbechtsmaart zum Beispill entspriechen.

En anere wichtege Punkt, deen ervirgestrach ka ginn, ass d'Méiglechkeet fir kënne spezifesch Moossnamen ze huelen, fir d'Nodeeler vun engem Diskriminatiounsmotiv opzehiewen. An anere Wierder: De virleienden Text gesäit d'Méiglechkeet vun de sou genannten „actions positives" vir, notamment am Kader vun der Beschäftegung an der Formatioun vun de Behënnerten.

De virleienden Text begnügt sech net domat, d'Diskriminatioun ze definéieren an ze verbidden, e gesäit och Rekursméiglechkeete fir d'Affer vun Diskriminatioune vir. Net nëmmen d'Affer selwer kann, am Fall vun enger ongläicher Behandlung, eng Klo viru Geriicht areechen, mä och ënner verschiddene Konditiounen d'A.s.b.l.en an d'Gewerkschaften.

Wann d'Affer déi éischt Indizien, déi eng Diskriminatioun présuméiere loossen, beweise muss, esou ass et awer um Défendeur ze beweisen, datt him keng ongläich Behandlung kann nogewise ginn. De virleiende Gesetzesprojet innovéiert um Gebitt vun der Charge de la preuve a stellt domadder sécher, datt d'Gesetz och an der Praxis wäert kënnen ugewannt ginn.

Ech wéilt nach kuerz zwee wichteg Elementer vum Gesetzesprojet ervirhiewen, éier ech mäi mëndleche Rapport ofschléissen.

Wann de virleienden Text gestëmmt an a Kraaft triede wäert, gëllen d'Diskriminatiounen, esou wéi se am Kader vum Gesetzesprojet 5518 definéiert ginn, als Strofdot, a mir wäerten e Centre pour l'égalité de traitement schafen, deen ënner anerem fir d'Affer eng grouss Hëllef wäert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mäi Rapport ofschléisse mam Hibléck op d'nächst Joer, d'Joer 2007, d'europäescht Joer vun der Chancëgläichheet. Fir den EU-Kommissär Špidla ze zitéieren: „D'Joer 2007", seet hien, „wäert den Ustrengunge fir eng onageschränkten Uwendung vun den Antidiskriminatiounsmoossname vun der EU en neien Impuls ginn."

Ouni d'nächst Joer ofzewaarden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kënne mer eis schonn elo fir eng reell Gläichbehandlung am alldeegleche Liewe beméien, andeems mer de virleienden Text stëmmen.

Erlaabt mer nach eng lescht Bemierkung oder Appel: Ech wier frou, wann de Projet de loi 5583 esou schnell wéi méiglech direkt am Hierscht kéint gestëmmt ginn. An ech fuerdere jiddfereen op, dee mat deem Text ze dinn huet, vläicht d'Vakanz dozou ze benotzen, fir intensiv um Text ze schaffen. Et ass wichteg, d'Diskrepanz, déi um Niveau vun der Diskriminatioun tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur existéiert, esou schnell wéi méiglech opzehiewen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Kaes, ech bieden Iech zum Schluss ze kommen.

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Ech sinn domadder um Schluss.

Ech erlabe mer, wann den Här Grethen mer dat nach zougesteet, Merci ze soen der Aarbechtskommissioun, de Mataarbechter vun der Fraktioun, der Chamber an awer och vum Ministère. Et war e ganz komplizéierte Projet. Ganz speziell wéilt ech do ernimmen d'Madame Rangan, d'Madame Welter an den Här Bisenius.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den Här Spautz, wann ech gelift.

Une voix.- Sechs Minutten iwerzunn!

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, mir hu während deene leeschten zwee Deeg ëmmer de Rapporteuren d'Zäit vun de Fraktioune mat eriwwer ginn. Fir den Hierscht kënnt eng kloer an eng däitlech Décisioun heiriwwer, ob d'Zäit vun de Fraktiounen oder vun de Motiounen däerf mat eriwwergeholl ginn, jo oder neen. Esou wéi et elo leeft, behandele mer nämlech kee Mënsch gläich hei an deem Haus, an dat kann net sinn!

(Interruptions)

M. Henri Grethen *(DP).*- Elo huet deen aarmen Här Biltgen hei de Kapp gewäsch kritt!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, mä do gesitt Der, zu wat fir engen Inégalitéiten an Ongerechtegkeeten et féiert, wann een Exceptioune mécht. Deementspriechend wäerte vum Hierscht u keng Exceptioune méi stattfannen.

Elo huet den Här Spautz d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet sech bei der Emsetzung an dat nationaalt Recht vun deenen zwou Direktiven 2000/43 an 2000/78 - an dat kann ee praktesch bei all Direktiv soen - dach relativ vill Zäit gelooss. Dat ass allerdéngs net ëmmer vu Virdeel. D'Haaptsaach ass awer, datt elo endlech och de Volet vun der Netdiskriminéierung, also vum gläichen Traitement, en Acquis gëtt, an dat a ville Beräicher, op déi ech op dëser Plaz net méi wëll agoen.

Mengem Kolleeg a Frënd, dem Ali Kaes, wëll ech Merci soe fir säin ausféierleche schréftleche wéi och mëndleche Bericht.

De Grondsaz, op deem d'Gläichbehandlung an de Verbuet vun der Diskriminéierung berouen, ass en Häerzstéck vum europäesche Sozialmodell. Ouni dës Prémissen ass et quasi onméiglech, an enger Demokratie weiderzekommen. An dat gëllt och fir Lëtzebuerg. Eng gesellschaftlech Entwécklung no humanistesche Prinzipië muss et sinn a muss et ginn.

Eng Persoun opgrond vun hirer Rass, hirer ethnescher Herkunft oder hirer Astellung, der Relioun oder de Wäerter, no deene se lieft, dem Alter, der Behënnerung oder hirer sexueller Veranlagung ze bëuerteelen an ze behandelen, ass net dat, wat ech ënner Nächsteléift verstinn an och net ënner Chancëgläichheet.

Doduerch, datt elo d'EU déi Direktiv erlooss huet, a Lëtzebuerg se dann an hiert nationaalt Recht ëmsetzt, wa mir dat Gesetz hei stëmmen, ass awer nach net alles an der Rei. D'Gesetz ass deen ee Volet, mä d'Realitéit ass eng aner. Et kann een awer dovun ausgoen, datt mat engem Gesetz d'Diskriminéierung weider misst ofhuelen, awer hei nach eng Hällewull vun Ustrengunge verlaangt sinn, well d'Gesetz eleng geet net duer.

Bei der Ëmsetzung vum Gesetz an den Alldag, beim Développéiere vun deenen „actions positives", ass et wahrscheinlech och guer net esou domm, emol ze kucken, wéi een am Beräich vun der Chancëgläichheet vu Männer a Frae virgaangen ass. Zwar sinn och an deem Kontext nach vill Efforten néideg, ier ee vun enger allgemenger Gläichbehandlung schwätze kann, mä zumindest si mer um gudde Wee; op alle Fall hoffen ech dat.

Zënter elo méi wéi 30 Joer huet d'EU e ganze Gesetzeskader erlooss, fir d'Diskriminatioun tëschent Männer a Frae beim Salaire, bei den Aarbechtskonditiounen a bei der sozialer Ofsécherung ze verbidden. An och den Europäesche Geriichtshaff huet Säint dozou bäigedroen, fir dës Approche ze ënnerstëtzen. Haut ass d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra eent vun de Kärziler vun der Europäescher Unioun, andeems versicht gëtt, déi sou genannten „gender"-Politik an all Aktivitéite vun der EU ze integréieren.

Ech erënneren op dëser Plaz dann och dorun, datt ouni all dës europäesch Initiative Lëtzebuerg wahrscheinlech an dësem Beräich nëmme wéineg, fir net ze soe guer näischt opweises hätt. Dëst ass eng Tatsaach, op déi op dëser Plaz scho vill Leit, besonnesch während den Debatten zum 8. Mäerz - dem Internationale Fraendag -, un dësem Pult Stellung geholl hunn.

Am Beräich vun der Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen ass et dann awer och esou, datt hei zu Lëtzebuerg nach d'Ëmsetzung vun zwou wichtegen Direktiven aussteet: éischtens, d'Direktiv 2002/73, déi sech mat der Neifaassung vun der Direktiv vun 1976 befaasst, déi de Prinzip vun der Égalité de traitement entre hommes et femmes regelt; zweetens, d'Direktiv 2004/113, déi sech mam Grondsaz vun der Gläichbehandlung tëschent Männer a Fraen am Beräich vun Zougang a Versuergung vu Gidder an Déngschtleeschtunge befaasst.

An deem Kontext setzen ech mech och vehement derfir an, datt all déi Leit, déi eng schwéier Krankheet haten oder hunn, am Assurancëwiesen net méi diskriminéiert ginn.

E klengt Beispill: Ech hat viru laange Jore Kriibs an hunn dofir och haut nach Schwieregkeeten. Net gesondheetlecher Natur, au contraire, ech sinn ënner regelméisseger medezinescher Kontroll, an Dir gesitt, ech sinn och nach ëmmer gutt drop. Awer ech hu Schwieregkeeten eng Liewensversécherung, eng Assurance ze kréien. An esou wéi mir geet et dausenden, fir net ze soen zénger dausende vu Leit, déi och eng Krankheet haten an elo erëm kärgesond sinn an déi nach ëmmer diskriminéiert ginn, well se vun den Assurancen d'Méiglechkeet net kréien, sech ofzesécheren. An ech hoffen, wann déi Direktiv bis kënnt, datt mer dann och dee Problem kënne léisen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn awer am Laf vun de Joren am Beräich vun der Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen zu Lëtzebuerg eng Rei Initiative gestart ginn, net nëmmen um Plang vun der Regierung, de Ministèren an de Verwaltungen, mä ganz konkret och bei de Sozialpartner.

Erlaabt mer vun dëser Plaz aus drun ze erënneren, datt déi zwou national representativ Gewerkschaften ënnert der Leedung deemools nach vum Fraeministère eng Initiativ ënnerstëtzt hunn an aktiv och dorun deelgeholl hunn. Och ech hat d'Chance deemools derbäi ze sinn, an et ass nach eng Madame heibannen, déi och deemools derbäi war.

(Interruption)

Mir hunn eis do intensiv mat Chancëgläichheet an de Betriber beschäftegt, hunn dës Geleeënheet genotzt fir de Gläichheetsprinzip souwuel an d'Organisatioune selwer wéi och an d'Delegatioune vun de Betriber weiderzedroen. E weidere Schrëtt war dann och do d'Schafe vum Chancëgläichheetsdelegéierten am Privatsecteur. Ech hoffen, datt et bei deem sengem Rôle am Moment bleift an datt en net nach aner Saachen dropgeluecht kritt.

D'Gläichheet tëschent Mann a Fra an der Aarbechtswelt ass allerdéngs nach laang net esou wäit, datt dës Delegéierte wéinst Ënnerbeschäftegung kéinte kloen. Wéi 2002 eng Etüd vum Ceps/INSTEAD gewisen huet, läit den onerklärbare Salairesënnerscheed tëschent engem Mann an enger Fra zu Lëtzebuerg bei 12%. Dës Zuel ass fir een, dee sech ëmmer aktiv fir d'Interesse vun der schaffender Bevölkerung asetzt, net ze vertrieden. Dës Zuel klëmmt souguer op 28%, wa mer d'Erzéiungszäiten, de Beruffsstopp duerch Familljepausen, net erausrechnen. Hei si mir also vun der Chancëgläichheet nach meilewäit ewech.

Fir awer elo de Volet vun der Chancëgläichheet am engere Sënn ze erweideren a vun Diskriminéierung allgemeng ze schwätzen, wat jo ee vun den Theme vum Projet de loi ass, esou ka gesot ginn, datt zënter der Mëtt vun den 90er Joren an der EU e Konsens entstanen ass, fir datt d'Diskriminatioun nom Geschlecht, no der Rass net méi däerf weidergoen. Hei hunn och déi sou genannten Zivilgesellschaft, d'Gewerkschaften, d'Europäescht Parlament, d'ONGen eng wichteg Roll ze spillen. D'Resultat ass, datt souwuel de Vertrag vun Amsterdam wéi och dee vun Nice en Artikel géint d'Diskriminéierung beinhalten.

Et gesäit een also, datt d'Ëmsetzung vun den Direktiven, mat deene mir eis elo hei beschäftegen, d'logesch Suite ass vun engem schonns vill méi laang dauernde Prozess, an dëst gëllt fir d'gesamt Europäesch Unioun. 25 onofhängeg Länner setze mat dësen Direktiven e Gesetzeskader an hiert nationaalt Recht ëm.

Ier ech dëse Volet vum Réckbléck op den europäesche Werdegang vun dëser Antidiskriminéierungspolitik ofschléissen, wëll ech nach drop hiweisen, datt och an der sou genannter Agenda vu Lissabon eng vun den Zilsetzungen ass, datt déi Leit, déi bis ewell um Aarbechtsmarché ënnerrepresentéiert sinn, eng Chance vun enger verstäerkter Vertriedung solle kréien. Ech denken hei un déi eeler Matbierger an och un déi mat engem Handicap.

Här President, well jo an eiser heiteger Gesellschaft de Stellewäert vun enger Persoun sech och iwwer hir Aarbecht definéiert, ass et nëmmen normal, datt sech d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner mat der Thematik Diskriminéierung beschäftegen. An dozou gehéiert net nëmmen d'Diskriminéierung, iwwert déi mir haut de Mëtteg schwätzen, mä och déi tëschent Männer a Fraen, besser bekannt ënnert dem Numm vu Gläichstellungspolitik.

Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg ass zënter senger Industrialiséierung ëmmer erëm mat der Thematik vun der Immigratioun fir seng Betriber konfrontéiert ginn. Ech denken un déi italienesch a spéider un déi portugisesch Immigratioun. Dobäi kann een och haut de ganze Volet vum Travail transfrontalier mat abezéien. Mir hunn also zu Lëtzebuerg e vitalen Intérêt drun, eis net Lëtzebuerger Matbierger esou ze behandelen an an der Aarbechtswelt ze integréieren, datt si sech net diskriminéiert fillen.

Et ass jo net vun Topegkeet, datt mer iwwerall gesinn, datt ëmmer méi Leit sech och fir déi Leit asetzen. Dobäi muss awer genee opgepasst ginn, datt net nëmmen déi direkt, mä och déi indirekt Diskriminéierung ofgeschaaft gëtt. Ech huelen nëmmen als Beispill, a wéi enger Sprooch ech eng Sitzung ofhalen, oder wéi ech op rassistesch Witzer reagéieren.

Et gesäit een also, datt an de Betriber vu Säite vun den Delegatiounen nach vill Aarbecht ze leeschten ass, wou si net nëmme vun hiren nationale Gewerkschaften ënnerstëtzt ginn, mä och vum EGB, dee schonns 1995 zesumme mat den europäesche Patronatsorganisatiounen d'Florenzer Erklärung iwwert d'Diskriminatioun ofgemaach huet.

Déi Haaptakzenter sinn dofir engersäits de gesamte Volet vun der Unerkennung vun de Qualifikatiounen, déi een am Ausland kritt. D'EU-Europäer hunn do keng grouss Problemer, well déi europäesch Unerkennungsprinzipië spillen. Mä fir déi Leit aus sou genannten Drëttlänner ass et méi problematesch, wann net souguer onméiglech, eng adequat Unerkennung ze kréien.

Zwou aner Dispositiounen, déi Diskriminatioun begënschtegen, sinn déi sou genannten Auswahltester bei enger Astellung, an dann och d'Leeschtungsbeuerteelungen, déi décidéieren, ob ee méi oder manner an der Pai kritt, ob een am Betrib avancéiert oder och net. Bei dësen zwee Kritäre muss drop geuecht ginn, datt objektiv Kritären applizéiert ginn an net aus dem Bauch eraus oder gefillsméisseg eng Décisioun fält. Dës Virgehensweis mécht nämlech der Diskriminatioun d'Dier op. Objektivitéit an och Novollzéibarkeet vun enger Décisioun sinn hei noutwendeg.

Wichteg ass awer an dësem Kontext, datt d'Delegatioun drop uecht, datt, wa Plainten an dësem Beräich kommen, si och seriö geholl ginn. D'Leit dierfen net d'Impressioun kréien, datt hir Reklamatioun net zu engem Resultat féiert, mä au contraire, datt si nach méi Problemer am Betrib kréie wéi virdrun. Hei gëtt och ganz kloer de Chef d'entreprise, also de Patron, an d'Verantwortung geholl.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an eisen Nopeschlänner Frankräich an der Belsch si se schonn e bësse méi wäit wéi mir. Esou ass Frankräich mat senger Traditioun vun der Immigratioun schonn zënter Laangem mat enger soziokultureller Gesellschaft konfrontéiert. D'franséisch Politik war ëmmer déi, sämtlech Gruppen ze integréieren, ob se elo aus Spuenien, Portugal oder awer aus Afrika, also deenen ehemolege Kolonien, komm sinn. Datt awer och a Frankräich d'Integratioun net zu 100% réusséiert ass, konnt een och viru kuerzer Zäit an de Banlieuë vun de Stied wéi Paräis a Marseille feststellen. Dëst huet och domat ze dinn, datt een an den Etüde gesäit, datt besonnesch déi zweet Generatioun, déi jo d'franséisch Nationalitéit huet, sech diskriminéiert fillt.

Esou sinn dann am Laf vun de Joren 2001 an 2002 a Frankräich Gesetzer gestëmmt ginn, déi d'Lutte géint d'Diskriminatioun besser virubrénge sollen, an dat nom Haaptprinzip vun de Fransousen, dee vun der „égalité devant la loi" ausgeet. Och wann zënter 2003 e Changement an der Politik a Frankräich ze gesinn ass, dee méi Wäert op d'Integratioun leet wéi op de Kampf géint d'Diskriminatioun, esou kann een awer soen, datt eist Nopeschland am Beräich vun der Gesetzgebung géint d'Diskriminéierung méi wäit ass a war wéi mir. Sief et, datt si europäesch Direktive méi schnell ëmsetzen, oder schonn dës Prinzipien an hiren nationale Gesetzer verankert hunn. Dëst gëllt och fir de Beräich vun der Aarbechtswelt, wou et e ganzen Interventiounsdispositif gëtt.

Des Weidere gëtt et eng national Télefonsnummer, an zwar gratis, wou ee sech melle kann, wann ee sech als Affer vun enger Diskriminatioun fillt oder och nëmmen Zeie vun esou enger Affär gëtt. Ech wënsche mer, datt och Lëtzebuerg sech emol eng Kéier am Detail iwwert dës Infrastrukturen a Méiglechkeeten informéiert a gegebenenfalls dës hei ëmsetzt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An dat ass och zu Lëtzebuerg de Fall, datt d'ONG, déi sou genannten Zivilgesellschaft an d'Gewerkschafte sech dëser Thematik unhuelen, Campagnë maachen an ënnerstëtzen a versichen d'Populatioun fir dëst Thema ze sensibiliséieren. Duerch hiert Engagement an hir Mobiliséierung sinn och bei eis Ännerungen am Verhalen a virun allem an der Opfaassung komm. E grousse Merci op dëser Plaz fir all dëst Engagement!

En anert Beispill dofir, wéi d'Antidiskriminéierungspolitik sech artikuléiere kann, ass d'Belsch. Hei ass et mat dem Opkomme vum „Vlaams Blok" an den 80er Joren zu enger Weiderentwécklung vun der Politik an der Gesetzgebung géint d'Diskriminéierung komm. Esou ass do en Zenter fir Chancëgläichheet an de Kampf géint Rassismus gegrënnt ginn. An 2003 huet eisen Nopeschstat e relativ ambitionéiert Antidiskriminéierungsgesetz a Kraaft gesat. Dëst Gesetzeswierk geet wäit iwwert d'Dispositioune vun der europäescher Direktiv ewech.

Am flämeschen Deel subventionéiert d'Regierung elo um Niveau vun de regionalen Aktiounspläng Betriber, déi Action-positivë maachen, fir den Undeel un den Immigrante proportionell zu hirer Stäerkt vun der Populatioun an de Betriber eropzesetzen. Do misst een och driwwer nodenken, ob een net esou Saache kann hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Interessant un dëser Politik ass nämlech, datt si a kengem Punkt um nationalen Niveau virgeet, mä datt si hei um Niveau vun den eenzelne Betriber handelt, andeems Ureegunge fir eng Ausschaffung vun engem spezielle Plang gemaach ginn, déi dann och déi néideg Resultater souwuel fir déi Beschäftegt wéi fir d'Betriber bréngen.

Dës Beispiller weisen, datt et méi wéi ee Wee gëtt fir dëse Projet de loi, dee mir hei stëmme sollen an hoffentlech och stëmme wäerten, mat Liewen ze fëllen. Lëtzebuerg muss sech dann och säi Wee nach sichen, wéi mir an de Betriber an an der Gesellschaft mat der Diskriminéierung wëllen ëmgoen.

Här President, fir elo dann op de Lëtzebuerger Kontext zréckzekommen, esou wollt ech op déi eng an aner Remarque, déi eis Beruffskummeren an hire respektiven Avisë gemaach hunn, agoen.

D'Remarque iwwert déi Villfalt vun den Texter am Beräich vum Travail ass net vun der Hand ze weisen, awer nodeems mir jo haut de Code du Travail gestëmmt hunn, ass dëse Problem jo elo aus der Welt geschaaft. An dat ass och gutt esou. Ze begréissen ass, datt souwuel d'Salariats- wéi och d'Patronatssäit de Prinzip vun esou enger Gesetzgebung ënnerstëtzen. Et kann een also nëmmen hoffen, datt dem Geescht vun dësem Gesetz och - wéi eis däitsch Nopere soen - „Taten folgen".

D'EU huet zumindest eng Rei vu Moossname virgesinn, datt dëst Gesetz mat Liewen erfëllt muss ginn. Esou gëtt d'Europäesch Kommissioun dem Conseil an dem Parlament ëmmer e Feedback iwwert dat, wat am Beräich vun de Memberstate geschitt ass oder net geschitt ass, jee nodeem. Awer

och en Aktiounsprogramm mécht et méiglech, fir datt déi eenzel Nationalstate Sensibiliséierungsprogrammer an och geziilt Aktiounen ëmsetze kënnen.

En nationaalt Gremium, deem an dësem Kontext och eng entscheedend Roll zoukënnt, ass de Centre pour l'égalité de traitement; den Ali Kaes huet et scho gesot. Hei bedaueren ech allerdéngs, datt d'Regierung d'Optioun geholl huet, dësem Zenter och d'Kompetenz, fir d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra ze begleeden, ze ginn. Et wier besser gewiescht, dat wieren autonom Gremië gewiescht.

Wéi ech schonn am Ufank vu menger Ried gesot hunn, ass am Beräich Egalitéit Männer a Fraen nach esou vill ze maachen, datt ze fäerten ass, datt souwuel d'Problematik vun der allgemenger Diskriminéierung wéi och déi vun der Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra dann ze kuerz kommen, wann eng Verwaltung sech soll mat allem beschäftegen.

Wann awer all déi Leit sech esou vehement géint d'Diskriminéierung a fir d'Chancëgläichheet asetze wéi géint d'Fëmmen, wat mer elo déi lescht Wochen an Deeg erlieft hunn, dann, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wäerte mer séier weiderkommen an da wäerte mer net méi laang misse vun der Diskriminéierung a vun der Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra schwätzen, mä da wäert se jo och do ganz séier Realitéit ginn.

Ech hoffen och, datt d'Regierung hir Iddi, déi se an der Chômagegesetzgebung wëllt maachen, fir d'individual Rechter vum Chômeur ofzeschafen, opgëtt. Et ass e falscht Zeechen no baussen, wann iwwerall vun Individualiséierung vun de Rechter geschwat gëtt, a beim Chômage géif dat anescht gemaach ginn, andeems de Gesamtrevenu vun engem Ménage bei der Berechnung vun der individueller Chômage-Indemnitéit ziele géif. Dat op alle Fall wier e falscht Zeechen, wa grad d'Regierung op där Positioun géif bleiwen a soen, datt do d'Individualrechter sollen ofgeschaaft ginn.

Loosse mer et upaken! Wou e Wëllen ass, ass och e Wee. An et ass wichteg, datt mir de séchere Wee a Richtung Chancëgläichheet ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech heimat d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Et ass e weidere Schrëtt an déi gutt Richtung, awer et geet nach laang net duer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bettendorf agedroen.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Merci, Här President. Ech hunn e puer Rieden, Här President: eng grouss, eng mëttel an eng kleng. Wat fir eng hätt Der gären?

Plusieurs voix.- Déi kleng!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Fänkt emol mat där éischter un.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Dir kënnt se och allen dräi halen.

(Hilarité)

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Ech mengen, ech huelen déi kleng.

Une voix.- Jo!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Ech loossen den Text op der Säit an ech huelen déi kleng.

Ech muss Iech soen, dass mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei mat der Ëmsetzung vun dësen zwou Direktive voll a ganz averstane sinn. Mir si géint all Forme vun Diskriminatioun. Och haut hu mer laang driwwer geschwat: géint d'Diskriminatioun vum Fëmmert géint den Netfëmmert, an ëmgedréint.

Ech muss Iech soen, dass dëst Gesetz de richtege Wee ass an déi richteg Direktioun, virun allem och well déi Ulafstell soll geschafe ginn, wou ee sech ka wende wann ee Schwieregkeete mat der Diskriminatioun huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot, Här President, nodeems den Ali Kaes als Rapporteur eis esou genau an dëse Projet de loi agefouert huet, nodeems de Kolleeg Spautz dat nach eng Kéier gemaach huet, wäert ech dann am Kader vu menger ganz kuerzer a leschter Ried Iech alleguerte Merci soen, dass Der mer nogelauschtert hutt, an Dir wäert mech op dëser Plaz net méi ze gesi kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Applaudissements)

7. Hommage à Monsieur Niki Bettendorf

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf, fir déi Interventioun. Ech mengen, Dir hutt gemierkt um Applaus vun de Kolleegen heibannen, dass et eis alleguerte leed deet, Iech net méi däerfen hei op där Tribün ze gesinn. Mir alleguerten hunn Iech während laange Joren do kënne verfollegen. Dir waart, mengen ech, ëmmer e faire Intervenant, och wann Der heiansdo e bësse Salz an Är Riede gemaach hutt, wann et drëm goung, fir d'Regierung op dee richtege Wee ze féieren. Et war ëmmer ganz flott, et war ëmmer ganz interessant, a mir wäerten Iech wierklech hei vermëssen.

Nach eng Kéier Merci am Numm vun der ganzer Chamber fir déi vill Aarbecht, déi Der während deene laange Joren hei an dësem Haus gemaach hutt am Intérêt vun all deenen - an deene villen -, déi Iech während all deene Joren ëmmer erëm och an de Wahlen hiert Vertrauen erwisen hunn. Dat Vertrauen, wat Dir krut, esou laang krut an esou massiv krut, dat war verdéngt, verdéngt duerch Är Aarbecht. An duerfir e ganz groussen, e ganz häerzleche Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann hu mer nach d'Madame Loschetter. Den Här…

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Den Här Castegnaro.

M. le Président.- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Mäi Schicksal ass jo ëmmer, dass ech nom Här Castegnaro kommen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Neen, neen, den Här Castegnaro schwätzt net. Den Här Schneider huet d'Wuert fir eng ganz kuerz Interventioun, esou wéi meng Pabeieren dat hei weisen.

8. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (suite)

Discussion générale (suite)

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, ech wäert mech och un eng kuerz Interventioun halen. Virun allem wou deen Ofgang mat „standing ovations" hei fir den Niki Bettendorf war, mengen ech, soll een och duerno kuerz an dezent bleiwen.

Ech géing fir d'éischt emol dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir säi schréftlechen a virun allem och säi mëndleche Rapport haut. Hien huet als richtegen Éisleker bewisen, bei enger schwéierer Biergetapp vun der Chamber, datt een och an deene leschte Meter muss duerchdrécken. Hien huet dat gemaach hei bis zum Schluss, an duerfir meng Unerkennung an déi vun alle Memberen an der Chamber.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5518 regruppéiert also zwou Direktiven, den 2000/43 an den 2000/78, déi an engem Gesetz zesummegefaasst sinn, wat och eng gutt Saach ass. Ech mengen, de Kampf géint d'Diskriminatioun ass eent vun den Haaptziler vun dëser Chamber an och vun eiser Fraktioun, déi mer mussen an eiser Gesellschaft vertrieden a virundreiwen.

Den Traité vun Amsterdam huet der Europäescher Unioun eng juristesch Base ginn, fir eng reell Politik géint all Zort vun Diskriminatioun ze développéieren.

Dës zwou Direktive sinn éischt Schrëtt an déi Weeër, wou minimal Ufuerderungen un déi eenzel State gestallt ginn, fir eng Politik géint d'Diskriminatioun ze maachen. Dat si minimal Schrëtt, wou all Stat natierlech kann a wäert méi wäit goen. Dat hoffen ech och vun eiser Säit aus, a mir sinn op deem gudde Wee doran.

De Rapporteur huet och déi eenzel Elementer vun dësem Projet opgezeechent, an ech wäert och net weider dorop agoen. Ech wäert mer dat erspuere fir eng aner Kéier méi no ze bréngen. Méi speziell gouf och preziséiert, datt de ganze Statssecteur vun dësem Projet ausgeschloss ass, wat den Emploi, wat den Accès dozou ugeet. Hei wäerte mer am Gesetzesprojet 5583 déi eenzel Punkten erëmfannen.

Ech bedauere genausou wéi de Conseil d'État, datt mer net parallell zu dësem Gesetz dat anert Gesetz och konnte virbréngen a votéieren, mä dat wäert an deenen nächste Méint da kommen. Et ass jo déposéiert ginn, an duerfir wäerte mer an dëser Chamber dann och dëse Kader kënne maachen, fir datt och de ganze Statssecteur dës Dispositioune wäert zréckbehalen. Et ass awer wichteg, datt mer dës Direktiven ëmsetzen, well mer dann endlech eng Rei vun Direktiven aus de Féiss kréien. Et sinn der nach genuch, déi mer mussen ëmsetzen.

Et ass och flott, datt de Projet virgesäit, datt positiv Aktioune kënne gemaach ginn, fir virun allem Leit, déi vun Diskriminatiounen eventuell kënne betraff sinn, och wierklech konkret Punkten ze weisen, fir zum Beispill d'Beschäftegung vun handicapéierte Leit ze promouvéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, bei der Exekutioun vun dësem Gesetz wäert deem nei geschafene Centre pour l'égalité de traitement eng wichteg Roll zoukommen. An hei wäerte mer als Chamber och gespaant op deen éischte Rapport waarden, dee jo am Gesetz verankert ass, wou mer dann déi eenzel Aktiounen och kënnen noliesen an noverfollegen.

Zum Schluss géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn, mat der Hoffnung, datt dëst Gesetz och an der Praxis esou ëmgesat gëtt, wéi jo och eist Gesetz et virgesäit a wéi de Geescht vun dësem Gesetz ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Contrairement zum Här Bettendorf hunn ech nëmmen eng Ried, awer et ass eng kuerz.

Dëse Projet de loi 5518, dee mer haut solle stëmmen, a säin Zwillingsbrudder aus der Fonction publique, de Projet de loi 5583, sinn e Musterbeispill an eisen Ae fir eng verpasste Chance, fir endlech de Problem unzegoen, dass d'Fonction publique an de Privatsecteur d'selwecht solle behandelt ginn.

Grad bei der Ëmsetzung vun enger Direktiv - a speziell bei der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'«mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement sans distinction de race» an esou weider an enger Direktiv «portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail» - fanne mir dat extrem schued.

Och d'Kommissioun war sech eens, dass dës Method vun Trennung tëscht dem Privatsecteur an dem Secteur public haut net méi zäitgeméiss ass. Si huet och nach e Saz am Rapport bäigefügt, deen deem Rechnung dréit. Mä domadder hat et sech dann awer och.

Och de Statsrot huet oder hat - do trenne sech d'Geeschter - op dësem Punkt eng Opposition formelle ausgesprach. Mir als Gréng fannen allerdéngs d'Interpretatioun am zweeten Avis vum Statsrot e bëssen anescht wéi en am Rapport beschriwwen ass, nämlech dass mer elo soen: De Statsrot ass zwar net zefridden, mä en huet keng Opposition formelle méi. Ech weess net, ob een dee Saz vum Statsrot esou kloer kann interpretéieren, mä mir wäerten dat jo dann och gesinn, d'autant plus wou de Statsrot a sengem Avis vum Projet de loi 5583, nämlech dee vun der Fonction publique, och nach eng Kéier op déi Opposition formelle hiweist.

A wa mer dann och nach op där manner courageierter Léisung vun zwee Projets de loi bliwwe wieren, wéi mer haut bliwwe sinn, wär et dach awer ubruecht gewiescht, dass déi zwee Projete mateneen op den Ordre du jour an der Chamber komm wären a matenee gestëmmt gi wären. Mä och dës minimal Solutioun ass net zréckbehale ginn. Am Ausland, notamment an der Belsch oder an Däitschland, ass et awer fäerdeg bruecht ginn, an engem Gesetz betreffend dës Direktiven anescht mat der Fonction publique a mam Secteur privé ëmzegoen.

Wann et ëm Egalitéit tëscht alle Leit geet wat den Traitement en matière d'emploi et de travail ugeet, esou geet et dann och ëm déiselwecht Gläichheet tëscht dem Secteur privé an dem Secteur public, sief et beim Stat oder bei de Gemengen. Dëst ass manifestement net geschitt - leider - iwwert de Biais vun engem eenzege Projet de loi, engem eenzege Gesetz fir déi Direktiv ëmzesetzen. A wéinst der Form, déi hei ubruecht ginn ass, wäerten déi Gréng sech bei dem Vote hei enthalen.

Ech géif awer nach gären zwou Suggestioune mat op de Wee ginn, wann dee Projet jo elo da gestëmmt ass:

Dat Éischt ass - an do sinn ech net 100%eg dem Här Spautz senger Meenung -: Mir mengen, dass et och eng Verflichtung, eng Verantwortung vun der Regierung ass, fir eng Sensibiliséierung respektiv eng Informatiounscampagne ze lancéieren, dass d'Leit och genau wëssen, wou se kënnen hir Rechter verteidegt kréien a wat alles an där Direktiv respektiv an deem Gesetz drasteet.

Dat Zweet betrëfft dee Centre pour l'égalité de traitement. Do menge mir als Gréng, well mer och an der Kommissioun e puermol doriwwer geschwat haten, wéi vill Leit missten zur Verfügung stoen, ob een déi Leit vläicht direkt soll festhalen an deem Gesetz. Dat ass awer net geschitt. Et ass iwwer e Collège geschwat ginn, et gëtt iwwer Indemnitéite geschwat an et gëtt geschwat selon les disponibilités, dass d'Sekretariat da vu Statsemployéë soll gemaach ginn.

Eng Suggestioun wär vläicht: Ob et net sënnvoll wär de Service, deen de Médiateur huet, mat erunzeéien an eventuell Synergien ze schafen. Dat géing eis erspueren, erëm en neie Centre ze schafen, an et géif ee vläicht domadder d'Kräfte bündelen. Eng Suggestioun, déi ech mat op de Wee ginn. De Minister kuckt zwar erstaunt, hie ka vläicht herno nach e Wuert dozou soen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert nach gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Just e puer Wuert. Eigentlech sollt mäi Kolleeg Gast Gibéryen dës Positioun hei virdroen, mä e konnt awer elo zum Schluss net méi hei sinn, sou datt ech ganz kuerz wëll soen, datt mir d'Grondausriichtung vun dësem Projet selbstverständlech matdroen. Et ass keng Diskussioun doriwwer.

Allerdéngs hu mer Schwieregkeete mat där Bestëmmung iwwert d'Charge de la preuve, wou gesot gëtt, datt den Demandeur Premierindicë muss bréngen, fir ze beweisen oder fir eng Aktioun kënnen ze déclenchéieren, an dann ass et awer um Défendeur fir ze beweisen, datt keng Violation du principe de l'égalité de traitement stattfonnt huet.

Dat ass, wéi mer alleguer wëssen, eng Ëmkéierung vun der bisherieger Rechtspraxis, eng awer dach bedenklech Haltung, déi sech do weist, déi mir, esou wéi se hei envisagéiert ass, net kënne matdroen. Et ass och aus deem Grond, woufir datt mir, obscho mer soss mat der Ausriichtung vum Projet d'accord sinn, eis bei dësem Projet enthale wäerten.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir säi Rapport. Ech mengen, ech brauch hei kengem ze erklären, dass ech och géint all Diskriminéierung sinn, besonnesch op der Aarbechtsplaz.

Ech wäert dëst Gesetz awer net stëmmen, an zwar aus verschiddenen Ursaachen:

Éischtens emol, well dëst e Gesetz ass, wat jo elo erëm eng Kéier just fir de Privatsecteur gëllt, a wou mer et net fäerdeg bruecht hunn, den öffentleche Secteur och mat an dat Gesetz ze integréieren.

Déi zweet Ursaach, déi ass awer méi wesentlech. Dat ass well mat dësem Gesetz en elementare Rechtsprinzip op d'Kopp gehäit gëtt. Mat dësem Gesetz gëtt de Renversement de la charge de la preuve agefouert. Well d'Regierung awer Weltmeeschter ass am Verdréie vun den Tatsaachen, nenne mer dat dann net Renversement de la charge de la preuve, mä Réaménagement de la charge de la preuve. Wéi se d'Austeritéitsmoossnamen an domadder d'Manipulatioun vum Index agefouert hunn, ass do jo och net vu Manipulatioun geschwat ginn, mä et ass vu Modulatioun vum Index geschwat ginn.

Här President, bis elo huet ee misse bewise kréien, dass ee schëlleg ass, wann een eppes verbrach huet. Laut dësem Gesetz muss een elo beweisen, dass een onschëlleg ass. Dat heescht, wann ee mech beschëllegt, ech hätt iergendeppes zu him gesot, wat him net passt, da kann e mech usichen, an da muss ech beweisen, dass ech näischt gesot hunn. Dat ass débile an dat féiert eis lues awer sécher an d'Richtung vun enger McDonalds-Rechtsspriechung. Et féiert eis an eng Gesellschaft vun Hypokriten an Denunzianten.

Wann een der Blumme gehäit, da muss de oppassen, wann s de dech ëmdréins, dass en der net d'Vase an d'Genéck gehäit. Besonnesch op der Aarbechtsplaz wäert dat dote Gesetz fir vill Konfusioun a vill Problemer suergen. An deen, deen am Endeffekt drënner leide wäert, wäert dee sinn, dee mat dësem Gesetz soll geschützt ginn. Well wann dëst Gesetz scho bestanen hätt wéi ech nach op der ARBED geschafft hunn oder do war, dann hätt mäi Viraarbechter all mueres eng Plainte um Bockel gehat, well ech hu mech schonn ëmmer moralesch harceléiert gefillt wann ee mer eng Aarbecht ginn huet.

(Hilarité)

Mir mussen also oppassen, dass mer keng Instrumenter schafen, déi déi zwëschemënschlech Bezéiungen onnéideg belaaschten, well se si scho schwiereg genuch. Dofir wär et méi sënnvoll gewiescht, dem Employeur an de Personalvertriedungen d'Léise vun esou Problemer ze iwwerloossen. Et ginn Instrumenter genuch, wéi d'Personaldelegéierten an den Délégué à l'égalité, fir esou Problemer ze léisen. Dofir sollten déi Delegéiert, déi fir Chancëgläichheet zoustänneg sinn, emol besser geschult ginn, fir där Aufgab och gerecht ze ginn. Well et ass nach ëmmer esou, dass déi meescht net wëssen, firwat dass se iwwerhaapt do sinn.

Dat Gesetz hei geet fir mech ze wäit. Ech si bestëmmt deen Éischten, deen an der éischter Rei steet, wann et heescht d'Rechter vu Mënschen a besonnesch vum Salariat ze erkämpfen. Ech kann awer net mat engem Gesetz d'accord sinn, wou ech weess, dass et an der Praxis Schued uriicht, besonnesch bei de Salariéen. An et précarisséiert d'Zesummenaarbecht tëschent Salariéen an Employeuren. De Stat soll sech am Fong nëmmen do amëschen, wou wierklech keng aner Méiglechkeet besteet fir anzegräifen.

Och den Zenter fir Gläichbehandlung, deen aus fënnef Leit mat Experienz am Beräich vun der Gläichbehandlung soll entstoen, ass fir mech net noutwendeg. An e wäert och ganz schnell iwwerlaascht sinn, wann dëst Gesetz ganz einfach d'Dieren opmécht fir all méiglech Plainten, wou déi meescht wäerten onsënneg an onnéideg sinn.

An, Här President, ech soen Iech et: Wann een an dësem Land net méi dierf ongestrooft zu engem Paillasse Paillasse soen, dann ass dëst Land net méi schéin.

(Hilarité)

Wann Der dat Gesetz hei stëmmt, dann erkläert deen heitegen Dag och als Niklosdag am Summer fir d'Affekoten, d'Hypokriten an d'Denunzianten, awer maacht et ouni mech.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister François Biltgen.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt zéng Minutten Zäit.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President,…

M. le Président.- Mä et geet awer och mat manner!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, Dir sidd awer esou wéineg feinfühleg, dass Der mer elo hei mäin „effet boeuf" futti gemaach hutt, well ech wollt Iech soen, dass et e laangen Dag fir eis all war,…

Une voix.- Ah!

Une autre voix.- Jo!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- …an dass mer all vill geschweesst hunn - ech méi wéi déi aner, well ech konnt net dauernd erauslafen aner Saache maachen, well ech hunn Iech missen nolauschteren. Dat hunn ech och mat ganz vill Freed gemaach!

(Interruption)

Ech weess awer, wat geschitt ass dobaussen. Dir hutt mech do um Courant gehalen. Ech si mech jo heiansdo renseignéiere komm.

Also, ech wäert mech beschränken op dräi Mercien. Den éischte Merci geet un den Ali Kaes als Rapporteur, well hie war esou detailléiert an all deem, wat e gesot huet, dass ech effektiv net méi brauch op d'Gesetz zréckzekommen. Eng Partie Remarquen, déi vun anere gemaach gi sinn, déi fannen eigentlech hir Äntwert am schréftlechen an am mëndleche Bericht vum Ali Kaes.

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Den zweete Merci geet un d'Riedner hei an un déi gesamt Chamberskommissioun fir déi Ënnerstëtzung, déi se mir och ginn hunn, fir an der Regierung duerfir ze suergen, dass niewent deem heite Projet dann och dee Projet de loi elo deponéiert a schonn aviséiert ass iwwert d'Émsetzung vun der Antidiskriminéierung am öffentleche Secteur. De Statsrot huet deen aviséiert. Dat, wat nach feelt, dat ass eng materiell Saach, dat ass, dass dat kopéiert gëtt och bei dem kommunale Secteur. Ech ginn hei wierklech d'Engagement vun der Regierung, dass dat geschitt, an dass mer da kënnen direkt am Oktober, an der éischter Sitzung, déi Projeten hei stëmmen.

Ech well soen, dass et fir den Aarbechtsminister net einfach war, well ech hunn ëmmer erëm an Zeitunge gelies, ech wär schonn iwwerfälleg. Mir hunn am Aarbechtsministère - meng Leit, déi sech vill Méi ginn hunn domadder - ëmmer misse Coordinateur spillen tëschent dem Aarbechtsministère, dem Familljeministère, dem Justizministère, dem Statsministère, dem Ministère de la Fonction publique an dem Ministère de l'Intérieur. An - dat ass bei vill esou Projeten - dann ass dat ganz blöd, wann den Aarbechtsminister eng Opposition formelle kritt vum Statsrot, well aner Ministèren nach net esou wäit waren. Mir hunn dat elo ganz séier gemaach, an ech kann Iech dann nach eng Kéier d'Garantie ginn, dass dat geschitt, sou dass mer am Oktober de ganzen Arsenal hunn.

Ech wär awer ganz frou, wa jiddfereee kéint dëse Projet hei stëmmen, wa jiddfereen…

M. Charles Goerens *(DP)*.- Sot, wéi ass et da beim Kultus?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et steet eng extra Dispositioun iwwert de Kultus dran. Ech erklären Iech déi herno dobaussen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Goerens, provozéiert net!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Et ass also ganz wichteg, dass mer dat stëmmen, well mer nämlech och schonn iwwerfälleg sinn an Europa, an de Stat Lëtzebuerg géif riskéieren, condamnéiert ze ginn, wa mer elo och net dëse Projet hei stëmmen.

An ech mengen och, dass de Statsrot - ech mengen, mir si jo alleguer der Meenung, dass dat anert esou séier wéi méiglech soll geschéien, esou dass d'Regierung an d'Chamber am Oktober dat kënnen noschéissen -, wéi ech säin Avis complémentaire verstinn, och keng Opposition formelle mécht.

Deen drëtte Merci, dee geet un den Niki Bettendorf, net wéinst senger kuerzer Ried - dat wär schonn e Merci wäert -, mä einfach wéinst där gudder Aarbecht, déi ech mat him gemaach hunn, virun allem zënterdeem ech Minister sinn, Aarbechtsminister; dat sinn elo schonn iwwer siwe Joer. Als Mehrheetsvertrieder elo, als Oppositiounsvertrieder an där Kommissioun hunn ech ëmmer dem Niki Bettendorf seng Interventioune wierklech gäre gehat, well den Niki Bettendorf huet ëmmer en connaissance de cause geschwat an och ëmmer équilibréiert geschwat, well e souwuel d'Problemer vun de Betriber wéi och d'Problemer vum Salariat, opgrond vu senger eegener Erfahrung, kannt huet.

An ech mengen, et si vill Saachen, vill Suggestioune gewiescht, wou mer do weiderkomm sinn duerch dat gemeinsamt Ping-Pong-Spill, wat mer ëmmer gemaach hunn. Duerfir dem Niki Bettendorf vu mir aus och - an ech mengen och, ech kann hei wierklech am Numm vun der Regierung schwätzen - Merci fir all déi laang Aarbecht hei an der Chamber!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5518 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

9. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo nach d'Naturalisatiounen ze behandelen. Duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 19.17 heures et levé à 19.20 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 18 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vum Numm oder Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2006

1. BOCKEL Dirk Dennis, né le 18 octobre 1976 à Waiblingen (Allemagne), demeurant à Berbourg.

2. CABRAL DE BARROS Maria Fernanda, née le 24 février 1971 à Santo Amaro (Cap-Vert), demeurant à Rumelange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE BARROS Maria Fernanda.

3. DIMITROVA DANAILOVA Silviya, née le 3 octobre 1977 à Byala (Bulgarie), demeurant à Peppange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DANAILOVA Silvia.

4. FRANÇOIS Joëlle, née le 1er septembre 1962 à Saint-Avold (France), demeurant à Luxembourg.

5. GOMES VIEIRA Benjamin de Jesus, né le 8 octobre 1977 à São Miguel (Cap-Vert), demeurant à Marnach.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GOMES Benjamin.

6. KARANOVIĆ Pedrag, né le 26 juillet 1958 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen.

7. SOPIĆ Biserka, née le 13 avril 1961 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen.

8. MOURAO MACHADO Manuel Joaquim, né le 10 février 1961 à Ermelo/Mondim de Basto (Portugal), demeurant à Rodange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de MOURAO MACHADO Manuel.

9. PANIĆ Srbijanka, née le 20 mai 1974 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg.

10. PORTEOUS Hilary Frances Helen, née le 9 août 1961 à Bridge of Allan (Grande-Bretagne), demeurant à Luxembourg.

11. POUILLEY Vincent Robert Antoine, né le 16 septembre 1966 à Bron (France), demeurant à Dudelange.

12. QIAN Qing, née le 5 novembre 1957 à Zhejang (Chine), demeurant à Luxembourg.

13. ROY Cynthia, née le 4 août 1985 à South Thakurpara/Comilla (Bangladesh), demeurant à Alzingen.

14. ROY Suhash Chandra, né le 22 février 1957 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Alzingen.

15. SARR Khalil, né le 30 septembre 1960 à Rufisque/Dakar (Sénégal), demeurant à Ettelbruck.

16. SHEN Liping, née le 16 janvier 1957 à Zhejiang (Chine), demeurant à Remich.

17. VIEIRA LOPES André Alexandre, né le 15 juin 1980 à Coimbra (Portugal), demeurant à Pétange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LOPES André Alexandre.

18. WOJTAS Sylvia, née le 8 août 1980 à Sosnowiec (Pologne), demeurant à Esch-sur-Alzette.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun enger laanger Sitzung, vun enger laanger Sitzungswoch. Ech wënschen Iech alleguerten eng ganz schéin, eng ganz erhuelsam Vakanz, an eisem Frënd a Kolleeg, dem Niki Bettendorf, eng schéin, eng laang an eng zefridde Retraite.

Merci.

(Applaudissements)

D'Sitzung ass domat opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.21 heures)

Chambre des Députés
Compte rendu officiel
Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek
Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1
Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Differdange
Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international pages 577-580

Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes pages 580-581

5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 pages 581-582

5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen pages 582-583

Ordre du jour page 583

5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988 pages 583-587

5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail pages 587-589 page 605

Communications page 590

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution page 590

5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral pages 591-603

5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales pages 603-605

5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 605-607 pages 607-608

Hommage à Monsieur Niki Bettendorf page 607

Demandes en naturalisation page 608

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S 40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

TABLE ANALYTIQUE SESSION 2005-2006

Compte rendu N°1

Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval page 1

Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général pages 1-2

Composition des commissions parlementaires page 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Communication page 2

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement pages 2-5

Communications page 6

Débat au sujet de la déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement pages 6-27

Compte rendu N°2

Communications page 28

Retraits du rôle des affaires de la Chambre pages 28-29

Ordre du jour page 29 page 31 page 38

5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel pages 31-38 pages 38-39

Ordre du jour page 40

5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

et

5425 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003 pages 40-41 pages 41-42

Dépôt d'une motion page 41

5044 - Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction pages 42-43

5217 - Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement pages 43-47

5445 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003 pages 47-48

5459 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 48-49

Compte rendu N°3

Communications page 50

Retrait du rôle des affaires de la Chambre page 50

Ordre du jour et dépôt d'une résolution par Monsieur Charles Goerens pages 50-51

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes page 51

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie pages 51-54

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement pages 54-58

5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004 page 58

Accueil de Monsieur Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation page 58

5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004 pages 58-59

5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État pages 59-61

Résolution de Monsieur Charles Goerens au sujet de l'Iran page 61

5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002 pages 61-62

Dépôt d'un projet de loi page 62

Communications page 62

Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne pages 62-75

Motion de Monsieur Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites pages 75-76

Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 76-77

Compte rendu N°4

Ordre du jour page 78

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 78-81

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale pages 85-87

Communications page 88

Rôle des affaires de la Chambre page 88

Composition des commissions parlementaires page 88

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 88-98

Communications pages 98-99

Ordre du jour page 99

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 99-103*
- *Exposé du Ministre du Trésor et du Budget pages 103-106*
- *Discussion générale (compte rendu N°5) pages 112-142*
- *Vote et dispense du second vote constitutionnel page 142*
- *Motions pages 142-143*

5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001 pages 106-107

5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg pages 107-110

Compte rendu N°5

Communications page 112

Ordre du jour page 112

4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants;

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

et

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants pages 144-151

5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003 pages 151-152

5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003 pages 152-155

Ordre du jour page 155

Compte rendu N°6

Hommage à la mémoire de Monsieur Jean-Pierre Schank, ancien Député page 156

Communications page 156

Dépôt d'une résolution par Monsieur Marco Schank page 156

Dépôt d'une motion par Monsieur François Bausch page 156

5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

et

5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile pages 156-168

Résolution de Monsieur Marco Schank relative à la politique de l'Iran page 168

5504 - Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 168-178

Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire pages 178-189

5465 - Projet de loi modifiant

a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 189-193

Communication pages 193-194

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto pages 194-196

5146 - Projet de loi modifiant

1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance

2. les articles 12, 92 et 97 du Code des assurances sociales

3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

4. la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension pages 196-201

5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003 pages 201-205

5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État pages 205-208

Discours de fin d'année de Monsieur le Président page 208

Compte rendu N°7

Dépôt de deux projets de loi page 209

Communication page 209

Ordre du jour page 209

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat

et

Questions urgentes N°882 de Monsieur Henri Kox et N°884 de Monsieur Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor pages 209-214

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig pages 214-217

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse pages 217-220

5354 - Projet de loi portant:

1. introduction notamment de l'instruction simplifiée du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête;

2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et

3. abrogation de différentes lois pages 220-221

Communications pages 222-223

Renouvellement de la nomination du Commissaire aux Comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement page 223

Dépôt d'une motion page 223

5325 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000;

5422 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

et

5423 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004 pages 223-230

5463 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004 page 230

5505 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973 pages 230-231

Motion de Monsieur Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg pages 231-232

Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste pages 234-241

5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003 pages 241-243

5493 - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:

a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;

b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics pages 243-244

Compte rendu N°8

Communications page 246

Ordre du jour page 246

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures pages 251-254

5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et

- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEC) pages 254-257

4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 258-267

5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 267-274

page 281

Dépôt d'un projet de loi page 275

Dépôt d'une résolution page 277

4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

et

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution pages 277-281

5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003 pages 281-282

5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête pages 282-283

5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;

- à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement page 283

5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N°1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance pages 283-284

5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

et

5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004 pages 284-285

Ordre du jour page 285

Compte rendu N°9

Dépôt d'un projet de loi page 286

Communications page 286

5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution page 286

Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux page 286

Ordre du jour pages 286-287

Dépôt d'une proposition de loi page 287

Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État pages 290-291

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière pages 291-294

Résolution de Monsieur Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo pages 295-296

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire pages 296-299

5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004 page 299

5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC pages 299-300

5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs page 300

5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:

de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pages 300-301

5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004 page 301

5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République Slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004 pages 301-302

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 302-304
pages 304-314

Accueil de Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation page 304

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution pages 314-318

Compte rendu N°10

Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, Député honoraire page 319

Communications pages 319-320

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 320

5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale page 320

Ordre du jour page 320

Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss page 320

Ordre du jour page 325

Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau pages 327-334

5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes pages 334-335

Communications page 336

Composition des commissions parlementaires page 336

5386 - Projet de loi

1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;

5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant

- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;
- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail pages 336-344

Motion de Monsieur Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz pages 344-345

5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005 pages 345-346

5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 346-348

5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel pages 348-354

5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004 page 354

Communication page 355

Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général pages 355-366

5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004 pages 366-367

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes page 367

Compte rendu N°11

Ordre du jour page 369

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 369-375

Communications page 376

Composition de la Chambre des Députés page 376

Composition des commissions parlementaires page 376

Rôle des affaires page 376

5569 - Débat sur l'état de la nation pages 376-389
pages 389-396

Ordre du jour page 389

Motion de Monsieur Félix Braz au sujet du trafic cycliste page 396

5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition pages 397-403

Compte rendu N°12

Dépôt d'un projet de loi page 404

Communications page 404

Ordre du jour page 404

Dépôt d'une proposition de loi page 404

Interventions au sujet de l'organisation de l'heure de questions au Gouvernement et des questions parlementaires pages 404-405

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative au «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions CO2» du Ministère de l'Environnement pages 407-410

5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980 pages 410-411

Interpellation de Monsieur Robert Mehlen au sujet de la politique agricole pages 411-418

5551 - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg pages 418-422

5461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe;

5462 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004

et

5479 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003 pages 422-424

5532 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praïa, le 20 novembre 1998 pages 424-425

5536 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005 page 425

4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution page 426

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution page 426

5575 - Proposition de loi portant modification de

1) l'article 51 (7) de la Constitution

2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

3) la loi électorale du 18 février 2003 page 426

5547 - Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) pages 426-437

Hommage à la mémoire de Monsieur Roger Linster, ancien Député page 437

Communications page 437

Ordre du jour pages 437-440

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique pages 440-443

5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002 pages 443-444

Compte rendu N°13

Hommage à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de l'attribution du prix Charlemagne page 445

Communications pages 445-446

Composition des commissions parlementaires page 446

Ordre du jour page 446

Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg

et

Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg pages 451-464 pages 471-473

5513 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000 pages 465-468

5328 - Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS pages 468-471

5506 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1er mars 1991 pages 473-474

5564 - Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz pages 474-475

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution page 475

Communications page 476

Ordre du jour page 476

5580 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant

1. l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
2. la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;
3. la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet:
   1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;
   2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;
4. loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;
5. loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
6. la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
7. la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;
8. la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
9. la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation pages 476-485

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg pages 485-489

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel pages 489-494

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel pages 494-497

Compte rendu N°14

5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 498-507

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel page 507

Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg pages 507-517 pages 526-527

5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne et
- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005 pages 518-526

Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme pages 528-538

- (suite compte rendu N°15) page 544

Compte rendu N°15

Communications page 539

Ordre du jour page 539

Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch page 539

Ordre du jour pages 539-540

5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

   1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

   2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

   3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

   4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 540-544

5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit pages 544-548

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits pages 548-553

5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 553-562

5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 562-564

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 564

5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8° et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise pages 564-565

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 565

5352 - Projet de loi

1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;
2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;
3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;
5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;
7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;
8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep pages 566-569

5435 - Projet de loi

1. complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et
2. modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes pages 569-571

5501 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1) création d'un fonds pour l'emploi; 2) réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
2. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
3. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi pages 571-576

Compte rendu N°16

5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international pages 577-580

Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes pages 580-581

5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 pages 581-582

5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen pages 582-583

Ordre du jour page 583

5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et
2. de la loi communale du 13 décembre 1988 pages 583-587

5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail pages 587-589 page 605

Communications page 590

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution page 590

5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral pages 591-603

5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales pages 603-605

5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 605-607

pages 607-608

Hommage à Monsieur Niki Bettendorf page 608

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°2

- Question N°51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/Kirchberg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 29-30
- Question N°52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 30
- Question N°53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé page 30
- Question N°54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé page 30

Compte rendu N°4

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 81-82
- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 82
- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreiborn et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 82
- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 82-83
- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports page 83
- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 83-84
- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 84
- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports pages 84-85

Compte rendu N°8

- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 246-247
- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports page 247
- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 247
- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 247-248
- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux d'Esch-Belval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 248
- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de payement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 248-249
- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 249
- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 249
- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 249-250
- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250
- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250

Compte rendu N°9

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 287
- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 290
- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

et

- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 287-288
- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 288
- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 288
- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 288-289
- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 289
- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

et

- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 289-290
- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 294-295
- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé page 290

Compte rendu N°10

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics pages 320-321
- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 321
- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 322
- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 322-323
- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics page 323
- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 323
- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances pages 323-324
- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports pages 321-322
- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 324-325

- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 325
- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

  et
- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 325-326
- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 326
- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 326
- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 326-327

Compte rendu N°12

- Question N°101 du 15 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz au sujet du bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 405
- Question N°102 du 15 mai 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'élaboration d'un projet de loi permettant la création d'un cycle supérieur et de conférer au «Neie Lycée» le droit de décerner des diplômes de fin d'études secondaires, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 405
- Question N°103 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Angel relative au programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, adressée au Ministre des Travaux publics page 406
- Question N°104 du 16 mai 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux intentions du Gouvernement quant à la politique salariale du secteur public, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 406
- Question N°105 du 16 mai 2006 de Madame Martine Stein-Mergen concernant la pertinence de certains critères qu'une personne doit remplir pour pouvoir donner son sang, adressée au Ministre de la Santé pages 406-407
- Question N°106 du 16 mai 2006 de Monsieur Norbert Haupert relative à la réforme de la taxe sur les voitures automobiles notamment à la différence de traitement de voitures immatriculées avant et après 2001, adressée au Ministre de l'Environnement page 407
- Question N°107 du 23 mai 2006 de Monsieur Marcel Oberweis relative aux primes d'encouragement écologique, adressée au Ministre de l'Environnement page 443
- Question N°108 du 22 mai 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling relative au Service de protection de la Jeunesse, adressée au Ministre de la Justice page 443

Compte rendu N°13

- Question N°109 du 15 juin 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 448
- Question N°110 du 20 juin 2006 de Monsieur Paul Helminger relative au processus de ratification du Traité instituant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 446-447
- Question N°111 du 20 juin 2006 de Monsieur Ben Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 447
- Question N°112 du 20 juin 2006 de Monsieur Camille Gira au sujet des concentrations élevées en ozone, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement pages 447-448
- Question N°113 du 19 juin 2006 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 446
- Question N°114 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet des statistiques du taux d'alcoolémie en relation avec les accidents de circulation, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 448
- Question N°115 du 20 juin 2006 de Monsieur Roger Negri au sujet de l'organisation des premiers secours nationaux (ambulances, sapeurs-pompiers), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 448-449
- Question N°116 du 20 juin 2006 de Monsieur Claude Adam au sujet de l'avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 449
- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;
- Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)

  et
- Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange page 450
- Question N°118 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet du projet de loi relatif aux chiens, adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 450
- Question N°119 de Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure de l'État (quatre ou cinq ans), adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 450-451
- Question N°120 de Monsieur Camille Gira au sujet du développement des synergies entre les hôpitaux de Wiltz et d'Ettelbruck, adressée au Ministre de la Santé page 449

Questions avec débat:

Question avec débat N°4 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative aux droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés dans le secteur public (compte rendu N°7) pages 233-234

Question avec débat N°5 de Monsieur Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement (compte rendu N°8) pages 250-251

Question avec débat N°7 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005 (compte rendu N°13) pages 464-465

Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (compte rendu N°14) pages 527-528

Questions urgentes:

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat

et

Questions urgentes N°882 de Monsieur Henri Kox et N°884 de Monsieur Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor (compte rendu N°7) pages 209-214

Question urgente N°886 de Monsieur Xavier Bettel relative à l'incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig (compte rendu N°7) page 214

Questions urgentes N°920 de Monsieur Jean Huss, N°921 de Monsieur Claude Meisch et N°922 de Monsieur Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire (compte rendu N°8) pages 275-277

Questions parlementaires:

Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;

Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)

et

Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange (compte rendu N°13) page 450

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) page 49

Demandes en naturalisation (compte rendu N°4) pages 110-111

Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) pages 244-245

Demandes en naturalisation (compte rendu N°10) pages 367-368

Demandes en naturalisation (compte rendu N°13) page 475

Demandes en naturalisation (compte rendu N°16) page 608

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°16 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1109	M. Claude Adam	Espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales à Mersch
1111	M. Aly Jaerling	Création d'un «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation»
1132	M. Marcel Oberweis	Santé et sécurité au travail des jeunes
1146	M. Claude Adam	Pistes cyclables
1150	M. Xavier Bettel	«Interregionale Presse - Presse interrégionale»
1151	M. Aly Jaerling	Demande d'asile d'une personne provenant du Togo
1153	M. Aly Jaerling	Reconnaissance du catalan comme langue officielle du Parlement européen
1161	M. Félix Braz	Utilisation des nouvelles technologies dans les transports publics
1165	M. Jos Scheuer	Fermeture du centre d'examen pour le permis de conduire de Remich fin juillet 2006
1166	M. Jean-Pierre Koepp	Décharge du SIDEC
1167	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul Schaaf et M. Marco Schank	Extension et modernisation du réseau ferré de la «Ligne Nord»
1172	M. Marcel Oberweis	Création du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles
1173	M. Marcel Oberweis	Prolongement de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Luxembourg
1176	Mme Anne Brasseur	Heure de sport scolaire supplémentaire
1178	M. Xavier Bettel	Modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg
1180	M. Claude Meisch	Pacte «logement» entre l'État et les communes
1181	Mme Anne Brasseur	Retards dans la distribution postale – Demandes d'inscription dans les lycées
1183	M. Jean-Pierre Koepp	Information des bénéficiaires sur les variations des montants des pensions et des rentes
1193	M. Aly Jaerling	Remboursement des vaccinations contre les maladies tropicales
1202	M. Félix Braz	Cours de luxembourgeois dans le préscolaire
1204	M. Aly Jaerling	Fermeture d'un site de production de DuPont de Nemours
1207	M. Ben Fayot	Allocation nouveau-né
1213	M. Claude Meisch	Décharge de déchets radioactifs de Bure

Question 1109 (6.6.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales à Mersch:**

À Mersch, une partie des terrains de la CEPAL S.A. serviront à la construction d'un espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales.

- Quand est-ce que les premiers étudiants vont entamer leurs études à Mersch?

Le site du nouveau lycée est séparé de la gare de Mersch par un passage à niveau.

Un concept de mobilité pour la commune de Mersch et datant de mars 2005 indique que ce passage à niveau est fréquemment fermé pour un temps moyen dépassant les quatre minutes. Au total, des barrières baissées pendant cinq heures et cinq minutes entre 7 heures et 19 heures, soit 42% du temps. Des entrevues entre les responsables politiques locaux et les parties concernées ont eu lieu afin de fermer définitivement ce passage à niveau à la circulation et d'aménager un accès souterrain pour piétons et cyclistes, surtout pour des raisons de sécurité.

- Quelles sont les mesures que vous avez prévues à court, moyen et long terme pour garantir un accès sûr entre le nouveau site scolaire et les transports publics?

Réponse commune (11.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Ad 1) Les premiers étudiants vont entamer leurs études sur le site CEPAL à Mersch, dès la rentrée scolaire 2006/2007.

Ad 2) Pour garantir aux étudiants un accès sûr entre le niveau site scolaire et la gare respectivement les arrêts de bus, la société des CFL va installer à court terme un passage direct pour piétons entre le quai 2 de la gare de Mersch et le terrain CEPAL. En ce qui concerne une solution définitive, elle demande des études plus poussées quant à l'évolution du trafic en général dans ce secteur et la desserte du lycée en particulier.

Question 1111 (7.6.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **création d'un «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation»:**

Aus de Konklusioune vum Sommet vun de Stats- a Regierungschefe vum Chrëschtmount 2005 geet eng europäesch Reglementspropositioun ervir mam But e «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» - COM (2006) 91 - ze schafen.

Dëse Fong soll mat 500 Milliounen Euro pro Joer dotéiert gi fir entloossene Salariéen ze hëllefen erëm Fouss ze faassen. Viséiert si Mesuren iwwert d'Réinsertioun, Zouschëss zum Revenu bei der Sich no Aarbecht, bei der Formatioun, der Beruffsorientéierung asw. Niewent strukturellen Dispositioune mussen awer 1.000 Salariéen innerhalb vu sechs Méint entlooss gi respektiv déi Entloosse mussen 1% vum regionalen Aarbechtsmaart ausmaachen, ier Urecht op déi Ënnerstëtzungen zougestane gëtt.

Kann den Här Arbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëser Reglementspropositioun, déi op Initiativ vun de Stats- a Regierungschefen zustane koum an elo an enger éischter Versioun virläit?

2. Kënnen hei am Land beschäftegt Salariéë vun deene Moossnamen am virzitéierten EU-Reglement profitéieren?

3. Kënnt een dervun ausgoen, datt déi rezent massiv Entloossungen a verschiddene Sektoren Urecht op eng EU-Hëllef opgrond vum virzitéierte Reglement kënnte ginn?

4. Wéi steet et zum Beispill mat de Salariéen, déi duerch Failliten entlooss ginn?

5. Wéi vill Salariéë sinn an deene leschten dräi Joer duerch Failliten entlooss ginn, a géif déi Zuel net schonn duergoe fir Urecht op déi virzitéiert EU-Hëllefen ze ginn, wann dat Reglement a Kraaft ass.

6. Gedenkt d'Regierung deementspriechend anzewierken, datt och déi Salariéen, déi hei am Land beschäftegt sinn, kënne bei Entloossung op esou Hëllefen zréckgräifen?

7. Wier et net sënnvoll dat EU-Reglement esou opzebauen, datt déi an deenen eenzelnen EU-State gülteg Regele bei Massenentloossung als Kritär gëlle misste fir Urecht op déi EU-Hëllefen ze kréien, anstatt eng fest Zuel anzesetzen an och nach regional Kritäre gëllen ze loossen?

Réponse (8.8.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

D'Initiativ fir de sou genannte «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ass zréckzeféieren op ee Bréif vum 20. Oktober 2005 vum Här Barroso - President vun der Europäescher Kommissioun - un d'Membere vum Conseil européen.

An de Konklusioune vum 15. a 16. Dezember 2005 huet déi déizäiteg Présidence - am Numm vun alle Stats- a Regierungschefen - de Prinzip festgehalen, op Basis vun enger Propositioun vun der Kommissioun esou ee Fong an d'Liewen ze ruffen.

Den Débat ënnert de Stats- a Regierungschefen iwwert de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ass gefouert ginn am Kontext vun enger Diskussioun iwwert d'Solidaritéit vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vun de Salariéen, déi hir Aarbecht verléieren, am Fall wou hir Entreprise sech wéinst onberechenbaren a gravéierend schlëmme Konsequenze vun der Mondialisatioun upasse muss.

Zréckbehalen ass ginn - souwuel an de Konklusioune vun de Stats- a Regierungschefen am Dezember 2005 wéi an dem Accord interinstitutionnel tëschent dem europäesche Parlament, dem Conseil an der Kommissioun am Mee 2007 iwwert de Cadre financier pluriannuel 2007-2013 -, datt de Fong:

- gespeist soll gi vun engem Deel vum europäesche Budget, deen déi Jore virdrun net ausgi ginn ass;
- ee maximale Montant vu 500.000.000 Euro pro Joer net iwwerschreiden däerf.

An der Zwëschenzäit hat d'Kommissioun den 1. Mäerz 2006 dem EU-Ministeschconseil ee Gesetzesvirschlag iwwert de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ënnerbreet.

D'Lëtzebuerger Regierung huet prinzipiell d'Propositioun vun der Kommissioun begréisst an ënnerstëtzt.

Sënngeméiss ass festgehale ginn, datt dat neit Instrument:

- ee Solidaritéitsinstrument soll sinn, dat deene Leit, dei hir Aarbecht verléieren, an hirer Sich no enger neier Aarbechtsplaz eng ganz geziilten Hëllef brénge soll, an
- en Instrument ass, dat awer just agesat ka ginn am Fall vun onberechenbaren a gravéierend schlëmme strukturellen Ännerunge vun der Weltwirtschaft.

Iwwert dat eraus war et kloer - an dat steet souwuel an de Konklusioune vun de Stats- a Regierungschefe wéi an den offizielle Matdeelunge vun der Kommissioun, datt jiddfer Land - nodeems et de Kritären entsprécht - een Usproch op de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» huet.

Prozedural gesi muss dat betraffent Land eng motivéiert Demande maachen, déi vun der Kommissioun analyséiert an duerno de budgetären Autoritéiten (europäescht Parlament a Ministeschconseil) ënnerbreet gëtt.

Lëtzebuerg ass also och betraff an huet d'Recht esou eng Demande ze maachen.

Relevant sinn awer un alleréischter Stell d'Kritären, déi erfëllt musse sinn ier en État membre eng Demande un d'Kommissioun adresséiere kann.

De «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» kann nëmmen asprangen am Fall wou Leit hir Aarbechtsplaz verléieren:

- opgrond vun engem wirtschaftlechen Ajustement, deen zréckzeféieren ass op schwéierwiegend Verännerungen an der Struktur vum Welthandel, déi zu enger
- gravéierender Stéierung vun der Wirtschaft féieren.

De Projet vum Reglement seet näischt iwwert d'Form vun dem wirtschaftlechen Ajustement, an zwar aus dem einfache Grond, datt d'Hëllef, déi ugefrot ka ginn, sech net op d'Entreprisë bezitt, mä direkt op d'Salariéen.

Sënngeméiss geet doraus ervir, datt souwuel Salariéen, déi hir Aarbechtsplaz verléiere wéinst enger Faillite, wéi déi, déi entlooss ginn, nodeem datt hir Entreprise restrukturéiert ginn ass, ënnert d'Dispositioune vun der Propositioun vun der Kommissioun kënne falen.

Wat d'Faillitë betrëfft, sou kann ee soen, datt zu Lëtzebuerg d'lescht Joer insgesamt an alle Wirtschaftsberäicher zesumme ronn 1.800 Leit hir Aarbecht verluer hunn.

Opgerechent op déi dräi lescht Joer mécht dat - an all de Secteuren a fir all betraffe Privatentreprisen - insgesamt ronn 5.000 Persounen.

Eng Faillite zu Lëtzebuerg - esou wéi och an deenen anere Länner - ass awer nëmme relevant an deem Fall, wou se de Kritäre vun dem Reglement entsprécht; dat heescht, si muss zréckzeféiere sinn op eng schwéierwiegend Verännerung am Welthandel, déi zu enger gravéierender Stéierung vun der Wirtschaft féiert an dobäi e Minimum vun 1.000 Leit - an enger Entreprise (mat hire Sous-traitants) oder an engem eenzelne Secteur betrëfft.

Wat d'Massenentloossungen ugeet, esou huet d'Kommissioun virgeschloen, de Calcul op d'Dispositioune vun der Direktiv iwwert d'Kollektiventloossungen (75/129/CEE) zréckzeféieren. Well déi Basis harmoniséiert ass, ass dat u sech dei eenzeg Méiglechkeet fir en objektive Verglach tëschent de Situatiounen an deene verschiddenen États membres ze zéien.

De Sënn vum Instrument, dat d'Kommissioun proposéiert huet, ass net fir déi Dispositiounen ze ersetzen, déi am Kader vun der nationaler Aarbechtsmaartpolitik bestinn.

Eis Législatioun enthält eng ganz Rei vun esou Hëllefen, déi aktivéiert kënne ginn am Fall wou ee seng Aarbechtsplaz verléiert.

Well de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» d'Zil huet, a bestëmmte gravéierend schlëmme Fäll kënnen anzetrieden, huet d'Kommissioun virgeschloen, den Impakt vun enger struktureller Ännerung ze rechnen op Basis vun der Mindestzuel vun 1.000 verluerenen Aarbechtsplazen.

Dozou ass ze soen, datt déi Zuelen, dei d'Kommissioun proposéiert huet, nach an der Diskussioun stinn. Aus Lëtzebuerger Siicht - esou wéi och aus Siicht vun aneren États membres - sinn déi Zuelen net ganz zefridde stellend a sollen an de Verhandlungen, déi ënner finnescher Présidence an deenen nächste sechs Méint stattfannen, nach adaptéiert ginn.

Question 1132 (26.6.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **santé et la sécurité au travail des jeunes:**

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail vient d'initier sa nouvelle campagne d'information consacrée cette année aux jeunes et visant à garantir à ces derniers une entrée dans le monde du travail dans de bonnes conditions de santé et de sécurité. Il ressort d'un article du quotidien «Tageblatt» du 21 juin 2006, qui cite Monsieur Nikolaus van der Pas, Directeur général de la division Emploi, Affaires sociales et Égalité des Chances de la Commission européenne, qu'environ 714.000 jeunes âgés de 18 à 25 ans sont chaque année victimes d'un accident du travail. Toujours d'après Monsieur van der Pas la probabilité d'accident est deux fois plus élevée dans cette catégorie d'âge que dans les autres.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les accidents du travail de jeunes salariés âgés de moins de 25 ans?
- Quel est le pourcentage exact de ces accidents en comparaison avec les accidents qui surviennent dans d'autres catégories d'âge?
- Quelles sont les mesures que le Gouvernement met respectivement entend mettre en œuvre afin de sensibiliser (davantage) les jeunes au problème et réduire le nombre d'accidents du travail chez les jeunes?

Réponse (4.8.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Cette réponse se base sur les dossiers fournis par l'Inspection du Travail et des Mines et l'Association d'Assurance contre les Accidents.

Les chiffres concernant les accidents du travail en fonction des tranches d'âges pour l'année 2005 se présentent comme suit:

Dans le cadre de la semaine internationale de la sécurité au travail pour l'année 2006, le Service de Prévention de l'Association d'Assurance contre les Accidents va lancer une campagne de sensibilisation des travailleurs de moins de 25 ans à la sécurité et à la santé au travail. Cette campagne se rallie à la campagne annuelle de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (OSHA) dont le thème de cette année est «Safe Start». La campagne comporte deux volets:

- Le premier volet concerne les entreprises où le Service de Prévention va élaborer une brochure. Cette brochure, destinée aux responsables de sécurité des différentes entreprises, leur permettra d'accueillir étape par étape les jeunes travailleurs en les rendant attentifs aux dangers qui peuvent se présenter sur leur nouveau lieu de travail.
- Le deuxième volet concerne les lycées techniques où le Service de Prévention vise les futurs jeunes travailleurs et qui a comme objectif de les préparer aux dangers pouvant se présenter dans leurs futurs métiers. Pour cette campagne, qui sera lancée en début de l'année scolaire 2006-2007, le Service de Prévention va élaborer différents modules, ciblés sur les cours techniques et donnant des informations et conseils sur la prévention des accidents. Ces modules, établis sous forme de présentations «Powerpoint», seront présentés aux professeurs des différents lycées. Par la suite, les modules seront disponibles sur le site Internet de l'assurance-accidents pour les professeurs désireux de participer à la campagne en les employant dans leurs cours respectifs. La campagne sera accompagnée d'un concours visant les élèves des classes terminales de ces lycées, où les trois meilleurs projets de groupe dans le domaine de la prévention des accidents vont être récompensés lors d'une remise de prix.

Au niveau national, l'Inspection du Travail et des Mines intervient en tant que promoteur du bien-être des travailleurs au travail sans distinction d'âge ou d'autres critères.

Les consultations tripartites régulières sont assurées par le Comité Consultatif de la Sécurité et de la

Santé au Travail - Luxembourg (C.C.S.S.-LU).

Les outils et actions privilégiés sont:

- Le site Web avec le portail http://www.itm.public.lu/, ses liens nationaux et européens.

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_protection_jeunes_travailleurs_01oct05.pdf

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_occupation_etudiants_01oct05.pdf

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_beschaftigung_schulern_und_studenten_01oct05.pdf

- Le site Web du Point Focal Luxembourg http://lu.osha.eu.int/, site initié par l'Agence européenne de la sécurité et de la santé au travail.
- La Newsletter expédiée régulièrement aux abonnés.
- Les tables rondes, les conférences, les symposiums, et les communiqués de presse en vue de sensibiliser tous les acteurs de l'environnement du travail.

Sur le plan européen en tant que Point Focal du Grand-Duché de Luxembourg de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail avec comme actions principales:

- Les brochures ITM:
  - «Produits dangereux et jeunes travailleurs»;
  - «Premiers pas et droit du travail»;
  - «Passeport jobistes»;
- la divulgation du matériel d'information de l'Agence européenne;
- le pilotage des projets annuels de l'Agence européenne dont pour 2006 la campagne de sensibilisation de la population cible des jeunes travailleurs avec comme slogan «Débute en sécurité!»;
- l'identification, la documentation et la présentation de «modèles de bonnes pratiques», les entreprises ou associations qui de part leur engagement exceptionnel ont attiré l'attention du comité national tripartite;
- l'organisation d'une table ronde tripartite «SÉCHERE START FIR DÉI JONK LEIT OP DER AARBECHT»;
- la remise d'un diplôme et d'une trophée aux entreprises modèles;
- le communiqué de presse avec comme sujet la Semaine européenne 2006;
- la participation à la Foire de l'Étudiant.

Âge	Accidents (tous)		Accidents du travail et maladies professionnelles		Accidents de trajet	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%
0-25	3'533	16,91	2'550	15,91	983	20,18
26-35	6'455	30,89	4'655	29,05	1'800	36,96
36-45	6'552	31,36	5'178	32,31	1'374	28,21
46-55	3'697	17,69	3'096	19,32	601	12,34
56-65	638	3,05	530	3,31	108	2,22
66-80	21	0,10	17	0,10	4	0,09
Total:	20'896	100,00	16'026	100,00	4'870	100,00

Le taux de fréquence des accidents des jeunes travailleurs par rapport à tous les salariés pour l'année 2005 est le suivant:

	Nombre de Sal. Unités (*)	Taux de fréquence (**) (tous les accidents)	TF (accidents du travail et mal. prof.)	TF (accidents de trajet)
Tous les salariés	269.652	7,75	5,94	1,81
Jeunes (0-25 ans)	27.744	12,73	9,19	3,54

(*) Salariés-unité: Cette donnée est obtenue en divisant le total des heures de travail prestées par 2080, c'est-à-dire par le temps de travail moyen annuel.

(**) Le taux de fréquence (TF) des accidents est le nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps.

Question 1146 (4.7.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **pistes cyclables:**

La loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables prévoyait de raccorder la piste cyclable d'Echternach (PC2) avec la piste cyclable des Trois Rivières (PC3) en reliant Junglinster et Dillingen par une nouvelle piste cyclable dite «de l'Ernz Blanche» (PC5). En 2000, un premier tronçon de la PC5 entre le lieu-dit «Soup» et Medernach a été achevé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sachant que d'après les rapports annuels du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement le reste du tracé de la PC5 est à l'étude depuis plus de cinq ans, quand est-ce que le tracé sera définitivement déterminé?
- Quelles sont les causes de ce retard?
- Quand les travaux pourront-ils commencer?

Une piste cyclable reliant la PC15 et la PC5 et partant de Cruchten vers Medernach semble être une option intéressante et demandée par les communes concernées.

- Est-ce qu'un tel projet est à l'étude?

Réponse commune (18.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Conformément à l'article 1 de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, le Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics est autorisé à ces fins à faire procéder à l'aménagement des infrastructures nécessaires.

Le Ministère des Travaux publics établit donc non seulement le calendrier des travaux mais fixe également les priorités de ceux-ci. Il en est de même pour l'aménagement et l'évolution des travaux de la PC5.

Sur la partie de la piste cyclable PC5 se trouvant sur le territoire de la Division des Services Régionaux de la Voirie – Arrondissement de Diekirch (DSR-D), le tracé est pratiquement déterminé. Il manque juste l'implantation exacte de cette piste dans la traversée de la localité de Medernach. Le collège échevinal ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, de sorte qu'une date précise pour le commencement des travaux ne peut pas être donnée.

Du côté technique, il y a lieu d'équiper certains chemins entre Eppeldorf et Reisdorf d'un revêtement asphaltier alors que d'autres chemins sont à réaménager entièrement. Pour le tronçon final, l'avantage a été donné à un débouchement à Reisdorf et non pas à Dillingen comme antérieurement prévu, pour les raisons suivantes:

- la solution «Dillingen» comprend une descente très dangereuse et la jonction avec la PC3 ne pourrait s'y faire qu'au prix d'un nouvel ouvrage au-dessus de la N10;
- la solution «Reisdorf» permet d'utiliser certaines facilités techniques en place, dont un passage souterrain sous la N10, et présente l'avantage de constituer un point de jonction de trois pistes cyclables du réseau national, à savoir les PC16, PC3 et PC5.

Sur la partie de la piste cyclable PC5 se trouvant sur le territoire de la Division des Services Régionaux de la Voirie - Arrondissement de Luxembourg (DSR-L), des problèmes existent sur les trois parties restantes suivantes:

1. Le tronçon Soup - Koedange:

Cette section de la PC5 est assez complexe vu que le projet comprend, à côté de la piste cyclable proprement dite, la renaturation de l'Ernz Blanche sur toute l'assiette de la vallée, la réalisation de mesures anticrues servant à protéger le village de Larochette et la stabilisation partielle de l'assise du CR 119. Actuellement le projet technique de ce tronçon est en voie d'approbation.

Tous les problèmes d'emprise sont résolus.

2. Tronçon Koedange - Junglinster:

Actuellement plusieurs variantes de tracé sont en discussion. Le choix du tracé est fortement tributaire d'autres projets à réaliser par l'Administration de la Gestion de l'Eau. Une solution y relative est attendue dans un proche avenir.

3. Traversée de Junglinster:

La PC5 à l'intérieur de la localité de Junglinster ainsi que la liaison avec la PC2 (Luxembourg - Echternach) seront réalisées dans le cadre des travaux du contournement de Junglinster.

La loi du 22 juillet 1999 portant création d'un réseau national sur les pistes cyclables définit dans son article 4 les pistes qui forment ce réseau, une extension n'étant pas prévue actuellement.

La proposition de relier entre elles les pistes cyclables PC15 et PC5 ne manque pas d'intérêt. Il faut toutefois être conscient que son intégration dans le réseau national nécessite une modification de la loi.

Une telle modification de la loi ne peut se faire que sur base d'une reconsidération plus approfondie englobant d'autres raccordements possibles et redéfinissant le réseau dans son ensemble. À l'heure actuelle, le Gouvernement s'attache à la réalisation des tronçons qui sont encore en souffrance.

Question 1150 (5.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **«Interregionale Presse - Presse interrégionale»:**

Dans un article de presse paru dans le quotidien «Tageblatt» en date du 5 juillet 2005 il a été affirmé que l'«Interregionale Presse - Presse Interrégionale», une association indépendante de journalistes professionnels de la Grande Région, devra cesser ses activités au plus tard mi-2007, ceci étant dû à un manque de subventions publiques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relatées ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quels ont été les motifs pour cette décision?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quels ont été les moyens financiers mis à la disposition de l'association en question par le Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en vue de l'année culturelle 2007 il serait opportun d'assurer la pérennité d'une structure de communication de la Grande Région bien rodée?

Réponse (4.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'IPI - Institut de la Presse interrégionale - a été enregistrée en juillet 1994 au registre des associations de Sarrebruck. C'est une association indépendante de journalistes professionnels de la Grande Région Sarre-Lorraine-Luxembourg-Wallonie-Rhénanie-Palatinat. Un secrétariat commun fonctionne depuis 1995 à Sarrebruck. Au cours des premières années de son existence celui-ci avait pu bénéficier d'un financement européen par le biais du programme Interreg.

Dans le cadre d'une visite officielle à Luxembourg (16 février 1999) de Monsieur Reinhard Klimmt, Ministre Président de la Sarre, il avait été convenu d'assurer un cofinancement sarro-luxembourgeois de base en faveur de l'IPI pour les années 2000 à 2002. Un appel fut lancé aux autres partenaires de la Grande Région afin de participer également au cofinancement.

Lors de la Présidence luxembourgeoise des exécutifs (2000-2001) l'ensemble des partenaires s'était mis unanimement d'accord pour assurer chacun un cofinancement de 20.000 euros par an. Le 6e Sommet de Mondorf-les-Bains (12 novembre 2001) avait décidé de la répartition suivante pour l'année 2002: 20.000 euros pour la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhé-

nanie-Palatinat et la Wallonie, soit un total de 100.000 euros.

Tous les partenaires reconnaissaient être disposés à participer au financement à la condition que le travail de l'IPI puisse être considéré comme une mise en œuvre du faisceau d'actions défini au Point 2, Partie III (Informations, Relations publiques, Communications) de la Déclaration commune du 5e Sommet de la Grande Région (Liège, 3 mai 2000).

En 2003 les partenaires ont contribué de la même façon à hauteur de 100.000 euros au budget de l'IPI. Celui-ci s'élevait à un montant global de 127.000 euros. Les membres du sommet réaffirmaient en même temps leurs attentes à l'égard de l'association.

Il s'est avéré au cours de cette même année 2003 que les travaux de l'IPI ne donnaient pas entière satisfaction à l'ensemble des partenaires. C'est pourquoi la décision fut prise à l'unanimité d'assurer un cofinancement dégressif pour les années 2004-2006. Cette décision avait comme but d'inciter l'IPI à trouver d'autres sources de cofinancement lui permettant une gestion autonome et à développer un concept porteur d'avenir.

En résumé, la participation du Gouvernement luxembourgeois en faveur de l'IPI a été la suivante: 810.000 luf en 2000, 50.000 euros en 2001, 20.000 euros en 2002, 20.000 euros en 2003, 16.000 euros en 2004, 10.000 euros en 2005, 5.000 euros en 2006.

Il convient de mettre en exergue le fait que le Gouvernement luxembourgeois a assuré un cofinancement de base pendant les années 2000 à 2002. De même, il avait réussi, au cours de sa Présidence des exécutifs de la Grande Région, de faire accepter par l'ensemble des partenaires un cofinancement réparti de manière égale. La déclaration du 6e Sommet de Mondorf-les-Bains avait reconnu en 2001 l'essor pris par l'IPI qui avait «contribué de façon significative au renforcement de la coopération transfrontalière entre les journalistes».

Force est de constater que le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de soutenir activement l'IPI au cours des six dernières années. Eu égard à ce soutien et aux différentes contributions financières de l'État luxembourgeois, il est regrettable que l'IPI semble devoir cesser ses activités au cours de l'année 2007.

En ce qui concerne «Luxembourg et la Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007», il importe de préciser que cette association dispose de sa propre cellule d'information, de communication et de relations publiques. Elle sera à même d'assurer une couverture médiatique à la hauteur de l'événement.

Question 1151 (6.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **demande d'asile d'une personne provenant du Togo:**

D'Lëtzebuerger Regierung refuséiert de politeschen Asyl fir e Bierger aus dem Togo, an incarcéréiert de Betraffenen an de Prisong op Schraasseg, fir e kënne kuerzfristeg auszeweisen.

E rezente Rapport vun de Vereenten Natiounen deklaréiert awer, datt d'togolesesch Regierung eng Strategie vun der Repressioun praktizéiert, besonnesch géint togolesesch Bierger, déi an engem anere Land politeschen Asyl beantraagt hunn.

Da geet aus engem Communiqué vun de Mënscherechtsorganisatioune FIACAT, FIDH an Amnesty International ervir, an och, datt déi togolesesch Regierung nach ëmmer net déi néideg Reformen entaméiert huet a Richtung Rechtsstat a Respekt vun de Mënscherechter, déi vun de Vereenten Natioune vun hir verlaangt ginn.

Och sinn déi togolesesch Regierungs- a Sécherheetsunitéiten, déi extrajudiciaire Exekutiounen an do dernieft Folterunge vollzunn hunn, bis haut nach net vun den togoleseschen Autoritéite sanktionéiert ginn.

Dëst ass sécherlech de beschte Beweis, datt déboutéiert Asylbewerber, déi an den Togo zréckgefouert ginn, hiert Liewe riskéieren.

Kënnen den Här Justizminister an den Här Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass et der Regierung bekannt, datt am Togo nach Zoustänn herrschen an deenen d'Mënscherechter verletzt ginn?
2. Sinn der Regierung d'Konklusioune vun de Mënscherechtsorganisatiounen a vun de Vereenten Natiounen iwwert den Togo bekannt?
3. Wa jo, wéisou wëllt d'Lëtzebuerger Regierung dann trotzdeem en togoleseschen Asylbewerber ausweisen, besonnesch wou gewosst ass, datt Asylbewerber hiert Liewen an deem Land riskéieren, wa se zréckgefouert ginn?

Réponse commune (9.8.2006) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1.+2. D'Mënscherechtslag am Togo huet sech säit der Bestätegung am Amt vum Faure Gnassingbé am Abrëll 2005 verbessert. D'togolesesch Regierung féiert zënter Juni 2005 eng Politik vun der Öffnung, an därem Kader e politeschen Dialog mat der Oppositioun stattfënnt.

3. D'Regierung bezitt net Stellung zu engem individuellen Dossier vun engem Asylufroer am Kader vun enger parlamentarescher Ufro, mä kann dem éierewäerten Här Volleksvertrieder versécheren, datt mir keng Leit zréckschécken, déi an hirem Land géife gefoltert ginn oder hiert Liewe riskéieren.

Question 1153 (6.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **reconnaissance du catalan comme langue officielle du Parlement européen:**

Et ass matgedeelt ginn, dass déi katalanesch Sprooch, eng regional a keng national Sprooch an een aus dem Spueneschen dérivéierten Dialekt, am EU-Parlament etabléiert ginn ass.

Dat heescht, dass all Schreiwes an all Uleies, wat a katalanescher Sprooch agereecht gëtt, och a katalanescher Sprooch muss beäntwert ginn.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass mam Gesetz vum 24. am Spierkel 1984 offiziell als eis Landessprooch unerkannt ginn, gëtt awer net vun der EU als offiziell Sprooch unerkannt. Déi maltesesch Sprooch awer zum Beispill, e Land wat nach méi kleng ass wéi Lëtzebuerg, gëtt unerkannt.

Net ze vergiessen ass, dass Lëtzebuerg als souveräne Stat ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäescher Gemeinschaft ass.

E chrëschtdemokratesche Vertrieder am EU-Parlament huet d'Lëtzebuerger Sprooch a senger Interventioun iwwert d'Integratioun vun der katalanescher Sprooch, ofwäertend als regional Sprooch ofgestempelt. Him ass anscheinend net bekannt, dass Lëtzebuerg e souveränt Land ass.

Kann den Här Statsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass der Regierung bekannt, dass elo eng regional Sprooch, wat an der Regel en Dialekt ass vum Spueneschen, vun der EU als Sprooch unerkannt gëtt?
2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dass och eis Sprooch als offiziell Sprooch vun der EU unerkannt gëtt, zumools well Lëtzebuerg ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäscher Gemeinschaft ass?
3. Wat sinn d'Ursaache firwat d'Lëtzebuergescht bis elo net als offiziell Sprooch vun der EU unerkannt ginn ass?
4. Wier et net ubruecht, dass d'Regierung de chrëschtdemokratesche Vertrieder am EU-Parlament emol erkläre géif, dass Lëtzebuerg e souveränt Land ass, mat enger eegener Sprooch, an zwar dem Lëtzebuergeschen?

Réponse (9.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Décisioun vum Büro vum Europaparlament, déi virgesäit, dass déi EU-Bierger, déi dat wënschen, sech neierdéngs och kënnen a katalanescher Sprooch un d'Europaparlement wennen, ass der Regierung wuel bekannt. Déi Texter, déi d'Bedéngungen an d'Konditioune festleeën ënnert deenen e Bierger seng Kontakter zu den EU-Institutiounen an enger Sprooch gestalte kann, déi keng offiziell Sprooch vun der EU ass, sinn ënner Lëtzebuerger Présidence d'lescht Joer zustane komm a vum Conseil vun den EU-Ausseministeren den 13. Juni 2005 adoptéiert ginn. Dësen Texter no muss allerdéngs fir d'éischt e formellt Arrangement tëschent dem «État-demandeur» an den europäeschen Institutioune getraff ginn, an deem sech den «État-demandeur» engagéiert fir all direkt an indirekt Käschten opzekommen, déi duerch d'Émsetzung vun dëser Sproocheregelung entstinn.

D'Regierung weist drop hin, dass zwou vun eisen dräi administrative Sproochen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproocheregime zu Lëtzebuerg festgeschriwwe sinn, schonn haut offiziell EU-Sprooche sinn. D'Regierung stellt sech also d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutiounen, an notamment un d'Europaparlament, wennen ze kënnen. Dëst ëmsou méi well den EU-Institutiounen hir Äntwert op Lëtzebuergesch da geméiss de Konklusioune vum 13. Juni 2005 keng juristesch Valeur huet.

D'Regierung bleift weiderhin der Meenung, dass den administrativen a finanziellen Opwand, wann eis Sprooch als offiziell EU-Sprooch unerkannt ass, a kengem Verhältnis zum reellen Notze steet, deen dorauser entstoe kënnt. Ausserdem wier et onvertrietbar a kontradiktoresch d'EU opzefuerderen, dass all Texter sollten an eis Nationalsprooch iwwersat ginn, wou eis national Gesetzgebung selwer net op Lëtzebuergesch formuléiert a publizéiert gëtt.

D'Regierung behält selbstverständlech och weiderhin d'Entwécklung an der Sproocheregelung am A an analyséiert wéi an Zukunft an der Unioun allgemeng vun dëser neier Regelung Gebrauch gemaach gëtt. Am Fall wou d'Développementer dat géife verlaangen, wäert d'Regierung sech net verschléisse fir d'Sachlag ënnert deenen neie Gesiichtspunkten ze bewäerten.

Question 1161 (11.7.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**utilisation des nouvelles technologies dans les transports publics:**

Ces dernières années, le Ministère des Transports s'est fortement intéressé à l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer la qualité des transports publics, pour faciliter l'accès aux usagers et les rendre plus compétitifs. Ainsi, l'information de l'usager en temps réel par SMS, l'horaire intégré, le projet d'information audiovisuelle, le centre d'appel automatisé ou encore la carte e-go ne sont que quelques exemples des projets qui sont en phase d'essai ou encore à l'étude.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Où en est concrètement l'introduction du nouveau titre de transport électronique surnommé carte e-go qui doit à terme être valable sur la totalité du réseau des transports en commun au Luxembourg?

Afin d'inviter les usagers à un changement de comportement et de favoriser l'introduction du billet électronique, il a été proposé que la Commission des Tarifs travaille sur de nouveaux produits qui permettent d'accompagner utilement l'augmentation du tarif des billets opérée le 1er mars 2006.

- Où en sont les travaux de la Commission des Tarifs visant à introduire un billet pour familles ou pour groupes sur notre réseau de transports nationaux?
- Qu'en est-il des mesures devant inciter les familles à se déplacer davantage avec les transports publics comme la gratuité pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés de leurs parents ou encore les tarifs préférentiels pour les week-ends?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En 2002, le Gouvernement avait pris la décision d'introduire à titre d'essai sur un parcours déterminé du réseau des transports publics un système de perception tarifaire électronique.

Suite aux résultats concluants, la mise en place sur tout le réseau national du système, appelé e-go, a été préparé depuis 2003.

Ledit système tarifaire électronique fonctionne sur base d'une carte avec chip sur lequel sont chargés les titres de transport suivant le choix du voyageur. Sa validation se fait sans contact en passant près d'un oblitérateur installé soit sur les quais des gares, soit dans les autobus. La transmission des données se fait par radiocommunication. Des imprimantes branchées aux oblitérateurs permettent d'émettre des billets également sous forme de papier dans les bus.

Actuellement, ces imprimantes fonctionnent déjà dans tous les autobus affectés au transport public régional du Grand-Duché. L'installation des oblitérateurs dans les gares et dans les autobus étant également achevée, il reste à compléter certaines installations, telles que les machines de vente pour le chargement des cartes et les appareils de contrôle.

Monsieur le Député m'interroge sur les nouveautés prévues dans la gamme tarifaire actuelle, notamment pour la rendre plus attractive encore.

Il est vrai que l'introduction du nouveau système sur les transports publics de tout le Grand-Duché sera accompagnée de certaines mesures favorisant l'usage de ces transports par les familles, par les personnes âgées ou encore offrant des préférentiels les week-ends.

Question 1165 (12.7.2006) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant la **fermeture du centre d'examen pour le permis de conduire de Remich fin juillet 2006:**

Les auto-écoles viennent de recevoir une note de la part du Ministère des Transports qui les informe que le centre d'examen de Remich sera fermé fin juillet. À partir du 1er août, les candidats de l'est du pays seront convoqués aux centres Findel et Luxembourg-Kalchesbruck. Seuls les candidats pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie F pourront désormais se présenter dans la cour du service de secours à Remich pour leur examen pratique.

Selon cette note, le centre sera fermé à cause de «la dégradation continuelle des conditions dans lesquelles les permis de conduire doivent être délivrés dans le centre d'examen de Remich».

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourrait me donner des précisions à ce sujet?
- Quelles sont les conditions qu'un centre d'examen doit remplir pour pouvoir fonctionner d'une façon satisfaisante? Qui est responsable pour créer des conditions qui permettent l'établissement d'un centre d'examen?
- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'une réouverture du centre d'examen à Remich serait envisageable si de bonnes conditions étaient rétablies dans les meilleurs délais?
- Dans le cadre de l'aménagement du territoire, le Gouvernement souhaite encourager le développement régional et la déconcentration concentrée. Il semble dès lors regrettable qu'il n'y aura plus de centre d'examen dans l'est du pays. N'existe-t-il pas une autre possibilité d'offrir à nouveau un tel service dans cette région?

Réponse (18.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable député demande des précisions au sujet de la fermeture, avec effet au 1er août 2006, du centre d'examen auxiliaire pour permis de conduire à Remich.

Depuis le début des années 1980, le centre d'examen auxiliaire dont question était abrité dans les locaux du service d'urgence de Remich. Cette situation ne pouvait pas être qualifiée d'être idéale dès le début, notamment en raison de l'absence des infrastructures et des équipements techniques nécessaires (ligne téléphonique, connexion au système informatique des permis de conduire, mobilier de bureau adéquat …).

Au cours du mois d'avril 2006, cette situation déjà peu enviable se voyait dégradée par la transformation et l'aménagement, sans préavis aucun, du bureau des examinateurs en cuisine, amenant ces derniers à recourir à la salle de réunion adjacente des pompiers de Remich qui se trouvait dans un état encore plus rudimentaire que les locaux occupés auparavant.

En conséquence, j'ai marqué mon accord avec la proposition de Monsieur le Directeur de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), en charge de l'organisation et de la réception des examens pour l'obtention du permis de conduire, de fermer le centre d'examen auxiliaire de Remich qui n'offre plus les conditions, si modestes soient-elles, requises pour conférer à la délivrance d'un document tellement convoité, à connotation sociale indéniable, qu'est le permis de conduire, le sérieux minimal nécessaire.

Entre-temps, le dossier a connu une évolution positive en ce sens que des négociations sont en cours entre les autorités locales de Remich et les responsables de la SNCT en vue de trouver un local approprié pour les examinateurs de sorte à permettre, dans un avenir rapproché, la réouverture du centre d'examen auxiliaire de Remich. Le maintien d'une telle structure cadre par ailleurs avec un des objectifs de l'IVL, à savoir la promotion d'un développement décentralisé grâce à des centres régionaux vitaux.

Question 1166 (12.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **décharge du SIDEC:**

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro mengersäits vum Januar 2003 a Saache SIDEC *(cf. compte rendu N°12/2002-2003 - question parlementaire N°1990)* krut ech deemools net nëmme matgedeelt, datt d'Analys vu behënnertem oder avortéiertem Véi vum Ëmkrees vun der Décharge um Fridhaff, den Experten no, erginn hätt, datt «les anomalies ne seraient en tout cas pas dues aux causes classiques de malformations animales ou d'avortements», mä och, datt déi zoustänneg Ministèren de Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) zu Esch-Uelzecht chargéiert hätten «de suivre et de coordonner les investigations futures en la matière, y compris celles relatives à d'éventuelles suites dommageables pour la santé du personnel».

Duerfir folgend Froen:

- Sinn déi genannt „investigations futures en la matière" antëschent komplett ofgeschloss, a wa jo, wéi eng Konklusioune konnten aus deene Recherchë gezu ginn?
- Falls d'Ënnersichungen am Fall SIDEC nach ëmmer lafen, wéi eng Tëschekonklusioune kann een antëschent schonns zéien?
- Goufen dank dëse méi pousséierten Ënnersichunge scho konkret Konsequenzen um Terrain gezunn, a wa jo, wéi eng?

Réponse (11.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

A senger parlamentarescher Ufro vum 12. Juli 2006 berifft den honorablen Deputéierte Jean-Pierre Koepp sech op eng Äntwert vum Ëmweltminister op eng parlamentaresch Ufro vum Januar 2003.

An där Äntwert goufen d'Resultater vun den Etüden ëmrass, déi 2002 vum Ëmweltminister an d'Wee geleet gi waren, gläich nodeems de Verdacht opkomm war, datt vun der Deponie Fridhaff gesondheetsschiedlech Emissioune komme kéinten.

An engem gemeinsame Pressecommuniqué vum Ëmwelt- a vum Gesondheetsminister, deen am Januar 2003 an der Lëtzebuerger Press publizéiert gouf, waren dës Vermutunge souwuel vun der Ëmweltverwaltung wéi vun der Gewerbeinspektioun a vun der Direktioun vun der Santé widderluecht ginn.

Fir an Zukunft esou Onsécherheete vum Public a vum Personal op der Deponie entgéintzekommen, gouf gemeinsam beschloss, den CRTE (Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement) vun Esch-Uelzecht mat der weiderer Begleedung vun den Aktivitéiten um Fridhaff ze chargéieren.

Als Tëschekonklusioun gouf an engem Rapport vum Juni 2004 vum CRTE festgehalen:

- datt en integréiert Ofwaasserkonzept vun den Anlagen um Fridhaff sollt erschafft ginn, dat d'Ofwaasser vun den zwee Syndikater SIDEC a SIDEN abezitt. Konkret soll en neie Kollekter parallell zum Kollekter vun de sanitären Ofwässer vun lerpeldeng gebaut ginn, an deem dann d'Ofwaasser souwuel vum SIDEC wéi och vum SIDEN (Soil-Concept) duerchgeleet ka ginn. Eng Demande fir d'Finanzéiere vun esou engem separate Kollekter gouf vum SIDEN un den zoustännegen Innenminister geriicht;
- datt eng Impaktstudië fir Geroch a Bioaérosolë soll gemach ginn, an där d'Emissioune vum SIDEN senger Klärschlammkompostéierungsanlag betruecht ginn. Dës Etüd soll der Ëmweltverwaltung deemnächst vum SIDEN zougestallt ginn.

Question 1167 (12.7.2006) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**extension et la modernisation du réseau ferré de la «Ligne Nord»:**

Dans le souci de garantir une mobilité optimale à l'ensemble de la population, le Gouvernement a accordé dans sa déclaration du 4 août 2004 une priorité absolue à l'extension et à la modernisation du réseau ferroviaire, de même qu'il s'est engagé à améliorer l'offre des transports publics.

Malgré les efforts déployés par les CFL tant sur le niveau de l'amélioration de l'offre dans le domaine des transports en commun que dans la modernisation des infrastructures ferroviaires, il est néanmoins un fait que le Nord de notre pays reste quelque peu défavorisé en ce qui concerne l'extension du réseau ferré et les liaisons ferroviaires avec la capitale.

Ainsi l'horaire des CFL ne prévoit toujours pas de train direct à une cadence de 30 minutes entre Luxembourg et Troisvierges. En ce qui concerne les infrastructures projetées pour compléter le réseau ferré en place, il n'est pas prévu de mettre à double voie la ligne ferrée Ettelbruck-Burden-Michelau, ni celle de Clervaux à Troisvierges. Il en est de même pour l'extension des différents parkings «Park & Ride» installés le long de la Ligne du Nord.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Ne serait-il pas possible de faire circuler un train voyageur direct toutes les 30 minutes de et vers Troisvierges et Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas dans un avenir proche de mettre à double voie la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau respectivement celle de Clervaux à Troisvierges?
- Monsieur le Ministre ne prévoit-il pas une augmentation des possibilités de stationnement aux gares de Troisvierges, Clervaux, Kautenbach, Wilwerwiltz et Ettelbruck? Dans l'affirmative, quelles seraient les mesures précises à adopter?

Réponse (14.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par leur question parlementaire du 12 juillet 2006 les honorables Députés Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes se renseignent sur les possibilités de la mise en place d'un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges, la mise à double voie du tronçon de ligne entre Ettelbruck et Michelau et de Clervaux à Troisvierges ainsi que de l'agrandissement des parkings d'accueil P&R en gares de Troisvierges, Clervaux, Kautenbach, Wilwerwiltz et Ettelbruck.

1. Mise en place d'un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges.

L'horaire de base sur la Ligne du Nord se résume comme suit:

- un train régional par heure desservant tous les arrêts entre Luxembourg et Ettelbruck (circule seulement les jours ouvrables);
- un train régional par heure desservant tous les arrêts entre Luxembourg et Wiltz et
- un train InterRegio par heure desservant Mersch, Ettelbruck, Kautenbach, Wilwerwiltz, Drauffelt, Clervaux et Troisvierges.

Toutes les deux heures, les trains InterRegio sont prolongés vers Liège et Liers. Ceux limités à Troisvierges desservent aussi l'arrêt de Maulusmuehle. Les trains régionaux de la relation Luxembourg-Wiltz sont dirigés vers Troisvierges après 20.00 heures.

Il ressort du tableau ci-dessus qu'il existe trois trains par heure entre Luxembourg et Ettelbruck ainsi que deux trains par heure entre Luxembourg et Kautenbach.

Tout en sachant que la desserte décrite ci-dessus est seulement le standard offert pendant toute la durée de la journée, il est évident que celle-ci est étoffée pendant les heures de pointe. Dans ce contexte il y a lieu de relever que pendant les heures de pointe (le matin vers Luxembourg et le soir à destination de Troisvierges ou même prolongé jusqu'à Gouvy) et la pointe de midi (à destination de Troisvierges) il existe déjà un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges du lundi au vendredi. À la fin de l'après-midi l'offre est même étoffée par un train supplémentaire circulant du lundi au vendredi à destination de la capitale qui marque encore des arrêts supplémentaires au Sud de Mersch.

L'extension du cadencement semi-horaire aux heures creuses s'avère cependant difficile à cause de la capacité limitée de la ligne, d'une part, et de l'horaire des trains InterRegio dictés de la part de la SNCB, d'autre part.

2. Mise à double voie des tronçons Ettelbruck-Michelau et Clervaux-Troisvierges.

L'électrification de la ligne de Luxembourg à Troisvierges avait exigé la mise à voie unique de certains tronçons de ligne au vu du gabarit réduit des tunnels ainsi que leur succession avec des ponts.

Tout à fait conscient du manque de capacité sur la Ligne du Nord, le programme pluriannuel du Fonds du rail prévoit l'aménagement d'une voie d'évitement en gare de Michelau. Au vu de la situation financière précaire de l'État et tout en tenant compte des priorités du Gouvernement, la réalisation de celle-ci initialement prévue pour les années 2008 et 2009 a dû être reportée aux années 2011 et 2012.

Quant au tronçon d'une mise à double voie du tronçon de ligne de Clervaux à Troisvierges, il y a lieu de relever que la sortie Sud de la gare de Troisvierges dispose déjà de deux voies jusqu'au tunnel de Maulusmuehle.

3. Extension des parkings d'accueil P&R longeant la Ligne du Nord.

En vue de l'extension des parkings d'accueil P&R longeant la Ligne du Nord diverses discussions ont été conduites avec les responsables locaux.

Parking d'accueil P&R Troisvierges.

Aucun accord n'a pu être trouvé avec les responsables de la commune de Troisvierges quant au financement d'une extension éventuelle du parking d'accueil en gare de Troisvierges.

Parking d'accueil P&R Clervaux.

Le parking d'accueil P&R a été agrandi en 2001. Actuellement l'assiette foncière permettant une extension supplémentaire de ce parking n'est pas disponible.

Parking d'accueil P&R Wilwerwiltz.

Aucun accord quant au financement d'une éventuelle extension du parking d'accueil P&R n'a pu être trouvé avec les autorités locales.

Parking d'accueil P&R Kautenbach.

Dans les environs de la gare de Kautenbach une station d'épuration est en train d'être aménagée. Après la finalisation de ce projet et la détermination des chemins d'accès à cette installation, une extension du parking P&R peut être envisagée.

Parking d'accueil P&R Ettelbruck.

Une extension de ce parking P&R ne peut être envisagée qu'après la définition du concept «Nordstad».

Question 1172 (13.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles:**

La loi du 19 janvier 2004 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit au chapitre 12, article 60, la création du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles. La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur sont déterminés par règlement grand-ducal. En date du 1er février 2006, le Ministre de l'Environnement a nommé les membres du Conseil supérieur pour une durée de trois ans. À côté des représentants du Gouvernement, on peut observer que plusieurs représentants de différentes associations œuvrant dans le domaine de la protection de la nature et agréées par le Ministère de l'Environnement siègent également au Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles.

Le Groupement des Sylviculteurs, agréé par le Ministère de l'Environnement, regroupe aujourd'hui environ 1.250 propriétaires privés représentant 55% de la surface forestière luxembourgeoise. Le Conseil aux propriétaires forestiers constitue le rôle et le travail fondamental du groupement. Malgré le rôle actif qu'il joue dans le domaine de protection de la nature, il n'est pas représenté au Conseil supérieur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Sur base de quels critères ont été nommés les membres du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles?
- Pour quelles raisons le Groupement des Sylviculteurs en tant qu'acteur actif dans le domaine de la protection de la nature n'est-il pas représenté au sein du Conseil supérieur susmentionné?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Par arrêté du 1er février 2006 les membres du Conseil supérieur de la Protection de la Nature (CSPN) ont été nommés par le Ministre de l'Environnement. Le Groupement des Sylviculteurs n'est pas représenté alors qu'il est admis que le membre de la Chambre d'Agriculture représente les intérêts directs de la forêt privée.

Par ailleurs, les représentants de l'Administration des Eaux et Forêts ont depuis toujours défendu les intérêts de la forêt luxembourgeoise dans ce Conseil.

Question 1173 (17.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **prolongement de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Luxembourg:**

Récemment la SNCB a publié une étude sur les possibilités d'exploitation commerciale de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Grand-Duché du Luxembourg. Il ressort de cette étude que, malgré le fait qu'il existe un potentiel de voyageurs, une perte d'exploitation est à craindre chaque année. Afin de diminuer le risque d'une perte d'exploitation, la SNCB a mis au point une proposition selon laquelle la ligne pourrait être exploitée avec les chemins de fer luxembourgeois.

Selon mes informations, les deux opérateurs SNCB et CFL auraient demandé une intervention de la part de leurs autorités de tutelle respectives afin de couvrir les pertes d'exploitation. En plus, les négociations entre les opérateurs des chemins de fer et les États belges et luxembourgeois seraient en phase finale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative quelles sont les raisons qui justifieraient une telle décision, étant donné les restrictions majeures des budgets à venir?
- Quel en serait le coût éventuel de la prolongation susmentionnée pour les CFL respectivement l'État luxembourgeois?

Réponse (9.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 14 juillet 2006 l'honorable Député Marcel Oberweis se renseigne sur les possibilités d'exploitation commerciale de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers Luxembourg.

La réouverture des lignes 165 (Virton-Rodange) et 167 (Athus-Arlon) a fait l'objet de nombreuses demandes tant de la part des autorités locales que des associations d'usagers. Les études menées par la SNCB et les CFL montrent l'existence d'une clientèle potentielle estimée à 1.215 voyageurs/jour composée de 802 voyageurs sur l'axe Virton-Rodange et 413 voyageurs sur le sillon Arlon-Rodange. Les deux lignes susmentionnées sont à l'heure actuelle parcourues uniquement par des trains de marchandises. Au niveau voyageur, la gare d'Athus n'est actuellement plus desservie que par des trains des CFL de et vers Rodange.

La réunion des Gouvernements de la Belgique et du Luxembourg du 19 juillet 2006 a salué l'accord intervenu entre la SNCB et les CFL concernant la réactivation des lignes transfrontalières Virton-Rodange et Rodange-Athus-Arlon, ce qui permettra d'améliorer substantiellement la desserte de la ville de Luxembourg. Les nouveaux services de trains, qui bénéficieront d'une compensation financière des deux États en raison de leur caractère de mission de service public, circuleront à partir du 11 décembre 2006.

Les gares intermédiaires d'Halanzy, d'Aubange et de Messancy seront desservies dans le courant de 2007 après la réalisation de travaux aux quais. L'accessibilité de ces gares sera perfectionnée, notamment via l'aménagement de parkings.

Question 1176 (17.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**heure de sport scolaire supplémentaire:**

Dans sa réponse du 12 mai 2006 à une question parlementaire *(cf. compte rendu N°11/2005-2006)*, Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il serait envisagé «de conférer dans le domaine scolaire également au sport la place importante, identique à celle des autres branches ou matières enseignées, à l'image de formations reprises dans le cursus scolaire par de nombreux pays européens».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des concertations avec le Ministère de l'Éducation nationale en ce qui concerne une éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire?
- Au cas où il serait envisagé d'introduire une heure supplémentaire de sport scolaire, Monsieur le Ministre peut-il indiquer si cette mesure aurait comme conséquence une extension de l'horaire scolaire? Au cas où l'horaire scolaire actuel serait maintenu, quelles seraient les matières enseignées affectées par l'introduction de cette heure supplémentaire?

Réponse (4.8.2006) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

J'ai fait part à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de mes préoccupations. D'après mes informations, Madame la Ministre fait analyser par ses services les possibilités d'extension de l'horaire d'éducation physique. C'est un processus délicat qui demande de prendre en considération de nombreux aspects.

Compte tenu du fait qu'il n'y a pas encore de décision quant au premier point, je ne puis vous donner de réponse aux questions subsidiaires que vous me posez.

Je donne copie de la présente réponse à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Question 1178 (17.7.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg:**

Il me revient que les changements d'horaire et d'itinéraire des relations par autobus entre la Sarre et le Luxembourg ont mené à de multiples inconvénients (prolongation de la durée de parcours, suppression de l'arrêt à la gare) pour la plupart des utilisateurs de ces relations.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les raisons pour modifier l'horaire et l'itinéraire de ces relations pour avantager la clientèle apparemment minoritaire descendant au Kirchberg au détriment des voyageurs ayant pour destination le centre ville ou le quartier de la Gare?
- Au vu des plaintes à ce sujet est-il prévu de remédier à la situation et d'offrir une solution de rechange d'un confort similaire aux voyageurs pénalisés par la mesure précitée?

Réponse (18.8.2006) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député se réfère à une ligne d'autobus transfrontalière Saarlouis-Merzig-Luxembourg, exploitée par l'entreprise sarroise RSW, laquelle avait été réorganisée le 1er mai 2006.

Ladite réorganisation avait comporté un itinéraire uniforme sur le territoire luxembourgeois via Kirchberg - Centre ville - Centre hospitalier, ainsi que l'introduction d'un horaire cadencé fonctionnant toutes les heures entre 6.00 heures et 19.00 heures.

Avant le 1er mai, cette ligne offrait trois itinéraires différents à Luxembourg. En plus, son horaire n'était orienté qu'aux heures de pointe:

Le trajet par Kirchberg, finalement retenu par l'exploitant, était proposé par le Ministère des Transports luxembourgeois.

Ce choix basait sur les bonnes conditions de circulation pour autobus qui existent sur le trajet Kirchberg-Centre ville, utilisé d'ailleurs par de nombreuses lignes publiques nationales, dont l'Eurobus.

D'après le rapport de l'exploitant RSW de Sarrebruck, la grande majorité de la clientèle concernée s'est exprimée favorablement pour ladite réforme. Le nombre d'utilisateurs a également augmenté sensiblement depuis.

Des plaintes, auxquelles se réfère Monsieur le Député, ont été enregistrées au début de la réforme du côté de voyageurs à destination du Centre ville.

Ces plaintes visaient des retards du nouvel horaire, dus au chantier à Bricherhof/Kirchberg et au Pèlerinage à l'Octave, lesquels perturbaient considérablement le fonctionnement des lignes publiques d'autobus dans la ville les premiers jours du mois de mai.

Lesdits problèmes n'existent plus pour l'instant. L'exploitant RSW a néanmoins annoncé de rendre plus directe encore la traversée de Kirchberg à partir du 1er septembre 2006.

Question 1180 (18.7.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **pacte «Logement» entre l'État et les communes:**

Le 15 mai 2006, Monsieur le Ministre avait présenté lors d'une conférence de presse des mesures avec comme objectif une baisse des prix du foncier et de l'habitat. Selon les affirmations de Monsieur le Ministre, une des mesures principales consisterait dans la conclusion d'un pacte «Logement» entre l'État et les communes.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans quel délai les conventions annoncées dans le cadre du pacte «Logement» entre les communes et l'État pourront être signées?
- Selon Monsieur le Ministre, l'État serait disposé à accorder aux communes voulant considérablement augmenter leur population une aide en capital. Monsieur le Ministre peut-il préciser si la croissance des années passées sera prise en considération dans ce contexte? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle date? Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les mesures présentées dans le cadre du pacte «Logement» seront également applicables pour des projets de lotissements déjà entamés? Dans l'affirmative, quelle sera la date limite pour cette prise en considération?
- Lors de la conférence de presse, Monsieur le Ministre remarquait que le coût annuel des aides étatiques en faveur de communes était estimé à un total de 10 millions d'euros. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer par quels moyens budgétaires seront financées ces mesures?
- En ce qui concerne les mesures en vue d'augmenter le nombre de logements à coût modéré, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'à l'avenir 10% de la surface devraient être réservés à la réalisation de logements à coût modéré dans tout projet de lotissement dépassant une surface d'un hectare. Monsieur le Ministre peut-il préciser si cette obligation vaudra également pour les promoteurs privés?

Réponse (9.8.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le vendredi 28 juillet 2006, le Gouvernement en conseil a statué sur les conventions entre l'État et les communes pour affronter les problèmes qui se posent actuellement sur le marché du logement, annoncées par le Premier Ministre dans le cadre du discours sur l'état de la nation le 2 mai 2006 à la Chambre des Députés.

Par la suite, les Ministres du Logement et de l'Aménagement du Territoire contacteront les communes se proposant à contribuer à la création de nouveaux logements sur leur territoire dans la perspective d'augmenter par ce fait leur population d'au moins 15% sur une période de dix années, en vue de la conclusion d'une telle convention, dénommée pacte «Logement».

En contrepartie, l'État s'engage à accorder aux communes signant cette convention une contribution financière unique de 4.500 euros par habitant supplémentaire dépassant une croissance de 1% de la population au cours de l'année.

Pour les communes dont le développement est jugé prioritaire par l'IVL, cette contribution financière est majorée de 50%, si elles s'engagent à respecter certaines conditions supplémentaires.

Il est tenu compte des lotissements en cours ainsi que des autres projets de développement urbain et d'aménagement communal, dans la mesure où l'accroissement de la population constaté à partir du 1er janvier 2007 est pris comme critère d'attribution de la contribution financière.

Pour ce qui est de l'origine des moyens financiers en faveur des communes, estimés à 10 millions d'euros par an, il y a lieu de souligner qu'ils seront inscrits au budget du Département du Logement.

Finalement, il y a lieu de noter que les communes seront invitées à procéder à la conclusion de conventions avec les promoteurs opérant sur leur territoire en vue de réduire le coût des terrains à bâtir. Dans chaque lotissement réalisé, pour autant qu'il dépasse une surface d'un hectare, il sera réservé une partie de 10% de la surface à la réalisation de logements à coût modéré dont les conditions (par exemple vente obligatoire à des bénéficiaires d'une prime de construction) et les prix de vente sont déterminés par un cahier des charges qui fait partie intégrante de la convention susmentionnée. Cette idée n'est pas nouvelle, alors qu'aux termes de l'article 21 de l'ancienne loi de 1937 concernant l'aménagement des communes et autres agglomérations importantes, il était loisible à chaque conseil communal de définir le prix de vente des terrains réalisés dans le cadre d'un Plan d'Aménagement Particulier (PAP). En effet, cet article disposait notamment que: «Le projet comprend un plan d'aménagement, un programme et un cahier des charges des ventes ou locations.»

Il est par ailleurs encourageant de constater qu'un certain nombre de communes a spontanément contacté le Département du Logement pour se déclarer prêtes à conclure un pacte «Logement» avec l'État.

Question 1181 (18.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **retards dans la distribution postale - demandes d'inscription dans les lycées:**

Il me revient que la réorganisation de la distribution postale entraîne des retards au niveau de l'acheminement du courrier. Ainsi, des réponses à des demandes d'inscription pour l'enseignement secondaire pour la nouvelle année scolaire avec un cachet de la poste en date du 11 juillet ont été délivrées avec une semaine de retard. Or, la date limite de l'inscription est, selon mes informations, fixée au 19 juillet 2006. En cas de refus d'admission à un lycée, les personnes concernées ne disposeraient donc que d'un délai extrêmement bref pour pouvoir introduire une nouvelle demande auprès d'un autre lycée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Compte tenu de ces circonstances, Madame la Ministre serait-elle disposée à accorder une prolongation du délai en question?

Réponse (4.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai effectivement été informée par des parents concernés qu'il y a eu dans quelques cas des retards concernant les réponses des lycées aux demandes d'inscription. Apparemment ces retards étaient dus aux problèmes liés à la réorganisation de la distribution postale.

Je n'ai pas été saisi d'un cas où ce retard aurait causé le refus d'inscription à un lycée. En effet, tous les élèves qui avaient fait la demande d'admission en classe de 7e sont inscrits.

De façon générale, un élève ne peut se voir refuser l'inscription à une classe de 7e si le délai d'inscription a été dépassé pour un motif valable.

Question 1183 (20.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**information des bénéficiaires sur les variations des montants des pensions et des rentes:**

D'Aarbechtsgesetz seet aus, datt jiddereen e Paiziedel zum Enn vum Mount muss vu sengem Patron ausgestallt kréien, fir eng Iwwerpréifungsméiglechkeet ze hunn. Bei de Bénéficiairë vun enger Rent oder Pensioun ass dat net esou. Am Prinzip brauch een dat jo och net, well de Betrag vun enger Pensioun oder vu Renten net variéiert.

Mä elo ass et awer esou, datt heiansdo aus verschiddene Grënn (z.B. Besteierung) de Betrag vun der Pensioun oder Rent variéiert, an de Betraffene weess dann net firwat an hie kann dat och aus senger Siicht schwéier iwwerpréiwen. Verschidde Pensiounskeesen, z.B. d'Bauerepensiounskeess, deelen awer de Grond vu Veränneren hire Pensionnairë mat.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Missten net all d'Pensiounskeese wéinstens eng kleng Matdeelung de Pensionnairen zoukomme loossen, firwat de Betrag vun hirer Pensioun geännert huet, eenzeg Ausnahm d'Index- oder d'Ajustementsupassung?
2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt hei eng akzeptabel Léisung kënnt fonnt ginn?

Réponse (11.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Zu der Fro vum Här Deputéierten ass Folgendes ze soen:

Et ass net richteg fir ze soen, datt d'Pensiounskeesen hiren Assuréë keng Erklärunge ginn, wann de Montant vun hirer Pensioun ännert. Am Contraire, d'Aarbechterpensiounskeess, d'Privatbeamtepensiounskeess, d'Bauerepensiounskeess an och d'Pensiounskeess vun de Geschäftsleit deelen all Änerung opgrond vum Niewenakommes an esou weider vun der Pensioun deene betreffende Leit schréftlech mat, ausser - wéi den Här Deputéierte seet - wann et sech ëm Index- an Ajustementsupassungen handelt.

Den Här Deputéierten huet awer insofern Recht, wéi d'Pensiounskeess vun de Geschäftsleit hire Pensionnairë bis elo net matgedeelt huet - an dat ass deen eenzege Fall wou dat net geschitt ass - wa se an en anere Steiergrupp komm sinn. Dat war zum Deel bedéngt duerch den Informatiksprogramm.

Meng Servicer hunn d'Pensiounskeess vun de Geschäftsleit op dëse Sachverhalt opmierksam gemaach, an an Zukunft kréien och dës Assuréen an dëse Fäll eng schréftlech Matdeelung.

Wat d'Informatioun vun den Assuréen insgesamt ugeet, encouragéieren ech all Keesen, ob Pensiouns- oder Krankekeesen, dës Informatioun esou prezis a verständlech wéi méiglech ze maachen, a begréissen ausdrécklech déi Efforten, déi vun eenzelne Keese gemaach ginn.

Question 1193 (24.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **remboursement des vaccinations contre les maladies tropicales:**

Während der Vakanzenzäit zitt et ëmmer méi vun eise Bierger an exotesch Länner, wou eng Rei vu Geforen a Krankheete laueren. Fir deem virzebeugen, ginn eng Rei Impfunge recommandéiert. Dës Recommandatioun gëtt vun deene meeschte Reesenden och befollegt, mä leider net vun allen.

D'Ursaach ass ganz oft, well verschidden Impfunge wuel vun der Santé·recommandéiert, awer net vun de Keese remboursëiert ginn, wéi zum Beispill déi géint den Typhus. Och Medikamenter, wéi zum Beispill de Lariam géint Malaria, ginn net remboursëiert, obwuel et e wichtegt preventiivt Medikament ass, wann een an tropesch Länner reest.

Fir also richteg virbeugen ze kënnen an och sécher ze sinn, datt all Mënsch sech déi Impfunge ka leeschten, misste se vun de Keese remboursëiert ginn.

Well et sinn net nëmme Vacanzieren, déi an esou Länner reesen, mä och Leit, déi hir Familljen an hirer Heemecht wëllen erëmgesinn.

An déi Leit hunn oft just genuch Finanzmëttel fir de Fluch, an d'Gefor besteet, datt se just bei den Impfstoffer spueren, wat geféierlech ka ginn, net nëmme fir si. Och déi Leit mussen d'Recht hunn, kënne sécher ze reesen, a musse geschützt ginn!

Kann den Här Gesondheetsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéisou ginn d'Käschte vun esou wichtegen Impfstoffer, déi eng wichteg Preventiounsmis-

sioun hunn, net vun de Krankekeese remboursëiert?

2. Ass den Här Minister net och der Meenung, datt et un der falscher Plaz gespuert ass, wann een d'Preventioun vernoléissegt, wou dach gewosst ass, datt besonnesch Krankheeten aus den tropesche Regioune ganz desaströs Ausmoosse kënne kréien?

Réponse (11.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den Här Deputéierte wëllt a senger Ufro wëssen, firwat d'Käschte vun Impfstoffer net vun de Krankekeesen erëmbezuelt ginn.

Dozou ass ze soen, dass den Artikel 17 vum Code des assurances sociales kloer festhält, dass prioritär kurativ Medezin vun de Krankekeesen iwwerholl gëtt.

Deeselwechten Artikel gesäit am Absatz 3 awer och vir, dass Leeschtungen am Kader vun der Preventivmedezin rembourséiert ginn, wa se an e Programm falen, dee vum Gesondheetsministère zesumme mat der Union des Caisses de Maladie ausgeschafft ginn ass.

Fir de Moment bestinn ënner anerem folgend Programmer:

- Impfung géint d'Hépatite B;
- Impfung géint d'Méningiten duerch Méningocoquen;
- Impfung géint d'Gripp fir déi Leit, déi e Risikogrupp duerstellen;
- Fréierkennung vum Broschtkriibs bei de Fraen.

Zesumme mat de Keese si mir bestrieft, der Preventivmedezin hei zu Lëtzebuerg méi een héije Stellewäert ze ginn, an eng Rei vun neie Programmer sinn a Virbereedung.

Question 1202 (27.7.2006) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **cours de luxembourgeois dans le préscolaire:**

À la page 210 du rapport annuel de l'OCDE sur les migrations (SOPEMI 2006) on peut lire en matière de scolarisation des enfants étrangers pour le Luxembourg: «À compter de l'année scolaire 2005-2006 toutes les communes sont obligées de mettre en place des programmes d'enseignement préscolaire avec des cours de luxembourgeois, mais aussi la prise en compte de la langue maternelle de l'enfant.»

L'obligation de l'enseignement préscolaire est fort ancienne au Grand-Duché. En 1991, il avait même été question de rendre obligatoire l'enseignement du luxembourgeois au préscolaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles sont les circonstances qui ont permis de diffuser de pareilles informations à l'OCDE?
- Sur quelles dispositions se base le rapport de l'OCDE en cette matière?
- Dans combien de classes préscolaires de réels cours de luxembourgeois ont été dispensés pour l'année scolaire 2005-2006?
- Combien d'écoliers de l'éducation préscolaire ont bénéficié d'une prise en compte de leur langue maternelle et de combien de langues maternelles s'agissait-il pour l'année scolaire 2005-2006?
- S'il s'avérait que les informations divulguées par le rapport SOPEMI étaient incomplètes, voire erronées, comment le Gouvernement entend-il les rectifier?

Réponse conjointe (9.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Chaque année, les pays de l'OCDE sont tenus de fournir des informations au SOPEMI (Système d'observation des phénomènes politiques et migratoires internationaux), qui établit un rapport sur la situation.

Au Luxembourg, c'est le Commissariat du Gouvernement aux étrangers qui centralise les contributions et les transmet à l'OCDE. Le rapport final n'est pas retransmis au CGE pour vérification.

Dans le rapport SOPEMI 2006, l'article sur le Luxembourg constitue une synthèse partiellement erronée des données fournies par les différents ministères.

Le texte transmis par le Commissariat du Gouvernement aux étrangers mentionnait les points suivants:

- À partir de 2005/06 toutes les communes sont tenues d'assurer l'éducation précoce (c'est-à-dire pour enfants de trois ans).
- Le plan-cadre de l'éducation précoce souligne que le bilinguisme n'est pas à considérer comme un handicap mais un atout et que la nécessité d'apprendre le luxembourgeois ne doit pas éclipser la prise en compte de la langue d'origine de l'enfant bilingue. On ne saurait insister assez sur l'importance d'une approche positive face à l'enfant et à sa culture, afin que l'apprentissage d'une deuxième langue ne mette pas l'enfant en conflit avec sa langue première.
- Dans les classes à forte proportion d'enfants portugais, il peut être fait appel à un intervenant lusophone pour une collaboration régulière de quelques heures par semaine dans la classe.

Il est à signaler que le développement de la langue luxembourgeoise est un des objectifs majeurs des classes de l'éducation précoce et de l'éducation préscolaire. La langue luxembourgeoise est la langue véhiculaire dans cet ordre d'enseignement. Elle est considérée comme langue de communication et comme langue d'intégration. De nombreuses activités liées à la langue, ayant pour but de développer toutes les compétences langagières de l'enfant, font partie des activités pédagogiques réalisées quotidiennement au sein de la classe.

Par ailleurs, dans un grand nombre de classes préscolaires, un surnuméraire travaille de façon spécifique avec les enfants de langue étrangère, afin de leur faciliter l'apprentissage du luxembourgeois (au cours de l'année scolaire 2004/05, le nombre de leçons supplémentaires pour ce genre d'activités constituait un surplus de 10% par rapport au total des leçons assurées dans l'éducation préscolaire).

Pour ce qui est de la maîtrise de la langue maternelle, il y a possibilité, dans l'éducation précoce et préscolaire, d'avoir recours à un intervenant parlant portugais et luxembourgeois pendant deux à trois heures par semaine en vue de favoriser l'intégration scolaire de ces enfants.

Le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, par le biais de sa représentante dans le groupe de travail SOPEMI, rendra les responsables de la rédaction du rapport attentifs aux erreurs d'interprétation.

Question 1204 (27.7.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **fermeture d'un site de production de DuPont de Nemours:**

Mengen Informatioune no beabsichtegt DuPont de Nemours Enn Oktober 2006 eng Produktiounsanlag definitiv ze schléissen, wat ëm déi 65 Mataarbechter betrëfft.

Dëst ass op en Neits eng Hiobsbotschaft vun enger multinationaler Gesellschaft, déi eist Land trefft. Déi 65 Mataarbechter sollen awer am Betrib selwer erëm placéiert ginn. Aner Firmen, déi bei DuPont am Zesummenhang mat der betreffender Anlag beschäftegt waren, sollen hir Kontrakter gekënnegt kréien. De Site selwer wier awer net a Fro gestallt.

Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt bei DuPont de Nemours eng Produktiounsanlag definitiv zougemaach gëtt?
2. Wa jo, kann den Här Minister mir soen, ob e Sozialplang ausgeschafft gëtt?
3. Kann den Här Minister mir soen, wéi vill Firmen, déi bei DuPont ënner Vertrag waren, elo duerch déi Schléissung gekënnegt kréien a wéi vill Salariéen dat betrëfft?
4. Gëtt och fir d'Leit aus deene Firmen un e Sozialplang geduecht, wa se doduerch entlooss solle ginn?

Réponse (8.8.2006) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ech huelen un, datt déi Informatiounen, op déi den Här Ofgeuerdnete sech berifft, sech aus der Matdeelung un d'Press erginn, déi DuPont erausginn huet.

Duerfir kuerz zu de Froen:

1. Jo, ech weess, datt DuPont Teijin Films eng Linn zoumécht. Well DuPont jo awer keng Leit entléisst, ass d'Firma net gehalen, gemäss Gesetz vun 1993 iwwer Kollektiventloossungen, den Instanzen offiziell Informatiounen ze ginn.
2. Et ass kee Sozialplang virgesinn, well, wéi den Här Ofgeuerdnete richteg seet, d'Bedingungen aus der Gesetzgebung iwwer Kollektiventloossungen net erfëllt sinn.
3. Ech hu keng Informatiounen zu deem Punkt.
4. Wa bei de Firmen, déi bei DuPont ënner Vertrag stinn, Kollektiventloossunge géifen ustoen, spillt d'Gesetz vun 1993 an et muss e Sozialplang gemaach ginn, wann d'Bedingunge vun dësem Gesetz erfëllt sinn. Mä ech hu keng Indikatiounen zu dësem Punkt.

Question 1207 (28.7.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**allocation nouveau-né:**

La loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit à son article 14ter que «l'État verse en faveur de chaque nouveau-né un montant de 100 euros sur un compte d'épargne ‚logement' (...)». Le règlement grand-ducal fixant les modalités d'exécution de cette aide épargne-logement date du 22 mars 2004.

- Sachant que la mise en pratique et les pourparlers avec la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ont pris plusieurs mois, j'aimerais savoir depuis quand cette mesure est opérationnelle.
- Étant donné que cette aide s'adresse à tout enfant né après le 2 décembre 2002, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer par quel moyen les parents sont informés sur le droit de leur enfant de demander cette aide?
- Combien de demandes pour l'octroi de l'aide épargne-logement sont jusqu'ici parvenues au Ministère et combien d'enfants ont pu en bénéficier?

Réponse (9.8.2006) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Introduite par la loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'aide épargne-logement généralisée fut opérationnelle depuis mai 2004, suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 22 mars 2004.

L'objectif de cette nouvelle mesure, rappelons-le, consiste à faire renaître la garantie de l'État dans le cadre de l'accession à la propriété immobilière, laquelle est très peu sollicitée de nos jours, et surtout à rendre les gens plus conscients de l'importance d'épargner.

Ainsi, un enfant né après le 2 décembre 2002 pourra bénéficier d'une aide d'épargne-logement généralisée sous forme de versement d'un montant de 100 euros sur un compte d'épargne «logement», en vue notamment d'un bénéfice ultérieur des aides individuelles en matière de logement, et surtout celle prévue aux articles 3 à 10 de la loi modifiée de 1979, c'est-à-dire la garantie de l'État.

En vertu de ces articles, si des emprunteurs ne peuvent fournir aux organismes prêteurs des garanties jugées suffisantes par ceux-ci, l'État peut garantir le remboursement de prêts hypothécaires consentis à ces personnes physiques en vue de l'acquisition, de la construction ou de l'amélioration d'un logement servant d'habitation principale et permanente à l'emprunteur et à son ménage.

Depuis son introduction, 1.301 demandes en vue de l'obtention d'une telle aide étatique ont été introduites au Service des Aides au Logement, dont 824, correspondant au nombre des enfants bénéficiaires, ont connu une suite favorable.

Quant aux moyens mis en œuvre pour informer les parents sur le droit d'introduire une telle demande, un courrier a été adressé en mai 2004 à tous les ménages qui, d'après le registre des personnes de l'État, ont eu au moins un enfant né après le 2 décembre 2002 et âgé de moins de six ans. En plus, les communes ont été invités à distribuer des publications y relatives lors de chaque inscription dans leur registre de la population d'un nouveau-né.

Question 1213 (2.8.2006) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **décharge de déchets radioactifs de Bure:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0251 datant de janvier 2005 de Monsieur le Député Emile Calmes relative à la création en France d'un centre de stockage de déchets radioactifs *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*, Monsieur le Ministre de la Santé a déclaré que, concernant le site de Bure, le Gouvernement luxembourgeois suivrait attentivement ce dossier. Plus d'un an après cette réponse, la décharge de déchets radioactifs de Bure fait l'objet de critiques de la part d'une partie de l'opinion publique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il finalement pu consulter le rapport global d'évaluation sur le site en question?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Dans l'affirmative, quelles conclusions les autorités luxembourgeoises et l'expert indépendant en matière de stockage de déchets radioactifs dans les sols, dont le Luxembourg s'est attaché les services, tirent-ils à ce stade?
- Quelle sera l'envergure de ce site de stockage?
- Les experts scientifiques estiment-ils toujours que cette installation n'aura aucune incidence sur le Luxembourg?

Réponse (9.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a remis fin 2005 son rapport final portant sur l'évaluation de la faisabilité du stockage géologique en formation argileuse à l'Autorité de Sûreté nucléaire. Ce rapport conclut globalement qu'un stockage de déchets radioactifs dans la couche argileuse, qui fait l'objet de l'étude au moyen du laboratoire souterrain de Bure, apparaît techniquement faisable. Le rapport précité souligne également que l'ANDRA poursuivra les expérimentations dans le laboratoire souterrain de Bure et recherchera un emplacement favorable à l'implantation d'une éventuelle installation de stockage dans la zone de transposition.

Les autorités luxembourgeoises, qui procèdent à un échange régulier d'informations le plus large possible avec leurs homologues français, ont consulté ledit document ainsi que le rapport que l'expert indépendant a rédigé pour le Luxembourg. Il en résulte que des scénarios de cheminements des eaux entre Bure et le Luxembourg ne sont, à ce stade, pas impossibles, mais selon l'expert peu probables.

Dans le pire des cas, l'expert indépendant évalue le temps que pourrait mettre l'eau souterraine en provenance de Bure, pour parvenir au Luxembourg, à plusieurs centaines de milliers d'années. Dans les autres scénarios, cette durée pourrait être de l'ordre de millions d'années. Ces estimations se basent sur le fait que les éléments radioactifs doivent passer trois barrières: les enveloppes des déchets radioactifs, une couche argileuse de 600 mètres avec une vitesse de diffusion de quelque dizaines de mètres par 100.000 ans et le cheminement entre Bure et le Luxembourg.

Afin d'évaluer les résultats des études françaises ainsi que les travaux de recherche effectués au laboratoire souterrain à Bure de toutes autres études indépendantes et en application du principe de précaution, le Ministre soussigné et le Ministre délégué aux Affaires étrangères ont mis en place un groupe de travail interministériel chargé du suivi du dossier.

Gouvernement


Angel
Marc


Diederich
Fernand


Castegnaro
John


Dall'Agnol
Claudia


Negri
Roger


Scheuer
Jos


Schneider
Romain


Err
Lydie


Fayot Ben
Président du groupe parlementaire


Bodry
Alex


Mutsch
Lydia

CSV

LSAP


Sunnen
Fred


Glesener
Marcel


Meyers
Paul-Henri


Schank
Marco


Haupert
Norbert


Wolter Michel
Président du groupe parlementaire

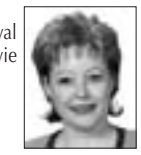

Schaaf
Jean-Paul


Hetto-Gaasch
Françoise


Maroldt
François


Thiel
Lucien


Sauber
Marcel


Andrich-Duval
Sylvie


Schreiner
Roland


Spautz
Vera


Bettel
Xavier


Goerens
Charles


Bettendorf
Niki


Helminger
Paul


Calmes
Emile


Henckes
Jacques-Yves


Jaerling
Aly

Indépendant depuis
le 1er mai 2006


Klein
Jean-Pierre


Wagner
Carlo


Meisch
Claude


Grethen Henri
Président du groupe parlementaire


Brasseur
Anne


Flesch
Colette


Koepp
Jean-Pierre


Gibéryen Gast
Président de la sensibilité politique

Mehlen
Robert

DP
Demokratesch Partei

DP

DÉI GRÉNG

adr:
Alternativ Demokratesch Reformpartei

adr:

adr:

Clement
Lucien

Santer
Patrick

Mosar
Laurent

Frank
Marie-Josée

Spautz
Marc

Arendt
Nancy

Bausch François
Président du groupe parlementaire

Loschetter
Viviane

Huss
Jean

Gantenbein-Koullen
Marie-Thérèse

Kaes
Ali

Stein-Mergen
Martine

Oberweis
Marcel

Doerner
Christine

Braz
Félix

Adam
Claude

Kox
Henri

Gira
Camille

Orateur

Présidence

CSV

Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint

Weiler Lucien
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire général